Chamberblietchen

2014-2015

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2014-2015

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1, 2	27
CR n°2	Séances n°3, 4	91
CR n°3	Séances n°5, 6, 7	151
CR n°4	Séances n°8, 9, 10	215
CR n°5	Séances n°11, 12, 13	279
CR n°6	Séances n°14, 15, 16	343
CR n°7	Séances n°17, 18, 19	407
CR n°8	Séances n°20, 21	471
CR n°9	Séances n°22, 23, 24	535
CR n°10	Séances n°25, 26	599
CR n°11	Séances n°27, 28	659
CR n°12	Séances n°29, 30, 31	723
CR n°13	Séances n°32, 33, 34	787
CR n°14	Séances n°35, 36, 37	851
CR n°15	Séances n°38, 39, 40	915
CR n°16	Séances n°41, 42, 43	975
CR n°17	Séances n°44, 45, 46	1039
CR n°18	Séances n°47, 48	1103

novembre 2015



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2014-2015

SOMMAIRE

PAGE 01
L'année parlementaire
Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

PAGE 02
L'organisation de la Chambre des Députés
Le Président de la Chambre
Bureau

PAGES 03
Conférence des Présidents

PAGES 04-21
Les commissions parlementaires

PAGE 22
Session ordinaire 2014-2015: relevé général

PAGE 23
Séances publiques – Heures de séances

PAGE 24
Composition de la Chambre des Députés



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Éditeur: Chambre des Députés

Conception: Brain & More - Agence en Communication

Mise en page: Espace Médias SA / Polygraphic

Photos: Tageblatt archives / Espace Médias SA

L'année parlementaire 2014-2015

En route vers une nouvelle Constitution

Se situant au sommet du système juridique d'un Etat, l'élaboration d'une nouvelle Constitution, processus complexe, peut être chronophage. Comme il s'agit de la loi fondamentale, d'un ensemble censé être fixe et stable, sa rédaction ou réécriture ne peut se faire à la hâte et demande d'être soigneusement préparée. Comme une Constitution définit les droits et les libertés des citoyens, l'organisation et la séparation du pouvoir politique en ses branches législative, exécutive et judiciaire tout comme elle précise l'articulation et le fonctionnement des différentes institutions qui composent l'Etat (parlement, gouvernement, Conseil d'Etat, juridictions,…), mieux vaut réfléchir à deux fois et en toute sérénité avant de l'ériger en principe suprême.

Le chemin de l'élaboration d'une nouvelle Constitution peut s'avérer tortueux, surtout si ses rédacteurs, par le biais **d'un (de) référendum(s)**, cherchent l'acquiescement de la nation et son adhésion aux grands principes censés la constituer.

Ainsi, une proposition de loi, déposée le 4 novembre 2014 et adoptée le 24 février 2015 par les députés en séance plénière, fut le prélude à une **campagne référendaire** organisée par la Chambre des Députés en vue d'éclairer l'opinion publique en toute impartialité sur la tenue d'un référendum. Sur un site spécial (www.referendum.lu), mis en place par la Chambre pour l'occasion, les électeurs ont pu trouver un calendrier des 6 débats publics organisés à travers le pays (Mamer, Grevenmacher, Diekirch, Luxembourg, Mersch, Esch-Belval) ainsi que des explications concernant les questions abordées. Des tables rondes diffusées sur Chamber TV tout comme un espace de débat sur les enjeux du référendum sur la page Facebook de la Chambre ont complété le dispositif.

Finalement, les électeurs luxembourgeois ont pu se prononcer le **7 juin 2015** par voie de **référendum** sur **3 questions** en relation avec l'élaboration d'une **nouvelle Constitution**, à savoir:

- le **droit des jeunes Luxembourgois**, âgés entre **16 ans et 18 ans,** de s'inscrire de manière facultative sur les listes électorales en vue de participer comme électeurs aux élections pour la Chambre des Députés, aux élections européennes et communales ainsi qu'aux référendums;
- le **droit des résidents non luxembourgois** de s'inscrire de manière facultative sur les listes électorales en vue de participer comme électeurs aux élections pour la Chambre des Députés, à la double condition particulière d'avoir résidé pendant au moins 10 ans au Luxembourg et d'avoir préalablement participé aux élections communales ou européennes au Luxembourg;
- la **limitation dans le temps** des mandants ministériels.



Le tout nouvel auditorium d'Esch-Belval a constitué la dernière étape de la campagne référendaire organisée par la Chambre des Députés.

Depuis lors, prenant acte des résultats et des opinions exprimées, la **Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre** s'est déjà réunie à de nombreuses reprises afin de peaufiner son travail sur la «Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution», déposée par le député Paul-Henri

APPARTENANCE POLITIQUE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (SESSION 2015-2016)

CSV	23 députés	déi gréng	6 députés
DP	13 députés	ADR	3 députés
LSAP	13 députés	déi Lénk	2 députés

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Meyers en date du 21 avril 2009. Souhaitant terminer ses travaux avant la fin de la présente législature afin d'être en mesure de questionner encore une fois les citoyens luxembourgeois sur la teneur d'un nouveau texte constitutionnel dans son entièreté, les députés, membres de la commission, ne risquent donc pas de chômer.

L'année parlementaire 2014-2015 fut riche à tous points de vue! En témoignent les chiffres qui suivent pour illustrer l'ampleur de l'activité régissant les travaux: 48 séances publiques ont eu lieu, la Conférence des Présidents s'est réunie à 36 reprises alors que le Bureau l'a fait à 22 reprises. 698 réunions de commissions et de groupes de travail ont émaillé l'année parlementaire 2014-2015, 137 projets de loi furent déposés (dont 102 évacués) ainsi que 8 propositions de loi, 10 déclarations gouvernementales, 4 débats de consultation, 3 débats d'orientation, 7 interpellations, 2 heures d'actualité et 2 débats divers complètent les statistiques. Retenons enfin que les députés ont adressé pas moins de 867 questions parlementaires au Gouvernement.

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi par le règlement d'ordre intérieur de la Chambre.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se termine le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre, pour organiser ses travaux, institue son Bureau ainsi que la Conférence des Présidents, organe réunissant régulièrement les Présidents de tous les groupes politiques représentés à la Chambre pour déterminer notamment les ordres du jour des séances publiques et régler toutes les questions en relation avec l'agenda parlementaire.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre consistent à

- représenter la Chambre;
- maintenir l'ordre dans l'enceinte parlementaire;
- faire observer le règlement d'ordre intérieur de la Chambre;
- juger de la recevabilité des textes, motions et autres propositions;
- accorder la parole;
- poser des questions et les soumettre aux votes des députés;
- annoncer le résultat des votes et scrutins;
- prononcer les décisions prises par la Chambre;
- porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président lorsqu'ils le remplacent. En l'absence du Président et de Vice-Présidents, le membre le plus ancien en rang parmi les députés de la Chambre la préside.

Bureau

Campagne référendaire pilotée par le Bureau de la Chambre

Composition

Président: Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Vice-Présidents: Simone Beissel (DP), Laurent Mosar (CSV), Henri Kox (déi gréng)

Membres: Eugène Berger, Lydie Polfer (DP) / Marc Angel, Alex Bodry (LSAP) / Gilles Roth, Claude Wiseler, Michel Wolter (CSV)

Secrétaire général: Claude Frieseisen

Nombre de réunions: 22
(y compris 8 réunions jointes)

Affaires courantes

Conformément aux missions définies par le Règlement de la Chambre des Députés, le Bureau s'est penché, au cours de la session 2014-2015, sur les questions financières et d'organisation du parlement.

Ainsi, il a décidé des admissions au stage, des nominations, des promotions et des fonctionnarisations des membres du personnel de l'administration parlementaire. Le titre honorifique de leurs fonctions a été attribué à M. Luc Frieden, ancien député, ainsi qu'à Mme Arlette Frascht, Inspecteur principal 1er en rang auprès de l'administration parlementaire, qui a fait valoir ses droits à la retraite au 1er novembre 2015. Suivant les pouvoirs lui conférés par les dispositions législatives y afférentes, le Bureau a également pris toutes les décisions relatives au personnel du secrétariat du Médiateur.

En matière financière, le Bureau a marqué son accord avec les propositions budgétaires pour l'exercice 2016 de la Chambre des Députés, du Médiateur et de la Cour des Comptes.

Actualités

En cours de session, un groupe de travail «Fairtrade et bio» a été créé en vue d'approvisionner la Chambre en produits certifiés «fairtrade» et «bio». Ce groupe de travail est présidé par M. le Député Henri Kox et se compose en outre de membres du personnel de l'administration parlementaire.

Dans le contexte du référendum consultatif du 7 juin 2015, le Bureau a défini le rôle qui incombe à la Chambre dans l'organisation de la campagne d'information. Il a par ailleurs chargé l'Université du Luxembourg de procéder à une étude en vue d'analyser les rapports de forces tels qu'ils se sont présentés lors du référendum. Les conclusions de cette étude seront présentées prévisiblement au cours du premier trimestre 2016.

Quant au travail législatif, il a été décidé de mettre à disposition des commissions parlementaires qui en formulent la demande, des experts externes afin qu'ils puissent, le cas échéant, s'assortir des compétences nécessaires et indispensables dans un dossier précis.

Affaires internationales

Au cours de la session écoulée, le Bureau a reçu en visite officielle Mme Loreta Graužinienė, Présidente du Parlement de la République de Lituanie, M. Gunther Krichbaum, Président de la Commission des Affaires européennes du Bundestag, Mme Cecilia Malmström, Commissaire européen pour le commerce, Mme Federica Mogherini, Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois du Bundestag et M. Martin Schulz, Président du Parlement européen.

LL.MM. le Roi et la Reine d'Espagne ont reçu en audience le Président de la Chambre des Députés lors de leur visite officielle à Luxembourg. Le Président de la Chambre a également eu des entrevues avec M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, M. Joachim Gauck, Président de la République fédérale d'Allemagne, M. François Hollande, Président de la République française, M. Charles Michel, Premier Ministre du Royaume de Belgique, M. Pedro Passos Coelho, Premier Ministre de la République portugaise et Mme Erna Solberg, Premier Ministre du Royaume de Norvège.

A côté de la diplomatie parlementaire internationale qui joue un rôle de plus en plus important, le Président de la Chambre des Députés a souhaité intensifier les relations interparlementaires régionales afin de traiter des sujets très concrets qui préoccupent les citoyens au quotidien. Ainsi, il eu des échanges fructueux avec M. André Antoine, Président du Parlement wallon, et Mme Anouchka Van Miltenburg, Présidente de la Chambre des Représentants des Pays-Bas pour discuter de thématiques liées au transport, au logement et à la situation des frontaliers.

En vue de faciliter les relations entre la Chambre des Députés et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), un fonctionnaire de l'administration parlementaire a été désigné comme personne de contact.



Conférence des Présidents

36 réunions pour organiser et peaufiner l'agenda parlementaire



Au cours de la session parlementaire 2014-2015, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 36 fois notamment pour décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre des Députés et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

La Conférence des Présidents et la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ont consacré huit réunions à la discussion relative aux conclusions à tirer du rapport «La «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - l'Etat luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies» de Vincent Artuso qui a abouti à une résolution relative à la reconnaissance des souffrances infligées à la communauté juive, à ses membres luxembourgeois et étrangers, durant l'occupation nazie du Luxembourg et relative à l'expression d'excuses à la communauté juive.

Un autre sujet auquel les membres de la Conférence des Présidents ont consacré non moins de neuf réunions fut celui du rôle de la Chambre des Députés dans le cadre du référendum du 7 juin 2015 ainsi qu'à l'organisation des réunions d'information y relatives.

Au cours de quatre réunions du mois de juin, de juillet et de septembre 2015, les membres de la Conférence des Présidents ont eu une réflexion sur la façon de procéder à la ratification de la réforme constitutionnelle et ont réservé la réunion du 18 juin 2015 exclusivement à une entrevue avec des représentants de la chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg à ce sujet. La Conférence des Présidents a jugé utile de prolonger la possibilité d'introduction de propositions de modification de la Constitution jusqu'au mois d'octobre 2015 via le site www.ärvirschléi.lu.

Par ailleurs, la Conférence des Présidents a abordé un certain nombre de points organisationnels. Ainsi elle a estimé qu'il serait opportun de modifier le temps de parole du modèle 1 pour les débats et interpellations afin de donner, notamment à l'interpellateur un temps de parole supplémentaire de dix minutes. De plus, la Conférence des Présidents a eu un échange de vues sur une proposition de texte visant à modifier la procédure budgétaire telle que prévue dans le Règlement de la Chambre des Députés. Il s'agissait de disposer d'une version dite «de droit commun» qui traiterait le projet de loi relatif au budget comme tout autre projet de loi. Ces deux propositions de modification, après avoir été renvoyées à la Commission du Règlement, ont été introduites dans le Règlement de la Chambre des Députés après l'adoption en séance publique de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés N°6746 modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole.

La Conférence des Présidents a encore approuvé l'idée de s'échanger de manière plus approfondie sur l'opportunité du droit de nomination de la Chambre des Députés et a décidé de mettre en place un système de vote électronique pour toutes les nominations en séance publique.

Dans le cadre de l'assermentation d'un nouveau député, la Conférence des Présidents a donné son accord à l'introduction d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à ne prévoir de commission de vérification des pouvoirs qu'en cas de contestation de la légitimité d'un suppléant.

La Conférence des Présidents a aussi procédé à un changement de la trame des orateurs en ce qui concerne les deux grands débats annuels, à savoir le débat sur l'état de la nation et le débat sur le budget de l'Etat.

Dans le cadre de ses attributions, la Conférence des Présidents a donné son avis sur la recevabilité de certaines questions parlementaires. Dans ce contexte, elle a retenu qu'il y a lieu de mieux contrôler le texte des questions parlementaires avant leur diffusion et a constaté qu'il y avait lieu de faire en sorte que les questions parlementaires soient plus concises. La Conférence des Présidents a donné son accord pour une démarche vers une plus large digitalisation des questions parlementaires et des courriers échangés avec le Service Central de Législation. De plus, la Conférence des Présidents, estimant les réponses fournies par le Gouvernement à deux questions parlementaires incomplètes, a insisté auprès de ce dernier pour que ces réponses soient complétées.

En plus, la Conférence des Présidents a décidé qu'il y a lieu de considérer toute nouvelle version d'une réponse à une question parlementaire comme une deuxième réponse. En effet, en ne remplaçant pas tout simplement l'ancienne version tout problème de transparence est évité.

En ce qui concerne plus particulièrement l'organisation des réunions de commissions parlementaires, les présidents des groupes politiques ont eu des échanges de vues sur:

- la communication externe au cours de réunions de commissions parlementaires et à la suite de réunions à huis-clos;
- la convocation et l'annulation à très court terme de réunions de commissions parlementaires;
- la concomitance des réunions de commissions parlementaires;
- la publication systématique des fiches d'évaluation d'impact.

Du côté des visites, il y a lieu de relever qu'au cours de la réunion jointe du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Conférence des Présidents du 1er juin 2015, un échange de vues a eu lieu avec les membres de la Conférence des Présidents du Parlement européen sous la conduite de S.E.M. Martin Schulz, Président.

Le 3 juillet 2015 les membres de la Commission européenne ont fait une visite au Luxembourg et la Conférence des Présidents a préalablement, au cours de trois réunions du mois de juin, pris de nombreuses décisions au niveau de l'organisation des entrevues avec les commissaires européens.

Le 10 juillet 2015 une réunion jointe avec le Bureau, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et la Commission du Logement a eu lieu dans le cadre de l'organisation d'un «hearing» avec le Parlement des Jeunes au cours duquel les résolutions adoptées par le Parlement des Jeunes ont été présentées et discutées.

La Conférence des Présidents a avisé favorablement 65 demandes de pétitions publiques. Au cours de plusieurs réunions, elle a fait une évaluation du système des pétitions publiques et elle a adapté la procédure y relative. Ainsi après avoir discuté la possibilité de cumuler les signatures sur support papier de pétitions et celles recueillies sur le site internet de la Chambre des Députés, cette proposition a trouvé son accord tout comme l'arrêt de l'automatisme de reclasser les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4500 signatures en pétition ordinaire. Les membres de la Conférence des Présidents ont proposé de prévoir, lors de la révision du site internet de la Chambre des Députés, une version trilingue (luxembourgeois, allemand, français) du volet «Pétitions» et ont également décidé de retenir le critère de l'intérêt général, moins restrictif que le critère de l'intérêt national, comme critère de recevabilité des pétitions publiques.

La Conférence des Présidents a par ailleurs pris la décision de ne publier le texte des pétitions publiques en examen de recevabilité sur le rôle des pétitions sur le site internet de la Chambre des Députés qu'une fois que la Conférence des Présidents s'est prononcée définitivement sur la recevabilité. Dans ce contexte, il a été retenu qu'à l'avenir si une pétition publique semble poser un problème au niveau de sa recevabilité, elle est maintenue en suspens et le Président de la Commission des Pétitions sera invité à la prochaine réunion de la Conférence des Présidents.

Enfin, elle a avisé, après consultation des commissions parlementaires sectorielles, six projets de règlements grand-ducaux dont elle était saisie. Ces projets de règlements grand-ducaux touchaient plus particulièrement la performance énergétique des bâtiments fonctionnels, la sécurité des jouets et les équipements marins. La Conférence des Présidents a avisé les projets de règlements grand-ducaux concernant la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali et à la mission Resolute Support en Afghanistan ainsi que la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia).

Composition

Président de la Chambre des Députés: Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Présidents des groupes politiques: Eugène Berger (DP) / Alex Bodry (LSAP) / Viviane Loschetter (déi gréng) / Claude Wiseler (CSV)

Nombre de réunions: 36



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission des Comptes

Rigueur dans les comptes



Au cours de la session parlementaire 2014/2015, les membres de la Commission des Comptes se sont réunis à deux reprises pour examiner les comptes de la Chambre des Députés de **l'exercice 2013**.

L'exercice 2013 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 2.914.840,52 €.

Au 1er janvier 2014, les excédents budgétaires cumulés se chiffrent à 7.576.905,74 € dont:

- 7.154.596,22 € sont prévus pour le paiement de dépenses imprévues et constituent la réserve réelle de la Chambre des Députés;
- 171.069,18 € constituent la réserve informatique nécessaire pour le règlement de dépenses engagées, mais pas encore liquidées;
- et 125.332,19 € constituant le solde, destiné à payer les factures résultant des travaux de rénovation de la Maison Wiltheim;
- les engagements des exercices antérieurs se chiffrant à 717.556,44 €.

Les dépenses de la Chambre des Députés sont réparties sur 6 sections, à savoir:

- A) Députés 10.681.576,90 €
- B) Institutions parlementaires internationales 1.024.897,72 €
- C) Groupes politiques 2.712.174,75 €
- D) Personnel 8.545.539,44 €
- E) Frais de fonctionnement 5.944.293,37 €
- F) Compte rendu 619.091,98 €

Au 31 décembre 2013, les dépenses de la Chambre des Députés se sont chiffrées à 29.527.573,96 €, soit une augmentation de 3,13 % par rapport à l'exercice 2012.

Composition de la commission

Président: Marc Lies (CSV)

Vice-Présidents: Alexander Krieps (DP), Tess Burton (LSAP)

Membres: Joëlle Elvinger, Edy Mertens (DP) / Claudia Dall'Agnol, Roger Negri (LSAP) / Josée Lorsché (déi gréng) / Diane Adehm, Aly Kaes, Serge Wilmes (CSV) / Justin Turpel (déi Lénk) (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (depuis le 11/05/2015)

Nombre de réunions: 2

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis, à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Le rapport du Président-rapporteur concernant les comptes de l'exercice 2013 a été approuvé à l'unanimité des membres de la Commission des Comptes en date du 10 décembre 2014.

Commission des Pétitions

Bilan positif à l'issue de vingt mois de pétitions publiques

Composition de la commission

Président: Marco Schank (CSV)

Vice-Présidents: Roberto Traversini (déi gréng), Justin Turpel (déi Lénk) (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (depuis le 11/05/2015)

Membres: Guy Arendt, Gusty Graas, Max Hahn (DP) / Marc Angel, Cécile Hemmen, Roger Negri (LSAP) / Nancy Arendt, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marcel Oberweis (CSV)

Nombre de réunions: 28

Evaluation du système de pétition publique

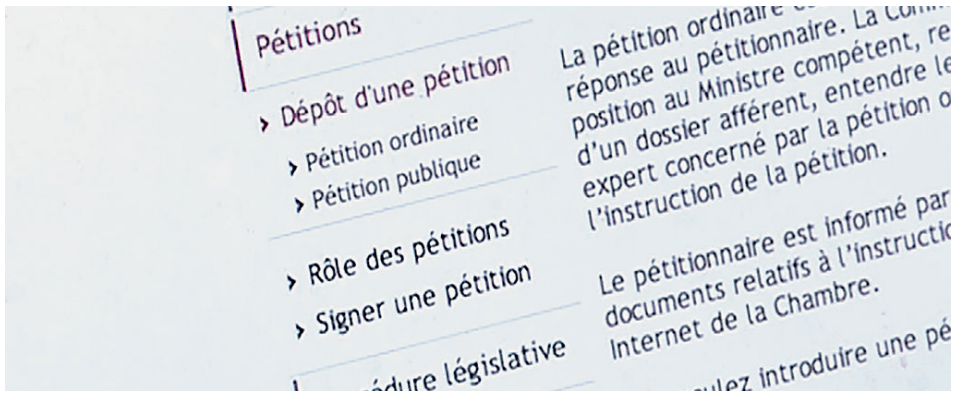
Suite à l'introduction du système de pétition publique en mars 2014, la Commission des Pétitions a procédé à une première évaluation des procédures applicables. Répondant à une demande croissante des auteurs de pétitions publiques, la commission a donné son feu vert à la collecte de signatures sur papier. Parallèlement à la signature électronique, les pétitionnaires peuvent récolter des signatures moyennant une fiche que le secrétariat leur met à disposition par voie électronique et par lettre, chaque pétition disposant d'une fiche spécifique.

Afin de tenir compte de l'évolution du droit de pétition, la Chambre a adapté son Règlement interne, en particulier par l'ajout d'un nouvel article 155bis qui a trait aux pétitions publiques.

Au cours de la session ont été déposées 85 demandes de pétition publique et 26 pétitions ordinaires.

Trois pétitions publiques ont dépassé le seuil de 4.500 signatures, nécessaires à l'organisation d'un débat public:

- pétition publique n° 419 – Contre les massacres insensés et cruels de baleines pilotes, dauphins et autres cétacés aux Îles Féroé, le débat public ayant eu lieu le 15 décembre 2014;





- pétition publique n° 483 – Contre le règlement grand-ducal «ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015/16», le débat public ayant eu lieu le 11 mai 2015;
- pétition publique n° 507 – Eis Kanner sinn zu allem fäheg. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul!, le débat public ayant eu lieu le 28 octobre 2015 (session ordinaire 2015 - 2016).
- La Commission des Pétitions a eu des échanges de vues avec les pétitionnaires des pétitions ordinaires suivantes:
- pétition 459 - Save the bees;
- pétition 489 - Contre la fermeture de la Clinique Ste - Marie à Esch-sur-Alzette;
- pétition 492 - Fir e sënnvolle «Stage d'entrée en fonction» an der Grondschoul

Rapport d'activité de la Médiateure

En date du 7 juillet 2015, la Commission des Pétitions a adopté le rapport sur le débat d'orientation 6789 sur le rapport d'activité de la Médiateure 2014, soumis à discussion au cours de la séance publique du 14 juillet 2015.

Commission du Règlement

Le Règlement de la Chambre, sujet à plusieurs modifications

Parmi les textes élaborés et adoptés par la commission, citons les suivants :

- **6746 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole**

Les **modifications apportées par cette proposition au Règlement de la Chambre** sont au nombre de **trois**:

1. Procédure budgétaire

L'actuelle date limite pour l'adoption du projet de rapport par la Commission des Finances et du Budget est supprimée et l'examen du projet de loi a lieu selon les dispositions de droit commun du Règlement.

Les actuels articles 109 et 110 sont fusionnés, en ce sens que les présentations du rapporteur et du gouvernement ainsi que les débats auront lieu lors de séances publiques à fixer par la Conférence des Présidents. Il est uniquement prévu que l'adoption du rapport en commission doit avoir lieu au moins une semaine avant la discussion en séance publique. Par le terme «discussion», il ne faut pas entendre la présentation du rapporteur ou du gouvernement, mais les débats au cours desquels les différents groupes et sensibilités s'expriment.

Composition de la commission

Président: Gast Gibéryen (ADR)

Vice-Présidents: Guy Arendt (DP), Roger Negri (LSAP)

Membres: Simone Beissel, Eugène Berger (DP) / Alex Bodry, Claudia Dall'Agnol (LSAP) / Viviane Loschetter (déi gréng) / Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz (CSV)

Nombre de réunions: 2

2. Enquêtes parlementaires

Étant donné que les enquêtes parlementaires sont régies par la législation afférente, il semble inutile à la commission de prévoir une double base légale à contenu identique. Le chapitre 18 du Titre V est donc entièrement supprimé.

3. Temps de parole

Dans le cadre du modèle 1, il est souhaitable de donner à l'interpellateur un temps de parole légèrement supérieur au temps de parole actuellement en vigueur (30 minutes au lieu de 20 minutes). À noter que le gouvernement disposera également de façon automatique d'un temps de parole de 30 minutes.

- **6690 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique**

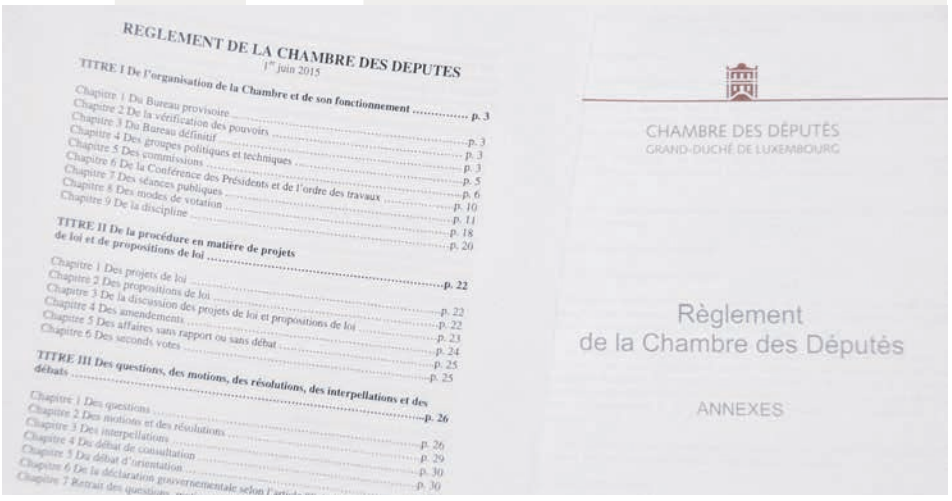
L'objet de la présente proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés est à la fois d'introduire dans le Règlement des dispositions concernant le nouveau système de pétition publique (nouvel article 155bis) et de clarifier l'ensemble des règles applicables au droit de pétition en restructurant le chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V en trois points distincts:

a) Dispositions générales (article 154);

b) Pétitions ordinaires (article 155);

c) Pétitions publiques (article 155bis).

Il existe donc un seul droit de pétition avec deux modalités d'instruction. Il appartient au pétitionnaire d'opter par son dépôt soit pour la procédure traditionnelle, soit pour la procédure de la demande de pétition publique pouvant déboucher, si toutes les conditions sont remplies, sur l'organisation d'un débat public.



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Présidence luxembourgeoise dans un contexte de tensions et de multiples crises internationales



Les travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au cours de la session 2014-2015 furent avant tout marqués par la Présidence du Conseil de l'Union européenne que le Luxembourg assure au deuxième semestre 2015. Déjà en amont de cet événement, les visites de délégations parlementaires et de représentants d'institutions européennes et internationales se sont multipliées pour permettre des échanges de vues sur les sujets prioritaires de la Présidence. La Chambre des Députés a notamment accueilli, le 3 juillet 2015, le collège des membres de la Commission européenne.

Affaires étrangères et européennes

La situation internationale a été marquée par les crises notamment en Ukraine, en Syrie et en l'Irak, ainsi que par le drame des migrants en Méditerranée. Les membres de la commission se sont régulièrement entretenus avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes pour suivre de près la politique de l'Union européenne mis en œuvre dans ce contexte. Ainsi, elle a pris note de l'Agenda européen en matière de migration et des mesures de relocalisation et de réinstallation. Les députés ont soutenu le Ministre des Affaires étrangères et européennes dans ses efforts d'arriver à une solution basée sur la solidarité entre les Etats membres de l'Union européenne en ce qui concerne l'accueil de réfugiés nécessitant une protection internationale.

Impliquée étroitement dans la procédure d'analyse des documents transmis par les institutions européennes dans le cadre du Traité de Lisbonne, la commission a vérifié et adopté régulièrement la liste des documents transmis aux commissions sectorielles et a analysé les documents relevant de sa compétence.

Défense

La commission a donné son accord à la prolongation d'opérations pour le maintien de la paix (EUMM Georgia, KFOR au Kosovo, EUTM Mali), respectivement au déploiement de participants luxembourgeois civils et militaires à de nouvelles missions (RAP Lituanie, «Resolute Support» Afghanistan).

Coopération

Des entrevues ont eu lieu avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire sur les Programmes indicatifs de la Coopération (PIC) avec les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Le rapport annuel de la Coopération a été présenté en juillet 2015. Une entrevue avec le Cercle de coopération des ONG de développement a eu lieu en vue du débat sur la politique de coopération en séance publique.

Composition de la commission

Président: Marc Angel (LSAP)

Vice-Présidents: Lydie Polfer (DP), Laurent Mosar (CSV)

Membres: Eugène Berger, Gusty Graas (DP) / Yves Cruchten, Claudia Dall'Agnol (sauf pour le volet Coopération), Cécile Hemmen (pour le volet Coopération) (LSAP) / Claude Adam (déi gréng) / Nancy Arendt (pour le volet Coopération), Jean-Marie Halsdorf, Marc Spautz, Serge Wilmes (sauf pour le volet Coopération), Claude Wiseler (CSV) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 73

Immigration

La commission a analysé le projet de loi relative à la protection internationale et à la protection temporaire (doc. parl. 6779) en tenant compte des avis du Conseil d'Etat, du Collectif Réfugiés Luxembourg, de la Commission consultative des Droits de l'Homme et de la Commission nationale pour la protection des données.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de l'Environnement

Ebauche d'une nouvelle politique climatique à l'orée de la COP21 (Sommet de Paris)

Composition de la commission

Président: Henri Kox (déi gréng)

Vice-Présidents: Max Hahn (DP), Marcel Oberweis (CSV)

Membres: Gilles Baum, Eugène Berger (sauf pour le volet Eau), Gusty Graas (pour le volet Eau) (DP) / Frank Arndt, Cécile Hemmen, Roger Negri (LSAP) / Gérard Anzia (déi gréng) / Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf (jusqu'au 03/11/2014), Aly Kaes, Marco Schank, Laurent Zeimet (depuis le 04/11/2014) (CSV) / Justin Turpel (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (depuis le 29/04/2015) (Déi Lénk)

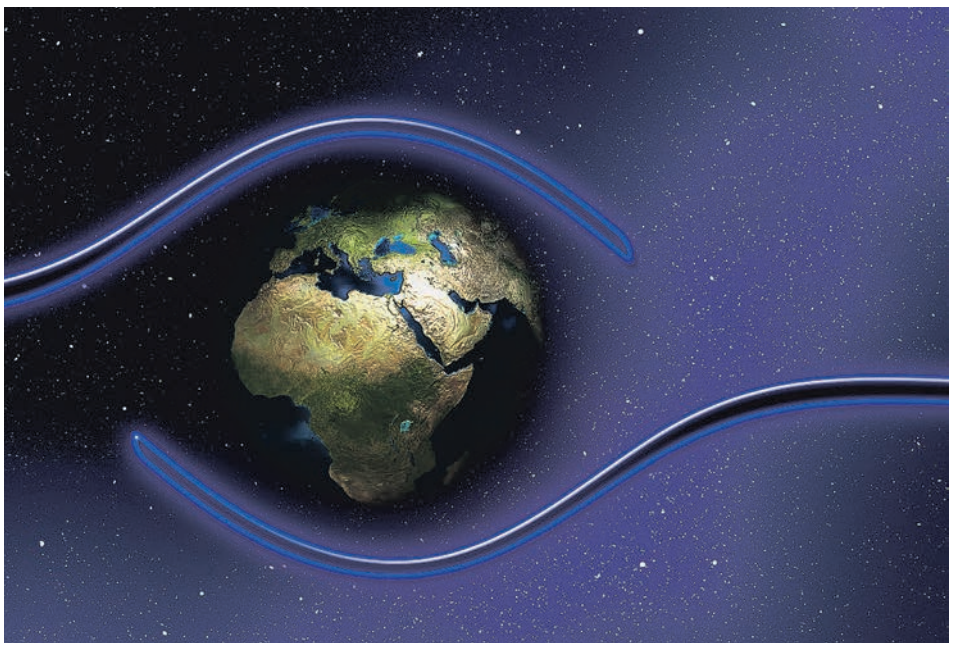
Nombre de réunions: 16

Projets de loi examinés

- **6689** - mise sur le marché et utilisation des produits biocides
- **6700** - approbation de l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto
- **6716** - approbation du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques
- **6724** - approbation des amendements à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière longue distance
- **6771** - modification de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets
- **6791** - modification de la loi du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Produits biocides et parcs naturels au centre des débats

Au cours de la session 2014-2015, la Commission de l'Environnement a notamment examiné et fait voter un important projet de loi concernant l'utilisation des produits biocides, se fondant sur le principe de précaution, afin de garantir que la fabrication et la mise à disposition sur le marché de produits biocides n'aient pas d'effets nocifs sur la santé humaine ou animale ou des incidences inacceptables pour l'environnement. Cette nouvelle législation renforce considérablement la sécurité et réorganise la procédure d'autorisation de biocides utilisés et mis sur le marché, en déterminant l'autorité compétente luxembourgeoise, le système des redevances de traitement, le régime en matière de recherche et de constatation des infractions, ainsi que les sanctions pénales et les mesures administratives. En outre, elle introduit diverses dispositions ayant trait à l'enregistrement des fabricants et des vendeurs de biocides potentiellement dangereux, dès lors qu'ils exercent leurs activités au Luxembourg.



La Commission de l'Environnement a également posé les jalons d'une importante discussion qui a eu lieu en séance plénière le 17 juin 2015, lors d'un débat d'orientation sur les parcs naturels. Lors de ce débat, ont notamment été évoqués le rôle du parc naturel en tant qu'instrument de l'aménagement du territoire et de développement régional des communes à caractère rural, sa mission comme modèle de coopération au niveau national et au niveau supranational, ainsi que comme vecteur de développement de la protection de la nature au niveau communal et de promotion du tourisme. Les discussions de la commission se sont également centrées sur l'éventuelle adaptation de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, ceci dans un souci de simplification des procédures à suivre en cas de changement dans la composition d'un parc naturel. De même, le financement des parcs naturels ainsi que la recherche de synergies entre les parcs naturels et le secteur de l'agriculture ont été abordés.

Sous-commission chargée de préparer un débat d'orientation sur la politique climatique

Composition de la sous-commission

Président: Henri Kox (déi gréng)

Membres: Eugène Berger, Max Hahn (DP) / Frank Arndt, Roger Negri (LSAP) / Gérard Anzia (déi gréng) / Félix Eischen, Marco Schank (CSV) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 24

Lors de la session parlementaire 2014-2015, la Sous-commission chargée de préparer un débat d'orientation sur la politique climatique s'est réunie à 24 reprises et a procédé à deux missions à l'étranger.

En effet, une délégation de la sous-commission, accompagnée de représentants de la société civile, s'est rendue à deux reprises à Paris. La première visite fut consacrée à deux réunions de travail: l'une auprès du Sénat, l'autre auprès de l'Assemblée nationale, et avait pour objectif de s'informer sur l'état d'avancement des travaux liés au «projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte». Comme suivi de cette visite, la sous-commission a répondu à une invitation auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à Montrouge afin de s'enquérir sur place de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire de Cattenom et pour obtenir des réponses aux préoccupations formulées par la délégation de la sous-commission quant aux dispositifs de sûreté de cette centrale.

La sous-commission a organisé quatre auditions avec une panoplie d'acteurs de la société civile, activement intéressés à ou concernés par la problématique du changement climatique.

La sous-commission a analysé, en présence des ministres compétents, les différents plans d'action gouvernementaux existants et touchant à la problématique des émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces réunions ont commencé avec une évaluation du deuxième plan d'action national pour la protection du climat, présentée par le Ministre de l'Economie et le Secrétaire d'Etat au Développement durable et aux Infrastructures. La sous-commission a ensuite tiré un bilan du plan d'action national en matière d'énergies renouvelables et s'est penchée sur la politique gouvernementale en matière d'efficacité énergétique. La stratégie de mobilité du Gouvernement a également donné lieu à une analyse approfondie.

Un bureau d'études a été chargé d'examiner de nouvelles pistes permettant de réduire les émissions de GES au Luxembourg. Plusieurs réunions ont eu lieu avec ces experts.

Plusieurs visites ont permis à la sous-commission de mieux connaître les acteurs de la recherche scientifique au Luxembourg en relation avec le réchauffement du climat, mais également du financement de projets d'investissement, jugés favorables à la protection du climat.



Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Adoption de rapports spéciaux

Composition de la commission

Président: Diane Adehm (CSV)

Vice-Présidents: Anne Brasseur (DP), Frank Arndt (LSAP)

Membres: Eugène Berger, Joëlle Elvinger, (DP) / Claude Haagen, Roger Negri (LSAP) / Viviane Loschetter (déi gréng) / Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf (depuis le 14/10/2014), Laurent Mosar (jusqu'au 14/10/2014), Martine Mergen (depuis le 14/10/2014), Marcel Oberweis (depuis le 14/10/2014), Marc Spautz (jusqu'au 14/10/2014), Michel Wolter (jusqu'au 14/10/2014), (CSV) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions: 25 (dont 4 réunions jointes avec la Commission des Finances et du Budget, 1 réunion jointe avec la Commission du Logement et 1 réunion jointe avec la Commission du Développement durable)

Projet de loi examiné:

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a procédé à l'examen et à l'évacuation du projet de loi **6692** portant règlement du compte général de l'exercice 2013. Elle a soumis son rapport relatif au compte général au vote de la Chambre des Députés avant celui de la loi budgétaire (exercice 2014).



Rapports adoptés

La commission a examiné les rapports spéciaux de la Cour des comptes et entendu les organes contrôlés.

La Cour des comptes a présenté un nouveau rapport spécial à la commission, à savoir le rapport spécial de la Cour des comptes sur les établissements publics – année 2014.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a adopté les rapports suivants:

- rapport suite au rapport spécial de la Cour des comptes sur les établissements publics - années 2012 et 2013;
- rapport suite au rapport spécial de la Cour des comptes sur les établissements publics - année 2014;
- rapport suite au rapport spécial de la Cour des comptes sur la Coopération au développement;
- rapport suite au rapport spécial de la Cour des comptes portant sur les stations d'épuration;
- rapport suite au rapport spécial de la Cour des comptes portant sur certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage et suite au rapport de suivi de la Cour des Comptes.

Autres activités de la commission

Chaque trimestre, le Ministre des Finances a présenté l'évolution de la situation budgétaire aux membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget.

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a présenté les bilans financiers des grands projets d'infrastructure de l'Administration des bâtiments publics et de l'Administration des Ponts et Chaussées, les grands chantiers ferroviaires, ainsi que les travaux réalisés sur le site de Belval-Ouest aux membres de la commission.

A cette occasion, le Ministre les a également informés sur

- la réalisation d'un pont pour piétons et cyclistes en-dessous du Pont-Adolphe;
- la situation au Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall.

La commission a en outre examiné les comptes 2013 de la Cour des comptes.

Par le biais d'échanges de courriers, la commission s'est enquise du suivi des recommandations formulées par la Cour des comptes dans ses rapports spéciaux par les ministères concernés. Elle a examiné de nombreux transferts et décisions de passer-outre qui lui ont été communiqués en cours d'année.

Finalement, la commission s'est déplacée à la Cour des comptes européenne pour y prendre connaissance du rapport annuel relatif à l'exercice 2013 de la Cour.

Commission de la Force publique

En attendant la réforme de la Police



Composition de la commission

Président: Claudia Dall'Agnol (LSAP)

Vice-Présidents: Alexander Krieps (DP) / Nancy Arendt (CSV)

Membres: Gusty Graas, Max Hahn (DP) / Marc Angel, Alex Bodry (LSAP) / Claude Adam (déi gréng) / Diane Adehm, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (CSV) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 3

Projets de loi examinés

- **6720 -** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015
- **6648 -** Projet de loi portant création d'un lycée militaire d'enseignement secondaire à Ettelbruck

Dans l'attente du dépôt du projet de loi concernant la réforme de grande envergure de la police, la commission s'est vue présenter par le Ministre de la Sécurité intérieure l'état d'avancement des audits de la police.

En réunion jointe avec la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, la commission a obtenu des informations relatives à la création d'un lycée militaire.

Dans le contexte de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, elle a eu un échange de vues avec le ministre au sujet du dispositif anti-émeute susceptible d'être mis en œuvre, en cas de besoin, pendant la Présidence.

La commission a par ailleurs examiné les volets du budget concernant l'armée et la police.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Mesures écologiques compensatoires et nouvelle loi agraire



Lors de la session parlementaire 2014-2015, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs a finalisé l'examen des projets de loi relatifs aux produits phytopharmaceutiques et aux règles sanitaires applicables aux sous-produits animaliers. Ces projets de loi ont ainsi pu être adoptés le 11 décembre 2014 par la Chambre des Députés.

La commission s'est ensuite penchée sur l'examen du projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires qui a pu être adopté le 17 juin 2015 par la Chambre des Députés.

En présence du Ministre en charge de l'Agriculture, la commission a discuté les volets du budget de l'Etat pour l'année 2015 relevant de son champ de compétences. Elle a également discuté avec le Ministre de ses priorités politiques à l'occasion de sa présidence du Conseil des Ministres en formation «Agriculture et Pêche» de l'Union européenne.

Comme chaque année, le rapport annuel de l'Ombudsman a été examiné et une prise de position a été rédigée.

En mars 2015, la commission a eu un échange de vues avec le nouveau Commissaire européen en charge de l'Agriculture et a rencontré une délégation du «Comittee on Agriculture, Food and the Marine» du Parlement national de l'Irlande, de même qu'elle fut invitée à assister au déjeuner de travail offert par la Cour des comptes européenne.

La commission a continué à assurer un suivi des dossiers européens relevant du contrôle des principes de proportionnalité et de subsidiarité, sans toutefois qu'une réaction de sa part se soit imposée.

Elle a participé à plusieurs réunions jointes avec d'autres commissions parlementaires où des problématiques plus générales ont été discutées. Ainsi, une réunion de préparation au débat de consultation sur l'aménagement du territoire a eu lieu en février 2015 avec plusieurs commissions parlementaires. La problématique des mesures écologiques compensatoires obligatoires à réaliser dans des régions rurales a été le sujet d'une réunion jointe avec la Commission de l'Environnement. Elle a participé activement à l'audition de pétitionnaires inquiets du recul de la biodiversité en Europe et de la mortalité croissante des abeilles depuis la fin des années 1990. Lors d'une autre réunion jointe, la délimitation des compétences entre l'Administration des services vétérinaires et d'autres instances étatiques œuvrant dans le domaine du contrôle de la sécurité et de la qualité de la chaîne alimentaire figurait à l'ordre du jour. Un échange de vues avec des membres de la Commission européenne sur la politique climatique en amont de la conférence mondiale sur le changement climatique, prévue en fin d'année à Paris (COP21).

La rentrée des vacances parlementaires de la commission a été précipitée en raison du dépôt, en août 2015, du projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales, communément appelé «loi agraire», et présenté le 2 septembre à la commission. Celle-ci a entamé de suite l'examen, article par article, de cet important futur dispositif légal.

Composition de la commission

Président: Gusty Graas (DP)

Vice-Présidents: Henri Kox (déi gréng) / Emile Eicher (CSV)

Membres: Lex Delles, Edy Mertens (DP) / Frank Arndt, Tess Burton, Cécile Hemmen (LSAP) / Martine Hansen, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert (CSV) / Roy Reding (ADR)

Nombre de réunions: 15

Commission de la Famille et de l'Intégration

Les demandeurs de protection internationale focalisent l'attention

Composition de la commission

Président: Gilles Baum (DP)

Vice-Présidents: Taina Bofferding (LSAP), Marc Spautz (CSV)

Membres: Joëlle Elvinger, Edy Mertens (DP) / Tess Burton, Cécile Hemmen (LSAP) / Roberto Traversini (déi gréng) / Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (jusqu'au 13/10/2014), Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen (depuis le 14/10/2014) (CSV) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 12

Projet de loi examiné

- **6720 -** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015

Pour sa première réunion à l'occasion de la session parlementaire 2014 - 2015, la commission s'est penchée sur les volets du budget pour l'exercice 2015 la concernant.

Après une réunion faisant l'état des lieux de la mise en œuvre de la réforme de l'OLAI (Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration), elle a consacré deux réunions à l'examen du rapport quinquennal (2009-2013) sur l'accueil et l'intégration des étrangers, la lutte contre les discriminations, l'aide sociale en faveur des étrangers ainsi que le suivi des migrations au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce qui concerne en particulier le volet des demandeurs de protection internationale (DPI), un échange de vues au sujet de la scolarisation des enfants «demandeurs d'asile» a fait l'objet d'une réunion jointe avec la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Par ailleurs, au cours d'une réunion jointe avec la Commission du Développement durable, les ministres compétents ont fourni des informations relatives à la construction de deux établissements d'hébergement dans la commune de Sandweiler, l'une pour personnes sans abri et l'autre pour personnes en situation de crise, cette seconde structure pouvant, en cas de besoin, servir à l'accueil de DPI. En septembre, la commission a également visité avec la Ministre de la Famille et de l'Intégration une structure d'accueil pour réfugiés. Au cours du mois de juillet a eu lieu un échange de vues avec Monsieur António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en réunion jointe avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi qu'avec la Commission juridique.



En matière de politique familiale, la Ministre de la Famille et de l'Intégration a exposé, au cours de deux réunions, les changements projetés au niveau du congé parental.

En juin, la commission a eu l'occasion de participer à la conférence finale du projet Força (Formation vers une Citoyenneté Active), intitulée «Pour une citoyenneté active des personnes en situation de handicap intellectuel».

Une autre réunion fut consacrée à l'examen du rapport d'activité 2014 de la Médiateure pour les volets concernant la commission.

Commission de la Culture

Nouvelle réglementation sur la restitution des biens culturels classés «trésors nationaux»

La commission a consacré trois réunions à l'instruction du projet de loi 6612 qui a pour objet de réformer les conditions-cadres pour les artistes professionnels et les intermittents du spectacle pour pouvoir bénéficier des mesures sociales. Le projet de loi vise à améliorer la protection sociale des artistes afin de mieux répondre à la réalité des professionnels sur le terrain. En outre, il entend encourager la promotion de la création artistique.

Au cours de deux réunions, la commission a examiné le projet de loi 6772 entendant modifier certaines modalités du système introduit par la loi modifiée du 9 janvier 1998 qui a permis de mettre en place un système entre Etats membres de l'Union européenne afin d'obtenir la restitution de biens culturels classés «trésors nationaux». Les modifications mises en œuvre par le projet de loi 6772 concernent tant l'extension du champ d'application, le prolongement du délai imparti pour engager une action en restitution pour faciliter la coopération administrative, que la mise en place d'un outil électronique afin de faciliter la consultation et l'échange d'informations entre les autorités nationales.

En date du 29 avril 2015, les membres de la Commission de la Culture ont élaboré une prise de position dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014).



Visites et échanges de vues

Par ailleurs, la commission a procédé à un certain nombre d'échanges de vues avec la Ministre de la Culture, concernant notamment:

- l'examen du volet budgétaire de la culture;
- la révision des conventions dans le secteur culturel;
- le programme de travail de la Commission de l'Union européenne;
- le programme culturel de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

Enfin, en date du 18 mai 2015, la commission a effectué une visite du MUDAM.

Composition de la commission

Président: André Bauler (DP) (depuis le 23/10/2014)

Vice-Présidents: Franz Fayot (LSAP), Marcel Oberweis (jusqu'au 22/10/2014), Martine Mergen (CSV) (depuis le 23/10/2014)

Membres: Lydie Polfer, Lex Delles (DP) / Marc Angel, Taina Bofferding (LSAP) / Claude Adam (déi gréng) / Marc Lies (jusqu'au 4 novembre 2014), Octavie Modert, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Laurent Zeimet (depuis le 4 novembre 2014) (CSV) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 10

Projets de loi examinés

- **6612 -** projet de loi relatif aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et à la promotion de la création artistique
- **6772 -** projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne

Commission du Développement durable

Accent sur la mobilité douce et la sécurité routière

Composition de la commission

Président: Josée Lorsché (déi gréng)

Vice-Présidents: Georges Engel (LSAP), Aly Kaes (CSV)

Membres: Gilles Baum, Gusty Graas, Max Hahn (DP) / Yves Cruchten, Roger Negri (LSAP) / Henri Kox (déi gréng) / Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher (pour le volet Aménagement du territoire), Marc Lies, Marco Schank, Serge Wilmes (pour les volets Transports et Travaux publics) (CSV) / Justin Turpel (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (depuis le 29/04/2015) (Déi Lénk)

Nombre de réunions: 35

Projets de loi examinés

- **6399 -** réforme du permis à points, modification réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- **6493 -** modification de la loi portant réglementation de la circulation sur les voies publiques
- **6530 -** gestion du domaine public fluvial
- **6566 -** échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière
- **6588 -** organisation des services de taxis
- **6600 -** réseau cyclable national
- **6695 -** droits des passagers dans le transport par autobus et autocar
- **6714 -** création du système de contrôle et de sanction automatisés, modification de la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- **6715 -** modification de la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- **6725 -** viaduc ferroviaire «Pulvermuehle»
- **6734 -** pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck
- **6770 -** plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange (deuxième phase)
- **6782 -** modification de la loi sur l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest
- **6785 -** approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier



La Commission du Développement durable est en charge des dossiers relatifs aux transports, aux travaux publics et à l'aménagement du territoire. Au cours de la session ordinaire 2014-2015, la commission a particulièrement mis l'accent sur le volet «Transports» dans ses travaux.

Ainsi, ont été examinés plusieurs projets de loi visant à améliorer l'infrastructure ferroviaire. Parmi les projets les plus importants, citons notamment l'autorisation accordée au Gouvernement de procéder à la construction du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck pour un montant total de 156.500.000 euros.

En ce qui concerne la mobilité douce, la commission a fait voter un projet de loi relatif au réseau cyclable national, afin de promouvoir le vélo comme moyen de transport. Elle a, ce faisant, contribué à la réalisation d'une infrastructure susceptible de favoriser le vélo sur les trajets de courte distance inhérents aux activités de la vie quotidienne permettant ainsi d'augmenter la part de la mobilité douce dans les trajets quotidiens et prévoyant une complémentarité entre les transports en commun et la mobilité douce.

Par ailleurs, deux importants projets visant à améliorer la sécurité routière ont été votés. Le premier de ces projets concerne la réforme du permis à points. Ce texte a notamment permis l'adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre des points dans le cadre du système du permis à points. Ainsi, par exemple, le délit de grande vitesse est dorénavant sanctionné d'un retrait de 6 points (précédemment 4 points). Le second projet relatif à la sécurité routière concerne la mise en place d'un système de contrôle et de sanction automatisé des infractions routières et en particulier du non-respect des vitesses, par le biais de radars fixes, mobiles ou «de parcours» mesurant la vitesse moyenne sur une distance donnée. La mise en place d'un dispositif de contrôle automatisé sur le réseau routier luxembourgeois permettra notamment d'effectuer des contrôles à des endroits dangereux où actuellement, au vu de la configuration des lieux, aucun contrôle ne peut être organisé par les forces de l'ordre.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Création de l'IFEN pour mieux former le personnel enseignant

Composition de la commission

Président: Lex Delles (DP)

Vice-Présidents: Claude Haagen (LSAP), Françoise Hetto-Gaasch (CSV)

Membres: Gilles Baum, Eugène Berger (DP) / Tess Burton, Georges Engel (LSAP) / Claude Adam (déi gréng) / Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher (jusqu'au 3/11/2014), Martine Hansen, Martine Mergen, Laurent Zeimet (depuis le 4/11/2014) (CSV) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 25

Projets de loi examinés

- **6648** - création d'un lycée militaire d'enseignement secondaire à Ettelbruck
- **6773** - création d'un Institut de formation de l'éducation nationale
- **6774** - réforme de la formation professionnelle (en cours d'examen)
- **6787** - organisation de la Maison de l'Orientation (en cours d'examen)
- **6788** - convention relative aux droits de l'enfant
- **6804** - Eis Schoul (en cours d'examen)
- **6809** - intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers



Création d'un Institut de Formation pour l'Education nationale (IFEN)

Les travaux législatifs de la commission ont été marqués essentiellement par le projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale. L'Institut a pour mission de concevoir et de mettre en œuvre d'une part, le stage et d'autre part, la formation continue du personnel enseignant, éducatif et psychosocial de l'Education nationale et d'en évaluer les dispositifs. Deux départements sont créés, dont un est en charge de la conception, mise en œuvre et de l'évaluation du stage et l'autre de la formation continue.

Une refonte du stage a été rendue nécessaire suite à la loi du 25 mars 2015 modifiant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, qui fait passer la durée du stage pour toutes les catégories de personnel de l'Education nationale de deux à trois ans.

Le département des stages comprend trois divisions en charge chacune du stage de catégories de personnel intervenant dans un domaine déterminé. L'Institut supervise également la procédure d'évaluation du stage et est chargé de la mise en compte des résultats et du classement des stagiaires.

Les objectifs du stage ont pour enjeu de soutenir le stagiaire sur le plan professionnel, social et personnel, afin de faciliter son entrée dans le métier et de soutenir son développement professionnel. Ces objectifs sont liés aux préoccupations concrètes du stagiaire et répondent aux besoins que requiert sa pratique professionnelle quotidienne. Ils orientent la structure et le contenu du stage.

Les trois types de soutien (professionnel, social et personnel) sont développés sur la base d'une structure reposant sur cinq composantes, à savoir l'accompagnement, les apports théoriques, le regroupement entre pairs, l'hospitation et la réflexion sur la pratique professionnelle. Ces composantes peuvent être modulées pour chaque catégorie professionnelle en fonction de la formation initiale suivie avant l'entrée en stage et du contexte professionnel. Il est ainsi possible de construire des parcours de stage adaptés aux besoins des différentes catégories de stagiaires, tout en respectant un cadre conceptuel commun.

L'Institut est par ailleurs en charge de la formation continue du personnel enseignant, éducatif et psychosocial de l'Education nationale. Ainsi, la tâche réglementaire des instituteurs, professeurs, maîtres de cours spéciaux, maîtres d'enseignement technique, chargés de cours, chargés d'enseignement et chargés d'éducation comprend la participation à au moins 24 heures de formation continue certifiée par période de trois ans. Les éducateurs de l'enseignement fondamental doivent suivre 40 heures de formation continue par année.



Autres travaux

Outre l'analyse de projets de loi, la commission s'est penchée sur des sujets d'actualité politique, tels que le litige social opposant le Ministère de l'Education nationale aux syndicats d'enseignants, le projet d'accord entre l'Etat et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg, ou la scolarisation des enfants de demandeurs d'asile. La commission a aussi assuré le suivi des activités d'évaluation, de monitoring et de recherche concernant l'enseignement luxembourgeois. Elle s'est vu présenter le Bildungsbericht Luxemburg 2015 ainsi que le projet d'une école internationale à Differdange, et elle s'est penchée sur le programme-cadre du cours d'éducation aux valeurs.

Dans le cadre de deux réunions jointes avec la Commission des Pétitions, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a eu des échanges de vue au sujet du cours d'instruction religieuse ainsi qu'au sujet du stage d'entrée en fonction des enseignants de l'enseignement fondamental.

Dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission juridique, la commission a également examiné le Rapport 2014 de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

L'Université, pièce maîtresse dans le dispositif de la recherche luxembourgeoise

Composition de la commission

Président: Simone Beissel (DP)

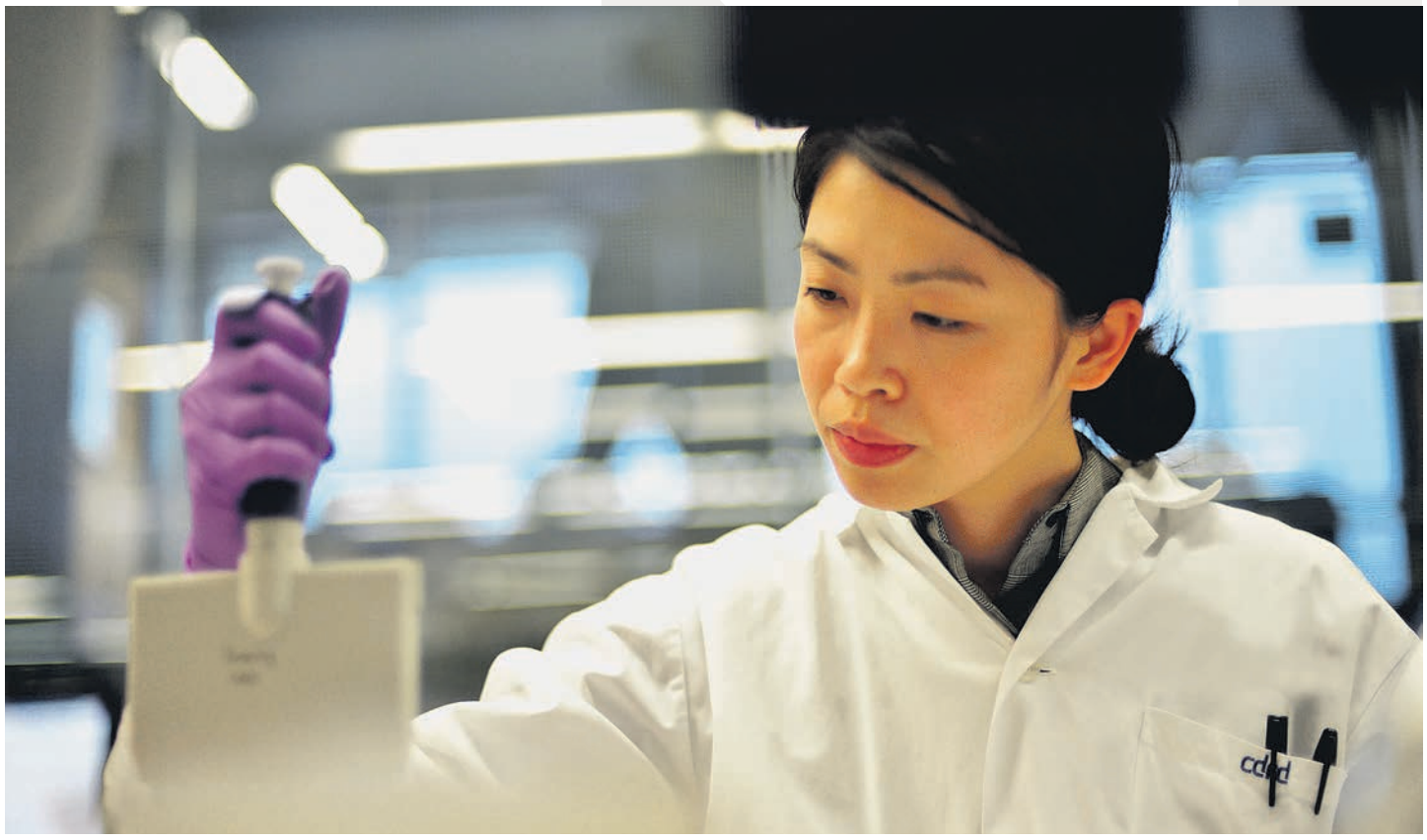
Vice-Présidents: Claude Adam (déi gréng), Martine Hansen (CSV)

Membres: André Bauler, Eugène Berger, (DP) / Taina Bofferding (volet Enseignement supérieur et Recherche), Tess Burton, Yves Cruchten (volet Médias et Communications), Roger Negri (LSAP) / Diane Adehm, Octavie Modert, Marcel Oberweis, Serge Wilmes (CSV) / Roy Reding (ADR)

Nombre de réunions: 16

Projets de loi examinés

- **6720** - Budget des dépenses et recettes de l'Etat
- **6586** - Egalité de traitement entre les femmes et les hommes



Enseignement supérieur et Recherche

L'Université en plein essor

La commission s'est penchée à plusieurs reprises sur l'évolution de l'Université du Luxembourg. Elle eut deux échanges de vues avec M. Rainer Klump, recteur de l'Université depuis le 25 janvier 2015, qui dressa devant les députés un tableau des défis auxquels l'institution fait face.

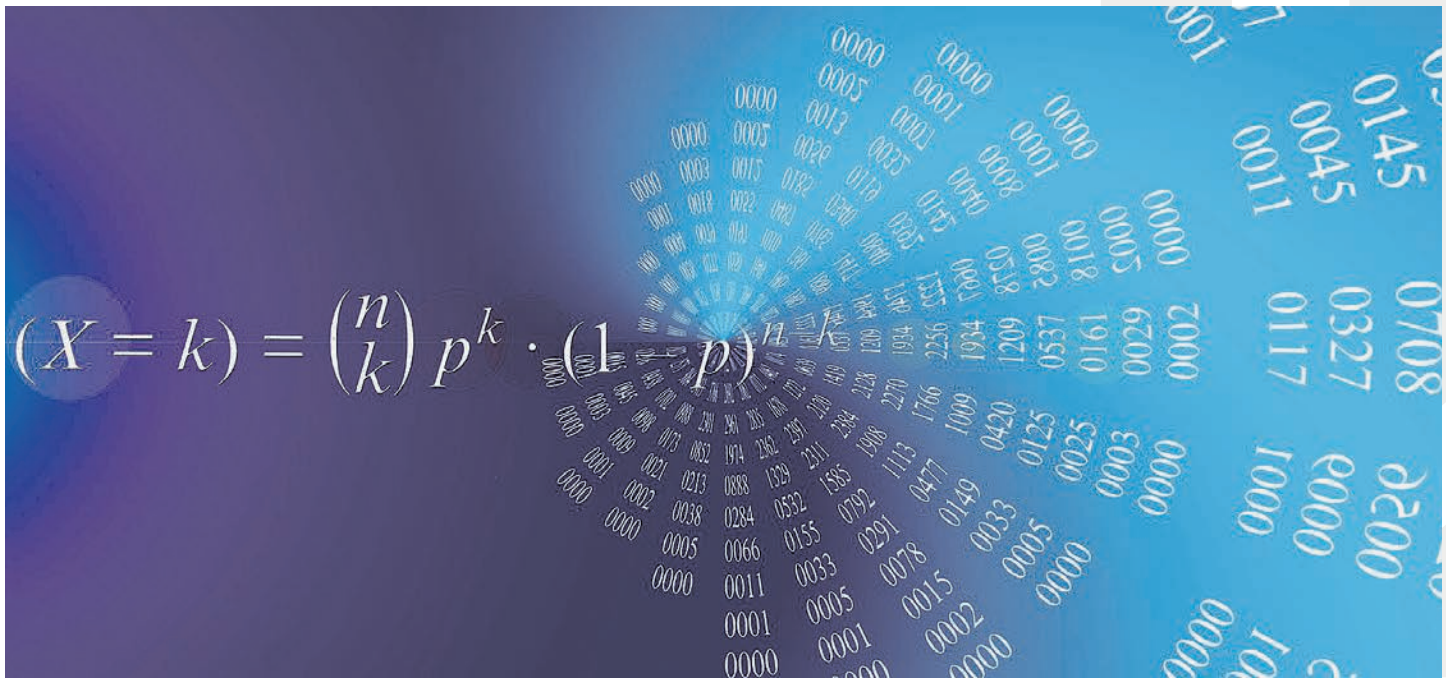
Il s'agit d'assurer durablement le financement de l'Université pour lui permettre de continuer à assurer ses missions. S'il est vrai que la dotation de l'Etat pour 2015 est supérieure à celle des années précédentes, il n'en reste moins que le rythme de croissance des moyens mis à disposition a été freiné par rapport à la première décennie de l'existence de l'Université.

Un deuxième défi concerne l'organisation interne de l'Université qui, après dix ans de fonctionnement, doit être adaptée. A cet effet, la commission s'est penchée sur le rapport de suivi sur l'évaluation externe de l'Université. D'après ce rapport, la jeune Université a réalisé des performances méritoires et des progrès considérables dans un laps de temps très bref. Ces progrès se font le plus ressentir dans le domaine de la recherche, où la priorité de recherche en droit s'est vu attribuer la note «excellent».

Un autre défi est lié à la question de l'implantation géographique de l'Université. Il a été décidé qu'en septembre 2015, l'Université du Luxembourg libérera complètement le campus de Walferdange ainsi qu'une partie de ses surfaces locatives. La Maison du Savoir à Belval accueillera l'Université du Luxembourg, le Fonds national de la Recherche, la fondation Restena et l'Institut Universitaire international Luxembourg (IUIL). La Maison des Sciences Humaines à Belval accueillera l'Université du Luxembourg, le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), la Luxembourg Income Study Database (LIS) et le Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE). La Maison de l'Innovation à Belval accueillera le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), le GIE Luxinnovation et le Centre de Formation Professionnelle Continue Dr Robert Widong.

La commission a été informée de la décision du Conseil de Gouvernement d'implanter de façon définitive dans la ville de Luxembourg, la Faculté de droit, d'économie et de finance (décanat, bibliothèque, formations de master, doctorants, activités de recherche et formations professionnelles et continues) de l'Université du Luxembourg, le Centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT), ainsi que l'Institut Max Planck.

Par ailleurs, la commission s'est penchée sur la deuxième étude OCDE sur le dispositif de la recherche et de l'innovation au Luxembourg. Après une phase d'expansion rapide, le Luxembourg est désormais entré dans une période de consolidation, entraînant de nouveaux défis tels que la consolidation des progrès réalisés dans le passé, une meilleure liaison et une approche plus stratégique des différentes initiatives de recherche, ainsi qu'une amélioration de la gouvernance du secteur de la recherche.



Médias, Communications et Espace

Le développement du secteur ICT

La commission s'est vue informer du projet «Digital Lëtzebuerg». Le secteur ICT (Technologies de l'Information et de la Communication) est devenu un pilier économique important avec 15.500 emplois et générant 6,6% du PIB au Luxembourg. Cependant, les entreprises internationales relatent un certain nombre d'obstacles en rapport avec leur établissement au Luxembourg, tels qu'un manque de main-d'œuvre qualifiée ou encore des problèmes au niveau de la disponibilité de logements pour leurs collaborateurs. Les benchmarks internationaux indiquent par ailleurs que des améliorations en matière de simplification administrative sont indispensables.

La stratégie «Digital Lëtzebuerg» s'inscrit dans une logique transversale et mise sur la coopération avec les partenaires du secteur privé et académique. La mise en œuvre de l'initiative se fera par le regroupement d'experts, tant du secteur public que des secteurs privé et académique, autour de thématiques spécifiques, tels que le développement des infrastructures de télécommunications, l'administration électronique ou la promotion des atouts du Luxembourg à l'étranger.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de l'Economie

«Nation branding» et compétitivité, clés pour attirer de nouveaux investissements en provenance de l'étranger

Composition de la commission

Président: Franz Fayot (LSAP)

Vice-Présidents: Joëlle Elvinger (DP), Félix Eischen (CSV)

Membres: André Bauler (sauf pour l'Energie), Simone Beissel, Max Hahn (pour l'Energie) (DP) / Frank Arndt (pour l'Energie), Tess Burton (sauf pour l'Energie), Claude Haagen (LSAP) / Gérard Anzia (depuis le 14/10/2014) (déi gréng) / Emile Eicher, Léon Gloden (depuis le 14/10/2014), Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar (CSV) / Roy Reding (ADR)

Nombre de réunions: 31

Projets de loi examinés

- **6533** - relatif au marché de produits pétroliers
- **6543** - relatif à l'archivage électronique
- **6667** - transposant la directive 2011/77/UE en matière de droit d'auteur et de droits voisins
- **6709** - relatif au marché de l'électricité
- **6710** - relatif au marché du gaz naturel
- **6755** - concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression
- **6768** - concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension
- **6769** - modifiant certaines dispositions du Code de la consommation
- **6783** - relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines
- **6794** - modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

La Commission de l'Économie a commencé la session parlementaire 2014-2015 par un échange de vues avec le Ministre de l'Économie sur le bilan intermédiaire à dresser de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

Elle a préparé au cours d'une réunion le débat de consultation «Compétitivité» qui a eu lieu à la Chambre des Députés en date du 10 décembre 2014.

En deux réunions jointes avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, elle s'est vue présenter la stratégie «Nation Branding», de même que les résultats de la première phase de la stratégie.

Une réunion jointe de six commissions parlementaires, dont la Commission de l'Économie, fut consacrée à la préparation du débat de consultation sur l'aménagement du territoire.

Les membres de la Commission de l'Economie ont eu une série d'échanges de vues portant sur des thèmes variés, notamment:

- avec le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría;
- avec des députés canadiens, membres du comité exécutif de l'Association parlementaire Canada-Europe;
- au sujet du bilan de la mission de prospection du Ministre des Communications et des Médias dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (ICT) aux Etats-Unis;
- avec des membres de la Commission européenne.

Parmi les autres sujets à l'ordre du jour de la Commission de l'Économie figuraient:

- l'évolution du dossier «Luxembourg Future Fund»;
- ainsi que la présentation du programme national de stabilité et de convergence (PSC) et du programme national de réforme (PNR), de même que les recommandations de la Commission européenne en la matière.

Commission du Logement

Les terrains constructibles non utilisés pointés du doigt

Composition de la commission

Président: Guy Arendt (DP)

Vice-Présidents: Yves Cruchten (LSAP), Marc Lies (CSV)

Membres: André Bauler, Max Hahn, (DP) / Frank Arndt, Taina Bofferding (LSAP) / Roberto Traversini (déi gréng) / Sylvie Andrich-Duval, Félix Eischen, Paul-Henri Meyers, Marco Schank (CSV) / Justin Turpel (déi Lénk) (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (déi Lénk) (depuis le 29/04/2015)

Nombre de réunions: 14

Projets de loi examinés

- **6720** - projet de budget des recettes et dépenses pour 2015 (volet concernant le logement)
- **6610** - projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation
- **6280** - proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation

Le projet de loi 6610 a été voté le 8 juillet 2015. La proposition de loi 6280 a été évacuée conjointement. Le projet de loi 6610 a pour objet d'encadrer davantage la pratique de l'affectation non conforme des immeubles réservés à l'habitation. Il s'agit d'empêcher que des immeubles ou parties d'immeubles, destinés à des fins d'habitation, soient détournés à des objectifs professionnels par des conversions en locaux de bureaux ou de commerce.

Cette pratique se soustrait aux dispositions légales en vigueur dans la matière. Une telle transformation doit être autorisée par les autorités communales compétentes, dans le respect de l'article 27 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

La situation au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du Logement), menant finalement au départ du Président de cet organisme, a préoccupé les députés membres de la commission parlementaire. Ils ont tenu à rester informés du développement des derniers événements en date concernant le Fonds. Des réunions et échanges de vues avec des représentants gouvernementaux ont notamment eu lieu le 15 décembre 2014, le 25 février 2015 et le 19 mars 2015. Le 21 avril 2015, le Gouvernement a présenté le rapport final de l'audit organisationnel et fonctionnel du Fonds du logement.

Le 27 avril 2015, les députés se sont joints à leurs collègues de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (ComExBu) pour une entrevue avec M. le Secrétaire d'Etat au Logement concernant des observations formulées par la Cour des comptes. Celle-ci avait notamment exprimé des recommandations concernant le fonctionnement et les procédures au Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall et au Fonds du Logement. Comme certaines des questions abordées concernaient la politique du logement en général, la commission parlementaire compétente a été priée de garder la ComExBu informée de la suite de l'évolution des dossiers.

Le 3 mars 2015, la Ministre du Logement a présenté les résultats du «2e Monitoring Pacte Logement». Le «Pacte Logement» lie 98 communes, sur les 106 existantes, au ministère par des conventions. Il avait déjà été évalué sous l'ancien gouvernement en 2011. Le but des conventions était d'augmenter l'offre de logements pour atteindre une réduction du coût foncier et de l'habitat.

Dans le même ordre d'idées d'une association avec les communes, le Gouvernement a présenté le 11 mai 2015 à la commission son programme de mobilisation des terrains constructibles non utilisés (Baulückenprogramm). Il s'agit d'aider les communes à viabiliser les terrains non encore utilisés qui se trouvent sur leur territoire et dont elles sont propriétaires.

Par terrain constructible non utilisé (Baulücke), on entend un terrain situé en bordure de voiries équipées et qui peut être viabilisé dans le tissu urbain existant. De manière générale, un terrain constructible non utilisé:

- est situé entre deux autres terrains ou entre deux bâtiments;
- se trouve dans une zone constructible;
- a un degré de disponibilité immédiate.

Il ne s'agit donc pas de terrains à aménager où à lotir.



Dans le cadre du programme de mobilisation des terrains constructibles non utilisés (Baulückenprogramm), au moins 30% des logements réalisés sur l'ensemble de la commune devront être réservés à des logements à coût modéré et un certain nombre de critères de développement durable devront être respectés.

La situation sur le marché du logement contrecarre l'indépendance des jeunes en quête de logement et les empêchent de planifier eux-mêmes leur avenir. Une résolution du Parlement des Jeunes propose un certain nombre de mesures pour lutter contre la pénurie de logements à prix raisonnables (aides étatiques, construction plus dense, création de logements sociaux). Au cours d'une audition (hearing), les représentants du Parlement des Jeunes ont présenté leurs doléances et suggestions rédigées sous forme de résolutions. L'audition a duré toute une après-midi et s'est déroulée en présence de membres du Bureau, de la Conférence des Présidents, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

La Chambre est actuellement encore saisie d'un projet de loi prévoyant la modification de la législation sur la subvention de loyer (projet de loi 6542). Ce projet de loi sera bientôt voté par les députés et ses dispositions entreront en vigueur au 1er janvier 2016.

Le Gouvernement avait annoncé son intention de soumettre tous les régimes d'aides et de subventions à une analyse critique visant d'un côté les objectifs politiques poursuivis et de l'autre côté le champ des bénéficiaires. Certains projets de loi ont été retirés du rôle de la Chambre des Députés sur demande du Gouvernement pour être revus ou reformulés.

Commission des Finances et du Budget

En matière fiscale, le Luxembourg se veut bon élève

Budget 2015

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat. Au cours de la présente session, la commission a dû évacuer simultanément trois lois concernant le budget, à savoir le budget 2015, la loi de programmation financière pluriannuelle pour la période 2014-2018 et la loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015) (voir encore ci-dessous). Au total, la commission a consacré 16 réunions à l'examen de ces trois projets de loi.

Principaux projets de loi traités

Zukunftspak - projet de loi 6722 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015)

Cinq réunions ont été consacrées au présent projet de loi qui s'inscrit dans la mise en œuvre de quelque 258 mesures réunies en un «paquet d'avenir» («Zukunftspak») ayant pour objectif de participer par voie législative et réglementaire, d'ici 2018, à l'effort d'assainissement durable des finances publiques via une modernisation des politiques publiques, telle qu'inscrite dans le programme de la coalition gouvernementale. Ce «paquet d'avenir» complète les orientations prises par le gouvernement au travers du projet de loi 6720 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015, le projet de loi 6721 relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018, ainsi que d'autres réformes qui seront mises en œuvre durant l'actuelle législature.

Le présent projet de loi met en œuvre, pour 2015, 24 mesures du «paquet d'avenir» qui émanent de 10 ministères différents. D'autres mesures seront également mises en œuvre, dès 2015, au travers du projet de loi 6720 précité, mais également par une série de règlements grand-ducaux et décisions ministérielles. Un certain nombre de mesures du «paquet d'avenir» feront l'objet d'autres lois de mise en œuvre pour les exercices 2016, 2017 et 2018.

La commission a examiné, au cours de cinq réunions le **projet de loi 6653 portant création d'un comité du risque systémique (…)**, autorité macroprudentielle nationale. Le projet de loi suit deux recommandations du Comité européen du risque systémique («CERS») qui visent à renforcer les dispositifs de surveillance financière de nature systémique. Le comité du risque systémique est composé des autorités impliquées dans la réglementation et la surveillance du système financier et dont les mesures ont une influence importante sur la stabilité financière. Il s'agit en l'occurrence:

- du Ministère des Finances;
- de la Banque centrale du Luxemburg (BCL);
- de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et
- du Commissariat aux assurances.

La composition et la gouvernance du comité du risque systémique, telles que prévues par le projet de loi, sont le fruit d'une étroite concertation entre toutes les autorités qui seront membres du comité. Elle s'inspire des modèles de surveillance macro-prudentielle mis en place dans certains de nos pays voisins, en veillant aux particularités du Luxembourg et de son secteur financier.

Le comité a pour mission de coordonner la mise en œuvre de la politique macroprudentielle. Il est donc appelé à renforcer la résilience du système financier en diminuant l'accumulation de risques systémiques et à contribuer ainsi à assurer une contribution durable du secteur financier à la croissance économique. In fine, il contribue au maintien de la stabilité du système financier dans son ensemble; son mandat couvre l'ensemble du système financier luxembourgeois.

La commission a consacré 6 réunions à l'examen du **projet de loi 6660** visant à transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive 2013/36/UE communément appelée **«CRD IV» (Capital Requirements Directive)**.



Composition de la commission

Président: Eugène Berger (DP)

Vice-Présidents: Alex Bodry (LSAP), Claude Wiseler (CSV)

Membres: Guy Arendt, Joëlle Elvinger (DP) / Franz Fayot, Claude Haagen (LSAP) / Henri Kox, Viviane Loschetter (déi gréng) / Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Michel Wolter (CSV) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions: 60

Projets de loi examinés

- **6680 -** procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale
- **6595 -** introduction en droit luxembourgeois de la «fondation patrimoniale»
- **6668 -** introduction, au 1er janvier 2015, de l'échange automatique obligatoire d'informations sur les paiements d'intérêts
- **6706 -** fixation de l'établissement annuel de l'impôt sur la fortune dans le chef des organismes à caractère collectif
- **6653 -** création d'un comité du risque systémique
- **6660 -** transposition en droit luxembourgeois les dispositions de ladite directive 2013/36/UE communément appelée «CRD IV»
- **6713 -** régime fiscal applicable aux opérations dans la zone franche et droit d'accise autonome spécifique sur les tabacs à fumer
- **6735 -** autorisation à participer à une augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **6767 -** adaptation du taux de compensation du régime d'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture et extension du champ d'application des dispositions de ce régime aux activités de production de semences respectivement de plants
- **6764 -** autorisation de l'acquisition de l'immeuble dénommé «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbreck» à Sandweiler
- **6765 -** autorisation de la vente d'un terrain au Fonds de compensation commun au régime général de pension
- **6454A -** mise en conformité des dispositions luxembourgeoises avec la directive 2004/113/CE interdisant, en principe, toute discrimination fondée sur le sexe dans l'accès à des biens et services et dans la fourniture de biens et services
- **6454B -** modification de certaines dispositions de la loi sur le contrat d'assurance et de la loi sur les comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance
- **6798 -** approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique du nom de la législation américaine «Foreign Account Tax Compliance Act» (FATCA)
- **6828 -** approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- **6859 -** approbation de l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures

Le 20 juillet 2011, la Commission européenne a adopté un paquet législatif afin de consolider la régulation du secteur bancaire. Les propositions législatives le règlement (UE) n°575/2013 («Capital Requirements Regulation» ou CRR) et la «CRD IV». Allant au-delà des critères prévus par la réglementation dite «Bâle III», applicables au niveau mondial à tous les grands groupes bancaires ayant une activité internationale, ces deux textes forment désormais le cadre légal européen pour l'agrément des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. C'est sur ces deux textes que se base la surveillance de la Banque centrale européenne (BCE) et des autorités compétentes nationales (ACN).

Les innovations du paquet «CRD IV» reflètent le souci d'accroître la qualité du capital éligible et d'augmenter la quantité de capital détenu. Les textes visent en outre à optimiser les standards de la surveillance de la liquidité en introduisant, pour la première fois, un cadre réglementaire harmonisé dans ce domaine de la surveillance prudentielle.

Les parties de la «CRD IV» les plus innovatrices sont tout d'abord celles qui viennent exiger des établissements de crédit et des entreprises d'investissement concernées qu'ils détiennent, en sus des exigences de fonds propres, des coussins de fonds propres. Il s'agit d'une nouvelle gamme d'outils de surveillance prudentielle, y compris de nature macroprudentielle, introduite par le chapitre 5 nouveau de la partie III de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. La «CRD IV» prévoit par ailleurs des modifications en matière de sanctions pécuniaires administratives, qui sont rendues plus dissuasives, et d'autres mesures administratives. Il y a ainsi lieu de citer les dispositions par rapport à la rémunération, au mode de gouvernance, à la diversité de la composition du conseil d'administration, à la transparence à l'égard des activités financières, aux réserves de fonds propres pour faire face aux risques systémiques et aux pouvoirs des autorités de surveillance.

Trois réunions ont été consacrées à l'examen du **projet de loi 6798** portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des Etats-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act» (FATCA).

L'Accord, signé le 28 mars 2014 à Luxembourg, prévoit les modalités de l'échange automatique et réciproque d'informations entre le Luxembourg et les Etats-Unis d'Amérique. Cet échange concerne des informations de nature financière de la part de comptes de personnes ayant des liens avec les Etats-Unis d'Amérique.

Le projet de loi fait suite à l'introduction en mars 2010 de ladite législation américaine qui renforce les obligations d'échange

d'informations des institutions financières étrangères avec les autorités fiscales américaines afin de pouvoir soumettre à l'imposition américaine les revenus dont bénéficient auprès d'institutions financières étrangères des résidents et des citoyens des Etats-Unis d'Amérique, aussi bien que des personnes ayant des liens financiers avec ce pays.

Etant donné que les Etats-Unis d'Amérique imposent leurs contribuables sur base de leur revenu mondial, toute personne considérée comme «US person» au sens du fisc américain IRS («Internal Revenue Service») doit déclarer tous ses revenus, quelque soit la localité où ils ont été générés, auprès du IRS. Une fois tous les revenus déclarés, un crédit d'impôt total ou partiel sur les impôts éventuellement déjà payés dans un autre pays peut être accordé sous condition qu'il existe un traité de non-double imposition entre les Etats-Unis et le pays en question.

L'objectif de la loi FATCA est la déclaration des avoirs financiers étrangers aux Etats-Unis d'Amérique, une retenue à la source étant le coût dans le cas de non-déclaration. En effet, faute de cet échange d'informations, les institutions financières concernées se verront appliquer une taxe de 30% à la source sur les revenus américains qui leur sont payés.

C'est dans cette optique de minimiser les pratiques d'évasion fiscale qu'en juillet 2012, les Etats-Unis d'Amérique ont proposé à leurs partenaires, dont le Luxembourg, de conclure des accords bilatéraux pour faciliter la mise en œuvre de cet échange automatique d'informations.

Pour le Luxembourg, l'Administration des contributions directes (ACD) est l'Autorité compétente par délégation. Les informations respectives sont à fournir, annuellement et dans la forme prescrite, jusqu'au 30 juin après la fin de l'année civile à laquelle elles font référence, au IRS.

Au cours de trois réunions, la commission a procédé à l'examen du **projet de loi 6680** prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale (…). Le projet de loi a pour objet de remédier à plusieurs critiques formulées par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Dans le rapport d'examen de Phase 2, appelé «Transparence fiscale 2013 - Rapport de progrès» du Forum mondial et publié le 22 novembre 2013, une notation globale négative («non conforme») avait été attribuée au Luxembourg. Le présent projet de loi vise à adapter et à préciser le cadre légal existant afin de tenir compte des critiques émises et de mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec ces dernières.

Il s'inscrit dans la ligne de l'effort délibérément mené par les autorités luxembourgeoises en vue de libérer le pays en général, et sa place financière en particulier, des accusations et doutes latents quant à la volonté du Luxembourg de coopérer activement et sans restrictions à la mise en place d'un système financier global marqué par la transparence. La procédure mise en place est désormais applicable à toutes les demandes d'échange de renseignements, même à celles introduites en vertu d'une convention fiscale qui ne reprend pas les dispositions du modèle de convention fiscale de l'OCDE dans sa version de 2005 et qui n'admet donc pas encore l'échange de renseignements bancaires ou d'autres renseignements protégés par des règles de secret.

Au total, la Commission des Finances et du Budget a examiné 19 projets de loi, parmi lesquels figuraient 4 projets de loi transposant ou portant complément de transposition d'une norme européenne en droit national (projets de loi 6660, 6668, 6454A et 6454B).

Visites et échanges de vues

Au cours de la session parlementaire 2014-2015, la commission a procédé aux échanges de vues suivants:

- une entrevue avec le Ministre des Finances au sujet de décision de la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur une présumée aide de l'Etat luxembourgeois dans le cadre d'un «ruling» avec Fiat Finance and Trade;
- 6 entrevues avec le Ministre des Finances au sujet de la pratique des décisions anticipées luxembourgeoises (suite aux révélations dans la presse (Luxleaks)) et de la nouvelle procédure applicable à ces décisions;
- 5 entrevues avec le Ministre des Finances au sujet de l'évolution des négociations européennes avec la Grèce;
- une entrevue avec le Ministre des Finances au sujet d'une circulaire belge obligeant certains contribuables belges à faire une déclaration pour les paiements effectués au cours d'une période imposable donnée atteignant un montant minimum de 100.000 euros dans un Etat considéré par le Forum mondial (pour la période imposable en question) comme un Etat n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre le standard de l'OCDE d'échange d'informations;
- une entrevue avec le Ministre des Finances au sujet de l'affaire «Swissleaks» et de ses conséquences;
- une entrevue avec le Ministre de l'Economie au sujet de l'évolution du dossier «Luxembourg Future Fund»;
- une entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes au sujet de l'accord TISA et le mécanisme ISDS (arbitrage)
- une entrevue avec le Ministre de la Justice au sujet de la législation protégeant et encadrant les lanceurs d'alerte;
- une entrevue avec le Ministre des Finances pour la présentation du programme national de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR);
- une entrevue avec le Ministre des Finances et le Ministre de l'Economie pour la présentation des recommandations de la Commission européenne sur base du PSC et du PNR;
- une entrevue avec les membres du Conseil national des finances publiques pour la présentation de son évaluation à l'occasion du PSC;
- un échange de vues avec une délégation de la Commission spéciale TAXE du Parlement européen au sujet de la pratique des décisions anticipées au Luxembourg;
- une entrevue avec les membres suivants de la Commission européenne: M. le Vice-Président Valdis Dombrovskis, M. Pierre Moscovici, Mme Marianne Thyssen, M. Vytenis Andriukaitis, M. Tibor Navracsics.

Evolution de la situation budgétaire

La Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont continué à convoquer les réunions jointes, instaurées en 2009 dans le contexte de la crise économique et financière, afin de faire le point sur l'évolution de la situation budgétaire, en présence du Ministre des Finances et des directeurs des administrations fiscales. Ces réunions sont convoquées à cadence trimestrielle.

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Grand nombre de réunions pour une nouvelle Constitution

Composition de la commission

Président: Alex Bodry (LSAP)

Vice-Présidents: Simone Beissel (sauf pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B) (DP) / Paul-Henri Meyers (CSV)

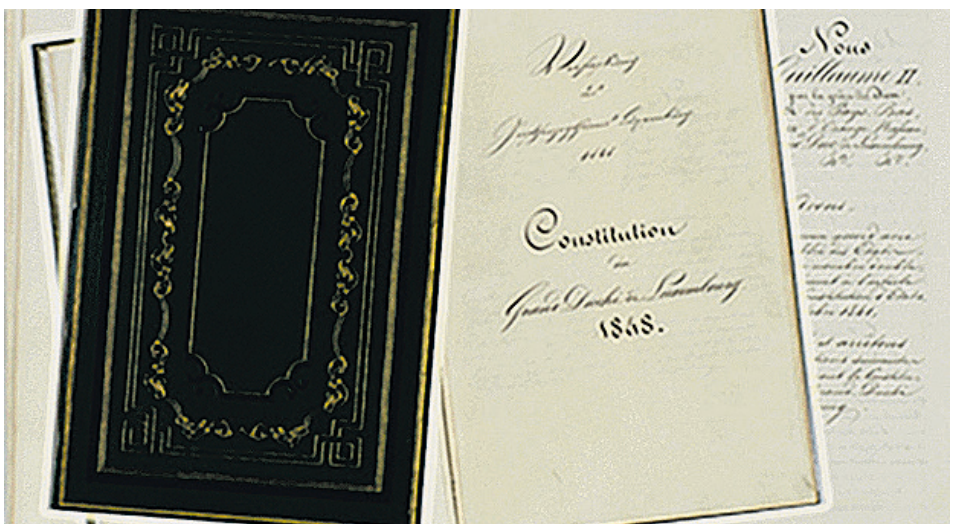
Membres: Eugène Berger (pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B), Joëlle Elvinger, Lydie Polfer (DP) / Taina Bofferding (pour le volet cultes), Franz Fayot, Cécile Hemmen (sauf pour le volet cultes) (LSAP) / Claude Adam (sauf pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B), Viviane Loschetter (pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B) (déi gréng) / Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth, Claude Wiseler (CSV) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 40

Au cours de la session ordinaire 2014-2015, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle s'est réunie à quarante reprises sous la présidence de M. Alex Bodry.

La commission a consacré la majeure partie de ses réunions à la proposition de révision 6030 portant instauration d'une nouvelle Constitution (initialement intitulée «Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution») et, plus particulièrement, à l'examen et la discussion des dispositions encore tenues en suspens au moment de la clôture de la session extraordinaire 2013-2014. Au mois de mai 2015, la commission a finalement adopté soixante-neuf amendements parlementaires. Suite au référendum consultatif du 7 juin 2015 ayant porté sur trois questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution, la commission est parvenue à la conclusion qu'il fallait également modifier la disposition relative aux droits politiques des citoyens de l'Union européenne et des personnes qui ne sont pas citoyens de l'Union européenne. Elle a partant adopté un amendement parlementaire afférent dans sa réunion du 24 juin 2015.

En plus de l'examen la proposition de révision précitée, la commission s'est vu présenter le rapport «La «question juive» au Luxembourg (1933-1941) – l'Etat luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies» de Monsieur Vincent Artuso dans le cadre d'une réunion jointe avec la Conférence des Présidents. Subséquemment, ces deux commissions parlementaires ont discuté dans sept réunions jointes des conclusions à tirer dudit rapport. Ces réunions ont débouché le 9 juin 2015 sur le dépôt d'une résolution qui a été adoptée à l'unanimité le même jour et dans laquelle la Chambre des Députés reconnaît les souffrances infligées à la communauté juive et exprime ses excuses.



A l'ordre du jour de quelques réunions jointes avec la Commission des Pétitions a figuré l'évaluation de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. De ces réunions, les deux commissions parlementaires ont tiré la conclusion que les modifications de la loi précitée du 22 août 2003 seraient introduites par voie d'une proposition de loi.

Enfin, la commission a entamé l'examen parlementaire du projet de loi 6675 et de la proposition de loi 6589B relatifs à la réorganisation du Service de renseignement de l'Etat (SRE). Selon toutes prévisions, des amendements parlementaires afférents seront adoptés à la rentrée parlementaire.

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

«Paquet réforme» de la Fonction publique évacué

Composition de la commission

Président: Yves Cruchten (LSAP)

Vice-Présidents: Gusty Graas (DP), Octavie Modert (CSV)

Membres: Lex Delles, Max Hahn (DP) / Georges Engel, Claude Haagen (LSAP) / Claude Adam (déi gréng) / Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth (CSV) / Justin Turpel (déi Lénk) (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (depuis le 11/05/2015)

Nombre de réunions: 17

Projets de loi examinés

- **6457** - modification du statut général des fonctionnaires de l'Etat
- **6458** - transposition de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction publique
- **6459** - régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat
- **6460** - modification du régime de pension spécial pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois
- **6461** - régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois
- **6462** - accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien
- **6463** - changement d'administration des fonctionnaires
- **6465** - régime et indemnités des employés de l'Etat
- **6704/A** - modifiant l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
- **6799** - modifiant 1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Finalisation du «paquet réforme» de la Fonction publique

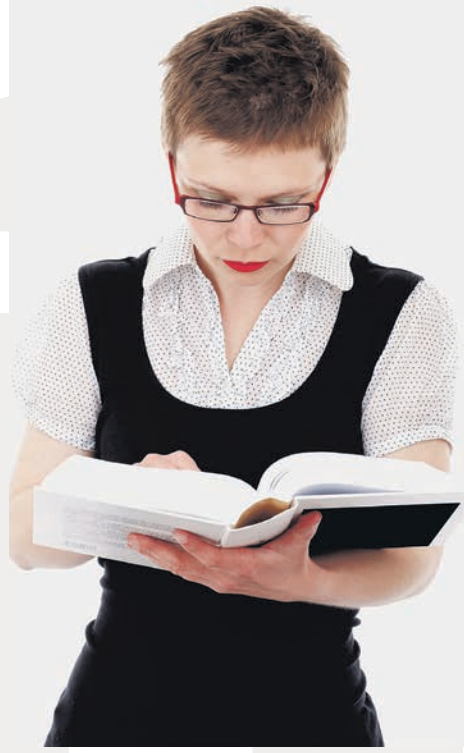
Suite aux amendements parlementaires de juillet 2014, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat au sujet des 8 projets de loi qui constituent le «paquet réforme» de la Fonction publique.

La commission a élaboré une 2e série d'amendements parlementaires, voire une 3ème série pour certains projets de loi, afin de tenir compte des oppositions formelles que le Conseil d'Etat a maintenues. Les critiques du Conseil d'Etat concernent principalement les dispositions relatives à la déontologie des fonctionnaires (projet de loi 6457). A noter que ces règles déontologiques étaient initialement reprises dans un projet de règlement grand-ducal et furent reprises au niveau de la loi dans le cadre des premiers amendements parlementaires. Afin de tenir compte des critiques du Conseil d'Etat et en vue d'avancer plus rapidement dans les travaux parlementaires la commission a décidé de maintenir le statu quo en matière de déontologie des fonctionnaires, c'est-à-dire de ne pas modifier ces dispositions telles que reprises dans le statut général actuellement en vigueur. Dans une prochaine étape, le ministère entamera une discussion en profondeur sur les devoirs du fonctionnaire, notamment avec les syndicats et la Chambre des fonctionnaires et employés publics. Après l'aboutissement des discussions, un nouveau projet de loi relatif à la déontologie des fonctionnaires sera élaboré, qui pourra ainsi modifier le statut général en ce point.

Le Conseil d'Etat a en outre maintenu une opposition formelle relative au projet de loi 6461 concernant le régime de pension spécial transitoire, craignant qu'un traitement inégalitaire du personnel employé par les entreprises de chemin de fer établies à Luxembourg et opérant sur le réseau luxembourgeois ne puisse poser problème au regard du principe d'égalité inscrit à l'article 10bis de la Constitution. La commission a fourni au Conseil d'Etat un argumentaire qui a amené la Haute Corporation à lever son opposition formelle dans son 2ème avis complémentaire.

Dans le cadre des amendements parlementaires supplémentaires, la commission a encore tenu compte d'une opposition formelle du Conseil d'Etat relative au projet de loi 6459 concernant le régime des traitements des fonctionnaires exigeant que toute disposition légale à abroger soit indiquée de manière précise.

Dans son 2ème avis complémentaire du 24 février 2015, respectivement son 3ème avis complémentaire du 10 mars 2015, le Conseil d'Etat a finalement levé toute opposition formelle relative au paquet réforme de sorte que la commission a pu adopter les rapports sur les 8 projets de loi le 12 mars 2015. Les 8 projets de loi ont finalement été votés par la Chambre le 24 mars 2015 et - à l'exception du projet de loi 6458 transposant l'accord salarial qui est entré en vigueur en avril - sont entrés en vigueur le 1er octobre 2015.





Scission du projet de loi «Omnibus»

La commission a scindé le projet de loi 6704 dit Omnibus en vue d'une modification rapide de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Il s'agit d'éviter que les plans d'aménagement général de certaines communes deviennent caducs avant l'expiration de la date limite pour la refonte des PAG. En effet, certaines communes ont déjà procédé en 2013 à la prorogation des délais pour la refonte de leurs plans d'aménagement général pour une durée de deux années à partir de la date de la délibération afférente du conseil communal, sans profiter du délai maximal prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, c'est-à-dire jusqu'au 8 août 2015. Les plans d'aménagement général de ces communes risquaient donc de devenir caducs avant le 8 août 2015 par l'effet de l'article 108, paragraphe 1er, de la loi précitée du 19 juillet 2004. Or, sur les 105 communes, une quinzaine environ disposent à l'heure actuelle d'un plan d'aménagement général qui est conforme à la loi précitée du 19 juillet 2004. Il est donc impérieux d'accorder aux autres communes un délai supplémentaire pour procéder à la mise en conformité de leurs plans d'aménagement général, sans que ceux-ci deviennent caducs.

Le nouveau projet de loi 6704/A a donc pour objet de proroger la date limite pour la refonte complète des plans et projets d'aménagement général des communes jusqu'au 8 août 2018.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission juridique

L'interruption volontaire de la grossesse (IVG) réformée

Composition de la commission

Président: Viviane Loschetter (déi gréng)

Vice-Présidents: Lydie Polfer (DP), Léon Gloden (CSV)

Membres: Guy Arendt, Simone Beissel (DP) / Marc Angel, Alex Bodry, Franz Fayot (LSAP) / Josée Lorsché (déi gréng) / Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Laurent Mosar, Gilles Roth (CSV) / Roy Reding (ADR)

Nombre de réunions: 32

Projets et propositions de loi examinés

- **6518 -** Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord
  (voté)
- **6563A -** Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives
  (voté)
- **6568 -** Projet de loi portant réforme du droit de la filiation, modifiant
  - le Code civil;
  - le Nouveau Code de procédure civile;
  - le Code pénal;
  - la loi du 11-21 germinal XI relative aux prénoms et changements de noms;
  - et la loi communale du 13 décembre 1988

  (en cours d'examen)
- **6624 -** Projet de loi portant réforme du régime de publication légale relatif aux sociétés et associations modifiant
  - la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
  - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
  - la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;
  - la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);
  - la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
  - la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
  - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
  - la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);
  - la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
  - la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP;
  - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
  - la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;
  - la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
  - la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg;
  - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
  - la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
  - la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit et
  - modifiant certaines autres dispositions légales

  (amendements parlementaires en cours d'être avisés par le Conseil d'Etat)
- **6641 -** Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal
  (en cours d'examen)
- **6677 -** Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et modifiant, en vue de favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée, 1) l'article 634 du Code d'instruction criminelle; 2) la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires; 3) la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen
  (voté)
- **6683 -** Projet de loi portant modification: 1) du Code pénal et 2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse
  (voté)
- **6750 -** Projet de loi modifiant a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes; b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
  (voté)
- **6751 -** Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) N°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile
  (voté)
- **6752 -** Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et b) le Nouveau Code de procédure civil
  (voté)
- **6754 -** Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale du 18 février 2003
  (votée)
- **6759 -** Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012
  (présenté)
- **6760 -** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
- **et 6446 -** Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
  (votés)
- **6761 -** Projet de loi portant mise en oeuvre de certaines dispositions de la Résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité des Nations Unies et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle
  (présenté)
- **6762 -** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012
  (présenté)
- **6763 -** Projet de loi portant modification du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques
  (présenté)
- **6777 -** Projet de loi ayant pour objet d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée et portant modification de
  1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et
  2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

  (présenté)
- **6803 -** Projet de loi portant modification de l'article 161 du Nouveau Code de procédure civile
  (voté)
- **6805 -** Projet de loi portant 1. transposition de la décision 2009/426/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, 2. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
  (présenté)
- **6820 -** Projet de loi portant modification: 1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les Etats membres de l'Union européenne, 2) du Code d'instruction criminelle, 3) du Code pénal
  (examiné)

Parmi les modifications législatives importantes intervenues durant la session parlementaire ordinaire 2014-2015, il y a lieu de citer

Réforme de l'interruption volontaire de la grossesse

Le projet de loi 6683 vise à traduire la volonté affirmée du Gouvernement d'adapter la loi du 12 décembre 2012 portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal.

Ainsi, l'accord de coalition de décembre 2013 énonce clairement: *«La législation relative à l'interruption volontaire de grossesse ne fera plus partie du Code pénal et sera intégrée dans la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse. Cette législation sera réformée afin de rendre la deuxième consultation facultative».*

a) La dépénalisation partielle de l'IVG

Le projet de loi entend dépénaliser partiellement l'interruption volontaire de grossesse à l'instar de plusieurs pays euro-

péens (dont la France, les Pays-Bas et le Danemark). Une telle dépénalisation est notamment prévue par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui est entrée en vigueur en 1981 et que le Luxembourg a signée le 17 juillet 1980 et ratifiée le 2 février 1989.

L'article 12, 1er paragraphe de la Convention dispose que «*Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé en vue de leur assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les moyens d'accéder aux services médicaux, y compris ceux qui concernent la planification de la famille*». Par ailleurs, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a insisté, dans sa recommandation 24 (1999), auprès du Gouvernement de réduire les taux de mortalité maternelle par des services de maternité sans risque et d'assistance prénatale. Il en résulte la nécessité d'amender la législation qui fait de l'IVG une infraction pénale et de supprimer les peines infligées aux femmes qui interrompent volontairement leur grossesse.

Le Gouvernement et la Chambre des Députés sont d'avis qu'il importe de suivre ces différentes recommandations. Ils estiment que l'IVG n'a pas sa place dans le Code pénal, mais que les dispositions sur l'interruption volontaire de grossesse doivent trouver leur place dans la loi spéciale du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse. L'IVG sera donc considérée comme une question de santé publique et tombera sous les seules compétences du Ministre ayant la Santé dans ses attributions. La réglementation ne se fera plus sur un plan répressif. Il existe un lien certain entre la réglementation sur les IVG, d'une part, et d'autre part, la question d'une meilleure prévention des grossesses non désirées grâce à une politique d'information et d'éducation sexuelle plus efficace et grâce à une amélioration de l'accès aux moyens contraceptifs. Par conséquent, une intégration du texte sous rubrique dans la loi de 1978 est indiquée.



b) La deuxième consultation devient facultative

La deuxième modification porte sur le caractère obligatoire de la deuxième consultation qui est proposée par le médecin lors de la première consultation. Le Gouvernement et les membres de la Commission juridique sont d'avis que la deuxième consultation, si elle est obligatoire, est contraire au libre choix de la femme concernée et partant ne présente pas de réelle plus-value.

Il appartient à la femme seule d'apprécier si elle a besoin de conseils supplémentaires sur les droits, aides et avantages garantis par les lois en vigueur, sur les possibilités et sur les offres au niveau du soutien psychologique et social. Etant donné que cette deuxième consultation doit être explicitement proposée par le médecin lors de la première consultation, il doit en fin de compte appartenir à la femme concernée de se décider librement pour une deuxième consultation. Le présent projet de loi prévoit ainsi que la deuxième consultation deviendra un droit facultatif et ne sera plus considérée comme étant une obligation.

c) La solution de délai sans indication

Il est proposé de retenir dans le texte de l'article 14 une disposition claire et non équivoque prévoyant une solution liée au seul délai et sans maintien d'indications. En effet, la disposition actuelle dans l'article 353, paragraphe 1 suivant laquelle la femme enceinte doit se trouver dans une situation de détresse qu'elle doit apprécier souverainement, renvoie à un choix personnel et donc nécessairement subjectif de la part de la femme enceinte. Cette disposition n'apporte pas de plus-value au texte normatif. Il est donc proposé de supprimer la précision liée à la détresse de sorte qu'il n'y a plus d'indications pour procéder à l'IVG.

Il est également proposé d'adapter les anciens articles à certains endroits afin de les moderniser et de souligner que la femme enceinte est et va rester libre dans son choix. Il appartient aux différents acteurs consultés tout au long du processus d'accompagner la femme dans son choix en lui fournissant les conseils et l'assistance nécessaires. Toutefois il n'appartient pas à ces acteurs de la guider dans une direction ou une autre. En cette matière, la femme adulte doit être libre dans ses choix de façon à ce que toute disposition visant à influer sa prise de décision est contraire au droit à l'autodétermination de la femme.

d) L'abolition du consentement par écrit

Dans le même ordre d'idées, la formalité de la confirmation obligatoire par écrit de la volonté à procéder à une interruption volontaire de grossesse pour la femme majeure est supprimée.

e) Les femmes mineures non émancipées

Pour ce qui est des femmes mineures souhaitant interrompre une grossesse, le texte maintient l'obligation de la seconde consultation ainsi que le consentement par écrit.

À l'instar de la loi de 2012, les femmes mineures souhaitant interrompre leur grossesse doivent se faire accompagner tout au long du processus, soit par un représentant légal, soit par une personne de confiance qu'elles désignent elles-mêmes.

Cependant, le texte du projet de loi abolit l'obligation d'information du représentant légal ainsi que son consentement à l'IVG de la femme mineure. Ainsi, le texte abolit la poursuite de la grossesse sur décision parentale contre le gré de la femme mineure. Cette pratique constitue aux yeux de la Commission juridique une violation de l'intégrité corporelle de la femme, intégrité qui est garantie par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

f) La prise en charge de l'interruption volontaire de grossesse par l'assurance-maladie

Il convient de rappeler, une fois la nouvelle loi entrée en vigueur, que l'IVG sera remboursée par l'assurance-maladie.

La nomenclature des actes et services médicaux de l'Union des caisses de maladie comportera ainsi à terme un nouveau code relatif à l'IVG.

La définition et les modalités d'utilisation par les organismes de sécurité sociale des données recueillies devront faire face à l'impératif de la mise en balance tant des intérêts inhérents à la santé publique que de ceux relatifs à la protection des données à caractère personnel. Ainsi, le traitement et les modalités d'utilisation des données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la prise en charge par l'assurance-maladie de l'interruption volontaire de grossesse en tant qu'acte médical devront faire l'objet d'un dispositif légal approprié.

Ainsi, il s'agit notamment d'assurer que seules les données nécessaires dans une optique de santé publique (principe de la proportionnalité) soient traitées, de même qu'il s'agit de prévoir l'anonymisation des données utilisées à des fins statistiques.

Il importe d'énumérer les informations recueillies qui ne devraient pas être consultables par des personnes tierces. De même, chaque personne doit avoir la possibilité de vérifier à tout moment qui a consulté quelle donnée à quel moment (retracement). Il convient de renvoyer à cet égard à l'Agence E-santé (Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé; www.esante.lu) et notamment au Dossier de Soins partagé (DSP).

La suppression de l'exequatur en vue de l'exécution d'une décision en matière civile et commerciale au sein de l'Union européenne

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de compléter le Nouveau Code de procédure civile par la référence au règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale dit «*Règlement Bruxelles* Ibis» par l'introduction d'un article 685-4. Ce même article 685-4 proposé détermine le président du tribunal d'arrondissement siégeant comme en matière de référé comme juridiction compétente pour connaître de la demande de refus d'exécution, de la demande constatant l'absence de motifs de refus de reconnaissance et de la demande de refus de reconnaissance dans le cadre des articles 47, paragraphe 1er, 36, paragraphe 2 et 45, paragraphe 4 dudit règlement, avec la possibilité de recours contre la décision du président du tribunal d'arrondissement devant la Cour d'appel siégeant comme en matière de référé.

Le Règlement Bruxelles Ibis est d'application directe depuis le 10 janvier 2015 lorsqu'il a remplacé le règlement (CE) n° 44/2001 dit «*Règlement Bruxelles* I».

L'objectif du «*Règlement Bruxelles* Ibis» est de renforcer le principe de reconnaissance mutuelle en facilitant davantage et en accélérant la circulation des décisions en matière civile et commerciale au sein de l'Union européenne.

A cet effet, le «*Règlement Bruxelles* Ibis» supprime l'obligation de l'exequatur en vue de l'exécution forcée de la décision de sorte qu'un créancier d'un jugement rendu dans un Etat membre peut procéder directement aux mesures d'exécution au lieu de mesures provisoires.

La suppression de l'exequatur revient à réduire les coûts et les délais pour les entreprises et les citoyens de l'Union européenne que nécessite l'exécution d'une décision en

supprimant les derniers obstacles à la libre circulation des décisions dans l'Union.

Echanges de vues

- Les membres de la Commission juridique ont procédé, ensemble avec les membres de la Commission de la Santé, de l'Egalité des chances et des Sports, à une série de réunions jointes ayant porté sur le projet de loi 6683 portant réforme du cadre légal de l'interruption volontaire de la grossesse.
- La Commission juridique, ensemble avec la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a procédé à un échange de vues dans le cadre de la présentation du rapport annuel 2014 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand.
- Les membres de la Commission juridique ont procédé, ensemble avec les membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, à un échange de vues au sujet des modifications nécessaires pour améliorer la législation protégeant et encadrant les lanceurs d'alerte et pour renforcer la lutte contre la fraude et la corruption.
- La Commission juridique, ensemble avec la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, a procédé à un échange de vue avec M. le Premier Vice-Président Frans Timmermanns et Mme Vera Jourová, membres de la Commission européenne sur (i) le paquet migration (aspects intérieurs) et (ii) l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer».
- Les membres de la Commission juridique, ensemble avec ceux de la Commission de la Famille et de l'Intégration et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont eu un échange de vues avec António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

Composition de la sous-commission

Président: Léon Gloden (CSV)

Membres: Franz Fayot (LSAP), Gusty Graas (DP) et Viviane Loschetter (déi gréng)

Nombre de réunions: 0

Mandat de la sous-commission

Au cours de leur réunion du 28 mai 2014, les membres de la Commission juridique ont décidé de constituer, vu la spécificité du dossier, une sous-commission dénommée «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises», conformément à l'article 22, paragraphe (2) du Règlement de la Chambre des Députés.

La sous-commission est chargée de continuer l'examen, tel qu'entamé par la sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique (instituée lors de la période législative 2009-2013), la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un droit commun européen de la vente (COM(2011) 635) qui vise à instaurer un droit commun européen de la vente facultatif qui harmonise les droits nationaux des contrats des Etats membres et ce en créant un second régime de droit contractuel pour les contrats relevant de son champ d'application. Ce droit sera identique sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne et coexistera avec le droit national afférent de chaque Etat membre.

La Commission européenne ayant annoncé dans son programme de travail 2015 le remplacement de la proposition de règlement relatif à un droit commun européen de la vente par une nouvelle proposition, les membres de la sous-commission ont décidé de sursoir à leurs travaux.

La Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique reprendra ses travaux dès que la Commission européenne a procédé au dépôt de la nouvelle proposition de règlement.

Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

Composition de la sous-commission

Président: Franz Fayot (LSAP)

Membres: Guy Arendt (DP), Viviane Loschetter (déi gréng), Léon Gloden (CSV), Roy Reding (ADR)

Nombre de réunions: 18

La Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés», constituée le 28 mai 2014 par la Commission juridique, est chargée de poursuivre l'instruction parlementaire du projet de loi 5730 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Ce projet de loi, déposé en 2007, a depuis fait l'objet d'amendements et d'avis émis notamment par le Conseil d'Etat, la Chambre de Commerce et de l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

Au cours de la session parlementaire 2014-2015, la sous-commission a consacré 18 réunions à l'examen du projet de loi et des avis précités.

Ces travaux ont abouti à l'adoption d'une série d'amendements communiqués au Conseil d'Etat en date du 2 avril 2015.

Parmi les changements majeurs, on peut citer:

- l'introduction en droit luxembourgeois des actions traçantes ou «tracking shares»;
- l'aménagement de la technique de l'émission d'actions sous le pair comptable pour les sociétés anonymes (SA);
- l'instauration d'un régime de capital autorisé dans les sociétés à responsabilité limitée (SARL);
- la consécration et l'encadrement légal de la possibilité pour une SA d'émettre des actions gratuites à ses salariés ou à ses dirigeants sociaux;
- la modernisation des modes et des délais de convocation des assemblées générales;
- la généralisation de la possibilité d'émettre des obligations;
- la modernisation du régime des obligations convertibles;
- l'instauration de la libération du capital par compensation de créances ;
- l'instauration d'un régime de parts rachetables et précision du régime de rachat de parts et de réduction de capital dans les SARL;
- la consécration du pouvoir de limiter l'exercice des droits de vote dans des hypothèses particulières (pour les SA, SCA et SARL);
- l'assouplissement du régime des actions sans droit de vote.

Il est convenu que la sous-commission reprendra ses travaux dès réception de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Commission des Affaires intérieures

Abolition des districts actée

Composition de la commission

Président: Claude Haagen (LSAP)

Vice-Présidents: Simone Beissel (DP), Gilles Roth (CSV)

Membres: Guy Arendt, André Bauler (du 04/11/2014 au 16/12/2014 pour la proposition de loi 6605), Max Hahn (DP) / Frank Arndt, Yves Cruchten (LSAP) / Roberto Traversini (déi gréng) / Emile Eicher, Jean-Marie Halsdorf (jusqu'au 03/11/2014), Laurent Zeimet (depuis le 04/11/2014), Aly Kaes, Marc Lies (CSV) / Gaston Gibéryen (ADR)

Observateur: Justin Turpel (jusqu'au 28/04/2015), David Wagner (depuis le 29/04/2015) (déi Lénk)

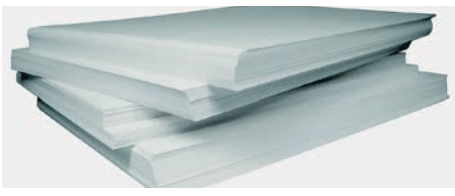
Nombre de réunions: 18

Projets de loi examinés

- **6704 -** Projet de loi dite «Omnibus»
- **6711 -** Projet de loi portant abolition des districts
- **6712 -** Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz
- **6720 -** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015
- **6757 -** Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Proposition de loi examinée

- **6605** - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre



Continuation des travaux de réforme dans le secteur communal

La commission a commencé la session par le projet de loi 6711 qu'elle a traité au cours de six réunions. Les travaux parlementaires ont abouti à l'adoption de la loi mettant en œuvre l'abolition des districts.

Dans le cadre des travaux relatifs au projet de loi dite «Omnibus», la commission a examiné en réunion jointe avec la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative les modifications apportées à la législation en matière d'aménagement communal et de développement urbain.

Une nouvelle fusion de communes, celle d'Eschweiler et de Wiltz, s'est achevée par l'adoption de la loi afférente (projet de loi 6712). Par ailleurs, la commission a examiné la proposition de loi 6605 qui avait pour objet le changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre.

Deux mesures d'équilibrage budgétaire proposées par le Gouvernement au niveau de la Fonction publique étatique ont pu être transposées dans la législation applicable aux fonctionnaires et employés communaux par le biais du projet de loi 6757.

Un échange de vues réunissant quatre commissions parlementaires était consacré aux améliorations à apporter à la législation protégeant et encadrant les lanceurs d'alerte et au renforcement de la lutte contre la fraude et la corruption.

D'autres sujets abordés par la commission étaient le suivi de la procédure des plans sectoriels, l'accord entre l'État et les communautés religieuses, le bail à usage d'habitation dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission du Logement en charge du dossier, le rapport d'activité 2014 de la Médiateure, ainsi que, en réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget, l'analyse des volets du budget concernant la commission.

Commission de la Santé, de l'Egalité des chances et des Sports

Sainte-Zithe modernisée et nouveau cadre pour la psychothérapie

Composition de la commission

Président: Cécile Hemmen (LSAP)

Vice-Présidents: Josée Lorsché (déi gréng), Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Membres: Gilles Baum (Sports), Eugène Berger (Sports), Gusty Graas (Santé et Egalité des chances), Alexander Krieps, Edy Mertens (Santé et Egalité des chances) (DP) / Marc Angel (Egalité des chances), Tess Burton (Egalité des chances), Claudia Dall'Agnol (Santé et Sports), Georges Engel (Santé et Sports) (LSAP) / Nancy Arendt, Martine Hansen (Sports) Jean-Marie Halsdorf, Françoise Hetto-Gaasch, Mergen Martine (Santé et Egalité des chances) (CSV) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 34

Santé et Sécurité sociale

L'instruction du **projet de loi 6578 portant création de la profession de psychothérapeute** a pris une part importante dans les travaux de la commission pendant toute la session ordinaire écoulée.

Le projet de loi vise à créer un cadre légal pour la profession de psychothérapeute, en fixant notamment les conditions pour le port du titre, ainsi que les procédures en vue de l'obtention de l'autorisation d'exercer la psychothérapie sur base d'une formation structurée et réglementée. En effet, les psychothérapies figurent parmi les interventions de premier choix en matière de prise en charge de la souffrance psychique.

Au Luxembourg, l'absence de toute réglementation relative à l'exercice de la psychothérapie et à la protection du titre de psychothérapeute permet à divers acteurs des secteurs médical, psychologique, éducatif, paramédical ou autre de faire mention de qualités et de proposer des prestations dites «psychothérapeutiques» sans qu'il soit garanti qu'ils disposent d'une formation adéquate et surveillée.

Le projet de loi définit la psychothérapie comme méthode thérapeutique qui fait exclusivement appel à des moyens psychologiques reconnus afin de traiter les troubles mentaux chez l'adulte, l'adolescent et l'enfant. Il s'agit d'un traitement psychologique pour un trouble mental, pour des perturbations comportementales ou pour tout autre problème entraînant une souffrance ou une détresse psychologique, et qui va au-delà d'un simple accompagnement sous forme d'aide psychologique.

A noter également que si le projet de loi dispose que la psychothérapie recourt exclusivement à des moyens psychologiques, les médecins-psychiatres pratiquant la psychothérapie peuvent continuer à faire usage de leur pouvoir de prescription de médicaments, notamment dans les cas où une thérapie combinée est justifiée.

L'autorisation d'exercer la profession de psychothérapeute est soumise à l'autorisation du ministre ayant la Santé dans ses attributions, ainsi qu'à diverses conditions.

Ainsi, le projet de loi prévoit une double voie d'accès à la formation de psychothérapie: celle-ci est réservée soit aux détenteurs d'un master en psychologie clinique ou d'un diplôme en psychologie reconnu équivalent, soit aux détenteurs d'un des titres de formation de médecin avec formation médicale de base.

Les médecins-psychiatres autorisés à faire usage d'un titre licite de formation en psychothérapie ne tombent pas sous le champ d'application du présent projet de loi. Il s'agit dans ce cas d'un exercice légal de la psychothérapie par des psychiatres en leur qualité de médecin, d'ores et déjà prise en charge par l'assurance maladie-maternité.



Le demandeur de l'autorisation d'exercer en tant que psychothérapeute doit être titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de formation - luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent - relatif à la formation de psychothérapeute. Il doit par ailleurs satisfaire aux conditions de santé physique et psychique, ainsi qu'aux conditions d'honorabilité et de moralité nécessaires à l'exercice de la profession. Quant aux conditions linguistiques imposées aux psychothérapeutes, celles-ci sont calquées sur celles concernant les médecins, médecins dentistes et médecins vétérinaires.

La commission a adopté son rapport au cours de sa réunion du 21 avril 2015, la Chambre des Députés ayant voté le projet devenu la loi du 14 juillet 2015 dans sa séance du 20 mai 2015.

Un deuxième point fort des travaux de la commission a concerné l'instruction du **projet de loi 6564 modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine, dont le rapport a finalement été adopté le 21 avril 2015**. La Chambre des Députés a voté le projet devenu la loi du 25 juin 2015 dans sa séance du 20 mai 2015.

En date du 6 août 2010, la directive 2010/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne.

Cette directive a pour objet de disposer au niveau de l'Union européenne des règles communes de qualité et de sécurité pour l'obtention, le transport et l'utilisation des organes humains destinés à la transplantation.

Dans le cadre de la transposition en droit national de la directive précitée, les dispositions de la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine sont modifiées et complétées par le présent projet de loi afin de rendre la législation nationale applicable en la matière conforme au droit communautaire.

Les principales dispositions du projet de loi issues de la Convention d'Oviedo concernent:

- la suppression du cas de prélèvement de substances d'origine humaine à des fins de diagnostic;
- la définition des relations étroites qui selon l'article 10 du Protocole additionnel de la Convention doivent exister entre le donneur et le receveur;
- la possibilité d'un prélèvement fait dans un but de recherche dans l'hypothèse d'un don fait par une personne décédée;
- l'ouverture en faveur du don fait par une personne entretenant avec le receveur des relations affectives très étroites;
- la suppression de la possibilité d'un don fait par un donneur mineur d'âge;
- la mise en place d'un comité d'experts veillant à ce que le consentement du donneur soit donné en pleine connaissance des éventuelles suites dommageables pour lui et à l'écart de toutes influences indues.

Les éléments du projet de loi issus de la directive 2010/53/UE disposent que:

- les organes destinés à la transplantation et leurs donneurs doivent être caractérisés de façon à permettre une analyse adéquate des risques et des avantages de chaque transplantation;
- la traçabilité des organes devra être assurée par le biais d'un système d'identification à mettre en place par les établissements procédant à l'obtention, à la caractérisation, à la transplantation d'organes ou à l'élimination d'organes;
- la mise en place d'un système permettra de signaler, d'examiner, d'enregistrer et de transmettre les informations pertinentes nécessaires concernant les incidents et les réactions indésirables graves observés pendant ou après la transplantation.

La commission a par ailleurs instruit et évacué le **projet de loi 6598 autorisant l'Etat à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik.**

Le projet de loi vise à autoriser l'Etat à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik à Luxembourg, pour un montant ne pouvant dépasser 55.593.942 euros, valeur indice 749,40 d'octobre 2014.

Le projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik inclut trois axes prioritaires:

- l'amélioration du confort pour le patient dans les unités de soins;
- une modernisation de l'outil de travail médico-technique pour ses médecins et ses collaborateurs;
- une augmentation des capacités de traitement ambulatoire en service d'hospitalisation de jour parallèlement à une réduction du nombre de lits stationnaires.

Le projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik prévoit trois grandes étapes:

- les mesures préparatoires avec création d'un nouveau service de dialyse, d'une mise en commun provisoire de deux sites de blocs opératoires et la création d'un service provisoire d'endoscopie;
- la démolition puis construction du bâtiment E, situé rue d'Anvers, avec comme contenu essentiel, outre des places de parking au sous-sol et les aspects techniques, un nouveau service de radiologie, d'endoscopie, un nouveau bloc opératoire, un hôpital de jour ainsi que deux unités de soins modernes;
- la mise en conformité des bâtiments existants en fin de projet avec agrandissement de la policlinique, création d'un nouveau service de réanimation et de soins intensifs.

A noter que les travaux de modernisation et d'extension envisagés concernent les bâtiments A, B, C et D (dialyse de la ZithaKlinik), ainsi que le bâtiment E (Centre médical). Tandis que le bâtiment E sera remplacé par une nouvelle construction, les bâtiments A, B, C et D seront modernisés.

La finalisation intégrale du projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik est prévue pour l'année 2020.

Finalement, au cours des mois de juin et de juillet 2015, les réunions de la commission étaient par ailleurs consacrées au **projet de loi 6646 modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation**



de la Direction de la santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique dont Mme Cécile Hemmen, Présidente de la commission, a été désignée comme rapporteur. Les travaux de la commission ont abouti à l'adoption d'une série d'amendements parlementaires lors de la réunion du 14 juillet 2015.

Egalité des chances

Outre la présentation du «Female Board Pool» et du Plan «Egalité des chances», la commission s'est vu présenter la stratégie du Gouvernement sur la prostitution au Luxembourg dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission juridique ainsi que l'étude du Luxembourg Institute of Health (LIH) sur la violence domestique.

Qui plus est, la ministre de l'Egalité des chances est venue en commission afin de faire le point sur la stratégie du Gouvernement en matière d'égalité dans la prise de décision économique.

Sports

Certaines réunions ont été consacrées à des échanges de vues ayant porté sur des sujets divers. Dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission du Développement durable, le ministre des Sports et le ministre du Développement durable et des Infrastructures ont présenté un avant-projet sommaire du nouveau stade national de football et de rugby. L'avant-projet définitif sera présenté fin janvier 2016 aux membres de la Commission de la Santé, de l'Egalité des chances et des Sports et de la Commission du Développement durable. Par ailleurs, le Ministre des Sports est venu en commission pour discuter des conclusions à tirer de la présentation par le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois du concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg, présentation faite au cours de la session extraordinaire 2013-2014. Enfin, le Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique (SIGI) a présenté, en présence du ministre des Sports, le projet SAPS réalisé en collaboration avec le ministère des Sports et le SIGI.

Autres projets de loi examinés

- **6614 -** Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

Autres sujets traités

- Présentation du projet de règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national
- Politique de substitution de médicaments (génériques) - demande de la sensibilité politique déi Lénk
- Enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier pour les années 2015 et 2016
- Projet de loi 6720 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015
- Politique de substitution des médicaments - demande de mise à l'ordre du jour par la sensibilité politique déi Lénk
- Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire
- Présentation par Madame la Ministre de la Santé des priorités du Ministère de la Santé pour la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne (2e semestre 2015)
- Information de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale relative à leurs différentes entrevues, notamment avec la Société luxembourgeoise de pédiatrie (SLP), suite à la démission, avec effet au 1er janvier 2015, des pédiatres agréés au CHdN et au CHEM - demande du groupe politique CSV du 29 décembre 2014
- La prise en charge de la maladie douloureuse chronique dans le contexte du plan hospitalier et du plan cancer - Explications de Madame la Ministre de la Santé et échange de vues - demande du groupe parlementaire déi gréng
- Pétition n° 489 - Contre la fermeture de la Clinique Ste-Marie à Esch-sur-Alzette - échange de vues avec la Ministre de la Santé et avec des représentants des pétitionnaires
- Visite de l'Agence e-Santé concernant la mise en œuvre du dossier électronique de soins partagé
- Présentation du 3e rapport de la commission nationale de contrôle et d'évaluation de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide par le Dr Carlo BOCK, Vice-président de la Commission Nationale de Contrôle et d'Evaluation
- Prévention en matière de toxicomanie - Echange de vues avec des représentants de la Commission de Coordination des Services Intervenant en Toxicomanie
- Présentation du Plan Cancer par le Dr Danielle Hansen-Koenig, Directeur de la Santé, Présidente de la Plateforme Nationale Cancer
- Stratégie et plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées - Présentation et échange de vues
- Présentation du Plan national de prévention du suicide pour le Luxembourg
- Etat sur l'application de la loi du 16 avril 2015 autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik (demande du groupe politique DP du 4 août 2015) - Explications de Madame la Ministre de la Santé et échange de vues.

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Nouvelle législation sur le reclassement interne et externe

Composition de la commission

Président: Georges Engel (LSAP)

Vice-Présidents: Joëlle Elvinger (LSAP), Serge Wilmes (CSV)

Membres: André Bauler (volets Travail et Emploi), Alexander Krieps, Edy Mertens (volet Sécurité sociale) (DP) / Frank Arndt, Taina Bofferding (LSAP) / Gérard Anzia (volets Travail et Emploi), Josée Lorsché (volet Sécurité sociale) (déi gréng) / Félix Eischen (volets Travail et Emploi), Jean-Marie Halsdorf (volet Sécurité sociale), Aly Kaes, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz (CSV) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 27

Une partie importante des travaux de la commission a été consacrée au projet de loi 6545 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Soulignons qu'une des principales innovations de ce projet dont le rapporteur a été Frank Arndt consiste à transférer les attributions réservées jusqu'à présent au comité mixte à la délégation du personnel. La suppression du comité mixte fait de la délégation l'unique organe représentant les intérêts des salariés et a pour finalité de simplifier la représentation du personnel par une concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule délégation par entreprise en vue d'une revalorisation qualitative du dialogue social.

Le projet de loi prévoit que lorsque plusieurs entreprises constituent une entité économique et sociale (EES), il peut être institué, à la demande d'au moins deux délégations de l'entité, une délégation au niveau de l'entité économique et sociale.

La commission a retenu que la délégation au niveau de l'EES n'a d'autre attribution que l'échange d'informations entre différentes délégations du personnel dont elle est issue.

Le projet apporte également des adaptations au système des crédits d'heures, le projet de loi prévoyant l'obligation pour le chef d'entreprise de laisser aux membres de la délégation le temps nécessaire pour accomplir leurs fonctions et de rémunérer ce temps comme temps de travail.

Le projet de loi prévoit une protection spéciale des délégués du personnel ainsi que des délégués à la sécurité et à la santé contre le licenciement pendant la durée de leur mandat. Il pose par ailleurs le principe de la nullité de toute notification d'un tel licenciement, du maintien ou de la réintégration dans l'emploi de tout délégué illégalement licencié. Il innove en permettant également au délégué indûment licencié qui ne souhaite plus reprendre son travail, de demander des dommages et intérêts.

Finalement, une autre innovation du projet de loi consiste en la mise en place de la médiation en cas de différends sur l'application ou résultant de l'application de différents articles du Code du travail en matière de délégation du personnel. En cas d'échec d'une médiation, toutes les voies légales de droit commun de règlements de litiges collectifs et tous les recours judiciaires restent ouverts aux parties.

La commission a adopté son rapport au cours de sa réunion du 25 juin 2015, la Chambre des Députés ayant voté le projet devenu la loi du 23 juillet 2015 dans sa séance du 2 juillet 2015.



*

Un deuxième point fort des travaux de la commission a concerné le projet de loi 6555 portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe, déposé le 14 mars 2013.

Rappelons qu'au cours de la session extraordinaire 2013-2014 la commission a adopté une importante série d'amendements parlementaires lors de la réunion du 9 juillet 2014. L'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 11 novembre 2014 a fait l'objet de la réunion de la commission du 1er avril 2015. La commission a adopté son rapport au cours de sa réunion du 1er juillet 2015, la Chambre des Députés ayant voté le projet devenu la loi du 23 juillet 2015 dans sa séance du 9 juillet 2015.

Relevons que ce projet dont M. Frank Arndt a été le rapporteur vise à parfaire le système et la procédure de reclassement par une série de modifications des lois en vigueur.

Le projet de loi ouvre une nouvelle voie d'accès au reclassement professionnel, parallèle aux voies d'accès actuelles, dans le cadre des examens médicaux du médecin du travail.

En effet, jusqu'à présent l'article L. 326-9 du Code du travail prévoit pour l'employeur d'au moins cinquante salariés l'obligation de réaffecter un salarié déclaré inapte à un poste à risques occupé pendant au moins dix ans par l'entreprise. La modification proposée transforme cette obligation en obligation de reclassement professionnel interne et ceci à partir du seuil de 25 salariés.

La saisine parallèle du service de santé au travail et de la Commission mixte permettra l'analyse des conditions d'ouverture du reclassement professionnel en avançant le moment de la prise de décision par la Commission mixte.

La Commission mixte prend les décisions de reclassement (interne ou externe) ou de non-reclassement. Par ailleurs, elle est désormais compétente pour les décisions relatives au statut des personnes en reclassement professionnel externe.

Dans le but de mieux protéger le salarié en procédure de reclassement professionnel externe, un statut spécifique de salarié en reclassement professionnel externe lui est attribué, qui lui garantit le maintien des droits liés à la décision de reclassement professionnel et enlève le risque lié actuellement à la cessation d'un nouveau contrat de travail.

A noter qu'un amendement parlementaire a modifié les conditions d'accès au reclassement professionnel externe de la personne en reclassement professionnel interne perdant son emploi. Pour éviter d'éventuels abus, le texte précise dorénavant que «le salarié en reclassement professionnel interne qui perd son emploi en raison de la cessation de l'activité de l'employeur ou suite à un licenciement collectif» sera en droit de saisir la Commission mixte en vue d'un reclassement professionnel externe avec accès éventuel au statut spécifique du reclassé professionnel externe.

A l'avenir, le médecin du travail devra obligatoirement procéder à des réévaluations périodiques de la situation du salarié reclassé avec une appréciation sur son temps de travail aménagé et sur ses capacités de travail.

En remplacement de l'ancienne indemnité d'attente, une pension d'invalidité attribuée en tant que prestation spécifique pour des salariés déclarés valides, et qui a toujours posé problème, notamment sur le plan international, il est créé une indemnité professionnelle d'attente.

Finalement, la réforme prévoit que le demandeur d'emploi en reclassement professionnel externe peut être affecté à des travaux d'utilité publique auprès de l'Etat, des communes et des syndicats communaux, des établissements publics et des fondations pour une durée de quatre mois au moins.

A noter que les nouvelles dispositions ne s'appliquent en principe qu'aux reclassés futurs, hormis la possibilité d'une réévaluation qui peut également intervenir à l'égard des salariés actuellement en procédure de reclassement.

*

La commission a par ailleurs évacué le **projet de loi 6656 modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale** et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;
2. le Code du travail;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale.

Le but de la réforme opérée par le présent projet de loi est de modifier les dispositions relatives au Contrôle médical de la sécurité sociale afin de tenir compte des changements intervenus tant au niveau législatif que dans la pratique depuis la création de cette administration tout en garantissant la qualité des soins dispensés au Luxembourg.

La commission a adopté son rapport au cours de sa réunion du 1er juillet 2015, la Chambre des Députés ayant voté le projet devenu la loi du 7 août 2015 dans sa séance du 9 juillet 2015.

Autres projets de loi examinés

- **6753 -** Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail - Rapporteur: M. Georges Engel
- **6766 -** Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail

Parmi les autres sujets abordés, on peut citer

- échange de vues concernant les derniers développements dans le dossier Cargolux;
- information de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale relative à leurs différentes entrevues, notamment avec la Société luxembourgeoise de pédiatrie (SLP), suite à la démission, avec effet au 1er janvier 2015, des pédiatres agréés au CHdN et au CHEM;
- accord entre le Gouvernement et l'Union des Entreprises luxembourgeoises (UEL) du 14 janvier 2015;
- modification de la législation en matière de salaire social minimum qualifié;
- réforme de l'Inspection du Travail et des Mines;
- stratégie d'investissement et évolution actuelle du Fonds de compensation commun au régime général de pension;
- présentation du programme national de stabilité et de convergence (PSC) et du programme national de réforme (PNR);
- échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale sur le plan social auprès de «Hëllef doheem»;
- Echange de vues avec des membres de la Commission européenne: M. le Vice-Président Valdis Dombrovskis, M. Pierre Moscovici, Mme Marianne Thyssen, M. Vytenis Andriukaitis, M. Tibor Navracsics concernant le semestre européen (2ième phase) ainsi que la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM).



Répartition des députés par origine socio-professionnelle

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Professions indépendantes	**24**	**23**	**22**	**20**	**20**	**20**	**19**
avocat / notaire	7	6	5	9	8	8	9
médecin / vétérinaire / pharmacien	2	2	2	2	3	3	4
commerçant / industriel / indépendant / artisan	10(1)	10(1)	10(1)	6	6	6	5
agriculteur / viticulteur	2	2	2	0	0	0	0
sans profession et autres (p.ex: trav. intellectuels indép.)	3	3	3	3	3	3	1
Salariés secteur privé	**9**	**9**	**8**	**9**	**9**	**7**	**12**
salarié	0	0	0	0	0	0	0
syndicaliste	2	2	2	4	4	3	5
journaliste	0	0	0	0	0	0	3
ingénieur	0	0	0	0	0	0	1
autres employés/salariés	7(2)	7(2)	6(1)	5	5	4	3
Salariés secteur public	**27**	**28**	**30**	**31**	**31**	**33**	**29(1)**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0
agent CFL	3	3	3	2	2	3	1
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0	0	0
agent secteur communal	0	0	0	0	0	0	0
fonctionnaire	24(1)	25	27	29(6)	29(5)	30(5)	28(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total



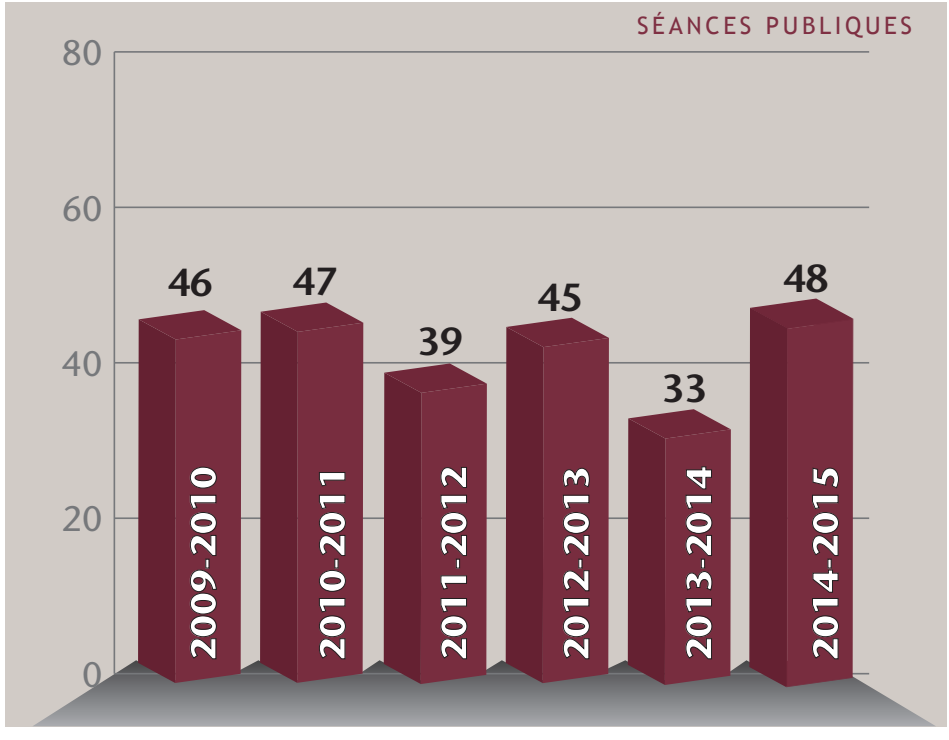
Session ordinaire 2014-2015: Relevé général

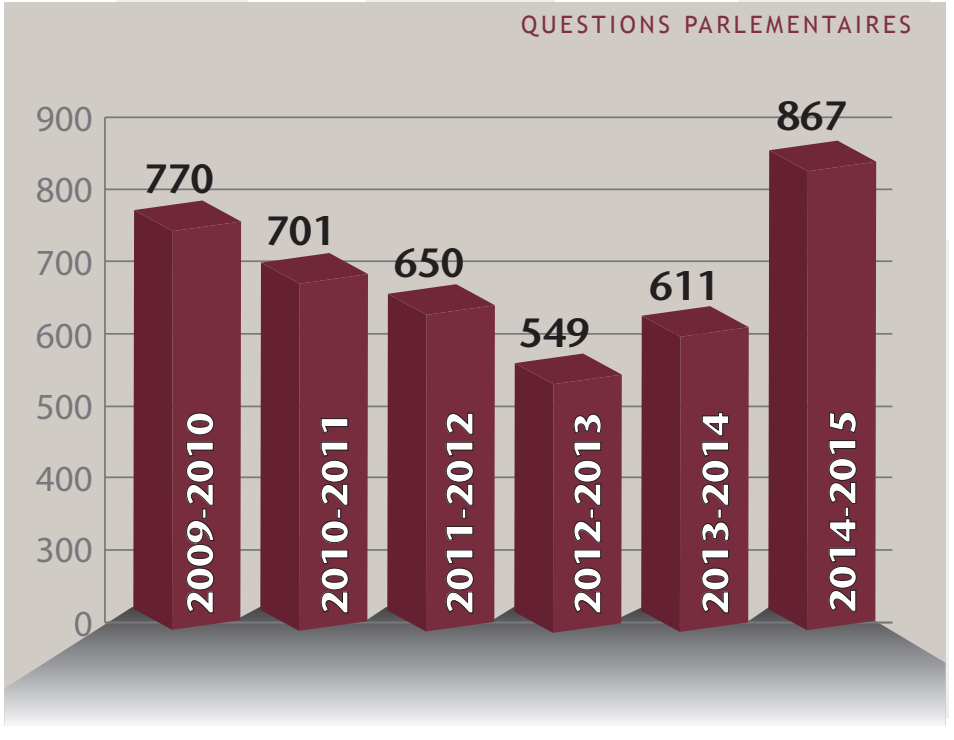
Séances publiques	48
Réunions de la Conférence des Présidents	36
Réunions du Bureau	22
Réunions de commissions et groupes de travail (y compris Conférence des Présidents et Bureau)	698
Projets de loi déposés	137
Projets de loi évacués Projets de loi adoptés en 1er vote constitutionnel Projets de loi adoptés en 2nd vote constitutionnel Projets de loi retirés	102 94 0 8
Propositions de loi déposées	8
Propositions de loi évacuées Propositions de loi adoptées en 1er vote constitutionnel Evacuations conjointes avec un projet de loi Propositions de loi rejetées	10 5 1 4
Projet de révision de la Constitution retiré	0
Projets de règlement grand-ducal déposés	17
Projets de règlement grand-ducal évacués Projets de règlement grand-ducal avisés Projets de règlement grand-ducal retirés	8 6 2
Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés déposées	2

Motions adoptées (liées à un dossier)	11
Motions adoptées (non liées à un dossier)	4
Résolutions adoptées (liées à un dossier)	3
Résolutions adoptées (non liées à un dossier)	4
Heures d'actualité	2
Débats de consultation	4
Débats d'orientation	3
Déclarations gouvernementales	10
Débats divers	2
Interpellations	7
Questions urgentes Urgence reconnue Urgence non reconnue	33 12 21
Heures de questions au Gouvernement	7 heures et 62 questions
Questions élargies	4
Divers	33

Séances publiques - Heures de séances

Session ordinaire 1980-1981	346,45 hrs	(73 séances)
Session ordinaire 1981-1982	332,50 hrs	(73 séances)
Session ordinaire 1982-1983	379,05 hrs	(91 séances)
Session ordinaire 1983-1984	311,35 hrs	(71 séances)
1re session extraordinaire 1984	2 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1984	21,20 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1984-1985	306,40 hrs	(77 séances)
Session ordinaire 1985-1986	349,20 hrs	(87 séances)
Session ordinaire 1986-1987	309,55 hrs	(84 séances)
Session ordinaire 1987-1988	341,30 hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1988-1989	318,45 hrs	(91 séances)
Session extraordinaire 1989	27 hrs	(7 séances)
Session ordinaire 1989-1990	260 hrs	(70 séances)
Session ordinaire 1990-1991	335,45 hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1991-1992	344,05 hrs	(88 séances)
Session ordinaire 1992-1993	300,15 hrs	(88 séances)
Session ordinaire 1993-1994	231,15 hrs	(61 séances)
Session extraordinaire 1994	19,55 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1994-1995	211 hrs	(64 séances)
Session ordinaire 1995-1996	204,25 hrs	(60 séances)
Session ordinaire 1996-1997	240,35 hrs	(61 séances)
Session ordinaire 1997-1998	221,40 hrs	(63 séances)
Session ordinaire 1998-1999	195,20 hrs	(58 séances)
1re session extraordinaire 1999	1,35 hr	(1 séance)
2e session extraordinaire 1999	11 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1999-2000	169,35 hrs	(49 séances)
Session ordinaire 2000-2001	240,10 hrs	(72 séances)
Session ordinaire 2001-2002	232,55 hrs	(66 séances)
Session ordinaire 2002-2003	263,40 hrs	(75 séances)
Session ordinaire 2003-2004	255,00 hrs	(67 séances)
1re session extraordinaire 2004	57 min.	(1 séance)
2e session extraordinaire 2004	6,48 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 2004-2005	153,58 hrs	(49 séances)
Session ordinaire 2005-2006	162,57 hrs	(51 séances)
Session ordinaire 2006-2007	151,25 hrs	(50 séances)
Session ordinaire 2007-2008	185,08 hrs	(53 séances)
Session ordinaire 2008-2009	177,59 hrs	(53 séances)
1re session extraordinaire 2009	1,12 hr	(1 séance)
2e session extraordinaire 2009	5,52 hrs	(3 séances)
Session ordinaire 2009-2010	151,10 hrs	(46 séances)
Session ordinaire 2010-2011	159,28 hrs	(47 séances)
Session ordinaire 2011-2012	144,09 hrs	(39 séances)
Session ordinaire 2012-2013	153,42 hrs	(45 séances)
Session extraordinaire 2013	1,08 hr	(1 séance)
Session extraordinaire 2013-2014	110,45 hrs	(33 séances)
Session ordinaire 2014-2015	197,59 hrs	(48 séances)





Composition de la Chambre des Députés au 01/11/2015

Gouvernement


Graas Gusty
DEMOKRATESCH PARTEI


Krieps Alexander
DEMOKRATESCH PARTEI


Bauler André
DEMOKRATESCH PARTEI


Elvinger Joëlle
DEMOKRATESCH PARTEI


Hahn Max
DEMOKRATESCH PARTEI


Arendt Guy
DEMOKRATESCH PARTEI


Baum Gilles
DEMOKRATESCH PARTEI


Arndt Frank
LSAP


Burton Tess
LSAP


Bofferding Taina
LSAP


Cruchten Yves
LSAP


Hemmen Cécile
LSAP


Negri Roger
LSAP


Adam Claude
déi gréng


Anzia Gérard
déi gréng


Traversini Roberto
déi gréng


Mertens Edy
DEMOKRATESCH PARTEI


Brasseur Anne
DEMOKRATESCH PARTEI


Polfer Lydie
DEMOKRATESCH PARTEI


Berger Eugène
DEMOKRATESCH PARTEI


Beissel Simone
DEMOKRATESCH PARTEI


Delles Lex
DEMOKRATESCH PARTEI


Dall'Agnol Claudia
LSAP


Fayot Franz
LSAP


Haagen Claude
LSAP


Bodry Alex
LSAP


Angel Marc
LSAP


Engel Georges
LSAP


Kox Henri
déi gréng


Loschetter Viviane
déi gréng


Lorsché Josée
déi gréng

CSV

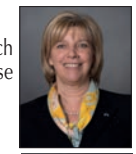
LSAP

DEMOKRATESCH PARTEI

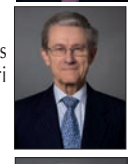
déi gréng

adr
ALTERNATIV DEMOKRATESCH REFORMPARTEI

déi Lénk


Hetto-Gaasch Françoise
CSV


Kaes Aly
CSV


Meyers Paul-Henri
CSV


Mosar Laurent
CSV


Modert Octavie
CSV


Spautz Marc
CSV


Wiseler Claude
CSV


Roth Gilles
CSV


Wolter Michel
CSV

Halsdorf Jean-Marie
CSV

Schank Marco
CSV

Arendt Nancy
CSV

Oberweis Marcel
CSV

Gibéryen Gast
adr

Wagner David
déi Lénk

Urbany Serge
déi Lénk

Mergen Martine
CSV

Adehm Diane
CSV

Lies Marc
CSV

Eischen Félix
CSV

Andrich-Duval Sylvie
CSV

Eicher Emile
CSV

Gloden Léon
CSV

Wilmes Serge
CSV

Hansen Martine
CSV

Zeimet Laurent
CSV

Reding Roy
adr

Kartheiser Fernand
adr

Orateur

Présidence

Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe

Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint

LSAP

Di Bartolomeo Mars
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire général

N°01
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Orientations politiques et paquet d'avenir:
- déclaration du Premier Ministre p. 4
- débat p. 15

Sommaire des séances publiques nos 1 et 2 p. 25
Sommaire des questions parlementaires p. Q1

1re séance Mardi 14 octobre 2014
2e séance Mercredi 15 octobre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Andorre: 9e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Les conférences parlementaires réunissant les petits États d'Europe permettent d'évoquer annuellement l'état et les perspectives de leurs relations et de comparer leurs pratiques respectives voire de partager leurs expériences afin d'en tirer le meilleur parti.

L'ordre du jour de la 9e conférence, qui a eu lieu à Andorre du 24 au 27 septembre, prévoyait un échange de vues sur les aspects d'actualité et les perspectives des parlements représentés, la sortie de la crise et les apports des petits États à la gouvernance démocratique.

En matière de perspectives les Présidents ont mis entre autres l'accent sur l'importance du rôle des petits États dans la résolution des conflits internationaux, en qualité de médiateurs neutres, efficaces et crédibles. M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a fait noter que le Luxembourg, en dépit de sa taille modeste, a pris ses responsabilités au courant des dernières décennies aussi bien au niveau mondial - le Grand-Duché occupe actuellement un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU - qu'au niveau européen où, à partir du 1er novembre 2014, la présidence de la Commission européenne est revenue pour la troisième fois à un ancien Premier Ministre luxembourgeois.

Quant à la sortie de crise, le Président de la Chambre des Députés a insisté que celle-ci, tout en évitant un dérapage des finances publiques, devra se faire sans fraction sociale.



M. Mars Di Bartolomeo a participé à la Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

Au niveau de l'apport des petits États à la gouvernance démocratique, M. Di Bartolomeo a plaidé pour un rapprochement plus prononcé du citoyen aux affaires publiques et s'est montré très satisfait de la mise en œuvre de nouveaux mécanismes de participation et de transparence tant au Luxembourg que dans les autres parlements présents.

Le projet de budget 2015 déposé à la Chambre

En signe de renouveau, le projet de budget 2015, déposé et présenté le 15 octobre à la Chambre des Députés par le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, n'est plus imprimé sur des centaines de pages, mais enregistré sur une clé USB sous forme de carte de crédit.

Au lendemain de l'annonce des grandes lignes d'un «paquet d'avenir» par le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, le Ministre des Finances a exposé les répercussions financières des mesures annoncées sur les finances publiques pour 2015 et les exercices suivants. Ceci étant dû au fait que le projet de budget annuel a été accompagné pour la première fois d'un projet de budget pluriannuel prévoyant l'évolution des finances publiques jusqu'en 2018. L'objectif affiché du Gouvernement est de viser un équilibre des finances publiques d'ici 2018 sans toutefois renoncer aux investissements afin de générer de la croissance et garantir ainsi la pérennité d'un système social de qualité.

Un budget de la nouvelle génération pour 2018

Au niveau de l'administration centrale, le projet de budget 2015 prévoit des recettes de 14,842 milliards d'euros (+1,4% par rapport au projet de budget 2014) et des dépenses de 15,658 milliards d'euros (+4% par rapport au projet de budget 2014). La progression ralentie des recettes s'explique par les pertes liées à la TVA sur le commerce électronique. Les investissements vont se chiffrer à 1,769 milliards d'euros en 2015, ce qui représente un plus de 16% par rapport à 2014.

Le Ministre des Finances a désigné le budget 2015 comme une étape vers un budget dit «de la nouvelle génération», technique qui devrait être apte pour le budget 2018. La structure du projet de budget 2015 a été facilitée du fait de la réduction d'un certain nombre d'articles budgétaires: on est ainsi passé de 4.500 à 4.000 articles.

Un site Internet pour tous les chiffres

Afin de rendre le budget et le chiffrage des mesures du «paquet d'avenir» accessibles à tout le monde, le Gouvernement a mis en ligne un site spécial sur Internet (www.budget.public.lu).



(de gauche à droite) M. Franz Fayot, rapporteur du projet de budget pour 2015, M. Eugène Berger, président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances



Le Président accueille le Premier Ministre portugais



M. Pedro Passos Coelho et M. Mars Di Bartolomeo

L'évolution de l'Union européenne dans son ensemble ainsi que la situation du Portugal en particulier après sa sortie du plan d'aide internationale consenti par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds Monétaire International) ont dominé les pourparlers lors de la visite du Premier Ministre portugais, M. Pedro Passos Coelho, le 22 octobre à la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo a accueilli le Premier Ministre et une délégation composée de plusieurs membres du Gouvernement portugais. Lors des discussions en présence de Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre, et de M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Di Bartolomeo s'est renseigné auprès du Premier Ministre sur les effets du plan de sauvetage et son acceptation par la population portugaise. M. Passos Coelho a estimé que les Portugais avaient compris la nécessité des sacrifices à faire afin de redresser la situation financière et économique de leur pays.

M. Di Bartolomeo a également souligné l'importance des bonnes relations bilatérales entre le Luxembourg et le Portugal. Plus de 90.000 Portugais vivent actuellement au Grand-Duché, ce qui représente 16,5% de la population totale. Les Portugais constituent la communauté étrangère la plus importante du Luxembourg devant les Français (6,8%), les Italiens (3,4%) et les Belges (3,3%).

Visite nigérienne à la Chambre des Députés

Dans le cadre de sa visite de travail à Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Niger, M. Mohamed Bazoum a rencontré le 16 septembre une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Au cours de l'échange de vues avec les parlementaires, il a évidemment été question de coopération au développement entre les deux pays, le Niger étant l'un des pays partenaires du Luxembourg en la matière. Mais les députés luxembourgeois se sont également intéressés à la situation interne du pays, qualifiée comme stable par M. Bazoum, ceci en dépit des difficultés actuelles éprouvées par plusieurs voisins directs du Niger, dont notamment le Nigéria déstabilisé par l'insurrection islamiste de Boko Haram et la Libye «plongée dans un chaos total».

Quant à la situation au Mali, autre pays limitrophe du Niger, elle se serait - aux dires de M. Bazoum - beaucoup améliorée depuis l'intervention de la France.



Les délégations nigérienne et luxembourgeoise

Le Président du Parlement estonien en visite



Le Président du Parlement estonien et sa délégation reçus par le Président et des membres de la Chambre.

Le Président du Riigikogu - le Parlement de la République d'Estonie -, M. Eiki Nestor a été reçu le 1er octobre par son homologue luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo à la Chambre des Députés.

Au cours de leur tête-à-tête, M. Nestor a décrit dans quelles circonstances et de quelle façon la crise ukrainienne actuelle est vécue en Estonie, un pays qui n'a évidemment pas oublié les souffrances endurées pendant l'occupation soviétique au siècle dernier.

Les deux Présidents ont par ailleurs échangé leurs vues sur les politiques budgétaire et sociale dans leurs pays respectifs.

M. Di Bartolomeo a insisté sur l'importance que revêt pour lui le principe de la solidarité, que ce soit en matière de finances publiques ou de sécurité sociale.

La perception de la crise ukrainienne a également dominé les discussions lors de la deuxième journée de la visite officielle d'une délégation du Parlement estonien à la Chambre, notamment lors d'un échange avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés estoniens ont rappelé dans ce contexte leur propre histoire en tant que pays limitrophe de la Russie.

Les deux délégations ont également fait part de leur volonté de collaborer davantage, chose qui se fera déjà avant et pendant la présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2015.

Création du Parquet européen et protection des données personnelles

Madame Viviane Loschetter, présidente de la Commission juridique, et M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ont représenté la Chambre des Députés lors d'une réunion interparlementaire qui s'est déroulée à Paris sur invitation de la Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale.

À l'ordre du jour figuraient deux sujets d'actualité, à savoir, d'un côté, une proposition de règlement du Conseil portant création du Parquet européen, et, de l'autre, le paquet législatif relatif à la protection des données personnelles.

Les représentants de seize parlements nationaux ont retenu que «le Parquet européen devrait être institué sous une forme collégiale, composée de membres nationaux issus de leurs systèmes judiciaires respectifs.

Il devrait disposer non pas d'une compétence exclusive, mais d'une compétence partagée avec les autorités judiciaires des États membres, assortie d'un droit général d'évocation».

Les parlementaires ont en outre critiqué que la proposition de règlement contient des lacunes en ce qui concerne le contrôle juridictionnel des actes d'enquête et de poursuite du Parquet européen, les règles de prescription et l'admissibilité des preuves.

Concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les parlementaires ont insisté sur le fait que le nouveau cadre européen ne doit en aucun cas se traduire par une régression par rapport aux protections existantes dans les différents États membres et demandent que la Commission européenne traite de manière prioritaire ce dossier qui préoccupe et concerne tous les citoyens européens.



Mme Viviane Loschetter et M. Marc Angel

Assermentations de Mme Martine Mergen et de M. Laurent Zeimet



M. Laurent Zeimet lors de son discours

À l'occasion de la rentrée parlementaire et de la première séance publique de la session parlementaire 2014-2015, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a procédé à l'assermentation de Mme Martine Mergen comme nouvelle députée sur les bancs du CSV.

Mme Mergen, qui commence ainsi son troisième mandat législatif, remplace M. Luc Frieden qui avait démissionné de son mandat à la Chambre au 15 septembre dernier.

Quant à M. Laurent Zeimet, qui avait suivi l'actualité parlementaire pendant de longues années en tant que journaliste politique depuis la tribune de la Chambre des Députés, il a rejoint les rangs du CSV comme député le 4 novembre, date de son assermentation.

Le secrétaire général du CSV remplace M. Jean-Claude Juncker parti à Bruxelles pour prendre la tête de la Commission européenne. Fort de son expérience de bourgmestre de la commune de Bettembourg, M. Zeimet s'engagera au sein des commissions parlementaires de l'Intérieur, de l'Environnement, de la Culture et de l'Éducation. Dans son premier discours, il a souligné l'importance du bénévolat et d'une culture de solidarité au sein de la société civile, exemplaire selon lui pour son travail de député.

Laurent Zeimet, né en 1974, est juriste de formation, marié et père de deux enfants.



Prestation de serment de Mme Martine Mergen

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Du 29 septembre au 3 octobre 2014 s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2014 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

La Chambre y était représentée par M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise, M. Yves Cruchten, vice-président, ainsi que par Mme Anne Brasseur, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis, membres.

Au cours de cette session présidée par Mme Anne Brasseur, M. Spautz a pris la parole lors des débats d'actualité sur «La crise en Ukraine» et «Les alternatives au placement en rétention d'enfants migrants».

Les autres points à l'ordre du jour étaient, entre autres:

- rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente,

- observation de l'élection présidentielle en Turquie (10 août 2014),

- barrage aux manifestations de néonazisme,

- droits des femmes et perspectives de coopération euro-méditerranéenne,



M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE

- débat conjoint sur bonne gouvernance et meilleure qualité de l'enseignement et élever le statut de l'enseignement et de la formation professionnels,

- fonctionnement des institutions démocratiques en Géorgie,

- débat selon la procédure d'urgence sur les menaces posées par l'État islamique et la violence contre l'humanité,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Elmar Mammadyarov, Ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, en sa qualité de président du susdit Comité,

- respect des obligations et engagements de l'Albanie,

- optimisation de la prise en charge des cancers du sein en Europe.

Lors de la séance plénière du 29 septembre a eu lieu la cérémonie de remise du Prix des droits de l'Homme Václav Havel.

Le jury, présidé par Mme Anne Brasseur, a sélectionné en août 2014 parmi 65 candidats les trois nominés suivants:

a) B'Tselem, une ONG réunissant des Israéliens et des Palestiniens afin de rassembler leurs forces pour protéger les droits de l'Homme en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza,

b) le Service jésuite pour les Réfugiés de Malte, portant assistance aux réfugiés, demandeurs d'asile et migrants clandestins, indépendamment de leur religion ou de leur histoire, à une période de leur vie où ils sont vulnérables,

c) M. Anar Mammadli, un défenseur des droits de l'Homme azerbaïdjanais, fondateur et président du Centre pour l'observation électorale et les études démocratiques.

Le prix a été décerné à M. Mammadli et remis à son père, M. Asaf Mammadov, en raison de l'emprisonnement de son fils pour une peine de cinq ans et demi.

Les commissions de l'Assemblée ont eu entre autres des échanges de vues, comme notamment:

- le détournement du système d'Interpol,

- l'hypersexualisation des enfants dans la société,

- les dimensions de genre dans la corruption,

- et la gouvernance en matière d'eau et les cadres législatifs liés à l'eau.

Mme Hetto-Gaasch, en sa qualité de membre de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination, a exposé les grandes lignes de son rapport qu'elle présentera sur «Le droit des pères en matière de coresponsabilité parentale».

En tant que membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme, M. Cruchten a présenté une note introductive à son rapport intitulé «Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe?».

L'Assemblée a adopté 11 résolutions et 5 recommandations. La prochaine et première partie de session de 2015 se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 janvier 2015.

Rencontre avec le corps diplomatique



Des membres du corps diplomatique reçus à la Chambre.

À la mi-septembre a eu lieu la 5e rencontre entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg. Cette année, le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, avait invité les ambassadeurs en poste à Luxembourg à l'Hôtel de la Chambre pour leur faire découvrir le bâtiment historique et le fonctionnement de ce lieu central de notre démocratie.

Saluant les bonnes relations entre les diplomates et le Parlement, M. Di Bartolomeo a insisté sur les spécificités du Luxembourg en tant que terre d'accueil pour beaucoup d'étrangers. Lors d'un échange de vues, les différents interlocuteurs ont notamment abordé les thèmes de la participation des étrangers à la démocratie, les relations entre les députés luxembourgeois et les parlementaires européens, ainsi que les pétitions publiques.

Les Vice-Présidents de la Chambre, Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar et M. Henri Kox, ainsi que le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, ont également assisté à la rencontre.

Le Président a reçu…



…S. E. M. Thomas Antoine.

En date du 17 octobre, S. E. M. Thomas Antoine, Ambassadeur de Belgique, a effectué une visite de courtoisie auprès du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

L'échange de vues entre les deux interlocuteurs portait principalement sur la formation du Gouvernement en Belgique et les débats sur le «Zukunftspak» au Parlement luxembourgeois.

Une délégation de la Chambre visite Belval

Dix ans après le début des opérations de reconversion de l'ancien site industriel de Belval, le Président de la Chambre des Députés s'y est rendu pour se renseigner sur l'avancement des travaux de ce gigantesque chantier qui donnera un nouveau visage à Esch-sur-Alzette ainsi qu'à tout le sud du pays.

Accompagné d'une vingtaine de députés, de MM. les Ministres François Bausch et Pierre Gramegna et de la bourgmestre de la ville d'Esch-sur-Alzette, M. Di Bartolomeo a fait le tour du quartier de Belval en pleine effervescence.

La délégation a profité de l'occasion pour s'entretenir avec M. Etienne Reuter, président d'Agora, société responsable de la planification du site, ainsi qu'avec d'autres acteurs publics et privés actifs à Belval. Le Président de la Chambre des Députés a tenu à souligner que «Belval constitue le projet phare par excellence pour illustrer la décentralisation volontariste menée par les pouvoirs publics».

Conçu dès son origine comme un quartier mixte destiné à accueillir des activités tertiaires, des commerces, les principales institutions de recherche et de développement du pays ainsi que diverses formes de logement, Belval atteint désormais sa phase de maturité. Aujourd'hui près de 150 sociétés, commerces et institutions y sont installés. Environ 4.000 personnes travaillent sur le site et quelque 1.400 habitants ont emménagé dans le nouveau quartier.

Dès 2015, l'Université du Luxembourg prévoit d'accueillir dans un premier temps près de 1.000 employés et 1.500 étudiants sur son nouveau campus à Belval.



Une délégation parlementaire visite l'ancien site industriel de Belval.

La mise en œuvre de la réforme de la Politique Agricole Commune de l'UE



Les participants à la réunion de la Commission «Agriculture et Environnement» du CPI à Clervaux.

La nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) entrera prochainement en vigueur dans les États membres de l'Union européenne. Le «verdissement» de cette politique doit favoriser une agriculture plus durable et les subventions de l'Union européenne seront redistribuées en prenant désormais en compte des critères environnementaux et écologiques.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune dans les différentes parties de la Grande Région, ainsi que les défis de la coopération transfrontalière en la matière figuraient au cœur d'une réunion de la Commission «Agriculture et Environnement» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), présidée par M. Roger Negri, qui s'est tenue le 10 octobre à Clervaux.

Suite aux présentations de M. Pierre Treinen, Directeur du Service d'Économie rurale, et de M. José Renard, Directeur général a.i. pour les questions agricoles au Service public de Wallonie, les membres de la Commission ont débattu des enjeux de la nouvelle PAC, en insistant notamment sur la problématique des pesticides, la relation entre PAC et agriculture biologique, ainsi que la dimension sociale de l'accès à des produits agricoles de bonne qualité.

Présents à la réunion, deux exploitants agricoles biologiques, MM. Jos Schanck et Francis Jacobs ont expliqué et montré les possibilités d'une agriculture respectueuse de la nature et de la santé humaine à l'occasion d'une visite du Schanck-Haff à Hupperdange, la plus ancienne exploitation agricole biodynamique du Luxembourg.

Des personnes en situation de handicap découvrent l'enceinte législative et ses structures

Se déplacer en fauteuil roulant peut relever d'un parcours du combattant.

Les pensionnaires de l'APEMH et du Tricentenaire, structures ayant pour but de fournir un travail adapté à des personnes en situation de handicap, ont dû l'apprendre une énième fois à leurs dépens en se rendant à la Chambre des Députés.

Alors que l'enceinte hébergeant en temps normal les mandataires publics est parfaitement adaptée aux fauteuils roulants, le chemin y menant ne l'est pas forcément.

En effet, rue de l'Eau, le trottoir longeant les murs de l'Hôtel de la Chambre des Députés s'est révélé à plusieurs reprises trop étroit au point de faire dévisser les hôtes d'un jour de M. Mars Di Bartolomeo.

De ce genre de péripéties - trottoirs trop étroits ou trop hauts, infrastructures et moyens de mobilité inadaptés aux besoins des personnes en situation de handicap - et de bien d'autres, il fut question lors d'une discussion à bâtons rompus avec le Président de la Chambre.

Les pensionnaires de l'APEMH et du Tricentenaire ont également abordé des sujets d'ordre général, dont entre autres la prochaine hausse de la TVA, les raisons de la construction d'un tram, la grande difficulté de se loger décemment tout en ne bénéficiant que du salaire social minimum et le désenclavement du nord du pays. Se disant sensibilisé à leur combat quotidien pour une vie meilleure, M. Mars Di Bartolomeo s'est engagé à faire continuer leurs doléances aux instances concernées, tout en promettant de rendre visite à ses interlocuteurs dans leurs ateliers respectifs de Bissen et Walferdange.



Le Président de la Chambre reçoit les pensionnaires de l'APEMH et du Tricentenaire.

Échange de vues sur le modèle allemand de la pétition publique



M. Marco Schank (dernière rangée, 3e de gauche) a participé à la conférence à Brême. *© Bremische Bürgerschaft*

En tant que président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank a participé à une conférence organisée par le «Petitionsausschuss» du Bundestag qui s'est déroulée du 21 au 22 septembre 2014 à Brême.

Une telle conférence est organisée tous les deux ans sous l'égide de la Commission des Pétitions du Bundestag, conférence à laquelle assistent les représentants des «Petitionsausschüsse» des Länder ainsi que les médiateurs. Des représentants des pays limitrophes germanophones sont également invités.

À cette occasion, M. Marco Schank a eu un échange de vues avec des membres du secrétariat de la Commission des Pétitions du Bundestag au sujet du modèle allemand de la pétition publique.

Les sujets suivants figuraient entre autres à l'ordre du jour de la conférence: la continuité de l'instruction des pétitions en cas de dissolution du parlement, les plate-formes privées qui offrent des services de pétition, les relations entre les médiateurs et les parlements ainsi que la présence des représentants du Gouvernement lors de réunions de la Commission des Pétitions.

Échange de vues avec les éducateurs

Améliorer la qualité de l'encadrement pédagogique des enfants et des jeunes tout en garantissant de bonnes conditions de travail aux éducateurs et éducateurs gradués: tel fut le principal message véhiculé par des représentants de l'Entente des professions éducatives et sociales à l'occasion d'un échange de vues avec les membres de quatre commissions parlementaires le 8 octobre à la Chambre des Députés.

L'entrevue a eu lieu à la demande des éducateurs pour donner suite à une pétition ordinaire déposée à la Chambre au mois de janvier 2014, les représentants de plusieurs associations professionnelles ayant récolté plus de 11.000 signatures pour leur cause.

Pétition pour les photos d'identité prises en magasin

Depuis l'introduction de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, les photos du titulaire d'une carte d'identité ou d'un passeport biométrique doivent être réalisées par un fonctionnaire de la commune et non plus par un professionnel de la photographie. Les 32 studios qui réalisent des photos d'identité au Luxembourg se plaignent de la perte d'une importante source de revenu, la photo d'identité représentant plus de 30% de l'activité totale de ces photographes au Luxembourg.

C'est la raison pour laquelle une délégation de l'asbl «Lëtzebuerger Fotografen a Fotofachhandel» et de la Fédération des photographes professionnels viennent de remettre une pétition de plus de 5.000 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Les représentants des photographes ont fait part au Président de leur situation et de leurs inquiétudes.

Depuis l'introduction de la loi, les photographes concernés ont remarqué une chute considérable de leur chiffre d'affaires et craignent que toute une filière ne soit gravement fragilisée. Selon les estimations de l'asbl «Lëtzebuerger Fotografen a Fotofachhandel» et de la Fédération des photographes professionnels, chaque photographe perdrait ainsi en moyenne plus de 60.000 euros par an.

Par leur pétition, les photographes font à nouveau appel aux dirigeants politiques afin d'envisager des solutions alternatives ne nuisant pas au secteur de la photographie au Luxembourg. Selon eux, de nombreux pays étrangers ont trouvé les aménagements nécessaires afin de garantir la survie de ce secteur.

M. Di Bartolomeo a écouté avec beaucoup d'intérêt les doléances des photographes et a transmis la pétition sans délai à la Commission des Pétitions, compétente en la matière.



Les représentants des photographes ont présenté leurs doléances au Président de la Chambre.

Non au cours unique d'éducation aux valeurs



Remise d'une pétition «Fir de Choix» au Président Mars Di Bartolomeo.

Une délégation de l'initiative «Fir de Choix» a remis à la fin septembre au Président de la Chambre des Députés une pétition pour le maintien du choix entre un cours de religion et un cours d'éducation morale et sociale dans l'école publique. La pétition a recueilli en tout 25.665 signatures dont une partie via papier classique et l'autre via le site électronique «www.firdechoix.lu».

À l'instar des débats prévus par la procédure de la pétition publique exigeant obligatoirement plus de 4.500 signatures sur le site Internet de la Chambre des Députés, les pétitionnaires revendiquent l'organisation d'un débat public en leur présence à la Chambre.

M. Mars Di Bartolomeo a fait savoir aux pétitionnaires qu'une décision sur ce point précis relève de la compétence de la Conférence des Présidents après avis formulé par la Commission des Pétitions.

Pétition en faveur des abeilles

Réunies derrière le slogan «Protégeons les abeilles», les ONG Greenpeace et natur&ëmwelt ont récolté plus de 5.000 signatures pour revendiquer notamment une interdiction des pesticides agrochimiques les plus dangereux pour les abeilles. Une délégation des deux ONG a remis le 21 octobre leur pétition au Président de la Chambre des Députés.

D'après les pétitionnaires, l'utilisation de certains pesticides est l'une des causes majeures du déclin soudain des populations d'abeilles observé depuis une quinzaine d'années. Ces derniers temps, la mortalité de cet acteur central de la pollinisation prend des proportions carrément inquiétantes: entre l'automne 2010 et le printemps 2013, le nombre des colonies d'abeilles aurait diminué de 5.580 à 3.258 au Luxembourg, ce qui représente une diminution de plus de 40%. En tant que pollinisateurs, les abeilles ne produisent pas seulement du miel, mais représentent aussi un facteur clé dans la production alimentaire.

Le Président de la Chambre est très sensible au sujet. Il a promis d'intervenir en faveur des pétitionnaires auprès de la Commission des Pétitions afin que celle-ci aborde ce sujet dans les meilleurs délais.



Les pétitionnaires revendiquent une interdiction des pesticides agrochimiques.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Entrevue avec une victime d'une mine antipersonnel

Victime d'une mine antipersonnel à l'âge de neuf ans, l'Afghan Rahmatulla Gholam Reza a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Accompagné par les responsables de l'organisation non gouvernementale Handicap International au Luxembourg, M. Reza a relaté son histoire personnelle ainsi que son combat contre les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions.

M. Di Bartolomeo a exprimé son soutien à l'engagement de cet Afghan de 28 ans: «En tant que pays ne produisant ni n'exportant des armes de guerre, le Luxembourg se trouve dans l'obligation de s'opposer très fermement au sein de la communauté internationale à toute utilisation de ces types d'armement lors de conflits. Par ailleurs, nous devons nous donner les moyens de poursuivre en justice celles et ceux qui sont à l'origine de la mise en place et du largage de telles armes mutilant ou tuant surtout des civils innocents.»

Lors de la discussion avec les responsables de Handicap International qui s'en est suivie, la crise syro-irakienne fut également évoquée. L'accès aux populations vulnérables est actuellement le problème majeur auquel se trouve confrontée l'ONG, présente sur le terrain afin de porter secours aux nombreux réfugiés syriens essayant d'échapper au conflit.

En effet, la crise humanitaire en Syrie concerne

- quelque 6,5 millions de personnes contraintes de se déplacer en interne pour fuir la guerre civile qui fait rage depuis trois ans et demi,

- ainsi que plus de 2,3 millions de Syriens ayant trouvé refuge en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Égypte.

En 2014, l'État luxembourgeois a octroyé plus de 10 millions d'euros à Handicap International pour la période de 2014 à 2017.



M. Rahmatulla Gholam Reza et des représentants de Handicap International reçus à la Chambre.



L'administration parlementaire riche de deux nouvelles nominations

L'administration parlementaire compte deux nouveaux fonctionnaires. Le 20 octobre, M. Yves Carl, nommé aux fonctions de conseiller adjoint, et Mme Sandy Reuter, nommée aux fonctions de rédacteur, ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (3e de gauche). Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à droite) et Mme Isabelle Barra (2e de gauche), ainsi que des responsables du Service financier, Mme Ginette Biasini (2e de droite), et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).

L'administration parlementaire se présente

Le Service Gestion des connaissances

La gestion de l'information et des connaissances constitue une fonction essentielle pour une administration comme la Chambre des Députés dont l'action s'inscrit dans le temps et se base largement sur l'écrit.

Composé de huit personnes de profils très variés, le Service Gestion des connaissances est au cœur de cette mission. Les tâches du service peuvent être classifiées en plusieurs catégories ayant toutes un lien direct avec la gestion de l'information et de la documentation. Il n'est donc pas étonnant que le personnel du service se compose d'un historien, d'une archiviste, d'une bibliothécaire ainsi que de trois fonctionnaires de la carrière moyenne et de deux fonctionnaires de la carrière inférieure, à savoir M. Carlo Linden, responsable de service, Mme Christine Mayr, Mme Marie-France Kremer, Mme Annie Bowé-Loillieux, Mme Véronique La Terza, M. Bob Frieseisen, M. Guy Bausch et M. Patrick Nacciareti.

Ces personnes interviennent majoritairement dans l'archivage électronique des documents de la Chambre, les rendant ainsi disponibles en interne, mais aussi sur le site public de la Chambre. C'est notamment grâce à leur travail de vérification et d'indexation que les documents peuvent facilement être retrouvés sur les différentes plates-formes online.

Le Service Gestion des connaissances joue ainsi un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'une des missions les plus importantes de l'administration parlementaire, celle de rendre accessibles à tout moment aux citoyens les documents lui permettant de retracer précisément sur Internet le travail législatif effectué par la Chambre.

Le personnel du Service Gestion des connaissances effectue également de nombreuses recherches documentaires pour les députés. Il s'agit notamment de leur permettre d'être parfaitement au courant sur les dossiers débattus dans les commissions parlementaires.

De plus, le Service Gestion des connaissances assume directement ou coordonne une bonne partie de l'effort de l'administration parlementaire pour répondre aux très nombreuses demandes d'informations et de documentations émanant d'institutions nationales, internationales et supranationales.

C'est également lui qui gère les demandes d'entraide en matière de documentation d'autres parlements nationaux, notamment dans le cadre du réseau European Center for Parliamentary Research and Development.

La bibliothèque de la Chambre tombe aussi sous la responsabilité du service. Il s'agit d'une bibliothèque spécialisée qui s'adresse prioritairement aux députés, aux membres des groupes politiques et aux membres de l'administration.

La Chambre ne dispose pas uniquement d'archives électroniques, mais gère et développe constamment son fonds d'archives de documents originaux en format papier. Ces dernières années, d'importants efforts ont été déployés en vue de professionnaliser cette gestion et d'optimiser les conditions de conservation.

Aussi convient-il de mentionner que le service intervient systématiquement dans la mise à jour des plates-formes en ligne, du portail interne ainsi que du site public de la Chambre. Il administre également en direct plusieurs programmes informatiques internes de gestion de documents et d'informations.

Suite à une réorganisation interne, le Service Gestion des connaissances est depuis le 1er octobre également en charge de la mise à disposition par voie électronique de l'ensemble des documents que l'administration transmet à de multiples destinataires. Le service gère ainsi désormais le canal de communication officiel de la Chambre avec les députés et groupes politiques.

D'un point de vue stratégique, le Service Gestion des connaissances contribue très activement à définir et à mettre en œuvre la politique de gestion des connaissances de la Chambre. Il recueille et coordonne les besoins en la matière, propose de nouveaux concepts et stratégies, définit des projets à soumettre à la validation de la direction et conçoit et supervise la mise en place de nouveaux outils, le plus souvent informatiques. Pour ce faire, il travaille en étroite collaboration avec le Service informatique de la Chambre qui assure la réalisation, l'évolution et le suivi journalier des outils informatiques indispensables à une gestion des connaissances efficace et performante.



Gouvernance économique et financière de l'UE



(de gauche à droite) M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Alex Bodry

Les députés spécialisés dans les questions financières et budgétaires des Parlements de l'Union européenne se sont rencontrés les 29 et 30 septembre à Rome dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'UE pour parler de la relance des investissements et de la réduction des inégalités en Europe, des instruments de gouvernance économique et financière de l'UE, de l'achèvement de l'Union bancaire et de la politique fiscale en matière d'économie numérique.

Au cours des débats, les parlementaires ont souligné la nécessité de développer une véritable stratégie de l'UE pour la croissance et l'emploi en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie «Europe 2020». Les délégations ont discuté des mesures les plus propices pour stimuler la croissance, notamment comment promouvoir les investissements publics et privés.

L'idée de la nouvelle Commission européenne de déployer un plan d'investissement de 300 milliards d'euros dans l'économie réelle sur les trois années à venir a été accueillie comme un signal positif, à condition que cet argent soit bien investi. Aux yeux des parlementaires, le creusement des inégalités et la concentration de la richesse provoquent l'exclusion sociale et représentent un danger réel pour la démocratie et la construction européenne en particulier. L'Union européenne ne doit pas perdre de vue les inégalités sociales croissantes.

Suite à la crise économique et financière, le rapport dette publique/PIB a fortement augmenté. Une discussion au niveau de l'Union européenne a été lancée pour voir quels étaient les instruments tendant à atténuer l'incidence de la dette sur les économies européennes, notamment les pays les plus exposés et qui sont contraints de consacrer une grande partie de leur budget au paiement des intérêts sur les titres de la dette publique.

Différents concepts de décomposition de la dette, comme les Eurobonds ou la création d'un fonds de rédemption ont été mentionnés. Certains intervenants ont souligné que la crise économique avait été provoquée par un endettement privé excessif, en particulier des banques, et non par un endettement public excessif. Pour éviter de provoquer de nouvelles crises, il faudrait trouver des solutions pour empêcher un endettement privé excessif à l'avenir.

D'autres délégations en revanche ont mis en avant une approche consistant avant tout dans la consolidation financière en vue de la réduction de la dette publique. De même, ces délégations ont souligné qu'une mutualisation de la dette était contraire au droit européen et au droit de certains États membres.

L'Union bancaire forme le deuxième pilier pour garantir la stabilité de la zone euro et doit être mise en œuvre le plus tôt possible. La majorité des intervenants étaient d'accord pour dire que l'Union bancaire constitue une étape importante de la stabilité financière des banques et un instrument pour remédier à la pénurie des crédits. Dans ce contexte, l'action de la Banque centrale européenne - qui est en train d'effectuer une revue de la qualité des actifs pour rendre une évaluation du risque des banques de l'UE - et un test de résistance bancaire étaient mis en exergue. Le rapport Liikanen est un autre élément ayant retenu l'attention des parlementaires; il propose notamment la séparation structurelle des activités financières les plus risquées des activités plus traditionnelles.

Le dernier sujet à l'ordre du jour concernait la politique fiscale européenne dans le domaine spécifique de l'économie numérique. Ici se pose notamment la question du lieu de création de la valeur ou du lieu d'établissement. L'économie numérique fonctionne différemment de l'économie traditionnelle et le lieu d'établissement ou de présence physique n'est pas nécessairement le lieu où est créée la valeur. Il convient donc de poser la question si les règles dans ce domaine particulier sont toujours d'actualité.

En ce qui concerne le niveau européen, il existe un marché unique sans politique fiscale commune, c'est-à-dire qu'il y a une concurrence entre les États membres en matière de politique fiscale. Pour une partie des participants, cette concurrence constitue un avantage, alors que pour d'autres cette concurrence donne lieu à une érosion de la base fiscale et rend possible le transfert de bénéfices.

Afin de mettre fin à la concurrence fiscale déloyale, certaines délégations ont proposé une véritable coordination des politiques fiscales nationales au niveau de l'UE. D'autres délégations ont estimé qu'il serait plus opportun de renforcer les instruments contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale plutôt que de coordonner les systèmes fiscaux.

En ce qui concerne la coordination des systèmes fiscaux, M. Michael A. Pagano, professeur d'Administration publique à l'Université d'Illinois a rappelé dans son intervention qu'il n'existe pas de système fiscal commun aux États-Unis et que la concurrence fiscale entre les États est une réalité.

Chômage des jeunes en Europe

Les 29 et 30 septembre derniers, Mme Claudia Dall'Agnol a participé au 4e «EU Integration Forum» (EUIF) à Barcelone, organisé par la Fondation Robert Bosch. Ce forum est un réseau d'une centaine de jeunes politiciens des 28 pays de l'Union européenne et dont la première session a eu lieu en 2011.

Le thème choisi pour cette année par les responsables de la fondation était le chômage des jeunes en Europe, un problème qui actuellement concerne plus de 5,2 millions de jeunes sans emploi dans les pays de l'UE.

Des workshops, des débats et des sessions de questions et de réponses sur le sujet du chômage des jeunes ont été à l'ordre du jour. Des invités comme entre autres Mme Anna Diamantopoulou, ancienne commissaire européenne, M. Allan Päll, secrétaire général du «European Youth Forum», M. Joaquín Nieto Sainz de l'Organisation Internationale du Travail et M. Brando Benifei, député au Parlement européen, ont participé aux discussions et ont permis aux participants de connaître différentes mesures pour combattre le fléau du chômage. Les participants ont présenté de leur côté des exemples de bonnes pratiques ainsi que les résultats obtenus dans leurs pays respectifs.

Dans ce contexte, Mme Claudia Dall'Agnol a évoqué les chiffres actuels du Statec sur les jeunes sans emploi au Luxembourg ainsi que le «Plan national de mise en œuvre de la Garantie pour la Jeunesse» au Luxembourg, datant de mai 2014 et dont la coordination générale est sous la responsabilité du Ministère du Travail. Elle a aussi informé les participants sur la «Maison de l'orientation», qui regroupe à une même adresse toutes les administrations et les services pouvant fournir aux jeunes les renseignements nécessaires pour s'orienter dans le monde du travail, choisir leur voie ou trouver leur premier emploi par l'intermédiaire d'un contrat d'apprentissage.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre à Barcelone.

Château de Mansfeld: concilier sauvegarde du site et impératifs du 21e siècle



Des membres de la Commission de la Culture visitent le site du Château de Mansfeld.

Le site du Château de Mansfeld est sollicité pour sa valeur historique et son potentiel en matière de logement. Mais comment combiner au mieux l'aménagement du terrain et la sauvegarde des vestiges datant du XVIe siècle? Les députés membres de la Commission de la Culture se sont informés sur place, à Luxembourg-Clausen, sur l'étendue du site et les résultats des recherches archéologiques.

La ville de Luxembourg souhaiterait aménager une trentaine de logements sur une partie du site. Le projet de construction d'une école est en cours de réalisation, en face de l'église, sur l'autre rive de l'Alzette. Historiens et archéologues plaident en faveur de la conservation de larges parties, sinon de l'ensemble du site qui pourrait ensuite servir de parc et lieu de récréation.

Entre 1563 et 1604, le Comte Pierre-Ernest de Mansfeld avait fait construire une résidence princière avec jardins, labyrinthe, grotte et fontaines monumentales dont deux sont encore enfouies sous le terrain. Aujourd'hui les intempéries menacent les bâtiments fouillés par les experts: les frais pour le toit provisoire qui les protège s'élèvent à quelque 20.000 euros par an, une somme qui pèse lourd dans des budgets restreints en temps de crise.

Mobilité transfrontalière dans la Grande Région



La présentation des résultats de la conférence sur la mobilité du CPI.

La semaine de la mobilité a été l'occasion pour le Conseil parlementaire interrégional (CPI) de présenter les résultats de la conférence sur la mobilité et le transport dans la Grande Région qui avait rassemblé plus de 250 experts et parties prenantes à son initiative, le 9 mai dernier à Luxembourg.

Suite au lancement du nouveau portail de la mobilité de la Grande Région «Mobiregio» le 16 septembre à Trèves, en présence de M. Roger Lewentz, Ministre responsable des transports de la Rhénanie-Palatinat et de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Roger Negri et Mme Isolde Ries (Landtag de Sarre) ont présenté les résultats concrets de cette conférence du CPI.

Les problèmes de transport au sein de la Grande Région entravent aussi bien la qualité de vie de ses populations que la compétitivité de son économie, représentant ainsi un facteur négatif pour son attractivité. La Grande Région compte le plus grand nombre de travailleurs frontaliers de toute l'Europe. Tous les jours, environ 210.000 frontaliers traversent les frontières de la Grande Région pour se rendre sur leur lieu de travail. Or, seulement 7% parmi eux ont recours aux transports publics qui restent inintéressants par manque de coopération en matière de tarifs et de liaisons intermodales transfrontalières.

Afin d'augmenter l'attractivité du transport public transfrontalier, M. Negri et Mme Ries ont notamment insisté sur la nécessité d'élargir l'offre en mobilité durable, de faciliter les déplacements intermodaux et d'organiser une tarification transfrontalière des transports publics de porte à porte.

Soucieux de donner un suivi à long terme des questions de mobilité transfrontalière, les élus de la Grande Région continueront à travailler sur les questions de mobilité transfrontalière dans le cadre des commissions du CPI. La synthèse complète des résultats de la conférence peut être trouvée sur le site Internet du CPI (www.cpi.com).

Session d'automne de l'AP de l'OSCE du 3 au 5 octobre 2014 à Genève

Les nouveaux défis en matière de sécurité et le rôle des Parlements

Presque 40 ans après la signature de l'acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe à Helsinki en 1975, de nombreuses violations des principes y retenus peuvent être constatées.

Le monde se trouve devant de nouveaux défis en matière de sécurité: le terrorisme et son financement ont obtenu une nouvelle dimension, les flux de réfugiés deviennent de plus en plus importants et les prises d'otages se succèdent. Les armes sont devenues plus légères et plus faciles à transporter, mais aussi plus complexes et plus dangereuses.

Les définitions du terme de la guerre des 19e et 20e siècles ne sont plus valables. Les conflits sont devenus asymétriques, impliquant des groupes sans structure de commandement, prêts à tout. Les différents aspects de ces nouveaux défis en matière de sécurité ont été débattus lors de la réunion d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) du 3 au 5 octobre 2014 à Genève. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas.

Que peuvent apporter les Parlements pour améliorer la situation? Plusieurs voies ont été évoquées par les différents interlocuteurs au cours des trois jours de conférence, dont des représentants d'organisations internationales actives dans le domaine humanitaire respectivement du secteur de la sécurité. Chaque État ayant le devoir de garantir la sécurité de ses citoyens, il revient aux Parlements de veiller au respect des lois et des traités internationaux conclus.

La lutte contre la corruption, l'endiguement des effets du changement climatique, une bonne gestion des ressources et la protection de l'environnement sont des éléments de prévention de conflits. La diplomatie multilatérale et le maintien du dialogue peuvent contribuer à une désescalade. Ceci vaut aussi pour le conflit ukrainien qui a fait l'objet des débats de la première journée de la conférence. L'OSCE et son Assemblée parlementaire peuvent jouer un rôle important, non seulement en assurant que les canaux de communication restent ouverts, mais aussi par les missions d'observation des élections et autres missions de protection sur le terrain.



Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas

L'APUpM entend renforcer le rôle des femmes dans les médias



Mme Claudia Dall'Agnol (à gauche)

Le 19 septembre 2014, Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APUpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée), a participé à la réunion de la commission des droits de la femme à Porto (Portugal).

Les discours de Mme Maria João Cunha Silvestre, professeur auxiliaire en sciences de la communication à l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques de l'Université de Lisbonne, et M. Fernando Negrão, président de la commission parlementaire des questions constitutionnelles, chargée des droits, libertés et garanties au Parlement portugais, ont précédé la discussion sur le thème principal «Femmes et Médias».

En juin 2011, l'Union pour la Méditerranée avait organisé une formation pour journalistes dont le but était d'améliorer l'image de la femme et de mettre fin aux stéréotypes dans le cadre du programme régional EGEP «Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans la région euro-méditerranéenne». 24 journalistes de différents pays avaient participé à cet atelier financé par l'Union européenne.

En guise de conclusion, les participants ont formulé une série de recommandations destinées à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes, à augmenter la participation des femmes aux possibilités d'expression et à inciter la prise de décision dans et par les médias.

Les membres proposent notamment :

- de financer des études au niveau national sur les stéréotypes dans les médias;

- d'encourager les groupes de médias en vue d'augmenter la proportion de femmes dans des fonctions dirigeantes;

- d'agir de façon à ce que les conditions de travail, le recrutement, le salaire et les perspectives de travail soient égaux pour femmes et hommes;

- de promouvoir l'égalité entre les sexes au niveau national moyennant des cours scolaires, des formations professionnelles et des séminaires universitaires de journalisme et de communication.

Les membres de la commission ont poursuivi la discussion sur un autre sujet récurrent et malheureusement toujours d'actualité: la situation des femmes dans les conflits armés. Les participants ont constaté avec regret que les femmes sont depuis toujours les plus touchées par les conflits armés, dans lesquels elles sont souvent utilisées comme arme de guerre.

La question de la violence à l'égard des femmes a été longuement discutée et illustrée par des situations concrètes sur le terrain, notamment la situation souvent tragique des femmes dans les camps de réfugiés. Les abus dont souffrent les femmes lors de conflits armés sont notamment le viol, l'esclavage sexuel ainsi que la prostitution forcée.

En plus, les femmes réfugiées sont davantage exposées à la violence et à l'exploitation.

Les membres de la commission ont aussi rappelé la recommandation adoptée lors de l'assemblée générale en Jordanie soulignant l'importance d'assurer la présence de mécanismes de protection adéquats et efficaces pour les victimes de la violence et leurs familles - y compris les enfants nés à la suite d'actes de violence sexuelle -, tels que des centres d'appel et des services médicaux et psychosociaux, l'assistance économique pour la réhabilitation ainsi que l'assistance et l'intégration des victimes dans la société. La commission lance un appel aux pays de la région euro-méditerranéenne à adopter des lois qui criminalisent la violence contre les femmes et souligne à cet égard l'importance de mettre fin à l'impunité en garantissant la responsabilisation et en sanctionnant les auteurs de violence sexuelle.

À la réunion présidée par la Tunisie ont participé les délégations de la Croatie, du Luxembourg, du Portugal, de la Turquie, de Palestine, de la Grèce, d'Italie, de Belgique, d'Algérie, d'Égypte, de la Jordanie, du Maroc, de la Mauritanie et de Malte.

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (5 novembre 2014)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Sécrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexander
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Arendt Guy, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Présidents	LSAP	Negri Roger
	DP	Arendt Guy
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Arendt Nancy (pour le volet Coopération), Halsdorf Jean-Marie, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wilmes Serge (sauf pour le volet Coopération)
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet Coopération), Hemmen Cécile (pour le volet Coopération)
	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone (sauf pour le volet proposition de loi n°6605)
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Kaes Aly, Lies Marc, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Cruchten Yves
	DP	Arendt Guy, Bauler André (pour le volet proposition de loi n°6605), Hahn Max
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie
	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Kox Henri
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix, Halsdorf Jean-Marie, Mergen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Mergen Martine
Membres	CSV	Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude, Zeimet Laurent
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Polfer Lydie
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission du Développement durable

Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eicher Emile (pour le volet Aménagement du territoire), Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge (sauf pour le volet Aménagement du territoire)
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de l'Économie

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix
Membres	CSV	Eicher Emile, Gloden Léon, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent
	LSAP	Arndt Frank (pour le volet Énergie), Burton Tess (sauf pour le volet Énergie), Haagen Claude
	DP	Bauler André (sauf pour le volet Énergie), Beissel Simone, Hahn Max (pour le volet Énergie)
	déi gréng	Anzia Gérard
	ADR	Reding Roy

Sous-commission «Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de la Commission de l'Économie et la Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Eischen Félix, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Hahn Max
	déi gréng	Anzia Gérard
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Delles Lex
Vice-Présidents	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Mergen Martine, Zeimet Laurent
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Berger Eugène
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Media et Communications), Negri Roger
	DP	Bauler André Berger Eugène
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Président	DP	Hahn Max
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Oberweis Marcel, Schank Marco, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Berger Eugène (sauf pour le volet Eau), Graas Gusty (pour le volet Eau)
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine
	LSAP	Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Président	LSAP	Bodry Alex
Membres	CSV	Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Arendt Guy, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Delles Lex, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexander
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	LSAP	Bofferding Taina (pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
	DP	Elvinger Joëlle, Polfer Lydie
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Reding Roy

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

Président	CSV	Gloden Léon
Membres	LSAP	Fayot Franz
	DP	Graas Gusty
	déi gréng	Loschetter Viviane

Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

Président	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Gloden Léon
	DP	Arendt Guy
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Bauler André, Hahn Max
	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine (pour le volet Sports), Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess (pour le volet Égalité des chances), Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports), Engel Georges (pour les volets Santé et Sports)
	DP	Baum Gilles (pour le volet Sports), Berger Eugène (pour le volet Sports), Graas Gusty (sauf pour le volet Sports), Krieps Alexander, Mertens Edy (sauf pour le volet Sports)
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix (sauf pour le volet Sécurité sociale), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Sécurité sociale), Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Bauler André (pour le volet Travail et Emploi), Krieps Alexander, Mertens Edy (pour le volet Sécurité sociale)
	déi gréng	Anzia Gérard (pour les volets Travail et Emploi), Lorsché Josée (pour le volet Sécurité sociale)
	déi Lénk	Urbany Serge

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (24 octobre 2014)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs:
Cruchten Yves (LSAP), Vice-Président
Brasseur Anne (DP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Membres suppléants:
Spautz Marc (CSV), Président
Adam Claude (déi gréng)
Oberweis Marcel (CSV)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Bodry Alex (LSAP)
Brasseur Anne (DP)
Loschetter Viviane (déi gréng)
Wiseler Claude (CSV)
Wolter Michel (CSV), Trésorier de l'APF

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Berger Eugène (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants:
Gloden Léon (CSV)
Graas Gusty (DP)
Kox Henri (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Membres effectifs:
Dall'Agnol Claudia (LSAP), Présidente
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants:
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Traversini Roberto (déi gréng)
Turpel Justin (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs:
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Président
Angel Marc (LSAP), Vice-Président
Krieps Alexander (DP)
Membres suppléants:
Arendt Nancy (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Angel Marc (LSAP)
Beissel Simone (DP)
Berger Eugène (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Polfer Lydie (DP)
Roth Gilles (CSV)
Wiseler Claude (CSV)
Wolter Michel (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président
Adam Claude (déi gréng)
Berger Eugène (DP)
Gibéryen Gast (ADR)
Mosar Laurent (CSV)
Turpel Justin (déi Lénk)

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Negri Roger (LSAP), Président
Arndt Frank (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Oberweis Marcel (CSV)
Reding Roy (ADR)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Adehm Diane (CSV)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Delles Lex (DP)
Engel Georges (LSAP)
Gibéryen Gast (ADR)
Kaes Aly (CSV)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Bauler André (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Eischen Félix (CSV)
Graas Gusty (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Negri Roger (LSAP)
Urbany Serge (déi Lénk)
Wilmes Serge (CSV)
Membres suppléants:
Baum Gilles (DP)
Burton Tess (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mertens Edy (DP)
Oberweis Marcel (CSV)
Roth Gilles (CSV)
Turpel Justin (déi Lénk)

Contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Kox Henri (déi gréng), Président
Berger Eugène (DP)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Eischen Félix (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne

Membres effectifs:
Berger Eugène (DP), Président
Bodry Alex (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

SÉANCE 1

MARDI,
14 OCTOBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. Composition des organes de la Chambre des Députés (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 15.12 à 15.24 heures*
- *Mme Lydie Polfer*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Alex Bodry*
- *Prestation de serment de Mme Martine Mergen*

8. Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

9. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. Changement de composition du Comité de discipline
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

11. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

12. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

13. 6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

14. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

15. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Suspension de la séance publique de 16.38 à 16.46 heures*

16. 6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Adam, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi*

17. 6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Gast Gibéryen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Serge Urbany, M. Michel Wolter,*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)*

18. Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais
- *Exposé: M. Serge Urbany*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

19. 6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Serge Urbany*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

20. Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Votes sur les deux candidats*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtten. Eis Sëtzung ass heimat op, an ech géif direkt d'Wuert weiderginn un den Här Premierminister.

2. Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här Chamberspresident. Ech wëll lech matdeelen, dass de Grand-Duc duerch Arrêté grand-ducal vum 3. September mir de Pouvoir ginn huet, fir d'Sessioun 2013-2014 zouzemaachen, an an deemselwechten Arrêté och d'Erlaabnis gouf, fir d'Sessioun 2014-2015 opzemaachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Domat ass d'Session extraordinaire 2013-2014 ofgeschloss an déi ordinär Sessioun 2014-2015 ass op.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer elo zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, musse mer fir d'Éischt eng Rei vun administrative Froe regelen.

Composition du Bureau

Fir d'Éischt emol d'Zesummesetzung vun dem Bureau vun eiser Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob se mat der bishereger Zesummesetzung vun eisem Chambersbureau d'accord ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou, an ech soe villmools Merci.

De Bureau ass deemno fir d'Sessioun 2014-2015 a senger bishereger Form confirméiert, dat heescht, ech selwer als President, d'Madame Simone Beissel, den Här Laurent Mosar an den Här Henri Kox als Vizepresidenten, an als Membere vum Bureau: den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger, den Här Michel Wolter, d'Madame Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Gilles Roth an den Här Claude Wiseler. Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi dat den Artikel 7 vum Chambersreglement virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

Dann d'Kompositioun vun der Conférence des Présidents. Wat d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz ugeet, huet d'CSV matgedeelt, dass den Här Claude Wiseler vum 1. Oktober un de Poste vum Fraktiounspresident iwwerhëlt.

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

En iwwerhëlt déi Missioun vun eisem Kolleeg, dem Jean-Claude Juncker, deen aner Missiounen uvertraut kritt an deem ech heimat nach eng Kéier wëll häerzlechst félicitéieren an e ganz grousse Merci soen.

Bonne Chance!

(Applaudissements)

Den Här Premierminister huet d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, erlaabt mer, och am Numm vun der Regierung dem Jean-Claude Juncker hei offiziell ze félicitéieren. Ech hat d'Chance, an deene Sitzungen derbäi ze sinn, wou d'Décisioun getraff ginn ass, dass hien de Kandidat wär. An ech mengen, dass et de richtege Choix war. Dir wësst, dass dës Regierung hannert dëser Kandidatur stoung. An ech wënschen dem Jean-Claude Juncker eng ganz gutt Hand als zukünftege President vun der Europäescher Kommissioun. Si brauch eng!

(Applaudissements)

5. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition de la Conférence des Présidents (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Presidentekonferenz ass deemno fir dës Sessioun wéi follegt zesummegesat: aus mir selwer als President souwéi aus de Fraktiounspresidenten, deenen Häre Claude Wiseler fir d'CSV, Alex Bodry fir d'LSAP, Eugène Berger fir d'DP an der Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

6. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net d'Geleeënheet, fir eng laang Ried ze halen. Ech soen lech alleguer Merci, dass Der eise Bureau an d'Conférence des Présidents an domat och mech als President confirméiert hutt. An deenen nächste Méint kommen eng Partie grouss Défien op eis zou. Ganz besonnesch aarbechtsintensiv sinn déi fundamental Reform vun eiser Verfassung an deen domat verbonnenen Dialog mat de Leit, wou d'Chamber eng grouss Roll ze spillen huet. Ech wënsche mer e konstruktiven Débat, en „Mateneen-Schwätzen" an net laanschteneen oder géinteneen.

Et ass wichteg, dass mir als Chamber méi Demokratie a méi Participatioun woen. Dofir huet d'Chamber jo och am Fréijoer 2014 de System vun der elektronescher Petitioun agefouert. D'Échoe si positiv, mat iwwer honnert agereechte Petitiounen a bis elo véier éffentlechen Débaten. Déi Débate sinn net vun der Politik op d'Dagesuerdnung komm, mä vun de Leit gefrot ginn. Et si Sujeten, déi hinnen um Häerz leien. Dat weist, dass e Besoin an der Populatioun besteet, fir mat den Institutiounen ze diskutéieren. D'Petitiounskommissioun ass amgaangen, de Bilan vun den éischten Experienzen ze zéien, an zesumme mat de Fraktiounen a politesche Sensibilitéite gëtt gekuckt, wéi eng Adaptatiounen néideg sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ouer vun der Chamber muss no bei de Leit sinn, mä mir mussen net nëmmen nolauschteren, mä och eis Virschléi erklären. Dat ass besonnesch wichteg an enger Zäit, wou d'Informatioun ëmmer méi schnell gëtt a leider och oft méi iwwerflächlech.

Dat ass och wichteg an enger Zäit, wou et wéineg ze verdeele gëtt a wou et an engem schwieregen Émfeld heiansdo en Exploit ass, wann ee wäertvoll Pilieren an eiser Solidargemeinschaft kann ofsécheren.

7. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

An deenen nächste Méint waart ganz vill Aarbecht op eis a fir dass mer dat mat geballter Kraaft kënne meeschteren, muss d'Chamber erëm komplett sinn. Dofir géif ech dann elo bei d'Vereedegung vun engem neie Member kommen, vun enger Kolleegin, déi schonn néng Joer Deputéiert war, d'Madame Martine Mergen.

A sengem Bréif vum 16. Juli 2014 huet den Här Luc Frieden matgedeelt, dass hie vum 15. September dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, dass de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 16. Juli 2014 hunn ech mech also un d'Madame Tessy Scholtes vun Heeschdref gewannt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volkespartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. An hirem Bréif vum 17. Juli huet d'Madame Tessy Scholtes matgedeelt, dass si dëst Mandat net unhëlt.

A mengem Bréif vum 22. Juli 2014 hunn ech mech dunn un d'Madame Martine Mergen aus der Stad gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volkespartei aus dem Wahlbezierk Süde steet. An hirem Bréif vum 28. Juli 2014...

(Interruption)

Zentrum. Entschëllegt!

An hirem Bréif vum 28. Juli 2014 huet d'Madame Martine Mergen matgedeelt, dass si bereet ass, d'Mandat vum Här Luc Frieden weiderzeféieren. Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéiert aus, déi an dës Kommissioun kommen:

d'Madame Lorsché, den Här Bodry, den Här Gibéryen, den Här Guy Arendt, d'Madame Lydie Polfer, d'Madame Joëlle Elvinger, ech selwer,...

(Hilarité)

...den Här Alexander Krieps.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, ech géif elo d'Kommissioun bieden, am Sall 3 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat d'Madame Martine Mergen betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen.

Domat ass d'Chamberssëtzung fir e kuerze Moment ënnerbrach.

Merci!

(La séance publique est suspendue à 15.12 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.24 heures.)

Déi ëffentlech Sëtzung geet weider.

D'Wuert huet d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer grad constituéiert hunn, d'Madame Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt ginn ass, ass aus folgenden Deputéierten zesummegesat ginn: Madame Josée Lorsché, Här Alex Bodry, Här Gast Gibéryen, Här Guy Arendt, ech selwer, Madame Joëlle Elvinger an Här Alexander Krieps. Den Här Bodry gouf zum Rapporteur genannt, an, wéi Der schonn héieren hutt, ech selwer zum President vun dëser Kommissioun.

Dofir géif ech Iech bieden, Här President, elo dem honorabele Rapporteur, dem Här Alex Bodry, d'Wuert ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Äre Wonsch, Madame Presidentin, ass mir Befehl. An dofir huet och direkt den Här Alex Bodry d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann hei am Numm vun der Commission ad hoc dëse Rapport hei virdroen. Wéi schonn de President aganks erläutert huet, huet den Här Luc Frieden de 16. Juli 2014 de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 15. September vun dësem Joer op säin Deputéiertemandat géif verzichten.

Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 16. Juli 2014 huet dunn de Chamberspresident sech un d'Madame Tessy Scholtes gewannt, déi als éischt Suppléante op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volkespartei am Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident, wéi dat seng Flicht ass, och de Premierminister doriwwer informéiert.

An hirem Bréif vum 17. Juli 2014 huet dunn d'Madame Tessy Scholtes matgedeelt, dass si dëst Mandat net géif unhuelen. Duerno huet sech de Chamberspresident den 22. Juli 2014 an engem Bréif un d'Madame Martine Mergen gewannt, déi als nächst Suppléante op der Lëscht vun der CSV aus dem Bezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag nach huet de Chamberspresident och doriwwer de Premier informéiert, e rege Korrespondenzwiessel also tëschent der Présidence vun der Chamber an dem Statsministère.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn - ech zitéieren: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

Dat sinn awer, muss ech soen, reng formal Verifikatiounen opgrond vun enger Asiicht an de Protokoll vun dem Wahlresultat vun deene leschte Chamberswahlen. D'Kolleegen aus der Institutiounskommissioun wëssen och, dass mer eigentlech deen heite System net méi als onbedéngt zäitgeméiss emfannen an dofir eigentlech och en anere System ustriewen, deen op där enger Säit méi einfach wier an op där anerer Säit och géif eng Recoursméiglechkeet virgesi bei dem Resultat vun de Wahlen.

D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun dëser Chamber iwwerpréift an och validéiert ginn. Aus de Procès-verballe vun deene Wahle geet ervir, dass d'Madame Martine Mergen mat 17.508 Stëmmen - si ass wunnhaft an der Stad - effektiv deen nächste Suppléant op der Lëscht vun der CSV aus dem Wahlbezierk Zentrum ass, fir dem Här Luc Frieden seng Plaz unzehuelen, no senger Demissioun an nodeems d'Madame Tessy Scholtes op hiert Mandat verzicht huet.

An hirem Bréif vum 28. Juli 2014 huet d'Madame Martine Mergen de Chamberspresident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Luc Frieden géif unhuelen.

D'Kommissioun stellt deemno eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vun der Madame Martine Mergen schwätzt a wënscht hir vill Gléck bei der Ausübung vun hirem Mandat. Den Dossier vun der Kommissioun ass am Bureau vun der Chamber beim President anzegesinn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools. Am Rahme vun der Simplification administrative wäerte mer déi nächste Kéier derfir suergen, dass de Chamberspresident net datselwecht seet, wat de President vun der Kommissioun ze soen huet. Och dat wäerte mer dann an Zukunft änneren.

Ech wollt d'Chamber froen, ob se mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen ass.

(Assentiment)

Merci.

Da géif ech d'Madame Martine Mergen bieden eranzekommen.

Madame Mergen, léift Martine, häerzlech wëllkomm.

Prestation de serment de Mme Martine Mergen

Ech bieden Iech elo, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech bieden Iech, déi riets Hand ze hiewen a mir nozesoen: «Je le jure.»

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat, Madame Mergen, sidd Der erëm Member vun der Chamber. Ech wënschen Iech alles Guddes. Et waart vill Aarbecht op eis. Merci.

D'Madame Mergen ass domat offiziell zum Member vun der Chamber proklaméiert, an an eisem Numm alleguer: häerzlech Félicitatiounen!

8. Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Mir hunn dann nach ze befannen iwwer eng Rei vun Ännerungen an de Chamberskommissiounen. Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hu mer vun der CSV-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Grénge eng Rei vun Ännerunge matgedeelt kritt.

D'CSV-Fraktioun proposéiert folgend Ännerungen:

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Marc Spautz den Här Laurent Mosar.

An der aussepolitescher Kommissioun, an der Kommissioun fir europäesch Froen an Immigratioun wäert den Här Serge Wilmes den Här Luc Frieden fir all Voleten ausser der Kooperatioun ersetzen, an dee Volet gëtt vun der Madame Nancy Arendt iwwerholl.

An der Landwirtschaftskommissioun - an, an, an - ersetzt den Här Félix Eischen den Här Marco Schank.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Laurent Mosar an den Här Jean-Marie Halsdorf ersetzt den Här Marc Spautz.

An der Kulturkommissioun ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Marcel Oberweis.

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Emile Eicher den Här Serge Wilmes fir de Volet Aménagement du territoire.

An der Wirtschaftskommissioun ersetzt den Här Léon Gloden den Här Claude Wiseler.

An der Éducatiounskommissioun, déi och zoustänneg ass fir Kanner a Jugend, ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Serge Wilmes an d'Madame Sylvie Andrich-Duval den Här Claude Wiseler.

An der Familljekommissioun, déi och fir d'Integratioun zoustänneg ass, ersetzt d'Madame Martine Mergen d'Madame Nancy Arendt.

An der Finanz- a Budgetskommissioun ersetzt den Här Laurent Mosar den Här Luc Frieden.

An der Gesondheets-, Sports- a Gläichheetskommissioun ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Marc Spautz.

An an der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Jean-Marie Halsdorf den Här Félix Eischen fir de Volet Sécurité sociale.

D'Fraktioun vun deene Grénge proposéiert folgend Ännerungen:

An der Landwirtschaftskommissioun ersetzt den Här Henri Kox d'Madame Christiane Wickler fir de Volet Protection des consommateurs an iwwerhëlt esou all Voleten. En hat bis elo der schonn eng Rei.

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Henri Kox d'Madame Christiane Wickler.

An der Wirtschaftskommissioun gëtt den Här Gérard Anzia neie Member an ersetzt deemno den Här Henri Kox fir de Volet Energie an d'Madame Christiane Wickler fir déi aner Voleten.

An der Commission de l'Environnement ersetzt den Här Gérard Anzia den Här Claude Adam.

An der Kommissioun vun der Fonction publique a vun der Réforme administrative ersetzt den Här Claude Adam den Här Roberto Traversini.

An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Gérard Anzia d'Madame Christiane Wickler fir de Volet Travail an Emploi an d'Madame Josée Lorsché fir de Volet Sécurité sociale.

D'DP-Fraktioun - dat hat ech virdru vergiess - proposéiert folgend Ännerung:

An der Kulturkommissioun ersetzt den Här Henri Bauler d'Madame Anne Brasseur.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- André Bauler!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, et ass vill beieneen.

Gëtt et soss nach iergendwelch Ännerungspropositiounen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber da mat deenen Ännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert an déi gesamt Lëscht vun den Neierungen an de Kommissioune gëtt am Compte rendu veréffentlecht.

9. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Dann hu mer nach eng Rei vun Ännerungen an den internationale parlamentareschen Delegatiounen. Do si folgend Ännerunge vun der CSV-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Grénge agaangen:

An der Delegatioun vun der Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière vun der Unioun: Den Här Claude Wiseler ersetzt den Här Luc Frieden als effektive Member.

Am Conseil interparlementaire consultatif de Benelux gëtt d'Madame Josée Lorsché neie Member.

Gëtt et nach iergendwelch aner Propositiounen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ass d'Chamber mat deene Modifikatiounen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. An och déi Lëscht gëtt veréffentlecht am Compte rendu.

10. Changement de composition du Comité de discipline

Dann e Changement am Comité de discipline. An hirem Bréif vum 31. Juli 2014 huet d'Fraktioun vun deene Grénge och folgend Ännerung proposéiert: Den Här Claude Adam ersetzt d'Madame Christiane Wickler.

Ass d'Chamber och mat där Ännerung d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

11. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

Dann ee leschte Punkt, deen awer net onwichteg ass. Mir hunn haut den Éierentitel un eng vun eise fréiere Kolleeginnen ze iwwerginn. A senger Réunioun vum 14. Juli 2014 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, där fréierer Nationaldeputéierter Astrid Lulling den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag, fir d'Madame Astrid Lulling zur Éierendeputéierter vun der Lëtzebuerger Chamber ze maachen, d'accord?

(Assentiment et applaudissements)

Dann ass dat esou décidéiert. Madame Lulling, léift Astrid, eis Félicitatiounen!

12. Communications

Ech hunn dann nach eng Rei vu Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung sinn - iwwer zwee Arrêtés grand-ducaux de retrait - de Projet de loi 6584, eng Ofännerung vum Code du Travail, souwéi de Projet de loi 6234 iwwert de Compte épargne-temps vum Rôle gestrach ginn.

Den 31. Juli ass och op Ufro vun der Regierung de Projet de loi 4367 vum Rôle gestrach ginn.

Op Ufro vun der Regierung ass da schliisslech de Projet de loi 6464 gestrach ginn.

4) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

5) An esou wéi den Artikel 168.-(5) vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sëtzung an deem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech unanime derfir ausgeschwat, fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis politique zum Dokument COM(2014) 344 iwwert d'Diffusioun vun Donnéeë vun Äerdobservatiounssatellitten zu kommerziellen Zwecker.

6) D'Commission juridique huet eng Souscommission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» an d'Liewe geruff, déi wéi follegt zesummegesat ass: den Här Léon Gloden, den Här Franz Fayot, den Här Guy Arendt, d'Madame Viviane Loschetter.

7) An der Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» ersetzt den Här Gérard Anzia den Här Claude Adam.

Communications du Président - séance publique du 14 octobre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6704** - Projet de loi dite «Omnibus» portant modification de:*

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

h) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

i) de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

j) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

k) l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842, n°1943c/1297, réglant le mode de publication des lois;

et abrogation de:

a) l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 16.07.2014

***6706** - Projet de loi portant modification*

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.07.2014

***6707** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieure en Ukraine*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 25.07.2014

***6708** - Projet de loi relative*

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie;

- à la mise en oeuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

***6709** - Projet de loi modifiant*

- la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

***6710** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

***6711** - Projet de loi portant abolition des districts, modifiant*

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

4. le Code pénal;

5. loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

6. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

8. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

9. la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;

10. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

11. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;

12. loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

13. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

14. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

15. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

16. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et abrogeant

1. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district;

2. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.08.2014

***6712** - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.08.2014

***6713** - Projet de loi modifiant:*

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.08.2014

***6714** - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.09.2014

***6715** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.09.2014

***6716** - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.09.2014

***6717** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du conseil national des finances publiques*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Gast Gibéryen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 15.09.2014

***6718** - Projet de loi concernant le rapport sur les paiements effectués au profit de gouvernements et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et*

- portant transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil;

- portant modification:

- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- du titre II du livre Ier du Code de commerce

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 15.09.2014

***6719** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 24.09.2014

***6724** - Projet de loi portant approbation des Amendements au texte et aux Annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.09.2014

***6725** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.10.2014

*3) Sur demande du Gouvernement et par arrêtés grand-ducaux de retrait du 10 mars 2014 le projet de loi n°**6584** portant modification de l'article L.413-2 du Code du Travail et le projet de loi n°**6234** portant introduction d'un compte épargne-temps pour les salariés de droit privé et modifiant: 1. le Code du Travail; 2. le Code de la sécurité sociale; 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés le 17 mars 2014.*

*Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 18 juillet 2014 le projet de loi n°**4367** a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 31 juillet 2014.*

*Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 3 octobre 2014 le projet de loi n°**6464** portant organisation de l'Administration gouvernementale a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 10 octobre 2014.*

4) Les pétitions ordinaires et les pétitions publiques suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**402** - Création d'une vignette payante pour les non-résidents pour des horaires spécifiques afin de circuler à Luxembourg*

Dépôt: 27.06.2014 par M. Alessandro Rizzo

*Demande de pétition publique n°**403** - Démission du Gouvernement, des Ministres et des Membres de la Chambre des Députés*

Dépôt: 04.07.2014 par M. François de Waha

*Demande de pétition publique n°**404** - Demande à ce que des caméras soient installées dans tout le quartier de la gare ainsi que place de Paris*

Dépôt: 04.07.2014 par M. François de Waha

*Demande de pétition publique n°**405** - Protection des parents contre le licenciement abusif après un congé de maternité ou un congé parental*

Dépôt: 07.07.2014 par Mme Liliana La Barbera-Rodrigues

*Pétition n°**406** - Ouverture de la piste de motocross à Schifflange*

Dépôt: 11.07.2014 par M. Guy Schanen

*Demande de pétition publique n°**407** - Contre une extension du terme d'opération de la centrale nucléaire de Cattenom*

Dépôt: 12.07.2014 par M. Yves Stocklausen

*Demande de pétition publique n°**408** - Fir e verbesserten ëffentlechen Transport owes*

Dépôt: 14.07.2014 par M. Max Fleischhauer

*Demande de pétition publique n°**409** - Chèques repas*

Dépôt: 18.07.2014 par M. Jerry Le Vaillant

*Demande de pétition publique n°**410** - Réforme du divorce et de l'autorité parentale*

Dépôt: 18.07.2014 par Mme Sophie Denoncin

*Demande de pétition publique n°**411** - Pour que les homicides involontaires sur nos routes soient plus sévèrement punis*

Dépôt: 22.07.2014 par Mme Sandra Tinelli

*Demande de pétition publique n°**412** - Système du «Tiers Payant» pour tout le secteur médical*

Dépôt: 22.07.2014 par M. Sven Fischer

*Demande de pétition publique n°**413** - Fir d'Aféierung vu Betreiungsgeld fir Elteren déi hir Kanner déi éischt Joren doheem wëllen encadréieren*

Dépôt: 23.07.2014 par Mme Pascale Lentz

*Demande de pétition publique n°**414** pour une modification du trajet de la ligne de bus 205*

Dépôt: 23.07.2014 par M. Patrick Lux

*Demande de pétition publique n°**415** pour que le TÜV remplace le contrôle technique luxembourgeois*

Dépôt: 21.07.2014 par M. Jeff Muller

*Demande de pétition publique n°**416** - Monarchie*

Dépôt: 31.07.2014 par M. Pascal Dupont

*Demande de pétition publique n°**417** - Ajustement des pensions*

Dépôt: 31.07.2014 par M. Valentin Olinger

*Demande de pétition publique n°**418** fir eng Begrenzung vun der Lautstäerkt vun der Musik an den Discoen, Clubs, Bars an op de Baler - Pour la limitation du volume de la musique dans les discothèques, clubs, bars et durant les bals*

Dépôt: 04.08.2014 par M. Claude Hilbert

*Demande de pétition publique n°**419** contre les massacres insensés et cruels de baleines pilotes, dauphins et autres cétacés aux Îles Féroé*

Dépôt: 05.08.2014 par Mme Yasmine Hémès

*Demande de pétition publique n°**420** - Steierfräi an och net un enger Indemnitéit compensatoire ugerechent Primme bis 1 an 1/2 Mol de Mindestloun*

Dépôt: 06.08.2014 par M. Daniel Rinck

*Demande de pétition publique n°**421** - Pétition pour l'uniformisation des montants des chèques repas*

Dépôt: 07.08.2014 par M. François Donnay

*Demande de pétition publique n°**422** - Augmentation des frais de route transport routier*

Dépôt: 09.08.2014 par M. Christian Depiesse

*Demande de pétition publique n°**423** - Retrait des plans directeurs sectoriels soumis à enquête publique en juin 2014, afin de permettre une réelle participation citoyenne*

Dépôt: 14.08.2014 par M. Georges Krieger

*Demande de pétition publique n°**424** - Informatisation des remboursements des frais de santé*

Dépôt: 29.08.2014 par Mme Judicaële Bodet

*Demande de pétition publique n°**425** pour la légalisation du cannabis suivant le modèle néerlandais*

Dépôt: 30.08.2014 par M. Charles Muller

*Demande de pétition publique n°**426** - Hydraulic Fracturing (Fracking, Schiefergasabbau)*

Dépôt: 30.08.2014 par M. Mike Diedenhofen

*Demande de pétition publique n°**427** - Taxations et impositions sur prime de juin et 13e mois*

Dépôt: 02.09.2014 par M. Fabio Taddei

*Demande de pétition publique n°**428** - Plus de parkings aux abords des gares*

Dépôt: 09.09.2014 par M. Gaetan Fagnart

*Demande de pétition publique n°**429** - Summera Wanterzäit*

Dépôt: 13.09.2014 par M. Carlo Bretz

*Pétition n°**430** - Pétition contre l'Église de Moutfort*

Dépôt: 10.09.2014 par M. Andrea De Cillia

*Pétition n°**431** - L'imposition des personnes physiques et le respect de la Convention européenne des droits de l'Homme*

Dépôt: 12.08.2014 par M. Georg Krulik

*Demande de pétition publique n°**432** - Abolition de l'obligation de vote et remplacement dans la loi électorale par la mention du droit de vote*

Dépôt: 14.09.2014 par M. Jean-Pol Braquet

*Demande de pétition publique n°**433** - Den Hadir-Tuerm muss stoe bleiwen*

Dépôt: 15.09.2014 par M. Franky Gilbertz

*Demande de pétition publique n°**434** - Steierlech Erliichterung fir «Familles monoparentales»*

Dépôt: 15.09.2014 par M. Jean Heuschling

*Demande de pétition publique n°**435** - Dossier de Hellange - Rond-point de Hellange (A13 vers la Sarre) - Une catastrophe*

Dépôt: 17.09.2014 par M. Christian Steiner

*Demande de pétition publique n°**436** - Abgabenordnung no more, Pétition pour la réforme des lois fiscales introduites par l'occupant*

Dépôt: 18.09.2014 par M. Marc Faramelli

*Demande de pétition publique n°**437** pour le maintien de la liberté absolue des partis politiques d'établir leur liste électorale*

Dépôt: 18.09.2014 par M. Philippe Meyers

*Demande de pétition publique n°**438** für die Kastrations-, Sterilisations- und Kennzeichnungspflicht der Katzen*

Dépôt: 22.09.2014 par M. Sacha André

*Demande de pétition publique n°**439** - Eng 100% ofgeséchert, fair, transparent & éierlech «Kandidate-Wahl» per Internet a keng regruppéiert «Parteie-Wahl» pro Wahlbüro*

Dépôt: 26.09.2014 par M. Jean Krier

*Pétition n°**440** - Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt: 29.09.2014 par M. Vic Fischbach

*Pétition n°**441** fir de Choix*

Dépôt: 30.09.2014 par Mme Marcia Dechmann

*Pétition n°**442** géint d'Ofschafung vum Reliounsunterrecht zu Lëtzebuerg*

Dépôt: 30.09.2014 par Mme Noémie Marques

*Demande de pétition publique n°**443** - Opléisung vun der Organisatioun «Schutz fir d'Kand»*

Dépôt: 30.09.2014 par M. Marc List

*Pétition n°**444** - PAP «Les Étangs» dans le lotissement «Vor Howent» à Mondorf-les-Bains - Procédures d'approbation, de réclamation et d'autorisation pour construire*

Dépôt: 01.10.2014 par M. Jos Kiefer

*Demande de pétition publique n°**445** gegen die Legalisierung von Cannabis / contre la légalisation du cannabis*

Dépôt: 03.10.2014 par M. Felix Reding

*Demande de pétition publique n°**446** - Instauration d'un régime matrimonial polygamique*

Dépôt: 05.10.2014 par M. Manfred Reinertz

*Demande de pétition publique n°**447** fir eng Reform vum Punktesystem beim Führerschäin (kee Cumul vun de Punkten)*

Dépôt: 05.10.2014 par M. Georges Goedert

*Demande de pétition publique n°**448** - La question épineuse du secteur des taxis: la loi qui règne c'est la loi du plus fort, pas la loi de l'État*

Dépôt: 05.10.2014 par M. Constantin Cristache; Association: Les exploitants d'un service de taxis sur le territoire du Luxembourg

*Demande de pétition publique n°**449** géint d'Ofschafe vun der Allocation d'éducation/de maternité*

Dépôt: 09.10.2014 par Mme Julie Alaert

*Demande de pétition publique n°**450** - Nee zu de Spuermoossnahmen an der Familljepolitik*

Dépôt: 10.10.2014 par Mme Stéphanie Hanff

*Demande de pétition publique n°**451** - Nee Merci zum Ofschafe vun der Allocation d'éducation an der Allocation de maternité*

Dépôt: 10.10.2014 par M. Serge Scheitler

5) Conformément à l'article 168.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à l'unanimité de l'envoi d'un avis politique sur le document COM(2014) 344 - proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la diffusion de données satellitaires d'observation de la Terre à des fins commerciales.

6) La Commission juridique a constitué une Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» composée de M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, M. Guy Arendt et Mme Viviane Loschetter.

7) M. Gérard Anzia remplace M. Claude Adam au sein de la Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie».

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

13. 6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

Déclaration de recevabilité

Da proposéiere mer, fir d'Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal als recevabel ze erklären. Schléisst d'Chamber sech där Propositioun un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

14. Ordre du jour

Da wëll ech Iech erspueren, de ganzen Ordre du jour fir déi nächst Deeg nach eng Kéier virzeliesen. Et huet jiddwereen deen zougestallt kritt. An ech wollt Iech froen, ob Dir mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci a mir géifen dann zu eisem nächste Punkt iwwergoen, dat ass déi vill erwaarten Deklaratioun vum Här Premierminister zu der allgemenger Situatioun haut an dem Budget nouvelle génération 2015.

Den Här Statsminister huet d'Wuert.

15. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! „D'Regierung ass fest décidéiert, d'Gesamtstatsfinanzen à terme ze équilibréieren an de Marsch an d'onkontrolléiert Statsverschëldung matzäit ze stoppen. Mir däerfen der nächster Generatioun keng Chargen operleeën, déi se net packe kann. Mir däerfe keng Generatioun vu Scholdemécher ginn; déi Jonk däerfen och keng «génération remboursante» ginn."

Dat, Här President, ass d'Meenung vun der Regierung. Dat ass eng Ausso, déi och richteg ass. Ech muss Iech just soen, dass se net vu mir ass. Si ass en Extrait aus der Ried zur Lag vun der Natioun vum Jean-Claude Juncker am Joer 2009.

Viru fënnef Joer also huet d'Regierung déi richteg Konklusioune gezunn an och déi richteg Ziler gesat. D'Resultat ass bekannt: Am Joer 2009 louch d'Statsschold bei ronn fënnef an eng hallef Milliarden Euro, zejoert waren et ronn eelef Milliarden Euro. No der Absichtserklärung vum Jean-Claude Juncker am Joer 2009 huet sech d'Statsschold also méi wéi verduebelt!

Dofir soen ech et haut, fënnef Joer méi spéit, nach eemol: Mir mussen d'Statsfinanzen an de Grëff kréien! Dës Kéier seet d'Regierung dat awer net nëmmen, mä mir maachen et och! Mir mussen ophalen, eng Generatioun vun de Scholdemécher ze sinn, déi Jonk däerfe keng «génération remboursante» ginn. Dat ass wouer fir d'Statsfinanzen, dat ass awer och wouer, wann et ëm eis Émwelt geet, ëm eis Loftqualitéit an ëm eist Drénkwaasser. Et ass och wouer, wann et ëm den Erhalt vun der Stabilitéit an eisem Sozialsystem geet.

Responsabilitéit limitéiert sech net drop, déi richteg Analysen ze maachen, mä d'Responsabilitéit ass méi: Et heescht handelen, politesche Courage beweisen an Décisiounen huelen, och wa se schwéier oder onpopulär sinn.

Et ass elo héich Zäit, fir beim Budget 2015 déi néideg Korrekture virzehuelen. Mir kënne ganz bestëmmt net alles an engem Joer, an engem Budget ëmdréinen. Den éischte Schratt awer muss haut geschéien! An dee Schratt ass den Ufank vun engem Wee, fir nei Perspektiven ze schafen.

Erlaabt mer, a kuerze Wierder de Point ze maachen, wou mer haut stinn: D'Land ass enorm gewuess. An de leschten zéng Joer ass d'Populatioun ëm ronn 100.000 Awunner an d'Luucht gaangen. D'Zuel vun de Leit, déi all Dag bei eis schaffe kommen, ass och stänneg geklommen, esou dass haut 60.000 méi Frontalieren all Dag iwwert d'Grenze komme wéi virun zéng Joer.

Et muss eis bewosst ginn, dass Lëtzebuerg sech an deene leschte Jore staark entwéckelt huet an domadder d'Erausfuerderungen an alle Beräicher och méi grouss gi sinn. Op eise Stroossen, an eisem ëffentlechen Transport, an de Büroen, an de Schoulen, Geschäfter, Restauranten an Haiser sinn haut 160.000 méi Leit wéi virun zéng Joer.

An deemselwechten Zäitraum ass eis Ekonomie éischter bescheide gewuess. Eis Statsschold ass awer explodéiert: vu knapp 1,7 Milliard am Joer 2004 op iwwer eelef Milliarden am Joer 2013! Dat ass keng abstrakt Zuel. Dat si reell Suen, déi de Stat an der Kräid steet a fir déi mir eleng d'lescht Joer iwwer 200 Milliounen Euro Zënse bezuelt hunn. Jo, 200 Milliounen Euro Zënse bezuelt hunn!

Eis Statsschold louch am Joer 2004 bei ronn 870 Euro pro Awunner. Haut kommen op all Awunner, op jiddwereen Eenzele 14.000 Euro! Jiddwereen, egal wéi jonk, wéi al, wéi kleng oder wéi grouss, jiddwereen dréit den Ament eng Statsschold vu 14.000 Euro.

Dat ass d'Realitéit. Dat ass keng Floskel, mä eng Tatsaach, wann ech soen, dass mer déi lescht Joren iwwer eis Verhältnisser gelieft hunn. An obschonns vill Suen aus der Keess erausgaange sinn, a méi wéi der erakoumen, sinn noutwendeg Investitioune vernoléissegt ginn.

Ech fannen et jiddefalls net normal, dass mer eng Strof vun zwou Milliounen Euro bezuelt hunn, plus all Dag 2.000 Euro (veuillez lire: 2.800 Euro) op Bréissel mussen iwwerweisen, well eis Kläranlagen net de Standarden entspriechen. Bis 2018 hu mer iwwer sechs Millioune bezuelt, just well wichteg Investitiounen am Beräich vun der Waasserqualitéit verschleeft goufen. Dat ass en irresponsabelen Ëmgang mat der Ëmwelt an och gradesou en irresponsabelen Ëmgang mat de Statsfinanzen.

Dat nächst Joer géif et dramatesch ausgesinn, wann een alles géif weider lafe loossen, wéi dat leider laang de Fall war. Duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique feelen iwwer 700 Milliounen op der Recettësäit. Dat ass zanter siwe Joer gewosst - net zanter gëschter! -, siwe Joer, wou keen d'Responsabilitéit geholl huet an näischt ënnerholl gouf, fir dat Lach ze stoppen.

Iwwer 700 Millioune pro Joer manner fir sozial Leeschtungen ze bezuelen, fir de Gesondheetssystem ze finanzéieren, fir an der Recherche ze investéieren, fir Schoulen, Stroossen a Schinnen ze bauen. 700 Milliounen Euro, dat entsprécht praktesch zéng neie Lycéeën, wéi mer een am Kanton Clierf wëlle bauen. An dat, wéi gesot, all Joer! Zéng nei Lycéeën all Joer, déi mer hätte baue kënnen!

Dat ass d'Realitéit. Mir hu vun 2015 un iwwer 700 Milliounen Euro manner an der Keess. Et gouf an der Vergaangenheet awer näischt gemaach, fir dat opzefänken - am Contraire! Mat enger Recette, vun där ee wousst, dass se zäitlech limitéiert ass, goufe sech Ausgabe geleescht, déi net zäitlech limitéiert sinn.

Fir en Deel vun deem ze kompenséieren, wat hei all Joer op der Recettësäit feelt, huet d'Regierung elo missen déi eenzel TVA-Tauxen an d'Luucht setzen. Dat bréngt eis zousätzlech Recetten, huet awer e limitéierten Impakt op den Alldag vun de Leit: Zwee Drëttel vun de Wueren, déi een all Dag am Supermarché keeft, bleiwen an deem superreduzéierten Taux vun 3%.

D'Regierung ass doriwwer eraus och amgaang, eng déif gräifend Steierreform ze preparéieren, fir de Mëttelstandsbockel ofzebauen. Déi Steierreform orientéiert sech nom Prinzip vun der Gerechtegkeet fir d'Ménagen an der Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren ass en Defizit am Budget mat Scholde kompenséiert ginn. D'Rechnung gouf einfach un déi nächst Generatioune weidergereecht.

D'Regierung ass ugetruede mat der Absicht, deem entgéintzewierken an d'Schéier tëschent Ausgaben a Recettë lues awer sécher zouzemaachen. Dat mécht een net aus Freed um Spueren. Et geet ganz einfach net anescht!

Mir hunn eng Responsabilitéit, déi wäit iwwert de Budget 2015 erausgeet an déi sech och net op eng Legislaturperiod begrenzt. Mir alleguerten droe Verantwortung, net nëmme fir eis selwer, mä och fir d'Generatiounen, déi no eis kommen. Et geet drëms, d'Zukunft ze preparéieren an nei Perspektiven ze schafen, nei Perspektive fir Lëtzebuerg.

An de leschte Wochen a Méint krut d'Regierung eng Rei Froe gestallt. Vertrieder vun der Oppositioun, Journalisten an e sëllechen interesséiert Leit hu Ministèren a Ministeren a Statssekretären ausgefrot. Dat ass legitim, verständlech an och novollzéibar.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Dir sidd als Vertrieder vum Vollek verflicht, d'Regierung ze kontrolléieren an och ze hannerfroen. Dir sidd an Ärem Rôle an d'Regierung ass beméit, déi Froen och am Intérêt vun der Transparenz ze beäntwerten. D'Press zu Lëtzebuerg mécht och hir Aarbecht gewëssenhaft a professionell. Et gëtt ee sech net zefridde mat Kommunikatioun an eng Richtung, mä et gëtt nogefrot, nogesicht an och nogeduecht.

Ech begréissen dat ausdrécklech an ech freeë mech, an engem Land dierfen ze liewen, wou demokratesch Regele gëllen an och applizéiert ginn.

Déi lescht Méint huet d'Regierung awer dacks missen d'Effentlechkeet vertréischten a soen, dass se näischt wäert soen. Dat net, well een net wollt kommunizéieren, mä well een net konnt, well et irresponsabel gewiescht wier!

Et gouf intensiv geschafft. Mir hu Gesetzesinitiative geholl, Projeten op de Wee bruecht, néideg Reforme goufe schonn ëmgesat, anerer an d'Weeër geleet:

- De System vun de Studentebourse gouf reforméiert.

- D'Plans sectoriels goufen ausgeschafft an op de Wee bruecht.

- Mir hunn an enger Rekordzäit dat sougenanntent „Omnibusgesetz" déposéiert. Dat huet e ganz groussen Impakt op d'Vereinfachung vun de Prozeduren.

- De Pacte Logement gouf reforméiert.

- Op gesellschaftspoliteschem Plang si wichteg Gesetzer gestëmmt ginn.

- Et gouf e komplett neit Gesetz iwwert de Fonctionnement vum Geheimdéngscht ausgeschafft etcetera, etcetera.

Donieft gouf awer och de Budget vun dësem Joer (veuillez lire: vun 2014) amendéiert an déposéiert, woubäi e Spuereffort vun iwwer 230 Milliounen Euro konnt erreecht ginn. En zweete Budgetsprojet déposéiert a kommentéiert de Finanzminister muer hei an der Chamber.

Am Kader vun der Opstellung vun deem Budget 2015 si Projeten, Mesuren a Programmer studéiert an analyséiert ginn. Et ass gepréift ginn, wat déi eventuell Répercussioune si vun Entscheedungen, déi am Raum stoungen.

Et wär falsch gewiescht, fir public ze maachen, wat net sprochräif ass. Eng Regierung ka sech net erlaben, Mesuren ze annoncéieren an duerno ze mierken, dass se d'Strooss net halen. Décisiounen, déi op Regierungsniveau geholl ginn, changéieren d'Liewe vu ville Leit. Dat ass eng grouss Verantwortung, mat där een net liichtfankeg ëmgeet.

Mam Budget kënne mer elo konkret Projeten, Mesuren a Programmer presentéieren an domat nei Diere fir d'Land opmaachen. Mir innovéieren an der Method an um Inhalt vun eiser Politik. Esou hu mer an de leschten zwee Regierungsréit nieft dem Budget och eng Loi de

mise en œuvre finaliséiert an ugeholl. Duerch deen Text ginn am Ganzen 43 Gesetzer ofgeännert oder nei geschriwwen. Derbäi kommen och nach 28 groussherzoglech Reglementer.

Déi Loi de mise en œuvre betrëfft d'Ëmsetze vun engem Katalog vu Mesuren a gëtt muer zesumme mam Budget vum Finanzminister déposéiert. Et geet drëms, de Stat ze entstëbsen, méi effikass ze maachen an op nei Erausfuerderungen ze preparéieren. Et geet drëms, nei Perspektiven ze schafen. Mir wäerten och an den nächste Joren all Kéiers mam Budgetsprojet eng Loi de mise en œuvre déposéieren an domat eng nei Dynamik schafen an e Moderniséierungsprozess vun eisem Statsapparat endlech kréien.

D'Regierung huet sech kloer Prioritéite gi fir déi nächst Joren: d'Ekonomie méi breet opstellen, de Finanzsecteur prett maache fir eng nei Etapp, Schoul an Ausbildung un d'Realitéit upassen an de Chômage bekämpfen. D'Famillje gi méi geziilt ënnerstëtzt an d'Kanner ginn an de Mëttelpunkt gesat. D'Entreprisë gi gestäerkt an déi administrativ Hürde ginn ofgebaut.

Mir hunn och ambitiéis Ziler am Logement, d'Mobilitéit gëtt en Haaptsujet an den nächste Joren, de Stat investéiert massiv an d'Recherche an och an d'Infrastrukturen. Mir investéieren an d'Zukunft - mat engem Invest vun 3,5% vum PIB läit deen Taux praktesch duebel esou héich wéi d'Moyenne an der Europäescher Unioun.

D'Politik vu Reorientéierung, Moderniséierung an Investitioun an d'Zukunft wäert sech am Statsbudget och reflektéieren. En héijen Investitiounsniveau ass a bleift noutwendeg, fir dass eist Land sech och weider entwéckelt.

Eis Dépensen an Investitioune mussen awer besser iwwerluecht a méi cibléiert sinn:

Duerch e groussen Effort vu villen engagéierte Leit an de Ministèren an och vun de Ministere gouf an de leschte Méint e Screening gemaach vun den Ausgabe vum Stat. Allméiglech Elementer sinn do op den Dësch komm, an déi Leit, déi all Dag um Terrain schaffen, hu sech un enger neier Aart a Weis vu Budgetsopstellung bedeelegt. Esou goufen Honnerte Proposen analyséiert, wéi een de Stat méi effizient kann organiséieren, wou et Inkohärenze ginn a wéi een och d'Servicer vum Stat méi gerecht ka gestalten.

D'Regierung huet sech op d'Konklusiounen aus insgesamt 19 Aarbechtsgruppe baséiert. Et gouf en Zukunftspak ausgeschafft, deen engersäits eng nei Politik ëmsetzt, mä och eng méi effikass Organisatioun vum Stat als Zil huet. Dat Zil wëlle mer zesummen erreechen, fir dass aus deem „Zukunftspak" en „Zukunftspakt" fir eist Land gëtt an Zukunftsperspektive geschafe gi fir déi Leit, déi hei wunnen an och hei schaffen.

Et geet ëm d'Moderniséierung vu Lëtzebuerg. An et ass e kloert Engagement, fir méi gewëssenhaft ze sinn, wann et ëm d'Ausgabe vum Stat geet. Dat heescht, dass ee sech och op dat konzentréiert, wat och wierklech Sënn mécht, dass een d'Käschte reduzéiert an d'Géisskan ewechpaakt.

Mir hunn 258 Mesuren an deem Zukunftspak zréckbehalen, Mesuren, déi sech op véier Prinzipie baséieren: méi responsabel mat Steiersuen ëmgoen, méi Fairness a Gerechtegkeet bei den Ausgaben a Recetten hierstellen, méi e moderne Statsapparat a méi e modernt Land schafen an eng nei Politik ëmsetzen, wéi se och am Regierungsprogramm festgehale gouf.

De Stat huet haut op ville Plazen Dépensen, déi net onbedéngt néideg an och net onbedéngt sënnvoll sinn, Ausgaben, déi ee muss hannerfroen. D'Regierung huet dat gemaach an eng ganz Rëtsch vu Mesuren zréckbehalen. Et sinn dat méi kleng Posten; et si méi grousser. Et si Subventiounen, wou et u Wäitsiicht feelt oder wou d'Kritären net kloer genuch definéiert sinn.

Ech nenne just als Beispill d'Indemnitéiten am Bausecteur bei Intempérien, also schlechte Wiederkonditiounen. Geduecht ass dat, fir d'Entreprisen ze entlaaschten, wann déi bei engem schwéiere Wanter deeg- oder wochelaang net kënne schaffen. Et bestinn awer Lacunne bei de Kritären, sou dass muss nogebessert ginn. An dat mécht d'Regierung, andeems een déi Hëllef effektiv op d'Wanterméint reduzéiert.

Wann ech soen: „Méi responsabel mat Steiersuen ëmgoen", dann heescht dat, allgemeng och méi gewëssenhaft sinn. Dofir plafonéiere mer och zum Beispill d'Honorairë vun den Architekten an de Bureaux d'études bei Projete vum Stat. Esou ginn d'Honorairen an Zukunft opgrond vun engem Devis iwwert d'Käschte vum Projet am Viraus fixéiert. Falls de Projet um Enn méi deier gëtt wéi geplangt, ginn d'Fraisen net, wéi bis elo, och prozentual mat an d'Luucht.

Um Niveau vun de Subventiounen an den Hëllefen, déi de Stat accordéiert, gi mer méi cibléiert vir. Mir encouragéieren ausdrécklech den Effort vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, fir a Richtung vun enger Fusioun ze goen, wat de Subsid vum Stat dann och reduzéiert.

Méi responsabel mat Steiersuen ëmgoen heescht och zum Beispill, dass ee verschidde Subventioune fir d'Salariatskummer erofsetzt, well déi sech am Prinzip iwwer eege Cotisatioune finanzéiert.

D'Betriber droen zu enger Konsolidéierung vum Budget bäi, andeems si sech zum Beispill verstäerkt selwer un de Formations continues fir Mataarbechter bedeelegen.

D'Aides aux entreprises ginn op de Leescht geholl an d'Bewäertung vun den Dossiere wäert méi kritesch ginn. De Stat ënnerstëtzt weider op ganz héijem Niveau Start-ups an innovativen Entrepreneurship. Allerdéngs wäert ee méi prezis analyséieren, wat den „return on invest" ass. De Gesamtbudget fir déi Hëllefe wäert esou substanziell reduzéiert ginn an trotzdeem dat gewënschtent Resultat bréngen. Cibléiert an net Géisskan, effikass an net ondifferenzéiert!

De Stat wäert a ville Beräicher méi streng kontrolléieren an esou Abusen évitéieren. Dat heescht zum Beispill, dass d'Steierverwaltung personell opgestockt gëtt. D'Lutte géint Schwaarzaarbecht a Steierhannerzéiung gëtt verstäerkt. Dat heescht och, dass am Beräich vun de Sozialleeschtungen an de Prestatiounen, déi iwwert de Fonds national de solidarité ausbezuelt ginn, besser opgepasst gëtt, fir Abusen ze évitéieren. Steiergerechtegkeet muss fir jiddweree gëllen. Fuddelen a sech Avantagë verschafen, Leeschtungen an Usproch huelen, déi een net zegutt huet: Dat kascht d'Allgemengheet vill Suen, an dat wëlle mer net toleréieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg en exzellenten an ee vun deene beschte Sozialsystemer an Europa. Fir dass dat trotz manner Wirtschaftswuesstum op där enger Säit a méi laanger Liewenserwaardung a verbesserter Medezin op där anerer Säit och esou bleift, musse mer den Équiliber tëschent Recetten an Dépensen am A behalen.

De Budget vun der sozialer Ofsécherung ass mat ronn engem Véierel vun den Ausgaben deen déckste Posten am Statsbudget. Fir Cotisatiounserhéijungen ze verhënneren an awer gläichzäiteg un eisem Sozialmodell festhalen ze kënnen, mussen eis sozial Investissementer an d'Wuel vun de Bierger méi geziilt a méi effizient ausgeriicht ginn.

An der Krankeversécherung gëtt d'Gesondheetsreform weider ëmgesat. Méi Transparenz an d'Méiglechkeet vun engem Benchmarking tëschent den Acteure sollen erreecht ginn. Den digitale Patientendossier, de Referenzdokter an eng nei Nomenclature sinn dobäi wichteg Instrumenter, fir dës Ziler an der Praxis ëmzesetzen. Och d'Mutualisatioun vun enger Rei vu Servicer an de Spideeler hëlleft, d'Käschten an de Gréff ze kréien.

An der Pensiounsversécherung maache mir 2016 e Bilan vun der Pensiounsreform. An elo scho gi mer e Projet am Beräich Individualisatioun vun de Pensiounen un, dee sougenannten „Splitting".

An der Fleegeversécherung hu beim Débat de consultation am Parlament all d'Parteien eng breet Zoustëmmung bruecht fir d'Erhalen, mä och d'Moderniséierung an d'Upassung vum bestehende System. Bis Mëtt 2015 gëtt der Chamber e Gesetzestext ënnerbreet, deen deem och wäert Rechnung droen.

An der Onfallversécherung gëtt e Bonus-Malus-System presentéiert, deen déi Entreprisë belount, déi déi néideg Efforte maachen an duerch en Investissement an d'Sécherheet an an d'Gesondheet d'Accidenter op der Aarbechtsplaz am Gréff behalen. D'Käschte sollen net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn, mä responsabelt Handele soll och belount ginn.

Wat d'Mutualitéit vun den Entreprisë betrëfft, ass d'Regierung gewëllt, och an Zukunft hiren Apport ze ginn. Allerdéngs ass d'Zäit vun der Bilanzéierung fënnef Joer no der Aféierung vum Statut unique komm an d'Participatioun vum Stat an der Mutualitéit soll a Relatioun zum initialen Objektiv gesat ginn, fir mëttelfristeg den Absentéismus ze verhënneren.

Nieft enger direkter, awer limitéierter finanzieller Bedeelegung vum Stat an der Mutualitéit gëtt de Contrôle médical renforcéiert, wat de Stat an enger éischter Phas Sue kascht, awer mëttelfristeg fir méi Gerechtegkeet suergt. Am Aarbechtsgrupp à haut niveau iwwert den Absentéismus gëtt zesumme mat all den Acteuren e Plang ausgeschafft, deen och ëmgesat gëtt.

Méi responsabel mat Steiersuen ëmgoe bedeit och, dass et Changementer an der eegener Gérance beim Stat muss ginn. Et hu sech iwwer Jore Gewunnechte festgesat an et goufe sech Saache geleescht, déi den Ament net méi ze vertriede sinn. Dat sinn zum Beispill e sëlleche Servicer, déi outgesourct goufen, déi de Stat awer selwer kann a muss géréieren. Ee Beispill: Wann ee weess, dass haut den État-major vun der Arméi opgepasst kritt vun enger privater Sécherheetsfirma, wou och Membere vum Militär kéinte sëtzen; nee, am Moment sëtzt do eng privat Sécherheetsfirma! Et ginn eng Rëtsch vu Beispiller.

Den Ament kann de Stat sech et dann awer och net leeschten, eng Rei Servicer gratis ze offréieren. Dat gëllt, fir hei just e Beispill ze nennen, fir d'Autorisatioun vun engem Medikament, wat op de Lëtzebuerger Marché kënnt. Bis elo huet dat fir de Produzent wéineg oder näischt kascht. An Zukunft muss, esou wéi an anere Länner, och dofir eng Tax bezuelt ginn.

Wann d'Regierung sech virgeholl huet, anescht mat Steiersuen ëmzegoen, da wäert dobäi, wéi gesot, och de Prinzip vun der Gerechtegkeet a vun der Fairness applizéiert ginn. Et ass zum Beispill schwéier ze verstoen, dass Leit, déi beim Stat schaffen an dann an d'Pensioun ginn, de Rescht vun hirem Jorescongé ugerechent oder ausbezuelt kréien, onofhängeg dovun, a wéi ee Mount vum Joer déi Demissioun (veuillez lire: déi Mise à la retraite) fält. Dat heescht, een, deen am Januar ophält, kritt bis Dezember awer de Congé gerechent. An Zukunft gëtt dat, wéi am Privatsecteur, proratiséiert. Den Trimestre de faveur gëtt ofgeschaaft. E Beamten, deen a Pensioun geet, kritt vum éischten Dag un, wou en an der Pensioun ass, och eng Pensioun, an net, wéi bis elo, nach dräi Méint laang seng Pai.

Am Enseignement secondaire ginn an Zukunft nëmmen nach déi Stonnen ausbezuelt, déi och reell prestéiert ginn. An am Fondamental garantéiere mer duerch manner administrativen Opwand a manner Concertatioun méi Präsenz vun den Enseignantë virun hire Klassen.

Nëmme fair a gerecht ass et awer och, dass an Zukunft en Deel vun de Fraisë fir Polizeipräsenz bei private Manifestatioune vum Organisateur iwwerholl ginn. An nëmme gerecht ass et zum Beispill, dass bei Aiden am Beräich Logement de Revenu vum Demandeur mat considéréiert an esou eng Ënnerstëtzung plafonéiert gëtt. Dat wäert an Zukunft och fir d'Zënsbonifikatioun gëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn hei just eenzel Beispiller erausgegraff fir ze weisen, dass d'Regierung vill verschidde Mesuren zréckbehalen huet, déi awer all gutt iwwerluecht sinn an emol méi, emol manner Sue fir de Statsbudget ausmaachen. Et sinn iwwer 250 Mesuren, déi sech an engem Zukunftspak erëmfannen. De Pak ass muer a senger Integralitéit um Internet ze fannen, zesumme mam integrale Budgetsprojet. Do ass dann och nozeliesen, wat all eenzel Mesure fir eng Répercussioun op de Budget huet. Et ass kee Spuerpak, an dofir nennen ech en och net esou. Jo, mir stabiliséieren d'Finanzen a mir spuere Suen. Mir musse Sue spueren, well et néideg ass. Mä d'Regierung huet vun Ufank u gesot, dass den Effort kee Selbstzweck dierf sinn. Eng Haaptachs vun eisem Zukunftspak ass och d'Moderniséierung vum Statsapparat an d'Moderniséierung vum Land.

Um Niveau vum Stat wäert d'Regierung ganz verstäerkt op de Wee vum eGovernment goen. Gedréckte Publikatioune ginn etappeweis ofgebaut zugonschte vun enger digitaler Gestioun. Dat gëllt och fir de Courrier, wou de Pabeier successiv ofgeschaaft gëtt. D'Administratioune solle méi effizient fonctionnéieren a Prozeduren, déi net méi an d'Zäit passen, ginn auslafe gelooss.

Ee vun de Piliere vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie ass den IT-Secteur. Et goufen an de leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir d'Infrastrukturen am Beräich vun der Dateniwwerdroung an der Datesécherheet auszebauen. Lëtzebuerg entwéckelt sech zu enger Referenz an der digitaler Welt. Am Alldag an am Fonctionnement vum Stat erkennt een dat awer nach net genuch. D'Regierung mécht dofir och weider Démarchen, fir méi fortschrëttlech a méi zäitgemëiss ze fonctionnéieren.

De Kritär vun der Moderniséierung soll och gëlle bei der Approche vun de Subventiounen, déi de Stat a verschiddene Beräicher accordéiert. Esou wäert zum Beispill d'Pressehëllef reforméiert ginn. D'Regierung ass der Meenung, dass eng qualitativ héichwäerteg Press an d'Pluralitéit e Pilier vun eiser Demokratie sinn, a mir wäerten och dofir weider un der Pressehëllef festhalen. De Gesamtbudget bleift d'selwecht. Allerdéngs wäert en nei opgedeelt ginn, esou dass en Deel vun der Ënnerstëtzung fir Online-Medie reservéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Erausfuerderungen, virun deenen eist Land steet, limitéiere sech awer net op d'Statsfinanzen. E gesonde Budget ass d'Viraussetzung an et ass eng Konditioun, fir Lëtzebuerg nei Perspektive kënnen ze ginn. Den Effort, dee mer awer haut musse maachen, ass méi breet.

Et gëllt haut ze agéieren, fir den Zuch nees riicht op d'Schinnen ze setzen, deen amgaang ass ze entgleisen. Mir hunn Defiziter a verschiddene Beräicher, déi mussen opgeholl ginn. A mir riskéieren Defiziter an anere Beräicher ze kréien, wa mer net alles maachen, fir dat och ze verhënneren.

D'Politik leeft dacks laanscht d'Realitéit. Amplaz wichteg Akzenter ze setzen, fir eng falsch Entwécklung ze stoppen, gouf laang nogekuckt oder gepléischtert. Dat gëllt fir de Beräich vun der Ëmwelt, wou Lëtzebuerg Nohuelbedarf huet. Mir mussen eis Ressource besser schützen an op dat oppassen, wat mer hunn. Et heescht awer och, déi néideg Infrastrukturen ze schafen an derfir ze suergen, dass e Wuesstum vun der Populatioun net zu enger Reduzéierung vun der Liewensqualitéit féiert. An et heescht och, den Encadrement, deen de Stat soll offréieren, esou gestalten, dass en der Realitéit gerecht gëtt.

Nei Perspektive fir Lëtzebuerg heescht och nei Perspektive fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen. Dat fänkt u bei deene ganz Klengen, bei de Kanner, déi haut op d'Welt kommen an d'Zukunft vun eisem Land duerstellen. D'Regierung stellt si an den Zentrum vun enger neier Familljepolitik.

Et gëllt och, méi sënnvoll, méi cibléiert a méi no un der Realitéit ze agéieren. Mir stelle fest, dass mer haut e System hunn, wou de Stat zwar vill Leeschtungen ausbezilt - esou vill wéi néierens soss an Europa -, den Aarmutsrisiko awer net erofgeet - an d'Zuele vu gëschter beweisen et och - an déi prekär Situatioun och vu Generatioun zu Generatioun weiderverierft gëtt. Dofir konzentréiert d'Regierung sech manner op d'Geld a méi op Sachleeschtungen. Eng effikass Familljepolitik léisst sech nämlech net dorunner moossen, wéi vill Suen een ausgëtt. Eng effikass Familljepolitik moosst sech un de Resultater, déi erauskomme fir d'Familljen a besonnesch fir d'Kanner. D'Regierung akzeptéiert net, dass virun allem elengerzéiend Elterendeeler engem extrem héijen Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

D'Realitéit ass, dass haut méi wéi all zweete Mariage gescheet gëtt. D'Halschent vun all de monoparentalle Ménagen hu Revenuen, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, a bal 90% vun de Familles monoparentales si Fraen. All fënneft Fra, déi eleng mat hirem Kand ass, muss mam RMG eens ginn. Si an hir Kanner liewe permanent am Risque, an d'Aarmut ze falen.

All Dag kritt d'Familljeministesch Bréiwer vu jonke Mammen, déi sech aus der Beruffstätegkeet zréckgezunn an e Stéck wäit blann op hire Partner verlooss hunn. Um Enn sti se net nëmme virun de Schierbele vun hirer Bezéiung, mä dacks och nach mat hirem klenge Kand op der Strooss. Déi Kanner, déi Schicksaler kënnen eis dach net egal sinn! A wa mer dat net wëllen, da kënne mer net gläichzäiteg weiderfueren, duerch Primmen an Allocatiounen de Message ze ginn, dass et vum Stat gewënscht ass, dass jonk Frae ganz ophale mat schaffen. Well déi finanziell Ënnerstëtzung, déi den Ament ausbezuelt gëtt, zum Beispill bei der Allocation d'éducation, ass net héich a virun allem ass se och zäitlech begrenzt.

Ronn 20 Méint gëtt déi Allocatioun ausbezuelt an duerno huet deen, deen déi Sue krut, keng Allocatioun méi; d'Fraisen awer lafen d'selwecht weider. Net zäitlech begrenzt ass d'Ofhängegkeet, an déi mer leider virun allem d'Frae stierzen, eng Ofhängegkeet vum Stat an eng Ofhängegkeet vum Partner, déi vill Fraen an domat och hir Kanner an d'Aarmutsfal dreift.

Mir sinn eis als Regierung eens, dass eng wierklech Familljepolitik déi ass, déi de Leit, de Fraen a virun allem de Kanner Zukunftsperspektiven offréiert. Wéi zum Beispill de Congé parental: Béid Partner kënnen dovunner profitéieren, hir sozial Rechter lafe weider, grad ewéi och hir Carrière. Contrairement zu der Allocation d'éducation ass beim Congé parental d'Aarbechtsplaz och geséchert.

Dofir hu mer décidéiert, d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité auslafen ze loossen. De Congé parental bleift selbstverständlech bestoen. En huet de Praxistest bestanen a sech als Deel vun enger moderner Familljepolitik bewährt.

D'Allocation d'éducation mécht 485 Euro pro

Mount aus, an eng Fra huet en Urecht drop nom Congé de maternité, bis dass d'Kand zwee Joer al ass, dat awer nëmmen ënnert der Konditioun, dass se de Congé parental net hëlt, mä dass se hir Aarbecht also kënnegt oder dass hiert Akommes ënner engem gewëssse Montant läit.

D'Allocation de maternité vun 184 Euro (veuillez lire: 194 Euro) pro Woch kritt och nëmmen eng Fra, déi net schaffe geet - déi also keng Perte vu Revenu huet - an e Kand op d'Welt bréngt, aacht Woche virun an aacht Wochen no der Gebuert.

Déi Mammen, déi am Moment dës Allocatioune kréien, behale se och weiderhin. D'Regierung geet net hin an ignoréiert d'Pläng, déi d'Familllje scho laang fir sech getraff hunn. Fir künfteg Gebuerten nom Stéchdatum vum Akraafttriede vun dësem Gesetz wäert et dës Allocatiounen awer net méi ginn.

Jo, et ass richteg, dass dat hei ongeféier 75 Milliounen Euro (veuillez lire: 75 Milliounen Euro d'Joer) am Statsbudget ausmécht. Et ass awer keng isoléiert Mesure, mä en Deel vun enger méi nohalteger Familljepolitik, engem Paradigmewiessel, un deem d'Regierung weider schafft.

D'Regierung wäert am Géigenzuch d'Frae méi staark wéi bis elo ënnerstëtzen, fir finanziell onofhängeg ze ginn. Den RMG (revenu minimum garanti) gëtt esou iwwerschafft, dass der prekärer Situatioun vun de Familles monoparentales méi Rechnung gedroe gëtt.

Wann d'Rahmebedéngunge stëmmen, wann d'Eltere wëssen, dass hir Kanner a gudden Hänn sinn an där Zäit, wou si sech net selwer kënnen ëm se këmmeren, da si se fräi, hiert Liewen och selwer ze organiséieren. Vill elengerzéiend jonk Fraen am RMG bleiwen am Moment doheem, well se keen anere Choix hunn. Fir aus där prekärer Situatioun erauszekommen, fir nees Perspektiven ze hunn, mussen déi Fraen déi noutwendeg Viraussetzungen hunn, fir kënne schaffen ze goen an esou e Wee och aus der Prekaritéit ze fannen.

De Problem bei enger Trennung ass quasi ëmmer d'Ofhängegkeet vun der Fra, hir finanziell Situatioun an d'Organisatioun mat de Kanner, wann een op eng Kéier eleng mat hinnen ass. Well och déi Frae wëllen dat Bescht fir hir Kanner. Well och déi Frae wëllen déi bescht Zukunftschancen. Och déi Frae wëllen e Liewe féieren, wat se selwer organiséieren, mat hiren eegene Suen an hirem fräie Choix!

Ech wëll op dëser Plaz drop hiweisen, dass d'Regierung net eleng dosteet mat dëser Approche a mat hirer Analys. Et ass keng ideologesch Iddi a kee Spuerwahn, déi sech hanner enger Neiausriichtung vun der Familljepolitik verstoppen. Et ass eng Politik, déi d'Realitéiten unerkennt.

De Porte-parole vun der Caritas huet déi viregt Woch an engem Televisiounsinterview genee deen nämlechte Constat gemaach an déi nämlecht Konklusioune gezunn. Och d'Caritas ass der Meenung, dass et falsch ass, d'Fraen dohinner ze drécken, wou se um Enn, an ech zitéieren: „mam Fanger am Mond dostinn". Da wär et „hautdesdaags méi sënnvoll, eng Fra kuckt derno, dass si hir eegen Zukunft plangt, no hirer berufflecher Entwécklung kuckt an hirer Pensioun, wéi dass se seet, se kritt Geld vum Stat, fir dass se kann doheem bleiwen, onofhängeg dervun, dass déi Suen net géifen duergoen." Dat seet d'Caritas, déi sécher net als Lobbygrupp fir d'Regierung ka betruecht ginn, mä déi am Intérêt vun deene sozial méi schwaache Leit an am Intérêt vun de Familllje schwätzt.

D'Familljepolitik vun der Regierung huet als Zil, méi a besser Zukunftschancen ze schafen. Dofir si mir och net bereet, als Fatalitéit ze akzeptéieren, dass all zéngte Schüler eis Schoul haut ouni Ofschloss verléisst, dass d'Zuel vun de Schüler, déi mer an de Préparatoire orientéieren, vu Joer zu Joer klëmmt, dass 70% vun eise Schüler mindestens eemol duerchgefall sinn. D'Ursaache fir dësen Échec sinn an deene meeschte Fäll d'Sproochen. Lëtzebuerger Kanner mat Problemer an der Schoul ginn écartéiert wéinst Schwieregkeeten am Franséischen. Kanner aus Familllje mat Migratiounshannergrond ginn dacks écartéiert, well se Schwieregkeeten am Däitschen hunn.

D'Regierung steet zu der Méisproochegkeet vun eisem Schoulsystem an zu der Méisproochegkeet als Fundament vun eiser Gesellschaft. Dofir wëlle mer kee Bildungs- a Betreiungssystem ënnerstëtzen, deen d'Kanner laansicht d'Realitéite vun eiser Gesellschaft féiert. Den Ament ass dat awer de Fall!

Kanner aus Familljen, wou doheem kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, fanne mer meeschtens a private Strukturen erëm, wou d'Franséischt d'Emgangssprooch ass. Bei der éischter Aschoulung kënnt dann déi grouss Iwwerraschung. D'Coursë sinn nämlech op Lëtzebuergesch an d'Alphabetiséierung ass dann op Däitsch. Op där anerer Säit si lëtzebuergesch Kanner, déi mer onbedéngt op déi méisproocheg Situatioun vun eiser Gesellschaft musse virbereeden, awer an der Majoritéit a Strukturen, wou just Lëtzebuergesch gefërdert gëtt. Domat schafe mer keng Zukunftsperspektiven, mä et ass eng Preparatioun fir den Échec an der Schoul.

Dofir wäert d'Regierung fir d'Kanner vun engem bis dräi Joer e generellen Zougank zu enger Sproocheférderung aféieren. Déi wäert sech um Rhythmus vun der Schoul orientéieren. Dat bedeit, dass an den Zäiten, wou och déi ëffentlech Schoul fonctionnéiert, d'Kannerbetreiung gratis gëtt. An deenen Horairë gëtt och eng Sproocheférderung offréiert. Dat ass e Paradigmewiessel am Beräich vun der Férderung vu klenge Kanner an et ass e wichtege Schrëtt am Sënn vun der Chancëgläichheet a vun der Integratioun.

Dëst wäert och eng staark finanziell Entlaaschtung vun den Eltere mat Kanner tëschent engem an dräi Joer bedeiten. D'Detailer vum System, dee soll en place gesat ginn, ass den Éducatiounsminister amgaangen auszeschaffen a mat de Concernéierten ze klären. Et ass awer haut scho kloer, dass d'Ausgabe fir d'Kannerbetreiung bei jonken Eltere mat klenge Kanner tëschent engem an dräi Joer sech op e Brochdeel vun deem wäerte reduzéieren, wat si haut iwwert de Chèque-service bezuelen.

Mir schaffen doriwwer eraus un enger Reform vum Appui pédagogique an der Grondschoul, deen et soll erlaben, fir de Kanner mat schoulesche Schwieregkeete méi staark ënnert d'Äerm ze gräife wéi bis elo. Dernieft gëtt un engem Modell geschafft, fir déi ugespaant Situatioun am Beräich vun den Hausaufgabenhëllefen ze entschäerfen, an d'Offer fir Kanner mat sougenannten „Dys-Problematiken" a mat Verhalensopfällegkeete gëtt ausgebaut. Dat ass wichteg fir déi betraffe Kanner, hir Elteren, an et entlaascht d'Enseignanten, déi oft haut mat där schwiereger Situatioun eleng dostinn.

Et dierf net esou sinn, dass just déi Kanner aus sozial staarke Familllje sech am System erëmfannen, wou d'Elteren den néidegen Appui kënne ginn.

D'Kanner ginn an den Zentrum vun der Familljepolitik gesat. Dat bedeit och, dass de System vum Kannergeld reforméiert a vereinfacht gëtt. Dat eigentlecht Kannergeld an de Boni ginn zesummegeluecht, sou dass d'Elteren an Zukunft just nach ee Montant iwwerwise kréien. Dat ass och eng Initiativ am Sënn vun der Simplification administrative.

An Zukunft soll all Kand datselwecht Kannergeld kréien. D'Regierung huet am Virfeld en Avis beim Statsrot gefrot, fir ze kucken, ob dës Mesure och kompatibel ass mat eiser Verfassung.

Fir déi Kanner, déi an Zukunft op d'Welt kommen, gëtt dann dee sougenannten „groupe familial" ofgeschaaft. Wat d'Kannergeld fir déi neigebuere Kanner betrëfft, hu mer eis um aktuelle Montant vum éischte Kand orientéiert, engem Montant, dee bäi Wäitem deen héchsten ass a ganz Europa. Dee Montant hu mer no uewen opgeronnt. Wann de legislative Prozess duerch ass, kréien déi Kanner, déi dann op d'Welt kommen, alleguer datselwecht Kannergeld. Fir déi Kanner, déi da schonn op der Welt sinn, ännert näischt. D'Majorations d'âge bleiwe bestoen a gi souguer opgeronnt fir all d'Kanner.

Dat heescht, dass e Kand, dat op der Welt ass ier d'Reform a Kraaft trëtt, 185,6 Euro Basisbetrag u Kannergeld kritt plus 56,88 Euro Boni (veuillez lire: 76,88 Euro Boni), also genau 262,48 Euro kritt. E Stot mat zwee Kanner kritt duerch d'Kannergeld an de Boni den Ament 594,48 Euro a behält dat och.

Dat neit Kannergeld huet d'Regierung op 265 Euro fixéiert. Dat ass elo méi héich wéi haut de Montant beim éischte Kand plus Boni. D'Majoratioune ginn och opgeronnt op 20 respektiv 50 Euro pro Kand. D'Rentrée scolaire (veuillez lire: d'Allocation de rentrée scolaire) gëtt op 115 Euro fir Kanner iwwer sechs Joer respektiv 235 Euro fir Kanner iwwer zwielef Joer fixéiert.

D'Regierung wäert, wéi gesot, den Ament nach op den Avis vum Statsrot waarden.

Doriwwer eraus plangt d'Regierung eng wichteg a strukturell Reform. Esou wéi et am Regierungsprogramm festgehalen ass, ginn de Fonctionnement, d'Organisatioun an d'Finanzéierung vun der Kannergeldkeess nei geregelt. Mir grënnen eng „Zukunftskeess", wou d'Prestatiounen am Beräich Kannergeld a verschidde Leeschtunge bei der Kannerbetreiung zesummegeluecht ginn. Och dat ass nees eng administrativ Vereinfachung a spuert vill Opwand fir d'Verwaltung an domadder och Sue fir de Stat.

De Finanzement gëtt och nei geregelt. Déi sëllechen „fiktiv" Cotisatiounen, déi haut d'Kannergeldkeess speisen, ginn ersat duerch eng direkt Dotatioun aus dem Budget. En interministeriellen Aarbechtsgrupp ass chargéiert, déi hei Reform ze ficeléieren.

D'Regierung spuert net um Bockel vun de Kanner, mä investéiert an hir Chancen. Dofir huet d'Regierung och d'Aféiere vun enger Kontributioun vun 0,5% décidéiert. Et huet ee sech et net einfach gemaach mat deem Bäitrag, awer décidéiert, dass et kee Wee gëtt laanscht eng Investitioun an d'Zukunft. Deen Effort kann net waarden, bis sech déi budgetär Situatioun verbessert huet. Dofir ass d'Aféierung vun esou engem Bäitrag elo néideg an elo sënnvoll.

Déi 0,5% ginn op alle Revenuen erhuewen, mat engem Fräibetrag vun engem Véirel vum Mindestloun. Et ginn also op all Revenu ronn 480 Euro ofgerechent. Doduerch ginn déi dacks zitéiert „schmuel Schëlleren" manner belaascht wéi déi méi breet. 0,5% minus Fräibetrag, dat bedeit fir e Ménage, deen e Revenu vun 3.000 Euro huet, e Bäitrag vu ronn 12,5 Euro de Mount. Fir e Ménage, dee 4.000 Euro huet, sinn dat 17 Euro de Mount. A bei engem Revenu am Ménage vun 8.000 Euro maachen et 37,6 Euro aus. Déi Leit, déi méi verdéngen, bezuelen och méi.

Esou vill muss jiddwerengem d'Zukunft vun eise Kanner wäert sinn! Et ass e solidareschen Effort, fir de Kanner besser Perspektiven ze offréieren. An et ass och e solidareschen Effort am Sënn vu jiddwerengem. Doduerch dass den „Zukunftsbäitrag" den 1. Januar 2015 agefouert gëtt, gi mir eis déi budgetär Moyenen, fir am Hierscht 2016 prett ze sinn an d'Kannerbetreiungsstrukture quantitativ a qualitativ bis dohinner weider auszebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech haut vill iwwert d'Perspektiven an iwwer eis Pläng fir d'Zukunft schwätzen, da verléieren ech och net aus den Aen, dass déi Jonk haut an elo schonn dacks zolidd Problemer hunn, déi och musse geléist ginn.

Dofir gëtt och trotz enger budgetär schwiereger Situatioun an d'Betreiung, den Encadrement an de Suivi vu jonke Chômeure weider investéiert. D'Maison de l'orientation gëtt an deem Sënn opgestockt. D'Garantie pour la jeunesse, déi am Juni lancéiert ginn ass, gëtt weiderentwéckelt an och lokal ausgebaut.

Net nëmme beim Jugendchômage huet Lëtzebuerg e Problem, mä och bei eeleren Demandeurs d'emploi a virun allem bei deenen, déi scho méi laang Zäit ouni eng Schaff sinn. D'Regierung wäert hei op zwee Niveauen agéieren: Engersäits gëtt d'Reform vun der ADEM weidergedriwwen an och hei gëtt aus- an net ofgebaut, dat souwuel bei der Quantitéit, awer och bei de Qualitéit vum Personal.

Op där anerer Säit ginn d'Leit am Chômage awer méi encouragéiert, eng Aarbecht unzehuelen, respektiv si kréien et méi schwéier gemaach, eng offréiert Plaz ze refuséieren. Esou wäert d'Aide temporaire au réemploi reforméiert ginn. An Zukunft gëtt de Montant op de soziale Mindestloun plafonéiert an d'Ausbezuelen op dräi Joer, amplaz am Moment op véier Joer, begrenzt. Virun allem gëtt awer d'Kooperatioun tëschent den Entreprisen an der ADEM verbessert an och verstäerkt.

Wa mer haut iwwer Mesuren an eng Politik schwätzen, déi weisen, dass mer de Budget fest am Bléck hunn an d'Dépensë wëllen an de Grëff kréien, dann ass et awer och wichteg ze ënnersträichen, dass de Stat weider ganz vill Suen investéiert. Dat betrëfft d'Kannerbetreiung, d'Bildung an d'Lutte géint de Chômage. Et betrëfft och d'Recherche an d'Héichschoul an et betrëfft d'Wunnen an d'Mobilitéit.

De Logement ass an de leschte Jorzéngten ëmmer méi zu engem Haaptsujet zu Lëtzebuerg ginn a gouf regelméisseg zu enger Chefsaach deklaréiert. Déi sëllechen Initiativen a Subventiounen haten awer net den Effet, dass d'Situatioun sech konnt entschäerfen. Dofir huet d'Regierung och décidéiert, dass den Taux super-réduit vun 3% an Zukunft nëmmen nach ugewannt gëtt fir Leit, déi en Doheem fir sech selwer kafe wëllen, jonk Familljen, déi eng Ënnerstëtzung brauchen. Den aktuelle System, fir generell den Taux super-réduit am Logement ze garantéieren, huet net dee gewënschten Afloss op d'Präisser gehat, obwuel de Stat zanter dem Joer 2002 iwwer 2,1 Milliarden Euro TVA rembourséiert huet. Dat si vill Suen, déi een hätt kënnen a sollen op d'mannst deelweis an d'Offer investéieren.

An Zukunft gëtt et de superreduzéierten Taux vun 3% also fir jiddwereen, deen eng Wunneng fir sech selwer baut oder keeft. Dat féiert dozou, dass eng Wunneng an Zukunft zwee Präisser huet: e Präis mat 3% fir eng Famill, déi op der Sich no engem Daach iwwert dem Kapp ass, an e Präis mat 17% fir en Investisseur, dee seng Sue wëllt uleeën. Den Investisseur profitéiert weider, wéi bis elo, vum Amortissement accéléré bei de Steieren. Mir wëllen domat den Invest an de Wunnengsbau weider ënnerstëtzen. Hie profitéiert awer net méi vun enger sozialer Mesure, also deem reduzéierten TVA-Taux. An dat ass en Element vu Gerechtegkeet.

Bei der Ëmsetzung vun de Changementer am Beräich vun der TVA-Logement gëtt fir d'Wunnengen, déi gebaut gi fir ze verlounen, eng Iwwergangszäit vun zwee Joer respektéiert. All Projet, dee virum 1. Januar 2015 eragereecht a virum 1. Januar 2017 ofgeschloss ass, fonctionnéiert nach nom ale Regime. Hei gëtt den Taux super-réduit also iwwergangsweis bäibehalen.

D'Loyere wäerten duerch dës Changementer net an d'Luucht goen. De Loyer vun de Wunnengen orientéiert sech nom Prinzip vun der Offer a vun der Demande. D'Héicht vum Loyer ass deen, deen de Marché hiergëtt.

(Brouhaha)

D'Regierung…

Also, ech wär als CSV e bësse méi diskret iwwert d'Logementspolitik. Ech wär e bësse méi diskret,…

(Brouhaha général)

…well wann een de Logementsministère déi lescht honnert Joer hat, ass et Är Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Regierung wëllt dann awer och weider d'Sanéierung vun alen Haiser an Aarbechten am Sënn vun der Energieeffizienz ënnerstëtzen. Dofir gëtt bei der Renovatioun och den Taux réduit vun 3% TVA bäibehalen, dat no der aktueller breet ugeluechter Definitioun vu Renovatiounsaarbechten.

De Projet vun enger Klimabank, duerch déi energieeffizient Bauen a Renovéiere gefërdert gëtt, ass an der Preparatiounsphas. D'Ministèrë vun der Ëmwelt, dem Logement an der Energie sinn amgaangen, dëse Modell weider ze konkretiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Virun allem wäert de Stat awer och selwer an deenen nächste Jore massiv an de Wunnengsbau investéieren an d'Offer an d'Luucht setzen. D'Leit, déi eng Wunneng brauchen, sollen och zu Lëtzebuerg eng fannen, an zwar déi, déi eleng wunnen, genausou wéi Familljen, eeler Leit mat spezielle Besoinen an och Studenten.

D'Regierung huet virun zwou Wochen e Plang ugeholl, fir 129 Wunnprojeten an deenen nächste Joren ze realiséieren. Esou wäert de Stat an deenen nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 nei Wunnenge bauen oder zum Deel finanzéieren, vun deenen e groussen Deel fir de Locatif reservéiert sinn. Ronn 11% dovunner si Studentewunnengen. Dat kascht Suen. Eleng fir deen neie Projet ginn 200 Milliounen an deenen nächste Jore vu staatlecher Säit an de Logement investéiert. Dat ass eng Steigerung vun 10% par rapport zu deem, wat bis elo geplangt war. Et ass en Invest, deen net nëmmen néideg, mä och nohalteg ass an en Impakt wäert hunn um Lëtzebuerger Wunnengsmarché.

D'Regierung mécht domadder och e kloert Bekenntnis zum soziale Wunnengsbau an ënnerstëtzt déi Leit, déi dréngend en Ënnerdaach sichen. Eis Approche ass kloer: Mir ënnerstëtzen d'Offer, amplaz d'Demande ze subventionéieren.

De Stat huet d'Aufgab, derfir ze suergen, dass den Alldag vun de Leit méi agréabel an net méi komplizéiert gëtt. D'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg ass exzeptionell gutt. Mä et ginn och eng sëllechen Elementer, déi onbedéngt musse verbessert ginn. Dozou gehéiert d'Qualitéit vun eiser Loft, eisem Buedem an eisem Waasser. Et gehéiert awer och d'Mobilitéit derzou.

De Wuesstum vun der Populatioun, deen ech am Ufank vu menger Interventioun beschriwwen hunn, huet sech net nëmme massiv op eis Statsfinanzen, mä och op d'Verkéiersopkommen an eisem Land ausgewierkt. De Stat wäert dofir an deenen nächste Joren och zolidd an den Ausbau vun den Infrastrukturen investéieren. Dat ass souwuel an de Stroossebau wéi awer och verstäerkt an den ëffentlechen Transport an den Ausbau vun onsem Schinnennetz.

Een Deel vun deem Mobilitéitskonzept ass och den Tram. Déi Investitioun steet nach ëmmer an der Diskussioun, an et kléngt esou einfach, wann ee seet: „Sträicht den Tram, dann hutt Der scho vill gespuert."

Une voix.- Et ass wouer!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Esou einfach ass et net. Esou simplistesch Äntwerten…

Une autre voix.- Voilà!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …sinn et net.

(Interruptions)

Ganz dervun ofgesinn, dass fir dee Projet scho laang Preparatiounsaarbechten amgaange sinn an et eng grouss Verschwendung vun ëffentleche Sue wär, wär et och dee komplett falsche Wee, fir de Projet ze stoppen. Den Tram ass dréngend noutwendeg an et gëtt och keng Alternativ, fir d'Verkéiersopkommen aneschters ze géréieren. Ech schwätzen do emol net eleng vum aktuelle Verkéiersopkommen, mä virun allem vun deem, wat an den nächste Joren a Jorzéngte soll derbäikommen.

Ech héieren hei vu verschiddene Säiten: „Ach!". Et kéint een eng Kéisklack iwwer Lëtzebuerg maachen a soen: „Mir wëllen näischt Neies zu Lëtzebuerg." Keng nei Betriber, keng nei Leit! Dat si schéi Perspektiven, Här Gibéryen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma ech héieren hei: „Ach!", wann ech soen, dass den Développement vun eisem Land deen een oder deen aneren hei géif stéieren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt eng Alternativ zum Tram!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et si Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg an den Nopeschgemengen amgaange sech ze développéieren, wou an deenen nächste Joren en enorme Wuesstum erwaart gëtt. Dat gëllt zum Beispill fir Gasperech, Hollerech, awer och Houwald, Findel an d'Gemeng Stroossen. Déi Géigende ginn an den Tramsprojet integréiert. An domadder ass et dann och kloer, dass déi dacks zitéiert Alternativ, wéi eng Seelbunn queesch iwwert d'Stad, zwar touristesch vläicht attraktiv kéint sinn, awer kee Problem léist!

De Projet vum Tram ass en Invest an d'Liewensqualitéit. Et ass och en Invest an d'Attraktivitéit vun eisem Land an domadder an d'Kompetitivitéit. D'Entreprisen, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen implantéieren an Aarbechtsplaze schafen - jo, dat si si, déi et maachen! -, kucken och derno, wéi praktesch et ass, fir vun A op B ze kommen, wéi sécher et ass, wéi breet déi kulturell Offer ass a wéi gutt d'Kanner vun de Mataarbechter an de Schoulen oder an enger Struktur betreit ginn. An deem Sënn muss een och Investitioune gesinn, déi op den éischte Bléck nëmmen eng grouss Dépense am Budget ausmaachen.

Erlaabt mer, nach op ee Punkt ze schwätzen ze kommen, dee mer um Häerz läit. Ech hunn uganks eng Situatioun vun eise Statsfinanze beschriwwen, déi eis d'Hausaufgaben als Regierung net méi einfach mécht. Bei enger Diskussioun, wéi se den Ament an elo an den nächsten Deeg a Woche sécher nach verstäerkt gefouert gëtt, ass et einfach, an Demagogie an och an den Egoismus ze verfalen.

Eis Kooperatiounshëllef ze kierzen ass keng Optioun. Mir erliewen am Moment Konflikter an Europa, un de Grenze vun der EU, awer och am Noen Osten, am Irak, an Afrika. Mat der Ebola-Epidemie kann een all Dag suivéieren, wéi grouss de Misär ass a Länner, wou d'Mënschen näischt maache kënnen ausser nokucken, wéi hir Kanner, hir Elteren, Geschwëster a Frënn stierwen. Et ginn Naturkatastrophen uechtert d'Welt, wou Millioune vu Leit hir Famill an hiert Doheem verléieren.

An awer: D'Kooperatiounspolitik ass kee puren Altruismus. Mir denken net nëmmen un déi, déi eis Hëllef brauchen. Wa mer éierlech sinn, dann ass eis Kooperatiounshëllef och Hëllef fir eis selwer. Wa mer de Leit, déi net d'Chance haten, an der Mëtt vun Europa op d'Welt ze kommen, méi Perspektive ginn an hinnen hëllefen, sech selwer ze hëllefen, da gi mer hinnen och méi Ursaachen, hiert Liewe bei sech doheem ze gestalten, a Stabilitéit an a Fridde kënnen ze liewen. Perspektive fir Partnerlänner sinn och Perspektive fir Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net ëm eis. Et geet net drëms, recht ze hunn, mä drëms, et richteg ze maachen. Als Regierung si mir fest décidéiert, déi néideg Reforme virunzedreiwen an d'Land op dat virzebereeden, wat virun eis läit. Wann de Finanzminister muer de Budget mat den definitiven Zuelen déposéiert, dann ass dat e Budget, an deem op d'Ausgaben opgepasst gëtt an d'Investitioune weider héich sinn. Et ass awer och en Effort, dee kollektiv ass.

Egoismus ass eng Astellung, där et u Wäitsiicht feelt. Wien haut no sech kuckt, steet muer eleng do. Wat mer haut hunn, gehéiert eis net eleng, mä och de Generatiounen, déi no eis kommen. Mir mussen dofir als Bierger vun dësem Land um selwechte Seel zéien, an am beschten och an déiselwecht Richtung.

Mir wëllen, dass et och an Zukunft attraktiv ass, fir zu Lëtzebuerg ze liewen an ze schaffen. Wa mer elo ëmdenken an elo handelen, schafe mer nei Perspektive fir jiddwereen. Perspektive fir Lëtzebuerg!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun.

D'Debatte fanne muer de Moien ab 9 Auer statt. Ech wollt der Chamber proposéieren, fir eis Aarbechten elo fënnef Minutten ze ënnerbriechen, aus organisatoreschen Ursaachen, an dann direkt erëm duerno mat eisem Rescht vum Ordre du jour weiderzefueren.

Villmools Merci.

(La séance publique est suspendue à 16.38 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.46 heures.)

Eis Sëtzung ass erëm op a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass d'Proposition de loi 6623 iwwert d'Enquêtes parlementaires. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Gilles Roth a Serge Urbany an d'Madame Joëlle Elvinger. Et ass nach Zäit, fir sech ze mellen.

An ech géif direkt dem Rapporteur an Auteur, dem Här Alex Bodry, d'Wuert ginn.

16. 6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Proposition de loi handelt et sech ëm eng Ofännerung vun eisem Gesetz vun den Enquête-parlementairen. E Gesetz, wat relativ rezent ass, wat den Datum dréit vum 27. Februar 2011, wat mer mat grousser Majoritéit hei gestëmmt hunn, an deem mer op eng Rei vu Froen zréckkomm waren, déi d'Enquête parlementaire, den Droit d'enquête vun der Chamber - wat eng wichteg Kontrollfunktioun ass vum Parlament par rapport zur Exekutiv - nei geregelt hunn.

Dëst Gesetz vun 2011 ass eng éischte Kéier zur Applikatioun komm, ganz konkret, bei der Enquête parlementaire ronderëm de Service de Renseignement, eng Décisioun, déi 2012 geholl ginn ass an déi dann och an engem Rapport 2013 hiren Nidderschlag fonnt huet.

Bei den Aarbechten, déi mer an der Enquêtëkommissioun haten, hu sech direkt eng Rei vu praktesche Froe gestallt, wat d'Organisatioun vun eisen Aarbechten ugeet: wéi mer géife mat den Zeien ëmgoen, wéi mer géifen eis Missiounen exekutéieren. A mir hu festgestallt, dass et u sech néideg wär, eng Rei vu Prezisiounen an den Text eranzeschreiwen, och den Text vum Gesetz vun 2011 ze vervollstännegen op eenzelne Punkten, well en eigentlech keng Äntwert ginn huet op déi praktesch Froen, déi sech eis gestallt hunn, wéi mer wollten eis Missioun als Chamber, als Enquêtëkommissioun maachen.

Et ass also aus deenen Iwwerleeungen eraus, dass an de Konklusioune vun der Commission d'enquête iwwert de Service de Renseignement och festgehale gi war, eng Rei vu Modifikatioune virzehuelen an deem Basisgesetz vun 2011 iwwert d'Enquêtes parlementaires.

Ech hu mer dunn erlaabt ze probéieren, déi Modifikatiounen, déi Virschléi, fir eng Verbesserung vum Text ze hunn, ze formuléieren. An ech hunn den 2. Oktober 2013 dunn eng Proposition de loi hei an der Chamber agereecht, déi och nach gekoppelt war un eng Propositioun, fir den Artikel 64 vun der Verfassung ëmzeänneren, fir esou och enger Minoritéit, an zwar engem Drëttel vun der Chamber, d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen eng Commission d'enquête hei anzekloen an asetzen ze loossen.

Deen zweete Volet hu mer fale gelooss. Dat war eng einmüteg Entscheedung, well mer net wollten enger grousser Verfassungsreform hei virgräifen. Mä ech mengen, et besteet awer e politesche Konsensus, fir ze soen, dass d'Recht, fir eng Enquêtëkommissioun anzesetzen, an Zukunft net nëmme soll der Majoritéit praktesch virbehale sinn, mä dass och eng staark Minoritéit vun dem Parlament soll kënnen esou en Enquêtëkommissiounsasaz forcéieren.

Bon, fir mech ass et eng rar Satisfaktioun, scho relativ kuerz nom Dépôt vun dëser Proposition de loi och schnell konfrontéiert ze gi mat engem Avis vum Statsrot. An ech si frou, dass d'Kolleeginnen an d'Kolleege mech och als Rapporteur vu menger eegener Proposition de loi hei bestëmmt hunn, déi mer och intensiv an der zoustänneger Institutiounskommissioun vun der Chamber diskutéiert hunn, woubäi mer eng Navette hate mam Statsrot, dem Statsrot, dee vum Prinzip hier d'accord war mat der Ausriichtung vun der Proposition de loi, esou dass mer Iech also hei kënnen en Text proposéieren, dee vun der grousser Majoritéit vun der zoustänneger Kommissioun och gedroe gëtt.

Ech wëll kuerz erwähnen, wat déi punktuell Änneruge sinn, déi mer elo schlussendlech zréckbehalen hunn an déi och praktesch an enger ähnlecher Form a menger urspréngleche Proposition de loi schonn dra waren.

Déi éischt Fro ass déi - déi huet sech och praktesch gestallt: Wéi gi mer mat der Publicitéit vun eisen Aarbechten ëm, wat jo de Prinzip ass? D'Commissions d'enquêtes, am Prinzip, tagen ëffentlech. Wat geschitt do mat de Retransmissiounen, notamment iwwer Bild?

Do hu mer eis sengerzäit och renseignéiert am Bundestag, wéi déi dat maachen. An hei gëtt eigentlech proposéiert och déi Praxis, déi mer elo hu misse schafe bei dem éischten Asaz vun der Enquêtëkommissioun nom neien Text. Hei hu mer eigentlech déi och iwwerholl. An do ass de Prinzip, dass zwar kann den Toun bei enger ëffentlecher Unhéierung mat iwwerdroe ginn, mä wat d'Bild ugeet, do muss eigentlech den Zeien d'accord sinn, dass säi Bild och gläichzäiteg mat transmettéiert gëtt.

Den zweete Punkt, dat ass de Beräich vun de prakteschen Ausféierunge vun deene Mesures d'instruction, déi d'Commission d'enquête ze maachen huet. Dir wësst, dass et nom Gesetz esou ass, dass déi Commission d'enquête eigentlech sämtlech Mesures d'instruction, wéi de Code d'instruction criminelle se virgesäit, och kann exekutéieren. Nun ass déi net aus geschoulten Enquêteuren zesummegesat, déi Kommissioun, mä aus Deputéierten, déi vu verschiddenen Horizonter hierkommen an déi sécherlech net am beschte gestiwwelt sinn, fir komplizéiert Mesures d'instruction ze maachen.

Mir haten dat Beispill, ganz einfach, fir Scelléen ze leeë respektiv fir d'Scelléen erëm opzehiewen. Ech hätt eis als Deputéiert gäre gesinn, dovun ofgesinn, dass mer d'Material net hätten, wéi mer dat do sollte praktesch maachen. Do hu mer op d'Force publique zréckgegraff, mä eigentlech gesäit den Text, wéi en nach haut besteet, dat net vir. Dofir wëlle mer an Zukunft also d'Méiglechkeet hei draschreiwen, dass déi Kommissioun kann d'Force publique requéréieren, fir hir ze assistéiere bei der Ausübung vun hire Mesures d'instruction.

Grad wéi mer och festgestallt hunn, dass et heiansdo wichteg ass fir eenzel Mesures d'instruction, de President oder e bestëmmte Member kënnen ze delegéieren, déi Aarbechten am Numm vun der Kommissioun ze maachen. Esou ass et de facto och eigentlech geschitt an der leschter Kommissioun, wou och de President dann déi grouss Éier hat, an den Archive vum Service de Renseignement bei dem Scellé-Leeën a Scellé-Opmaachen derbäi ze sinn. Streng geholl hätt déi ganz Kommissioun dat eigentlech ëmmer misse sinn.

Dat stelle mer kloer. Also, fir spezifesch Missioune kann also d'Kommissioun selwer décidéieren, hir Pouvoiren ze delegéieren un een oder méi Membere vun der Kommissioun, fir also prezis Aarbechten an hirem Numm kënnen ze maachen an dono natierlech e Rapport ze gi vun hiren Aarbechten.

Dann, den nächste Punkt, dat ass deen, dass mer och wollte kloerstellen, wéi et ass, wa vum Parquet eng einfach Enquête préliminaire ordonnéiert gëtt, wéi den Artikel 46 vum Code d'instruction criminelle dat virgesäit. Wat geschitt da mat den Aarbechte vun der Kommissioun? Ënnerbrécht déi Enquête préliminaire déi Aarbechten oder mécht se et net?

Mir hunn eis och do renseignéiert. Do gëtt et Jurisprudenz och a Frankräich. An hei géife mer déiselwecht Léisung proposéieren: dass eng einfach Enquête préliminaire duerch de Parquet d'Aarbechte vun der Kommissioun zu deenen dote Faiten net ënnerbrécht. Déi ginn nëmmen ënnerbrach, wann et eng regelrecht Enquête préparatoire gëtt am Sënn vum Artikel 49 vum Code d'instruction criminelle. Do gëllt dann, dass u sech d'Chamber net däerf parallell zur Justiz enquêtéieren iwwert déiselwecht Faiten, wat jo ee vun de Grondprinzipien ass vun eiser neier Législatioun iwwert d'Enquêtes parlementaires.

Dann hu mer och festgestallt, dass déi absolut Regel, déi haut drasteet, déi seet, dass also eigentlech d'Kommissioun nëmme kann Zeien héieren an all Zeie muss ënner Eed aussoen, dass déi zwar oft spillt, mä zum Beispill awer e bëssen déplacéiert ass, wa mer zum Beispill - wat mer hei haten - fréier Membere vun der Commission de Contrôle parlementaire héieren hunn, fir dass si eis sollten iwwer hir Erfahrung berichten aus deenen dote Joren.

Déi hätte mer no eisem aktuellen Text eigentlech misse formell assermentéieren, fir ënner Eed eis ze erzielen, wéi se hir Aarbechte gesinn hunn, wat fir eng Konklusioune si eigentlech aus der Aarbechtsmethod vun der Commission de contrôle erausgezunn hätten. Dat ass net realistesch. An dofir soll an Ausnahmefäll d'Commission d'enquête selwer kënnen décidéieren, eenzel Leit einfach esou ze héieren, à titre de simple renseignement, an net als vereedegten Zeien, mat all deene Konsequenzen, déi dat dann och mat sech zitt.

Dann, deen nächste Punkt ass, dass mer kloerstellen - do war d'Formulatioun e bëssen onglécklech am aktuelle Gesetzestext -, dass all Piècen, all Dokumenter an all Protokoller, déi Indizien iwwer eng Infraktioun enthalen, d'office vun der Kommissioun un de Procureur d'État musse weidergereecht ginn.

An, siwente Punkt: dass och kloer ass, wéi déi Aarbechte vun der Kommissioun zum Schluss kommen. Dat huet jo och an der Hektik vum leschte Summer 2013 bei der Ofschlossdebatt hei iwwert de Rapport vun der Commission d'enquête vum Service de Renseignement fir e gewëssen Duerjerneen a fir Konfusioun gesuergt. A mir wollten also kloerstellen, wéi dat ass.

Eiser Meenung no - dat ergëtt sech elo aus deem neien Text - ass et esou, dass déi Commission d'enquête, déi jo agesat gëtt vun der Chamber, herno e Rapport mécht, dass se e Rapport mécht, wou se och muss op eventuell Responsabilitéiten agoen, déi se festgestallt hätt, an dass et dann un der Chamber en séance plénière ass, d'Konklusiounen ze zéie vun den Aarbechte vun der Kommissioun. Si kann dann eventuell dee Rapport einfach guttheeschen a soen: „Mir halen dee Rapport gutt." Si kann awer och nëmmen Deeler als Konklusioun zréckbehalen, respektiv kéint se theoretesch - mä dat wär allerdéngs schonn e bëssen e Cas de figure, deen exzeptionell wär - aner Konklusiounen huele wéi d'Commission d'enquête.

Mä wichteg ass, dass awer d'Konklusiounen och vun der Plénière geholl ginn. D'Plénière huet jo déi Kommissioun agesat, fir an hirem Numm eng Enquête ze féieren. Dann ass et och un der Plénière eigentlech, fir d'Konklusioune vun den Aarbechten herno definitiv, opgrond vum Rapport vun där Kommissioun, ze zéien. Dat gëtt elo kloergestallt an deem neien Text.

Dann dee leschten an aachte Punkt, dee mer hei änneren, dat ass deen, dass mer och fonnt hunn, dass et néideg wär, eng zäitlech Begrenzung anzeféieren. Eng Commission d'enquête ass keng permanent Kommissioun vun der Chamber. Déi ass noutgedrongen opgrond vun hirer spezifescher Missioun zäitlech begrenzt. Mir hunn awer och gesi bei där Commission d'enquête vum Service de Renseignement, dass déi Aarbechten awer kënnen intensiv sinn a laang daueren.

Dofir ass hei proposéiert, dass mer am Prinzip eng maximal Dauer vun néng Méint virgesinn, wat d'Aarbechte vun där Kommissioun do ugeet, mä dass awer d'Chamber selwer, déi d'Kommissioun jo asetzt, kann décidéieren natierlech, eventuell och eng Verlängerung vun där Dauer do ze maachen. Mä da muss se natierlech en Tëscherapport kréie vun der zoustänneger Kommissioun an et muss da motivéiert ginn, firwat déi Kommissioun wëllt méi laang schaffe mat hiren Aarbechten.

Voilà, dat wären, mengen ech, déi wichtegst Punkte vun där heiter Proposition de loi, déi zum Zweck huet, fir eis aktuell Gesetzgebung iwwert d'Enquêtes parlementaires ze optiméieren, eng Rei vu Lacunnen opzefëllen, se ze vervollstännegen op anere Plazen. Ech wëll awer och hei d'Chamber an och de Chamberspresident drop opmierksam maachen, dass, well et sech hei ëm d'Enquêtes parlementaires handelt, déi och en Nidderschlag am Reglement vun der Chamber hunn, mer och wäerte mussen d'Reglement vun der Chamber upassen un dee Gesetzestext hei, deen dann

hoffentlech vun der Chamber wäert gestëmmt ginn. Op jidde Fall loossen d'Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun dorobber schléissen.

Dofir géif ech och am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heiten Text esou ze stëmmen, wéi e virläit, an ech géif natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu där heiter Proposition de loi virbréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner huet den Här Gilles Roth fir d'CSV d'Wuert. Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem President vun der Institutiounskommissioun, dem Rapporteur an dem Auteur vun der Proposition de loi, dem Alex Bodry, félicitéiere fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech wëll dat kloer soen am Ufank: De Paul-Henri Meyers, deen huet am Oktober d'lescht Joer am Numm vun der CSV-Fraktioun dës Proposition de loi, oder wéi se ursprünglech ausgesinn huet, mat ënnerschriwwen. An d'CSV wäert och no de Wahlen zu dëser Proposition de loi stoen, net nëmmen aus Konsequenz, mä virun allem, well mer iwwerzeegt si vun dem Sënn vun dëser Proposition de loi an eng ganz Rei vu Grënn hunn, fir déi matzedroen.

Den éischte Punkt ass eigentlech deen, dass dee sougenannten „droit d'enquête", an den Alex Bodry huet et virdru gesot, eigentlech e redoutabelt Instrument vun der Chamber ass, fir den administrativen an deen institutionelle Fonctionnement vum Stat ze kontrolléieren. Den Droit d'enquête ass eigentlech an der Verfassung virgesinn am Artikel 64. Mä dee gesäit just de Prinzip vir an e seet, fir de Rescht soll d'Gesetz dat regelen.

E gëtt eigentlech oft zesumme genannt - quitte dass et kee richtegen Zesummenhang gëtt - mat dem Artikel 78 aus der Verfassung, deen iwwert d'Responsabilitéit vun de Ministere befënnt. An dofir steet den Droit d'enquête och schonn zënter 1848 an eise Verfassungen. Et gouf 1911 e Gesetz an - den Alex Bodry huet et gesot gehat - d'Gesetz, wou mer haut Upassunge maachen, dat ass dat Gesetz, wat mer 2011 mat enger larger Majoritéit an der Chamber gestëmmt hunn.

Dat ass also deen éischte Grond: Well den Droit d'enquête e wichtegt Instrument fir d'Chamber ass an hirer Kontrollfunktioun, muss et och kloer Regele ginn, wéi an ënner wat fir engen Ëmstänn dat Recht ka genotzt ginn. Dofir ass dat en éischte Grond, fir dass mer als CSV dëser Proposition de loi zoustëmmen.

Den zweete Grond ass deen, dass et sech am Laf vun där sougenannter SREL-Enquêtëkommissioun vum leschte Joer gewisen huet, dass et eng gewëss Grozon gouf vu praktesche Froen, déi sech am Laf vun där Enquête gestallt haten an op déi mer net ëmmer eng virgefaassten Äntwert haten. Ech wëll och dofir, mengen ech, nach eng Kéier drun erënneren, dass et där gesamter Kommissioun ëmmer dru geleeë war, onofhängeg vun alle politeschen Divergenzen, fir pragmatesch Léisungen zu deene konkrete prozedurale Froen, déi sech gestallt hunn, ze fannen.

An erlaabt mer, ouni dass ech elo déi aner Memberen hei wéilt an de Schiet stellen, mä am Numm vu menger Fraktioun awer nach eng Kéier onser Éminence grise, dem Paul-Henri Meyers - jo, elo kuckt e mech ganz erstaunt -, fir seng wäertvoll Aarbecht Merci ze soen, well hie war et eigentlech ëmmer, deen am Liicht vu sämtleche verfassungsrechtleche Prinzipie Léisungsvirschléi ugebueden huet.

Här President, d'CSV huet déi politesch Konklusioune vun der SREL-Enquêtëkommissioun a virun allem vun hirem Rapport net gedeelt. Mir haten dofir eng ganz Rei vu gudde Grënn. An d'Zäit, déi vergaangen ass, bestäerkt eis eigentlech, dass mer nach ëmmer déi Grënn fir ubruecht halen.

Mir hunn awer gradesou däitlech gesot am Kontext vun dem Rapport vun der Enquêtëkommissioun, dass mer géifen zu de Recommandatiounen, déi Gesetzesupassunge virgeschloen hunn an dem Rapport, dass mer zu deene géife stoen. An dat ass fir eis also e weidere Grond, fir dëser Gesetzespropositioun zouzestëmmen.

Dee wichtegste Punkt, dat schéngt fir eis deen ze si vun de méiglechen Interferenzen tëschent engersäits enger Enquêtëkommissioun an anersäits enger oft parallell lafender Justizenquête. An an der Geschicht, mir haten der net ganz vill, mä bei deene meeschten Enquêtëkommissiounen, déi mer an der Chamber haten, do huet sech eigentlech dee Problem ëmmer gestallt. An ech erlabe mer, do en Avis ze zitéieren, deen eigentlech gemaach gouf vun zwee eminente belsche Constitutionalisten, den Hären Delpérée a Lallemand, am Kontext vun där sougenannter, ech däerf elo net soen „Kralowetz-Affär", soss kréien ech dat verdréit, mä „Transports routiers internationaux" huet déi Enquêtëkommissioun offiziell am Joer 2002 geheescht.

Do hunn déi zwee Constitutionalisten eigentlech geschriwwen, ech maachen dat kuerz: «La loi», also d'Lëtzebuerger Gesetz, «n'empêche pas ou ne suspend pas l'enquête parlementaire dès l'instant où des poursuites répressives sont engagées. Elle accepte la dualité des procédures.», also tant judiciaires que parlementaires, «Mais, faute de dispositions expresses de la loi», dat war also den Zoustand vun 2002, «il revient aux autorités publiques de trouver des solutions, fussent-elles empiriques, qui permettent d'assurer la coexistence de ces deux procédures et de permettre aux diverses institutions d'utiliser leurs prérogatives dans le respect des règles constitutionnelles.»

A grad aus deem Grond begréisse mir eigentlech als CSV d'Approche, déi finalement zréckbehale gouf, nämlech dass, wann eng sougenannten „enquête préliminaire" am Sënn vum Artikel 46 vum Code d'instruction criminelle bei der Justiz leeft, dass déi ka parallell zu enger Enquête parlementaire lafen. An ech mengen, d'Ursaach ass och eng ganz konkret, well am Kader oder am Kontext vun enger Enquête préliminaire eenzel Moossnamen nëmme kënne gemaach ginn, wann deejéinegen, op dee se gemaach ginn, säin Averständnis gëtt. Dofir ass et fir eis kee Problem an ech fannen dat eng gutt Léisung, dass an deem Fall, wann eng Enquête préliminaire ass, souwuel d'Enquête parlementaire wéi och d'Instruktioun vun der Justiz kënne virulafen.

De Contraire ass allerdéngs de Fall bei enger sougenannter „instruction préparatoire", well do kënnen och coercitiv Mëttele geholl ginn, dat heescht zwéngend Moossnamen ugewannt ginn. An do ass et am Sënn vun der Gewaltentrennung, mengen ech, ganz kloer, dass an deem Fall d'Justiz ëmmer muss federführend sinn.

De véierte Punkt, dat ass och dee vun enger pragmatescher Approche. Den Alex Bodry huet virdru gesot: Wéi sollen d'Deputéiert Scelléen zum Beispill leeën, wéi sollen déi gegebenenfalls eng Hausdurchsuchung maachen, eng Saisie maachen? An do mengen ech, dass et richteg ass, dass mer eis am Gesetz déi Méiglechkeet ginn hunn, dass d'Kommissioun, de President oder e Member dozou delegéiert ginn, fir esou Moossnamen ze maachen, mä virun allem, dass mer och d'Méiglechkeet schafen, fir esou Akte vun der Force publique oder de Forces de l'ordre maachen ze loossen.

Erlaabt mer awer, drop hinzeweisen, dass de Statsrot - et ass net erwähnt ginn, mä et steet awer am Rapport - drop opmierksam gemaach huet nämlech - an net zu Onrecht -, dass, wann esou eng Durchsuchungsmoossnam vun enger Force de l'ordre gemaach gëtt am Kontext vun enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun, eigentlech déi Persoun, op déi déi Untersuchungsmoossnam gemaach gëtt, sief dat eng Perquisitioun oder eng Saisie, dass déi kee Rekursrecht huet. Si huet oder si hätt et awer am Kontext vun enger normaler Instruction judiciaire.

Ech mengen, et soll een hei wierklech an esou engem Fall drop oppassen, dass een do konfrontéiert wier mam Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, deen d'Rechter vun der Défense verankert.

Ech mengen, et kann ee sécher argumentéieren, dass d'Finalitéit vun enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun eng aner ass wéi déi vun engem Strofprozess, mä nach si mer als CSV der Meenung, opgrond vun deem spezifesche Punkt hei, dass, wa mer sollten eng zukünfteg Enquête-parlementaires-Kommissioun hunn, dass déi soll äusserst virsiichteg mat hire Pouvoirs d'instruction ëmgoen.

De fënnefte Punkt, dat ass dee vun deene sougenannten „procès-verbaux" vun enger Enquêtëkommissioun oder Extraiten dovunner, déi Indices d'infraction virgesinn, dass déi dem Procureur d'État, deen dann territorial dofir zoustänneg ass, sief dat Dikrech oder am Regelfall d'Stad Lëtzebuerg, dass déi un dee weidergeleet ginn. Ech mengen, dës Moossnam, dat hu mer och deemools an der Enquête parlementaire vum SREL diskutéiert, déi ergëtt sech schonns aus dem Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle, dee virgesäit eng gewëssen Dénonciatiounsflicht.

Mä och an dësem Kontext wëlle mir als CSV d'Tragweit vun dem Droit de la défense ënnersträichen. An do, mengen ech, zitéiere mer nach eng Kéier d'Hären Delpérée (veuillez lire: d'Hären Delpérée a Lallemand), déi do subtil, mä eng ganz besonnesch Bemierkung maachen a schreiwen: «Si une infraction est relevée à l'occasion des travaux parlementaires, il convient qu'un procès-verbal soit dressé et qu'il soit communiqué au Procureur général.» Déi Iddi hu mer an onsem Text festgeschriwwen.

Mä da schreiwe se, an dat muss een och mat Virsiicht kucken: «Dans cet esprit, le procès-verbal de la commission gagne à s'exprimer „de manière lapidaire".» De manière lapidaire! «La commission prendra soin de ne rien y faire figurer qui entre en contradiction avec le principe du respect des droits de la défense.» Do ass et also oft: Weniger ist mehr! Well wat ee méi an de Procès-verbal vun der Commission d'enquête parlementaire draschreift, wat natierlech d'Marge de manœuvre vun de Justizautoritéiten, déi an deem Fall vun enger paralleller Enquête saiséiert wieren, méi enk gëtt. Ech mengen, och dorobber sollt een opmierksam maachen.

Sechsten a leschte Punkt, Här President: Den Artikel 12 vun der Gesetzespropositioun, wéi mer se stëmmen, dee gesäit vir: «La commission d'enquête présente un rapport public sur ses travaux. Elle y acte ses conclusions et formule, le cas échéant, ses observations quant aux responsabilités que l'enquête révèle et ses propositions sur une modification de la législation.»

Mir ënnerstëtzen natierlech ausdrécklech als CSV, dass d'Bewäertung vun dem Rapport vun der Commission d'enquête parlementaire a senger Gesamtheet dem gesamte Chamberplenum virläit an dass se net iwwer iergendeng Konklusioun, déi an deem Rapport steet, eleng ze befannen huet.

Mä mir hunn awer och notéiert, Här President, an ech wëll dat mat Nodrock betounen, dass den Text, wéi en och elo nach eng Kéier festgeschriwwen ass, dass deen net seet «Le rapporteur», mä dee schreift «La commission d'enquête présente un rapport public sur ses travaux.» Dëst ass also an dem Rechtsverständnis vun der CSV net gläichzesetze mat engem perséinleche Prérapport vun engem Rapporteur, dee säi Bericht dann am Virfeld, loosse mer soen, an der Ëffentlechkeet zirkuléiere léisst.

Här President, dat gesot, maache mer haut keng Vergaangenheetsbewältegung, mä d'CSV kuckt konstruktiv no vir.

A mat deenen Observatiounen, déi ech gemaach hunn, Här President, ginn ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dëser Gesetzespropositioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Roth. Nächst Riednerin ass d'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur an Auteur vun dëser Proposition de loi Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Eng Enquêtëkommissioun gëtt nëmmen dann aberuff, wann iergendwou iergendeppes esou schifgelaf ass, dass den Intérêt public a Gefor geroden ass. D'SREL-Affär huet gewisen, dass d'Aberuffe vun esou enger Kommissioun net onbedéngt schéin an agréabel Momenter mat sech bréngt, fir kee vun deene Bedeelegten. An awer ass genau dëst heiansdo noutwendeg, fir den Intérêt public ze verdeedegen an Dysfonctionnementer opzedecken an ze behiewen.

Den Intérêt public steet iwwer all Parteipolitik, iwwer all Frëndschaft oder Sympathië fir eng Persoun. Et war wichteg a richteg, dass d'Enquêtëkommissioun am Kader vun der Geheimdéngschtaffär aberuff ginn ass. Nach méi wichteg awer war et, dass d'Kommissioun och anstänneg schaffe konnt. Anstänneg schaffen heescht virun allem neutral an objektiv schaffen. Dat war mat all deem, wat d'Geheimdéngschtaffär mat sech bruecht huet, net ëmmer einfach.

Während där ganzer Affär huet sech erausgestallt, dass och d'Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Enquêtes parlementaires net alle Gegebenheete Rechnung konnt droen an d'Aarbecht an der Kommissioun net méi einfach gemaach huet. Dës Proposition de loi, déi während den Aarbechten an der zoustänneger Chamberskommissioun op verschiddene Punkten nach complétéiert ginn ass, versicht d'Lacunne vum 2011er Gesetz ze behiewen.

Et handelt sech hei also net ëm e politesch motivéierten Text, mä éischter ëm eng Lëscht vu praktesche Modifikatioune vun engem Gesetz. Dës Modifikatioune wäerten de Membere vun enger Enquêtëkommissioun, mä awer och de gehéierten Zeien an allen anere Bedeelegten d'Liewe méi einfach maachen. Dës Modifikatioune ginn enger Enquêtëkommissioun awer och méi Pouvoiren, wat eis alleguerte sollt drun erënneren, wéi wichteg e verantwortungsvollt Ëmgoe mat dëse Pouvoiren ass.

Dat ass zum Beispill de Fall, wann d'Kommissioun an Zukunft op d'Force publique zréckgräife kann, fir Instruktiounsmesuren ze exekutéieren. Dofir begréisst d'Demokratesch Partei och explizit, dass dës Proposition de loi e bessert Zesummespill tëschent Justiz a Chamber bei enger Enquête parlementaire virgesäit.

D'Demokratesch Partei ass dervun iwwerzeegt, dass dës Proposition de loi am Intérêt vun dësem Land ass. An ech ginn och dofir den Accord vun der DP-Fraktioun zu dëser Proposition de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Elvinger. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Alex Bodry, Auteur vun dëser Proposition de loi, Rapporteur iwwert d'Proposition de loi a President vun der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun, Merci soe fir seng exzellent Aarbecht, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'Législatioun iwwert d'Enquête parlementaire ass schonn 2011 reforméiert ginn. Am éischte Praxistest an der parlamentarescher Enquête iwwert de Service de Renseignement sinn eng Rei Lacunnen opgetrueden, déi zu enger gewëssener Rechtsonsécherheet gefouert hunn. Mat der Proposition de loi vun haut ännere mer näischt Fundamentales um Gesetz vun 2011. Mir maachen eng Rei Nobesserungen, déi de Rapporteur hei beschriwwen huet an déi och eisen ausdrécklechen Accord fannen.

Mat dësen Ännerunge gi mer och de Fuerderungen aus dem Rapport vun der SREL-Enquêtëkommissioun no, an ech maachen dann nach e bësse manner Vergaangenheetsbewältegung wéi mäi Kolleeg Gilles Roth vun der CSV an ech brénge ganz einfach den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

Et bleift nach d'Fro vun der Ännerung vum Artikel 64 vun eiser Constitutioun, déi jo verbonne war och mat dëser Proposition de loi. déi gréng begréissen ausdrécklech déi Neierung, datt eng Enquêtëkommissioun muss zesummekommen, wann een Drëttel vun den Deputéierten dat freet, an net just, wann eng Majoritéit et freet, wéi et bis elo ass.

Mir hunn eis awer, an dat ass och scho gesot ginn, wéi all d'Kolleegen aus der Institutiounskommissioun och, dem Avis vum Statsrot ralliéiert, datt mer déi Ännerunge sollen am Kader vun der Propositioun 6030 maachen, wou eng ganz Rei Ännerungen un der Constitutioun ustinn. Mir ginn dervun aus, datt d'Iwwerschaffe vun eiser Verfassung net an all Eiwegkeet an d'Längt gezu gëtt. An dofir schéngt et eis och logesch ze sinn, elo keng esou punktuell Ännerung virzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Serge Urbany fir déi Lénk. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Natierlech kann een déi Debatt hei net féieren, ouni direkte Bezuch ze huelen op déi lescht Enquête, déi hei gemaach ginn ass vun der Chamber, déi iwwert de Geheimdéngscht. Ech mengen, dass déi Enquête eng Rei vu Saachen opgedeckt huet, net alles, politesch munches beweegt huet, an dat obscho se eigentlech - et war dem Här Roth seng Suerg virdrun, dass een net sollt iwwerdreiwe mat Saisien a Perquisitiounen zum Beispill -, net mat esou Mëttelen, déi hir awer zur Verfügung gestanen hätten, geschafft huet.

Ech mengen, dass et naiv wier, fir ze verlaangen, iergendeen Dysfonctionnement vum Stat kéint opgedeckt ginn eleng bei enger politescher Diskussioun hei an der Chamber, am Plenum oder an enger Kommissioun. An ech mengen och, grad déi heiteg Majoritéit a virun allem d'DP an déi gréng misste wëssen, wat geschitt ass an deene leschte Joren: Eng Enquête ass gefuerdert ginn, eng parlamentaresch Enquête, si ass ofgelehnt ginn an der Affär Wickreng/Léiweng. Wat ass bei den Debatten duerno erauskomm? Näischt ass erauskomm, obschonn d'Oppositioun laang Froebéi agereecht huet!

Eng Enquête ass emol net méi gefrot gi bei der Affär vum Katar mat Cargolux. Wat ass beim Verspriechen erauskomm vun der Regierung, Kloerheet an där Affär ze schafen? Ausser engem Gefällegkeetsavis vun enger Consultance-Boîte, déi sech selwer hätt misse belaaschten, awer hiren Avis nach deier verrechent huet, ass näischt erauskomm, a mir sinn ëmmer nach net gewuer ginn, wat geschitt ass am Virfeld vun deem Deal mam Katar.

Ech mengen einfach, dass eng Regierung net fräiwëlleg Saachen erausgëtt, déi si belaaschten. Et brauch een dofir verschidde Moossnamen. Et brauch ee verschidden Obligatiounen an et brauch een och, wann alles näischt déngt, Zwangsmoossnamen. Et brauch een zum Beispill e Gesetz zum Accès zu den Informatiounen. Dat kann e wichtegt Element si vun der Wahrheitsfindung, net nëmme fir d'Chamber, fir d'Deputéiert, mä och fir d'Press a fir d'Bierger.

Esou e Gesetz iwwert den Accès zu den Informatiounen ass jo ugekënnegt ginn. Mir waarden dorop. Mir hoffen awer just, dass et méi wäit geet wéi dee Code de déontologie, deen eis elo a Form vun engem Règlement grand-ducal virgeluecht ginn ass.

Ech mengen also, dass et och an Zukunft noutwendeg ass: Wann eng Regierung sech der Kontrollfunktioun vun engem Parlament wëllt entzéien, da brauche mer esou een Enquêtëgesetz, dofir steet dat Enquêtëgesetz och an den Texter. Ech gehéieren zu den absolutte Verfechter vun esou engem Enquêtëgesetz! Well ech mengen, dass eleng eng Enquête, wéi se am Gesetz steet, d'Méiglechkeet schaaft vu Moossname wéi Perquisitiounen a Saisien, vum Héiere vun Zeien ënner Eed. An déi Zeie setze sech strofrechtleche Konsequenzen aus, wa se e falschen Eed leeschten. Ech mengen, dass dat, esou wéi virun de Geriichter iwwregens och, absolut noutwendeg ass, wann ee wëllt der Wourecht méi no kommen.

E wichtegen Aspekt, mengen ech, an där heiter Gesetzesännerung ass deen: Wat geschitt, wann eng penal Enquête zesummefält mat enger Enquête vun der Chamber?

Mir haten de Fall och souguer an der SREL-Enquête, déi zum Deel zesummegefall ass mam Bommeleeër-Prozess. Et ass do gaangen ëm d'Implikatioune vum Geheimdéngscht an d'Bommenattentater an den 80er Joren. An ech mengen, et ass haut net méi ofzestreiden, dass dat an iergendengem Mooss - wou déi ganz Envergure dovun nach net konnt ergrënnt ginn - effektiv de Fall war, dass et eng kloer Implikatioun ginn ass vun de Sécherheetsorganer vum Stat an déi Bommenattentater an den 80er Joren; eis Enquête huet esou Elementer geliwwert. Um Geriicht sinn nei Elementer derbäikomm.

An et ass mir zimlech kloer, dass dee Bericht, deen déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht an den 80er Jore (veuillez lire: 2008) geschriwwen huet iwwert de Stay behind an iwwert d'Implikatioun vum Geheimdéngscht an déi Bommeleeër-Affär, haut net méi esou kéint geschriwwe ginn. An dee Bericht huet zu engem kompletten Dédouanement vun deem Service gefouert. Dat ass eppes, wat misst opgegraff ginn. Dat misst och haut nach opgegraff ginn!

Ech mengen, dee Prozess virun der Kriminalkummer - ech wëll do e bëssen agoen op déi Trennung zwësche krimineller Enquête a politescher Enquête -, deen hat jo zwee Voleten. Deen éischte Volet ass: Wien huet d'Bomme geluecht? Dat ass kloer e penale Fait. Dat kann nëmmen e Geriicht nosichen.

Et gëtt awer och nach en anere Volet an der Bommeleeër-Affär, dat ass dee politesche Volet. Dat ass de politesche Kontext vun den 80er Joren, deen esou eppes méiglech gemaach huet. An do stelle sech eng Rei vu Froen: Op wat fir engem Niveau vum Stat waren déi politesch Implikatioune bekannt? Wat fir eng Roll spillt dobäi - iwwregens haut nach - d'NATO-Zougehéieregkeet vu Lëtzebuerg? Oder hir besonnesch Relatioune mat den USA zum Beispill? Firwat a vu wiem ass décidéiert ginn, betreffend déi Faiten net nëmmen an der Poursuite pénale ze verhënneren, dass se opgedeckt ginn, mä och, se politesch doutzeschweigen, während awer zum Beispill an Italien déi Saache politesch diskutéiert gi sinn?

Am Fong geholl huet d'Strofgeriicht, wat sech mam Bommeleeër-Prozess befaasst huet, deelweis d'Roll misse spille vun enger Enquêtëkommissioun, fir iwwerhaapt ze verstoen, wat de politesche Kontext deemools war vun där Saach, iwwert déi et verhandelt huet. An et konnt sech do mat Sécherheet net beruffen op de Rapport vun 2008, wat en „Weißwasch-Rapport" war vum Geheimdéngscht deemools, konnt sech awer zum Deel op eis Enquêtëkommissioun beruffen, op Elementer dorauser.

Aus all deenen Ursaachen, well hei am Gesetz eng strikt Trennung gezu gëtt zwësche politescher Enquête a penaler Enquête, hunn ech mech an der Kommissioun géint déi Formuléierung am Gesetz ausgeschwat. Et kann net sinn, dass an alle Fäll, ënner allen Ëmstänn eng politesch Enquête muss ophéieren, wann eng penal Enquête ufänkt.

Ech mengen och, dass iwwert déi Berichter vun 2008 nach weider misst diskutéiert ginn. Et ass gesot ginn an der Kommissioun: „Dat ka jo geschéien an iergendenger Kommissioun. Oder souguer an der SREL-Kontrollkommissioun kann dat geschéien." Ech mengen awer, dass, wann et do geschitt, näischt wäert derbäi erauskommen.

An iwwregens weess jo dës Chamber, dass mir eis an der Enquêtëkommissioun kloer derfir ausgeschwat hunn, dass d'Enquête net soll ofgeschloss ginn, mä nach soll weidergoen, well eng Rei vu Saachen nach net opgedeckt konnte ginn.

Ech menge souguer, dass ënnert där neier Koalitioun, wou jo déi Partei, déi während där ganzer Zäit permanent an der Regierung war, elo net méi an der Regierung ass, vläicht kéinten nei Aspekter erauskommen, vläicht kéinten nei Pièce iergendwou optauchen, déi en neit Liicht géifen op dat Ganzt werfen. Dir erlaabt mer jo e bëssen ze dreemen hei.

Mir kënnen dofir och, eleng wéinst där Formuléierung, déi elo an deem Text hei ass, deen Text net stëmmen. Ech wëll och nach betounen, dass et besser wier, mir géife gläichzäiteg och hei eng Verfassungsännerung unhuelen, wou drasteet, dass een Drëttel vun den Deputéierte kéint esou eng Enquête froen.

Ech mengen, dass dat ouni Zweifel méiglech gewiescht wier, dass ee sech do net hätt solle vum Statsrot berode loossen, fir dat der grousser Verfassungsännerung ze iwwerloossen. Mä ech mengen, dat hätt een och hei kënne mat deem Gesetz hei zesummen diskutéieren. Ëmsou méi, well ech och nach an der zoustänneger Kommissioun vun der Chamber, der Institutiounskommissioun, gefrot hunn, dass net nëmme soll een Drëttel vun den Deputéierten esou eng Enquêtëkommissioun kënne froen, mä dass och eng Minoritéit vun Deputéierten an der Enquêtëkommissioun selwer soll d'Recht kréien, fir ze froen, zum Beispill, dass gewëssen Zeie kënne gehéiert ginn oder dass gewëssen Akte vun där Kommissioun kënne gesat ginn.

Well wann een dat nëmme ka maachen, wann eng Majoritéit vun der Kommissioun domadder d'accord ass, dann ass et esou wéi beim Zesummeruffe vun enger Kommissioun, da riskéiert een nawell gären, dass da majoritär gesot gëtt: Neen, dat wëlle mer net. An ech fannen, och do misst d'Minoritéit an esou enger Enquêtëkommissioun Rechter kréien, fir gewëssen Enquêtëschrëtter och selwer ze froen, fir dass se dann och geschéien.

Aus all deenen Ursaache kann ech net esou tel quel deene Virschléi hei zoustëmmen. Obscho se eng Rei vu Verbesserungen, vu bessere Formuléierungen an esou weider bréngen, brénge se awer och wichteg Saachen, déi ech virdru kritiséiert hunn, mat eran.

An ech mengen, an Zukunft wäert et nach méi schwéier sinn, fir eng politesch Enquête ze maachen, wa gläichzäiteg eng penal Enquête leeft, obschonn déi zwou Enquêten, menger Meenung no, sech net mussen an alle Fäll total géigeniwwerlafen, mä eng Enquête ouni Problem kéint déi aner Enquête dynamiséieren an hir Elementer liwweren, déi wichteg wieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. An d'Regierung huet d'Wuert, den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der Regierung dem Alex Bodry als Auteur vun der Proposition de loi an och als Rapporteur an all senge Kommissiounsmembere Merci soe fir d'Initiativ an déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Eng Aarbecht, déi natierlech, ech soen emol, zu 95% Chambersinterna betrëfft, zu deene sech dann och d'Regierung net wëllt äusseren.

Ech wëll awer och als Vertrieder vun der Regierung ënnersträichen, dass déi Commission d'enquête ronderëm de SREL net nëmme gewisen huet, dass et Nobesserungsbedarf gëtt am Gesetz, mä dass déi Kommissioun awer och bewisen huet, wéi wichteg dass dat Instrument, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, och ass. An ech mengen och - wéi eenzel Virriedner dat scho gesot hunn -, dass een dës Proposition de loi zesumme soll kucke mat där envisagéierter Revisioun vun der Verfassung, nämlech dee Passus, deen engem Drëttel vun den Deputéierten d'Recht soll ginn, eng Enquêtëkommissioun anzeberuffen. An déi zwou Saachen zesummen, mengen ech, wäerten op där heiter Fro derfir suergen, dass mer insgesamt eng besser Situatioun hunn.

D'Regierung ass awer e bësse betraff duerch déi Texter, déi mer haut maachen. Eng éischte Kéier doduerch, dass och d'Chamber kann zréckgräifen, fir zum Beispill d'Scelléen ze apposéieren, op Membere vun der Force publique. Domat huet d'Regierung ausdrécklech kee Problem. Mir mengen effektiv, dass do eng Zesummenaarbecht ubruecht ass.

A virun allem sinn ech awer frou - an do deelen ech dem Här Urbany seng Meenung net ganz, deels kann ech se novollzéien, ech deele se awer net ganz - iwwert déi spannend Fro, wéini eng parlamentaresch Enquête soll kënne stoe bleiwen zugonschte vun enger Initiativ vun de Justizautoritéiten.

Theoretesch kann ee sech wierklech virstellen, dass een dat ka parallell lafe loossen. Et geet och sécher deelweis. Do kënnen och Elementer wierklech dra si vun Dynamiséierung vu béiden Enquêten. Wat den Här Urbany awer net erwähnt huet, dat ass awer déi Gefor, déi dann och mat besteet, nämlech déi vum Torpedéiere vun där anerer Aarbecht.

Mir lafe reell Gefor, wa mer net genau wëssen, wou d'Ligne de partage muss gezu ginn, dass Elementer, déi an där politescher Enquête gesat ginn, kënnen dozou féieren, dass Rechter vun der Défense léséiert ginn am Kader duerno vun de judiciairen Initiativen. Dat kéint dozou féieren, dass och Leit missten eventuell fräigesprach ginn, well eenzel Elementer polluéiert wieren duerch déi politesch Enquête. An dat ass awer och eng ganz reell Gefor, déi kann een net einfach ignoréieren.

Dofir, ech deelen zum Deel, wat Der sot, Här Urbany, mä Dir sot awer net alles, wat een dozou muss soen. A wann een alles an Erwägung zitt, da kann dat hei natierlech eng Solutioun sinn, déi och emol déi eng oder déi aner Kéier - esou oft geschitt dat jo och net, glécklecherweis - tatsächlech ka vläicht als eng ze fréi agehäite Brems wierken, dat mag sinn! Mä dat ass awer déi eenzeg Solutioun, déi eis garantéiert, dass an all de Fäll déi judiciaire Enquêten net wäerten torpedéiert ginn duerch déi politesch.

Heimadder hu mer wéinstens déi Garantie. An dat ass net näischt! Dofir ënnerstëtzen ech als Justizminister ausdrécklech dës Ligne de partage, och wann ee se heiansdo ka méi wäit zéien. Mä hei wësse mer genee, wat mer maachen.

Och dee Kompromëss, dee fonnt ginn ass, fannen ech e ganz räsonabelen. Dee berout a fousst op Bestehendem. Mir wëssen, wat mer do maachen. Mir wëssen, op wéi een Terrain dass mer ginn. An dat halen ech wéinst den Aspekter vun der Rechtssécherheet a vun der Kloerheet vum Partage fir déi besser Solutioun. Déi aner kann ee sech politesch wënschen, mä si biergt Geforen, Här Urbany, déi mer net maîtriséiere géifen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister. Mir wären domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 6623 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6623 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 58 hu mat Jo gestëmmt an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marc Spautz), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Ech ginn dovun aus, dass déi Abstentioune motivéiert sinn, an ech géif dann de Projet als adoptéiert erklären an d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Diskussioun vun der Proposition de loi 6558 iwwert d'Unzuel vun Deputéierte pro Wahlbezierk. Déi Proposition de loi ass vum Här Gibéryen abruecht ginn.

An de Rapporteur, den Här Franz Fayot, huet direkt d'Wuert. Här Fayot.

17. 6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dës Proposition de loi ass, wéi gesot, duerch den Deputéierte Gast Gibéryen den 21. Mäerz 2013 déposéiert ginn. Si ass laut eisem Reglement vun der Chamber als recevabel erklärt ginn. Si ass dunn un d'Regierung weidergeleet ginn, déi se un de Statsrot ginn huet.

De Statsrot huet säin Avis den 8. Oktober 2013 iwwerdroen an de Projet ass dunn an d'Institutiounskommissioun komm. D'Institutiounskommissioun huet sech an hirer Sitzung vum 2. Abrëll dëst Joer mat deem Projet hei auserneegesat an ech sinn och an där Réunioun als Rapporteur bestallt ginn. Ech hunn den 2. Juli 2014 dee Rapport presentéiert, deen dunn och mat e puer Modifikatiounen ugeholl ginn ass.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dës Proposition de loi proposéiert eng Ännerung vum Artikel 117 vum Wahlgesetz vun 2003. Dir wësst, dass d'Zuel vun den Deputéierte pro Wahlbezierk duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 1988 festgeluecht ginn ass op eng fix Zuel pro Bezierk. Dir kennt se, mä ech rappeléiere se just kuerz: Dat sinn der 21 fir den Zentrum, 7 fir den Osten, 9 fir den Norden an 23 fir de Süden. An et ass u sech dës Opdeelung, déi vun der Proposition de loi vum Deputéierte Gibéryen kritiséiert gëtt.

D'Grondkritik ass, dass aus dësem System dem Auteur vun der Proposition de loi no eng Ongerechtegkeet entsteet, well eng Stëmm net déiselwecht Gewiichtung huet an all Bezierk. An et ass effektiv wouer, dass a verschiddene Bezierker eng Lëscht méi Stëmme muss kréien, fir en Deputéierte kënnen an d'Chamber ze schécken, wéi an aneren.

Vun deem Constat oder vun där Meenung ausgoend, mécht den Auteur vun där Proposition de loi zwou Ännerungsproposen. Déi éischt ass déi, fir d'Referenz op déi wahlberechtegt Populatioun ze maachen, an net méi wéi bis elo op d'Awunnerzuel an deene verschiddene Bezierker. An déi zweet Propos ass, fir bei all Wahl eng nei Festsetzung vun der Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk ze maachen, opgrond vun enger nationaler Moyenne vun der wahlberechtegter Populatioun, ouni allerdéngs och an dësem neie Mode de calcul déi 60 Deputéiert a Fro ze stellen, déi elo am Gesetz stinn.

Et ass, mengen ech, net onnëtzlech, op dësem Punkt vläicht ze rappeléieren, wou dëse Kompromëss hierkënnt, wou d'Gesetz vum 20. Dezember '88 hierkënnt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

E kënnt hier aus der Period 1983-1988. D'Populatioun war vun 340.000 1971 op bal 365.000 Awunner 1981 gewuess an et war kloer virun de Wahlen 1984, dass d'Zuel vun den Deputéierte géif vun 59 op 64 eropgoen. An et war deemools eng hëtzeg Diskussioun an och an der Opinion publique eng gewëss Emotioun par rapport zu deem Phenomeen vun der Inflatioun vun den Deputéierten, dat heescht deem Wuesse vun der Chamber vun 59 op 64, soudass d'Parteien, déi dräi grouss Parteien, d'CSV, d'LSAP an d'DP, deemools '83 schonn den Engagement geholl hunn, fir no de Wahlen '84 vu 64 erëm zréckzekommen op d'Zuel vun 59.

Déi parlamentaresch Aarbechten zum Gesetz, wat schlussendlech sollt d'Gesetz vum 20. Dezember '88 ginn, weisen, an déi politesch

Zäitzeien - a wahrscheinlech nach eng Partie vun hinnen ënner eis hei an dëser Chamber - soen engem och, dass dat deemools keen einfache Wee war vun där politischer Deklaratioun vun '83 bis zu der Adoptioun vun där Mesure kuerz virun de Chamberswahlen 1989. Um Enn vun deenen Aarbechten, vun deene laangen Aarbechten, gouf d'Zuel vun den Deputéierte schlussendlech op 60 festgesat am Artikel 51 Alinéa 3 vun der Constitutioun.

Wat interessant ass, dat ass de Kompromëss, dass déi Basis vun där Festsetzung e Kompromëss war tëscht de Positioune vun deenen dräi grousse Parteien. An dee Kompromëss huet u sech dora bestanen, dass ee souwuel d'Awunnerzuel considéréiert huet wéi och d'Wielerzuel. Déi zwee Kritäre sinn zréckbehale ginn. De Rapporteur vun deemools, den Alex Bodry, huet a sengem Rapport drop higewisen, dass d'Opdeelung vun de Sëtzer, déi hei zréckbehale ginn ass, net vill anescht gewiescht wär, wann ee sech op deen een oder deen anere Kritär festgeluecht hätt.

An hien huet dat illustréiert mat folgenden Zuelen: Wann een eleng nëmmen d'Population geholl hätt, da wär een am Süden op 23 Sëtz komm, am Zentrum op 22 Sëtz, am Osten op 6 an am Norden op 10. Wann ee par contre d'Wieler geholl hätt, da wär een am Süden op 24 Sëtz komm, fir den Zentrum op 19, fir den Osten op 7 a fir den Norden op 9, soudass déi schlussendlech Zuel vun Deputéierte pro Bezierk u sech e Kompromëss mat enger gewësser Flexibilitéit zwëschen deenen zwee Kritären deemools schonn duergestallt huet.

D'Fro, déi dës Proposition de loi elo opwërft, ass, ob ee soll zréckkommen op e System, wou een eng flexibel Festsetzung mécht vun enger Wahl zur anerer. Ech soen „zréckkommen", wann ee bedenkt, dass mer u sech déi variabel Fixatioun do haten, quitte dass et mat engem anere System war.

De Statsrot, d'Regierung an och d'Institutiounskommissioun hunn dës Fro mat Nee beäntwert. An et gëtt dofir u sech dräi Grënn. Deen éischte Grond ass deen, dass et u sech géif e Paradigmewiessel duerstellen, wa mer elo géifen eleng op de Kritär vun de Wieler goen. De Statsrot huet a sengem Avis gewisen, dass historesch ni an eisem Land d'Wieler considéréiert gi sinn, mä ëmmer nëmmen d'Awunner fir d'Festsetze vun den Deputéierte pro Bezierk.

Den zweete Grond ass deen - an dee weist de Statsrot a sengem Avis och kloer op -, dass u sech d'Rechnung opgrond vun deem virgeschloene System net géif op ganz grouss Ënnerscheeder erauslafen zu deem aktuelle System, dee mer elo hunn. De Statsrot rechent vir, dass, wann een elo géif zum Beispill d'Joren 2011 an 2013 huelen, et do keen Ënnerscheed géif ginn an der Sëtzopdeelung zwëschen de Bezierker, selon dass ee géif deen ale System huelen oder deen neie System mat där Moyenne électorale nationale, zouginnerweis op Basis vun der Prise en compte vun den Awunner an net vun de Wieler.

An deen drëtte Grond ass deen, dass laut Constitutioun den Deputéierten d'ganzt Land representéiert. D'Constitutioun seet: «La Chambre des Députés représente le pays. Les députés (…) ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.» Soudass et u sech e falscht Signal wär par rapport zu där Dispositioun an der Constitutioun, fir elo op e Wee ze goen, wou hie géif am Endeffekt de Wieler aus sengem Bezierk representéieren an net d'ganzt Land.

An aus all deene Grënn ass d'Institutiounskommissioun zum Schluss komm, dass dësen Text net sollt gestëmmt ginn.

D'Opdeelung a véier Bezierker, déi 1919 beschloss ginn ass, huet op enger wirtschaftlecher a soziologescher Realitéit baséiert, déi eng aner war wéi haut. Den Norde war deemools exklusiv landwirtschaftlech, den Oste war wirtschaftlech eng Wäibauregioun an och eng Landwirtschaftsregioun, de Süden an den Zentrum waren urban an industriell Géigenden. An d'Existenz vun deene Bezierker an hir soziologesch Eegeschaften hunn engem ganz prezise politesche Wëllen entsprach. Et ass drëm gaangen, e Gläichgewiicht ze fannen zwësche Regiounen, déi oft verschidden, jo ganz géigesätzlech Interesse vertrueden hunn.

An et war d'ailleurs och net onschëlleg, dass bis 1954 d'Chamber ëmmer nëmmen mat Halschente remplacéiert, nei gewielt ginn ass. Den Zentrum an den Norde si separat nei gewielt gi vum Süden a vum Osten, erëm eng Kéier mat der Iddi, fir eng gewëss Stabilitéit ze behalen an e gewëssen Équiliber zwëschen deem méi konservativen Norden an Osten an deem e bësse méi turbulenten Zentrum a Süden deemools.

(Interruption et brouhaha)

Op alle Fall ass et esou, dass dës Proposition de loi u sech indirekt - an ech soen indirekt - d'Fro opwërft vun enger eventuell méi breeder Diskussioun iwwer eise Wahlsystem an iwwert d'Fro vun enger, jo, vun enger Circonscription unique. Dat ass eng Diskussioun, vun där d'Institutiounskommissioun bal unanime der Meenung war, dass se net sollt gefouert ginn am Kader vun dëser Proposition de loi, mä trotzdeem ass déi Fro eng justifiéiert Fro am Lëtzebuerg vun 2014. Voilà!

Ech géif dofir gären als Rapporteur vun dëser Proposition de loi der Chamber recommandéieren, dës Proposition de loi net ze stëmmen.

Ech géif ofschléissend just nach gären eng Observatioun maachen, net als Rapporteur, mä a mengem perséinlechen Numm. Et muss een och gesinn, dass dës Proposition de loi an e Kontext kënnt vun engem Land, wou mer säit 1993 mam Maastricht-Traité den europäesche Matbierger d'Recht ginn, fir souwuel bei Europawahle wéi bei lokale Wahle matzestëmmen. 2004 hu mer dat ausgewäit op Netressortissanten aus Drëttlänner.

Une voix.- Net fir d'Europawahlen.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Mir hunn haut e Kontext, wou mer 43% Population Auslänner hunn. Mir denken driwwer no - am Kader vun engem Referendum -, fir d'Lëtzebuerger ze froen, ob se d'accord sinn, d'Wahlrecht bei nationale Wahlen auszebreeden op eis auslännesch Matbierger. Dat heescht, mir sinn an engem, déi nei Regierung och ass an engem politesche Mouvement, fir ëmmer méi Integratioun ze kréie vun eisen auslännesche Matbierger. An och aus deem Grond ass et fir mech an och fir meng Partei ganz kloer, dass dës Proposition de loi e Schrëtt an déi falsch Richtung ass.

Voilà, dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot als Rapporteur vun dëser Proposition de loi. Als nächste Redner ass ageschriwwen den Här Gast Gibéryen, deen den Auteur ass och vun der Proposition de loi. Et wär dann un Iech.

Discussion générale

M. Gast Gibéryen *(ADR), auteur.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Éischt dem Kolleeg Franz Fayot Merci soe fir säi korrekte Bericht, deen en hei am Numm vun der Kommissioun gemaach huet.

Ech mengen, déi Proposition de loi iwwert d'Opdeelung vun de Mandater vis-à-vis vun deene respektive Bezierker fir d'Wahlcampagnë fir d'Chamberwahlen, déi huet eng spezifesch Opfaassung an déi huet de Kolleeg Fayot jo hei matgedeelt. Ech wäert awer nach dorop zréckkommen.

Mir stellen awer fest, datt eise Wahlsystem insgesamt e puer Ongerechtegkeete vis-à-vis vun deene méi klenge Parteien huet: éischtens direkt wat d'Sëtzverdeelung ubelaangt, d'Proportionalitéit, wou mer wëssen, datt e Reschtsëtz éischter un eng grouss Partei geet wéi datt en un eng kleng Partei geet, an zweetens d'Prozenter, déi ee muss kréie pro Bezierk, fir e Mandat ze kréien. Esou huet e Bezierk wéi de Süden… mat 4,16% kritt een do en Deputéierten, am Zentrum 4,54%, am Norden 10% an am Osten 12,5%.

Dat sinn eiser Meenung no aus dem System eraus zwou Ongerechtegkeeten, déi sech dorauser erginn, déi awer näischt direkt mat dëser Proposition de loi ze dinn hunn, ech wollt déi just ernimmen.

Déi Ongerechtegkeet - eiser Meenung no -, déi dës Proposition de loi beschäftegt, dat ass d'Opdeelung vun de Mandater pro Bezierk. Déi ablécklech Opdeelung ass, de Rapporteur huet se scho genannt: De Süden huet der 23, den Zentrum 21, den Norden 9 an den Oste 7. Dat geet eraus, déi Opdeelung, déi niddergeschriwwe ginn ass, aus engem Arrangement vun 1988 tëschent den dräi Parteien CSV, LSAP an DP.

Eiser Meenung no verstéisst dës Opdeelung géint den Artikel 10 vun eiser Verfassung, dee seet: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.» D'Lëtzebuerger, an dësem Fall sinn dat d'Wieler, déi bei de Chamberwahle kënne wiele goen.

Wa mer da kucken, wat de Wäert vun enger Stëmm pro Bezierk ass, da musse mer feststellen, datt een, fir e Mandat am Zentrum ze kréien - dat sinn déi lescht Chifferen, déi mer geholl hu vun 2009 -, 3.008 Stëmmen oder Wieler brauch, am Süde fir ee Mandat 3.906, am Oste 4.353 an am Norde 4.428. Et muss een also vill méi Wieler am Norden hunn, fir e Mandat ze kréien als Norden, an am Osten, wéi dat zum Beispill de Fall ass am Zentrum.

An anere Wierder gesot, ass am Norden an am Osten engem Wieler seng Stëmm manner wäert, wéi engem Wieler aus dem Zentrum seng Stëmm wäert ass. Fir eis als ADR ass dat eng Violatioun vis-à-vis vum Artikel 10 vun der Constitutioun, deen, wéi gesot, seet: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

Ech wëll och hei mat bemierken, déi perséinlech Remarque, déi de Kolleeg Fayot zum Schluss gemaach huet, wat d'Auslännerwahlrecht ubelaangt: Ech wëll elo net d'Debatt iwwert d'Auslännerwahlrecht hei analyséieren - mä just de Fait, wa géifen Auslänner kënne mat hei zu Lëtzebuerg wiele goen, da wieren dat jo an dësem Sënn och Électeuren. Da wieren dat Électeuren an d'Verfassung misst deementspriechend jo dann och geännert ginn an da wier dat jo selbstverständlech, datt déi an där Berechnung och géifen als Électeure mat afléissen. Duerfir, mengen ech, ass déi Iwwerleeung net grad déi richteg.

D'Propositioun vun eis als ADR, déi seet am Fong, datt d'Mandatsverdeelung pro Bezierk ëmmer misst gerechent ginn opgrond vun de Wieler pro Bezierk. Déi Berechnung géif all Joers gemaach ginn opgrond vum Stand, dee mer den 31. Dezember feststellen. An et géif also all Joers eng nei Berechnung gemaach ginn an dat géif och domadder… Well et ass laang diskutéiert ginn: Mécht een dat dräi Méint oder sechs Méint virun de Wahlen? Mä et ka jo och emol eng Iwwerraschung kommen, wéi mer se virun engem gudde Joer erlieft hunn, datt mer eng Regierungskris kréien, an dann hätt een déi Berechnung net gemaach. Duerfir soe mir, am Prinzip hätt een déi Rechnung sollen all Joers maachen, dann ass se ëmmer fix, wéi d'Evolutioun vun deenen eenzelne Mandater pro Bezierk wier.

Domadder géif erreecht ginn, datt d'Zuel vun deene 60 Mandater net géif änneren, mä datt se am Verhältnis „Opdeelung an deene véier Wahlbezierker" ëmmer esou wier, wéi d'Wielerzuel an deem eenzelne Bezierk am Ganzen ass. An et géif domadder erreecht ginn, datt eng Stëmm vun engem Wieler am Norde wéi am Osten, am Zentrum an am Süde fir ëmmer déi gläich Stäerkt hätt!

Dat ass d'Zil vun dëser Proposition de loi.

D'Divergenzen, déi mer hei hunn um politesche Plang, bestinn doranner, datt mir als ADR vertrieden, datt d'Wieler - dat sinn d'Lëtzebuerger - musse geholl gi fir d'Berechnung vun de Mandater pro Bezierk, an datt d'Majoritéit heibannen an och de Statsrot am Fong soen, datt als Basis net nëmmen d'Wieler, mä och d'Awunner musse geholl ginn.

Ech erënneren awer drun, datt deemools, wéi deen Artikel an d'Gesetz komm ass, do am Fong drastoung, datt als Basis souwuel d'Wieler wéi d'Populatioun géifen zielen, an datt op Propositioun vum Statsrot dee leschten Deel vum Saz du gestrach ginn ass, datt dat also net am Gesetz deemools zréckbehale ginn ass, déi zwee Punkten: souwuel d'Wieler wéi d'Populatioun.

Mä et ass esou, d'Gesetz schweigt sech am Fong doriwwer dout aus. Et seet am Fong näischt dozou, opgrond vu wat datt dat berechent gëtt. Well deemools am Fong och schonn - an ech wëll drun erënneren, wann een d'Dokumenter noliest - d'CSV an d'DP derfir agetruede sinn, datt d'Populatioun misst geholl ginn, an datt d'LSAP deemools derfir agetrueden ass, datt am Fong d'Wieler misste geholl ginn. Zumindest deemools war d'LSAP dann op där Welleléngt, wéi mir haut sinn. Mä den Arrangement huet dunn derzou gefouert, an den Avis vum Conseil d'État, datt dat am Gesetz am Fong net festgeschriwwe ginn ass, weder dat eent nach dat anert.

Mir sinn also der Meenung, datt ee muss higoen an dat heite maachen. Mä mir gesinn awer och an, datt et keng politesch Majoritéit gëtt. Dat ass nun emol eben an enger Demokratie esou.

Et deet eis leed, well mir mengen, hei wier éischtens dem Artikel vun der Verfassung Rechnung gedroe ginn, datt ee Lëtzebuerger esou vill wäert wier wéi deen aneren, datt also och engem Lëtzebuerger seng Stëmm esou vill wäert wier wéi deem anere seng, wat an där aktueller Situatioun net de Fall ass. An dofir hu mir déi Proposition de loi aus Iwwerzeegung gemaach a sinn och der Meenung, datt déi Proposition de loi hei richteg ass, och wa se haut vun der Chamber net ugeholl gëtt.

Ech géif dann ofschléissend dat och hei wëllen ënnersträichen, wat de Kolleeg Fayot hei gesot huet, wat d'Circonscription unique ubelaangt. Och mir als ADR sinn der Meenung, wa mer net mat dëser Propositioun duerchkommen, wat jo de Fall schéngt ze sinn heibannen, datt dann d'Kommissioun vun den Institutioune sech mat der Fro vun der Circonscription unique hei sollt beschäftegen.

De Kolleeg Fayot huet hei am Kader vun dëser Proposition de loi virdrun zitéiert - wat awer menger Meenung no zu dëser Proposition de loi net dat richtegt Argument wier -, den Deputéierte wier verflicht, sech vis-à-vis vum „ganze Land" ze engagéieren. Dat ännert jo näischt domat, wéi d'Opdeelung tëschent den eenzelne Bezierker ass, mä, wann een dat ervirzitt, wier et en Argument, fir eng Circonscription unique anzefëieren hei am Land.

Op jidde Fall ass d'ADR och fir eng Circonscription unique. Mir wollten een Ablëck hei eng Resolutioun maachen, mat där mer als Chamber sollten d'Kommissioun vun den Institutioune mat där Fro chargéieren. Mä vu datt och am Rapport vun der Kommissioun zum Schluss iwwert d'Circonscription unique geschwat ginn ass an de Rapporteur och hei selwer déi Ureegung gemaach huet, hu mer drop verzicht, mengen ech, fir eng Resolutioun ze maachen. Mä mir wollten hei awer just deklaréieren, datt mer als ADR, am Fall wou dës Proposition de loi net ugeholl gëtt - wat jo schéngt de Fall ze sinn -, datt mer dann awer mat an der Commission des Institutions a Richtung Circonscription unique wëlle schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Gibéryen fir seng Explikatiounen. Nächsten ageschriwwenen Deputéierten ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, ech ruffen Iech op d'Tribün.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, d'Proposition de loi 6558 wëllt den Artikel 117 vun eisem Wahlgesetz änneren. D'Virriedner, de Rapporteur Franz Fayot an och den Här Gibéryen, hu schonn e ganzen Deel vun deenen Argumenter gesot - deen een derfir an deen aneren dergéint -, fir deen Artikel ofzeänneren oder net ofzeänneren. Ech wëll dofir net an d'Detailer goen.

Sécher ass op jidde Fall, dass d'Wahlgesetz eng ganz sensibel Matière ass. Si ass ganz sensibel, well doduerch och justement d'Zuel vun den Deputéierte festgeluecht gëtt an eigentlech dat demokratescht Geschéien an engem Land bestëmmt gëtt.

En däitsche Verfassungsrechtler huet gesot: „Et kann een d'Demokratie vun engem Land jugéieren no sengem Wahlgesetz."

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Dat ass richteg. Dat kann ech och deelen. An dofir ass et och legitim, dass ee periodesch d'Wahlgesetz nokuckt, dass een iwwerleet: Si mer nach mat deem Gesetz, wat mer elo hunn, leie mer do nach richteg? Si mer nach an der Linn vun engem demokratesche Stat, an deem och all Bierger sech vertruede fillen, oder musse mer eppes dorun ännere goen? Ech mengen, déi Fro ass legitim, an et ass och gutt, dass d'Chamber sech periodesch mat där Matière ofgëtt.

Ech wëll awer haut net e generellen Débat doriwwer hunn, well mir si ganz konkret a limitéiert mat engem Artikel befaasst. Dat ass den Artikel 117. Den Auteur vun där Proposition de loi fënnt, dass de System, wéi mer en elo hunn, wou d'Deputéiert geméiss dem Artikel 51 Paragraph 3 vun der Verfassung festgeluecht ginn an engem Gesetz, dass dat net gerecht wier. Am Text seet en, et wier - an en huet et och répétéiert - eng Inégalitéit am Sënn vum Artikel 10 vun der Verfassung.

Wann ee vun Inégalitéit schwätzt, da kann een nëmmen déi Leit matenee vergläichen, déi hoergenee an deeneselwechte Situatioune sinn. Dofir kann ee sech d'Fro stellen, reng juristesch gesinn - ech wëll déi och net bis zu Enn diskutéieren, well do gëtt et och Pro a Kontra -, ob een hei d'Deputéiert vun engem Bezierk no de Wieler oder no de Stëmmen, déi se mussen hunn, mat engem Deputéierte vun engem anere Bezierk ka vergläichen a soen: Mir sinn hei an enger Inégalitéit. Mir violéieren den Artikel 10 vun der Verfassung.

Ech sinn net där Meenung! Ech sinn der Meenung, wa mer géife feststellen, dass am selwechte Bezierk Inégalitéiten aus iergendwelcher Ursaach géifen optauchen, da kéint een natierlech ganz kloer soen: Do ass e Verglach méiglech. Ass de Verglach awer méiglech tëschent Deputéierte vun zwee Bezierker, wou et eng aner Zuel ass, wou et och, dat ass richteg, en anert Wielerpotenzial gëtt?

Et sinn eng ganz Rei Froen, déi do matspillen. An dofir wier ech perséinlech op jidde Fall ganz

virsiichteg, fir do ze soen, et wier eng Inégalitéit am Sënn vum Artikel 10 vun der Verfassung.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech wëll soen, ech hunn et scho virdru gesot, dass déi zwee Virriedner exzellent waren, dass den Här Fayot op eng exzellent Aart a Weis a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport an den Här Gibéryen och an dem Text selwer vu senger Propositioun an och a sengem mëndleche Virtrag déi Matière gutt exposéiert hunn, sou dass ech net an d'Detailer brauch ze goen. Ech soen hinnen och dofir Merci.

Ech wëll awer soen, dass eis Partei mat där Propos - Dir hutt dat selwer schonn ugedeit -, mat Ärer Proposition de loi net d'accord ass. An ech wëll eigentlech soe firwat. Et ginn a mengen Aen dräi Punkten, fir net dermat d'accord ze sinn.

Deen éischten ass deen, deen huet och den Här Fayot schonn exposéiert: Am Ablack proposéiert Dir ee Changement de paradigme radical. Dir gitt vun der Basis vun der Bevëlkerung ganz ewech, fir nëmme méi d'Wieler ze considéréieren.

An do kann ee sech awer wierklech, wéi och de Conseil d'État et gemaach huet, d'Fro stellen, ob dat am Sënn vum Artikel 50 vun der Verfassung ass, dee seet, dass d'Deputéiert d'Land vertrieden. Ganz kloer, e seet net: D'Deputéiert vertrieden hir Électeuren! Mä e seet awer souguer, e schwätzt vu Commettanten. An e schléisst eigentlech... Comettanten ass e bësse vag, domat kann een d'Wieler verstoen, mä e seet awer an engem Saz duerno, dass den Deputéierten d'Intérête vum ganze Land ze vertrieden huet an net nëmmen d'Intérête vu sengem Bezierk.

Dofir mengen ech och, wa mer an déi Richtung géife goen, wéi Dir et proposéiert hutt, fir nëmme méi d'Wielerzuel ze considéréieren, dass dat e Changement wier, deen der Importenz vun de Bezierker net Rechnung géif droen, deen och dann d'Bevëlkerung, déi aner Leit, déi net wiele kënne goen, nach net wiele kënne goen oder iwwerhaapt kee Wahlrecht hunn, guer net considéréiert. A mengen Ae wier dat e schlecht Zeeche vis-à-vis vun deenen dote Leit. Dat si Bierger, dat si Bierger wéi d'Wieler och, déi zwar kee Wahlrecht hunn, mä déi dee Moment, mengen ech, awer musse considéréiert ginn. Wann Der schonn de Poids op d'Bezierker leet, mengen ech, dass ee pro Bezierk awer och déi Leit do mat muss considéréieren.

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- En zweet Argument: Dir changéiert och d'Aart a Weis, wéi d'Zuele vun den Deputéierte festgeluecht ginn. Déi Prozedur wëll ech net répétéieren, Dir hutt se gesot: Dir leet eng Moyenne électorale nationale fest an dann dividéiert Der d'Zuel vun den Électeuren duerch déi Moyenne, déi do erauskënnt, an do kritt een dann eng Zuel vun Deputéierte pro Bezierk. Déi Moyenne soll all Joers op den 31. Dezember festgeluecht ginn. An da sot Der, dass sechs Méint virun de Wahlen, bei normale Wahlen, d'Zuel vun den Deputéierten opgrond vun där Prozedur, déi Dir virschreift, mat där Moyenne électorale nationale misst festgeluecht ginn.

Dir sot net, wien et mécht. Mä d'Verfassung seet eis et. D'Verfassung seet am Artikel 51 Paragraph 3, dass duerch e Gesetz, wat mat enger Majorité qualifiée gestëmmt gëtt, d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk fixéiert gëtt. Dat heescht, d'Chamber misst sechs Méint virun allen nationale Wahlen e Gesetz stëmme mat enger qualifizéierter Majoritéit, fir dann d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk ze fixéieren. Bei der Opléisung vum Parlament géif dat direkt no der Opléisung geschéien.

Ech hunn zwee Bedenken: Deen éischte Bedenken, dat ass, dass mer elo kee Gesetz méi hätten, wat eigentlech direkt dem Artikel 51 Paragraph 3 géif entspriechen. Mir misste bei all Wahlen esou ee Gesetz stëmmen. Wat geschitt, wa par impossible bei enger Opléisung esou ee Gesetz net méi ka gestëmmt ginn? Well mir sinn nämlech an engem anere konstitutionellen Délai bei der Opléisung dran. Dat ass deen, dass, wann d'Chamber opgeléist gëtt, d'Wahle bannent dräi Méint musse sinn. An därselwechter Zäit hu mer och nach Délaien, wou d'Lëschte vun de Kandidate mussen hannerluecht ginn, déi respektéiert musse ginn. A mir hu bei der Opléisung d'lescht Joer gesinn, a wéi eng enk Situatioun mer heiansdo kommen, souguer mat deem Gesetz, wéi mer et elo hunn, fir déi Délaien, déi d'Verfassung an d'Wahlgesetz eis ginn, kënnen ze respektéieren.

Wa mer do dertëschent elo och nach e Gesetz quëtsche ginn, wat dann tëschent der Opléisung an de Wahlen och nach mat enger Majorité qualifiée d'Zuel vun den Deputéierte festleet, kann ech nëmmen der Chamber bonne Chance wënschen! Also, dat ass a mengen Aen, wann net direkt contraire zum Artikel 51 Paragraph 3, dann entsprécht et awer net voll a ganz deem Text, dee seet, esou e Gesetz misst do sinn.

A mengen Ae muss esou ee Gesetz ëmmer do sinn an et kann een net den Aléae vun deene jeeweilege Wahlen dat doten iwwerloossen! Dat ass enger Demokratie net würdeg. Et muss ee vu virera wëssen, eng Partei, e Land muss wëssen - net dräi Méint virun de Wahlen oder zwee Méint virun de Wahlen -, wéi vill Deputéiert ze wiele sinn. Et muss een dat am Viraus wëssen! An d'Parteien an och d'Leit dobausse musse sech dorop kënnen astellen. Et kann een dat net kuerzfristeg einfach ännere goen.

An da gëtt et an deem Zesummenhang awer en drëtte Grond, wou de Conseil d'État zwar net genee drop agaangen ass, mä wou en an engem Tëschesaz gesot huet, wa par impossible d'Chamber géif den Text vun der Proposition de loi unhuelen, da wier et néideg, dass awer och déi ganz Technik, wéi dat vir sech géif goen, nei misst iwwerduecht ginn.

An de Conseil d'État huet dat kritiséiert, well hei iwwerschneit et sech. Mat Ären Délaien, déi Der proposéiert, iwwerschneide sech d'Délaie vun de Wahllëschten - d'Aschreiwen an d'Wahllëschten -, déi iwwregens eréischt nom 31. Dezember ulafen a kuerzfristeg virun de Wahlen ofgeschloss ginn. Wann een also soll op den 31. Dezember d'Zuel, den Nombre électoral, fixéieren, baséiert dee sech net op déi lescht bekannt Zuel vu Wieler virun deene jeeweilege Wahlen. Da sinn et d'Wieler vu virdrun, eventuell scho vun deene Wahle virdrun, dat muss ee gesinn. Dat ass also e Problem, deen een net ka vernoléissegen, deen een also muss kucken.

An zweetens muss een och d'Délaie kucken, an deenen d'Wahllëschten deponéiert ginn. Also, all déi Délaie mussen iwwereneeklappen. A mir hu gesinn, dass mer besonnesch bei deenen doten Délaien an der Vergaangenheet heiansdo ganz grouss Schwieregkeeten haten. Dofir géif ech mengen, ofgesi vun deene generelle Bedenken, déi mer hunn, si mer awer och net d'accord mam Projet aus deene reng techneschen Iwwerleeungen, déi ech elo duergeluecht hunn a wou ech net an d'Detailer wëll goen a wou ech net weess, wa mer se net géife léisen, wou déi eis géifen hifiéieren.

Dofir ass d'CSV mat där Proposition de loi net d'accord. Mä wéi ech am Ufank gesot hunn - dass d'Wahlgesetz och heiansdo muss nogekuckt ginn -, verschléisse mer eis net an der Institutiounskommissioun enger genereller Debatt iwwer all Problemer, déi mat de Wahlen hei am Land zesummenhänken, wann déi eis zu enger besserer a méi effikasser Demokratie kënne féieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Meyers. An nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech och nach eng Kéier dem Rapporteur Franz Fayot häerzlech Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et geet jo an dëser Proposition de loi drëm, fir eise Wahlsystem ze änneren an notamment fir d'Fixatioun vun der Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk ëmzeänneren. Den Auteur vun der Proposition de loi - an ech ginn net méi an d'Detailer, well meng Virriedner hunn dat sougutt technesch, juristesch wéi och philosophesch scho beliicht - fënnt jo, dass eng Inégalité vun de Lëtzebuerger vis-à-vis vum Gesetz wär, well e seet, et brauch ee pro Bezierk respektiv aner Wielerzuelen, fir dass een en Deputéierte gewielt kritt.

Mir hunn dat elo x-mol héieren an och d'DP-Fraktioun kann u sech net mat dem Gast Gibéryen d'accord sinn, well e sech reng op d'Notioun vum Électeur, dat heescht vun de Lëtzebuerger, déi op de Wahllëschten ageschriwwe sinn, baséiert.

Mir als Volleksvertrieder, mir als Deputéiert sinn do fir all Bierger, fir all Mënsch, all Awunner vun dësem Land! Dat ass och Demokratie, an net nëmmen Demokratie vun engem Wahlsystem. Ech mengen, ech wëll net méi den Artikel 50 widderhuelen, dee seet, dass d'Chamber «représente le pays». Do ass all Mënsch dran.

Déi ganz Diskussiounen, déi aper Diskussioune viru Joren, deen Hickhack, wéi vill Deputéiert mer da sollten hei an dësem Land hunn, vun där aler Regel, dass all Kéiers, wann d'Populatioun ëm 5.000 gewuess ass, een Deputéierte bäikomm ass, a wéi dat op eemol total exorbitant ginn ass, zu där flexibeler Solutioun, déi mer du fonnt hu mat awer engem Nombre maximal vu 60, huet deemools schonn zwëschen de Bezierker jo déi Problematik opgehuewen.

Momentan ass et awer esou, wann een - an ech mengen, mir mussen dobäi bleiwen - elo d'Zuel vun de Résidenten hélt a wann déi géigeniwwersteet vun den Zuele vun den Deputéierten, déi momentan pro Bezierk ze wiele sinn, da schéngt dat eis als DP-Fraktioun nach ëmmer richteg an nach ëmmer gerecht ze sinn, compte tenu vun de Contrainten, déi mer de Moment hunn. Dofir kënne mir als DP-Fraktioun dës Proposition de loi och net ënnerstëtzen.

Ech hänke mech awer drun, wat meng Virriedner - an notamment de Paul-Henri Meyers - elo grad gesot hunn: D'DP ass bien entendu och op a bereet, fir eng generell Debatt iwwer eise Wahlsystem ze féieren. Wa mer der Meenung sinn, dass en net méi zäitgemëiss ass, dass en net méi gerecht ass, dass e wierklech misst op Vordermann bruecht ginn, si mir bien d'accord, fir eng generell Debatt ze féieren. Mä da musse mer awer och alleguerten d'Acteure ronderëm en Dësch kréien, déi alleguerte concernéiert sinn, an da muss iwwer alles diskutéiert ginn.

Dofir, déi Approche, fir vun de Bezierker auszegoen, ass zwar wichteg, mä et ass awer nëmmen een Detail vun eisem Wahlsystem. Et geet eis net duer. Dat ass och ee vun de Grënn, firwat mer déi Proposition de loi do net droen.

Mä, wéi gesot, et si ganz vill aner Punkten, déi schonn ugeschnidde sinn an eisem Wahlsystem, déi wierklech enger Diskussioun würdeg sinn.

Also nach eng Kéier: Mir sinn do, fir dat ganzt Land ze vertrieden. D'Approche vun dem Auteur vun der Proposition de loi ass fir eis net vertrietbar. An dofir wäert d'DP-Fraktioun mat Nee stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Beissel. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech dem Här Fayot Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. De Statsrot huet an engem kuerzen Historique ugefouert, wéi eise Wahlsystem evoluéiert huet - den Här Fayot huet dat och gesot - a wéi mer 1988 op déi einstweilen definitiv Zuel vu 60 Deputéierte komm sinn. Déi Zuel gëtt weder vun eis nach vun der Proposition de loi a Fro gestallt.

De Statsrot hat awer och festgehalen, datt d'Zuel vun den Deputéierten ëmmer par rapport zu der Awunnerzuel gekuckt ginn ass an net zu der Zuel vun de Wieler. An hei proposéiert den Auteur vun der Propositioun e Paradigmewiessel, deen de Statsrot net wëllt kommentéieren, deen déi gréng awer gäre kommentéieren.

Mir ginn net mat op de Wee, deen den Här Gibéryen hei proposéiert. Mir fannen dat e falsche Wee. De Message un d'Volleksvertrieder: „Dir sidd eenzeg an eleng der Populatioun verflicht, déi lech och gewielt huet", fanne mir e falsche Message. Mir mussen eis als Deputéiert och fir d'Interesse vun deene Leit asetzen, déi net wiele goen däerfen oder net wiele goe kënnen. Dat sinn engersäits déi 46% Leit, déi bei eis wunnen a schaffen a keng Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, anerersäits och déi Kanner a Jugendlech, déi nach net de Wahlalter hunn, a schlussendlech och déi Leit, déi net kënne wiele goen, well se um Wahlsonndeg onverhofft krank gi sinn oder hu missen an d'Ausland goen.

Den Artikel 50 vun eiser Constitutioun seet, an ech sinn net deen Eenzegen, deen dat hei ernimmt: «Les députés (…) ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.» Dat ass an eisen Aen de Message, dee mer musse weiderginn. An duerfir si mer der Meenung, datt de Schlëssel vun der Populatioun e besseren ass wéi dee vun de Wieler.

De Statsrot hat dann och d'Rechnung gemaach, wéi et da géif an der Chamber ausgesinn, wa mer de Schlëssel vun de Résidentë géife bäibehalen an déi demografesch Entwécklung vun deene leschte Jore géife berücksichtegen. D'Konklusioune vun deem Exercice waren, datt et vun 1981 bis 2013 just zu minimale Veränneruge komm wier, zweemol zugonschte vum Bezierk Zentrum an zu ongonschte vum Osten, an eng Kéier zugonschte vum Bezierk Süden an zu ongonschte vum Bezierk Zentrum.

Duerfir deele mer och d'Konklusioun vum Statsrot, datt et net vun Intérêt ass, d'Wahlgesetz vum 20. Dezember 1988 op déi vun der ADR gefroten Aart a Weis ze änneren. Natierlech, an dat ass och hei vu praktesch all Partei gesot ginn, ass et ëmmer erëm legitim, e Wahlsystem ze hannerfroen an a Fro ze stellen.

Ech erënneren och drun, an ech mengen, all déi Leit, déi hei geschwat hunn, hunn och deen Artikel vum Fernand Fehlen am „Forum" vum November 2013 am Hannerkapp gehat, an deem eng ganz Rei interessant Thematiken opgegraff gi sinn. Duerfir ass et flott och, fir déi Diskussioun eng Kéier weiderzeféieren. Mä dat, wat hei proposéiert gëtt, ass an eisen Ae keng Verbesserung, an duerfir wäert déi gréng Fraktioun och net fir dës Propositioun stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Här Adam. Nächsten a leschte Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dir Dammen an Dir Hären, déi aktuell Opdeelung vun den Deputéierten op véier Bezierker, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ass zréckzeféieren op en Accord vun 1988 tëschent deenen dräi grousse Parteien, deen dra bestanen huet, fir d'Zuel vun den Deputéierte fir d'Éischt emol op 60 ze begrenzen - wat jo och emol net eng Evidenz onbedéngt muss sinn - an zweetens d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk am Gesetz definitiv festzeleeën.

Wann ech soen „definitiv", da kéint d'Gesetz geännert ginn, zwar mat enger Zwee-Drëttel-Majoritéit, et ass awer zënterhier ni geännert ginn. An ech wëll och hei ënnersträichen, dass de Statsrot ausgerechent huet, dass, och wann zënter den 80er Joren nei Berechnunge gemaach gi wieren, d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk awer an deene meeschte Fäll déiselwecht gewiescht wier, wéi se zënterhier och an der Realitéit war.

Woura besteet also déi Ännerung, déi eis hei an der Proposition de loi vum Här Gibéryen virgeschloe gëtt? Si besteet doranner, als Basis fir d'Opdeelung vun de Bezierker net d'Awunnerzuel ze huelen, mä d'Wielerzuel. An den Auteur seet och, mengen ech, ganz kloer, wourëm dass et him geet. Et geet him drëm, net méi deene Bezierker e „pouvoir électoral plus fort" ze ginn, déi e groussen Zouwuess vun net Lëtzebuerger Wunnbevëlkerung hunn. An no deem Virschlag géif dann och logescherweis den Zentrum, wou jo vill auslännesch Matbierger wunnen, véier Sëtz verléieren, déi alle véier géifen op déi aner Bezierker verdeelt ginn.

An ech mengen och, d'Absicht dovunner ass relativ kloer. Äusser där vläicht, fir dem ADR hei oder do vläicht e bësse méi Méiglechkeeten ze gi bei Wahlen, mengen ech, ass d'Absicht awer och heimadder ganz kloer verbonnen, dass hei sollen ideologesch Marqueure gesat gi virun enger Diskussioun, déi mer elo solle féieren iwwert d'Wahlrecht vun de Leit, déi hei am Land wunnen.

An ech mengen awer, dass déi Marqueuren do, déi hei sollen agefouert ginn, a wou et gutt ass, dass awer d'Chamber seet, dass se do dee Wee net wëllt matgoen, dass déi Marqueuren net nëmmen am Widdersproch stinn zu där Décisioun, déi mer mussen huelen, zu där Diskussioun, déi mer musse féieren och beim Referendum, deen elo kënnt, mä dass se souguer am Widdersproch stieche mat der geschichtlecher a konstitutioneller Traditioun hei am Land.

«La Chambre des Députés représente le pays.» Den Artikel 50 vun der Verfassung ass hei schonn e puermol zitéiert ginn, ech wëll en awer nach eng Kéier zitéieren, well en ass wichteg. An ëmmer an der Geschicht ass d'Zuel vun den Deputéierten no der Zuel vun der Bevëlkerung festgeluecht ginn, net vun de Wieler. Andeem dat hei virgeschloe gëtt, ass am Fong geholl den ADR méi konservativ wéi déi Konservativ ëmmer an der Geschicht zu Lëtzebuerg waren.

(Brouhaha)

Mir kënnen duerfir déi Proposition de loi hei, Dir Dammen an Dir Hären, net stëmmen. Si wërft net nëmme falsch Froen op, wéi wann d'Ongerechtegkeet vum Wahlsystem géif dora bestoen, dass d'Mandater no der Bevëlkerungszuel gerechent ginn, mä si liwwert och nach déi falsch Léisungen, andeem se virschléit, se an Zukunft ze berechnen no der Wielerzuel.

Dat heescht awer net, dass de Wahlsystem, dee mer hunn, dee richtegen ass. Et gëtt selbstverständlech eng Verzerrung vun der politescher Representatioun hei am Land, déi awer haaptsächlech doduerch geschitt, dass d'Land opgedeelt ass a véier Wahlbezierker, déi ongläich grouss sinn, an net nëmmen ongläich grouss sinn, wat d'Awunnerzuel ugeet, mä iwwregens och, wat d'Wielerzuel ugeet. Wann déi Proposition de loi hei géif ugeholl ginn, géif dat nach guer näischt änneren oder näischt Wesentleches änneren un der ongläicher Opdeelung vun deene véier verschiddene Bezierker, wat derzou féiert, dass eng Lëscht no Bezierk muss en ënnerschiddleche Stëmmenundeel hunn, fir an d'Chamber ze kommen.

Den Här Gibéryen selwer, et steet net a senger Proposition de loi dran, mä en huet déi Zuele selwer genannt: 4,2% brauch ee fir en Direktsëtz am Süden, am Zentrum 4,5%, am Norden 10% an am Osten 12,5%. Dat heescht, an deene klenge Bezierker gëtt et de facto eng Mindesthürd vun 10%, fir an d'Chamber ze kommen. Ech mengen, dass doduerch de reelle Choix vun de Wieler an deene Bezierker duerch d'Wahlgesetz limitéiert a begrenzt gëtt, oder wéinstens tendenziell begrenzt gëtt op déi Parteien, déi an deene Bezierker schonn eng gewëssen Traditioun hunn an en place sinn. An ech mengen, dass dat nach méi de Fall ass, wann ee weess, dass d'Rechemethod, fir d'Mandater vun den Deputéierten ze rechnen, déi sougenannten „d'Hondt-Method", déi kleng Parteie ganz kloer benodeelegt. Ech wëll och op deen Artikel hiweisen, deen hei zitéiert ginn ass.

Am Rapport vum Här Fayot gëtt drop higewisen, dass 1919, wéi déi Bezierker hei agefouert gi sinn - zesummen iwwregens mam allgemenge Wahlrecht a mam Fraewahlrecht, dat muss een awer och soen, 1919 war eigentlech eng fortschrëttlech Reform, mä deemools sinn d'Wahlbezierker esou opgedeelt ginn, wéi se elo sinn -, dass dat awer niewent vläicht verschiddenen och politeschen a soziologeschen Iwwerleeungen, déi och deemools schonn dohannertstoungen, awer och eng gewësse sozial Realitéit am Land an eng wirtschaftlech Realitéit erëmgespigelt huet. En huet geschwat vun enger turbulenter Industriegéigend a konservative Landgéigenden. Ech mengen, dass haut deelweis déi Grenzen opgehuewe sinn; e seet et selwer a sengem Rapport. Ech mengen, dass duerch d'Kommunikatioun tëschent de Regiounen, duerch allgemeng d'Kommunikatioun am Land d'Regioune vill méi no geréckelt sinn.

An engem aneren Deel vu sengem Rapport, dee bezeechnenderweis aus Konsensgrënn an der Kommissioun net zréckbehale ginn ass, aus deem ech awer hei wëll zitéieren, weist en drop hin an enger zimlech grousser Däitlechkeet, wat fir demokratesch Ännerungen néideg wieren. An ech mengen och, dass een an déi Richtung weider misst diskutéieren.

Den Här Fayot seet an deem net veröffentlechte Rapport, deen awer elo an de Chambersbericht stoe kënnt: «La Chambre serait dans son rôle pour s'interroger sur la pertinence de cette division du pays en circonscriptions. Aujourd'hui, les différences s'estompent de plus en plus. Les activités industrielles et les services s'implantent dans tout le pays. Pour la plupart des habitants, le lieu de travail et le lieu de résidence diffèrent, et le lien avec le canton et la circonscription est de moins en moins fort.»

An en zitt d'Konklusiounen dorauser: «Face à la réalité d'aujourd'hui, on peut se poser la question si le meilleur moyen de donner le même poids électoral à chaque électeur n'est pas de créer une circonscription unique au lieu de faire chaque fois des calculs d'épicier pour constater si telle circonscription est avantagée par rapport à telle autre.»

An dann zitt en nach eng Kéier an engem drëtten Extrait, deen ech zitéiere wëll, eng Konklusioun, déi ganz wichteg ass fir déi Debatt, déi elo virun eis steet, wat d'Erweiderung vum Wahlrecht ugeet op d'Leit alleguerten, déi hei wunnen.

E seet: «De l'avis de la commission, il est de moins en moins possible…» - d'Kommissioun war awer net deem Avis, wëll ech awer och derbäisoen - «De l'avis de la commission, il est de moins en moins possible de diviser la population en deux catégories, celle des électeurs et celle des non-électeurs. Notre pays a un grand intérêt à assurer sa cohésion par la cohabitation active de tous. Étant donné que les députés représentent le peuple, et tout le peuple», Artikel 50 vun der Verfassung, «le changement de paradigme voulu par la proposition de loi va à l'encontre de la volonté politique générale d'une participation de plus en plus large de toute la population.»

An ech mengen, dass déi Referendumsdiskussioun, virun där mer stinn, e wichtege Schrëtt an déi Richtung wäert sinn. Ech mengen, et gëtt endlech Zäit, dass déi richteg Froen am Land gestallt ginn, déi vun enger wierklecher Erweiderung vun der Demokratie - dozou gehéiert och d'Wahlgesetz -, net vun enger Spaltung vun der Bevëlkerung. A well mer géint eng Spaltung vun der Bevëlkerung sinn, wäerte mer op jidde Fall géint dee Projet hei stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Den Här Michel Wolter huet d'Wuert nach gefrot. Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Ech wollt nach e puer Considératiounen dobäi zéien. Et sinn Der net méi esou vill heibannen, déi 1988 derbäi waren. Den Här Bodry néckt schonn, well e weess genau, wat 1988 d'Diskussioun war, an ech wollt vläicht dat eent oder anert Element awer matbréngen, wat an der Diskussioun a mengen Aen ze kuerz komm ass, well deemools de Kompromiss, fir vu 64 op 60 erofzekommen, jo net dee war, fir vu 64 op 60 erofzekommen, mä initialement hätt et sollen op 59 erofgoen, a well de Fait, dass mer 60 Deputéiert haut hunn, eigentlech e Kompromiss duerstellt tëschent de Parteien op där enger Säit, dat ass gesot ginn, mä et muss een éierlechkeetshalber awer fir déi, déi derbäi waren, soen: tëscht de Bezierker, déi en jeu waren!

Well, wann haut vu ville Leit iwwer eng Circonscription unique diskutéiert gëtt, war d'Realitéit 1988 ganz kloer déi, dass bec et ongles probéiert ginn ass, an all Bezierk e Minimum vun Deputéierten ze behalen. A besonnesch déi kleng Bezierker, déi hunn…

Une voix.- Den Osten!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi kleng… Jo, zum Beispill, de 7. An den 10., de méiglechen 10. Nordsëtz, iwwert dee vill diskutéiert ginn ass, jee nodeem, wéi een et berechent huet. An d'Kompositioun vun der Chamber deemools war déi, dass Iwwerleeungen, déi a Richtung vun Emännerunge vu Wahlbezierker goungen, eigentlech net gutt ukomm sinn, well gemengt ginn ass, dass d'Chamber net nëmmen an hirer sozioprofessioneller Repartitioun, mä och an hirer geografescher Repartitioun dem Land sollt entspriechen.

An et waren haaptsächlech déi méi kleng Bezierker, déi och gefaart hunn - dat muss ee wëssen - an den 80er Joren, dass eigentlech de Bevëlkerungszouwuess géif an deenen zwee grousse Bezierker geschéien, an déi sech vehement derfir agesat hunn, dass déi Mindestnormen, wéi si dat deemools gesinn hunn, géifen agesat ginn.

Et ass d'ailleurs och de Grond, ee vun de Grënn, firwat dass den Artikel esou redigéiert ginn ass, dass nëmme mat enger qualifizéierter Majoritéit déi Repartitioun nach kéint geännert ginn: fir sécherzestellen, dass souwuel um Niveau vun de Bezierker wéi och um Niveau vun de Parteie genuch Intérête kéinte beieneekommen, fir eng Ännerung vum System ze verhënneren.

Ech hunn deemools eng Motioun déposéiert gehat, 1988, well ech - an dat sinn ech och haut nach - fundamental der Meenung war, dass, wann ech mat enger fixer Zuel vun Deputéierten d'accord sinn an ech och der Meenung sinn, dass déi opgrond vun der Populatioun soll berechent ginn, ee sech awer deemools wéi och haut d'Fro hätt misse stellen, ob net vun Zäit zu Zäit den Équiliber tëschent deenen eenzelne Bezierker hätt misse kontrolléiert ginn.

Ech hat deemools d'Propos gemaach, dass dat iwwer eng Volkszählung géif geschéien all zéng Joer an dass opgrond vun der Volkszählung d'Repartitioun géif gemaach ginn. Dat ass deemools ofgelehnt ginn aus deenen Ursaachen, déi ech elo eigentlech hei virun e puer Minutten développéiert hunn. Ech wollt et awer gesot hunn, dass ech och haut nach der Meenung sinn, an och, wann de Statsrot ausgerechent huet, dass sech ganz wéineg Ënnerscheeder an deene leschte 25 Joer eigentlech gedoen hätten, dass ech prinzipiell der Meenung bleiwen, dass vun Zäit zu Zäit d'Repartitioun tëschent de Bezierker iwwer eng Volkszählung misst eigentlech rektifizéiert ginn.

A wa se dann net ze rektifizéieren ass, well mer eben an enger Welt zurzäit liewen, wou sech de Bevëlkerungszouwuess relativ am Équiliber tëschent deenen eenzelne Bezierker mécht, dann ass et tant mieux. Mä ech fannen awer - ech war deemools där Meenung an ech bleiwen och där Meenung -, dass vun Zäit zu Zäit eng Iwwerpréiwung vun deem Ganzen noutwendeg wier.

Dat wollt ech gesot hunn, andeem ech dann och nach eng Kéier rappeléieren, dass ech der vill de Mëtteg héieren hunn, déi elo fir en eenheetlechen, also en eenzege Wahlbezierk plädéieren. Dir wäert relativ schnell gesinn, wann Der an den Detail vun der Diskussioun gitt, wéi séier dann do aner Meenunge kommen.

Ech hat vun der Regierung emol viru 15 Joer den Optrag kritt, fir eng Kéier iwwer esou eng Diskussioun eng Diskussioun ze féieren. A komescherweis - dat ass elo nach net esou laang hier - ass et net drëm gaangen, fir vu véier op eent ze kommen, mä an der Diskussioun ware mer op eemol vu véier op fënnef voire op sechs, well haaptsächlech déi Leit aus dem Mierscher Kanton - Dir kënnt Iech nach dorunner erënneren - der Meenung waren, dass si eigentlech an der Chamber iwwerhaapt net representéiert wiere par rapport zu aneren Deeler vum Land, déi wesentlech méi staark representéiert wieren, soudass déi Leit aus dem Mierscher Kanton vehement derfir plädéiert hunn dee Moment, fir e fënnefte Wahlbezierk ze maachen zu Miersch an dee Richtung Westen géif goen.

E leschte Pefferkär an d'Diskussioun wollt ech just nach werfen, andeem ech soen, dass, wann een an eng Richtung vun engem eenheetleche Wahlbezierk wéilt iwwerleeën, een dat an engem Kontext vun enger neier Repartitioun vun de Chargen tëschent dem Stat an de Gemenge sollt maachen.

Ech hu virun iwwer zéng Joer fir d'Kreatioun vun enger Chambre des élus locaux plädéiert, déi och eng Rei vu Pouvoire misst kréien. Dat ass, wann een an esou eng eng Richtung geet - fir all déi, déi de Mëtteg an eng Richtung vun engem eenheetleche Wahlbezierk plädéiert hunn -, fir mech eigentlech eng Conditio sine qua non, dass ee sech och doriwwer gëeenegt kritt, fir dass an engem méi groussen Ensembel... Falls deen dann eng Kéier kënnt! Perséinlech gleewen ech éischter drun, dass d'Leit der Meenung sinn, dass et soll esou bleiwen, oder net. Mä wann et esou sollt kommen, musse mer oppassen, dass dat klengt Gefüge aus eisem Land, dass dat am legislative Prozess nach derbäi ass.

An déi Iddi, déi de Syvicol och elo dëser Deeg nees eng Kéier opbruecht huet, vun der Schafung vun enger Chambre des élus locaux mat enger Rei vu Kompetenzen am Kader vun engem parlamentareschen, also legislative System, wou och do déi Stëmm géif gehéiert ginn, bleift a mengen Aen eng Viraussetzung, fir dass ee kann an deem heiten Dossier méi wäit kommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Michel Wolter. An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President, vu dass d'Verfassungsrevisioun eng ureege Matière ass vun der Chamber, d'autant plus wou haut keng stattfënnt, wäert d'Regierung kee weidere Commentaire dozou ofginn.

Merci.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Da géife mer iwwert d'Proposition de loi 6558 ofstëmmen, esou wéi se vum Här Gast Gibéryen abruecht ginn ass.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6558

Déi, déi mat der Proposition de loi d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net domat d'accord sinn, stëmme mat Neen. De Vote ass lancéiert. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 57 Stëmme géint 3 Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da brauch ech also dës Kéier och net d'Fro ze stellen, ob mer d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ginn. Also ass domat d'Proposition de loi vun der Chamber ofgelehnt ginn.

Nächste Punkt um Ordre du jour ass eng Motioun, déi vum Här Serge Urbany deponéiert ginn ass an déi iwwert d'Rechter an d'Flichte vu Regierungsmembere geet. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

18. Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais

Exposé

M. Serge Urbany *(déi Lénk), auteur.*- Merci. «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et les devoirs des membres du Gouvernement.» Dat steet esou an der Regierungserklärung. Eraus kënnt e Règlement grand-ducal, deen net ka vun der Chamber amendéiert ginn. Wann ee bedenkt, ënner wat fir Bedéngungen a mat wat fir Verspriechen dës Regierung gewielt ginn ass an an d'Amt komm ass, dann ass dat eiser Meenung no méi wéi e Lapsus.

Dee Réckschrëtt vun enger Koalitioun, déi wollt e frësche Wand an d'Land an an d'Regierung bréngen an e Renouveau démocratique versprach huet, wouvun esou e Gesetz hätt sollen en zentraalt Element si laut Regierungsprogramm, dee Réckschrëtt, mengen ech, emfënnt een nach méi staark, wann ee weess, dass d'CSV an der Kommissioun déi Virgoensweis ratifizéiert huet, an engem Vote. Natierlech huet se dat, well hir Politik gëtt jo domat virugesat!

Mir akzeptéieren och net, wann déi Virgoensweis, wéi dat alt heiansdo geschitt, domat begrënnt gëtt, d'penal Responsabilitéit vun de Ministere wier elo schonn duerch Gesetzer ofgedeckt, duerfir bräichte mer keen neit Gesetz. Well onofhängeg dovun, dass dat jo schonn de Fall war, wéi dat an de Regierungsprogramm drageschriwwe ginn ass, geet et jo hei net nëmmen ëm d'penal Responsabilitéit vun de Ministeren.

Zu Wickreng-Léiweng a beim Cargolux-Katar-Deal - ech wëll dorop hiweisen, well ech wëll de Kontext och weisen, wou déi Regierung an d'Amt komm ass - hunn d'Ministere vläicht keng penal Gesetzer verletzt, mä si hunn eng onzoulässeg Vermëschung gemaach zwësche staatlechen, politeschen Interessen a privaten Interessen. A grad dat - ass eis versprach ginn deemools - sollt jo an Zukunft ënnerbonne ginn. An ech mengen, et geet och effektiv just ëm dat an engem Code de déontologie!

An déi Froen, dat wat soll ënnerbonne ginn, déi Praktike vun der Regierung vu virdrun, déi net méi méiglech gemaach solle ginn, déi stelle sech genau d'selwecht, ob een dat an engem Gesetz regelt oder an engem Règlement grand-ducal, just dass bei engem Gesetz d'Chamber mat entscheede kann, wéi esou Froe geléist ginn. An dat ënnert der Kontroll vun der Éffentlechkeet, déi d'Rapporte ka liese vun de Chamberskommissiounen, déi kann d'kontradiktoresch Debatten hei an dësem Sall novollzéien a sech eng Meenung doriwwer bilden. An dat alles ass heimat net garantéiert.

An ech mengen, Här President, dass zentral Froen iwwregens emol nach guer net geléist sinn an deem Règlement grand-ducal, déi awer hätte missen zur Debatt gestallt ginn: D'Karenzzäit vun de Ministeren, ier se vun der Politik an d'Privatwirtschaft wiesselen, ass hei net op eng anstänneg Manéier geléist. D'Sanktiounen, déi u Widderstéiss géint den Deontologiekodex gebonne sinn, sinn net virgesinn.

Et gëtt gesot, d'Ministere misste jo dann hir politesch Verantwortung iwwerhuelen. Da géif hinnen d'„Kapitalstrof" drohen, hunn ech souguer gelies am Interview vum Här Minister. Just, déi Kapitalstrof ass hei net virgesinn! Si ass awer zum Beispill virgesinn am Code de déontologie fir d'Deputéiert. Do si Sanktiounen dra virgesinn.

Och d'Envergure vun der Deklaratiounsflicht, wat de Patrimoine ugeet, ass hei absolut net geklärt. Eng Saach, déi a Frankräich elo geregelt ass a wou sech zënterhier gewisen huet, dass domadder wierklech eng Kontrollfunktioun kann ausgeüübt gi vis-à-vis vun de Ministeren.

Déi Motioun hei hate mer an d'Chamber erabruecht virun der Vakanz *(cf. compte rendu n°11/2013-2014, p. 410)*. Si ass un d'Kommissioun verwise ginn, an der Kommissioun ass se ofgelehnt ginn. Duerfir hunn ech drop gehalen, dass se hei nach eng Kéier diskutéiert gëtt. A mir wëllen och duerfir déi Motioun hei zum Vote stellen, hei am Plenum, fir dass all Deputéierte vun all Partei hei soll Stellung huelen, ob en domat d'accord ass, dass d'Regierung esou einfach ka vun engem vun hire wichtege Programmpunkten entbonne ginn. Mir mengen op jidde Fall, neen.

Mir hätte gären e Gesetz a mir verloossen eis och net op e Ministeschgesetz, wat iergendwa komme soll. An aacht Méint soll d'Vollek iwwert d'Mandatsdauer vun de Ministeren ofstëmmen, Här President. Awer d'Chamber soll net kënnen e Gesetz unhuelen, wat de Ministere Verhalensregele während hirer Mandatsdauer gëtt. An ech mengen, dat ass net nozevollzéien! Duerfir ass d'Konklusioun vun eiser Motioun, wou ech gären e Vote hei driwwer hätt: «invite le Gouvernement à déposer un projet de loi relatif fixant les droits et devoirs de ses membres dans les meilleurs délais», an dat ass quasi en Zitat vum Regierungsprogramm.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kann dat och kuerz maachen. Zur Form: Bon, ech mengen, den Här Urbany huet net onrecht. Do huet d'Regierung eigentlech selwer Ulass ginn zu senger Motioun. Hien zitéiert et och nach eng Kéier an de Considérante vu senger Motioun, dass an dem Regierungsprogramm steet: «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et devoirs des membres du Gouvernement».

Bon, firwat dass d'Regierung deem selwer gesteckten Zil dann net nokomm ass an hiren Usprëch net nokomm ass, dat muss se da selwer erklären.

Zum Fong awer - a wat och de Vote vun der CSV dokumentéiert -, dat ass folgenden: Mir hu virun der Summervakanz e Code de déontologie fir d'Chamber gestëmmt. Ech mengen, dat ass en équilibréierten Text, deen een aneschters hätt kënne presentéieren, mä en hat awer e grousse Konsens an der Chamber. An deen hu mer iwwer eng Modifikatioun vun eisem interne Chambersreglement gemaach, also wou keng Regierung sech, loosse mer soen, an déi Dispositioune vun de Rechter a Flichte vun den Deputéierten agemëscht huet.

An an deem Sënn kënne mer och novollzéien, dass, wann d'Regierung hir Rechter a Flichte vun hire Memberen an e Règlement grand-ducal afléisse léisst, dat fir eis och en équilibréierten Text ass, dass dann och d'Chamber sech net forcément sollt doranner amëschen.

Ech muss och soen, dass an der Substanz, quitte dass dat ëmmer als e Quantesprong presentéiert gouf, mä dass an der Substanz deen Text, deen d'Regierung an hirem Code de déontologie huet, deen an engem Règlement grand-ducal da virgesinn ass, dass deen net wesentlech ofweicht vun deene Regelen, déi sech déi fréier Regierung ginn huet.

An aus deene Grënn, Här President, bleiwe mer och bei deem Vote, dee mer an der Institutiounskommissioun ausgedréckt hunn, nämlech dass mer als CSV déi Motioun vun deene Lénke wäerten oflehnen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Konklusioun vum Här Roth, awer net onbedéngt d'Argumentatioun, wat eis Fraktioun ubelaangt.

Mir hunn déi dote Fro jo och diskutéiert, net nëmmen ënnert eis an der Commission des Institutions. Effektiv war déi Motioun jo en Dagesuerdnungspunkt bei eis an enger Sitzung. Mä mir hunn dat gemaach, wou mer och de Minister héieren hunn a sengen Explikatiounen, well mir jo als LSAP-Fraktioun awer der Meenung sinn, dass et der Chamber net däerf egal sinn, wat fir eng Deontologieregele sech d'Regierung gëtt, well mer jo eng Kontrollfonctioun vun der Regierung hunn. Also mengen ech, dass sech d'Fro anescht stellt wéi bei der Chamber selwer.

Nach mengen ech, dass ee muss en Ënnerscheed maachen tëschent der Form, déi een deem Ganze gëtt, deem Kodex gëtt, an dem Inhalt. D'Form ass fir mech bal zweetrangeg, muss ech elo ganz éierlech soen. Wat zielt, ass den Inhalt. An den Inhalt, deen diskutéiere mer haut, deen hu mer an der Kommissioun diskutéiert.

Den zoustännege Minister, den Här Braz, huet sech och formell engagéiert, fir och, wann den Avis vum Statsrot virläit zu deem Règlement grand-ducal... Deen also och awer an enger offizieller Prozedur mat dran ass! Et ass jo kee geheimen Text, dee kee géif kennen. Do kënnt herno en Avis eraus vum Conseil d'État, deen och wäert ëffentlech sinn. An duerno muss d'Regierung no Consultatioun vun der Chamber dann hir Responsabilitéit huelen, fir an engem Règlement grand-ducal - dat ass dee Wee, dee si gesicht hunn - da sech hir Deontologieregelen ze ginn.

Mä selbstverständlech awer no Diskussioun an der Chamber, nodeem se héieren huet, wat vu Suggestiounen, vu Remarquen, vu Kriticke gemaach ginn ass zu deem doten Text. An duerno selbstverständlech ass dat och weider eng Diskussioun, déi op ass, eng Debatt, déi op ass, wéi se och am Ausland ni definitiv zou ass, mä ëmmer erëmkënnt.

An et ass kengem Deputéierten hei verwiert, wann e mengt, e wéisst schonn, wat ee soll an esou e Gesetz schreiwen, eng Proposition de loi eranzeginn. An ech freeë mech drop, déi dann deemnächst hei kënnen och eventuell ze diskutéieren, wéi sech dann déi Leit, déi behäerzt mengen, déi dote Regele kéinten nëmmen iwwer e Gesetz festgeluecht ginn, wéi si sech da virstellen, wéi déi Regelen am Detail dann do ausgesinn.

Ech mengen, wichteg ass, dass mer eng Debatt um Fong kréien. Déi hu mer haut. Déi hate mer an der Kommissioun. Déi kënne mer mar kréien. Dir kënnt Interpellatiounen zu deem dote Punkt maachen. Et ginn also vill Méiglechkeeten, fir ëffentlech déi dote Froen ze diskutéieren. A fir mech ass et dann zweetrangeg, ob et an e Règlement grand-ducal stoe kënnt oder an e Gesetz stoe kënnt. Zumools well d'Regierung d'Optioun geholl huet - an déi ass, mengen ech, a priori richteg -, fir keng zousätzlech Sanctions pénales virzegesinn.

An ech sinn nach ëmmer dofir der Meenung, dass e Gesetz soll do sinn, fir normativ ze wierken, fir Norme festzeleeën an och d'Sanktioune festzeleeën, wann déi Normen net respektéiert ginn. Wann een dee Wee net geet - d'Regierung huet déi Optioun net geholl, mat mengen ech novollzéibare Grënn, well den Droit commun eigentlech haut schonn eis eng ganz Panoplie vun Instrumenter gëtt, fir Sanktioune virzegesinn -, da mengen ech, dann ass et och zimlech zweetrangeg, ob een dat an engem Règlement grand-ducal mécht oder an engem Gesetz mécht.

Dofir wäert och d'LSAP-Fraktioun géint déi dote Motioun stëmmen. Domadder läit se jo och an der Linn vun deenen Aarbechten, déi mer an eiser Kommissioun haten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. D'Wuert huet nach gefrot: d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Well den Här Bodry ëmmer viru mir schwätzt, hëlt e mer eigentlech eng Rëtsch vu Saachen ëmmer ewech, déi ech wollt soen, soudatt ech mech am Fong geholl kann un dat ralliéieren.

Ech wollt awer bäifügen, datt nonobstant vun deem, wat de Minister elo nach wäert soen, et ons awer och wichteg ass, datt d'Chamber d'Kontroll iwwert dat behält, wat d'Regierung mécht, net nëmmen an deene Gesetzesprojeten, déi se déposéiert, mä och eben an där Manéier, wéi se dann hir Aarbecht gesäit a wéi se hir Aarbecht mécht a wat dann alles sech dorauser och nach kann déduiéieren. An ech denken, datt dat ginn ass.

De Minister huet eis e puermol och gesot: „Ech kommen all Kéiers an d'Chamber, wann Der mech rufft, an ech sti Ried an Äntwert dozou." Ech mengen, dat ass e Wuert. A wann et muss sinn a wa Klärungsbedarf ass, wäerte mer dovunner och Gebrauch maachen.

Fir de Rescht, mengen ech, ass alles gesot. D'Form ass zweetrangeg. Et ass den Inhalt, deen zielt. Deen ass mat deem Reglement ginn a mir kënne mat deem Reglement liewen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Loschetter. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Justizminister fir d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Den Här Urbany formuléiert jo net fir d'Éischt am Fong eng Kritik un der Form an och e puer Kriticken um Fong. An der Form résuméiert sech seng Kritik drop, ze soen, d'Regierung hätt de Wee vum Règlement grand-ducal ausgesicht, fir sech der Chamber ze entzéien. Ech entzéie mech dann haut fir d'Zweet ouni Erfolleg der Chamber! An ech wäert mech nach an e puer Wochen eng drëtte Kéier ouni Erfolleg der Chamber entzéien, wann den Avis vum Statsrot bis virläit.

Ech muss soen, ech fannen dee Virworf éierlech gesot - besonnesch, zënter dass d'Oppositioun ënnert där neier Majoritéit eng ganz Partie Rechter bäikritt huet, Initiativrechter och nach bäikritt huet hei an der Chamber -, dee Virworf, dass eng Regierung sech der Chamber kéint entzéien, éierlech gesot absurd, an entschëllegt den Ausdrock! Mä d'Chamber ass ëmmer, ëmmer als éischte Pouvoir an der Positioun an an der Lag, fir d'Regierung ze ruffen, fir zu all Thema ze diskutéieren. An ech wäert am Numm vun der Regierung mech zu dësem Thema virun der Chamber esou oft veräntwerten, wéi et de Wonsch vun der Chamber ass. Dee Virworf, ça ne tient pas la route! Entschëllegt fir dat esou däitlech ze soen.

Zum Fong: d'Fro nom Ministeschgesetz. D'Ministeschgesetz wäert kommen, an zwar dann, wann d'Verfassungsrevisioun, déi elo diskutéiert gëtt, ofgeschloss ass! Mir hunn am Artikel 82, deen traitéiert iwwert d'Inculpatioun vun de Ministeren, am Moment zënter laange Joren eng net ofgeschlosse Situatioun, well dat Gesetz, wat d'Constitutioun verlaangt, ni gemaach ginn ass. Dës Regierung engagéiert sech, wann d'Verfassungsrevisioun, déi usteet, ofgeschloss ass, e Ministeschgesetz ze maachen.

Firwat hu mer fir déi deontologesch Regelen net mussen e Gesetz maachen? Den Här Bodry huet et eigentlech schonn erkläert: well et net noutwendeg war fir déi Ziler ze erreechen, déi mer eis gesat hunn. An der Haaptsaach doweinst, well mer keng zousätzlech nei penal Infraktiounen zu Lëtzebuerg musse schafen. Dat hu mer gepréift. Dat war nämlech d'Intentioun. Wann der hätte musse geschafe ginn, hätte mer se och geschafen, an dat da selbstverständlech och iwwer Gesetz.

No Analys an no Consultatioun mat enger Rei vu Leit, och mat Transparency International, mam Parquet, hu mer erausfonnt, dass Lëtzebuerg all den Usprëch, wat d'penal Sanktioune betrëfft, haut gerecht gëtt. Mir hunn also kee Besoin, fir iwwer e Gesetz eppes Zousätzleches anzeféieren, woumadder de Règlement grand-ducal als Contenant parfaitement suffisant ass. An dat ass och legistesch komplett richteg, dass mer dann op e Gesetz verzichten. Domadder verzichte mer awer net op eng Debatt virun der Chamber.

Aner Virwërf, déi formuléiert gi sinn: dass déi sougenannten „cooling-off period" elo hei net gutt geregelt wier. Dat bestreiden ech a weisen dat och zréck. Déi ass ganz gutt geregelt. Déi ass souguer streng geregelt!

Mir hunn eng „cooling-off"-Zäit an deem Règlement grand-ducal an Zukunft als Regierungsmembere vu 24 Méint! Dat gëtt et menges Wëssens a kengem aneren europäesche Land. Déi hunn alleguerten 12 Méint oder maximal 18 Méint. An déi Regele sinn och, an do muss ech dann och dem Här Roth soen, dass ech net ganz mat em averstane sinn, déi Regele bei eis, déi sinn elo juristesch verbindlech.

An dee viregten Text, dee war dat net. An dorun huet och seng Publikatioun, déi dës Regierung iwwregens duerchgezunn huet, näischt geännert. Deen Text hat keng legal Valeur. Dëse kritt als Règlement grand-ducal ganz wuel eng legal Valeur.

An en huet dann och Bestëmmungen am Rahme vun der ziviler Responsabilitéit, wou mer also keen neie Regime erfanne fir Regierungsmemberen, dee riskéiert hätt, virun enger Cour constitutionnelle eventuell net ze bestoen. Dofir begi mer dee gesécherte Wee vum Artikel 1382 an 1383 vum Code civil, wou mer genee wëssen, wéi eng Responsabilitéiten dass mer schafen a wéi eng dass missten assuméiert ginn am Fall vun engem Feeler, nämlech bis zu souguer an Héicht vum Gesamtschued, deen duerch e Feelverhale vun engem Minister no senger Mandatsperiod entstane wier.

Mir maachen och däitlech Fortschrëtter bei der Transparenz. Och par rapport zum viregte Code, och par rapport zu den Interessevermëschungen ass dëse Code wesentlech méi streng. An ech soen dofir och ganz däitlech, wa keng aner Sanktiounen dra sinn, wéi den Här Urbany bemängelt, dann ass dat e falsche Verglach. Et ass wierklech e falsche Verglach!

Firwat huet d'Chamber aner Sanktiounen? Jo, well et an der Chamber d'Sanktioun vum „Rauswurf" eigentlech net gëtt. D'Mandat kritt ee vum Électeur souverain. An nëmmen an engem ganz restriktive Fall, wann ee ganz laang guer net hei géif opdauchen, mä soss gëtt et kee Fall, wou een engem Deputéierten dierf soen: „Du bass zwar gewielt ginn, mä mir geheien dech awer eraus." Aus lauter gudde Grënn! Dofir muss ee sech dann aner Sanktiounen afale loossen.

An der Regierung, do gëtt een net gewielt, do gëtt ee genannt. An dofir gëtt et an der Regierung - net d'„Kapitalstrof", wéi ech fälschlecherweis zitéiert gi sinn, mäin Ausdrock ass ëmmer d'„maximal Strof", deen ech benotzen -, dofir gëtt et déi maximal Strof fir Regierungsmemberen. Nämlech een, dee sech net un de Code de déontologie hält, dee riskéiert, aus der Regierung ganz einfach erauszefléien. Wie sech net behëlt wéi ee Minister, bleift net Minister.

Dat geet an der Chamber net. Dat geet an der Regierung. An dofir fannen ech, déi Sanktiounen, déi am Chamberstext stinn, déi si ganz richteg fir d'Chamber. Déi brauchen am Regierungstext net dranzestoen. Well et ass evident, dat ass eng politesch Fro. Mir schwätzen do vu politesche Regelen, vun deontologesche Regelen. A wann ee sech net drun hält, da weess en, dass en eng Belaaschtung gëtt fir d'Regierung an da riskéiert, net an all de Fäll, mä e riskéiert dann natierlech och d'Sanktioun, aus der Regierung erauszefléien.

Am Résumé, Här President: Ech mengen, dës Regierung an dës Majoritéit kënnen houfreg sinn op deen doten Text. En huet eis jo och net vun ongeféier en héicht Luef an eng héich Unerkennung abruecht duerch Transparency International. A sidd mer net béis, Här Urbany, wann ech déi méi héich, an dësem Fall, schätze wéi Är Kritik.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Motioun.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Jo, okay.

Vote sur la motion

Majo, dann ass de Vote lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zu eisem zweetleschte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. An do geet et ëm en Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement iwwert d'Designatioun vun zwee Membere fir de Conseil national des finances publiques. De Rapporteur ass den éierewäerten Här Gast Gibéryen. An den Här Gibéryen huet d'Wuert.

19. 6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hoffen, dass ech mat dëser Propositioun fir d'Ännerung vun dem Chambersreglement méi Succès hu wéi virun enger Stonn mat menger Proposition de loi.

(Hilarité et interruptions)

Här President, duerch Gesetz vum 12. Juli 2014 hu mer en neit Gremium, e Gesetz geschafen iwwert d'Koordinatioun an d'Gouvernance vun den ëffentleche Finanzen. An an deem Gesetz ass och virgesinn, datt et e Conseil national des finances publiques gëtt. An an deem Conseil

national des finances publiques ass et un der Chamber, fir zwee Membere fir dee Conseil ze proposéieren.

D'Modalitéiten, wéi dës Designatiounen hei an der Chamber geschéien, fir déi zwee Memberen ze proposéieren, hu missen an eisem Reglement festgeluecht ginn, wat mat dëser Propositioun och soll geschéien.

Et ass festgehale ginn, datt et sollt eng Procédure allégée ginn. Dat heescht, mir hunn heibannen och schonn Nominatioune gemaach, wou de Poste mat Kritären ausgeschriwwe ginn ass, wou dann déi Leit, déi sech beruff fonnt hunn, sech konnte mellen. An dann hate mer Prozeduren, wéi mer heibannen de Choix getraff hunn.

Op dës Prozedur gëtt an dësem Fall net zréckgegraff. Et ass un der Presidentekonferenz, un de Parteien, fir Leit a Propositioun ze bréngen, déi dëse Kritären, wat hir Kompetenzen ubelaangt, wat hir Experienzen ubelaangt, entspriechen an déi aus dem Privatsecteur kommen, fir déi a Propositioun ze bréngen. An et ass dann un der Presidentekonferenz, fir hinzegoen an zwee Kandidaten der Chamber ze proposéieren.

Déi zwee Kandidate ginn am Prinzip ouni Vote hei ugeholl, par acclamation, et sief, et géif een Deputéierten e Vote secret verlaangen. Da gëtt fir déi zwou Persounen zweemol eenzel esou e Vote duerchgezunn. A wann ee vun deenen zwee Kandidate keng Majoritéit krit, da wier et un der Presidentekonferenz, fir en neie Kandidat ze proposéieren.

Een eenzelen Deputéierte ka verlaangen, datt et e Vote secret iwwert d'Bestëmmung vun deenen zwee Kandidate gëtt.

Zum Schluss nach: Den Artikel 204 vun eisem Reglement gesäit vir bei enger Décisioun, déi mer hei huelen, wat eng Ännerung vun eisem Reglement ubelaangt, datt déi Ännerung an där nächster ëffentlecher Sëtzung géif a Kraaft trieden no der Décisioun hei oder dem Vote hei vun der Chamber.

Well hei eng gewëssen Urgence besteet, ass an dësem Text mat festgehale ginn, datt déi üblech Prozedur fir d'Akraafttriede vun enger neier Bestëmmung an eisem Reglement dës Kéier net benotzt gëtt, mä datt dës Bestëmmung direkt mam Vote a Kraaft trëtt. Wat eis dann och erlaabt, um nächste Punkt vum Ordre du jour schonn d'Nominatioun vun deenen zwou Persounen, déi mer proposéieren, hei kënne virzehuelen.

Et ass also eng Prozedur, déi mer hei an eist Reglement aschreiwe fir d'Nominatioun vun deenen zwou Persounen, déi mer proposéiere fir an de Conseil national des finances publiques, wéi en am Gesetz vum 12. Juli 2014 virgesinn ass.

Dës Propositioun ass an der Reglementskommissioun eestëmmeg ugeholl ginn. An ech géif d'Chamber och domadder bieden, deem Beispill vun der Reglementskommissioun nozekommen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Dozou Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall...

(Brouhaha)

...ausser dem Serge Urbany.

Discussion générale

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, Här President, hei wëlle mer jo e Kontrollorgan schafen iwwert d'Finanzen am Kader vun där ganzer europäescher Diskussioun, wéi d'Finanze vum Land sollen an Zukunft géréiert ginn. Dat soll e Kontrollorgan si vun der Chamber.

Et steet am Text dran, dat wiere Kandidaten aus dem Secteur privé, déi do sollen a Fro kommen. Ënner Kandidaten aus dem Secteur privé stellen ech mer net onbedéngt nëmme Leit vir, déi a Gesellschaften eng Funktioun hunn. Ech kéint mer do och aner Leit vun Associatioune virstellen, zum Beispill Associatiounen, déi kritesch si vis-à-vis vun der Finanzentwécklung.

Wann ech awer d'Kandidate kucken, esou wéi se hei virleien, dat sinn: Direkter vun der ALFI, vun der Fongenindustrie, et ass en Direkter vun der SES, dee gläichzäiteg och Direkter vun der FEDIL ass a vu BIP Investment, fir nëmmen ee Beispill ze gi vu senge ville Funktiounen.

Et sinn iwwregens och Leit, déi vun hirer Vergaangenheet hier och emol scho fir de Stat geschafft hunn. Et ass also do och eng Imbricatioun zwëschen deenen Interessen, déi do geschitt. An ech mengen, dass dat hei op jidde Fall e schlechte Choix war vu Kandidaten, deen do geholl ginn ass.

Mir kënnen dat net deelen. Mir fannen, dass et eesäiteg ass, dass ee soll Leit do nennen, déi kritesch och si vis-à-vis vu gewëssenen Entwécklungen, net Leit, déi déi Entwécklungen nach verstäerken. Dofir wäerte mir e Vote froen zu deene Kandidaturen do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt just soen, Här Urbany, Dir waart nach beim falsche Punkt. Well mer mussen emol fir d'Éischt d'Ännerung vum Reglement stëmmen.

Da géif ech mengen, dass mer zur Ännerung vum Reglement iwwerginn. Dat ass den Document parlementaire 6717[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6717

An ech géif direkt d'Ofstëmmung lancéieren. D'Procuratioune sinn, mengen ech, och ofgeschloss. Ass dat esou?

(Assentiment)

Jo. An d'Ännerung vun eisem Reglement ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Och hei brauch ech net d'Fro no der Dispens ze stellen. Mir géifen dann elo zu der Designatioun vun de Membere kommen.

20. Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques

Ech wëll Iech soen, dass d'Conférence des Présidents sech op zwee Kandidate gëeenegt hat. Den Här Urbany ass mer e bëssen zevirkomm, andeem e se scho bal ausféierlech virgestallt hat.

Et handelt sech ëm d'Madame Anouk Agnes, déi bäigeuerdnet Direktesch ass vun der ALFI, dat ass d'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement. Si war och laangjähreg Mataarbechterin vum Finanzministère a vu Lux-Development.

(Interruption)

Jo, manner laang.

Den Här Romain Bausch ass effektiv laangjährege President vun der Société européenne des satellites, SES, gewiescht a war virdru Spëtzefonctionnaire an dem Finanzministère.

Mir hunn also hei zwou Kandidature virleien, wou Eenegkeet an der Conférence des Présidents war, mä hei ass de Vote gefrot ginn.

Ech géif also zum Vote iwwergoen. Mir mussen zwee Votte maachen. An ech wëll Iech awer berouegen, dat sinn dës Kéier elektronesch Votten.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Chamber huet sech moderniséiert a mir woen dann - a keng Procuratioun! - de Sprong an den elektroneschen Zäitalter mat den Ofstëmmungen iwwer Personalfroen.

Selbstverständlech, et ass e Vote secret électronique. An ech géif dofir proposéieren, dass mer - les dames d'abord - mat der Madame Agnes géifen ufänken. Keng Procuratiounen!

Vote sur le premier candidat

Ech géif dann de Vote lancéieren. Ech ginn dervun aus, dass de Vote ofgeschloss ass. Dat ass geschitt.

54-mol ass ofgestëmmt ginn, 51-mol Jo, Nee 3-mol. Domat wär d'Madame Agnes als Member vum Conseil national des finances publiques designéiert.

A mir géifen zu där nächster Ofstëmmung iwwergoen. Dës Kéier géif et dann ëm den Här Romain Bausch goen.

Vote sur le deuxième candidat

De Vote ass lancéiert. An en ass schonn ofgeschloss.

Datselwecht Resultat: 51-mol Jo, 3-mol Nee. Domat wär och de Romain Bausch als Member vum Conseil national des finances publiques vun der Chamber designéiert ginn.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung.

Ech soen Iech villmools Merci. Kommt gutt heem, a Rendez-vous mar de Moien um néng Auer fir den Débat iwwert d'Deklaratioun vum Premierminister. Merci villmools.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 19.04 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 2

MERCREDI,
15 OCTOBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)

- *Débat: M. Claude Wiseler (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, M. Nicolas Schmit, M. Félix Braz et M. Dan Kersch), M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt, M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert), M. Alex Bodry (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Wiseler), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Xavier Bettel et M. Eugène Berger), M. Justin Turpel (dépôt d'une motion), M. Marc Spautz (intervention de Mme Nancy Arendt)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Nancy Arendt, M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert)*
- *Motion 1: M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif lech bieden, Plaz ze huelen, a gläichzäiteg e schéine gudde Moie wënschen.

Eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nach net direkt, Här Chamberspresident.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Statsminister.

Mir géifen dann direkt zu eiser Dagesuerdnung iwwergoen. No der Deklaratioun vum Premierminister vu gëschter, fänken haut de Moien d'Debatten iwwert déi grouss politesch Orientéierung vun der Regierung an déi grouss Linne vum Budget fir d'nächst Joer un.

D'Riedezäit ass wéi follegt festgeluecht: D'CSV-Fraktioun huet 45 Minutten; d'DP, d'LSAP an déi gréng hu jee 30 Minutten; d'ADR an déi Lénk hunn 20 Minutte Riedezäit. Bis elo sinn agedroen: déi Häre Wiseler, Berger, Bodry, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Turpel. An ech géif dann direkt dem Fraktiounschef vun der CSV, dem Claude Wiseler, d'Wuert ginn. Här Wiseler.

2. Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Virun eppes méi wéi engem Mount krute mer e Bréif vum Här Etgen, deen eis gesot huet, de Statsminister géif en introduction vun dëser Séance parlementaire gär eng Ried halen iwwert de Budget de la nouvelle génération.

E puer Wochen duerno koum de Bréif, datt déi Ried, déi soll gehale ginn, net just iwwert de Budget de la nouvelle génération wär, mä am Fong eng Ried iwwert déi allgemeng Politik, iwwert déi grouss Moossnamen, déi an deenen nächste Jore solle geholl ginn. Wat mer gëschter festgestallt hunn, dat ass, datt op jidde Fall déi Ried, déi gehale ginn ass, keng Ried iwwert de Budget de la nouvelle génération war, esou wéi se ugekënnegt ginn ass, well awer och guer keng oder bal keng Zuel an där Ried do genannt gi war.

Et war awer och ganz lëschteg, wéi mer den Ordre du jour opgesat hunn, well am Prinzip jo de Moie sollt d'Presentatioun vum Budget sinn a mer et normal fonnt hunn, datt d'Oppositioun respektiv déi verschidde Fraktioune kéinten awer op dem Statsminister seng Ried reagéieren, an dat normal gewiescht wär, wa mer dat haut de Mëtteg gemaach hätten.

Dat konnt awer net sinn. Et konnt net sinn, ganz einfach, well et jo net méiglech war, de Budget virdrun ze presentéieren, well soss hätte jo déi, déi kënnen hei rieden, d'Zuele vum Budget scho kënne kennen. An dat wär jo net gutt gewiescht, well dat wär wesentlech méi einfach fir se gewiescht, fir déi Ried ze halen. Ech hunn dat am Fong kannereg fonnt, fir eis net wëllen d'Zuele vum Budget ze ginn, fir iwwer eng Ried kënnen ze schwätzen, déi selwer keng Zuele beinhalt, awer haaptsächlech ëm d'Zukunft an ëm d'budgetär Équiliberen an Zukunft geet. Ech hunn et kannereg fonnt, ech hunn et onseriö fonnt an ech hunn et am Fong signifikativ a symbolesch fonnt fir d'Onsécherheet, an där dës Regierung sech befënnt.

„Nei Perspektive fir Lëtzebuerg" huet déi Ried geheescht. Ech hunn awer fonnt, datt déi nei Perspektive kee Kader haten a keng richteg politesch Visioun ausgedréckt hunn. Ech hu fonnt, datt hei en Uneneereien, e Sammelsurium vun eenzelne Moossname war, vu vagen Intentioune war, wou keng Method, wéi et ëmgesat gëtt, dra stoung, wou näischt chiffréiert war a wou haaptsächlech guer kee Kalenner festgesat war.

Just zwou Saache ware kloer: Dat Éischt, dat ass de Paradigmewiessel an der Familljepolitik. Hei gëtt op de Familljen, op de Kanner gespuert. An ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck. An dat Zweet, dat waren déi scho méi laang bekannte Steiererhéijungen, déi hei nach eng Kéier kloer an däitlech ugekënnegt waren: 0,5% Augmentatioun plus eng TVA-Augmentatioun, déi substanziell ass.

Iwwert den Équiliber vum Spueren op där enger Säit a vun neien Dépensen, déi awer an där Erklärung massiv dra waren, ass kee Wuert gëschter geschwat ginn. Et sinn awer am Ufank eng ganz Rei Reprochen, där viregter Regierung gemaach ginn. Et ass gesot ginn, wann een elo net esou virukënnt, wéi ee wéilt virukommen, da wär dat d'Schold vun deene viregte Regierungen, déi hir Aufgaben net richteg gemaach hunn, mam beschte Beispill, datt d'Verschëldung vun 2008 op 2013 vu 5,5 op 11 Milliarden eropgaange war.

Dat ass emol einfach gesot. Dat ass an de Chiffere jo och richteg, mä et muss een awer och soen, wisou a firwat a wat d'Circonstancen dovunner waren. Et ass vergiess ginn, datt 2 Milliarde fir de Sauvetage vun der Fortis-BGL doranner sinn. Et ass vergiess ginn, datt d'Garantië vum EFSF doranner sinn. Hätte mer dat dann net solle maachen?

Et ass och vergiess ginn, datt deen ekonomesche Kader vu gëschter, 2007-2008, en total aneren ass wéi dee vun haut. Fir déi, déi sech net méi kënnen erënneren, an esou huet dat gëschter ugeklongen, 2007-2008 ware mer virun enger vun deene gréisste weltwäite Finanzkrisen, déi an deene leschte Jorzéngten Europa, d'Welt kannt huet! Dat elo einfach ze soen, wéi wann dat näischt wär a wéi wann d'Regierung normal hätt kënne Geschäfter wéi ëmmer maachen, dat ass awer just e bloen Himmel virgemoolt.

Mir haten 2007 nach e PIB mat vun enger Croissance vu 6,6%. A mir haten 2008 ee mat minus 0,8%. Minus 0,8! 2009 ee mat minus 4,1%, bedéngt duerch d'Weltwirtschaftssituatioun. An elo si mer erëm op plus 2,1%. An Är Prognose sinn op plus 3,5% gemaach.

A mir hunn - an dat hu mer laang hei an der Chamber zesummen diskutéiert, an do war och jiddwer Fraktioun domadder d'accord -, mir hu sengerzäit `07, `08, `09 décidéiert, datt mer eng grouss Investitiounspolitik wéilte maachen, well mer wollten d'Ekonomie weiderlafe loossen. Dat huet déi viregt Regierung gemeinsam proposéiert. All Fraktioune waren d'accord. Mir hunn et laang diskutéiert heibannen. Mir wollten eng antikonjunkturell Politik maachen, déi eis am Fong géif hëllefen, dës Wirtschaft um Fonctionnéieren ze halen, datt eis Entreprisë liewen, datt wann den Opschwong erëm géif kommen, se och bereet wären, erëm ze fonctionnéieren.

Dat hu mer gemeinsam décidéiert. Dat hat awer als Konsequenz, datt mer net konnte spueren, esou wéi mer et och gewollt hätten, aus deem ganz einfache Grond, well een eng antizyklesch Politik sengerzäit huet misse maachen.

An all Ekonomiste soen lech, datt Spuermoossnamen an Zäite vu Rezessioun, dann, wann d'Wirtschaft zréckgeet, net dat ass, wat ee sollt maachen, wann een d'Wirtschaft net wëllt ofwiergen, mä dass ee se sollt maachen, wann et erëm an d'Luucht geet an enger Zäit, wou d'Croissance erëm do ass. Dat heescht, elo musse se gemaach ginn an dëse Joren.

Dat ass e reng ekonomescht Iwwerleeën. Dir waart d'ailleurs, Här Premierminister, sengerzäit och mat där doter Politik d'accord, fir se ze maachen. Quitte datt Der eis se haut reprochéiert.

Wat d'TVA an de Commerce électronique ugeet, do sot Der, et huet kee reagéiert iwwert d'Joren, jorelaang wosst een dat schonn. Och do wëll ech drop hiweisen, datt mer iwwert deen dote Problem a ville Kommissiounssëtzunge gemeinsam geschwat hunn, datt et och ganz kloer war, wéi d'Décisiounen op europäeschem Niveau géife lafen, datt dat jiddwerengem bewosst war, datt dat och näischt ass, wat verstoppt ginn ass. Mä mir ware just an deene Joren, wou déi Suen, déi mer vun dem Commerce électronique kruten, ebe wichteg waren, fir kënnen déi antizyklesch Politik ze maachen a fir kënnen ze investéieren. Hätte mer dat net gemaach, dann hätte mer d'Schold nach sengerzäit vergréissert.

A wann Der eis elo d'Fro stellt: „Firwat hutt Der net reagéiert?", da kann ech lech déi Fro awer einfach zréckstellen. Dir hat d'lescht Joer och 2 bis 300 Milliounë Recetten aus dem Commerce électronique méi. Wat hutt Dir dann d'lescht Joer domadder gemaach? Mä Dir hutt genau datselwecht d'lescht Joer domadder gemaach wéi déi Regierunge virdrun. Dir hutt gekuckt, se ze utiliséieren, fir datt d'Schold net soll méi grouss ginn. Da kënnt Der elo einfach deenen engen dat reprochéieren. Ech soe just: Dir hutt d'lescht Joer genau datselwecht gemaach.

Dir hutt eis säit engem Joer eng nei Procédure budgétaire versprach. Dir hutt och gëschter nach eng Kéier iwwert déi 19 Aarbechtsgruppen, déi esou gutt a esou fein matenee schaffen, geschwat an elo géif alles nei ginn.

Mir stelle just fest, datt mer hei an deem neie Budget haaptsächlech zu 99% Moossnamen dran hunn, déi den Traité de stabilité, deen europäeschen Traité de stabilité eis souwéisou virschreift, als Struktur ze maachen, datt mer 500 Artikelen zesummeschreiwen, wou ech net gesinn, wat do d'Spuermoossnam ass, a wou ech haaptsächlech net gesinn, wat do eng nei kopernikanesch Revolutioun an der Budgetsstruktur ass. A mir hunn d'Transferten erliichtert vun enger Sektioun op déi aner, mä dat war souwisou schonn 2014 de Fall. All déi Versprieche, déi gemaach gi si fir de Budget 2015, déi sinn op jidde Fall dëst Joer net gehale ginn.

Da sinn och eng ganz Rei Versprieche gemaach ginn fir déi nächst Joren. An dat kann een an Äre Rieden duerchliesen. An ech wëll net an d'Detailer dovunner agoen. Och Versprieche, mat deene mir kënne liewen, déi vun den Objektiver. Mir hätte gär um Enn vun der Legislaturperiod en 0,5%ege PIB-Iwwerschoss vum Budget. Mir hätte gär manner wéi 30% Dette publique. Mir wëllen eng Consolidatioun vun 1,5 Milliounen Euro maachen.

Mat deene Visiounen, mat deenen Ziler si mer evidenterweis d'accord. Mä just, datt ech hei an deem Budget, wou Der eng ganz Rei Propose beschriwwen hutt, net nëmme Proposen, déi 2015 sollen antrieden, mä och Proposen iwwert déi ganz Legislaturperiod, hunn ech eng vun deene wichtegste Reforme guer net ugeschwat gesinn. Dir hutt kee Wuert iwwert d'Steierreform geschwat, déi d'ailleurs verscho be ginn ass vun 2016 op 2017. Kee Wuert iwwert d'Steierreform, déi, wëll ech awer kloer soen, wichteg wär fir d'Entreprisen; net nëmme fir d'Entreprisen, mä och fir d'Entreprisen esou schnell wéi méiglech.

Et ass versprach ginn, 200 Milliounë strukturell fir 2015 ze spueren. De Mëtteg gi mer da jo méi gewuer. Mä et ass versprach ginn, se ze spueren, andeems ee ganz enk op d'Sélectivité sociale géif oppassen, andeems ee keng Augmentatioune fir d'Entreprisë géif maachen an andeems ee géif oppassen, datt d'Kompetitivitéit vun de Betriber net géif a Fro gestallt ginn. Dat ass elo näischt, wat ech erfannen. Dat fannt Der a multiplen Discoursen erëm, déi Dir an der leschter Zäit gehalen hutt.

Ech stellen awer elo fest, datt ee vun den haaptsächlechsten Elementer doranner besteet, datt mer emol Steiererhéijunge maachen. Mir hu scho vill iwwert déi TVA-Haussë geschwat. Ech verstinn och, datt een eng 2%eg TVA-Hausse mécht, wann ee wëllt e Budgetsréequilibrage maachen. Mir waren d'ailleurs déi eenzeg Partei, déi se am Wahlprogramm haten. Dir net. Dir hutt gesot, Dir géift se als allerlescht maachen. Elo maacht Der se als allereischt. Mir hate se am Wahlprogramm, mir kritiséieren dat emol net.

Wat mer par contre kritiséieren, dat ass awer nach wie vor déi 14%eg Augmentatioun, déi Der op den Zweetwunnenge maacht. Ganz einfach kritiséiere mer se, well mer mengen, datt se contraire wär zu den Ziler vun der Logementspolitik, déi Dir selwer annoncéiert hutt, well se fir d'Logementspolitik d'Investissementer wesentlech méi schwiereg mécht.

Ech sinn elo frou gëschter erfuer ze hunn, datt Der se net spille loosst fir d'Renovatioun vun den Haiser, well do hätt se nach méi Schwieregkeete bruecht. Mä trotzdeem mécht se d'Investissementer wesentlech méi schwéier. Déi kleng Investisseuren, wat net ëmmer déi räich Kapitaliste sinn, wéi se gär duergestallt ginn, déi siwen oder aacht oder néng Appartementer hunn, mä ganz oft Leit, déi no villem Schaffe probéieren, fir hire Kanner en zweet Appartement ze kafen, wat se da verlounen, wat net Kapitaliste sinn, fir déi gëtt och de Präis iwwer 10% méi deier. An déi iwwerleeë sech, ob se da wëllen déi Investissementer maachen, an iwwerleeë sech wahrscheinlech, se net ze maachen zu engem Deel. Wat dann heescht, datt mer op där anerer Säit déi Suen, déi mer awer... dat Privatkapital, wat mer als Investissementer um Logementsmaart brauchen, net op de Logementsmaart kréien.

A wann Der da sot: „Dat changéiert näischt un de Präisser.", da soen ech: „Evidenterweis changéiert et eppes un de Präisser." Wann Der eppes 10% oder 12% oder 14% méi deier maacht, jo, dat changéiert natierlech um Präis. A wann dann och manner Leit investéieren, jo, dann ass et och evident, datt d'Offer méi kleng gëtt an datt dann och d'Präisser an d'Luucht ginn, an evidenterweis, datt och do d'Suite ass, datt d'Loyere wäerten an Zukunft an d'Luucht goen.

Plusieurs voix.- Ganz genau!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat kritt Der elo net duerch Wierder changéiert. Dat ass einfach déi ekonomesch Realitéit, déi an deenen nächste Jore wäert hei zu Lëtzebuerg stattfannen.

A wann Der elo sot: „Mir investéiere méi an déi ëffentlech Investissementer, fir den ëffentleche Bau ze..." Dir sot am Fong, datt de Stat méi baut oder méi finanzéiert, 10.000 Wunnengen an deenen nächste Joren. Da soen ech: Zu engem Deel gi jo dann déi Suen, déi méi gebraucht gi vun der TVA, an déi staatlech Finanzéierungen erëm ëmgeluecht. Dann ass meng Fro: Déi 10.000 Wunnengen, do wär ech wierklech frou, wa mer kéinten de Kalenner gewuer ginn. Ass dat fir déi nächst fënnef Joer? Fir déi nächst zéng Joer? Fir déi nächst 15 Joer? Fir déi nächst 20 Joer?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir déi nächst véier Joer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et wär awer gutt, wa mer dat géife wëssen.

An och froen ech mech, déi 10%, déi Augmentatioun da sinn un deenen Zommen, déi de

Stat zur Verfügung stellt fir den ëffentleche Wunnengsbau, ob déi net sofort de toute façon duerch TVA-Augmentatiounen opgefriess ginn, déi och déi sozial Promoteure musse bezuelen. An deem Sënn géif och déi Moossnam net ganz vill Sënn maachen an hirer interner Logik.

Datselwecht gëllt fir d'Familljepolitik. 0,5% Hausse gëtt do vun de Steiere gemaach. Dir sot, vun der Contribution, et géif eng Contribution pour politique familiale ginn. De Ben Fayot huet Iech an enger Carte blanche gewisen, datt eng Kontributioun awer eppes anescht ass, well eng Kontributioun ass un d'Praxis, un eppes ganz Prezises, gebonnen, ass finanziell e Kader. An de Montant vun der Kontributioun gëtt wéi bei der Fleegeversécherung gerechent op dat, wat duerno als Prestatioun och jiddwereen zegutt huet.

Hei entsteet kee Recht draus. Kee Recht, well et sinn och net genuch Plazen do. Hei ass och kee Risque, deen an deem Sënn couvréiert gëtt wéi bei der Fleegeversécherung, well eng ganz Rei Leit musse Steiere bezuelen, déi entweder scho laang Kanner haten oder keng Intentioun hunn, der ze kréien. Et ass kee Risque, deen also - wann een dat souwisou kéint e Risque nennen - hei finanzéiert gëtt, mä et ass einfach eng solidaresch Kontributioun oder eng solidaresch Abgab, déi Der frot, also, an anere Wierder, eng richteg Steiererhéijung, déi Der tout simplement hei maacht.

A meng Fro, déi ass och: Wann et eng Kontributioun wär, esou wéi Der behaapt, wéi ass et da mat de Rechter vun de Frontalieren, déi se jo och bezuelen? A wann Der e Recht domadder kreéiert, da wëll ech einfach wëssen: Wéi geet dat? Wéi kritt Der déi Plazen hier? Wéi maache mer dat? Alles dat si Saachen, Äntwerten, déi an deem heite Kader enorm wichteg wären, fir déi Politik kënnen anzeschätzen, déi Der hei maacht.

Dobäi kënnt dann dee Choix, deen Dir huelt, fir d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité ofzeschafen. Dir hutt gëschter gesot: „Wat ass Familljepolitik? Familljepolitik, dat ass näischt, wat ee mat Sue mécht, mä eppes wat ee mat Resultater mécht." Da froen ech Iech: Wat fir Resultater dann? Wat fir Resultater wëllt Der dann erreechen?

Dir sot hei, Dir géift keng ideologesch Familljepolitik maachen. Ech hunn awer anerer..., den Här Fayot gelies an der Zeitung, dee seet, d'Zilsetzung vun där doter Ofschafung, dat wär déi, datt hien oder déi nei Majoritéit kee Sënn géif gesinn, fir datt Familljen, wou een doheem bleift, fir sech ëm d'Kanner ze bekëmmeren, nach géifen eng staatlech Subventioun kréien. Déi Zilsetzung ass kloer. A wann dat keng ideologesch Zilsetzung ass, da froen ech mech awer, wat eng ideologesch Zilsetzung ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hei gëtt een erausgeholl, deen e fräie Modell wielt, wéi hie wëllt liewen, an Dir sot: „Deen do net. Dee passt eis net. Dat passt eis net an de Krom. Dee kritt näischt méi an Zukunft."

Fir d'CSV ass d'Allocation d'éducation eng Hëllef fir d'Famill, wa se wëllt, de Choix ze huelen, eng Zäit sech selwer ëm d'Kannererzéiung ze këmmeren. Dir huelt déi Allocatioun ewech an Dir huelt domat ville Familljen de Choix ewech.

(Interruptions)

Mir sinn der Meenung, d'Zilsetzung vun der Politik ass déi, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen, dat Liewen ze féieren, dat Familljeliewen ze féieren, dee Familljemodell ze liewen, dee si wëlle liewen. An et ass net un der Politik, ze imposéieren, wat fir ee Familljemodell ee wëllt. Et ass un de Leit, et ze décidéieren.

Dës Regierung fënnt just ee Familljemodell als richteg. A jiddwereen, deen eng aner Meenung huet an eppes anescht wëllt liewen, deen hat Pech, dee kritt all Hëllef gestrach. Dat ass eppes, wat fir eis inakzeptabel ass.

Et ass net nëmmen, datt en all Hëllef gestrach kritt op där enger Säit, mä op där anerer Säit muss en och nach 0,5% bezuelen,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …fir d'Gratuitéit vun de Crèchen ze maachen, vun där en eventuell net profitéiert. A wéi solle Familllje mat modesten a mat mëttleren Akommessen dee Choix dann nach fräi hunn? Déi Fräiheet gëtt einfach ewechgeholl. An dat ass fir eis en absolutte Problem.

D'ailleurs gëtt et och nach an der Politik eng ganz Rei aner Moossnamen, déi de Familljen hëllefen, fir datt een doheem bleift. Zum Beispill gëtt et an der Fonction publique de Congé sans traitement consécutif au congé de maternité fir zwee Joer. D'ailleurs gëtt et de Congé sans traitement fir 15 Joer mat därselwechter Zilsetzung. Meng Fro ass: Wat maacht Der dann an Ärer Logik mat deenen dote Moossnamen? Wëllt Der déi an Zukunft och ofschafen, well dat géif jo an Är Logik einfach passen?

Ech hunn d'Impressioun, datt dës Majoritéit denkt, si wéisst, wat d'Wourecht ass, denkt, si wéisst, wéi jiddwereen an dësem Land muss liewen, an d'Fräiheeten an de Choix einfach ewechhëlt. Ob dat an der Familljepolitik ass, am Familljeliewen, ob dat an der Éducatioun ass, wou och de libre choix soll ewechgeholl ginn, a souguer, wann ech mer dat däerf erlaben, ob dat duerno ass, wa Ministeren zéng Joer Minister waren an et net méi däerfe ginn an de Leit de Choix ewechgeholl gëtt, fir déi Leit ze wielen, déi se nach wëlle wielen.

Hei gi Modeller einfach ëmgesat, well d'Regierung mengt, dat wär d'Wourecht, ouni Rücksicht ze huelen op dat, wat aner Leit kënnen denken a wëllen.

(Interruption)

Dann ass nach eng Moossnam och an der Familljen- an an der Kannerpolitik, op déi ech awer wëll agoen. De Premier huet gëschter gesot, datt d'Kannergeld beim éischte Kand géif vun 262,48 op 265 Euro eropgoen, also liicht méi héich ginn. An da kéim e Montant unique, 3 Euro, 2,5 Euro méi héich. Eppes 30 Euro d'Joer kritt ee méi. Okay. Wat en awer dann net hannendru gesot huet, an ech weess net, ob ech et richteg verstanen hunn,...

(Interruption)

...well ech déi Zuelen do net alleguer hunn, mä wann Der e Montant unique aféiert, quitte datt et dann 30 Euro d'Joer fir dat éischt Kand an d'Luucht geet, dann ass et awer esou, datt bei engem Montant unique bei zwee Kanner et wesentlech manner ass, 786 Euro d'Joer manner. Bei dräi Kanner 2.856 Euro manner. Bei véier Kanner 4.944 Euro manner. Déi Zuelen hutt Der awer net genannt.

(Interruption)

Déi hutt Der net genannt gëschter. A wann dann eng Famill, wou och nach een doheem bleift an net wëllt schaffe goen, wann Der kuckt, wat Der do ewechhuelt an deenen nächste Joren, dann huelt Der do bei Familllje mat dräi Kanner 8.600 Euro a mat véier Kanner 10.000 Euro d'Joer ewech. Déi Zuele wären awer och gutt genannt. Ech wär just frou, wann dat net esou ass, datt Der mer dat géift verbesseren. Wann Der e Montant unique aféiert, ass dat meng Rechnung. Dofir sinn ech esou onglécklech, Här Bettel, datt Der eis...

(Exclamations)

Dofir sinn ech net frou, Här Bettel, an ech fannen et onkorrekt, datt Der eis net d'Zuele gitt an datt Der eis hei einfach bis op de Mëtteg vertréischt. Well et wär normal gewiescht, datt mer hätte kënnen déi Zuelen do hunn, éier mer seriö an déi Diskussioun eragaange wären.

Dat net ze maachen, ass net seriö. Wa meng Rechnungen net richteg sinn, deet dat mer leed. Mä dat ass dat, wat ech konnt op deene puer Donnéeën, déi ech hat, just erausfannen.

(Interruption)

Jo. Ech kréie jo déi Zäit erëm, Här President.

(Assentiment)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll just soen: Fir engem eppes ewechzehuelen, muss een eppes kréien. Wann den Här Wiseler gëschter gutt nogelauschtert huet, weess en, dass dës Regierung kengem eppes ewechhëlt,...

(Protestations)

...deen am Moment do ass.

(Brouhaha)

An Dir schwätzt hei, wéi wa mer engem iergendeppes géifen ewechhuelen, wat net de Fall ass.

Ech soen et nach eng Kéier: Déi, déi haut eppes hunn... Well hei gëtt jo gemaach an et gëtt jo probéiert ze maachen, wéi wa mer de Familllje géifen eppes ewechhuelen. Dat ass net de Fall. An ech soe just, dass ee kengem eppes kann ewechhuelen, deen haut nach näischt huet.

Une voix.- Kanner, déi net gebuer sinn, kënnen nach näischt kréien.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Très bien, Här Bettel. Dir confirméiert also genau déi Rechnung, déi ech elo hat.

(Brouhaha)

Ech rektifizéieren also meng Ausso.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, et huet elo just een d'Wuert, an dat ass den Här Wiseler. An ech géif Iech bieden, gutt nozelauschteren!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An Zukunft kréien also déi Familljen, déi dräi Kanner hunn, 8.616 Euro manner wéi déi Familljen, déi haut dräi Kanner hunn, respektiv 10.704 Euro manner déi Familljen, déi véier Kanner hunn, wéi déi Familljen, déi haut véier Kanner hunn.

Dat ass jo dat, wat Der elo gesot hutt.

(Interruptions diverses)

Wann net, sinn ech fir all Verbesserung op a si frou, wann Der et maacht.

(Coups de cloche de la Présidence)

(Interruption)

Iwwert d'Éducatioun e puer Wuert. Zwëschent engem an dräi Joer gëtt d'Aschoulung gratis gemaach. Dofir gëtt 0,5% à partir vum 1. Januar 2015 opgehuewen. Meng Fro ass... Dir hieft eng Kontributioun op, Dir kreéiert also - wann Der et selwer Kontributioun nennt - e Recht. Da froen ech mech, à partir vum 1. Januar 2015: Wou sinn dann d'Plazen? Wou sinn d'Leit, déi kënnen déi do Aarbecht maachen? A wéi organiséiert Der dat dann à partir vum nächste Joer?

Et gëtt och gesot, Dir géift et zu Schoulzäite gratis maachen. Dann ass meng Fro: Wann Der déi logesch Konsequenz huelt, datt Der net wëllt, datt ee vun den Elterendeeler doheem bleift, fir sech ëm d'Éducatioun vun de Kanner ze këmmeren, wisou da just zu Schoulzäiten - well da geet dat jo en fin de compte och net ganz op? A wat maacht Der an de fräien Nomëtteger? Wat maacht Der an de Vakanzen? Loosst Der fir déi Surveillance, loosst Der fir déi Crèchen, fir déi Garderien, loosst Der do de Chèque-service bestoen oder net? Respektiv an de Maison-relaisen, wou jo keng Gratuitéit ass, bleift do deen ale System bestoen oder net? Déi Äntwert konnt ech net aus Ärer Ried erausliesen.

Dann zum System vun der Zweesproochegkeet. Mir hate mam Här Meisch eng laang Diskussioun doriwwer. Ech kann am Prinzip näischt géint eng Zweesproochegkeet soen am Éducatiounssystem vun engem bis dräi Joer, mä ech wëll awer just wëssen, wéi dat soll gemaach ginn, wéi een dat wëllt ëmsetzen, do wou elo Kontrakter mat Leit lafen, déi net onbedéngt „native speaker" sinn, déi also net kënnen déi Sprooch esou bäibréngen, wéi dat u sech geduecht gëtt, wéi dat an deenen nächste Jore soll organiséiert ginn. An ech wëll haaptsächlech wëssen: Wat ass dann den Inhalt vun deene pädagogesche Methoden? An ech wëll haaptsächlech wëssen: Wéi ass dann d'Gesamtkonzept vun eisem Sproochenunterrecht hei an de Schoulen? Dir kënnt jo net higoen an Dir maacht emol eppes fir déi éischt zwee Joer a wat hannendru kënnt, dat wësse mer net, a wéi et soll weidergoen, dat wësse mer och net.

An ech froe mech, wéi Der dat wëllt vum 1. Januar 2015 u setzen, wou et souwisou net geet? Dir hieft awer schonn d'Suen op à partir vum 1. Januar 2015 an d'Moossnamen, déi kommen da '16, '17 oder '18, iergendzwousch gi se dann en place gesat, wann Der capabel sidd, se iwwerhaapt en place ze setzen, well dat do ass wierklech eng ganz schwiereg Entreprise.

Aner grouss Domäner wëll ech och kuerz uschwätzen: dee vun der Fonction publique. Do sinn e puer Punkten einfach gëschter ugeschwat ginn. Zum Beispill schwätzt Der iwwert d'Suppression vum Trimestre de faveur. Zum Beispill schwätzt Der iwwert déi Stonnen, déi ausbezuelt ginn. Et ginn nëmmen déi Stonnen ausbezuelt, déi reell prestéiert ginn. Dann ass meng Fro: Wat heescht dat do?

Une voix.- Wat heescht dat?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat heescht dat? Heescht dat, datt mer d'Déchargen ofschafen? Reng Stonnen, déi reell prestéiert sinn. Oder mengt Der dat anescht? Heescht dat, datt mer d'Postes à responsabilité ofschafen? Heescht dat, datt mer déi verschidden Tâches spéciales, déi et an de Schoule gëtt, ofschafen? Ech wëll just wëssen, wat et heescht. Well ënnert deenen heite Wierder - schnell gesot, guttkléngend - kann ech mer näischt virstellen. Ech wëll einfach den Detail wëssen, wat dat do an der Schoulrealitéit heescht.

Dir sot: „Méi Präsenz am Fondamental virun der Klass!" Dat kléngt och gutt. Just, wat heescht et? Heescht dat, datt d'Tâchen nei definéiert ginn? Heescht dat, datt d'Enseignanten elo an deenen Tâchen, déi se hunn, méi Schoulstonne kréien? Ech wëll et just wëssen. Ech wëll et just wëssen. An ech wëll och wëssen, ob dat do Propositioune sinn, déi Dir schonn ofgeschwat hutt mat deene Verantwortlechen, mat de Sozialpartner, déi heifir responsabel sinn?

An d'Äntwert - dat hutt Der jo gëschter héieren, bei all deene Leit, déi Iech scho geäntwert hunn an déi gëschter Reaktioune gewisen hunn op déi Ried, déi Dir hat - ass neen. Et ass net mat hinnen ofgeschwat ginn. Do si verschiddentlech, wann et gutt gaangen ass, Leit geruff ginn, d'Leit sinn informéiert ginn iwwert dat, wat décidéiert ginn ass, an dann ass dat sozialen Dialog genannt ginn.

Ech soen Iech: Dat ware just Informatiounsversammlungen, wou just e soziale Monolog stattfonnt huet a soss guer näischt anescht.

Sinn déi Changementer - déiselwecht Fro, fir op de Privatsecteur ze kommen -, déi Der am Fonds pour l'Emploi maacht, an zwar d'Modifikatioune vun den Aides temporaires pour réemploi, duerchgeschwat ginn? Ech soen: Et si jo eng ganz Rei Saachen...

(Interruption)

Dir sot: Se sinn duerchgeschwat ginn an Dir sot...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Zwee Joer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An Dir hutt en Accord dorobber?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Net onbedéngt. Et muss ee seng Responsabilitéiten huelen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt se also informéiert, datt Der dat maacht.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass nei. D'Regierung iwwerhëlt Verantwortung. Dat ass effektiv nei.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt se informéiert, datt Der dat maacht. Dir sidd responsabel Politiker, Dir maacht dat. Dir sot, Dir géift de sozialen Dialog och maachen. Eng vun deenen zwou Saachen zumindest ass net richteg.

Une voix.- Ouh?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Datselwecht gëllt fir Wirtschaftspolitik. Et ass u sech gesot ginn, d'Entreprisë géifen net méi Belaaschtung kréien. Ech stellen hei fest, datt TVA-Haussë kommen, déi souwuel d'Banken, d'Assurancen, d'Servicer an d'Horesca betreffen. Ech stelle fest, datt eng Logementspolitik gemaach gëtt, eng TVA-Logement-Augmentatioun gemaach gëtt - massiv gemaach gëtt -, ouni datt dat mam Secteur ofgeschwat ginn ass, de Secteur awer ganz schwéier betreffend.

Ech stelle fest, datt hei eng Fusioun vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce als grouss Spuermoossnam duergestallt gëtt. Meng Fro: Ass dat duerchgeschwat? Hutt Der den Accord vun deene jeeweilege Leit, déi responsabel sinn an deene Chamberen? Ass dat ofgeschwat?

Hei gëtt d'Politik ganz einfach dekretéiert. Et si Saache versprach ginn, déi net gehale ginn, keng zousätzlech Belaaschtungen. Dir hutt an der Mutualitéit einfach esou vill Suen ewechgeholl - schonn 2014 - an elo schwätzt Der fir 2015, se erëm zu engem Deel bäizeginn, awer net ganz bäizeginn.

Dat huet awer als Konsequenz, datt Cotisatiounserhéijunge musse gemaach ginn. Dat huet awer als Konsequenz, datt d'Betriber méi belaascht ginn. Datt dat also, wat Der versprach hutt, net richteg ass, datt d'Betriber net géife méi belaascht ginn.

D'TVA - hunn ech scho gesot -, dat ass datselwecht, an den Abaissement vum Kofinanzement vun der Formation continue ass genau datselwecht. Hei ginn och d'Betriber, déi awer musse Formation continue maachen, wa se wëllen au point sinn, hei ginn och Finanzementer ewechgeholl, also d'Betriber méi belaascht.

E puer disparat Iddien. Ech ka se net alleguer opgräifen, well Dir hutt der eng ganz Mass einfach an d'Chamber gëschter geworf, mä e puer, déi mech awer interloquéiert hunn.

Dat Éischt ass, d'Pressehëllef bleift d'selwecht, mä gëtt am Fong méi breet. Dat heescht an anere Wierder - dovunner ginn ech aus -, wann de Montant d'selwecht gëtt an d'Online-Press gëtt awer an Zukunft och subsidiéiert - wat ech par ailleurs eng gutt Saach fannen -, mä dat heescht, datt eng ganz Rei Presseorganer an Zukunft wäerte Subside verléieren. Et ka jo net anescht sinn. De Kuch gëtt anescht opgedeelt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi soll dat gemaach ginn? No wat fir Kritären? Déi Äntwerten hu mer net kritt.

Eng aner Moossnam: Polizeipräsenz - bei private Manifestatioune mussen an Zukunft d'Organisateure selwer oder deelweis selwer bezuelen. Et ass och eng kleng Moossnam. Meng Fro ass: Wat heescht dat da fir Futtballmatcher? Fir Tennismatcher? Wat heescht dat fir e Marathon, deen an der Stad oder an-

zwousch anescht organiséiert gëtt? Wéi soll dat dann an Zukunft gestalt ginn? An haaptsächlech: Wéi ass et da mat der Responsabilitéit vum Stat, deen an dësem Land awer responsabel ass fir d'Sécherheet?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Och Froen, déi net geléist ginn.

Dir schwätzt vun de Subventiounen an de Start-uppen, datt mer do en „return on invest" kontrolléieren, éier mer déi Subventiounen an Zukunft wäerte verdeelen. Fir mech waren d'Start-uppen awer ëmmer Entreprisë mat engem ganz grousse Risque. An déi just ze subsidiéieren, wann Der sécher sidd, en „return on invest" ze kréien - dat ass awer d'Iddi vun de Start-uppen, an de Risque, deen een domat hëlt an deen de Stat mat dréit, just well mer d'Start-uppe wëllen, a wa mer jonk Entrepreneure wëllen an d'Entrepreneuriat erabréngen -, dat ass awer net am Sënn, wéi esou Start-uppe solle subventionéiert ginn, wou de Risque soll matgedroe ginn. Ansonste gëtt et net ganz vill.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da sinn eng Rei Moossnamen och gëschter hei net ugeschwat ginn. Déi sinn an aneren Interviewen - vu datt den Här Kersch hei sëtzt, kann ech et jo elo net loossen, och hien e wéineg unzeschwätzen, andeems ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst lech eigentlech un d'Chamber adresséieren.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll dem Här Kersch da soen, datt ech och hie wéilt indirekt iwwer lech uschwätzen, fir him ze soen, datt aner Moossnamen och nach am Raum stinn:

- notamment déi vun der Suppressioun vun der Participatioun, vun der Contributioun bei de Majorations biennales,

- notamment déi, datt déi Part communale vun den 2% TVA-Augmentatioun net méi soll un d'Gemengen eriwwergoen, well Der do eppes anescht wëllt domadder maachen respektiv eng aner Zilsetzung hutt, déi ech par ailleurs ënnerstëtzen, mä déi awer finanziell nach esou vag ass an déi Dir awer hei schonn iwwer eppes finanzéiert, wat relativ prezis ass, wou Der Recetten de Gemengen directement ewechhuelt,

- respektiv de Plafonnement vum Impôt commercial.

Alles dat si Moossnamen, déi ee kann diskutéieren, just datt se hei nach net ugeschwat ginn, soudatt mer an dësem Kontext, an dësem Kader eis awer nach eng ganz Rei Froe stellen.

Ech mengen, mir hunn nach Zäit genuch, fir doriwwer an allen Detailer ze schwätzen. Meng Ausso war: Dat ass eppes, wat iwwerhaapt net ugeschwat ginn ass, wat awer wesentlech ass, d'Contributioun vun de Gemengen zu deenen zukünftege Budgeten.

Dir hutt och eng aner Moossnam...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Wiseler, erlaabt Der, dass den Här Kersch lech eng Fro stellt?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wiseler, hunn ech lech richteg verstanen, dass Der mat deem Zil, fir en Établissement public ze grënnen, deen d'Administration des services de secours vereenegt, averstane sidd?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- An hunn ech lech och richteg verstanen, dass Der kënnt drun denken, dass een och un d'Zukunft denkt an dass een, entgéint deem, wat mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, nämlech all Suen, déi mer iergendwéi zur Verfügung haten, an e Budget ze stiechen a se ze verdeelen, elo un d'Zukunft denkt an elo Suen op d'Säit leet fir eppes opzebauen, wat d'Land brauch?

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt mech gutt verstanen, Här Kersch. Här President, den Här Kersch huet mech gutt verstanen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...an deem Sënn, datt d'CSV der Meenung ass, datt evidenterweis déi Service-de-secourse musse reorganiséiert ginn.

(Brouhaha)

En huet mech och gutt verstanen, datt ech der Meenung sinn, datt ee fir d'Zukunft soll Politik maachen. Par contre huet e mech schlecht verstanen, wann en einfach seet, datt een elo emol kann eng Zomm vu Suen einfach ewechhuelen, ouni e Konterfinanzement oder dat, wat domadder finanzéiert gëtt, da mol à peu près, hallefweegs prezis op den Dësch ze leeën. Dat ass einfach emol Suen ewechgeholl, an da kucke mer emol, wat geschitt. An dat ass eng Aart a Weis, wou ech awer an dësem Moment Zweifel hunn.

Ech mengen, datt déi Diskussioune mam Syvicol nach musse wesentlech méi prezis gefouert ginn, mat deenen eenzelne Gemengen, fir ze wëssen, wou mer do hikommen.

En nächste Punkt ass dee vum Plafonnement vun de Contrats d'architectes. Och dat kléngt gutt, wa Baute méi deier ginn, datt do net supplementar bezuelt gëtt. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt de Plafonnement als Term zwar net an de Kontrakter steet, mä datt awer beim Stat an de Kontrakter eng Forfaitisatioun vun deene Kontrakter drasteet. A Forfaitisatioun heescht awer zimlech datselwecht wéi de Plafonnement an dësem Fall. Soudatt ech mech froen, wat Der do wëllt anescht maache wéi dat, wat an deene leschte Jore war.

An dann och eppes, wat guer net ugeschwat ginn ass, dat sinn déi Konventiounen, déi gekënnegt ginn, notamment am Kulturberäich, notamment am Integratiounsberäich, wou am September eng ganz Mass vu Konventiounen einfach gekënnegt gi sinn, ouni datt déi Associatioune wëssen, no wat fir Kritären dann déi Konventioune frëschgemaach ginn, ouni datt déi Associatioune wëssen, wéi a wat an Zukunft soll geschéien. Associatiounen, déi ganz oft notamment am kulturelle Beräich eng Programmatioun iwwer zwee, dräi Joer musse maachen an déi elo emol net méi wëssen, wat an zwee, dräi Méint hir Finanzéierung soll sinn. Alles dat fannen ech eng Politik, déi net prezis ass, déi net kloer ass, déi net transparent ass.

Zur Konklusioun wëll ech ganz einfach soen, datt ech d'Impressioun hunn: Hei sti mer virun engem Pak vun Eenzelmoossnamen ouni Visioun. Moossnamen, déi den Zilsetzungen net gerecht ginn, déi sech am Ufank gesat gi sinn, an déi an der Analys, esou wéi mer dat gesinn hunn, och vun de Sozialpartner net gedeelt ginn. 258 disparat Moossnamen, déi méi wéi 516 Froe bei mir suscitéieren. 258 disparat Moossnamen, ouni datt sech doraus eng Politik erkenne léisst.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Als nächste Riedner ass ageschriwwen de Fraktiounschef vun der DP, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mam Wonsch un d'Chamber, wann ech gelift nozelauschteren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir Lëtzebuerg ass méi dran. Mir hunn an eisem Land vill Potenzialer. Mir hunn nach vill Méiglechkeeten, fir et besser an anescht ze maachen, an dës Zukunftschancen ëmzesetze fir Lëtzebuerg, fir all eenzelne Bierger, dat ass dat, wat ech als Haaptmessage vum Premier senger Ried gëschter zréckbehalen hunn, an dat kann ech, dat ka meng Fraktioun mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Et ass genau dat, wat dës Koalitioun mat hirem Budget 2015, mat hirem Budget 2016 an deenen anere Budgete wäert maachen, mat hire Reformen, mat hirer Politik. Et ass dat, wat mer wäerten ëmsetzen. Well an der Vergaangenheet si ganz vill Chancë verpasst ginn oder verspillt ginn. An duerfir sti mer dann och haut do, hei zu Lëtzebuerg, wou mer stinn.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt dat gëschter keng Budgetsried war, wéi dat elo virdru kritiséiert ginn ass vu mengem Virspriecher, datt duerfir och gëschter keng Zuele presentéiert gi sinn, well dat ass jo haut de Mëtten. A mir wäerten eng Budgetsdiskussioun am Dezember hunn, wéi mer dat all Joers an den normale Legislaturen hei an der Chamber hunn. Et war gëschter en État de la Nation: Wou si mer drun, wou wëlle mer higoen, wou wëlle mer histeieren? Dat war eigentlech gëschter den Objet vun eiser Deklaratioun, déi mer hei nogelauschtert hunn.

Wou si mer drun? Et ass jo kloer: Dës Regierung, dës Koalitioun huet eng schwéierIerfschaft iwwerholl. D'Finanzen, déi si ferm aus dem Gläichgewiicht geroden. Mir hunn eng enorm Statsschold, a wa mer näischt ënnerhuelen, dann trëtt dat an, wat och schonn de Jean-Claude Juncker 2009 gesot huet: Dann iwwerloosse mer dat eise Kanner an da kréie mer déi „génération remboursante", virun där e gewarnt huet.

D'CSV, ënnert dem Jean-Claude Juncker, déi hat versprach 2009, datt géif de Budget bis 2014, dat ass also dëst Joer, datt déi viregt Regierung e bis da géif an den Équiliber kréien. Wat ass d'Resultat? Mir hunn elo eigentlech eng Verduebelung vun eiser Statsschold - mir si bei 11 Milliarden - a säit 2009 hu mer och en zolitten Defizit. Och ass scho säit 2007 bekannt, datt d'Ewechbrieche vun der TVA vum elektronesche Commerce eis géif grouss Schwieregkeete maachen, an trotzdeem ass eigentlech mat deene Suen en ongedeckte Scheck ausgestallt gi fir lafend Käschten.

D'Problemer ware bekannt. Si waren net nëmme bekannt bei der Oppositioun, mä och bei der Majoritéit. A wann een déi eenzel Interventioune vu Budgetsrapporteure kuckt an och déi vun deene vun der CSV, dann ass ëmmer erëm drop higewise ginn. Och den Här Spautz huet zum Beispill 2012 a senger Ried - dat war den 13. Dezember 2012 - och nach eng Kéier drop opmierksam gemaach, datt eigentlech eppes misst geschéien. Ech zitéieren: „Leider ass et, menger Meenung no, nach net richteg gelongen, dem eenzelne Bierger bewosst ze maachen, dass eist Land sech matzen an engem Strukturwandel befënnt, dass mir neien, onbekannten Zäiten entgéintsteieren an dofir eist Land aneschters an nei mussen opstellen."

De Constat war also eigentlech kloer, mä et ass näischt geschitt. Firwat ass näischt geschitt? Do wéilt ech dann och nach eng Kéier de Marc Spautz zitéieren - deeselwechten Dag an därselwechter Ried: „Mir hu wëssentlech a wëllentlech d'Dépensë vum Stat während zwee Joer net reduzéiert, an der Hoffnung" - an der Hoffnung -, „dass d'Kris bis 2011 eriwwer ass. D'Vergaangenheet huet nämlech gewisen, dass Krisen an der Regel innerhalb vun zwee Joer eriwwer sinn. Dës Regel huet dës Kéier leider net gespillt."

Dat war eigentlech e puer Deeg no Kleeserchersdag, mä d'CSV huet dunn nach ëmmer un de Kleesche gegleeft. Si huet gehofft, datt dat da géif eriwwergoen; sech anducken an duerno kommen erëm besser Zäiten. D'CSV huet eigentlech deemools och déi Zukunftschancen, déi mer nach hunn, net ëmgesat; si huet se verpasst. Firwat? Well se décidéiert huet, näischt ze maachen. Si huet gelieft vum Prinzip Hoffnung. Kommt mir ducken eis an!

Näischt maachen ass keng Politik. Einfach vum Prinzip Hoffnung liewen, dat ass och keng Politik. An ech stelle fest, Här President, datt d'CSV haut och nach ëmmer vun deem Prinzip Hoffnung lieft.

Ech hunn elo dem Här Wiseler, dem neie Fraktiounspresident vun der CSV, vun der gréisster Oppositiounspartei, intensiv a konzentréiert nogelauschtert. Wou sinn dann hir konkret Proposen elo, fir den Erausfuerderunge vum Land entgéintzekommen? Wou sinn hir Proposen, fir d'Finanzen ze sanéieren? Fir deene Jonke besser Zukunftschancen ze ginn? Fir de Problemer vum Logement entgéintzewierken? Fir d'Défie vum Klimaschutz an der Energiefro ze léisen? Fir de Stat méi effizient ze maachen? Fir d'Entreprisen ze stäerken, de Lëtzebuerger Standuert ze stäerken? Wou sinn all Är Proposen?

Ech hunn, Här Wiseler, Här President,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Berger! Här Berger,…

M. Eugène Berger *(DP).*- …ech hu vum Fraktiounspresident…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …ech hätt emol gär de Budget, ier ech Amendementen dozou maachen. Fir d'Éischt hätte mer emol gär de Budget.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hu keng enzeg Propos vun lech héieren. Esou wéi an der Vergaangenheet, hutt Der och keng eenzeg Propos op den Dësch geluecht. Dir hutt hei nëmmen dat, wat mir proposéiert hunn, versicht ze kritisiéieren, mä Dir hutt keen eenzege Géigemodell. Dir hutt keng eenzeg Propos.

D'CSV, Här President, beschäftegt sech weider…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen lech: Wann de Budget bis do ass, kritt Der all all méiglech Amendementen, an da kënne mer doriwwer schwätzen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, d'CSV beschäftegt sech weider mat sech selwer. Neierdéngs ass et jo eng Biergerinitiativ, si ass awer nach weiderhin déi al Partei, déi vum Prinzip Hoffnung lieft an déi zu allem Nee seet, nee, nee, nee a motzt, mä si brëngt keng Alternativen hei op den Dësch. Si kann net e Géigemodell hei op den Dësch leeën.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir sinn aneschters. Meng Partei, zesumme mat de Koalitiounspartner, péckt d'Problemer hei am Land un. Mir wëllen e modernen, zukunftsfäege Stat maachen am Intérêt vun all de Bierger. A mir huelen och endlech Décisiounen. Mir huelen Décisiounen, mir maachen hei zu Lëtzebuerg endlech emol Politik, well dat huet déi lescht Joren och gefeelt. Am ganze Joer 2013 hate mer hei am Land Stëllstand, näischt konnt virugoen. Endlech kënne mer hei am Land Politik maachen.

Et ass jo och dann, wann ee kuckt an deene leschte Wochen an der Press, mä awer och vun der gréisster Oppositiounspartei, oft kritiséiert ginn, et géif net virugoen. Mir géifen net schnell genuch schaffen. Ech muss soen, dass ech du wierklech erstaunt war. Wann ech elo dat grad opgezielt hunn, datt während Méint, während engem Joer näischt geschafft ginn ass, datt virdrun d'Problemer vläicht erkannt gi sinn, mä näischt gemaach ginn ass, vum Prinzip Hoffnung gelieft ginn ass, da muss ech awer dann deen déi Kritik zréckweisen, datt näischt gemaach gi wier.

Wann ech gelift: Dës Regierung ass emol nach net ee Joer am Amt. De 4. Dezember ass se ugetrueden. Mir sinn haut de 15. Oktober. A manner wéi engem Joer huet se ganz vill Iddien analyséiert, gekuckt, wat ee ka sënnvoll ëmsetzen, wat eventuell d'Konsequenze si vun där enger oder anerer Mesure. An dat ass dat, wat mer da gëschter hei a grousse Linne presentéiert kruten a wat mer haut de Mëtteg da mat prezise Chiffere wäerten och da kloer ënnerluecht respektiv detailléiert virgedroe kréien.

Et sinn a manner wéi engem Joer 258 Mesuren ausgeschafft ginn, 53 Gesetzer, Reglementer an esou weider. A kuerzer Zäit also ass dat a Rou gemaach ginn a mir hunn also och politesch Décisiounen endlech geholl.

D'Regierung ass och nei Weeër gaangen, fir d'Finanzen an de Gréff ze kréie a fir d'Land méi fit ze maache fir d'Zukunft. Ech wëll awer och nach rappeléieren, datt mer an deenen dräi éischte Méint schonn, vu Januar bis Abrëll, datt mer do en neie Budget 2014 op den Dësch geluecht hate mat éischten Akzenter. Et ass net esou, wéi dat och virdru mäi Virspriecher gesot huet, Här President, datt do näischt geschitt wier an datt do nëmme Steieren erhéicht gi wieren. Dat ass komplett falsch.

Ech wëll drun erënneren, datt mer beim Budget 2014, dat waren déi éischt Mesurë vun dëser neier Koalitioun, gekuckt hunn, beim Stat méi effizient ze ginn, an datt mer do 231 Milliounen agespuert hunn. Mir hu scho strukturell Reformen ëmgesat. Ech erënneren un d'Studentesubsiden, wou mer weisen, wéi ee mat manner Sue méi effizient eppes ka maachen, wou ee mat iwwer 70 Millioune manner de Studenten, déi et wierklech brauchen, méi Sue ka ginn, a mer hunn domadder och gewisen, wéi een an Zukunft strukturell Reformen no sozial selektive Kritäre soll maachen.

Ech muss also dee Reproche zréckweisen, déi éischt Mesurë wiere Steiererhéijunge gewiescht. Nee, mir haten e Budget 2014, wou mer aner Akzenter gesat hunn. Mir hunn och zum Beispill 2014 keng nei Verschëldung opgeholl, keen neien Emprunt gemaach. Dat hu mer alles an deenen dräi éischte Méint gemaach.

Mir hunn och elo, respektiv d'Regierung, intensiv geschafft, fir e Budget 2015 opzestelle vun enger neier Generatioun. Dat ass eng aner Aart a Weis, fir un de Budget erunzegoen. All d'Dépensë si gescreent ginn. Et ass gekuckt ginn: Brauche mer se nach? Si se sënnvoll? Kënne mer se aneschters regruppéieren? Et ass emol endlech zesummegeschafft ginn an deene verschiddene Ministèren. Et waren 19 Aarbechtsgruppen. Et ass horizontal geschafft ginn. Dat ass e Prozess, deen ass ugaangen, dat ass wierklech eng nei Aart a Weis, fir un de Budget erunzegoen. Dat ass de Budget vun enger neier Generatioun. Dee Prozess ass net ofgeschloss. Dat wësse mer. Do wäerte mer viru weider dru schaffen. Mä dat ass awer de richtege Wee.

Wéi gesot, bei deem Exercice, dat war keen Exercice de style, do si wierklech iwwer 258 konkret Mesuren erauskomm, fir ebe méi intelligent, méi sënnvoll mat de Suen ëmzegoen. Ech ginn elo net op déi Mesuren an. De Premier ass och net gëschter drop agaangen. Dat ass net den Exercice hei vun engem, ech géif emol soen, awer engem État de la Nation fir de Budget 2015. Hei ass et, fir méi déi grouss Eckwäerter eng Kéier ze diskutéieren an och ze kucken, wat fir ee Modell dës Koalitioun huet, fir an Zukunft eis opzestellen, a wat fir eng

d'Oppositioun huet. Mä, wéi gesot, dee Géigemodell, deen hunn ech virdru ganz staark vermësst.

An all Ministère an Departementer sinn Efforte gemaach ginn - an ech wëll do nach eng Kéier dat ervirsträichen, wat gëschter och de Premier gesot huet - no véier Prinzipien: Éischtens, et ass gekuckt ginn no dem solidareschen Effort. All Ministère soll kucken, en Effort ze maachen. Et soll méi responsabel mat de Steiersuen ëmgaange ginn. Et soll méi Fairness a Gerechtegkeet bei den Dépensen a Recettë kommen. Mir wëlle méi ee moderne Statsapparat, an natierlech wëlle mer eng Politik, déi och konform ass zu deem, fir wat d'Regierung sech engagéiert huet an der Koalitioun, also konform zum Regierungsprogramm.

Här President, et geet awer net nëmmen ëm Zuelen, wa mer iwwert den État de la Nation a respektiv och an deenen nächste Woche dann intensiv iwwert de Budget wäerte schwätzen. D'Politik muss och dem gesellschaftleche Wandel vun der Populatioun respektiv vun enger Gesellschaft Rechnung droen, fir datt mer och d'Zukunft kënnen ofsécheren. An dovun ass effektiv en zentraalt Element d'Familljepolitik.

Hei gëtt ëmmer vun de Famillje geschwat. Ech wéilt eigentlech gär emol wëssen, wat dann deen een an deen aneren ënner enger Famill versteet. D'Gesellschaft huet geännert, d'Familljeformen hu geännert. Mir hu Patchworkfamilljen, mir hu Monoparentaux an esou virun an esou fort. Et ass also schonn do eppes, wou ee muss wëssen, datt dat klassescht Familljebild geännert huet. Dat ass einfach e Fait vun der Evolutioun vun der Gesellschaft.

De Premier huet hei gëschter eng kloer Sprooch geschwat, a wat fir eng Richtung mer wëlle goen. An da gëtt jo da ganz vill diskutéiert iwwert d'Auslafe vun der Allocation de maternité an der Allocation d'éducation. Ech muss soen: Wann ech gesinn, déi lescht Deeg, déi lescht Stonnen huet jo dann d'CSV sech iwwerschloe mat Reaktiounen, eigentlech awer nëmme pour le petit historique. D'Familljeministesch, d'Corinne Cahen, hat dat schonn am Januar an der Familljekommissioun am Parlament kuerz skizzéiert.

Deemools, mengen ech, war och den Här Spautz, Här President, deen do Member war, deen awer do net weider sonnerlech drun interesséiert war. Dat steet also elo an der Kritik. Et ass nach eng Kéier virdru gemaach ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just soen, datt mer déi Zäit e Communiqué gemaach hunn,…

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …eng Question parlementaire hei an der Chamber driwwer gestallt hunn. Dir kënnt elo net soen, et hätt kee reagéiert drop!

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech stellen nëmme fest, datt d'CSV mécht,…

(Interruptions)

…datt d'CSV elo mécht, wéi wa se dat géif nei entdecken, wéi wann ni dovunner Rieds wier. Mä ech wëll hei virun allem an deem Kontext soen, et wier eigentlech gutt, wann d'CSV emol och eng Kéier géif op d'Caritas lauschteren, wat déi dozou ze soen huet. D'Caritas ass jo awer, ech mengen, eng vun deenen Associatiounen, déi sech hei am Land exemplaresch, wierklech exemplaresch fir déi sozial Schwaach asetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- A wat soen déi och? Déi Allocatiounen, déi encouragéieren eigentlech d'Fraen, am Stot ze bleiwen, amplaz hiert Beruffsliewe weiderzemaachen oder e Beruffsliewen unzegoen.

Dir kritiséiert, d'CSV kritiséiert bei deem, wat mir elo maachen, datt se net méi e Choix géife gelooss kréien. Ech fannen déi Argumentatioun relativ absurd, Här President.

Wat ass dat da fir e Choix? Hei gëtt ëmmer gesot: „D'Famill ka kee Choix maachen." Wat versti se awer gewéinlech dann ënner „Famill"? Datt d'Famill décidéiert, datt d'Fra soll bei de Kanner bleiwen? Ganz selten, bal ni ass et dann de Mann, deen déi Roll iwwerhëlt. Et ass gewéinlech dann d'Fra, déi dee Choix dierf sollen huelen an der Famill. An et ass eigentlech an där Logik, dee Choix, deen Dir verstitt, dat ass an der Logik vun „KKK": D'Fra huet de Choix zwëschent „Kirche, Küche oder Kinder".

(Protestations)

Dat ass dat, wat bei Iech…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat do ass awer peinlech.

M. Eugène Berger *(DP).*- …de Choix ass.

Här President, mir hunn haut eng aner Realitéit.

(Brouhaha)

Mir hunn haut 50%…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, et kritt jiddwereen d'Wuert. Loosst de Riedner ausschwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hie provozéiert.

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, et kritt jiddwereen d'Geleeënheet, fir drop ze reagéieren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir hunn haut eng gesellschaftlech Realitéit, datt ronn 50%, d'Halschent vun de Bestietnisser an d'Bréch ginn, datt se divorcéieren. A wat hu mer da bei deene Fraen, déi dee soi-disant „Choix" geholl hunn, fir während e puer Méint virun der Gebuert a maximal zwee Joer no der Gebuert e puer Euro ze kréien? Déi stinn da mat näischt do! Si hu kee Beruffsliewen, si hu keng Carrière, déi se sech kënnen opbauen. Se sti mat näischt do, et si Monoparentaux, well ganz oft awer d'Fraen dann nach d'Kanner weider behalen. Si sti mat näischt do. An et si jo och grad déi Monoparentaux, dat sinn 90% vun de Fraen, déi da mat näischt do stinn an déi dann och an d'Aarmut ofrutschen.

D'CSV-Politik an där Hinsicht also wëllt e Choix, datt herno d'Fraen an den Aarmutsrisiko ofrëtschen, datt se weider finanziell ofhängeg bleiwe vun hirem Mann, vun hirem Partner an engem Bestietnis.

Fir d'DP ass et déi richteg Décisioun vun der Regierung, datt déi Allocatiounen ofgeschaaft ginn. Ech wëll awer och betounen, datt de Congé parental jo net ofgeschaaft gëtt, datt also weiderhin eng Fra dat ka kombinéieren, sech Zäit kann huelen, fir bei hirem Kand ze bleiwen, an duerno awer hiert Beruffsliewe ka weider maachen.

Mä dat ass dat, wat fir eis wichteg ass: D'Fraen am Beruff ze halen oder se erëm an de Beruff eranzekréien, an dann och, datt d'Frae kënnen hiert Liewe weider selwer bestëmmen a finanziell onofhängeg sinn.

An, Här President, ech soe wierklech der Caritas…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der, dass den Här Roth…

M. Eugène Berger *(DP).*- Hie kann dat duerno maachen, Här President, an enger Minutt.

(Exclamations)

Ech wëll nach eppes soen. Ech wëll och nach eppes dann dem Här Roth soen: Ech soe wierklech der Caritas, der fréierer CSV-Familljeministesch Marie-Josée Jacobs als Presidentin vun der Caritas e grousse Merci, datt se d'Regierung an dëser Démarche ënnerstëtzt.

Dat eenzegt Bedaueren, Här President, dat ech hunn, dat ass, datt deemools d'Familljeministesch sech net konnt an der Regierung duerchsetzen, soss bräichte mer haut scho guer net méi doriwwer ze schwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, dës Regierung wäert d'Geldleeschtunge fir d'Familljen och net ofschafen. Och an Zukunft wäerte mer hei zu Lëtzebuerg déi héchste Geldleeschtung an Europa am Familljeberäich hunn. Däers solle mer och emol nach eng Kéier eis bewosst sinn.

Mä, wat maache mir? Mir setze verstäerkt op Sachleeschtungen. Mir kucken: Wat ass d'Zil vun enger Familljepolitik? A gëschter huet de Premier dat jo och gesot. D'Zil vun der Familljepolitik gëtt net gemooss drun, andeems ee kuckt: Wéi vill Schecker leeë mer op den Dësch? Wéi vill bezuele mer aus? D'Zil vun enger Familljepolitik muss sinn: Wat fir Chancen hu weider an Zukunft d'Kanner? Wat fir Chancen hunn d'Fraen? Wat fir Chancen hunn all d'Membere vun der Famill?

A wat sinn eigentlech déi reell Besoine vun de Kanner? Ech mengen, déi kënne méi dermat ufänken, wa se zum Beispill eng gutt, eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung kréien, gefërdert ginn, wéi wa vläicht hir Elteren oder d'Mamm oder de Papp e Scheck kréien, wou een heiansdo och net ëmmer richteg weess, ob déi Suen da wierklech an d'Intérête vun de Kanner ginn, oder awer vläicht emol, ech hunn dat schonn emol eng Kéier hei gesot, vläicht awer och an déi nächst Vakanz oder an deen nächste Fernsehsflaachschierm.

Ech mengen, dat ass dat, wat fir eis wichteg ass: Datt mer d'Familljepolitik dru moossen, fir déi Besoinen, déi d'Kanner hunn, an déi Zukunftschancen, déi d'Kanner brauchen, datt mer déi kënnen ëmsetzen.

D'DP ass ëmmer scho fir e qualitativen a quantitativen Ausbau vu Betreiungsméiglechkeete fir d'Kanner gewiescht, ebe well dat en Invest an d'Zukunft ass, well dat en Invest ass an d'Zukunftschancë vun de Kanner. An duerfir, eleng duerfir, fir an d'Kanner ze investéieren, huet dës Regierung och en Zukunftsbäitrag vun 0,5% agefouert.

Ech muss soen, Här President: D'DP hat dës Ofgab net an hirem Wahlprogramm, mä mir sinn awer d'accord.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'TVA-Erhéijung!

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir sinn d'accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, Dir sidd gläich drun.

Une voix.- Gott sei Dank!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir sinn awer honnert Prozent d'accord mat där Ofgab, Här President, well mat dëse Suen ebe geziilt an d'Zukunft vun de Kanner investéiert gëtt, well mer domadder de Finanzement vun der gratis Kannerbetreiung méiglech maachen.

An ech wëll awer och dann den Här Wiseler an d'CSV drun erënneren: Den Här Juncker hat 2008 och hei beim État de la Nation schonn ugekënnegt, datt si déi gratis Kannerbetreiung géifen afféieren. En huet deemools net gesot, no wat fir engem Konzept datt se et géife maachen. Also, d'CSV war 2008 och schonn domadder d'accord, si wousst awer net wéi. Haut hu mer et och nach net héieren. Mä mir soen lech, wéi mir et wäerte maachen a wéi dat da ka realiséiert ginn. Mir maache Politik, mir maachen Neel mat Käpp an deem Dossier.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- An hei muss een awer och soen:…

Mme Octavie Modert *(CSV).*- A wéi dann?

M. Eugène Berger *(DP).*- Ass eis d'Zukunft vun de Kanner net e solidareschen Effort wäert?

Mir hunn dat an aneren Domänen; wann ech zum Beispill un d'Fleegeversécherung denken. Och dat ass eis et wäert, datt jiddwereen hei an der Gesellschaft e klenge Bäitrag mécht, notamment fir datt mer déi eeler Leit, déi Fleeg brauchen, kënnen ofsécheren.

Ass et eis net datselwecht wäert fir d'Zukunftschancë vun eise Kanner, Här President?

An de Premier huet gëschter dat och virgerechent, wat dat eis da muss kënnen de Mount wäert sinn. Fir Leit, déi 3.000 Euro de Mount verdéngen, sinn dat 12,5 Euro, fir déi, déi 4.000 Euro verdéngen, sinn et 17 Euro de Mount, manner wéi eng Pizza. Fir Leit, déi 8.000 Euro verdéngen, sinn et 34 bis 35 Euro oder 37 Euro de Mount.

Ass eis dat wierklech, Här President, net wäert, dee solidareschen Effort, fir kënnen an d'Zukunft vun de Kanner ze investéieren?

Ech mengen, fir eis ass dat kloer: Dat muss et eis wäert sinn, well dat ass dat, wat mer och mussen an Zukunft stiechen. Dat sinn déi zukünfteg Generatiounen, déi dat Land hei och musse weider droen.

Firwat maache mer dat, déi Kannerbetreiung, déi Kannerförderung? Dat ass, well mer eben och elo versichen, preventiv ze schaffen, datt een elo investéiert, amplaz datt een herno muss reparéieren a flécken. Mir wësse jo, wat d'Effete si bei engem Schouléchec. Wann d'Kanner net fréi genuch gefërdert ginn, da si se ganz oft herno au bout de la route am Chômage, an da kaschte se d'Gesellschaft an d'Solidaritéit vill méi, wéi wa mer elo am Virfeld géife preventiv eppes do eran investéieren.

Här President, déi gratis Kannerbetreiung, dat wësse mer, ass eng grouss Erausfuerderung. Mä mir wäerten déi also resolut ugoen a mir wäerten do d'nächst Joer zesummen dat Konzept ëmsetzen. Den Educatiounsminister huet schonn déi eng oder aner Saache preziséiert. Besonnesch wäerte mer do op d'Méisproochegkeet setzen, well mer wëssen, datt dat ee vun den Haaptproblemer an eiser Schoul ass. Et ass eng Chance op där enger Säit, awer op där anerer Säit ass et och en Hindernis, en Obstakel, souwuel fir déi eng, déi net esou gutt am Däitschen oder am Lëtzebuergesche sinn, wéi awer och ëmgedréint fir Lëtzebuerger Kanner, déi net esou gutt am Franséische sinn oder oft Schwieregkeeten am Franséischen hunn.

An och grad duerfir wëlle mer do och dann usetzen mat där gratis Kannerbetreiung, bilingualer Kannerbetreiung, fir kënnen do déi Zukunftschancen och dann zum Beispill an de Sproochen, mä awer och an anere Saachen ëmzesetzen. Fir eis ass et wichteg, datt all Kand soll déi Bildungs- a Beruffschancë kréien, an duerfir maache mer dat.

An duerfir grënne mer dann och, Här President, déi Zukunftskeess, an där dann all d'Prestatioune fir d'Familljе gebündelt, an deen Zukunftsbäitrag vun 0,5% och, wäerten afléissen.

An ech wëll hei och nach eng Kéier eppes widderhuelen, wat virdru gesot ginn ass. Jo, dës Koalitioun wäert d'Kannergeld harmoniséieren. All Kand wäert an Zukunft datselwecht kréien.

Mir huele kengem eppes. Här President, mir huele kengem eppes ewech, haut oder muer am Budget mat där Décisioun.

(Brouhaha)

Déi Familljen, déi dat haut hunn, kréien dat och nach weider, soulaang se Kannergeld kréien. Mir huelen do kengem eppes ewech, dat wëll ech nach eng Kéier soen. Et ass fir déi zukünfteg Familljen,…

Une voix.- Jo!

M. Eugène Berger *(DP).*- …déi da kënnen hire Choix maachen, am Wëssen, en connaissance de cause, wat op se zoukënnt.

(Brouhaha)

Mä et ass jo net esou,…

(Coups de cloche de la présidence)

…datt mer eppes ewechhuelen, mä si kréie jo och eppes amplaz, Här President. Si kréien eppes amplaz. Nämlech eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung a vill aner Servicer. Si kréien Zukunftschancen amplaz Schecker.

(Brouhaha)

Här President, nach e puer aner Erausfuerderungen, wou d'CSV och Problemer ausgemaach hat, wou zum Beispill de Premier gesot huet, et wier ee vu senge gréissten Échecken, déi en hat, mä wou awer keng konkret Mesurë geholl gi sinn. Ech schwätzen hei vum Logement, vum bezuelbare Wunnraum. Och do brauch ech lech net de Bilan ze maachen. Déi nei Koalitioun geet och resolut un déi Problemer erun. Duerfir wäerte mer méi Geld ausgi fir Sozialwunnengen.

Et wäert also net e Budget sinn, mat deem ee Suen ewechhëlt. Mir wäerten an deem Budget och nei Akzenter setzen an investéieren an Zukunft, duerfir méi Geld fir Sozialwunnengen an de Logement locatif. Duerfir investéiere mer an de Wunnengsbau, an et gesäit ee jo och, gëschter ass dat skizzéiert ginn: 129 nei Wunnprojeten, 10.000 nei Wunnengen. Mir wäerten do och déi feelgeleete Politicken ofschafen; den Taux super-réduit 3%, deen et néierens soss an Europa gëtt, op der zweeter Wunneng.

An dat wäert net dat bewierken, wat heiansdo do gefaart gëtt. Bis elo hu mer eigentlech och gesinn, mat deem Taux super-réduit op der Zweet-, Drëttwunneng, dat huet d'Präisser net erofgedriwwen! Wann een also géif fäerten, datt op der Zweet- oder Drëttwunneng dat d'Präisser géif an d'Luucht dreiwen, da muss een eigentlech froen: Firwat si se dann net erofgaange virdrun?

Ech ka just feststellen: Et huet dat de Stat an der Vergaangenheet immens vill Sue kascht. Eng Milliard Euro, hunn ech gëschter héieren. Mir wäerten also weiderhin, an dat muss een och betounen hei, sozial selektiv Kritären uwennen. Déi, déi et wierklech brauchen, eng éischt Wunneng, jonk Koppelen, déi kréie weiderhin deen Taux super-réduit. Dat soll een och nach eng Kéier hei widderhuelen. Déi, déi wëllen investéieren, déi kréien net méi deen Taux, mä déi hunn awer eng ganz Rei Avantagen. Ech schwätze vun den Abattementer an esou weider, steierlech Ofsetzungen, déi ee ka maachen. Et bleift nach wie vor interessant, wann een hei zu Lëtzebuerg an den Immobilier investéiert. Méi interessant, wéi wann een um Aktiemaart spillt. Méi interessant, wéi wann een d'Suen an d'Spuerbéchs oder op d'Spuerbuch setzt. An dat ass also dann och dat, wat een hei mécht, wou et virun allem ëm eent geet, virun allem, fir der Wunnengsproblematik entgéintzewierken, muss d'Offer méi grouss ginn a mir sollen net einfach nëmmen d'Demande weider finanzéieren.

D'Regierung, dat freet mech, wäert och nei Weeër goen an der energetescher Sanéierung bei de Wunnengen. Do wäerte mer eppes maache fir de Klimaschutz, awer och eppes preventiv fir d'Energieaarmut. Well mer musse jo wëssen, datt mer haut e gewëssene Präis fir de Barrel Uelech bezuelen. Mä wa mer gesinn, déi Evenementer iwwerall an der Welt, déi Krisen, déi eventuell nach op eis zoukommen, ass net garantéiert, datt muer an iwwermuer mer nach deeselwechte Präis hunn. Mer mussen deem virbeugen. Mir mussen eppes fir de Klimaschutz maachen, awer och un d'Leit denken,

un hire Portmonni, un de Risiko vun der Energieaarmut.

An duerfir sinn ech och frou, Här President, muss ech soen, datt dës Koalitioun d'Klimabank an hire Koalitiounsprogramm ageschriwwen huet. D'DP huet laang Jore gefuerdert - ech si bal all Joers hei och op d'Tribün mindestens eng Kéier gaangen, fir de Modell ze erkläre fir déi Klimabank -, datt dat och elo wäert Realitéit ginn. Mir hunn e Modell, deen eigentlech praktesch ëmsetzbar ass. Meng Partei, d'DP huet deen de leschte Freideg, de Max Hahn huet deen - eise Spezialist - de leschte Freideg och nach eng Kéier presentéiert.

Ech mengen, de Prinzip ass do, ewech vun de Subventiounen, déi och net sënnvoll sinn, dat huet eis d'Cour des Comptes gesot, hin an d'Virfinanzéierung, an de Prinzip vun der Virfinanzéierung. A mat deem Modell vun enger Klimabank hu mir herno nëmme Gewënner! De Klimaschutz gewënnt; d'Leit am Portmonni, well se manner Energiekäschten hunn; d'Handwierk kritt nei Aarbecht; de Stat, dee kritt seng Suen erëm, brauch manner Kyoto-Strofen ze bezuelen. An deem Modell hu mer nëmme Gewënner an dat ass och eppes, wat eis freet. An d'DP gesäit also och oder ass gudder Déng, datt mer an Zukunft, an den nächsten zwee Joer wäerten dat kënnen ëmsetzen an engem Guichet unique am Logement.

Här President, ech kommen - ech ginn net op all Sujet an, ech mengen awer, datt ech elo déi Wichtegst ofgehaakt hunn - ech kommen zu menger Konklusioun. Meng Konklusioun ass, an dat huet déi Ried gëschter vum Premier ganz kloer gewisen, mat der neier Koalitioun komme mer ewech vum Stillstand an der Politik zu Lëtzebuerg. Décisiounen, jo och heiansdo couragéiert Décisioune ginn endlech geholl. Déi strukturell Reformen, déi nei politesch Akzenter, den neie Budget, deen de Premier skizzéiert huet, ass d'Basis an och, mengen ech, de Startschoss fir déi Zukunftschancen, déi Lëtzebuerg huet, an d'Realitéit ëmzesetzen.

An eppes ass och wichteg: Fir se ëmzesetzen, fir dat ze réusséieren, brauche mer e Pakt, en Zukunftspakt mat all de Bierger hei am Land! An do wëll ech dann nach eng Kéier, wann Der erlaabt, och un d'Konklusiounen aus mengem Budgetsrapport vun 2014 erënneren, déi eigentlech dann och ganz gutt dorobber passen. Deemools am Abrëll hat ech hei gesot, fir déi Zukunftschancen ëmzesetzen, hunn ech gesot: Jo, duerfir musse mer aus der Komfortzon eraus. Jo, dofir musse mer Gewunnechten änneren. Jo, dofir muss jiddweree prett sinn, e klengen Effort ze maachen. Mä all déi kleng Efforten zesummen erginn dat grousst Ganzt. Nëmmen all déi Efforten zesumme kënnen aus deene Chancen och eng Realitéit an domat eng besser Zukunft fir eist Land maachen.

Duerfir, Här President, sinn ech der Meenung, brauche mer deen Zukunftspakt, wou jiddwereen eng Hand mat upéckt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Häre, ee Virworf kann ee sécher dëser Regierung net maachen, de Virworf, d'Budgetsproblematik net eescht ze huelen, de Virworf, déi wuessend Verschëldung vum Stat um Bockel vun den nächste Generatioune weider hinzehuelen oder de Virworf, keng politesch Entscheedungen ze huelen a fir d'Zukunft keng kloer Prioritéiten ze setzen. Jo, dës Regierung, dës Koalitioun paakt d'Fro vun enger méi effizienter, méi équilibréierter Budgets- a Finanzpolitik konsequent un. Si mécht dat, wat se ugekënnegt huet.

Dës Regierung, dës Koalitioun ass sech bewosst, dass mer, ech mengen, am Verglach zum Ausland, en héije Wirtschaftswuesstum hunn. Mir leien nach ëmmer ëm 2,5%, duebel esou vill wéi am EU-Duerchschnëtt, duebel esou vill och praktesch wéi eis Nopeschlänner vu Wuesstum hunn. An an esou enger, am Verglach zu anere Staten, gudder Situatioun, kënne mer eis sécherlech et net leeschten, ënnert deene Viraussetzungen, weider Scholden a Milliardenhéicht ze maachen. A mer mussen eis Ausgabepolitik an där spezifescher Situatioun och dem Einnahmerhythmus upassen.

Ronn eng Milliard Euro bei engem Statsbudget vun 12 bis 13 Milliarden, dat ass deen Effort, deen ze schëlleren ass. Et ass keng Iwwerraschung. Déi Analys gëtt gedeelt, mat Ausnahm vun enger Sensibilitéit hei am Haus, vu sämtleche Parteien, déi an der Chamber vertratt sinn.

An ech freeë mech op déi Diskussioun, wa jiddweree säi Wee beschreift, wéi e wëllt déi doten Ziler erreechen. Ech freeë mech op den Alternativbudget vun der CSV, deen hei scho praktesch iwwer Amendementen ugekënnegt ginn ass. Da kënne mer Iddi géint Iddi vergläichen. Bis elo war dat jo éischter vu Säite vun der CSV eng Froestonn un d'Regierung haut de Moien. An ech freeë mech dann, wann d'Zuele vum Budget virleien, wa mer dann och wierklech eng Debatt, Iddi géint Iddi, kënne féieren. Iwwert d'Zil si mer eis eens. Jiddweree soll säi Wee beschreiwen, wéi ee sollt dohinner kommen.

A wann een ëmmer alles kritiséiert, wat d'Regierung virbréngt, da muss een och eng komplett Alternativ zu dem Regierungsprojet hei op den Dësch leeën. Déi Diskussioun wäerte mer déi nächst Wochen Dag fir Dag, wann et muss sinn, féieren, fir dass sech déi beschten Iddien am Endeffekt wäerten duerchsetzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, dës Regierung, dës Koalitioun ass sech och bewosst, dass se dobäi, bei deem Effort, fir gesond Statsfinanzen erëm hierzestellen, eise Sozialsystem an all senge Komponente muss ofsécheren an dass se d'Kafkraaft insgesamt och ze stäipen huet.

Och d'Kafkraaft ass e wichtegt Element vun engem Wirtschaftswuesstum. An dat geschitt duerch déi integral Erëmaféierung vun der fréierer automatescher Indexéierung vu Léin, Gehälter a Pensiounen, déi grad elo, 2015 bei der geplangtener TVA-Erhéijung, och wäert hiren Effet de compensation an der Kafkraaft fir den Eenzelnen hunn. Si wäert erfale wahrscheinlech am Fréijoer d'nächst Joer an domadder also och erméiglechen, dat, wat vun Effeten op d'Kafkraaft kënnt, integral am selwechte Moment praktesch och erëm ofzefiederen.

Dat geschitt awer och, dat Stäipe vun der Kafkraaft, duerch dee Gehälteraccord mat der Fonction publique, deen d'nächst Joer wäert voll zum Droe kommen. An dat ass selbstverständlech och e Signal fir d'Gesamtwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

Jo, dës Regierung, dës Koalitioun mécht aus der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, Investissementer an d'Schoul an an d'Ausbildung, an d'ëffentlech Infrastrukturen, an d'Recherche hir éischt Prioritéiten. Si wëllt net weider hinhuelen, dass méi Leit riskéieren an Aarmut an Nout zréckzerutschen a wëllt konkret dergéintwierken.

Dat gëllt besonnesch och fir de Beräich vun den Elengerzéier. Well all Etüden, och nach déi lescht, déi virleien, weisen, dass besonnesch bei den Elengerzéier, bei deene Ménagen den Aarmutsrisiko onheemlech héich ass. Praktesch d'Halschent vun de Ménages monoparentaux hei zu Lëtzebuerg ass dem Aarmutsrisiko ausgesat! Do musse mer entgéintwierken, dozou gehéiert e staarken Aktiounsplang. D'Regierung wäert dat maachen iwwer eng nei Regelung, wat den RMG ugeet, mä si muss och iwwert déi Kategorie erausgoen. Déi Leit, déi iwwert dem RMG leien, och deene Monoparentaux muss iwwer aner Weeër gehollef ginn, fir dass se net an d'Aarmut ofrëtschen. Dat ass fir eis eng absolut Prioritéit och vun der Politik vun deenen nächste Joren.

Mir wëssen och, an déi lescht Studie vum Statec hunn dat beluecht, dass dee Wuesstum, dee mer glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer hunn, méi héich wéi a villen anere Länner, dass dee muss méi gerecht opgedeelt ginn. An duerfir sti mer als Sozialisten hannert där Iddi, dass besonnesch an der Diskussioun ronderëm d'Steierreform, déi dës Regierung sech virgeholl huet, och dat doten Element vun der sozialer Gerechtegkeet, vun der noutwendeger Ëmverdeelung vum Räichtum hei eng zentral Fro gëtt an deem neie Steierkonzept vun dëser Regierung.

Dat net no hanne geréckelt ginn ass! Ech wëll do den Här Wiseler, Här President, wann Der erlaabt, corrigéieren. Do huet sech näischt geännert. D'Regierung huet ëmmer gesot, 2015 gëtt déi Reform ausgeschafft, 2016 kënnt se an d'legislativ Prozedur a si trëtt a Kraaft den 1. Januar 2017. Dat schéngt mer eng ganz realistesch Schinn ze sinn, wou d'Regierung vun Ufank un an där dote Fro och fiert.

Dës Majoritéit weess och - dat war sech déi viregt vläicht net ëmmer esou bewosst, wann een e Réckbléck mécht op déi Spuerpäck, déi déi Regierung op de Wee bruecht huet -, ass sech bewosst, dass mer net kënne weider eise Budgetséquiliber kréien duerch massiv Reduzéierung vun den ëffentlechen Investissementer. Dat ass geschitt. Praktesch 35% vun deene Spuerpäck vun der viregter Regierung si gaangen an eng Reduzéierung vun den ëffentlechen Investissementer. Déi Politik do ass grad elo Gëft fir e Wuesstum, deen awer europawäit ufänkt ze schwächelen.

Déi Politik do, déi musse mer ëmkéieren, wäert dës Regierung ëmkéieren. Et muss méi erëm an ëffentlech Investissementer gesat ginn, déi d'Zukunft preparéieren, déi och wäerten hëllefen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, wäerten hëllefe mat deem Zouwuess, dee mer hei an dësem Land hunn, och eens ze ginn. Dat bedeit och vill Investissementer am ëffentlechen Transport, och am Stroossebau. Ouni dat geet et och net. An dat bedeit och, dass mer all dat, wat mat engem Wuesstum vun der Bevëlkerung zesummenhänkt, all déi ëffentlech Déngschtleeschtungen, do musse mer an d'Infrastrukturen investéieren, well anescht gi mer mat där Entwécklung hei an eisem Land net eens.

Mir erwaarden eis vun der Regierung, dass do kloer Akzenter gesat ginn an hirem Pluriannuel, wat déi ëffentlech Investissementer ugeet. Et ass genau dee Wee, deen och elo vum Internationale Währungsfong préconiséiert gëtt. Den Internationale Währungsfong - dee fir d'Eurozon 40% Risiko préconiséiert, wat eng méiglech Rezessioun, nei Rezessioun géif ugoen an eisem Raum an deenen nächste Joren - sot, fir do kënne kuerzfristeg a mëttelfristeg Effeten ze hunn, muss méi ëffentlech investéiert ginn.

Europa wëllt et och maachen. Den Här Juncker huet grouss Ukënnegunge gemaach an där doten Hinsicht. Abee, Lëtzebuerg soll do säint dozou bäidroen op eiser Plaz, fir dass déi ëffentlech Investissementer ugekuerbelt ginn, fir eng schwächelnd Konjunktur mat kënnen hëllefen ze stäipen.

Dës Regierung, dës Koalitioun weist awer virun allem politesche Courage. An ech muss soen: „Dat deet engem gutt!"

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Zemools wann ee scho méi laang derbäi ass, well ee muss feststellen, dass de politesche Courage, géif ech soen, net eng Exklusivitéit vun enger Faarf ass, mä de politesche Courage, fannen ech perséinlech, eng Qualitéit ass, déi insgesamt an der Lëtzebuerger Politik an de leschte Jore relativ rar ginn ass.

(Interruption)

D'Madame Hetto wonnert sech. Si ass bekannt fir hire politesche Courage selbstverständlech,...

(Hilarité)

...mä ech sinn...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, entschëllegt, erlaabt Der mer just...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, wann den Här Bodry...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Ech sinn erstaunt, Här Bodry, dass Der iwwert de politesche Courage schwätzt. Ech hat ee Moment gemengt, Dir hätt vergiess, dass d'LSAP och déi lescht Joren an der Regierung war. Do war och net vill vu Courage ze gesinn.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Madame Hetto, wann Der mer ganz nogelauschtert hätt an net nëmme géift seufzen hei, dann hätt Der vläicht matkritt, dass ech ganz nuancéiert war, wann een deen dote Punkt kuckt. An och wann een d'Politik matgedroen huet, mengen ech,...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Jo, jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...soll een, dat géif der CSV vläicht och guttdoen, soll een...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Jo, hutt Der.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...e kritesche Regard no hannen hunn.

Den Devoir d'inventaire, dee besteet och vläicht hei zu Lëtzebuerg. An ech behaapten net, dass déi viregt Regierung alles richteg gemaach huet. Ech soen och net, wéi d'Oppositioun vläicht vun deemools an d'Majoritéit, deen aneren Deel vun der Majoritéit vun haut dat wëllt gleewen, dass alles falsch geschitt ass. Mä ech mengen, et muss een awer esou vill Distanz hunn zu sengen eegenen Décisiounen, dass een och am Réckbléck seet, dat dote géif een haut vläicht anescht maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wa mer nach ëmmer an deenen ale Schemen denken, „gutt/schlecht", an net bereet sinn, eis selwer emol a Fro ze stellen a kritesch op dat zréckkucken, wat mer gemaach hunn, wéi solle mer dëst Land da virubréngen. Wéi wëllt eng CSV mat där dote Mentalitéit dëst Land iwwerhaapt nach eng Kéier kënne regéieren?

Une voix.- Bravo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass déi Fro, déi ech mer stellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Madame Hetto.

(Hilarité)

Ech mengen, wat dës Regierung, dat ass deelweis aus der Deklaratioun vum Premier erauskomm... Mä ech verstinn d'Problemer vun der Oppositioun, well se u sech d'Zuelen nach net kennt, déi an der Ëmsetzung eigentlech vun där Politik stinn an déi wäerten an e puer Stonnen hei matgedeelt ginn. An da géif sech dat méi impressionistescht Bild, wat sech aus der Deklaratioun vum Premier weist, dat wäert da vill méi expressionistesch ginn a vill méi kloer ginn, wann déi plakeg Zuelen haut wäerten de Mëtteg hei presentéiert ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass do, wou et da Realpolitik gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech kann Iech soen: D'Majoritéit huet sech bei deem Budget hei an och an där pluriannueller Planung, wou se eragaangen ass, sech net d'Fro gestallt: Wat bréngt eis dat do bei den nächste Wahlen? Eng Fro, déi sech oft an der Politik gestallt gëtt. Si huet sech d'Fro gestallt: Wat musse mer maache fir d'Land? Wat ass elo wichteg, elo an dësem Moment wichteg, fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen? Esou hu mer eis Politik ausgeriicht. An dat ass dee Wee, dee mer gemeinsam och wëllen an dëser Koalitioun goen.

D'Fro, déi sech also stellt: Bleiwe mer bei deem Altbekannte stoen? Probéiere mer emol erëm eng Kéier Zäit ze gewannen? Hei oder do eng kleng Korrektur ze maachen? Problemer aussëtzen an der Hoffnung, dass se sech vläicht selwer géife mat der Zäit léisen - dat ass emol scho virkomm, ass awer keng gëlle Regel - oder wëlle mer dëst Land gestalten, oder einfach weider verwalten a mir kucken emol, wat dann esou kënnt.

Bon, dës Koalitioun huet eng kloer Optioun, vu dass se wëllt gestalten. Si ass ugetrueden, fir ze veränneren. Si ass ugetrueden, fir och déi eng oder déi aner Gewunnecht ze bousculéieren. Dat stéiert an engem Land wéi Lëtzebuerg! Ech si mer duerchaus bewosst, dass dat net onbedéngt den Nerv vun all Lëtzebuerger trëfft, aus de gewinnte Schinnen erausgerappt ze ginn.

Ech sinn awer der Meenung, dass sech d'Ëmfeld, och vu Lëtzebuerg, esou staark veränert huet an deene leschten zéng Joer, dass ee mat deem einfachen „weider esou" widdert d'Mauer rennt. Dass mer also eis mussen deene Gegebenheeten do upassen a probéieren entgéintzesteieren, wou d'Tendenzen an déi falsch Richtung ginn, an ze verstäerken déi Tendenzen, wou mer mengen, dat bréngt Lëtzebuerg weider an deenen nächste Joren. Duerfir ass d'Budgetspolitik vläicht méi wéi jee d'Spigelbild vu politesche Choixen.

Et kann een net méi an Zukunft an enger méi enker budgetärer Situatioun dat eent a säi Contraire maachen. Dat war, well mer eis zu Lëtzebuerg praktesch während 20 Joer an enger Boom-Situatioun befonnt hunn, dees ware mer eis just net esou bewosst. Mä eng duerchschnëttlech reell Croissance économique zu Lëtzebuerg vu Mëtt 80er Jore bis ufanks an d'2000er Joren era vu 5% am Duerchschnëtt, dat ass - no allen Definitiounen - eng Boom-Situatioun. Do ware mer dran an esou hu mer eis Dépensëpolitik, eis politesch Reflexe sinn eigentlech dorobber opgebaut ginn.

Et däerf een awer dovunner ausgoen, dass sech dat esou schnell net méi wäert an deem dote Mooss widderhuelen, also musse mer zu politesche Choixen zréckkommen. An ee vun deene politesche Choixen ass effektiv bei der Familljepolitik vun dëser Regierung gemaach ginn. Do ass bis elo effektiv dat eent an dat anert gläichzäiteg gemaach ginn. Déi eng kréien dat do, déi aner kréien dat anert, a jiddwereen ass zefridden! Dat geet, wann ee mengt, et hätt een am Iwwerfloss d'Suen zur Verfügung an et kéint een iwwer laang Joren esou eng Politik weidermaachen.

Dës Regierung ass zu enger anerer Iwwerzeegung komm a si orientéiert sech ganz kloer - ech gesi kee Grond, dat ze verstoppen - no engem éischter skandinavesche Modell. E Familljemodell, wéi en an de skandinavesche Länner zënter Jore besteet, deen opgebaut ass op enger Gläichstellung vu Mann a Fra, gläich Rechter a Flichten och vu béide Partner, wat d'Famill, d'Kanner a Beruff ugeet. Dat ass awer an eisen Ae kee verwerfleche Modell. Dat ass an eisen Aen awer e Modell, dee sech bewährt huet an deenen dote Länner. Deen esou zu Lëtzebuerg sécherlech haut nach net besteet, mä deen awer an eisen Aen deen ass, deen een och soll favoriséieren, ouni aner Modeller auszeschwätzen (veuillez lire: auszeschléissen).

Mä et kann een net béid Modeller am gläiche Mooss färderen iwwer ëffentlech Gelder. Dat ass an eisen Aen net ze maachen.

Mir mengen och, dass déi Politik do am Aklang ass mat der Strategie Europa 2020, iwwert déi mer elo wäerten diskutéieren, wou mer alleguerte mam Kapp wénken, wa gesot gëtt: Ah jo, mir mussen d'Beschäftegungsquot vun de Fraen eropsetzen; ah jo, d'Frae stellen hei zu Lëtzebuerg nach deen eenzegen nationale Reservoir eigentlech vun Aarbechtskräften duer; dee musse mer mobiliséieren, well soss si mer erëm ëmmer méi nach ofhängeg vun Aarbechtskräften, déi vu bausse kommen. Do wénkt an der Regel jiddwereen oder bal jiddwereen hei mam Kapp. A wann et dann drëm geet, dat konkret a Politik ëmzesetzen: Ah neen, dann ass dat de fräie Choix, do mësche mer eis net dran, do muss déi eng bezuelt ginn an déi aner muss bezuelt ginn. Dat geet eiser Meenung no net.

Mä dat heescht awer ganz kloer, dass sech op där doten Optioun natierlech och vill nei ëffentlech Investissementer wäerte mussen opbauen. Da musse mer och derfir suergen, dass wann ee Beruffs- a Familljeliewen an deem Mooss wëllt vereinbaren, da musse mer derfir suergen, dass keng Waardelëschte méi bestinn, wat d'Kannerbetreiung ugeet, an de Crèchen, an de Garderieën, an de Maisons relais, an der Ganzdagsschoul. Da musse mer systematesch also en Ausbau vun deenen doten Infrastrukture maachen, ewech, wéi scho gesot ginn ass, vun de renge Geldleeschtungen, mä hin op qualitativ héichwäerteg Sachleeschtunge fir d'Kanner an d'Famill. Et ass genau dat, wat eigentlech d'Ausriichtung vun der Familljepolitik vun dëser Regierung ass.

An duerfir wäert dës Koalitioun, deem wëllt ech entgéintwierken, net an deenen nächste Jore manner Suen ausginn an der Familljepolitik, manner Suen ausgi fir d'Kanner. Dës Regierung, de Stat wäert mussen, wann en déi dote Politik verfollegt, méi Suen, ëffentlech Suen ausginn an deem dote Beräich, déi am Endeffekt wäerten de Kanner an de Familljen zegutt kommen.

Dës Politik ass also alles anescht wéi de Ruin vun der Famill, wéi eenzel Leit dat wëllen duerstellen, mä dës Politik wäert am Géigendeel méi Kredit am Budget fir d'Famill virgesinn. D'Kanner si méi wéi jee eng Prioritéit vun eiser Politik an dëser Koalitioun.

An dofir och deen Zukunftsbäitrag, deen hei verlaangt gëtt, well mer einfach zousätzlech Handlungsméiglechkeete brauchen, fir déi Politik an deenen nächste Jore kënnen ëmzesetzen. D'Kannerbetreiung gëtt also net ofgebaut, mä se gëtt staark ausgebaut an deenen nächste Joren doduerjer, dass och fir d'Kanner vun eent bis dräi Joer eng gratis Betreiung ugebuede gëtt, an der Optik, fir d'Sproochebarrièren ofzebauen. Dat bréngt och méi Chancëgerechtegkeet fir d'Kanner - fir eis eng absolut wichteg Fro.

An dat bedeit och fir d'Familljen, grad déi Familljen, déi vill Kanner hunn, am Endeffekt ee Gewënn a kee Verloscht, wéi ëmmer duergestallt gëtt, well hei ëmmer Äppel a Bire matenee verglach ginn. Et ass a mengen Aen net seriö Vergläicher unzestellen „virdrun/duerno", wou een net all déi Komponente matenee kuckt a wou een net berücksichtegt, dass bei deem, wat d'Regierung kloer gemaach huet, och grousszügeg Iwwergangsbestëmmunge wäerte kommen. Zum Beispill beim Kannergeld wäert et zu enger Iwwergangsbestëmmung vun 18 Joer komme praktesch, bis eigentlech deen ale Regime ausleeft an eigentlech deen neie Regime vum Kannergeld voll spillt.

E Wuert och zum Kannergeld.

(Interruption)

Et ass jo ëmmer de Punkt, mat wiem ee sech da wëllt vergläichen. Och do si mer zoufälleg an engem Artikel viru Kuerzem déi däitsch Zuelen emol eng Kéier an de Grapp gefall - Däitschland, jo net elo en absolut veraarmt Land. Mir leien elo, mat där neier Optik, bei 265 Euro Kannergeld de Mount. An Däitschland läit u sech dat Kannergeld 40% ënnert deem doten Niveau. 40% ënnert deem doten Niveau! An och beim véierte Kand läit et nach ëmmer 20% ënnert deem neie Lëtzebuerger Niveau. Dat nëmme fir vläicht emol eng Kéier, vläicht emol eng Kéier ze woen,...

(Interruptions diverses et coup de cloche de la présidence)

…de Bléck hannert d'Grenzen ze werfen. Ech mengen, dat ass heiansdo awer och wichteg, dass mer keng Insel sinn an dass een e bësse kuckt awer och, wéi déi ganz Froen do heiansdo an anere Länner geregelt ginn.

Ech mengen also och an deem dote Punkt, dass eise Sozialsystem, no alle Reformen, nach all Verglach mam noen Ausland aushält. An dat wäert och an Zukunft esou bleiwen.

Et gëtt sech vill opgereegt iwwert dee Bäitrag vun 0,5% vun all Revenuen. Ech wëll soen: Dat entsprécht manner wéi engem Fënneftel vun enger Indextranche, wat hei verlaangt gëtt. A mir sinn der Meenung, dass, well et en zweckgebonnene Bäitrag ass fir eng Zukunftsfro, dat doten och awer eng sozial vertrietbar Moossnam ass, déi net d'Leit wäert an d'Aarmut dreiwen, wann deen dote Bäitrag bezuelt gëtt fir deen doten Zweck.

Mir sinn awer och als LSAP ganz kloer der Meenung, dass, wa mer dat Kannergeld aféieren, dat net däerf agefruer bleiwen op onbestëmmten Zäit. Mir sinn der Meenung, dass mer an e System mussen erakommen, wou all puer Joer eng Adaptatioun vun deem Kannergeld gemaach gëtt, opgrond vun der Entwécklung vun de Präisser respektiv opgrond vun der Entwécklung vun anere Käschten. Esou e Mechanismus, si mer der Meenung, muss zwéngend virgesi ginn.

Datselwecht gëllt och fir d'Deierechtzoulag, un déi och eng Rei vun Aiden, déi d'Gemenge ginn un d'Leit, gekoppelt sinn. D'Deierechtzoulag, déi kënnt ganz villen Haushalter zegutt. Et si knapp 10% vun den Haushalter, déi eng Deierechtzoulag hei zu Lëtzebuerg kréien. Et sinn also déi, déi wierklech ganz ënnen ugesiedelt ginn, an do ass et an eisen Ae wichteg, en A weider op där Entwécklung do ze halen.

D'accord, fir ze soen: Eng Erhéijung vun der Deierechtzoulag elo an engem Moment, wou d'Gaspräisser erofginn, wou d'Pëtrolspräisser erofginn, wou d'Stroumpräisser erofginn, ass eigentlech net zwéngend néideg. Mä mir wëssen awer och, dass dat dote ka ganz schnell vun engem Joer op dat anert änneren. An an deem Moment ass et fir eis wichteg, dass dann och déi Adaptatioune gemaach ginn, dass d'Regierung also e Monitoring weider mécht vun der Situatioun vun deenen dote Stéit, fir schnell kënnen ze reagéieren.

Dëse groussen Effort, deen d'Regierung an deene leschte Méint gemaach huet, fir e komplette Screening ze maache vu sämtleche Budgetskreditter, nei Perspektiven opzeweise fir en nohaltege Wuesstum a Beschäftegung, dat bréngt, an eisen Aen, dëst Land weider.

De Budget vun der neier Generatioun beschränkt sech net op déi Viraarbecht, déi gemaach ginn ass bei deem heite Budget. D'Suite ass eng Ofännerung vun eiser Gesetzgebung iwwert d'Kontabilitéit an iwwert de Budget vum Stat, fir op eng Budgetsgestioun par objectif ze kommen, dass mer eis also an deenen eenzelne wichtege Secteure vun der Politik politesch Objektiver setzen, e Monitoring-System opbauen a kontrolléieren, ob mer et fäerdegbruecht hunn, mat deene Mëttelen, déi mer am Budget agesat hunn, och déi Objektiver, déi politesch sinn, ze erreechen.

Dat ass déi Aart a Weis, déi d'LSAP scho laang préconiséiert an der neier Budgetspolitik, wou och Etüde virleien, wou Texter virleien a wou et elo drëms geet, an nächster Zäit dann och dat do a Gesetzesform ze géissen, fir dass mer effektiv am Ganzen eng ofgeschlossen nei Budgetspolitik hunn, déi an eisen Ae méi wierksam wäert sinn an déi an eisen Aen wäert dann och déi néideg Effeten dobausse kréien.

Ech wëll drop zréckkommen: 2011 an 2013 sinn och där Budgetspäck geschnürt ginn. Fir d'Budgeten 2011 an 2013, si se 2010 an 2012 geschnürt ginn. Mä wat een do muss zréckbehalen, ass, dass se vun der Envergure hier grouss waren. Deen zweete méi grouss nach wéi deen éischten, an do hu jo och d'Fraktioune vun der deemoleger Majoritéit hiert derzou bäigedroen an dem zoustännege Budgetsminister e bëssen d'Hand forcéiert. Mä, wat awer een och muss soen, an dat ass den Ënnerscheed zu deem, wat elo an der Regierung proposéiert gëtt fir déi nächst Joren: Dat waren, mat Ausnahm vun der Einnahmesäit, wou et strukturell Moossname waren, bei den Ausgabe praktesch ausschliisslech konjunkturell Moossnamen, déi nëmmen e ganz kuerzfristegen Effet haten an déi net iwwert déi ganz Period ugedauert hunn.

Dee Luxus, muss ech soen, kënne mer eis net leeschten! Wa mer 2018 déi Ziler, déi mer gemeinsam festgeluecht hunn, wa mer déi wëllen erreechen, da geet et mat konjunkturelle Moossnamen och op der Ausgabesäit net méi duer, da muss ee strukturneller maachen. An, wéi gesot, do erwaarden ech mer dann eng ganz spannend Debatt, wat déi eenzel Acteuren dann hei vu strukturelle Moossnamen op der Ausgabesäit proposéieren a wat déi Alternativen zu de Regierungsvirschléi sinn.

Mir wëllen eis aus där fir e klengt Land onheemlech riskanter Scholdefal erausbewegen, an déi mer déi lescht Joren erakomm sinn. Dat brénge mer wahrscheinlech net vun haut op muer fäerdeg, mä mir kënnen awer schrëttweis dat doten duerchaus erreechen, an ouni eng ondifferenzéiert an eng radikal Austeritéitspolitik mam Briecheisen missen erbäizeféieren. Déi Choixen, déi dës Regierung geholl huet, déi maachen et méiglech, e Budgetséquiliber mëttelfristeg hierzestellen, ouni eng Austeritéitspolitik mussen ze maachen, ouni mussen honnerteweis Stelle beim Stat, am ëffentleche Secteur ze kierzen, ouni mussen un eis Sozialsystemer ze goen. Dat brénge mer fäerdeg duerch eng konsequent Budgetsdisziplin op anere Punkten, déi hei duerchgezu gëtt. An dat ass e remarquabelen Effort, deen hei gemaach ginn ass.

Eenzel Déngschtleeschtunge ginn ausgebaut: Beim Congé parental ass d'Décisioun geholl ginn, dass mer dee wëlle méi flexibel gestalten an ausbauen. Ech weess, dass mer mat der CSV emol virun net allze laanger Zäit eng Diskussioun haten, fir de Congé parental ofzebauen. Dës Regierung huet eng aner Optioun geholl.

(Exclamations)

RMG, och do solle Verbesserunge kommen. Notamment fir den Elengerzéier entgéintzekommen, déi an enger absolut prekärer Situatioun, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä awer och zu Lëtzebuerg, sinn. Am soziale Wunnengsbau, wou d'Regierung gesot huet, si géif méi Efforte maachen an deenen nächste Joren. An et wär gutt, och do mat de Gemenge Partnerschaften ze sichen.

Ech soen dëser Regierung dat, wat ech och ouni gréisseren Erfolleg ëmmer der viregter gesot hunn: Sicht d'Gemengen, huelt Kontakt mat de Gemengen op! Waart net, bis Der deen een oder deen anere Virschlag kritt, mä gitt proaktiv bei d'Gemengen, schnüürt e Wunnengsbaupakt mat de Gemengen, och am Beräich vum soziale Wunnengsbau, fir zesummen a konzertéierter Aart a Weis do konkret um Terrain an deenen nächste puer Joer virunzekommen. Do ass nach Potenzial do, fir gemeinsam villes kënnen ze erreechen.

Eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik, mat där och d'ADEM besonnesch soll zousätzlech Finanzmëttelen déi nächst Jore kënne kréien. D'Garantie jeunes ëmsetzen, och dat bedeit zousätzlech Mëttelen, net manner Mëttelen, mä zousätzlech Mëttelen an deenen nächste Joren, gradesou wéi den Ausbau vum Pompjees- a Rettungswiesen, dee soll jo op enger nationaler Basis rationell organiséiert ginn.

D'Regierung wëllt och konkret géint d'Steierhannerzéiung och hei zu Lëtzebuerg virgoen. Ech erënnere mech un e Rapport, deen e gewëssene Jeannot Krecké viru laange Joren hei gemaach huet. Wichteg ass also do och, fir konkret virunzekommen. Esou wéi mir als LSAP frou sinn, dass d'Regierung mat deem Accord, dee se gëschter zu Bréissel ginn huet, och definitiv en Abschied hëlt dach vun engem Geschäftsmodell, deen eenzel Banken zumindest hei zu Lëtzebuerg während Joren haten, deen awer op Steierflucht opgebaut ass. Egal wéi mer dat elo wëlle beschéinegen. Mir si frou, dass d'Regierung déi doten Décisioun geholl huet a fir d'Glafwierdegkeet vun der Finanzplaz déi eenzege richteg Décisioun geholl huet, och wat den automateschen Austausch vu Bankinformatiounen ugeet.

A mir mengen och, dass een an deenen nächste Jore muss kënnen nodenken iwwert d'Uleeë vun där enger oder anerer zousätzlecher Reserv, well déi Reserven, déi mer haten, dee berühmten „Apel fir den Duuscht", deen ass opgiess! Deen ass verbraucht ginn an der leschter Kris an de Joren '09 an '10. Et ass also wichteg, dass mer erëm drun denken, well déi nächst Kris ka kommen! Ech hu virdru gesot, wat den Internationale Währungsfong vläicht mengt, wat esou kéint geschéien. An da brauche mer och erëm eng Kéier Reserven, fir kënnen ze reagéieren, fir kënnen ofzepufferen, wa géif e Schock vu baussen op Lëtzebuerg hikommen. Den LSAP-Programm gesäit d'Schafe vun engem Fonds souverain vir. Dat ass eng méiglech Pist, déi dës Koalitioun wäert kënne goen.

Den CSV-Spriecher huet et scho gesot: De Premier huet wéineg iwwert d'Gemenge geschwat a sengem Bericht, mä am Virfeld sinn natierlech awer Aussoen dozou och gemaach ginn. An ech géif hei am Numm vun eiser Fraktioun d'Regierung bieden, net ze vergiessen, dass eis Gemengen am soziale wéi am wirtschaftleche Beräich e wichtegen Acteur sinn, e wichtegen Acteur, wat d'Déngschtleeschtunge fir d'Bierger ugeet, besonnesch och an der Kannerbetreiung, e wichtegen Acteur och sinn, wat déi ëffentlech Investissementer uginn. De Gemengesecteur dréit ee gudden Deel bäi zu den ëffentlechen Investissementer. Ech hunn ausgerechent: Ongeféier 20%, 25% mécht dat aus vun deem Effort, deen de Stat selwer an deem dote Beräich mécht.

An d'Regierung brauch d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun hirer Politik. A si muss sech bewosst sinn, dass, wa se, wat richteg ass, méi Efforte wëllt maachen an der Kannerbetreiung: Mä wie soll dat dann um Terrain duerchsetzen, wann net zu engem gudden Deel och d'Gemengen?

Dofir brauche mer also do och eng enk Zesummenaarbecht vun deenen engen a vun deem aneren. D'Regierung muss virsiichteg sinn, awéiwäit se wëllt och d'Transferte bremsen a Richtung Gemengen, well d'Gemenge brauchen, wa se solle mathëllefen, d'Nationalpolitik an der Kannerbetreiung ëmsetzen, zousätzlech Mëttelen, net manner Mëttelen, mä brauchen zousätzlech Mëttelen, fir dat doten ze maachen. Duerfir ass also hei eng gewëss Virsiicht gebueden.

Selbstverständlech d'Transferten an d'Gemengen erofféieren, dat trëfft net all d'Gemengen! Ech kennen eng gutt hallef Dosen, déi kënne laang liewe mat vill, vill manner. Ech kennen awer och eng ganz Partie Gemengen, déi kënne sécherlech eens gi mat deem, wat geplangt ass, mä wann dat op Dauer nach weidergeet a verschäerft gëtt, da gi se net méi eens!

Duerfir och eisen Appel nach eng Kéier un dës Regierung, do méi haartnäckeg ze sinn, wéi d'Virgänger et waren, an och eng Gemengefinanzreform op de Wee ze bréngen, well wann een notamment ufänkt, d'Transferten un d'Gemengen ze bremsen, da stellt sech déi Fro vun der ongerechter Verdeelung vum Räichtum tëschent de Gemengen an enger ganz anerer Gréisst, wéi dat am Normalfall haut de Fall ass.

Duerfir also eisen Appel nach eng Kéier, dat ëmzesetzen, wat och am Regierungsprogramm drasteet, a behäerzt also un déi Gemengefinanzreform erunzegoen, well effektiv déi Inégalitéiten, déi haut am Gemengesecteur bestinn, oft näischt méi ze dinn hu mat deene reellen Aufgaben, déi déi eenzel Gemengen hunn, déi iwwer méi Sue verfüge wéi anerer, respektiv déi manner hunn, hunn heiansdo oft Aufgaben, déi méi räicher net hunn. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass dat, wat d'Regierung sech do virgeholl huet, och ëmgesat gëtt.

Mir begréissen als LSAP schliisslech och,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, Dir musst zur Konklusioun kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …an ech muss elo zum Enn kommen, dass bei der Budgetspolitik och gekuckt ginn ass, fir en Effort vun Équiliber ze maachen, dass och d'Betriber hiren Obolus leeschten, wann et drëms geet, de Budgetséquiliber hei eranzekréien. De Premierminister huet eng ganz Rei vu Punkten opgeworf.

Ech kommen zum Schluss, Här President. D'LSAP stëmmt déi Deklaratioun vum Premierminister optimistesch. Mir spieren, dass dat, wat mer gemeinsam ausgemaach hunn, amgaangen ass, elo konkret ëmgesat ze ginn. Dat wäert nach méi offensichtlech ginn, wann d'Zuele vum Budget 2015 an déi Projeten, déi drunhänken, hei wäerte virgestallt ginn.

Mir freeën eis op déi Diskussioun. Ech hoffen, dass mer aus där Spiral erauskommen, wou d'Oppositioun wäert nëmme soen: „Net elo, net esou vill, net hei.", mä dass mer wierklech Iddi géint Iddi wäerte kënne konfrontéieren. Dat ass déi grouss Debatt, déi ech mer wënschen hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Woche bis zur Ofstëmmung vum Budget.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. Nächst Riednerin ass d'Fraktiounscheffin vun déi gréng, d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e Budget si keng plakeg Zuelen, och net, wa se rout oder schwaarz sinn. Hannert engem Budget, hannert Zuele stieche Programmer a Projeten. An all Budgetsartikel soll en Zil ustriewen.

Dem Premier seng Ried gëschter huet d'Richtziler vum Budget 2015 an, doriwwer eraus, och d'Richtziler vum Budget pluriannuel beschriwwen. An de Mëtte kréie mer déi passend Zuelen zu de passenden Ziler.

Dem Premier seng Ried huet onmëssverständlech gewisen, datt de Budget näischt ass, wat neutral ass. Schlussendlech ass et jo och esou, datt de Budget erlaabt, eng Politik ze maachen, fir déi ee gewielt ginn ass an zu där een och steet. De Budget ass also e politescht Instrument an et gehéiert politesch Verantwortung derzou, fir e Budget opzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëst Land ass virun zéng Méint aus engem Dornröscheschlof waakreg ginn. D'Zäit war ewéi stoe bliwwen, alles ass ëmmer esou bliwwen, wéi et wor, a mir hunn ons och ëmmer esou beholl, wéi wann déi schlecht Noriichten ni fir ons gemengt wieren.

Virun zéng Méint awer hunn d'Bierger an d'Biergerinnen aus dësem Land e Choix gemaach, an dëst en connaissance de cause. Eng nei Majoritéit ass gefrot ginn, en neie Projet fir dëst Land opzestellen. Eng nei Majoritéit, zu där och déi gréng gehéieren, déi ugetrueden ass, fir onst Land fir d'Zukunft a fir déi nächst Generatiounen nei ze gestalten. Oder iwwerhaapt emol ze gestalten! Well bis elo war alles méiglech a säi Contraire. Et si Projete mat engem Zil ënnerstëtzt a finanzéiert ginn a gläichzäiteg säi Contraire.

Mir erlaben ons, dës Kritik ze maachen, déi eigentlech näischt mat Vergaangenheetsbewältegung ze dinn huet, villméi, an de Premier huet et exzellent op de Punkt bruecht gëschter, wëlle mir dëst Land fit oder erëm fit fir d'Zukunft maachen.

A fit fir d'Zukunft maachen, dat heescht awer och, eng ganz Rei vu Feelentscheedungen ze revidéieren an eng ganz Rei vun iwwerfällegen Entscheedungen iwwerhaapt emol ze huelen. An et sinn der dobäi, déi net gradesou agréabel sinn an déi net gradesou gutt ukommen.

Fir munch ee Bierger oder Biergerin ass et vläicht net esou einfach ze verstoen, firwat dës Regierung déi eng oder déi aner Budgetsadaptatioune mécht. Net esou einfach ze verstoen, well bis virun engem Joer déi nach rout Zuelen am Budget net éierlech thematiséiert gi sinn, a bis haut gëtt erkläert, an de Moie vum Här Wiseler erëm eng Kéier, datt et an de Krisejore schwéier wor, e Budget an den Équiliber ze kréien. Mä d'Situatioun vun haut an déi eelef Milliarde Scholden, gekoppelt un déi 200 Milliounen Zënse pro Joer, hunn nëmme ganz wéineg mat de Krisejoren ze dinn.

Dëst hat éischter vill mat der Opstellung vun de Budgeten ze dinn, respektiv firwat d'Suen ausgi gi sinn. An haut erëm eng Kéier - an den Här Wiseler huet et jo och erëm eng Kéier erkläert: Jo, mir mussen de Budget an den Équiliber kréien. - mä haut erëm eng Kéier hu mer keng eng, awer och keng eng Alternativ ze héiere kritt, wéi een dee Budget sollt an den Équiliber kréien! Dat ass genausou beschriwwen, wéi déi Budgeten déi lescht zéng Joer opgestallt waren.

De Budget an d'Opstellung vum Budget 2015 an de Budget pluriannuel hu mat politescher Prioritéit ze dinn an et huet och mat politeschem Courage ze dinn. Politesch Prioritéit, well dës Regierung kloer e Wee weist. Endlech gëtt emol e Wee gewisen an engem Budget. Kloer eng politesch Richtlinn weist, an dëst gläich op e puer Ebenen: Simplificatioun oder Moderniséierung vum Stat, Effizienz vum Stat, Organisatioun a Fonctionnement vun onser Gesellschaft, an dëst, ouni datt iergendengem eppes ewechgeholl gëtt, Realisatioun vu groussen infrastrukturelle Projeten.

An och politesche Courage, well et wichteg ass, an dat geschitt och, dass de Budget endlech zougänglech gëtt fir all Bierger a Biergerin, zougänglech an deem Sënn, datt en an enger Sprooch ass, déi jidderee versteet. An dës Form vun Transparenz bréngt et mat sech, datt een dem Bierger an der Biergerin muss d'Wourecht soen. D'Wourecht iwwert den Zoustand vun der finanzieller Situatioun vun dem Land, wou déi Leit wunnen a wou se och hiren Deel dozou bäidroen. An dat ass eng aner Virgehensweis, wéi ze erzielen, datt et dem Land net gutt geet, an awer alles lafen ze loosse wéi ëmmer.

Eng Statsschold nämlech wuessen ze loosse vun 1,7 Milliard op 11 Milliarden a knapp zéng Joer, kléngt ganz verdächteg nom Motto „après moi le déluge". An dozou géife mir Iech gären e puer Beispiller weisen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

En éischt Beispill aus der Aktualitéit a wat ons och speziell wichteg ass a wat och gëschter vum Premier opgegraff ginn ass, wat de Laisser-aller vu fréier bemierkenswäert beschreift: d'Drénkwaasser. Säit 15 Joer ass sech iwwer EU-Direktiven ewechgesat ginn. Stéchwuert, fir nëmmen eent ze nennen, d'Kläranlag. Pro Dag 2.000 Euro plus eng Milliounen héich Strofschold. Säit 15 Joer ass bewosst ignoréiert ginn, datt onst Drénkwaasser net onbedéngt déi Qualitéit huet, déi geduecht gëtt an déi och erzielt ginn ass. A säit 15 Joer gëtt bewosst keng eng Mesure - keng eng Mesure! - ëmgesat, fir deem entgéintzewierken.

All eenzelne Bierger, voire souguer all eenzelne Wieler, ass zefriddegestallt ginn. Déi eng landwirtschaften an aller Legalitéit weider wéi ëmmer an déi aner drénke weider dat Drénkwaasser, wat bewosst net geziilt gepréift ginn ass!

Nebenschauplatz vun där ganzer Affär déi lescht Joren, war de Waasserpräis. Mä wat notzt ons de Waasserpräis, wann d'Waasser net gutt ass? An haut si mer alleguerte schlecht drun. An dës Regierung muss elo a kuerzer Zäit déi Weiche stellen, déi ons eng nohalteg Zukunft wäerte garantéieren. Déi Weiche stellen, déi bewosst net gestallt gi sinn an deene leschten zéng Joer. Keng politesch Prioritéit an deene leschten zéng Budgeten an dësem Beräich!

An dës Majoritéit wäert awer elo d'Konsequenze vun deem Laisser-aller am Budget 2015, awer och am Budget pluriannuel erëmfannen, an dëst direkt op e puer Budgetsartikelen. Mir bezuelen eng Émweltschold. Mir mussen an Infrastrukturen investéieren. Mir mussen elo wahrscheinlech och kuerzfristeg de Baueren an de Wënzer hëllefen, sech ganz kuerzfristeg ëmzestellen, duerch den Herbiziden- a Pestizideverbuet, deen usteet.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An déiselwecht Kritik an deemselwechte Beräich kéinte mer ënnermolen am Kontext Schutz vun de Biotopen. De Mangel u Sensibiliséierung an Informatioun, de Mangel u politescher Prioritéit am Kontext Émweltschutz, kënnt d'Allgemengheet deier ze stoen. Mir musse kurativ virgoen anstatt preventiv. An dat kascht deier!

En zweet Beispill, wat ons Gréng och speziell wichteg ass, ass d'Thema ronderëm d'Fro: A wéi enger Gesellschaft wëlle mer alleguerte liewen a wéi wëlle mer se gestalten? Oft kucke mer - an dat ass scho virdru gesot ginn - mat engem Deel Bewonnerung zum Beispill op déi skandinavesch Länner, wéi hir Gesellschaft fonctionnéiert, wéi d'Schoul fonctionnéiert, wéi de péri- a parascolairen Deel zesumme mat der Schoul fonctionnéiert, wéi bewosst an eng voluntaristesch fraefërdernd Politik investéiert gëtt, fir eng bewossten a gewollten Gender-Equitéit ze garantéieren. Déi Gesellschaftsorganisatioun huet sech och do net vun haut op muer gemaach a war och do nëmme méiglech ginn duerch eng bewosst an deklaréiert politesch, voluntaristesch Politik.

Haut ass et do méiglech als jonk Fra oder als jonke Mann aus enger vun deene beschte Schoulen, sief et Primärschoul, sief et Lycée oder souguer Uni, erauszekommen, säi Liewe ronderëm eng Famill ze organiséieren, ouni mussen Ofstrécher a senger berufflecher Carrière ze maachen. D'Allgemengheet - d'Allgemengheet, egal ob ee Kanner huet oder keng - huet eng Plus-value dovunner, datt si haut op eng flächendeckend Kannerbetreiung, déi iwwregens gratis och ass, kënnen zréckgräifen, wou Schoul a Crèche matenee schaffen, wou Schoulen zu de Beschte vun der Welt gehéieren, wou d'Pädagogie am Mëttelpunkt steet a wou et eng Selbstverständlechkeet ass, datt d'Pappen an d'Mammen och Deelzäit schaffen, respektiv Job-sharing och op héije Poste besetzen.

An dat nenne mir e Choix de société. E Choix de société! D'CSV schwätzt vun de Leit de Choix loossen. E Choix de société awer kënnt der Allgemengheet zegutt. Dat, wat d'CSV mengt, a wat mir bis viru Kuerzem an de verschiddene Budgetsartikelen erëmfonnt hunn, huet näischt mat Choix de société oder politescher Richtlinn ze dinn. Dat nenne mir: Alles a säi Contraire férderen! An alles a säi Contraire férderen, endegt schlussendlech am Stëllstand a féiert dozou, punktuell mussen eben akut ze reagéieren, oft ziellos an och oft qualitéitslos.

D'Aféierung vum Chèque-service zum Beispill war e gutt Beispill dofir. Haut musse mer an der Qualitéit réajustéieren an haut musse mer an der Vernetzung tëschent de verschiddenen Instanze réajustéieren.

Dës Regierung steet fir e Choix de société. An dofir ënnerstëtze mir ausdrécklech, datt mer ophalen, Situatiounen ze subsidiéieren, déi eigentlech weder opbauend nach ofséchernd sinn, weder fir d'Fra oder d'Mamm nach fir d'Famill. Mir kënnen nëmme Mesuren ënnerstëtzen, déi et notamment de Fraen erlaben, Studien oder eng Ausbildung ze maachen, ze schaffen a sech och kënnen an dëser Aarbecht ze verwierklechen. Well dat ass de Choix.

Genau dat ass de Choix! D'Méiglechkeeten, fir Famill a Beruff ze vereinbaren, musse gefërdert ginn. Mir sécheren domadder d'Autonomie vun deenen zwee Elterendeeler of. An doriwwer eraus kënne mer ons dee Mangel un „return on invest", wann ech mech esou kann ausdrécken, net méi leeschte vu Fraen, déi studéiert hunn an déi mer herno an der Ekonomie net méi erëmfannen.

Et ass an onsen Aen och dofir richteg, déi Allocation d'éducation an déi Allocation de maternité ofzeschafen an dofir awer méi an d'Vereinbarung Famill/Beruff ze investéieren. Domadder huele mer kengem, deen eppes huet, eppes ewech, mä mir offréiere jidderengem en neie Service.

Et ass fir ons och dee richtege Wee, an e Kannerfong ze investéiere mat der Contributioun vun alle Revenuen. An onsen Aen ass dëst genau dee Wee, wéi een eng Gesellschaftsform gestalte kann. Mir gesinn dës Mesure éischter och als eng politesch Prioritéit an net esou als eng Budgetsadaptatiounsmoossnam.

Mir denken, datt déi nei Opstellung vum Kannergeld absolut tragbar ass, och fir eng Famill mat méi Kanner. Mä et ass sécherlech eng Änerung vun de Gewunnechten. Fir ons ass et novollzéibar. An et mécht wéineg Sënn auszerechnen, wéi vill eng zukünfteg Famill oder ee Kand, wat an engem oder zwee Joer op d'Welt kënnt, manner kritt wéi elo. Well genau dat - genau dat! -, léif Kolleeginnen a Kolleegen, war de Motto vun deene viregte politesche Verantwortlechen an deem Domän. An de politesche Courage huet se du séier verlooss, an d'Resultat fënnt sech notamment an deenen 11 Milliarde Scholden erëm.

Dofir fannen ech et zimlech mies, datt grad déi Leit, déi den noutwendege Courage zur Noutwendegkeet net haten, elo d'Rechemaschinn erauszéien. Si hätte besser gehat, d'Rechemaschinn bei der Kläranlag, beim e-Commerce oder bei den 200 Milliounen Zënsen d'Joer erauszezéien!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Eng sënnvoll, eng duerchduechte Logementspolitik ass méi wéi noutwendeg an dësem Land. Sécherlech ass et e schwieregen Terrain, wou déi ëffentlech Hand net all Moyenen an Instrumenter huet, fir ze steieren. Mä de Wee, fir zimlech ondifferenzéiert ze subsidiéieren huet definitiv keen Impakt gehat, ausser an der Statskeess.

A jo, et ass richteg, net méi d'Demande ze subventionéieren, déi an d'Täsch vun deene geet, déi se net onbedéngt brauchen, mä virun allem sech der Offer unzehuelen an do anzewierken. Dofir ass et och richteg an onsen Aen, differenzéiert mat der TVA an der Wunnengspolitik anzegräifen, an den Énnerscheed ze maachen tëscht Eegewunneng a Locatiounswunneng.

(Brouhaha)

Ech ka ganz schlecht schwätzen... Wann ech gelift. Merci.

Et ass awer gradesou wichteg, keen Énnerscheed ze maachen a Saache Sanéierung a Renovatioun, well grad hei den Endverbraucher, dat heescht deen, deen herno an där Wunneng wunnt, egal ob Propriétaire oder Locataire, eng Plus-value dovunner huet. Dofir begréisse mir dat och.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir wëllen awer hei nach eemol ënnersträichen, wéi wichteg et ass, datt méi séier eng vergréissert Offer u sozialen an abordable Locatiounswunnengen am Land ugebuede gëtt. A mir sinn der Iwwerzeegung, datt hei grad déi ëffentlech Hand e substanziellen Deel dozou ka bäidroen, och wann a vill verschiddene Formen.

Mir mussen onbedéngt d'Moyene virgesinn, fir d'Gemenge konkret ze ënnerstëtzen. Neen, kee Pacte Logement bis. Neen, sécher net! Villméi wéi Sue brauchen an dësem Beräich d'Gemenge logistesch Énnerstëtzung. Intelligent Plangen ass ugesot. Dat kascht wuel och, mä vill manner an et ass vill méi effikass. A schlussendlech ass et och méi fair.

D'Erhéijung vun der TVA am Allgemengen, och wa se fir zwee Drëttel vun de Supermarchésproduite bei 3% bleift, ass sécherlech eng pur Spuermoossnam. Oder, méi richteg gesot, eng zousätzlech Recettëmesure, déi ausschliisslech mat der Schold respektiv mam Verloscht vun de Recetten aus dem e-Commerce ze dinn huet. Jo, et ass eng zousätzlech Belaaschtung fir jiddwer Portmonni an, jo, déi eng Portmonnie wäerten et méi spiere wéi déi aner.

Mir denken awer, datt, vu d'Situatioun, déi dës Regierung am Dezember virfonnt huet, an de Mangel un Zäit, fir deem entgéintzewierken, net vill Alternativen iwwreg bliwwe sinn. Wichteg ass, datt déi Mesuren, déi de Premier gëschter ugekënnegt huet - am Kontext zousätzlech a méi gerecht sozial Énnerstëtzung -, geziilt déi Leit erreechen, déi zu deem engen oder anere Moment drop ugewise sinn. An do och ziele mir op déi Steierreform, déi dës Regierung elo wäert an Ugréff huelen. Well och do kënne genau déi Indicateuren et dozou bréngen, datt mer déi Steierreform méi fair a méi gerecht fir all eenzelne Bierger opstellen.

Mir sinn ons bewosst, datt et och do keng Alternativ an der Zäitschinn ginn ass. Eng Steierreform, déi méi wéi noutwendeg ass, kann een net an engem Joer aus dem Aarm rëselen. An dofir ass et och richteg a wichteg, datt d'Regierung sech elo déi noutwendeg Zäit derfir hëlt.

Dëst sinn, Här President, kuerz ëmrass, e puer erausgepickte Mesuren, déi mir als gréng Fraktioun wollten haut zur Sprooch bréngen. Si sinn ons net onbedéngt méi wichteg wéi anerer, mä si hunn ons virbildlech geschéngt, fir den Énnerscheed duerzestelle vun deem, wat war, a vun deem, wat mir ons an e puer Joer virstellen.

Mir sinn ons bewosst, datt mer hei mat dësem Budget e wichtege Jalon setzen, wéi mir an Zukunft, an zéng, an 20 Joer hei zu Lëtzebuerg liewen, a virun allem, wéi ee Lëtzebuerg mir de Kanner vun haut an den Erwuessene vu muer amgaange sinn ze gestalten.

Ons Kolleegin, d'Presidentin vun der Fédération des Femmes Cheffes d'Entreprise, hat mer e Sonndeg e klenge Mail geschéckt. An do huet se geschriwwen: „Et ass wichteg, datt d'Leit hei am Land emol erëm op de Buedem vun de Realitéiten zréckkommen. Eis Messagen, datt mir hei am Land privilegiéiert sinn, mussen ukommen."

Jo, eigentlech huet ons Kolleegin schonns recht. Et ass eng Chance, datt mir zu Lëtzebuerg eng gutt Ausgangspositioun hunn, fir déi Adaptatiounen ze maachen, déi elo musse gemaach ginn. A mir solle se elo maachen. Elo, wou mer nach ëmmer an engem privilegiéierte Land liewen a fir datt mer och an Zukunft weider an engem privilegiéierte Land sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Gaston Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Deklaratioun vum Här Statsminister, déi gëschter hei gemaach ginn ass, ass selbstverständlech mat vill Spannung erwaart ginn, well net nëmme mir als Politiker heibannen, mä och d'Leit am Land endlech gäre gewuer wëlle ginn, wou d'Schëff an deenen nächste Jore soll histeieren.

Ier ech op e puer méi punktuell Punkten aginn, wëll ech zwou Virbemierkungen hei maachen. Déi Éischt: Den Här Statsminister huet gëschter a senger Ried fir d'Éischt ugefaangen, Kritik un der viregter Regierung ze maachen. Den Här Berger huet sech deem de Moien hei ralliéiert an huet och net mat Kritik un der viregter Regierung gespuert.

Et ass haaptsächlech dann op d'CSV gekuckt ginn a se un d'CSV geriicht ginn, mä souwuel den Här Statsminister wéi den Här Berger wosste ganz genau, wa se op déi viregt Regierung schéissen, op d'CSV schéissen, datt se dann hire gréisste Koalitiounspartner, d'LSAP, géife mattreffen, ouni et prezis hei ze soen. Op jidde Fall hu mer gëschter kënne feststellen, datt de Statsminister ugefaangen huet, fir d'Éischt Kritik ze üben un där Politik, déi hire Koalitiounspartner, d'LSAP, an deene leschten zéng Joer hei matgedroen huet!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Eng zweet Virbemierkung: Den Här Statsminister huet vun 258 Mesurë geschwat an huet awer knapps zwou Dose vun deene gëschter hei ernimmt. Wat och verständlech ass, datt een net kann 258 Mesuren hei opzielen. Dat hätt och kee vun eis wahrscheinlech gëschter gewollt. Mä et weess een elo, wat an enger Rei vu Moossnamen ass, wou eng Partie dervu scho virdru bekannt waren, eng Partie vläicht och souguer beim Vollek an den Ouere gutt kléngen. Mä et weess een net, wat an deene méi wéi 200 anere Punkten, déi mer nach net kennen, do drastécht.

Et weess een, wann een ee Pak vun 258 Moossnamen op de Maart geheit, géif ech emol soen, datt dat net kann opgegraff ginn, weder vun eis heibannen nach vun de Leit dobaussen. An esou wäert et kloer sinn, an dat mierkt een och hei an dëser Debatt, datt déi ganz Diskussioun sech op eng Rei vun Haaptpunkte limitéiert an datt de Gros vun de Punkten, déi d'Leit awer dobaussen, jiddwereen eenzel oder d'Betriber treffen, déi ginn hei net diskutéiert.

Hei gëtt am Fong de Fësch am Waasser ersoff. Dat ass eng Taktik, fir datt d'Leit net sollen alles matkréien, wat fir Grausamkeeten an deem ganze Pak do stinn. Dovunner gëtt ee ganz groussen Deel iwwerhaapt net diskutéiert. An et wäert schwéier ginn, fir lues a lues, an esou engem Heedepak, de Leit dat alles no baussen ze bréngen.

(Interruption)

Et kann ee bal soen: Déi nei Perspektive fir Lëtzebuerg heescht bal, wann een dat do alles esou héiert, déi nei Regierung schéisst op alles hei am Land, wat wibbelt.

(Interruptions)

Als Zilscheif huet de Premier, ënner anerem, genannt, d'Familljen, déi Krank an d'Spideeler, d'Bezéier vu Sozialleeschtungen, d'Léierperso-

nal, d'Beamten am Allgemengen, d'Start-uppen, d'Beruffskummeren, d'Architekten, d'Press an esou weider. An dat sinn nach nëmmen eng Dose vun deene Remarquë vun 258. Awer kloer Perspektive fir d'Zukunft, déi hu mer gëschter vermësst!

Wou ass deen Zukunftsdësch, deen ons gréng Kolleegen an deene leschte Jore vehement hei ëmmer ageklot hunn? Datt mer eis emol missten zesummesetzen, d'Politik, d'Société civile, d'Gewerkschaften, d'Patronat, alleguer déi Leit, déi drun interesséiert sinn, a wat fir eng Richtung d'Land wëll steieren. Wat fir ee Lëtzebuerg wëlle mer eisen nächste Generatiounen an 20, 30 Joer hannerloossen? Wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg da musse wunnen oder dierfe wunnen oder schaffen? Alles dat ass, mat Recht, vun deene grénge Kolleegen an deene leschte Jore permanent heibanne gefrot ginn. An elo, wou se an der Regierung sinn: Wou ass deen Zukunftsdësch? Weder an dëser Deklaratioun nach wat d'Plans sectoriels ubelaangt, ass iergendwéi an enger Form vun dësem Zukunftsdësch geschwat ginn.

Mir als ADR sinn awer och ëmmer der Meenung gewiescht a mir hunn d'Iddi och ëmmer ënnerstëtzt, datt mer mussen deen Exercice maachen, datt mer mussen eng Kéier hei eng Diskussioun féieren: Wat fir ee Land wëlle mer? Wëlle mer eng Kéier 700.000, 800.000, eng Millioun, annerhallef Millioun Leit? Wëlle mer op eisem Aarbechtsmaart, och wéinst eise Sozialsystemer, haut 400.000, an 20 Joer 800.000 Leit schaffen hunn, an a 40 Joer annerhallef Millioun Leit schaffen hunn? Wëlle mer dat?

Mä déi Politik hei, déi fiert blannemännerchers virun a stellt sech net déi Froen an huet net de Courage. An et ass esou vill vu Courage haut de Moie vun de Majoritéitsdeputéierten heibanne geschwat ginn, deen dës Regierung huet. Mä dee Courage, fir ze soen, wou d'Land an 30 Joer, an 20, 30, 40 Joer steet, dee Courage hu se emol net, fir iwwerhaapt unzefänken, doriwwer ze diskutéieren, geschweig ze handelen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si virun allem zwou Moossnamen, déi mer scho méi laang kannt hunn: Dat ass d'Erhéijung vun der TVA ëm 2% an 0,5%, déi als Kannersteier op d'Welt komm ass an elo Zukunftsbeitrag heescht.

Am Géigendeel zu der Lounsteier gëtt dës Contributioun och schonn op Revenuen, déi wäit ënnert dem Mindestloun leien, opgehuewen. Och konkret also vun enger Pai, engem Gehalt vu 481 Euro un, gëtt deen Zukunftsbeitrag, wéi d'Regierung en nennt, opgehuewen. Dat heescht, also och Leit, déi haut keng Steiere bezuelen, déi de Mindestloun hunn, déi den RMG hunn, déi wäerte vu muer u mussen e Beitrag do bezuelen!

Et sinn awer net nëmmen déi kleng Leit, déi dovunner betraff ginn, an hei..., oder et si grad déi kleng Leit, déi heivu betraff ginn. A wann ech haut de Moien...

(Interruption)

A wann ech haut de Moien - Här Bettel, Dir braucht net ze laachen, well gëschter Owend hutt Der guer net geglänzt um Fernseh...

(Protestations)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir sot dat Eent an de Contraire!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, wennt Iech un d'Chamber.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt recht, ech muss mech un d'Chamber wenden.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dofir wëll ech Iech soen, Här President, datt den Här Bettel gëschter Owend um Fernseh net geglänzt huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Bis elo Dir och nach net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dass Dir net geglänzt hutt, dat ass generell d'Meenung am Land gewiescht.

(Interruption)

Hei gëtt op jidde Fall, an den Här Berger huet dat de Moien hei virgedroen, datt hei déi Leit, virun allem déi monoparental Fraen, déi elengerzéiend Fraen, datt déi hei am Land déi sinn, déi am meeschte vun der Aarmut betraff sinn. Wat richteg ass! An ech mengen, dat ass net nei, dat hu mer heibanne scho méi dacks gesot. Mä och déi mussen 2% TVA weider bezuelen. An och déi mussen 0,5% un Ärem Zukunftsbeitrag bezuelen.

An och déi Leit, déi e Mindestloun kréien, an d'Elengerzéier, alleguer déi mussen och dee Beitrag do bezuelen. An dat ass fir déi Leit vill Geld. An da kommt Der heihinner an Dir sot, Dir géift deenen hëllefen, Dir géift deene gär Verbesserunge maachen. Mä fir d'Éischt - fir d'Éischt! - huelt Der hinnen emol eppes. A wat se sollen eng Kéier bäikréien, dorobber muss een emol nach waarden.

Da kucke mer, wat dann déi dräi Regierungsparteien iwwerhaapt iwwert d'TVA-Erhéijung an hirem Wahlprogramm stoen haten. D'DP huet gesot: Nëmmen, wann néideg an als lescht Méiglechkeet. An et muss ee wëssen, wat dat als Konsequenze fir d'Konkurrenzsituatioun vun eise Betriber huet, wat dat fir Konsequenze fir den Index huet. Steigende Kosten im Gesundheits- und im Pflegewesen. Alles dat huet d'DP gesot an duerfir géif dat nëmmen als Allerlescht a Fro kommen.

D'Sozialisten hu gesot, si wiere fir eng begrenzte Mehrwertsteuererhöhung, awer nëmmen am Kader vun enger globaler Steierreform. Elo kréie mer emol d'TVA-Erhéijung a wat d'Steierreform, wéini datt se kënnt a wat se bréngt, dat weess nach kee Mënsch heibannen!

Eis gréng Kolleegen, déi hunn der Regierung deemools virgeworf an och der CSV, well déi dat an hirem Wahlprogramm stoen hat: „Ihnen fällt dazu nichts Besseres ein, als die Erhöhung der sozial ungerechten Mehrwertsteuer. Durch eine weitere Erhöhung der Mehrwertsteuer würde die Belastung der niedrigen und mittleren Einkommensschichten noch schneller anwachsen."

Also keng vun deenen dräi Regierungsparteien hat eng TVA-Erhéijung virgesinn a si hu se kritiséiert a si hu se am Fong vu vireran... An et ass dat Alleréischt, wat se gemaach hunn!

A vun hirer Zukunftssteier hat iwwerhaapt keen eppes an hirem Wahlprogramm stoen. Mä dat ass och elo dat Éischt, wat kënnt, datt d'Leit mussen 0,5% weider bezuelen.

An ech mengen, och déi TVA-Erhéijung op der Zweetwunneng vun 3 op 17% stoung a kengem Wahlprogramm. An och, datt d'Alkohole vun 3 op 17% eropginn, stoung a kengem Wahlprogramm. An duerfir huet d'Horesca jo och geäntwert, datt dat grav an dramatesch Konsequenzen däerft fir dee Secteur kréien. An d'Horesca huet gesot, datt dat eleng kéint zur Konsequenz hunn, datt 1.000 Aarbechtsplazen an deem Secteur kéinte verluer goen!

Oder d'Chambre de Commerce, déi seet, datt dat eng Note salée fir d'Entreprisë wier, datt dat keng gutt Nouvelle wier. Datt dat net gutt wier fir d'Consommateuren, fir d'Entreprisen a fir eis Ekonomie. De Jean-Claude Reding vun der Salariatschamber seet, datt déi TVA-Erhöhung „trifft vor allem die Ärmsten". Also alleguer, aus deene Kreesser kréie mer gesot, wat fir Konsequenzen esou eng TVA-Erhéijung huet.

An d'Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung huet ausgerechent, datt déi TVA-Erhéijung d'Revenuen hei zu Lëtzebuerg vun de Stéit géif tëschent 0,6 an 0,8 drécken, no ënnen drécken op hirem gesamte Resultat.

Wéi vill déi nei TVA-Sätz an Zukunft wierklech der Statskeess bréngen, weess haut och nach kee wierklech. Well, wa geschwat gëtt vu 350 Milliounen, da wësse mer och, datt de Stat muss méi Steiere bezuelen. A mir wëssen net, wann d'Leit 350 Millioune manner Kafkraaft hunn, da gi se déi och manner aus, also bezuele se och manner TVA. An d'Gemengen, déi mussen 2% méi TVA op hiren Investitioune bezuelen an awer d'Hausse vun der TVA net kompenséiert kréien an hirem Chiffer, dee se bis elo ëmmer kritt hunn. Alles dat ass net mat berechent ginn. An alles dat, do weess een och dofir net, wat herno dann, ënnert dem Stréch, fir de Stat weider erauskënnt, wann dat doten alles duerchgeet.

D'Wunnengen: déi zweet Wunneng vun 3 op 17%. Doduerch ginn déi Wunnenge 14% méi deier. Dat bedeit ganz kloer manner Investitiounen a Wunnengen. Manner Investitiounen a Wunnengen heescht, datt d'Offer méi kleng gëtt, nach méi kleng gëtt. An et ass jo grad dat de Problem, dee mer beim Wunnengsbau hunn, datt d'Offer nach méi kleng gëtt, wat d'Wunnengen ubelaangt, an datt duerfir d'Loyere konsequenterweis, well d'Investitioun méi héich gëtt, awer d'Offer méi kleng gëtt, ginn d'Loyere konsequenterweis an d'Luucht!

A wie gëtt erëm do getraff? Ma erëm grad déi kleng Leit, déi sech keng eege Wunneng kënne leeschten, déi musse loune goen. Déi mussen also muer, duerch déi heite Politik, dann och weider Loyer bezuelen.

An och déi Leit, déi eng éischt Wunneng maachen, elo hu se den Taux vun 3%, kënne se rembourséiert kréie bis zu engem Plaffong vu 50.000 Euro. An den Här Statsminister huet sech gëschter dozou net geäussert. Gëtt dee Plaffong geheicht, Här Statsminister, vu 50.000 Euro?

Wann deen net geheicht gëtt vu 50.000 Euro, an den Taux geet erop op 17%, da kënnen d'Leit, déi bis elo mat deem doten Taux konnten, mat deene 50.000 Euro konnte bis elo eng Investitioun mat deem bëllegen Taux vu 500.000 Euro maachen, da kënne se an Zukunft mat deem bëllegen Taux nëmme méi eng Investitioun vu 416.000 Euro maachen. Also och déi Leit, déi déi éischt Wunneng kafen, gi vun där dote Moossnam getraff, wann de Plaffong vu 50.000 Euro deementspriechend net geheicht gëtt.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat ass d'Famill. Ech mengen, d'Ofschafe vun der Allocation de maternité an der Allocation d'éducation ass eis zënter e puer Deeg schonn iwwert d'Press bekannt gi ginn. Hei gëtt dat als e Fortschrëtt duergestallt. Et gëtt quasi duergestallt, wéi wann d'Leit dat net wéilten. Wéi wann d'Familljen net wéilte bei hire Kanner doheem bleiwen.

Mä bei den Allocations de maternité sinn et an deene leschte Joren all Kéiers 1.200 bis 1.300 Familljen, déi dovunner profitéiert hunn, a vun der Allocation d'éducation sinn et 8.400 Familljen, déi an deene leschte Joren an och dëst Joer dovunner profitéieren. Et sinn also bal 10.000 Leit am Land - 10.000 Familljen -, déi gäre bei hire Kanner doheem bleiwen, och souguer mat dem Risiko, datt se manner verdéngen an datt se hir professionell Carrière gebremst kréien.

Dat heescht, et gëtt Leit am Land, déi ginn de Kanner eng Prioritéit. A wann dann hei vu Majoritéitspolitiker gesot gëtt: „Ma déi puer Frang do, déi se kruten, domadder ka jo kee liewen." Jo, dat stëmmt. Dat stëmmt.

An duerfir soe mir jo och als ADR, komm, mir féieren en Erzéiungsgeld an, wéi d'Regierung dat gëschter hei proposéiert huet, wou mer déi verschidde Leeschtunge bündelen, mä mir ginn all Famill se. A mir ginn en net 400 Euro, mä mir ginn en ee Montant, dee berechtegt ass, fir datt eng Famill och eppes dovunner huet. An da soe mer zu der Famill, déi Fra oder dee Mann - mä an der Regel ass et d'Fra, déi doheem bleift -, déi muss vun deem Montant selwer eng Cotisatioun bezuele fir an d'Pensiounskeess, datt se och sozial ofgeséchert gëtt. An da spuert de Stat ënnert dem Stréch, well eng Plaz an enger Crèche, déi kascht 2.000 Euro de Mount; nëmme Frais de fonctionnement, do hu mer net d'Investitioune mat agerechent.

Wa mer also enger Mamm, déi doheem bleift, géifen 1.000 Euro ginn a mir géife soen, dovunner bezils de 300 Euro an d'Pensiounskeess a si huet nach 700 Euro, dann huet d'Famill de Choix. Elo huet se kee Choix méi.

D'Regierung seet zwar, si hätt de Choix, mä si seet, deejéinegen, deen net esou mécht, wéi mir et gären hätten, an zwar d'Kand op d'Welt setzt, eis et gëtt fir et ze zillen an ze versuergen, eis d'Recht gëtt, fir ze soen, wat d'Kand vu moraleschen, etheschen a reliéise Wäerter muss geléiert ginn - dat décidéiere mir als Stat an net méi d'Famill, d'Mamm huet schaffen ze goen -, also eng Famill, déi sech net un dat Diktat vu Gambia hält, déi Famill gëtt gestrooft, déi kritt glat a guer näischt méi vun dëser Regierung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng ideologesch Politik, déi hei vu Gambia gemaach gëtt. Ech hunn et gëschter scho gesot, déi hu mer aus DDR-Zäite kannt. Et wonnert mech just, datt eng Partei, wéi eng liberal Partei,…

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …och do matmécht, deen Unfug do matmécht, wat eng Zerstéierung vun eise Familljen hei am Land als Konsequenz huet.

(Protestations)

An net nëmme genuch domadder, net nëmme genuch domadder, och d'Kannergeld, och d'Kannergeld…

(Interruptions)

Här Berger, Dir hat virdrun d'Wuert. Et gëtt hei gesot: „Mir huele kengem eppes ewech." Dat ass richteg. Deen et elo huet, deen huet et, mä dee muer e Kand kritt, kritt et net méi. Also huelt Der de Leit an Zukunft eppes ewech, wat se bis elo kritt hunn.

Dat do ass awer ze vill schéin…

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir kritt eppes anescht amplaz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, jo! Dat heescht, wa muer een aneren Deputéierten hei an d'Chamber kënnt an dee kritt keng Pai méi, da sot Der: Mir hu kengem eppes ewechgeholl!

(Hilarité et brouhaha)

Well Dir hutt Är Pai jo behalen, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Gibéryen, si kréien eppes, wéi ech virdru gesot hunn, Här President,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt Är Pai behalen a vu mar u kritt Der keng méi.

M. Eugène Berger *(DP).*- …kréie se eppes aneschters amplaz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä dann hutt Der kengem eppes ewechgeholl. Maja, dat hu mer ganz gären dat doten.

Ech mengen, wa mer kucken, Här President, datt niewent deenen zwou Moossnamen do, déi ewechfalen, also d'Kannergeld och gekierzt gëtt an Zukunft... Den Här Statsminister huet gëschter gesot, ma si hätte beim éischte Kand d'Steiergeld no uewen opgerënnt. A wann een dat dann nokucke geet, dat sinn 2,5 Euro de Mount! Dat ass hei ernimmt ginn, wat no uewen opgerënnt gëtt, 2,5 Euro de Mount!

(Interruption)

Dat sinn 30 Euro d'Joer, wou opgerënnt ginn ass. Mä déi Famill, déi méi Kanner huet - zwee, dräi, véier -, datt déi staark ofgerënnt gi sinn, déi Chifferen huet e gëschter net genannt.

Eng Famill mat zwee Kanner verléiert de Mount an Zukunft - déi nei Kanner kréien, Här Bettel, jo - 64 Euro de Mount, 773 Euro d'Joer a vun der Gebuert bis 18 Joer verléiert déi Famill 14.000 Euro an Zukunft. Eng Famill mat dräi Kanner verléiert am Joer 238 Euro oder 2.860 d'Joer oder 51.500 Euro vun der Gebuert bis 18 Joer. An eng Famill mat véier Kanner, déi verléiert an Zukunft de Mount 400 Euro oder 5.000 Euro d'Joer oder 88.000 Euro vun der Gebuert bis 18 Joer.

Dat ass d'Politik vun där heiter Regierung, déi och domadder ganz kloer seet: „Mir wëllen iwwerhaapt net méi, datt d'Famillje méi wéi ee Kand kréien." An dat ënnersträicht dat och, wat d'Familljeministesch - wéi ech awer ëmmer soen, d'Antifamilljeministesch - an der Chamberskommissioun gesot huet, datt dës Regierung keng pronatalistesch Politik mécht. Et géife genuch Kanner op der Welt ginn.

Dat heescht, d'Gambia-Regierung wëllt net méi, datt mer hei zu Lëtzebuerg Kanner kréien. Hei sollen der esou mann wéi méiglech kommen. An déi puer, déi kommen, kritt de Stat an d'Obhut an d'Eltere solle schaffe goen. A wa mer der brauchen, da gi mer se einfach an d'Ausland sichen.

Dat ass d'Politik vun dëser Regierung wéi se…

(Protestations)

Jo, jo, jo, jo.

Une voix.- Egal wat!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech kommen zum Schluss, well meng Riedezäit…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gitt mir nach eng Stonn, ech kann Iech nach villes zielen!

(Brouhaha)

Här President, déi Regierung ass hei ugetratt, a gëschter war den Titel: „Nei Perspektive fir Lëtzebuerg". Wann dat doten d'Perspektive fir Lëtzebuerg sinn, da kann ech nëmme soen: „Aarmt Lëtzebuerg, wat gi mer do enger Zukunft entgéint."

Une voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'DP ass an d'Wahle gaange mat dem Slogan: „Méi mat manner." Zënter gëschter, Här Bettel - Här President, wëll ech dem Här Bettel soen -,…

(Hilarité)

…kann en de Slogan ëmdréinen a soen: „Manner fir méi." D'Leit kréie manner a se musse méi derfir bezuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk.

Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi éischt Fro, déi sech stellt, ass déi, wat dat hei iwwerhaapt ass, wat mer hei maachen. Ass et eng Ried iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg oder ass et eng Aféierung an d'Budgetsdiskussioun?

Wann een nämlech een Zukunftspak géif diskutéieren, da vermësse mer Grondsätzleches: strategesch Diskussiounen, Optiounen, déi sech net op d'Spuere beschränken. Mä et gëtt keng Linn fir d'Zukunft.

Zum Beispill: Wéi ee Wuesstum wëlle mer? Wéi eng Ziler setze mer eis an der Klimapolitik? Wéi schafe mer Sozialgerechtegkeet? Wéi solle mer d'Kafkraaft stäerken? All déi Froe sinn net behandelt.

Ass et awer eng Aleedung an de Budget 2015, dann, mengen ech, wier et logesch gewiescht, datt mer dat mam Budget zesumme gemaach hätten an datt mer dat am Kader vun der Budgetsdiskussioun diskutéiert hätten; och déi 258 Moossnamen an d'Loi de mise en vigueur, déi mer elo all Joers kréien.

A wann et - an do si mer eis dann op deem Punkt emol eng Kéier mam ADR eens - een Zukunftspak ass, bräichte mer onbedéngt een Zukunftsdësch. Een Zukunftsdësch wou d'Zivilgesellschaft, d'Gewerkschaften, d'ONGen, d'Beruffskummere mat diskutéieren iwwert déi strategesch Optioune vun deem, wat an deem Land hei soll op eis zoukommen, och wa mer sécherlech iwwerzeegt sinn, datt dat, wat do erauskënnt, grouss Divergenze gëtt mat deem, wat den ADR vläicht doranner wëllt leeën.

Een zweete Punkt, deen ech wëll ervirsträichen, ass d'Diskussioun iwwert d'Scholden. De Premier seet - an e wëll eigentlech e bësse jidderengem e schlecht Gewësse maachen domadder -, datt mer 2004 1,7 Milliarde Scholden hate beim Stat an 2013-2014 eelef Milliarden. Vun de Fakten hier stëmmt dat. Wann ee se dann awer ëmrechent op d'Awunner, dann ass dat éischtens falsch an zweetens ierféierend.

Éischtens falsch - mä dat ass eng Saach vu Kompetenzen an der Schoul, ech weess et net, well d'Rechnung menger Meenung no net stëmmt -, wann een nämlech 1,7 Milliarden duerch 459.000 Awunner deelt, kënnt een net op 870 Euro, mä op 3.700 Euro. Mä dat ass, doriwwer wëlle mer awer elo net diskutéieren.

An déi zweet Rechnung vun 2004 (veuillez lire: vun 2013) ass och falsch! Se ass awer haaptsächlech ierféierend, well hei d'Impressioun opkënnt, wéi wann all Awunner déi Schold hätt. Neen, et sinn net d'Awunner, déi déi Schold hunn, et ass de Stat! An de Stat kann een net verwalte wéi ee Stot. Et gëtt grouss Ënnerscheeder.

De Stat huet eng Aufgab vun Ëmverdeelung. En huet eng redistributiv Aufgab. En huet d'Aufgab, fir vum geschafene Mehrwäert een Undeel ze kréien, mat deem en Infrastrukture schaaft, ëffentlech Déngschtleeschtunge schaaft a seng regulativ Aufgabe mécht. Dat kann de Stot net. De Stot kann net a sengem Gaart ee Betrib implantéieren, vun deem sengem Mehrwäert en da lieft.

De Stat muss investéieren an d'Zukunft an domadder d'Akommes vu muer ofsécheren. Mä dat mécht d'Regierung net. Hei geet et virun allem ëm d'Spueren. D'Stéit gi méi belaascht an dee geschafene Räichtum gëtt net ëmverdeelt.

De Premier seet: „Mir musse Moossnamen huelen. Et kann een net näischt maachen." Natierlech muss ee Moossnamen huelen, awer déi richteg! An da seet de Premier: „Mir hunn iwwer ons Verhältnisser gelieft."

Ah sou! Hu mir dat? Wien huet iwwer seng Verhältnisser gelift? Déi 80.000 Leit, déi op der Aarmutsgrenz liewen? Oder déi 9.000 Leit, déi tatsächlech net iwwert d'Ronne kommen? Oder sinn et déi dausende Fraen am Botzsecteur, déi ouni Réckendeckung vun der Regierung derfir kämpfen, datt hir Aarbechtszäite respektéiert ginn, datt se hir Iwwerstonne bezuelt kréien an de Mindestloun emol respektéiert gëtt? Oder sinn et awer vläicht déi Superräich, déi Der net méi wëllt besteieren? Vläicht déi 655 Ultraräich, vun deene jiddweree mindestens 30 Milliounen huet an déi zesummen iwwer 65 Milliarden hunn?

Wie lieft iwwer seng Verhältnisser? A wie bezilt am meeschte par rapport zu sengem Besëtz? 10% vun de Maximalverdénger zu Lëtzebuerg kréie 25% vun de Revenuen. An 10% vun de Mindestverdénger kréien 3% vun de Revenuen. Dat ass d'Realitéit vun deem, wien iwwer seng Verhältnisser lieft!

An da gi keng Léiere gezunn aus der leschter Kris, déi mir all bezuelt hunn! Mat „mir" mengen ech virun allem d'Leit, déi schaffe ginn, an d'Pensionnaires. A mat där Politik wäerte mir riicht an d'Mauer rennen, an d'Mauer vun där nächster Kris. De Banken- an de Finanzgesellschafte geet et ëmmer besser. Déi maache méi grouss Benefisser wéi jee. Mä et gëtt awer ëmmer manner vun deem, wat erschafft gëtt, an d'Realwirtschaft investéiert. An d'EZB geet och nach hin, anstatt d'Kafkraaft ze stäerken, keeft massiv Schrottpabeiere vun de Banken op, an dee geschafene Mehrwäert, dee geet an d'Spekulatioun. An domadder renne mer an déi Mauer vun der nächster Kris!

Jo, et gëtt Alternativen zu där Politik, esou wéi d'Gewerkschaften an déi Lénk, wéi zum Deel och d'LSAP an déi gréng se ëmmer verteidegt hunn. Alternativen, déi doranner bestinn, fir eng gerecht Verdeelung ze maache vun de Steierlaaschten zwëschent de Betriber an de Stéit. Dat gëtt net gemaach. Et gëtt nach verschlëmmert. Fir eng gerecht Verdeelung ze maachen zwëschent direkten an indirekte Steieren. Och dat gëtt net gemaach. Déi indirekt Steiere gi weider an d'Luucht. Fir d'Steierhannerzéiung ze bekämpfen: Eleng an Europa sinn 100 Milliarde Steieren, déi all Joers - een Zéngtel vum Akommes - hannerzu ginn.

Et kéint een, an ech ënnerstëtzen d'LSAP doranner, de Spëtzesteiersaz eropzesetzen, wouduerch een eleng schonn 200 Millioune kéint akasséieren. Ech kéint mer virstellen, datt een déi ënnescht Tranche vun deene Leit, déi manner verdéngen, ewechléisst, an zwou Tranchen driwwer setzt mat 41 an 42%, an esou weider. Et kann een och spueren. „Spueren ouni Tabu", huet de Premier gesot. Beim Militär a beim groussherzoglechen Haff gesinn ech keen „Spueren ouni Tabu".

An et ass traureg ze gesinn, wéi LSAP a Gréng hei der DP, ABBL, ALFI a Co nodackelen an d'Bierger an d'Gewerkschaften eleng loossen. Mir bedaueren dat. Mir bedaueren dat, well mir géife gäre mat hinnen zesummen eng aner Politik maachen zur Ëmverdeelung vun uewen no ënnen, zur Stäerkung vun der Kafkraaft, esou wéi d'Gewerkschaften an d'Salariatsvertrieder, wat jo eigentlech hir elektoral Basis ass, dat froen.

Mir bedaueren et ëmsou méi, well d'CSV wäert doriwwer laachen, obscho si d'Politik vum Sozialofbau, esou wéi mer se an de leschte Jore kannt hunn a wéi Dir se weiderféiert, an d'Wee geleet huet, a souwéisou och wäert weiderféieren, wa si erëm an der Regierung ass.

De Premier seet: „Déi kleng Leit kréien näischt ewechgeholl." Dat ass falsch. Ech fänken u bei der TVA. 2% Erhéijung fir jiddwereen, heescht: All Stot muss an Zukunft minimum 480 Euro méi op den Dësch leeën. Et wier gutt, wann de Premier emol eng Kéier mat der ULC géif doriwwer schwätzen. An et wär gutt, wann een emol wierklech géif liesen, wat d'Caritas seet, nämlech, datt dat déi sozial zimlech ongerechtste Steier wier, déi et iwwerhaapt gëtt.

Dat nämlecht stëmmt fir d'Cotisation sociale, mat där eng sougenannten „Zukunftskeess" soll gespeist ginn. Mir wëssen näischt iwwert d'Rechter vun de Leit, esou wéi dat sech aus der Fleegeversécherung ergëtt, wou och eng Contribution sociale à part ass. Mir wëssen net, wat dat fir d'Grenzgänger heescht. Mir befierchten, näischt Guddes. An da gëtt gesot: „Et gëtt jo ee Véirel vum Mindestloun immuniséiert." Ech wëll drun erënneren: Bei der Fleegeversécherung ass et dee ganze Mindestloun. Dat heescht, déi Leit, déi kee Mindestloun hunn, déi gi mindestens zu dräi Véirel vun hirem Akommes mat 0,5% zousätzlech belaascht.

An da gëtt et och dozou Alternativen, dat ass nämlech déi normal Besteierung. Bei där normaler Besteierung bezilt een, dee méi wéi 100.000 Euro Akommes d'Joer huet, 40%. Hei bezilt en 0,5%. A bei där normaler Besteierung bezuele Leit, déi ee klengt Akommes hunn, näischt. Hei bezuele se, ausser engem Véirel vum Salaire social minimum, näischt.

Ech ginn elo net weider dorobber an, well ech einfach e puer Moossname wëll kuerz behandelen. Dozou gehéiert och d'TVA op der Zweetwunneng, zu där ech awer hei wëll eng Motioun ofginn, Här President, op déi ech dann herno bei der Motioun zréckkommen.

Motion 1

Considérant l'intention annoncée du Gouvernement d'attribuer le taux super-réduit de 3% de la TVA uniquement à l'assainissement énergétique et à la construction, à l'achat ou à la rénovation d'un logement utilisé pour les besoins personnels et d'augmenter la TVA pour tous les autres logements au taux de 17%;

considérant qu'une telle augmentation du taux de TVA devrait être précédée d'une étude sur les conséquences d'une telle mesure sur les prix du logement, également locatif;

la Chambre des Députés invite le Gouvernement

à faire élaborer, ensemble avec les partenaires sociaux, une étude sur les conséquences d'une augmentation du taux de TVA sur les prix d'acquisition d'un logement et les loyers.

(s.) Justin Turpel.

Och d'Kannergeld ass keng Moossnam, haaptsächlech, vu Vereinfachung, net nëmme vu Vereinfachung, mä eng Spuermoossnam haaptsächlech, wat dat zweet an dat drëtt Kand ugeet.

An och d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité, wou 74 Millioune solle gespuert ginn, sinn eng Spuermoossnam. Natierlech ginn et Alternativen zu dem Doheembleiwen, dem Ophale mat Schaffen, fir d'Kanner kënnen ze versuergen. Mä déi Alternativen, déi ginn hei net diskutéiert an net ausgebaut. Op jiddwer Fall kann d'Roll vun der Fra sech net op déi vun enger Reservearméi beschränken, déi an Zukunft soll erëm verstäerkt an den Aarbechtsprozess kommen.

Jo, mir soe Jo derzou, datt d'Fraen ofgeséchert musse ginn. Et gëtt héich Zäit. Mä dat muss ee konkretiséieren. An d'Diktat, wat hei geschitt, de Moment, ass dat, datt et vill Leit ginn, déi kënnen net bei hire Kanner bleiwen, well se musse schaffe goen. A mir géifen eis virstellen, datt een alle Leit, allen Elteren, och de Pappen d'Méiglechkeet géif schafen, fir méi laang bei hire klenge Kanner ze bleiwen. Dozou ginn et eng Rei Méiglechkeeten, op déi mer da mussen zréckkommen.

D'Pressehëllef, ass gesot ginn, wäert heeschen, datt déi geschriwwe Press manner kritt. Op all déi aner Moossnamen hunn ech d'Zäit net, fir am Detail anzegoen. Ech gräifen eraus d'Veräiner, déi mussen d'Polizeipräsenz bezuelen, eppes, wat d'CSV schonn eng Kéier wëlles hat, wat deemools duerch d'Veräiner verhënnert ginn ass, wat sécherlech och zur Privatiséierung vun de Sécherheetsdéngschter wäert féieren.

Secondaire, Grondschoul, do wësse mer net vill. Zum Trimestre de faveur, do muss ee soen: Et gouf eng Reform vun de Gehälter am Statut am ëffentlechen Déngscht, wou de Congé, dee gestrach gëtt, wann een a Pensioun geet, scho mat dra war, wou och d'Biennalë gestrach ginn, wou d'Ufanksgehälter erofgesat ginn. An et ass eis ëmmer gesot ginn: „Do kann näischt dru geännert ginn.", wann ee gesot huet, et si Carrièren, iwwert déi ee muss diskutéieren. Elo geet d'Regierung hin, eesäiteg dee Pak ännëren, ouni dat mat deene Leit ze diskutéieren.

D'Gemenge wäerten e puermol bezuelen doduerjer, datt se manner Recettë kréien op der TVA, datt se déi Recetten, déi méi solle kommen, duerch d'TVA och net kréien. A beim Stat kréie mer, an da kommen ech zum Schluss, ëmmer gesot, de Stat hätt net genuch Leit, fir all déi Projeten, déi mer hei gäre géife weiderdreiwen, kënnen ze beschleunegen an esou schnell ze maachen, wéi mer politesch dat gäre géife maachen. Dat kréie mer praktesch an alle Ministèren ze héieren.

Ënnert dem Stréch ass dat hei kee Paradigmewiessel. Ënnert dem Stréch ass dat hei d'Fortsetzung vun enger Spuerpolitik op d'Käschte vun de Stéit, de Salariéen an de Pensionéierten. An et ass héich Zäit, datt d'Gewerkschaften an d'Bierger sech wieren, sech mobiliséiere fir d'Réckeroberung vum Recht, fir iwwer hir Zukunft ze décidéieren, an dat net de Superräichen an hiren Handlanger iwwerloossen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. Ech hunn nach eng weider Wuertmeldung vum Marc Spautz vun der CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, fir d'Allerléischt däerf ee jo net vergiessen, wann een de Moien hei nogelauschtert huet, an och gëschter: Déi lescht 34 Joer, vun 1979 bis 2013 war d'CSV an der Regierung, jo, mä mir waren awer ni eleng an der Regierung!

Une voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann alles falsch war, wat da vun ´79 bis 2013 gemaach ginn ass vun deene jeeweilege Regierungen, wëll ech da just drun erënneren, dass do och aner Parteien, déi och elo heibannen nach an der Chamber sëtzen, mat do derbäi waren an dass dat net ganz eleng d'CSV war.

Dir Dammen an Dir Hären, bei deem, wat d'Regierung hei mécht, ass d'Fro: Ass et eng Budgetsdebatt? Ass et eng Zukunftsdebatt? Et ass richteg, verschidden Ziffere leien nach net um Dësch. Déi solle mer jo dann de Mëtte vum Här Gramegna presentéiert kréien. Et wier sécherlech méi einfach gewiescht, wann een de Moie mat konkreten Zuelen hätt kënnen operéieren a sech och da konkret mat den eenzelne Punkte hätt kënne beschäftegen.

Ech wëll just eng Kéier drun erënneren, wa mer vun de Famillje schwätzen: Mir hunn hei am Land 50.036 Familllje mat engem Kand, 39.979 Familllje mat zwee Kanner, 12.826 Familllje mat dräi Kanner, 2.772 mat véier a 722 Familllje mat méi wéi véier Kanner. Dat sinn déi Zuelen, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, wou een dann och weess,…

(Interruption)

…wann een elo schwätzt, datt ee misst verschidde Saachen änneren an der Familljepolitik, wéi vill Leit potenziell dovu betraff sinn, well et ass jo, wéi d'Regierung gesot huet, net fir déi Familljen, déi elo do sinn, an déi Kanner, déi elo do sinn, mä eréischt fir déi, déi no dem Akraafttriede vum Gesetz kommen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Elo kréie se der vill manner.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Berger huet de Moien zitéiert aus enger Sitzung, wou schonn eng Kéier ugedeit gi wier, dass d'Allocatioune géifen ofgeschaaft ginn. An deemselwechte Sitzungsbericht, wëll ech och just soen, do steet och dran: «La majoration d'âge, les allocations de rentrée scolaire, de naissance et de maternité, de même que l'allocation spéciale supplémentaire ne feront pas l'objet de modifications.» Och dat steet an deem Bericht vum Januar.

Wann ech awer elo richteg alles verstanen hunn déi lescht Deeg, gëtt d'Allocation de naissance (veuillez lire: d'Allocation de maternité) ofgeschaaft, obwuel am Januar gesot ginn ass, do géif näischt drun änneren.

Mir emfannen dat hei als eng Attack op d'Fräiheet vun der Famill, op de libre choix, op déi fräi Wiel. Jo, d'Familljesituatioun ass aneschters wéi virun 30 Joer. 50% Scheedungen, dat ass richteg. Et ginn ëmmer méi Famille-parentallen (veuillez lire: Famille-monoparentallen). Un dëser gesellschaftlecher Entwécklung sinn awer net déi eenzel Familljen alleguerte schold. Duerfir kann een och elo net soen: Si ginn all an Zukunft méi schlecht behandelt, wéi dat bis elo de Fall war. Doduerch, dass een d'Allocation d'éducation an d'Allocation de naissance (veuillez lire: d'Allocation de maternité) ofschaaft an dat eent Kannergeld ëm zwee Euro eropsetzt an alleguerten déi aner gläichmécht, mécht een awer esou eng Gläichbehandlung.

Jo, den Aarmutsrisiko bei de Familles monoparentales ass skandaléis héich. Jo, hei geet et ëm konkret Mesuren, fir dat kënnen ofzebauen, an déi Mesurë komme vläicht haut de Mëtten, wann d'Chifferen um Dësch leien, wat am Familljebudget geplangt ass. Mä aus de Problemer, déi d'Famille-monoparentallen hunn, kann een net d'Familljepolitik verallgemengeren. Aneschters gesot: Et kann een net d'Familljepolitik eleng ausriichten un de Problemer vun de Familles monoparentales. Et kann een d'Familljen net alleguerten iwwer ee Kamm zéien. Et muss een all Kéiers der jeeweileger Situatioun vun der Famill Rechnung droen.

Den Här Bodry huet haut de Moien am Fong d'Kaz aus dem Sak gelooss. Den Här Bodry huet haut de Moie gesot: Et gi jo aner Familljemodeller. Et gëtt de Familljemodell vu Schweden, et gëtt de Familljemodell vun Norwegen. En huet déi Modeller virdrun a senger Ried zitéiert. Heescht dat, dass Lëtzebuerg an déi Richtung geet? Dass dat dat ass, wat d'Regierung wëlles huet?

Ech hunn dat net héiere gehat vum Här Bettel, mä den Här Bodry huet de Moien déi skandinavesch Modeller virgestallt. Do wëll ech just soen: Do gëtt et d'Ganzdagsschoul, do gëtt et en anere Spëtzesteiersaz wéi hei zu Lëtzebuerg, nämlech ee vu 60%. Do gëtt et en Agangksteiersaz vun 29%. Do gëtt et eng Ganzdagsbetreiung.

Ass et dat, wat d'Regierung wëllt maachen, an dat hei ass eng éischt Etapp dovunner? Oder wat ass de Modell vun der Familljepolitik, deen d'Regierung gesäit?

Mir gesinn, dass d'Familljepolitik muss d'Méiglechkeet bidden, dass all Famill selwer kann décidéieren, wat si wëllt maachen an a wat fir eng Richtung si wëllt goen. Ob si wëllen zu zwee schaffe goen, oder ob ee Partner wëllt décidéieren, doheem ze bleiwen. Dat muss deene Leit fräi iwwerlooss sinn, an déi sollen dann och do déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen.

A wann een d'Statistik kuckt, ass den Intérêt vun de Leit déi lescht Jore jo net erofgaangen, well et ass eng Kéier vu 6.000, wéi et ugaangen ass, op 13.000 an d'Luucht, an duerno ass et erëm eng Kéier op 8.000..., wéi et de Moment ass, op 8.400 Leit erofgaangen. Do ass jo also nach ëmmer e Besoin do. Do ass nach ëmmer en Intérêt do vun de Leit, fir dee Choix kënnen ze maachen, an dee soll een och de Leit loossen. Wann de Stat se entmündegt, dat ass net gutt, mä de Stat soll se ënnerstëtzen an de Stat soll och drop hiweisen, wat fir Méiglechkeeten de Partner huet, fir sech sozial ofzesécheren.

Et ass nach net laang hier, do hu mer hei an der Chamber e Gesetz geännert. Ech mengen, Här Chamberspresident, et ass ee Gesetz, dat lech och geleefeg ass. Do ass agefouert ginn, dass d'fräiwëlleg Weiderversécherung op 100 Euro de Mount kéint sinn, fir dass d'Leit eng voll, eng komplett Carrière kënnen hunn. Dat ass jo awer mat der Absicht gemaach ginn, fir dass déi Leit, déi décidéiert hunn, am Beruffsliewen eng Paus ze maachen, dass se sech kënne weider d'Pensiounsversécherung leeschten.

Firwat dann elo op eemol erëm alles a Fro stellen, wat een do scho gemaach huet? Et däerf een net d'Famill eleng wirtschaftskonform kontrolléieren, mä et muss een d'Wirtschaft an den Intérêt vun der Famill stellen, an net einfach soen, d'Famill am Interêt vun der Ekonomie. Dat ass op alle Fall dee falsche Wee, an dat ass dee Wee, dee mir net kënne matgoen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann ëmmer erëm diskutéiert gëtt, et gëtt keng Ënnerscheeder méi zwëschent de politesche Parteien, da muss ech soen: Hei gëtt et awer e ganz kloren. Mir sinn als CSV där Meenung, dass d'Familllje solle selwer décidéieren, wat fir eng Familljeform a wat fir eng Liewensforme si hunn, a si sollen net virgeschriwwe kréien, vun iergendengem, wéi et soll sinn.

Ech weess, dass dat net jiddwerengem gefält heibannen. Mä ech mengen, d'Konscht vun der Politik ass et jo och, dass een deem anere seng Meenung respektéiert an akzeptéiert. An et ass och wichteg, dass een nolauschtert, wéi d'Leit et gesinn, an d'Leit selwer och wëllen hir Form, hir Liewensform selwer kënne wielen.

Wat geschitt mat deenen 0,5%, déi elo ofgeholl ginn? Wat geschitt dermat? Ginn déi an de Steen investéiert? Oder ass dat dat, wat mer de Mëtten, wann den Här Gramegna de Budget virstellt, gesinn, wat do alles geplangt ass? Ass dat dat, wat d'Madame Cahen an den Här Meisch eis muer an enger Pressekonferenz soen? Oder wat geschitt mat deene Sue vun deenen 0,5% Cotisatioun? Wat geschitt mat deene 75 Milliounen, déi bei der Allocation d'éducation a bei der Allocation de naissance (veuillez lire: Allocation de maternité) ewechfalen? Wou ginn déi an déi nei Weeër vun der Familljepolitik eragesat?

Wuel wëssend, wann et jo en Auslaf ass, wann et jo nach virugeet fir déi Kanner, déi de Moment op der Welt sinn, dass et jo net 75 Millioune vun haut op muer sinn, mä dass dat sech iwwer eng gewëssen Zäit streckt.

Ech kann op alle Fall soen, ech hat ënner Transparenz an ënner Ukënnegungen eppes anescht verstanen. Wou sinn déi 8.000 Plazen? Dat ass och eng mathematesch Rechnung, wann alleguerten déi Kanner, déi de Moment nach doheem versuergt ginn, wann déi op eemol géife vu muer un en Antrag stellen, fir an d'Crèche ze kommen. Wou sinn déi 8.000 Plazen? Wou sinn déi Plazen, fir déi Kanner ënnerdaach ze huelen? Wou sinn déi Plazen, wa se och während der Schoulzäit vun eent bis dräi Joer ënnerriicht ginn an de Sproochen? Wat geschitt dann déi schoulfräi Nomëtteger? Wou gi se dann ënnerdaach geholl? A wou sinn déi Plazen?

An do kann ech eppes ënnersträichen, wat de Moien och scho gesot ginn ass: Do sinn d'Gemenge gefuerdert. A wéi gesäit et dann aus mat der finanzieller Hëllef fir d'Gemengen? Well d'Gemenge sinn dee gréissten Anbieter op deem Terrain, an et kann ee jo awer net einfach nëmmen dat eent ofschafen an dat anert maachen.

Wann een e Paradigmewiessel wëllt, an dat schéngt jo d'Regierung an dësem Fall ze wëllen, da muss een och e Plang hu vu vir bis hannen. Mir sinn op alle Fall där Meenung, dass et wichteg ass, dass een de Familljen dee Choix léisst, dee Choix, deen d'Familllje gäre maachen. A wann d'Familllje gären hätten, dass ee Partner doheem bleift, soll e kënnen doheem bleiwen, an e soll och weider kënne vun där Prime profitéieren, wéi se bis elo do ass.

Mir wëllen, dass d'Familljen de Choix, dat heescht d'Wiel hunn, wat fir eng Form si wëllen. A mir wëllen net, dass d'Familllje vun uewen erof eppes virgeschriwwe kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. An dann huet d'Regierung d'Wuert: den Här Statsminister.

(Prise de position du Gouvernement)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass ganz oft bei esou Diskussiounen, wou ee mierkt, wou d'Majoritéit a wou d'Oppositioun ass.

Ech hätt mer awer erhofft, dass déi gréisst Oppositiounspartei e Joer elo gläich no de Wahlen aus dem Motzeck géif erauskommen…

(Protestations)

…an dass se géifen endlech net méi an der Vergaangenheet bleiwen,…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Do si mir scho laang net méi.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …mä och un d'Zukunft denken a virun allem do och konkret Propositioune maachen. Ech waarden op konkret Proposen.

Jo, hei ass gesot ginn: „Wéi eng Ried ass dat heiten?" Dir wësst jo pertinemment, dass d'Budgetsdebatten am Dezember sinn. Mir hunn et awer wichteg fonnt, bei deene Mesurë gëschter der Chamber déi ze annoncéieren, net duerch Pressebriefing, net duerch Pressekonferenz et ze maachen, wou och net d'Méiglechkeet gewiescht wier, fir kënnen en Échange mat den Deputéierte ze hunn.

De Pierre Gramegna wäert de Mëtteg Zuele ginn, an, wéi gesot, waarde mer dann och am Dezember op déi konstruktiv Propositiounen. Ech soen dat fir d'CSV, ech soen dat awer och virun allem fir d'ADR, déi ganz vill Froe stellt, awer guer keng Léisunge proposéiert.

Den Här Turpel huet eng Rëtsch vu Propositioune gemaach, déi net onbedéngt vun deene meeschten heibanne gedeelt ginn, fir ze soen, dass d'Steierschrauf direkt bei de Betriber misst dann eropgesat ginn, fir kënnen dat eent oder dat anert ze kompenséieren. Ech hunn d'lescht Woch nach vill Press gelies, wou ganz vill Betriber sech d'Fro stellen, a wéi engem Land se da bleiwen oder net bleiwen, justement well se déi Prévisibilitéit, d'Charge fiscale an d'Attraktivitéit vun engem Land awer och analyséieren.

An ech muss Iech soen: Wann een och seet, dass een d'Leit aus dem Chômage wëllt kréien, da kritt een dat duerch d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen. An déi Kreatioun vun Aarbechtsplaze gëtt och vun de Betriber gemaach.

Et ass, ech muss Iech soen, e bësse bëlleg an och e bësse populistesch, hei ze mengen, mir wieren eng Regierung, déi um Bockel vun de Familllje wéilt spueren. Richteg ass, dass déi lescht Joren um Bockel vun den elengerzéiende Frae gespuert gouf a Politik gemaach gouf. Et muss een d'Realitéit gesinn. Ech soen et nach eng Kéier an ech hunn et gëschter gesot: 50% vun de Mariagë lande leider virun engem Riichter, fir eng Scheedung ze kréien. 90% vun den elengerzéiende Frae sinn am Risque vun der Aarmut ze liewen oder dran ze kommen.

(Interruption)

Jo, Här Wiseler. Här President, ech muss dem Här Wiseler soen, dass dat d'Realitéit ass. Elengerzéiend Fraen an d'Aarmut dreiwen, do wëllt d'Regierung eppes dogéint och maachen.

Wann ee vu Choix schwätzt - kommt mir si seriö - kann ee vun engem Choix schwätzen, fir enger Persoun ze soen, dass se mat 480 Euro de Mount méi hiert Liewe ka gestalten, an dat op 20 Méint an duerno kee Su. Ass dat e Choix? Et soll ee mir soen, ob dat de Choix ass, fir engem ze soen, dass ee mat 480 Euro säi Liewe ka gestalten an duerno keng Äntwert op iergendeng Fro méi huet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- 8.000 Familljen hunn Iech dozou „Jo" gesot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann dat de Modell ass, deen deen een oder anere prônéiert, fir d'Fra ze encouragéieren…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- …wann een d'Zäit net wëllt verpasse mat senge Kanner…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir d'Fra ze encouragéieren am Fong an eng total Ofhängegkeet - Ofhängegkeet! - vun hirem… An ech hunn nach, gleeft mer et - selbstverständlech, am Moment kritt ee jo ganz vill Froe gestallt - an nach de Moien op mengem Wee, wéi ech vu Bouneweg an d'Stad zu Fouss komm sinn, hunn ech Leit begéint. An dunn ass eng Persoun bei mech komm - do ware Leit, déi mer gesot hunn: „Gutt!" -, an déi eng Persoun, déi sot: „Ech fannen dat net gutt." Du sot ech: „Wat fannt Der dann net gutt?" Du sot se mer: „Mäi Mann, dee këmmert sech ëm d'Kanner doheem." Du sot ech: „Mä huet en da virdru geschafft?" „Neen!" Du sot ech: „Wëll en duerno elo schaffe goen, soubal d'Kanner e gewëssen Alter hunn?" „Jo neen." An du sot ech: „Wat geschitt dann deen Dag, wou Dir zwee net méi mateneen eens gitt?" Du krut ech als Äntwert: „Dat ass mir egal!"

Déi Politik wëllt dës Regierung net ënnerstëtzen, fir dass een tributaire ass vun deem aneren, oder tributaire ass vun enger Allocatioun vum Stat.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Déi meescht bleiwen dach just zwee Joer doheem, an da gi se erëm schaffen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat wëlle mer net! Am Joer 2014 muss d'Persoun selwer kënnen décidéieren, wéi se d'Zukunft plangt. An dann ze mengen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Genau! Dir karikaturéiert awer hei eng generell Situatioun.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dann ze mengen, dass ee mat 280 Euro (veuillez lire: 480 Euro) dat géif maachen. An da kritt ee jo hei, an elo de Moie gëtt schonn e bëssen nuancéiert, an da gëtt gesot: „Jo, et gëtt fir déi zukünfteg Familljen ewechgeholl." Et hëlt een eppes ewech, wann een eppes huet. An ewechhuelen heescht, dass ech eppes hunn an ech kréien et ewechgeholl. Ech ka kengem eppes ewechhuelen, deen et nach net huet! Dann haalt op ze maachen an de Leit dobaussen d'Gefill ze ginn, mir wéilte bei deem engen oder bei deem aneren eppes ewechhuelen!

Esou wéi den Deputéierte Bodry och gesot huet: Déi Phase de transition dauert bal 18 Joer! Well deen, deen haut gebuer ass, déi Suen och kritt. An de System, dass sech do näischt ännert. Dat heescht, fir ze soen, een, dee véier Kanner huet, kritt esou vill ewechgeholl. Et wonnert mech net, dass ee souguer an där Rechnung bis 25 Kanner gaang ass, fir wierklech eng riseg Zomm ze hunn a fir ze soen: „Stellt lech emol vir, déi Familllje kréien dat ewechgeholl."

Neen, et kritt keen eppes ewechgeholl! Et kritt vläicht een an Zukunft dat net, mä e weess et. E weess et. A wann en de Choix muss treffen, weess en, wat d'Konditioune vun deem Choix sinn. A mir stellen dann déi Leit net an eng Fal, wou se duerno e Problem wäerte kréien.

Da gëtt gesot, dass dat d'Familljen da vill Sue wäert kaschten. Mir wëllen an d'Infrastrukturen investéieren. Mir wëllen, dass déi Infrastrukturen och gratis sinn. An dat wäert där Persoun méi bréngen, wéi déi puer Su, déi se am Moment méi géif kréien.

An dann, Dir schwätzt hei vu skandinavesche Modellen. Et sinn doudsécher Saachen, déi…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Mir net, den Här Bodry.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen. Mä et ass hei vum Här Spautz nees soulevéiert ginn…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Bodry huet d'Citatioun gemaach…

Une voix.- Da lauschtert emol no, Dir hutt eng Äntwert kritt. Dir hutt jo d'Fro gestallt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll Iech just soen, dass ech frou wier, Här Spautz… Här Spautz…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wier frou, wa mir kéinten déiselwecht Resultater an engem Pisa-Test hu wéi skandinavesch Länner. Ech wier frou, wann ech gesi géif,…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Déi brauchen och keng véier Sproochen ze schwätzen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …wéi d'Leit dohanne schaffen, wéi de Modell ass, wéi d'Fraen aktiv um Alldag kënnen deelhuelen. Ech muss Iech soen, dass Skandinavien - jo, en ënnerschiddlechen, moderne…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Deeselwechte Steiersystem wéi douewen och.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …moderne Way of life - e Beispill ka sinn. An et soll een ophalen, direkt da vu Steieren ze schwätzen, wann een einfach kuckt, wéi ee ka Familljeliewen a berufflecht Liewe besser verbannen.

Den Här Wiseler huet mer d'Fro gestallt: Gëtt dat da mat där gratis Kannerbetreiung exportabel? Ech muss Iech just soen: Dat ass eng Fro, déi Dir Iech beim Chèque-service ni gestallt hutt. Ni!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann Iech just soen, dass déi Rechnung awer wäert kommen. Bei Äre Studentebourssen: ni gestallt!

Une voix.- Genau!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Rechnung hu mir haut kritt. Mir hunn eis déi Fro gestallt, Här Wiseler.

(Brouhaha)

Mir hunn eis déi Fro gestallt. Mir hunn eis d'Fro gestallt, ah jo. Déi Prestatioun ass awer net exportabel, déi ass importabel. Well mir wëllen net, dass deen, deen hei bezilt, deen deen hei contribuéiert, dass et eiser Wirtschaft gutt geet, dass deen duerno gesot kritt: „Däi Kand däerf zu Lëtzebuerg net versuergt ginn."

Mir mussen déi Strukturen opmaachen. Et ass inexplicabel, engem ze soen: „Du bezils 0,5%, mä wann s De an der Situatioun bass, dass an Dengem Betrib eng Crèche ass, däerfs De net dovunner profitéieren, well s De Frontalier bass." Mir wëllen an dësem Land zesummenhalen an net ee géint deen aneren! A mir wëlle keng Rechnungen hunn, wou mer selwer net wëssen, wat duerno ënnert dem Stréch erauskënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A wat fir eng Gemeng gi se dann?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, haalt mat deem Klappen op!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss och…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Fro ass just, wéi Der et maacht.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass och gesot ginn, Här President, vum Här Wiseler, dass de Gros vun de Leit heibannen awer averstane wier mat enger gewëssener Politik, déi vun der viregter Regierung gemaach ginn ass. Jo, mir stoungen zu där Politik, wéi et drëms goung, d'Banken hei zu Lëtzebuerg ze retten an Aarbechtsplazen ze retten. Jo, mir stoungen dozou! A mir stinn haut nach dozou.

Mä, Här Wiseler, dat war 2008. Dertëschent waren 2009, 2010, 2011, 2012, 2013. Do, leider, hutt Der, wou Der hätt kënnen Akzenter setzen, et net gemaach. A jo, mir wäerten och Dialog…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir wësst jo awer, wéi laang d'Kris gedauert huet! Déi war jo net…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma mir sinn nach dran, Här Wiseler. Mir sinn nach dran an der Kris.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma ganz genau!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn nach dran, mir sinn nach dran! Ech waarde wierklech op déi konkret Proposen, well wann een eng Successioun iwwerhëlt, da sinn ech frou, an ech soen et nees eng Kéier, wat ech an der Introductioun gesot hunn, wann endlech déi konstruktiv - an et ass dat, wat ech mer jo och wierklech erhoffen hei an dësen Debatten, dass mer et fäerdegbréngen, zesummen un en Dësch ze kommen, an hei net e Motzeck ass, wou ee seet: „Mir sinn net méi an der Regierung, dofir wëlle mer net matschaffen!" - mä, au contraire, konstruktiv Propose wäerte kommen.

An ech freeë mech op déi konstruktiv Proposen - wou mir déi Rechnung elo geierft hunn a musse kucken, eens ze ginn -, dass deen, dee se mat am Fong provozéiert huet, eis da seet, wéi hien da gemaach hätt, wann en nach d'Chance gehat hätt, vum Wieler bestätegt ze ginn an dann an der Regierung kënnen ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass och eng Fro gestallt ginn iwwert d'Tâchen am Secondaire. Ech muss Iech soen, dass mer an Zukunft wëllen och nëmmen déi Stonne bezuelen, déi och prestéiert ginn. Momentan ass zum Beispill, dass en Enseignement… en Enseignant - pardon -, deen eng Première oder eng Treizième huet, an deene leschte Woche kee Cours méi hält. Mä e kritt awer déi Coursë bezuelt, wéi wann e se géif halen. A mir sinn der Meenung, dass een dat sollt ofschafen, an dass een eng Surtâche mat enger Sous-tâche kompenséiere soll.

Doduerch wäerte 74 Poste manner vu Chargés de cours mussen erageholl ginn. Dat erlaabt, dass den Enseignant déi Klass kann och betreien. Deen Enseignant, mat där Qualifikatioun, déi en och brauch, dann och déi Klasse ka betreien. An déi Suen, déi een doduerjer spuert, kënnen dann och fir d'Éducatioun investéiert ginn.

Här President, ech ginn net an op d'Aussoe vun der ADR. Ech hu gëschter vun där Kéisklack geschwat, déi ass haut aus dem Schaf geholl ginn. Ech wëll och just soen, dass, wann den Här Gibéryen vun deene klenge Leit schwätzt, déi fir 416.000 Euro Aarbechten doheem kënne maachen, ech kennen net vill där ganz kleng Leit, déi fir 416.000 Euro Aarbechte kënnen doheem maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kennt guer keng kleng Leit.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Leit… Déi, déi ech kennen, Här Gibéryen, si frou, wa se eng Wunneng kréien, a virun allem freeë se sech, dass dës Regierung als horizontal Kompetenz, och ënnert der Leedung vun der Madame Nagel, alles

mécht, och fir de soziale Wunnengsbau a fir d'Locatioun, fir dass d'Leit aus där Fal kommen, an där se sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir wäerten lech moossen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll dowéinst och de Majoritéitsparteien an hire Spriecher e grousse Merci soen. Jo, well et brauch ee Courage. Et kann een och de Kapp an de Sand stiechen. Et kann een och maachen, wéi wann et eis egal wier. Wann een eenzege Bierger hei an dësem Land mengt, dass mir eis freeën, wa mer net kënnen, wéi virdrun, nëmmen ausdeelen. Wann ee mengt, et ass esou, moies géife mir opstoen an da géife mer soen: „Wou kënne mer haut deen een oder deen anere rose maachen?"

Mir maachen et net fir eis. Mir maachen et net fir eis! Mir maachen et fir dëst Land. An ech muss lech soen: Mir maachen e kloert Bekenntnis zur Zukunft vu Lëtzebuerg. Dat ass och e bloen, rouden a grénge Fuedem. An all déi, déi sech net zur Zukunft bedenken (veuillez lire: bekennen), an déi just un d'Parteipolitik denken, déi wäerten da gemierkt hunn, dass dofir och kee schwaarze Fuedem an dësem Text ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat waren dach guer keng Äntwerten, dat do!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et war keng Äntwert op eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech gesi keng aner Wuertmeldung vun der Regierungsbänk, hunn awer nach eng Wuertmeldung vum Här Turpel, fir seng Motioun virzestellen.

Motion 1

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Ech mengen, et ass immens villes onkloer. An no deem, wat de Premier elo gesot huet, net méi kloer wéi virdrun. Ech mengen, et gi vill Themaen, op déi mer mussen zréckkommen.

Une voix.- Schwätzt Der elo zur Motioun?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech schwätze jo och zur Motioun. Eng vun deenen ass,...

(Interruption)

Sidd net esou nervös. Sidd net esou nervös!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll just soen, dass den Här Turpel nach ordinär Riedzäit huet an Zäit huet, fir seng Motioun virzestellen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech si frou, datt Der dat preziséiert, well ech virdru gemengt hat, ech hätt keng Zäit méi, an duerno awer erausfonnt hunn, datt ech der eigentlech nach hunn. Mä dat ass den Alter, do iert ee sech schnell.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et ass erëm esou eng Rechnung elo gemaach gi vu 74 Chargés d'éducation, déi ee kéint spueren, à 22 Stonnen. Dat si 1.600 Stonne mol d'Joer. Dat wieren 20.000 Stonnen, déi ee géif spueren, well d'Schoul heiansdo éischter ausgeet. Also dat si Saachen, déi sinn net novollzéibar. Ech ginn dervun aus, datt mer iwwert déi Saachen do relativ schnell an transparent kënnen an deenen zoustännege Kommissiounen diskutéieren.

De Premier huet och gesot, déi Alternativen, déi mir - well mir hunn drop gehalen, fir Alternative virzeleeën, a mir stinn zu deenen Alternativen -, déi mir hei virgeluecht hätten, déi hätten heibanne keng Majoritéit. Mä awer och dowéinst, well zwou Regierungsparteien heiansdo e bësse vergiessen, wat se esou während de Wahle soen.

(Interruption)

Net Är, net Är. Well Är Partei ass do ganz kloer op där Linn, déi Der elo maacht. Déi passt awer net zu deenen aneren.

A well se haaptsächlech vergiessen, datt déi Saachen, déi mir soen, net iergendwou an engem lénken Eck gesot ginn, mä se entspriechen zum Beispill deem, wat d'Salariatskammer systematesch an hiren Avise mécht. Eng Salariatskammer, déi méi demokratesch gewielt ass wéi déi Chamber hei, well méi Leit d'Recht hunn, fir matzewielen. An ech géif trotzdeem virdru warnen, fir esou Alternativen einfach just wëllen an de lénken Eck ze setzen an driwwer ewechzegoen, datt dat dat ass, wat eng Majoritéit vun deene Leit, déi dobausse vertruede sinn an deene jeeweilege Strukturen, do soen.

Allocation d'éducation. Do geet d'Diskussioun jo eréischt un eigentlech. An ier se ugeet, gëtt se schonn emol ofgeschaaft. Se gëtt och ofgeschaaft fir déi Leit, déi wéineg verdéngen, well déi hate se och zegutt. Déi hate se och zegutt! A wa vun deem berühmte Bericht geschwat gëtt vun der Kommissioun vun der Famill, wou doriwwer geschwat ginn ass, dann huet deemools d'Familljeministesch grad beanstand, datt Leit, déi schaffe ginn, se zegutt hätten. Mä dat si „working poor" , déi se zegutt hunn, an déi, well déi fir d'Éischt soll ofgeschaaft... mä se gëtt elo generell ofgeschaaft, ouni datt d'Ofsécherung vun deene Leit, déi mer gären am Aarbechtsprozess hätten, gekläert wier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst awer elo esou lues zu Ärer Motioun kommen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech kommen dann zum Punkt vum Wunnen. Ech wëll just dee Saz fäerdegmaachen, fir datt mer do kee Malentendu kréien. Et gëtt ee Risegruef zwëschent der Politik vun der CSV an där vun eis, wat déi Saach do ugeet. Eis Haltung geet just an déi aner Richtung, nämlech déi, fir datt d'Leit, déi schaffe ginn, d'Méiglechkeet hunn, fir och bei hire klenge Kanner ze bleiwen an awer sozialversécher ze bleiwen, ouni „working poor" ze ginn. Well déi Aarbechtsplazen, déi do musse geschafe ginn, ech hunn Angscht, datt dat grad där sinn.

Zum Wunnen an zu der TVA. D'Regierung, de Premier sot, sengen Informatiounen no hätt d'Erhéijung vun der TVA op enger Wunneng, déi net déi éischt Wunneng ass, keng negativ Konsequenzen op d'Wunnengspräisser an op d'Loyeren. Senger Meenung no. Aner Leit soen de Géigendeel. An ech mengen, hie kennt der genuch och vun... Net nëmme Promoteuren, d'ULC ass net eng Associatioun vu Promoteuren, an d'Beruffskammer vun de Salariéen, déi d'Fro opwerft. Ech hu keng Äntwert drop.

Mä de Minimum wier deen, datt all déi, déi keng Äntwert hunn, och soen, se hätte keng Äntwert drop a si wéissten et net. An de Minimum wier deen, wann een esou eppes plangt, datt een higeet a mat de Sozialpartner zesummen - a wann ech soe Sozialpartner, da mengen ech se all - eng Etüd mécht, wou een emol eng Kéier analyséiert, wat d'Konsequenzen dovu fir de Wunnengsmaart sinn, souwuel fir d'Acquisitioun wéi fir de Loyer. Well Zweetwunnengen, dat si Wunnengen, déi gi verlount. An et ass kloer, datt dat eng Répercussioun op de Loyer wäert hunn.

A mir hätte gären, datt d'Regierung doriwwer eng Etüd virleet, esou wéi mer och gären hätten, datt mer emol eng Kéier seriö iwwert d'Wunnengspolitik diskutéieren. Well dee Règlement grand-ducal vun deenen 10.000 Wunnenge mat de Projets d'ensembles, déi de leschte Regierungsrot ofgestëmmt huet, hu mir nach net gesinn. Dat ass d'Fortsetzung vun deem, wat virdrun och bestanen huet. An do gëtt geschwat vun 10.000 Wunnengen an engem Zäitraum, deen net gekläert ass.

A wat mer brauchen, an dat ass kloer, dat huet de Conseil économique et social an anerer opgewisen, dat sinn 8.000 Wunnenge pro Joer, wa mer den Nohuelbedarf wëllen opschaffen. Dat sinn, aacht mol fënnef, 40.000 Wunnengen, déi mer an den nächste fënnef Joer brauchen!

A wat mer brauchen, ass eng Loyersbrems, iwwert déi och net geschwat gëtt. Mir wäerten do eng Proposition de loi maachen an deem Sënn. Mä iwwer all déi Saache wäerte mer sécherlech nach diskutéieren, och an der Commission du Logement, hoffentlech geschwënn.

An en attendant hätte mer gären, datt d'Regierung soll wierklech transparent mat de Sozialpartner zesummen esou eng Etüd maachen, fir datt mer wëssen, datt dat doten net och nach eng Kéier ee Selbstgoal gëtt, deen herno erëm eng Kéier Leit, déi net derfir kënnen, musse bezuelen.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gëtt et Wuertmeldungen zu der Motioun? Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just fir ze soen, datt d'CSV-Fraktioun déi hei Motioun ka matstëmmen. Mir fannen et och normal, datt eng Augmentatioun, esou eng wichteg Augmentatioun wéi bei der TVA-Logement, och virdrun alles gekuckt gëtt an och d'Konsequenze genau analyséiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, ech wéilt och vun eiser Säit aus soen, datt mir déi Motioun do wäerte matstëmmen. Ech mengen, d'Diskussioun huet de Moie kloer erwisen, datt do e Bedarf besteet, fir verschiddenes ze klären am Zesummenhang mat deenen Erhéijungen do.

An ech wëll och dorun erënneren, datt ech eng Fro un den Här Statsminister gestallt hat, ob dee Plaffong vu 50.000 Euro bei der Éischtwunneng, wat den Taux super-réduit ubelaangt, ob dee géif gehéicht ginn. Den Här Statsminister hat gëschter keng Äntwert drop ginn, an en huet och haut keng drop ginn, soudatt ech dovun ausginn, datt en net gehéicht gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Positioun vun der Regierung ass Folgend: Mir maachen eng Distinctioun zwëschent engem Investisseur an enger Persoun, déi an hir Wunneng selwer wunne geet. Mir mengen, dass den Taux vun 3% sech justifizéiert fir eben e Bien de première nécessité, deen d'Wunneng ass. Mä e justifizéiert sech net, wann een an en zweet, en drëtt, e véiert Haus investéiert, fir et ze lounen (veuillez lire: ze verlounen).

Mir brauchen och keng laang Etüden ze maachen, fir ze wëssen, wat do geschitt. Well wa mer zréckkucken, wat an de leschten 20 Joer geschitt ass, hu mer mat deem Taux de TVA vun 3% et net fäerdegbruecht, esou Logementer fir d'Leit op de Maart ze kréien, déi erschwénglech sinn.

Dofir, amplaz eng komplizéiert Etüd an d'Zukunft ze maachen, hu mer besser, mir léieren aus de Lektiounen aus dem Passé.

A wat elo den Effet éventuel vun dëser Mesure op d'Loyeren ass, kann ech lech nëmme soen, dass et d'Offer an d'Demande sinn, déi de Präis bestëmmen, net d'TVA. An dës Regierung huet sech virgeholl, d'Offer vun de Logementer immens an d'Luucht ze setzen. An da kréie mir och déi Präisser erof. Aus deene Grënn ass d'Regierung opposéiert zu dëser Motioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass alles gesot, mengen ech, a mir kéinten zum Vote vun der Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun 1 ass mat 32 géint 28 Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. D'Chamber an der Plénière kënnt muer de Mëtten erëm zesummen, an de Mëtten ab dräi Auer mécht de Finanzminister d'Presentatioun vum Budget virun alle Chamberskommissiounen an eisen anere Gäscht.

Iech alleguer Merci fir déi grouss Disziplin. Gudden Appetit, och deene Leit, déi eisen Débat suivéiert hunn. Merci, bis herno.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.04 heures)

Sommaire des séances publiques nos1 et 2

1re séance

Ouverture de la séance publique	p. 1
Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne	p. 1
Discours de M. le Président	p. 1
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés	p. 2
Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes	p. 2
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 2
Changement de composition du Comité de discipline	p. 2
Octroi d'un titre honorifique à un ancien député	p. 2
Communications	p. 3-4
6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal	p. 4
Ordre du jour	p. 4
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)	p. 4-7
6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires	p. 7-9
6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale	p. 9-12
Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais	p. 12-13
6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques	p. 13-14
Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques	p. 14

2e séance

Ouverture de la séance publique	p. 15
Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)	p. 15-25

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0377	Justin Turpel	Libéralisation et régulation du marché postal
0388	Marc Spautz	Contrôle de la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels
0424	Nancy Arendt	Culture du cannabis
0437	Josée Lorsché	Contournement pour la commune de Bascharage
0438	Claude Wiseler	Décrochage scolaire
0444	Marc Spautz	Logements pour étudiants
0446	Gilles Roth	Élargissement de l'autoroute A6
0447	André Bauler, Edy Mertens	Giratoire au lieu-dit Schinker
0458	Marc Spautz	Demandeurs d'emploi recrutés par les entreprises nouvellement établies au Grand-Duché de Luxembourg
0463	Marc Spautz	Aides et mesures destinées aux employeurs en cas d'embauchage d'un demandeur d'emploi
0464	Octavie Modert, Sylvie Andrich-Duval	Droits de l'enfant
0466	Laurent Mosar	Lutte contre la cybercriminalité
0467	Laurent Mosar	Embargo russe sur les produits alimentaires européens
0469	Gilles Roth	Utilisation de «dashcams»
0471	Octavie Modert	Projet d'introduction d'un péage pour les automobilistes en Allemagne et son application éventuelle aux tracteurs et autres machines automotrices agricoles et viticoles
0472	Marc Spautz	Recyclage de batteries usées
0473	Léon Gloden	Indemnisation des commerçants et artisans en cas de travaux
0474	Laurent Mosar	Convoi humanitaire luxembourgeois à destination de l'Ukraine
0475	Martine Hansen	Élaboration d'une nouvelle loi agraire
0476	Josée Lorsché	Plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» et la promotion de l'activité physique en général
0477	Léon Gloden	Pénurie de médecins
0478	Claude Adam	État de la promenade Wenzel
0479	Justin Turpel	Accord de libre-échange UE-Canada (CETA)
0480	Laurent Mosar	Accord commercial entre l'UE et le Canada
0481	André Bauler	Drogue «Crystal Meth»
0482	Martine Hansen, Marc Spautz	Manque de personnel de soins de santé
0483	Gusty Graas	Utilisation de lests en plomb
0487	Marco Schank, Martine Hansen	Peste porcine
0488	Marcel Oberweis	Obésité
0489	André Bauler	Ambroisie à feuilles d'armoise
0490	Franz Fayot	Numérisation des revues luxembourgeoises
0491	Marc Spautz	Chômage au Luxembourg
0493	Marc Spautz	Apprentissage transfrontalier
0494	Léon Gloden	Loi communale
0495	Emile Eicher, Marcel Oberweis	Sécurité d'approvisionnement en électricité
0496	André Bauler	Lycée pour professions de santé à Ettelbruck
0497	Martine Hansen, Marco Schank	Concept de mobilité Nordstad
0498	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Phénomène de la mendicité en Europe et au Luxembourg
0499	André Bauler	Criminalité organisée
0500	Laurent Mosar	Mécanisme de résolution unique (MRU)
0501	Serge Wilmes	Consolidation des finances publiques
0502	Marco Schank	Décharge sauvage de pneus à Bissen
0503	Gilles Roth	Hausse généralisée des taux de TVA
0504	Josée Lorsché	Programme Mammographie
0505	Laurent Mosar	Proposition de directive PNR
0506	Diane Adehm, Gilles Roth	«Luxembourg for Business» et «Luxembourg for Finance»
0508	Justin Turpel	Tarifs de la formation initiale pour l'acquisition d'un permis de conduire
0509	Marc Spautz	Activités d'ArcelorMittal et du secteur industriel
0510	Martine Hansen	Révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques
0511	Diane Adehm, Gilles Roth	Création d'un droit de stationnement spécial pour personnes âgées
0512	Laurent Mosar	Article 54bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
0513	Diane Adehm, Gilles Roth	Propos du président du parti LSAP
0514	Diane Adehm, Gilles Roth	Introduction d'un impôt d'Église
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
0515	Sylvie Andrich-Duval	Circuits pédestres
0516	Roger Negri	Cigarette électronique
0517	Franz Fayot	Titulaires de classe
0518	Marc Lies	Augmentation de l'offre de logements locatifs
0519	Franz Fayot	Démolition de trois maisons caractéristiques du quartier de la gare
0520	Franz Fayot	Démolition de la tour Hadir à Differdange
0521	Diane Adehm, Gilles Roth	Comité de pilotage de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
0522	Diane Adehm, Gilles Roth	Présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015
0523	Diane Adehm, Gilles Roth	TVA en matière du logement
0524	Gusty Graas	Réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg
0525	Edy Mertens	Médicaments génériques
0526	Henri Kox	Démarches prévues par le Gouvernement luxembourgeois afin de parer aux menaces émanant de l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région
0527	Taina Bofferding	Crimes xénophobes et racistes
0528	Diane Adehm, Gilles Roth	Réaction du porte-parole du Premier Ministre à une question parlementaire
0529	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Fin de la gratuité des transports en commun pour les étudiants
0530	Laurent Mosar	Politique de nomination du Gouvernement
0531	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Décentralisation administrative et scolaire
0532	Françoise Hetto-Gaasch	Mise en place d'un juge aux affaires familiales
0533	Jean-Marie Halsdorf	Antidépresseur agomélatine
0534	Max Hahn	Aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie
0535	André Bauler	Sécurisation de la route nationale E421 et du CR359
0536	Joëlle Elvinger, Max Hahn	Parc à vélo sécurisé «mBox»
0537	Justin Turpel	Abolition du transport public gratuit des étudiants
0538	Martine Hansen, Marcel Oberweis	Intégration de l'Uelzecht Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers
0539	Laurent Mosar, Gilles Roth, Martine Hansen	Ordonnance du président du Tribunal administratif de surseoir à l'exécution d'une décision du Ministre du Développement durable et des Infrastructures et deux décisions de bourgmestre en matière de construction de plusieurs étables
0540	Diane Adehm, Gilles Roth	Gratuité de l'accueil des enfants
0541	Claude Adam	Conventions dans le secteur culturel
0542	Laurent Mosar	Menaces proférées par le groupe terroriste «État islamique»
0543	Justin Turpel	Dialogue social structuré à propos de l'orientation fondamentale de la politique financière et budgétaire de l'État
0544	Taina Bofferding	Commission consultative du Lifelong Learning
0546	Joëlle Elvinger, Edy Mertens	Médicaments génériques
0550	Roy Reding	Restitution de sommes versées à titre d'allocation complémentaire (RMG)
0551	Roy Reding	Statistiques sur les cambriolages au Luxembourg
0552	Josée Lorsché	Réaménagement de la traversée de Junglinster après l'ouverture du contournement
0553	Diane Adehm, Gilles Roth	Étude d'impact sur la hausse de la TVA
0554	Roger Negri, Yves Cruchten	Arrêt municipal de la commune de Longlaville (France) relatif à l'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'Avenue de Luxembourg à Longlaville
0555	Alex Bodry	Création d'une «Eurorégion»
0556	Claude Adam	Fréquentation de la nouvelle section «sociale» de l'enseignement secondaire technique
0560	Justin Turpel	Prolongation de la vidéosurveillance (Visupol)

Question 0377 (30.06.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **libéralisation et** la **régulation du marché postal:**

Par la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux, le marché postal luxembourgeois a été entièrement libéralisé avec effet au 1er janvier 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais soulever les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. La surveillance du marché postal, y compris l'octroi des autorisations, l'encadrement des opérateurs tombant sous le régime des notifications ainsi que la vérification du respect des obligations légales respectivement découlant des règlements émis par l'ILR ou imposés par les autorisations, incombe à l'ILR. Quels sont les expériences et le bilan intermédiaire de l'ILR dans ce rôle, y compris par rapport aux acteurs domiciliés dans les pays avoisinants?

2. L'ILR vient de publier les listes tarifaires de certains opérateurs postaux sur son site Internet, approche contribuant a priori à une plus grande transparence sur le marché. Or, force est de constater que cette publication est incomplète, les tarifs de certains acteurs ayant pourtant eu une autorisation à opérer sur le marché postal luxembourgeois n'y figurant pas. Quelle en est la raison, et quelles mesures sont prévues afin de régulariser cette situation et de mettre tous les acteurs sur un pied d'égalité?

3. La législation luxembourgeoise oblige chaque société commerciale à publier certaines informations auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS): statuts, capital social, composition du conseil d'administration, commissaire aux comptes, comptes annuels (endéans les six mois suivant la clôture de l'exercice social), etc. Or, certains acteurs tombant sous le régime des autorisations/notifications leur permettant d'agir dans le secteur postal ne respectent pas ou seulement partiellement ces obligations, dans certains cas depuis plusieurs années. Quelle en est la raison, et quelles mesures sont prévues afin de régulariser cette situation et de mettre tous les acteurs sur un pied d'égalité?

4. Quelle est l'évolution en termes quantitatifs et qualitatifs au niveau de la politique d'emploi dans le secteur postal? Peut-on tirer un bilan intermédiaire relatif à cette thématique?

Réponse (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Ad 1. Le bilan intermédiaire généralement positif de l'activité réglementaire de l'Institut dans le secteur des services postaux a été quelque peu mitigé par le fait que malheureusement une partie des opérateurs proposant des services postaux ont du mal à s'identifier avec le nouveau cadre légal qui régit leur activité depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux (ci-après: «la loi postale»). Cela se manifeste notamment par le fait que certains acteurs du marché tentent de se soustraire aux obligations prévues dans cette loi. Il convient de noter que la loi postale n'a pas conféré des pouvoirs d'investigation à l'Institut et ainsi l'Institut doit faire confiance dans toutes ses démarches à la volonté de collaboration, la responsabilité et l'honnêteté des opérateurs.

La notification des services postaux ne relevant pas du service postal universel se fait conformément à l'article 6 de la loi postale au moyen d'un formulaire disponible sur le site Internet de l'Institut.

En ce qui concerne les services soumis à autorisation, qui dès lors fournissent des services postaux relevant en tout ou en partie du service postal universel, l'Institut a élaboré, conformément à l'article 9 de la loi postale, le règlement P13/10/ILR du 19 juillet 2013 fixant les critères et les procédures d'octroi d'autorisations de fournir les services postaux en question, les normes de qualité à respecter par les titulaires, ainsi que le contrôle du respect de ces normes. Le formulaire pour introduire une demande d'autorisation de fourniture de services relevant en tout ou en partie du service postal universel (SPU) est aussi disponible sur le site Internet de l'Institut.

En date du 19 mai 2014, le registre public, qui peut être consulté en ligne sur le site Internet de l'Institut, comptait 23 prestataires dont six offraient uniquement des services soumis à notification. L'Institut Luxembourgeois de Régulation a délivré à 16 opérateurs l'autorisation définitive pour fourniture de services postaux au Grand-Duché de Luxembourg. L'Entreprise des Postes et Télécommunications, désignée par la loi comme prestataire du service universel pour une période de sept ans, n'a pas besoin d'autorisation supplémentaire de la part de l'ILR.

Les opérateurs ayant leur siège social à l'étranger tombent également sous la surveillance de l'Institut pour autant qu'ils offrent des services postaux sur le territoire luxembourgeois.

Ad 2. Conformément à l'article 24 (1) de la loi postale, le prestataire du service postal universel désigné par la loi, c'est-à-dire l'Entreprise des Postes et Télécommunications, édite au moins une fois par an sous forme d'une publication adéquate gratuite pour l'utilisateur et le prestataire de services postaux des informations sur les caractéristiques du service postal universel offert. Cette publication contient notamment la liste des prix en vigueur de tous les services offerts dans le cadre du service postal universel.

L'Institut confirme que cette publication a toujours été détaillée, précise et complète.

En ce qui concerne les autres opérateurs de services postaux, l'Institut les incite, dans un souci de transparence, à rendre leurs listes de prix publiques, tout en leur proposant de les publier sur son site Internet. Si la publication des listes tarifaires de certains opérateurs fait défaut, c'est parce que certains opérateurs n'ont pas souhaité communiquer leurs listes de prix à l'Institut, même s'ils ont été sollicités à plusieurs reprises, ou ont explicitement demandé à l'Institut de ne pas publier leurs prix sur son site Internet. L'Institut n'a aucun moyen pour obliger les opérateurs à une telle publication.

Ad 3. Monsieur le Ministre de la Justice m'a informé qu'il ne peut donner aucune appréciation quant aux raisons qui conduisent à un retard du dépôt de certains documents ou informations auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS). Le gestionnaire du Registre de Commerce et des Sociétés a en effet, de par la loi, pour seules tâches de traiter les dépôts effectués, de mettre à jour les informations correspondantes dans la banque de données du RCS et de rendre cette information accessible au public. Il ne dispose pas de données statistiques sur les causes qui ont conduit à un retard dans la communication des informations et documents légalement requis.

Il est cependant à relever qu'une société qui ne communique pas les informations et documents requis s'expose à la possibilité de plusieurs sanctions.

Suivant l'article 21 paragraphe 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, est puni d'une amende de 251 à 5.000 € quiconque omet de requérir les immatriculations et inscriptions requises par ladite loi. La peine est encourue à nouveau, lorsque le contrevenant a négligé de se conformer à la loi dans les huit jours de la date où la condamnation est devenue définitive.

En ce qui concerne le dépôt des comptes, l'article 162 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales prévoit que seront punis d'une amende de 500 à 25.000 € les gérants ou les administrateurs qui n'ont pas soumis à l'assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport de gestion et l'attestation de la personne chargée du contrôle ainsi que les gérants ou les administrateurs qui n'ont pas fait publier ces documents et ce en infraction aux prescriptions respectives des articles 75, 132, 197 et 341 de ladite loi de 1915 et l'article 79 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

D'une façon générale, l'article 203 de la loi de 1915 prévoit en outre que le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut à la requête du procureur d'État, prononcer la dissolution et ordonner la liquidation de toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales.

Enfin, dans le cadre de la réforme du régime de publication légale relatif aux sociétés et associations (projet de loi 6624), il sera apporté une modification au règlement grand-ducal d'exécution de la loi du 19 décembre 2002 qui permet d'imposer une majoration des frais de dépôt pour les personnes morales qui n'ont pas communiqué les informations requises au RCS dans les délais prescrits par la loi, cette augmentation permettant ainsi de contribuer aux frais exposés par les autorités de surveillance en vue de dépister et de contrôler les entreprises en difficulté.

L'ensemble de ces mesures devrait avoir un effet incitatif pour assurer un meilleur respect des délais de communication des informations et documents auprès du RCS.

Il convient finalement de relever que les fournisseurs de services postaux ne sont pas obligés de prendre la forme d'une société commerciale luxembourgeoise. Il peut aussi s'agir de personnes physiques ou d'entreprises étrangères.

Ad 4. Malheureusement je ne dispose pas d'informations chiffrées sur l'évolution de l'emploi dans l'ensemble du secteur des services postaux depuis l'entrée en vigueur de la loi. Il me semble d'ailleurs prématuré de tirer des conclusions en matière d'évolution de l'emploi alors que l'année 2013 est la première année après la libéralisation complète du marché.

En ce qui concerne l'Entreprise des Postes et Télécommunications, celle-ci constate, depuis l'ouverture du marché, une dynamisation de la concurrence au niveau courrier et au niveau des activités postales en général avec des répercussions directes au niveau opérationnel. Pour l'instant l'impact de ces répercussions de la concurrence est encore de taille à ne pas impliquer de changements fondamentaux au niveau de l'emploi par rapport à la tendance générale du secteur postal qui est par ailleurs liée à la migration progressive du papier vers des solutions électroniques. L'emploi dans le métier «Post Courrier» (hors réseau de publicité TTL) auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications a évolué comme suit:

Juin 2011: 1.230

Juin 2012: 1.213

Juin 2013: 1.201

Juin 2014: 1.196

Question 0388 (08.07.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **contrôle de la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels:**

La réglementation en matière de performance énergétique des bâtiments fonctionnels du 26 mai 2014 prévoit dans son Chapitre IV - Contrôle à l'article 17 que: «Le Ministre peut demander aux autorités compétentes pour la délivrance d'autorisations de bâtir et aux personnes définies à l'article 4, paragraphe (9) toutes informations et données qui sont nécessaires pour assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions du présent règlement grand-ducal ainsi que pour la tenue du registre visé à l'article 16. Les autorités et personnes concernées doivent faire parvenir au Ministre ces informations au plus tard un mois après la demande écrite. Sur demande du Ministre, ces informations sont à fournir sous format électronique.»

Ainsi le bourgmestre respectivement les administrations peuvent être appelés à contrôler la mise en œuvre des dispositions du règlement grand-ducal du 26 mai 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres estiment-ils que le bourgmestre respectivement les administrations communales sont bien outillés à assumer cette mission de contrôle?

- Quels sont les moyens mis à disposition des communes afin qu'elles puissent assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions du règlement grand-ducal susmentionné?

- Combien de bourgmestres ont été contactés jusqu'à présent par le Ministère pour demander la fourniture de toutes les informations et données qui sont nécessaires pour assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions du règlement grand-ducal susmentionné?

Réponse commune (02.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il y a tout d'abord lieu de relever que l'article 17 du règlement grand-ducal du 26 mai 2014 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels, auquel l'honorable Député se réfère, a uniquement trait à la transmission d'informations et de données au Ministre afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions réglementaires.

En réponse dès lors à la question relative à la collecte des données et informations pour assurer les contrôles qualité des Certificats de performance énergétique (CPE) prévues dans la réglementation afférente, il importe de préciser que cette collecte est actuellement réalisée auprès des experts établissant les CPE et non pas auprès des autorités communales, approche jugée la plus efficace par les services concernés du Ministère de l'Économie. En effet, les services compétents du Ministère de l'Économie réalisent depuis des années des contrôles sur échantillonnage auprès des experts concernés et des sanctions ont été prises à l'encontre de quelques experts n'ayant pas effectué les calculs et établi les CPE en bonne et due forme.

D'une manière générale, il y a lieu de retenir que les principales dispositions concernant la performance énergétique des bâtiments sont fixées par le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels. Ces deux règlements sont des règlements d'exécution de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie. Les autorités nationales et locales disposent ainsi d'un arsenal juridique complet pour assurer le contrôle en matière de performance énergétique des bâtiments.

Conscients que l'exécution pratique de la mission de contrôle des exigences en matière de performance énergétique nécessite des précisions, nous avons récemment décidé de lancer un groupe de travail impliquant les ministères concernés et des représentants du Syvicol pour analyser les problèmes pratiques de la mise en œuvre des contrôles sur les chantiers et afin d'identifier les différentes voies possibles pour une future organisation efficace des contrôles.

Question 0424 (24.07.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **culture du cannabis:**

Die Europäische Beobachtungsstelle für Drogen und Drogensucht (EBDD) hat den Cannabis-Anbau in ihrem jüngsten Jahresbericht mit Zahlen dokumentiert. Demnach zerstörte die Polizei in den EU-Staaten im Jahre 2012 sieben Millionen Cannabis-Pflanzen. Im belgisch-französischen Grenzgebiet wurden erst Mitte Juni bei einer Großrazzia gleich acht Plantagen mit insgesamt 4.000 Cannabis-Pflanzen im Wert von rund 600.000 Euro zerstört.

Besorgniserregend ist in Luxemburg vor allem die wachsende Zahl von teilweise professionell betriebenen, lukrativen Großplantagen, die z. B. in Scheunen oder Lagerhallen eingerichtet werden. 200 solcher Anpflanzungen wurden im vergangenen Jahr zerstört; 22% mehr als im Jahr zuvor. Erleichtert wird der Anbau, den Experten zufolge, durch das Internet, wo jeder problemlos Samen und Spezialleuchten bestellen kann.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Justizminister und den Herrn Polizeiminister stellen:

- Liegen den Ministern genauere Zahlen zum Cannabis-Anbau vor?

- Was gedenken die Minister zu tun, um den Cannabis-Anbau zu minimieren?

- Aus welchen Gründen steigen der Cannabis-Konsum und der Cannabis-Anbau jährlich? Ist dies eventuell auf eine Legalisierung in anderen Ländern zurückzuführen?

- Welche Strafen drohen den Betreibern solcher Großplantagen?

- Gedenken die Minister in Zukunft eine Aufklärungskampagne zu starten, um die Betreiber daran zu erinnern, welche Strafen drohen können? Gedenkt die Regierung weiterhin Kampagnen zu starten, um die Jugendlichen vor den Gefahren des Cannabis-Konsums zu warnen?

- Das Verwaltungsgericht Köln hat diese Woche ein Urteil gesprochen, das es schwerkranken Schmerzpatienten erlaubt, Cannabis zu therapeutischen Zwecken selbst anzubauen. Wie steht die Regierung zu diesem Urteil?

Réponse commune (01.10.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Die Strafen, die den Betreibern von Cannabis-Plantagen drohen, sind im Drogengesetz vom 19. Februar 1973 vorgesehen. Gemäß Artikel 8, 1. a) wird u. a. der Anbau von Cannabis-Pflanzen mit einer ein- bis fünfjährigen Gefängnisstrafe und/oder einer Geldstrafe zwischen 500 und 1.250.000 Euro bestraft.

Betreffend den Cannabis-Anbau hat die großherzogliche Polizei 2012, 2013 sowie im ersten Trimester 2014 insgesamt 15 Beschlagnahmungen in Privathäusern getätigt. Der beschlagnahmte Cannabis war für den Privatgebrauch bestimmt.

Aus Artikel 10 geht zudem hervor, dass die in Artikel 8 vorgesehenen Straftaten (u. a. der An-

bau von Cannabis) mit einer Gefängnisstrafe zwischen 15 und 20 Jahren sowie einer Geldstrafe zwischen 1.250 und 1.250.000 Euro zu bestrafen sind, wenn diese Taten als Teilnahmehandlungen der kriminellen Haupt- oder Nebentätigkeit einer Vereinigung oder Organisation anzusehen sind («si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association ou organisation»).

Zurzeit liegen keine Forschungsergebnisse vor, die einen Anstieg der Konsumprävalenz von Cannabis auf nationaler Ebene wissenschaftlich belegen würden.

Ende 2013 wurde eine Aufklärungskampagne von der Polizei geführt, die demnächst weitergeführt werden soll.

Luxemburg gehört seit 2012 zu jenen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, in denen die Verschreibung von zugelassenen Medikamenten, die verschiedene Cannabinoide beinhalten, erlaubt ist. Die zuständigen Abteilungen des Gesundheitsministeriums überprüfen des Weiteren die Zweckmäßigkeit und die Machbarkeit eines bedingten Zugangs von Cannabis für Patienten für medizinische Zwecke in Luxemburg.

Question 0437 (01.08.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **contournement pour la commune de Bascharage:**

Considérant les propos récemment tenus par le bourgmestre de la commune de Bascharage au sujet de la construction d'un contournement routier pour sa commune, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un dossier complet a été finalisé en juillet 2013 par l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures dans le but de pouvoir entamer les procédures nécessaires pour la construction du contournement de Bascharage et que par conséquent, il a sollicité les avis des départements de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer le constat du bourgmestre de Bascharage que les avis du département de l'Aménagement du territoire et du département de l'Environnement font toujours défaut?

3. Le dossier présenté par l'ancien Ministre a-t-il tenu compte des réglementations européennes et dispositions législatives concernant le réaménagement de la zone naturelle protégée «Natura 2000» en tant que zone particulièrement touchée par le tronçon de route défini initialement?

4. Est-ce qu'à ce sujet, une étude d'impact détaillée a été réalisée tant pour le tronçon prévu par l'ancien ministre que pour la variante qui traverse une partie du territoire de la commune de Sanem et qui est revendiquée par le bourgmestre de la commune de Bascharage?

5. En quoi consistent concrètement les conclusions des études qui sont déjà finalisées à l'heure actuelle, notamment en ce qui concerne l'impact d'une nouvelle construction routière sur l'environnement naturel et humain de la région?

6. Monsieur le Ministre veut-il accorder une suite favorable au projet du contournement de Bascharage et peut-il me renseigner, le cas échéant, du choix du tronçon et des délais de construction?

Réponse (19.09.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Josée Lorsché, concerne le projet de contournement de la localité de Bascharage

Le 13 mars 2013, conformément à l'article 6 de la loi du 29 mai 2009 portant modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, un dossier technique et une étude d'évaluation sur l'environnement ont été soumis pour avis aux Ministres ayant respectivement dans leurs attributions l'aménagement du territoire, l'environnement et la gestion de l'eau.

Seule l'Administration de la Gestion de l'Eau a rendu un avis concernant le dossier soumis. Une analyse interne a constaté que le dossier était largement incomplet et qu'il ne saurait dès lors pas être avisé d'un point de vue «environnement».

En date du 22 juillet 2013 l'Administration des Ponts et Chaussées a fait parvenir deux «compléments au dossier de consultation du public», l'un concernant une étude de bruit élaborée par le bureau A-Tech, l'autre contenant une «note explicative relative aux volets «qualité de l'air et 'gestion des déchets'», une étude «Trafic routier et qualité de l'air ambiant dans l'agglomération de Bascharage» établie par le bureau BioMonitor pour le compte de la commune de Bascharage et, finalement un «Plan des zones de stockage potentielles pour la gestion des déchets».

Cependant, un examen approfondi du dossier de consultation des autorités compétentes a révélé que l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement était toujours incomplète.

En effet et conformément à la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, il s'est avéré que le dossier soumis par le ministre de l'époque aux autorités compétentes ne répondait qu'insuffisamment aux exigences de l'article 4 de la loi, notamment en ce qui concerne les volets de l'analyse de solutions de substitutions et des mesures d'atténuation envisagées.

La procédure de sélection de variantes appliquée par l'auteur du projet ne correspond effectivement ni aux dispositions de la loi, ni à la méthodologie communautaire applicable en la matière, alors que la variante privilégiée par l'auteur, qui est en outre la seule variante évaluée en détail, serait à l'origine d'incidences notables sur la zone protégée Bitschenheck.

Quant à l'«analyse comparative de l'exposition au bruit de deux variantes de tracé» de mars 2012, celle-ci conclut sommairement que «la variante 2A (la variante proposée par la commune de Sanem) est quatre fois plus impactante que la variante 1A».

Une décision du Gouvernement sur un tracé définitif et les envergures des mesures compensatoires de ce tracé est à l'heure actuelle prématurée. Le Conseil de Gouvernement ne peut se prononcer sur le projet définitif qu'après la finalisation du dossier technique et environnemental conformément aux dispositions légales et méthodologies communautaires, la consultation des autorités compétentes (Aménagement du territoire, Environnement et Gestion de l'Eau), l'intégration des avis respectifs des autorités compétentes dans le dossier des études d'impact et le dossier technique et finalement la consultation des communes concernées.

Néanmoins, il est évident que la RN5 ainsi que la traversée actuelle de Bascharage, qui abrite quelque 20.000 véhicules par jour, est la route nationale la plus fréquentée du pays, à part la situation sur la N31 à Esch-sur-Alzette, la N6 à Bertrange et Strassen et la N7 à Eich. Notre volonté de trouver une solution pour les habitants de Bascharage se trouve d'ailleurs confirmée par l'inscription du projet de contournement dans la phase I de l'avant-projet du plan directeur sectoriel «transports» sans cependant indiquer précisément le tracé le mieux équilibré d'un point de vue faisabilité technique, financier et environnemental.

Afin d'entendre préalablement l'avis des communes concernées sur les variantes étudiées, une réunion conjointe avec les collèges des bourgmestres et échevins des communes de Bascharage et de Sanem sera organisée en septembre 2014.

Question 0438 (04.08.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **décrochage scolaire:**

Alors que les causes du décrochage scolaire sont multi-faciales, ce dernier peut avoir des conséquences néfastes pour les personnes concernées sur le plan émotionnel, social et professionnel.

C'est ainsi que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres relatifs au décrochage scolaire pour les années scolaires 2012-2013 et, si déjà disponible, 2013-2014?

Réponse (18.09.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les conséquences du décrochage scolaire affectent autant les jeunes sur le plan individuel que la collectivité dans son ensemble. Souvent perçu comme un échec personnel, il est synonyme d'incapacité de satisfaire les exigences scolaires. Comme l'accès au marché de l'emploi s'avère souvent difficile pour ces jeunes sans formation complétée, le décrochage scolaire peut avoir des conséquences psychologiques, émotionnelles, sociales et même économiques.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse attribue à la lutte contre le décrochage scolaire au Luxembourg un statut prioritaire. L'analyse chiffrée de ce phénomène met en exergue l'ampleur et l'évolution du décrochage scolaire au Luxembourg. Elle vise à identifier les groupes d'élèves les plus touchés par le décrochage scolaire et à mieux comprendre les raisons qui poussent le jeune à quitter prématurément l'école. La dernière publication concernant les élèves ayant quitté l'école pendant l'année scolaire 2011-2012 est la huitième édition de cette analyse, qui a été publiée pour la première fois en 2005.

Afin de déterminer l'ampleur et les raisons du phénomène de décrochage scolaire au Luxembourg et afin de mieux pouvoir y remédier, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a mis en place, en collaboration avec les bureaux de l'Action Locale pour Jeunes (ALJ), une procédure destinée à identifier et à contacter les jeunes concernés. Le système informatique de gestion centralisée des élèves de l'enseignement postprimaire (enseignement public et privé appliquant les programmes officiels du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) permet d'identifier les élèves qui quittent l'école, soit en cours, soit en fin d'année scolaire, sans pour autant avoir obtenu un diplôme ou une certification finale. Un relevé mensuel de ces jeunes en arrêt scolaire est envoyé aux bureaux régionaux de l'ALJ. Les collaborateurs de l'ALJ tentent de contacter les jeunes afin de déterminer les raisons qui ont entraîné l'arrêt des études et surtout pour les aider soit à retrouver une formation, soit à s'intégrer sur le marché du travail en les accompagnant pendant cette phase de transition.

L'étude Transition École - Vie Active (TEVA), menée par l'Observatoire de la formation et publiée en juillet 2014, apporte un éclairage sur le début de la carrière professionnelle des élèves, à partir de leur sortie du système scolaire. En référence à l'année scolaire 2007-2008, les élèves, diplômés ou non, qui sortent pour la première fois du régime professionnel et du régime de la formation de technicien, sont suivis sur leurs trois premières années de vie active. 85% des diplômés étaient en emploi en 2011, c.-à-d. trois ans après leur sortie de l'école contre 64% des non diplômés.

Vu cet écart de plus de 20%, agir pour le maintien scolaire afin de qualifier et de diplômer un maximum des jeunes fait partie des priorités du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

La procédure mise en place pour dépister les décrocheurs et pour ensuite établir le fichier des décrocheurs prévoit les étapes suivantes ce qui rend compte de la complexité de la matière:

1. À partir du mois d'octobre de l'année scolaire en cours, une liste des élèves ayant quitté l'enseignement luxembourgeois sans diplôme est constituée mensuellement.

2. Le fichier annuel des élèves des classes terminales de la formation professionnelle ne peut être établi qu'au mois de mars de l'année suivante à cause entre autres des examens supplémentaires organisés après l'année scolaire.

3. Les collaborateurs de l'Action Locale pour Jeunes s'efforcent de contacter, de suivre et d'accompagner tous ces décrocheurs potentiels listés sous 1. et 2.

4. Les fichiers statistiques finaux des décrocheurs ne peuvent être établis au plus tôt fin avril de l'année suivante.

Le fichier statistique des décrocheurs de l'année scolaire 2012-2013 sera donc finalisé au plus tôt pour le mois d'avril 2015. L'analyse du décrochage est publiée dans les meilleurs délais après cette date.

Ceci explique pourquoi les chiffres relatifs au décrochage scolaire des années 2012-2013 et 2013-2014 ne sont pas encore disponibles.

En mai 2014, le Ministère a publié sa huitième étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg. Elle porte sur les élèves qui ont quitté l'école, soit au cours, soit à la fin de l'année scolaire 2011-2012 sans diplôme ni certification (1.680 élèves). Le taux de décrochage permanent s'est stabilisé à 9% depuis 2008-2009. Lors de la première étude, en 2003-2004, il s'élevait à 17,2%.

Ce taux réduit résulte de plusieurs catégories de mesures. Globalement, le nombre d'éducateurs et d'éducateurs gradués a augmenté afin d'accompagner au mieux les élèves en risque de marginalisation scolaire et sociale (une vingtaine d'embauches d'éducateurs gradués en 2011-2012 portant à plus de 180 les membres des Services de psychologie et d'orientation scolaires au sein des 35 lycées du pays). Quelque 50 projets dans une vingtaine de lycées ciblent explicitement la population scolaire en danger de décrochage.

Les démarches ciblées de l'Action Locale pour Jeunes, la création de classes pour des élèves n'ayant pas accès à une formation professionnelle (cours d'orientation et d'initiation professionnelles COIP/IPDM), la prise en charge spécifique des élèves à difficultés de comportement dans le cadre des classes mosaïques, la création de l'École de la 2e Chance sont certaines mesures clés pour le maintien scolaire.

En complément à ces mesures, il convient de noter que le Service National de la Jeunesse a développé un programme «Service volontaire» qui vise la transition vers la vie active à travers des activités pratiques représentant un engagement à temps plein pour une durée déterminée. Ces activités peuvent avoir lieu à l'étranger dans un projet de coopération au développement, dans le secteur associatif en proposant des missions à caractère civique ou encore dans le cadre d'un projet d'utilité publique au Luxembourg.

Question 0444 (06.08.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **logements pour étudiants:**

En juin, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a informé le public, à travers des annonces dans la presse écrite, que le Gouvernement luxembourgeois dispose de logements dans plusieurs cités universitaires en Allemagne, en France et en Belgique.

Or, il a été porté à ma connaissance que certains des logements, dont notamment ceux situés à Kaiserslautern, seraient dans un état tellement vétuste et délabré que le Ministère ne les met dorénavant plus à disposition des étudiants intéressés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'a-t-il pas contrôlé l'état des logements en question avant de publier l'annonce susmentionnée dans la presse écrite?

Réponse (23.09.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0444 de Monsieur le Député Marc Spautz.

En premier lieu, je tiens à féliciter Monsieur le Député Marc Spautz pour le choix judicieux en ce qui concerne la terminologie utilisée dans sa question parlementaire. En optant pour le mot «vétuste» - mot qui d'après le «Larousse» peut être employé dans le domaine du logement pour souligner qu'une unité d'habitation est détériorée par le temps - l'honorable Monsieur le Député me permet de bien pouvoir esquisser la problématique soulevée.

En 1982 et de nouveau en 1993 une convention a été conclue entre le Ministre de l'Éducation nationale luxembourgeois et le «Studentenwerk Kaiserslautern» portant réservation chacune de quatre logements d'étudiants regroupés en appartement à quatre chambres avec sanitaire et cuisine communs dans une des résidences universitaires appartenant au «Studentenwerk Kaiserslautern».

Au cours de la dernière décennie, le ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur n'a plus contrôlé l'état des logements en question et il semble que ce sujet n'était pas une priorité pour ce dernier.

Tout en rappelant que la vétusté ne s'installe point - selon les définitions usuelles - après six à neuf mois, il m'est important de constater que si vétusté il y aurait, les logements en question seraient déjà dans cet état depuis un certain moment, voire plusieurs années.

Je tiens à souligner que le «Studentenwerk Kaiserslautern» gère 1.700 logements pour étudiants et qu'à l'heure actuelle ils ont une liste d'attente de 500 étudiants.

Il m'a d'ailleurs été confirmé par les responsables du «Studentenwerk Kaiserslautern» que tous leurs logements sont régulièrement entretenus et seraient donc tous dans un état impeccable; fait qui n'a pas été contrôlé par le ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur depuis longtemps.

Par ailleurs, il est vrai que les étudiants luxembourgeois à Kaiserslautern n'ont plus recours depuis des années à cette offre puisqu'ils préfèrent se loger dans des appartements qui sont largement disponibles dans cette ville.

Le cercle des étudiants luxembourgeois à Kaiserslautern soutient tous les nouveaux étudiants dans leur recherche de logements ce qui peut expliquer, à côté des coûts de loyer raisonnables dans cette ville, le désintérêt des étudiants luxembourgeois pour les logements évoqués.

Néanmoins, je tiens à vous informer que ce sujet me tient particulièrement à cœur et que mes services ont été chargés d'analyser les conventions existantes et de contrôler au cours des mois à venir l'état de tous les logements. Puisque ce sujet a été négligé depuis longtemps, il me semble hautement important qu'à l'avenir le ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur s'en occupe avec le sérieux nécessaire.

Question 0446 (07.08.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**élargissement de l'autoroute A6:**

Dans le cadre la présentation du nouvel aménagement de l'échangeur de Bertrange, Monsieur le Ministre a précisé que l'autoroute serait élargie à trois voies sur le tronçon de Dudelange à la Helfenterbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il prévu de prolonger l'élargissement projeté de l'autoroute A6 à trois voies jusqu'à l'échangeur Wandhaff et endéans quel délai?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (19.09.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gilles Roth, concerne la mise à 2x3 voies de l'autouroute A6 jusqu'à l'échangeur Wandhaff.

Il n'est actuellement pas prévu de prolonger l'élargissement de l'autoroute A6 à trois voies jusqu'à l'échangeur Wandhaff et jusqu'à présent aucune planification technique n'a prévu l'élargissement jusqu'à ce point.

La politique de la mobilité est accentuée sur les transports publics. En effet, le plan sectoriel «transports» prévoit l'adaptation de la ligne ferroviaire Kleinbettingen-Luxembourg. Des réflexions relatives aux P&R à l'échangeur Wandhaff et à Stockem (Belgique) sont en cours, conformément à la logique d'une étude conceptuelle des sites P&R en minimisant les parcours en voiture et en amplifiant les trajets en train et en bus. Cette politique tient à atténuer le flux automobile sur l'A6 et de réduire le trafic individuel des travailleurs frontaliers vers la capitale.

En attendant l'optimisation des transports publics et des P&R, l'ouverture de la Route du Nord et les nouvelles réglementations de transit des poids lourds, le prolongement de la mise à 2x3 voies de l'A6 à l'échangeur Wandhaff ne constitue pas une priorité.

Question 0447 (07.08.2014) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **giratoire au lieu-dit Schinker:**

La porte d'entrée du canton de Clervaux, le giratoire au lieu-dit Schinker, se trouve depuis des années dans un état provisoire. Des citoyens viennent de nous contacter pour attirer notre attention sur le fait que la plantation du cercle intérieur du giratoire devrait être achevée. En effet, les mauvaises herbes poussent partout dans le gravier concassé. L'un des quatre chênes qui avaient été plantés au milieu du giratoire a dû être abattu et n'a plus été remplacé. En bref, l'actuel état du giratoire en question n'est certes pas le meilleur.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur un éventuel achèvement du giratoire concerné?

- Les travaux en question, dont le coût serait certainement modique, pourraient-ils être réalisés en automne de cette année?

- Monsieur le Ministre peut-il nous signaler également quand l'Administration des Ponts et Chaussées envisage de renouveler la couche de roulement entre le giratoire Schinker et le village de Hoscheid-Dickt?

Réponse (19.09.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'aspect du giratoire au lieu-dit Schinker est en effet un bel exemple d'un aménagement écologique d'après les recommandations de l'Administration de la Nature et des Forêts et son service de la protection de la nature, comportant un substrat maigre avec une végétation indigène s'installant au fil du temps par succession naturelle. C'est avec intention qu'il a été renoncé au giratoire Schinker, à l'exception de la plantation des quatre chênes, à tout ensemencement de plantes ou herbes non indigènes ou artificielles. Le gravier concassé mis en place à l'intérieur du rond-point Schinker lors de son aménagement initial, a même été couvert en 2013 d'une couche de poussière suite aux recommandations du service de la protection de la nature, afin de se présenter un peu moins drainant pour favoriser ainsi une végétation spontanée de plantes indigènes. Se prêtant aussi bien au fauchage tardif par après, cette végétation mettra cependant quelques années avant de déployer toute sa beauté et de conférer au giratoire une image plus arrondie et définitive aux yeux des usagers de la route.

En ce qui concerne le renouvellement de la couche de roulement entre le giratoire Schinker et le village de Hoscheid-Dickt, celui-ci est prévu encore cette année au mois d'octobre.

Question 0458 (12.08.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **demandeurs d'emploi recrutés par les entreprises nouvellement établies au Grand-Duché de Luxembourg:**

Me référant à la réponse ministérielle à ma question parlementaire n°0127 du 25 février 2014 *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013)*, je souhaiterais avoir de plus amples renseignements quant aux personnes embauchées par les entreprises nouvellement établies au Luxembourg entre 2011 et 2013 ainsi que quant à leur parcours ultérieur.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les demandeurs d'emploi recrutés par lesdites entreprises ont-ils été engagés sous CDD ou CDI? Sont-ils toujours sous contrat auprès desdites entreprises? À défaut, combien de personnes sont à nouveau enregistrées auprès de l'ADEM comme demandeurs d'emploi?

- Combien d'entreprises ont pu bénéficier d'un subventionnement étatique pour l'embauche desdits demandeurs d'emploi (CIE, aides au réemploi, aides à l'embauche des chômeurs âgés, autres)? Lequel?

Réponse (18.09.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Faisant référence à la question parlementaire 0127 *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013)*, il y a lieu de rappeler qu'entre 2011 et 2013, 61 entreprises industrielles créatrices d'emplois se sont implantées au Grand-Duché de Luxembourg. En octobre 2013 l'effectif de ces entreprises s'élève à 464 salariés.

Au cours de cette période d'observation, parmi les 61 entreprises, 15 ont proposé au total 90 postes vacants pour lesquels les services de l'ADEM ont effectué 390 propositions d'emploi concernant 360 demandeurs d'emploi. Sur ces 90 postes, 38 affiliations (32 personnes) sont comptabilisées à la CCSS.

Une analyse détaillée de ces 32 personnes comptabilisées à la CCSS à la date de la réponse à la question parlementaire n°0127 a donné au 5 septembre les informations suivantes:

- neuf personnes sont toujours occupées auprès des mêmes entreprises;

- six personnes ont changé d'employeur;

- trois personnes sont occupées dans une entreprise intérimaire;

- onze personnes se sont réinscrites comme demandeurs d'emploi;

- une personne est en retraite;

- pour deux personnes il n'y a aucune information disponible quant à leur affiliation auprès de la CCSS.

Pour les personnes occupées, le centre commun d'affiliation ne fournit pas d'information quant à la nature du contrat de travail.

Parmi les 32 salariés relevés, deux salariés ont bénéficié de l'aide au réemploi.

Une seule société a droit au remboursement des «cotisations sociales/aides à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée». Le remboursement est assuré par l'ADEM depuis le 1er octobre 2013 et prend fin, théoriquement, le 30 septembre 2016. Trois sociétés ont reçu l'accord de l'ADEM relatif à la bonification d'impôt.

Question 0463 (14.08.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **aides et mesures destinées aux employeurs en cas d'embauchage d'un demandeur d'emploi:**

Les rapports d'activité du Ministère du Travail et de l'Emploi de ces dernières années ont toujours dédié une partie de leurs développements aux actions de prospection lancées auprès des acteurs du secteur de l'industrie. On y lit notamment que les responsables des ressources humaines des entreprises visitées sont entre autres informés des différentes aides accordées aux entreprises en cas d'embauchage d'un demandeur d'emploi, y compris du régime de bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs institué par loi du 24 décembre 1996, telle que modifiée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Quel est le déchet fiscal résultant de l'application du régime de bonification d'impôt susmentionné? Serait-il possible d'obtenir des chiffres détaillés par année sur les cinq dernières années?

2. Combien d'entreprises ont pu bénéficier de ce régime sur les cinq dernières années?

3. Serait-il possible d'obtenir des chiffres détaillés par secteur d'activité et par taille des entreprises concernées (i. e. celles de moins de 15 salariés, de moins de 50 salariés, de moins de 150 salariés ou de 150 salariés ou plus)?

4. Combien de chômeurs, de personnes en reclassement interne ou externe ont été à la base de la demande par l'employeur de la bonification d'impôt? Est-il possible d'obtenir des chiffres détaillés par année sur les cinq dernières années?

Réponse commune (18.09.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Monsieur Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. La bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs peut être obtenue par les contribuables engageant des demandeurs d'emploi dans une entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, dans le cadre d'une exploitation agricole ou forestière et dans le cadre de l'exercice d'une profession libérale.

Pour les années 2009 à 2013, le tableau ci-dessous regroupe le nombre de contribuables ayant profité de la bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs, le pourcentage des déclarations d'impôt imposées (en date du 31 juillet 2014) ainsi que le déchet fiscal.

	2009	2010	2011	2012	2013
% déclarations imposées					
Personnes morales	99,77%	93,04%	79,04%	56,60%	11,27%
Nombre de contribuables	1.611	1.488	1.210	544	2
Déchet fiscal	6,3 mio	5,7 mio	4,7 mio	2,2 mio	néant
	2009	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**
% déclarations imposées					
Personnes physiques	99,96%	98,09%	94,74%	87,44%	38,93%
Nombre de contribuables	290	281	249	150	19
Déchet fiscal	0,5 mio	0,5 mio	0,4 mio	0,3 mio	néant

Il y a lieu de relever que compte tenu des années sur lesquelles portent les impositions effectuées, les données statistiques sont incomplètes pour les années les plus récentes.

Ad 2. Pour l'année 2009, un total de 1.152 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2010, un total de 1.498 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2011, un total de 1.760 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2012, un total de 1.852 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2013, un total de 2.071 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Ad 3. Le tableau en annexe représente la répartition sectorielle de la bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs pour les années 2009-2012. Une répartition par taille d'entreprise n'est pas disponible.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Ad 4. Pour l'année 2009, un total de 2.068* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

1.789 chômeurs,

96 personnes en reclassement interne,

183 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2010, un total de 2.622* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

2.320 chômeurs,

107 personnes en reclassement interne,

195 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2011, un total de 2.963* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

2.665 chômeurs,

94 personnes en reclassement interne,

204 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2012, un total de 3.122* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

2.844 chômeurs,

73 personnes en reclassement interne,

205 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2013, un total de 3.461* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

3.186 chômeurs,

43 personnes en reclassement interne,

232 personnes en reclassement externe.

* Comme la bonification d'impôt est accordée pour une durée de 36 mois, le nombre total par année ne constitue pas le nombre de nouvelles demandes accordées. Il comprend aussi le nombre de personnes dont la bonification d'impôt a été accordée au cours des deux années précédentes et dont le dossier est toujours en cours.

Question 0464 (14.08.2014) de **Mmes Octavie Modert** et **Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **droits de l'enfant:**

Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications a été signé le 28 février 2012 par le Luxembourg. Ce protocole a pour objet de renforcer considérablement la protection des enfants en instituant un mécanisme de plaintes à disposition des mineurs qui se considèrent être victimes d'une violation par un État partie de leurs droits résultant aussi bien de la Convention que du protocole. Un avant-projet de loi en vue de la ratification de ce protocole facultatif a été préparé par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et transmis en été 2013 pour avis au Ministère de la Justice.

Par ailleurs, un groupe de travail interministériel créé en décembre 2012 et composé de représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Ministère de l'Égalité des chances, du Ministère de la Justice, du Mi-

nistère de la Santé et du Ministère du Travail et de l'Emploi avait entre autres été chargé d'élaborer un plan d'action national en faveur des droits de l'enfant.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre des Affaires étrangères et européennes, au Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et de l'Enfance, et au Ministre et de la Justice:

- Dans quels délais le projet de loi relatif à l'approbation du Protocole facultatif susmentionné sera-t-il déposé à la Chambre des Députés?

- À quel stade se trouvent les travaux relatifs au plan d'action national en faveur des droits de l'enfant? Mis à part les représentants ministériels, est-il prévu d'associer à l'élaboration de ce plan d'action des représentants des associations et du secteur concernés?

Réponse commune (24.09.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le 3e Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de communications a été signé le 28 février 2012 par le Luxembourg. Le service des droits de l'enfant, faisant à ce moment partie du Ministère de la Famille et de l'Intégration avait élaboré un avant-projet de loi au cours de la même année. Le dépôt de ce texte a été retardé par les réflexions menées en faveur de la création d'un organe interministériel de concertation des ministères en charge des différents domaines concernés par les droits de l'enfant.

Dans une première phase, un groupe de travail informel a été créé, regroupant des représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Santé et du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Les premières missions réalisées par ce groupe de travail ont été de préparer et d'assurer la défense du rapport national périodique sur les droits de l'enfant devant le Comité des droits de l'enfant de l'ONU et de coordonner les travaux de rédaction de rapports nationaux que le Luxembourg s'est engagé à fournir à des instances internationales en raison de conventions:

- réponses du Luxembourg à la liste des points relatifs au 3e et 4e rapport national au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies,

- rapport national initial à présenter dans le cadre du 2e Protocole facultatif de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

- rapport national initial et rapport national thématique à présenter dans le cadre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

Parallèlement, le groupe de travail a examiné les commentaires du Comité des droits de l'enfant de l'ONU et les recommandations de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» pour établir, ministère par ministère, une liste des mesures à prendre en priorité pour remédier aux problèmes soulevés.

En vue de donner un cadre légal à ce travail de coordination, il est actuellement envisagé de créer un comité interministériel dans le cadre du projet de loi 6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Le groupe de travail a donc été chargé d'élaborer un texte en vue de définir les missions de ce comité en rapport avec les droits de l'enfant.

En vue de donner suite à la décision du Gouvernement de proposer à la Chambre des Députés l'approbation du 3e Protocole facultatif de la Convention internationale des droits de l'enfant, j'ai fait élaborer un avant-projet de loi portant approbation du 3e Protocole facultatif qui sera transmis sous peu au Conseil de Gouvernement.

Question 0466 (14.08.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **lutte contre la cybercriminalité:**

Internet est depuis des décennies synonyme de progrès. Mais le progrès n'est pas sans risques. Les journaux rapportent au jour le jour des cas de vols de données personnelles. Les particuliers sont pris de court en voyant leurs mots de passe pour e-mails ou codes d'accès aux services bancaires en ligne dérobés tandis que les entreprises estiment leurs secrets commerciaux en danger.

Il est dès lors important d'avoir en place un dispositif efficace de lutte contre la cybercriminalité. Il paraît cependant que les dispositions légales et les instruments à disposition des autorités de poursuite, notamment ceux issus de la Convention de Budapest, soient mis à mal par le récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) C-293/12 - Digital Rights Ireland et Seitlinger e. a. du 8 avril 2014.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les instruments à disposition des autorités de poursuite et intégrés dans la législation luxembourgeoise via la loi du 18 juillet 2014 pourront être utilement mis en pratique à la lumière des conclusions de la CJUE dans l'affaire précitée?

2. À défaut, quelles sont les mesures envisagées par les Ministres afin de mettre à disposition desdites autorités les outils nécessaires pour une lutte efficace contre la cybercriminalité?

Réponse commune (01.10.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. La loi du 18 juillet 2014 portant notamment approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 a, outre l'introduction de nouvelles infractions en matière de cybercriminalité, également mis à la disposition des autorités de poursuite nationales un nouvel instrument, à savoir le «quick freeze» qui permet la conservation rapide de données stockées, traitées ou transmises dans un système informatique.

Le «quick freeze» entraîne le gel des données tandis que la saisie permet aux autorités d'accéder aux données. À partir de la saisie, la mesure du «quick freeze» devient caduque.

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ayant condamné la rétention des données en ce qu'elle concerne toute personne indépendamment du fait qu'il y ait un début de soupçon ou non, n'affecte pas la procédure du «quick freeze» qui n'est ordonnée qu'à l'encontre de personnes contre lesquelles il y a un début de soupçon, respectant ainsi le principe de proportionnalité.

Ad 2. Il n'y pas de nouvelles mesures à envisager, les nouveaux outils mis à disposition des autorités de poursuite par la loi du 18 juillet 2014 pouvant toujours être utilement mis en pratique.

Question 0467 (14.08.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**embargo russe sur les produits alimentaires européens:**

La Russie a dévoilé récemment les mesures de représailles qu'elle va mettre en œuvre après les sanctions qui la visent décidées par l'Union européenne. Le Président russe Vladimir Poutine a interdit toute importation de fruits, de légumes, de viande, de poissons ou encore de produits laitiers en provenance de l'Europe. Des mesurent qui devraient durer au moins un an. En Europe, l'embargo russe suscite de nombreuses inquiétudes dans le secteur agroalimentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Dans quelle mesure ces sanctions impacteront-elles le secteur agroalimentaire luxembourgeois?

- Quelles seront les répercussions économiques pour le marché agricole luxembourgeois?

- Au cas où cette situation de blocage perdurerait, comment le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Le Ministre envisage-t-il des mesures d'indemnisation des producteurs nationaux affectés par l'embargo russe?

Réponse (24.09.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

L'embargo russe sur les importations de fruits et légumes, de viande, de poissons et de produits laitiers provenant de l'Union européenne n'a pas d'impact direct sur l'activité des entreprises agroalimentaires au Luxembourg, vu que les quantités exportées de ces produits vers la Russie sont très faibles, voire nulles. D'après les chiffres du commerce extérieur disponibles auprès du Statec, les exportations de produits agricoles et alimentaires vers la Russie au cours des dernières années ne concernaient que les chevaux vivants et les produits laitiers, les quantités en cause étant très faibles.

Il est prématuré pour constater un impact indirect de l'embargo russe sur les prix des produits agricoles et donc sur le secteur agroalimentaire et le marché agricole luxembourgeois, mais un tel impact indirect n'est pas exclu, en particulier en ce qui concerne le lait et les produits laitiers. L'embargo russe vient en effet s'ajouter à une situation d'offre abondante de lait et de produits laitiers suite aux conditions de production favorables dans les principaux pays producteurs, dont l'Union européenne, et à une demande plutôt stable, mais qui ne croît plus à un rythme soutenu comme c'était le cas les dernières années. En conséquence, les prix de certains produits laitiers faisant l'objet d'échanges internationaux, et en particulier ceux du lait écrémé en poudre, du lait entier en poudre et du beurre ont fléchi nettement au cours des derniers mois, mais des signes indiquant une stabilisation existent.

La situation sur les marchés des produits laitiers a irrémédiablement un impact sur le prix du lait payé au producteur. Après le niveau élevé du prix du lait au cours de l'année 2013 et le début de l'année 2014, on observe depuis avril 2014 au Luxembourg, comme dans le reste de l'Union européenne, une baisse non négligeable du prix du lait payé aux producteurs.

Face à cette situation, l'Union européenne qui, en vertu de la politique agricole commune et du marché unique est en charge de la gestion des marchés des produits agricoles dans l'Union européenne, a réagi et a activé les instruments prévus dans l'organisation commune du marché pour soulager temporairement le marché. Ainsi, dans le secteur du lait et des produits laitiers, des dispositifs d'aide au stockage privé de lait écrémé en poudre, de beurre et de fromage ont été mis en place.

Le secteur des fruits et légumes, de par les courants d'exportation importants de certains pays producteurs vers la Russie, est affecté. Des aides aux producteurs de fruits et légumes ont donc été décidées dans le cadre de l'organisation commune de marché des fruits et légumes de l'Union européenne. Toutefois, au Luxembourg, les producteurs de fruits et légumes ne produisent que pour le marché local. Vu le niveau des prix au producteur élevé au Luxembourg, le mécanisme des aides décidé sur le plan européen ne s'applique pas aux producteurs luxembourgeois.

Les importations de viande porcine en provenance de l'UE étaient déjà suspendues par la Russie pour des raisons sanitaires liées à une épidémie de peste porcine africaine en Europe de l'Est au moment de l'instauration de l'embargo par la Russie. L'impact de cet embargo sur le marché de la viande porcine ne sera donc que marginal.

La situation sur le marché des produits agricoles concernés par l'embargo est suivie de très près et des rapports sont publiés chaque semaine, ce qui permet de réagir le plus vite possible au niveau européen en cas de détérioration de la situation sur le marché de certains produits agricoles.

Des mesures d'indemnisation des producteurs nationaux allant au-delà de ce qui a été décidé sur le plan communautaire ne sont pas envisagées, les conditions nécessaires pour l'octroi de telles aides n'étant pas réunies.

Question 0469 (18.08.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**utilisation de «dashcams»:**

De plus en plus de personnes ont recours à des caméras qu'ils installent à l'intérieur de leurs véhicules pour enregistrer la circulation routière et en faire usage en cas d'accident. Alors que leur utilisation semble interdite dans certains pays, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Communications et des Médias, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que l'utilisation de tels «dashcams» est permise au Luxembourg? Faudra-t-il p. ex. disposer d'une autorisation de la CNPD avant d'y avoir recours? Quelles sont les autres conditions auxquelles devront satisfaire leurs usagers?

- Quelle sera la valeur probatoire des enregistrements réalisés via les «dashcams» dans le cadre d'un procès civil respectivement pénal?

- Le Gouvernement entend-il davantage réglementer l'utilisation des «dashcams»?

Réponse commune (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Quant à la première question de l'honorable Député relative à l'utilisation de «dashcams», il faut tout d'abord souligner que la détention d'une «dashcam» n'est pas interdite.

Concernant le captage et l'enregistrement de la circulation sur la voie publique à l'aide d'une «dashcam», la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), qui a été consultée par le Gouvernement, estime que «d'une manière générale, l'utilisation de 'dashcams' au sein de l'espace public ouvert à la circulation d'autres personnes est contraire aux principes issus de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel (ci-après la 'Loi')».

Elle souligne que «l'utilisation de 'dashcams' pour capter ou enregistrer des images de personnes identifiables ou de véhicules dont la plaque minéralogique apparaît lisiblement constitue un traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 2, lettre (r) de la Loi. Dès lors que ces dispositifs sont utilisés pour effectuer des traitements de données à des fins de surveillance au sens de l'article 10 de la Loi (surveillance de tiers), le traitement est soumis à une autorisation préalable de la CNPD selon l'article 14 paragraphe (1) lettre (b) de la Loi».

La CNPD estime qu'«une telle autorisation ne peut être délivrée que si le traitement de données à des fins de surveillance est nécessaire à la réalisation d'un des buts légitimes limitativement prévus par la Loi».

Or, la CNPD arrive à la conclusion que «dans le cas de 'dashcams' filmant de façon continue la route ou la voie publique, aucune des hypothèses énumérées dans cet article ne trouve vocation à s'appliquer».

En outre, la CNPD souligne que «le principe de proportionnalité, issu de l'article 4 paragraphe (1) de la Loi, n'est pas respecté dans le cadre de l'utilisation d'une 'dashcam', considérant que tous les usagers de la route, voire même de la voie publique, seraient filmés à leur insu» et qu'«une information des personnes concernées, telle que requise par les dispositions de l'article 26, est par ailleurs impossible à réaliser dans le cadre d'une telle installation. De même, l'utilisation de 'dashcams' se heurtera souvent en pratique au principe de transparence, puisque les personnes concernées seront dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits, notamment d'accès ou d'opposition issus des articles 28 et 30 de la Loi».

Quant à la deuxième question relative à la valeur probante des enregistrements réalisés par des «dashcams» au niveau pénal.

Tel que souligné ci-dessus, l'enregistrement à l'aide d'une «dashcam» est illégal, par conséquent se pose la question de la valeur probante des images ainsi enregistrées.

Il faut tout d'abord souligner qu'en matière pénale, la preuve n'est soumise à aucune forme spéciale et systématique, elle est donc libre. Ceci n'a cependant pas comme conséquence que tout élément de preuve rapporté et a fortiori celui rapporté illégalement devrait obligatoirement être admis par le tribunal. Il appartient au tribunal saisi d'une question d'admissibilité d'une preuve obtenue illicitement d'apprécier cette question au cas par cas. Pour ce faire, il doit tenir compte de tous les éléments du cas d'espèce.

La question de l'admissibilité d'une preuve illégale a également déjà été soumise à plusieurs reprises aux juridictions suprêmes de nos pays voisins. Ainsi, la Cour suprême de Belgique a retenu dans un arrêt du 8 novembre 2005 «que le juge ne peut toutefois écarter une preuve recueillie illégalement que:

- soit lorsque le respect de certaines conditions de forme est prescrit à peine de nullité;

- soit lorsque l'illégalité commise a entaché la fiabilité de la preuve;

- soit lorsque l'usage de la preuve viole le droit à un procès équitable.

Attendu qu'il appartient au juge d'apprécier l'admissibilité de la preuve recueillie illégalement à la lumière des articles 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et 14 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, en tenant compte des éléments de la cause prise dans son ensemble, y compris la

manière dont la preuve a été recueillie et les circonstances dans lesquelles l'illégalité a été commise.

Attendu qu'aux fins de cette appréciation, le juge peut prendre en considération, entre autres, la totalité ou une partie des circonstances suivantes:

- soit le fait que l'autorité chargée de la recherche, de l'enquête et de la poursuite des infractions a commis l'illégalité intentionnellement ou non;

- soit le fait que la gravité de l'infraction excède de loin l'illégalité commise;

- soit le fait que la preuve recueillie illégalement ne concerne qu'un élément matériel de l'existence de l'infraction».

La jurisprudence luxembourgeoise s'est largement ralliée à cette jurisprudence belge.

Il faut souligner que le défaut d'autorisation de la CNPD n'a aucune incidence sur la fiabilité des images enregistrées. Reste la condition qui est souvent considérée comme étant la condition essentielle à savoir celle du défaut de violation du droit au procès équitable. La preuve contestée doit notamment pouvoir être débattue contradictoirement.

Ce qui plaide encore pour l'admissibilité des images recueillies par une «dashcam» est que l'illégalité commise n'est imputable ni à la police ni au ministère public.

Reste cependant que les personnes qui installent ce genre de moyen de surveillance et d'enregistrement dans leur véhicule le font généralement non pas pour enregistrer par exemple le paysage traversé, mais justement pour se constituer un moyen de preuve en cas d'accident.

Finalement, il faut préciser que les images enregistrées par une «dashcam» seraient dans le cadre d'un procès pénal uniquement un élément parmi d'autres (par exemple procès-verbal de la police ou une expertise sur des éléments matériels) ce qui plaide en faveur de son admissibilité.

Il y a donc lieu de conclure que les images enregistrées par une «dashcam» pourraient être admises comme preuve lors d'un procès pénal, mais ne le sont pas obligatoirement.

Par contre, lors de procès civils les enregistrements faits par «dashcams» seraient probablement considérés comme une preuve obtenue unilatéralement et par conséquent discutables et réfutables quant à leur valeur probante.

Quant à la troisième question de l'honorable Député, il y a lieu de signaler que le non-respect des articles 4 et 10 précités de la Loi est passible de peines d'emprisonnement et/ou d'amendes. En outre, la juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions en question de la Loi sous peine d'une astreinte.

Question 0471 (18.08.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **projet d'introduction d'un péage pour les automobilistes en Allemagne et son application éventuelle aux tracteurs et autres machines automotrices agricoles et viticoles:**

Actuellement, seuls les poids lourds s'acquittent d'un péage en Allemange. Le Gouvernement fédéral allemand prévoit cependant d'introduire un péage routier sous forme de vignette pour les voitures («PKW-Maut»). Ainsi le Ministre des Transports allemand a présenté un projet de péage qui prévoit qu'à compter de 2016, les automobilistes soient taxés sous forme d'une vignette annuelle dont le coût dépendra de l'âge de la voiture, de la cylindrée du moteur et de critères environnementaux.

Il n'est cependant pas encore tout à fait clair si tous les véhicules inférieurs ou égaux à 3,5 tonnes sont concernés par cette taxe ou si le péage se limite aux seules voitures de personnes. De plus, ce péage ne serait pas seulement prévu pour les autoroutes, mais doit s'étendre à l'ensemble du réseau routier.

Or, nombreux sont les agriculteurs et viticulteurs qui détiennent et cultivent souvent depuis des générations des terres respectivement des vignobles sur le territoire allemand le long de la frontière germano-luxembourgeoise. Je voudrais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Viticulture:

- Messieurs les Ministres disposent-ils de plus amples informations si les tracteurs et automotrices agricoles et viticoles seront concernés par le projet de péage en Allemagne et, le cas échéant, sur les modalités d'application les concernant?

- Le Gouvernement est-il disposé à intervenir auprès des autorités allemandes pour que les tracteurs et autres automotrices utilisés pour les travaux agricoles, viticoles et horticoles ou pour travaux dans la sylviculture et la pisciculture à réaliser en territoire allemand soient exemptés du paiement de la taxe?

Réponse commune (14.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur l'introduction d'un péage en Allemagne pour tous les automobilistes et son application éventuelle aux tracteurs et autres machines automotrices agricoles et viticoles.

Effectivement, le Ministre des Transports allemand Alexander Dobrindt a présenté début juillet un projet visant à introduire au 1er janvier 2016 sur toutes les routes allemandes un système de péage moyennant une vignette.

Ce système, prévu par l'accord de coalition en Allemagne, est cependant supposé être neutre d'un point de vue financier pour les résidents allemands. Partant, il est prévu de diminuer la taxe sur les véhicules routiers du même montant que le coût d'une vignette valable pour un an.

Actuellement, la Commission européenne qui a été saisie du projet, analyse la compatibilité du système présenté avec la législation européenne en matière de non-discrimination, puisque le système prévoit de ne faire payer, en fin de compte, que les usagers non résidents, donc en principe les étrangers.

Étant donné que le système de péage allemand risque d'avoir un effet direct pour les automobilistes du Grand-Duché, le Gouvernement suit de près l'évolution du dossier. Avant toute autre initiative dans ce dossier, il y a cependant lieu d'attendre la présentation du système définitif et des textes législatifs afférents qui est annoncée pour la fin de l'année 2014.

Une réponse à la question si les tracteurs et machines agricoles et viticoles sont visés par le projet de péage allemand n'est dès lors pas possible, vu l'absence d'un texte législatif et, en particulier, de son champ d'application, plus évolués.

Question 0472 (18.08.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **recyclage de batteries usées:**

Selon la loi du 19 décembre 2008 relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, les distributeurs, lorsqu'ils fournissent des piles ou des accumulateurs portables, sont tenus de reprendre gratuitement les déchets de piles ou d'accumulateurs portables quelles que soient leur composition chimique et leur origine. Les distributeurs sont autorisés à remettre gratuitement les déchets ainsi collectés aux points de collecte sélective faisant partie des infrastructures publiques.

Or, en réalité, beaucoup de distributeurs ne se sentent pas obligés de mettre en place des systèmes de collecte des déchets de piles ou bien ils les refusent par commodité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer la véracité de ces affirmations?

2. La Ministre peut-elle me confirmer que cette loi vaut aussi pour les piles bouton à teneur en mercure?

3. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement dispose-t-il de données concernant le nombre de distributeurs ayant mis en place des points de collectes?

4. En partant du principe que les distributeurs, soit refusent, soit ignorent la loi, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de lancer une campagne d'information aux distributeurs concernés?

5. Dans le même ordre d'idées, la Ministre peut-elle me renseigner quant aux moyens de reprise gratuite d'ampoules contenant du mercure? La Ministre ne juge-t-elle pas opportun d'élaborer une loi semblable pour les ampoules contenant du mercure?

Réponse (30.09.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Au Luxembourg, la gestion des déchets de piles et accumulateurs est réglementée par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs. Cette loi transpose en droit national la directive européenne 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006.

Ad 1. D'après les informations de l'Administration de l'Environnement, il ne semble pas correct de présumer que beaucoup de distributeurs ne se sentent pas obligés de mettre en place des systèmes de reprise de déchets de piles et d'accumulateurs.

Conformément à l'article 7, point 1) b) les distributeurs sont tenus de reprendre gratuitement les déchets de piles et accumulateurs portables. C'est dans cet esprit que l'asbl Ecotrel (organisme agréé qui endosse les obligations légales à charge des producteurs et importateurs d'équipements électriques et électroniques) et l'asbl Ecobatterien (organisme agréé qui endosse les obligations légales à charge des producteurs et des importateurs de piles et accumulateurs) se sont associées à l'action SuperDrecksKëscht® pour proposer des stations de collecte intégrées pour déchets problématiques aux distributeurs. À côté les collectes traditionnelles mises en place, deux stations de collecte intégrée sont en phase de test dans des galeries marchandes.

De plus, les points de collecte mis en place par les distributeurs s'intègrent également dans la politique de collecte plus globale qui repose sur les points de collecte sélective des déchets problématiques mis en place par les communes et sur les collectes mobiles de l'action SuperDrecksKëscht® fir Bierger.

La distribution a même été un partenaire actif dans la mise en place d'une collecte innovante et sécurisée des déchets de piles et accumulateurs, plus spécialement en matière de collecte sécurisée des piles et accumulateurs au lithium.

Depuis la mise en œuvre de la loi, l'Administration de l'Environnement n'a jamais été saisie d'une réclamation en matière de non-reprise des déchets de piles et d'accumulateurs portables.

Ad 2. La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs s'applique également aux piles bouton.

Ad 3. En étroite collaboration avec l'action SuperDrecksKëscht® fir Betriber et l'organisme agréé Ecobatterien asbl, les distributeurs ont mis en place des points de collecte garantissant une couverture nationale de reprise au Luxembourg. En 2013 l'action SuperDrecksKëscht® recensait 224 points de collecte pour déchets de piles et d'accumulateurs portables qui se sont répartis comme suit:

- 116 points de collecte chez les distributeurs,

- 27 points de collecte dans les écoles et l'université,

- 44 points de collecte dans les sociétés privées,

- 27 points de collecte dans les administrations publiques.

À côté des collectes mobiles de l'action SuperDrecksKëscht® fir Bierger, 17 centres de recyclage disposent des infrastructures adéquates pour la remise gratuite des déchets de piles et d'accumulateurs.

Les structures de collecte, tant pour les déchets de piles et d'accumulateurs et pour les déchets d'équipements électriques et électroniques mises en place par les asbl Ecotrel et Ecobatterien, conjointement avec l'action SuperDrecksKëscht®, ont d'ores et déjà permis au Luxembourg d'afficher des taux de collecte en 2013 de 60,88% pour les déchets de piles et d'accumulateurs portables et de 9,58 kg/E.a pour les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le Luxembourg dépasse largement les taux prescrits par les directives européennes et se positionne parmi les meilleurs élèves au niveau européen.

Ad 4. En matière d'information et de sensibilisation une première conférence de presse a été organisée au Ministère du Développement durable et des Infrastructures en date du 16 février 2010 dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 2006/66/CE. En date du 1er juillet 2010, l'Administration de l'Environnement avait envoyé un mailing auprès de 580 entreprises, les informant des obligations qui leurs incombent en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs. Un deuxième mailing d'information a été envoyé à 504 entreprises en date du 19 octobre 2010. Des informations concernant la législation sur les déchets de piles et d'accumulateurs sont disponibles sur le site Internet de l'Administration de l'Environnement (www.emwelt.lu), de l'asbl Ecobatterien (www.ecobatterien.lu) et de l'action SuperDrecksKëscht (www.sdk.lu).

Rien n'empêche l'Administration de l'Environnement, par le biais de l'action SuperDrecksKëscht® et en collaboration avec l'asbl Ecobatterien d'orienter les prochaines campagnes d'information sur ce sujet en particulier.

Ad 5. Au Luxembourg, la gestion des déchets des ampoules contenant du mercure est réglementée par le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Ce règlement transpose en droit national la directive européenne 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012.

Conformément à l'article 4, la collecte séparée de ces déchets se fait par:

- les communes et, pour autant qu'il s'agisse de déchets problématiques, par l'action SuperDrecksKëscht®;

- les distributeurs, lorsqu'ils fournissent un nouveau produit, qui sont tenus de faire en sorte que les déchets puissent leur être rapportés, au moins gratuitement et sur une base d'un pour un, pour autant que l'équipement soit de type équivalent et ait rempli les mêmes fonctions que l'équipement fourni.

Ce même article oblige les distributeurs qui disposent d'une surface de vente consacrée aux équipements électriques et électroniques d'une surface minimale de 400 m² de mettre en place une structure de reprise gratuite des déchets d'équipements électriques et électroniques de très petit volume (<25 cm des dimensions extérieures) pour l'utilisateur final et sans obligation d'acheter un équipement de type équivalent.

L'article 4 laisse néanmoins la possibilité aux distributeurs, au cas où la reprise en question ne peut se faire, en raison notamment de capacités de stockage insuffisantes, de ne pas reprendre les déchets à condition de veiller à ce que le retour des déchets ne soit pas rendu plus difficile pour le détenteur final et demeure gratuit pour celui-ci. Les distributeurs sont tenus d'informer leurs clients sur les possibilités qui existent pour la remise des déchets en question.

Question 0473 (19.08.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**indemnisation des commerçants et artisans en cas de travaux:**

L'édition écrite du quotidien «Luxemburger Wort» relate ce matin, 19 août 2014, dans un article que certains commerçants et artisans à Strassen se voient confrontés à des problèmes financiers très importants à la suite de travaux, problèmes qui ont même dans l'un ou l'autre cas abouti à la fermeture des magasins concernés. Les travaux futurs du tram suscitent des inquiétudes semblables auprès des commerçants dans la capitale. Pourtant, le projet du tram prévoit la mise en place d'une commission d'indemnisation, responsable de mettre en place des procédures simplifiées et efficaces de dédommagements rapides via un fonds d'indemnisation.

Ainsi une attention particulière devrait être accordée aux magasins et aux activités de livraison des commerces et autres établissements qui sont concernés par des chantiers dans les environs immédiats de leur établissement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Infrastructure et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les Ministres pourraient-ils nous fournir de plus amples informations sur le montant exact du fonds d'indemnisation prévu pour les commerçants de la ville de Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas aussi opportun de mettre en place un tel fonds pour des commerçants concernés par des travaux d'infrastructure ailleurs dans le pays afin de maintenir le principe d'égalité de traitement?

Réponse commune (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'État et la ville de Luxembourg sont conscients des problèmes financiers éventuels auxquels les commerçants et artisans pourraient se voir confrontés suite au chantier du tram. Il sera dès lors veillé à ce que les désagréments du chantier restent limités au strict minimum. Le maître d'ouvrage restera en permanence en contact avec les commerçants afin de pouvoir réagir

dans la mesure du possible aux éventuels problèmes.

Les plans d'exécution qui sont préparés à l'heure actuelle tiennent du fait que le chantier sur le tracé des commerces respectivement les zones habitées, devra se dérouler dans les meilleurs délais afin de réduire les nuisances au strict minimum.

Il est vrai que dans la fiche financière de la loi du 24 juillet 2014 portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg une éventuelle indemnité est prévue, mais elle ne sera utilisée que dans des cas très exceptionnels, si par exemple l'accès vers un commerce ne peut être garanti pendant une certaine période, ou d'une façon plus générale, si les nuisances du chantier dépassent les désagréments d'un chantier ordinaire à l'instar de la N6 à Strassen.

Il y a lieu de noter que le régime de chômage technique involontaire prévoit d'ores et déjà la possibilité d'une indemnisation en cas d'interruption ou de réduction sensible de l'activité en raison de travaux de voirie ou d'infrastructure décidés par l'administration compétente. Cette indemnisation peut s'appliquer lorsque les travaux sont d'une durée supérieure à un mois, entravant sérieusement l'accès de la clientèle, à condition que la réduction de l'activité en question entraîne une diminution notable du chiffre d'affaires par rapport à une période d'activité normale. L'indemnisation peut couvrir une partie des coûts de salaires des salariés. De plus amples informations sont disponibles sur le guichet entreprises www.entreprises.lu sous la rubrique «Sauvegarde de l'emploi - Chômage technique et involontaire».

Question 0474 (20.08.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **convoi humanitaire luxembourgeois à destination de l'Ukraine:**

D'après la presse matinale d'aujourd'hui, un convoi humanitaire en provenance du Grand-Duché de Luxembourg et destiné aux citoyens habitant dans la zone touchée par la crise humanitaire en Ukraine aurait été bloqué par les autorités ukrainiennes avant d'avoir été laissé passer plus tard. Environ une tonne de dons humanitaires, dont des denrées alimentaires, couvertures et divers articles pour les besoins journaliers ont été collectionnés par des Ukrainiennes, Biélorusses et Russes vivant au Grand-Duché, pour les envoyer à Slaviansk, une ville située dans une région particulièrement ébranlée par la guerre civile.

Selon la même source, la Croix-Rouge ukrainienne aurait dénoncé de manière injurieuse ce convoi et le Gouvernement ukrainien aurait refusé son passage. Les dernières nouvelles laisseraient pourtant croire que le convoi aurait pu reprendre la route.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations diffusées par la presse au sujet de ce convoi humanitaire en provenance du Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en mesure de vérifier que le convoi ait effectivement atteint sa destination?

3. Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès des autorités ukrainiennes afin que de tels incidents regrettables puissent être évités à l'avenir et que les convois humanitaires préparés soigneusement par des personnes de bonne volonté puissent arriver à destination le plus rapidement possible?

Réponse (24.09.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Le Ministère n'était pas au courant de ce convoi humanitaire en provenance du Luxembourg et n'est pas en mesure de confirmer les affirmations diffusées par la presse à cet égard.

Ad 2. Le Ministère n'est pas en mesure de vérifier si le convoi a atteint la destination prévue, vu qu'il n'était pas impliqué dans les préparatifs de ce convoi et ne connaît pas l'organisation qui devait réceptionner et distribuer les articles de secours en question.

Ad 3. Le Ministère n'entend pas intervenir auprès des autorités ukrainiennes suite à cet incident spécifique, étant donné qu'il ne dispose d'aucune information ni sur le contenu de ce convoi, ni sur les documents de transport accompagnant le convoi, et n'est donc pas en mesure de juger les raisons du retard encouru en route.

En règle générale, le Ministère n'encourage pas l'envoi de donations en nature depuis le Luxembourg vers les régions affectées par une catastrophe naturelle ou un conflit. Le Ministère est d'avis qu'il est plus judicieux de verser des fonds à des organisations humanitaires actives dans le pays affecté. Ces organisations (Croix-Rouge, agences de l'ONU, ONG nationales ou internationales) sont en mesure d'évaluer les besoins sur le terrain, d'acheter sur le marché local (en soutenant en même temps l'économie locale) les articles répondant précisément aux besoins journaliers et aux coutumes des populations démunies, et d'identifier les familles les plus vulnérables sur base de critères objectifs.

Dans le passé, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire a souvent conseillé des associations luxembourgeoises désireuses d'acheminer des donations en nature vers des zones sinistrées. Les inondations en Serbie et en Bosnie-Herzégovine constituent l'exemple le plus récent. Dans ce cas, le Ministère informe les autorités de l'État bénéficiaire du convoi prévu et se renseigne sur les formalités de douane et d'autres règlements en vigueur. Il conseille les associations dans le choix des articles de secours (pas de denrées périssables, pas de matériel chimique ou électronique, etc.) et les informe sur les organisations humanitaires actives sur place en vue d'une éventuelle collaboration.

Question 0475 (20.08.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**élaboration d'une nouvelle loi agraire:**

En date du 18 juillet 2014, le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe au projet de programme de développement rural 2014-2020 qui sera soumis à la Commission européenne. Dans ce contexte, il est rappelé que le PDR 2007-2013 est toujours en vigueur, il a été prolongé pour l'année 2014.

Dans un souci de planification pour les agriculteurs pour l'année 2015 et au-delà j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Quand le nouveau PDR sera-t-il avisé par la Commission européenne?

- Quel est le timing pour l'élaboration et le dépôt de la nouvelle loi agraire?

- Quand la nouvelle loi agraire sera-t-elle mise en vigueur?

- Quelles concertations sont prévues en vue de l'élaboration de la nouvelle loi agraire?

Réponse (18.09.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Le projet du programme de développement rural concernant la période de programmation 2014-2020 a été approuvé par le Gouvernement dans sa séance du 18 juillet 2014.

Par la suite, ce projet a été soumis en date du 18 juillet 2014 à la Commission européenne.

En effet, l'article 10 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil dispose clairement que «chaque programme de développement rural est approuvé par la Commission au moyen d'un acte d'exécution».

Le calendrier prévu par les règles communautaires prévoit que la Commission européenne formule ses premières observations dans les trois mois qui suivent la date de soumission du programme. Conformément aux règles spécifiques des fonds, la Commission adopte une décision portant approbation de chaque programme au plus tard six mois après sa soumission par l'État membre ou les États membres. Ce délai d'approbation de six mois est suspendu à chaque fois que l'État membre est sollicité par des observations ou questions de la Commission, de façon que l'approbation du programme de développement rural par la Commission est retardée en conséquence.

Les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs sont en train d'élaborer un avant-projet de loi et des avant-projets de règlements grand-ducaux sur base des éléments contenus dans le projet du programme de développement rural précité. La rapidité du dépôt du projet de loi, ainsi que de son adoption sont directement liés à la procédure d'adoption au niveau communautaire du programme de développement rural ainsi qu'aux procédures législatives nationales bien connues.

Au-delà des consultations et avis prévus par la législation nationale, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs se propose de se concerter avec les mêmes acteurs qui ont déjà été consultés lors de l'élaboration du programme de développement rural.

Question 0476 (21.08.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» et** la **promotion de l'activité physique en général:**

Le programme gouvernemental prévoit que dans le cadre du plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» (GIMB), le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite de ce plan national en renforçant le comité interministériel GIMB par des missions élargies et concrètes et en mettant à disposition des crédits spécifiques GIMB aux départements ministériels y représentés.

Dans ce contexte, et dans le contexte général de la promotion de l'activité physique tant dans notre société que dans les structures scolaires et périscolaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quelle est l'enveloppe budgétaire globale réservée aux projets ayant pour objectif la mise en œuvre des mesures retenues au sein du plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» pour l'année budgétaire en cours?

2. Les projets pilotes qui ont été réalisés par les communes de Mondercange, de Mersch et de Junglinster ainsi que par le syndicat intercommunal du canton de Redange et qui visent à offrir un ensemble cohérent d'activités motrices, physiques et sportives au niveau local, ont-ils été évalués? Quelles sont, le cas échéant, les conclusions que le comité interministériel peut tirer de cette évaluation?

3. Est-ce que de nouveaux projets pilotes communaux ou intercommunaux favorisant l'éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes sont actuellement cofinancés ou subsidiés par l'État? Dans l'affirmative, de quels projets s'agit-il?

4. La création de services des sports régionaux ayant pour objectif de garantir une meilleure collaboration entre les communes, les structures d'éducation et d'accueil, les organisations du troisième âge et les fédérations et associations sportives peut-elle bénéficier d'un soutien structurel ou financier de la part du Ministère des Sports et sous quelles conditions sera-t-il accordé?

Réponse commune (25.09.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée ayant trait à la promotion de l'activité physique en général, et plus particulièrement au plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen», il y a lieu de relever les éléments suivants:

Ad 1. Enveloppe budgétaire globale

- L'enveloppe budgétaire globale réservée aux projets ayant pour objectif la mise en œuvre des mesures au sein du plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen» se chiffre pour l'année budgétaire en cours à:

1. 130.000 € inscrits au budget du Ministère des Sports sous l'article 13.0.12.363 «Plan d'action national 'Gesond iessen, Méi bewegen', dépenses diverses»;

2. 1.500 € inscrits au budget du Ministère des Sports sous l'article 13.0.11.134 «Plan d'action national 'Gesond iessen, Méi bewegen', indemnités pour services extraordinaires»;

3. 2.700 € inscrits au budget du Ministère des Sports sous l'article 13.0.12.003 «Plan d'action national 'Gesond iessen, Méi bewegen', indemnités pour services de tiers»;

4. 54.317 € inscrits au budget du Ministère de la Santé sous l'article 14.1.12.140 «Prophylaxie et traitement de maladies sociales et d'autres affections: frais de sensibilisation et d'information / détail (i): alimentation saine»;

5. 5.000 € réservés au budget du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, entre autres pour des projets GIMB, sous l'article 10.2.12.221 «Innovation pédagogique, recherche, conception et mise en œuvre de projets»;

6. 8.399 € réservés au budget du Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région pour le financement d'une brochure thématique GIMB pour personnes âgées sous l'article 12.7.12.303 (2013)/12.6.12.303 (2014) «Lëtzebuerger Seniorenakademie: … frais de publication…».

À noter que les articles budgétaires 4 à 6 ci-dessus ne sont pas des articles spécifiques GIMB, mais peuvent être utilisés pour (co-)financer des initiatives pouvant entrer en compte pour le plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen», en soulignant que les budgets GIMB du Ministère des Sports sont intégralement prévus pour la promotion de l'activité physique.

Ad 2. Évaluation des projets pilotes promouvant le développement moteur d'enfants de quatre à douze ans

L'évaluation des projets pilotes «Multisports Monnerech», «Fit Kanner Miersch», «Jonglënster gutt drop», «Sportkrees Atert» dans le canton de Redange, mais aussi «Hesper beweegt sech», conventionnés par le Ministère des Sports, est en train d'être réalisée par le Ministère des Sports conformément aux dispositions spécifiées dans les conventions respectives et dans le cadre du plan d'action national GIMB, extension pour l'activité physique. Les rapports d'évaluation ne sont, à l'heure actuelle, pas encore disponibles. Les premières impressions tirées de plusieurs sources d'information sont cependant très encourageantes. Dès que les conclusions définitives auront été tirées, le Ministre des Sports prendra les décisions en vue d'une éventuelle généralisation de tels projets, ceci dans les limites des crédits budgétaires disponibles et sachant que le statut de projet pilote ne pourra plus être accordé à de nouvelles initiatives.

Ad 3. Nouveaux projets communaux ou intercommunaux

À part les cinq projets pilotes susmentionnés, il n'y a pas de projets pilotes communaux ou intercommunaux actuellement cofinancés ou subsidiés par le Ministère des Sports.

Il est important de souligner toutefois que, dans le cadre de maints projets GIMB (incluant en général des aspects de la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique) se déroulant dans des écoles fondamentales, des maisons relais et dans des communes, divers soutiens sont alloués par le Ministère de la Santé en accord avec les besoins des partenaires: soutien logistique, coaching, formations, mise à disposition de matériel de sensibilisation, aide de gestion, subside financier…

Pour ne citer que quelques exemples:

- «Gemeng Schëffleng»

• «Gesondheetswoch» commune ensemble avec le service médical scolaire, la piscine locale, l'association des parents, la MR, LASEP, l'Association des parents,… pour les enfants du 1er au 4e cycle de l'enseignement fondamental pendant toute une semaine autour de multiples activités GIMB.

• Club Senior Schifflange («Club Haus beim Kiosk»), de multiples activités GIMB pour personnes âgées, notamment des «projets intergénérationnels» avec élèves de la 3e et 6e année de l'enseignement fondamental.

- «Gesond Diddeleng»

• Journée de sensibilisation et de dépistage de la commune avec participation active de divers services des ministères (stand, renseignements, gadgets,…)

- Communes de Contern/Hesperange/Weiler-la-Tour

• Promotion de la mobilité douce auprès des citoyens des trois communes avec multiples partenaires (police, sécurité routière, LVI, APE Contern, «Klimawelt».

Ad 4. Création de nouveaux services de sports régionaux

À moyen et long terme, le Ministère des Sports entend réaliser, étape par étape, certains objectifs exposés dans le programme gouvernemental «Sports», notamment la mise en place de programmes visant la stimulation motrice dans les situations d'éducation formelle ou non formelle, le développement de services de sports communaux ou régionaux susceptibles de garantir une collaboration entre tous les acteurs ayant comme objectif le développement physique et sportif de la population. En cela il s'appliquera à tenir compte des pistes d'optimisation formulées par le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois dans son «Concept intégré pour le Sport au Grand-Duché de Luxembourg» récemment présenté par lui et d'avancer dans la mise en œuvre des mesures inscrites en faveur de l'activité physique dans le plan d'action GIMB. Les modalités d'éventuels soutiens structurels ou financiers sont à développer, toujours sur l'arrière-fond des moyens budgétaires disponibles.

Question 0477 (21.08.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **pénurie de médecins:**

Récemment, dans sa réponse à une question parlementaire, Madame la Ministre de la Santé a nié tout problème concernant la couverture médicale au Luxembourg et souligné que le nombre de médecins augmenterait constamment depuis une bonne décennie au Luxembourg.

Pourtant le Luxembourg connaît depuis les années 1990 une forte croissance et une attention accrue doit être portée à la relation entre la population et le nombre de médecins généralistes pour déterminer le ratio de densité de couverture adéquate. En l'absence d'un ralentissement de la croissance démographique, le Luxembourg aura besoin d'accroître de manière significative le nombre des médecins généralistes en vue d'atteindre un seuil adéquat de densité médicale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Malgré une progression linéaire du nombre de médecins généralistes depuis l'année 2004, est-ce que l'augmentation du taux de croissance du nombre de médecins généralistes est proportionnelle à l'augmentation du taux de croissance démographique?

- Dans la négative, la Ministre ne juge-t-elle pas cet état de chose comme confirmant la thèse que le Luxembourg fait actuellement face à une pénurie de médecins généralistes?

- Constatant que dans sa réponse Madame la Ministre se réfère à des chiffres datant de 2012, je voudrais savoir pour quelles raisons le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres plus récents concernant le nombre des médecins?

Réponse (22.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

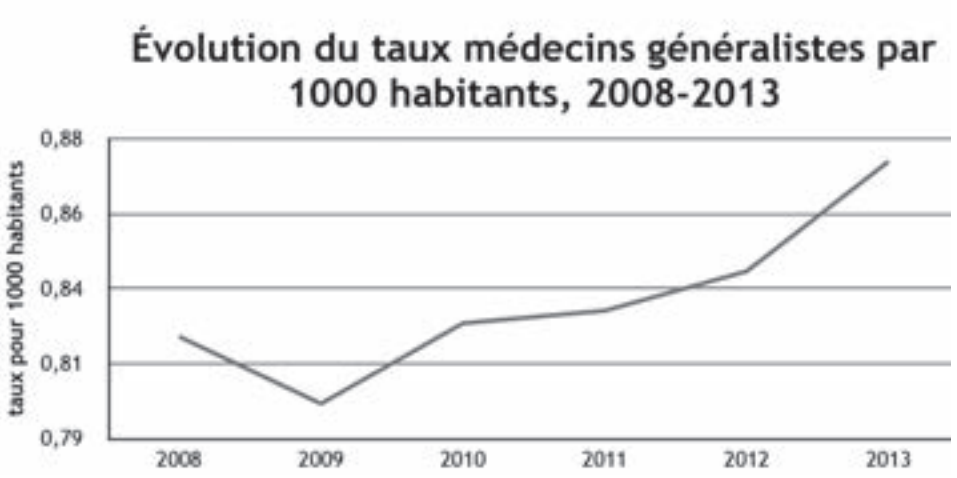
En réponse à la question de l'honorable Député, je voudrais me référer aux observations fournies à l'occasion de ma réponse aux questions parlementaires n^{os}0403 *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)* et 0419 *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)*, étant donné que celles-ci couvrent une partie des interrogations soulevées par la présente question.

En complément à ces informations, je voudrais préciser que le nombre de médecins généralistes en activité, c'est-à-dire qui fournissent des soins et/ou des services de santé directement aux patients, a connu pour la période de 2008 à 2013 une croissance de 18% en passant de 397 à 469 médecins généralistes.

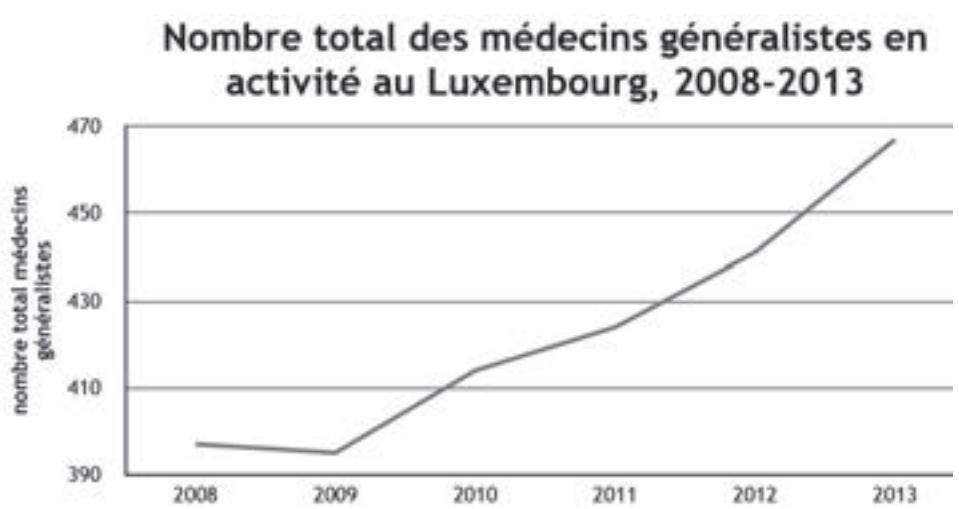
Pour cette même période, la croissance de la population du Grand-Duché était de 11% en passant 483.800 à 537.000 habitants.

On peut donc constater que la croissance du nombre de médecins généralistes est supérieure à la croissance démographique, en passant d'un taux de 0,79 médecins généralistes par 1.000 habitants en 2005 à 0,82 médecins généralistes par 1.000 habitants en 2008 et à 0,87 médecins généralistes par 1.000 habitants en 2013.

Les tableaux ci-après retracent en détail cette évolution de 2008 à 2013:



Source: Direction de la Santé, service des statistiques



Source: Direction de la Santé, service des statistiques

Je voudrais également indiquer que le système des maisons médicales mis en place en 2008, qui mobilise l'ensemble des médecins généralistes, permet une organisation plus efficiente de la continuité des soins primaires en offrant à la population un recours au médecin généraliste pour des consultations et visites d'urgence en dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux.

Par conséquent, je ne vois pas confirmé «la thèse que le Luxembourg fait actuellement face à une pénurie de médecins généralistes».

Finalement, en ce qui concerne le fait que la réponse aux questions parlementaires précitées ne reprenait que les chiffres retraçant l'évolution de la couverture médicale de 2004-2012, je voudrais souligner qu'il s'agit d'une simple erreur de formatage informatique due au fait que les chiffres définitifs pour 2013 n'avaient été transmis à l'OCDE qu'en juin 2014.

Question 0478 (21.08.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**état de la promenade Wenzel:**

Plusieurs touristes nous ont fait part récemment du mauvais état dans lequel se trouvent certains tronçons de la promenade Wenzel, ceci en raison de divers chantiers qui sèment actuellement le parcours. Le chemin serait impraticable à certains endroits et la signalisation absente, détériorée ou imprécise.

Étant donné que le parcours Wenzel représente une des infrastructures touristiques majeures de la capitale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand les chantiers en question seront-ils achevés?

- Est-ce qu'entre-temps des mesures provisoires seront mises en œuvre afin d'améliorer l'état de la promenade?

Réponse (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question de l'honorable Député Claude Adam, il y a lieu de relever au préalable que la nature intacte et la randonnée pédestre sont historiquement parmi les principaux attraits touristiques du Luxembourg qui est doté d'un réseau de sentiers de randonnées parmi le plus dense d'Europe. Dans un environnement touristique de plus en plus concurrencé, la performance et la compétitivité du tourisme de notre pays dépendent dans une large mesure de la qualité de ces infrastructures. Ceci est particulièrement le cas pour le circuit Wenzel, qui constitue à la fois une enseigne culturelle et une carte de visite historique de Luxembourg-ville.

Il importe de préciser que le balisage du circuit Wenzel ne relève pas de la responsabilité de la direction générale du Tourisme, mais de celle du Service des Sites et Monuments Nationaux (ci-après SSMN). L'entretien du circuit est assuré par les services de la ville de Luxembourg et du SSMN.

D'après les vérifications faites par mes services sur place, il s'avère qu'un passage difficile se situe à l'endroit du chantier des CFL et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en-dessous du viaduc ferroviaire. En effet, le temps de ce chantier, l'itinéraire y est dévié du lieu-dit Maierchen vers la rue St Ulric (Grund) au moyen d'un escalier métallique provisoire mis en place par le SSMN il y a trois ans pour assurer le fonctionnement du circuit Wenzel. Mes services ont déjà pris contact avec le SSMN qui installera un balisage supplémentaire indiquant la suite du parcours à cet endroit. Il sera en outre veillé au bon entretien de l'escalier métallique enjambant le mur d'enceinte Maierchen.

D'après les renseignements fournis par les responsables des CFL, la fin des travaux relatifs au viaduc ferroviaire n'est pas envisageable avant 2020, voire 2021. D'après le Luxembourg City Tourist Office qui organise des tours guidés sur ledit circuit, aucun autre obstacle n'occasionne de gêne aux piétons empruntant le sentier.

Question 0479 (21.08.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**accord de libre-échange UE-Canada (CETA):**

Selon des informations de presse, l'Union européenne et le Canada auraient finalisé l'accord économique et commercial global CETA («Comprehensive Economic and Trade Agreement»), en négociation depuis mai 2009. Il serait prévu de le parapher le 25 septembre 2014 lors du sommet EU-Canada à Ottawa. Déjà lors du Conseil Affaires étrangères Commerce, le 8 mai 2014, le commissaire européen en charge des négociations, Karel de Gucht, avait indiqué, que dès que l'accord sera finalisé, «les États membres disposeront de suffisamment de temps pour examiner le texte final avant qu'il ne soit paraphé». Ainsi, le texte de l'accord aurait été transmis le 5 août aux gouvernements des 28 États membres de l'UE et au Gouvernement canadien, afin qu'ils l'analysent avant qu'il ne soit paraphé par le Premier Ministre canadien, Stephen Harper, et le Président (sortant) de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors du sommet d'Ottawa le 25 septembre prochain.

L'accord en question, tel qu'il a été publié («leaked») notamment par la «Tagesschau» (ARD), confirme toutes les inquiétudes de la société civile quant aux conséquences, y inclus les dispositions concernant la «protection d'investissements» par un mécanisme de règlement des différends investisseur-État, appelé communément ISDS («Investor-state dispute settlement»), permettant aux investisseurs d'attaquer les gouvernements en dehors des tribunaux nationaux en cas de traitement qu'ils jugent injuste. Le fait que le mandat du Conseil européen pour la négociation d'un accord de libre-échange avec les USA (TTIP) prévoit également de telles procédures d'arbitrage, a, entre autres, suscité de larges appréhensions; ainsi au Luxembourg, les ONG et organisations syndicales, la majorité des partis politiques, et le Gouvernement même (à travers les déclarations de son Ministre des Affaires étrangères lors du débat d'actualité le 14 mars 2014 à la Chambre des Députés, dans un interview au «Tageblatt» le 22 mai 2014) se sont opposés à de tels tribunaux d'arbitrage. Dans sa réponse aux questions parlementaires n^{os}0301 à 0307 concernant le TTIP, le Gouvernement affirma: «Le Luxembourg est d'avis qu'un tel système n'est pas nécessaire avec un pays membre de l'OCDE. À l'instar d'autres ministres du Commerce, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a écrit au Commissaire Karel De Gucht pour lui faire part de la position luxembourgeoise à cet égard.»

Lors du Comité commerce international du Parlement européen (INTA) du 22 juillet 2014, le commissaire européen Karel de Gucht déclara que «nous avons négocié cet accord sur la base d'un mandat qui nous a été donné par le Conseil des Ministres: un mandat unanime. Le résultat est que le mécanisme ISDS est dans cet accord»; et «si nous n'avions pas négocié un mécanisme d'ISDS avec le Canada, nous n'aurions même pas respecté notre mandat.» Rappelons que l'ISDS est également compris dans le mandat du Conseil européen pour les négociations du TTIP; tout laisse à croire que la Commission sortante s'efforce de signer le CETA, avant que la nouvelle commission, qui pourrait être amenée à changer de position, ne soit mise en place et avant que la large opposition à cet accord ne devienne trop visible.

Il est important de souligner que le fait d'inclure des dispositions ISDS dans l'accord de libre-échange UE-Canada, permettra aux entreprises américaines d'utiliser leurs bureaux canadiens pour lancer des procédures d'arbitrage. Autrement dit, l'exclusion d'ISDS dans le TTIP serait finalement inefficace à cause de leur inclusion dans le CETA. C'est entre autres pour cette raison, que le Ministre de l'Économie allemand, Sigmar Gabriel, a déclaré ne pas vouloir signer cet accord, qu'il voudrait soumettre au «Bundestag».

Et l'ISDS n'est certainement pas le seul aspect de cet accord qui devrait nous inquiéter.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Êtes-vous d'accord pour constater qu'une analyse approfondie de l'accord trouvé dans le cadre du CETA est nécessaire et devrait se faire - au Luxembourg - ensemble avec la Chambre des Députés et la société civile?

2. Est-ce que le Gouvernement maintient son opposition à un système d'arbitrage? Est-ce que cette opposition vaut également dans les relations avec le Canada, membre de l'OCDE depuis le 10 avril 1961?

3. Êtes-vous d'accord pour intervenir au Conseil européen du 30 août prochain pour empêcher l'ancienne Commission de parapher ou signer un accord qui devrait faire l'objet d'une analyse approfondie?

4. Êtes-vous d'accord pour demander à ce que le projet d'accord CETA, tel qu'il se présente actuellement, de même que le mandat de négociation et les documents connexes, soient publiés et fassent l'objet d'un débat public?

Réponse commune (22.09.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Monsieur le Député soulève un certain nombre de questions en relation avec les négociations que mène actuellement la Commission européenne en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada.

Lors du sommet UE Canada en juin 2007, il a été décidé de lancer un processus visant à établir une zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (accord économique et commercial global - AECG / «Comprehensive and Economic Trade Agreement» - CETA). Suite à l'approbation du mandat de négociation y relatif par le Conseil affaires étrangères/commerce en avril 2009, les négociations pour CETA ont officiellement commencé en mai 2009. Il s'agit de remplacer l'accord-cadre de coopération datant de 1976 et d'approfondir les relations entre les deux partenaires. Depuis cette date, la Commission européenne a négocié les dispositions de l'accord en étroite concertation avec le comité de politique commerciale du Conseil, composé de représentants des 28 États membres de l'UE. Comme les négociations ont officiellement été conclues en août 2014, la Commission européenne a envoyé les textes consolidés pour une dernière lecture aux États membres et aux membres de la Commission pour le Commerce international du Parlement européen (INTA). Le texte est désormais entre les mains des juristes-linguistes qui doivent certifier sa teneur légale («legal scrubbing») et le traduire. Au Canada, le texte devra également être traduit en Braille (loi de non-discrimination). Ce n'est qu'après ce processus juridique et de traduction que les textes consolidés seront publiés.

Sur les questions de fond, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes aux points soulevés par Monsieur le Député.

1. En ce qui concerne l'analyse dudit accord et la participation de différentes parties prenantes, le Gouvernement tient à souligner que ses représentants ont été associés aux négociations au sein du Conseil et qu'ils ont veillé à la mise en place d'un accord ambitieux du point

de vue économique, social et environnemental tout en respectant l'acquis communautaire. Lors des négociations, le Gouvernement a veillé à assurer à ce que les intérêts du Luxembourg dans des secteurs économiques clés soient reflétés dans le paquet final. Il reste à préciser que les représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes sont en train d'analyser les textes consolidés envoyés par la Commission européenne en étroite concertation avec les experts des différents Ministères concernés.

La Commission européenne est compétente de par les traités communautaires pour négocier des accords commerciaux avec des États tiers. Le Gouvernement estime qu'il s'agit en l'espèce d'un accord dit mixte qui doit de ce fait être approuvé aussi bien par le Parlement européen que par les parlements nationaux des 28 États membres de l'UE. Le Gouvernement transmettra pour débat et ratification l'accord dès qu'il aura été finalisé, à l'issue de la révision juridique du texte. En attendant, le Gouvernement est disposé à informer comme à l'accoutumée la commission compétente de la Chambre des Députés des grandes lignes de l'accord tel qu'il se présente actuellement.

Pour ce qui est de la participation des parties prenantes dans les négociations de l'accord, le Gouvernement tient à souligner que, tout au long des négociations, la Commission européenne a mené des consultations visant à recueillir les avis et commentaires de la société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. À part ces consultations, différentes études scientifiques ont été utilisées pendant les négociations, notamment l'étude conjointe de la Commission européenne et du Gouvernement du Canada de 2008 et une étude initiale («scoping paper») sur les objectifs et avantages d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Canada.

En outre, pour ce qui est de la supervision des négociations par les groupes d'intérêts, le Gouvernement tient à souligner qu'avant le début de toute négociation d'un nouvel accord commercial, la Commission entame des consultations auprès de toutes les parties prenantes. Dans le cas du CETA, ces consultations ont commencé tôt dans le processus de réflexion pour faire en sorte que les suggestions puissent être prises en compte. Dans cet esprit, la Commission européenne a aussi publié en mai 2009 un questionnaire détaillé sur les différents domaines des négociations, dont le commerce des biens et des services, le développement durable et la coopération réglementaire. L'idée à la base de cette démarche est de recevoir des commentaires des parties intéressées sur leurs priorités et intérêts ainsi que leurs avis sur des enjeux rencontrés dans les relations commerciales bilatérales.

À cette consultation des parties prenantes s'ajoute un dialogue régulier avec la société civile et tous les acteurs intéressés, incluant des représentants d'entreprises, des syndicats, des ONG et des groupes d'intérêt. Dans cet esprit, la Commission a organisé tout au long des négociations des réunions à Bruxelles sur l'état d'avancement des négociations des accords de libre-échange en cours. Afin d'encourager la participation de la société civile qui n'est pas basée à Bruxelles, la Commission a mis en place un budget permettant de rembourser les frais de voyage d'un certain nombre des participants des réunions du «Civil Society Dialogue». En plus des réunions ad hoc sur l'état d'avancement des négociations et des dialogues avec la société civile qui ont lieu plusieurs fois par an, la Commission européenne a organisé des réunions spécifiques sur l'accord CETA: en 2011, elle a organisé un débat public sur l'évaluation d'impact sur le développement durable et suite à l'accord politique d'octobre 2013, elle a présenté les grandes lignes de l'accord au public. Plus de 100 représentants de la société civile et du secteur privé ont participé à ces réunions.

Ceci démontre l'ouverture de la Commission vis-à-vis des demandes de la société civile qui a ainsi pu soumettre ses contributions à plusieurs reprises et aux différents stades des négociations.

2. En ce qui concerne le règlement des différends entre investisseurs et États, le Gouvernement tient à préciser que son inclusion est prévue par le mandat de négociation qui a été adopté à l'unanimité par les 27 États membres réunis au sein du Conseil en avril 2009. Il rappelle également que le Luxembourg est de longue date lié par des clauses d'arbitrage dans un grand nombre de ses accords d'investissements conclus dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) en vue de renforcer la protection des investisseurs nationaux; la nouveauté réside aujourd'hui dans le fait que cette compétence se situe depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne au niveau de l'Union. Le Gouvernement confirme la position exprimée dans le cadre de la négociation du TTIP à savoir qu'il estime que de telles clauses ne sont pas requises pour les accords commerciaux conclus entre pays membres de l'OCDE dotés d'un système juridique performant. Le Luxembourg a réitéré ce point de vue lors de la réunion du comité de politique commerciale en date du 12 septembre 2014.

3. L'accord CETA ne figurait pas à l'ordre du jour du Conseil européen du 30 août.

4. Comme indiqué, l'accord CETA fera l'objet d'une publication dès qu'il aura été finalisé. Le Gouvernement est à la disposition de la Chambre pour présenter les grandes lignes de l'accord. Conformément à notre politique sur le dépôt des traités, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE sera déposé à la Chambre des Députés pour approbation, après l'analyse légale, la publication et la traduction du paquet final par les services de la Commission européenne. Le Gouvernement rappelle à ce point qu'avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne seule la Commission européenne est compétente pour négocier des accords de libre-échange avec des États tiers. Néanmoins, dès que l'accord négocié par la Commission européenne touche également à des compétences nationales, il doit être approuvé par tous les parlements nationaux avant son entrée en vigueur.

Le Gouvernement estime qu'il s'agit dans ce cas d'un accord mixte qui devra être approuvé par le Parlement européen et les parlements nationaux des 28 États membres. Il s'engage dès lors à le soumettre à la Chambre des Députés.

Question 0480 (21.08.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord commercial entre l'UE et le Canada:**

Récemment une partie du contenu de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada (AECG - ou CETA en anglais) a été publiée dans les médias. Cet accord va améliorer, notamment, l'accès aux biens et aux services, la sécurité juridique, la transparence et la protection des investissements, la coopération dans les domaines d'intérêt mutuel comme la réglementation et la mobilité de la main-d'œuvre, ainsi que l'ouverture des marchés publics. Cet accord prévoit notamment de supprimer plus de 99% des droits de douane entre les deux économies.

Parmi les dispositions les plus controversées figurent le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, un tribunal arbitral censé trancher les conflits entre les gouvernements et les entreprises. Ce mécanisme permettrait en effet à des investisseurs étrangers s'estimant lésés par une politique publique de poursuivre un État devant un tribunal arbitral. Ces procédures d'arbitrage donnent lieu à de nombreuses contestations du côté de la société civile, des syndicats et des ONG qui craignent entre autres l'impact d'un tel mécanisme sur le pouvoir de réglementation des États dans l'intérêt public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Le Ministre peut-il me confirmer que l'accord en question a bien été conclu et quelles en sont les dispositions principales?

2. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au mécanisme de règlement des litiges de façon générale dans le cadre des accords commerciaux et en particulier dans le cadre de l'accord CETA?

3. Le Gouvernement entend-il soumettre l'accord encore à la Chambre des Députés pour discussion et, le cas échéant, pour approbation?

4. La mise en place de règles internationales restrictives à travers des traités comme CETA, TTIP ou encore TISA représente un danger pour le savoir en réseau et pour ses usagers. Le Ministre ne juge-t-il pas opportun que les accords bilatéraux doivent être négociés de manière transparente et sous la supervision de tous les groupes d'intérêts, et non pas seulement des syndicats, des industries et entreprises?

Réponse (22.09.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Les membres du Gouvernement destinataires de la question parlementaire n°0480, remercient Monsieur le Député pour ses interrogations relatives aux négociations que mène actuellement la Commission européenne en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada.

Lors du sommet UE-Canada en juin 2007, il a été décidé de lancer un processus visant à établir une zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada («Comprehensive Economic and Trade Agreement» - CETA). Suite à l'approbation du mandat de négociation y relatif par le Conseil affaires étrangères/commerce en avril 2009, les négociations pour l'accord CETA ont officiellement commencé en mai 2009. Il s'agit de remplacer l'accord-cadre de coopération UE-Canada datant de 1976 et d'approfondir nos relations bilatérales. Depuis cette date, la Commission européenne a négocié les dispositions de l'accord en étroite concertation avec le comité de politique commerciale du Conseil, composé de représentants des 28 États membres de l'UE.

Sur les questions de fond, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes aux points soulevés par l'honorable Monsieur Mosar:

Ad 1. En octobre 2013, le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, et le Premier Ministre canadien, Monsieur Stephen Harper, ont annoncé avoir trouvé un accord politique sur les éléments essentiels de l'accord CETA. Les négociations techniques se sont terminées pour l'essentiel en août 2014. La Commission européenne a par la suite envoyé les textes consolidés pour une dernière lecture aux États membres et aux membres de la Commission pour le Commerce international du Parlement européen (INTA). Le texte est désormais entre les mains des juristes-linguistes qui doivent certifier sa teneur légale («legal scrubbing») et le traduire dans les langues officielles de l'UE. Au Canada, le texte devra également être traduit en Braille (loi de non-discrimination). Ce n'est qu'après ce processus juridique et de traduction que les textes consolidés seront publiés.

Il est prévu que le Président Barroso et le Premier Ministre Harper annoncent officiellement la conclusion des négociations lors du prochain sommet UE-Canada le 26 septembre 2014. À ce stade, la Commission ne prévoit pas de paraphe du texte, mais plutôt une signature à la fin du processus après la certification juridique et la traduction de l'accord.

Parmi les dispositions principales de l'accord figurent tout d'abord l'élimination de la quasi-totalité des droits de douane - l'obtention d'un accès préférentiel au marché canadien conférerait un avantage compétitif aux entreprises européennes. De manière globale, les deux parties éliminent progressivement les droits de douane pour des biens industriels et agricoles sur plus de 99% de l'ensemble des lignes tarifaires - comme par exemple dans le cas du secteur automobile avec des droits de douane en vigueur à hauteur de 6,1% au Canada et entre 3,5 et 22% dans l'Union européenne. Il y aura également un chapitre relatif à l'élimination des entraves techniques aux échanges. Ce chapitre devrait favoriser des relations plus étroites entre l'UE et le Canada dans le domaine de la réglementation technique, sans toutefois remettre en question nos normes et standards existants. En outre, l'accord devrait fournir un cadre en vue d'une future reconnaissance mutuelle des qualifications pour des professions déterminées. Concernant les indications géographiques, il reste à préciser que l'accord CETA protège de nombreux produits agricoles d'origine géographique spécifique, comme par exemple les olives Kalamata, le Roquefort, ou l'«Aceto balsamico di Modena». L'ouverture du marché des services touche notamment au commerce transfrontalier des services - les télécommunications, le transport, le commerce électronique et les services financiers. Dans ce contexte, le Gouvernement tient à relever l'inclusion de dispositions relatives à la facilitation de séjours temporaires de professionnels hautement qualifiés et des gens d'affaires. Un autre sujet couvert sont les marchés publics, où le Canada offre aux entreprises européennes un accès élargi à ses marchés publics de grande valeur avec des seuils bien définis pour le niveau fédéral, provincial et municipal. À noter que les services publics (éducation, santé, sociaux, eau) sont exclus du champ d'application de l'accord - aucune disposition de cet accord ne pourra contraindre un Gouvernement à libéraliser un des secteurs susmentionnés. Finalement, dans les domaines tels que la protection de l'environnement ou les normes internationales de travail, le Gouvernement tient à souligner l'accord des deux parties contractantes à garantir la protection de ces valeurs. L'UE et le Canada s'engagent par ailleurs à promouvoir des échanges commerciaux opérés dans l'esprit d'un développement durable.

Il reste à noter que la mise en œuvre de ces dispositions et la libéralisation du commerce entre l'UE et le Canada devrait, selon les estimations de la Commission européenne, accroître le commerce bilatéral des biens et des services de 22,9% et pourrait ainsi engendrer une hausse du PIB de l'UE estimée à 11,6 milliards d'euros par an dans les sept années suivant la mise en œuvre de l'accord. L'accord bénéficierait donc largement à un pays comme le Luxembourg, qui dispose d'une des économies les plus ouvertes au monde, en tant que plateforme de services transfrontaliers, de producteur de marchandises à haute valeur ajoutée et de «hub» logistique.

Ad 2. En ce qui concerne le règlement des différends entre investisseurs et États, le Gouvernement tient à préciser que son inclusion est prévue par le mandat de négociation qui a été approuvé à l'unanimité par le Conseil en avril 2009. Il rappelle également que le Luxembourg est de longue date lié par des clauses d'arbitrage dans un grand nombre de ses accords d'investissements conclus dans le cadre de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise (UEBL) en vue de renforcer la protection des investisseurs nationaux; la nouveauté réside aujourd'hui dans le fait que cette compétence se situe depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne au niveau de l'Union. Le Gouvernement confirme la position exprimée dans le cadre de la négociation du TTIP à savoir qu'il estime que de telles clauses ne sont pas requises pour les accords commerciaux conclus entre pays membres de l'OCDE dotés d'un système juridique performant. Le Luxembourg a réitéré ce point de vue lors de la réunion du comité de politique commerciale en date du 12 septembre 2014.

Il s'agira du premier chapitre du genre conclu par les services de la Commission européenne depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009 qui lui a transféré cette compétence. Il s'agit de trouver ici encore un juste équilibre entre la protection des investisseurs et le pouvoir réglementaire des États - un principe fortement protégé dans ces négociations. En comparant les clauses d'arbitrage contenues dans les 1.400 accords commerciaux en vigueur, dont les accords UEBL, avec celles négociées dans l'accord CETA, il convient de relever que la Commission a pris en compte bon nombre des critiques exprimées par la société civile et le secteur privé pour assurer la transparence et remédier aux déséquilibres existants. Les majeurs changements sont: 1) l'introduction d'une référence aux nouvelles règles de transparence de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, 2) un code de conduite pour les arbitres désignés, 3) des sauvegardes contre l'exploitation abusive d'un tel mécanisme et 4) la limitation de la marge d'interprétation de certains standards de protection par les arbitres. Cette limitation d'interprétation se traduit par la mise en place d'un comité, composé par des représentants des deux parties, qui peut donner une interprétation des dispositions de l'accord CETA. Cette interprétation sera alors contraignante non seulement pour les parties au litige en question, mais également pour tous les litiges à venir.

Ces modifications permettent de protéger davantage le pouvoir réglementaire des États, tout en renforçant la sécurité juridique des investisseurs. Elles pourraient servir de modèle pour les négociations futures. En sa forme actuelle, la clause d'arbitrage permet de garantir l'application de l'accord par les tribunaux d'arbitrage selon l'intention des parties signataires et de restreindre le pouvoir d'interprétation des arbitres. Il s'agit en conséquence d'une avancée majeure en vue de renforcer la transparence et la prévisibilité d'un tel mécanisme qui va au-delà de nos pratiques dans le cadre de l'UEBL.

Ad 3. Conformément à notre politique sur le dépôt des traités, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE sera déposé auprès de la Chambre des Députés pour consultation et approbation, après l'analyse légale, la publication et la traduction du paquet final par les services de la Commission européenne. Le Gouvernement rappelle à ce point qu'avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne seule la Commission européenne est compétente pour négocier des accords de libre-échange avec des États tiers. Néanmoins, dès que l'accord négocié par la Commission européenne touche également à des compétences nationales, il doit être ratifié par tous les États membres avant son entrée en vigueur.

Le Gouvernement estime qu'il s'agit dans ce cas d'un accord mixte qui devra être approuvé par le Parlement européen et les parlements nationaux des 28 États membres. Il s'engage dès lors à le soumettre à la Chambre des Députés.

Ad 4. Tout au long des négociations, la Commission européenne a mené des consultations visant à recueillir les avis et commentaires de la

société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. À part ces consultations, différentes études scientifiques ont été utilisées pendant les négociations, notamment l'étude conjointe de la Commission européenne et du Gouvernement du Canada de 2008 et une étude initiale («scoping paper») sur les objectifs et avantages d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Canada.

En ce qui concerne l'accompagnement des négociations par les groupes d'intérêts le Gouvernement tient à souligner qu'avant le début de toute négociation d'un nouvel accord commercial, la Commission entame des consultations auprès de toutes les parties prenantes. Dans le cas de l'accord CETA, ces consultations ont commencé tôt dans le processus de réflexion pour faire en sorte que les suggestions puissent être prises en compte lors des négociations. Dans cet esprit, la Commission européenne a publié en mai 2009 un questionnaire détaillé sur les différents domaines de négociation, dont le commerce des biens et des services, le développement durable et la coopération réglementaire. L'idée de cette démarche était de recevoir des commentaires des parties intéressées sur leurs priorités et intérêts ainsi que leurs avis sur des enjeux rencontrés dans les relations commerciales bilatérales.

À cette consultation des parties prenantes s'ajoute un dialogue régulier avec la société civile et tous les acteurs intéressés, incluant des représentants d'entreprises, des syndicats, des ONG et des groupes d'intérêts. Dans cet esprit, la Commission a organisé tout au long des négociations des réunions à Bruxelles sur l'état d'avancement des négociations des accords de libre-échange en cours. Afin d'encourager la participation de la société civile qui n'est pas basée à Bruxelles, la Commission a mis en place un budget permettant de rembourser les frais de voyage d'un certain nombre des participants des réunions du «Civil Society Dialogue». En plus des réunions ad hoc sur l'état d'avancement des négociations et des dialogues avec la société civile qui ont lieu plusieurs fois par an, la Commission européenne a organisé des réunions spécifiques sur l'accord CETA: En 2011, elle a organisé un débat public sur l'évaluation d'impact sur le développement durable et suite à l'accord politique d'octobre 2013, elle a présenté les grandes lignes de l'accord au public. Plus de 100 représentants de la société civile et du secteur privé ont participé à ces réunions.

Les différentes initiatives de consultation et la panoplie d'informations publiées sur le site web de la Direction générale du commerce démontrent la volonté de la Commission d'inclure différents groupes d'intérêts dans les négociations et d'offrir différentes possibilités de participation dans le processus de négociation.

En ce qui concerne la transparence, il convient de mentionner le règlement du Parlement et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, qui permet de limiter la divulgation de certains documents de négociation. Le Gouvernement luxembourgeois continue à œuvrer en faveur d'un maximum de transparence dans toutes les négociations d'accords de libre-échange.

Le Gouvernement reste à la disposition de l'honorable Député, Monsieur Laurent Mosar, pour fournir toute information supplémentaire qui pourrait s'avérer utile.

Question 0481 (21.08.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **drogue «Crystal Meth»:**

À en croire la presse et les milieux avertis, la drogue «Crystal Meth» est en train de se propager dans les pays européens. Selon mes informations les autorités policières allemandes ont pu confisquer environ 7 kg en l'an 2009. Trois ans plus tard, en 2012, la police avait déjà saisi quelque 75 kg, ce qui révèle bien que cette drogue se répand assez rapidement en Allemagne et ailleurs. À noter que les conséquences de la consommation de cette drogue sont néfastes: perte des cheveux, déformations de la peau et du visage, dégénération des dents, dépressions, psychoses et pensées suicidaires.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle fournir, le cas échéant, des informations sur le développement de cette drogue au Luxembourg? Qu'en est-il de la consommation de cette drogue chez les jeunes?

- Le Ministère de la Santé a-t-il développé une démarche en vue de prévenir, voire de freiner la diffusion rapide de cette drogue sur le territoire luxembourgeois? Dans l'affirmative, quels sont les moyens de prévention mis en œuvre à l'heure actuelle?

Réponse (25.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La substance «Crystal Meth» est une des formes possibles de la méthamphétamine ((S)(+)-N-méthyl-1-phényl-propane-2-amine) et se présente sous forme de cristaux grossiers translucides qui peuvent être dérivés de la méthamphétamine sous forme de base (liquide huileux) ou hydrochlorée (sel). Ces cristaux sont généralement fumés en pipe, mais peuvent également être dilués et injectés ou pulvérisés et consommés par voie nasale.

Cette forme cristalline de la méthamphétamine («Crystal Meth») présente une pureté généralement supérieure et dès lors un potentiel psychoactif et addictogène accru. À préciser que la méthamphétamine sous forme de poudre (sel ou cristaux pulvérisés) est fréquemment coupée avec différents additifs comme le dextrose, la lactose ou la caféine et peut également entrer dans la composition de pilules et de comprimés vendus sous la dénomination générique d'«ecstasy».

La distinction des différentes formes de méthamphétamine s'avère également importante à l'égard des statistiques que l'honorable Député a pris soin de citer. En effet, selon l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), les données statistiques des États membres de l'UE n'opèrent en règle générale pas de distinction au niveau des différentes formes de la méthamphétamine. On ne peut toutefois pas exclure que les rubriques intitulées: méthamphétamine, «Crystal», «Crystal Meth», etc. regroupent en réalité toutes les formes de la méthamphétamine à usages et degrés de pureté variables.

En ce qui concerne la prévalence spécifique de la «Crystal Meth» au Grand-Duché de Luxembourg, les données recueillies sur les dernières années par le dispositif de surveillance épidémiologique de nouvelles substances psychoactives et de tendances de consommation de produits psychoactifs ne permettent pas de conclure à une prévalence significative, voire accrue, de la substance visée sur le plan national.

La «Crystal Meth» et les autres formes de méthamphétamine, interdites au Grand-Duché de Luxembourg, font partie d'un grand nombre de substances et de produits psychoactifs émergents ou ré-émergents sur le marché de consommation de drogues qui sont suivis avec la vigilance qui s'impose au niveau national et européen. Par ailleurs, une présence accrue des services préventifs spécialisés dans les milieux festifs est actuellement développée, étant donné que certaines drogues, telles que les différentes formes de la méthamphétamine, tendent à être consommées de façon privilégiée dans ces contextes récréatifs.

Question 0482 (22.08.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **manque de personnel de soins de santé:**

Le manque en personnel de soins de santé dans les maisons de retraite et dans les hôpitaux est un gros souci. Il est connu que travailler dans une maison de retraite ou dans un hôpital est difficile, les résidents sont souvent trop nombreux par rapport au nombre de soignants et les moyens sont réduits au minimum. Ceci oblige inéluctablement le personnel de travailler dans des conditions qui risquent de diminuer la qualité des soins.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille:

- Le Gouvernement peut-il nous informer si des contrôles réguliers ont lieu afin de vérifier qu'assez de personnel de soins de santé soit disponible dans les établissements?

- Comment est mesuré le dit «Personalschlëssel» qui détermine le nombre d'effectifs nécessaires pour réaliser les missions confiées aux maisons de retraite?

- Selon les Ministres, quels types de formations psychologiques et quelles formes d'accompagnement du personnel en maisons de retraite et des hôpitaux sont prévus pour éviter que les soignants soient épuisés ou insuffisamment formés à la prise en charge des personnes âgées?

- Est-ce que ces formations sont aussi régulièrement proposées et accomplies par la direction des maisons de retraite et des hôpitaux?

Réponse commune (19.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La surveillance par l'État des établissements dépendant du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, auxquels fait référence la présente question parlementaire, à savoir les Centres intégrés pour personnes âgées et les Maisons de soins, est régie par les textes législatifs suivants:

- loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique;

- règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 modifiant le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées.

Dans le cadre du contrôle d'agrément, chaque service tombant sous l'application du règlement précité est visité au moins une fois par an par des agents du Ministère. Dans le cadre de ce contrôle, les agents vérifient si toutes les conditions requises dans le cadre du maintien de l'agrément sont remplies, notamment en ce qui concerne le nombre de postes prévus dans chaque catégorie de personnel et les qualifications des collaborateurs qui les occupent.

Dans ce contexte, il convient toutefois de noter que la mise à disposition et le financement du personnel de soins dans les hôpitaux relève de la compétence du Ministère de la Sécurité sociale.

Plus particulièrement, la dotation en personnel de chaque unité de soins est calculée selon la méthode «Project Research Nursing» (PRN), qui prend en compte les soins requis par les patients qui y séjournent et le temps nécessaire à la dispensation de ces soins. La dernière version du PRN correspond à une mise à jour de l'outil de calcul, cohérente avec l'évolution récente des recommandations de bonnes pratiques de soins. L'application du PRN dans tous les services stationnaires permet une dotation équitable par rapport aux besoins des patients qui y séjournent et, en cela, est source d'objectivité. Il y a lieu de préciser que, en dehors du PRN, il n'existe pas de méthode scientifique validée pour le calcul des besoins en personnel dans les unités de soins.

Pour certains secteurs d'activité, des normes de dotation sont établies par la Commission des normes, instituée en application de la convention CNS-FHL.

Sur base de la méthodologie et des décisions de la Commission des normes, le personnel infirmier des unités de soins et services hospitaliers est financé dans le cadre du budget hospitalier.

La clé du personnel est définie à l'article 12 du règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 qui précise le nombre minimal d'agents d'encadrement par catégorie de qualification pour les différentes catégories d'activités, Centres intégrés pour personnes âgées et Maisons de soins.

Ainsi, le nombre minimal de personnel dont un service doit disposer pour être conforme à la législation relative à l'agrément ainsi que les qualifications est déterminé suivant les critères suivants:

- le nombre d'usagers et le degré de dépendance de ces derniers;

- le nombre d'usagers, ainsi que la qualification professionnelle pour la permanence d'accueil et de soins qui doit être assurée 24 heures sur 24;

- 40% au moins du personnel d'encadrement doivent disposer d'une qualification d'au moins 40 heures en soins palliatifs;

- la profession et la qualification d'une durée d'au moins 160 heures en soins palliatifs pour la permanence en soins palliatifs, qui doit être assurée 24 heures sur 24.

En ce qui concerne les formations psychologiques et l'accompagnement du personnel soignant, il y a lieu de relever qu'outre les connaissances et techniques étudiées dans le cadre de la formation initiale, ces aspects sont également appréhendés dans le cadre de la formation professionnelle continue.

En effet, sur base des demandes d'agrément correspondantes aux critères de base d'une formation professionnelle continue qui parviennent au Ministère de la Santé, on peut retenir les chiffres suivants pour les années 2012, 2013 et les six premiers mois de 2014:

- 37 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et du bien-être au travail ont été transmises par différents organismes de formations. Ces formations sont accessibles aux professionnels de la santé aussi bien du secteur hospitalier que du secteur extrahospitalier.

- 57 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et le bien-être au travail ont été transmises par les différents établissements hospitaliers du pays et du CFPC Dr Robert Widong, qui est chargé par des hôpitaux d'organiser les formations pour le personnel des établissements hospitaliers.

L'incidence positive de ces formations sur le bien-être au travail du personnel s'explique par deux facteurs:

Premièrement, les formations dont l'objet primaire est le bien-être au travail et qui permettent ainsi au personnel soignant d'apprendre des techniques de réduction du stress. Deuxièmement, par le fait qu'à travers des formations spécifiques en gériatrie et démence, le personnel de soins est mieux formé pour la prise en charge de personnes âgées, ce qui réduit le facteur «stress» qui s'accentue inévitablement en cas de prise en charge inadaptée des patients à besoins spéciaux.

Outre ces formations, il n'est pas exclu que d'autres formations continues sans demande d'agrément officielle auprès du Ministère de la Santé ont été proposées/accomplies (p. ex. des formations continues suivies à l'étranger).

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 précise, à son article 13, alinéa 4, que le gestionnaire d'un service pour personnes âgées «veille à ce que tous ses collaborateurs puissent bénéficier de séances de formation continue et/ou de supervision».

Lors de chaque contrôle d'agrément, les agents du Ministère chargés du contrôle vérifient si de telles formations ont été offertes par le gestionnaire ou si l'information concernant des formations offertes par d'autres associations a été transmise aux collaborateurs et si l'accès à de telles formations a été permis à tous les collaborateurs. En outre, les agents du Ministère se renseignent sur le contenu de ces formations et sur le taux de participation.

En particulier, le personnel d'encadrement ainsi que le personnel de la direction des établissements œuvrant dans le domaine du troisième âge ont la possibilité de suivre des formations spécialisées offertes par l'association RBS - «Center fir Altersfroen Asbl». Cette association, conventionnée avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, œuvre dans le domaine du troisième âge et offre toute une panoplie de formations aussi bien au niveau du management qu'au niveau de la qualité d'encadrement.

Il reste à préciser que la formation continue est prévue dans le cadre de la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

Question 0483 (22.08.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation de lests en plomb:**

En date du 20 juin 2014, le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a adopté en séance plénière à Luxembourg la recommandation 861/2 sur la limitation de l'usage de matières écotoxiques dans la pêche et la promotion de substituts respectueux de l'environnement. Les gouvernements respectifs sont demandés de promouvoir l'utilisation d'alternatives écologiques dans la pratique de la pêche sportive et de sensibiliser tous les acteurs impliqués dans la pêche sportive aux problèmes et aux conséquences nuisibles liés à l'utilisation de lests en plomb.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette problématique?

- Sous quelle forme Madame la Ministre entend-elle donner suite à la recommandation en question?

- Est-ce que Madame la Ministre peut évaluer l'impact des lests en plomb sur les cours d'eau et la faune aquatique indigènes?

Réponse (07.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député fait référence à la recommandation 861/2 du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux sur la limitation de l'usage de matières écotoxiques dans la pêche et la promotion de substituts respectueux de

l'environnement adoptée en séance plénière du 20 juin 2014. Cette recommandation demande de promouvoir l'utilisation d'alternatives écologiques dans la pratique de la pêche sportive et de sensibiliser tous les acteurs impliqués dans la pêche sportive aux problèmes et aux conséquences nuisibles liés à l'utilisation de lests en plomb.

Le Gouvernement est bien conscient de cette thématique qui concerne surtout les pays jouxtant la mer et comprenant un département ou un ministère dépendant de la pêche en mer. Néanmoins, le questionnement se pose également pour la pratique de la pêche en eau douce comme par exemple au Luxembourg.

Depuis quelques années l'utilisation des lests en plomb pour la pêche est défendue en Angleterre, au Danemark et en Norvège.

Actuellement des matières alternatives pour la fabrication des lests pour la pratique de la pêche de loisir existent sur le marché. Ces substituts sont réalisés à partir d'alliage de plomb avec des métaux plus respectueux de l'environnement comme par exemple le tungstène. Ils sont disponibles dans les magasins d'articles de pêche au Luxembourg. L'inconvénient est que ces produits sont de cinq à dix fois plus chers que les produits en plomb. Il existe également sur le marché des articles en plomb qui sont englobés d'une matière synthétique inerte, empêchant ainsi le contact direct du plomb avec l'eau.

Il est prévu d'informer le public de la recommandation Benelux. La recommandation aux pêcheurs de ne pas oublier ou de jeter des lests en plomb dans le milieu naturel est de rigueur.

Les lests en plomb abandonnés dans la nature peuvent représenter une toxicité pour le milieu naturel à long terme. Néanmoins la quantité de plomb introduite dans le milieu naturel involontairement par la pêche de loisir semble actuellement être négligeable au Luxembourg. L'apport d'autres substances nocives et introduites involontairement dans l'environnement naturel via les activités humaines semble actuellement être beaucoup plus substantiel et nettement plus préoccupant.

La présence de plomb dans le milieu aquatique ne présente normalement pas de problème pour la qualité de l'eau des eaux superficielles, étant donné qu'au contact du métal lourd avec l'eau, une couche d'oxyde de plomb (PbO_2) protectrice se forme, évitant ainsi que le plomb lui-même aille en solution en contaminant l'eau par la suite.

Normalement les intoxications des organismes par du plomb se passe par la chaîne alimentaire. Les poissons n'ingèrent cependant pas le plomb. Exceptionnellement des fils de pêche plombés, appâtés et arrachés peuvent être ingérés par des oiseaux d'eau.

Lors des campagnes d'échantillonnage et d'analyses de la présence de métaux lourds dans les poissons des cours d'eau luxembourgeois entre 2000 et 2003, il a été démontré que la teneur en plomb dans la chair de poisson ne dépassait pas la limite de quantification, c'est-à-dire que le métal lourd n'était pas détectable.

Question 0487 (27.08.2014) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **peste porcine:**

Die Afrikanische Schweinegrippe ist eine Virusinfektion, die als gefährliche Krankheit bei Haus- und Wildschweinen gilt. Gegen diese Infektion gibt es momentan jedoch noch keinen Impfstoff. Bei einer hohen viralen Aktivität liegt die Mortalität bei ungefähr 100%.

In den Monaten Januar bis Februar dieses Jahres konnte man erstmals Ausbrüche dieser ansteckenden Tierkrankheit in Polen und Litauen feststellen, zwischenzeitlich wurden auch Fälle aus Lettland bekannt. Ende Januar haben die Schweiz und Russland beschlossen, die Einfuhr von Schweinefleisch aus der EU zu stoppen. Medienberichten zufolge ist die Krankheit weiter auf dem Vormarsch. Sie könnte sich u. a. durch Viehtransporter aus Osteuropa schnell in der Europäischen Union ausbreiten. In Deutschland appelliert man auf Raststätten an Reisende, vorsichtig mit Essensresten umzugehen. Landwirte hierzulande befürchten eine mögliche Ausbreitung dieser Krankheit mit möglicherweise katastrophalen wirtschaftlichen Folgen.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Was unternimmt die EU, um das Einschleppen der Afrikanischen Schweinegrippe in die Europäische Union einzudämmen oder gar zu verhindern?

- Hat die Regierung vor, präventive Maßnahmen diesbezüglich zu ergreifen?

- Werden Tiertransporte aus Osteuropa in Zukunft stärker kontrolliert?

- Werden die Landwirte und Jäger auf diese Problematik von der Regierung anhand von Informationsschriften oder themenspezifischen Veranstaltungen informiert?

Réponse (18.09.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Bei der Afrikanischen Schweinepest (ASP) handelt es sich um eine Virusinfektion, die zum ersten Mal im Jahr 1921 in Kenia beschrieben wurde und welche seither in verschiedenen Episoden außerhalb des afrikanischen Kontinents aufgetreten ist:

- 1957 wurde die Krankheit in Portugal festgestellt und konnte schnell ausgemerzt werden;

- 1960 ist sie erneut in Portugal aufgetreten und hat sich bis in die 90er Jahre auf einige europäische Länder ausgebreitet, wie z. B. Belgien, Frankreich, Holland, Italien, Spanien. Alle diese Länder bekämpften die Krankheit erfolgreich, mit Ausnahme von Sardinien, wo bis heute noch Fälle auftreten;

- 1970 gab es Meldungen von den Karibischen Inseln und von Südamerika;

- im Jahr 2007 wurde die Krankheit durch verseuchte Nahrungsmittel über den Hafen von Georgien nach Europa eingeführt, von wo aus sie sich nach Russland und die Länder des Kaukasus (Armenien, Aserbaidschan) ausbreitete. 2012 wurden Fälle aus der Ukraine und 2013 aus Weißrussland gemeldet.

Auf dem afrikanischen Kontinent hat sich die Krankheit südlich der Sahara über viele Länder ausgebreitet und kommt hier in endemischer Form vor.

Im Januar dieses Jahres meldeten die litauischen Behörden zwei an der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine. Des Weiteren wurden im August vier Fälle aus Schweinehaltungen gemeldet. Davon zählte ein Betrieb eine Anzahl von 20.000 Schweinen. Bei den anderen Betrieben handelte es sich um eine kleine Anzahl von Schweinen.

Im Februar 2014 meldete Polen erste Fälle von Afrikanischer Schweinepest bei Wildschweinen und bis August 2014 wurden 13 Fälle gezählt. Im Juli und August ist die Schweinepest auch in zwei Schweinehaltungen mit einer kleinen Anzahl an Schweinen aufgetreten.

In Lettland wurden Ende Juni Hausschweine und Wildschweine positiv auf die Afrikanische Schweinepest getestet und bis Ende August hat sich diese Zahl auf 61 bei den Wildschweinen und auf 28 Fälle bei den Hausschweinen erhöht.

Zu bemerken bleibt, dass die meisten Fälle im Grenzgebiet zu Weißrussland auftraten; dies lässt darauf schließen, dass dieses Land der Ursprung der in der Europäischen Union gemeldeten Fälle ist.

Die Maßnahmen, die im Falle eines Ausbruchs von Afrikanischer Schweinepest zu treffen sind, werden durch die Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest festgehalten.

Die Richtlinie besagt, dass jeder Verdachtsfall von Afrikanischer Schweinepest von den zuständigen Behörden durch klinische Untersuchungen und Laboruntersuchungen zu überprüfen ist. Wird der Verdacht im Labor bestätigt, sind alle Schweine, die sich im Betrieb befinden, unverzüglich unter amtlicher Aufsicht zu töten und die Kadaver der Tiere ordnungsgemäß zu entsorgen. Im Umkreis des Seuchenfalles werden von den amtlichen Behörden die sogenannten „Sperr- und Überwachungszonen" ausgewiesen. In diesen Gebieten ist der Transport von Tieren und tierischen Produkten genauestens geregelt, um eine etwaige Verbreitung der Krankheit auf andere Betriebe oder auf Wildschweine zu verhindern.

Da die Tiere beim Befall keine neutralisierenden Antikörper produzieren, ist es bis jetzt nicht gelungen, einen wirksamen Impfstoff herzustellen, der in bedrohten Gebieten präventiv eingesetzt werden könnte.

Die Regierung hat zum jetzigen Zeitpunkt keine präventiven Maßnahmen getroffen, sondern sie hält sich an die von der oben erwähnten Richtlinie 2002/60 gegebenen Vorschriften.

Tiertransporte aus Osteuropa werden nicht stärker kontrolliert, da diese in jedem Fall die Vorgaben der europäischen Gesetzgebung einzuhalten haben, insbesondere in Bezug auf Reinigung und Desinfektion der Fahrzeuge. Es bleibt zu bemerken, dass Tiere, die aus den oben genannten Zonen stammen, nicht in andere EU-Länder transportiert werden dürfen.

Zu diesem Zeitpunkt liegt der Schwerpunkt auf der Information der Landwirte und der Jäger. Regelmäßig werden in den spezifischen Presseorganen Artikel oder amtliche Mitteilungen veröffentlicht, um auf die Risiken einer Einschleppung der Krankheit aufmerksam zu machen. In Bezug auf die Schweineproduzenten wird die ASP ein zentrales Thema in der jährlichen von der Veterinärverwaltung organisierten Informationsversammlung im Oktober sein.

Es bleibt zu bemerken, dass die beiden zuständigen Verwaltungen (Veterinärverwaltung sowie Natur- und Forstverwaltung) in ständigem Kontakt sind und im Falle einer etwaigen Einschleppung der Krankheit eng zusammenarbeiten.

Question 0488 (27.08.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**obésité:**

Selon une étude internationale sur l'obésité menée par 150 chercheurs dans 188 pays et parue dans la revue médicale «The Lancet» en mai dernier, l'obésité ne recule pas dans le monde. Les plus jeunes ne sont pas épargnés: Dans les pays développés plus d'un enfant sur cinq est en surpoids. En 2010, de trois à quatre millions de décès étaient attribués à l'obésité dans le monde. Au cours des dix dernières années, la prévention de l'obésité et du surpoids est effectivement devenue possible grâce à des interventions basées sur les modes de vie et l'environnement. On les appelle les «Programmes d'interventions communautaires» («Community Based Programs»).On note dans ces communautés une baisse de 10 à 20% de la prévalence de l'obésité infantile en l'espace de trois à cinq ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre, quelle est la situation actuelle au Luxembourg concernant l'obésité?

- La Ministre peut-elle me fournir de plus amples informations sur le nombre de décès qui étaient attribués à l'obésité au Luxembourg?

- De manière générale, quels programmes et compagnes le Gouvernement a-t-il mis en place pour lutter contre l'obésité?

- La Commission européenne soutient fortement les Programmes d'interventions communautaires. Est-ce que le Luxembourg participe aussi à ces programmes?

- Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il d'y contribuer?

Réponse (25.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

A. Situation actuelle de l'obésité au Grand-duché de Luxembourg

Remarques préliminaires:

1. À l'heure actuelle le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose pas encore d'un outil national systématique pour l'évaluation régulière de l'état de santé de la population. Pour «l'estimation» d'une série de déterminants de la santé respectivement de risques pour la santé, il est fait référence à des systèmes «partiels» de surveillance. Servant sans aucun doute à des estimations valables et fiables de la situation globale de la population, elles ne sont toutefois que des approximations et doivent être interprétées avec une certaine précaution.

2. En règle générale, les données d'indice de masse corporelle («Body mass index» / BMI) luxembourgeoises, utilisées dans des rapports internationaux, sont issues de systèmes de surveillance partiels, tel que par exemple les statistiques de l'OECD sur la santé se basant sur les données du Service de médecine au travail multisectoriel uniquement.

3. Alors que pour le Luxembourg ces données sont issues des examens médicaux d'embauche ou de suivi par un service professionnel, donc des données mesurées objectives, beaucoup d'autres pays ne fournissent que des données «déclarées» («self reported») présentant en général des biais vers le bas. Ceci entraîne éventuellement une position quelque peu exagérée du Luxembourg dans des comparaisons internationales.

4. Des changements significatifs et fiables des indicateurs de santé, notamment ceux se référant aux mesures anthropométriques, peuvent uniquement être identifiés sur des observations de long terme.

Obésité au Luxembourg - État actuel

- Pourcentage des élèves des lycées de l'enseignement secondaire avec BMI>25

Année	BMI>25
2004	11,8 %
2005	12,3%
2006	13,9%
2007	12,7%
2008	11,9%
2009	11,9%
2010	11,6%
2011	11,7 %
2012	12,0 %

Réf.: Rapports d'activité Ministère de la Santé / Division de la médecine scolaire

Chez les élèves de l'enseignement secondaire, on peut constater une stabilisation du taux BMI⩾25 depuis 2008. Les variations annuelles de ce taux ne présentent pas de différences significatives. Pour ce groupe de la population, le Luxembourg répond ainsi aux buts recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à savoir l'interruption de la tendance croissante et la stabilisation des taux d'obésité et de surcharge pondérale (BMI⩾25).

- Taux BMI⩾25 (surcharge pondérale ou obésité) population au travail/STM

	% de femmes	% d'hommes	% de la population totale
2000	40,5	56,3	50,1
2001	41,4	58,6	51,8
2002	41,7	58,1	51,6
2003	43,4	59,1	52,8
2004	43,9	59	52,8
2005	43,9	59,9	53,3
2006	45,7	61,1	54,6
2007	44,3	62,4	54,8
2008	44,4	62,4	54,7
2009	48,2	66,8	58,7
2010	50,2	66,2	59,1
2011	50,3	68,2	60,2
2012	49,7	66,8	59,2
2013	48,1	66,3	58,1

Réf.: Statistiques de l'OECD sur la Santé 2014 / Données Service de travail multisectoriel / examen médicaux d'embauche et de suivi

Dans le rapport «Statistiques de l'OECD sur la Santé 2014» la remarque suivante se trouve dans le commentaire se référant au Luxembourg:

Les problèmes d'obésité ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies dans la plupart des pays de l'OCDE. Au Luxembourg, le taux d'obésité[1] parmi la population adulte (basé sur des données de poids et de taille mesurés) a progressé de 16,3% en 2000 à 23,0% en 2012. Bien que ce taux reste moins élevé qu'aux États-Unis (35,3% en 2012) et au Royaume-Uni (24,7%), cette forte augmentation de la population obèse devrait entraîner un accroissement des maladies chroniques qui y sont liées (comme le diabète et les maladies cardiovasculaires) et un accroissement des dépenses de santé dans les années à venir.

Ces observations sont certes correctes. Toutefois, je suis confiante que les changements observés depuis quelques années dans notre société, à savoir l'augmentation considérable de l'intérêt et de la popularité de diverses activités physiques auprès de la population (jogging, vélo, marches populaires...) vont perdurer tout comme l'intérêt pour l'adoption d'habitudes alimentaires plus équilibrées.

B. Décès attribuables à l'obésité

L'obésité est assez rarement une cause de décès primaire et unique, comme en témoignent les chiffres suivants:

[1] Obésité: BMI⩾30

Mortalité par obésité (ICD-10: E66)

- Taux de mortalité par obésité = 0,08% de tous les décès (0,05% ♀ et 0,11 % ♂)

- Taux standardisé de mortalité par obésité = 0,47 (0,14 ♀ et 0,76 ♂)

Réf.: Statistiques de décès G.-D. Luxembourg 2011 / «European Detailed Mortality Database»

Par contre, dans les civilisations industrielles comme la nôtre, l'obésité figure parmi les facteurs de risque majeurs pour le développement de toute une série de maladies chroniques:

- les maladies cardiovasculaires (principalement les cardiopathies et les accidents vasculaires cérébraux / première cause de mortalité),

- le diabète,

- les troubles musculo-squelettiques, en particulier l'arthrose,

- certains cancers.

Pour le développement de ces maladies l'obésité est estimée responsable à:

- 44% de la charge du diabète,

- 23% de la charge des cardiopathies ischémiques,

- 7% à 41% de la charge de certains cancers.

C. Initiatives de lutte contre l'obésité au Luxembourg

En se basant sur la stratégie de l'OMS et la Plate-forme européenne d'action en matière d'alimentation, d'activité physique et de santé, le Luxembourg a pris l'initiative en 2006 de développer une politique interministérielle en faveur de l'alimentation saine et de l'activité physique: «Gesond iessen, Méi bewegen» / GIMB. Dans l'objectif de lutter d'une manière cohérente et complémentaire contre la sédentarité et l'alimentation déséquilibrée, les Ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de la Famille et de l'Intégration, et le Ministère des Sports se sont joints pour élaborer un plan d'action commun. La stratégie poursuit le but d'encourager et de soutenir d'une manière active des projets tant nationaux que locaux dans les écoles, maisons relais et maisons de jeunes, communes, entreprises…

Dans cet esprit, il existe à l'heure actuelle près de 350 projets GIMB de diverses envergures, ciblant des populations variées, engageant des partenaires de nombreux domaines, dont tout un nombre avec caractère durable.

En 2011, le Gouvernement a adopté l'extension du plan d'action GIMB dans le domaine spécifique de l'activité physique. Ce plan, coordonné par le Ministère des Sports, a été élaboré en collaboration avec toute une série de nouveaux partenaires, parmi lesquels entre autres le Syvicol, le Ministère de l'Égalité des Chances et le «Verkéiersverbond».

http://www.sport.public.lu/fr/sport-loisir/panextension/index.html

En 2013, création d'un groupe de travail «Alimentation saine et équilibrée dans le setting de l'éducation non formelle (ENF):» promotion et implémentation de l'alimentation saine dans les maisons relais et les maisons de jeunes du Grand-Duché de Luxembourg. Il regroupe des représentants des Ministères de la Santé et de l'Éducation nationale (Division enfance et jeunesse), du Service National de la Jeunesse (SNJ), de l'Entente des foyers de jour.

Exemples des initiatives réalisées:

Maisons relais et maison de jeunes:

- «Pädagogische Handreichung: Gesunde Ernährung im Jugendhaus», destinée au personnel éducatif,

- «Gesunde Ernährung in den Einrichtungen der non-formalen Bildung: Schulkinder», (destinée aux cuisiniers et au personnel éducatif), (publication imminente),

- «Gesunde Ernährung in den Einrichtungen der non-formalen Bildung: Kleinkinder» (en préparation),

- Préparation de modules de formation continue pour cuisiniers et éducateurs.

Recommandations nutritionnelles:

- Élaboration de brochures d'information ciblant des groupes de populations spécifiques (population générale, femmes enceintes et allaitantes, bébés de zéro à douze mois, enfants de douze à 36 mois, enfants de trois à douze ans, personnes âgées).

Conférences - actions de sensibilisation:

- Label GIMB: «Gitt Partner / Frot de Label» appelle à la participation de partenaires locaux dans les secteurs les plus divers pour promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique. Le comité interministériel GIMB assure l'accompagnement, le coaching et le soutien financier de nombreux projets nationaux et locaux. Depuis sa création, près de 350 projets ont obtenu le «Label GIMB», dont un nombre considérable de nature évolutive et durable.

- Journée nationale «Gesond iessen, Méi bewegen», organisée régulièrement

- Initiatives nationales promouvant l'activité physique: «Meter fir Meter - Lëtz move»

- Journées de sensibilisation pour employeurs, organismes, communes… (CFL, Police grand-ducale, ville de Luxembourg, Parlement européen…)

- Action de rentrée de classe: sensibilisation des élèves, parents et enseignants de la première année du deuxième cycle à l'importance d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique régulière (accent mis sur le petit déjeuner cette année-ci).

D. Collaboration internationale

Énumération des collaborations principales

Collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)

- Participation aux groupes de travail «Nutrition Counterparts» et «Nutrition National Focal Points» qui s'occupent des activités internationales en matière de nutrition et d'activité physique. Dans ce cadre, nous avons notamment collaboré à l'élaboration de la Déclaration de Vienne sur la nutrition et les maladies non transmissibles dans le contexte de Santé 2020.

http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0004/234382/Vienna-Declaration-on-Nutrition-and-Noncommunicable-Diseases-in-the-Context-of-Health-2020-Fre.pdf?ua=1

Collaboration au niveau de la Commission européenne

- Le Luxembourg est membre du groupe «High Level Group on Nutrition and Physical Activity» de la DG SANCO, Commission européenne. Dans ce contexte, le Luxembourg a participé notamment à l'élaboration du plan d'action sur l'obésité infantile 2014-2020 qui a été officialisé en février de cette année sous la présidence grecque.

http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/docs/childhoodobesity_actionplan2014_2020_en.pdf

- Moyennant le projet européen «Fruit for school», la collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs dans le Plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» s'est renforcée. Ce projet assure la distribution nationale et gratuite de fruits et légumes au sein des écoles de l'enseignement fondamental et secondaire et il a la mission de promouvoir des projets et politiques de promotion des modes de vie sains chez les enfants et adolescents.

Question 0489 (27.08.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ambroisie à feuilles d'armoise:**

L'ambroisie à feuilles d'armoise, appelée également ambroisie élevée (Ambrosia artemisiifolia), est une plante dite invasive qui, suite au changement climatique, s'est propagée un peu partout en Europe, récemment en Allemagne (Bade-Wurtemberg, Bavière, Rhénanie-Palatinat…) et en France (vallée du Rhône, Poitou-Charentes). Originaire d'Amérique du Nord, cette herbacée annuelle peut provoquer asthme et réactions allergiques sévères posant ainsi un problème potentiel de santé publique.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Comme l'ambroisie élevée a déjà été découverte dans la région de Trèves, Madame la Ministre peut-elle m'informer si cette plante a déjà été détectée au Luxembourg?

- Le Ministère de l'Environnement a-t-il développé une démarche en vue de prévenir, voire de freiner, le cas échéant, la diffusion rapide de cette plante dans nos contrées? Dans l'affirmative, quels sont les moyens de lutte à mettre en œuvre?

- Est-ce que des moyens d'information sont en voie de préparation en vue de faire connaître aux acteurs concernés (communes, agriculteurs, jardiniers) les techniques préventives et curatives existant à l'heure actuelle?

Réponse (30.09.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'ambroisie à feuilles d'armoise (Ambrosia artemisiifolia L.) a déjà été détectée au Luxembourg, cependant que de façon sporadique dans quelques jardins privés. Une population plus grande existe près de la Kockelscheuer et des mesures d'éradication de la plante sont en cours. Cette population est bien surveillée, de sorte qu'elle ne risque pas de s'étendre.

L'apparition spontanée de la plante s'explique en premier lieu par la dispersion des graines, qui se fait en partie par des procédés naturels, tels que le transport par les oiseaux ou le transport par les eaux courantes. Actuellement, la dispersion des graines est cependant facilitée et accélérée avant tout par certaines activités humaines, telles que le transport de matériaux de construction (terre ou gravier), l'épandage de compost (les graines paraissant tolérer la chaleur utilisée lors du processus de fabrication du compost), le déplacement de machines utilisées pour faucher des zones infestées, le recours aux semences de tournesol, mais surtout l'utilisation de mélanges pour oiseaux. Des recherches menées au Luxembourg par le Musée national d'histoire naturelle ont montré que même au Luxembourg, beaucoup de ces mélanges offerts dans le commerce contiennent des graines de la plante en question. Une application plus pointue du règlement européen n°574/2011 de la Commission du 16 juin 2011 modifiant l'annexe I de la directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne, parmi d'autres substances indésirables, les teneurs maximales applicables à Ambrosia spp. dans les aliments pour animaux serait désirable pour prévenir l'introduction des graines d'ambroisie via le mélange de graines pour oiseaux. Cette réglementation est du domaine de compétence de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture au Luxembourg.

Il est ensuite important de noter qu'il s'agit d'une plante pionnière, dont la force concurrentielle est faible. Elle colonise donc de préférence des stations où elle n'est pas exposée à la concurrence de la végétation naturelle. Il s'agira donc d'axer principalement la prévention d'une installation massive dans nos régions en favorisant une couverture végétale permanente de surfaces non bâties que ce soit en milieu urbain ou en ras de campagne. En milieu urbain ceci se traduira par la favorisation de la croissance de plantes concurrentielles de préférence d'une végétation indigène adaptée au milieu.

Dans la brochure «Nature et Construction», l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Ponts et Chaussées ont développé des propositions en vue d'un aménagement écologique des zones de verdure en milieu bâti, ainsi qu'en vue de l'extensification de leur entretien. Un chapitre particulier est voué à la question des plantes invasives.

Les méthodes d'aménagement et de gestion écologique proposées dans la brochure précitée devraient constituer un moyen efficace et peu couteux pour éviter la mise à nu systématique des sols et par là lutter efficacement contre l'ambroisie à feuilles d'armoise dans des milieux anthropogènes. Par ailleurs, l'aménagement écologique d'espaces verts permet d'éviter également l'apport de terres organiques d'origine souvent inconnue; phénomène favorisant la propagation et la germination des graines de l'ambroisie à feuilles d'armoise.

L'Administration des Ponts et Chaussées a mis en œuvre une série de projets pilotes dans ce sens. Par ailleurs, l'Administration de la Nature et des Forêts a lancé une campagne de sensibilisation des communes et essaie de développer avec celles-ci des réalisations concrètes sur le terrain.

En milieu agricole, des méthodes de gestion des terres arables réduisant au minimum la mise à nu des sols, bénéficiaires notamment dans la lutte contre l'érosion, peuvent également prévenir l'installation de l'ambroisie. Les cultures les plus affectées sont surtout le tournesol et à moindre degré les plantations de maïs, de pommes de terre ou de colza.

Enfin, il y a lieu de noter que l'ambroisie à feuilles d'armoise peut être confondue avec d'autres plantes, dont certaines se caractérisent par une haute valeur écologique (comme par exemple Bidens tripartita, plante rare des milieux amphibiens naturels le long des cours d'eau, sur les chemins non consolidés, aux abords des abreuvoirs dans les pâturages extensifs, etc.). Il convient donc de ne pas s'égarer dans un activisme exagéré qui risquerait de générer plus de dommages que de bienfaits.

Finalement, évoquons que la mesure des concentrations de pollen de cette plante se fait de façon quotidienne par la station d'aérobiologie du Ministère de la Santé et peut être consultée en ligne et que des lignes directrices pour le contrôle de l'ambroisie à feuilles d'armoise (ambroisie) ont été établies sur la base de résultats obtenus dans le cadre du projet «Stratégies pour le contrôle de l'ambroisie (AMBROSIA)» fondé par EUPHRESCO 2008-2009.

Question 0490 (28.08.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **numérisation des revues luxembourgeoises:**

Depuis des décennies, grâce à l'enthousiasme de leurs animateurs, des revues luxembourgeoises de grande qualité ont été éditées ou continuent de l'être. Elles constituent un trésor inestimable aussi bien pour les chercheurs en histoire que pour les lecteurs intéressés par la création littéraire et artistique du Luxembourg. À titre d'exemple, je cite les «Cahiers luxembourgeois», parus dès avant la Deuxième Guerre mondiale, et avec des interruptions jusqu'au début des années 2000, la revue «Galerie» du Centre culturel de Differdange, paraissant depuis 1982, la revue historique «Hemecht», la revue «Arts et Lettres». Ces revues ont été ou sont encore souvent soutenues par de l'argent public.

Si les bibliothèques publiques disposent souvent de collections complètes, celles-ci sont cependant difficiles à consulter. La numérisation de ces revues pourrait permettre un accès plus large et plus facile à ce trésor. Les éditeurs eux-mêmes ne peuvent pas subvenir aux frais de cette numérisation, et il est sans doute préférable qu'elle se fasse selon les critères les plus modernes et uniformes pour toutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelle est la politique du Gouvernement à cet égard?

Réponse (10.10.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Par la question parlementaire n°0490 du 28 août 2014, Monsieur le Député Franz Fayot demande quelle est la politique du Gouvernement en matière de numérisation et de mise à disposition en ligne des revues culturelles luxembourgeoises, souvent subventionnées «par de l'argent public».

Monsieur le Député argumente à juste titre qu'il est «sans doute préférable» que cette numérisation «se fasse selon les critères les plus modernes et uniformes pour toutes».

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0061 *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)* de Monsieur Franz Fayot, concernant la mise en place d'une stratégie nationale de numérisation, Monsieur le Premier Ministre avait souligné que «la numérisation de masse est essentiellement du ressort du Ministère de la Culture et des instituts culturels de l'État qui sont les détenteurs d'importantes collections de documents physiques du fait de leurs missions légales de collecte et de conservation du patrimoine culturel et intellectuel de la nation (…). Aussi les instituts culturels de l'État sont appelés à devenir des pôles de compétence de l'État (en matière de numérisation), chacun dans le domaine de ses missions (…). Tel est le cas de la Bibliothèque nationale pour les publications imprimées de tout type qu'elle collecte par voie du dépôt légal. La numérisation des contenus culturels sera aussi partie prenante du programme national «Digital Lëtzebuerg» que le Gouvernement vient de lancer par décision du Conseil de Gouvernement du 4 juin 2014.

La Bibliothèque nationale a mis en place un plan de numérisation pluriannuel depuis 2003. Après avoir accordé la priorité à la numérisation de la presse historique, dont les supports physiques sont fortement fragilisés, la BnL a commencé à s'attacher à la numérisation d'autres types de documents pour faire face à la demande croissante d'institutions du secteur public, du monde de la recherche et de divers acteurs culturels.

Sont déjà numérisées et seront mises en ligne progressivement dans les prochains mois les revues suivantes:

- «Recueil des mémoires et des travaux» publiés par la Société de botanique du Grand-Duché de Luxembourg (1874-1903);

- «Mittheilungen aus den Vereinssitzungen»/ «Verein Luxemburger Naturfreunde (Fauna)» = Comptes-rendus des séances/Société des naturalistes luxembourgeois (Fauna) (1891-1906);

- «Bulletin» de la Société des naturalistes luxembourgeois (1907-), numérisé jusqu'à l'édition 2011;

- Publications de l'Office de statistique = «Publikationen des Statistischen Amts» (1902-1940).

Les titres ci-dessous figurent sur la liste des titres objet de la prochaine campagne de numérisation (2014/2015):

- «Ons Hémecht» (1895-1939)

- «T'Hémecht»/«Hémecht» (1948-), jusqu'en 2013.

Toutes les revues numérisées seront accessibles, comme les autres publications numérisées, via le portail eluxemburgensia.lu de la BnL et le moteur de recherche a-z.lu. Ce dernier donne accès à l'ensemble des bases de données de la Bibliothèque nationale et des autres bibliothèques membres du réseau bibnet.lu et est un important instrument pour mieux faire connaître et rendre accessibles les travaux des auteurs luxembourgeois de tous types.

Monsieur le Député a raison de souligner que la richesse des contenus des revues culturelles luxembourgeoises justifie qu'elles bénéficient de l'«accès plus large et plus facile», sans parler de la visibilité internationale, que permettent justement la numérisation et l'accès en ligne des contenus numérisés.

Toutefois, il convient de souligner que le volume et le rythme de numérisation à réaliser par la Bibliothèque nationale sont fonction des ressources humaines et financières à disposition.

Par ailleurs, seuls les documents numérisés qui sont dans le domaine public, c'est-à-dire libres de droits d'auteur, peuvent être rendus accessibles en ligne, à distance, sans restrictions. Tel n'est pas le cas des publications qui ne sont pas encore dans le domaine public, ce qui est le cas de la très grande majorité des revues visées par la question parlementaire de Monsieur le Député Fayot. En effet, en vertu de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, les œuvres n'entrent dans le domaine public que 70 ans après la mort de leur auteurs à moins que ceux-ci ou leurs ayants droits n'aient cédés leurs droits.

C'est la raison pour laquelle, comme le Premier Ministre l'avait déjà souligné lors de sa réponse à la question parlementaire n°0061 relative à la stratégie nationale de numérisation, «(…) le Gouvernement étudiera la mise en place de solutions pragmatiques de coopération entre le secteur public et le secteur privé en s'inspirant des expériences actuellement en cours dans d'autres pays européens».

Pour les revues éditées par des collectivités publiques ou subventionnées par l'État, une piste pour faciliter la diffusion et pour éviter dans le futur le complexe problème des droits à clarifier, pourrait être de viser des publications de type «open access» que le Gouvernement s'est proposé de promouvoir dans son programme de Gouvernement (p. 117) et comme l'usage commence à s'établir au Luxembourg comme dans nombre d'autres pays pour les publications scientifiques financées ou cofinancées par l'État.

Question 0491 (28.08.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **chômage au Luxembourg:**

L'Agence pour le développement de l'emploi vient de publier les chiffres du chômage pour le mois de juillet. Il en ressort que le nombre des demandeurs d'emploi continue à progresser de manière constante et s'établit désormais à 18.760 personnes. La hausse du chômage concerne d'ailleurs toutes les tranches d'âge.

Concernant plus particulièrement le chômage des jeunes, le Gouvernement a mis en place la garantie pour la jeunesse, telle qu'arrêtée au niveau européen. Le «Zentrum der europäischen Wirtschaftsforschung» (ZEW) s'est toutefois récemment montré critique vis-à-vis de cette initiative et estime que les mesures y prônées pourraient avoir à long terme un effet négatif sur l'emploi des jeunes. Il plaide d'ailleurs pour une meilleure formation professionnelle des jeunes davantage axée sur les besoins de l'économie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de Ja Jeunesse, et du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les Ministres n'estiment-ils pas qu'il est temps de réunir une tripartite dédiée au problème du chômage?

- Pour ce qui est du chômage des jeunes, ne serait-il pas utile d'organiser une table ronde avec tous les acteurs concernés, les jeunes ensemble avec entre autres les partenaires sociaux, le patronat, les représentants des différents Ministères ou encore les différentes chambres professionnelles impliquées, pour trouver des solutions concrètes pour améliorer la formation professionnelle des jeunes et réduire sensiblement leur risque de se retrouver au chômage, voire améliorer leurs chances de rebondir rapidement?

Réponse commune (19.09.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La situation de l'emploi reste paradoxale. Entre juillet 2013 et juillet 2014, l'emploi salarié intérieur a augmenté de 9.193 unités, soit un plus en un an de 2,55%. La création d'emplois est redevenue nettement plus dynamique. L'emploi total dans notre pays s'approche des 400.000. Il n'était que de 281.294 il y a dix ans. Pendant la même période, le nombre des demandeurs d'emploi résidants inscrits à l'ADEM a augmenté de 1.825 unités et le taux de chômage brut est passé de 6,8 à 7,1%. L'évolution des offres d'emploi est également positive. Pour le mois de juillet elles se situent à 2.649 soit près de 600 en plus par rapport au même mois de 2013. La reprise n'a donc pas encore entraîné une détente sur le marché du travail. J'ai demandé à l'ADEM et au Statec d'étudier en profondeur les causes de cette évolution. Sur invitation du Premier Ministre, une réunion avec les partenaires sociaux qui portera aussi sur les questions de l'emploi aura lieu le 18 septembre. Ce sujet figurera également à l'ordre du jour du Comité permanent travail et emploi (CPTE) qui se réunira le 25 septembre. Une nouvelle réunion de ce Comité tripartite consacrée exclusivement aux questions d'emploi à laquelle participeront les Ministres directement concernés sera organisée au début du mois d'octobre en vue d'arrêter des mesures appropriées destinées à renforcer encore la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi.

Concernant le chômage des jeunes, la hausse est restée pour le moment modérée pour ce qui est des jeunes demandeurs jusqu'à 29 ans (+225 de juillet 2013 à juillet 2014). 57,5% des jeunes demandeurs de moins de 25 ans ont un niveau de formation inférieur ou un niveau moyen inférieur. Afin de pouvoir remédier à cette situation, il est nécessaire de promouvoir la formation professionnelle tout comme instaurer une meilleure orientation. Les partenaires sociaux seront associés à ces efforts, notamment dans le contexte de la promotion de l'apprentissage, de la formation professionnelle et l'orientation tout au long de la vie.

En réponse à vos remarques sur la garantie pour la jeunesse, l'étude du «Zentrum für europäische Wirtschaftsforschung» à laquelle vous vous référez ne remet pas en question le bienfondé de celle-ci. Elle analyse surtout la situation du chômage des jeunes dans les pays du sud de l'Europe particulièrement affectés. Il est entendu que la garantie pour la jeunesse que la future Commission propose encore de renforcer n'est en soi pas la panacée absolue pour lutter contre le chômage des jeunes. Elle doit aller de pair avec une bonne formation professionnelle, un meilleur accès des jeunes au marché du travail et surtout des créations d'emplois. L'importance de la formation en alternance y est également soulignée. C'est dans un tel contexte que la garantie prend toute son utilité. Ces questions ont été abordées le 15 mai 2014 avec les jeunes dans le cadre de la Conférence de la jeunesse tout comme avec les partenaires sociaux lors du CPTE du 17 juin 2014.

Par ailleurs, lors du lancement officiel de la garantie pour la jeunesse au Luxembourg, il a été souligné que la mise en œuvre de cette initiative se base sur une collaboration étroite entre les différents services des Ministères concernés. L'objectif de garantir à tout jeune âgé de moins de 25 ans un encadrement de qualité soit vers un emploi, soit vers une formation, soit vers un encadrement personnalisé pour trouver son chemin, est piloté par un groupe interministériel.

Il est évident qu'un premier bilan, qui sera dressé début 2015, sera discuté dans les différents comités, comme le CPTE.

Question 0493 (29.08.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**apprentissage transfrontalier:**

D'après les auteurs du projet de règlement portant organisation de l'apprentissage transfrontalier (devenu par la suite le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier), l'apprentissage transfrontalier irait de pair avec le travail transfrontalier, dans la mesure où (i) «des salariés allemands, belges et français amènent leurs enfants comme apprentis dans l'entreprise luxembourgeoise où ils travaillent eux-mêmes» respectivement (ii) «de nombreuses entreprises dont les chefs d'entreprise viennent de nos pays voisins recrutent leurs apprentis dans leur pays d'origine».

L'apprentissage transfrontalier viserait dès lors quasi exclusivement des jeunes scolarisés dans nos pays limitrophes et venant suivre une formation pratique sous contrat d'apprentissage dans une entreprise établie au Luxembourg.

L'exposé des motifs indique que «le cas contraire où des apprentis originaires du Luxembourg suivent la formation pratique dans une entreprise ayant son siège à l'étranger et la formation scolaire dans une institution d'enseignement luxembourgeoise est plutôt rare et n'est pas retenu dans le présent règlement».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. L'article 2 e. du règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 indique que l'apprenti devra joindre à la demande en vue de l'apprentissage transfrontalier une copie des bulletins scolaires de la dernière classe fréquentée avant l'entrée en apprentissage. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quels sont les niveaux scolaires exigés des candidats à l'apprentissage transfrontalier (France, Belgique, Allemagne)? Existe-t-il des cas où des candidats ont été admis sans disposer des niveaux requis?

2. Combien de candidats ont été admis à l'apprentissage transfrontalier au Luxembourg?

3. Combien de candidats admis à suivre leur formation pratique au Luxembourg se sont finalement retrouvés sans certificat/diplôme de qualification professionnelle luxembourgeois? Quelles en sont les raisons?

4. Les Ministres n'estiment-ils pas utile de faire en sorte que nos apprentis puissent également suivre leur formation pratique à l'étranger et d'entamer les démarches nécessaires auprès des partenaires de la Grande Région?

Réponse commune (08.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a introduit en son article 37 l'apprentissage transfrontalier et le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier en définit le cadre et fixe les modalités.

Ainsi, dans son article 1er ledit règlement grand-ducal précise qu'«on entend par apprentissage transfrontalier la formation où la partie pratique en milieu professionnel sous contrat d'apprentissage est réalisée dans un organisme de formation situé au Luxembourg et où la formation scolaire est assurée par une institution dans un pays limitrophe.

L'apprentissage transfrontalier ne peut se faire que dans les métiers/professions qui figurent dans les règlements grand-ducaux (…)».

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier au Luxembourg, il faut distinguer entre les professions/métiers d'apprentissage dont les conditions d'accès scolaires en vue d'une formation professionnelle sont définies par un règlement grand-ducal luxembourgeois et celles/ceux où les employeurs formateurs possèdent le pouvoir de décision afin de déterminer le niveau scolaire du/de la futur(e) apprenti(e) qu'ils exigent lors du processus de sélection.

Pour les apprentissages transfrontaliers dont les conditions d'accès scolaires sont définies par un règlement grand-ducal, le service d'orientation professionnelle de l'ADEM exige, avant la délivrance des papiers nécessaires en vue de la conclusion du contrat d'apprentissage, entre autres, les attestations scolaires originales certifiant la réussite du niveau scolaire spécifié par le règlement y relatif.

Pour les apprentissages transfrontaliers comme «Kaufmann für Spedition und Logistikdienstleistung», «Industriekaufmann», «Veranstaltungskaufmann» etc., dont les conditions d'accès scolaires ne sont pas définies par un règlement grand-ducal luxembourgeois, des copies des bulletins ou des certificats de la dernière année scolaire réussie sont exigées. Pour ces professions/métiers, la plupart des entreprises formatrices ont tendance à recruter des personnes ayant un niveau scolaire comparable à celui d'un technicien, d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires technique luxembourgeoises. Puisqu'il s'agit de formations étrangères, les modalités d'admission et de fonctionnement sont également définies par les autorités étrangères.

Ad 2. Pour l'année scolaire 2011/2012, 34 contrats d'apprentissage transfrontalier ont été conclus, pour l'année 2012/2013, 35 et pour l'année 2013/2014, 49.

Ad 3. Sachant que pour les apprentissages transfrontaliers le diplôme sanctionnant la réussite de la formation en question est délivré par l'instance compétente du pays dans lequel l'apprenti a suivi sa formation théorique, les ministères ne possèdent pas de données à ce sujet.

Ad 4. Le Luxembourg ne pouvant légiférer que pour la situation où le contrat d'apprentissage est conclu avec une entreprise établie sur le territoire luxembourgeois, la situation décrite par l'honorable Député devrait être réglée par les instances publiques des autres pays. Un accord-cadre encourageant la formation professionnelle transfrontalière est en train d'être finalisé dans le cadre de la Grande Région.

Question 0494 (29.08.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **loi communale:**

À mi-temps des élections communales, dans plusieurs communes il y aura un changement de bourgmestre ou d'échevins. Or, un tel changement en cours de législature communale n'est pas prévu expressis verbis par la loi communale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le Ministre considère que la loi communale actuelle est suffisante pour réglementer cette pratique?

- En cas de réponse négative, est-ce que le Ministre modifiera prochainement la loi communale afin de régler en détail cette pratique?

Réponse (06.10.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Léon Gloden au sujet du changement de bourgmestre ou d'échevins en cours de mandat, il y a tout d'abord lieu de préciser qu'aux termes de l'article 39 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, les échevins sont nommés par le Ministre de l'Intérieur sur présentation de la majorité des nouveaux élus au conseil communal ou du conseil communal. La nomination du candidat proposé est de droit, à moins qu'il n'ait perdu une condition d'éligibilité ou qu'il ne soit frappé d'une incompatibilité, auquel cas le Ministre de l'Intérieur demande aux nouveaux élus au conseil communal ou au conseil communal de désigner un nouveau candidat.

L'article 59 de la loi communale dispose, par ailleurs, que le bourgmestre est nommé par le Grand-Duc sur présentation de la majorité des nouveaux élus au conseil communal ou du conseil communal, pour un terme de six ans. La nomination du candidat proposé est de droit, à moins qu'il n'ait perdu une condition d'éligibilité ou qu'il ne soit frappé d'une incompatibilité, auquel cas le Grand-Duc demande aux nouveaux élus au conseil communal ou au conseil communal de désigner un nouveau candidat.

Son mandat est renouvelable. Toutefois, il perd la qualité de bourgmestre si, dans l'intervalle, il cesse de faire partie du conseil.

Les bourgmestres et les échevins sont nommés pour un terme de six ans, c'est-à-dire pour la durée normale du mandat des conseillers élus. Ils perdent toutefois la qualité de bourgmestre ou d'échevin si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil communal.

L'article 43 de la loi communale règle le remplacement des bourgmestres et échevins en disposant que les personnes qui sont désignées pour remplir une place de bourgmestre ou d'échevin devenue vacante par suite de décès, de démission ou de déchéance, achèvent le mandat de ceux qu'ils sont appelés à remplacer.

Les modalités de démission des fonctions d'échevin sont réglées, quant à elles, par l'article 45 de la loi communale, alors que la procédure de démission des fonctions de bourgmestre est détaillée par l'article 61 de la loi communale.

Il résulte de tout ce qui précède que les modalités concernant le changement de bourgmestres ou d'échevins en cours de législature communale sont définies de manière exhaus-

tive et ceci pour quelque raison que ce soit, de sorte qu'il n'y a pas de nécessité de légiférer en la matière.

Question 0495 (29.08.2014) de **MM. Emile Eicher** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **sécurité d'approvisionnement en électricité:**

L'électricité consommée au Luxembourg en 2013 vient d'Allemagne pour 5.614 GWh, de Belgique pour 939 GWh et de France pour 296 GWh. Or, la Belgique est confrontée à l'impossibilité de satisfaire la demande nationale et doit importer de l'électricité de ses voisins français et néerlandais. La situation ne va pas s'améliorer puisque trois des sept réacteurs nucléaires sont fermés, le dernier en date, «Doel 4» ayant été mis à l'arrêt et ne serait pas redémarré avant la fin de l'année. Divers experts jugent la situation sérieuse avec un risque de pénurie d'électricité en Belgique cet hiver. Pour cette raison, des mesures sont prises depuis deux ans afin d'atténuer ce risque dont, en dernier recours, un plan de délestage, c'est-à-dire la réduction de la consommation de manière obligatoire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Puisque l'électricité consommée au Luxembourg venait l'année dernière pour presque 15% de Belgique et que celle-ci se voit confrontée à un vrai risque de pénurie d'électricité cet hiver, quelles sont les conséquences pour le Luxembourg? Le Grand-Duché est-il également affecté par un risque de pénurie d'électricité?

- En cas hypothétique de pénurie d'électricité en Belgique, comment Monsieur le Ministre entend-il réagir? Le Luxembourg devrait-il participer au plan de délestage?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il déjà prises afin de se préparer à une éventuelle pénurie d'électricité?

Réponse (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Emile Eicher et Marcel Oberweis concernant la sécurité d'approvisionnement en électricité, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Tout d'abord, il y a lieu de donner quelques explications au sujet des interconnexions électriques du Luxembourg avec ses pays voisins. Le réseau public luxembourgeois de transport géré par Creos Luxembourg SA est exclusivement raccordé au réseau public allemand via deux lignes haute tension 220 kV séparées à deux ternes chacune. Le réseau industriel géré par Sotel Réseau & Cie s.e.c.s., alimentant notamment les usines d'ArcelorMittal, est connecté au réseau électrique belge et, depuis fin 2013, au réseau électrique français. La centrale Twinerg d'Esch-sur-Alzette est directement connectée au réseau électrique belge par la même ligne haute tension que les usines d'ArcelorMittal et injecte toute sa production électrique dans ce réseau.

Pour ce qui est de l'approvisionnement du réseau électrique de Creos Luxembourg SA via le réseau allemand, il importe de considérer que le marché de l'électricité allemand connaît à l'heure actuelle des surcapacités de production. Partant, le risque d'un impact direct sur la sécurité d'approvisionnement des consommateurs résidentiels luxembourgeois ainsi que des autres entreprises ou industries connectées au réseau public de Creos Luxembourg SA lié aux problèmes redoutés en Belgique pour l'hiver prochain est très faible.

Pour ce qui est de l'approvisionnement des sites d'ArcelorMittal, il y a lieu de considérer que le réseau industriel dispose de la possibilité de basculer les unités qui sont alimentées par l'électricité provenant de la Belgique sur le réseau français et vice versa. Cette flexibilité donne une certaine marge de manœuvre aux exploitants du réseau industriel afin de compenser d'éventuels problèmes d'approvisionnement sur le marché électrique belge.

Finalement, il reste à préciser que chaque gestionnaire de réseau de transport et chaque gestionnaire d'un réseau industriel est notamment tenu d'établir, en vertu des dispositions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, un code de sauvegarde qui peut prévoir des délestages sélectifs afin de maintenir la sécurité du réseau. Ces plans comprennent des procédures et mesures préventives ou d'urgence seulement applicables en cas de pénurie électrique dans leur réseau.

Considérant la situation peu tendue sur le marché électrique allemand et considérant les mesures et flexibilités en place au niveau du réseau industriel de Sotel, il n'y a actuellement pas lieu de prévoir des mesures supplémentaires afin de se prémunir contre une éventuelle pénurie d'énergie électrique annoncée en Belgique.

Question 0496 (02.09.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **lycée pour professions de santé à Ettelbruck:**

Suite à ma question orale concernant la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck lors de la séance publique du 31 janvier 2012, l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures m'avait répondu que les travaux de construction commenceraient en été 2013. Il est à noter que ce lycée est conçu, tout comme le nouveau siège de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, selon les prescriptions de l'énergie positive.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux de construction du lycée pour professions de santé à Ettelbruck? Pour quand l'ouverture de ce bâtiment est-elle prévue?

- Le nouveau Gouvernement a-t-il décidé d'apporter des changements au programme de construction de ce lycée? Dans l'affirmative, lesquels?

- Le futur Lycée de Clervaux sera-t-il également construit selon le même concept énergétique?

Réponse (24.09.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1. Les travaux préparatoires de démolition et d'assainissement de l'ancien hôpital du jour et du site «Agnes» ont débuté en juillet 2014. Les études d'exécution sont actuellement en cours et la demande d'autorisation pour le plan d'aménagement particulier (PAP) a été transmise aux autorités compétentes. Par la suite, la demande relative à l'autorisation de construction sera introduite laissant prévoir que toutes les autorisations nécessaires seront disponibles fin 2014. Sauf retards procéduraux, le début des travaux aura lieu en automne 2015 alors que la fin des travaux est prévue pour 2018.

2. Il n'y a pas eu de changements significatifs dans le programme de construction, en dehors de quelques adaptations concernant les salles d'enseignement clinique suite à la demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

3. La construction du futur Lycée de Clervaux s'inscrit dans la stratégie de l'État visant la construction durable et plus spécifiquement la réalisation de bâtiments à faible consommation énergétique. Ce concept énergétique se caractérise par l'optimisation de la performance thermique de l'enveloppe du bâtiment, par l'utilisation de l'inertie thermique de la structure ainsi que par la mise en œuvre d'un minimum d'installations techniques nécessaires et adaptées au bâtiment.

Le besoin total en énergie primaire, tout comme l'impact sur l'environnement en matière d'émissions CO_2, correspondent à la classe A. Il s'agit donc d'un bâtiment hautement efficient, à consommation énergétique réduite par rapport à la première génération de nouveaux lycées, comme par exemple l'Atert-Lycée à Redange, cependant sans progresser jusqu'à un bâtiment à énergie positive.

En ce qui concerne le projet du nouveau bâtiment du Lycée pour professions de santé à Ettelbruck, respectivement de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, il est à noter qu'il s'agit de deux projets pilotes à énergie positive qui après réalisation et mise en service restent à être évalués.

Question 0497 (02.09.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **concept de mobilité Nordstad:**

En mars, Monsieur le Ministre avait déclaré qu'un débat public au sujet du «Systemescheid» de l'axe Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch, élément essentiel du concept de mobilité Nordstad, aurait lieu avant l'été 2014. Avant de prendre une décision sur le système de transports à retenir, Monsieur le Ministre voulait attendre les résultats d'études préalables. Par la suite, il allait discuter des résultats avec le Comité politique Nordstad, les conseils communaux et finalement avec le grand public.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons le débat n'a-t-il pas encore eu lieu?

- Quels sont les résultats des études préalables annoncées en mars?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il discuter avec le Comité politique Nordstad et les conseils communaux des six communes concernées?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer s'il entend organiser le débat public annoncé dans les meilleurs délais?

Réponse (17.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire des honorables Députés porte sur l'évolution du dossier «concept de mobilité Nordstad».

Dans ce contexte, je tiens à rappeler ma réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler. En effet, il ressort du concept de mobilité Nordstad, élaboré conjointement par le MDDI et les communes de la Nordstad, qu'un BHNS est le mieux adapté pour l'axe central reliant les pôles Ettelbruck et Diekirch et qu'il peut sensiblement augmenter l'attractivité des transports en commun sur cette liaison. Je partage les conclusions de cette étude.

Néanmoins, aujourd'hui le service des transports en commun sur route connaît de fortes perturbations et les bus accumulent des retards conséquents dans la Nordstad. C'est pourquoi un des objectifs du concept de mobilité Nordstad est également de trouver des solutions pour améliorer les transports en commun à court et moyen terme, en attendant les nouveaux développements urbains et les infrastructures y rattachées.

Dans cette logique, il est prévu, d'une part, de procéder à un réaménagement complet du pôle multimodal de la gare d'Ettelbruck qui comprend le réaménagement des quais trains et des accès y relatifs, de la gare routière pour les bus, la réalisation d'un nouveau P&R et les installations et accès pour la mobilité douce ainsi que la délocalisation des flux de transit du trafic individuel dans une tranchée couverte délestant les alentours de la gare d'Ettelbruck de ces flux importants. J'ai procédé au dépôt du projet de loi y relatif en juillet de cette année.

D'autre part, j'ai instruit en janvier 2014 mes services d'étudier pour le court terme des mesures de priorisation pour bus dans la Nordstad, surtout sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck. Dans un premier temps, il est ainsi proposé de prévoir des voies bus bidirectionnelles entre la gare de Diekirch et le giratoire près de l'échangeur Erpeldange. Ces aménagements seront desservis par une offre de bus similaire à l'offre d'aujourd'hui, à la différence que la vitesse commerciale et la ponctualité des services seront améliorées. Les études y relatives ont bien avancé et les premières conclusions ont pu être présentées aux bourgmestres concernés ainsi qu'au Comité politique Nordstad au printemps de cette année. S'y ajoute que j'ai organisé un débat public dans la commune d'Ettelbruck en date du 21 octobre 2014 afin de présenter et de discuter l'état actuel du projet de la gare d'Ettelbruck et du projet de l'axe central. Un exercice semblable est prévu à Diekirch dans les prochains mois.

Mes services vont également entamer au cours du mois d'octobre le volet «mobilité douce» du concept de mobilité Nordstad. Dès que ce volet sera clôturé, il sera présenté au Comité politique Nordstad, aux conseils communaux et au grand public.

Question 0498 (02.09.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **phénomène de la mendicité en Europe et au Luxembourg:**

À en croire des articles parus dans la presse étrangère, le phénomène de la mendicité aurait pris de l'ampleur en Europe ces dernières années. À Munich, les responsables indiquent que le nombre de mendiants agissant en bande organisée aurait quintuplé en deux ans. Afin d'y réagir, il a été décidé d'interdire la mendicité agressive ou en bande organisée dans certains quartiers. Confronté à la même problématique, le législateur français avait jugé utile d'incriminer la mendicité agressive, de même que la mendicité à l'aide de mineurs de moins de six ans assimilée à une privation de soins. Notons par ailleurs qu'à Madrid, les montants des amendes en matière de mendicité ont été augmentés.

La mendicité agressive ou en bande organisée semble également en recrudescence au Grand-Duché, et particulièrement dans la capitale. Les forces de l'ordre ont par ailleurs récemment lancé des campagnes de sensibilisation à l'égard de nouvelles formes d'escroqueries. En effet, la police a mis en garde le public devant l'agissement de certaines bandes cherchant par diverses manœuvres d'apitoyer les passants et de leur soustraire de l'argent.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Existe-t-il des statistiques relatives au phénomène de la mendicité au Luxembourg? Dans l'affirmative, les Ministres peuvent-ils nous indiquer si lesdites statistiques laissent conclure à une recrudescence de la mendicité en général et de la mendicité agressive ou en bande organisée en particulier au cours des dernières années?

- Les Ministres peuvent-ils nous indiquer si le nombre d'infractions en rapport avec la mendicité a augmenté ces dernières années? Dans l'affirmative, quelles sont ces infractions?

- À supposer que le phénomène de la mendicité organisée ou agressive aurait progressé au Luxembourg, comment les Ministres entendent-ils enrayer les agissements des personnes s'y adonnant? Les Ministres envisagent-ils de durcir la législation en matière de mendicité à l'instar de ce qui a été décidé dans d'autres pays de l'Union européenne? Existe-t-il une «task force» commune des autorités policières et judiciaires dédiée au phénomène de la mendicité? À défaut, ne serait-il pas utile d'encourager lesdites autorités à œuvrer en ce sens? Quid de la coopération avec les autorités compétentes de nos pays voisins?

Il est évident que les mendiants sont loin d'être tous des criminels. Il nous paraît dès lors indispensable d'accompagner les personnes dans le besoin aussi dignement que possible. C'est ainsi que nous aimerions savoir de Madame et Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les actions que le Gouvernement a initiées au cours des derniers mois pour aider les mendiants à mieux ménager leur quotidien? Des programmes sociaux ont-ils été décidés? Ne serait-il pas utile d'engager des «streetworkers» pour prendre contact avec lesdits mendiants, ceci pour mieux appréhender leur situation et en fin de compte pour les sortir de leur précarité?

Réponse commune (10.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La Police grand-ducale établit annuellement des statistiques portant sur la mendicité. Les statistiques de 2010 à 2013 confirment une stabilité relative du phénomène, à savoir 59 cas en 2010, 77 en 2011, 78 en 2012 et 67 en 2013.

Il est certain que d'autres infractions ont pu être constatées en relation avec la mendicité.

Afin d'endiguer le phénomène, la police a élaboré un concept particulier, sensibilisant les unités de police au contrôle et au constat de la mendicité en réunion. Malgré les actions menées par les services de police, le phénomène n'a pas pu être éradiqué.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains a incriminé comme traite le fait de recruter, transporter, héberger, accueillir une personne, passer ou transférer le contrôle sur elle en vue de la livrer à la mendicité, d'exploiter sa mendicité ou de la mettre à disposition d'un mendiant.

Cette nouvelle incrimination devrait ainsi donner davantage de moyens d'action aux autorités de poursuite.

La mendicité simple, quant à elle, est souvent le résultat de problèmes d'origine sociale et ne constitue pas une infraction pénale. Le Gouvernement estime que les incriminations pénales doivent viser des faits qui constituent une atteinte grave à l'ordre public.

Les pistes évoquées par les honorables Députés ne sont pas inscrites à l'accord de coalition.

Dans le cadre de la coopération policière internationale, la police utilise tous les moyens de

coopération soit directs, soit le système SIS, Europol et Interpol afin de donner une réponse coordonnée.

En janvier 2013, le Gouvernement a adopté la «Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020». Cette stratégie, qui comporte quatre objectifs déclinés en 14 actions concrètes, vise, d'une part, la prévention du sans-abrisme et, d'autre part, l'amélioration des moyens de réaction en cas de situation de sans-abrisme.

Des associations conventionnées avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ou avec le Ministère de la Santé offrent une panoplie de services destinés aux personnes sans-abri et ce indépendamment du fait qu'elles s'adonnent à la mendicité ou non. Ainsi, il existe des restaurants sociaux, des vestiaires dans lesquels elles peuvent se procurer des vêtements, des installations sanitaires, un service médical, tous accessibles à très peu de frais, voire gratuitement, aux personnes en très grande précarité.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région coordonne l'«Action Hiver» dont l'objectif est d'éviter que des personnes à la rue ne meurent de froid durant les mois d'hiver.

Enfin, notons que les «streetworkers» sont financés par la ville de Luxembourg dans le cadre de conventions conclues avec des associations actives sur le terrain.

Question 0499 (03.09.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **criminalité organisée:**

Dans des communiqués récents, la police évoque plusieurs cas de personnes âgées qui ont été la victime de voleurs de poche au cours des dernières semaines (Differdange, Ingeldorf, Reisdorf, Echternach, Luxembourg-ville, etc.). Parmi ces voleurs figurent non seulement des adultes, mais également des mineurs recrutés par des bandes spécialisées opérant partout dans le pays.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le profil et la provenance de ces bandes criminelles qui sont à l'origine de cambriolages les plus divers? Selon quelles méthodes ces bandes opèrent-elles sur notre territoire?

- Face aux sentiments d'insécurité que peuvent éprouver les concitoyens, Monsieur le Ministre pense-t-il à un renforcement des patrouilles de police dans les zones critiques (lieux publics tels les zones piétonnes, les parkings de supermarchés, etc.) ainsi qu'à une nouvelle campagne de sensibilisation?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques récentes sur l'activité de ces bandes, le nombre de vols et de cambriolages dont elles ont été l'auteur durant les derniers mois?

- Comment les échanges d'information de la police luxembourgeoise avec les autorités policières étrangères, notamment celles de nos pays voisins, sont-ils organisés? Cette collaboration est-elle régulière et s'avère-t-elle fructueuse?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuelles actions ciblées à l'échelle européenne permettant de combattre plus efficacement les bandes criminelles?

- Est-il possible d'agir également de manière plus concertée au niveau de la Grande Région et au-delà afin de protéger les enfants et adolescents qui sont souvent abusés par ces bandes criminelles?

Réponse (10.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Il importe de faire une différence entre les cambriolages et les vols à la tire dont les auteurs sont rarement les mêmes.

Les bandes perpétrant les cambriolages sont souvent originaires de l'Europe de l'Est et opèrent à travers toute l'Europe. Les cambriolages ont généralement lieu en série sur une période de temps très courte.

Les cambriolages se font de jour et de nuit, dans les maisons et les appartements. Ils sont généralement constatés le soir.

Les vols à la tire sont souvent commis sur la voie publique et aux abords des centres commerciaux, au détriment des personnes les plus vulnérables.

En 2005 a été mise en place, au sein de la police, une cellule de coordination «vols organisés» qui centralise les informations en la matière entre les six circonscriptions régionales et le Service de police judiciaire.

Par ailleurs, en 2009 a été instauré un Groupe mixte d'enquête (GME) chargé de combattre de manière concertée le phénomène des cambriolages. Ce groupe se compose de représentants des sections de recherche et d'enquête criminelle des six régions, de la direction de l'Information et du Service de police judiciaire. Ces spécialistes s'appliquent notamment à dégager les phénomènes de série. Par ailleurs, ils coordonnent les enquêtes et les opérations aussi bien répressives que préventives au niveau national.

Face à la hausse des vols à la ruse, les six circonscriptions régionales de police procèdent à une analyse quantitative et qualitative du phénomène. Les conclusions de l'analyse doivent permettre d'orienter l'approche préventive consistant dans le renforcement de la présence policière et la distribution de tracts de prévention et d'information aux lieux sensibles et l'approche répressive.

Les statistiques établies par la police reprennent le nombre de cambriolages et autres vols par année, trimestre, mois, semaine, jour de la semaine, région, commune, catégorie de lieu, le taux d'élucidation ainsi que le sexe, la catégorie d'âge et la qualité de résident ou non-résident des auteurs pour autant que ceux-ci soient identifiés et inculpés. Il est partant difficile, à ce stade, de se prononcer avec certitude sur le pourcentage des cambriolages et autres vols de ces derniers mois qui ont été commis par des bandes criminelles originaires de l'Europe de l'Est. Toutefois, selon les enquêteurs spécialisés, un pourcentage important des cambriolages serait commis par ces bandes.

Dans la mesure où une large proportion des enquêtes présente un caractère transfrontalier, une collaboration quotidienne de la Police grand-ducale avec ses homologues étrangers est particulièrement importante.

Les échanges d'informations avec les autorités policières étrangères se font à différents niveaux, et notamment par le biais du Centre de coopération policière et douanière (CCPD), de la coopération Benelux, d'Europol et Interpol, de banques de données européennes et de l'Office central de la lutte contre la criminalité itinérante.

Conformément au concept du «Single Point of Contact» (SPoC) préconisé par le Conseil européen, la gestion des échanges d'informations est centralisée au niveau du Service des relations internationales de la police. Une telle centralisation permet d'identifier les recoupements dans les enquêtes et d'assurer la maîtrise des différentes procédures par des opérateurs spécialement formés.

Des actions ciblées, concertées et surtout conjointes dans le domaine des cambriolages se font régulièrement, soit en coopération avec Europol impliquant les États-membres de l'UE, soit au niveau Benelux, soit en coopération avec nos pays voisins.

Au niveau de la Grande Région, les représentants des services de police et des douanes belges, français, allemands et luxembourgeois travaillent ensemble au sein du CCPD afin d'identifier les phénomènes criminels affectant la Grande Région.

Question 0500 (04.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Mécanisme de résolution unique (MRU):**

Les autorités européennes avaient décidé dans le sillage de la crise bancaire et financière internationale de mettre en place une union bancaire dont le MRU constituerait un des piliers et ce pour mieux ménager les défaillances d'établissements financiers dits systémiques et pour davantage protéger les contribuables et déposants. Ce mécanisme qui a l'ambition de permettre au besoin une déconfiture ordonnée de ces établissements financiers est flanqué d'un Fonds de résolution bancaire qui devra être alimenté par lesdits établissements.

Dans nos pays voisins, et en particulier en Allemagne, le fait que tous les établissements de crédit devront participer à la mise en place et au fonctionnement du fonds reste très controversé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre, peut-il me confirmer que désormais toutes les banques, peu importe leur taille et le risque systémique qu'elles représentent, devront alimenter le Fonds de résolution bancaire unique (qui comporterait en plus une participation aux frais de fonctionnement dudit fonds)?

- Dans l'affirmative, et sachant que les petits établissements n'ont pas été à l'origine de la crise bancaire et financière internationale, le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait prévoir des exemptions de participation financière pour ceux-ci afin de ne pas les pénaliser outre mesure?

Réponse (07.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le régime qui déterminera les contributions à verser par les établissements de crédit au Fonds de résolution unique dans le cadre du Mécanisme de résolution unique («MRU» ci-après) va se fonder sur les dispositions de la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement («BRRD» ci-après). Cette directive constitue le texte de base européen qui gouverne la mise en place des autorités de résolution et des fonds de résolution à travers les 28 États membres de l'UE. Le règlement (UE) n°806/2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique («règlement MRU» ci-après) et les textes y afférents précisent quant à eux uniquement les modalités additionnelles spécifiques au fonctionnement du MRU et du Fonds de résolution unique au sein de l'Union bancaire.

Les débats qui ont fait surface, notamment en Allemagne, sur les contributions à verser (ou non) par les petits établissements de crédit se situent dans le cadre des consultations que la Commission européenne mène en vue de l'élaboration d'un acte délégué qu'elle est appelée à adopter en vertu de l'article 103(7) et (8) de la BRRD. Cet acte délégué sera complété pour l'Union bancaire par un acte d'exécution du Conseil qui règlera certaines spécificités liées au MRU et au Fonds de résolution unique (ainsi les succursales d'établissements de pays tiers ne contribueront pas au financement du Fonds de résolution unique mais au dispositif de financement national) mais qui ne pourra dépasser le cadre fixé par l'acte délégué de la Commission européenne (article 70(6) du règlement MRU).

L'article 103(1) de la BRRD exige que tous les établissements tombant dans le champ d'application de la BRRD, y compris les succursales d'établissements de pays tiers, contribuent à alimentation des dispositifs de financement pour la résolution, i. e. à l'alimentation du Fonds de résolution unique dans l'Union bancaire. Ce principe est d'ailleurs repris par le règlement MRU qui calque le niveau cible du Fonds de résolution unique sur la somme des dépôts garantis détenus par l'ensemble des banques de la zone euro (le niveau cible correspond à 1% de ce montant, soit à environ EUR 55 milliards).

L'acte délégué que la Commission européenne émettra en vertu de l'article 103 (7) et (8) de la BRRD ne pourra déroger aux dispositions contenues dans la BRRD elle-même et va devoir exiger le versement d'une contribution par chaque établissement, peu importe sa taille. À noter que le Parlement européen et les États membres sont dans le contexte de l'élaboration de cet acte délégué consultés par la Commission européenne, mais qu'il appartient à la Commission européenne d'adopter l'acte délégué en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'acte délégué ne peut toutefois entrer en vigueur que si, dans un délai de trois mois, le Parlement européen ou le Conseil n'exprime pas d'objections.

La participation de toutes banques de la zone euro, y compris les petites banques non systémiques, au financement du Fonds de résolution unique se justifie par le fait que tous les établissements profiteront de la stabilité financière accrue dans la zone euro qui résultera du cadre de résolution mis en place en vertu de la BRRD et du règlement MRU. Le Fonds de résolution unique constitue un élément central de ce cadre de résolution et son utilisation en cas de besoin contribuera à la stabilisation générale du secteur bancaire. Les établissements de taille modeste tireront donc eux aussi des avantages, du moins indirects, du Fonds de résolution unique.

La crise financière a d'ailleurs illustré qu'on ne peut exclure un impact potentiel sur la stabilité financière suite à la défaillance d'un ou de plusieurs établissements de petite taille. Même ces derniers peuvent être à l'origine de risques systémiques, notamment à cause du rôle qu'ils jouent dans le secteur bancaire, en raison de leur intégration dans des réseaux d'établissements de taille similaire ainsi que via des effets de contagion. La défaillance d'une petite banque pèserait sur la confiance des déposants et des acteurs de marché dans le système bancaire.

Aux contributions à verser au Fonds de résolution unique lui-même s'ajouteront des contributions aux dépenses administratives du Conseil de résolution unique visant à couvrir les frais de fonctionnement du MRU (frais de personnel etc.). Le montant de ces contributions, à verser elles-aussi par l'ensemble des établissements, sera toutefois très bas comparé à celui des contributions au Fonds de résolution unique.

Toutefois, même si tous les établissements devront contribuer au financement du Fonds de résolution unique, il est indispensable de veiller à la mise en place d'une approche proportionnée et équilibrée. Celle-ci devrait tenir compte de la taille de chaque établissement, de son profil de risque, de la nature et de la complexité de ses activités, de son interconnexion avec d'autres établissements et avec le secteur financier au sens large, ainsi que de l'impact de sa défaillance sur les marchés financiers, c'est-à-dire de la probabilité que le Fonds de résolution unique devra intervenir en cas de problèmes auprès de l'établissement en question. Ce principe est consacré par l'article 4 de la BRRD qui permet de soumettre certains établissements à des exigences simplifiées et qui devrait également s'étendre aux charges administratives découlant de la détermination du montant de la contribution à verser par ces mêmes établissements. Étant donné que de manière générale les petits établissements, même s'ils ne sont pas dépourvus de risque, ont un profil de risque assez bas et que l'impact de leur défaillance serait moins grave, le risque que ces établissements soient mis en résolution et déclenchent une intervention du Fonds de résolution unique est moins grand. La méthode de calcul des contributions à verser par ces établissements devrait dès lors refléter cet état des choses et être simple. Les contributions à verser par les petites banques devraient, pour ces mêmes raisons, être comparativement faibles.

Il est ainsi envisagé de demander aux établissements de petite taille le versement d'une contribution annuelle consistant en un montant forfaitaire en lieu et place de la contribution qui résulterait de la méthode de calcul générale des contributions au Fonds de résolution unique. Ce montant forfaitaire ne pourra dépasser le montant qui résulterait de la méthode de calcul générale des contributions. À ce montant forfaitaire s'ajoutera la contribution aux dépenses administratives à verser par la banque en question. Ce traitement qui est celui sur lequel la Commission consulte actuellement résultera en moyenne en une réduction significative de la contribution à verser par les petites banques. La décision sur le traitement en question appartiendra in fine à la Commission européenne en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Question 0501 (04.09.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **consolidation des finances publiques:**

Le 2 septembre 2014, à l'occasion d'une conférence de presse donnée en présence du directeur général de Luxembourg for Finance, le Ministre des Finances s'est réjoui des évolutions très favorables dans le secteur financier (RTL: «D'Zuelen, déi géifen erëm massiv an d'Luucht goen.»)

Étant donné que le secteur financier contribue pour plus d'un tiers au PIB luxembourgeois, pour environ 20 pourcent à l'emploi intérieur du Luxembourg et pour environ 30 pourcent à ses recettes fiscales, la «croissance massive» observée dans le secteur financier est donc susceptible de générer des retombées positives pour le bien-être économique, l'emploi et le budget de l'État.

- Quels enseignements pour la politique budgétaire le Ministre des Finances tire-t-il par conséquent de cette «croissance massive»?

- En l'occurrence, est-ce que le Ministre des Finances estime que cette «croissance massive» réduit la pression sur le Gouvernement pour consolider les finances publiques et réviser à la baisse le niveau des dépenses publiques?

Réponse (07.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La croissance observée dans le secteur financier témoigne du succès, dans un environnement international de plus en plus compétitif, de la politique de diversification et de positionnement de la place financière, menée par le Gouvernement.

Lors de la présentation à la Chambre des Députés du projet de loi concernant le budget des

recettes et des dépenses de l'État pour 2015, en date du 15 octobre prochain, Monsieur le Député pourra constater que le Gouvernement entend poursuivre une politique ambitieuse de consolidation des finances publiques, nonobstant l'évolution récente du secteur financier, qui, à elle seule, est insuffisante pour résoudre les difficultés liées au déficit budgétaire.

Un contexte économique favorable peut faciliter d'ailleurs la mise en œuvre de réformes structurelles nécessaires, plutôt que de remettre en question leur opportunité.

Question 0502 (04.09.2014) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **décharge sauvage de pneus à Bissen:**

En novembre 2011, la «découverte» d'une ancienne décharge illégale au Kallekshaff au bord de la N22 entre Bissen et Boevange de 45.000 m³ de pneus et autres déchets avait fait la une des médias du pays. Le Gouvernement de l'époque avait décidé d'éliminer une fois pour toutes la décharge sauvage et avait précisé que suite aux fourrages et analyses du sous-sol les travaux d'assainissement devraient débuter en été 2014. Le coût de l'évacuation du matériel à elle seule était évalué à 100.000 €.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement peut-il me fournir des précisions sur l'état d'avancement du projet?

- Dans quels délais les travaux d'assainissement débuteront-ils?

- Le coût de l'évacuation du matériel est-il encore d'actualité?

Réponse (30.09.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les investigations effectuées en 2012 et 2013 sur l'ancienne décharge de pneus à Bissen et qui ont été présentées dans le cadre d'une conférence de presse en date du 14 mai 2014 ont montré que le corps de la décharge ne renfermait plus de pneus. Par contre, la décharge comportait une couche noire constituée de résidus d'incinération des pneus.

Les analyses effectuées sur cette couche montraient l'absence de polluants en fortes concentrations. Cette couche présente un degré de minéralisation quasi complet probablement à cause des températures élevées lors du feu. Par ailleurs, la couche d'incinération est recouverte d'une épaisse couche de terres qui fait office d'étanchement et qui évite la pénétration des eaux dans le corps de la décharge. Un impact de cette couche sur les eaux des alentours de la décharge n'a pas pu être démontré.

Les investigations ont également décelé la présence de cendres au pied de la décharge. Ces cendres montrent des concentrations plus importantes en zinc et des concentrations moins importantes en hydrocarbures C10-C40 et en PCB. Sur base de ce constat et compte tenu du fait que les cendres se trouvent dans une zone inondable, il avait été recommandé de procéder à l'enlèvement des cendres en question.

Par la suite, les travaux ont été poursuivis pour élaborer un concept d'enlèvement des cendres au pied de la décharge sans endommager la forêt alluviale dans laquelle la décharge se trouve. Étant donné que de ce fait un accès d'en bas n'est pas faisable, différentes techniques ont été étudiées pour accéder à partir du plateau supérieur de la décharge au pied, soit une dénivellation d'une vingtaine de mètres en vue de remonter les cendres au niveau de la RN22.

Les techniques qui ont été évaluées sont:

- mise en place d'une piste en zigzag sur le talus de la décharge et transport des matériaux à évacuer moyennant des engins spéciaux sur chenilles (Raupendumper);

- transport des cendres moyennant une grue télescopique à placer sur le plateau de l'ancienne décharge;

- transport des cendres moyennant l'installation d'une bande transporteuse à installer sur le talus de la décharge.

Selon des premières demandes de prix lancées auprès de plusieurs entreprises, le coût des travaux en question a été chiffré entre 337.000 € et 409.000 €, y inclus les frais d'élimination des résidus dont l'ordre de grandeur de 100.000 € estimé à l'époque peut être confirmé. Ces coûts n'incluent cependant pas encore les frais de bureaux d'études, de laboratoires d'analyses, des organismes agréés de certification, de débroussaillage, de maîtrise de la circulation RN22 et de procédure de demande d'offres publiques.

Ainsi, on peut raisonnablement estimer que le coût de l'ensemble de l'opération se chiffrera entre 400.000 € et 500.000 €.

Sauf la variante de la bande transporteuse, la faisabilité technique des deux autres méthodes est confirmée. Toutefois, chacune de ces méthodes présente un certain nombre d'autres inconvénients tels que par exemple la nécessité du débroussaillage plus ou moins complet de la végétation actuelle sur le corps de la décharge ou encore l'insécurité de la stabilité du corps de la décharge pour pouvoir supporter des machines lourdes telle qu'une grue télescopique. L'étude a également révélé un certain nombre de risques inhérents à l'enlèvement proprement dit des dépôts pollués liés à la mobilisation des terres polluées pouvant entraîner une contamination des eaux de surface de l'Attert.

Compte tenu de cette situation, il a été décidé de procéder avant toute décision d'abord à l'évaluation d'autres méthodes de pouvoir gérer les cendres polluées se trouvant au pied de la décharge.

Question 0503 (04.09.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **hausse généralisée des taux de TVA:**

Le Gouvernement a annoncé à diverses reprises vouloir augmenter le taux de TVA normal de 15% à 17%, ce qui alourdira à l'évidence la facture des communes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Le Gouvernement est-il conscient des coûts supplémentaires auxquels devront faire face les communes? Existe-t-il des estimations quant au surcoût à supporter par les communes du fait de cette hausse des taux de TVA? À défaut, les Ministres pourront-ils m'indiquer quel aurait été le surcoût à charge des communes, si on rapportait la hausse du taux de TVA aux dépenses soumises à TVA réalisées par les communes durant l'exercice 2013?

2. Les Ministres envisagent-ils de contrebalancer cette surcharge en redistribuant le surplus de recettes de TVA via le mécanisme du Fonds communal de dotation financière?

Réponse (09.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1. Dans le contexte de la hausse annoncée des taux de la TVA pour 2015, la direction des Finances communales a estimé sur base des données du secteur communal (rapport d'activité 2013 du Ministère de l'Intérieur), du compte 2012, du budget rectifié 2013 et du budget 2014 que la charge ou la dépense budgétaire supplémentaire pour le secteur communal à titre de consommateur final augmentera d'environ 35 millions d'euros. Le sujet a été abordé tant au niveau du Conseil supérieur des finances communales que lors d'une entrevue entre le Syvicol et le Ministère de l'Intérieur.

Ad 2. Les retombées éventuelles pour les communes via le Fonds communal de dotation financière (FCDF) de leur participation de 10% au produit des recettes nettes de la TVA sont estimées quant à elles à 35 millions d'euros pour une année pleine, dont 25 millions seront recouvrés pendant l'année 2015.

Il a été décidé dans le cadre des discussions préliminaires au niveau du Gouvernement pour la préparation du budget de 2015 ainsi que de celui des années subséquentes, comme cela avait été discuté lors d'une entrevue entre le Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances et le Syvicol, de ne pas intéresser les communes via le FCDF aux recettes étatiques supplémentaires résultant de la modification des taux, mais de réserver les fonds en question au financement de la réorganisation future des Services d'incendie et de secours, ce qui permettra aux communes de récupérer une partie de l'enjeu financier en question.

Question 0504 (05.09.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Programme Mammographie:**

Le Programme Mammographie, projet pilote instauré en 1992 et consolidé en 1996 en programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein, propose à toutes les femmes âgées entre 50 et 69 ans de faire réaliser tous les deux ans une mammographie de dépistage du cancer du sein. Au total, 22.000 invitations sont annuellement adressées aux femmes de cette tranche d'âge.

Or, les progrès médicaux ainsi que les résultats de certaines études remettent de plus en plus en question l'utilité des programmes de mammographie. Ainsi le «Swiss Medical Board» vient de recommander aux autorités compétentes de limiter les programmes de mammographie existants dans le temps, de ne plus en instaurer de nouveaux et de comparer l'effet souhaité du dépistage avec ses effets indésirables.

Dans le même ordre d'idées, le très renommé institut Cochrane de Copenhague vient de réaliser une méta-étude englobant la totalité des données issues de sept grandes études à essai randomisé contrôlé (RCT) au sujet des programmes de mammographie. Les données en question concernent le nombre représentatif de 600.000 femmes âgées entre 39 et 74 ans.

Les conclusions de cette méta-étude sont significatives. Elles relèvent que sur 2.000 femmes suivant un programme de mammographie sur une durée de dix ans, un seul décès peut dans le meilleur des cas être évité, alors que sur le même échantillon, dix femmes sont confrontées à un diagnostique faussement positif et se voient par conséquent soumises à des traitements et opérations inutiles. Selon les experts du même institut, les effets secondaires de l'irradiation causée par la mammographie, notamment le risque de crise cardiaque ou de cancer du poumon, pourraient même anéantir l'effet bénéfique attendu des programmes de mammographie.

Dans ce contexte et dans le contexte général du «Plan National Cancer», que Madame la Ministre de la Santé a récemment présenté, j'aimerais lui poser les questions suivantes:

- Quel est le taux de participation des femmes au Programme Mammographie et quel est le coût annuel de ce programme?

- L'évolution de la mortalité par cancer du sein depuis la mise en place du Programme Mammographie a-t-elle été analysée de manière systématique et à quel niveau le taux de guérison se situe-t-il actuellement?

- Existe-t-il des données relatives à la véracité des diagnostiques établis au sein du Programme Mammographie?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait repenser le Programme Mammographie en tenant compte des connaissances acquises par les études susmentionnées? Par conséquent, ne faudrait-il pas redéfinir le groupe à risque selon des critères autres que l'âge de la femme?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Programme Mammographie (PM) s'adresse aux femmes âgées entre 50 à 69 ans, qui sont affiliées à la Caisse Nationale de Santé. Le taux de participation est d'environ 62%. Il n'y a pas d'évaluation économique complète de ce programme.

En ce qui concerne l'évolution de la mortalité par cancer du sein depuis la mise en place du Programme Mammographie, force est de constater que les taux bruts de mortalité au Luxembourg régressent pour tous les cancers entre 1980 et 1994 et entre 1995 et 2009; à l'exception toutefois du cancer de la peau.

Pour les périodes quinquennales 1980-1994 à 1995-2009, la mortalité par cancer du sein au Luxembourg a diminué de 41,1 à 30,6 pour 100.000, ce qui représente une réduction relative de -22,1%. (Source: Direction de la Santé)

Selon des études internationales, en particulier aux Pays-Bas et en Suède, la diminution de la mortalité par cancer du sein, depuis le début des années 1980, est d'environ 30% et est liée pour moitié au dépistage systématique, pour moitié aux progrès thérapeutiques.

De façon générale, dans les pays occidentaux, la survie relative après cancer du sein à cinq ans (= période après la date du diagnostic) s'élève à plus de 80%.

En France, le taux de survie nette (c'est à dire: la survie que l'on observerait si la seule cause de décès possible était le cancer étudié), qui a été publié par l'Institut National du Cancer, est le suivant: 97% à un an, 91% à trois ans, 86% à cinq ans, 76% à dix ans.

Dans les années à venir, les résultats concernant le taux de survie au Luxembourg seront fournis par le Registre National du Cancer qui a commencé la collecte des données en 2013.

Cependant, grâce au dépistage organisé, une amélioration de la prise en charge et des diagnostics a été observée dans tous les pays concernés, en raison de la rigueur des contrôles de qualité. Ceux-ci ont profité à toutes les femmes, en termes de morbidité et de mortalité, qu'elles participent ou non au dépistage.

Un Programme de dépistage n'effectue pas de diagnostic, mais cherche à «repérer» dans une population donnée les femmes dont la mammographie montre une anomalie susceptible de correspondre à un cancer.

Le diagnostic précis intervient en seconde ligne lors des bilans complémentaires effectués.

Dans le cadre du PM, de nombreux indicateurs sont enregistrés par le Centre de Coordination, selon les recommandations des «European Guidelines for Quality Assurance in Breast Cancer Screening». Ces indicateurs reflètent la qualité du dépistage.

La direction de la Santé du Ministère de la Santé publie régulièrement des résultats dans son bulletin de liaison. La plupart des chiffres obtenus sont conformes aux recommandations européennes.

Ainsi, en ce qui concerne le taux de détection (pourcentage de cancers détectés/1.000 femmes dépistées), les chiffres du PM sont de 5,8 à 7,5‰ pour les années 2006 à 2011.

Parmi l'ensemble des femmes ayant participé au dépistage, le taux de rappels vise la proportion de femmes ayant été rappelées pour un bilan complémentaire suite à une mammographie jugée anormale.

Pour le PM, le taux de rappel annuel est de 4,2 à 5,1% pour les années 2006-2012.

La proportion de cancers de petite taille (jusqu'à 10 mm) détectés par le PM est de 25 à 40% (années 2006 à 2012), ce qui se situe dans les normes. Depuis le début du dépistage organisé en 1992, la taille des lésions cancéreuses a diminué en moyenne de 1 cm, ceci étant valable pour l'ensemble des femmes selon le Registre Morphologique des Tumeurs. Or, le pronostic du cancer est, entre autres critères, d'autant meilleur que sa taille initiale est petite: à dix ans, la survie est estimée à 75% pour des tumeurs de moins de 2 cm, à 40% pour les tumeurs de plus de 5 cm.

Sont également étudiés, de façon systématique, la qualité des clichés, la qualité d'interprétation de chaque radiologue (sensibilité, spécificité, valeur prédictive positive), la qualité des bilans réalisés par la suite, les types de cancers détectés et leur stade.

Les études susmentionnées font partie d'une multitude de publications, parfois contradictoires, de qualité et de design très variable.

Cela étant, ces études doivent être appréhendées avec prudence.

Je ne saurais que confirmer qu'il y a lieu de redéfinir les groupes de femmes à inclure dans un dépistage «de masse» et ceux à inclure dans une forme de dépistage plus personnalisé, voire plus spécifique. Le risque doit être évalué en fonction d'autres critères que celui de l'âge, à savoir le risque génétique, le risque familial et le risque lié à certains antécédents médicaux de la personne.

Le Centre de Coordination du Programme Mammographie a réuni en 2014 un groupe de travail qui a rédigé des recommandations dans ce sens. Ces recommandations seront prochainement soumises à l'avis du Conseil scientifique dans le domaine de la santé.

L'hypothèse d'une extension du dépistage organisé à un groupe cible plus étendu, à savoir aux femmes à partir de 40 ans et jusqu'à 75 ans, est également abondamment discutée, sans qu'un consensus au niveau international ait pu être trouvé pour l'instant.

Tous ces aspects seront pris en compte dans le cadre de la mise en place du Plan Cancer.

Question 0505 (08.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **proposition de directive PNR:**

Alors que l'utilisation des données PNR («Passenger Name Record») n'est pas réglementée au niveau européen, la Commission européenne s'est efforcée à éditer un texte définissant e. a. la finalité et la structure du système, la durée de conservation des données relatives aux passagers ainsi que les obligations incombant aux transporteurs aériens. Dans le cadre de l'examen de cette proposition de di-

rective, le Parlement européen, tout en soulignant sa détermination à lutter contre le terrorisme, avait cependant insisté en 2012 sur la nécessité de protéger les droits fondamentaux et d'assurer le respect de la vie privée, de sorte que les travaux n'ont pas avancé depuis. Il se trouve maintenant que le Conseil Justice et Affaires Intérieures des 5 et 6 juin derniers ayant eu pour objet le terrorisme et la sécurité des frontières a exprimé son souhait que le dossier progresse et aboutisse, selon certaines sources, jusqu'au plus tard la fin de l'année 2014.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner sur la conformité de la proposition de directive PNR dans son état actuel avec le récent arrêt de la Cour de Justice ayant invalidé la directive relative à la conservation des données?

- Les Ministres peuvent-ils également m'informer des accords que l'Union européenne a actuellement conclus avec des pays tiers en matière de transfert et de traitement de données des dossiers passagers? Combien d'accords sont actuellement en train d'être négociés et avec quels pays tiers? N'existe-t-il pas de risque de violation des droits fondamentaux et d'atteinte à la protection des données dans ce contexte?

Réponse commune (14.10.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Quant à la 1ère question: L'honorable Député s'enquiert sur la conformité de la proposition de directive du Conseil et du Parlement européen relative à l'utilisation des données des dossiers passagers pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière, dite «PNR» («Passenger Name Record»), aux exigences posées par l'arrêt rendu par la Cour de Justice de l'Union européenne en date du 8 avril 2014, dit «Digital Rights» (affaires jointes C-293/12 et C-594/12), par lequel la Cour a invalidé la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 relative à la conservation de données à caractère personnel à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite des infractions graves.

Il est à noter que la proposition de directive PNR date d'avril 2012 et qu'un nombre important d'amendements ont été discutés, voire acceptés à titre provisoire au cours des négociations menées depuis lors, sans que cette proposition de directive n'ait été adoptée formellement jusqu'à présent. Il serait donc hasardeux de se prononcer par une simple réponse affirmative ou négative sur cette question et une analyse juridique détaillée tant de la proposition initiale que de l'ensemble des amendements proposés ou adoptés jusqu'à présent est impossible à réaliser dans le délai imparti pour la réponse à la présente question parlementaire.

Cependant, il est évident que les futures discussions sur la proposition de directive PNR seront fortement conditionnées par les enseignements à tirer de l'arrêt précité du 8 avril 2014, alors que la directive 2006/24 sur la rétention des données, invalidée donc par l'arrêt précité du 8 avril 2014, et la proposition de directive PNR reposent sur une logique similaire, à savoir la rétention de tout un ensemble de données à caractère personnel par un opérateur privé commercial afin de les rendre disponibles aux autorités de poursuites pénales en cas de nécessité dans une enquête déterminée.

Dans cet ordre d'idées, il semble également évident que la position à adopter lors de la continuation des négociations de la proposition de directive PNR devrait être similaire à celle à adopter dans le contexte de la suite du dossier de la rétention des données, et cela tant au niveau national qu'au niveau européen, et notamment dans le contexte dudit «trilogue», c'est-à-dire les discussions entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne.

Quant à la 2e question: Jusqu'à présent, l'Union européenne a signé des accords PNR avec les États-Unis d'Amérique, le Canada et l'Australie.

Des demandes en vue de la conclusion d'un accord PNR ont par ailleurs été adressées à l'Union européenne par la Russie, le Mexique, la Corée du Sud, les Émirats Arabes Unis, le Brésil, le Japon, le Qatar et l'Arabie Saoudite. À noter que ces demandes n'ont pas encore donné lieu à des négociations proprement dites, alors que la Commission européenne est actuellement en train d'étudier la possibilité d'établir un cadre de référence européen qui servirait de base à toute négociation d'accords PNR avec des États tiers.

La protection des droits fondamentaux en vigueur au sein de l'Union européenne est bien entendu une des premières préoccupations dont il est à tenir compte dans le contexte de ces accords PNR avec des États tiers. En ce sens, le cadre de référence européen à établir par la Commission européenne devrait précisément viser à assurer la protection des droits fondamentaux en fixant certaines conditions préalables, comme notamment l'objet et un champ d'application précis de l'accord, la durée de stockage des données, ou encore les voies de recours. L'objectif principal de cette démarche dans le contexte de la proposition de directive PNR est donc le même que pour le sujet de la rétention des données suite à l'arrêt dit «Digital Rights» du 8 avril 2014 précité, à savoir la recherche d'une solution commune au niveau de l'Union européenne afin d'éviter la conclusion de toute une série d'accords bilatéraux disparates entre les États membres de l'Union européenne et des États tiers.

Question 0506 (08.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le «**Luxembourg for Business» et «Luxembourg for Finance»:**

D'après des informations rapportées mercredi dernier par le «Luxemburger Wort», le Gouvernement n'envisagerait plus la fusion de «Luxembourg for Finance» (LfF) et «Luxembourg for Business» (LfB), à la différence de ce qui avait été annoncé dans le programme gouvernemental.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené les Ministres à s'écarter de cette voie?

Réponse commune (09.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Comme préconisé dans le programme gouvernemental, le Gouvernement veille à ce que la promotion à l'extérieur de la place financière et des différents secteurs de l'économie se fasse de manière cohérente et complémentaire. Ainsi, le Ministre de l'Économie et le Ministre des Finances veillent à mettre à profit leurs déplacements respectifs pour promouvoir l'économie du Luxembourg dans son ensemble.

Alors que le Gouvernement explore actuellement les possibilités d'optimiser les efforts de promotion menés par les agences «Luxembourg for Finance» et «Luxembourg for Business», il est important de tenir compte des spécificités respectives du secteur financier et de l'économie, qui bénéficient chacun de l'encadrement et du support particuliers apportés par les deux agences de promotion. Le Gouvernement maintient son intention de veiller à ce que des synergies intelligentes soient explorées dans la promotion du Luxembourg à l'extérieur moyennant les agences de promotion «Luxembourg for Finance» et «Luxembourg for Business».

Question 0508 (09.09.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **tarifs de la formation initiale pour l'acquisition d'un permis de conduire:**

Malheureusement les transports en commun ne permettent pas encore à chacun de se déplacer là où il en a besoin. Ainsi, beaucoup de gens, y compris beaucoup de jeunes, sont obligés de recourir à une voiture automobile pour des déplacements quotidiens et autres. En 2011, les tarifs pour les auto-écoles ont été libéralisés. Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Quel était l'effet de cette libéralisation sur les tarifs en question? Est-il vrai que depuis les tarifs ont augmenté de quelque 25%? Est-ce que vous êtes d'accord pour constater que les dépenses pour l'acquisition d'un permis de conduire dépassent souvent les capacités financières de beaucoup de jeunes qui pourtant en ont besoin pour un certain nombre de déplacements? Du fait que les cours pour l'acquisition d'un permis de conduire pourraient être considérés comme faisant partie d'une formation de base respectivement d'une formation continue, ne serait-il dès lors pas utile de réduire le taux de la TVA applicable aux tarifs des auto-écoles pour les soumettre au taux réduit, voire super-réduit de 3% applicable aux formations professionnelles ouvertes?

Réponse (07.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Justin Turpel demande s'il ne serait pas utile de soumettre les cours pour l'acquisition d'un permis de conduire au taux réduit, voire super-réduit de 3% de TVA applicable aux formations professionnelles ouvertes.

En vertu de l'article 40 §1 point 2° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, en combinaison avec son Annexe B point 12°, l'octroi du droit d'accéder à des cours ayant notamment un caractère éducatif ou professionnel est soumis au taux super-réduit de 3%. Le taux super-réduit est donc applicable à l'octroi du droit d'accéder à des cours donnés par les auto-écoles en vue de l'obtention du permis de conduire. Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que l'expression «l'octroi du droit d'accéder» figurant à la prédite Annexe B point 12° comporte que les différents évènements visés par le point 12° ont notamment en commun d'être accessibles au public moyennant le paiement préalable d'un droit d'admission qui confère à l'ensemble des personnes qui s'en acquittent le droit de profiter collectivement des prestations concernées. Dans la mesure où ce critère est rempli pour ce qui concerne les cours théoriques, ceux-ci bénéficient dès lors du taux super-réduit de TVA. Il n'en va pas de même pour les cours pratiques qui, de par leur nature, ne sont pas dispensés publiquement et collectivement et auxquels le taux super-réduit ne s'applique ainsi pas.

Par ailleurs, dans la mesure où les différents cours dispensés par les auto-écoles ne font pas l'objet d'un agrément et d'un contrôle de la part du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, l'exonération prévue par l'article 44 §1 point q) 1er tiret de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en faveur de la formation ou du recyclage professionnels ne peut pas s'appliquer non plus.

Les textes afférents étant basés sur le droit communautaire, ils ne sont pas susceptibles de modification.

Question 0509 (09.09.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **activités d'ArcelorMittal et du secteur industriel:**

Monsieur le Ministre de l'Économie a toujours indiqué vouloir se battre pour une politique industrielle forte en Europe face à des géants tel ArcelorMittal. Il se trouve maintenant que la France et la Belgique ont réussi à tirer leur épingle du jeu, tandis que le Luxembourg - à une époque où le taux de chômage continue à progresser - reste sur sa faim.

En effet, d'après le «Luxemburger Wort», ArcelorMittal aurait annoncé pour 2014 700 nouveaux recrutements sur ses sites en France. Dans cette même veine, RTL rapportait la semaine dernière qu'ArcelorMittal aurait retenu Liège et Gand comme sites de production d'une nouvelle gamme d'aciers plus légers et plus performants pour l'industrie automobile. Rappelons à cet égard qu'au Luxembourg le site de Schifflange a récemment été mis à l'arrêt.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement a-t-il été au courant des plans d'ArcelorMittal quant au lancement d'une nouvelle gamme d'aciers? Les Ministres peuvent-ils m'indiquer pourquoi le Luxembourg n'a pas été retenu dans ce contexte comme site de production?

- Quels sont les constats du comité de suivi des investissements et du comité de suivi des effectifs de la sidérurgie quant aux évolutions du secteur de l'acier et des différents sites d'ArcelorMittal au Luxembourg? Les Ministres peuvent-ils confirmer qu'ArcelorMittal respecte actuellement l'ensemble des engagements pris dans le cadre de «Lux 2016»? À défaut, comment le Gouvernement entend-il y réagir?

- Alors que le Ministre de l'Économie est régulièrement en contact avec les responsables d'entreprises actives dans le secteur de l'industrie, quels sont les obstacles dont ces derniers se plaignent le plus souvent en termes de législation applicable au Luxembourg?

- Les Ministres estiment-ils devoir revoir le droit du travail? Dans l'affirmative, à quel niveau?

- La réglementation environnementale constitue-t-elle un frein à l'implantation de nouvelles entreprises industrielles au Luxembourg, voire à leur expansion?

Réponse commune (13.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Gouvernement suit de près l'exécution du plan d'avenir du site sidérurgique «Luxplan 2016». Le comité de suivi des effectifs de la sidérurgie ainsi que le comité d'investissement sont convoqués deux fois par année afin de faire le point sur la situation. Dans le cadre des négociations au sein de la tripartite sidérurgique, le Gouvernement a exigé de la part d'ArcelorMittal des investissements substantiels, notamment pour moderniser le train 2 à Esch/Belval en contrepartie de l'accompagnement par des mesures sociales telles que le régime de chômage partiel et celui de la préretraite-ajustement.

S'il est vrai qu'ArcelorMittal investit aujourd'hui dans certaines usines en France et en Belgique, la société a également exposé lors de la dernière réunion du comité de suivi, qui a eu lieu en date du 30 septembre 2014, les projets d'investissement auprès des sites sidérurgiques au Luxembourg. Les dépenses d'investissement prévues par le plan «Lux 2016» seront ainsi réalisées. ArcelorMittal a prévu en particulier d'investir dans le train 2 à Esch/Belval afin de pouvoir équiper cette usine de l'outil industriel nécessaire pour pouvoir y produire une nouvelle génération de palplanches plus larges que celles de la gamme actuelle. Les activités auprès du train 2 seront ainsi pérennisées.

Par ailleurs, la cellule de reclassement (CDR) a fait preuve de son utilité. En effet, depuis mai 2011 près de 450 personnes ont pu trouver une nouvelle affectation soit au sein des usines d'ArcelorMittal, soit auprès d'autres employeurs.

Il est vrai qu'il est devenu de plus en plus difficile dans le contexte économique actuel de convaincre des entreprises industrielles à investir au Luxembourg. Force est de constater que le Luxembourg garde cependant son attractivité. Des entreprises telles que International Can, Faymonville, Ampacet ou encore Kihn ont choisi au cours des dernières années le site luxembourgeois pour y étendre leurs activités. Ces entreprises s'expriment très positivement par rapport aux conditions-cadre que leur offre le Luxembourg et apprécient le climat de confiance.

Par ailleurs aucun élément d'actualité n'amène à conclure qu'une révision du droit du travail s'impose.

Étant donné que la législation environnementale luxembourgeoise est le reflet de la transposition dans le droit national des directives européennes, elle ne crée pas de frein ni à l'implantation de nouvelles entreprises industrielles ni à leur expansion au Luxembourg par rapport aux autres États membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen (EEE) dans lesquels une législation environnementale comparable est en vigueur.

Question 0510 (09.09.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques:**

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n°0239 du 25 avril 2014 de Monsieur le Député Henri Kox concernant la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)*, Monsieur le Ministre de l'Économie et Madame la Ministre de l'Environnement ont fourni un certain nombre de précisions sur les raisons de la prédite révision, en faisant notamment état d'une note interprétative de l'Institut Luxembourgeois de Régulation de mars 2013, élaborée en concertation avec les services responsables du Ministère de l'Économie.

Les Ministres ont encore précisé que, dans 64 cas sur 173, des personnes avaient reçu indûment un courrier de rectification de la part de Creos.

Il s'ensuit que 109 concernés se voient actuellement confrontés à une réduction de leur rémunération pour la production d'énergie à partir d'une installation photovoltaïque de l'ordre de 4 Cents par kWh. Compte tenu de la durée contractuelle restante - la durée initiale totale

étant de 15 ans -, le manque à gagner varie, selon les cas, entre approximativement 12.000 et 18.000 €.

Vu que l'État est directement ou indirectement actionnaire dans la société en question, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Compte tenu du fait que les 109 personnes préqualifiées ont suivi apparemment les conseils de Creos même pour effectuer les investissements tels qu'ils les ont réalisés et ont conclu en toute bonne foi et en légitime confiance un contrat qui leur a été soumis par Creos et sur le contenu duquel elles n'avaient aucune influence, estimez-vous que la sécurité juridique attachée aux contrats est respectée en l'espèce?

2. Si la société Creos a commis une erreur d'interprétation d'un texte légal et ainsi mal conseillé ses clients, ne doit-elle pas en assumer pleinement la responsabilité et les conséquences financières qui s'en dégagent, sur base du principe de la responsabilité contractuelle?

3. La réduction de rémunération litigieuse ne risque-t-elle pas, en général, de contrecarrer tout effort d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et de remettre en question la crédibilité de la politique dans ce domaine?

4. Au vu des considérations sub 1 à 3 ci-dessus et afin d'éviter que les personnes lésées ne se voient acculées à faire valoir leurs droits par voie judiciaire, ne serait-il pas indiqué d'adapter le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008, en sorte que sa portée restrictive soit éliminée?

Réponse commune (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen concernant la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

De prime abord nous nous permettons de souligner que les questions posées ne concernent pas seulement Creos, mais tous les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité au Luxembourg (soit Creos SA, mais aussi Hoffmann Frères S.à r.l., les villes de Diekirch et d'Ettelbruck et Sudstroum S.à r.l. et Cie S.e.c.s.), et que d'ailleurs les réclamations ont également concerné tous les gestionnaires de réseau précités.

Nous estimons que la question de la «sécurité juridique des contrats» n'est pas en cause comme chaque gestionnaire de réseau doit présenter pour approbation à l'Institut Luxembourgeois de Régulation un contrat type reprenant toutes les exigences réglementaires précitées. Au niveau de la relation entre le producteur et le gestionnaire de réseau, comme tous les éléments essentiels sont réglementés, il n'y a pas de réelle place pour la volonté des parties, ni même pour une quelconque influence de l'une d'entre elles, et ceci est tout spécialement pertinent pour la rémunération de l'énergie fixée dans le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008 précité par des formules types à appliquer telles quelles. Nous partageons cette analyse.

Quant à la deuxième question, il convient de rappeler que l'énergie électrique produite sur base de sources d'énergie renouvelables est prise en charge par le mécanisme de compensation géré par l'Institut Luxembourgeois de Régulation, rémunération qui est supportée en fin de compte par tous les clients finals. Nous supposons que les gestionnaires de réseau appliquent - en tant que professionnels avisés - les réglementations en vigueur de bonne foi et transmettent aux producteurs d'énergie toutes les informations qu'ils ont en leur possession.

Nous ne pouvons pas nous prononcer sur le cas d'une éventuelle responsabilité d'un gestionnaire de réseau car il faudrait analyser au cas par cas les circonstances de la conclusion du contrat de rachat. À cet égard, il convient de souligner que les gestionnaires de réseau ne sont pas les seuls intervenants dans le domaine des installations photovoltaïques, d'autres acteurs sont susceptibles de jouer un rôle important dans la consultation lors de l'installation de panneaux photovoltaïques.

Quant à la question de la crédibilité de la politique dans le domaine du développement des énergies renouvelables, nous estimons que celle-ci n'est pas remise en cause au regard des efforts entrepris par la politique de mettre en vigueur une nouvelle réglementation ambitieuse en matière de soutien aux énergies renouvelables (règlement grand-ducal du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables). Comme mis en évidence dans la réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox n°0239 du 25 avril 2014, un certain nombre de producteurs ont morcelé de grandes centrales photovoltaïques en plusieurs petites centrales afin de bénéficier des tarifs élevés prévus pour les petites centrales. Une perte de revenus ne peut être alléguée dans ces cas, car les installations ont in fine été classées dans la catégorie correcte.

Au regard des développements qui précèdent nous n'envisageons aucune modification de la réglementation. Qui plus est, la nouvelle réglementation prémentionnée de 2014 est univoque quant à la question du traitement des centrales photovoltaïques (p. ex. en cas d'extensions).

Q18

Question 0511 (10.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **création d'un droit de stationnement spécial pour personnes âgées:**

Il arrive régulièrement que des personnes âgées sont dans l'impossibilité de trouver des emplacements à proximité du cabinet de leur médecin ou de l'endroit où elles font leurs courses. Ces personnes ne répondent pas nécessairement aux conditions pour pouvoir profiter d'une carte de stationnement pour personnes handicapées et sont de ce fait exclues du bénéfice de cette réglementation.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les Ministres envisagent-ils une réforme du règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 concernant la création et l'utilisation d'une carte de stationnement pour personnes handicapées afin d'inclure les personnes âgées de plus de 75 ans (en dehors des situations de handicap y décrites) dans son champ d'application?

2. Comment les Ministres entendent-ils par ailleurs augmenter la mobilité des personnes âgées et l'accessibilité aux divers services par lesdites personnes?

Réponse commune (08.10.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. Le règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 règle l'octroi et l'utilisation de la carte de stationnement pour personnes handicapées. Ainsi, la carte de stationnement pour personnes handicapées est destinée aux personnes dont le handicap induit une mobilité réduite.

Peuvent bénéficier de la carte de stationnement:

«- les personnes incapables de faire seules et/ou de façon continue plus de 100 m,

- les personnes se déplaçant à l'aide de béquilles ou d'une chaise roulante,

- les aveugles».

La durée du handicap doit en principe dépasser six mois.

Le règlement ne fait pas de référence à l'âge du bénéficiaire. Ainsi, toute personne qui se trouve en situation de mobilité réduite, peut bénéficier des avantages que présentent les places de stationnement pour personnes handicapées, et ce indépendamment de son âge.

Le Gouvernement n'entend pas introduire un nouveau critère pour l'octroi de la carte de stationnement pour personnes handicapées qui serait lié à l'âge des requérants. En effet, une part importante des personnes âgées de plus de 75 ans ne sont pas affectées par des problèmes de mobilité significatifs, de sorte qu'elles n'ont pas besoin de recourir aux places de stationnement pour personnes handicapées. Dès que les personnes âgées doivent faire face à des limitations au niveau de leur mobilité, elles ont le droit de demander le bénéfice des cartes de stationnement pour personnes handicapées.

Ad 2. En 2008 et 2009, le service Novabus a été créé dans le but d'offrir un moyen de transport individuel et occasionnel à des personnes réduites dans leur mobilité et qui ont des difficultés à recourir aux transports publics. Le Novabus est devenu rapidement un service très flexible et qui augmente énormément la mobilité de ses utilisateurs.

À l'heure actuelle, peuvent avoir recours aux services du Novabus les personnes détentrices d'une carte d'invalidité B ou C, c'est-à-dire les personnes dont le degré d'invalidité physique est égal ou supérieur à 50% ou dont l'état physique ou mental est tel qu'elles ne peuvent se déplacer sans l'assistance d'une tierce personne.

D'après les données statistiques publiées par le Ministère de la Sécurité sociale, plus de 75% des personnes ayant obtenu ces dernières années une carte d'invalidité B ou C sont âgées de plus de 65 ans. Il s'ensuit que ce sont surtout les personnes âgées qui sont en droit d'avoir recours aux services du Novabus.

La mobilité des personnes âgées a été considérablement augmentée au cours des dernières années et de nouvelles mesures ne sont, à l'heure actuelle, pas prévues.

Question 0512 (10.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**article 54bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu:**

D'après un article publié sur paperjam.lu, la Commission européenne serait en train de collecter des informations en relation avec le régime fiscal institué à l'article 54bis. Cet article 54bis permettrait notamment aux établissements de crédit et aux compagnies d'assurances de neutraliser les plus-values réalisées dans le cadre d'opérations en devises.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? De quel service de la Commission européenne provient cette demande d'information? Quel est le délai de réponse imparti par la Commission européenne au Ministère des Finances?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en détail quels types d'établissements financiers (banques, professionnels du secteur financier, entreprises d'assurances et de réassurances et/ou autres sociétés) ont pu opter pour ce régime? Est-ce que les fonds d'investissements, les sociétés de capital à risque ou de titrisation ont également pu en profiter? Monsieur le Ministre peut-il me communiquer en détail et par année (sur les dix dernières années) le nombre de sociétés concernées ainsi que leur statut (établissement de crédit, PSF, compagnies d'assurances et de réassurances, fonds d'investissement, etc.) de même que le déchet fiscal qui en est résulté?

- Monsieur le Ministre entend-il abroger l'article en question sinon l'élargir à d'autres sociétés, et dans ce dernier cas à quels types de société?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le régime institué à l'article 54bis est équipollent à des aides d'État illégales ou enfreint d'autres règles instituées au niveau européen, et dans ce dernier cas lesquelles?

Réponse (13.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les autorités luxembourgeoises ont été saisies en juin 2014 d'une demande par la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne au sujet de l'article 54bis L.I.R. Elles y ont donné suite, et continuent également à coopérer pleinement avec la Commission.

Quant aux entreprises susceptibles de bénéficier de l'article 54bis L.I.R., elles sont déterminées par son alinéa 1er, à savoir:

a) des établissements de crédits et des dépositaires professionnels de titres, visés par la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier;

b) des entreprises d'assurances et de réassurances soumises au contrôle du Commissariat aux assurances et agréées par le Ministre ayant dans ses attributions la surveillance des assurances privées;

c) des sociétés légalement établies qui, sans tomber sous les lettres a) et b) font de façon prépondérante le commerce d'actifs monétaires et financiers.

L'Administration des Contributions directes ne dispose à ce stade pas de statistiques notamment sur le nombre et le statut des entreprises ayant opté pour ce régime au cours des dix dernières années.

Le Luxembourg est confiant que les échanges avec la Commission lui permettront d'apporter les clarifications requises en vue d'établir que ce dispositif n'est pas constitutif d'une aide étatique.

Question 0513 (11.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **propos du président du parti LSAP:**

Le président du parti LSAP vient de confirmer ce matin que la hausse du taux d'imposition maximal pour personnes physiques serait toujours d'actualité. Il a également insisté à ce que les entreprises participent également à l'assainissement budgétaire. Il a ensuite annoncé que les ménages devraient obtenir des compensations pour contrebalancer la hausse du taux de TVA et l'introduction d'une nouvelle contribution de 0,5%.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il nous indiquer s'il existe entre-temps des études quant à l'impact sur le budget de l'État d'une hausse du taux d'imposition maximal pour personnes physiques, telle que préconisée par le parti LSAP?

- Comment le Gouvernement entend-il faire participer les entreprises à l'effort d'assainissement budgétaire? Est-ce que l'introduction d'un nouvel impôt, la hausse des taux actuels, voire une extension de l'assiette d'imposition est actuellement à l'étude?

- Comment le Gouvernement va-t-il atténuer le choc de la hausse généralisée du taux de TVA combiné à l'introduction d'une contribution de 0,5% pour financer la gratuité de l'accueil des enfants de zéro à trois ans?

Réponse commune (13.10.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Nous voudrions tout d'abord rappeler à Madame la Députée et à Monsieur le Député que le Gouvernement envisage une réforme fiscale d'ensemble, dans le cadre de laquelle toute une série de composantes et d'éléments du système fiscal luxembourgeois seront soumis à une analyse approfondie.

L'augmentation du taux maximal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement actuellement et aucune étude approfondie n'a été menée sur l'impact qu'une telle augmentation aurait sur l'attractivité de notre pays et partant sur l'assiette qui servirait de base de calcul.

Dans la perspective de la préservation de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises, la pression fiscale à leur endroit fait l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement. Pour ce qui est enfin de l'atténuation de l'augmentation du taux de la TVA et de l'introduction de la contribution destinée à financer une meilleure prise en charge des enfants et des enfants en bas âge, le Gouvernement annoncera ses intentions y relatives au moment du dépôt du projet de budget pour 2015.

Question 0514 (11.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**introduction d'un impôt d'Église:**

Le Président du parti LSAP a indiqué sur les antennes d'RTL Radio Lëtzebuerg que l'impôt d'Église serait une option parmi d'autres, mais qu'en tout état de cause cela se ferait d'un commun accord entre l'Église et l'État.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement considère que le financement des cultes devrait à l'avenir uniquement se faire via l'introduction d'une telle imposition?

- Le Gouvernement entend-il suivre l'exemple italien ou allemand en la matière? Quelle sera enfin la base de calcul de cet impôt?

Réponse commune (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le dialogue dans lequel le Gouvernement se trouve engagé avec les communautés religieuses sert de cadre à une discussion appro-

fondie de différents modèles de financement des cultes. Le Gouvernement s'investit dans ce dialogue sans préjugé concernant le modèle qui sera finalement retenu. En d'autres termes, aucune décision n'a été prise à ce sujet.

Question 0515 (11.09.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **circuits pédestres:**

Au cours des dernières années, notre pays s'est doté de toute une série de circuits pédestres dont profitent grand nombre d'amateurs de randonnées et d'amis de la nature, tant résidents que touristes.

La loi du 28 juillet 2011 a approuvé, entre autres, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006. Cette dernière prévoit en son article 9 que les États parties prennent des mesures appropriées pour assurer aux personnes handicapées l'accessibilité à tous les niveaux.

Dans ce contexte, j'aimerais interroger Madame la Ministre de l'Environnement, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Économie sur le point suivant:

- Est-ce qu'il existe des circuits pour excursions dans la nature spécialement aménagés pour les personnes à mobilité réduite ou présentant un autre handicap et est-ce que ces circuits sont signalés comme tels?

Réponse commune (14.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

À l'heure actuelle, il n'existe pas de répertoire national regroupant les circuits pédestres accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Ceci étant, les personnes en situation de handicap qui désirent effectuer des excursions dans la nature peuvent s'adresser à l'asbl Info-Handicap, service d'information et de rencontre conventionné par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ou s'informer sur l'accessibilité physique de nombreux sites touristiques sur le site Internet www.welcome.lu.

Il existe quelques sentiers accessibles aux personnes en situation de handicap, comme par exemple le sentier qui fait le tour du lac d'Echternach.

Par ailleurs, la location d'une Joëlette, fauteuil à une roue nécessitant deux accompagnateurs et permettant l'accès des personnes à mobilité réduite de tout âge et tout type de handicap à la promenade, au trekking ou à la randonnée, peut constituer une alternative. Des Joëlettes peuvent être empruntées gratuitement auprès du service «3, 2, 1 Vakanz» de l'asbl Tricentenaire.

Une autre manière de découvrir la nature luxembourgeoise pour les personnes à mobilité réduite est de le faire en handbike. Le Luxembourg, avec ses nombreuses pistes cyclables, dispose d'un vaste réseau de parcours pour vélos qui sont bien évidemment accessibles aussi en handbike.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie décerne le label EureWelcome qui distingue les infrastructures, les services et les évènements qui tiennent compte, selon le concept du «Design for All», des attentes des visiteurs et hôtes les plus divers. Ce label garantit l'existence d'informations fiables sur le degré d'accessibilité des sites contrôlés, dont certaines promenades. Ces informations sont également disponibles sur le site Internet www.welcome.lu, et plus particulièrement sous le lien http://www.welcome.lu/index.php/de/welcome-lu-database.

Le Ministère de l'Économie vient aussi de lancer une action de sensibilisation «Tourisme pour Tous» destinée à tous les acteurs du tourisme et visant la promotion de l'idée que le «Design pour Tous» n'est pas une approche marginale qui vise des catégories isolées de touristes, mais qu'un «Tourisme pour Tous» est garant d'une qualité de service optimale.

Question 0516 (11.09.2014) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **cigarette électronique:**

Dans un document publié récemment, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a recommandé d'interdire la vente de cigarettes électroniques aux mineurs, estimant que leur consommation peut constituer un danger pour leur santé. Les experts préconisent également une interdiction de la consommation des cigarettes électroniques dans les espaces publics fermés; du moins tant qu'il n'est pas prouvé que la vapeur exhalée n'est pas nocive pour l'entourage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Comment Madame la Ministre conçoit-elle les recommandations récentes de l'OMS concernant la vente de cigarettes électroniques aux mineurs et la consommation de cigarettes électroniques dans les espaces publics fermés?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention de suivre ces recommandations?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Dans un rapport publié le 26 août 2014, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande d'interdire la vente des cigarettes électroniques aux mineurs ainsi que leur consommation dans les espaces publics fermés, «au moins jusqu'à ce qu'il soit prouvé que la vapeur exhalée n'est pas dangereuse pour les personnes passant aux alentours». Les experts de l'OMS estiment que le produit ne présente pas de garanties suffisantes pour être considéré sans danger. D'après eux, les preuves existantes démontrent que les cigarettes électroniques «ne sont pas de la simple vapeur d'eau» comme le prétendent souvent leurs fabricants et qu'elles peuvent avoir «des conséquences à long terme sur le développement du cerveau», notamment du fœtus.

Le rapport en question a été établi dans le cadre de la convention-cadre lutte antitabac de l'OMS, que le Luxembourg a ratifiée en 2005. Si les recommandations formulées par l'OMS ne sont, en soi, pas contraignantes, l'application de la convention-cadre et de ses instruments d'exécution est suivie de près par l'OMS. Les rapports réguliers des parties sur l'application de cette convention sont publiés à grande échelle par le réseau onusien.

L'OMS se base, dans son rapport, sur l'avis d'experts de la communauté scientifique internationale, issus de la santé publique, de la recherche, ou œuvrant dans des organisations nationales et internationales dédiées à la santé cardiovasculaire, à la promotion de la santé et du bien-être en général, à la prévention des cancers et à la lutte contre les dépendances.

Cette communauté d'experts s'accorde actuellement pour estimer que les cigarettes électroniques qui contiennent de la nicotine devraient être soumises au même cadre réglementaire que le tabac. De récentes études sont préoccupantes dans la mesure où elles indiquent que les cigarettes électroniques sont de plus en plus consommées par des jeunes, et inciteraient ceux-ci à commencer à consommer les produits traditionnels du tabac. Le rapport vise à adresser les effets des inhalateurs électroniques de nicotine, dont les cigarettes électroniques sont le prototype le plus courant, à la lumière de nouvelles données. Cette analyse s'articule autour de plusieurs piliers, dont les risques pour la santé des utilisateurs et non utilisateurs, ainsi que leur efficacité en tant qu'aide au sevrage tabagique et l'interférence avec les politiques antitabac.

D'une manière générale, la Ministre de la Santé approuve l'approche prudente préconisée par l'OMS qui s'inscrit dans la droite ligne de la mise en garde et des recommandations publiées le 29 novembre 2013 sur le portail du Ministère en relation avec la cigarette électronique; nouveau produit tendance qui sème la polémique entre ceux qui y voient un moyen pour réduire la consommation de tabac et ceux qui le considèrent comme un moyen de court-circuiter les efforts en matière de lutte antitabac.

Plus précisément, en ce qui concerne la vente des cigarettes électroniques aux mineurs, l'OMS recommande aux parties d'interdire aux détaillants de vendre les inhalateurs électroniques de nicotine aux mineurs; les distributeurs automatiques devraient être éliminés presque partout.

La Ministre de la Santé prend note que le rapport fait état de données d'enquête selon lesquelles l'exposition du fœtus et de l'adolescent à la nicotine a des conséquences à long terme sur le développement du cerveau et que le nombre d'adolescents qui essaient les cigarettes électroniques contenant de la nicotine augmente rapidement. La cytotoxicité de certains composés chimiques présents dans les liquides utilisés dans les cigarettes électroniques ne fait plus de doute, tout comme la concentration de certains agents cancérogènes dans la fumée de ces produits. Le rapport qualifie les e-cigarettes de «danger grave» pour l'adolescent. Vendus à des prix peu élevés, ces produits pourraient amener les jeunes vers une dépendance tabagique rapide.

La Ministre de la Santé partage l'avis des auteurs du rapport en vertu desquels les politiques non-fumeurs sont destinées non seulement à inciter les fumeurs à arrêter de fumer, mais aussi à protéger les non-fumeurs contre le tabagisme passif, d'autant plus que les adolescents sont particulièrement sensibles aux signes visuels et aux normes sociales. La protection des jeunes, groupe cible particulièrement vulnérable, contre les méfaits du tabac constitue par ailleurs la philosophie à la base de la législation antitabac du Luxembourg.

Quant à la consommation des cigarettes électroniques dans les espaces publics, le rapport recommande une interdiction légale de vapoter dans les espaces fermés, surtout là où il est interdit de fumer, jusqu'à ce qu'il soit prouvé que la vapeur exhalée n'est pas nocive pour les tiers et jusqu'à ce que soient disponibles des données suffisantes attestant que l'application des politiques non-fumeurs ne soit pas compromise.

La Ministre de la Santé partage encore l'avis des auteurs du rapport que l'utilisation des cigarettes électroniques dans les lieux où il est interdit de fumer accroît l'exposition à des substances toxiques, diminue l'incitation au sevrage, et peut même freiner l'effet de dénormalisation recherché par les politiques antitabac.

À ce jour, l'interdiction de fumer dans les lieux publics prévue par la législation luxembourgeoise en matière de lutte antitabac ne s'applique pas à la cigarette électronique, car, en l'absence de tabac, celle-ci ne saurait être qualifié de produit de tabac au même titre que les cigarettes traditionnelles. Conscient du fait qu'il ne s'agit plus d'un phénomène marginal, le Gouvernement s'est néanmoins donné une base dans son programme gouvernemental afin d'adapter la législation applicable, après adoption d'une réglementation communautaire en matière de cigarette électronique». Cette réglementation est en place depuis l'entrée en vigueur en mai 2014 de la directive sur les produits du tabac et produits connexes.

Le rapport de l'OMS constitue un complément élémentaire à cette directive qui ne prévoit pas de cadre légal concernant l'interdiction du «vapotage», mais qui règle de nombreux autres aspects de la cigarette électronique devant garantir la sécurité de ce produit, comme sa mise sur le marché, le contenu de l'e-liquide, l'information des consommateurs, la vente par Internet et la publicité. La Commission publiera une étude sur les risques sanitaires potentiels de la cigarette électronique au plus tard pour le 20 mai 2016, date à laquelle les États membres devront également avoir transposé la directive.

L'échéance de 2016 permettra au Luxembourg de prendre une décision sur base des données fiables des études scientifiques futures ou actuellement en cours quant au degré de nocivité exact de ce produit en vue d'une adaptation de la législation actuelle.

Les constats de l'OMS confortent la Ministre de la Santé dans sa conviction qu'un cadre légal est de mise afin d'éviter que le phénomène n'escale davantage. Toute future initiative sera en phase avec l'objectif général du Ministère de la Santé qui vise à renforcer davantage la promotion de la santé et la prévention des maladies, en commençant par les jeunes, ceci afin d'assurer la pérennité à long terme du système de santé luxembourgeois.

Les recommandations de l'OMS en relation avec la cigarette électronique seront soumises à la sixième session de la Conférence des Parties à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui aura lieu du 13 au 18 octobre à Moscou et où le Luxembourg sera représenté.

Question 0517 (12.09.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **titulaires de classe:**

Il me revient que des enseignantes de l'enseignement fondamental qui sont enceintes et/ou en congé parental se sont vu confier des classes de primaire, y compris des classes du cycle 2.1, alors qu'elles sont absentes jusqu'à leur retour en mars ou avril 2015, soit presque à la fin de l'année scolaire.

Il va sans dire que la première année du cycle 2 de l'enseignement fondamental (anciennement 1ère année de l'école primaire) est particulièrement importante dans la vie scolaire d'un enfant. Il est dès lors incompréhensible qu'une enseignante non disponible dès le début de l'année soit titularisée. De plus, les enfants des classes concernées ne disposent à la fin août d'aucune information sur le nom de leur enseignant, la composition de leur classe ou la liste des livres et matériels scolaires.

Il s'agit là d'une pratique ancienne, autorisée par la loi, et dont les enfants sont hélas les seules victimes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de situations telles que décrites ci-dessus?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait trouver les moyens pour remédier à ce type de situations et entend-il légiférer le cas échéant?

Réponse (09.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député aborde d'un côté les modalités à la base de la désignation des titulaires de classe pour le cycle 2 de l'enseignement fondamental et, d'autre part, la transmission de l'information relative à la rentrée scolaire destinée aux élèves et à leurs parents en cas d'absence prolongée d'un(e) titulaire de classe dès le début de cette même rentrée.

Pour ce qui est de l'occupation des postes par les instituteurs, l'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que celle-ci «est arrêtée par le conseil communal qui, à cet effet, prend un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire. Le règlement d'occupation des postes doit être approuvé par le ministre». Il résulte de ces dispositions que l'occupation des postes d'instituteur dans le cadre des écoles communales relève, pour une large part, du domaine de l'autonomie communale.

Il y a lieu également de remarquer que l'effort gouvernemental vise à assurer un enseignement de qualité à tous les élèves et à faire occuper les postes de titulaire de classe en priorité par du personnel breveté. À cet effet j'ai invité les autorités communales, par l'intermédiaire de la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2014/2015 (page 15) à pourvoir notamment les postes de titulaires de classe par du personnel détenteur d'un diplôme d'instituteur.

Pour ce qui est de l'absence d'une titulaire pour cause de congé de maternité ou de congé parental, l'honorable Député n'ignore sans doute pas que le corps enseignant de l'enseignement fondamental se compose actuellement à plus de 80% d'agents féminins et que, dans un souci d'équité et conformément aux dispositions du Code du Travail, tout traitement discriminatoire est à prohiber dans ce contexte.

Finalement, il me semble de mise d'organiser les remplacements du personnel concerné aussi efficacement que possible et de fournir aux parents et aux élèves concernés toutes les informations pertinentes pour garantir une rentrée aussi harmonieuse que possible. Je ne doute point que, en collaboration avec les inspecteurs d'arrondissement, les agents des bureaux régionaux de l'inspection ainsi que les administrations communales qui ont opté pour organiser elles-mêmes les remplacements du personnel des écoles font de leur mieux dans ce contexte.

Question 0518 (12.09.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**augmentation de l'offre de logements locatifs:**

Le Gouvernement a accordé une priorité absolue à l'augmentation de l'offre de logements locatifs. En effet, le Gouvernement indique vouloir travailler activement à la dynamisation de la création de logements sociaux et à prix abordables, y compris pour la location.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Combien de conventions quant à la création de logements sociaux locatifs ont été signées ou sont en phase d'être signées avec les communes durant les trois dernières années (2012-2014 inclus)?

- Quel en est le nombre total de logements sociaux locatifs qui ont été ou qui seront construits par le biais de ces conventions durant les trois dernières années (2012-2014 inclus)?

Réponse (07.10.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Entre septembre 2011 et septembre 2014 (à savoir donc trois ans), 39 conventions ont été signées entre le/la Ministre du Logement et les communes respectivement sont en instance d'engagement budgétaire, concernant la réalisation de 178 logements sociaux locatifs ainsi que de 74 logements pour étudiants.

En outre, la signature de plusieurs nouvelles conventions est envisagée au cours du dernier trimestre 2014 portant sur un total de 18 conventions concernant la réalisation de 69 logements sociaux locatifs ainsi que de 31 logements pour étudiants.

Question 0519 (12.09.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition de trois maisons caractéristiques du quartier de la gare:**

Il me revient que trois maisons caractéristiques du quartier de la gare à Luxembourg-ville, à savoir les immeubles sis 8, 10 et 12, rue Michel Rodange, sont actuellement en cours de démolition. Il s'agit d'un ensemble de maisons remarquable, dont la disparition appauvrira de manière irrémédiable le quartier de la gare dans les environs du Rousegäertchen et de l'avenue de la Liberté.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que la Commission des Sites et Monuments Nationaux a été saisie d'une demande de classement en rapport avec cet ensemble de maisons?

2. Madame la Ministre compte-t-elle intervenir pour préserver ces immeubles de la démolition?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1. Suite à une information obtenue début 2010 par les services de la ville de Luxembourg, le Service des Sites et Monuments Nationaux dresse un dossier en vue de la protection nationale des immeubles dont objet. En effet, comme aucune protection communale n'y a été instituée via le plan d'aménagement général de la ville de Luxembourg, seul l'État pouvait encore sauver ces immeubles de la destruction, alors même que la valeur patrimoniale de ces derniers était plutôt d'intérêt communal que national. La Commission des Sites et Monuments Nationaux a émis un avis positif pour une protection.

Par lettre du 15 avril 2010, les propriétaires et la ville de Luxembourg sont informés par la Ministre de la Culture d'époque de son intention de classer les immeubles.

Dans leur réponse par courrier du 28 avril 2010, les propriétaires s'opposent, via leur avocat, à un classement.

Le 16 juillet 2010, le conseil communal de la ville de Luxembourg, avec 15 voix contre sept, émet un avis défavorable à une telle protection nationale, vu notamment l'accord de principe octroyé par la ville en 2008 pour faire détruire ces immeubles.

La Ministre de la Culture décide alors en date du 27 juillet 2010 de ne pas poursuivre la procédure de protection nationale et informe les propriétaires en ce sens.

Ad 2. À l'heure actuelle et au vu de cet historique, il semble inopportun de relancer une procédure de protection nationale, alors que les propriétaires furent dûment informés par l'État, en 2010, que ce dernier ne s'opposait pas à une destruction.

Question 0520 (12.09.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition de la tour Hadir à Differdange:**

Un article de presse récent (Josée Hansen, «d'Land» du 29 août 2014) revient sur la décision projetée de destruction de la tour Hadir à Differdange, édifice remarquable du patrimoine sidérurgique luxembourgeois et témoin de l'architecture des années 1960.

Dans son article, l'auteure affirme que «la COSIMO (Commission des Sites et Monuments Nationaux) a estimé à l'unanimité des membres que cela valait la peine (de classer monument national), la lettre de la Ministre de la Culture Maggy Nagel (DP) était prête et même signée - mais n'a jamais été envoyée (…)».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer la proposition de la COSIMO de classer la tour Hadir, monument national, et le fait que la lettre de classement était déjà signée par elle? Dans l'affirmative, pour quelle raison cette lettre n'a-t-elle pas été envoyée?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'intervenir pour prévenir la démolition de la tour Hadir à Differdange?

Réponse (27.10.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Sur base d'une demande introduite en date du 12 mai 2014 par trois particuliers, la Commission des Sites et Monuments Nationaux a proposé dans sa séance du 27 mai 2014 l'inscription de la tour Hadir à l'inventaire supplémentaire.

La procédure d'inscription à l'inventaire supplémentaire est fixée par le règlement grand-ducal du 17 mars 1998 fixant les modalités d'application de l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des Sites et Monuments Nationaux qui dit ce qui suit dans son article 1er, alinéa 2: «Sauf les cas d'urgence ou s'il y a péril en la demeure, la Commission des Sites et Monuments Nationaux et le conseil communal de la ou des communes où se trouve l'immeuble sont entendus en leurs avis, lesquels doivent être produits dans le délai de trois mois à partir de la notification de la proposition d'inscription.»

La procédure d'inscription doit aussi, vis-à-vis du propriétaire de l'immeuble, en l'occurrence ArcelorMittal, se conformer aux prescriptions éditées par le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes.

Suivant les règles applicables en la matière, j'ai donc signé deux lettres annonçant mon intention d'inscrire la tour Hadir à l'inventaire supplémentaire, l'une demandant une prise de position d'ArcelorMittal, l'autre demandant l'avis du conseil communal de la ville de Differdange, le tout dans un délai de trois mois.

Ces deux lettres, qui ne constituent nullement des «lettres de classement» comme le prétend l'honorable député, mais de simples propositions, n'ont pas été envoyées, ceci pour les raisons qui suivent:

1. La ville de Differdange a informé le Ministère de la Culture qu'elle est en pourparlers avec ArcelorMittal au sujet de la cession du terrain et entend y réaliser un important investissement d'équipement scolaire.

2. Le Ministère a appris qu'il n'existe pas de projet consolidé d'acquisition et de restauration de la tour Hadir.

Considérant que le projet d'équipement scolaire a de fortes chances de se réaliser, ceci contrairement à un quelconque projet privé alternatif de reprise et de modernisation du bâtiment, je ne me vois pas en mesure de justifier une intervention qui aurait pour unique conséquence de faire perdurer l'agonie de la tour Hadir.

Question 0521 (15.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **comité de pilotage de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration:**

Selon les informations relevées dans la presse, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) sera dorénavant entouré par un comité de pilotage qui sera présidé par le directeur actuel de l'Union Commerciale de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles seront les missions concrètes de ce comité de pilotage?

- Selon quels critères la candidature du nouveau président du comité de pilotage a-t-elle été retenue?

- Y avait-il d'autres candidatures pour ce poste à responsabilité?

- De quel statut relève la fonction dirigeante de ce comité?

- Quel sera le lien hiérarchique entre la directrice de l'OLAI et le comité de pilotage?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

J'ai l'honneur d'apporter les réponses suivantes à la question parlementaire n°0521 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth:

- Le comité de pilotage instauré au sein de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration a pour mission d'implémenter les recommandations énoncées par les auteurs de l'analyse organisationnelle effectuée entre mars et juin 2014. Le comité de pilotage accompagnera étroitement la réorganisation de l'administration.

- La candidature de Monsieur Piron a été retenue au vu de ses expériences en matière d'organisation et de gestion de multiples structures ainsi que de son expérience professionnelle dans le domaine de l'humanitaire.

- 28 candidatures en tout ont été reçues.

- Le président du comité de pilotage a le statut d'employé de l'État.

- La directrice de l'OLAI est membre du comité de pilotage.

Question 0522 (16.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015:**

Il nous revient que le Gouvernement entend attribuer la présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015 à une agence de communication.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs à la base de cette décision?

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas recouru aux services étatiques?

- Quel est le coût lié à ce marché?

Réponse (17.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement s'est engagé sur la voie d'une plus grande transparence, y compris en matière budgétaire.

À cette fin, Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, a lancé, fin août 2014, un appel d'offre restreint, à l'adresse de quatre agences de communication luxembourgeoises.

Aux termes du cahier des charges, il a été demandé à ces agences de soumettre une offre pour le développement et la mise en place:

- d'une identité visuelle, déclinable pour toute communication relative au budget;

- d'un site (portail) Internet dédié;

- d'un outil de présentation visuelle du budget, de type «open data», intégré au site;

- de vidéos éducatives animées;

- de fiches thématiques («fact sheet») sous forme d'infographiques.

Le cahier des charges a précisé en outre: «Les données, textes et messages («wordings») à transporter au moyen des vidéos et infographiques seront fournis par le Ministère des Finances au moment de l'octroi du marché.» Il en découle que le rôle de l'agence a été limité exclusivement à la conception technique et graphique.

L'offre retenue a affiché un prix de 41.040 € HTVA. La facture finale s'élève à 35.030 € HTVA.

Le recours à une agence externe s'est justifié notamment du fait de la complexité technique liée au développement de l'outil de visualisation, combinée aux délais très restreints pour la livraison.

Il est à noter que le système a été conçu de manière à pouvoir être réutilisé les années prochaines.

L'outil de visualisation, les infographiques et les vidéos permettent un accès inédit aux données relatives au budget de l'État, et permettront aux citoyens de se familiariser plus facilement avec cette matière complexe.

Question 0523 (16.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **TVA en matière du logement:**

Si le Gouvernement a toujours insisté à ce que la hausse du taux de TVA de 3% à 17% n'aura pas d'impact sur les constructions destinées à l'habitation principale, c'est qu'il n'a jusqu'à présent pas évoqué le volet de la faveur fiscale.

Le coût supplémentaire à supporter sur les constructions destinées à l'habitation principale résulte du fait que la faveur fiscale (i. e. une économie de TVA) est plafonnée à 50.000 €. Cela signifie qu'on peut actuellement réaliser des constructions pour un montant de 416.666 € ((15% x 416.666 €) - (3% x 416.666 €) = 50.000 €) pour profiter de l'intégralité de la faveur fiscale. Avec la hausse annoncée du taux normal de la TVA de 15% à 17%, le montant des constructions pouvant bénéficier de la faveur fiscale diminue à 357.142 € ((17% x 357.142 €) - (3% x 357.142 €) = 50.000 €).

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement partage-t-il cette analyse?

- Envisage-t-il le relèvement du plafond de la faveur fiscale pour ne pas pénaliser les personnes acquérant des constructions leur servant de résidence principale?

Réponse (20.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par l'intermédiaire de leur question parlementaire, les honorables Députés demandent si le Gouvernement partage leur analyse en ce qui concerne la faveur fiscale en matière de logement et de la TVA.

Il y a lieu de relever que dans ce contexte le Gouvernement propose de ne rien changer au régime de la TVA actuellement en vigueur en matière de créations de logements destinés à l'habitation principale dans le chef du propriétaire.

Le taux de TVA super-réduit de 3% continuera ainsi à s'appliquer aux créations de logements destinés à l'habitation principale dans le chef du propriétaire et aux rénovations, avec un plafond qui reste fixé à 50.000 € de TVA.

Le Gouvernement ne prévoit pas d'augmenter le montant de la faveur fiscale.

Question 0524 (17.09.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg:**

Lors de la présentation du projet de loi n°6654 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13 dans la Commission parlementaire du Développement durable en date du 23 avril dernier, il a été question de prévoir également un réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg, afin de garantir en premier lieu une meilleure sécurité dans les alentours du Parc merveilleux. Une adaptation du projet de loi n°6654 n'a pas été prise en compte avec l'argument qu'une telle ajoute au texte initial causerait des retards à l'exécution du projet principal. Néanmoins l'importance d'un réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg n'a pas été mise en doute.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un réaménagement à partir du giratoire de Hellange sur la route RN13 en sortie de l'autoroute A13 en direction de Bettembourg s'avère nécessaire?

- Dans l'affirmative, dans quel délai un tel projet pourrait-il être réalisé?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Actuellement, l'étude de trafic et de mobilité, menée par les Ponts et Chaussées, d'entente avec les communes de Bettembourg et de Dudelange et les autres acteurs en matière de mobilité, touche à sa fin.

L'objectif de délester les localités de Bettembourg et de Dudelange sera atteint:

- par l'augmentation des capacités sur le réseau de grande voirie dont la performance sera augmentée par la finalisation de la liaison routière avec la Sarre sur l'A13 et la mise à 2x3 voies de l'A3, et

- par l'aménagement des traversées des localités de sorte à décourager le trafic transitaire.

À ce jour, la N13 a été réaménagée en 2010 par l'aménagement d'une bande de stationnement ainsi que d'un trottoir au droit du Parc merveilleux afin de sécuriser l'accès à ce dernier. Aussi, une limitation de la vitesse de 70 km/h, dérogatoire aux dispositions relatives aux limitations générales de la vitesse de 90 km/h est déjà en place entre le P.K. 23140 et le P.K. 23945, dans les deux sens. En outre,

une signalisation indiquant une vitesse conseillée de 50 km/h a été mise en place.

Par ailleurs, le concept de desserte des différentes zones d'activités et industrielles situées entre Bettembourg et Dudelange, qui résulte de l'étude de trafic, prévoit trois accès distincts à partir du réseau de la grande voirie. L'échangeur de Hellange et le premier tronçon de la N13, compris entre ledit échangeur et le CR161, ainsi que le CR161 proprement dit constituent un de ces accès permettant de drainer le trafic de/vers les zones d'activités sans passer par les localités adjacentes.

À ce titre, un éventuel réaménagement ponctuel de l'embouchure du CR161 sur la N13 est en cours d'analyse avec un changement possible de la priorité à cet endroit, et ce en vue de garantir un accès performant aux zones d'activités tout en décourageant le trafic transitaire de traverser la localité de Bettembourg.

Vu que l'analyse d'un éventuel réaménagement ponctuel de la N13 entre le giratoire de Hellange et le CR161 est en cours, un délai précis ne peut être donné à ce stade. Néanmoins, les aménagements sont à coordonner avec le phasage général des projets liés à l'Eurohub et à l'échangeur de Hellange, phasage qui pourrait être présenté fin 2014 et validé début de l'année 2015.

Question 0525 (17.09.2014) de **M. Edy Mertens** *(DP)* concernant les **médicaments génériques:**

Le 5 septembre 2014, la Ministre de la Santé et le Ministre de la Sécurité sociale ont présenté le lancement de la politique de substitution des médicaments originaux par les génériques, effective à partir du 1er octobre 2014. Même si la politique de substitution se limite dans un premier temps qu'à deux groupes (les hypocholestérolémiants et les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux), les professionnels du secteur de la santé s'inquiètent concernant la langue des notices d'informations des génériques. En effet, la réalité du marché luxembourgeois des pharmaceutiques veut que les entreprises qui proposent les génériques concernés soient presque toutes d'origine allemande. Ceci entraîne que les notices d'utilisation informant le patient sur les effets secondaires éventuels de ces génériques ne sont que disponibles en langue allemande. Vu le nombre considérable d'assurés à la CNS ne maîtrisant pas la langue allemande, ceux-ci se verront obligés d'acheter un médicament plus cher pour pouvoir profiter d'une notice d'information multilingue.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer la situation décrite ci-dessus?
- Le montant de référence à fixer par la CNS et sur lequel se base la participation du patient tiendra-t-il compte de la disponibilité sur le marché d'un générique contenant une notice d'information multilingue?
- Dans la négative, les Ministres jugent-ils acceptable qu'un patient ne maîtrisant pas la langue allemande soit contraint à payer plus pour bénéficier d'un générique accompagné d'une notice d'information multilingue?

Réponse commune (20.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments prévoit que la notice doit être rédigée au moins dans une des langues française, allemande ou luxembourgeoise. Par conséquent, aucune disposition ne s'oppose à ce que les notices scientifiques des médicaments autorisés à être vendus sur le marché luxembourgeois ne soient rédigées en langue allemande.

Même en l'absence de substitution, il y a des substances actives pour lesquelles il existe uniquement un médicament en provenance de l'Allemagne et pour lequel la notice est en langue allemande. Le problème de la disponibilité de la notice d'information ne surgit donc pas avec l'introduction de la substitution des médicaments.

Parmi les 210 génériques retenus dans les 46 groupes de substitution, 68 sont de provenance allemande, six sont de provenance française et 136 de provenance belge.

La majorité des génériques proposés sont de provenance belge et leur notice est rédigée en langue allemande et française.

Pour savoir dans combien de cas le patient devrait prendre un médicament générique avec une notice rédigée uniquement en langue allemande (aucun des médicaments en provenance de France n'affiche le meilleur prix) en vue d'éviter de payer un surplus, il a été vérifié par groupe si le pays de provenance du ou des médicaments les moins chers était la Belgique ou l'Allemagne.

Si on exclut du nombre des groupes ceux pour lesquels il existe exclusivement des médicaments avec notice en allemand, sur un nombre total de 42 groupes de substitution, il existe pour 36 groupes un médicament, générique ou non, qui a le meilleur prix en provenance de la Belgique (soit dans 85,71% des cas) et pour lequel la notice d'information est disponible en français et en allemand.

En conclusion, on peut dire que le problème de la notice rédigée uniquement en allemand existe, mais qu'il n'est pas directement lié à la substitution et que, dans le cas des médicaments de substitution, le pourcentage des médicaments les moins chers avec notice d'information rédigée exclusivement en allemand est assez faible.

Question 0526 (17.09.2014) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **démarches prévues par le Gouvernement luxembourgeois afin de parer aux menaces émanant de l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région:**

Le 16 septembre, lors d'une réunion jointe des Gouvernements du Luxembourg et de la Sarre, les menaces potentielles liées à l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région ont été discutées. Ces menaces émanent notamment des centrales nucléaires de Cattenom/France, qui continuent à être à l'origine de nombreux incidents et que l'exploitant souhaite prolonger jusqu'à 60 ans de service, ainsi que de Tihange/Belgique, plus âgée et dont un des réacteurs a des milliers de microfissures. En outre, à Bure dans le département «Meuse» en France, l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) planifie un centre de dépôt pour déchets hautement radioactifs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles démarches concrètes le Gouvernement luxembourgeois entend-il entamer pour parer aux menaces liées à l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région?

2. Quelles démarches sont prévues notamment dans le cadre des discussions respectivement des procédures d'autorisation des prolongations souhaitées par l'exploitant EDF à Cattenom?

3. Est-ce que des discussions sur le nucléaire sont prévues avec le Gouvernement belge en formation afin de promouvoir l'idée d'une sortie rapide du nucléaire et notamment la fermeture définitive des réacteurs touchés par des milliers de microfissures à Tihange et Doel?

4. De quelle façon le Gouvernement entend-il informer et intégrer la Chambre des Députés ainsi que la société civile lors de ces démarches?

Réponse commune (28.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. D'emblée et de manière générale, il faut souligner que le Gouvernement agit à tous les niveaux politiques contre la promotion de l'énergie nucléaire. Dans le contexte du paquet 2030 «climat et énergie», le Luxembourg s'est engagé au Conseil européen du 23 et 24 octobre 2014 pour des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Plus précisément, le Conseil de Gouvernement a marqué son accord à ce que le Luxembourg s'associe au Gouvernement autrichien qui introduit un recours en annulation à la CJUE contre la décision récente de la Commission européenne relative à l'approbation du subventionnement de la centrale nucléaire «Hinkley Point» au Royaume-Uni.

Le Luxembourg continuera son action politique en faveur d'une fermeture des centrales nucléaires proches de ses frontières en coopérant régulièrement avec ses pays voisins afin d'assurer une sécurité nucléaire maximale dans la Grande Région, et notamment à la centrale nucléaire de Cattenom. Ainsi, des groupes de coopération ont été formés dont la «Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection», qui traite entre autres des questions ayant trait à l'opération et à la sûreté de la centrale nucléaire de Tihange, à la surveillance de la radioactivité dans l'environnement et à l'examen de toute autre question d'intérêt commun liée à la sûreté nucléaire ou à la protection radiologique, ou la «Commission mixte franco-luxembourgeoise» qui se réunit tous les ans pour échanger des informations dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. Il y a un an, le Luxembourg a également intégré la «Commission locale d'information» (CLI) de la centrale nucléaire de Cattenom, un organe qui réunit à la fois l'opérateur EDF, l'ASN et des représentants des collectivités territoriales.

Le 17 mars 2014, une réunion sectorielle concernant le domaine de l'énergie dans la Grande Région s'est tenue à Trèves, en présence du secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures. À cette occasion, le Gouvernement luxembourgeois a insisté sur la proximité immédiate du «Centre nucléaire de production d'électricité» (CNPE) de Cattenom à la frontière franco-luxembourgeoise et des conséquences existentielles pour l'État luxembourgeois qui pourraient entraîner un accident grave sur le site du Centre nucléaire de Cattenom.

Début mars 2014, la Ministre de l'Environnement et la Ministre de la Santé ont adressé un courrier au Ministre français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie qui confirmait la position luxembourgeoise, en l'occurrence de procéder à une fermeture du CNPE de Cattenom. Les ministres ont salué les échanges constructifs avec les autorités françaises pour toutes les questions liées à la sûreté nucléaire. Elles ont néanmoins suggéré d'améliorer, voire de renforcer la communication dans les domaines des impacts environnementaux, en l'occurrence les rejets non radioactifs dans l'eau, les rejets thermiques et les rejets atmosphériques, et ont proposé une entrevue au Ministre français afin de s'échanger bilatéralement sur la problématique.

En outre, la «Division de la Radioprotection» de la Direction de la Santé est fortement engagée dans la coopération internationale en vue de renforcer la sûreté nucléaire, dans la gestion sûre des déchets, dans la protection physique des matières nucléaires et dans la coopération en situation d'urgence nucléaire ou radiologique. Elle a par exemple suivi de près - ensemble avec les Gouvernements des Länder allemands de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre - les tests de résistance «stress tests» dans les pays voisins et en Europe, dont l'objectif était d'évaluer dans quelle mesure les centrales nucléaires disposent de marges de sûreté qui garantissent la sûreté de leur exploitations dans certaines situations d'urgence.

Son rôle actif dans le renforcement de la «Convention sur la sûreté nucléaire» et de la directive 2009/71/Euratom sur la sûreté nucléaire est également reconnu. De plus, elle a été invitée par l'«Autorité de sûreté nucléaire en France» (ASN) à participer à des inspections à Cattenom et s'engage pour que les mesures de protection de la population en cas d'une urgence nucléaire soient mieux coordonnées en Europe dans le but d'offrir la meilleure protection possible à la population.

Le Gouvernement suivra également de près les travaux de mise en conformité des réacteurs de Cattenom par rapport aux conclusions de leurs «stress tests» et des nouvelles prescriptions de sécurité fixées par l'ASN.

Ad 2. Suite à une demande du Gouvernement, le bureau d'avocats «BMH Avocats» a transmis au Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères en date du 14 août 2012 une étude sur les moyens juridiques et/ou administratifs permettant d'empêcher la poursuite de l'exploitation de la centrale nucléaire de Cattenom. Toute décision quant à une fermeture respectivement un prolongement de l'opération d'un réacteur reste actuellement entièrement dans les compétences du pays d'implantation. À l'heure actuelle, il n'existe pas de cadre juridique au niveau de l'Union européenne permettant à un État membre de faire arrêter un réacteur nucléaire d'un autre État membre, bénéficiant déjà de toutes les autorisations nécessaires à son fonctionnement. Aussi longtemps que la preuve du non-respect des nouvelles conditions de sûreté imposées suite aux «stress tests» à l'exploitant de la centrale de Cattenom ne peut être fournie, les chances d'atteindre la fermeture de la centrale de Cattenom par voie juridique doivent être jugées insuffisantes.

En revanche, la nouvelle directive sur la sûreté nucléaire prescrit la mise en œuvre de mesures d'amélioration raisonnablement possibles dans une installation nucléaire existante dans le cadre des examens périodiques de sûreté. La formulation vise des améliorations massives en cas de prolongation de la durée d'exploitation au-delà de 40 ans; dans le cas de la centrale nucléaire de Cattenom cela serait à partir de 2026. Rien que par les travaux de mise en conformité à prévoir, il semble légitime de revendiquer aux autorités françaises un renouvellement de l'autorisation avec la réalisation d'une enquête publique transfrontalière.

Dans ce contexte, le Gouvernement va analyser les développements au niveau de la réglementation européenne et internationale en matière de conditions d'approbation et de consultation en cas de prolongation de la durée de vie d'une centrale nucléaire (Conventions d'Espoo et de d'Aarhus). Il se concertera étroitement et régulièrement avec les experts du Gouvernement autrichien en la matière.

Le Gouvernement suivra également de très près toutes les grandes inspections décennales auxquelles chaque réacteur doit se soumettre.

Ad 3. La modification du 18 décembre 2013 de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité devrait renforcer la sortie du nucléaire en Belgique. Toutefois, la planification réelle du nouveau Gouvernement belge n'est à ce stade pas encore connue dans tous les détails pour tous les réacteurs du parc nucléaire belge. Il y a lieu de signaler que les deux réacteurs Doel 3 et Tihange 2 sont maintenus à l'arrêt jusqu'à nouvel ordre et que le second programme de tests d'irradiation accélérée menés par Electrabel est toujours en cours. À ce titre, aucune conclusion ne peut être tirée pour le moment quant à l'avenir de ces deux réacteurs.

Pour rappel, Electrabel a décidé le 26 mars 2014 d'anticiper l'arrêt programmé des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2, qui avaient reçu le 17 mai 2013 le feu vert de l'«Agence fédérale de contrôle nucléaire» (AFCN) pour redémarrer. Les résultats de tests menés par l'exploitant montraient en effet que les propriétés mécaniques du matériau des cuves étaient davantage influencées par l'irradiation que ce à quoi les experts s'attendaient. Afin d'expliquer ces résultats inattendus, Electrabel a lancé dans la foulée une seconde campagne de tests et a annoncé le 12 juin 2014 qu'ils dureraient jusqu'à l'automne 2014.

Un éventuel redémarrage des deux réacteurs ne pourra être envisagé que si les résultats inattendus de la première campagne de tests peuvent être expliqués et que les résultats de la seconde campagne de tests démontrent que les propriétés mécaniques de l'acier des cuves ne sont pas influencées de façon inacceptable par l'irradiation. Les autres actions à moyen terme requises par l'AFCN en mai 2013 devront également être pleinement satisfaites. Electrabel devra décrire l'ensemble de ces éléments dans un dossier de justification («safety case report») détaillé et complet à l'attention de l'AFCN, qui procédera ensuite à son analyse.

L'autorité et les organismes de contrôle de la sûreté nucléaire (AFCN, Bel V et AIB-Vinçotte) suivent de très près la situation des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2 et prendront le temps nécessaire pour analyser de manière approfondie l'ensemble des résultats présentés par l'exploitant. Un panel d'experts étrangers sera également sollicité pour analyser l'éventuel nouveau dossier de justification présenté par Electrabel. À l'opposé de l'approche choisie en amont du premier redémarrage des réacteurs concernés en 2013 cette nouvelle approche nous semble plus prudente et sert également les intérêts du Luxembourg.

Ad 4. Une réunion entre des représentants du Gouvernement, du «Nationalen Aktiounskomitee géint Atomkraaft» et des groupes parlementaires s'est tenue au Ministère des Affaires étrangères, le 9 octobre 2014. Le but était la coordination des actions du Gouvernement avec celles de la Chambre des Députés et de la société civile.

Plusieurs actions et pistes d'actions y ont été retenues: Concrètement, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, la Ministre de la Santé ainsi que la Ministre de l'Environnement rédigeront une lettre au Gouvernement français pour répéter la revendication et l'argumentaire luxembourgeois concernant une fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom.

De plus les ministres luxembourgeois évoqueront le sujet lors de toute réunion bilatérale avec des ministres du Gouvernement français. Finalement, les députés luxembourgeois veulent

Emballages	Pays de provenance			Notice disponible en
68	Allemagne	32,38	%	allemand
6	France	2,86	%	français
136	Belgique	64,76	%	allemand et français

d'Chamber online op
www.chd.lu

aborder le sujet également avec leurs collègues français qui discutent actuellement le projet de loi sur la transition énergétique. Ce dernier prévoit de réduire de 25% la dépendance de la France à l'électricité nucléaire et présente donc un contexte politique de choix pour analyser également les implications et conséquences transfrontalières de l'exploitation du nucléaire.

Question 0527 (17.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **crimes xénophobes et racistes:**

Le Grand-Duché du Luxembourg est préservé pour l'essentiel du fléau raciste et de crimes y afférents. J'aimerais cependant avoir des informations sur les aspects concrets suivants:

- Quelle instance recense les crimes xénophobes et racistes? Comment ces données sont-elles rendues accessibles?

- Combien de crimes racistes ont été enregistrés en 2012 et en 2013? Pour l'année 2013 de quels types de crime à caractère raciste s'agissait-il: meurtre, attaque physique, incitation à la haine par Internet, dommage à des propriétés, désacralisation de tombe, atteinte à des lieux de culte, attaque de centres culturels, ou autres? En 2013, d'où les victimes étaient-elles originaires?

- Y a-t-il une estimation de crimes et délits racistes non déclarés («Dunkelziffer»)?

- Quels types de formation et formation continue sont en place pour les juges, les membres du parquet et les forces de l'ordre en matière de poursuite de crimes racistes ou xénophobes?

Réponse commune (13.10.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Quant à la première question sur l'instance qui recense les crimes xénophobes et racistes, il faut souligner que comme pour toutes les infractions pénales, le recensement de ces plaintes se fait tant au niveau de la Police grand-ducale qu'au niveau des deux parquets.

Il faut définir ce qu'on entend par crimes xénophobes et racistes. Les infractions communément regroupées sous la dénomination «racisme et discrimination» se limitent dans notre Code pénal aux articles 454 à 457-3.

Parmi les autres infractions pénales regroupées au Code pénal, les seules infractions entraînant une aggravation de la peine encourue en raison d'une motivation raciste sont les infractions de calomnie et de diffamation (article 444 (2) du Code pénal).

Il s'ensuit qu'une éventuelle motivation raciste d'une autre infraction (par exemple coups et blessures volontaires, destruction volontaire d'objets mobiliers d'autrui, etc.) n'est pas nécessairement répertoriée dans les statistiques.

En 2012, la Police grand-ducale a compté 30 infractions à motivation raciste.

Pour 2013, la Police grand-ducale a recensé 31 infractions à motivation raciste. Il s'agissait principalement des infractions de coups et blessures volontaires sans incapacité de travail personnel, injures et menaces contre les personnes ou contre les biens.

Les 31 infractions à caractère raciste répertoriées en 2013 ont fait 38 victimes.

Les autorités répressives ne sont pas en mesure de se prononcer sur le nombre des infractions à caractère raciste ou xénophobe non déclarées auprès de la Police grand-ducale ou des parquets.

Les dossiers comportant une infraction à connotation raciste ou xénophobe sont traités tant au Parquet de Luxembourg qu'au Parquet de Diekirch par un seul magistrat spécialisé en la matière. Pour le surplus, il convient de préciser que tous les magistrats ont la possibilité d'assister dans la limite des places disponibles à différentes formations surtout au niveau international organisées notamment par l'École nationale de la magistrature en France ou par l'ERA.

Question 0528 (17.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réaction du porte-parole du Premier Ministre à une question parlementaire:**

En réponse à notre question parlementaire n°0522 du 15 septembre 2014, le porte-parole de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, vient de s'exprimer sur le site Internet wort.lu dans les termes suivants: «Die Abgeordneten Gilles Roth und Diane Adehm möchten den Eindruck vermitteln, die Regierung wolle essenzielle Aufgaben vom Staat outsourcen. Dies ist nicht der Fall.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, partage-t-il cette appréciation?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, considère-t-il que les propos tenus par son porte-parole sont respectueux du devoir de neutralité auquel sont tenus tous les fonctionnaires et employés de l'État?

Réponse (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'imprécision sur l'origine des déclarations faites dans l'article de presse cité par les honorables Députés est regrettable. Le contenu de l'article en question se basait sur les mêmes propos que j'avais tenus personnellement le même jour dans une interview accordée à la Radio 100,7.

Mon conseiller en communication avait suivi mes instructions en répondant aux questions du journaliste de wort.lu et il n'a que répété les déclarations que j'avais déjà faites sur ce sujet.

Question 0529 (17.09.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fin de la gratuité des transports en commun pour les étudiants:**

Jusqu'à présent, les déplacements en transports publics entre l'université et le domicile de l'étudiant et inversement étaient gratuits pour les étudiants. Or, selon la décision reprise par les médias lundi, 15 septembre, ce ne sera plus le cas. En effet, d'après le règlement ministériel du 9 juillet 2014, les étudiants ne bénéficieront plus de la gratuité du transport et devront désormais acheter une carte «Jumbo» d'une valeur de 75 euros par an pour pouvoir utiliser tous les transports en commun nationaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il pris cette mesure?

- Pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été annoncée avant la rentrée universitaire, alors qu'il s'agit d'un règlement ministériel datant du 9 juillet 2014?

- Les Ministres ne jugent-ils pas cette mesure contradictoire, alors que, d'un côté, le Gouvernement souhaite une plus grande utilisation des transports en commun et que, d'un autre côté, ce sont justement les étudiants ne bénéficiant pas de la bourse de mobilité qui seront touchés par cette mesure?

Réponse commune (23.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les motifs de la suppression de la gratuité du transport public des étudiants.

Tout d'abord, nous nous permettons de revenir sur l'historique de la gratuité du transport des élèves (fréquentant un établissement d'enseignement postprimaire) et les étudiants (fréquentant un établissement d'enseignement universitaire).

La gratuité du transport avait été introduite en 1973 en faveur des élèves fréquentant un établissement scolaire de l'enseignement postprimaire, pour leur trajet entre le domicile et le lieu de l'établissement scolaire se limitant aux périodes scolaires, donc en dehors des heures de cours et en dehors des vacances scolaires.

Cette gratuité fut étendue par la suite aux élèves âgés de moins de 21 ans au vu des dédoublements des élèves dans les établissements postprimaire.

La gratuité a été étendue également aux élèves qui fréquentaient un établissement postprimaire à l'étranger.

Enfin, la gratuité fut étendue aux étudiants lors de la création des cours universitaires dans les années '90. Dans le cas d'études universitaires à l'étranger, le trajet était gratuit sur le territoire national jusqu'à un point frontière, et les seuls moyens de transports publics qui étaient concernés furent les moyens de transport ferroviaires.

Cependant, le système de la gratuité du transport des élèves donnait lieu, depuis son existence, à de nombreuses critiques dont notamment:

- impossibilité d'exercer des contrôles tant soit peu sérieux sur son application;

- notion peu claire du lieu de domicile et de résidence alors que de plus en plus d'élèves habitaient à des endroits différents en cas de parents divorcés;

- la notion du lieu d'établissement scolaire est souvent ambiguë en cas de stages à effectuer par des étudiants qui devaient utiliser des trajets non couverts par relation inscrite sur leur titre de transport scolaire;

- problématique des étudiants effectuant des études dans des pays lointains et non frontaliers pour lesquels l'utilisation des relations ferroviaires initialement accordées ne suffisait plus;

- par conséquent, augmentation du nombre de fraudes.

Au vu de tous ces inconvénients, constatés pour la plupart déjà dans les années '70 et '80, l'on a introduit en 1986 «l'abonnement annuel pour jeunes gens», connu peu après sous le nom de «Jumbokaart». Cet abonnement devait, d'une part, supprimer la gratuité des élèves en raison des nombreuses critiques soulevées ci-dessus et, d'autre part, fournir une solution aux problèmes de transport des jeunes en général dans le cadre de leurs activités autres que celles de la seule fréquentation d'un établissement d'enseignement.

En dépit des arguments précités, la gratuité fut maintenue pour les élèves et étudiants pour les trajets, en dehors des cours et des vacances scolaires, entre leur domicile et leur établissement scolaire.

En 2008, une convention entre l'État respectivement le Verkéiersverbond et l'Université du Luxembourg avait été conclue, renouvelée en octobre 2013. Elle permettait à leurs étudiants détenteurs d'une carte d'étudiant d'utiliser celle-ci en tant que titre de transport; pour ce faire l'université imprimait sur cette carte le logo de la Mobilitéitszentral et la mention «vaut titre de transport sur le réseau luxembourgeois», et payait, semestriellement, au Verkéiersverbond le montant correspondant d'une «Jumbokaart».

Les étudiants de l'Université du Luxembourg ont par conséquent acquis la «Jumbokaart», contrairement à des étudiants de l'enseignement postsecondaire, effectuant leurs études à l'étranger qui essayaient de se procurer une «myCard», la carte d'élèves qui avait été introduite par le Ministère de l'Éducation nationale à la rentrée 2012-2013 pour les élèves de l'enseignement secondaire, et qui vaut entre autres titre de transport gratuit pour la relation domicile établissement scolaire.

Les revendications pour une telle «myCard» aboutissaient au CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur), dépendant du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Cependant, le CEDIES devait traiter une multitude des demandes qui furent souvent difficiles à trancher, ambiguës en raison d'études lointaines, en cas d'impossibilité de se fixer à un seul lieu de résidence ou encore le lieu d'établissement scolaire.

Ainsi, des étudiants faisant leurs études en Angleterre ou aux États-Unis demandaient la «myCard» pour effectuer le trajet entre leur domicile et l'aéroport (sic!)

Durant les deux dernières années scolaires, le nombre de demandes à traiter a augmenté très considérablement, alors qu'entre 2000 et 2012, les demandes s'élevaient à 163 respectivement 250 demandes annuelles, ce nombre est passé pour la rentrée 2013-2014 à plus de 1.000 demandes.

Avec une gratuité des transports pour les élèves vers leurs établissements scolaires, ainsi qu'une quasi-gratuité des transports, avec 75 euros par an pour tous les jeunes gens (élèves ou non) pour tous leurs déplacements vers leurs loisirs ou autres, nous sommes d'avis que cette politique est très favorable à une grande utilisation des transports publics. Déjà aujourd'hui, de toute façon, la majorité de jeunes gens et d'étudiants possèdent une «Jumbokaart».

Cette mesure n'est pas contraire à la politique relative aux transports publics alors que la somme modeste de 75 euros par an, i. e. 1,41 euros par semaine ou 2 centimes par jour, pour pouvoir utiliser le réseau complet des transports publics au Luxembourg, i. e. le réseau ferroviaire, les réseaux RGTR, AVL et TICE est supportable d'autant plus que la gratuité existe toujours pour les personnes économiquement plus faibles.

Question 0530 (18.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique de nomination du Gouvernement:**

Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a expliqué hier matin aux membres de la Commission de la Force publique et de la Commission juridique que l'ancienneté de service n'a joué aucun rôle dans la sélection de la nouvelle équipe dirigeante de la Police grand-ducale. Il a ensuite précisé qu'il suivrait cette approche pour l'ensemble des administrations étatiques faisant partie de ses ressorts sans détailler si cette politique de nomination s'applique exclusivement à des postes de responsabilité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si cette politique de nomination s'appliquera uniquement dans le domaine de la force publique ou s'il s'agit d'une politique généralement suivie par tous les membres du Gouvernement? Est-elle limitée aux postes à responsabilité? Dans l'affirmative, quels sont ces postes?

Réponse commune (21.10.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les postes du directeur général, du directeur général adjoint ainsi que de l'inspecteur général de la police sont au choix du Gouvernement qui prend sa décision sur proposition du Ministre du ressort.

En l'occurrence, le Ministre de la Sécurité intérieure s'est déterminé, en vue de la formulation de ses propositions au Gouvernement, en prenant ses responsabilités par rapport aux projets de réforme en cours et en constituant l'équipe la mieux apte à implémenter les projets en question.

Question 0531 (18.09.2014) de **Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **décentralisation administrative et scolaire:**

Dans sa réponse du 16 septembre 2014 à la question parlementaire n°0411 *(cf. compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014)* du Député André Bauler concernant la décentralisation administrative et scolaire, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a indiqué que le Gouvernement envisage de concentrer les efforts de décentralisation sur «les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval, et, de l'autre, la Nordstad». Force est de constater que la région Est du pays n'y est pas mentionnée.

Nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les intentions du Gouvernement concernant la région Est du pays en matière de décentralisation?

- Est-ce que le fait que le Ministre n'a pas mentionné dans sa réponse cette région signifie que le Gouvernement ne souhaite pas installer davantage d'administrations publiques dans la région Est?

- Qu'en est-il de nouvelles installations scolaires et parascolaires?

- Le Gouvernement aurait-il même l'intention de supprimer à l'avenir des administrations publiques et institutions scolaires et parascolaires dans cette région du pays?

Réponse (13.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

De prime abord, il importe de préciser que dans ma réponse à la question parlementaire 0411, évoquée dans la présente question parlementaire, j'ai parlé de «focalisation des efforts de décentralisation sur les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval, et, de l'autre, la Nordstad».

Cette focalisation ne veut pas pour autant dire que d'autres parties de notre pays ne pourraient plus bénéficier de décisions de décentralisation à l'avenir. Toutefois, ces décisions devraient être fonction des atouts respectifs et des particularités régionales et être opérées là où cela fait du sens. Il en est ainsi de la région Est et plus particulièrement de ses quatre centres de développement et d'attraction régionaux. Trois de ces CDA possèdent un lycée. Certains possèdent des équipements culturels et touristiques de niveau régional, voire même national, ou encore des administrations étatiques liées aux particularités régionales telles que, par exemple, la viticulture. S'y ajoute la commune de Mondorf, unique station thermale du pays, qui est également surdotée en équipements touristiques et bénéficiera à l'avenir de l'implantation d'un nouveau lycée.

Il ne peut donc être question de négliger cette région ou d'autres du pays au bénéfice exclusif des seuls centres de développement et d'attraction d'ordre moyen, mais il s'agit de procéder par ordre de priorité et en fonction de la hiérarchie et de la nature des équipements et/ou d'administrations à décentraliser.

Question 0532 (18.09.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **mise en place d'un juge aux affaires familiales:**

Les questions de résidence (ou de garde) d'enfant sont l'une des difficultés essentielles rencontrées par les ex-époux après un divorce, tel que le Ministre de la Justice démontre dans sa réponse à la question parlementaire n°0230 du 23 avril 2014 *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)*. Ce problème est d'autant plus aggravé par l'éparpillement des compétences entre plusieurs instances concernées. Dès lors, l'idée de la création d'un juge unique qui remplacerait les quatre juges intervenant actuellement (référé, de la jeunesse, des tutelles et le juge de paix) est née sous l'ancien Gouvernement et s'avère aujourd'hui plus que jamais utile et pertinente, d'autant plus que le Grand-Duché se fait régulièrement épingler par la Cour européenne de Strasbourg à cause du dépassement du délai raisonnable. Les procédures judiciaires lors de la séparation et surtout de l'attribution de l'autorité parentale ou d'une pension alimentaire seraient facilitées par l'instauration d'un tribunal aux affaires familiales. En outre, il faudrait des magistrats spécialisés en matière du droit de la famille pour pouvoir tenir compte non seulement de la situation juridique d'une affaire, mais aussi des spécificités psychologiques ou sociales qui touchent les situations dans lesquelles se retrouvent les familles. La volonté de mettre en place un juge aux affaires familiales se retrouve aussi dans l'accord de coalition du nouveau Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il toujours favorable à l'instauration d'un tribunal aux affaires familiales?

- Dans l'affirmative, quel est l'état actuel des travaux préparatoires?

- Quand est-ce que le Ministre entend déposer le projet de loi y relatif?

Réponse (10.10.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement souhaite vivement accélérer la modernisation du droit de la famille. Des juges aux affaires familiales seront mis en place dans le cadre d'une réforme importante et d'une simplification des procédures applicables à la famille et aux enfants.

Tout en favorisant également la médiation, les juges aux affaires familiales seront en charge de tous les aspects contentieux du droit civil concernant la famille, tant les aspects patrimoniaux, que les aspects extra-patrimoniaux.

Les travaux préparatoires à cette réforme d'envergure sont en cours et nécessitent des concertations avec les milieux professionnels concernés, y compris les autorités judiciaires et les avocats.

Dans la mesure où la création des juges aux affaires familiales peut difficilement se concevoir de façon isolée, en dehors des autres réformes profondes du droit de la famille, en particulier du divorce ou de l'autorité parentale commune, les travaux préparatoires nécessiteront une très large coordination dans les mois à venir. Ces travaux préparatoires devraient aboutir par un projet de loi en 2015.

Question 0533 (18.09.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**antidépresseur agomélatine:**

L'antidépresseur agomélatine commercialisé sous les noms de Valdoxan® et Thymanax® devrait être contre-indiqué chez les personnes de plus de 75 ans en raison de risques sévères pour le foie, a annoncé l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Le comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance de l'EMA a en effet préconisé un renforcement des mises en garde sur les notices de ces médicaments. En particulier, il devrait être clairement indiqué que la fonction hépatique du patient doit être testée avant et pendant toute la durée d'un traitement avec cet antidépresseur. Cette décision a été prise après l'examen de données cumulées sur les risques hépatiques sévères pour les personnes qui prennent ce médicament dans le cadre d'une procédure normale d'examen. L'EMA prendra une décision formelle et finale dans ce dossier dans le cadre d'un comité prévu entre le 22 et 25 septembre 2014.

En France, l'Agence du médicament ANSM avait déjà mis en garde contre les risques d'atteinte hépatique potentiellement grave associés à la prise de cet antidépresseur en octobre 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- L'antidépresseur agomélatine est-il prescrit au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, la Ministre a-t-elle connaissance des problèmes concernant l'antidépresseur en question notamment en ce qui concerne le risque sévère de foie chez les personnes de plus de 75 ans et le cas échéant la Ministre prendra-t-elle compte des consignes de l'EMA?

- Dans la négative, quelle sera la démarche de la Ministre?

Réponse (20.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'agomélatine, indiquée dans le traitement des épisodes dépressifs majeurs chez l'adulte, dispose d'une autorisation de mise sur le marché au niveau européen depuis 2009 et est commercialisée depuis 2010 au Luxembourg sous le nom de Valdoxan®.

Mes services sont au courant des problèmes d'hépatotoxicité.

L'Agence européenne des médicaments à Londres, de par son comité scientifique, le Comité des médicaments à usage humain (CHMP), a terminé la réévaluation des médicaments Valdoxan® et Thymanax®, et a conclu à un rapport bénéfice/risque positif dans sa réunion du mois de septembre.

Il y aura un renforcement des mesures de minimisation de risque d'hépatotoxicité de l'agomélatine (Valdoxan®). Les modifications adoptées seront transposées dans le résumé des caractéristiques du produit. Par ailleurs, la rubrique «mises en garde spéciales et précautions d'emploi» concernant le risque hépatique sera adaptée afin de clarifier les modalités de réalisation des contrôles de la fonction hépatique.

À l'issue de l'évaluation des données périodiques du rapport bénéfique/risque (PSUR) de l'agomélatine, le Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance de l'Agence des médicaments (PRAC) avait été amené à renforcer les mesures de minimisation de risque autour de ce médicament et avait proposé de contre-indiquer ce médicament chez les patients âgés de 75 ans et plus en raison d'une efficacité non démontrée et du risque potentiellement accru d'hépatotoxicité dans cette population.

Le résumé des caractéristiques actuel contient déjà une mise en garde que le médicament ne devrait pas être utilisé chez des patients âgés de 75 ans et plus.

Le Comité des médicaments à usage humain (CHMP) a cependant considéré ne pas suivre la recommandation du Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance (PRAC), c'est-à-dire de passer de mise en garde à contre-indication, ceci n'étant pas justifié par les données disponibles.

Un livret destiné aux patients ayant pour objectif de les sensibiliser sur le risque hépatotoxique et l'importance du suivi de la fonction hépatique sera également mis en place.

Les autorités de santé de l'Union européenne avaient déjà assorti la mise sur le marché du médicament Valdoxan® 25 mg de certaines conditions. Le plan obligatoire de minimisation des risques au Luxembourg déjà en vigueur est une mesure prise pour garantir une utilisation sûre et efficace du médicament Valdoxan® 25 mg.

Ainsi un guide d'information pour les professionnels de la santé comprenait des recommandations concernant:

- le risque d'hépatotoxicité

- le contrôle de la fonction hépatique

- la conduite à tenir en cas de symptômes cliniques de lésion hépatique

- les interactions avec les inhibiteurs puissants du CYP1A2.

L'avis du Comité des médicaments à usage humain (CHMP), élaboré en septembre 2014, sera maintenant envoyé à la Commission européenne et constituera la base d'une décision contraignante.

Question 0534 (18.09.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie:**

Le règlement grand-ducal du 26 mai 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit des standards énergétiques à respecter lors de la construction de nouvelles maisons. Ces dispositions, devenant progressivement plus contraignantes, s'appliquent également pour l'année 2017.

Afin d'encourager l'usage efficace de l'énergie, le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 crée un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement. Cette forme d'aides expire néanmoins à la fin de l'année 2016. En effet, ledit règlement reste muet sur la manière de promouvoir la construction de logements dont l'autorisation de bâtir est demandée après le 31 décembre 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre juge-t-elle nécessaire la mise en place de mesures d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie au delà de la date du 31 décembre 2016?

- Dans l'affirmative, pourrait-elle me donner des précisions quant au type d'aides qu'elle prévoit mettre en œuvre?

Réponse (28.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn ayant pour objet les aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

Il y a lieu de souligner que le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement cité par l'honorable Député Max Hahn prévoit des aides financières pour la réalisation de maisons passives ainsi que pour les installations techniques correspondantes jusqu'au moment où la réglementation en matière de performance énergétique des bâtiments d'habitation nouveaux établit la maison passive comme standard minimal à respecter (31 décembre 2016).

Pour les nouvelles constructions dont l'autorisation de bâtir est sollicitée à partir du 1er janvier 2017, et en attendant la mise au point précise des exigences correspondant au «bâtiment d'habitation dont la consommation d'énergie est quasi nulle», exigences qui seront d'application à partir du 1er janvier 2019, mes services travaillent d'ores et déjà, en collaboration avec les services des autres départements ministériels concernés (logement et économie), à l'intégration d'une composante écologique dans le régime d'aides financières.

Question 0535 (18.09.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécurisation de la route nationale E421 et du CR359:**

Actuellement la route nationale E421 entre Diekirch et Ettelbruck (appelée encore couramment «Axe central Nordstad») présente différents points critiques.

En effet, dans l'attente du réaménagement fondamental du gabarit de cette voie routière, il s'avère que surtout la partie entre le giratoire d'Ingeldorf et l'entrée de la ville de Diekirch présente de nombreuses zones à risques, tant pour les automobilistes que pour les piétons.

Il en est de même pour le CR359 sur lequel le trafic a fortement augmenté ces dernières années. Un souci tout particulier revient d'ailleurs au danger auquel les piétons s'exposent sur les arrêts de bus le long de la E421 et sur les passages à niveau de l'antenne ferroviaire Ettelbruck-Diekirch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des mesures de sécurisation sur la partie mentionnée de l'E421 sont envisagées par les services compétents au courant des mois à venir?

- De telles mesures sont-elles également prévues le long du CR359?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état d'avancement des travaux préparatoires au réaménagement fondamental du gabarit de la route nationale E421 passant par la localité d'Ingeldorf?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Des mesures de sécurisation sont prévues par le projet du corridor multimodal sur l'axe N7 entre Ettelbruck et Diekirch, projet qui consiste en un réaménagement de la route N7 entre le giratoire Ingeldorf et le Walebroch en vue d'une intégration optimale des transports en commun. Ce projet donne une nette priorité aux bus, ce qui ensemble avec la reconsidération des arrêts de bus, améliore le niveau de la sécurité et le confort des usagers en même temps que la qualité de vie des riverains.

Afin de répondre à un concept global, le projet du corridor multimodal de transport N7 traite également une amélioration du réseau de la mobilité douce - dont le chemin CR359 fait partie intégrante - et la sécurisation/suppression de passages à niveau sur l'antenne ferroviaire Ettelbruck-Diekirch.

Comme le projet du corridor multimodal entre Ettelbruck et Diekirch est priorisé en phase 1 du plan directeur sectoriel «Transports» PST, sa réalisation devrait être programmée à l'horizon 2020.

Question 0536 (18.09.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **parc à vélo sécurisé «mBox»:**

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a inauguré récemment près de la gare de Mersch le deuxième parc à vélos sécurisé «mBox» du Luxembourg. Ces stations sont mises à disposition gratuitement au détenteur de la «mKaart» et sont destinées à protéger les vélos contre les intempéries ainsi que contre le vol et le vandalisme. Le site www.m-box.lu informe que davantage de stations «mBox» sont planifiées ou en cours de réalisation.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il nous informer du nombre de stations planifiées et des emplacements retenus pour les futurs «mBox»? Quel est le coût d'une telle station «mBox»?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures dispose-t-il déjà des premières statistiques concernant l'utilisation de la «mBox» qui est en service à la gare centrale de Luxembourg-ville depuis début avril?

- Vu que le but de la «mBox» est, entre autres, de protéger les vélos contre le vol, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il nous informer de l'évolution du nombre de vols de vélos constaté au Luxembourg pendant les dernières années?

Réponse commune (27.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les questions parlementaires des honorables Députés Joëlle Elvinger et Max Hahn portent sur le système «mBox» pour vélos et sur les statistiques récentes des vols de vélos.

Une «mBox» est un espace sécurisé pour vélos certifié par le Verkéiersverbond. Tout détenteur d'une «mKaart» qui en a fait la demande auprès d'une Mobilitéitszentral du Verkéiersverbond peut accéder aux «mBox» pour y garer son vélo. La certification peut être demandée aussi bien par les CFL que par une commune ou une entreprise.

Les deux premières «mBox» ont été installées par les CFL.

Celle située entre la gare centrale de Luxembourg-ville et le Park & Ride fut mise en service

le 1er avril 2014. Depuis, elle compte quelque 72 activations par semaine. Le soir et le weekend, l'on constate un taux d'occupation de 80% environ.

Pour ce qui est de celle inaugurée à la gare de Mersch dans le cadre de la semaine de la mobilité 2014, elle constitue le prototype des «mBox» tels que les CFL projettent de les implanter à la proximité des gares ferroviaires existantes. Pour ce qui est des projets de nouvelles gares ferroviaires, des espaces sécurisés pour vélos pourront également être intégrés dans le bâtiment et munis d'une serrure certifiée «mBox».

Les prochaines «mBox» que les CFL prévoient d'installer se situent aux gares de Luxembourg-ville (quai 1), Wasserbillig, Roodt-sur-Syre, Dudelange, Bettembourg et Noertzange.

Une «mBox» telle que celle de Mersch (32 places à l'intérieur et huit places à l'extérieur) coûte 35.000 € pour la partie au-dessus du sol (structure métallique, le système «2ParkUp», etc.). En fonction des aménagements à réaliser au sol (surface en pavés, fondations, tranchée pour alimentation électrique, etc.), s'y ajoutent jusqu'à 35.000 €. L'on peut donc estimer un prix maximum de 70.000 € pour 40 vélos (le système «mKaart» étant livré par le Verkéiersverbond). Une telle «mBox» permet de servir 40 usagers sur un espace équivalent à trois places de stationnement automobile et à un coût largement inférieur à celui d'un parking pour 40 voitures.

Pour ce qui est de l'évolution générale des vols de vélos constatés par la Police grand-ducale, elle est affichée ci-dessous. Entre les années 2000 et 2013, on constate que la tendance générale est décroissante. En comparant la moyenne pluriannuelle de 2000 jusqu'à 2010 (178 faits) avec la moyenne pluriannuelle des trois dernières années (85 faits), la Police grand-ducale constate une baisse de -52,25% avec un taux d'élucidation de 4,97%.

Vols de vélos (tentatives incluses) au Grand-Duché de Luxembourg depuis l'année 2000:



	Nbre de vols	Nbre de vols accomplis	Nbre de vols tentatives	Faits élucidés par année :	Taux d'élucidation % :
2000	209	208	1	10	4,8
2001	179	179	0	3	1,7
2002	171	170	1	8	4,7
2003	232	228	4	9	3,9
2004	213	213	0	11	5,2
2005	180	180	0	10	5,6
2006	163	163	0	8	4,9
2007	166	165	1	5	3,0
2008	125	124	1	13	10,4
2009	155	155	0	7	4,5
2010	165	165	0	5	3,0
2011	86	86	0	3	3,5
2012	70	69	1	4	5,7
2013	99	97	2	14	14,1
Total :	2213	2202	11	110	4,97%

Source: Police grand-ducale; Direction générale; Direction de l'information; Analyse criminelle stratégique. Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Question 0537 (18.09.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**abolition du transport public gratuit des étudiants:**

Par règlement ministériel du 9 juillet 2014 modifiant celui du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, la gratuité du titre de transport «myCard» établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont bénéficiaient jusqu'à présent les étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, est abolie. Le directeur du RGTR a justifié cette décision par la «surcharge administrative» inhérente au contrôle de cette mesure, car ce titre n'est valide qu'entre l'établissement d'enseignement supérieur et le lieu de résidence de l'étudiant.

Désormais, les étudiants devront débourser 37,50 euros par semestre, respectivement 75 euros par an, pour l'obtention d'un titre de transport. Partant, je voudrais, Monsieur le Ministre, vous poser les questions suivantes:

- Pouvez-vous préciser l'ampleur de la «surcharge administrative» dénoncée par la direction du RGTR? À combien d'heures de travail peut-on estimer la charge de travail liée à la gestion et au contrôle de la gratuité de la «myCard» pour étudiants?

- Combien d'étudiants ont bénéficié de ce titre de transport gratuit depuis son introduction en 2009?

- Est-ce que l'abolition de cette gratuité a été précédée d'une concertation avec les organisations représentant les étudiants?

- N'estimez-vous pas qu'il serait plus judicieux, afin de favoriser l'utilisation des transports en commun et pour ne pas grever davantage le budget des étudiants, d'assurer tout simplement la gratuité universelle des transports en commun pour tous les élèves et étudiants?

- N'estimez-vous pas que l'on pourrait étendre la gratuité des transports en commun à l'ensemble de la population?

Réponse (20.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge notamment sur l'abolition de la gratuité des transports publics par le biais de la «myCard» aux étudiants.

En ce qui concerne ce volet, je me permets de référer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°0529 *(voir ci-dessus).*

À toutes fins utiles, je me permets d'ajouter encore que la charge administrative incombait en particulier à l'administration concernée par les demandes en obtention d'une «myCard» dans le cas d'études supérieures, en l'occurrence le CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur), dépendant du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

En ce qui concerne la question relative à la gratuité complète des transports publics pour tous, je me permets tout d'abord de rappeler que le budget annuel, en dehors des investissements, dépasse les 400 millions d'euros par an.

La gratuité des transports publics a, à plusieurs reprises déjà, été effectivement dans le passé revendiquée par une certaine partie de la population.

Cependant, je suis d'avis que notre Gouvernement offre une qualité inégalée notamment dans le domaine des transports publics; les tarifs appliqués sont bien modestes par rapport à ceux appliqués à l'étranger.

Je vous rappelle d'ailleurs que les transports sont de toute façon gratuits pour les personnes économiquement faibles, soutenues par l'Office social ainsi que celles qui bénéficient d'un complément dû en exécution de la loi modifiée du 26 juillet 1986 sur le revenu minimum garanti. Cette gratuité est également accordée à leurs membres de famille sans revenu propre.

J'estime enfin dans ce contexte qu'il faut appliquer le principe de l'utilisateur payeur, principe généralement reconnu d'ailleurs par l'Union européenne dans son livre blanc de la Commission européenne «Feuille de route pour un espace européen unique des transports - Vers un système de transport compétitif et économe en ressources du 28 mars 2011» qui prévoit entre autres le principe de «Progresser vers la pleine application des principes de l''utilisateur payeur' et du 'pollueur payeur'» et que «Les tarifs et les taxes doivent être restructurés afin de mieux tenir compte des principes du 'pollueur payeur' et de l''utilisateur payeur'».

Question 0538 (19.09.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**intégration de l'Uelzecht Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers:**

Dans un communiqué du 15 septembre 2014, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a annoncé vouloir intégrer l'Uelzecht Lycée Luxembourg (UELL) à Dommeldange dans le Lycée technique des Arts et Métiers (LTAM) à Limpertsberg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Avec un effectif total prévu d'environ 2.000 élèves (581 pour l'UELL et 1.349 pour le LTAM à la rentrée scolaire 2014/2015), l'intégration de l'UELL dans le LTAM mènera à un des plus grands lycées du Luxembourg. Est-ce que la création d'établissements scolaires avec un effectif total élevé reflète la politique générale du Ministre?

2. Pourquoi le Ministre n'a-t-il pas envisagé de donner à l'UELL la possibilité de se donner un nouveau profil avec de meilleures perspectives pour les élèves? En outre, ne serait-il pas envisageable d'étendre l'offre scolaire, limitée actuellement aux classes inférieures de l'enseignement secondaire technique (7e à 9e) et de l'enseignement secondaire (7e à 5e), aux classes supérieures?

3. Une des raisons expliquant le manque d'inscriptions à l'UELL est, selon le Ministre, l'insuffisance en infrastructures. Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce problème?

Réponse (15.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Les lycées qui présentaient un effectif supérieur à 2.000 élèves en 2013/2014 sont tous des lycées comprenant plusieurs bâtiments. Il s'agit du Lycée classique de Diekirch (avec ses deux bâtiments à Diekirch et son annexe à Mersch), du LTC (au Limpertsberg et au Kirchberg) et du LTMA (à Lamadeleine et à Differdange).

Il est souhaitable que l'effectif d'un lycée reste tel que les enseignants et la direction puissent garder un contact personnel avec les élèves. C'est donc la taille d'un site déterminé et non pas celle d'un lycée tout entier qui est déterminant. Une fusion du LTAM et de l'UELL n'aura pas d'impact négatif dans ce sens.

Les lycées précités avec un effectif supérieur à 2.000 élèves répartis sur plusieurs sites ont évolué par le passé afin de pouvoir étendre l'offre scolaire. Ainsi ces lycées peuvent offrir une très large panoplie de formations tant dans les classes inférieures que dans les classes supérieures (lycée classique, lycée technique et régime préparatoire) avec pour les élèves des passerelles plus souples entre les différents ordres d'enseignement que dans le cas d'un changement de lycée.

C'est précisément dans cette logique que je souhaite lancer des groupes de travail au sein du LTAM et de l'UELL pour faire élaborer des propositions sur l'offre de formations et les approches pédagogiques.

Ad 2. Le Gouvernement vise à accroître les domaines d'autonomie des lycées. Je souhaite que tous les lycées développent un profil propre et s'engagent dans le développement scolaire. Il ne faut pas comprendre le projet d'intégration de l'UELL dans le LTAM comme une réaction à un développement scolaire en cours d'évolution. L'idée est de compléter l'offre scolaire tant pour l'UELL que pour le LTAM, permettant ainsi de rassembler les caractéristiques des deux lycées dans une nouvelle structure commune. Une extension de l'offre scolaire de l'UELL sur le site de Dommeldange seul ne peut pas être envisagée pour des raisons infrastructurelles telles que p. ex. le nombre et la taille des salles de classe.

Ad 3. Trois solutions sont actuellement à l'étude afin de pouvoir couvrir les besoins en infrastructures sportives de l'UELL. J'entends présenter une proposition à la communauté scolaire dans le courant de cette année scolaire.

Question 0539 (22.09.2014) de **MM. Laurent Mosar, Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**ordonnance du président du Tribunal administratif de surseoir à l'exécution d'une décision du Ministre du Développement durable et des Infrastructures et deux décisions de bourgmestre en matière de construction de plusieurs étables:**

Le président du Tribunal administratif a en date du 17 septembre 2014 ordonné le sursis à exécution de plusieurs projets de construction alors qu'ils ne seraient pas conformes aux projets de plans sectoriels «Paysages».

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les Ministres peuvent-il confirmer ces informations?

- Les Ministres peuvent-ils fournir de plus amples informations quant à l'argumentaire retenu par le président du Tribunal administratif? Étant donné que les projets de constructions visées seraient du moins en partie situés à l'intérieur d'une zone prioritaire du réseau écologique, le Gouvernement pourrait-il nous indiquer quelle surface cette zone prioritaire occupera par rapport au total de la superficie du pays (et en termes absolus, i. e. en ha)?

- Existe-t-il d'autres affaires actuellement pendantes devant le juge administratif et liées au dépôt des projets de plans directeurs sectoriels le 25 juin 2014? De combien d'affaires s'agit-il? Quels projets de constructions ou autres et plans directeurs sectoriels sont à chaque fois concernés?

- Le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire contient-il des dispositions permettant de résoudre les problèmes auxquels font actuellement face les responsables communaux, voire étatiques? À défaut, quand le Gouvernement entend-il présenter des solutions aux difficultés soulevées? Le dépôt d'un règlement grand-ducal pourrait-il suffire à débloquer les différentes situations?

Réponse commune (27.10.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Les honorables Députés semblent faire une interprétation osée de l'ordonnance de sursis du président du Tribunal administratif du 17 septembre 2014. En effet, le président du Tribunal administratif est arrivé à la conclusion provisoire que les recours introduits contre deux permis de construire présenteraient suffisamment de chances de succès pour justifier l'introduction d'un sursis à exécution en attendant que le litige soit jugé quant au fond par le Tribunal administratif, sans pour autant se prononcer de façon définitive. La surface réservée pour la zone prioritaire du réseau écologique tel qu'elle est projetée par le projet de plan sectoriel «Paysages» comporte 66.017,74 ha, ce qui correspond à quelque 25,5% de la surface totale du pays.

Le Gouvernement n'est pas au courant d'éventuelles affaires actuellement pendantes devant le juge administratif. Pour des raisons évidentes de séparation des pouvoirs, il n'appartient d'ailleurs pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion des affaires du Tribunal administratif.

Le Gouvernement, conscient de l'insécurité juridique résultant de la formulation de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, a introduit, en date du 5 juin 2014, un projet de loi (n°6694) amendé, créant une base légale sans équivoque permettant de différer dans le temps les effets des prescriptions retenues dans les projets de règlements grand-ducaux déclarant obligatoire les plans directeurs sectoriels.

Il y a, par ailleurs, lieu de relever que le Conseil d'État, notamment dans son avis complémen-

taire du 25 septembre 2012, avait déjà attiré l'attention de la commission parlementaire compétente sur la problématique du libellé de l'article 19 du projet de loi afférent, ce qui avait incité le Gouvernement précédent à introduire un amendement gouvernemental. Malheureusement, cet amendement n'a pas été retenu à l'époque par la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés comme le résume d'ailleurs le procès-verbal du 16 janvier 2013 de la commission parlementaire en question: «un autre membre de la Commission est d'avis que le souci exprimé par Monsieur le Ministre n'est pas fondé… Après un bref échange de vues et dans un souci de compromis, il est finalement décidé de ne pas retenir le libellé proposé par le Ministère…».

Le projet de loi amendé du Gouvernement ayant pour objet de modifier la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire pourra certainement résoudre la problématique mise en évidence par le président du Tribunal administratif dans son ordonnance du 17 septembre 2014. Si la procédure entamée de dépôt de projets de plans sectoriels devait générer d'autres problèmes d'ordre juridique et/ou procédural, le Gouvernement est décidé de procéder, le cas échéant, à d'autres amendements de la loi précitée du 30 juillet 2013, ceci dans un respect élémentaire des principes de transparence et de sécurité juridique.

Question 0540 (23.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **gratuité de l'accueil des enfants:**

Le programme gouvernemental prévoit que le Gouvernement vise à introduire la gratuité de l'accueil des enfants et qu'il compte accorder une priorité aux enfants âgés de zéro à trois ans. Entre-temps le Gouvernement a eu dix mois pour examiner les moyens qui seront nécessaires pour introduire cette gratuité.

Dans l'émission «Background» du samedi dernier, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a réitéré la volonté du Gouvernement d'introduire la gratuité pour l'accueil des enfants. À la demande de la journaliste si la contribution annoncée de 0,5% à charge des contribuables est une possibilité pour financer cette gratuité, Monsieur le Ministre a répondu: «Dat ass eng Méiglechkeet, fir dat ze finanzéieren… Dofir ass déi Contributioun do e geschéckte Wee, fir dat ze erreechen.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la nouvelle contribution à charge des contribuables sera utilisée pour assurer la gratuité de l'accueil des enfants?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions au sujet du coût de l'introduction de l'accueil gratuit pour les enfants de zéro à trois ans?

3. Monsieur le Ministre peut-il garantir que l'accueil sera gratuit à partir du moment de l'introduction de la nouvelle charge fiscale de 0,5% et si tel ne sera pas le cas, expliquer les raisons d'un éventuel décalage entre le moment de l'introduction de la gratuité de l'accueil et le moment de l'introduction de la nouvelle contribution?

Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Gouvernement entend procéder à un changement de paradigme dans le domaine de la politique familiale en misant davantage sur des prestations en nature que sur des prestations en espèces, afin de garantir de meilleures chances d'avenir aux enfants.

C'est dans cette optique que le Gouvernement projette de garantir aux enfants d'un à trois ans un accès généralisé à une éducation plurilingue; celle-ci les préparera à leur scolarisation dans un système éducatif très exigeant en compétences linguistiques.

Parallèlement une contribution de 0,5% sur tous les revenus des personnes physiques a été introduite: elle sera entièrement consacrée au futur des enfants car elle permettra au Gouvernement d'accentuer les investissements dans le domaine de la petite enfance, et ceci malgré les restrictions budgétaires qui s'imposent actuellement.

Pour mieux gérer les différentes prestations en nature et en espèces destinées aux familles, celles-ci seront regroupées dans une structure réformée de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF), nommée «Zukunftskeess». Le système Chèque-Service Accueil (CSA), actuellement financé par le budget de l'État, sera quant à lui dorénavant financé par le budget de la «Zukunftskeess».

En ce qui concerne les questions des honorables Députés dans ce contexte, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Les recettes en question seront versées au fonds de la future «Zukunftskeess» et contribueront au cofinancement d'une série d'allocations et de prestations, dont notamment la garde d'enfant à travers le système Chèque-Service Accueil. En attendant la création de la nouvelle structure, le produit de cette contribution sera comptabilisé au budget des recettes pour ordre pour être versé le moment venu à la nouvelle «Zukunftskeess». Les prestations en espèces et en nature destinées aux familles ainsi que l'institution qui les gère, seront de l'attribution du Ministère de la Famille. L'accès généralisé à une éducation plurilingue pour les enfants d'un à trois ans fera partie intégrante de l'offre publique en matière d'éducation. Elle sera financée par le budget du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Ad 2. Le Gouvernement n'entend pas procéder à une offre gratuite au niveau de la garde d'enfant, mais bien à l'introduction d'une éducation plurilingue destinée aux enfants d'un à trois ans, laquelle se situe dans la continuité des objectifs visés par l'actuelle «éducation précoce». Les concepts pour une promotion linguistique adéquate sont en train d'être élaborés en collaboration avec les chercheurs de l'Université du Luxembourg.

Ad 3. L'accès généralisé à une éducation plurilingue entrera en vigueur à partir de la rentrée scolaire 2016/2017. Dès sa création, les produits de la contribution de 0,5% seront versés dans le budget de la nouvelle «Zukunftskeess». En attendant, ils sont imputés au budget des recettes et des dépenses pour ordre en attendant d'être versés à la «Zukunftskeess».

Question 0541 (23.09.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **conventions dans le secteur culturel:**

Les nombreuses conventions qui existaient entre le Ministère de la Culture et les associations culturelles ont été résiliées au 1er septembre. Afin de pouvoir bénéficier d'une nouvelle convention à partir de 2015, les associations ont jusqu'à fin septembre pour remplir le questionnaire qui leur a été adressé par le Ministère de la Culture, et dans lequel elles doivent justifier les subsides accordés à la création culturelle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de la Culture:

- Est-ce que des établissements publics ainsi que des communes profitant régulièrement de subsides de la part du Ministère de la Culture ont également été soumis à cette procédure?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Endéans quel délai les associations seront-elles notifiées du renouvellement de leur convention et des montants qui leur seront attribués?

Réponse (17.10.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

En réponse aux questions de Monsieur le Député Claude Adam concernant les conventions conclues par le Ministère de la Culture avec de nombreuses associations culturelles, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Comme déjà annoncé en début d'année, je viens de résilier au 1er septembre 2014 l'ensemble des conventions conclues entre les associations culturelles et mon Ministère. Des questionnaires ont été adressés aux mêmes associations, de même qu'aux associations bénéficiant d'un crédit spécifique à part dans le budget de l'État tels que par exemple le Carré Rotondes ou le Casino. Même si la convention de ces associations n'a pas été résiliée, leur questionnaire permettra néanmoins au Ministère d'analyser une fois au fond leurs missions actuelles ainsi que leurs services culturels proposés au grand public. L'analyse en question permettra par la suite d'apporter des ajustements éventuels quant à leur statut, leurs missions proposées ou la dotation allouée par l'État.

Dans ce contexte, il est déjà prévu de réaliser l'année prochaine le même travail d'autoévaluation auprès des établissements publics ainsi que de certains organismes culturels financés majoritairement par les communes (conservatoires, théâtres municipaux,…).

Tout en étant consciente de la situation intérimaire dans laquelle les associations se trouvent actuellement, je m'empresserai d'informer avant la fin de l'année et les anciennes et les nouvelles associations conventionnées sur la participation financière ou non de l'État ainsi que sur les missions culturelles attendues de la part du Ministère de la Culture.

Question 0542 (24.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **menaces proférées par le groupe terroriste «État islamique»:**

La presse électronique relate depuis hier soir que le porte-parole du groupe terroriste «État islamique» a appelé aux meurtres des citoyens appartenant aux pays membres de la coalition ayant comme objectif de combattre l'État islamique. Le Luxembourg faisant partie de cette coalition, ses citoyens sont également visés par les menaces. Certains pays ont déjà procédé à des mesures de sécurité, comme c'est le cas de la France qui a émis un avis de voyage pour plus de 30 pays africains et arabes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre la Sécurité intérieure:

1. Quelle est la position du Gouvernement au sujet de la menace proférée par le groupe terroriste «État islamique»?

2. Existe-t-il une coordination concernant les avis de voyage au niveau de l'Union européenne?

3. Le Gouvernement entend-il émettre des avis de voyage pour certains pays africains et arabes, à l'instar de la France?

4. Le Gouvernement envisage-t-il de prendre d'autres mesures de sécurité intérieure?

Réponse (17.10.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

1. Le groupe terroriste «État islamique» (EI) représente un nouveau type de menace. Malgré le fait que le groupe terroriste Daech, plus connu sous le nom d'«État islamique», combat principalement en Irak et en Syrie, nombre de combattants en provenance de l'Union européenne ont rejoint ses rangs, qui à leur retour, constituent une menace potentielle pour la sécurité intérieure de tous les pays de l'Union européenne.

Le groupe terroriste «EI» dispose de ressources financières considérables et la détection de ses membres et sympathisants représente un réel défi pour les autorités en charge de la sécurité intérieure, étant donné que leurs moyens de communication et de recrutement sont virtuels.

Il est vrai qu'au Luxembourg, à l'instar de ce qui a été observé dans d'autres pays européens, certains résidents luxembourgeois se sont laissés radicaliser via Internet et se sont déplacés en zone de conflit pour rejoindre le groupe terroriste «État islamique». En conséquence, le Gouvernement luxembourgeois considère qu'il est confronté, à l'instar des autres pays membres de l'Union européenne, à une menace potentielle pour la sécurité intérieure, mais sans qu'il n'y ait, à l'heure actuelle, des informations permettant de conclure à une menace spécifique dirigée directement contre le Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois considère qu'aucune justification religieuse ne peut tolérer la violence, quelle qu'elle soit. Les extrémistes radicalisés ayant recours à la violence forment une minorité qui instrumentalise l'islam à des fins odieuses. Le Gouvernement est convaincu que les musulmans vivant au Luxembourg rejettent cette violence et souhaitent pratiquer leur religion paisiblement, comme le font les autres communautés religieuses au Luxembourg.

2. Non. Les 28 États membres de l'Union européenne sont libres de publier des avis de voyage selon leur propre analyse et évaluation de la situation sécuritaire dans un pays donné. Il existe toutefois un réseau européen à travers lequel les États membres de l'Union européenne peuvent échanger des informations pertinentes en relation avec des affaires consulaires, mais ces échanges d'informations s'effectuent sur une base strictement volontaire.

3. Suite à la publication d'avis de voyage par ses États voisins, le Luxembourg a publié en date du 1er octobre un avis de vigilance adressé aux Luxembourgeois résidant ou voyageant au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, au Sahel, et dans la Corne de l'Afrique, les invitant à se montrer particulièrement vigilants.

http://www.mae.lu/Site-MAE/Actualites/Avis-de-vigilance-concernant-la-securite-des-Luxembourgeois-a-l-etranger

De manière générale, le Luxembourg s'oriente sur les conseils fournis par ses voisins, à savoir la Belgique, la France, l'Allemagne ainsi que les Pays-Bas, et invite ses ressortissants qui envisagent d'effectuer des voyages dans les régions susmentionnées de toujours consulter les conseils aux voyageurs préparés par les Ministères des Affaires étrangères de pays voisins, qui peuvent être consultés via le site du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois.

4. Suite notamment au vote de la résolution 2178 du Conseil de sécurité des Nations Unies et des dispositions reprises dans celle-ci, le Luxembourg prendra un certain nombre de mesures au niveau national afin de mettre en œuvre les dispositions de celle-ci, dans le respect du droit international et des libertés fondamentales. Dans ce contexte, le Luxembourg continuera également ses efforts de trouver des solutions au niveau européen.

Au niveau des structures dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le Luxembourg s'est doté d'un dispositif à deux niveaux:

- au niveau opérationnel, des rencontres entre CAT (cellule antiterroriste) de la Police grand-ducale, du Service de Renseignement et du Parquet ont lieu à des intervalles réguliers;

- au niveau stratégique, un groupe de coordination interministériel a été mis en place, présidé par le coordinateur national en matière de lutte contre le terrorisme. Il est composé de représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Sécurité intérieure et des chefs d'administration du Service de Renseignement et de la Police grand-ducale ainsi que du procureur général.

De manière générale, les standards des mesures de sécurité seront adaptés en fonction des évaluations de la menace faites tant au niveau national qu'international.

Question 0543 (24.09.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **dialogue social structuré à propos de l'orientation fondamentale de la politique financière et budgétaire de l'État:**

Ce matin, Jean-Claude Reding, président de l'OGB-L, invité par la rédaction de RTL-Radio pour prendre position par rapport à l'actualité politique du Luxembourg, s'est fortement plaint du manque de dialogue social concernant les orientations fondamentales de la politique financière et budgétaire du Gouvernement. Les deux réunions tripartites qui ont eu lieu auraient à chaque fois fait l'objet de sujets très précis, mais aucune consultation n'aurait eu lieu sur les options stratégiques fondamentales qui devraient guider la politique financière et budgétaire dans le contexte européen actuel. Le président de l'OGB-L a ainsi exigé un dialogue structuré sur ces questions, d'autant plus que les conséquences de la politique actuelle seraient contreproductives et affecteraient de façon disproportionnée, voire inacceptable, les ménages à faible revenu. De plus, cette politique ne contribuerait nullement à un renforcement du pouvoir d'achat absolument nécessaire dans la situation actuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Pour quelles raisons un tel dialogue social allant au-delà des sujets précis évoqués jusqu'ici n'a pas encore eu lieu?

- Le Gouvernement est-il d'accord de mener un dialogue social portant sur les orientations fondamentales de la politique financière et budgétaire, comme l'a proposé le président de l'OGB-L, d'autant plus que le Gouvernement a annoncé vouloir faire preuve de transparence et de dialogue?

- Dans l'affirmative, comment envisagez-vous la structuration d'un tel dialogue? N'estimez-vous pas que ce dialogue devrait jouir d'une certaine régularité et si oui, laquelle? Seriez-vous prêt à soumettre une telle proposition aux partenaires sociaux dans les meilleurs délais?

Réponse (21.10.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se fait l'écho des déclarations du président de l'OGB-L concernant un manque de dialogue social concernant les orientations fondamentales de la politique financière et budgétaire du Gouvernement.

Je voudrais tout d'abord noter qu'il n'est pas dans mes intentions d'analyser et de commen-

ter les déclarations de Monsieur le Président de l'OGB-L. Je me bornerai à rappeler que le Gouvernement appelle de ses vœux un dialogue franc avec les partenaires sociaux et qu'en amont des décisions financières et budgétaires que le soussigné et le Ministre des Finances ont présentées à la Chambre des Députés les 14 et 15 octobre, le Gouvernement a rencontré les partenaires sociaux pour leur exposer les mesures projetées et le contexte plus global dans lequel ces mesures sont à voir. Ceci dit, et compte tenu de l'urgence qu'il y a et du calendrier qui lui est imparti, le Gouvernement a dû prendre ses responsabilités et initier les mesures qui s'imposent dans l'intérêt du pays.

Question 0544 (24.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **Commission consultative du Lifelong Learning:**

En sa séance du 23 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a adopté le document «Livre blanc: Stratégie nationale du Lifelong Learning». Ce dispositif prévoit, entre autres, la constitution d'une Commission consultative du Lifelong Learning, chargée notamment de définir un plan d'action national. Cette commission a été mise en place en janvier 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel est l'état d'avancement des travaux de la commission? Quand le plan national pourra-t-il être présenté?

- Pourquoi le site Internet www.s3L.lu, censé informer le public des stratégies nationales en matière de Lifelong Learning, n'a-t-il plus été mis à jour depuis 2012?

Réponse (15.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La Commission consultative du Lifelong Learning (CC-LLL) représente la huitième mesure de la stratégie nationale du Lifelong Learning, qui a été adoptée par le Conseil de Gouvernement le 23 novembre 2012. La CC-LLL s'est réunie huit fois depuis sa création, en janvier 2013. Plusieurs réunions ont porté sur le Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) et, notamment, sur la question de l'intégration des formations non formelles à différents niveaux de ce cadre. Par ailleurs, les membres de la CC-LLL ont étudié les possibilités d'accréditation des organismes et des programmes de formation selon des critères de qualité permettant un référencement au CLQ, en vue de l'attribution d'un label de qualité pour la formation professionnelle continue.

D'autres réunions ont thématisé les voies alternatives de formation pour adultes et la faisabilité de la création de diplômes spécifiques pour adultes. L'offre luxembourgeoise en formation continue a également été discutée, ainsi que la formation des formateurs d'adultes du secteur privé.

En octobre 2013, les membres de la CC-LLL ont effectué une visite d'étude à Dublin afin de découvrir, à travers l'exemple irlandais, le mode de fonctionnement d'un cadre national de qualification. Ils ont pu s'informer auprès des experts et praticiens irlandais sur le système d'éducation de ce pays ainsi que sur la conception et la structure du National Framework of Qualifications (NFQ) en Irlande: sa promotion auprès du public, sa mise en pratique par les organismes et individus et son incidence sur les offreurs de formation.

La CC-LLL a élaboré, en novembre 2013, des recommandations sur les lignes stratégiques prioritaires en matière de Lifelong Learning au Luxembourg. Trois grands axes s'en dégagent:

- la création d'un cadre cohérent et transparent pour la formation tout au long de la vie, impliquant notamment une ouverture du CLQ à la possibilité de référencement des programmes de formation non formelle;

- l'assurance qualité pour la formation professionnelle continue, y compris une possibilité d'accréditation selon des critères de qualité et la proposition d'une formation des formateurs d'adultes du secteur privé;

- le développement continu des voies de formation et de qualification pour adultes.

Pour mettre en œuvre ces recommandations en même temps que les outils européens en matière d'éducation et de formation, la CC-LLL préconise une approche inclusive impliquant une collaboration avec les différents ministères et partenaires concernés.

Les recommandations de la CC-LLL ont été présentées au Ministre et au Secrétaire d'État de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en date du 13 décembre 2013.

La mise en œuvre des huit mesures de la stratégie nationale du Lifelong Learning se poursuit. Les mesures représentent les moyens mis en œuvre pour parvenir aux buts visés de la stratégie et font office de plan d'action. Un avant-projet de loi portant sur l'orientation scolaire et professionnelle est en cours d'élaboration. Dans le cadre des réflexions sur l'emploi et la formation, le Gouvernement, avec l'appui des partenaires de la tripartite, proposera de créer une instance nationale d'accréditation pour la certification des organismes de formation et leurs programmes de formation.

Le site Internet www.s3L.lu a été lancé dans la foulée du démarrage du projet d'élaboration de la stratégie nationale du Lifelong learning (S3L). En fait, ce site a été un élément prépondérant du projet. Il présente les étapes du projet, les textes et documents bibliographiques, les résultats de l'enquête réalisée auprès des étudiants, des personnes âgées et des personnes sans emploi, ainsi que les rapports des ateliers de travail. Cofinancé par la Commission européenne pour la durée du projet, le site a contribué à la sensibilisation et l'information du public luxembourgeois quant à l'importance du Lifelong Learning. Avec la clôture du projet, les ressources pour faire évoluer le site n'ont plus été disponibles. Il est prévu de faire évoluer le contenu du site du projet S3L avec l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie Lifelong Learning en impliquant le portail www.lifelong-learning.lu de l'INFPC.

Question 0546 (25.09.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Edy Mertens** *(DP)* concernant les **médicaments génériques:**

La politique de substitution des médicaments originaux par les génériques sera effective pour deux groupes de médicaments (les hypocholestérolémiants et les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux) à partir du 1er octobre 2014. Il est prévu d'élargir cette politique à d'autres groupes ultérieurement.

Dans la mesure où les médecins sont libres de prescrire soit le médicament original, soit le médicament générique, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre peut-elle exclure que les composants (forme galénique) des génériques entraînent des effets secondaires indésirables que les médicaments originaux n'entraîneraient pas?

- Dans le cas où un médecin prescrit le médicament original en indiquant expressément sur l'ordonnance que le médicament original «ne peut être substitué» est-ce que le pharmacien est obligé à proposer au patient un médicament générique?

- Dans le cas où le pharmacien propose un médicament générique à son client alors que le médecin avait prescrit le médicament original, les Ministres peuvent-ils nous renseigner à qui incombera la responsabilité lorsque le patient subit des effets secondaires indésirables liés à l'utilisation du générique?

Réponse commune (22.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

À l'expiration du brevet protégeant le médicament original, appelé également «princeps» ou «spécialité de référence», un générique de ce médicament original peut être développé par toute entreprise pharmaceutique. Un tel médicament générique est similaire au médicament original autorisé depuis au moins dix ans dans l'Union européenne. Il profite de la chute du brevet du médicament original pour être commercialisé à moindre coût.

La substitution de médicaments originaux par des médicaments génériques répond à une nécessité économique et sociale. Il s'agit de garantir une utilisation efficiente des moyens disponibles. Il est en effet dans l'intérêt général de payer moins cher les médicaments déjà sur le marché depuis un certain temps, pour conserver ainsi les moyens d'offrir à tous les patients la possibilité d'accéder aux nouveaux traitements et à l'innovation thérapeutique, par exemple de permettre l'accès aux derniers traitements en cancérologie souvent très chers.

De nombreux pays ont, pour ces raisons, développé une politique pour promouvoir les génériques et ces médicaments sont déjà beaucoup plus largement utilisés à l'étranger que chez nous. En Allemagne et au Royaume-Uni, par exemple, la part des génériques représente plus de 70% en volume et 30 à 35% en valeur. En France, elle représente 31% du marché en volume et 19% en valeur. Au Luxembourg, en 2013, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur du nouveau dispositif, les génériques remboursés représentaient 3,9% en valeur et 6,9% en volume.

Tout médicament générique doit prouver, dans le cadre de l'évaluation de son dossier d'autorisation de mise sur le marché, qu'il apporte la preuve de sa qualité et de sa bioéquivalence par rapport au médicament original de référence.

Le médicament générique est ainsi une copie du médicament original, qui a prouvé la même composition qualitative et quantitative en principe(s) actif(s), la même forme pharmaceutique que le médicament original de référence et qui a démontré qu'il se comporte de manière similaire dans l'organisme. Il peut présenter des différences, mais seulement à condition qu'elles n'affectent pas la bioéquivalence du médicament générique par rapport au médicament original de référence. Le médicament générique apporte ainsi la garantie d'une activité thérapeutique et d'une sécurité identiques.

Tout médicament, qu'il s'agisse d'un médicament générique ou d'un médicament original, comporte outre le(s) principe(s) actif(s), des excipients. Il s'agit de substances autres que les substances actives, c'est-à-dire de substances qui confèrent au médicament des qualités de stabilité, de forme, dissolution, goût, couleur, etc. Le propre de ces substances est d'être nécessaire et de n'avoir pas de visée thérapeutique.

Pour tous les médicaments, les excipients n'ont, en règle générale, pas d'effets physiologiques propres mis à part une catégorie bien spécifique d'excipients: les excipients à effet notoire.

La présence d'un excipient à effet notoire dans un médicament original ou générique n'équivaut pas à une moindre qualité, mais plutôt à une décision galénique qui doit être motivée dans chaque dossier d'autorisation de mise sur le marché.

La prise de tout nouveau médicament peut ainsi entraîner la mise en contact avec un excipient et provoquer une réaction chez le patient souffrant d'une intolérance.

Au niveau européen, des lignes directrices scientifiques élaborées par le CHMP («Committee on Human Medicinal Products») contiennent des indications détaillées en la matière. Ces lignes directrices fixent notamment les informations à être mentionnées dans les notices des médicaments et sur leur étiquetage pour éviter des intolérances, comme par exemple au lactose, des réactions allergiques, comme par exemple dans le cas de présence d'huile de soja, mais aussi pour rassurer le patient par exemple pour la présence de très petites quantités d'alcool ou de sodium. Elles sont actuellement en cours de réévaluation scientifique.

La présence d'excipients à effet notoire n'est pas liée aux produits génériques. Il existe des cas où le médicament générique contient un tel excipient à effet notoire et il existe en sens inverse aussi des cas où le médicament générique est exempt d'excipients à effet notoire alors que c'est le cas du médicament original associé.

Une revue de tous les cas d'effets secondaires déclarés au Luxembourg de 2007 à août 2014 n'a décelé aucune déclaration imputable à un excipient à effet notoire (médicaments génériques et originaux).

Dans le cas des produits de substitution, le pharmacien, en dispensant son conseil, peut dispenser le produit adapté au patient ou dispenser un produit contenant le(s) même(s) excipient(s) notoire(s) que le produit utilisé auparavant.

Selon l'article 22bis alinéa 5 du Code de la Sécurité sociale, le pharmacien informe l'assuré lors de la délivrance du médicament qu'il s'agit d'un médicament inscrit sur la liste des groupes de médicaments soumis à une base de remboursement et lui propose une substitution par le médicament le plus économique du même groupe.

Ainsi, même lorsque le médecin prescrit un médicament original en indiquant expressément sur l'ordonnance que celui-ci ne peut être substitué, le pharmacien devra néanmoins conseiller le patient et expliquer qu'il s'agit d'un médicament inscrit sur la liste des médicaments soumis à une base de remboursement.

Une dérogation à cette disposition de la loi n'est pas prévue.

Question 0550 (26.09.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **restitution de sommes versées à titre d'allocation complémentaire (RMG):**

- Est-il vrai que le Fonds national de solidarité réclame la restitution des sommes versées à titre d'allocation complémentaire (RMG) si le bénéficiaire vend son immeuble, mais que par contre il ne réclame pas cette restitution, si le bénéficiaire décède, contre les héritiers de son immeuble, du moins jusqu'à un certain montant?

- Madame la Ministre trouve-t-elle juste et équitable qu'une personne qui doit vendre son immeuble (p. ex, pour aller en maison de retraite) soit traitée de façon plus sévère que ses propres héritiers en cas de décès?

- Quel raisonnement justifie cette disparité de traitement peu logique de prime abord?

- Est-ce que le FNS ne devrait pas au moins déduire de l'héritage les sommes que les héritiers auraient dû débourser à titre de pension alimentaire en faveur du décédé en vertu de leur obligation légale?

Réponse (24.10.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de rappeler le contexte des demandes en restitution formulées par le Fonds national de solidarité tel qu'il résulte de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

En application de l'article 28. (1) de ladite loi,

«le Fonds national de solidarité réclame la somme par lui versée à titre d'allocation complémentaire:

a) contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune par des circonstances autres que les mesures d'insertion professionnelle prévues à l'article 10 ci-avant;

b) contre le donataire du bénéficiaire d'une allocation complémentaire lorsque ce dernier a fait la donation directe ou indirecte postérieurement à la demande de l'allocation, ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande, ou après l'âge de cinquante ans accomplis, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens au jour de la donation;

c) contre le légataire du bénéficiaire d'une allocation complémentaire, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens à lui légués au jour de l'ouverture de la succession.»

En ce qui concerne les demandes en restitution (art. 28 (2)) à l'égard de la succession du bénéficiaire de l'allocation complémentaire,

«le Fonds réclame la restitution des sommes versées suivant les modalités ci-après:

a) lorsque la succession d'un bénéficiaire échoit en tout ou en partie au conjoint survivant ou à des successeurs en ligne directe, le Fonds ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une première tranche de l'actif de la succession fixée à vingt-neuf mille sept cent quarante-sept euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948.

Si le conjoint survivant ou un successeur en ligne directe mineur a été en tout ou en partie à charge du défunt au moment du décès et s'il justifie qu'il dispose d'un revenu imposable inférieur à deux fois et demi le salaire social minimum de référence, aucune restitution ne peut être demandée pour une part proportionnelle à ses droits dans la succession.

L'avantage qui résulte de cette disposition doit revenir entièrement à ce successeur.

Lorsque le conjoint survivant ou un autre successeur en ligne directe d'un bénéficiaire de l'allocation complémentaire continue à habiter dans un immeuble ayant appartenu soit au bénéficiaire seul, soit conjointement au bénéficiaire de l'allocation complémentaire et à son conjoint, le Fonds ne peut pas, tant que dure cette situation, faire valoir une demande en restitution sur cet immeuble et sur les meubles meublants le garnissant.

Toutefois pour garantir les droits à une restitution ultérieure, l'immeuble est grevé d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le Fonds.

b) à défaut de successeurs en ligne directe et de conjoint survivant, le Fonds ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une tranche d'arrérages de deux cent six euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948, sans distinction du nombre de successeurs entrant en ligne de compte.»

Le maintien du principe du remboursement fut à plusieurs reprises affirmé dans le cadre des

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

discussions et réflexions menées lors des travaux préparatoires de la loi de 1999 sur le RMG. Il en était de même pour l'action en restitution, et notamment du recours à la succession.

Le législateur n'a pas laissé non plus les modalités de restitution à l'appréciation du comité-directeur du Fonds national de solidarité.

Les demandes en restitution des prestations à l'encontre des bénéficiaires ou de leurs héritiers sont donc opérées par le Fonds national de solidarité en application des dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1999.

Question 0551 (29.09.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **statistiques sur les cambriolages au Luxembourg:**

Wéi an der Press ze liese war, ass laut Statec an de leschte fënnef Joer an all zéngtem Haus hei am Land agebrach ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Fënnt de Minister net och, datt dat erschreckend Zuele sinn?

2. Wéi vill Abréch goufen an deemselwechten Zäitraum déi lescht fënnef Joer opgekläert?

3. Wéi vill Täter konnten ermëttelt ginn?

4. Wéi vill vun deenen Täter koumen an Untersuchungshaft?

5. Wéi vill vun den Täter goufe viru Geriicht gestallt a wat fir eng Strofe goufe géint se verhaangen?

Réponse (22.10.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Statistiques sur les affaires de vol aggravé commis sans violence ou sans arme, ou sans menace de recourir à la violence ou à une arme contre une personne (Catégorie ECRIS)

Les données utilisées proviennent du domaine «activité judiciaire» de la base de données statistique. Elles reflètent l'état des enregistrements dans JUCHA au 18 novembre 2013.

Tableau 1: Nombre d'affaires par année

Année	Nombre d'affaires	Dont affaires SAI
2010	4.668	3.896
2011	5.838	4.811
2012	5.210	4.309
2013	5.424	4.223

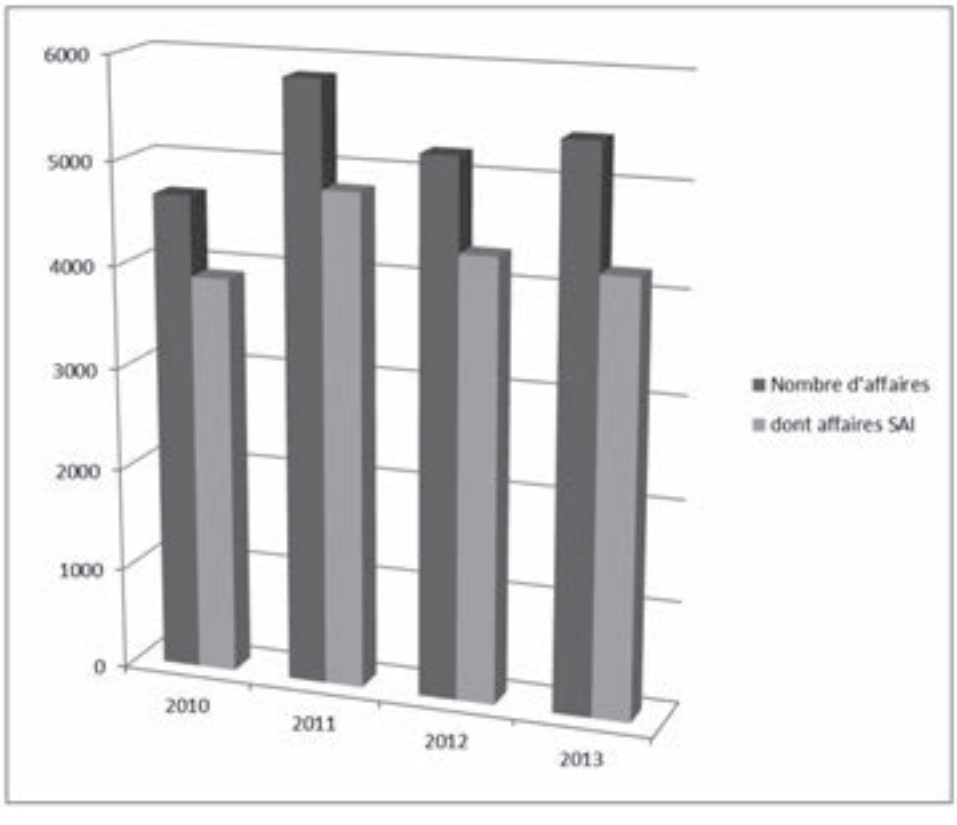
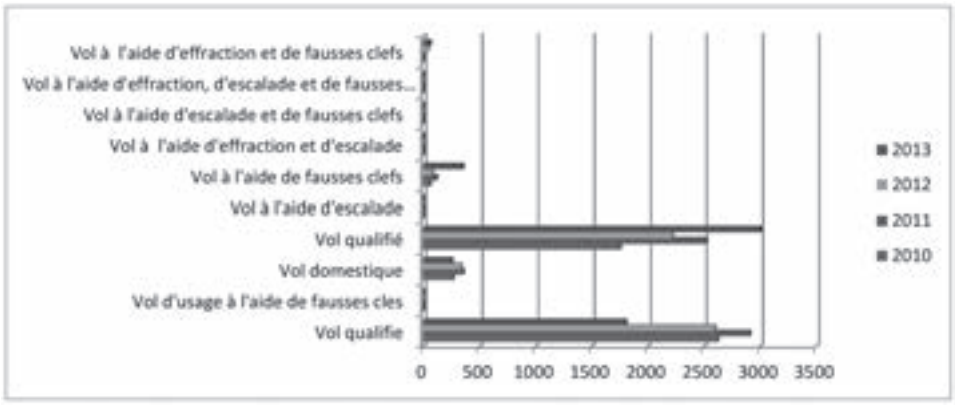


Tableau 2: Nombre d'infractions (nationales) retenues dans ces affaires par année et libellé d'infraction



Année	Article	Subdivision	Libellé	Nombre d'affaires dans lesquelles l'infraction a été retenue
2010	463	3	Vol qualifie	2.625
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	5
	464	0	Vol domestique	268
	467	1	Vol qualifié	1.758
		2	Vol à l'aide d'escalade	0
		3	Vol à l'aide de fausses clefs	65
		4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	6
		5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs	0
		6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs	0
		7	Vol à l'aide d'effraction et de fausses clefs	0
2011	463	3	Vol qualifié	2.911
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	6
	464	0	Vol domestique	358
	467	1	Vol qualifié	2.524
		2	Vol à l'aide d'escalade	4
		3	Vol à l'aide de fausses clefs	118
		4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	9
		5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs	0
		6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs	1
		7	Vol à l'aide d'effraction et de fausses clefs	6
2012	463	3	Vol qualifié	2.600
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	12
	464	0	Vol domestique	339
	467	1	Vol qualifié	2.223
		2	Vol à l'aide d'escalade	0
		3	Vol à l'aide de fausses clefs	81
		4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	6
		5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs	2
		6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs	0
		7	Vol à l'aide d'effraction et de fausses clefs	46
2013	463	3	Vol qualifie	1.806
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	4
	464	0	Vol domestique	257
	467	1	Vol qualifié	3.004
		2	Vol à l'aide d'escalade	0
		3	Vol à l'aide de fausses clefs	354
		4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	5
		5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs	1
		6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs	0
		7	Vol à l'aide d'effraction et de fausses clefs	63

Tableau 3: Les mandats de dépôt

a) Nombre de mandats de dépôt par année d'entrée de l'affaire

Année	Nombre de mandats de dépôt	Nombre d'affaires
2010	68	47
2011	118	82
2012	100	77
2013	82	52

Lecture: Parmi les affaires entrées en 2010, 68 mandats de dépôt ont été ordonnés dans 47 affaires.

b) Nombre de mandats de dépôt par année de décision

Année	Nombre de mandats de dépôt	Nombre d'affaires
2010	59	41
2011	114	83
2012	114	91
2013	106	72

Lecture: En 2010, 59 mandats de dépôt ont été ordonnés dans le cadre d'affaires de vol et 41 affaires de vol ont fait l'objet d'au moins un mandat de dépôt.

Tableau 4: Les prévenus

Année d'entrée	Nombre de prévenus dans les affaires de vol	Nombre de prévenus poursuivis pour vol
2010	881	809
2011	1.192	1.056
2012	1.286	1.110
2013	1.374	1.291

Une affaire de vol est une affaire où au moins un des prévenus est poursuivi pour vol.

En 2010, dans les 772 affaires entrantes où les auteurs étaient connus (4.668 - 3.896 SAI) on dénombrait 881 prévenus. Parmi eux 809 étaient poursuivis pour une des infractions de vol définies ci-dessus, les autres étant poursuivis pour d'autres infractions.

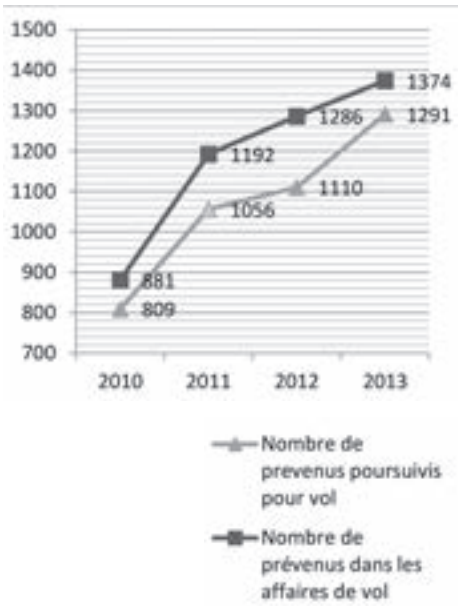


Tableau 5: Les jugements

a) Nombre de jugements définitifs par année d'entrée de l'affaire

Année	Nombre d'affaires	Nombre de prévenus	Nombre de jugements
2010	154	202	165
2011	160	206	166
2012	103	139	109
2013	17	30	17

Lecture: Parmi les affaires entrées en 2010, 154 ont fait l'objet d'un jugement. 165 jugements définitifs ont été rendus pour 202 prévenus.

b) Nombre de jugements définitifs par année de décision

Année	Nombre d'affaires	Nombre de prévenus	Nombre de jugements
2010	90	111	93
2011	150	201	153
2012	185	235	186
2013	165	228	169

Lecture: 90 affaires de vol ont été jugées en 2010. 93 jugements définitifs ont été rendus concernant 111 prévenus.

Question 0552 (26.09.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **réaménagement de la traversée de Junglinster après l'ouverture du contournement:**

L'ouverture du contournement de la commune de Junglinster, prévue pour le deuxième semestre 2015, permettra le délestage d'une partie importante du trafic de transit traversant actuellement la commune et s'élevant à quelque 20.000 mouvements journaliers. Un réaménagement du tronçon en question pourra dès lors être envisagé.

Dans le contexte de la planification des travaux à réaliser, j'aimerais poser les questions sui-

vantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le réaménagement de la traversée de Junglinster fait partie des travaux qui sont actuellement en cours de planification et dans quel délai le projet de réaménagement pourra-t-il être réalisé?

2. Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, fournir des informations précises quant à la future largeur de la route ainsi qu'à l'aménagement, la transformation et/ou l'extension des infrastructures pour la mobilité douce (piétons, vélos) dans la commune de Junglinster et alentours, y compris la piste cyclable nationale (PC2 Luxembourg-Echternach)?

3. Est-ce qu'il est prévu de reclasser la traversée de Junglinster en voirie vicinale?

4. Est-ce que le projet de réaménagement a déjà été budgétisé par les autorités compétentes et quel est dans ce cas le crédit y réservé?

5. Monsieur le Ministre entend-il inclure les citoyennes et citoyens de la commune lors de l'élaboration du projet de réaménagement de ladite traversée?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'enveloppe budgétaire arrêtée dans la loi du 18 mars 2008 relative à l'aménagement du contournement routier de Junglinster comprend également les frais de réaménagement de la traversée de Junglinster. Je viens d'instruire mes services de finaliser un projet de réaménagement de la traversée de Junglinster en étroite collaboration avec la commune et de me présenter un avant-projet détaillé en temps utile. Cet avant-projet pourra être présenté à tous les intéressés dans le cadre d'une soirée d'information et de discussion au courant de l'année prochaine.

Le contournement de Junglinster sera ouvert à la circulation fin 2015. Les travaux de réaménagement ne peuvent débuter qu'après l'ouverture du contournement.

Pour avoir une solution de repli lors des travaux d'entretien sur le contournement et vu le rôle important du centre de Junglinster comme pôle d'échange bus-bus, il est proposé de reclasser la N11 en chemin repris.

Question 0553 (26.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**étude d'impact sur la hausse de la TVA:**

Dans sa réponse du 8 septembre 2014 à la question parlementaire n°0453, *(cf. compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014)* Monsieur le Ministre des Finances a indiqué qu'aucune étude d'impact n'a été réalisée pour examiner les répercussions de la hausse annoncée de la TVA sur les logements locatifs sur l'économie en général et sur la construction de logements. Cette approche est surprenante dans la mesure où Monsieur le Premier Ministre a déclaré, à l'occasion d'une interview donnée le 13 mars 2014 au journal télévisé du soir, ne pas être en mesure de donner des précisions au sujet des hausses annoncées de TVA justement au motif d'en examiner d'abord les répercussions exactes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre estime-t-il l'approche du Ministre des Finances compatible avec ces déclarations?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il fournir aujourd'hui, et conformément aux annonces faites en date du 13 mars 2014, des renseignements au sujet des études qui ont été faites pour examiner la répercussion de la hausse de la TVA sur notre économie en général, sur le pouvoir d'achat des consommateurs et sur différents secteurs économiques et notamment ceux de la construction, du logement locatif, de l'Horesca, du commerce et du commerce de détail?

- Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas indiqué de publier ces études dans un esprit de transparence?

Réponse (24.10.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement a pris ses décisions concernant l'augmentation de la TVA en se basant sur un ensemble de consultations et de discussions menées avec les experts entre autres du Statec et de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces contacts avaient pour but de cerner les répercussions des mesures envisagées au niveau de la TVA pour les différentes composantes de la population et ont notamment guidé le Gouvernement dans sa prise de décision concernant le maintien du taux super-réduit de la TVA. Une étude d'impact à proprement parler n'a ainsi pas dû être réalisée.

Question 0554 (26.09.2014) de **MM. Roger Negri** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**arrêt municipal de la commune de Longlaville (France) relatif à l'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'Avenue de Luxembourg à Longlaville:**

Récemment le Maire de Longlaville, commune française de la région frontalière avoisinant la commune de Pétange, a décidé de prendre un arrêté municipal d'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'Avenue de Luxembourg à Longlaville, en vue de mettre fin aux nuisances importantes pour les riverains de sa commune. Cette interdiction entrera en vigueur le 1er octobre 2014. Il faut savoir que la route en question voit passer plus de 1.300 camions par jour qui, avant de rejoindre la France par la route susmentionnée, passent par les stations-service de Pétange.

Dans une lettre adressée au Ministre du Développement durable et des Infrastructures en date du 19 septembre 2014, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Pétange dénonce d'ores et déjà une situation de circulation au niveau de la commune luxembourgeoise «de plus en plus insupportable ces dernières années». Les autorités communales craignent qu'avec la décision unilatérale de Longlaville, la situation risque d'empirer étant donné le fait que tous les camions seront obligés à faire demi-tour au niveau des stations-service et à repasser par Pétange afin de rejoindre la France.

De plus, le collège dénonce dans sa lettre «l'inertie et le silence incompréhensibles de la part du Ministère» étant donné que la commune aurait fait régulièrement part de ce problème aux institutions étatiques depuis cinq ans et déplore que, «comme il s'agit de problèmes exclusivement nationaux», la commune de Pétange se trouve dans l'impossibilité d'y remédier elle-même.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quand est-ce que Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la décision de la Mairie de Longlaville?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'affirmation qu'il s'agit là «de problèmes exclusivement nationaux»? Qu'en est-il du reproche d'inertie et de silence fait par les autorités communales de Pétange à l'adresse du Ministère?

3. Quelles sont, le cas échéant, les démarches du Gouvernement prévues afin de remédier à cette situation? Quelles sont les démarches ayant déjà été entreprises dans le passé?

Réponse (06.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1. Monsieur le Bourgmestre m'a informé des intentions du Maire de Longlaville lors d'une entrevue au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le 13 mars 2014.

2. Je ne qualifierais pas ces problèmes d'exclusivement nationaux, voire transfrontaliers. C'était d'ailleurs aussi ma première réaction lors de notre entrevue le 13 mars 2014.

La proposition d'identifier des zones à caractère industriel ou commercial dans le PAG de la commune de Pétange longeant la N5 à Rodange, résulte à la base de décisions politiques au niveau communal. L'implantation des stations-service à cet endroit, qui remonte aux années 1970-1980, en a été la conséquence. Elles ont bénéficié des autorisations de construire délivrées par le bourgmestre de la commune de Pétange. Dans la mesure où ces établissements se sont implantés dans une zone urbanistique qui le permet, l'État ne peut refuser la délivrance des autorisations commodo/incommodo.

Les communes ont pour mission de garantir le respect de l'intérêt général en assurant à leur population des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties de leur territoire. Il appartient donc à la commune de Pétange de gérer le trafic non seulement en revendiquant des réactions réglementaires ou infrastructurelles de la part de l'État, mais aussi en assumant les missions qui lui incombent au titre de sa politique d'aménagement communal.

3. L'État a déjà pris nombre de mesures réglementaires et infrastructurelles afin de contribuer à augmenter la qualité de vie dans les localités de la commune de Pétange, comme la construction de la collectrice du sud et la N31 pour contourner les localités de Pétange, Lamadelaine et Rodange, ainsi que le réaménagement de la N5, pour ne citer que quelques exemples.

Mes services ont également exploité toutes les possibilités existantes au niveau réglementaire de la voirie dans ce dossier, notamment une interdiction de circuler aux poids lourds >3,5 tonnes, dans la traversée des localités (Routes de Longwy/Route de Luxembourg).

À court terme, mes services pourraient analyser, à titre d'exemple, la possibilité de réaménager l'intersection N5F avec la N5, afin de contribuer à sécuriser le carrefour précité. Je donne cependant à considérer que ce genre de mesure ne permettra nullement de résoudre le problème à la source.

Si le bourgmestre de Pétange devait décider de reconsidérer la situation au bout de la N5 à Rodange, je serais tout à fait disposé à lui offrir mon soutien quant à des négociations éventuelles avec les communes avoisinantes en France et en Belgique, ou avec les exploitants des stations-service, en vue d'une éventuelle délocalisation de celles-ci.

Question 0555 (26.09.2014) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **création d'une «Eurorégion»:**

Selon un article de presse du 24 septembre paru au «Quotidien», le président du conseil général de Moselle, Patrick Weiten, aurait, dans le contexte d'une réforme territoriale en France, plaidé pour la création d'une «Eurorégion» qui va bien au-delà de la coopération transfrontalière actuelle entre la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il connaissance de l'idée lancée par Monsieur Weiten et des détails du concept qui s'y rattache?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à l'idée de créer une nouvelle «Eurorégion»?

Réponse (24.10.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

1) Le Gouvernement luxembourgeois suit avec grand intérêt les discussions qui sont menées dans les pays voisins sur l'organisation territoriale intérieure dans la mesure où de telles mutations sont susceptibles d'avoir des effets directs ou indirects sur le Luxembourg. À ce titre, le projet de réforme territoriale présenté récemment par le Gouvernement français et, plus particulièrement, ses conséquences pour les régions limitrophes du Luxembourg, ont retenu toute notre attention.

Le président du conseil général de la Moselle, Monsieur Patrick Weiten, s'est exprimé au sujet de cette réforme lors de la dernière réunion trimestrielle de l'assemblée départementale le 22 septembre 2014. Il a indiqué à plusieurs reprises la nécessité de soutenir le projet commun de la Grande Région européenne qui est la nôtre via, notamment, la reconnaissance pour cette région de prérogatives étatiques. Ainsi pourrait être constituée, selon Monsieur Weiten, une véritable «Eurorégion» avec des compétences en matière économique, d'enseignement et d'innovation et dans des formes de solidarités territoriales.

Le Gouvernement luxembourgeois ne dispose pas d'autres informations que celles figurant dans les prises de position publiques de Monsieur Weiten.

2) Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été sollicité par les autorités françaises dans le présent contexte, pas plus d'ailleurs que par Monsieur Weiten. En tout état de cause, une réforme aussi fondamentale que celle qui touche à la réorganisation territoriale de l'ensemble d'un pays, relève strictement de la souveraineté nationale - française en l'occurrence - et ne saurait souffrir d'aucune interférence de la part d'autres États.

Cela étant, la Grande Région est une structure déjà bien établie qui n'empêche en rien d'améliorer le degré de coopération qui existe déjà entre ses partenaires. Fort de l'expérience positive tirée de plusieurs décennies de coopération transfrontalière dans le cadre de la Grande Région, le Gouvernement luxembourgeois reste persuadé du bien-fondé d'une plus grande intégration régionale et réitère aussi son ouverture et son intérêt pour un approfondissement de la coopération transfrontalière avec la Lorraine, que celle-ci intervienne dans le cadre d'une nouvelle entité régionale issue de cette réforme territoriale ou dans le cadre actuel.

Question 0556 (26.09.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **fréquentation de la nouvelle section «sociale» de l'enseignement secondaire technique:**

Depuis des années, les demandes d'inscriptions à la formation de l'éducateur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) n'ont cessé d'augmenter et ont fini par dépasser les capacités du LTPES. Afin de parer à cette situation, Monsieur le Ministre avait annoncé la création d'une nouvelle section «sciences sociales» au régime technique de l'enseignement secondaire technique à partir de l'année scolaire 2014/2015. Cette section comprend désormais les classes de 12e et 13e «SO» et s'adresse aux élèves qui envisagent une qualification professionnelle ou des études supérieures dans le domaine des sciences sociales sans pour autant vouloir devenir éducateur diplômé.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de classes SO sont actuellement offertes, par quels lycées et dans quel régime linguistique?

2. Combien d'élèves fréquentent actuellement la nouvelle section SO? Quelle en est la proportion masculine et féminine? Quels sont les effectifs précis des différentes classes SO dans chaque lycée?

3. Quelles sections et classes de l'enseignement secondaire classique ou technique ces élèves ont fréquenté avant de s'inscrire dans la nouvelle section sociale?

4. Est-ce que le nombre d'enseignants est suffisant pour faire face à la demande?

5. Quel impact la création de la section SO a eu sur les demandes d'inscription au LTPES et plus spécifiquement en ce qui concerne sa section ED (éducateur)? Quelle est par exemple la proportion masculine et féminine des élèves actuellement en 12e ED au LTPES et celle des classes ED des quatre années scolaires précédentes, c'est-à-dire depuis 2010/2011?

Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les questions posées par l'honorable Député, au sujet de la nouvelle section «sciences sociales» donnent lieu aux réponses suivantes:

Ad 1. Pour l'année scolaire 2014/2015, les neuf lycées repris ci-après offrent la nouvelle section «sciences sociales» (SO). Les élèves sont répartis sur 15 classes, dont une classe à régime linguistique spécifique (francophone).

- Lycée Bel-Val (4 classes),

- Lycée technique de Bonnevoie (3 classes),

- Lycée technique Joseph Bech (2 classes),

- Lycée technique d'Ettelbruck (1 classe),

- Lycée technique de Lallange (1 classe),

- Lycée technique du Centre (1 classe francophone),

- École Privée Fieldgen (1 classe),

- École Privée Sainte-Anne (1 classe),

- École Privée Marie-Consolatrice (1 classe).

Ad 2. Actuellement 334 élèves fréquentent la nouvelle section SO. 205 élèves sont de sexe féminin et 129 élèves de sexe masculin. Les effectifs détaillés de chaque classe sont repris dans le tableau suivant:

Effectif total, proportion masculine/féminine, effectif par classe et par lycée des 12SO en 2014/2015:

Les données relatives à l'année scolaire 2014/2015 sont arrêtées au 10 octobre 2014, mais restent provisoires.

www.chd.lu

		SEXE		
LYCÉE	CLASSE	F	M	Total
EPF	12SO-	25		25
EPMC	12SO	9		9
EPSA	12SO-1	25		25
LBV	12SO1	16	6	22
	12SO2	14	8	22
	12SO3	12	12	24
	12SO4	14	8	22
LTB	12SO1	13	12	25
	12SO2	10	15	25
	12SO3	8	17	25
LTC	12SOF1	15	9	24
LTETT	12SO1	12	14	26
LTJB	12SO1	14	6	20
	12SO2	7	12	19
LTL	12SO	11	10	21
Total		205	129	334
Proportion		61%	39%	100%

Source: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des Statistiques et Analyses, octobre 2014

Ad 3. Les classes antérieures des élèves inscrits dans la section SO sont très hétéroclites:

Formation professionnelle:

- 3 élèves sont issus de la formation professionnelle initiale (DAP):

• 2 élèves d'une classe de 10e,

• 1 élève d'une classe de 11e.

- 4 élèves proviennent de la formation professionnelle, régime de technicien:

• 3 élèves d'une classe de 11e,

• 1 élève d'une classe de 13e.

Enseignement secondaire technique:

- 202 élèves proviennent d'une classe de 11e, régime technique:

• 126 de la division des professions de santé et des professions sociales,

• 60 de la division administrative et commerciale,

• 16 de la division technique générale.

- 74 élèves sont issus d'une classe de 12e, régime technique:

• 32 de la division administrative et commerciale,

• 17 de la formation de l'éducateur,

• 11 de la formation des infirmiers,

• 7 de la division technique générale.

- 5 élèves proviennent d'une classe de 13e, régime technique:

• 2 de la formation de l'éducateur,

• 2 de la section des sciences de la santé,

• 1 de la formation des infirmiers.

Enseignement secondaire:

- 24 élèves proviennent de l'enseignement secondaire:

• 13 élèves d'une classe de 3e,

• 10 d'une classe de 2e,

• 1 élève de la classe de 1ère.

15 élèves n'étaient pas inscrits dans le système scolaire luxembourgeois initial en 2013/2014, la classe antérieure n'a pas pu être définie.

Le tableau suivant reprend les classes antérieures fréquentées par les élèves inscrits en 12SO:

Classe fréquentée en 2013/2014 par les élèves de 12SO en 2014/2015, par ordre d'enseignement, section, classe

Les données relatives à l'année scolaire 2014/2015 sont arrêtées au 10 octobre 2014 mais restent provisoires.

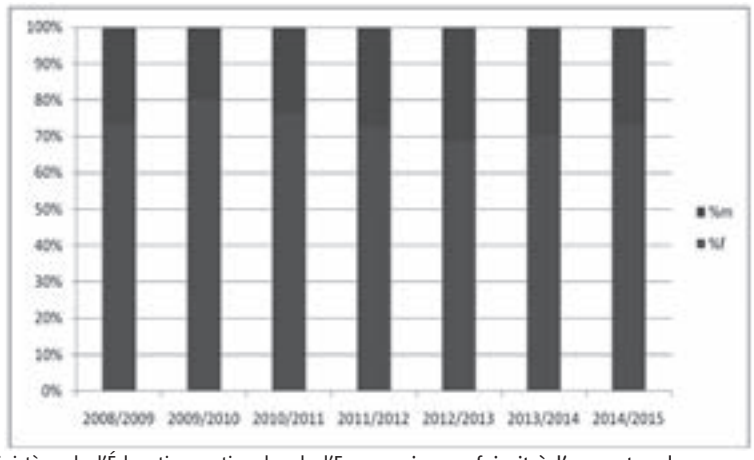
NIVEAU	AET	Total	ORDRE
10	00CO	1	EST
	X0AV	1	EST
11	11CM	60	EST
	11PS	124	EST
	11PSF	2	EST
	11TG	16	EST
	3IF	2	ES
	3MA	1	ES
	3MC	1	ES
	3ME	1	ES
	3MG	8	ES
	T1CM	2	EST
	T1CMAN	1	EST
12	12CC	3	EST
	12CG	29	EST
	12ED	27	EST
	12GE	7	EST
	12SI	11	EST
	2BIF	4	ES
	2MA	1	ES
	2MC	4	ES
	2MD	1	ES
	2ME	2	ES
	2MG	2	ES
	X2AS	1	EST
13	13ED	2	EST
	13SH	2	EST
	13SI	1	EST
	1MG	1	ES
	T3CMAN	1	EST
?	non inscrit en 2012/2013	15	?
Total		334	

Source: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des Statistiques et Analyses, octobre 2014

Ad 4. Le nombre d'enseignants est suffisant pour faire face à la demande, un effort de recrutement accru a été entrepris par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans les branches spécialisées pour la rentrée 2014/2015.

Ad 5. Depuis l'année scolaire 2014/2015, le nombre d'inscriptions dans les classes ED (éducateur) est en nette régression pour deux raisons: la limitation du nombre total d'inscriptions en 12ED à 250 élèves et la création des classes de la section SO. Le nombre d'inscriptions en classe de 12ED avait augmenté (comme le montre le tableau ci-après) pour atteindre un total de 409 élèves en 2013/2014 ce qui dépassait les capacités du lycée. La création de la section SO est une alternative pour les élèves qui s'inscrivaient en classe de 12ED en vue de l'acquisition d'un diplôme de fin d'études sans pour autant vouloir s'orienter vers la profession de l'éducateur.

Les deux tableaux ci-après indiquent la répartition hommes/femmes des inscriptions en classe de 12ED pour l'année 2014/2015, ainsi que pour les quatre années antérieures. En 2014/2015, il y a eu 74% de femmes et 26% d'hommes inscrits. On ne peut pas constater de tendance générale ou de variation significative dans la proportion hommes/femmes des inscriptions des quatre dernières années (voir tableaux).



Source: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des Statistiques et Analyses, octobre 2014

Question 0560 (29.09.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **prolongation de la vidéosurveillance (Visupol):**

Le 7 octobre 2013, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait arrêté par règlement ministériel la prorogation pour la durée d'un an de cinq zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance par la Police grand-ducale, ceci sur base du règlement grand-ducal du 1er août 2007, qui prévoit dans son article 10 que «la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le Ministre suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ou intercommunal ayant été demandé en son avis».

Sachant que:

• sur base des bilans présentés jusqu'ici, notamment celui de l'année 2013, les responsables de la ville de Luxembourg ne proposaient plus une prolongation de cette vidéosurveillance;

• l'accord de coalition en ville entre DP et déi gréng, signé le 9 novembre 2011, prévoit expressément: «La meilleure politique de sécurité est celle qui agit par la prévention. Nous voulons répondre au sentiment d'insécurité par un meilleur aménagement des places publiques et des espaces verts et nous allons combattre la criminalité par un renforcement du travail de prévention de la police, des agents municipaux et surtout par une politique sociale et d'intégration bien coordonnée et vigilante. (...) Étant donné que l'étude Visupol a démontré l'inefficacité du système de surveillance par caméras dans la prévention de la criminalité dans les espaces publics, a provoqué la délocalisation des problèmes d'insécurité vers d'autres quartiers, se prononce contre la continuation de la surveillance des espaces publics par des caméras (...).»;

• la prolongation effectuée en octobre 2013 par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région se faisait à l'encontre des responsables de la ville, dont le bourgmestre (DP) et le 1er échevin (déi gréng) confirmaient encore au conseil communal du 30 septembre 2013 leur opposition à la prorogation du système Visupol,

je voudrais prier Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure de répondre à la question suivante:

- Le Gouvernement est-il d'accord pour tenir compte de la recommandation de la ville de Luxembourg et de la majorité des fractions représentées dans son conseil communal (DP, LSAP, déi gréng et déi Lénk), qui se sont opposées à une prolongation de la vidéosurveillance Visupol sur le territoire de la ville de Luxembourg, et de ne plus prolonger l'effet du règlement ministériel du 7 octobre 2017 portant désignation des zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance de la Police grand-ducale, qui cessera d'être en vigueur le 7 octobre 2014?

Réponse (20.10.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

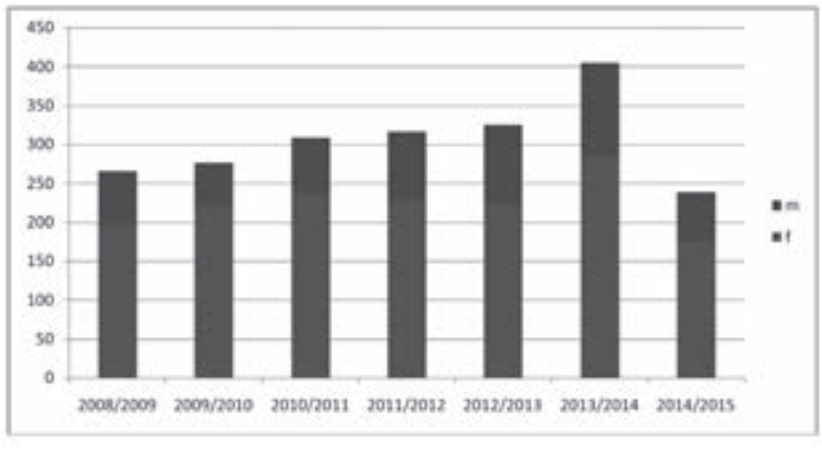
L'article 10 du règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité prévoit qu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la mise en service initiale du système de vidéosurveillance, la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le ministre ayant dans ses attributions la police suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ou intercommunal territorialement compétent ayant été demandé en son avis.

Au vu des avis favorables émis par le directeur général de la police, le procureur d'État de Luxembourg et le comité de prévention communal de Luxembourg, le Ministre de la Sécurité intérieure a, par règlement du 1er octobre 2014, prorogé la vidéosurveillance dans les zones A (Limpertsberg), C (quartier de la gare) et D (Stade Josy Barthel). La vidéosurveillance de la zone B (Aldringen) étant devenue sans objet en raison de la mise en place du chantier «Royal Hamilius», elle n'a pas été prorogée. Tel que cela a été suggéré par le comité de prévention communal, la zone B sera redéfinie après la fin des travaux.

Évolution de la 12ED au LTPES par sexe au cours des dernières années

Les données relatives à l'année scolaire 2014/2015 sont arrêtées au 10 octobre 2014 mais restent provisoires.

AET	sexe	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
12ED	f	195	221	236	230	223	285	175
	m	70	55	73	86	102	120	63
12ED Total		265	276	309	316	325	405	238



La vidéosurveillance constitue non seulement un outil efficace pour l'élucidation d'infractions, mais augmente également le sentiment de sécurité des citoyens. Une étude récente du Statec sur la protection des logements privés et la surveillance publique révèle que 70% des résidents pensent que la vidéosurveillance des lieux publics au Luxembourg augmente leur sécurité personnelle.

wLe professeur Manfred Bornewasser chargé de l'évaluation du système de vidéosurveillance Visupol avait conclu que: «Die Videoüberwachung hat sich in den drei Sicherheitszonen in der Stadt Luxemburg durchgängig bewährt. Sie sollte von daher als ein ganz normales, das bisherige Arsenal der Werkzeuge ergänzendes Instrument der modernen polizeilichen Kriminalitätsbekämpfung beibehalten werden.»

AET	sexe	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
12ED	%f	74%	80%	76%	73%	69%	70%	74%
	%m	26%	20%	24%	27%	31%	30%	26%
12ED %Total		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

N°02
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Échange d'informations fiscales	p. 50	Sommaire des séances publiques nos 3 et 4	p. 60	3e séance	Jeudi 16 octobre 2014
Suicide et prévention de suicide	p. 43	Sommaire des questions parlementaires	p. Q30	4e séance	Mardi 4 novembre 2014
Centres de recherche publics	p. 32				

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Répartis dans quatre ateliers

Plus de 70 jeunes ont débattu à la Chambre

«La confiance c'est bien - le contrôle c'est mieux?» Telle était la question centrale de la Convention des jeunes 2014 qui s'est tenue le 7 novembre à la Chambre des Députés réunissant plus de 70 participants.

Qui peut-on encore croire? Jusqu'où peut-on encore avoir confiance? Et comment gagner la confiance des citoyens, des consommateurs, des élèves ou étudiants?

Répartis dans quatre ateliers, les jeunes ont débattu avec des experts d'horizons divers sur des questions d'actualité concernant l'alimentation, la démocratie, l'éducation et la religion.

À la suite de ces réflexions, les jeunes ont eu l'occasion de présenter leurs conclusions au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'à une douzaine de députés et de membres du Parlement européen, présents dans la salle plénière de la Chambre.

M. Di Bartolomeo a salué l'engagement dont les participants ont fait preuve et les a encouragés à s'impliquer dans la vie politique.



LL. MM. le Roi et la Reine d'Espagne et le Président allemand en visite au Grand-Duché



Photo © SIP / Charles Caratini

Sur invitation de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, Leurs Majestés le Roi Felipe et la Reine Letizia d'Espagne ont effectué une visite officielle au Grand-Duché de Luxembourg le 11 novembre 2014.

À cette occasion, une audience fut accordée au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

* * *

Dans le cadre de sa visite d'État au Luxembourg du 3 au 5 novembre 2014, le Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Joachim Gauck, a reçu en audience au Palais grand-ducal une délégation parlementaire composée de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, Mme Simone Beissel, M. Henri Kox et M. Laurent Mosar, Vice-Présidents, M. Marc Angel, membre du Bureau de la Chambre et président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.



Photo © SIP

10 nouvelles pétitions ouvertes à signatures

Depuis le 14 novembre jusqu'au 26 décembre, dix pétitions publiques sont ouvertes à signatures sur le site de la Chambre. Il s'agit des pétitions suivantes:

- Augmentation des frais de route transport routier (422)
- Steierlech Erliichterung fir Familles monoparentales a Besteierung vun de Familles monoparentales an der Steierklass 2 (434)
- Zukunftspak fir proppert a gesond Waasser (461)
- Pour que le gouvernement luxembourgeois reconnaisse l'État de Palestine et contribue par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient (462)
- Construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et y faire circuler des tramstrains (463)
- Fir d'Kierzung vun den Ausgabe vun der Monarchie (464)
- Fir eng Steierreform bei de Wittfraen a Wittmänner (466)
- Pour une tranche d'impôt supplémentaire sur les grands revenus (467)
- Pour une interdiction de vente de boissons énergisantes aux mineurs au Grand-Duché de Luxembourg (470)
- Pour l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution (472)

Un forum de discussion accompagne toute pétition sur le site de la Chambre. Pour pouvoir signer une pétition, vous devez être âgé de 15 ans (minimum) et disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois. Les résidents étrangers et les frontaliers peuvent donc également participer.

Amitié parlementaire luso-luxembourgeoise

Avec près de 90.000 habitants de nationalité portugaise au Grand-Duché, il va de soi que les relations entre parlementaires luxembourgeois et portugais se situent dans un contexte particulier.

Le président du groupe d'amitié parlementaire Portugal-Luxembourg, M. Paulo Pisco, en visite de travail à Luxembourg, a pu rencontrer le 13 novembre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et M. Marc Angel, membre du Bureau de la Chambre et président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les trois hommes politiques se sont félicités des bonnes relations entre Luxembourgeois et Portugais. M. Pisco a notamment estimé que «les Portugais sont bien accueillis et intégrés au Luxembourg». Il a dépeint la situation économique difficile dans laquelle se trouve son pays, tout en expliquant que de premiers signaux positifs ont commencé à émerger. Le multilinguisme caractérisant le système scolaire luxembourgeois fut également abordé lors de l'entrevue dont on peut encore retenir le souhait de maintenir et d'approfondir le contact entre le groupe d'amitié Portugal-Luxembourg et la Chambre des Députés.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Paulo Pisco et M. Mars Di Bartolomeo

Relations amicales entre la Chambre et le Bundestag



(de gauche à droite) M. Henri Kox, M. Patrick Schnieder, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gunther Krichbaum et M. Marc Angel

À l'occasion de la visite d'État du Président de la République fédérale d'Allemagne, deux membres du Bundestag, M. Gunther Krichbaum, président de la Commission des Affaires européennes, et M. Patrick Schnieder, président du groupe d'amitié parlementaire DEBELUX ont eu une entrevue à la Chambre des Députés avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, les Vice-Présidents Mme Simone Beissel et MM. Henri Kox et Laurent Mosar, ainsi qu'avec M. Marc Angel, membre du Bureau de la Chambre et président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les sujets de discussion furent divers, allant de l'imposition des sociétés multinationales au Luxembourg jusqu'aux défis d'une politique favorisant l'emploi en Europe. Lors de l'échange de vues, M. Di Bartolomeo a souligné l'importance des relations amicales entre le Luxembourg et l'Allemagne permettant à son avis de discuter de tous les sujets sans aucun tabou. «Nous sommes heureux de l'échange mutuel et du partenariat sincère entre nos deux pays, au niveau national tant qu'à l'échelle de la Grande Région.», a expliqué le Président de la Chambre des Députés.

Les députés des deux pays ont constaté un manque de confiance de la part des citoyens envers l'Union européenne. Afin de contrer cette crise de confiance, ils se sont exprimés en faveur d'un renforcement de la transparence et du dialogue entre les parlements nationaux. Selon M. Di Bartolomeo, une meilleure connexion entre les députés nationaux sera une des priorités lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015.

Visite du nouveau Premier Ministre belge

Début novembre, le Président de la Chambre des Députés a accueilli le nouveau Premier Ministre belge, M. Charles Michel, pour une visite de courtoisie.

Le Premier Ministre a d'emblée confirmé vouloir poursuivre les excellentes relations entretenues depuis toujours entre la Belgique et le Luxembourg qui se manifestent notamment à travers les nombreuses coopérations à différents niveaux, dont l'UEBL et le Benelux.

Ce dernier bénéficiera par ailleurs d'une attention particulière des deux gouvernements qui souhaitent lui conférer une démarche plus efficace, orientée vers l'apport de résultats concrets pour les citoyens et tournée vers l'avenir.

M. Michel a admis que la formation du nouveau gouvernement belge a nécessité de longues négociations avec les partis politiques qui l'ont finalement amené à se focaliser sur un dessein commun, celui d'entreprendre des réformes économiques et sociales.

Parmi les réformes destinées à remettre d'aplomb le marché du travail et à améliorer la compétitivité des entreprises figure la baisse du coût salarial pour les entreprises, couplée à une réforme fiscale dans le but de creuser le différentiel entre le revenu d'un salarié et l'indemnité d'un chômeur afin d'encourager le retour de ces derniers sur le marché du travail.

Dans l'optique de ramener la Belgique à un équilibre budgétaire dès 2018, le nouveau gouvernement a décidé le report de l'indexation prévue pour 2015, sans pour autant vouloir remettre en cause le principe.

Parallèlement, l'annonce du relèvement de l'âge légal du départ à la retraite à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030 risque de provoquer des remous au sein de la population.

Le Président de la Chambre des Députés quant à lui a rendu attentif son interlocuteur aux dangers d'une fracture sociale et insisté sur la nécessité d'un équilibre entre les priorités économiques et financières, d'un côté, et le social, de l'autre.

Finalement, le Premier Ministre belge a assuré que la prolongation de l'exploitation des deux réacteurs nucléaires, l'un à Tihange et l'autre à Doel, ne sera réalisée qu'à condition que la sécurité soit garantie à un niveau très élevé et il a promis une entière transparence dans l'échange d'informations aves ses pays voisins. Au nom de la Chambre des Députés, M. Di Bartolomeo a plaidé pour la fermeture des deux centrales, notamment celle de Tihange.



M. Michel signe le Livre d'Or de la Chambre.

Rencontre du Président avec le Vice-Président de la Knesset



M. le Dr Ahmed Tibi et M. Mars Di Bartolomeo

Le 7 novembre 2014, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a eu un entretien avec le Dr Ahmed Tibi, Vice-Président de la Knesset (Parlement de l'État d'Israël) et représentant du bloc des parlementaires arabes.

Lors de cet échange de vues, les deux interlocuteurs ont abordé la situation difficile des Palestiniens, surtout dans les territoires palestiniens. M. Di Bartolomeo a souligné que seuls le droit d'existence d'un État palestinien et le droit à la sécurité de l'État d'Israël pourraient garantir une paix durable dans la région. Le Président de la Chambre des Députés a plaidé dans ce contexte pour une approche commune au niveau européen.

Humaniser et démocratiser le processus de globalisation



Mme Anne Brasseur accueillant Sa Sainteté le Pape François.

«Nous saluons avec reconnaissance votre engagement pour défendre les valeurs qui sont à la base de la Convention européenne des droits de l'Homme, valeurs qui unissent tous les Européens. Notre but est de construire une Europe unie sur la base de valeurs communes tout en respectant notre diversité; c'est ce qui constitue notre force et notre richesse.», a déclaré la Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Mme Anne Brasseur, le 25 novembre en accueillant Sa Sainteté le Pape François venu s'exprimer devant le Conseil de l'Europe lors d'une session solennelle de l'ensemble de ses institutions.

«Notre objectif commun doit être d'humaniser et de démocratiser le processus de globalisation.», a-t-elle poursuivi en se référant au discours du Pape précédant le sien et son homélie à Lampedusa en juillet dernier dans laquelle il a dénoncé la «globalisation de l'indifférence».

«La dimension religieuse du dialogue interculturel est au centre de nos préoccupations. Je vous suis infiniment reconnaissante de votre proposition de créer une nouvelle agora comme plate-forme de dialogue et d'échange.» a relevé la Présidente de l'APCE.

Mme Brasseur a ensuite insisté sur le fait que ce dialogue est aujourd'hui plus important que jamais, étant donné que certains prêchent la violence et justifient les plus graves atteintes aux droits de l'Homme en se fondant sur la croyance, ce qui discrédite des communautés et des cultures entières ainsi que l'essence même de la religion.

«Nous devons rester unis pour contrer cette tendance. Les représentants de toutes les religions ainsi que des mouvements laïques doivent réfuter ensemble toute forme de violence et de haine. Nous devons détruire l'idée que la religion peut justifier une violation des droits de l'Homme et nous devons dire haut et fort que cette idée est une aberration dangereuse.», a-t-elle encore souligné.

«Aujourd'hui il existe encore de nombreux murs à travers le monde et nous sommes conscients du risque d'en voir de nouveaux être érigés. Ce ne sont non seulement des murs en béton mais, ce qui est peut-être plus grave encore, ce sont les murs dans nos esprits. Ensemble nous devons les détruire et empêcher qu'émergent de nouvelles divisions. Sinon, nous trahissons nos missions essentielles.», a conclu Mme Brasseur.

La convention pour la Chaire de recherche renouvelée

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, représentée par son Président, M. Mars Di Bartolomeo, d'une part, et l'Université du Luxembourg, représentée par son Recteur, M. Rolf Tarrach, d'autre part, ont signé le lundi 3 novembre 2014 une convention pour le renouvellement de la Chaire de recherche en études parlementaires en présence de M. Philippe Poirier, son responsable, de M. Georg Mein, Doyen de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation, et de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général du Parlement.

La Chaire de recherche en études parlementaires, initiée en automne 2011, contribue à des activités de recherche, principalement en sciences politiques, dans les domaines de la démocratie, de la législation nationale et de la politique comparée en Europe. Les travaux pour la législature 2014-2018 porteront sur les thèmes suivants:

- Parlement et exercice de la gouvernance économique au niveau national et européen;
- Parlement, fonctions délibératives, pratiques référendaires et pétitionnaires;
- Parlement, code de déontologie, statut de l'élu et européanisation des normes d'organisation de la démocratie;
- Parlementarisme et élections;
- Parlementarisme, éthique et sciences.

Un soutien financier et logistique des projets de recherche

À court terme des projets de recherche auront pour sujet l'implication comparée des parlements dans la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière, d'une part, et les parlements et les pratiques référendaires en Europe, d'autre part.

La Chaire est responsable également de l'organisation de conférences internationales et de cours en sociologie politique sur l'état de la démocratie, du parlementarisme et la prise de décision en Europe. La prochaine conférence prévue au printemps 2015 se consacrera aux transformations de la citoyenneté en Europe.

La Chaire permet finalement de soutenir financièrement et sur un plan logistique des projets de recherche, de financer et de développer des recherches doctorales, de procéder à des publications académiques et grand public et de créer un programme de stage professionnalisant au sein du Parlement pour des étudiants du Master en gouvernance européenne de l'Université du Luxembourg. De plus, la Chaire de recherche développe des collaborations scientifiques et institutionnelles avec l'ensemble des centres et chaires en études parlementaires déjà existants dans le Commonwealth et au sein de l'Union européenne.



Le Recteur de l'Université du Luxembourg, M. Rolf Tarrach, et le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, ont signé une convention pour la période 2014-2018.

Un Comité de pilotage composé de députés

La Chaire de recherche fonctionne en étroite relation avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, et le Comité de pilotage composé de MM. et Mme les Députés Claude Adam, Taina Bofferding, Alex Bodry, Eugène Berger et Laurent Mosar, et un Comité scientifique composé de M. Jean Garrigues, professeur à l'Université d'Orléans, spécialiste d'histoire parlementaire et politique et directeur de la revue «Parlements», et de M. Eric Montigny, enseignant-chercheur en sciences politiques, Université Laval (Québec), directeur de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec.

L'administration parlementaire se présente

Le Service du Contrôle financier

Conformément à la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État, la fonction du contrôleur financier a été introduite au sein de l'administration de la Chambre des Députés le 1er janvier 2008. Cette fonction est assurée par Mme Gény Arend.

Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses de la Chambre des Députés.

La tâche de contrôle se fait dans le respect des lois, des règlements et des décisions gouvernementales.

La procédure financière implique que chaque dépense à charge du budget doit faire l'objet d'une demande d'engagement établie et signée par l'ordonnateur. Toutes les pièces justificatives sont à joindre à cette proposition d'engagement.

La mission du contrôleur financier réside dans un contrôle a priori qu'il exerce sur pièces et pour autant que de besoin sur place.

Le contrôle des engagements financiers consiste à constater:

- la disponibilité des crédits;
- l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable;
- la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales.

Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur financier ne peut recevoir aucune instruction relative à une ordonnance de paiement ou à un engagement particulier.

Le contrôle des ordonnances de paiement a pour objet de constater:

- la régularité des pièces justificatives;
- l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures.

La mission du contrôleur financier consiste en un contrôle a priori.

Au niveau de l'ordonnancement des dépenses, le contrôleur financier exerce son contrôle avant paiement. Il n'a pas compétence en ce qui concerne l'appréciation de l'opportunité (la dépense est-elle nécessaire?) et de l'économie (la dépense peut-elle être réalisée à moindre coût?).

Les fonctions d'ordonnateur, de contrôleur financier et de comptable public sont incompatibles entre elles.

Actuellement le contrôleur financier contrôle en moyenne 1.000 engagements et 5.000 factures annuellement, les indemnités parlementaires, congés politiques et indemnités de secrétariat des députés ainsi que les salaires et les traitements du personnel de la Chambre des Députés.

Au sein de l'administration parlementaire, le contrôleur financier a également comme mission:

- l'établissement de la déclaration annuelle de la taxe sur la valeur ajoutée;
- la gestion des cartes d'accès au parking des députés, des membres des groupes parlementaires et des membres du personnel de l'administration.



Mme Gény Arend, contrôleur financier de la Chambre

Budgets de la défense et Ukraine au centre des débats

M. Jean-Marie Halsdorf, président de la délégation, M. Marc Angel, vice-président, M. Alexander Krieps, Mme Nancy Arendt, M. Fernand Kartheiser et M. Henri Kox ont représenté la Chambre des Députés lors de la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est déroulée du 21 au 24 novembre 2014 à La Haye.

L'intervention de M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, était marquée par le souci de revoir les budgets de la défense. «Avec la fin de la Guerre froide, le monde a changé et les budgets de la défense ont été revus à la baisse. Or, le monde a de nouveau changé. Les enjeux sont importants, les menaces sont réelles. Voilà pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour renforcer les ressources de l'Alliance. Le temps est venu d'arrêter les restrictions budgétaires en matière de défense.», a souligné le Secrétaire général.

Au courant de leurs travaux, les délégations parlementaires des États membres de l'OTAN ont adopté plusieurs résolutions concernant entre autres la défense antimissile balistique de l'OTAN, la négociation du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, le soutien des objectifs capacitaires du sommet du pays de Galles et l'assistance aux forces de sécurité nationales afghanes au-delà de 2014.

Dans une résolution sur le soutien à la souveraineté et à la démocratie de l'Ukraine, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN demande entre autres à la Fédération de Russie de mettre fin à ses tentatives de déstabilisation de l'Ukraine, d'inviter instamment et publiquement les séparatistes prorusses à déposer les armes et d'engager avec le gouvernement ukrainien de véritables négociations au sujet d'une solution politique à la crise et du retour de la Crimée sous la juridiction de l'Ukraine. M. Marc Angel a présenté une résolution sur la crise humanitaire aux frontières méridionales de l'Europe.

Les membres de l'Assemblée y invitent notamment les gouvernements et les parlements à accroître leur soutien aux pays situés en première ligne, qui assument la plus grande partie de la charge en accueillant un nombre croissant de réfugiés et de migrants et à poursuivre l'idée de créer des couloirs humanitaires dans les régions ravagées par la guerre afin de répondre chez elles aux besoins élémentaires des populations traumatisées par les conflits de sorte qu'elles soient ainsi moins incitées à fuir.

En sa qualité de Trésorier de l'Assemblée, poste qu'il occupe depuis le 1er avril 2014, M. Marc Angel a également présenté le budget de l'Assemblée pour l'année 2015.



(de gauche à droite) M. Alexander Krieps, M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt, M. Jean-Marie Halsdorf

Énergies renouvelables et rendement énergétique

La 14e assemblée interparlementaire du Forum européen des sources d'énergie renouvelables (EUFORES) a été organisée à Lisbonne en étroite collaboration avec le Parlement portugais et accueillie par le Comité de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et du Gouvernement local ainsi que par le Comité de l'Économie et des Travaux publics.

La première conférence était entièrement dédiée à la discussion sur le rendement énergétique avec de nombreuses présentations d'experts issus de domaines les plus divers, entre autres d'un institut scientifique, de la Commission européenne et du secteur privé.

Les énergies renouvelables figuraient à l'ordre du jour de la seconde conférence qui a eu lieu au sein du Parlement portugais. L'assemblée a



(de gauche à droite) M. Henri Kox, M. Claude Turmes et M. Emile Eicher

entendu les discours de MM. Claude Turmes, député européen luxembourgeois, Pedro Pinto, président du Comité de l'Économie et des Travaux publics, Fernando Marques, vice-président du Comité de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et du Gouvernement local, et Jorge Moreira da Silva, Ministre portugais de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Énergie.

En vue du sommet européen sur le climat et l'énergie, M. Moreira da Silva a souligné l'importance d'une discussion sur quatre sujets pour 2030, à savoir les énergies renouvelables, le rendement énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les interconnexions.

A suivi un débat intense sur la manière dont l'UE devrait approcher la direction envisagée des discussions sur le paquet énergie-climat 2030 de l'Union européenne, un acte qui apporterait beaucoup d'avantages pour l'UE, y inclus une sécurité des investisseurs et de l'énergie.

La session finale était consacrée au déploiement des énergies renouvelables et des infrastructures avec des présentations sur des fonds structurels et régionaux, les affaires portugaises en matière d'énergies renouvelables et la trajectoire des États membres de l'UE en cette matière jusque 2020.

Environ 130 participants ont assisté à cette 14e assemblée interparlementaire, dont plus de deux tiers issus des parlements nationaux et européen, actifs dans le domaine des énergies renouvelables et du rendement énergétique, mais également des représentants du gouvernement portugais, de la Commission européenne et des domaines scientifiques spécifiques et industriels.

Agriculture, développement industriel et PME

MM. les Députés Franz Fayot et Gusty Graas ont représenté fin octobre à Rome le Parlement luxembourgeois lors d'une réunion tenue dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne. Ils y ont participé en tant que présidents respectifs de la Commission de l'Économie et de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs.

Lors de son discours d'introduction, le Président du Sénat italien, M. Pietro Grasso, a renvoyé sur le droit d'initiative des parlements nationaux. En présence de M. Maurizio Martina, Ministre des Politiques agricoles, alimentaires et forestières, une première session fut dédiée à la voie européenne vers une alimentation de qualité: défense des territoires, agriculture écologiquement viable et biologique, protection des produits typiques. C'est surtout la désaffectation des jeunes pour le travail agricole qui a interpellé les participants.

Furent également sujets des débats la dégradation des écosystèmes et la réforme de la PAC. Dans ce contexte maints orateurs se sont penchés sur la lutte contre les changements climatiques dans le cadre des programmes de développement rural, les énormes gaspillages qui caractérisent la filière alimentaire et la réforme de l'agriculture biologique.

Dans son intervention, M. Gusty Graas a renvoyé sur le «paquet pesticides» de la Commission européenne qui devrait être transposé dans les meilleurs délais en droit national.

La deuxième session, en présence de M. Carlo Calenda, Vice-Ministre italien du Développement économique, s'est penchée sur l'internationalisation des PME. Les participants ont analysé les nombreuses actions de la Commission européenne consacrées aux petites et moyennes entreprises.

Plusieurs pistes de réflexions ont été retenues, dont entre autres:

- Quelle est l'importance de l'internationalisation dans le processus souhaité de réindustrialisation de l'Europe?
- Est-on d'accord sur l'importance des chaînes de valorisation et, si oui, comment estime-t-on pouvoir exploiter leur potentiel?
- Estime-t-on utile l'introduction d'une appellation géographique protégée pour les produits non agricoles, également en tant qu'élément de défense du patrimoine historique et culturel européen?

La dernière session, ouverte par M. Antonio Tajani, Vice-Président du Parlement européen, a été réservée à la renaissance industrielle et les PME sous l'angle de l'objectif de 20% du PIB d'ici 2020. Les principaux éléments de réflexions ont été l'exigence d'un renforcement de la gouvernance de la politique industrielle au niveau européen, la transformation du groupe «Compétitivité et croissance» au niveau des hauts fonctionnaires en groupe permanent, les évaluations sur l'application du «Small Business Act» (SBA) et les nouveaux objectifs de réduction des émissions de CO_2 pour les pays européens en rapport avec les différentes approches des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, les cinq principales économies émergentes du monde).



M. Franz Fayot et M. Gusty Graas

Cette session fut clôturée par un débat autour de l'amélioration des flux financiers en soutien des investissements des PME et le rapport entre industrie et recherche dans l'Europe d'aujourd'hui.

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Enquêtes parlementaires

6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

La proposition de loi constitue une suite directe du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État du 5 juillet 2013 qui avait émis des recommandations portant sur le fonctionnement même d'une commission d'enquête telle que prévue par la loi du 27 février 2011.

L'expérience de l'enquête parlementaire sur le fonctionnement du Service de Renseignement a fait apparaître certaines lacunes de la loi de 2011, de sorte qu'une adaptation de la législation est préconisée dans le rapport (doc. parl. n°6565).

Les modifications essentielles proposées par l'auteur de la proposition de loi portent sur les points suivants:

1. La retransmission en images de l'audition d'un témoin en commission requiert l'accord de celui-ci.

2. La commission pourra déléguer l'exercice de certains actes d'instruction et missions à un ou plusieurs de ses membres.

3. Pour l'exécution des mesures d'instruction, la commission peut avoir directement recours à la force publique.

4. Il est précisé que la mission de la commission prend fin dès l'ouverture d'une instruction préparatoire au sens de l'article 49 et suivants du Code d'instruction criminelle, alors qu'une simple enquête préliminaire ouverte par le Parquet (article 46 du Code d'instruction criminelle) ne met pas fin à l'enquête parlementaire en cours.

5. Une personne pourra être entendue sans prestation de serment par la commission, à titre de simple renseignement.

6. Les pièces, documents ou procès-verbaux contenant des indices d'infraction sont d'office transmis au Procureur d'État.

7. À la suite du débat en séance publique, la Chambre des Députés est appelée à tirer les conclusions du rapport final de la commission.

8. La durée de la mission d'enquête décidée par la Chambre des Députés ne peut dépasser neuf mois, à moins que le Parlement ne décide d'une prorogation.

9. Les pouvoirs de la commission cessent de plein droit en cas de dissolution de la Chambre des Députés.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 02.10.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

14.05.2014	Désignation d'un rapporteur
18.06.2014	Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.06.2014	Examen et adoption d'amendements parlementaires
17.09.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2014

Centres de recherche publics

6527 - Projet de loi

1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;

2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

Le projet de loi vise à doter les organismes de recherche publics d'un nouveau cadre définissant à la fois leurs missions, leur fonctionnement et leurs relations avec l'État.

- Statut

À l'heure actuelle, c'est la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet e.a. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public qui constitue le cadre général pour les centres de recherche publics (CRP). En vertu de cette loi, chacun des CRP a été créé par règlement grand-ducal auprès d'un organisme, service ou établissement d'enseignement supérieur ou universitaire public. Quant au CEPS, il a été mis en place par la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État.

Le présent projet de loi a pour objet la définition d'un cadre général pour les CRP et pour le CEPS, ainsi que la création de chaque CRP sur base individuelle. Conformément à l'article 108bis de la Constitution, la loi en projet constitue désormais la base légale des CRP et du CEPS, tandis que la loi-cadre de 1987 et les règlements grand-ducaux portant création des différents CRP sont abrogés, au même titre que la loi précitée du 10 novembre 1989 portant création du CEPS.

Chaque CRP est un établissement public, qui jouit de l'autonomie juridique, financière, administrative et scientifique. Étant donné qu'autonomie et responsabilité vont de pair, le présent projet de loi dispose que les relations entre le CRP et l'État sont régies par une convention pluriannuelle qui porte, d'une part, sur la politique générale du CRP, ses choix stratégiques, ses activités, ainsi que ses objectifs à atteindre, et, d'autre part, sur les moyens mis à disposition par l'État selon les procédures budgétaires en vigueur.

- Missions

Le projet de loi reprend comme missions générales des CRP la plupart des missions retenues dans la loi précitée du 9 mars 1987 et les précise davantage. Il renforce la première et principale mission qui est d'entreprendre des activités de recherche, de développement et d'innovation, afin de promouvoir le transfert de connaissances et de technologies. Cette mission peut inclure ponctuellement la recherche fondamentale orientée, mais la priorité des CRP devrait être la recherche appliquée en faveur du développement socio-économique du pays. D'autre part, cette mission peut en partie inclure le développement technologique en vue du développement de produits matériels, de procédés de production et de services. Dans ce contexte est encouragée la coopération scientifique et technologique au niveau national et international. Finalement, cette mission inclut les activités liées à l'innovation, c'est-à-dire celles qui valorisent les résultats des activités de la recherche publique. Pour favoriser la création de nouvelles activités économiques, un poids accru est accordé à la création de *spin-offs* et de *start-ups*.

Par ailleurs, les CRP sont désormais explicitement appelés à contribuer à la formation du personnel de recherche, notamment par l'encadrement des doctorants et la participation à des écoles doctorales, ainsi qu'à favoriser la mobilité du personnel de recherche. À préciser que les CRP ne sont toutefois pas habilités à délivrer des diplômes de doctorat, la formation de doctorants se faisant en collaboration avec l'Université du Luxembourg ou avec d'autres universités.

Les CRP sont en outre censés participer à la promotion de la culture scientifique et contribuer à la définition et à l'évaluation des politiques nationales.

En vue de mettre en exergue la complémentarité des centres de recherche publics, le projet de loi définit en outre des missions spécifiques pour chaque CRP.

- Organes et gouvernance

Le conseil d'administration est désormais composé uniquement de personnalités externes au CRP. Afin de lui permettre de mieux assumer son nouveau rôle à caractère plus stratégique, ses membres sont uniquement choisis en raison de leur compétence et de leur expertise en matière de recherche et de gestion de programmes et de projets scientifiques ainsi que de valorisation de la recherche. En vue d'un meilleur fonctionnement, le nombre des membres du conseil d'administration est réduit d'actuellement dix à neuf. Les représentations d'office de différents ministres au conseil d'administration sont abolies.

En contrepartie, la fonction de commissaire du Gouvernement est maintenue. Assistant aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative, le commissaire du Gouvernement a la mission de veiller à ce que les CRP respectent les engagements pris dans le cadre de la convention pluriannuelle et, a fortiori, les lois et règlements.

Le conseil d'administration n'est plus appelé à prendre toutes les décisions en relation avec la gestion du CRP, son attribution principale consistant dès lors à définir la politique générale et la stratégie du CRP dans le cadre des objectifs définis par la loi et spécifiés dans la convention pluriannuelle.

Le directeur général du CRP est le chef de l'exécutif. Il dirige le CRP et lui confère la cohérence et l'unité nécessaires. Il est appelé à mettre en œuvre la stratégie définie par le conseil d'administration et prend toutes les décisions relatives à la gestion journalière du CRP. Son rôle se trouve clairement renforcé par rapport au cadre défini par la loi précitée du 9 mars 1987.

Les CRP sont en outre dotés d'un nouvel organe consultatif, désigné de conseil de concertation. Composé uniquement de personnes internes au CRP, il est appelé à émettre des avis consultatifs à l'attention du conseil d'administration concernant la politique de recherche, de développement et d'innovation et, en particulier, l'élaboration des conventions pluriannuelles à conclure avec l'État.

- Personnel

Le personnel des CRP est engagé sous le régime de droit privé régi par les dispositions du Code du Travail. Le projet de loi prévoit par ailleurs la mise en place d'un système de gestion des carrières. Ce système, de même que les conditions de recrutement et de promotion, ainsi que les modalités de rémunération seront fixés dans un règlement d'ordre intérieur. Les droits et les devoirs des chercheurs, ainsi que les rôles, les responsabilités et les prérogatives des CRP sont à définir dans une «charte du chercheur», qui s'oriente aux principes et conditions de base de la recommandation de la Commission européenne du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs.

Dans un souci de transparence, il est retenu que les postes de chercheurs sont pourvus à la suite d'une annonce publique.

- Relations avec l'État

Les relations entre le CRP et l'État sont régies par une convention pluriannuelle qui porte, d'une part, sur la politique générale du CRP, ses choix stratégiques, ses activités, ainsi que ses objectifs à atteindre, et, d'autre part, sur les moyens mis à disposition par l'État selon les procédures budgétaires en vigueur. Ces conventions pluriannuelles s'inscrivent dans la philosophie des actuels contrats de performance. Il est prévu de fixer leur durée à quatre ans, afin d'assurer, dans une optique de concertation, la synchronisation à la fois avec le contrat d'établissement entre l'Université du Luxembourg et l'État et avec la convention pluriannuelle conclue avec le Fonds National de la Recherche (FNR). Dans ce même contexte de responsabilisation se situent l'assurance de la qualité et l'évaluation externe des centres, désormais prévues par la loi.

- Regroupement des CRP Gabriel Lippmann et Henri Tudor

Le projet de loi porte création d'un nouveau centre de recherche public qui regroupe, à partir du 1er janvier 2015, les activités des actuels CRP Gabriel Lippmann et Henri Tudor. Le nouveau centre de recherche public portera le nom de «Luxembourg Institute of Science and Technology», abrégé par «LIST».

- Dénominations

Dans le cadre du présent projet de loi, les différents centres de recherche publics se voient attribuer une dénomination unifiée et harmonisée, fondée sur le modèle utilisé pour le LIST, à savoir «Luxembourg Institute of …». En fait, les dénominations initialement utilisées étaient très hétérogènes, dans la mesure où elles divergeaient à la fois quant à la langue et à la visée.

Il est prévu d'appeler désormais le CRP-Santé «Luxembourg Institute of Health», en abrégé «LIH», et le CEPS «Luxembourg Institute of Socio-Economic Research», en abrégé «LISER». Les désignations anglaises sont mieux assimilables dans le contexte international de la recherche et de l'innovation; en même temps, il est clairement établi un lien avec le Luxembourg.

- Intégration de l'Integrated BioBank of Luxembourg dans le LIH

En vertu du présent projet de loi, l'IBBL (Integrated BioBank of Luxembourg) est intégrée au LIH (ancien CRP-Santé), tout en se voyant assurer le statut d'une structure clairement identifiée, pourvue d'une autonomie certaine, notamment par le biais d'une convention pluriannuelle spécifique et d'une direction autonome, étant entendu toutefois que l'IBBL fonctionne sous la tutelle du conseil d'administration du LIH.

L'intégration de l'IBBL au LIH est censée favoriser la création de synergies sur le plan financier, administratif et technique, mais aussi en matière de stockage d'échantillons pour les besoins des acteurs nationaux de la recherche. La solution retenue garantit par ailleurs à l'IBBL l'autonomie nécessaire pour exercer ses activités nationales et internationales.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 14.01.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

24.01.2013	Désignation d'un rapporteur
07.02.2013	Présentation du projet de loi par M. le Ministre
24.06.2013	Échange de vues avec des représentants du Comité regroupant les quatre CRP et l'Université du Luxembourg
10.03.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.03.2014	Continuation des travaux
27.03.2014	Continuation des travaux
24.04.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
29.09.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
18.03.2014 Explications de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, au sujet des aspects du projet de loi relevant du Ministère de la Santé

Vote en séance publique: 16.10.2014

Déchets de piles et d'accumulateurs

6663 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

Le cadmium et le mercure sont des éléments toxiques, très dangereux pour l'écosystème et la santé humaine. Leur utilisation est largement répandue au niveau de la production industrielle et les deux éléments servent notamment pour la fabrication de certaines batteries d'accumulateurs («piles rechargeables»). Ainsi, beaucoup d'outils électriques sans fil ont été alimentés par des piles bouton et accumulateurs portables contenant les éléments en question.

Or, le marché des piles bouton de l'Union européenne connaît déjà une réorientation vers les piles bouton sans mercure et des substituts sans cadmium convenant pour ces applications sont également disponibles sur le marché, à savoir les technologies nickel-hydrure métallique et lithium-ion.

Pour diminuer progressivement la quantité de cadmium rejetée dans l'environnement, la directive 2013/56/UE prévoit l'interdiction de l'utilisation du cadmium dans les piles et accumulateurs portables destinés à être utilisés dans des outils électriques sans fil. Cette même directive généralise également l'interdiction de la commercialisation de piles bouton dont la teneur en mercure dépasse 0,0005% en poids.

Par ce projet de loi ladite directive 2013/56/UE est transposée en droit national. Cette même directive adapte la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs transposée en droit national par la loi du 19 décembre 2008, qui fut amendée par la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Le présent projet de loi modifie donc la loi modifiée du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 10.03.2014
Rapporteur: M. Claude Adam

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
30.04.2014 Désignation d'un rapporteur
28.05.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.10.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
28.05.2014 Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 16.10.2014

Ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg

6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg-Phase I)

Le projet de loi 6669 a pour but de compléter l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire par un point 31 permettant à l'État, via le Fonds du rail, de financer la première phase de construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg pour un montant de 292.013.570 €.

L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.03.2014
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Madame Josée Lorsché):
04.06.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.09.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.10.2014

www.chd.lu

Institut Max Planck Luxembourg

6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

Le présent projet de loi entend donner une base légale au financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law. Il prévoit que l'État luxembourgeois est autorisé à subventionner la Max Planck Institute Foundation Luxembourg, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités de l'institut précité, étant entendu que ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1er octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1er janvier 1948.

Le 20 mai 2009, l'État a en effet signé une convention de coopération avec la Société Max Planck pour la promotion des sciences (Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.) en vue de la création, au Luxembourg, d'un Institut Max Planck dans le domaine du droit procédural et conformément aux critères de qualité qui prévalent dans la société précitée. Cet accord de coopération est complété par un contrat de financement signé par les deux parties respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

Pour l'État luxembourgeois, la création d'un tel institut s'inscrit dans une démarche qui consiste à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un établissement prestigieux, qui permet également de donner une visibilité accrue au Luxembourg comme site de recherche. Au surplus, un choix judicieux de la thématique de recherche doit permettre un «clustering» de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe à la fois les activités de l'institut et celles de l'Université du Luxembourg, de sorte que le premier contribue au développement de la seconde.

La forme juridique de l'institut est celle d'une fondation de droit luxembourgeois, et ce pour bien documenter l'ancrage de l'institut dans le paysage luxembourgeois de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Une deuxième caractéristique de l'institut est son ouverture internationale.

L'institut a commencé ses travaux en automne 2012. Le nouvel établissement est le premier Institut Max Planck de recherche juridique établi en dehors du territoire allemand. La recherche de l'institut se réalise dans trois départements et porte sur:

- le règlement des différends en droit international public,

- le droit européen et comparé de la procédure civile,

- le droit procédural réglementaire.

L'institut est structuré autour de trois directeurs de programme. Au cours de sa première phase d'établissement, l'institut a réussi à regrouper une équipe d'environ 35 chercheurs et employés issus des différents États membres de l'Union européenne. Une fois son rythme de croisière atteint, il verra plus de 120 chercheurs à son actif, dont un nombre important en formation doctorale.

Quant aux ressources financières de l'institut, le contrat de coopération prévoit un financement étatique à 100%. Il a été conclu à durée indéterminée. En cas de résiliation, cette dernière ne peut se faire avant le départ à la retraite du plus jeune des trois directeurs.

Le présent projet de loi vise donc à régulariser l'octroi de la subvention annuelle en question, conformément à l'article 99 de la Constitution et à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Compte tenu de la clause de résiliation susmentionnée prévue dans le contrat de coopération, l'échéance de trente ans a été inscrite dans le texte de l'article unique du projet de loi.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 09.04.2014
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):
29.09.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.10.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.10.2014

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20h00 et 22h00 les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

SÉANCE 3

JEUDI,
16 OCTOBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I)

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank (M. François Bausch intervient), M. Roger Negri, M. Gusty Graas (interventions de M. Alex Bodry et de M. Eugène Berger), M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015

- *Mme Diane Adehm - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 6527 - Projet de loi

1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;
2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Roy Reding (demande d'un vote séparé sur l'article 7), M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel, M. Gast Gibéryen*
- *Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi (adopté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Roger Negri, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6663 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 19 décembre 2008
   a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs
   b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Claude Adam*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser (interjection de Mme Nancy Arendt)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Bausch, Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Domat ass eis Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Dat ass net de Fall.

Da kënne mer direkt an eisem Ordre du jour virufueren. Eisen éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet 6669, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schinneninfrastruktur wéinst dem Bau vun enger neier Linn tëschent der Stad a Beetebuerg.

Dee Punkt duerno ass de Projet iwwert d'Organisatioun vun de Centres de recherche publics.

Bei dësem Projet ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt… - Dir fannt dat an Ärem Dossier. Rapportrice vum Projet ass déi honorabel Madame Josée Lorsché. An d'Madame Lorsché huet direkt d'Wuert.

2. 6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I)

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nom Projet vum Tram, dee viru véier Méint an enger Woch mat enger grousser Majoritéit heibanne gestëmmt ginn ass, komme mer haut bei e weidere Projet am Beräich vun der Mobilitéit. Grad wéi de Projet vum Tram ass och dëst e Projet, deen dem Mobilitéitskonzept MoDu Rechnung dréit, e Konzept, wat vum fréiere Minister Claude Wiseler ausgeschafft ginn ass an awer och de Virstellunge vun der aktueller Regierung entsprécht. D'Eisebunn ass d'Réckgrat vun deem ganze System; schonn eleng e Grond, firwat dëse Projet eng grouss Wichtegkeet huet.

Konkret geet et beim Projet de loi 6669 ëm d'Konstruktioun vun enger zweeter duebelgleiseger Eisebunnslinn tëschent der Beetebuerger an der Stater Gare an dat Ganzt op enger Längt vu 17 km (veuillez lire: vu 7 km). De Käschtepunkt läit bei ganzer 272.013.570 Euro (veuillez lire: 292.013.570 Euro). Dëse Montant läit iwwregens 62 Milliounen iwwert deem, dee mir op dëser Plaz fir den Tram gestëmmt hunn. Schonn eleng dat beweist, datt dëse Projet eng grouss Envergure huet.

De Projet de loi 6669, deen dat modifizéiert Gesetz vum 10. Mee 1985 (veuillez lire: 10. Mee 1995) eng weider Kéier modifizéiert, ass den 19. Mäerz 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. De 25. Mäerz 2014, also knapp eng Woch nom Dépôt, huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce datéiert vum 15. Mee 2014. De 4. Juni 2014, zoufällegerweis um historeschen Dag vum Vote vum Tram, huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert a während därselwechter Sëtzung huet d'Kommissioun sech souwuel mat der Ausféierung vum Bauprojet wéi och mam Avis vum Statsrot befaasst.

Ier ech op déi zwee virleiend Avisen aginn, wéilt ech de Projet kuerz beschreiwen, wéilt en awer och an de Gesamtkontext vun der Lëtzebuerger Mobilitéitspolitik setzen.

D'Streck tëschent Beetebuerg an der Stad Lëtzebuerg ass 1859 a Betrib gaangen. Ee Joer duerno, 1860, ass se iwwert d'Beetebuerger Gare mat Esch-Uelzecht verbonne ginn a schliisslech am Joer 1883 och mat Diddeleng, wou awer leider vun do u keen Ausbau méi stattfonnt huet, ausser, datt zu Diddeleng dräi zousätzlech Haltestellen installéiert gi sinn. Dat war an den 1980er an 1990er Joren.

Haut assuréiert dës zentral Streck tëschent Beetebuerg an der Stad déi international Zuch- an also och TGV-Verbindungen tëschent Lëtzebuerg a Frankräich an awer och doriwwer eraus a Richtung Schwäiz an Italien. Si ass och d'Kärstéck vun de regionale Verbindungen aus der Haaptstad a Richtung Esch-Uelzecht, Bieles, Rodange, Athus a Lonkech, grad wéi och a Richtung Diddeleng, wéi gesot, a Volmerange-les-Mines.

Am grenziwwerschreidende Beruffsverkéier spillt dës Streck natierlech eng bedeitend Roll, mä leider, dat ass bekannt, gëtt d'Capacitéit der Demande ëmmer manner gerecht. Zu Spëtzestonne platzen d'Zich aus allen Néit. Doriwwer eraus kënnt et awer och regelméisseg zu Verspéidungen oder Ausfäll, soudatt et feststeet, datt de Réseau de Moment komplett iwwersiedegt ass.

Wann een da bedenkt, datt net méi wéi 10% vun de Leit mam Zuch op d'Aarbecht fueren an datt d'Strategie vum MoDu dora besteet, en „modal split" vu 25% a méi fir den éffentlechen Transport ze erreechen, da kënnt een zur Konklusioun, datt kee Wee laanscht den Ausbau vun der Streck féiert. Dëst ëmsou méi, well virun allem d'Regioun ronderëm Esch a Belval mat der Uni Lëtzebuerg sech souwuel demografesch wéi och ekonomesch a kulturell wäert zolidd weiderentwéckelen an ëmmer méi Leit, zemools och Studenten, op gutt Zuchverbindungen a Richtung Haaptstad an zréck ugewise sinn. Esou vill emol zum Persounentransport.

Et geet bei dësem Projet awer natierlech och ëm d'Verbesserung vum Giddertransport, dem sougenannten „fret ferroviaire", dëst am Hibléck op den Ausbau vum Containerterminal Multimodal an dem Logistik-Hub um Site vun der fréierer WSA tëschent Diddeleng a Beetebuerg, woubäi ech wëll betounen, datt hei net nëmme Beetebuerg betraff ass, et geet och ëm Diddeleng.

(Brouhaha et interruptions)

Dës zwee Projeten hänken ee wéi deen anere vu performanten an effikasse Verbindunge mat Däitschland, de Benelux-Länner a Frankräich of, wa se sollen e Succès ginn.

Méi performant an effikass gëtt d'Streck awer natierlech nëmmen, wa méi Zich fuere kënnen. Dozou e puer Zuelen, déi d'Richtung uginn: D'Verduebelung vun de Gleiser vun zwee op véier erlaabt eng Erhéijung vun aktuell 293 Zirkulatiounen am Dag op ganzer 455 Zirkulatiounen, wat eng Steigerung vu 55% bedeit. Quitte datt dës Zuel net direkt erreecht gëtt oder erreecht muss ginn, ass et awer wichteg, eng sougenannt „réserve de capacité" opzebauen, fir d'Organisatioun a Spëtzestonnen ze vereinfachen, Verspéidungen ze verhënneren an natierlech och den Entretien op der Streck ze garantéieren.

Ech kéim dann zum Zäitplang vun der Ëmsetzung an zu den ëmweltpoliteschen Aspekter vun dësem Projet. Am Kader vum Avant-projet sommaire, dem APS, sinn insgesamt dräi Varianten analyséiert ginn. An deem Kontext sinn och dräi Impaktstudien duerchgefouert ginn, déi eng a puncto Ëmweltverträglechkeet, déi zweet a puncto Sécherheet an déi drëtt a Form vun enger Étude comparative.

Am Joer 2007 huet eng ëffentlech Consultatioun an der Stad Lëtzebuerg stattfonnt, dann awer och an de Gemenge vun Hesper, vu Réiser a vu Beetebuerg. Op Basis vun dëser Consultatioun ass déi virleiend drëtt Variant zréckbehale ginn.

Déi genannt Etüd a puncto Inzidenzen op d'Ëmwelt koum zur Konklusioun, datt de Bau vun der Streck noutgedrongen eng Rei oppen Agrarflächen an zum Deel och Bëschparzellen, Mardellen, Hecken a Sträicher wäert zerstéieren. Donieft zitt déi geplangt Linn sech och duerch eng Zone de protection spéciale, an zwar am ieweschten Uelzechtdall, am Norde vu Beetebuerg, an dat op enger Längt vu ganzer 550 m. Eng zweet Schutzzon läit op der Héicht vun der Kockelscheier an dréit den Numm „Kockelscheuer-Étangs".

Insgesamt beleeft den ekologesche Bilan sech op e Minuswäert vu 5,4 Millioune Punkten, wat net näischt ass. Deem géigeniwwer stinn awer da Kompensatiounsmoossnamen, déi e Wäert vu 5,9 Millioune Punkten erreechen an deemno e gewësse Spillraum erlaben am Fall, wou déi eng oder aner Mesure net zu 100% kann duerchgefouert ginn.

Konkret besteet d'Kompensatioun aus der Schafung vu Biotopen, der Beplanzung vu verschiddene Fläche mat Beem an der Renaturéierung vun der Uelzecht an der Bibeschbaach.

Um Niveau vun der potenzieller Lärmbelästegung gëtt eng Etüd duerchgefouert, déi sech virun allem op d'Entrée vu Beetebuerg konzentréiert, awer och insgesamt op déi ganz Streck, an déi jee no Resultat zu den néidegen - a vill verlaangten, muss ech betounen - Lärmschutzmoossname wäert féieren.

En anere wichtege Volet ass natierlech dee vum Bauschutt, de sougenannten „déchets inertes", déi an der Lescht zu Lëtzebuerg jo scho fir verschidde Problemer gesuergt hunn. Bei grousse Bauprojete falen déi noutgedrongen an d'Gewiicht. Bei dësem Projet erreeche se ganzer 955.000 m^3.

Kuerz résuméiert kann ee soen, datt et sech heibäi ëm dräi Zorte Bauschutt handelt, jee no Belaaschtung vum Buedem mat Hydrocarbures. Am Fall vun enger staarker Belaaschtung gëtt den ofgedroene Buedem a spezialiséierten auslänneschen Anlagen entsuergt. Dat sinn am Ganze 14% vum Buedem respektiv 138.000 m^3.

Bei mëttlerer Belaaschtung kënnt de Buedem op eng national Décharge. Dee Volume läit bei 216.000 m^3 respektiv bei 23%. Hei stellt sech natierlech d'Fro vun zousätzleche Bauschuttdeponië fir eist Land, eng Fro, déi och an der Kommissioun opgeworf ginn ass.

Bei gerénger Belaaschtung dann, an dat ass dee gréissten Deel vum Buedem, do läit d'Belaaschtung bei net méi wéi 100 mg Hydrocar-

bure um Kilo. Dee Schutt wäert um Site selwer als Remblai benotzt ginn. De Volume läit hei bei 435.000 m³ respektiv bei 63% vum gesamte Buedem, deen ofgedroe gëtt. Dat ass also wäit iwwert d'Halschent.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verschounen lech vun den techneschen Ausféierungen, déi gi wierklech ganz wäit, do bräicht ech vill méi laang. Dir fannt se am Dokument vum Gesetz respektiv och a Form vu Résumé a mengem schréftleche Rapport.

An e puer Wierder kann een awer soen, datt ganzer aacht Iwwerquerunge musse gebaut respektiv renovéiert ginn. Enner anerem soll eng nei Eisebunnsbréck an der Proximitéit vum Autobunnkräiz südlech vum Houwald entstoen, an eng aner a Form vun engem sougenannten „saut-de-mouton" am Norde vu Beetebuerg. Dat ass eng technesch Erausfuerderung, géif ech emol mengen. Hei wäert déi nei Linn déi bestoend Linn kräizen.

Déi geplangten Exploitatioun gesäit vir, datt d'Majoritéit vun den Zich, déi aus Richtung Esch kommen, op där scho bestoender Linn fuere mat engem Halt zu Bierchem, woubäi an der Kommissioun och d'Fro vun der Renovatioun vun der Gare vu Bierchem opgeworf ginn ass. Ech denken, datt verschidde Riedner nach drop wäerten agoen. Ech weess net, ob se Satisfaktioun kritt hunn.

D'Zich, déi aus Frankräich kommen, benotzen déi nei Linn ouni Halt tëschent Beetebuerg an der Stad, woubäi eng ganz Rei Zich aus dem Süde bis op den Arrêt Pont Rouge wäerte weiderfueren, wou se iwwert de Funiculaire, dee geplangt ass, mam Tram a Richtung Kierchberg wäerte verbonne ginn. Dat erlaabt natierlech d'Entlaaschtung och vun der Stater Gare.

Wéi uganks gesot, handelt et sech ëm déi éischt Phas vun der Konstruktioun, déi bis zum Joer 2020 realiséiert soll ginn. Déi zweet Phas wäert an zwee weidere Gesetzesprojeten definéiert ginn. En éischte bezitt sech op de Finanzement vun der definitiver Ubannung vun dëser Linn un d'Uertschaft Beetebuerg mat der kompletter Renovatioun vun der Beetebuerger Gare, déi momentan alles aneschters wéi behënnertegerecht a benotzerfrëndlech ass. Och dat ass an der Kommissioun gesot ginn.

En zweete Gesetzesprojet betrëfft dann déi definitiv Ubannung un de Quartier Houwald, mam Aménagement vun engem zweete Quai um zukünftege Pôle d'échange Houwald. Dës zwee zousätzlech Projeten zu dësem Projet wäerten an de Joren 2021 bis 2024 realiséiert ginn. Mir hunn also nach vill ze schaffen.

Zum Avis vum Statsrot gëtt et hei ausnahmsweis guer net vill ze soen. Déi héich Kierperschaft huet den Avis, wéi gesot, schonn no enger Woch ofginn. Si steet dem Bau vun dëser Streck ganz positiv vis-à-vis an huet eigentlech just bemängelt, datt weder am Titel nach am Artikel 1 drop higewisen ass, datt et sech just ëm déi éischt Phas géif handele vun engem gesamte Projet. Deem huet d'Kommissioun Rechnung gedroen, andeems se décidéiert huet, déi éischt Phas souwuel am Intitulé wéi och am éischten Artikel anzeschreiwen.

D'Chambre de Commerce war méi nuancéiert. Si huet hirersäits eng ganz Rei positiv Punkten ervirgehuewen a betount, datt den Ausbau vun der Streck eng wichteg Konditioun ass fir d'Ekonomie vum Land, awer och, fir d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien an eigentlech eng nohalteg Entwécklung vum Land laangfristeg ofzesécheren.

Op eenzelne Punkten huet d'Chambre de Commerce eigentlech sech ganz kritesch geäussert. Hir Kritik bezitt sech an éischter Linn op d'Tatsaach, datt am Virfeld net all d'Zousazkäschte vun dësem Projet berechent gi sinn. Esou sinn zum Beispill d'Käschte vun der zweeter Phas, déi ab 2021 soll gebaut ginn, net a Betruecht gezu ginn. Dat sinn ënner anerem d'Käschten och vu verschiddenen Etüden, déi musse gemaach ginn, oder d'Käschten, déi duerch d'Acquisitioun vu Privatterrainen entstinn. Dat alles ass net detailléiert opgelëscht ginn an dat war Objet vun der Kritik.

An deem Sënn huet d'Chambre de Commerce sech da Suerge gemaach iwwert d'Finanzéierbarkeet vun dësem Projet inklusiv der zweeter Phas an huet vun der Regierung méi eng strukturéiert, effikass a méi eng transparent Approche bei de Planunge vu grousse Bauprojete gefuerdert. Doriwwer eraus huet d'Chambre de Commerce méi detailléiert Informatiounen a puncto Kompensatioun verlaangt an huet gefuerdert, datt den Hotelkomplex vu Léiweng net ënnert dem Kaméidi soll leiden.

Erlaabt mer zum Schluss e puer Wuert nach zu de Froen, déi an der Kommissioun zousätzlech opgeworf gi sinn. Op d'Fro vun der Acquisitioun vun den noutwendegen 52 ha hunn déi Responsabel vun den CFL a vum Ministère eis matgedeelt, datt schonn iwwert d'Halschent vun den Terrainen Objet si vun engem Compromis de vente un de Stat an datt d'Verhandlunge mat de Propriétairen ënnert dem Stréch ganz positiv verlafen, woubäi ee muss wëssen, datt och Geschäftsleit dorënner sinn an et natierlech net einfach ass, einfach esou deenen e Geschäft ewechzehuelen, wann een net direkt eppes kann amplaz setzen. Mä wéi gesot, d'Verhandlunge schénge gutt ze verlafen.

Des Weideren ass an der Kommissioun op d'Problematik vun de Passages à niveau higewise ginn, déi op vill befuerene Strecken zu ëmmer méi Problemer féieren, haaptsächlech och a gréisseren Uertschafte wéi zu Diddeleng, wou dee Problem sech ganz zolidd stellt; deelweis och zu Beetebuerg, awer och an den Uertschafte ronderëm Esch-Uelzecht a Belval an doriwwer eraus. D'Kommissioun huet versécher kritt, datt d'CFL op de Wee ginn, fir d'Passages à niveau lues a lues ze supprimëieren, queesch duerch d'Land, iwwerall do, wou sech Problemer stellen.

An hei ass d'Fro dann opgeworf ginn, wéi et mat der Zoustännegkeet vum Stat ass bei den Eisebunnsbrécken, déi gebaut ginn, wann e Passage à niveau soll supprimëiert ginn. Wou hält d'Zoustännegkeet vum Stat op a wou fänkt d'Zoustännegkeet vun de Gemengen un? Dat war Objet vun enger längerer Diskussioun.

Op den Incident vun der Eisebunnsbréck, déi den 10. Juli 2014 zu Beetebuerg an e Koup gefall ass, ginn ech op dëser Plaz net an, et gehéiert wierklech net zum Projet. Ech wéilt awer drop hiweisen, datt d'Nohaltegkeetskommissioun doropshin décidéiert huet, sech méi am Detail mat den Evakuatiounspläng vun de Rettungsdéngschter am Fall vu gréisseren Accidenter um Niveau vum Eisebunnsréseau ze befaassen. Ech kucken op mäin Noriedner, dee wahrscheinlech och do nach eppes zum Eislek wäert soen, wou ganz vill Eisebunnstunnele sinn, an och do muss een driwwer schwätzen, wéi et do ausgesäit, wann en Accident geschitt.

Ofschléissend wéilt ech der vill beschäftegter Sekretärin vun der Nohaltegkeetskommissioun, der Madame Rachel Moris, e grousse Merci ausdrécken, grad wéi och de Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun den CFL a vum Nohaltegkeetsministère, déi eis an de Kommissiounssëtzunge Ried an Äntwert stoungen op eng ganz kompetent a fair Aart a Weis.

An net ze vergiessen och e Merci un d'Membere vun der Kommissioun fir hir konstruktiv Mataarbecht, wou ech ëmmer erëm als Presidentin d'Gefill hunn, datt mer do zesummen un engem Strang zéien, fir d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien.

Domat ginn ech an engems den Accord vun der grénger Fraktioun, an der Hoffnung natierlech, datt dëse Projet de loi grad wéi dee vum Tram an dee vum Arrêt Pont Rouge viru véier Méint eng grouss Zoustëmmung heibanne fënnt. Nom Budget, dee gëschter virgestallt ginn ass, gesi mer elo, wat mat deem ville Geld, wat investéiert gëtt, geschitt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Rapportrice. Nächsten oder éischte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt mäi Merci un d'Rapportrice vun dësem Projet respektiv d'Presidentin vun eiser zoustänneger Kommissioun, d'Josée Lorsché, fir hiren ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport - obwuel se sech zwou Minutte weider gewënscht hätt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Déi d'Madame Rapporteur och kritt huet.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Voilà! De Projet 6669 reit sech an an d'Emsetzung vun der globaler Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit fir Résidenten a Frontalieren, déi sougenannten „MoDu", déi am Abrëll 2012 vum deemolege Minister, dem Claude Wiseler, presentéiert gouf. Ech soen et nach eng Kéier, well et esou schéin ass, och e bëssen aus Nostalgie, déi matkléngt.

Mä ech wollt virun allem awer drun erënneren, datt déi national Mobilitéitsstrategie jo dorop baséiert, datt een eng integrativ Approche gemaach huet mat enger ganzer Panoplie vu Mesuren, déi festgeschriwwe goufen an déi eng Äntwert sollen duerstellen, wéi mer eis dann eng nohalteg Mobilitéit zu Lëtzebuerg an der Zukunft virstellen. An do gehéiert natierlech virun allem d'Fërdere vum ëffentlechen Transport oder och enger Mobilité douce derzou. Mä virun allem gehéiert awer och derzou, datt d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg mat der ekonomescher an der urbaner Entwécklung zu Lëtzebuerg Schratt hält. Dat ass, mengen ech, e ganz wesentlechen Aspekt.

An déi Strategie - also d'MoDu - gouf och esou konzipéiert, datt se complémentaire zum Plan sectoriel «Transports» ass, deen op senger Säit jo méi detailléiert eng Partie Projeten a Mesurë beschreift, déi ee muss huelen an déi e Cadre réglementaire jo brauchen, fir mat deene verschiddene Phasen och herno d'Emsetzung vun der Mobilité durable fäerdegzebréngen.

Zu dësem Konzept gehéieren natierlech jo och d'Busnetzer, den Auto, de Vëlo, den Tram an Zukunft, mä virun allem eben och eist Eisebunnsnetz, wat jo ganz kloer d'Réckgrat gewëssermoosse vun eiser Mobilitéit soll duerstellen. An domat sinn ech beim Projet vun haut de Mëtten, well d'Eisebunnslinn Lëtzebuerg-Beetebuerg jo e ganz wesentleche Maillon an dem Eisebunnsnetz vun eisem Land duerstellt.

Dës Linn war iergendwann, et ass gesot ginn, saturéiert respektiv débordéiert, besonnesch an de Spëtzestonnen. A virun allem entsprécht dës Linn eben net de Viraussetzungen an de Kritäre vun der Mobilité durable an och net der Augmentatioun vum Fret a Relatioun mam Projet multimodal tëschent Beetebuerg an Diddeleng.

An déi wichtegst Objektiver goufen och vun der Rapportrice elo opgezielt, nämlech méi eng performant Ubannung natierlech un d'Stad Lëtzebuerg, notamment den Houwald, mä besonnesch eben och a Richtung Süde vun eisem Land. A virun allem geet et natierlech hei och ëm déi grenziwwerschreidend Verbindunge mam Ausland, besonnesch der Lorraine - den TGV ass schonn ernimmt ginn -, respektiv ëm de Fret-Verkéier tëschent Däitschland, Benelux an anere Länner.

Ganz am Ufank vun der Konzeptioun gouf et méi Varianten an et ass sech dunn no der Consultatioun mat der Gemeng Lëtzebuerg, mat Réiser, mat Hesper a Beetebuerg fir eng bestëmmten décidéiert ginn.

Am Detail - op deen ech awer net aginn, just résuméiert - gesäit deen aktuelle Projet, deen am Mäerz an der Chamber déposéiert gouf, folgend Projeten op eisem Zuchréseau vir: déi éischt Phas, effektiv de Bau vun der Linn, zweespureg, 7 km laang. An déi nei Zuchstreck wäert dann och d'Haaptstreck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg fir eben d'Héichgeschwindegkeets- an d'Gidderzich duerstellen, mat spéider enger Ubannung vum Pôle d'échange Houwald iwwert d'Autobunn A3 bis da schlussendlech an d'Beetebuerger Gare.

Déi dräi Objektiver nach eng Kéier kuerz ernimmt: d'Verbindungen - hunn ech scho gesot - tëschent der Stad an dem Süden, mä virun allem, datt och dësen Zuchprojet, dëse Streckeprojet e ganz wichtegen Investitiounsprojet fir eist Land duerstellt - ech mengen, dat kann een net dacks genuch soen - am Sënn, datt d'Capacitéit vum Gidderverkéier intensivéiert gëtt an datt dës Eisebunnsstreck jo een Deel vun där europäescher Nord-Süd-Achs duerstellt, vun Holland bis an Italien.

Ech brauch elo net drop anzegoen, d'Rapportrice huet dat gesot, datt d'Capacitéit vum Schinnennetz tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg quasi verduebelt gëtt. D'Vitesse kann op 160 km/h eropgesat ginn. Dat reduzéiert natierlech d'Zäit, fir ze fueren, an dëst eben och am Kontext mat der Verbindung vum TGV.

Entspriechend där aktueller Planung wäerten déi Aarbechte jo och relativ séier ugoen, denken ech: 2015 bis 2020 war gesot.

De Projet gesäit dann an enger zweeter Phas och d'Erneierung vun der Beetebuerger Gare vir, an dat ass bestëmmt kee Muttwëll! Ech hat elo eng Kéier d'Geleeënheet, well ech jo vill mam Zuch fueren, eng Kéier d'Méiglechkeet, do zu Beetebuerg erauszeklammen. A wann ee gesäit, wann een do erausklëmmt - et ass kee Lift do -, wa virun allem natierlech Frae mat Kutsche kommen - ech wëll net vun deene Leit am Rollstull schwätzen! -, da muss ee quasi hëllefen, fir dann erof an de Souterrain an déi aner Säit erëm erop. An dat ass eigentlech, besonnesch fir esou eng Gare, wou ganz vill Zich awer kommen, wéi Beetebuerg, net méi zäitgemëiss!

Et ginn där Garen natierlech nach am Land, mä wéi gesot, et ass also wichteg, datt hei eppes geschitt, datt un de Quaie geschafft gëtt, datt, wéi gesot, och Leit mat ageschränkter Mobilitéit do den Accès méi liicht gemaach kréien. Datselwecht gëllt och fir Leit, déi net gutt gesi respektiv blann Leit, datt och d'Quaien esou équipéiert ginn, datt déi Leit den Accès méi liicht gemaach kréien.

Dëst ass also insgesamt e ganz ambitionéierte Projet, natierlech och een, deen en Impakt op d'Natur huet. Dat huet d'Rapportrice am Detail skizzéiert, dat brauch ech deemno net ze maachen. Ech sinn awer ganz frou, datt ech nach e bëssen dermat ze dinn hat, datt eben och déi Renaturéierunge geschéien um Niveau vun der Uelzecht a vun der Bibeschbaach, mat och Opforstungen a virun allem och, datt gekuckt gëtt - an dat soll jo ëmmer gemaach ginn, dat ass an der Vergaangenheet och gemaach ginn -, datt een d'Vermeidung vu Bauschutt a priori kuckt an duerno méi genee dann analyséiert, wat ee mat deem, deen noutgedrongen ufält, wat een da mat deem mécht.

Dann och d'Konklusioune vun enger Etüd, enger akustescher Etüd, wou een dann herno muss kucken, wat muss vun Écrans antibruit opgeriicht ginn, fir och de Kaméidi an deem Kontext esou gutt wéi méiglech anzedämmen.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, couvréiert selbstverständlech just déi Fraisë vun der éischter Phas. Dat ass och nach eng Kéier gesot ginn um Niveau vun dem Statsrot. Dann ebe spéider och d'Ubannung un d'Plattform vum Houwald respektiv d'Gare zu Beetebuerg.

Ech wollt dann, Här President, virun allem awer och soen, datt mir als Fraktioun ganz gären dëse Projet haut stëmmen, well en eben e wichtege Maillon an deem Mobilitéitskonzept MoDu duerstellt. An ech ginn och elo direkt den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wollt awer nach zum Schluss zwou Froen un den Nohaltegkeetsminister stelle respektiv och eng Feststellung lassgi respektiv eng Erënnerung lassginn. An zwar ass och déi Fro - déi fënnt sech am Kader erëm vun dem Mobilitéitskonzept -, déi éischt Fro, Här Minister Bausch...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Entschëllegt eng Sekonn!

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Nohaltegkeetsminister, de Riedner ass amgaangen, eng Fro un Iech ze stellen, an ech wollt sécherstellen, dass Der se och héiert.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Den Här Bausch mécht Multitasking: En héiert an e schwätzt an engems.

Déi éischt Fro: Mir hu jo virun der Vakanz en anere wichtege Projet aus der MoDu gestëmmt, nämlech dee vum Arrêt Pont Rouge, an ech wollt éischtens emol wëssen, wéini datt et mat den Aarbechten ugeet. Oder ass et schonn ieren ugaangen, d'Ariichtung vum Chantier an esou weider? Ech froe ganz bewosst, well dat jo och en Impakt dann huet op de Verkéier op der Nordstreck.

Dann déi zweet Fro, do wollt ech wëssen, wéini de Projet de loi vum Pôle d'échange multimodal vun der Gare Ettelbréck déposéiert gëtt. Ech denken, datt dat och net méi allze laang dauert. Ech weess, datt eng Presentatioun ass. Ass en déposéiert?

(Assentiment)

Ah, well ech hunn nämlech de Moien nach nogekuckt, ech hunn dat net fonnt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Juli..., August! Am August déposéiert.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Am August déposéiert ginn. Ma desto besser! Et ass eng Presentatioun, hunn ech gelies, elo an deenen nächsten Deeg och, zu Ettelbréck.

Da wollt ech awer nach zum Schluss esou eng Aart Ceterum censeo lassginn, d'Madame Rapportrice huet dat ugeschwat, mir hunn eben och an der Kommissioun am Kontext vun deem Projet dat diskutéiert: Et ass drëm gaangen, iwwert d'Plans d'urgence an d'évacuation, wann ee gréisseren Onfall mat engem Zuch geschitt. An ech sinn och frou, datt eis Presidentin dat elo och den 21. Oktober op den Ordre du jour gesat huet. Mä ech wollt wësse vum Nohaltegkeetsminister, ob mer elo do och dann dee Plang op den Dësch geluecht kréien, dee versprach gi war am Fréijoer, dee Plang nämlech: Wat geschitt, wann e gréisseren Accident an den Tunnelen am Norden oder souguer tëschent den Tunnele geschitt?

Déi Tunnelen, dat si schwaarz Lächer, déi kann een net mat engem Autos- oder Autobunnstunnel vergläichen. A souguer tëschent den Tunnelen, do kënnt keng Ambulanz bäi, do kënnt keen Helikopter bäi! An do muss ee wierklech preparéiert sinn, ob dat een extraen Zuch ass, fir d'Interventiounen ze maachen am Katastrophefall, oder wat och ëmmer. Mä et muss ee preparéiert sinn! An ech wëll mer net virstellen, wat passéiert, wéi gesot, wann do - an och d'Asazkräften, wéi eng Méiglechkeeten datt déi hunn -, wann eng Kéier do en Accident geschitt. An dofir wollt ech och wëssen, ob mer do Satisfaktioun kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Marco Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech der Présidente-rapportrice Josée Lorsché Merci soe fir hir exzellent Rapporten, dee schréftlechen an dee mëndlechen. Si war esou komplett, dass ech versichen, elo net alles erëm ze widderhuelen, mä einfach eng Partie Iwwerleeungen iwwert den Nord-Süd-Eisebunnsréseau hei zu Lëtzebuerg unzestellen.

Als LSAP wäerte mir dëse Projet och selbstverständlech mat ënnerstëtzen, dëse Projet, deen am Kader vun der „loi-cadre", wéi dat heescht, vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukture geschafe ginn ass. Dat hei ass de Projet Nummer 31, dat heescht, et ass eng Loi-cadre, wou jeeweils déi Eisebunnsinfrastrukturprojeten ëmmer bäigesat ginn. Dat huet den Avantage, dass een eng gewëssen Iwwersiicht behält iwwert dat, wat um Eisebunnsinfrastrukturréseau geschitt. Et ass also net permanent eng Modifikatioun vun de Gesetzer, mä et ass eng Loi-cadre fir d'Eisebunnsinfrastruktur.

Mat dem Projet de loi vun haut, also dem Bau vun enger neier, zousätzlecher duebelgleiseger Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg, gëtt an der Eisebunnsinfrastruktur hei zu Lëtzebuerg de Krees vun dräi grousse Projeten zougemaach, déi ufanks 2000, un der Schwell vum neie Jorhonnert, sech als ëmmer méi néideg erwisen hunn, fir den zukünftegen Ufuerderunge vum ëffentlechen Transport op der Eisebunn gerecht ze ginn.

Niewent der neier Streck vu Beetebuerg an d'Stad sinn dat d'Zweegleisegkeet vun der Péitenger Streck, déi jo säit zwee Joer realiséiert ass, an als drëtte Projet d'Verduebelung vum Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg mat der Realisatioun vun engem zweete parallelle Viaduc an dem Talus hannendrun, oder wéi et op der Eisebunn genannt gëtt, dem „Perré" Richtung Cents-Waasserbëlleg. Déi Aarbechte si voll amgaangen an dee Viaduc an dee Perré sinn ee vun deene spektakuläersten, schwieregsten an och zouginnermoossen deieren - a ganz deieren - Eisebunnsprojeten nom Bau vun den Eisebunnsinfrastrukture virun 150 Joer.

Den Tram an der Stad, och wann en net zur Eisebunnsinfrastruktur gehéiert an och dofir net an där Loi-cadre steet, wëll ech awer och nach zu deem Ganzen derzouzielen.

De Bau vun enger neier Eisebunnsstreck ass och säit de Grënnerzäite vun der Eisebunn hei zu Lëtzebuerg, bis op déi eng oder aner Ausnahm, net méi realiséiert ginn. Wéi eis Rapportrice et gesot huet, hu mir aus dem Süde vum Land Richtung Stad Lëtzebuerg scho säit ville Jore mat enger - jo, et kann ee soen - „Iwwersaturatioun" vun de Capacitéite vun der aktueller Eisebunnslinn zwësche Beetebuerg a Lëtzebuerg-Houwald ze dinn.

Et geet also drëm, fir déi nach ëmmer méi wuessend Nofro aus Frankräich, an dat net nëmme fir den TGV, mä och fir déi de Moment ronn 60.000 franséisch Frontalieren, esou wäit wéi méiglech op den Zuch ze drainéieren. An dat gëllt och fir de Gidderverkéier, fir den Intermodal-Hub vu Beetebuerg Richtung Süde vun Europa, dee jo och elo nach zousätzlech massiv ausgebaut gëtt. Mä déi aktuell Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg iwwer Bierchem, wéi se elo leeft, huet och den nationalen Trafic vun Esch, Audun-le-Tiche, Rëmeleng a vun Diddeleng Richtung Stad Lëtzebuerg ze assuréieren.

A wa mer d'Fallbeispill erausgräifen, esou muss et mam Bau vun der neier, zousätzlecher Streck endlech méiglech ginn, mat den Zich à destination, ouni ëmzeklammen, vun Diddeleng an d'Stad Lëtzebuerg fueren ze kënnen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ëmgekéiert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Ganz genau! Well dat Ëmklammen zu Beetebuerg - wéi gesot, aus béide Richtungen dann - ass beschwéierlech, ass onkamoud, a virun allem gëtt beim Ëmklammen a beim Waarden op den Anschlusszuch vun Esch - oder ëmgedréint dann - méi Zäit verbraucht wéi ee brauch fir den Trajet selwer!

Direkt Zich vun Diddeleng an d'Stad kéinten och dat erlaben, wat den Député-Maire vun Diddeleng, den honorabele Kolleeg Alex Bodry, a sengem leschte Gemengerot gesot huet, wann ech dat richteg gelies hunn, dass dann duerch Diddeleng...

(Interruptions et hilarité)

...dass dann duerch Diddeleng iwwert déi aktuell Eisebunn den Asaz vun engem Tram denkbar wär zwësche Volmerange bis op Diddeleng-Centre, an duerno d'Ëmklammen op en direkten Zuch Richtung Lëtzebuerg.

Dee groussen Avantage dovunner wär, dass déi onsääglech Barrièren, déi do quasi ëmmer dauernd zou sinn an de Verkéier an Diddeleng ganz blockéieren, méi oft kéinten op sinn. An dëst, well fir den Tram am Contraire zum Zuch eréischt d'Barrière vum Passage à niveau muss zougoen, wann e just virdrun ass, quasi wéi op enger normaler Stroossekräizung, elo ganz vereinfacht ausgedréckt, mä awer esou kann ee sech dat an der Praxis virstellen.

Beim Zuch nämlech, bedéngt duerch dee laange Bremswee, dee jee nodeem bis zu 1.200 m laang ka sinn, ass dat natierlech net méiglech an dat verlaangt, dass d'Barrièren zou sinn, wann en Zuch vu Beetebuerg op Diddeleng zoufiert. Da mussen all déi Barrièrë quasi zou sinn a ganz Diddeleng.

Dësen e bësse méi spezifeschen Exkurs op d'Situatioun zu Diddeleng weist awer gradesou op d'Noutwendegkeet hin, fir all déi aner bestehend Antennen am Süde vum Land, déi vu Rëmeleng, Téiteng, Kayl, Näerzeng an esou weider, bestoen ze loossen an net ze supprimëieren, well eemol ausgebaut, ass de Chaos op de Stroossen nach méi schro, wéi en elo schonn ass!

Hei kënnt dann och de Südtram an d'Gespréich, wou ee spéider vu Rëmeleng, Kayl iwwer Schëffleng, Esch op d'Uni Belval fuere misst kënnen.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Erhale vun der Antenn vun der Streck vun Dikrech op Ettelbréck. A wa mer am Norde vum Land sinn, ass am Norden op der Nordstreck ee Projet net ze vergiessen, dat ass de Bau vun engem zweete parallelle Gleis tëschent Clierf bis virun Ëlwen.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, zréck zur neier Streck iwwer 7 km vu Beetebuerg op Diddeleng (veuillez lire: op Lëtzebuerg), déi um fräie Feld „en site propre" gebaut gëtt, mat enger ganzer Partie Ouvrage-d'arten iwwert d'Autobunn an och mat enger spezieller - d'Madame Rapportrice hat dat gesot - Bréck, „saut-de-mouton", wéi dat am Eisebunnsjargon heescht. Saut-de-mouton, dat ass, wann eng Eisebunn iwwer eng aner fiert. Dat hu mer op enger eenzeger Plaz nach hei zu Lëtzebuerg, dat ass zu Gaasperech fir déi Zich, déi aus dem Triage Lëtzebuerg Richtung Péiteng an an d'Belsch fueren an déi ënnerkräizt gi vun der normaler Streck iwwert den „Escher Bierg", wéi dat op der Eisebunn heescht, vu Lëtzebuerg direkt op Beetebuerg an esou weider.

Do ginn also ganz schwéier Konstruktioune gemaach, dofir och deen héije Präis. Ech wollt, vu dass dat awer „en site propre" ass, froen - an d'Madame Rapportrice hat gesot an dat steet och am Rapport, dass eng ronn 60% vun den Terraine schonn opkaaft gi sinn, bon, da bleiwen der natierlech nach eng ganz Partie -, do wollt ech den Här Minister froen, ob dat Problemer awer ginn oder ob dat nach just de Moment eng Aarbecht ass, déi nach ze maachen ass.

Well ech mengen, et wär immens schued, wann et éischtens och misst zu Expropriatioune kommen. Well dëse Projet kann natierlech nëmmen ugefaange ginn, wann all Terraine kaaft gi sinn, well et kann ee jo net op der Eisebunn esou eng kleng Déviatioun maachen, wéi een dat eventuell op der Strooss ka maachen. Ech wëll just drun erënneren, dass déi Streck gebaut gëtt fir eng Vitesse vun 160 km/h.

De Projet de loi ass deen éischten Deel vum Gesamtprojet vun der neier Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg, wou nach zwee Gesetzer also nokomme musse fir déi jeeweileg Uschlëss un déi bestehend Streck, souwuel am Süden zu Beetebuerg wéi dann och am Norde vun där neier Streck, um Houwald.

An Dir kënnt mer et gleewen, dat wäert schwiereg a komplizéiert ginn, an domat och net bëlleg. Dofir géif ech et als sënnvoll ugesinn, Här Minister, Iech ze bieden, och déi Etüde relativ zügeg ulafen ze loossen, och wann et nach eng Partie Joren dauert, bis mer dozou kommen. Mä déi Etüde wäerten och ganz schwiereg ginn an dofir wär et vläicht sënnvoll, déi och an deenen nächste Jore bei den Etüde vun den Travaux d'infrastructures, déi mer jo ëmmer an der Chamber virum Budget genehmegen, och virzegesinn.

Här President, wa mer eist Land wëlle fit maache fir déi ekonomesch Erausfuerderunge vun der Zukunft, da brauche mer déi néideg Mobilitéitskompetenz, an dat geet nëmmen iwwert de Bau vun neien Infrastrukturen.

An do si jo an dësem Projet net nëmmen déi nei Streck an deem Eck do opgezielt, mä och de futur Pôle d'échange um Houwald, dat ass d'Dräispuregkeet vun der Autobunn zwëschen Diddeleng a Gaasperech, also Lëtzebuerg dann, d'Extensioun vun der Aire de Berchem op der Autobunn, de Réaménagement vum Échangeur op der Autobunn zu Léiweng, dann déi ugeschwat Suppressioun zu Beetebuerg vun der Barrière am Nordausgang vun der Gare Beetebuerg an dann natierlech och dee grousse Projet vun der multimodaler Plattform fir de Gütertrafic vum Norden, vun der Nordséi - iwwer Beetebuerg - Richtung Süde vun Europa. A fir dat Ganzt operationell, gutt operationell ze maache fir d'Eisebunn, muss dann och an der Gare Beetebuerg en neit Stellwierk kommen, fir dat Ganzt kënne propper a fonctionnel ze dirigéieren.

An, wéi gesot, dozou gehéiert dann och schlussendlech de Projet vun enger neier Streck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg, deem ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 9. November 1855 gouf jo u sech den Eisebunnszäitalter hei zu Lëtzebuerg agelaut, wéi en Ofkommes mat den Häre Favier a Jouve ënnerschriwwe gouf, fir datt si den Optrag kruten, fir eng Eisebunnslinn ze bauen. Den 2. Mäerz 1857 koum et dunn zur Grënnung vun der „Luxemburger Bahnbau- und Betriebsgesellschaft Wilhelm Luxemburg". A schliisslech gouf de 16. Juli 1859 provisoresch fir d'Éischt op der Zuchstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg-Diddenuewen gefuer, déi Streck, iwwert déi mer jo haut hei diskutéieren.

Deemools gouf et iwwregens och nach eng Gare zu Fenteng, déi gouf awer dunn ofgerappt. Déi gouf 1877 duerch d'Gare vu Bierchem ersat. Mat 600 km hate mer deemools iwwregens ee vun deenen dichtste Réseauen aus ganz Europa an dat war deemools natierlech schonn aussergewéinlech.

Zënter deene Pionéierzäiten huet sech d'Bild vun der Eisebunn ouni Zweifel hei zu Lëtzebuerg immens verännert. D'CFL, wéi mer se jo haut als Gesellschaft kennen, goufen duerch d'Gesetz vum 16. Juni 1947 mat enger Lafdauer vun 100 Joer gegrënnt. De Réseau hat deemools 542 km, war also nach ëmmer relativ imposant. 1974 waren et der awer schonn nëmme méi 271.

E wichtegen Datum, deen am Fong geholl och zum Rapport vun dësem Gesetz gehéiert, war den 29. September 1956. Deemools gouf nämlech d'Streck Diddenuewen-Lëtzebuerg an och a Richtung Klengbetten elektrifizéiert. An 1963 war et iwwregens eriwwer mat den Dampmaschinnen an déi goufen dunn ersat duerch déi bekannt Diesellocke vun der Serie 1800. Déi puer Zuelen hei sollen am Fong geholl beleeën, wéi u sech dann d'Bild, wéi gesot, vun der Eisebunn an deene leschte Jorzéngte sech komplett geännert huet.

Mä et muss een dat och éierlech hei soen, et goufen och Zäiten, wou d'Eisebunn u sech net esou attraktiv war a wou de Stroossebau, vu politescher Säit aus gekuckt, éischter Virrang hat. Tëschent 1950 an 1990 stoung nämlech, kann ee bal soen, d'Eisebunn éischter um Ofstellgleis an et ass wéineg an d'Infrastruktur investéiert ginn.

Et huet awer dunn, Gott sei Dank, e gewëssent Ëmdenke stattfonnt an et kann ee soen, datt an deene leschten zwee Jorzéngten dach praktesch op alle politesche Bänke sech éischter fir, wéi gesot, eng Moderniséierung vun der Eisebunn ausgeschwat ginn ass. Mam Gesetz vum 28. Mäerz 1997 hat dunn och de Lëtzebuerger Stat jo d'Gesamtschold vun der Eisebunn iwwerholl.

Et muss een och hei ënnersträichen, datt jo awer besonnesch um Niveau vun der Moderniséierung - an ech denken hei virun allem un d'Zich - an deene leschten zéng Joer dach enorm Efforte gemaach gi sinn. Ech wëll och nach eng Kéier hei drun erënneren, datt 2003 schonn en Investitiounsbudget vun 850 Milliounen zréckbehale gi war, och fir d'Sëtzplaze vun 13.000 op 29.000 ze erhéijen.

An net méi spéit wéi de leschten 29. September ass jo och déi nei Generatioun vu Motricen, KISS, presentéiert ginn an och ageweit ginn. Ech mengen, et besteet haut jiddefalls e klore Konsens um politeschen Niveau, datt mer musse verstäerkt um Niveau vun der Transportpolitik investéieren, dat natierlech och prioritär um Niveau vun der Eisebunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Virriedner hunn hei schonn zu Recht bemierkt, datt d'Streck natierlech tëschent Beetebuerg an der Stad saturéiert ass an datt dat u sech och e gutt Zeechen ass. Dat ass en Zeechen, datt verstäerkt den Zuch genotzt gëtt. Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill 2013 net manner wéi 20,7 Millioune Voyageuren transportéiert goufen. Dat waren der 4,4% méi wéi 2012. Dat ass also evident. An dorauser kann een d'Konklusioun zéien, datt d'Ugebuet vum Zuch ouni Zweifel nach muss erhéicht ginn.

Virun allem déi Zich, déi aus Richtung Frankräich kommen, iwwer Beetebuerg an d'Stad, déi sinn, loosse mer dat emol ganz gentil hei ausdrécken, net onbedéngt esou attraktiv, datt een och gären draklëmmt, well déi esou iwwerfëllt sinn, datt et net onbedéngt Spaass mécht, fir da mam Zuch ze fueren. An doweinst ass et wichteg, datt, wéi gesot, dee Projet haut hei gestëmmt gëtt, fir datt eben nei Méiglechkeete geschafe ginn, datt een och ka méi komfortabel mam Zuch vu Beetebuerg an d'Stad respektiv zréck fueren.

Et ass also och an deem Sënn interessant, datt duerch dee Projet hei nei Verbindunge kënne geschafe ginn an datt och nei Méiglechkeeten op där Streck geschafe ginn, wat virun allem, wéi gesot, den Transport vu Voyageuren ubelaangt.

Da muss een natierlech an deem ganze Kontext - an et ass och schonn hei ugeschnidde ginn - och vun deem neie Projet CFL Multimodal schwätzen, deen am Raum Beetebuerg-Diddeleng dann entsteet. Hei ass jo u sech elo en neien Zenter, dee kreéiert gëtt, fir d'Wuere verstäerkt iwwert d'Schinn ze transportéieren. Ech mengen, och dat gëtt haut net méi a Fro gestallt, datt esou vill wéi méiglech Wuere solle vun der Strooss erofgeholl ginn a sollen dann iwwert d'Schinn transportéiert ginn. Duerch deen neie Projet hei gëtt natierlech och d'Capacitéit vun CFL Multimodal bedeitend erhéicht. Ech wëll och drun erënneren, datt vun 2012 op 2013 de Chiffre d'affaires vun dësem Grupp iwwregens ëm 18,4% an d'Luucht gaangen ass.

Da gouf jo och net méi spéit wéi de leschten 2. September eng nei Linn a Betrib geholl, an zwar a Richtung Duisburg, wat u sech erlaabt, dann och de Réseau tëschent Spuenien, Frankräich an de skandinavesche Länner nach ze verbesseren. Duerch déi zousätzlech ekonomesch Entwécklung an deem Raum do - an ech denken hei natierlech och un den Eurohub - gi selbstverständlech och nei Aarbechtsplaze kreéiert, wat ouni Zweifel natierlech och e ganz groussen Avantage ass.

Ech muss allerdéngs och hei drop hiweisen, datt déi ganz Entwécklung awer fir déi zwou Gemengen Diddeleng a Beetebuerg awer och hir Nodeeler mat sech bréngt, virun allem um Niveau vum Stroosseverkéier. An hei muss een nach eng Kéier vläicht drun erënneren, datt jo och en Aarbechtsgrupp do agesat ginn ass tëschent deenen zwou Gemengen, ënnert der Tutelle vu Ponts et Chaussées, fir méi ee Gesamtkonzept ze kreéieren, fir datt do de Verkéier besser kann am Fong geholl herno och géréiert ginn.

Erlaabt mer awer trotzdeem, hei niewelaanscht ze behaapten, datt bis elo déi Konklusiounen nach net onbedéngt ganz zefriddestellend sinn. Mä wat net ass, ka jo nach ëmmer kommen.

(Interruption)

Wéi sot Der, Här Bodry?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir sinn erëm den Donneschdeg zesummen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Den Donneschdeg si mer erëm zesummen. Vläicht kréie mer do e bësselche méi Hoffnung da gemaach.

Dee Projet hei bréngt allerdéngs och nei Perspektive fir déi ganz Peripherie Houwald, Hesper, wou jo u sech och en neit Ballungsgebitt an deene leschte Joren entstanen ass. A spéitstens no der Realisatioun vum Quai um Houwald am Joer 2018 wäert dann och d'Notzung vun dem ëffentlechen Transport do klammen.

Een anere wichtegen Aspekt, deen een natierlech hei muss onbedéngt ënnersträichen, dat ass den TGV. Déi nei Linn, déi do kreéiert gëtt, gëtt jo awer och prioritär - kann ee jo och bal soen - gebaut, fir u sech dem TGV besser Méiglechkeeten ze ginn, fir tëschent Lëtzebuerg a Paräis ze fueren. Den TGV war jo ouni Zweifel e grousse qualitative Sprong an der Eisebunnsgeschicht. Ech wëll nach eng Kéier kuerz drun erënneren: Deen éischten TGV ass den 1. Oktober 1964 tëschent Tokio an Osaka gefuer, dat war dann den „Shinkansen".

An dann, wat och interessant ass, den SNCF-President oder -Direkter, de Guillaume Pepy, huet elo kierzlech annoncéiert, datt ab 2018 och eng nei Generatioun vun TGVe kënnt. Dat heescht, den TGV gëtt ganz kloer nach méi als modernt Transportmëttel ausgebaut. An dat ass och gutt an dat ass och wichteg esou! A mir däerfen net vergiessen, datt mir als Lëtzebuerg natierlech och do net däerfen den Zuch verpassen.

Et däerf een net vergiessen, datt ronn 400.000 Leit den Zuch tëschent Lëtzebuerg a Paräis huelen, den TGV benotzen also, an datt dat eng wichteg ekonomesch Donnée ass. Mä et brëngt natierlech awer och op där ëmgedréinter Säit mat Sécherheet och Virdeeler fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg mat sech.

Et ass och virgesinn um europäesche Plang, de Réseau vum Héichgeschwindegkeetszuch bis op 32.000 km auszebauen. An och dat, wéi gesot, ass mat Sécherheet en Element weider, fir datt mir als Lëtzebuerg eis net hei däerfen isoléieren, fir datt mer mussen natierlech kucken, fir och do direkt den Uschloss ze fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren, ass natierlech guer keen neie Projet. Et ass e Projet, dee schonn, et kann ee bal soen, Jorzéngten diskutéiert gëtt. Ech wëll och hei nach eng Kéier drun erënneren, un de fréieren Transportminister vu menger Partei, den Henri Grethen, deen de 27. Juni 2000 hei op der Tribün Folgendes zu der Verduebelung vun der Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg gesot hat:

„Et geet zum Beispill net duer, dass een tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg d'Gleise verduebelt. Et muss een och sécher sinn, dass op där anerer Säit am Frankräich den Trafic kann ofgeholl ginn, well et huet kee Wäert, dass mer e performante Réseau hei zu Lëtzebuerg hunn, wann en an den Nopeschregiounen net méi klappt.

Mir hunn dofir insistéiert, fir dass op franséischer Säit och d'Streck esou moderniséiert gëtt, wéi mir se elo schonn amgaang sinn a wéi de Projet et och weider virgesäit tëschent Zoufftgen an Diddenuewen, wéi mir se tëschent Lëtzebuerg/Beetebuerg a Zoufftgen moderniséiert hunn duerch d'Realisatioun vu Bléck, déi et erméiglechen, dass méi Zich an der Stonn kënnen iwwer e gewëssene Réseau goen."

Et ass also evident, wa mir hei zu Lëtzebuerg massiv - an dat maache mer, an dat ass och richteg - an de Schinneréseau investéieren, datt mer natierlech gläichzäiteg awer och mussen e Bléck op d'Nopeschlänner hunn.

Zum Tracé selwer sollen dann awer och nach e puer Remarquë gemaach ginn. Et muss ee fir d'Éischt emol soen, datt et e gudden Austausch mat deene concernéierte Gemenge war, wat och richteg ass. Et ass jo och zu engem Deel den Awänn vun der Gemeng Réiser hei Rechnung gedroe ginn.

Ee grousse Problem stellt sech natierlech, dat ass de Passage duerch d'Uertschaft Beetebuerg. Dat brëngt natierlech eng Rei Inconvéniente mat sech. Leider, leider muss jo och dat eent oder dat anert Haus deelweis ofgerappt ginn. Dorënner falen och zwee Commercen, wat een net esou gär héiert. Dowéinst den Appell natierlech un d'Eisebunn, fir déi, mengen ech, bis elo relativ gutt gefouert Gespréicher mat deene Concernéierte weiderzefëieren, fir datt een och do zu engem gudden Ofschloss ka kommen.

Déi zréckbehale Streck huet natierlech eng Rei negativ Konsequenzen och op dat natierlecht Émfeld an dofir mussen natierlech och eng Rei Kompensatioune virgesi ginn. Ech erënneren drun, datt de Passage jo duerch déi Zone de protection spéciale am Norde vu Beetebuerg geet. Ech wëll och do nach drun erënneren, datt d'Gemeng Beetebuerg de Moment amgaang ass, e ganz interessante Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht ze maachen.

An hei gëtt der Eisebunn am Fong geholl d'Méiglechkeet gebueden, hiren Defizit vu 5,4 Millioune Punkten ze kompenséieren, andeems datt se sech un deem Projet bedeelegt. An, Här Minister, ech maachen hei wierklech e waarmen Appell un déi staatlech Instanzen, sech un deem Projet Renaturéierung ze bedeelegen. Ech wëll net hei an den Detail agoen - 12 Gargullen, dat seet heibanne wahrscheinlech elo kengem eppes, oder bal kengem eppes -, mä et ass wichteg, datt dee Projet attackéiert gëtt, deen natierlech wäert vill Geld kaschten. Mä dee Projet vun der Renaturéierung steet a fält mat där Zerstéierung oder - wéi soll ech soen? - Reanimëierung vun den 12 Gargullen. An dowéinst nach eng Kéier: Hei musse sech onbedéngt déi staatlech Instanzen, sief dat d'Ponts et Chaussées, sief dat d'Eisebunn, dru bedeelegen, well soss gëtt dee Projet Renaturéierung an deem Eck do mat Sécherheet net realiséiert.

D'Uleeë vun där neier Streck bedéngt natierlech och eng Rei Viraarbechten, fir d'Éischt emol natierlech d'Suppressioun vum PN4 zu Beetebuerg, de Bau vun enger neier Bréck. A wa mer un déi nei Bréck denken, dann denke mer leider och un den 10. Juli, wat do passéiert ass. Dat wëll ech weider net hei kommentéieren, well do misst ee verschidde Saache soen, déi verschidde Leit net géife gären héieren. Dat maachen ech awer elo net hei.

Ech wëll just drop hiweisen, wann déi Bréck eng Minutt éischter zesummefält oder zwou Minutten éischter zesummefält, dann hu mer eng riseg Katastroph an deem Eck. Bon, et ass gutt gaangen! Et ass mat Ausnahm vun e puer Aarbechter, déi leider, leider och gewësse physesch Sequellen haten, „gutt" - tëschent Guillemets - iwwert d'Bühn gaangen, mä et muss ee sech bewosst sinn, datt mer hei awer wierklech méi wéi mat engem bloen A dervukomm sinn.

Ech wëll awer an deem Kontext eng wichteg Fro hei opwerfen, an ech mengen, déi ass jo och an der Kommissioun diskutéiert ginn. Bis elo ass d'Politik vun der Eisebunn jo esou, wann dann eng nei Bréck gebaut gëtt, datt quasi automatesch dat herno d'Propriétéit vun der Gemeng gëtt, op deem Territoire wou se gebaut ginn ass. Ech soen awer ganz éierlech, dat muss iwwerluecht ginn.

Et kann net einfach esou sinn, datt eng Gemeng automatesch da Propriétaire vun deem neien Ouvrage d'art gëtt, well d'Gemeng kritt dee Moment jo och zousätzlech Responsabilitéiten. An am Fall, wou dann erëm eng Kéier géif iergendeppes geschéie mat enger Bréck, dann ass d'Gemeng och ganz séier mat responsabiliséiert.

Ech mengen, esou einfach kann et an Zukunft net sinn. Dofir och do d'Propos, datt mer solle räsonabel mateneen diskutéieren, mat CFL an Eisebunn, wéi wäit eng Gemeng engagéiert ass an der Responsabilitéit. An ech schwätze besonnesch hei vun der Responsabilitéit, net direkt vum Entretien selwer. Eng Gemeng kann och nach eng Kiermaschinn driwwer schécken, eng Gemeng kann och nach d'Blummen netze goen, mä et kann net sinn, datt eng Gemeng déi voll Responsabilitéit vun engem Ouvrage d'art kritt, dee se net selwer realiséiert huet.

A schlussendlech geet deen Ouvrage d'art iwwer eng Eisebunnslinn. A besonnesch, wann ech dann elo de Fall Beetebuerg huelen, wou 250 Zich den Dag plus ou moins duerchfueren, ënner anerem den TGV, da wësse mer jo, datt do e gewësse Potenzial vu Risikoe besteet. Ech wëll dat elo net weider hei verdéiwen, mä et ass awer wichteg, datt dee Punkt do räsonabel, vernünfteg mat deene verschiddene Partner och undiskutéiert gëtt.

Wa mer och, wéi gesot, beim Ouvrage d'art sinn - am Agank vu Beetebuerg gëtt jo elo en neie Viadukt och gebaut, dee sougenannten „saut-de-mouton", wann ech dat elo richteg an Erënnerung hunn -, do si mer natierlech och ganz séier bei engem Aspekt, deen een net kann negligéieren, dat ass de Kaméidi. Mir wëssen, vu datt dee Viadukt jo méi héich läit, datt dat automatesch zousätzlech Nuisancë mat sech brëngt, besonnesch wat de Kaméidi ubelaangt. Och do den Appell, mä ech weess awer - mir haten et an der Kommissioun, an ech wëll och deene Responsabele vun der Eisebunn hei e besonnesche Merci ausspriechen fir hir ëmmer ganz kompetent Erklärungen -, datt do déi néideg Moossname virgesi sinn.

Et ass wichteg, wéi gesot, wann esou nei Baute realiséiert ginn, datt awer och deem Aspekt Rechnung gedroe gëtt - a mir hate jo och elo en Dossier virgeluecht kritt, wou d'Eisebunn jo versicht, queesch duerch d'Land op sensible Punkten Écrans antibruit ze aménagéieren -, datt deem Aspekt Kaméidi an Zukunft nach méi Rechnung gedroe gëtt.

Et muss een natierlech och drop hiweisen, datt mer de Moment eréischt 60% vun den Terrainen hunn. Et feelen also nach 40%. Mir hoffen, wéi gesot, datt déi Diskussioune mat de concernéierte Propriétairen och wäerten zu engem gudden Ofschloss kommen, datt et net onbedéngt muss herno zu enger Expropriatioun da kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet hei gëtt natierlech och d'Uertschaft Beetebuerg awer och opgewäert, Beetebuerg, wat jo u sech ëmmer och als Eisebunnerstad duergestallt gëtt. Et ass eng wichteg Dréischeif, net nëmme vum nationalen Eisebunnsverkéier, mä och vum internationale Verkéier. Den Triage, dee jo de Moment amgaang ass moderniséiert ze ginn, datéiert vun 1982. An deen hat jo u sech deemools schonn d'Roll ze erfëllen, fir eng Rei méi kleng Rangéiergaren ze iwwerhuelen.

Déi zweet Phas, déi nach soll kommen, wéi gesot, déi gesäit dann och den Ausbau, den Embau vun der Gare Beetebuerg vir. An ech schléisse mech do mengem Virriedner, dem Marco Schank, un, deen zwar elo nëmmen een- oder zweemol op Beetebuerg op d'Gare mam Zuch komm ass; ech maachen dat méi regelméisseg. Ech muss Iech ganz éierlech soen, do drängt sech awer effektiv eng Moderniséierung op. Ech denken och virun allem un déi Leit à mobilité réduite, déi awer do enorm Problemer hunn, fir sech do ze déplacéieren. An dowéinst wier et awer wichteg, datt een dee Réaménagement vun där Gare géif awer vläicht als eng méi grouss Prioritéit ugesinn, wéi dat de Moment de Fall ass.

Duerch déi nei Linn gëtt jo natierlech dee Moment och d'Linn tëschent Beetebuerg an Diddeleng méi interessant, eng Linn, déi zënter 1883 besteet, eng Linn, déi nëmmen eegleiseg befuerbar ass. Mä doduerch wäert natierlech elo, well jo awer méi eng héich Frequenz kënnt, d'Demande, fir vu Beetebuerg op Diddeleng ze fueren, méi grouss ginn. Do ass natierlech dann och schonn ëmmer d'Iddi komm, fir en Tramsystem tëschent Beetebuerg an Diddeleng ze installéieren. Och doriwwer, mengen ech, soll een eng Kéier oppe mateneen diskutéieren. Wat wichteg ass: datt, wéi gesot, déi Ubannung tëschent deenen zwou Uertschaften ouni Zweifel wäert verbessert ginn.

Déi meescht Zich, déi natierlech da vun Esch iwwer Beetebuerg - Fréiseng hu mer fréier iwwert de Jangli ugefuer - déi meescht Zich, déi da vu Beetebuerg oder vun Esch iwwer Beetebuerg an d'Stad fueren, hale jo dann och zu Bierchem. A wann ech Bierchem denken a soen, denken ech natierlech och un d'Bierchemer Gare. An do soen ech awer ganz éierlech, do mécht ee léiwer d'Aen zou, wann een do laanschtfiert, well d'Bierchemer Gare ass mat Sécherheet e Beispill, wéi et net soll sinn, wéi eng Gare net soll ausgesinn. An dowéinst e waarmen Appell, ech sinn e bëssen enttäuscht, datt keng Kreditter virgesi sinn, fir d'Bierchemer Gare an d'Rei ze setzen.

Wa mer also gären e modernen Transport...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech ënnerstëtzen deen Appell, Här President!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här Berger. Ech ka mer dat och ganz gutt virstellen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech sinn aus dem Réiserbann.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Voilà, Dir sidd aus dem Réiserbann, kennt d'Situatioun also genausou gutt.

(Interruption)

Wéi gesot, d'Bierchemer Gare, naja, ass net onbedéngt eng Visittekaart. Do soll een also kucken, och vläicht zesumme mat der Gemeng Réiser, e flotte Projet do ze maachen, zumindest fir datt se urbanistesch, ästhetesch besser an Zukunft wäert ausgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer, wéi gesot, erëm e weideren, e wichtege Projet, wat den ëffentlechen Transport ubelaangt. Mir hate jo de 4. Juni hei den Tram gestëmmt, och e wegweisenden, zukunftsorientéierte Projet vun enger Verbesserung vum ëffentlechen Transport. An ech mengen, och dat ass jo awer de beschte Beweis, datt dës Koalitioun och ugetrueden ass, fir um Niveau vum ëffentlechen Transport wesentlech Verbesserunge virunzebréngen.

An net méi spéit wéi virgëschter huet eise Premier och nach eng Kéier drop higewisen, datt d'Transportpolitik, den Ausbau vum ëffentlechen Transport jo eng Prioritéit - kann ee scho bal soen - och vun dëser Regierung ass. An dat ass och vun eiser Säit nëmmen ënnerstëtzenswäert, well deen neie Projet erlaabt et jo zum Beispill och, an Zukunft praktesch direkt vun Esch op de Kierchbierg ze fueren. Dat wäert e wesentleche qualitative Sprong no vir bedeiten.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier drun erënneren, wat meng Partei, d'DP, am Wahlprogramm 2013 zum Programm MoDu geschriwwen hat: „Wir werden das integrative Verkehrskonzept «MoDu» in den kommenden Jahren systematisch umsetzen vor dem Hintergrund des Landesplanungsinstruments «plan sectoriel transports»."

Mat dësem Projet, wéi gesot, gëtt e weidere wichtege Pfeiler vun dem Konzept ëmgesat. Et ass also och evident, datt d'DP wäert hir Ënnerstëtzung ginn. Ech wëll awer net ofschléissen, ouni der Madame Lorsché awer nach e ganz grousse Merci auszespriechen, souwuel fir hire schréftleche wéi och hire mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dann do ufänken, wou mäi Virriedner opgehalen huet, an der Kolleegin Josée Lorsché och Merci soe fir hiren exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt den ëffentlechen Transport a virun allem d'Eisebunn iwwer, et kann ee bal soen, Jorzéngte vernoléissegt ginn ass. An ech mengen, e politescht Émdenken ass komm viru 15, 20 Joer, wou lues a lues ugefaange ginn ass ëmzedenken. An ech mengen, deen éischten Transportminister, dat war den Henri Grethen, an dunn déi alleguer bis haut hunn am Fong eng Politik gemaach, wou regelméisseg grouss Investitiounen an d'Eisebunn gemaach gi sinn. An dat ass ze begréissen. An duerfir reit dee Projet, deen haut hei zur Diskussioun steet an dee mer och selbstverständlech wäerte matstëmmen, sech an déi Projeten an, an et si jo nach eng aner Rei vu Projeten op der Schinn.

Dee Projet vun haut ass e relativ grousse Projet, net nëmmen, well e 7 km laang ass, dat ass fir Lëtzebuerger Verhältnisser vill. International gesinn ass dat e klenge Projet, mä fir eis ass dat op d'Kilometere schonn e grousse Projet, awer och wat d'Zäit ubelaangt.

Wa mer zréckkucken, da war et am Fong 2006, wou d'Chamber schonn heibannen an enger Motioun am Fong den Accord de principe ginn huet, fir datt dëse Projet gemaach gëtt. Haut si mer aacht Joer méi spéit. Et ass also eng relativ laang Zäit vergaangen, bis de Projet hei dann elo haut virgeluecht gëtt. An da gëtt e vun 2015 bis 2020 gebaut. Da ware mer, wann deen Délai kann agehale ginn, awer hei, wat de politeschen Niveau ubelaangt, ouni d'Viraarbechten, déi nach virun 2006 scho geleescht si ginn, awer eng 14, 15 Joer amgaangen, wa keng Obstakelen an dem Projet, bei der Realisatioun vum Projet sech wäerte bemierkbar maachen.

Mat 272 Milliounen (veuillez lire: 292 Milliounen) ass et och en deiere Projet, mä et ass eng Investitioun, déi onbedéngt noutwendeg ass. A mir wëssen och, datt déi 272 Milliounen (veuillez lire: 292 Milliounen), bis de Projet integral fäerdeg ass, nämlech wann déi zweet Phas realiséiert gëtt, och nach wäerten e Stéckelchen an d'Luucht goen. Vläicht weess de Minister eis herno schonn ze soen, ob do scho Berechnunge gemaach gi sinn, wat eventuell nach op eis zoukënnt.

Mä egal wéi, ech mengen, de Projet muss gemaach ginn. An och egal wéi, déi zweet Phas muss och gemaach ginn, fir datt dat Ganzt ka fonctionnéieren. Déi zweet Phas, d'Beetebuerger Gare an de Raccordement um Houwald, soll jo '21-'24 gemaach ginn, dann huet een am Fong eng Phas vun 20 Joer am Ganzen, déi ee gebraucht huet, fir déi Streck do dann esou auszebauen, wéi se misst sinn.

De Gesamtkäschtepunkt wäerte mer dann iergendwann eng Kéier feststellen. Mä wéi gesot, et ass eng Investitioun, déi muss gemaach ginn. An et kann een nëmmen aus Erfahrung soen, bei deem neie System, dee mer ugefaangen hunn, datt mer den Accord de principe hei an der Chamber ginn, fir datt déi Préétudë kënne gemaach ginn, ier mer hei de Projet zum Vote bréngen an der Chamber, datt mer déi lescht Joren awer gesinn hunn - virun allem d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Comexbu, déi déi Projete regelméisseg presentéiert kréien, wou se dru si bei der Realisatioun -, datt mer awer elo an de leschte Jore relativ no mat dem fixen definitive Präis, wann e realiséiert ass, bei den Devisë leien.

Ech mengen, dat ass en äusserst positive Fortschrëtt, dee mer realiséiert hunn an deene leschte Joren. An duerfir muss een och deene Leit, mengen ech, félicitéieren a Merci soen, déi déi Projete preparéieren, datt se déi fir eis als Politiker esou preparéieren, datt mer, wa mer hei Engagementer aginn, och dann eng gewëss Sécherheet hunn, datt mer eis iergendwéi och zum Schluss bei deem erëmfannen, wat um Ufank vun dem Projet hei presentéiert a gestëmmt ginn ass.

Sécherlech, wa gesot gëtt, datt mer fir bal d'Halschent vun den Terrainen d'Emprisë gemaach hunn, dann ass dat natierlech e Punkt, deen net onwesentlech ass. An do misst een och vläicht kucken an der Prozedur, wat ech elo net genau weess, wéini datt de Stat kann ufänken, Emprisen ze maachen. Dat geet jo sécherlech net deen Ableck, wou mir den Accord de principe ginn, mä dat geet jo sécherlech eréischt deen Ableck, wann de Projet richteg festläit, den Trajet festläit. Mä ech kéint mer awer virstellen, datt do awer nach eng Zäitche verluer geet, ier ugefaange gëtt mat deenen Emprisen. An do misst ee vläicht och nach eng Kéier an der Prozedur diskutéieren, ob een net eng Méiglechkeet kritt, fir méi fréi mat den Emprisen unzefänken.

Wa mer hei elo de Projet stëmmen a mir soen, mir géifen 2015 ufänken, a mir wëssen awer, nach bal d'Halschent vun den Terraine sinn nach net am Besëtz vum Stat, dann ass vläicht nach - mir hoffen et net - déi eng oder déi aner Iwwerraschung dran. A mat enger Eisebunn kann een net esou séier e Bypass bauen, wéi mer dat eng Kéier hu misse mat enger Autobunn maachen a wou mer dann och bal 20 Joer brauchen, bis mer de Bypass erëm eng

Kéier ewechkréien. Ech géif also proposéieren, datt een u sech och do eng Kéier sollt d'Diskussioun féieren, wéi ee vläicht kéint méi fréi mat den Emprisen ufänken.

Ech wollt zum Schluss nach ee Wuert verléieren, Här President, net fir elo an d'Detailer anzegoen, ech mengen, dat huet d'Rapportrice praktesch am Detail gemaach an aner Kolleege sinn op déi Aspekter agaangen, ech mengen, mir sinn eis an där ganzer Diskussioun eens, do brauch ech dat net méi ze maachen, an, wéi gesot, mir wäerten dëse Projet stëmmen. Ech wollt just nach eng kleng Anekdot matginn:

Wéi virun 160 Joer den Tracé fixéiert ginn ass, fir eng Eisebunn Richtung Frankräich ze maachen, do war deen éischte Choix deemools, iwwer Hesper, Fréiseng op Thionville ze fueren. An et waren déi Fréisenger Baueren, déi deemools manifestéiert hunn - déizäit war also scho vill Oppositioun an deem Eck! -, déi gesot hunn, wann do den Zuch géif duerch hir Wise fueren, da géifen hir Kéi geckeg ginn. An déi mussen déizäit eng gutt Lobby gehat hunn, well si hu sech duerchgesat kritt an dunn ass den Zuch net duerch Fréiseng gefuer. An do ass dann dunn erëm en neien Tracé gesicht ginn, an dat war dann dunn dee vu Beetebuerg.

(Interruption)

Duerfir, wéi gesot, spéiderhin ass de Jangli awer derduerchgefuer. Mä den Zuch ass duerfir net derduerchgefuer an ass duerfir op Beetebuerg komm, soss géife mer haut iwwert den Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Fréiseng schwätzen. Elo ass et awer och genausou gutt, datt mer iwwert den Tracé Lëtzebuerg-Beetebuerg schwätzen.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun eisem Grupp. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel, deen och scho prett ass.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Kolleeginnen a Kolleegen, et muss een ëmmer erëm drop hiweisen, datt d'Eisebunnsinfrastrukture ganz laang Zäit d'Stéifkand ware vum Stat, iwwer 50 Joer, wou alles op d'Strooss gesat ginn ass. An dat hat verschidden Ursaachen: Dat hat d'Ursaach, ech hunn et scho gesot an et muss een et ëmmer erëm betounen, well eis Gesellschaft einfach gegleeft huet un dat, wat d'Automobilindustrie an d'Pëtrolsindustrie hir gesot huet, datt déi individuell Mobilitéit déi grouss Fräiheet wier an domadder kéim jiddweree weider, bis datt haut jiddweree mat deem Typ vu Mobilitéit am Stau stécht an och nach eis Emwelt belaascht.

Déi zweet Ursaach, firwat datt dat gemaach ginn ass, an dat war eng politesch, dat ass, datt d'Konkurrenz, déi sougenannten „Konkurrenz" zwëschen der Strooss an der Schinn ëmmer verfälscht war, an deem Sënn, datt d'Schinn ëmmer hir eegen Infrastrukturen huet musse bezuelen, während d'Strooss ëmmer vum Stat zur Verfügung gestallt ginn ass an am Fong geholl do eng verzerrt Präiswourecht oder -onwourecht gemaach ginn ass, déi haut nach ausgenotzt gëtt, fir mam Camion Saachen ze transportéieren, déi einfach missten op d'Strooss (veuillez lire: op d'Schinn) kommen. A wann ee vu menge Virriedner, de Gusty Graas, gesot huet, datt et haut kloer wier, datt ee misst villes vun der Strooss op d'Schinn verlageren, esou war dat laang Zäit net acquis an ass och haut nach net gewonnen. Ech kommen och nach dorobber zréck.

An Zwëschenzäit hu sech eng ganz Rei Saachen och an der Mentalitéit geännert, mä dat ännert awer näischt un deem groussen Nohuelbedarf, dee mer hunn. An déi nei Streck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg, mat engem Invest vun 270 Milliounen (veuillez lire: 292 Millliounen), ass wierklech e Beispill dovunner, datt elo de politesche Wëllen do ass an och vun der Gesellschaft hier de Wëllen do ass, fir deen Nohuelbedarf opzehuelen. Ech hoffe just, datt mer elo net ze vill Jore verléieren duerch déi Emprisen, déi musse gemaach ginn.

Et muss een awer och an deem Zesummenhang hei drop hiweisen, wa schonn e bëssen no hanne gekuckt gëtt, wéi dat virdru gemaach ginn ass, et muss een dorop hiweisen, datt de Retard nach vill méi grouss wier, wann net d'Gewerkschaften an d'Eisebunner sech systematesch agesat hätte fir den Ausbau vun den Eisebunnsinfrastrukturen.

Wann dat net de Fall gewiescht wier, da géife mer wahrscheinlech haut net méi mam Zuch erop an d'Belsch fueren iwwert d'Nordstreck, wou den 8. Juni 1980 ënnert dem Impuls vum Landesverband d'Eisebunner manifestéiert hunn, datt déi Streck net, wéi d'Belsch dat am Fong geplangt haten ´79, soll zougemaach ginn. Dann hätte mer haut e Prellbock zu Méchela stoen a mir géifen net driwwer diskutéieren, fir déi Streck auszebauen. Gott sei Dank si mer haut an där ëmgedréiter Situatioun, och wa mer net do ukomm sinn, wou ee misst sinn, nämlech beim zweegleisegen Ausbau vun der Nordstreck, mat deem awer d'Politik an och de Gestionnaire sech nach ëmmer schwéierdinn.

En anert Beispill ass dat, datt d'Eisebunnsstreck vun Esch op Péiteng, déi sougenannten „Balkan-Streck", wéi d'Eisebunner soen, einfach sollt zougemaach ginn an de 70er Joren. Si sollt zougemaach ginn, well einfach kee méi dru gegleeft huet, datt nach de Persounentransport iwwert d'Schinn iwwerhaapt e Sënn hätt. An deemools ass proposéiert ginn, datt d'ARBED am Fong geholl géif d'Eisebunnsstreck bei sech an de Betrib verleeën - déi jo verlaf ass vun Esch bis op Péiteng -, fir am Fong geholl de Gütertransport ze maachen. Et ass nëmmen duerch d'Mobiliséierung vun den Eisebunner an hire Gewerkschaften, datt et fäerdegbruecht ginn ass, fir ze soen: Neen, mir brauchen déi Streck. An ech mengen, haut si mer frou, datt mer se hunn.

Et huet och dozou bäigedroen, wéi sech erausgestallt huet, datt d'ARBED iwwerhaapt net drun interesséiert wier, fir iwwerhaapt nach do eng Gare op där Streck ze hunn, wou iwwerhaapt nach iergendee kéint eraklammen, wéi zu Déifferdeng dat gewënscht war. An eréischt du koum d'Emdenken, soudatt 1981 dunn décidéiert ginn ass, fir och déi Streck bäizebehalen.

An ech ginn net op weider Beispiller an. Et ass heiansdo awer schonn interessant, wann och Kolleegen an der Chamber souwéi vill Historiker sech emol déi Joerbicher ukucke vun de Gewerkschaften, datt deenen hire Kampf, dee se 50, 75, 100 Joer laang gefouert hunn, e Kampf war, deen net ëmsoss war, deen net nëmme pro domo war, mä dee wichteg war fir d'Entwécklung vum Land, soudatt villes, wat mer haut kënne maachen, op deem Kampf an op där Mobiliséierung do opbaut.

Och wa villes geschitt ass an och wann an der Moderniséierung vum Réseau nach villes op der Lee steet - ech ginn elo net op alles an, wat mer nach virhunn -, esou si mer nach net um Enn vun eiser Péng ukomm. Virdru si Beispiller genannt gi vun de Leit à mobilité réduite, wat wierklech nach e Problem ass. Et si Garen opgezielt ginn, wou et wierklech net attraktiv ass, fir eran- oder erauszeklammen. Mir hunn de Problem vun de Barrièren ugeschwat, an och de Service um Client kéint roueg ausgebaut ginn.

Virdrun ass d'Beispill vu Beetebuerg gesot ginn. Ech fueren net esou dacks op Beetebuerg. Ech fueren och heiansdo op Diddeleng bei meng Enkelkanner. An da mierkt een awer zu Beetebuerg, wéi schwiereg datt et do ass op där Gare. Do fënnt een emol keen, do gëtt et emol kee Personal, wat d'Leit ka beroden iwwert d'Verbindungen, an dat si keng flott Situatiounen. Dee Service muss insgesamt ausgebaut ginn, an do och, wat d'Sécherheet ugeet, an dat geet net mat e puer Kameraen oder e puer Automaten duer.

Och den Tram steet nach net op der Schinn, an den Ausbau, dee mer misste maachen, dee jo och virgesinn ass fir no 2030 op verschiddenen Antennen - Leideleng, Bartreng, Stroossen -, misst eigentlech vill éischter kënne geschéien, esou wéi mer och missten diskutéieren iwwer eng Tramsverbindung an den Dall op Nidderaanwen an esou wéi mer och misste kënnen diskutéieren iwwer en Tram an der Nordstad, esou wéi driwwer geschwat gëtt, awer nëmmen hanner virgehalener Hand, hunn ech d'Impressioun, iwwert den Tram Richtung Diddeleng.

Mir sinn net aus eiser Péng eraus, ënner anerem och wéinst der Législatioun a wéinst dem europäesche Kontext. Och wa mer zu Lëtzebuerg mat vill Retard amgaang sinn, eng Rei Saachen opzehuelen, esou schéngt dat an Europa awer leider net de Fall ze sinn. Déi successiv Liberaliséierungspäck vun der Europäescher Kommissioun, déi brénge mat sech, datt de kollektive Persounentransport an och de Gütertransport op der Schinn ganz vill Schued erleiden. An net deen Transport u sech, mä eis Emwelt leit dorënner, an de Foussofdrock, deen den Transport mat sech bréngt, och deen néidegen Transport, ofgesi vun deem villen onnéidegen Transport, dee gemaach gëtt, well en heiansdo op der Strooss bal näischt kascht, och dee villen Transport iwwert d'Strooss, deen huet seng Konsequenzen.

Mir hu schonn dräi esou Paquet-ferroviairen hanner eis. Mir kommen elo op dee véierte Paquet ferroviaire, mat deem mer alleguerte konfrontéiert sinn, géint deen d'Eisebunner sech de Moment a ganz Europa mobiliséieren, e véierte Paquet ferroviaire, deen elo eng positiv Saach soll mat sech bréngen, dat ass, datt d'Interoperabilitéit vun de Réseaue soll verbessert ginn. Och do si mer nach laang net do, wou ee misst sinn an deem Europa, wat mer eigentlech gären hätten. An ech brauch nëmmen un den Zuchaccident ze erënneren, dee mer haten a Verbindung mat Frankräich zu Zoufftgen, fir ze wëssen, wéi schwiereg déi Interoperabilitéit heiansdo ass. An dat ass nach laang net alles behuewen. Also, do si positiv Efforten noutwendeg!

Mä am Paquet ferroviaire, am véierte Paquet ferroviaire ass awer och virgesinn, d'Gesellschaftsformen ze änneren, datt d'Trennung vun Infrastruktur a vun Exploitatioun misst weidergedriwwe ginn. A virun allem ass d'Ausschreiwungsflicht fir all Transportleeschtunge virgesinn. Dat heescht och, net nëmmen, wat den Zuch ugeet, mä de gesamte Persounentransport, datt d'ëffentlech Hand am Fong elo eng Transportleeschtung net méi inhouse selwer däerft maachen an och net méi direkt un ee verginn, wéi d'Eisebunn dat mécht beim RGTR, mä datt obligatoresch misst ausgeschriwwe ginn, wat ganz kloer den Doud géif heesche vun den AVL als ëffentleche Betrib, wat d'Zoumaache vun dem TICE géif mat sech bréngen.

An ech hoffen an ech ginn dovunner aus, datt de Minister herno och vläicht kuerz kann dorobber agoen, datt mer do déi richteg Weeër fannen, fir eis mat de Gewerkschaften do dergéint ze wieren.

An deem Kader gëtt och geschwat vun engem Bilan, dee misst gemaach gi vun der Liberaliséierung. Ech hat dem Nohaltegkeetsminister och eng Fro doriwwer gestallt, wou e gesot huet, d'Kommissioun géif esou e Bilan maachen. Ech fannen et net gutt, wann d'Kommissioun dee Bilan mécht iwwert d'Liberaliséierung, well da gëtt et doudsécher en eesäitege Bilan. Et wier menger Meenung no wichteg, datt dee Bilan géif gemaach ginn europawäit mat de Sozialpartner zesummen, mat de Gewerkschaften zesummen. An ech wier frou, wann de Minister d'Présidence, déi mer hunn, kéint notzen, fir mat den europäesche Gewerkschaften aus deem Beräich dee Bilan ze maachen, dee sécherlech anescht ausfält, wéi wann d'Kommissioun e mécht.

Dann dee leschte Punkt, dat ass deen, datt och déi Planung vun der Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg gewisen huet, datt mer net nëmmen, wat d'Waasser ugeet, eng Zäitbomm ticken hunn, mä och, wat de Buedem ugeet. D'Rapporterin huet dorobber higewisen: 14% vun deem Buedem sinn esou mat Hydrocarburë belaascht, datt se mussen an d'Ausland bruecht ginn, fir do regeneréiert ze ginn. Ee Véirel ass esou belaascht, datt en net einfach esou ka gebraucht ginn. An de Rescht ass och liicht belaascht.

An d'Ursaach, wann ech richteg verstinn, ass engersäits déi hausgemaach vun der Eisebunn duerch bestëmmt och Transport. Also, et geet ëm d'Hydrocarburen, dat heescht, och Transporter vu Mazout an anere petrochemesche flëssege Produiten. Ech ginn awer dovun aus, an dat misst een awer wëssen, datt dat an Zukunft ofgeséchert ass, datt mindestens eisebunnsméisseg do keng Belaaschtung méi kënnt.

Mä e groussen Deel kënnt awer och vun der Belaaschtung vun der Autobunn, déi laanscht déi Streck geet. An dat ass awer dat, wat fir mech Froen opwërft iwwert d'Belaaschtung duerch Hydrocarburen, déi eis Autobunnen insgesamt mat sech bréngen. Där hu mer hei nëmmen e klengt Stéck analyséiert fir op Beetebuerg, an dat geet bis Capellen. An ech fäerten, datt do eng Zäitbomm tickt, déi nach guer net entschäerft ass, wou et wichteg ass, datt ee sech och géif domadder ofginn.

Dat alles virausgesat, stëmme mir bien entendu dee Projet hei an hoffen, datt mer vill méi zügeg virukomme mat deenen anere Projeten, déi nach op der Lee stinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun eriwwer an den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wéilt un alleréischter Stell der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport a selbstverständlech och alle Riedner, déi de Mëtteg hei geschwat hunn, a virun allem natierlech fir déi positiv Nouvelle, datt mer dee Vote hei unanime kënne maachen.

Dat ass fir d'Regierung wierklech eng flott Saach, wa mer bei esou engem héijen Investitiounsprojet vu bal 300 Milliounen op 60 Stëmme vun den Deputéierte kënnen zielen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'Akzeptanz an der Effentlechkeet.

Ech wëll vläicht e puer allgemeng Bemierkunge maache fir d'Eischt, ier ech dann op déi Rei Froe wëll agoen, déi gestallt gi sinn. Dat Eischt ass natierlech, fir nach eng Kéier och drop hinzeweisen, datt dat heiten e weidere wichtege Bestanddeel ass an engem gesamte Konzept, an deem berühmte MoDu-Konzept.

An ech wëll virun allem nach eng Kéier drop hiweisen - well dat jo och de Moment vill an der ëffentlecher Diskussioun ëmmer erëm hinan hiergeet, wou da fir eenzel Projete gesot gëtt, och elo zumools am Kader vum Spueren: „Ma musse mer dat do dann hunn? Musse mer en Tram hunn? Musse mer dat dote bauen? Musse mer hei bauen?" -, fir drop hinzeweisen, datt een net kann ee Stéck vun deem Ganzen ewechloossen, soss fonctionnéiert dat Ganzt net!

An esou wichteg, wéi de Vote war vum Tramsprojet am Juni a vum Arrêt Pont Rouge, esou wichteg ass och deen heite Projet, well dee gehéiert ganz einfach do derzou. Well wa mer wëllen herno de Pont Rouge bedénge mat méi enger héijer Folleg vun Zich aus dem Süden a Richtung Stad oder Kierchbierg, dann ass dat nëmme méiglech, wa mer d'Capacitéit op der Beetebuerger Streck an d'Luucht gesat kréien. Esou wéi d'Capacitéit haut ass, si mer ze vill limitéiert.

A just fir Iech ze soen: datt mer natierlech à saturation sinn, mä datt awer duerch de Fait, wat mer haut décidéieren, wann dat bis gebaut ass an operationell ass 2020, datt mer, wann et bis ganz fäerdeg ass, 2024 eng Capacitéitsreserv kréie vu 45% par rapport zu haut, wat natierlech enorm ass, wann ee weess, datt op där Streck 293 Zich a béid Richtunge pro Dag fueren. Dat heescht, do kënne mer wierklech substanziell d'Capacitéit an d'Luucht setze vun eisem Voyageursréseau, natierlech och vum Fret selbstverständlech, dat spillt och eng Roll, an och den TGV. Elo kënnt jo nach den TGV Stroossbuerg derbäi 2016, dat ass och ganz wichteg fir Lëtzebuerg.

Also wéi gesot, et ass ee Bestanddeel vun engem Gesamtkonzept an, wéi gesot, mir stëmmen elo bannent e puer Méint hei dräimol, dräi wichteg Elementer dovunner, e Gesamtinvestissementsvolume vun ëm déi 600 oder iwwer 600 Milliounen Euro. Et muss ee scho wäit zréck an d'Geschicht kucke goen zu Lëtzebuerg, fir ze fannen, datt ee bei der Eisebunn esou e groussen Investissementsvolume gestëmmt huet.

Et ass och, mengen ech, wichteg, datt eng Kontinuitéit besteet par rapport zu där Regierung virdrun an deenen heiten Dossieren. Ech mengen, beim MoDu-Konzept waren dat heiten och alles Projeten, déi ëmmer vun der ganzer Chamber begréisst gi sinn, an ech mengen, dat ass natierlech wichteg, och fir mir de Réck ze stäipen, fir datt ech méi séier weiderkommen an deene Projeten. An duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier en décke Merci!

Et wäert och heimadder net duergoen. Wat hei nach muss derbäikommen, dat ass an der Gare Lëtzebuerg e fënneften an e sechste Quai. Do wäert och nach eng Kéier e Projet nokommen, well Dir wësst, d'Gare Lëtzebuerg ass och de Moment zimlech à saturation, haaptsächlech fir Zich, déi aus dem Süde kommen. Duerch den Arrêt Pont Rouge gëtt et e bëssen Entlaaschtung, do gi jo d'Zich weidergezunn op Dummeldeng ab 2017.

An dann ass et natierlech awer esou, datt, wa mer gär déi Capacitéite voll ausschöpfen, da brauche mer och dee fënneften an dee sechste Quai. Dat ass méiglech, déi ze bauen. Déi Plaz, déi hu mer, well déi Halen, déi elo bestinn, wou den Atelier nach dran ass, déi verschwanne jo elo am Laf vum nächste Joer. D'nächst Joer soll deen neien Atelier zu Bouneweg definitiv opgoen an da ginn déi Halen do eidel an da kënne mer déi ofrappen an dann dee fënneften a sechste Quai bauen.

An och virun allem nach eppes do maachen, wat och net onwichteg ass: nämlech eng uerdentlech Urbaniséierung vun deem Deel! Et ass jo e wichtegen Deel vum Quartier vun der Gare, a fir d'Eisebunn natierlech sinn dat och ganz wäertvoll Terrainen, déi duerchweegs sollen do valoriséiert ginn.

An et ass och - dat kann ech Iech och elo scho verroden - d'Iddi do, fir eng Busgare ze bauen ënnert deene Gebailechkeeten, well mer jo wëlle kucken, haaptsächlech wann den Tram bis kënnt, datt mer e gudden Deel, de Gros vun de Bussen, souwisou aus den Avenuen erauskréien, mä och vun der Gare, vu virun der Gare ewechkréien, esou datt mer en Deel wäerten op déi aner Säit leeën.

Dat ass och kee Problem, well do ginn d'Souterraine jo weidergefouert ënnert deene

Quaien erduerch bis déi aner Säit, soudatt dat natierlech och fir de ganze Quartier vun der Gare eng immens urbanistesch Verbesserung gëtt, niewent der verkéiersméisseger Verbesserung fir den ëffentlechen Transport.

Elo sinn eng ganz Rei Froe gestallt ginn, op déi ech wëll äntwerten. Dat Éischt, dat war emol den Här Schank, deen huet mech gefrot: „Den Arrêt Pont Rouge, wéini ginn d'Aarbechten do un?" Ma dat Éischt, wat elo gemaach gëtt, dat ass: Am November gëtt den Déboisement gemaach um Terrain. Da gëtt den Terrain am Fong preparéiert an ufanks 2015 geet de Chantier definitiv do lass. Also, dat ass déck am Lafen.

An et ass jo virgesinn, wéi gesot, datt den Arrêt Pont Rouge soll operationell si fir September, Oktober 2017. Dat heescht, dat ass e sportlechen Timing. Mä ech mengen, datt mer deen awer hikréien. Mir hu vill Zäit gewonnen, well mer dee Projet ganz séier duerch d'Chamber kritt hunn.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dee Projet hunn ech déposéiert, am Mee war et oder ufanks Mee, an en ass am Juni scho gestëmmt ginn. Dat war rekordverdächteg, fir bannent engem Mount mam Avis vum Statsrot dat alles hei duerchzekréien. Mä dat huet eis natierlech immens vill Zäitgewënn bruecht. Dat huet eis iwwer e Joer am Planning Zäitgewënn bruecht. An duerfir geet dee Projet och, wéi gesot, ganz gutt weider.

Da war d'Fro gestallt gi vun dem Plan de sécurité an den Tunnelen. Do gëtt et e Concept de sécurité fir d'Tunnelen, an ufanks 2015 gëtt dat och ëmgesat. Ech mengen och, datt an der Chamberskommissioun virgesinn ass, an enger vun deenen nächsten, datt d'Eisebunn eng Kéier soll laanschtkommen, fir Iech dat Konzept virzestellen.

Et ass och esou, datt den Arrêt Houwald, wat jo och wichteg ass am Kader vun der Beetebuerger Streck - dat war den..., ech weess net méi, wien dat gefrot hat, ech mengen, den Här Graas -, deen ass 2017 operationell, an engem éischte Stadium nëmmen ee Quai, awer mat enger komplett fonctionnéierender Busgare och schonn uewendrop.

Dat heescht, et geet jo och drëms ze kucken, datt mer... bis 2020 soll den Tram jo och op de Ban de Gasperich, Houwald dorobber fueren, an da kritt natierlech dee Pôle d'échange Houwald eng ganz grouss Bedeitung, an duerfir si mer och amgaang, wéi gesot, do schnell ze schaffen, fir datt deen 2017 provisoresch operationell ass. An da gëtt en natierlech awer nach weidergebaut. Et kënnt en zweete Quai bäi an deen ass dann 2022/23 och fäerdeg.

Da war d'Fro gestallt ginn - vun e puer Leit - vun den Emprisen. Bon, éischtens ass et esou, datt ee muss wëssen, datt vun deene ganzen Emprisen, déi mer brauchen, 62% vun deenen Emprisë sinn nach Privatterrain. Dat heescht, et ass en Deel och an ëffentlecher Hand. A vun deenen 62%, déi a privater Hand sinn: fir ronn 60% de Moment scho gëtt et Compromis-de-venten. Mir kënne jo d'Compromis-de-venten - ech mengen, dat war den Här Gibéryen, deen dat gefrot huet -, mir kënnen déi ofschléissen natierlech ëmmer mat enger Klausel dran: „sous réserve, datt d'Gesetz gestëmmt gëtt".

Dat gëtt och oft gemaach bei Ausschreiwungen zum Beispill, datt d'Ausschreiwunge fäerdeg gemaach ginn, dat hate mer bei Helleng elo gemaach. Da kënnt just eng Reserv drastoen: ëmmer „sous réserve, datt d'Chamber d'Gesetz och stëmmt". A bis elo ass et och esou, datt kee Propriétaire - et ass scho mat hinnen all geschwat ginn -, et ass keen, dee kategoresch refuséiert, do ze verkafen.

Do sinn natierlech nach Verhandlungen am Lafen, soudatt et am Moment éischter positiv ausgesäit. Op alle Fall kënne mer am Stade actuel dervun ausgoen, datt keng Expropriatiounen noutwendeg sinn, wat jo och gutt ass fir de Projet. Well et ass jo ëmmer besser, et gëtt ee sech hei iwwert den Terrain an de Präis eens an et brauch een net op dee Wee ze goen. Ech mengen, dat erliichtert fir jiddwereen d'Saach ganz sécher.

Da war nach gefrot ginn...

(Interruption)

Ah jo, déi Fro mat der Bréck! Dat war den Här Graas, en huet gefrot déi Fro mat der Responsabilitéit.

Also, et ass jo esou, datt hei souwisou, fir datt de Besëtz géif eriwwergoe bei d'Gemeng, eng Konventioun misst gemaach ginn. An do si mer nach net esou wäit, dat ass jo nach net esou wäit. An ech mengen, datt jo déi Saachen, déi Dir gefrot hutt, am Kader vun där Konventioun kann een natierlech dat alles diskutéieren. Ech wëll awer och derbäisoen, datt dat dote jo awer eng extrem exzeptionell Situatioun war! An ech hoffe jo net, datt, wann d'Brécken, déi mer am Land bauen, bis gebaut sinn, dat heescht, wa se da géifen eriwwergoe bei d'Gemeng, wa se fäerdeg sinn, datt se dann och esou schlecht gebaut sinn, datt esou eppes géif passéiere wéi dat, wat eis hei leider geschitt war am Kader vum Chantier.

Bon, ech mengen, an der Kommissioun ass jo kloer gesot ginn, wou d'Responsabilitéite leien. Déi leie ganz sécher hei net bei der Eisebunn, mä au contraire, bei deemjéinegen, deen hei sollt fir d'Eisebunn bauen. Nach, et ass geschitt, an da stellt ee sech natierlech berechtegterweis déi Fro vun der Responsabilitéit. Mä ech mengen, wéi dat genau ka geregelt ginn herno, dat muss ee kucken am Kader vun där Konventioun, déi soll gemaach ginn.

Da war och gefrot ginn: Wéi gesäit et aus mam Kaméidi, well dat jo awer fir d'Gemeng Beetebuerg, fir d'Uertschaft méi Belaaschtunge mat sech bréngt? Fir déi ganz Tête nord vun der Gare Beetebuerg ass en Écran antibruit virgesinn, inklusiv och op deem Viaduc, dat ass dee sougenannten „saut-de-mouton", wou dat neit Gleis iwwert dat aalt Gleis fiert. Och do op dem Viaduc ass en Écran antibruit virgesinn, fir ebe maximal d'Populatioun ze protegéieren.

Ech muss och soen, datt mer haut jo och do net méi kënnen egal wat maachen, well et gëtt eng europäesch Direktiv, déi ganz kloer virschreift, wéi wäit oder wat ee muss maachen am Fall, wa mer iwwer gewëssen Dezibelle ginn. Dat geet dann ebe vun Écrans antibruit bis zu Mesuren, déi ee muss vläicht ënnerhuelen, fir de Leit Invester ze finanzéieren an hiren Haiser an esou weider. Ech mengen, dat geet ganz wäit. An duerfir huet een en Intérêt natierlech, bei der Planung opzepassen, datt een hei ganz kloer an den Norme bleift.

Da muss een och wëssen, datt, wann 2020 déi Streck hei fäerdeg ass, da kënne mer zwar nach net déi voll Capacitéit ausschöpfen, wéi ech virdru gesot hunn, mä e gudden Deel kann awer scho méi driwwerfueren, well et gi provisoresch Raccordemente gemaach par rapport zu der Gare Beetebuerg, sou wéi se haut ass, soudatt awer d'Capacitéit vun der Streck natierlech 2020 direkt e gutt Stéck eropgeet. Mä déi voll Capacitéit natierlech, déi 45% méi, wéi ech virdru gesot hunn, dat geet eréischt, wann natierlech all déi Raccorde gemaach sinn op deene Plazen, wou se musse gemaach sinn.

Den Här Gibéryen huet mech gefrot, wat déi zweet Phas kascht. Do ass den APS an der Ausaarbechtung. Do lafen d'Etüden déck. Mä ech kann Iech awer elo nach net e Präis soen, dat ass nach ze fréi, well ech mengen, et ass ni gutt, wann emol nach net den APS ofgeschloss ass, fir da schonn e Präis ze annoncéieren. Do kéint een emol gär derniewentleien.

Dann hu mer nach den Här Turpel, deen hei eng ganz Rei Froen opgeworf huet méi generell iwwert d'Eisebunn, haaptsächlech am Kontext vun der Liberaliséierung vum nächste Paquet ferroviaire, dem véierte Paquet ferroviaire, deen an der Diskussioun ass.

Ech mengen, déi Diskussioune si souwäit ofgeschloss, wat den éischte Pilier ubelaangt vun der Interoperabilitéit. Do hu mer am Conseil, am Europäesche Conseil virum Summer also Kompromësser fonnt, déi maachen, datt jiddwereen domadder kann eens ginn. An dat ass och ee Pilier, dee wichteg ass, vun deem ech am léifsten hätt, datt dee géif lassgeléist gi vum ganze Rescht, fir datt dee relativ séier kéint ëmgesat ginn.

Do ass natierlech e Sträit. Et sinn e ganze Koup Länner, dorënner och Lëtzebuerg, déi där Meenung sinn. Natierlech, d'Présidence, déi aktuell Présidence, an och déi Länner, déi natierlech - loosse mer soen - haaptsächlech beim drëtten a véierte Pilier wëssen, datt do wäerte méi Schwieregkeete kommen, déi wëllen dat zesummenhalen. Et geet awer éischter, mengen ech, an d'Richtung, datt e wahrscheinlech wäert lassgeléist ginn, soudatt dee wichtege Pilier vun der Interoperabilitéit méi séier kann dann och ëmgesat ginn. Dat wär ganz bedeitend, fir datt mer op der Eisebunn och tëschent de Réseaue besser kënne schaffen.

Da bleiwen deen zweeten an deen drëtte Pilier. Bon, ech mengen, do ginn d'Meenungen natierlech ganz wäit auserneen. Vun der Lëtzebuerger Regierung aus ass et ganz kloer: Mir si wierklech dergéint.

An ech muss Iech och ganz éierlech soen: Ech hätt am léifsten, deen zweeten an deen drëtte Pilier géifen an de bloen Dossier, also an déi blo Poubelle, verfracht ginn, well ech sinn der Meenung, datt dat komplet démesuréiert ass an iwwerhaapt net déi Ziler wäerten erreecht ginn, déi den Här Kallas an d'Kommissioun, déi viregt Kommissioun, sech do erwaart hunn. Au contraire! Ech sinn der Meenung, datt dat, wat do geplangt ass, derzou féiert, datt mer zwar vläicht méi Konkurrenz an Europa kréien op den Eisebunnsréseauen, mä datt haaptsächlech am ëffentlechen Noverkéier et dramatesch Konsequenze wäert hunn.

Kuckt, wat an England geschitt ass, wou dat gemaach ginn ass. D'Engländer hunn dat jo duerchgezunn. Dat huet zum Resultat gefouert, datt sech d'Korinthen erausgepickt gi vun eenzelne Strecken, déi besonnesch rentabel sinn, ech mengen, och betribswirtschaftlech rentabel sinn. A beim ëffentlechen Noverkéier zielt fir mech dee vollekswirtschaftleche Rentabilitéitskritär an net dee betribswirtschaftlechen. An duerfir sinn ech der Meenung, datt dat komplett dernieft ass an et eigentlech am beschte wär, et kréich een dat ganz vum Dësch. Dat gëtt awer net esou einfach.

Bon, ech sinn amgaangen de Moment, ech hu vill Gespréicher déi lescht Méint gefouert, an do soen ech Iech ganz éierlech: Ech probéieren, dat Éischt ze erreechen, mä secondairement awer och nach eppes Zweetes direkt ze erreechen, nämlech, wann ech gesinn, datt dat net méiglech ass, da probéieren ech mindestens fir déi kleng Réseauen, datt mer do Ausnahmebestëmmunge kréien, datt virun allem zum Beispill d'Direktvergab vun de Services publics nach méiglech bleift. Well fir e klenge Réseau wéi Lëtzebuerg hätt dat besonnesch dramatesch Konsequenzen.

An do sinn d'Chancen awer gutt. Déi Gespréicher, déi ech an deene leschte Méint gefouert hunn, mat deenen ech versichen, no an no Allianzen opzebauen, déi lafen awer an eng gutt Richtung, soudatt ech mengen, datt mer et kéinte packen, mindestens dat ze erreechen. Da wäre mir mindestens emol zu Lëtzebuerg, loosse mer soen, an enger gewësser méi protegéierter Situatioun. Well et ass och esou, dat betrëfft och net nëmmen eis. Dat betrëfft vill och aner méi kleng Länner, mä et betrëfft och verschidde méi kleng Regiounen.

An ech mengen, datt an deene meeschte Länner d'Leit sech nach guer net genau bewosst sinn, och d'Regierunge sech net bewosst sinn, wat dat heescht fir hiren eegenen ëffentlechen Noverkéier, wat do an deenen Texter alles drasteet. Well dat bedeit zum Beispill och a Frankräich, an Italien, och a grousse Länner, an der Regioun Paräis, datt da muss alles do ausgeschriwwe ginn. Da mussen d'RERen ausgeschriwwe ginn. Also, dat geet extrem wäit, an ech mengen, datt och déi franséisch Regierung oder aner Regierunge sech nach net esou genau domadder ausenanergesat hunn. Mä dat kënnt elo ganz konkret.

A mat Sécherheet wäert et an d'Richtung goen, datt et während eiser Présidence definitiv tranchéiert gëtt, well ech mengen, déi italienesch Présidence huet en Nodeel duerch de Fait, datt mer elo e bëssen an engem Vide hänken, well déi nei Kommissioun an och d'Parlament elo eréischt richteg funktiounsfäeg sinn ab November. Bon, dann ass deenen hir Présidence bal fäerdeg. Duerfir ass och elo am leschte Conseil méi eng allgemeng Debatt gefouert ginn, awer näischt weider méi Verbindleches. An da kënnt déi lettesch Présidence. Bon, ech mengen, déi probéieren, den Dossier nei opzehuelen a kënnen en héchstens virbereeden, mä et wäert éischter an der zweeter Halschent sinn, wou d'Décisioune wäerte falen. An ech hoffen, wéi gesot, datt mer mindestens do erauskréien, datt mer déi kleng Réseaue kënne protegéieren an d'Direktvergab méiglech ass.

Ech muss och soen, och wat d'Gesellschaft ubelaangt, déi iwwerdriwwe strikt Trennung, déi do virgeschriwwen ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President, nach ee Saz. Déi strikt Trennung, dat ass absurd. Dat géif fir eis bedeiten..., dat géif de Käschtepunkt fir eis just an d'Luucht dreiwen. Et wär manner effikass, also, dat ergëtt iwwerhaapt kee Sënn. An duerfir, wéi gesot, mengen ech och do, datt ech och gudder Déng sinn, datt do de libre Choix herno bestoe bleift, datt ee vläicht seet, et sollt een an déi Richtung goen, mä datt een de libre Choix léisst fir déi eenzel Memberstaten. Dat huet bis elo gutt fonctionnéiert a mir si bis elo gutt weiderkomm, duerfir mengen ech, geet dat an der Zukunft och gutt weider.

Fir de Rescht, wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung fir dëse Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6669 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6669 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

(Interruptions)

Et ass kee Problem, mir hunn dat notéiert. De Projet de loi 6669 ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Plusieurs voix.- Aah!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall' Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Lex Delles) et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif d'Chamber dann nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn, mat enger Ausnahm. Also ass dat esou décidéiert. Villmools Merci.

Ier mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerginn, wollt ech, wann d'Chamber domat d'accord ass, déi Question urgente vir huelen, déi eis gëschter vun dem Här Gilles Roth an der Madame Diane Adehm gestallt ginn ass an déi sech mat der Form ausenanersetzt, wéi de Budgetsprojet 2015 der Chamber zougänglech gemaach ginn ass, a Form USB anstatt a gedréckter Form, woubäi dat awer mat Nuancë wouer ass.

Ech géif dann direkt d'Wuert un d'Madame Adehm iwwerginn an dem Finanzminister Merci soen, dass e bereet war, fir direkt och dorop ze äntwerten. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, gëschter huet de Finanzminister der Chamber de Budget presentéiert an all Deputéierten huet dunn eng Kopie vum Budget ënner Form vun engem USB-Stick no der Sitzung ausgedeelt kritt.

Ech wëll emol direkt ier mer ufänke kloerstellen, dass mir als CSV-Fraktioun net prinzipiell géint d'Form vum USB-Stick sinn.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Net dass elo eppes falsch verstane gëtt! Wat ech awer gäre géif soen,...

(Interruptions)

Wéi Der wëllt! Ech géif awer gären op den Artikel 55 vum Chambersreglement zréckkommen, dee seet: «Les projets de loi présentés au nom du Grand-Duc sont apportés à la Chambre par les membres du Gouvernement. Ils sont imprimés, distribués et transmis aux commissions…», woubäi „commissions" an der Mehrzahl geschriwwe gëtt, dat heescht: sämtlech Kommissiounen!

An dowéinst wéissten den Deputéierte Gilles Roth an ech gären, ob déi Aart a Weis, fir eis en USB-Stick ze ginn, am Aklang mam Chambersreglement ass, well de Budget, dee gëtt eigentlech queesch duerch sämtlech Chamberskommissiounen diskutéiert. Déi éischt Sitzung war haut schonn um eng Auer mat der Héichschoulkommissioun, wou mir iwwert de Budget diskutéiert hu fir alles, wat Recherche an Enseignement supérieur ass.

Wat och nach derbäikënnt, dat ass, dass um USB-Stick de Volume 4 drop ass, dee jo eigent-

lech den Zukunftspak vun der Regierung virstellt, an dëst Dokument geet jo och queesch duerch eng ganz Rëtsch Kommissiounen. A gëschter hunn awer just d'Membere vun der Finanzkommissioun eng Pabeierversioun vum Budget ausgedeelt kritt.

A mir wéisste gären, ob et net opportun gewiescht wier, fir de Budget no der Sitzung prett gehat ze hunn, zumindest fir déi Deputéiert, déi gären eng Pabeierversioun matgeholl hätten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Adehm. D'Wuert huet direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn da wéinst där Urgence heihinnerkomm, fir dann op déi Fro ze äntwerten. Mir hunn, wéi mer décidéiert hunn, dass mer géifen de Budget op en USB-Stick setzen, eis d'Fro gestallt, ob dat konform wier oder net, well mer effektiv dat nogelies hunn. Dat ass emol dat Alleréischt.

Dat Zweet: Dir frot mech, wat ech vun der Interpretatioun vum Reglement vun der Chambre des Députés halen. Et ass net u mir...

(Interruption)

Ech sinn net fäerdeg. Ech sinn net fäerdeg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei huet just een d'Wuert. A virdrun hat och just een d'Wuert, dat war de Froesteller. An elo huet deen d'Wuert, deen drop äntwert. An ech géif Iech da bieden, gutt nozelauschteren, wann ech gelift. Dat gëllt och fir den Här Reding!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech mengen, d'Madame Adehm huet jo och esou d'Fro gestallt, ob mir mengen - ob mir mengen -, dass dat konform zum Reglement vun der Chamber ass. An ech soen Iech: Dir sidd zoustänneg, fir Äert Reglement ze interpretéieren, net ech! Ech maachen do keng Immixtioun.

Den drëtte Punkt: Well mer awer gesinn hunn, dass den Text a sengem Wortlaut e puer Interpretatiounen zouléisst, hat ech Kontakt mam President vun der Chambre des Députés an hunn him gesot, well hei vun „imprimés" rieds geet, loosse mer eng kleng Quantitéit a Pabeierversioun maachen, par courtoisie.

Véierte Punkt: De Gesetzestext, deen hei steet, dee schwätzt vun alleguerten de Gesetzer, dee mécht keng Distinctioun tëschent engem Gesetz fir de Budget oder engem anere Gesetz. An et ass esou, dass mir nach ëmmer dovunner ausgaange sinn, Dir alleguerten och, dass vun all Projet de loi, dass Der do eng Versioun am Pabeier kritt, an dann ass et d'Responsabilitéit vun der Chamber, fir d'Distributioun ze maachen.

Dofir schwätzen ech vu Courtoisie, well effektiv, wat d'Budgetsgesetz ubelaangt, et eng Gewunnecht war, dass mer der ganz vill gedréckt hunn an dass mer déi effektiv der Chamber, an net nëmmen der Chamber, zur Verfügung gestallt hunn.

Elo ass et esou, dass mer schonn d'lescht Joer d'Zuel vun den Exemplairen, déi mer drécke gelooss hunn, staark reduzéiert hunn. 2013 sinn nach 2.300 Exemplairë gedréckt ginn, 2.300 Exemplairë vun där Zill. An dat huet kascht: 18.303 Euro, 2013. D'lescht Joer si mer, wéi gesot, op 250 Exemplairen erofgaangen. Do huet et eis nach just 6.880 Euro kascht.

Dëst Joer hu mer jo fonnt, dass mer missten d'Technologië vun dësem Jorhonnert gebrauchen. Dofir hu mer den USB-Stick maache gelooss, an zwar zu engem Käschtepunkt, deen am Total fir dat Ganzt, fir déi véier Volummen, 2.374 Euro kascht huet. A mir hunn...

Entschëllegt, an da kënnt nach derbäi..., entschëllegt, ech hu mech elo geiert! Dat huet 1.653 Euro kascht, déi USB-Sticken. Mir hunn der 250 gemaach, Käschtepunkt 1.653 Euro. A mir hunn, wéi gesot, 30 Exemplairë gedréckt fir 2.374, soudass den Total vum Coût dëst Joer ronn 4.000 Euro ass. Also och nach e gudde Strapp méi bëlleg wéi d'lescht Joer!

Ech wëll hei Folgendes nach ënnersträichen: Ech mengen, mir hunn eis extra vill Méi ginn dëst Joer, fir dass Transparenz do ass a fir vill Leit fir de Budget ze interesséieren, natierlech inklusiv déi, déi als Éischt interesséiert sinn, dat sidd Dir. Den USB-Stick fonctionnéiert gutt. Ech hunn en nach haut de Moie selwer getest. Ech muss soen, et ass en extrem effikasst Instrument.

Ech ginn Iech e Beispill. Wann Der wëllt erausfannen, wou ass an engem Article budgétaire dat Wuert „habillement" dran, da maacht Der dat an de Moteur de recherche an da kritt Der alleguerten d'Artikelen am Budget, wou „habillement" drasteet. Dat schéngt mer awer eng Method ze sinn, fir ze schaffen, déi méi effikass ass, wéi wann ee misst d'ganzt Buch duerchkucken, fir ze fannen, wou „habillement" drasteet.

A leschtens wollt ech nach soen, dass mer jo en Internetsite lancéiert hunn, deen en ligne ass, wou een de Budget och erëm eng Kéier erëmfënnt a wou een interaktiv a mat dynamescher, mat moderner Technologie ka Saachen offroen, wéi zum Beispill: Wat sinn déi gréisst Dépensë vum Stat? Wat sinn déi gréisst Dépensen an engem Ministère? Et dréckt een op ee Knäppchen an et huet een dat alles direkt!

Ech mengen, mir hunn alles gemaach, fir dass de Budget soll disponibel sinn als Informatioun fir d'Chambre des Députés, fir Iech alleguerten, awer och fir de grand Public. A mir kréien och schonn Échoe vu Leit, déi sech freeën, dass een dat kann esou konsultéieren.

Dofir wollt ech Iech just soen, dass mir mengen, dass mir dat Néidegt gemaach hunn. Wann allerdéngs elo eng Demande wier, fir méi Exemplaren ze drécken, da maache mir dat, Här President. Mä dat ass un Iech ze décidéieren. Wann Der dat gären hätt, da kascht dat eben e puer Dausend Euro méi. Mir hu geschat, dat kéint tëschent 6.000 an 10.000 Euro méi kaschten, jee nodeem, wéi vill Exemplaren Der gären hätt. An da kascht dat déi Suen an déi Beem, déi da mussen ëmgehae ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Eis Prozedur gesäit net vir, dass een no enger Question parlementaire nach eng Kéier d'Wuert gëtt. Ech wëll just soen, dass et richteg ass, dass mer 25 Exemplare kritt hunn, nodeem mer der gentiment 100 gefrot haten. Mir géifen dat maachen, zu deem den Här Finanzminister eis opgefuerdert huet. Mir géifen em dann no dëser Sitzung Bescheed soen, wat mer nach zousätzlech brauchen. An ech soen em da Merci, dass mer déi och kréien. Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6527 iwwert d'Organisatioun vun de Centres de recherche publics. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Roger Negri.

4. 6527 - Projet de loi 1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics; 2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public; 4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'wëssenschaftlech Fuerschung soll ee vun de Kompetenzberäicher vu Lëtzebuerg ginn, eng nei zukunftsorientéiert Nisch mat beschter internationaler Reputatioun. Dofir musse mir eis aktuell Fuerschungsstrukturen nei opstellen. An dëst ass och den Haaptobjet vum Projet de loi vun haut.

Nach virun net allze laanger Zäit hate mir de Räichtum vun eisem Land sengem Buedem, der Minette, ze verdanken. No der Stolkris an der Mëtt vun de 70er Joren huet Lëtzebuerg aner Wirtschaftsberäicher wéi de Bankesecteur développéiert an développéiere missen, fir eis Liewensqualitéit op engem héijen Niveau ze halen.

Awer och sougenannt „Kompetenznischen" sinn definéiert a weiderentwéckelt ginn, wéi ënner anerem mat groussem Succès de Satellitteberäich. An och haut, wéi säit méi wéi 25 Joer, sinn d'politesch Décideure vun deene successive Regierunge weiderhin der Meenung, dass de wirtschaftleche Räichtum an d'sozial Kohäsioun nëmmen erreecht kënne ginn, wa Lëtzebuerg op Kompetenznische setzt.

An dësem Sënn huet d'ëffentlech wëssenschaftlech Fuerschung an deene leschten zéng Joer hei zu Lëtzebuerg en Opschwong erlieft, wéi e bis elo nach net do war. Fuerschung an Innovatioun schafen héichwäerteg Aarbechtsplazen an droen domat hiren Deel zur Lutte géint de Chômage bäi.

Mam Fuerschungsgesetz vum 9. Mäerz 1987 iwwert d'Recherche publique als Loi-cadre goufen eng éischte Kéier d'Centres de recherche publics, d'CRPen, per Règlement grand-ducal geschafen. Doropshi si folgend Entitéiten entstanen: éischtens, 1987 de CRP Gabriel Lippmann oder, anescht gesot, de CRP Centre universitaire, deen 1999 an Erënnerung un deen éischten Nobelpräisträger, deen zu Lëtzebuerg gebuer gouf, a CRP Gabriel Lippmann ëmbenannt ginn ass. Zweete war 1987 och de CRP Henri Tudor, deen an Erënnerung un de Lëtzebuerger Ingenieur an Erfinder am Beräich vun den Électrogénérateuren als CRP um Institut Supérieur de Technologie, IST, dunn an d'Liewe geruff gouf.

Béid CRPe fuerschen an den Ëmwelt- an an den Agrobiotechnologien, de Materialwëssenschafte souwéi de Gesondheets- an de Kommunikatiounstechnologien, woubäi ouni ze generaliséieren de CRP Lippmann méi an der Grondlagefuerschung an de CRP Tudor méi an der Recherche appliquée fir d'Betriber schafft.

Als Fallbeispiller kann ee vum CRP Tudor de Projet PILLS ufëieren, deem säin Objektiv et ass, nei Léisungen ze fannen, fir d'Effete vu Medikamenteréckstänn op d'Qualitéit vum Uewerflächewaasser maximal ze reduzéieren, an dann en anert Beispill vum CRP Lippmann, d'Entwécklung vun Nanoparticullen am Beräich vum Génie des nanomatériaux, déi et erlaben, e Medikamentecocktail geziilt an eng Kriibszell ze transportéieren.

Drëtt Entitéit war 1988 op därselwechter Basis de CRP-Santé als Deel vum nationale Gesondheetslabo. Hire Beräich läit an der Erfuerschung vun de Mechanisme vu Krankheeten, der Epidemiologie, der Diagnostik an der Behandlung vu mënschleche Kriibs-, kardiovaskulären oder infektiéise Krankheeten.

Véiertens ass 1989 de CEPS, de Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques am Statsministère, op Basis vun enger Loi organique sui generis geschafe ginn. De CEPS fuerscht am sozialwëssenschaftleche Beräich a befaasst sech mat Studien, zum Beispill iwwert d'Nohaltegkeet vun eisem Pensiounssystem, d'Effikassitéit vun de Mesuren um Aarbechtsmarché, fir d'Entscheedunge vum Stat an de sozioekonomeschen Acteuren ze ënnerstëtzen.

Fënneft a lescht Entitéit war 2008 d'IBBL, Integrated BioBank of Luxembourg, d'IBBL ass geschafe gi mat engem notariellen Akt ënnert der Forme juridique vun enger Fondatioun. Den Objet vun der Biobank ass ënner anerem, Échantillone vu Blutt, Urin, Serum a biologeschen Tissuen ze stockéieren an ze analyséieren an op dësem Wee national a virun allem international Fuerschungsprojete wëssenschaftlech an technologesch ze ënnerstëtzen.

Grënnungsmembere vun der IBBL waren déi dräi CRPe Santé, Lippmann an Tudor an d'Uni Lëtzebuerg. Eng éischt pluriannuell Konventioun gouf 2009 ënnerschriwwen. Mat dëser Konventioun huet de Stat der IBBL eng finanziell Ënnerstëtzung vu 55 Milliounen Euro zougeséchert. Nieft der Obligatioun fir d'IBBL, Drëttmëttel an Héicht vun aacht Milliounen Euro ze beschafen, fixéiert d'Konventioun nach eng gewëssen Zuel vun operationellen Objektiver, déi d'Biobank erreeche muss.

Här President, déi am Joer 2000 lancéiert Lissabon-Strategie hat zum Zil, bis 2010 aus der Europäescher Unioun déi kompetitiivst an dynameschst Wirtschaft vum Wëssen ze maachen. Am Kader vun dëser Strategie sollten d'Investissementer an de Beräicher Research and Development, R&D, bis 2010 op 3% vum Bruttoinlandsprodukt, dem PIB, klammen, eng Zilsetzung, déi europawäit net erreecht gouf - Lëtzebuerg ass bis op 1,66% komm - an 2010 an där neier Strategie „Europa 2020" fir Wuesstum a Beschäftegung nach eemol doweinst widderholl gouf.

Doropshin huet d'Lëtzebuerger Regierung 2010 décidéiert, fir bis d'Joer 2020 d'Intensitéit am Beräich Recherche bis op 2,3% respektiv 2,6% vum PIB ze steigeren. Dës Entscheedung ass trotz alle budgetäre Contraintë geholl ginn, well spéitstens säit der Finanz- an der Wirtschaftskris ab 2008 erëm ganz kloer ginn ass, dass Lëtzebuerg duerch eng ekonomesch Diversifikatioun seng Ofhängegkeet vum Finanzsecteur reduzéiere muss. Nei Méiglechkeete schaaft een nëmmen, wann een nei Iddien huet.

De Budget vum Stat fir de Beräich RDI, also Recherche, Développement an Innovatioun, ass an deene leschte 14 Joer sougutt fir den ëffentleche wéi fir de private Secteur konstant an d'Luucht gaangen, vun 28 Milliounen Euro am Joer 2000, dat waren 0,13% vum PIB, op 210 Milliounen (veuillez lire: 310 Milliounen) fir dëst Joer, dat sinn 0,65% vum PIB, an dat Ganzt mat 6.000 héichwäertegen Aarbechtsplazen! Et geet also hei och ëm vill Aarbechtsplazen.

Déi ëffentlech budgetär Kreditter fir d'CRPen hirersäits si vun 8,4 Milliounen Euro am Joer 2000 op 68 Milliounen am Joer 2013, an d'Personal vun de CRPen ass vu 719 Beschäftegter am Joer 2008 op 1.076 am Joer 2013 eropgaangen. All dës Entwécklunge weisen de Wëlle vun der Regierung, fir an d'Fuerschung ze investéieren an dorauser eng nohalteg Politik fir d'Entwécklung an d'Diversifikatioun vun eisem Land ze maachen.

An der Suerg, d'Lissabon-Strategie effikass ëmzesetzen, huet d'Regierung 2005 décidéiert, d'OECD mat enger Analys vum Lëtzebuerger Fuerschungssecteur ze beoptragen. Den Akzent sollt dobäi op déi ëffentlech Fuerschung geluecht ginn. Dëse Rapport huet, fir d'Gouvernance vum System ze verbesseren, ënner anerem virgeschloen, sougenannt „contrats de performance" tëschent der Regierung an deene verschiddenen Acteuren an der Recherche anzeféieren. Och sollte méi kloer Prioritéiten am Fuerschungsberäich gesat ginn, andeems een d'Aktivitéiten op eng gewëssen Zuel vun Domäne limitéiert.

D'Konklusioune vun dësem Rapport goufe vun allen Acteuren diskutéiert. An 2006 huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt, mat där d'Regierung opgefuerdert gouf, dës Recommandatiounen ëmzesetzen. D'Joren 2006 bis 2008 goufe genotzt, fir d'Haaptrecommandatioune vum Rapport ëmzesetzen.

Trotz de ville Succèse vun de CRPe Lippmann an Tudor, déi net ze leegne sinn, huet eng Evaluatioun, déi op Demande vum Héichschoul- a Fuerschungsministère an deene leschten dräi Joer gemaach gouf, gewisen, dass et gewësse Schwächte géif ginn, virun allem a Saachen Iwwerschneidung vu Fuerschungsaktivitéiten, engem Feelen u Masse critique, vun engem Feelen un internationaler Visibilitéit an engem Feele vun enger zefriddestellender strategescher Concertatioun.

D'CRPen hu sécher hir Friichte gedroen. Elo ass awer den Zäitpunkt komm, fir dës Pionéierzäit ze verloossen an d'CRPen am europäeschen an internationale Kontext vu Fuerschung an Innovatioun ze konsolidéieren.

Här President, domadder kommen ech zu den Haaptëmännerungen am Gesetz vun haut par rapport zum Gesetz vun 1987, an déi ginn op véier Niveaue virgeholl: éischtens beim Statut, zweetens bei de Missiounen, drëttens, éischte Punkt: bei de verschiddenen Organer, zweete Punkt dovun: bei hirer Gouvernance; an als véierten a leschte Punkt, um Niveau vum Personal.

Ugefaange beim Statut vun de CRPen, gëtt elo dorauser offiziell en Établissement public, an dëst per Gesetz an net méi wéi virdrun iwwer Règlement grand-ducal, an dëst konform zur Constitutioun, nom Artikel 108bis.

Mä et ass selbstverständlech, dass Autonomie a Responsabilitéit zesummeginn. Dëse Projet de loi hält fest, dass d'Relatiounen tëschent dem CRP an dem Stat duerch eng pluriannuell Konventioun regéiert ginn, déi engersäits generell d'Politik vum CRP betrëfft, seng strategesch Choixen, seng Aktivitéite genau wéi seng Objektiver, an anerersäits d'Mëttelen, déi de Stat op Basis vun deene gültege budgetäre Prozeduren zur Verfügung stellt.

E CRP, deen eng Autonomie genéisst, muss an aller Transparenz handele kënnen an och Rechenschaft doriwwer ofleeë kënnen. An dësem Kader gëtt d'Praxis vun den externen Evaluatiounen, déi hir Preuvë gemaach hunn, bäibehalen a konsequenterweis am Projet de loi och elo verankert.

Esou solle mat dësem Projet de loi CRPe geschafe ginn, déi den Exigenze vun der moderner Fuerschungs- an Innovatiounswelt gerecht ginn an déi capabel sinn, hir Prioritéite genauestens ze bestëmmen an awer och flexibel genuch sinn, fir hir Fuerschung schnell un déi national an déi international gesellschaftlech an ekonomesch Entwécklungen unzepassen.

Et ass deemno evident, dass d'CRPen net an all Beräich eng Exzellenz erreeche kënnen, a si mussen, fir den Ufuerderunge vun der gréisstméiglecher Qualitéit gerecht ze ginn, Prioritéite festleeën an hir Choixe maachen.

D'Relatioune mam Stat ginn iwwer pluriannuell Konventioune geregelt a Form vu Contrats de

performance - aktuell couvréiere se d'Period, mir haten de Mëtteg nach eng Réunioun doriwwer, vun 2013 bis 2017 -, déi mat den dräi CRPe Lippmann, Tudor, Santé, dem CEPS, dem Fonds national de la recherche, der BioBank-IBBL a Luxinnovation ofgeschloss ginn. Heimadder engagéiere sech d'Vertragspartner, eng gewëssen Zuel vu konkrete finanziellen a strukturellen Objektiver a Resultater am Géigenzuch zu der staatlecher Dotatioun ze erreechen. Op dës Manéier ginn d'Fuerschungsausgaben an eng zilorientéiert Relatioun gesat zu den erwaarte Resultater, an dat um wëssenschaftlechen, ekonomeschen an och soziale Plang.

Zu de finanzielle Ressourcë leet d'Gesetz am Detail fest, wat de CRPen zousteet. Zu dësen zielen ënner anerem d'Kontributioun vum Stat aus dem Statsbudget, déi finanziell Ënnerstëtzung aus Konventiounen oder fir national oder international Fuerschungsprojeten, d'Revenuen aus kontraktuelle Fuerschungsaarbechten oder Donen an Ierfschaften.

Schliisslech gëtt duerch dat neit Gesetz och nach d'Kollaboratioun vun de CRPe mat aneren Etablissementer, wéi zum Beispill och mat der Uni Lëtzebuerg, geregelt. Esou solle sech d'CRPen a Saache Fuerschungspolitik a Rechercheaktivitéite mat der Uni Lëtzebuerg beroden a Kollaboratioune gi kontraktuell geregelt.

Zweete Punkt vum Projet, dat sinn d'Missioune vun de CRPen, si sinn aus dem Gesetz vun 1987 am virleiende Projet iwwerholl a preziséiert ginn. Hir primär Missioun, d'Fuerschungsaktivitéite selbstverständlech, gëtt duerch dat neit Gesetz verstäerkt. Esou kann dës Missioun punktuell Projeten am Beräich vun der Grondlagefuerschung enthalen, mä d'Prioritéit vun de CRPe soll d'Recherche appliquée en faveur vun der sozioekonomescher Entwécklung vum Land sinn.

Anerersäits kréien d'CRPen duerch de virleiende Projet de loi weider zousätzlech Missiounen. Dat sinn d'Förderung vun der Aus- a Weiderbildung vun hirem Personal, besonnesch vu jonke Chercheuren, des Weideren d'Definitioun, d'Ëmsetzung an d'Evaluatioun vun den nationale Politicken an de genannte Beräicher.

Wat déi verschidden Organer - als drëtte Punkt vun der Ëmännerung vum Gesetz - ugeet, esou ginn et der an Zukunft dräi, an zwar nëmme méi CRPen, an net wéi bis elo déi virdrun ugeschwate fënnef Entitéiten. Déi éischt dovun, de CRP Henri Tudor an de CRP Gabriel Lippmann, ginn zesummegefouert, well se, wéi gesot, an deeneselwechte Beräicher fuerschen, an dat ab dem 1. Januar 2015, ënnert dem gemeinsamen Numm „Luxembourg Institute of Science and Technology", kuerz LIST genannt.

Zweetens, d'IBBL gëtt an de CRP-Santé integréiert, deen zukünfteg „Luxembourg Institute of Health", LIH, heescht. Eng Nuance zu dëser Regel gëtt awer agefouert am Zesummenhang mat der Integratioun vun der IBBL an de CRP-Santé. 2012 huet misse festgestallt ginn, dass d'IBBL de Financement tiers, esou wéi en an der pluriannueller Konventioun virgesi war, net erreecht huet, an dass d'BioBank och wahrscheinlech an deenen nächste Joren zu groussen Deeler vum ëffentleche Finanzement wäert ofhänken.

Aus dësem Grond ass déi juristesch Form vun der Fondatioun IBBL net méi déi richteg. Am Projet de loi ass dofir virgesinn, d'IBBL an de CRP-Santé, den zukünftegen LIH, ze integréieren. D'IBBL soll awer de Statut vun enger kloer definéierter Struktur kréien, mat enger gewëssener Autonomie, déi sech ënner anerem ausdréckt duerch eng eege pluriannuell Konventioun, also eegen, separat finanziell Moyenen an eng autonom, also vum Generaldirekter vum LIH onofhängeg Direktioun, woubäi d'IBBL awer direkt ënnert der Tutelle vum Verwaltungsrot vum neien LIH wäert fonctionnéieren.

Dës Organisatioun gëtt der BioBank déi fir hire Geschäftsmodell néideg Onofhängegkeet a garantéiert gläichzäiteg d'Confidentialitéit vun allen Échantillonen. De Projet de loi erlaabt och, le cas échéant, den Transfert vun den Aktivitéite vun der IBBL an eng nei juristesch Struktur vum Typ „spin-off".

Schliisslech erlaabt dës Organisatioun eng gutt, einfach an ekonomesch gënschteg Léisung fir den zentrale Stockage vun Échantillone fir d'Besoine vun der nationaler Fuerschung a gläichzäiteg ënnerstëtzt d'BioBank domat am LIH nach déi wëssenschaftlech Aarbecht fir d'Santé publique. D'IBBL bleift deemno eng Infrastruktur am Déngscht vun der ëffentlecher Fuerschung a vun den Entreprisen.

Deen drëtten a leschte CRP ass dann de CEPS, deen ëmbenannt gëtt an „Luxembourg Institute of Socio-Economic Research", kuerz LISER. Deemno gëtt et an Zukunft zu Lëtzebuerg dräi CRPen: LIST, LIH a LISER. Esou gëtt en homogeent Bild vun der ëffentlecher Fuerschung an en direkte Lien zu Lëtzebuerg domat geschafen, wat duerch déi engleschsproocheg Dénominatioun méi assimilabel ass a virun allem dat um internationale Plang domadder gëtt.

Zur Gouvernance vun den dräi CRPen ass ze soen, dass d'Regierung zwar duerch déi schonn ugeschwate Contrats de performance um Entscheedungsprozess bedeelegt bleift, dass d'CRPen d'Strategie vun hirer Verwaltung an hir zukünfteg Evolutioun awer selwer maachen an autonom bleiwen. Dës Approche, déi d'Autonomie vun de CRPe stäerkt, bréngt mat sech, dass d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration a seng Attributioune genau wéi de Rôle vun de verschiddenen Organer an de CRPen an deem neie Gesetz och nei geuerdnet ginn.

An dësem Sënn besteet de Conseil d'administration vun engem CRP zukünfteg nëmme méi aus externe Persounen. D'Membere ginn zukünfteg nach just op Basis vun hire Kompetenzen an hirer Erfahrung ausgewielt. Fir de bessere Fonctionnement gëtt d'Zuel vun de Membere vun zéng op néng erofgesat an déi automatesch Representatioun vu verschiddene Ministeren am Conseil d'administration gëtt ofgeschaaft. D'Membere ginn op Propositioun vun der Regierung fir eng Period vu fënnef Joer bestëmmt, an dat begrenzt op maximal zwou Mandatsperioden.

D'Fonctioun vum Commissaire du Gouvernement allerdéngs gëtt bäibehale mat Voix consultative. De Regierungskommissär huet en Informatiouns- a Kontrollrecht an iwwerwaacht, ob d'Gesetzer an déi staatlech Konventiounen agehale ginn.

Zukünfteg besteet dem Conseil d'administration, an deem iwwregens kee Geschlecht mat manner wéi 40% dierf representéiert ginn - Sexe sous-représenté mindestens also 40% -, besteet dem Verwaltungsrot seng Haaptaufgab net méi doranner, Entscheedungen iwwert d'Gestioun ze huelen, mä vill méi an der Definitioun vun der genereller Politik an der Strategie vum CRP, an dat am Kader vun de pluriannuelle Konventiounen an deenen doran definéierten Objektiver.

De Generaldirekter vum CRP sengersäits ass de Chef vun der Exekutiv, CEO. Hien dirigéiert de CRP an ass responsabel fir déi néideg Kohärenz. Seng Aufgab ass et, déi vum Conseil d'administration definéiert Strategie ëmzesetzen an all Décisiounen am Zesummenhang mat der couranter dagdeeglecher Gestioun vum CRP ze huelen. Seng Roll gëtt mat deem neie Gesetz ganz däitlech gestäerkt par rapport zum viregte Gesetz.

Eng Ausnahm zu den übleche Besetzungen an de Conseils d'administration ass, dass am Verwaltungsrot vum CRP-Santé ee Member op Propositioun vun der Regierung vum Wirtschaftsministère genannt gëtt (veuillez lire: ee Member vun der Regierung op Propositioun vum Wirtschaftsminister genannt gëtt).

D'CRPe kréien do derniewent och en neit konsultativt Organ, de Conseil de concertation. An dëse Bäirot, am Contraire zum Conseil d'administration, besteet nëmmen aus interne Persoune vun de CRPen, a seng Aufgab besteet an der Ausaarbechtung vu konsultativen Avise fir de Conseil d'administration, virun allem iwwert d'Ausaarbechtung vun de pluriannuelle Konventioune mam Stat. De Conseil de concertation besteet aus aacht Persounen, dat si fënnef Chercheuren an dräi Personalvertrieder.

An domat kommen ech zum leschte Punkt vun der neier Organisatioun vun de CRPen, dat ass d'Personal. D'Personal gëtt duerch privatrechtlech Aarbechtskontrakter beim CRP beschäftegt, woubäi dee jeeweilege CRP säin eegene System fir d'Gestioun vun de Carrièren organiséiere muss an d'Konditioune fir de Rekrutement an d'Promotioun vum Personal definéiere muss. Och gëtt mat deem neie Gesetz eng Personaldelegatioun entspriechend dem Code du Travail agefouert, där hir Aufgab et ass, d'Interessen an d'Aarbechtskonditioune vun de Salariéen ze verdeedegen.

An och wann déi fir d'Qualitéit vun der Recherche och an Zukunft bäizebehalen an op internationalem Niveau nach ze steigere sinn, werfen den ugeschwate Regruppement vum CRP Gabriel Lippmann a CRP Henri Tudor an déi ugeschwaten Integratioun vun der IBBL an de CRP-Santé, dës Neierungen, déi organisatoresch, strategesch an ekonomesch sënnvoll sinn, bei ville Leit, déi bei dëse CRPe schaffen, awer och Froen op a maachen hinne vill Suergen.

Esou stellt sech zum Beispill beim neie CRP-LIST d'Fro vum Organigramm, vun der Verdeelung vun den Aufgaben. Sécherlech wäerten Departementer zesummegeluecht ginn an anerer awer och zougemaach ginn, an net all Aarbechter, Mataarbechter wäert opgrond vu senger Spezialisatioun ouni Weideres op eng aner Plaz kënne versat ginn.

Eng aner Fro...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, ech hunn nach fir zwou Minutten.

Eng aner Fro ass déi vun de Standuerter: Wéini kommen déi zwee CRPe geografesch beieneen? Och no der Fusioun wäert de CRP LIST nach op méi Sitte verdeelt bleiwen. Fir e schnellt an effikasst Zesummewuessen ass dat wahrscheinlech net ideal.

Bei der IBBL an dem CRP-Santé stellt sech d'Fro no der Grille vun de Gehälter. Schliisslech hunn déi zwee Etablissementer an dësem Punkt bis elo ganz ënnerschiddlech fonctionnéiert. Ech vertrauen do awer drop, dass d'Regierung derfir suergt, Här Statssekretär, dass hei mat deem néidege Fangerspëtzegefill virgaange gëtt.

Dann, zur Propriété intellectuelle vun eisen ëffentleche Fuerschungszentren ass ze soen, dass all den intellektuellen oder ekonomeschen Output aus engem Fuerschungsprojet d'Propriétéit vum CRP ass, ausser dëst gouf an enger spezieller Konventioun anescht geregelt.

D'Fonctioune vun de Chercheuren hirersäits ginn och genau festgeluecht. Si bestinn niewent Fuerschungsaarbechten, dem Encadrement vun Theese vu Chercheuren, dem Austausch mat de sozioekonomeschen Acteuren an der Zivilgesellschaft och am Enseignement an an der Formatioun vun neie Chercheuren.

D'Rechter an d'Flichte vun de Chercheure ginn an enger vum Conseil d'administration ausgeschaffter spezieller Charte du chercheur no de Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun festgeluecht, déi de Chercheur mat senger Astellung akzeptéiert an ënnerschreift.

Här President, de Projet de loi iwwert déi nei Organisatioun vun de CRPe gouf de 14. Januar 2013 vun der viregter Regierung, vum Minister François Biltgen, an der Chamber deponéiert.

De Statsrot huet säin éischten Avis den 12. Juli 2013 ginn. An dësem huet en nach eng ganz Rei vu méi allgemengen a punktuelle Kritticken a Virschléi gemaach, iwwer ënner anerem d'Personal an d'Organisatioun, an och dräi Opposition-formellen ausgeschwat, déi d'Oplëschtung vun de Propriétés immobilières engersäits, d'Fixatioun vun de Montante vun den Indemnitéiten an de Jetone fir d'Membere vum Conseil d'administration an d'Definitioun vu gewësse supplementare Missioune fir d'CRPen anerersäits betraff hunn.

D'Héichschoulkommissioun huet Amendementer zum initiale Projet, déi haaptsächlech den Immobilier betraff hunn, den 20. November 2013 gemaach. Nodeems zwou vun den dräi Opposition-formellen direkt duerch dës Amendementer opgehuewe konnte ginn, huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire den 20. Dezember 2013 seng Opposition formelle a Bezuch zu der Definitioun vun de supplementare Missioune widderholl. Nodeems dunn an der neier Legislaturperiod d'Kommissioun de 24. Abrëll 2014 insgesamt 31 Amendementer agereecht huet, huet de Statsrot den 11. Juli 2014 gréng Luucht fir de Projet ginn, an zwar an där Form, wéi ech en elo hei rapportéiert hunn.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech nach just gären e puer Mercie lassginn, ganz kuerz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir sidd wäit iwwert d'Riedezäit ewech, och wann ech dann zur Kenntnis huelen, dass Der och den Accord wahrscheinlech vun der Fraktioun bréngt, da spuere mer jo e ganze Koup Riedezäit an dofir, wann d'Chamber do dermat d'accord wär, géife mer dem Rapporteur nach Zäit ginn, fir Merci ze soen.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Da géif ech och Iech, Här President, villmools Merci soen. Wéi gesot, ech géif och herno déi 23 Minutten, déi ech zegutt hunn, dann net ausnotzen, dofir géif ech Iech Merci soen elo scho fir Är grouss Flexibilitéit.

Merci soe wëll ech all de Membere vun der zoustänneger Kommissioun, wou mer ëmmer ganz sachlech diskutéiert hunn, ënner eiser exzellenter Presidentin Simone Beissel.

(Brouhaha)

Jo, dat muss elo sinn.

E grousse Merci och der Madame Christiane Huberty, eiser Chamberkommissiounssekretärin, fir hir wierklech exzellent Aarbecht. Dem Minister Claude Meisch a sengem Statssekretär Marc Hansen an hire gudde Beroder aus dem Héichschoulministère, den Häre Pierre Decker a Léon Diederich, villmools Merci. De Responsabele vun deene verschiddene CRPen: den Damme Catherine Larue, Marie-Paule Hoffmann, den Häre Marc Lemmer, Fernand Reinig, Jean-Claude Schmit an Hilmar Schneider, bei deenen ech als Rapporteur mat eisem Mataarbechter Tom Wenandy - och him e grousse Merci - am Summer sur place war fir jeeweils eng Entrevue, all hinne wëll ech e grousse Merci soe fir hir gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht!

Här President, als Konklusioun, a fir wierklech zum Schluss ze kommen, wëll ech zesummefaassend soen, dass mer mat der neier Opstellung aus den aktuelle fënnef Entitéiten - Lippmann, Tudor, Santé, CEPS an IBBL - eriwwer zu den dräi neie CRPen - LIST, LIH a LISER - a Form vun dräi Établissement-publicken haut legislativ d'Weiche stellen, fir ab dem 1. Januar 2015 international gutt positionéiert ze sinn am Beräich vun der Fuerschung als nohaltegen, zukunftsfäege Kompetenzzenter fir Lëtzebuerg.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Bravo!

Une autre voix.- Très bien!

Une troisième voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur, deen ech bieden, net méi esou erëmzekommen.

(Hilarité)

Als éischt Riednerin... A vu dass dann de Rapporteur esou grousszügeg vun der Chamber zousätzlech Riedezäit kritt huet, déi awer ze nuancéieren ass, géif ech dann och selbstverständlech, wann deen een oder aneren net eens gëtt mat senger Zäit, datselwecht uwenden. Ech hoffen awer, dass mer eens ginn!

D'Madame Martine Hansen huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An ech kann Iech garantéieren, ech ginn eens mat der Zäit an ech wäert se och net ausschëpfen.

An e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Roger Negri!

Une voix.- Aah!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et ass definitiv elo schwéier nach eppes ze soen, wat net scho gesot ass. Ech wäert mech dann och zimlech kuerz halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru genau 15 Wochen, den 2. Juli, hu mer hei op dëser Plaz d'Gesetz iwwert den FNR, de Fonds national de la recherche, gestëmmt. De Fonds national de la recherche stellt de Kader duer fir d'Recherche. Et ass e ganz wichtegt Instrument vun der Recherche. Mä déi eigentlech Recherche gëtt awer an de CRPen an an der Uni gemaach.

Datt d'Recherche eis Matière première, eis éischt Ressource ass, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, fir eis wirtschaftlech, gesellschaftlech a kulturell esou ze entwéckelen, wéi mer dat brauchen, ass zënter den 80er Jore vun der Regierung als solches unerkannt an och konsequent gefërdert ginn. D'Weiderentwécklung vum Fuerschungssecteur - an domadder och d'Innovatioun - ass absolut noutwendeg, ass onëmgänglech. Mir brauchen nei Standbeener fir d'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie.

D'CSV, déi bis d'lescht Joer d'Responsabilitéit an dësem Beräich hat, huet jorelaang hei op eng budgetär Prioritéit gepocht, an dat huet sech och rentéiert. Mat eise CRPen hu mer elo déi richteg Partner a mat dësem Gesetz kréie si och deen adequate legislative Kader.

Relativ fréi ass erkannt ginn, datt eng extern Evaluatioun vun dësem ekonomesch wichtege Secteur an och budgetär bedeitende Beräich onbedéngt noutwendeg an erfuerderlech wär. A genau dës Etüd - den Här Negri sot et och schonn -, déi vun der OCDE am Joer 2006 duerchgefouert gouf, ass den Ustouss gewiescht fir dëst neit Gesetz.

De Rapport vun der Etüd huet erginn, datt d'Gouvernance kéint verbessert ginn, d'Responsabilitéite vun den eenzelnen Acteure méi genau definéiert ginn an d'Koordinatioun tëschent deenen Acteure sollt méi effizient gestalt ginn. Genau dës Punkten, déi an där Etüd erauskomm sinn, ginn an dësem Gesetzesprojet viséiert.

Ech hat et scho gesot, den Här Negri ass definitiv op all Detail an all Punkt agaangen. Ech wëll der awer dann e puer nach eemol ervirsträichen. Éischtens, d'Etüd vun der OCDE huet, esou wéi ech et gesot hunn, oder war den Ustouss fir dëst Gesetz. A well d'Evaluatioun fir all Beräich, net nëmme fir eis CRPe wichteg ass, mä fir all Betrib wichteg ass, ass och dës Evaluatioun, extern Evaluatioun an dësem Gesetz festgehale ginn.

Zweetens, de CEPS gëtt och elo e Centre de recherche public, de LISER, „Luxembourg Institute of Socio-Economic Research“, dee CRP, deen, wéi den Numm et seet, fir d'Recherche am sozioekonomesche Beräich verantwortlech ass, ee Beräich, dee mer definitiv fir dëst Land net däerfen ënnerschätzen.

D'CRPe Lippmann an Tudor fusionéieren an ee CRP, de LIST, den „Luxembourg Institute of Science and Technology“. An dee Wonsch vun der Fusioun war vun deenen zwee Acteure schonns méi laang geäussert ginn. Mam LIST kréie mer och elo hei e performante CRP am Beräich vun den Technologien an der Science.

D'„Integrated BioBank of Luxembourg“ gëtt an de CRP-Santé integréiert a wäert zukünfteg LIH, „Luxembourg Institute of Health“, genannt ginn. A mat dësem CRP - ech mengen, d'Aktualitéit beweist et, et ass ee CRP, ee Beräich, deen onbedéngt noutwendeg ass, dee fundamental an eiser Gesellschaft ass, deen ëmmer wäert gebraucht ginn, dee sech permanent muss entwéckelen - kréie mer och elo hei e wichtegen Acteur, fir dës Recherche no vir ze brénge.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Duerch de Regruppement vun eise CRPe gëtt elo d'Koordinatioun verbessert, ginn d'Synergië besser genotzt a mir wäerten och eng besser Visibilitéit - Dir hutt et scho gesot - no bausse kréien, wat nach zousätzlech eben ënnerstrach gëtt duerch déi dräi d'selwecht opgebauten Nimm: „Luxembourg Institute of...“ an esou weider. Dat héiert sech vläicht op den éischte Bléck net onbedéngt esou ganz wichteg un, mä fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass eng gutt international Visibilitéit extrem wichteg.

D'CRPe sinn, jiddweree fir sech, en Établissement public mat enger Autonomie juridique, financière, scientifique an administrative. Dës Autonomie op där enger Säit erfuerdert awer op där anerer Säit déi deementspriechend Responsabilitéit. An duerch d'Instrument vun de pluriannuelle Konventiounen, de sougenannten „contrats de performance“, déi vun der leschter Regierung scho gemaach gi si mat de CRPen an der Uni, ka séchergestallt ginn, datt d'Objektiver vun de CRPen erreecht respektiv agehale ginn.

Dann huet den Här Negri et och scho gesot: D'Gouvernance huet misse verbessert ginn, huet missen ugepasst ginn. D'Etüd huet dat erausbruecht. Op där enger Säit hu mer elo e Conseil d'administration. Deen hält déi allgemeng Politik fest, leet d'Strategië fest an d'Aktivitéite vum CRP. Zousätzlech kontrolléiert en dës Aktivitéiten, an hie setzt sech zesummen - wéi gesot, dat ass nei - just nach aus externe Memberen, déi opgrond vun hire Kompetenzen an hirer Erfahrung an dësem Beräich ausgewielt ginn. Den Directeur général dann, dee féiert d'Décisioune vum Conseil d'administration duerch an hien assuréiert am Prinzip déi deeglech Gestioun a suergt fir de Funktionement vum CRP.

Een zousätzlecht, wichtegt Gremium, dat sech aus CRP-interne Leit elo zesummesetzt, ass de Conseil de concertation. Dëst konsultatiivt Organ gëtt Avisen un de Conseil d'administration iwwert d'Politik vun der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun an awer och iwwert déi pluriannuell Konventiounen, déi mam Stat gemaach ginn.

Ech mengen, mir hunn elo mat deem Conseil d'administration, dem Conseil de concertation, dem Directeur général a mam Commissaire du Gouvernement déi noutwendeg Basis, fir eng gutt Gouvernance vun de CRPen ze assuréieren.

Ech wëll awer nach kuerz op d'Representatioun vun de Geschlechter an de verschiddene Conseilen agoen. Als CSV hate mer 30% fir dat manner representéiert Geschlecht virgesinn. Dir hutt dëse Prozentsaz, esou wéi et an Ärem Regierungsprogramm steet, elo op 40% gehuewen, wat a priori och net schlecht ass an ze begréissen ass, awer sous condition, datt Der, esou wéi et am Gesetz festgeschriwwen ass, genuch kompetent Leit mat Erfahrung an dësem Beräich fannt. Ech wëll hei nach eemol drop hiweisen, esou wéi ech dat och beim Gesetz vum FNR gemaach hunn, datt dëst virun allem am Beräich vun de Sciencen an der Technologie net ëmmer evident ass, well ganz einfach an deem Beräich net esou vill Frae schaffen.

Ofschléissend wëll ech awer nach eemol ervirsträichen, datt d'CRPe sech am Laf vun der Zäit zu engem wierklech effizienten, absolut wichtegen an zouverlässegen Organ vun eiser Fuerschung an domadder vun der Entwécklung vun eiser Ekonomie entwéckelt hunn. Duerfir - ech gesinn, douewe sëtzen nach Leit vum Ministère - wëll ech u sech jiddwerengem vum Ministère, deen doru geschafft huet, awer och deene Leit aus de CRPe fir hiren Asaz Merci soen.

Mir sinn elo mat eisen dräi CRPen - dem LIST, dem LIH an dem LISER - gutt opgestallt, fir eis Recherche an de Beräicher vun der Science, der Technologie, der Gesondheet an dem sozioekonomesche Beräich nach weiderzeentwéckelen an, wéi gesot, wat ganz wichteg ass, fir d'Resultater vun eiser Recherche ze valoriséieren an eiser Ekonomie.

Ofschléissend ginn ech dann natierlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, haut ass e wichtegen Dag fir eis Lëtzebuerger Fuerschungslandschaft. Net nëmme well mer mam virleienden Text eis CRPe besser opgestallt hunn, mä och well mer uschléissend dem Finanzement vum Lëtzebuerger Max-Planck-Institut eng legal Basis wäerte ginn. No der rezenter Reform vum Fonds national de la recherche sinn dëst zwee weider wichteg Elementer, fir d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Fuerschungsstanduert ofzesécheren, e Fuerschungsstanduert, dee vläicht net op eng jorzéngtelaang Traditioun zréckkucke kann, mä dee sech och net brauch hannert der internationaler Konkurrenz ze verstoppen.

An der Vergaangenheet gouf Lëtzebuerg dacks op seng Bankeplaz reduzéiert. Et ass wichteg, datt d'Regierung et fäerdegbréngt, fir Lëtzebuerg als moderne Fuerschungsstanduert ze promouvéieren, wou eng zukunftsorientéiert Fuerschung op engem héijen Niveau stattfënnt. An deene leschte Joren ass dat och gelongen, well mëttlerweil brénge mer et fäerdeg, heizuland Topchercheuren ze rekrutéieren. Mä och hei si mer eréischt um Ufank vun engem Parcours. An Zukunft musse mer et och fäerdegbréngen, Betriber op Lëtzebuerg unzeéien, déi wéinst eiser Recherche heihinner wëlle kommen.

D'Fuerschung kann a soll net weltfriem sinn. Si soll net an deem vill zitéierten „Elfenbeinturm“ stattfannen, neen, Fuerschung muss e Méiwäert, eng Plus-value fir eis Wirtschaft, fir eis Entreprisen, fir d'Liewen am Alldag, fir eis Gesellschaft duerstellen.

Den Impakt vun der Fuerschung gëtt also ëmmer méi wichteg. De Bierger muss gesinn, datt déi impressionnant Zomme vu Steiergelder, déi all Joer an d'Fuerschung investéiert ginn, och him direkt an indirekt zeguttkommen, sief et duerch d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen oder sief et duerch Erkenntnisser, Resultater, déi dem Land a sengen Awunner hëllefen, Verbesserungen, wéi zum Beispill Verbesserungen am Schoulsystem ze maachen, oder nei Traitementer am Gesondheetsberäich.

Den Impakt vun der Fuerschung soll sech net exklusiv op ekonomesch Retombéeë beschränken, déi sécherlech e ganz wichtegen Deel sinn, mä méi breet ausfalen. Et muss een also och déi sozial a kulturell Aspekter vun der Fuerschung berücksichtegen.

Här President, wann een, wéi Lëtzebuerg, op eng Fuerschungsgeschicht vun nëmmen e bësse méi wéi engem Véirelsjorhonnert kann zréckblécken, da kann een ëmsou méi houfreg sinn iwwert dat, wat an där kuerzer Zäit geschitt ass. Zemools am Verglach mat anere Länner, déi wierklech doranner eng jorhonnertelaang Traditioun hunn.

Eis Uni huet sech an hirer dach kuerzer Geschicht eng fest Plaz an der europäescher Fuerschungslandschaft eruewert a bréngt et fäerdeg, exzellent Fuerscher aus der ganzer Welt unzezéien. Als Beispill kann een hei ënner anerem de Laboratoire vum Rudi Balling, deen en Deel vun der grousser Biomedezinsinitiativ ass, déi am Joer 2008 gestart gouf, zitéieren.

Den Här Balling huet hei a ganz kuerzer Zäit e Laboratoire opgebaut, dee wäit iwwert d'Grenze vum Land bekannt ass. Esou konnt zum Beispill e Fuerscher aus der Équipe vum Här Balling sech géint e Fuerscher vun der renomméierter Harvard University duerchsetze fir e Projet am Beräich vun der Alzheimer-Fuerschung.

Eis Centres de recherche publics hu sech gutt entwéckelt a si fir eis Betriber a Verwaltunge mëttlerweil en incontournabele Partner. A genee ëm dës Centres geet et jo hei am virleienden Text. Och wann een hir Geschicht duerchaus als eng Success Story ka bezeechnen, esou besteet dach awer e gewëssen Handlungs- a Reformbedarf. Meng Virriedner sinn dorop agaangen, ech wäert dat net méi maachen.

Am Kader vun der Lissabon-Strategie, déi ënner anerem eng Promotioun an den Ausbau vun der europäescher Fuerschung virgesäit, hat d'Regierung 2005 d'OECD domadder beoptragt, fir eng Analys vun eisem ëffentleche Fuerschungsdispositif ze maachen. Et goung drëms, d'Stäerkten an d'Schwächten ze identifizéieren a Recommandatiounen auszeschaffen, déi et eis sollten erlaben, eis ëffentlech Fuerschung besser opzestellen. E groussen Deel vun de Recommandatioune vun der OECD ginn, wéi schonn éinescht gesot, mat dësem Projet de loi ëmgesat. Si wäerten derzou bäidroen, datt eis CRPen hir exzellent Aarbecht aus der Vergaangenheet och an Zukunft kënne weiderféieren.

Här President, fir den zukünftegen Développement vun eiser Fuerschung ass et wichteg, datt et eng kloer Aufgabendeelung gëtt. Der Politik hir Roll soll der Meenung vun der DP no haaptsächlech doranner bestoen, fir der Fuerschung an de Chercheuren déi beschtméiglech Konditiounen ze bidden, fir datt sënnvoll a gutt Fuerschung an eisem Land ka bedriwwe ginn. Dofir ass natierlech den Dialog tëschent der Politik an de Fuerscher néideg a sënnvoll.

Mä wichteg ass awer och, datt all Säit hir Autonomie behält. Et huet sech nämlech erwisen, datt déi Länner, deenen hir Fuerschungsinstitutiounen eng staark Onofhängegkeet opweisen, e staarken Impakt op déi jeeweileg Wirtschaft a Gesellschaft hunn. Genee dat, nämlech eng verstäerkten Autonomie, huet sech de virleiende Projet de loi als Zil gesat. Dëst gëllt iwwregens och fir d'Reform vum FNR, iwwert déi mer virun der Summerpaus hei am Haus debattéiert hunn.

Méi Autonomie heescht awer net, datt d'Fuerscher all Orchideeëfach nogoe kënnen. Hei kënnt dann nees d'Politik an d'Spill. D'Relatiounen tëschent de Fuerschungsinstitutiounen an dem Stat ginn duerch déi sougenannt „contrats de performance“ definéiert. Hei ginn d'Ziler vun de Fuerschungsdomänen definéiert an och am Kader vun enger Rumm festgeluecht. Innerhalb vun dëser Rumm sinn d'Institutiounen an d'Fuerscher fräi, fir déi Projeten ze definéieren, déi zu dësen Ziler bäidroen an domadder den Impakt vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg kënne verstäerken.

Här President, als e Land mat enger jonker Fuerschungstraditioun a mat begrenztem Reservoir vun inlännesche Fuerscher si mir méi wéi aner Länner op gutt Fuerscher aus dem Ausland ugewisen. Dofir musse mer als Standuert besonnesch attraktiv sinn a bleiwen. Mä wat mécht dann eigentlech en attraktive Fuerschungsstanduert aus?

D'Attraktivitéit an der Fuerschung beschränkt sech sécher net nëmmen op appropriéiert Paien, mä virun allem op gutt Kaderbedéngungen. Wat fir eng Strukturen an Infrastrukture gëtt et an deem Land? Wéi gutt sinn d'Laboen ausgerüst? Wéi steet et ëm déi sozial Ofsécherung vun de Fuerscher? Gëtt et en interessante private Fuerschungssecteur? Oder nach: Wéi gesäit déi politesch Ënnerstëtzung vun der Fuerschung aus?

Iwwert déi politesch Ënnerstëtzung vun der Fuerschung ginn et, esou mengen ech, hei zu Lëtzebuerg keng zweeërlee Meenungen. Dat beweist eleng schonn déi vu Joer zu Joer klammend finanziell ëffentlech Ënnerstëtzung vun der Recherche. An an all deenen anere Punkten ass Lëtzebuerg och guer net esou schlecht a brauch sech net hanner Länner, déi deelweis, wéi gesot, op eng ganz laang Traditioun zréckblécke kënnen, ze verstoppen.

Sécher ginn et och Aspekter, wou nach Verbesserungsbedarf besteet. Ech denken hei un d'Koordinatioun, wou sécher nach Loft no uewen ass. Hei kënnen awer déi Gesetzesännerungen, iwwert déi mer haut hei diskutéiere respektiv déi mat der Reform vum FNR schonn ëmgesat goufen, e wichtege Schratt zu enger Verbesserung bäidroen.

Wou mir sécher och nach net eist ganzt Potenzial ausgeschäfft hunn, ass eis Participatioun an den europäesche Fuerschungsprogrammer. Mir mussen an Zukunft derfir suergen, datt eis Fuerschungsinstitutioune besser um „Horizont 2020“ participéieren, well dat eng eemoleg Chance, eng eemoleg Geleeënheet ass, fir a multilaterale Projekter - mat deene beschten aus Europa - Fuerschung ze bedreiwen. Dat erhéicht op där enger Säit souwuel d'Visibilitéit vun der Recherche an op där anerer Säit dréit et och zu engem méi héijen Impakt vun der Fuerschung op eis Ekonomie an op d'sozial Kohäsioun bäi.

Här President, et ass immens wichteg, fir och a grad bei eiser Jugend den Appetit un de Wëssenschaften, den Naturwëssenschafte besonnesch, ze erwächen. Fir Lëtzebuerg leien d'Ressourcen nun eemol an de Käpp vu sengen Awunner. Mir mussen dofir méi Jugendlecher derzou beweegt kréien, fir driwwer nozedenken, eng wëssenschaftlech oder technesch, technologesch Disziplin ze studéieren an och esou eng Carrière anzeschloen. Schliisslech ka keng Fuerschung ouni Fuerscher funktionéieren.

Et kann net sinn, datt mer e Fuerschungsstanduert opbauen a mer bal keng Lëtzebuerger Chercheuren hei erëmfannen. Am Ausland wier dat ondenkbar. Mir brauchen also an dësem Kontext eng nei Mentalitéit. Wéi fréier de Bankesecteur sech rasant entwéckelt huet, war de Reflex bei ville jonke Leit deen, fir Ekonomie a Finanzen ze studéieren. Haut wësse mer, datt dat net méi an alle Fäll eng Garantie fir eng interessant a fir eng sécher Aarbechtsplaz ass.

Mir hu mëttlerweil e chroneschen Defizit u Leit, déi Naturwëssenschaften, Mathematik oder Ingenieurswëssenschafte studéieren. Och am ICT-Beräich feelt et däitlech u Fachkräften. Dogéint hu mer en Iwwerschoss an de Geschichtswëssenschaften, mat 500 Studenten, déi ënnerwee sinn, oder an der Psycho, mat 800 Studenten.

Et ass also och eng Erausfuerderung vun der Schoul, fir derfir ze suergen, datt méi jonk Mënschen an déi Richtung studéiere ginn, wou och Leit gebraucht ginn a wou mer amgaange sinn, en neie Créneau vun eiser Wirtschaft opzebauen. Hei muss also a Saachen Informatioun, Orientéierung a Basisformatioun nogebessert ginn. An et muss versicht ginn, deene Jonken d'Angscht virun esou engem Studium ewechzehuelen. Hei stellt sech also och e klore pädagogeschen an didakteschen Défi an eise Lycéeën.

Den FNR ënnerstëtzt d'Promotioun vun der Culture scientifique mat enger Rëtsch vun Instrumenter. Denke mer un den „Mister Science“, un den „Pisa-Wëssensmagazin“, un d'Aktioun „Chercheurs à l'école“ - och den „natur musée“ spillt hei eng net onwesentlech a wichteg Roll. Mir mussen onbedéngt op dësem Wee weidergoen a jonk Leit op esou Beruffer esou fréi wéi méiglech zolidd virbereeden, se sensibiliséieren a se mobiliséieren. Dofir ass et gutt, datt Héichschoulministère a Schoulministère ënnert der Verantwortung vun deem nämlechte Minister stinn.

Här President, wéi uganks vu menger Ried scho gesot, stelle mir haut d'Weiche fir d'Zukunft vun der ëffentlecher Fuerschung zu Lëtzebuerg. Wa viru méi wéi engem Jorhonnert eis wichtegst Ressource de Minerai de fer, d'Eisenäerz am Minette war, dann ass et mat Sécherheet fir déi nächst Joren a Jorzéngten d'Wësse vun eisen Awunner. D'Fuerschung, egal ob privat oder ëffentlech, hiert Abannen an eis Ekonomie, wäert eent vun de Schlësselelementer fir eng erfollegräich Zukunft vun eisem Land duerstellen.

Aus deem Grond begréisst d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei de virleiende Projet de loi, mat deem eis CRPe fir d'Zukunft fit gemaach ginn, ausdrécklech. Ech bréngen dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text.

An éier ech zum Schluss kommen, wollt ech awer dem Rapporteur, dem Kolleeg Roger Negri, Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen an ausféierleche mëndleche Rapport, deen et mir erlaabt huet, fir a menger Ried net méi op all Punkt vun dësem Projet de loi anzegoen, mä e bësse méi generell iwwert d'Wichtegkeet vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Bauler. Ech kréien esou lues e schlecht Gewëssen!

(Hilarité)

Wann ech dem Här Bauler nolauschteren, dann hätte mer dem Här Negri nach e bësse méi Riedezäit misse ginn. Mä dat gesot, Geck an den Eck!

Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. An ech bueren dann nach e bësse weider un Ärem Gewëssen, ech fänken do un, wou de Kolleeg André Bauler opgehalen huet, ech soen dann natierlech och dem Roger Negri Merci. An effektiv, well hien esou ausféierlech war, souwuel a sengem schréftleche wéi och a sengem mëndleche Bericht, mécht en eis et e bësselche méi einfach, fir eben déi Punkten erauszegräifen, déi aus eiser Vue déi wichtegst sinn.

Déi zwee CRPen Tudor a Lippmann hu viru méi wéi zwee Joer décidéiert, oder wéinstens ëffentlech décidéiert, zu engem Institut, dem LIST, ze fusionéieren. Dës Décisioun ass d'Resultat vun enger laanger Zesummenaarbecht, ville Planificatiounen an Diskussiounen. An et schéngt eis och eng Noutwendegkeet ze sinn, déi och kaum a Fro gestallt ka ginn.

Et ass logesch, datt zwou Fuerschungsinstitutiounen, déi sech op Gebidder engagéieren, déi zwar net identesch sinn, déi awer eng ganz Rei Iwwerschneidungen a Beréierungspunkten hunn, zu der Konklusioun komm sinn, ze fusionéieren. Dat ass e Schratt, dee soll derzou bäidroen, méi effizient ze schaffen, méi visibel ze ginn, op europäeschem an op internationalem Plang.

Dat ass och e Schratt, an dat ass och schonn hei gesot ginn, deen am Aklang mat de Recommandatioune vun der OECD hirer Analys vun eiser Fuerschungslandschaft steet. Do heescht et jo, ënner anerem, datt d'Koordinatioun tëschent deene verschiddenen Acteuren an awer och deene verschiddene Ministèrë misst verstäerkt ginn an datt mer eis sollten op eng begrenzten Zuel vu Gebidder limitéieren a konzentréieren.

déi gréng begréissen et, datt déi zwee CRPen zu engem méi grousse CRP zesummewuessen. A wann ee weess, wéi schwéier esou Prozesser bei eis am Ländchen heiansdo sinn, da kënnt een och net derlaanscht, fir den Direkteren an de Conseils d'administration vun deenen zwee CRPen ze félicitéieren, datt se dee Schratt fäerdegbruecht hunn.

Datt mer déi zwee Nimm mat Historique Gabriel Lippmann an Henri Tudor elo opginn an duerch eng éischter banal Bezeechnung „Luxembourg Institute of Science and Technology" verschwannen dinn, dat ass e bësse schued, mä dat huet awer seng Berechtegung, dat huet och d'Madame Hansen gesot. Mir probéiere jo - dat Gesetz hei geet jo wäit iwwert déi Fusioun vun deenen zwee CRPen eraus -, mir probéieren, eis CRP-Landschaft allgemeng méi visibel ze maachen am internationale Kontext. Si heeschen elo, zumindest op Englesch, an dat ass jo déi dominéierend Sprooch an der Recherche, alleguer „Luxembourg Institute of…", an dann eben: „... Science and Technology", „...Health" oder „... Socio-Economic Research".

Ech hu jo gesot, datt mer et begréissen, datt déi zwee Instituter zesummewuessen. Ech wëll awer och hei e puer Suergen zum Ausdrock bréngen, an ech wier frou, wann den Här Minister, den Här Statssekretär eis kéint e puer berouegend Äntwerte liwweren an deem Kontext.

Éischt Fro: Wéi ass et mam Zäitplang? Den 1. Januar gëtt et kee Lippmann a keen Tudor méi, nëmme méi e LIST. Dat ass schonn a ronn 75 Deeg! Mir wëssen nach ëmmer net, wien de Chef gëtt vun deem groussen neien Institut. A souwäit ech informéiert sinn, ass den Termin, wou Kandidaturen zougelooss waren, am Juni 2014 ofgelaf. Hunn d'Headhunteren hir Aarbecht nach net ofgeschloss? Wier et net och néideg, datt scho virun dem 1. Januar de CEO vum LIST géif säin Amt iwwerhuelen?

Eng zweet Fro: Den Zesummeschloss vun deenen zwee Instituter erlaabt, an dat steet och am Projet de loi am Exposé des motifs, eng gewëss Rationalisatioun op enger ganzer Rei vu Gebidder: Deier Apparater mussen net zweemol kaaft ginn, de Fait, datt zwou verschidden Équippen u ganz ähnleche Projete schaffen, gëtt ausgeschloss an Zukunft an och um Niveau vun der Administratioun gi Rationalisatiounen an Aussiicht gestallt. Dat mécht alles Sënn. Mir schaffen hei mat Suen, déi hiren Ursprong an ëffentleche Gelder hunn. Et ass wichteg a richteg, rationell ze schaffen.

Et schéngt och esou ze sinn, datt eng Rei Leit elo nach an engem Beräich schaffen, deen an Zukunft keng Prioritéit méi huet. Et ass dat erkläert Zil, méiglechst keng Leit duerch d'Fusioun ofzebauen, an awer ass eng gewëssen Onsécherheet bei enger ganzer Rei Leit ze verspieren, déi an de CRPe schaffen.

Wier et net vläicht awer sënnvoll, mat de Beschäftegten zesummen e Sozialplang auszeschaffe fir déi Mataarbechter, déi net méi gebraucht ginn, oder gëtt et där Mataarbechter keng, déi net méi gebraucht ginn?

An en drëtte Punkt, iwwert dee mer eis och Gedanke maachen: Deen neie CRP-LIST kritt och eng nei hierarchesch Struktur, an ee Virworf, deen d'Uni schonn a verschiddenen Evaluatioune gemaach kritt huet, deen taucht dann och bei de CRPen op: An dat ass déi intern Kommunikatioun.

Mengen Informatiounen no sinn eng Rei Mataarbechter net frou iwwert déi intern Kommunikatioun, oder déi feelend intern Kommunikatioun. Den Zefriddenheetsgrad bei de Mataarbechter ass am Allgemengen anscheinend net zum Beschten. D'Wëssensgesellschaft baue mer awer mat Wëssenschaftler, mat Mënschen op. An ech ginn dem Här Bauler ganz recht, wann e seet, datt mer och musse kucken, fir d'Fuerschungsberuffer attraktiv fir eis Jonk ze maachen, mä dat huet dann och eppes mat Aarbechtskonditiounen ze dinn.

Et ass och esou, datt am CRP Henri Tudor d'Zuel vun de Mataarbechter erofgaangen ass an deene leschten zwee, dräi Joer. Datselwecht gëllt zum Deel fir de CEPS.

Sinn dem Ministère Donnéeën iwwert den Zefriddenheetsgrad vun de Mataarbechter bekannt?

Souwäit eis Froen an Iwwerleeungen zum CRP-LIST. Wéi scho gesot, den aktuelle Projet de loi geet wäit doriwwer eraus. Mat dësem Gesetz wëlle mer een allgemenge Kader setzen, dee fir all CRPen d'selwecht ass, also fir de LIST, de CRP-Santé an de CEPS. D'CRPe ginn iwwer e Gesetz als Établissements publics definéiert, déi souwuel juristesch wéi finanziell wéi wëssenschaftlech an administrativ autonom funktionéieren.

Och wann ech net direkt déi grouss Gefor gesinn, datt d'CRPen ze vill spezifesch lëtzebuergesch kéinte ginn an datt dat hirer internationaler Renommée géif schueden, si mer natierlech dermat d'accord, datt si eng international Ausriichtung mussen hunn.

Et ass och gutt, datt déi allgemeng Missioune vun de CRPen elo am Gesetz stinn. A mir sinn och d'accord mat den zousätzlechen a spezifesche Missiounen, wéi se am Gesetzesprojet stinn.

Déi Verännerungen, wat de Conseil d'administration betrëfft, kënne mer guttheeschen, an och de Fait, datt déi verschidde Ministèren net méi an de Conseils d'administration vertruede sinn. An als Géigepartie fir deen Deal fanne mer et awer richteg, datt e Regierungsvertrieder mat Voix consultative bei de Réuniounen derbäi ass. Dat erliichtert d'Kommunikatioun tëschent CRP a Ministèren. A wann dee Commissaire du Gouvernement seng Aarbecht gutt mécht, dann hëlleft dat och de CRPen, sech un déi geltend gesetzlech Regelen ze halen, a sief et nëmme bei dem Anhale vun de Regele bei Ausschreiwungen.

Datt d'Autonomie net méi esou wäit geet, datt d'CRPen d'Propriétairë vun de Gebaier ginn, fanne mer éischter eng gutt Léisung. Och bei der Uni schéngt sech d'Usiicht duerchgesat ze hunn, datt si beim Propriétaireszeenario net nëmme géif gewannen.

Mir mengen, datt mat dësen Neierunge kann dozou bäigedroe ginn, datt mer zu Lëtzebuerg zwee staark Pole vun der Recherche kréien: engersäits d'Uni, anerersäits eben d'CRPen. Datt och d'Zesummenaarbecht tëschent Uni a CRPe verbesserungswierdeg ass, dat ass en Dossier fir sech. Ee Problem an der Zesummenaarbecht schéngt schonn emol um Gebitt vun dem Opbau vun Doktorandeschoulen ze leien. Do kréie mer bestëmmt nach Geleeënheet, och doriwwer ze diskutéieren.

Am Rapport ginn nach e puer Froe vun de Beruffskummeren opgeworf, ouni allerdéngs beäntwert ze ginn. D'Chambre des Salariés freet, genee wéi de Statsrot, firwat datt dann net amplaz vun engem Comité de concertation ee Comité mixte gesat gi wier.

Interessant ass och déi Fro iwwert d'Droits d'auteur an d'Droits de propriété intellectuelle, déi d'Chambre des Salariés opwërft. Jo, mir sinn och der Meenung, datt d'Aarbecht vun den eenzelne Chercheuren et verdéngt, valoriséiert ze ginn. An et ass fir eis net direkt verständlech, firwat et een anere System op der Uni wéi bei de CRPe gëtt, wat dës Rechter betrëfft.

Eng ganz Rei Froe ginn am Rapport och zu der Integrated BioBank of Luxembourg, déi jo elo an de CRP-Santé integréiert gëtt, opgeworf. Ech wëll net de Résumé vum Rapport maachen, duerfir just meng Fro un de Minister: Funktionéiert d'IBBL zur Zefriddenheet? Sinn déi Hoffnungen a Suen, déi an dëse Projet gestach goufen, zu Ärer Zefriddenheet agesat ginn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Dossier Fuerschung ass voluminéis a wichteg. Mir hunn duerch déi enorm Geldzommen, déi mer hei investéieren, eng grouss Verantwortung. D'Uni an d'CRPe mussen engersäits kënnen autonom schaffen, anerersäits musse mir kënne Rechenschaft ofleeën, ob déi Sue gutt investéiert sinn. Dat probéiere mer iwwert d'Contrats d'excellence (veuillez lire: d'Contrats de performance) an extern Evaluatioun sécherzestellen. Mir sinn der Meenung, datt och eis Fuerschungs- an Héichschoulpolitik muss méiglechst transparent organiséiert sinn.

Mat dësem Gesetz maache mir e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir hu vill Problemer ugeschwat; anerer hu mer nach guer net touchéiert. Et gëtt jo nach divers aner Fuerschungszellen am Land, déi si vun dësem Gesetz net beréiert, ginn awer och vum Stat finanzéiert, zum Beispill de CVCE, an deem eng 40 Leit schaffen an iwwert dee mer och schonn ëfters an der Héichschoulkommissioun geschwat hunn. Mir hunn een onofhängegt Institut fir Zäitgeschicht am Raum stoen.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet 6527 a freeë mech iwwert déi weider Diskussiounen iwwert déi wichteg Entwécklung vun eisem Héichschoul- a Fuerschungssecteur. Ee wichtegen Termin ass eis viru Kuerzem vun der Regierung matgedeelt ginn: Den 13. Dezember 2014 sinn déi éischt Assises de la recherche. Do freeën ech mech schonn drop!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a brénge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen: „Forschung strebt und ringt, ermüdend nie, nach dem Gesetz, dem Grund, Warum und Wie", sot de Goethe. Ech mengen, de Kolleeg Bauler an och anerer, aner Virriedner, hunn hei op d'Wichtegkeet vun eiser eenzeger Ressource naturelle higewisen, déi mer hei am Land nach hunn, an dat ass d'Matière grise. An dofir si mir als ADR ganz d'accord mat Iech alleguerten, fir d'Wichtegkeet, d'Vitalitéit vun der Fuerschung fir eist Land ervirzeträichen.

Mä ech hunn ee Problem, an Dir wësst dat, et ass eng Leier, dat ass den Artikel 7, et ass d'Quot am Verwaltungsrot. Ech géif lech also bieden, wann Der d'accord sidd, wann ech deen néidege Support hei fannen, fir eis ze erlaben, e Vote séparé ze maachen iwwert den Artikel 7, well mer nach ëmmer der Meenung sinn - et huet nach kee Verfassungsrechtler mer de Contraire nogewisen -, datt déi Quot eiser Verfassung widdersprécht. A mir hunn eis décidéiert, kee Gesetz ze stëmmen, wat enger Verfassung widdersprécht.

Wann Der eis also géift erlaben, an engem Vote séparé den Artikel 7 ofzelehnen, da géife mer als ADR mat grousser Freed dat Gesetz do stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

(Brouhaha)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- De Rapporteur seet, mat deem Projet de loi hei géife mer Weiche stellen. Ob mer se awer an déi richteg Richtung stellen, weess ech net, besonnesch, wann ee gesäit, datt dee Projet de loi sech hei areit an eng Strategie „Europa 2020", déi selwer schonn opbaut op enger Lissabon-Strategie, déi e gehéiregen Échec war a gescheitert ass, déi awer duerno weidergeschriwwe gëtt am „Europa 2020".

Natierlech, natierlech ass et wichteg, méi an d'Fuerschung ze investéieren, wéi et gesot ginn ass, mä mat wéi enger Zilsetzung?

Mir investéieren zu Lëtzebuerg, wéi leider och op anere Plazen, ëmmer méi an d'Recherche appliquée, déi direkt soll Resultater bréngen. Ob d'Recherche appliquée awer dat ass, wat der Wëssenschaft am meeschten notzt, ass staark ëmstridden.

D'Recherche fondamentale dauert sécherlech vill méi laang wéi d'Recherche appliquée, déi en direkt Resultat sicht, sief et op wirtschaftlecher oder sozialer Ebene. Mä et ass déi, déi eis fundamental méi weiderbréngt, och wann dat mat Retard de Fall ass. Zum Beispill dem Einstein seng Relativitéitstheorie erlaabt eis haut, fir e GPS ze hunn. Den Einstein wousst sécherlech net, datt en d'Relativitéitstheorie géif fannen a sécherlech och net, datt et eng Kéier e GPS géif ginn. Mä den Ënnerscheed zwëschen der Recherche fondamentale an der Recherche appliquée ass sécherlech eng Diskussioun, déi méi seriö misst gefouert ginn, well an der Recherche fondamentale méi misst investéiert ginn an net ëmmer nëmmen no kuerzfristegen Ziler soll gekuckt ginn.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll opwerfen, ergëtt sech aus de Contrats de performance an där sougenannter „culture des résultats". Dat kléngt gutt, mä et muss een awer kucken, wat sech do hannendru verstoppt. Eng éischt Saach, déi sech hannendru verstoppt, ass en immensen Drock op d'Chercheuren, mat Konsequenze fir hir Aarbechtsbedéngungen, déi net ëmmer positiv si fir d'Recherche.

Eng zweet Saach, déi sech hannendru verstoppt, ass och zum Deel bei de Contrats de performance an der Culture des résultats eng Verkennung vum wëssenschaftleche Prozess. An de Contrats de performance heescht et ënner anerem, et misst een «Publications à facteur d'impact supérieur à 2» kréien. Also, ech verstinn, datt méi wéi zwou wëssenschaftlech Publikatioune solle gemaach ginn, wat e Kritär ass, deen awer a Fuerschungskreesser ganz staark ëmstridden ass.

Een drëtte Punkt, dee mer wëllen opwerfen, dat ass, wat sech ergëtt - a mäi Virriedner oder mäi Vir-Virriedner, de Claude Adam vun deene Gréngen, huet op eng Rei Punkten higewisen -, wat sech vu Problemer, Froen, Ängschten aus der Fusioun ergëtt vum Lippmann mam CRP Tudor. Et bestinn de Moment wierklech vill Ängschte bei de Mataarbechter, well se net wëssen, wat mat hinne geschitt. Am administrative Beräich wäert sécherlech ofgebaut ginn, a ganz vill Leit hunn Angscht, hir Tâche ze verléieren. Am Virfeld hunn der och schonn eng Rei demissionéiert.

Och wa bei där Restrukturéierung vläicht elo net esou vill Leit entlooss solle ginn, datt e Sozialplang muss ausgehandelt ginn, wéi dat virdrun ugeschnidde ginn ass, esou wier et awer wichteg, datt mam Personal géif iwwert déi Restrukturéierung do diskutéiert ginn an all hire Konsequenze bis hin zum Volet Kommunikatioun.

Et stelle sech vill Froen, wat d'Salariéen ugeet, déi zum Beispill vun 2014 un - wéinst der Fusioun - keng Augmentatioun kritt hunn. Deemools hu se eng Biennale kritt, an duerno ass näischt méi geschitt.

Et stellt sech d'Fro zum Beispill: Ass virgesinn, datt am Règlement d'ordre intérieur d'Modalités de rémunération solle festgehale ginn? Et stellt sech d'Fro, ob dat net muss fir d'Éischt iwwer e Kollektivvertrag ausgehandelt ginn. Souwäit ech weess, ass d'Bestriewung do, fir e Kollektivvertrag auszehandele fir d'Centre-de-recherchen. Wou si mer do drun? Dat géif mech ganz kloer, ganz konkret interesséieren.

De Problem ass deen, datt souguer mat manner Effektiver déi nämlecht Objektiver bäibehale gi sinn. Dat heescht, datt d'Usprëch un d'Personal immens zougeholl hunn. Wéi gesäit dat an Zukunft aus?

D'Chambre des Salariés huet eng Rei Kriticken ubruecht, wouvunner eng positiv beäntwert ginn ass, nämlech déi, datt an de Conseil de concertation elo zwee Personalvertrieder drakommen. Et muss een awer wëssen, datt de Conseil de concertation ee konsultatiivt Gremium ass, an och, wa se effektiv e Stëmmrecht hunn, ass dat a leschter Instanz nëmme konsultativ. Par contre, de Vertrieder, de President vun der Personaldelegatioun, deen an de Conseil d'administration kënnt, huet leider nëmmen eng konsultativ Stëmm. An do stellt sech wierklech d'Fro, firwat datt net dee Comité mixte gemaach ginn ass, dee proposéiert ginn ass.

D'Fro stellt sech och par rapport zum Profil vum Generaldirekter, dee keen definéierte wëssenschaftleche Profil huet. Firwat? Aus wéi enge Kreesser soll dee rekrutéiert ginn?

An och bei den Droits d'auteur, wéi dat scho virdrun ugeklongen ass, gëtt et Réckschrëtter. Mir hate bei der Uni d'Léisung, datt bei den Droits d'auteur 50% fir d'Uni sinn, 50% fir d'Chercheuren. Hei gëtt dat opgelooss a par défaut geet emol alles un de Centre de recherche.

Et kéint een nach eng ganz Rei aner Punkten opféieren, mä vu datt et jo keen esou ëmwerfende Problem ass, wat d'Interesse och heibannen ugeet, sinn ech frou, datt mer déi Froen do kënnen diskutéieren.

Ech wëll awer soen: Well mer net wëssen, wou deen Zuch do hifiert, wäerte mir eis beim Vote zum Projet enthalen. Trotzdeem waarden ech gespaant op d'Äntwerte vum Statssekretär op all déi Froen, déi hei opgeworf gi sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Turpel. D'Wuert huet dann d'Regierung, de Statssekretär Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif natierlech och wëllen ufänke mat engem Merci un de Rapporteur, den Här Negri, dee mir natierlech och d'Aarbecht ofhëlt, fir nach eng Kéier dee ganzen Historique ze maachen. Deen ass perfekt gemaach gi vun dem Rapporteur, soudass ech dorobber net méi muss agoen.

An ech géif awer och e puer Mercie wëlle lassginn un alleguerten déi Leit, déi un deene Fusiounsprozesser do matgeschafft hunn. Dat sinn d'Mataarbechter natierlech vun de CRPen, dem CEPS an der BioBank, an natierlech och während Joren déi puer Leit, déi am Ministère ebe bei eis schaffen an déi sech intensiv an exemplaresch domadder befaasst hunn.

Ech géif awer an deem Historique och wëlle soen, dass dat heiten natierlech e Gesetzes-

projet ass, dee vun der Regierung virdrun an dem Här Biltgen déposéiert ginn ass, an dass natierlech bei allen hei, wéi ech dat och héieren, e grousse Konsens ass, fir iwwert deen dote Projet ze schwätzen. An ech mengen, da muss een och deejéinegen nach eng Kéier ernimmen, deen deen dote Projet hei déposéiert huet, well et ass wierklech, esou wéi et och scho vun de Riedner a vun deene verschiddene Fraktioune gesot ginn ass, e wichtege Projet fir de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg.

Ech géif e puer Wierder wëlle soen iwwert den aktuelle Kontext, an deem dat Ganzt geschitt. Mir sinn eben 2014 amgaange gewiescht, all déi Contrats de performance an déi Contrats d'établissement mat der Uni ze ënnerschreiwen. Dat si véierjähreg Kontrakter, déi Objektiver an Ziler festleeën an natierlech och e ganze Koup u Moyenen deene verschiddenen Haiser zur Verfügung stellen. An do si mer bei 1,1 Milliarde fir déi véier nächst Joer, dat heescht eng Moyenne vun 275 Millioune pro Joer. Dat weist, dass och déi aktuell Regierung e ganz wichtege Poids op d'Recherche an den Enseignement supérieur leet.

Par rapport zu der aktueller Situatioun geet dëst Gesetz awer och e Stéck méi wäit. Ech mengen, duerch déi zwou Fusioune kréie mer an e puer Wochen natierlech ee ganz staarke Partner, deen neie Centre de recherche LIST, an natierlech och alleguerten déi aner Centre-de-recherchen, déi hei ernimmt goufen.

Mir kréien eng kritesch Mass. Mir sinn also méi staark opgestallt. Mir kréien eng international Ausriichtung an Attraktivitéit. An dat gëtt och am Moment ënnermauert - an dat ass Aktualitéit - mat engem europäeschen Teaming-Projet, duerch deen d'Exzellenz vum zukünftege LIST soll eropgeschrauft ginn an iwwert dee mer och an deenen nächste Wochen nach bestëmmt wäerten eng Kéier kënne schwätzen. An da wëlle mer natierlech och mat manner méi maachen. Dat heescht, mat deenen nämlechte Mëttele wëlle mer méi effikass a méi effizient ginn.

Ee Punkt, deen ervirgestrach gouf, dat ass natierlech déi 40%eg Quot fir den ënnerrepresentéierte Sexe, a mat de Regierungskommissäre wäerte mer et souguer wahrscheinlech an dësem Kontext op d'Paritéit packen, soudass mer herno 5:5 wäerten hikréien, an ech mengen, dat wär jo dann och eng gutt Saach. An ech sinn awer och iwwerzeegt, d'Madame Hansen huet dat ugeschwat, dass mer awer och e ganze Koup Fraen an der Welt schaffen hunn, déi och vu Lëtzebuerg kommen, an deem dote Beräich, an déi alleguerten och wäerten hiren Apport bréngen, fir hei d'Fuerschung an deene Centre-de-recherchen do weiderzebréngen.

Dann, ouni Referendum brénge mer et fäerdeg, fir hei d'Verwaltungsréit op zwee voll Mandater ze begrenzen, wat natierlech och eng wichteg Donne ass. An ech mengen, dat ass eben och ee Punkt, dee bestëmmt och dem Fuerschungssecteur dann natierlech zegutt wäert kommen, wann och do a regelméissegem Ofstand nei Iddien an Innovatioun, Approchen op déi verschidde Centre-de-recherchen duerkommen.

Ee Wuert awer och nach iwwert dem Här Reding säin Optrëtt mat deene Punkten, déi hien ervirbruecht huet. Ech hätt mer et bal geduecht, dass Der natierlech net kéint domadder d'accord sinn.

Ech war awer ganz paff, well et gëtt awer ee klenge Changement par rapport zu Ärer Positioun zum FNR. Wann ech mech net iren, hat Der do de Rapport och net ugeholl an der Chamberskommissioun, an deen hat Der hei awer ugeholl, soudass ech haut e bëssen iwwerrascht sinn, dass Der hei awer natierlech dann net méi den Accord gitt vun dem ADR hei op dëser Plaz.

(Interruption)

Et ass gutt. Mä de Rapport hat Der do awer op d'mannst gestëmmt, an dat war natierlech schonn e bëssen anescht wéi dat, wat Der nach beim FNR gemaach hutt. Dofir war ech e bëssen optimistesch, dass Der dat kéint och hei droen, wat fir de Fuerschungsstanduert natierlech eng gutt Saach gewiescht wär. Mä ech mengen, mir kommen awer virun, an dat ass jo dat Wichtegst um Enn vun dëser Debatt.

2015 gëtt dann och ganz interessant fir d'Fuerschung. E groussen Deel vun der Fuerschung an der Innovatioun plënnert op Belval. Do bidde mer dann och fir d'éischte Kéier ganz adaptéiert Raimlechkeeten, souwuel de Fuerscher wéi awer och der Uni; dat gëtt e Qualitéitssprong an awer och en Attraktivitéitszouschlag, dee mer bis elo nach net haten.

Mir hunn 2015 dann awer och d'Présidence, an do kënne mer och op EU-Niveau Schwéierpunkte setzen a ganz interessanten Dossieren. An da gouf natierlech och bei de pluriannuelle Kontrakter vun der Uni an de Centre-de-recherchen eng Revisiounsklausel fir Enn 2015 agebaut, déi et dann erméiglecht, fir och gewësse Parameteren ze ajustéieren a punktuell a gewëssene Beräicher nozebesseren. Mir wäerten do dann, an dat ass och ugeschwat ginn, verstäerkt op d'Kooperatioun an d'Koordinatioun zwëschen Uni an de Fuerschungsinstituter setzen an dat dann natierlech och an e puer wéinegen Domänen duerch international Partner verstäerken, wat der ganzer Saach natierlech och nëmme kann hëllefen.

Mir musse längerfristeg awer och der Uni an de Fuerschungsinstituter nach eng Kéier un d'Häerz leeën, hir europäesch Präsenz däitlech ze verbesseren an hir Fuerschungsexzellenz weider eropzeschrauwen.

Beim Output vun der ëffentlecher Fuerschung ass och nach vill Loft no uewen. An do zielen ech awer och op d'Mathëllef vun de Vertrieder vun den Entreprisen, déi och an Zukunft verstäerkt an de Verwaltungsréit vun de Fuerschungsinstituter sëtzen.

Den 13. Dezember hu mer dann och d'Assises de la recherche. Dat huet den Här Adam och ervirgestrach. Ech mengen, do sidd Der alleguerten - d'Memberen aus der Kommissioun - och invitéiert a mir erwaarden eis och vill, dass do vill iwwer Koordinatioun a Kollaboratioun zwëschen den Instituter an der Uni debattéiert gëtt an dass mer och domadder weiderkommen.

Dann hu mer och Enn '14, Ufank '15 d'Evaluatioun vun der OECD, déi op eis zoukënnt. An ech ginn dervun aus, dass mer da souwuel no den Assisë wéi no där Evaluatioun d'nächst Joer kënne weider Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Fuerschung an den Enseignement supérieur awer och weiderzebréngen hei an dësem Land.

E puer Äntwerten awer och nach op déi Froen, déi gestallt goufen. Den Här Adam an den Här Negri hate relativ ähnlech gelagert Bemierkunge gemaach a Froen, wat den Zäitplang ugeet. De CEO, deen ass amgaang gesicht ze ginn. Do si mer an der Schlussphas an ech ginn dervun aus, dass mer Ufank Dezember de CEO wäerten hunn.

Et kann een op där anerer Säit awer soen, dass mer mat dem Här Reinig a mat dem Här Lemmer och de CEO an de strategeschen Innovatiounschef schonn emol am Haus hunn. Mat dem Här Jean Luc Pitsch hu mer e Finanz- an administrative Chef, a mir hunn och eng nei Ressource-humaine-Cheftaine, dat ass d'Madame Barbara Ditzler. Déi si schonn am Amt zënter Kuerzem an déi schaffen awer och schonn intensiv un där Problematik, déi Der hei ernimmt hutt, wat d'intern Kommunikatioun ass. An dat ass jo och eppes, wat an deem dote Kontext wichteg ass.

Et ass op dëser Plaz, mengen ech, wichteg ze ënnersträichen, dass et sécher e bëssen Opreegung gëtt virun esou enger Fusioun. Dat ass normal. Dat hutt Der ganz korrekt, och den Här Turpel, natierlech illustréiert. Ech ginn awer elo emol dervun aus, dass mer nach net solle vu Sozialplang schwätzen. Et ass vun eiser Säit erwënscht, dass déi Leit esou gutt wéi méiglech alleguerten an deem neie LIST och regruppéiert bleiwen, dass do deen een oder anere Réalignement wäert derbäikommen, wou Leit och emol vläicht hir Prioritéite mussen de Prioritéiten upassen. Dat ass selbstverständlech.

Et ginn och keng esou Fusiounen, ouni dass Spéin falen an dass dat fir Opreegung suergt. Dat ass och normal. Mä mir hunn och an deene leschte Wochen a Méint an de Conseils d'administration, wou jo elo nach Vertrieder vun de Ministërë sinn, insistéiert, dass deen dote Volet mat där néideger Sensibilitéit ugepaakt gëtt an dass dorobber opgepasst gëtt.

Mir hunn an der Chamberskommissioun och versprach, wéi mer d'leschte Kéier eng Kéier kuerz doriwwer geschwat hunn, dass mer an engen néng Méint eng Kéier zréckkommen an d'Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen, wou mer an deem dote Kontext dru sinn. Well et ass natierlech elo esou, an enger éischter Phas wäert ganz vill Aarbecht uleien, och an deenen éischte Méint vun deem neie Joer, wou natierlech och déi administrativ Persounen alleguerten nach eng Kéier wäerten intensiv missen un där Fusioun, och iwwert den 1. Januar ewech, schaffen. An da musse mer natierlech eng Kéier de Bilan maachen, wou mer dru sinn a wat dee Moment alles geschitt ass.

Mä et läit eis och als Regierung drun, well et och am Virfeld ëmmer vun där Regierung virdru betount ginn ass, dass mir dat och iwwerhuelen, dass mer kucken, fir dass déi Leit alleguerten esou gutt wéi méiglech kënne mat op de Wee geholl ginn. Et muss natierlech jiddweree sech an engem Fuerschungsmilieu e bëssen a Fro stellen an da musse mer um Enn vun deem Prozess eng Kéier de Bilan maachen, wou mer dru sinn. Dat hu mer ofgemaach. A mir kommen natierlech och do eng Kéier an d'Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen.

De Comité de concertation ass ugeschwat ginn. Deen ass agesat, dat hate mer lech jo och an der Chamberskommissioun als Erklärung ginn, mat Personaldelegéierten dran. De Comité mixte gouf opgeworf. Ech mengen, deen ass am Moment an engem anere Projet de loi iwwert den Dialogue social souwisou am Gespréich, an der Diskussioun, soudass mer deen elo hei net instauréiert hunn.

De Kollektivvertrag, déi Fro ass gestallt ginn. Déi Diskussioun ass bis no der Fusioun verréckelt ginn, fir doriwwer eng Kéier ze diskutéieren, soudass déi dote Punkten, mengen ech, eng Kéier alleguerten an Zukunft nach kënnen ernimmt ginn. An ech hoffen, dass domadder e puer Äntwerten op déi Froe konnte geliwwert ginn, déi Der hei gestallt hutt.

Den Här Bauler huet a senger Interventioun nach iwwert d'Culture scientifique geschwat. Do kann ech lech just soen, dass och genee dat, wéi Der et ernimmt hutt, am Moment relativ gutt méiglech ass. Mir hu jo déi zwee Ministèren, d'Éducation nationale an den Enseignement supérieur, ënnert därselwechter Tutelle a mir hunn notamment mat dem FNR, deen dat jo och als Missioun huet, Gespréicher ugefaangen, fir iwwert déi Culture scientifique ze schwätzen, wéi een déi schonn an dem Fondamental an och an dem Secondaire ka verstäerkt abréngen, fir dass mer och hei zu Lëtzebuerg jonk Leit kënne begeeschteren. Et schaffe vill Leit an deem heite Beräich, et si grouss Moyenen do, an da soll een natierlech och déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, fir dee Beräich begeeschteren.

Op jidde Fall sinn ech frou fir déi grouss Zoustëmmung, déi et hei gëtt, an ech sinn och zefridden, dass mer dee Projet elo kënne stëmmen, deen de Fuerschungsstanduert op jidde Fall wäert weiderbréngen. An da musse mer natierlech eng Kéier doriwwer eraus kucken: Wou geet de Fuerschungsstanduert hin? Mir hunn elo eng Fusioun gemaach. Wat musse mer nach an deenen nächste Méint alles vläicht eng Kéier thematiséieren? Do ginn et och e ganze Koup u Plattformen, wou mer sollen nach verstäerkt och iwwer e weidert Zesummeleeën diskutéieren, fir dass mer déi Suen, déi jo awer relativ intensiv hei investéiert ginn, och esou gutt wéi méiglech kënnen asetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statssekretär. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mer kéinten zur Ofstëmmung iwwergoen.

Hei ass vun engem vun den Deputéierten de Vote par division gefrot ginn. Den Artikel 45 vun eisem Reglement seet: «La division est de droit, lorsqu'elle est demandée. L'auteur de la demande doit préciser les parties sur lesquelles il demande des votes séparés.» Dat ass geschitt. «Pour être recevable, la demande doit être appuyée par cinq députés.»

Ech géif froen, ob déi Demande vu fënnef Deputéierten ënnerstëtzt ass. Den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech sinn natierlech iwwerhaapt net d'accord mat deem, wat den ADR do freet. Mä dat brauch ech net hei ze betounen. Mä et muss awer d'Recht si vun all Deputéierten, fir kënnen e Vote séparé ze froen iwwer een Artikel. Dofir ënnerstëtze mir de Vote séparé vun deem Artikel a wiere frou, wann dat och prinzipiell emol kéint geregelt ginn.

Well de Moment, dat ass eng Diskussioun iwwert d'Verfassung, wou dat an der Verfassung de Moment drasteet. A mir wiere frou, wann eigentlech all Parteien, och d'CSV, d'accord wieren, fir dat an der Verfassung esou ze änneren, datt mer d'Recht vun all Deputéierten hunn, fir kënnen e Vote séparé zu engem Artikel ze froen, well dat einfach e wichtegt elementaart Recht muss si vun engem Deputéierten, fir Meenungsfräiheet kënnen hei auszedrécken.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Also mir ënnerstëtzen dat an deem do Fall, och wa mer mam Inhalt net d'accord sinn, an hoffen, datt mer dee Problem do deemnächst geregelt kréien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Majo, da ginn ech dovunner aus, dass den Här Urbany an den Här Turpel d'Demande vum Här Reding ënnerstëtzen an dass deem seng zwee Kolleegen dat och maachen, soudass mer géifen e Vote iwwert den Artikel 7 vun dem Gesetzesprojet lancéieren.

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 6527

Wie mat der Demande vum Här Reding d'accord ass, stëmmt...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir stëmmen iwwert den Artikel of.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, mat der Demande iwwert den Artikel, selbstverständlech. Dann dréie mer et ëm. Wie mat deem Artikel, esou wéi e formuléiert ass, d'accord ass, dee stëmmt mat Jo. An deen, deen dergéint ass, dee stëmmt mat Nee.

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. Ech ginn dervun aus, dass de Vote ofgeschloss ass.

Ofgestëmmt hu 55 Membere vun der Chamber. Dovun hunn der 52 fir den Text, esou wéi en am Projet de loi virgesinn ass, an 3 dergéint gestëmmt. Dat heescht, den Artikel ass an där Form, wéi en am Projet ass, acceptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Tess Burton), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Eugène Berger) et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An da géife mer direkt iwwergoen zu der Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6527.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6527 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6527 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass déi Enthalungen zur Genüge motivéiert sinn. Ech froen Iech da just nach, ob Der dermat d'accord sidd, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze befreien. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6679 iwwert de Finanzement vum Max-Planck-Institut Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehalen. Den Här Rapporteur André Bauler huet direkt d'Wuert. Här Bauler.

5. 6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Rapport dauert elo net esou laang wéi dem Här Negri säin. Mir mussen och wahrscheinlech net separat ofstëmmen.

An de leschten Deeg goufen d'Nimm vun deene Wëssenschaftler bekannt, déi dëst Joer mam Nobelpräis an deene verschiddene Kategorië beduecht ginn, dorënner och ee Fuerscher, deen an engem Max-Planck-Institut schafft. De Max Planck, selwer e bedeitende Physiker - hie gëllt als de Begrënner vun der Quantephysik -, krut 1919 den Nobelpräis fir Physik. Dëst ënnersträicht d'Bedeitung vum Max Planck als Wëssenschaftler vu Rang.

Et ass deemno fir d'Lëtzebuerger Fuerschungswelt eng grouss Saach, eng grouss Éier, wann d'Max-Planck-Gesellschaft décidéiert, fir bei eis e weidert vun hire renomméierten Instituter opzebauen, zemools wann een d'Tatsaach berücksichtegt, datt vun deenen insgesamt 83 Max-Planck-Instituter der nëmme fënnef net an Däitschland ugesidelt sinn. De Lëtzebuerger Institut ass dann och deen éischten iwwerhaapt ausserhalb vun Däitschland, dee sech mat juristesche Froestellunge beschäftegt.

Här President, de virleienden Text gëtt dem Finanzement vum Max-Planck-Institut Lëtzebuerg, deen am europäeschen an internationale prozedurale Recht täteg ass, eng legal Basis.

De Projet de loi ass den 9. Abrëll vun dësem Joer vum Héichschoulminister Claude Meisch déposéiert ginn. De 26. Juni gouf en der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt. Och de Kooperatiouns- an de Finanzementsvertrag goufe virgeluecht.

Den 20. Mee 2009 huet déi deemoleg Regierung eng Konventioun mat der Max-Planck-Gesellschaft ënnerzeechent. Dëse Kooperatiounsvertrag gouf complétéiert duerch e Finanzementsvertrag, deen den 30. Mee 2012 respektiv de 7. Juni 2012 ënnerzeechent gouf.

De Lëtzebuerger Max-Planck-Institut ass eng Fondation de droit luxembourgeois. D'Statute goufen am Mémorial C den 28. Mäerz 2012 publizéiert.

Den Institut huet seng Aarbechten am Hierscht 2012 ugefaangen, virun exakt zwee Joer also. De Moment schaffen eng 35 Leit am Institut. Et ass allerdéngs virgesinn, datt bis zu 65 Leit fest um Institut kënne beschäftegt ginn.

D'Fuerschung mécht sech an dräi Departementer:

- le règlement des différends en droit international public,

- le droit européen et comparé de la procédure civile et

- le droit procédural réglementaire.

Den Institut ass gewëllt, am permanenten a produktiven Dialog mat de Juridictiounen an Institutioune vun der Europäescher Unioun ze stoen. Et wëllt een och eng enk Zesummenaarbecht um Terrain vum Enseignement an der Fuerschung mat der Uni Lëtzebuerg ustriewen.

Här President, wat déi finanziell Ressourcen ugeet, esou huet de Kooperatiounsvertrag tëscht Lëtzebuerg an der Max-Planck-Gesellschaft e Finanzement staatlechersäits vun 100% virgesinn. Dëst entsprécht dem Finanzéierungsmodus vun deene meeschte Max-Planck-Instituter.

D'Échéance vun 30 Joer ass an d'Gesetz stoe komm, well de Kontrakt op onbegrenzten Zäit ënnerschriwwe gouf, mat awer enger Résiliatiounsméiglechkeet, an dat ass déi, datt d'Frist vun der uerdentlecher Kënnegung net kierzer däerf si wéi den Zäitraum, deen noutwendeg ass, bis datt dee jéngsten Direkter an d'Pensioun ka goen.

Här President, e puer Wierder zu den Avise vun deenen eenzelne Beruffskummeren a vum Statsrot: D'Chambre des Salariés an d'Handwierkerkummer begréissen d'Schafung vum Max-Planck-Institut.

D'Chambre de Commerce ass hirersäits ganz kritesch. Si bedauert, datt et fënnef Joer laang gedauert huet, bis datt et zu dësem Gesetz konnt kommen. Et leien effektiv fënnef Joer tëscht der Ënnerzeechnung vun der Konventioun an dem Gesetz. D'Handelskummer kritiséiert och, datt d'Fiche financière nëmmen déi budgétiséiert Montanten tëscht 2012 an 2014 opgräift. Au vu vun den engagéierte Beträg kritiséiert d'Handelskummer weider, datt et keng Previsiounen op méi laang Zäit gëtt.

De Statsrot hat säin Avis den 11. Juli 2014 ofginn. En huet eng Opposition formelle formuléiert, wat de Renouvellement vum Kontrakt ugeet. Esou eng Dispositioun, wéi se ursprünglech virgesi war, ass dem Statsrot no contraire zum Artikel 99 vun der Verfassung, dee kloer seet, datt an dësem Kontext ëmmer erëm e Spezialgesetz muss gestëmmt ginn. Wann d'Parlament d'Regierung autoriséiert, fir eng Dépense vun 360 Milliounen Euro iwwer 30 Joer ze tätegen, da kann et awer net en Engagement autoriséieren, dat onbegrenzt an der Zäit ass.

De Statsrot hätt och léiwer gesinn, fir, amplaz vun engem Subventionnement iwwer en Zäitraum vun 30 Joer, de Vertrag iwwer fënnef konsekutiv Terme vu sechs Joer lafen ze loossen. Schonn eleng dowéinst, well eng global Evaluatioun vun den Aarbechten a vum Funktionement vum Institut all sechs Joer virgesinn ass.

Här President, wéi uganks vu mengem Rapport scho gesot, ass d'Schafung vum Lëtzebuerger Max-Planck-Institut e bedeitende Schrëtt fir eise Fuerschungsstanduert. Déi international Visibilitéit vun eiser Fuerschung wäert sech domadder immens verbesseren. Wëssend, datt d'Fuerschung ee vun de Schlësselsecteure fir d'Zukunft vun eisem Land ass, ka meng Fraktioun dëse Projet de loi nëmme begréissen. Dëst gesot, ginn ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zum virleienden Text.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer och nach de Kolleege vun der Héichschoulkommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, an der Madame Huberty aus der Chambersverwaltung souwéi dem Här Modert aus eisem Groupe parlementaire fir hir wäertvoll Ënnerstëtzung bei der Redaktioun vum schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och villmools Merci dem Rapporteur, dem André Bauler, fir deen ausféierlechen a komplette Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, am Hierscht 2012, also virun zwee Joer, huet de Max-Planck-Institut hei zu Lëtzebuerg ugefaange mat schaffen. D'lescht Joer am Mee hu mer de Max-Planck-Institut fir internationaalt, europäescht a regulatorescht Recht um Kierchbierg ageweit. A wat ech zu deem Ulass gesot hunn, zielt natierlech och nach haut. De Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg ass ee weidere Meilesteen an der Entwécklung vun eiser Fuerschungslandschaft, an op d'Bedeitung vun der Fuerschung brauch ech, mengen ech, nodeem mer d'Gesetz iwwert de CRP oder iwwert d'CRPe gestëmmt hunn, net méi anzegoen.

Lëtzebuerg soll zu engem internationale Kompetenzzentrum a Rechtswëssenschafte ginn, wat duerch eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Max-Planck-Institut an der Fakultéit fir Rechtswëssenschafte vun der Uni.lu wesentlech gefërdert soll ginn.

Dës Zesummenaarbecht, op déi mer stolz solle sinn, gëtt natierlech duerch déi raimlech Proximitéit zousätzlech gefërdert. De Max-Planck-Institut an d'Fakultéit fir Rechtswëssenschafte sinn am Moment am selwechte provisoresche Gebai um Kierchbierg, an déi Noheet soll an Zukunft och esou bleiwen, zumindest war et esou geplangt, wa si zesummen op de Campus Lampertsbierg herno plënneren.

D'Investitioun an de Max-Planck-Institut ass erëm eng Kéier en zousätzleche Beweis duerfir, datt déi lescht Regierunge fest gewëllt waren, fir d'Recherche hei zu Lëtzebuerg no vir ze brëngen, fir d'Zukunft vun eisem Land geziilt ofzesécheren. Well fir an enger sech séier entwéckelnder Zäit kënne matzehalen, muss e Land verstäerkt kucken, fir intellektuellt Kapital erunzezillen, erunzezéien, ze förderen an ze behalen.

Duerfir ginn ech am Numm vun der CSV-Fraktioun natierlech den Accord zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hansen. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Wann ech elo wéisst, dass ech Iech kéint e Gefale maachen,...

(Hilarité)

...wann ech just géif dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säi gudde Rapport, an dass ech och frou sinn, dass mer elo dee legislative Kader vum Max-Planck-Institut geschafen hunn, géif ech domadder och just den Accord vu menger Fraktioun brëngen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. déi gréng sinn, grad wéi déi aner Parteien och, prinzipiell dovun iwwerzeegt, datt et gutt ass fir eis Recherche an eis Héichschoullandschaft, datt mer eng Filial vun der Max-Planck-Gesellschaft op Lëtzebuerg kréien. Do kréie mer eng Struktur mat enger internationaler Renommée a mat engem fundéierte Wëssen op Lëtzebuerg. Datt déi Struktur muss kënnen onofhängeg funktionéieren, ass richteg an och garantéiert. Datt de Max-Planck-Institut Lëtzebuerg enk mat der Uni zesummeschafft, ass genausou wichteg an och an der Konventioun festgehalen.

D'Recherche vum Max-Planck-Institut Lëtzebuerg fokusséiert sech op Aspekter vum internationalen an europäesche Verfahrungsrecht a passt deemno exzellent op Lëtzebuerg an op de Kierchbierg.

E bësse speziell ass awer schonn, datt mer hei eng Konventioun op 30 Joer hunn, déi och nach sollt renouvelable sinn, wat awer zu Recht elo net méi de Fall ass. Ganz speziell ass och déi Regelung am Kontrakt, den Här Bauler huet och schonn dorobber higewisen: „Die Frist zur ordentlichen Kündigung dieses Vertrages...", an esou weider, „Sie ist jedoch in keinem Fall kürzer als der Zeitraum bis zum Eintritt des jüngsten Direktors, der jüngsten Direktorin in den Ruhestand". Dat ass schonn e bësselche speziell.

Schéi fir deen neien Institut ass och, datt de Stat 100% vum Finanzement iwwerhëlt. Dat ass anscheinend oft esou, mä dat ass awer och net ëmmer esou, besonnesch, wann d'Filiale vum Max-Planck-Institut am Ausland sinn.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir sinn eis bewosst, datt mer mussen zu Lëtzebuerg attraktiv Konditiounen ubidden, well mer, fir d'Recherche auszebauen, nach villes am Opbau an am Opbroch hunn.

De Rektor vun der Uni Lëtzebuerg, de Rolf Tarrach, huet an engem Artikel am „Wort" vun dësem Dënschdeg Bilan vun zéng Joer Chef vun der Uni gezunn. Ech ginn net an den Detail vu sengen interessanten Aussoen, ech bleiwe beim Titel vu sengem Interview: „Ich war der privilegierteste Rektor der Welt".

Déi Ausso mécht eis frou, mä mir sinn awer och bereet, se kritesch ze hannerfroen. Virun allem schéngt et eis wichteg, datt an Zukunft méi wéi an der Vergaangenheet och am Dossier Fuerschung an Héichschoul op Transparenz gesat gëtt.

Domat brëngen ech den Accord vun der gréngen Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänken an dem Här Bauler Merci soe fir e ganz gudde Résumé vun der Situatioun vun deem Gesetz, wéi en en elo hei ginn huet. Mir kënnen him recht ginn an all deene Kritiker, déi soen: „Et ass schued, datt et esou laang gedauert huet, bis dat Gesetz kënnt." Mä prinzipiell, an dat wëll ech elo emol direkt ënnersträichen, ier ech dann e bësse méi an den Detail ginn, begréisse mir och als ADR, datt e Max-Planck-Institut op Lëtzebuerg kënnt.

Mä et muss een déi Saach awer e bësse méi genee kucken. Wann een dee Vertrag liest, deen do ofgeschloss gëtt, oder déi Verträg liest, déi do ofgeschloss waren, da stellt ee fest, datt et keen, wéi dat gewéinlech an engem Vertrag ass, kee Gläichgewiicht gëtt tëschent Vertragspartner.

Ech muss Iech éierlech soen, ech hunn dat do gelies an ech hat mech erënnert gefillt un eppes, wat mer aus mengem éischte Beruff bekannt ass: déi bedéngungslos Kapitulatioun vun engem virun deenen aneren. Dat ass och e bëssen hei de Fall. Dat eenzegt Recht, wat mir als Lëtzebuerg hunn, dat ass, zu 100% ze bezuelen! Dat ass net vill!

Lount et sech? Wat kréie mer dofir? Mir kréien natierlech d'Präsenz vun engem Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg. An et ass jo och vu Prestige geschwat ginn hei an deem Gesetz. Mä wat ass de Prestige wierklech wäert fir e Land? Ass dat dat Eenzegt, wat mer musse sichen?

Et ass vu Visibilitéit geschwat ginn. Mä ech wëll lech soen, an deene Konventioune besti keng Garantië fir déi Visibilitéit, ausser datt de Max-Planck-Institut hei e Sëtz zu Lëtzebuerg huet. Et ass net gesot, datt déi Fuerschungsaarbecht onbedéngt muss hei sinn. Ech ka mer gutt virstellen, datt d'Doktorande vun deem Max-Planck-Institut iergendwou an der Welt hir Aarbecht maachen, emol net onbedéngt hei, awer 100% vu Lëtzebuerg bezuelt ginn, wat se emol da vläicht net wëssen oder sech däers net bewosst sinn.

Déi Visibilitéit vun engem Land, déi muss och vertraglech ofgeséchert ginn, wann ee se gär hätt. Et muss bekannt ginn, datt dat Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg ass. An dat ass hei an dësem Vertragswierk, op jidde Fall an eiser Analys, net garantéiert. Dat hätt ee kënnen an et hätt een et och misse vill méi preziséieren an ofsécheren.

D'selwecht wéi déi Relatiounen, déi mat der Uni Lëtzebuerg opgebaut gi sinn: Och dat ass eng reng One-Way-Street! Déi, déi op de Max-Planck-Institut beruff sinn, déi däerfen och op der Universitéit Lëtzebuerg hir Léier maachen, dat heescht hir Léier ginn, also professoral Aktivitéiten ausféieren. Ëmgekéiert net! Och dat ass bemierkenswäert. Et ass och net festgeluecht, datt zum Beispill dee wëssenschaftleche Bäirot ënner anerem muss besat gi vu Leit aus der Lëtzebuerger akademescher Zeen, sief et vun der Uni, sief et aus Regierungskreesser.

Oder wat och däitlech feelt, dat ass d'Luxembourg School of Finance! Et besteet kee Bezuch an deem Vertragswierk op d'Luxembourg School of Finance, obscho mer hei vun enger vun deenen dräi Fuerschungsaktivitéiten ausdrécklech schwätzen: vu vergläichendem Verfahrensrecht a Finanzfroen. Och dat ass eng Lacune an dëse Vertragstexter, déi net hätt däerfen existéieren!

Da muss een och kucken, ech mengen, mäi Kolleeg vun der grénger Partei, den Här Adam, huet och schonn op déi ganz, ganz komesch Kündigungsfristen do opmierksam gemaach, datt d'Kündigungsfrist déi ganz reschtlech Beruffszäit vum jéngsten Direkter muss ofdecken. Dat gëtt et - op jidde Fall souwäit ech weess mat mengem modeste Kenntnisstand - soss néierens! Op jidde Fall net hei am Land. Vläicht kann d'Regierung eis eppes anescht erklären oder eis soen, firwat se op esou Regelungen ageet. Also, esou eng Garantie, wéi se hei d'Mataarbechter kréien an de ganzen Institut - am Vertrag steet: „Unbedingtheit der Finanzierungszusage" -, dat hunn ech op jidde Fall soss nach néierens gesinn!

Dann ass et och interessant, fir déi geriichtlech Dispositiounen ze liesen. Mir hunn eng Diskussioun hei am Land, wou verschidde Leit Demonstratiounen an de Stroosse maachen, anerer hoffen op den Här Juncker, fir et ofgewennt ze kréien: Dat ass d'Ëmgoe vun eisem nationale Geriichtssystem am Kader vum TTIP-„investor-to-state dispute settlement", also u sech juristesch Montagen, fir de Justizsystem vun engem Land kënnen ze ëmgoen.

Hei hu mer eng Sträitregelung tëschent dem Max-Planck-Institut an dem Lëtzebuerger Stat, dat ass en Tribunal d'arbitrage, e Conseil d'arbitrage, deen zu Paräis ass. An eise Lëtzebuerger Stat wor dann d'accord, datt mer Streidegkeete mam Max-Planck-Institut fir d'Éischt, wéi et sech och gehéiert ënner ziviliséierte Leit, am bilaterale Gespréich probéieren ze klären an datt mer dann op den Arbitrage ginn - an net op eis national Juridictiounen! -, an och nach op eng auslännesch Arbitrage-Institutioun!

Déi Leit, déi dat hei stëmmen, déi musse sech awer och herno froe loossen, wa mer op den TTIP kommen, firwat se hei d'accord si mat engem Ëmgoe vun der Lëtzebuerger Juridictioun an op där anerer Säit dann am TTIP, wéi mir och vun der ADR, do awer hir Bedenken hunn!

Dat gesot, verstitt Der, datt mir esou Verträg wéi déi, déi hei presentéiert ginn, déi vill ze spéit dem Parlament virgeluecht ginn, an nach wahrscheinlech nëmmen, well déi 40 Milliounen am Budget et exigéiert hunn, d'Lëtzebuerger Parlament ze informéieren... (veuillez lire: ze informéieren, net ënnerstëtze kënnen.) Mä dat do ass e klassescht Beispill vun engem schlecht ausgehandelte Vertragswierk vun der Lëtzebuerger Regierung!

Dofir, esou vill mer eis driwwer freeën, datt de Max-Planck-Institut hei zu Lëtzebuerg ass, fanne mir, et hätt misse méi visibel sinn, et hätt missen e bessere Vertrag sinn, an dofir enthale mir eis bei dësem Gesetz!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Domat wär déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Regierungsvertrieder, de Statssekretär Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen dem Rapporteur, dem Här Bauler, villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Virriedner hu schonn e ganze Koup vu Saachen thematiséiert, dofir wëll ech och net méi op den Detail agoe vu verschiddene Punkten, mä vläicht nach e puer Prezisioune ginn, wou den Ament de Max-Planck-Institut drun ass.

Et goufen e puer Zuelen, wat d'Mataarbechter ugeet, hei ernimmt. Et ginn awer do e bësse méi aktuell Zuelen, déi ech natierlech wéilt mat op de Wee ginn. D'Fuerschung leeft effektiv an dräi Departementer mat all Kéiers engem Direkter. Do sinn am Moment awer eréischt zwee där Direktere genannt, an zwar sinn dat d'Professeren: Här Burkhard Hess a Madame Hélène Ruiz Fabri. An a ganz noer Zukunft wäerte 60 Leit do schaffen an et ass geplangt, dass den Institut bis op 150 Leit an d'Luucht soll goen.

Et ass natierlech profitabel fir d'Lëtzebuerger Land, dass de Max-Planck-Institut hei zu Lëtzebuerg ass, an dat aus deene Grënn, déi d'Virriedner alleguerten ernimmt hunn.

Ee Wuert awer och nach iwwert d'Zuelen an de Finanzement - wat dat wierklech heescht, wat Dir hei hannendru wäert stëmmen. Ech mengen, en régime de croisière, do gëtt d'Kontributioun vum Stat op 12 Milliounen Euro d'Joer geschat. A mat der Lafzäit vun deem Kontrakt wësse mer natierlech, dass am Moment 360 Milliounen Euro géifen am Raum stoen. Dat sinn der awer e gutt Stéck méi, well dat Ganzt natierlech un den Index gebonnen ass. An dofir schwätze mer hei net vun 360 Milliounen Euro, mä gutt vu 540 Milliounen Euro. Dat heescht, mir si wäit iwwer enger hallwer Milliard, déi hei engagéiert gëtt iwwert déi nächst 30 Joer.

Fir awer e Beispill ze ginn: 2015, Dir hutt et gesinn am Budget, do si mer bei 10,5 Milliounen Euro. Dat heescht, do si mer nach net direkt d'nächst Joer op deenen 12 Milliounen Euro, mä dat wäert awer elo ganz séier goen, dass mer an déi Richtung wäerte kommen.

Et goufen e puer Saachen ugeschwat, an ech géif op eppes zréckkommen, wat ech och hei beim Vote vum Premier-équipements-Gesetz gesot hunn. An zwar op där heiter Plaz hat ech ugedeit, dass mer bannent e puer Méint missten och nach eng Kéier an dem Kontext vum Max-Planck-Institut esou eng Regulariséierung maache vun enger finanzieller Situatioun, déi am Fong net gutt ass - dat ass ugeschwat gi vun deene verschiddene Virriedner -, well hei gouf eng Konventioun, e Kontrakt gemaach laanscht d'Parlament an am Fong laanscht d'Regele vun der Konscht, wéi dat sech geheiert. Dat gouf och thematiséiert vun der Kontrollkommissioun. An ech mengen, et gëtt héich Zäit, dass dat heite gemaach gëtt, well ech mengen, esou soll een awer net operéieren.

Wann hautzudaags d'Regierung an all Parlamentskommissioun geruff gëtt, fir iwwer all Euro en Detail ofzeginn, wat jo och nëmme richteg ass, kann een awer hei feststellen, dass 540 Milliounen Euro engagéiert si ginn, an dat gouf an der Zäit awer einfach esou laanscht dat heiten Haus gemaach. An ech mengen, dat kann een natierlech net guttheeschen. An dofir gouf et och dat heite Gesetz. Dat louch der aktueller Regierung um Häerz, fir dat esou séier wéi méiglech ze regulariséieren, dofir och den Dépôt vum Claude Meisch am Abrëll vun dësem Joer, soudass mer dat natierlech och elo haut kënne stëmmen.

Op där anerer Säit hu mer de Max-Planck-Institut elo zu Lëtzebuerg. Dat wäert bäidroen natierlech zu dem internationale Rayonnement. Et gëtt vill zesummegeschafft mat der Universitéit.

Mä awer och ee Punkt, wat d'Autonomie ugeet, och dat, wat den Här Kartheiser gesot huet: Hien huet proposéiert, fir do Regierungskreesmembere mat ze nominéieren an iergendwelch Gremien. Ech erënneren drun, dass mer grad virdru mat dem Gesetz iwwert d'CRPen dovunner ausgaange sinn, dass mer deene méi Autonomie ginn an alleguerten d'Vertrieder aus der Regierung oder aus de Ministèren eraushuelen, soudass mer elo net hei kënne fuerderen, fir d'Autonomie ze garantéieren, fir der do erëm dranzesetzen! Däers, mengen ech, sollt ee sech awer och bewosst sinn.

D'Zesummenaarbecht, déi fonctionnéiert mat der Universitéit, déi ass natierlech och an dem Kontext an an dem Kontrakt festgehalen. An d'Doktoranden, alleguerten déi, déi mir bezuelen, déi sinn awer och hei zu Lëtzebuerg an déi wäerten och hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Domadder wär ech frou, wann dat heite Gesetz géif gestëmmt ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär. Mir kënnen dann direkt zum Vote iwwert de Projet de loi 6679 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6679 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

57 Kolleegen hu sech um Vote bedeelegt, 54 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Ech ginn dovun aus, dass déi motivéiert sinn. De Projet de loi 6679 ass also ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Tess Burton), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall' Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par Mme Simone Beissel) et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif Iech froen, ob mer d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Merci villmools.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 6663 iwwer méi ëmweltfrëndlech Batterien, fir esou wäit wéi méiglech negativ Impakter op d'Ëmwelt vu gebrauchte Batterien ze vermeiden. Dat ass eng Transpositioun vun enger Direktiv. A mir géifen direkt dem Rapporteur, dem Här Adam, d'Wuert iwwerginn. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

6. 6663 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 19 décembre 2008
a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs
b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Claude Adam *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Mat dem Projet vun haut setze mer d'EU-Direktiv 2013/56 ëm. Dës Direktiv adaptéiert déi vun 2006. Hei geet et éischtens, wéi Dir scho gesot hutt, ëm déi Batterien an Akkuen, déi op de Maart kommen an déi Kadmium enthalen. Dës Batterië ginn an elektreschen Apparater genotzt, déi net per Kabel un d'Stroumnetz ugeschloss sinn.

Zweetens geet et ëm déi kleng Batterien - Piles bouton, Knopfzellbatterien -, déi Spure vu Mercure, also Quecksëlwer enthalen. An drëttens gëtt d'Décisioun vum 5. August 2009 iwwert d'Exigenzen, déi un d'Produzente vu Batterien an Akkumulatore gestallt ginn, opgehuewen an do amplaz kënnt eng Annex iwwert déi prozedural Exigenzen, déi verlaangt ginn.

Déi nei Direktiv seet, datt vum 1. Januar 2017 u keng Ausnahm méi fir Batterien an Akkuen a kabelfräien elektreschen Apparater méi däerf gemaach ginn. Vun deem Datum un däerfen nëmme méi Batterien, bei deenen de Kadmium maximal 0,002% vum Gewiicht ausmécht, op de Marché. Dat ass eigentlech kee Problem, well et gëtt och elo scho Substituter fir de Kadmium. Batterien op Basis vun Nickel-Metallhydrid oder Lithium-Ione sinn elo schonn um Marché.

Wa bis elo de Quecksëlwergehalt vu Knopfzellbatterien ënner 2% vum Gewiicht vun der ganzer Batterie muss sinn, dann däerfen ab dem 1. Oktober 2015 nëmme méi Batterien, ob se am Apparat selwer integréiert sinn oder net, op de Marché, vun deenen de Mercure nëmme méi maximal 0,0005% vum Gewiicht ausmaachen däerf.

Och hei dierft déi Ëmstellung net problematesch sinn, well si ass schonn eng Zäit amgaangen. Et gëtt alternativ Produkter. Ech mengen, et ass allgemeng bekannt, datt souwuel Kadmium wéi och Quecksëlwer extrem geféierlech fir d'Gesondheet sinn. Déi zwee Stoffer verschwannen ëmmer méi aus de Produktiounschaînen, an dat ass och gutt esou.

De Statsrot hat säin Avis de 4. Abrëll 2014 ginn. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen de 27. Februar, de 14. Mäerz an de 14. Abrëll 2014 ginn. An déi waren alleguerte positiv, déi Avisen.

Den 30. Abrëll 2014 hat d'Ëmweltkommissioun mech als Rapporteur vum Gesetz bestëmmt. D'Kommissioun hat och den éischten Avis vum Statsrot aviséiert an du sinn nach zwee Amendementer nogestëmmt ginn.

Deen éischten Amendement - et war zweemol eng Reaktioun op den Avis vum Statsrot -, bei deem éischten hat de Statsrot gemengt, aus Transparenzgrënn wier et gutt, wann een net misst op aner Gesetzestexter zréckgräifen, fir déi Dispositiounen ze fannen, déi wichteg fir dëse Projet sinn. Duerfir hu mer véier Artikelen aus dem Offallgesetz als nei Artikelen an dëse Gesetzesprojet iwwerholl.

Am zweeten Amendement, do hu mer nach en neien Artikel 18 bäigesat, mat deem mer beim Offallgesetz eng ähnlech Dispositioun agefouert hunn, wéi se am adaptéierte Kommodosgesetz steet.

Den zweeten Avis vum Statsrot, dee war dunn ouni weider Kommentaren. An d'Ëmweltkommissioun huet de Rapport hei an der Sëtzung vum 6. Oktober 2014 och ugeholl. Ech wëll dann och nach der Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Rachel Moris, a mengem parlamentaresche Mataarbechter, dem Paul Ruppert, an de Kommissiounsmembere Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht un dësem Rapport.

Dat war iwwregens mäin éischten an einstweile leschte Rapport fir d'Ëmweltkommissioun, well de Gérard Anzia zënter leschten Dënschdeg meng Plaz an der Ëmweltkommissioun iwwerholl huet. Dem Gérard wënschen ech eng gutt Aarbecht a vill interessant Rapporten an där Kommissioun.

Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren, a selbstverständlech bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Kolleeg Marcel Oberweis war eigentlech virgesinn, en huet awer wéinst enger Auslandsverflichtung éischter misse fortgoen, an dofir droen ech dann och seng geplangte kuerz Interventioun vir.

Fir d'Éischt erlaben ech mir och, dem Rapporteur, dem Claude Adam, Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dee virleiende Projet de loi behandelt d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2013/56. Duerch si gëtt, wéi de Rapporteur et och gesot huet, den Asaz vu Batterien an Akkuen, déi méi wéi 0,002% Kadmium enthalen an déi an elektresche Geräter ouni Kabel agesat ginn, vum 1. Januar 2017 u verbueden.

Zousätzlech gëtt och d'Verwendung vu Knappzelle mat Quecksëlwer nei geregelt. Dat ka geschéien, well et mëttlerweil Néckel-Metallhydrid- a Lithium-Ionen-Batterië gëtt, déi kee Kadmium méi enthalen.

Et muss ee wëssen, dass all Joers e puer Honnertdausend Tonne Batterien an Akkuen op den EU-Maart kommen. Niewent deene genannte Gëftstoffer enthalen déi och Bläi, Koffer, Zénk a Mangan. D'Entsuergung vun dëse Produite belaascht net nëmmen eis Loft, mä si kontaminéieren och d'Biedem a si belaaschten eis Gewässer.

Et soll awer drop higewise ginn, dass am Beräich vun de Knappzellen eng Reorientéierung amgaangen ass. Bei der Produktioun vun dëse gëtt op den Asaz vu Quecksëlwer verzicht. Et gëtt wuel festgehalen, dass Knappzelle mat engem Undeel vu Quecksëlwer vu maximal 2% vum Gewiicht bis den 1. Oktober '15 nach um Maart bleiwen däerfen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass déi europäesch Direktiv drop hiweist, dass de Verkaf vu Knappzellen, déi méi wéi 0,0005% Quecksëlwer enthalen, vum Maart verschwanne soll.

Dat ausgewisent Zil vun der Direktiv ass kloer: Et wëllt een déi geféierlech Stoffer aus der Natur eraushalen, d'Ëmweltverschmotzung reduzéiere respektiv d'Biodiversitéit protegéieren.

Fir dass d'Iwwerleeungen awer gräife kënnen, sinn d'Hiersteller vun de Batterien an den Akkuen zu Lëtzebuerg verflicht, esou wéi et an der Annex IV vum Projet de loi steet, sech ze enregistréieren, soudass hir Produkter op de Maart kënne bruecht ginn.

Den Artikel 9 verlaangt, dass d'Produzente vu Batterien an Akkuen alles an d'Wee leede mussen, fir dass hir Produiten einfach entsuergt kënne ginn. Och musse si derfir suergen, dass déi Entreprisen, déi d'Entsuergung duerchféieren, all wichteg Informatiounen iwwert d'Produkter kréien, soudass kee Mataarbechter zu Schued kënnt.

Ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech nach kuerz op d'Entsuergung vun dëse Produiten hei am Land agoen. „Ecotrel„ an „Ecobatterien" sinn zwee agréémiert Organismen, déi mat dem Asammelen an dem Recycling beoptragt goufen. Si schaffe ganz enk mat der Super-DrecksKëscht zesummen.

Just e puer Zuelen an deem Zesummenhank: Am Joer 2013 goufen et 224 Kollektpunkte fir Batterien an Akkuen. An dass mir zu Lëtzebuerg d'Entsuergung seriö huelen, beweisen dës Chifferen: Den Taux de collecte wor bei genee 60,88% an deem Joer 2013, dat heescht 9,58 kg op den Awunner. Lëtzebuerg rangéiert domat op enger Spëtzepositioun an der Europäescher Unioun.

Dëst gesot, bréngen ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Claude Adam e grousse Merci soe fir säi Rapport an den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schréftlechen, awer och fir säi mëndleche Rapport. Et bleift am Fong net méi vill ze soen, mä ech wollt trotzdeem e puer Gedanke mat Iech deelen.

Bei dësem Gesetz geet et ëm Batterien an Akkuen, dat hutt Der alleguer héieren. Während der Summerpaus hate mir jo alleguer Zäit, eis eege Batterien erëm voll opzelueden.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Dëse Projet ass d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Et ass sécherlech och de Beweis, dass net alles, wat vu Bréissel kënnt, schlecht ass. Dëst Gesetz wäert nämlech europawäit verbidden, ab 2017 Kadmium enthalend Batterien an Akkue fir schnouerlos Elektrogeräter op de Marché ze bréngen. D'Gesetz verbitt awer och ab Oktober 2015, Knappzelle mat engem Quecksëlwergehalt vun iwwer 0,0005% vum Nettogewiicht op de Marché ze bréngen. Knappzellen, dat sinn iwwregens déi kleng ronn platt Batterien, déi Der beispillsweis an Aren Aueren oder eventuell och an Hörgeräter erëmfannt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ah, maja, da sinn ech frou, wann ech dem Här Kartheiser konnt hëllefen.

Här President, wann ee weess, wéi schiedlech déi gëfteg Schwéiermetaller Quecksëlwer a Kadmium fir de Mënsch, mä och fir eis Ëmwelt sinn, kënnt dëst Gesetz keen Dag ze fréi. D'Aschränke vun dëse geféierleche Stoffer an de Batterië wäert dozou féieren, dass d'Belaaschtung a Bezuch op d'Offallbewirtschaftung fir déi kommend Generatioune guer net

eréischt entsteet. En plus maache mir deene Leit, déi mat deene gëftege Substanze beim Gebrauch, mä besonnesch och bei der Entsuergung vum spéideren Elektroschrott a Kontakt kommen, e grousse Gefalen, well déi Leit net méi de Geforen an de Risiken, déi dës Batterië fir hir Gesondheet duerstellen, ausgesat sinn.

Dëst ass ëmsou méi wichteg, well de Besoin vun esou Akkuen a Batterien an neie modernen elektroneschen Apparater wéi Handyen, Tablets a GPSe momentan stänneg zouhëlt an deementspriechend d'Quantitéit vum Elektrooffall och klëmmt. Et muss een awer och soen, dass déi betraffe Batterië vun enger Iwwergangsperiod profitéiert hunn, déi 2015 bezéiungsweis 2017 ofleeft. D'Industrie hat also genuch Zäit, sech dorobber anzestellen.

(Brouhaha général et coup de cloche de la présidence)

D'Verfügbarkeet vun Ersatzstoffer an neien Technologien erméiglecht et och, dass bei der Batterienhierstellung op dës geféierlech an - ech widderhuelen et nach eng Kéier - gëfteg Stoffer ka verzicht ginn. Esou ginn haut scho gréisstendeels Batterië benotzt mat Alternativen ouni Kadmium an ouni Quecksëlwer wéi Nickel-Metallhydrid a Lithium, déi och wesentlech manner geféierlech fir d'Mënschen, awer och fir d'Emwelt sinn. An och den europäesche Marché vun de Knappzelle verzicht haut scho gréisstendeels op de gëftege Quecksëlwer.

Här President, zum Schluss wéilt ech Iech nach soen, dass dës Direktiv bis zum 1. Juli 2015 muss ëmgesat sinn a mir dësen Délai deemno ouni Problem anhale wäerten.

Dëst gesot, ginn ech heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Et ass e bësse vill Gegrommels an der Chamber. Ech wär nawell frou, wa mer nach e bëssen disziplinéiert wären.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een dëst Gesetz liest - an ech soen dem Här Adam Merci, en huet eis jo erkläert, wat do drasteet -, da muss ee sech emol fir d'Éischt bewosst ginn, datt et eng gutt Saach ass. Ech mengen, dat ass jo hei ëmmer erëm gesot ginn. Et sinn e puer toxesch Substanzen, déi hei erofgeschrauft ginn. An da stinn nach esou Saachen dran, wéi datt zum Beispill eng Batterie muss kënne liicht aus engem Apparat erausgeholl ginn an esou weider an esou virun. Dat ass alles an der Rei. Do si mer eis och all eens, datt dat schéin ass.

Mä ech wëll awer zwee Kommentare maachen: Deen een ass, wat déi rechtlech Konsequenzen hei ugeet, wann do e Problem ass mat enger Batterie. Dat ass komplett disproportionéiert, wat hei drageschriwwe ginn ass. Do heescht et dann - hei geet et, wéi gesot, ëm d'Eraushuele vun enger Batterie aus engem Apparat oder ëm e Quecksëlwergehalt, dee vläicht ze héich ass -, do kënnen dann d'Forces de l'ordre, wann eng Infraktioun do virläit, «pénétrer de jour et de nuit», fir do eng Infraktioun festzestellen, an industriellen oder an aneren Installatiounen.

A souguer, wa presuméiert gëtt wahrscheinlech, datt eng Batterie an enger Wunneng ass, déi méi wéi 0,0005% Quecksëlwer huet, da ka souguer d'«origine de l'infraction (...) dans les locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire» an esou weider an esou virun, wann en Untersuchungsriichter dat ordonnéiert.

Et ass komplett disproportionéiert! Wa mer hei iwwer e Rechtsstat schwätzen, da soe mer eis dach, et ass gutt, wann elo e Produzent... oder iergendee groussen, massive Verstouss virläit, datt do eppes ka gemaach ginn. Awer fir esou Dispositioune bal blannemännerchers an e Gesetz eranzeschreiwen, dat ass mat Kanounen op Spatze geschoss. Ech wär frou, wa mer déi Saachen, déi wierklech wichteg sinn, wéi zum Beispill de Schutz vum Liewen, géife penaliséieren, an de Cadmium-Gehalt oder de Mercure-Gehalt an enger Batterie awer géifen an deene Proportiounen och rechtsstaatlech loossen, wou se higehéieren. Et ass net, datt näischt muss geschéien, mä e Protokoll hätt et och gemaach!

An dat Zweet, wat ech wëll soen: Mir hunn hei déi gréng héieren, fir ze soen: „Quecksëlwer ass eppes extrem Gëfteges", a jiddereen heibanne wor d'accord. Kënnt Dir mir soen, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

...firwat déi gréng mat därselwechter Begeeschterung hei virun e puer Joer, mat der Ennerstëtzung vun anere Parteien, Luuchten ageféiert hunn, déi déi normal Luuchten an den Haiser ofgeschaaft hunn, fir Energiespuerluuchten anzeféieren, wou bis zu 5 mg Quecksëlwer an enger Luucht sinn - a wann déi brécht, dann hu mer toxesch Gaser an engem Appartement!

Dat ass d'Realitéit! Wéi ass dat méiglech, datt mer eis iwwer eng Batterie..., bei engem Quecksëlwergehalt vun 0,0005% an de Batterien hei Gesetzer maachen a gläichzäiteg jidderengem an d'Wunneng pure Quecksëlwer - wa se explodéieren -, geféierlech Objeten hinhänken?

(Interruptions)

Dat ass eng Kontradiktioun, wéi mer se an där grénger Politik ëmmer erëm begéinen. Ëmmer erëm! An et ass fir eis net akzeptabel. Mir soen: „Firwat net déi al Biren aféieren?" Déi verbrauche vläicht - et ass emol nach net sécher, well wann een d'Produktiounsenergie mat arechent, ass dat vläicht guer net gesot - méi Energie, mä et ass keen dee riskéiert, doheem musse Quecksëlwer anzeootmen, wann eng Kéier eng Bir brécht.

Dat heiten ass, wéi gesot, e Gesetz, wat mer kënne begréissen, mä souwuel déi strofrechtlech Bestëmmung wéi iwwerhaapt déi Logik derhannert muss een awer wierklech hannerfroen, wann ee gesäit, wat soss an deem Ëmweltberäich u Législatioun existéiert.

Dat gesot, mir enthalen eis bei dësem Gesetz, aus deene Grënn, déi ech Iech gesot hunn.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. Domat ass d'allgemeng Diskussioun eriwwer an d'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Bon, ech mengen, ech maachen et kuerz. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e grousse Merci fir den exzellente Rapport vum Claude Adam. An e Merci och fir déi ganz konstruktiv Bäiträg, souwuel vum Här Schank wéi awer och vum Max Hahn. Ech mengen, dass dat hei eng ganz sënnvoll Direktiv ass, déi mer ëmsetzen, an dofir soen ech Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Dieschbourg. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6663 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6663 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6663 ass mat 53 Jo-Stëmme bei 3 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Félix Eischen), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall' Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Tess Burton) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ech wëll dann zum Schluss nach froen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci.

Da si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir dës Woch ukomm. Ech soen de Kolleegen alleguer Merci. Kommt gutt heem. Rendez-vous an ëffentlecher Sëtzung de 4. an de 5. November. An an der Zwëschenzäit ginn d'Aarbechten an de Kommissioune mat Vollgas weider. Merci.

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.58 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 4

MARDI,
4 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.36 à 14.47 heures*
- *M. Claude Wiseler*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Gusty Graas*
- *Prestation de serment de M. Laurent Zeimet*

4. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry
- *M. Alex Bodry*

8. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Roy Reding, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

9. Débat de consultation sur le suicide et sa prévention
- *Exposé: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Cécile Hemmen, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Anne Brasseur et Mme Nancy Arendt), M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

10. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution
- *Déclaration de recevabilité*

11. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

12. 6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Eugène Berger), M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Justin Turpel, M. Laurent Mosar (interventions de M. Félix Braz)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gilles Roth, M. Roy Reding et M. Laurent Mosar)*
- *M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice (M. Laurent Mosar intervient)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

14. 6668 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (M. Gilles Roth pose une question)*

15. 6706 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen interviennent), M. Franz Fayot (interventions de M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Gilles Roth (parole après ministre)(M. Claude Wiseler intervient)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Schéine gudde Mëtteg, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Gesondheetsministesch.

2. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Kolleeg, de Jean-Claude Juncker, deem mer scho viru 14 Deeg an dësem Haus Äddi gesot hunn, ass zënter dem 1. November un der Spëtzt vun der Europäescher Kommissioun am Asaz an huet och op deen Dag als Deputéierten demissionéiert. Mir wënschen him alles Guddes, vill Satisfaktioun an eng glécklech Hand a senger neier Missioun.

A fir dass d'Chamber no sengem Départ erëm komplett ass, komme mer elo bei d'Assermentatioun vun engem neie Member vun eiser Chamber.

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

A sengem Bréif vum 27. Oktober huet den Här Jean-Claude Juncker matgedeelt, dass hie vum 1. November dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht. D'Chamber huet do déi noutwendeg Bréifwiessele gemaach a mir hunn dunn och matgedeelt kritt, dass deen Nächsten op der Lëscht dat Mandat, wat fräi ginn ass, unhëlt.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'égibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

Mir lousen elo déi Deputéiert aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Claude Haagen, den Här Marc Spautz, d'Madame Claudia Dall'Agnol...

Une voix.- Ass net do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... den Här Gusty Graas, den Här Serge Wilmes, den Här Anzia, den Här Turpel an den Här Claude Wiseler.

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat den Här Laurent Zeimet betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen.

D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.36 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.47 heures.)

D'Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an déi ëffentlech Sëtzung ass erëm op. D'Wuert huet de President vun der Kommissioun, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegesat gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Claude Haagen, den Här Marc Spautz, den Här Gusty Graas, den Här Serge Wilmes, den Här Gérard Anzia, den Här Justin Turpel an ech selwer.

Den Här Graas gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. An ech halen dann domat op, andeem ech einfach soen, Här President, datt ech Iech bieden, dem Rapporteur elo d'Wuert ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här President. Dat wäert ech dann och direkt maachen. D'Wuert huet den Här Gusty Graas, de Rapporteur vun der Kommissioun.

Rapport de la Commission de vérification

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech dann elo de Rapport hei virdroen. A sengem Bréif vum 27. Oktober 2014 huet den Här Jean-Claude Juncker de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hien ab dem 1. November dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzefëieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 27. Oktober 2014 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Laurent Zeimet gewannt, deen als éischte Suppléant op der

Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volkspartei aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verballe vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här Laurent Zeimet, wunnhaft zu Beetebuerg, effektiv den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volkspartei aus dem Wahlbezierk Süden ass an dofir dem Här Jean-Claude Juncker seng Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 29. Oktober 2014 huet den Här Laurent Zeimet eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Jean-Claude Juncker wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här Laurent Zeimet schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Just ee Saz - dee steet zwar net hei: Ech wënschen dann och dem Beetebuerger Buergermeeschter all Guddes fir d'Zukunft!

(Exclamations)

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

Här President, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn an deemno kann den Här Laurent Zeimet den Här Jean-Claude Juncker ersetzen. Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat och esou décidéiert.

Ech géif elo den Här Zeimet bieden, eranzekommen.

Prestation de serment de M. Laurent Zeimet

Här Zeimet, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand a sot mir no: «Je le jure.»

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed an ab sofort, Här Zeimet, sidd Der Member vun dëser Chamber. Meng häerzlech Félicitatiounen! An Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, déi éischte Kéier war ech viru ronn 25 Joer an dësem Haus. Et wor zum Enn vum Joer, zum Enn vun de Budgetsdebatten - deemools war den Dekor nach e bësse méi bescheiden - an ech souz douewen op der Héicht vun der Regierung, an deen Eenzegen, dee mech an Uecht geholl hat, war den deemolege Finanz- an Aarbechtsminister. En huet mer en A zougedréckt a Moie gewénkt. Mir hunn eis net kannt, also, ech hunn hie kannt, awer hien huet mech net kannt. An deen Ableck ass mer dëser Deeg duerch de Kapp gaangen, a gleeft mer et, et ass fir mech e ganz besonnesche Moment, haut déi Plaz anzehuelen, déi duerch de Jean-Claude Juncker fräi ginn ass!

Ech sinn e Beetebuerger, zu Esch gebuer, mä soss ëmmer zu Beetebuerg ënnerwee. Meng Elteren haten do eng Bäckerei, an am Buttek an an der Bakstuff sinn ech opgewuess. Eng kathoulesch Erzéiung, am fräie Geescht, huet mer meng politesch Heemecht nobruecht an nogeluecht.

Ech versti Politik als eng nobel Aufgab, en Déngscht fir d'Land. Déi meescht, déi an der Politik ënnerwee sinn, déi maachen dat bénévole, dacks mat ganz vill Idealismus. Wéi op ville Plazen, géif sech an der Politik wéineg bewegen, wann net Biergerinnen a Bierger sech géifen an hirer Fräizäit fir hir Cause staarkmaachen.

Mä mäi Wee an dës Chamber, dee war am November 2004 en aneren. Als Journalist fir d'„Lëtzebuerger Wort" hunn ech siwe Joer laang déi parlamentaresch Aarbecht suivéiert. Ech hu meng politesch Iwwerzeegungen deemools ni verstoppt, awer ëmmer probéiert, fair a korrekt ze berichten a kritesch ze kommentéieren. Dat huet net jidderee vergiess, och net an der CSV-Fraktioun!

Ech stelle mech also elo drop an, datt meng fréier Kolleege vun der Presse parlementaire deeselwechte kritesche Bléck op meng Aarbecht wäerte geheien.

Zanter ech d'Aarbecht vun dësem Haus suivéiert a kommentéiert hunn, huet sech am Land déi politesch Situatioun verännert. Ech ka mech net méi genau erënneren, mä wéi ech am Hierscht 1974 op d'Welt komm sinn - gouf mer spéider erzielt -, war d'CSV anscheinend an der Oppositioun.

(Hilarité)

Wéi ech an der Gemeng politesch aktiv gi sinn, war d'CSV och do an der Oppositioun. D'Wieselspill tëschent Majoritéit an Oppositioun maachen eng erwuessen Demokratie aus. Eng Oppositioun däerf sech net doranner erschëpfen, schlechtzerieden, wat eng Majoritéit mécht.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Très bien!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Wann eng Oppositioun awer d'Regierung vu muer wëllt sinn, da muss se sech och dorobber preparéieren, duerch eege Proposen a Verbesserungsvirschléi. An esou hunn ech wëlles, mech hei an dës Aarbecht vum Parlament anzebréngen. Ech huelen dofir haut optimistesch op der Oppositiounsbänk Plaz, well sech do e Stéck vun eiser Zukunft preparéiert. Och mir Chrëschtlech-Sozial wëllen eist Land nei denken.

Meng Fraktioun huet mer eng Rei vun Aufgaben uvertraut, an de Kommissioune vum Intérieur, vun der Émwelt, vun der Kultur a vun der Éducatioun. An et freet mech, datt ech do kann op deem opbauen, wat ech an der Gemeng erliewen.

A wat ech an der Gemeng erliewen ass, datt villes an eisem Land fonctionnéiert, well sech Leit engagéieren: am Sport, an der Kultur, am Sozialen an an de Rettungsdéngschter. Se froen net fir d'Éischt, wat de Stat oder d'Gemeng hinne ka ginn oder ka fir si maachen.

Ech hunn am Ufank un all déi erënnert, déi sech bénévole an der Politik engagéieren. An ech géif meng parlamentaresch Aarbecht gär och fir déi maachen, déi all Dag iwwer hir Famill eraus, iwwer hire Beruff eraus sech an der Gemeinschaft asetzen, fir all déi, déi net nokucken, mä mat upaken.

Ech denken un déi, déi an de Veräiner an Initiativen e liewegt Kultur- a Sportsliewen iwwer Land erméiglechen.

Ech denken un déi Fräiwëlleg vun eise Rettungsdéngschter, op déi mer och muer nach ugewise sinn, wou sech och ganz vill Jonker all Dag, Dag an Nuecht, bereet halen, fir an den Asaz ze goen.

Ech denken och un Initiative wéi de Cent Buttek, deen an eiser Gemeng a Kooperatioun mat der Diddelenger Gemeng konnt entstoen. Et ass net eng staatlech Mesure, en ass net vun enger grousser Organisatioun an d'Liewe geruff ginn, mä vu Leit, déi gesinn hunn, datt hir Matmënsche Schwieregkeeten hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen, Schwieregkeeten hunn, hirer Famill dat Néidegst kënnen ze finanzéieren, déi gesinn hunn, datt Supermarchéé gutt Wuer ewechgeheien, well kee se anscheinend méi wëllt kafen. An esou gouf aus enger Iddi eng Aktioun.

Natierlech weisen och esou Initiative wéi den „Cent Buttek" op sozial Froen hin, op déi mer mussen eng Äntwert fannen.

Politik kann net alles dirigéieren, diktéieren a virschreiwen. Wa mer eise Matbiergerinnen a Matbierger awer e Choix loossen an hinne vertrauen, wa mer d'Leit net géinteneen ausspillen, mä op eng Kultur vun der Solidaritéit setzen, dann ass villes méiglech, wat mir eis hei an der Chamber vläicht guer net kënne virstellen.

Well jiddwer Eenzelnen zielt, kann och jiddwer Eenzelnen e Stéck vun där Verännerung sinn, déi mer an der Welt wëlle gesinn.

Ech hu meng politesch Aarbecht a menger Gemeng ugefaangen. Meng Kolleegen aus dem Schäfferot, d'Madame Lorsché an den Här Graas - deem ech Merci soe fir säi Rapport -, sinn ech dann och frou, hei erëmzegesinn. Also gesi mer eis vläicht nach méi dacks!

Deenen, déi sech vläicht froen, ob dat elo problematesch gëtt, well mer op verschiddene Bänke sëtzen, wëll ech soen: Dat mengen ech net, well mer zesummen am Intérêt vun eiser Gemeng schaffen, a fir de Rescht huet jiddweree seng Argumenter.

Här President, hei sinn ech! Ech hoffen, ech ginn den Erwaardunge vun eiser Chamber, vun Iech, mä virun allem vun de Leit am Land gerecht. Ech wëll mäi Bescht ginn! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och eisem neie Kolleeg, dem Laurent Zeimet.

4. Changements de composition de commissions parlementaires

Ech hunn dann eng Rei vun Ännerungen an de Kommissioune matzedeelen oder Iech ze proposéieren, wéi se opgrond vum Wiessel op den CSV-Bänke proposéiert ginn.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes ersetzt den Här Jean-Marie Halsdorf den Här Jean-Claude Juncker. An der Commission des Affaires intérieures ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Jean-Marie Halsdorf. An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Marcel Oberweis den Här Michel Wolter. An der Kulturkommissioun ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Marcel Oberweis. An der Erzéiungskommissioun ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Emile Eicher. An der Ëmweltkommissioun ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Jean-Marie Halsdorf. An der Finanz- a Budgetskommissioun ersetzt den Här Marc Spautz den Här Jean-Claude Juncker.

D'DP-Fraktioun huet duerch hire Bréif vun haut ugefrot, dass den Här André Bauler d'Madame Simone Beissel an der Commission des Affaires intérieures all Kéiers fir de Punkt vun der Proposition de loi 6605 iwwert d'Ëmbenenne vun der Gemeng Ierpeldeng an Ierpeldeng-Sauer…

(Hilartité)

…, an dat bis zum Enn vu senger Prozedur, ersetzt.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

Dann a senger Reunioun vum 17. Oktober 2014 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, eisem fréiere Kolleeg, dem Luc Frieden, den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Da soen ech Merci. An domat ass eise Kolleeg, de Luc Frieden, Éierendeputéierte vun eisem Parlament. Eis häerzlech Félicitatiounen an all Guddes fir seng nächst Missiounen!

(Interruption)

Den Här Bodry... Ech géif mengen, dass mer dat direkt beim Ordre du jour huelen.

6. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung an der parlamentarescher Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) D'Lëscht vun deenen neie Petitiounen, déi vun der Conférence des Présidents a vun der Petitiounskommissioun ugeholl gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 novembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6720** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

***6721** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

***6722** - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)*

1) portant approbation de certaines transactions immobilières

2) portant introduction de différentes taxes administratives

3) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

4) modifiant

- le Code de la sécurité sociale,

- le Code du travail,

- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,

- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire,

- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales,

- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,

- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,

- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,

- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

** fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;*

** modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;*

** fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;*

** abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,*

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

5) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

***6726** - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6727** - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6728** - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) 30 avril 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6729** - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6730** - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6731** - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6732** - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

***6733** - Projet de règlement grand-ducal fixant le programme et la durée de la formation professionnelle sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la loi du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 23.10.2014

***6734** - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2014

***6735** - Projet de loi*

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution n°612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution n°613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.10.2014

***6736** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (Dir. 2014/93)*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.10.2014

***6737** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du projet de règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.11.2014

3) Les pétitions ordinaires et les pétitions publiques suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**452** - Net un „Allocations maternite et éducation" fréckele goen*

Dépôt: 10.10.2014

*Demande de pétition publique n°**453** - Géint d'Ofschafe vun der Allocation d'éducation/de maternité*

Dépôt: 10.12.2014

*Demande de pétition publique n°**454** - D'Schwammen an der École fondamentale muss erëm vum „Instructeur de natation" ënnerriicht ginn*

Dépôt: 13.10.2014

*Demande de pétition publique n°**455** - Centrale nucleaire de Cattenom*

Dépôt: 10.10.2014

*Demande de pétition publique n°**456** - Contre les restrictions budgétaires 2015 du gouvernement Luxembourg*

Dépôt: 16.10.2014

*Demande de pétition publique n°**457** - Retrait, sinon rejet de la contribution pour l'avenir des enfants inscrit au Budget pour 2015 au chapitre V Recettes pour ordre*

Dépôt: 20.10.2014

*Demande de pétition publique n°**458** - Instauration d'une taxe de circulation pour tout automobile roulant sur les routes du Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt: 21.10.2014

*Demande de pétition ordinaire n°**459** - Save the bees*

Dépôt: 21.10.2014

*Demande de pétition publique n°**460** - Pour une action diplomatique luxembourgeoise auprès du Gouvernement turc en vue de l'instauration d'un couloir humanitaire illimité vers la ville syrienne de Kobané assiégée par l'organisation de l'État islamique. Pour un débat public sur les mesures appropriées que le Gouvernement luxembourgeois peut prendre afin de venir en aide au peuple kurde de Syrie*

Dépôt: 21.10.2014

*Demande de pétition publique n°**461** - Zukunftspak fir proppert a gesond Waasser*

Dépôt: 27.10.2014

*Demande de pétition publique n°**462** - Pour que le gouvernement luxembourgeois reconnaisse l'État de Palestine et contribue par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient*

Dépôt: 29.10.2014

*Demande de pétition publique n°**463** - Construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et y faire circuler des tram-trains*

Dépôt: 29.10.2014

*Demande de pétition publique n°**464** - Fier d'Kierzung vun den Ausgaben vun der Monarchie*

Dépôt: 30.10.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Zum Ordre du jour…

(Interruption)

Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Dépôt vun enger Proposition de loi.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- En Dépôt vun enger Proposition de loi. Ech géif lech dann direkt d'Wuert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Ech hunn dann d'Éier, am Numm vun de Kolleegen Eugène Berger a Viviane Loschetter a vu mir selwer eng Proposition de loi hei an der Chamber anzereechen iwwert d'Organisatioun vun engem nationale Referendum, wat eenzel Froen ugeet am Zesummenhang mat der Ausschaffung vun enger neier Verfassung hei zu Lëtzebuerg.

*- **6738** - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution*

Et geet drëm, dass de Referendum soll de 7. Juni 2015 stattfannen. Ronderëm véier Froen dréit e sech. Se si jo entre-temps bekannt. All Detailer gi geregelt am allgemenge Gesetz vun 2005 iwwer national Referenden.

Här President, ech wär frou, wann déi heite Proposition de loi kéint schnell an d'Prozedur eragoen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry.

8. Ordre du jour

An et ass lech sécher opgefall - ech gesinn, dass dat opgefall ass -, dass mer, vu dass mer d'Chamber wollte kompletéieren, net nach eng Kéier drop higewisen hunn, dass d'Presidentekonferenz deen Ordre du jour proposéiert hat, deen Der an Ären Dossiere fonnt hutt.

Ech hunn dann zum Ordre du jour zwou Wuertmeldungen. Eng éischt vum Här Roy Reding an eng zweet vum Här Claude Wiseler.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert zum Ordre du jour. Et geet ëm de Projet de loi 6680, dee mer haut sollen zur Ofstëmmung hunn.

Op Ufro vun der ADR an och déi vun der CSV war net méi spéit wéi gëschter eng gemeinsam Kommissioun zesumme vun de Finanzen an dem Budget op där enger Säit, an den Affaires juridiques op där anerer Säit. A bei deenen, kommt, mir nennen et emol „Diskussiounen" si ganz seriö Bedenken opkomm, wat d'Legalitéit an och d'Opportunitéit vun deem Text ugeet. A souwuel d'Kolleege Roth, Wiseler, Mosar vun der CSV wéi och ech selwer hunn do gewësse Saache virgedroen an et huet mir éierlech esou geschéngt, wéi wann och bei Kolleegen op der Majoritéitsbänk déi Saach net op daf Ouere gestouss wier. An och bei der Regierung hunn ech gemengt ze gesinn, dass awer eng gewëssen Äsiicht eventuell kéint do sinn, dass een net kann eng behërdlech Décisioun ouni Recoursméiglechkeeten zouloossen.

Ech wollt also froen, fir de Projet de loi 6680 haut vun der Dagesuerdnung erofzehuelen, fir de Majoritéitsparteien nach eng Kéier d'Méiglechkeet ze ginn, déi Saach à tête reposée ze iwwerleeën a mat eis zesummen ze kucken, dass mer eng Léisung kënne fannen. Selbstverständlech an deene kierzeste Fristen, well mir wësse jo, dass e gewëssen Zäitdrock do ass. Do wiere mer natierlech absolut bereet, fir ze kooperéieren. Et geet net ëm eng Verzögerungstaktik, et geet wierklech drëm, e Gesetz elo an deem doten Zoustand net zum Vote ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Zu deemselwechte Punkt den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, ech kann u sech déi Ufro vum Här Reding hei ënnerstëtzen. Mir haten effektiv gëschter eng ganz seriö Diskussioun an der Kommissioun doriwwer. Dee Gesetzestext hei, dee Projet de loi ass extrem wichteg, muss och esou schnell wéi méiglech kommen. Trotzdeem stelle sech hei eng ganz Rei Froen, do sinn nach eng ganz Rei Froen, déi net gekläert ginn, an eng wesentlech Fro iwwert d'Rechtsstaatlechkeet, notamment vun enger Procédure de recours, déi net do ass.

Vu datt deen Text muss esou schnell wéi méiglech kommen, si mir och bereet, wann en haut géif vum Ordre du jour geholl ginn, fir an deenen nächsten Deeg wierklech sukzessiv ze tagen, fir ze kucken, datt mer esou fréi wéi méiglech deen Text kënnen drop kréien. Mä dee Problem, dee sech hei stellt, dee rechtsstaatleche Problem, dee sech hei stellt, ass awer grav! An ech mengen, et wär derwäert, wann d'Regierung d'accord wär, fir sech nach déi genügend Zäit ze huelen, fir dat do nach eng Kéier ze iwwerkucken, well mer riskéieren duerno, mat dësem Text a Schwieregkeeten ze kommen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, Här President, dat ass, datt ech och eng Question urgente gestallt hat iwwert d'Baisse vun den Droit-d'accisen op Zigaretten. Dir hutt d'Urgence dovunner refuséiert. Ech regrettéieren dat, datt dat haut net kann um Ordre du jour sinn, well ech mengen, datt déi Urgence sech duerchaus justifizéiert hätt, well et sech hei ëm wesentlech Informatiounen handelt, déi mer gefrot hunn, fir kënnen d'Appréciatioun vum Budget uerdentlech ze maachen iwwer e Sujet, wou am Fong näischt vum Statsminister, näischt vum Finanzminister an hiren Exposéen, an hire Rieden driwwer gesot ginn ass, wou mer keng Explikatioune kruten, wou et awer trotzdeem ëm 50 Milliounen Euro geet.

Mir wëlle wëssen, op wat fir enger Base dat gerechent ass. Mir wëlle wëssen, wat fir eng Etüde gemaach gi sinn, fir déi Différentiellen ze kucken oder net ze kucken, fir datt mir eis kënnen eng seriö Meenung driwwer maachen. Mir wëlle wëssen, wéi dat mat deenen ugekënnegten zwou Etappe soll goen, well déi ganz Budgetsdiskussioune lafe jo iwwer eng Prozedur oder iwwer e Méijoresprogramm an där nächster Zäit, soudatt et wesentlech ass, datt een déi Informatiounen huet, fir sech iwwerhaapt kënnen e Bild driwwer ze maachen.

Mir wëllen och wëssen, ob dat eng Répercussioun, déiselwecht Répercussioun och nach op aner Produkter huet, déi am Budget duerno kéinten eng Baisse vun den Entréeë bedeiten. Alles dat sinn Informatiounen, déi mer elo net hunn, an enger Zäit, wou mer awer mussen de Budget kënnen uerdentlech analyséieren. Et wär also extrem wichteg gewiescht, wa mer haut déi Debatt hätte kënne féieren.

Ech weess, Här President, datt Dir ganz eleng de Juge sidd, fir kënnen d'Urgence anzeschätzen oder net anzeschätzen. Ech soe just, datt ech wierklech regrettéieren, datt mer déi Diskussioun haut net konnten heibanne féieren, wëssend och, datt op de Majoritéitsbänken eng Rei Retizenze virun deene Propositioune waren, virun deenen dote Projete waren, déi awer wesentlech gewiescht wären, wa mer se hätte kënnen hei an der Chamber duerchdiskutéieren. Ech regrettéieren dat!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll just betounen als President vun der Cofibu, datt mer dee Projet 6680 vun dem Échange automatique d'informations do relativ laang en long et en large diskutéiert hunn, datt mer do e puer zousätzlech Sitzungen nach op den Ordre du jour geholl hunn, datt mer och nach gëschter souwuel de Justizminister wéi och de Finanzminister an enger Commission jointe haten, wou mer alleguerten d'Argumenter nach eng Kéier konnten austauschen a wou ech awer och - an do kann ech awer dem Här Reding net recht ginn -, wou ech net gesinn hunn, datt et d'Ofsiicht vun der Regierung war, fir nach eng Kéier eppes un deem Text ze veränneren. Do interpretéiert hien eppes dran, wat eleng hien doranner gesäit. Ech mengen, d'Positioun gëschter vun der Regierung, souwuel vum Justizminister wéi och vum Finanzminister, war awer ganz kloer.

Ech wëll och betounen, datt déi Texter oder deen Text zwëschen deenen zwee Departementer, déi besonnesch jo och do betraff sinn, ofgeschwat gi war. Dat heescht, mir haten also

genuch Geleeënheet an de Kommissiounen a verschiddene Kommissiounssitzungen, fir eis Argumenter auszetauschen. A wa mer och elo nach géifen eng Kéier de Projet ëm eng Woch vertagen, gesinn ech net, wat fir eng nei Argumenter nach kéinten do kommen.

Ech mengen, wéi gesot, déi Positioune si kloer. Mir wëssen och hei, hei ass och e politesche Kontext hannendrun, nämlech, datt mer musse kucken, esou schnell wéi méiglech „fully compliant" ze ginn op dem internationalen Niveau beim „Global Forum", fir datt mer propper dostinn och als Lëtzebuerg, als Finanzplaz. An dat ass och eis Suerg, déi mer hei mussen hunn, datt mer also do virukommen.

Et ginn Awänn vun der Säit vun der Oppositioun, déi soen, do wär e Problem vu Rechtsstaatlechkeet. Där Meenung si mir net. Ech wëll elo net an de Fong vum Projet agoen. Herno ass jo dann nach Geleeënheet, fir driwwer ze diskutéieren. Ënner anerem gëtt et jo och d'Méiglechkeet weiderhin, e Recours beim État requérant ze maachen.

Ech wëll och betounen, datt hei deen Text, wéi en elo virläit, esou proposéiert ginn ass vum Conseil d'État. Méi wéi eng Kéier gëtt vun der Oppositioun monéiert: „Dir hutt net de Conseil d'État suivéiert", an da freet se och vläicht, fir en Text erofzehuelen. Hei suivéiere mer de Conseil d'État, an dann ass dat elo och net an der Rei!

Wéi gesot, Här President, ech froen duerfir, datt dee Punkt weider um Ordre du jour bleift, datt mer haut de Mëtten dat dann ausdiskutéieren. Mir hate genuch Zäit, fir dat an der Kommissioun ze diskutéieren. D'Positioun vun der Regierung ass och ganz kloer. Déi wëllt net méi un deem Text nach eppes veränneren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Berger. Vu dass ech selwer ugeschwat gi si mat der Question urgente: Ech mengen, den Här Wiseler huet selwer scho gesot, dass laut dem Chambersreglement et um President läit, fir d'Urgence unzëerkennen oder net unzëerkennen. Sécherlech hätt een déi Urgence kënnen invoquéieren, wann d'Regierung d'Procédure d'urgence och gewielt hätt. Hei si mer awer an enger normaler reglementarescher Prozedur, wou d'Avise vun de Chambres professionnelles a vum Conseil d'État gefrot gi sinn, soudass ech net der Meenung war, dass - ob haut oder muer - mat engem Iwwerraschungsschlag e Reglement géif a Kraaft trieden. An dofir hunn ech d'Urgence net zréckbehalen.

Vote sur l'ordre du jour

Dat gesot, mengen ech, ass déi aner Diskussioun iwwert den Ordre du jour gefouert, an ech géif d'Fro stellen, ob d'Chamber an där virgeschloener Fassung mam Ordre du jour d'accord ass. Wien also mat der Versioun vun der Conférence des Présidents d'accord ass, stëmmt mat Jo. An deen der Meenung ass, dass de Projet de loi 6680 soll erofgeholl a spéider diskutéiert ginn, stëmmt mat Nee. Ech gi jo dovun aus, dass de Vote électronique gefrot ass. Da géife mer zum Vote iwwergoen.

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen.

(Interruptions et brouhaha)

Also…

Une voix.- Et gëtt knapp.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Ech ginn dovun aus, dass de Vote ofgeschloss ass a mer déi Rektifikatiounen…

Une voix.- Hei ass et net gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* … kënne maachen, déi nach ustinn. Fir de virgeschloenen Ordre du jour hunn 30 Deputéiert gestëmmt. Mat Nee hunn der 27 gestëmmt. Ech ginn dovun aus, dass dat Resultat kloer ass an och d'Rektifikatioun net eppes wäert drun änneren.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour est adopté par 32 voix pour et 28 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

(Brouhaha général)

Da géife mer elo zum normale Programm iwwergoen.

Jo, mir maachen déi Rektifikatioune selbstverständlech, mä si sinn ugemellt vun zwou Säiten.

Mir hunn dann als nächste Punkt um Ordre du jour den Débat de consultation iwwert d'Problematik vum Suicide a vu senger Preventioun. Bei där Konsultatiounsdebatt, déi vun der Regierung gefrot ginn ass, hu mer de Modell 1 als Riedemodell festgeluecht. A vu dass bei dem Débat de consultation dat éischt Wuert d'Regierung huet, ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Madame Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch. Dir hutt d'Wuert.

9. Débat de consultation sur le suicide et sa prévention

Exposé

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.-* E Schüler huet sech mat 14 Joer d'Liewe geholl. En huet sech mat engem Rimm am Buedzëmmer erhaangen. E jonkt Meedche wollt sech ëmbréngen, konnt awer a leschter Minutt gerett ginn. Eng Schülerin vu 16 Joer hat sech mat Medikamenter vollgepompelt. Mir sinn all schockéiert, wa mer an den Zeitungen esou Noriichte liesen. Heiansdo si Frënn oder Nopere vun eis betraff. Meeschtens awer kënnen a wëlle mer eis net virstellen, dass eis oder engem, dee mer gutt kennen, esou eppes iwwerhaapt kéint geschéien. An no e puer Deeg hu mer et erëm schnell vergiess.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 80 Suiciden a 1.600 versichte Suicidë ginn et am Duerchschnëtt all Joers bei eis zu Lëtzebuerg. Op all tatsächleche Suicide ginn nämlech tëscht 10 an 20 Selbstmordversich gerechent. Bei Erwuessenen tëscht 18 a 40 Joer sinn net d'Autosaccidenter, de Kriibs oder den Alkoholkonsum déi heefegst Doudesursaach: Déi meescht huele sech d'Liewen.

Zu Lëtzebuerg hëlt sech am Duerchschnëtt all véierten Dag e Mënsch säi Liewen. Wann ee sech d'Unzuel vun de Suiciden no Alter tëscht 2000 an 2012 ukuckt, da gesäit een, dass mer déi meescht Suiciden an der Alterstranche tëscht 40 bis 50 Joer hunn, nämlech 187 Suiciden, an an der Alterstranche iwwer 70 Joer, nämlech 158 Suiciden. Mä mir hunn awer och 24 Suicidë bei deene Jonken ënner 19 Joer.

Insgesamt hu sech also an de Joren 2000 bis 2012 937 Mënschen hei zu Lëtzebuerg d'Liewe geholl. Eleng 2013 waren et der och erëm 80. An de leschten zéng Joer sinn déi offiziell enregistréiert Doudesfäll opgrond vun engem Suicide zu Lëtzebuerg relativ stabil bliwwen a souguer liicht zréckgaangen.

Wéi sti mir zu Lëtzebuerg am internationale Verglach? Déi epidemiologesch Fakte soen eis, dass fir 2011 Lëtzebuerg liicht ënnert der europäescher Moyenne louch mat statistesch ronn 9,5 Suiciden op 100.000 Awunner.

Eis däitsch Nopere leie bei ronn 10 Suiciden. Knapps iwwer 15 Suiciden op 100.000 Awunner sinn et a Frankräich a bal 17 an der Belsch. E schwaachen Trouscht!

Generell gëllt och bei den internationale Klassifikatiounen: Wann eng Doudesursaach net ganz kloer als Suicide ze definéieren ass, da gëtt den Doudesfall als Virfall, wou d'Intentioun net kloer ass, determinéiert an och enregistréiert. Dës sougenannten „causes inconnues" sinn e Fourre-tout a sinn immens schwiereg an heiansdo guer net ze interpretéieren.

Derbäi kënnt nach, dass bei verhältnismëisseg klengen Zuelen, wéi mer se bei eis an engem klenge Land hunn, déi Zuele vu Joer zu Joer séier variéieren, zum Beispill, wa mer wëllen Ënnerscheeder erauskristalliséiere bei Männer oder Fraen. Dës Zuele mussen dann eben, an dat versteet ee jo och dee Moment, op eng méi laang Zäitspan analyséiert ginn.

Statistiken iwwert de Suicide zu Lëtzebuerg soen eis awer mat Sécherheet, dass:

1) d'Männer sech méi heefeg suicidéiere wéi d'Fraen. Als eng méiglech Erklärung gëtt estiméiert, dass d'Fraen eng besser Dispositioun opweisen, fir hir psychologesch Problemer ze erkennen, méi einfach Hëllef froen, méi e groussen a breede soziale Réseau hu wéi d'Männer a méi Vertrauen an d'Intervenantë vun der ëffentlecher Gesondheet hunn;

2) de Suicide och eng vun den Haaptursaache vun deene Jonken (veuillez lire: eng vun den Haaptdoudesursaache bei deene Jonken) ass. Wa sech Jonker suicidéieren, ass dëst natierlech eng Katastroph fir d'Famill an en Échec vun der ganzer Gesellschaft, an där dee Jonke gelieft huet. An awer musse mer feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg déi eeler Leit proportionell méi oft vum Suicide betraff si wéi déi Jonk. Ronn ee Véirel vun alle Victimme vum Suicide zu Lëtzebuerg hunn iwwer 64 Joer;

3) d'Suicideversich zéng- bis zwanzegmol méi héich leie wéi d'Zuel vun den effektive Suiciden. Hei zu Lëtzebuerg gi mer fir dëst Joer 2013 vu 700 bis 1.400 Suicideversich aus. Verschidde Gesondheetsenquêten, wéi zum Beispill déi vun der Chambre des Salariés, hu bei eis versicht, d'Suicidegedanken an d'Suicideversich méi prezis ze chiffréieren. D'Resultater sinn alarmant! Enger TNS ILReS-Etüd no ginn 10% vun de Salariéen un, sech scho Gedanke gemaach ze hunn, fir sech d'Liewen ze huelen. 6% deklaréieren, konkret Iwwerleeungen oder souguer e Plang gemaach ze hunn, op wéi eng Aart a Weis se sech suicidéiere kéinten. 3% soen, dass se schonn e Suicideversuch gemaach hunn, an nëmmen een Drëttel vun deene Betraffenen huet sech zefridden erklärt mat der Prise en charge.

Fir zesummenzefaasse kéimen zu Lëtzebuerg op 100.000 Persounen 4.000 Leit mat Suicidegedanken, 300 Leit mat Suicideversich a 16, déi sech dann tatsächlech d'Liewen huelen. Jo, eleng nëmme wéinst der Aarbecht bréngt sech kaum e Mënsch ëm. De Rôle vun den Entreprisen ass dobäi natierlech extrem wichteg. Si mussen eng aktiv Preventiounsaarbecht maachen, fir frél genuch de suicidegefährdete Mataarbechter ze erkennen.

Aus den Zuele geet och eraus, dass d'Halschent vun deene Persounen, déi sech d'Liewen huelen, sech virdrun un en Dokter, meeschtens un e Generalist, wenden. Dofir sinn och hei Formatiounen a Sensibiliséierungscampagnë besonnesch hëllefräich. Derbäi kënnt och, dass d'Waarden op en Termin bei engem Psycholog oder engem Psychiater ka laang daueren. Aus den Aarbechtsgruppen ass och erausgaangen, dass et e klore Wonsch ass, fir eng méi standardiséiert Betreiung vun esou Persounen ze hunn.

Wéi Dir wësst, ass d'Psychotherapeutegesetz amgaangen an de leschten Instanzewee ze goen. Dat schéngt mer och ganz besonnesch wichteg ze si fir d'Prise en charge, well do heiansdo d'Waardelëschten immens grouss sinn, zum Beispill dee Moment, wou e Suicideversuch scho stattfonnt huet an dee Betraffenen an d'Familljemembere mussen eng Prise en charge kréien. Mir gesinn, dass nach villes muss gemaach ginn a mir ginn dat aktiv un.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Suicide huet immens héich Auswierkungen op den Entourage vu Suicidéierten. D'Gesellschaft bezilt hei e ganz héijen Tribut. Et gëtt geschätzt, dass tëscht fënnef an zéng Persounen aus dem direkte Familljen- a Frëndesëmfeld vum Suicidéierte selwer psychologesch Soinen an Hëllef siche mussen.

De Suicide ass laang als Tabuthema presentéiert ginn an och oft nëmmen op de familiäre Kontext limitéiert ginn. De Suicide gëtt nach ëmmer als en Thema gesinn, wat muss, wéi op Däitsch esou schéi gesot gëtt, „totgeschwiegen" ginn, oder op Lëtzebuergesch: ënnert den Teppech gekiert ginn. D'Effentlechkeet gesäit gären iwwert d'Fäll ewech a verstoppt sech oft hannert Grafiken oder Joreswäerter. De Mënsch probéiert, den Tabuthema Suicide einfach ze verdrängen.

Dëst ass och de Grond, firwat d'Unzeechen, déi op esou eng Dot hiweise kënnen, wéi zum Beispill eng iwwerdriwwe Glécklechkeet oder eng abrupt Ännerung vum Ausgesinn, oft vun Elteren net erkannt respektiv ignoréiert ginn, wann et sech ëm hir Kanner dréint. Jugendlecher kréien net déi Opmierksamkeet, déi se sech wënschen an zéie sech heiansdo ëmmer méi zréck. Si schotte sech of vun der Aussewelt a loosse keng Hëllef u sech erun. Oft mierken d'Elteren eréischt, wéi et hire Kanner wierklech gaangen ass, wann et schonn ze spéit ass!

D'Prävalenz vun de Suicidegedanke bei deene Jonke gëtt all véier Joer am Kader vun enger internationaler Enquête vun der Weltgesondheetsorganisatioun erhuewen. 2013 waren et 17,9% vun de Jonken, déi uginn hunn, ganz seriö dru geduecht ze hunn, fir sech an deene leschte Méint d'Liewen ze huelen. Dës Donnéeë si ganz erschreckend! Niewebäi gesot, seet dës Etüd och aus, dass folgend Risikofacteuren oft mat der Präsenz vu Suicidegedanke bei deene Jonken associéiert ginn: d'Experimentéiere mat Drogen, Alkoholkonsum, Mobbing. Dës Risikofacteure potentialiséiere sech, an déi Jonk soen 13,6% méi oft aus, Suicidegedanken ze hunn, am Fall wou se multipel Risikofacteuren opweisen.

Firwat? Dat ass d'Fro, déi sech d'Famill vu verstuerwene Jugendleche stellt, wann et geschitt ass a wann et ze spéit ass. Mir liewen an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi schnellliewieg ass an déi ëmmer méi grouss Fuerderungen un eis stellt. Zwar ass net jiddwereen - well mer grad dovunner och am Zesummenhang vun der Aarbechtsplaz geschwat hunn -, dee vu Selbstmord schwätzt, och wierklech a Gefor, fir Selbstmord ze maachen. Et ass trotzdeem en Hëllefruff, fir Opmierksamkeet a fir eng Verbesserung vun der Situatioun ze kréien. Et ass en Hëllefruff, deen een ëmmer eescht soll huelen, fir ze verhënneren, dass Selbstmordfantasien oder och Selbstmordwënsch iergendwa Realitéit kënne ginn.

Wéi oft verstoppe mer eis hannert enger Fassad! Wéi oft kann de Mask vun engem glécklecheche Mënsch net méi oprechterhale ginn, wann et iwwerhaapt net glécklech hanndendrun ausgesäit! Wéi vill Jugendlecher ginn et, déi de Mobbingattacken, dem Leeschtungsdrock oder de Mannerwäertegkeets- a Scholdgefiller net méi standhale kënnen an einfach de Kampf net méi wëlle weiderféieren!

D'Ursaachen, déi zu engem Selbstmord féieren, si villfälteg. Et ass d'Zesummentreffe vu ganz villen Elementer, déi zum Selbstmord féieren. Psychesch Krankheete wéi Depressiounen, Suchtproblematiken a Psychosen, Familljeproblemer, Krankheeten oder Aarbechtslosegkeet kënnen ausschlaggebend sinn, dass e Mënsch sengem Liewen en Enn setze wëllt.

Dräi vu véier Persounen, déi sech ëmbrénge wëllen, sinn depressiv, mengt och de Psycholog Fränz D'Onghia, deen all Joer fir eis d'Journée de prévention nationale organiséiert. Ech deelen déi Meenung. Dobäi dierf een net richteg Depressioune mat enger Fatigue passagère verwiesselen, seet hien, wat jiddwerengem emol ka virkommen. Mä Depressioune mussen op där anerer Säit ëmmer dréngend behandelt ginn.

D'Erfahrung huet gewisen, dass vill Mënschen, déi sech fir e Suicide entscheeden, kuerz virdrun e perséinlechen Trauma erlieft hunn. Dat heescht, et muss een dat eescht huelen, wann esou e Virfall war. Ee mentale Problem ass deemno heefeg fir eng Suicidekris verantwortlech. Mä een, dee Selbstmord begeet, ass net onbedéngt psychesch krank. E kann och op der Iwwerfläch iwwerhaapt net krank sinn. Wéi esou oft, kann et déi berühmten Drëps sinn, déi d'Faass zum Iwwerlafe bréngt. An do sinn natierlech déi psychesch Onstabil am meeschten a Gefor, well si dem Stress oder der kriddelecher Situatioun ganz einfach net gewuess sinn! An déi, deenen et an der Kandheet un emotionaler Stabilitéit gefeelt huet oder déi staark vernoléissegt oder souguer mëssbraucht goufen, déi sinn nach vill manner gewappnet, fir esou schwiereg Erausfuerderungen am Liewen ze meeschteren.

Jo, mir gesinn, de Suicide ass e ganz komplexe Problem mat ganz multiple Facteure psychologescher, biologescher a sozialer Natur, Facteuren, déi ënnerteneen an am Laf vun engem ganze Mënscheliewen interagéieren. Mä nieft a bei alle méi oder wéineger wëssenschaftlech moossbare Grondlage bleift e Suicide ëmmer un alleréischter Plaz eng mënschlech Katastroph, en Échec, eng terribel Épreuve fir de Betraffenen, fir säin Ëmfeld an och fir eis ganz Gesellschaft. Am Fall vun engem Suicide gëtt et meeschtens net nëmmen eng Ursaach, an dofir och net nëmmen eng a virun allem keng einfach Léisung!

An der aktueller Regierungserklärung ass d'Suicidepreventioun als Prioritéit am Kader vun der Santé publique definéiert ginn. A senger Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premier dëst Joer ënnerstrach, wéi wichteg et ass, fir bei eis am Land d'Zuel vun de Suiciden ze verréngeren, an dass dëst eng vun de gréissten Erausfuerderungen am Gesondheetsberäich duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut iwwert d'Strategie vun enger nationaler Preventiounsapproche, déi de Suicide verhënnere soll. Dës Approche ass an Zesummenaarbecht mat all deenen zustane komm, déi um Terrain schaffen an déi duerch hir Experienz an hiren Know-how wëssen, wou mer usetze mussen, fir dem Suicide entgéintzewierken. Déi Virschléi a konkret Aktiounen, déi am Mateneen ausgeschafft goufen, sollen an engem nationale Suicideprogramm zesummegefaasst ginn.

Ech gesinn den Débat vun haut als e ganz wichtegt Stéck Wee a Richtung vun dësem Plan national géint de Suicide un. 1996 hunn d'Vereenten Natioune scho vun der Noutwendegkeet vun enger Suicidepreventioun geschwat. Vill wëssenschaftlech Recherchë weisen drop hin, dass et eng erfollegräich Suicidepreventioun gëtt, dass se méiglech ass!

Eng ganzheetlech Suicidepreventioun setzt eng ganz Rei vu concertéierte Mesuren a ganz vill Gebidder viraus: an der Éducatioun, an der Recherche, d'Analys vun de gesellschaftleche Gewunnechten, d'Analys vu Risikofacteuren an esou virun. Fir effikass ze sinn, muss d'Suicidepreventioun sech an en ëmfaassend a kontinuéierlecht Konzept mat enger globaler Approche aschreiwen. D'Suicidepreventioun betrëfft déi ganz Populatioun a si betrëfft all sozial Schichten. Mir mussen dofir am Kader vun eiser nationaler Suicidepreventioun eng Richtung usteieren, déi ebe grad déi Pluridimensionalitéit respektéiert, déi de Suicide auszeechent.

Säit 2005 ënnerstëtzt de Gesondheetsministère - an ech hat schonn eng Persoun an deem Zesummenhang genannt - d'Journées nationales de prévention du suicide, déi op Initiativ vun engem Aarbechtsgrupp entstane sinn a vum Centre d'information et de prévention koordinéiert ginn. Am Hierscht 2012 huet de fréiere Gesondheetsminister dem Centre d'information et de prévention d'Mandat ginn, a Kollaboratioun mam Gesondheetsministère un der Opstellung vun engem globale Suicidepreventiounsplang ze schaffen.

Zwee Joer no der Attributioun vum Mandat an no ganz ville Réunioune mat engem ganz breeden Ensembel vu Partner um Terrain si mir haut amstand, eng national Strategie vun der Suicidepreventioun ze presentéieren an ze entaméieren. Dës Strategie respektéiert d'Besoine vun de Professionelle vum Terrain an thematiséiert all Beräicher a Problemer, déi si an hirer Alldagsaarbecht begéinen. National an international Best-Practice-Beispiller, déi hir Effikassitéit bewisen hunn, sinn natierlech mat agefloss.

Et ass entscheet ginn, dass sechs verschidde Ministèrë solle matmaachen: Santé, Travail, Famille, Éducation, Enseignement supérieur, Égalité des chances, wéi och all Professionell vum Gesondheetsterrain an all spezialiséiert Associatioune sollten zesummeschaffen.

Ënner engem interministerielle Groupe de pilotage si sechs spezifesch Reflexiounsgruppen opgestallt ginn, déi d'Problematik vum Suicide analyséiert hunn: aus der Siicht vun den Acteure vum Terrain, déi an der Preventioun schaffen; aus der Siicht vun den Acteuren, déi am therapeutesche Beräich schaffen; mam Input vun den Associatioune vun de concernéierten a betraffene Leit - ganz wichteg! -; aus dem Bléckwénkel vun de wëssenschaftleche Beruffsgesellschaften, wéi d'Psychologen, d'Médecins du travail, d'Infirmieren, d'Associatioun vun den Assistants sociaux, d'Psychiateren an esou weider; aus der globaler Approche vun de sechs Ministèren, a sechstens, dat Ganzt mat der Hëllef vun engem Responsabelen, dee mat der Evaluatioun vun den ausgeschafften Aktioune beoptraagt ginn ass, dëst an Zesummenaarbecht mam CRP-Santé.

Zousätzlech sinn Aarbechtsgruppe vun der Preventioun mobiliséiert ginn an allen Themeberäicher, déi mer eis kënne virstellen: professionelle Milieu, troisième Âge, bei de Jonken, Suicide an Traumatisme, Crise suicidaire an och déi ganz Drogeproblematik. Op dëser Grondlag si ganz prezis Aktiounen ausgeschafft ginn. Iwwer 100 Propositioune fir zukünfteg Aktiounsfelder hu sech aus de genannte Concertatiounen erauskristalliséiert. 34 konkret Aktioune goufen zréckbehalen, déi tëscht 2015 an 2019 solle realiséiert ginn.

Jo, den nationale Suicideplang ass ambitiéis an e muss dat och sinn! An awer huet en net d'Prétentioun, fir komplett ze sinn. E muss kontinuéierlech hannerfrot, ugepasst a complétéiert ginn. Dat Wichtegst ass, dass mer politesch gewëllt sinn, eng global preventiv Politik ze bedreiwen, an domat och bereet sinn, all gesellschaftlech Hiewelen a Bewegung ze setzen, fir de Suicide zesummen ze bekämpfen.

Dofir sinn ech och op de Wee gaangen, fir den honorabelen Deputéierten op der Grondlag vun den definéierten Achsen am Virfeld vun dësem Débat detailléiert Froen zu de verschiddenen Aktiounen ze stellen. An anere Wierder: Är Hëllef ass wëllkomm an d'Regierung zielt op déi aktiv Mataarbecht vun der Chamber, fir dëse Suicideplang opzestellen an ëmzesetzen.

Ech ginn Iech e puer Beispiller. Een Objektiv ass, fir déi eenzel Persounen, hir Familljen an d'Gesellschaft, an där si liewen, an hirer Relatioun zueneen ze stäerken, d'Resilienz op traumatesch Erliefnisser souwuel bei deenen eenzelne Persoune wéi an der Gesellschaft ze verbesseren an ze erhéijen, d'Bereetschaft vun eiser Gesellschaft ze erweideren, fir schnell op eng Détresse kënnen ze reagéieren, oder och d'Koordinatioun vun den Acteuren um Terrain ze verbesseren.

Ee Wuert zum Term Resilienz, deen am Zesummenhang mat dem Suicide ëmmer erëm optaucht. Et kéint een dat Wuert vereinfacht mat „Widderstandsfäegkeet" iwwersetzen. Gemengt ass d'Fäegkeet vun engem System oder, an dësem Fall, vun engem Mënsch, fir mat Changementer eens ze ginn, oder eben och net. E gutt Symbol dofir ass de sougenannten „Stéi-op-Männchen": Egal wat geschitt an egal a wéi enger Lag en ass oder a wéi eng Lag e kënnt, kritt e sech ëmmer opgeriicht. Mä eis Gesellschaft besteet nun eben net nëmmen aus lauter Stéi-op-Männercher. An ech froe mech wierklech, ob et gutt wier, wa se dorauser just géif bestoen.

Ech denken éischter, dass mer eis mussen dru moosse loossen, wéi mer grad mat deenen ëmginn, déi net vum selwen erëm opkommen. D'Verstoe vun deenen, déi net eleng eens ginn, an d'Bereetschaft, hinnen ouni Tabu ze hëllefen, ass net nëmmen eng elementar Form vu gesellschaftlecher Solidaritéit, mä a mengen Aen och onerlässlech, eng Grondlag fir eng erfollegräich Suicidebekämpfung.

Den Impakt vun engem nationale Suicidepreventiounsplang op d'Unzuel vun de Suicidë wäert zum Deel schwéier ze moossen, ze kontrolléieren, ze evaluéiere sinn, schonn eleng, well et eben esou vill Facteure gëtt, déi an den Taux de suicide erafléissen an e beaflossen.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Preventioun ass dat zentraalt Element bei der Suicidebekämpfung! Preventiv Aktiounen zilen net nëmmen drop hin, de Suicide ze verhënneren, mä sech schonns am Virfeld dem eigentleche psychesche Leed vu jiddwer eenzelne Betraffenen unzehuelen. Hei si psychosozial Kompetenze gefrot, Kompetenzen, déi sech mat den neien Erkenntnisser ausbauen a weiderentwéckele mussen!

Dëse Suicidepreventiounsplang gëllt fir déi ganz Populatioun hei am Land. E respektéiert déi verschidden Altersperioden. E beschreift ganz spezifesch noutwendeg Aktiounen, souwuel am Aarbechtsmilieu wéi och am schoulesche Milieu.

Här President, zum Schluss, den nationale Suicidepreventiounsplang fir 2015 bis 2019 wäert an deenen nächste Wochen a senger leschter Phas finaliséiert ginn. Dobäi wäerten all déi Iddien afléissen an all déi Reflexiounen, déi haut mat an den Débat kommen, kënnen integréiert ginn a mat an de Plang afléissen.

Och wa mir als Land net schlecht dostinn am europäeschen oder internationale Verglach, esou ass a bleift all eenzelne Fall, wou e Mënsch duerch Suicide ëm d'Liewe komm ass, en onbegräiflechen Drama. Mir wëssen, dass och mir als Land nach méi Efforte maache mussen!

Mir hunn dëst erkannt, mir hunn eng gutt Viraarbecht geleescht an d'Noutwendegkeet vun engem nationale „Plan suicide" an eise Regierungsprogramm als politesch Prioritéit ageschriwwen. Bei dëser Emsetzung wäerte mir ganz breet mobiliséieren an ech zielen op d'Ënnerstëtzung vun Iech alleguerten!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsministesch. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, wéi verzweifelt muss e Mënsch sinn, fir als leschten Auswee sengem Liewen en Enn ze setzen! Meeschtens no enger längerer ënnerer Leidensphas, déi vu sengem Emfeld net ëmmer bemierkt gëtt. En dramatesche leschte Schrëtt, d'Resultat vun engem „Net-Wëssen, wéi mat der Kris ëmgoen".

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer en Auswee, sief een nach esou verzweifelt! An als Psychologin fillen ech mech natierlech besonnesch hei bei deem Thema ugeschwat.

Haut geet et drëm, den Tabu an d'Stigmatisatioun, déi et nach ëmmer an eiser Gesellschaft ronderëm dëse sensibele Sujet gëtt, ze briechen, d'Leit, déi sech schlecht fillen, unzespriechen, fir sech Hëllef ze froen, de betraffene Familljen ze soen, dass si sech net brauchen ze schummen, de Beruffskolleeginnen a -kolleegen op der Aarbecht mat op de Wee ze ginn, fir oppen domat ëmzegoen, déi ganz Gesellschaft opzeruffen, d'Kommunikatioun mat hire Matmënschen net ofbriechen ze loossen, hinnen e bësse méi opmierksam nozelauschteren, hinnen e bësse méi vun hirer kostbarer Zäit ze schenken.

Am Numm vun der CSV begréissen ech a soen ech der Madame Minister Merci, dass d'Regierung haut wëllt d'Chamber zum Thema Selbstmord, besonnesch, wat seng Preventioun ubelaangt, consultéieren am Virfeld vun der Presentatioun vum Plan national de prévention du suicide. Esou fënnt deen heitegen Débat am Fong just den Dag virdrun, quasi in extremis, virun der nationaler Gesondheetskonferenz vu muer statt, wou dann och deen nationale Plang soll virgestallt ginn, wéi d'Madame Minister et elo just gesot huet.

Leider sinn d'Regierungsdokumenter fir eis Diskussioun deementspriechend och kuerzfristeg erakomm, soudass mer als mandatéiert Spriecher am Fong net ze vill Zäit haten, fir eis mat deem wichtege Sujet am Virfeld ausenanerzesetzen. E Sujet, dee mer iwwregens och hei an der Chamber schonn des Éftere behandelt hunn, an zwar am Kader vun enger Heure d'actualité am Joer 2007 an och am Joer 2011, wou d'CSV schonn eng Rei Aktiounspiste mat an d'Diskussioun bruecht huet. E Sujet, deen zënterhier nach net u Bedeitung verluer huet! An och, wa Lëtzebuerg geméiss den Donnéeë vun der Weltgesondheetsorganisatioun am Verglach zu den aneren EU-Länner liicht ënnert der europäescher Moyenne läit, esou ass all Suicide een ze vill an all Suicide eng Tragédie!

Wa laut OMS weltwäit all 40 Sekonnen e Mënsch sech d'Liewen hëlt an 10- bis 20-mol méi Mënsche probéieren, sech d'Liewen ze huelen, ouni déi ze zielen, wou et guer net esou kloer ass, ob se dann zum Beispill an e Bam wollte rennen oder net, wann dat esou ass, da kann een net méi vun engem marginale Phenomeen schwätzen. D'Politik ass gefuerdert!

Dofir deelt d'CSV d'Meenung vun der Regierung, dass d'Ausschaffe vun engem nationale Suicidepreventiounsplang, esou wéi déi international Instanzen - besonnesch d'OMS - et recommandéieren, eng vun de Prioritéite vun der Santé publique muss bleiwen. Domat bleiwe mer och an der Kontinuitéit vun den Akzenter vun der viregter Regierung.

Ee grousse Merci un all déi, déi an der „Vernetzungsinitiativ fir Suizidpräventioun" zu Lëtzebuerg schonn zënter Joren un dësem Projet schaffen. An de leschte Jore waren et virun allem d'Madame Marie-Jeanne Bremer, déi jo elo an hir wuelverdéngte Pensioun geet, an de Fränz D'Onghia wéi och den Dokter Paul Hedo, ënner aneren, déi immens aktiv hei waren. Si hunn no Ofsprooch mam Secteur médico-psycho-social ënnersicht, wou et dann haakt hei zu Lëtzebuerg a wat misst gemaach ginn, fir dass d'Suicidepreventioun besser fonctionnéiert.

D'Organisatioun vun den nationale Suicidepreventiounsdeeg ass nëmmen eng vun den Aktivitéiten, nieft dem exzellenten Internetsite www.prevention-suicide.lu, deen 2013 lancéiert gouf. Och déi lescht Initiativ vum Hëllefstëlefon SOS Détresse ass luewenswäert. Säit Februar 2014 gëtt eng SOS OnlineHelp ugebueden an déi ass och scho vill benotzt ginn. D'CSV begréisst och déi global Approche vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee Vertrieder vun insgesamt sechs Ministèrë ronderëm een Dësch bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik vum Suicide ass multikausal, also e komplexe Problem an net eleng medezinescher Natur. D'Depressioun ass wuel eng Krankheet an net ze verwiessele mat enger momentaner depressiver Verstëmmung oder Flemm. D'Depressioun kann a muss behandelt ginn, fir dass se net zum Selbstmord féiert. De Risiko, am Liewen un enger Depressioun ze erkranken, läit bei 17%, laut Portail vun der Santé.

Eng genetesch Veranlagung, eng psychiatresch Erkrankung, aner Krankheetsbiller - zum Beispill Hormonkrankheeten, chronesch Krankheeten, eng Behënnerung - oder eng Reaktioun op eng extern Situatioun kënnen dës Krankheet ausléisen. Dozou gehéiert Stress op der Aarbecht. Den Observatoire de l'Absentéisme huet festgestallt, dass 2013 hei zu Lëtzebuerg Depressiounen a stressbedéngt Krankheeten e Véirel vun de Laangzäitkrankmeldungen duergestallt hunn, géigeniwwer 17% am Joer 2008. 20% vun den Ugestallte kéinte laut der Etüd vun 2011 iwwert de Bien-être au travail vum CEPS am Optrag vun der Chambre des Salariés vu Burn-out betraff sinn. Mobbing ass och heefeg. An och, wann d'Leit net ëmmer krankgeschriwwe sinn, ass sécherlech hir Produktivitéit op der Aarbecht net méi déi, wéi se soss wär.

Depressioune bei Kanner duerch Stress respektiv Drock an der Schoul a familiär Problemer huelen zou. Den Alldagsstress, ouni Méiglechkeet sech auszerouen, a keng Bezuchspersoun, déi sech Zäit hëlt nozelauschteren, verstäerken dat. Suicidaire Iddie kommen och méi heefeg op bei Jugendlechen, déi jo nach méi labil sinn an deenen hir Personalitéit nach net ganz fäerdeg ass, ëmsou méi, wa se Alkohol an Droge konsuméieren oder Gewalt ausgesat sinn, zum Beispill dem Bullying.

Eeler Persoune si méi exposéiert, wa se isoléiert sinn, krank sinn an hir Autonomie verléieren. Deen domat verbonnene Selbstwäertverloscht favoriséiert d'Suicidegefor. Dat ass e Phenomeen, deen ëmmer méi zouhëlt an deen eis muss Suerge maachen.

D'Suicidetendenz fënnt een awer och bei Suchtpatienten, wou Alkohol, Drogen, Medikamentemëssbrauch d'Ursaache sinn. An och d'Spillsucht ass net ze ënnerschätzen. Krisesituatiounen, wéi Stierffäll, Scheedung, Aarbechtslosegkeet, Iwwerverschëldung, Wunnengsverloscht, Krankheet, verstäerken net nëmmen d'sozial Prekaritéit, mä och déi depressiv Tendenz an domat och de Suiciderisiko.

Traumatesch Erliefnisser - an d'Madame Minister ass schonn drop agaangen - duerch en Accident, Gewaltverbriechen, Mësshandlung oder sexuelle Mëssbrauch, och häuslech Gewalt kënne posttraumatesch Stéierunge mat suizidaler Tendenz provozéieren. A last but not least - eppes, wat an eisem Land net esou spillt - spillt manner Sonn am Wanter oder virun allem an den nordesche Länner och eng Roll bei der Heefegkeet vun den Depressiounen.

Aus dësen Ausféierungen ergëtt sech, dass d'Suicidalitéit an de Gesamtkontext vun der mentaler Gesondheet an der Santé publique iwwerhaapt muss gesat ginn. Dofir deelt d'CSV och d'Meenung vun der Regierung, fir den nationale Suicidepreventiounsplang mat enger Approche op verschiddenen Achsen opzebauen, déi awer enk mat dem generellen Objektiv, fir d'Ursaachen an d'Konsequenze vum Suicide ze bekämpfen, gradesou wéi mat de spezifeschen Objektiver zesummenhänken.

Ech hu mer soe gelooss, d'Regierung hätt sech hei um australesche Modell „LIFE - Living Is For Everyone" inspiréiert, e ganz gudde Programm, dee seng Preuvë soll gemaach hunn an dee säin Ufank an den 90er Jore fonnt huet an 2007 nach eng Kéier adaptéiert respektiv finaliséiert gouf. Dee Programm ass breet gefächert a baut net eleng nëmmen op d'Psychiatrie op, wat ech begréissen.

Mä Virreider an deenen dote Programmer waren awer déi nordesch Länner, déi schonn Enn der 80er Joren esou Programmer op d'Bee gesat hunn, an och weider Länner sinn do nogezunn. Dofir wollt ech am Fong wëssen, ob d'Regierung do gekuckt huet, wat d'Evaluatioun vun deene Programmer do bruecht huet. Si se evaluéiert ginn? A wat waren d'Kritäre vun der Regierung, fir sech éischter un den australesche Modell hei drunzehänken?

Ech gräifen och e puer Elementer aus de Virschléi vun der Regierung eraus, déi an den Ae vun der CSV besonnesch wichteg sinn. Fir en connaissance de cause à long terme ze handelen, gi weiderhi Statistike gebraucht, déi nach besser ventiléiert solle sinn, zum Beispill no Alter, no Geschlecht, no Risikogrupp, fir nuancéiert an doduerch méi effikass Interventioune méiglech ze maachen. An där Hisiicht si mer hei zu Lëtzebuerg nach oft e Stéifkand.

D'Approche soll op de Besoine vun de Mënsche baséieren. Wat brauch e Kand, e Jugendlechen, en Erwuessenen, e Mann, eng Fra an esou weider an deem Kontext, wou se liewen, fir sech wuelzespieren? D'CSV plädéiert fir en „Observatoire de la santé", deen d'Gesondheetsdonnéeë kann ënner strengen Dateschutzkonditiounen erfaassen.

Och Enquêten iwwert d'Wuelbefanne vun deenen eenzelne Gruppen aus eiser Gesellschaft solle weidergefouert ginn, well do si verschidde Leit, déi riskéieren, diskriminéiert ze ginn, wéinst zum Beispill hirer sexueller Ausriichtung, wéinst hirem Geschlecht, hirem Handicap, hirer Nationalitéit an esou weider. An et ass net ze vergiessen, dass si och zu de Risikogruppe kënne gehéieren.

Gradesou wichteg ass et, déi wëssenschaftlech Recherche virunzedreiwen, zum Beispill am Beräich vun der précocer Interaktioun vum Fötus mat senger Ëmwelt, vun der klengster Kandheet, mam Fokus op déi neurobiologesch Aspekter.

Wéineg Etüde ginn et och iwwert d'Aarbechtskonditioune vun de Fraen an hir Répercussiounen op hiert Wuelbefannen an hir Gesondheet. Si si méi exposéiert duerch déi duebel an dräifach Belaaschtung vun de Kanner a vum Stot, an ëmsou méi, wann et Elengerzéier sinn. De Volet vun den eelere Persounen, deen ëmmer méi Bedeitung wäert kréien och an den nächsten 20 Joer, muss och am A behale ginn.

D'CSV gesäit ee Schwéierpunkt bei enger optimaler Preventioun doran, dass d'Leit selwer ge-

nuch Ressourcen - do gehéiert iwwregens och eng précoce Bindungsfäegkeet derzou -, also Ressourcë kënne vu Kand un opbauen, fir hiert Liewen ze meeschteren a sech eben och un déi Wiesselen, deenen een an engem Liewen ausgesat ass, un déi wiesselnd Liewensëmstänn kënnen unzepassen, also och dozou capabel ze sinn.

Vill Facteure spillen dobäi mat, ob dat geléngt oder net. Eng gewëss Liewenshygiène soll unerzu gi mat sämtlechen Aspekter wéi Ernährung, Bewegen, Liewens- respektiv Schlofrhythmus, Stressmanagment, Entspanung, sozial Vernetzung an der Famill, mat Frënn, op der Aarbecht, also och sozial Kompetenzen. Doniewent ass e vernetzte Réseau erfuerdert vu preventive psychopädagogeschen a sozialen Hëllefsméiglechkeeten, wéi Liewensberodung fir verschidden Zilgruppen. E Réseau, dee seng Hëllefsoffer ëmmer nees un déi constatéiert Besoinen an Qualitéitsstandarde soll ugepasst kréien.

An den Ae vun der CSV muss d'Psychiatrie méi eng preventiv Roll spillen, besonnesch an der Kanner- an an der Jugendpsychiatrie. Do schaffe se formidabel gutt a si sinn immens sollicitéiert, mä dat ass net onbedéngt e gutt Zeechen, a si mussen och weiderhi besser équipéiert ginn.

Interessant ass och an där Hisiicht de Service de Détection et d'Intervention Précoce pour troubles psychiques, deen um Hôpital Kirchberg ugesiedelt ass, deen awer e Service extrahospitalier ass, deen zesumme mat de Ministèren op d'Bee gesat gëtt als Best-Practice-Beispill. Och sollen all déi Moossname besser mam Familljeberäich vernetzt ginn.

D'Fréierkennung vun dem suizidale Risiko, ergo enger auswegloser Situatioun, soll gradesou e Schlësselelement ginn an deem nationale Preventiounsprogramm. All Leit en première ligne - d'Léierpersounen, d'Personal an de Crèchen, an de Maisons relais, d'Generalisten, och de Médecin référent, wou leider d'Konventioun eesäiteg vun der IGSS gekënnegt gouf, d'Kannerdokteren, d'Personal an den Alters- a Fleegeheemer, vun de Soins à domicile, d'Responsabel fir Sécherheet a Gesondheet, d'Responsabel vun de Ressources humaines an de Betriber a beim Stat - brauchen eng extra Sensibilisatioun respektiv Stäerkung, fir d'Alarmsignaler matzäit ze erkennen.

Och bénévole Mataarbechter hunn e breede Kontakt zu munche Persounen a si hunn eng wichteg Missioun, fir och kënnen dohinner ze orientéieren, wou Leit Hëllef kréien, wann et hinnen net gutt geet.

Sensibiliséiert gi soll och de breede Public, wéi d'Elteren an d'Kanner an d'Jugendlech an de Schoulen. Eng gutt Geleeënheet ass do d'Journée mondiale de la prévention du suicide, déi jo all Joers den 10. September ass, an hei spillen och d'Medie keng onwesentlech Roll, fir dat ënnert d'Leit ze brëngen.

Innovativ Projete solle kënne méiglech sinn. Als Iddien: déi psychosomatesch Approche zum Beispill verstäerken, déi sech besonnesch bei chronesche Schmäerzpatiente bewäert, well déi sinn oft hei zu Lëtzebuerg psychotherapeutesch ënnerversuergt. Esou hu mer e Best-Practice-Beispill vun enger Klinik zu Freiburg an zu Gengenbach, d'Celenus Klinik, déi geleet gëtt vum Dokter Ulrich Egle, mat enger Erfollegsquot vu quasi 80%.

An Däitschland ginn et och zum Beispill Mamm- respektiv Papp-Kand-Kuren, déi virgesi si bei Burn-out oder bei psychosomatesche Problemer. Besonnesch Elengerzéier, an der grousser Majoritéit Fraen, sinn eng besonnesch Risikogrupp, där ee kéint esou eng Méiglechkeet bidden.

Am Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou et dann awer zu enger suicidairer Kris oder enger Tentative de suicide - TS - kënnt, ass eng professionell Prise en charge vum Patient a sengem Emfeld an der Urgence vu gréisster Wichtegkeet. Hei besteet Verbesserungsbedarf beim Équipement vun de Spideeler.

D'CSV steet hannert der Iddi vun enger dezentraliséierter Psychiatrie. Erfuerdert si regional Krisenzentren, déi fir jiddwereen direkt accessibel sinn an déi no deeneselwechte Qualitéitsstandarde fonctionnéieren. Dat ass och de Moment net iwwerall de Fall. Adequat Raimlechkeete fir den Accueil an der Urgence sinn néideg, net nieft engem Rideau, wou op där anerer Säit eng Häerzattack, en Alkoholrausch oder e gebrachent Bee behandelt gëtt. Och déi néideg Zäit fir klärend an ënnerstëtzend Gespréicher an enger Sprooch, déi se wa méiglech verstinn, an en adequate mënschleche professionelle Kontakt musse kënnen ugebuede ginn.

Dofir bräichte mer jo do genuch Professioneller, déi déi néideg fachlech a mënschlech Kompetenzen hunn, fir dës hëllefräich Gespréicher an eng effikass Analys vun der Situatioun ze maachen, soudass herno kann eng sënnvoll Prise en charge ugebuede ginn. Et geet net duer, d'Leit mat engem Anxiolytique heemzeschécke bis zur nächster Tentative de suicide. Grad d'TS sinn oft e Signal, e Ruff no Hëllef! A 75% vun de Betraffene maachen nämlech innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer eng nei TS, och wann déi allermeescht dës Tentativen iwwerliewen.

Eng medikamentös Behandlung ass sécher néideg an enger éischter Phas oder och à moyen terme, fir ze stabiliséieren. Déi modern Antidépresseure sinn och ganz effikass an hu manner Niewewierkungen, mä leider net bei jiddwerengem. Et gëllt, dat richtegt Medikament fir dee jeeweilege Patient ze fannen an ze verschreiwen. Et gëtt nun eemol keng Pëll, fir glécklech ze sinn.

Dat féiert mech och zum nächste wichtege Punkt: déi sougenannten „Therapieketten", déi hei zu Lëtzebuerg feelt. Emmer erëm kritt ee mat, dass Mënschen, déi a Kris sinn, kee kontinuierleche Suivi ugebuede kréien an den aktuelle Strukturen. Déi Betraffe selwer hu keen Iwwerbléck an hunn en plus weder d'Energie nach d'Duerchhalevermögen, fir vun enger Struktur bei déi aner ze fannen, mam Resultat, dass et hinnen onnéidegerweis ëmmer méi schlecht geet. Dat gëllt och fir d'Prise en charge vum familiären Emfeld am Fall vun engem Selbstmord oder enger suizidaler Kris. Do bleift nach munches ze maachen.

Et kéint gutt a vill Preventioun gemaach ginn, andeems Mënschen eng adequat Orientéierung am Sënn vun enger multiprofessioneller Approche, a besser nach eng perséinlech Begleedung bis bei déi nächst Betreiungspersoun, den Dokter, de Psy, den Assistant, de Service de surendettement, kéinten ugebuede kréien, esou wéi dat an anere Länner an och bei anere Krankheeten Usus ass. D'Waardezäite vun zwee bis dräi Méint bei de verschiddene Berodungsservicer, Psychologen oder Psychiateren, wéi dat de Moment de Fall ass, sinn net nëmme fir déi heite Problematik, mä insgesamt kontraproduktiv a sinn och deene Betraffenen net zouzemudden.

Ëmsou méi wichteg ass et, d'Psychotherapiegesetz, dat um Instanzewee ass, qualitativ gutt, mä och praktikabel ze gestalten, fir dass et esou séier wéi méiglech och ka gestëmmt ginn. Vill Leit ginn egal wou hin, fir sech Hëllef ze sichen: vun der Kaarteleeësch bis zur Astro-Rückführung, do läit alles am Repertoire. Dofir ass et onbedéngt néideg, dass ee betraffe Mënsche kann drop hiweisen, fir eng qualitativ gutt psychotherapeutesch Betreiung kënnen opzesichen, a wou se se kënne fannen, a woubäi ech jo och perséinlech hoffen, dass hei Medeziner an Netmedeziner an deem Kader dann och eng fruchtbar Zesummenaarbecht wäerte kréien.

Sou kéint vill méi fréi eng professionell, seriö Prise en charge gemaach ginn, déi der Persoun hëlleft, selbststänneg nei Weeër ze goen, an an engems wa méiglech verhënnere géif, fir ze vill laang op Medikamenter zréckzegräifen, déi riskéieren, ofhängeg ze maachen.

Och wëll ech nach eng Kéier insistéieren drop, dass et immens wichteg ass, de Professionellen eng gutt Formatioun ze bidden, net eleng, fir se och besser ze forméieren, mä fir dass se sech och selwer kënne schützen an där schwiereger Interventiounsphas, wou se mussen um Terrain intervenéieren. D'Intervenanten an der Urgence, dat begräift d'Protection civile mat hirer Unité (veuillez lire: mat hirem Groupe) de support psychologique, déi eng immens gutt Aarbecht leeschten, an och d'Police, déi, wéi ech weess, op der Polizeischoul en Training mécht, wéi se ka mat suicidegefährdete Persounen ëmgoen, wa se geruff gëtt.

Mä hei ass och nach Verbesserungsbedarf. Am Fall, wou et wierklech zu engem Suicide kënnt, muss onbedéngt do sensibiliséiert ginn, dass déi Leit, déi betraffe Famill oder dat Emfeld, wou och oft Kanner drënner sinn, net wéi Krimineller behandelt ginn an dass würdeg mat där verstuerwener Persoun ëmgaange gëtt an dass d'Famill och d'Méiglechkeet kritt, Abschied ze huele vun där Persoun.

Och d'medezinescht Personal an de Spideeler leescht eng formidabel Hëllef. Et muss nach besser ënnerstëtzt ginn duerch eng permanent Weiderbildung. Fir déi psychosozial Professioune gëllt datselwecht. Mä och d'Geriichtswiese muss net nëmme sensibiliséiert ginn, mä och besser virbereet ginn. Et kann een net, ënner anerem, e kranken, suicidairë Mënsch, deen hypersensibel ass, mat deeneselwechte Poids et mesures jugéiere wéi e knallhaarden Dropgänger ouni Skrupel!

All déi virgenannte Moossname kënnen nëmmen effektvoll sinn, wann eng national Koordinatioun besteet, an zwar eng, déi e permanenten Austausch tëschent allen Acteuren erméiglecht.

D'Madame Minister schwätzt an hirem Dokument vun enger nationaler Psychiatrieplattform. Heescht dat, dass et sech hei net ëm eng multidisziplinär Approche géif handelen, oder wat ass hei genee ugeduecht? Mir géifen et op jidde Fall bedaueren, wann et just op d'Psychiatrie achséiert wär an dësem Fall.

Sinn och an deem Programm institutionaliséiert a regelméisseg Échangë virgesinn? Dat ass eng weider Fro, déi mer an deem Kontext hätten.

D'CSV begréisst och e jährleche Rapport national, wou et méiglech ass, eng Evaluatioun vun all den Aktiounen zur Suicidepreventioun ze maachen. Et geet an eisen Aen awer net nëmmen duer, gewëss Qualitéitsstandarden opzestellen, mä et muss och séchergestallt ginn, dass se effikass sinn. Och d'Effizienz ass ze préiwen, also, fir d'Mëttelen u Personal, un Infrastrukturen, u Geldmëttel, déi zur Verfügung stinn, beschtméiglech anzesetzen, dat gehéiert also gradesou gutt derzou. Dofir misst och eng initial Bestandsopnahm gemaach gi vun allem, wat de Moment existéiert, déi et erméiglecht, en Iwwerbléck ze behalen.

A wéi eng Indicateure si virgesinn, no deenen dee Rapport oder respektiv d'Qualitéitsstandarde wäerten opgebaut ginn?

An dat féiert mech och zu menger leschter Bemierkung, déi iwwert de Finanzement, dee vun der Madame Minister chiffréiert gouf - also, wat dee ganze Preventiounsplang ubelaangt op eng Dauer vun 2015 bis 2019 - op eng Milioun Euro, also fir déi nächst fënnef Joer.

Mä an deene Budgetsartikelen, do fënnt een awer sech schwéier erëm, muss ech soen. D'CSV hätt begréisst, wann hei e bësse méi eng transparent Presentatioun gewiescht wär an och méi en detailléierte Finanzplang, well et ass net iwwersiichtlech presentéiert.

Mir wëssen net: Gehéiert et zu dem Spidolswiesen, deelweis, wou Saachen an de Finanzement vun der Enveloppe globale kommen? Gëtt et um Niveau vun de Structures extrahospitalières mat agebaut? Sinn do bestehend Servicer, déi ausgebaut ginn? Ginn nei Initiative geschafen? Mat wéi vill ginn déi finanzéiert?

Also, mir hunn op jidde Fall hei näischt am Budget 2015 oder am Pluriannuel fonnt, wat detailléiert genuch wär, fir ze wëssen, wat een doraus kéint schléissen. Dofir wéilte mer hei nach weider Detailer hunn.

Op jidde Fall ass et ganz wichteg, hei e finanziellen Iwwerbléck ze behalen. Domat wëll ech awer gesot hunn, dass een natierlech de Problem vun dem Suicide net soll op en ekonomesche Problem reduzéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend begréisst d'CSV insgesamt d'Stoussrichtung vun deem neien nationale Suicidepreventiounsprogramm, ouni awer wëllen dee finanziellen Aspekt, wéi gesot, aus den Aen ze verléieren, deen dann hei net esou kloer ass.

Jiddefalls si mer gespaant op déi offiziell Virstellung muer vun deem Programm a wënschen der Madame Minister och eng glécklech Hand bei senger Ëmsetzung ganz am Sënn vun deene betraffene Leit, déi a grousser psychescher Nout sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Andrich. Nächst Riednerin ass d'Madame Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir meng Mise en matière erlaabt mer vläicht dës puer Aussoe vu Suicidairen, déi jiddweree vun eis schonn iergendwann eng Kéier héieren huet a wou mer alleguerten net esou richteg woussten, wat mer zu deem Zäitpunkt sollten dermat ufänken. Wierder wéi: „Et ass scho gutt, geschwënn hutt Der jo Är Rou. Dat huet jo alles kee Wäert méi. Et wär dach besser fir jiddwereen, wann ech net méi do wär. Ech si jo souwéisou onnëtz."

An da ginn et Bréiwer vun de Suicidéierten - wann et dann iwwerhaapt Bréiwer ginn -, an do fënnt een dacks Wierder wéi déi hei: „Et deet mer leed, ech wollt lech elo net wéidoen. Ech hunn et net méi gepackt. Kräischt net wéinst menger. Et ass jo alles meng Schold." An, an, an... Dëst, fir ze soen, dass quasi ëmmer datselwecht am Mëttelpunkt steet vun engem Suicide: eng grouss Nout an eng riseg Verzweiflung.

Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et ass wierklech keen einfache Sujet, mat deem mer eis haut befaassen, well de Gedanken un de Suicide, de Gedanken un déi Leit, déi hirem Liewen en Enn gesat hunn oder probéiert hunn, hirem Liewen en Enn ze setzen, de Gedanken un hir Famillen, un hir Frënn, dës Gedanken, déi bréngen eis ganz séier un eis eege Limitten a maachen, dass mer eis op eemol och selwer hëlleflos fillen.

An hannendru stellt sech dann d'Fro: Jo, wat kann ech dann eigentlech maachen? Wat kënne mir a wat kann d'Gesellschaft an d'Politik maachen, fir ze hëllefen, fir deene Mënschen, déi sech an esou enger auswegloser Situatioun gesinn, nees eng nei Perspektiv ze ginn?

Ech huelen un, dass mer haut de Mëtteg hei am Haus alleguerten eens sinn, dass mer alles mussen ënnerhuelen, wat méiglech ass, fir esou vill wéi méiglech Suiciden ze verhënneren, awer besser nach hinne fréizäiteg ganz einfach virzebeugen.

Dofir freet et mech, dass ee ganze Koup vu mengen Iddien och an der Presentatioun vu menger Virgängerin erëmzefanne sinn. Onnëtz och elo, fir am Detail op d'Zuelematerial anzegoen oder op d'Ursaachen, ob mer et hei elo éischter mat engem méi héije Prozentsaz vu Leit ze dinn hunn, déi ënner engem Trouble mental leiden, schwéieren Depressiounen, ob d'Toxikomanie an all hire Formen am Spill ass, ob Kuerzschlusshandlungen dozou gefouert hunn oder awer ob et e gutt iwwerluechte Schrëtt war, souzesoen den „eegene Choix", wéi dacks gesot gëtt, deen am Fall vun engem Suicide wuel awer éischter als „Netchoix" misst ugesi ginn!

Wien et also ass a wéi vill Leit sech mam Suicide konfrontéiert hunn, op dës Zifferen a Statistike kommen ech, wéi gesot, net méi zréck, d'Madame Minister huet dat in extenso gemaach.

D'Feststellunge sinn deemno bekannt, de Kader ass och gesat. Haut geet et also ëm de Volet, deen dora besteet, fir Preventiounsmooss-namen ze schafen, well fir mech kann an däerf e Land wéi Lëtzebuerg, an ech mengen do haaptsächlech e klengt Land, e Land, wou esou villes iwwersiichtlech ass, esou ee Land däerf sech et net erlaben, fir esou eng grouss Unzuel Leit ze verléieren duerch Nout oder Verzweiflung. Dee psychologesche Schmäerz, deen eng Persoun dozou féiert, fir hirem Liewen en Enn ze setzen, ass onvirstellbar! Dat soen déi Professionell am Rapport vun der Journée de la prévention du suicide.

D'Preventioun a puncto Suicide ass op dëser Plaz, spriech hei an der Chamber, scho méi wéi eng Kéier thematiséiert ginn, gradesou och an der viregter Familljekommissioun. D'Pisten, déi deemools tracéiert goufen, an ech baséiere mech hei op e Rapport vum Mäerz 2011, ware scho ganz pertinent.

Mat Recht gouf drop higewisen, dass mer et hei mat engem interministerielle Sujet ze dinn hunn, wou souwuel d'Santé, d'Famill, den Travail, d'Jugend, d'Éducatioun, de Sport, d'Justiz, de Senioreberäich an nach vill, vill anerer méi concernéiert sinn an der Preventiounsaarbecht.

De Plan national de prévention du suicide ass deemools scho verlaangt ginn, an et ass och rieds gaange vun der Wichtegkeet vun enger Phase d'observation, fir d'Risikopersounen ze déceléieren, esou wéi et a Finnland och agefouert gouf. Fir Länner, déi mëttlerweil mat engem pousséierte Suicidepreventiounsprogramm schaffen, ass et kloer, dass d'Suicidepreventioun méiglech ass an dass se hir Friichten dréit.

Erlaabt mer op dëser Plaz e klenge philosopheschen Exkurs. De Fransous Émile Durkheim, dat ass de Begrënner vun der moderner Sociologie, huet 1897 a senger Étude sociologique mam Titel „Le suicide" geschriwwen: «Le suicide varie en fonction inverse du degré d'intégration des groupes sociaux dont fait partie l'individu. (…) Quand la société est fortement intégrée, elle tient les individus sous sa dépendance, elle considère qu'ils sont à son service et, par conséquent, ne leur permet pas de disposer d'eux-mêmes à leur fantaisie.»

Den Durkheim, dee schwätzt och grosso modo vu véier groussen Typologië vu Suiciden: Jee nodeems, ob een elo ze wéineg oder ze vill integréiert ass, schwätzt ee vun engem „suicide égoïste" oder vun engem „suicide altruiste". A jee nodeems, ob et elo e Mangel oder en Exzess u Regele vun der Gesellschaft gëtt, schwätzt ee vun engem „suicide anomique" oder engem „suicide fataliste".

Interessant um Durkheim senger Typologie, a firwat ech et eigentlech och elo zitéiert hunn, ass, dass déi schonns viru méi wéi honnert Joer an awer och nach haut hir Gültegkeet huet. An dat fir déi, déi elo soen, dass jo fréier souwéisou alles besser gewiescht wier an dass d'Mënschen

iwwert d'Famill oder d'Relioun oder soss Wäertesystemer vill méi agebonne gewiescht wieren.

Fakt ass: Et kann een d'Entwécklung vun der Gesellschaft net bremsen an och net réckgängeg maachen. Wat awer bleift, dat ass de Besoin vun de Mënschen un engem gewësse Mooss vun Zesummegehéiregkeetsgefill, vu gemeinsame Valeuren a Regelen, déi jidderengem als Individuum och nach genuch Raum fir seng Entwécklung a seng Entfalung loossen.

Al Gesellschaftsstrukture ginn opgebrach, well se net méi zäitgeméiss sinn. De Vide, deen do entsteet, dee mécht erëm eng Kéier Plaz fir nei Strukturen, fir nei Valeuren entstoen ze loossen. Der Exklusioun virbeugen, Inklusioun a sozialen Zesummenhalt förderen, dat brauche mer haut an awer och an Zukunft, an och nach gradesou vill wéi fréier. Mä dat muss haut aneschters geduecht an och aneschters realiséiert ginn, well et eben net méi ka funktionéiere wéi fréier, wéi d'Mënsche sech bereetwëlleg an e gesellschaftlechen oder reliéisen hierarchesche System agefügt hunn.

An deem Sënn gesinn ech och de Plan d'action national als Outil, fir op deene Plazen de Besoin an de Manktum vu Parameteren opzedecken an och gegebenenfalls ze substituéieren.

De Wee dohinner bréngt awer mat sech, dass de Suicide enttabuiséiert gëtt an dass d'Bewosstsinn, d'Opmierksamkeet fir d'Realitéit vun der Thematik vum Suicide an domadder och d'Problematik mussen an der Gesellschaft geschäerft an och gefërdert ginn. D'Sensibilisatiounscampagnen, déi nach wäit iwwer eng Journée de la prévention du suicide ginn, solle mat Respekt a mat ganz vill Fangerspëtzegefill lancéiert ginn. An och grad hei hunn d'Medien hire professionellen an och soziale Rôle ze erfëllen.

Wa mer eis un de franséischen Donnéeën orientéieren, déi soen, dass bis zu 70% vun de Suicidanten dee Mount virum Passage à l'acte bei hirem Dokter waren, dann drängt d'Fro sech natierlech op, ob net bei de sougenannten „personnes de référence", also den Dokteren oder de Sozialaarbechter, eng spezifesch Formatioun noutwendeg wier, fir déi gutt verstoppte Symptomer an och Unzeeche matzäit ze detektéieren.

Wier et net och ubruecht, grad am Domän vun der Preventiounsaarbecht de Facteur Zäit bei der Facturatioun an och bei der Prise en charge vun den Dokteschconsultatiounen mat eranzehuelen?

Déiselwecht Iwwerleeung a Saache Formatioun a Sensibiliséierung geet och a Richtung Enseignement, wou duerch de geschoulte Bléck vum Léierpersonal déi Jonk zum richtege Moment an eng psychologesch Betreiung kéinten orientéiert ginn.

Ganz begréissenswäert fannen ech Pilotprojete wéi d'Mosaikklassen zum Beispill, déi och mëttlerweil hir Preuvë gemaach hunn a wouhinner jonk Leit mat engem opfalende Verhalen direkt orientéiert ginn, fir do ënner engem professionellen Encadrement souwuel vun hirem Tuteur an dann awer och vun de Psychologe vum SPOS hire Studium kënnen ze maachen.

An der Konklusioun vun engem Guide des bonnes pratiques vun der Prévention suicide aus dem Québec gëtt virdru gewarnt, dass eng Personne à risque selwer a ganz eleng hire Wee duerch déi verschidde professionell Ulafstelle soll maachen. Eng personaliséiert Begleedung wier onëmgänglech, desto méi dass mer et hei mat enger ganz fragiller Persoun ze dinn hunn, déi an hirer suicidairer Phas kee Moyen fënnt, fir sech verständlech ze artikuléieren. De Sécherheetsfilet misst deemno esou enk wéi méiglech ronderëm dee potenzielle Selbstmordkandidat geflecht ginn.

E Bléck op den exzellenten Internetsite - an ech kommen do nach eng Kéier op dat, wat meng Virriednerin scho gesot huet -, den Internetsite www.prevention-suicide.lu weist, dass et eng ganz Rei vun exzellente Servicer gëtt, déi eng gutt Aarbecht maachen. An d'Erausfuerderung ass awer elo, dass déi Servicer dobaussen nach vill, vill méi bekannt ginn an dass hir Offer och nach weider ausgebaut gëtt. Et soll an enger Koordinatioun geschafft ginn an an enger absoluter Vernetzung.

Ech hu mer erlaabt, net méi spéit wéi gëschter Owend am Kader vun enger interessanter Konferenz zum Kanner-Jugendtëlefon eng kleng perséinlech a bäi Wäitem net representativ Enquête ze maachen, wou jiddweree sech eens war, dass mer zu Lëtzebuerg ganz gutt Servicer hunn. Leider ass déi Offer esou grouss, dass eigentlech kee Mënsch méi duerch deen Urwald duerchgesäit. Dat Wuert „Kuddelmuddel" ass souguer op d'Tapéit komm, soudass ech wierklech wëlles hat, fir dat dann och haut weiderzedroen a fir wierklech déi exzellent Servicer dann och, wéi gesot, bekannt ze maachen an hirer Spezifissitéit fir jiddwereen.

D'Iddi vum Suicide kënnt gemengerhand net vun haut op muer. Déi dréit een eng Zäitche mat sech ronderëm. Den Déclic fir de Passage à l'acte, dee gëtt awer als Kuerzschlusshandlung beschriwwen. Hei ass dann dee sougenannten „plan d'action d'urgence" gefrot. Et geet drëms, fir d'Moyenen, déi een hëlt, fir sech ze suicidéieren, anzegrenzen, fir den Zougang ze erschwéieren.

Jo, wann ech generell derfir sinn, dass d'Mënschen natierlech d'Fräiheet hunn, fir iwwer sech an iwwer hiert Liewen ze décidéieren, esou ginn et dann awer Momenter, wou et sënnvoll an néideg ass, fir se viru sech selwer ze schützen. Ech referéiere mech op en Artikel aus der „Zeit", dee seet: „Bringt man Menschen sicher durch diese akuten Krisen, werden viele von ihnen wieder gesund."

Eng Etüd aus Amerika bréngt eigentlech de Géigebeweis zu der geleefeger Meenung, dass Leit, déi sech wëlle suicidéieren, dat fréier oder spéider egal wéi géife maachen. Abee, vu 515 Mënschen, déi vum Gelänner vun der Golden Gate Bridge in extremis erofgeholl goufen, sinn der 25 Joer méi spéit just nach - oder soll ee soen: awer nach? - 25 un engem Suicide gestuerwen. Dat si grad emol 4,9%. Oder aneschters gekuckt: 95,1% haten d'Chance, dass ee se gehënnert huet um Sprangen! Si sinn net einfach gaangen an hunn déi nächst Méiglechkeet gesicht, fir sech ëmzebréngen. Neen, si hu weidergelieft! Dozou muss een natierlech soen, dass och hei eng adequat „postvention" bei deene Leit gemaach gouf, also eng Nobehandlung souzesoen, déi jo dann och hir Friichte gedroen huet.

D'Schwäizer Experte soen: „Baut Netze unter die Brücken, schließt die Armeewaffen weg, schickt Patrouillen zu den Gleisen. Informiert die Leute darüber, dass Depressionen eine heilbare Krankheit sind. Nicht immer, aber oft."

Eis däitsch Noperen, déi deelen hire Suicidepreventiounsprogramm an dräi Niveauen an, an deen erstreckt sech vun der primärer Preventioun, wou allgemeng suicidepreventiv Moossname presentéiert ginn, iwwer eng secondaire Phas mat der Erkennung an der Behandlung vu suicidegefährdete Mënschen, bis hi bei déi tertiär Preventioun, wou Persounen no enger Tentative de suicide eng spezifesch Versuergung kréien. Esou soll eigentlech an all Phas jiddwereen, deen Hëllef brauch, déi och onkomplizéiert a séier ugebuede kréien, an dee ganze Spektrum vun der Problematik wier dann och esou ofgedeckt.

Et gi vill Beispiller, un deene Lëtzebuerg sech kéint inspiréieren, an de But ass iwwerall deeselwechten: d'Liewe retten an et duerno natierlech och erëm liewenswäert maachen.

D'Viraussetzung ass awer och, dass d'Liewe virun der Verzweiflungsphas och schonn als liewenswäert ugesi gouf an dass elementar Valeuren an och de Respekt virum eegene Kierper an dem Liewen am grousse Ganze virdrun och bestanen hunn. Dat bedeit, dass ee scho vill méi fréi an och ganz breet muss mat der Preventioun ufänken.

Et gëtt eng ganz Lëscht, déi ech Iech elo nach kéint opzielen: vun de gesellschaftlechen an de moralesche Valeuren, dass een déi soll vu klengem u förderen; bei der Kannerbetreiung, an der Schoul d'Perséinlechkeet stäerken, sozial Kompetenze vermëttelen; Hëllef fir Jonker, déi an hirer Perséinlechkeet nach net esou stabiliséiert sinn, an, an, an.

Ech hunn Iech awer e klengt Beispill just matbruecht, wat ech och net méi spéit wéi gëschter Owend gewuer gi sinn: E Kand, wat an enger Verzweifelungsphas ass - an dat ass eng Etüd, déi dat anscheinend och beweist, leider! -, esou ee Kand, dat géif anscheinend op zéng verschiddene Plazen uklappen, bis dass et fir d'Éischt dat néidegt Gehéier kritt!

Gëtt dat eis net ze denken? Ass do net d'Fro, ob net grad mir als Erwuesse schonn do versot hunn?

Erlaabt mer um Rand, och nach just eng kleng Fro an de Raum ze geheien: Ass et normal, dass mer haut Leit verléieren duerch negativ Auswierkunge vun enger virtueller Welt? Cybermobbing féiert an den Doud! Dat Thema misst een thematiséieren, et géif awer haut de Kader sprengen. Ech soe just: Och hei ass Handlungsbedarf op politeschem a verschäerft natierlech och op juristeschem Niveau.

D'Schwéierpunkte fir e Plan d'action national missten also ganz kloer definéiert an och schnellstméiglech ëmgesat ginn. An op dës Lëscht gehéieren:

- d'Recherche, fir de Profil ze definéieren, an och eng Observatiounsphas vum Verhalen;

- firwat net emol Formulairen ausschaffe mat predefinéierte Froen, fir souwuel an de Schoule wéi och an den Entreprisen, an de Betriber de psychesche Bols ze fillen? Iwwregens klappt dat ganz gutt an de Mosaikklassen;

- zousätzlech Formatioun bei de Referenzpersounen am medezinesche Beräich, wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, an och am Enseignement, fir d'Unzeeche schnellstméiglech ze detektéieren;

- de Facteur Zäit bei de Consultatioune considéréieren;

- déi bestehend Hëllefsservicer ausbauen, materiell an awer och um Personalplang;

- de Suicide enttabuiséieren a mat respektvolle Sensibilisatiounscampagnen d'Press verstäerkt an de Projet vum Plan national abannen;

- d'Famill an och natierlech dat ganzt Ëmfeld net vergiessen an och fir si déi néideg Ulafstellen ubidden;

- wichteg och: Moyene fräischalte fir eng spezifesch Tëlefonsulafstell, déi 24 Stonnen op 24 funktionéiert.

An elo, zum Ofschloss, géif ech Iech nach ganz gären e klenge Gedanke mat op de Wee ginn, fir ze meditéieren: Näischt hält sech besser an näischt wiisst besser wéi e Problem, iwwert deen een net schwätzt!

Iwwer eng méiglech Suite, mengen ech, hunn ech elo laang genuch geschwat. Dofir elo scho Merci, Madame Minister, fir dee beschtméigleche Preventiounsplang auszeschaffen, deen eist Land esou néideg brauch!

Merci fir Äert Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Hemmen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer 800.000 Mënsche suicidéiere sech weltwäit am Laf vun engem Joer. Dës Zuel weist, datt de Suicide en eescht ze huelende Sujet ass, och hei zu Lëtzebuerg, wou mer am Duerchschnëtt ee bis zwee Suiciden an der Woch ze verzeechnen hunn.

De Premierminister Xavier Bettel hat schonn 2007, wéi hien nach Deputéierte war, déi gutt Iddi, dëse Sujet am Kader vun enger Aktualitéitsstonn éffentlech an der Chamber diskutéieren ze loossen. 2011 hat och meng Fraktioun nach eng Kéier eng Aktualitéitsstonn gefrot, fir iwwert d'Problematik ze debattéieren. Zanterhier sinn eng Rei Jore vergaangen.

Wat huet sech säitdeem gedoen? Et stelle sech weiderhin Erausfuerderungen an der Preventioun vum Suicide. De Plan national de prévention, deen och schonns deemools abordéiert a gefuerdert gouf, gëtt et zwar bis elo nach net, mä et gouf déi lescht Méint intensiv dru geschafft. Dofir sinn ech frou, datt eis Gesondheetsministesch gefrot huet, fir dësen delikaten, mä ganz wichtege Sujet am Kader vun engem Débat de consultation erëm op den Ordre du jour vun der Chamber ze setzen.

Och wann d'Statistik fir Lëtzebuerg mat offiziell 80 Suicidë fir 2013 stabel ass, heescht dat net, datt een näischt ënnerhuele misst. Bei déi 80 Suicidë kommen der nach vill, déi net als solch zu honnert Prozent ze erkenne sinn an doduerch eben net an d'Statistik afléissen. Wéi héich déi sougenannten Donkelziffer ass, weess effektiv keen. Wéi dacks liest ee vun engem Autosaccident, wou jidderee sech freet, wéi et méiglech war op riichter an dréchener Streck mat Vollkaracho an e Bam ze rennen. Dacks freet ee sech, ob dat wierklech en Accident wéinst iwwerhéichter Vitesse war oder ob et net awer e Suicide war.

D'Zuel vun de Suiciden hei zu Lëtzebuerg läit ënnert der europäescher Moyenne. Eis Chiffere gi kee kloren Trend ze erkennen. D'Bevëlkerung ass an deene leschte Jore stänneg gewuess, de Suicidetaux blouf relativ stabel. Dat kann een als positiv bewäerten. Trotzdeem däerfe mer net inaktiv sinn. Bei den 18- bis 40-Jähregen ass de Suicide nach ëmmer déi éischt Doudesursaach iwwerhaapt, virun Autosaccident, Kriibs an Alkoholismus. Dofir muss een de Suicide als e gesellschaftleche Problem eescht huelen an dergéint virgoen.

Suicidepreventioun ass méiglech a si ass noutwendeg! Well hanner 80 Suicidë stinn och Dosende vu Schicksaler vu Familljen, vu Frënn an Aarbechtskolleegen, deenen hiert Liewen och duerch de Verlosch vun engem Mënsch, deen engem nosteet, op d'Kopp gehäit gëtt.

Ech mengen, jidderee vun eis gouf schonn eng Kéier direkt oder indirekt mam Sujet konfrontéiert, sief et, datt ee Mënsch sech suicidéiert huet, deen ee gutt kannt huet, oder datt et e Suicideversuch a sengem berufflechen a gesellschaftlechen Ëmfeld gouf.

Et muss ee wëssen, datt 25% vun de Leit eng Kéier an hirem Liewen ënner enger psychescher Krankheet leiden oder a séilesch Nout geroden. Eng vun zwou Persoune kennt e Fall an hirem Ëmfeld, wou eng Persoun u psychesche Problemer leit. Dëst Leide belaascht net nëmmen hir Familljen, mä kann zur Isoléierung, zur Stigmatiséierung féieren a mécht et schwéier, den Alldag ze géréieren.

Sécher, all Mënsch kann a sengem Liewe ganz schwéier Momenter hunn, Momenter, wou een net méi an nach aus weess. Wéi verzweifelt muss awer e Mënsch sinn, datt e keen aneren Auswee méi gesäit, wéi aus sengem Liewen ze trieden? Wat bedeit dat fir d'Famill, besonnesch fir de Partner, d'Elteren, d'Geschwëster a virun allem fir d'Kanner, déi de Verstuerwenen hannerléisst? Esou eng Dot ass jo ni ouni psychologesch, sozial a finanziell Konsequenzen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An eiser dacks iwwerflächlecher Zäit kréie mer d'Problemer an déi séilesch Nout vun engem Mënsch dacks net mat. Wéi iwwerrascht ass een dann, wann et zu engem Suicide kënnt. De Mënsch, deen op esou eng Manéier aus dem Liewen trëtt, hannerléisst fir seng Matmënschen e risegt Lach. Seng Perséinlechkeet, säi Kënnen, säin Asaz fir anerer, seng Léift zu senger Famill a besonnesch zu senge Kanner feelen iwwerall.

Schlëmm, jo dramatesch ass et och, wann esou e Suicide am ëffentleche Raum geschitt, an enger Schoul zum Beispill. Esou Fäll gouf et och hei zu Lëtzebuerg. An et ass fir déi respektiv Schoulgemeinschaft e béise Schock, dee bal jidderengem eng Zäit laang an de Glidder sëtzt a kengem esou séier aus dem Kapp geet. Do freet jidderee sech: Firwat? Firwat huet et esou wäit misse kommen? Firwat huet keen d'Unzeeche fir esou eng méiglech Dot gemierkt oder gespuert? Firwat konnte mir dat net verhënneren? Dofir ass et wichteg, d'Leit ze sensibiliséieren, fir datt se op d'Alarmsignaler reagéiere kënnen.

Bei de Suicideversich ass et dacks esou, datt déi Betraffen am Fong guer net stierwe wëllen, mä datt et sech ëm e verzweifelten Appell handelt. Si wëllen am Fong op eng brutal Aart a Weis dorobber opmierksam maachen, datt et hinnen net gutt geet, datt se Hëllef brauchen an dono sichen. Dëse Leit ka gehollef ginn! Et muss een allerdéngs d'Signaler erkennen.

Dat direkt Ëmfeld, also besonnesch d'Famill a Frënn, muss wëssen, wéi ee mat engem ëmgeet, bei deem d'Gefor besteet, datt e sech d'Liewe kéint huelen. Si kënnen e ganz wichtege Bäitrag leeschten, fir ze hëllefen. Si kennen dee Betraffenen am beschten. Si kenne seng Stäerkten a kënnen him och dës opzielen. Si kënnen en opmonteren, andeems se him ze verstoe ginn, datt net alles esou negativ, esou schwaarz ass, wéi hien et momentan gesäit, an datt seng Qualitéiten an Talenter derwäert sinn, fir weiderzeliewen, a si kënnen drop awierken, fir no professioneller Hëllef ze sichen, wann dat sech als néideg erweist.

Ganz wichteg ass et, dem Betraffenen ze verstoen ze ginn, datt, wann hien oder si net méi do wier, e grousse Vide géif entstoen. Et muss een ze verstoe ginn, datt een e schätzt a seng Frëndschaft net mësse wëllt. Et ass wichteg, d'Selbstwäertgefill vun deem Betraffenen ze stäerken, him d'Gefill ze ginn, mat senge Problemer net eleng gelooss ze sinn, ze weisen, datt een e gären huet, datt e wichteg ass, datt en net veruecht gëtt, a virun allem ze versichen, en ze iwwerzeegen, datt et eng Alternativ gëtt. A virun allem, datt de Suicide keng Léisung, jo, keng Erléisung ass!

Schwätzen an nolauschtere ka vill bewierken! Eis Gesellschaft muss also ophalen, psychesch Krankheete wéi d'Depressioun, de Burn-out oder de Suicide ze stigmatiséieren. Et muss ee se als Krankheet akzeptéieren, déi geheelt ka ginn. Et ass och wichteg, datt déi Persoun, déi Suicidegedanken huet, weess, datt et Plaze gëtt, wou si oder hie verstane gëtt a wou hir oder him ka gehollef ginn. Dofir musse mir genuch qualifizéiert Leit mat psychotherapeutesche Kompetenzen um Terrain hunn, fir dës Leit kënne gutt opzefänken.

Madame Presidentin, et ass also wichteg, datt déi Leit, déi a Kontakt mat enger Persoun sinn, déi Suicidegedanken opbaut, wëssen, wat ze ënnerhuelen ass an d'Hëllefsméiglechkeete kennen. Ech denken do net nëmmen un d'Famill, un d'Frënn an d'Aarbechtskolleegen, mä och u Leit, bei deenen de Betraffenen Hëllef siche geet.

Dat ass zum Beispill den Hausdokter oder de sougenannte Referenzdokter, et ass d'éinescht gesot ginn. Dësen ass meeschtens e privilegiéierten Uspriechpartner, deem d'Leit sech och confiéieren. Ongefëier 50% vun de Leit, déi versiche sech ze suicidéieren, consultéieren an de Woche virdrun e Generalist. Dofir fannen ech, datt de Sujet Suicide en Thema an hirer Aus- a Weiderbildung muss sinn a bleiwen!

D'Hausdokteren, mä och d'Infirmièren, d'Fleegepersonal, d'Sozialaarbechter, d'Erzéier an d'Psychologen, all déi Leit, déi mat suicidegefährdete Mënschen ëfters a Kontakt kommen, musse wëssen, wéi een esou enger Persoun am beschte weiderhëllefe kann a wéi eis national Strukturen opgebaut sinn, fir esou Leit ze encadréieren. Do ass och d'Politik gefrot.

A menger Fraktioun hu mir jo zwee Dokteren. Ech hu mat hinnen iwwert de Sujet geschwat. Den Edy Mertens sot mer, datt et trotz enger gewëssener Mënschekenntnis, déi een als Dokter iwwer Joren, Jorzéngten opbaut, schwéier wier, honnert Prozent hannert d'Fassad vu verschiddene Leit ze kucken. Si komme bei een an d'Praxis, fille sech gutt, si versécheren engem, datt erëm alles an der Rei ass. Wann den Dokter dann awer owes en Tëlefon kritt an een him matdeelt, datt dee Patient, dee mëttes nach an der Praxis war, sech suicidéiert huet, realiséiert een, datt deen engem mëttes carrément verheemlecht huet, wat wierklech an him virgoung.

Et gi suicidaire Mënschen, déi kloer weisen, wou si dru sinn. Mä et ginn der och, déi verstoppen, wéi et hinne wierklech geet. Ëmsou méi wichteg ass et, datt all Professioneller geschoult ginn, fir d'Signaler ze erkennen an den Ëmgang mat Mënschen, déi suicidegefährdet sinn, ze beherrschen.

En anere Beräich, wou de Suicide muss thematiséiert ginn, ass den Enseignement, et gouf éineschters och scho gesot. Och wann de Suicidetaux bei de Jonke manner héich ass wéi an aneren Alterskategorien, ass den Doud vun engem Jugendlechen awer ëmmer en äusserst dramatescht Evenement. Wéi dacks héiert ee vu Mobbing an Erpressung an eise Schoulen! Do gi schonn op Septième, an etlech Mol éischter, Kanner an de soziale Medie gemobbt. Nach virun enger Woch huet e Professeschkolleeg mer dat bestätegt. Dat geet esou wäit, datt ee jonk Mënschen, déi virun allem doheem och net doriwwer schwätzen oder keen Halt an der Famill fannen, regelrecht an de Suicide dreift! Beispiller heiheem an iwwert d'Grenzen eraus gëtt et méi, wéi ee mengt.

Dofir fannen ech, datt an der Ausbildung vum Léierpersonal, besonnesch am Secondaire, de Sujet vum Suicide a vun der Santé mentale mat an de Léierprogramm vum Stage pédagogique opgeholl muss ginn. Och si mussen éischtens d'Symptomer erkenne kënnen an och zweetens wëssen, wat ze maachen ass, fir esou en Drama ze évitéieren.

2010 gouf zu Lëtzebuerg och eng Etüd zum Thema Suicide bei iwwer 1.500 Salariéë vun der Salariatskummer duerchgefouert. Do goung draus ervir, datt 10% vun de Salariéë schonn iwwer e Suicide nogeduecht hunn, 6% scho konkret Pläng gemaach haten an 3% versicht hunn, dës Pläng ëmzesetzen. Ech wëll domadder soen, datt de Stress op der Aarbecht, e Burn-out, Mobbing oder schlecht Aarbechtskonditiounen och e Mënsch zum Suicide dreiwe kënne. Mir kennen esou Fäll aus dem Ausland. Op der Aarbecht sinn also och d'Aarbechtskolleege gefrot, fir d'Signaler ze erkennen an ze reagéieren. Awer och de Patron huet eng gewësse Responsabilitéit, fir sech ëm d'Wuelbefanne vu sengen Employéen ze këmmeren.

Madame Presidentin, während der Aktualitéitsstonn vun 2011 hei an der Chamber hat ech am Numm vun der DP-Fraktioun festgestallt, datt d'Kommunikatioun tëschent de Professionellen an der Suicidebehandlung, mä och d'Koordinatioun an d'Iwwergäng tëschent de betraffene Servicer verbesserungsfäeg wieren. Et ginn nach keng Standardprozedure fir d'Betreiung vu Leit, déi grad e Suicideversuch ënnerholl hunn. D'Betreiung vun de Leit en détresse ass nach ëmmer vill ze vill compartimentéiert an hänkt och heiansdo vun der Klinik of, wou ee grad higeet. Dofir sinn ech frou ze liesen, datt am Plan d'action, deen elo soll finaliséiert ginn, dës Problematik an der Achs 4 thematiséiert a festgehale ginn ass.

Ech hat mech 2011 och gefrot, ob déi betraffe Servicer déi néideg Mëttel hunn, fir och kuerzfristeg engem suicidegefährdete Mënsch e Rendez-vous ze ginn oder en adequate Suivi ze maachen. Wann een nämlech esou engem Mënsch seet, komm an e puer Deeg, an zwou Wochen oder an zwee Méint erëm, dann ass de Risiko grouss, datt et bis dohinner ze spéit ass!

Am selwechte Gedanke froen ech mech, ob mir am klenge Lëtzebuerg breet genuch opgestallt sinn, fir suicidaire Leit à chaud kënnen ze hëllefen. Et muss ee wëssen, datt déi zwou Haaptulafstellen, Prévention Suicide an SOS Détresse, zwar eng Helpline hunn, mä datt dës net ronderëm d'Auer besat ass.

Et goufen zwar Efforte gemaach, fir d'Betribszäiten auszedehnen an et kann ee mëttlerweil och d'Weekender bis siwen Auer moies uruffen. Doriwwer eraus kann een och elo bei SOS Détresse all Dag an der Nuecht eng E-Mail mat sengem Uleies schécken. Mä déi gëtt dann eréischt den Dag duerno beäntwert.

Ass et dann, muss ee sech froen, eventuell net schonn ze spéit? Well wann de Gedanken, fir sech d'Liewen ze huelen, schonn esou ausgeräift ass, datt ee kuerz virdru steet, fir sech eppes unzedoen, da froen ech mech, ob de Fait, datt eng Helpline net erreechbar ass, de richtege Wee ass. Besonnesch nuets, wou een déi negativ Erfahrunge verschafft, déi ee während dem Dag erlieft huet, sief et op der Schaff oder an der Schoul, ass de Risiko vun enger Verzweiflungsdot oder enger Kuerzschlussreaktioun méi grouss.

Ech froe mech, ob mer net sollen eng Disponibilitéit vu 7 Deeg op 7, 24 op 24 Stonnen ustriewen. Ech hunn iwwregens gelies, datt zu New York an zu San Francisco Tëlefonen op bestëmmte Brécken opgeriicht goufen, vu wou eng suicidegefährdet Persoun ronderëm d'Auer kann uruffen. Do stinn op all puer Meter Schëlder mat Opschréfte wéi zum Beispill: „There is hope, make a call, the consequences of jumping over this bridge are fatal and tragic". Vu datt d'Brécken och hei am Land benotzt ginn, fir an den Doud ze sprangen, froen ech mech, ob esou Preventiounsschëlder net bei eis och géife Sënn maachen.

Madame Presidentin, d'Ursaache fir e Suicide kënnen äusserst ënnerschiddlech sinn. Dat geet vun enttäuschte Bezéiungen am Familljeliewen iwwer onerträgleche Stress am beruffleche Liewen, systematesch a subtil ugeluechten Diskriminéierung op der Aarbechtsplaz oder am gesellschaftleche Liewen, bis hin zu Mobbing an all senge Facetten. Et bleift och keng sozial, kulturell Schicht verschount!

Zu Lëtzebuerg suicidéiere sech vill Leit, déi guer keng Geldsuergen hunn, mä wou de Schong op enger anerer Plaz dréckt. Meng Virriedner hunn dat virdrun évoquéiert an hunn do eng ganz Rei vun Ursaache genannt. Souguer Millionären aus dem sougenannten „showbiz" bleiwen net verschount, wéi déi rezent Suicidë vu Robin Williams oder Whitney Houston an anere beweisen.

Dacks hannerléisst de Verstuerwenen e Bréif, e leschte Message mat Erklärungen. Dacks ass et awer och esou, datt kee Mënsch richteg gewuer gëtt, wat wierklech de Grond war, firwat dee Betraffene sengem Liewen abrupt an ouni Ukënnegung en Enn gesat huet. Dofir fannen ech et och richteg a wichteg, datt an der Achs 1 vum Plan d'action virgesinn ass, d'Fuerschung op dësem Gebitt ze förderen. Epidemiologesch Studie gi gebraucht, fir ze verstoen, firwat e Mënsch sech ëmbruecht huet. Dann ass et nämlech méi einfach, eng wierksam Preventioun duerno auszeriichten.

Madame Presidentin, 2011 hat ech hei gesot: „D'Politik ass gefuerdert, fir déi optimal Rahmebedéngungen ze schafen, fir datt déi néideg Moossnamen an der Suicidepreventioun vun den Acteuren um Terrain ëmgesat kënne ginn." Mam Ausschaffe vum Plan national de prévention huet d'Politik hir Hausaufgabe gemaach.

Ech si frou ze héieren, datt d'Leit um Terrain intensiv un der Élaboratioun vun deem Plang matgeschafft hunn an datt net manner wéi siwe Ministèren an engem Groupe de travail interministériel an intersectoriel zesummegeschafft hunn. Dëst ass déi koordinéiert Approche, déi mer als DP-Fraktioun gefuerdert haten an déi am meeschte Chancen huet, eng wierksam Suicidepreventioun op d'Been ze stellen. Ech sinn och frou doriwwer, datt den Input vun dësen Aktualitéitsstonnen 2007, 2011 och derzou bäigedroen huet, fir eisen nationale Preventiounsplang auszeschaffen.

Fir ofzeschléisse widderhuelen ech nach eng Kéier déi wichtegst Baustelle bei der Preventioun vum Suicide:

1. Eng méi cibléiert Preventioun ad hoc an eng breet Sensibilisatioun vun der Bevëlkerung sinn erfuerdert, besonnesch bei de Risikogruppen.

2. D'Aus- a Weiderbildung vun de Leit um Terrain ass eng Noutwendegkeet.

3. D'Koordinatioun vun de Servicer, sief et bei der Preventioun, dem Traitement oder der Begleedung vun de Leit, muss nach verbessert ginn. Dat ass den drëtte Punkt.

4. D'Fuerschung, besonnesch vun den Ursaachen, déi d'Leit zum Suicide dreiwen, muss weider encouragéiert ginn. Ech denken, do misste mer eis all eens sinn.

Zum Schluss wéilt ech de Spezialiste vum Terrain, déi mech op dësem Plang beroden hunn, Merci soe fir hir Begleedung. Merci och dem Christian Lamesch vun der Fraktioun fir säi Suivi an dësem wichtegen Dossier.

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Bauler fir seng interessant Iwwerleeungen. Als nächst ageschriwwe Riednerin ruffen ech op d'Tribün: d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem eegene Liewen en Enn ze setzen, aus wéi enge Motiven an aus wéi enger Situatioun eraus och ëmmer, bedeit niewent dem perséinleche Schicksalsschlag och eng Nidderlag an e Versoe vun der Gesellschaft. Dëst ëmsou méi, wa jonk Mënschen am Suicide den eenzegen Auswee gesinn.

Mat dëser Ausso vun Ärem éisträicheschen Homolog, dem Alois Stöger, wéilt ech Iech, Madame Minister, e grousse Merci ausdrécken, dass Der déi wichteg Debatt vun haut erméiglecht hutt.

Viru Jorzéngte wär se net méiglech gewiescht. Well de Suicide ass während laange Joren - oder soe mer emol „viru Jorhonnerten", viru Jorzéngten huet et ugefaangen, besser ze ginn -, viru Jorhonnerten ass de Suicide verdäiwelt ginn. En ass als Mord an als Grausamkeet géintiwwer sech selwer a géintiwwer der Gesellschaft ugesi ginn, während vu Preventioun a vun Hëllefsmoossnamen net geschwat ginn ass.

Zum Gléck hu sech am Laf vun de Joren awer méi human Stréimungen entwéckelt, wou ech och den Émile Durkheim wéilt nennen - d'Madame Hemmen huet en zitéiert. Et war den éischte Soziolog, deen am Beräich vum Suicide Geschicht geschriwwen huet. Et sinn awer och aner Stréimungen entstanen, esou zum Beispill d'Individualpsychologie an d'Psychiatrie, déi am Suicide méi vu perséinlechen Erfahrungen, der perséinlecher Geschicht an individuellen Dispositiounen ausgaange sinn.

Haut féiert natierlech kee Wee laanscht all déi Erkenntnisser an Erklärungsmodeller aus der Vergaangenheet, fir de komplexe Phenomeen ze verstoen, adequat domat ëmzegoen a beschtefalls natierlech ze verhënneren.

Froe wéi déi vun der Fräiheet vum erwuessene Mënsch, fir sengem Liewen autonom en Enn ze setzen, wann en dat fir richteg hält, gi bei dësem Thema oft an d'Spill bruecht, stinn awer haut net zur Diskussioun. Et geet jo villméi ëm d'Strategie, déi d'Regierung verfollegt, fir vill perséinlech Dramen, Schicksalsschléi an haart Épreuven ze verhënneren.

Schonn eleng aus deem Grond, Madame Minister, sti mer voll a ganz hannert deem Preventiounsplang, dee mer presentéiert kritt hunn an Ärer ausféierlecher Dokumentatioun, an ënnerstëtzen natierlech och all weidere Schrëtt an dës Richtung! 77 Spezialiste sinn um Plang bedeelegt, wat eng gutt grouss Zuel ass, wou ech mengen, dass vill Kompetenzen zesummekommen.

Är Fro, Madame Minister, ob de Käschtepunkt vun enger Millioun fir eis tragbar ass a fënnef Joer, beäntwerte mir net nëmme mat Jo, mir froen eis souguer, ob eng Millioun eigentlech duergeet, wann ee ganz déif gräifend Schrëtt wëllt ënnerhuelen, déi mënschlech Ressourcen zur Verfügung wëllt stellen, déi nach gebraucht ginn, fir weiderzefueren an eng positiv Richtung. Natierlech betrëfft dat dann net nëmmen d'Gesondheetspolitik, mä och d'Familljen-, d'Schoul- an d'Beschäftegungspolitik.

Ech kommen dorop zréck, wéilt awer fir d'Éischt betounen, dass säit dem Joer 2005 eng ganz Rei positiv Akzenter gesat gi sinn an dass innerhalb vum nationale Preventiounsplang och wierklech gutt Aarbecht geleescht gëtt - dofir de Mataarbechter vum ganze Betrib e grousse Merci! -, sief et mat den Initiativen, déi um politeschen Niveau ergraff gi sinn, wéi zum Beispill bei der Kreatioun vum Comité interministériel, dee ganzer sechs Ministèrë regruppéiert an natierlech och do d'Kompetenze bündelt, sief et awer och mat der Initiativ vun der Mise en place vum Internetsite prevention-suicide.lu, deen de Betraffenen eng ganz Panoplie vun Hëllefstellungen ubitt an deen donieft awer och wichteg Informatioune liwwert, wéi zum Beispill a puncto medial Berichterstattung, vun där elo nach kee geschwat huet.

De Medie kënnt an der Berichterstattung eng ganz grouss Verantwortung zou. D'Madame Minister huet d'Zeitungen erwähnt, et ginn nach aner Medien. Entweder riskéieren d'Medien, weider Suiciden auszeléisen, oder se droen dozou bäi, weider Suiciden ze verhënneren, jee nodeem, ob d'Berichterstattung Ausweeër opzeechent oder awer op eng Fatalitéit oder e grousst Ereegnis, wat e gewëssenen Zauber ausléist bei de Leit, hiweist.

Informatioune wéi dës, déi um Site stinn, sinn natierlech wichteg, fir e kritescht Bewosstsäin am Ëmgang mat de Medien ze schafen. Ëmsou méi, well ëmmer méi Leit mat de Medien ëmginn, wat déi jonk Generatioun betrëfft. Dat gesot, wéilt ech da méi generell op déi eenzel Themebléck agoen, déi Der an Ärem Dokument opgewisen hutt, an natierlech Handlungspisten dozou opweisen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis gëtt et an Zukunft ee groussen Défi, dee läit ganz kloer bei deene Jéngsten, well et ass do, wou een d'Problemer un der Wuerzel ze pake kritt. Och wann d'Gesondheetsförderung an d'Preventioun och scho bei de Kanner generell grousságeschriwwe ginn, esou bleift nach ëmmer Sputt, fir et besser ze maachen, ouni dass mer d'Rad an allen Hinsichte mussen nei erfannen.

En éischten, fir eis ganz wichtege Schrëtt besteet am Ausbau vun der primärer Berodung a vun der Hëllefstellung fir d'Elteren als éischt Bezuchspersoune vum Kand.

Et ass gewosst, dass Kanner, déi am jéngsten Alter eng emotionell Stabilitéit opbauen, herno op feste Been am Liewe stinn an d'Fäegkeet zur Resilienz schonn am fréien Alter entwéckelen. Si kënne vill besser mat Schicksalsschléi a mat belaaschtende Situatiounen ëmgoe wéi déi Kanner, déi opgrond vu feelende Bindungen an onverlässleche Bezuchspersoune psychesch labil ginn a beim éischte Problem kapituléieren oder awer an e Suchtverhale flüchten, wat eigentlech och eng Zort vu Suicide ass, just een, deen net direkt erkennbar ass, mä och d'Suchtverhalen ass eng Aart „sech selwer doutmaachen". Dat muss een och vläicht eng Kéier erkennen. Et ginn och Interferenzen tëschent dem Suicide an der Sucht, wou ee weess, dass suchtgefährdet Leit oder süchteg Leit vill méi séier an engem Suicide endegen.

Emotionell Stabilitéit entsteet natierlech net vum selwen. Et ass dowéinst an eisen Aen extrem wichteg, d'Eltere konsequent an hirer Erzéiungsaufgab ze ënnerstëtzen an hinnen am beschte scho virun der Gebuert vun engem Kand, an natierlech och an de Joren duerno, e gewëssene pädagogesche Bagage mat op de Wee ze ginn. E Bagage, dee fir hir Kanner eigentlech liewenswichteg ka sinn. Ech denken u Konzepter wéi déi, déi et scho ginn: D'Fondatioun Kannerschlass huet een an d'Liewe geruff, oder och d'Initiativ Liewensufank, déi jonk Eltere ganz fréi kontaktéieren. Mir sinn der Meenung, dass esou Modeller kéinte flächendeckend ausgebaut ginn, natierlech mat staatlecher Ënnerstëtzung.

Den zweete wichtege Schrëtt gesi mir dann an der Reform vun der Psychiatrie, vun där scho vill geschwat ginn ass, an och am Ausbau vu psychiatreschen a psychotherapeutesche Servicer fir Kanner a Jugendlecher, dann awer och am Ausbau vu méi informelle psychologeschen Ulafstellen. Momentan ass et jo nach ëmmer esou, dass eng ganz Rei Jonker am Fall vu psychesche Problemer am Ausland behandelt ginn an op déi Manéier de Kontakt zu hirem sozialen Ëmfeld hei am Land verléieren, och zu hirer Famill.

Et feelt hei am Land u professioneller Hëllef an et feelt un den néidege Strukturen. Woubäi ech awer wëll betounen, dass et am stationäre Beräich wierklech ufänkt, biergop ze goe mat deene Modeller, déi um Kierchberg respektiv am CHL geschafe gi sinn. Ech denken, am Kader vun der Psychiatriereform kënnen do nach Fortschrëtter gemaach ginn - well ee weess, dass d'Waardezäite laang sinn, an all Dag kann en Dag ze vill sinn!

Eng Chance gesi mer natierlech och am Gesetz iwwert d'Psychotherapie, wat deemnächst wäert hei an der Chamber diskutéiert ginn a wou ech wéilt betounen, dass déi zweet Phas - soe mer, wann et bis en place ass - drop erausleeft, dass e Remboursement wäert stattfannen, wat besonnesch begréissenswäert ass, well dee Moment Schichte kënnen erreecht ginn, déi virdrun net erreecht konnte ginn, well se sech verschidde Servicer einfach net konnte leeschten.

Ech denken, dat wäert eng Plus-value ginn, haaptsächlech och fir Leit aus niddrege soziale Schichten, déi net déi néideg Mëttelen hunn, fir esou kompetent Servicer ëmmer an Usproch ze huelen, wa kee Remboursement stattfënnt.

Donieft wéilt ech och e Wuert verléieren iwwert déi virtuell an telefonesch Ulafstellen, déi eigentlech menger Meenung no och méi professionell a finanziell opgerüst misste ginn an och mat anere Servicer vernetzt ginn. Et war kierzlech e klengen Artikel am „Lëtzebuerger Wort", wou en Opruff stattfonnt huet, fir Bénévoller nach ze rekrutéieren. Wann een da weess, dass tëschent der Grënnung vum Kanner- a Jugendtëlefon am Joer 1992 an dem Dezember 2013 ganzer 16.442 Jonker iwwer Tëlefon no Hëllef gesicht hunn, da staunt een. Da weess een

awer och, wéi grouss d'Tragweit vun esou Servicer ass.

Dass lauter éirenamtlech Mataarbechter do täteg sinn, ass natierlech e gutt Zeechen, well ee gesäit, dass et nach ëmmer Leit ginn, déi sech fir d'Gesellschaft engagéieren. Trotzdeem si mer der Meenung, dass esou Helplinen och mat professionellem a rémunéréiertem Personal verstäerkt musse ginn, well et nëmmen da méiglech ass, en Déngscht 24 Stonnen op 24 ofzedecken, an net just e puer Stonnen am Dag - den Här Bauler ass och drop agaangen. Bei SOS Détresse ass et net anescht.

Ech kéim da bei en drëtte Schrëtt, dee mer eis virstellen. E besteet an der Erweiderung vun de Synergien tëschent der Santé an der Éducation nationale, wou et erëm eng Kéier ëm de Comité interministériel geet, deen déi ganz Synergië jo soll begleeden. Grad eben am alldeegleche Liewensëmfeld vun der Schoul a vun de paraschouleschen Infrastrukture muss et méiglech ginn, méi schnell an och méi geziilt op d'Verhalensopfällegkeete vun de Kanner ze reagéieren, wéi dat bis elo méiglech ass.

Dat bedeit natierlech, dass d'Personal vun de Schoulen, d'Enseignanten eng gewësse psychologesch Grondausbildung kréien. Et kann een awer net verlaangen, dass d'Enseignanten och als Psychologe schaffen. Hire Beruff ass en aneren an hir Missioun ass éischter éducativer Natur. Dofir si mer der Meenung, dass och psychologesch a psychosozial ausgebilte Leit hei mussen zur Hëllef gezu ginn.

Ech gesinn awer och eng Perspektiv an der Schoulmedezin, der Médecine scolaire. Bis haut besteet d'Aufgab vun där Schoulmedezin jo eigentlech doran, d'Kanner a regelméissegen Ofständ op kierperlech Problemer oder Risiken hin ze ënnersichen, während hir mental Gesondheet eigentlech oft nëmme marginal gekuckt gëtt oder richteg ze kuerz kënnt, soudass iwwerhaapt net op déi éischt Alarmzeeche ka reagéiert ginn.

Mir sinn der Meenung doweinst, dass d'Roll vun der Médecine scolaire mat psychologeschem a psychosozialem Fachpersonal muss verstäerkt ginn, déi dann awer och mat den Équipes multiprofessionnelles a mat der Commission d'inclusion scolaire, déi fir all Schoul zoustänneg ass, déi regional opgestallt ass, déi néideg Therapie an d'Wee leede kann - natierlech u spezialiséiert Servicer weiderleeden, an net, wann et ze spéit ass!

Wéi wichteg dass eigentlech déi fréi Erkenntnisser sinn an déi fréi Reaktiounen op Verhalensopfällegkeeten, gëtt an internationalen Etüde bewisen. Eng éisträichesch Etüd vu Wien huet erginn, dass 90% vun de Jugendlechen a jonken Erwuessenen, déi Suicide begaangen hunn, schonn an der Grondschoul verhalensopfälleg waren, ouni dass no enger Ursaach fir hiert Verhale gesicht ginn ass an deemno souwisou och keng Behandlung konnt stattfannen.

Op där anerer Säit geet et awer natierlech an de Schoulen och drëm, déi Jugendlech an d'Kanner während hirer Schoulzäit ze léieren, wéi Konflikter ze erkenne sinn, an ze kläre sinn natierlech, am Grupp oder individuell, a wéi ee mat Krisen, Depressiounen a Suicideproblemer ëmgoe kann. D'Thema soll net tabuiséiert ginn, och net scho bei deene Jéngsten. Et muss driwwer geschwat ginn, fir dass et erkannt gëtt a fir dass déi Jonk sech bewosst ginn, wat et heescht.

Ech verweisen an deem Kontext op d'Plans de réussite scolaire, déi souwisou an all Schoul opgestallt ginn, an och op d'Schoulcharten, déi jo eigentlech Wäerter solle vermëttelen a wou ech mer kéint virstellen, dass Suicidepreventiounsprogrammer och an déi Chartë kéinten afléissen, mam Zil natierlech, Erfahrungen um nationalen Niveau ze sammelen, um Ministère zesummenzebréngen oder einfach och an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg, déi e Pilotprojet an deem do Beräich kéinte mat begleeden.

Eng ähnlech Approche kéint ech mer och fir d'Lycéeë virstellen, wou, wéi den Här Bauler gesot huet, et och méiglech wär, den Enseignantë schonn am Stage en Thema mat op de Wee ze ginn, wat se kéinten am Kontext vun der Suicidepreventioun behandelen.

Ech wéilt awer dann net nëmme bei de Kanner a bei de Jugendleche stoe bleiwen, mä och e Wuert zu den Erwuessene soen, a ganz speziell zu deenen Erwuessenen, déi an der Aarbechtswelt aktiv sinn, als eent vun den Tätegkeetsfelder och, déi vum Comité interministériel begleet ginn. Virun zwee Joer, den 10. Oktober 2012, zoufällegerweis um Weltdag vun der psychescher Gesondheet, huet op dëser Plaz an der Chamber eng Orientéierungsdebatt stattfonnt iwwert de Bien-être au travail. Ech wéilt kuerz op déi zréckkommen.

Et ass gesot ginn, dass d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz, d'Aarbechtskonditiounen an d'Aarbechtskultur oder d'Aarbechtsklima beim Schutz viru psychesche Krankheeten eng wichteg Roll spillen. Dat huet all Säit ënnerstrach. An ech denken, et zielt gradesou fir dës Debatt. Et ass deemools bestätegt ginn, dass 70% vun de Mënschen, déi un enger mentaler Krankheet leiden, am Aarbechtsprozess stinn an dass souwuel de Risiko vun der Aarbechtslosegkeet wéi och dee vum héije Leeschtungsdrock ëmmer méi Leit an eng Depressioun oder an e Burn-out-Syndrom dreiwen.

Et wär naiv ze mengen natierlech, mat engem Plan national «Prévention suicide» wär dës Entwécklung an de Gréff ze kréien, well et sech jo hei ëm en Zesummespill handelt tëschent ekonomeschen, sozialen, aarbechtsrechtlechen a psychologesche Facteuren. An awer si mer der Meenung, dass dem Aspekt vum Bien-être au travail am Kontext vun der Preventioun vum Suicide eng ganz entscheedend Roll zoukënnt. Emsou méi, well déi meescht Laangzäiterkrankungen net op kierperlech Stéierungen zréckzeféiere sinn, mä op mental Problemer, déi fréier oder spéider an engem Däiwelskrees landen.

Eng wichteg Pist gesi mer beim Ausbau vun der Aarbechtspsychologie an de Betriber oder eben och an den éffentleche Verwaltungen. D'Aarbechtspsychologie ass am Ausland méi wäit entwéckelt wéi bei eis. Mir mengen, dass mer do e groussen Nohuelbedarf hunn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madame Lorsché...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Engersäits kënnen d'Aarbechts- an d'Betribspsychologen als direkt Uspriechpartner fir d'Personal agesat ginn an am Fall vu Konflikter eng Vermëttlungsroll spillen. Anerersäits kënne se awer och engem Décisiounsträger berodend zur Säit stoen, wann et ëm optimal Aarbechtsorganisatioun geet, ëm e bessert Aarbechtsklima oder eben ëm eng optimal Gestioun vun de Ressources humaines, déi jo awer an de Verwaltunge ganz vill am Mëttelpunkt steet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madame Lorsché, wäert Der esou gentil, esou lues zum Schluss ze kommen?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech si ganz gläich fäerdeg, Madame Presidentin.

E grousse Problem, deen ech awer nach wéilt ervirhiewen, ass dee vum Harcèlement moral, an anere Wierder, dem Mobbing. Am Géigesaz zu klassesche Konflikter ass de Mobbing en extrem perfide Prozess eigentlech, deen op enger Täter-Affer-Konstellatioun opbaut an heefeg mam Ausscheeden aus dem Aarbechtsprozess endegt. Offiziellen Zuelen no gi ganzer 9% bis 10% vun de Salariéen Affer vu Mobbing. Dat sinn iwwer 11.000 Fäll am Joer. 52% vun deenen Affer gi wéinst Depressioune krankgeschriwwen, feelen an der Moyenne 37 Deeg am Joer a gehéieren zu den héchst suicidegefährdete Leit.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Fir deem entgéintzewierken, war ech schonn am Joer 2013 der Meenung, dass Lëtzebuerg sech an der Preventioun vum Mobbing un der belscher Législatioun vun 1996 sollt inspiréieren.

(Coup de cloche de la présidence)

Madame Presidentin,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass elo den Här President...

(Hilarité)

...an den Här President...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir hat mer virdru versprach, eng Minutt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä Dir sidd der elo schonn zwou driwwer an Dir misst elo ganz schnell zur Konklusioun kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech maachen dat elo!

Ech wéilt just nach op déi belsch Gesetzgebung hiweisen, déi eigentlech a puncto Mobbing obligatoresch Moossname virschreift, während mir eigentlech just vu gudden Intentiounen ausginn. Et war och bei där Orientéierungsdebatt hei virgeschloe ginn, e Gesetz auszeschaffen iwwert den Harcèlement moral an d'Violence au travail, wat awer leider keng Suite kritt huet. Ech denken, dësen Débat wär d'Geleeënheet, nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen. Eng Commission de harcèlement kritt net all Fall erfaasst a kann och net all Problem léisen.

Domat kéim ech zum Schluss, Här President, net well ech näischt méi ze soen hätt, mä meng Zäit ass ofgelaf - verstitt dat net falsch!

(Hilarité)

Ech hoffen, an deem Sënn e klenge Bäitrag geleescht ze hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hu guer näischt gesot, Madame Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien! Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann hätt d'Wuert den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vun der ADR wéilt ech och der Regierung Merci soen, datt mer dës Debatt haut kënne féieren. Déi Iddi, fir esou e Plang opzestellen, ass op jidde Fall richteg an Dir hutt eis Ënnerstëtzung dobäi, Madame Minister, fir e gudde Plang opzestellen, deen och ville Leit hoffentlech hëlleft.

Ech hu mer e puer Bemierkungen an der Debatt opgeschriwwe vu Virriedner, op déi ech awer wëll agoen, ier ech un d'Problematik kommen, just fir e bëssen ze reagéieren. Et stellt sech vläicht, wa mer iwwert de Suicide schwätzen, och e bëssen de Problem vun der Kohärenz vun der Politik tëschent deem, wat d'Regierung hei wëllt - d'Suicidë verhënneren - an deem, wat se an anere Politikberäicher mécht, wou awer kënnen Tendenzen entstoen, déi d'Leit destabiliséieren. Ech wëll e puer Beispiller nennen an ech fänke vläicht u mat engem Kommentar, deen d'Madame Hemmen gemaach huet iwwert d'Fräiheet bei esou Décisiounen.

Ech géif soen: De Fräiheetsbegréff däerf een net iwwerstrapazéieren. Wat huet e Mënsch fir eng Fräiheet, wann en net all Optioune kennt, déi him an enger bestëmmter schwéierer Situatioun gebuede ginn? Ech mengen, dat ass emol dat Alleréischt. Ass dat net e ganz relative Fräiheetsbegréff? A wat ass d'Fräiheet wäert, wann een zum Beispill an enger Krisesituatioun ass oder e Schock kritt huet duerch eng ganz schlecht medezinesch Diagnos oder duerch iergendwéi en anere Liewensëmstand? Kann een dann nach an esou enger Situatioun iwwerhaapt vun enger fräier Décisioun schwätzen? Ech soen do: nee! Ech géif also dofir och do net vun engem „Fräidoud" schwätzen, wann eng Décisioun an esou enger schwiereger Situatioun geholl gëtt. Et ass eng ageschränkte Fräiheet.

Mir mussen och wëssen, an dat ass och eppes anescht, wat elo gesot ginn ass, och vun der Madame Lorsché - ech hu mer dat opgeschriwwen -, datt si seet: Et ass wichteg scho fir Kanner am klengen Alter, datt se Bindungen opbauen zu hiren Elteren. Emotional Stabilitéit wär ganz wichteg. Ech kann Iech nëmme recht ginn. Firwat mécht dës Regierung dann eng Politik - wou et eigentlech drëms geet, d'Familljen drun ze hënneren, fir d'Kanner ze erzéien -, fir d'Kanner an d'Crèchen ze ginn?

(Protestations)

Nee! Ma nee, dann iwwerleet! Ech mengen, Dir sot, engersäits ass et wichteg, datt se bei den Eltere sinn, fir déi Stabilitéit opzebauen, an op där anerer Säit maacht Der gär eng Politik, wou dat eben net méi soll méiglech sinn an d'Kanner direkt a Crèchë ginn. Ech wëll Iech soen, datt a Schweden, an engem Land, wou se praktesch alleguer a Crèchë ginn, well do scho laang eng Politik gemaach gëtt wéi déi, déi Dir hei wëllt maachen, do ass d'Kannerselbstmordrat zéngmol méi héich wéi an Däitschland, wou awer nach déi meescht Kanner bei hire Familljen opwuessen. Ech mengen, dat si Considératiounen, déi ee muss kucken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Kartheiser, erlaabt Der, dass d'Madame Brasseur Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann ech d'Zäit kréien…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Selbstverständlech, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wollt dem Här Kartheiser d'Fro stellen, ob en der Meenung ass, dass eng Fra oder e Mann, déi schaffen an hir Kanner dofir an eng Crèche ginn a sech par ailleurs awer och ëm d'Kannererzéiung këmmeren, dass déi responsabel wieren - wann ech e richteg verstanen hunn - un der Suiciderat. Mir hunn eng Partie Dammen heibannen, déi Mamm sinn an déi engagéiert sinn. Ech kucken do d'Madame Arendt vis-à-vis, déi wierklech zwee kleng Kanner erzitt a beruffstäteg ass. Sidd Dir der Meenung - a si huet dat vun Ufank u gemaach als Deputéiert -, dass si keng gutt Mamm ass, well hir Kanner an enger Crèche woren?

(Interruption)

Ech mengen, et muss ee ganz gutt oppassen, well Leit, déi hir Kanner an eng Crèche ginn, well se beruffstäteg sinn, déi këmmere sech och ëm d'Éducatioun vun hire Kanner!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also éischtens, Madame Brasseur, soen ech Iech Merci fir déi Fro. Mä Är Fro war ganz kuerz am Ufank an duerno hutt Der mir e Procès d'intention gemaach opgrond vu Saachen,…

(Protestations)

Une voix.- Oh wéi pipeg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …déi ech weder géigeniwwer iergendenger perséinlecher Kolleegin hei gesot hunn nach esou gemengt hunn. Wat ech gemaach hunn, dat ass, eng gréng Deputéiert hei ze zitéieren, déi d'Wichtegkeet vun der Erzéiung bei den Elteren a vun emotionaler Stabilitéit selwer ënnerstrach huet. Ech hu gesot, dat ass richteg, an ech hunn op e Widdersproch an der Regierungspolitik higewisen, eng Regierungspolitik, déi Dir ënnerstëtzt, déi ebe just dat wëllt verhënneren oder op jidde Fall de Choix vun de Leit wëllt ewechhuelen, well se finanziell net méi d'Mëttele kréien, fir dat ze maachen. Dat ass d'Realitéit! An dat hunn ech gesot an net der Madame Arendt oder soss iergendengem hei gesot, wéi se sollen hir Kanner erzéien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Arendt huet gefrot, ob se Iech däerf eng Fro stellen. Selbstverständlech gëllt dat mat der Zäit och.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass ganz…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da géif ech awer mengen, dass mer…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Fait personnel. Ech wëll reagéieren op dat, wat d'Madame Brasseur gesot huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Fait personnel kritt Der dann herno.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Herno?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Kann ech dorobber äntweren?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, op…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Op dat, wat d'Madame Brasseur gesot huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Normalerweis maache mer keen Dialog.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ganz kuerz, Madame Brasseur. Ech wollt Iech just soen: Ech sinn zwar beruffstäteg, mä meng Kanner waren nach keen een Dag an der Crèche. Mir hunn eis nämlech esou an der Koppel agedeelt, datt, wann ech schaffen, mäi Mann doheem ass (veuillez lire: doheem bei de Kanner bleift).

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat war just eng Kloerstellung. An ech géif elo…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- …d'Éducatioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee, ech géif Iech elo bieden…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech sinn och erwähnt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …de Riedner weiderschwätzen ze loossen. A wann een e Fait personnel herno wëllt invoquéieren, kann en dat selbstverständlech maachen. Mä loosst elo wann ech gelift de Riedner schwätzen a keen aneren huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech Merci, Här President. Ech wëll nach op weider Saachen agoen, just fir op d'Virriedner do ze reagéieren. E puer Virriedner hu gesot: Suchtverhalen. Do soen ech: Jo, dat ass selbstverständlech e Problem. Mir hunn e Suchtverhalen zum Beispill bei Lotterien. An niewebäi bemierkt wär et ganz gutt, wa mir hei am Land och eppes géifen aféieren, wat et am Ausland scho gëtt, nämlech och bei de Lotterievérkafsstelle Warnungen unzebréngen, fir d'Leit virun eventuelle Suchtgeforen ze warnen. Et ass vläicht keng grouss Hëllef, mä ëmmerhi besser wéi näischt.

Mä e grousse Suchtproblem läit natierlech am Konsum vun Drogen. Wann dat elo hei unerkannt gëtt als eng Gefor, da soen ech: Firwat ass et méiglech, datt verschiddener vun de Jugendorganisatioune vu Parteien, déi hei-

banne vertruede sinn, elo eng Liberaliséierung vum Cannabis undenken, also eigentlech tendenziell de Problem vum Suchtzougang nach vergréisseren? Hei ass et identifizéiert als e Problem. Firwat soll dat op där anerer Säit da liberaliséiert ginn? Och dat ass schwéier nozevollzéien.

Et ass och nach - fir dat och nach ze soen - vun der Madame Hemmen gesot ginn, an ech ginn hir och recht, datt déi Problemer, déi am meeschte wuessen - ech weess et net méi wuertwiertlech; Dir kënnt mech do gär korrigéieren, Madame Hemmen - an déi sech am längsten halen, déi wieren, iwwert déi net geschwat gëtt. Och do ginn ech Iech recht. Firwat gitt Der dann hin an der Ofdreiwungsreform an Dir huelt déi zweet Consultatioun ewech, wou Problemer, wéi zum Beispill Postofdreiwungstraumata, kéinten ugeschwat ginn, déi soss néierens ugeschwat ginn, a wou Der dann déi Fraen, déi eventuell an esou eng Situatioun kommen, mat där Problematik eleng loosst?

Ech mengen, wat hei muss ugeschwat ginn, dat ass eng Kohärenz tëschent deem, wat Der engersäits als richteg Diagnos nennt vu méigleche Causë vum Suicide, an op där anerer Säit enger Politik am Familljeberäich, am Gesondheetsberäich, an der Ofdreiwung oder enger Suchtpolitik, déi awer a Kontradiktioun steet oder potenziell a Kontradiktioun steet zu deem, wat Der hei fuerdert.

Fir elo op déi eigentlech Diskussioun hei anzegoen, wëll ech op jidde Fall emol ufänken an e Merci lassginn, e wichtege Merci un all déi, déi um Terrain sinn an déi an extrem schwierege Situatioune sinn - Pompjeeën a Police, déi op eng Plaz kommen -, oder Familljememberen, Kanner, déi ee fannen, dee sech suicidéiert huet. Et ass eng traumatesch Situatioun fir déi, an och déi brauche selbstverständlech e Suivi. A mir ënnerstëtzen och dat, wat vun aneren hei gesot ginn ass, fir e Service 24 Stonnen op 24 unzebidden, 7 Deeg op 7, fir eng Ulafstell ze hu fir Leit, déi ebe suicidegefährdet sinn. Et sinn esou vill Bénévoller, esou vill Organisatiounen - Omega 90, d'Vernetzungsinitiativ, Geeschtlecher an der Kierch, Bénévoller a verschiddenen Associatiounen -, déi sech engagéiere fir déi Leit, an all deene gehéiert natierlech eise Merci.

Wat soll de Stat maachen? De Stat huet eng Rei Aufgaben, éischtens, an der psychologescher a psychiatrescher Betreiung. Better an der Jugendpsychiatrie oder Psychiatrie allgemeng, Waardezäite bei de Psychiateren: Alles dat si Saachen, déi schonn ugeschwat gi sinn, déi extrem wichteg sinn an och an de Plan hospitalier, Madame Minister, missten afléissen. Och do ass eng Fro vu Kohärenz tëschent Ärer Spidolsplanung an hei och regionalen Uschwätzzentre fir Suicidegefährdeter. Dat sinn alles wichteg Aspekter. Well mer d'Chance hunn, elo op deem Plan hospitalier ze schaffen, sollt och do eng Koordinéierung gemaach ginn.

Dann ass e Suivi ganz wichteg. Et muss ee kucke mat deene Leit, déi wierklech hospitaliséiert ginn, zum Beispill, oder an enger medezinescher Struktur sinn, an déi eng Tentative gemaach hunn, fir deenen hir Problemer och ewechzehuelen. Et kann een net, an dat ass och gesot ginn, alles op eng medezinesch Problematik reduzéieren, mä déi Leit hunn dacks konkret Suergen - Iwwerschëldung oder aner Saachen, familiär Situatiounen -, déi se iwwerhaapt eréischt an déi Situatioun gefouert hunn. An et ass wichteg, iwwer Assistant-sociallen an anerer ze probéieren, wierklech de Problem mat ze léisen, souwäit dat geet, amplaz dann nëmmen op eng medikamentös Léisung ze setzen; déi ass wichteg, awer eleng geet se natierlech net duer.

Bei de Statistiken ass et och ganz wichteg, datt mer d'Ursaachen oder d'Situatioune mat erfaassen. Dir hutt schonn iwwer Problemer geschwat, fir eng Mann/Fra-Katalogiséierung oder -Kategoriséierung do ze kréien, oder eng no Altersstrukturen, wou nëmme Laangzäit-Statistike gëllen. Et wär awer och interessant, fir zum Beispill ze wëssen: Wéi ass de familiären Hannergrond? Mir hunn de Problem vu Pappen a Scheedungssituatiounen, well se hir Kanner net kënne gesinn, wou Trennungssituatioune sinn, déi do och eventuell a suicidaire Situatiounen erakommen. Och do wär et wichteg, fir déi Phenomeener emol ze erfaassen.

Mir kënnen net all Suicide verhënneren; dat ass ganz sécher. Mir kënnen awer an der Politik eng ganz Rei Moossnamen huelen, fir Gesetzer ze maachen, déi d'Situatioun net nach verschlëmmeren! Dat ass eben eng Aufgab vum Stat, fir gerecht Gesetzer ze maachen, wou d'Leit net nach d'Problemer verschäerft kréien, an déi se kommen.

Mir mussen och oppassen an de Betriber zum Beispill, datt do keng Zoustänn entstinn, wou d'Leit wierklech extrem suicidegefährdet ginn. Virun e puer Joer war a Frankräich - ech wëll elo kee Betrib nennen, well ech mer net méi ganz sécher sinn, wéi een et war - e Betrib, wou an zwee Joer 28 Leit Selbstmord gemaach hunn, einfach wéinst den Aarbechtskonditiounen, déi se do fonnt hunn.

Mir hu Leit, eeler Leit, déi isoléiert sinn, déi keng Familljememberе méi hunn. Et ass wichteg fir d'Gemengen, fir d'Paren, fir och do kënnen erauszefannen: Wat kënne mer maachen, fir eelere Leit Gespréichspartner unzebidden oder Hëllef, datt se net an eng Isolatioun erakommen, aus där se mengen, se kéimen nëmmen nach duerch de Selbstmord eraus?

Och ass et wichteg, d'Palliativmedezin ze propagéieren - mir hunn haut nach net doriwwer geschwat -, an et ass eng vu menge Virriednerinnen, déi vun amerikanesche Studie geschwat huet. Ech wëll eng nennen aus dem Oregon, wou iwwer Euthanasie gefuerscht ginn ass, wou d'Halschent vun deene Leit, déi op dee Wee wëlle goen, dat maachen, well se mengen, si géifen aneren zur Laascht falen, wa se net géife Selbstmord iwwer Euthanasie maachen. Dat ass dach eng katastrophal Situatioun, wann ee bedenkt, datt dat wierklech eng Ursaach ass an engem groussen Ausmooss, déi d'Leit derzou féiert, op esou en dramatesche Wee ze goen, amplaz palliativ nach Méint kënnen ze liewen!

Ech gesinn d'Zäit; dat ass och vläicht duerch déi vill Froen, déi gestallt gi sinn, Här President. Wann Der mer e bëssen Zäit nach géift ginn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, ech stinn zu mengem Wuert. Dir kritt selbstverständlech déi Minutt vun den Énerbriechungen zur Verfügung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ma da wéilt ech och nach vläicht kuerz op de Prisong agoen an op d'Schoulen. Wësst Der, mir hu jo Suiciden am Prisong an am Prisong si jo och eng Rei Leit suicidegefährdet. An do sinn net déi richteg Méiglechkeeten, fir déi wierklech full-time ze iwwerwaachen, déi an esou enger Situatioun sinn. Do muss een iwwerleeën, och mat den Autoritéiten am Justizberäich, ob een déi Leit net an e Centre hospitalier an eng Prisongszell transferéiert, wou besser no hinne ka gekuckt ginn. Ech mengen, et ass fir e Stat net gutt, fir bei Leit, fir déi en esou eng grouss Verantwortung dréit wéi fir déi, déi e selwer aspäert, fir do mussen ze constatéieren, datt hir Sécherheet net ka garantéiert ginn.

An de Schoulen, huet den Här Bauler gesot, preventiv d'Léierpersonal ausbilden: Do huet en honnertprozenteg recht; dat kann een nëmmen ënnerstëtzen. Mä och hei fannen ech et wichteg, fir an engem Ethik- oder Reliounsunterrecht - dat ass och gesot ginn, obschonn den Usaz do anescht ass -, fir och do de Wäert vum Liewen ze betounen a fir eben eng Preventiounspolitik ze maachen.

De SPOS soll kënnen anonym besicht gi vu Kanner. Et ass allgemeng e Problem an de Schoulen, fir kënne méiglechst anonym un eng Vertrauenspersoun erunzekommen, mat där se kënnen diskutéieren. Et goufen Enquêtes du bien-être an de Schoule gemaach, mä och déi, obscho se um Pabeier anonym sinn, sinn et an der Wierklechkeet awer dacks net, well esou vill Detailfroe gestallt ginn, datt schlussendlech d'Anonymitéit vun de Kanner net garantéiert ass.

Et ass och gesot ginn, datt mer d'Kanner net sollte veronsécheren, datt et wichteg ass, hir Perséinlechkeet ze stäerken, schonn a ganz fréie Joren: Och dat ass richteg. Da soen ech awer och: Dës Regierung hëlt awer do déi falsch Initiativen doduerch, datt se zum Beispill hir sexuell Identitéit schonn a ganz fréie Jore wëllt hannerfroen, eben duerch eng fréi Sexualiséierung vun de Kanner. Dat ass eng falsch Politik. Dir hutt selwer gesot - ech mengen, et war d'Riednerin vun der LSAP -, datt een d'Perséinlechkeet muss stäerken, da kann een d'Kanner net a fréie Jore veronsécheren duerch eng aner Politik.

D'Wichtegkeet vun der Famill hat ech a mengen Ufanksbemierkungen ënnerstrach. D'Famill ass eng Plaz, wou d'Kanner Halt kréien, wou se eng Bezuchspersoun hunn, wou se an enger Mëttesstonn kënnen heemkommen, hir Problemer diskutéieren, individuell kënne betreit gi vun hiren Elteren. Dat ass eppes, wat bei all guddem Wëllen an enger Crèche bal net realisabel ass, wann d'Bezuchspersounen eng grouss Zuel vu Kanner hunn, ëm déi se sech gläichzäiteg musse këmmeren. Dat ass onendlech méi komplizéiert wéi an der Famill, déi awer do méi en enken a méi e vertrauensgeleeten Halt fir d'Kanner ka ginn.

D'Autorité parentale ass en anere wichtegen Aspekt. Wa Kanner an eng Psychiatrie ageliwwert ginn, wann e Problem besteet, da mussen d'Elteren…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, Dir misst elo esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech soen Iech Merci fir Ar Gedold, ech kommen dann och zum Schluss. Mä Dir verstitt, déi Begeeschterung, déi am Ufank war, do huet een dann e bësse missen drop äntweren.

Déi Autorité parentale ass eng ganz wichteg Saach. Wa Kanner an eng Psychiatrie kommen, da mussen d'Elteren och informéiert ginn doriwwer. Well wéi sollen d'Elteren hire Kanner hëllefen, wann et Phenomeener oder Problemer mat hire Kanner gëtt, iwwert déi si näischt gewuer ginn?

Dat waren e puer Saachen. Ech soen och nach ee leschte Saz, Här President - ech soen Iech Merci fir déi Zäit, déi Der mer ginn hutt: Wa mer iwwert de Rechtsstat schwätzen, a mir hunn dat haut nach eng Kéier um Ordre du jour, wa mer herno iwwer e Gesetz iwwert d'Finanzplaz diskutéieren, wou mer e Problem hu mam Droit de recours, sou hu mer hei am Land iwwert déi lescht Joren e Verfall vun der Rechtsstatkultur misse feststellen. An et ass wichteg, och fir Leit, déi mat der Justiz Problemer kréien, datt se ëmmer wëssen, datt hir Rechter vum éischten Ableck bis dee leschten Ableck voll garantéiert sinn. Et ass schued - an dat ass vläicht eng Diskussioun, déi mer och kënnen eng Kéier an der Chamber féieren -, datt et awer Tendenze ginn an eiser Kultur, déi d'Leit veronsécheren. An och dat kann eng Ursaach si vu Verzweiflung, wann ee mat der Justiz ze dinn huet a mengt, datt een an engem Prozess ass, wou een net all d'Chancen huet, déi engem zoustinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An eise leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech si frou, datt et e gesellschaftlecht Bewosstsi gëtt, dat d'Suicideproblematik an och hir Tragweit ëmmer méi wouerhëlt. Nodeem awer eng ganz Rei Virriedner op verschidden Aspekter agaange sinn, wëll ech eigentlech haaptsächlech nach op een Aspekt agoen, nämlech d'Problematik vum Suicide a wat dozou féiert an der Aarbechtswelt. An der Aarbechtswelt hu mer zu Lëtzebuerg knapp 390.000 Leit, déi all Dag schaffe ginn an déi vun där Problematik betraff sinn.

Ech wëll awer trotzdeem och all deene Strukturen, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn am Beräich vun der Suicidepreventioun an och vun der Prise en charge vu betraffene Familljememberen, Merci soen, well si ganz dacks op fräiwëlleger Basis eng immens wichteg Aarbecht maachen. Och e Merci dem Centre de prévention, deen eng wichteg Aarbecht mécht, wat d'Opklärung ugeet, wat d'Aus-der-Welt-Schafe vun enger Rei Mythen ugeet. Et ass wierklech derwäert, fir hiren Internetsite www.prevention-suicide.lu kucken ze goen a sech déi Argumenter, déi do stinn, zunotzen ze maachen. Mä et geet awer elo ganz kloer drëm, fir ee Schrack méi wäit ze goen an der Problematik.

Et ass och kloer: De Suicide kënnt net vun näischt; et sinn eng Rei Virriedner, déi drop higewisen hunn. An der Aarbechtswelt heescht dat haaptsächlech eng ganz Rei Facteuren: psychosozial Facteuren, Stress, Erschëpfung, Konflikter, Belaaschtung, Burn-out, Harcèlement sexuel, Harcèlement moral - also Mobbing - respektiv d'Kombinatioun vun all deene Saachen.

Et ass och schonn drop higewise ginn, datt och zu Lëtzebuerg 15% vun de Suiciden op Mobbing zréckzeféiere sinn. An et brauch een net déi extrem Beispiller ze kucke vun der Telekom an Däitschland, Télécom a Frankräich, wou sech heiansdo ganz vill Leit suicidéiert hu wéinst de Situatiounen op der Aarbechtsplaz, fir ze verstoen, datt d'Aarbechtskonditiounen an d'Aarbechtsorganisatioun eng wichteg Roll spillen.

Wat och gutt ass an nei ass, dat ass d'Versteesdemech an der Gesellschaft vun der Depressioun als solch, datt d'Depressiounen emol unerkannt ginn, datt emol versicht gëtt, se ze erkennen, an datt d'Depressiounen emol als solch behandelt ginn. An aus all deem ergëtt sech natierlech d'Noutwendegkeet vun enger Preventioun, an dat stëmmt och an der Aarbechtswelt.

Wat een och net däerf vergiessen, ass, datt vill Problemer doduerch entstinn, datt de Mënsch haaptsächlech ëmmer méi als Produktiounsfacteur ugesi gëtt, ëmmer méi wirtschaftlech rentabel muss sinn an ëmmer manner als Mënsch ugesi gëtt mat all senge Suergen, Ängschten, Erwaardungen, déi ee seriö muss huelen an déi ganz dacks net seriö genuch geholl ginn.

Ech wëll awer net just iwwert d'Situatioun an der Aarbechtswelt schwätzen; ech wëll, Madame Minister, eng ganz Rei konkret Propositiounen an deem Zesummenhang maachen, well dat ass jo de Sënn vun där Debatt hei.

Dat Éischt, wat ech wëll ervirsträichen, dat ass d'Noutwendegkeet, fir d'Aarbechtsmedezin ze stäerken. Eng vu menge Virriednerinnen huet op d'Noutwendegkeet vun der Schoulmedezin higewisen; ech ënnerstëtzen alles, wat se gesot huet. Um Niveau vun der Aarbechtsmedezin stëmmt dat nämlecht, grad am Beräich vun de psychosoziale Leiden a Problemer.

Mir hunn de Moment eng Situatioun, wou eis Aarbechtsmedezin zerstéckelt ass a sektoriell Servicer. An de Moment wier eigentlech do, fir hinzegoen an en nationale Service vun der Aarbechtsmedezin ze schafen, an net reng déi zerstéckelt Strukturen. Well dat géif nämlech erlaben, fir Kräften ze bündelen an och transversal esou Problematike wéi déi psychosozial Problemer op der Aarbechtsplaz preventiv besser en charge ze huelen.

En zweete Punkt, deen an der Aarbechtswelt immens wichteg ass, dat ass d'Fro vun der Opklärung - Opklärung fir jiddereen, deen an engem Betrib schafft -, awer och vun der Formatioun - Formatioun vu Personalvertrieder, awer och Formatioun vum Management op allen Ebenen. D'Personalvertrieder spillen eng wichteg Roll an der Preventioun, mä awer och an der Prise en charge vu Leit an hu ganz dacks keng Äntwert op Problemer, déi opgeworf ginn, well se ganz dacks net wëssen, datt dat awer Problemer sinn, déi och an hire Kompetenzberäich falen. De Problem um Niveau vum Management: datt déi sech ganz dacks net bewosst sinn, wéi eng Roll datt si spille fir d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, an och ganz dacks net wëssen, wéi se sech do sollen uleeën.

An deem Zesummenhang muss een och hiweisen op d'Konventioun, déi den 29. Juni 2009 iwwert den Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbechtsplaz ënnerschriwwe ginn ass an déi ënner anerem virgesäit, datt eigentlech an all Betrib - sief et am Betrib, sief et am Secteur - soll eng Prozedur opgestallt ginn, wéi ee Gewalt an Harcèlement am Betrib verhënnert.

Ech wëll hei e Beispill gi vun deem, wéi et ka funktionéieren, well ech selwer domadder betraff sinn, och als Personalvertrieder an als Gewerkschaftler gehollef hunn, dat an d'Wee ze leeden. Dat ass dat vun der Gemeng Lëtzebuerg, wou mer awer och op der Säit vun de politesche Verantwortlechen an och vun der Verwaltung Uspriechpartner fonnt hunn, fir dat op d'Been ze setzen.

Mir hunn eng Prozedur op d'Bee gesat, déi u sech, menger Meenung no, och beispillhaft ass, ka si fir aner Betriber, wou mer Uspriechpartner definéieren, ganz breet. Dat sinn d'Personalvertrieder, dat sinn d'Chefs de service, dat si Korrespondenten an de Betriber, déi genee wëssen, wéi se solle reagéieren, wa se mat engem Phenomeen vu Suicide oder Depressioun konfrontéiert ginn.

Mir hunn eng Kommissioun an d'Liewe geruff, wat eng paritéitesch Kommissioun ass, déi sech där Problematik unhëlt, souwuel preventiv wéi Prise en charge. Mir hunn eng Prozedur vu sechs Etappe virgesinn, vun: Wéi äntwerten ech engem, dee mat engem Problem kënnt, iwwer en Dossier opstellen, wann et noutwendeg ass, bis hin zu Sanktiounen oder organisatoreschen Ännerungen, wann et muss sinn. An dat alles onofhängeg vun a parallell zu der individueller Prise en charge vun engem, dee Problemer huet, well dat jo net onbedéngt nëmmen d'Aufgab vum Betrib ass.

An d'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi vill Betriber hunn esou eng Prozedur? An ech mengen, datt et einfach noutwendeg wier, datt all Betrib - oder sektoriell - esou eng Prozedur hätt, an déi Prozedur hei kéint een zum Beispill op de Gemengesecteur ausweiden. Mir hunn dem Syvicol dat och esou proposéiert gehat deemools an och anere Betriber. A mir konnten och virdru versécheren, et kéint ee sech och bei de Responsabele vun der Gemeng Lëtzebuerg doriwwer informéieren, wéi dat leeft.

Also, wéi gesot, déi Konventioun iwwert den Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbechtsplaz, déi misst onbedéngt bilanzéiert ginn an do misst een da Konklusiounen draus zéien, wéi een déi kéint weiderentwéckelen. An dee Bilan, dee soll am beschte mat der Regierung an och mat der Chamber gemaach ginn.

En zweete Punkt, wou ee muss eng Bilanz maachen a wou ee wierklech muss och op gesetzlecher Ebene reagéieren, dat ass d'Problematik vum Mobbing selwer, déi jo ganz dacks effektiv zu enger vun den Ursaache féiert, firwat datt

d'Leit sech an esou Situatioune befannen, datt se hirem Liewe wëllen en Enn setzen.

Mir hunn en Accord-cadre, Dir wësst et, deen iwwert de Mobbing, zwëschen dem OGB-L, dem LCGB an de Patronen, deen u sech de Mobbing relativ gutt definéiert. Mir hunn am Secteur public zu Lëtzebuerg am Statut, dat wësst Der och, souwuel eng Definitioun vum Mobbing, ee Verbuet vu Mobbing sexuel, moral, Harcèlement sexuel, Harcèlement moral, wéi och Prozeduren, wéi do ze reagéieren ass. Mä mir hunn awer zu Lëtzebuerg kee gesetzleche Kader fir de Mobbing am Privatsecteur. An et wier wierklech dréngend, datt dee gesetzleche Kader géif geschafe ginn.

Eng weider Propositioun ass déi vun de Personalvertrieder an de Betriber, sief et Personalvertrieder, sief et Délégués à la santé-sécurité, déi onbedéngt Formatioune brauchen. Et ass och falsch, fir ze mengen, wann een een am Betrib hätt, dee sech ëm déi Problematik bekëmmert, da wier de Problem geléist. Dat ass falsch! Et kann een d'Problematik net delegéieren un eng Persoun. Et muss en allgemengt Bewosstsin an de Betriber sinn, eng allgemeng Formatioun do sinn op allen Ebenen, fir sech der Problematik unzehuelen. Dat heescht awer net, datt d'Formatioun vun eenzelne Leit, zum Beispill vun de Personalvertrieder, net immens wichteg ass.

An do ass et och eng gewëssen Angscht, datt déi Spuermoossnamen, déi d'Regierung wëlles huet am Beräich vun der Subventioun fir d'Betriber fir d'Formatioun, a leschter Instanz dozou féieren, datt d'Betriber an Zukunft manner investéieren an d'Formatioun oder mindestens selwer wëllen décidéieren, a wat se investéieren, datt déi Formatiounen, déi nach gemaach ginn, grad déi sinn, déi dem Betrib direkt, produktivistesch eppes solle bréngen, an datt esou Saache wéi déi do och an de Plans individuels de formation, de Plans personnels de formation ewechfalen.

An dann e leschte Punkt, op deen ech wëll hiweisen, dat ass deen, datt et wierklech och Zäit géif ginn, fir am ëffentleche Secteur ze klären, wien dann elo zoustänneg ass fir d'Employés privés, déi bei de Gemengen, beim Stat schaffen. An dat stëmmt och, wat d'ITM ugeet, mä och, wat d'Santé au travail ugeet, wou dat eng relativ Onkloerheet ass an en Hin an Hier ass, wie sech ëm déi Leit bekëmmert - bei der ITM ass et bis haut nach ëmmer keen -, an déi Fro misst och gekläert ginn.

Ofschléissend wëll ech also soen, datt mer frou wieren, wann an deene sechs Achsen, déi am Plang hei ugedeit sinn, wou geschafft gëtt, wann do soit eng spezifesch Achs iwwert d'Aarbechtswelt kéint derbäikommen, wou déi Propositiounen do géifen diskutéiert ginn an och hoffentlech kéinte festgehale ginn, soit, datt et eng transversal Problematik wier - d'Aarbechtswelt duerch déi sechs Achsen -, déi dann awer spezifesch misst berücksichtegt ginn.

A mir hoffen och, datt, wat d'Ressourcen ugeet, d'Finanzen haaptsächlech, well et ass geschwat ginn, datt op ganz ville Plaze muss ausgebaut ginn... Ech wëll Iech just nach ee Beispill ginn, dat ass: Och d'Chambre des Salariés, déi hei schonn e puermol zitéiert ginn ass, huet eng Stressberodung, déi souwuel preventiv schafft, mä awer och individuell schafft. Déi kann déi Aarbecht net maachen, déi se am Fong geholl wëllt maachen a misst maachen, well se net genuch Ressourcen huet!

Also, mir mussen op villen Ebene Ressourcë stäerken. A wann dat verlaangt, datt de Budget méi héich misst sinn, dee virgesinn ass, hoffe mer, datt d'Regierung och déi Décisioun hëlt oder der Chamber proposéiert, fir dann déi Suen auszeginn, déi ee misst ausginn, fir dat ze maachen.Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet elo d'Gesondheetsministesch, fir op d'Suggestiounen ze reagéieren. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, Dir verzeit mer elo, wann ech net op all eenzel Suggestioun a Reflexioun, déi haut hei gemaach ginn ass, kann agoen. Mä ech hu mer awer ganz vill Notize gemaach an ech hu mer der och e puer matbruecht vun deenen, déi douewe sëtzen a sech och Notize gemaach hunn. A mir wäerten op alle Fall all déi vill gutt Suggestioune mat op de Wee huelen.

Mir huet et immens vill Freed gemaach, dass als Éischt emol d'Iddi vun engem nationale Suicidepreventiounsprogramm iwwerall, bei allen, déi hei an der Chamber vertruede sinn, ganz gutt ukomm ass. An ech mengen och, dass kee Wee derlaanschtféiert.

Wat mer och Freed gemaach huet, dat ass, dass mer konnte konstruktiv matenee schwätzen, dass déi Proposen, déi hei gemaach gi sinn, alleguerte geleet ware vun enger Verbesserung vun der Situatioun, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg hunn, och wa mer am internationale Verglach net esou schlecht dostinn. Mä, wéi et hei vu ville vun Iech gesot ginn ass, all eenzelne Mënsch, dee mer verléieren a wou mer awer am Hannerkapp ëmmer eis soen, mir hätten e vläicht kënne retten, ass et derwäert, dass mer eis déi Gedanken haut doriwwer maachen.

Dat Eenzegt, wat net richteg war, dat ass, dass mer hei in extremis deen Débat ugefrot hätten. Am Contraire, ech hat dee schonn de 7. Juli ugefrot, an ech hat och d'Chamberskommissioun schonn am Mee driwwer informéiert, dass deen Débat géif ugefrot ginn. An d'Tatsaach, dass muer eis national Gesondheetskonferenz ass, op déi ech Iech alleguerte ganz häerzlech wëll invitéieren, wou ënner anerem och de Suicide um Ordre du jour steet, ass ganz einfach eng Coïncidence. An ech wollt dem Chamberspresident Merci soen, dass hie mer et erméiglecht huet, dass ech deen Débat virdru konnt hei an der Chamber féieren. Well vläicht kënne schonn déi eng oder aner Suggestiounen, déi haut hei artikuléiert gi sinn, muer och an d'Diskussioune mat afléissen. Dofir sinn ech wierklech, wierklech dankbar!

Ech denken och, dass et richteg war, fir hei eng ganz breet Consultatiounsphas ze maachen, déi vläicht och e bësse méi laang gedauert huet. Dat war awer wierklech derwäert, dass wierklech hei sechs Ministèren zesummegeschafft hunn, dass mer Eescht gemaach hu mat deem, wat och dës Regierung ëmmer erëm ukënnegt: dass mer wëllen interministeriell zesummeschaffen. An ech mengen, hei waren ënnert mengem Virgänger wierklech déi richteg Jalone geluecht gi fir dësen nationale Plan suicide. Dat schéngt mer also ganz wichteg ze sinn. An net nëmmen déi sechs Ministèren hu gutt zesummegeschafft, mä mat allen Acteuren um Terrain ass geschafft ginn. An hinne wëll ech och e ganz grousse Merci soen!

Da kann ech och direkt eng kleng Remarque zum Budget maachen. Natierlech, wa mer hei vu plus ou moins enger Millioun op enger Lafdauer vun dräi, véier Joer schwätzen, da musse mer dat natierlech nach am Detail opstellen. Dat ass kee Budget, deen Der herno exklusiv wäert am Ministère de la Santé begéinen. Do wäerte mer eis dann och opdeelen ënner Ministèren. Et sinn och 1,25 ETPen, Psychologe virgesinn an deenen nächste Joren, wou mer souwuel de Centre d'intervention et de prévention wëlle stäerke wéi och den SOS Détresse, deen hei e puermol genannt ginn ass an deen ënnert der Tutelle vum Ministère de la Famille ass.

Dat sinn also Diskussiounen, déi nach ze féiere sinn, a mir wollten awer och déi Diskussiounen en connaissance de cause féieren an de Plang fir d'Éischt definitiv op de Pabeier bréngen an dann déi Consultatiounen tëscht de Ministèren, déi alleguerten um Terrain matgeschafft hunn, fir déi dann ze maachen.

Ech gräifen dat och op, wat ënner anerem d'Madame Andrich gesot huet, dass et wierklech wichteg ass, fir kloer Indicateuren ze hunn a propper Datebanken opzestellen. Mir schaffe jo dorunner, fir en Observatoire national de la santé ze kreéieren. En attendant probéiere mer natierlech, déi Datebanke schonn unzeleeën oder ze complétéieren, do wou se schonn do sinn. Ech gräifen och déi Proposen hei op. Zum Deel si se och schonn en place mat eise Centre-de-recherchen, virun allem dem CRP-Santé, wou scho wichteg Donnéeën do sinn. Awer och déi proposéiert Zesummenaarbecht mat der Universitéit Lëtzebuerg wëlle mer opgräifen, fir déi Datebanken opzestellen.

Ech deelen och d'Meenung vun all deenen, déi soen, dass et wichteg ass, déi eenzel Strukturen, déi mer schonn hunn, ënnereneen nach besser ze vernetzen a virun allem d'Koordinatioun um Terrain ze verbesseren. Déi therapeutesch Ketten, vun där Dir och geschwat hutt, Madame Andrich, dat ass wierklech ganz wichteg, an zwou vu sechs Achsen dréien nëmmen ëm déi dote Punkten. An dat ass a mengen Aen och ee vun de wichtegste Volete vun dësem Plan national.

Et ass och hei gesot ginn, dass déi eenzel Risikogruppen, zu deenen zum Beispill déi depressiv Mënsche gehéieren, dass déi propper encadréiert misste ginn an dass et heiansdo wierklech wuertwiertlech eng Fro vu Liewen an Doud wier, fir déi richteg Symptomer an déi éischt Signaler uerdentlech kënnen ze interpretéieren. Dat ass och eng Remarque, déi vun der Madame Hemmen gemaach ginn ass, och am Zesummenhang mat enger fréier Preventioun, déi mer musse maachen, och am Zesummenhang mat der Formatioun, op déi si insistéiert huet.

A virun allem och wëll ech dat ervirsträichen, wat si développéiert huet am Zesummenhang mat de Kanner, mat deene ganz Jonken. An et huet mech wierklech betraff gemaach, wéi si hei déi Reflexioun gefouert huet, déi si op eng Etüd baséiert huet, dass Kanner heiansdo bis op zéng verschidde Plazen uklappen a Signaler ginn, bis een hinnen iwwerhaapt uerdentlech nolauschtert! Dat huet mech wierklech betraff gemaach an, ech mengen, dat trëfft et och ganz gutt, dass mer heiansdo net nëmmen als Älteren, mä och als déi um Terrain, an de Spideeler, oder d'Dokteren oder d'Léierpersonal, dass mer wierklech déi Signaler mussen héieren, déi d'Kanner eis mat op de Wee ginn.

A ganz eescht huele mer och déi Reflexioune vun der Madame Hemmen iwwert de Cybermobbing. Ech denken, dat ass eng wichteg Reflexioun, déi nëmmen usazweis diskutéiert ginn ass, mä déi, mengen ech, awer méi ee grousse Stellewäert soll hunn.

Den Här Bauler huet och ganz recht, wou en dovunner geschwat huet, dass et wichteg ass, fir opzehalen ze stigmatiséieren. Doranner si mer als Gesellschaft ganz gutt a mir wëssen net ëmmer, wat mer domadder uriichten, a mir sollten eis wierklech net genéieren, fir an alle Liewenslagen, vu klenge Kanner un, de Mënschen d'Wäertschätzung mat op de Wee ze ginn, déi mir hinnen als Mënschen zoumoossen. Ech denken, dass dat ganz wichteg ass, an ech hunn dat ganz flott fonnt, déi Aart a Weis, wéi hien dat hei gesot huet.

Och déi Reflexiounen, déi hien eis ginn huet, fir méi cibléiert bei Risikogruppe virzegoen. Dat gräift jo dat op, wat ech och éinescht gesot hunn am Zesummenhang mat den Ausféierunge vun ënner anerem der Madame Andrich iwwert d'Depressiounen an och d'Erweiderung vun dem Plang mat konkreten Aktiounen, wat eis wierklech um Häerz läit.

E puer vun Iech hunn och hei d'Situatioun op der Aarbechtsplaz opgegraff an déi Etüd, déi gemaach ginn ass am Zesummenhang mat de Salariéen a wéi wierklech och Stress op der Aarbechtsplaz oder Mobbing oder och schwiereg Situatioune mat den Aarbechtskolleege kënnen dozou féieren, dass een an eng vun deene Risikogruppe kënnt. Ech wëll net elo déi eenzel Achsen nach eng Kéier hei oplëschten, well der vill vun Iech déi genannt hunn.

Gutt a wichteg hunn ech och déi Iddi fonnt - dat huet ënner anerem den Här Bauler gesot, awer ech mengen, et ass och vun aneren nach gesot ginn -, dass mer solle probéieren, 24 Stonnen op 24 wierklech eng Ulafstell iwwer Télefon ze bidden. Ech mengen, ënner anerem d'Madame Lorsché hat och dorop higewisen.

Am Moment fonctionnéiert den Télefon vun SOS Détresse vun 3 Auer mëttes bis 11 Auer owes an der Woch, an iwwert d'ganz Nuecht bis 7 Auer moies de Weekend. Mä, ech mengen, wann eng Persoun en détresse ass, dann dierf et net dovunner ofhängeg sinn, ob déi Détresse eben de Weekend méi an Erscheinung trëtt oder an der Woch. Dat hunn ech mer wierklech opgeschriwwen an dat huelen ech och ganz eescht.

D'Roll vun de Medie war ee vun de Voleten, op deen d'Madame Lorsché agaangen ass. Ganz wichteg huele mer och den Ausbau vun der primärer Berodung, d'Roll vun den Elteren, och déi Interferenzen tëscht Suchtverhalen a Suicide. An dann och ee Volet, op dee si am Besonneschen agaangen ass, dat ass d'Médecine scolaire, bei der Konfliktbewältegung vläicht och hei d'Iddi vun enger Charte fir d'Suicidepreventioun, an och deen Akzent, dee si geluecht huet op den Harcèlement moral. All déi Piste sinn ugeduecht, mä, ech mengen, mir si jo haut dofir do, fir vläicht nach eng dropzeleeën oder fir eng Rei vun Aktiounen nach weider auszebauen, an dofir ware mer ganz dankbar.

Bon, den Här Kartheiser huet hei eng Rei vu familljepolitesche Reflexioune gemaach. D'Famill huet natierlech e wichtege Stellewäert an der Suicidepreventioun. Ech wëll ënner anerem dem Här Kartheiser d'Informatioun ginn, dass mer deen Treffpunkt, also dee Centre de consultation, wou déi gescheeten Eltere kënnen higoen, wann een Älterendeel d'Garde vun de Kanner net huet, dass dee mat consultéiert ginn ass bei enger vun deenen Achsen, déi mer definéiert hunn, an dass och verschidden Aktiounen, déi mer ganz prezis mat op de Wee ginn hunn, an Zesummenaarbecht mat ebe grad deenen, déi an deene Beräicher schaffen, konnte geschéien.

Dir hutt och Reflexioune gemaach iwwer: Wat ass d'Fräiheet vum Mënsch? Do komme mer an e ganz philosophesche Beräich. Mä dat sinn natierlech Reflexiounen, déi mir eis och gemaach hunn an déi zum Deel och an eis Aktioune mat eragefloss sinn. Mä dat sinn natierlech och ëmmer verschidden Ausriichtungen, jee nodeem, aus wéi enger Perspektiv een et kuckt.

Den Här Turpel huet hei a mengen Ae ganz interessant Reflexioune gemaach am Zesummenhang mat nationale Koordinatiounsmechanismen, fir d'Aarbechtsmedezin ze stäerken. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn, net nëmmen am Beräich vun der Preventioun, mä och vun der Formatioun. Bon, d'Formatioun méi spezifesch vun de Personalvertrieder ass schonn eng vun deenen Aktiounen, déi mer virgesinn hunn. Mä mir huelen och déi aner Reflexioune mat op de Wee.

An ech géif dann ofschléisse mat enger Remarque, déi Dir gemaach hutt, Här Turpel, fir nämlech allen Acteuren e Merci ze soen, net nëmmen deenen, déi um Terrain schaffen, mä déi virun allem hir wäertvoll Experienz an hiren Know-how mat an eise Plan national suicide afléisse gelooss hunn.

Ech mengen, ech war kuerz genuch, Här President, an domadder géif ech nach eng Kéier Merci soe fir deen interessanten Débat, dee mer haut konnte féieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsministesch.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Ech wollt Iech awer, ier ech dem Rapporteur d'Wuert ginn, just nach zwou Informatioune ginn.

10. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

Déclaration de recevabilité

Fir d'Éischt: Iwwer Lettre circulaire huet sech d'Presidentekonferenz haut de Mëtteg fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6738 iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwer verschidde Froen am Zesummenhang mam Ausschaffe vun enger neier Constitutioun ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf an der Sëtzung vun haut vum Här Alex Bodry a sengem eegenen Numm an am Numm vum Här Eugène Berger a vun der Madame Viviane Loschetter deponéiert.

Ass d'Chamber bereet, sech der Positioun vun der Presidentekonferenz unzeschléissen?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

(La proposition de loi n°6738 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

11. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)

An ech wollt Iech just nach matdeelen, dass eng weider Ëmännerung komm ass, wat d'Zesummesetzung vun der Kulturkommissioun ugeet. Do ersetzt den Här Laurent Zeimet elo definitiv den Här Marc Lies.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert. Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6680 iwwert den automateschen Informatiounsaustausch am Steierberäich. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

12. 6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg presentéieren ech Iech de Rapport iwwert de Projet de loi zu deem vill diskutéierten Informatiounsaustausch. Dëse Gesetzesprojet ass den 10. Abrëll 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet den Text den 3. Juni analyséiert, an d'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 16. Juni uge-

holl. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 3. Juli geholl, an d'Chambre des Métiers huet de proposéierte Gesetzestext den 1. August analyséiert. De 7. Oktober huet dunn de Statsrot säin Avis finaliséiert.

An der Sëtzung vun der Finanz- a Budgetskommissioun vum 14. Oktober gouf ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet genannt. D'Kommissioun huet sech mam Gesetzesprojet a mam Avis vum Statsrot de 14. a 16. Oktober beschäftegt, ier den 21. Oktober de Rapport majoritär ugeholl ginn ass. Den Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten ass no der Adoptioun vum Rapport erakomm. De Projet ass dunn och nach den 3. November, dat heescht gëschter, an der Kommissioun a Präsenz vum Finanz- a vum Justizminister beschwat ginn.

Här President, de Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg ass eng Äntwert op verschidde Kritikpunkten, déi de Forum mondial un eist Land geriicht huet. An deem sengem Rapport, deen den Titel „Transparence fiscale 2013: Rapport de progrès" dréit an den 22. November vum vergaangene Joer publizéiert gouf, krut Lëtzebuerg keng gutt Zensur ausgestallt.

Ier ech awer elo op d'Konklusioune vun dëser Analys ze schwätze kommen, wéilt ech gären e bësse méi genau op hire Contenu agoen. De Forum mondial huet zum Zil, déi international Steierhannerzéiung ze reduzéieren.

Dëst ass en Zil, dat eist Land mat zwou Hänn ënnerschreiwe kann. Esou huet de Finanzminister leschte Mëttwoch, zesumme mat all deenen aneren OECD-Länner, zu Berlin en internationale Standard ënnerschriwwen, fir esou illegal Praktiken ze ënnerbannen. Ab 2017 wäert Lëtzebuerg den Informatiounsaustausch no dësem neie Standard ausféieren. Wann d'Informatiounen iwwert d'Steierzuelungen tëscht de Länner op eng kloer Aart a Weis gedeelt ginn, dann ass dat e wichtege Schrëtt, fir d'Steierhannerzéiung ze verhënneren.

D'Finanz- a Budgetskommissioun gesäit dat iwwregens net anescht. An dësem Zesummenhang ass de Regierungsprogramm net manner kloer. Ech zitéieren: «…en matière de transparence et d'échanges de renseignements à des fins fiscales, le Gouvernement participera activement aux travaux dans le cadre de l'Union européenne et à l'OCDE visant à développer le standard international en cette matière, mais toute extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations devra se faire dans des modalités et selon un calendrier assurant au secteur financier sa stabilité et sa compétitivité internationale. Le Gouvernement insistera sur le besoin d'adoption de normes homogènes par toutes les grandes places financières dans quel cas le Luxembourg ne s'opposera pas à une extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations.»

Wéi scho méi oft gesot gouf, wann alleguer d'Länner sech eens géife ginn, wéi eng a wéi d'Informatiounen a Steierfroe gedeelt solle ginn, dann huet Lëtzebuerg kee Problem domadder, bei esou engem System matzemaachen. An deem Fall gëtt et eng gemeinsam Basis, un déi jiddweree sech hält. Et gëtt also eng fair Konkurrenz, ouni dass deen een oder deen anere sech en onfaire Virdeel verschafe kéint.

Well et an der Vergaangenheet awer ëmmer erëm Länner goufen, déi net mat op dëse Wee goe wollten, waren d'Verhandlungen net einfach. Elo, wou dann awer eng gemeinsam Basis déi lescht Woch zu Berlin fonnt ginn ass, sinn d'Konditiounen, déi eis Regierung gestallt hat, erfëllt. An deem Sënn diskutéiere mer haut op dëser Plaz driwwer, fir bei dësem Informatiounsaustausch no klore Regele matzemaachen.

Fir awer elo op eis schlecht Zensur zréckzekommen: D'Experte vum Forum mondial hunn analyséiert, awéiwäit eise juristesche Kader mat den internationalen Normen iwwerenanerstëmmt an och wéi den Informatiounsaustausch praktesch ofleeft; dëst ëmmer am Fall, wou esou Renseignementer ugefrot goufen. D'Gesamtnote, déi Lëtzebuerg krut, ass déi vum „non conforme".

Méi spezifesch goufe véier Beräicher festgehalen, an deenen eist Land nach Efforte maache muss: éischtens, d'Aart a Weis, wéi déi Lëtzebuerger Autoritéiten iwwer Informatioune verfügen, dat iwwert d'Propriétéit vun de Finanzproduiten, op deenen den Informatiounsaustausch zoutrëfft, geet der OCDE no net wäit genuch.

Et gëtt och gesot, dass eis Autoritéiten net genuch Accès op déi néideg Informatiounen hätten. Zwar wieren déi richteg Mechanismen hei en place, mä si géifen net ëmmer esou applizéiert ginn, wéi dat geduecht wier.

An drëttens, de Rapport kënnt och nach zu der Konklusioun, dass eis Mechanismen et net ëmmer erlabe géifen, en effikassen Informatiounsaustausch ze garantéieren.

En fin de compte géifen eis Mechanismen d'Rechter vun de Steierzueler a vun Drëtten net ëmmer genuch respektéieren.

De Forum mondial huet also eng Rei Kriticken un onsem Land formuléiert. Kriticken, op déi dëse Gesetzesprojet eng Äntwert gëtt. Dëst ass wichteg, fir dass Lëtzebuerg säi gudden internationalen Image weider konsolidéiere kann.

Et geet hei ëm eis Finanzplaz. Et muss séchergestallt ginn, datt mer „fully compliant" sinn, an et doduerch méiglech maachen, datt eise Finanzsecteur bei gréisseren Transaktiounen, déi vun internationalen Institutioune gemaach ginn, mat a Betracht gezu gëtt, wat haut ënnert där bestehender Législatioun net méi méiglech ass. Ech denken do un d'BEI oder den Europäeschen Investmentfong, fir nëmmen déi zwee ze nennen.

Här President, an der Vergaangenheet ass Lëtzebuerg an dësem Domän schonn täteg ginn. Esou hu mer mam Gesetz vum 31. Mäerz 2010 verschidden Adaptatiounen un den interne Prozedure bei de Finanzadministratioune gemaach, fir den Informatiounsaustausch ze vereinfachen.

Mir hunn an de leschte Joren a Méint e puer Gesetzer an dësem Domän ugeholl. Haut kënnt e weidere Schrëtt an dës Richtung derbäi. Mir verstinn d'Kritikpunkte vum Forum mondial an huelen duerfir déi néideg juristesch Ännerunge vir, fir mat den internationale Standarde konform ze ginn. Déi technesch Emsetzunge sinn am schréftleche Rapport nozeliesen.

Mir hu scho länger eng staark Finanzplaz. An dëse Projet wäert säint derzou bäidroen, dass dat och an der Zukunft esou bleift. Lëtzebuerg bleift weiderhin e Centre d'excellence an de Finanzen.

Dës Regierung geet oppe mat dësem Thema ëm, wat net ëmmer einfach, mä courageis a richteg ass. D'Regierung huet d'Heft an d'Hand geholl, fir sech selwer géint esou munche schlecht gemengte Virworf u Lëtzebuerg ze wieren.

Dës proaktiv Approche weist, dass Lëtzebuerg en Acteur op der Finanzlandkaart ass, deen op Transparenz setzt, bei sech selwer wéi och bei deenen aneren. Als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet kann ech esou eng Approche nëmme wëllkomm heeschen, an u sech misste mer eis alleguerten heibannen eens sinn.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer nach en technesche Commentaire maachen. Als Rapporteur vu Gesetzesprojeten zum Thema, déi mir an deene leschte Méint op dëser Plaz duerchgeholl hunn, weess ech, dass et ëmmer erëm Diskussioune gouf, wéi déi genee Procédure vun esou engem Informatiounsaustausch am Gesetz festgehale gi soll.

Bis elo war et esou, dass op d'Artikelen 2 bis 6 vum Gesetz vum 31. Mäerz 2010 verwise gouf. Elo ass virgesinn, fir dës Procédure an engem eegenen an eenzege Gesetz ze verankeren, wat dëse Volet vum Austausch méi iwwersiichtlech mécht. Dësen Text concernéiert all d'Demanden, souguer ënner Konventiounen, déi net ënnert dem OECD-Modell lafen.

De Conseil d'État huet a sengem Avis e puer Recommandatioune gemaach, déi zum groussen Deel vun der Finanzkommissioun ugeholl gi sinn. Esou ass ënner anerem enger Opposition formelle Rechnung gedroe ginn am Artikel 3 Paragraph 5, fir der zoustänneger Verwaltung net méi Rechter bei enger Demande ze ginn, wéi se elo intern huet.

Des Weideren ass den Artikel 6 vum Projet de loi gestrach ginn, well de Libellé eigentlech déi genau Transpositioun vum Artikel 26 Paragraph 3 Alinéa C vun dem OCDE-Modell iwwerhëlt, wat de Respect vum Secret professionnel betrëfft. Dee Respekt ass der Kommissioun wichteg gewiescht. Dat heescht, en ass wichteg gewiescht, mä mir kënnen ouni Problem eis op deen Artikel 26 beruffen.

Zu der Fro vum Recours, déi virdru scho gestallt ginn ass an déi herno nach wäert zu munchen Diskussioune féieren, kann ech nëmme soen, datt wuel e Recours am Pays requérant méiglech ass. Et ass net um Pays requis, fir d'Opportunitéit vun esou enger Demande ze entscheeden. Mir sinn hei a steierlecher Matière an net am Strofrecht, wou e Recours absolument justifiéiert ass.

Eis Finanzplaz huet eng laang Geschicht, eng Geschicht, déi sech weise loosse kann. A wann een en duerchgehende Fuedem an dëser Geschicht sicht, da fënnt ee schnell dee vun der Oppenheet vun eisem Land. An ouni dës Weltoppenheet géife mir elo als Land net do stoen, wou mer stinn, an eis Finanzplaz géif genausou wéineg do stoen, wou se elo steet. Si ass gutt opgestallt, an de Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg wäert hir weider Méiglechkeete ginn, eist Land dobausse gutt ze vertrieden.

Dat gesot, bréngen ech hei och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Bericht.

D'Kritik vun der CSV-Fraktioun un dësem Gesetzesprojet, Här President, déi wäert näischt mat dem Rapporteur a fréiere Bâtonnier vun dem Affekotebarreau ze dinn hunn. Här Arendt, Dir sidd eis net onsympathesch.

(Hilarité)

Une voix.- Oh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif den Här Roth bieden, sech un d'Chamber ze adresséieren.

(Hilarité et brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, an internationale Steierfroen hate mir an der Vergaangenheet meeschtens heibannen e largë Konsens.

Firwat? Mä well eigentlech jiddwerengem am Interessi vum Land un dem gudde Ruff a virun allem un der Entwécklung vun eiser Finanz- a Bankeplaz geleeë war. An d'CSV steet och duerfir, an dat soen ech ganz kloer, zu dem Prinzip vun dësem Gesetz, well et ass en Engagement zur administrativer Kooperatioun an internationale Steierfroen, eng logesch Suite eigentlech vun Aarbechten, déi iwwert déi leschte Jore gemaach goufen, och vun der fréierer Regierung.

An ech erlabe mer, awer nach eng Kéier un d'Méritte vun engem Luc Frieden ze erënneren, deen, nodeem mer 2009 vun dem sougenannten „G20-Sommet" op eng gro Lëscht vun de Steierparadäiser gesat goufen, eng Hällewull Duebelbesteierungsofkommesse verhandelt huet. An domat si mer och vun der Lëscht vun de Steierparadäiser erofkomm, am Interessi vun der Finanzplaz an och am Interessi vun dem Land.

Jo, Här President, d'CSV, déi steet zu enger propperer Finanz- a Bankeplaz. Fir d'CSV ass d'Steierhannerzéiung kee Kavaléiersdelikt. Et verstéisst nämlech géint d'Steierethik, a geschiedegt ass domadder de Stat an net zulescht deen eenzelne Bierger.

An, jo, Här President, mir wësse ganz genee, dass, wa mer e Finanzskandal hunn, bei enger Bank, déi zu Lëtzebuerg etabléiert ass, egal vu wat fir enger Nationalitéit, dann hu mer e Problem op der ganzer Banken- a Finanzplaz.

Mä, Här President, wann d'Zilsetzung vun dësem Gesetz stëmmt, an dozou sti mir, ech soen et nach eng Kéier, dann hellegt awer den Zweck net all Mëttelen, besonnesch dann, wann d'Grondprinzipie vum Rechtsstat an der Schosslinn stinn, an déi hunn ëmmer Virfahrt. Dat ënnersträiche mir als CSV och gradesou däitlech.

Här President, dëse Gesetzesprojet gesäit eigentlech vereinfacht vir, dass op Ufro vun enger auslännescher Steierverwaltung de Lëtzebuerger Steierdirekter eng Bank, een Affekot, een Notaire, eng Fiduciaire kann opfuerderen, Dokumenter iwwer e Client erauszeréckelen, ouni dass géint dës Décisioun iergendwelche Recours zu Lëtzebuerg méiglech ass. Am Contraire! D'Gesetz verbitt souguer ausdrécklech de Recours, an d'Bank däerf, wann dat vun der auslännescher Autoritéit verlaangt gëtt, de Client net emol iwwert d'Opfuerderung, fir d'Dokumenter erauszeréckelen, informéieren.

A fir eis, Här President, steet dat am Widdersproch zu allen elementare grondrechtleche Prinzipie vun engem Rechtsstat. Eng Lëtzebuerger Verwaltungsautoritéit hëlt eng Décisioun, géint déi keen Asproch bei engem Geriicht méiglech ass. Null Kontroll. Keng Méiglechkeet, fir sech ze wieren.

Ech ginn dat konkret un. D'Bank muss zum Beispill e Relevé de compte vun engem Client weiderginn, op deem heiansdo ganz privat Donnéeë stinn, déi net nëmmen de Client betreffen, mä och Drëttpersounen! Sensibel Beräicher, eng Alimentebezuelung, déi all Mount gemaach gëtt fir Kanner, fir eng aner Fra, eng Liewensversécherung,…

(Interruption)

…eng Liewensversécherung - Madame Loschetter! -, wou de Bénéficiaire ka bekannt ginn, wann déi Ufro bei enger Assurancëgesellschaft gemaach gëtt. Null Méiglechkeet, sech deem ze opposéieren, weder fir de Client, nach fir déi Drëttpersoun, déi betraff ass.

Et ass richteg, Här President, an de Rapporteur, de Guy Arendt, huet virdru gesot, dass d'Méiglechkeet vun der sougenannter „Injonctioun" - wéi et am Fachjargon heescht - vun dem Steierdirekter besteet, an zwar zënter engem Gesetz vum 31. Mäerz 2010, vun deem den allze fréi verstuerwene Lucien Thiel nach deemools Rapporteur war. Mir hunn och deemools laang an der Finanzkommissioun iwwert déi sechs Artikele vun deem Gesetz diskutéiert.

Mä ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, an dem Gesetz vum 31. Mäerz 2010, do gouf et ee Recours. Et gouf eng Informatioun vun dem Client duerch d'Bank, an d'Donnéeën iwwert d'Drëttpersoune konnte bis haut maskéiert ginn.

Här President, dozou folgend Observatiounen zu engem dach eemolege Virgank an eisem Lëtzebuerger Rechtsstat.

1. De Contrôle judiciaire, also d'Iwwerpréifung duerch en onofhängegt Geriicht, dat ass e Grondprinzip vun eiser Demokratie. Iwwregens vun all Demokratie!

An ee rezenten Avis, de Guy Arendt huet en och ugeschwat, vun dem Affekotebarreau - en ass zwar spéit komm, mä en ass awer do -, dee geet och dorobber ausdrécklech an. An ech erlabe mer awer, dee Passage ze zitéiere vun den Affekoten - net engem eenzelnen Affekot, mä deem ganze Barreau -, representativ fir déi bal 2.000 Affekoten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn: «N'est-ce pas l'idée même de l'État de Droit et de la séparation des pouvoirs: L'administration applique une loi, et les juridictions contrôlent cette application. Or,» - schreiwen d'Affekoten - «à l'avenir, un recours judiciaire contre les mesures exécutées par les administrations fiscales luxembourgeoises sera tout simplement impossible dans la majorité des cas.»

D'Gesetz iwwer eist Verwaltungsgeriicht aus dem Joer ´96, dat seet am Artikel 2, ech erlabe mer, deen awer virzeliesen: «Le tribunal administratif» - also d'Verwaltungsgeriicht - «statue sur les recours dirigés pour incompétence,» - am Sënn vun „net zoustänneg" - «excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre toutes» - an ech widderhuelen et: contre toutes! - «les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements.»

Ech ginn net op d'Interpretatioun vun deem Text hei an. Ech hunn Iech e just gelies. D'Décisioun, eng Prozedur virum Verwaltungsgeriicht, e Recours géint all administrativ Décisioun.

2. De liberale Statsminister, den Här Bettel, President vun enger Regierung, déi sech op de Fändel geschriwwen huet, alles méi transparent ze maachen, de Leit ze soen, wat op si zoukënnt, dee sot als DP-Spriecher - als DP-Spriecher! - a Member vun der Commission juridique de 17. Mäerz 2010 op dëser Plaz, am Kontext vun Diskussiounen iwwert d'Gesetz vum 31. Mäerz 2010, wat ech virdrun ugefouert hunn, a wat eben e Recours virgesäit an eng Informatioun vun dem Client - an ech zitéieren den Här Bettel: „Ech muss Iech awer soen, Här President, dass ech ganz frou sinn," - seet den Här Bettel - „dass d'Regierung" - et war déi deemoleg - „- well et sinn aner Regierungen, déi dat net gemaach hunn - virgesinn huet, dass een e Recours ka maache géint déi Décisioun vun der Steierverwaltung, a souguer, dat muss een och soen," - sot den Här Bettel deemools - „well dat net ëmmer de Fall ass, dass een Appel ka maachen. An ech mengen, déi Punkte soll een och ënnersträichen." Dat sot, wéi gesot, deemools den Här Bettel.

An haut deeselwechten Här Bettel, liberale Statsminister, mat engem liberale Finanzminister, dem Här Gramegna, engem grénge Justizminister, déi schafen dee Recours einfach of.

Ech muss soen: Der Madame Colette Flesch, enger ferventer Verfechterin vun eisem Rechtsstat, ma där muss dach bei esou engem Projet de loi hiert blot Häerz einfach bludden.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Net eleng där!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Net eleng där!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et sinn der vill.

M. Gilles Roth *(CSV).*- 3. Här President, d'Chambre de Commerce - Här Gramegna, vun där Dir nach virun engem Joer Direkter waart -, déi ënnersträicht an hirem Avis ganz kloer, dass de Pouvoir d'injonction vun dem Steierdirekter ouni Recours an ouni Informatioun vun dem Client ee Verstouss géint den Droit de la défense ass.

Hei ass den Avis zu dem Gesetzesprojet vun der Chambre de Commerce, vun där Dir, wéi gesot, viru gutt zéng Méint nach Direkter waart.

D'Chambre de Commerce, Äre fréieren Employeur, déi schreift: «Pour la Chambre de Commerce, le Projet de loi marque un recul en matière de respect des droits de la défense (…)», schreift d'Chambre de Commerce.

A si zitéiert och Texter vun der OCDE: «Cependant, si des procédures judiciaires, ou des procédures assimilables» - verhaalt dat gutt „assimilables" - «en vertu de la législation interne de l'État requis, nécessitent de divulguer la lettre elle-même, l'autorité compétente de l'État requis peut le faire.» Also, et ass net esou, dass hei misst all Recours verbuede ginn. An, la preuve en est, an Ärem eegenen éischte Regierungsprojet, do war e Recours virgesinn. Et ass eréischt, nodeems dass de Conseil d'État säin Avis ginn huet, wou dee Recours ofgeschaaft ginn ass.

D'Chambre de Commerce schreift nach weider: «Par ailleurs, les tribunaux ont clairement établi que l'absence de communication de la demande d'échange d'informations pouvait conduire» - lauschtert gutt no! - «à une violation des droits de la défense. À cet égard, la Cour constitutionnelle» - also eist Verfassungsgeriicht - «a ainsi eu l'occasion de rappeler que l'article 12 de la Constitution, qui protège la liberté individuelle, implique le respect des droits de la défense. Or, la norme internationale n'impose pas à l'État requis „d'aller au-delà des limites prescrites par sa propre législation et par sa pratique administrative".» - seet, wéi gesot, d'Chambre de Commerce.

Hei, Här President, hu mer eigentlech elementar Grondrechter vun eiser Demokratie, déi sacrifiéiert ginn. Firwat? Well eng Regierung an d'Knéie geet virun engem sougenannte Forum mondial, engem Organ…

(Interruption par M. Eugène Berger)

…engem Organ, Här Berger, dat keng Institutioun ass, dat net besat ass vu politeschen Décideuren an dat keng rechtlech Instrumenter iwwerhaapt ka schafen, just Recommandatioune maachen, déi Fonctionnairen…

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wëll dem Här Roth soen, datt mer de Statsrot suivéieren.

M. Gilles Roth *(CSV).*- …déi Fonctionnairen ausschaffen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …Et gëtt interessant.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- 4.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, deen Eenzegen, deen d'Wuert huet, ass den Här Roth. An den Här Roth, deen adresséiert sech un d'Chamber oder un de President.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President a léif Kolleegen a Kolleeginnen aus der Chamber.

4. An engem Avis, deen d'Cour administrative gemaach huet am Kontext vun dem Gesetz vum 31. Mäerz 2010, steet ze liesen - ech liesen Iech dat haart vir: «Si le titulaire du compte» - dat ass also de Client - «et propriétaire des données n'a pas eu une communication effective, et en temps utile, de la décision d'injonction» - dat ass also déi vum Steierdirekter - «afin de pouvoir introduire, parallèlement au banquier ou seul, mais en tout cas de manière indépendante, une voie de recours contre la décision d'injonction qui lui est directement préjudiciable, il n'est pas exclu» - schreift de President vun der Cour administrative - «qu'il soit en droit de faire valoir un non-respect de ses droits de la défense du fait de l'absence d'une notification effective de ladite décision à son égard.»

Här President, mä mat allem Respekt, Dir musst jo awer wierklech net mengen, wann de Georges Ravarani, am Numm vun der Cour administrative, dat hei schreift par rapport zu dem Gesetz vum 31. Mäerz 2010, wou mer elo e Réckstand hu par rapport zu deem Gesetz, wéi mer et elo haut applizéieren, dass, wann deen éischten Affekot e Recours mécht, dee brauch nëmmen dat hei virzeliesen, a gleeft mer et, d'Häre vun dem Kierchbierg douewen, mä op gutt Lëtzebuergesch gesot, déi späize sech dach net selwer op de Kënn!

5. Ech fuere weider: De Code de procédure civile, deen d'Grondprinzipie vun engem Procès équitable festsetzt - Här Braz, als Justizminister -, dee seet a sengem Artikel 63: «Nulle partie ne peut être jugée sans avoir été entendue ou appelée.» Mir kommen herno nach dorobber zréck. Dat ass d'Aschreiwen an de Code de procédure civile vum Principe du contradictoire, en allgemenge Rechtsprinzip, dee spillt souwuel am Zivilrecht wéi an allen anere Matièrë vun Droit an och an dem Verwaltungsrecht.

6. Dëse Gesetzesprojet, Här President, dee verstéisst och ganz kloer, an den Ae vun der CSV, géint den Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun. An, Här Braz, et kann een hei net argumentéieren, et géif sech hei ëm eng Matière fiscale handelen an duerfir wier déi net applicabel. De Contraire ass nämlech de Fall! A lauschtert gutt no, well et geet nämlech hei ëm eng Prozedur, et geet net ëm eng Impositioun. Et geet ëm eng Prozedur! A fir d'Prozedur spillen alleguerten déi rechtsstaatlech Prinzipien, souwuel am Steierrecht wéi och an dem Zivilrecht.

An Dir wësst ganz genau, Här Justizminister, dass an den 80er Jore grad Lëtzebuerg an de Collimateur komm ass vum Europäesche Geriichtshaff zu Stroossbuerg - firwat? - wéinst dem Procola-Uerteel. A passt elo gutt op! Deemools ware véier vu fënnef Leit vun dem Comité du contentieux vun dem Statsrot, déi befonnt hunn iwwer e Règlement grand-ducal am Agrarberäich. Dunn ass e Recours gemaach ginn an déi Leit, déi hunn herno…, déi souzen an der Affär, wou eben deem Règlement grand-ducal seng Rechtméissegkeet, fir dat vereinfacht ze soen, ugefecht ginn ass.

Mä, Här President, mir sinn eigentlech hei am selwechte Fall an ech soen Iech och firwat. Ech liesen Iech den Artikel 23 aus dem Gesetz iwwert d'Juridictions administratives vir. Well dee setzt an eist Recht vun de Juridictions administratives grad d'Konklusioune vun dem Arrêt Procola. Et gëtt do gesot: «De même, aucun membre de la Cour administrative ne peut siéger dans des affaires ayant trait à l'application de dispositions légales ou réglementaires au sujet desquelles il a pris part soit à l'élaboration à quelque titre» - lauschtert gutt no - «à quelque titre que ce soit, soit aux délibérations du Conseil d'État.»

Dem Georges Ravarani no, an deem Avis, deen ech virdrun zitéiert hunn, hat deemools d'Cour administrative grouss Retizenzen, fir en Avis zu dem Gesetz vum 31. Mäerz 2010 ze maachen, grad op dësen Artikel hin. A si hu sech nëmme gesot, dass hei keng Interferenze wiere mat deem heiten Artikel, well se gesot hunn: Mir schwätzen eis just iwwer ee Punkt an net iwwert d'Interpretatioun vun dem ganze Gesetz aus.

Or, wat geschitt an deem konkrete Fall hei? Mir hu kee Recours bei enger Juridictioun. E gëtt ausdrécklech duerch de Gesetzestext, dee mer haut ofstëmmen, ausgeschloss. Deen, deen eenzeg an eleng tranchéiert, (veuillez lire: Deen, deen eenzeg an eleng tranchéiert, ass de Steierdirekter,) mat alle Kompetenzen, déi eis Steierdirekteren hunn. Et ass mer penibel, dat ze soen, well mir hu mam Guy Heintz en exzellente Steierdirekter, a Lëtzebuerg hat iwwert déi lescht 20 Joer ëmmer ganz gutt Steierdirekteren, déi och gehollef hunn, fir ganz komplizéiert Rechtsmatièren hei an der Chamber zu engem gudden Enn ze bréngen, mä an dësem Fall ass de Steierdirekter gläich Juge et partie!

Här Gramegna, wann eng CD entweder kaaft gëtt oder geklaut gëtt an engem anere Stat an op Basis vun där CD, vun deenen Donnéeën, déi do sinn, ginn Informatiounen iwwert den Här Heintz gefrot, dass dee soll bei enger Bank enquêtéieren, dann ass den Här Heintz - ouni Recours, weder bei enger Verwaltung nach bei engem Geriicht - deen Eenzegen, deen iwwert d'Regularitéit vun esou enger Demande befënnt. Mir sinn der Meenung, dass dat an engem Rechtsstat anno 2014 zu Lëtzebuerg net geet!

7. Här President, onofhängeg vun de Rechter op Défense, dem Recht op e Procès équitable, ginn et gravéierend Aschnëtter op d'Recht vun dem Schutz vun der Privatsphär an de sougenannte Secret professionnel. Dass eng Steierverwaltung Informatiounen iwwert Drëttpersoune kritt, geet an d'Privatsphär vun där Persoun eran, ouni dass se sech emol am Geréngsten dogéint ka wieren! Dass en Titulaire vun engem Beruffsgeheimnis, een Affekot, een Notaire, eng Assurancëgesellschaft muss Injonctioune vun dem Steierdirekter follegen, ouni emol e Recours dogéint ze hunn, gouf et bis elo zu Lëtzebuerg nach net!

An ech weess: De Laurent Mosar schwätzt nach herno an ech muss him nach Minimum 12 Minutte loossen, duerfir maachen ech dat elo relativ schnell.

Här Braz, gëschter hate mer eng ganz gutt Justiz- a Finanzkommissioun. Ech muss Iech awer soen: Wat do behaapt gouf, dass et och kee Recours géif ginn en matière de droit d'instruction criminelle, dat ass net déi ganz Wourecht gewiescht. An erlaabt mer ze soen - Dir wësst et, eng Rei vu Leit heibannen -, dass mer 2010, ënnert dem fréiere Justizminister Biltgen, iwwert d'Summervakanz gekuckt hunn, fir de Recommandatioune vum GAFI deemools Rechnung ze droen an ze kucken, eis Gesetzgebung am Code d'instruction criminelle, notamment um Niveau vun de Perquisitiounen, also den Durchsuchungen an de Saisien, ze adaptéieren.

Ech hat deemools d'Éier fir, zesumme mat dem Jean-Louis Schiltz, Rapporteur vun deem Gesetzesprojet ze sinn an - net fir den Ego, mä erlaabt mer just, de mëndleche Rapport ze zitéieren, well da geet et méi einfach, deen awer ëmmerhin deemools vun 58 vun 59 Deputéierten ugeholl gouf, deen Eenzegen, deen net matgestëmmt huet, war den Här Ander Hoffmann - an do huet sech deeselwechte Problem um Niveau judiciaire gestallt, Här Braz. Well Dir hutt mat Recht deemools ëmmer drop gehalen, dass mer den Droit de recours sollten hunn. Dat éiert Iech. Jiddwereen an der Commission juridique huet dorobber gepocht.

Erlaabt mer just, relativ zum Schluss, dat awer virzeliesen. Am mëndleche Rapport steet: „Den Droit de recours, d'Rekursrecht ass awer an eisem generelle Rechtsverständnis en Element vun dem sougenannten Droit de la défense, dem Grondrecht op Verteidegung."

„D'Léisung, déi d'Commission jurique zréckbehalen huet," - deemools - „fir an deem sensibele Beräich den Équiliber tëschent internationale Verflichtungen an eise Rechtsstatprinzipien, virun allem dem Grondrecht op Verteidegung, ze garantéieren, ass elo folgend: D'Chambre du Conseil, also d'Rotskummer vun dem Tribunal, déi mat dräi Riichtere besat ass," - dräi Riichteren! - „kritt eng generell Kompetenz, fir bei enger Ufro op Rechtshëllef aus dem Ausland d'Regularitéit vun där Prozedur d'office ze kontrolléieren." Haut just eng Verwaltungsautoritéit: de Steierdirekter.

Et kënnt awer méi konkret: „Well am Kontext vun enger internationaler Rechtshëllef d'Bank respektiv hir Employéen net däerfen de Client informéieren" - net däerfen de Client informéieren! - „iwwer eng Perquisitioun, e Retraçage vu Bankoperatiounen (…), gëtt elo d'Méiglechkeet agefouert," - a lauschtert elo gutt no! - „fir ee Mémoire, dat heescht Observatioune bei der Chambre du Conseil ze déposéieren." Dës Méiglechkeet besteet fir all Persoun, déi vun enger Untersuchungsmoossnam betraff ass an informéiert gouf. Dat heescht, dass d'Bank ee Mémoire kann déposéieren an och eventuell Drëttpersounen.

An dat, wat gëschter net an der Finanz- a Justizkommissioun gesot gouf, dat ass Folgendes: „De Client" - dat heescht, den Titulaire vum Kont - „kann e Mémoire ofginn, souwäit hie vun der Untersuchungsmoossnam informéiert ass." An hei kënnt de sprangende Punkt, dass dat, wat gëschter an der Finanzkommissioun gesot ginn ass, net richteg war: „Ginn een oder méi Mémoiren ofginn, muss d'Rotskummer niewent dem Iwwerpréiwe vun der Regularitéit vun der Prozedur iwwert d'Argumenter vun dem Mémoire mat enger motivéierter Décisioun befannen." Duerfir sinn déi Informatiounen, déi gëschter als Rechtfertegung gi goufen, net komplett. An dat ass am Widdersproch mat deem, wat ech Iech elo virgelies hunn.

Här President, aus all deene Grënn kann d'CSV-Fraktioun dëse Gesetzesprojet net matstëmmen. Et ass en Text, deen am Widdersproch steet mat elementare Rechtsprinzipien, déi mir an eisem Land ëmmer héichgehalen hunn.

An ech soen Iech och ganz däitlech: Hätt en CSV-Finanzminister esou ee Gesetzesprojet zur Ofstëmmung haut virgeluecht, et wier op dëser Plaz d'Land net ze kleng gewiescht, fir den CSV-Stat an d'Banannerepublik auszeruffen! Mä haut ass et eng DP/déi gréng/LSAP-Regierung, déi virun engem demokratesch net legitiméierten internationale Gremium, dem Forum mondial vun der OCDE, an d'Knéie geet a Grondprinzipie vun eisem Rechtsstat op d'Spill setzt.

Ofschléissend, Här President, den Zweck, deen hellegt net all Mëttelen, besonnesch wann et ëm demokratesch Grondrechter geet. D'CSV fuerdert duerfir konkret d'Regierung op, de Gesetzesprojet zréckzezéien an eng Form - dat muss net dat formellt Rekursrecht sinn, dat kann och eng Léisung sinn, an deem Sënn, deen ech virdru gesot hu mat de Mémoiren -, vun Droit de recours géint dem Steierdirekter seng Décisioun bei enger onofhängeger Autoritéit anzeféieren.

An den urspréngleche Regierungstext, ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck, deen hat et jo och virgesinn! An d'Argument, wat nach eng Kéier vum Guy Arendt widderholl gouf a wat gëschter an der Chamberskommissioun ugefouert gouf, an - Här Berger! -, ier Der elo mat dem Statsrot kommt, ech ginn Iech schonn direkt d'Äntwert, dat ass dat, fir ze soen: Majo, d'Leit hu jo d'Méiglechkeet am Ausland, nämlech an deem Land, am État requérant, do, wou d'Ufro gestallt gëtt, fir fir sech ze reklaméieren. Dat kann an der Belsch sinn, mä dat kann och an Tadschikistan sinn.

Mä elo soen ech Iech awer, dass et sech beim Steierdirekter ëm eng Lëtzebuerger administrativ Autoritéit handelt. An ee Geriicht am Ausland, an dat ass de klore Feeler, wou et net geet, dat kann aus statsrechtleche Grënn iwwerhaapt guer net iwwer eng Décisioun vun enger Lëtzebuerger Amtsautoritéit befannen. Dat geet weder an der Belsch, dat geet net zu Arel an dat geet och net an Tadschikistan.

D'CSV, déi wëllt…

(Interruption)

…also, dass, bis eng Léisung fonnt gëtt, den alen Text vum 31. Mäerz provisoresch bestoe bleift.

An ech soen Iech och ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun: Sollt et bestehend Enkpäss ginn, dass d'Riichter um Verwaltungsgeriicht net genuch Moyens en personnel et autres hätten, dann hu mir absolut kee Problem, fir an Urgence weider enger Opstockung vun de Riichteren op dem Verwaltungsgeriicht zouzestëmmen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll Iech ganz kloer soen, och un d'Adress vum Här Bodry, dass et hei net de Schmollmond vun den CSV-Neesoer ass. Et ass ganz einfach d'Verflichtung, mengen ech, vun der Oppositioun an esou engem Fall, op d'Defiziter vu Gesetzestexter hinzeweisen, besonnesch wann et ëm d'Grondprinzipie vun eiser Demokratie geet.

Hei iwwerhëlt d'Regierung eng grouss politesch Responsabilitéit, a fir déi muss si och, an absënns de Finanzminister, eleng d'Verantwortung droen, wann dat sollt zu Stroossbuerg oder op anere Plaze schifgoen.

Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet net. Mir waarden op d'Äntwerte vun dem Här Gramegna, fir eis definitiv Positioun ze arrêtéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech géif gär domat ufänken, dem Guy Arendt Merci ze soe fir säi gudden a komplette Rapport. Och dem Gilles Roth fir säi passionéierte Plädoyer fir de Rechtsstat. Ech kann dat mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Ech sinn och fir de Rechtsstat.

Ech géif gären agoen op déi Diskussioun iwwert d'Ofschafe vun deem Recours virum Verwaltungsgeriicht. Ech mengen, et ass net néideg, fir op de Rescht anzegoen. Wéi gesot, de Guy Arendt huet dat gutt gemaach.

Et geet ëm dee Recours géint eng Demande d'échange de renseignements an eng Décision d'injonction, wéi se am Artikel 3 Paragraph 1 an 3 virgesinn ass. Dës Mesure, déi jo eng Änderung ass vum initiale Projet de loi, opgrond vun engem Commentaire vum Statsrot, gëtt elo kritiséiert vun der CSV a vun der ADR an der Haaptsaach aus dem Bléckwénkel vun den Droits de la défense. Et gëtt gesot, dass hei effektiv e fundamentaalt Recht am Rechtsstat violéiert gëtt.

Den éischte Reflex vun all Jurist, an ech muss soen, dat war och mäin éischte Reflex, ass natierlech, dass et engem e bësse mulmeg ass, wann e Recours ofgeschaaft gëtt. Dat ass effektiv eppes, wat een zum Nodenke bréngt.

Allerdéngs dierf een an dësem Fall, mengen ech, net bei dësem éischte Gefill a bei dësem éischte Reflex bleiwen. Et muss een e bësse méi déif goen an dës Problematik, et muss een e bësse méi no un deen Dossier hei erugoen, fir sech wierklech do eng Meenung ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Den Échange vun Informatiounen tëschent Steierverwaltunge gëtt et zu Lëtzebuerg scho säit ongeféier 35 Joer sur demande. Et ass ëmmer e Recours gi géint déi Demande d'échange; fir d'Éischt e Recours gracieux virum Steierdirekter an duerno e Recours contentieux virum Verwaltungsgeriicht. Et ass interessant ervirzehiewen, dass, mengen Informatiounen no, a soulaang et net en matière d'informations bancaires war, ni e Recours gemaach ginn ass während all deene Jore géint esou Demanden en matière d'échange. Nach eng Kéier: Op d'mannst net, soulaang wéi d'Bankeninformatiounen viséiert waren (veuillez lire: net viséiert waren).

Dir wësst, an dat ass och scho virdru gesot ginn, dass säit 2010 dunn och den Échange komm ass en matière vu Bankeninformatiounen. Dëst war an där Form u sech d'Enn vum Bankegeheimnis an dëser Matière vum Échange vun Informatiounen a Steierdossieren, deen eist Land deemools ënner internationalem Drock, dat ass och gesot ginn, huet missen acceptéieren.

Well ënner OECD-Standarden esou ee Recours d'Demande net méi wéi 90 Deeg retardéieren dierf, ass een deemools op e Wee gaange vun enger accéléréierter, spezieller Prozedur. Déi huet sech dann och am Gesetz vun 2010 zréckfonnt.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wéi mer wëssen, ass d'Aart a Weis, wéi den OECD-Standard vun eisem Verwaltungsgeriicht ausgeluecht ginn ass, ee vun den Haaptgrënn vun eisem Klassement als net konform um Niveau 2 am „peer review" vum Global Forum vun der OCDE.

Mir hunn eng speziell Situatioun zu Lëtzebuerg, well mir gi wuertwiertlech iwwerschwemmt mat Demanden. Mir hunn all Joers zu Lëtzebuerg ëm déi 300 bis 400 Demandes d'échange d'informations! Keen anert Land op der Welt huet esou vill Demandes d'informations wéi Lëtzebuerg!

Op deenen 300 bis 400 Dossieren, loossen ech mer soen, dass et eng 30 Recourse pro Joer gëtt, wouvu ronn d'Halschent am Endeffekt als net justifiéiert rejetéiert ginn. D'Verwaltungsgeriicht geet a senger Jurisprudenz méi wäit wéi e renge Contrôle de régularité. Si ginn heiansdo op de Fong vum Dossier. An et ass en fait och domadder wou de Global Forum e Problem huet.

Oft gëtt och d'Demande vum État requérant gefrot, dat heescht, den Acte de demande vum État requérant. An dat ass en fait ënnert de Standarde vun der OECD net virgesinn. Déi Demandë si geheim an et kann een en fait just e Résumé maache vun der Demande am Kader vun engem eventuelle Recours.

A vun deene puer Länner, déi e Recours virgesinn hu géint den Échange, si mir bei wäitem déi mat där gréisster Jurisprudenz. An déi Jurisprudenz gëtt natierlech an esou engem Peer review analyséiert an ausgewäert an da kënnt et zu deem Klassement, dat mer am Endeffekt kruten.

Ech jugéieren déi Jurisprudenz net. Et ass net u mir als Parlamentarier, fir d'Jurisprudenz vum Verwaltungsgeriicht hei ze analyséieren an ze bewäerten. Ech constatéiere just, dass se dat ass, wat se ass, an dass se eis dohinner bruecht huet - an deem internationale Forum - wou mer haut sinn.

Eppes, wat een net esou oft héiert an där Kritik, un där Ännerung hei an deem Recours, deen elo ewechfält - wat awer wichteg ass, a mengen Aen, an dëser Diskussioun -, ass, dass den (veuillez lire: am) OECD-Standard alleng dat Land, wat d'Informatioun ufreet, also den État requérant, d'Recht gëtt (veuillez lire: kritt) de Caractère vraisemblablement pertinent - dat ass de Standard ënnert der OECD-Modellkonventioun - vun den Informatioune festzeleeën.

Et also alleng nëmmen den État requérant, deen ënnert dem internationale Standard d'Recht huet, déi Determinatioun ze maachen. Net awer d'Land, wou dës Informatioun gefrot gëtt. Also den État requis. Dat ass wichteg.

Domadder kann een d'accord sinn oder et kann een net dermat d'accord sinn. Et kann ee frou doriwwer sinn oder net. Mä dat sinn déi international Regelen, no deene mer spille mussen. Dat ass den Terrain op deem mer eis bewegen.

An et ass net un eis als Land, un eisen Autoritéiten, an et ass och leider net un eise Geriichter, fir op de Fong vun deenen Affären anzegoen. Dës Recoursen - dat ass och scho gesot ginn - bestinn alleguer an deene Länner, wou d'Demanden hierkommen. Also am État requérant. Elo kann ee soen: Den Tadschikistan oder aner Länner, Schurkenstaaten oder ech weess net wat, déi hu keng..., do gëtt et keen État de droit, do gëtt et keng Droits de la défense, do gëtt et keng Requêten. Gutt, dat ass méiglech, mä da muss ee sech awer iwwerleeën, ob ee mat deene Länner och wëllt wierklech Konventioune maachen.

Plusieurs voix.- Richteg. Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Do kënnt een dann op eemol an eng Doppelmoral, wou een engersäits mat deene Länner Affäre mécht, op där anerer Säit awer op eemol sech wonnert, dass et do keng Droits de la défense gëtt.

En anert wichtegt Argument - an dat ass och gëschter invoquéiert ginn an eiser Cofibu, an eiser Commission juridique - ass, dass deen Échange sur demande ab 2017 u sech quasi kale Kaffi gëtt. Den Échange sur demande bleift zwar bestoen, mä wéi Dir wësst, ass d'lescht Woch en Accord ënnerschriwwe ginn zu Berlin vun eisem Finanzminister, fir den automateschen Échange ab 2017 am Kader vun der OECD och ze acceptéieren als Land. Dat ass e Paradigmewiessel, dat ass e wichtege Moment fir eis Finanzplaz, mä dat heescht awer, dass ab 2017 déi Demandë wahrscheinlech oder mat grousser Sécherheet e manner grousse Stellewäert wäerte kréien, wéi deen, dee se fir de Moment hunn.

Et ass wichteg, an dat bestreit, mengen ech, heibanne keen, och d'Oppositioun net, dass mer aus deem Klassement vum „non conforme" erauskommen, dee mer fir de Moment hunn. Et ass gesot gi firwat. Mir sinn do a verschiddenen internationalen Institutiounen - BEI, European Investmentfunds - op enger schwaarzer Lëscht. Dat ass keng gutt Situatioun. Mir sinn och net gutt positionéiert fir künfteg weider esou Analysen.

De GAFI zum Beispill kënnt an zwee Joer Dat wier keng gutt Situatioun, wa mer eis dee Moment nach géifen op enger schwaarzer Lëscht vum Global Forum befannen. Dat ass keng gutt Ausgankspositioun fir weider Négociatiounen. An dofir ass et wichteg, an ech mengen, dass deen Impératif, fir vun där Lëscht do erofzekommen, dee Projet de loi hei justifiéiert. Och mat deem Recours, deen elo ewechfält.

Et ass wichteg, dass mer doraus erauskommen. Mir hunn eis alleguerte resolut op de Wee gemaach zu enger méi transparenter Finanzplaz, déi op de Kampf géint Steierfraude ausgeriicht ass, an dat ass och gutt esou. An ech mengen, mir sollte weider dee Wee goen.

An aus all deene Grënn, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wäert d'LSAP dëse Projet hei stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. Ech géif mech fir d'Eischt emol beim Här Arendt bedanken am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun.

(Interruption)

Dem Här Arendt Merci soe fir de Rapport an och fir dee gudde Management, soen ech emol, duerch déi ganz Diskussiounen - och heiansdo interessant Diskussiounen -, déi mer an der Cofibu haten.

Ech denken, zum Inhalt an zum Objektiv vun dësem Projet de loi huet effektiv de Kolleeg Arendt alles gesot. An ech denken, datt et och hei eng Unanimitéit gëtt. Zu der Form ass jo och scho vill gesot ginn - e groussen Deel och vum Franz Fayot.

Ech géif mech gären hei, Här President, beschränken, einfach d'Positioun vun der grénger Fraktioun ze soen, fir datt mir och kënnen dëse Projet hei a senger Form ënnerstëtzen an och stëmmen.

Ganz kuerz, a complémentaire eben zu deem, wat de Franz Fayot elo scho gesot huet: Mir sinn effektiv hei net an engem Zeenario par rapport zum Recours, an engem Zeenario vun enger Entraide judiciaire, wou et ëm perséinlech Rechter geet, mä mir sinn an engem Zeenario, wou et ëm eng Entraide administrative geet.

Elo kann et sinn, wéi den Här Fayot och gesot huet... Mir bezweifelen, datt zu Stroossbuerg ee sech wäert mat Entraide administrative oder judicaire beschäftegen, vu datt et net ëm perséinlech Rechter geet. Dat emol dohigestallt. Mir exekutéieren hei zu Lëtzebuerg eng Demande en matière fiscale. Dat ass den Objet vun deem Projet de loi a vun deem Austausch sur demande, dee gefrot ginn ass.

An notamment déi Demanden, déi och méiglech gi sinn, duerch déi bal iwwer 70 Accorden, déi an deene leschte Joren och beschloss gi sinn, mat anere Länner notamment, an déi hei grad mat dësem Projet de loi och hir Mise en application total fannen. An dofir, a wëssend, datt déi Persoun op all Recoursen, déi a sengem Land méiglech sinn, e Recht drop huet, e Recht drop huet a sengem Land, wou e Bierger ass, op all déi Recoursen, déi et do ginn - souwäit et se dann och ginn -, huet en domadder och seng Biergerrechter, seng Citoyennetéitsrechter, geet et hei just ëm déi administrativ Exekutioun vun enger Demande, déi aus deem Land koum.

A mir als gréng Fraktioun kënnen deem nëmmen zoustëmmen, wat den Här Fayot och gesot huet. Wa mir Business maache mat Clienten aus Länner, déi menge si missten hei op dëser Finanzplaz Operatioune maachen, déi da solle vläicht net en bonne et due forme ofgelaf sinn oder wou vläicht de Client se net wëllt en bonne et due forme oflafe loossen, da muss en an Zukunft ebe sech un en anert Land wenden an net méi u Lëtzebuerg.

An dat ass fir ons de wichtege Punkt. Ons geet et sécherlech och drëms, datt mer fully oder completely compliant sinn, respektiv, datt mer vu schwaarzen oder groe Lëschten erofkommen, awer net nëmme wéinst de Banken, wéinst der Finanzplaz, mä och, well d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg eng Roll spillt, a mir als Gréng hätte se och gäre propper an transparent. Zumools, well mer jo och wëssen, datt déi „alter", déi propper an déi transparent Finanzplaz, datt dat net bewierkt, datt mer manner Geschäfter maachen, datt mer manner Business maachen, datt mer manner Cliente kréien, mä mer hunn der gradesou vill, si si vläicht just anerer. An déi Operatiounen, déi hei oflafen, gi méi diversifiéiert a sinn och anerer.

Mir kruten net méi spéit wéi virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun dat och nach vun der CSSF confirméiert, a mir wäerten et sécherlech vun eiser Banque centrale och nach eng Kéier confirméiert kréien. An dat ass de Wee, wéi och mir Gréng ons virstellen, datt ee kann duerchaus eng Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg weider ausbauen, mä eben aneschters.

An hei geet et schlussendlech och drëms, fir an engem gewëssene Mooss erëm méi an d'Legalitéit ze kommen an net falsch Discourse schlussendlech iwwer Recoursen ze féieren, iwwer Clienten, déi net aus egal wéi enger Ursaach hei op Lëtzebuerg kommen, mä déi hei op Lëtzebuerg vläicht versichen ze kommen, hir Geschäfter ze maachen, wéi et an Zukunft Gott sei Dank net méi wäert méiglech sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Loschetter. Nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen, Dir Häre Ministeren, de Projet de loi 6680 ass faszinant. En ass faszinant, well en op där enger Säit de Rechtsstat a senge Grondprinzipie betrëfft an awer och well en op där anerer Säit d'Aarbechtsmethod vun der Chamber erlaabt ze beliichten - fir net ze soen: ze entlarven.

Dëse Projet gouf an d'Commission des Finances et du Budget verwisen. Dat ass d'Conférence des Présidents, déi dat décidéiert. E beinhalt awer, wéi mer elo grad gesinn hunn an duerch déi verschidden Interventioune schonn héieren hunn, ganz grondsätzlech juristesch Aspekter. D'Fro ass, ob net systematesch Projet-de-loien, déi d'Finanzplaz betreffen an déi esou eng gravéierend juristesch Aspekter hunn, systematesch sollten, zumindest och, un d'Justizkommissioun verwise ginn.

Et ass een erstaunt, wann ee kuckt, wien hei alles ëm säin Avis gefrot gouf. Ganz honorabel Institutiounen: d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Métiers. Kee vun deenen huet direkt eppes mat dësem Projet de loi a senger Emsetzung ze dinn!

Wou sinn d'Avise vun der ABBL? Vun de Réviseurs d'entreprises? Vum Ordre des Experts-Comptables? Vum Notariat? A last but not least dem Barreau? Dem Barreau säin Avis hu mer, mä aus deem ganz einfach Grond, well mir als ADR e gefrot hunn. Well soss keen e gefrot huet!

(Interruptions)

Jo, mä Dir kënnt en... En ass haut scho vill zitéiert ginn, an Dir wäert gesinn, e wäert och an zukünftege Geriichtsverfahren nach ganz vill zitéiert ginn.

Neen, Madame Loschetter, dat ass absolut kee Quatsch. Dat ass Fakt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et brauch ee keen Avis ze froen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Fakt ass och, datt an där Kommissioun... Den Här Berger, Här President, erlaabt Der mer dat Wuert, huet virdrun dee groussen Dialog do gelueft. Nee, dat war keen Dialog. Mir konnten, déi Spezialisten, déi do souze vun der CSV a vun der ADR, konnten hir Argumenter bréngen, mä et ass net op déi Argumenter geäntwert ginn! Déi éischt seriö Äntwert, déi ech haut héieren hunn, ass déi vum Kolleeg Fränz Fayot.

Komme mer elo emol zum Fong vun der Affär. Hei also op d'Bedreiwe vun der OECD, alias Emanatioun Forum mondial, gi mer an dëse Projet, wéi gesot gëtt, eragedriwwen. Mir ginn eragedriwwen, seet de Fränz Fayot eis, well et zu Lëtzebuerg ze vill Recourse gëtt. Mir ginn eragedriwwen, seet eis de Fränz Fayot, well et 15 Urteeler ginn - an engem Joer war dat esou, 300 Demanden a 15 Urteeler an engem Joer -, wou eis Cour administrative oder eisen Tribunal administratif sech dach net erkéngen, fir Positioun ze huelen. Ma, mir sollte stolz sinn als Demokratie, datt mer esou eng funktionéierend Verwaltungsgeriichtsbarkeet hunn, an déi verteidege géint d'Ausland. Mir brauchen eis dach duerfir net ze schummen.

Déi OECD: Wat stécht derhannert a wéi fonctionnéiert se? Et si 34 Länner, déi ee Forum geschafen hunn zum Austausch vun Erfahrungen an zum Siche vu Léisunge vu gemeinsame Problemer. Hei ass deen allerwichtegste Moyen, deen agesat gëtt, de Gruppenzwang. Wéi um Schoulhaff! Een deen net matspillt, dee gëtt gemobbt. Mir sinn eben op eng Lëscht gesat ginn.

Wann ee sech déi Lëscht emol ukuckt, gesäit een do ganz komesch Saachen, wien do op eemol „non compliant" a wien do „partially compliant" a wien du „fully compliant" genannt gëtt. A firwat? D'Seychelle si mat zwou Casen „non compliant", komplett „non compliant". D'Türkei ass mat zwou Casen „non compliant", „partially compliant". Do muss ee mer emol d'Logik dovunner erklären.

Wann een „Kritik OECD" googelt, da fënnt een net vill Kritik un dësem bürokrateschen „bully", mä et fënnt een alles, wat d'OECD esou kritiséiert. D'OECD kritiséiert „die unsoziale Wirtschaftspolitik in Deutschland, das deutsche Bildungssystem, Niebels Ministerium" - do geet et ëm d'Entwécklungshëllef -, „die deutschen Rentenpläne, das Betreuungsgeld, der deutsche Kündigungsschutz".

Bon, ech hunn elo däitsch Problemer geholl, well grad hire Statschef bei eis op Besuch ass. An da froen ech mech: Ass dat normal, datt eng OECD ausgerechent eent vun deene Länner esou staark kritiséiert, vun deem mer jo awer all d'accord sinn, mussen ze soen, datt et eent vun deenen ass, déi am beschte funktionéieren, net nëmmen ekonomesch, mä och an hirer Rechtsstaatlechkeet.

Ech soen: „Mais de quoi je me mêle?" Hei geet et drëm, gemeinsam Léisunge fir Problemer ze sichen, jo, mä et geet dach net drëm, sech an d'Souveränitéit vun anere Länner iwwer Gebühr anzemëschen oder souguer ze probéieren, déi Länner ze ersetzen.

A souguer an Amerika gëtt et Akademiker, zum Beispill op der McGill University d'Allison Christians, déi schonn 2008 an enger Thees gesot huet, datt d'OECD de facto en neie soziale Kontrakt schaaft. A se schreift: „(...) if any social (veuillez lire: if an international social) contract exists, its terms should be explicitly articulated (...)".

A genau dat ass déi Debatt, déi mer misste féiere par rapport zu deene Leit vun der OECD. Mir brauche kloer Spillregelen. Virdrun ass gesot ginn: „Mir mussen no deene Spillregele spillen." Mä da musse mer déi Spillregelen diskutéieren an zesumme festleeën, mä eis se net vun iergendwelleche Bürokraten opdrécke loossen!

Fir d'ADR ka keen internationale Gremium, wat och ëmmer seng Legitimitéit ass oder net ass, eist Land zwéngen, fir international Konventiounen ze violéieren. An ech ginn dem Gilles Roth honnertprozenteg recht a senger exzellenter Analys, datt hei den Artikel 6 an den Artikel 13 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun violéiert ginn. Dat ass de Procès équitable an dat ass d'Voie de recours effectif. Déi si mat dësem Gesetz net ginn.

Et geet zum groussen Deel ëm deen, iwwert deen d'Informatioun gefrot gëtt, mä et geet och ëm deen, deen d'Informatioun huet. Iwwert deen ass hei nach kee Wuert gesot ginn.

Muss den Affekot engem Client seng Donnéeën un deem säin Herkunftsland viruginn, well de Lëtzebuerger Steierdirekter him dat ordonnéiert? An datt deen duerfir keen Droit de recours huet, dat ass inacceptabel!

A wat fir ee Schlag ass dat géint ee Beruff, dee jo awer ganz vill dorobber baséiert, datt en e Vertrauensverhältnis huet mat senge Clienten.

Dann ass och geschwat ginn, mat Recht, iwwer e Recours au fond am Pays d'origine. De Statsrot geet iwwert d'Recoursméiglechkeet ewech, andeems e seet: „Majo, dee Betraffene brauch jo nëmmen a sengem Land e Recours ze maachen."

Bon, eent vun deene Länner mat deene mer kooperéieren ass de Qatar. Am Qatar, Här Minister, gëtt eng Fra gestengegt, wa se friemgeet mat engem Netmuslim. Wat maacht Der dann elo, wann de Katar duerch Ären Informatiounsaustausch erausfënnt, datt déi Fra eng Affär hat mat engem Lëtzebuerger, a se gëtt gestengegt? Sot Der dann: „Ma déi hat jo awer e fantastesche Recours an hirem Pays d'origine."?

«L'absence de tout recours au Luxembourg est (...) inadmissible quand la demande (...) d'informations provient d'un État dont les juridictions sont inexistantes, corrompues ou, de façon générale, ne garantissent pas un accès à la justice efficace (...)», seet de Barreau a sengem exzellenten Avis.

Här Justizminister, et gëtt kee Recht ouni Recoursméiglechkeet. Et gëtt och kee Recht am

Secret. All Bierger ass och e Steierbierger. Et ass och ee Contribuable. Gëtt hien ugesicht vun iergendengem, sengem Patron, senger Fra, sengem Noper, da gëtt en dat gewuer. Mécht ee géint hien eng Plainte bei der Police, da gëtt en dat gewuer. Da kann e sech justifizéieren. Just a Steiersaachen, do gëtt et elo eng Aart geheime Staatssache, déi hei agefouert gëtt. E gëtt net informéiert, datt iergendee gefrot gouf, fir Informatiounen iwwer en ze ginn. An deen, deen dat gefrot gouf, huet keng Recoursméiglechkeet.

Et ass hei duergestallt ginn, mat Recht, datt d'Droits de la défense komplett violéiert ginn, an ech si frou, datt den Här Bettel schonn zitéiert ginn ass, well ech dat och wollt maachen.

Ech soe just esou vill: Hien als exzellenten an erfuerene Penalist, ech denken, en ass ganz besonnesch frou doriwwer, datt hei d'Droits de la défense esou violéiert gi vu senger eegener Regierung.

(Interruption)

Op der Oppositiounsbänk…, op der Majoritéitsbänk, entschëllegt, sëtze ganz vill exzellent Juristen, déi mer och als solch schätzen. Och si hunn den Avis vum Barreau gelies, an ech wollt vläicht ee Saz zitéieren, de Gilles huet mer deen awer schonn ewechgeholl: «N'est-ce pas l'idée même de l'État de Droit et de la séparation des pouvoirs: L'administration applique une loi, et les juridictions contrôlent cette application.» Dat ass jo awer genau deen Text, deen elo hei duerchgeboxt gëtt, deen deen dote Prinzip vum Rechtsstat ewechputscht.

Här President, léif Kolleegen, ech wëll hei kloer soen: Den Här Minister Gramegna iwwerhëlt hei voll a ganz eng politesch Responsabilitéit. Wa géint d'Warnunge vun all deenen eminente Juristen, déi gefrot gi sinn, hei aus dësem Projet de loi ee Gesetz gëtt, ech hoffen an ech wënsche mer, datt deen éischte Professionellen, deen eng Injonctioun kritt, sofort e Recours aleet an eng Question préjudicielle freet bei der Cour de justice um Kierchbierg.

Well jo och d'Convention européenne des droits de l'Homme sanktionéiert ass a leschter Instanz, a falls déi Question préjudicielle net sollt zum Erfolleg féieren, wat ech awer scho bezweifelen, dann huet en op jiddwer Fall en effikasse Recours zu Stroossbuerg, wou e Lëtzebuerg veruerteele léisst, well et keng effikass Recoursméiglechkeet gëtt.

Sollt dat dann de Fall sinn, do schléissen ech mech dem Gilles Roth un, dann denken ech: Wann Der dann nach Minister sollt sinn, datt Der dann Är Responsabilitéit huelt an dann och Ären Hutt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Et ass geféierlech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech fannen dat ganz flott, datt mer emol endlech eng Kéier eng real an interessant Debatt hunn hei an der Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Eng real Debatt, souwuel vun deem, wat gesot gëtt, wéi och vun deem, wat net gesot gëtt! An den Ursprong ass jo de Rapport vun der OECD, dem Forum Mondial sur la transparence an esou weider, deen an engem Rapport de progrès 2013 Lëtzebuerg ganz vill rout Këschtercher do gemoolt huet.

Ech fannen et awer och ganz flott, datt d'ADR an d'CSV hei elo d'OECD op eemol a Fro stellen als bürokratesche Monster, deen net gewielt wier. Bei anere Saachen, bei den Zentralbanken zum Beispill, maache se dat awer net! An do hu se vill méi ee groussen Afloss op d'monetaresch an d'wirtschaftlech Politik. An nëmmen hei, wou se elo emol ufänken, déi krassesten Auswüchs vun der Steierhannerzéiung a Fro ze stellen, elo op eemol ass et ee bürokratesche Monster. Mais soit!

Ech mengen awer, eng vun deene Saachen, déi hei net gesot gi sinn, dat ass déi, datt d'Zil vun deem, wat hei an deem Projet drasteet, net ass, fir Steierhannerzéiung ze verhënneren.

Ech sinn der Meenung, datt Steierdumping och een Aspekt ass vu Steierhannerzéiung. An de Steierdumping, deen ass gewollt. Deen ass gewollt an Europa, dee steet am Traité vu Maastricht a vu Lissabon, a soi-disant ass et eng legal Steierhannerzéiung. An ech mengen och, datt d'Steierhannerzéiung, vläicht am Géigesaz zu deem, wéi et ugeklongen ass, net ee Mënscherecht ass.

Une voix.- Bravo!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mënscherecht ass eppes aneschters wéi Steierhannerzéiung.

Steierhannerzéiung, déi awer dora besteet, datt, wa Betriber a Multinationallen soulaang no Lächer sichen an de Steiergesetzgebungen, bis datt se just nach ee bis 2% vun hire Benefisser versteieren, dann ass eppes falsch. An da schwätze mer vu Steierhannerzéiung. An an där Politik mécht Lëtzebuerg - déi al an déi nei Regierung - weider mat.

Engersäits gëtt den Austausch vun Informatiounen, fir krass Aspekter vu Steierhannerzéiung ze verhënneren, matgemaach, an anerersäits bleiwe Schlupflächer, Steierlächer bestoen an et ginn neier geschafen. Bestoe bleift den „ruling", deen elo emol eng Base légale kritt. Bestoe bleift d'„Patent Box". Bestoe bleift ee Freeport, wou ganz räich Leit Verméige kënne verstoppen, hannerleeën, ouni Steieren drop ze bezuelen. An et ginn och neier geschafen. D'Fondation patrimoniale, et wäert net laang daueren, bis datt mer hei doriwwer wäerten diskutéieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Consultingfirmaen amgaange sinn, ee gudden Ersatz ze fanne fir d'Intérêts notionnels, déi op déi Aart a Weis hei net duerchgaange sinn. Da wäerte mer do eng Alternativ presentéiert kréien.

D'Konsequenzen dovunner, déi betreffen eis awer all! D'Konsequenze vun där Steierdumpingspolitik a vun där legaler Steierhannerzéiung, déi betreffen déi souverän Staten, déi net méi dat Akommes hunn, wat se brauchen, fir hir Déngschtleeschtungen, fir Infrastrukturen ze maachen. Se bréngen eng Ëmverdeelung mat sech, nämlech, datt déi Suen, déi gebraucht gi bei de Staten, ëmmer méi agezu gi bei de Bierger, bei de Stéit, bei de Salariéen, datt d'Ausmooss vun deem, wat d'Salariéen an d'Stéit musse bezuelen, ëmmer méi zouhëlt. An ee Salarié an ee Stot, déi kënne sech hire Steieren net entzéien op déi Aart a Weis, wéi eng Multinationale oder verschidde Betriber dat maachen. Déi bezuelen hir Steieren op de Su genee, op den Cent genee.

An ech mengen dowéinst, datt den Zweck net deen ass, fir hei Steierhannerzéiung ze verhënneren. Duerfir missten aner Saache gemaach ginn, op déi ech kommen. Den Zweck ass deen, fir „compliant" ze ginn. Dat schonn duerch d'Duebelbesteierungsofkommessen, déi gemaach gi sinn, wat jo d'Base légale ass vun deem heiten, well et geet jo ëm d'Renseignementer, déi ënner anerem an den Duebelbesteierungsofkommesse festgehale gi sinn, wat jo eigentlech keng Duebelbesteierungsofkommesse sinn, wat éischter Netbesteierungsofkommesse sinn, well och do vill Suen hannerzu ginn. An och den Austausch op Demande oder automatesch, wouriwwer mer herno nach schwätzen, ass e Stéck vum Versuch, fir dat ze maachen.

Datt dat awer net duergeet, weist ënner anerem d'Diskussioun, déi déi nämlecht OECD, awer och d'EU ausgeléist hunn iwwert d'BEPSen, dat heescht d'Steieroptimiséierungspraktike vun deene grousse Betriber. Ech wëll drun erënneren, datt et, mengen ech, 14, 16 Themae gëtt, op deene geschafft gëtt, fir déi Steierhannerzéiung ze hannerfroen, dat heescht, fir d'Besteierungsbasis vun de Betriber an de Multinationalle minimal transparent ze maachen, op eng zolidd Basis ze stellen. Dat betrëfft net nëmmen d'„rulingen" an d'„Patent Boxen", wat zwee Beispiller sinn, déi hei e puermol zitéiert gi sinn.

Mir sinn eigentlech fir eng aner Politik. Mir si fir eng Politik, wou korrekt besteiert gëtt, de Mehrwäert, do, wou e geschafe gëtt. Dat misst d'Basis si vun aller Fiskalpolitik. Fir datt dat méiglech ass, misste mer eng Offeleeung hu vun de Besëtzverhältnisser, dat heescht, mir missten een ëffentleche Regëster hu vun de Besëtzverhältnisser an Europa oder, wéi de Zucman seet, op der ganzer Welt. Dat ass d'Basis, fir iwwerhaapt ze wëssen, wee wat huet, wee wéi ee Räichtum huet, wee wat verdéngt, wee wat hannerzitt. An et däerf ni ee Mënscherecht ginn, fir dat ze verstoppen, mä dat muss ëffentlech sinn an ee Recht si vun all Bierger, fir dat kënnen anzegesinn.

An da brauche mer, zweetens, eng Mindestbesteierung. Mir brauchen eng Mindestbesteierung a ganz Europa an och doriwwer eraus fir Betriber, fir eben déi Dumpingslogik, esou wéi se de Moment leeft, déi ëmmer weidergeet, fir déi ze verhënneren. An dobäi wäert jiddweree gewannen. Dobäi wäerten déi souverän State gewannen, dobäi gewannen d'Salariéen an dobäi gewënnt och d'Wirtschaft, déi emol erëm eng Substanz kritt, well déi Suen, déi de Moment hannerzu ginn, déi ginn an d'Spekulatioun. A mir rennen domadder an d'Mauer vun där nächster Kris. Ech wäert herno nach bei deem nächste Punkt dorobber zréckkommen.

Och wann d'CSV elo hei den Droit de recours verteidegt als mënscherechts- an als rechtsstaatlech Grondlag, esou mécht se et awer, an dat muss een awer soen, op eng eesäiteg Aart a Weis. Well se mécht et hei nëmme fir Leit mat ville Suen, fir déi räich Cliente vun den Avocat-d'affairen. Se mécht et an anere Beräicher net!

Ech ginn d'Beispill vun der Vorratsdatespeicherung. Firwat bei der Vorratsdatespeicherung sot Der net och, datt dat net mënscherechtlech korrekt ass, datt eng Datespeicherung op Vorrat, esou wéi se bis elo funktionéiert, wéi den Europäesche Geriichtshaff se gekippt huet, datt Der déi zu Lëtzebuerg wëllt weiderféieren? An ech sinn iwwerzeegt, wann d'CSV sech géint d'Vorratsdatespeicherung gewiert hätt, dann hätt d'Regierung net der CSV hir Positioun brauchen ze iwwerhuelen. Also ass dat eng relativ eesäiteg Positioun.

Mä, an dat ass dat, wat mech beonrouegt an där ganzer Diskussioun: Déi Problematik vum Recours, déi hei besteet oder déi hei ewechfält, déi eis och staatsrechtlech interesséiert, déi betrëfft awer net nëmme Räicher a Superräicher, am Géigesaz zu deem, wat vläicht gemengt gëtt, déi kann och ganz aner Leit betreffen.

Ech wëll Iech einfach ee Beispill ginn. Komm mir huelen d'Beispill vun enger türkescher Flüchtling, déi zu Lëtzebuerg ass, hei Asyl huet a wou deen türkesche Stat gäre wéisst, mat wiem huet dat wat ze dinn. Ma deen türkesche Stat, déi türkesch Autoritéit kann iwwert d'lëtzebuergesch Autoritéit verlaangen, wéi eng Virementer, wéi eng Iwwerweisunge mécht déi wouhinner. A si huet emol net d'Recht, fir et gewuer ze ginn! Et sinn Drëttpersounen, déi mat erakommen, déi et net gewuer ginn. An dat si wierklech d'Prinzipie vu Rechtsstaatlechkeet, déi hei a Fro gestallt sinn an déi mir op déi Aart a Weis net kënnen akzeptéieren!

Ech sinn iwwerzeegt, datt iwwert déi Aart a Weis et méiglech ass, Renseignementer ze kréien, déi ee vläicht iwwert d'Terrorismusgesetzgebung vum SREL net krit, déi dann iwwert dëse Wee kënne gefrot ginn. Also, do gi wesentlech Prinzipie vu Rechtsstaatlechkeet a Fro gestallt, och fir normal Bierger an net nëmme fir Superräicher.

An ech mengen, wann een d'Debatt hei kuckt, an och an der Kommissioun, déi mer gëschter haten, ass d'Regierung eigentlech mal à l'aise. D'Regierung ass mal à l'aise, dat mierkt een an all hiren Aussoen, och déi vun hire Vertrieder. Mä si seet, komm mir maachen d'Aen zou an duerch, fir dem Impératif vum Forum mondial, fir deem Rechnung ze droen. Souguer wëssend, datt, wann ee Recours kënnt, datt d'Cour Constitutionnelle dat doten eventuell kippt, mä en attendant hu mer da mindestens dem Forum mondial do Rechnung gedroen.

An och do, an dat muss ech awer hei soen, och do dréit d'CSV awer eng Responsabilitéit. Et ass jo awer d'CSV, déi jorelaang déi legal an déi illegal Steierhannerzéiung gefërdert huet a sech elo hei künstlech doriwwer opreegt, datt do elo näischt geschitt ass mat rechtsstaatleche Recoursen, fir dat ze verhënneren. Duerfir fannen ech dat wierklech e bëssen heuchleresch, wat hei geschitt. Mir wäerten eis bei deem Projet do enthalen, aus deene verschiddenen Ursaachen, déi ech hei gesot hunn.

An ech soen Iech Merci fir d'Diskussioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer de Mëtteg laang iwwerluecht gehat, ob ech sollt nach intervenéieren, well ech hat um Niveau vu menger Fraktioun en exzellente Virriedner. Mir si vun him gewinnt, datt en ëmmer op eng detailléiert a profund Aart a Weis op d'Projet-de-loien ageet. Ech hunn awer fonnt, en huet dat de Mëtteg extra gutt gemaach, soudatt ech eigentlech net hätt missen de Mëtteg intervenéieren. Wann ech dat…

(Interruption)

Wann ech dat, Här Bodry, awer décidéiert hunn ze maachen, dann ass et, an ech soen dat à l'attention vun deenen zwee Ministeren, well ech ganz schlecht geschlof hunn déi lescht Nuecht.

(Brouhaha)

No där Réunioun, Dir Häre Ministeren, déi mer gëschter zesummen haten. An do sinn eng Rei Punkten opgeworf ginn, notamment vum Finanzminister, wou ech mer awer herno d'Méi ginn hunn, an et huet mech, wéi gesot, vill Stonne vu menger Nuecht kascht, fir dat ze recherchéieren. An ech muss Iech dann och soen, Här Finanzminister, mä ech kommen herno drop ze schwätzen, datt Der eis gëschter net iwwerall d'Wourecht gesot hutt. An ech wäert Iech och do soen, wou dat de Fall ass.

Ier ech awer op déi fundamental Thematik vun deem Projet de loi aginn, wëll ech hei nach eng Kéier soen, ëm wat et eis hei geet. Et geet eis net drëm, datt mir e Problem hu mam Informatiounsaustausch a mat dem Fait, datt d'Regierung op de Wee vun deem Informatiounsaustausch geet. A mir hunn och kee Problem, Här Finanzminister, datt mer deen Informatiounsaustausch scho vun 2017 u wäerte fonctionnéiere loossen, wéi d'Regierung dat jo proposéiert, an net eréischt vun 2018 un.

Mir hunn och kee Problem, Dir Häre Ministeren, mat de Standarde vun der OECD a mir stellen déi Standarden a sech och net a Fro. Wat mir a Fro stellen, an do wäert ech elo drop agoen, ass déi Aart a Weis wéi Dir, Dir Häre Justiz- a Finanzministeren, déi Standarden interpretéiert. Et geet eis schlussendlech och hei net drëm, dëse Projet onnéidegerweis an d'Längt ze zéien, well mer wëssen, datt et hei och ëm d'Reputatioun vun eisem Land, vun eiser Finanzplaz geet.

A mir hunn ëmmer an der Regierung, an dat wäerte mer och elo an der Oppositioun, eng verantwortungsvoll Positioun (veuillez lire: Positioun ageholl), an duerfir wäerte mer och d'Regierung iwwerall do ënnerstëtzen, wou se Mesuren hëlt, déi an déi richteg Richtung ginn. Mä mir hunn, a mäi Kolleeg Gilles Roth huet dat, wéi gesot, op eng exzellent Manéier duergeluecht, e Problem haaptsächlech mat enger Dispositioun vun deem Projet de loi.

Mir sinn dann och quasiment zu 90 oder 95% mat den Dispositioune vun deem Projet de loi averstanen, allerdéngs net mat enger! An eng Rei vu Kolleege si jo och schonn do drop agaangen, soudatt ech elo net méi dat brauch nach eng Kéier am Detail ze maachen. Do, wou ech awer e Problem hunn, an duerfir wollt ech elo och nach eng Kéier hei op d'Riednerpult goen, ass, datt ech d'Impressioun hunn, datt hei, ganz besonnesch vu Regierungssäit, net op déi reell Froe geäntwert gëtt!

An ech erkläre mech. Hei gëtt ëmmer erëm erkläert, datt deejéinegen, géint deen en Informatiounaustausch leeft, jo d'Méiglechkeet huet, a sengem Pays d'origine e Recours ze maachen. Dat bestreide mir net. Et ass och net do, Dir Häre Ministeren, wou mir de Problem hunn. Do, wou mir de Problem hunn, ass, datt et hei ëm eng ganz Kategorie vu Leit geet, déi ee Rétenteurs d'informations nennt. Wee kann dat sinn? Dat kënnen natierlech Leit sinn, déi op Banke schaffen. Dat kënne Confrères Affekote sinn. Dat kënnen Notairë sinn. Dat kënnen Experts comptables sinn. Mä dat kënnen och ganz normal Bierger sinn. Dat kann de Frënd oder d'Frëndin vun enger Persoun sinn, déi zum Beispill an Däitschland poursuivéiert gëtt pour escroquerie fiscale.

An eis geet et hei drëm, Här President, datt déi Leit e Schutz kréien. Well, wéi ass am Moment d'Situatioun? Komm mir huelen e ganz praktescht Beispill, wat ech an de leschten Deeg schonn e puermol geholl hunn. Soe mer, et ass en Här Schmit an Däitschland, deen angeblech hei zu Lëtzebuerg Konten huet a wou dat däitscht Steieramt eng Demande d'échange d'informations bei der lëtzebuergescher Steierverwaltung mécht.

Elo ass, pas impossible, den Här Schmit Client bei engem hei vun de Confrèren, déi hei an der Chamber sinn. Da seet d'Steierverwaltung, Här Mosar, Maître Mosar, Maître Reding, Maître Fayot, Dir hutt den Här Schmit als Client, elo hätte mir vun Iech gär all Informatiounen iwwert dee Client, all Dokumenter, all Bankextraiten, déi hutt Dir ze verséieren. An da kann de Maître Fayot, de Maître Reding, ech selwer, hu mir emol net d'Méiglechkeet, datt doriwwer iergendwéi eng onofhängeg Instanz appréciéiert, Dir Hären.

An et ass do, wou, ech mengen, all Jurist, an net nëmmen all Jurist, mä all Bierger muss schockéiert sinn, wann et hei drëm geet, an hei geet et net ëm déi Leit, nach eng Kéier, wou d'Demande d'informations, mä hei geet et ëm onbescholte Bierger, déi einfach gesot kréie vun der Steierverwaltung, du hues eis elo déi Informatiounen do ze ginn, an déi hunn emol keng Méiglechkeet, sech dogéint ze wieren. A wa se et net maachen, Dir Dammen an Dir Hären, da gi se zu enger zolitter Amende verdonnert. An et ass do, wou mir e ganz décke Problem dermat hunn.

An ech kommen dann och nach eng Kéier op déi zwee fundamental Problemer, an do, wou ech och absolut net mam Finanzminister d'accord sinn.

Här President, erlaabt Der, datt ech e bësse meng Zäit iwwerschreiden? Ech versichen et…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Vu dass Dir mir ëmmer entgéint komm sidd,…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà, ech wollt elo soen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …wéi ech Regierungsmember war,…

(Brouhaha)

...a mech normalerweis no enger Minutt ënnerbrach hutt, ginn ech lech ganz gär zwou Minutten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech wosst, datt ech eng Kéier géif hei stoen an Dir do sëtzen, duerfir hunn ech ëmmer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat kënnt lech nach méi wéi eng Kéier vir!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Duerfir hunn ech ëmmer...

(Hilarité)

Duerfir hunn ech dovu profitéiert.

Et geet eigentlech hei ëm zwee Problemer. Et geet ëm deen ominéise Recours, wat awer fir mech manner problematesch ass, mä et geet doniewent, an dat ass eigentlech wéineg hei ugeklongen, geet et och ëm de Contrôle de la recevabilité préalable. An dat ass e ganz wichtegt Argument!

An do, Här Minister, kommen ech elo op meng schloflos Nuecht zréck. Dir hutt gëschter behaapt, et géif kee Land an der Europäescher Unioun ginn, wat iergendwéi e Recours géint esou eng Décisioun vun enger Steierverwaltung géif zouloossen. Vu datt meng...

(Interruption)

Jo, dach, dat hu mir awer, ech weess net, d'Kolleege waren... Bon, dann...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat huet kee Mënsch gesot!

(Brouhaha)

Dat huet kee Mënsch gesot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da kommt, dann... Ech streiden elo net...

(Interruptions)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech hat gëschter scho Beispiller erwähnt an der Kommissioun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da komme mer drop... Wann Dir dat net gesot hutt, tant mieux!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt schlecht geschlof d'lescht Nuecht.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat gëtt mir dannoch Argumenter fir dat, wat ech elo wollt développéieren. Mä ech maachen et ganz kuerz. Ech hu mer dat e bësselchen ugekuckt an ech hunn notamment an deem Land gekuckt, wou mer jo wahrscheinlech mat déi meeschten Demandes d'échange d'informations kréien, nämlech aus Däitschland. An do gëtt et, Här Finanzminister, e Gesetz, wat seet, datt géint all Acte administratif, och vun der Steierverwaltung, ëmmer e Recours méiglech ass! An dat Gesetz kann net duerch..., en anert Gesetz kann net dozou dérogéieren.

D'Bundesverfassungsgericht vu Karlsruhe, wou jo awer eminent Juriste sinn, huet dat an engem Arrêt, wou ech elo leider Gottes d'Referenz net viru mer hunn, confirméiert. An an deemselwechte Kontext wollt ech och soen, Här Finanzminister, e Punkt, iwwert deen elo haut manner geschwat ginn ass, deen awer net onwichteg ass, nämlech deen, datt de Client net am Virfeld dierft informéiert ginn, huet d'Bundesverfassungsgericht gesot, am Kontext vum FATCA, datt déi Dispositioun géint déi däitsch Verfassung géif verstoussen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Deeselwechten Arêt, Här Finanzminister, ass virun e puer Joer vun der belscher Cour Constitutionnelle geholl ginn. Och déi huet constatéiert, datt déi Interdictioun, fir e Client ze informéieren, géif géint déi belsch Verfassung verstoussen. A Frankräich gëtt et e genaue Contrôle de la recevabilité préalable, dee ganz strikt Konditiounen definéiert, ënnert deene kann effektiv esou e Contrôle kommen.

An dat féiert mech dann och derzou, Här Minister, an ech géif wierklech nach eng Kéier den Appel hei un lech maachen - well et geet mir wierklech hei net ëm Parteipolitik, et geet hei net ëm Majoritéit, ëm Oppositioun, ëm d'Partei, et geet mir hei ëm d'Saach -, mir hunn lech gëschter gesot: Firwat gitt Der net dohinner an Dir maacht dat, wou d'OECD-Standarden iwwerhaapt kee Problem dermat hätten, nämlech e Contrôle de la recevabilité préalable, deen awer net ka vun der Steierverwaltung selwer gemaach ginn?

Wa mer dat maachen, an ech mengen, jiddwereen, deen e bësselchen eppes vun Droit versteet, dee weess, datt mer, wa mer dat maachen, mir ginn zu Stroossbuerg gi mer domadder bueden. Well mir sinn erëm voll, an dat ass jo vu verschiddene Kolleegen och hei gesot ginn, mir si voll an der Hypothees vum Procola-Uerteel, dat heescht an dësem Fall ass d'Steierverwaltung déi, déi eng Décisioun hëlt a se kontrolléiert souguer, ob déi Décisioun och nach recevabel ass. Dat kann, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Rechtsstat net de Fall sinn!

An duerfir nach eng Kéier, Här Minister, a komm mir ginn eis déi Zäit. Firwat maache mer net e Contrôle préalable, dee kéint, wéi en matière de référé, vun engem Tribunal administratif net am Contradictoire, net am Contradictoire kéint ofgeseent ginn? Dat géif kee Problem maachen! An ech hu mer alleguerten d'Dispositioune vun der OECD ugelies. Et ass näischt, wat eis do géif empêchéieren, op dee Wee ze goen. Duerfir nach eng Kéier, ech hätt och net gär, wann herno géif gesot ginn, d'CSV hätt hei blockéiert. Mir wëllen lech hëllefen, e Wee ze fannen, dee vill méi compatibel wär. An duerfir nach eng Kéier déi Offer, déi ech do wollt maachen.

Här President, ech kommen zum Schluss, ech hätt zwar nach ganz vill Saachen ze soen, mä et ass awer eppes, wat mer och nach ganz besonnesch, Dir Dammen an Dir Hären, um Häerz läit. Och e Punkt, deen net ugeschwat ginn ass, an dat ass dee vum Dateschutz. De Kolleeg Justin Turpel huet et ugeschwat, an ech muss lech soen, Dir hutt et matkritt - an déi Fro wollt ech och nach eng Kéier dem Finanzminister stellen -, an Zukunft dierfen déi Informatiounen, déi vun de Banken oder vun anere Rétenteurs d'informations communiquéiert ginn, net méi maskéiert sinn. Dierfen net méi maskéiert sinn!

Elo stellt lech emol e bësse vir, wann aus enger Bank en Dossier communiquéiert gëtt mat Extraiten: Do ginn Nimm vu ganz villen onbescholtene Bierger genannt. Déi gi communiquéiert, déi zirkuléieren an der Weltgeschicht!

Här President, ech muss lech soen, ech hunn Angscht virun enger Gesellschaft, wou de Stat an dat Intiimst vu menger Privatsphär en Abléck huet,...

(Interruption)

...an dat ouni déi geréngste Kontroll vun der Justiz! Ech muss lech soen, dat ass grav, an dat si mer amgaangen ze maachen. An ech verstinn och net, ganz besonnesch déi gréng Kolleegen, déi net midd ginn, andauernd géint den TTIP ze jäizen, géint den TiSA ze jäizen, wou se soen, mir géifen eis Standarden opginn.

Wat maache mer dann hei, Dir Dammen an Dir Hären? Mir ginn hei Standarden op, déi a jorzéngtelaange Jurisprudenze vun der Cour vu Stroossbuerg ëmmer erëm confirméiert gi sinn. Dat maache mer, Dir Dammen an Dir Hären!

Ech kommen zum Schluss. Ech géif wierklech nach eng Kéier wëllen en Appell un d'Regierung maachen: Iwwerleet lech dat do nach eng Kéier! Et geet net op eng Woch oder 14 Deeg un. Mir schaffe mat. Mir schaffe mat!

Mä ech hätt net gär, an ech gehéieren zu deenen, mam Kolleeg Alex Bodry, dem Kolleeg Gibéryens Gast, déi scho méi laang derbäi sinn, mir hunn, ech soen, dee Kampf matgemaach, wéi mer déi Juridictions administratives 1996 - den Alex Bodry huet e ganz grousse Mérite dorunner gehat, och de Paul-Henri Meyers -, ech hätt net gär, datt mer haut deen éischte Réckschrëtt maachen, datt mer erëm zréck ginn. Mir hunn deemools eng grouss Reform gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, denkt no, ier Der herno op de Knäppchen dréckt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ech denke jo, dass mäi Virgänger dat ze appréciéiere weess, dass ech en net a senge Räsonnementer ënnerbrach hunn, an ech hoffen, dass en net nach eng Kéier eng schloflos Nuecht verbréngt wéinst deem schlechte Gewëssen, dat e vis-à-vis vu fréiere Regierungsmemberen huet.

Voilà, dat gesot, géif ech d'Wuert un de Finanzminister ginn. Här Gramegna.

Prises de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer effektiv e ganz wichtege Projet de loi. Ech erënnere mech nach ganz gutt un den éischten Dag an der Regierung an och un d'Passation des pouvoirs mam Luc Frieden, dass dat heiten, déi Problemer, déi mer am Global Forum hunn, dass dat deen alleréischte Sujet war, dee mer an der Regierung hu missen diskutéieren. Mir hunn dee missen diskutéieren, well mer do eng katastrophal Zensur kritt hunn. Mir waren emol net „partially compliant", mir sinn einfach riicht duerchgefall!

An ech hat mer virgeholl, an d'Regierung hat sech virgeholl, a se huet sech dru gehalen, dass se alles géif drusetzen, fir a kierzester Zäit all déi Saachen, wou mer net konform sinn, riichtzebéien. An ech kann lech soen, dat war eng grouss Aarbecht. An haut ass dee leschte vun deene Projet-de-loien, déi hei virun der Chamber sinn.

Ech wëll ee klenge Rappel maachen, wat mer scho bis elo gemaach hunn. Mir hunn op den 1. Januar schonn eng Pratique administrative gemaach, eng Circulaire administrative, fir verschidde Punkten, déi elo hei am Gesetzestext sinn, schonn direkt kënnen ëmzesetzen, fir eise gudde Wëllen ze beweisen. Zweetens hu mer d'Konventioun vun der OCDE iwwert d'Assistance administrative mutuelle hei an der Chamber am Mee ratifizéiert. Am Juli hu mer d'Gesetz iwwert d'Parts au porteur hei an der Chamber gestëmmt. An haut wäerte mer hoffentlech kënnen och dat heite Gesetz iwwert d'Prozedure vum Échange d'informations (veuillez lire: de renseignements) sur demande kënne stëmmen.

Ech soen dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci fir säi Bericht a fir säin Asaz an där ganzer Saach. Et ass extrem wichteg, an ech wäert lech elo gläich iwwert d'Enjeue schwätzen, dass mer hei séier handelen. Ech wëll och ënnersträichen, dat ass indirekt heimat verbonnen, dass d'Regierung jo och versicht huet, an der Kontinuitéit ze schaffen. An der Kontinuitéit, wat den Échange automatique ubelaangt, an dat hu mer, mengen ech, beschtens ënnerstrach, andeem mer d'lescht Woch zu Berlin déi Konventioun „early adopters" ënnerschriwwen hunn, déi fest virgesäit, dass Lëtzebuerg am Peloton de tête ass, fir den Échange automatique op alle Revenuen op den 1. Januar 2017 ze maachen.

Ech kann lech soen, dass duerch all déi Efforten, dat heescht déi Mesuren, déi mer bis elo geholl hu fir de Global Forum an och duerch déi Ënnerschrëfte zu Berlin, mengen ech, en termes vu Reputatioun a Kredibilitéit villes gutt gemaach hunn. An et war héich Zäit, dass mer dat gemaach hunn!

Wat sinn dann elo wierklech d'Enjeuen? Et ass vill vun der Place financière geschwat ginn. Ech soen lech, wat d'Enjeue si vun eisem Land a vun eiser Place financière.

Éischtens emol hu mer eng Période de grâce, déi geet bis Januar vum nächste Joer. Wa mer bis dohinner net prett sinn - an dat comportéiert dat heite Gesetz -, wa mer net prett sinn, fir eng nei Evaluatioun ze kréie vun der OCDE a vum Global Forum, da kënnen déi international finanziell Institutiounen, déi hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt sinn, iwwerhaapt net méi um internationale Marché fonctionnéieren. Et muss ee sech emol virstellen, wat dat heescht. Dat ass keng Klengegkeet.

Zweetens: E Land, wéi d'Belsch, huet eng Législatioun geholl, wa mir och da bis d'nächst Joer net konform sinn, dass all Virement vun iwwer honnertdausend Euro an e Land, wat net transparent ass - esou si mir elo qualifizéiert; ech wëll ënnersträichen, mir sinn op enger Lëscht, ech wëll elo d'Fuerf net vun der Kategorie soen, mir sinn op enger Lëscht, op enger ganz schlëmmer Lëscht -, dass all Paiement vun iwwer honnertdausend Euro, deen aus der Belsch an esou e Land gemaach gëtt, muss préalablement kontrolléiert ginn. Dat muss ee sech emol virstellen. Dat Land, mat deem mer virdrun an enger Union économique et monétaire waren.

Drëttens: Well mer als non transparent kategoriséiert sinn, riskéiert eise ganze Régime fiscal, alles wat mer hunn, als net méi konform ugesinn ze ginn. Mir hunn also direkt, géif ech soen, e schwaarzt Schëld.

A véiertens kéinten alleguerten eis Conventionfiscalle mat deenen anere Länner, déi mer hunn, vun deene Länner dénoncéiert ginn, wa mer näischt maachen. Dat ass näischt Klenges.

Et geet also iwwer ganz konkret Saachen an et geet en fin de compte ëm eis Reputatioun. Dat ass dat allerwichtegst, wat mer hunn. An der Reputatioun hu mer den Triple A - dat ass déi finanziell Reputatioun - a mir hunn d'Reputatioun, wéi mer ugesi gi vun all deenen anere Staten, déi mat eis schaffen. An dat ass dat, wat der Regierung hei um Häerz läit.

An dee leschte Punkt, deen ech wëll och ënnersträichen: Déi Transparenz, an déi mer eis hei beginn, dat ass keen Nodeel fir Lëtzebuerg. Dat bréngt nei Opportunitéiten. An deene leschte Méint a Joren ass de Secret bancaire fir Lëtzebuerg en Nodeel ginn. En Nodeel, well mer ee vun deenen eenzege waren, dee sech nach fir dee geschloen huet. E correspondéiert net méi zu eiser Zäit. D'Welt huet geännert. Se huet och haaptsächlech 2008 geännert, wéi déi grouss Kris komm ass an all déi Länner versicht hunn, méi u Suen ze kommen. An natierlech, well d'Amerikaner d'Initiativ vum FATCA geholl hunn.

D'Welt huet sech geännert. An den Échange d'informations ass eng Pratique, dat ass eppes..., déi ass et virdrun net ginn an dat wierfelt dee ganzen Droit international duercherneen. Dofir stelle mir eis hei Froen iwwer Recoursen - ech kommen nach drop ze schwätzen. Mä mir sinn do nach ëmmer am ale Modell a wa mer weider am ale Modell räsonéieren, da fanne mer net déi richteg Léisungen.

A leschte Punkt, fir dass ech e bëssen an d'Gesetz selwer nach eraginn, fir ze soen: Et ass fundamental ze verstoen, dass de Global Forum sech net mat formelle Gesetzer begnügt. Et geet net duer, wa mir haut soen: De 4. November hu mir dat drëtt Gesetz hei gestëmmt, fir konform ze sinn. Déi éischt Fro, déi duerno kënnt, ass: Majo, da kucke mer mol, wat Der an d'Gesetz geschriwwen hutt, a wéi dat ëmgesat gëtt. An de Risque, dee mer mussen évitéieren, dat ass, dass mer eng Période d'examen kréien, de Contrôle, wou gekuckt gëtt, wéi eis Gesetzer fonctionnéieren.

Den Haaptnodeel - an do kommen ech dann an de Vif vum Sujet - ass, dass eis Jurisprudence administrative actuelle eng Entrave à l'échange de renseignements ass. Eis Prozedur, wéi mer se hate vum 2010er Gesetz, iwwert dat esou vill geschwat ginn ass, ass komplett auserneegeholl gi vum Global Forum an et ass gesot ginn: Dat ass net effikass. Um Pabeier gesäit den Text uerdentlech aus, mä an der Pratique gëtt en ausgehielegt. Dat ass d'Realitéit, op déi mer hu misse reagéieren.

Ech wäert also op dräi Punkten elo agoen: 1. D'Pertinence vraisemblable, dat ass eben de Contrôle vun der Régularité formelle. Do wëll ech ënnersträichen, dass d'Administration fiscale, déi jo compétente ass, e Contrôle ka maachen. A wa se Doutten huet, ka se jo nofroen.

2. Verschidde Saachen, déi hei gesot gi sinn iwwert de Secret professionnel... Ech wëll soen, dass de Secret professionnel vum Affekot, de Secret de fabrication, dass déi agehale ginn, mat verschidde Limitten, mä déi ginn am Prinzip agehalen. Dat steet an der OCDE dran.

3. Den Ordre public däerf och net violéiert ginn. Et ass also net, wéi wann d'Administration des Contributions déi Demanden hëlt a se einfach weiderleet.

Et ass iwwert den Noircissement geschwat ginn, dass dat ganz schlëmm wier, dass mir dat net méi dierfe maachen. Dat war ee vun den Haaptreprochë vum Global Forum, dass mer d'Donnéeën net géife komplett eriwwer ginn. Wëlle mer da weider an déi Richtung schaffen? Ech mengen net.

Zweete Punkt: Dat ass d'Information vum Contribuabel. Dat ass och en extrem wesentleche Punkt, wou mir ëmmer Problemer hate an der Mise en œuvre. An de Conseil d'État huet zu Recht proposéiert, dass mer dat sollten elo duerchzéien, wéi dat effectivement am Global Forum virgesinn ass.

E Wuert zu de Recoursen, wat jo de Sujet ass, deen hei am meeschte fir Suerge gesuergt huet. An ech hunn och herno fënnef Minutte fir de Félix Braz, eise Justizminister, gelooss, fir dass hien och nach kann op dee Sujet agoen. Mä ech wëll awer och selwer e puer Wuert dozou soen.

Éischtens emol, de Recours en réformation bleift bestoe par rapport zu den Amenden, déi kënnen infligéiert ginn. Mä wat elo de Recours selwer ubelaangt: Den Artikel 6 vun der Convention des droits de l'Homme ass zitéiert ginn - ech mengen, d'Regierung huet dat gekuckt, dat applizéiert sech net en matière fiscale an nëmmen en matière pénale.

Zweete Punkt - an ech mengen, dat ass deen allerwichtegesten; dat ass dat, wou ech soen, dass mer an enger anerer Welt sinn -: Den Droit de défense vum Contribuabel, dee muss gewahrt ginn am État requérant. Dat ass de Prinzip, dat ass esou am Global Forum an an der OCDE virgesinn. A firwat soll dat am État requérant sinn? Majo, well et par définition sech ëm Nonrésidents handelt. Et geet jo par définition net ëm Leit, déi hei résident sinn. Et geet drëms, dass et Leit sinn, wou Informatioune gefrot sinn, déi net hei am Land sinn.

An dann, dat heescht nach ëmmer net, dass do iwwerhaapt näischt gekuckt gëtt. Et gëtt och an der OCDE generell Prinzipiepunkten - Nummer 1.

Zweetens hu mer international Konventiounen, déi mat deene Länner ofgeschloss gi sinn. An do gëtt et och Prinzipien. A wa sech do Länner net drun halen, kënne mer déi dénoncéieren.

An drëttens, an der Pratique: Mat weem maache mer deen Échange automatique am meeschten? Majo haaptsächlech mat eisen Nopeschlänner. D'Nummer 1 dovunner ass haaptsächlech Frankräich. A wat muss en fait erreecht ginn en fin de compte? Dat ass, dass

mer deenen Demandes d'informations kënne gerecht ginn.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, dass dee ganzen Domän vum Échange d'informations sur demande, vun deem mer haut schwätzen, jo en fait elo nach just e klengen Deel vum Eisberg gëtt. Well à partir vum 1. Januar 2015 maache mer jo den Échange automatique fir d'Revenus de l'épargne - dat Gesetz ass elo virgesi fir just hei hannerun deem heiten, wa mer dat nach haut maachen, on verra bien.

Den 1. Januar 2017 maache mer généralement Échanges d'informations op alle Revenuen a mat den Amerikaner maache mer jo FATCA. Dat heescht, deen heiten Domän vun Échanges d'informations sur demande gëtt d'Exceptioun. E gëtt net ofgeschaaft - mir hunn doriwwer geschwat an der Cofibu -, mä e gëtt wierklech eng Exceptioun.

D'Konklusioun: Den Haaptreproche, dee Lëtzebuerg gemaach ginn ass, war net, dass eis Regelen net an der Rei waren, mä dass eis Pratique ineffikass war. An de Projet, dee mer hei déposéieren, ass d'Äntwert drop.

Zweetens: Mir mussen alles maachen, fir vun där Lëscht erofzekommen, fir dass mer net méi als ontransparent Land dohinnergestallt ginn a fir dass eis Finanzplaz kann erëm roueg sech weiderentwéckelen.

Ech wëll och hei ënnersträichen - well ech déi Remarque ganz bizarre fonnt hunn -, dass alleguerten d'Acteuren, déi an der Procédure législative gefrot ginn, hei gefrot gi sinn, an d'Chambre de Commerce jo en Avis gemaach huet. An d'Chambre de Commerce, do sinn d'Banke Memberen, do sinn alleguerten déi Acteure vun der Finanzplaz dra vertrueden. Et ass also net esou, dass déi net consultéiert gi wieren.

An ech wëll och soen: Mir hu mat den Acteure vun der Finanzplaz iwwert déi heite Saach in extenso geschwat.

A last, but not least: Ech kann Iech versécheren, dass dës Regierung alles wäert maachen, nodeem mer dat heite Gesetz gestëmmt hunn, fir d'Procédure am Global Forum anzeleeden, fir dass mer esou séier wéi méiglech eng nei Evaluatioun kréien, a fir endlech vun där schlechter Lëscht, vun där schlechter Platz, wou mer do stinn, ewechzekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An zum Schluss huet de Justizminister nach d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wäert och probéieren, mech kuerz ze halen, fir déi Zäit, déi d'Regierung hat, net ze vill ze strapazéieren. Mä ech mengen, mat de 15 Minutten, et sinn der nach zwou, wäert et net ganz duergoen.

Den Här Reding huet virdrun a senger Interventioun dem Finanzminister mat enger Récktrëttsfuerderung gedroht, fir de Fall, dass eng Kéier Riichteren dat anescht géifen tranchéieren, wéi dat haut vun der Regierung hei proposéiert gëtt. E berifft sech do op lauter eminent Juristen - dat sinn déi, déi senger Meenung sinn -, déi géifen dann hei eendeiteg Iwwerhand hunn. Ech wëll awer dofir fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen, deen och en eminente Jurist ass, dee souguer Bâtonnier war an deen dëse Projet hei gutt erklärt huet, gutt verteidegt huet, an och wäert matstëmmen. A seng Meenung ass mir - mat allem Respekt, Här Reding - esou vill wäert och wéi Är Meenung an där heite Saach.

Op déi fiskal Aspekter ass de Finanzminister schonn agaangen. Ech wëll déi dofir net verdéiwen. Ech hunn och, wéi den Här Turpel, gëschter déi gemeinsam Kommissiounssitzung eng ganz flott fonnt, déi wierklech eng flott Debatt hat, déi mer haut och weidergefouert hunn, wou och den Här Turpel sech sichtlech wuelgefillt huet. En huet Oppositioun géint d'Majoritéit gemaach an Oppositioun géint d'Oppositioun. Dat war vill Gléck op engem Nomëtteg eleng.

Mä de Geck an den Eck. Et ass e wichtege Projet och fir e Justizminister, well en d'Lëtzebuerger Finanzplaz aus enger Rei vu Kritiken an Zukunft eraushält. Mir probéieren a schaffen un enger propperer Finanzplaz. Dat ass en éierbart Zil an dat kann ech och nëmmen ënnerstëtzen.

Ech wëll awer e puer Saache just rappeléieren, well vill och iwwer Prinzipielles geschwat ginn ass. Also ech kommen herno nach kuerz dozou. Dëst Gesetz ass awer en Iwwergangsgesetz.

Déi Prinzipien, déi hei esou héich diskutéiert gi sinn, sinn, wat de Volet Intérête betrëfft, doduerch dass ab dem 1. Januar 2015 déi Regelen, déi an der Direktiv beschriwwe sinn, an der Europäescher Unioun applizéiert ginn, gëllt also dëst Gesetz fir déi Länner, déi ab dem 1. Januar déi Regelen applizéieren, just fir sechs Wochen oder siwe Woche vum Vote vun haut un.

Da si mer am Échange automatique. A wat heescht „automatique"? Ben, automatique, vum selwen! Do gëtt kee méi gefrot, ob en dëst ka kucken oder ob en hei Bauchwéi huet, ob en do de Schong huet, deen en dréckt. Dann ass et automatesch. Also fir de Volet EU schwätze mer hei vu siwe Wochen, wou déi Prinzipien hei a Gefor wieren, wat net meng Meenung ass.

Fir all déi, déi d'OECD-Standarde respektéieren, wier et zwee Joer méi laang. Duerno bleift dëst Gesetz wuel bestoen. D'Gesetz bleift bestoe fir all déi Länner, déi net an der EU déi Standarde respektéieren, fir all déi Länner, déi net an der OECD sinn an déi Standarde respektéieren. Mä à condition, dass virdrun au moins en Accord bilatéral tëscht Lëtzebuerg an deem Land ofgeschloss ginn ass. Soss kënnt dat Gesetz hei do net zum Droen.

Et ass also e ganz kontrolléierbaren, iwwerschaubare Risiko, wa mir selwer de Schlëssel hunn zu där Dier, déi zu dësem Raum hei féiert. Dofir, mengen ech, soll een dat heiten och gäre prinzipiell diskutéieren. Et ass eng flott Debatt. Mä et muss een awer och mat zwee Féiss um Buedem bleiwen an déi reell Implikatioune kucken, déi heirauser kënne resultéieren an den nächste siwe Wochen, a fir déi aner an den nächsten zwee Joer.

Mä et si wichteg Froen. Ech si ganz domat d'accord. An ech ginn dem Här Roth och recht, den Zweck hellegt net d'Mëttel. Dat géif ech als Justizminister, wann et ëm rechtsstaatlech Prinzipie geet, och net kënnen dulden. Hätt ech also hei Zweifel drun, an et ass keng Science exacte den Droit, mä hätt ech hei wesentlech Zweifel drun, dass déi Rechtsprinzipien net respektéiert ginn, da géif fir mech den Zweck d'Mëttel net hellegen. Et geschitt och hei net, ass hei net de Fall. An ech soen och elo gläich firwat.

Ech wëll och dem Här Roth soen, dass em bestëmmt net entgaangen ass, dass am initiale Projet de loi e Recours virgesi war. D'Regierung huet also duerchaus sech genau déiselwecht Froe gestallt a war der Meenung, par précaution wier et vläicht eng Optioun, dat ze maachen.

Et ass de Statsrot, deen a sengem Avis eng Argumentatioun développéiert huet, déi d'Kommissioun hir eege gemaach huet an déi d'Regierung ausdrécklech ënnerstëtzt. Mir sinn der Meenung, dass de Statsrot do gutt argumentéiert huet. De Statsrot beweegt sech eigentlech a senger Logik schonn am Échange automatique. De Statsrot seet, komm mir si verstänneg, d'Logik ass déi, op déi mer duersteieren. An en huet duerfir am Fong konsequenterweis hei eng aner Approche ugeholl op der Fro vum Recours, déi mir awer och kënnen deelen.

Den Här Roth sot och virdrun, dat hei wier eng logesch Suite vun all deem, wat an de leschte Jore war. Dir gitt awer zum Schluss da selwer e bëssen onlogesch vun Ärer Argumentatioun. Dat gëllt fir d'ganz CSV-Fraktioun, och wat den Här Mosar gesot huet. Wann Der nämlech ufänkt, d'OECD a Fro ze stellen um Enn vun Ärer Interventioun - an dat kléngt gutt, et gëtt och vill Leit, déi dat gären héieren -, da stellt Der d'OECD op eemol prinzipiell a Fro! Dat wier e komesche Veräin, deen net legitiméiert wier, seet den Här Reding. Dir sot et mat anere Wierder eigentlech och a sot, dat wär awer eppes Gelungenes. Gëschter hutt Der en Ausdrock...

(Interruption)

Dach!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Do ass en Ënnerscheed. Ech hu vum Forum mondial vun der OCDE geschwat,...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Jo, selbstverständlech!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...wat net déi ganz OCDE ass mat dem Comité des ministres.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Et ass an der Rei. Et ännert näischt drun, dass Der, Här Roth, gëschter a wéineg appréciablen Termen um Radio gesot hutt, d'Regierung hätt d'Box erofgeloss. Ech mengen net, dass dat déi Terminologie hei ass, déi passend wier.

Mä Är Partei, Äre Finanzminister huet an de leschte Joren net manner, Här Roth, net manner wéi 42 bilateral Konventiounen - 42 bilateral Konventiounen! - huet de viregte Finanzminister vun der CSV an dräi Gesetzesprojeten tëschent 2010 an 2013 an conformité mat der Norme internationale gesat. En huet also grousse Respekt virun der OECD an all hiren Tenants et aboutissants an Ënnerstrukturen.

Fir dann ze kommen an ze soen, Dir hätt elo awer e bësse Problemer mat där OECD insgesamt. Beim beschte Wëllen, fir dat mannst ze soen, dat ass net terribel kredibel, wat Der do maacht! Wann Der an Zäit vun dräi Joer 42 Konventiounen hei an d'Chamber bruecht hutt, wou mer dann eis un d'OECD-Norme wëllen halen, zu Recht, mä da faalt elo net ëm a bleift dann och wierklech logesch bis zum Schluss an drot déi heite Saachen dann och wann ech gelift mat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Dann zu der Europäescher Mënscherechtskonventioun. De Barreau werft a sengem Avis eng Rei Froen op an ech huele selbstverständlech déi Froen do och ganz seriö.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Braz, den Här Roth wëllt...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Et ass scho spéit, duerfir maache mer dat net ze laang.

Mä Dir sidd mat mer eens, dass en Ënnerscheed ass tëschent enger Konventioun, déi d'OCDE ofschléisst, notamment d'Konventioun, d'Modellkonventioun vun der OCDE, a Recommandatiounen, déi e Forum mondial, dee besat ass vu Beamten, mécht; do sidd Der mat mer eens. Well all Konventioun, déi d'OCDE gemaach huet, déi hu mer no de rechtsstaatleche Prinzipien, hu mer déi hei an der Chamber och guttgeheescht, nodeem d'Regierung se ënnerschriwwen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Dann denkt dat do zu Enn. Dat heescht jo dann am Kloertext, dass mer deen zweetgenannte Veräin, dee jo dann net esou dichteg ass an Ären Aen, sollen ignoréieren. Mä da geschitt dat, wat de Finanzminister eis virdru beschriwwen huet. Dann ass et ëm d'Finanzplaz ganz séier ganz däischter bestallt. An do kënnt Dir och net laanscht déi Realitéit do argumentéieren. D'Realitéit, déi sech stellt, ass déiselwecht. Ob et elo d'Konventioun OECD ass, oder eben déi Lëscht, op där mer elo drop sinn. Et ass net ënnert dëser Regierung geschitt, dass mer do drop komm sinn, et ass ënnert dëser Regierung, wou mer probéieren, draus erauszekommen.

Zum Avis vum Barreau zu den Artikele 6 an 13 vum Procès équitable an dem Recours effectif. Do gëtt hei behaapt, déi géif et elo net méi ginn. Dat ass a mengen Aen net richteg. A mir hunn och net nëmme mat den Argumenter vum Statsrot, mä och mat anere Juriste geschwat an héije Magistraten, déi dat do net deelen. Woufir? Majo, well an deem heite Fall, an dat ass eben deen neie Mechanismus, deen ass vläicht nach net iwwerall assimiléiert, dat dote gëtt garantéiert am État requérant. Mir sinn hei net an der Entraide judiciaire an et kann een och dofir net par analogie argumentéieren.

Mir sinn hei an der Matière administrative. Mir huelen hei um Fong keng Décisioun. Mir exécutéieren international Engagementer, déi mer agaange sinn. Sur simple demande ginn déi exécutéiert vun der Steierverwaltung. An am État requérant, net am État requis, ginn all d'Décisioune quant au fond geholl. An do spille selbstverständlech sämtlech Regelen, och déi vum Artikel 6, och déi vum Artikel 13.

An da muss dann do deen, dee viséiert ass, seng Rechter verteidegen no deene Regelen, déi et an deem Land gëtt. Dat sinn déiselwecht wéi bei eis zum Deel, zum Deel och anerer. Mä ënnert dem Chapeau vun de Länner, déi et betrëfft, vun der...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Reding?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Eng ganz kleng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mat der Bitt och, fir zur Konklusioun ze kommen, well ech hunn Iech déiselwecht Latitude gi wéi de Spriecher vun der CSV. Mä ech mengen, mir missten elo zur Konklusioun kommen.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Wou huet den Détenteur vum Renseignement e Recours?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ech kommen dozou. Ech kommen dozou.

Une voix.- Et gëtt esou lues Zäit.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Deen, ëm deen et geet... Jo, neen, neen.

(Interruptions)

Also, wëllt Der eng seriö Diskussioun oder net? Solle mer an 30 Sekonne bâcléieren?

Hei geet et ëm fundamental Froen. Ech stelle mech all de Froen, alle Froe vun de Kolleegen Deputéierten. Da muss ech awer och d'Méiglechkeet hunn, drop ze äntwerte mat enger développéierter Argumentatioun. Dir hutt zesumme bal 40 Minutte geschwat. Ech probéieren dat do an néng Minutten ze maachen.

Et ass also hei falsch ze behaapten, et géif kee Recours quant au fond ginn. Déi Recourse gëlle selbstverständlech am État requérant a si mussen d'Norme respektéieren. Ech mengen, dat ass kloer. Et ass falsch ze behaapten, et géife keng Recourse ginn!

An da kënnt déi Fro, déi dem Här Mosar Nuechten ouni Schlof besuergt.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech kann nach eng Nuecht net schlofen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Wou och de Virworf gëschter an der Kommissioun gemaach ginn ass, hei wier een an deeselwechte Juge et Partie. Den Här Roth huet och gesot, gëschter an der Kommissioun wier zum Deel net alles gesot ginn. Ech mengen, dat ass net ganz richteg.

Dir hutt gëschter an der Kommissioun behaapt, dat hei wier déi eenzeg Matière, wou mer kee Recours méi hätten. Dat ass awer net richteg. Dat hunn ech Iech och gëschter scho geäntwert. Mir hunn am Gesetz vun 2010 de Recours en nullité an der Matière vun der Entraide judiciaire ofgeschafen. De Recours - soss hätte mer d'Gesetz net bräichten ze änneren -, de Recours formel, wéi en hei verlaangt gëtt, ass och an der Matière vun der Entraide judiciaire 2010 ofgeschafe ginn, an ass ersat ginn duerch dat, wat den Här Roth ganz richteg beschriwwen huet. Domadder hu mer elo déi ganz Geschicht gezielt vu gëschter.

Dir hat och en Deel vergiess ze erwähnen, nämlech deen, dass de Recours, wéi en am Gesetz stoung, annuléiert ginn ass an duerch eppes, wat kee Recours ass, et ass eng aner Prozedur... Woubäi, Dir sot, d'Chambre du Conseil géif dat maachen. Ech géif dann och gäre wëssen, wou dat um Niveau vum Administratif da sollt gemaach ginn. Do gëtt et keng esou eng praktesch Saache wéi eng Chambre du Conseil. Remarque um Rand a Klamer zou.

Da kënnt dann déi Remarque, déi dann och de Steierdirekter hei namentlech an d'Gespréich bruecht huet. Ech mengen, wou awer jiddweree Vertrauen dran huet. Déi Saach vum Juge et Partie, well e kritt eng Demande aus dem Ausland an da seet en, ech froen elo bei engem Détenteur d'information - an net, Här Mosar, wéi Dir Iech an engem freudsche Lapsus ausgedréckt hutt mam „Rétenteur d'information", et ass en „Détenteur d'information" -, dat ass alles nach ganz legal...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Et kann och e Rétenteur ginn!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Jo, jo. An net kriminell. An da seet de Steierdirekter, ma ech froen elo no, sief et eng Bank, sief et en Affekot. De Finanzminister huet scho rappeléiert, de Secret professionnel ass hei net tangéiert vun der Diskussioun. Et muss een et awer vläicht rappeléieren, dass dat kloer ass. An dann exécutéiert dee sech net. Well en ass net d'accord, dass en dat gefrot gëtt an e wëllt sech net exécutéieren. Da kritt en natierlech eng Amende, an déi ass gepeffert, dat ka bis 250.000 Euro goen!

Mä géint déi besteet selbstverständlech e Recours. Et ass also och do falsch, fir ze soen, et géif guer kee Recours. Dat ass net richteg. Et kann een, wann een eng Amende kritt huet, e Recours en réformation maache virum Lëtzebuerger Verwaltungsgeriicht, an déi kucken dat dann am Detail, ob déi justifiéiert ass oder net. De Fong, ob déi Demande iwwerhaapt hätt solle kommen, déi mir just ze exécutéieren an net quant au fond ze analyséieren hunn, dat spillt erëm am État requérant.

Dofir, et gëtt, quant au fond, selbstverständlech e Recours och an dëser Matière, dans l'État requérant, wat logesch ass. An et gëllt, wann een d'Amende bis kritt huet vun der Steierverwaltung, selbstverständlech weiderhin e Recours en réformation virun der Lëtzebuerger Verwaltungsgeriichtsbarkeet. Dofir, déi Behaaptung, dass dee Recours net do ass, ass weder um Fong nach duerno an eisen Ae richteg.

An da kommen ech zum Schluss, Här President, wann Der erlaabt, fir just nach eng lescht Remarque och ze soen.

(Interruption)

Eben, genau dat.

(Interruption et hilarité)

Genau dat. Lescht Remarque just, Här President. Ech wëll wierklech soen, dass dat, wat an d'Perspektiv gesat ginn ass vum Här Reding, dass um Niveau vun der Cour de Justice vun der Europäescher Unioun, oder och zu Stroossbuerg, dass do kënnen elo Aktiounen intentéiert ginn, an dass de Finanzminister oder déi

ganz Regierung da juristesch, politesch kéinte responsabel gemaach gi fir en Arrêt an enger Matière, déi jo keng Science exacte ass.

Mir hunn als bescheiden, eminent Juristen awer och zum Beispill ee ganze Statsrot op eiser Säit. Ëmmerhin! Mir lauschtere jo elo hei net kengem no. Mir maache jo net elo just, wat mir zwee fannen. Mir lauschteren hei an dëser Matière der Commission juridique no. Mir lauschteren...

(Interruption)

Mir lauschteren dem Statsrot och no. Dofir muss ech éierlech soen: Egal wéi dat heiten eng Kéier ausgeet, jiddwereen huet hei seng Voies de recours, jiddwereen huet seng Rechter, déi e kann applizéieren. A mir sinn do, fir déi ze verteidegen. A soss guer näischt! An dat wäerte mir och maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir hutt jiddwer Zäit d'Méiglechkeet, fir Parole après ministre ze froen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà, ech géif awer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech brauch Iech net ze soen...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wéilt dem Minister Folgendes soen: E mécht hei erëm eng Confusioun zwëschent dem Recours en réformation an dem Recours en annulation. Nach eng Kéier, déi Drëttpersounen, an dorëm geet et, Här Minister, mussen e Recours en annulation hunn.

Ech zitéieren Iech just elo aus engem Artikel, net datt Der sot, dat wier eleng meng Meenung, aus engem Artikel vun engem eminenten Affekot, Jurist, dee viru Kuerzem zu där ganzer Problematik sech artikuléiert huet. Deen also genau dat seet, wat mir och soen.

Ech liesen Iech et vir: «L'approche retenue» - also déi, déi Dir hei zréckbehaalt, fir kee Recours en annulation ze maachen - «est finalement également une entorse au principe de base de la loi du 7 novembre 1996, qui a créé les juridictions administratives. Selon cette loi, qui, on se le rappellera, avait été introduite en droit luxembourgeois en tant que réaction à une condamnation du Luxembourg devant la Cour européenne des Droits de l'Homme, il y aurait devant les juridictions administratives, possibilité d'un recours contre strictement toute forme d'acte administratif émanant d'une autorité luxembourgeoise, en cas de „violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés".» A lauschtert gutt no: «Il y aura à l'avenir une exception à ce principe.»

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech, Här Minister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech widderhuele mech vläicht, mä ech soen nach eng Kéier, an deem dote Fall hunn déi Leit e Recours um Fong am...

(Interruption)

Mä dach, Här Mosar. Dat ass awer...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et geet hei ëm de Recours en annulation an net ëm de Recours en réformation. Si hunn e Recours en réformation, mä kee Recours en annulation!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dee Mechanismus, deen hei a Plaz gesat gëtt - elo kann ee mat deem fundamental net zefridde sinn, fundamental net glécklech sinn -, mä e funktionéiert nun emol esou, dass den État requérant, deen hei sech zu Lëtzebuerg informéiert iwwert dat, wat seng Bierger eventuell hei hunn, dat gëtt am État requérant au fond vun A bis Z traitéiert. Dat ass awer nun emol de Mechanismus, deen hei a Plaz gesat gëtt, fir dass déi Zort vu Steierflucht, vu Steierbedruch an Zukunft ka bekämpft ginn. Dat gëtt heimadder méiglech. Wann een dat als Mechanismus fundamental a Fro stellt, ass een eigentlech fundamental mam Mechanismus, deen a Plaz gesat soll ginn, net averstanen.

D'Regierung ass awer der Meenung, dass dee wichteg ass. An dofir ënnerstëtze mer deen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an ech géif de Vote iwwert den Ensembel vum Projet 6680 lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6680 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss. De Projet ass mat 32 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6680 est adopté par 32 voix pour, 3 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

Plusieurs voix.- Jo.

D'autres voix.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hätt Der gär eng elektronesch Ofstëmmung?

(Négation)

Ech ginn dervun aus, dass mer d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote heimat hunn.

13. Ordre du jour (suite)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt Iech proposéieren, dass mer mat den Diskussiounen iwwert déi zwee aner Projete weiderfueren. Well awer eng Rei vu Kolleegen offiziell Invitatiounen hu vum däitsche Bundespräsident, géif ech Iech proposéieren, net méi den Owend driwwer ofzestëmmen, mä dat muer en début de séance ze maachen.

(Brouhaha)

Wann Der do dermat d'accord sidd, wär ech Iech ganz dankbar.

Mä mir féieren d'Diskussiounen dann nach zum Schluss zu deenen zwee Projeten, wou d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ginn ass. Dat ass fir d'Éischt de Projet...

(Interruption)

Mir kënnen dat nach zesummen ofmaachen. Mä mir stëmme jiddefalls muer iwwert déi Projeten of. Mir maachen dat d'un commun accord, fir jiddweree kënnen an d'Lag ze setzen, fir hei ze sinn.

De Projet 6668 ass d'Direktiv iwwert d'Besteierung vun de Revenuen, déi duerch d'Spueren entstinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet déi honorabel Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger.

14. 6668 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, iwwert deen ech lech op dëser Plaz de Rapport maachen, ass den 18. Mäerz 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet de Gesetzesprojet de 24. Abrëll analyséiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 8. Mee ugeholl.

An der Sëtzung vun der Finanz- a Budgetskommissioun vum 27. Mee sinn ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet bestëmmt ginn. De Statsrot huet du säin Avis den 3. Juni finaliséiert an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 4. Juni festgehalen. D'Chambre des Métiers huet de proposéierte Gesetzestext den 11. Juni duerchgeholl.

Den 3. Juli huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi de Statsrot den 11. Juli a sengem Avis complémentaire analyséiert huet. D'Kommissioun huet dësen Avis de 14. Oktober duerchgekuckt an den 21. Oktober de Rapport zum Gesetzesprojet ugeholl.

Här President, de Gesetzesprojet, deen de Mëtteg um Ordre du jour steet, reit sech an eng Linn vu Gesetzestexter an - oder scho vill méi den Owend -, déi et eisem Land erlaben, seng Finanzplaz no de gängegen internationalen Normen opzestellen an domadder ze konsolidéieren.

D'Stabilitéit an d'Prévisibilitéit si Markenzeeche vun eiser Finanzplaz, gradesou wéi hir juristesch Sécherheet. Nëmmen d'Transparenz erlaabt et, d'Vertraue vun de wirtschaftlechen Acteuren ze gewannen an esou déi néideg Investissementer ze sécheren. Mir hu virdru schonn héieren, wéi wichteg en oppenen Ëmgang mat internationale Kriticken ass.

Beim Bankgeheimnis ass et net anescht. Schonn Enn vum leschte Joer huet eise Finanzminister senge Kolleege matgedeelt, dass mir eis engem automateschen Informatiounsaustausch vu Bankendonnéeën net verschléisse géifen. Wann d'Regierunge wëssen, wat wou ausbezuelt gëtt, dann dréit dat dozou bäi, e sougenannten „level playing field" ze schafen. Dat heescht, dass fir all Land déiselwecht Regele gëllen, an dat ass genau dat, wat mir och um internationalen Niveau wëllen.

De Projet de loi vun haut de Mëtteg beweist, dass Lëtzebuerg sech engagéiert huet, den automateschen Informatiounsaustausch weiderzedreiwen. Et geet hei ëm d'Aféiere vum automateschen Informatiounsaustausch iwwert d'Besteierung vun Zënsrevenuen op Basis vun enger Direktiv vum Conseil, där sougenannter „directive épargne" vum 3. Juni 2003. Hiren Numm kënnt doduerch, dass si virgesäit, dass Informatiounen iwwer Zënszuelungen, déi bei Spuerprodukten ufalen, automatesch an obligatoresch weidergeleet ginn, dëst vun Instituter, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn an esou Paiementer u Clienten tätegen, déi hire Wunnsëtz an engem aneren europäesche Land hunn, also net zu Lëtzebuerg. Dëst erlaabt et, dass dës Leit esou besteiert ginn, wéi d'Gesetzer an hirem Residenzstat dat festhalen.

Fir et méi anschaulech duerzestellen, ginn ech Iech e Beispill: Wann eng Persoun, déi an der Belsch hire Wunnsëtz huet, e Kont zu Lëtzebuerg opmécht, fir hei hir Suen ze placéieren, da falen Zënsen un. Um Stéchdatum ginn déi dann op de Kont iwwerwisen, ouni dass de belsche Stat dovunner direkt eppes matkritt. Also muss et net sinn, dass dëse Revenu onbedéngt nom belsche Recht besteiert gëtt. Vum 1. Januar 2015 u wäerten dës Informatiounen dem belsche Stat awer duerch d'Bank matgedeelt ginn, soudass d'Besteierung virgeholl ka ginn.

Här President, d'Thema vun de Mëtteg ass e komplext an dofir géif ech gären e puer historesch Elementer opféieren, fir dëse Gesetzesprojet ze kontextualiséieren.

D'Gesetz vum 21. Juni 2005, wat mer heimat ofänneren, hat déi europäesch Direktiv vun 2003 - iwwert déi mer hei schwätzen - schonn ëmgesat, dunn allerdéngs ënner enger anerer Form. Wann déi meescht europäesch Länner den automateschen Informatiounsaustausch du schonn agefouert hunn, war et Éisträich, der Belsch a Lëtzebuerg erlaabt ginn, eng Iwwergangsléisung op d'Been ze setzen.

Et handelt sech heibäi ëm déi sougenannten „Quellesteier", d'„retenue à la source". Fir sécherzestellen, dass déi bezuelten Zënsen op déi eng oder déi aner Aart a Weis besteiert ginn, gouf dëse Mechanismus agefouert, bei deem esou ee Revenu „un der Source", dat heescht an deem Land, wou en ufält, besteiert gëtt.

Wann ech also zréck op mäi Beispill kommen, goufen d'Zënse vum belschen Awunner direkt hei zu Lëtzebuerg besteiert, dat zu engem Taux, deen iwwert d'Zäit bis op 35% geklommen ass. D'Recettë vun dëser Zort vu Besteierung sinn zu dräi Véirel an d'Land iwwerwise ginn, wou d'Residenz vun der Persoun war - a mengem Beispill war dat d'Belsch -, an ee Véirel konnte mir selwer behalen zu Lëtzebuerg. Wéi gesot, et war ëmmer gewosst, dass dëst nëmmen eng Iwwergangsléisung wier.

Elo wou d'Schwäiz awer och op de Wee gaangen ass vum automateschen Informatiounsaustausch, komme mir dem „level playing field" méi no. An anere Wierder: Elo gëtt et d'Situatioun, wou jiddweree sech un déiselwecht Spillregelen hält. Mir kréien also eng Situatioun, wou kee Land sech en onfairen Avantage verschafe kann.

D'Aart a Weis, wéi a wéi eng Informatioune genau ausgetosch ginn, ass an enger OCDE-Norm festgeluecht. Et handelt sech hei ëm déi sougenannten „Konventioun". An deene leschte Joren ass dës Konventioun ëmmer méi ugewannt ginn, soudass se am Moment d'Basis ass, no där den Informatiounsaustausch oflafe kann. Elo, wou kloer ass, dass jiddweree matmécht, a wou gewosst ass, dass mer ee gemeinsame Modell hunn, fir den automateschen Informatiounsaustausch duerchzeféieren, wäert den Iwwergangsregime vun der Retenue à la source ewechfalen.

Här President, d'Aféieren zu Lëtzebuerg vum automateschen Informatiounsaustausch bei d'Zënsbezuelungen op Spuerproduiten ass verbonne mat enger Rei Upassunge vun eisen nationale Gesetzer. Ech ginn op dëser Plaz elo net op dës dach méi technesch Froen an, well de schréftleche Rapport dës Upassunge gutt zesummefaasst. Wat mer méi wichteg erschéngt, ass, fir ze widderhuelen, dass dës Direktiv näischt un der Situatioun vu Leit ännert, déi hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn.

Här President, d'Ëmsetze vun der Directive épargne steet eisem Land gutt zu Gesiicht a weist, dass Lëtzebuerg sech un international Standarden hält.

Ech wëll dann och dem Finanzminister a senge Mataarbechter souwéi och dem Direkter vun der Steierverwaltung Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mam Parlament, awer och der Sekretärin vun der Finanzkommissioun, dem Caroline Guezennec, an eise Mataarbechter aus der Fraktioun Merci fir déi gutt Redaktioun vum Rapport.

A well mir de virleiende Gesetzestext gutt fannen a wierklech iwwerzeegt dovu sinn, bréngen ech dann och hei den Accord vun der liberaler Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Elvinger. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech félicitéieren der Madame Elvinger fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir schafen eigentlech haut zu später Stunde d'Bankgeheimnis of fir Netrésidenten zu Lëtzebuerg, dat an engem Modèle de base, an där Ambiance, wéi mer se elo zu där méi spéider Stonn an der Chamber kennen.

Eigentlech gëtt d'Quellesteier - wéi d'Madame Elvinger dat betount huet - duerch en automateschen Informatiounsaustausch tëschent Steierverwaltungen ersat. Dat bedeit fir e Belsch, deen e Spuerkont zu Lëtzebuerg huet, dass seng Zënserträg net méi zu 35% Quellesteier besteiert ginn, wou mir nach 75% un d'Belsch iwwerwisen hätten - 25% konnte mer halen -, mä déi ginn elo reng no dem belsche Steierrecht besteiert.

Folgend puer Remarquen zu dësem Gesetzesprojet:

Éischtens emol geet dat hei jo zréck op heroesch Diskussiounen op europäeschem Plang vun dem sougenannten „Sommet vu Feira" 2000 a Portugal. An ech muss soen, dass déi sukzessiv Regierungen, egal wat fir eng politesch Couleur se haten, et fäerdegbruecht hunn, zu Lëtzebuerg dach eng iwwerméisseg laang Iwwergangsphas ze schafen, wat awer am Interessi vun der Banken- a Finanzplaz et erlaabt huet, dass déi ganz Zeen sech konnt besonnesch um Niveau vun dem Private banking ëmorientéieren, a wat och vill Aarbechtsplazen erhalen huet an och eng ganz Rei vu Steierrecetten.

Här President, den effektive Steierverloscht, dee mer als Land hei hunn, beleeft sech op 47 Milliounen Euro; esou gëtt en ageschat. Jo, jo, als manner Recette, well, wéi gesot, de Stat net méi déi 25% kann zréckhalen.

Laut enger Note vum Statec - an dat muss een awer och a Betruecht zéien -, déi de Statec den

1. Abrëll gemaach huet, kënnt awer nach zousätzlech e Verloscht vun der Wirtschaftsleeschtung vun der Finanzplaz vu geschate ronn 5% derbäi. An de Statec huet deemools den 1. Abrëll och eng potenziell Perte vun Aarbechtsplaze vun 100 bis 1.200 mat aberechent.

An deem Kontext, Här Finanzminister an Här President, freet d'CSV-Fraktioun de Finanzminister, wat seng Aschätzung op haut ka sinn - dat ass keng Science exacte - vun der Perte, déi mer um Niveau vun der Wirtschaftsleeschtung hunn, an awer och vun den Aarbechtsplazen, déi direkt oder indirekt mat dësem Gesetz eventuell verluer ginn. An an deem Sënn froe mer och, wat fir eng Moossnamen dann um Niveau vum Erhalt vun dësen Aarbechtsplazen gemaach ginn, notamment am Kontext vun dem Plan de maintien dans l'emploi.

Zweetens kënnt et hei zu engem generellen Informatiounsaustausch. Deen ass natierlech och mat engem administrativen Opwand verbonnen um Niveau vun eiser Steierverwaltung.

An an deem Sënn wollte mer de Finanzminister froen, vu dass d'Fiche financière, déi bei dem Gesetzesprojet bäiläit, dat net spécifiéiert, wat dee geschate finanziellen Opwand ass en termes vun zousätzlechem Personal, wat eventuell muss agestallt ginn.

An da wollte mer Iech och froen, Dir hutt um Niveau vun der Lutte géint d'Fraude fiscale dat an Ärem Spuerpak chiffréiert, wou Der gesot hutt: „Wa mer méi Leit astellen, kënne mer méi géint d'Fraude fiscale ënnerhuelen, an dat ass och eng supplementar Recette fir de Stat", do wollte mer Iech froen, ob déi zousätzlech Astellungen eventuell an deene Spuermoossnamen dra wieren.

An déi drëtt Fro - ech kommen och schonn zum Schluss -, déi awer fir mech déi wichtegst ass, dat ass folgend: Mir hu mat deem neie Gesetz, wann dat a Kraaft trëtt, eigentlech um Niveau vun dem Bankgeheimnis zwee Systemer. D'Bankgeheimnis, wéi gesot, fir d'Netrésidenten, dat ass vun haut den Owend un net méi do. Mä d'Bankgeheimnis spillt awer nach fir Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, och wann ee muss d'Amerikaner ausschléissen, well déi falen ënnert d'FATCA-Bestëmmungen. Fir e Lëtzebuerger, deen Zënserträg huet bei enger grousser Lëtzebuerger Bank - der Spuerkeess, der Raiffeisen-Keess oder aneren -, dee bezilt op deenen Zënsen, déi e kritt, eng Quellesteier vun 10%. Déi gëtt ofgefouert. An d'Bank ass domadder hiren Obligatiounen nokomm, an direkt gëtt och de Fisc net gewuer, wat déi Zënserträg sinn, déi de betreffende Contribuablen huet.

Dat ass aneschters bei engem Netrésident. An do stellt sech awer déi Fro, an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi wërft se och an hirem Avis op, ob et net hei zu engem eventuelle Régime discriminatoire kéint kommen.

Et ass richteg, dass d'Steiermatière eng reng national Législatioun ass. Mä d'Gefor schéngt awer ze sinn, dass, wa mir d'Bankgeheimnis fir d'Netrésidenten ofschafen, et bleift awer weiderhi bestoe fir d'Lëtzebuerger,…

Une voix.- Fir d'Résidenten!

M. Gilles Roth *(CSV).*- …dass da fir…

Jein! En amerikanesche Résident, deen zu Ettelbréck wunnt, deem seng Zënserträg ginn iwwert de FATCA-Accord un déi amerikanesch Steierautoritéite gemellt. Duerfir kann een net all Résident huelen, well zum Beispill d'Amerikaner spillen net méi. Ech soen et vereinfacht: fir d'Lëtzebuerger. D'Lëtzebuerger bezuele weiderhin eng Quellesteier vun 10% op hiren Zënserträg an hiert reellt Akommes gëtt eigentlech net un de Fisc gemellt.

De Punkt ass also dee vun enger méiglecher Diskriminatioun, engem Drock op eist internt Bankgeheimnis fir d'Lëtzebuerger. Dat ass net ze verkennen.

A mir wéilten eigentlech, Här Finanzminister, vun der Regierung wëssen, ob Dir am Numm vun der Regierung kloer bekräftegt, dass Dir zu der Quellesteier op den Zënserträg vun de Lëtzebuerger weider stitt, dass Der wëllt d'Bankgeheimnis vun de Lëtzebuerger weider bestoe loossen.

Mir als CSV soen op jidde Fall haut kloer an däitlech, dass mir wëllen, dass d'Quellesteier fir d'Lëtzebuerger op den Zënserträg weiderhin an där Form besteet, wéi se de Moment a Kraaft ass. A mir stinn och zu dem Bankgeheimnis.

Mat deene Remarquë wëll ech awer selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech géif och gären der Madame Elvinger villmools Merci soe fir hire Rapport, dee ganz komplett ass, och mengem Virriedner Merci soe fir seng Ausféierungen, déi och interessant a komplett waren. Dat erlaabt mer, mech kuerzzehalen.

Et ass schonn, wéi de Gilles Roth sot, e bëssen e spezielle Moment, well et u sech en historesche Moment ass. Mir sinn amgaangen, ewechzekomme vun deem System vu Feira, duerch dee mer u sech mat där Quellesteier, déi mer deemools an deem Accord vun 2000 jo zougestane kruten, et fäerdegbruecht hunn, d'Bankgeheimnis deemools ze retten. An dat ass dat, wat mer haut opginn. An ech fannen et schonn e bësse cocasse, dass mer dat, wéi Der sot, an engem Basismodell maachen a souzesoen zu spéider Stonn - e bësse schimmeg scho bal - dat Bankgeheimnis hei fir Netrésidenten u sech bal hei begruewen an der Chamber.

Et ass e spezielle Moment. Ech ka mech gutt erënneren - ech war deemools e jonken Affekot, Ufank 2000 -, dass dat eng Diskussioun war op der Bankeplaz. Dat war deemools och kee populären Accord. Et war deemools och d'Angscht op der Finanzplaz, dass d'Bankeplaz géif zesummebriechen, dass géife ganz vill Affäre verluer ginn, vill Aarbechtsplazen, dass haaptsächlech d'Banque privée géif schwéiere Schued dovunnerdroen.

Ech mengen, et muss een haut awer gesinn, dass dat alles net esou agetratt ass an dass d'Bankeplaz, Dir hutt et gesot, laang Zäit hat, fir sech drop ze preparéieren. Si konnt hire Modell änneren. Et huet ee schonn deemools Ufank den 2000er gesinn, wou dat Ganzt géif higoen: op ëmmer méi Transparenz, op ëmmer méi Échange vun Informatioun. An dat ass do, wou mer elo haut ukomm sinn.

D'Bankeplaz ass eng aner. D'Bankeplaz, dat ass och an där viregter Debatt schonn ugeklongen, muss sech op méi Transparenz astellen. Mir hate gëschter en Échange an der Cofibu mat der CSFF, wou et ersiichtlech ginn ass, dass d'Bankeplaz, haaptsächlech och an der Banque privée, amgaangen ass, sech ze änneren. Et ass gesot ginn, dass en surface, wat elo den Total vun den Avoiren ugeet vun de Banken, net vill Veränneruge sinn. Dat heescht, de Volume ass ëmmer nach deeselwechten. Mä, wann een drënner kuckt, bei de Fluxen, déi do stattfannen, esou huet een do relativ grouss Changementer.

Dat heescht, mir hunn eng Plaz, déi amgaangen ass, ewechzegoe vun deem traditionelle Modell, deem traditionelle Geschäft vum „dentiste belge" kann een en nennen, vun deene klengen a moyennë Fortunnen hin zu méi grousse Fortunnen, zu engem anere Geschäftsmodell, méi international ausgeriicht, op aner Clienten, wat och e radikale Changement ass fir eis Banken. Dat ass en anert Geschäft. Dofir brauch een aner Leit. Dofir brauch een aner professionell Habilitéiten. An dat ass do, wou mer amgaange sinn hinzegoen.

Voilà, ech mengen, wat déi Fro ugeet vun de Recetten, déi de Gilles Roth opgeworf huet, dat ass, fannen ech, eng interessant Fro. Et ass gëschter och gesot gi vun der CSFF, dass si der Meenung sinn, dass dee Konsolidatiounsmouvement scho bal fäerdeg ass. Dat heescht, si sinn der Meenung, dass, och wat d'Aarbechtsplazen ugeet, een elo am Fong um Enn - viraussiichtlech um Enn - ass vun enger Evolutioun. Dat heescht, dass elo net méi schrecklech vill Aarbechtsplazen ewechbriechen. De Volume d'affaires, d'Recetten, schéngen och stabiliséiert ze sinn, soudass ee vun deem Point de vue, opgrond vun deem, wat d'CSFF op d'mannst gëschter sot, awer raisonnablement optimistesch ka sinn.

Voilà, dat gesot, mengen ech, géif ech hei ophalen an ech géif den Accord och vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi abréngen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ginn och am Numm vun der grénger Fraktioun en häerzleche Merci un d'Madame Elvinger fir hire schréftlechen, mä virun allem fir hire ganz verständleche mëndleche Rapport.

Mir sinn net gradesou mat „strong feelings" beschäftegt, wat de Modèle de base oder och déi spéit Stonn elo hei ubelaangt, well et muss een awer éierlecherweis soen, datt dat, wat mer haut stëmmen, awer eppes ass, wat schonn ausdiskutéiert ginn ass, wat laang gewosst ass, wat och d'Aktualitéit scho gefëllt hat viru geraumer Zäit, nämlech dunn, wéi dat, wat haut elo formell décidéiert gëtt, och schonn annoncéiert gi war.

An, wéi mäi Virgänger et och scho gesot huet, d'Bankeplaz huet net op sech waarde gelooss, fir sech ze adaptéieren un eben d'Ewechfale vum Bankgeheimnis fir Netrésidenten. Dat ass scho geschitt. Déi Déplacementer vun der Offer, déi Déplacementer vun de Qualifikatiounen, vun de Kompetenze vun deene Leit, déi dora schaffen, hu sech scho gemaach. A wat mir hei elo am Fong geholl den Owend stëmmen, ass u sech praktesch eng Finalisatioun, eng Vollbréngung, jo, e Schluss ënnert deem ganze Wandel, deen hei zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Ech géif awer nach gären derbäifügen, datt contrairement zu deem, wat vu verschiddene Leit annoncéiert ginn ass - dat Lach, wou mer erafalen, dee Chaos, an dee mer erageroden, well elo déi ganz Bankeplaze hei ënnergeet an d'Lëtzebuerger Land vläicht och mat -, datt dat iwwerhaapt net geschitt ass, bien au contraire. Dat hei ass jo och, dat muss ee jo och soen, e weidere Schrëtt a Saachen Transparenz a propper Finanzplaz, zumindest transparent Finanzplaz.

Et geschitt eis kee gréissere Malheur dobäi. Au contraire, et ass einfach eng Evolutioun oder eng Adaptatioun oder eng Emännerung, eng nei Visioun. A mir kënnen dat just nëmmen énnersträichen. Mir sinn och confiant fir all déi weider Schrëtt, déi wäerten an dës Richtung geschéien.

An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass de Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus der Kolleegin Joëlle Elvinger e Merci fir dee gudde Rapport, dee se gemaach huet. Ech mengen, haut kann ee soen: 14 Joer no Feira kënnt de Schluss vun enger laanger Etapp. Verschidde Leit aus de verschiddene Parteien hunn am Fong deemools, wéi mer den Accord vu Feira hei diskutéiert hunn, gesot, datt dat, wat mer haut hei stëmmen, d'Enn vu Feira wier. Déi Leit, déi dat deemools gesot hunn, déi hunn also an hirer Viraussiicht recht behalen.

Schrack fir Schrack, iwwert déi verschidden Émsetzunge vun den Direktive respektiv Ofännerungen hu mer d'Bankgeheimnis opginn, dat iwwert den Informatiounsaustausch op Ufro, d'Aféierung vun der Quellesteier - net nëmme fir Résidenten, mä virun allem fir d'Netrésidenten, woubäi mer, wéi mäi Virriedner oder d'Virriedner et scho gesot hunn, awer als Stat nach ronn, an där heiteger Situatioun, op déi heiteg Zäit, 47 Milliounen d'Joer kritt hu respektiv elo net méi wäerte kréien, déi ee Véirel ausgemaach hu vun där Quellesteier, déi Netrésidenten hei zu Lëtzebuerg bezuelt hunn -, bis dann eben haut hin zum automateschen Informatiounsaustausch.

Sécherlech hunn an deene leschte 15, 20 Joer, géif ech souguer soen, d'Mentalitéite gewiesselt. D'Bankgeheimnis war hei zu Lëtzebuerg ëmmer eppes wéi eng - géif ech soen - helleg Kou, wat quasi parteiiwwergräifend verdeedegt ginn ass an eben als ee vun deene Punkten intouchable war, wa mer iwwer eis Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg geschwat hunn.

Et waren am Fong déi gréng Kolleegen, muss ee fairerweis soen, déi als Éischt heibannen derfir geschwat hunn, datt een net kéint längerfristeg un deem Bankgeheimnis festhalen. Mä all déi aner Parteien heibannen hunn am Fong dat Bankgeheimnis als dat dohinnergestallt, wat mer onbedéngt missten hunn, an et ass verteidegt ginn. An duerfir si jo och iwwert déi ganz Etappen déi Accorden…

Ech gesinn, de Kolleeg vun deene Lénken do hanne laacht. Ech muss soen, dat, wat déi gréng gesot hunn, hunn och déi Lénk gesot. Fairerweis muss ech dat awer derbäisoen. Entschëllegt, datt ech Iech elo do vergiess hunn!

Mä ech mengen, dee Mentalitéitswiessel, dee stattfonnt huet, deen huet virun allem och stattfonnt, well mer an deene leschten zéng Joer net déi mannste Krise weltwäit haten. An ech mengen, dat, wat mer fréier hei als Lëtzebuerger als Bankgeheimnis ëmmer verkaaft a verdeedegt hunn, war no där Situatioun, wéi mer se weltwäit erlieft hunn, schwéier weiderhin ze vermëttelen: datt mir e Land wieren, wat op säi Bankgeheimnis géif pochen an domadder Leit erméiglechen, datt se Steieren, déi se missten an hire Länner bezuelen, net bräichten ze bezuelen, well mir ebe Strukturen hätten, déi dat ze ëmgoen erméiglechen.

Dat war natierlech eng Situatioun, déi mir, loosse mer dat kloer soen, virun 10, 20 Joer als eng Normalitéit politesch hei zu Lëtzebuerg vertrueden hunn. A mat der Zäit ass dee Mentalitéitswiessel komm, wou mer soen: Dat ass haut net méi ze vertrieden. An duerfir ass dee Wee, fir eben dat Bankgeheimnis opzeginn, säi Wee gaangen.

Mä mat wat mir als Partei e Problem hunn, dat ass, datt mer ëmmer hei an der Chamber gesot hunn: Mir si bereet, dee Wee ze goen, awer ënnert der Konditioun, datt et fir jiddwereen ass. Duerfir hu mer eis ëmmer op d'OECD-Standarde baséiert a mir hu gesot: Wann dat iwwerall geschitt, och op deene Plazen, déi eis Konkurrente sinn, da kann een dee Wee goen. An et ass dat, wat mer am Fong elo hei un dësem Projet kritiséieren: datt d'Regierung um Sommet d'lescht Joer am Dezember a méi konkret um Sommet vum Mäerz dëst Joer am Fong hei zougestëmmt huet opgrond vun enger Promesse! Opgrond vun enger Promesse, datt dat, wat mir elo hei op europäeschem Niveau maachen, och spéiderhi géif op deem aneren Niveau, op dem internationalen Niveau, realiséiert ginn.

An do menge mir, datt Europa e falscht Signal gesat huet. Et huet wuel vläicht e Signal gesat, dat seet: Hei, mir als Europäer hunn als Éischt definitiv dee Schrack do gemaach! Mä op där anerer Säit hu mer awer en Drockmëttel vis-à-vis vun deenen aneren aus der Hand ginn, well mir et elo schonn am Fong duerchsetzen, realiséiert hunn, an déi aner hunn et nach net realiséiert. Mir hätte léiwer gesinn, datt déi Promesse eppes Konkretes gewiescht wier, oder mir hätte gesot: Ma da waarde mer, bis et op deem Niveau geschitt an da maache mer et generell alleguer zesummen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An duerfir, mengen ech, huet Lëtzebuerg, dës Regierung am Fong dee Prinzip, deen ëmmer an deene leschte Joren hei vertrueden a verteidegt ginn ass, datt mer nëmme géifen dee Wee goen, wann et iwwerall géif geschéien, dee Wee hu mer verlooss, wat mir bedaueren. Ech mengen, mir hunn do eng Promesse akzeptéiert, bei där keen, mengen ech, eis d'Garantie gëtt, wéini datt dann déi Promesse do ageléist gëtt a wéi se ageléist gëtt!

An aus där Ursaach, Här President, wäerte mir géint dëse Projet stëmmen, obscho mer mat der Ausriichtung averstane sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. An als leschte Riedner ass den Här Justin Turpel ageschriwwen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et ass jo da kee Geheimnis, datt mir soen: Endlech gëtt hei e Steierschlupflach zwësche Staten zougestoppt, an datt mir dowéinst och derfir stëmmen.

Et muss een awer trotzdeem och soen, datt hei nach vill Lächer dra bleiwen. Éischtens fir Résidenten - dat ass scho gesot ginn -, déi weiderhi just 10% op den Zënserträg bezuelen, obschonn hir Situatioun vläicht géif erginn, datt se mat enger normaler Steierprogressivitéit méi misste bezuelen, wahrscheinlech souguer 40%, a wann de Spëtzesteiersaz eropgesat gëtt, wéi d'LSAP a mir dat fuerderen, vläicht souguer nach méi.

Mä awer net nëmmen d'Résidenten; et sinn eng ganz Rei Produiten, déi hei net mat dra sinn. Ech hat an der Finanzkommissioun eng Kéier en Tableau gefrot, deen déi verschidden Directives „fiscalité-épargne" mat den OECD-Norme verglach huet. A wann ee sech deen Tableau ukuckt, dee ganz sënnvoll ass - dofir war ech och frou, datt de Ministère eis deen zur Verfügung gestallt huet -, da gesäit een, datt souwuel bei dëser Direktiv wéi och bei där nächster Direktiv, déi jo elo kënnt, wann déi nei Norm, déi OECD-Norm ëmgesat gëtt, nach ganz vill Produiten net dra sinn an och ganz vill Etablissementer ausgeschloss sinn, datt eigentlech dee ganze Fonds de commerce vun der Lëtzebuerger Bankeplaz net direkt betraff ass.

Et muss een och drop hiweisen, datt, wann d'Bankeplaz sech ugepasst huet, dat awer net ouni Risikoen ass an datt mer zu Lëtzebuerg ganz grouss Risikoe lafen hunn, wat d'Reorientéierung vun der Bankeplaz ugeet, souwuel wat d'Usammele vu grousse Verméigen ugeet, wéi och wat d'Risikoen ugeet, déi mat verschiddene Produite verbonne sinn.

An ouni elo wëllen hei weider dorobber anzegoen, muss ee mindestens awer och soen - an ech sinn och frou, datt den Deputéierte Franz Fayot gëschter an der Kommissioun mat der CSSF och déi Froe gestallt huet -, muss een awer soen, datt, wat d'Stresstester ugeet, een awer och net nëmme ka soen, datt domadder alles an der Rei ass. 5,5% Eegekapital par rapport zu den Engagementer vun de Banken ass u sech eigentlech scho wéineg. A grouss Banken, déi wäerten, wann et kraacht, awer musse

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

gehollef kréien an dat net packen. An et fält erëm eng Kéier op d'Steierzueler zréck.

Mä dat, wat virun allem och beonrouegt, dat sinn d'„Shadow-Banken". Dat heescht, an de Stresstester sinn eigentlech just d'Banke gekuckt ginn. An dat, wat se ausgelagert hunn a sougenannten „Schattenbanken", ass iwwerhaapt net considéréiert. A wann d'Informatioune korrekt sinn, esou wéi ech et zumindest verstanen hunn, ass d'Ausmooss vun deem, wat zu Lëtzebuerg ausserhalb vun den offizielle Bilanen an „Schattenbanken" draläit, relativ héich.

An et wier, mengen ech, interessant, fir eng Kéier emol eng seriö Debatt doriwwer ze féieren, iwwert d'Geforen, déi op der Finanzplaz Lëtzebuerg leien, wat ee kommende Crash ugeet, dee sech aus der Spekulatiounskris ergëtt, wéi eng Konsequenzen datt dat hätt, ënner anerem och ganz spezifesch zu Lëtzebuerg. An ech géif mech freeën, wa mer eng Kéier esou eng Debatt hei géife féieren.

Dat gesot, stëmme mir fir déi zwar duerchlächert Stoppung vun engem Schlupf-, vun engem Steierlach. Mä mir wäerte sécher nach méi dacks mussen op déi Problematik do zréckkommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Merci fir dës Debatt, déi effektiv vläicht net déi Begeeschterung kritt, déi ee sech hätt kënnen erwaarden no esou enger laanger Attente, kann ee bal soen. Lëtzebuerg huet sech an där Saach laang geschloen.

Et ass vu Feira geschwat ginn, Mëtt der 90er Joren. Mä en fait ass déi ganz Debatt schonn Enn vun den 80er Joren ugaangen, wéi eng Retenue à la source hätt solle schonn agefouert ginn a Lëtzebuerg sech do geschloen huet. Dat heescht, et ass also eng ganz Generatioun vu Responsabele vun der Politik, déi sech hei am Intérêt vum Land geschloen huet. Mä d'Zäiten ännere sech. A si ännere sech en fait elo relativ séier.

Mir haten also - mir hunn och nach, bis dass dat hei Gesetz gestëmmt ass a bis Enn Dezember - e System hei zu Lëtzebuerg vun der Retenue à la source, deen eng Ausnahm war par rapport zum Échange automatique vun den Informatiounen, deen 2003 agefouert ginn ass. Dräi Länner haten dat: d'Belsch, Éisträich a Lëtzebuerg. An en fait ass dee System e ganz gudde gewiescht. Mä et ass awer net dee System, deen d'Iwwerhand behalen huet. En hat eng ganz Rëtsch Virdeeler. E war automatesch an en huet eis och Revenuen abruecht, well mer déi jo erakollektéiert hunn, an et ass och richtegerweis ënnerstrach ginn, dass mer déi Revenue jo da vum nächste Joer u wäerte verléieren.

D'Evolutioun ass séier gaangen, an ech géif gär der Madame Joëlle Elvinger Merci soe fir hire Rapport, si huet dat richteg ënnerstrach, dass d'Zäite sech geännert hunn. An zwar ass dat scho vun der viregter Regierung erkannt ginn. Ech wëll hei rappeléieren, dass de viregte Premierminister Jean-Claude Juncker op dëser Tribün am Abrëll am État de la Nation vum leschte Joer jo déi Annonce gemaach hat, dass déi viregt Regierung géif a Richtung vum Échange automatique goen.

An ech wëll hei ënnersträichen, dass déi heite Regierung an der Continuitéit hei gehandelt huet. Ech géif soen: an der Continuitéit, mä awer och an der Accélératioun! An déi Accélératioun, mengen ech, ass op zwou Saachen zréckzeféieren: éischtens, mengen ech, eng Prise de conscience vun der neier Regierung, dass een do muss méi séier maachen, an zweetens, well d'Evenementer sech awer iwwerschloen hunn!

Wien hätt da geduecht, dass am Laf vun dësem Joer d'OCDE an de G20 sech géifen op eng nei Norme mondiale eens ginn, en neie Standard fir den Échange d'informations, deen am Laf vun dësem Joer jo dann eng Weltnorm gëtt? An domat fält eng vun den Haaptkriticken, déi Lëtzebuerg ëmmer gemaach huet zum System vum Échange d'informations. An déi Haaptkritik war: Och wa mir dat op europäeschem Niveau maachen, da si mir benodeelegt par rapport zum Rescht vun der Welt. A mir sinn eng Finanzplaz, déi net nëmmen an Europa schafft, mä an der ganzer Welt. Wann also Europa Pionéieraarbecht mécht, da kann dat au détriment vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz sinn. An dat wollte mer net.

Haut ass d'Saach anescht. Wéi schonn haut erwähnt ginn ass, hu mer zu Berlin och als Lëtzebuerg ënnerschriwwen, fir op den 1. Januar 2017 en Échange automatique d'informations ze maachen, dee méi wäit geet wéi dat, wat déi heiten Direktiv virgesäit, soudass déi heiten Direktiv en fait eng Zwëschenetapp ass.

An et ass awer gutt, dass mer dat da maachen an ech insistéieren drop, dass dat dann an der Continuitéit gemaach gëtt an am Intérêt vun der Finanzplaz, esou dass och dann d'Banken an d'Acteure vun der Finanzplaz Zäit haten, fir sech dorop anzestellen. Säit dem leschten Abrëll - vun 2013 - sinn also 18 Méint vergaangen, bis elo déi Introductioun hei vum Échange automatique kënnt. A mir wëssen, dass d'Banke sech och ajustéiert hunn!

Et si mer Froe gestallt ginn: Wéi gesäit et aus op der Finanzplaz? Ech kann et esou résuméieren: D'Zuel vun den Aarbechtsplazen ass relativ stabel bliwwen op deene leschte Méint a souguer Joren. Mir hunn ongefeier 44.000 Aarbechtsplazen, déi Leit, déi hei op der Finanzplaz täteg sinn. Wéi gesot: Tendenz stabel, liicht no uewen.

Wéi ass et mat den Dépôten? D'Dépôte sinn och relativ stabel op deene leschte Jore bliwwen. Dat ass u sech an dëse schwieregen Zäiten eng gutt Noriicht. Mä wann een e bëssen ënnert der Surface kraazt, mierkt een, dass effektiv d'Composanteën, also d'Clienten, déi sech ënnert dem Total verstoppen, anerer sinn. Mir hu vill kleng Clienten, déi fort ginn, a mir hu manner Clienten, déi kommen, mä dat si vill méi räicher. A mir hunn ëmmer méi Clienten, déi ausserhalb vun Europa kommen, par rapport zu enger Tendenz, déi typesch war fir Lëtzebuerg, dat eng ganz europäesch orientéiert Plaz war. Wat och explizéiert, dass mer an eisen Efforte vun der Diversifikatioun och mussen an de Mëttleren Orient, an Asien an a Südamerika goen, well do an deene Länner e grousse Potenzial ass an och do vill Räichtum erwirtschaft gëtt, deen natierlech nei Placementer sicht.

Fir och nach op e puer aner Froen ze äntweren: Mir hunn e Renforcement virgesi vun der Administration des Contributions vun 20 Leit fir d'nächst Joer. Dat ass eng Nouveautéit, well déi Administratioun brauch Leit, ass laang net verstäerkt ginn. An een Deel vun deene Leit wäert natierlech och op den Échange automatique mobiliséiert ginn.

Mir wäerten och d'Lutte contre la fraude fiscale intensivéieren. Dat hu mer och annoncéiert. Dat ass och an deem Renforcement vun der Administratioun mat virgesinn. A wat mer eis dovunner erwaarden, ass och am Zukunftspak chiffréiert.

Leschte Punkt, deen, mengen ech, och all Mënsch interesséiert, ass folgenden: dee vum Secret bancaire an d'Applikatioun vum Secret bancaire hei fir d'Résidenten. Et ass also net nëmme fir d'Lëtzebuerger, mä fir d'Résidente bleift de Secret bancaire bestoen. An ech mengen, domat hätt ech d'Froen all beäntwert an ech freeë mech, dass...

(Interruption)

Wat gelift?

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Quellesteier, loosst Der déi bei 10% iwwert déi nächst véier Joer?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, déi loosse mer och bei 10% bestoen. Dann halen ech hei mat enger ganz gudder Noriicht op an da soen ech all deenen, déi de Projet de loi ënnerstëtzen: Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Finanzminister. A wéi virdrun ugekënnegt, wäerte mer muer um Ufank vun der Sëtzung iwwert deen heite Projet ofstëmmen.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem heitegen Ordre du jour, dat ass de Projet 6706, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Verméigenssteier. D'Riedezäit ass nom Basismodell fixéiert an elo direkt huet d'Wuert d'Joëlle Elvinger als Rapportrice.

15. 6706 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, iwwert deen ech lech op dëser Plaz kuerz schwätzen, ass de 17. Juli 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Métiers hunn de proposéierte Gesetzestext den 13. Oktober analyséiert. An der Réunioun vun der Finanz- a Budgetskommissioun vum 21. Oktober sinn ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet genannt ginn an de Statsrot huet op dësen Dag och säin Avis formuléiert. Den 3. November huet d'Kommissioun dësen Avis duerchgekuckt an de schréftleche Rapport ugeholl.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer hei diskutéieren, gesäit eng technesch Adaptatioun vir, dat am Steierberäich. Méi genau geet et drëms, dass d'Verméigenssteier fir Gesellschaften all Joer, an net wéi bis elo all dräi Joer, festgeluecht gëtt. Ech wëll och drun erënneren, dass Privatpersoune scho säit 2006 keng Verméigenssteier méi bezuelen. Dëse Gesetzesprojet vun haut den Owend betrëfft dës Leit also net.

Dës Adaptatioun um modifizéierte Gesetz iwwert den Impôt sur la fortune vum 16. Oktober 1934 ass aus zweeërlee Grënn wënschenswäert. Éischtens, wann ab dem nächste Joer d'Deklaratioun vun dëse Steieren op déi elektronesch Aart a Weis oflafe wäert, ass et aus informatesche Grënn méi einfach, d'Festleeë vun der Impositioun op all Joer ze fixéieren.

Zweetens ass den aktuelle System éischter komplizéiert fir d'Administratiounen. D'Gesetz vun 1934 gesäit vir, dass den Impôt sur la fortune par assiette générale all dräi Joer festgeluecht gëtt. Sollt d'Betribsverméige sech awer an dësen dräi Joer iwwer eng bestëmmte Limite, dat heescht 20%, vergréisseren oder verklengeren, da muss d'Base vun der Steier trotzdeem nei festgeluecht ginn. Um Terrain bedeit dëst, dass d'Verwaltungen awer all Joer préiwe mussen, ob esou eng Neiberechnung néideg ass oder net.

Well d'Ophiewe vun der Verméigenssteier awer och mam modifizéierte Gesetz iwwert d'Evaluatioun vum Verméige vum 16. Oktober 1934 zesummenhänkt, ginn och hei e puer Adaptatioune fälleg, dëst fir d'Kohärenz tëschent deenen zwee Gesetzer ze erhalen. Och gëtt den néidegen Iwwergangsmesurë Rechnung gedroen.

E puer kleng technesch Ännerungen un zwee anere weidere Gesetzer sinn ebenfalls virgesinn.

Här President, och wann dëse Gesetzesprojet méi eng limitéiert politesch Envergure huet wéi déi aner Projeten, déi mer de Mëtteg diskutéiert hunn, weist e ganz gutt, dass et och heiansdo néideg ass, technesch Upassungen u Gesetzer ze ënnerhuelen. Dëst ass besonnesch de Fall, wann et ëm d'Simplification administrative geet. Iwwert dëse Wee gëtt eise Stat méi effizient, soudass d'Administratiounen hir Aarbecht gutt a schnell erleedege kënnen.

Ech wëll och hei dem Finanzminister a senge Mataarbechter souwéi och dem Direkter vun der Steierverwaltung Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun. An ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Elvinger. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen nach eng Kéier der Madame Elvinger Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht. Et geet hei, wéi gesot, ëm eng technesch Adaptatioun vun der Bewäertung vun der Bemiessungsgrondlag vun der Verméigenssteier. Et ass u sech eng administrativ Vereinfachung, an där stëmmt d'CSV selbstverständlech zou.

Just eng grondsätzlech Bemierkung: Et ass richteg, d'Verméigenssteier gëtt zënter dem 1. Januar 2006 nach just vun de Betriber bezuelt. An dat sinn awer, dat soll een och emol eng Kéier kloer an däitlech soen, ronn 285 Milliounen Euro pro Joer! An an deene pauschale Géintiwwerstellungen, déi gemaach ginn ëmmer tëschent deem, wat d'Privatpersoune bezuelen an d'Betriber, do gëtt dat oft vergiess, well do gëtt ëmmer nëmme just d'Kierperschaftssteier geholl. Or, zu der Kierperschaftssteier gëtt och nach zousätzlech, Här Turpel, d'Gewerbesteier bezuelt, et gëtt Kapital-, Ertragssteier bezuelt. Dat ass och nach, well d'Dividende ginn haaptsächlech vun den Entreprisë bezuelt. An et kënnt, wéi gesot, och nach déi heite Verméigenssteier derbäi.

D'Verméigenssteier fir Privatpersounen, déi gouf 2005 mat engem Gesetz ofgeschaaft. An der Konterpartie ass eben d'Quellesteier agefouert ginn op den Zënserträg. An d'Ursaache waren der eigentlech zwou: Well mat dem Bankgeheimnis war et, éischtens, ganz schwéier, fir déi Verméigenssteier richteg ze ermëttelen. Wat d'Leit deklaréiert hunn, dat hu se deklaréiert. Wat se net deklaréiert hunn, war heiansdo schwéier novollzéibar.

An zweetens - an dat däerf een awer net vergiessen -, et ass och e rechtlecht Argument, wat do spillt, well d'Verméigenssteier, déi ass duerch déi däitsch Besatzung agefouert ginn. An dat geet also nach, d'Bewäertungen, op 1941 zréck, op eng däischter Zäit an der Geschicht vun eisem Land. An d'Bewäertungen, déi 1941 gemaach goufen, déi sinn haut net méi richteg, well en Haus um Belair oder um Lampertsbierg anno 1941, mengen ech, dat hat e ganz anere Wäert wéi haut.

De Rapport tëschent enger Propriétéit, ech kucken elo zu Bascharage, Bartreng, Mamer, par rapport zu där, wéi et an der Stad war, dee Rapport 1941, dat war e ganz anere wéi en haut ass. An duerfir kann een och, menger Ansicht no, net einfach higoen, wann een d'Verméigenssteier eng Kéier wëllt upassen, dass een einfach seet: „Ma mir setzen e Multiplikator an", well da vergréissert een eigentlech déi Diskrepanz, déi besteet tëschent deenen eenzelne Grondwäerter.

An deem Kontext, Här Finanzminister, wollt ech Iech froen: An dem Wahlprogramm vun de Sozialisten - ech hunn e leider net méi a mengen Ënnerlage gehat, mä et war esou...

(Brouhaha)

Jo, well et ass ugaangen:...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Liest de Regierungsprogramm!

M. Gilles Roth *(CSV).*- „Die LSAP wird dafür Sorge tragen", wéi dat bei eis an de kathoulesche Kreesser heescht, „Sorge tragen", dass d'Verméigenssteier op Privatpersounen,

dass déi am Kontext vun enger grondleeënder Steierreform erëm géif agefouert ginn.

Ech wollt kloer soen am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass mir net wëllen, dass d'Verméigenssteier op Privatpersounen erëm agefouert gëtt! An ech wollt eigentlech...

Une voix.- Dat ass fir den Här Gramegna...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Sozialisten och net! Si wollte just de Wieler uschmieren.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech wollt eigentlech, Här Gibéryen, den Här Gramegna froen...

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...elo ganz seriö an dësem...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...den Här Gramegna froen als Finanzminister, ob e ka formell ausschléissen, dass...

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Déjà vu!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... d'Verméigenssteier op Privatpersounen erëm agefouert gëtt.

Madame Loschetter, ech soen Iech awer och...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...well et ass villes... D'Regierung ass zwar ugetruede mat: „d'Regierung vun der Transparenz", „mir soen de Leit, wat op si zoukënnt",...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Liest de Regierungsprogramm!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...mä et ass eng TVA-Erhéijung agefouert, y compris um Bau, et ass eng 0,5%-Kontributioun - wat awer eng Steier ass - agefouert ginn, wat all Mënsch muss bezuele fir - ech weess net - Kannerbetreiung, fir wien och ëmmer, ech weess et net! An duerfir wier et awer gutt, Här Finanzminister, wann Der elo ëm 20.24 Auer géift d'Geleeënheet ergräifen, fir dann och dem ganze Land ze zielen, ob Der ausschléisst, dass an Ärer Amtszäit bis 2018 eng Verméigenssteier op Privatpersoune wäert agefouert ginn. An dat sollt Der am Numm vun Iech selwer, mä och am Numm vun där ganzer Regierung soen.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Wéi süß. Dir sidd esou süß.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Ech géif vläicht gären ufänken, just fir dem Här Roth awer eppes ze soen, souwuel wat seng viregt Tentative ugeet, fir den Här Gramegna festzeneele mat der RELIBI, dass dat am Stee gemeesselt ass, wéi och mat der Verméigenssteier: Ech mengen, en huet scho probéiert, dat par question écrite ze maachen. Ech mengen, e krut deemools als Äntwert, dass dës Koalitioun eng Steierreform wëlles huet ze maachen, déi ambitiéis ass, an dass déi Saachen am Kader vun där Steierreform diskutéiert ginn. Ech mengen elo net, dass elo d'Zäit ass...

(Interruption et hilarité)

...dass elo d'Zäit ass - an ech mengen, dat ass dat, wat Iech geäntwert ginn ass an der Äntwert op Är Fro, op Är Question écrite -, an ech mengen, et ass elo net am Kontext vun dësem Projet de loi d'Plaz oder d'Zäit, fir elo d'Regierung hei op esou Froe festzeneelen.

Plusieurs voix.- Ouh?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, wa mer Iech elo héieren hunn, wäre mer nach méi frou, wa mer eng Explikatioun géife kréien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Ech géif...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, et huet just een d'Wuert hei am Sall, an dat ass den Här Fayot!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech kann nach eng Fro stellen...

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Ech géif gären zréckkommen op de Projet de loi. Ech géif gären der Madame Elvinger villmools Merci soe fir hiren exzellente Rapport zu dësem Projet de loi. An ech géif gären den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun och zu dësem Projet de loi.

Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Fayot. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Voilà, just nach eng Kéier, fir der Madame Elvinger nach eemol Merci ze soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport an, kurz und bündig, och den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech hu keng aner... Ah, den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och ech wëll mech de Mercien uschléissen un d'Rapportrice, déi, ech mengen, e gudde Match haut hei gemaach huet als Rapportrice a verschiddene Projeten. An ech wëll och den Accord vun eisem Grupp zu dësem Projet bréngen.

Ech mengen, datt de Kolleeg Gilles Roth hei un d'Regierung eng Fro stellt, dat ass eppes ganz Legales an engem Parlament.

(Interruption)

An ech wëll och dem Kolleeg Fayot duerfir soen, datt virdrun och schonn un de Finanzminister eng Fro gestallt ginn ass, wat d'Quellesteier ubelaangt. An en huet do eng ganz kloer Ausso gemaach, andeem en am Fong gesot huet, an dëser Legislaturperiod géif näischt dorunner änneren, wat d'Résidenten ubelaangt; dat, obschonns eng grouss Steierreform vun dëser Regierung ugekënnegt ginn ass.

Wann den Här Fayot also elo hei seet, et sollt een d'Regierung an der Fro do vun der Verméigenssteier net festleeën, da versti mer dat, Här Fayot, well, wann ech an d'Wahle gaange wier an ech hätt dat esou grouss an engem Wahlprogramm…

(Hilarité)

…geschriwwen, wéi d'Sozialisten dat geschriwwe gehat hunn,…

Une voix.- Gell!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- …dann hätt ech och net gären, wann ech hei vum Finanzminister géif bloussgestallt ginn, wann deen elo haut géif äntweren: „Mir maachen dat net, wat am LSAP-Wahlprogramm stoung." Dofir verstinn ech Är Reaktioun, mä trotzdeem kann et awer vläicht sinn, datt de Finanzminister op déi Fro äntwert.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech mengen, ech hu keng weider Wuertmeldunge méi. Dann huet den Här Finanzminister dat lescht Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann Der erlaabt, maachen ech dat vun hei, well et eng kuerz Debatt war, nëmmen, fir ze soen, dass et effektiv op eng gewëssen Aart a Weis eng technesch Adaptatioun ass. Dat ass ganz richteg, dass elo den Impôt sur la fortune vun den Entreprisen all Joers gekuckt gëtt, dass d'Assiette nei berechent gëtt. Dat gëtt doduerch méi einfach, dass mer elo eng Déclaration électronique vum nächste Joer u kréien, wat jo och eng gutt Noriicht ass. Dat beweist, dass mer eis moderniséieren, an dat brauche mer och.

Dat Zweet, wat ass: Et ginn e puer Changementer um Gesetz vun 1934 gemaach, wat en fait relativ komplex Calculle vun der Administratioun gefuerdert huet, an dat vereinfache mer. Et ass also eng Simplification administrative, déi hei stattfënnt. An dofir sinn ech frou, dass och alleguerten d'Parteien dat heiten ënnerstëtzen.

Wat elo d'Fro ubelaangt, wat an d'Steierreform vun 2017 kënnt oder net kënnt: Ech ginn Iech do haut keng definitiv Äntwert. Et gëtt eng ambitiéis Steierreform gemaach. Do ginn alleguerten d'Aspekter gekuckt.

A fir elo awer och ganz kloer ze soen: Ech hu virdru relativ kloer geäntwert op d'Quellesteier. Et ass effektiv net d'Intentioun, dat ze änneren, an ech hu gesot, dass et bei 10% bleift. Dat ass eben d'Realitéit haut.

Mä déi Réforme fiscale, déi wäert ganz vill Aspekter hunn, souwuel fir d'Entreprisë wéi fir d'Personnes physiques. Mir huelen dat ganz seriö als Exercice. Dir stellt mer oft Froen driwwer. An ech huelen déi Froe ganz seriö. A well ech déi Reform - an net nëmmen ech, mä déi ganz Regierung - ganz seriö huelen, wëlle mer iwwerhaapt näischt ausschléisse vu vireran. Mir wëllen alles kucken. A mir wäerten, le moment venu, wa mer emol an der Regierung, nodeems mer de Budget vun 2015 adoptéiert hunn an dann och e Wee hu fir eis Finanzen, wou mer wëssen, wou mer 2018 landen, wa mer dann d'Parameteren hunn, da kann een ufänken, sech Elementer ze ginn, iwwert déi ee wëllt nodenken. An ech mengen, dat ass eng responsabel Attitüd. An dofir kënnt Der jo verstoen, dass ech net op eenzel Punkten hei kann a wëll äntweren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, aus den Ausféierunge vun dem Här Finanzminister stelle mer dann haut den Owend fest, dass d'Regierung eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier op Privatpersounen net formell ausschléisst!

Une voix.- Maacht, datt Der schlofe kënnt dës Nuecht!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da wësse mer, wou mer dru sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, et ass alles gesot. Ech soen Iech e ganz häerzleche Merci fir déi disziplinéiert a gutt Diskussiounen a wënschen Iech e schéinen Owend. Kommt gutt heem a bis muer de Mëtten ëm zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 20.31 heures)

Sommaire des séances publiques nos 3 et 4

3e séance

Ouverture de la séance publique p. 26

6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I) p. 26-31

Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015 p. 31-32

6527 - Projet de loi
1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;
2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État p. 32-36

6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law p. 37-38

6663 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 19 décembre 2008
a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs
b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets p. 38-39

4e séance

Ouverture de la séance publique p. 40

Discours de M. le Président p. 40

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 40-41

Changements de composition de commissions parlementaires p. 41

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 41

Communications p. 41-42

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 42

Ordre du jour p. 42-43

Débat de consultation sur le suicide et sa prévention p. 43-50

6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution p. 50

Changements de composition de commissions parlementaires (suite) p. 50

6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 50-57

Ordre du jour (suite) p. 57

6668 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts p. 57-59

6706 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues p. 59-60

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0507	Yves Cruchten	Terrains destinés à la construction de logements du Fonds du Logement
0530	Laurent Mosar	Politique de nomination du Gouvernement
0545	Gilles Roth, Diane Adehm	Opportunité des poursuites à accorder à la Police grand-ducale
0547	Guy Arendt	Chasse sur le sanglier
0548	André Bauler	Contrôle d'entreprises ne respectant pas la législation luxembourgeoise
0557	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle remise en question de deux accords portant sur la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur éducatif
0558	Gusty Graas	Électro-mobilité
0561	Félix Eischen	Avion civile dans le domaine du service de secours luxembourgeois
0563	Marc Spautz	Dépistage du cancer chez l'homme
0564	Françoise Hetto-Gaasch	Carte de sécurité sociale
0565	Nancy Arendt	Organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental
0566	Taina Bofferding	Obligation du Fonds national de la recherche de formuler les demandes de financement en anglais
0567	Taina Bofferding	Programme RESCOM du Fonds national de la recherche
0568	Diane Adehm, Gilles Roth	Accord sur le commerce des services (TiSA)
0569	Martine Hansen	Protection des jeunes travailleurs durant la formation professionnelle et dérogation générale pour les employeurs
0570	André Bauler	Réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin
0572	Serge Urbany	Approvisionnement en pétrole de champs pétroliers contrôlés par l'«État islamique» en Irak et relations entre le Luxembourg et l'émirat du Qatar
0573	Claudia Dall'Agnol	Attribution des fréquences radio MHz
0574	Diane Adehm, Gilles Roth	Changement du président du comité de direction de la BIL
0575	Diane Adehm, Gilles Roth	Fiscalité des personnes morales
0576	Justin Turpel	Obligations du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'Aéroport de Luxembourg
0577	Jean-Marie Halsdorf	Refonte du droit pharmaceutique
0578	André Bauler	Bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck
0579	Justin Turpel	Liberté des cultes lors de la fête de la Saint Matthieu
0580	Gilles Roth	Structures d'accueil pour personnes âgées
0582	Diane Adehm, Gilles Roth	Convention collective de Luxair
0583	Marc Lies	Newsletter du Ministère du Logement
0584	André Bauler	Portail de l'emploi sur Internet (e-ADEM)
0585	Roger Negri	Émissions de poussières ferrosulfureuses
0586	Gilles Baum	Alimentation en eau potable
0588	Serge Wilmes	Premier sukuk luxembourgeois
0589	Diane Adehm, Gilles Roth	Financement de la Mutualité des Employeurs
0590	Laurent Mosar	Infiltrations par le groupe terroriste «État islamique» via le flux de réfugiés
0592	Diane Adehm, Gilles Roth	Fonds souverain au Luxembourg
0593	Diane Adehm, Gilles Roth	Financement de la monarchie luxembourgeoise
0594	Justin Turpel	Majorations pour loyers dans le cadre du droit à un revenu minimum garanti
0596	Roy Reding	Droits des animaux
0597	Fernand Kartheiser	Inspecteur général de la police
0598	Nancy Arendt	Délai de prescription d'infractions sexuelles sur mineurs
0599	Taina Bofferding	Collection de photos de la BCEE
0600	Gilles Baum	Pratique du canotage
0601 cf. 0614	Martine Hansen	Centre Thérapeutique Useldange
0602	Marc Lies	Augmentation des prix des appartements en construction
0603	Félix Eischen	Exode des populations irakienne et syrienne devant l'avancée brutale de l'État islamique
0604	Martine Hansen	Contingent de leçons dans l'école fondamentale
0607	André Bauler	Service d'Orientation professionnelle de l'ADEM à Wiltz
0608	Ali Kaes	Pont routier à Bourscheid-Moulin
0609	Marc Spautz	Étudiants luxembourgeois à l'étranger
0610	Martine Hansen	École pour kinésithérapeutes à Differdange
0612	Diane Adehm, Gilles Roth	Activités de la société Aveleos SA
0613	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Conflit armé opposant les Kurdes à la milice terroriste «État islamique» à Kobané
0614 cf. 0601	Claudia Dall'Agnol	Centre Thérapeutique Useldange
0615	Serge Urbany	Salaire social minimum pour les salariés contractuels auprès de la Commission européenne
0617	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente d'un tableau du peintre Picasso
0618	Justin Turpel	Classes de menuisiers
0619	Nancy Arendt	Chiens susceptibles d'être dangereux
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
0620	Gilles Baum	Pension de survie
0621	Marco Schank	Nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10
0622	Marc Lies	Mise en place de 800 nouvelles bornes pour la recharge de voitures électriques
0623	Justin Turpel	Qualité de l'eau du robinet
0624	Nancy Arendt	Tests de dépistage de cannabis
0625	Gusty Graas	Sécurisation du rond-point Gluck
0626	André Bauler	Revalorisation des friches industrielles de Wiltz
0628	Gilles Roth	Instruction ministérielle de juin 2014
0629	Marc Spautz	Procédure d'obtention du statut de salarié handicapé
0630	André Bauler	Réaménagement de la N10 entre Dasbourg et Marnach
0631	Laurent Mosar, Léon Gloden	Convention de non-double imposition entre le Luxembourg et la France
0632	Nancy Arendt	Système de quotas pour les réfugiés
0633	Françoise Hetto-Gaasch, Sylvie Andrich-Duval	Personnes âgées atteintes d'une maladie mentale
0634	Jean-Marie Halsdorf	Refus du Centre Hospitalier de Luxembourg d'effectuer une opération
0635	Cécile Hemmen	Congélation d'ovocytes
0636	Gast Gibéryen	Plans sectoriels
0638	Gilles Baum	Départ à la retraite dans l'enseignement
0644	André Bauler	Accidents sur la route nationale N7
0645	Justin Turpel	Formation d'enseignants du fondamental dans le cadre de la semaine européenne de l'argent
0654	Françoise Hetto-Gaasch	Lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie
0658	Serge Wilmes	Cargolux

Question 0507 (08.09.2014) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **terrains destinés à la construction de logements du Fonds du Logement:**

Dans une récente réponse à une question parlementaire, Madame la Ministre renseigne sur le nombre de logements construits ou achetés par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat. Or, à part les immeubles construits, le Fonds du Logement dispose également de terrains destinés à la construction de logements.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- De combien de terrains dispose le Fonds du Logement? Quelle est leur superficie? Dans quelles communes ou localités se situent ces terrains?

- Est-ce que ces terrains ont été viabilisés et sont-ils prêts à être construits?

- Combien de logements pourront être construits - au total, à court terme et à long terme - sur les terrains détenus par le Fonds du Logement?

- Quelle est la durée moyenne de la période s'écoulant entre l'acquisition d'un terrain à bâtir par le Fonds du Logement et l'achèvement des travaux de construction?

Réponse (07.11.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Pour répondre à votre première question, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après le Fonds) est à l'heure actuelle propriétaire de 1.193 parcelles constituant:

- des terrains viabilisés,

- des terrains non viabilisés,

- des réserves foncières,

- des terrains de compensation, etc.

Ces parcelles et terrains portent sur une surface totale de 109,32 hectares et sont répartis sur les communes et les localités suivantes:

Beaufort (Dillingen), Beckerich (Noerdange, Schweich), Berdorf (Bollendorf-Pont), Bertrange (Bertrange), Bettembourg (Bettembourg), Boulaide (Surré), Clervaux (Marnach), Colmar-Berg (Colmar), Differdange (Differdange, Niederkorn, Oberkorn, Lasauvage), Diekirch (Diekirch), Dudelange (Dudelange, Budersberg, Burange), Echternach (Echternach), Esch-sur-Alzette (Esch-Nord, Esch-Sud, Nonnewisen, Lallange), Esch-sur-Sûre (Esch-sur-Sûre, Neunhausen, Insenborn), Eschweiler (Erpeldange), Ettelbruck (Ettelbruck, Warken), Feulen (Niederfeulen), Greven-

macher (Grevenmacher), Grosbous (Grosbous), Hesperange (Hesperange, Itzig, Fentange), Junglinster (Eisenborn), Kaerjeng (Bascharage, Linger), Kayl (Tétange), Kiischpelt, (Pintsch), Kopstal (Kopstal), Lac de la Haute-Sûre (Harlange), Lenningen (Lenningen), Luxembourg (Weimerskirch, Neudorf, Eich, Hamm, Hollerich, Bonnevoie, Cessange, Merl-Sud, Merl-Nord, Pfaffenthal, Grund, Basse-Pétrusse, Limpertsberg, Mühlenbach, Cents, Rollingergrund, Gasperich, Gare, Kirchberg), Mamer (Mamer), Mersch (Rollingen), Mertert (Wasserbillig), Mompach (Moersdorf), Mondercange (Mondercange), Niederanven (Senningerberg), Parc Hosingen (Hosingen, Rodershausen), Pétange (Pétange, Rodange), Preizerdaul (Pratz), Rambrouch (Wolwelange, Arsdorf), Reisdorf (Wallendorf-Pont), Remich (Remich), Rosport (Steinheim), Rumelange (Rumelange), Sandweiler (Sandweiler), Sanem (Soleuvre, Belvaux), Schengen (Wellenstein, Burmerange), Schieren (Schieren), Schifflange (Schifflange), Schuttrange (Schuttrange), Schwebsange (Schwebsange), Steinfort (Steinfort), Steinsel (Heisdorf), Strassen (Strassen), Tuntange (Tuntange), Useldange (Useldange), Walferdange (Helmsange), Wiltz (Niederwiltz, Wiltz), Wincrange (Asselborn), Winseler (Winseler, Noertrange).

En ce qui concerne votre 2e question, le patrimoine foncier du Fonds est constitué:

- de 614 parcelles viabilisées et bâties, et

- de 579 parcelles non encore viabilisées et classées, aux termes des différents plans d'aménagement généraux des communes, soit dans une zone soumise à un projet d'aménagement particulier (PAP), soit dans une zone d'aménagement différé ou encore dans une zone à restructurer, pour ne citer que ces quelques exemples.

Pour ce qui est de votre 3e question, le Fonds est actuellement actif sur 14 chantiers représentant 347 logements, dont 277 logements locatifs et 70 logements destinés à la vente.

Dans les semaines à venir, il procédera à l'ouverture de trois chantiers représentant ensemble 85 unités de logement.

Pour le moment, le Fonds ne dispose pas d'une seule place à bâtir apte à recevoir une construction, qui ne soit pas déjà en phase de chantier.

Il y a également lieu de noter les travaux de viabilisation du quartier «Wunnen am Park» à Esch-sur-Alzette (950 logements), les travaux de démolition des immeubles industriels sis sur les terrains formant le futur quartier «Wunne mat der Wooltz» à Wiltz (720 logements) et les travaux de décontamination de sol des terrains destinés à la réalisation du projet «Cité du Futur» à Dudelange (670 logements). Ces logements seront réalisés à moyen, voire à plus long terme, en fonction de la durée des procédures administratives et de l'envergure des travaux de décontamination des terrains. Il est également à noter que des projets d'une telle envergure sont généralement réalisés en plusieurs phases.

Les soumissions en faveur de huit projets, avec un total de 190 logements, sont en préparation et leur démarrage en chantier est prévu pour d'ici la fin de l'année.

Quelque 30 projets avec 612 unités de logement se trouvent dans la phase d'avant-projet sommaire, voire même d'avant-projet détaillé. Leur démarrage est prévu au cours des années 2015 et 2016.

27 PAP, pour au moins 2.283 unités de logement, sont en cours d'élaboration. Le démarrage des projets en relation sera fonction des procédures administratives.

Pour quelque 30 projets, les négociations d'acquisition sont en cours.

Enfin au sujet de votre dernière question portant sur la période s'écoulant entre l'acquisition et l'achèvement des travaux de construction, il faut compter entre deux et 25 ans.

Cette variation est due à deux phénomènes principaux, à savoir:

- d'un côté, l'acquisition du foncier dans des zones d'envergure sur plusieurs propriétaires et surtout les propriétaires en indivision et,

- de l'autre côté, les procédures administratives au niveau de l'État et au niveau des communes qui sont souvent très complexes et, de ce fait, de longue haleine.

C'est seulement à partir du moment où ces phases préliminaires sont achevées que les travaux de viabilisation du foncier (en moyenne 18 mois) et, par la suite, la construction des habitations (en moyenne 20 mois), peuvent commencer.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Question 0530 (18.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique de nomination du Gouvernement:**

Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a expliqué hier matin aux membres de la Commission de la Force publique et de la Commission juridique que l'ancienneté de service n'a joué aucun rôle dans la sélection de la nouvelle équipe dirigeante de la Police grand-ducale. Il a ensuite précisé qu'il suivrait cette approche pour l'ensemble des administrations étatiques faisant partie de ses ressorts sans détailler si cette politique de nomination s'applique exclusivement à des postes de responsabilité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si cette politique de nomination s'appliquera uniquement dans le domaine de la force publique ou s'il s'agit d'une politique généralement suivie par tous les membres du Gouvernement? Est-elle limitée aux postes à responsabilité? Dans l'affirmative, quels sont ces postes?

Réponse complémentaire commune (10.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La politique de nomination à laquelle il est fait référence dans la réponse du 20 octobre 2014 *(cf. compte rendu n°1/2013-2014)* s'applique, comme cela a déjà été le cas sous le Gouvernement précédent, à l'ensemble des fonctions dirigeantes dans la fonction publique. Dans ce contexte, l'ancienneté entre certainement en ligne de compte, mais ne constitue en définitive qu'un des critères utilisés pour désigner la personne correspondant le mieux au poste à occuper.

Question 0545 (24.09.2014) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**opportunité des poursuites à accorder à la Police grand-ducale:**

Lors d'un discours prononcé à l'occasion de la fête de la Saint Michel en date de ce jour, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a annoncé vouloir accorder aux agents de la Police grand-ducale un pouvoir d'opportunité des poursuites en matière de contravention. À ce jour, ce pouvoir est réservé exclusivement au ministère public et les agents de police sont tenus de constater les infractions conformément à la loi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quels sont les motifs à la base de cette nouvelle approche annoncée par le Ministre de la Sécurité intérieure?

- Sur quelle base légale le Gouvernement entend-il assigner ce pouvoir d'opportunité des poursuites aux agents de police?

- Est-ce que cette approche a été retenue en concertation avec les autorités judiciaires?

- Comment le Gouvernement entend-il concilier le pouvoir d'opportunité des poursuites à des agents de police avec celui réservé au ministère public?

Réponse commune (04.11.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Dans le cadre de la réforme de la police et après audit sur la police, j'envisage de proposer d'étendre le principe de l'opportunité des poursuites pour des infractions mineures à certains membres de la Police grand-ducale.

Le cas échéant et avant toute décision, cette réforme mérite une réflexion approfondie au sein du Gouvernement et une concertation étroite avec les autorités judiciaires.

Question 0547 (25.09.2014) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **chasse sur le sanglier:**

Le règlement grand-ducal concernant l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2014-2015 viendra à échéance le 31 mars 2015. Le prochain règlement grand-ducal devra donc couvrir la période à partir du 1er avril 2015 et sera valable pour une durée de trois ans. Il s'avère que dans l'actuel règlement grand-ducal la chasse de nuit notamment sur le sanglier est interdite. Actuellement, le sanglier est à l'origine de dégâts importants causés aux surfaces agricoles et sylvicoles. Vu que les sangliers ne sortent que pendant la nuit des taillis et n'y retournent qu'à la lueur du jour, il est important de donner aux chasseurs les moyens de pouvoir les tirer pendant certaines heures de la nuit.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution de la population des sangliers au Luxembourg?

2. Peut-elle m'informer si les plans de tir fixés pour les sangliers ont jusqu'à présent pu être atteints?

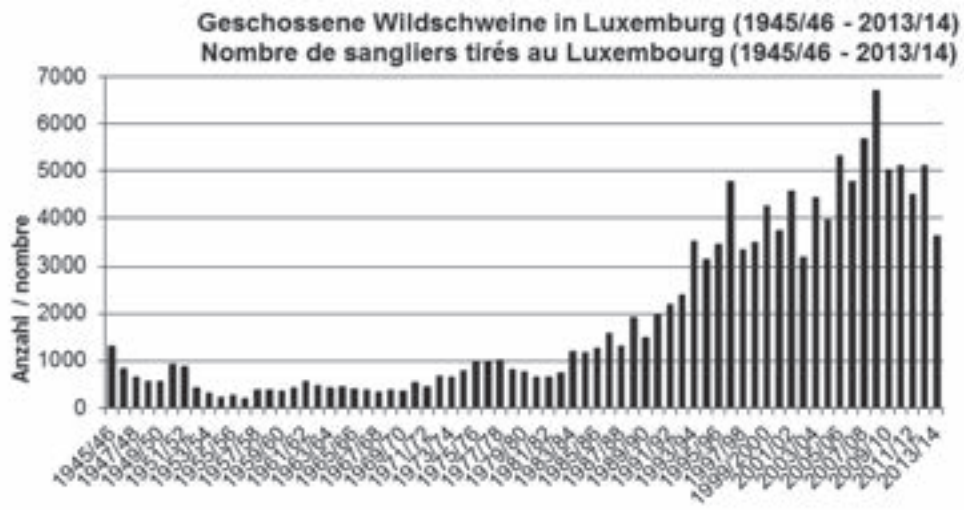
3. Peut-elle m'informer de l'évolution des dégâts causés par les sangliers au cours des dernières années?

4. Comme ces dégâts s'avèrent croissants, Madame la Ministre autorisera-t-elle le tir de nuit limité sur les sangliers afin que les chasseurs puissent exercer pleinement leur rôle de régulateur?

5. Dans la négative, que compte faire Madame la Ministre pour limiter les dégâts importants aux cultures causés par les sangliers?

Réponse (31.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. Les populations de sangliers ont connu depuis les années 1980 une augmentation dramatique, tel que les données des tableaux de chasse le reflètent (cf. graphique). Le pic a été atteint lors de l'année cynégétique 2008-2009 avec presque 7.000 sangliers tirés au Luxembourg. Or, depuis, le nombre de sangliers tirés est en régression.



Ad 2. Le plan de tir actuellement en vigueur couvre une période de deux ans, à savoir du 1er avril 2013 au 31 mars 2015. Dans le cas du sanglier, il vise une réduction massive de la population vu les dégâts agricoles élevés. Pour ces deux ans, le nombre total de sangliers qui devraient être tirés dans le cadre de ce plan de tir est de 13.470, soit en moyenne 6.735 par an. Or, les chasseurs ont tiré seulement 3.388 sangliers lors de la première année cynégétique, à savoir du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, soit à peu près la moitié de ce qu'ils auraient dû réaliser. La raison en est peut-être l'hiver 2012-2013 assez long et froid, en combinaison avec l'interdiction du nourrissage, résultant en une réduction naturelle de la population et rendant donc la réalisation du plan de tir plus difficile. Il semble donc fort improbable que les chasseurs puissent réaliser le plan de tir sanglier pour le 31 mars 2015, étant donné que pour ce faire ils devraient tirer lors de l'année cynégétique en cours environ 10.100 sangliers.

Ad 3. Pour le moment, les données disponibles n'indiquent pas une augmentation des dégâts, mais plutôt une diminution.

Or, il faut bien noter que le changement du système d'indemnisation des dégâts de sanglier, de cerf élaphe et de mouflon à partir du 1er août 2007, a entraîné une situation où le MDDI ne reçoit plus toutes les déclarations de dégâts, mais uniquement celles que les locataires de chasse envoient en vue d'un remboursement. Une fois que le seuil maximal de remboursement de 4€ par hectare de surface du lot de chasse est atteint, les locataires n'envoient plus de déclarations au ministère. Il est donc très clair que les données actuellement reçues par le MDDI ne sont pas complètes.

L'analyse récente des données disponibles de dégâts de sanglier déclarés par lot de chasse survenus depuis 2012 nous montre que sur 198 lots de chasse (donc à peu près un tiers des lots), aucun dégât n'a été déclaré; sur environ un tiers des lots, les dégâts semblent être à des niveaux tolérables (226 lots); alors que sur 182 lots de chasse, le niveau des dégâts déclarés se trouve dessous de la moyenne de 3,4€ par hectare de surface agricole.

Ad 4. Pour le moment, on n'a pas d'indication que les dégâts s'avéreraient croissants.

Selon l'article 10 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse votée par la Chambre des Députés: «La chasse n'est autorisée que pendant le jour. Est considérée comme jour, la période comprise entre une heure avant le lever officiel et une heure après le coucher officiel du soleil.»

La loi ne prévoit pas de possibilité d'autoriser le tir de nuit.

Lors des débats précédant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la chasse, le tir de nuit avait été discuté. Pour des raisons de sécurité, l'idée n'avait pas été retenue. Par ailleurs, il faut noter que la FSHCL s'est toujours prononcée contre une chasse de nuit.

Ad 5. Le niveau des dégâts agricoles causés par le sanglier est directement lié au niveau des populations de cette espèce. La nouvelle loi sur la chasse inclut plusieurs mesures qui, dans leur ensemble, devraient résulter dans quelques années dans une réduction des populations de sangliers, et donc également dans la réduction des dégâts agricoles, sous condition que les chasseurs fassent preuve d'une volonté ferme et nette pour aider à atteindre cet objectif.

Art. 11: Interdiction du nourrissage (ce qui inclut le nourrissage massif, le nourrissage en période de disette, nourrissage dit «dissuasif»).

Art. 13 et RGD Plan de tir de 2012: Introduction d'un plan de tir minimal. Le cas échéant, une augmentation du plan de tir, surtout sur les lots de chasse où les dégâts sont élevés, devra être envisagée.

Art 55: Possibilité d'organiser des chasses administratives.

Les dégâts importants aux cultures devront être approchés en coopération entre les exploitants et les chasseurs, par exemple pour faciliter la chasse à l'affût en installant des bandes de tir («Schuss-Schneisen»), ou à communiquer



les dégâts (comme prévu par la loi sur la chasse) dès leur découverte pour permettre une intervention rapide. L'ANF tâchera à encourager et améliorer la communication entre les parties en leur proposant des méthodes pour relever et estimer les dégâts, pour les réparer, mais aussi pour les éviter.

Question 0548 (25.09.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contrôle d'entreprises ne respectant pas la législation luxembourgeoise:**

L'Administration des Douanes et Accises a récemment eu l'initiative bienveillante de mettre en garde la population au sujet d'entreprises qui proposent leurs services sans respecter la législation luxembourgeoise. En effet, lors de contrôles sur différents chantiers des infractions majeures ont été constatées.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail:

- Les autorités de contrôle disposent-elles de suffisamment de ressources humaines pour effectuer les contrôles nécessaires?

- Quelles sont les sanctions que risquent ces entreprises qui ne respectent pas la législation luxembourgeoise?

- Les clients qui font appel à ces entreprises risquent-ils également des sanctions?

Réponse commune (29.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Pour ce qui est de la première question de l'honorable Député, l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) dispose actuellement de 23 inspecteurs du travail (dont quatre en formation actuellement) pouvant être appelés à effectuer des contrôles dans les entreprises et sur les chantiers de construction.

Afin de mettre l'ITM en mesure d'effectuer ses tâches dans de meilleures conditions, surtout dans le domaine du dumping social et de toute autre forme de travail illégal, il est envisagé de renforcer progressivement le nombre de contrôleurs dans le contexte de la réforme de l'ITM qui a été engagée.

En ce qui concerne l'Administration des Douanes et Accises, l'effectif des fonctionnaires affectés à l'Inspection fonctionnelle Environnement/ITM s'avère suffisant au quotidien. Il s'agit de 20 agents justifiant d'une formation initiale et continue spécialisée qui peuvent, si besoin en est, être épaulés par d'autres douaniers dont en premier lieu ceux de l'Inspection fonctionnelle Support des douanes et accises.

Quant aux sanctions que risquent les entreprises qui ne respectent pas la législation luxembourgeoise, les employeurs détachants peuvent être sommés par l'ITM de régler rétroactivement les différences de salaires échus pour la période de prestations de services au Luxembourg, conformément aux textes et conventions collectives d'obligation générale en vigueur.

En cas de versement de salaires inférieurs au salaire social minimum, l'article L. 222-10 du Code du Travail prévoit que «les employeurs qui ont versé des salaires inférieurs aux taux applicables en vertu des dispositions du présent chapitre et de celles à intervenir en application de l'article L. 222-2 sont passibles d'une amende de 251 à 25.000 euros.

Toutefois, en cas de récidive dans le délai de deux ans, les peines prévues à l'alinéa qui précède peuvent être portées au double du maximum.»

S'agissant d'entreprises étrangères détachant du personnel vers le Luxembourg, celles-ci peuvent également être sommées de communiquer le détachement de leurs salariés à l'ITM endéans les 24 heures suite au contrôle effectué, ainsi que d'entamer les démarches auprès des autres administrations intervenant dans ce contexte, à savoir:

- notifier la prestation de services occasionnelle et temporaire à la Direction générale PME et Entrepreneuriat auprès du Ministère de l'Économie;

- s'inscrire à la TVA au Luxembourg afin de se conformer à la TVA applicable aux prestations de services.

Le délit de prêt illégal de main-d'œuvre, de même que la pratique du travail intérimaire, en l'absence d'agrément du Ministre du Travail, si constatés par l'ITM, sont également pénalement sanctionnables.

Dans ce contexte, l'article L. 134-3 dispose ce qui suit:

«(1) Est passible d'une amende de 500 à 10.000 euros, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 1.250 à 12.500 euros, ou d'une de ces peines seulement:

1. toute personne qui met des salariés à la disposition d'utilisateurs en violation des dispositions de l'article L. 133-1;

2. tout entrepreneur de travail intérimaire qui:

a) exerce directement ou par personne interposée l'activité d'entrepreneur de travail intérimaire sans être titulaire de l'autorisation du ministre ayant le Travail dans ses attributions visée à l'article L. 131-2;

b) met un salarié intérimaire à la disposition d'un utilisateur sans y être autorisé par l'article L. 131-3 ou sans avoir conclu avec celui-ci dans le délai visé à l'article L. 131-4 un contrat écrit de mise à disposition;

c) embauche un salarié intérimaire sans avoir conclu avec celui-ci dans le délai visé à l'article L. 131-6 un contrat écrit de mission;

d) exerce son activité sans avoir observé les conditions et obligations lui imposées en application de l'article L. 131-3, paragraphe (1);

e) commet une infraction aux articles L. 133-1 et L. 133-2;

3. tout utilisateur qui a recouru à un salarié intérimaire sans y être autorisé par l'article L. 131-3 ou sans avoir conclu avec un entrepreneur de travail intérimaire dans le délai prévu à l'article L. 131-4 un contrat écrit de mise à disposition conforme aux dispositions de cet article.

L'amende prévue au présent paragraphe est appliquée autant de fois qu'il y a de salariés à l'égard desquels les dispositions visées ont été violées.

(2) Dans les cas visés au paragraphe (1) sous 1 et sous 2 a) et d), le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction d'exercer l'activité d'entrepreneur de travail intérimaire pour une durée qui ne peut être inférieure à un an ni supérieure à dix ans.

(3) Dans tous les cas, le tribunal peut ordonner aux frais de l'entrepreneur de travail intérimaire ou de l'utilisateur condamné l'affichage du jugement aux portes de l'entreprise et sa publication dans les journaux qu'il désigne.»

En matière de santé au travail, l'article L. 327-2 du Code du Travail prévoit en son premier alinéa:

«Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement:

1. tout employeur qui occupe un salarié qui ne s'est pas soumis à un des examens médicaux prévus aux articles L. 326-1 à L. 326-9 ou aux règlements grand-ducaux pris en leur exécution;

….

En cas de récidive dans les deux ans, ces peines peuvent être portées au double du maximum.»

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pourra également procéder au recouvrement des arriérés échus de TVA, voire infliger des amendes aux contrevenants.

En cas de constat de perte de l'honorabilité commerciale dans le chef de l'employeur reconnu comme auteur de violations conséquentes de notre législation, le Service des classes moyennes du Ministère de l'Économie, compétent en matière de droit d'établissement, pourra décider en Commission d'un retrait de l'autorisation ou du certificat y afférents.

Les tribunaux pourront, le cas échéant, sur base des procès-verbaux des Douanes ou de la Police grand-ducale, condamner au pénal des employeurs du chef de travail clandestin.

Finalement, en ce qui concerne la question si les clients qui font appel à ces entreprises risquent également des sanctions, il y a lieu de relever que dans le cadre du travail clandestin les donneurs d'ordre (clients/maîtres d'ouvrage) risquent d'encourir les sanctions prévues par le Code du Travail dans ses articles 571-2, 571-4 et 571-6.

Question 0557 (26.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle remise en question de deux accords portant sur la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur éducatif:**

Le 13 mars 2013, le Conseil de Gouvernement a approuvé deux accords, élaborés respectivement avec les syndicats SNE et Féduse, qui portent sur la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur éducatif. Un des éléments sur lesquels portaient les deux accords concernait les majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières. Or, d'après des informations relayées par voie de presse, le Ministre de l'Éducation nationale actuel entend remettre en question ce point de l'accord.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse visant à supprimer la majoration d'échelon pour les postes à responsabilités particulières? Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale entend-il remettre d'autres éléments en question?

- Quelles sont les motivations de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale à la base de cette remise en question?

- Les Ministres entendent-ils renégocier d'autres points de la réforme de la Fonction publique? Dans l'affirmative, lesquels et pour quelles raisons?

Réponse commune (30.10.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans leur question parlementaire n°0557 du 26 septembre 2014, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth demandent, d'une part, si le Ministre de l'Éducation nationale entend remettre en question l'un des points des accords conclus entre le Gouvernement et les syndicats SNE et Féduse, à savoir celui concernant la majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières et, d'autre part, si le Ministre de la Fonction publique partage cette approche. Les honorables Députés demandent également si le Ministre de l'Éducation nationale a l'intention de remettre en question d'autres éléments de ces accords. En outre, ils voudraient savoir si les deux Ministres entendent renégocier d'autres points de la réforme de la Fonction publique et si oui, lesquels et pour quelles raisons.

En réponse à ces questions, nous voudrions informer les honorables Députés que nous n'envisageons ni de supprimer la majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières, ni de remettre en question d'autres éléments des accords précités.

Les nouvelles orientations du programme gouvernemental visent à promouvoir entre autres l'autonomie au sein des écoles et lycées. Pour faire cela, les acteurs pourront recevoir des responsabilités nouvelles. Il est par exemple prévu de renforcer le rôle des présidents des écoles fondamentales. Voilà pourquoi le département de l'Éducation nationale a proposé aux syndicats SNE et Féduse de revoir la liste des postes à responsabilités particulières pouvant bénéficier d'une majoration d'échelon ainsi que la possibilité d'une simplification des modalités administratives y relatives.

Puisque les réflexions concernant la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur de l'Éducation nationale ne sont pas encore complètement terminées, il reste en effet possible que des adaptations y soient apportées en vue de sa mise en œuvre pratique.

Finalement, nous voudrions informer les honorables Députés qu'il n'est pas envisagé de renégocier les accords sur les réformes dans la Fonction publique.

Question 0558 (29.09.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**électro-mobilité:**

La semaine passée le législateur allemand a approuvé des dispositions autorisant les communes à mettre en place une série de mesures de promotion de l'électro-mobilité. Il est notamment proposé de permettre aux voitures électriques de pouvoir utiliser les couloirs pour bus et de bénéficier de places de parking gratuites. Quant à ce sujet, le programme gouvernemental national note que «(…) le Gouvernement soutiendra l'électro-mobilité (…)».

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que des mesures comparables à celles proposées par le législateur allemand, comme la permission d'utilisation des couloirs pour bus par les voitures électriques ou la mise à disposition de places de parking gratuites aux véhicules de ce type, seraient opportunes pour promouvoir l'électro-mobilité?

- Dans la négative, quelles sont d'autres mesures envisagées par le Gouvernement afin de soutenir l'électro-mobilité?

Réponse (03.11.2014) **de M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas porte sur les mesures prévues par le Gouvernement pour promouvoir l'électro-mobilité.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler ce que Madame la Ministre de l'Environnement a déjà répondu à la question parlementaire n°0051 de M. Marc Lies respectivement de M. Marco Schank *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)*, que la priorité du Gouvernement en matière de mobilité motorisée est le renforcement des transports en commun. De ce fait, l'exclusivité des couloirs bus au transport public pour garantir la fluidité du trafic est primordiale et donc la permission des couloirs bus pour les voitures électriques n'est pas envisagée. Seules des raisons de sécurité justifient que cette exclusivité puisse être élargie, par exemple pour les voitures de police, les ambulances ou les sapeurs-pompiers.

En ce qui concerne la mise en place de parkings gratuits pour véhicules électriques, le groupe de travail «modifications du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État, a approuvé une proposition de texte élaborée par les services étatiques concernant les modifications à apporter au Code de la Route en vue de pouvoir réserver des emplacements de stationnement pour certains véhicules dont l'utilisation s'inscrit dans une politique de mobilité durable, tels que des véhicules électriques raccordés aux points de recharges publics. Il est prévu que l'adaptation afférente du Code de la Route sera soumise en décembre 2014 à l'approbation du Conseil de Gouvernement. Nonobstant, la gestion des emplacements de stationnement, en termes de tarification et limitation de durée de stationnement, reste toujours dans le champ de compétence des communes.

Afin de structurer au niveau national la démarche pour le développement de la mobilité électrique au Luxembourg, une étude technico-économique pour la promotion nationale de l'électro-mobilité a été menée et ceci avec l'ensemble des parties prenantes concernées. Cette étude, présentée au public en mars 2012, a permis au Gouvernement de définir une stratégie qui prévoit notamment un déploiement d'une infrastructure nationale unique de 800 bornes de charge publiques lesquelles seront installées sur des parkings relais, le long de la voirie ou sur d'autres types de parkings publics. Par la suite, la loi sur le marché électrique a été adaptée de façon à ce que les gestionnaires de réseau de distribution soient responsables pour la mise en place de cette infrastructure et que les coûts engendrés seront financés par le tarif d'utilisation basse tension. L'avant-projet de règlement grand-ducal lequel définira les modalités de la mise en œuvre du projet est en cours de finalisation, dont les grands principes ont été présentés aux parties prenantes ainsi qu'aux représentants des communes.

Outre ce projet national, les services étatiques participent à l'élaboration de projets pilotes telles qu'au niveau de la Nordstad, des zones d'activités dans la ville de Luxembourg ou au niveau de la Grande Région.

Question 0561 (29.09.2014) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant l'**avion civile dans le domaine du service de secours luxembourgeois:**

La compagnie «Luxembourg Air Rescue» (LAR) fait partie de la Protection civile et constitue la seule compagnie nationale assurant le sauvetage aérien au Grand-Duché.

Le règlement n°1178/2011 du 3 novembre 2011 de la Commission européenne détermine les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil. Le règlement impose notamment l'ac-

compagnement d'un deuxième titulaire d'une licence de pilote si le premier a plus de 60 ans. Or, les aéronefs du LAR ne sont équipés que pour un seul pilote. Par conséquent, le titulaire d'une licence ayant atteint l'âge de 60 ans et devant être accompagné d'un pilote supplémentaire conformément au règlement en question risque de ne plus pouvoir exécuter ses fonctions à défaut d'équipement adéquat. De surcroît, cette situation pourrait engendrer une pénurie en titulaires de licence de pilote et entraver le bon fonctionnement du service de sauvetage aérien luxembourgeois.

Le point 2 de l'article 12 (entrée en vigueur et la mise en application) du règlement n°1178/2011 prévoit également que «(…) les États membres peuvent décider de ne pas appliquer les dispositions suivantes de l'annexe 1 jusqu'au 8 avril 2015». Il semblerait que certains pays aient demandé une dérogation nationale notamment pour le paragraphe relatif aux titulaires d'une licence de pilote. Dans ce contexte, la Direction de l'Aviation civile (DAC) n'aurait, quant à elle, pas encore pris de décision.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Les Ministres sont-ils au courant de la position de la DAC dans le contexte décrit ci-dessus?

2. Les Ministres envisagent-ils de demander une dérogation nationale à l'instar des autres États membres afin de ne pas mettre en difficulté le fonctionnement du secours aérien national?

3. Dans la négative, les Ministres entendent-il poursuivre une autre piste?

Réponse commune (27.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen, il nous échoit d'apporter les réponses suivantes:

L'article FCL.065 du règlement (UE) n°1178/2011 de la Commission du 3 novembre 2011 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil prévoit une restriction des privilèges des titulaires d'une licence âgés de 60 ans ou plus pour le transport aérien commercial. Le titulaire d'une licence de pilote d'avion ou d'hélicoptère qui atteint l'âge de 60 ans ne peut agir en tant que pilote d'un aéronef exploité pour le transport commercial que s'il fait partie d'un équipage multipilote et pour autant qu'il soit le seul pilote de l'équipage de conduite de vol qui ait atteint l'âge de 60 ans.

Une dérogation de cet article ne peut être demandée que par l'autorité ayant émise la licence du pilote en question. Comme pour l'instant aucun des pilotes de «LAA/LAR» n'a transféré sa licence à la Direction de l'Aviation civile, la DAC luxembourgeoise n'est pas l'autorité compétente pour demander ce type de dérogations. Les pilotes de «LAA/LAR» étant en plus grande partie des pilotes avec des licences allemandes et françaises, c'est l'autorité allemande respectivement l'autorité française qui peut demander des dérogations de l'article FCL.065 du règlement mentionné ci-dessus afin d'autoriser les pilotes ayant atteint l'âge de 60 ans de continuer de voler tout en étant en conformité avec la législation européenne.

Question 0563 (29.09.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **dépistage du cancer chez l'homme:**

Le cancer du sein est le cancer le plus répandu chez les femmes. Le diagnostic précoce d'un cancer du sein ne peut se faire que grâce à la mammographie de dépistage. C'est ainsi que le Ministère de la Santé et la Caisse Nationale de Santé ont conclu ensemble un programme de dépistage du cancer qui propose à toutes les femmes de 50 à 69 ans de faire réaliser tous les deux ans une mammographie de dépistage du cancer du sein.

Le cancer de la prostate, du testicule et celui du côlon sont les cancers les plus répandus chez les hommes. Bien que rare, le cancer du testicule par exemple est le plus fréquent chez l'homme de 15 à 35 ans. Malgré d'excellentes chances de guérison, il a un impact psychologique très profond sur l'homme du fait de sa dimension symbolique. Honte, culpabilité et anxiété s'en trouvent particulièrement amplifiées.

C'est une des raisons pour lesquelles l'Allemagne organise chaque année l'évènement «l'homme et sa santé» pour rompre le tabou du cancer chez l'homme et surtout pour satisfaire le rôle de prévention.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'organiser des jours de prévention comme en Allemagne concernant le dépistage du cancer chez l'homme?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une campagne d'information et de conseil soit nécessaire chez l'homme?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de lancer un programme de dépistage du cancer chez l'homme à l'instar du programme mammographie chez les femmes?

Réponse (22.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Plan National Cancer adopté par le Gouvernement en Conseil le 18 juillet 2014 et publié le 2 septembre 2014 met notamment l'accent sur la prévention des facteurs de risque et le dépistage précoce du cancer.

Ainsi les programmes de lutte contre le tabagisme, la consommation excessive d'alcool, l'obésité et l'inactivité physique ainsi que l'exposition aux agents cancérigènes seront intensifiés et ciblés vers les personnes les plus à risque.

En matière de dépistage, un programme organisé et évalué de dépistage du cancer colorectal qui est, en matière d'incidence, le deuxième cancer le plus fréquent chez l'homme et chez la femme sera mis en place, à l'instar du programme mammographie. Pour ce type de cancer, tout comme pour celui du cancer du sein et celui du col de l'utérus, les études scientifiques internationales concluent à l'intérêt de programmes de dépistage communautaires organisés en vue d'une réduction de la mortalité par ces cancers dans la population.

Pour les autres types de cancer, dans l'état actuel des connaissances, le dépistage individuel sur base de facteurs de risque spécifiques est actuellement à privilégier par rapport aux programmes de dépistage universels, vu que les tests de dépistage actuellement disponibles manquent de spécificité, qu'une diminution de la mortalité par ces programmes n'a pas encore pu être démontrée de façon certaine et que des effets délétères d'un dépistage de masse ne peuvent être exclus. Ceci s'applique notamment au cancer du poumon (première cause de mortalité par cancer chez l'homme et chez la femme au Luxembourg en 2012), ainsi qu'au cancer de la prostate, pour lesquels des recommandations officielles pour le dépistage seront publiées.

Des campagnes de sensibilisation en faveur du dépistage ciblées sur les différents types de cancer, ainsi que sur les différents groupes à risque, seront régulièrement organisées. Dans ce cadre, la proposition de l'honorable Député de cibler spécifiquement «l'homme et sa santé» est une idée intéressante, qui sera soumise à la plateforme d'experts, qui organise la mise en œuvre du Plan National Cancer avec ses dix axes, 30 mesures et 73 actions (voir sur www.plancancer.lu).

Question 0564 (30.09.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **carte de sécurité sociale:**

Le divorce ou la séparation des parents peuvent entraver souvent des conséquences pratiques dans la vie quotidienne. Ainsi le parent non gardien ne possède pas une carte de sécurité sociale de son enfant mineur et ceci peut poser problème en cas d'urgence médicale. De ce fait, il n'a pas accès au dossier médical et n'obtient pas de renseignements sur les soins médicaux que reçoit son enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre, dans le scénario actuel, ne juge-t-il pas opportun d'émettre d'office deux exemplaires de la carte de sécurité sociale pour que les deux parents en soient en possession en cas de situation d'urgence?

Réponse (20.10.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Lors de l'émission d'une carte de sécurité sociale pour un enfant mineur, le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) fait parvenir cette carte d'office à l'adresse du domicile de l'enfant. En cas de besoin, une carte supplémentaire peut être commandée sans frais auprès du Centre commun. La commande peut se faire facilement par le site Internet du CCSS: http://www.ccss.lu/certificats/assures/carte-europeenne-de-securite-sociale/. Seul la matricule de l'enfant et un code de sécurité, visible lors de la commande, est à saisir. La carte supplémentaire est également livrée à l'adresse de l'enfant dans un délai de deux semaines.

Le Centre commun n'étant pas systématiquement sollicité par les parents séparés d'émettre une deuxième carte, une émission d'office de deux exemplaires ne ferait qu'augmenter les frais administratifs et le nombre de cartes égarées si l'envoi devait se faire à deux adresses différentes. En effet, pour des raisons diverses, liées à des situations compliquées et non officialisées lors de la désintégration de l'unité familiale, la situation de famille renseignée dans le répertoire national des personnes physiques ne correspond souvent pas à l'état actuel.

Question 0565 (30.09.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental:**

Beaucoup de titulaires de classe et chargés de cours de l'école fondamentale ne possèdent pas un premier brevet de sauvetage, or ils assurent le cours de natation à l'école et même souvent lors des colonies de vacances. Une formation spécifique et obligatoire pour recevoir un tel brevet n'est pas prévue par la loi. Pourtant des particuliers offrent des cours de formation et certifient par après un brevet de sauvetage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Lors du cours de natation à l'école, est-ce que des instructeurs de natation sont toujours présents pour assurer le sauvetage? Leur présence est-elle obligatoire? Existe-t-il des situations où l'instructeur de natation n'est pas présent?

2. Monsieur le Ministre, l'acquis d'un tel brevet de sauvetage ne devrait-il pas être une obligation pour le personnel encadrant la natation d'enfants à l'école et dans les colonies de vacances pour pouvoir agir correctement en cas d'un incident?

3. Le Ministre est-il au courant que des particuliers offrent des cours de sauvetage et certifient le brevet?

4. Le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le coût de ces cours de formation?

5. Monsieur le Ministre, pour l'instant, qui exactement peut offrir des cours de sauvetage au Luxembourg? Quelle formation faut-il avoir pour pouvoir offrir ces cours? Est-ce que la même personne certifie par après le brevet de sauvetage? Ce brevet est-il valable?

6. À l'étranger, comme en Allemagne, en France ou en Australie, le brevet de sauvetage est certifié par la Fédération de natation et de sauvetage. Monsieur le Ministre entend-il suivre le même exemple?

Réponse (28.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question posée par l'honorable Députée au sujet de l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1. Le règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire dispose en ses articles 2, 9 et 14 notamment que:

- le déroulement en sécurité du cours de natation exige la présence d'un personnel de surveillance qualifié dont le nombre est déterminé en fonction de la capacité d'accueil du bassin et de l'effectif des élèves;

- la surveillance générale incombe en permanence à l'instructeur de natation chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur de la piscine;

- d'une manière générale, l'effectif du personnel pour la surveillance des enfants comporte autant de personnes qu'il y a d'unités de classe, plus un instructeur de natation au moins;

- l'instructeur de natation de service dirige les opérations de sauvetage et de secours.

De ces dispositions il se dégage que la présence d'un ou de plusieurs instructeurs de natation, selon les cas, chargés de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur d'une piscine s'avère nécessaire. Il va de soi que ces dispositions sont à observer par la ou les autorités responsables de l'organisation des cours de natation scolaire.

Ad 2. Si une classe de l'enseignement fondamental s'adonne à des activités de natation dans le cadre d'une colonie de vacances ou d'une excursion scolaire en l'absence d'encadrement par un instructeur de natation (ou d'une personne à formation équivalente), chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre, ce que je déconseille vivement, il va de soi que le titulaire de classe devra disposer d'une qualification équivalente à un brevet de sauvetage élémentaire, veiller à un encadrement adéquat de ses élèves par du personnel supplémentaire dûment qualifié et s'assurer au préalable que toutes les conditions nécessaires à garantir la sécurité de ses élèves sont remplies, eu égard à tous les facteurs déterminant l'environnement donné.

Par ailleurs, mon département a émis la recommandation que les titulaires de classe accompagnant leurs élèves à la piscine acquièrent une formation équivalente à un brevet de sauvetage élémentaire, à moins qu'ils n'en disposent déjà.

Ad 3. et 4. En ce moment je ne dispose pas d'informations précises ni de statistiques sur des particuliers offrant des cours de sauvetage et procédant à des certifications y relatives.

Par contre l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées de mon département propose au personnel enseignant des formations continues préparant à l'obtention du brevet «Junior Lifesaver FLNS» (ancien 1er degré). Ces formations ont une durée de dix heures réparties en cinq séances de deux heures chacune et préparent aux différentes épreuves prévues au brevet de la FLNS. Les formateurs sont soit des enseignants d'éducation physique et sportive qui sont en possession au minimum d'un brevet «Instructor FLNS», soit des instructeurs de natation qui sont dans les mêmes conditions de qualification. La rémunération des formateurs est assurée par l'institut de formation précité selon les conditions générales de prestation 2014 en vigueur au même institut.

À l'issue de la formation, les participants peuvent se présenter aux épreuves qui donnent accès au brevet. Ces épreuves sont organisées sous la responsabilité d'un représentant de la commission des brevets FLNS. Les candidats au brevet FLNS doivent payer une taxe de 15 euros à la FLNS pour le passage des épreuves. Si les épreuves sont réussies, la FLNS délivre le brevet «Junior Lifesaver FLNS».

Ad 5. et 6. Toute personne disposant de la qualification nécessaire et remplissant en outre les conditions et les garanties prévues par la législation en vigueur est susceptible d'assurer des cours de sauvetage (natation).

La proposition de l'honorable Députée de recourir aux services de la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage en matière de certification des brevets de sauvetage me paraît une option tout à fait valable.

Question 0566 (30.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**obligation du Fonds national de la recherche de formuler les demandes de financement en anglais:**

Toutes les demandes de financement introduites auprès du Fonds national de la recherche (AFR, projet de recherche, RESCOM,…) doivent être formulées en anglais. Si dans certains cas cette exigence a toute sa raison d'être vu l'internationalité des domaines de recherche (en sciences naturelles notamment), elle semble peu compréhensible dans d'autres. Ainsi, on peut mettre en question l'intérêt d'une demande formulée en anglais pour un sujet de recherche en littérature ou en linguistique allemande, française ou luxembourgeoise ou encore pour les sujets d'histoire portant sur nos régions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que dans certains cas (notamment dans le cas des projets en littérature ou linguistique) une demande en langue anglaise est incompréhensible, voire absurde et qu'une telle exigence peut même s'avérer contre-productive (accumulation d'erreurs dues à des traductions consécutives, évaluation correcte des projets plus difficile,…)?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention d'intervenir sur le point réglementaire afin de remédier à cette situation? Si oui, dans quel sens?

- Dans la négative, quels sont les raisons pour lesquelles Monsieur le Ministre veut maintenir le règlement actuel?

Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Fonds national de la recherche (FNR) veille à l'octroi compétitif des fonds selon des critères élevés de qualité et d'excellence scientifique, grâce notamment à une évaluation systématique de toutes les propositions de projets par des experts internationaux. En moyenne, seules 25 à 30% des demandes de subvention sont retenues pour un financement par le FNR.

L'évaluation des propositions de projets soumis est la clé de voûte du processus de prise de décision au sein du FNR. Le conseil d'administration et le secrétaire général, dans leurs décisions, se tiennent rigoureusement à l'avis des experts. Pour garantir la transparence et l'impartialité des évaluations, le FNR fait exclusivement appel à des experts internationaux, n'ayant aucune relation avec les porteurs de projets luxembourgeois. À titre d'exemple, au cours de l'année 2013, le FNR a sollicité plus de 800 expertises individuelles auprès d'experts basées dans 25 pays différents. Par ailleurs, pour les programmes les plus importants (notamment les programmes CORE et AFR), l'évaluation comparative et le classement des différentes propositions de projets sont effectués par des comités d'experts multidisciplinaires qui se réunissent une ou deux fois par an au Luxembourg. Ces comités sont également composés uniquement de chercheurs et scientifiques internationaux.

Compte tenu du caractère international des évaluations et compte tenu de la composition internationale des comités d'experts, il est indispensable que les propositions de projets soient rédigées en anglais. En effet, l'anglais est la seule langue compréhensible par l'ensemble des évaluateurs et des experts, quelque soit leur appartenance disciplinaire ou leur pays d'exercice. Ainsi, le choix de l'anglais ne marque pas une préférence de principe pour cette langue; il est simplement dicté par l'exigence de mettre en œuvre une évaluation internationale.

Pour des raisons similaires, la plupart des agences de financement de la recherche en Europe exigent l'utilisation de l'anglais pour la rédaction des demandes de subsides.

Par contre, pour ce qui concerne la dissémination des résultats de la recherche (publications, séminaires, conférences), le FNR n'impose aucun choix de langue. Pour les colloques scientifiques d'envergure internationale, le FNR admet que les conférences soient tenues dans une autre langue que l'anglais respectivement dans plusieurs langues, à condition toutefois qu'une traduction simultanée en anglais soit proposée aux participants. Les éventuels coûts de traduction sont par ailleurs des frais pleinement éligibles au remboursement par le FNR.

Question 0567 (30.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **programme RESCOM du Fonds national de la recherche:**

Il me revient que depuis peu, dans le cadre du programme RESCOM, le Fonds national de la recherche (FNR) n'attribue plus de subventions pour l'impression de dissertations ou de comptes rendus de congrès. Or, il s'avère que ces deux formes de publication soient les deux seules formes de publication existantes dans le domaine des sciences humaines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant conduit à cette décision?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette mesure risque de pénaliser les étudiants et jeunes chercheurs en sciences humaines?

- Existe-t-il d'autres moyens d'aide au financement pour l'impression de dissertations ou de comptes rendus qui puissent se substituer aux subventions du programme RESCOM? Si oui, lesquels?

Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Fonds national de la recherche (FNR) accorde une très grande importance à la dissémination des résultats de la recherche, que ce soit sous forme de publications, de séminaires, conférences ou tout autre moyen de communication. En effet, la communication, aussi bien vers les milieux scientifiques que vers le grand public, fait partie intégrante du travail d'un chercheur.

Ainsi, dans le cadre de tous ses programmes de financement de projets (CORE, INTER, PEARL, ATTRACT), le subside alloué par le FNR peut être employé pour couvrir les frais liés à la dissémination en relation avec le projet de recherche subventionné. Sont notamment éligibles au remboursement par le FNR, les frais de publication au sens large (publication d'articles dans des revues scientifiques, impression de dissertations et thèses de doctorat, monographies, impression de comptes rendus de séminaires ou conférences, publications par Internet et médias sociaux) ainsi que les frais liés à l'organisation de séminaires, conférences et autres évènements de communication.

Avec le programme RESCOM, le FNR vise à soutenir l'organisation au Luxembourg de conférences scientifiques d'envergure internationale. Bien évidemment, une part du subside alloué par le FNR, peut être employée pour couvrir les frais liés à l'impression des comptes rendus de la conférence.

Pour les frais liés à l'impression des comptes rendus et dissertions qui surviennent en dehors des projets subventionnés par le FNR, il appartient tout naturellement aux institutions de recherche d'en assurer le financement.

Question 0568 (30.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**Accord sur le commerce des services (TiSA):**

Alors que se poursuivent les négociations, menées dans la confidentialité, du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), un nouveau projet de traité est négocié, le TiSA (Accord sur le commerce des services), qui vise à libéraliser le domaine des services. Une cinquantaine de pays sont concernés, dont les États-Unis et l'Union européenne. Le 4 juillet 2013, les eurodéputés validaient le mandat de négociation pour la Commission européenne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position du Gouvernement face au TiSA?

2. Le Gouvernement n'estime-t-il pas utile d'organiser un débat public concernant ce projet de traité?

3. Comment le Gouvernement entend-il assurer la réalisation et le maintien de l'accès universel à des services publics de qualité face à une perspective outre-Atlantique très différente?

Réponse commune (14.10.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles Roth soulèvent un certain nombre de questions relatives aux négociations que mène actuellement la Commission européenne en vue de la conclusion d'un accord plurilatéral sur le commerce des services (Trade in Services Agreement - TiSA).

L'idée d'un accord plurilatéral sur le commerce des services a initialement été lancée par les États-Unis pour surmonter l'impasse des négociations dans les services à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et depuis février 2012 c'est le groupe des «really good friends (of services)» de l'OMC, qui cherche à procéder à une codification substantielle des règles du commerce international dans le domaine des services.

En mars 2013, le Conseil européen a donné son feu vert à la Commission pour ouvrir les négociations sur un accord plurilatéral sur le commerce des services. Actuellement, 23 membres de l'OMC, dont l'UE, participent aux négociations; le dernier et neuvième tour de négociation a eu lieu à Genève du 21 au 25 septembre 2014.

Sur les questions de fond, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes aux points soulevés par Madame la Députée Adehm et Monsieur le Député Roth.

Ad 1. L'objectif principal de l'accord TiSA est d'améliorer le fonctionnement du commerce international des services et de créer un environnement commercial ouvert et transparent qui puisse stimuler davantage la croissance économique et la création d'emplois dans ce secteur.

L'Union européenne est le premier exportateur de services au monde et le commerce des services représente un élément fondamental pour les entreprises européennes. Dans ce contexte, il est à préciser que les pays participants aux négociations TiSA représentent 70% à 80% du commerce mondial des services. Par une libéralisation du secteur des services, une réduction des barrières non tarifaires et un élargissement de l'accès au marché des services, un tel accord stimulerait la croissance et l'emploi dans ces pays.

Dans cette optique, le Gouvernement soutient la conclusion d'un accord plurilatéral sur le commerce des services. Le TiSA bénéficiera largement à un pays comme le Luxembourg, qui dispose d'une des économies les plus ouvertes au monde. En tant que plateforme de services, l'économie luxembourgeoise est largement dépendante du commerce des services (surtout transfrontières) qui contribue à 87,5% de notre valeur ajoutée brute et à 78,9% de notre emploi. Par le biais d'un tel accord, le Luxembourg pourrait davantage diversifier son économie et les entreprises luxembourgeoises auraient un meilleur accès à d'autres marchés porteurs d'avenir.

Ad 2. Tout d'abord le Gouvernement tient à souligner les efforts de communication déployés par la Commission européenne qui visent à recueillir les avis et commentaires de la société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. Dans cet esprit, la Commission européenne a lancé en mai 2013 une consultation publique et une évaluation d'impact sur le développement durable permettant aux parties intéressées de s'exprimer sur leurs priorités et de donner leurs avis sur des enjeux rencontrés dans le commerce des services. En vue d'un renforcement de l'information publique, la Commission européenne a organisé différentes réunions d'information et mis en ligne un site web dédié au TiSA qui rend accessibles au grand public les différents rapports, les papiers de position et l'offre de l'Union européenne.

Conformément à sa position qui consiste à demander un maximum de transparence dans de telles négociations, le Gouvernement soutient les efforts de communication et d'information de la Commission européenne. Dans ce contexte, il tient à rappeler que ses experts ont déjà informé les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur l'état d'avancement des négociations dudit accord en date du 7 juillet 2014 et ceci sur demande du groupe politique CSV.

Ad 3. Si les pays participants souhaitent libéraliser le commerce des services, il reste à souligner que l'accord TiSA se fonde sur un accord international existant, l'accord général sur le commerce des services (GATS - «General Agreement on Trade in Services»), qui lie déjà tous les membres de l'OMC. Le Gouvernement tient à souligner que chaque pays peut choisir les secteurs qu'il veut libéraliser davantage et peut ainsi encadrer l'accès au marché des services pour les entreprises étrangères.

Dans ce contexte, il est important de noter que du côté de l'UE les services fournis dans l'exercice de l'autorité publique sont exclus du champ de la négociation - aucun accord de libre-échange négocié par l'UE ne peut contraindre un État membre à privatiser ou à déréglementer un service public au niveau national ou local. Ceci vaut pour le TiSA et tout autre accord commercial négocié par la Commission européenne pour le compte des 28 États membres.

À cette fin, la Commission a introduit dans son offre une série de sauvegardes protégeant les monopoles publics, la santé, l'éducation, l'eau et la culture/l'audiovisuel. Le pouvoir des pays participants de réglementer le marché des services de façon non discriminatoire ne sera pas affecté par les négociations. Les standards sociaux, les normes environnementales et la protection des données continueront à être réglés par la législation nationale.

Question 0569 (30.09.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **protection des jeunes travailleurs durant la formation professionnelle et dérogation générale pour les employeurs:**

Dans sa réponse du 21 juillet 2014 à la question parlementaire n°0361 *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)*, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avoue la nécessité de «trouver rapidement une solution pragmatique» concernant la démarche fastidieuse en vigueur pour obtenir une dérogation de l'interdiction d'employer des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Dans la réponse mentionnée ci-dessus, il est noté qu'en date du 9 février 2012, le Service de la formation professionnelle (SFP) avait introduit une demande de dérogation afin d'autoriser l'emploi des jeunes à des travaux à risques, lorsque ces travaux sont indispensables à leur formation professionnelle, et avait été informé ultérieurement que le Ministère du Travail serait sur le point de procéder à une modification de l'article L.343-3 du Code du Travail dans le sens à prévoir une dérogation générale pour les employeurs qui remplissent un certain nombre de conditions au niveau de la sécurité des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques. Quand est-ce que le Ministre entend-il déposer finalement le texte respectif?

- En outre, le SFP a envoyé en date du 2 juillet 2014 un courrier au Ministère du Travail dans lequel il réitère sa demande de trouver au plus vite une solution viable. Quelle suite Monsieur le Ministre a-t-il donné à ce courrier?

Réponse (03.11.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le sujet d'une éventuelle modification de l'article L.343-3 du Code du Travail a effectivement été discuté au sein de mon département tout en prenant en considération les besoins concrets existants sur le terrain et les dispositions de l'article 4 sous 2.b) de la directive 97/33/CE du Conseil du 22 juin 1994 relative à la protection des jeunes au travail.

Les arguments avancés ont mené à la conclusion qu'une solution pragmatique est plus utile qu'une modification législative qui risque de créer une ouverture trop grande ne permettant plus d'assurer correctement la sécurité et la santé des jeunes en question alors que la finalité des dispositions légales qui est celle de ne pas porter préjudice à la sécurité, à la santé et aux développement des enfants doit à tout prix être préservée.

Afin de mettre en œuvre la solution préconisée je compte contacter les Chambres professionnelles compétentes pour leur demander de solliciter la dérogation prévue à l'article L.343-3, paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises auxquelles elles ont accordé le droit de former. Il va sans dire que la liste des entreprises formatrices transmise dans la cadre d'une telle demande devra être régulièrement mise à jour par les Chambres respectives.

Alors qu'il est évident que les compétences de contrôle de l'Inspection du travail et des mines persistent dans ce domaine j'entends en plus profiter, par cette nouvelle procédure, de l'expérience des Chambres qui, dans le choix des entreprises formatrices appliquent un certain nombre de critères de qualité garantissant entre autres la santé et la sécurité des jeunes en formation.

Je ne manquerai pas de répondre en ce sens au Service de la formation professionnelle (SFP).

Question 0570 (30.09.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin:**

Suite à ma question parlementaire n°1831 du 3 janvier 2012 *(cf. compte rendu n°5/2011-2012)* relative à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152), l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures m'avait signalé que l'avant-projet sommaire relatif à ces travaux est en voie d'achèvement si bien que les travaux devraient pouvoir commencer en l'an 2013. L'ancien Ministre avait également noté que ses services procèdent régulièrement à des contrôles de tous les ouvrages d'art. La planification des travaux à réaliser prioritairement tiendrait compte de l'état plus ou moins dégradé des différents ponts ainsi que des crédits budgétaires à disposition pour leur réhabilitation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152)?

- La soumission publique afférente a-t-elle déjà eu lieu?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de me donner des précisions quant à la date prévue du début des travaux de réhabilitation?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152) sont en phase finale. En possession de toutes les autorisations environnementales requises, l'avant-projet relatif à la réhabilitation de l'OA pourra être présenté sous peu.

À noter que les travaux en question sont prévus au budget de 2015, de façon à ce que les travaux devraient pouvoir débuter en automne 2015, c.-à-d. après la saison touristique.

Question 0572 (01.10.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**approvisionnement en pétrole de champs pétroliers contrôlés par l'«État islamique» en Irak et** les **relations entre le Luxembourg et l'émirat du Qatar:**

Selon le Député européen français Jean-Luc Mélenchon, lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen le 2 septembre 2014, l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak a affirmé, au sujet du pétrole irakien de l'État islamique (EI): «Malheureusement, des États membres de l'UE achètent ce pétrole.» Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié au mois d'août 2014, l'État islamique contrôlerait pas moins de sept champs pétroliers en Irak, ce qui équivaudrait à une production journalière de 80.000 barils. Certains experts calculent que ce trafic de pétrole illicite permet à l'EI d'engranger entre 1,5 et 3 millions de dollars par jour. Monsieur Mélenchon a d'ailleurs posé, ce jour même, une question à la Commission européenne et au Conseil à ce sujet.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Partant, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

- Êtes-vous dans la mesure de corroborer les affirmations de l'ambassadrice selon laquelle des États membres de l'UE se fourniraient en pétrole auprès de l'EI ou bien des champs pétroliers contrôlés par celui-ci?

- Le Luxembourg ne devrait-il pas demander à la Commission européenne ainsi qu'au Conseil européen d'ouvrir une enquête à ce sujet?

- Pouvez-vous nous indiquer si le fournisseur du Luxembourg en pétrole s'approvisionne dans les champs mentionnés plus haut?

De nombreux experts internationaux, dont notamment le Ministre de la Coopération de la République fédérale d'Allemagne, accusent l'émirat du Qatar de participer directement ou indirectement au financement de groupes djihadistes sévissant en Irak et en Syrie, voire même l'État islamique. Or, le Luxembourg et le Qatar entretiennent de nombreuses relations tant économiques, financières que culturelles puisque nous avons signé un «Memorandum of understanding» dans le domaine culturel au mois de mai de cette année.

Partant, je voudrais vous poser les questions suivantes:

- Ne pensez-vous pas qu'en entretenant des relations politiques et surtout économiques avec l'émirat du Qatar, le Luxembourg participe indirectement au financement de l'armée de l'EI ou d'autres groupes armés sévissant dans la région?

- N'estimez-vous pas qu'il existe une contradiction entre l'engagement international du Luxembourg dans la lutte contre l'EI d'un côté et le maintien de ses relations économiques avec le Qatar de l'autre?

- Ne pensez-vous pas qu'une enquête relative aux implications du Qatar dans le financement de groupes armés djihadistes s'impose?

Réponse (03.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Serge Urbany concernant l'approvisionnement en pétrole de champs pétroliers contrôlés par l'«État islamique en Irak et au Levant/Da'ech» et les relations entre le Luxembourg et l'État du Qatar je peux vous communiquer les informations reprises ci-après:

Comme je l'ai déjà pu préciser dans le cadre de ma réponse à une récente question de l'honorable Député Laurent Mosar (QP 0562) consacrée au même sujet, le centre d'analyse de renseignement de l'Union européenne estime que la vente de pétrole par l'organisation terroriste «État islamique en Irak et au Levant/Da'ech» (dénommée ci-après «EIIL») se fait majoritairement à travers des intermédiaires locaux (tribus) et le pétrole est consommé localement, e. a. par les forces armées syriennes. Il convient de rappeler dans ce contexte que l'UE a mis en place un embargo sur les exportations de pétrole en provenance de la Syrie (Décision 2011/273/PESC du Conseil du 9 mai 2011). Cette décision comporte une interdiction sur l'achat, l'importation et le transport de pétrole ou de produits pétroliers en provenance de la Syrie.

L'EIIL a été inscrite, en date du 30 mai 2013, sur la liste des sanctions contre «Al-Qaïda» établie par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011). Les résolutions du Conseil de sécurité interdisent tout échange commercial direct ou indirect avec l'EIIL et demandent aux États membres de prévenir et de réprimer le financement des actes de terrorisme en veillant à ce qu'aucun fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques ne soient mis directement ou indirectement à la disposition de ce groupe terroriste.

Cette position est également reflétée dans les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 30 août 2014 et du Conseil des Affaires étrangères du 20 octobre 2014, demandant entre autres une utilisation plus efficace des mesures restrictives existantes par le Conseil et les États membres afin d'empêcher l'EIIL de bénéficier de la vente illicite de produits pétroliers ou d'autres ressources sur les marchés internationaux conformément aux dispositions prévues dans les résolutions 2170 et 2178.

Respectueux de ces lignes directrices et de sa propre politique étrangère, le Luxembourg soutient donc pleinement toute mesure à l'encontre de l'EIIL, y compris les actions qui visent à empêcher le financement de ce groupe ou de ces activités.

Le Luxembourg entretient de bonnes relations avec l'État du Qatar. Nous ne sommes pas en possession d'informations qui appuieraient la thèse d'une présumée implication du Gouvernement de l'État du Qatar dans le financement de groupes armés.

Question 0573 (01.10.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**attribution des fréquences radio MHz:**

En réponse à ma question parlementaire du 5 juin 2014 (n°0337) *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)* relatif à l'utilisation des fréquences d'émission jadis utilisées par la station de radio DNR (94,3, 102,9, 104,2 et 107,7 MHz), Monsieur le Premier Ministre a indiqué que l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA), autorité responsable pour l'attribution des fréquences, «publiera le moment voulu la liste des fréquences et emplacements disponibles pour les services de radio sonore à émetteur de faible puissance et précisera le délai pour la présentation des candidatures et dossiers».

Dans ce contexte, il me revient qu'un appel de candidature pour l'attribution de la fréquence 107,7 MHz serait lancé en novembre. Le début de diffusion des programmes sur cette fréquence serait prévu pour janvier 2015.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour le lancement d'un appel de candidature pour la seule fréquence 107,7 MHz? Pourquoi n'a-t-il pas été retenu de lancer un appel simultané pour toutes les fréquences disponibles? Est-ce que le délai entre l'appel de candidature et la date prévue pour le début de la diffusion ne risque-t-il pas d'être trop court et de ce fait d'exclure certaines candidatures?

- Dans la négative, est-ce qu'une date pour le lancement d'un appel de candidature est déjà prévue? Si oui, laquelle? L'appel de candidature regroupera-t-il toutes les fréquences disponibles?

Réponse (11.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

Madame la Députée souhaite savoir si je peux confirmer l'information qu'un appel public de candidature pour l'attribution de la fréquence 107,7 serait lancé en novembre et que le début de diffusion serait prévu pour janvier 2015.

Je tiens tout d'abord à préciser qu'en matière de fréquence de radiodiffusion, il convient de distinguer entre plusieurs catégories de fréquences. La fréquence 107,7 appartient à la famille des fréquences pour services de radio sonore à émetteur de haute puissance en modulation de fréquence qui en application de la loi précitée du 27 juillet 1991 sont attribuées par le Gouvernement. Quant aux fréquences qui ont été libérées suite à l'arrêt de l'exploitation du programme DNR, elles relèvent de la catégorie des fréquences pour services de radio sonore à émetteur(s) de faible puissance en modulation de fréquence qui sont attribuées par l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

Conformément à la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, les fréquences de radiodiffusions sont attribuées aux termes d'un appel public de candidature.

En ce qui concerne la fréquence 107,7, je tiens à confirmer qu'un appel de candidature sera publié très prochainement et que cette procédure se fera en étroite concertation avec l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Quant au début de diffusion, j'aimerais souligner qu'il n'est pas d'usage d'imposer déjà au moment de l'appel public une date précise pour le début de la diffusion.

Quant aux autres fréquences auxquelles se réfère l'honorable députée, il appartient à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de décider si et quand la procédure en vue de l'attribution des fréquences sera lancée.

Question 0574 (01.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **changement du président du comité de direction de la BIL:**

La Banque Internationale à Luxembourg vient d'annoncer le 30 septembre 2014 le remplacement de son directeur général avec effet au 1er octobre 2014.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pourquoi ce changement s'est-il opéré du jour au lendemain?

- Quelle a été la position des représentants de l'État luxembourgeois au sein du conseil d'administration par rapport à ce changement?

- Est-ce que ce changement a des conséquences directes sur la stratégie des activités commerciales de la BIL?

Réponse (28.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'État luxembourgeois est actionnaire à hauteur d'environ 10% de la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) et est représenté au conseil d'administration par deux membres. En tant qu'actionnaire minoritaire, mais stratégique, l'État veille au développement des activités de la banque dans le respect des intérêts de l'ensemble des parties prenantes, ainsi que de la place financière et de l'économie luxembourgeoise.

La transition au niveau de la direction, à laquelle se réfèrent les honorables Députés, s'est faite dans le respect des procédures internes de la banque.

L'État approuve ce changement, qui s'inscrit dans la continuité du développement stratégique de la BIL.

Question 0575 (01.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **fiscalité des personnes morales:**

Afin d'améliorer la compétitivité internationale et la force d'attraction du Luxembourg pour les entreprises, Monsieur le Ministre de l'Économie a annoncé que les entreprises seraient épargnées par des hausses d'impôts directs jusqu'en 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Est-ce que cela signifie que le taux d'imposition à charge des collectivités ne sera pas réduit?

- Quelles sont les répercussions de cette approche sur la charge fiscale des personnes physiques?

Réponse (24.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les honorables Députés s'enquièrent de l'évolution future de la charge fiscale des personnes physiques et morales au Luxembourg.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le Gouvernement est actuellement en train d'analyser plusieurs composantes du système fiscal luxembourgeois en vue d'une réforme d'ensemble.

Dans la perspective de la préservation de la compétitivité des entreprises établies au Luxembourg, la pression fiscale à leur endroit fait l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement.

Sans préjudice de cette considération, toute conclusion, que ce soit concernant les collectivités ou les personnes physiques, paraît à l'heure actuelle prématurée.

Question 0576 (01.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **obligations du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'Aéroport de Luxembourg:**

Dans le cadre des discussions sur les efforts supplémentaires dans le domaine de la défense d'une grandeur d'ordre de 100 millions par an, auxquels le Luxembourg s'est engagé, il a été question d'investissements dans les infrastructures du «Herrenberg», de la création d'un «datacenter», de la coopération avec la SES dans le domaine des satellites et du renouvellement de la piste d'atterrissage au Findel. Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du 19 septembre 2014, Monsieur le Ministre de la Défense précisa, que «sans l'agrandissement de la piste de l'aéroport, le Luxembourg risquerait de ne plus disposer d'aviation civile au cas où il devrait mettre les infrastructures de l'aéroport à disposition de l'OTAN».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir du Ministre de la Défense:

1. Quels sont les engagements exacts du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'aéroport? Quelles infrastructures et quels services sont à mettre à disposition de quelles parties de l'OTAN, à quels moments et pour quelle durée?

2. Dans quelle mesure l'OTAN a-t-elle eu recours à l'Aéroport de Findel les années précédentes?

3. Dans quel cas de figure de mise à disposition des infrastructures de l'aéroport à l'OTAN le Luxembourg «risquerait de ne plus disposer d'aviation civile», ou encore d'être confronté à une restriction de l'aviation civile?

4. Vu l'importance pour l'économie du Luxembourg du trafic aérien opéré à partir du Findel dans le domaine du fret et des passagers, quelles sont les mesures que le Gouvernement a prévu pour éviter de telles restrictions?

5. Sur quelle base légale reposent ces engagements? Au-delà de la base légale, existe-t-il des engagements contractuels ou autres engagements qui précisent ces engagements? Dans l'affirmative, ces contrats ou autres engagements sont-ils accessibles aux députés ou bien au public?

Réponse (03.11.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Les engagements du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'Aéroport de Findel découlent bien sûr de l'adhésion de notre pays au Traité de Washington du 4 avril 1949 instituant l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. C'est sur cette base, et notamment sur celle des obligations découlant pour les États membres de l'Article 5 dudit Traité, que l'OTAN effectue une évaluation permanente des besoins en fonction des menaces, et que l'OTAN et les États membres se sont engagés à une répartition des responsabilités et à coopérer en temps de crise et de guerre. En temps de paix, cette coopération vise à assurer que les conditions nécessaires sont en place pour être prêtes en cas de crise ou de guerre (p. ex. via des exercices et manœuvres, la création ou la mise en conformité d'infrastructures, etc.).

Pour ce qui concerne le Luxembourg, nos engagements envers l'OTAN prévoient entre autres la possible mise à disposition de l'Aéroport de Findel, sachant que (1) cette mise à disposition n'est pas automatique: une demande doit être effectuée auprès des autorités luxembourgeoises, qui peuvent l'accepter ou la refuser; et que (2) en cas de crise ou de guerre, priorité est donnée à la satisfaction des de-

mandes émanant de l'OTAN, tout en sauvegardant les intérêts vitaux de la population civile. En raison du caractère de défense de ces engagements, les documents y afférents sont classifiés.

Il faut donc ainsi distinguer entre l'usage militaire de l'Aéroport de Findel en temps de paix, et l'usage qui pourrait en être fait, le cas échéant, en temps de crise ou de conflit.

Durant les années de la guerre froide, l'OTAN a eu recours à l'Aéroport de Findel dans le cadre des exercices REFORGER («Return of Forces to Germany»). Actuellement, l'Aéroport de Luxembourg est notamment utilisé par l'OTAN pour des entraînements sporadiques impliquant les aéronefs AWACS de l'OTAN immatriculés au Luxembourg, ou encore pour des vols de réapprovisionnement au profit de la NSPA. Le Luxembourg a également déclaré, lors du Sommet de l'OTAN de 2002, vouloir mettre à disposition de l'Alliance six places de stationnement au Findel pour avions gros porteurs. En temps normaux, l'utilisation à des fins militaires du Findel - notamment pour des exercices ou du transport - reste donc limitée et est bien entendu organisée de façon à ne pas perturber le trafic aérien civil usuel.

En situation de crise grave, la mise à disposition de l'OTAN des infrastructures de l'Aéroport de Findel - qui devrait d'abord être autorisée par les autorités luxembourgeoises - primerait sur leur utilisation civile. En cas de crise ou conflit, il est notamment prévu de pouvoir utiliser l'Aéroport de Luxembourg pour y accueillir en cas de besoin des avions militaires ravitailleurs en kérosène. À noter dans ce contexte que l'aéroport est alimenté par un oléoduc de l'OTAN qui bénéficie essentiellement à l'exploitation civile de l'aéroport et qui est essentiel au fonctionnement de l'aéroport.

L'utilisation de l'Aéroport de Luxembourg par l'OTAN constitue un message politique de solidarité du Luxembourg vis-à-vis de ses Alliés et fait donc partie intégrante de l'effort de défense de notre pays.

Question 0577 (01.10.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **refonte du droit pharmaceutique:**

En France, les pharmaciens ont protesté contre le projet de réforme des professions réglementées. Ils dénoncent une éventuelle fin de leur monopole sur la vente de médicaments, car le Gouvernement suggère, entre autres, d'étendre aux grandes surfaces la vente de médicaments sans ordonnance ou non remboursables. Comme la Belgique ou la France avant lui, le Luxembourg va autoriser la vente en ligne de médicaments. Ne seront concernés que les traitements non soumis à prescription médicale. Le Ministère de la Santé a indiqué travailler actuellement à l'élaboration d'un avant-projet de loi sur «la refonte du droit pharmaceutique».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- La Ministre pourrait-elle nous fournir de plus amples informations sur l'avant-projet de loi?

- Madame la Ministre envisage-t-elle une évaluation de la profession du pharmacien en vue de connaître l'impact d'une éventuelle déréglementation du monopole pharmaceutique?

- La Ministre entend-elle suivre l'exemple de la France et étendre aux grandes surfaces la vente de médicaments sans ordonnance ou non remboursables?

Réponse (29.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés, oblige les États membres d'introduire en droit national la possibilité de vendre à distance des médicaments non soumis à prescription.

Sur ce point, le programme gouvernemental prévoit que «en vue d'adapter la législation en matière de médicaments à usage humain au droit européen, la vente à distance au public de médicaments non soumis à prescription médicale sera réglée».

En effet, l'article 3 de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments dispose que la délivrance au public de médicaments ne peut se faire que dans les pharmacies.

Le Gouvernement n'envisage pas de remettre en question ce principe qui permet d'assurer un niveau élevé de qualité et de sécurité pour les patients notamment par le biais du conseil du pharmacien au moment de la délivrance du médicament[1].

L'introduction de la possibilité de vendre à distance des médicaments non soumis à prescription suppose donc une modification de la loi du 25 novembre 1975 précitée. Cette modification est prévue par l'avant-projet de loi portant refonte du droit pharmaceutique.

L'article 85 quater, paragraphe 1er, point a) de la directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 précitée dispose que «la personne physique ou morale offrant des médicaments est autorisée ou habilitée à délivrer des médicaments au public, également à distance, conformément à la législation nationale de l'État membre dans lequel cette personne est établie».

En droit national, la délivrance au public de médicaments est réservée exclusivement aux pharmacies[2]. La création de la possibilité pour les pharmacies de vendre des médicaments non soumis à prescription à distance par le biais d'une modification de la loi du 25 novembre 1975 précitée ne portera pas préjudice à cette règle.

Question 0578 (02.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1540 du 22 juin 2011 concernant l'éventuelle démolition du bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck *(cf. compte rendu n°10/2012-2013)*, l'ancienne Ministre de la Culture m'avait informé que l'édifice en question n'est pas soumis à une protection nationale au titre de la loi du 19 juillet 1983. La ministre m'avait signalé que ses services seraient consultés dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet définitif concernant la gare d'Ettelbruck.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre estime-t-elle que la démolition éventuelle du bâtiment voyageurs en question constitue un appauvrissement du patrimoine historique de la ville d'Ettelbruck?

2. Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle disposée à se concerter avec Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures afin de conserver cet édifice dans le cadre du réaménagement projeté du quartier de la gare, tout en combinant architecture contemporaine et patrimoine ancien?

Réponse (18.11.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1. Mon prédécesseur n'avait pas opté pour une protection nationale de cet édifice, alors que les planifications entre diverses administrations étatiques et communales allaient de bon train en faveur d'une destruction de la gare.

Bien que je déplore cette décision, il semble inopportun de relancer une procédure de protection nationale aujourd'hui, cela en considération de l'état de planification très avancé du projet «pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck» (projet de loi 6734) dont le vote à la Chambre des Députés est attendu avant la fin de l'année civile de sorte que les travaux sur place puissent être entamés en cours de 2015.

Ad 2. Suivant le projet de construction, une intégration de l'actuel bâtiment de la gare dans un réaménagement du quartier n'est malheureusement pas possible.

Question 0579 (02.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **liberté des cultes lors de la fête de la Saint Matthieu:**

Le lundi 22 septembre 2014, les douaniers fêtaient leur traditionnelle fête de la Saint Matthieu. Bien que d'origine chrétienne, Saint Matthieu étant considéré dans la tradition chrétienne comme patron des percepteurs, des comptables, des fiscalistes, des agents des douanes et des banquiers, cette fête, qui est commémoré le 21 septembre en Occident, le 16 novembre en Orient, a obtenu un caractère séculier. Ainsi, la fête comprend une partie religieuse (messe à la Cathédrale) et une partie non religieuse.

Par circulaire du 26 août 2014, réf. 10/PR, Madame la Directrice adjointe de l'Administration des Douanes et Accises invita le personnel à composer les délégations pour cette cérémonie suivant un plan précisant exactement le nombre de fonctionnaires des différents services et bureaux à déléguer, tout en rappelant que «pour ceux qui ne participeront pas à la messe, la présence est obligatoire devant la Cathédrale à la fin de la cérémonie religieuse aux fins de reformer le cortège qui se rendra ensuite au Cercle Cité».

Or, quel était l'étonnement du personnel de l'Administration des Douanes et Accises, quand leur directeur édita le 8 septembre une nouvelle circulaire au même sujet (réf.: 10/PR - réimpression), modifiant celle de la directrice adjointe en rectifiant que «il s'entend que le nombre des participants par délégation peut être dépassé et qu'une participation au programme complet s'impose». Et pour éviter toute équivoque quant au «programme complet», celui est aussi réimprimé et comprend comme troisième parmi six événements «10.00 heures: messe».

Même l'intervention commune des délégations du personnel n'a pas fait changer l'avis du directeur, qui imposa aux délégations de son personnel qui participent à la fête de leur patron la participation à une messe catholique!

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant l'Administration des Douanes et Accises dans ses attributions:

1) Êtes-vous au courant des deux circulaires énumérées ci-dessus et notamment celle imposant aux délégués «la participation au programme complet», y compris à une messe catholique?

2) Êtes-vous d'accord que l'instruction contenue dans la circulaire réimprimée est contraire aux principes de la liberté des cultes inscrite dans l'article 19 de la Constitution et contraire à l'article 20 de la Constitution qui dispose que «Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et cérémonies d'un culte (…)»?

3) L'obligation de participer à une messe catholique, n'est-elle pas contraire à la politique du Gouvernement, qui, lors du jour de la fête nationale, laisse la faculté à tout un chacun de participer ou non à une cérémonie religieuse?

4) Comment comptez-vous réagir pour garantir la liberté des cultes et le respect de l'article 20 de la Constitution lors de tels évènements et fêtes?

Réponse (28.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le directeur de l'Administration des Douanes et Accises m'a informé du programme de la traditionnelle cérémonie de la Saint Matthieu et plus particulièrement de la circulaire précisant qu'une participation au programme complet s'impose pour les agents des douanes et accises souhaitant prendre part à la fête visée.

Comme le libre choix de chacune et de chacun travaillant auprès de l'Administration des Douanes et Accises de participer ou non à cette fête traditionnelle se trouve préservé et que la circulaire invite les supérieurs hiérarchiques à communiquer les noms des agents relevant de leurs services souhaitant faire volontairement partie de la délégation officielle, il n'y a pas lieu de considérer qu'il y a violation des principes constitutionnels et plus particulièrement des articles 19 et 20 de la Constitution.

Question 0580 (02.10.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **structures d'accueil pour personnes âgées:**

Il me revient que le Ministère de la Famille a décidé de bloquer le financement de tout nouveau projet de construction de structures d'accueil pour personnes âgées. Il y a cependant lieu de noter que les structures d'accueil connaissent à l'heure actuelle des listes d'attente importantes.

Au vu des besoins au niveau de l'accueil des personnes âgées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer un tel moratoire?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer la réalisation d'un audit en la matière?

- Madame la Ministre peut-elle indiquer, le cas échéant, la durée du moratoire?

- Madame la Ministre compte-t-elle publier les résultats de cet audit?

Réponse (08.10.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à sa question parlementaire, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député Gilles Roth que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'a ni décidé d'un moratoire en matière de financement de tout nouveau projet de construction de structures d'accueil pour personnes âgées, ni réalisé d'audit en la matière.

Question 0582 (02.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **convention collective de Luxair:**

Différents organes de presse ont diffusé aujourd'hui des déclarations qui ont été faites par des représentants syndicaux auprès de la société Luxair et qui reprochent à la direction de l'entreprise de ne plus appliquer la convention collective (modification unilatérale des horaires de travail, de la réglementation de congé et des paramètres pour calculer la rémunération) alors que la non-conciliation n'aurait pas encore été prononcée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces propos?

- En cas de réponse affirmative à la première question, Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les représentants de l'État au conseil d'administration de la société étaient au courant des démarches de la direction?

- Les représentants de l'État au conseil d'administration de la société appuient-ils les démarches de la direction?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les démarches de la direction sont conformes aux dispositions du Code du Travail?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les mesures qu'il entend prendre pour éviter une grève au sein de la société au vu des effets préjudiciables d'une telle grève pour l'économie en général et la société en particulier?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur les instructions données dans ce contexte aux représentants de l'État dans le conseil d'administration de la société?

Réponse (06.10.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans leur question parlementaire les honorables Députés souhaitent avoir des précisions concernant les négociations en matière de convention collective auprès de la société Luxair.

Le Gouvernement est d'avis que les décisions relatives aux négociations en matière de convention collective auprès d'une société commerciale de droit privé sont à prendre par les organes et comités compétents selon les statuts de celle-ci.

Le Gouvernement a pleine confiance en ce que la direction et les comités afférents - et en dernière instance le conseil d'administration - vont prendre les décisions qui s'imposent dans ce dossier étant donné qu'ils sont les seuls à disposer de toutes les informations internes requises dans pareil contexte. Le Gouvernement tient à préciser qu'il n'a pas l'intention de s'immiscer dans les négociations en cours, surtout étant donné que celles-ci se trouvent au stade d'une procédure de conciliation toujours non close.

En ce qui concerne d'éventuelles instructions en matière de vote à donner par le Gouvernement à ses fonctionnaires représentants dans le conseil d'administration d'une société commerciale de droit privé, le Gouvernement tient à préciser qu'il donne - et donnera - suite à chaque demande en ce sens émanant d'un fonctionnaire concerné.

Dans ce cas précis, aucun fonctionnaire n'a présenté une quelconque demande en vue de recevoir des instructions.

Question 0583 (03.10.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **newsletter du Ministère du Logement:**

Le Ministère du Logement vient d'envoyer pour la première fois à tous les ménages une newsletter avec une photo au grand plan de la Ministre du Logement et reprenant les

1 Article 3 de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien

2 Article 3 de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

points essentiels du programme gouvernemental dans le domaine du logement ainsi que les diverses aides du Ministère.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Quel a été le coût de conception, de production et d'envoi de cette publication?

- Dans quel intervalle la Ministre envisage-t-elle de distribuer cette publication?

Réponse (23.10.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Le coût de conception de la récente première newsletter du Ministère du Logement a été de 6.210€ ttc. L'impression à 228.000 exemplaires a coûté 12.962,11€ ttc, et l'envoi à 226.819 ménages 30.455,33€ ttc.

Le Ministère du Logement a l'intention de réaliser une newsletter par an sur des thèmes intéressant le public en matière de logement. La première édition de la newsletter a porté d'une manière générale sur les aides au logement, le programme gouvernemental et les principaux promoteurs publics.

Question 0584 (03.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **portail de l'emploi sur Internet (e-ADEM):**

Dans le but de moderniser l'Agence pour le développement de l'emploi, il a été retenu dans le programme gouvernemental que «la réorganisation interne de l'ADEM ainsi que la modernisation de ses outils jouent un rôle clé pour garantir un fonctionnement efficace. L'ADEM sera dotée de moyens informatiques adaptés et l'utilisation optimale des nouveaux outils ROME et CROSS sera assurée. Dans un but de faciliter l'accès aux informations, la mise en place d'une communication régulière et de qualité sur les services et les activités de l'ADEM sera garantie. Dans une même optique, un portail de l'emploi sur Internet sera mis en place, sous la coordination de l'ADEM. Il comportera notamment une «bourse de l'emploi» interactive ouverte aux demandeurs d'emploi et aux employeurs (création d'une e- ADEM).

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux préparatoires concernant la création du portail de l'emploi sur Internet (e-ADEM) susmentionné?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure d'annoncer une date de mise en ligne de ce projet?

Réponse (21.10.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant la création du portail de l'emploi sur Internet sous la coordination de l'ADEM, j'ai le plaisir de vous informer que celui-ci a été accordé par le CTIE et qu'il sera en ligne en septembre 2015, selon le planning du CTIE.

Question 0585 (06.10.2014) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **émissions de poussières ferrosulfureuses:**

En date du 1er octobre 2014, la centrale électrique Twinerg a de nouveau été responsable d'émissions de poussières ferrosulfureuses qui se sont déposées dans des quartiers d'habitation. Selon un communiqué de presse, l'Administration de l'Environnement a réagi en envoyant une lettre de sommation à l'exploitant Twinerg insistant auprès de ce dernier de lui fournir dans les meilleurs délais et avant tout nouveau redémarrage de la centrale électrique un rapport circonstancié sur les origines du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Elle a invité l'exploitant à fournir la preuve que les incidents en question ne pourront se reproduire lors du démarrage de la centrale électrique et elle a fait savoir qu'aucun redémarrage de la centrale électrique ne pourra avoir lieu avant que ces documents n'aient été fournis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Étant donné que la centrale Twinerg est de plus en plus souvent à l'arrêt pour des raisons économiques, est-ce que Madame la Ministre estime que l'exploitant sera en mesure de garantir qu'il n'y aura plus d'émissions de poussières lors des redémarrages futurs?

2. Quelles seraient les conséquences pour l'exploitant s'il ne respectait pas l'«invitation» de l'Administration de l'Environnement à fournir la preuve que les incidents en question ne pourront se reproduire?

3. Est-ce qu'il serait possible, d'après Madame la Ministre, d'informer les habitants qui risquent d'être incommodés par le dépôt de poussières, à l'avance du redémarrage de la centrale électrique?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. L'exploitant vient de fournir un rapport circonstancié sur les origines, les causes des émissions de poussières ferrosulfureues, ses conséquences et les mesures pour pallier à ces dernières ainsi que celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Le rapport informe que des arrêts prolongés, impliquant une turbine à froid lors du démarrage, étaient notamment à l'origine des émissions anormales.

À l'avenir, l'exploitant sera tenu d'éviter les démarrages à froid de la turbine. En conséquence, l'arrêté ministériel 1/12/0493-1 délivré en date du 27 octobre 2014, fixe des conditions spécifiques pour des redémarrages de la turbine après des arrêtés de courte durée. Afin d'éviter des émissions anormales de poussières au redémarrage, la chaleur à l'intérieur de la chaudière doit être maintenue au-delà de 80°C pendant les phases d'arrêt.

S'y ajoute que lors du premier redémarrage de la centrale qui a eu lieu fin octobre 2014, il n'y avait pas d'émissions de poussière anormales.

Ad 2. Considérant que l'arrêté précité interdit tout redémarrage pour le cas où la température à l'intérieur de la chaudière de récupération tombe en dessous des 80°C, un tel redémarrage consisterait en une infraction réprimée par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En outre l'arrêté prescrit une évaluation des mesures primaires et secondaires réalisables en vue d'éviter la formation de rouille à l'intérieur de la turbine.

Ad 3. Étant donné qu'aucun redémarrage de la turbine froide n'est actuellement autorisé par l'arrêté en vigueur, la nécessité d'informer n'est actuellement pas donnée.

Au cas où l'exploitant présente une demande relative à des démarrages de la turbine après un arrêt prolongé, décrivant en outre les mesures mises en œuvre pour éviter des émissions anormales de poussières, un nouvel arrêté devra être émis. Celui-ci sera transmis aux administrations communales concernées pour affichage.

Question 0586 (06.10.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**alimentation en eau potable:**

L'alimentation permanente en eau potable de la population est une nécessité absolue. Vu l'incident récent ayant contaminé considérablement l'eau du Lac de la Haute-Sûre, il peut s'avérer dangereux que deux tiers de l'approvisionnement luxembourgeois en eau potable provienne de cette source. Comme récemment annoncé dans la presse luxembourgeoise, il sera procédé au vidage du bassin du Lac de la Haute-Sûre dans un futur proche.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les Ministres peuvent-ils m'informer quand le bassin de la Haute-Sûre sera effectivement vidé et quelles en sont les raisons?

- Madame la Ministre peut-elle m'assurer que pendant cette période l'alimentation en eau potable des ménages luxembourgeois sera garantie en permanence?

- Est-ce que le Luxembourg a la nécessité d'importer de l'eau potable de ses pays limitrophes? Dans l'affirmative, quelles en sont les proportions et quelles sont les communes concernées?

- Si un incident rend l'eau du Lac de la Haute-Sûre inutilisable, quelles sont les alternatives pour l'approvisionnement en eau potable de la population? Ces alternatives sont-elles suffisantes pour approvisionner tout le pays en eau potable?

Réponse commune (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

De façon générale, une vidange d'un lac de retenue d'un barrage peut devenir nécessaire, soit pour des besoins d'inspection, soit pour des travaux d'entretien et de remise en état. En ce qui concerne le barrage d'Esch-sur-Sûre, son état actuel est tel qu'il ne faut pas envisager prochainement du point de vue de l'entretien la nécessité d'une vidange. Les barrages d'une certaine taille, comme c'est le cas pour le barrage d'Esch-sur-Sûre, font non seulement l'objet d'inspections périodiques rapprochées, mais aussi d'une inspection décennale vérifiant l'ensemble des parties d'ouvrage du barrage, y compris les parties habituellement immergées, notamment le parement amont du mur et les organes de vidange. Selon la règle générale, ces inspections sont réalisées lors d'une vidange complète du lac de retenue. Dans la limite du possible et en l'absence de circonstances particulières, ces inspections peuvent cependant être remplacées le moment venu par des inspections subaquatiques par robots ou plongeurs. Ceci fut le cas pour les deux dernières inspections décennales réalisées depuis la vidange complète en 1991. La prochaine inspection décennale est programmée pour l'année 2023 et devra être organisée de façon adéquate sur base du suivi continu du comportement du mur et de l'ensemble des informations recueillies d'ici là.

En ce qui concerne les éléments qui touchent à l'alimentation en eau potable des ménages luxembourgeois, l'honorable Député veut s'informer de la garantie de maintien de l'alimentation dans le cas d'une vidange éventuelle du réservoir.

Actuellement, le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), dont l'usine de potabilisation des eaux du barrage date de 1969, est en pleine étape de modernisation de ses installations. L'adaptation aux techniques actuelles de potabilisation par des techniques de filtration membranaires vise également la possibilité de traiter de l'eau de surface en prélevant directement dans la rivière de la Sûre (traitement dit au fil de l'eau). En outre, le SEBES dispose de trois sites de pompage d'eau souterraine (Everlange, Schaedhaff et Trois-Ponts). Cette solution de rechange ou de secours permet une alimentation décentralisée d'eau souterraine moyennant le réseau du SEBES.

Outre un choix judicieux de la période de vidange, en période de besoin modéré en eau potable, et avec les deux moyens techniques mentionnés ci-dessus, il sera possible de sécuriser l'alimentation en eau potable du pays. Il s'ajoute que différentes options pour une solution de rechange d'envergure sont étudiées afin de rencontrer les besoins d'une population croissante en eau potable en cas d'incident ou de vidange.

D'autre part, la question parlementaire adresse l'éventualité de devoir recourir à une importation de l'eau potable des pays limitrophes du Grand-Duché. Dans ce contexte, il faut spécifier qu'actuellement des collaborations locales existent déjà à deux endroits du pays, à savoir à Mertert (syndicat Sidere) et à Rosport. Il s'agit cependant de solutions très locales sans impact notoire sur une alimentation générale du pays. Il est difficile, vu le dimensionnement des infrastructures d'approvisionnement des options visant à connecter le réseau national du SEBES avec nos pays limitrophes, de recourir à cette solution de façon plus systématique.

Finalement, l'honorable Député demande des informations quant aux alternatives d'approvisionnement en cas d'un incident majeur entravant l'utilisation des eaux du Lac de la Haute-Sûre. Il est difficile de prévoir tous les incidents possibles et préjudiciables à la qualité de l'eau du lac du barrage de la Haute-Sûre. Dans le contexte de l'incident de septembre 2014, la collaboration entre le SEBES et l'Administration de la Gestion de l'Eau en tant qu'organe de contrôle officiel a permis de garantir un traitement efficace de l'eau brute. La nouvelle station de traitement avec des étapes de traitement avancé permettra en outre d'encore mieux traiter l'eau prélevée et en éliminant des polluants éventuels tels que les micropolluants (pesticides, médicaments ou autres molécules d'origine industrielle) pour la rendre conforme aux exigences contraignantes de la législation d'eau potable en vigueur (directive 98/83/CE transposée par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à l'eau destinée à la consommation humaine).

Il y a également lieu de mentionner que la politique actuellement poursuivie par le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures vise à maintenir et à renforcer une alimentation par des ressources en eaux souterraines qui seront mieux protégées contre d'éventuelles pollutions anthropogènes. Bien que ce soit une politique à longue haleine, la mise en œuvre des zones de protection d'eau constitue un élément clef dans cette stratégie.

Finalement, la question d'une deuxième solution d'envergure reste posée en vue du développement socio-économique de notre pays. Une solution de rechange d'envergure est nécessaire pour pouvoir répondre à long terme aux besoins croissants en eau potable liés à ce développement. Les capacités nécessaires sont dépendantes du degré de sécurité.

Pour couvrir ce besoin de fourniture, les avantages et désavantages des trois options suivantes sont actuellement en cours d'être étudiées afin d'identifier la meilleure solution pour la sécurité d'approvisionnement en eau potable du Luxembourg:

- la potabilisation des eaux de la vallée de la Moselle;

- l'aménagement d'une deuxième retenue d'eau dans la région de la Haute-Sûre, et

- l'extension de la production d'eau à partir d'eaux souterraines.

Question 0588 (06.10.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **premier sukuk luxembourgeois:**

En date du 30 septembre 2014, le Ministère des Finances a informé la presse via communiqué que le Grand-Duché de Luxembourg vient de placer son premier sukuk souverain. Par ailleurs, en date du 1er octobre 2014, «Luxembourg for finance» a aussi émis un communiqué de presse dans lequel davantage de détails sur la transaction sont présentés.

À la lumière de ces informations, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre des Finances affirme qu'il note avec satisfaction que l'État a réussi à placer le sukuk «à un coût de financement intéressant pour l'État», en l'occurrence une rémunération de 0,436% l'an avec une maturité à cinq ans. Est-ce que le coût du financement de cette transaction reste intéressant si on le compare à une émission obligataire standard, sachant que le rendement d'une obligation étatique allemande à cinq ans se situe actuellement aux alentours de 0,15% l'an. Qu'en est-il des frais accessoires (conseil juridique, conseils des banques d'affaires spécialisés, etc.)? Comment le coût global de cette transaction se compare au coût d'une émission «classique»?

- Selon le communiqué du Ministère des Finances, «les marchés ont réagi très positivement à l'offre» et on a «pu constater une demande largement excédentaire à l'offre». Selon le communiqué de «Luxembourg for finance», l'émission était «more than two times oversubscribed» et 29 investisseurs ont présenté des offres. Comment le succès de cette transaction peut être comparé avec celui du premier sukuk souverain en Europe, en l'occurrence celui émis par le Royaume-Uni en juin dernier, qui fut «ten times oversubscribed»? Le chiffre absolu de 29 investisseurs potentiellement intéressés par l'offre ne semble pas très élevé. Comment ce chiffre se compare avec le nombre d'investisseurs présentant une offre dans le cadre d'une émission «standard»?

- Compte tenu du prétendu succès de cette transaction, est-ce que Monsieur le Ministre des Finances estime que l'État luxembourgeois devrait à l'avenir recourir plus systématiquement à ce type d'instrument? Le Royaume-Uni a récemment annoncé qu'il envisage l'émission d'une obligation étatique en monnaie chinoise. Étant donné que l'émission du sukuk s'inscrit dans la logique de la promotion de la place financière en tant que «hub» de la finance islamique et étant donné que des efforts considérables sont consacrés à la promotion de la place financière vis-à-vis d'investisseurs chinois, est-ce que le Luxembourg envisage d'émettre des obligations étatiques en monnaie chinoise (ou une autre devise)?

Réponse (06.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le sukuk du Grand-Duché de Luxembourg est novateur à deux égards: il s'agit du premier sukuk émis par un pays de la zone euro et du premier sukuk libellé en euros.

L'objet primaire du sukuk luxembourgeois est de positionner la place financière sur le créneau de la finance islamique et d'approfondir les relations économiques avec les pays du Golfe et autres pays musulmans. Le sukuk permet en outre de pourvoir aux besoins de financement de l'État.

Lors de leur récente visite aux Émirats Arabes Unis, le Premier Ministre et le Ministre des Fi-

nances ont pu constater que l'émission du sukuk luxembourgeois a retenu toute l'attention, tant des responsables politiques que des dirigeants des institutions financières et de la presse. Le Luxembourg est reconnu dans cette région comme place financière internationale novatrice et ouverte offrant des services de qualité adaptés aux besoins d'une clientèle multijuridictionnelle. L'émission du sukuk a encore renforcé l'excellente renommée de la place financière dans les pays musulmans. Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'émission du sukuk s'inscrit dans une stratégie cohérente, établie de longue date. Ainsi, en 1978 le Luxembourg a été le premier pays européen à accueillir une institution financière islamique et en 1980, le premier pays européen à accueillir une compagnie d'assurance takaful. En 2002, la Bourse de Luxembourg a été le premier marché réglementé de l'UE à admettre un sukuk à la négociation. La Banque centrale du Luxembourg a été la première en Europe à rejoindre, en 2010, l'«Islamic Financial Services Board» (IFSB). Le Luxembourg est aujourd'hui le plus important domicile de fonds islamiques en Europe, et le troisième au monde. L'émission du sukuk souverain s'inscrit dans cette démarche visant à maintenir l'avance du Luxembourg sur les places concurrentes.

L'attention créée dans le sillage de l'émission du sukuk bénéficie non seulement à la place financière, mais également à l'économie luxembourgeoise dans son ensemble. Le sukuk contribue ainsi au rayonnement du Grand-Duché dans la région du Golfe et dans les autres pays musulmans, qui présentent un potentiel important pour les investissements et le tourisme au Luxembourg.

Le taux d'intérêt d'une émission dépend d'une série de facteurs dont la notation de l'émetteur, la taille, la fréquence, la liquidité et la structure de l'émission. Le «pricing» de la dette souveraine luxembourgeoise a été par le passé proche de celui de l'Autriche, de la Finlande ou des Pays-Bas et légèrement plus élevé que celui de l'Allemagne compte tenu notamment des moindres volumes émis et de la liquidité plus faible.

Le taux moyen pondéré de la dette souveraine luxembourgeoise s'élevait au 30 septembre 2014 à 2,645%. Le dernier emprunt obligataire émis par le Grand-Duché, en date du 10 juillet 2013, porte un taux de 2,125%, contre 0,436% pour le sukuk. Selon une étude effectuée par Bloomberg, le Luxembourg bénéficie d'ailleurs du taux le moins élevé jamais obtenu pour un sukuk souverain.

Le sukuk luxembourgeois est adossé à des actifs tangibles (sukuk «al-ijarah») dont les revenus génèrent un rendement pour l'investisseur. Le volume émis est tributaire de la valeur des actifs sous-jacents. La structuration d'un sukuk nécessite une analyse juridique plus poussée et une phase préparatoire plus longue qu'une émission obligataire classique. Un comité sharia vérifie en outre la conformité du sukuk aux exigences de la finance islamique. Il n'est dès lors pas surprenant que les frais connexes tels que les frais de conseil et d'avocats soient plus élevés que pour une émission obligataire classique.

Le coût de l'opération sukuk n'est cependant pas à considérer de manière isolée, mais au contraire est à apprécier en tenant compte des retombées positives sur l'économie luxembourgeoise prise dans son ensemble.

Le rendement des emprunts libellés en euros est plus faible que celui des emprunts libellés en livres sterling ou en dollars américains, ce qui décourage les investisseurs privilégiant le facteur rendement. Le sukuk luxembourgeois avec son taux d'intérêt très faible (le plus faible jamais obtenu pour un sukuk souverain) s'est adressé surtout à des investisseurs misant sur une politique d'investissement prudente et conservatrice et intéressés à promouvoir la finance islamique en Europe. À cela s'ajoute qu'à l'instar des investisseurs dans les emprunts dits classiques, les investisseurs dans les sukuks sont tenus de respecter des limites internes qui ne leur permettent de souscrire qu'à un pourcentage donné d'une émission. Le Luxembourg a annoncé que le montant du sukuk sera de 200 millions d'euros, ce qui a permis aux investisseurs intéressés de placer des ordres dans le respect de leurs limites internes. Le Luxembourg a fait délibérément le choix de jouer la carte de la transparence vis-à-vis des investisseurs aux fins de jeter les bases d'une relation de confiance à long terme. D'autres émetteurs souverains par contre ont décidé de ne pas dévoiler ex ante la taille de leur émission sukuk de sorte que les investisseurs étaient contraints de placer des ordres «en aveugle», ce qui est un autre facteur expliquant la différence au niveau de souscription des sukuks luxembourgeois et britannique.

Le sukuk est un instrument alternatif et novateur de financement de l'État. Compte tenu de la croissance importante du marché de la finance islamique et des échos positifs reçus de la part des acteurs clés des pays du Golfe, il n'est pas exclu que le Luxembourg émette à l'avenir d'autres sukuks.

Par le passé l'État luxembourgeois s'est refinancé exclusivement par des emprunts libellés en euros pour éviter tout risque de change. L'émission d'un emprunt libellé en renminbi exposerait l'État luxembourgeois à un risque de change à moins de l'assortir d'un swap. Les outils et techniques de financement à disposition des États sont variés et évoluent dans le temps. Il convient de suivre de près ces développements et de rester ouvert à des options de financement novatrices.

Q38

Question 0589 (06.10.2014) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **financement de la Mutualité des Employeurs:**

À la différence de l'engagement pris fin décembre 2013 via arrêté ministériel par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, la loi budgétaire pour 2014 ne prévoit plus d'augmentation de la contribution de l'État à la Mutualité des Employeurs. La Mutualité des Employeurs se voit et se verra à l'avenir exposée à des difficultés financières non négligeables et ce notamment en raison de la carence étatique.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres entendent-ils augmenter le taux de la contribution étatique pour l'exercice budgétaire 2015? Dans l'affirmative, à quel niveau le taux sera-t-il relevé?

- À défaut, comment les Ministres entendent-ils soulager la Mutualité des Employeurs à court terme?

Réponse commune (30.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le projet de loi budgétaire 2015 qui a été déposé par le Ministre des Finances en date du 15 octobre 2014 prévoit aux articles 38 à 40 les trois mesures destinées à garantir l'équilibre financier de la Mutualité des Employeurs (MDE) pour 2014 et 2015.

Ainsi, l'article 38 prévoit qu'à partir de 2015 l'apport de l'État au budget de la MDE sera relevé de 0,3 à 0,45% de la masse cotisable des assurés obligatoires des employeurs définis à l'article 53, alinéa 1er du Code de la sécurité sociale.

L'article 39 quant à lui réduit la limite inférieure de la réserve prévue à l'article 55, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale pour l'exercice 2015 à 8%.

En parallèle, l'intervention de l'État est majorée par l'article 40 pour 2014 d'un montant forfaitaire unique de 20,5 millions d'euros.

La contribution forfaitaire unique permettra à la MDE de remplir ses engagements pour 2014, alors que le relèvement du pourcentage de l'apport de l'État à partir de 2015, combiné aux différentes mesures du programme de lutte contre l'absentéisme devrait permettre de garder l'équilibre financier au-delà de 2015, sans que pour autant il fût nécessaire d'augmenter les taux de cotisation des employeurs.

Question 0590 (06.10.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **infiltrations par le groupe terroriste État islamique via le flux de réfugiés:**

Selon les informations de la presse, le Service de Renseignement américain détiendrait des informations sur les intentions terroristes de la milice État islamique (EI). Il est en effet question de djihadistes camouflés en tant que réfugiés, faisant semblant de fuir la terreur de l'EI, qui essaient de se frayer un chemin à travers l'Europe. À l'aide de papiers d'identité falsifiés, ces personnes s'infiltrent dans les pays européens dans l'objectif d'y perpétrer des attentats terroristes, en visant les pays engagés au sein de la coalition anti-État islamique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Affaires étrangères et européennes, au Ministre de l'Immigration et de l'Asile et au Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Les Ministres sont-ils au courant des informations concernant l'infiltration de djihadistes par le biais de l'aide aux réfugiés?

2. Le Luxembourg s'étant engagé auprès de la coalition anti-EI, le Gouvernement est-il conscient du risque substantiel pour la sécurité nationale?

3. Les Ministres sont-ils au courant d'éventuelles mesures de sécurité au niveau de l'Union européenne? Existe-t-il des moyens adéquats pour pouvoir démasquer les djihadistes qui tentent de passer les frontières européennes?

4. Le Gouvernement estime-t-il indiqué de procéder à une adaptation de la législation luxembourgeoise concernant la sécurité, à l'instar d'autres pays européens?

5. Dans le contexte de l'accueil de réfugiés en provenance des régions envahies par le réseau terroriste de l'EI, comment le Gouvernement entend-il à l'avenir procéder à des contrôles minutieux, afin d'empêcher l'infiltration éventuelle de djihadistes de l'EI?

Réponse (06.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Ad 1. Le groupe terroriste État islamique a affiché à plusieurs reprises son ambition de s'attaquer à l'Occident. Ceci constitue une menace potentielle pour la sécurité intérieure de tous les pays de l'Union européenne. Bien qu'il soit concevable que l'État islamique tente d'infiltrer les flux de réfugiés en direction de l'Europe tel que relaté par la presse, le Gouvernement luxembourgeois ne dispose pas de renseignements concrets concernant des projets spécifiques mettant à profit ce mode opératoire.

Ad 2. Le Luxembourg fait effectivement partie des membres de a coalition internationale contre l'État islamique. L'engagement du Luxembourg au sein de la coalition anti-EI n'est cependant pas militaire, mais axé sur l'aide humanitaire destiné aux réfugiés, personnes déplacées et aux populations touchées par le conflit et, par là, principalement de nature financière. L'État islamique a récemment menacé dans un message public tous les pays participant à la coalition internationale, mais n'a pas directement menacé le Luxembourg. Le Luxembourg en tant que membre actif de la communauté internationale prend ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme. Il va de soi que cette prise de responsabilité ne va pas sans risques.

Ad 3. Au niveau de l'Union européenne, différentes pistes sont explorées afin de repérer plus facilement des terroristes potentiels qui tenteraient de passer les frontières extérieures de l'Union. Ces travaux se poursuivent dans le cadre de la feuille de route établie par le coordinateur européen de la lutte contre le terrorisme (CTC), Monsieur Gilles de Kerchove.

Sa feuille de route prévoit notamment une reprise rapide des négociations sur la directive des données des dossiers passagers (PNR - «passenger name records»). La Commission européenne a également convoqué une réunion d'experts de garde-frontières des États membres en ce début novembre dans le but de se pencher sur les mesures opérationnelles qui pourraient être mises en place aux points de passage frontaliers. Le Gouvernement luxembourgeois ne saurait présager du résultat de ces travaux. Toutefois, il soutiendra les mesures destinées à combler d'éventuelles failles, comme par exemple une mise à jour du manuel pratique Schengen, voire même, le cas échéant, une proposition législative de la Commission européenne sur des amendements à apporter au Code frontières Schengen.

Ces mesures devront garantir les standards européens en matière de protection des données et ne pourront remettre en cause les acquis de la libre circulation des personnes.

Ad 4. Compte tenu des initiatives récemment lancées aussi bien au niveau international (ONU, UE), tout comme des adaptations du cadre légal entreprises par une série de pays européens face au phénomène des combattants terroristes étrangers et afin de mettre en œuvre notamment les dispositions de la résolution 2178 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Gouvernement luxembourgeois procédera à un certain nombre d'adaptions de la législation luxembourgeoise, dans le respect du droit international et des libertés fondamentales. Le Luxembourg continue également à supporter des solutions au niveau européen.

Le Gouvernement a confié cette mission à un groupe de travail interministériel, présidé par le coordinateur national en matière de lutte contre le terrorisme et composé de représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Sécurité intérieure et des chefs d'administration du Service de Renseignement et de la Police grand-ducale ainsi que du procureur général d'État. Le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme analyse actuellement le cadre légal luxembourgeois afin de déterminer une réponse adéquate à ces phénomènes en constante évolution et soumettra prochainement au Gouvernement ses propositions quant aux mesures à prendre et modifications législatives nécessaires.

Ad 5. Le Gouvernement a d'ores et déjà mis en place des modalités pour assurer un suivi de l'arrivée de réfugiés provenant de zones à risque. Un échange d'information régulier s'effectue entre les différentes administrations compétentes.

Question 0592 (06.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **fonds souverain au Luxembourg:**

La Jeunesse démocrate et libérale (JDL) vient de relancer l'idée de la création d'un fonds souverain luxembourgeois à l'instar du modèle singapourien ou norvégien. La mise en place d'un tel fonds souverain a d'ailleurs été revendiquée à maintes reprises par la Chambre de Commerce dans leurs avis succincts sur le budget des recettes et des dépenses de l'État.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant au propos de la JDL?

- Au cas où le Gouvernement envisage de créer un tel fonds, par quels types de recettes budgétaires sera-t-il alimenté?

- Quelle pourrait être la vocation d'un tel fonds?

Réponse (28.10.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les questions soulevées par les Députés en relation avec la vocation, alimentation d'un fonds souverain trouvent leur réponse dans le projet de loi de mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015).

Dans ce projet, il est proposé d'instituer un fonds souverain luxembourgeois d'épargne intergénérationnelle sous forme d'un établissement public, dénommé «Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg».

Une première, certes, pour le Luxembourg. L'apparition dans la sphère financière internationale des fonds souverains («sovereign wealth funds»), c'est-à-dire des sociétés d'investissement contrôlées par les États, n'est pourtant pas un phénomène récent. Les premiers ont été créés dans les années 1950, lorsque certains pays gros exportateurs de produits de base cherchaient un moyen d'investir les surplus de leurs revenus d'exportation. Depuis, ils se sont multipliés et s'imposent comme des acteurs puissants de la finance internationale. Malgré le fait que des fonds de ce type sont bien connus et implantés sur la place luxembourgeoise (18 des plus importants fonds souverains au monde sont présents au Luxembourg), et en dépit de nombreuses réflexions en ce sens, notamment par des acteurs du secteur privé, aucun fonds souverain luxembourgeois n'a encore été créé.

Pourtant, la mise en place d'un tel fonds peut se justifier pour de multiples raisons. Le modèle économique luxembourgeois, bien que reconnu comme étant dynamique et solide, repose toutefois, du moins partiellement, sur des éléments dont la pérennité n'est pas définitivement acquise. Force est de constater que les gouvernements successifs ont eu recours, pour financer des dépenses courantes, à des ressources dont ils ne pouvaient ignorer le caractère temporaire. Ainsi, le fait que les recettes de la TVA sur le commerce électronique allaient progressivement diminuer à partir de 2015 était connu au plus tard à partir de 2007. De même, le scénario d'une diminution des recettes liées aux accises sur les carburants est évoqué depuis de nombreuses années, sans qu'on n'en tire des conséquences concrètes.

À l'exemple de la Norvège, on peut observer comment un pays, au travers d'un fonds souverain, peut transformer des ressources non renouvelables, en l'occurrence ses gisements de pétrole, en actifs financiers diversifiés pour les générations futures.

Dans cet esprit, le Gouvernement entend affecter au futur fonds souverain luxembourgeois des recettes non récurrentes, dont notamment une partie des revenus de la TVA sur le commerce électronique ainsi que des accises sur les carburants. L'objectif est de constituer ainsi une épargne de 50.000.000 EUR par an.

Au bout de quelques années, le fonds souverain aura ainsi atteint une masse critique lui permettant d'investir utilement sur les marchés internationaux. Au bout d'une période de «locking» de 20 ans, ou encore lorsque les moyens à disposition du fonds auront atteint les 1.000.000.000 EUR, une partie des revenus dégagés par le fonds pourront être reversés à l'État, qui pourra alors en disposer librement, selon les besoins du moment.

Question 0593 (07.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **financement de la monarchie luxembourgeoise:**

Les Jeunes Socialistes ont publié un communiqué de presse dans lequel ils demandent une réduction de 10% minimum des dépenses budgétaires pour la Cour grand-ducale ainsi la publication de toutes les dépenses en relation avec la Cour.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à une réduction éventuelle des dotations accordées à la Cour grand-ducale?

- Le budget dit «de la nouvelle génération» prévoit-il un budget plus détaillé des montants alloués par l'État à la famille grand-ducale?

- Est-ce que la publication de toutes les dépenses relatives à la Cour grand-ducale ne va pas à l'encontre des efforts de Monsieur le Ministre de supprimer quelque 550 articles budgétaires?

Réponse (14.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En ce qui concerne une éventuelle réduction des dotations budgétaires accordées à la Cour grand-ducale, je voudrais tout d'abord relever que la Cour grand-ducale a toujours consenti à se voir appliquer, en ce qui concerne le volume de ses dépenses et leur évolution, les mêmes principes que ceux régissant les budgets des administrations et services de l'État. Ainsi, les mesures d'économies à l'endroit des crédits de fonctionnement de l'administration ont été transposées aux coûts de fonctionnement de la Cour grand-ducale. Il en est de même en ce qui concerne les normes de progression de la dépense publique qui ont été utilisées pour la confection du budget de l'exercice 2015 et pour le développement de la programmation pluriannuelle à l'horizon 2018. En ce qui concerne le détail du budget alloué par l'État à la Cour grand-ducale, je me permets de renvoyer Madame la Députée et Monsieur le Député au projet de budget tel qu'il vient d'être publié. La structuration du budget de la Cour grand-ducale n'a pas été modifiée par rapport à celle des exercices précédents et distingue clairement, comme cela est le cas pour les administrations et services de l'État, entre frais de personnel et frais de fonctionnement, une ligne à part étant réservée aux frais de représentation.

Question 0594 (07.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **majorations pour loyers dans le cadre du droit à un revenu minimum garanti:**

La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, prévoit dans son article 5 alinéa (5), que «au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, la limite du revenu minimum mensuel à laquelle cette communauté peut prétendre est majorée de la différence entre le loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent de la limite du revenu minimum déterminée selon les dispositions (1) à (3) du présent article, sans que cette majoration puisse dépasser le montant de cent vingt-trois euros quatre-vingt-quatorze cents».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

1. combien de communautés domestiques bénéficient d'une telle majoration et à combien s'élève le montant total de cette majoration pour l'année en cours, de même que pendant les cinq années passées.

L'article 5 (5) comprend un deuxième paragraphe, disposant que «si l'organisme compétent estime que le loyer effectivement versé n'est pas fixé conformément aux dispositions de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer, il peut, de l'accord du bénéficiaire du revenu minimum garanti, saisir la commission locale des loyers».

Partant, je demande à Monsieur le Ministre de me préciser:

2. Qui est l'organisme compétent au sens du présent paragraphe?

3. Dans combien de cas cet organisme a estimé «que le loyer effectivement versé n'est pas fixé conformément aux dispositions de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer»?

4. Sur base de quelles informations l'organisme estime-t-il, le cas échéant, «que le loyer effectivement versé n'est pas fixé conformément aux dispositions de la loi et des règlements en matière de baux à loyer»?

5. Dans combien de cas cet organisme a-t-il demandé l'accord du bénéficiaire du revenu minimum garanti pour saisir la commission locale des loyers; dans combien de cas le bénéficiaire du revenu minimum était-il d'accord et dans combien de cas n'était-il pas d'accord?

6. Quels ont été les résultats de ces démarches auprès des commissions locales de loyers?

Veuillez bien me préciser ces informations pour l'année en cours et pour l'année passée.

Réponse (11.11.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Durant l'exercice 2014, 12.924 ménages au total étaient ou sont bénéficiaires d'une prestation servie dans le cadre du revenu minimum garanti; de ces 12.924 ménages, 9.302 étaient ou sont bénéficiaires de la «majoration loyer» prévue à l'article 5 (5) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti. Le montant total liquidé par le Fonds national de solidarité (FNS) à titre de «majoration loyer» dans le cadre du RMG s'élève, pour l'exercice budgétaire en cours (01.01.2014 au 30.11.2014), à 11,86 millions d'euros.

Pour les cinq dernières années, les montants annuels des dépenses sont les suivants:

2013: 12,24 millions d'euros,

2012: 11,33 millions d'euros,

2011: 10,43 millions d'euros,

2010: 9,58 millions d'euros,

2009: 8,47 millions d'euros.

2. Par «organisme compétent» au sens du deuxième paragraphe de l'article 5 (5) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti il est possible d'entendre, selon le cas, l'Office social ou le Fonds national de solidarité.

La demande en obtention du RMG peut en effet être présentée à l'Office social ou bien au Fonds national de solidarité. Conformément aux dispositions de l'article 22 (1) les décisions d'octroi ou de refus de l'allocation complémentaire sont notifiées au requérant au plus tard dans les 30 jours suivant la date où la demande est censée être faite si l'organisme compétent est l'Office social, et dans les trois mois s'il s'agit du Fonds national de solidarité. Après avoir décidé de l'octroi ou du refus de l'allocation complémentaire, l'Office social transmet sans délai le dossier au Fonds national de solidarité qui l'instruit et notifie au requérant une décision susceptible de recours.

3. Aux termes de l'article 5 (5), deuxième paragraphe, de la loi susmentionnée, «l'organisme compétent (…) peut, de l'accord du bénéficiaire du revenu minimum garanti, saisir la commission locale des loyers». Le législateur n'a pas retenu l'obligation, mais a laissé cette disposition à l'appréciation de l'organisme compétent; par ailleurs, cette démarche est tributaire de l'accord du bénéficiaire. À ce jour, le Fonds national de solidarité n'a pas entamé de démarche auprès d'une commission locale des loyers.

Il convient de préciser que, dans le cadre des travaux actuellement menés en vue d'une révision de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, telle que prévue par le programme gouvernemental, la composante du RMG relative aux frais de loyer fait l'objet de réflexions approfondies, et ce en étroite coopération avec le Ministère du Logement. Dans ce contexte, les relations entre le FNS et les commissions locales des loyers seront repensées.

Question 0596 (07.10.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **droits des animaux:**

No dem Hearing an der Chamber vun den Auteure vun de Petitiounen 331 („Méi e strengt Déiereschutzgesetz") an 354 („Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux") wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

Zu den Déierentransporter:

1. Gëtt et eng Statistik, wéi vill Transporter mat Déieren am Transit duerch Lëtzebuerg fueren?

2. Wéi oft si Stroossekontrollen duerchgefouert ginn, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Konditioune vum Déierentransport agehale goufen?

3. Wéi vill Infraktioune goufen an de Joren 2010, 2011, 2012 an 2013 op Basis vun esou Kontrolle constatéiert?

4. Wéi eng juristesch Konsequenzen hunn dës Infraktiounen no sech gezunn? Wéi eng Strofe goufe vun de Geriichter gesprach?

Zur Déierequälerei:

1. Wéi vill Fäll vun Déierequälerei goufen an de Joren 2010, 2011, 2012 an 2013 protokolléiert?

2. Wéi eng Uerteeler sinn op Basis vum Gesetz iwwert den Déiereschutz gesprach ginn? Wéi eng Strofe goufe vun de Geriichter gesprach?

Réponse commune (12.11.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Wat d'Déierentransporter ugeet, ginn all grenziwwerschreidend Mouvementer vun Déieren an der Datebank «TRACES» vun der Europäescher Kommissioun enregistréiert. Iwwert dëse Wee kënnen d'Transporter, déi am Transit duerch Lëtzebuerg gaange sinn, novollzu ginn. Zum Beispill wat d'Rëndvéi ubelaangt, waren et 484 Transporter fir d'Joer 2013 an 328 bis den Datum vum 15. Oktober 2014, a fir d'Schwéngstransporter sinn et respektiv 312 fir 2013 an 175 och bis den Datum vum 15. Oktober 2014.

Wat elo d'Stroossekontrolle vun den Déierentransporter ubelaangt, ginn déi am Prinzip vun der Douane duerchgefouert oder a spezifesche Fäll fannen och gemeinsam Kontrolle vun Douane a Veterinärinspektioun statt.

Wat d'Statistiken iwwert déi lescht Joren ubelaangt, esou goufen an de Joren 2011 25 Kontrollen, 2012 13 Kontrollen an 2013 22 Kontrolle vun Déierentransporter gemaach, bei deene souwuel national wéi och international Transporter kontrolléiert goufen. Bei deene Kontrolle goufe verschidde Verstéiss géint d'Transportgesetz festgestallt, wat zum Beispill d'Gewiicht vun de Gefierer oder d'Rouzäite vun de Chauffeuren ubelaangt. A kengem Fall gouf e spezifesche Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz notéiert.

Aus deenen uewe genannte Grënn sinn an de leschte Jore keng juristesch Schrëtt géint Verstéiss am Kader vum Déiereschutzgesetz bei Transporter ënnerholl ginn an et goufen deemno och keng Strofe vun de Geriichter gesprach.

Wat d'Déierequälerei ugeet, sinn an de Joren 2010 bis 2013 50 Affäre beim Parquet agereecht ginn. Vun deene 50 Affäre sinn der 15 poursuivéiert ginn an dovu si bei 14 Affären, d'Auteure vun der Infraktioun condamnéiert ginn zu enger Geldstrof vun 250 bis 2.500 Euro. An enger Affär gouf et e Fräisproch.

Wat elo déi reschtlech 35 Affären ugeet, hunn der misse 15 klasséiert ginn aus deene verschiddensten Ursaachen, wei zum Beispill, dass net genuch Beweismaterial am Dossier virloung. An deenen aneren 20 Affäre goufen et keng Poursuitten, well den Auteur vun der Infraktioun net konnt identifizéiert ginn.

Question 0597 (07.10.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**inspecteur général de la police:**

Den Här Minister fir déi bannescht Sécherheet an den Här Justizminister hunn der Chamber viru Kuerzem matgedeelt, datt de Poste vum Generalinspekter vun der Police soll - am Kader vun der Neibesetzung vun der Policespëtzt - vun engem Magistrat besat ginn.

An deem Kontext wéilt ech deenen zwee Ministeren dës Froe stellen:

a) Zu der Prozedur:

1. Wini leeft de Mandat vun dem aktuelle Generalinspekter aus? Ass et richteg, datt den aktuelle Generalinspekter säi Mandat bis zu senger normaler Pensioun ausféiert?

2. Wéi genee sinn d'Virschréfte beim Stat, déi d'Ausschreiwunge vun engem Poste wéi zum Beispill deem vum Generalinspekter vun der Police virgesinn?

3. Goufen dës Virschréften an dësem Fall respektéiert? Wini, wéi laang a wou gouf de Poste vum Generalinspekter ausgeschriwwen, fir et all interesséiertem Kandidat ze erlaben, seng Kandidatur ze stellen? Wéi vill Kandidature goufe gestallt a gepréift?

b) Zum Prinzip vun der Besetzung vun dem Posten duerch e Magistrat

Den Artikel 73 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 stipuléiert:

«L'Inspection générale est dirigée par l'inspecteur général de la police. Peuvent être nommés à la fonction d'inspecteur général, soit les membres du cadre supérieur de la police, soit les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'administration, détenteurs soit d'un diplôme délivré par un jury luxembourgeois ou d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit ou en économie homologué par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle conformément à la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur.

Les candidats à cette fonction doivent avoir au moins 15 années d'expérience professionnelle soit au sein de la police ou de l'Inspection générale de la police, soit au sein de l'administration.

La nomination à la fonction d'inspecteur général se fait sur proposition conjointe des Ministres de la Force publique et de la Justice au choix parmi les candidats répondant aux conditions ci-dessus énumérées. L'inspecteur général est placé sous l'autorité hiérarchique directe du ministre.»

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt e Magistrat dës Konditiounen erfëllt, also datt hien e «cadre supérieur de la police» respektiv en «fonctionnaire de la carrière supérieure de l'administration» ass? Wat ass, der Regierung hirer Meenung no, hei an dësem Text genee mat «administration» gemengt?

2. Ass geméiss der Lëtzebuerger Légisiatioun iwwert d'Fonction publique e Magistrat aus dem Ordre judiciaire gläichzäiteg och ëmmer als e Member vun der «carrière supérieure de l'administration» ze gesinn? Wa jo, opgrond vu wéi enge gesetzlechen Dispositioune genee?

3. Wann neen, misst e Magistrat, dee wéilt fir de Poste vum IGP seng Kandidatur umellen, net fir d'Éischt en «changement d'administration» maachen?

c) Zu der Gewaltentrennung

1. Bleift e Magistrat, deen d'Funktioun vum IGP besetzt, während där Zäit e Magistrat, also e Member vum Ordre judiciaire? Wa jo, gesäit d'Regierung an dem Cumul keng Verletzung vum Prinzip vun der Gewaltentrennung?

2. Ass d'Regierung der Opfaassung, datt an Zukunft och ëmgekéiert d'Offizéier vun der Police oder aner héich Beamten aus dem Pouvoir exécutif solle Kontrollaufgabe bei der Justiz ausféieren?

3. Am Fall, wou d'Regierung géif mengen, datt e Magistrat gläichzäiteg Generalinspekter vun der Police a Magistrat si kéint, wéi ass dann déi Dispositioun vum Gesetz applicabel, déi de Generalinspekter ënnert déi direkt hierarchesch Autoritéit vum Minister stellt? Awéiwäit wär d'Onofhängegkeet vum Magistrat géintiwwer dem Pouvoir exécutif doduerch relativéiert oder annuléiert?

4. Wéi e Statut a wéi eng Rechter huet dee betraffene Magistrat an der Magistratur während senger Zäit als IGP? Kann hien no enger gewëssener Zäit zréck an d'Magistratur goen? Wa jo, a wéi engem Statut a mat wéi enge Rechter?

Réponse commune (07.11.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

D'Ernennung an d'Fonctioun vum Generalinspekter vun der Police ass am Artikel 73 vum Policegesetz virgesinn. Se gëtt op Basis vun enger gemeinsamer Propositioun vum Policeminister a vum Justizminister gemaach am fräie Choix ënner Kandidaten, déi enger duebeler Konditioun mussen entspriechen, an zwar zur Carrière supérieure vum Stat ze gehéieren an op d'mannst 15 Joer Beruffserfahrung ze hunn.

Des Weideren ass dat aktuellt Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vum Statsbeamten esou wéi dat aktuellt Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire a Considératioun ze huelen. Dat erfuedert en Avis vum Fonction-publiques-Minister. Et ass och evident, dass d'Décisioun

vun der Nominatioun am Konsens mat de Justizautoritéite geholl gëtt.

Wat d'Ernennung vun engem Magistrat un d'Spëtz vun der Generalinspektioun ugeet, wäerten déi genannte Gesetzer genügend Äntwerte ginn, fir déi richteg Interpretatiounen an domat déi noutwendeg Rechtssécherheet ze schafen.

An dësem Kontext ginn all déi sech opdrängend Froen op juristescher a legaler Basis analyséiert.

D'Grondprinzipien aus onser Konstitutioun an onser Gesetzgebung, wéi dee vun der Gewaltentrennung, ginn ouni Zweifel respektéiert.

No deene genannte juristeschen Iwwerpréiwunge wäerten déi zoustänneg Ministeren der Regierung eng gemeinsam Propositioun virleeën, déi, wéi et vum Gesetz virgesinn ass, dem Grand-Duc dës Propositioun virschléit, deen déi Ernennung mécht.

Question 0598 (07.10.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **délai de prescription d'infractions sexuelles sur mineurs:**

Selon le Code d'instruction criminelle, les infractions sexuelles sur mineurs bénéficient d'un délai de prescription de dix ans au Luxembourg. La spécificité et la gravité des violences sexuelles sur les mineurs, la très grande difficulté pour les victimes de les révéler, même arrivées à l'âge adulte, ont été de mieux en mieux reconnues par le législateur français où le délai de prescription est porté à 20 ans. En Suisse, il n'y aura plus de prescription pour les actes sexuels et pornographiques commis sur des enfants de moins de douze ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre, comme beaucoup de victimes ne peuvent révéler les violences sexuelles que plus tard dans leur vie, ne juge-t-il pas opportun de revoir le délai de prescription afin de l'adapter aux réalités?

- À l'étranger, plusieurs institutions ou personnes ont été dénoncées non pas par des preuves juridiques mais plutôt par des confessions mutuelles des victimes à un âge adulte. Face à ce fait, le Ministre ne juge-t-il pas opportun de prolonger le délai et de donner ainsi plus de possibilités et moyens aux victimes pour se défendre et favoriser le processus d'assimilation du vécu traumatique encore plusieurs décennies après l'infraction?

- Monsieur le Ministre, le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple de la France, voire celui de la Suisse?

Réponse (30.10.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'affirmation de l'honorable Députée suivant laquelle les infractions sexuelles sur mineurs bénéficieraient d'un délai de prescription de dix ans est à nuancer.

En effet, suite à la loi du 6 octobre 2009 le délai de prescription de l'action publique des crimes visés aux articles 372 à 377 du Code pénal (attentat à la pudeur et viol) et aux articles 382-1 et 382-2 (traite des êtres humains) commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité des victimes ou de leur décès s'il est antérieur à leur majorité. Ce délai peut courir dès lors en principe jusqu'à l'âge de 28 ans de la personne concernée.

Le délai de prescription des victimes d'abus sexuels a ainsi été revu dans la loi du 6 octobre 2009 après une discussion approfondie à la Commission juridique de la Chambre des Députés.

Les victimes disposent dès lors davantage de possibilités et moyens pour se défendre et ce même plusieurs années après les faits.

Néanmoins, si cette législation récente s'avérait insuffisante en pratique, une nouvelle réforme pourrait être envisagée.

Question 0599 (07.10.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **collection de photos de la BCEE:**

Il me revient que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État aurait une collection importante de photos d'art acquises entre 1994 et 2003 qui ne serait à l'heure actuelle pas valorisée et non accessible au public. Cette collection serait constituée de photographies d'artistes de renommée internationale et serait importante de par sa quantité et sa qualité. Elle comprendrait notamment plus de 600 photographies d'Edward Steichen, ainsi que de nombreuses autres. D'après mes informations, ces photos ne seraient pas stockées dans de bonnes conditions. La BCEE refuserait de répondre à toute demande de prêts, même à des institutions culturelles luxembourgeoises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information?

- Madame la Ministre entend-elle entrer en pourparlers avec les responsables de la BCEE pour valoriser et rendre accessibles au public ces collections?

Réponse (18.11.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Madame la Députée s'interroge sur les conditions de stockage, ainsi que sur la politique du prêt d'œuvres de la collection de la BCEE.

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État dispose d'une collection d'œuvres d'art acquises pour la très grande partie durant les années '90. Il s'agit de peintures et de sculptures d'artistes vivant au Luxembourg ainsi que de photographies d'artistes internationaux de grande renommée, dont quelque 180 œuvres (et non 600 photographies) d'Edward Steichen.

Une partie de ces œuvres d'art est exposée au siège de la BCEE à Luxembourg-ville et dans les différentes agences de la banque à travers le pays. Les œuvres non exposées sont, d'après les informations reçues de la BCEE, stockées dans des locaux spécialement climatisés dans la partie non publique des tunnels circulant sous le siège.

Quant à la politique d'exposition de la BCEE, il est à préciser que celle-ci a régulièrement montré des parties de sa collection au grand public, que ce soit à sa galerie d'art contemporain «Am Tunnel» ou à d'autres endroits accessibles au public. En voici quelques exemples:

2008: Sparkasse Bitburg-Prüm

2009: Banque Européenne d'Investissement

2009-2013: diverses expositions temporaires au Tunnel de la BCEE

Une prochaine exposition de la collection de photographies de la collection de la banque en question aura lieu au Tunnel de septembre 2015 à mars 2016.

De même, la BCEE a accordé plusieurs prêts de ses œuvres au courant des dernières années, dont notamment au MUDAM, à la ville de Diekirch ou encore au «Lëtzebuerger Artisten Center». L'information que la BCEE se refuserait à toute demande de prêt ne peut donc pas être confirmée et une intervention de la part du Ministère de la Culture n'est pas requise.

Question 0600 (07.10.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **pratique du canotage:**

La pratique du canotage s'est largement développée sur nos cours d'eau et offre ainsi une activité sportive et récréative aux touristes des régions concernées. Or, le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 relatif à la pratique du canotage sur les cours d'eau interdit cette activité à partir de l'Alzette à Ettelbruck jusqu'à la confluence de la Sûre et de la Moselle à Wasserbillig du 16 juillet au 31 septembre. Ceci implique que les clients louant un canoë à Dillingen (L) pendant cette période précise sont obligés de traverser le pont pour mettre à l'eau leur canoë du côté allemand. La même situation se présente lors de l'arrivée à Echternacherbrück où les canoës sont sortis de l'eau du côté allemand pour les rendre de l'autre côté de la Sûre au loueur luxembourgeois. En effet, il s'avère que l'Allemagne ne dispose pas de la même législation restrictive concernant la pratique du canotage sur la Sûre.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer des raisons de l'interdiction de la pratique du canotage pendant la période citée?

- Madame la Ministre peut-elle m'éclairer sur les dispositions qui s'appliquent sur les cours d'eau limitrophes comme la Sûre?

- Concernant la pratique du canotage sur la Sûre, le Luxembourg envisage-t-il de trouver une législation uniforme avec l'Allemagne?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Sans connaître les motivations précises ayant conduit à la définition des périodes d'interdiction de la pratique du canotage sur la Sûre, la période retenue par le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 relatif à la pratique du canotage sur les cours d'eau reflète grossièrement la période d'étiages estivales pendant laquelle le niveau de l'eau de la Sûre est généralement au plus bas. La définition de la période d'interdiction n'était pas basée sur des études évaluant l'impact du canotage sur la faune et la flore ou le système fluvial dans son ensemble.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que la Regionalstelle Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft, Bodenschutz (Struktur und Genehmigungsdirektion Nord, Rheinland-Pfalz), a commandité, il y a environ dix ans, une série d'études d'impacts du canotage sur la conservation des oiseaux, des libellules et des poissons. Ces études ont amené les autorités allemandes à proposer une adaptation de la réglementation du canotage sur la Sûre inférieure, notamment en décalant au printemps la période d'interdiction de la pratique du canotage et en définissant un niveau d'eau minimal pour la pratique du canotage en été. En effet, le printemps coïncide avec la période de reproduction de bon nombre d'organismes aquatiques ou tributaires du milieu fluvial et présente ainsi un risque accru de perturbation de la faune par le canotage.

La pratique du canotage sur les eaux frontalières avec l'Allemagne, comme la Moselle, la Sûre et l'Our, est actuellement réglée par le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 précité. Ce règlement réglemente la pratique du canotage sur les eaux intérieures luxembourgeoises ainsi que sur les eaux frontalières avec l'Allemagne. Il autorise en outre le canotage sur la Sûre à partir de l'embouchure de l'Alzette à Ettelbruck jusqu'à la confluence de la Sûre et de la Moselle à Wasserbillig, du 1er octobre au 15 juillet.

Un règlement (Rechtsverordnung) analogue allemand interdit le canotage sur la Sûre frontalière avec le Luxembourg à partir du 16 juillet jusqu'au 30 septembre. Les deux règlements luxembourgeois et allemand sont donc pareils en ce qui concerne l'autorisation ou l'interdiction de la pratique du canotage sur les eaux frontalières et la législation du Luxembourg et de Rhénanie-Palatinat sont uniformes.

Néanmoins, le contrôle de la pratique du canotage par des officiers de police judiciaire ou des agents de police judiciaire était toujours plus vigilant du côté luxembourgeois que du côté allemand. Cette pratique différente est probablement une des raisons que les canoéistes passaient du côté allemand avant de mettre leur canoë à l'eau.

Des pourparlers entre autorités allemandes (Rhénanie-Palatinat) et luxembourgeoises, sur base des études prémentionnées ont abouti à un projet de règlement grand-ducal concernant la pratique du canotage. Lors d'une rencontre bilatérale récente la Ministre de l'Environnement de Rhénanie Palatinat, Madame Ulrike Höfken, et la Ministre de l'Environnement, Madame Carole Dieschbourg, ont affirmé leur volonté d'harmoniser complètement les législations luxembourgeoise et allemande.

Question 0601 (08.10.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Centre Thérapeutique Useldange:**

Souvent les traitements ambulatoires ne sont pas suffisants pour réhabiliter des personnes présentant un abus ou une dépendance à l'alcool. Dans ce cas, un centre thérapeutique spécialisé, comme celui à Useldange (CTU), est la meilleure solution. D'après différentes sources, le CTU, fondé en 1978, va fermer ses portes pour être intégré dans le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) à Ettelbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces affirmations?

- En cas de véracité de ces affirmations, la Ministre peut-elle me fournir de plus amples informations concernant les raisons de la fermeture?

- Est-ce qu'il y a eu une concertation entre Madame la Ministre et le chargé de direction du CTU et l'équipe thérapeutique? Dans l'affirmative quelle en était la conclusion? Si non, pourquoi cette concertation n'a pas eu lieu?

- Pour quelles raisons le projet d'extension et de modernisation du CTU à Useldange entamé par le Ministre de la Santé en 2010 n'a pas été retenu par Madame la Ministre?

Question 0614 (09.10.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **Centre Thérapeutique Useldange:**

Selon mes informations, la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) projette de fermer le Centre Thérapeutique Useldange (CTU), un centre résidentiel de 40 lits spécialisé dans la réhabilitation de personnes présentant une dépendance à l'alcool, pour l'installer à Ettelbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre est-elle au courant des projets de la direction du CHNP concernant la fermeture du CTU respectivement son déplacement vers Ettelbruck?

- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à ces projets?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'un tel déplacement du CTU irait à l'encontre des recommandations concernant la décentralisation de l'offre exprimées par les professeurs Häfner et Rössler suite à leurs études sur la situation de la psychiatrie au Luxembourg?

Réponse (07.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Étant donné que les questions parlementaires nos0601 et 0614 concernent la même problématique, je me permets d'y répondre dans une réponse commune.

Le programme gouvernemental prévoit que «le plan stratégique du CHNP sera mis en œuvre de façon résolue. Le bâtiment («building») du CHNP sera abandonné».

Afin de donner suite au prédit programme, et notamment en ce qui concerne l'abandon du «building», le CHNP est actuellement en cours de planification en vue de la construction d'une nouvelle Rehaklinik sur le site d'Ettelbruck.

Dans le cadre de cette planification, des réflexions ont eu lieu afin d'examiner aussi bien les avantages que les inconvénients qui ont notamment trait à la qualité de la prise en charge des patients, ainsi qu'aux aspects financiers, administratifs et techniques d'une intégration éventuelle de la filière alcoologie sur le site d'Ettelbruck ou, au contraire, de son maintien sur le site d'Useldange.

Le conseil d'administration du CHNP, ne souhaitant tout d'abord pas s'exprimer de manière définitive sur cette question, a invité dans sa séance du 9 juillet 2014 la direction du CHNP à aborder avec le chargé de direction du CTU l'évolution future du site CTU, afin que la direction du CHNP puisse faire part au prédit conseil d'administration de ses suggestions et conclusions concernant la future localisation de la filière alcoologie.

Ces discussions entre la direction du CHNP et le chargé de direction du CTU ont eu lieu le 14 octobre 2014.

Les conclusions acceptées d'un commun accord ont été présentées aux membres du conseil d'administration dans sa séance du 5 novembre 2014.

Il en résulte que le CTU et sa filière alcoologie ne seront pas rapatriés sur le site d'Ettelbruck, mais que leur localisation est maintenue sur le site d'Useldange.

Les parties concernées se sont également mises d'accord à ce que dans les quatre à cinq prochaines années, huit à douze lits du CTU seront transférés vers le site d'Ettelbruck du fait du faible taux d'occupation des lits de la filière alcoologie. Ces lits ne seront néanmoins pas destinés à créer une deuxième filière alcoologie sur le site d'Ettelbruck, mais à désengorger des filières, telle notamment la psychiatrie générale, qui ont un taux d'occupation élevé afin que le CHNP puisse réduire ces délais d'admission.

Par ailleurs, la surface libérée par ces huit à douze lits sur le site du CTU permettra de convertir des chambres à deux lits en chambre à un lit et d'utiliser une partie de ces surfaces libérées pour des activités thérapeutiques.

Étant donné que le conseil d'administration du CHNP a approuvé ces conclusions communes entre la direction du CHNP et le chargé de direction du CTU dans sa séance du 5 novembre 2014, j'entends également en tenir compte lors de la planification de la nouvelle Rehaklinik sur le site d'Ettelbruck.

Question 0602 (08.10.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**augmentation des prix des appartements en construction:**

Selon les derniers chiffres de l'Observatoire de l'habitat, les prix enregistrés par m² des appartements en construction (en état futur d'achè-

vement) ont augmenté au 2e trimestre 2014 de 5,2% par rapport au 2e trimestre 2013. La variation trimestrielle a été de +8.8%.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Madame la Ministre du Logement:

- Existe-t-il un lien direct entre cette augmentation des prix et l'annonce du Gouvernement de vouloir augmenter la TVA-Logement pour l'achat d'un deuxième logement?

Réponse (07.11.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La progression de +5,2% des prix enregistrés par m² des appartements en construction entre le 2e trimestre 2013 et le 2e trimestre 2014 ne montre a priori pas qu'il y a un lien direct entre cette évolution des prix enregistrés et l'annonce du Gouvernement de vouloir augmenter la TVA-logement pour l'achat d'un deuxième logement.

En effet, si l'on analyse les données publiées par l'Observatoire de l'habitat entre le 1er trimestre 2010 et le 2e trimestre 2014, l'on peut constater que cette hausse en un an de +5,2% reste plutôt inférieure à la tendance observée lors de ces quatre dernières années. Par exemple, lors du 4e trimestre 2013, les prix enregistrés des appartements en construction ont connu une augmentation de +7,39% en un an, lors du 3e trimestre 2013, cette progression était même de +13,95%! Au 4e trimestre 2011, alors que le pays subissait de plein fouet les effets de la crise financière, les prix enregistrés ont bondi de +9,14% en un an.

Les prix enregistrés des appartements sont le résultat du jeu de l'offre et de la demande et force est de constater que les prix des logements connaissent une croissance quasi-continue depuis deux décennies.

Partant, le Gouvernement estime que la meilleure solution pour contrecarrer cette tendance à la hausse des prix des logements est de dynamiser l'offre de logements. Dans ce contexte, le Ministère du Logement entend se donner les moyens budgétaires pour aider les acteurs du secteur à mettre davantage de logements à prix abordable sur le marché. Le projet de budget 2015-2018 pour le Ministère du Logement et la publication au Mémorial du règlement grand-ducal du 21 octobre 2014 arrêtant le nouveau programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État sont les premiers pas que le gouvernement vient de franchir dans cette direction.

Question 0603 (08.10.2014) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant l'**exode des populations irakienne et syrienne devant l'avancée brutale de l'État islamique:**

Les statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) révélées en juin 2014 concernant le nombre de personnes déplacées relèvent une proportion jamais atteinte depuis la Seconde Guerre mondiale. D'après les dires du Haut Commissaire, Monsieur Guterres, les pays frontaliers des zones de guerre accueillent près de neuf réfugiés sur dix. Il serait question d'un million de réfugiés syriens au Liban, soit un quart de la population libanaise. Suite à la terreur de la milice terroriste de l'«État islamique» (EI), la Turquie et la Jordanie connaissent également un afflux massif de réfugiés.

Dans sa réponse du 11 septembre 2014 à la question parlementaire n°0460 du 13 août 2014 au sujet de l'exode de la population civile irakienne devant la menace de l'EI *(cf. compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014)*, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, a affirmé entre autres que le Gouvernement n'a pas pris de décision à ce stade quant à un éventuel accueil de réfugiés irakiens au Luxembourg. Rappelons que depuis la tournure dramatique de la situation en Irak et en Syrie suite à l'avancée brutale de l'EI, le nombre de réfugiés a explosé.

Dans une émission transmise par «RTL radio» le matin du 7 octobre 2014, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a souligné que dans le contexte de la guerre civile en Syrie, le Luxembourg a accueilli 28 réfugiés syriens et a affirmé qu'il souhaite en accueillir d'autres.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'accueil prochain de réfugiés syriens?

- Dans l'affirmative, combien de réfugiés peuvent être accueillis au Grand-Duché afin de contrer ce drame humain et dans quels délais?

- Le Gouvernement a-t-il entre-temps pu prendre une décision concernant l'éventuel accueil de réfugiés irakiens?

Réponse (27.10.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen, je peux confirmer que suite à l'arrivée de 28 réfugiés syriens en début 2014, le Gouvernement a prévu d'accueillir 32 autres réfugiés syriens. À cet effet, une nouvelle mission de sélection est prévue d'ici la fin de l'année. Ainsi, le Gouvernement compte respecter l'engagement qu'il a pris d'accueillir un total de 60 réfugiés en provenance de la Syrie.

Hormis ces 60 réfugiés, le Gouvernement a l'intention d'accueillir dans les mois à venir d'autres réfugiés syriens. Cette réinstallation s'inscrit dans le cadre d'un quota annuel de réinstallation de 15 à 20 personnes qui a été introduit en accord avec le programme gouvernemental de décembre 2013. Il a été décidé que des membres de famille des syriens réinstallés, mais également d'autres proches de réfugiés et résidants syriens présents au Luxembourg, pourront être accueillis dans le cadre du quota annuel 2014.

La piste d'un éventuel accueil de réfugiés irakiens a été abandonnée après concertation avec l'UNHCR.

Question 0604 (08.10.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **contingent de leçons dans l'école fondamentale:**

Le contingent est l'ensemble des leçons hebdomadaires d'enseignement que le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse attribue à une commune ou à un syndicat scolaire pour assurer l'enseignement dans ses écoles fondamentales. Puisque les besoins d'encadrement des enfants varient en fonction de leurs origines sociales, économiques et familiales et afin de tenir compte des disparités de la population scolaire des communes, des moyens plus importants peuvent être alloués à celles qui ont une population socialement plus défavorisée. Pourtant il faut constater que l'introduction d'un contingent de leçons conduit dans de nombreuses écoles à des effectifs de classe plus importants ce qui ne permet guère d'organiser un enseignement performant et efficace.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il des statistiques concernant la moyenne de leçons attribuées par enfant selon les communes et syndicats scolaires?

2. Le calcul se base sur le nombre théorique de 16 élèves par classe mais en réalité cet effectif est souvent dépassé. Est-ce que cela est en cohérence avec le concept pédagogique d'une prise en charge individualisée de chaque élève?

3. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce calcul théorique du contingent méconnaisse les besoins réels en ressources humaines et devrait prendre en compte l'hétérogénéité des écoles afin de leur donner plus d'autonomie et de flexibilité?

Réponse (13.11.2014) **de M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental constitue la base de la mise en œuvre du contingent. Le règlement grand-ducal du 18 février 2010 détermine les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires.

Le contingent comprend l'ensemble des leçons hebdomadaires d'enseignement mises à disposition des communes pour l'organisation des classes:

1. Ce nombre se fonde sur un effectif moyen de 16 élèves par classe, ce qui fait 26:16=1,625 leçon hebdomadaire d'enseignement par élève. C'est le taux d'encadrement de base pour l'ensemble des élèves d'une commune fréquentant l'enseignement fondamental.

2. Les besoins d'encadrement des enfants varient en fonction de leurs origines sociales, économiques et familiales. Pour tenir compte des disparités de la population scolaire des communes, des moyens plus importants sont alloués à celles qui ont une population socialement plus défavorisée. Le nombre de ces leçons supplémentaires peut représenter jusqu'à 20% du nombre des leçons attribuées sub (1.). Elles sont calculées sur la base d'un indice socio-économique, établi pour chaque commune par le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS-Instead) et recalculées tous les trois ans. De ce fait le taux d'encadrement de base peut augmenter jusqu'à 1,95 leçon hebdomadaire d'enseignement par élève, ce qui correspond à un effectif de classe moyen de 13,33 élèves.

La loi octroie expressément à l'autorité communale, sur avis du comité d'école après concertation avec les représentants des parents d'élèves, d'adopter la mise en œuvre des ressources attribuées dans le cadre de l'organisation scolaire communale annuelle. Ainsi l'autorité communale peut, en connaissance de cause, décider l'attribution de moyens supplémentaires à certaines classes tout en respectant le cadre global des ressources allouées. Ainsi, par exemple, dans le cadre d'une classe, où l'effectif moyen dépasse les normes établies cidessus, l'autorité communale peut avoir choisi d'organiser ces classes sur base d'une intervention simultanée, complète ou partielle, de deux enseignants.

3. Le contingent comprend deux leçons hebdomadaires d'éducation morale et sociale par classe des cycles 2 à 4 ainsi que les leçons attribuées dans le cadre de la mise en œuvre des plans de réussite scolaire dans les écoles.

D'après la législation en vigueur l'introduction du contingent devra se faire progressivement sur une durée de dix ans. Il a été appliqué pour la première fois en 2010/2011. L'application du contingent a pour objectif de normaliser la contribution de l'État à l'organisation scolaire en fonction des ressources dont il dispose et de la mission d'équité qui lui incombe. Il est à noter qu'environ 20% des communes/syndicats scolaires ont un taux d'encadrement conforme à la réglementation ou bien moins favorable, alors que les autres communes/syndicats scolaires bénéficient d'un taux plus favorable.

Les communes dont le volume de leçons mises en œuvre pour 2009/2010 diffère par rapport au contingent fixé, connaîtront une adaptation des moyens qui se fera graduellement sur une période de dix ans, en rapprochant le taux d'encadrement de départ (2009/2010) au taux d'encadrement à atteindre après dix ans à raison d'un dixième par année.

Il est à noter que des élèves à besoins spécifiques bénéficient d'un certain nombre d'heures d'assistance, qui ne relèvent pas du contingent, prestées dans les écoles fondamentales par le personnel de l'Éducation différenciée et le personnel socio-éducatif conventionné relevant de communes ou bien repris par l'État.

Il y a lieu de remarquer aussi que, depuis le début de la mise en œuvre de la réforme scolaire, un nombre important de leçons hebdomadaires d'enseignement a été mis à disposition des écoles fondamentales en dehors du contingent proprement dit pour assurer l'encadrement des élèves et pour contribuer à la gestion des écoles. Pour l'année scolaire 2014/2015 ces leçons mises à disposition hors contingent comprennent notamment:

- 2171 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil;

- 413 leçons hebdomadaires d'enseignement permettant de tenir compte de situations particulières de certaines communes dûment motivées;

- 500 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la mise en œuvre de plans de réussite scolaire;

- 717,5 leçons hebdomadaires permettant à des enseignants déchargés à cette fin de prendre en charge des élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage et/ou de comportement dans le cadre des équipes multiprofessionnelles;

- 971 leçons hebdomadaires d'enseignement pour l'animation et la gestion des bibliothèques et médiathèques scolaires;

- 5.626 heures d'appui pédagogique hebdomadaires prestées par les instituteurs, suite à la redéfinition de leur tâche dans le cadre des lois scolaires de 2009;

- 768,5 leçons hebdomadaires pour la coordination des activités pédagogiques à l'intérieur des différents cycles.

Au vu des considérations exposées ci-dessus, j'estime qu'il y a lieu de réfléchir comment la mise en œuvre des ressources actuellement disponibles peut être optimisée, dans l'intérêt des élèves, en mettant l'accent sur une offre équitable et adéquate couvrant l'ensemble du pays notamment en ce qui concerne la prise en charge des élèves souffrant de graves problèmes de comportement ou de difficultés d'apprentissage prononcées, tout en n'oubliant pas la stimulation de l'excellence.

Enfin, conformément au programme gouvernemental, la promotion de la cohésion sociale est poursuivie et la mixité sociale de la population scolaire sera garantie. Dans ce contexte, il est prévu de faire établir le bilan de la procédure du calcul du contingent.

Question 0607 (08.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **service d'Orientation professionnelle de l'ADEM à Wiltz:**

Le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM à Wiltz joue un rôle important dans l'activation et l'accompagnement des jeunes habitant les régions rurales et qui sont à la recherche d'une formation répondant à leurs capacités. Travaillant étroitement avec la communauté scolaire du Lycée du Nord, le service de l'ADEM-OP couvre non seulement la population du canton de Wiltz, mais également celle de Clervaux. Actuellement, le service est accessible les mardis et jeudis durant l'après-midi. Pendant la saison estivale, l'ADEM-OP de Wiltz ouvre ses portes les mardis et jeudis les matins et après-midis.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le fonctionnement et la fréquentation du service en question?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à assurer une présence plus forte de l'ADEM-OP dans les cantons de Wiltz et de Clervaux afin d'intensifier la coopération avec l'ensemble des partenaires concernés?

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il soit opportun d'assurer l'affectation au site de Wiltz d'un agent spécialisé qui veille tout particulièrement à l'encadrement des adolescents visés par cette initiative?

Réponse (21.10.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Faisant suite à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant le service d'Orientation professionnelle à Wiltz, je me permets de donner les éléments de réponse suivants:

Le service d'Orientation professionnelle (OP) garantit une présence à l'agence de Wiltz les mardis et jeudis après-midi, et ce d'octobre à juin. De juillet à septembre, la présence est assurée toute la journée les mardis et jeudis.

En 2013, 1.163 visiteurs ont profité de cette offre.

En 2014, on note 1.109 visiteurs jusqu'au début octobre.

À partir du 1er novembre 2014, le service de l'OP n'assurera plus de présence à Wiltz; ce service sera assuré dorénavant entièrement dans les nouvelles localités de l'OP à 7, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch, pendant des journées entières cinq jours sur cinq. La présence de l'OP dans les lycées sera non seulement maintenue, mais sera renforcée. C'est ainsi qu'une présence de l'OP au Lycée de Wiltz sera assurée un jeudi après-midi sur deux. Il est envisagé de renforcer l'Agence de Wiltz dès que les infrastructures le permettent.

En ce qui concerne la Garantie pour la jeunesse, celle-ci est mise en œuvre sur les sites de Luxembourg-ville, d'Esch-sur-Alzette et de Diekirch par des équipes pluridisciplinaires. Le choix de ces sites s'est imposé en fonction de la masse critique nécessaire pour pouvoir offrir un service de qualité.

Par ailleurs, l'agence de Diekirch a été renforcée par un agent spécialisé dans le cadre du parcours personnalisé des demandeurs d'emploi.

Question 0608 (08.10.2014) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **pont routier à Bourscheid-Moulin:**

Selon mes informations, il serait prévu d'assainir au cours de l'année prochaine le pont routier à Bourscheid-Moulin reliant la RN27 et le CR308. Pendant les travaux, une solution de rechange serait projetée sous forme d'un second pont réservé exclusivement aux piétons. Une voie de circulation pour les voitures (avec

des feux rouges) ne serait par contre pas envisagée. Or, une telle situation serait problématique notamment pour les services de secours qui en cas d'urgence devraient faire un grand détour pour arriver sur le lieu de l'incident au vu du fait qu'un hôtel, plusieurs restaurateurs et un grand camping se trouvent sur l'autre côté du pont.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quand les travaux pourront-ils commencer?

- Pour quelles raisons la circulation de voitures ne serait-elle pas prévue?

Réponse (17.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152) sont en phase finale. En possession de toutes les autorisations requises, l'avant-projet relatif à la réhabilitation de l'OA152 pourra être présenté sous peu.

À noter que selon la programmation pluriannuelle de mes services, des crédits sont inscrits pour l'année 2015, de façon à ce que les travaux devraient pouvoir débuter en automne 2015, c'est-à-dire après la saison touristique.

Durant l'exécution des travaux, la circulation de voitures ne peut pas se faire à l'aide de la mise en place d'un pont provisoire, parce que l'endroit ne s'y prête pas. Voilà pourquoi il est projeté de planifier les travaux, de façon à ce que la circulation de voitures ne soit interrompue que durant le renouvellement du tablier. Par une optimisation de l'organisation des travaux, la durée du renouvellement du tablier devrait pouvoir être limitée à plus ou moins deux mois. Durant les autres travaux de réhabilitation du pont, la circulation devrait toujours pouvoir être maintenue à l'aide de feux tricolores.

À noter que pendant la période d'environ deux mois où les voitures ne pourront pas passer par le pont, il sera possible d'arriver à Bourscheid-Moulin via Bourscheid. Ainsi en partant d'Ettelbruck et en empruntant les chemins repris CR348 et CR308 via Bourscheid, un trajet de 13 km sera nécessaire pour arriver sur place. Le trajet habituel d'Ettelbruck à Bourscheid-Moulin via Michelau, en passant par le centre d'Ettelbruck et en empruntant la route N27 et le pont à Bourscheid-Moulin, est d'environ 14 km. Par voie de conséquence, le barrage du pont projeté durant deux mois, ne devrait donc pas poser un problème aux équipes du sauvetage en cas d'une éventuelle intervention à Bourscheid-Moulin.

À noter aussi que l'échafaudage mis en place pour les travaux de réhabilitation du pont, sera conçu de façon à permettre à tout moment le passage de piétons, même en menant un cycle à la main.

Question 0609 (08.10.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **étudiants luxembourgeois à l'étranger:**

Les études à l'étranger sont une opportunité exceptionnelle d'un point de vue académique, professionnel et personnel. Ainsi beaucoup de jeunes au Luxembourg partent étudier à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre, quels sont les pays qui attirent le plus les étudiants luxembourgeois?

- Dans le même ordre d'idées, le Ministre peut-il également me fournir un classement des universités qui attirent le plus les étudiants luxembourgeois?

Réponse (13.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0609 de Monsieur le Député Marc Spautz.

Les chiffres suivants se rapportent à l'année académique 2013/2014 et concernent les 20 pays respectivement les 20 universités les plus fréquentées par les étudiants résidents. Il s'ensuit que le total des étudiants concernés ne peut pas être comparé. Nous trouvons des étudiants résidents dans 56 pays différents tandis que le nombre d'universités s'élève à plusieurs centaines:

Classement par pays:

Pays études	Nbr étudiants	Nbr étudiants %
Luxembourg	3.776	22,45%
Allemagne	3.632	21,59%
Belgique	3.179	18,90%
France	2.276	13,53%
Royaume-Uni	1.227	7,29%
Autriche	860	5,11%
Suisse	536	3,19%
Portugal	369	2,19%
Pays-Bas	315	1,87%
États-Unis	145	0,86%
Espagne	113	0,67%
Italie	74	0,44%
Suède	56	0,33%
Danemark	50	0,30%
Pologne	48	0,29%
Canada	43	0,26%
Grèce	40	0,24%
Irlande	37	0,22%
Estonie	24	0,14%
Roumanie	20	0,12%
Grand Total	16.820	100,00%

Classement par Université:

Nom établissement	Nbr étudiants	Nbr étudiants %
Université du Luxembourg	3.201	38,30%
Universite Libre de Bruxelles	650	7,78%
Université de Strasbourg	542	6,48%
Université de Lorraine	424	5,07%
Universität Trier	417	4,99%
Université Catholique de Louvain - UCL	359	4,30%
Universität Innsbruck	308	3,69%
Universität Wien	306	3,66%
Rheinisch Westfälische Technische Hochschule Aachen	257	3,07%
Lycée Technique pour Professions de Santé	219	2,62%
Université de Liège	215	2,57%
Universität zu Köln	176	2,11%
Albert-Ludwigs-Universität Freiburg im Breisgau	172	2,06%
Fachhochschule Trier	168	2,01%
Haute École de la CF du Luxembourg Robert Schuman	164	1,96%
Universität des Saarlandes	162	1,94%
Technische Universität Kaiserslautern	159	1,90%
Eidgenössische Technische Hochschule Zürich ETH	155	1,85%
Haute École de Namur-Liège-Luxembourg	154	1,84%
Centre de promotion sociale pour éducateurs	150	1,79%
Grand Total	8.358	100,00%

Pour clôturer, je tiens à souligner que les informations chiffrées ci-dessus sont extraites de la banque de données du Cedies et concernent les étudiants ayant bénéficié d'une aide financière pour études supérieures.

Question 0610 (08.10.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**école pour kinésithérapeutes à Differdange:**

Selon les informations de la presse, une école destinée à former de futurs kinésithérapeutes ouvrira ses portes à Differdange dès la rentrée 2015. L'école sera une antenne de la Hochschule Fresenius, une université privée allemande désireuse de s'implanter hors de ses frontières afin d'accueillir les étudiants étrangers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- De quel type d'école s'agit-il exactement?

- Quel type de diplôme ou certificat va délivrer cette école kinésithérapeute?

- Pourquoi l'école coopère-t-elle avec une haute école allemande?

- Pour quelles raisons l'école n'envisage-t-elle pas de coopérer avec l'Université du Luxembourg?

Réponse (13.10.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0610 de Madame la Députée Martine Hansen.

À l'heure actuelle aucun dossier officiel d'une école destinée à former de futurs kinésithérapeutes n'est parvenu au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par conséquent aucun dossier ne se trouve en procédure d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur étrangers ou privés au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 0612 (08.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **activités de la société Aveleos SA:**

D'après un article paru sur wort.lu, la succursale italienne de la société Aveleos SA, qui a été créée en 2010 par Enovos Luxembourg SA, son actionnaire majoritaire, semble aux prises de la justice italienne et ce pour fraude et falsification de documents.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Est-ce que les responsables d'Enovos étaient au courant des activités de la succursale italienne d'Aveleos SA? Dans l'affirmative, pourquoi la société Enovos Luxembourg SA n'a-t-elle pas quitté le capital d'Aveleos SA, respectivement ne s'est-elle pas opposée aux agissements de celle-ci pour autant qu'ils étaient entachés d'illégalité?

- La société Enovos Luxembourg SA encourt-elle un quelconque risque financier en rapport avec cette affaire?

- La société Enovos Luxembourg SA entend-elle se porter partie civile dans ladite affaire? Une instruction en ce sens a-t-elle été donnée par le Ministre au représentant étatique d'Enovos Luxembourg SA?

Réponse (11.11.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables députés Diane Adehm et Gilles Roth concernant les activités de la société Aveleos SA, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Aveleos SA est une entreprise commune de droit luxembourgeois fondée en mai 2010 par Enovos Luxembourg SA et par Avelar Energy Ltd, en vue de développer, opérer et vendre des parcs photovoltaïques surtout dans le sud de l'Italie. Enovos Luxembourg détient 59% et Avelar Energy 41% du capital d'Aveleos. Le groupe Avelar Energy a été créé fin 2006 en tant que société d'énergie active en Europe et est établi à Zurich en Suisse et contrôlé par le groupe russe Renova. Son objet est l'investissement dans les énergies conventionnelles et renouvelables. Le groupe Avelar Energy est responsable de la gestion d'Aveleos SA et de ses filiales.

Sur demande, les responsables d'Enovos Luxembourg SA m'ont informé que sur base des informations publiques disponibles, des investigations préliminaires diligentées par le procureur italien de Milan se basant sur des soupçons de fraude et de falsification de documents sont effectivement en cours. À ce jour, il semblerait que ces investigations visent uniquement des personnes physiques liées principalement au groupe Avelar Energy, le deuxième actionnaire d'Aveleos SA, et non pas les filiales italiennes d'Aveleos en tant que telles. Néanmoins, certaines des filiales italiennes de la société Aveleos SA sembleraient avoir été affectées de manière collatérale du fait que les personnes actuellement soupçonnées étaient contractuellement en charge de la gestion opérationnelle de ces filiales italiennes.

À déduire des informations reçues, les responsables d'Enovos Luxembourg SA n'étaient pas au courant d'activités supposées illégales de ses filiales italiennes. Néanmoins, la société Enovos Luxembourg SA continue à prendre le sujet très au sérieux et des experts mandatés par elle sont actuellement chargés de vérifier l'ensemble des activités des filiales italiennes d'Aveleos SA.

Enovos Luxembourg SA m'a fait savoir que si les soupçons à l'encontre des personnes visées venaient à être confirmés, un risque d'une perte au niveau financier ne saurait être exclu. Cependant, si tant est qu'une perte financière venait à être constatée, cela n'affecterait en rien la volonté de continuer à développer ses activités dans le secteur des énergies renouvelables.

Selon les responsables d'Enovos Luxembourg SA toutes les voies de recours en justice de nature à préserver les droits d'Enovos Luxembourg SA sont en train d'être évaluées, notamment celle d'une constitution de partie civile dans l'affaire dont il est question.

Question 0613 (08.10.2014) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **conflit armé opposant les Kurdes à la milice terroriste «État islamique» à Kobané:**

Depuis quelques jours, des combats intenses se déroulent entre les Kurdes, soutenus par la communauté internationale, d'un côté et les terroristes de l'«État islamique» (EI) de l'autre côté. Des conflits ultraviolents ont actuellement lieu à Kobané, ville kurde située à quelques kilomètres de la frontière syro-turque. Malgré les frappes aériennes de la coalition anti-EI, il semblerait d'après la presse que les djihadistes de l'EI progressent dans le contrôle de la ville stratégique de Kobané.

Ayant eu l'autorisation du Parlement il y a une semaine, la Turquie s'est engagée militairement au sein de la coalition contre l'EI. Le président turc est d'avis que les frappes aériennes ne suffisent pas pour vaincre les troupes de l'EI et qu'une intervention militaire terrestre s'avère nécessaire. L'attitude de l'armée turque par rapport aux combats désormais à portée de vue reste pourtant passive, selon les observations médiatiques. Des manifestations pro-kurdes ont d'ailleurs éclaté en Turquie pour dénoncer la passivité du président turc. Des dizaines de morts seraient déjà à déplorer du côté des manifestants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est, à l'heure actuelle, l'attitude de l'Union européenne par rapport à la situation des Kurdes en général et dans la ville de Kobané en particulier?

- L'Union européenne envisage-t-elle de prendre des initiatives afin de venir en aide aux Kurdes assiégés dans la ville de Kobané?

- Quelle est la position de l'OTAN respectivement du Gouvernement par rapport à une certaine passivité de la Turquie, sachant que la ville de Kobané se trouve directement à la frontière de la Turquie, pays membre de l'OTAN?

Réponse (10.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

L'Union européenne et l'OTAN sont profondément préoccupées par la situation humanitaire et de sécurité le long de la frontière syro-turque, y inclus à Kobané, et condamnent sans réserve les violations continues des droits de l'Homme perpétrées par l'État islamique ou Daech en arabe. L'Union européenne vient à l'aide de toutes les populations touchées par ces atrocités, indépendamment de leurs appartenances ethniques ou confessionnelles.

L'Union européenne renforce les efforts des quelque soixante pays de la coalition anti-Daech qui vise à freiner son avancée à Kobané, y compris par des actions militaires, dans le res-

pect du droit international. Alors qu'une action militaire s'avère nécessaire dans la situation actuelle, des actions militaires à elles seules ne suffisent pas pour vaincre le terrorisme. Pour cette raison, l'Union européenne s'engage pour combattre cette menace à la sécurité régionale, et pour trouver des solutions à l'instabilité sous-jacente qui a favorisé l'émergence de Daech.

L'Union européenne a invité tous ses partenaires à respecter les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, y compris les résolutions 2170 et 2178, et à intensifier leurs efforts aux niveaux nationaux respectifs afin de couper Daech des revenus de la vente illicite de pétrole notamment.

L'Union européenne est profondément préoccupée par l'impact significatif des violences de Daech sur le travail des agences et acteurs humanitaires au nord de la Syrie, compromettant ainsi leur travail humanitaire. L'Union européenne apprécie les efforts déployés par la Turquie pour accueillir les réfugiés syriens, notamment en provenance de Kobané, et appelle la Turquie à ouvrir sa frontière pour tout type d'approvisionnement à destination de la population de Kobané.

Compte tenu en particulier de l'approche de l'hiver, l'Union européenne reste profondément préoccupée par la situation humanitaire des milliers de réfugiés, tant à l'intérieur de la Syrie que dans les pays voisins. L'Union européenne et ses États membres font de grands efforts en termes financiers pour répondre à la crise des réfugiés: À ce jour, environ 2,9 milliards d'euros sont été mobilisés afin de venir au secours des réfugiés et de leurs communautés d'accueil.

L'Union européenne intervient surtout à travers ECHO - l'Agence européenne d'aide humanitaire - qui, pour la Turquie, traite conjointement avec l'AFAD - la direction générale turque en charge de la gestion des situations d'urgence - et le Croissant Rouge l'urgence des réfugiés. La priorité aujourd'hui est d'accroître l'assistance financière, et des pourparlers à cet égard sont en cours à Bruxelles, étant donné que la Turquie n'a perçu que 48 millions d'Euros jusqu'à présent.

Le Conseil des Affaires étrangères a enfin invité la Haute représentante/Vice-présidente à développer une stratégie régionale globale afin d'affronter la menace que représente Daech pour la sécurité de la région entière.

L'OTAN, quant à elle, suit de près l'évolution de la situation sécuritaire le long de la frontière syro-turque, y inclus à Kobané, en particulier parce que cette frontière représente une frontière extérieure de l'Alliance. L'OTAN est une alliance défensive et son premier rôle consiste en la protection et la défense du territoire de ses membres. En Turquie, cette défense collective se traduit notamment par la protection contre les attaques de missiles moyennant le déploiement de missiles Patriot.

Lors de sa récente visite en Turquie, le secrétaire général de l'OTAN a salué les mesures prises par les États-Unis, de concert avec de nombreux Alliés et partenaires, ainsi que le vote intervenu au Parlement turc, qui permet à la Turquie de contribuer plus activement au règlement de la crise.

Question 0615 (10.10.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **salaire social minimum pour les salariés contractuels auprès de la Commission européenne:**

Les fonctionnaires de l'Union européenne font actuellement grève pour protester contre les conditions de travail des salariés contractuels auprès des services de la Commission européenne à Luxembourg qui ne toucheraient même pas le salaire social minimum légal dans notre pays.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il peut me confirmer que les dispositions sur le salaire social minimum dans le Code du Travail luxembourgeois sont bien d'ordre public pour tous les salariés travaillant au Luxembourg, également ceux de la Commission européenne.

- J'aimerais aussi savoir, le cas échéant, ce qu'il a déjà entrepris ou ce qu'il compte encore entreprendre, au vu de cette action collective, pour faire respecter ce principe par l'autorité européenne.

Réponse (18.11.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Quant à la première question, il y lieu de confirmer que les dispositions sur le salaire social minimum dans le Code du Travail sont bien d'ordre public pour tous les salariés travaillant au Luxembourg tels qu'ils sont définis dans le Code du Travail.

Pour ce qui est des fonctionnaires et agents contractuels travaillant auprès de la Commission européenne, ils sont couverts par un statut spécifique qui, a priori, les soustrait à l'application du droit national de l'État membre sur le territoire duquel ils exercent leurs fonctions et ceci en application du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, du statut des fonctionnaires des communautés européennes et du régime applicable aux autres agents des communautés européennes.

Dans ce contexte, il y a cependant lieu de souligner qu'au moins un des agents contractuels a déposé une requête auprès du tribunal du travail à Luxembourg par laquelle il demande à la juridiction compétente de condamner la direction générale ressources humaines et sécurité de la Commission européenne à lui payer la différence entre le salaire social minimum auquel il prétend avoir eu droit et le salaire effectivement versé mais dans laquelle il soulève également la possibilité pour la juridiction saisie de recourir à la collaboration de la Cour de justice de l'Union européenne via la procédure de renvoi préjudiciel pour interroger la Cour sur l'articulation entre les dispositions concernant le revenu des agents contractuels de l'Union européenne contenues dans le régime applicable aux autres agents des Communautés européennes et les autres normes existantes en la matière.

Quant à la deuxième question de l'honorable Député, il doit être souligné qu'en date du 24 mars 2014 une délégation du personnel de la Commission a été reçue à l'Inspection du travail et des mines ensemble avec son conseiller juridique.

Suite à cette entrevue et après consultation du Ministère des Affaires étrangères, l'Inspection a informé les intéressés par courriel que les dispositions figurant au Titre VII du statut de la fonction publique européenne prévoient des voies de recours devant la CJUE pour les personnes qui sont visées par ledit statut et que seule la CJUE est compétente pour statuer sur tout litige entre les communautés et l'une des personnes visées audit statut.

Comme l'ITM ne peut déposer les procès-verbaux qu'entre les mains du procureur d'État en cas de constatation d'infractions pénales dans les matières qui relèvent de sa compétence, elle n'est pas habilitée à agir dans le cadre des revendications salariales exprimées en l'espèce.

Par rapport à ce qui précède, il doit être précisé que l'agent contractuel précité a, par l'intermédiaire de son mandataire juridique, également déposé plainte auprès du Parquet de Luxembourg.

Aucune des démarches du requérant n'a encore abouti à une décision des instances saisies.

Question 0617 (13.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **vente d'un tableau du peintre Picasso:**

Selon des informations parues récemment dans la presse, le Gouvernement entendrait vendre un tableau du peintre Picasso qu'il avait acquis début des années 2000.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Si oui, selon quelles modalités sera-t-il procédé à la vente?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de vendre d'autres biens immobiliers et mobiliers lui appartenant?

Réponse (07.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le tableau du peintre Picasso, intitulé «Paysage de Cannes au crépuscule» a été acquis en 2000, pour éviter des frais d'indemnisation, alors que l'œuvre avait été endommagée. À l'époque, il avait été retenu que «le tableau est destiné à la revente, et doit dès lors être considéré comme un placement temporaire».

Aucune vente à des conditions satisfaisantes n'a pu être conclue par la suite.

Lors du Conseil de Gouvernement du 22 octobre 2014, il a été décidé de renoncer définitivement à la vente du tableau, qui fait désormais partie du patrimoine.

Par ailleurs il est à noter que le Gouvernement procède régulièrement à des transactions mobilières et immobilières, suivant les besoins des projets des administrations ou des différents départements ministériels.

Question 0618 (13.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **classes de menuisiers:**

Je viens d'apprendre que lors de la rentrée scolaire au Lycée technique du Centre, la classe de 10e, menuisiers, a été supprimée à l'insu des enseignants concernés. Cette classe constitue la classe inférieure de la filière correspondante. Une telle décision soulève un certain nombre de questions.

Ainsi, je voudrais savoir:

1. Cette décision a-t-elle été prise en juillet lors de la planification des classes, en connaissance des conséquences et en vue d'économies budgétaires et a-t-elle été soumise à l'avis de la Chambre des Métiers?

2. Quelles sont les intentions du Gouvernement pour l'exercice 2015-2016? La suppression de la classe de 10e en 2014 entraîne-t-elle la suppression progressive de la filière entière?

3. Quelles sont les intentions du Gouvernement quant aux trois maîtres d'enseignement technique concernés? Pourront-ils être affectés dans leur spécialité au Lycée technique Esch-sur-Alzette ou devront-ils se reconvertir dans d'autres branches?

4. Quelles sont les intentions du Gouvernement concernant l'utilisation des infrastructures des ateliers de menuiserie au LTC? Ces salles de classes seront-elles réaffectées à d'autres classes?

5. Le Gouvernement ne craint-il pas que les élèves de cette filière, provenant du centre, de l'est et de l'ouest du pays, ne choisiront pas d'abandonner l'apprentissage dans la menuiserie plutôt que de se soumettre à des problèmes et trajets de transport fastidieux?

6. Le Ministre du Travail et de l'Orientation professionnelle approuve-t-il une décision qui affecte les possibilités d'emploi dans un secteur en pleine expansion comptant 200 entreprises et qui restreint l'éventail des métiers proposés aux jeunes de ce pays?

7. Le Gouvernement ne pense-t-il pas que cette décision risque d'entraîner des faits qui seront irréversibles et mériteraient un débat public?

Réponse commune (19.11.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La formation professionnelle initiale menant au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) dans le métier de menuisier se fait dès la classe de 10e sous contrat d'apprentissage et est offerte actuellement dans différents lycées techniques à travers le pays à savoir le Lycée technique du Centre (LTC), le Lycée du Nord (LN), le Lycée technique Esch-sur-Alzette (LTE) et le Lycée technique Joseph Bech (LTJBG).

Fin juillet 2014 la répartition des apprentis inscrits était la suivante:

- trois inscriptions au LN,

- une inscription au LTE,

- aucune inscription au LTC et LTJB.

S'y ajoute, dans le cadre d'un projet pilote, huit élèves en classe plein temps de menuisier au LTE.

Fin octobre 2014, les inscriptions se répartissaient comme suit:

- trois élèves au LN,

- cinq élèves en classe concomitante au LTE,

- huit élèves en classe plein temps au LTE.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Au vu des inscriptions en juillet, il a été décidé d'offrir ladite formation au nord et au sud du pays. À ce moment l'organisation d'une classe au centre du pays ne se justifiait pas au vu des dispositions de la loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement (article 8), et ce aussi dans l'optique des places disponibles à Wiltz et à Esch. L'avis de la Chambre des Métiers n'est pas requis en ce qui concerne l'offre scolaire d'un métier ou d'une profession.

Ad 2. Le Gouvernement n'a pas l'intention de supprimer cette formation, mais une analyse d'une offre sur quatre sites différents s'impose.

Ad 3. Les trois maîtres d'enseignement technique concernés continueront à travailler dans leur spécialité, néanmoins une affectation dans un autre lycée technique pourrait être envisagée.

Ad 4. Il est évident que si la formation de menuisier ne sera plus offerte dans un établissement scolaire, les infrastructures existantes devront être accessibles et libérées pour des formations qui connaissent plus d'affluence.

Ad 5. Une offre de la formation de menuisier au nord et au sud du pays donne à chaque jeune ou adulte la possibilité de suivre sa formation impliquant des temps de trajet raisonnables.

Ad 6. Pour l'année scolaire en cours, cinq apprentis jeunes et trois apprentis adultes ont été assignés auprès d'un employeur formateur en vue de la conclusion d'un contrat d'apprentissage.

Au cours des années précédentes, le taux de placement en apprentissage dans cette branche d'activité a connu une régression constante, à savoir 30 contrats d'apprentissage en 2011, 18 contrats en 2012 et 16 contrats en 2013.

Ainsi, même si ce secteur est économiquement en pleine expansion, cette dynamique n'a guère de répercussion sur les postes d'apprentissage offerts.

Ad 7. Le choix d'un métier ou d'une profession repose sur le libre choix du jeune et les lycées doivent s'adapter à cette demande. À l'heure actuelle les capacités de l'offre dans le métier du menuisier dépassent largement la demande. Dès lors une réduction des capacités actuelles laisserait une marge confortable en cas de croissance de la demande pour l'année scolaire prochaine.

Question 0619 (13.10.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **chiens susceptibles d'être dangereux:**

Selon l'article 15 de la législation relative aux chiens datant de mai 2008, l'acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux et l'importation sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg de chiens susceptibles d'être dangereux ne sont permises qu'après autorisation spéciale du Ministre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Selon les militants des droits des animaux, le nombre de chiens susceptibles d'être dangereux a augmenté de façon significative au cours des dernières années au Luxembourg. Le Ministre peut-il me confirmer cette affirmation?

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de chiens susceptibles d'être dangereux ont été permis après une autorisation spéciale du Ministre?

- Le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le nombre de chiens susceptible d'être dangereux qui ont été présents sur le territoire luxembourgeois avant la loi de 2008? À combien Monsieur le Ministre estime-t-il le nombre de chiens dangereux non déclarés?

Réponse (28.10.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

La base légale en matière de chiens est la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens. Elle a été modifiée par la loi du 12 novembre 2011 qui stipule dans son article 1er que chaque commune doit transmettre annuellement et cela jusqu'au 31 janvier pour l'année écoulée à l'Administration des Services vétérinaires les données concernant les chiens détenus sur son territoire.

Pour l'année 2012, le nombre de chiens enregistrés par les administrations communales s'élève à 40.552 dont 341 chiens «dangereux» au regard de l'article 10 de la loi précitée. En ce qui concerne l'année 2013, les chiffres communiqués s'élèvent à 38.872 chiens enregistrés dont 363 chiens «dangereux».

Avant la mise en application de la loi, il n'existait aucune base de données centralisée concernant le nombre de chiens présents sur le territoire national. Ainsi, aucune information précise concernant le nombre de chiens susceptibles d'être dangereux qui ont été présents sur le territoire luxembourgeois avant cette date ne peut être fournie.

En ce qui concerne les demandes en vertu de l'article 15 de la loi précitée, afin de pouvoir détenir un chien susceptible d'être dangereux, 123 ont été autorisées par le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions.

Finalement, le nombre de chiens en général, et en particulier des chiens dangereux non décla-

rés est difficilement estimable puisque cette non-conformité par rapport à la loi est éventuellement constatée dans le cas où une personne, qui estime qu'un chien présente un danger à son égard, fait une déclaration écrite auprès de l'administration communale, en application de l'article 10 de la loi précitée, ou lors des contrôles effectués par les personnes habilitées conformément aux articles 22 et 23 de la même loi.

Question 0620 (14.10.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **pension de survie:**

Selon l'article 204 du Code de la sécurité sociale, la pension de survie d'une personne contractant un nouvel engagement par mariage ou partenariat est rachetée au taux de cinq fois le montant versé au cours des douze derniers mois, respectivement au taux de trois fois le montant versé au cours des douze derniers mois pour les personnes au-dessus de l'âge de 50 ans.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les statistiques sur le nombre de titulaires d'une pension de survie ayant contracté un nouvel engagement par mariage ou partenariat pour la période de 2010 à 2013?

- Quelle en a été la proportion des personnes de sexe masculin et féminin?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant des rachats de pensions de survie alloués par an et au total pour cette même période?

- Quels sont actuellement les taux pris en compte pour régler le plafonnage des sommes allouées?

- Le Gouvernement compte-t-il revoir la hauteur des montants alloués?

Réponse (07.11.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le tableau ci-dessous reprend les informations que Monsieur le Député a désiré obtenir:

Exercice	Nombre des titulaires d'une pension de survie ayant contracté un nouvel engagement en			Montant des rachats de pension de survie
	Hommes	Femmes	Total	
2010	8	23	31	608.850,51
2011	12	27	39	981.204,80
2012	14	19	33	604.305,92
2013	13	15	28	863.563,62
Total	47	84	131	3.057.924,85

En ce qui concerne le taux pris en compte pour la détermination des sommes allouées, l'honorable Député indique lui-même le plafond actuel dans l'introduction de sa question parlementaire:

- Si le nouvel engagement est contracté avant l'âge de 50 ans, le rachat de la pension de survie se fait au taux de cinq fois le montant[3] de la pension de survie versé au cours des douze derniers mois ;

- Si le nouvel engagement est contracté après l'âge de 50 ans, le rachat de la pension de survie se fait au taux de trois fois le montant[1] de la pension de survie versé au cours des douze derniers mois.

Le Gouvernement ne compte pas à l'heure actuelle revoir la hauteur des montants alloués.

Question 0621 (14.10.2014) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10:**

La ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges (ligne 10) connaît actuellement un nombre élevé de retards. Avec la nouvelle cadence de 30 minutes à partir du 14 décembre 2014, les retards risquent encore s'aggraver, si on considère que des travaux entravant la fluidité du trafic sont toujours en cours sur cette ligne, à savoir le chantier sur le viaduc Pulvermühle. En outre, la construction prévue de l'arrêt Pont Rouge risque de causer des retards supplémentaires sur cette ligne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quelle manière, les CFL entendent-ils remédier à ces retards très gênants?

- De quelle manière, les CFL estiment-ils augmenter la cadence à partir du 14 décembre 2014 sans aggraver la situation actuelle des retards?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il réagir à cette situation?

- Est-ce que le Gouvernement vient déjà de fixer le calendrier des travaux pour l'aménagement à deux voies du tronçon entre Pfaffenmühle et Clervaux?

Réponse (14.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0621 du 14 octobre 2014, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer au sujet de la nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10.

Le taux de ponctualité sur la ligne 10 en 2014 s'élève actuellement à 92,2% ce qui représente une amélioration de 2% par rapport à l'exercice 2013, et ce malgré les travaux sur le Viaduc de Pulvermühle qui ont effectivement généré certaines perturbations d'exploitation.

L'horaire 2015 de la ligne 10 sera impacté par deux changements:

- l'introduction de la cadence semi-horaire au nord d'Ettelbruck,

- le début du chantier de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg» (Pont Rouge).

L'introduction de la cadence semi-horaire au nord d'Ettelbruck a uniquement un impact sur le nombre de trains circulant entre Kautenbach et Troisvierges.

Afin de remédier à des retards éventuels provoqués par des croisements de trains sur ce tronçon, le temps de parcours entre Kautenbach et Troisvierges sera prolongé de deux minutes.

Par ailleurs, le tracé actuel de la ligne 10 permet de recourir à d'autres réserves en vue de minimiser les répercussions de trains retardés sur les trains circulant en contresens. Ainsi une voie d'évitement existe en gare de Goebelsmühle, le tronçon de ligne situé entre Ettelbruck et Burden est à deux voies et dans la région du Kiischpelt, la ligne dispose aussi de deux voies entre Wilwerwiltz et Mecher.

Le fait de remplacer la desserte par train direct de la gare de Wiltz à partir de la gare de Luxembourg par des navettes organisées entre Kautenbach et Wiltz apporte également une amélioration, étant donné que les retards éventuels encourus sur cette antenne ne sont pas directement répercutés sur la ligne principale.

Pour ce qui est de la mise à double voie du tronçon de ligne entre Clervaux et le tunnel de Pfaffenmühle, il a été retenu d'attendre la mise en œuvre du nouveau concept d'exploitation et d'évaluer la nécessité de ce projet d'investissement après une année de service de la nouvelle cadence.

En ce qui concerne la construction projetée de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg», il en a été tenu compte lors des réflexions sur la replanification de l'exploitation de la ligne 10, de façon à ce que l'horaire des trains du nouveau concept sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Dommeldange dispose d'une marge de réserve suffisamment haute permettant, le cas échéant, de compenser des retards potentiels encourus pendant la phase du chantier.

Pour cette raison, le nombre de trains de renfort, qui circulent en plus des quatre trains par heure de l'offre cadencée entre Ettelbruck et Luxembourg, a dû être revu à la baisse pendant la phase de chantier de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg».

Question 0622 (14.10.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **mise en place de 800 nouvelles bornes pour la recharge de voitures électriques:**

En mars 2012, le Ministre de l'Économie a annoncé l'installation de 850 bornes de charge au travers du pays pour un montant d'investissement de dix millions d'euros.

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire d'automne, Madame la Secrétaire d'État vient d'annoncer que l'État envisage de mettre en place dans les années à venir, 800 nouvelles stations pour la recharge de voitures électriques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Combien des bornes annoncées par Monsieur le Ministre de l'Économie en 2012 ont été réalisées jusqu'à présent?

- Les 800 stations annoncées par Madame la Secrétaire d'État lors de la cérémonie d'ouverture de la foire d'automne vont-elles s'ajouter aux 850 bornes annoncées par Monsieur le Ministre de l'Économie en 2012?

- Où est-ce que l'État envisage-t-il de mettre en place ces stations électriques?

- Quel sera le coût de la mise en place de ces stations, travaux de raccordement et de terrassement inclus?

- Qui en assurera le coût?

- L'État envisage-t-il une éventuelle rallonge de la prime CAR-e, pour faire bénéficier les acquéreurs d'une voiture électrique de cette prime?

- Les utilisateurs de ces bornes auront-ils la possibilité de choisir entre différents fournisseurs d'énergie?

Réponse (14.11.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Lies concernant la mise en place de 800 nouvelles bornes pour la recharge de voitures électriques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En 2011, le Ministère de l'Économie et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en collaboration étroite avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation, avait réalisé une étude technico-économique qui permettait de définir avec toutes les parties prenantes au Luxembourg un concept national partagé de mise en œuvre de la mobilité électrique au Luxembourg. Cette étude avait notamment permis de faire émerger un concept qui consistait en une infrastructure de charge publique ciblée avec à peu près 850 bornes de charge mises en place sur le territoire national et ceci surtout sur des P&R, des parkings de gare et, de manière plus ponctuelle, sur la voirie ou autres types de parkings publics.

En raison des conclusions de cette étude, la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a dès lors été modifiée par la loi du 7 août 2012 créant ainsi la base légale en ce qui concerne les responsabilités et le financement de la mise en œuvre de la mobilité électrique au Luxembourg. La loi précise notamment les responsabilités générales des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité ainsi que les principes d'organisation et de financement d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques basée sur un système central commun. Le financement de base de la mise en place, de l'exploitation et de l'entretien des équipements publics liés à la mobilité électrique est réalisé par le biais des tarifs d'utilisation des réseaux basse tension. Les fonctionnalités de cette infrastructure, les spécifications techniques, le nombre des points de charge, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseau sont définis par voie de règlement grand-ducal.

C'est dans cette logique qu'en 2012, le Ministre de l'Économie avait mis en place, ensemble avec le Ministre délégué du Développement durable et des Infrastructures un groupe de travail visant à encadrer les activités d'installation, d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure de charge publique afin de mener à bien le projet de la planification ainsi que de la mise en œuvre de ces quelque 850 bornes publiques d'ici 2020.

Conformément à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'installation des bornes sera donc réalisée par les gestionnaires de réseau de distribution suivant des critères basés sur les résultats de cette étude prémentionnée et en tenant compte des flux de mobilité futurs suite au développement des communes et des points d'intérêts majeurs tout en donnant une certaine priorité aux P&R et aux parkings de gare. La localisation exacte des bornes publiques, le nombre de bornes à installer par commune d'ici 2020 et le calendrier d'implantation seront définis par un plan d'implantation détaillé qui sera élaboré en étroite concertation avec les propriétaires des emplacements publics, c'est-à-dire majoritairement les CFL, les Ponts et Chaussées ou encore les communes. La loi précitée prévoit que l'infrastructure de charge doit permettre le libre choix du fournisseur. Elle prévoit également que «les frais cumulés liés à la mobilité électrique encourus au niveau de tous les gestionnaires de réseau de distribution et liés au déploiement, à la mise en place, à l'exploitation et à l'entretien des équipements publics liés à la mobilité électrique sont pris en compte dans le calcul des tarifs d'utilisation des réseaux ou des tarifs des services accessoires sur base de la méthode de détermination des tarifs d'utilisation des réseaux telle que visée à l'article 20 de la présente loi et sont répartis équitablement sur tous les clients finals raccordés aux réseaux de distribution basse tension. L'État peut contribuer au financement du déploiement, de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique».

Entre-temps, les gestionnaires de réseau nous ont signalisé qu'ils ont finalisé le concept qui encadrera les services d'installation, d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure de charge publique et sont en train de finaliser les analyses quant au choix de l'infrastructure technique à mettre en place. L'avant-projet de règlement grand-ducal susmentionné est prêt à être soumis prochainement au Conseil de Gouvernement de manière à ce que la mise en œuvre de l'infrastructure de charge publique annoncée en 2012, avec ses quelque 800 à 850 bornes, pourra être entamée dans les mois à venir.

Comme annoncé fin 2013, le Gouvernement ne prévoit pas de reconduire la prime CAR-e au-delà du 31 décembre 2014 (date de première mise en circulation). Plus de 300 aides financières pour un montant total dépassant 1,3 millions d'euros ont été accordées pour des véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique ainsi que pour des véhicules chargeables de l'extérieur (véhicules hybrides «plug-in»).

Question 0623 (14.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **qualité de l'eau du robinet:**

Selon l'article 11 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les ministres peuvent accorder aux fournisseurs d'eau, sur leur demande, une dérogation aux valeurs paramétriques figurant à l'annexe I, partie B (paramètres chimiques) ou fixées en application de l'article 7, paragraphe 3, sous c) «dans la mesure où cette dérogation ne constitue pas de danger potentiel pour la santé humaine et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable pour maintenir la fourniture d'eau dans le secteur concerné». Cette dérogation ne peut toutefois pas être accordée pour la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine vendue en bouteilles ou en conteneurs, c'est-à-dire elle se limite à l'eau du robinet.

La dérogation est accordée par décision conjointe des Ministres de l'Intérieur et de la Santé, sur avis des organes techniques, sera limitée dans le temps autant que possible et ne pourra pas dépasser une durée de trois ans. Toutefois, lorsque le fournisseur ne peut pas respecter le délai de mise en conformité lui accordé par la première permission de dérogation, il peut faire la demande pour une deuxième et, exceptionnellement, pour une troisième période de dérogation. Ainsi, une dérogation peut durer jusqu'à neuf ans, pendant lesquels les consommateurs boivent une eau du robinet qui n'est pas conforme aux prescriptions de base.

- Vu ceci, je voudrais demander à Madame la Ministre de l'Environnement quelles communes en tant que fournisseur d'eau et quels syndicats d'approvisionnement en eau ont obtenu des dérogations pour quelle(s) valeur(s) paramétrique(s) et pour quelle durée au cours des dix dernières années?

3 Le montant servant au rachat ne tient pas compte, d'une part, du montant des réductions éventuelles de la pension de survie imputables aux dispositions de cumul avec un revenu personnel, et, d'autre part, du montant des majorations proportionnelles spéciales et forfaitaires spéciales.

- En plus, j'aimerais savoir si ces informations, de même que les motifs à la base de ces décisions, sont accessibles au public et où les citoyens peuvent-ils les consulter?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Suite à la détection de la présence de substances phytopharmaceutiques et de leurs métabolites dans les eaux souterraines et l'obligation de certains fournisseurs d'eau à demander une dérogation temporaire à la valeur limite pour certains métabolites, l'honorable Député s'enquiert sur la fréquence de cette pratique ainsi que sur la publicité de ces décisions.

Comme le prévoit l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les ministres peuvent accorder aux fournisseurs d'eau, sur leur demande, une dérogation aux valeurs paramétriques fixées à l'annexe I, partie B, ou fixées conformément à l'article 7, paragraphe 3, point c, dans la mesure où cette dérogation ne constitue pas de danger potentiel pour la santé humaine et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable pour maintenir la fourniture d'eau dans le secteur concerné. L'article précité correspond à la transposition des dispositions de l'article 9 de la directive 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Depuis 2004, les dérogations suivantes ont été accordées:

Administration communale	Paramètre soumis à la dérogation	Durée
Beaufort	Métolachlore-ESA	03.06.2010 - 03.06.2013
Nommern	Nitrates, bentazone, et métolachlore-ESA	30.09.2013 - 31.12.2013
Mersch	2,6-dichlorobenzamide	19.08.2010 - 19.08.2013

Le déroulement des différents cas spécifiques s'illustre de la façon suivante:

Beaufort

Lors d'un contrôle réalisé par l'Administration de la Gestion de l'Eau il a été détecté que la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée dans le réseau public de Beaufort n'était pas conforme pour le paramètre métolachlore ESA aux normes de potabilité établies par le règlement grand-ducal précité. Suite à ce constat, une demande de dérogation du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Beaufort a été introduite. Suite aux avis émis par la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau, un arrêté ministériel du 3 juin 2010 a autorisé la commune de Beaufort de déroger à la valeur paramétrique du paramètre métolachlore ESA et ceci pour une durée de trois ans.

La population a également été informée que la valeur paramétrique du pesticide a été dépassée.

Finalement, pour remédier au problème de qualité de l'eau potable, une filtration au charbon actif a été installée en été 2010.

Nommern

Une campagne d'analyses effectuée par l'Administration de la Gestion de l'Eau en 2013 avait mis en évidence que la valeur des nitrates et celle des pesticides bentazone et métolachlore ESA dépassent les limites fixées par le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 précité, à savoir 50 milligrammes par litre pour les nitrates et 0,1 microgramme par litre pour les pesticides, au niveau du site de captage de la source «Aechelbour» (SCC-510-08) dans la commune de Nommern. Une demande de dérogation du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Nommern a été introduite. Suite aux avis émis par la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau, un arrêté ministériel a autorisé la commune de Nommern de déroger à la valeur paramétrique des paramètres nitrates, bentazone et métolachlore ESA et ceci pour une durée de trois mois (jusqu'au 31 décembre 2013), date d'achèvement prévu des travaux d'assainissement du captage «Brouchbour»).

La population concernée, le hameau d'«Aechelbour», était informée par les autorités communales. Pour remédier au problème de qualité de l'eau potable, l'assainissement du captage «Brouchbour» a permis de garantir l'approvisionnement en eau potable de la population concernée et du reste de la commune de Nommern.

Mersch

En 2010 également, un rapport d'analyses d'un échantillon d'eau de la commune de Mersch, établi par la Division du laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau, indiquait que la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée par les sources «Boussert», «An der Baach 1», «An der Baach 3» et le collecteur «Rouschtgronn 2» n'était pas conforme pour le paramètre 2,6-dichlorobenzamide aux normes de potabilité. Le collège des bourgmestre et échevins de l'administration communale de Mersch avait par la suite introduit une demande de dérogation. Suite aux avis émis par la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau, un arrêté ministériel du 19 août 2010 a autorisé la commune de Mersch de déroger à la valeur paramétrique du paramètre 2,6-dichlorobenzamide et ceci pour une durée de trois ans.

Des lettres ont été envoyées aux ménages concernés (une seule rue à Rollingen) pour en informer la population desservie. Dû au fait de l'interdiction de l'utilisation de la substance en question, les concentrations ont diminué progressivement au cours de la période de dérogation, de façon à respecter à nouveau la valeur limite définie dans le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Finalement il reste à remarquer qu'au moment de la campagne d'échantillonnage récente réalisée par l'Administration de la Gestion de l'Eau, aucune dérogation n'était en vigueur. Les différents exemples de dérogation montrent également que la population concernée a été informée par le fournisseur d'eau. S'y ajoute que les dérogations, prenant la forme d'un arrêté ministériel, étaient publiées au Mémorial.

Les informations relatives aux dérogations sont donc accessibles au public en général et à la population concernée en particulier.

Question 0624 (14.10.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **tests de dépistage de cannabis:**

L'influence d'alcool et de drogues constitue, à différents degrés, un danger potentiel pour la conduite automobile. Lors d'un contrôle routier, la consommation d'alcool se laisse tester par un appareil de détection d'alcool. De même pour le cannabis, il existe différents tests de dépistage; le test de salive, de sueur et d'urine gagnent en popularité dans nos pays voisins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- La Ministre, comment la police teste-t-elle la consommation de cannabis lors de la conduite automobile? Possède-t-elle des tests de dépistage de cannabis?

- Dans l'affirmative, de quels tests s'agissent-ils? Sont-ils déjà en cours d'utilisation et sont-ils utile pour les utilisateurs de cannabis occasionnels?

- La Ministre estime-t-elle opportun de mettre en place des tests de dépistage de cannabis pour la conduite pour permettre aux utilisateurs de cannabis de se tester avant de conduire?

- Dans l'affirmative, quand la Ministre envisage-t-elle de mettre ces tests sur le marché?

Réponse commune (13.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations au sujet du dépistage du cannabis.

Depuis mai 2012, la Police grand-ducale procède au dépistage des drogues au volant, dont le cannabis, selon les modalités suivantes:

a) une batterie de tests standardisés pour constater des signes extérieurs d'influence de drogues,

b) un test de la salive «DrugWipe® 5 S», si la batterie de tests standardisés s'avère positive dans le chef de la personne concernée, et

c) une prise de sang et une prise d'urine pour déterminer cet état, si le test de la salive est concluant quant à la présence dans l'organisme de drogues.

Ensuite, il y a lieu de relever que l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques interdit la conduite sous l'influence de drogues, dont le cannabis, cet état n'étant pas compatible avec une conduite sûre. Il en découle que l'opportunité de mettre en place des tests de dépistage pour permettre aux consommateurs de cannabis de se tester avant de prendre le volant n'est pas donnée.

Pour le surplus, il y a lieu de souligner qu'en vertu de la réglementation régissant le permis de conduire, la consommation de drogues constitue une des conditions pouvant entraîner, dans le chef de la personne concernée, une mesure administrative de retrait respectivement de refus de délivrance ou de renouvellement du permis de conduire.

Question 0625 (14.10.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **sécurisation du rond-point Gluck:**

Comme communiqué en date du 1er octobre 2014 par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, il a été décidé de procéder à la démolition immédiate du mur central du rond-point Gluck à Gasperich. Les travaux afférents ont entre-temps été entamés. Une transformation en carrefour à feux tricolores est préconisée comme mesure de sécurisation dudit rond-point.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de me fournir les raisons précises ayant amené les autorités à prendre l'initiative précitée?

- Quelles sont les analyses et études supportant une telle décision?

- S'il s'avère que les ronds-points ne présentent pas la meilleure solution en termes de sécurité et de gérance des flux de la circulation, quelle est la stratégie nationale par rapport aux ronds-points?

Réponse (03.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Suite au nombre élevé d'accidents à déplorer au giratoire Gluck à Gasperich au courant des dernières années, je viens d'instruire mes services de procéder à une démolition immédiate du mur central du rond-point précité. Les travaux de démolition ont débuté à la mi-octobre 2014.

Suite au développement du Ban de Gasperich, le giratoire devra de toute manière être transformé en carrefour à feux tricolores vers 2016/2017. La démolition du mur est donc avancée afin de sécuriser ce point noir de notre réseau routier.

En général, des études au niveau international préconisent qu'un giratoire est uniquement justifié en cas d'une faible charge de trafic d'une part, ou si la sécurité routière y fait obstacle. En milieu urbain, il est généralement procédé à un réaménagement des giratoires à charge de trafic importante en carrefours à feux tricolores afin de pouvoir prioriser activement les flux souhaités aux heures de pointe (p. ex. transport public, piétons mais aussi transport individuel venant d'une direction précise) pour une évacuation plus efficace. Ceci n'est pas possible aux giratoires.

Question 0626 (14.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **revalorisation des friches industrielles de Wiltz:**

Il va sans dire que la revalorisation des friches industrielles de Wiltz est un projet crucial dans le développement économique et social ultérieur de la région septentrionale du pays. Le Gouvernement et la ville de Wiltz ont déclaré leur volonté d'assainir et de revitaliser ce site dans les meilleurs délais. Dans ce contexte, l'ancien Ministre du Logement et l'ancien Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures m'avaient signalé en date du 9 novembre 2012 dans leur réponse à ma question parlementaire n°2334 *(cf. compte rendu n°2/2011-2012)* que le planning concernant la reconversion des friches serait en voie d'élaboration. De plus, les autorités communales et le Fonds du Logement (ancien «Fonds pour le développement du logement et de l'habitat») auraient instauré un comité de pilotage afin de guider les hommes de l'art en charge du développement du site en question. En fin de compte, les ministres avaient précisé à cette date qu'aucun investisseur ne se serait manifesté pour s'établir sur les anciennes friches.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Madame la Ministre du Logement:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils dresser un état des lieux des travaux qui ont été effectués en 2013 et durant l'année en cours au site des friches de Wiltz?

- Quel projet pourra être réalisé en premier lieu sur cet ancien site industriel? Quel est le calendrier des travaux programmés pour les mois à venir? Quels sont les autres partenaires qui interviennent dans la reconversion des friches?

- Est-ce que des investisseurs ont manifesté entre-temps leur intérêt à venir s'établir sur les anciennes friches?

- Combien de logements le Gouvernement projette-t-il de réaliser sur ledit site?

Réponse commune (13.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Pour répondre à votre 1ère question concernant l'état des lieux du projet pour les années 2013 et 2014, nous vous informons que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après le Fonds) a engagé la procédure dite commodo-incommodo sur base d'un dossier élaboré par les bureaux d'études Schroeder & Associés et Luxcontrol.

Le 25 janvier 2013, le Fonds a procédé à la soumission des travaux ayant trait à la sécurisation, à la dépollution, au désamiantage et à la démolition des anciens bâtiments du site, travaux qui ont été attribués le 25 avril 2013 à l'association momentanée Baatz/Entrapaulus.

L'arrêté ministériel concernant la prolongation de l'arrêté du 6 avril 2010 et modifié le 7 juillet 2010, délivré par le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, autorisant la SA Tarket GDL à procéder à la démolition et à l'assainissement des bâtiments situés sur l'ancien site Ideal-Euroflor à Wiltz, rue Neuve, porte la date du 30 mai 2013. Cet arrêté fait suite à la demande du 29 novembre 2012, présentée par le Fonds aux fins de prolongation du délai de mise en exploitation.

Le démarrage des travaux sur chantier a eu lieu le 3 juin 2013.

L'arrêté ministériel délivré par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration concernant l'autorisation d'exploitation porte la date du 21 octobre 2013.

Une étude de faisabilité avait été sollicitée par l'Administration des Ponts et Chaussées pour étudier une nouvelle liaison entre le CR319 (route de Winseler) et la N26a (rue Michel Thilges) dans le cadre de la réorganisation du réseau routier à Wiltz résultant de la reconversion des friches industrielles, notamment leur revalorisation moyennant un projet urbanistique établi à proximité de la gare ferroviaire en vue de renforcer la ville en tant que centre de développement et d'attraction régional (CDA) pour l'Oesling.

En date du 23 janvier 2014 j'avais approuvé la variante 3 de l'étude de faisabilité en question, élaborée en étroite collaboration avec la ville de Wiltz. Lors de l'élaboration de l'avant-projet pour la nouvelle liaison entre le CR319 (route de Winseler) et la N26a (rue Michel Thilges) à Wiltz, il faudra aussi tenir compte, pour viabiliser le futur quartier d'urbanisation «Circuit Foil», des besoins en infrastructures de la mobilité douce et du transport en commun qui se présenteront en conséquence. Dans le contexte des projets d'infrastructures au sein de la ville de Wiltz, la mise en place d'un pôle intermodal régional bus-train à la gare de Wiltz devra également être intégrée.

Selon la programmation pluriannuelle de l'Administration des Ponts et Chaussées, des crédits pour l'exécution des travaux relatifs à la nouvelle liaison entre le CR319 (route de Winseler) et la N26a (rue Michel Thilges) à Wiltz, sont inscrits pour l'année 2017.

En ce qui concerne votre 2e question, la fin des travaux de cette première phase est prévue d'ici le mois de décembre 2014, alors qu'un timing pour la deuxième phase de démolition n'est pas encore disponible.

Le premier projet immobilier qui sera réalisé portera sur le terrain de football. La mission relative à l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier (PAP) portant sur ces lieux sera attribuée aux hommes de l'art d'ici deux semaines. Ce PAP sera déposé auprès de l'administration communale de Wiltz en juillet 2015.

En parallèle, le projet d'exécution sera dressé, de sorte que les travaux de réalisation pourront commencer en mars 2016.

Toujours en parallèle, un schéma d'aménagement global, sur base d'une consultation rémunérée entre différents bureaux d'études, sera dressé. En septembre 2015, il est prévu de charger un bureau d'urbanisme de l'élaboration du 2e PAP portant sur les terrains qui ont fait l'objet de l'assainissement.

Outre le Ministère du Logement et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Administration de l'Environnement, Administration de la Gestion de l'Eau, Administration des Ponts et Chaussées, département de l'Environnement, cellule mobilité douce), il y a également lieu de nommer comme autres partenaires intervenant dans la reconversion des friches la ville de Wiltz, le Ministère de l'Intérieur (direction de l'aménagement communal et du développement urbain), la Société nationale des chemins de fer et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat.

Finalement, pour mémoire, il est indiqué de rappeler que la concrétisation du projet se base sur le processus initié en 2010 par le département de l'Aménagement du territoire. Un groupe de travail interdisciplinaire a développé ensemble avec les autorités communales un plan directeur, un concept d'assainissement ainsi qu'un concept de renaturation de la Wiltz permettant une estimation financière réaliste. En date du 20 septembre 2011, le Conseil de Gouvernement a décidé que l'État couvre les frais d'assainissement jusqu'à concurrence de 14 millions afin de permettre au Fonds du Logement de développer le site.

Pour ce qui est de votre 3e question, aucun investisseur privé ne s'est à l'heure actuelle manifesté pour s'établir sur les anciennes friches.

Enfin, au sujet de votre dernière question, le nombre de logements prévus sur le site oscille autour de 720 unités.

Question 0628 (15.10.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**instruction ministérielle de juin 2014:**

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a présenté le 26 juin 2014 une instruction ministérielle à l'attention des lycées et lycées techniques.

Il y note que l'organisation scolaire respecte certains jours de fête de la religion chrétienne et que le principe de la non-discrimination impose une certaine prévenance envers les élèves qui se réclament d'une autre communauté religieuse. Monsieur le Ministre demande aux directeurs des lycées d'accepter, sous certaines conditions, l'absence d'un élève pour assister à un grand jour de fête religieuse. Monsieur le Ministre cite plus particulièrement dans son instruction la fête musulmane de l'Aïd et deux fêtes juives. Il laisse aux directeurs des lycées la possibilité d'élargir cette liste à d'autres jours de fête.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Étant donné que l'instruction ministérielle ne cite que deux religions, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il compte appliquer les nouvelles règles à d'autres religions?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des religions visées par l'instruction?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les critères qui ont été utilisés pour identifier ces religions?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les critères qui ont été retenus pour identifier les trois jours de fête cités dans l'instruction?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les critères qui sont appliqués pour identifier d'autres jours de fête?

- Monsieur le Ministre compte-t-il introduire, pour des raisons de non-discrimination, des règles identiques au niveau de l'enseignement fondamental et de l'enseignement supérieur?

- En cas de réponse affirmative à la question précédente, Monsieur le Ministre peut-il indiquer la date à partir de laquelle les nouvelles règles seront appliquées dans les autres ordres d'enseignement?

- En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre peut-il en indiquer les raisons?

Réponse (14.11.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Par l'instruction ministérielle du 26 juin 2014 approuvée au Conseil de Gouvernement du 20 juin 2014, les directions des lycées et lycées techniques ont reçu «des directives à respecter dans le contexte des situations où, sur le plan des convictions personnelles des enseignants ou des élèves, l'application des principes de la neutralité de l'école publique, de la tolérance et de la non-discrimination donne lieu à des équivoques».

Cette instruction dispose «que l'organisation de l'année scolaire respecte les jours de fête de la religion chrétienne, le principe de la non-discrimination impose une certaine prévenance envers les élèves qui se réclament d'une autre communauté religieuse».

Ceci implique que le motif d'assistance à un grand jour de fête religieux invoqué par l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur soit accepté comme motif valable pour excuser l'absence d'un élève. Les jours de fête suivants sont visés à savoir la fête musulmane de l'Aïd et les fêtes juives du Nouvel An et du Grand Pardon. Les directeurs ne sont pas autorisés à élargir cette liste. Si d'autres jours de fête sont invoqués, le lycée doit se concerter avec le service ES/EST de mon département.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

1. Il n'y a pas de nouvelles règles; il est depuis longtemps admis, au lycée comme à l'école fondamentale, que la participation à un événement important peut constituer un motif valable pour excuser une absence.

S'il y a des demandes concernant d'autres fêtes que celles invoquées, je déciderai après concertation avec les instances concernées et, le cas échéant, le Gouvernement, quelle suite il conviendra d'y donner.

2. En ce moment, seuls sont concernés les trois jours de fête cités.

3. Les religions juive et musulmane sont les seules pour lesquelles j'ai été saisi d'une telle demande.

4. Aucun doute n'a été porté à ma connaissance concernant le caractère important de ces trois jours de fête.

5. S'il y a une demande pour un autre jour de fête, je donnerai une suite favorable s'il ressort des informations qui me sont soumises que ce jour revêt une importance singulière tant sur le plan institutionnel invoqué que sur le plan personnel des élèves concernés et de leurs familles.

6. Je n'ai pas l'intention en ce moment de donner des précisions supplémentaires dans le contexte évoqué dans l'enseignement fondamental ou dans l'enseignement supérieur.

7. Mes services m'ont informé qu'il n'y a pas, en ce moment, le besoin à l'enseignement fondamental que je précise la réglementation existante par une instruction supplémentaire.

Aucune équivoque y relative ne m'est signalée concernant l'enseignement supérieur.

Question 0629 (16.10.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **procédure d'obtention du statut de salarié handicapé:**

D'après des informations à ma disposition, la procédure pour l'obtention du statut de salarié handicapé serait suspendue/interrompue, aussi longtemps qu'un recours que le requérant a intenté devant les juridictions du travail contre son employeur pour licenciement abusif n'a pas été vidé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, n'est-il pas d'avis que cette situation est injuste?

- Toujours dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre envisage pour redresser cette situation?

Réponse (19.11.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, j'ai l'honneur de vous informer que la procédure pour l'obtention du statut en tant que salarié handicapé n'est pas suspendue/interrompue pour autant que les dispositions reprises à l'article 1 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et celles de l'article 5 de son règlement d'application soient remplies et plus particulièrement l'existence d'une relation de travail auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois pour un requérant non résident.

Question 0630 (16.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la N10 entre Dasbourg et Marnach:**

Le texte du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État 2014 autorise le Gouvernement à imputer à charge des crédits du Fonds des routes, au cours de l'exercice 2014, une dépense d'investissement à la hauteur de trois millions d'euros afin de réaménager la N10 entre Dasbourg et Marnach.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux de réaménagement de ladite route?

- Est-il en mesure de me donner des indications quant au délai dans lequel ce projet pourrait être réalisé?

Réponse (19.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Pour la réalisation du projet sur le tracé audité, qui traverse la zone de protection Natura 2000 «Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont» et la zone oiseaux «Vallée supérieure de l'Our et affluents de Lieler à Dasbourg», une demande pour l'autorisation à solliciter auprès du département de l'Environnement a été présentée par mes services.

En date du 26 août 2014, Madame la Ministre de l'Environnement a demandé des informations détaillées supplémentaires, dont notamment une évaluation des incidences sur l'environnement comprenant un bilan des biotopes existants destinés à être détruits pour la réalisation du projet.

L'évaluation des incidences sur l'environnement étant en plein cours et en admettant que mes services puissent bientôt disposer de l'autorisation environnementale requise, les travaux devraient pouvoir débuter en 2015.

À noter encore qu'actuellement des essais sont réalisés pour examiner la possibilité, lors de l'exécution des travaux projetés, de recourir à un procédé de recyclage qui consiste en un traitement sur place les matériaux enlevés pour les réemployer ensuite.

Question 0631 (16.10.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **convention de non-double imposition entre le Luxembourg et la France:**

D'après nos informations, les négociations au sujet d'un Avenant à la Convention de non-double imposition entre le Luxembourg et la France auraient récemment été menées à terme.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Quelles sont les modifications concernées?

- Quand le Ministre envisage-t-il le dépôt du projet de loi d'approbation de cette convention amendée?

Réponse (10.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La signature d'un 4e Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des régies d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune a eu lieu à Paris le 5 septembre 2014.

Un nouveau paragraphe 4 a été ajouté à l'article 3 concernant l'imposition des gains provenant de l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière.

Ce nouveau paragraphe dispose donc que les gains tirés de l'aliénation de ces actions, parts ou droits sont imposables dans l'État de la source (de la situation de l'immeuble) tout comme les biens immobiliers correspondants et suit donc l'approche internationalement acceptée.

Le dépôt du projet de loi d'approbation de cet Avenant est prévu pour le début de l'année 2015.

Question 0632 (17.10.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **système de quotas pour les réfugiés:**

Dans le cadre du «Conseil Justice et Affaires intérieures» (JAI) qui s'est déroulé le 9 octobre 2014 à Luxembourg, les Ministres européens de l'Intérieur se sont réunis pour discuter entre autres d'une meilleure gestion des flux migratoires. Dans ce contexte, le Ministre allemand de l'Intérieur, soutenu par son homologue autrichienne, s'est prononcé en faveur d'un système de quotas européen pour l'accueil de réfugiés, système basé sur le nombre d'habitants de chaque État membre. L'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Pologne ont par ailleurs plaidé pour une répartition plus équitable des réfugiés dans l'Union européenne. Le Ministre luxembourgeois a, lui également, défendu l'idée d'une répartition équitable de la charge des demandeurs d'asile et a en outre préconisé des règles communes s'appliquant à tous les États membres pour faire face au grand défi lié à la pression migratoire en extrême augmentation suite aux graves conflits actuels au Proche-Orient.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant le système de quotas européen pour réfugiés?

2. Selon Monsieur le Ministre, quel serait le nombre de réfugiés que le Grand-Duché devrait accueillir si un système de quotas entrait en vigueur?

3. Selon Monsieur le Ministre, en quoi consisteraient les règles communes dans le cadre de la politique d'immigration et d'asile?

4. Monsieur le Ministre, qu'entend-il concrètement par une répartition équitable de la charge des demandeurs d'asile?

Réponse (10.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

1. Actuellement la réinstallation de réfugiés repose sur la volonté des États membres. Il en découle des disparités dans les efforts, en particulier pour les États membres du Nord qui réinstallent proportionnellement plus de réfugiés. En outre, l'UNHCR appelle à des efforts supplémentaires pour accueillir des personnes qui nécessitent une protection internationale et qui sont originaires des principaux foyers de crise comme la Syrie, l'Irak ou la Centrafrique. À partir de la mi-2015, les États membres mettront en œuvre les règles du système commun d'asile et le Gouvernement luxembourgeois se montrera constructif dans une discussion sur un système de quotas, qui est une conséquence logique d'un espace unique régi par des règles communes.

2. Cette question relève de l'hypothétique, puisque jusqu'à ce jour, seule la société civile et un État membre ont élaboré des propositions concrètes de système de quotas. La Commission européenne dispose du droit d'initiative en la matière. Tout dépendra de la nature des critères à proposer et le Gouvernement luxembourgeois s'engagera pour l'introduction de critères justes et neutres.

3. Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dans ses articles 77 à 80, trace le cadre des règles communes dans les domaines des contrôles aux frontières, de l'asile et de l'immigration. Le Gouvernement luxembourgeois estime que des efforts restent à faire en matière de mutualisation des contrôles aux frontières extérieures, la répartition équitable de la charge, le principe de la reconnaissance mutuelle, la mise en place d'accès légaux et la modernisation du système des retours Dublin.

4. La question de la répartition équitable de la charge ne vise pas seulement les demandeurs d'asile, mais tous les aspects de la politique européenne d'immigration et d'asile. La responsabilité et la solidarité sont les pierres angulaires d'une politique commune efficace. Dès lors, il n'est pas acceptable que les États membres situés aux frontières extérieures gèrent seuls la pression migratoire et que quelques États membres du Nord accueillent la plupart des réfugiés. Le système doit disposer des instruments nécessaires garantissant suffisamment d'équité entre États membres.

Question 0633 (17.10.2014) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **personnes âgées atteintes d'une maladie mentale:**

Ältere Menschen, welche sich einer Operation unterziehen müssen und deshalb eine Vollnarkose erhalten, laufen Gefahr ein Delir zu erleben. So heißt der psychische Ausnahmezustand nach einer Operation, welcher besonders bei über 60-Jährigen häufig zu Verwirrung führt und zudem Folgeschäden im Gehirn verursacht. Studien von Ärzten der Berliner Charité zufolge verdreifacht diese Störung im Gehirn die Gefahr, innerhalb von sechs Monaten nach Klinikentlassung zu sterben. Zudem können Vergesslichkeit und Wesensveränderungen viele Patienten abhängig von fremder Hilfe machen. In vielen Klinken werden diese Begleiterscheinungen der Narkose hingenommen.

In Luxemburg sind die Infrastrukturen, die älteren und psychisch erkrankten Personen zur Verfügung stehen, eher Mangelware. Häufig werden Betroffene in Altenheimen und Pflegeheimen untergebracht, in denen das Personal aber nicht unbedingt über die nötigen fachkundigen Kompetenzen im Umgang mit diesen Patienten verfügt.

Zudem mangelt es an regelmäßigem fachlichem Austausch zwischen Alten- und Pflegeheimen und dem Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique in Ettelbrück (CHNP). Aus diesem Grund hatte der Leiter des CHNP in Ettelbrück im vorigen Jahr beim damals zuständigen Gesundheitsminister einen Vorschlag eingereicht, um ein Heim für ältere Personen, welche chronisch psychisch krank sind, einzurichten.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Sind oben erwähnte narkosekorrelierte Erkrankungen in Luxemburg statistisch erfasst, und wenn ja, wie viele solcher Fälle sind in den letzten Jahren in Luxemburg festgestellt worden?

- Wie beabsichtigt die Ministerin mit diesem Vorschlag von spezifischen Infrastrukturen für chronisch psychisch erkrankte ältere Menschen umzugehen?

- Was gedenken die Minister zu unternehmen um der Gefahr von Delirien präventiv entgegenzuwirken?

- Wie verhält es sich mit Schulungen für das Personal um diesen besonderen Anforderungen begegnen zu können?

- Inwiefern haben diese erkrankte Personen Zugang zu einer ihren Bedürfnissen angemessenen psychiatrischen Behandlung?

- Wie verhält es sich mit der Kostenübernahme im Fall von Unterbringung in Altenheimen oder Pflegeheimen?

Réponse commune (17.11.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'enregistrement systématique de données relatives aux complications de l'anesthésie n'est pas encore réalisé au Luxembourg. Le projet de documentation hospitalière, mené en partenariat par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale, a cependant pour objectif de permettre l'enregistrement de ce type de données et leur exploitation statistique à des fins de santé publique. La mise en œuvre de ce projet, dont le déploiement commencera en 2015 et concernera progressivement tous les séjours hospitaliers, permettra donc de répondre à la question des honorables Députées.

La physiopathologie du délirium postopératoire est multifactorielle. Le risque d'une évolution défavorable, dont un séjour prolongé à l'hôpital, voire un décès, est augmenté chez les patients atteints d'un delirium. Des facteurs liés au patient et à la chirurgie jouent un rôle significatif pour prédire quels patients risquent de présenter secondairement un délirium. Les stratégies de prévention les plus efficaces incluent (citation d'un article scientifique):

a. une évaluation gériatrique proactive,

b. des soins dans les services de chirurgie gériatrique, ainsi que

c. l'administration à but prophylactique de faibles doses d'antipsychotiques.

Concernant l'anesthésie elle-même, l'expérience acquise avec certaines populations chirurgicales serait en faveur de l'utilisation des techniques d'anesthésie régionale et de sédation minimale.

Afin de diminuer autant que possible les risques en rapport avec l'anesthésie et la chirurgie, au Luxembourg, la consultation préopératoire, notamment auprès du médecin anesthésiste, est devenue la règle avant toute chirurgie programmée. Elle est l'occasion de rechercher des facteurs de risque pour un délirium postopératoire, de faire procéder à une évaluation gériatrique plus poussée en cas de besoin, et de proposer une anesthésie régionale lorsqu'elle est compatible avec l'acte chirurgical en cause.

Le plan hospitalier en vigueur a introduit l'obligation pour les hôpitaux (article 4) «d'assurer la prise en charge des personnes poly-pathologiques ou fragiles qui sont en situation de risque de perte d'autonomie par un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que par une équipe mobile de gériatrie». Les travaux pour mieux concrétiser les concepts de gériatrie aiguë sont programmés, le groupe de travail a été défini et il pourra s'élargir en fonction des besoins.

L'environnement non familier d'un hôpital représente pour une personne âgée, et surtout pour une personne souffrant de démence, une condition de stress lors de son admission. Le groupe de travail dont question plus haut traitera aussi des conditions optimales d'admission en hôpital aigu et/ou de rééducation, ainsi que sur les modalités de la sortie, avec l'échange nécessaire d'informations avec le secteur ambulatoire et les établissements de long séjour. Ce concept de prise en charge, qui tient compte de l'état physique et psychique et de l'environnement social du patient âgé, est destiné à contribuer à diminuer la survenue de complications, tel qu'un état délirant après anesthésie générale.

Lors de la conférence nationale de santé traitant de la prise en charge des personnes âgées, le fonctionnement d'un service parisien de chirurgie gériatrique avait par ailleurs été présenté.

Rappelons encore que la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient a comme une des conséquences les plus fondamentales le droit à l'information pour le patient et l'obligation pour le prestataire de fournir cette information selon certaines modalités. L'article 8 de cette loi décrit en détail le contenu et les modalités de cette information qui doit porter notamment sur les éléments essentiels caractérisant les soins de santé proposés, notamment les risques ou événements fréquents et graves généralement connus, appréciés en tenant compte des caractéristiques spécifiques du patient, ainsi que sur les alternatives ou options thérapeutiques éventuellement envisageables, de même que sur les conséquences prévisibles en cas de refus.

En matière de formation professionnelle continue, le Ministère de la Santé a été saisi dans les années 2012, 2013 et au cours des six premiers mois de 2014 de:

- 37 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et du bien-être au travail qui ont été transmises par différents organismes de formations.

- 57 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et le bien-être au travail qui ont été transmises par les différents établissements hospitaliers du pays et par le CFPC Dr Robert Widong, qui est chargé par les hôpitaux d'organiser les formations pour leur personnel.

La question parlementaire soulève aussi la question de lits pour des personnes âgées souffrant d'affections psychiques chroniques. Le plan hospitalier en projet prévoit la création d'une nouvelle catégorie de lits, à savoir des lits d'hospitalisation de longue durée. Selon le plan hospitalier en projet, de tels lits sont prévus auprès du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique.

Question 0634 (17.10.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **refus du Centre Hospitalier de Luxembourg d'effectuer une opération:**

Laut der heutigen Ausgabe des „Luxemburger Wort" hat, entgegen anderslautenden Presseberichten der letzten Tage, keine Operation eines todkranken französischen Mädchens im Centre Hopitalier de Luxembourg (CHL) stattgefunden. Angeblich wollte ein australischer Chirurg einen Operationssaal im CHL mieten, um ein neunjähriges Mädchen, das an einem schweren Hirntumor leidet, zu operieren.

Laut dem Bericht, wurde die zweifelhafte Operation im CHL „auf höchster Ebene verhindert". Ministerin Lydia Mutsch habe zudem betont, dass ein solcher Eingriff wohl kaum in einem anderen Krankenhaus in Luxemburg stattgefunden habe.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Nach welchen Kriterien kann ein Krankenhaus eine Operation verweigern?

- Waren die Minister in die Entscheidung mit eingebunden?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les critères orientant la détermination des prestations des soins à effectuer dans un établissement hospitalier sont multifactoriels et se basent notamment sur les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Ainsi, l'article 1er de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient dispose que les personnes physiques ou morales qui ont conclu un contrat de collaboration avec un prestataire de soins de santé ayant pour objet de faire bénéficier des patients de soins de santé, en l'occurrence notamment les établissements hospitaliers, prennent les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions de cette loi. En ce qui concerne l'accès à des soins de santé de qualité, cette loi dispose que les soins de santé sont prodigués de façon efficace et sont conformes aux données acquises de la science et aux normes légalement prescrites en matière de qualité et de sécurité. Les soins de santé doivent être organisés de façon à garantir la continuité des soins en toutes circonstances. L'établissement hospitalier en tant que prestataire de soins au sens de cette loi doit, selon l'article 6, refuser toute prise en charge lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis.

Les prestations de soins de santé sont prodiguées dans le respect des autorisations d'exploitation accordées par le ministre aux différents services de l'établissement, conformément au plan hospitalier selon les dispositions de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, et doivent entrer dans le cadre des projets de service soumis au ministre au moment des demandes en autorisation de ces services.

Enfin, l'établissement hospitalier veille dans son organisation interne au respect des autres dispositions légales afférentes telles que la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire.

L'établissement hospitalier n'est pas tenu de notifier de façon systématique le respect des dispositions légales aux ministres.

Question 0635 (17.10.2014) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **congélation d'ovocytes:**

Récemment, il a été révélé que deux sociétés américaines proposeront désormais d'aider financièrement leurs employées désireuses de congeler leurs ovocytes.

Cette pratique permet aux femmes de lutter contre une période de fécondité de plus en plus courte, prenant d'abord le temps de faire leurs études, débuter une activité professionnelle et rencontrer un partenaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Est-ce que la pratique de la congélation d'ovocytes pour convenance personnelle, en dehors de toute indication thérapeutique existe au Luxembourg?

- Quel est le nombre de femmes ayant fait congeler leurs ovocytes à Luxembourg? De ce nombre, à combien correspond le nombre de congélations pour convenance personnelle?

- Quelles sont les indications thérapeutiques les plus courantes pour la congélation pratiquée au Luxembourg?

- À combien s'élève le coût de la congélation d'ovocytes et de leur conservation? Est-ce que ce coût est pris en charge par la CNS? Dans quelle mesure et jusqu'à quel âge?

Réponse commune (13.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au Luxembourg, la congélation pour conservation d'ovocytes n'est pas pratiquée; seule la conservation de gamètes mâles est autorisée.

La conservation d'embryons congelés après fécondation est autorisée et pratiquée dans un seul centre; à savoir le service national de procréation médicalement assistée (PMA) implanté au Centre Hospitalier de Luxembourg. Suivant les renseignements fournis par ce service, la congélation d'ovocytes n'a jusqu'à présent jamais été pratiquée au Luxembourg, que ce soit dans le cadre d'une indication thérapeutique ou de convenance personnelle.

L'assurance maladie prend en charge la fertilisation in vitro (FIV) conformément à l'article 143bis des statuts de la Caisse Nationale de Santé sous différentes conditions. Ainsi, la FIV n'est pas prise en charge après ligature des trompes ou après vasectomie et le traitement par FIV est limité à un maximum de quatre essais. La prise en charge du prélèvement et de la culture d'embryons s'interrompt au jour du 43e anniversaire de la femme.

La prise en charge de la FIV est subordonnée à une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Dans la nomenclature des actes et services des médecins trois actes relatifs à l'exploration et au traitement de la stérilité sont prévus: l'hétéro-insémination artificielle, la ponction folliculaire sous contrôle échographique et le transfert d'embryon (chapitre 6 section 3 de la nomenclature précitée).

Comme la congélation d'ovocyte seule n'est pas envisagée ni dans les statuts ni dans la nomenclature, l'assurance maladie ne peut pas prendre en charge cet acte.

Question 0636 (20.10.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **plans sectoriels:**

Laut sektoriellem Plang, sinn op der N7 vum Fridhaff op d'Wämperhaart zwee Contournementer ageplangt, an zwar zu Housen an zu Hengescht. An dësem sektorielle Plang goufen awer nach zwou Uertschaften net berücksichtegt, an zwar d'Houschter-Déckt a Wäisswampech.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister fir Infrastrukturen:

1. Ginn d'Contournementer vun Hengescht an Housen véierspuereg ausgeluecht, jo oder neen? A wat ass d'Begrënnung vun dëser Décisioun?

2. Wat Contournementer vu Wäisswampech an der Houschter-Déckt ubelaangt, si fir dës Uertschafte Contournementer an der Planung? Wa jo, wéi gesäit hei d'Planung aus?

Réponse (20.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. Fir d'Sécherheet op der N7 tëscht dem Fridhaff an der Wämperhaart ze verbesseren, huet d'Regierung folgend Moossname virgesinn:

- systematesch Verbreederung vum aktuelle Profil op regelkonform 2+1 Spuer;

- Aféierung vu Kräizungen op zwou ënnerschiddlechen Niveauen;

- Zréckféieren op eng Mindestzuel vun den Zoufahrten op d'N7;

- Uleeë vun engem kohärenten ënnergeuerdnetem Stroossennetz fir de lokalen a luese Verkéier;

- Baue vun Ëmgehungsstroosse fir d'Uertschaften Housen an Hengescht, souwéi am „Plan directeur sectoriel transports" PST virginn an och duerch den MoDu „Stratégie globale pour une mobilité durable" an Aussiicht gestallt.

Well d'Konzept fir d'N7 ee Stroosseprofil vun 2+1 Spuer virgesäit, ginn och d'Ëmgehunge vun Housen a Hengescht esou geplangt, wat dem Verkéiersopkomme bis op Weideres gerecht gëtt.

Ad 2. Mir verfügen iwwer keng Etüden, fir d'Contournementer vu Wäisswampech an der Houschter-Déckt ze plangen. D'politesch Prioritéit läit bei den zwee zitéierte Contournementen Housen an Hengescht.

Question 0638 (20.10.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **départ à la retraite dans l'enseignement:**

Dans le cadre de sa déclaration sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»), Monsieur le Premier Ministre avait annoncé la suppression du trimestre de faveur pour les fonctionnaires publics.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre serait-il, le cas échéant, disposé à permettre aux enseignants d'arrêter leur activité professionnelle à la fin d'une année scolaire, même si les concernés ne seraient pas encore habilités à prendre leur retraite?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'encourager les enseignants à prendre leur retraite de manière générale à la fin d'une année scolaire, même si les personnes concernées atteignent l'âge légal pour leur retraite au cours de cette année scolaire, avec comme objectif de faciliter l'organisation des cours pour les établissements scolaires?

Réponse (19.11.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'enseignant qui veut prendre sa retraite doit avoir rempli les conditions prévues par l'article 3 de la loi réglant les pensions des fonctionnaires, notamment avoir 30 ans de service s'il a 60 ans d'âge respectivement 40 ans de service s'il a 57 ans d'âge.

La législation ne prévoit pas de dérogation à ces conditions, et par conséquent, il n'y a pas lieu de prévoir une exception pour les enseignants concernant les départs à la retraite.

Selon le rapport de planification des besoins en personnel enseignant et éducatif dans l'enseignement fondamental, «un certain nombre d'instituteurs reste encore en activité de service après l'âge de 60 ou 61 ans, le taux de départs à la retraite se situe environ à 70% des agents qui ont atteint ou dépassé l'âge de 60 ans au 1er septembre».

Selon le rapport de planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire, «le nombre de départs à la retraite s'est stabilisé autour de 95 enseignants-fonctionnaires par an». Pendant l'année scolaire 2013-2014, 93 fonctionnaires ont pris leur retraite, six fonctionnaires avaient atteint l'âge de 68 ans et six fonctionnaires ont pris leur retraite pour cause d'invalidité. La moyenne d'âge des départs en retraite est de plus de 62 ans. 75% des enseignants prennent leur retraite à la fin de l'année scolaire et 20% à la fin d'un trimestre.

Il convient donc de constater que la très grande majorité des enseignants prennent leur retraite à la fin de l'année scolaire respectivement à la fin d'un trimestre. Pour ce dernier cas de figure, il serait en effet souhaitable, dans l'intérêt des différentes organisations scolaires, que ces enseignants prennent également leur retraite à la fin d'une année scolaire.

Question 0644 (22.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **accidents sur la route nationale N7:**

Au cours de ces derniers mois, les accidents sur la route nationale N7 sont devenus de plus en plus fréquents.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me présenter des statistiques détaillées sur le nombre et le genre des accidents qui se sont produits depuis 2005?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les lieux les plus dangereux du tronçon Fridhaff-Wemperhardt?

- En attendant l'installation de radars fixes et mobiles, quelles actions la police de la route se propose-t-elle d'entreprendre - notamment durant la saison hivernale - pour dissuader davantage les automobilistes qui risquent de commettre des délits de grande vitesse sur nos routes nationales?

Réponse (24.11.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le système de géolocalisation de la police permet de retracer la localisation des accidents routiers, permettant de détecter les points noirs et de cibler les contrôles routiers.

Le système, après une période de tests, est en place depuis le 1er janvier 2012. Les statistiques portant sur les accidents avec dommages corporels respectivement mortels sont joints en annexe. Considéré sur la période du 1er janvier 2014 au 4 novembre 2014, un total de 43 accidents a eu lieu. Ceux-ci se répartissent en:

- 25 accidents avec blessés légers,

- 13 accidents avec blessés graves,

- 5 accidents avec blessés mortels.

Les tronçons particulièrement accidentogènes, entre Fridhaff et Wemperhardt, se trouvent à hauteur de Marnach et de Hosingen. Les raisons d'accident sont dues au non-respect des limitations de vitesse ainsi qu'aux dépassements dangereux.

Depuis janvier 2014, la Direction régionale de Diekirch a mis en place un plan d'action de surveillance et de contrôle. Entre le 1er janvier 2014 et le 4 novembre 2014, la police a effectué 811 contrôles routiers sur la N7.

Au-delà, le commissariat de proximité de Hosingen a défini les contrôles routiers sur la N7 comme objectif local de sécurité.

La police maintient son dispositif de contrôle durant la période hivernale.

Question 0645 (22.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **formation d'enseignants du fondamental dans le cadre de la semaine européenne de l'argent:**

Durant la semaine du 9 mars 2015 aura lieu la «Semaine européenne de l'argent» («D'Woch vun de Suen»). En amont de cet événement, le 13 novembre de 17 à 19 heures dans les locaux de la Banque Internationale à Luxembourg, l'ABBL (Association des Banques et Banquiers, Luxembourg) propose aux enseignants du cycle 4.1 de l'enseignement fondamental une conférence d'information à propos de l'«éducation financière». Cette formation offre par ailleurs une certification professionnelle aux participants.

Selon l'ABBL, l'objectif de cette formation est de permettre aux enfants d'acquérir les compétences d'une gestion responsable de l'argent, notamment en les informant à propos des prêts étudiants, de l'ouverture de comptes en banque, des prêts hypothécaires, et même du financement de la pension. L'apprentissage d'une gestion responsable de l'argent, dans le cadre individuel ou collectif, est certainement une initiative louable qui incombe à l'éducation nationale.

Toutefois, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. N'estimez-vous pas qu'il soit peu judicieux de laisser le monopole de l'apprentissage de la gestion de l'argent à l'ABBL dont une grande partie des membres n'est pas étrangère à l'éclatement de la crise financière que nous traversons? Ne pensez-vous pas qu'une telle démarche n'offre qu'un point de vue limité de la question complexe de la gestion de l'argent?

2. L'ABBL est-elle bien placée pour orienter les citoyens dans le domaine de la pension publique, vu ses intérêts directs en relation avec la privatisation de ce type d'assurance?

3. Dans le cadre d'un tel apprentissage, n'estimez-vous pas que d'autres ONG ou associations œuvrant notamment dans le domaine de la dette (privée ou collective) ou dans les investissements responsables socialement et écologiquement, seraient mieux placées pour dispenser de telles formations, ou devraient au moins y être associées?

Réponse (17.11.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question posée par l'honorable Député Justin Turpel au sujet de la formation d'enseignants de l'enseignement fondamental dans le cadre de la semaine européenne de l'argent, donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1. L'organisation de l'apprentissage de la gestion des ressources, qu'elles soient naturelles ou matérielles, appartient généralement au domaine de l'école, notamment dans le cadre du développement des compétences transversales. Par conséquent, je n'estime pas que l'ABBL dispose d'un monopole dans ce domaine spécifique.

Ad 2. Les activités proposées par l'ABBL constituent une offre à des enseignants qui s'intéressent à la thématique ou qui désirent disposer d'informations supplémentaires en relation avec un sujet d'actualité. Les titulaires visés sont assez judicieux pour juger eux-mêmes de profiter ou non de cette offre et de l'assortir, le cas échéant, d'informations provenant d'autres sources, notamment d'ONG qui œuvrent dans le vaste domaine du développement durable.

Ad 3. Il ne m'appartient pas de me prononcer sur l'opportunité des activités d'une association qui fonctionne en dehors du champ de compétence de mon département.

Question 0654 (27.10.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie:**

Le Gouvernement allemand a récemment approuvé un projet de loi qui durcit les peines encourues par toute personne reconnue coupable d'être en possession d'images pornographiques mettant en scène des enfants. La nouvelle loi prévoit l'allongement des délais de prescription pour les poursuites judiciaires dans les affaires de pédopornographie, ainsi que l'augmentation de la durée de l'incarcération en cas de possession d'images pédopornographiques. En outre, l'attention est attirée sur la nécessité d'étendre la définition de la pédopornographie pour inclure les photos d'enfants nus prises sans le consentement de l'enfant ou des parents, même si les images en question n'entraient pas précédemment dans la catégorie des images considérées comme pédopornographiques, si elles ont circulé dans les milieux pédophiles. Ceux qui prennent et diffusent de telles images «non autorisées» d'enfants nus pourraient aussi être condamnés à l'avenir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Au Luxembourg, la police en collaboration avec d'autres acteurs combat la prolifération des images d'abus sexuel sur Internet. Cependant il semble que la définition de représentation pornographique du Code pénal fait que des sites montrant des enfants habillés, mais dans des contextes et des poses sexualisés, sont hébergés impunément au Luxembourg. Il s'agit des images centrées sur les parties génitales et la sexualité, souvent avec des vêtements impropres et renforçant la sexualisation, donc des images non adaptées à l'âge et au développement de l'enfant. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la législation luxembourgeoise vise le «child modelling» ou «child posing»?

2. Puisque ces enfants sont victimes d'abus, Monsieur le Ministre ne réfléchit-il pas à une solution pour ce phénomène, d'autant plus qu'on risque de trouver de plus en plus de matériel sur Internet où des adolescents ou jeunes enfants produisent eux-mêmes les photos ou vidéos à caractère sexuel qui peuvent être utilisées par des tiers à des fins d'exploitation sexuelle?

3. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de suivre la démarche du Gouvernement allemand ainsi que les recommandations du projet BEE SECURE Stopline et de l'ORK («Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand») faites au Ministère de la Justice et considérant les représentations décrites d'enfants habillés comme abus sur mineur?

Réponse (12.11.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Quant à la première question, il y a lieu de se référer à l'article 384 alinéa 1er du Code pénal qui dispose que «sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 à 50.000 euros, quiconque aura sciemment acquis, détenu ou consulté des écrits, imprimés, photographies, films ou autres objets à caractère pornographique impliquant ou présentant des mineurs».

La législation en elle-même ne définit pas ce qu'il faut entendre par «pornographique» et les juridictions répressives ont eu à statuer sur cette notion.

À ce titre, les juridictions répressives font régulièrement référence à l'article 2 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants qui dispose que: «c) on entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles».

Ce Protocole a été signé par le Luxembourg le 8 septembre 2000.

Une autre formulation usuellement retenue par la jurisprudence renvoie à la notion de «représentations choquant la pudeur de par leur présentation et leur étalement notamment d'une relation sexuelle sinon de parties intimes d'une personne».

L'éventuel caractère pornographique des images du type «child modelling» ou «child posing» doit par conséquent être constaté par les juridictions répressives mais de tels faits sont bien susceptibles de tomber sous cette qualification pénale.

Si les autorités luxembourgeoises sont informées de l'existence d'un site, mettant en ligne des images qui rentrent dans le champ d'application de ces définitions, ce site hébergé auprès d'un prestataire de services de l'information au Luxembourg est fermé soit sur base volontaire, soit sur ordre des autorités judiciaires.

Ad 2. La réponse à la deuxième question relève moins du domaine juridique mais requiert davantage une approche pédagogique. Il est important de faire un travail de prévention pour rendre les jeunes attentifs aux risques engendrés par une diffusion de leurs photos ou vidéos sur Internet. Ce travail très important est réalisé notamment par l'initiative BEE SECURE.

Ad 3. Concernant un éventuel renforcement de notre législation, il faut souligner que notre dispositif législatif a été renforcé récemment par la loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants.

Cette loi a notamment incriminé le simple fait de consulter des images pédopornographiques et a introduit l'infraction du «grooming».

Actuellement, une nouvelle adaptation législative n'est pas envisagée, alors que les faits visés sont susceptibles de tomber sous l'infraction prévue à l'article 383 CP. Néanmoins, si la législation actuelle s'avérait insuffisante en pratique, une nouvelle réforme pourrait être envisagée.

Question 0658 (28.10.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **Cargolux:**

Partant du constat que les avions reliant l'Europe à l'Asie sont pleins, contrairement aux chargements de l'Asie vers l'Europe, la direction de Cargolux réfléchirait à la possibilité de passer des partenariats avec des aéroports allemands. Les aéroports potentiels sont Cologne, Nuremberg ou Hanovre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la société Cargolux envisage-t-elle d'opérer des vols à partir d'aéroports allemands?

- Quel est l'impact d'une telle décision sur la société Cargolux et sur le Cargo Center à Luxembourg?

- La «dual hub strategy» entre Cargolux et HNCA a-t-elle récemment connu des adaptions?

- Dans l'affirmative, de quelles adaptions s'agit-il?

Réponse commune (03.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'honorable Député Serge Wilmes souhaite avoir des précisions sur la société Cargolux.

Le Gouvernement rappelle que l'accord avec HNCA, qui porte sur la mise en œuvre d'une «dual hub strategy», donc le développement d'une part d'un hub logistique européen à l'Aéroport de Luxembourg, et d'autre part d'un hub logistique chinois à l'Aéroport de Zhengzhou n'a pas changé et sera transposé comme prévu.

Dans la logique de cette stratégie, il est évident qu'aucun vol Cargolux opérant à partir du Findel ne sera substitué par un vol au départ d'Allemagne ou d'un autre pays européen.

L'accord précité prévoit également la mise en œuvre d'une étude de faisabilité sur la création d'une «joint venture airline», étude qui se trouve actuellement en phase d'achèvement. Il importe de noter que ce n'est qu'après avoir trouvé un accord qui donne satisfaction à chacune des parties au niveau des modalités de financement, voire de gestion commerciale et administrative, que la création d'une «joint venture airline» deviendra envisageable.

Dans le contexte de la mise en œuvre de la «dual hub strategy», les responsables de luxAirport, ensemble avec leurs homologues chinois, sont en train de finaliser un accord de coopération entre les aéroports de Luxembourg et Zhengzhou. Cet accord sera signé endéans quelques semaines par une délégation chinoise qui se rendra à Luxembourg pour l'occasion.

N°03
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Coopération au développement	p. 61	Sommaire des séances publiques nos 5 à 7	p. 113	5e séance	Mercredi 5 novembre 2014
Projet de plan hospitalier	p. 81	Sommaire des questions parlementaires	p. Q49	6e séance	Mercredi 19 novembre 2014
Grands projets d'infrastructure	p. 95			7e séance	Jeudi 20 novembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Référendum 2015: les jeunes donnent leur avis

Début décembre, députés et représentants des jeunes se sont échangés sur les enjeux que comportent les quatre questions auxquelles les citoyens luxembourgeois devront répondre à l'occasion du référendum organisé le 7 juin 2015, à savoir:

- Approuvez-vous l'idée que les Luxembourgeois âgés entre seize et dix-huit ans aient le droit de s'inscrire de manière facultative sur les listes électorales en vue de participer comme électeurs aux élections pour la Chambre des Députés, aux élections européennes et communales ainsi qu'aux référendums?

- Approuvez-vous l'idée que les résidents non luxembourgeois aient le droit de s'inscrire de manière facultative sur les listes électorales en vue de participer comme électeurs aux élections pour la Chambre des Députés, à la double condition particulière d'avoir résidé pendant au moins dix ans au Luxembourg et d'avoir préalablement participé aux élections communales ou européennes au Luxembourg?

- Approuvez-vous l'idée de limiter à dix ans la durée maximale pendant laquelle, de façon continue, une personne peut faire partie du gouvernement?

- Approuvez-vous l'idée que l'État n'ait plus l'obligation de prendre en charge les traitements et pensions des ministres des cultes reconnus?

De façon plus générale, les discussions entre députés et représentants des jeunes ont également porté sur la question de la culture participative au Luxembourg («Partizipatiounskultur zu Lëtzebuerg»).



L'opinion des jeunes au sujet du futur référendum au centre d'un échange de vues avec des parlementaires.

«Votre opinion compte pour nous.», a souligné dans ce contexte le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Il a expliqué que la participation des jeunes citoyens est très importante pour la Chambre qui souhaite impliquer les citoyens à travers les différents canaux d'information, mais également via des outils de participation directe à l'image des pétitions publiques. «Par le biais d'une pétition publique, tout citoyen peut se faire entendre et pousser les mandataires publics à se pencher sur des sujets qui lui tiennent à cœur.», a notamment déclaré M. Di Bartolomeo.

L'échange entre députés et représentants des jeunes a été le fruit de consultations organisées depuis l'été dernier par la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL) auprès de ses membres dont les organisations de jeunes des différents partis politiques.

Rapport 2014 de l'ORK: à l'écoute des enfants

L'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) réclame une réforme du divorce. C'est ce qui ressort du rapport 2014, remis le 20 novembre entre les mains de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant.

En cette année du 25e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, l'ORK s'est penché plus particulièrement sur l'article 12 du texte qui énonce le droit de participation des enfants et des jeunes et notamment le droit de l'enfant d'être entendu.

«Le droit de participation des enfants et adolescents est également un sujet très important pour la Chambre des Députés.», a insisté son Président. Preuve à l'appui: le parlement s'attache à accueillir régulièrement des classes de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et coorganise régulièrement des événements avec le Parlement des Jeunes ou la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg.

Dans son rapport 2014, l'ORK formule également un certain nombre de recommandations à l'attention des pouvoirs exécutif et législatif tout en suggérant une réforme urgente des lois sur la protection de la jeunesse et du divorce.



Le Président de l'ORK, M. René Schlechter, accompagné des membres du comité, remet le rapport 2014 au Président de la Chambre des Députés.

Du soutien pour la lutte contre la torture



Remise d'une pétition d'Amnesty International au Président de la Chambre

Alors que la Convention des Nations Unies contre la torture a été signée il y a 30 ans, quelque 140 pays à travers le monde continuent encore à pratiquer la torture aujourd'hui. Tenant à rappeler ce triste état de fait, une délégation d'Amnesty International au Luxembourg a remis symboliquement le 1er décembre, dans le cadre d'une campagne contre la torture menée par l'ONG, une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, contre cette pratique méprisable.

M. Di Bartolomeo s'est engagé à se faire l'écho des données récoltées par Amnesty International lors de ses entrevues à l'échelle internationale avec des représentants des pays concernés.

«Je crois à la diplomatie parlementaire et je ne rate jamais une occasion pour confronter mes interlocuteurs avec d'éventuels cas de violation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.», a assuré le Président de la Chambre.

Future plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange

En date du 10 décembre fut donné le premier coup de pelle pour les nouveaux terminaux intermodaux rail-route à Bettembourg/Dudelange qui permettront l'extension des possibilités de chargement et de déchargement de semi-remorques sur les trains, le chargement et le déchargement de conteneurs, ainsi que l'entreposage de semi-remorques et de conteneurs.

Avec un investissement total de 200 millions d'euros, le projet s'inscrit dans le développement du secteur de la logistique intracommunautaire comptant actuellement 750 entreprises actives au Luxembourg et employant 13.000 personnes. L'ambition n'est pas seulement de faire du Luxembourg un véritable «hub» logistique à haute valeur ajoutée, avec une plate-forme de transit en matière de fret ferroviaire au milieu d'un marché européen, mais également de tripler les économies au niveau de CO_2 par rapport au transport routier.

En présence du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. François Bausch, du Ministre de l'Économie, M. Etienne Schneider, de la direction des CFL et de la direction de l'Administration de la Nature et des Forêts, plusieurs membres de la Commission du Développement durable ont assisté au premier coup de pelle qui fut accompagné par la plantation d'arbres en tant qu'action symbolique de démarrage des mesures de compensation.

En plus d'une végétation herbacée à haute valeur écologique de près de 1,2 ha de berges, trois mares seront créées à proximité de la «Diddelenger Baach» qui sera renaturée. De nouveaux arbustes et arbres indigènes vont être plantés le long du cours d'eau et vont de pair avec la plantation d'un nouveau bois de plus de 2 ha. La superficie totale du terrain est de 32 ha et la fin des travaux est prévue pour 2016.



(de gauche à droite) Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Max Hahn, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Roger Negri

Un débat sur le choix des cours de religion



Échange de vues entre pétitionnaires, membres de commissions parlementaires et le ministre compétent au sujet des cours de religion.

«Une discussion ouverte et positive»: ce fut le message véhiculé par M. Marco Schank, président de la Commission des Pétitions, suite à l'échange de vues venant d'avoir lieu à la Chambre des Députés avec les pétitionnaires des initiatives «Fir de Choix» et «Géint d'Ofschafung vum Reliounsunterrecht zu Lëtzebuerg».

Les deux pétitions, déposées le 30 septembre dernier, avaient su rassembler plus de 26.000 signatures.

En présence de M. Claude Meisch, ministre responsable de l'Éducation nationale, les pétitionnaires se sont échangés avec les membres des Commissions des Pétitions et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse aussi bien sur le fond du sujet que sur la forme du débat.

Ce fut l'occasion offerte aux pétitionnaires de développer leurs arguments en faveur d'un maintien du choix entre un cours de religion, voire des religions, et un cours de morale laïque à l'école, alors que le Gouvernement entend instaurer un cours d'éthique unique, commun à tous les élèves.

Face aux critiques formulées par les pétitionnaires et l'opposition réclamant un débat public en la matière, la majorité a mis en avant le fait que les deux pétitions en question ne remplissaient pas les critères nécessaires (dont l'un d'eux exige notamment la collecte de 4.500 signatures électroniques) pour déclencher un débat public.

Jusqu'à nouvel ordre, les deux pétitions restent ouvertes à des fins de consultation, la procédure n'étant pas close.

Contrer la mortalité des abeilles

Les causes multiples de la mortalité des abeilles, l'utilisation effrénée des pesticides, la protection de la biodiversité et l'orientation vers une agriculture plus durable: ce furent quelques-uns des principaux sujets abordés lors d'une entrevue à la Chambre entre députés de trois commissions parlementaires, pétitionnaires et membres concernés du Gouvernement.

L'échange de vues faisait suite à la pétition «Save the bees», remise entre les mains du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 21 octobre.

À cette occasion, les organisations natur&ëmwelt et Greenpeace avaient pu réunir plus de 5.000 signatures destinées à tirer la sonnette d'alarme et en appeler aux pouvoirs publics à réagir sans délai afin de contrer le taux de mortalité des colonies d'abeilles domestiques et par là-même d'enrayer une production de miel déclinante.



Débat sur la mortalité des abeilles

Visite du Ministre turc des Affaires européennes



Les délégations luxembourgeoise et turque

«Le parlement luxembourgeois appuie les efforts d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et aux valeurs propres à l'édifice européen»: tel fut le message principal adressé par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à M. Volkan Bozkir, Ministre turc des Affaires européennes à l'occasion de son déplacement au Luxembourg.

Comme il incombe de plus à M. Bozkir d'être le négociateur principal de la République de Turquie en vue d'une adhésion potentielle de son pays à l'Union européenne (UE), les négociations actuelles et à venir entre la Turquie et l'UE ont largement dominé les pourparlers avec M. Di Bartolomeo et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Alors que le Président de la Chambre a souligné l'importance de la liberté d'expression et de l'indépendance de la justice en Turquie, M. Volkan Bozkir a mis en exergue les efforts fournis par Ankara afin de se conformer aux exigences européennes.

À titre d'exemples, ce dernier a notamment mis en avant:

- la volonté du Gouvernement turc de mettre en place une nouvelle Constitution, plus libérale;
- un paquet de mesures pour encourager la liberté d'expression;
- la réforme du système judiciaire;
- la négociation actuelle d'un processus de paix avec des représentants kurdes.

M. Bozkir a également exposé à ses interlocuteurs les grandes lignes d'un plan d'action pour préparer l'adhésion à l'UE, programme cofinancé par l'Union européenne qui prévoit entre autres un soutien pour les associations issues de la société civile.

Les négociations ont été ouvertes en 2005, mais restent bloquées en partie par la question chypriote.

Les stratégies à adopter pour combattre le mouvement de l'État islamique en Syrie et en Iraq, la situation de la ville syrienne de Kobané, située près de la frontière turque, ainsi que le sort des quelque 2 millions de réfugiés syriens en Turquie furent également abordés au cours des discussions.

Accords CETA et TTIP

Impliquer les Parlements nationaux pour qu'ils aient leur mot à dire



Échange de vues du Président de la Chambre avec les représentants de la plate-forme contre le TTIP

Les représentants de la plate-forme contre le TTIP/PTCI (TTIP: Transatlantic Trade and Investment Partnership / PTCI: Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement), regroupant en tout 17 associations et syndicats, viennent d'être reçus par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

«Il faut veiller à ce que l'accord CETA soit un accord mixte. À partir de là, il n'y a pas de raison pour que l'accord TTIP ne soit pas reconnu comme tel!», a constaté le Président de la Chambre des Députés lors de cette entrevue.

L'accord CETA/AECG (CETA: Comprehensive Economic and Trade Agreement / AECG: Accord Économique et Commercial Global) entre l'Union européenne et le Canada peut en effet être considéré comme précurseur de l'accord TTIP/PTCI.

La réponse de la Commission européenne en date du 16 octobre à un courrier envoyé le 25 juin par les présidents des commissions des Affaires étrangères et européennes des parlements des différents pays membres de l'Union européenne laisse supposer que le TTIP/PTCI aura le caractère d'un accord mixte, nécessitant la ratification des Parlements nationaux. Cependant, la réponse fournie par Bruxelles n'est pas sans équivoque.

C'est la raison pour laquelle M. Mars Di Bartolomeo envisage d'introduire une initiative lors de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne au printemps 2015, ceci en vue d'obtenir une réponse non ambiguë de la part de la Commission européenne. «Il faut que les Parlements nationaux aient leur mot à dire. Il n'est pas acceptable que les accords CETA/AECG et TTIP/PTCI entrent en vigueur sans qu'ils aient été approuvés au préalable par les Parlements nationaux.», a-t-il souligné.

Les associations regroupées au sein de la plate-forme luxembourgeoise contre le TTIP/PTCI couvrent un large éventail de sujets, allant de l'aspect économique jusqu'à l'agriculture et l'environnement, du volet social jusqu'à la coopération au développement. Cette panoplie d'aspects se reflétera dans les travaux de la Chambre des Députés sur le contenu des deux accords.

Les représentants de la plate-forme, qui au Luxembourg ont recueilli plus de 4.500 signatures pour une pétition européenne ayant obtenu au total plus d'un million de signatures, ont encore souligné qu'ils restent disponibles pour soumettre leurs arguments aux membres des différentes commissions parlementaires concernées.

La Commission permanente de l'APCE réunie à Bruxelles

Dans le cadre de la présidence belge, de novembre 2014 à mai 2015, du Comité des Ministres, la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie le 18 novembre au Sénat à Bruxelles.

À côté de Mme Anne Brasseur, Présidente de l'APCE ayant présidé la réunion, M. Marc Spautz y a participé en sa qualité de président de la délégation luxembourgeoise.

Lors de son discours d'ouverture, Mme Brasseur a mentionné le centenaire du début de la Première Guerre mondiale et a souligné que la visite des lieux de mémoire d'Ypres a rappelé «combien la Belgique a souffert des deux horribles guerres mondiales qui ont tragiquement marqué la première moitié du 20e siècle».

Elle a expliqué que «la Première Guerre Mondiale a été précipitée par l'explosion du discours militariste et chauviniste: cette guerre a été rendue possible par la multiplication et la "normalisation" des prises de position qu'aujourd'hui nous pourrions qualifier de discours de haine».

Finalement, elle a salué le fait qu'une des priorités de la présidence belge est l'appui de la campagne «Non au discours de haine» qui sera lancée officiellement en janvier 2015.

Les points forts de cette réunion ont été entre autres:

- un échange de vues sur les priorités de la présidence belge avec M. Didier Reynders, Ministre belge des Affaires étrangères et européennes, qui présidera le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pour une période de six mois;

- l'observation des élections

a) législatives et anticipées en Bulgarie,

b) générales en Bosnie-Herzégovine et

c) législatives anticipées en Ukraine;

- les mesures visant à prévenir l'utilisation abusive de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (STE n°112);



© Jean-Pol Schrauwen

Mme Anne Brasseur (2e de gauche), Présidente de l'APCE

- la mesure et l'amélioration du bien-être des citoyens européens;

- l'exclusion sociale - un danger pour les démocraties européennes,

- la réinstallation des réfugiés: promouvoir une plus grande solidarité;

- les alternatives à l'hébergement des PDI et des réfugiés en Europe dans des centres collectifs ne répondant pas aux normes, et

- la prévention de la violence à l'égard des femmes en se concentrant sur les auteurs.

La Commission permanente a adopté six résolutions et trois recommandations. Sa prochaine réunion aura lieu à Paris le 6 mars 2015.

L'administration parlementaire se présente

Le Service Logistique et Technique



Les missions des huit huissiers du Service Logistique et Technique de la Chambre des Députés sont très variées:

a) Lors des séances publiques, leur tâche principale consiste à photocopier et à transmettre des documents figurant à l'ordre du jour, et à distribuer différents documents aux députés. Un service de cafétéria est également garanti.

b) Quant aux réunions de commissions, les huissiers préparent les salles et contrôlent les appareils d'enregistrement. Ils assurent de même le support technique et logistique à l'occasion de visites parlementaires ou autres à la Chambre des Députés.

c) D'autres charges plus générales du Service Logistique et Technique sont:

- l'inventaire et le stock du matériel de bureau;

- la réception et l'envoi du courrier ainsi que la distribution du courrier interne au personnel de l'administration et des groupes parlementaires;

- la gestion du central téléphonique;

- l'accueil des personnes physiques, en collaboration avec un service de sécurité externe;

- la gestion du stock des documents parlementaires des projets de loi en cours d'instruction et des recueils du Mémorial.

d) Les huissiers-chauffeurs garantissent les déplacements en voiture du Président, des Vice-Présidents et du Secrétaire général de la Chambre des Députés en mission officielle au Luxembourg et à l'étranger.

Lors de visites officielles étrangères à la Chambre, ils assurent aussi le déplacement en voiture des membres des délégations.

La gestion du parc automobile fait également partie des charges des huissiers-chauffeurs.

Le chef de service est responsable pour l'organisation de toutes les tâches incombant à son service et veille à leur exécution.

Le Service Logistique et Technique se compose de M. Claude Barthel, responsable du service, M. Marc Thoma, M. Marc Baulesch et M. Alain Knepper, huissiers; M. Paul Gansen et M. Georges Roth, huissiers-chauffeurs; M. Chris Sinner, huissier-chauffeur stagiaire, et M. Victor Dos Santos, salarié.

Observation des élections législatives en Moldavie

En sa qualité de membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Marcel Oberweis a participé à une mission d'observation des élections législatives en République de Moldavie du 30 novembre au 1er décembre 2014.

La commission ad hoc, composée de 25 parlementaires, deux membres de la Commission de Venise et de cinq membres du secrétariat, était présidée par M. Jean-Claude Mignon, ancien Président de l'APCE et membre de la délégation française à l'APCE.

Les partis pro-européens ont légèrement devancé les partis pro-russes et avec une participation aux élections de 55,86%, le scrutin a été décisif pour l'avenir du pays le plus pauvre d'Europe tiraillé entre partisans d'une adhésion à l'Union européenne et tenants d'un rapprochement douanier avec la Russie.

Ces élections ont été organisées pour la 9e fois depuis que la République de Moldavie est devenue membre du Conseil de l'Europe en 1995. L'ex-république fédérée de l'Union soviétique - située entre la Roumanie et l'Ukraine, avec ses 4 millions d'habitants, une partie de son territoire (la Transnistrie) occupée par des forces pro-russes - a signé en juin 2014 un accord d'association avec l'Union européenne et les Moldaves ont ainsi également accès à l'espace Schengen depuis avril 2014.

Bien que le séparatisme de l'Ukraine orientale et le récent rattachement de la Crimée à la Russie servent les intérêts du pays, on peut constater que le processus de rapprochement de la Moldavie vers l'Union européenne n'est pas interrompu.

Elle a besoin d'un pouvoir qui consolide les avancées en matière d'indépendance de la justice, de lutte contre la corruption, d'un pouvoir qui promeut les transformations économiques pour élever le niveau de vie de ses habitants.

53e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

La mobilité transfrontalière, la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune de l'Union européenne (UE), mais aussi le journalisme et la radiodiffusion transfrontalière ainsi que la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale ont figuré au cœur des débats de la 53e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Trèves le 28 novembre, à laquelle ont participé les députés M. Alex Bodry, M. Emile Eicher, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Justin Turpel ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

En sa qualité de président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI, M. Roger Negri a soumis une proposition de recommandation portant sur la mise en œuvre de la PAC.

La nouvelle Politique Agricole Commune entrera prochainement en vigueur dans les États membres de l'Union européenne. Cette politique doit notamment favoriser une agriculture plus durable et les subventions de l'UE seront redistribuées en prenant désormais en compte des critères environnementaux et écologiques. Dans ce contexte, la mise en œuvre de la PAC, sa dimension sociale ainsi que la coopération transfrontalière agricole ont été débattues par les représentants des différentes parties de la Grande Région et la recommandation proposée par M. Negri a été adoptée unanimement.

Lors de la séance plénière, Mme Isolde Ries, présidente de la Commission «Transports et Communications», a en outre présenté une synthèse écrite des résultats de la conférence sur la mobilité dans la Grande Région qui avait été organisée à Luxembourg le 9 mai 2014 et à laquelle 250 experts, élus et citoyens avaient participé.

À la fin de cette dernière séance plénière sous présidence du Landtag de Rhénanie-Palatinat, le Président du Parlement wallon, M. André Antoine, a été élu en tant que nouveau Président du CPI pour les années 2015 et 2016. Lors de son discours d'entrée en fonction, il a notamment annoncé que l'avenir des jeunes, et en particulier les problématiques du chômage des jeunes et de leur formation, figureront parmi les priorités de la présidence belge du CPI.



Les représentants de la Chambre des Députés et le Président sortant du CPI, M. Joachim Mertes, lors de la séance plénière de Trèves

Réunion interparlementaire à Bruxelles

Politique de sécurité européenne et processus d'élargissement



M. Marc Angel a participé à la réunion interparlementaire.

Le 2 décembre, la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen a eu un échange de vues avec Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, au cours d'une réunion interparlementaire avec les délégations des commissions des affaires étrangères des Parlements nationaux.

La Haute Représentante s'est engagée à impliquer le Parlement européen et les Parlements nationaux dans une réflexion ouverte sur une nouvelle stratégie européenne de sécurité dont le format sera présenté au plus tard au Conseil européen de juin 2015.

«L'Union européenne doit jouer un rôle de premier plan à l'échelle mondiale, en particulier dans le programme de développement pour l'après-2015.», a souligné la Haute Représentante.

Un certain nombre de questions plus spécifiques ont été abordées par les parlementaires, notamment en ce qui concerne la Russie, l'Ukraine, le rôle de l'OTAN, le processus de paix au Proche-Orient, la Serbie et la Libye.

Les députés ont ensuite eu un échange de vues avec les Ministres des Affaires étrangères d'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), du Kosovo, du Monténégro et de la Serbie sur leurs rapports d'avancement dans le contexte de l'élargissement.

La Commission des Affaires étrangères a réaffirmé son soutien aux six pays des Balkans occidentaux dans leurs aspirations d'adhésion et leur volonté de réforme.

Les Ministres des Affaires étrangères ont exposé l'engagement de leurs gouvernements respectifs dans le processus d'élargissement, tout en reconnaissant l'effet positif de la perspective européenne sur la stabilisation de la région.

Ils ont remercié l'Union européenne du soutien apporté à l'intégration européenne et ont souligné l'élan positif généré par l'Agenda de Thessalonique.

Les intervenants ont néanmoins rendu attentif au fait que plusieurs questions restent en suspens, notamment le processus de réconciliation dans la région, la normalisation des relations entre la Serbie et ses voisins, l'impasse actuelle entre la Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne, les problèmes de séparatisme en Bosnie-Herzégovine, les visas pour les citoyens du Kosovo et la question du nom concernant l'ARYM.

Les différentes parties ont exprimé leur intention de surmonter, durant les cinq prochaines années, les divers problèmes qui touchent les pays de la région, entre autres en termes de sécurité, de consolidation de la démocratie, d'État de droit, de développement économique et de coopération régionale.

En tant que président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel a évoqué les défis spécifiques auxquels font face les pays en question et les mesures nécessaires pour les relever. Il a appelé à renforcer le soutien européen, tout en soulignant l'importance des efforts de réconciliation dans la région.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Le Président a reçu…



…l'Ambassadeur d'Espagne, S. E. M. Carlos María De Lojendio y Pardo Manuel de Villena.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» qu'un nouveau fonctionnaire de l'administration parlementaire, à savoir Mme Gény Arend (2e de droite), nommée aux fonctions de chef de bureau, a été assermenté le 8 décembre 2014 par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (au centre). L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à droite) et Mme Isabelle Barra, ainsi que du responsable du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).

Affaires européennes d'un point de vue parlementaire



M. Marc Angel et M. Gast Gibéryen

Les travaux de la LIIe COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), qui s'est déroulée du 30 novembre au 2 décembre 2014 à Rome, étaient concentrés sur une série de sujets variés: l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020, l'avenir de l'Union européenne, le rôle de l'Union européenne dans la Méditerranée et en Europe orientale ainsi que les agences de l'Union européenne.

La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ainsi que par M. Gast Gibéryen. M. Angel était corapporteur pour le sujet consacré à l'avenir de l'Union européenne.

Examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020

Les parlementaires ont estimé qu'une stratégie Europe 2020 renouvelée devrait contribuer à assurer un meilleur alignement des économies réelle et financière. De plus, elle devrait actualiser les objectifs concernant l'emploi, la pauvreté et l'exclusion sociale et adopter des mesures complémentaires urgentes dans ces domaines, en tenant compte du fait que la mise en œuvre a été largement insatisfaisante jusqu'ici.

La gouvernance de la stratégie Europe 2020 devrait être améliorée pour mieux coordonner les objectifs et les cibles de la stratégie de croissance de l'Union européenne dans le semestre européen et assurer un équilibre de priorités plus efficace entre les éléments fiscaux et le programme de croissance et de compétitivité. À cette fin, les priorités du marché unique et de la compétitivité industrielle devraient être intégrées dans le semestre européen.

Avenir de l'Union européenne - institutions et parlements de l'Union européenne

Certains parlements ont critiqué l'utilisation excessive des actes délégués par la Commission européenne. D'autres ont souligné que des éléments essentiels ne devraient pas constituer l'objet d'une délégation de pouvoirs et que l'interprétation du concept de «durée de la délégation de pouvoirs» ne devrait pas conduire à une délégation de pouvoirs sans limite dans le temps. Suivant certains parlements, de telles pratiques pourraient priver les parlements nationaux du pouvoir octroyé par les traités d'examiner tous les amendements aux dispositions faisant l'objet de la délégation.

Certains ont proposé de créer de nouveaux instruments visant à impliquer les parlements nationaux dans le processus de prise de décision de l'Union européenne, sans pour autant devoir procéder à des modifications formelles du traité. Les idées qui pourraient être approfondies sont l'introduction d'une procédure de «carton vert» en vue de donner aux parlements nationaux la possibilité de recommander de nouvelles lois à la Commission européenne ainsi que l'amélioration de la coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen par le biais d'un dialogue politique plus structuré sur les actes législatifs et non législatifs.

Rôle de l'Union européenne dans la Méditerranée et en Europe orientale

La COSAC a condamné l'intervention militaire de la Russie en Ukraine et a appelé la Russie à entreprendre des mesures concrètes en vue de désamorcer la crise à l'Est de l'Ukraine en arrêtant les mouvements des combattants armés et d'armes à travers la frontière entre la Russie et l'Ukraine, en prenant ses distances des activités des séparatistes armés dans les régions de l'Est de l'Ukraine et en respectant pleinement l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine.

Les membres ont manifesté leur inquiétude sur les risques d'une déstabilisation en Libye, sur la menace à la sécurité constituée par l'autoproclamé État islamique d'Irak et du Levant et sur la récente escalade du conflit au Moyen-Orient. La COSAC a invité l'Union à élaborer des réponses politiques fortes et efficaces, de manière à renforcer l'engagement pour l'élaboration d'une stratégie de sécurité nouvelle et actualisée sur le plan régional.

Agences de l'Union européenne

Certains ont exprimé des inquiétudes sur le rôle et le fonctionnement des agences de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne le manque de contrôle adéquat, les questions de gouvernance et de responsabilité, le risque que les agences soient prises par des intérêts sectoriels, l'utilité ou la rentabilité des agences, leur prolifération et le double emploi de leurs activités.

La COSAC s'est associée à l'appel du Parlement européen pour l'introduction d'une base légale pour l'établissement des agences qui puissent réaliser les tâches spécifiques exécutives et de mise en application qui leur sont confiées.

Quelques parlements nationaux seulement utilisent l'information ou l'expertise fournie par les agences dans le cadre de leurs activités sous la forme d'études, de rapports, de statistiques ou dans le cadre de réunions formelles et informelles. Les relations entre les parlements nationaux et les agences de l'UE devraient par conséquent être améliorées en favorisant les contacts et la coopération.

Forum parlementaire transatlantique

M. Alexander Krieps et Mme Nancy Arendt, membre respectivement membre suppléante de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, ont représenté la Chambre des Députés au Forum parlementaire transatlantique qui s'est tenu début décembre à Washington.

Y ont été abordés des sujets comme la situation en Ukraine et les relations de l'OTAN avec la Russie tout comme la lutte contre le terrorisme ou la future stratégie politique des États-Unis sur le continent africain.

Lancé en 2001, le Forum parlementaire transatlantique contribue à établir la nature des divergences transatlantiques et éventuellement à dégager des idées permettant d'y remédier. Le Forum comprend des discussions avec de hauts fonctionnaires du Gouvernement des États-Unis et des experts des milieux universitaires.



Mme Nancy Arendt et M. Alexander Krieps

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Protection des biens culturels

5377 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de ratifier la Convention concernant les mesures à prendre afin d'interdire et d'empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970 (ci-après la «Convention»). Il s'agit du principal instrument juridique international afin de combattre et de sanctionner le commerce illégal de biens culturels sur le plan mondial.

Cette Convention entend inciter les États parties à la Convention à mieux protéger les biens culturels sur leur territoire des risques de vol, de fouilles clandestines et d'exportation illicite. Elle vise aussi une plus grande prise de conscience de la responsabilité morale dans la protection du patrimoine artistique, culturel et historique. Les musées, bibliothèques et archives doivent tout mettre en œuvre pour que l'acquisition de leurs collections se fasse de manière correcte sur les plans déontologique et éthique.

À l'heure actuelle, 127 États sont parties à la Convention, parmi lesquels 22 États membres de l'Union européenne. L'approbation par le Luxembourg de la Convention revêt un caractère d'urgence, dans la mesure où le Luxembourg figure désormais parmi les rares États, avec l'Autriche et l'Estonie, à ne pas l'avoir ratifiée.

La Convention n'est pas directement d'application dans les États parties à la Convention, mais fixe les normes juridiques et administratives minimales que les États parties doivent appliquer pour juguler le commerce illicite des biens culturels. En pratique, la majorité des États signataires a procédé par voie de ratification et non pas par le biais de lois spécifiques visant à intégrer les dispositions de la Convention.

La Convention comporte principalement deux volets:

- un volet préventif visant à lutter contre le vol, les fouilles clandestines et contre l'importation et l'exportation illégales des biens culturels,

- et un volet concernant la restitution des biens culturels volés et le retour des biens exportés illégalement.

Parmi les mesures de prévention figurent, entre autres:

- l'obligation pour les États parties d'instituer un ou plusieurs services qui se consacrent aux tâches multiples de la protection des biens culturels;

- l'obligation de confirmer toute exportation en bonne et due forme d'un bien culturel par un certificat d'exportation;

- l'interdiction pour les musées et institutions similaires d'acquérir un bien culturel sorti illégalement d'un État partie et l'obligation d'informer le pays d'origine si un tel bien leur est proposé;

- l'interdiction d'importer des biens culturels volés dans un musée ou un monument public civil ou religieux;

- l'obligation pour les commerçants d'objets d'art de tenir un registre mentionnant la provenance de chaque bien culturel, le nom et l'adresse du fournisseur, la description et le prix de chaque bien vendu.

Le volet concernant la restitution (article 7, point b) prévoit l'obligation pour les États parties de prendre des mesures appropriées pour saisir et restituer à la requête de l'État d'origine partie à la Convention tout bien culturel ainsi volé et importé, à condition que l'État requérant verse une indemnité équitable à la personne qui est acquéreur de bonne foi. Les requêtes de saisie et de restitution doivent être adressées à l'État requis par la voie diplomatique.

La Convention a joué un rôle considérable dans la prise de conscience de la nécessité de lutter contre le trafic international. Elle a eu pour conséquence l'adoption, par de nombreux États, de législations de protection du patrimoine et de contrôle de l'exportation des biens culturels. C'est ainsi que la plupart des pays africains ont adopté des réglementations interdisant la sortie du territoire à des biens culturels non accompagnés de certificats d'exportation, notamment.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

26.04.2005 Désignation d'un rapporteur

12.05.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur

23.09.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.10.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2014

Droits économiques, sociaux et culturels

6664 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ci-après «PIDESC») a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 décembre 1966. Le PIDESC est le corollaire économique, social et culturel du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ci-après «PIDCP»), qui a également été adopté en 1966. Les deux Pactes ont été ratifiés chacun par plus de 160 États, dont le Luxembourg. Ils ont pour objectif de rendre applicables les droits consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, qui n'a pas de force juridique obligatoire.

Le PIDESC définit les principaux droits économiques, sociaux et culturels à promouvoir et à respecter par les États parties: le droit au travail, le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables, notamment la rémunération, la sécurité et l'hygiène du travail, la même possibilité pour tous d'être promus, le repos, la durée du travail, les congés payés, ainsi que la rémunération des jours fériés, le droit de former des syndicats, le droit de grève, le droit à la sécurité sociale, la protection et l'assistance à accorder à la famille, aux mères pendant une période de temps raisonnable avant et après la naissance des enfants et aux enfants et adolescents, le droit à un niveau de vie suffisant, y compris le droit à l'alimentation et au logement, le droit à la santé physique et mentale, le droit de toute personne à l'éducation, l'obligation pour les États parties d'assurer le caractère obligatoire et la gratuité de l'enseignement primaire, le droit de chacun de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications.

Le PIDESC prévoit par ailleurs un mécanisme de surveillance confié au Conseil économique et social. Ce dernier a créé, en 1985, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, chargé d'examiner les rapports que les États parties lui soumettent et de formuler des recommandations. Cependant, il s'est avéré que ce mécanisme n'était pas suffisamment efficace pour assurer la protection et le respect des droits énoncés dans le Pacte, de sorte que le Comité entama l'élaboration d'un Protocole facultatif. En effet, contrairement au PIDCP, le PIDESC ne disposait pas de mécanisme de communications.

Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels fut adopté le 10 décembre 2008 pour permettre la mise en place d'un mécanisme de plainte auprès du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour la violation des droits économiques, sociaux et culturels protégés par le PIDESC. Le Protocole facultatif est entré en vigueur le 5 mai 2013, trois mois après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, conformément au premier paragraphe de l'article 18 du Protocole facultatif. Jusqu'à présent, 45 États l'ont signé, et 17 États l'ont ratifié dont cinq États membres de l'Union européenne (Espagne, Slovaquie, Portugal, Finlande, Belgique).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.03.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

06.10.2014 Nomination d'un rapporteur

20.10.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.11.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.11.2014

Échange automatique

6668 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'introduire, au 1er janvier 2015 et sur la base du champ d'application de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (directive «épargne»), l'échange automatique obligatoire d'informations sur les paiements d'intérêts que des agents payeurs établis au Luxembourg effectuent en faveur de personnes physiques qui ont leur résidence soit dans un autre État membre de l'Union européenne, soit dans un des États ou territoires ayant conclu un accord réciproque en matière de fiscalité de l'épargne, afin que ces bénéficiaires soient imposés conformément aux dispositions législatives de leur État de résidence.

D'après les considérants de la directive, les revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts de créances constituent des revenus imposables pour les résidents de tous les États membres. Or, il a souvent été possible aux résidents des États membres d'échapper à toute forme d'imposition sur les intérêts perçus dans un État membre différent de celui où ils résident. Cette situation a entraîné, dans les mouvements de capitaux entre États membres, des distorsions qui sont incompatibles avec le marché intérieur. La directive «épargne» a pour objectif ultime de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectué dans un État membre en faveur de bénéficiaires effectifs, qui sont des personnes physiques ayant leur résidence dans un autre État membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier État membre.

En raison de différences structurelles, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg n'ont pas été en mesure d'appliquer l'échange automatique d'informations en même temps que les autres États membres. Pendant une période de transition, étant donné qu'une retenue à la source peut garantir un niveau minimum d'imposition effective, en particulier à un taux augmentant progressivement à 35%, ces trois États membres ont dû appliquer une retenue à la source aux revenus de l'épargne couverts par la directive. Au Luxembourg, le taux de la retenue a progressivement augmenté: il était de 15% entre juillet 2005 et juillet 2008 et de 20% jusqu'en juillet 2011. Depuis, le taux est de 35%. 75% des recettes tirées de cette retenue sont transférées à l'État de résidence de l'épargnant. L'État qui a prélevé la retenue à la source en garde 25%.

En vertu de l'article 10 de la directive «épargne», la phase de transition prendra fin après la conclusion d'accords entre l'Union européenne et la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco et la Principauté d'Andorre prévoyant un échange d'informations sur demande et après l'engagement des États-Unis à échanger des informations sur demande en application de la convention OCDE (la «Convention»). Cette dernière est l'instrument multilatéral le plus complet et offre des possibilités de coopération fiscale pour combattre l'évasion et la fraude fiscales.

Pour répondre à l'appel lancé par le G20 en avril 2009 au Sommet de Londres, sous l'influence de la grave crise financière et économique, la Convention a été alignée sur la norme internationale d'échange de renseignements sur demande et a été ouverte à tous les pays le 1er juin 2011. Depuis 2009, les leaders du G20 ont encouragé les pays à signer la Convention et ont réitéré leur appel au sommet du G20 de septembre 2013 où le Communiqué final appelle «tous les pays à signer sans tarder la Convention concernant l'assistance

administrative mutuelle en matière fiscale». À l'heure actuelle, plus de 60 pays l'ont signée et elle a été étendue territorialement à plus de 10 juridictions. Ceci représente un large éventail de pays comprenant presque tous les pays de l'OCDE et les centres financiers les plus importants. La Convention a ainsi pris une importance croissante avec l'appel récent du G20 pour que l'échange automatique de renseignements devienne la nouvelle norme fiscale internationale en matière d'échange de renseignements.

Lors de la réunion du 20 mars 2014 du Conseil européen à Bruxelles, le Gouvernement luxembourgeois a donné son accord pour mettre en œuvre l'échange automatique d'informations sur les revenus de l'épargne sous forme d'intérêts. L'abandon de la retenue à la source et l'introduction de l'échange automatique obligatoire d'informations sur certains revenus de l'épargne par le Luxembourg suit également l'annonce du Gouvernement luxembourgeois du 10 avril 2013 de proposer de ne plus appliquer le mécanisme transitoire de retenue à la source et de passer à l'échange automatique d'informations. Le projet de loi sous rubrique porte donc abandon au mécanisme transitoire de retenue à la source européenne pour lequel le Luxembourg avait opté auparavant.

Il implique certaines adaptations, de nature purement technique, de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (loi «RELIBI»). En effet, ladite loi renferme des renvois à certaines dispositions de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois ladite directive «épargne» (loi «RIUE»). Il est à préciser que, sauf lesdits amendements en ce qui concerne les renvois, les dispositions législatives en vigueur pour des personnes physiques résidant au Luxembourg restent inchangées.

En ce qui concerne la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, il n'y a pas besoin de l'amender vu que tous les accords réciproques prévoient explicitement que si une partie contractante choisit d'appliquer les dispositions de l'échange automatique, elle n'applique plus la retenue à la source ni le partage des recettes. Toutefois, il importe que cette option du Luxembourg pour l'échange automatique soit approuvée par une loi luxembourgeoise.

La fiche financière jointe au texte du projet de loi précise que sera engendrée une perte de recettes fiscales estimée à quelque 47 millions d'euros par an.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.03.2014
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

27.05.2014	Désignation d'un rapporteur
24.06.2014	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2014	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14.10.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.10.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.11.2014
Loi du 25 novembre 2014
Mémorial A: 2014, n°214, page 4168

Échange sur demande

6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de remédier à plusieurs critiques formulées par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (ci-après «Forum mondial»). Le cadre juridique en question est défini à l'heure actuelle par la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande (ci-après «loi du 31 mars 2010»).

Lors de l'examen par les pairs, procédure qui vise à évaluer la mesure dans laquelle une juridiction respecte les normes internationales de transparence et d'échange de renseignements, le Forum mondial a analysé le cadre législatif et réglementaire ainsi que la mise en œuvre pratique de la norme internationale en matière d'échange de renseignements sur demande par le Luxembourg. Dans le rapport d'examen de Phase 2, appelé «Transparence fiscale 2013 - Rapport de progrès» et publié en date du 22 novembre 2013, une notation globale négative («non conforme») a été attribuée au Luxembourg. Plus précisément, ce rapport octroie cette note sur base de quatre éléments:

1. Il juge non conforme la manière dont les autorités compétentes luxembourgeoises ont à leur disposition des renseignements relatifs à la propriété et à l'identité pour l'ensemble des entités et arrangements pertinents (A.1.).

2. La façon par laquelle les autorités compétentes ont, au titre d'un accord d'échange de renseignements, le pouvoir d'obtenir et de communiquer les informations demandées à une personne placée sous leur compétence territoriale et qui détient ou contrôle ces informations n'est pas appréciée (B.1.). D'après le Forum mondial, le Luxembourg a bien mis en place des mécanismes d'échange de renseignements, mais ne les utilise pas toujours.

3. L'analyse menée a abouti à la conclusion que les mécanismes d'échange de renseignements ne permettent pas un échange efficace (C.1.). Seulement une partie des accords signés par le Luxembourg permettraient un échange de renseignements conforme au standard international.

4. Les mécanismes d'échange de renseignements ne sont pas jugés respecter les droits et protections des contribuables et des tiers (C.4.).

Depuis son engagement du 13 mars 2009 de se rallier intégralement à la norme internationale et afin d'assurer que l'échange de renseignements sur demande puisse être exécuté de façon efficace, le Luxembourg a rapidement procédé à une adaptation tant des procédures internes des administrations fiscales concernées par l'échange de renseignements, que des voies de recours contre les décisions prises au courant de ces procédures, ceci à travers la loi du 31 mars 2010.

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter et à préciser le cadre légal existant afin de tenir compte des critiques émises et de mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec ces dernières. Il s'inscrit dans la ligne de l'effort délibérément mené par les autorités luxembourgeoises en vue de libérer notre pays en général, et notre place financière en particulier, des accusations et doutes latents quant à la volonté du Luxembourg de coopérer activement et sans restrictions à la mise en place d'un système financier global marqué par la transparence.

Pour des raisons de simplification, il est prévu d'abroger les dispositions relatives à la procédure, intégrées dans la loi du 31 mars 2010, et de mettre en place une nouvelle loi à part. La procédure est désormais applicable à toutes les demandes d'échange de renseignements, même à celles introduites en vertu d'une convention fiscale qui ne reprend pas les dispositions du modèle de convention fiscale de l'OCDE dans sa version de 2005 et qui n'admet donc pas encore l'échange de renseignements bancaires ou d'autres renseignements protégés par des règles de secret.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.04.2014
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

14.10.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.10.2014	Poursuite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.10.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.11.2014
Loi du 25 novembre 2014
Mémorial A: 2014, n° 214, page 4170

Impôt sur la fortune

6706 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues

Le projet de loi a pour objet la fixation de l'établissement annuel de l'impôt sur la fortune dans le chef des organismes à caractère collectif. Le passage à l'annualité en matière de l'impôt sur la fortune est motivé par des considérations d'ordre pratique, notamment en termes de simplification administrative. Il est vrai que l'introduction de la déclaration électronique, d'application à partir de l'année 2015, impose, pour des raisons de simplification, la fixation annuelle de l'impôt sur la fortune. Il est rappelé que depuis le 1er janvier 2006, les personnes physiques sont exemptées de l'impôt sur la fortune et que seuls les organismes à caractère collectif soumis à l'impôt sur le revenu des collectivités sont soumis à cet impôt en application de la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière.

Actuellement, les dispositions en place de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune prévoient, premièrement, que l'impôt sur la fortune est établi par assiette générale ayant lieu tous les trois ans, et que, deuxièmement, il est à procéder à une nouvelle fixation de la valeur unitaire entre ces périodes si l'accroissement ou la diminution de la fortune d'exploitation d'un organisme à caractère collectif dépasse certaines limites. À l'époque, l'adaptation de cette valeur sur une période de trois années avait été conçue comme une mesure de simplification, étant donné que des fixations nouvelles n'étaient nécessaires qu'en cas de variation de plus d'un cinquième des valeurs initialement fixées. Or, au fil du temps et surtout suite à la modification combinée de la loi concernant l'impôt sur la fortune et de la législation concernant l'impôt sur le revenu des collectivités, la périodicité triennale est devenue une complication administrative. En effet, l'Administration des contributions directes vérifie en pratique chaque année si une nouvelle fixation s'impose. Dès lors, le passage à l'annualité en matière de détermination de la base imposable pour l'impôt sur la fortune est recommandé pour des raisons pratiques.

Étant donné que les dispositions concernant les éléments constitutifs de la fortune totale ou indigène d'un organisme à caractère collectif, ainsi que celles relatives à la fixation des valeurs fiscales de ces éléments font l'objet de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs, il y a lieu de considérer également ces dispositions dans un souci de cohérence et d'interconnexion entre les deux lois citées. La valeur unitaire de la fortune d'exploitation et l'impôt sur la fortune seront en effet désormais déterminés parallèlement.

Le passage proposé vers l'annualité de l'assiette générale de l'impôt sur la fortune nécessite une mesure transitoire vu que la dernière période générale d'assiette de trois ans ne s'éteint qu'avec l'année civile 2016, alors que le projet de loi propose d'instaurer la périodicité annuelle à partir du 1er janvier 2015.

En outre, la loi en projet introduit plusieurs autres simplifications techniques. Il est ainsi proposé de notamment simplifier l'application du paragraphe 8a de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune („Kürzung bei Kapitalgesellschaften") et d'accélérer ainsi le processus d'imposition. Les procédures de l'échéance, de la fixation des avances et du décompte en matière de l'impôt sur la fortune sont revues et adaptées. Enfin, le texte proposé comporte des modifications ponctuelles d'ordre technique aux textes légaux régissant la prescription (loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues) et le recouvrement des impôts (loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.07.2014
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

21.10.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.11.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

03.11.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.11.2014
Loi du 25 novembre 2014
Mémorial A: 2014, n° 214, page 4172

SÉANCE 5

MERCREDI,
5 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6668 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6706 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)

- *Déclaration: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Débat: Mme Nancy Arendt, M. Marc Angel, M. Gusty Graas (Mme Nancy Arendt intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany (M. Marc Angel intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (M. Marcel Oberweis pose une question)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean Asselborn, Romain Schneider, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen d'Sëtzung offiziell op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. Dat ass net de Fall.

Da gi mer direkt zu eisem normalen Ordre du jour iwwer. Gëschter Owend hu mer d'Debatten iwwert déi zwee Projets de loi 6668 a 6706 ofgeschloss a mir haten zesummen décidéiert, dass mer direkt am Ufank vun der Sëtzung géifen iwwert déi zwee Projeten ofstëmmen.

2. 6668 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (suite)

Den Text vum Projet 6668 steet am Document parlementaire 6668[8], an ech géif Iech proposéieren, direkt zur Ofstëmmung iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6668 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

(Interruption)

Dat ass net schlëmm. Mir schreiwen déi, déi feelen, derbäi.

D'Ofstëmmung ass eriwwer.

57 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, 54-mol Jo, 3-mol Nee a keng Abstentiounen. An déi Kolleegen, déi sech net erëmfannen, sinn da gebieden, sech nach ze mellen. Den Här Angel mat Jo, den Här Haagen mat Jo an d'Madame Beissel mat Jo. Sou, da si mer bei 60 Deputéierten, da misst dat klappen.

(Brouhaha)

Also ech gesinn, d'Zoustëmmung ass ganz grouss.

(Hilarité)

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6668 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall' Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Da bleift mer nach just ze froen - et ass jo dann eigentlech eng Formalitéit, bei deem Wahlresultat -, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

3. 6706 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues (suite)

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6706.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6706 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung géif och direkt ufänken. De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

59 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, 57-mol Jo an zwou Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6706 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Tess Burton), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech ginn dervun aus, dass déi Abstentioune gëschter motivéiert waren.

De Projet ass also adoptéiert an ech géif Iech froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Da soen ech Iech villmools Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. De Mëtte presentéiert den Här Kooperatiounsminister, de Romain Schneider, eng Deklaratioun iwwert d'Aide au développement. Uschléissend féiert d'Chamber déi Debatt iwwert d'Deklaratioun. Et ass nach Zäit, fir sech anzeschreiwen. An den Här Kooperatiounsminister huet direkt d'Wuert. Här Schneider.

4. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, Exzellenzen, Kolleeginnen a Kolleege Ministeren, Dir Dammen an Dir Häre, et ass ëmmer erëm wichteg ze ënnersträichen, firwat dass mir zu Lëtzebuerg Entwécklungshëllef an humanitär Hëllef als e wichtege Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Aussepolitik gesinn a firwat dass all Euro an dëse Politiken en Investissement fir d'Zukunft vun eis all ass.

Déi aktuell dramatesch Ebola-Kris a Westafrika schéngt mer leider eng traureg Illustratioun ze si vun all deem, wat humanitär Hëllef an Entwécklungshëllef maache missten. Et ass och e Beispill, wat eis virun Ae bréngt, wat et heescht, an enger globaler Welt ze liewen, mat all senge Konsequenzen. Ebola ass ausgebrach a Länner, wou et kaum e funktionelle Gesondheetssecteur gëtt. Aarmut a Biergerkrich hu gemaach, dass et wéineg Doktere ginn a wéineg geschoultent Personal a Klinicken ass an dass et quasi un allem feelt. D'Leit kënnen oft net an d'Schoul goen an hunn net dat Elementarwëssen, wat hinne vläicht kéint hëllefen, mat der Krankheet ëmzegoen. 10.000 Leit si bis elo vun der Krankheet betraff, souwäit mir wëssen. D'Halschent dovunner, also ëm déi 5.000, si bis elo gestuerwen.

Aus enger Gesondheetskris entsteet elo fir eng ganz Regioun eng Ernährungskris. D'Iesswuere gi rar an deier, d'Felder ginn net ugebaut, den Handel fält zesummen, d'Investore lafe fort. Demokratesch Prozesser, déi amgaang ware Fouss ze faassen, kommen an d'Wanken. A wéi ëmmer a Krisen, wann e Stat schwaach ass, ginn et leider och där, déi dovunner profitéieren. Dat ass den Nährbuedem fir Traficker vun allen Zorten, fir grouss Kriminalitéit a fir Extremismen. Deeler vu Westafrika verléiere Fouss virun eisen Aen an d'international Gemeinschaft weess net méi wou usetzen, fir ze hëllefen. D'Zukunft vun där ganzer Regioun ass domat a Fro gestallt. Eis Partnerländer, wéi zum Beispill de Mali, kréien domat nach eng Kéier weider Erausfuerderungen ze meeschteren an engem schonns komplizéierten Ëmfeld.

Säit Mäerz schonns gëtt Lëtzebuerg humanitär Hëllef an der Ebola-Kris iwwert d'Akteuren, déi den Terrain kennen. Dat si souwuel international Agencë wéi d'Weltgesondheetsorganisatioun, oder ONGe wéi Médecins sans frontières. Si handelen an der Urgence a fannen eng desolat sanitär Situatioun an dëse Länner, wou den Développement batter gefeelt huet.

Wann Aarmut an Ënnerentwécklung net déi richteg Äntwert kréien, an dat zurzäit, dann ass dat net nëmmen dramatesch fir déi Leit an dëse Länner, mä et huet een Effekt op d'Regioun, hir Zukunftsperspektiven an op eis all.

Aarmut an Ënnerentwécklung si kloer global Erausfuerderungen, op déi mir all äntwerte mussen, och Lëtzebuerg. Entwécklungshëllef an humanitär Hëllef sinn dofir net e Luxus, deen ee sech leescht, wann et engem gutt geet, mä et ass en Deel vun der globaler Responsabilitéit, déi mir alleguerten ze droen hunn. Humanitär Moyene kënnen an der Urgence hëllefen, am Iwwergank oder an der Preventioun, a sinn dem Prinzip vum internationalen humanitäre Recht ënnerluecht. Hinne muss awer eng méi laangfristeg Entwécklungshëllef folgen, fir dass Strukturen entstinn, déi vun de Leit gedroe ginn an déi nohalteg Land a Leit selbstständeg weiderbréngen.

De Premierminister huet a senger Ried virun dëser Chamber de 14. Oktober nach eng Kéier ganz kloer bestätegt, dass Lëtzebuerg sech senger globaler Verantwortung bewosst ass. Mir beleeën dëst mat Akten, sief et am Sécherheetsrot zu New York wéi um Terrain an Entwécklungsprojeten am Mali, am Laos oder Ni-

caragua, oder nach duerch humanitär Hëllef a Syrien, Südsudan oder Zentralafrika.

Dës Politik ass iwwert déi lescht 30 Joer gewuess a vun deene verschiddene Ministeren a Statssekretäre geprägt ginn, an dat parteiiwwergräifend. Ech si mer der Verantwortung bewosst a wäert och an dësem Sënn zilstrebeg weiderfueren.

Iwwert d'Joren huet Lëtzebuerg sech finanziell Mëttel ginn, fir dës Politik mat Engagement a Previsibilitéit ze ënnerstëtzen. Dës Regierung huet an hirem Programm am Dezember 2013 festgeluecht, dass 1% vum RNB fir d'ëffentlech Entwécklungshëllef zur Verfügung steet. Dat ass d'Basis fir de Budget 2014 a fir d'Joren 2015 bis 2018. Vun dëser Enveloppe ginn ongeféier 85% vum Ausseministère géréiert, 10% vum Finanzministère an de Rescht vun anere Ministèren. Dëse Proporz wäert iwwert déi nächst Joren net wesentlech änneren. Et ass och weider festgeluecht, dass d'Mëttel fir de Klimaschutz zousätzlech zu der ëffentlecher Entwécklungshëllef zur Verfügung gestallt ginn.

Et ass Iech vläicht opgefall, dass de Finanzminister op dee spezielle Punkt higewisen huet am Budget 2015: D'Neiberechnung vum RNB fir 2015 hätt mat sech bruecht, dass d'ëffentlech Entwécklungshëllef fir d'nächst Joer manner gewiescht wier wéi 2014. Fir dass deem net esou ass, huet d'Regierung e Mindestmontant vun 323 Milliounen Euro festgeluecht, ënnert deen de Budget souwuel 2015 wéi och an der Zukunft net falen däerf. A budgetär net esou einfachen Zäiten ass dëst dee beschte Beweis, dass d'Regierung zu deem steet, wat se seet.

Här President, déi lescht Zäit ass vill an de Medien a vun den ONGen iwwert den Zukunftspak an d'Mesuren, déi d'Entwécklungshëllef betreffen, kommentéiert ginn. Hei an haut schéngt mir déi richteg Plaz, fir doriwwer méi Kloerheet ze schafen, fir eventuell Malentenduen aus dem Wee ze raumen.

Et ass vläicht nëtzlech, drun ze erënneren, dass d'Démarche vum Budget de nouvelle génération dora besteet, fir mat manner Mëttel méi ze maachen oder mat deenen existéierende Mëttel méi effizient ëmzegoen. Wéi ech och elo grad erklärt hunn, gëtt de Budget fir d'Entwécklungshëllef net reduzéiert, mä bleift stabel. Dat soll awer net verhënneren, ons Méi ze ginn, ëmmer méi effikass ze schaffen, fir de Maximum vun ëffentleche Gelder dohin ze féieren, wou se am meeschte gebraucht ginn.

2011 hunn zu Busan all d'Akteuren, staatlecher an net staatlecher, zesummen décidéiert, fir en neie Partenariat fir méi Effikassitéit am Développement ze grënnen an eng Rei Prinzipie festzeleeën, fir zu deem Zil ze kommen. Dës goufen dunn 2014 am Abrëll zu Mexiko an enger Ministerkonferenz, wou ech d'Chance hat, selwer kënnen derbäi ze sinn, bestätegt. An et ass gekuckt ginn, wat schonns erreecht gouf. Et huet mir wichteg geschéngt, dass och d'Lëtzebuerger Kooperatioun sech an deem Kontext en éischten Aktiounsplang fir Effikassitéit gëtt. Eise Plang soll d'Lëtzebuerger Kooperatioun dozou bewegen, méi e systematesche Gebrauch ze maache vun enger Rei Prinzipien, déi heeschen: Appropriatioun, Alignement, Transparenz, géigesäiteg Redevabilitéit, inklusiv Partenariater, souwéi méi Koordinatioun an Harmonisatioun vun den Aktiounen um Terrain maachen.

Mäin Departement huet dëse Plang en vue vun der Debatt haut viru Kuerzem ofgeschloss a veröffentlecht. Dat Dokument weist, wéi mir eis par rapport zu deenen Objektiver a Prinzipie stellen a wou mir wëlle bis 2016 méi maachen.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun wëllt hir Aktioun gréisstendeels op déi äermste Länner konzentréieren, déi sougenannten „pays les moins avancés". Dofir wäerte mir och keen neie Programme indicatif de coopération mam Vietnam no 2015 ofschléissen, mä an en doucen „phasing out" goen. Eis vietnameesesch Partner wëssen dat an zesumme kucke mir, wéi no méi wéi 20 Joer Entwécklungshëllef an neie Beräicher eis bilateral Zesummenaarbecht gestäerkt ka ginn. Eis lescht Projeten, déi bis 2018/2019 lafen, kënnen hei eng wichteg Bréck sinn, zum Beispill besser Kontrollen am Finanzberäich oder grénge Wuesstum. Dës nei Opportunitéite mussen natierlech vun anere Ministeren a vum Privatsecteur opgegraff ginn. Mir si prett, an der Transitiounsphas ze hëllefen.

Am Salvador, wou och keen neie PIC méi wäert kommen, wäerte mir weider Programmer ënnerstëtzen, déi deene sozial Äermsten aus der Bevëlkerung zeguttkommen. Et däerf ee jo net vergiessen, dass och a Länner, an deenen et lues a lues besser geet, nach aarm Leit, nach aarm Communautéiten an aarm Regioune sinn. Hei ass natierlech och déi lokal Regierung ëmmer méi gefuerdert, selwer an d'Sozialsecteuren ze investéieren.

De Cabo Verde ass och een „pays à revenu moyen", mä ass duerch seng insularesch Situatioun an esou enger spezieller Lag, dass mir hei fir d'Period no 2015 en neie PIC virgesinn hunn. D'Europäesch Unioun huet dëser besonnescher Fragilitéit vum Cabo Verde als klengem Inselstat am Développement och a senger Programmatioun Rechnung gedroen.

Zu der Konzentratioun vun den Aktioune gehéiert och, dass pro Partnerland eis PICe sech op zwee bis dräi Secteure konzentréieren, wou mir mengen, dass mir eng Valeur ajoutée brénge kënnen. Prioritär sinn dat hei Educatioun a Formation professionnelle, Gesondheet a ländlech Entwécklung.

De Genre, den Environnement an d'gutt Gouvernance, zu deem och d'Dezentralisatioun gehéiert, sinn horizontal iwwergräifend Thematiken, déi sech duerch all Programm, wou et méiglech ass, deklinéieren. An deene leschte Méint hu mir d'ailleurs eis Strategië Gesondheet an Environnement iwwerschafft. Anerer sinn um Leescht, mä nach net ofgeschloss, wéi zum Beispill de Programm „agriculture".

Méi Effikassitéit heescht och op sinn, fir nei Partner an de Prozess mat eranzehuelen, souwuel nei Donateure wéi och d'Roll vun der Société civile an eise Partnerlänner an déi vum Privatsecteur nei ze iwwerdenken. Mir schaffe säit Kuerzem am Cabo Verde zesumme mat brasilianeschen Experten an der Formation professionnelle. Dëst ass awer e Secteur, wou mir nach net genuch dem Privatsecteur zouschaffen. Munchmol ass och net genuch gemaach ginn, fir den Opbau vu klengen Entreprisen an eise Partnerlänner ze förderen.

An eise Programmer am Senegal si lokal ONGe bei der Formulatioun mat u Bord gewiescht a si sinn och an der Exekutioun mat derbäi. Am Salvador hu mir zesumme mat dem Ausseministère vun deem Land e Fong fir lokal ONGen opgebaut, déi an der Éducatioun an an der Gesondheet aktiv sinn. Mir hunn éischt Gespréicher an Zentralamerika fir eng trilateral Kooperatioun oder eng Kooperatioun sud-sud, well esou eben den Transfert vu positiven Experienzen dee kierzte Wee ka goen.

Eis Programmes indicatifs de coopération sinn an all eise Partnerlänner alignéiert u mëttel- a laangfristeg Développementsstrategië vun dëse Partner. Dat heescht, dass eis Programmer sech an der Zäit an an de Prioritéiten dësen nationale Strategië voll upassen. Domat ass geséchert, dass all d'Donateure mat den Autoritéiten aus dem Partnerland un deemselwechte Strang zéien. An Nicaragua gëtt den aktuelle PIC fir zwee Joer verlängert, fir dann och de Planifikatiounsperiode vun dësem Land ze entspriechen. Mir probéiere méi a méi, eis un d'national Systemer ze halen, fir d'Finanzweeër, déi mir mat eise Partner ginn, net ze verduebelen a fir dës Länner net administrativ mat spezielle Wënsch ze belaaschten an hir limitéiert Capacitéiten heimadder nach méi ze monopoliséieren.

Mir gi just am Cabo Verde de Wee vun enger sektorieller Budgetshëllef an der Formation professionnelle, mä hu kloer net wëlles, zu genereller Budgetshëllef iwwerzegoen, weder am Cabo Verde nach soss iergendwou. Am Senegal si mir innovativ virgaangen, fir de Finanzement vun eise Programmer de Prozedure vun den ëffentleche Finanzen enk unzepassen. Mir hoffen, dass aner Donateuren eisem Beispill folgen. Am Niger an der Regioun vun Dosso hëllefe mir de lokalen Autoritéiten, hir ëffentlech Ausgabeschemaen a Prozeduren ze verbesseren. Nach ze vill oft verlaangen d'Donateuren, dass parallell Mechanismen opgesat ginn an ageféiert ginn, anstatt dass déi lokal Capacitéite verbessert a gebraucht ginn.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun probéiert mat hire Partner, bilateral a multilateral eng Previsibilitéit ze garantéieren an e Maximum vun Transparenz ze bidden. Mat deene multilateralen UN-Agencen, déi eis a Saachen thematesch Prioritéiten am nooste stinn a mat deenen d'Kooperatioun positiv verleeft, goufen Accords de partenariat stratégique iwwer véier bis fënnef Joer ofgeschloss. Déi bestëmmen de Kader, souwuel finanziell wéi och inhaltlech, vun eiser Zesummenaarbecht fir dës Period a ginn esou der Agence e kloert Bild vun deem, wat virgesinn ass. Dës Démarche betrëfft souwuel d'Agencen, déi gréisstendeels am Développement aktiv sinn, wéi d'OMS zum Beispill oder d'Unicef, mä och humanitär Akteuren, wéi den HCR oder de PAM. 30% vun der Lëtzebuerger Aide publique au développement kommen dësen Agencen zegutt.

A Saachen Transparenz a Kontroll wëlle mir eis Evaluatiounsaarbecht vun der Kooperatioun erweideren op nei Beräicher, wéi zum Beispill d'Sensibilisatiounsaktivitéiten, oder méi horizontal Analysen, wéi zum Beispill dëst Joer eis Formatiounsaktivitéiten am Tourismus- an Hotelberäich weltwäit.

Méi wéi bis elo wëlle mir eis mat aneren Donateure koordinéieren, fir gemeinsam méi effikass ze handelen a komplementar fir d'Partner do ze sinn. Dat ass zum Beispill de Fall mat der Belsch am Senegal oder mat Dänemark am Niger. Mir si Chef de file vun den Donateure fir e Secteur am Burkina, am Cabo Verde, am Kosovo an och an Nicaragua. Mä mir kënnen dat nach verdéiwen an dovunner profitéieren, dass d'gemeinsam Programmatioun vun der EU an de Memberstaten an dës Richtung geet.

An eise Partnerlänner ass et wichteg, dass mir eis vill méi abréngen am Beräich vun der Fiskalitéit a vum Stäerke vun de lokale Capacitéiten, fir besser d'Steieren anzedreiwen. Nëmmen esou kann e Partnerland seng Politiken à terme selwer an d'Hand huelen, an dat mat eegene Mëttel.

Virun zwee Joer hu mer eis fir d'Éischt um Programm „fiscalité et développement" vun der OCDE bedeelegt, deen dozou bäidréit, dëst ze realiséieren. Am Salvador ënnerstëtze mer eng lokal ONG, déi sech fir méi Transparenz an den ëffentleche Steiergelder an deem Land asetzt an och virun de leschte Presidentewahlen eng grouss Visibilitéit mat hirer Aarbecht hat.

Dat sinn éischt Beispiller, mä et ka méi gemaach ginn. Lokal Finanzressourcë mussen optimal zesumme mat externen investéiert ginn. Hei kënne Mikrofinanzmechanismen an -institutiounen eng Roll spillen, an och d'Valorisatioun vun den Transferte vun den Immigranten. Am Cabo Verde hu mir gehollef, de legislative Kader fir d'Mikrofinanz opzestellen. An Zentralamerika kritt d'Regionalorganisatioun vun der Mikrofinanz Ënnerstëtzung, fir innovativ Instrumenter anzeféieren, déi besser op d'Besoine vun de Leit hinzilen.

Den Aktiounsplang fir méi Effikassitéit, dee mir eis ginn hunn, an deem seng Prinzipien an Objektiver, déi ech elo grad mat Beispiller illustréiert hunn, solle während de Joren 2014 bis 2016 ëmgesat ginn. Duerno mussen dës Pläng sécher iwwerschafft ginn, fir den neie Gegebenheete vum Post-2015-Kader fir den Développement ugepasst ze ginn. Ech hoffen, dass bis dohi verschidde Schwaachstellen, déi an der Matrice vum Plang markéiert sinn, ënner anerem an eise PICen, kënne verschwannen.

Ech wollt haut keng klassesch Beschreiwung vun eise Partnerlänner maachen, well ech jo no all Commission de partenariat an der aussepolitescher Kommissioun en Debriefing ginn iwwer eis Programmer an och iwwert de politeschen Dialog, deen all Kommissioun virausgeet. Et huet mer um Häerz geleeën, haut ze weisen, a wat fir eng Zukunft ech d'Lëtzebuerger Kooperatioun steiere wëll a wéi d'Aide publique au développement an der Zukunft nach méi geziilt a méi effikass dohinner investéiert soll ginn, wou se dee gréissten Impakt an dee beschten Effet multiplicateur huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mesuren aus dem Finanzpak, déi déi Lëtzebuerger ONGe betreffen, gehéieren zu dëser Effizienzdémarche. Dat si Prinzipien, déi vun all den Akteuren aus der Kooperatioun akzeptéiert ginn. Dës Mesurë mussen no Consultatioune mat de betraffenen ONGen an hirem Cercle nach a legislativ Texter verschafft ginn. Ech ginn dervun aus, dass mer an deene Consultatioune verschidden Optiounen zesumme kucken an hir Effekter kënnen analyséieren. Dëse Prozess soll Ufank 2016 ofgeschloss sinn.

De Prinzip vun enger verstäerkter Konzentratioun vu staatlechem Kofinanzement fir Projeten an den „pays les moins avancés" oder de fragille State schéngt mir berechtegt. Jidderee versteet, dass Projeten an de BRIC-Länner, wéi ënner anerem Brasilien, Indien, oder aneren „pays à revenu moyen" net d'selwecht kofinanzéiert kënne gi wéi an Haiti, am Niger oder am Sudan. Hei wëlle mir nei Kategorien aféiere mat méi déiwen Tauxen. Am Moment muss eng ONG 25% Eegemëttel hu fir e Projet an engem Partnerland, an 33% an allen anere Länner.

An engem Accord-cadre bréngt d'ONG 20% Eegemëttel, egal wat fir Länner betraff sinn. Ech mengen, hei kann de Stat méi Differenziatioun aféieren, a Consultatioun selbstverständlech mat den ONGen. A grad dofir wäert ech och muer déi Responsabel vum Cercle gesi fir eng éischt Ronn mat hinnen, fir dës Detailer ze klären an da bis, wéi gesot, Ufank 2016 alles dat en forme et en musique gesat ze hunn.

Am humanitäre Beräich, souwuel an der Urgence wéi bei de Preventiv- an Transitiounsprojeten, sollen d'Taux de cofinancement net geännert ginn. Erlaabt mer, hei drop hinzeweisen, dass eis Stratégie humanitaire iwwerschafft ginn ass an dass d'Conditions générales fir d'Zesummenaarbecht mat den ONGe fir humanitär Aktiounen am Dialog mat deene Betraffenen ageféiert gi sinn.

Déi aner Mesure aus dem Finanzpak betrëfft d'administrativ Fraisë vun den ONGen zu Lëtzebuerg. Déi administrativ Fraisen an deene betraffene Länner sinn an de Projete selwer schonns dran. Also, wat d'administrativ Käschten zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou géife mer de Plaffong fir dës Remboursementer ëm 3% erofsetzen.

Ech verstinn, dass dat gewësse Reduktioune vun Ausgaben ofverlaangt. Ähnlech Reduktioune sinn och mat anere Partner schonns ëmgesat ginn. Och de Fonctionnementsbudget vum Cercle, dee mir gréisstendeels finanzéieren, hat missen 2015 ganz liicht gekierzt ginn. Administrativ Käschte mussen iwwerall am Développement esou kleng wéi méiglech gehale ginn, fir dass e Maximum vun ëffentlechen a private Gelder um Terrain landen, do wou se gebraucht ginn.

D'Resultat vun dëse Mesuren ass net, fir d'global Part vun eisem Kooperatiounsbudget, deen d'ONGe kréien, erofzesetzen, mä fir dës Part méi op déi Äermst ze konzentréieren.

Den Deel fir d'ONGen an der APD, deen am Moment ongeféier 20% ass, a 16% fir d'Lëtzebuerger ONGen, gëtt also just anescht ausginn, anescht opgedeelt. Et muss ee soen, dass och nei ONGen derbäikommen, nei Accordcadren ofgeschloss ginn, an dass et jo richteg muss sinn, dass jiddereen eng Part vun dësem Kuch ka kréien.

D'Kooperatioun ass no laange Jore vun duebeler Croissance an enger Phas ukomm, wou den RNB-Pourcentage fir den Développement stabel ass a wou Lëtzebuerg leider kee grousse Wirtschaftswuesstum huet, deen den RNB géif stäerken. Dat heescht, mir mussen dat, wat eis als stabele Budget garantéiert ass, méi genau programméieren. Och dat spillt mat an eiser Démarche, fir no gréisstméiglecher Effikassitéit ze striewen.

Här President, effikasst Handelen an der Kooperatioun ass eng Saach. Eng méi grouss Kohärenz vun deenen anere Politike fir den Développement ass op d'mannst gradesou wichteg. Et kann net sinn, dass mat enger Hand geholl gëtt, wat ee mat där anerer Hand gëtt. De Prinzip vun der „cohérence des politiques pour le développement" ass eis wuelbekannt, e liicht engem an, well et eigentlech gesonde Mënscheverstand ass. Dëse Prinzip steet am Traité vu Lissabon fir d'europäesch Politiken, an um nationale Plang ass en am iwwerschaffte Kooperatiounsgesetz vun 2012 ageschriwwen. D'Emsetzung vun dësem Prinzip ass awer net esou einfach, well ee munchmol tëschent kuerzfristegen a laangfristegen nationalen a globalen Intérête schwéier Arbitragë maache muss. De Kooperatiounsminister huet eng speziell Roll, och wann hie selbstverständlech net eleng décidéiert.

Säit Enn 2012 beschäftegt den interministerielle Comité fir den Développement sech méi intensiv mat dem Thema vun der Kohärenz fir den Développement. D'Membere vun deem Comité hunn eng éischt Analys vun der Lëtzebuerger Politik am Beräich Biocarburants gemaach. De Grupp konnt sech no längerem Gespréich am Konsens op eng Method eenegen, wéi weider Themaen analyséiert ginn an zu wat fir enge Resultater an Avisen de Grupp komme kann. Dës Method ass natierlech ëffentlech zougänglech, genausou wéi d'Rapporten an d'Debatte vun deem Comité. Elo muss eng Lëscht vu Sujete fir 2014 an 2015 festgeluecht ginn.

D'interministeriell Debatte bréngen d'Kohärenz fir den Développement an déi verschidde Ministèren a solle mat sech bréngen, dass keng Positioun méi geholl gëtt, ouni dass iwwert d'Konsequenzen op Entwécklungslänner nogeduecht gëtt an dës Analys mat an den Décisiounsprozess erageholl gëtt. D'Lëtzebuerger ONGen an hire Cercle erënneren eis regelméisseg un dës Wichtegkeet. Dëst geschitt souwuel am Dialog mat de Ministeren, mat de Ministèren, dem interministerielle Comité wéi duerch d'Publikatioun vum Cercle. De „Barometer 2014" vun der Kohärenz ass hei e ganz interessant Instrument.

Ech fannen et och wichteg, dass mir an eiser nächster Présidence vum Conseil vun der EU an der zweeter Halschent 2015 dës Kohärenz um Niveau vun der EU aktiv promouvéieren an duerch Beispiller an deene verschiddene Conseilen illustréieren. Eng ganz Rei vu Virschléi vun der Europäescher Kommissioun ginn dem Conseil mat enger Impaktstudie virgeluecht, wou och nom Prinzip vun der Kohärenz fir den Développement analyséiert gëtt, wat de Virschlag als méiglech Konsequenzen op d'Entwécklungslänner kann hunn.

Ech hu menge Ministerkolleege geschriwwen, fir se unzespornen, ee vun hiren Themen ënnert dem Bléckwénkel vum Développement an der Kohärenz méi genau ze beliichten. Eng Rei hu schonns positiv geäntwert a wäerte Migratioun an Développement, mä och Kultur, ICT

oder Landwirtschaft an Développement an hire Filière behandelen. Dës Aktioun placéiert sech och am Kader vun deem Europäesche Joer fir den Développement, dat 2015 stattfënnt. Ech komme spéider méi am Detail dorobber zréck.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklung an nohalteg Entwécklung gi mat Recht um Niveau vun de Vereenten Natiounen nach vill méi global behandelt. D'„millennium development goals", d'Ziler vum Joer 2000, hunn d'ganz international Communautéit zesummebruecht, fir an déiselwecht Richtung ze schaffen. Vill ass erreecht ginn: Iwwert déi lescht 20 Joer ass zum Beispill den Taux de mortalité vun de Kanner ënner fënnef Joer ëm d'Halschent gekierzt ginn. Dat heescht konkret, dass all Dag ëm déi 17.000 Kanner gerett ginn! De Ratio vu materneller Stierflechkeet ass och global ëm 45% gefall tëschent 1990 an 2013. D'antiretroviral Therapien hu 6,6 Millioune Mënscheliewe gerett säit 1995 an et gëtt geschätzt, dass den Doud vun 3,3 Milliounë Mënschen duerch Malaria konnt verhënnert ginn tëschent 2000 an 2012.

Déi positiv Resultater sinn awer ganz verschidde jee no Géigenden an et bleift nach extrem vill ze maachen. D'Länner all zesummen hunn dofir op der Konferenz vun „Rio+20" am Joer 2012 décidéiert, dass si sech wéilten no 2015 nei an nohalteg Entwécklungsziler ginn. Dës sollten d'Suite duerstelle vun de Millennium-Development-Ziler an awer och déi dräi Dimensiounen - ekonomesch, sozial an environnemental - vun der nohalteger Entwécklung decken a fir all d'Länner gülteg sinn. Domat huet d'international Gemeinschaft sech en Optrag ginn, deen extrem ambitiéis ass an dee bis zum Sommet vum September 2015 ofgeschloss soll ginn.

Säitdeem hu verschidde Gruppe vu Comitéen zu New York zesummegesiess, fir d'Recommandatiounen an eng Lëscht vu méiglechen nohaltegen Entwécklungsobjektiver auszeschaffen. Si solle sech op all d'Länner applizéieren an inklusiv an allen Hisiichte sinn. Tëschent EU-Memberen ass dëst Thema souwuel bei den Développements- wéi och bei den Environnementsministeren opkomm an éischt Schlussfolgerunge fir eng EU-Positioun si geholl ginn. An deem Kontext schafft mäi Service ganz enk mat deene vum MDDI zesummen, an ech sinn och ganz frou, dass déi zoustänneg Ministesch de Mëtteg och hei präsent ass bei dësem Débat, souwéi och den Ausseminister mat präsent ass.

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- D'Ambitiounen an dësem Beräich ginn awer wäit iwwert dëse Kader eraus a betreffen all d'Secteure vun eiser Politik. Et geet jo hei net nëmmen ëm den Ofbau vun der Aarmut an den Effekter vun der Klimaverännerung, mä hei sinn och eng ganz Rei vun aneren Theme mat am Spill, wéi zum Beispill dezent Aarbecht, universellen Accès zu de Gesondheetsservicer, zu Waasser an Energie, wéi och Mënscherechter, Fridden a Sécherheet. Alles dat ass nach vill méi wäit an dréit méi zu enger nohalteger Entwécklung bäi.

Enn November/Ufank Dezember wäert de Secrétaire général vun de Vereenten Natioune säi Virschlag op den Dësch leeën, deen dann d'Basis ass fir déi intensiv Verhandlunge bis September 2015. Hei wäerte mir souwuel zu New York wéi och am Virfeld als EU-Membere musse Positioun huelen zu deenen nohaltegen Ziler, zu hire méigleche Resultater, déi mir eis wënschen, an och zu den Indicateuren, déi hei néideg sinn, fir ze moossen, wat wou wéini Fortschrëtter gemaach huet.

An dësem grouss ugeluechten Exercice muss d'Kooperatioun oppassen, dass d'Interessi vun deene schwaachsten Entwécklungslänner a vun deene schwaachste Gruppen a Communautéiten net ënnert d'Rieder kënnt. Se hu manner Capacitéite wéi anerer, fir sech Gehéier ze verschafen an hu spezifesch Besoinen, déi net vergiess däerfe ginn. Mir hunn an deene verschiddene Fora d'Diskussioune besonnesch och ënnert dësem Bléckwénkel suivéiert.

An eiser globaliséierter Welt sinn d'Responsabilitéite sécher anescht verdeelt wéi virun 20 oder virun 30 Joer. Nei emergent Länner, wéi zum Beispill China, Brasilien an Indien, kënnen haut hiren Deel vu Responsabilitéite fir eng méi nohalteg Entwécklung droen. Dëst wäert eent vun deene schwieregsten Elementer an dëse Verhandlunge sinn, an och an de Klimaverhandlungen Enn 2015.

Et ass och wichteg, voll ze akzeptéieren, dass d'Société civile an de Privatsecteur spezifesch Rollen hunn, fir zu enger nohalteger Entwécklung ze kommen. D'Staten eleng hu limitéiert Mëttel. Dës si mat de Privatmëttel intelligent ze kombinéieren, ouni dass déi spezifesch Responsabilitéite vermëscht a verwëscht ginn. D'extrem Aarmut kann net mat staatleche Mëttel eleng bis 2030 ofgeschaaft ginn. Hei, an och bei aneren Objektiver, sinn all Instrumenter a Mëttel wëllkomm. Fir Lëtzebuerg behalen awer d'ëffentlech Entwécklungshëllef an den Engagement eng kruzial Roll och an der Zukunft, besonnesch fir déi äermste Länner, mä net nëmme fir déi.

Et kann och en Ustouss sinn, fir aner Mëttel ze aktivéieren oder iwwerhaapt den Zougang dozou ze erlaben. D'Mikrofinanz ass eng vun dëse Méiglechkeeten, mä och aner Finanzinstrumenter oder Assistance technique fir eis Partnerlänner, esou dass si besser vun de Méiglechkeete vun den Entwécklungsbanke kënne profitéieren. Eis gutt Zesummenaarbecht mat dem Finanzministère hu mir an dësem Sënn an deene leschte Méint verstäerkt.

Parallell zu den Diskussiounen iwwert déi zukünfteg Objektiver vun der nohalteger Entwécklung leeft och eng hefteg Debatt op verschiddenen Niveauen iwwert de Finanzement dovunner. An dem Comité d'aide au développement vun der OCDE gëtt gekuckt, wéi d'Definitioun vun der ëffentlecher Entwécklungshëllef den neie Gegebenheeten ugepasst soll ginn. Hei si mir ganz virsiichteg a wëllen net Äppel mat Bire vermëschen. D'ministeriell Sëtzung vum CAD Mëtt Dezember wäert richtungsweisend sinn. Da gëtt iwwerluecht, wéi de globale finanziellen Effort gemooss soll ginn, dee jo néideg ass, och um Terrain existéierend ze sinn, souwuel vusäite vun den Donateure wéi vun de betraffene Länner selwer.

Dës Debatt ass zentral, fir och e méi ausgeglachene Partenariat tëschent alle Länner ze grënnen. Dohannert sinn natierlech d'Interessie vun allen Zorten, Muechtusprech a Geldfuerderungen. Dës komplizéiert Verhandlung gëtt parallell geféiert zu den nohaltegen Objektiver a soll virdrun, am Juli 2015, zu Addis Abeba op enger grousser Konferenz ofgeschloss ginn.

Mir stinn also virun engem Joer 2015, dat fundamental wichteg ass an alle Richtunge fir d'Entwécklungspolitik hei zu Lëtzebuerg an och an der nohalteger Entwécklung décidéiert wäert ginn (veuillez lire: a wou och fundamental nei Richtungen an der nohalteger Entwécklung décidéiert wäerte ginn).

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Meng Mataarbechter hei zu Lëtzebuerg a besonnesch och d'Kolleegen an eise stännege Vertriedungen zu Bréissel, Genève an New York si sech dëser Erausfuerderung bewosst a schaffe ganz enk zesummen, och en vue vun der Présidence vun der EU. Den Dialog mat den ONGen an hirem Cercle fënnt regelméisseg zu dësen Theme statt. Bei deene leschten Assisë vun der Kooperatioun hate mer just dësen Thema behandelt an ech sinn iwwerzeegt, dass och déi nächst Assisen ënnert dëse Motto wäerte gesat ginn. De Comité interministeriell fir den Développement gëtt och gebrieft, wann nei Elementer do sinn.

Här President, ech hunn elo schonns e puer vun den Erausfuerderunge vum Joer 2015 ugeschwat. Fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun wäert dat eng ganz aktiv Zäit ginn.

Mir hunn d'Chance, zesumme mat der lettescher Présidence vun der EU an der Europäescher Kommissioun d'Europäescht Joer fir den Développement ze gestalten. Zu Riga fënnt den 9. Januar déi offiziell Ouverture statt. Hei ginn och d'Aktivitéite lancéiert, déi dann am Dezember 2015 zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn. Et ass flott, dass ee méi jonken an ee méi ale Memberstat vun der EU, Lëtzebuerg a Lettland, hei zesummekommen an Experienzen austauschen.

De Ben Fayot huet déi grouss Gentillesse, fir eis als Ambassadeur vun dësem Joer ze hëllefen, dëst Konzept bekannt ze maachen an e Programm vu ganz verschiddenen Aktivitéiten zesummenzesetzen. Eist Objektiv ass natierlech, de Publikum iwwert d'Aarbecht an der Entwécklungshëllef ze informéieren an dofir d'Leit ze sensibiliséieren. Et sollen awer bewosst nei Gruppen ugeschwat ginn, déi normalerweis net direkt eppes mam Développement ze dinn hunn. Mir wëllen eise Privatsecteur méi no un eis Partnerlänner erubréngen, zesumme mat der Chambre de Commerce an der BEI, awer och ze verstoe ginn, dass dëse Secteur en Deel vum Développement ass an och hei Responsabilitéiten huet. Hei komme mer deelweis op dat zréck, wat ech am Beräich post 2015 iwwert d'Roll vum Privatsecteur gesot hunn.

Iwwer Kultur a Sport solle mir och Künstler a Sportler aus eise Partnerlänner besser kennenléieren a verstoen. De Vëlostour vum Burkina, deen an Afrika den Equivalent vum Tour de France ass, seet eis näischt, a mir ënnerschätzen d'Dak'Art, déi e wichtege Rendez-vous vun der afrikanescher zäitgenëssescher Konscht ass. Ech freeë mech, nei Aspekter an dësem Joer kennenzeléieren.

Zesumme mat den europäeschen Institutioune wäerte Konferenzen a Rencontrë stattfannen, och zum Beispill an der Europäescher Cour des Comptes, wou d'Konte vun der Entwécklungshëllef duerchliicht ginn. Ech hat jo schonns eis Initiativ ugesprach, fir an deene verschiddene Formatioune vum Conseil Themen ënnert dem Bléckwénkel vum Développement ze behandelen.

Aktivitéiten am Kader vun dësem Joer sinn och vun der aussepolitescher Kommissioun vun dëser Chamber geplangt.

D'Europäescht Joer fir den Développement steet ënnert dem Motto „Eis Welt, eis Zukunft, eis Dignitéit". Mir läit ganz besonnesch drun, dee leschten Deel vun dësem Motto an de Vierdergrond ze bréngen. Dignitéit ass dat, wat d'mënschlech Differenz mécht, egal wéi d'wirtschaftlech, sozial oder finanziell Gegebenheete sinn.

Här President, natierlech ass d'zweet Halschent vun 2015 och geprägt vun der Lëtzebuerger Présidence vun der EU. Säit dem Akraafttriede vum Vertrag vu Lissabon sinn d'Chargë fir d'Présidence anescht verdeelt wéi 2005. De Conseil vun den Développementsministere gëtt vun der Aussepolitescher Héijer Représentante, der Madame Mogherini, presidéiert. Dëse Conseil gëtt awer nach op Aarbechtsniveau ganz vun der Présidence tournante virbereet, an enker Zesummenaarbecht mat dem Service extérieur an der Kommissioun. Domat ass den Exercice mat Sécherheet net méi einfach ginn.

Mat den italieneschen an de lettesche Kolleegen ass den Trio-Programm fir déi 18 Méint, déi eis dräi Présidencen ausmaachen, elo scho preparéiert an alles ass virgesinn. Eis sechs Méint wäerte sécher geprägt si vun deenen zwou grousse Konferenzen: déi éischt iwwert de Finanzement vum Développement am Juli zu Addis Abeba an dann de Sommet zu New York Enn September, wou de Kader mat den nohaltegen Entwécklungsziler fir no 2015 bestëmmt gëtt.

Ënnert den 28 muss och an der Zukunft d'Debatt iwwert d'Zukunft vun de privilegéierten EU-Relatioune mat den ACP-Staten, den 79 Länner aus Afrika, de Caraïben an dem Pazifik, ufänken. Wéi behale mer dës speziell enk Relatioun a moderniséieren dach dat Ganzt domadder?

Am Entwécklungsberäich stinn och méi horizontal Themen um Menü an der zweeter Halschent 2015, wéi zum Beispill d'Verdéiwung vun der gemeinsamer Programmatioun, den Aktiounsplang iwwert de Genre an esou weider.

D'Lëtzebuerger Présidence wäert och genau de richtege Moment sinn, fir dee wichtege Sommet humanitaire mondial vum Fréijoer 2016 ze preparéieren. D'humanitär Krisen an der Welt ginn ëmmer méi komplex. Si dauere laang un a verschwannen an d'Vergiessen, obschonns si weider nach toben. Am Moment huet d'UNO véier Krise parallell op den héchsten Drénglechkeetsniveau 3 gehuewen. Dat si Syrien an d'Regioun, dat sinn den Irak, Südsudan an Zentralafrika.

Déi syresch Kris ass elo an hirem véierte Joer an destabiliséiert d'Nopeschlänner wéi de Libanon, Jordanien an d'ganz Regioun. Hei ass elo den Irak mat trauregen Nouvellen nach méi an de Vierdergrond geréckelt.

Bei senger rezenter Visite zu Lëtzebuerg huet den Haut Commissaire pour les réfugiés, den António Guterres, drop verwisen, dass all Dag iwwer 30.000 Leit an dëser Welt zu deene 50 Milliounen derzoukommen, déi op der Flucht sinn an als Réfugiéen oder als intern Déplacéierter näischt méi hunn.

Dës exzeptionell dramatesch Situatioun brëngt mat sech, dass en vue vum Sommet mondial humanitaire nei Weeër gezeechent ginn, wéi heirop geäntwert ka ginn. Nei Donateuren och aus dem Privatsecteur mussen u Bord geholl ginn an d'Société civile muss schonns vun Ufank un e Partner si fir dëse Sommet. Innovatioun ass heibäi och ganz wichteg. An deem Kontext kann ech bestätegen, dass déi humanitär Kommunikatiounsplattform emergency.lu bis 2020 mat de private Partner verlängert ginn ass.

2014 ware geméiss dem OCHA 102 Milliounë Leit am Besoin a méi wéi een Drëttel vun den humanitären Opruffer sinn ouni Äntwert bliwwen. D'EU ass de wichtegsten humanitären Donateur an huet an der Preparatioun vun dësem Sommet eng besonnesch Roll gespillt. Als Présidence vum zweete Semester 2015 wäert Lëtzebuerg hei mat der Kommissioun a mat dem ECHO Weiche stellen. Mir sinn och der Meenung, dass dëse Sujet um Niveau vum Conseil déi néideg Attentioun wäert fannen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Europäescht Joer vum Développement wäert sech als roude Fuedem duerch déi ganz Présidence zéien an hoffentlech och an aner Conseilsformatiounen erakucken, am Sënn vun der Kohärenz. Ofschléisse wëlle mir souwuel d'Présidence wéi dat speziellt Joer 2015 mat enger informeller Kooperatiounsministersëtzung am Dezember, gekoppelt, wéi scho gesot, mat der Ofschlossfeier vun dem Europäesche Joer fir den Développement. Zu deem Zäitpunkt wäerten d'Environnementsministeren zu Paräis op der COP21 schwéier Verhandlunge féieren, fir zu engem ambitiéise Resultat iwwert de Klima ze kommen.

D'Konklusioune vun der COP21 kënne liewenswichteg si fir d'Entwécklungslänner, souwuel déi kleng Inselstaten am Pazifik wéi déi aner, déi vun Iwwerschwemmungen, graven Dréchenzäiten oder tropesche Stierm verwüüst ginn.

Madame Presidentin, ech hu mech haut op d'Entwécklungs- an déi humanitär Hëllef konzentréiert an op hir Instrumenter a Prinzipien, fir méi kohärent a méi effikass ze handelen. Mä dës Aktioune geschéien an engem Kader, dee positiv oder negativ geprägt ass vun allen anere Politicken, déi sech alleguerten ënnerenee beaflossen.

Gutt Gouvernance, Fridden a Sécherheet, de Respekt vu Mënscherechter, effikass géint al Typpe vu Korruptioun virgoen, Désarmement a Reintegratioun vu Kämpfer a Kannerzaldoten no engem Biergerkrich, Rechter vu Fraen a Kanner, dëst sinn alles Facteuren - an nach vill anerer -, déi zum Succès vum Développement vun engem Land bäidroen.

Dofir ass et fir mech och kloer, dass d'Kooperatioun eng Politik fir sech ass, mä awer och eent vun de villen Instrumenter vun der Aussepolitik.

D'Evenementer am Burkina Faso säit dem 30. Oktober hunn eis dat erëm virun Ae gefouert. Ufank September hate mir bei der Commission de partenariat hei zu Lëtzebuerg de Finanzminister aus dem Burkina op d'Risiken higewisen, wann d'Constitutioun par force géif geännert ginn. D'EU an d'Amerikaner hunn dës Positioun zu Ouagadougou och kloergemaach. Leider si mer net gehéiert ginn. An elo ass d'Land no schwéieren Deeg an Doudegen an enger grousser Onsécherheet, wat seng Zukunft ubelaangt.

Et schéngt jo, dass d'Responsabel vun der Arméi bereet wieren, an deenen nächsten zwou Wochen, déi si vun der Union africaine kruten, zréck op de konstitutionelle Wee ze goen an eng zivil Transitiounsautoritéit en place ze setzen, fir déi nächst Wahlen ze preparéieren. Ech hoffen, dass dëst esou schnell wéi méiglech passéiert. D'Visite haut vun den dräi Presidenten aus der Regioun - Ghana, Nigeria a Senegal - an de konstanten Engagement vun enger Missioun vun UN, Union africaine an CEDEAO wäerten hei ausschlaggebend sinn. An der aktueller Lag sinn eis Kooperatiounsaktivitéiten op e Minimum zréckgeschrauft, bis Kloerheet iwwert dee genaue Kalenner besteet.

Ech wëll hei och all deenen zum Schluss Merci soen, déi als Professionell oder als Bénévollen an der Entwécklungshëllef schaffen an um Terrain oft a schwéiere Konditiounen eigentlech Wonner wierken. Ech denken hei besonnesch och un de President an eng Mataarbechterin vun enger ONG, déi vun enger Missioun leider net méi zréckkomm sinn.

Ech soen Iech an dësem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Och Merci vun eis, Här Kooperatiounsminister Romain Schneider, fir Är interessant Explikatiounen am Kader vun Ärem breet gefächerte Programm. Ech mengen, Lëtzebuerg ass präsent. Lëtzebuerg mécht exzellent Aarbecht an dësem Secteur a fëllt déi Konzepter vun Dignitéit a Solidaritéit mat Inhalt.

Et ass elo un de Kolleeginnen a Kolleegen Deputéierten, fir opgrond vun dësem interessante Programm Stellung ze huelen. Als Éischt ruffen ech d'Madame Nancy Arendt op d'Tribün fir hire Kommentar. Madame Arendt, et ass un lech!

Débat

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Hären, erlaabt mer, ee Gedanke vum Robin Williams, engem grousse Komödiant a Filmschauspiller, deen eis dëst Joer leider verlooss huet, als Introduktioun an dës Ried mat eranzebréngen: De Robin Williams war der Meenung, datt all Kand, virun allem déi krank an déi aarm Kanner, e Recht op Laache misst hunn. An en huet et fäerdegbruecht, mat senge Fondatiounen a Filmer Kanner, mä och Erwuessener opzemonteren a mat Humor vun hirem batteren Alldag ofzelenken.

Déi jéngst Trägerin, déi et zënter dem Ufank vum Nobelpräis, also zënter 1901 gëtt, kämpft, fir datt all Kand e Recht op eng Éducatioun kritt, an huet bal mat hirem Liewen dofir bezuelt, well se sech besonnesch fir besser Bildungschancë fir Meedercher agesat huet an - fir d'Wierder vum Ban Ki-moon ze gebrauchen - „mat Courage an Entschlossenheet zu deem ginn ass, wat d'Terroristen am meeschte fäerten: e Meedche mat engem Buch".

D'Malala Yousafzai sot, datt mir géint den Analphabetismus, d'Aarmut an den Terrorismus e glorräiche Kampf solle woen. Loosst eis dofir Bicher an e Bläistëft huele fir si, well si sinn déi mächtegst Waffen. E Kand, e Schoulmeeschter, eng Schoulmeeschterin, e Buch kënnen d'Welt verännere. D'Malala ass zum Symbol vum Kampf fir d'Erzéiung fir d'Meedercher ginn an huet de Problem bei der Wuerzel ugepaakt.

D'Bildung ass de Schlëssel zum Erfolleg, an dëst zielt virun allem an aarme Länner. Ech kommen nach méi am Detail op dës esou wichteg Viraussetzung zréck, déi sech kohärent wéi e Fuedem duerch déi ganz Entwécklungspolitik zitt.

Madame Presidentin, erlaabt mer, dëse Gedanken, bei deem et ëm d'Kanner geet, nach weiderzefëieren. All Kand soll net nëmme e Recht op Laachen oder Bildung hunn, all Kand misst eigentlech hautdesdaags e Recht op eng fair Iwwerliewenschance hunn, an dat iwwerall an der Welt! All Kand misst eigentlech hautdesdaags op dëser Welt, an dëser Zäit, an där een et fäerdegbréngt, Hotellen ënner Waasser ze bauen, an där ee Schnéiolympiaden a waarme Länner plangt a Reesen an de Weltall envisagéiert, d'Méiglechkeet hunn, an humanen Zoustänn opwuessen ze kënnen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- D'Realitéit, Madame Presidentin, ass awer nach ëmmer eng ganz aner! An der Moyenne stierft hautdesdaags all fënnef Sekonnen e Kand, an dëst un Ursaachen, déi vermidde kéinte ginn.

Dir Dammen an Hären, dëst weist op d'mannst op dräi Saachen hin: éischtens, datt mer nach laang net un de globalen Entwécklungsziler ukomm sinn; zweetens, datt d'Entwécklungspolitik net nëmmen noutwendeg ass, mä datt ee se och permanent evaluéieren, adaptéieren a kohärent gestalte muss, an drëttens, datt et net duergeet, Ressourcë fräizemaachen oder den Entwécklungslänner e besseren Zougang zu de Mäert ze garantéieren, mä datt och strukturell Reformen an de betraffene Länner selwer noutwendeg sinn, fir der sozialer Ongerechtegkeet en Enn ze setzen.

Bis elo war Lëtzebuerg an der Entwécklungspolitik souzesoen e Musterschüler. Mir genéisse weltwäit eng grouss Unerkennung a gi respektéiert fir dat, wat mir an dësem Beräich bäidroen, an dat souwuel quantitativ wéi och qualitativ.

An der CSV-Fraktioun si mer frou ze héieren, datt d'Regierung plangt, dës laangjähreg Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik weiderzefëieren. Et ass richteg a wichteg fir eis, an dofir ënnerstëtze mir dës Politik entschlosse mat, mat de Programmer, mat de Partnerlänner, esou wéi de Minister dat elo just heibannen erklärt huet.

Wann op ville Plaze gespuert gëtt oder muss ginn, da si mir trotzdeem awer der Meenung, datt een de roude Stëft net däerf bei der Kooperatiounspolitik usetzen. No enger genauer Analys vum Statsbudget hu mer misse feststellen, datt dräi vun deenen 258 Spuermoossname sech op ons ONGe bezéien. Mir sinn dowéinst frou, datt dës wichteg Debatt no der Deklaratioun vum Premier an der Ried vum Finanzminister nom Dépôt vum Budget fir d'Joer 2015 stattfënnt, well dach déi Deklaratiounen, déi gemaach goufen, déi Explikatiounen, déi ee kritt huet, net ganz zefriddestellend sinn. An ech kommen duerno nach eng Kéier op dëse Volet zréck.

Mir sinn iwwregens och iwwerrascht gewiescht, Madame Presidentin, wéi e fréieren eminenten, och nach grad Europapolitiker vun der sozialistescher Partei gefrot huet, eise Prozentsaz fir d'Entwécklungshëllef nees op 0,7% erofzesetzen.

(Interruption)

Mir kënnen déi Ausso do net mat ënnerstëtzen - och, Här Kartheiser, wann Dir där Meenung sidd - a mir wollten dem Minister, deen därselwechter Bluttgrupp ugehéiert, an och dem Här Angel, dee President ass vun dëser Kommissioun, där aussepolitescher Kommissioun, hir Meenung doriwwer héieren.

Här President, der CSV no muss dës Entwécklungspolitik…

(Interruption)

…an déi Richtung weidergestalt ginn, wéi mer se bis elo zënter Jorzéngte schonn an d'Weeër geleet hunn. Mir musse versichen, se nach méi global ze koordinéieren an un déi nei Erausfuerderungen unzepassen. Si muss regelméisseg op hir Effikassitéit gepréift ginn, kontrolléiert an evaluéiert ginn a falls noutwendeg och vun eis hannerfrot ginn. Néierens soss ass eng gutt Zesummenaarbecht an deene verschiddene Beräicher an der Politik esou wichteg wéi an der Kooperatioun, an den Numm seet et jo eigentlech och.

Fir e gutt Resultat ze kréien, muss alles, all Beräich, all Thematik, déi vuneneen ofhänken, wéi de Fridden, d'Promotioun vun der Demokratie, d'Mënscherechter, d'Terrorismusbekämpfung, d'Flüchtlingspolitik, d'Weltsécherheet, d'Weltwirtschaft, de Klimawandel, d'Gesondheet, d'Erzéiung, d'nohalteg Entwécklung, d'Forschung bis zur Agrikultur, alles muss vernetzt fonctionnéieren. Alles iwwerschneit sech, an néierens ass et méi offensichtlech, wéi wichteg e vernetzt Denken ass.

Et ass deemno e groussen Challenge, fir all mateneen zu enger gemeinsamer a kohärenter Politik ze kommen. Op dës Kohärenz wollt ech a menger Ried e puermol zréckkommen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, am Ufank wollt ech e puer Wuert iwwert d'„millennium development goals" soen, well mer 2015 jo un den Objektiver ukomm solle sinn an eng Analys zu dëser Zäit sécherlech ubruecht ass, fir ze kucken, wou mer stinn a wou mer méi oder manner un d'Ziler erukomm sinn. Am Joer 2000 waren aacht Ziler virgesinn, an et bleiwen ons elo nach just e puer Méint, fir dës Joerdausendziler ze erreechen: d'Aarmut- an d'Hongerbekämpfung, Primärerzéiung fir jiddwereen, Gläichheet tëschent Fra a Mann, d'Baisse vun der Kannerstierflechkeet, eng besser Gesondheetsverfleegung (veuillez lire: Gesondheetsversuergung) fir d'Mammen, de Kampf géint den Aids an aner schlëmm Krankheeten, de Weltklimaschutz an eng global Partnerschaft an der Entwécklung fir d'Welt.

Een Zil, wat mer ganz besonnesch um Häerz läit, ass d'Kannerstierflechkeet, wat och symptomatesch ass, fir ze kucken, ob et engem Land generell besser geet oder net. Am Joer 1950 waren 152 op 1.000 Kanner fréizäiteg gestuerwen. Tëschent '95 an 2000 loung dës Statistik nach bei 57 Promill. An haut si mer bei engem Taux vun ongeféier 43 op 1.000, also nach eng Kéier eng däitlech Baisse. Do huet sech manifestement eppes Positives entwéckelt an dat huet och villes mat Entwécklungspolitik ze dinn.

Ënner anerem responsabel dofir si virun allem d'Impfcampagnë géint déi schlëmm Krankheeten, notamment an Afrika, eng besser Betreiung vu schwangere Fraen, e besseren Accès op Éducatioun. An trotzdeem soen d'Previsiounen eis, datt am Joer 2050 nach ëmmer 23 Kanner op 1.000 fréizäiteg d'Liewe verloosse mussen. D'Rechter an d'Gesondheet vun de Fraen an der Reproduktioun mussen onbedéngt weider gestäerkt ginn. En Thema, bei deem Afrika leider am schlechtsten ofschneit.

D'Frae mussen d'Méiglechkeet kréien, ouni Drock a Gewalt selwer entscheeden ze kënnen, wéini a mat wiem se sech wëlle bestueden, wéini a wéi vill Kanner se wëlle kréien. An dofir musse se den Zougang zu den Informatiounen, der Bildung, den Dëngschtleeschtungen erliichtert kréien, déi se brauchen, fir hir eegen Entscheedunge kënnen ze treffen.

Hautdesdaags stierwen all Dag - all Dag! - 400 afrikanesch Fraen a Meedercher während der Schwangerschaft oder der Gebuert. Si gi vill ze vill fréi, ze oft an ongewollt schwanger. E grousse Problem sinn nach ëmmer déi vill ze vill restriktiv Gesetzer iwwert d'Ofdreiwungen, déi dozou féieren, datt fënnef Milliounen onsécher Ofdreiwungen all Joers duerchgefouert ginn an en enormen Akommesverloscht mat sech bréngen, dee sech op iwwer eng Milliard Dollar chiffréiert, duerch déi vill Doudesfäll a Behënnerungen, déi esou onprofessionell Akten als Konsequenz hunn.

Bal all dës Stierffäll spille sech an de Länner of - ech hunn et elo just gesot - mat extrem strikten Abortiounsgesetzer, an hei mussen afrikanesch Politiker onbedéngt ëmdenken an och reforméieren. D'Gesondheetsproblemer an dem Beräich vun der Sexualitéit an der Fortplanzung sinn eng enorm, awer vermeidbar Belaaschtung fir Fraen an Entwécklungslänner. An dofir muss an der Gesondheetspolitik a Familljeplanung onbedéngt weider investéiert ginn. Dat seet de Joaquim Chissano, de Leader, deem de Succès zougesprach gouf, aus dem Mosambik eng vun deenen erfollegräichsten afrikaneschen Demokratië gemaach ze hunn.

An Afrika ass nëmmen en nohaltege Wuesstum erreechbar, wann seng gréisste Reserven, seng gréissten Energie a seng gréisste Kreativitéit, also seng Fraen a Meedercher, mobiliséiert ginn. Si si sech nämlech alleguerten eens - d'Gesondheetsorganisatiounen, d'Entwécklungsexperten, ONGen, UN-Agenturen an d'Banken -, datt de Schlëssel zum afrikanesche Potenzial an der Ausbildung, der Fräiheet an den Aarbechtsméiglechkeete vun de Frae läit.

A ville Länner ginn haut d'Fraen nach ëmmer vill ze vill oft aus der Wirtschaft, der Politik oder souguer aus der Gesellschaft ausgeschloss. Si kënnen net matschwätzen, also weder zu politeschen nach wirtschaftlechen Décisioune bäidroen. Net nëmmen, datt se Affer vu Gewalt ginn, mä si ginn och gesetzlech diskriminéiert, hu manner Rechter, wann et ëm Land- an Immobiliebesëtz, Ierfrecht, Ausbildung an Zougang zu Kreditter an Technologie geet.

Ebola - Madame Presidentin, ech kommen duerno nach dorobber zréck - ass net déi eenzeg Epidemie. Et gëtt schonn eng, déi scho vill méi laang existéiert! An dat ass d'Gewalt, déi all Dag afrikanesch Fraen a Meedercher nach ëmmer erliewen. Sexuell Gewalt als Krichsakt ass zur Normalitéit ginn. Am Fall vun der weiblecher Genitalverstümmelung an dem Bestuede vu Kanner gëtt Gewalt nach ëmmer op ville Plaze kulturell akzeptéiert. Hei mussen drëngend d'Gesetzer, d'Rechtssystemer an d'Mentalitéit sech änneren, well se meeschtendeels d'Täter entlaaschten, an d'Affer sinn déi, déi eigentlech vill méi staark musse geschützt ginn.

D'CSV begréisst dofir ausdrécklech, datt dëst Joer de Sacharow-Präis dem kongolesesche Gynäkolog zougesprach gouf, deen zënter Jore Fraen operéiert, déi Affer gi si vu Gruppevergewaltegungen an deenen hir Geschlechtsorganer total zerstéiert gi sinn. Der Europäescher Unioun no ass den Denis Mukwege en unerkannte Spezialist fir d'Rekonstruktioun vu weibleche Geschlechtsorganer an huet Dausende vu Fraen operéiert, déi während de Biergerkricher vergewaltegt gi sinn.

Deemno setzt de Mukwege sech och fir eng sozial a moralesch Rehabilitatioun vu Vergewaltegungsaffer am Kongo an, wou Frae vun der Gesellschaft oft nach dann un de Pranger gestallt ginn, wann hinnen esou eppes geschitt ass. De Kampf fir d'Rechter vun de Fraen, Meedercher a Kanner muss weider an der Zukunft fest am A behale ginn, wa mer gären hätten, datt d'Entwécklungspolitik e Succès gëtt.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, eng aner Weltplo, déi mer scho méi laang kennen, ass den Aids, deen och - ënner anerem - dank der Entwécklungspolitik an der Fuerschung an deem Beräich säit dem 21. Jorhonnert däitlech zréckgaangen ass.

Tëschent 1981 an 2006 si 25 Milliounen un der Suite vum Virus gestuerwen. D'Millenniumziler haten als Objektiv, bis 2015 d'Ausbreedung vum HIV definitiv ze stoppen an d'Tendenz ëmzedréinen.

Den Estimatioune vum Programme commun vun de Vereenten Natiounen iwwert den Aids ONUSIDA no géife mer de Joerdausendziler ëmmer méi no kommen. Zënter 2001 ginn 33% manner nei Infektiounen um Virus enregistréiert, souguer 52% manner bei de Kanner, 29% manner Stierffäll zënter 2005, an et kréien an deene leschten zéng Joer 40-mol méi infizéiert Mënschen Accès op déi sougenannten „antiretroviral Traitementer".

Déi sougenannten „antiretroviral Therapie" gëtt säit Enn der 90er Joren an der Behandlung bei HIV-Infizéierten ugewannt. Deemools huet déi Behandlung ronn 10.000 US-Dollar pro Persoun pro Joer kascht. Haut sinn déi Käschten op 140 Euro erofgaangen - wat enorm ass. Doduerch kënnen och vill méi Mënschen, a virun allem an aarme Länner, méi effikass behandelt ginn. Do solle mëttlerweil 9,7 Millioune Leit dëst Traitement kréien an déi Tendenz soll exponentiell an d'Luucht goen.

Recherchen hu bewisen, wa schwanger Frae mat dësem Traitement behandelt ginn, géif de Risiko vun der Virusiwwerdroung op hir Kanner op ënner 5% falen. Dëst ass eng gutt Nouvelle, mä et geet awer net duer, d'Symptomer oder d'Krankheet ze behandelen, et muss een och hei an dësem Beräich nach vill méi staark op eng Gronderzéiung setzen. 90% vun de Fraen, déi mam HIV-Virus infizéiert sinn, liewen an Afrika. Dat bestätegt, datt et op deem Kontinent - oder net iwwerall - nach ëmmer keng effikass Sexualerzéiung gëtt. Nëmmen een Drëttel vun de Männer an Afrika wëssen, wéi ee sech géint den Aids schütze kann.

Hei spillt d'Entwécklungshëllef eng wichteg Roll. D'Leit musse besser a méi staark opgeklärt a sensibiliséiert ginn. D'Entwécklungshëllef muss sech weider op dëse Volet konzentréieren, soss riskéiere mer, datt dës Zuele vun den HIV-Infizéierten nees eropginn, wat eng Katastroph wär!

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, d'Experte soen, datt d'Zil vun der Hongerbekämpfung nach erreecht kéint ginn. Am Zil vun den MDG war festgeluecht, tëschent 1990 an 2015 d'Hongersnout ëm d'Halschent ze reduzéieren. Bannent engem Jorzéngt ass dee Phenomeen vun 18,7% op 11,3% vun der Weltbevëlkerung erofgaangen. Och hei kënne mer ons eens sinn: Dat ass eng Entwécklung an déi gutt Richtung. An dach kréie mer laut rezente Statistike vun der FAO matgedeelt, datt aktuell iwwer 800 Millioune Mënschen un Honger leiden. Dat ass all néngten Awunner op der Welt.

Déi Efforten, déi an dësem Feld gemaach gi sinn, mussen also onbedéngt weidergefouert ginn. An och hei kéinten - ewéi sou dacks - d'Fraen erëm eng ganz bedeitent Roll spillen, well an Afrika op de Felder 50% Frae schaffen, sech awer net un der Landwirtschaft en tant que tel bedeelegen däerfen. Si ginn also just als Aarbechtskraaft ausgenotzt a kënnen herno net matschwätzen, also weder zu de politeschen nach de wirtschaftlechen Décisioune bäidroen.

Wann an Afrika weiderhi mannerjähreg Frae vill ze fréi bestuet oder zwangsbestuet ginn, kréie se doduerch keng schoulesch Éducatioun an domadder keng Zukunftsperspektiven, dat zu engem Zäitpunkt, wou se eigentlech um Héichpunkt vun hirer wirtschaftlecher Produktivitéit sinn. An dofir beanträchtege se enorm hiren zukünftege Bäitrag an der Gesellschaft. Och dat, Dir Dammen an Hären, ass eng Entwécklungssaach!

D'„millennium goals" hunn och virgesinn, d'Zuel vun de Mënschen, déi vun ënner 1,5 Dollar den Dag liewen, tëschent 1990 an 2015 ëm d'Halschent ze kierzen.

20% vun de Leit op dëser Welt liewen aktuell mat manner wéi 1,25 Dollar pro Dag. Iwwer 20% vun de Mënschen op der Äerd hu keen Elektresch, 35% verfügen net emol iwwer eng Toilette, a wéinst den Treibhausgase riskéiert méi wéi een Drëttel vun de Liewewiesen endgülteg auszestierwen, wann et an deem Rhythmus weidergeet.

Wéinst dësen dach nach ëmmer dramateschen Zuelen, trotz allgemenger Verbesserung, wéi mer duerch déi verschidde Beispiller, déi ech elo opgezielt hunn, gesinn hunn, brauche mer nei ugepassten Ziler.

D'Weltbevëlkerung wäert bis 2050 op néng Milliarde wuessen an dat bréngt eng Rei vun neien Erausfuerderunge mat sech. An deenen aarme Länner ass de Bevëlkerungswuesstum am rasantsten. Mir wëssen, datt d'Ressourcë limitéiert sinn an ëmmer méi knapp ginn. An dowéinst ass och eng laangfristeg global an nohalteg Entwécklung ëmmer méi wichteg an och nees eng Gronderzéiung de Schlëssel zum Erfolleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Conférence des Nations Unies sur le développement durable, och nach „Rio+20" genannt, huet beschloss, bis den Hierscht vun dësem Joer - also an dësem Moment -, d'„sustainable development goals" virzebereeden. Doranner soll den ekologeschen Aspekt méi staark berücksichtegt ginn, fir d'Entwécklungsziler méi nohalteg ze gestalten, a soll fir all Land zielen, also net nëmme fir déi sougenannt Entwécklungslänner.

D'„sustainable goals" sollen aktiounsorientéiert, prezis, global applizéierbar an einfach vermëttelbar sinn. Den UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon sot, datt „Rio+20" ons eng zolidd Plattform gradesou wéi Instrumenter ginn huet, fir dorobber ze schaffen. Mir all waarde gespaant op déi konkret Ziler, déi an deem Programm zréckbehale wäerte ginn, an hoffen, datt mir an engem Joer eng ganz positiv Bilanz zéie kënnen.

Madame Presidentin, ech kommen op déi faméis Cohérence des politiques zréck. Et déngt net vill - de Minister huet et och scho gesot -, op där enger Säit Suen an eng Politik ze stiechen, wann ee se op där anerer Säit nees ewechhëlt. Dat waren d'Wierder vun der Madame Christine Dahm, Direktesch vum Cercle de Coopération des ONG.

Wa mir also eng kohärent an effikass Entwécklungspolitik wëllen erzilen, da mussen d'Réckwierkungen, déi verschidde Politicken oder Moossnamen op aner Beräicher hunn, berücksichtegt ginn. Mir mussen e bessere Bléck op d'Gesamtzesummenhäng kréien. Et kann net sinn, datt eng Entscheedung an engem bestëmmte Beräich am Widdersproch zu den Ustrengungen an engem anere Beräich steet.

Wa mer zum Beispill heibannen iwwer Gesetzesprojeten debattéieren, da muss an der Zukunft méi konsequent gekuckt ginn, wat fir eng Répercussiounen dat op aner Beräicher oder eventuell Länner kéint hunn. A falls Projeten net am Aklang mat enger kohärenter an nohalteger Entwécklung stinn, da misste rout Luuchten ugoen.

Mir wëssen alleguerten, Madame Presidentin, wéi wichteg d'Landwirtschaft an der Entwéck-

lungspolitik ass. 2014 ass vun der UNO zur Année internationale de l'agriculture familiale proposéiert ginn. Eng gutt a gesond Landwirtschaft heescht manner Honger op der Welt, manner Krankheeten, manner Aarmut, eng besser Ëmwelt a méi gesond Nahrungsmëttel, a schlussendlech e bessert Zesummeliewen.

Mir brauchen eng gréisser Kohärenz tëschent den nationalen an den europäesche Politicken op där enger Säit an den Entwécklungsziler vun den Entwécklungslänner op där anerer Säit. Wa mir massiv Palmuelech, Sojaprodukter oder Rohstoffer fir Biokraaftstoff kafen, also déi Industrie ënnerstëtzen, an op där anerer Säit eng méi nohalteg Landwirtschaft an den Entwécklungslänner wëlle favoriséieren, geet déi Rechnung do leider net ëmmer op.

Ee Beispill: Am Joer 2010 sinn 22,5 Milliounen Tonne Palmuelech konsuméiert ginn. D'Tendenz weist, datt dës Zuel op 40 Milliounen Tonne bis 2020 klamme kéint. Dofir musse riseg Fläche vu Bëscher ofgeholzt ginn, fir dës Plantagen unzeplanzen. Déi Surfacë gi verluer fir aner nährräich Produkter, déi e regionale Marché kéinte bedreiwen.

D'Plantagen, déi an Indonesien a Malaysia gemaach ginn, sinn en plus net ëmmer nohalteg an hunn en destruktiven Impakt op d'Biodiversitéit. Dat hunn divers Studie bewisen.

Duerch d'Ofholze vun tropesche Bëscher gëtt enorm vill Treibhausgas ausgestouss an huet negativ Auswierkungen op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit op laang Dauer. Et gëtt geschat, datt 98% vun den indoneesesche Bëscher bis zum Joer 2022 verschwonne sinn. Et gi souguer dacks Bëscher bewosst a Brand gestach, fir Plaz fir dës Plantagen ze schafen. Eng nohalteg Entwécklung fir dës Länner an iwwerhaapt op eiser Welt gesäit aneschters aus.

D'Weltorganisatioun fir d'Meteorologie vun de Vereenten Natiounen erkläert, datt d'Konzentratioun vun Treibhausgasen e Rekordstand erreecht huet. Den Trend wär net méi reversibel ze maachen an dee gesamte Planéit ass dovunner concernéiert an domadder konfrontéiert, och wa vläicht déi eng méi dozou bäidroe wéi anerer.

E weltwäiten Temperaturustieg tëschent zwee a fënnef Grad bréngt net nëmmen en enormt Broochleie vu landwirtschaftleche Flächen an e Mieresustieg mat all senge Konsequenze mat sech, d'WHO-Experte schléisse souguer Kricher wéinst dem Kampf ëm elementar Ressourcen net méi aus a rechnen an Zukunft mat iwwer 80 Milliounen Ëmweltflüchtlingen.

„Wir haben keine Zeit mehr zu verlieren", seet de WMO-Generalsekretär Michel Jarraud. D'Statistiken an hirem Rapport weisen, datt d'CO_2-Emissiounen an d'Atmosphär duerch déi rasant Industrialiséierung tëschent 1990 an 2013 ëm 34% geklomme sinn. Obwuel anzwëschen allgemeng bekannt ass, datt de Klimawandel op eisem Planéit zu katastrophale Verännerunge féiert, reagéieren déi Haaptresponsabel nach ëmmer ganz verhalen.

Lëtzebuerg huet annoncéiert, fënnef Milliounen an de grénge Klimafong ze investéieren. Ëmgerechent sinn dat zéng Euro pro Awunner, déi mir an de Kampf géint de Klimawandel bäisteieren. An dat ass och gutt esou. Trotzdeem däerf et net esou sinn, datt ee just mat akafe respektiv verkafe vun CO_2-Quote sech e fräit Gewësse ka kafen, well mer domadder d'Mentalitéit net geännert kréien, an am Endeffekt bedupse mer net nëmmen eis ganz Welt, mä virun allem eis selwer an domadder och eis nächst Generatiounen.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Hoffnung kënnt och vum UNO-Klimasommet vum 23. September zu New York, wou de Ban Ki-moon vun engem historeschen Dag geschwat huet. Et waren esou vill Vertrieder do wéi nach ni. Et gesäit een, datt ëmmer méi grouss Entreprisen, Stied a Bierger Drock op politesch Akteuren ausüben, fir endlech konkret ze agéieren. Et schéngt, wéi wann och d'Weltwirtschaft de Phenomeen endlech eescht géif huelen. Si schéngt erkannt ze hunn, datt de Kampf géint de Klimawiessel net onbedéngt der Wirtschaft schuede géif, mä au contraire, datt e kann d'Kreativitéit stimuléieren an doduerch nei Aktivitéiten a Schwong bréngen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech fannen et - Madame Presidentin, entschëllegt! -, ech fannen et och traureg, wann een héiert, datt vun deem éierlech verdéngte Geld vu Migranten, déi en Deel vun hirem Salaire wëllen an hiert Heemechtsland iwwerweisen, dann nach an de Bankinstituter via Iwwerweisungsgebühre massiv Fraisë musse bezuelt ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Dëst si verluere Chancen a verlueren Hoffnungen op deene Plazen, wou se am meeschte gebraucht ginn. Mat deene Suen, hat e Journalist ausgerechent, hätten eng ronn 14 Millioune Kanner eng schoulesch Ausbildung kënne kréien.

Fairtrade Lëtzebuerg huet virum Regierungswiessel gesot, et wäre Progrèse gemaach ginn am Akaf vu Fairtrade-Produiten an de Gemengen, Administratiounen, Schoulen an an de Ministèren. Trotzdeem soe si, et wär nach eng grouss Marge do, an hunn der neier Regierung mat op de Wee ginn, si sollt dësen Trend fortsetzen.

Et muss een dobäi soen, datt déi Produiten eng Nisch sinn an ëmmer méi e groussen Ëmsaz maachen. A vun deem Ëmsaz profitéiert net nëmmen déi Lëtzebuerger Wirtschaft, mä och virun allem déi lokal, déi dës Produiten entwéckelt, déi e gerechten a fairen Deel zréckkritt, esou wéi dat och soll sinn.

D'Iddi vun enger gemeinsamer staatlecher Akafzentral géif do sécherlech Sënn maachen, fir esou de Gemengen, Administratiounen, Schoulen, Ministèren an och eiser Chamber, Madame Presidentin, et nach méi liicht ze maachen, esou Produite vum fairen Handel ze kafen.

Wéi steet eis Regierung eigentlech dozou? Kéint se esou e konkreten an einfach ëmsetzbare Virschlag vum Cercle des ONG ënnerstëtzen?

Madame Presidentin, léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, am Regierungsprogramm vun 2013 steet Folgendes dran: «La cohérence des politiques pour le développement sera assurée à travers une coordination interministérielle active, sur base d'une procédure à définir par le comité interministériel pour la coopération au développement, et par un dialogue régulier avec la société civile. Une concertation plus étroite avec les représentants luxembourgeois dans les institutions financières internationales, Banque mondiale, FMI, BEI, notamment sera recherchée.»

Et freet eis, haut ze héieren, datt d'Regierung gedenkt, de Comité interministériel ze stäerken, fir datt d'Kohärenz vun deene verschiddene politesche Beräicher an Zukunft besser soll iwwerwaacht ginn. Mir si gespaant, wéi hei déi éischt Entwécklungen oder och konkret Resultater wäerte sinn.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, et kommen awer och mëttlerweil gutt Noriichten aus Afrika. Dëse Kontinent huet en enormt Potenzial kritt a vill Länner sinn amgaangen dat ze entdecken. An engem rezenten Zeitungsartikel stoung dran, datt d'Wirtschaft an Afrika amgaange wär, grouss Progrèsen ze maachen.

Afrika huet sech an deene leschte Joren zimlech rasant an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien entwéckelt a mécht och dovunner konstruktiv Gebrauch. Et ass eng gutt Noriicht, wann een héiert, datt déi afrikanesch Betriber méi Wuesstum schafen. Ernst & Young rangéiert Afrika als zweetattraktiivst Maartplaz op der Welt a verschidde Länner ginn op se opmierksam a sichen no Nischen. Sou huet Äthiopien sech zum Beispill zu enger Schungindustrie entwéckelt, déi weltwäit Produiten exportéiert.

„Africa presents enormous opportunities", seet de Paul Sullivan, den internationale Manager vun Acrow Bridge, dee schonn Honnerte vu préfabriquéierte stole Brécken uechter Afrika installéiert huet. Vill grouss Länner investéiere massiv elo an d'Subsahara-Länner, an hir Stroosseninfrastruktur an hir Energiewierker an hëllefen domadder, esou dës Regioun opzebauen. Wat soss d'Symbol vu Krich, Honger a Korruptioun war, ass elo zu enger potenzieller Wuesstumsplaz ginn.

Esou Investissementer si fir d'Afrikaner Gold wäert, well et eng besser Zukunft an e bessere Moyen bedeit, fir zum Beispill e méi effizienten a modernen Accès zu hire regionale Produkter ze hunn an déi dann international op de Marché bréngen ze kënnen. Esou massiv Investissementer sinn och gäre gesi vun den Afrikaner, well se vill manner ekonomesch oder och politesch Reformen, wéi zum Beispill d'Europäer (veuillez lire: wéi zum Beispill bei Investissementer vun den Europäer), verlaangen.

Ob een dëst allerdéngs ëmmer als eng reng Entwécklungspolitik oder -hëllef interpretéiere kann, do si mer trotzdeem virsiichteg. Virun allem, well mer genau wëssen, datt et eben och oft mam Hannergedanke verbonnen ass, wäertvoll Rohstoffer aus esou Länner erëm erauszezéien.

Mir wëlle keng esou eng Investissementspolitik maachen. Et soll eng Politik mat de Partnerländer sinn, esou wéi de Minister se beschriwwen huet, déi net vun uewen erof diktéiert ass, mä mat geziilten Ëmsetzungen an Evaluatiounen, déi eis bestätegen, datt eis Hëllef sënnvoll war a genotzt gëtt, ouni datt mir selwer ëmmer Profit dorauser zéien.

Madame Presidentin, wa mir als Lëtzebuerger Stat 53 Milliounen an eent vun eisen Zillänner stiechen, déi mat konstruktive Projete beluecht sinn, an dann, wéi et viru Kuerzem an der Press geheescht huet, de President vun engem vun eisen Zillänner sech fir ronn 40 Milliounen e Fliger bestallt huet, da musse mir Bedenke kréien an et muss erlaabt sinn, esou wéi de Kolleeg Mosar dat gemaach huet, wéi hiren Ausseminister bei eis op Besuch war, dëst ze hannerfroen!

Mir kënnen a sollen net d'Gefill vermëttelt kréien, datt mir op där enger Säit vill Suen an e Land stiechen, fir sënnvoll Projeten ze finanzéieren, wéi ech et elo just gesot hunn, an op där anerer Säit geheit d'Regierung an deem Land d'Sue fir Luxusartikelen ewech.

Dofir ass et eis wichteg, iwwer eng bonne Gouvernance waachen ze kënnen. A mir sollen hire Regierungen op den Zant fillen, wa mir Zweifel hunn, ob dat elo grouss Investissementer oder och Mënscherechter sinn! Mir begréissen, datt de Minister och vu senger Säit aus Erklärunge gefrot huet, an dat ass och gutt esou. Déi Länner, déi iwwer Entwécklungshëllef verfügen, sollen och domadder d'Sensibilitéit kréien, datt mir se och kontrolléiere kënnen, natierlech an engem positiven, konstruktive Sënn, fir - fir ons gradesou wéi fir hir Leit - eis kënnen ze versécheren, datt alles korrekt ofleeft.

Madame Presidentin, ee gutt Beispill vun enger positiver Ëmsetzung vun de Méiglechkeeten erliewe mir all Dag um Beispill vun der Mikrofinanz, wou et virun allem dat weiblecht Geschlecht ass, wat säi Potenzial bemierkbar mécht, a wou de Prozentsaz vun deenen, déi dee geléinte Klengkredit zréckbezuelen, bei iwwer 98% läit! E klore Succès, dee weist, wat ee lasstrëppele kann, wann een u Frae gleeft.

Dëst Startkapital erméiglecht et, hir eege Projeten ze entwéckelen, selwer eppes opzebauen, hiert Selbstwäertgefill ze steigeren a mat Stolz hire Prêt zréckzebezuelen, fir eventuell selwer herno kënne Leit ze beschäftegen oder ze bezuelen.

Mikrokreditter sinn en Instrument vun der Entwécklungspolitik an net just vun der Wirtschafts- oder der Finanzpolitik. Leider gëtt et och scho Fäll vun Abusen, wouriwwer ee sech seriö Gedanke muss maachen, fir datt dëst esou wichtegt a gutt Instrument och seng Kohärenz behält.

Afrika schéngt also mat deem grousse Potenzial um gudde Wee ze sinn, wären do net just all déi Onrouen an Epidemien, déi dësem positiven Trend bis elo e Stréch duerch d'Rechnung maachen.

Ee Killer, am wuertwiertleche Sënn, vun dësem positiven Trend ass den Ebola. D'Zuel vun den Doudege läit mëttlerweil bei iwwer 5.000 Leit. Dat mécht ronn d'Halschent vun den infizéierte Leit aus. Den Ebola huet net nëmme verheerend Konsequenzen op d'Gesondheet vun de Leit, mä och op den Austausch an der Gesellschaft, sief et op sozialer oder kultureller oder wirtschaftlecher Basis. Den direkte Kontakt tëschent de Leit ass staark belaascht. D'Grenze ginn zougemaach, d'Kontrollen immens verschäerft an d'Leit ginn duerch Scannere geschéckt a suspekt Fäll a Quarantän gesat a kréie praktesch hiert Doudesuerteel gesprach.

Och wann de Virus lues a lues natierlech an aner Länner a Kontinenter iwwergeet, huet een dach awer d'Impressioun, wéi wa sech méi Suerge gemaach géif ginn iwwert déijéineg, déi de Virus mat an déi räich Länner bréngen, wéi iwwert déi Dausende vun aarme Leit a Westafrika, déi net déi Moyenen hunn, de Virus ze bekämpfen oder sech dergéint ze schützen, déi dru leiden a stierwen an anerer mat an de Leidenswee zéien. Et gëtt dréngend méi Hëllef gebraucht an dofir begréisse mir och déi Efforten, déi déi lëtzebuergesch Regierung an deem dote Sënn mécht.

Médecins sans frontières behale recht. Si hu schonn zënter Méint drop opmierksam gemaach a bedauert, datt net genuch Suen do sinn, fir eng effizient Struktur opzebauen, datt net genuch Plaz do ass, fir déi exponentiell Unzuel un Erkrankungen an deenen Zentren ze behandelen.

Deen neie Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker huet déi peinlech Feststellung vun eiser Astellung ëm dëse Virus an engem Saz op de Punkt bruecht, wéi en, ech zitéieren, gesot huet „datt mir den Ebola-Virus eréischt entdeckt hunn, wéi e bei eis hei an Europa ukomm war". Anstatt sech also de Moment esou vill Suergen ze maachen, wéini sech de Virus dann an Europa ausbreede wäert, soll een alles maachen an all Hëllef bereetstellen, fir de Problem op der Plaz ze bekämpfen, fir datt ee sech déi Suerg, datt de Virus matgeschleeft gëtt, schonn am Viraus guer net méi brauch ze maachen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech ka mech net drun erënneren, datt et op esou ville Plazen zur gläicher Zäit gekriselt huet, esou massiv Leit entfouert, vergewaltegt oder brutal ëmbruecht gi sinn. Et vergeet praktesch keen eenzegen Dag, wou net iwwer Kricher, Onrouen, Protester oder Terrorattacke bericht gëtt. D'Konsequenze sinn elo déi vill Mënschen, déi sech op der Flucht befannen. Mir sti virun enger vun deene gréissten Erausfuerderunge vun dëser onsécherer Welt, der Flüchtlingsproblematik, ouni emol all déi vergiesse Krisen ze erwähnen, déi dëse Phenomeen schonn zënter Jore begleeden.

An Nigeria sinn am Abrëll 300 jonk Meedercher vun der Terroristegrupp Boko Haram aus engem Lycée entfouert ginn, well se de „Feeler" - tëschent Gänseféisercher - gemaach haten, an d'Schoul ze goen. Bis elo, also sechs Méint duerno, och nodeems d'Terroriste kierzlech versprach haten, d'Geisele fräizeloossen, gëtt et nach ëmmer keng Spur vun deenen entfouerte Schülerinnen. Au contraire! Et si mëttlerweil nach eng Rëtsch Kanner entfouert ginn. Wéi soll et dëse Meedercher goen? Keen huet eng Äntwert drop!

Laut der Agence des Nations Unies pour les réfugiés, der UNHCR, waren Enn 2013 am ganzen 51,2 Millioune Leit op der Flucht. Wann een dës Bevëlkerung als Natioun géif considéréieren, da wäre si dat 26-gréisst Land op der Welt. Dat wär am Zueleverglach déi ganz Bevëlkerung vu Südkorea. An der Moyenne waren d'lescht Joer all Dag - all Dag! - 32.200 Leit gezwongen, hiert Heem ze verloossen. Dat wär ganz Esch, wat all Dag misst flüchten. D'Flüchtlings- an d'Asylpolitik muss och mat Kohärenz a puncto Entwécklungshëllef geschéien.

Ze vill dacks nach komme Flüchtlingen ëm, gi mësshandelt oder ginn einfach erdrénke gelooss. Mëtt September koum et nees zu enger Flüchtlingskatastroph am Mëttelmier. Iwwer 500 Mënsche si virun der Küst vu Malta an engem Boot ënnergaangen. Et ass gesot ginn, Zeien hätten et matkritt, datt d'Schëff express ënnergoe gelooss gi wär. Et wär och net déi éischte Kéier, datt esou eppes virkomm wär. Hei lafe Mënsche fort virum schlëmmsten Elend oder fir der Gewalt ze entkommen a ginn hire leschte Su aus, fir da vu Schlepperbanden Hoffnung gemaach ze kréien op en neit Liewen, fir da regelrecht am Mier ersoff ze ginn!

Wie vun eis géif net probéieren, deem Misär esou séier wéi méiglech ze entkommen, fir eng Chance op en normaalt, würdegt Liewen ze kréien, wéi et dat jo awer trotzdeem op ville Plazen op dëser Welt nach gëtt. Déi mannste Leit zéie fräiwëlleg aus hirer Heemecht fort, wa sech Mënsche praktesch dem Doud aussetzen, a klengen Nossschuelen der Hoffnung op eng méi sécher Zukunft entgéintrudderen!

D'Entwécklungshëllef huet jo eigentlech och als eent vun den Ziler, de Flüchtlingsphenomeen ze bremsen an hinnen eng Chance bei sech doheem ze erméiglechen. Wann et engem bei sech besser geet, dann ass een och manner gezwongen oder tentéiert, seng Heemecht ze verloossen. D'CSV ass allerdéngs der Meenung, datt een dës Thematik vun der Flüchtlingspolitik op kee Fall als eenzege Grond gebrauche soll, fir d'Entwécklungspolitik ze verteidegen. Et wär de falsche Message un eis Gesellschaft.

Här President, et kann een och déi betraffe Länner oder Inselen, sief et Lampedusa, Malta, Sizilien, Zypern oder Griichenland, net eleng mat där Problematik sech auserneesetze loossen an da mam béise Fanger op se weisen, wann et nees eng Kéier zu enger Katastroph komm ass. De Flüchtlingsphenomeen brauch eng global Strategie, wou och d'Ënnerstëtzung aus de Länner muss kommen, déi manner mam Phenomeen kämpfe mussen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, d'Action humanitaire ass en ëmmer méi wichtege Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. 37 Milliounen waren am Statsbudget vun 2013 fir humanitär Aktioune virgesinn an déi goufen och praktesch all ausginn.

Den 19. August war de Weltdag vun der humanitärer Hëllef. Op dësem wichtegen Dag gëtt un all déi Leit geduecht, déi sech permanent géint d'Aarmut an de Misär an de concernéierte Gebidder asetzen. Hire Courage an Asaz huet héije Respekt verdéngt, well hir Aarbechtskonditioune ginn an der Lescht ëmmer méi gefeierlech. Laut rezente Statistike goufen d'lescht Joer 454 Mataarbechter vun Hëllefsorganisatiounen attackéiert. Dovunner hunn der 157 hiert Liewe misse loossen, 171 sinn der verwonnt ginn, 134 sinn der entfouert ginn. Dat ass eng Hausse vu 66% géintiwwer dem Joer virdrun an domadder en neie Rekord.

Ech géif gären op dëser Plaz alle Leit e waarmen, häerzleche Merci fir hir Wierker ausspriechen an hinnen am Numm vun eiser Fraktioun eisen déifste Respekt entgéintbréngen.

Mir fannen et an deem Kontext wichteg, datt den UN-Sécherheetsrot sech mat der Situatioun vun de Volontären a Kriseregioune befaasst, well wann d'Organisatiounen hir Aarbecht aus Sécherheetsgrënn géifen astellen, misste Millioune vu Mënsche vun haut op muer ouni liewenswichteg Hëllef auskommen.

Et wär och eiser Meenung no noutwendeg, datt mir als momentane Member vum UN-Sécherheetsrot do eng aktiv Roll géife spillen. An ech géif dann och hei gären d'Regierung froen, ob si eng Strategie huet a wéi si gedenkt, an deem Kader sech ze bewegen.

Da wollt ech awer och nach, Madame Presidentin, zum Schluss op déi Suerg, déi ech am Ufank vu menger Ried kuerz erwähnt hat, zréckkommen. Viru genau zwou Wochen huet den Andreas Vogt, de Vizepresident vum Cercle de Coopération des ONG um Radio seng Bedenke matgedeelt wéinst Spuermoossnamen, déi direkt déi Lëtzebuerger ONGe concernéieren. Wann een d'Mesuren alleguerte kuckt, géifen also bis 2018 am Ganzen iwwer zéng Milliounen ewechfalen.

Den Här Vogt seet sech perplex, datt hien op där enger Säit vum Premier a senger Regierungserklärung virum Parlament héieren huet, datt eng Kierzung vun der Entwécklungshëllef fir dës Regierung keng Optioun ass - et géif am Regierungsprogramm drastoen, datt d'ONGen eng Lëtzebuerger Spezifissitéit sinn an och bleiwe wäerten, datt den Taux vun der Aide publique au développement bei engem Prozent bleift, souguer liicht driwwer wäert sinn -, an dann awer op där anerer Säit iwwert d'Press gewuer gëtt, datt d'ONGen an der Zukunft awer manner Subside kréie wäerten.

Den Här Vogt geet dovunner aus, datt bis zu 15 Aarbechtsplaze bei den ONGe missten eventuell gestrach ginn, falls dës Mesuren tatsächlech sollte gemaach ginn. Et geet ënner anerem ëm finanziell staatlech Participatioune bei ONG-Projeten, wouduerch bis 2018 fënnef Millioune gespuert solle ginn, fir nëmmen d'Mesure 29 ze huelen. Hei stëmmt dann awer de Budget vun der Regierung net méi mat den Aussoe vum Premierminister iwwereneen.

Mir verstinn an deelen d'Kritik vum Här Vogt a fannen et extrem bedauerlech, datt net am Viraus emol mat hinne geschwat ginn ass, geschweige da se informéiert gi sinn iwwert déi Spuermoossnamen, déi si an hir wichteg Aarbecht direkt concernéieren.

Hei gëtt een erëm eng Kéier, Madame Presidentin, virun de Fait accompli gestallt, a mir vermëssen déi Wäerter vun Transparenz an Dialog, déi dës Regierung jo awer esou grouss annoncéiert hat!

Mir stellen eis dann och effektiv d'Fro, an do wäre mer frou eng kloer Äntwert ze kréien, wat da mat deenen zéng Millioune geschitt, déi hei gespuert gi sinn. De Minister huet zwar Stellung geholl zu de Kriticke vum Här Vogt an en huet och elo nach Erklärungen dozou ginn, mä awer wësse mer nach ëmmer net genau, wat dat dann elo konkret an der Zukunft fir d'ONGe bedeit.

Madame Presidentin, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir däerfen d'Chance net verpassen, grad am Joer 2015, deem vun der Entwécklungshëllef, fir alles ze maachen, fir dës wichteg Politik dobausse bei eise Matbierger besser ze erklären, fir nach méi Zousproch a Verständnis dofir ze kréien, mä awer och e feste Betrag am Budget ze hunn, wa mer dobaussen, an de Schoulen, dem grousse Public, de Bierger eis wäertvoll Aarbecht, déi mir an dësem Secteur leeschten, méi no wëlle bréngen an d'Begeeschterung fir dës volontaristesch Politik bei de Leit wëlle vermëttelt kréien.

Duerch eis Hëllef, Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, geet et Dausende vu Kanner a Mënsche besser op dëser Äerd. A fir do kënnen aktiv matzewierken, dat ass, mengen ech, eng vun deenen nobelsten Aufgaben, déi e Politiker kann hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madame Arendt fir deen émouvante Parcours duerch déi vill Facettë vun eiser Kooperatiounspolitik. Ech ginn elo direkt d'Wuert virun un den Här Marc Angel, deen och President ass vun der Commission des Affaires étrangères an der Kooperatioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Madame Presidentin, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer direkt reagéieren op dat, wat d'Madame Arendt zum Schluss nach eng Kéier hei virbruecht huet, déi Reprochen, déi se der Regierung gemaach huet an dem Minister gemaach huet. Ech wëll just soen, dass mer nach eng Kommissiounssëtzung wäerten hunn, wou de Minister kënnt mat senge Mataarbechter, déi ass schonn ugekënnegt. Um Ordre du jour steet: Do kënnen all Froe gestallt ginn. Dir hutt och héieren, dass de Minister muer d'ONGe gesäit. A wann déi Kooperatiounsried, déi geplangt war fir de 5. Oktober, deemools net verluecht gi wär, dann hätt och schonn de Minister deemools Erklärunge kënne ginn, ier de Budget erauskomm wär.

Dat gesot, wëll ech awer dann elo zu menger Ried iwwergoen, an där ech iwwregens och op dat do Thema nach eng Kéier zréckkomme wäert.

Ech wëll direkt hei dem Minister Romain Schneider villmools Merci soe fir seng exzellent Ried, an där en, fannen ech, deen neie Plan d'action fir d'Effikassitéit vum Développement op eng ganz flott Manéier deklinéiert huet.

Dëse fuschneien Aktiounsplang fir d'Effikassitéit an der Entwécklungszesummenaarbecht, deen ass den 21. Oktober 2014 publizéiert ginn. An ech fannen a mir als LSAP fannen dat e ganz wäertvollt Dokument, fir dass ons Politique de coopération sech kloer qualitativ, awer och quantitativ Objektiver gëtt a fir dass doduerch d'Effikassitéit an esou och d'Kohärenz vun onser Kooperatiounspolitik ka gesteigert ginn. Och gëtt ons Kooperatiounspolitik doduerch méi cibléiert an och nach méi transparent.

Also, Merci Iech, Här Minister, an och der Directrice, der Madame Martine Schommer, an all Äre Mataarbechter fir dëst wäertvollt Aarbechtsinstrument, wat sech natierlech och um internationale Kader baséiert, wat fir ons LSAP och ganz wichteg ass. Dat heescht, et baséiert sech op d'„millennium development goals" vun 2000, de Finanzéierungskonsens vu Monterrey, d'Déclaration de Paris vun 2005, d'Accra-Agenda, d'Busan-Partnerschaft vun 2011 an natierlech och déi ganz wichteg Preparatiounsaarbechte fir d'Post-2015-Agenda, op déi ech spéider wierklech am Detail wëll agoen, well ech mengen, dass dat e ganz wichtege Punkt ass. Mir wëlle jo an dësen Debatte virun allem no vir kucken.

Här Minister, erlaabt mer och als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi jo och d'Kooperatioun op hirem Fändel stoen huet, lech bei eis an d'Kommissioun ze invitéieren, fir dass mer zesumme mat Iech eng Kéier kënnen duerch dësen neie Plan d'action goen an da bestëmmt och eng flott Diskussioun doriwwer hunn.

D'Kooperatiounspolitik, Dir Dammen an Dir Häre, ass e wesentlechen Deel vun der lëtzebuergescher Aussepolitik, déi op enger multilateraler Approche baséiert an déi sech duerch déi dräi „D"e charakteriséiert, déi mer all kennen, an ech wëll se hei widderhuelen: deen éischten D fir Diplomatie, deen zweeten D fir Développement an deen drëtten D fir Défense.

Den D fir Développement, also d'Kooperatiounspolitik, déi brëngt Lëtzebuerg jo - dat oft wéinst Steierfroen oder der Finanzplaz oft fälschlecherweis an der internationaler Kritik steet - awer dobausse ganz vill Unerkennung. De Succès vu Lëtzebuerg, dat als netstännege Member virun zwee Joer an den UNO-Sécherheetsrot gewielt gouf, war sécher och op déi grouss international Solidaritéit vu Lëtzebuerg zréckzeféieren, op seng verlässlech a stabil Kooperatiounspolitik, op seng finanziell Kontributioune fir d'Programmer vun der UNO an hiren Organisatiounen, op seng Participatioun bei Friddensmissiounen.

Bei all dësen Aktivitéiten huet Lëtzebuerg sech ëmmer éierlech verhalen. Et huet sech fir Mënscherechter a fir internationaalt Recht agesat, ouni eng eege politesch Agenda ze verfollegen. Ech wëll dat hei och eng Kéier gesot hunn an ënnersträichen, well mir als LSAP ganz houfreg dorop sinn.

D'Kooperatioun ass en Deel vun eiser Aussepolitik, dee mer ganz besonnesch a ganz gären akzentuéiere wëllen. Dat geet och ganz kloer aus dem Regierungsprogramm ervir vun dëser aktueller Regierungskoalitioun. An dëse Programm setzt, wat d'Kooperatioun ubelaangt, op d'Kontinuitéit vun der Entwécklungszesummenaarbecht.

Ouni Diskussioun gouf an de Koalitiounsverhandlunge festgehalen, dass Lëtzebuerg u sengem 1%-RNB-Zil festhält. D'Solidaritéit vu Lëtzebuerg däerf net ophalen, och wann et bei eis net méi esou gutt geet wéi virun der Kris. Dat huet de Premier gesot, dat huet de Minister gesot, dat soe mir och. An dofir sti mir zu honnert Prozent als LSAP zu dësem Engagement. Lëtzebuerg wäert net op d'Käschte vun deenen Äermste vun dëser Welt spueren.

Ech mengen, ech hunn dat elo hei ganz kloer am Numm vun der LSAP-Fraktioun gesot. Eis Partei steet dozou, Madame Arendt, dat wësst Dir, och wann an enger Partei all Mënsch d'Recht huet, emol eng aner Meenung ze hunn. Dir musst et jo am beschte wëssen, dass een och emol an enger Partei kann eng aner Meenung hunn. Dofir sinn ech iwwerzeegt, dass Der dofir Verständnis hutt.

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

Mir stinn zu honnert Prozent hei zu dësem Engagement,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...well mer iwwerzeegt sinn, dass d'Entwécklungslänner eis Hëllef net manner brauche wéi virdrun, mä éischter de Contraire ass de Fall. Déi politesch Instabilitéit an dëser Welt hëlt zou. D'Zuel vun de Flüchtlingen hëlt zou, dat hu mer och elo grad nach héieren. Besonnesch Westafrika ass haut och vun enger Ebola-Epidemie betraff, wou och déi europäesch Länner, wou mir also gefuerdert sinn. An och bei de Basics - wann ech dat esou nennen däerf -, bei der Bekämpfung vun der Aarmut a vum Honger op dëser Welt, ass nach méi wéi genuch ze dinn.

Deen 1% also soll awer och Planungssécherheet bréngen. Mir hu laangfristeg Engagementer, an déi gëllt et anzehalen. Mir hu Projeten a Partner, déi e laangfristegen Engagement brauchen. Dat 1%-Zil mécht och Sënn fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat trotz budgetären Engpäss eent vun de räichste Länner vun dëser Welt bleift. Wa vun de westleche State verlaangt gëtt, eng APD vun 0,7% vum RNB ze erreechen, dann ass et och richteg, dass méi räich Länner méi wéi 0,7% vum RNB ginn.

Déi nei vun Eurostat ausgeschafft Berechnungsmethod vum RNB hätt d'Regierung kënnen als Argument huelen, fir d'APD, also d'Entwécklungshëllef, fir déi nächst Joren erofzesetzen an trotzdeem dat 1%-Zil anzehalen. D'Regierung huet dat net gemaach. Si wollt net bei den Äermste vun den Äermste spueren. Si huet décidéiert, fir dee gesamte Montant vun der APD fir 2015 um selwechten Niveau ze behalen, also bei 323 Milliounen Euro anzefréieren. Aneschters wären iwwer 25 Millioune verluer gaangen. Ech hoffen, dass dëse Message och bei den Entwécklungs-ONGen ukomm ass.

Dann awer erëm zum Regierungsprogramm, deen och ganz ausdrécklech festhält, an ech wéilt dat ënnersträichen, dass zousätzlech Aktivitéiten am Beräich vum Klimaschutz net zu enger Verminderung vun de Budgeten, déi fir d'Aarmutsbekämpfung oder fir d'Aide humanitaire reservéiert sinn, féieren dierfen. Dat ass e wichtege Prinzip.

An och de Prinzip vun der Aide non liée gëllt fir d'Kooperatiounspolitik vun dëser Regierung. Dat, well mer der Iwwerzeegung sinn, dass nëmmen esou d'Gelder optimal an effikass am Sënn vun der Saach genotzt ginn. Lëtzebuerg wëllt also keen ekonomesche Retour fir seng Hëllefen, wat awer net heescht, dass a bestëmmte Fäll keng Lëtzebuerger Betriber am Kader vun der Lëtzebuerger Kooperatioun kënnen aktiv sinn, wéi dat zum Beispill an engem groussen Energieprojet um Cap-Vert de Fall ass.

De Minister Schneider sot et och bei den Assisen dëst Joer ganz kloer: A Länner, wou d'Kooperatioun sech zréckzitt, sollen am Kader vun der Stratégie de sortie, also vum „phasing out", och d'Méiglechkeete vun enger ekonomescher Zesummenaarbecht gestäerkt ginn.

Dass d'ONGen, wéi och an der Vergaangenheet, e wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik bleiwen, ass och elo am Koalitiounsaccord fest verankert. D'Budgete fir d'Sensibiliséierung an d'Éducation au développement ginn, wéi dat vun den ONGe laang gefrot ginn ass, graduell an d'Luucht gesat.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Op dëser Plaz muss ech awer och e puer Wierder verléieren iwwert d'Mesuren aus dem Zukunftspak vun der Regierung am Beräich vun der Kooperatiounspolitik, déi jo vill vun eenzelnen Deeler vun der Société civile kritiséiert goufen. Et muss ee kloer soen, dass et sech net ëm Spuermoossnamen handelt, well weder de Gesamtbudget nach dat, wat d'Lëtzebuerger ONGen zur Verfügung gestallt kréien, erofgeet. A wann ee sech d'Zuelen, a besonnesch am Pluriannuel, ukuckt, an dat wäerte mer jo dann an der Kommissioun zesumme maachen, da gesäit ee ganz kloer, dass vun 2015, 2016, 2017, 2018 dat eropgeet, wat d'Kreditter sinn, déi un d'ONGe ginn.

Et handelt sech - an ech mengen, de Minister Schneider huet dat hei ganz gutt erklärt - haaptsächlech ëm eng Reorganisatioun vun de Politicken, fir zu méi Effikassitéit an der Kooperatiounspolitik ze kommen, en Zil, wat jo ausnahmslos vun alle Parties prenantes gefuerdert gëtt. Den Taux de cofinancement soll deemno an Zukunft méi héich si bei de Länner, déi manner avancéiert sinn, a bei de Partnerlänner vu Lëtzebuerg, wéi beispillsweis bei de Pays à revenu moyen. Et geet also drëms, eis Kräften ze bündelen an net iwwerall alles wëllen ze maachen.

Och d'Reduktioun vun de Frais administratifs, déi menges Wëssens no nëmmen eng Minoritéit vun den agréémierten ONGe betrëfft, ass eng Mesure fir méi Effikassitéit am Ëmgang mat de Gelder.

Ech sinn optimistesch, dass de Romain Schneider am Dialog mat den ONGen - an deen Dialog, hu mer jo elo grad héieren, dee wäert muer ufänken - derfir suerge wäert, dass d'Mesuren esou ëmgesat wäerte ginn, dass jiddereen domat liewe kann. An och ech als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi jo deen Dossier och begleede wäert - an ech mengen, do muss jo och légiféréiert ginn -, wäert derfir suergen, dass mer hei als Chamber en Dialog souwuel mat der Regierung kréien, wéi och mat der Société civile, dat heescht mat den ONGen. Hutt Vertrauen an ons! An, Madame Arendt, Dir sidd do och häerzlech invitéiert, un deenen Diskussiounen deelzehuelen.

De Fazit also vun dësem Regierungsprogramm ass: Vill Continuitéit, mä et gëllt also och weiderzeschaffen, no vir ze kucken an net ze fäerten, och Saachen ze änneren.

Ech wëll kuerz op de Rôle vun der aussepolitescher Kommissioun agoen, déi ech d'Eier hunn ze presidéieren, an ech wollt awer soen hei, dass mer dat Thema vun der Entwécklungszesummenaarbecht ganz seriö traitéieren, an Zesummenaarbecht natierlech mam Kooperatiounsminister, senge Mataarbechter an awer och am Kontakt mat den Akteuren um Terrain, mat un der Spëtzt dem Cercle de Coopération vun den ONG de développement.

An dofir wëll ech och am Numm vun der Kommissioun, awer och haut als LSAP-Spriecher, all den Akteure vun der Lëtzebuerger Kooperatioun e grousse Merci ausdrécken. Dëse Merci adresséiert sech un all déi, déi hei doheem fir eng méi gerecht Welt schaffen, awer och un all déi dobaussen um Terrain, an do denken ech awer besonnesch haut un déi am Mali an och nach am Burkina Faso, déi am Moment ënner ganz, ganz schwierege Bedéngunge schaffe mussen.

An natierlech adresséiert mäi Merci sech och un all déi Représentantë vun eise Partnerlänner. Je suis très honoré que beaucoup de représentants de nos pays partenaires soient ici aujourd'hui pour participer à ce débat. Votre partenariat et la coopération nous sont très, comment dirais-je en français,...

Une voix.- Très précieux.

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...très chers et très précieux! Merci, Monsieur.

An ech wëll awer och nach e ganz extrae Merci lassginn. Ech hu mat ganz vill Attentioun och de Joresbericht vu Lux-Development gelies, wou ech ganz impressionnéiert war iwwert dat ganzt Kapitel iwwert d'Evaluéierung vun de Projeten. An ech hunn och gelies, dass Lux-Development net nëmme fir d'Lëtzebuerger Regierung schafft, mä och fir zwee aner Länner, déi, mengen ech, awer ganz seriö sinn, wat d'Entwécklungszesummenaarbecht ubelaangt, dat ass d'Schwäiz an an nächster Zukunft wahrscheinlech och nach Dänemark, wat jo och Länner sinn, déi wierklech hei Spëtzereider sinn an der Entwécklungspolitik. An ech mengen, dat ass en Zeechen, dass Lux-Development eng exzellent Aarbecht mécht. Dofir wëll ech hinnen och hei am Numm vun eis alleguerte Merci soen.

Et ass also wichteg - an dofir, dat garantéieren ech -, dass mer als Lëtzebuerger Chamber wäerten d'Kooperatiounspolitik weiderhi begleeden an och konstruktiv do matschaffen. Dofir sinn ech och frou, dass mer - niewent dësem alljährlechen Débat, dat hei ass net eng Eintagsfliege -, dass mer vun deene 40 Sitzungen, déi mer an där extraordinärer Sessioun haten, déi vun Dezember 2013 bis Oktober 2014 gaangen ass, vu 40 Sitzungen 10 Sitzungen dem Thema vun der Kooperatioun gewidmet hunn.

De Minister an d'Direktesch vun der Kooperatioun waren oft bei eis. No all Commission de partenariat, déi si mat de Vertrieder vun de Partnerlänner haten, bei allen neien Etappe vun de PICen, vun de sougenannte PICen, si mir informéiert ginn, a mir haten och d'Méiglechkeet, dann en interessanten Débat ze féieren.

Och empfänke mer an der aussepolitescher Kommissioun regelméisseg Delegatioune mat Regierungsvertrieder an Diplomaten aus onse Partnerlänner. An dëst erlaabt et ons, och d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik aus der Siicht vun onse Partner ze gesinn. An ech mengen, och dat ass ganz wichteg. Et erlaabt eis awer och, ganz offen op Froe vun der bonne Gouvernance, op Froe vun de Mënscherechter, op Froe vun der Demokratie anzegoen. An ech mengen, dat ass och ganz wichteg. Dat ass

alles nozeliesen an de PVe vun dëse Réuniounen, déi um Site vun der Chamber alle Biergerinnen a Bierger vun dësem Land zougänglech sinn.

Wat d'Ebola-Epidemie ugeet an de westafrikanesche Länner, begréisse mer déi ganz rezent Informatioun, dass d'Lëtzebuerger Air Rescue sech technesch esou équipéiert, fir Hëllefspersonal, dat sech ugestach huet, ganz rapid an hir Länner ze rapatriéieren, fir do direkt behandelt kënnen ze ginn. Mir freeën eis och driwwer, dass eis Regierung och virun allem zesumme mat der EU do Kreditter fräigëtt.

Dat ass enorm wichteg, well d'Garantie de rapatriement eng Fuerderung ass vun MSF - an MSF, mengen ech, muss een an dësem Dossier Ebola eng Goldmedaille och ausdeelen! -, well dat eng Fuerderung ass vun MSF a vun aneren Hëllefsorganisatiounen. A wa mir wëllen, dass medezinescht Personal an Ebola-Zonen hëllefe geet, da musse mir hinnen esou eng Garantie de rapatriement ginn, well aneschters, mengen ech, kann een och net méi verlaange vun deene Leit..., ze vill vun deene Leit verlaangen!

Am Kampf géint Ebola huet d'Weltgesondheetsorganisatioun, d'WHO, emol endlech e klengen Mea culpa gemaach an agesinn, dass Feeler gemaach goufen. Bei dësem Kampf géint Ebola stellt sech d'Fro vun der Gouvernance mondiale an och européenne. Dofir ass ze hoffen, dass d'Koordinatioun tëschent der EU an hire Memberstate sech verbessere wäert an dann hoffentlech och hir Friichte wäert droen.

Mir si jo hei an der Aide humanitaire. Et gëtt awer och e Lien, an dee wëll ech hei ënnersträichen, am Dossier Ebola mat der Entwécklungszesummenaarbecht, wou et jo drëms geet... An de Minister huet dat ganz gutt, mengen ech, a senger Ried och erkläert, den Ënnerscheed tëschent Aide humanitaire, wou mer Plooschtere musse maachen, an Entwécklungshëllef, wou mer Strukture wëllen opbauen. Em dee Lien geet et hei am Dossier Ebola ganz konkret an dee wollt ech beliichten.

Et ass jo gewosst, dass déi Länner mat deene meeschten Ebola-Fäll net déi néideg medezinesch Strukturen hunn, fir d'Mënschen, déi ugestach goufen, ze behandelen. A grad dofir ass et wichteg, dass am Kader vun der Entwécklungszesummenaarbecht weider a medezinesch Infrastrukturen an och an d'Ausbildung vum medezinesche Personal investéiert gëtt.

Dir wësst, dass Nigeria a Senegal och Fäll haten. Déi konnten dat ganz schnell andämmen, well et do gewësse Gesondheetssystemer scho gëtt. An dofir wëll ech soen: An deem Zesummenhang begréissen ech d'Efforte vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, déi de Sozial- an de Gesondheetssecteur ëmmer nach als eng Prioritéit ugesäit an elo grad eréischt am Abrëll vun dësem Joer sech eng aktualiséiert Versioun ginn huet vun hirer sektorieller Strategie am Beräich Santé. Bravo! Ech wollt dat hei ënnersträichen.

Alles dëst weist, dass et wichteg ass bei der Entwécklungshëllef, déi sozial a Gesondheetsfacteure weiderhin ze ënnerstëtzen. Gutt Fortschrëtter an der Entwécklungszesummenaarbecht bedeiten am Endeffekt, dass déi betraffe Länner sech selwer hëllefe kënnen an dass den Dispositif vun der Aide humanitaire da manner gebraucht gëtt. Vill Mënscheliewen hätte mat engem fonctionnéierende Gesondheetssystem kënne gerett ginn. A verschidde Folgeproblemer vun Ebola ekonomescher a sozialer Natur wären an deene Konditioune grad emol guer net opkomm!

Ech begréissen also och am Numm vun der LSAP, dass „emergency.lu" mëttlerweil esou vill Succès huet an och elo am Kampf géint Ebola kann agesat ginn. Mir hu gelies, dass een esou e Satellittenterminal Enn Oktober un „German Doctors" gaangen ass a fir eng Ebola-Missioun am Sierra Leone am Asaz ass. Ech hu gelies, dass en aneren Terminal an der Guinée am Asaz ass an dass fënnef weider esou Satellittenanlagen deemnächst wahrscheinlech un Ebola-Stationen a Westafrika verdeelt a geliwwert géife ginn.

Erlaabt mer och, am Zesummenhang mat der Entwécklungshëllef de Lien mat der Sécuritéit, mat der Sécherheetspolitik eng Kéier ganz kuerz ze beliichten. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn an och interessant ze sinn. De Lien, zwee...

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Firwat maachen ech dat? Well an zwee vun onse Partnerlänner am Moment politesch Krise sinn an Onsécherheet an Onstabilitéit herrschen. Dat ass op där enger Säit Mali, wou et scho säit zwee Joer esou ass, wou eng gewësse Besserung ass a wou mer hoffen, dass et do an déi richteg Richtung geet; an och elo ganz rezent Burkina Faso.

Dës zwee Länner leien awer an enger Zon, an der Sahelzon, wou et nach ganz aner Problemer gëtt, de Problem vum islamisteschen Terrorismus. Dofir wëll ech och ënnersträichen, dass et gutt ass, dass d'Lëtzebuerger Kooperatioun an deene Länner massiv an d'Formation professionnelle vu Jonken investéiert, fir dëse jonke Leit eng Zukunftsperspektiv ze bidden, fir dass se net der Tentatioun vun Extremisme verfalen.

Déi Lëtzebuerger Kooperatioun stäerkt awer och a verschiddene Partnerlänner d'Zivilgesellschaften iwwer lokal ONGen, an dat och am Sënn fir méi Demokratie, eng besser Gouvernance an domat dann natierlech méi Stabilitéit. En onstabilt politescht Émfeld, schwaach Regierungen a schwaach Zivilgesellschaften an Afrika, awer och an anere Géigende bidde Raum fir gewalttätegen Terrorismus. International Friddensmissioune maachen eng gutt Aarbecht. Si kënnen awer net d'Ursaache vu Gewalt an Extremismus léisen. Dofir ass d'Entwécklungszesummenaarbecht esou wichteg. Och si dréit wesentlech zur Stabilitéit bäi.

Här President - oder Madame? De President ass mëttlerweil erëm do -, Dir Dammen an Dir Hären, et huet ons als LSAP gefreet, vum Minister ze héieren, dass mer ons nach besser mat aneren Donateure wäerte koordinéieren, fir gemeinsam méi effikass ze handelen. Dës europäesch Zesummenaarbecht an och dës „division of labour" oder Aarbechtsopdeelung, mengen ech, ass ganz wichteg an och an der Zukunft ëmmer méi richtungsweisend.

Well ech elo beim europäeschen Niveau ukomm sinn, well ech och soen, dass et kloer ass, dass Lëtzebuerg seng EU-Présidence dofir notze wäert, fir zu enger méi ambitiéiser Kooperatiounspolitik an och zu méi Cohérence des politiques an der Europäescher Unioun ze kommen.

Een Thema wäert natierlech, hoffentlech, och d'Héicht vun der APD ginn, also vun der Aide publique au développement an den EU-Memberstaten. Ech erënneren un den Engagement vun den EU-Memberstaten 2005 ënner Lëtzebuerger Présidence, fir bis zum Joer 2015 en Taux vun 0,7% vum RNB ze erreechen. Dëst Zil wäert net erreecht ginn, och wann et heiansdo Fortschrëtter ginn, zum Beispill wat d'Vereenegt Kinnekräich ugeet. Ze dacks héiere mer awer leider iwwer Kierzungen, 11 vun 28 Länner vum CAD si betraff, dorënner zum Beispill Frankräich, dat säi Budget fir d'Entwécklungshëllef säit 2012 ëm 20% gekierzt huet, trotzdeem nach iwwert der Moyenne vun de Memberstate vum CAD läit. Awer och a Kanada an a Portugal gouf drastesch gekierzt.

Dem CAD, also dem Comité d'aide au développement vun der OECD no, läit d'Netto-APD vun den 28 Memberstate vun der Europäescher Unioun bei 0,41% vum RNB. Et ass also wesentlech, dass Lëtzebuerg seng Présidence notzt, fir erëm Bewegung, wat d'Héicht vun der APD ubelaangt, eranzekréien an deen Dossier. D'Zil vun 0,7% soll bäibehale ginn an d'EU-Memberstate solle sech engagéieren, dëst Zil op d'mannst zesummen ze erreechen.

2015, Dir hutt et ganz gutt erkläert an Ärer Ried, Här Minister, ass och d'Joer, d'Année européenne pour le développement. An dat fält jo dann an d'Lëtzebuerger Présidence. Et gëtt also vun der Europäescher Unioun dëst Joer zesumme mat der lettescher a mat der Lëtzebuerger Présidence organiséiert. Den nationale Programm an deem Kader, deen amgaangen ass finaliséiert ze ginn, ass eng weider Geleeënheet, fir op europäeschem Niveau eppes am Beräich vun der Kooperatiounspolitik ze bewegen. An och mir als LSAP begréissen et natierlech, dass de Ben Fayot Ambassadeur spécial fir dëst Joer gëtt.

Och ons zoustänneg Kommissioun, an Dir hutt et kuerz erwähnt, Här Minister, wäert Enn vun deem Joer eng interparlamentaresch grouss Konferenz organiséieren, wou mer zesumme mat eise Kolleegen aus den 28 Länner kucken - an ech sinn derbäi ze iwwerleeën, och Kolleegen aus Partnerlänner ze invitéieren, fir dass mer kënne mat deenen zesummen diskutéieren doriwwer -, wéi een nach besser an der Entwécklungszesummenaarbecht kann um europäesche Plang an an der Partnerschaft mat den Zillänner zesummeschaffen.

Mir begréissen als LSAP natierlech och, dass am Kader vun der Présidence déi verschidde Ministèren den Thema Entwécklung an hir Conseilssitzungen incorporéiere sollen. D'Cohérence des politiques um europäeschen Niveau ass vun allergréisster Bedeitung, well jo grad do vill Décisioune getraff ginn, déi duerno och fir d'Memberstate maassgebend sinn.

Bei verschiddenen Dossieren, iwwert déi de Cercle des ONG a sengem „Barometer" fir d'Cohérence des politiques vun 2012 geschriwwen huet, si Verbesserunge virun allem op europäesch Reformen zréckzeféieren, zum Beispill duerch de Plafonnement vun den Agrocarburants de première génération no engem ganz knappe Vote am Europaparlament d'lescht Joer oder d'Reform vun der MiFID-Direktiv, déi d'Spekulatioun op Liewensmëttel aschränkt. Béid Themen hunn ech iwwregens virun zwee Joer op dëser Plaz hei ugeschnidden, an et ass kloer, dass et virun allem Sënn mécht, op europäeschem Plang eppes am Sënn vun der Cohérence des politiques ze maachen. Dat heescht awer net, dass mer hei zu Lëtzebuerg schlofe sollen!

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och, op d'Post-2015-Entwécklungsagenda anzegoen. 2015 lafen déi aacht „millennium development goals" aus. Ech mengen, d'Madame Arendt huet ganz gutt erkläert, wéi eng Ziler erreecht sinn, wéi eng nach net a wou nach Chancë sinn, se ze erreechen. Dofir kann ech elo hei e bëssen ofkierzen.

Niewent deenen „millennium development goals" goung et awer och drëm, eng weltwäit Entwécklungspartnerschaft opzebauen. Et ass vill geschitt an de leschte 15 Joer. An elo stellt sech d'Fro: Wat kënnt no 2015? A wéi enger Welt wëlle mir all zesummen nom Joer 2015 liewen? Déi Fro heescht et ze beäntwerten an dës Fro gëtt och säit dem Joer 2010 diskutéiert, wéi um Sommet zéng Joer no den „millennium development goals", dem „MDG+10", den UN-Generalsekretär an d'Stats- an d'Regierungscheffen de Wee fräigemaach hu fir d'Post-2015-Entwécklungsagenda.

Säit 2012, och no der „Rio+20"-Konferenz fir nohalteg Entwécklung, ass du vun den UN-Memberstaten décidéiert ginn, op der Basis vun den „millennium development goals" nei Ziler fir déi nohalteg Entwécklung auszeschaffen, déi sougenannt „SDGs". D'Post-2015-Agenda soll also déi zwee grouss international Verhandlungsprozesser matenee verbannen. An dat ass net einfach, well et ons alleguer viru grouss Erausfuerderunge stellt a well mir dofir alleguerten och a munche Politikfelder ëmdenke mussen, fir dass et zu engem neie Verständnis vu globaler Verantwortung a Partnerschaft kënnt.

Wat sinn zum Beispill dës grouss Erausfuerderungen? Dat ass virun allem un éischter Stell de Klimawandel. Et ass awer och d'Verdeelungsgerechtegkeet, d'Gerechtegkeet vun der Verdeelung vun de Rohstoffer. An et ass natierlech och déi stänneg steigend Weltbevëlkerung.

Fir d'LSAP muss bei dëser neier Post-2015-Agenda d'Éradicatioun vun der Aarmut op dëser Welt ëmmer nach iewescht Prioritéit bleiwen. Den Développement humain an d'Lutte géint d'Aarmut mussen an esou enger Agenda, wou et jo drëms geet, déi MDGs an déi SDGs mateneen ze verschmëlzen, déi Agenda muss agebett ginn an e Pak vun Ziler fir eng global strukturell Transformatioun hin zu enger weltwäiter Ekonomie, déi souwuel sozial verträäglech ass wéi ëmweltverträäglech an och klimaverträäglech ass.

Ganz konkret heescht dat, dass mer Ziler brauchen, déi véier Dimensioune vum Développement durable beinhalten: éischtens, déi sozial Gerechtegkeet; zweetens, déi wirtschaftlech Entwécklung; drëttens, Nohaltegkeet an der Ëmweltpolitik, a véiertens, d'bonne Gouvernance, Rechtsstaatlechkeet fir Stabilitéit, méi Fridden a manner Konflikter a Kricher.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech mat där Post-2015-Agenda ausenanersetzt, da gesäit een, ëm wat fir e groussen Entwécklungsprozess et geet a wat fir Impakter dat op déi europäesch an national Politicke wäert oder ka kréien. Wat och wichteg ass, ass ze ënnersträichen, dass bei dëser neier Agenda am Géigendeel zu den „millennium development goals", wou vun deenen aacht Ziler sechs Ziler sech direkt un d'Enwécklungslänner gewannt hunn, an nëmmen zwee Ziler sech och un ons gewannt hunn, dass dat bei dëser Agenda eng global Agenda ass. Si muss Ziler enthalen, déi fir se alleguer gëllen, sief dat fir d'Entwécklungslänner, fir d'Schwellelänner an och fir d'Industrienatiounen.

An dësen neien Ziler dréckt sech d'Responsabilitéit fir d'Schicksal vun der Mënschheet an den Zoustand vun onser Äerd aus. Wichteg ass et dofir, dass déi Ziler miessbar a quantifizéierbar sinn. Dës Ziler mussen net nëmmen op globaler, mä och op regionaler an nationaler Ebene iwwerpréifbar sinn.

Enn 2014 soll also elo d'UNO dee Bericht virleeën iwwert d'Fortschrëtter vun den Diskussiounen zu dëser Agenda. An duerno bleift ons e ganzt Joer bis zum September 2015 an da sollen d'Inhalter an d'Objektiver an enger eenheetlecher Post-2015-Agenda ausgehandelt ginn, fir dann Enn 2015 op engem UNO-Sommet ugeholl ze ginn. An dat fält och grad an ons EU-Présidence, a grad an esou globale Froen ass et wichteg, dass d'EU gemeinsam Positiounen huet. Lëtzebuerg kritt also och do an deem Dossier, mengen ech, eng wichteg Roll ze spillen.

Dofir erlaabt mer nach, e puer Fuerderunge mat op de Wee ze ginn, déi fir d'LSAP an, ech mengen, awer vill anerer heibannen am Post-2015-Kontext wichteg sinn:

1) Mir mussen ons als Lëtzebuerger an och als Europäesch Unioun derfir asetzen, dass d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen an d'Lutte géint sozial Ongerechtegkeeten eng Prioritéit an der Post-2015-Agenda bleiwen.

2) Dofir musse mir ons och staarkmaachen, dass mer déi sougenannten „Decent Work Agenda" vun der OIT, der Organisation Internationale du Travail, mat an déi Objektiver eranhuelen.

3) D'LSAP ass och der Meenung, dass den Op-an den Ausbau vu Systemer vu sozialer Sécherung en eegestännegt Objektiv an där Agenda muss sinn.

4) Mir mussen derfir suergen, dass an dëser Agenda festgehale gëtt, dass sozial an ekologesch Standarde fir multinational Entreprisen eng Verflichtung ginn, dat heescht also net nëmmen hei an den Industrielänner, mä iwwerall.

5) Weiderhin ass et wichteg, d'Responsabilitéit vun den Entreprisen ze förderen.

6) Och d'Gendergerechtegkeet als transversaalt Thema muss an de Katalog vun den Zilsetzungen integréiert ginn, fir dass d'Fraen an d'Meedercher an der Wahrnehmung vun hire Rechter an hirer Selbstbestëmmung gefërdert ginn. Ech soen dat hei, well d'Aktiounen am Kader vum drëtten „millennium development goal", der Gläichstellung vun de Geschlechter an der Roll vun der Fra, sech ganz positiv ausgewierkt hunn, an dee Volet muss weidergeféiert an ausgebaut ginn.

Ech mengen, wann een der Madame Nancy Arendt gutt nogelauschtert huet, da brauch ech hei net nach weider Erklärungen ze ginn an Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten, dann ass dat eng Selbstverständlechkeet.

7) Och de Kampf géint d'Energieaarmut muss an dëser Agenda dra sinn a verbonne gi mam Ausbau vun erneierbaren Energien.

Dës Post-2015-Entwécklungsagenda, am Kader vun där eng ganz Rei vu Grondsazfroe behandelt musse ginn, däerf awer net einfach eng Lëscht vun Objektiver sinn. Et muss e globalen Aktiounsplang sinn, deen eng Rei Verflichtungen, an och leider finanzieller Aart, enthale muss.

Fir dass esou eng nei Agenda vun Objektiver net einfach eng Déclaration d'intention bleift, musse mer och nach als Stategemeinschaft iwwer e Contrôle an och iwwer en Iwwerpréiwungsmechanismus nodenken an ons virun allem och doriwwer eens ginn.

Et ass also wichteg an deenen nächsten zwielef Méint, dass all Akteure vun der Kooperatioun um nationale wéi och um europäesche Plang, an domadder mengen ech d'Regierungen, d'Parlamenter, d'Wirtschaft a besonnesch d'Zivilgesellschaft, dës nei Agenda duerch Dialog an Zesummeschaffe matgestalten. Esou eng Agenda erlaabt och vill manner Inkohärenzen an der nationaler an an der europäescher Politik. Dofir ass et esou wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg an an Europa der Cohérence des politiques eng grouss Bedeitung ginn.

An domat wäre mer scho bei der Cohérence des politiques. A villen Elementer vun der Kooperatiounspolitik huet Lëtzebuerg d'Roll vun engem Musterschüler, mä et gi sécherlech nach eng Rei Aspekter, un deene mer schaffe mussen. An dozou gehéiert och d'Cohérence des politiques heiheem. De „Barometer" vum Cercle des ONG analyséiert verschidden ausgewielte Punkten, an deenen dacks d'Bewäertung dach net allze positiv ass.

Och d'Chamber muss sech seriö mat deem Thema befaassen. An ech hunn dofir als President vun der aussepolitescher Kommissioun e Bréif un all Kommissiounspresidente vun der Chamber geschéckt mat deem „Barometer 2014" vun der Cohérence des politiques pour le développement équitable et durable, soudass all Kommissiounen an der Chamber e Bléck hunn op den Impakt vun Décisiounen, déi geholl ginn, op eis Politicken am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht. An ech riichten hei nach en Appell un all d'Memberen an un eis alleguer, dass mer an alle Kommissiounen, wou mer täteg sinn, och ëmmer all Projet duerch de Brëll vun deem Aspekt vun der Cohérence des politiques liese sollen!

Am Zesummenhang mat der Cohérence des politiques freeën ech mech awer, dass de Comité interministériel sech eng konkret Aarbechtsmethod ginn huet, wéi déi verschidden

Dossiere behandelt solle ginn. De Comité gëtt sech also all Joers en Aarbechtsprogramm. Beim Choix vun de Sujeten - an ech fannen dat och ganz interessant - kann d'Zivilgesellschaft och matdécidéieren. Während der Untersuchung vun engem Dossier ginn Experten a Représentantë vun der Zivilgesellschaft gelauschtert, an et soll dann och esou wäit wéi méiglech en Avis zu där betreffender Fro formuléiert ginn.

Dofir wëll ech och der Presidentin vun deem Comité interministériel villmools Merci soe fir déi vill Méi, déi si sech gëtt, an och fir déi Aarbecht fir déi nei Mechanismen.

Mir sinn als LSAP op jiddwer Fall emol der Meenung, dass dës Aarbechtsmethod e ganz praktesche Modell ass a wahrscheinlech och besser ass wéi aner Modeller, déi oft zitéiert ginn, wéi zum Beispill de belsche Modell, wou zwar e Recours besteet, deen awer en total theoretesche Modell ass. An dofir, loosse mer dëser neier Method eng Chance ginn a se no engem oder zwee Joer zesummen - Regierung, Chamber an Zivilgesellschaft - evaluéieren!

Ech wënschen op jiddwer Fall dem Comité interministériel mat deenen neie Mechanisme vill Chance, a mir wäerten als Chamber deen Dossier mat vill Interessi suivéieren.

Ech wëll och am Fong dem Ministère an hei all deene Mataarbechter félicitéiere fir hiren Internetsite, fir hir Transparenz. All d'Rapporte vum Comité interministériel si publizéiert. Et ass eng nei Newsletter geschafe ginn. Mir hunn Zougang zu allen Dokumenter. Ech fannen dat en exzellenten Effort de communication, deen an deem Ministère gemaach gëtt. An ech hoffen, dass sech dorun och aner Ministèrë kënnen e Beispill huelen.

Erlaabt mer, och nach zur Agrikultur e puer Wuert ze soen. Dat ass en Thema, wat ech virun zwee Joer hei am Detail thematiséiert hunn. Ech hat deemools gefuerdert, dass mer als Lëtzebuerg sollte méi maache fir d'Landwirtschaft an onse Partnerlänner. Adressate vun der Hëllef misste virun allem kleng Familljebauerebetriber sinn, déi fir sech selwer a fir déi lokal Bevëlkerung Liewensmëttel kéinte produzéieren.

D'LSAP begréisst dofir ausdrécklech d'Aussoe vum Romain Schneider op de leschten Assises de la coopération, dass d'Landwirtschaft an Afrika de Schlësselsecteur wär, fir d'ekonomesch Entwécklung unzestoussen a fir d'Sécurité alimentaire ze garantéieren. De Romain Schneider huet bestätegt, dass eisen Engagement an der Landwirtschaft an am Développement rural 10% vun eiser bilateraler Kooperatioun ausmaache sollt an dass deemno och déi sektoriell Strategie iwwert d'Landwirtschaft an d'Sécurité alimentaire iwwerpréift géif ginn.

De Commerce mondial, d'Accords de partenariat économique an och den TTIP, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si Sujeten, déi ganz wichteg sinn, am Kader vun der Entwécklungszesummenaarbecht unzeschneiden. D'Thema vun den APEen, vun den Accords de partenariat économique, ass en Thema, wat ons Chamberskommissioun a mech selwer och ëmmer interesséiert huet a wat mer och ëmmer regelméisseg behandelt an ugeschwat hunn.

Och den TTIP huet Auswierkungen op den Handel an och op d'Recettë vun den Entwécklungslänner; déi eng soen negativer, anerer behaapte positiver. Mir haten d'Geleeënheet, während dem Hearing hei an der Chamber op dat Thema anzegoen an och nach an der Kommissioun, wéi mer de Cercle des ONG empfaangen hunn. An dat wäert en Thema sinn, wat eis och nach beschäftege wäert a vun deem ech Iech ka garantéieren, dass mer dat mat gréisster Suerg wäerte suivéieren.

Wat d'APEen ugeet, wäerte mer jo als Chamber saiséiert gi mat engem Projet de loi de ratification, well jo kierzlech dee westafrikanesche Lännergrupp en Accord mat der EU-Kommissioun paraphéiert huet.

Erlaabt mer, well mer elo bei den APEe sinn, och séier op d'AKP-Länner anzegoen. Dir hutt an Ärer Ried gesot, Här Minister, dass déi 28 EU-Länner iwwert d'Zäit vun no 2020 nodenken, also déi Zäit, wou d'Cotonou-Accorden auslafen. A bei deene Cotonou-Accorden, déi op d'Lomé-Accorden opgebaut sinn, do handelt et sech jo ëm eng speziell an historesch bedéngte Relatioun zwëschen Europa an deenen - 79, mengen ech, sinn et der - AKP-Länner.

An deem Kontext wëll ech och de FED uschwätzen, de Fonds européen de développement, bei deem mir eis oft als Parlamentarier an zesumme mat eise sechs Kolleege vum Europaparlament ëmmer beklot hunn, dass et hei kee Contrôle parlementaire gëtt. An dat wäert sech also da virun 2020 och kaum änneren.

Mir sinn op jiddwer Fall gespaant, wéi déi Diskussioune weiderginn iwwert d'Cotonou-Accorden. Ech hoffe jiddefalls, falls et weidergeféiert gëtt, dass eis Regierung sech derfir asetzt, dass de FED dann no 2020 géif an den EU-Budget integréiert ginn an dass domadder dann de Contrôle parlementaire garantéiert wär.

Här Minister, eng Fro un Iech: Huet d'Regierung sech Gedanke gemaach, wéi eng Positioun se anhëlt bei deenen Diskussiounen iwwert d'Zukunft vun de Cotonou-Verträg?

Als Konklusioun wëll ech just soen, dass d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik sech charakteriséiert duerch Kontinuitéit an duerch Seriositéit an duerch Aktioun. Si entwéckelt sech weider, si stellt sech permanent a Fro, si adaptéiert sech un deen internationale Kader a virun allem leet se ganz grousse Wäert op Partnerschaft. Mir als Chamberskommissioun an och d'LSAP wäerten och weiderhi konstruktiv mat allen Akteure matschaffen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen och e grousse Merci un d'Interprèten, déi dës Ried vu Lëtzebuergesch op Franséisch iwwersetzen an och an d'Gebäerdesprooch.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Excellences, 1961 ass jo u sech de Begréff vun der Entwécklungshëllef entstanen, wéi den 30. September vun deem Joer d'OECD zu Paräis gegrënnt gouf. Bis dohin hat u sech déi eenzeg Hëllef vun Entwécklung aus Kreditter fir an d'Onofhängegkeet entloosse Kolonië bestanen. Zënterhier huet eis Gesellschaft sech ouni Zweifel ganz positiv, muss ee soen, um humanitäre Plang entwéckelt, obwuel mer natierlech nach wäit ewech si vun enger optimaler Kooperatiounspolitik.

Hei zu Lëtzebuerg war et iwwregens de Gaston Thorn, deen duerch seng Deklaratioun 1974 de Grondstee fir eng kohärent Entwécklungspolitik geluecht huet. D'Entwécklungshëllef besteet jo am Fong geholl doran, fir déi weltwäit Ënnerscheeder vun deenen allgemenge Liewensbedéngunge tëschent den Industrielänner an deene méi aarme Länner nohalteg ofzebauen.

Dem Débat vun haut fält ouni Zweifel eng ganz grouss Bedeitung zou, well en eis engersäits erlaabt, eng genee Analys ze maache vun deem, wat mer geleescht hunn, an anerersäits - an dat ass jo scho bei menge Virriedner hei ugeklongen - awer och e Bléck an d'Zukunft ze werfen, wéi mer eis solle positionéieren, wéi eis Entwécklungshëllef nach méi effikass ka gestalt ginn.

Dëst Joer kritt dësen Débat jo u sech méi eng speziell Bedeitung, well den Akzent jo virun allem méi op d'Kohärenz an der Kooperatiounspolitik geluecht gëtt. Dat ass wichteg, dat ass och richteg. An d'Fro, déi een allerdéngs muss hei stellen: Firwat huet et u sech praktesch gedauert bis elo, bis datt dat do vill méi verdéift gëtt?

Un där Problematik gesäit een allerdéngs och, datt d'Entwécklungshëllef net kann isoléiert gesi ginn, mä datt se direkt mat anere politesche Beräicher verknäppt ass. An dat ass och gutt esou. Dofir ass et och ze begréissen, datt déi Kohärenz u sech och duerch deen interministerielle Grupp elo verdéift gëtt, verfeinert gëtt, an datt doduerch aner Ministèrë méi verstäerkt an d'Flicht geholl ginn an datt si sech musse méi konzentréiert op d'Entwécklungspolitik an Zukunft ausriichten. Domadder, wéi gesot, sinn aner Ministèren och méi staark matagebonnen.

Et ass och wichteg, an et ass jo eng Décisioun vun dëser Regierung, datt de Premier sech och direkt hei mat aschalt, datt hien dës Struktur, ech wëll net soen, leet, mä awer mat Sécherheet staark wäert beaflossen.

D'Europaparlament dréit dësem Aspekt jo och Rechnung, an ech wëll hei ënnersträichen, datt jo den DP-Politiker Charles Goerens mat engem Spezialrapport beoptragt ginn ass an där ganzer Diskussioun do, wat jo eemol méi och d'Capacitéit vun dem Charles Goerens an deem Domän do ënnersträicht.

Eis Kooperatiounspolitik berout jo op enger Rei vu Pilieren. Dozou gehéiert jo an éischter Linn, fir d'Rahmebedéngungen an deene Länner, an deene Pays cibles do, ze verbesseren an och virun allem fir besser Liewensbedéngungen erbäizeféieren.

Da si mer natierlech och direkt bei de sanitäre Konditiounen, déi an deene Länner - an een, dee schonn e puermol op esou Plaze war, konnt sech dovunner e Bild maachen -, déi jo, wéi gesot, zum gréissten Deel do katastrophal sinn. Eng Zuel, déi villes seet: Pro Joer stierwe méi wéi 750.000 Kanner ënner fënnef Joer un Duerchfallkrankheeten, déi bedéngt sinn duerch knaschtegt Waasser oder schlecht sanitär Anlagen.

A grad deen Ëmstand féiert jo am Fong och dozou, datt vill Epidemien entstinn, datt vill Epidemië sech kënnen ausbreeden, an da si mer natierlech och ganz séier beim Thema Ebola, vun deem jo u sech d'Wuerzel och doranner ze sichen ass, datt natierlech ganz schlecht sanitär Konditiounen an deenen Ursprongslänner bestinn. Dee Fléau ass also ganz kloer u schlecht sanitär Zoustänn gekoppelt.

Et ass awer eng gutt Ursaach, fir d'Entwécklungspolitik besonnesch op deem Niveau also nach weider ze förderen, well Ebola, dat muss ee ganz kloer soen, steet och virun eiser Dier an zwéngt och eis hei, an eise Regiounen ze handelen. Mir hunn also all Grond och, fir besonnesch an deene Länner aktiv ze ginn, fir och besonnesch an deene Länner déi néideg Hëllef ze leeschten, do, wou déi Epidemie am meeschte grasséiert, fir datt virun allem an deene Länner, wéi gesot, elementar hygienesch Konditioune kënne geschafe ginn.

Da si mer natierlech och séier bei der Gesondheetspolitik, déi op der éischter Plaz vun de sektorielle Moossname vun eiser Entwécklungshëllef steet. Dofir ass et och richteg, MSF an Zukunft nach verstäerkt ze ënnerstëtzen an hirer Missioun, fir d'Recherche opérationnelle ze promouvéieren, well dann um Terrain d'Santésprogrammer nach méi deene Bedierfnisser do kënnen ugepasst ginn. Dobäi spillt virun allem d'Informatik eng gutt Roll, an ee vu menge Virriedner respektiv Virriednerinnen huet schonn dorobber higewisen.

Ech erënnere virun allem hei un de Programm SATMED, deen eng ganz wichteg Roll ze erfëllen huet, ëmmer méi wichteg, well mer jo awer an enger Zäit liewen, an där d'Informatik eis ganz kloer beaflosst, awer gréisstendeels positiv. An dofir ass et och wichteg, datt virun allem an deene Länner och Antenne geschafe ginn, duerch déi eben d'Informatik ka verstäerkt agesat ginn, well déi modern Kommunikatiounsmëttel nämlech och onentbehrlech op deem doten Niveau sinn.

Ech wëll an dësem Kontext och nach op aner wichteg, interessant Programmer hiweisen, wéi emergency.lu, eHSA oder AXIS. De Projet emergency.lu, deen och schonn hei e puermol zitéiert ginn ass, ka sech jiddefalls um Niveau vun der humanitärer Hëllef als ganz nëtzlech erweisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vu Kohärenz an der Entwécklungspolitik schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei der Migratiounspolitik. A Leit aus den ënnerentwéckelte Länner mussen ouni Zweifel nei Perspektive kréien, fir och kënnen doheem an hirer Heemecht ze bleiwen. Dat, wat sech an deene leschte Méint am Mëttelmierraum ofgespillt huet an zum Deel nach ofspillt, ass jiddefalls inakzeptabel. Stéchwuert: Lampedusa, dat seet genuch!

Zënter dem 1. November fonctionnéiert jo u sech d'Operatioun Mare Nostrum, déi den 13. Oktober 2013 agesat gouf, net méi. Si ass elo ersat ginn duerch deen neien Dispositif Triton vun der europäescher Agence Frontex. An elo kommen natierlech awer och Befierchtungen héich, datt u sech duerch deen neien Dispositif deene Flüchtlinge géif manner Hëllef geleescht ginn. Et ass vläicht ze vill fréi, fir do kënnen eng definitiv Bewäertung ze ginn.

Natierlech ass et evident, datt dee Problem net vun haut op muer ka geléist ginn. An ech mengen, et muss een och fairerweis hei soen, datt Italien net kann do eleng gelooss ginn,...

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ...datt Italien och do muss gehollef kréien. Dat ass net nëmmen e Problem vun de Südländer, wou ech Malta mataschléissen, mä dat ass e Problem vun der ganzer Europäescher Unioun. An et ass wichteg, datt mer do, an och mir hei zu Lëtzebuerg, eis ganz geziilt mat där ganzer Problematik do ofginn.

Éischt positiv Usätz si jo ze erkennen, virun allem wat eben d'Flüchtlingspolitik, wat d'Migratioun ubelaangt. Ech erënneren hei zum Beispill un d'Kommunikatioun (2014) 154 vun der Europäescher Kommissioun ënnert dem Titel «Faire de l'Europe ouverte et sûre une réalité», an där ënner anerem och virgesinn ass, fir eng besser Gestioun vun den Aussegrenze vun Europa ze organiséieren. Och do läit also schonn den Esprit dran, fir déi ganz Flüchtlingsproblematik net méi isoléiert elo vun een, zwee, dräi Länner ze gesinn, mä fir wierklech Europa als e gesamte Raum ze gesinn, an datt och all europäesche Memberstat sech do ugesprach fillt, fir säi Bäitrag do ze leeschten.

Ech weise virun allem op de mediterrane Raum an och op d'Sahara hin, wou muss méi eng effikass Koordinatioun entstoen, fir, wéi gesot, Mënscheliewe kënnen ze retten. An dofir mussen och déi Partenariater mam Maroc a mat Tunesien ëmgesat ginn.

Zu enger kohärenter Entwécklungspolitik, a wéi gesot, d'Kohärenz, dat ass jo u sech de Leitfuedem vun der Diskussioun hei vun de Mëtteg, gehéiert jo ouni Zweifel awer och en effikassen Emweltschutz. Dofir sinn och zum Beispill esou Initiative wéi elo a Vietnam oder am Burkina Faso ouni Zweifel luewenswäert.

Ech denken an deem Kontext awer och un d'Agrarpolitik, déi schonn hei Sujet vun der Diskussioun war. Mir sinn eis alleguer eens, datt mer natierlech den Akzent op eng nohalteg Agrarpolitik wëlle setzen. An et ass och wichteg, datt an deene Partnerlänner, do, wou mir Ënnerstëtzung fir eng nohalteg Agrarpolitik leeschten, datt awer och wierklech dann dat Zil do erreecht gëtt an datt mer awer och de Courage hunn, gegebenenfalls Projeten ze beaflosse respektiv souguer, wann et muss sinn, ze stoppen.

Ech erënneren zum Beispill drun, datt et richteg war, dat war ënnert der viregter Regierung, datt de Programm AGRA, also „Alliance for a Green Revolution in Africa", net méi ënnerstëtzt ginn ass, well eben do d'Zilsetzung net méi déi war, fir am Fong op eng nohalteg Agrarpolitik ze setzen. Et ass och gutt, datt zum Beispill elo wéi an Nicaragua méi un national Systemer sech gehale gëtt. Och dat ka jiddefalls eis Entwécklungspolitik nëmmen nach besser duerstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee vun den Haaptproblemer vun eiser Entwécklungspolitik ass natierlech och de politesche System an de Partnerlänner. Mir wëssen, datt leider, leider virun allem an deene Länner, wou mir geziilt Entwécklungshëllef leeschten, oft de politesche System net stabil ass an datt do oft och e Regime herrscht, dee contraire u sech zu eiser Kultur ass, zu eisen demokratesche Gepflogenheeten. An och dat däerf net tabuiséiert ginn.

Ech wëll hei virun allem op ee Land hiweisen, wat leider elo an deene leschten Deeg negativ an d'Schlagzeile komm ass, wat elo Problemer huet: de Burkina Faso. Ech erënnere mech och nach ganz gutt, esou wéi deen een oder anere Kolleeg heibannen - an de President ass och schonn drop agaangen -, wéi mer eng Entrevue hate mam Wirtschafts- a Finanzminister aus dem Burkina Faso, dat war de leschten 8. September, wou mer dat och ugeschwat hunn, wou mer drop higewisen hunn, well jo deemools nach ugeduecht gi war, fir eben d'Verfassung vum Burkina Faso an deem Sënn ëmzeänneren, datt ebe kéint d'Presidentschaft vum Blaise Compaoré verlängert ginn. An deemools hu mer awer och, ech mengen, do de Courage geholl an zu Recht ass drop higewise ginn, datt dat eng geféierlech Operatioun wier. D'Resultat ass bekannt. Dat wat d'lescht Woch geschitt ass, ass u sech awer de Beweis, datt een och muss oppassen, wéi wäit een am Fong geholl gewësse Regimmer weider ënnerstëtzt.

An nach eng Kéier: Ech weess, et ass en zweeschneidegt Schwäert. Ech weess, wa mer eis Projete reng un de Regime koppelen, riskéiere mer natierlech, virun allem déi Leit ze treffen, déi am mannsten derfir kënnen, déi gekniecht ginn duerch e politesche Regime. Also ass et oft net, fir pauschal ze soen: Wann e Regime sengen normale Gepflogenheeten net nokënnt, datt mer eis Projeten d'office géifen dann ofbriechen. Mä nach eng Kéier: Mir mussen awer och de Courage hunn, deene Leit an d'Aen ze kucken an deene Leit och ze soen, datt se och gewëss Verflichtungen hunn, wat elementar demokratesch Prinzipien ubelaangt. An dofir, wéi gesot, ass et och wichteg, datt mer och an Zukunft déi Attitüd wäerte bäibehalen.

Datselwecht gëllt och fir de Mali. Och do si mer eis bewosst, datt nei Onrouen entstane sinn. Och do riskéiert natierlech eis Entwécklungshëllef gegebenenfalls hypothéquéiert ze ginn.

Et kéint een déi Lëscht vun de Länner weiderféieren: El Salvador, e Land, wat mer perséinlech och net ganz onbekannt ass, och do wësse mer, datt eng ganz Rei vu Problemer bestinn. Do ass eng vun deenen héchste Mordraten a Mëttelamerika. Och do mussen natierlech ganz vill Efforten nach gemaach ginn, fir um politesche Regime nach munches ze änneren, wat d'Sécuritéit virun allem ubelaangt, mä op där anerer Säit wësse mer awer, datt an El Salvador op deem Niveau nach eng Rei Problemer bestinn. An ech fannen et och richteg, datt mer do eng gewëssen Hëllef nach an Zukunft och wëlle weider leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt e Stat nëmme kann den elementaren Usprëch vu sengen Awunner gerecht ginn, wann en natierlech och eng Ekonomie

huet, déi fonctiounsfäeg ass. Dofir ass et och fir eis als Demokratesch Partei ganz kloer, datt eng geziilt Entwécklungshëllef prioritär den Awunner an de Pays cibles et soll erlaben, e Maximum un Eegeversuergung kënnen ze garantéieren.

Da si mer natierlech ganz séier bei der Thematik vun der Mikrofinanz, déi hei jo och schonn erërtert ginn ass, well et ass nämlech wichteg, datt virun allem dee klengen Handel ka prosperéieren, datt virun allem d'Leit selwer zum Selbstversorger kënne ginn, datt se awer och kënnen, wéi gesot, e gewësse Revenu schafen, andeems se Wuere produzéieren, déi se op hirem heemesche Maart dann och kënnen ofsetzen.

Dofir, déi Iddi vum Mikrokredit ass ouni Zweifel eng Saach, déi nach muss verdéift ginn. Et däerf een nämlech net vergiessen: Et gëtt ronn 2,5 Milliarde Leit op dëser Welt, déi keen Accès zu Emprunten hunn, déi keen Accès zu Bank- a Finanzinstituter hunn. Dofir begréisse mir als Demokratesch Partei och all Initiativen, déi an d'Richtung ginn, fir op deem Niveau nach zousätzlech aktiv ze ginn. An ech wëll hei besonnesch och virun allem op d'Grënnung vun där neier Associatioun hiweise fir nach zousätzlech Synergië mam Privatsecteur a mat der Finanzwelt ze kreéieren, wéi och op d'Emsetzung vu LuxFLAG.

Ech denken dann awer och un de Cap-Vert, wou mer versichen, elo an deem Beräich och aktiv ze ginn, fir och do de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, datt se iwwert dee Wee sech hir eege kleng Existenz kënnen opbauen.

Wichteg erschéngt et mer awer och, datt mer an deene Länner hëllefen, eng kohärent Fiskalitéit opzebauen an datt mer och, wéi gesot, déi intern Ressourcë besser kënne mobiliséieren. Dat soll elo net esou eriwwerkommen, wéi wann een als grousse Missionär soll optrieden. Mä ech mengen, mir hunn awer trotzdeem an eiser Regioun, an eise Breeden e gewëssen Know-how entwéckelt an all deene Jorzéngten, wéi eng Ekonomie soll fonctionnéieren. An da géif ech awer mengen, datt et mat Sécherheet mënschlech gekuckt richteg ass, wann een och säin Know-how do weidergëtt, fir datt och an deene Länner d'Ekonomie ka méi fonctiounsfäeg gestalt ginn.

Mä leider gëtt et natierlech eng Rei Facteuren, déi dann awer an deene Länner selwer derzou féieren, datt u sech dee klenge Commerce sech net ëmmer esou kann entwéckelen, wéi dat de Fall kéint sinn. Ech weisen op ee Beispill hin: Vietnam. A Vietnam, wou mer déi bekannte Problemer hunn, niewent der Präisdeirecht, niewent deem extrem klenge Revenu, deen d'Leit hunn, deen zwësche 60 an 80 Euro de Mount läit, do ass och u sech en neie Phenomeen entstanen, nämlech duerch d'Iwwerschwemmung mat Bëllegprodukter aus China.

Do ass dann en zousätzleche Problem nach komm, well eben och elo e Konflikt zwësche China a Vietnam entstanen ass duerch eng Buerung op der Küst, wou dann eben elo souguer antichineesesch Ressentimenter a Vietnam entstane sinn, mat der Konsequenz, datt China ufänkt, am Fong geholl quasi en Importstopp fir gewëss vietnameesesch Produkter anzeféieren. Wien ass deen, deen dorënner ze leiden huet? Dat sinn natierlech da virun allem déi kleng Commerçanten, déi kleng Baueren.

Firwat soen ech dat Beispill hei? Ebe fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, wéi wichteg et awer ass, datt mer Stabilitéit an deene Regiounen hunn. An och do kënne mir, vläicht net direkt als klengt Lëtzebuerg, mä virun allem awer um Niveau vun der Europäescher Unioun derzou bäidroen, datt awer och esou Konflikter kënnen entkräft ginn.

Ech wëll dann awer och drop hiweisen, wat mer elo, wéi ech de Rapport do gelies hunn, opgefall ass, datt mer jo och um Niveau vum Kosovo aktiv sinn. Deen éischte Moment stellt ee sech vläicht d'Fro: Firwat grad am Kosovo, eng Regioun, déi méi no läit? Een, deen do war, weess, datt och do eng Rei Problemer bestinn.

Ech wëll awer dofir nach eemol op een Akzent hiweisen: Mir leeschte jo och eng gewëss militäresch Hëllef do, mä de Balkan ass jo awer och e ganz onstabille Raum. A mir sinn de Moment jo an enger Zäit, wou mer den honnertjährege…, oder virun honnert Joer ass den Éischte Weltkrich ugaangen, wat mer elo ebe kommemoréieren, an da grad um Balkan, wou leider dee Krich entstanen ass, soudatt mer do och Ursaach hunn, fir an esou Regiounen ze hëllefen.

Wa mer vun Entwécklungshëllef schwätzen, soll dat jo net prioritär nëmmen a Regioune sinn, wou natierlech enorm Defiziter um Niveau vun der Ernährung a vun de sanitäre Konditioune bestinn. Obwuel am Kosovo mat Sécherheet och nach eng ganz Rei Retarde sinn, par rapport zum afrikanesche Kontinent ass dat mat Sécherheet net esou de Fall, mä et ass awer och wichteg, datt mer eng gewëss Präsenz weisen, fir awer och zu enger politescher Stabilitéit do bäizedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer nach op ee Punkt hei ze schwätze kommen, deen de Mëtteg nach net ugeschwat ginn ass, an zwar déi Ënnerstëtzung, déi mer iwwert d'UNO-Agence UNFRA (veuillez lire: UNRWA) leeschte respektiv iwwert den europäesche Mechanismus PEGASE, wat eis Programmer an de palästinensesche Gebidder ubelaangt. Dat ass awer e Volet, deen ee mat Sécherheet och vum politesche Standpunkt hier hei muss uschneiden.

Zënter 2007 hu mir ronn 58 Milliounen do investéiert. Dovunner sinn zwee Drëttel an d'Gazasträif gefloss. Wann ee bedenkt, datt bei där leschter Geldgeberkonferenz zu Kairo - am Oktober war dat - 5,4 Milliarde gestëmmt goufen, fir den Neesopbau vun der Gazasträif ze finanzéieren, da gëtt engem jo awer déi grouss Sënnlosegkeet vun deem ganze Konflikt do erëm eng Kéier bewosst. An och Lëtzebuerg bedeelegt sech jo - zu Recht, zu Recht - un dem Neesopbau mat, mengen ech, siwe Milloune pro Joer.

An awer muss een ee Moment sech iwwert déi ganz Problematik do awer hei ausloossen an och e puer Gedanke formuléieren. Well, wa mer awer an engem Rhythmus vun x Joren ëmmer erëm déi Situatioun erliewen a wa mer net déi Léisung wäerten erreeche vun der Zwee-Staten-Problematik, da riskéiert dee Konflikt wahrscheinlech erëm eng Kéier esou oder esou erëmopzeloderen. An net méi spéit wéi de Moien huet ee jo erëm matkritt, datt et um Tempelbierg erëm zu Ausenanersetzunge koum.

Wann een dann och weess, datt Israel jo décidéiert huet, fir um Giwat Hamatos iwwer 2.000 nei Wunnengen opzeriichten, wat als Konsequenz hätt, datt Ostjerusalem praktesch vum Westjordanland ofgetrennt géif ginn - an da maachen ech mech hei zum Interpret vum Ausseminister, deen an engem Interview där Deeg elo gesot huet: „Wann dat sollt geschéien, datt Israel dee Plang do duerchzitt, da kënne mer et fir honnert Joer vergiessen, datt et eng Kéier zur Léisung vun der Problematik do zwësche Palästina an Israel kënnt." Dofir ass et awer immens wichteg, datt hei och politesch agéiert gëtt an datt och d'EU virun allem hir Roll iwwerhëlt.

An ech hunn awer do mat groussem Interessi net méi spéit wéi gëschter am „Monde" eng Ausso gelies vun der neier Beoptragter fir Aussen- a Sécherheetspolitik vun der EU, der Federica Mogherini, si huet gesot: «Je serais heureuse si l'État palestinien existait au terme de mon mandat.» Dat ass eng kloer politesch Ausso! Da muss ee jo och hei soen, datt Schweden d'lescht Woch jo Palästina als eegestännege Stat unerkannt huet. Et huet een also d'Gefill, wéi wann elo eng gewësse Bewegung an deen Dossier do kéim.

Ech mengen, och do soll ee sech kengen Illusiounen higinn. Dee Problem do kann natierlech nëmme politesch geléist ginn. An nach eng Kéier, wann enorm Gelder ëmmer musse bereetgestallt ginn an engem gewëssene Rhythmus, fir Schied ze reparéieren, déi duerch déi Sënnlosegkeet do entstinn, da muss ee sech munch Fro stellen. Natierlech sinn d'Palästinenser ënner sech och gefuerdert, datt tëschent der Hamas an der Fatah och emol vläicht méi eng Unnäherung wäert an deenen nächste Wochen a Méint kënne stattfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro, déi ee sech an der Kooperatiounspolitik natierlech och stelle muss, ass déi, ob mir an Zukunft net nach musse méi verstäerkt iwwer international Fongen eise Beitrag leeschten. Et gëtt jo eng Rei vu Méiglechkeeten, Stéchwuert OMS. D'OMS ass och schonn de Mëtteg hei ugeschnidde ginn. Allerdéngs zur OMS ass och eng Remarque ze maachen. Zënter 1994 ginn u sech d'Beiträg vun den OMS-Memberstaten zréck, mam Resultat - an ech hunn dat nach gëschter Owend op hirem Site nach eng Kéier nogekuckt, dat stëmmt dann also -, datt haut praktesch 80% vun de Fonge vun der OMS iwwer Privatgelder kommen. Dat ass eng Entwécklung, déi zumindest muss hannerfrot ginn. An ech wier vläicht frou, wann de Minister géif kuerz do och Positioun bezéien.

Ee vun de gréisste Geldgeber vun der OMS ass haut kee Geréngere wéi de Bill Gates. Mat senger Stëftung, mat senger Madame, leescht en haut méi en héije Beitrag wéi d'Vereenegt State vun Amerika. Dat soll een a priori elo net negativ gesinn. Mä d'Fro, déi awer ka gestallt ginn: inwiefern datt herno awer vläicht kann eng aner Entwécklung vun der Politik vun der OMS doduerch beaflosst ginn.

An de Marc Angel huet dat virdrun och hei schonn duerchblécke gelooss: Bei der Ebola-Kris huet d'OMS sech jo net onbedéngt vun där allerbeschter Säit gewisen. Dowéinst ass et awer wichteg, datt - besonnesch déi dote Struktur, déi absolut net kann a Fro gestallt ginn, ganz au contraire -, datt se iwwerduecht gëtt. An ech hunn och do gelies, datt se amgaang ass, sech ze reorganiséieren. Et wier also och wichteg, datt op deem Niveau och mir als Lëtzebuerg eis géifen do zu Wuert mellen.

Wann de Beitrag vu Lëtzebuerg, wéi gesot, fir eng besser universell Gesondheetspolitik nach soll verstäerkt ginn, dann ass et och wichteg, datt mer, wéi gesot, verschidde Fongen ënnerstëtzen. Ech denken do virun allem un de Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Datselwecht gëllt och fir ONUSIDA, Gavi an Unicef, besonnesch natierlech, wat d'Programmer vun der Unicef ubelaangt. Ech géif soen, do wäert keen anerer Meenung sinn.

D'Madame Arendt huet dat jo och schonn hei ganz kloer ënnerstrach, ech kann hir nëmme bäiflichten, besonnesch wann et ëm Kanner geet. A wann een d'Biller gesäit vun apatheschen, vun ënnerernährten oder vu stierweskranke Kanner, dat ass evident. Ech mengen, et ass grad do, wou et am wéisten deet. Wann ee gesäit, déi Ongerechtegkeet, déi dann natierlech herrscht, an och déi Hëlleflosegkeet, déi mir heiansdo hunn, fir u sech do dann aktiv ze ginn, ass et also wesentlech, et ass wichteg, datt och d'Unicef an Zukunft maximal ënnerstëtzt gëtt.

Wann een och bedenkt - an och e puer Zuelen, déi ënnersträichen dat -, wann een, wéi gesot, och bedenkt, wéi katastrophal do d'Situatioun de Moment ass: 30 Millioune Kanner sinn de Moment a verschiddene Krisegebidder betraff. Een Drëttel vun alle Schoule sinn an der Zentralafrikanescher Republik zougemaach ginn. An der Gazasträif goufen iwwer 100 Schoule fir 300.000 Réfugiéen ëmgewandelt. Ongeféier dräi Millioune Kanner ginn a Syrien net regelméisseg an d'Schoul. An a Liberia a Sierra Leone sinn d'Schoule wéinst dem Ebola bis Enn dës Joers emol provisoresch zou. An de Risiko ass grouss, datt dat nach wäert méi laang daueren. Dann, mengen ech, ass et evident, datt ee sech ugesprach fillt, fir e Maximum un Hëllef och op deem Niveau ze leeschten.

An deem Kontext awer och nach e Wuert zum FED, dem Fonds européen pour le développement, deem eelsten a gréissten Instrument vun der europäescher Entwécklungshëllef. Dee Fong déngt jo fir d'Kooperatioun an den ACP-Länner. An och do beruffen ech mech nach eng Kéier hei op de Charles Goerens, deen dat scho méi oft kritiséiert huet, wéi dee Fong do fonctionnéiert, well en hätt gär, datt dee soll budgétiséiert ginn. An ech mengen, och de Marc Angel huet dat virdrun hei schonn ugeschwat, datt och do muss verstäerkt gekuckt ginn, wéi dee Fong awer ka méi ënnert d'politesch Kontroll vum Europaparlament kommen.

Insgesamt kann ee jo soen, datt eis Entwécklungspolitik an deene leschte Joren - zu Recht - och eng aner Ausriichtung kritt huet. Goufe fréier jo éischter méi direkt d'Projeten ënnerstëtzt, esou si mer haut, spéitstens no der drëtter PIC-Generatioun, jo awer op de Wee vun enger sektorieller a programmatescher Approche gaangen. An dat ass och esou ze ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech, wa mer iwwer Entwécklungspolitik schwätzen, musse mer och iwwert d'ONGe schwätzen, d'ONGen, déi hei och schonn Diskussiounsthema waren. Et däerf ee jo net vergiessen: 25% vun eise bilaterale Kooperatioune ginn iwwer ONGen ofgewéckelt.

Ech wëll och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir sämtlechen ONGen hei am Land emol e ganz grousse Merci auszespriechen. A wann ee selwer Member ass vun enger ONG, da weess een, mat wéi vill Engagement - an dat gëllt elo net fir mech selwer, et gëllt virun allem fir déi Leit, déi do engagéiert sinn -, mat wéi vill Engagement datt se wierklech sech hiergi fir esou Projeten. An dann ass et ëmsou méi tragesch, bedauerlech - de Minister ass och schonn drop agaangen -, wann dann och nach zwee Leit hiert Liewe loossen. Ech wëll och hei kuerz un déi Leit erënneren, déi, wéi gesot, an engem Fligeraccident am Mali - vun der ONG „Le soleil dans la main" - am Summer hiert Liewe gelooss hunn.

D'OECD hat jo emol eng Kéier d'Meenung vertratt, datt mir sollen als Lëtzebuerg manner Entwécklungshëllef iwwert d'ONGen oflafe loossen. Dat soen ech awer ganz éierlech hei, datt dat keng ganz gutt Approche ass. Well et däerf een eppes net vergiessen, d'ONGen hunn e ganz grousse Plus vis-à-vis vun aneren Organisatiounen: Et ass keng Associatioun méi no bei de Leit wéi d'ONGen! A virun allem hiren edukativen Aspekt: Wéi vill Basaren, wéi vill Manifestatioune ginn organiséiert an de Gemengen, um regionalen Niveau, fir ebe Fongen ze sammelen. Domadder schäerft ee jo awer d'Bedürfnis bei de Leit selwer, virun allem och d'Sensibilitéit, fir sech fir déi ganz Problematik ze interesséieren. Dowéinst, wéi gesot, däerf een op kee Fall dee wichtege Pilier vun den ONGen an där ganzer Problematik hei ënnerschätzen.

Dann ass een natierlech och ganz séier bei hirem ganz interessante Fascicule „Barometer 2014", wat u sech, géif ech soen, e gutt Dokument ass, fir eis Politiker ze guidéieren, och ze kritiséieren, och drop hinzeweisen, Suggestiounen ze ginn. A global gekuckt muss ee soen, datt dee Fascicule do ganz interessant ass.

Ech maachen awer keen Hehl draus, datt ech mech net grad mat all Artikel hei kann identifizéieren. An et ass awer virun allem een Artikel, dee mer manner gutt gefall huet, an zwar deen «Comment la cohérence peut sauver l'Europe», wou dach mat relativ pauschalen Uerteeler iwwer Europa hiergefall gëtt.

Ech wëll just nëmmen hei drun erënneren, ouni dat elo ze verdéiwen: Europa ass déi gréisst Struktur op der Welt, wat d'Geldgeber ubelaangt. An ech mengen, et si ronn 60% vun alle Gelder, déi an d'Entwécklungspolitik fléissen, déi vun der Europäescher Unioun kommen! Och dat soll ee vläicht net vergiessen.

A wann, wéi dat jo leider ëmmer méi feststellbar ass, Leit esou pauschal iwwer Europa hierzéien, solle se och vläicht emol heiansdo dat Positivt vun Europa gesinn. Well wann et d'Europäesch Unioun net géif ginn, do sinn ech fest dovun iwwerzeegt, hätt eis global Entwécklungshëllef mat Sécherheet manner Effizienz.

Wann, wéi gesot, vum „Barometer" rieds hei geet, da si mer natierlech ganz séier bei enger Rei vu sektorielle Politicken. Ech denken do virun allem un d'Klimaschutzpolitik, do, wou natierlech ganz groussen Nohuelbedarf besteet. Dee leschte Rapport, dee jo elo zu Kopenhagen presentéiert gouf, seet méi wéi genuch. Och mir hei zu Lëtzebuerg, muss ee ganz éierlech a kloer unerkennen, hunn natierlech eng Rei vu Retarden. Mir kënnen nach vill selwer maachen.

Kritiséiert gi jo virun allem déi flexibel Mechanismen. Jo, iwwert déi kann een diskutéieren. Mir hunn nach Méiglechkeeten. A wann et mer erlaabt ass hei en passant vläicht och op d'Iddi vun der DP hinzeweisen, fir eng Klimabank hei zu Lëtzebuerg ze kreéieren, och dat géif ouni Zweifel dozou bäidroen, fir eis CO_2-Bilanz ze verbesseren.

Dann natierlech, wat schonn hei ugeschnidde ginn ass, dat ass dee Pressecommuniqué vum Cercle de Coopération des ONG de développement vum leschten 21. Oktober, ënnert dem Titel: «Le Zukunftspak menace l'avenir des ONG du développement».

Bon, Madame Arendt, ech sinn net ganz Ärer Meenung. Ech fannen, Dir hutt e bësselchen hei en aggressiven Toun gebraucht vis-à-vis vum Minister, vis-à-vis vun der Regierung, deen awer vläicht net grad appropriéiert ass. De Minister hat jo awer schonn Erklärunge ginn.

(Interruption)

Gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass den CSV-Toun.

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat ass den CSV-Toun. Mä ech mengen, grad an deem heiten Dossier, wéi gesot, wëll ech awer nach eng Kéier erënneren un dat, wat wesentlech ass, datt d'Regierung un deem 1% festhält...

(Interruption)

...a souguer e fixe Betrag festhält. Well eben déi nei Berechnung vun dem Revenu national brut jo net méi géif grad dann eis 1% erlaben, huet d'Regierung souguer décidéiert, fir, wéi gesot, dann awer un deem Betrag, dee mer vu fréier gewinnt waren, festzehalen.

An ech mengen, de Minister huet jo awer schonn Erklärunge ginn, firwat datt eng Reorganisatioun, fir et dann emol esou ze nennen, vun der Attributioun vun deene Gelder un d'ONGe kënnt: fir eben och méi Effizienz an Effikassitéit ze erreechen. Dowéinst, mengen ech, sollt een d'Gemitt hei vläicht e bësselche méi déif halen an...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech sinn net grad bekannt zwar fir meng Aggressivitéit.

M. Gusty Graas *(DP).*- Gelift?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech sinn zwar elo net esou bekannt fir meng Aggressivitéit. Ech hunn...

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen. Dofir war ech jo iwwerrascht iwwer Är...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- ...den Här Vogt...

M. Gusty Graas *(DP).*- ...Ausso.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Neen, ech hunn den Här Vogt zitéiert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wien hutt Der zitéiert?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Den Här Vogt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, mä Dir hutt dat awer och... Neen, neen, Dir hutt nach méi hannendrugesot!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Neen, neen!

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen, kommt, ech wëll elo net mat Iech polemiséieren doriwwer. Mä jiddefalls bei mir war et esou eriwwerkomm, Dir hutt dat awer e bësse méi... Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, dat ass awer elo net Ursaach genuch, fir hei doriwwer dann ze polemiséieren.

Wa mer vun den ONGe schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei de Gemengen. An och do muss een awer ganz kloer soen, datt d'Gemengen eng ganz wichteg an eng ganz grouss Roll kënne spillen. An eng Gemeng, déi mer jo gutt bekannt ass, déi ech elo net wëll hei nach eng Kéier ernimmen, huet zum Beispill décidéiert, Här Buergermeeschter, Madame Schäffin...

(Exclamations)

Ech hu se net mam Numm genannt!

(Interruptions)

Ech hu se net mam Numm genannt, well ech weess, datt et och nach aner Gemenge gëtt, déi dat gutt maachen. Si huet décidéiert, 1% vun hiren Dépenses ordinaires d'office an d'Entwécklungshëllef ze investéieren. Dat deet eis als Gemeng net schrecklech wéi, et bréngt awer ville Leit eng gewëssen awer positiv Ennerstëtzung. An och do soll een hei dat ganz kloer soen, an et si jo vill Gemengeresponsabeler heibannen, datt och d'Gemenge sech sollen net ze schued sinn, fir op deem Niveau aktiv ze ginn.

Da si mer och ganz séier bei där Iddi, déi och am „Barometer" zréckbehale ginn ass, fir vläicht eng national Ulafstell ze schafen, wou ee ka Fairtrade-Produkter kafen. Ech wëll nëmme soen, dat ass och haut ganz liicht méiglech ouni déi Ulafstell. Déi Iddi, déi awer ouni Zweifel gutt ass - och do ass et nëmmen de politesche Wëllen -, ass nëmmen e klengt Zeechen, wat ee ka setzen, mä et ass awer e wesentlecht Zeechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Objektiver da vum Millénaire vun der UNO, fir bis 2015 d'Aarmut - wéi gesot, bis d'nächst Joer -, d'Kannermortalitéit, d'Epidemië wéi och den Aids signifikant ze reduzéieren, muss ee leider elo soen, sinn natierlech net an deem Mooss erreecht ginn, wéi ee sech dat virgestallt hat. Elo hu mer en neit Objektiv fir d'Joer 2030 geschafen, an zwar, fir d'Aarmut ganz ze eliminéieren. Dat ass en ambitiéist Zil, do soll een och drop hischaffen. Allerdéngs muss ee ganz realistesch sinn: Da musse mer eis nach ganz gewalteg ustrengen!

Eppes ass ganz kloer: Wann déi international Communautéit sech net bewosst ass, datt d'Entwécklungspolitik och an Zukunft muss eng grouss Prioritéit hunn, da brauch se sech net ze wonneren, wann de Weltfridden och ëmmer méi fragil wäert ginn!

Fir eist klengt Land bitt sech jiddefalls ouni Zweifel och d'nächst Joer iwwert d'Présidence d'Geleeënheet, fir Akzenter ze setzen an och den anere Länner an Europa kloerzemaachen, datt se hir Verflichtungen hunn an datt mir nach wie vor jo gewëllt sinn, un deem héijen Niveau vun deem 1% - loosse mer dann, wéi gesot, bei deem 1% bleiwen - festzehalen, wat och ouni Zweifel eng Signalwierkung soll fir déi aner Länner hunn.

Mir kënnen och elo schonn, wéi gesot, eisen Input brénge fir dann dat internationaalt Europäescht Joer vun der Entwécklungshëllef. An ech fannen et besonnesch flott, datt do virun allem d'Dignitéit soll am Vierdergrond stoen.

De leschten 9. Oktober war jo den António Guterres, den Haut Commissaire vun de Vereenten Natioune fir d'Flüchtlingen, hei zu Lëtzebuerg, an ech wëll och nach eng Kéier hei op déi Ausso zréckkommen, déi de Premier Xavier Bettel deemools gemaach huet, ech zitéieren: „Mir confirméieren eisen Engagement am Beräich vun der Entwécklungshëllef, an dat trotz enger budgetärer Situatioun, déi net einfach ass." Dat si jiddefalls Wierder, déi mir als Demokratesch Partei och nëmme kënnen ënnerstëtzen.

An effektiv, grad an dësen Zäiten, grad an dësen Zäiten, wou mer als Chamber, als Regierung de Message erausginn no bausse vum Spueren, well jo awer dach gewësse finanziell Contrainten entstane sinn, grad an dësen Zäiten ass et eben och wichteg, fir op déi Prioritéit vun der Entwécklungshëllef hinzeweisen. Mir wëssen alleguerten, datt dat net einfach ass, an et brauch ee sech nëmmen déi sozial Netzwierker unzekucken, do gëtt ee ganz séier gewuer, wéi séier d'Hemmschwell fält, fir d'Entwécklungshëllef a Fro ze stellen.

Wann dee Montant, deen haut schonn e puermol genannt ginn ass a wou ech mech net schummen, en nach eng Kéier ze nennen, vun 323 Milliounen, wann deen d'Ronn mécht, wësse mer hoergenee, wéi dobaussen och zum Deel reagéiert gëtt. A mir wëssen och, wéi eng Reaktioune kommen. An ech fannen, do soll een awer als Politiker de Courage hunn an net an de Populismus verfalen an net mengen, et misst een dann am Mainstream matschwammen a mengen, et kéint een doduerch vläicht déi eng oder déi aner Wielerschaft fir sech gewannen.

Jiddefalls, fir d'Zukunft hu mer dann net geschafft! An dowéinst den Appell - ech mengen, dee soll fir eis alleguerte gëllen -, fir do ganz kloer och an der Zukunft sech dozou ze bekennen, datt et wichteg ass, eng geziilt Entwécklungshëllef ze leeschten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Well wann ech da feststellen, datt e Land wéi Holland zréckgaangen ass op 0,6% - an ech hat där Deeg mat enger hollännescher Kolleegin rieds, déi och bei hinnen am Parlament fir d'Entwécklungspolitik zoustänneg ass -, a wann een dann d'Argumenter do héiert, da stellt ee sech natierlech Froen. Dowéinst solle mer eis jo u sech, bei allem Respekt, deen ech fir d'Hollänner hunn, dann awer net guidéiere loosse vun esou Länner, déi elo zréckfueren, well se domadder mengen, vläicht géif ee sech bei enger gewëssener Schicht méi populär maachen. Dat ass mat Sécherheet, wéi gesot, dee falsche Wee!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht zum Ofschloss nach eng kuerz Reflexioun. D'Aarmut gëtt jo och gären an dem Kontext vun der Iwwerpopulatioun vun eisem Planéit duergestallt. D'Weltbevëlkerung wäert effektiv bis 2050 op néng Milliarden uwuessen, wuel wëssend, datt dat natierlech zousätzlech nei grouss Problemer mat sech bréngt.

An ech wëll do op eng Initiativ an der Schwäiz hiweisen, déi heescht „Ecopop", „Écologie et population", wou souguer den 30. November elo e Referendum ass, e Referendum, wou d'Fro gestallt gëtt: Majo, solle mer net ufänken, d'Populatioun ze reduzéieren? Net nëmmen um Niveau vun der Schwäiz, mä weltwäit, fir d'Problematik da besser an de Gréff ze kréien.

Soll also d'Verdeelen da vun der Antibabypëll d'Léisung eleng duerstellen? Dat huet natierlech och e batteren Nogeschmaach, virun allem fir aarm Fraen: de Kierper vun deene Fraen, deen da kontrolléiert gëtt. An dofir muss een awer och da Verständnis hunn, wann do och aner Reaktioune kommen.

Ech hunn hei e ganz interessanten Artikel an der „Neue Zürcher Zeitung" vun enger indescher Fra gelies elo, mam Titel: „Bildung statt Kondome", an déi Folgendes geschriwwen huet: „Frauen, die Zugang zu Bildung haben, können sich gegen äußere Zwänge wehren. Sie bestimmen selber über den Zeitpunkt ihrer Heirat und die Anzahl ihrer Kinder. Nicht weil sie eine Aufklärungsbroschüre gelesen haben oder gratis die Pille beziehen können, sondern im Wissen um die Folgen ihrer Entscheidung." Ech mengen, eemol méi gëtt do u sech eng kloer Lanz fir d'Bildung gebrach. An och dat soll eis u sech dozou animéieren, fir virun allem eis Entwécklungshëllef prioritär an Zukunft och weiderhin op d'Bildung auszeriichten.

Jiddefalls, fir eis als Demokratesch Partei ass et och ganz wesentlech, datt souwuel de Volume wéi och d'Zort vun der Hëllef musse kënnen ugepasst ginn un d'Besoinen an deem jeeweilege Partnerland. Dofir ass et och wichteg, datt déi Länner, déi e Revenu intermédiaire erreecht hunn, net méi direkt e Pays cible sinn. Et sinn entre-temps, mengen ech, 16 Länner, déi allerdéngs awer och nach kënne gewësse Subventiounen doriwwer eraus kréien am Kader vu regionaler oder thematescher Kooperatioun.

Ech wëll dann och nach un den DP-Wahlprogramm vum Joer 2013 hei erënneren: „Entwicklungspolitik, die die Zukunftsperspektiven der direkt Betroffenen verbessert, ist ein konkreter Beitrag zu einer stabileren und sicheren Welt. Langfristiges Ziel unserer Bemühungen ist dabei der Aufbau einer Welt, die keine Entwicklungshilfe mehr benötigt. Deshalb soll auch in Zukunft 1% unseres Bruttonationaleinkommens in konkrete Projekte der Entwicklungszusammenarbeit fließen." Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi mir mat Sécherheet och elo um Niveau vun der Regierung hëllefe weiderhin ëmzesetzen.

Zum Schluss vläicht nach eng kleng Statistik. D'Afrikanesch Entwécklungsbank huet kierzlech gesot, datt een Afrikaner 2,20 Dollar den Dag verdénge muss - muss! -, fir der Mëttelschicht unzegehéieren. Dat trëfft op all Drëtten an Afrika zou. Dat si plus ou moins 1,1 Milliard Afrikaner. Ech menge jiddefalls, esou Zuele soe genuch, fir datt een animéiert ass, hei e klengen, bescheidene Brochdeel vu sengem Räichtum un esou Leit weiderzeginn.

Jiddefalls mir als Demokratesch Partei stinn hannert där Entwécklungspolitik vun dëser Regierung. Fir eis ass dat - an et bleift och - eng nobel Verantwortung! An dowéinst, wéi gesot, ënnerstëtze mir dat och an Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net esou einfach, wann een als Véierten däerf schwätzen, mä et ass awer trotzdeem flott, wann een einfach feststellt, datt hei am Haus, bis elo wéinstens, eng grouss Eenegkeet war, wat d'Kooperatiounspolitik zu Lëtzebuerg ugeet.

Mir hunn, mat enger klenger Ausnahm, wou mer iwwert déi dräi Punkten aus dem Zukunftspak e puer Erklärunge froen - ech mengen, de Minister huet der geliwwert, ech ginn och nach drop an -, mä dovun ofgesinn, mengen ech, datt et awer trotzdeem, wat d'Ausriichtung, wat de Sënn vun der Entwécklungspolitik ugeet, bis elo eng grouss Uniformitéit an den Aussoe ginn ass.

D'Zil vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass d'Ausrottung oder zumindest d'Reduzéierung vun der Aarmut an der ganzer Welt. Mir wëllen dat erreechen duerch d'Ënnerstëtzung vun enger nohalteger Entwécklung op ekonomeschem, sozialem an ekologeschem Plang an de sougenannten „Entwécklungsländer".

Esou ass eist Zil am Plan d'action pour l'efficacité du développement 2014-2016 definéiert. An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eis vill virgeholl. Mir hunn eis dat och scho méi laang virgeholl. Mir mussen eis froen, ob mer déi Ziler jee kënnen erreechen. Mir wäerten dat och sécher net alles eleng hikréien. A mir mussen eis natierlech och froen, wat mer an der Vergaangenheet falsch gemaach hunn a wat mer aus eise Feeler geléiert hunn.

Datt an der Vergaangenheet villes schifgelaf ass, ech mengen, dat steet ausser Fro. D'Globaliséierung op Basis vun engem ongebremste Liberalismus, d'Politik vum Fonds Monétaire International a vun der Weltbank, déi an der Vergaangenheet vill Entwécklungsländer an d'Scholdefal gedriwwen hunn an d'Mënschen an deene Länner an de Ruin, den Export vun iwwerschëssegen Agrarprodukter vun der EU zu Dumpingpräisser, dee baierlech Existenzen an der drëtter Welt vernicht huet, d'Liberaliséierung vum Welthandel ënnert der Fiederféierung vun der OMC, déi déi Räich méi räich an déi Aarm méi aarm gemaach huet, d'Lëscht vun enger schlechter internationaler Politik ass laang!

D'Bestriewungen, fir op dëser Welt méiglechst räich ze ginn, sinn net méi kleng ginn. Do hunn och all biiblesch Warnungen, datt den Himmel fir déi Räich zou bleift, näischt dru geännert. An och déi kommunistesch Regimmer hunn et net fäerdegbruecht, dauerhaft eng kollektiv Verzichtsethik ze erzwéngen. Eise Wirtschaftssystem baut nach ëmmer op enger Systemlogik vu Profitmaximéierung duerch Wuesstum op.

Et schéngt awer esou, wéi wann d'Heefegkeet vun den Naturkatastrophen, d'Drohung vu Klimaveränneurungen an d'Aarbecht vun de Medien, déi eis all déi Meldunge bis heem an déi gutt Stuff bréngen, elo d'Chance fir eng nohalteg Entwécklung méi grouss géife gi loossen.

Wiem kënnt dat zegutt, wat mer Entwécklungshëllef nennen? Eis oder hinnen? Bedreiwe mer Entwécklungspolitik, fir eis moralesch ze entlaaschten? Fir eis Muechtpositiounen ze sécheren? Fir eis Exportindustrie ze subventionéieren? Fir d'Migratiounsbewegungen net explodéieren ze loossen?

Fir déi gréng ass Kooperatiounspolitik keng karitativ Veranstaltung, mä eng international Zesummenaarbecht téschent Regierungen an Zivilgesellschaft vun ënnerschiddleche Länner, fir zesummen zu bessere Sozialsystemer, méi Bildung, méi Demokratie, engem gerechten Handel, dem Schutz vun eisen natierleche Ressourcen an enger globaler Ëmweltpolitik ze kommen.

D'Kooperatiounspolitik dréit derzou bäi, datt d'Mënsche sech weltwäit kënne positiv weiderentwéckelen, sech kënne Wuelstand, politesch Stabilitéit a Fridden erschaffen. D'Mënscherechtskonventioune vun der UN an d'Konzept vun enger nohalteger Entwécklung sinn dobäi eis „guidelines", un deene mer eis orientéieren.

2013 huet Lëtzebuerg, et ass schonn e puermol gesot ginn, 323 Milliounen Euro fir Entwécklungshëllef ausginn, a ronn 85% sinn iwwert d'Direktioun vun der Kooperatioun gelaf. Dat fanne mir gutt a richteg. 70% vun deem ganze Volume ginn an déi bilateral Hëllef, virun allem fir eis Haaptpartnerlänner, awer och eng Rei Länner, déi net dee Statut hunn, wéi zum Beispill de Kosovo, Serbien oder Palästina.

An eisen Aen ass et och wichteg a richteg, datt 20% vun der bilateraler Hëllef iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungs-ONGe lafen, an dat am Kader vu Kofinanzementer vu Projeten a Programmer.

Op där anerer Säit mécht déi multilateral Hëllef 30% aus, an och do menge mer, datt dat wichteg ass. Mir kënnen net eleng déi Aufgabe bewältegen. D'Vereent Natioune kréie Suen, d'Europäesch Unioun, d'Banque mondiale an och verschidde regional Banken. An déi humanitär Hëllef schlussendlech mécht 12,8% vun der APD aus, an déi ass souwuel bilateral wéi multilateral.

déi gréng begréissen déi positiv Aarbecht, déi all Joers duerch d'Lëtzebuerger Kooperatioun geleescht gëtt. Mir sinn iwwerzeegt, datt eist Land, eent vun de räichsten op der Welt, eng moralesch Obligatioun huet, fir deenen ze hëllefen, deenen et net esou gutt geet wéi eis, fir deenen ze hëllefen, déi net an enger relativer Aarmut liewen, mä an enger ganz krasser, direkt liewensbedrohlecher Aarmut. Duerfir hu mir eis och derfir agesat, datt Lëtzebuerg sech och an Zukunft verflichte wäert, un 1% vum RNB fir d'Entwécklungshëllef festzehalen.

Mir mengen awer och - a mir sinn och net déi Eenzeg, an dat freet eis -, datt den absolutte Betrag vun der Lëtzebuerger APD net däerf no ënnen ugepasst ginn. Konkret heescht dat, datt och am Fall, wou de Lëtzebuerger RNB ofhëlt, d'lëtzebuergesch Aide pour le développement an absolutten Zuelen net däerf ofhuelen.

Ausserdeem si mer der Meenung - an och de Minister deelt déi Meenung, an dat freet eis -, datt och weiderhin Investitiounen a Klimaprojeten net als Deel vun der Lëtzebuerger APD solle gezielt ginn. Mir ënnerstëtzen also d'Politik vun der aktueller Regierung, déi an dësem Fall jo och d'Politik vun deene viregte Regierunge war, als klengt Land e grousse Bäitrag zu enger positiver Entwécklung a villen Deeler vun der Welt ze leeschten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et ass natierlech net nëmmen erlaabt, et ass eng Noutwendegkeet nozefuerschen, wat dann d'Entwécklungspolitik schlussendlech bruecht huet an och fir d'Zukunft brénge kann. Ech ginn duerfir an deenen nächste Minutten e bëssen op déi aacht Millenniumsentwécklungziler an, déi eigentlech sollten 2015 erreecht gi sinn. Et kann een och munch positiv Entwécklunge feststellen, mä et bleift nach villes ze maachen.

Dat éischt Zil, déi extrem Aarmut ze halbéieren, ass scho fënnef Joer virun der Deadline erreecht ginn. Mä den Honger bleift nach ëmmer eng global Erausfuerderung. Am Zäitraum vun 2011 bis 2013 hunn eng 842 Millioune Mënschen, een Aachtel vun der Weltbevëlkerung, ënner chroneschem Honger gelidden.

Dat zweet Zil betrëfft d'Aschoulung vu Kanner. Och hei ginn et Fortschrëtter. Do hu mer mëttlerweil an deene leschten zwielef Joer déi Zuel vun de Kanner, déi guer net an d'Schoul ginn, vun 100 Milliounen op 58 Milliounen erofgedréckt. Dat ass positiv. Et sinn awer nach ëmmer 58 Millioune Kanner, déi keng Schoul ze gesi kréien.

Wat d'Gläichstellung vun de Geschlechter betrëfft, do goufen et och Fortschrëtter, virun allem, wat de Besuch vun der Schoul ugeet, mä et bleift nach vill ze dinn. An et ass jo och mëttlerweil gewosst, wéi eng eminent wichteg Roll grad Fraen an der Aarmutsbekämpfung kënnen iwwerhuelen, wa se d'Méiglechkeet dozou kréien.

D'Kannerstierflechkeetsrat ass däitlech gesenkt ginn: ëm bal d'Halschent par rapport zu 1990. Dat soll eis awer net vergiessen dinn, datt all Dag Dausende Kanner u Krankheete stierwen, déi an deene meeschte Fäll vermeidbar gewiescht wieren.

An direkt dorunner uschléissend, dat fënneft Zil, d'Mammestierflechkeet ëm 75% ze senken,

dat ass net gegléckt. Bis elo ass d'Mammestierflechkeet ëm 45% gesenkt ginn. Ech wëll och net méi weider op déi zwee Punkten do agoen, net, well se mer net wichteg sinn, mä ech hu mech nach sielen esou no bei engem Spriecher vun der CSV gefillt wéi bei der Madame Arendt, wéi se ausféierlech beschriwwen huet, wourobber déi negativ Zoustänn do zréckzeféiere sinn. Ech deelen déi Aussoen, déi si hei gemaach huet.

Sechst Zil war, datt manner Leit sollen un Tuberkulos a Malaria stierwen a méi Leit Accès hunn op HIV-/Aids-Medikamenter. Do si grouss Fortschrëtter gemaach ginn.

Mä, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dunn ass den Ebola-Virus komm. Ech hat virun engem gudde Mount d'Geleeënheet, un engem ëffentleche Forum vun der OMC zu Genf deelzehuelen, an niewent villen aneren interessanten Interventiounen huet mech virun allem d'Interventioun vum Axel Addy, dem Minister vum Handel a vun der Industrie vu Liberia, interpelléiert.

Hien huet gesot, säi Land hätt vun deene puer Joer Fridden, déi et elo kannt hat, profitéiert. Si wieren amgaangen, Stroossen a Schoulen ze bauen. An dunn ass den Ebola-Virus opgetaucht. Natierlech hat Liberia néierens an engem Budget e Sou, fir eng Epidemie ze bekämpfen. All Pläng si vun engem Moment op deen aneren op d'Kopp gehäit ginn.

Am UN-Entwécklungsprogramm steet, datt Liberia tëschent 2000 an 2013 en duerchschnëttleche jährleche Wirtschaftswuesstum vun 10% hat. Dee war esou héich, well immens villes nom Biergerkrich huet missen opgebaut ginn. Virun Ebola war fir 2014 e Wirtschaftswuesstum vu 5,9% prognostizéiert ginn a fir 2015 vu 6,8%. Duerch Ebola dierft d'Wuesstumsrat dëst Joer op 2,5% falen, manner wéi de Wuesstum vun der Populatioun an deem Land. An d'nächst Joer ass mat engem Minuswuesstum vu 4,9% ze rechnen, esou den UNDP.

Den Ëmgang mam Virus vum Ebola weist, éischtens, datt esou Fléauen nëmme kënne mat Erfolleg bekämpft ginn, wann déi international Gemeinschaft zesummen an décidéiert reagéiert, an, zweetens, datt dat leider nach net gutt funktionéiert.

D'Europäesch Unioun hat gutt reagéiert, andeems se schonn am Mäerz eng Rei Gelder zur Dispositioun gestallt hat. D'Koordinatioun vun der Hëllef huet awer denkbar schlecht geklappt. Déi 28 Memberlänner loosse sech anscheinend nëmme schwéier koordinéieren. Dat huet natierlech negativ Auswierkungen op alle Pläng, ënner anerem och op dat medezinescht Personal, wat aus Europa hëllefe kënnt.

An och de Marc Angel huet et scho gesot: Et ass eng absolut verständlech Konditioun, datt mer nëmme Leit fannen, déi hëllefe ginn, wann déi Leit d'Garantie hunn, datt fir de Fall, datt si selwer um Virus erkrankt sinn, se méiglechst schnell rapatriéiert ginn. Do brauche mer eng gutt Koordinatioun. Do brauche mer méi Europa an net manner Europa.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Dat siwent Zil, fir déi ekologesch Nohaltegkeet ze garantéieren, dat droht ze scheiteren. D'Biodiversitéit verréngert sech, d'CO_2-Emissioune klamme weider, de Klimawiessel ass net gebremst ginn. Dat kléngt dramatesch an dat ass och dramatesch. Et ass dramatesch, ënner anerem, well et ganz kloer e Lien gëtt tëschent Klima an Aarmut. Bei deenen 30 Länner, déi am meeschten de Wiederlaunen a Changementer am Kader vum Klimawandel ausgesat sinn, sinn der 26, déi zu deenen äermste Länner gehéieren. Insgesamt liewe 423 Millioune Leit, déi mat 1,25 Dollar den Dag mussen iwwerliewen, a Géigenden, déi dem Impakt vum Klimawandel am meeschten ausgesat sinn.

An awer gëtt et, Gott sei Dank, och Positives um Gebitt vun der Nohaltegkeet ze soen. Et gi weltwäit ëmmer méi Schutzgebidder ausgewisen, an dat ass e ganz wichtege Schrëtt fir den Erhalt vun der Biodiversitéit. D'Geschützte Landgebidder sinn an deene leschten zwielef Joer vun 9% op 14% eropgaangen, d'geschützte Miergebidder vu 4,6% op 9,7%. Dat ass virun allem den Ustrengunge vu Latäinamerika a vu Westasien ze verdanken.

Dat aacht Millenniumszil war et, fir eng weltwäit Entwécklungspartnerschaft opzebauen. Déi ëffentlech Entwécklungshëllef huet am Joer 2013 mat insgesamt 134,8 Milliarden US-Dollar hiren héchste Stand erreecht, an dat entsprécht awer nëmmen 0,3% vum Bruttonationalakommes vun den entwéckelte Länner.

Déi bescheide positiv Bilanz vun den „millennium goals" ass virun allem op positiv Entwécklungen an eenzelne Länner zréckzeféieren. China an Indien hunn e staarke Wirtschaftswuesstum an hunn d'Aarmut zum Deel reduzéiert.

Aus den afrikanesche Länner südlech vun der Sahara ass leider wéineg Positives ze verzielen. An eenzelne Länner gëtt et souguer éischter Réckschrëtter wéi Fortschrëtter. Vun 48 Länner am subsahareschen Afrika wäerten der 43 d'„millennium goals" net erreechen.

D'Haaptgrënn, firwat datt am subsahareschen Afrika d'Situatioun méi schlecht ass wéi op anere Plazen, hu vill dermat ze dinn, datt d'Ausgangssituatioun méi schlecht ass, datt d'Institutiounen extrem schwaach sinn, datt et ville Regimmer un Transparenz, Gerechtegkeet oder einfach och un „good governance" feelt.

Ech hu mer e bëssen Zäit geholl, fir mech mat den „millennium goals" ze beschäftegen, well ech mengen, mir sollten déi Efforten, déi gemaach gi sinn, och unerkennen an net schlechtrieden. Et ass scho villes geschitt, och wann nach méi ze maache bleift. Entwécklungshëllef ass sënnvoll. D'Suen, déi déi international Gemeinschaft a Lëtzebuerg an d'Entwécklungshëllef stiechen, si méi wéi eng Drëps op e waarme Steen. An awer brauche mer nach weider Ustrengungen, wa mer eng méi gerecht, méi nohalteg a méi friddlech Welt wëllen.

Déi nei „millennium development goals" sollen „sustainable development goals", also nohalteg Entwécklungsziler ginn. Prinzipiell sollen dës Ziler souwuel an industrialiséierte State gëlle wéi och an den Entwécklungslänner. Deen zoustännegen Aarbechtsgrupp, deen un deenen Ziler schafft, huet der 17 proposéiert. Ech wëll déi elo net debattéieren. Ech wëll der just zwee hei erausgräifen: Eent ass d'Konservéieren an d'nohaltegt Notze vun de Mierer, Séien a Flëss, also dem Waasser am Allgemengen; een anert ass d'Schützen an d'nohaltegt Notze vun Ekosystemer um Land a vum Bësch, an d'Verödung an d'Wüstebildung vu Landfläche bekämpfen.

Här President, souwäit emol zu den internationalen Ziler vun der Entwécklungspolitik, komme mer erëm zréck op Lëtzebuerg. D'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik stécht net nëmmen doduerch ervir, datt mir 1% vun eisem RNB fir d'Aide publique au développement ausginn, mä och doduerch, datt 20% vun deem Geld, wat mir als APD an déi bilateral Kooperatioun stiechen, vu Lëtzebuerger ONGe géréiert ginn.

Zum engen ass dëst e Beweis fir e staarken Engagement an e staarken Interessi vun eiser Zivilgesellschaft un der Kooperatiounspolitik. Zum aneren huet den Engagement vu Lëtzebuerger ONGen an Entwécklungslänner op der ganzer Welt eng Partie Virdeeler. Eis ONGen hunn oft d'Méiglechkeet, vun ënnen erop deene Leit ze hëllefen, déi am meeschte vun Aarmut a soziopoliteschen Diskriminatioune betraff sinn. Duerch d'ONGe bréngt d'Lëtzebuerger Kooperatioun et och fäerdeg, an anere Länner ze schaffe wéi deenen, déi vun eisem Ausseministère als offiziell Partner definéiert sinn. D'ONGe kënnen och Populatiounen ënnerstëtzen, déi sech géint Ongerechtegkeeten an hirem Land wieren, wou et fir eng Regierung méi schwiereg ass ze intervenéieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).-* En anere Virdeel, deen d'Integratioun vun eisen ONGen an der Kooperatiounspolitik huet, ass deen, datt si als kritesch Partner derzou bäidroen, datt mir eis Kooperatiounspolitik ëmmer erëm kritesch hannerfroen a méi kohärent kënne gestalten.

Mir begréissen duerfir och, datt de Cercle des ONG aus dem Développement elo schonns fir d'Zweet eng kritesch Analys a sengem Fair-Politics-Rapport presentéiert huet. Dës Publikatioun ass eng Erënnerung, datt, obschonns eis Kooperatioun oft virbildlech Aarbecht leescht, et nach ëmmer Elementer gëtt, déi mer kënne verbesseren. Mir denken do zum Beispill un d'Fuerderung vum Cercle fir e Verbuet op Liewensmëttelspekulatioune fir Lëtzebuerger Investmentfongen oder eng onofhängeg Impaktstudie iwwert den Impakt vun der Lëtzebuerger Finanzpolitik op de Wirtschaftswuesstum an allgemenge Wuelstand an den Entwécklungslänner. Fir datt eis Entwécklungspolitik kohärent soll bleiwen, ass et wichteg, datt mer net mat där enger Hand huelen, wat mer mat där anerer ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech d'Aarbecht vun eisen ONGen an der Entwécklungshëllef global hei luewen, dann dierft et Iech och net wonneren, datt et an der grénger Partei grad och wéi bei de betraffenen ONGen eng gewëss Verwonnerung gouf, wéi mer d'Mesuren aus dem Zukunftspak 28, 29 an 30 zur Kenntnis hu missen huelen.

Well mer awer wëssen, datt an der Regierungserklärung steet, datt mer bei 1% vum RNB fir d'Kooperatioun bleiwen, well mer wëssen, datt an därselwechter Regierungserklärung steet, datt mer zousätzlech Ausgaben am Beräich vum Klimaschutz net iwwert de Kooperatiounsbudget lafe loossen an datt Lëtzebuerg weiderhi bei senger Politik vun enger Hëllef, déi net u wirtschaftlech Zwäng gebonnen ass, bleiwe wëllt, hu mer eis gefrot, wéi dann déi Mesuren ze verstoe sinn. D'Wichtegkeet vun den ONGe bei der APD gëtt och an der Regierungserklärung ervirgestrach, an et steet och do, datt dat esou soll bleiwen.

Mir ginn also dervun aus, datt et eng Rei Ännerunge gëtt, wat d'Ënnerstëtzung vu Projeten ugeet, jee nodeems, ob se aus engem vun de Pays les moins avancés kommen oder net. Prinzipiell ass dat eng Pist, där mer eis net kënne verschléissen. Laos, Senegal, Mali, den Niger a Burkina Faso, Länner, mat deene mer e Programme indicatif de coopération lafen hunn, sinn där „pays les moins avancés".

De Vietnam ass grad wéi Nicaragua, El Salvador an de Cap-Vert vun der OECD als «pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure» agestuuft ginn. Wat heescht dat fir d'ONGen, déi an deene Länner oder an d'selwecht klasséierten anere Länner schaffen? Do kréie mer jo dann eng Diskussioun och an deenen nächsten Deeg mat deene betraffenen ONGen, an dat fanne mer gutt.

Allgemeng ass et natierlech interessant, och emol ze diskutéieren, wéi dann den Ausstieg aus der Entwécklungshëllef geschitt. De Vietnam ass en éischt gutt Beispill. Aus dem Vietnam huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun sech schrëttweis zréckgezunn. An trotzdeem wäert Lëtzebuerg sech och nach weiderhi verflichten, deem Land am Finanzsecteur zum Beispill ze hëllefen. E weidere Potenzial fir eng Zesummenaarbecht tëschent deenen zwee Länner gëtt et och am Ëmweltberäich an am Feld vun der erneierbarer Energie.

Wa mir eis Kooperatiounspartnerschaft mam Vietnam auslafe loossen, da stellt sech natierlech d'Fro, ob mer eng nei Partnerschaft solle siche goen oder eis an Zukunft eventuell op aacht Partnerlänner beschränken. Mir wiere frou, wann de Minister eis seng Argumentatioun géif nobréngen. Ech mengen, déi aussepolitesch Kommissioun wier déi richteg Plaz dofir.

En anert interessant Beispill ass de Cap-Vert, dee jo och de Sprong an eng méi héich Kategorie, wat d'Revenue betrëfft, gepackt huet. Vill Länner hu sech doropshin aus der Kooperatiounsaarbecht an deem Land zréckgezunn. Lëtzebuerg net. Mir fannen dat richteg, vläicht, well mer eng speziell Relatioun zu deem Land hunn - mëttlerweil liewe relativ vill Lëtzebuerger mat kapverdianeschen Originne bei eis -, mä et ass virun allem awer och eng berechtegt Fro, ob e Land, dat sech mat méi oder manner Ënnerstëtzung aus enger ganz schwéierer Situatioun an eng e bësse manner schwéier Situatioun eropgeschafft huet, net och eng weider partnerschaftlech Ënnerstëtzung brauch.

Och wa mer de Räsonnement kënne verstoen, datt d'Kooperatioun sech méi op déi ganz aarm Länner soll fokusséieren, dann heescht et awer, sech bewosst sinn, datt ONGe prinzipiell éischter mat Populatioune schaffen an net mat Länner. An déi Populatiounen, mat deene se schaffen, sinn op déi Hëllef ugewisen. ONGen hunn och eng wichteg Mission d'éclaireur. Si warne viru globalen onglécklechen Entwécklungen, wéi zum Beispill den Agrocarburants oder dem „land grabbing". Esou eng Vue kann een nëmmen hunn, wann een eng breet Vue globale huet.

Éducation au développement iwwer Indien an iwwer Latäinamerika maache wier dee Moment schwéier, wann ee keng Präsenz an deene Länner hätt. A Latäinamerika ass just Haiti als äermst Land klasséiert. All déi ONGen an anere latäinamerikanesche Länner riskéieren, Plommen ze loossen. ONGe sinn och bei der Entwécklungshëllef kee Selbstzweck, mä d'Heterogenitéit vun den ONGen ass positiv, och wat d'Mobiliséierung vun der Populatioun ugeet.

D'Iddi schéngt ze sinn, datt méi an deene Länner geschafft wäert ginn, wou de Stat manner Méiglechkeet huet, fir selwer Initiativen ze huelen, fir senge Leit ze hëllefen, déi Hëllef am meeschte brauchen. Indien a Brasilien zum Beispill hu mëttlerweil e Potenzial, fir selwer méi ze maachen, an d'Responsabilitéit, fir ze hëllefen, kann net méi eleng bei ONGe leien. Et kann net sinn, datt e Land Olympiaden a Fussballweltmeeschterschaften organiséiert a keng Mëttele fir de Wuelstand a sengem eegene Land bereetstellt.

De Plaffong fir d'Frais administratifs soll erofgoen. Allerdéngs soll och dëst net virun 2016 geschéien, an déi Mesurë wäerten dann och eréischt 2017 a Kraaft trieden. An déi sollen, dat huet de Minister jo ugekënnegt, zesumme mat den ONGen diskutéiert ginn. Et ass dobäi ze soen, datt déi Fraisë jo och plafonéiert sinn an datt déi wéinegst, déi allerwéinegst ONGen dee Plaffong erreechen, soudatt mer hei wierklech och net iwwer alleguerten d'ONGe schwätzen, déi domadder e Problem wäerte kréien.

D'Aarbecht vun der Lëtzebuerger Kooperatioun gëllt bei aneren Donateur-Staten als exemplaresch. Dat ass zumindest aus engem Bericht vun dem CAD, dem Comité d'Aide au Développement vun der OECD, d'virlescht Joer ervirgaangen. An dësem Bericht, an deem d'Lëtzebuerger Kooperatioun vun eisen „peers" kritesch ënnert d'Lupp geholl gëtt, steet: „D'Partnerlänner schätzen d'Zilsécherheet an déi flexibel Approche vun der Lëtzebuerger Hëllef. A ville Fäll huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun eng exemplaire Haltung géigeniwwer multilateralen Akteuren a si weist ausserdeem e fondéierte Parcours am humanitäre Beräich op."

Allerdéngs sinn och aus dem CAD-Bericht eng Rei konstruktiv Recommandatioune fir d'Verbesserung vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ervirgaangen. Sou gouf zum Beispill proposéiert, datt d'Lux-Development an hire Projeten a Programmer méi Wäert op eng resultatorientéiert Gestioun, eng «gestion axée sur les résultats», leet.

Ëmsou méi schéin ass et duerfir ze gesinn, datt d'Lux-Dev sech dës Recommandatiounen zu Häerz geholl huet a momentan amgaangen ass, d'Gestiounsprinzipie vun all hire Projeten a Programmer ëmzegestalten. Deemno wäert an der Zukunft nach méi Wäert op d'Pertinenz, d'Effizienz, d'Nohaltegekeet vun de Lux-Development-Projeten a -Programmer geluecht ginn. Ausserdeem sollen och d'Impakter, souwuel déi positiv wéi déi negativ, déi der Lux-Development hir Interventiounen op laang Siicht mat sech bréngen, a méi engem groussen Detail evaluéiert ginn.

Et ass wichteg, datt eis Kooperatiounspolitik méi kohärent gëtt an datt mir eis déi Recommandatiounen, déi de Cercle des ONG elo scho fir dat zweet Joer hannerenee publizéiert, zu Häerz huelen. Ech ginn net méi op déi Recommandatiounen an. Si sinn zum Deel ugeschwat ginn, et kann ee se och noliesen. Et geet ëm d'Klimapolitik, d'Agrocarburants, de Fonds de compensation, dat hunn ech och scho selwer elo gesot. Wichteg ass och, datt mer bei den Achats publics en Effort maachen. Do si mir och als Stat gefrot.

An ech wëll zum Schluss kommen, Här President. Lëtzebuerg huet d'EU-Présidence 2015, wann déi nohalteg Entwécklungsziler, dat heescht d'Post-2015-Agenda, am September d'nächst Joer sollen an der Assemblée générale vun der UNO gestëmmt ginn.

Ausserdeem ass 2015, dat ass och schonn haut gesot ginn, d'Année européenne pour le développement. Mir kréien also oft d'Geleeënheet, d'Leit op nationalem an internationalem Plang op d'Wichtegkeet vun der internationaler Solidaritéit, op d'Méiglechkeeten, déi eng europäesch gutt koordinéiert Kooperatiounspolitik bitt, hinzeweisen. Mir sinn der Meenung, datt et gutt ass, datt Lëtzebuerg e Leader an der Entwécklungsaarbecht ass. Et ass wichteg, datt eis Strategien net nëmme sozioekonomesch Sënn maachen, mä datt se och ekologesch nohalteg sinn, ganz am Sënn vun den „sustainable development goals".

Léif, Kolleegen a Kolleeginnen, d'Welt kann een net schéirieden, et muss ee scho bereet sinn ze handelen. Mir kënnen déi schéinste Rieden halen - wa mir et net fäerdegbréngen, och eisen eegene Liewensstil kritesch ze hannerfroen an ze änneren, da riskéiere mer, net seriö geholl ze ginn!

Et ass gewosst, datt den ekologesche Foussofdrock vun engem Westeuropäer vill méi grouss ass wéi dee vun engem Mënsch aus Asien oder Afrika. Mir wëssen alleguer, datt mer mat eisem héije Fleeschkonsum eiser Gesondheet schueden an ze vill Ressourcë verbrauchen. Mer wëssen alleguer, datt et Kleedungsstécker um Marché gëtt, déi keng Kritäre vu Mënschlechkeet bei hirer Produktioun respektéieren.

Mir sinn der Meenung, datt et gutt wier, wa mer däitlech méi Gewiicht op d'ILO, d'International Labour Organization, an e bësse manner op d'WTO, d'World Trade Organization, géife leeën am Globaliséierungsprozess. Jiddweree ka säi klenge wäertvolle Bäitrag zu enger méi gerechter Welt leeschten, zum Beispill och doduerch, datt en op Produiten aus dem Commerce équitable zréckgräift.

An et ass och flott, och den Här Graas huet et schonn ugeschwat: Et gëtt eng ganz Rei Produiten, déi hunn Avantagen, wat souwuel hir Produktioun wéi d'Consommatioun betrëfft. Ech schwätze vu Produiten aus der biologe-

scher Landwirtschaft, déi eben eis Ëmwelt schounen. Ech schwätze vu Produiten, déi aus enger regionaler oder lokaler Produktioun kommen, déi och eis Ressourcë schounen, well se net esou wäit mussen transportéiert ginn. An ech schwätze vu Produiten, déi de Label vun TransFair hunn: Et gëtt eng Rei Saachen, Kaffi, dee kënne mer net hei produzéieren, dee musse mer vu wäit hierhuelen, an do solle mer eis dann awer beméien, datt mer dee Label do kréien.

2013 hate mer, wat d'Produite vu Fairtrade ugaangen ass, zu Lëtzebuerg, wat de Kaffi ugeet, ëmmerhin oder nëmmen, 6,5% vum Marché, dee Fairtrade war. Bei de Bananne war et vill méi: 21,32%.

Mir sinn och der Meenung, datt mer sollen als Chamber mam gudde Beispill virgoen. Duerfir sinn ech och ganz frou, datt mer eis do alleguer schéngen eens ze sinn, fir wéinstens dat ze diskutéieren. Mir hunn an deem Sënn och haut dem Chamberspresident e Bréif ginn, datt mer wëllen driwwer diskutéieren, wéi mir selwer als Chamber eis an Zukunft wëlle verhalen am Notze vun deene Produiten, déi ech grad opgezielt hunn.

Domat bréngen ech d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun fir déi aktuell Kooperatiounspolitik a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien! Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Exzellenzen, et ass och fir mech eng Freed, fir mat e puer ganz positive Wierder kënnen unzefänken: D'Entwécklungshëllef ass eppes, wouduerch extrem vill Positives a Wäertvolles geleescht gëtt! An et ass eng Freed fir eis Politiker, och ze gesinn, wéi vill Leit am Land sech engagéieren an ONGen an um Terrain, fir ze hëllefe mat deene beschte Wënsch a Viraussetzungen, fir kënnen ze probéieren, wierklech deene Leit, déi an Nout sinn, hiert Liewen ze verbesseren.

Et ass och fir eis eng traureg Flicht, fir un déi ze erënneren, déi leider net vun do erëmkomm sinn, wou se ebe just, fir aneren ze hëllefen, ënnerwee waren. Et ass wierklech deene Leit unzerechnen, wat se alles gemaach hunn, fir am Déngscht vun aneren ze liewen.

Awer d'Roll vun der Oppositioun an dëser Debatt ass net, fir sech et einfach ze maachen. Mir kéinten eis et als ADR ganz einfach maachen, andeem mer e Katalog géifen huele vun all deene Saachen, déi op dëser Welt net gutt sinn, net schéi sinn, net gutt fonctionnéieren, an déi hei virliesen, de Catalogue des bonnes intentions hei erop- an erofbieden.

Dat ass awer net eis Aufgab als Oppositioun. Als Oppositioun ass ze kucken: Wat mécht d'Regierung? Mécht si hei eng kohärent, eng richteg Politik? Wéi ass et mat deene Suen, déi agesat gi sinn? Dat si vill Suen: 323 Milliounen. Ginn déi richteg agesat? Ass dat ze justifiéieren?

Dat ass d'Roll vun der Oppositioun an dëser Debatt, an net de Katalog vun de Problemer an der Welt deklinéieren, déi hei all Mënsch bis elo deklinéiert huet!

Déi Suen, déi mir investéieren, dat ass wäit méi wéi 1% vum Bruttonationalakommes, well et muss ee sech jo och bewosst sinn, datt mir emol net alles urechnen op déi Zomm, déi mer kéinten urechnen no de Kritäre vum DAC, vum Comité d'Aide au Développement. Dat heescht, och do si mer schonn zréck zu deem (veuillez lire: schonn ënnert deem), wat mer kéinten urechnen. Mir kréien och keen ekonomesche Retour. Dat sinn zwee Facteuren, déi dozou féieren, datt mer nach wäit méi ausgi wéi dat, wat mer offiziell uginn, nämlech deen 1% an eppes, wat mer an der leschter Zäit haten.

Mir hunn nach hei eppes gemaach, wat mer a kengem anere Politikberäich, souwäit ech mech elo erënneren, gemaach hunn, nämlech e Mindestbäitrag. An ech mengen, et ass och richteg an net populistesch, fir ze froen an Zäite vu Steiererhéijunge vun 0,5% zum Beispill op all Akommes, wat jiddwereen hei am Land betrëfft a wat dem Stat eng 120 oder 130 Milliounen Euro abréngt am Joer, dann ass et net populistesch, mä fir d'Politiker, zemools an der Oppositioun, verantwortlech a richteg, fir ze froen: Ass et da richteg, kënne mer justifiéieren, datt mer gläichzäiteg 323 Milliounen Euro fir déi aner Zwecker ausginn?

Dat ass déi Approche, déi mir hunn. Et ass net, well mer mengen, Entwécklungshëllef wär falsch - well mir hunn eis als ADR och ëmmer dozou bekannt, just datt mir soen: 0,7% an net méi -, mä et ass awer richteg, fir ze froen: Wat geschitt mat deem Geld? Ass dat ze justifiéieren?

Et ass vläicht fir eis och e ganz wichtegt Uleies, fir direkt ze soen, datt ee muss zwou verschidden Zorten Hëllef ënnerscheeden: Dat eent ass d'Aide humanitaire, iwwert déi mer geschwat hunn, bei Naturkatastrophen, bei Epidemien an Hongerkatastrophen, a Konfliktsituatiounen, wou vill Leit och musse sech réfugiéieren. Datt mer do hëllefen, ech mengen, dat ass en absolute Konsens heibannen!

D'ADR huet souguer e puermol gesot an der Vergaangenheet, et géif eis och net stéieren, fir méi ze ginn. An deem ganze Volume vun 323 Milliounen, mengen ech, do sinn et 37, 38 Millioune bis elo, déi puer humanitär Hëllef sinn. Déi sinn net contestéiert! Do kënne mer roueg nach méi wäit goen, wann et drëm geet, fir déi elementar mënschlech Solidaritéit ze weise géintiwwer Leit, déi leiden. Do gëtt et kee Gerechens a keng Diskussioun, do hëllefe mir!

D'Situatioun ass awer ganz anescht, wa mer awer déi aner Projete kucken, all déi sëlleche Programmer mat Partnerlänner oder iwwer international Organisatiounen, déi elo net direkt an enger Noutsituatioun mussen agesat ginn. Do kënne mer ganz anescht räsonéieren. Do geet et ëm e Politikberäich vun dësem Stat, dee muss wéi all anere Politikberäich hannerfrot a kontrolléiert ginn, a virun allem vun enger verantwortungsbewosster Oppositioun muss dat kënne gemaach ginn.

Et ass net, wéi den Här Graas gesot huet, datt e Mainstream wär - heibannen op jidde Fall - an der Politik, fir déi 1% plus a Fro ze stellen. Neen, mir sinn déi eenzeg Partei, déi dat mécht. De Mainstream heibannen ass, fir 1% a méi auszeginn. Mir sinn déi Eenzeg, déi dat hannerfroen; déi Eenzeg, déi Kritik üben; déi Eenzeg, déi eng Aufgab erfëllen, déi awer engem Parlament zousteet: Dat ass d'Kontroll vun enger Regierungspolitik an dësem Beräich.

Wéi gesot, et wär einfach, fir ze soen: „Et gëtt esou vill Problemer an der Welt, kommt, mir ginn einfach ëmmer méi aus." Neen, dat ass net eise Wee. Mir maachen dat, wat mer musse maachen!

An déi éischt Fro, déi mer eis stellen, ass: Wéi justifiéiert sech dann iwwerhaapt dat, wat d'Regierung hei mécht? An do huet den Här Bettel gesot, eise Premierminister, a senger leschter Ried, déi en hei gehalen huet: „D'Kooperatiounshëllef ze kierzen ass keng Optioun." En huet dräi Argumenter ginn am Numm vun der Regierung. Dat eent ass: „Mir erliewe Konflikter an Europa - Grenz vun der EU, Nohen Osten, Afrika." Jo, dat ass u sech indirekt wuel eng Fro vun der Entwécklungshëllef, awer ganz indirekt. Et ass haaptsächlech, wat mer am Ableck gesinn, eng Fro vun der Défense. An et gëtt och an deene Gremien haaptsächlech diskutéiert: Aussepolitik, Défense.

Da kënnt en op d'humanitär Hëllef ze schwätzen: Ebola, Naturkatastrophen. Do hunn ech virdru gesot, datt dat hei net ëmstridden ass. Do kënne mer gär méi maachen. Dat ass net d'Fro. Mä dat ass net reng Entwécklungshëllef. An da kënnt en op d'Kooperatiounspolitik, an do seet en u sech: „Et ass, fir datt déi Leit och kënnen e Liewe bei sech doheem maachen." An domadder weist en also indirekt op eng Begrënnung hin: Mir wëlle Migratiounsstréim verhënneren, doduerch datt mer Entwécklungshëllef leeschten.

Dat ass u sech de Räsonnement, deen awer de Premierminister hei virgedroen huet an deen ech dofir net kann an net wëll ignoréieren. Mir hu ganz vill aner Ursaachen héieren. Eis gréng Kolleege schwätze vun der Ausrottung vun der Aarmut an der Welt, fir méi Gerechtegkeet, besser Sozialsystemer. Mä, rational Politik, déi huet hir Ursaachen, déi huet jo Begrënnungen, well och Suen domat verbonne sinn, déi mir als Steierbezueler all dofir opbréngen.

Aner Länner verfolge politesch Interessen, ekonomesch Interessen, op déi mir verzichten, well mer soen: kee Retour. Op jidde Fall d'Regierung seet dat. Oder si hunn eng historesch Verantwortung, a verschiddene Fäll vläicht och e justifiéiert schlecht Gewëssen, fir Suen ze investéieren.

Alles dat trëfft op eis net zou an et muss dofir nach méi konkret gefrot ginn: Wéi ass d'Justificatioun a wat sinn déi konkret Objektiver eigentlech, déi mer verfolgen? Sinn et déi dräi, déi den Här Bettel gesot huet? Sinn et déi vun deene Gréngen, déi wëllen d'Aarmut an der Welt ausrotten? Ass et alles zesummen? Sinn et d'„millennium goals"? Wa jo, wellech vun deenen? Wéi brénge mir eis an?

Ech mengen, déi Grondreflexioun: Wat wëlle mer wierklech a mat wéi enge Moyene wëlle mer dat erreechen a wéi kontrolléiere mer, ob mer dat erreecht hunn, dat ass déi éischt Reflexioun, déi mer mussen an dësem Exercice maachen. A mir sinn an engem Flou artistique vu gudden Intentiounen. A mir wëssen eigentlech net richteg, wat eis Benchmarken an eis Orientéierungen an där Debatt hei sinn.

An da musse mer eis och froen: Wéi hu mer dat dann an deene leschte Jore gemaach? Si mir naiv? Wann ech zum Beispill kucken, wéi elo reagéiert gëtt op déi Situatioun am Burkina Faso: Mä den Här Compaoré selwer war e Putschist!

Den Här Compaoré selwer, mat deem mir jorelaang zesummegeschafft hunn, deen huet... An et brauch een nëmmen hei op Wikipedia ze kucken, déi einfachst vun allen dokumentaresche Méiglechkeeten am Ableck, do sti Saachen, déi net ëmstridde sinn: «Il a été impliqué dans le meurtre de Thomas Sankara.» 1998 ass de Journalist Norbert Zongo do ëmbruecht ginn, an deem Joer, wou en déi éischte Kéier gewielt gouf, ënner Konditiounen, déi ech elo net kann hei retracéieren.

En hat a sengem Gebuertsuert Ziniaré e Privatzoo ronderëm eng Residenz gemaach. Dat ass jo och elo keen Zeeche vu groussem sozialen Engagement. Wann een dee wëllt kucke goen, muss ee sech eng Woch virdrun umellen, fir dem Här President säi Privatzoo kucken ze goen.

Mä dat ass e Partner fir eis gewiescht iwwer Joren! Do gëtt geschwat vu politeschem Dialog. A wéi eng Länner siche mer eraus? Vu gudder Gouvernance gëtt geschwat! A wat hunn d'Regierungen an der Praxis gemaach? Ma si schaffe mat Potentaten zesummen, déi mënscherechtlech op jidde Fall staark contestéiert sinn, selwer an Assassinate verwéckelt waren a korrupt sinn!

An dat ass awer net dee Wee, dee mer wëllen. Mir schwätze vu gudder Gouvernance. Ma da musse mer dann och kucken, datt mer Partner sichen, déi awer och déi Mindestufuerderungen erfëllen, mat deene mir kënnen als demokrateschen a kritesche Stat an där Hisiicht awer eens ginn. Et ass och eng Fro vun der Kredibilitéit vun eiser eegener Politik.

Dat Zweet ass, an dat ass schonn ugeklonge bei deem, wat de grénge Kolleeg hei gesot huet: Dat ass mat deene Länner, déi mer eraussichen, ass dat eigentlech justifiéiert nach?

Indien a Brasilien. En huet Brasilien genannt wéinst der Fussballweltmeeschterschaft. Effektiv, ass dat eng grouss Prioritéit fir e Land? Dat kann ee sech froen, wann esou vill Aarmut existéiert. Indien, een anert Land, wou mer ONGen hunn. An et geet mer net ëm déi Leit, déi an deenen ONGe schaffen, déi ech och perséinlech kennen, vun deenen ech fantastesch fannen, wéi se sech engagéieren, fir indesche Kanner ze hëllefen. Also, dat ass net d'Diskussioun.

Eis Diskussioun hei ass um politeschen Niveau, wou mer e politesche Regard op d'Evenementer werfen an déi Analys musse maachen. Indien ass déi néngtgréisst Militärpuissance op der Welt, reng en termes de dépenses militaires, mat 49,7 Milliarden Dollar equivalent d'lescht Joer. Si baue Fligerdréier aus eegener Positioun (veuillez lire: aus eegener Produktioun).

Maache mir net an Indien an an anere Länner eng Subventionéierung vu Militärdépensen an aneren Ziler, doduerch datt mer hinnen u sech en Deel vun der sozialer Pressioun eraushuelen?

Dat muss och justifiéiert ginn. Dat gëllt fir grouss Länner: Brasilien, Indien. Et gëllt awer och fir anerer, deenen hir Prioritéiten absolut net an enger gedeelter sozialer Verantwortung oder op enger funktionéierender Verwaltung an deene Länner leien.

Dann d'Mise en œuvre. Ech wëll hei och emol… Et gëtt jo ni hannerfrot! Et gëtt gesot: „Mir ginn esou vill an e Land, an dann ass dat alles gutt." Mä, dat ass net alles gutt! Och do gëtt et Problemer.

Kuckt Iech emol nëmmen déi Rapports d'évaluation iwwert dee Programme indicatif de coopération un! Déi si publizéiert. Déi si wéi all Dokument an där Richtung geschéint, déi si schéigemoolt. An awer soe se eis vill, wou Problemer leien.

Zum Beispill dee mam Cap-Vert. Do gi mer jo zum Deel eng Aide budgétaire. Ma, da liesen ech hei an deenen Evaluatiounsrapporten, datt mir nach Done ginn an d'Majorité des bailleurs awer Prête gëtt, einfach duerch déi wirtschaftlech Entwécklung an déi politesch Situatioun an deem Land.

Do kann ee soen: Si mir eleng déi Helleg? Gutt, dat ass dann eng Décisioun, déi de Minister muss justifiéieren. Mä da muss een dann och soen, datt hei awer kritiséiert gëtt, datt de Cap-Vert net genuch ka Rechenschaft ofleeën iwwert déi Suen, déi e kritt: «(…) il conviendra néanmoins de s'assurer de la capacité du Cap Vert à rendre compte (…)». Dat ass net ginn, mir ginn awer Suen!

Oder och nach bei der Mise en œuvre vun de Projeten: «Il pâtit en revanche d'une délégation à niveau décisionnel intermédiaire insuffisante;…». An da gëtt et Problemer tëschent eisen Ambassaden a Lux-Development, hei am Cap-Vert, an Nicaragua, wou Moyene feelen, wou keng Koordinatioun onbedéngt optimal fonctionnéiert. Dat steet zum Beispill hei am Rapport iwwert d'Situatioun an Nicaragua: «Il paraît également évident que le hiatus entre la coopération luxembourgeoise, dans sa fonction politique, et son agence d'exécution, doit être abordé de manière ouverte.»

Do gëtt et Problemer! Firwat schwätze mer net iwwert déi? Firwat gi mer heihin a mir schwätzen iwwer weltwäite Klimaschutz an esou weider a mir adresséieren net déi Problemer, déi mer reell an eiser Politik hunn, déi mir hei mat 323 Milliounen Euro d'Joer finanzéieren? Do ass d'Debatt. Dat ass déi Analys, déi mer musse maachen. An déi wëlle mir och maachen.

Da muss een och soen, an dat gëtt ëmmer erëm ignoréiert, wéi d'Kritik un der Entwécklungshëllef eigentlech an Afrika ëmmer wiisst. D'Afrikaner a vill afrikanesch Intellektueller - d'ADR huet dat hei schonn e puermol betount - kritiséieren dee System, well en nei Ofhängegkeete schaaft, well en zum Deel mat Verantwortung dréit un der Korruptioun an deene Länner, wéinst der Subventionéierung vu Potentaten, déi net demokratesch sinn.

An ech hat d'Dambisa Moyo zitéiert, den James Shikwati aus dem Kenia. Élo hu mer eng drëtt prominent Stëmm, d'Madame Tertilt, déi en neien Zweig an der akademescher Welt praktesch mat begrënnt, dat ass d'Entwécklungshëllefekonomie, an déi notamment d'Mikrofinanz finanzéiert (veuillez lire: d'Mikrofinanz kritiséiert) an och hir Genderausriichtung, déi mir u sech hei all gutt fannen a mat Empathie a Sympathie begleeden, mä déi awer och eng Rei negativ Konsequenzen op d'Gesellschaftsstrukturen an deene Länner huet.

Firwat diskutéiere mer dat net? A firwat huele mer emol net déi Komplexitéit vun de Froen zur Kenntnis an dann zéie mer aner politesch Konklusiounen?

Ech wiere mech och, datt mer esou e Genre kolonialistesch oder neokolonialistesch Mentalitéit hunn, andeem mer soen: „Eis Valeure sinn déi bescht." An eiser Sociétéit definéiere mir, wat eis Valeure sinn. Mä gi mir hin an exportéieren dat einfach, soen den afrikanesche Länner - déi sech och ëmmer méi wieren an dat kritiséieren, datt mir hinnen dat soen! - an der Ofdreiwung, wat hir Politik soll sinn, am Homobestietnis, wat hir Politik soll sinn, dat verbanne mat Konditiounen, wa mer dat an e politeschen Dialog abréngen?

Mä wien anerer respektéiert, dee seet emol als Alleréischt: „Är Valeuren", soulaang se net géint de lus cogens, géint déi elementaarst Mënscherechter verstoussen, an: „Mir respektéieren Är Gesellschaften. An dee Respekt dréckt sech och doduerch aus, datt mir lech net soen, datt, wann Dir vun eis Sue gär hätt, datt Dir da musst Är Valeuren an der Gesellschaft änneren." Dat kann et net sinn. Well soss schwätze mer net vu Respekt, soss schwätze mer vun enger Iwwerhieflechkeet, vun engem Kolonialismus, deen eis net zu Gesiicht steet an deen anerer beleidegt, mat deene mer wëllen zesummeschaffen.

Gaza, den Här Graas huet Gaza ugeschwat. En huet awer net gesot, firwat déi Konflikter do koumen an d'Sënnlosegkeet vum Opbauen. E seet, Fatah an Hamas sollten zesummeschaffen. E wënscht sech dat. Mä d'Hamas ass eng terroristesch Organisatioun, déi an der Europäescher Unioun an an den USA op de Lëschte vun terroristeschen Organisatioune steet!

Wënsche mir eis, datt eng terroristesch Organisatioun, déi mir bekämpfe mat deene Mëttelen, déi mer an deem Sënn hunn, op eemol eng Regierung mécht mat der Fatah, déi dat net ass, déi méi moderat ass, méi verantwortungsfäeg? Ass dat dee Wee, dee mer wëlle goen?

Kënne mer och d'Realitéite verleegnen an där Regioun vun der Welt, andeem mer net d'Verantwortung vun der Hamas un deem ganze Konflikt kloer ënnersträichen a probéieren, Israel eleng schëlleg ze maache fir eng Situatioun, un där et net eleng d'Schold dréit?

D'ONGen - an ech hunn nach eng Minutt, da wëll ech vläicht domadder ophalen -, de Cercle des ONG, dee vun der Regierung mat 320.000 Euro ronn d'Joer ënnerstëtzt gëtt, geet an d'Schoulen a mécht do seng Reklammen, seng Erklärungen, seng Propaganda. Et ass wichteg, fir ze soen, datt net alles, wat vun deenen ONGe gesot gëtt, stëmmt, an datt Verschiddenes falsch ass.

Ech wëll nëmmen deen ee Problem hei opwerfe vun dem Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, dee seet - a seet vläicht och an de Schoulen -, mä e seet eis an der Politik, datt mir net géifen eis Flicht erfëllen, eis Obligatioun «de ne pas reconnaître comme licite une situation illégale et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien d'une situation illégale». An e seet dat, fir e Boykott vun de Produiten aus de besate Gebidder ze justifiéieren.

Or, d'Realitéit ass, datt dat en Zitat ass aus engem Avis consultatif an net obligatoire vun der Cour internationale de Justice, deen hei ass. An deen Ableck, wou e gestëmmt gouf, an dat gouf an der UNO och gesot, an ech zitéieren nach eng Ried aus der UNO zu där Geleeënheet, wou bedauert gouf, datt dee Rapport dann zitéiert gouf: «Puisque l'avis date de l'année dernière, les choses ont bien changé depuis, notamment avec la récente décision à caractère contraignant de la Haute Cour israélienne, qui a conduit à la modification actuelle en Israël du tracé suivi par la barrière. Nous déplorons également la tentative de politiser l'avis non contraignant de la Cour dans cette affaire.» Dat steet awer alles net dran. An dat hei entsprécht einfach net enger Realitéit.

An ech halen op, Här President, well ech weess, datt Dir zu Recht op d'Auer kuckt. Ech wëll just signaléieren, datt och de President vun der Fatah sech géint e Boykott ausgeschwat huet um Begriefnis vum Nelson Mandela, well déi Éischt, déi vun engem Boykott betraff sinn, sinn all déi Palästinenser, déi an Israel an an deene besate Gebidder eng Aarbecht fannen. Et betrëfft Israel kaum. Et si 5% vun hirer Wirtschaftsleeschtung. Mä et betrëfft all déi Palästinenser, déi do schaffen, déi „Frontalieren" - an Anführungszeichen -, dat sinn déi éischt Affer vun enger Boykottpolitik.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll just zum Här Kartheiser senger méi oder wéineger gutt gemengter Kritik un der Entwécklungshëllef soen, dass säi Plädoyer dorop erausgeet, fir d'Entwécklungshëllef op 0,7% ze senken. An ech mengen, da brauche mer guer net méi ze diskutéieren iwwer eng Kritik un der Entwécklungshëllef, esou wéi se elo geschitt. Wat net heescht, dass mir mat der Entwécklungspolitik a virun allem mat dem Kontext, an deem sech d'Entwécklungspolitik ofwéckelt, an alle Fäll ëmmer d'accord sinn a keng Kriticken unzebréngen hätten.

Mä mir sinn der Meenung, dass dee wichtegen Aspekt vun der Gesamtpolitik hei am Land nach muss ausgedehnt ginn, net soll ofgebaut ginn, a virun allem och, dass en an de Kontext gestallt muss gi vun anere Saachen, déi awer och zur Realitéit hei am Land gehéieren.

E bëssen ass jo d'Entwécklungspolitik ëmmer och vun där Regierung virdru gehandelt ginn esou als e bëssen e Feigenblatt oder - anescht ausgedréckt, méi positiv - als eng frëndlech Visitëkaart vu Lëtzebuerg, wat jo gläichzäiteg awer och wéinst senger Finanzplaz zu Recht international staark an der Kritik stoung.

Et war eng grouss Empörung am Land an de Regierungskreesser, wéi de Rainer Falk am Joer 2009 am Optrag vum Cercle de Coopération eng Etüd realiséiert huet iwwert d'Diskrepanz tëschent engersäits de Suen, déi an d'Entwécklungspolitik investéiert ginn, an op där anerer Säit de Gelder, déi aus Finanz-, aus Steierfluchtgrënn hei op der Finanzplaz landen.

En hat deemools ausgerechent - en hat natierlech net all Donnéeën, fir dat auszerechnen, et ass jo alles e Secret opaque hei am Land, wat d'Aktivitéite vun der Finanzplaz ugeet -, mä opgrond vun deenen Donnéeën, déi en hat, huet en eng Estimatioun gemaach, dass 2,5 Milliarden duerch d'Aktivitéite vun der Finanzplaz all Joers den Entwécklungslänner géifen entzu ginn. A wann een dat vergläicht mat den 300 bis 400 Milliounen, déi an d'Entwécklungshëllef gestach ginn, da spréngt deen Ënnerscheed awer ganz kloer, mengen ech, an d'Aen.

Déi Etüd, déi deemools esou kritiséiert ginn ass, ass rezent bestätegt gi vun aneren Etüden, vum European Network on Debt and Development, deen a sengem Bericht geschriwwen huet: „giving with one hand and taking with the other", an do gëtt evaluéiert, dass d'Entwécklungslänner all Joer tëschent 680 an 870 Milliarden Euro duerch Steierflucht an europäesche Länner verléieren. An ech mengen, et kann een awer net negéieren, dass Lëtzebuerg eng entscheedend Roll dobäi spillt.

Ech mengen, dass haut de Lien vill méi kloer ass. Ech wëll och drun erënneren, dass duerch d'Debatten, déi mer féieren, d'Debatten, déi mer gëschter nach gefouert hunn iwwert d'Finanzplaz, de Lien kloer ginn ass tëschent globaler Wirtschaftspolitik, tëschent Finanzialiséierung och vun der Wirtschaft insgesamt an der Entwécklung an der Welt, a besonnesch an deene méi aarme Länner an der Welt. Dat huet mëttlerweil och d'OECD erkannt.

Dofir ass och de Prinzip vun der Kohärenz vun der Politik an d'Gesetz vun 2012 drakomm. Et ass do och e Comité interministériel virgesi ginn oder verstäerkt ginn, deen awer an der Praxis gewisen huet, dass en näischt Opweises huet an där Hisiicht. Och wann elo vu Bewegung geschwat gëtt an nächster Zäit, e bëssen als Kompensatioun fir déi Kierzunge vun de Finanze fir d'ONGen, muss een awer och emol nach gesinn, wéi an der Realitéit dee Comité interministériel do wäert an der ganzer Regierung op allen Niveauen d'Debatt féieren a wierklech Ännerungen och un der Politik erbäiféieren.

Et ass schonn hei dacks higewise ginn op déi zéng Politikfelder, déi an deem „Barometer" vum Cercle des ONG opgezielt gi sinn an déi ënnert d'Verantwortung fale vu verschiddene Ministèren, och vum Ministère vun der Ekonomie, vun der Landwirtschaft, vum Développement durable, vun der Sécurité sociale a vun de Finanzen, besonnesch vun de Finanzen. Et ass kritiséiert ginn, dass grad mam Finanzministère et schwéier ass, an d'Gespréich ze kommen. An do gesäit et net ganz gutt aus fir Lëtzebuerg, wann een déi Kritäre kuckt, déi do ugewannt gi sinn a wéi d'Regierung ofschneit op deene verschiddene Punkten.

Gëschter hu mer geschwat vun der OECD. Do ass gesot ginn, mir wieren net „compliant", mir wieren net esou, wéi d'OECD et gären hätt op verschiddene Gebidder vun der Finanztransparenz. Da muss ee soen, am Verglach dozou si mer awer och wierklech guer net „compliant", wat d'Kohärenz vun der Entwécklungspolitik mat der Gesamtpolitik betrëfft. Mir si schlecht, liese mer do an där Etüd, wat den Transfert d'économies ugeet. Mir si schlecht an der Landwirtschaft, d'Empreinte carbone. Mir si schlecht an der Justice fiscale. Mir si schlecht an der Spekulatioun op den Nahrungsmëttel zum Beispill. An och an anere Gebidder si mer guer net gutt: Klimapolitik, Agrocarburanten, d'Aktivitéite vum Kompensatiounsfong vun der Sécurité sociale, Achats publics - do soll jo elo eppes geschéien, hoffe mer -, Handel an dann och den Import aus den illegalen israelesche Kolonien. Et kéint méi gemaach ginn!

Et sinn och Beispiller genannt ginn, konkret Beispiller, wat schlecht funktionéiert, an där Entrevue, déi mer haten an der aussepolitescher Kommissioun mat den ONGen. Et ass geschwat gi vun héijen Transfertkäschte vu Viremente vun deene Leit, déi hei wunnen, déi an hir Länner Viremente maache vu Suen, dass dann immens héich Käschten domat verbonne sinn, och souguer, wann déi Transferten iwwert den CCP vun der Post geschéien.

Et ass geschwat gi vun enger Goldminn a Peru, déi eng Gefor wier fir d'Landwirtschaft do a fir d'Ëmwelt. Do géifen d'Organisatioune sech dergéint wieren an och d'ONGe vu Lëtzebuerg géifen hinnen dobäi hëllefen. A mir gi gewuer, dass de Fonds de compensation vun der Sécurité sociale - alt erëm eng Kéier deen, dee vun de Streebommen, Dir kënnt Iech erënneren! - do mat investéiert, well do ebe grad vill verdéngt ass, mengt en emol.

Dann ass och d'Fro vum TTIP, déi sech natierlech stellt, wou och eng Uwendung vun deene Politicken do herno par ricochet op d'Entwécklungslänner gefaart gëtt. Et ass och net fir näischt, dass déi Membere vum Kooperatiounscercel och Member sinn am Comité, dee sech hei zu Lëtzebuerg géint den TTIP ausschwätzt a fir e Stopp vun de Verhandlungen zum TTIP antrëtt.

Et ass och kritiséiert ginn, dass ëmmer nach 5% Agro-Stoffer oder -Elementer sinn am Diesel, dass domat och d'Ofholze vun de Bëscher gefërdert gëtt. Mir héieren elo an der Ried vum Här Minister, dass do och soll elo emol eng Etüd gemaach ginn doriwwer, wéi een dat an Zukunft kéint verhënneren.

Bei Palästina vertrieden ech natierlech absolut de Géigestandpunkt vum Här Kartheiser do. Zu Lëtzebuerg - gëtt kritiséiert - kommen déi Produiten aus de besate Kolonien, aus de besate Gebidder, wou israelesch Kolonië sinn, hei eran, wéi wann et israelesch Produite wieren. An dobäi ass dat awer, mengen ech, ganz kloer dem internationale Recht no an och den UNO-Décisiounen no verbueden! An déi Leit, déi dat maachen, maache sech souguer strofbar dobäi. An ech mengen, do misst awer deemnächst eng wierklech Diskussioun kommen, wéi den Här Graas iwwregens och hei gefrot huet, wat ech begréissen. Spéitstens bei der aussepolitescher Debatt, mengen ech, misst den Ausseminister eis soen, wat en do wëlles huet ze maachen.

D'ONGen hunn an hirer Entrevue mat eis eng Rei Propositioune gemaach. Ech wëll der just dräi opzielen. Si schloe vir, dass Hearinge gemaach ginn iwwert déi Sujeten, déi se hei genannt hunn. Et ass emol gesot ginn, dass an de Kommissiounen elo emol déi Sujeten och sollen diskutéiert ginn, wat ech jo scho positiv fannen, mä en Hearing heescht jo awer och eng ëffentlech Debatt. Et ass gefrot ginn, dass se och an de Kommissiounen diskutéiert ginn, dat ass jo dann elo de Fall, mä awer och, dass Projet-de-loien, déi an Zukunft solle kommen, och eng Fiche hunn, esou wéi se eng Fiche financière hunn, an där erkläert gëtt, wat gemaach gëtt, wat d'Implikatioun vun deene Projet-de-loien ass op d'Entwécklungspolitik.

Do wollt ech och d'Regierung froen, wéi se dozou steet, zu där Fuerderung. Gëtt dat envisagéiert?

Ech wëll nach zréckkommen op e puer wichteg Aspekter am Zesummenhang mat der Entwécklungspolitik: d'Transparenz vun den Entreprisen, déi an Entwécklungslänner täteg sinn. Mir hu gëschter e Gesetz gestëmmt, ech wëll net méi dorobber zréckkommen. Et ass och zum Deel kritiséiert ginn, zum Deel zu Recht, vläicht en Deel zu Onrecht. Et ass awer virun allem e Gesetz, wat déi Donnéeën do vun der Hannerzéiung, vun der Finanzhannerzéiung net ëffentlech mécht. An et ass grad dat, mengen ech, wat noutwendeg wier. Déi Länner, déi elo kënne Renseignementer froen, dat si mat Sécherheet net d'Entwécklungslänner. Dat sinn aner OECD-Länner. Mä grad d'Entwécklungslänner, déi ënnert där grousser Steierflucht ze leiden hunn, wiere vläicht interesséiert drun, déi Informatiounen ze kréien, an d'Effentlechkeet wier och drun interesséiert.

An déi international ONGe verlaangen och vun der Wirtschaft Transparenz. Si schwätzen dovun, dass et grad grouss Konzerner sinn, wéi Apple, Google, Amazon, déi déi Steierflucht organiséieren, och an den Entwécklungslänner, mat Hëllef vu grousse Beroderfirmen: KPMG, Ernst & Young, Deloitte, PwC - PricewaterhouseCoopers, lauter gutt Bekannter jo zu Lëtzebuerg, wéi mer alleguerte wëssen.

Et gëtt Usätz och, fir deem Problem entgéintzekommen. Et gëtt an Amerika e Gesetz, dat ass d'„Dodd-Frank Wall Street Reform", wou esou Saachen an déi Richtung do virgesi sinn: méi Kontroll, dass d'Betriber musse soen, wat se maachen an den Entwécklungslänner. An et gëtt och eng europäesch Direktiv iwwregens, déi ugeholl ginn ass, „country by country" respektiv „project by project reporting directive", déi an déiselwecht Richtung geet, déi Mëtt 2015 misst a Kraaft trieden.

An ech wollt do d'Regierung froen, wéi et do ausgesäit: Wéini gëtt dat an e Gesetz ëmgesat hei am Land?

Ech mengen, dass et prinzipiell gutt ass, dass Lëtzebuerg erkannt huet, dass e Problem besteet generell, dass Lëtzebuerg och positiv reagéiert op d'OECD-Normen, dass Lëtzebuerg och net méi blockéiert bei deenen europäesche Prozesser, déi sech maache wat d'Kontroll an d'Versteierung vun de Revenuen ugeet, déi iwwert d'Grenzen ewechginn. Mä wichteg, mengen ech, wier och déi Etapp hei, am Zesummenhang mat der Entwécklungspolitik derfir ze suergen, dass den Entwécklungslänner keng fiskal Substanz entzu gëtt, esou dass och déi Entwécklungsprogrammer, déi jo awer an der Majoritéit wahrscheinlech ganz gutt a positiv sinn an och gutt Auswierkungen dohannen hunn, dass déi net contrecarréiert ginn duerch en Entzuch vu Steiergelder an deene Länner mat Komplizitéit hei vun eiser Finanzplaz.

Wichteg, mengen ech, ass och, dass d'Präisspekulatioun op de Matières premières agricoles ënnerbonne gëtt, déi de fréiere Premier Juncker emol eng Kéier als „kriminell" bezeechent huet. Dat ass dat richtegt Wuert, mä et ass bei de Wierder bliwwen, well op eng Fro vum Här Kox 2012 huet den deemoolege Finanzminister Frieden geäntwert, dass nach ëmmer Fongen an der Héicht vun 900 Milliounen déi alimentär Finanzspekulatioun bedreiwen. Dat ass ëmmerhin och dräimol méi wéi d'Entwécklungshëllef.

Meng Fro ass dofir och: Wat geschitt an Zukunft, wat d'Ënnerbannung vun esou Spekulatiounen op de Präisser vun de Liewensmëttel ugeet, déi zum Honger an der Welt bäidroen? Wat wäert do an Zukunft geschéien?

Weiderhi wëll ech nach kuerz eppes soen zu deenen Accords de partenariat économique mat Afrika, déi och am Wesentlechen dozou bäidroen, fir d'wirtschaftlech Situatioun an deene Länner ze verschlechteren, aus Grënn, déi ech elo hei aus Zäitgrënn leider net méi kann entwéckelen.

Ech mengen, Lëtzebuerg ass zu Recht houfreg op säin ee Prozent. De Problem läit awer net nëmmen eleng bei deem enge Prozent. An ech mengen, dat wäert genau déi grouss Debatt an Zukunft sinn an doru wäert sech d'Kohärenz moossen, net nëmmen hei all Joer bei där ritueller Debatt hei, vun där verschidde Leit scho gesot hunn, dass ëmmer hei schéi Saache gesot ginn, an da geschitt näischt. Mir wäerten op jidde Fall d'Politik vun der Regierung an och vun der Oppositioun, och vun der CSV a vun anere Parteien heibannen, moossen dorunner, wéi se sech asetzt, fir zum Beispill eng méi staark Kontroll vun der Finanzplaz ze erreechen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...ware se do!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da kommen ech nach, well elo wierklech meng Zäit op en Enn geet... Här Angel, Dir kënnt mer awer gären herno eng Fro stellen, dann äntwerten ech nach no menger Ried dozou.

(Interruption)

Neen, direkt net, well soss packen ech et net mat der Zäit!

Sou, ech mengen, dass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt awer gär 30 Sekonne bäi.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mä ech soen elo gär dat hei nach fäerdeg an da kënne mer jo diskutéieren.

Also, ech mengen, dass et och falsch ass vun der Regierung aus, fir elo ze spueren, grad an der Entwécklungspolitik, fir do elo ze spueren. Et huet fir vill Opreegung gesuergt. Déi Mesurë bedeiten, dass zum Beispill duerch d'Reduktioun vun de Frais administratifs, wann ee weess, dass dräi Véirels dovunner Salairë si bei den ONGen, dass dat zu ganz ville Konsequenze féiert, zu aarbechtsrechtleche Konsequenze kann op jidde Fall féieren. Et sinn och e puer Beispiller, déi ech elo net kann hei opzielen, genannt ginn, wéi vill dass dat a Suen ausmécht bei engem gewësse Budget.

Et ass och vun den Taux de cofinancement vum Stat geschwat ginn, dass déi erofgesat ginn, dat heescht do, wou de Stat sech un deenen ONG-Projete bedeelegt. Do ass och net gewosst, wéi. Ech hunn och matkritt, dass déi Diskussiounen nach solle stattfannen. Ech hoffen, dass se eng positiv Issue kréien.

Op jidde Fall wëll ech hei soen: Net d'accord si mir domadder, dass d'Entwécklungshëllef grad op déi äermste Länner soll begrenzt ginn, well mir sinn der Meenung, iwwregens och wéi an der Sozialpolitik zu Lëtzebuerg, dass d'Aarmut muss transversal a kohärent bekämpft ginn. Et gëtt Aarmut a räiche Länner an et gëtt Räichtum an aarme Länner.

An ech mengen, wat verlaangt ass virun allem, ass och eng Ëmverdeelung vun deem Räichtum, an dat geet wäit iwwert d'Kooperatiounspolitik eraus. Mä op jidde Fall ass awer kloer: Duerch déi Spuerpolitik an déi Richtung, wéi se sech elo leider undeit, wäerten d'Problemer net geléist ginn, au contraire, et wäerte sech nach weider Problemer opmaachen.

Dofir wëll ech awer mat där kritescher Remarque hei schléissen, dass trotz eisem Accord zum Weiderféieren an zu der Entwécklung vun där Politik do nach ganz vill op ville Gebidder muss geschéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Däerf ech dem Här Urbany nach eng kuerz Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här Urbany, ech hunn Iech gutt nogelauschtert. Ech wollt just soen: Wëssend, dass déi Lénk kee Member an der aussepolitescher Kommissioun hunn, wëll ech just drop hiweisen, dass Dir ëmmer nëmmen an där Kommissioun vertruede sidd, wann et ëm d'Ukrain geet, also fréier Länner aus der kommunistescher Sowjetunioun.

Mir haten zéng Réuniounen - zéng Réuniounen! -, wou mer iwwer vill Sujeten - APEen, TTIP - geschwat hunn am Kontext mat der Entwécklungshëllef. Do waart Der net do. Dir waart just do, an dat war och gutt, deen Dag, wou d'ONGe komm sinn. Dir hutt och vill vun hire Revendicatiounen hei ugeschwat. Mä Dir sidd bei deenen aneren Diskussiounen absent gewiescht.

Ech invitéieren Iech, besonnesch an eng vun deenen nächste Sitzungen ze kommen, wou mer de Budget vun der Kooperatioun hunn. Da kënnt Der nämlech feststellen, dass d'Kreditter fir d'ONGen net, wéi Dir sot, erofginn, mä dass se eropginn. An da kënne mer déi Froen, déi Der nach op hutt, do all zesummen diskutéieren.

Also, ech hoffen, dass Der an Zukunft, well Der esou vill Iddien hutt, dann och an déi Kommissioun kommt an do aktiv matschafft.

Villmools Merci.

(Brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här, Här…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech hutt Dir…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Fro war natierlech... Et war natierlech keng Fro do!

M. Marc Angel *(LSAP).*- D'Fro war: Hutt Der wëlles, aktiv och emol matzeschaffen, mat eis zesummen?

(Hilarité)

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Also, Här President, den Här Angel stellt mir all Kéiers déiselwecht Fro. A Kommissiounen,…

Une voix.- Är Äntwert gefält him net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …wou mir emol net Member sinn.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dir kommt ëmmer nëmmen, wann et ëm d'Ukrain geet, stellen ech fest.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech géif emol gäre gesinn, wéi den Här Angel et mécht, mat enger Fraktioun vun zwee Memberen, fir an all deene ville Kommissiounen do präsent ze sinn. Dat kann net d'Argument sinn!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Déi aussepolitesch Kommissioun ass méindes wou…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat kann net d'Argument sinn. Här Angel...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, mir féieren hei elo keen Dialog méi!

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll dem Här Angel just soen: Et ass den Inhalt, deen zielt. Et ass d'Kritik um Inhalt, déi zielt. An hei ass de Gremium, wou diskutéiert gëtt.

A wéi Der zu Recht gesot hutt,…

(Interruptions)

Une voix.- Hei si Kameraen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …a wéi Der zu Recht gesot hutt, hunn ech och do an där Réunioun mat den ONGe ganz vill Iddien héieren, déi awer lauter Kriticke sinn un Ärer Politik. Wann een déi Männercher do kuckt, déi an där Broschür do sinn: Si sinn alleguerte rout, oder déi meescht si rout! Dat heescht, dass Är Politik guer net där Entwécklungspolitik entsprécht,…

(Interruptions)

…wéi se eigentlech misst global vun der Regierung gemaach ginn. Dat ass dat, wat mer hei zréckbehale wëllen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. An ënnerbriechen ass net ëmmer gutt.

Dat gesot, huet elo den zoustännege Minister d'Wuert.

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat gelift? Dir hutt déi Zäit, déi Der braucht, Här Minister.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Villmools Merci, Här President. Ech wäert dann och mat där ganzer Rou, déi Der gewinnt sidd vu mir, probéieren ze äntwerten an och net opgereegt op déi eenzel Aktiounen Äntwerten ze ginn.

Ech géif fir d'Éischt awer emol e grousse Merci soe fir déi flott Debatten, déi mer hei haten. Sécher gehéiert zu enger Politik, déi ee presentéiert, och ëmmer eng gewëss Kritik, soss wier jo e Parlament och net do, fir op där enger Säit Saache guttzeheeschen, op där anerer Säit Saachen net guttzeheeschen a selbstverständlech och ze froen, an do ass et jiddwerengem säi Recht. Och Kontrolle musse klappen. Ech mengen, dat ass fir mech och kee Problem, ass fir d'Regierung och kee Problem a war eigentlech och ni, mengen ech, e Problem, datt een dat ugeschwat huet.

Et ass och kloer - an ech mengen, virun allem de Marc Angel huet et gesot, virun allem och als President vun der zoustänneger Kommissioun -, datt dës Débaten haut net ophalen. Déi gi virun an där zoustänneger Kommissioun. An Dir wësst, datt ech an deene leschte Méint a Wochen ëmmer erëm bei Iech komm sinn, fir net nëmmen iwwert d'Accords de partenariat ze schwätzen, mä och generell iwwer all Punkten, déi diskutéiert ginn. A mir hunn eis an deenen nächste Wochen zwee Rendez-vouse ginn, wou mer Zäit hunn, och déi eenzel Themae kënnen unzeschwätzen.

Firop awer vläicht d'office, well dat e bëssen e Fuedem war, deen derduerchgaangen ass, dee vu sougenannten „Spuermoossnamen", wou hei gesot gouf - an zum Schluss hat ech eigentlech wierklech d'Impressioun -, mir hätten hei Kierzunge gemaach an dem Budget vun der Kooperatiounspolitik! Ech muss soen, wann ech als Minister hei stinn an hätt gesot: „Mir hu misse 25 Millioune manner an dem Budget hunn", jo, dann hätt ech e Problem gehat, mech ze erklären. Mä dat ass net de Fall! Wa mer den neien RNB esou gehandhabt hätten, wéi een hätt missen, mat deem enge Prozent, dann hätte mer 25 Millioune manner an dësem Budget. Dat ass net de Fall!

D'Regierung huet hir Responsabilitéite geholl an huet gesot: Egal, wéi elo déi nei Berechnung vum RNB ass, mir bleiwe bei deenen 323 Milliounen Euro, déi mer 2014 haten, och fir 2015, a mir garantéieren, datt déi Suen och fir '16, '17, '18 net ënnert deen Niveau ginn, wann och de Prozentsaz nach drënner wäert leien.

Ech mengen, dat soll awer emol kloer gesot sinn!

(Interruption)

Mir schwätzen also hei…

Une voix.- Dat ass jo och gutt esou.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- …net vun enger Spuermoossnam, mir schwätze vun enger stabeler Situatioun!

Dann doniewent, mengen ech, muss een awer och kloer soen, datt hei dacks geschwat gouf, verschidde Leit hätten net gewosst, datt déi Mesurë kéimen. Bon, sécher ass een Ëmstand derbäikomm, datt de 15. Oktober deen Débat e bësse reculéiert gouf, wou ee seng Saach hätt kënnen uschwätzen. Dat stëmmt.

Mä op där anerer Säit ass et awer och esou, datt déi Moossnamen do net muer a Kraaft trieden! Déi sinn alleguerte virgesinn, fir 2016 ze probéieren, eng Ëmverlagerung vu verschiddene Saachen ze maachen. An da gi se nach der Kooperatiounspolitik net verluer. Dat wëll ech och hei gesot hunn, datt mer bei der APD op deene 85% bleiwen, datt mer also just kucken, mat deene Suen, déi mer hunn, ze probéieren, och nach nei Projeten ze maachen, och nach nei ONGe mat eranzebréngen.

Also, och do, mengen ech, deen Dialog, dee wäert elo kommen. Wéi gesot, ech hu gesot: Muer ass eng éischt Ronn, déi mer wäerten dréie mam Cercle des ONG. An hannendru wäerte mer an der Kommissioun driwwer schwätzen a mir wäerten da kucken, déi richteg Pisten ze fannen, fir hei e flotten Équiliber dranzekréien a fir och wierklech déi Akzenter, déi ëmmer erëm - an ech betounen dat nach eng Kéier - positiv vun den ONGe gesat goufen, och an Zukunft kënnen ze begleeden.

A wann hei gesot gëtt: „Mir ënnerstëtzen an Zukunft nëmmen déi äermst Länner." Nee, mir subsidiéieren déi méi héich, mä mir ënnerstëtze selbstverständlech och déi aner Projete virun, soudatt och déi Aarbechten an deem dote Beräich wäerte ganz kloer sinn.

An ech soen nach eng Kéier: Mir geet et virun allem drëm, datt mer déi meescht Gelder dohinner bréngen, wou se gebraucht ginn, a virun allem, mengen ech, net a grouss administrativ Apparater drastiechen, mä et geet drëm, fir um Terrain Gelder unzebréngen. An ech mengen, do ware mer eis alleguerten an de Rieden, déi hei waren, eigentlech eens.

Wat déi eenzel Fraktioune betrëfft - ech kann net iwwer all Punkt schwätzen, mä ech probéieren awer, déi Haaptpunkten erauszehuelen -, esou wësst Der, mengen ech, datt ech ee sinn, deen ëmmer virun allem och d'Kontinuitéit a virun allem och d'gutt Aarbecht, déi geleescht gouf an deene leschte Perioden - sief dat vun engem DP-Minister, sief dat vun CSV-Ministeren, sief dat vun LSAP-Ministeren - an der Kooperatiounspolitik ënnersträicht. An dofir hunn ech och d'Kontinuitéit ënnerstrach, déi hei stattfënnt, an datt mer parteiiwwergräifend eis ëmmer eens waren, wat d'Roll vun der Politik a vun der Regierung a vun de Regierungen an deene leschte Jore war.

Ech mengen, Dir hutt et méi dacks betount och, d'Kohärenz, Madame Arendt, déi Der gesot hutt an déi ech och ënnerstrach hunn, wou ech Iech soen, datt mer mat där Kohärenz elo mussen ufänken. Déi Kohärenz, déi ass zënter Laangem, mengen ech, an der Diskussioun. An et ass eis bis elo net gegléckt, souwuel international wéi och national déi Kohärenz fäerdegzebréngen. Ech weess och, an ech maachen do eng Klammer op, datt dat net esou einfach ass. Mä mir mussen et ufänken. An dofir hu mer eis och an der Regierung a mat enger Rei Ministèren awer iwwergräifend zesummegesat, fir ëmmer erëm déi Kohärenz do opzegräifen an ëmmer erëm ze kucken: Wéi kënne mer zesummeschaffen, fir datt mer net aus där enger Hand dat eent huelen, wat mer an déi aner Hand ginn?

Dat ass wichteg, an ech mengen, datt dat awer och e Message ass, dee virun allem och eriwwergeet an d'Zukunft an deen eis och wäert hëllefen, op där enger Säit an der Zukunft eng Rei Suen, déi mer investéieren, op anere Plazen net erëm mussen auszeginn. Et ass dat, mengen ech, wat ech hei wollt soen. Dofir ass dat eng wichteg Roll, déi ech honnertprozenteg ënnerstëtzen, mä vun där ech awer wollt soen, datt dat net nei ass, datt dat eng Saach ass, déi sécher schonn eng Rei Joren usteet, déi mer awer elo probéieren, dann unzefänken.

Ganz recht ginn ech Iech an deenen Aussoen - et gouf och vun anere Riedner hei schonn ënnerstrach -, wat d'Roll a wat d'Situatioun vu Fraen a Kanner betrëfft. An ech mengen, et ass net fir näischt, datt virun allem op deenen dräi Punkten, virun allem an deenen éischten zwee, wou mer Haaptintervenant sinn an deene Gebidder, wat d'Gesondheet betrëfft, wat d'Éducatioun, wat d'Formatioun betrëfft, datt dat wierklech och déi Strategië sinn, déi mer fueren.

An dann doriwwer eraus awer och horizontal selbstverständlech déi Beräicher vum Genre, déi Akzenter vun der Gouvernance ënnersträichen, fir horizontal mat derduerchzegoen, dat ass eng wichteg Roll, déi ze maachen ass. Dat ass net nëmmen eng nobel, mä ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi mer direkt ze maachen hunn, well mer wëssen, wéi schwiereg d'Situatioune virun allem an deene Länner nach fir Kanner a fir Frae sinn.

Wat Ebola betrëfft, mengen ech, hutt Der et héieren, an ech mengen, an deenen nächsten Deeg a Woche wäert och dee ganze Strategiepabeier vun der Regierung preparéiert ginn. Ech mengen, mir sinn esou opgestallt, datt mer e Pabeier hunn, datt mer e Plang hunn, deen opgestallt ass, wa mer effektiv musse Leit rapatriéieren. Op där anerer Säit kënne mer awer och op der Plaz Moyene ginn, fir ze hëllefen, zum Beispill iwwer emergency.lu, zum Beispill och iwwer aner Akteuren, déi op den Terrain elo ginn, fir ze hëllefen, einfach eng Koordinatioun ze maachen, dat ass wichteg.

An ech mengen, et ass virun allem do, wou et gefeelt huet. D'Koordinatioun muss iwwerholl ginn. An ech mengen awer elo, datt an der Tëschenzäit jiddwereen erkannt huet, datt dat dee sprangende Punkt an der Saach ass.

Wat de Problem betrëfft, dee kuerz ugeschnidde ginn ass, wann ee seet: „Jo, mir investéieren", soen ech emol esou, oder: „Mir gi Gelder ganz einfach an der Entwécklungshëllef, an der Aide humanitaire", dann ass dat ganz kloer, an ech hunn et hei gesot: Mir gi keng Aide budgétaire do! Dat war nach ëmmer esou an dat wäert och esou bleiwen. An dat geet ebe just dovun of, datt ee seet: „Mä hei si Leit, déi kafe Fligeren dervun, déi kafen déi an déi Saachen dervun." Mir ginn näischt an e Budget! Wa se déi Suen huelen, huele se se net vun eis ewech, well mir investéieren a Programmer an a Projeten. An déi kommen direkt un.

An déi Analysen an déi Evaluatioune maache mer och zesumme mat de Partnerlänner op der Plaz, fir ze kucken, datt engersäits mir - mir gi jo och evaluéiert dobäi -, datt déi Aarbecht, déi mir maachen, richteg ass, mä datt och si um Terrain déi Aarbecht richteg wäerte maachen. A wéi gesot, mengen ech, ass dat virun allem och de Volet, dee ganz, ganz kloer ass. An ech mengen, an deenen nächste Jore musse mer kucken, op där doter Linn och ze bleiwen, fir hei eng Strategie opzebauen, fir och kënne virunzekommen. An et ass dat och dee richtege Wee am Beräich vun der budgetärer Politik.

Wat deen zweete Volet betrëfft, wat de Marc Angel gesot huet vun der LSAP, mengen ech, kann ech bal alles ënnerstëtzen, wat e gesot huet. Dat wier och falsch, wann ech dat net kéint maachen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Wie wonnert dat?

(Hilarité)

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech hunn awer virun allem zwou Saache mat eriwwergeholl, dat ass déi Saach, datt en engersäits niewent deem vun deem enge Prozent, mengen ech, och nach eng Kéier ugeschwat huet, datt mer musse kucken, och an deenen einfache Beräicher, soen ech emol, fir dat einfach hei national och ëmzesetzen, dat vun de Fairtrade-Produkter. Selbstverständlech solle mer Efforte maachen. An ech mengen, do sinn et jo net nëmmen d'Fairtrade-Produkter, déi ugeschwat ginn hei, mä och déi lokal, déi regional Produkter, déi mer sollen einfach emol notzen op deene Plazen, wou mer se brauchen. Et muss ee kucken, nach eng Kéier, esou eng Initiativ ze starten. Ech war schonn eng Kéier an enger Regierung derbäi, wou mer dat och probéiert haten. A mir mussen da kucken, datt et dës Kéier da geléngt. Mä ech mengen, op jidde Fall ass den Accord vun der ganzer Chamber hei do, fir op deen dote Wee ze goen, esou wéi ech dat aus de Rieden erausgespuert hunn.

Dann, mengen ech, huet de Marc Angel zu Recht och eng Rei Recommandatioune ginn, virun allem an deem ganze Kader vun no 2015. Ech mengen, dat sinn der lauter, déi ee soll opgräifen, déi mer och selbstverständlech viruginn. Et ass effektiv...

(Interruption)

2015, jo! Et ass effektiv eng Rei vun deenen, déi och ugeschwat ginn. Mir läit virun allem och ëmmer um Volet - an et ass och e bëssen deen, dee vum Serge Urbany ugeschwat gouf -, um ganze Volet vun der Protection sociale, dee mer och eng Kéier mussen do mat drakréien an deen ee vun deene Goaler ass, ee vun deene wichtegen, déi een och muss nei mat berücksichtegen, fir an dat Spill mat eranzebréngen.

Bon, ech mengen, derniewent huet de Marc nach d'Fro gestallt, wéi et stéing mat dem Avenir, souzesoe mat der Zukunft vun der Union européenne an den ACP, ënner anerem dem Accord. Ech mengen, hei ass et jo esou, datt d'Kommissioun, déi nei Kommissioun elo eng Consultation publique lancéiert. An dee Moment wäerte mer ënner eiser Présidence déi éischt Resultater vun där Consultatioun kréien. An ech mengen, da musse mer kucken, datt mer dorauser déi néideg Schlëss huelen.

Ech mengen, mir op jidde Fall - wann een déi Resultater selbstverständlech muss kucken - halen drop, datt mer virun den Attachement vun der Spezifissitéit vun dëse Relatioune mat den ACP-Länner bäibehalen. An ech mengen, an deem Kontext musse mer virun allem awer elo ofwaarden, wat virun allem och dobaussen déi Consultation publique bréngt.

Bon, ech mengen, derniewent gouf déi ganz Zesummenaarbecht ugeschwat, déi ganz Kohärenz, wéi Der richteg gesot hutt, déi eigentlech och generell vu jiddwerengem ugeschwat gouf.

Och wichteg, mengen ech, ass de Volet nach ëmmer vun der Kommunikatioun. An ech mengen, bei der Kommunikatioun ass jo och dee ganze Volet vun der Sensibilisatioun wichteg. Dofir solle mer virun allem och d'Joer 2015 eben notzen, fir nei Uspriechpartner dobaussen ze fannen. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt och eng ganz Rei vu Ministèren, vu Gemengen, vun Akteuren, vun ONGe matmaachen, fir eis ze hëllefen, no baussen ze goen, fir dat doten ze maachen. Ech sinn iwwerzeegt, bei deem Programm, deen opgestallt gëtt, wäert dat och de Fall sinn.

Wat de Gusty Graas betrëfft, mengen ech, huet en eng ganz Rei vu Saachen aus deenen anere Beräicher gesot, awer virun allem och op déi wichteg Roll higewisen - an dat war och, wat ech scho gesot hunn -, datt mer an Zukunft musse kucken, datt mer niewent de staatleche Gelder musse kucken, ganz vill Gelder ze hunn, fir virun allem och an den Entwécklungslänner an an der Entwécklungshëllef aktiv ze ginn.

An ech mengen, hei ass et ganz kloer, datt och hei de Secteur privé seng Responsabilitéite muss iwwerhuelen an datt en dat och mécht. An ech mengen, doduerch musse mer virun allem och virufueren. An ech mengen, et ass jo esou, datt jo och eng Rei Moyenen iwwert d'APD an dem Ministère des Finances ze fanne sinn, 10% dovunner, dee jo och seng Participatioune sief et an der Banque d'Asie, sief et an der Banque africaine huet, wou mer jo och Méiglechkeeten hunn.

A mir selwer hu jo och an der leschter Zäit eis Part an der Banque, an dem Fonds mondial ëm 500.000 Euro nach eng Kéier opgestockt, fir och hei virun allem de Länner d'Méiglechkeet ze ginn, fir och déi Aktioune konkret kënnen ëmzesetzen, well et kann ee gutt Iddien hunn, et kann ee gutt Programmer hunn, mä et brauch een nach ëmmer d'Geld, fir se ëmzesetzen. An dat muss ee sech ebe ginn, fir doduerch och erëm neit Geld lasszeäisen, also souzesoen dee Facteur multiplicateur muss hei spillen. Et ass eigentlech dat, wat en ugeschwat huet.

An och déi wichteg Roll, op déi ech och selwer halen, virun allem och an där Fonctioun vu virdrun als Minister vun der Économie solidaire: ëmmer erëm d'Mikrofinanz entgéintzestellen, well dat effektiv e Facteur ass, deen eis hëlleft, och konkret, och virun allem klenge Betriber, a virun allem och erëm hei eng Kéier Fraen, déi an der Landwirtschaft wëllen aktiv ginn. Land-

wirtschaft brauch een, net nëmmen den Know-how, dee mer kënne ginn iwwert d'Éducatioun, mir brauche Land, dat ee muss hunn, mä da brauch ee Gelder, fir et och ëmzesetzen, fir Maschinnen ze kafen an esou weider. Dofir ass d'Mikrofinanz grad fir esou kleng Betriber vun där immens grousser, grousser Wichtegkeet, déi hei spillt.

Ech mengen, en ass op déi richteg Roll agaange vun den ONGen, iwwert déi ech elo d'Erklärunge selwer ginn hunn a vun deenen ech mengen, datt et och wichteg ass, datt mer hei virukommen. A genau datselwecht gëllt, mengen ech, an deem ganze Beräich vun der Agrarpolitik, déi e wichtege Facteur ass, fir och an der Zukunft an den Entwécklungslänner virunzekommen, fir och hei virun allem d'Moyenen ze ginn, datt eng ganz Rei vu Leit och kënne sech ernähren, datt mer virun allem och hei Moyenen hunn, fir hannendrun och da kënnen ze bestoen.

Wat de Claude Adam gesot huet, ech mengen, dat Bild vun der Kooperatiounspolitik deelen ech komplett. Ech mengen, et ass dat Bild, dat mer amgaange sinn, jo och opzezeechnen. An ech mengen, et ass jo och dat, wat een am Regierungsprogramm erëmfënnt. Ech mengen, et ass och richteg, wéi e gesot huet, datt niewent der Entwécklungshëllef alles dat, wat mer an der Klimapolitik maachen, additionnell dozou och ass. An ech mengen, et ass och wichteg, datt dat esou gemaach gëtt. Et geet net drëm, fir Äppel mat Biren ze vermëschen, mä ech mengen, hei kéime mer herno a Facteuren, déi net richteg wieren. Da géife mer effektiv Gelder verléieren, déi net vläicht an der Entwécklungspolitik direkt géifen ukommen. Hei additionnell derbäi, dat ass ganz wichteg. Ech mengen, dat gouf gedroen och, esou wéi ech dat matkritt hat, vu sämtleche Parteien hei.

Dann awer och, wat en ernimmt huet, d'Resultater. Jo, Resultater kann een..., an ech hat se gesot, si si vläicht séier ënnergaangen, mä dat sinn der awer, déi fir mech gegraff hunn, wéi ech d'Zuele gesinn hunn. Mir hunn awer eppes erreecht an der Entwécklungshëllef, dat war Lëtzebuerg net eleng, dat ware sécher och aner Länner, déi an der Entwécklungshëllef matgehollef hunn, mä Lëtzebuerg ass ee vun deenen, ass dee gréissten Donateur eigentlech, dee mer hunn, eigentlech eent vun deene Länner, déi deen héchste Prozentsaz vun hirem RNB eraginn!

Et sinn awer och Resultater do, wann ech soen, wéi ech gesot hunn: Den Taux de mortalité huet sech halbéiert. Pro Dag stierwe 17.000 Kanner manner - 17.000 Kanner manner! - duerch Entwécklungshëllef, déi gemaach gëtt. Malaria: 3,3 Millioune Leit hunn net misse stierwen, well mer eben déi néideg Moyenen hunn, fir ze impfen, fir effektiv déi richteg Fleeg ze ginn. Dat sinn awer Zuelen, déi zielen. An do gesäit een, datt een net einfach Done gëtt, fir näischt ze maachen, mä do gesäit een, datt och effektiv eppes ukënnt an datt derniewent och dann d'Resultater erauskommen.

Hien huet richtegerweis ugedeit, datt ee bei Länner, wou een erausgeet aus dem Partenariat, en „soft landing" muss maachen. Dat gesinn ech och ganz genau esou. An et ass jo och esou, datt mer bis '17, '18 nach Programmer hunn, fir dat mat deene Länner ausklengen ze loossen, an hannendru musse mer da kucken, fir eben Diskussiounen ze féieren, ob mer nei Länner eranhuelen.

Dir wësst, datt et an der Diskussioun war, an ech mengen, dat war och schonn ënnert dem viregte Minister, datt Myanmar eng Pist kéint sinn, déi ee kéint mat eranhuelen. Dat solle mer awer och eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren. Do musse mer eng Kéier mat deene Länner och méi konkret kucken, wat mer hei och vu Mesurë kënne maachen. Well et jo virun allem heiranner och ëmmer drëm geet, datt mer parallell zu de Politicke vun de Staten och agéieren, musse mer also kucken: Wat fir eng Programmer sinn och do, déi sech effektiv ulinke mat deenen, déi mir gemaach hunn?

Den Här Kartheiser, mengen ech, ass op eng Rei Punkten agaangen. Sécher ass richteg gesot: D'Chamber ass do, fir d'Kontroll ze maachen. Dat gesinn ech och esou. Dat hunn ech och all Kéiers gesot an de Kommissiounen. Dofir probéieren ech och, déi gréisstméiglech Transparenz ze spillen, an ech probéieren, bei all menge Commissions de partenariat och ze soen, wat an deenen eenzelne Projete gelaf ass.

Dir hutt och selwer gesot, datt eis Dokumenter iwwerall ze fanne sinn. Ech mengen, déi kann een ëmmer erëm noliesen. Do kann ee kucken, wou Saachen dru sinn. An eis läit sécher och drun, datt alles, all Sou, all Euro, dee mer investéieren, richteg investéiert gëtt an op där richteger Plaz wäert ukommen.

Datt mer awer op deem enge Prozent, op deenen 323 Millioune bleiwen, bon, do hutt Dir eng politesch Meenung a mir hunn eng. Dat ass e Choix politique, soen ech einfach. A méi Erklärungen, mengen ech, wëll ech och elo do net soen. Ech hunn awer kee Problem, eng Kéier dat mat Argumenter ze échangéieren. Mä dat ass e Choix politique, dee bis elo ëmmer - vun deene Regierunge virdrun a vun dëser - gemaach gëtt, an dat wäert op jidde Fall bis 2018 mat Sécherheet och esou bleiwen.

Aide humanitaire, jo, Aide humanitaire ass gutt, mä dat ass eng Plooschter, déi ee mécht! Mä mir sinn amgaangen, datt mer ebe keng Plooschtere méi musse maachen an datt mer einfach en Traitement maachen. A fir datt mer keng Plooschtere musse maachen, dofir maache mer méi Entwécklungshëllef, wéi ebe Plooschteren ze maachen, méi wéi Aide humanitaire, och wa mer wëssen, datt mer an deene leschte Jore vill gehollef hunn, eben Aide humanitaire ze maachen, dann, wa mer se och séier gebraucht hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- An do sinn ech Äre Meenung: Wa mer se musse maachen, solle mer se maachen, fir och séier do ze hëllefen.

Wat de Beräich ugeet, deen Der ugeschwat hutt, vun... - d'Kontrollen hat ech, ah, vläicht nach kuerz -, wat dee ganze Beräich betrëfft vun dem enge Prozent: Bon, ëmmer erëm ass ze erënneren drun - et war wahrscheinlech e Verspriecher -, mir schwätzen ëmmer vum RNB an net vum PIB, well soss wiere mer bei ganz anere Chifferen. Dofir ass dat och ëmmer wichteg zréckzebehalen, datt mer vum Revenu national brut schwätzen an net vum PIB. Och do muss een oppassen, datt een do net zwou Saache matenee vermëscht. Et war sécher éischter e Feeler; deen ech och alt scho gemaach hunn am Ufank, muss ech éierlech zouginn. Mä ech mengen, an der Tëschenzäit ass de Begrëff méi dran.

Dann, wat den Här Urbany gesot huet vun deene Lénken, do, mengen ech, ass et jo esou, datt hei - ech mengen, en huet selbstverständlech och d'Verbindungen zum TTIP gesicht derniewent -, ech mengen, hei lafen enzel Verhandlungen a ware jo eng Rei vu Gespréicher. An en huet virun allem och drop higewisen, dat war jo d'Haaptthema, op d'Kohärenz op där enger Säit, vun där ech, mengen ech, selwer gesot hunn, datt dat e wichtege Punkt ass. An zum aneren, virun allem och dee ganze Volet vun den Impaktstudien, déi solle gemaach ginn, wa verschidde Saache gemaach ginn, an ech mengen, hei wësse mer jo, datt virun allem och d'Europäesch Kommissioun op deen do Wee wëllt goen, fir effektiv och all Kéiers déi Impaktstudien ze froe bei esou Aktiounen. An dat soll ee selbstverständlech dann duerno och probéieren, hei zu Lëtzebuerg mat ëmzesetzen.

Wou ech him och recht ginn, dat hunn ech ëmmer gemaach, wéi ech nach Landwirtschaftsminister war, well ech dat matgemaach hu mat Präisser, déi eng Kéier esou waren an eng Kéier esou waren, dat ass d'Spekulatioun mat Liewensmëttel. Dat kann net sinn.

Ech muss éierlech soen: Ech sinn zënter enger Rei Joren do derbäi gewiescht, ech weess awer nach net, wat déi richteg Moyene sinn, fir et an de Grëff ze kréien. An der Tëschenzäit ass et jo awer esou, datt virun allem am Agrarberäich d'Kommissioun een „high level group" agerüicht huet, fir ze kucken, e Moyen ze fannen, fir hei effektiv déi Spekulatioun mat de Liewensmëttel net nëmmen an der Agrikultur, mä och op anere Plazen an de Grëff ze kréien. Do ginn ech em zu honnert Prozent recht, well ech mengen, hei spillt ee virun allem och mat Saachen, mat Liewensmëttel, déi noutwendeg fir d'Leit sinn, do mécht ee keng Bonien drop, do kuckt een, datt een dat eraushält.

Richtegerweis huet e geschwat vun de Steiergelder. An ech mengen, do hunn ech och a menger Ried gesot, datt mer virun allem och an deenen eenzelne Länner renforcéieren och mat Aktiounen, och mat budgetären Hëllefen, fir datt ebe méi Steiergelder aginn an datt méi eng Steiergerechtegkeet an deene Länner, an deene Systemer och ka kommen.

Zum Schluss, mengen ech, ass et fir mech kloer, an ech géif…

Je voudrais quand même également profiter de l'occasion pour remercier toutes les ambassadrices et tous les ambassadeurs de nos pays partenaires qui sont ici. Ils sont vraiment tous ici - donc les neuf pays partenaires sont représentés ici - et ont également suivi pendant quand même cette très longue durée, ce très long délai ces débats très intéressants. Je vous remercie de notre coopération. Je nous souhaite une bonne coopération pour les années à venir.

Fir zum Schluss dann nach vläicht op e puer Remarquen anzegoen, mengen ech, solle mer emol eppes och kloer hei soen, an domat wëll ech ofschléissen: Dat Éischt ass: Mir sinn net do, fir de Regimmer ze hëllefen, mä mir sinn do, fir de „Leckt" ze hëllefen! Dat soll een emol eng Kéier kloer am Kapp hunn, an da kréie mer vill Diskussiounen aus de Féiss.

An hannendrun, mengen ech, maachen ech en Appell u jiddwereen, an dat hunn ech eigentlech de Mëtteg hei gespuert, datt mer, mengen ech, grad am Joer 2015 de Begrëff, de Slogan, dee souzesoe lancéiert ass, sollen eescht huelen: „Eis Welt, eis Zukunft, eis Dignitéit". An ech zielen op lech an ech sinn iwwerzeegt, datt mer eppes kënnen zesumme realiséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, entschëllegt, den Här Marcel Oberweis wollt...

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Selbstverständlech.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här Minister, Merci villmools fir Är vill Wierder, déi Der haut gesot hutt. Déi lescht Saach, déi Der gesot hat: „Mir sinn do, fir de Leit ze hëllefen." Dir hutt gesot „Leckt", mä ech soen „Leit". Ech sinn e Minettsdapp.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech bleiwen am Éisleker.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wollt lech eng Fro stellen awer, déi de Mëtteg guer net ugesprach ginn ass. Dir hutt e puermol hei gesot gehat: „D'Fraepolitik, mir brauche Landflächen." Ech stelle fest: Duerch de Klimawandel verschwannen all Joers 14 Milliounen Hektar duerch d'Bank, net bei ons, mä an deene Länner, wou mer hëllefe ginn.

Meng Fro ass ganz einfach: Well doniewent och nach den „land grabbing" entsteet, wou mir Räicher hiren Terrain klaue ginn, hir Liewensmëttel klaue ginn, wollt ech lech just bieden, wann Der beienee sidd an Europa, denkt vläicht driwwer no, dass Der déi Multinationallen, déi Europäer, déi do matmaachen, an d'Schranke weist, net dass mer de Leit do hiert Waasser an hir Liewensmëttel klaue ginn!

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Bon, et war net eng Fro, mä et war eng ganz richteg an eng ganz flott Ureegung. An ech mengen, ech verweisen eigentlech erëm op dat, wat ech gesot hunn, datt ee ganz kloer hei 2015 d'COP21 zu Paräis muss gesinn a ganz einfach och do am Moment d'Goaler, also eis Ziler fir no 2015. Dat sinn zwou Saachen, déi zesumme musse spillen, a virun allem och d'Décisiounen, déi an der COP21 geholl ginn zu Paräis, wann am Klimaberäich nei Definitioune geholl ginn, nei Ziler. Do muss een deem Rechnung droen, well dat spillt an deem anere Fall och mat.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir sinn net a Präsenz vu Motiounen. Domat wäre mer um Enn vun eisem Débat.

Ech wollt just nach d'Chamber informéieren, dass ech de Mëtteg d'Geleeënheet hat, fir mam neie belsche Premier zesummenzekommen, an dass ech vun der Geleeënheet profitéiert hunn, fir en ze encouragéieren, op där Marschroute ze bleiwen, fir aus der Atomenergie erauszeklammen.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech hunn en och am Numm vun der Chamber drop opmierksam gemaach, dass dann, wann ech gelift, wann dat sollt de Fall sinn, Tihange eng éischt Prioritéit sollt hunn, wat d'Ofschalten ugeet.

Dat gesot, ass eis Sëtzung elo eriwwer. Mir gesinn eis an éffentlecher Sëtzung erëm den 19. an den 20. November. Villmools Merci fir déi grouss Disziplin a kommt gutt heem.

(Fin de la séance publique à 18.18 heures)

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 6

MERCREDI,
19 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement
- Question n°62 du 17 novembre 2014 de M. Gusty Graas relative à la prononciation par le Conseil de concurrence d'une amende à l'encontre de l'Entreprise des Postes et Télécommunications dans le cadre d'une procédure ouverte pour abus de position dominante, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Gusty Graas - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- Question n°63 du 19 novembre 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux permanences et urgences pédiatriques, adressée à Mme la Ministre de la Santé
- *Mme Nancy Arendt - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- Question n°64 du 19 novembre 2014 de M. Roger Negri relative à l'impact éventuel sur la commande du Luxembourg d'un avion du type A400M des importantes réductions des dépenses pour la Défense décidées en Belgique, adressée à M. le Ministre de la Défense
- *M. Roger Negri - M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense - M. Gilles Roth - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- Question n°65 du 19 novembre 2014 de M. Gast Gibéryen relative aux conséquences d'accidents liés aux arbres plantés le long des routes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Claude Wiseler intervient)*
- Question n°66 du 18 novembre 2014 de M. Max Hahn relative aux établissements publics des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur
- *M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- Question n°67 du 19 novembre 2014 de M. Marc Lies relative à l'acquisition de l'ancien siège de l'ARBED par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Marc Lies - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Gilles Roth et Mme Nancy Arendt interviennent)*
- Question n°68 du 19 novembre 2014 de M. Marc Angel relative au 70e anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale, qui devra avoir lieu le 8 mai 2015, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Marc Angel - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- Question n°69 du 19 novembre 2014 de M. Justin Turpel relative au tax ruling, adressée à M. le Ministre le Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Justin Turpel - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- Question n°70 du 19 novembre 2014 de M. Guy Arendt relative aux mesures gouvernementales dans le domaine du logement, adressée à Mme la Ministre du Logement
- *M. Guy Arendt - Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement*
- Question n°71 du 19 novembre 2014 de Mme Martine Mergen relative à la substitution de médicaments, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *Mme Martine Mergen - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- Question n°72 du 19 novembre 2014 de M. Claude Haagen relative au Fonds des dépenses communales, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur
- *M. Claude Haagen - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

* * *

- *M. Justin Turpel (fait personnel), M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Déclaration de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, relative à la présentation du projet de plan hospitalier
- *Déclaration: Mme Lydia Mutsch*
- *Débat: M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Cécile Hemmen, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Martine Mergen, M. Alexander Krieps*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ee schéine gudde Mëtten. Heimat ass eis Sëtzung op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen, Här Premierminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da soen ech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte läit hei um Dësch deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an d'Chamber erakomm sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass de Projet de règlement grand-ducal 6733 iwwert d'Formation professionnelle den 11. November vum Rôle gestrach ginn.

4) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass och un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 novembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, le projet de règlement grand-ducal et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6739** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 05.11.2014

***6740** - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

***6741** - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

***6742** - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

***6743** - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

***6744** - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

***6745** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1992 relatif à la sécurité des jouets*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.11.2014

***6746** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, le 18.11.2014

*3) Sur demande du Gouvernement le projet de règlement grand-ducal n°**6733** fixant le programme et la durée de la formation professionnelle sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la loi du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 11 novembre 2014.*

4) Les pétitions ordinaires et les pétitions publiques suivantes ont été déposées:

*Pétition n°**465** - Égalité entre époux et partenaires*

Dépôt: 05.11.2014 par M. Hassen Khail

*Demande de pétition publique n°**466** - Fir eng Steierreform*

Dépôt: 06.11.2014 par M. Roland Hoferlin

*Demande de pétition publique n°**467** - Tranche d'impôt supplémentaire sur les grands revenus*

Dépôt: 10.11.2014 par M. Patrick Weymerskirch

*Demande de pétition publique n°**468** - Voter une loi contre le harcèlement moral pour que celui-ci soit reconnu comme délit et devienne sanctionable*

Dépôt: 10.11.2014 par M. Vincenzo Sportelli

*Demande de pétition publique n°**469** - Créer une nationalité européenne à part à l'instar des autres nationalités*

Dépôt: 10.11.2014 par M. Vinzenzo Sportelli

*Demande de pétition publique n°**470** - Pour une interdiction de vente de boissons énergisantes aux mineurs au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt: 10.11.2014 par Mme Josiane Willière

*Demande de pétition publique n°**471** - Géint déi Killer-Beem, déi laanscht eis Stroossen all Joer klengste Fuerfeeler ouni Verhandlung mam direkten Doud oder mat liewenslaange Verkrëppelunge bestrofen*

Dépôt: 11.11.2014 par M. Fabio Secci

*Demande de pétition publique n°**472** - Pour l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution 1) L'inscription du caractère laïque du service public dans la Constitution 2) La reformulation de la question prévue par la proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (6738) sur le financement public des cultes*

Dépôt: 11.11.2014 par M. Claude Weber au nom de l'Action Luxembourg Ouvert et Solidaire - Ligue des Droits de l'Homme a.s.b.l.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 13. November huet d'Presidentekonferenz sech op deen Ordre du jour gëeenegt, deen Der alleguer geschéckt kritt hutt.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

www.chd.lu

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtten ass ënner anerem eng Froestonn un d'Regierung virgesinn. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Als éischt Fro hu mer virgesinn d'Fro N°62 vum Här Gusty Graas un de Wirtschaftsminister iwwert d'Strof, déi de Conseil de concurrence géint d'Post ausgeschwat huet. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°62 du 17 novembre 2014 de M. Gusty Graas relative à la prononciation par le Conseil de concurrence d'une amende à l'encontre de l'Entreprise des Postes et Télécommunications dans le cadre d'une procédure ouverte pour abus de position dominante, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, effektiv, wéi de President jo elo scho gesot huet, huet de Conseil de concurrence dee leschten 13. November eng Décisioun geholl, wat d'Post ubelaangt. En huet eng Amende vun 2,5 Millioune vis-à-vis vun där Entreprise ausgeschwat.

Dat Ganzt geet zréck op eng Affär vun 2006. Deemools hat de privaten Opérateur Tango mat zwou Duechtergesellschaften u sech geklot wéinst dem Forfait INTEGRAL vun der Post. An déi Plainte, dat heescht dee Montant ass elo u sech fixéiert op de Chiffre d'affaires vun 2006 an 2007.

An an deem Kontext wollt ech u sech dräi Froen un den Här Minister stellen: Éischtens, ob d'Post, duerch déi Präispolitik do, de Marché vun de Privatopérateuren negativ beaflosst huet - wéi u sech jo och de Conseil de concurrence duerchblécke gelooss huet.

Zweetens: Wat bedeit u sech dës Décisioun fir d'Cliente vun der Post respektiv och fir hir Präispolitik an der Zukunft?

An drëttens, ob de Minister...

(Interruption par M. Etienne Schneider et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da muss ech Iech zur Uerdnung ruffen.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Déi zweet Fro ass u sech, ob déi Décisioun do eng Répercussioun fir d'Cliente vun der Post huet respektiv och fir d'Präispolitik an Zukunft vun der Post?

An dann déi drëtt Fro: Ob de Minister och vläicht informéiert ass, ob d'Post wëlles huet, gegebenenfalls och Appell géint déi Décisioun do ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv esou, wéi den honorabelen Deputéierte Gusty Graas gesot huet, dass am Joer 2006 Tele 2 - Tango eng Plainte déposéiert huet géint de Produit INTEGRAL - also, de Produit heescht esou: INTEGRAL vun der Post, deemools nach Luxgsm EPT - wéinst Abus de position dominante.

Firwat? Well d'Post eng Multi-Offer gemaach huet. Dat heescht, si hunn de Clienten extra Remisë ginn, wa se e puer Produite gläichzäiteg bei der Post akaaft hunn. Zum Beispill fixen Telefon, Internet a Mobiltëlefon. Wann een déi dräi also hat, dann huet een e spezielle Präis kritt.

Firwat huet Tele 2 - Tango dogéint geklot? Mä aus deem einfache Grond, well si der Meenung sinn, dass dat en Abus de position dominante wär, well déi aner privat Opérateuren déi Méiglechkeet bis dohin nach net haten, fir dat och ze maachen. Et muss een allerdéngs soen, dass keen anere privaten Opérateur sech un déi Plainte do drugehaangen huet, mä éischter dru geschafft huet, fir selwer eng Triple-play-Offer, wéi dat sou schéin heescht, kënnen ze lancéieren.

Parallell huet Tele 2 - Tango gefrot gehat, fir Mesures provisoires décidéiert ze kréien. An zwar, dass d'Post net och nach dierft de Produit IPTV an déi integral Offer do soll kënnen eranhuelen. D'Inspection de la concurrence, wéi se deemools nach geheescht huet, huet hinnen och deemools recht ginn. Mä den Tribunal administratif huet déi Décisioun awer doropshin erëm annuléiert.

Dëse Januar war et dann esou, dass de Conseil de la concurrence, wéi en dann elo heescht, fir véier vun deenen néng Punkten, déi Tango - Tele 2 incriminéiert huet, fir der véier also dovunner ze analyséieren. Et muss een och hei soen, dass d'Kooperatioun vun der Post an deem Dossier exemplaresch war. Dat huet och de Conseil de la concurrence esou gesinn.

Den 1., pardon, de 14. November dëst Joer ass dunn en Uerteel ergaangen, wou een eenzege Punkt zréckbehale ginn ass. Nämlech dee vum Rabais de couplage en temps que pratique des fictions, wat esou vill heescht wéi, dass déi Position dominante ugeholl ginn ass. Allerdéngs net fir déi gesamt Period, mä just fir eng limitéiert Period vun de Joren 2006 an 2007, wou déi aner Opérateuren, déi déi Méiglechkeet nach net haten, fir esou eng Offre regroupée oder Offre groupée kënnen unzebidden.

D'Strof ass, wéi den Deputéierte richteg gesot huet, e Prozentsaz vum Chiffre d'affaires. A vu dass de Chiffre d'affaires vun der Post en héijen ass, ass natierlech och dee Montant vun 2,52 Milliounen Euro relativ vill Geld.

Et ass esou, fir déi dräi Froen elo ze beäntwerte vum honorabelen Här Graas, dass dat do keng negativ Beaflossung huet. Weder elo op de Marché nach op soss eppes. Well entre-temps mécht all Opérateur dat doten, huet gruppéiert Offeren. Répercussioune fir d'Cliente vun der Post huet et och net.

Et ass einfach esou, dass natierlech déi Strof, déi elo ze bezuelen ass, dass déi muss vun der Post bezuelt ginn. Dat bedeit awer net, dass dofir d'Tariffer bei der Post an d'Luucht ginn. An et bedeit och net, dass si dee Produit elo mussen opginn. Ech mengen, dat ass e ganz wichtege Message. Et ass elo net, dass hei déi, déi Onrecht kritt hunn, respektiv zu där Strof veruerteelt gi sinn, dass se déi Praktik vun de gruppéierten Offeren elo net méi dierfe maachen, well jo souwéisou jiddwereen dat haut ka maachen.

Répercussiounen also op de Client vun der Post huet et keng. An ob d'Post an Appell geet, déi Fro kann ech Iech leider nach net beäntwerten. D'Post huet mer gesot, dass se deen Uerteelsspruch, deen awer relativ laang ass, dee wäit iwwer honnert Säiten huet, dass se deen elo emol am Detail wäerten analyséieren an dann décidéiere wäerten, ob se an Appell ginn oder net.

Ech kann Iech just soen als Minister, deen zoustänneg ass fir d'Post, an als eng Post, déi jo zu honnert Prozent dem Stat gehéiert, dass mir eis net wäerten do amëschen, ob d'Post en Appell mécht oder net. Dat muss d'Post selwer décidéieren.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Well mer ganz vill Froen hunn, géif ech och d'Froesteller an d'Regierungsmembere bieden, sech un d'Zäiten ze halen. Villmools Merci.

Déi nächst Fro gëtt vun der Madame Nancy Arendt gestallt a riicht sech un d'Gesondheetsministesch. Et geet ëm d'Garden an d'Urgencen an der Pädiatrie.

- Question n°63 du 19 novembre 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux permanences et urgences pédiatriques, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eisen Informatiounen no hunn, no de Kannerdokteren am Centre hospitalier du Nord, elo och nach sämtlech Pädiateren am Süden, dem CHEM, op den 31. Dezember dëst Joer d'Zesummenaarbecht mat hirem Spidol gekënnegt.

Folglech gëtt et vum 1. Januar un, 2015, an dësen zwou Regioune kee Service de garde a keng Urgence méi fir krank Kanner an deene jeeweilege Spideeler, déi assuréiert ass. Dës Demissioune schénge keng Kuerzschlussreaktioun ze sinn, mä éischter d'Konsequenz vu laangwieregen Diskussiounen a ville schréftleche Fuerderunge vun de betraffene Kannerdokteren, op déi se säit Jore keng Satisfaktioun kritt hunn. An et geet hinnen elo einfach duer.

De Problem, dee besteet, ass, datt de Spideeler déi finanziell Moyene feelen an och d'Nomenclature fir d'Pädiateren net ganz favorabel gesënnt ass, fir esou eng Garde ze garantéieren. Et ass ze verstoen, dass also d'Kannerdoktere sech léiwer op hir eege Privatpraxis konzentréieren an net méi bereet sinn, eng Permanence an eng Garde an de Spideeler ze assuréieren.

Dowéinst muss ee sech och d'Fro stellen, ob dann net och iwwerhaapt eng Maternité an der Regioun Süden an Norde fonctionnéiere kann. Dëst virun allem, wann ee bedenkt, datt bis elo an deenen zwou Maternitéen iwwer 2.300 Gebuerten all Joer stattfannen. Wéi sollen dës Servicer nach fonctionnéieren, wann net genuch Kannerdokteren disponibel sinn?

Aus dësem Grond wëll ech der Gesondheetsministesch folgend Froe stellen: Stëmmen eis Informatiounen? Hutt Dir, Madame Ministesch, Kenntnis vun esou massiven Demissioune vun eise Pädiateren? Wann dat esou ass, wat gedenkt d'Ministesch kuerzfristeg ze ënnerhuelen, fir de Problem ze léisen? Well Dir hutt jo dann nach just knapp sechs Wochen Zäit.

Wann do keng Léisung fonnt gëtt, heescht dat, datt am Fong net nëmme keng Garde méi am Norden an am Süden ugebuede gëtt, mä dass och d'Kannerklinik an der Stad nach méi wäert iwwerlaf sinn, wéi dat elo schonn de Fall ass?

Madame Minister, wat wëllt Dir ënnerhuelen, fir dëse Problem laangfristeg ze léisen? A wéi grouss gesitt Dir d'Gefor, datt d'Maternitéen an deenen zwee Spideeler zougemaach ginn, well net genuch agreéiert Kannerdokteren disponibel sinn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Arendt. Well se matzen an der Froestellung war, hunn ech et lafe gelooss. Mä, wann ech gelift, haalt Iech un déi Zäiten, déi virgesi si fir d'Froestonn, soss kréie mer se net alleguer duerch! Aus Solidaritéit also mat de Kolleegen.

D'Madame Minister huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech wéilt der honorabeler Madame Arendt Merci soe fir déi dote Fro, op déi ech net nëmme ganz sensibel sinn als Gesondheetsminister, mä och als Mamm, well ech schonn oft selwer an där doter Situatioun war an dofir och d'Problematik ganz gutt kennen.

Bon, deen éischte Reflex, deen een huet als Elteren, wann engem säi Kand krank ass, dat ass, fir bei de Pädiater ze goen an eng Dokteschpraxis, mä et ass nun eben esou, dass d'Kanner net op Kommando krank ginn, mä kënnen och owes oder de Weekend krank ginn. An da féiert de Wee een an e Spidol. An e Spidol, dat Garde huet. An et hofft een, dass een do eng Prise en charge vun engem Kannerdokter ka kréien. Bon, wa méi eng schwiereg Situatioun ass, da gëtt d'Kand iwwerwisen an e Spidolsservice. Wann et méi kritesch ass, da kënnt d'Kand an der Regel an d'Kannerklinik, déi spezialiséiert ass an intensive Soinen.

Bon, Dir hutt ganz richteg erkannt, an ech confirméieren och Är Informatiounen, dass um Terrain déi Situatioun ëmmer méi schwiereg ginn ass an deene leschte Joren. Zënter dem 1. Oktober 2013, mam Haapthannergedanken, fir d'Urgencen an de Spideeler ze entlaaschten, fonctionnéiert zu Ettelbréck am Centre hospitalier du Nord eng Maison médicale pédiatrique, déi och owes - Weekend a Feierdeeg - op ass a wou d'Elteren dann d'Méiglechkeet hunn, mat hire Kanner dohinner ze goen. Bon, an der Regel ass et och do esou, dass, wa méi e schwierege Problem ass, da ginn d'Kanner an dat nächst geleeënt Spidol verwisen. A wann et nach méi schwiereg ass, da komme se och an d'Kannerklinik.

Am Regierungsprogramm hu mer d'Ausso gemaach, dass mer bis Enn 2014 eng Evaluatioun vun der Maison médicale pédiatrique géife maachen. Dës Evaluatioun läit mir zënter e puer Woche vir. Déi Konklusioune sinn ech elo amgaangen am Ministère ze beschwätzen, wëll se awer och mat alle Concernéierten, inklusiv dem Minister vun der Securité sociale, mat senge Mataarbechter a mat allen associéierten Akteuren, mat der Société luxembourgeoise de pédiatrie a mat de Spidolsdirekteren diskutéieren, well ech der Meenung sinn, dass d'Evaluatioun vun där Maison médicale pédiatrique direkt Répercussiounen op d'Situatioun um Terrain huet.

Ech sinn awer doriwwer eraus der Meenung, an ech wäert dat herno bei der Diskussioun ronderëm den neie Spidolsplang och nach eng Kéier ënnersträichen, dass all Elteren hei am Land an alle Spidolsregioune mussen d'Geleeënheet kréien, fir eng Prise en charge, eng première Prise en charge vun hire Kanner an alle Spideeler ze kréien, an dass se net fir déi première Prise en charge mussen direkt an d'Kannerklinik goen, déi souwéisou schonn iwwerlaascht ass a wou mer och Solutioune musse fannen.

Fir allerdéngs dee System ze erhalen, musse mer och - an Dir hutt et ugedeit, Madame Arendt - de Finanzement vun de pädiatreschen Aktivitéiten, déi och zu deenen am mannste rémunéréierte Kategorië gehéieren, valoriséieren. An och dat si mer amgaangen ze iwwerdenken. An och do si scho Pourparlere mam Minister ugelaf, fir deementspriechend och d'Nomenclature unzepassen, déi an eisen Aen e flagranten Déséquiliber um Terrain duerstellt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsminister. Mir kommen dann elo un d'Fro N°64 vum Här Roger Negri un de Verdeedegungsminister iwwert de Kaf vun engem Fliger vum Typ A400M.

- Question n°64 du 19 novembre 2014 de M. Roger Negri relative à l'impact éventuel sur la commande du Luxembourg d'un avion du type A400M des importantes réductions des dépenses pour la Défense décidées en Belgique, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. D'lescht Woch ass an de Medie bekannt ginn, dass déi belsch Militärausgabe wäerten drastesch musse reduzéiert ginn. Notamment ass och geschwat gi vun deenen aacht Militärfligeren, den A400M, a wéi mer wëssen, ass jo een dovunner bestallt fir Lëtzebuerg, deen och relativ deier ass. Mir hate schonn oft doriwwer Rieds.

An dofir hätt ee sech elo kënnen d'Fro stellen, ob dee Kaf vun deem Militärfliger nach ëmmer aktuell ass fir Lëtzebuerg. Ech wollt eise Verdeedegungsminister Etienne Schneider froen, ob en eis do kéint e puer Informatioune ginn.

Villmools Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. An den Här Verdeedegungsminister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. D'Fro vum honorabelen Deputéierte wéilt ech beäntwerten domadder, datt ech em soen, dass ech gëschter Moien am Virfeld vun engem Conseil Défense zu Bréissel e Gespréich hat mam neie belsche Verdeedegungsminister, dem Steven Vandeput. An an deem Gespréich huet hie mer versécher, dass d'Belsch un deem A400M festhalen. Dat heescht, dass se déi siwen A400M, déi si bestallt hunn, och wäerte kafen. Et ass jo esou, dass mir mat der Belsch zesummen der insgesamt aacht kaaft hunn. Siwe fir d'Belsch, ee fir Lëtzebuerg.

Dat, wat nach net décidéiert ass, dat ass, wou an der Belsch déi Fligeren, an och also eise Fliger, solle stationéiert ginn. Do sinn zwee Sitten an der Diskussioun. Zum engen ass et Melsbroek an zum aneren ass et Florennes. An do huet e mer assuréiert - an, ech mengen, dat ass och vun Intérêt fir eis -, dass se dee Standuert wäerten erauswielen, deen am gënschtegste gëtt, fir en esou ze aménagéieren, dass en déi aacht A400M kann ophuelen. Et ass nämlech wichteg och fir eis, aus deem einfache Grond, well mir jo een Aachtel dann och vun deenen Embauaarbechten an och vum Entretien wäerte mussen an Zukunft bezuelen.

De Lëtzebuerger Fliger, just nach eng Kéier, fir lech drun ze erënneren, dee soll 2019 geliwwert ginn. Mir wäerten en och bedreiwen, andeems dass mer dräi Équipagë stellen. Dat heescht, dass sechs Piloten ausgebilt ginn, wou mer mat der Ausbildung amgaange sinn, wat eng laangwiereg Ausbildung ass, a sechs „loadmasteren" och vun der Lëtzebuerger Arméi wäerte gestallt ginn.

De Fliger u sech kascht ronn 168 Milliounen Euro. A mat deenen Infrastrukturaarbechten, déi wäerte musse gemaach ginn, fir de Fliger herno ze accueilléieren, wäerte mer op e Gesamtpräis vu ronn 200 Milliounen Euro komme fir dee Fliger.

Ech wëll och hei ee Wuert soen zu dem Effort de défense vun der Belsch, well ech mengen, dass dat och hei an de Medie falsch verstane ginn ass. Wa gesot ginn ass, mir géifen am Effort de défense vun 0,4 op 0,6% bis 2020 an d'Luucht goen, an d'Belsch wéilt erofgoe vun 0,6 op 0,5; dat ass net richteg. Et ass e falsche Chiffer. Dat ass de Militärbudget vun der Belsch. Mä hiren Effort de défense vis-à-vis vun der NATO, an dat ass genee deen, vun deem ech och hei schwätzen, wa mer vun 0,4 op 0,6 ginn, dee läit an der Belsch bei 1,1 an dee wäert op ronn 1 erofgoen. Dat heescht, deen ass nach ëmmer wäit iwwert deem Effort de défense, dee Lëtzebuerg huet, wa Lëtzebuerg haut sech kuckt, bei 0,4% respektiv am Joer 2020 bei 0,6%, déi ugestrieft sinn. An ech wëll lech nach eng Kéier drop opmierksam maachen: Lëtzebuerg huet Verflichtunge vis-à-vis vun der NATO a mir kënnen net dat räichste Land am Bündnis si mat deem allerklengste Bäitrag, fir eis gemeinsam Défense ze assuréieren.

Da wollt ech awer och, wann Der erlaabt, Här President, äntwerten op eng Question parlementaire vun der Madame Diane Adehm an dem Här Gilles Roth, der Question parlementaire 699, déi zwar un de Statsminister gestallt ass, mä vu dass et am selwechte Kontext ass, kënne mer dat vläicht direkt mat evakuéieren.

Do gëtt eng Ausso vu mir um Radio zitéiert, wou ech gesot hunn, dass ech, wann ech deemools eppes ze soe gehat hätt als Défenseminister, dee Fliger net kaaft hätt. An Är Fro, Här Roth a Madame Adehm, un de Premierminister ass, ob en déi Meenung vu mir deelt.

Ech wollt Iech dozou soen, dass ech selbstverständlech all Décisioune vu fréiere Regierungsmembere respektéieren an dass et awer näischt drun ännert, dass ech dee Fliger net kaaft hätt an dass dee Paradigmewiessel, dee mer elo an der Arméi hunn, ebe just dat beweist. Well all déi Efforts de défense, déi mer maachen, net méi just an déi Richtung ginn, dass mer e Militärfliger kafen, A400M, dee mer hei selwer net kënne bedreiwen, wou mer 200 Millioune cash ausginn, déi keng Incidence op Lëtzebuerg hunn. An dat war eng Décisioun vum deemolege Minister Goerens.

Ech weess jo, dass dat fir Iech wichteg war. Mä ech wëll Iech awer och soen, dass déi heite Regierung an deen heite Minister och keng Dingoe méi géife kafen, wou mer weder Ersatzstécker matbestallt haten, soudass mer de Moment déi Dingoen, déi do sinn, musse kannibaliséieren, fir déi aner kënnen ze flécken. Dass déi Dingoe bestallt gi sinn, ouni...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Verdeedegungsminister, Dir sidd amgaangen, Är Zäit zolidd ze iwwerzéien.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Mä et sinn zwou Froen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä déi ass awer net an dësem Rahme gestallt ginn, muss ech Iech soen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Dierf ech da just mäi Saz fäerdeg maachen? Dierf ech just mäi Saz fäerdeg maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Eis Défenseausgaben, déi ginn an Ausgaben, déi hei zu Lëtzebuerg Répercussiounen hunn, andeem mer den Härebierg sanéieren, andeem mer de Satellitteprogramm GovSat maachen, de Findel an d'Rei setzen an Datenzentre bauen, déi iwwer Lëtzebuerger Unternehmen hei gebaut kënne ginn.

An da wéilt ech de Premierminister froe vun hei aus, ob en da mat menger Meenung d'accord ass, dass mer dat net méi géife maachen, wa mir eppes ze soen hätten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll Iech soen, Här Verdeedegungsminister, dass mer hei an enger Froestonn si vun Deputéierten un d'Ministeren, an net vun de Ministeren un hir Ministerkolleegen,...

(Hilarité)

...wëll ech just ënnersträichen. An Dir sidd..., Dir hutt eng schréftlech Fro gestallt kritt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Gitt mer eng schréftlech Äntwert, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! An Dir hutt doriwwer eraus nach Är Riedezäit ganz zolidd iwwerzunn. Dofir, vu dass Dir déi zwee Deputéierten ugeschwat hutt, géif ech dem Här Roth d'Wuert ginn - une fois n'est pas coutume -, well soss komme mer an eng Prozedur hei eran, déi net méi déi ass vun der Froestonn, mä fairheetshalber géif ech dem Här Roth d'Wuert ginn, an da selbstverständlech kann den Här Minister nach eng Kéier kuerz dorop äntwerten.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Et ass gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä wann ech gelift, dat hei kënnt net méi vir.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Da fuert elo duer.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Merci, Här President. Dir hutt mat Ärer operluechter Neutralitéit eigentlech schonn déi Fro, déi ech wollt stellen, richteg beäntwert. Ech hoffe jo net, dass mäi Kolleeg Schäffen, de Roger Negri, iergendwéi huet misse während 36 Sekonnen eng Fro stellen, dass den Här Schneider konnt...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Nee, spontan.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...op d'Fro vun der Madame Diane Adehm a mir selwer äntwerten.

Mä nach eng Kéier soen ech Iech, dass mer gären eng schréftlech Äntwert hätten, an zwar vun deem Minister, un dee mer eis schréftlech Fro adresséiert hunn, an dat waart net Dir, Här Vize-Premier, mä dat war den Här Premier, den Här Xavier Bettel. A mir erwaarden dann och eng schréftlech Äntwert vu senger Part.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här Premier huet scho gesot, dass en dat selbstverständlech géif maachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Selbstverständlech, Här President, wäert ech och op d'Froen äntwerten. Mä ech wier och just frou, wa Froe gestallt ginn - am Moment gi fënnef Ministere matenee gefrot -, ech verstinn, als Premierminister sinn ech e bësse fir alles zoustänneg, mä ech wier och frou, wa verschidde Froe cibléiert un de kompetente Minister, deen déi Kompetenz och a sengem Portefeuille huet, gestallt géife ginn. Am Moment kréien ech als Premierminister Froen iwwer Allméigleches. Ech maachen d'Äntwerte selbstverständlech, Här President. Mä et wier gutt, wa se méi cibléiert wären.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Premierminister. An ech géif dann heimat den Här Verdeedegungsminister vun der Tribün entloossen an déi nächst Fro dann zouloossen, déi vum Här Gast Gibéryen un de Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukture geet an iwwert d'Konsequenze vun Accidenter mat Beem, déi laanscht d'Strooss stinn, dréit. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°65 du 19 novembre 2014 de M. Gast Gibéryen relative aux conséquences d'accidents liés aux arbres plantés le long des routes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt virausschécken, datt d'Beem net schold sinn un den Accidenter, wa Leit mat hiren Autoen oder mat anere Gefierer an d'Beem rennen. Mä dach ass et eng Tatsaach, datt mer vill Accidenter, schwéier Accidenter mat Beem hunn, woubäi leider och e ganz groussen Deel Doudeger derbäi sinn. Et si Leit, déi, kann ee soen, schëlleg, awer och Leit, déi onschëlleg dobäi ëm d'Liewe kommen.

All Kéiers, wann e Bierger oder eng Associatioun eppes wëllt laanscht eng Strooss oder eng Statsstrooss opriichten, da muss e sech eng Autorisatioun bei dem zoustännege Minister froen. An da gëtt ënner anerem ëmmer gekuckt, ob dat keen Obstakel wier, dee laanscht d'Strooss opgeriicht gëtt. A wann et esou en Obstakel ass, kritt een am Prinzip keng Autorisatioun. D'Beem sinn awer nun emol eben een Obstakel an dësem Sënn laanscht d'Strooss, an et ass och erwisen, datt, wann een am Prinzip mat enger Vitesse vu 70 an e Bam rennt, dann d'Chancen, fir ze iwwerliewen, ganz kleng sinn.

An deene leschte Joren hate mer an der Moyenne iwwer zéng Doudeger d'Joer, déi u Beem, Stroossenaccidenter bei Beem, leie bliwwe sinn. Et gëtt geschwat vun 250 Doudeger an deene leschten 20 Joer. A leider sinn och ganz dacks Jugendlecher ënnert deenen Affer ze bekloen.

Et ass an deene leschte Jore villes gemaach ginn: Et si Beem verréckelt ginn, et sinn der einfach ewechgeholl ginn, et si Leitplanke gemaach ginn. An dach bleift awer d'Fro stoen, an dat ass meng Fro un de Minister, ob een net sollt dorop zréckgräifen, fir keng nei Beem méi laanscht d'Strooss ze setzen, sief et, wann nei Stroosse gebaut ginn oder wann aner Beem ewechgeholl ginn, datt een déi net méi sollt ersetzen.

A wann een nach géif Beem setzen, ob een déi dann net méi esou setzt, mä op eng gewëss Distanz zu der Strooss respektiv mat enger Sécherheet tëschent der Strooss an de Beem.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet den Här François Bausch, Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen. An et ass mer e bësse vill Gegrommels am Hannergrond. Ech géif also bieden, dem Här Minister nozelauschteren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. A Merci och dem Här Gibéryen fir déi Fro, déi ganz berechtegt ass an och ëmmer erëm gestallt gëtt. Et ass och esou, datt vum Prinzip hier op de Stroossen am Fong Stroosse solle verzeien. Et ass net, wéi den Här Gibéryen richteg seet, dass e Bam oder eng Mauer schold ass onbedéngt, datt een do drarennt, mä et ass oft d'Vitesse an esou weider, mä trotzdeem, wann en Accident geschitt, solle méiglechst d'Stroossen esou konzipéiert ginn, datt se verzeien, datt net dee Mënsch awer da säi Liewen do muss loossen.

Bei de Beem ronderëm d'Strooss ass et natierlech e bëssen eng komplizéiert a verwurrelt Geschicht, well engersäits op deene Plazen, wou mer Schwieregkeeten hunn, wou d'Beem ze no bei der Strooss stinn, dat zum Beispill oft an Natura 2000-Gebitter ass. An Dir wësst jo, datt et do jo och net esou einfach ass, Beem ewechzehuelen.

Op där anerer Säit ass et och esou, datt a Stroossen, wa mer d'Vitesse wëllen op ee gewëssen Niveau erofkréien oder gehale kréien, dann droen d'Beem och derzou bäi, well d'Siicht natierlech agëenkt ass, datt d'Leit doduerjer manner séier fueren.

Dir hutt natierlech och recht, wann awer natierlech en Accident geschitt, an et kann och souguer emol en Accident passéiere vun engem, dee seng Vitesse anhält, a wann deen an de Bam da rutscht oder wat och ëmmer, dann ass dat awer meeschtens fatal bei enger Vitesse vu 70, 80 km/Stonn an e Bam. Da riskéiert ee scho ganz kloer, säi Liewen, wann ee frontal drageet, ze verléieren.

Duerfir huet och d'Stroossebauverwaltung, zesumme mat der Sécurité routière, mat der AVR an enger ganzer Rei anerer Akteuren, och vu mir aus dem Ministère, en Audit schonn ënner mengem Virgänger ugefaangen. Deen hunn ech och weidergefouert am Detail. Et sinn och schonn an deene leschte Joren op enger Rei Strecke Beem ewechgeholl ginn, geréckelt ginn.

Ech wëll och hei betounen, natierlech all Bam, deen ewechgeholl gëtt, gëtt op enger anerer Plaz kompenséiert. Et gëtt awer och Strecken, wou et duerchweegs méiglech ass, iwwer Leitplanken eppes ze maachen. An ech wéilt Iech soen, mir hunn eng Rei Projeten, déi ech elo nach kierzlech ënnerschriwwen hunn, déi betreffen d'Streck Bruch-Sëll, d'Streck Saeul-Kräizerbuch-Koplescht-Schëndels an och Stroossen-Briddel, do wäerten eng Rei Beem ewechgeholl ginn an deenen nächste Méint, well se ënner 30 cm no um Stroosserand stinn an dat natierlech e ganz grousse Problem ass, well natierlech och de Bësch sech esou entwéckelt, datt e mat der Zäit net virun der Strooss stoe bleift an einfach ganz no bis quasi an d'Strooss erawiisst.

Also, et gëtt eng ganz Rei Méiglechkeeten, wéi een dee Problem ka léisen. Et ass net ëmmer déi einfachst, déi ee kann huelen. Mir wëllen dee Programm awer an deenen nächste Jore ganz kloer och esou ëmsetzen. Natierlech ëmmer ënnert der Prémisse, fir méiglechst vill ze versichen, d'Beem net mussen ewechzehuelen. Dat ass ganz kloer.

Bei neie Stroossen ass et esou, datt an Zukunft ganz kloer d'Beem esou wäerte gesat ginn, datt se op enger néideger Distanz ewech sinn, a virun allem och protegéiert si vun enger Leitplank, datt eben, wann en Accident geschitt, d'Leitplank den Auto opfänkt an een net an de Bam rennt, an deementspriechend dann och de Problem manner fatal ass fir deejéinegen, dee betraff ass.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech si ganz frou, dat esou ze héieren, Här Bausch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Max Hahn a rjicht sech un den Innenminister. Se betrëfft d'Établissements publics vun de Services de secours. Den Här Hahn huet d'Wuert.

- Question n°66 du 18 novembre 2014 de M. Max Hahn relative aux établissements publics des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Max Hahn *(DP).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Wann d'Bierger an Nout sinn, erwaarde si sech eng schnell an effektiv Hëllef vun eise Rettungsdéngschter. Mir schwätzen hei vun optimalen Hëllefsfriste vu maximal siwe bis zéng Minutten.

Eng ähnlech schnell an effektiv Hëllef erwaarden d'Rettungsdéngschter hirersäits awer och vun der Politik. Hei ass d'Hëllefsfrist leider eng ganz anescht. Et gëtt nämlech scho jorelaang vun der Reform vum Rettungswiese geschwat. Geschitt ass leider awer nach net vill ganz Konkretes.

An der Reform vum Rettungswiesen ass d'Bénévolat e ganz wichtege Partner. Dat ass ganz kloer. Trotzdeem féiert kee Wee laanscht eng Professionalisiérung, wa mir den Erwaardunge vun eis all gerecht wëlle ginn. Dofir sinn ech ganz frou, dass den Innenminister kierzlech d'Schafung vun engem Établissement public fir d'Rettungsdéngschter confirméiert huet.

Heizou géif ech dem Innenminister gären dräi Froe stellen:

1. Kann de Minister eis kuerz de Point maachen, wéi et mat dësem wichtege Projet ausgesäit, a virun allem, wéi den Timing ausgesäit?

2. Et gi jo eenheetlech Cahier-de-chargë fir d'Uschafunge vun de Pompjeesgefierer ausgeschafft - eppes, wat ech iwwregens absolut begréissen. Momentan besteet jo dowéinst e landeswäite Moratoire fir d'Uschafunge vun dëse Pompjeesgefierer. Wéi laang, Här Innenminister, soll dëse Moratoire nach undaueren?

3. Ginn déi heiduerch gespuerte Suen och fir de Finanzement vum Établissement public fir d'Rettungsdéngschter genotzt?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Här Dan Kersch, den Innenminister.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Merci och dem Deputéierten Hahn fir déi Fro hei. Effektiv, d'Schafung vun engem Établissement public Service de secours ass eppes, iwwert dat mer elo schonn hei am Land ganz laang diskutéieren. An et geet elo drëms, esou wéi ech mech kierzlech ausgedréckt hat bei Geleeënheet vun der Diplomiwwerreechung un eis Ambulancieren an och un eis Pompjeeën, fir dass mer mat deene villen Neel mat Käpp, déi mer an der Vergaangenheet gemaach haten, elo endlech dat Haus bauen, dat gemeinsamt Haus bauen, vu Pompjeeën an och Protection civile.

Firwat iwwerhaapt déi Projektioun, fir en Établissement public ze maachen? Well mer ebe wëllen déi Ressourcen, déi mer hunn, optimal notzen. A well mer d'Moyenen, déi eis zur Verfügung stinn, wëllen do asetzen, wou se am meeschte gebraucht ginn. Iwwerall am Land, dat ass d'Zil, soll annähernd déi nämlecht Qualitéit ugebuede ginn an de Rettungsdéngschter. Dat ass haut, dat wësse mer, nach laang net de Fall. An dofir probéiere mer dëse Wee, zesumme mat de Gemengen, ze beschreiden.

D'Professionaliséierung vun den Déngschter muss virugoen. Och dat schéngt mer kloer ze sinn. Genausou wichteg ass awer d'Erhale vum Bäitrag vum Bénévolat. Dat eent geet net ouni dat anert. Och dat soll eng Kéier ganz kloer hei gesot ginn. Deen duale Wee, deen hei ugeduecht ass, dee setzt ganz vill Fangerspëtzegefill viraus, Versteesdemech a Respekt ee fir deen aneren. An dofir brauche mer och hei e ganz kloert Beruffsbild vun den Träger alleguerten, onofhängeg dovunner, ob si herno am professionelle System oder am bénévolle System sech un dem Fonctionnéiere vun deenen Hëllefsdéngschter bedeelegen.

Et schwieft eis vir, e regelrechte Statut ze schafe fir Professioneller an och fir Bénévoller. An iwwert dee Statut kéint een och eng eenheetlech Léisung méiglech maachen, eng national eenheetlech Léisung maache fir d'Unerkennung vum Bénévolat. Dir wësst, dass och dat en Thema ass, wat nawell kontrovers diskutéiert ginn ass.

Wat elo de politesche Volet ugeet, kann ee soen, dass mer als Regierung eng prinzipiell Décisioun geholl hunn, dass dat sollt en Établissement public, eng Struktur ginn, déi gläichberechtegt geleet gëtt vu Stat a Gemengen, an dass dat dann och géif heeschen, dass gläichberechtegt géif bezuelt ginn: 50% de Stat, 50% d'Gemengen. Am Moment sinn d'Chargë vu ronn 60 Milliounen esou verdeelt, dass de Stat sech mat 42% bedeelegt an d'Gemenge mat 58%. A vun deene 60 Milliounen, wou ech elo grad geschwat hunn, falen der op d'Stad Lëtzebuerg eleng 17 bis 18 Milliounen.

Natierlech, wa mer eng eenheetlech Struktur hunn, brauche mer och eng eenheetlech national Plattform, déi emol kann déi strategesch Besoine vun esou eppes definéieren. Am Moment ass et jo, dass d'Besoinen éischter lokal festgestallt ginn an dann opgrond vun enger lokaler Situatioun dann och reagéiert gëtt. Wa mer deen Établissement public eng Kéier hunn, dann huet dat dee grousse Virdeel, dass mer dat kënnen um nationalen Niveau maachen.

Wéi séier soll dat virugoen? Et ass d'Ambitioun, ech hat dat virdru scho gesot oder ugedeit, dass mer wéilten nach dëst Joer en Avant-projet de loi presentéieren, deen da selbstverständlech mat allen Akteuren, sief dat de Syvicol, sief dat d'Pompjeeën, sief dat d'Beruffspompjeeën, also d'Federatioun vun de Pompjeeën, sief dat awer och de Comité des Sages vun der Protection civile, sollt diskutéiert ginn. An ech wëll spéitstens Mëtt 2016 de Projet dann och der Regierung presentéieren, fir en dann och kënnen hei an der Chamber ze déposéieren. An d'Ambitioun besteet nach ëmmer weider, fir den 1. Januar 2016 dann deen Établissement public fonctionnéieren ze loossen. Dir wësst, dass dat net eleng u mir hänkt. Do sinn nach vill Akteuren, déi hei wäerte matspillen. Mä ech mengen, dass ee sech dat éiergäizegt Zil zesumme sollt stellen.

Da sot Der zu Recht, dass mer an der Tëschenzäit elo e Moratoire erlooss hunn, fir d'Gemengen e bëssen ze schütze virun deem Drock, deen elo op se kënnt, vun deenen eenzelne Corpsen, fir do nach Fait-accomplien ze schafen, soudass also Moyene wäerte fräiginn - net onbedéngt fir den zukünftegen Établissement public ze finanzéieren, mä éischter, fir nach

eng Kéier driwwer nozedenken, wéi héich de Bäitrag ass vum Stat bei der Finanzéierung vun deem neie RENITA-System, wat jo och fir d'Gemengen eng Dépense géif ginn. Also, mir hunn do vis-à-vis vum Syvicol déi Dialogbereetschaft gewisen a wäerten a kierzester Zäit dann och do mat konkrete Chiffere kënnen déngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Lies, riicht sech un de Premier- a Statsminister a geet ëm de Kaf vun dem ARBEDs-Gebai duerch d'Spuerkeess. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°67 du 19 novembre 2014 de M. Marc Lies relative à l'acquisition de l'ancien siège de l'ARBED par la Banque et Caisse d'Epargne de l'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President. An deene leschten Deeg gouf an der Press vill doriwwer geschwat a geschriwwen, datt d'ARBEDs-Gebai, wat e groussen Deel vun der Lëtzebuerger Stolgeschicht matgeschriwwen huet, an Zukunft an de Besëtz vum Stat respektiv vun engem parastaatleche Betrib, der Spuerkeess, soll iwwergoen.

Et si bei dëser Transaktioun awer e puer Froen, déi sech stellen, an op déi mir, Här Statsminister, gär e puer Äntwerten hätten.

1. Wat wäert dëst Gebai d'Spuerkeess kaschten?

2. D'Gebai soll komplett sanéiert ginn. Wat ass hei deen approximative Käschtepunkt?

3. Fir wat fir Zwecker wäert d'Spuerkeess dëst Gebai an Zukunft notzen?

4. Huet d'Spuerkeess ee reelle Besoin un zousätzleche Bürosraimlechkeeten?

5. Huet de Stat bei dëser Transaktioun intervenéiert oder gouf souguer Drock vum Stat op d'Spuerkeess gemaach, fir dëst Gebai ze kafen?

6. Wa jo, well dës Transaktioun awer ee bedeitende finanziellen Impakt huet, gëtt doduerch deen Deel vum Gewënn, dee vun der Spuerkeess un de Stat ausbezuelt gëtt, gekierzt? Wann dat de Fall sollt sinn, wieren dës Suen awer net besser an d'Zukunftskeess investéiert?

Här Statsminister, an deene leschten Deeg gouf ech e puermol drop ugeschwat, vun enger Rei vu Leit, déi gesot hunn: Wär et net besser, den Här Mittal géif dann dee Moment dat Gebai, wéi gesot mat enger laanger Traditioun a well awer och de Lëtzebuerger Stat an deene leschte Jore vill fir d'ARBED respektiv ArcelorMittal gemaach huet, kënnen zum symboleschen Euro iwwerginn? Ech mengen, dat wär ee flotten a chicke Geste dee Moment vum Här Mittal gewiescht.

Déi lescht Fro, Här Statsminister: Ginn zurzäit nach zousätzlech Gespréicher mat ArcelorMittal gefouert, wat deen neie Siège ugeet?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Lies. An d'Wuert huet den Här Xavier Bettel, de Stats- a Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, hei, nach eng Kéier, wëll ech soen, dass ee matgedeelt kritt, dass ee Froen huet iwwert d'Spuerkeess. Hei gëtt ee gefrot wéi vill Gebaier, wéi vill Meter carré, wat de Präis ass, ob d'Spuerkeess dat brauch, net brauch. Ech wier frou, wann dann d'Deputéierten och méi prezis wieren, wéi eis hei... A privat! Ech wëll nach eng Kéier soen: Et ass en Notairesakt, deen hei tëschent enger privater Entreprise an engem Betrib, en plus dem Deputéierte sengem fréiere Patron, deen e jo da gutt kennt,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...ënnerschriwwe gëtt. Et ass jo een... Ce n'est pas...

(Interruption)

Dowéinst wëll ech just soen, dass hei e Privatbetrib an och e privat gefëierte Betrib hei en Accord fonnt hunn.

Also, ech wëll och soen, dass den Här Turpel, den Här Spautz, den Här Gibéryen an den Här Angel och an deem dote Kontext Froe gestallt hunn iwwert d'Arcelorsgebai. An ech wëll mech och entschëllege bei deenen Deputéierten, déi ech elo just zitéiert hunn, fir de Retard. Mä ech konnt keng Äntwert ginn, well mir virun zwou oder dräi Wochen, fir den Historique dann ze maachen, matgedeelt kritt hunn, dass den Acquéreur net méi interesséiert wier, fir un d'Gebai ze kommen, an ob de Stat interesséiert wier, fir d'Gebai ze kafen.

De Stat huet net de Besoin, net d'Moyene gehat, fir elo ze soen: Mir sinn elo déi, déi interesséiert sinn, fir dat Gebai do ze kafen, fir déi Zomm, déi jo och zitéiert ginn ass. Dunn ass gefrot ginn: Sinn dann aner Betriber, déi vläicht interesséiert wieren?

D'Spuerkeess ass den Noper. Et ass och eng Fro an deem Sënn vum Här Angel gestallt ginn, ob een d'Spuerkeess net sollt froen, ob déi net interesséiert wieren. An tatsächlech war d'Spuerkeess dat, an déi hunn e Conseil - Här Deputéierte Lies, dat misst Der och wëssen -, deen déi Décisioun muss huelen. An déi Décisioun ass vum Conseil unanime geholl ginn, fir dat Gebai ze kafen.

Der Spuerkeess hu mir selbstverständlech och d'Fro gestallt, wat se domadder gäre géife maachen. A si hunn eis matgedeelt, dass se Bürosfläche bräichten, an, och wéi den Här Angel d'Fro gestallt huet, do wieren aner Plazen, déi se am Moment occupéieren, déi se dann och vläicht verkafe géifen an doraus da vläicht - mä ech kann Iech et net soen, well et ass och nees e Privaten, deen dat da keeft - kéint Logement ginn. Mä do ginn ech Iech keng Garantie, well, wann et bis haut Büroe sinn, weess ech net, ob et eng Mésaffectatioun ass oder oder net.

Déi aner Kolleegen hu vill Froen och gestallt. Ob d'Chamber sech kéint dran installéieren, huet den Här Turpel gefrot. Dat muss d'Chamber... Wann d'Chamber esou eng Demande huet, da soll d'Chamber eis esou eng Demande matdeelen. Mä, wéi gesot, dass d'Spuerkeess et elo kaaft huet, ass, mengen ech, déi beschte Léisung, déi ee konnt hunn, dass och eng Lëtzebuerger Léisung fonnt ginn ass.

Ech muss Iech soen, dass ech ganz houfreg war, wéi mer vun der Spuerkeess matgedeelt kritt hunn, dass si sech mat der Direktioun vun Arcelor zesummefonnt huet an do en Accord och fonnt huet.

Den Här Spautz huet och an deem Kontext d'Fro gestallt vu Schëffleng. Wann Der erlaabt, just fir Iech dann ze soen: Selbstverständlech zu Schëffleng, Dir hat och schonn am Februar eng Fro gestallt, ass d'Regierung, mir insistéieren, dass do och eppes sollt geschéien.

Mä, wéi gesot, et muss ee wëssen, wat et kascht. Dat heescht, wann duerno fir d'Décontaminatioun mir selwer mussen opkommen, ass e Problem. Dat heescht, mir wiere frou, an do waarde mer nach, do si jo Etüden och gemaach gi vun ArcelorMittal, fir eis ze soen, wat do den Istzustand ass. A soubal déi Etüden do sinn, ass et wichteg, och ze kucken, wien dann déi Responsabilitéit huet fir d'Décontaminatioun. Well Dir wësst, dass dat méi deier heiansdo kascht wéi de ganze Rescht. An do waarde mer nach op Äntwerten.

Den Här Gibéryen huet och gefrot, ob Instruktiounen un den Här Krecké gaange sinn. Den Ekonomiesministère hat och dem Här Krecké gesot, bei ArcelorMittal, dee jo am Conseil sëtzt, dass se frou wieren, wann eng Lëtzebuerger Léisung och kéint fonnt ginn.

Wéi gesot, wat eis virun allem awer och ganz vill Freed mécht, Här President, ass, dass vun der Direktioun vun ArcelorMittal, déi eis net proposéiert huet, fir een Euro d'Gebai kënnen ze kréien - gleeft mer et, Här Deputéierten, dann hätte mer eis et awer iwwerluecht, wa mer et proposéiert kritt hätten, mä déi Propos ass awer net komm vun der Direktioun vun ArcelorMittal -, mä d'Direktioun huet eis awer bestätegt, dass se Lëtzebuerg net vun der Kaart sträichen, dass se au contraire en neit Gebai wëllen hei kreéiere mat 1.200 Plaze fir den administrative Siège vum Grupp ArcelorMittal.

Dat si wichteg Informatiounen. Dat si wichteg Zeeche vun engem internationale Betrib, deen décidéiert huet, zu Lëtzebuerg méi Leit nach ze hunn, wéi en der haut huet. Dat sinn déi positiv Messagen, déi een huet.

An, Här President, ech si frou a mir sollen houfreg sinn iwwert dat, wat mer hunn. A mir sollen houfreg sinn, wa mer Lëtzebuerger Betriber hunn, déi bereet sinn, a Monumenter, an Infrastrukturen, a Gebailechkeeten ze investéieren, déi esou markéiert si wéi d'ARBEDs-Gebai.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Ech ginn dervun aus, dass déi Froe vun den Deputéierten awer och nach schrëftlech beäntwert ginn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

(Brouhaha général)

Zu wat schwätzt Der, Här Roth?

Une voix.- Zum leschte Punkt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir gëtt vun der Fraktioun opgedroen, dass déi Haaptfro, nämlech de Käschtepunkt, a well de Stat jo zu 100% Aktionär vun der Spuerkeess ass, wou e Vertrieder am Verwaltungsrot ass, dass mer dervun ausginn, well och déi dräi Ministeren op der Foto waren, oder véier waren et der, dass se eis och doriwwer kënnen Auskunft ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech weess net, wat hei den Interessi ass, fir onbedéngt wëllen de Präis ze dévoiléieren. Mir si gefrot gi vun der Spuerkeess an och vun der ArcelorMittal - dat si privat...; dat ass en notariéierten Akt - dass si...

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, wann ech gelift! Mir sinn hei an enger Froestonn. An ech géif elo fir d'Lescht awer den Appell maachen, fir déi Froestonnen esou oflafen ze loossen, wéi et an eisem Reglement virgesinn ass.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wa si selwer de Präis hätte wëlle communiquéieren, hätte si e solle communiquéieren. Ech mengen, et ass un engem Acheteur an un engem Vendeur ze wëssen, wéi se hir Kommunikatioun maachen. A wann Der mengt, dat dote misst public gemaach ginn, da stellt mer dat och schrëftlech. Ech ginn et weider un d'Spuerkeess, an da sollen déi décidéieren, wat déi dovunner halen. Da froen ech Ären Ex-Patron.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi Fro ass an deem Sënn beäntwert, dass se net beäntwert gëtt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech hunn och keng Äntwert kritt op d'Demissioune vun de Pädiateren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Da géif ech d'Wuert un den Här Marc Angel weiderginn, deen eng Fro un de Premier- a Statsminister iwwert d'70-Joer-Jubiläum vum Enn vum Zweete Weltkrich stellt. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°68 du 19 novembre 2014 de M. Marc Angel relative au 70e anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale, qui devra avoir lieu le 8 mai 2015, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Häre, den 8. Mee 1945 gëllt hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg als Victory Day. Et ass den Dag vun dem Armistice. Et ass den Dag, wou dee grujeleche fënnef Joer dauernden Zweete Weltkrich hei an Europa en Enn fonnt huet.

Mir wëssen, dass dësen Zweete Weltkrich iwwer 65 Millioune Mënschen d'Liewe kascht huet a vill Misär gemaach huet, a mir wëssen och, dass Lëtzebuerg besonnesch gelidden huet an där Zäit; 1,96% vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung vun deemools hu mat hirem Liewe bezuelt a ganz vill anerer hu gelidden.

D'Land gouf vu senger Fräiheet beraubt 1940 vun dem Nazi-Däitschland. All jonk Männer sinn zwangsrekrutéiert ginn. De Wanter '44 a Januar '44 huet d'Rundstedt-Offensiv kannt. Ganz vill Leit, an dorënner besonnesch ons jüddesch Populatioun, sinn deportéiert ginn a KZer. Vill Familllje goufen ëmgesiedelt. Jee, den Zweete Weltkrich steet fir vill Leed an Europa an och hei zu Lëtzebuerg. An, ech mengen, dofir ass et eis als LSAP wichteg, an, ech mengen, eis alleguer wichteg, dass mir haut als Nokomme vun där Krichsgeneratioun dësen 8. Mee vun 1945 70 Joer duerno, also am Joer 2015, gebührend feieren. D'autant plus, wou déi lwwerliewend an Zäitzeie vun dëse schrecklechen Zäite leider all Dag méi rar ginn. An duerfir ass et wichteg, déi Mémoire och héichzehalen.

Duerfir wollt ech Iech dräi konkret Froe stellen, Här Statsminister:

1. Wéi eng Festivitéite ginn deen Dag organiséiert, fir dass mer deen Dag mat den lwwerliewende mat vill Dignitéit kënne feieren an em gedenken?

2. Gëtt et schonn e Programm fir den 8. Mee 2015?

3. Wéi ee Service, deen Iech ënnersteet, oder wéi ee Service dovunner ass responsabel oder huet de Lead an der Organisatioun vun dëse Festivitéiten?

Eng Remarque: Den Dag drop ass den 9. Mee, Europadag. Da sinn et 65 Joer vun der Deklaratioun vum Robert Schuman, wat jo och eng Émanatioun ass vum Zweete Weltkrich a wat soll weisen, dass och Europa e Friddensprojet ass. Duerfir wär et interessant ze wëssen, wat d'Regierung do gedenkt ze feieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. Ech hunn esou d'Impressioun, wéi wa jiddweree sech d'Wuert ginn hätt, fir d'Riedezäit ze iwwerzéien.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Zéng Sekonnen!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et ass egal. Zéng Sekonne sinn zéng Sekonnen. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wëll dem honorabelen Deputéierten Angel och Merci soe fir déi Fro. Jo, selbstverständlech ass et wichteg, dass den 8. Mee würdeg gefeiert gëtt, dass mer och net solle vergiessen, wat geschitt ass, an dass d'Libertéit, d'Fräiheet sollt och gefeiert ginn.

Et si verschidden organisatoresch Froen, déi nach musse geléist ginn, well tatsächlech verschidden Emplacementer net fräi sinn. Bei der Gëlle Fra ass de Mäertchen. Dat heescht, d'Célébratioune wäerte sech ëm de Kanounenhiwwel konzentréieren.

Et ass och gefrot ginn, ob sollte Célébratiounen den 10. sinn. Well freides den 8. ass, da wier et freides, wou ee riskéiert - well et wor d'Iddi och, fir eng Parad an der Stad ze organiséieren -, dass een dann de ganze Verkéier géif blockéieren. Dunn ass d'Propos komm, fir dat sonndes, den 10. ze maachen. Sonndes, den 10. ass Schlussprozessioun an der Stad.

Dat eent an dat anert ass net incompatibel, mä, ech mengen, Point de vue organisatoresch Iddi ass d'Propos komm - an Dir hutt mer och d'Fro nämlech gestallt, wien de Lead och géif huelen; Dir wësst, dass de Steve Kayser bei eis de Lead huet, fir d'ganz Célébratioune vun de Festivitéite fir d'Anniversairë vun de Kricher och ze organiséieren, an de Steve Kayser proposéiert eis dat -, dass mer am Kader vun deem Anniversaire vun der Libératioun vu Lëtzebuerg den 23. Juni sollte benotzen, den Dag vum Nationalfeierdag, fir drun ze erënneren, dass dat deen Dag ass, dee mir feieren als Nationalfeierdag, mä et ass och deen Dag vun der Fräiheet, a mir sollen houfreg sinn, dass mer fräi och sinn.

Fir den 8. Mee selwer ass eng Cérémonie um Kanounenhiwwel virgesi mat engem Message vum Premierminister, an do soll och e Lien - an Dir hutt et och selwer gesot, den 9. Mee ass och den Europadag justement vun deem Friddensprojet, deen Europa och ass, an dass mer d'Chance hunn, haut a Fridden ze liewen -, do sollen och d'Honneur-militairë sinn.

Et ass eng Rous, déi geplangt ass, eng „Victory Rous", déi kreéiert gëtt, an déi soll och bei deem Monument geplanzt ginn.

An et ass och e Concert owes vun der Militärmusik vu siwe bis hallwer néng.

Dann ass e Programme pédagogique virgesinn den 8., 9. an 10. Mee, dee soll stattfannen. D'Villa Pauly soll och op si während deenen dräi Deeg justement, fir dass een och do Ausstellungen huet.

Et muss ee wëssen, dass ganz vill jonk Leit och d'KZer besiche ginn an och an hire Schoulen iwwert deen dote Sujet diskutéieren, a ganz oft déi Aarbecht awer net bekannt ass. An et wier ganz interessant justement, an der Villa Pauly Porte ouverte ze hu während deenen dräi Deeg, och zu Hollerech, och um Kanounenhiwwel an zesumme mam LCTO.

An do wéilt ech och der Gemeng Lëtzebuerg e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi do ass, och fir déi ganz Saachen ze koordinéieren.

Dowéinst, wéi gesot, et ass nach an de Preparativen. Dat, wat ech Iech gesot hunn, sinn organisatoresch Problemer, déi sech awer gestallt hunn doriwwer, wou een et ka maachen, wéi een et ka maachen an och nach aner Manifestatiounen. Dir hutt et och selwer gesot: 9. Mee, d'Fête de l'Europe; 10. Mee, de Schluss vun der Oktav, an dass een da muss kucken, wat da machbar ass, och Point de vue Sécherheet, Point de vue Infrastruktur a Point de vue Organisatioun.

An dowéinst géife mer éischter am Moment zréckbehalen, fir dann eng Parad ze maache mat deenen Autoen, mat deem Material, dat mer och nach vun deemools hunn, éischter op dem 23. Juni oder dem Virowend, dem 22. Juni. Da muss een och kucke mat der Gemeng Lëtzebuerg, wann ee beim Défilé da vläicht och do méi kéint den Akzent drop setzen, mä fir do déi Célébratiounen dann och ze konzentréieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Déi nächst Fro kënnt

vum Här Justin Turpel a riicht sech un de Statsminister an et geet ëm d'Tax-Rulingen.

An Dir erlaabt mer vläicht bei dëser Geleeënheet, ze soen, un d'Adress vum Froesteller, dass, wann an Zukunft Televisiounschaînen an de Sall hei kommen, dass dat wann ech gelift ugefrot gëtt am Virfeld, esou wéi jiddwereen dat mécht, wann hei am Sall, ausserhalb vun den Zäiten, wou d'Chamber hei fonctionnéiert, auslännesch Televisiounschaînen an dee Sall hei erakommen. À bon entendeur, salut.

- Question n°69 du 19 novembre 2014 de M. Justin Turpel relative au tax ruling, adressée à M. le Ministre le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech äntwerten awer elo net dorobber, well ech hu keng Zäit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech hu just vun der Geleeënheet profitéiert, well dat mech an nach aner Kolleegen hei staark befriemt huet, dass eng auslännesch Televisiounschaîne hei gefilmt huet, ouni dass eng Autorisatioun gefrot ginn ass.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech wëll just soen, dass ech gefrot hunn. Meng Zäit hei leeft an ech hätt gär, wann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, Dir kritt déi selbstverständlech ugerechent.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Gutt. Ech hunn zwou prezis Froen un de Premier, wat Tax Ruling ugeet. Ech hunn och eng Rei aner Froe gestallt an enger Question urgente, déi Dir, Här President, net unerkannt hutt. Dat ass Är Prérogative, déi kënne mer lech net ewechhuelen. Ech wier just frou, wann een dann och géif gewuer ginn, firwat datt esou Froen net unerkannt ginn. A wann ee se motivéiert, vläicht wier et da wichteg, fir den Deputéierten och d'Motivatioun ze ginn, firwat datt se net unerkannt gëtt.

Zweetens hat ech eng ëffentlech Debatt gefrot an dëser Chamber iwwert d'Tax-Rulingen, déi bis elo net stattfonnt huet, obschonn et eis alleguerte guttgedoen hätt, wa jiddwereen hei hätt kënnen ëffentlech a kloer an däitlech soen, wéi en zu där Problematik steet. An do hätte mer och kënne kloerstellen, wie vun den Tax-Rulinge profitéiert, wiem se schueden. Mir hätten zesumme kënnen och kloerstellen, datt dat net nëmmen eng Praxis ass zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner. Och wa Lëtzebuerg, wéi den Här Finanzminister gesot huet, de Bou laang Zäit iwwerspaant huet.

Mir hätte kënne schwätzen iwwert d'Ethik an d'Moral - an da wiere mer vläicht zur Konklusioun komm, datt mer verschidde moralesch Usprëch do hätten -, och iwwer Alternativen. Ech ginn och dovunner aus, datt déi Diskussioun nach misst gefouert ginn. A mir hätte vläicht och kënnen iwwert déi katastrophal Kommunikatiounsstrategie vun der Regierung schwätzen. Mä dat maache mer haut net, well déi Debatt jo bis elo nach net stattfonnt huet.

Ech hunn zwou ganz prezis Froen, déi éischt ass déi: Huet de Jean-Claude Juncker... Ech hu meng Zäit getimed op eng Minutt 50 an ech géif dann och bieden, fir dat dann esou ze respektéieren.

Ech hunn eng éischt Fro, dat ass déi: Huet de Jean-Claude Juncker d'Regierung am September oder am Oktober informéiert iwwert dat, wat an deene Bréiwer do stoung, wat op eis géif zoukommen a puncto Lux Leaks? An zweetens: Misst een net d'Praxis vun den Tax-Rulingen, déi keng legal Basis huet, afréieren, dat heescht en suspens halen?

Éischtens, well effektiv d'legal Basis net do ass an elo soll geschafe ginn am Gesetzesprojet 6772. Zweetens, well d'Circulaire vun 1989, opgrond vun där Tax Ruling an der Verwaltung gemaach gëtt, an hirem Punkt 5 seet, datt et net méiglech ass, esou een Tax Ruling ze maachen, wann d'Haaptzil Steieroptiméierung ass, wat awer manifestement de Fall ass.

An c), well am Punkt 6 vun där Circulaire drasteet, datt d'Beamten, wann eng Publikatioun vun engem Règlement local en vue ass, net méi esou Saache brauchen ze maachen. An et geet mir och drëm, fir d'Beamten ze schützen, déi an deem Beräich schaffen, esou wéi et insgesamt misst drëm goen, datt mer eng propper Finanzplaz kréien. Well déi Leit, déi do schaffen, grad wéi d'Bierger zu Lëtzebuerg, hunn dat net néideg, wat hei de Moment alles ronderëm déi Diskussioun do geschitt. An ech géif hoffen, datt mer dann awer eng Kéier eng ëffentlech Debatt doriwwer kréien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei sinn zwou Froe gestallt ginn. D'Äntwert, ob den Här Juncker d'Regierung informéiert huet, ass neen. An ob d'Rulinge weidergefouert ginn, jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kommen dann zur nächster Fro, déi vum Här Guy Arendt un d'Ministesch fir de Logement gestallt gëtt an déi sech ëm d'Mesuren dréit, déi d'Regierung am Logement ugekënnegt huet. Madame Logementsminister, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Neen!

- Question n°70 du 19 novembre 2014 de M. Guy Arendt relative aux mesures gouvernementales dans le domaine du logement, adressée à Mme la Ministre du Logement

M. Guy Arendt *(DP).*- Ech stelle vläicht meng Fro nach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, sorry, ech war menger Zäit viraus. Här Arendt, selbstverständlech dierft Dir d'Fro stellen, ier d'Madame Ministesch äntwert. Sorry.

M. Guy Arendt *(DP).*- Kee Problem. Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Logementsministesch stellen, an zwar bezitt meng Fro sech zu engem bestëmmte Mooss op Aussoen, déi gëschter gefall sinn, wou gesot ginn ass, dass Mesuren, déi am Logementsministère ausgeschafft goufen, net nozevollzéie sinn. Well am Moment verschidden Zuelen a Berechnungen am Raum stinn, wollt ech d'Madame Ministesch froen, fir zu deene rezenten Aussoe Stellung ze huelen.

Méi genau hunn ech sechs kuerz Ënnerfroen:

1) D'Zuel vun 10.517 Wunnengen, déi tëschent 2010 an 2015 gebaut solle ginn, hat d'Madame Minister op hirer Pressekonferenz genannt. An ech wollt just froen: Wéi kënnt dës Zuel zustanen?

2) Et gouf och gesot, dass de Stat an de kommende Jore 600 Milliounen Euro an de Wunnengsbau investéiere géif. Kéint d'Madame Minister eis och hei erklären, wéi dëse Montant zustane kënnt?

3) Well dëst eng Fro war, déi och opgeworf ginn ass: Wéi realistesch ass dann dee Budget?

4) Hunn ons ëffentlech Promoteure genuch Capacitéiten, fir déi Projeten unzegoen?

5) An dësem Zesummenhang wëll ech och froen, wéi Dir zum Schafe vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft grondsätzlech stitt.

A 6) wier ech och nach interesséiert ze héieren, wat d'Zukunft vun de Projets d'envergure ass a wat Dir vu kooperative Bauformen haalt.

Ech soen Iech am Viraus villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arendt. An elo huet d'Madame Logementsministesch d'Wuert.

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat Ganzt dann elo a véier Minutten! De Programme pluriannuel, deen déi 10.517 Wunnenge festhält, ass kee Programm vun der Regierung mat enger Oplëschtung vu Wonschprojeten, mä et ass eng Oplëschtung vu Projeten, déi d'Regierung gewëllt ass ze finanzéieren, an dat op Ufro vun den eenzelne Promoteuren an notamment de Gemengen.

Et ass net behaapt ginn, dass déi 10.517 Wunnengen eleng vun der neier Regierung am Programm festgehale gi sinn. Mä et ass kloer gesot ginn, dass innerhalb vun engem Joer vun deenen 10.517 Wunnengen 2.000 nei Wunnengen op de Programm komm sinn. Ech hunn innerhalb vun engem knappe Joer 55 Gemengen empfaangen an d'Resultater dovunner sinn déi 2.000 nei Wunnengen an deem Programm.

Wat beinhalt elo de Montant vu 600 Milliounen a wéi ass en zustane komm? Vun deene 600 Millioune sinn 200 Millioune fir déi nei 129 Projete respektiv 2.000 nei Wunnengen estiméiert ginn. D'Enveloppe budgétaire, déi hei proposéiert ginn ass, enthält net nëmme Mietwunnengen, mä och quasi zur Halschent Wunnengen, déi fir d'Vente sinn. Do muss dann differenzéiert ginn um Präis pro Unitéit.

Fir d'Vente leie mer an onse Schätzunge bei 30.000 bis 40.000 Euro pro Unitéit, well eben de Subventionnement hei just fir d'Infrastrukturen an d'Etüden a Fro kënnt. Fir de Locatif läit d'Schätzung bei 200.000 Euro pro Unitéit. An der Fiche financière ass dee ganzen Detail vum Calcul, wéi dee Montant zustane komm ass, dran. An ier d'CSV mat esou Aussoen an d'Press trëtt, soll si d'Fiche financière vum Règlement grand-ducal besser analyséieren!

Wann een elo freet, wéi realistesch dann de Budget ass: Deen ass fir déi 2.000 Wunnenge mat 200 Millioune méi realistesch wéi dat, wat déi viregt Regierung am leschte Programm festgehalen huet. Dat heescht konkret, dass 400 Milliounen, déi vun der viregter Regierung estiméiert goufe fir déi iwwer 8.000 Wunnengen, déi schonn um Programm stoungen, dann och falscherweis estiméiert gi wieren. Komescherweis ass dem Här Lies dat net opgefall.

De Coût pro Unitéit am Locatif ass vun der viregter Regierung staark ënnerschat ginn: plus/minus 20 bis 30% ënnert deem, wat déi nei Regierung proposéiert.

D'Fro ass gestallt ginn, ob déi ëffentlech Promoteure genuch Capacitéit fir déi Projeten hätten. Vun deenen 129 neie Projeten huet zum Beispill d'SNHBM dräi nei Projeten an de Programm gesat. Dat heescht, dann hätt déi viregt Regierung sech déiselwecht Froe misse stellen. Och dat ass dem Här Lies als deemolege President vun der Logementskommissioun respektiv dem Minister net bewosst gewiescht.

Där neier Regierung ass dëse Problem méi wéi bewosst a se wäert notamment mat där ugekënnegter Reform vum Fonds du Logement dorobber reagéieren. De Fong huet bis Enn 2014 ronn 500 Wunnengen am Bau, an domadder ass dat dann ee vun de Promoteure mat de gréisste Bauaktivitéiten. Och d'SNHBM ass amgaang, sech déi néideg Moyene ze ginn, fir der Demande nozekommen.

Dat weist, dass et net nëmmen der Regierung bewosst ass, mä och de Promoteuren, well se sech mussen d'Capacitéit ginn, fir déi Projeten, déi si selwer ugekënnegt hunn, kënnen ze realiséieren. Datselwecht gëllt natierlech fir d'Gemengen.

Wat soe mer zum Schafe vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft? Dës Regierung huet wëlles, d'ëffentlech Akteure méi effikass... ouni eng SNDU bis ze schafen. Och do hu mer gesinn, dass déi viregt Regierung eng kloer Datz an deem Dossier kritt huet, well de Statsrot sech net emol d'Méi gemaach huet, fir op d'Artikelen anzegoen, well et ënner anerem e klore Verstouss géint d'Verfassung war.

Wat ass d'Zukunft vun de Projets d'envergure a wat hale mir vu kooperative Bauformen? Et geet net drëm, déi Projete komplett falen ze loossen, mä se do ze realiséieren, wou een dat mat de Gemengen zesumme ka maachen. D'Gemenge gi méi agebonnen, wat déi viregt Regierung jo kloer verpasst huet. De Regierungsprogramm gesäit vir, dass verschidde Wunnforme solle promouvéiert ginn. Dat gëllt da selbstverständlech och fir dës Form vum kooperativen Zesummeliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Wunnengsbaupolitik ass kee Bluff. Wann den Här Lies vu Bluff schwätzt, da stellt hien...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Minister, Dir sidd um Enn...

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- Ech schléissen elo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...vun Ärer Zäit ukomm, an ech hat geduecht, Dir géift op eng Fro vum Här Arendt äntwerten.

(Hilarité)

Une voix.- Wat fir eng Fro wier dat do gewiescht vum Här Arendt?

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- Et ass eng Äntwert op d'Fro vum Här Arendt, mä do muss een awer dat dra soen, wat den Här Lies geschwat huet. Dat heescht, den Här Lies, wann hie vu Bluff schwätzt, da stellt hien d'Seriositéit, d'Kompetenz an d'Fachkenntnis vun de Promoteuren an notamment vun de Gemenge staark a Fro. An ech wëll nëmme just drun erënneren, an der Kompetenz vun der CSV...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- ...war elo 34 Joer de Wunnengsbauministère, an dozou dixit Jean-Claude Juncker: „Dat war mäi gréissten Échec a menger Carrière."

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi nächst Fro riicht sech un den Här Minister vun der Sécurité sociale a kënnt vun der Madame Martine Mergen, an et geet ëm d'Substitutioun vu Medikamenter.

- Question n°71 du 19 novembre 2014 de Mme Martine Mergen relative à la substitution de médicaments, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hu mech getommelt, fir dass mer an deenen zwou Minutte fäerdeg ginn. Här Minister, d'Medikamentesubstitutioun, déi mer eigentlech all erwaart haten a mat där mer am Prinzip och d'accord sinn, mä mir hate se net esou séier erwaart, ass virun enger Rei vu Méint relativ schnell agefouert ginn. Sou séier, datt et mer virkënnt, wéi wann e puer Saachen iwwert de Knéi gebrach gi wieren.

Do gëtt et ee Medikament, dat net méi nom Präis vum Originalpräparat rembourséiert gëtt, well et am Prinzip e Générique gëtt, dee méi bëlleg ass. Elo war et awer bei eben dësem Medikament esou, dass de Générique vun där Firma, déi en hierstellt, zu Lëtzebuerg iwwerhaapt net um Maart war! Et ass en fait, nodeem ech dës Fro scho preparéiert hat, op de Maart komm, an zwar net méi spéit wéi leschte Freideg. Mä et war awer méintelaang net um Maart!

Ech weess awer och nach en zweete Fall, wou ech Iech awer elo net ka soen, ob deen och plëtzlech leschte Freideg op de Maart komm ass, mä et geet och eigentlech... D'Fro ass och e bësselchen anescht formuléiert.

Bei deenen zwee Medikamenter handelt et sech ëm Laangzäittraitementer. Et si Medikamenter, déi d'Leit, déi se huelen, musse liewenslänglech huelen. An do wollt ech froen, ob Dir d'Méiglechkeet hutt oder d'Krankekeesen, an esou Situatioune schnell ze reagéieren an den Original ze rembourséieren, wann dee méi bëllege Générique net um Maart ass respektiv net disponibel ass.

Déi aner Fro ass, ech sinn dës zwee Fäll zoufälleg gewuer gi vun engem Patient, an do hu mer ons gefrot, ob dat net d'Spëtzt vun engem Äisbierg wier an ob et nach aner Medikamenter gëtt, déi op dës Aart a Weis problematesch sinn. An ob et nach aner Medikamenter also gëtt, déi net zum korrekten Taux rembourséiert géife ginn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. De Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Bon, ech äntwerte ganz gären op d'Froe vun der Madame Deputéierten, obwuel et gutt ass, ze wëssen elo emol, wat fir eng Froen et sinn. Bei enger Série de questions ass et ëmmer schwéier a virun allem an engem Beräich vun der Substitution de médicaments ass et och schwéier eigentlech, technesch Froen ze beäntwerten, wat jo eigentlech an der Froestonn e bësse soll vermiede ginn. Mä ganz gären, mengen ech.

Dir hutt gesot, deen ee Problem huet sech jo geléist, well effektiv dat Medikament op dem Maart ass. Bei deem zweeten, mengen ech, ass et och esou.

Mä et soll ee vläicht prinzipiell eng Kéier agoen op d'Substitutioun. Dir hutt richteg gesot, zënter Laangem gëtt vun der Substitutioun vu Medikamenter, vun de sougenannte Génériquen hei zu Lëtzebuerg geschwat. Ech mengen, zënter 1992 schonn. Et sollt schonn ënner alle Regierungen ëmgesat ginn a mir hunn et ugepaakt. An ech mengen, mir hunn, ab dem 1. Oktober sinn hei zu Lëtzebuerg d'Génériquen en place gesat ginn.

Mir hunn och, an do hutt Der richtegerweis gesot, datt sécher bei der Applikatioun vun dësem Prinzip vun de Génériquen ee muss och eng Evaluatioun dovunner maachen. Dofir hu mer och festgehalen, datt mer no engem Joer eng Evaluatioun dovunner maachen, wou Saache gutt a richteg gelaf sinn, a wat effektiv och de Sënn dovunner war.

An ech mengen, wat mer awer kënne feststellen, ass, engersäits, datt een elo schonn, eigentlech e bësse méi wéi no engem Mount - 1. Oktober a Kraaft getrueden, haut hu mer den hallwen November -, mierkt, datt zum Beispill och bei den originale Medikamenter d'Präisser zréckgaange sinn an datt doniewent, mengen ech, och déi Aufgab, déi gemaach gëtt an eigentlech och déi zwou Saachen, déi festgehale goufen... Engersäits, sécher d'Prescriptioun bleift viru beim Dokter. Den Dokter verschreift virun de medezinesche Wierkstoff an den Apdikter ass do, fir dem Patient unzebidden an deenen zwou Groupes de substitution, déi mer festgehalen hunn, engersäits d'Statines, anerersäits d'IPP, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir Génériquen ze notzen, an dann doduerch och kënne Medikamenter méi bëlleg ze kréien.

De Choix bleift ëmmer beim Patient, dee ka wielen. An ech mengen, et ass och genau festgehale ginn, datt all déi Medikamenter an deene Gruppen, wou Génériquë sollen do sinn, och sollen um Marché sinn. Et muss ee bei deem enge Medikament elo nokucken, ob dat an der Tëschenzäit och de Fall ass. Ech wäert dat maachen an Iech da selbstverständlech och doriwwer informéieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Sozialminister. Mir sinn elo um Enn vun der Stonn ukomm. Vu dass eng Rei vun Ënnerbriechunge waren, wollt ech d'Chamber froen, ob mer déi lescht Fro nach sollen huelen.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert an den Här Haagen huet d'Wuert, fir seng Fro un den Innenminister betreffend de Fonds des dépenses communales ze stellen.

- Question n°72 du 19 novembre 2014 de M. Claude Haagen relative au Fonds des dépenses communales, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President, ech wäert mech och tommelen. Här Minister, an der Circulaire 3200 vum 30. Oktober 2014, also vun dësem Joer, iwwert de Fonds des dépenses communales ginn d'Gemengen ugewisen, d'Montantë fir de Budget rectifié 2014 an de Budget 2015 anzesetzen. Fir den Exercice 2014 gëtt de Gemengen 8,2 Milliounen Euro méi gefrot, wéi dat virgesi war. A fir den Exercice 2015 sollen d'Gemengen am Ganzen an de Fonds des dépenses communales 10,7 Milliounen androen. De Fonds des dépenses communales setzt sech, mengem Wëssen no, zesummen aus ronn 80% Congé politique, dee jo, géif ech soen, awer relativ stabel ass.

An därselwechter Circulaire mussen d'Gemenge bis spéitstens den 31. Januar 2015 de Montant fir de Budget rectifié 2014 iwwerweisen, an de Montant fir den Exercice 2015 muss spéitstens fir den 1. Mäerz 2015 iwwerwise ginn.

Nieft dem grousse finanziellen Impakt, deen déi Operatioune fir verschidde betraffe Gemengen duerstellt, wollt ech den zoustännege Minister froen: Wéi ass et méiglech, datt no der Circulaire fir de Budget Budget 2014, déi also am Oktober 2013 vum deemolegen Innenminister, deen de Gemengen am Ganzen 3,3 Milliounen Euro gefrot huet, elo d'Gemenge fir deeselwechten Exercice 2014 nach eng Kéier 8,2 Milliounen Euro musse bäileeën?

Dann déi zweet Fro: No wat fir engem Procédé, no wat fir enger Method a wéi gëtt de Congé politique schlussendlech verrechent? A sinn d'Gemengen ofgeséchert an deem heite Fall opgrond vun där Circulaire, datt deeselwechte Procédé sech net fir de Budget rectifié 2015 widderhëlt?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci dem Här Haagen. An den Innenminister, den Här Dan Kersch, huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Mir hunn elo eng Rei vu Chifferen héieren. Mä trotzdeem, mengen ech, dass dee ganze Fonds des dépenses communales jo awer nach fir vill Gemengen e Buch mat siwe Sigelen ass.

Ech wollt dofir soen, dass d'Base légale vun deem ganze Fong zréckgeet op eng Ordonnance vum 22. November 1825, an dass de Fonds des dépenses communales u sech vun allen 106 Gemengen hei am Land gespeist gëtt, fir eng Rei vun Dépensen ze decken, wéi Der richtegerweis gesot hutt, haaptsächlech de Congé politique vun de Gemengepolitiker, dee ronn 80% vun den Dépensen ausmécht. Doriwwer eraus nach, op jidde Fall nach fir d'Joer 2014 mat, och d'Cartes d'identité, déi ugefäerdegt ginn, den Abonnement vum Mémorial, deen d'Gemengen hunn, eng Rei vun Dokumenter, déi d'Gemenge brauchen, fir hir Comptabilité communale kënnen ze maachen.

Awer och de Congé syndical vun de Gewerkschaften FGFC, FNCTTFEL, OGB-L an LCGB wäert genausou wéi och d'Exame vun den Agents communaux, d'Examenskommissioune ginn doriwwer finanzéiert. Och d'Käschte vum Conseil de discipline an och de Fonctionnement vun der Commission spéciale des pensions souwéi d'Formatioun vun de Gemengebeamten um INAP, och wann dat nëmmen e symbolesche Bäitrag ass, deen d'Gemengen do leeschten, ginn iwwert dëse Fong u sech bezuelt.

Et muss een effektiv soen, esou wéi Der et gesot hutt, dass déi Circulaire, déi 2013 eragaangen ass - an ech ka mech am Fong nëmmen am Numm vum Ministère fir déi Feelberechnungen do entschëllegen. Fir de Minister selwer kann ech mech net entschëllegen, dat muss deen zoustännege Minister, deen deemools d'Zoustännegkeet hat, scho selwer maachen.

Mä Dir hutt et gesot, do sinn d'Dépensen insgesamt mat 3,35 Millioune berechent ginn. Mir hunn och misse feststellen, dass 40 Gemengen do e Bäitrag vun 250 Euro ze leeschten haten. All Gemeng weess awer, dass hir Käschte fir de Congé politique dat bäi Wäitem wäerten iwwerschreiden, soudass mer also hei virun enger Situatioun stoungen, dass mer séier hu misse reagéieren.

Wat hunn ech also misse maachen, opgrond vun där festgestallter Situatioun? Éischtens, eng Avance beim Finanzminister froen, fir iwwerhaapt nach an dësem Joer kënne Congé politique auszebezuelen.

Dann, zweetens, déi Circulaire, déi Der ugeschwat hutt, déi ech un d'Gemenge gemaach hunn, wou ech dann deen zousätzlechen Apport muss froe vun 8,265 Milliounen, wat natierlech bei eenzelne Gemengen e grousst Lach an hir Keess brëngt. Mä ech gesinn awer keen anere Moyen, wa mer wëllen an deem nämlechte Rhythmus weiderfueren, fir d'Congé-politiquen auszebezuelen.

Dann, als Drëtt, natierlech hunn ech probéiert, och an der Circulaire eng Rei Erklärungen ze ginn, wéi et zu dëser Situatioun konnt kommen. Eng vun den Ursaachen ass déi, dass zum Beispill verpasst ginn ass, deen zousätzleche Congé politique, deen ufält duerch eng rezent Décisioun, fir de Gemengen allgemeng néng zousätzlech Stonne pro Woch zouzegestoe fir hir Aarbechten an de Syndikater, dass dee guer net berechent ginn ass. Dat ass eng vun den Erklärungen, awer bäi Wäitem net déi eenzeg.

Eng aner ass déi, dass ech hu misse feststellen am Ministère, dass Honnerte vun Demandë vu Congé politique nach aus de Jore vun 2006 bis 2012 nach net evakuéiert waren. 523 Dossieren am Ganzen. Dat konnt een iwwregens och viru Kuerzem an der Press noliesen. Mir sinn amgaangen, déi Réckstänn do opzeschaffen.

An ech sinn och frou, hei kënnen ze soen, dass de Congé politique vum Joer 2013 am Joer 2014 integral ausbezuelt gëtt. Dat hate mer nach ni, déi Situatioun. Mä ech mengen awer, dass dat eng Situatioun ass, déi och Kloerheet brëngt, engersäits fir d'Gemengen an anererséits och fir déi betraffe Leit, déi natierlech och op déi Entschiedegunge waarden, déi hinnen do, zu Recht, zoustinn.

Da wollt ech soen, dass mer aus deem ganzen Duerjerneen, dee mer virfonnt hunn, eng Rei vu Konklusioune geholl hunn:

Éischtens, d'Réckstänn opschaffen, dat hunn ech schonns gesot.

Zweetens awer och d'Zuelen, déi „d'alimentation" sinn, esou realistesch wéi méiglech kënnen ze referéieren. Dofir och déi Erklärung, firwat dass fir 2015 de Betrag wesentlech méi héich ass. Et ass ëmmer nëmmen eng Schätzung. Et ass och méiglech, dass do nach eng Kéier muss nogefrot ginn. Mä et wäert op jidde Fall net méi an deenen Dimensioune sinn, wéi mer se elo hei virfonnt hunn.

An dann, wat ech scho gesot hunn, dass mer de Remboursement vum Congé politique vum Joer 2013 och 2014 ganz wäerten evakuéieren. Déi ganz Prozedur soll an Zukunft och informatiséiert ginn am Kader och vun der Reorganisatioun vum Ministère de l'Intérieur.

An als Fënneft, awer net onwichtegsten Detail: An nächster Zukunft wäert all Gemeng e genauen Dekont kréie vun deene Saachen, déi si ubelaangen, an net méi en allgemengen Dekont iwwert d'ganzt Land, wou just e Chiffer drasteet, mä wou all Gemeng da ka ganz genee noliesen an aller Transparenz, wat si betrëfft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Innenminister.

Domat ass eis Froestonn ofgeschloss a mir kommen elo zur Erklärung vun der Gesondheetsministesch, der Madame...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, ech froe Fait personnel un, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fait personnel?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo. Géint Iech. Wéinst deem, wat Der virdrun iwwer mech hei perséinlech gesot hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah! Ma da fuert emol duer!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

(Hilarité)

Dir hutt virdrun hei bei enger Fro een Zesummenhang gemaach mat enger Emissioun vu France 5 iwwer Steierfroen, wou France 5 mech gefrot hat, ob si kéinte mat mir en Interview maachen. Ech hunn hinnen dat accordéiert, deen Interview. Si hu mech gefrot den 13. Ech hunn deen och dee Moment gemaach. Dat ass och gesent ginn, fir déi, déi dat gäre kucken, de 14. November. A fir mech war dat een Interview wéi iergendeen aneren.

A wann hei eng Televisiounschaîne, sief dat RTL oder soss een, mech an deem Sall hei oder virun deem Sall hei freet, en dehors vun deem, wat doënne geschitt no de Kommissiounssitzungen, ob si kéinten een Interview maachen, dann, mengen ech, ginn déi meescht Leit deen Interview. An ech weess net, ob een aneren Deputéierten higeet a seet, wann hei d'Televisioun virun der Dier steet: „Hutt Dir eng Autorisatioun, fir dat ze maachen?"

Ech hat awer mindestens den Anstand, ech hunn, wéi ech erakomm si mat deene Leit, doënne gefrot, ob dat an der Rei wier, an ech krut gesot, dat wier an der Rei. Duerfir fannen ech et net korrekt, datt elo hei dat esou duergestallt gëtt, wéi wann ech hei all Reglementer géif a Fro stellen an egal wat maachen an egal wéi eng Auslänner oder auslännesch Chaînen hei eraloossen.

Ech hunn net méi gemaach wéi iergendeen aneren. An et ass net u mir, mengen ech, a wann Dir dat gären hätt, da musst Der dat soen. Wann Dir gären hätt, all Deputéierte soll iwwerpréiwen, ob déi Chaîne, déi en Interview mécht mat engem, an iergendengem Sall hei, ob déi eng Autorisatioun derfir huet, da muss dat gekläert ginn.

Ech hunn net gemengt, datt dat meng Aufgab wier, fir dat ze klären. Ech hat just den Anstand, fir ze froen doënnen, ob dat an der Rei wier. Ech wäert awer och elo net hei op dee Leschten an der Rei d'Saach schieben. Ech wollt Iech just erklären, wéi et gaangen ass. An ech soen, et ass net korrekt, fir dat am Kader vun der Froestonn op déi do Aart a Weis opzewerfen!

Och Dir, Här President, hätt d'Méiglechkeet gehat, fir dat dote calmement mat engem ze beschwätzen an Iech ze enquéréieren iwwert d'Faiten, déi wierklech gelaf sinn. Dann hätte mer dat dote bestëmmt gekläert kritt. Dann hätte mer dat net an enger ëffentlecher Sitzung brauchen ze maachen.

Fir mech ass d'Saach domadder zou. An ech wier frou, wa mer dann eng Kéier kéinten am gegebene Kader dorobber zréckkommen, fir ze kucken, wéi mer dat an Zukunft solle maachen.

Merci.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Dir hutt de Message verstane fir d'Zukunft. An ech fannen, dass et och extrem onkolleegial ass, dass een ausserhalb vun den Aarbechtszäiten hei an dëser Chamber, an dësem Raum, op eng eidel Plaz vun engem Kolleeg weist, deen hei an dësem Parlament souz. An ech wëll Iech nach eng Kéier soen, dass, wann Der mat enger Televisiounschaîne an dëse Sall erakommt, dann hutt Der gefällegst d'Demande d'autorisation ze froen!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech widderhuelen nach eng Kéier: Ech hunn doënne gefrot, ob dat an der Rei wier. An ech hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt donidden net gefrot (veuillez lire: net dee Richtege gefrot), ob Dir kéint an dee Sall hei eragoen! An domat ass de Fait eriwwer!

(Interruption)

Sou, an ech géif elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen.

Ech hunn dat nämlech genee nogefrot, wat Der gefrot hutt. Mä mir kommen nach eng Kéier dorop zréck am Bureau an da gi mer ganz kloer Direktiven do derzou. Ech fannen et jiddwerfalls onkolleegial. Ech hu mer déi Emissioun ugekuckt, dat ass onkolleegial!

(Interruption)

Mir kommen dann elo zu der Erklärung vun der Gesondheetsministesch iwwert de Projet de plan hospitalier, mat uschléissendem Débat. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An ech géif déi Kolleegen, déi sech nach net ageschriwwen hunn, bieden, dat ze maachen.

Elo huet d'Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch, d'Wuert.

5. Déclaration de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, relative à la présentation du projet de plan hospitalier

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, eis Spidolslandschaft huet jo wierklech an deene leschte Joren eng ganz bemierkenswäert Entwécklung matgemaach. An alle Regiounen hu Fusioune stattfonnt. Neibauten a Moderniséierunge vu bestoende Gebailechkeeten an nei spezialiséiert Strukture goufe geschaf. D'Spideeler sinn och mat ganz modernen Équipementer fit gemaach ginn. An d'Zuel vun de Beschäftegten ass konstant an d'Luucht gaangen.

All dës Entwécklungen hunn eis et erlaabt, fir jiddwer Bierger an eisem Land déi beschtméiglech Prise en charge a medezinesch Versuergung ze erméiglechen, onofhängeg vu senger finanzieller oder vu senger sozialer Situatioun. Mir hunn et hei zu Lëtzebuerg mat engem System ze dinn, wou Qualitéit a Solidaritéit am Mëttelpunkt stinn.

Och dës Regierung wëllt dee solidaresche Gesondheetssystem, op dee mir mat Recht kënne stolz sinn, weider oprechterhalen a fir d'Zukunft ofsécheren.

De Spidolssecteur ass e ganz wichtege Pilier vun eisem Gesondheetssecteur, deen ëmmerhi fir iwwer 50% vun de Gesamtausgaben am Gesondheetswiese responsabel ass. Dës Wichtegkeet spigelt sech am Regierungsprogramm erëm, deen eng ganz Rei vu Mesuren opzielt, fir dëse fir eis esou wichtege Secteur weider ze dynamiséieren a fir e virun allem op d'Zukunft virzebereeden.

Laut Spidolsgesetz ginn 80% vun alle Moderniséierungs- a Konstruktiounsfraisë vun de Spideeler vum Fonds hospitalier iwwerholl an 20% vun der CNS. Esou kann ech Iech soen, dass iwwert de Fonds hospitalier eleng 2012 33,5 Milliounen an 2013 37,4 Milliounen Euro vum Stat an d'Moderniséierungs- a Konstruktiounsprojeten agefloss sinn. An dat geet kontinuéierlech esou weider.

Och an deenen nächste Jore stinn héich Investissementer virun der Dier. Verschiddener sinn am Koalitiouns-, am Regierungsprogramm, pardon, virgesinn a goufe scho vun der viregter Regierung guttgeheescht, wéi zum Beispill de Bau vum neie Südspidol, de Projet ZithaKlinik oder den Neibau vun der Rehaklinik vum CHNP zu Ettelbréck. Och den CHL plangt eng Modernisatioun respektiv en Neibau vu sengem Spidol an der Areler Strooss.

All déi Investissementer sinn absolut noutwendeg, fir de Patienten eng qualitativ héichwäerteg Prise en charge an deene jeeweilege Spideeler ze garantéieren an dobäi déi beschtméiglech Sécherheetsstandarden ze respektéieren.

D'Fonctionnementskäschte vun de Spideeler ginn iwwert d'Enveloppe budgétaire globale definéiert, mat där fir all Spidol seng Moyens budgétaires festgeluecht ginn. An ech sinn och ganz besonnesch frou, dass de Sozialminister bei dësem Débat haut derbäi ass.

Ech wollt an deem Zesummenhang direkt op d'Inzidenz vun dësem Spidolsplang op déi virun e puer Méint festgehalen Enveloppe budgétaire globale fir d'Joren 2015 an 2016 agoen. Well déi meeschte Mesuren, déi an dësem Spidolsplang virgesi sinn, eréischt vum Joer 2017 u gräife respektiv ëmgesat musse ginn, huet dësen neie Spidolsplang keng Inzidenzen op déi nei Enveloppe bei der Fixatioun vun der nächster Enveloppe fir d'Joren 2017 an 2018. Allerdéngs wäert dem neie Spidolsplang Rechnung gedroe ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Spidolsplang ass e wichtegt Steierinstrument fir eist Spidolswiesen, awer et ass net dat eenzegt Steierinstrument, dat mer hunn. E muss vun enger ganzer Rei vun aneren Instrumenter begleet ginn, fir dass mir dat erreechen, wat mer eis als Zil agesat hunn: eng méi effizient Zesummenaarbecht um medezinesche Plang, d'Opdeelung vun de medezineschen Aktivitéiten a Servicer, do, wou et Sënn mécht, d'Entwécklung vu staarke Kompetenzzentren am Interessi vum Patient.

Dofir brauche mer natierlech e Spidolsplang, deen d'Offer am Spidolswiese festleet. Mir brauchen awer och eng modern Nomenclature, déi dem Terrain ugepasst ass, a mir wëllen och iwwergoen zu enger Tarification à l'activité, déi mir an dëser Legislaturperiod ustriewen.

De Spidolsplang muss och d'Realitéiten, déi sech um Terrain erginn hunn, erëmspigelen. Ech denken do virrangeg un déi rezent Fusioun vun der Fondation François-Elisabeth mat der ZithaKlinik zu engem neie Groupe Robert Schuman.

Här President, d'Aarbechte fir den neie Spidolsplang sinn elo an der Endphas. Dëse Projet de règlement grand-ducal, deen de Spidolsplang festhält, huet den 8. Oktober den Aval vum Regierungsrot kritt a konnt domadder an d'Prozedur goen. Haut wëll ech mat Iech a voller Transparenz iwwert dee Plang diskutéieren.

D'Consultatiounsprocédure, déi fir de Spidolsplang am Gesetz virgesinn ass, ass ugelaf an d'Avise ginn ageholl vun der CPH, dat ass d'Commission permanente vum Secteur hospitalier, a vum Collège médical, an déi sinn an

der Maach. Ech engagéiere mech och, fir all pertinent Observatiounen an de Projet ze iwerhuelen, ier ech dem Regierungsrot en definitive Projet virleeën an en dann och un de Statsrot weiderreechen. Mäi Wonsch bleift et, dass den neie Spidolsplang Ufank 2015 soll kënnen a Kraaft trieden.

Jo, den neie Spidolsplang ka ganz villes am Spidolssecteur regelen, mä e ka bäi Wäitem net alles regelen. Et ass e Règlement grand-ducal, deen op enger ganz kloerer legaler Basis berout. Am Kloertext: De Spidolsplang kann nëmmen dat reglementéieren, wat am Artikel 2 vun eisem heitege Spidolsgesetz virgesinn ass. Net méi an net manner.

Wat dierf dann elo eisen neie Spidolsplang op dëser gesetzlecher Grondlag regelen?

E kann déi verschidde Spideeler klasséiere respektiv de Klassement vun de Spideeler nei regelen. E kann déi verschidde medezinesch Servicer definéieren an d'Unzuel vun de Servicer festhalen, déi am Lëtzebuerger Spidolswiesen ugebuede ginn. An e kann déi verschidde Kompetenzzentren definéieren an hir Unzuel op nationalem Plang festleeën.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

E kann doriwwer eraus och d'Zuel an d'Aart vun de Better definéieren, Akutbetter, Rehabilitatiounsbetter, Laangzäitspidolsbetter an esou weider. Domat leien eng ganz Rei vu wichtegen Instrumenter a strategesche Mesuren, wéi zum Beispill déi scho genannten Tarification à l'activité oder och den Dossier de soins partagés, d'Spidolsdokumentatioun oder och d'Konstruktiounsprojeten, net am Applikatiounsfeld vun dësem Plan hospitalier a ginn dofir och am Spidolsplang net thematiséiert, well dat ebe ganz einfach d'Plaz net derfir ass.

A puncto Klassement vun de Spideeler kann ee festhalen, dass dëse Spidolsplang d'Spidolsregiounen als solch net zréckbehält, dass sech awer de facto déi véier bestoend Spidolsgruppen, déi véier bestoend Centres hospitaliers, also den CHL, den CHRS, den CHdN an den CHEM, an den dräi Spidolsregioune vum Land befannen, soudass den Zougang fir all Bierger zu engem Spidol mat enger qualitativer Prise en charge garantéiert ass.

Den neie Spidolsplang dréit, ech hat dat schonn ugedeit, der rezenter Fusioun vun der Fondation François-Elisabeth mat der ZithaKlinik Rechnung, andeem en all d'Strukture vum fusionéierte Grupp, dat heescht den Hôpital Kirchberg, d'ZithaKlinik, d'Sainte-Marie an d'Dr Bohler, an en neie Centre hospitalier Robert Schuman ëmklasséiert.

De Spidolsplang attribuéiert och deene verschiddene Spideeler eng bestëmmten Unzuel vu Spidolsbetter. An deem Kontext ass festzehalen, dass de Spidolsplang insgesamt eng Diminutioun vu 5% vun de Spidolsbetter um nationale Plang virgesäit. Dat bedeit, dass mir vun 2.741 op 2.603 Spidolsbetter zréckginn, an dat, obwuel eis Gesamtpopulatioun an deenen nächste Jore wäert an d'Luucht goen.

Dës Diminutioun, déi vun de Spideeler an der Zäitachs Januar 2017 erreecht muss ginn, soll et erméiglechen, deen iwwerfällegen an absolut noutwendegen Ëmstieg op méi ambulant Agréffer am Spidolssecteur ze stimuléieren. Dat heescht, wann e chirurgeschen Agréff iwwer Dag ka gemaach ginn, da soll och derfir gesuergt ginn, dass een owes erëm kann heemgoen. Gläichzäiteg soll iwwert dee Wee den Taux d'occupation - e louch am Joer 2012 en moyenne bei 80% an de Spideeler hei am Land - verbessert ka ginn.

Mat der geplangter moderater Diminutioun vun eisen Akutbetter an de Spideeler leie mir, wat d'Unzuel vun den Akutbetter pro dausend Awunner ugeet, ganz gutt am internationale Verglach. Hei ass ze bemierken, dass schonn de Rapport Lenz, iwwert dee mer iwwregens 2013 an engem Débat de consultation an der Chamber diskutéiert haten, zur Konklusioun komm ass, dass mir zu Lëtzebuerg eng Iwwercapacitéit vun ongefeier 300 Better hätten. A gläichzäiteg gouf ervirgestrach, dass den Taux d'occupation an eise Spideeler ze vill niddreg wier par rapport zu enger Schwäiz beispillsweis, wou d'Spideeler souguer finanziell bestrooft kënne ginn, falls se en Taux d'occupation vun ënner 85% opweisen.

Esou wäit wëlle mir natierlech bei eis am Land net goen, och wa mer virun enger realistescher Aschätzung vun der Situatioun d'Aen natierlech net dierfen zoumaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng wichteg Neierung an dësem Spidolsplang ass sécherlech och d'Schafe vun enger neier Kategorie vu Better, de sougenannten „Lits d'hospitalisation longue durée". Vum 1. Januar 2017 u sollen dem CHNP, also dem Centre hospitalier neuro-psychiatrique, pardon, 67 an der Clinique Sainte-Marie 20 vun dëse Better attribuéiert ginn.

Ech wëll heibäi fir d'Alleréischt betounen, dass et sech dobäi ëm Patienten handelt, déi et elo scho gëtt an déi alleguer gemeinsam hunn, dass se eng länger Zäit an engem Spidol musse behandelt ginn. Et geet also net ëm de long Séjour vun deene Leit, déi an enger Maison de soins ënnerbruecht sinn an déi ënnert den Zoustännegkeetsberäich vum Ministère de la Famille falen.

Beim Ausschaffe vum Spidolsplang an am Kontakt mat de Spideeler gouf nämlech festgestallt, dass Patienten heiansdo méi wéi sechs Méint an engem Moyen-séjours-Spidolsbett leien. Souwuel de Rapport Lenz wéi och d'Diskussiounen an eisen Aarbechtsgruppen hunn ausgewisen, dass effektiv en nationale Besoin am Spidolssecteur besteet fir Patienten, déi iwwer eng länger Zäit eng Prise en charge hospitalière brauchen. Dës Patiente si weder gutt genuch, fir heemzegoen an do betreit ze ginn, nach fir an eng Maison de soins kënnen ze goen.

Den neien Typ vu Better ass am CHNP fir Patiente virgesinn, déi oft méintelaang musse psychiatresch betreit ginn. Ee Beispill si Patienten an der forensescher Psychiatrie vum CHNP. Hei geet et ëm Leit, déi e kriminellen Akt hannert sech hunn, fir dee si awer opgrond vun hirer psychescher Erkrankung als net scholdfäeg erkläert gi sinn, an déi vum Riichter am CHNP placéiert ginn. Dës Patienten, well et si Patienten, a keng Détenuen, sinn oft Joren am CHNP.

20 Durée-prolongée-Better sollen et och an der Clinique Sainte-Marie erméiglechen, fir Patienten aus dem ganze Land opzehuelen, déi an engem - nenne mer et emol - neurovegetativen Zoustand sinn oder am Koma leien a fir déi et am Moment weder Plaz an engem Akutspidol nach am Rehazenter gëtt.

D'Zil vun dëser neier Kategorie vu Better ass et natierlech, fir de Besoine vun enger spezifescher Patientèle Rechnung ze droen a gläichzäiteg derfir ze suergen, dass an den Akutbetter och wierklech Patiente leien, déi eng akut Versuergung brauchen. Do si mer parallell amgaangen, mam Minister a mat de Kolleege vun der Sécurité sociale de Finanzement vun dëse Better ofzeklären. De viséierte Finanzéierungsmodus sollt och a wa méiglech als Konsequenz hunn, dass e Lit d'hospitalisation longue durée d'CNS manner kascht wéi en Akutbett, dat haut en moyenne 450 Euro pro Dag kascht an domat déi käschtenintensiivst Bettekategorie an eisem gesamte System duerstellt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eng weider Neierung vum Spidolsplang ass déi, dass Pathologien oder Gruppe vu Pathologië festgeluecht ginn, an deene Kompetenzzentre kënne geschaf ginn. Och déi maximal Unzuel vun deene Kompetenzzentren op nationalem Plang gëtt an dësem Spidolsplang definéiert. D'Zil vun engem Kompetenzzentrum soll ganz kloer eng Kompetenzbündelung aus deene verschiddene Spideeler sinn, mam Zil, fir eng beschtméiglech Filière de prise en charge vun enger bestëmmter Pathologie ze garantéieren. Am optimale Fall soll de Patient an Zukunft vun enger héich spezialiséierter a multidisziplinärer Équipe behandelt a betreit ginn.

E Kompetenzzentrum ënnerscheet sech also vun engem Spidolsservice an och vun engem Service national, deen eng bestëmmte medezinesch Aktivitéit mat enger medezinescher Équipe vun engem Haus garantéiert. An dësem Spidolsplang fannt Dir souwuel Kompetenzzentren a Pathologien, déi Recommandatioune vum Rapport Lenz iwwerhuelen, zum Beispill Affections rachidiennes à traitement chirurgical, wéi och anerer, wou mir schonns eng Kompetenzbündelung op de gudde Wee bruecht hunn, wéi zum Beispill an der Häerzchirurgie an an der Cardiologie interventionnelle.

De Spidolsplang hält awer och Pathologië fir Kompetenzzentre fest, déi sech vun aneren Aktiounsfelder vun der Gesondheetspolitik inspiréieren, wéi zum Beispill den nationale Kriibsplang an d'Bekämpfe vum Broschtkriibs an anere Kriibszorten. Opgrond vun den Diskussiounen an eisen internen Aarbechtsgruppe war et eis awer och wichteg, fir Kompetenzzentre ronderëm sougenannten „Vollekskrankheeten" virzegesinn. Och hei wëlle mir de Patienten eng uniformiséiert a qualitativ héichwäerteg Prise en charge garantéieren.

Ech géif an deem Zesummenhang déi vun eis prekoniséiert Kompetenzzentre ronderëm d'Behandele vun der Obesitéit a vum Diabetes als Beispill wëllen nennen.

Laut Spidolsgesetz dierf e Kompetenzzentrum wuel an engem oder an e puer Spideeler lokaliséiert sinn, mä et soll net un en eenzegt Spidol ugebonne sinn. Esou kéint ee sech zum Beispill ganz gutt virstellen, dass den INCCI, deen am CHL lokaliséiert ass, en Haaptparticipant, wann och net deen eenzegen Akteur vun engem Kompetenzzentrum an der Chirurgie cardiaque a Cardiologie interventionnelle kéint ginn. Gläiches gëllt fir de Centre François-Baclesse, deen am CHEM lokaliséiert ass an dee mat Akteuren aus aneren Haiser an engem vun de Centres de compétence Cancer du sein oder autres cancers participéiere kéint.

Ech wëll op dëser Plaz nach eemol ënnersträichen, dass de Gesondheetsminister laut dem Spidolsgesetz, an zwar dem Artikel 26 vum Gesetz vun 1998 am Spidolsplang, nëmmen déi Felder definéiere kann, wou Kompetenzzentre geschafe kënne ginn. Duerno läit de Ball exklusiv bei der FHL, also der Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois, déi laut Gesetz zoustänneg ass, an eleng zoustänneg ass, fir e konkrete Projet eranzereechen, dee vum Gesondheetsminister als Kompetenzzentrum da ka genehmegt ginn.

Am Résumé: Et muss e Konsens tëschent den Akteuren am Spidolswiesen an der FHL bestoen, fir dass iwwerhaapt e Kompetenzzentrum entstoe kann. An deem jeeweilege Projet vu Kompetenzzentrum, deen d'FHL eis virleet, mussen och déi néideg Ressourcen, déi medezinesch Organisatioun, awer och d'Gestiounsstrukture festgesat sinn.

Och wann d'Federatioun bei all Projet vu Kompetenzzentrum festhale muss, wéi esou en Zentrum dann organiséiert soll sinn, sou hu mir dach awer eng gewësse Virstellung, wéi déi Organisatioun ausgesi kéint. Sécher ass, dass d'Schafung vu Kompetenzzentren net eng Multiplikatioun vun administrative Strukturen, also Direktiounen, Verwaltungsréit an esou weider mat sech brénge soll, mä éischter eng Diminutioun vun dëse Strukturen.

E Kompetenzzentrum kéint beispillsweis op engem Modell wéi de Centre PET-scan vum CHL fonctionnéieren, wou d'Dokteren all zesummen an enger „Version light", soen ech elo emol, vun administrativer Struktur an engem Comité de pilotage Décisiounen huelen an och zesummeschaffen. Dat ass e ganz flotte Modell. An esou eng Struktur gëtt vun engem Conseil scientifique begleet, deen och am Artikel 26bis vum Spidolsgesetz virgesinn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Spidolsplang ass och deen éischte Spidolsplang, deen net nëmmen eng einfach Oplëschtung vun de medezinesche Servicer mécht, fir déi Spideeler eng Autorisatioun ufroen, mä en hält villméi ganz detailléiert Definitioune bäi oder en hëlt déi villméi u vu verschiddenen Typpe vu Servicer. Dës Definitioune besoen, wéi een Typ vu Patienten a wéi engen Typpe vu Servicer behandelt gëtt, a beinhalte verschidde Standarden an organisatoresch Normen. Dat ass eppes ganz Wichteges. An hei steet virrangeg de Patient am Mëttelpunkt, an net déi eenzel medezinesch Aktivitéit.

De Spidolsplang gesäit, wéi virdru schonn ugedeit, eng besser Notzung vun de bestoende Capacitéite vir. Dozou gehéiert, dass e Patient nëmmen da stationär, also mat Iwwernuechtung, am Spidol behandelt gëtt, wann et noutwendeg ass, an ëmmer dann ambulant, wa kee längere Spidolsopenthalt noutwendeg ass. Hei seet sech de Patient natierlech léiwer doheem wéi am Spidol, wann e längeren Openthalt net muss sinn a wa kee Risiko besteet. Wie vun eis denkt net esou? Et ass wierklech net ze vertrieden, dass haut nach systematesch Leit stationär opgeholl ginn, obwuel se ouni Weideres kéinten ambulant behandelt ginn.

Ech illustréieren dat ëmmer mat der Ophtalmologie, wou an anere Länner de groe Star zu ronn 80% ambulant operéiert gëtt. Bei eis waren et an der rezenter Vergaangenheet knapps 20%. Dës Messagë sinn dobausse schonn ukomm. An e Bett geluecht ze ginn, wann een net brauch, dat ass net dee Service um Patient, dee mir eigentlech mengen.

Bei de Capacitéiten a bei der Wiel tëschent ambulant a stationär musse mer allerdéngs och engem zentrale Fakt Rechnung droen, dass eis Patienten, och bei eis, ëmmer méi al ginn, an dass mer och an Zukunft ëmmer méi eeler Patiente wäerten ze betreien hunn, mat allen Erausfuerderungen, déi dat bei der Prise en charge mat sech brëngt.

Fir de Virage ambulatoire ze stäerken an ëmzesetzen, gesäit dëse Spidolsplang och fir déi éischte Kéier eng Definitioun vun de Services d'hospitalisation de jour chirurgicale an non chirurgicale vir a leet eng fest Zuel vun dëse Servicer um nationale Plang fest. Fir dass de Virage ambulatoire an der Zukunft wierklech gräift, muss d'Ëmsetzung vun dësem Plang vun enger Adaptatioun um Niveau vun eiser Nomenclature begleet ginn.

Finanziell Incitatiffe kënnen duerchaus derfir suergen, dass verschidden ambulant Agréffer ënner spezifesche Konditioune besser rémunéréiert gi wéi stationär Agréffer. Dofir stinn ech och bei dëser Fro an enkem Kontakt zu mengem Kolleeg Sozialminister, fir dass bei zukünftege Reformprozesser eis Nomenclature dem Virage ambulatoire ka Rechnung droen an deen och begleede kann.

Et sief och niewebäi bemierkt, dass et dem Spidolsplang laut Spidolsgesetz net erlaabt ass, déi verschidde medezinesch Servicer un déi eenzel Spideeler einfach ze attribuéieren an ze soen: Du kriss dat an du kriss dat a fir dech ass dat doten um Programm.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat geschitt villméi op Demande vun deenen eenzelnen Haiser selwer, op der Grondlag vun engem Dossier un de Gesondheetsminister. A laut Spidolsgesetz kann de Spidolsplang déi maximal Zuel vun de Servicer festleeën, mä déi Servicer ginn deemno op der Grondlag vun engem Projet de service en bonne et due forme duerno autoriséiert.

En anere Prinzip am Plan hospitalier ass deen, dass et just nach maximal ee Service pro Centre hospitalier gëtt a keng Multiplikatioun vun deeneselwechte Servicer op deene verschiddene Sitten. Allerdéngs erlaabt de Spidolsplang, fir ënner spezifeschen a limitéierte Konditiounen nieft dem Service um Haaptsite eng Antenne de service op engem anere Site vun engem Centre hospitalier ze schafen an domat d'Kontinuitéit vun deene Soinen awer ze garantéieren.

Här President, ech wëll haut ervirsträichen, dass mer an dësem Plan hospitalier méi wéi a viregte Plan-hospitalieren derfir suerge wäerten, dass net jiddwereen alles an iwwerall mécht a soll maachen. Et ass fir mech absolut kloer an a mengen Aen onverzichtbar, dass all Centre hospitalier op engem vu senge Sitten e Service urgence garantéiere muss an dass déi medezinesch Grondleeschtungen an alle Centre hospitaliere mussen oprechterhalen a garantéiert ginn. Dat ass a mengen Aen och ganz wichteg, fir eng Grondakzeptanz vun dësem Spidolsplang um Terrain ze erreechen.

Wat net dierf geschéien, ass, fir de Patienten, déi an eis Spideeler higinn, eng falsch Sécuritéit ze vermëttelen. Och wann et vill Erklärungsbedarf mat sech brëngt, sollte mir gegebenenfalls léiwer an d'Richtung goen, fir e Service an engem oder an e puer Spideeler net ze autoriséieren, wa mer d'Garantie net hunn, dass de Patient déi beschtméiglech Prise en charge an deem Service ka kréien.

An deem Kontext géif ech och gären op d'Pädiatrie ze schwätze kommen. D'Kanner si ganz besonnesch Patienten. An all d'Elteren, déi scho mat hire Kanner owes spéit hu missen a e Spidol fueren, well eppes geschitt war oder well se net woussten, wat mat hirem Klenge lass wier, wëssen haut, vu wat ech schwätzen.

Als Gesondheetsminister sinn ech der Meenung, dass alles ronderëm déi intensiv pädiatresch Soinen am beschten an enger zentraliséierter Struktur sollt geleescht ginn, déi optimal fonctionnéiert a wou fir eis klengste Patienten déi beschtméiglech héichwäerteg Prise en charge ka garantéiert sinn.

Ech sinn awer ganz geneesou fester Meenung, dass eng primär Prise en charge pédiatrique iwwerall, also och am Süden an am Norden, bestoe bleiwe muss.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- All Bierger an alle Regioune vum Land musse kënne mat hirem klenge Kand an e Spidol goen, fir do eng éischt Prise en charge ugebueden ze kréien an an e kompetente Service vum Spidol opgeholl ze ginn. A wann et wierklech eppes méi Schlëmmes ass, wat dee Moment an den Domän vun der intensiver Pädiatrie fält, da muss dee klenge Patient an d'Kannerklinik transferéiert ginn. Och dat ass eng vun den Aussoen, déi sech aus deem neie Plan hospitalier erausschielt.

Fir dass dëse System awer fonctionnéiert, a mir haten d'éinescht an der Froestonn scho Geleeënheet, doriwwer ze schwätzen, ass et onerlässlech, dass de Finanzement vun de pädiatreschen Aktivitéiten an eise Spideeler, déi zu Onrecht zu deene mannst rémunéréierte Kategorien am Spidolssecteur gehéieren, an och d'Ressourcë fir d'Kannerklinik substanziell opan ausgebaut kënne ginn. Och hei ass d'Bewosstsinn do, an d'Gespréicher mat allen Akteuren, inklusiv dem Sozialminister an der CNS, si schonn entaméiert.

Ech wollt awer net schléissen, ouni nach eemol kuerz op d'Clinique Sainte-Marie zréckzekommen an op d'Reduktioun respektiv d'Ëmwandlung vun hire Better. Jo, et ass wouer, dass deen nei fusionéierte Groupe Robert Schuman proportionell méi Akutbetter duerch déi generell Diminutioun vun dëser Bettekategorie ver-

léiert. Et ass awer genausou wouer, dass d'Clinique Sainte-Marie laut heitegem Spidolsplang vum 1. Januar 2014 u keng Autorisation d'exploitation als Hôpital de proximité méi huet, an dass eng Konsequenz doranner hätt kënne bestoen, dat Spidol op der Grondlag vum aktuelle Plan hospitalier zouzemaachen. Et ass och genausou wouer, dass d'Clinique Sainte-Marie ee vun deenen niddregsten Taux d'occupation am ganze Land huet.

Ech hunn décidéiert, fir d'Clinique Sainte-Marie iwwert d'Lafzäit vun dësem Plan hospitalier ofzesécheren an net zouzemaachen, an dat aus zwee Haaptgrënn: Éischtens, well déi lescht Joren net onwesentlech an dat Haus investéiert ginn ass, fir déi néideg Mesures de sécurité kënnen ëmzesetzen; zweetens, well mer eis engagéiert hunn, fir dem Personal, dat do schafft, eng Zukunft an deem nei fusionéierte Groupe Robert Schuman unzebidden.

De Centre hospitalier Robert Schuman gëtt duerch den neie Spidolsplang ënner anerem mat deene 40 zousätzleche geriatresche Rehabilitatiounsbetter, déi dem Grupp vun 2017 un zeguttkommen, mat insgesamt 70 geriatresche Rehabilitatiounsbetter dee bei eis bäi Wäitem gréisste Grupp am Beräich vun der geriatrescher Versuergung, déi mir als eng vun eise groussen Zukunftsprioritéite ganz besonnesch um Häerz läit.

D'Clinique Sainte-Marie behält deemno bis 2020 an iwwer eng Verlängerungsfrist vun zwee zousätzleche Joren eraus eng Aktivitéit, déi de Grupp récupéréiert, an d'Personal ass domadder ofgeséchert. All déi Elementer waren net kloer bis zu dësem Projet de plan hospitalier.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech schonn ufanks vu mengen Ausféierunge betount hunn, ass de Spidolsplang e ganz wichtegt Steierinstrument, dat vun anere genausou wichtegen Elementer muss begleet ginn. Ech si mer och bewosst, dass dësen drëtte Spidolsplang, deen um Spidolsgesetz vun 1998 baséiert, u seng Grenze komm ass, an dass deen nächste Spidolsplang net iwwer e Reglement, mä iwwer e Gesetz wäert opgestallt ginn. Meng Servicer si schonn amgaangen, un dëser gesetzlecher Grondlag, déi eng Ännerung vum Spidolsgesetz bedéngt an déi och nach zu weideren Ännerunge wäert féieren, ze schaffen.

En attendant schafe mer mat dësem Spidolsplang eng, a mengen Aen, ganz zolidd Basis, op där sech eise Spidolssecteur an deenen nächste Joren développéieren an nei Forme vun der Zesummenaarbecht ustriewe kann. Am Mëttelpunkt steet de Patient an esou muss et och bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech freeë mech op e konstruktiven Débat an ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Ministesch.

Als Éischten an der Debatt huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen neie Spidolsplang gëtt alt nees iwwer e Règlement grand-ducal ëmgesat. D'Règlements grand-ducaux, dat sinn Instrumenter vun der Regierung, si exekutéieren am Prinzip Gesetzer. An dat gëllt jo dann och fir dëse Spidolsplang.

Duerfir hu mer och dës Kéier nees, wéi all Kéiers, eng Diskussioun: Wat däerf drastoen? Wat net? Wéi eng Aktivitéite wou stattfannen däerfen, dat däerf net drastoen. Mir hunn also eng Aart Virwëztut. A mer wëssen, bei der Verdeelung vun den Aktivitéiten huet d'Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois de Lead. Si décidéiert, wat wou hikënnt. Notamment dann och, wou wéi eng Kompetenzzentren hikommen.

Well d'Demande fir d'Schafe vu Kompetenzzentre muss laut Spidolsplang jo duerch d'Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois gemaach ginn, hätt ech eng Fro. Här President, wier et net besser, dës Kompetenz engem onofhängege Gremium ze ginn, wou all relevant Spideeler gläichberechtegt dra vertruede wieren? An, eng zweet Fro hannendrun: Besteet och net hei de Risiko, dass de Principe de l'égalité devant la loi violéiert gëtt?

Mir hunn och all Kéiers, wa mer iwwer e Spidolsplang diskutéieren, Diskussiounen iwwert de Betterofbau, deen am Plan hospitalier steet. Well dat ass am Fong geholl déi eenzeg Variabel, déi all Kéiers erëmkënnt. Et géif ee bal mengen, doru kéint een d'Qualitéit an d'Performance vun eiser Spidollandschaft moossen.

Tatsaach ass: Mir haten a mir hunn eng héich Durée moyenne de séjour, eng vun deenen héchsten, mat 7,57 Deeg, wou e Patient am Duerchschnëtt an engem Spidol läit. Mir hunn déi behalen, obscho mer ëmmer manner Akutbetter haten.

Och hei stellt sech d'Fro, déi och all Kéiers opgeworf ginn ass: Misst déi Reduktioun vun de Better, déi de Plan hospitalier virgesäit, net am Gesetz festgeschriwwe sinn, well de Beräich vun der Santé jo duerch d'Verfassung eng Matière réservée à la loi ass? An och hei stellt sech subsidiaresch déi Fro: Wéi ass et och hei mam konstitutionelle Grondprinzip vun der Égalité devant la loi?

Et gëtt nach keng Äntwert. Mä eppes ass kloer: Hei läit Sprengstoff an der Loft. Well bis elo huet nach kee Spidol ugesicht, mä wann, dann, fäerten ech, hu mer eng Äntwert a mir hu kee Spidolsplang méi!

Et kann een och keng richteg Visioun aus dësem Spidolsplang erausliesen, scho guer kee Wëllen, den Ambulatoire ze förderen. Well et stinn e puer Elementer dran, jo, mä de Kapitel „Ambulatoire" ass wierklech net ausgebaut. E gëtt net prioritär behandelt, wéi et jo am Fong geholl am gudden Avis vun der AMMD opgeworf gouf.

Mir fuere bis elo nach ëmmer déi Schinn vum Hospitalier weider. Ech soen et also, meng Meenung, eis Meenung, och dëse Spidolsplang ass also kee Qualitéitssprong.

Ech hat et gesot, d'Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois huet eng Schlësselstellung. Si huet de Lead. An dat ass am Fong geholl eng komesch Situatioun, wou dach de Gesondheetsminister de Lead misst hunn iwwert d'Gestaltung vun der Spidolspolitik.

D'Madame Minister huet et gesot, a si hat et och an hirer Kommissioun gesot, si hätt de Wonsch vun engem verbesserten, méi transparente Spidolsplang, an der Chamberskommissioun. Si hat deen ugesot. Si sot, si hätt léiwer e Gesetz gemaach, well se weess, dat gëtt juristesch méi hier, an et wier och méi prezis, et kéint méi prezis formuléiert ginn. Mä dat wier elo e bësse schnell gaangen. An dëse Spidolsplang misst 2015 a Kraaft trieden.

Ech kann dës Einsicht verstoen, mä si ass e bësse spéit, well wann ech an der Geschicht vun de Spidolspläng Diskussiounen noliesen - esou konnt ech zum Beispill am Joer 1997, de 25. Juli, am „Lëtzebuerger Wort" liesen, do ass et ëm déi grouss national Déngschter gaangen, déi am Plan hospitalier sinn, do stoung: „Allerdings fehlt aus juristischen Gründen die ausdrückliche Erwähnung der Ortsangaben." Also kloer, wat soll wouhin? An deemools ass da preziséiert ginn: „Weil es sich hierbei um eine Prärogative des Gesundheitsministers handelt."

Et ass also scho laang gewosst, wat de Spidolsplang iwwer ee Règlement grand-ducal hiergëtt, wat e wäert ass a wat net a wéi eng Risikoen en huet.

An och am aktuelle Spidolsgesetz vum 28. August 1998 steet am Artikel 2: „Le plan hospitalier national sera établi par règlement grand-ducal…" - an dann - „…sur base des données à fournir par la carte sanitaire." Ech stelle fest, d'Carte sanitaire weist nach Regiounen op, de Spidolsplang awer net. Dës Inkohärenz misst onbedéngt gekläert ginn.

Gekläert misst och Folgendes ginn - ech hat et virdru schonn deelweis ugeschwat -, an der Verfassung steet am Artikel 11 Paragraf 5: „La protection de la santé est réservée à la loi." Dat, wat am Spidolsgesetz steet, dat heescht, de Spidolsplang iwwer e Règlement grand-ducal ze maachen ass also contraire zur Verfassung. Et wier also méi wéi ubruecht, déi grouss Linnen duerch e Gesetz festzeleeën.

Ech soen et, déi aktuell Situatioun ass an deem Sënn fahrlässeg. An ech hu jo och elo héiere vun der Ministesch, dass se esou séier wéi méiglech hei wëllt légiféréieren. De Spidolsplang soll, an eisen Aen, just eng Guideline sinn, wat ech och wëll an deenen nächste Minutten erklären.

Ech wollt fir d'Éischt nach eng Kéier e kuerzen interessante Bléck no hanne werfen, well ech erënnere mech, wéi virun 20 Joer hei an der Chamber de Plan hospitalier kommentéiert gouf. Et ass gesot ginn, dee Spidolsplang wier „ee Strategie-Instrument, wou privat an éffentlech Spideeler sech streiden a positionéieren".

An och nach haut gëtt et dës polariséiert Welt - och wann d'Ministesch an der Kommissioun zu eis gesot huet oder gemengt huet, deem wier net méi esou -, well déi eng mengen nach ëmmer, déi eng géifen déi aner iwwert den Dësch zéien. Dëse Reflex ass nach do an et ass och nach ëmmer een deem anere säi Feind.

Déiselwecht Nimm kommen ëmmer nees erëm iwwer Joren an et gouf och scho munch Geschicht geschriwwen. Mä global gekuckt huet een d'Gefill, dass de Spidolsplang net richteg vun der Plaz kënnt. Haut ginn nach déiselwecht Froe gestallt, wéi virun 20 Joer, an dat, wat de Johny Lahure virun 20 Joer gesot huet, ass och nach haut wouer: „Le privé doit être traité de la même façon que le public." Dat huet den Här Lahure - deemolege Gesondheetsminister - gesot an dat ass haut och nach wouer.

An och all Kéiers bei de Spidolspläng gëtt et da Kritik. Ech wëll och hei e Beispill ginn aus dem Joer 1997. Den 23. Juli stoung am „Journal" - dat sinn also och 17 Joer hier, déi hunn eng Referenz gemaach op 1984, dat muss ee sech virstellen! - :„Seit 1984 verspreche die Regierung eine umfassende Modernisierung der Spitäler und eine Anpassung an die rasante technische Entwicklung im medizinischen Bereich. Außer kostspieligen Studien und Plänen sowie zahlreichen Expertisen und Gutachten sei bisher nichts Konkretes realisiert worden. Im Interesse der Patienten bestehe aber akuter Handlungsbedarf."

Ech stelle fest, an den zéng Joer vun 1984 bis 1994 - wat normal ass, du ware mer am Ufank -, dunn ass och vill studéiert ginn. Mä an deenen 20 Joer duerno, vun 1994 op 2014, huet sech d'Spidolslandschaft effektiv verännert - zuelemëisseg sinn aus 14 Spideeler nach just véier fusionéiert Strukturen entstanen -, mä d'Spidolslandschaft, mengen ech, huet sech net wéinst, mä trotz dem Afloss vun der Gesondheetspolitik weiderentwéckelt, well et gouf am Fong geholl ni eng konsequent Linn, déi d'Haaptobjektiver an d'Basis definéiert opgestallt hätt, ausser - ech hunn et scho gesot - d'Erofsetze vun den Akutbetter.

Dat globaalt Bild vun der Gesondheetslandschaft hei zu Lëtzebuerg ass duerfir och net esou positiv, well wéi schreift och d'IGSS an hirem Rapport iwwert d'Fixation de l'enveloppe budgétaire des établissements hospitaliers: „Le classement du Luxembourg, parmi les pays de l'OCDE, ne renvoie pas à l'image d'un système de santé en pleine forme."

Effektiv, d'Gesondheetsausgaben hei zu Lëtzebuerg leien héich, bei 4.578 Dollar pro Awunner. Dat ass déi néngte Plaz bei 34 Länner an der OECD. An dernieft gëtt och deen eenzelne Bierger nëmme wéineg aus fir d'Gesondheet. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat ongeféier 7% vum PIB, an der Belsch sinn et der 8, an Däitschland 10,4. E bëssen nom Motto „de Stat vill, de Patient wéineg".

Mä esou, wéi mer haut opgestallt sinn, kann dës Équatioun net méi laang geschriwwe ginn. Wa mer nämlech an eiser globaliséierter Welt fir d'Zukunft eng effizient a performant Spidolslandschaft zu Lëtzebuerg wëllen, musse mer den aktuelle System hannerfroen.

Duerfir werfen ech d'Fro hei op: Brauche mer iwwerhaapt an dëser moderner Welt e Spidolsplang, e Plan hospitalier, also eng Planwirtschaft? Ech äntwerten domat kloer, dass mir e geregelte Kader brauchen, deen der Entwécklung am Gesondheetsberäich förderend zur Säit steet. En däerf awer net esou opgestallt sinn, dass en Effet-perversë produzéiert.

Wat verstinn ech ënner Effet-perversen? Ma éischtens, dass verschidde Leeschtunge méi deier ginn oder verschidde Leeschtungen net kënne prestéiert ginn, well de Spidolsplang dat verbitt, obschonn et sënnvoll wier. Ech verstinn och ënner Effet-perversen, wat d'Ministesch och virdru gesot huet, wa jiddwereen alles maache kann ënner iergendwelche Konditiounen.

D'Qualitéit muss ëmmer am Mëttelpunkt stoen a wichteg aner Grondprinzipie musse sinn. De Patient steet och ëmmer am Mëttelpunkt - de libre Choix fir de Patient -, an all Bierger - e bësse wéi an der Landesplanung - huet e Recht, egal wou en am Land wunnt, op déiselwecht Leeschtungen.

Weider Spillregele si jo, dass den Dokter och de libre Choix huet, sech ze installéieren, wou e wëllt. An déi verschidden Akteuren, déi gi jo och d'selwecht behandelt, wat d'Budgétisiéierung an d'Tariffer ugeet. Also an deem Beräich gëtt et och keng Médecine à deux vitesses.

An an esou engem Ëmfeld, mengen ech, a mat deenen Oplage kann e Spidolsplang keen ze contraignantë Charakter hunn, well de Spidolsplang, dat ass e liewegt Instrument, wat sech ëmmer nees upasst mat engem gesonden Équiliber tëschent „bottom up" an „top down". Also en Ausgläich tëschent deem, wat vun der Basis, vum Terrain kënnt, a vun deem, wat uewe soll organiséiert ginn.

Mir brauche keng Iwwerreglementéierung vun uewen, mä mir brauchen eng Bündelung vun individuelle Bestriewungen am Déngscht vum medezinesche Fortschrëtt vun ënnen erop, an dat an engem gutt definéierte Referenzkader.

An och hei ass et net, fir de Subsidiaritéitsprinzip am Gesondheetsberäich ze ignoréieren. Duerfir heescht et: Déi medezinesch Leeschtunge sollen do gemaach ginn, wou et sech am beschte mécht. An et ass och net, fir hei grouss ideologesch Prinzipie wëllen duerchzesetzen.

Kuerz gesot: Eng gutt Spidolslandschaft ass organiséiert an orientéiert sech pragmatesch un der Realitéit um Terrain.

D'Realitéit ass, dass et nach ëmmer Spannungen tëschent den éffentlechen an de private Spideeler gëtt, net nëmmen um Terrain - ech hat dat jo och scho gesot. Hei däerfe keng Ofrechnunge gemaach ginn um Niveau Spidolsplang. Duerfir muss all Spidol - déi dräi éffentlech an dat privat - déiselwecht Chancë kréien.

Dës Fuerderung gëllt ëmsou méi an ass ëmsou méi wichteg, wann ech den Avis vun der AMMD liesen, well deen orientéiert an eng Richtung, wou dat am Fong geholl eng Conditio sine qua non wier.

D'AMMD fuerdert, mir sollten am Sënn vun der Effizienz hei zu Lëtzebuerg fir eis Spideeler nach just ee Labor mat engem Kompetenzzenter Biologie clinique, deen dann do integréiert wier, nach just ee Service informatique, nach just ee Logistikzenter mat enger Zentralsterilisatioun fir all Spideeler, een eenzege Service fir d'Hygiène hospitalière - also och e Kompetenzzenter - an och een eenzegen Dossier médical, deen a mengen Aen den A an den O vum System ass, een Dossier médical informatisé. Well wann dee gutt ass, da kann ee besser benchmarken, besser kontrolléieren, besser vergläichen an et kritt een e besseren Duerchbléck iwwert déi medezinesch Exame vum Patient. Dëst erlaabt, dass keng duebel Röntge gemaach ginn oder aner Exame kënne vermidde ginn.

Dëst sinn interessant Pisten, déi méi oder wéineger mussen ugaange ginn, am Sënn vun der Qualitéit an am Interessi vum Patient.

Ech wollt och nach op e puer aner Punkten agoen, déi musse geregelt ginn, fir de bestehende System ze performéieren.

Éischtens emol d'Behaaptung, d'Doktere géifen am System ze vill kaschten, dat muss iwwerkuckt ginn. Hei muss déi onnuancéiert global Uerteelung ophéieren. D'Doktere sinn effektiv de Moteur vum System, ouni si geet net vill a si hu vill Responsabilitéit an natierlech och e Käschtepunkt.

D'medezinesch Käschte belafe sech bei de Gesamtgesondheetskäschten op manner wéi 20%, a wann ech de Spidolssecteur kucken, da sinn et manner wéi 10%. Ech kann och e Beispill ginn, wat net alles seet, mä trotzdeem ginn ech et.

Wann eng Fra zum Beispill, déi Broschtkriibs huet, dann eng nei Broscht opgebaut kritt an engem Traitement iwwer fënnef Deeg an engem Spidolsopenthalt, wat den Dokter da realiséiert, da kritt deen dofir 500 Euro. Ass dat ze vill? Fir dat nozekucken, bräicht een emol konkret Zuelen, mä déi lescht Zuelen iwwert d'Gehälter vun den Doktere fënnt een am IGSS-Rapport iwwert d'Enveloppe budgétaire hospitalière vum Oktober dëst Joer - also 2014 - an déi sinn aus dem Joer 2006. Wéi léisst sech do eng objektiv Diskussioun féieren?

Et gëtt am Fong geholl ganz vill On-diten ouni prezis Chifferen. Et gëtt gesot: Spezialisten aus engem Beräich am Gesondheetssystem verdénge méi wéi déi aner. D'Generaliste verdéngen net genuch. Déi eenzeg konkret rezent Chifferen, wat d'Doktere verdéngen, kann een elo am Avis vun der AMMD liesen, wou am Kader vum Spidolsplang steet, fir d'Joer 2013 goufen 18,36 Euro d'Stonn bezuelt fir en Dokter, deen am Service d'urgence vun de Spideeler, déi Garde haten, geschafft huet.

Duerfir plädéiere mir derfir, fir eng detailléiert Analys iwwert d'Gehälter am Spidolssecteur am Generellen an och fir d'Medeziner am Speziellen ze maachen, fir eventuell Effet-perversen ze regulariséieren. Dat ass awer nëmme méiglech, wa mer déi noutwendeg Documentation hospitalière hunn. Wat eis dann och herno erlaabt, déi noutwendeg Kontroll ze maachen. Mä déi hu mer awer nach net. Déi muss also schnellstens kommen.

Duerfir erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen. Iwwerhaapt gëtt et wéineg objektiv Statistiken am Gesondheetsberäich, obschonn - dat muss ee sech och emol virstellen - an der SEMA-Etüd, aus dem Ufank vun den 90er Joren - also scho méi wéi 20 Joer hier -, gefuerdert gouf, statistescht Material opzestellen, fir de Gesondheetssystem argumentativ besser ze steieren. An och de Rapport Lenz, deen d'Madame Ministesch invoquéiert huet, ass ganz contestéiert vun de Leit vum Terrain, ebe wahrscheinlech och, well net genuch Material do

ass, fir argumentativ déi eenzel Problematiken ze positionéieren.

Eng zweet Problematik, déi ech wollt ugoen, dat ass déi, fir de strukturelle Käschtepunkt vum Lëtzebuerger Modell ënnert d'Lupp ze huelen. Mir wësse jo hei zu Lëtzebuerg, dass mer ee gudde Gesondheetssystem hunn, de Patient kritt vill gebueden an e muss wéineg participéieren. Hie brauch net, wéi zum Beispill rezent Statistiken aus Frankräich, sechs Deeg ze waarden, fir e Rendez-vous ze kréie bei engem Generalist oder méi wéi honnert Deeg bei engem Aendokter - esou ass et a Frankräich.

Mä de System ass awer och net bëlleg. Mir wëllen domat net soen, dass eis Gesondheet näischt kaschten däerf. Si ass dat Wichtegst, wat mer hunn, an et kritt ee se och net zum Nulltarif.

Si muss eis eppes wäert sinn. Mä am Verglach zu eisen Noperen aus der EU respektiv zu der OECD steet fest - dat hunn ech och am Rapport vun der IGSS fonnt - : Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 2,8 Medeziner op dausend Leit, d'Moyenne vun der OCDE läit bei 3,8 Medeziner. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 11,3 Infirmiere pro dausend Leit, an der Moyenne vun der OCDE sinn et der 8,8. Well mer also méi Infirmieren hunn a manner Dokteren, ass et evident, dass mer 4,1 Infirmieren hu pro Dokter, wat da méi héich ass wéi den Duerchschnëtt an der OCDE.

Weider wësse mer awer och statistesch hei zu Lëtzebuerg, dass d'Léin vum paramedezinesche Personal déi héchsten an der westlecher Welt sinn. Wat dann och deelweis erkläert, firwat dass mer hei zu Lëtzebuerg méi Grenzgänger - dat sinn 52,5% - am Lëtzebuerger Gesondheetssecteur hunn, wéi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Dëst erkläert zwar awer net, firwat esou wéineg Lëtzebuerger Interessi hunn um Fleegeberuff. Dësem Zuelematerial muss ee Rechnung droen, wann een eng Spidolslandschaft fir d'Zukunft opstellt.

Am Budget vun 2014 sinn nämlech 82% Fraisfixen. Dovu sinn dann och 82% eleng Personalkäschten an 18% si Frais variables. Dat heescht aneschters ausgedréckt, méi wéi zwee Drëttel vun den Ausgabe si Personalkäschten, déi incompressible sinn.

Wa mir also wëssen, dass mer 2,5 Infirmiere pro dausend Leit méi hunn hei zu Lëtzebuerg wéi am OECD-Duerchschnëtt, sollt een dann net emol analyséieren, ob een de System net kéint esou strukturell méi performant opstellen, och an de Leeschtungen, mat deeneselwechte Leit, ëmsou méi, well de Secteur am Embroch ass a sech nei Challengë stellen.

An deem Kontext si mir och dat eenzegt Land, dat déi theoretesch Aarbechtsbelaaschtung vum eenzelnen Ugestallten am Secteur, dee sougenannten „PRN" benotzt, fir d'Budgete vu Spideeler opzestellen. D'Effikassitéit vun dëser Démarche muss och iwwerpréift ginn. A schliisslech wësse mer och, dass um Pabeier 15% vum Staff aus dem Spidolssecteur administratiivt Personal ass, also administrativ Aarbechte mécht, dernieft awer d'Realitéit um Terrain esou ass, dass ee groussen Deel vum Infirmierspersonal net am OP steet oder an der Fleeg, mä och administrativ Chargen huet; zum Beispill d'Dokumentatioun vun deem PRN. Dat ass net gutt.

D'Zil muss sinn: Kee Stellenofbau, déiselwecht Léin, méi eng effizient Notzung vun de Leit am Secteur, wëssend och, dass d'Kollektivverträg am Spidolssecteur ganz restriktiv sinn, wat d'Entloossungen ugeet bei Restrukturatiounen.

D'Regierung huet och politesch Prioritéiten hei am Regierungsprogramm festgeluecht, fir de System ze performéieren. Si schreift - ech hu fënnef Punkten erausgeholl - : „Et komme grouss Ännerunge fir d'Spideeler bis zum Enn vun der Legislatur. D'Ausgaben an der Assurance maladie musse sech dem Wuesstum vun der Wirtschaft alignéieren. Et gëtt eng Revisioun vun der Nomenclature virgeholl. Déi aktuell Enveloppe globale hospitalière gëtt bis Enn vun der Legislatur duerch e Financement à l'acte ersat. Et geet a Richtung Documentation de l'activité médicale."

E puer Remarquen: Déi sougenannten „DRG" soll zu Lëtzebuerg agefouert ginn. Also eng Tarification à l'acte. Anescht ausgedréckt, wann e Blinddaarm operéiert gëtt oder eng Hëft, da gëtt e Montant festgeluecht, eng Zomm, déi dann d'Spidol kritt fir déi Operatioun. À l'origine war deen DRG do geschafe ginn am Fong geholl, fir Pathologien ënner engem Code ze féieren, fir statistesch ze moossen an ze vergläichen. Säit e puer Joer elo gëtt en an eisen Nopeschlänner an der Finanzéierung vum Spidolssecteur agesat, a mir wëllen dat jo och maachen.

Do schéngt et eis, dass dee Schwäizer Modell méi interessant ass, well e contrairement zum däitsche Modell manner Effet-perversen huet. Well an Däitschland huet dëse System - dat kann een an Erfahrung brëngen - punktuell dozou gefouert, dass Operatiounen aus finanziellen Iwwerleeungen eraus méi heefeg duerchgefouert goufen.

An deem Kontext drängt sech awer och op, eng Analys ze maachen, fir ze kucken: Wat kascht am Fong geholl d'Gesondheet hei zu Lëtzebuerg? An déi Analys misst ee maachen, ier een un eng esou grondleeënd Ännerung denkt, wéi d'Aféieren ebe justement vun dësem System DRG oder Tarification à l'acte. Well dësen ass villeruerts - ech hunn et elo grad gesot - wéinst enger inadequater Emsetzung gescheitert.

Aner Elementer, déi een nach misst a Betruecht zéien, wann een de System wëllt besser opstellen, wann ee global d'medezinesch Versuergung wëllt verbesseren, dat sinn:

Éischtens, d'Maisons médicales misste global vernetzt an d'Gesondheetsversuergung agebaut ginn, an zwar esou, dass sech déi aktuell Situatioun verbessert, an zwar an den Urgencen, wou 75% vun de Fäll, déi sech do presentéieren, keng Urgencë sinn; also eng besser Vernetzung ustriewen. Esou mussen d'Konzept vun den Urgencen an de Fonctionnement vum Samu iwwerkuckt ginn.

Aus Zäitgrënn verweisen ech hei och op den Avis vun der AMMD. Et sinn awer onhaltbar Zoustänn, wann iwwer Jorzéngte Règlement-grand-ducallen net geholl ginn, déi dës Urgencë betreffen. Ech wier frou, wann d'Ministesch och géif dorop agoen, si ass och virdrun net agaangen op de Comportement vun de Kannerdoktere betreffend d'Maternitéen an d'Urgencen. Ech wier frou, wa se nach herno an hirer Interventioun dorop géif agoen am Detail.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- All dës Iwwerleeunge muss een am Kapp hunn, wann een dee Spidolsplang analyséiert. Dësen däerf een net méi esou liese wéi bis elo. Dëse wäert sech och anescht implementéiere wéi bis elo.

Duerfir muss een och kucken, wat dee Regierungsmotto heescht „pas tout partout". Well 95% vun de Leeschtungen am Spidolssecteur ass common business a just 5% sinn aussergewéinlech Leeschtungen. An den „tout partout" däerf och net dozou féieren, dass Dynamik a Motivatioun um Terrain blockéiert ginn, well d'Qualitéit vum Soin - dat huet d'Ministesch och gesot - muss ëmmer am Mëttelpunkt stoen - dorop kommen ech och nach ze schwätzen.

Elo e puer Punkten zum Dokument vum Plan hospitalier selwer.

Ech stelle fest, dass an enger Annex d'Services d'urgence nei geschriwwen, jo nei geregelt ginn - dee leschten Text war jo vun 1979.

Gëtt dat eng Verbesserung? Vill Dokteren an och vill Patiente sinn onzefridde mam Système d'urgence - ech verweisen och hei nach eng Kéier op den Avis vun der AMMD. Hei ass also wierklech Urgence, hei ass Handlungsbedarf.

An enger anerer Annex ginn déi eenzel medezinesch Servicer definéiert, ouni awer déi benotzte Quellen ze nennen. Wéi soll een dann dës Definitiounen novollzéien, wann een d'Quellen net kennt? Wéi eng Kritäre spille bei der Verdeelung vun de Services spécialisés? D'Zuel vun de Fäll? D'Zuel vun den Dokteren am Service? Déi technesch Ausrüstung?

Mat dësem Spidolsplang gi jo des Weideren och nach Kompetenzzentren agefouert. Dat ass jo och keng schlecht Saach u sech, mä se sinn nëmmen zueleméisseg opgefouert, well de Règlement grand-ducal net méi hiergëtt. Mä hei stelle sech vill Froen: Wat ass déi genau Definitioun? Wat sinn d'Normen? Wat sinn d'Basiskritären? Kréie si aner Moyenen? Wat ass de Statut vun dëse Kompetenzzentren?

Ech ka mer wierklech net ëmmer virstellen, wat esou e Kompetenzzentrum ass. Zum Beispill de Centre de compétence maladies psychosomatiques. Wat ass dat?

Et kann ee vläicht verstoen - dat maachen ech och -, dass ee wëllt am Kader vum Spidolsplang ee Kader setze fir d'Pathologien. Mä ech gesinn awer hei keng Methodologie an och keng Logik, wéi dëse Kader opgestallt gouf. Wat heescht och - an dat steet dran - e Centre de compétence cancer du sein et certains autres cancers? Dat ass net prezis. Dat ass net wëssenschaftlech an der Formuléierung.

An iwwerhaapt stellt sech och d'Fro, ob iwwerhaapt d'Schafe vun engem Broschtkriibskompetenzzenter Sënn mécht. Ob net jiddwereen dat kéint hei am Land maachen, dass een do net misst onbedéngt e Kompetenzzenter schafen, nëmme fir d'Broscht. Déiselwecht Iwwerleeung gëllt iwwregens och fir dee Kompetenzzenter, deen opgefouert gëtt fir sougenannten „Affections rachidiennes". A schliisslech, wat heescht dat, wann am Text steet „certains autres cancers"?

Dat Ganzt - ech hunn et scho gesot - ass eng Virwëztut a féiert zu ville Spekulatiounen a villen Onrouen.

Mir sinn der Meenung, dass ee Kompetenzzentrum sech op e Referenzsystem misst baséieren, deen all Aspekter, d'Formatioun vum Dokter a vum Personal, d'Équipementer an d'Behandlungsweeër vun deenen eenzelne Krankheetsbiller regelt. Dat fënnt een am Ausland an dat misst och d'Basis sinn.

Leider si keng elementar preliminär Aarbechte gemaach ginn. Mir hunn allzäit keng Kenntnis dervun. An et gëtt och kee Benchmarking. Et ass also um Gesondheetsministère, de Référentiel mat senge Qualitéitskritären a Kontrollmesuren ze definéieren, an dann un de Spideeler, ze kucken, ob se dës kënnen a wëllen erfëllen. Här President, Madame Minister, esou soll een et genee maachen.

Ech hat gesot, et misst versicht ginn, Léisungen ze sichen op Basis vum Bestehenden. Dat geschitt och mat dësem Spidolsplang. Dräi Lanze sinn nämlech prezis gebrach ginn: eng fir den nationale Kannerkompetenzzentrum an der Stater Kannerklinik, deem nieft dem Centre hospitalier. Dat versteet een. Mä ech stelle mer d'Fro, wat dat konkret strukturell heescht fir déi gréisste Maternité am Land, d'Clinique Bohler, och fir de Centre hospitalier du Nord a fir den CHEM am Süden. Dat och, well mer wëssen, dass d'Pädiatere keng Gardë méi maache wëllen. Duerfir ass dat dote schonn e waarmt Eisen.

Heescht dat elo, esou hunn ech dat emol gelies, fir eist Land, mir kréien an Zukunft nach just ee Service d'hospitalisation de jour, ee Service Chirurgie pédiatrique, ee Service Soins intensifs pédiatriques, ee Service hospitalier pédiatrique, eng Maison médicale pédiatrique? Dat heescht also, wann dat esou geet, dass mer kee Service pédiatrique am Norden an am Süde kréien, keng Maison pédiatrique zu Ettelbréck, keng Struktur bei déi gréisste Maternité am Land.

An Dir hutt et jo och gesot, Dir géift eng Prise en charge garantéiere fir d'Kanner, egal wou am Land. Mä wéi soll déi da mat spezialiséiertem Personal geschéien, wa mer dat Ganzt esou ëmstrécken? An och déi véier Maternitéen am Land, déi am Spidolsplang stinn, wéi sollen déi fonctionnéieren? Well ouni Pädiatere geet dat net, wann déi d'Knëppele bei d'Tromm geheien.

Also, hei ass wierklech Handlungsbedarf. An hei geet dee Prinzip, dee mer helleg ass: egal wou een am Land wunnt, huet een e Recht op déiselwecht Servicer, an dat an enger Optik, wéi se och an der Carte sanitaire ass, vu Regiounen, an zwar d'Regiounen Nord, Süd an Zentrum, dee fonctionnéiert hei net.

Eng zweet Lanz, déi gebrach gëtt, déi ass jo da fir den INCCI, den Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle. Do gëtt jo aus käschtespuerende Grënn monéiert, et sollt een dësen nationale Service am CHL integréieren. An datselwecht soll da mam Centre Baclesse geschéien, dee soll an den CHEM integréiert ginn, duerch d'Argument, dass d'Integratioun géif eng administrativ Vereinfachung brëngen.

Et ass richteg, dës zwee national Servicer hu sech bewäert als solch an och am Fonctionnement mat deenen aneren Akteuren um Terrain am Spidolssecteur. Bei der Schafung gouf awer ëmmer d'Onofhängegkeet no vir gefouert. Et ass gesot ginn, dat ass wichteg. Dat war en Haaptargument. Mä wa mer dat awer hei maachen, dann ass dëst Haaptargument fort.

Mir hunn eng integréiert Struktur. Déi zwee Haiser kriten dann - ech hat dat och schonn an der Chamberskommissioun gesot, an et gëtt och dobausse vill esou verstanen - e Standuertvirdeel. Dëst kann zu Onzefriddenheeten, zu Effet-perversë féieren. An duerfir stellen ech mer d'Fro, ob déi geplangten Aspuerungen, well se sinn am Fong geholl nach net chiffréiert, nach net gerechent, ob dat wierklech derwäert ass.

Doriwwer eraus gëtt jo och en neit Südspidol gebaut. A wann ech dat richteg verstinn, da géif de Centre Baclesse jo mat op déi nei Plaz plënneren. Dee misst also do frësch gebaut ginn. Deeselwechte gouf, dat ass mer och opgefall, bis dato emol nach net ageweit. Duerfir kann d'Ministesch eis och soen, ob dat eng Kéier deemnächst geschitt. Ass dat esou?

Eng drëtt Fro, déi mer wichteg ass, et ass scho keng Fro, et ass éischter bal e Constat. Wann d'Proximitéit käschtespuerend ass - dat ass jo gesot ginn -, da wier et sënnvoll, och de Rehazenter um Kierchbierg am Hôpital du Kirchberg ze integréieren, well déi zwee geografesch direkt beienee leien. Dat wier wierklech sënnvoll an dat sollt d'Ministesch och maachen.

Ech stelle mer awer och nach aner Froen. Ech kann net novollzéien, firwat am Spidolsplang nëmmen ee Service néphrologie steet, wou déi véier Haiser eng Dialys hunn, wéi dat soll fonctionnéieren. Ech hunn et zwar an engem Artikel am „Lëtzebuerger Land" gelies, do si verschidde Modeller opgebaut ginn, mä Dir kënnt eis dat vläicht nach eng Kéier soen.

Wéi soll et klappen, wa mer nëmmen dräi Neurologien, eng Neurochirurgie, awer véier Service-urgencen am Land hunn, wou am Fong geholl esou e Service an eng Urgence gehéiert? Wéi soll et klappen, wa mer nëmmen eng Ophtalmologie am Land hu mat 50 Ophtalmologen? Wéi soll dat klappen? Kréie mer do net op eng Kéier franséisch Verhältnisser, wou et effektiv iwwer honnert Deeg dauert, bis een e Rendez-vous bei engem Ophtalmolog kritt?

A firwat maache mer nëmmen zwee Servicer vu Pneumologie am Land? Dat géif ech nawell och gär wëssen. Schliisslech nach zwou prezis Froen: Déi plastesch Chirurgie, wou kënnt déi hin? An och d'Rééducation gériatrique, wou kënnt déi hin?

Mä global gekuckt, Madame Minister, wéi sollen dës Reduktiounen a Konzentratioune vu Servicer vermëttelt ginn, ouni empiresch Grondlagen? Ech mengen, hei ass et Bonjour les dégâts. Wat sollt am Fong geholl d'Roll si vun engem Centre de compétence affections rachidiennes à traitement chirurgical? Ech hat jo och virdru scho gesot: Brauche mer iwwerhaapt esou een? Mä gëtt dësen zum Beispill net zoufälleg un de Service Neurochirurgie vum CHL annexéiert? Do kënnt Der eis och vläicht eng Äntwert drop ginn.

A wann am Text steet, beim Südspidol géif eng Limitation de mise à niveau des hôpitaux Esch/Niederkorn geschéien, wat geschitt dann um Site Nidderkuer respektiv mam Personal? Dat géif mech och interesséieren.

Et steet och nach dran - dat ass „Budget" an „Plan hospitalier" -: Op Diddeleng kommen dräi Better (veuillez lire: 30 Better) Rééducation/Réhabiliation gériatrique. Gëtt dat neit Gebai renovéiert oder gëtt een neit Gebai gebaut an der Zone d'activité Santé? Dat ass nieft dem Laboratoire national de Santé.

Ech wollt dann och nach e puer Wierder soen iwwert den Ambulatoire a seng Effeten. Et ass also kloer, dass d'Spidolslandschaft en anert Gesiicht wäert kréie mam néidegen Ausbau vum Ambulatoire.

Wat mech stéiert a wat, mengen ech, jiddweree stéiert, dat ass, dass dëse Spidolsplang kee kloere Kader, kee Konzept huet, keng Regelen huet, wéi d'Konversioun vun akute Better a sougenannten „Emplacementer", also ambulant Better soll geschéien. Et si keng Stimulanten dran, fir de Spideeler oder den Dokteren, jo, de Patienten de Wee vun der stationärer an déi ambulant Behandlung ze vereinfachen. Well haut gëtt et keen Ureiz fir d'Patienten.

Haut ass et esou, wann e Patient ambulant eng Interventioun kritt, da kritt en heiansdo nëmmen 80% rembourséiert vun der Krankekeess. Wann et am Spidol ass, kritt en 100% rembourséiert. Den Dokter huet keng Nomenclature deementspriechend, an och d'Spidol huet besser, wann de Patient kënnt, dass en owes am Spidol bleift a moies dann a Rou heemgeet, dann hu si och eng besser finanziell Situatioun.

Mir brauche Flexibilitéit, dat ass invoquéiert ginn an der Chamberskommissioun, jo, mä op d'mannst misst awer definéiert ginn, vu wat mer fortgi bei enger Konversioun vun engem Spidolsbett an en ambulant Bett. Well dat ass e wichtegen Enjeu. Hei kënnen drastesch Aspuerungen am Spidolssecteur erreecht ginn. Duerfir musse mer schnellstens eng kritesch Evaluatioun kréien, wat hei zu Lëtzebuerg kann ambulatoire gemaach ginn a wat hospitalier gemaach gëtt. Dat ass, mengen ech, ganz, ganz wichteg.

Dat Eenzegt, wat ech erausfonnt hunn an den Diskussiounen a wat kloer schéngt ze sinn, dat ass, dass den Ambulatoire exklusiv eng Compétence hospitalière sollt sinn. Mä hei drängt sech awer och d'Iwwerleeung op, ob et net am Intérêt justement vun engem performante Gesondheetssystem wier, den Ambulatoire och extrahospitalier, also an onofhängegen ausserspideelesche Strukturen ze bedreiwen. Dëst géif nämlech sécherlech zur Dynamiséierung vum Ambulatoire bäidroen. An esou kritt een och dee gewënschte Virage ambulatoire méi séier.

An eisen Nopeschlänner gëtt et nämlech déi Méiglechkeet. E performanten Ambulatoire spuert mëttel- bis laangfristeg Suen. D'Durée

moyenne de séjour geet erof. Am Ufank ass et zwar e bësse méi deier, mä duerno kënne ganz vill Sue gespuert ginn.

Zum Ofbau vun den Akutbetter am Spidolsplang. Am Beräich Rehabilitatioun a Convalescence komme jo Better bäi. Ech kann an dësem Spidolsplang awer net novollzéien, ob déi Zuel vu Better, déi iwwer moyen a long séjour geschafe ginn, ob dat déi richteg ass.

Ech stelle fest, dass mat dëser neier Politik zum Beispill 118 Akutbetter vum Plan hospitalier 2009 op null erofgefouert gi fir d'Clinique Sainte-Marie. Dir hutt dat virdrun e bëssen aneschters gesinn, mä ech gesinn et awer esou. 17 Millioune fir d'Instandsetzung vun engem akute Spidol verlafen domadder am Sand. Duerfir kommen awer da 40 Better fir geriatresch Rehabilitatioun an 20 Better fir Hospitalisation longue dureé amplaz.

Esou wéi et déi lescht Woch am „Journal" stoung, ginn heimat d'Personal an d'Medeziner virun e Fait accompli gestallt. Dat geet net. Net nëmmen hei, mä generell stellt sech d'Fro: Wat fir een Impakt huet d'Reduktioun vun de Spidolsbetter op d'Personal, dat an deene betraffene Spideeler beschäftegt ass? Dir hutt virdru gesot, dat hätt keen Impakt. Dann erkläert mer dat emol méi am Detail! A wéi eng Mesurë wëllt Der do huelen, fir dat am Fong geholl an de Grëff ze kréien? Hei sidd Der gefuerdert.

A mat dëser Bettepolitik verléiert de Groupement Schuman - dat muss ee feststellen - méi Better, wéi déi sougenannten „nërdlech" Spideeler. An doriwwer eraus fannen ech och néierens ee richtege Finanzéierungsmodell fir de Groupement Schuman, fir de Verloscht vun de Better ze kompenséieren, dat jo dann ambulatoire Better an der Stad ginn. Do fannen ech näischt.

Ech verstinn och net, dat ass och eng Geschicht, déi ech net verstinn: Zu Ettelbréck gi jo 15 Akutbetter op Wolz an d'Rééducation, an d'Réhabilitation gériatrique verluecht. Ettelbréck läit awer an de leschte fënnef Joer an der Auslaaschtung bei 83%. Dat ass also iwwert dem nationale Mëttelwäert. Dir hutt vun 80% geschwat. Ech hat och scho vun 72% héieren.

Wéi deem och ass, wann Der déi Better ewechhuelt, da geet also ganz kloer dee Wee zu Ettelbréck... da verschwanne Better an da geet d'Auslaaschtung sécher an d'Luucht. An dat kann zu Enkpäss vun akute Better féieren am Norden. Well wann een dat berechent a wann ee weess, dass am Norden d'Bevëlkerung an d'Luucht geet, da kritt den Norden e Ratio vun nëmmen 3,27 Better op dausend Awunner. Wann ech déiselwecht Logik vun 3,27 op d'ganzt Land projezéieren, da missten am Fong geholl nach weider 250 Akutbetter ofgeschaf ginn.

D'Moral vun der Geschicht: Am Norde gëtt hei méi geschnidde wéi am Duerchschnëtt. An, eppes, wat mer um Häerz läit: Et gëtt kee gesonden Équiliber tëschent de verschiddene Spidolspôlen. Dat ass net gutt. Mir brauchen eng nohalteg, équilibréiert Spidolslandschaft.

Schliisslech, ee leschte Punkt, deen een och net däerf aus den Ae verléieren, dee soll och eng Kéier hei gesot ginn: De globale Käschtepunkt vun der Gesondheetsfleeg hei zu Lëtzebuerg huet sech säit 2000, also iwwer 14 Joer, vun 839 op 1,947 Milliarde méi wéi verduebelt. 60% ginn iwwer Cotisatiounen, 40% iwwert de Budget bezuelt. 48% ginn zu Laaschte vum Hospitalier. Mir sinn also net wäit vun enger Milliard Euro ewech. De finanziellen Enjeu ass also grouss.

An duerfir plädéiere mir nach eng Kéier fir eng équilibréiert Spidolslandschaft, wou déi véier Partner - et gouf jo vill fusionéiert, ech hat et scho virdru gesot, an de leschte Joren - sech erëmfannen.

A wann ech vu Fusioun schwätzen, hätt ech e Stéchwuert, Här President, Madame Minister: De Projet E-Bau vun der ZithaKlinik, deen ass jo fäerdeg. Wéini steet deen um Ordre du jour vun der Chamber, wuel wëssend, dass d'Fondation Robert Schuman fir dëse Projet ass?

Da wollt ech nach eng Kéier op dee Punkt zréckkommen, ech hat gesot, équilibréiert Spidolslandschaft. Do muss also all Partner, fir en anstännegen nohaltege Business-Modell kënnen opzestellen, déiselwecht Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien. D'Gesondheet, sprëch d'Spidolsaktivitéiten däerfen net kommerziell gesteiert ginn.

An dach gëtt et awer eng gewësse Konkurrenz tëschent deenen eenzelne Partner am Spidolssystem. An dat fannen ech gutt. Well ouni Konkurrenz hätte mer hei zu Lëtzebuerg eng Monopolstellung, dat wier schlecht, well da wiere keng Vergläicher méi méiglech, weder national nach mam Ausland. An dës beliewen de System. Duerfir, jiddwer Block muss seng Chance kréie vun deene véier, och a Fonctioun vu senge geografeschen a raimleche Spezifissitéiten, op déi ech nach eng Kéier wollt agoen.

D'Nordspidol läit nämlech am ländleche Raum, an deem muss een och Rechnung droe beim Verdeele vun de Servicer. Am Norden ass nämlech de Wee vum Patient a säi Spidol méi wäit wéi am Süden oder am Zentrum. Am urbanen Zentrum sinn zwee Haiser, wou een zwee national Servicer mat Kannerklinik a Cardiologie interventionnelle huet.

Dat anert, d'Klinik um Kierchbierg, muss och eng adequat Spezifissitéit kréien, wëssend och, dass dëst Spidol am Einzugsgebitt läit vum Osten. D'Klinik Bohler, déi déi gréisste Geburtenzuel hei zu Lëtzebuerg opweist, läit derbäi. An de Rehazenter läit jo och direkt niewendrun. Duerfir, do wësst Der jo eis Meenung: Dir sollt de Rehazenter mat deem Haus verbannen.

Am urbane Süde muss d'Südspidol och weider déi héichwäerteg medezinesch Leeschtunge garantéiere wéi bis elo. An hei ass et och ganz kloer, dass Diddeleng an Nidderkuer eng adequat Auslaaschtung brauchen.

An och am Weste vum Land gouf am fréiere Stengeforter Spidol ee grousse Rehabilitatiounszenter vun 30 Better a Konventioun mam Centre hospitalier opgebaut. Hei verwonnert, dass am Plan hospitalier weder en Ausbau op 60 Better nach d'Iddi vun engem Accueil gérontologique zréckbehale gouf, ebe justement an der Iddi, fir déi aktuell Investissementer ze pérenniséieren.

D'Regel muss ëmmer sinn: De raimlechen, regionalen Équiliber muss iwwert d'Land garantéiert sinn. Duerfir komme mer och net derlaanscht - an dat ass och eng Fuerderung nach eng Kéier un Iech, Madame Minister -, dem Osten a senger Regioun eng Plattform ze ginn, fir déi medezinesch Versuergung an där Géigend ze garantéieren.

Ech hat gesot, de Patient muss am Mëttelpunkt stoen. Also vum Patient aus gekuckt kéint een d'Spidolslandschaft esou ëmschreiwen: D'Spideeler musse wëssenschaftlech a wirtschaftlech Referenzkadere kréien, mat deenen hinnen eng grouss Autonomie de gestion an d'organisation zougestane gëtt. Op Basis vu kloer definéierten Indicateuren an Norme vu Qualitéit gëtt dann en transparente Verglach tëschent de Spideeler eréischt méiglech.

A genau dat ass am Sënn vum Patient, deen näischt aneschters wëllt, wéi sécherzegoen, dass en do, wou e behandelt gëtt, och anstänneg behandelt gëtt. Eng équitabel Behandlung vun alle Spideeler ass deemno d'Grondviraussetzung, dass och d'Patienten équitabel behandelt ginn. A si stinn am Mëttelpunkt.

No dësem generelle Kommentar, ofschléissend, wéi soll d'Philosophie vum Spidolsplang sech elo, wéi ech se beschriwwen hunn, konkret an dësem Spidolsplang ëmsetzen?

Déi Analys, déi ech elo grad gemaach hunn, iwwerschneit sech perfekt an der Logik mat deem, wat de Collège médical a sengem gudden, konstruktiven Avis schreift, deen ech mat zwou Hänn géif ënnerschreiwen d'ailleurs. Also méi konkret: All Spidolszenter misst all chirurgesch a medezinesch Basisservicer kréien, eventuell mat enger Antenn op engem zweete Site. An hei misst d'Flexibilitéit spillen. Dat heescht, d'Spidol selwer misst kënnen ënnerscheeden, wou de Service a wou déi eventuell Antenn hikënnt.

Wann et Enkpäss gëtt an der Versuergung betreffend eng Pathologie an engem Haus, da muss d'Haus garantéieren, dass de Patient an engem aneren Haus eng Prise en charge kritt a soignéiert gëtt. Duerfir muss en Ofkommes mat engem aneren Haus gemaach ginn. Dëst setzt awer viraus, dass am Secteur organiséiert zesummegeschafft gëtt.

Wann an engem Spidolszenter e Service sech esou spezialiséiert, dass en d'Kompetenz an d'Zuel vun de Fäll kritt, wéi déi international Normen dat fuerderen, da muss him kënnen de Statut vum Centre de compétence gi ginn, oder, souguer besser, et géif ee vun engem neie Centre de référence schwätzen.

Do gëtt de Collège médical jo och e Beispill; wann zum Beispill de Service d'ophtalmologie sech spezialiséiert an der Chirurgie rétinienne, also an der Hornhautchirurgie. Wann et genuch Fäll gëtt, kéint ee sech virstellen, dass et zwee Centre-de-référencë gëtt. Och do gi se e Beispill: d'Obesitéit.

De Collège médical schwätzt och vu gesonder Konkurrenz, vu Flexibilitéit, fir Kontraproduktivitéit ze vermeiden an der Planung, vun deieren techneschen Équipementer, an e werft schliisslech d'Problematik vun deene rare Pathologien op, déi op engem Site am Land sollte behandelt ginn. Hei sollt Pragmatismus an d'Concertatioun spillen. Et sollt gekuckt ginn, wou dat sech am beschte mécht.

Wann dëse Spidolsplang mat deem néidege Fangerspëtzegefill ëmgesat gëtt, da schaffen net nëmmen all Akteure produktiv mat, mä dat Ganzt kann da wierklech eng Success Story fir de Patient ginn, eng qualitativ Plus-value fir eise Gesondheetssystem.

An duerfir nach, ganz ofschléissend, Madame Minister, Här President, wann d'Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg an an der EU am Ëmbroch ass - ech erënneren hei nëmmen un d'Direktiv Soins transfrontaliers -, wier et da wierklech net sënnvoll, global iwwerhaapt iwwer eise Lëtzebuerger Gesondheetsmodell ze schwätzen an do d'Problematik vu privater Medezin an dem Conventionnement obligatoire hei zu Lëtzebuerg kontrovers ze diskutéieren an dëser neier Welt?

Well eis Législatioun ass net méi fit fir déi nei Erausfuerderungen. Well egal wéi eng Gesetzesännerung kënnt, se drängt sech op, wa se och nëmmen aus dem Liicht vun der EU eraus ass, well d'Welt, déi bleift net stoen. Dat wësse mer alleguerten. Mir hu keen, deen op eis als Land Rücksicht hëlt. Dat hu mer an de leschten Deeg méi wéi erlieft.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Halsdorf. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir d'Éischt emol op dëser Plaz eiser Ministesch e ganz grousse Merci auszeschwätzen. Net nëmme fir hir Presentatioun haut an hei, mä awer och fir hir explizit Informatiounen an net manner wéi zwou Santéskommissiounen, där se den 21. Oktober an de 4. November Ried an Äntwert stoung, wat jo eigentlech och guer keng Obligatioun gewiescht wier, well, an dat wësst Der jo elo, mer et jo hei mat engem Projet de règlement grand-ducal ze dinn hunn.

Iwwert d'Gesondheet ze schwätzen, an dat och nach am Hibléck op d'Planifikatioun oder d'Reglementatioun, dat ka séier zu enger Zort Malaise féieren, fir hei e bëssen am medezinesche Langage ze bleiwen. Well all Moossnam an déi Richtung huet eben onweigerlech finanziell Auswierkungen. An dach weess jo awer jiddweree vun eis, dass d'Gesondheet kee Präis däerft ze hunn. Mä leider huet se awer e Käschtepunkt.

D'Madame Minister huet schonns erwähnt, dass d'Spidolswiese ronn 50% vun de Gesondheetsdépensen ausmécht. Wat ebe weist, wéi wichteg dësen Domän fir déi ëffentlech Gesondheet ass a wéi wichteg et och ass, d'Entwécklung vum Spidolswiesen net sech selwer ze iwwerloossen, mä hir e Kader ze setzen, dee sech un der Zilsetzung orientéiert vun der beschtméiglecher Gesondheetsversuergung vun der Populatioun, mat der beschtméiglecher Notzung vun de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn.

Lëtzebuerg ass bekannt derfir an houfreg drop, dass mer en exzellente Gesondheetssystem hunn, ëm dee mer och iwwert d'Grenzen eraus beneit ginn. A wann et drëms geet, fir up to date ze si mat ëmmer méi spezialiséiertem Material, ëmmer méi komplizéierten Techniken, ëmmer méi performanten an deieren Apparater, dann ass et legitim, dass mer där Ufuerderung vun eise Spezialiste wëllen an och mussen nokommen.

D'Medezin, déi setzt och ëmmer méi spezialiséiert Fachwëssen a Savoir-faire viraus. D'Approche zu der Krankheet an zum Patient ass mat der Zäit eng aner ginn. Dat hunn d'Entwécklung vun der Fuerschung an och vill Etüde mat sech bruecht. Eppes ass awer d'selwecht bliwwen, an dat soll och an eisem Débat hei an haut net vergiess ginn - meng Virriedner si schonn drop zréckkomm, ech widderhuelen et -: Am Mëttelpunkt vun allem steet de Patient, deen en Urecht huet op eng héichwäerteg, jo souguer eng optimal Gesondheetsversuergung. An e Patient, deen och an den Hänn läit vun deene Leit, déi op Éier a Gewëssen den Eed vum Hippocrate ofgeluecht hunn.

Déi vill Akteuren am Gesondheetswiesen, déi zum Deel och emol divergent Intérêten an d'Spill kënne brëngen, déi all gëllt et elo derzou ze kréien, fir un engem Strang ze zéien. De Spidolsplang ass do ee ganz wichtegt Instrument, fir der Entwécklung vum Spidolswiesen e Kader ze setzen an ze koordinéieren.

D'Basis vun dëser Planifikatiounsaarbecht ass de Besoin sanitaire vun eiser Populatioun. An et geet drëms, fir d'Ressourcen, déi dem Gesondheets- a Spidolssystem zur Verfügung stinn, esou gutt wéi méiglech ze notzen am Sënn vun der beschtméiglecher medezinescher Versuergung vun der Populatioun, och nom solidaresche Grondprinzip.

D'Spidolsgesetz definéiert ganz kloer, wat de Spidolsplang däerf reglementéieren, awer Themen a Projete wéi zum Beispill d'Documentation hospitalière, wéi d'Tarification à l'activité, wéi d'Maisons médicales, wéi d'Nomenclature oder awer d'Moderniséierung iwwert d'Ëmbauten, déi falen, wéi mer et schonn héieren hunn, net dorënner. Trotzdeem, an dat däerfe mer net vergiessen, si se awer eminent wichteg a se stinn och a Relatioun mam Spidolswiesen a se wäerten och seng Entwécklung beaflossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den neie Spidolsplang, dee soll verstäerkt eng Konzentratioun vu Kompetenzen a Servicer ustriewen, mam Zil, fir den double Emploi ze vermeiden a fräi nom Motto „net alles iwwerall". Och d'Enveloppe budgétaire, déi Hand an Hand mat dësem Plang wäert goen, déi ass baséiert op eng kloer Mutualisatioun vun den Aktivitéiten, do, wou se och nëmme méiglech ass.

Dëse Spidolsplang definéiert d'Modalitéite fir de Fonctionnement an de Klassement vun de Spideeler an definéiert eigentlech, an an engem Mooss, wéi dat virdrun nach net de Fall war, d'Spidolsservicer, an dat och mat den noutwendege Kompetenzstandarden, an d'Équipementer, an och d'maximal Zuel vun de jeeweilege medezinesche Servicer am Land.

Ech denke schonn, dass dat e grousse Progrès ass am Sënn vun der Qualitéit an och vun der Transparenz. Eng ganz Partie Froe stelle sech awer, souwuel fir d'Spideeler, fir d'Personal, fir d'Doktere wéi awer och fir d'Patienten, wann et drëms geet, fir a gewëssene Beräicher d'Zuel vun de Servicer eventuell ze reduzéieren. Dat ass de Fall zum Beispill fir d'Pädiatrie, iwwert déi de Mëtte scho geschwat ginn ass, där soll et jo just dann nach eng grouss ginn, oder och fir d'Nephrologie, fir d'plastesch Chirurgie, fir d'Aemedezin oder d'Pneumologie.

Et ass logesch an och am Hibléck, fir eng sougenannten „fausse sécurité" um Terrain ze vermeiden, wéi d'Madame Minister et och erkläert huet, dass spezialiséiert Servicer hir definéiert Plaz sollen hunn, an dass Standarde mussen opgestallt ginn, fir dass esou e Service och optimal fonctionnéiere kann.

Op där anerer Säit kann ee sech kaum bis guer net virstellen, dass e Spidol ganz ouni Spezialisten an der Nephrologie, an der Ophtalmologie oder awer soss Pädiatrie misst auskommen, wa grad si net iwwer esou e Service en question verfügen. Erfreelech ass et duerfir, wann am Projet virgesinn ass, dass d'Soins primaires vun de Spezialisten an all Domän an iwwerall kéinte virgeholl ginn an de Patient dann an den adequate Service iwwerwise gëtt fir säi spezifesche Suivi.

Da gläich awer och d'Fro, wéi et sech da mat der Capacitéit vun de Better huet an esou engem spezialiséierte Service. Patienten aus anere Spideeler wäerte jo dann hei missen ënnerbruecht ginn. Ass eng Previsioun iwwerhaapt méiglech? Wéi gesäit de Médecin oder de Spécialiste traitant dat, wa säi Patient muss fortgoen a wann hien e muss fortgoe loosse bei de Confrère an de Service spécialisé?

Komplizéiert gëtt et allerdéngs och, wa mer et mat enger Krankheet ze dinn hunn, wou eng multidisziplinär Équipe muss am Asaz sinn. Ech denken do un Onkologie an Nephrologie zum Beispill. Hei läit et da wuel un de Spezialisten, fir ze definéieren, wéi ee Service hei de Patient prioritär muss betreien. Vläicht kéint d'Madame Minister eis heizou nach déi eng oder aner Informatioun ginn.

De Fait, dass elo kee Service an engem bestëmmte Beräich do ass, schléisst natierlech dann och net aus, dass awer Spezialisten aus deem Fachberäich mam Spidol zesummeschaffen. Mir huelen do de Fall vun enger Gebuert, wou jo de Gynäkolog mat senger Équipe am Asaz ass. Fir d'Nouveau-néen, fir déi kleng a fir déi méi grouss Kanner ass dann och e Pädiater do, fir d'Ennersichungen ze maachen.

Mä am Fall awer vun enger Komplikatioun, wann elo méi schwéier Soinen zum Beispill am Beräich vun der Neonatologie gebraucht ginn, oder wann een a Präsenz vun engem „grand prématuré" ass, da misst d'Kand jo awer transféréiert ginn an déi respektiv spezialiséiert Klinik, wou och d'Neonatologie respektiv d'Pädiatrie ass. Esou kéint dat a misst dat optimal fonctionnéieren, virausgesat natierlech, et ass och sécher, dass d'Zesummenaarbecht an den Transfert optimal fonctionnéieren an dass d'Capacitéiten an de respektive Services spécialisés och adaptéiert sinn. Dat schéngt mir emol ganz essenziell, fir dat sécherzestellen.

Fir d'Personal stellt sech dann do awer och d'Fro, wéi et fir si virugeet. D'Fro, déi beäntwert sech och schonns zum Deel aus den Expli-

katioune virdrun. Weider am Beräich vun der Pädiatrie zum Beispill, well an deenen anere Beräicher wäert et héchstwahrscheinlech net ganz aneschters sinn, do wäert och an Zukunft nach an allen Établissements hospitaliers Fachpersonal gebraucht ginn, wann och vläicht net am selwechte Mooss wéi virdrun. De Fait, dass op enger Plaz keen eegenen a komplette Service méi wäert bestoen, heescht net, dass déi Disziplin do guer net praktizéiert gëtt.

Iwwregens krut ech op Nofro hin och confirméiert, dass näischt verhënnert, dass déi Spideeler an hirer Policlinique och Pädiateren hunn, déi kënnen a sollen intervenéieren. Fir de Rescht sollen oder kënnen Urgentisten och Kanner behandelen, soufern et keng Komplikatioune ginn.

Zousätzlech kommen ech dann och nach eng Kéier gären op déi Expérience pilote vun enger Maison médicale pédiatrique zréck, wou d'Ministesch jo elo mat der Evaluatioun amgaangen ass. Den Dréi- an den Aangelpunkt am Zesummenhang mat de Services spécialisés grad wéi och bei de Centres de compétences, op déi ech dann och nach e bësse méi spéit wäert ze schwätze kommen, ass: Wat muss engersäits trotzdeem an all Spidol, wat Garde mécht, kënnen assuréiert ginn? A wéi geet den Iwwergang vir sech, den Transfert souzesoen an déi spezialiséiert Servicer respektiv an d'Centres de compétences?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner Neierung vun dësem Plan hospitalier sinn déi sougenannten „lits d'hospitalisation longue durée". Si entspriechen engem konkrete Besoin vu Patienten an hire Familljen. Psychiatrie- a Komapatienten, neurovégétatif an tétraplégique Patienten, déi ganz laang mussen hospitaliséiert ginn, mä déi awer keng akut Versuergung brauchen. Haut ginn och eng Partie vun deene Patienten am Ausland traitéiert. An Zukunft solle si heiheem am Lëtzebuerger Gesondheets- a Spidolswiesen eng adaptéiert Plaz fannen. An iwwert dëse Wee kënnen dann och nees eng ganz Partie Akutbetter fräigemaach ginn an zousätzlech solle mer dann och doriwwer e Schratt virukommen an e sougenannten „virage ambulatoire" fir déi Agrëffer, wou et sech och ubitt.

Fro virewech: Wéi definéiert een en Agrëff? A wéini kann a soll iwwerhaapt ambulatoire geschafft ginn? Kann a soll dat an der Nomenclature festgehale ginn? D'Organisatioun, déi muss jo beschtméiglech an och „à l'étape" festgeluecht ginn.

Wéi ass et mat der Responsabilisatioun fir déi Stonnen duerno? Wien ass zoustänneg fir de ganze Volet vum Encadrement vum Patient, deen d'Spidol direkt no sengem Agrëff ka verloossen? Eng ganz kuerzfristeg Prise en charge, net nëmme fir eeler oder elengliewend Persounen, ass onëmgänglech.

Des Weidere froen ech mech och, wéi een esouwuel Doktere wéi och Spideeler kann derzou encouragéieren, fir sech verstäerkt mam Ambulatoire unzefrënden. Ech krut zum Beispill gesot, dass et dacks finanziell vill méi interessant wier, fir d'Patienten ze hospitaliséieren, a wa méiglech och nach an enger éischter Klass.

Eng vun de Konsequenzen ass, dass d'Zuel vun den Akutbetter och iwwert dës Moossnam kann a wäert ofgebaut ginn. D'Zuelematerial huet d'Madame Minister scho geliwwert, ech kommen net méi dorobber zréck. Mä wichteg schéngt mer awer, dass besonnesch fir d'Urgencen awer ëmmer nach genuch Capacitéite misste bleiwen, well et ass ganz schwéier, de Leit dobaussen ze erklären, dass mer engersäits ze vill Better hunn, dass déi net genuch beluecht sinn; wann een awer a sengem Bekannten- oder Familljekrees Leit kennt, déi net kënnen hospitaliséiert ginn, obschonns se hätte missen, an dat, well jo da soi-disant kee Bett disponibel war.

Eng aner Neierung ass dann d'Kreatioun vun de Centres de compétences. Mir halen dat fir onbedéngt noutwendeg an och eng exzellent Iddi, fir d'Kompetenz, d'Sachwëssen an och de Savoir-faire ëm eng bestëmmte Pathologie aus dem ganze Land ze bündelen. Dës Zentre kéinten esou definéiert ginn, dat wieren der dann, wa mer dat emol eng Kéier am Grousse kucken, dat wieren der esou ronn zéng un der Zuel, vum Kriibszenter iwwert d'Kardiologie, d'Maladies rares, d'Immunologie bis hi bei d'Rhumatologie, d'Psychiatrie oder awer och en Zenter fir psychosomatesch Erkrankungen, d'Obesitéit, den Diabète an esou weider.

De Choix an och d'Ufro solle jo vun der Federatioun vun de Spideeler kommen a sollen op festgeluechte Kritäre berouen, wou et jo prioritär drëms geet, dass de Kompetenzzenter net un en Etablissement däerf liéiert sinn. Dass den Know-how an deem spezifesche Kompetenzdomän muss nogewise ginn a vun de Spezialisten aus dem ganze Land a vun e puer Haiser sollt a misst bedriwwe ginn. Dat mécht absolut Sënn, virun allem a Beräicher, déi ganz héich spezialiséiert sinn, déi schwéier an deier Équipementer brauchen an/oder e multidisziplinäärt Encadrement viraussetzen.

Ech denken och, dass et eng interessant a ganz positiv Erugehensweis ass, fir d'Mise en place an och de Choix net vun uewen erof ze décidéieren an ze dekretéieren, mä fir d'Spideeler dat selwer ënnert sech ausmaachen ze loossen an d'Demande da mat engem komplette Konzept iwwert d'Federatioun vun de Spideeler anzereechen.

Et ass ze hoffen, dass dat och esou fonctionnéiert, an dass et net esou wäit kënnt, dass um Enn Spideeler sech ënnereneen an engem Konkurrenzkampf verhedderen an domadder d'Situatioun géife paralyséieren. Dat wier schued, dat wier och schlecht an dat géif virun allem dem Patient schueden. Mir sinn drop ugewisen, dass d'Spideeler ënnerenee sech eens ginn, wie wat mécht.

Mä vill Froe stelle sech och hei mat engem zentrale Punkt, deen op der Direktioun vun esou Kompetenzzentre läit. Gestion légère wier hei gefrot, fir esou den administrativen Opwand an engem räsonabelen Ausmooss ze halen. Eng an déiselwecht Direktioun deemno fir d'Spidol a fir de Kompetenzzenter, déi, och wa se net liéiert sinn, sech duerfir awer um selwechte Site kënne befannen.

Wéi eng Moyene mussen hei en place gesat ginn, a vu wiem gëtt dës Gestiounsorganisatioun definéiert? Positiv Beispiller hu mer jo schonn, oder soll ee soe Pilotprojeten, wéi zum Beispill den INCCI oder awer de Radiotherapiezentrum François-Baclesse, wou et jo da géif op der Hand leien, dass si als Kompetenzzentrum klasséiert ginn a fir deen een un den CHEM a fir deen aneren un de Site vum CHL verankert ginn.

D'Fro dann awer nach un d'Madame Minister: Wat geschitt dann awer elo, wann d'Mise en place vu villen aneren erwënschte Kompetenzzentren net ugefrot gëtt? Wat geschitt, wann d'Spideeler ënnereneen net eens ginn iwwert d'Kompetenzzentren an hir spezialiséiert Servicer?

Madame Minister, ech mengen, dass ech elo den Tour gemaach hu vun de wichtegste Punkten an dësem Plan hospitalier. Et ass natierlech méi einfach, eng Reglementatioun um Pabeier festzehalen, wéi se herno praktesch um Terrain ëmzesetzen. Duerfir begréissen ech och d'Ouverture an den Dialog, deen Der stänneg mat de Responsabelen aus allen Haiser hutt. Verschidde Recommandatiounen u si wieren a mengen Aen onëmgänglech.

Esou ass et de Wonsch zum Beispill, dass d'ZithaKlinik eng Proximitéitsklinik an der Stad op der Gare soll bleiwen, dass d'Opferambulanz eng Realitéit soll ginn, dass mer eis Stroke Unitë geziilt an den Haiser ubidden, gradesou wéi d'Soins palliatifs, an dass dem Département de la douleur eng ganz grouss Bedeitung soll zoukommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Ech sinn zouversiichtlech an och iwwerzeegt, dass eis Spezialisten um Terrain, grad wéi mir och, an dësen Iwwerleeungen de Patient am Mëttelpunkt vun hirem Schaffen a vun hirem Engagement gesinn an dass se net nëmmen d'Noutwendegkeet vum Spidolsplang erkennen, mä och mat guddem Wëllen un der Emsetzung matschaffen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hemmen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert a menger Interventioun zum Plan hospitalier sécher net op all Punkt zréckkommen an agoen - et sinn der nawell ganz, ganz vill erwähnt ginn -, mä probéieren, e puer Elementer, déi der DP am Hibléck op d'Entwécklung vun eiser Spidolslandschaft wichteg sinn, ze skizzéieren, an dat natierlech, wéi kéint et aneschters sinn, och speziell an de ländleche Géigenden, ech schwätzen Osten, Norden, also dobaussen, wou, wéi den Här Halsdorf richteg gesot huet, d'Ufahrtszäite wesentlech méi laang sinn, de Wee bis dohinner also dauert.

Ech wëll Iech och soen, datt anschléissend de Kolleeg Frënd Krieps dann och nach wäert schwätzen, da ginn ech op déi wichtegst Saachen an, wat mech elo direkt betrëfft, soe mer et esou.

Wéi mer wëssen, ass de Spidolsplang geduecht, fir d'Ausriichtung vun eisem Spidolswiesen an deenen nächste Joren ze steieren. Da muss een awer och wëssen, datt mam Plan hospitalier sécher net alles ka geregelt ginn. Dofir soll een an dem Spidolsplang sécher och keen Allheelmëttel gesinn a sech och net der Illusioun higinn, datt ee mat engem neie Plan hospitalier kéint immens vill Geld aspueren, zumindest net kuerzfristeg.

De Spidolssecteur huet an eisem Gesondheetssystem eng wichteg Roll - gouf och ewell gesot. En ass fir iwwer 50% vun den Dépensen an der Santé responsabel, an dat ouni d'Dokteschhonorairen. Zum Verglach: Am Ausland mécht dat ongeféier an der Moyenne 30 bis 40% aus, an dat mat den Dokteschhonorairen. Mä et geet sécher net drëm, de Spidolssecteur op dat finanziellt Element ze reduzéieren. Neen, et geet drëm, Wäitsiicht ze weisen an d'Realitéit net aus den Aen ze verléieren.

Här President, fir d'Demokratesch Partei sti bei der zukünfteger Entwécklung vun eiser Spidolslandschaft niewent der Qualitéit an enger adequater Prise en charge vum Patient an alle Regioune vum Land verschidde Saachen am Vierdergrond.

Wie weess et net? Eisen Häerzzentrum, den INCCI, eise Bestrahlungsinstitut, de Centre Baclesse, sinn exzellent Beispiller, déi dokumentéieren, wat méiglech ass, wann ee Kompetenze regruppéiert. Et ass gewosst, datt mer net all medezinesch Servicer a sämtleche Spideeler kënnen ubidden. Dofir ënnerstëtzt d'DP och d'Richtung, fir weider Kompetenzzentren ze schafen. Mir schwätze jo bekanntlech ewell relativ laang zu Lëtzebuerg vum Opbau vu weidere Kompetenzzentren niewent deenen, déi ewell hei bestinn.

An der Gesondheetsreform vun 2010 war den Opbau vun deenen Zentren ee vun den zentralen Elementer. Elo, gutt véier Joer méi spéit, gesi mer awer weider keng Fortschrëtter an deem Beräich. Am neie Spidolsplang sinn eng Rei vun neie Centres de compétences virgesinn. Et geet awer net kloer doraus ervir, wat do geplangt ass, wat fir Pathologië gemengt sinn. A wat fir eng Motivatioun gëtt et? A wie kritt se? A wou komme se hin?

Fir d'DP steet fest, datt dës op alle Fall net an enger Top-down-Approche ëmgesat ginn a vum Minister vun uewen erof ordonnéiert ginn. Neen, et gëllt, d'Leit vum Terrain mat an dat Boot ze huelen. Ech weess och, an d'Madame Minister, d'Ministesch huet eis et gesot, datt et geduecht ass, esou virzegoen.

Déi, déi esou een Zenter wëllen, musse sech erklären a si musse beweisen, datt all Bedéngungen dozou gi sinn, soss ergëtt dat jo absolument kee Sënn. Dës Kompetenzzentre misste menger Meenung no, an och no der Meenung vun anere Kolleegen, vläicht awer och dann opgoen, hir Dieren opmaache fir aner Kolleegen aus anere Regiounen, déi genausou héich qualifizéiert sinn a kompetent sinn, fir hir Patiente vläicht do ze behandelen.

Wéi mer et dann och ewell gesinn hunn, wéi et de Fall ass bei der Lithotritie, wou den Nierespezialist matgeet. Wéi et de Fall ass bei der Ostéotomodensitométrie - dat ass fir d'Knachendicht ze moossen -, wou dann och de Rheumatolog mat sengem Patient matgeet an deen Apparat fir hien zougänglech ass.

Firwat soen ech dat? Ech soen dat, an ech hat emol eng Kéier eng Question parlementaire doriwwer gemaach, well zum Beispill an deem Spidol, wat ech gutt kennen, am Norden, de Centre Hospitalier du Nord Ettelbréck, do ass e Groupe cardiologique, deen am Ableck besat ass, mengen ech, mat siwen oder aacht Kardiologen, deen hat 2013, also d'lescht Joer am Total 350 Coronarographien, dat sinn d'Häerzkranzgefäßer, déi ënnersicht ginn, ënnersiche gelooss am INCCI. Dovun huet dee Kardiolog zu Ettelbréck, deen déi néideg Kompetenzen huet, der eleng 175 gemaach. Een zweete Kolleeg, deen dunn an de Grupp opgeholl gouf an deen déi néideg Ausbildung huet, nogewisen huet, deen och autoriséiert ass, Coronarographien ze maachen a Stenten ze setzen, ass awer dunn einfach net zréckbehale ginn, fir déi Coronarographien am INCCI ze maachen. En ass net zougelooss ginn. Et weess awer kee richteg, firwat. Ech huelen awer un, datt et och un der Plaz läit.

Elo ewell, 2014, huet Ettelbréck - also bis elo viru Kuerzem, e puer Wochen - 399 där Exame maache gelooss an dem Häerzzentrum. Am Ganzen huet de Centre Hospitalier du Nord eleng op der Kardiologie 1.066 Hospitalisatioune verzeechent.

Dobäi muss ee jo wëssen, datt do net nëmme Leit erakommen, déi een Häerzinfarkt kréien, mä Leit mat Rhythmusstörungen, déi dobleiwe wéinst Häerzinsuffizienz an esou virun.

Et ass ee Grupp, deen also wierklech sech ganz vill Méi mécht, ganz vill schafft, och zesummeschafft mat dem Centre hospitalier an der Meenung ass, datt natierlech si vläicht och sollten den Zougank zu dem Häerzzentrum hunn, wann Nout um Mann ass.

Ech géif awer mengen, dat Ganzt ass esou erkläert ginn och vun de Kolleegen aus dem Centre hospitalier wéinst dem Platzmangel do. An ech géif mengen, Madame Minister, et soll een dann och drun denken, an Dir hutt mer dat och esou ähnlech erkläert, wann deen Zenter, dee jo dann awer ewell zimlech iwwerlaascht ass, vläicht ausgebaut gëtt am Rahme vun der Restrukturéierung vum Ausbau vun dem Centre hospitalier - souvill wéi ech verstanen hunn, ass dat dann och virgesinn.

Well, an elo kënnt e Saz, et ass nämlech ganz wäit vun douewe bis an den CHL, dat muss ee bedenken! Also, de Kriterium vun der Erreechbarkeet an deem Plang, wou gesot gëtt, du solls innerhalb vun 30 Minutten an der diensthabender Klinik sinn, wou zimlech all Servicer ugebuede ginn, ech mengen, 60 Minutte fir an e sougenannt „Schwerpunkt-Krankenhaus", wou da wesentlech nach méi awer praktesch all Disziplinnen an der Medezin, wou een intervenéiere kann, ugebuede ginn, déi gelten esou - jiddefalls, esou verstinn ech et - fir den Norde ganz schwéier.

Ech mengen, et däerf ee jo och net vergiessen, ech schwätzen elo nach ëmmer vum Centre Hospitalier du Nord Ettelbréck, datt mer zwar eng Fusioun hu mat der Klinik vu Wolz, mä d'Leit douewen an och d'Kolleegen nach ëmmer net richteg duerchblécken, wat elo do passéiert.

Et ass gesot gi vum Direkter vum Ettelbrécker Spidol, 15 Better komme bei hinne fort, déi an der Rééducatioun sinn, déi ginn op Wolz verluecht. Dann nach eng Kéier 15 Better derbäi an därselwechter Disziplin, datt mer do 30 Better zu Wolz hunn, also nach ongeféier 60 Better, wann ech informéiert sinn, iwwreg behalen. A wa mer awer wëllen, datt mir douewen am Norden net Patienten zweeter Klass sinn - an dat muss ech wierklech hei betounen -, dann ass et esou, datt mer Wolz musse wierklech mat eranzéien, och an der Planung vun dem ganze Centre Hospitalier du Nord.

Et geet net duer, ze soen, mir hunn eng Fusioun, an dann ass e Spidol wéi Wolz, wat eng regional immens Bedeitung huet. Ech schwätzen hei guer net vum Impakt op Aarbechtsplazen an esou. Ech schwätzen aus Erfahrung fir de Patient, dee schnell an enger Klinik ass. Da musse mer awer och kucken oder intervenéieren, well ech weess jo, datt dat do vläicht net dem Minister seng Zoustännegkeet ass, mä e kéint awer vläicht intervenéieren, datt Wolz bestoe bleift, och an der Chirurgie, datt do awer wéinstens eng akut Chirurgie gemaach ka ginn, déi bei klenge Verletzungen, normale klengen Operatiounen, Broch, Blinddarm an esou virun awer kéint fonctionnéieren, well ausgestatt si se dofir 100%eg.

Wat awer passéiert, an dat stellen ech ëmmer erëm fest, och als Dokter: Zu Wolz ass et esou organiséiert ginn, bis elo op alle Fall, ech hunn héieren, do kéim elo ambulant Chirurgie eran. Mir hu virdru geschwat vun de Katarakten. Ech weess net, ob dat elo nëmmen déi am Norde sinn oder d'ganzt Land muss op Wolz reesen, fir eng Katarakt operéiert ze kréien - dat fält ënner ambulant Chirurgie -, datt et esou ass, datt mir de Weekend iwwer - an dat hat ech och ewell eng Kéier gesot - keen Anästhesist an deem Spidol hunn.

Elo musst Der Iech awer virstellen, Dir sidd an engem Spidol donneschdes operéiert gi mat engem ageklemmte Leeschtebroch. Do huet missen en Deel vum Daarm reduzéiert ginn, dee gouf ewechgeschnidden. Also dat ass e bësse méi wéi en einfache Leeschtebroch, well do kënnt Der praktesch jo mat e puer Aspro, net Aspro, mä Paracetamol heemgeschéckt ginn owes. Mä wann Der dann doleit an Dir maacht eng Komplikatioun, dann ass keen do.

Ech weess natierlech ganz gutt, well ech all Dag an deem Spidol aus an a goung an och nach ëmmer ginn, wann ech Zäit hunn, datt do natierlech Internisten am Déngscht sinn. Dat soll jo och esou bleiwen, wann ech verstanen hunn, eng Internisterei, déi do besteet. Et ass och en Internist, deen Déngscht mécht rund um die Uhr an deem Spidol. Mä ech froe mech awer, wéi et méiglech ass, datt ech dann investéiere ginn an Operatiounssäll, an do ass immens vill dran investéiert ginn, datt mer déi nei maachen, a mir hunn awer da keng Méiglechkeet, ze operéieren iwwert de Weekend.

Ech hunn och elo héieren, dach, d'Chirurgen, déi do sinn, a vläicht jo och zesumme mat hire Kolleege vun Ettelbréck, déi hätte versprach, se géifen dann och mat Déngscht do maachen de Weekend. Wat déi awer do maachen, dat froen ech mech. Well wa keen Narkosendokter an engem Haus ass vu freides owes bis méindes moies, an et kënnt da samschdes ee mat engem ausgerenkten Aarm oder et kënnt ee mat engem gebrachenen Handgelenk, dat kann ech nach eventuell lokal infiltréieren an aren-

ken. Mä et gëtt awer Accidenter, déi e bësse méi schlëmm sinn. Da froen ech mech, wat een do ouni een Narkosendokter ufänkt.

An dat ass esou, dat Spidol, wann Der op der Landkaart kuckt, wou dat läit, dat läit immens gutt do! Dat huet bis elo an an der Vergaangenheet de Leit esou vill Déngschter geleescht zur vollsten Zefriddenheet.

An da froen ech mech wierklech, et ass kee Mënsch, awer och keen, dee jiddefalls an der äusserster Nordspëtzt vum Land versteet, firwat datt esou e Spidol dann elo op eemol soll nach just gutt sinn, fir ambulant Chirurgie do ze maachen. Wann et dann och soll bleiwen, da wiere mer nach frou, wann dat géif bestoe bleiwen. Dat ass och elo geschitt. Also, deslescht sinn do ambulant Arthroskopië gemaach ginn in rauhen Mengen an dunn op eemol war dat erëm eriwwer. Ech weess net, firwat.

Ech weess och, datt do Aechirurgie gemaach gëtt zur vollsten Zefriddenheet. Do sinn Hals-Nasen-Ohren-Dokteren, déi dra sinn, déi hir Aarbecht do ganz gutt maachen, déi operéieren, déi also e Service maachen.

Ech kann Iech soen, ech maachen nach ganz vill Déngscht am Norden. Et ass esou, datt d'Wëlzer Spidol mir ëmmer zur Verfügung steet. Ech ka praktesch zu jidder Zäit telefonéieren, ausser natierlech, wann ech samschdes moies telefonéieren, ech hätt awer do nach eppes, deen huet sech dann, ech weess net wat, d'Hand verdréit oder et ass de Verdacht drop, datt den Enkel gebrach ass. Jo, hei kënnt Der net méi kommen, well esou oft, wann ech et kucken, hei ass jo keen Narkosendokter. Da muss een dann..., ech weess net, wéi een do soll operéieren ouni Narkosendokter.

Dat kann et net sinn. Dat ass ewell ee Bewäis, datt, wa mer wëlle jiddwer Patient, wéi et erwähnt gouf vun all de Riedner virdrun, wa mer wëlle jiddwer Patient datselwecht Angebot maachen, da musse mer ëm Gottes Wëlle kucken, datt dat do geregelt gëtt. Well fir mech huet dat do näischt..., also déi Kompetenzzentren, dat ass eng Saach fir sech. Dat hei ass eppes, wou ech behaapten als Landdokter, deen awer ewell 30 Joer schafft, also an esou engem Spidol wéi deem dote kënne mat Basisausrüstung vun deem Spidol, wéi et virdru gesot gouf, géif ech bal soen, iwwer 70% vun de Behandlunge stattfannen, zur vollsten Zefriddenheet.

An dat Spidol ass nei gemaach ginn, dat wëll ech emol hei soen. A se sinn nach ëmmer amgaangen, dran ze schaffen. Wéi gesot, et ka sinn, datt dat e Reglement ass ënnert Ettelbréck a Wolz, oder zesummen.

Ech hu gëschter mer soe gelooss, datt dee Responsabelen, oder vun der Administratioun, déi kënnt elo och nach fort, dann ass deen och net méi do. Et gouf do bal gekrasch, wat elo zu Wolz geschitt. Hoffentlech, soen ech, behale mer awer wéinstens, wann et dann och de Weekend net sollt goen - ech weess net, aus wat fir engem Grond, ech verstinn et net -, behale mer awer wéinstens déi kleng Chirurgie do. Déi Chirurgie, déi ebe méi kleng Urgencë kuckt an awer Operatioune ka maachen.

Firwat soen ech dat? Ech weess net, wéi Der ee wëllt motivéieren, dee Chirurg ass, fir an esou ee Spidol Déngscht maachen ze goen. Ech hat et virdru gesot, ech ka mer et net virstellen. Ech sinn awer virun etlech Méint, dat soen ech lech, sinn ech mat enger akuter Mëlz, eng zweizeitige Milzruptur en toute dernière minute mat Sirenegeheul duerch Wolz gerannt. Ech sinn an dat Spidol komm moies um eelef Auer, an dee Patient, deen huet iwwerlieft. Deen hu mer en urgence operéiert.

An Dir wësst, wat dat heescht: Hien hätt et wierklech net méi gepackt, wann ech de Samu vun Ettelbréck geruff hätt. Et wor wierklech, wéi gesot, en toute dernière minute. An de Chirurg hat seng Aarbecht gemaach. Muss dee Chirurg elo eng extra Kompetenz hunn, oder muss ech mat deem dann an ee Kompetenzzentrum fueren? Dat kann net eise Gedanke sinn. Esou eppes kënne mer net, wierklech net vollbréngen. Wierklech net!

Also ech mengen, Ettelbréck zum Beispill, fir dorop zréckzekommen. Mir hunn e ganz laange Wee fir dohinner. Da kann ee soen, an dat hunn ech och ewell héieren, all Häerzinfarkt, all Pathologie cardiaque: „Ëm Gottes Wëllen, féier en dach direkt an den Häerzzentrum! Well wann eppes geschitt, do huet en déi gréisste Chance." Dat wësse mir alleguer an et weess keen et besser wéi deen, deen hei steet. Also 100%eg ass dat esou.

Bei engem Häerzinfarkt, deen antrëtt, kann et all Sekonn zu Rhythmusstörunge kommen, déi ganz geféierlech sinn, et kann zu engem Häerzstëllstand kommen. An dat war nach dee leschte Samschdegowend um hallwer zéng de Fall. Do ass eng 65-jähreg Madame ëmgefall a se war dout. An da sëtzt Der, wéi gesot, douewen am Hondséislek an da geet d'Getelefonéiers lass an et kënnt kee Mënsch.

Also, mir kënnen zu Ettelbréck verschidde Saachen einfach net verstoen, wann do soll eppes ewechkommen. Ewechhuele loosse mer eis do sécher näischt, well da gëtt et wierklech en haarden an heftege Widderstand an eng ganz hefteg an haart Diskussioun.

Ech ginn e Beispill: Et ass esou, wann Dir Häerzrhythmusstörungen hutt, de Samu ass ënnerwee, bréngt Iech op Ettelbréck, da kënnt Der awer zu Ettelbréck stabiliséiert ginn. A wann d'Kolleegen et do néideg fannen, d'Häerzspezialisten, féiere se Iech natierlech fir eng Coronarographie an den Häerzzentrum, oder fir soss eppes, wat do net ka gemaach ginn. Ech hu mer awer soe gelooss, an ech weess et och, datt zu Ettelbréck och Scintigraphië vum Myokard gemaach ginn, dat sinn extra Untersuchunge mat radioaktive Mëttele vum Häerzmuskel, wéi wäit dee geet an esou virun.

Wéi gesot, mir hunn eng Kardiologie, déi beschtens ausgebilt ass. Mir hunn awer nach eppes do, an do hunn d'Kolleege sech och grouss Gedanke gemaach, mir hunn nämlech eng Chirurgie vasculaire. An déi hate mer och nach ëmmer.

Also, ech kann Iech soen, zu Ettelbréck am Spidol si mir do ukomm um dräi Auer moies mat engem Aarbechter aus der Fabrik vun Eeselbur, deen hat d'Häerz eraushänken; dat sinn elo keng Witzer oder Grujelechkeeten, déi ech hei verzielen. Dee war opgeschlitzt ginn duerch ee Bolzen, deen zréckhung un enger Maschinn, wou en net hätt dierfen eragräifen. Dat war en toute dernière minute. Zwee Chirurge vun Ettelbréck hunn de Mann an d'Rei gesat, a wierklech, dee war schwéierst verletzt. A mir wieren nimools méi bis an e Centre - ech weess net wat - de compétence komm, wou dann extravagant speziell chirurgesch Agréffer kënne gemaach ginn. Ech mengen, dat wier ganz einfach net néideg.

Mir musse kucken, datt d'Spidol esou bestoe bleift, wéi et ass. A wéi et virdru gesot ginn ass, mir mussen engem Spidol déi Moyene ginn, do ze schaffen. Well d'Kolleegen, déi do schaffen, déi maachen dat mat vollem Asaz a si wäerten och an Zukunft dat esou maachen.

Dat nächst Beispill, wat ech Iech wollt soen, dat ass dat mat der Neurologie. Ech hunn dat gelies am Plan hospitalier. Virdru sinn och hei Riedner drop agaangen. Et ass absolut keng Kontraindikatioun, fir mat engem Hireschlag an dat Spidol ze fueren an dann duerno eventuell, wann e stabiliséiert ass - wa gekuckt gouf duerch eng IRM, wat ass dat do, ass dat do eppes, wou mer direkt eng invasiv Therapie musse maachen oder net -, da virun ze iwwerstellen an en aneren Zentrum. Dat ass honnertprozenteg richteg, dat ass mir och ewell geschitt.

Dir hutt dann zum Beispill eng Patientin, déi hat en Anévrisme am Kapp, dee wahrscheinlech amgaang war ze platzen, dee wahnsinneg Péng gemaach huet, hat nach ni de Kapp wéi, séier telefonéiert, an de Samu war blockéiert, wat iwwregens - dorop kommen ech nach ze schwätzen -, ganz dacks de Fall ass. An du si mer dann op Ettelbréck gefuer, vun Ettelbréck direkt virun, no Récksprooch, an de Centre hospitalier. An déi Madame, déi hunn ech nach de Moien an der Praxis gesinn, där geet et ganz gutt. Déi ass ganz iwwerglécklech, datt et esou eppes gëtt, datt een dat ka maachen.

Deen Dokter, deen dat mécht, deen déi interventionell Radiografie do, a wéi et alles heescht, déi Therapie mécht, wou e mat engem Schlauch an d'Oder erafiert an dann e Stent do am Gehier asetzt, dee fanne mer natierlech net..., dee sëtzt net zu Wolz ze waarden, datt eng Kéier all, ech weess net wéi dacks dat passéiert. Dee gehéiert an dee Centre de compétence, honnertprozenteg!

Mä mir hunn awer zu Ettelbréck och fënnef, mengen ech, Neurologe schaffen, déi amstand si wierklech, wann dat nëmmen en Hireschlag ass, deen doduerch bedéngt ass, datt eng Oder kuerzfristeg zougoung, wa se verstoppt ass an esou virun, also e klengen Hireschlag an déi aner Saachen, déi kann ee wierklech och do kucken an do behandelen, an dee brauch een dann net virun an e Centre de compétence ze féieren.

Ech wollt nach soen, datt et natierlech net esou däerf sinn, an dat hat ech elo ewell gesot, datt et zu enger Inflatioun vun deenen Zentre kënnt. D'Effizienz kann do sinn, jo, sécher. Mä awer net ëm all Präis! D'Qualitéit vun der medezinescher Versuergung vun der Bevëlkerung däerf net drënner leiden, nimools! Sou steet fir d'DP och fest, datt all Spidol, wat ronderëm d'Auer Garde huet, och an Zukunft muss kënnen iwwer all déi Servicer verfügen, déi fir dës Aufgab néideg sinn an déi d'Iwwerliewenschancë vun dem Patient nohalteg verbesseren.

Bis elo hunn eis Déngschtspideeler dat jo ganz gutt gemaach a se hu gutt fonctionnéiert, wat natierlech op en décken Asaz zréckzeféieren ass vum Personal, vun den Dokteren, vun den Infirmieren, mä och vun der Administratioun, déi hinnen déi Méiglechkeet gëtt.

Ech géif soen, kommt, mir froe ganz einfach déi Leit, wat se brauchen, fir déi Basisversuergung an engem Spidol, wat gutt fonctionnéiert. Ech géif soen, dat bréngt eis méi, wéi wa mer eis verrennen erëm eng Kéier a sënnlos Etüden, an dat ëmmer aus dem Ausland. Ech fannen dat esou komesch. Mir ginn da froen, ech weess net, wou sëtzt iergendeen Universitéitsprofesser, dee mir seet, wat tëschent Knapphouschent a Wolz de Problem ass. Also, dat kann et net sinn! Dat kascht onnëtz Geld.

Kommt, mir froen déi Dokteren, d'Kolleeginnen, d'Kolleegen, déi an de Spideeler schaffen, an hirem Spidol: Wat braucht Der, fir datt Der gutt fonctionnéiert? An Unfug kënne mer ëmmer ënnerbannen. Ech mengen, dofir ass dann och de Ministère do, fir ze soen, dat geet net. A souwisou muss all Spidol, wat am Déngscht ass, jo souwisou, wéi et virdru gesot gouf, richteg équipéiert sinn.

Ech hunn et ewell gesot, firwat soll eng gutt Chirurgie vasculaire, déi do geschitt an deem Spidol - an engem Spidol, ech schwätze jo schliisslech da fir d'ganzt Land awer dach -, wou déi bis elo zur vollster Zefriddenheet fonctionnéiert huet, ewechgeholl ginn. Dat kann ech mer net virstellen. Also, ech hu vill Patienten, déi sinn operéiert ginn, ech kann Iech dat och hei soen, am Centre Hospitalier du Nord, och nach ier et Ettelbréck eleng war, mä zu Wolz. Mir hunn zu Wolz mat engem Chirurg, deen elo hei an der Stad ass, hu mir Coronairen operéiert a mir hunn Anévrisme vun der Aorta am Bauch operéiert. An dat ass tipptopp gaang.

Also, fir ze soen, do kënnen awer geplangten Operatiounen net méi gemaach ginn, wéi zu Ettelbréck, dat kann et net sinn! Ech hu vill Patienten, déi kruten hir Coronairen elo, pardon, hir Dénger do opgemaach, d'Carotidë praktesch, d'Carotiden, entschëllegt, hir Carotiden opgemaach a sinn duerno ganz gutt ginn. Dat ass ënner Opsiicht vun den Neurologe passéiert, mam vasculairë Chirurg, zur vollster Zefriddenheet. Kommt, mir loossen de Kompetenzzentrum fir dat, wat wierklech an de Kompetenzzentrum gehéiert!

Oder, wéi et och drasteet, Madame Minister, mat der Nephrologie a mat der Dialyse. Dialyse an Nephrologie gehéiere jo awer zesummen - ech mengen, dat ka bal nëmmen e Feeler dodra sinn -, an et entbehrt dach jiddwer Logik, fir et net esou ze maachen, wéi een et soll maachen.

Ech mengen dann och, datt eng Schéinheetschirurgie, déi muss net onbedéngt an engem Déngschtspidol sinn a garantéiert sinn. Wann déi Kolleegen, déi Déngscht hunn, gesinn, datt e plastesche Chirurg gebraucht gëtt, well e Stéck feelt, well d'Gesiicht entstallt ass oder soss iergendeppes, da wäerte se schonn de Patient duerno op déi richteg Plaz schécken.

Ech mengen, all dës Saachen, déi versteet jiddwereen, datt e Spidol muss funktionéieren. An ech wëll nach eng Kéier betounen, wa mer dat wëlle maachen, datt all Patient déiselwecht Chancen am Land huet, da musse mer wierklech kucken, wéi mer dat mat deenen zwee Spideeler douewen organiséieren.

Här President, méi Transparenz ass néideg. D'Qualitéit vun de Servicer an eise Spideeler ass gutt, mä d'Dokumentatioun léisst nach ze wënschen iwwreg. Eng gutt Gouvernance vun eisem Spidolswiesen ass awer nëmme méiglech, wann ee fiabel a vergläichbar Donnéeën a Statistiken huet.

Dofir wëll ech hei op dëser Plaz, och wann dat net direkt an der Kompetenz vun eiser Madame Minister ass, ee Plädoyer fir eng Reform vun der Nomenclature halen. Mir brauchen dës Reform, déi jo iwwregens am Regierungsprogramm festgehale gouf, dréngend! Mir brauchen eng eenheetlech Nomenclature.

Eng Nomenclature, déi mat där am Ausland vergläichbar ass a preziist Zuelematerial ka liwweren. Do geet et ënner anerem ëm Daten, wat d'Zäit vun der Behandlung ubelaangt, wat d'Form vun der Behandlung ubelaangt, d'Zuel vun de Behandlungen, d'Resultater vun de Behandlungen, d'Präisser zum Beispill, d'Openthaltsdauer am Spidol. Nëmmen, wa mer eng eenheetlech Nomenclature hunn, ass eng korrekt Evaluatioun vun eisem Spidolswiese méiglech, souwuel wat d'Qualitéit wéi och wat de Käschtepunkt ugeet.

Déi Date leien nach net an där néideger Form vir. Dofir steet och bei der Opstellung vum Spidolsplang ëmmer nees d'Fro am Raum, wéi et virdrun och gefrot gouf, op wat fir eng Donnéeë sech do baséiert ginn ass. Eng gutt Dokumentatioun dréit och dozou bäi, iwwerstierzten Aktiounen ze verhënneren. Et versetzt dee jeeweilegen zoustännege Ministère an d'Lag, fir de Plan hospitalier an aller Kenntnis vun der Situatioun um Terrain opzestellen, esou wéi dat iwwregens och an enger Etüd recommandéiert gouf, déi hei d'lescht Joer beschwat gouf.

An deem Kontext ass et dofir wichteg, datt den elektronesche Patientendossier, deen d'DP ewell jorelaang fuerdert, esou séier wéi méiglech agefouert gëtt. Dëse Méindeg konnt een an der Press liesen, datt 2015 en éischte Pilotprojet soll gestart ginn, wou notamment chronesch krank Leit kéinten op esou een elektroneschen Dossier zréckgräifen. Dat mécht Sënn, well grad dës Kategorie vu Patienten ass dacks gezwongen, ganz ënnerschiddlech Medikamenter ze huelen, verschidden Dokteren opzesichen an esou virun.

Ech wëll ënnersträichen, datt et beim elektroneschen Dossier net primär drëm geet, fir Käschten ze spueren. Dëst Zil ass sécher wichteg. Mä virun allem soll verhënnert ginn, datt d'Patienten onnéideg vill therapéiert ginn oder souguer falsch therapéiert oder medikamentéiert ginn. Et geet also och hei un éischter Stell ëm eng besser Prise en charge vum Patient.

E Plan hospitalier auszeschaffen ass sécher eng wichteg Saach, virun allem, wann et fënnef vir zwielef ass an et muss een zu engem Ëmdenken an zu engem Paradigmewiessel an der Spidolsfinanzéierung kommen. Soss ass onst Spidolswiesen net nëmme laangfristeg, mä och ewell net méi mëttelfristeg ze finanzéieren.

Mir mussen aus där exzellenter Infrastruktur - déi muss emol eng Kéier hei ernimmt ginn, eng exzellent Infrastruktur, déi zum groussen Deel mat ëffentleche Gelder geschafe ginn ass - an aus de Kompetenzen, den Talenter, den Engagementer, déi mir an eise Spideeler hunn, dat Bescht maachen, och fir eis am europäeschen Ëmfeld behaapten ze kënnen.

D'DP-Fraktioun stellt dofir prinzipiell d'Maxime vun „net alles iwwerall" net a Fro. Wa mir mëttelfristeg d'Käschte vun eisem Gesondheetswiese wëllen am Gréff behalen, brauche mer och eng Upassung vum Spidolsgesetz vun 1998. De Moment kréien d'Spideeler e globale Budget zur Verfügung gestallt. Dat féiert dozou, datt deeselwechte medezineschen Akt an deene verschiddene Spideeler ënnerschiddlech Käschte verursaacht.

D'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt mer vum globale Budget ewechkomme mussen an de System mussen op ee Finanzement, deen op der Aktivitéit berout, ëmstellen. Och dës Ëmstellung wäert zu méi Effizienz an Transparenz féieren.

Här President, ech wëll och nach e puer Wierder iwwert d'Urgencë soen, eis Rettungsdéngschter, och wann dat net direkt eppes mam Spidolsplang ze dinn huet, an awer. D'Fro, déi sech natierlech stellt dobaussen och: Musse mer wierklech op enger Distanz vu 60 km dräi Spideeler hunn, déi 24 op 24 Stonnen Noutdéngscht maachen? Mir gesi jo elo ewell Personalenkpäss, wéi et virdru gesot gouf, zum Beispill wat de Service vun de Kannerdokteren ubelaangt.

Iwwerhaapt ass d'Fro vun der Organisatioun vun den Urgence- a Gardeservicer eng, déi sech dréngend stellt an déi séier muss geléist ginn, wann net d'Qualitéit vun der Versuergung an den Urgencë soll leiden.

Datt een double Emploi kee Sënn mécht a mat der Zäit onbezuelbar gëtt, hunn ech ewell am Ufank gesot. Fir eis ass de Prinzip vun der Konzentratioun okay, allerdéngs ënner enger Bedéngung: D'Mobilitéit muss awer och garantéiert sinn! Den Transport vun de Leit an e Spidol muss séier an effikass funktionéieren.

Mä et ass awer elo eng Tatsaach, datt eis Services de secours, eis Rettungsdéngschter op ville Plazen am Land komplett iwwerfuerdert sinn. Dat soll sech elo ännere mat engem neie Gesetz. Et kann net sinn, datt eenzel Rettungséquippe gläichzäiteg hire Secteur an den Nopeschsecteur mussen ofdecken, well am Nopeschsecteur keng Hëllef méi ze fannen ass.

Et kann och net sinn, an do schwätzen ech aus Erfahrung, et kann net sinn, datt ee muss bis zu enger Stonn waarden, ier de Samu do ass, well e blockéiert ass. Mä leider ass dat awer ëfters de Fall. Mam Resultat, datt d'Waardezäiten op déi Rettungsdéngschter, speziell am Norde vum Land, mä och am Osten, wou eben d'Distanz bis zum Spidol ganz grouss ass, vill ze laang daueren an de Risiko fir de Patient klëmmt. An dofir menge mir, datt och eng Reform vum Samu-Gesetz sollt esou séier wéi méiglech envisagéiert ginn.

Och muss ee vläicht d'Urgencen an de Spideeler besser géréieren - ech weess et net -, méi effikass organiséieren. Wat hëlleft et, schnell an

engem Spidol unzekommen, wann een duerno dräi bis véier Stonnen op den Dokter waarde muss an, wéi ech et deslescht erlieft hunn, dann awer och nach net gekuckt gëtt! Ech mengen, eis Kolleegin heibanne wäert herno och nach schwätzen, mengen ech, déi ass Urgentistin am Spidol an déi weess dat jo gradesou gutt oder souguer nach vill besser wéi ech. Mir mussen do eppes maachen!

Ech kann Iech soen, et dauert ganz einfach ze laang, ier en Dokter kënnt. Virdru gouf et gesot, d'Madame Hemmen hat et gesot. Mir musse kucken, datt mer endlech... Et geet dach net, datt e Pilotprojet, ier deen ausgewäert gëtt - dobäi kënnt dat ëmmer vir -, datt dat dauert bis mer all hei pensionéiert ginn! Also, ech kann Iech soen, dat mat de Maisons médicales, dat mag klappen. Wann d'Leit sech dann zwéngen, an d'Maisons médicales. Mä et klappt awer och net. An ech kann Iech soen, bei mir am Norden douewen, an da kënne se behaapten, wat se wëllen, an ech war och zu Ettelbréck an där Maison médicale, dat klappt net!

Et kann net sinn, datt mer an der Maison médicale sëtzen, do ass d'Waardezëmmer fräi, a beim Noper, do sti se wierklech mam Hënneschten zur Dier eraus. An et ass, wéi virdrun hei gesot gouf: 75% vun den Urgencë kann awer effektiv den Hausdokter léisen. A vun deene 75% Urgencen, déi dann do optrieden, sinn der nach eng etlech mat den Hoer erbäigezunn: Déi wëlle soss néierens waarde goen oder komme sech wiermen. Ech weess et net. Esou kann et net virugoen! Do gëtt et Moyenen, fir duerchzegräifen.

Ech géif och virschloen, datt... Wierklech, ech hat et de Moie gesinn. Ech war bei dat schwéiert Accident komm mat dräi Doudegen elo tëschent Hengescht a Fëschbech. Also, et ass wierklech eng Katastroph, och op eise Stroossen. Et geschéien esou schrecklech schwéier Accidenter. A wann Dir als Samu esou éierens hikommt, an ech hunn de Samu-Déngscht laang genuch gemaach, dat ass wierklech esou, do sinn eng, zwou Stonne fort. Wann do een Ageklemmten ass, deen Der musst behandelen, an dann heescht et: „Jo, et ass awer elo keen Dokter do!" A wann et Owend ass, wann Niwwel ass, wa Schnéi ass, kënnt kee Samu vu Lëtzebuerg Iech hëllefen. Där Situatiounen hat ech, déi sinn net aus der Loft eraus gegraff.

Ech hat deslescht eng Situatioun zu Clierf, keen Dokter do. Ech war mat enger Madame mat engem Häerzinfarkt an d'Spidol gefuer an do hunn ech et esou gemaach, well ech jo keng Zäit hat, hat ech et esou gemaach, datt ech telefonéiert hat op Wolz: „Ass en Internist do? Huelt mer déi do Charge of, well et kommen nach Urgencen."

An dunn ass Folgendes geschitt: Ech war ënnerwee mat der Ambulanz op Wolz, a virun der Dier houl den Ettelbrécker Samu mat engem intubéierte Patient, schwéierst krank, déi hunn dee missen dréngend ëmlueden an den Helikopter an op Léck transportéieren an esou virun. An du sot ech: „Kanns de dann net, elo ass just eng Urgence komm vum 112, et läit e Kand bewusstlos ewell 20 Minutten an därselwechter Strooss, wou ech déi Madame mam Häerzinfarkt siche war..." - „Jo, et ass awer keen do, keen Dokter." An där ganzer Géigend war keen Dokter ze fannen, um helle Freidegmëtteg! Dat kann dach net sinn!

A wann et dann nëmmen ëm e puer Funkgeräter geet, déi ee bräicht! Oder wéi ech ewell gefuerdert hu säit 25 Joer, datt ee säin Auto kann équipéieren als Dokter. Et koumen nëmmen negativ Äntwerten. Dat heescht, du géifs nach gären eppes maachen, an d'Kolleege sinn och bereet, eppes mat ze organiséieren.

Ech ginn Iech e Beispill. Mir sinn am Norden am Äbléck zu 72 Generalisten, déi Déngscht maachen. An da kënnt Der mer dach net soen, datt déi 72 Generalisten net amstand sinn, en Déngscht ze organiséieren. Mir haten e fréier an dee muss haut och nach goen. Mä et geet natierlech drëm: Wie sëtzt dann haut de ganze Weekend do ze waarden an en huet zwou Consultatiounen? Ma deen hätt och gären dofir e Gehalt. Ech mengen, dat ass iwwerlieft, datt deen dann dosëtzt.

Mä ech soen Iech, Aarbecht ass genuch op deem Gebitt. Mir mussen eis mam Samu zesummesetzen, wann dat Gesetz an d'Hand geholl gëtt, an da musse mer awer tatsächlech kucken, datt mer eppes do maachen. Well dat doten ass onverzeihlech, datt Der wierklech esou laang waart!

Du sinn ech zréckgefuer an du sot ech: „Ma da schéckt den Helikopter, et ass jo hell a matzen aus der Stad Lëtzebuerg." - „Deen ass och blockéiert!"

Also, dat si keng Erfindungen. Et kënnt engem ëmmer vir, wann een dat freet, an zurzäit hunn ech dat vill gemaach, mir haten d'Hänn wéi vu Bréiwer op de Ministère ze schécken, fir endlech dierfen eppes do ze maachen. Well am Clierfer Kanton et ganz schlëmm war, wann s de dann de Wanter, den Hierscht hannert de Camionen an den Tracteure mat de Käre gefuer bass mat zéng Kilometer an der Stonn. An déi hunn dann do op dech gewaart. Ech sot: „Ech wier jo éischter komm, mä et gouf näischt!"

Ee Kolleeg, deen am Oste Generalist ass, gëtt geschéckt vum 112: „Fuert séier op d'Autobunn, do ass e schwéiert Accident, do ass een ageklemmt, de Samu ass blockéiert!" Dee war zwar do derniewent, mä hie koum mam Auto net op d'Autobunn, well déi Zoufahrtsstrooss blockéiert war. Mä wéi wëllt Der mat engem net gekennzeechenten Auto dohinner fueren? Wat ass dann de Grond, eis drun ze hënneren, an enger Urgence eng blo Luucht ze benotzen? Dat huet bis elo nach kee mer erkläert. Wierklech, et ass onerklärlech!

Oder a Besëtz vun engem Piipsert ze si vun de Pompjeeën? Also mir hat e Kolleeg gesot: „Pscht, dat däerfs de awer kengem soen! Elo ass eppes geschitt tëschent Helzen an Houfelt, ech gesinn dat op mengem Piipsert. Mä dat ass mäi Piipsert." Dee kritt anscheinend nëmmen, ech weess net, de Rettungsdéngscht. Also, wa mer esou schaffen, dann ass et ganz schwéier, iergendeppes ze maachen, awer honnertprozenteg!

Jo. Also bei allen Iwwerleeungen däerfe mer awer eng Saach net aus den Ae verléieren, datt mir hei zu Lëtzebuerg d'Chance hunn, ee Gesondheetssystem ze hunn, dat gouf virdrun och gesot, deen de Wäerter vun dem universellen Zougang fir jiddwereen, ouni Ennerscheed vu senger finanzieller Situatioun, vu Qualitéit a Solidaritéit wäitgehend gerecht gëtt. Fir d'DP steet och fest, dat muss och an der Zukunft esou bleiwen. Kommt, mir ginn eis Zäit, dëse Spidolsplang räifen ze loossen!

Dat heescht, an d'Madame Minister hat eis et gesot, dëst ass e Projet de loi, e Projet grand-ducal...

(Interruption)

Dann ass et en Arrêté - wéi heescht dat dann elo? - Règlement grand-ducal, deen awer elo duerch en etlech Instanze muss goen. Dee kritt jo nach eng etlech Instanzen, a mir hunn also nach Zäit, all déi Bréiwer, déi Der wahrscheinlech erakritt hutt schonns, oder déi Iech nach geschéckt ginn, am Ministère nozekucken, datt mer wierklech do dat Richtegt maachen.

Mir sollen nach Gespréicher féiere mat den Akteuren am Secteur, onbedéngt hinnen nolauschteren an hir Iwwerleeungen opgräifen. Et geet ëm de Plan hospitalier, dee fir all Bierger all Ableck Bedeitung ka kréien. A ganz dacks méi séier, wéi een et mengt! An elo hu mer et gesot, et geet ëm de Patient. An dee soll an all Géigende vum Land, wéi et virdru gesot gouf e puermol, méiglechst déiselwecht Aussiicht op effizient Behandlung hunn.

Ech mengen, kuckt nëmmen dat hei, datt de Plan hospitalier ausgefouert gouf do op Statistiken, déi baséiere sech op 2010. 2010, elo si mer 2014! An d'Kolleege vun Ettelbréck hu festgehalen, si hunn dat nogekuckt, mir hunn et och nogekuckt, do ass awer d'Bevëlkerung an deem Raum ewell ëm 11,3% oder 11,2% geklommen. An den Osten, fir dee gëllt datselwecht.

Elo musse mer natierlech oppassen, wa mer schwätzen, datt mer bis den 1. Januar 2017 Better reduzéieren, musse mer awer fir d'Akutbetter, déi mer do hunn, wierklech nach eng Kéier iwwerleeën. An d'Madame Minister hat mer dat och versprach, datt mer dat och maachen. Well soss komme mir, proportional gesinn, douewen erëm ze schlecht ewech. A bei eis mécht dat da bis zu 6% vun der Reduktioun vun den Akutbetter aus. Dat kënne mer eis net leeschten!

Well dat kann ech Iech och aus Erfahrung soen, elo kënnt erëm déi schéin Zäit, wou et dobausse schneit a kal ass an Niwwel ass, an da kréien d'Leit eng Longenentzündung. Ech weess net, wéi Dir dat wëllt maachen. Dat kann een net ambulant behandelen, wann d'Leit eleng doheem wunnen a si kréie kaum nach Loft. An dann hëls de den Tëlefon: „Ech muss Iech e Patient schécken." - „Mir hu kee Bett. Et deet eis leed, mir hu kee Bett, da musst Der en éierens hischécken."

Dofir verstinn ech dat net mat deenen Akutbetter an anere Better, mä vläicht... Ech si jo och kee Statistiker. Ettelbréck ass op alle Fall zu 83% permanent beluecht. Also d'Better si mat 83% beluecht. A soss Géigenden am Land sinn et der eigentlech 72.

Ech hoffe just, Madame Minister, an domat schléissen ech dann och of, ech hoffen, datt et eis net esou geet, an ech maachen ee ferven— ten Appell un Iech: Kommt, mir loossen dat am Spidol, wat do ass!

Wat dann ee Kompetenzzentrum ass, dat hu mer gesinn. Mir hunn ëmmer geléiert op der Universitéit, denkt drun: „Das Häufigste ist am häufigsten. Und das Seltenste ist am seltensten." Déi meeschte Fäll kënne mer behandelen. Do brauche mer net op Diddeleng an ech weess net wou bei e sophistiquéierte speziellen Zentrum ze goen. An ech hoffen, datt mer eis Pätteren a Bomien net all ëmsiedele mussen an den Zentrum, Richtung Stad Lëtzebuerg, fir datt si déiselwecht Chance solle kréie wéi déi, déi hei wunnen.

Fir ofzeschléisse wëll ech soen, datt ech eiser Madame Minister eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung vun deem neie Spidolsplang a bei der Schafung wënschen. Datt si och am Intérêt vum Patient schafft, dovunner sinn ech fest a ganz iwwerzeegt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mertens. An nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Plan hospitalier mécht jo net grad jiddweree ganz euphoresch heibannen an e werft och vill Froen op. Ech denken, mir sinn eis awer eens, och wann ech den Edy Mertens elo héieren hunn, datt de Spidolssecteur och a wirtschaftlech schwieregen Zäiten op Qualitéit muss setzen, zum Wuel vum Patient, an datt en e wichtege Pilier vun eisem Gesondheetswiesen ass, deen och an Zukunft muss finanzéierbar bleiwen an och elo finanzéiert muss ginn.

Dofir setze mer ganzer 1,75 Milliarden Euro fräi fir déi nächst zwee Joer, dat si 50% vum gesamte Budget vun der Gesondheetskeess, d'Personalkäschten net emol agerechent. An dat si 4% méi respektiv eng Millioun an 200.000 Euro méi wéi an de leschten zwee Joer. Och dat muss emol gesot ginn.

Fir dës Gelder, déi hautdesdaags net vum Himmel falen, méiglechst effizient ze notzen, muss net nëmmen intelligent geplangt ginn, an eisem Land muss och e Mentalitéitswandel stattfannen. Dat heescht, datt déi historesch gewuessen Antagonismen a Muechtkämpf tëschent de Kongregatiounsspideeler an den éffentleche Spideeler definitiv begruewe musse ginn, „an datt déi al Zëpf net méi ausgegruewe ginn", wéi de fréiere Gesondheetsminister, deen haut hannert mer sëtzt, sech den 2. Juli 2013 op dëser Plaz ausgedréckt huet.

Zu enger zäitgemëisser Spidolspolitik gehéiert nun emol eng gutt an effikass Zesummenaarbecht vun allen Akteuren, an net d'Verteidegung vun Eenzelinteressen op d'Käschte vun der Allgemengheet. Dat ass e fundamentale Prinzip.

Déi Erkenntnis ass allerdéngs net nei. Schonn am Joer 1952 huet déi deemoleg Direktioun vun de Médecins inspecteurs sech Gedanken ëm de Finanzement vun de Spideeler gemaach an huet hinne geroden, zesummenzeschaffen an net an deier Apparater ze investéieren, wa se nëmme sporadesch benotzt géife ginn. 1976 koum et dunn zu engem éischte Spidolsgesetz an 1982 zu engem éischte Spidolsplang, fir der Strategie vun der Zesummenaarbecht eng legal Basis ze ginn.

An haut, no weideren 32 Joer a weidere Spidolspläng, musse mer feststellen, datt dës Approche zwar richteg war, mä datt se an der Realitéit eigentlech vill ze wënschen iwwreg gelooss huet. D'Spideeler, an d'Dokteren och, stoungen der Amëschung vum Stat säit jeehier kritesch vis-à-vis an hu léiwer an hirem eegenen Eck manövréiert, wéi zesummenzeschaffen an un engem Strang ze zéien. Dat ass de fundamentale Problem, vun deem mer ausginn.

D'Resultat kenne mer haut: D'Käschte si lues awer sécher aus dem Rudder gelaf an den Drock vun der CNS op de Spidolssecteur ass grouss ginn, datt méi Efforte fir d'Zesummenaarbecht solle gemaach ginn. Dëst net nëmmen, fir de System an engem wirtschaftlech schwieregen Emfeld finanziell iwwer Waasser ze halen, mä och fir Kohärenz a Qualitéit an d'Spidolswiesen ze bréngen.

Mam neie Plan hospitalier gëtt dëse Paradigmewiessel definitiv agelaut, andeems Alleingäng endlech konsequent verhënnert ginn - bis elo si se ëmmer nach méiglech gewiescht - an d'Kompetenzen och konsequent gebündelt musse ginn, iwwerall do, wou et Sënn mécht.

Dat allerdéngs net scho muer de Moien, mä am Laf vun de fënnef oder sechs nächste Joren, soudatt d'Spideeler Zäit behalen, fir sech ze organiséieren, e Concept médical auszeschaffen an dat och ze presentéieren an de Konzept unzefroen, wa se e Kompetenzzenter wëllen accordéiert kréien. Dat ass an hirer eegener Verantwortung an dat ass net eng Direktiv vun uewen erof, mä d'Spideeler kënne selwer matschaffen. Als Gréng si mir der Meenung, datt dat dee richtege Wee ass, datt d'Ministesch domat déi richteg Weiche stellt.

Mir sinn eis awer och bewosst, Madame Minister, datt et sech bei dësem Règlement granducal just ëm e Puzzlesték vun engem gesamte System handelt, deen insgesamt nach vill verbesserungsfäeg ass. An och do si mer eis all eens heibannen, meng Virriedner a Virriednerin sinn drop agaangen.

Fir d'Zukunft vum Spidolssecteur kohärent ze plangen, muss fir d'Éischt emol héichgerechent ginn, wéi een Impakt déi demografesch Entwécklung an awer och déi steigend Liewenserwaardung vun eiser Bevëlkerung op de Spidolssecteur wäerten hunn. Dobäi muss ee souwuel zum Volumen eppes soe wéi och zu der Zort an der Plaz vun de gebrauchte Capacitéiten. Ähnlech wéi beim integréierte Verkéierskonzept, wat kierzlech an der Kommissioun vum Développement durable virgestallt ginn ass, wou och eng Entwécklung héichgerechent ginn ass bis an d'Joer 2030 a wou elo scho geplangt gëtt, wat am Joer 2030 prett muss sinn.

Op de Spidolssecteur bezunn heescht dat, datt déi demografesch Entwécklung an déi steigend Liewenserwaardung net nëmmen zu méi Awunner wäerte féieren hei am Land, mä datt virun allem och d'Zuel vun den eeleren, méi vulnérablen an awer och ofhängege Leit wäert klammen a berechent muss ginn. Déi geplangte Schafung fir d'Lits de longue durée dréit där Entwécklung schonn zu engem gudden Deel Rechnung an erlaabt eng Rei Akutbetter hirem eigentlechen Zweck zouzeféiere respektiv ofzebauen, wa se net gebraucht ginn. Och dee längst iwwerfällege Virage ambulatoire, dee jo am Spidolsplang eng grouss Prioritéit huet, wäert Akutbetter fräisetzen an onnéideg Spidolsopenthalter verhënneren.

Dernieft wéilt ech och soen, datt ambulant Behandlungen d'Eegeverantwortung vun de Patiente férderen, si ginn eigentlech zu hirem eegene Versuerger, esou wäit wéi dat méiglech ass. Ech wéilt awer och drop hiweisen, datt an deem Kontext muss verhënnert ginn, datt Abusen ausserhalb vun de Spideeler wäerten zougelooss ginn.

Mir musse kucken, datt d'Patienten och doheem eng gewëssen Noversuergung garantéiert kréien. An do denken ech, datt d'Roll vun de sougenannten „Infirmiers" oder „Infirmières relais" an d'Sozialservicer vun de Spideeler missten opgewäert ginn, fir eng kompetent Noversuergung vu méi vulnérable Patienten doheem ze assuréieren. Et muss awer dann eben och gekuckt ginn, datt d'Réseaux de soins et d'aide à domicile déi Roll kréien, déi se an deem do Fall ze spillen hunn.

Wat net däerf sinn, ass, datt zum Beispill e Finanzement vun deiere kinesitherapeutesche Behandlungen doheem beim Patient verschriwwe gëtt, wann de Patient no zwee Deeg mobil ass. Och do geet et drëms, Abusen ze verhënneren.

En anere Punkt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen ech wéilt opwerfen, deen de Leit um Terrain och ganz wichteg schéngt, deen och hei scho vill beschwat ginn ass, ass natierlech dee vun der feelender Spidolsdokumentatioun, der eenheetlecher Nomenclature an dem Dossier partagé vum Patient.

Fir de Spidolsplang no alle Regele vun der Konscht ëmzesetzen, féiert kee Wee laanscht fiabel Datebasen, mat allen Detailer, déi dozou gehéieren. Et geet dofir net duer, datt mer just d'Bettcapacitéiten a Relatioun mat der Awunnerzuel bréngen an déi duerchschnëttlech Openthaltsdauer an de Spideeler kennen. Et muss och gewosst sinn, dat huet den Här Mertens virdrun och erwähnt, wéi laang eng Behandlung, jee no Krankheetsbild a Krankheetsverlaf, ass, an der Moyenne, wéi vill a wéi eng Zort vu Spezialisten un der Behandlung bedeelegt sinn, aus wéi enge medezineschen Aktivitéiten déi Behandlung iwwerhaapt besteet an awer, virun allem och, wéi héich de Käschtepunkt vun enger bestëmmter Behandlung an der Moyenne ass.

Datt eng Spidolsdirektioun zum Beispill net am Bild ass, wéi héich d'Doktesch-Honorairen an hirem Spidol sinn a wéi vill d'Dokteren ënnert dem Strëch an hirem Spidol verdéngen, ass net zäitgemëiss an engem héich entwéckelten an informatiséierte System, deen op Transparenz setzt. Grad wéi et och net zäitgemëiss ass, datt e Patient no engem Spidolsopenthalt eng Abberzuel vu Rechnungen heemgeschéckt kritt an dann emol net richteg weess, wat déi Rechnungen ze bedeiten hunn. E bezilt se, mä d'Nomenclature ass him net bekannt.

Eng transparent Spidolsdokumentatioun, mat allem, wat domat verbonnen ass, muss och mat där vum Ausland vergläichbar sinn, fir datt mer d'Gesetz iwwert d'Soins transfrontaliers kënnen en bonne et due forme ëmsetzen.

D'Spidolsdokumentatioun gëtt dann awer och gebraucht, fir méi Transparenz, méi Kohärenz an awer och méi Gerechtegkeet an de Finanzement vun de Spideeler a vun de medezineschen Aktivitéiten an de Spideeler ze kréien.

Domat wollt ech e Wuert verléieren zum Akommes vun den Dokteren, wat onverständlech Differenzen opweist an d'Gestioun vun de Spideeler net erliichtert, mä éischter erschwéiert. Jee no Fachgebitt a jee no kontraktueller Relatioun mam Spidol läit de Revenu vun deem engen an deem anere meilewäit auserneen.

Ech wëll wierklech kengem Dokter säi Mérite a Fro stellen, dorëms geet et net, mä et muss een awer zouginn, datt säi Revenu weder a Relatioun ass mam Zäitopwand nach mat der Verantwortung nach mat der kierperlecher oder geeschteger Belaaschtung vum Dokter. Do ginn et riseg Differenzen!

Mir sinn der Meenung, datt Facteure wéi d'Zäit, déi muss gebraucht ginn, fir mat Leit, mat Patienten ze schwätzen - Patientegespréicher sinn eng wichteg Konditioun vu gudde Behandlungen -, datt awer och d'Verantwortung an d'Belaaschtung an Zukunft bei der Berechnung vun den Honorairë méi staark an d'Gewiicht musse falen, mat alle Konsequenzen natierlech, wat dat och fir de Spidolssecteur bedeit. Déi eenzeg Spezialisten, déi d'Zäit ugerechent kréien, sinn eigentlech d'Psychiateren.

Dann e Wuert zum Statut. Am Kader vun dëser Diskussioun kann een och iwwer en eenheetleche Statut fir d'Spidolsdokteren nodenken. Am aktuelle Spidolssystem si se weder Salarié nach Fräiberuffler, mä iergendeppes dertëschent, wat net richteg ze definéieren ass. Deem Amalgam, dat ass e Wuert, wat den Här Huss hei oft gebraucht huet, muss en Enn gesat ginn, ëmsou méi, well eng systematesch Zesummenaarbecht ugepeilt gëtt, déi dozou féiere kann, datt en Dokter net just an engem Spidol aktiv wäert sinn. Vu datt déi Zesummenaarbecht jo dozou féiert, datt och e Va-et-vient kann entstoen.

En anere Schrëtt, deen eis gradesou wichteg schéngt, ass dann, fir de Plan hospitalier ze begleeden. E gehéiert och net grad zum Inhalt, mä och d'Tarification à l'activité ass e Bestanddeel vum ganze System, dee parallell zum Plan hospitalier muss agefouert ginn, fir ebe just déi Enveloppe globale ze ersetzen, déi scho vill kritiséiert ginn ass, dëst natierlech op Basis vun der Spidolsdokumentatioun.

De System vun der Enveloppe globale fir d'Spideeler kann net effizient an och net zum Wuel vum Patient funktionéieren, well e keng Garantie fir gutt Prestatioune liwwert. E setzt just eng definéiert Zomm fräi, fir e Volumen eigentlech vu medezineschen Akten ze finanzéieren. Vu Qualitéit geet bei der Attributioun vun der Enveloppe globale awer eigentlech iwwerhaapt keng rieds. Mam Risiko, datt d'Spideeler versichen, méiglechst vill medezinesch Aktivitéiten op hire Site ze zéien, fir d'Héicht vun der Enveloppe budgétaire globale ze rechtfertegen oder fir vläicht an Zukunft nach méi eng grouss Enveloppe erauszeschloen. Vu Qualitéit gëtt awer net geschwat.

Mir denken, datt deem Spuk en Enn gesat soll ginn. A mir si frou, datt d'Regierung sech dozou engagéiert huet, souwuel d'Spidolsdokumentatioun wéi och d'Tarification à l'actitivé anzeféieren an domat endlech déi verlaangten Transparenz, déi verlaangte Kohärenz a méi Gerechtegkeet an d'Gestioun vun de Spideeler ze brengen. All déi Schrëtt fannen eis vollsten Ënnerstëtzung.

Ech kéim dann op d'Fro vum Personalbedarf zréck, déi d'lescht Joer hei am Débat de consultation iwwert déi éischt Versioun vun dësem Plan hospitalier ugeschnidde ginn ass.

Wann een héiert, datt verschidde Statioune vun de Spideeler, virun allem nuets, personalméisseg wéi ausgestuerwe sinn an datt d'Personal sech regelméisseg beklot, am Verwaltungsopwand ënnerzegoen, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob d'Method vum PRN nach ëmmer déi gëeegent ass, fir de Personalbedarf ze berechnen. Dofir ass et richteg a wichteg, datt d'Regierung de PRN op de Leescht wëllt huelen an duerno och adequat wëllt op déi Analys reagéieren. Och do eis Ënnerstëtzung.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir wëssen, Madame Minister, datt all dës Froen iwwert dat erausginn, wat am Spidolsplang steet. Mir werfen dës Froen trotzdeem op, ebe just, well de Plan hospitalier mat anere Projete muss koordinéiert a verbonne ginn, fir datt seng Ëmsetzung ka gelengen.

Dozou gehéiert och d'Reform vum Spidolsgesetz an d'Aféierung vum Fonds d'indemnisation, déi allen zwee am Koalitiounsofkommes festgehale sinn. Dat heescht, de Regierungsprogramm hält d'Strooss.

Mir kommen da bei eng Rei vu konkrete Froen, déi sech direkt aus dem Spidolsplang erginn. Meng Virriedner si schonn zu engem Deel op vill Punkten agaangen, ech wéilt dat dann aus grénger Siicht maachen.

Fir d'Éischt e Wuert zu der Zesummenaarbecht. Eng gutt Zesummenaarbecht, muss och emol gesot ginn, leeft jo schonn zënter 2011 op verschiddenen Niveauen, wéi zum Beispill der Informatik, de Verwaltungsaarbechten, de Centres d'achat an de Laboratoiren.

Dernieft huet de Secteur kierzlech selwer e positiven Akzent gesat, wéi de Kierchbierg mat der ZithaKlinik a mat der Clinique Sainte-Marie fusionéiert huet. Domat sinn ëm déi 750 Better zesummen an den Hänn vun der Fondation Robert Schuman. Woubäi ech natierlech hoffen, datt dës Visioun net nëmme vun den Direktiounen, mä och vum Personal gedroe ginn ass!

Dat ass keng onwichteg Viraussetzung, well an éischter Linn sinn et net d'Direktiounen, déi fir Qualitéit suergen, mä et sinn d'Dokteren an d'Personal um Terrain, wat fir Qualitéit suergt. An dofir muss et motivéiert sinn. A wann et net motivéiert ass, da schafft et och net gär. Fir dat mat aller Konsequenz a mat vollem Asaz ze maachen, geet et dann eben och ëm d'Motivatioun vum Personal.

Datselwecht zielt dann och fir déi transversal Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler, déi am Spidolsplang ugepeilt gëtt. Och do mussen d'Leit um Terrain motivéiert sinn, fir matzeschaffen. Dat kann natierlech nëmme gelengen, wann d'Dokteren, déi jo allgemeng zimlech liberal ugehaucht sinn an e relativ fräie Geescht hunn, bereet a motivéiert sinn, fir gemeinsam un engem Strang ze zéien an och emol heiansdo Kompromësser wëllen agoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng vu ville Froen natierlech, déi de Spidolsplang opwerft, an dat ass och ganz normal. Mir gesinn et net negativ, datt hei vill Froe gestallt ginn. Effektiv läit et an der Logik vun der Saach, datt konkret Pläng zu konkrete Froe féieren, déi an Zukunft mussen an déi och kënne beäntwert ginn. Dëse Plang ass nun emol eben net esou vag wéi seng Virgänger. En definéiert kloer Linnen, e leet kloer Zuelen op den Dësch, e leet kloer Definitioune fest. An déi hate mir nach ni virdrun. Also konnte mer och virdrun net driwwer diskutéieren.

Natierlech musse verschidden Upassunge stattfannen, am Fall, wou déi eng oder aner Virgab d'Strooss net hält. Mä ech mengen, dat Wichtegst ass elo emol, datt driwwer geschwat ka ginn. Mir si frou, datt endlech konkret geschwat gëtt an net méi abstrakt, nodeems de Secteur sech jorzéngtelaang onkontrolléiert aus eegene Kräften an no eegenen Iwwerzeegunge weiderentwéckelt huet, ouni datt de Stat eigentlech vill ze soen hat.

Als Gréng begréisse mir net nëmmen, datt endlech e klore Richtungswiessel stattfënnt, mir begréisse ganz kloer, datt Dir, Madame Minister, an dësem Fall op Dialog setzt, éier de Spidolsplang emol iwwerhaapt a Kraaft trëtt. Dir gitt hei net mam Kapp duerch d'Mauer, wat Der hätt kënne bei engem Règlement granducal maachen, mä lauschtert de Leit heibannen no an hutt eis versprach, eis Iwwerleeunge mat op de Wee ze huelen, fir Adaptatiounen virzehuelen, natierlech net, fir eng Revolutioun anzelauden.

Domat kéim ech dann zu eenzelnen Iwwerleeungen, déi mir als Gréng gemaach hunn. Mir hunn dëse Plang mat senge Virgänger verglach a konnte feststellen, datt eben hei méi Courage am Spill ass. Ech hunn et scho gesot, et si konkret Virgaben do, konkret Definitiounen, detailléiert Zuelen an iwwerpréifbar Qualitéitsstandarden. Dat war et och virdrun net. Natierlech mécht ee sech net nëmme Frënn, wann een nei Akzenter setzt, mä wann ee keng nei Akzenter setzt, da bleift een dostoen, wou ee steet. Mir si jiddefalls frou, datt Bewegung an d'Spill kënnt, mat allen Diskussiounen, déi dat mat sech brëngt.

Dozou dann e puer Remarquen zu Diskussiounen, déi gefouert ginn an déi de Spidolssecteur viru vill Défie wäerte stellen. A puncto Stroke Unit, do huet nach keen dovu geschwat, wéilte mer d'Fro opwerfen, ob et an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg eigentlech realistesch ass, direkt dräi, oder et si souguer Leit, déi vu véier héich spezialiséierte Stroke Units schwätzen, déi siwen Deeg op siwen oder 24 Stonnen op 24 funktiounsfäeg sinn, ze hunn. Wéi Der wësst, sinn déi Unitéite geduecht, fir Schlaganfallpatienten an Empfang ze huelen an ze versuergen.

Et muss ee jo wëssen, datt esou eng Unitéit en enorme Personalopwand bedeit a ronderëm d'Auer op d'Präsenz vun erfuerenen Neurologen, Neuroradiologen, Gefäßchirurgen a Kardiologen ugewisen ass, fir eng optimal Prise en charge vum Patient ze assuréieren. Mir stellen eis vir, datt eng sënnvoll Synergie am CHL kéint entstoen, wou jo den INCCI schonn en place ass an do zesumme kéint mat der Stroke Unit funktionéieren.

Déi prinzipiell Fro, déi sech awer da stellt, ass déi, ob ganzer dräi Spideeler et fäerdegbréngen, ebe ronderëm d'Auer mat enger voll funktiounsfäeger Stroke Unit ze funktionéieren, a wou dee Moment dat Personal ze fannen ass, all déi Spezialisten, déi gebraucht ginn, fir déi Unitéit. Vläicht ginn et nach aner effikass Léisungen, fir eng éischt Prise en charge ze assuréieren, egal wou de Patient wunnt, a fir de Patient eben ze stabiliséieren, esou wéi den Här Edy Mertens et och virgeschloen huet.

Hei kéim ech dann och zu den Urgencen oder besser gesot zu de Services de secours, beispillsweis iwwert de Wee vu gutt ausgebilten Urgentisten an de Samuen a gutt opgestallte Services de secours, wou ech elo net méi wéilt op d'Reform agoen, well déi jo hei schonn thematiséiert ginn ass. Mir si frou, datt do och Bewegung am Spill ass parallell zu dësem Projet.

Fir eis ass et jiddefalls extrem wichteg, de Beräich vun de Stroke Units duerchduecht ze organiséieren, a mir sinn e bëssen traureg, datt bis elo nach keen dee Problem opgeworf huet. Ëmmerhi läit den Taux de mortalité bei de Schlagufäll, laut internationalen Zuelen, bei 25%, während 30% vun deene Leit, déi en Hireschlag erleiden, hiert Liewe laang vu grave Séquellen, wéi Lähmungen, betraff bleiwen. Dir wësst och, wat de Patient méi fréi a Charge geholl gëtt a méi fréi kompetent behandelt gëtt a rééduquéiert gëtt, wat seng Chance, fir gutt dervunzekommen a gesond weiderzeliewen, wiisst, nom Motto, wéi et am Fachjargon heescht, „time is brain".

Eng aner Fro, déi ech wéilt opwerfen, betrëfft dann de Süden. Den Här Mertens war jo vill am Norden ënnerwee. Ech kommen dann zum Süden, a méi speziell zum Service vun der Ëmweltmedezin, déi och nach keen erwähnt huet, déi an den aktuelle Gebailechkeete wahrscheinlech keng Plaz fënnt - ech wéisst net, wou; et ass op alle Fall nach keng Plaz definéiert ginn. An et war emol an der Zäit vun Nidderkuer geschwat ginn, wou ech awer elo mengen ze verstoen, datt Nidderkuer net méi déi gëeegent Plaz derfir ass.

Datt de Projet vum Südspidol aus finanzielle Grënn nach net muer de Moien ugefaange gëtt, ass och verständlech. Souwäit ech weess, wäert dat eréischt ëm déi 2020 de Fall sinn. Ëmsou méi, well och vill Geld an d'Escher Spidol investéiert ginn ass a well Adaptatiounen zu Nidderkuer stattfonnt hunn oder wäerten nach stattfannen an eben och zu Diddeleng, wou nach Gebailechkeeten ebe sinn, déi eng Zäit kënnen iwwerliewen. Grad wéi och d'Sainte-Marie net direkt a Gefor ass, mä och hei gesi mer schlecht, wou mer do nach eng Ëmweltmedezin kéinten installéieren.

Ech wéilt awer do an deem Kontext betounen, datt mer als Gréng immens frou sinn, datt eis laangjähreg Fuerderung no enger ëmweltmedezinescher Unitéit an dësem Plan hospitalier endlech eng positiv Suite kritt huet. Mir waarde säit Joren drop, endlech ass se do. Mir wären awer och frou, wann en esou schnell wéi méiglech kéint fonctionnéieren, dee Service. An duerfir froe mer Iech, wou dat kéint geschéien. Oder muss et wierklech daueren, bis d'Südspidol gebaut ass?

Mir géifen dat scho bedaueren. Mir sinn nämlech iwwerzeegt, Madame Minister, datt dëse Service eng wichteg Roll spillt. Net nëmmen an der Preventioun vun ëmweltbedéngte Krankheeten, déi souwuel zu kierperleche wéi och zu psychesche Problemer kënne féieren, mä eben och am Beräich vum Bien-être au travail, deen hei oft diskutéiert gëtt, well eben de Service vun der Ëmweltmedezin wäert zesummeschaffe mat der Aarbechtsmedezin, wat eben an de Betriber an an de Verwaltungen eng grouss Plus-value kann duerstellen.

Duerchaus positiv ass et an eisen Aen och, datt déi wuessend Zuel vun Zivilisatiounskrankheeten, wéi zum Beispill Obesitéit, Zockerkrankheet, psychosomatesch a mental Erkankunge grad wéi d'Problematik vun de chronesche Schmäerzpatienten am Plan hospitalier berücksichtegt gi sinn. Do si ganz vill Fuerderungen opgestallt ginn. Mir hate virun engem Joer d'Associatioun vun de Schmäerzpatienten op Besuch an der Kommissioun. Hunn erzielt kritt, wéi schwiereg se et hunn. An duerfir si mer frou, datt reagéiert ginn ass. Och dat ass de richtege Wee.

E Wuert zu der Preventioun: A ville Beräicher gëtt Preventioun bedriwwen. Mir si frou, datt et hei an dësem Plang net just ëm Symptombekämpfung geet, well doduerch komme mer net weider.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et gëtt geziilt op Preventiounsprogrammer gebaut, och am Regierungsprogramm. An et muss ee soen, dat hate mer gëschter an der Kommissioun, d'Thematik vun der Preventioun, datt am Budget fir 2015 ganzer néng Milliounë fir preventiv Programmer virgesi sinn. Dat ass eng Zuel, déi net ze négligéieren ass a wäert ganz ville Leit eppes bréngen.

En nächste Punkt, deen ech wéilt uschneiden, ass dann och dee vun der Pädiatrie, deen, mengen ech, jiddwerengem heibannen um Häerz läit. En huet awer och fir vill Onrou gesuergt, a mat Recht. De Plan hospitalier gesäit een eenzegen zentrale Service fir intensiv pädiatresch Soine vir, dee siwen Deeg op siwen a 24 Stonnen op 24 fonctionnéiere soll. Dat gëtt e bësse kritesch bekuckt.

Mir fannen dat eigentlech eng gutt Saach, well et sech hei ëm héich spezialiséiert Interventioune bei klenge Kanner oder bei Neigebuerenen handelt, an do geet et wierklech drëms, d'Liewe vu jonken, ganz jonke Persounen ze retten. Hei mussen d'Kompetenze gebündelt ginn, fir wierklech déi méiglechst héich Qualitéit erauszeschloen.

D'Sociétéit vun de Pädiatere steet dësem Projet äusserst positiv vis-à-vis. An dat weist, datt do e grousse Konsens am Milieu besteet. Och dat ass fir eis e wichtegt Zeechen. Domat sinn d'Problemer awer net geléist, an däers si mer eis bewosst. An d'Situatioun ass och wierklech allgemeng schwiereg, d'Madame Nancy Arendt hat drop higewisen, ech kann hir recht ginn. Mä och d'Madame Ministesch weess, wou de Problem läit.

Fir datt deen nationale Service all akut pädiatresch Fäll ophuele kann an intensiv behandele kann, muss eiser Meenung no fir d'Éischt emol den Ausbau vun de Raimlechkeete fir d'Pädiatrie an d'A gefaasst ginn op deem Site, fir déi bestoend Capacitéit dee Moment eben esou unzepassen, wéi se néideg ass. Dës Diskussioun ass nach net gefouert, mä se ka gefouert ginn am Kontext vum Ausbau vum CHL, wou deen do Volet onbedéngt muss mat diskutéiert ginn.

Eng Méiglechkeet, fir de Service de soins intensifs ze entlaaschten, datt et eben do net zum groussen Undrang kënnt, gesi mir an der Kreatioun vu pädiatresche Maisons relais (veuillez lire: Maisons médicales) direkt beim Site, zum Beispill direkt an der Proximitéit vum CHL, fir déi méi einfach Krankheetsfäll ze behandelen.

D'Pädiatere schwätzen do vun der Bobologie, fir eigentlech déi kleng Bobboe vu Kanner ze beschreiwen. Dat géif verhënneren, datt all déi Kanner, déi owes dohikommen, de Passage duerch d'Spidol musse maachen. Dat ass e grousse Verwaltungsopwand an ass och net grad zäitméisseg ganz intelligent. D'Maison médicale géif eben d'Kanner vill méi fréi an Empfang huelen an et wäre vill Schrëtt vu Prozedure gespuert. Déi positiv Bewäertung vun de Maisons médicales zu Ettelbréck, déi jo hei vläicht awer dann erëm a Fro gestallt ginn ass, léisst eis op alle Fall hoffen, datt d'Maisons médicales awer dee richtege Wee sinn, quitte datt Upassunge muss stattfannen.

Bleift dann nach natierlech de Problem vun den dezentrale pädiatreschen Urgencen am ganze Land, déi momentan net méi ofgeséchert sinn. Dat ass wierklech ee vun de gréisste Problemer. Et ass awer och verständlech, datt déi extrem niddreg Zuel vu Pädiateren - mir hunn der just nach 70 am Land, ech wéilt souguer soen, datt do eng Madame vun 83 nach ëmmer déck am Beruff ass, an duerfir all Respekt fir esou engagéiert Leit -, déi kënnen net onënnerbrach Dag an Nuecht am Asaz sinn, wäit Distanzen zréckleeë vum Süden an den Norden, fir Urgencen ofzesécheren a Verantwortung fir jonk Mënschen ze iwwerhuelen.

Dës Situatioun muss op eng aner Manéier verbessert ginn. Jiddefalls net, datt déi Leit, déi en place sinn, deem gréisste Stress ausgeliwwert sinn an doduerch net méi gutt schaffen. Se ka verbessert ginn, wann de Beruff vum Pädiater opgewäert a méi attraktiv gëtt. Ech denken, dat ass an eisen Aen den éischten a wichtegste Wee.

Et geet virun allem drëm, d'Medezinstudenten, déi nach kee Choix getraff hunn, a wéi eng Richtung se wëlle goen, wéi ee Fachgebitt se wëlle studéieren, ze motivéieren an eben och ze weisen, wéi interessant a wéi wäertvoll de Beruff vum Pädiater ass.

Wann ee bedenkt, wéi vill Kompetenz, wéi vill Verantwortung, wéi vill Pädagogie, wéi vill Gedold mat de Familljen a wéi vill Feingefill grad

am Ëmgang mat klenge Patienten, mat klenge Kanner a Puppelcher gefrot sinn, dann ass et och net novollzéibar, datt grad d'Pädiateren op der ënneschter Spross vun der Leeder stinn, oder bal op der ënneschter Spross vun der Leeder, wann et ëm de Verdéngscht geet. Och hei geet et drëms, d'Nomenclature ëmzebauen an esou ze adaptéieren, datt se de Pädiateren zeguttkënnt.

Dat gesot, wéilt ech d'Behaaptung widderleeën, déi am Land zirkuléiert, datt Kanner a Jugendlecher duerch d'Schafung vun dem neie Service de soins intensifs net méi an anere Spideeler opgeholl ginn. Ech weess net, wou déi Rumeur hierkënnt; onkomplizéiert Interventioune wäerten an alle Spideeler méiglech bleiwen an och duerchgefouert ginn, esou wéi dat bis elo de Fall ass. Well eben och d'Doktere Kompetenzen hunn, déi, och wa se net Pädiater sinn, awer déi Interventioune kënnen assuréieren.

Zum Schluss dann nach e Wuert zu de Soins de long séjour, wou ech op de rezenten Débat de consultation iwwert d'Fleegeversécherung zréckkommen. Och hei bestinn Interferenze mam Spidolsplang, an zwar um Niveau vun der Kommunikatioun. Dir wësst, datt d'Sécurité sociale fir d'Fleeg vun ofhängege Persounen zoustänneg ass. An Dir wësst och, datt d'Santé fir d'Preventioun a fir den Openthalt vun enger kranker Persoun am Spidol zoustänneg ass, net awer an engem Alters- a Fleegeheim.

Hei wëll ech eng Suerg lassginn, déi um Terrain ganz grouss ass. Mir sinn der Meenung, datt d'Kommunikatioun an d'Zesummenaarbecht an der ganzer Versuergungsketten, der sougenannter „Filière de soins" vun ofhängege Patienten net gutt fonctionnéiert a verbessert muss ginn. Dat heescht, datt et zu engem formaliséierten Informatiounsaustausch muss kommen tëschent dem Spidolssecteur, der Rééducatioun, der Fleegeversécherung, mat all hire Servicer, an der Laangzäitfleeg, mat den Alters- a Fleegeheimer.

Den Dossier partagé kéint zum Beispill hei eng Verbesserung vum Informatiounsfloss bréngen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt dat wäert geschéien. An och déi elektronesch Plattform, déi vun der Agence eSanté op d'Been gesat ginn ass, bitt eng grouss Chance, fir d'Versuergungsketten ze verbesseren. Grad eben an der Prise en charge vun ofhängege Leit läit e grousst Spuerpotenzial, wat net nëmmen de Spideeler an der Gesondheetskeess, mä och der Fleegeversécherung, un déi mer och mussen denken an Zukunft, kann zeguttkommen. A schlussendlech de betraffene Persounen, déi am Mëttelpunkt musse stoen.

Zesummenaarbecht a Synergië maachen also net nëmme Sënn um Niveau vun de Spideeler, tëschent de Spideeler an an de Spideeler, mä am ganze System. Si maache Sënn am ganze Sozialsystem, dee mer opgebaut hunn an dee muss erhale bleiwen. Mir wëllen e laangfristeg ofsécheren duerch Synergien, queesch duerch d'Ministèren an d'Verwaltungen.

Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op d'Servicer vun der Psychiatrie ginn ech haut net an. Et ass e risegen Terrain, e risege Chantier an en huet ëmmer méi eng grouss Envergure kritt, déi een net an e puer Sätz résuméieren a scho guer net bewäerte kann. Dat wär d'Psychiatrie e bësselche schlecht gekuckt.

Als Gréng géife mir duerfir proposéieren, datt mir eis eemol ganz vill Zäit huelen dofir an eng Chambersdebatt dofir organiséieren, fir d'Reform vun der Psychiatrie an d'Problemer vun der Psychiatrie emol méi genee ënnert d'Lupp ze huelen, grad an engem Land, wou Depressioune wuessen, wou mer hei Débate féieren iwwer Suicide a wou ganz vill Leit an engem Fall sinn, wou se mental net méi weiderwëssen. Domat géife mer dësem wichtege Fachgebitt dee Stellewäert ginn, deen et an enger Gesellschaft verdéngt; enger Gesellschaft, déi ëmmer méi vulnérabel gëtt an ëmmer méi Leit stigmatiséiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat gesot, wënschen ech dem Plan hospitalier eng glécklech Gebuert, duerno eng glécklech Ëmsetzung a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, déi Debatt, déi mer haut de Mëtten hei féieren iwwert de Plan hospitalier, ass sécherlech eng wichteg Etapp, well se eent vun deenen Domäner betrëfft, wou een als e Land wéi Lëtzebuerg, wat e räicht Land ass, e Wuelstandsland ass, schonn och misst versichen, datt ee gemeinsam fir seng Bierger géif déi beschte Léisung fannen, wat hir Gesondheet ubelaangt, wat d'Infrastrukturen an d'Personal ubelaangt.

D'Basis vun dëser Diskussioun, déi mer de Mëtten hei féieren, ass de Projet vum Règlement grand-ducal, deen um Instanzewee ass. An et muss ee sech duerfir soen, engersäits ass dat eng gutt Basis, fir hei ze diskutéieren. Op där anerer Säit muss een awer och soen: Wat ass de Wäert vun dëser Diskussioun, wann de Projet de règlement grand-ducal fäerdeg ass?

En ass um Instanzewee an e soll dann, wann alles klappt, den 1. Januar 2015 a Kraaft trieden. Soudatt ee kann dervun ausgoen, datt déi Debatt hei net méi wäert een direkten Afloss op den Inhalt vun deem Reglement kréien, mä éischter vläicht herno an der Exekutioun kann hiren Nidderschlag fannen, esou wäit wéi d'Reglement dat zouléisst.

Ech mengen, d'Kolleegin Josée Lorsché huet hei vun der Ëmweltmedezin geschwat. Awer och de Kolleeg Edy Mertens huet eng ganz Rei vu Suggestiounen hei gemaach, wou de Kolleeg Mertens och nach gesot huet, mer sollten eis elo déi Zäit huelen, an e géif hoffen, datt déi vill Iddien an déi vill Schreftstécker, déi gefloss sinn, datt déi en Afloss op dee Projet vum Règlement grand-ducal nach hei géifen huelen.

Ech fäerten, datt dat net wäert de Fall sinn, well esou wéi ech d'Erfahrung hei an deem Haus hunn, ass dee Projet hei op esou engem Instanzewee, datt net méi wäert villes kënnen oder wäert dru geännert ginn. Mä et kann ee sech ëmmer emol iwwerrasche loossen. A vläicht huet d'Madame Minister herno och eng Rei vun Iddien, wou se seet, déi se dann awer nach an dee Projet afléisse léisst.

Ech wëll och hei e puer, nodeems mer elo schonn e puer Stonnen amgaange sinn, a fir net elo alles erëm eng Kéier ze widderhuelen, wat schonn zum Deel hei gesot ginn ass, wëll ech vläicht eng Rei vu Froen hei an d'Diskussioun bréngen, déi net emol mussen onbedéngt direkt mam Plan hospitalier, mä awer indirekt dermat ze dinn hunn.

Ech erënneren zum Beispill un ee Punkt, de Laboratoire National de Santé, dee mer hunn, wou mer jo musse soen, datt mer doranner ganz vill investéiert hunn, mer awer och musse soen, datt d'Resultat, quitte datt et elo nach nei ass, net ka satisfaisant sinn. Wa Leit musse wochelaang waarden, bis se e Resultat vun hiren Analyse kréien, a jee nodeem wat fir ee Resultat oder wat fir Analysen datt dat sinn, dann ass dat fir déi Leit eng ganz laang Zäit, wa se do mussen op dat Resultat waarden.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An och dat ass e Bestanddeel vun der Gesondheetspolitik. An och do misste mer à même sinn, de Leit an engem verstännegen Zäitraum kënnen déi Äntwerten ze ginn. D'Leit verstinn einfach net, datt bei schwéiere Krankheete se musse wochelaang an der Onsécherheet liewen, wéi d'Analys ausgaangen ass.

Duerfir wollt ech dat och als ee vun den éischte Punkten huelen, well ech einfach der Meenung sinn, datt dat net méi akzeptabel ass. An ech wier frou, wann d'Madame Ministesch eis och do kéint soen - de Minister, deen, mengen ech, direkt zoustänneg ass, ass also net méi do -, wat d'Regierung do gedenkt dergéint ze maachen.

Een zweete Punkt, deen och an de Spideeler an an deem ganze Beräich vill diskutéiert gëtt an ëmmer erëm bei de Leit op Kritik stéisst, dat ass d'Sprooch. A wa mer hei schwätze vun der lëtzebuergescher Sprooch am Gesondheetswiesen, ech mengen, da wier dat ee vun deene Punkten. Mäi Kolleeg Fernand Kartheiser mécht d'nächst Woch hei am Haus eng Interpellatioun iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, soudatt hien do wäert och méi genau op dee Punkt agoen.

Mä mir soe ganz einfach, d'Lëtzebuerger Sprooch misst och an deem Beräich d'Kommunikatiounssprooch sinn an et misst eng Obligatioun, eiser Meenung no, sinn, datt déi Leit, déi an deem Beräich schaffen, och missten der Lëtzebuerger Sprooch mächteg sinn.

An dat eiser Meenung no net nëmmen tëschent dem Personal, dem Dokter an dem Personal an de Patienten, mä et wier och wichteg, wann d'Personal ënner sech kéint Lëtzebuergesch schwätzen, well mer der och hunn, déi verschiddesproocheg sinn. An do mussen däitsch Doktere mat franséischen Dokteren auserneekommen an och d'Personal.

Och dat ass ee Punkt, ech kéint Iech do och aus der Erfahrung e puer Beispiller zielen, wéi eppes, wann et dräi Leit bis gesot hunn, wat dann hannen erauskomm ass, well deen een deen aneren net richteg verstanen huet. An, ech mengen, dat gehéiert och zur Garantie an zur Qualitéit vun enger gudder Gesondheetsmedezin.

En drëtte Punkt, deen ech wéilt uschneiden, dat sinn d'Urgencen. Normalerweis, wann ee seet Urgencen, dann ass et eppes, wat séier misst goen, wat prësséiert. D'Realitéit ass awer, wann d'Leit an déi Spideeler erakommen, wou d'Urgencë sinn, da si se zwar séier do gewiescht an der Regel, mä da geet et u mat waarden. A wann een dann an deenen Haiser emol freet, firwat datt et esou laang dauert, da kritt een och do d'Äntwert, an der Moyenne géif dat nun emol eben dräi Stonnen daueren, mä et kéint awer och méi laang daueren. Da kann dat véier, fënnef, sechs a siwe Stonnen daueren. Och do, mengen ech, misste mer hei d'Fro un d'Regierung stellen, wat se gedenkt do ze reformëieren, fir datt eng Urgence och d'Leit kann an enger verstänneger an a vertrietbarer Zäit behandelen.

E véierte Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat ass d'Personal. Wa mer wëssen, datt déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, wuel eng nobel Aufgab hunn, mä et ass eng schwéier Aufgab, mat ville Responsabilitéiten, an et ass sécherlech keng einfach Aarbecht. Mir wëllen hei drop hiweisen, an, ech mengen, et hunn och scho Virriedner et gemaach, wa mer driwwer diskutéieren, ob een d'Zuel vun de Better wëllt reduzéieren an deem ganze Secteur, dann dierf dat awer net als Konsequenz hunn, fir doduerjer a priori och wëlle Personal anzespueren.

Mir hunn haut a villen Domäner an deem Beräich net genuch Leit. Mir kënnen deene Patienten, déi do sinn, net déi Fleeg zoukomme loossen, déi se am Fong misste kréien. An duerfir soe mer, wa mer géifen op dee Wee goen, an et geet jo an déi Richtung, datt mer op där enger Säit Better aspueren, da misst een déi Zuel vu Leit, déi doduerch fräiginn, net ofbauen, mä et misst een déi Leit dohinner setzen, fir d'Aarbechtskonditioune vum Personal ze verbesseren a fir d'Qualitéit vun der Fleeg ze verbesseren, awer net higoen a mengen, et kéint ee Leit ofbauen. Well d'Fleeg ass eppes ganz Wichteges. A wéi gesot, mir hu vill Plazen, wou een awer vun de Leit ëmmer héiert, datt se net déi Fleeg kréien, déi se mengen, datt se se zegutt hätten.

E fënnefte Punkt, deen och schonn ugeschwat ginn ass, dat ass déi sougenannt „Erreechbarkeet". Wa mer driwwer schwätzen, datt mer soen, am Prinzip - dat sinn international Standarden - misst jiddweree bannent 30 Minutten, egal wou en hei am Land eppes huet, an engem Spidol sinn a bannent 60 Minutte misst en an engem Spidol sinn, wou een eng maximal Betreiung kritt.

De Kolleeg Edy Mertens huet dat de Mëtten hei mat deene richtege Wierder ënnermauert. Sécherlech gëtt et hei am Land Géigenden, a virun allem am Norden, wou déi dote Kritären net applikabel sinn. Mir sinn awer der Meenung, datt mer als Land mussen eng Gesondheetspolitik maachen, an och de Spidolsplang muss déi Roll iwwerhuelen, wou all Bierger am Land, egal wou e wunnt, lieft oder schafft, datselwecht Recht op Fleeg muss hu wéi deen aneren. Et kann net sinn, datt mer jee nodeem, wou een hei am Land wunnt, nach eng Zwouklassemedezin souzesoen aféieren, well deen een net déiselwecht Offerte kritt wéi deen aneren.

A mir mengen, all déi Iddien, déi haut hei opkomm sinn, och wat d'Wolzer Spidol ubelaangt, wat d'Ettelbrécker Spidol ubelaangt, déi Iddien, déi de Kolleeg Mertens hei gesot huet, kann ee mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Ech fäerten awer, datt de Kolleeg Mertens bei deenen Iddie wäert bleiwen. An ech géif en invitéieren oder eis invitéieren, datt mer an zwee oder dräi Joer, am Laf vun dëser Legislaturperiod, géifen eng Kéier e Bilan zéien an da kucken, wat hei verlaangt ginn ass a wat herno an der Realitéit ëmgesat ginn ass. An ech fäerte ganz, datt dann d'Enttäuschung wäert grouss sinn.

Dat kléngt gutt, mä d'Fro muss ee stellen, wa virun allem vun den Deputéierte vun der Majoritéit esou Iddien hei lancéiert ginn, da kënnt dat wuel bei jiddwerengem bis an dee leschten Eck am Éislek an e positivt Ouer, mä et muss een dann awer och herno kucken: Wat huet déi Interventioun an der Praxis gedéngt?

An ech wetten, wann ech géif als Oppositiounspolitiker eng Motioun hei deponéieren an ech géif verlaangen, datt d'Regierung dat alles, wat de Kolleeg Mertens haut de Mëtten hei gesot huet, misst ëmsetzen, da missten eng Rei vu Majoritéitsdeputéierten aus dem Norde wahrscheinlech géint déi Motioun stëmmen, well d'Regierung se dann net géif unhuelen.

Duerfir: Fromm Wënsch ass dat eent, an et muss een och wëssen, wat fir eng Responsabilitéit datt een huet, wann een an der Majoritéit ass. Da muss een och an der Majoritéit suergen, datt déi Iddien duerchkommen. Et geet net duer, datt ee gutt kléngend Iddien hei lancéiert an an der Praxis däerf näischt geschéien!

Den elektronesche Patientendossier ass e weidere Punkt, wou mer der Iwwerzeegung sinn, datt e misst onbedéngt kommen, dat a priori, eiser Meenung no, am Interessi vum Patient, net am Interessi vum Käschtepunkt. Mä ech mengen, e Patient huet en Interessi drun, datt et eng Plaz gëtt, wou all seng Donnéeën dra sinn. Selbstverständlech muss dat Ganzt am Respekt vum Dateschutz geschéien. An et muss een dann och soen, datt een doduerch kann op där anerer Säit - mä dat ass net d'Prioritéit - finanziell Aspuernisser kréien doduerch, datt verschidde Saachen net brauchen zwee- an dräifach gemaach ze ginn, well dat alles an dem Dossier ass.

Ech weess net, ob ech nach un d'Kompetenzzentre kommen, dofir wëll ech virdrun nach un d'Zuel vun de Better kommen. Ech wëll, ier mer un d'Better kommen, eng Virbemierkung maachen. An dat hänkt zesumme mat dem Spidol, der Clinique Sainte-Marie, vun Esch.

Ech mengen, d'Madame Minister huet de Mëtten hei gesot an deklaréiert, datt dëse Spidolsplang am Fong géif d'Iwwerliewe fir d'Zäit vum Spidolsplang vun der Sainte-Marie garantéieren. Dat ass eng gutt Interpretatioun gewiescht vun där Situatioun! Et kann ee soen, dëse Spidolsplang léisst d'Clinique Sainte-Marie bis un d'Enn iwwerliewen, mä et muss een awer wëssen, datt se dann duerno net méi besteet!

An dat, mengen ech, war awer vergiess ginn ze soen, datt um Enn vun dësem Plang, an zwar 2019, no enger Verlängerung vun zwee Joer, dat Spidol net méi besteet! Et soll dann integréiert, oder et ass integréiert an d'Fondatioun Robert Schuman (veuillez lire: an d'Hôpitaux Robert Schuman), wou mer net wëssen, wat mat deenen 118 Better, déi an der Sainte-Marie sinn, geschitt, wou dëse Plang eis net seet - och wann en, wéi d'Ministesch seet, d'Spidol garantéiert, mir wëssen awer, datt et 2019 net méi besteet, laut der Visioun vun der Regierung -, wou dann d'Kompensatioun ass vun deenen 118 Better, déi dann an der Sainte-Marie ewechfalen a wat an der Sainte-Marie dann duerno geschitt.

Et ass eis gesot ginn an der Kommissioun, datt dat Spidol net méi kéint eng Verlängerung oder eng Autorisatioun kréien, well et net méi an der Konformitéit wier mat deem, wat haut vun engem Spidol verlaangt gëtt. Dat iwwerfuerdert mech an der Kompetenz, well ech net genee weess, wat dat ass.

Mä ech muss dann awer froen, wa mer haut de Mëtten hei, wéi mer an d'Chamber erakomm sinn, en Dépliant krute vun der Delegatioun, der Personalvertriedung vun der Sainte-Marie, wann déi eis da soen, datt an deene leschte Jore 17 Milliounen Euro investéiert gi si fir d'Mise en conformité, da muss ech mer natierlech d'Fro stellen: Wéi kann et méiglech sinn, datt mer an deene leschte Jore 17 Milliounen an e Spidol investéiert hunn, fir et konform ze maachen, fir dann zum Schluss festzestellen: Elo ass et net méi konform, mir kënnen deem keng Autorisatioun méi ginn an dat Spidol muss zoumaachen?

Dat ass déi offiziell Interpretatioun, wéi mer se kritt hunn. Duerfir mengen ech, datt een awer do sollt da mat oppene Kaarte spillen. Entweder ass dat Spidol konform, da soll een dat soen, oder et ass net konform, da soll d'Ministesch eis dat och soen. An et kann een also och net higoen, datt ee seet, dëse Plang géif dat Spidol retten. Neen, dëse Plang léisst zou, datt d'Spidol nach bis 2019 besteet, an dann ass et awer, laut dësem Plang a laut der Meenung vun der Regierung, zou!

Wann een da kuckt, datt d'Clinique Sainte-Marie zougemaach gëtt, an et weess een, datt Spideeler wéi zum Beispill den CHL, den CHEM an den Norden do derniewent och nach sollen 3,2%, jee nodeem bis 6,4% vun hire Lite verléieren, datt de Schuman, ouni datt d'Clinique Sainte-Marie zougemaach gëtt, praktesch 5% géif verléieren, a wann d'Clinique Sainte-Marie zougemaach gëtt an et ass keng Kompensatioun virgesinn, datt dann am Fong de Verloscht vun de Better souguer an deem Grupp géif op 20% eropgoen!

Mir mengen, datt een net sollt elo einfach blannemännches virgoen, an dat schéngt eis e bëssen d'Leitlinn ze sinn, datt hei versicht gëtt, einfach no internationale Standarden hei iergendwéi eppes an d'Praxis ëmzesetzen. Mir sinn der Meenung, datt een awer och deenen nationale Bedierfnisser an den Objektiver vun enger gesonder, gudder Gesondheetspolitik muss d'Prioritéit ginn.

An duerfir fäerte mir, datt mer mat dem Ofbau vun zousätzleche Better hei an Zukunft bei enger wuessender Populatioun... An net nëmmen d'Populatioun wiisst, mä mir wëssen awer och, datt mer all Dag nach 180.000 Frontalie-

ren hei am Land hunn, eng Zuel, déi och nach wiisst, da kann een net parallell higoen a gläichzäiteg opgrond vun internationalen Etüden d'Betterzuel hei am Land ofbauen.

Här President, ech wollt nach op d'Kompetenzzentren agoen, d'Zäit erlaabt mer dat net. Ech wëll just soen, datt mer prinzipiell mat Kompetenzzentren averstane sinn, datt dat selbstverständlech awer muss am Accord mat deene Responsabele vun deenen eenzelen Zentre kënne geschéien a muss geschéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Pardon, Madame Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass net schlëmm. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Urbany. Här Urbany, et ass un Iech fir op d'Tribün.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin. Also ech fannen, mir haten eng ganz interessant an opschlossräich Diskussioun de Mëtten. Ech hunn als Netspezialist vill bäigeléiert. Ech kann datselwecht net behaapte bei der Lektür vun deem Règlement grand-ducal, iwwert dee mer eigentlech hei sollen diskutéieren. Ech mengen, eis Diskussioun weist a bestätegt, dass dee Spidolsplang hei éischtens en onkomplett Instrument ass, an zweetens, dass e verschidde Mängel opweist.

En onkomplett Instrument ass en, well en eng Rumm zeechent, wat d'Betterzuel ugeet, wat d'Zuel vun de Centres de compétences ugeet fir déi wichtegst Pathologien - meeschtens ass et ee Centre de compétence -, och wat d'Zuel vun de medezineschen Déngschter an Zukunft ugeet an d'Beschreiwung vun de medezinesche Servicer. Dee Plang hei baut virun allem op d'Kooperatioun vun de Spideeler a reservéiert definitiv Décisiounen doriwwer, wéi d'Spidolslandschaft an Zukunft soll ausgesinn, de Projeten, déi solle virgeluecht ginn - oder déi och net virgeluecht ginn, an deem Fall wäert da wuel näischt geschéien!

Dat, wat mer hei liesen an deem Règlement grand-ducal, muss ech wierklech soen, rappt een net vum Stull. Doriwwer eraus mengen ech, dass et och keng wierklech Concertatioun mat den Akteuren am Spidolssecteur am Virfeld ginn ass. Dat weisen d'Reaktiounen och vu verschiddene Spideeler, iwwregens och där aus dem ëffentleche Secteur. A mir fannen, dass dat prinzipiell eng schlecht Viraussetzung ass, fir an Zukunft déi inhaltlech Diskussioun ze féieren, déi mer sollte féieren.

De Spidolsplang huet, mengen ech, och kloer Mängel. Déi generell Reduzéierung vun de Better ass net inhaltlech begrënnt. Natierlech wär et ustriewenswäert, fir verschidde Krankheete méi ambulant Behandlungen an Zukunft ze kréien an net ëmmer mussen an d'Spidol ze goen an an e Bett sech leeën ze loossen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir kennen awer net den Impakt vun där zukünfteger Ambulanzpolitik oder ambulatoirer Politik, wat den Effet dovunner wäert sinn, wat och d'Auswierkung op d'Betterzuel wäert sinn. Mir kierzen einfach emol déi Betterzuel allgemeng, generell!

An ech fannen, dat ass falsch, fir domadder unzefänken. Ech mengen, et sollt een emol fir d'Éischt entwéckelen, wéi dann zum Beispill d'Médecine ambulatoire an Zukunft soll ausgesinn, a wa sech dorauser ergëtt, wéi vill Akutbetter mer nach brauchen, da soll ee se da reduzéieren.

Iwwregens ass jo och am Règlement grand-ducal dat ëmmer nach opgelooss, fir duerno d'Better och nach zousätzlech ze reduzéieren. Mä elo schonn ze reduzéieren, wou een och nach net weess, wéi d'Bevëlkerungszuel wäert wuessen, a wann een de Plans sectoriels soll gleewen, da schéngt et eis e rengt Spuerdiktat ze sinn. Ech mengen, hei ass d'Inspection des finances nach eng Kéier duerch d'Kopie vum Spidolsplang gaangen!

Ech wëll och duerfir soen, Madame Minister, mir sinn net dermat d'accord, dass eng Brems an där Form vu Betterreduzéierung hei agebaut gëtt, ouni gläichzäiteg iwwer Alternativen ze diskutéieren, dat heescht, och iwwert d'Qualitéit an iwwert d'Ausmooss vun där ambulanter Medezin, vun där geschwat gëtt!

Doriwwer eraus schéngt et och fir eis wichteg ze sinn, dass medezinesch Servicer an hir Zuel net einfach iwwer e Reglement festgeluecht ginn, mä dass fir d'Éischt emol d'Besoinen definéiert ginn. Ech mengen, dat, wat den Dokter Mertens hei vum Spidol vu Wolz gezielt huet, war ganz opschlossräich driwwer, wat fir Problemer an Zukunft kënne kommen, wa mer eng stur an dogmatesch Opfaassung hu vu Reduzéierung vu Käschten a vu Servicer!

Mir sinn d'accord, dass Kärkompetenzen, wéi zum Beispill d'Centres de cardiologie oder de Centre de radiologie Baclesse an ëffentleche Spideeler erëm ugesiedelt ginn, mä et schéngt eis generell, dass d'Besoinen hei net kloer géifen definéiert ginn. An dat gëllt fir all Servicer, et gëllt fir all d'Spideeler.

Ech mengen, dass dat och de Fall ass, well keng richteg dokumentaresch Basis virläit, op déi ee sech ka beruffen, och well zum Beispill Moyene wéi de sougenannten „PNR", dat heescht, fir d'Leeschtungen ze moossen am Spidolssecteur, dacks als net transparent beschriwwe gi vun den Akteuren um Terrain. Si sinn och net kooperativ, dat heescht, d'Personal a seng Vertrieder sinn net dran implizéiert. An iwwerhaapt ass d'Personal, wat awer um Terrain eng grouss Kompetenz a Verantwortung huet, net an d'Qualitéitskontroll agebonnen an dësem Règlement grand-ducal.

Mir mengen awer, dass et nach Zäit wär, fir dat nach nozehuelen an anzeschreiwen, dass och d'Personal seng Vertrieder soll an deene Qualitéitsorganer hunn, wéi se zum Beispill an den Artikele 16 an 18 vum Règlement grand-ducal virgeschriwwe sinn.

Esou wéi et elo ausgesäit, wäert also de konkreten Inhalt vun der Spidolspolitik wahrscheinlech entstoen aus wahrscheinlech kontroversen Diskussiounen an der Fédération des Hôpitaux, déi da sollen dem Minister Projete virleeën oder net virleeën. Ech froen d'Madame Minister: Wat geschitt, wa keng Projete virgeluecht ginn, do, wou der misste virgeluecht ginn? Wéi ass et da mat der Verantwortung vum Minister gestallt, fir an Zukunft awer eppes op deene Gebidder ze maachen?

Op jidde Fall schéngt mer awer kloer ze sinn, dass, wann déi Debatt hei eriwwer ass, nach vläicht aner Debatte kommen, mä Debatten awer, déi méiglecherweis net virun Décisioune wäerte stattfannen. D'Chamber wäert also och keng Roll spillen, wéi dat de Fall wär, wa mer e Gesetz géifen unhuelen iwwert de Spidolsplang. Do wäert d'Chamber keng wierklech Roll méi spillen. Ech hoffe just, dass net de konventionéierte Secteur weiderhi wäert de Stat viru Faits accomplis stellen, wéi dat awer ganz kloer an der Vergaangenheet e puermol de Fall war!

Et gëtt eis zwar gesot, deen nächste Plan hospitalier soll iwwer e Gesetz kommen, mä dann, mengen ech, sinn déi meescht Weiche scho gestallt. An dat wäert och no den nächste Wahle sinn. An ob dann nach de Wee op ass fir e Gesetz oder ob net da versicht gëtt, erëm déi al Weeër weiderzetrëppelen, dat steet elo nach komplett op.

Duerfir, och wa mer prinzipiell mat der Approche d'accord sinn, fir Centres de compétences ze schafen an och d'Servicer méi genau ze definéieren, wëlle mer awer hei, dat wëll ech däitlech soen, keng Kaz am Sak kafen an och net prinzipiell soen: Mir sinn d'accord mat deem, wat eis hei virgeschloe gëtt. Mir mellen elo schonn eis Reserven un, wat den Inhalt vun där wäitgehend eidler Rumm ugeet, déi de Spidolsplang haut duerstellt!

Mir sinn och net d'accord, wann e Spidol wéi dat ronnt Spidol zu Esch net méi soll e Spidol sinn, obscho 17 Milliounen nach kierzlech a seng Mise en conformité gestach gi sinn. Ech mengen, dass dat Personal, wat do schafft - dat sinn iwwer 200 Leit - sech zu Recht Suerge mécht a freet, wéi seng Zukunft an dësem Spidolsplang soll ausgesinn.

D'Madame Minister huet eis gesot, si sollen dann an de Schuman-Grupp integréiert ginn. Et ass awer nëmme geplangt, op där Plaz ongeféier d'Halschent vun de Better ze kréien, Better iwwregens och, déi aner Kompetenzen zum Deel verlaangen, op dem Gebitt vun der Geriatrie. Et freet ee sech, wat do mat deene Leit geschitt, déi haut och do an der Akutmedezin schaffen.

Ech mengen, dass iwwerhaapt déi weider Personalentwécklung nach net kloer ass. Wat fir eng Auswierkung huet d'Reduzéierung vun de Better generell op d'Personalpolitik? Wéi geet et och mam Nidderkuerer Spidol weider an där Hisiicht, wann dat grousst Südspidol iergendwann eng Kéier soll opmaachen? Wéi ginn déi bestehend Installatiounen, och zu Esch, da genotzt? Gëtt d'Personal iwwerall do bei den aktuelle Sitten iwwerholl?

Ech wëll och nach eppes hei ervirsträichen, dat ass dat feelend Konzept fir d'Infrastrukturen an der Groussregioun, an der Grande Région, vun där ëmmer a Sonndesriede vill geschwat gëtt. Mir wëssen, dass zu Lonkech an och zu Arel solle Spideeler zougemaach ginn. Wann Nidderkuer och zougemaach gëtt, besteet do e Konzept fir d'medezinesch Versuergung an deem Dräilännereck? Wéi ass et am Raum Esch mat der medezinescher Kooperatioun, an a villen anere Grenzregiounen?

Mir mengen, dass een, esou wéi generell bei der Landesplanung, Lëtzebuerg muss gesinn als e Bestanddeel vun der Groussregioun. D'Kompetenze sollen och an deem Groussraum sënnvoll a rationell kënnen agedeelt ginn. Et kann net jiddwereen d'Decken u sech zéie wëllen. An ech géif et sënnvoll fannen, wéi et zum Beispill bei der Medical School ugekënnegt ginn ass, wann een eventuell op d'Kompetenzen an der Groussregioun, och bei der Ausbildung zum Beispill vun den Dokteren, géif zréckgräifen, wann dat méi Sënn mécht, wéi eng eegen Institutioun zu Lëtzebuerg opzebauen.

Ech mengen, dass d'Gewerkschafte sech och zu Recht Suerge maachen, wat d'Kierzung vun der Progressioun vun der Enveloppe vun der Caisse Nationale de Santé ugeet. Et ass fir d'Éischt, dass net de Recommandatioune vun der IGSS, also vun der Kontroll, dem administrative Kontrollorgan vun der Sécurité sociale Folleg geleescht ginn ass, déi eng gewësse Progressioun virgesinn haten. Mir sinn drënner bliwwen, ënnert där Progressioun hei.

Ech mengen, hei ass erëm eng Kéier de Routstëft vun der „Spuerkoalitioun" um Wierk, déi jo systematesch mat deem Routstëft do operéiert op alle Gebidder vun der Politik, ob et rationell ass oder ob et net rationell ass! An dat huet awer näischt mat enger positiver Zukunftsgestaltung ze dinn! Et huet näischt domat ze dinn, dass een de Leit soll soen, wéi et an Zukunft weidergeet, wéi déi medezinesch Infrastruktur am Land soll verbessert ginn. Dat kënne mer hei eigentlech net erausliesen. Mä mir héiere vill Argumenter, déi eis soen, dass sech nach ganz vill Problemer stellen.

Wéi ass et mat der Ëmsetzung vum Gehälteraccord vum Stat beim Personal an den ëffentleche Spideeler an och an deene vum konventionéierte Secteur? Wéi ass et mat der Revalorisatioun vun de Carrièren do, déi jo grad an deem Secteur, esou engem personalintensive Secteur esou wichteg sinn, well se jo och direkt mat de Leit a Kontakt stinn? Well et ass jo duerchaus och esou, dass an de Spideeler en Iwwerschoss erwirtschaft gëtt, dat muss een och soen hei. Mir mengen, deen Iwwerschoss, deen an de Spideeler erwirtschaft gëtt, dee soll net nëmmen a Material, a méi Material gestach ginn, mä och an d'Qualitéit vun der Fleeg!

Natierlech muss gekuckt ginn allgemeng, wat rationell ass a wat just nëmmen, ouni dass et e medezinesche Mehrwäert géif bréngen, käschtendreiwend ass. Et soll een dat och kucken, menge mir, bei der Rémunératioun vun der liberaler Medezin.

Et sollt een dat och kucken, menge mir, bei der Rémunératioun vun der liberaler Medezin. Natierlech mussen awer och d'Revenue vun den Dokteren hirer Qualifikatioun weiderhin entspriechen. Mir wëllen och do keng Abréch. Mä mir mengen, dass awer do och et méiglech misst sinn, ze spueren.

Doriwwer eraus, mengen ech, sollt ee kucken, dass de Statut vum ugestallte Medeziner, dee jo am Centre hospitalier zu Lëtzebuerg fonctionnéiert an, souwäit ech weess, gutt fonctionnéiert, och zum Beispill bei der Neigestaltung vum Südspidol, wéinstens zum Deel, kéint an d'A gefaasst ginn. An ech mengen, dat hätt och ouni Zweifel e käschtesenkenden Effet.

Ganz skeptesch si mer awer, dat muss ech awer och hei soen, bei der envisagéierter Aféierung vun deene sougenannten „Fallpauschalen", déi, mengen ech, zimlech kloer ausdrécken, wat domat gemengt ass, méi kloer wéi d'Tarification à l'activité, wéi se och nach op Franséisch genannt ginn. Ech mengen, déi Fallpauschalen däerfen a kengem Fall zu engem onbegrënnte Réckgang vun de Leeschtunge féieren oder zum Beispill dozou féieren, dass fir verschidde Leeschtungen ee muss Zousazpensiounen hunn oder se privat muss bezuelen.

Ech wëll dem Här Halsdorf soen, deen hei dovu geschwat huet, et sollt een d'Konventionéierung a Fro stelle bei den Dokteren, ech mengen, d'Konventionéierung ass ee vun den Haaptelementer am Gesondheetssecteur, ouni déi et ouni Zweifel zu enger Zwouklassemedezin an zu soziale Konflikter wäert kommen. Well, wann et emol eng Kéier esou wäit kënnt, da riskéiere mer, dass just d'Besserverdénger medezinesch Leeschtungen, zum Beispill iwwert d'Fallpauschalen eraus, dann nach bezuele kënnen an all déi aner Leit net!

A mir wësse jo, zum Beispill an der Zännmedezin, wat dat heescht, wou ee schonn heiansdo d'Gesondheets... d'Revenussituatioun vun de Leit um Zoustand vun hiren Zänn kann erkennen. Mir mengen, dass deen däitsche Modell an och aner, ähnlech gelagert Modeller just eng Wierkung bei eis däerfen hunn, nämlech eng ofschreckend Wierkung!

Eis Haltung ass also, do Käschte spueren, wou et méiglech ass an och medezinesch sënnvoll ass, an net bei de Patiente virrangeg a beim Personal vun de Spideeler.

Zum Schluss wëll ech nach e puer Wuert soen iwwert d'Privatiséierungstendenzen, déi et och am Gesondheetssecteur gëtt. All Schrëtt, dee mer a Richtung Privatiséierung maachen an iergendengem Beräich, zum Beispill am Laboratoiressecteur, all Schrëtt an déi Richtung mécht eise Gesondheetssystem méi kommerziell a féiert eis ewech vum Service public, deen awer ëmmerhin nach an Europa e gewëssene Stellewäert an eng gewësse Protektioun genéisst.

Wann een dann nach d'Gefore bedenkt, déi vun esou internationalen Handelsaccorden ausgeet wéi TTIP, TiSA oder CETA, wann een déi nach derbäihëlt a bedenkt, wat do ka geschéien, wann ee weess, dass do zum Beispill international medezinesch Konzerner hir Präsenz hei am Land kënnen erzwéngen, géint d'bestehend Legislatioun erzwéngen, dann, menge mer, mussen all Akteuren hei zu Lëtzebuerg, iwwregens net nëmmen déi ëffentlech Spideeler, och déi konventionéiert Spideeler, un engem Strang zéien, fir esou eng Entwécklung ze verhënneren.

Well herno huet kee méi, weder de Stat nach privat konventionéiert Spideeler, d'Moyenen iwwerhaapt, fir der Ausbreedung vun esou enger liberaler, vun esou enger reng kommerzieller Medezin am Land sech ze widdersetzen! An ech mengen, dass duerfir och hei gëllt, wéi a villen anere Secteuren: Stoppt TTIP! Wat eng Fuerderung ass vu ganz villen Organisatiounen hei am Land, wou leider d'Regierung net drugeet, fir déi Fuerderung ze iwwerhuelen.

Op jidde Fall, zum Schluss wëll ech soen, mir wäerten d'Gesondheetspolitik kritesch an engem Gesamtkonzept am A behalen. Dat hei ass een Element vun engem Gesamtkonzept, wou awer nach ganz vill Elementer dovun an Zukunft wäerte musse ganz seriö diskutéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Mergen. Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Et ass de Mëtteg scho villes gesot ginn heibannen, et muss een net méi alles widderhuelen. Ech hunn awer nach mengem Frënd Jean-Marie Halsdorf senger Ried e puer Froen dozouzesetzen. Et deet mer leed, datt den Här Romain Schneider elo net méi hei ass, well de Spidolsplang, wann een e bësselchen iwwert dee renge Plang ewechkuckt, net lasszedenken ass vun dem Ministère vun der sozialer Sécherheet.

Fir ons mécht de Spidolsplang den Androck, wéi wann en e bësselchen zesummegefléckt gi wier, well eng ganz Rei Prämissen, déi néideg wiere fir eng reell Planifizéierung, net zur Verfügung stinn. Ech erënneren do kuerz un de Rapport Lenz, dee jo scho gewisen hat, datt mer net wierklech wëssen, wat, wou a wéi an de verschiddenen Haiser geschitt, an awer och, wat, wou, wéi vill kascht. Mir stinn am 21. Jorhonnert am internationale Vergläich virun engem groussen Defizit un Datenerfaassung. Et ass also e Chantier, wou et gëllt ze schaffen.

Mir sinn dat allerlescht Land an Europa, dat nach mat enger Budgétisatioun vun de Spideeler schafft. An all onsen Nopeschlänner ass dës Prozedur verlooss ginn zugonschte vun enger Tarification à l'activité, deene sougenannten „DRGen". Do ginn et eng ganz Rei vu Formen - et wier also ze diskutéieren, wat bei ons am beschte géif fonctionnéieren -, déi et awer méi transparent a méi prezis erlaben, d'Aktivitéiten ze erfaassen. Och hei waarde mer drop.

Mir waarden och säit Joren op eng Revisioun vun der Nomenclature. Och dat ass mëttlerweil an all anerem Land geschitt, ausser bei ons. Dofir si mir esou schlecht drun, wat de Recensement vun der medezinescher Tätegkeet ugeet. Verschidde Spezialitéite waarde säit Joren op Tariffer. Ech nennen nëmmen d'Algologen, ech wollt déi zitéieren, also d'Spezialiste vun der Péng, fir déi hei zwar e Service soll geschaf ginn, mä déi nach ëmmer net kënnen hir Tariffer verrechnen. Dofir kann ee sech d'Fro stellen, wéi ee konnt determinéieren, wat d'Besoinen am Domän vun der Algologie hei zu Lëtzebuerg wieren, wann et keng Donnéeën iwwert d'Activités médicales gëtt.

D'Santé an d'Sécurité sociale amalgaméieren nach ëmmer Nomenclature an Tarificatioun. Wéini si mer endlech amstand, ze soen: Deen Akt do ass esou oder esou vill wäert an esou remboursëiere mer en och? Parallell zu enger Nomenclature, déi vill méi flexibel ka sinn a

besser reagéiere kann op medezinesche Fortschrëtt. Déi Dokteren, déi haut Akte maachen, déi net an der aktueller obsoleter Nomenclature stinn, setze sech op de Bord vun der Illegalitéit, well se net kënne verrechnen. Domat gëtt de medezinesche Fortschrëtt massiv behënnert, an d'Patiente gi sech deen an ons Nopeschlänner sichen.

D'CSV hat sech an hiren Aarbechten zum Wahlprogramm ganz vill Gedanke gemaach iwwer eng besser Steierung vun onsem System. Mir hunn den Haaptproblem dra gesinn, datt mer d'Gesondheetswiesen net a senger Ganzheet betruechten, mä a Kompartimenter. D'Spidolswiesen, wat ons haut beschäftegt, ass nëmmen een dovunner, wann och deen deiersten!

D'WHO huet scho viru Jore gefuerdert, datt d'Länner missten Ofstand huele vun engem fragmentéierten a klinikorientéierte System. Wou leien d'Bedierfnisser vun de Patienten, net nëmmen, fir eng Krankheet optimal ze behandelen, mä och, fir hir Gesondheet beschtméiglech ze erhalen?

Mir waren a sinn der Meenung, datt et niewent dem Dossier informatique, der sougenannten eSanté, mat deem déi wiesselnd Gesondheetsministere schwanger ginn, säit ech an dësem Land als Medeziner täteg sinn an deen anscheinend kuerz virum Accouchement steet, datt et do misst eng zentral an anonymiséiert Erfaassung vun de Gesondheetsdonnéeë vun alle Patiente ginn, soss wäert d'Wëssen iwwert de Gesondheetszoustand vun onsem Land och e Fragment bleiwen.

Dëse Projet, Här President, stoung iwwregens schonn am leschte Regierungsprogramm, also deen iwwert d'Patientendonnéeën. Ouni esou e Relevé kënne mer ons net vergläichen, net matenaner an net mam Ausland. Mir kënnen net fuerschen a mir kënnen nëmme ganz schwiereg Qualitéitskritäre setzen.

D'Expertise am Gesondheetswiesen ass och fragmentéiert. Si misst vereenegt ginn. Op där enger Säit den Health Technology Assessment, dee läit elo bei der Cellule d'expertise vun der IGSS. Dann dat, wat de Conseil scientifique dans le domaine de la santé duerstellt, a schliisslech d'Fuerschung, déi de Moment haaptsächlech am CRP-Santé läit. Esou an nëmmen esou kéinten Effikassitéit, Sécherheet a Käschten iwwerall do ënnersicht ginn, wou medezinesch Leeschtungen erbruecht ginn, ënner Berücksichtegung vu sozialen, juristeschen an etheschen Aspekter. Eréischt wa mer wëssen, wat mer wéini a fir wie brauchen, kënne mer ufänken, Investitiounen ze steieren.

Mir haten eis och fir dës Steierung fir een - d'Betounung op: een - Gremium ausgeschwat, an deem all Interessevertrieder derbäi wieren: d'Patienten, den Terrain, d'Sozialpartner, d'Keesen, an deen och amstand wier, d'Investitiounen ze steieren a Richtungen ze weisen.

Mir sollten ons awer och Gedanke maachen iwwert d'Sécherheet an déi richteg Orientéierung vum Patient an dësem onsem System, an deem sech erëmzefanne fir de Laien ëmmer méi schwéier gëtt. D'Leit si veronséchert. D'Leit lauschtere Jenni a Menni no, wat se solle maachen. E gëeegenten Outil heifir wier fir ons de Médecin référent zesumme mam Dossier médical informatisé.

Ären Virgänger hat virsiichteg probéiert, Madame, esou ee System op d'Been ze stellen, wann och net fir déi ganz Populatioun. Ma d'Konventioun vum Médecin référent ass säit dësem Summer vun der Krankekeess eesäiteg gekënnegt! Dës Fro interesséiert natierlech virun allem de Minister vun der sozialer Sécherheet. Ech hoffen, Dir kënnt him déi weider iwwermëttelen, soss stellen ech him eng Question parlementaire.

Ech hunn nach eng fir den Här Schneider, sorry. Ech erlabe mer och nach d'Fro un hien, wou säi Projet pilote drun ass, deen iwwert de Système national de documentation hospitalière, dee viru Kuerzem an d'Wéi geluecht ginn ass a wou mer net au courant sinn, wat domadder leeft.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Plang steet ënnert dem Motto „net alles iwwerall". Dëse Prinzip gëtt vun allen akzeptéiert, och vun ons, och vun der Oppositioun.

En hélt dann elo dës Kéier och endlech Distanz vun deem säit zwielef Joer getätegte Bettekrich. Dat begréisse mer och. Dat ass scho vill gemaach ginn, an ech wëll net dorobber agoen.

D'Feststellung, datt mer am internationale Vergläich nach ëmmer ze vill Akutbetter hunn, ass och net nei. An ech wëll mech dofir op ons Interventiounen a fréieren Diskussiounen zu dësem Sujet referéieren.

Mir soen dës Kéier de Régions hospitalières Äddi. Dovunner ass hei scho vill aus verschiddene Regioune gehéiert ginn. Eng Notioun, déi zwar am Verhältnis zu onserer Bevëlkerungszuel absurd ass, awer aus geografeschen Iwwerleeungen eraus, wat den Accès ubelaangt, net ganz vun der Hand ze weisen ass. Distanze spillen ëmmer nach eng Roll. Dës Roll geet zwar zréck mat de perfektionéierten Transportméiglechkeete vum Patient, mä den aktuelle Verkéierszoustand, wou méi gestane wéi gefuer gëtt, erschwéiert erëm dës Mobilitéit, an nuets flitt bekanntlech keen Helikopter.

D'Centres de compétences sollen d'Kompetenze bündelen. Ma mir froen ons an deem Zesummenhang, firwat Der net dee Wee virugaange sidd, dee jo an deenen zwee Beispiller, déi haut och schonn oft genannt gi sinn, souwuel den INCCI wéi de Centre Baclesse, exzellent fonctionnéiert, nämlech e Service national, zu deem all Dokteren, déi Kompetenzen an deem Domän hunn, och Zougang hunn. Esou kéinte si hire Patienten och aus anere Spideeler den Accès zu dësen Équipementer offréieren. Mir fäerten, datt dëst e Schrëtt zur Integratioun vun dëse Servicer an hir Gaaschtspideeler bedeit. Et geet vill rieds vun Antennen, leider awer néierens vun enger Kompetenz multi-sites.

Et steet am Exposé des motifs, datt d'Kreatioun vu Centres de compétences a vun enger Rei vu Servicer, déi awer limitéiert sinn an hirer Zuel, déi eenzel Spideeler net drun hënneren dierften, trotzdeem eng Rei vun Aktivitéiten ze offréieren. Wéi soll dat da goen?

Ech ginn Iech e Beispill. Wann et richteg ass, datt e Spidol, dat keng Pneumologie huet, awer däerf Pneumologen hunn, déi dann awer kee Service duerstellen, well där ginn et jo laut Plan hospitalier nëmmen zwee, da stellen ech Iech zwou Froen.

Ouni vun deenen emol an der Regioun schonn etabléierten an an de Spideeler ouni Service attachéierten, also deenen, déi et elo scho gëtt, Dokteren ze schwätzen: Welche kompetente jonken Dokter, mengt Dir, wëllt dohinner schaffe goen, wann e weess, datt d'Haaptaktivitéit an den Invest net op déi Plaz kommen, mä dohinner, wou de Service ass? Welche vun deene genannten, déi de Moment als liberal Dokteren eng gratis Prestance mat hire Gardë liwweren, mengt Der, datt dat Spill nach laang matmaachen?

Ons Konklusioun fir de Spidolsplang: Et wäert mëttelfristeg fir Spideeler ouni Servicer net haltbar sinn, eng Aktivitéit ausserhalb vun eben dësen hinnen accordéierten a limitéierte Servicer oprechtzëerhalen. Esou wéi een net kann Accouchementer ouni Pädiater maachen, esou kann et keng chirurgesch Urgence ouni vasculaire Chirurgie ginn! Ech soen awer, ech zéien awer mäin Hutt virun dem Kolleeg vu Wolz senge schnellen Agréffer zu Wolz. Bon, Gott sei Dank gëtt et och där Saachen, déi gutt ausginn.

Mir haten an deem Zesummenhang schonn haut iwwert d'Pädiatere geschwat, mä dëse Rasle-bol betrëfft net nëmme si. Et gëtt haut eng 60 Dokteren am Land - an ech géif déi Häre Gewerkschaftler bieden, nozelauschteren -, déi de Moment gratis Gardë maachen, dat ouni déi dräi vum Samu, déi dräi Dokteren, déi um Samu Garde maachen, d'Urgentisten an den Déngschtspideeler an d'Generalisten an de Maisons médicales. Fir dës dräi Kategorië gëtt et eng Tarifregelung, an nëmme fir si.

Wou ass eigentlech, froe mir, de Règlement grand-ducal drun, op dee mer säit 31 Joer waarden? Dee sollt mat dem Gesetz vum 29. Abrëll 1983 - 1983! - d'Participatioun vun Dokteren an de Gardë regelen. De Moment hunn eng ganz Rei vu liberalen Doktere keen Agrément mat engem Spidol. Si entzéie sech also domat komplett dem Gardësystem. Si feelen elo schonn, an dëse Plan hospitalier wäert dat Lach nach méi grouss opräissen.

Och d'Continuité des soins ass net méi ginn, well schonn haut eng Rei vun Doktere sech hallefdeegweis am Land betätegen, awer hir Haaptpraxis am Ausland hunn. Wann de Patient dann dënschdes e Problem huet, muss en entweder an eng Urgence oder e fiert op Tréier, well den Dokter nëmme mëttwochs mëttes hei praktizéiert. Si ginn och „Rosinenpflücker" genannt, well se sech hei zu Lëtzebuerg d'Rosëngen aus dem Kuch plécke kommen a fir de Rescht léiwer an hire Praxen op där anerer Säit vun der Grenz sëtze bleiwen.

Wann Dir dat gemaach hätt, Madame Minister, wat mir an onsem Wahlprogramm stoen haten, nämlech virum Spidolsplang eng Bestandsopnahm vum Istzoustand, dann hätt Der gemierkt, datt dëse Spidolsplang esou iwwerhaapt net ëmsetzbar ass! Et geet e puermol rieds vum Virage ambulatoire an et ass doriwwer scho vill geschwat ginn. Mir begréissen dëse Prinzip, deen déi Avantagen huet, déi mer wëssen. Et ass méi eng grouss Sécherheet, e manner laangen Openthalt, manner Niewewierkungen duerch manner laang Bettlägeregkeet an esou virun an esou virun.

Wéi wëllt Der awer dëse Virage zustane bréngen? Wat sinn d'Incitatiounen, fir esou Emplacementer ze schafen? Sou wéi de System fonctionnéiert, ass et weder fir e Prestataire nach fir e Spidol interessant, fir an de Secteur ambulatoire ze verlageren. Dir an och Äre Kolleeg Minister vun der Sécurité sociale musst Iech bewosst sinn, datt dee Paradigmewiessel net zum Nulltarif ze kréie wäert sinn. E wäert a senger Ufangsphas massiv baulech a personell Investitioune fuerderen.

Madame Minister, hutt Dir Iech schonn emol renseignéiert, wéi vill vun dem Secteur ambulatoire am Ausland, an ech schwätzen elo vum Secteur ambulatoire, also net vun der Médecine de base, mä vum Secteur ambulatoire, vun der Dageschirurgie a vun der Dagesmedezin gemaach gëtt, déi ausserhalb vu Spideeler leeft?

Ech schwätzen net vun Äre sougenannten „Antennen". Ech schwätze vu Privatinitiativen a vu Gruppéierunge vun Dokteren, déi Personal engagéieren, déi de Risiko vum Investissement droen an domadder eng Offer schafen, déi et qualitativ a käschteméisseg duerchaus ka mat dem éischte Secteur ophuelen, mä déi hei bei ons am Land net méiglech ass.

Duerch Statistiken, déi mer hunn, duerch déi Renseignementer, déi mer net offiziell hunn, awer duerch Gespréicher dobaussen an duerch international Vergläicher wësse mer, datt schonn elo vill vun onse Patienten... kee Land huet... De Patient... Ah, neen... Kee Land huet méi Patiente mat Zousazversécherung wéi Lëtzebuerg, déi fir eng ganz Rei vu Leeschtungen an d'Ausland ginn. Net, well mer dat hei net kënne maachen, mä well mer déi Offer hei net hunn!

Jo, Här President, et gëtt Leit, déi keng Zäit hunn, fir ze waarden, déi hire Rendez-vous gären do hätten, wou a wann et hinne passt, déi bereet sinn, eppes méi wéi den nationalen Duerchschnëtt, dee jo ganz niddreg ass, aus hirer Täsch derbäizeleeën, déi gären e Choix hätten tëschent dräi Menüen am Spidol. Dat ass net den Utile an den Nécessaire, fir deen en nationaalt Gesondheetswiese muss riichtstoen, mä dat ass nëmme fir déi Leit, déi sech dat wëlle leeschten.

Mir verlaangen haut elo net den Déconventionnement, en ass vum Här Halsdorf a vum Här Urbany ugeschwat ginn. Mir hätten awer gär, datt een esou lues a lues sollt doriwwer... datt eng Reflexioun sollt gefouert ginn. Well mir wëssen, datt an all onsen Nopeschlänner et zwee Secteure gëtt, a mir wëssen, datt et de Patiente vum éischte Secteur a Frankräich, an der Belsch an an Däitschland net méi schlecht geet wéi deene bei ons. Au contraire! De Secteur 1 gëtt désengorgéiert a méi zougänglech fir déi aner Patienten, déi et néideg hunn.

Mir mussen ons och mëttel- oder laangfristeg iwwerleeën, ob mer net wëllen déi Moyenen, déi limitéiert sinn, optimal asetze fir ons Patienten, am Déngscht vun all onse Patienten, déi et néideg hunn. An ob mer net awer vläicht eng Kéier wëlle verhënneren, datt déi Moyenen, déi ausserhalb vun onser traditioneller Finanzéierung vu Stat a Keesen disponibel sinn, datt mer déi virun an d'Ausland offléisse loossen, esou wéi dat am Moment de Fall ass.

Mat Wäitsiicht an e bësse Courage sollt ee laangfristeg Iwwerleeunge féieren an déi mat afléisse loossen an eng zukünfteg Planifizéierung, wéi een d'national Ressourcen am beschte verwennt, besonnesch och am Hibléck op d'Directive de soins transfrontaliers.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi meescht Problemer huet mir d'Annex 5 vum Plan hospitalier bereet, well déi ass mat den Definitiounen éischter konfus, inhomogen an a ville Fäll onlogesch. Et huet een d'Impressioun, wéi wann net all Kapitel aus därselwechter Fieder wier. De Kolleeg Halsdorf ass schonn op eng Rei Saachen agaangen, déi aner Riedner och.

E puer Beispiller sinn awer ze vill cocasse, fir datt ech Iech se géif virenthalen: Bei enger Rei Servicë ginn et „liens fonctionnels", wat ëmmer dat prezis heescht, mat Service-d'urgencen. Or, duerch d'Natur vun der Urgence missten déi jo dann och ëmmer disponibel sinn, soss ass et jo keng Urgence. D'Konklusioun wier, datt där Servicë keng an der Stad, am Zentrum dierfte fonctionnéieren, well an der Regioun Zentrum nuets nëmmen eent vun zwee Spideeler eng Urgence ophuet.

Dat anert Beispill hat ech schonn ugefouert: Wéi soll e Spidol e chirurgesche Service ubidden ouni Chirurgie vasculaire? Well e geplatzten Aneurysma oder en arterielle Verschloss, dat sinn och haut nach ëmmer déi Urgences chirurgicales!

D'Psychiatrie muss hirersäits e Lien fonctionnel étroit hu mat enger Urgence, enger Médecine interne générale an der Réhabilitation psychiatrique, woumadder een d'accord ka sinn, mä firwat mat enger Institution appropriée pour personnes handicapées? Dës Fuerderung gëtt fir keen anere Service gestallt a bedeit an onsen Aen op d'mannst eng Diskriminéierung vun de Persoune mat engem Handicap.

Mir erliewen dann duerch d'Hannerdierchen d'Réapparitioun vun enger Rass, déi eigentlech vum Ausstierwe bedréit wor, nämlech der Médecine interne générale - d'Opliewe vun den Alleskënner! -, vun där mer eis säit Jorzéngten ewechbewegen. Firwat? Aus Käschtegrënn? Wuel net aus Qualitéitsgrënn!

Richteg léif ass awer och d'Lëscht mat de méiglechen an envisagéierte Centres de compétences. Et ass scho vill iwwert den „cancer du sein et certains autres cancers" gesot ginn. Mir fannen dat eng Diskriminéierung fir all Patient, dee betraff ass. Dee muss sech da froen: Wat fir Kriibskrankheete sinn dann „autres formes"? Muss ech mat mengem Kriibs an de Centre de compétence? Oder däerf ech an e Centre de compétence, wa mäi Kriibs keen „autre cancer" ass?

Datt verschidden Équipementer zur Behandlung net iwwerall wäerte kënnen disponibel sinn, ass eng Saach, a mir sinn domadder d'accord, mä et ass gradesou eng Saach, datt grad an der Kriibsbehandlung all Centres hospitaliers schonn haut eng multidisziplinär Approche an en „tumor board" hunn. Mir brauche kee Centre de compétence fir de Kriibs, mir brauchen d'Kompetenz, awer net nëmmen op zwee Sitten, mä iwwerall!

Iwwerhaapt feelen an der Opzielung vu méigleche Centres de compétences all Kritären, déi et deem engen oder anere Spidol erméigleche kéinten, esou seng Attributiounen ze froen. Oder wéi soll dat goen?

Vill vun de Kompetenze gëtt et dann och elo schonn haut an alle véier Centre-hospitalieren. Ech wëll do erëm op meng Iddi vun de gebündelte Kompetenzen, awer am Sënn vun „multi-site", zréckkommen.

Neen, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn der Meenung, datt dat hei kee grousse Worf ass! Madame Minister, suergt fir eng korrekt Grondversuergung an alle véier Centre-hospitalieren! Dorop hunn ons Patienten e Recht, onofhängeg dovun, wou se wunnen. Dreift d'Zesummeleeë vu verschiddene Funktiounen, fir déi d'Spideeler scho vill Viraarbecht geleescht hunn - an hir Servicen och -, virun: Informatik, Centrale d'achats, Laboen. Esou kënnt Der Käschte spueren a Leeschtunge verbesseren. Suergt derfir, datt mir ons kënnen entwéckelen am Sënn vun der Directive transfrontalière des soins de santé! A suergt derfir, datt net wäertvoll Moyenen ëmmer weider an d'Ausland oflafen, an d'Ausland dränéiert ginn!

Dëse Spidolsplang, Här President, reit sech hannert senge Virgänger an an deem Sënn, wéi de Collège médical sech ausdréckt, datt en «très largement inapplicable et inappliqué» wäert sinn. En ass op där enger Säit héichgradeg dirigistesch, op där anerer Säit huet en awer och net de Courage, d'Ausféierung vun dësen Attributiounen, déi e verlaangt, ze iwwerhuelen. Mä Dir iwwerloosst d'Ausféierung vun der Planung, dat heescht vun deene sensibele Punkten an dëser Ausféierung, der Fédération des Hôpitaux, déi do muss kucken, wéi se eens gëtt, ouni datt se mat de Messeren openaner lassginn.

E gëtt de Spideeler weder déi Planungssécherheet, déi se brauchen, fir sech ze entwéckelen, nach léisst en hinne genuch Loft derfir.

Et geet aus dësem Plan hospitalier net ervir, ob déi préconiséiert Mesurë geholl ginn, fir ze spueren - an do gesi mer beim beschte Wëllen net, wéi dat esou sollt geschéien - oder fir d'Qualitéit vun der Offer ze verbesseren. Och dat ass an onsen Aen net ginn!

Dësen drëtte Plan hospitalier bréngt ons der CSV-Fraktioun hirer Meenung no net weider wéi seng Virgänger. Här President, mir sinn der Meenung, datt et e Pabeier ouni Wäitbléck ass an eng Plooschter op en hëlzent Been.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wäre mer bei eisem leschte Riedner, dem Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn ëmmer erëm erstaunt, bei verschiddene Virriedner ze héieren, wéi wa se net 35 Joer an der Regierung gesiess hätten! An d'Demokratesch Partei hat an hirem Wahlprogramm an och mat de Kolleege vun der sozialistescher a vun der grénger Fraktioun an de

Koalitiounsprogrammer ageschriwwen: d'Tarification à l'activité, d'Reform vun der Nomenklatur an esou virun.

Mir gleewen net, dass mer mussen d'Land splécken a Secteur 1 an 2. Mir gleewen dat net, d'DP och net, well mir sinn ëmmer a bleiwe fir eng sozial Medezin!

All fënnef Joer gëtt hei an der Chamber iwwer e Spidolsplang geschwat. Ech hu gelies am Avis vum Collège médical, dass dee vun 2009 nach net ëmgesat gi wär. Mä et ass gutt, wa mer doriwwer schwätzen. Et ass fir d'Eischt ugaangen 1982. Mir hunn driwwer geschwat, mir hunn ni am Fong formell driwwer debattéiert. An ech sinn och frou, dass d'Ministesch, obschonns se legal net dru gebonnen ass, an d'Kommissioun komm ass. Ech hätt Iech awer net gesinn net kommen - loosse mer et esou soen.

Ech hunn hei 1999, den 13. Dezember gesot, dass d'Schoulpolitik an d'Gesondheetspolitik net sollten duerch de parteipolitesche Brëll gekuckt ginn, mä ebe vum Schüler a vum Patient sollte se ausgoen. Dat war eng ganz memorabel Ried, déi war zimlech gutt ukomm heibannen. Mä ech mengen, erlaabt mer awer, 15 Joer méi spéit nach ëmmer autokritesch, kritesch awer loyal ze bleiwen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Autokritesch, well ech selwer an där Ried '99 gefuerdert hunn, mir sollte Konzepter aféiere wéi „disease management", fir déi Zockerkrank extra Tromboseklinicken an hei an do. Hautdesdaags, 2014, ass dat komplette Schwachsinn!

Deen heite Plan hospitalier stéisst nach laang net op allgemeng Zoustëmmung. Meng Virriednerin, d'Madame Mergen, huet dat jo gesot. Och de Collège médical hätt e relativ - hunn ech de Mëtteg héieren - konstruktiven Avis ginn. Ech fannen en éischter en destruktiven Avis!

Wat d'DP kritiséiert, an dat ass jo nach ëmmer erlaabt e bëssen, dat ass d'Basis vun der Opstellung, well säitdeem déi zwee Ministèrë separéiert gi sinn... Dat ass déi éischte Kéier an 30 Joer, wou déi zwee Ministèrë Sécurité sociale a Santé net méi an enger Hand sinn, an dat war och viru '84 eng Fuerderung vun der DP an och vum OGB-L déizäit. Wann Der elo d'Mémoire zréckwielt, da fannt Der dat. Mä elo hu mer déi zwee Ministèren da separéiert. Deen ee muss kucken, dass en d'Suen erakritt, an deen anere gëtt se aus. An dann hu mer déi Dualitéit Plan hospitalier déi eng Säit a Fonds hospitalier déi aner Säit. Dat ass esou eng Saach...

Déi meescht Donnéeën, déi sinn natierlech vun 2014. Dat ass am Rapport d'analyse prévisionnelle vun de Spideeler, déi huet d'Sécurité sociale gutt gemaach. Leider huet se se gemaach op enger Basis, déi hautdesdaags total iwwerholl ass! D'Zuel vun de Better, d'Nuitéeën an de Spideeler, d'Entréeë vun de Patienten, d'Durée moyenne de séjour, den Taux d'occupation, dat sinn alles al Kamellen, déi haut net méi duerginn, fir eng Aktivitéit vun engem Spidol ze moossen.

An dat gëtt am Fong net vill Donnéeën. Dat kann net soen, wat d'Aktivitéit kascht, wéi eng Aktivitéit gemaach gëtt, an dat ass haut speziell wichteg an enger technologescher Medezin, wou och vill ambulant gemaach gëtt. Dofir mengen ech, et misst een dat erëm e bëssen ënnert dem Vu - wat mer jo am Regierungsprogramm hunn - vun der Tarification à l'activité nei opstellen.

Dee Koalitiounsprogramm, deen ass net schlecht. Mir hunn natierlech och verschidde Punkten an deem Koalitiounsprogramm, wou een no engem Joer nach net vill gesäit kommen. Mä ech mengen, et ass speziell wichteg an dëser Zäit, fir dat genau ënnert d'Lupp ze huelen.

En anere wichtegen Aspekt am Spidolsplang ass d'Demografie vun de Fleegekräften. Well an de leschte Woche war an der Belsch eng Etüd, wou d'Dokterzuel dramatesch ofhëlt. An do wäerten der och nach e puer bei ons dann eriwwerkommen. Dann hu se der nach manner op där anerer Säit. Vergiesst net, dass bei onse Fleegekräften, haaptsächlech bei den Dokteren a bei den Infirmièren, méi wéi d'Halschent aus dem noen Ausland oder aus dem wäiten Ausland kommen. An ech géif bal behaapten, glécklecherweis.

Wat een am Fong an deem Plan hospitalier stéiert, dat ass deen administrative Waasserkapp. Deen ass um explodéieren, well déi Zuel vun deenen administrative Servicer huet sech an deene leschten 20 Joer total entwéckelt. Dir hutt an all Spidol, an all Secteur Direktere lénks a riets, Sous-Direkteren, Directeurs-adjointë vun hei an do, Informatiker vun alle Planéiten, Kontabel vun aller Natur, Soignanten, déi mat ville Bléck an der Hand ronderëm trëppelen an déi d'Patienten net méi vill upaken. Dat muss een esou gesinn, dat ass och esou. Also vill Häuptlingen a wéineg Indianer.

D'PRN-Erhiewungen, déi datéiere vun 1969. Ech erënneren lech drun, dat kënnt vu Montreal. 1969, ech mengen, dat muss een och... Dat gehéiert ofgeschaaft. D'Frëndin Lorsché huet dat gesot.

Wat nach misst gesot ginn hei, dat ass: Mir musse verschidden... Déi Kompetenzzentren, ass jo geschwat ginn. Wann Der kuckt, déi sinn och am noen Ausland ofgeschaaft ginn. Déi däitsch Kolleegen hunn déi Kompetenzzentre fir erwuessen Zockerkranker. Dat gëllt guer net méi do. D'Immunrheumatologie, dat gëllt do och net méi. D'Tromboseklinicken, déi si verschwonnen, well déi nei Medikamenter op de Maart komm sinn, wou Der d'Bluttverdënnung net méi musst kontrolléieren.

An dann hutt Der standardiséiert Ofleef. Déi Behandlungspied, déi sinn och quasi eng Faillite an der Hisiicht, dass d'Patienten ëmmer méi al ginn, multimorbid, si hu vill Krankheeten. An déi kënnt Der net iwwert deen nämlechte Leescht zéien. Well do fënnt de Patient sech net méi erëm, also seng Gesondheet mindestens net. An dat lant an enger Sakgaass. Do musse mer also déi Konzepter, déi esou heiansdo opdauchen, och kritesch hannerfroen.

Mäi Frënd a Kolleeg Edy Mertens, deen huet sech natierlech och Suerge gemaach an der ländlecher Géigend. Aner Riedner hunn dat gesot. Et ass absolut noutwendeg, dat ze soen.

E bëssen, wat mech stéiert an deem Plan hospitalier: Mer schwätzen nach vill vu Metercarréen, Metercube Bëton, vu Flächen, awer mer schwätze wéineg vun der Gouvernance vun de Spideeler. Mer schwätze wéineg vum Fonctionnement vun de Spideeler, mä méi iwwert d'Zuel vun de Metercarréen. Dir musst och wëssen, an deem Plan hospitalier steet, wivill Metercarréen an der Salle d'urgence fir d'Ambulanciere reservéiert gi sinn. Dat interesséiert wierklech kee Mënsch, dat an engem Plan hospitalier ze gesinn.

Vun den Urgencen ass de ganze Mëtteg hei geschwat ginn. Ech muss awer och soen, wann Der mat engem agerassenen Zéiwennol do an e Spidol gerot, da kritt Der en totale Bilan gemaach. Dat ass och net ëmmer noutwendeg.

(Interruption)

Et ass awer esou.

(Interruption)

Déi zwee Kompetenzzentren, vun deenen haaptsächlech geschwat ginn ass, den INCCI an de Centre Baclesse, déi fonctionnéiere ganz gutt. Déi mussen natierlech héchstwahrscheinlech erweidert ginn, haaptsächlech den INCCI, well d'Demande ëmmer méi grouss gëtt. Mir wëlle jo keng kalifornesch Zoustänn. A Kalifornien, do geet d'Damm an e Supermarché akafen an de Mann klëmmt während där Zäit an de Fernlaster um Parking a kritt do eng Coronarographie gemaach.

(Hilarité)

Esou wäit wäerte mer et jo net komme loossen. Also, ech mengen, mä do wär nach vill ze soen.

Also, den INCCI muss dréngend erneiert ginn. Dat ass eng absolut Noutwendegkeet.

Här President, ech muss mech elo tommelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech hu scho gesot, dass d'Durée moyenne de séjour totale Blödsinn ass. Speziell an deene Spideeler, wësst Der, wéi Esch oder wéi Ettelbréck, déi 24 Stonnen, siwen Deeg an der Woch d'Gardë maachen, do kommen d'Leit regelméisseg erëm oder gi rehospitaliséiert. Do misst een d'Durée moyenne de séjour iwwer e Joer kucken, net iwwer Deeg pro Hospitalisatioun.

Wat liesen ech nach hei? Jo, ech liesen, dass den elektronesche Patientendossier elo endlech no 15 Joer iergendwéi schéngt ofzehuelen. Mer wënschen em eng gesond Landung.

En anere Problem: D'Stroke Unit ass ugeschwat ginn an och den INCCI. Do wär et net schlecht, wann d'Rettungsdéngschter, och de Samu, déi Patienten direkt dohinnerféiere géifen, amplaz an dat lokaalt Déngschtspidol, well da géif vill Zäit gewonne ginn. Dat wär eng Iddi.

D'Samus-Gesetz, dat ass de Mëtteg gesot ginn, dat ass och 30 Joer al. Dat muss ganz erneiert ginn. D'Regiounen, wat de Samu ubelaangt, déi mussen och fale gelooss ginn a mer mussen haut dem Stroossennetz nokucken, wou ee séier hikënnt. Da mussen déi Regiounen anescht opgedeelt ginn. Ech weess natierlech - d'DP weess -, dass do helleg Kéi musse geschluecht ginn.

Wat mech gestéiert huet, ass den Artikel 16 vum Comité d'évaluation et d'assurance qualité vun de Prestations hospitalières. Do geet et jo sécherlech net ëm d'Qualitéit vum Ierdsebulli. Mä deen Artikel 16, deen ass schonn eng Kéier an Erscheinung getratt virun zéng Joer; déi faméis Galeblosenetüd, wou d'Optraggeber geduecht haten, et wär all anert Spidol besser wéi d'ZithaKlinik. Mä et ware si. An et ass och eng Analys gemaach gi fir Hëften a Knéien. Déi ass zwar ni public gemaach ginn. Do war d'Zitha deemools och nach déi Bescht. Haut huet et geännert. Haut sinn ons Patiente ganz gutt opgehuewen an all de Spideeler.

Déi sougenannten „Carte sanitaire", ech sinn och frou, dass Der lech net méi op déi berufft, well déi huet ëmmer Äppel a Bire verglach. Et ass also gutt, dass déi verschwonnen ass. Mer hunn de ganze Mëtteg vun der Médecine d'urgence geschwat.

Ech sinn natierlech net d'accord mat de Kolleege vun dem Collège médical, déi soen, mer missten esou en „middle care" am Spidol introduzéieren, fir net onbedéngt an der Intensivstatioun ze leien. Ee Patient, deen ech hat, dee krut moies eng ganz Long erausgeholl am Sloan Kettering Spidol zu New York, owes ass e vis-à-vis an en Hotel getässelt gi mat enger Infirmière. Moies war en am Himmel. Also, ech mengen, esou...

(Interruptions et hilarité)

Ech gi mindestens dovunner...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eigentlech e gudde Schlusssaz.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, et war net der Infirmière hir Schold. Neen, dat...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst elo zum Schluss kommen.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Also, jo, ech kommen dann elo zum Schluss.

Ech wollt als Konklusioun awer eng Lanz brieche fir d'Kolleegen an der ZithaKlinik. Ech schécke meng Patienten an all d'Spideeler an der Stad. Ech sinn net mat der Zitha bestuet, mä déi Volte-face vun der Regierung an deem Dossier mam E-Bau, wou am Fong den Avis vum Statsrot scho laang doläit, ee Joer, ech fillen déi als e Schlag an d'Gesiicht. Ech weess zwar, dass aner Träger an där Fusioun, wou se sëtzen, hanner hirem Réck négociéiert hu mat der Ministesch. Ech weess dat, mä ech hoffen, dass deen heite Plang net nëmmen op Lobby-Aarbecht geschitt.

An ech gleewen als Ofschloss, dass mer mussen an Zukunft bei deem nächste Plan hospitalier ons net nëmmen op theoretesch Analyse vu Räissbrietspezialiste verleeën, mä och op pragmatesch Léisunge kommen.

An ech soen hei dem Fleegepersonal, den Dokteren an aneren am ganze Land Merci fir hire permanenten Asaz.

Domadder soen ech Iech Merci, Här President, a Merci villmools, dass Der mer zwou Minutten, oder dräi, extra ginn hutt. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eiser Debatt ukommen. An d'Wuert huet d'Gesondheetsministesch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Mir haten elo a mengen Aen eng ganz interessant an och ganz konstruktiv Debatt. Et ass elo schonn e bësse spéit. Ech mengen, Dir verzeit mer, wann ech vläicht elo net ganz an den Detail op all eenzel Fro aginn. Ech hu mer awer alles opgeschriwwen, wat Der mer mat op de Wee ginn hutt. Ech wëll dofir just méi allgemeng Froe beäntwerten a vläicht déi eng oder déi aner nach méi am Detail zu engem spéideren Zäitpunkt thematiséieren oder opbereeden an engem anere Kontext.

Den Här Halsdorf huet sech Gedanken iwwert déi konstitutionell Grondlag gemaach bei der „Bettenvergabe" - et fält mer elo kee lëtzebuergescht Wuert an -, dass eventuell de Risiko do vun enger net bestoender Egalitéit virum Gesetz kéint bestoen. Dat mengen ech net, dass dat de Fall ass, well mer déi Attributioun jo op der Basis vun engem Projet de service maachen. An dat ass preziséiert am Artikel 13 vum Projet. An do sinn och grondleeënd Definitiounen, déi, mengen ech awer, assuréieren, dass een do kee Feeler mécht an och net bei der Verdeelung vun de Servicer.

Jo, Här Halsdorf, Dir kënnt sécher sinn, dass dee Virage ambulatoire eis ganz eescht gemengt ass an dass dat wierklech och eng Prioritéit ass. Déi war iwwregens och scho Partie intégrante vun der Gesondheetsreform, wou mer dat doten ugekënnegt hunn. An dat heiten huet dat am Fong opgegraff a geet och an den Explikatiounen esou wäit wéi mer an engem Règlement grand-ducal iwwerhaapt kënne wäit goen.

Ech deelen och dat, wat Dir gesot hutt ronderëm d'Bedeitung vun der medezinescher Grondversuergung. Iwwerall, net nëmmen am urbanen, mä och am ländleche Raum. Do hate mer jo virun e puer Méint eng ganz interessant Diskussioun, wou och eng Rei vu Question-parlementairë gestallt gi sinn am Zesummenhang mat der Fro vun de Maison-médicallen; déi allgemeng Maison-médicallen, net elo spezifesch déi pädiatresch Maison médicale.

An do hate mer gesot, dass mer géifen als Regierung d'Bilde vu Gemeinschaftspraxen encouragéieren, well mir hunn och net vill dovunner, wa mer elo an eng Regioun - d'Regioun vum Oste war deemools am Gespréich - eng Gemeinschaftspraxis an den ieweschten Deel vum Oste setzen. Dann hunn déi am ënneschten Deel vum Osten och net vill dervun. An dofir wéilte mer léiwer, wann do Gemeinschaftspraxe kéinten entstoen, déi dann och iwwert déi regulär Schaffzäiten, wou wierklech net jiddweree kann dohigoen, vläicht och aner Auerzäite kënnen huelen an en plus eis och hëllefen, dann eng medezinesch Grondversuergung an alle Géigende vum Land, och deenen e bësse méi entleeënen, mat ze assuréieren.

Bon, insgesamt muss och ee vun eisen Haaptuleiesse sinn, fir d'Urgencë weider ze dégorgéieren. Dat wëlle mer. Et waren eng Rei vun Diskussiounen e bëssen duerjerneegaangen, ronderëm Samuen, ronderëm Urgencen, ronderëm Prises en charge de base. Ech mengen, do muss een och verschidde Saachen auserneenhalen.

Dat, wat elo als Lescht gesot gi war, ronderëm d'Samus-Gesetz, do sinn ech och där Meenung. Mä dat läit awer net a menger Kompetenz, fir d'Gesetz vun 1986 op de Leescht ze huelen, awer insgesamt si mir Demandeur, dass d'Urgencë kënnen dégorgéiert ginn. Dat ass fir eis ganz wichteg.

An dat ass jo ënner anerem och ee vun den Hannergrënn gewiescht fir d'Maison médicale pédiatrique am Norden, fir ebe grad de Leit net zouzemudden, fir mussen an eng Urgence ze goen. An dat ass bei der Evaluatioun och considéréiert ginn. Ech kommen awer nach herno kuerz dorobber zréck.

Et ass hei och gefrot ginn, wéi eng Sourcë mer geholl hunn, fir d'Standarden auszeschaffen, d'Standards de qualité beispillsweis. Do hu mer eis schwéierpunktméisseg bei de Standards qualité de service a Frankräich an an der Belsch inspiréiert. Et si jo eng ganz Rei vun Definitiounen an dësem Plan hospitalier dran, sief et d'Principes généraux, d'Kategorië vun de Patienten, d'Objektiver vum Diagnostik beim Traitement, Équipementer, Strukturen, minimal Kompetenzen, Liene mat anere Servicer, spezifesch Charakteristike fir d'Servicer.

Bon, et ass net üblech, an engem Règlement grand-ducal elo eenzel Quellenugaben ze maachen. Mä mir hunn déi awer all. A wa wierklech een dorunner elo interesséiert ass, da kënnen déi och ugefrot ginn. Et sinn am Fong elo ganz concise Definitiounen, déi geholl ginn, wou nëmmen déi essenziell Kritären applizéiert gi sinn. Mir hunn nach ëmmer keng komplett Normen. Mir steieren dohinner, mä ech mengen, déi heiten Hürd wier eng wichteg Hürd, déi mer geholl hunn, well déi minimal Standarde sinn awer ganz wichteg, fir de Fonctionnement vun de Servicer och ze assuréieren.

Den INCCI ass vu ganz ville Riedner hei opgeworf ginn, och am Zesummenhang mam Centre François-Baclesse, wou mer jo eng Rei vu Virstellungen hunn, déi mer och an dësem Plan hospitalier dokumentéieren. Neen, et ass net aus Grënn vum Spueren, wou mer déi Iddi hunn, dass den INCCI oder de Centre François-Baclesse kënnen oder solle raimlech, wat se iwwregens elo scho sinn, an déi jeeweileg Haiser agebonne ginn, mat deene se zesummeschaffen.

Et ass villméi esou, dass mer eis gesot hunn, mir musse bei der Definitioun vun de Kompetenzzentren, fir dass d'Leit och verstinn, wat mer gären hätten, wat mer vun engem Kompetenzzentrum erwaarden, d'Lat héichleeën. An et ass haut ganz zu Recht vun enger ganzer Rei vun Intervenantë gesot ginn, den INCCI an och de Centre François-Baclesse hu wierklech e virbildleche Fonctionnement.

An déi hu jo schonn dat virexercéiert, wat mir eis virstellen, nämlech eng Bündelung aus verschiddenen Haiser ze huelen. Et komme jo Dokteren, et kënnt jo en Know-how aus verschiddene Spideeler an een Zentrum eran. An dofir hu mir eis d'Iwwerleeung gemaach, dass den INCCI an de Centre François-Baclesse kéinte Parties intégrantes vun engem Kompetenzzentrum sinn.

Si sinn da wuelverstanen net déi eenzeg Akteuren an esou engem Kompetenzzentrum, well et

gëtt jo ganz däitlech gesot, dass e Kompetenzzentrum zwar wuel op e puer Sitte ka sinn. Dat war, mengen ech, och hei vun enger Rei vun Intervenanten net esou gesi ginn, mä et ass awer esou. E Kompetenzzentrum ka wuel op e puer Sitte fonctionnéieren, en dierf och wuel un een Haus ugebonne sinn, awer en dierf net mat engem Haus eleng fonctionnéieren.

Dat ass de Prinzip vun engem Kompetenzzentrum, dass e wierklech den Know-how vu verschiddenen Haiser muss hunn. An do war wierklech den Haaptdriff, fir déi Iddi ze développéieren, net deen, fir administrativ Strukturen, Direktiounsstrukturen, Verwaltungsstrukturen anzespueren, obwuel ech éierlech muss soen, dass dat och en Element bei der Reflexioun war, well mir menge jo grad net, dass e Kompetenzzentrum eng Structure lourde muss hunn, wat d'Direktiouns- an d'Verwaltungsrotgremien ubelaangt.

An dofir menge mer schonn, dass een do, wéi och den Här Krieps et a senger leschter Interventioun gesot huet, soll kucken, dass et net zu administrative Waasserkäpp kënnt, wat mer jo mat de Kompetenzzentren ebe grad net wëlle maachen.

Bon, Stimulanten. Dat ass richteg. Wa mer wëllen de Virage ambulatoire maachen, wa mer wëlle wierklech och eng Rei vu Professiounen um Terrain, wéi zum Beispill d'Pädiateren oder d'Neonatologen, wëlle valoriséieren, wa mer wëlle gären, dass eng Rei vun Akte méi heefeg solle gemaach gi wéi anerer, da geet et net ouni Incitatiffen ouni Stimulanten.

An do hat ech jo bei der Presentatioun vum Plan hospitalier gesot, dass deementspriechend Diskussiounen och gefouert gi mat dem Sécurité-sociales-Minister a mat allen Akteure ronderëm d'Sécurité sociale, fir dass mer dat och kënne maachen, fir bei der Mise en œuvre vun deem heite Plang alles drunzesetzen, dass dat en place kënnt.

Bon, wat mer net kënnen iwwert deen heite Plan hospitalier maachen, dat sinn, wéi Dir et genannt hutt, Här Halsdorf, finanziell oder baulech Kompensatioune fir déi eng oder fir déi aner Saach. Bon, de Finanzement vun de Spideeler, dat ass iwwert d'Enveloppe. Déi baulech Kontributioun fir d'Spideeler ass iwwert de Fong an iwwert d'CNS. Do kënne mer natierlech net elo soen: „Majo, mir suergen dann derfir, dass an Ärem Haus Der kënnt dëst an dat maachen, Der elo e Stack kënnt dropbauen." Dat kënne mer natierlech net maachen.

Mä et schéngt mer awer evident ze sinn, wann een iwwert deen heite Plan hospitalier undenkt - an, ech mengen, et ass och do, wou Der mech wollt drop uschwätzen -, wann een undenkt, dass ee Site vun engem Grupp net méi operationell soll sinn iwwert d'Lafzäit vun dësem Plan hospitalier eraus, dass da muss iwwerluecht ginn, wéi dann déi Struktur kann opgefaange ginn herno an deem Grupp. An do ass et jo evident, dass deem och muss Rechnung gedroe gi bei engem Fonds hospitalier a bei deenen zukünftegen Diskussioune mat deem Grupp, wat déi baulech Projeten ubelaangt. Dat schéngt mer evident ze sinn.

Och Dir, Här Halsdorf, hat, genee wéi och den Här Krieps, hei iwwert d'ZithaKlinik geschwat. An ech wéilt elo ganz däitlech soen, dass d'Regierung, wéi et jo och am Regierungsprogramm steet, komplett hannert dem Projet vun der ZithaKlinik steet. Et ass richteg, dass den Avis vum Statsrot zu deem Projet scho virläit, an zwar schonn eng Zäitche virläit.

Allerdéngs ass et esou, dass de Projet vun der ZithaKlinik zu engem Moment zustane komm ass, wou mer nach keng fusionéiert Struktur haten, an dofir steet am Regierungsprogramm dran - iwwregens och am Zesummenhang mam Südspidol -, dass bei all Neibau, bei all neier Struktur, bei all Embau oder Neiorientéierung vun engem Haus oder vun engem Grupp muss e Concept médical kommen.

Ech muss och soen, dass do de fusionéierte Grupp Kierchbierg - wéi ech en ëmmer nennen, well ech mech ëmmer verschwätze bei der Ofkierzung - e gudde Schüler war, well si eis ganz fréi - ech mengen, kuerz vir oder kuerz nom Summer - schonn hiert Concept médical ginn haten, deen eis et dann och erlaabt hat, fir en ze evaluéieren a fir ze kucken, ob do vläicht déi eng oder déi aner strategesch oder baulech Iwwerleeungen dra sinn, déi eis missten dozou féieren, eng Änderung um Projet vun der ZithaKlinik virzehuelen.

Et war allerdéngs dunn esou, dass et Désaccorde gouf innerhalb vum Grupp iwwert dee Concept médical. An dee Concept ass an d'Mediatioun gaangen. A menge leschten Informatiounen no ass déi Mediatioun ofgeschloss, soudass ech dovunner ausginn, dass et sech ëm eng Fro vu Wochen handelt, bis mir gesot kréien, wéi dann elo den definitive Concept médical ausgesäit vun deem neien, fusionéierte Grupp Kierchbierg.

A vu dass d'ZithaKlinik en Deel vun deem fusionéierte Grupp ass, ginn ech dovunner aus, dass dat och de Startschoss wäert sinn, fir eis kënne mat hinnen zesummenzesetzen an eis dee Projet vun der ZithaKlinik nach eng Kéier unzekucken, well ech ka mer jo net virstellen, dass ech an eng Chamberskommissioun ka goe mat engem Projet vun 68 Milliounen, ouni dass ech ka baulech Detailer iwwert dee Projet ginn. Dofir ass dat eng Fro vun der Zäit, bis ech dat och ka maachen.

Mä ech hu mech engagéiert vis-à-vis vun der ZithaKlinik an ech hu mech engagéiert vis-à-vis vum Grupp Kierchbierg, dass dee Projet eng absolut Prioritéit huet. An ech gesinn et och als onbedéngt noutwendeg un, dass grad an deem Quartier, wou d'ZithaKlinik ass, eng medezinesch Grondversuergung an eng Spidolsstruktur, wéi mer se do kennen, absolut weider existéiert. Dat hunn ech op ville Plazen ënnerstrach an dat maachen ech och hei.

Et ass och hei nach eng eventuell Fusioun Rehazenter mam Grupp Kierchbierg ugeduecht ginn. Bon, ech wëll hei betounen, dass de Rehazenter en Établissement public ass an dass e Patienten aus alle Spideeler ophëlt. Dofir ass dat eng ongewéinlech Iddi. An ech wëll och betounen, dass de Grupp Kierchbierg 40 Lits de rééducation gériatrique bäikritt huet an domadder op 70 Lits de rééducation gériatrique eropkënnt an domadder och dee gréissten Akteur an deem Beräich gëtt, deen ech als ee vun deene prioritäerste Beräicher ugesinn, nämlech déi geriatresch Betreiung. An dofir mengen ech, dass do awer bei där Propositioun nach net alles duerchduecht ass.

Et ass och gewënscht ginn, dass ech nach eng Kéier soll preziséieren, wat d'Kritäre sinn, déi zu de Pathologië gefouert ginn, fir déi verschidde Centres de compétences.

Bon, fir d'Éischt emol den Impakt vun där méiglecher Pathologie op eis Populatioun, well mir maachen dat jo net, fir elo iergendwéi philosophesch Reflexiounen ze maachen iwwert déi eng oder déi aner Pathologie. Mir wëlle jo gäre wëssen: Wat ass d'Frequenz vun esou enger Pathologie? Wat ass de Fardeau humain, deen hanner esou enger Pathologie steet?

Dat si Considératiounen, déi mer geholl hunn. Oder och d'Dimensions nationales vun enger bestëmmter Problematik am Zesummenhang mat der Santé publique oder och d'Existenz vun - an eisen Aen - net appropriéierte Variatioune bei der Prise en charge, déi mir um Terrain festgestallt hunn.

Dann och d'Pourparleren, déi mer gefouert hu mat den Haiser. Ech ka mech erënneren, dass ech déi éischt véier Méint, wou ech meng nei Fonctioun hat, praktesch meng ganz Zäit domadder verbruecht hunn, fir d'Spideeler alleguerten ze begéinen a mat hinnen zesummen hir Projeten duerchzekucken an déi och herno mat menge Leit ausgewäert hunn. Och do hu mer Propositioune mat op de Wee geholl.

Dann och d'Bedeitung oder de potenziellen Impakt vun Akteuren, déi sech kéinten organiséieren an engem Centre de compétence an och dann eng Harmoniséierung vun der Prise en charge maache fir d'Patienten op der Grondlag vun eisem Gesondheetssystem. Den Degré d'urgence och bei enger Rei vu Pathologien an och - ech mengen, dat muss erlaabt sinn - d'Faisabilitéit, d'Emsetzbarkeet um Terrain an och d'Probabilitéit, dass et e Succès ass.

Well et hunn der jo hei e puer gefrot: Wat maacht Der dann elo, wa keen een ufreet? Ma ech hoffen, dass dat net de Fall ass. Well ech hat awer den Androck bei deene Gespréicher, bei deene ville Gespréicher, déi ech gefouert hunn, dass d'Spideeler drop waarden, fir kënnen hir Kompetenzen ze bündelen a fir och eng Exzellenz ze développéieren a verschiddene Beräicher, soudass ech do dee Pessimismus, deen eng Rei vu Leit do haten, guer net deelen.

D'Madame Hemmen hat recht, wou se op d'Bedeitung vun der Qualitéitssécherung higewisen huet. Och si huet de Beräich vun der Pädiatrie, Neonatologie thematiséiert. Ech wëll do nach eng Kéier widderhuelen, wat ech d'éineschters schonn an der Froestonn gesot hat: Et läit mir wierklech um Häerz, dass an alle Regioune vum Land, obwuel mer insgesamt ofgesinn, fir dauernd vu Regiounen ze schwätzen, mä an eise Käpp si se awer, a wahrscheinlech ass et och gutt, dass se doranner sinn. Ech wëll wierklech, dass eng Prise en charge de base iwwerall am Land ka stattfannen an dass ee mat senge Kanner iwwerall muss kënnen higoen.

Ech hunn awer och betount, dass mer och näischt geschafft hunn, wa mer d'Leit gleewen dinn, dass se eng intensiv Prise en charge mat hire Kanner an allen Haiser hei am Land kënne fannen, dass all Zorte komplex Operatiounen op alle Plazen hei am Land kënne gemaach ginn. Dat wier falsch, wa mer dat géife behaapten. Mir kennen déi Standarden, déi ee muss hunn, fir dat kënnen ze maachen. Mir wëssen, dass do eng Masse critique och matspillt. An dofir gi mer jo op de Wee, fir alles, wat intensiv Prise en charge pédiatrique ubelaangt, ze zentraliséieren.

An do hunn natierlech och all déi recht, déi soen, dass, wann et ronderëm an an der Kannerklinik zentraliséiert gëtt, da musse mer och do ausbaue kënnen. Da musse mer och deene kënne soen, wivill Leit si da bäikréien, wivill Pädiatere mer da brauchen. An da musse mer derfir suergen, dass an de Spideeler eng Entspanung ronderëm déi ganz désagréabel Situatioun vun de Gardë kënnt.

Ech wëll net soen, dass et just eng Fro vu Rémunératioun ass. Do si Leit, déi onheemlech motivéiert sinn an eng formidabel Aarbecht um Terrain maachen a meeschtens och nach 24 Stonnen op 24 Stonnen erreechbar sinn, wéi iwwregens och d'Neonatologen. Mä et kann awer trotzdeem net sinn, dass grad déi Kategorie vun Dokteren eng vun deenen am mannste considéréierte Kategorien duerstellt an eiser Nomenclature.

Do ass en Déséquiliber do. An do ass och e Bewosstsinn do, dass een un deem Déséquiliber muss schaffen. An ech mengen, do ass awer och eng wichteg Upak do, fir un där Situatioun eppes ze änneren. An Dir hutt ganz recht, mir sinn do ënner Zäitdrock, mä déi Diskussioune si schonn entaméiert.

Dann ass et och richteg, wat d'Madame Hemmen gesot huet, dass d'Douleur hei am Land nach ënnerentwéckelt ass - d'Conscience, wéi wichteg dat ass, fir Schmäerztherapie kënnen ze maachen. Mir hunn zwee Servicer virgesinn an der Douleur. Deen ee wäert am CHL sinn, wou schonn zënter Joren dorunner geschafft gëtt a wou mer och elo iwwer e Projet pilote als Ministère do kënne mat eraklammen, an dat anert ass am Rehazenter, déi eis zesumme mat der ZithaKlinik och en interessante Projet virgestallt hunn, soudass si sech alle béid doranner erëmfannen, a mir och dee fir eis esou wichtege Projet kënne weiderdreiwen.

Palliativ oder Soins de fin de vie, dat ass fir eis e wichtegt Thema. Mir musse just kucken, ob an a wéi enger Form mer eng Trace kënnen an deem heite Plan hospitalier fannen a schafen, well et gëtt jo u sech kee Service Soins de fin de vie. Mä mir fannen awer, dass deem soll Rechnung gedroe ginn, dass mer e Gesetz hunn, wat dat eben och am Milieu hospitalier thematiséiert.

Opfer-Ambulanz: Do geet et drëms, fir d'Normes d'activité ze definéieren an dat dann an de Fonctionnement vun de Services d'urgence ze integréieren. Dat war och en Thema bei deem nei geschafene geriichtsmedezinesche Service am LNS. Do geet et drëms, fir schnell bei engem Affer kënne Prouwen ze huelen, fir dass och herno bei der Beweislaascht keng Komplikatioune kommen. Dat läit eis och um Häerz, mä do ass alt erëm de Spidolsplang e schlecht Instrument, fir dat ze maachen.

An Dir hutt och ganz recht, ouni de Kontakt um Terrain, och bei der Emsetzung vun deem heite Spidolsplang, komme mer och net weider.

Dann den Edy Mertens… Also ech hu jo gäre leidenschaftlech Mënschen, éierlech gesot.

(Hilarité)

Ech hunn dat gären an ech fannen dat och flott, wann een esou fir seng Regioun antrëtt.

Bon, vläicht eng Virbemierkung: De Ministère huet ëmmer d'Fusioun ënnerstëtzt, wou se nach net esou wäit war, tëschent dem Ettelbrécker an dem Wolzer Spidol, esou wéi mir och all aner Fusioun ënnerstëtzen, well awer d'Zesummeleeë vun Aktivitéiten a vun Iddie meeschtens eng Plus-value herno och fir d'Leit fënnt (veuillez lire: brëngt).

Ech ka mech ganz gutt erënneren, wou mäi Virgänger - et ass schonn iwwerfälleg, dass ech vun him schwätzen, well hien huet jo villes vun deem an d'Weeër geleet, wat ech haut konnt duerstellen -, ech ka mech erënneren, wou mäi Virgänger gesot huet bei der Aweiung vum nei gestaltene Wolzer Spidol: „Dir hutt elo e schéint neit Spidol dostoen an et ass elo un Iech, fir et mat Liewen ze fëllen." Do kann ech mech nach drun erënneren. An de Verwaltungsrot huet jo dat direkt opgegraff.

Et ass wierklech e ganz schmockt Spidol, dat muss ech soen. Et ass elo e Fonctionnement op deenen zwee Sitten. An ech muss och soen, dass ech déi Orientatioun, do si jo och Engagementer vis-à-vis vu Gemengeréit geholl ginn, dass ech déi Orientatioun nach ëmmer komplett ënnerstëtzen, dass ech dat nach ëmmer richteg fannen, wat do décidéiert ginn ass. An dass ech et och wichteg fannen, dass eng Poliklinik zu Wolz bestoe bleift, dass eng Chirurgie ambulatoire zu Wolz bestoe bleift an dass och déi Filière vun der Rééducation gériatrique kann zum Droe kommen.

Och den Här Mertens huet, wéi eng Rei vun aneren Intervenanten, vun der Bedeitung vum elektronesche Patientendossier geschwat. Jo, dat ass wierklech immens wichteg. Mä leider sprengt dat de reglementaresche Kader vun dësem Spidolsplang. An dofir musse mer kucken, dass mer elo - ech wëll net soen, endlech, well do ass vill geschafft ginn -, mä dass mer wierklech deen Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun geschwë kréien an dann entweder d'Testphas kënne konkretiséieren oder den Datum awer geschwë kennen, wéini mer kënne lassleeën.

An ech ënnerstëtzen och all déi Reflexiounen, déi hei gemaach gi si vum Här Mertens, ronderëm d'Prise en charge pédiatrique an d'Prise en charge, déi och am Norde muss garantéiert sinn.

D'Madame Lorsché huet meng voll Ënnerstëtzung bei all hire Reflexioune ronderëm déi transversal Zesummenaarbecht, déi esou wichteg ass um Terrain. Do bréngen eis wierklech Alleingäng näischt weider.

Den Ambulatoire. Jo, do si mer nach net duerch de Bësch, do bleift nach vill ze schaffen. Mä mir hunn awer d'Jalone geluecht, dass mer dat kënne maachen.

D'Documentation hospitalière, dat hunn eng ganz Rei vu Spriecher gesot, déi ass immens wichteg. Do brauche mer nach zwee Joer, bis mer dat complétéiert hunn. Dat ass immens opwendeg. Do musse gesetzlech Grondlage geännert ginn, et musse Reglementer kommen, et musse Référentiellen ausgeschafft ginn. An da muss dat sur place ee Joer evaluéiert ginn, soudass mer mat der Tarification à l'activité wahrscheinlech eréischt 2017, 2018 ukommen. Et huet kee Sënn, dass mir Iech soen, dat wär fir iwwernächste Mount, well dat klappt souwéisou net.

Och d'Madame Lorsché huet Reflexioune gemaach ronderëm d'Nomenclature an den Déséquiliber, ënner anerem am Zesummenhang mat der Pädiatrie, an huet och Reflexioune gemaach iwwert de Statut vum Spidolsdokter, déi ech all kann novollzéien. Si huet och d'Bedeitung vum Dialog ervirgestrach, och geschwat iwwert d'Filières de soins an d'Bedeitung vum elektronesche Patientendossier.

An dem Zesummenhang ëmweltmedezinesche Service, ech mengen, dat war ganz wichteg, dat an dëse Plan hospitalier eranzehuelen, well wann en net dosteet, da kënnt en net. Dat gëtt e Service national. Deen ass virgesinn am neie Südspidol. An ech weess, dass de Verwaltungsrot vum Südspidol sech Reflexioune mécht, ob een den Emweltservice net - en attendant d'Fäerdegstellung vum Haus, déi an der Zäitachs 2020, 2021 geplangt ass - op engem vun de Sitten ënnerbréngе kéint. Mä do hunn ech awer elo net méi Detailer wéi déi, déi ech Iech elo gesot hunn.

Bon, den Här Gibéryen mécht sech Gedanken iwwert d'Bedeitung vun där heiter Debatt. Ech muss him soen, mir huet se vill bedeit. An ech huelen dat och net liicht. An ech huelen och déi Iddie mat op de Wee, déi hei komm sinn. An ech ginn net dovunner aus, dass de Spidolsplang a genee därselwechter Versioun wäert an de Regierungsrot goen, wéi ech Iech e virgestallt hunn. Ech mengen, do si schonn nach déi eng oder déi aner pertinent Änderungen, déi kënnen afléissen. A mir wäert do keen Zacken aus der Kroun falen, fir dat och ze maachen!

Selbstverständlech deelen ech d'Meenung vum Här Gibéryen, dass mir net a Richtung vun enger Zwouklassemedezin wëlle goen. Wie wëllt dat schonn?

An ech kann den Här Gibéryen an och iwwregens aner Intervenantë berouegen am Zesummenhang mat dem Personal: Mir sinn am Gesondheetsberäich an där glécklecher Situatioun, dass mer do kee Chômage hunn an an der Zukunft och kee Chômage wäerte kréien. Well dat sinn, éischtens, mat déi interessanteste Beruffer, déi ee sech iwwerhaapt ka virstellen, déi och ganz vill jonk Leit interesséieren. An zweetens hu mir en onheemleche Besoin um Terrain, souwuel am Hospitalier wéi och am Extrahospitalier.

Den Här Urbany mécht eng, a mengen Aen, net sënnvoll Trennung tëschent ëffentlechen an net ëffentleche Spideeler. Ech wollt Iech just soen, Här Urbany, dass all d'Spideeler, egal wéi ee Statut se hunn, bei eis am Land zu 80% iwwert de Fonds hospitalier an zu 20% iwwert d'CNS finanzéiert ginn. An ech mengen, et sollt een dofir och déi vermeintlech Trennung ëffentlech oder privat net maachen, well déi gëtt et net am Secteur hospitalier. An een, deen do wëllt Fronten opbauen, dee läit och, a mengen Aen, net richteg.

Ech hat jo scho gesot, bei der Kompetenzbündelung sinn et net primär d'Käschtegrënn, déi am Vierdergrond stinn. Wann der dobäi erauskommen, tant mieux. Mä d'Kompetenzbündelung ass zugonschte vum Patient. Et ass do, wou den Know-how ass. E soll zesummegefouert ginn, fir dass d'Patiente kënne besser behandelt ginn.

An, jo, dat ass richteg, wourop Der opmierksam maacht, dass d'Kompetenzzentren net eleng dostinn, mä dass se och musse begleet ginn duerch Aktiounen an Aktiounsprogrammer vum Ministère. An ech denken do zum Beispill un den nationale Kriibsplang oder och un den nationalen Demenzplang, deen och an der Ausaarbechtung ass. Ech mengen, dat sinn einfach Beräicher, wou eent an dat anert muss awierken a wou ee muss zesummeschaffen.

Bon, wat déi zukünfteg Notzung vu Gebailechkeeten ubelaangt, déi sinn natierlech net am Besëtz vum Ministère de la Santé. Dat si Pourparleren, déi déi Spidolsgruppe mat de Gemengenautoritéite musse maachen, wann do aner Affektatioune kommen.

An ech deelen och Är Reflexiounen iwwert d'Bedeitung vun der Groussregioun, sinn awer frou, well ech weess, dass ganz vill Spideeler elo scho Synergien hunn, Zesummenaarbechten hu mat anere Gesondheetsakteuren an der Groussregioun. An esou muss et jo och sinn.

Och d'Madame Mergen schwätzt vun der Bedeitung vun der Documentation hospitalière a vun Normen, vun eSanté. Si hat eng Rei Reflexiounen, déi méi an den Zoustännegkeetsberäich vun der Sécurité sociale ginn.

Ech mengen, et ass e Mëssverständnis iwwert deen Term „cancer du sein et autres cancers". Deen nenne mir... dat gëtt net e Kompetenzzentrum, deen heescht „autres cancers", mä mir wollten net der Federatioun, déi jo déi ganz Demandë wäert véhiculéieren, mir wollten hinnen net virschreiwen, a wéi engem Beräich sech d'Akteuren um Terrain wëllen zesummeschléissen, fir nach am Beräich vum Kriibs e Centre d'excellence oder e Kompetenzzentrum ze schafen. Dee wäert also nach à définir sinn, well dat dierfe mir jo net, dat geschitt jo iwwert d'Federatioun.

Iwwregens hat den Här Halsdorf gemengt, et sollt een do net d'Federatioun beoptragen, mä léiwer en onofhängege Gremium, fir do de Lead ze huele bei deene Kompetenzzentren. Där Meenung sinn ech absolut guer net, well d'Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois ass eben de representativen Organ vun eise Spideeler an en ass och, mengen ech, als solchen net a Fro gestallt. A mir hunn och keen aneren.

Ausserdeem war schonn an der Gesondheetsreform ënnert der leschter Regierung décidéiert ginn, dass een den Terrain misst abezéien, amplaz vun uewen als Ministère ze dekretéieren, wie wéi ee Kompetenzzentrum kritt. Dofir mengen ech, dass dat kontraproduktiv wier, wann een aneren dat géif maachen an net de Représentant vun de Leit, vun de Spideeler um Terrain.

Ech deelen der Madame Mergen hir Reflexiounen iwwert d'Bedeitung vun enger korrekter Grondversuergung.

Den Här Krieps huet Reflexioune gemaach ronderëm d'Bedeitung vun Datebanken, demografeschen Daten an aneren Daten. Ech wollt an deem Zesummenhang op d'Bedeitung vun deem zukünftegen Observatoire de la Santé hiweisen. Ech deelen och déi Reflexioune ronderëm all eis Efforten, déi mer musse maachen, fir d'administrativ Strukture méi kleng ze maachen. Ech deelen och seng Reflexioune ronderëm d'Gouvernance a ronderëm de Fonctionnement.

Ech hoffen, dass ech dat richteg konnt stelle mat der ZithaKlinik, well ech mengen, dat war eng net richteg Duerstellung.

Ech deelen och all Ausféierungen, déi gemaach gi sinn iwwert déi formidabel Aarbecht, déi vun engem INCCI an engem Centre François-Baclesse gemaach ginn. Dat si fir eis Virzeigeakteuren, déi duerchaus kënnen a sollen eng Roll bei der Kreatioun vun de Kompetenzzentre spillen.

Ech soen Iech alleguerte villmools Merci fir dee flotten Débat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Vu dass mer net a Präsenz si vu Motiounen oder aneren Texter, wär d'Sëtzung domat eriwwer.

Ech wënschen Iech e schéine Rescht vum Owend a Rendez-vous muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.34 heures)

SÉANCE 7

JEUDI,
20 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
   - *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)*
   - *Débat: M. Aly Kaes (dépôt d'une motion), M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Lies*
   - *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Claude Wiseler)*
   - *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
   - *Motion 2: M. Fernand Kartheiser, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Claude Wiseler*
   - *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*
3. Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970
   - *Rapport de la Commission de la Culture: Mme Taina Bofferding*
   - *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. Interpellation de M. Claude Wiseler sur l'orientation future de la politique culturelle du Gouvernement
   - *Exposé: M. Claude Wiseler*
   - *Débat: M. André Bauler, M. Franz Fayot (M. Claude Wiseler intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
   - *M. Claude Wiseler (parole après ministre), Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch et Mme Maggy Nagel, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtten. D'Sëtzung ass op.

Éischt Fro: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Nohaltegkeetsminister.

Mir fueren da weider mat eisem Ordre du jour a fänken d'Sëtzung vun haut de Mëtte mat enger Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat un. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht ginn. Als Éischt héiere mer d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché. A fir déi Kolleegen, déi sech nach net ageschriwwen hunn: Et ass nach Zäit. Merci!

2. 6723 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Orientéierungsdebatt vun haut bezitt sech op de Finanzement vu groussen Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung envisagéiert. Dës Zort vun Debatt gëtt an der Regel eemol am Joer gefouert, mam Zil, datt d'Chamber vun Ufank u méi Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojete kritt a fir méi Transparenz an dem finanzielle Suivi vun de geplangte Projeten ze kréien.

Déi Prozedur ass am Joer 2005 agefouert ginn op Initiativ vun der deemoleger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes. Et ass décidéiert ginn, datt gréisser Infrastrukturprojete fir d'Éischt den Accord vun der Chamber musse kréien, en Accord de principe, éier se am Detail geplangt an och finanziell analyséiert kënne ginn.

Bis 2009 huet déi Prozedur fir all Projet gezielt, deen den Aschätzungen no bei iwwer 7,5 Milliounen Euro louch. Am Joer 2009 ass de Seuil no uewen ugepasst ginn, bis op 10 Milliounen Euro.

Doriwwer eraus, dat wësst Der och, muss fir all Gesetz, wat 40 Milliounen erreecht, fir all Projet, pardon, deen iwwer 40 Millioune wäert leien, e speziellt Gesetz ausgeschafft ginn.

Et ass och festgehale ginn, datt d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de finanzielle Suivi vun all grousse Projet muss assuréieren. Dat bedeit, datt den zoustännege Minister där Kommissioun all sechs Méint e Rapport iwwert déi finanziell Evolutioun vum Projet muss maachen, deen iwwer zéng Millioune kascht.

Och d'Nohaltegkeetskommissioun muss regelméisseg vum zoustännege Minister iwwert de Werdegang vun den eenzelnen Infrastrukturprojeten informéiert ginn, déi vun der Chamber den Accord de principe kritt hunn. Esou vill zur Prozedur.

Ech kéim dann zu der Lëscht vun de Projeten, déi an der Nohaltegkeetskommissioun vum 8. Oktober 2014 a vum 22. Oktober 2014 presentéiert an diskutéiert gi sinn, nodeems se, no engem klengen informateschen Ëmwee, den 29. September 2014 an der Chamber ukomm waren.

An der Réunioun vum 12. November 2014 huet d'Kommissioun mäi Projet de rapport unanime ugeholl. A mengem schréftleche Rapport hunn ech déi eenzel Projete méiglechst detailléiert beschriwwen, wéilt awer nach eemol drop hiweisen, datt déi konkret Ausaarbechtung vun de Pläng eréischt kann ufänken, wann eisen Accord de principe virläit.

Aus deem Grond ass et momentan net méiglech, den exakte Käschtepunkt vun all Projet virzeleeën, an och déi konkret Pläng kënnen nach net um Dësch leien. Wat awer scho feststeet, wéi gesot, ass, datt all Projet, dee mer haut virstellen, op d'mannst zéng Milliounen Euro wäert kaschten.

Wann ee sech d'Lëscht vun de Projete méi genee ukuckt, da stellt ee fest, datt d'Prioritéit op der energetescher Sanéierung, der Mise en conformité an zum Deel och um Ausbau vun existente Gebailechkeete läit.

D'Stroossebauprojete sinn net wäit vertrueden. Viru Joren hate mer der méi. Dës Kéier leeft just ee Projet iwwert de Fonds des routes, iwwert de Fonds vun de Ponts et Chaussées, deen dës Kéier e Réaménagement vun engem Tronçon betrëfft, an net de Bau vun enger neier Strooss.

Wat d'Projete vun der Eisebunn ugeet, esou hunn dëst Joer d'Lärmschutzmoossnamen, de Bau vun engem neie Gebai fir d'CFL-Servicer a verschidden technesch Upassungen um Réseau Prioritéit.

Eng generell Remarque, déi fir all Projete vun de Bâtiments publics zielt, bezitt sech op d'Energieeffizienz vun de sougenannte funktionellen ëffentleche Gebaier. D'Berechnung vun der Energieklass an dëse Gebaier ass vill méi komplex wéi an einfache Wunnhaiser, well aner Elementer musse considéréiert ginn, beispillsweis d'Benotzungszäiten, de Confort vun de Leit, déi am Gebai liewen a schaffen, d'Gréisst vum Gebai mat den oft ganz performanten techneschen Installatiounen.

De Standard vum Passivbau ass aus deene Grënn schwéier ze erreechen, soudatt bis op eenzel Ausnahmen eng A- oder B-Klass wäert ugestrieft ginn.

Beim Assainissement an der Renovatioun vu schonn existente Gebaier gëtt an éischter Linn Wäert geluecht op héich performant Isolatioune vun der gesamter Enveloppe a vum Daach, soudatt op déi Manéier Energie gespuert ka ginn.

Dat gesot, kommen ech dann zu den eenzelne Projeten, fir unzefänke bei déi vum Fonds d'investissements publics administratifs.

En éischte Projet gehéiert zu der Rehabilitatioun vun de militäreschen Infrastrukturen an der Kasär Grand-Duc Jean um Härebierg zu Dikrech, déi a fënnef Etappen ofleeft. Déi éischt zwou Phase si schonn an de Gesetzer vum 2. Juni 2009 a vum 4. Dezember 2009 definéiert a gestëmmt ginn. Bei dëser drëtter Phas geet et ëm de Réaménagement an den Assainissement vun de bestoende Gebaier an ëm de Bau vu Sportsinfrastrukturen, déi aus zwou internen

Unitéiten an aus engem externe Sportsterrain wäerte bestoen.

Dozou ass ze soen, datt dës Infrastrukturen net just fir militäresch Ausbildungszwecker wäerte benotzt ginn, mä och de Schoulen an den Associatiounen aus der Regioun kënnen zur Verfügung gestallt ginn. Dat ass e Wee, dee mer allgemeng aschloen, well déi Infrastrukture jo sollen esou wäit wéi méiglech ausgenotzt ginn an net eidel stoen, wa se net gebraucht gi vun deene jeeweilegen Associatiounen, déi um Terrain sinn. Fir den Detail vun den Aarbechten an de Regruppement vu verschiddenen Aktivitéite verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Den energeteschen Assainissement bezitt sech hei op d'EU-Direktiv iwwert d'Energieeffizienz, déi de 25. Oktober 2012 adoptéiert ginn ass. Dës Direktiv huet e gemeinsame Kader fir Moossnamen am Beräich vun der Energieeffizienz an Europa opgestallt, mam Objektiv, den Energieverbrauch bis zum Joer 2020 ëm 20% ze reduzéieren. 3% vun der sougenannter „surface au sol"vun den ëffentleche Gebaier sollen an deem Kader Joer fir Joer renovéiert ginn.

Wat eng eventuell Zoufahrt, soe mer emol eng nei Zoufahrt op de Site betréfft, esou gi momentan Diskussioune gefouert tëschent de Responsabele vun der Dikrecher Gemeng an de Ponts et Chaussées. Et gëtt ugeduecht, fir en neien Accès vum Rond-point Fridhaff ze bauen, mä d'Décisioun ass nach net getraff. De Konstruktiounsvolume läit bei 300.000 m³ an d'Surface brute bei 75.000 m², dat Ganzt mat engem Käschtepunkt vun ongeféier 95 Milliounen Euro.

Den zweete Projet dann, do geet et ëm den ëffentlechen Investitiounsfong fir administrativ Zwecker nach eng Kéier. Et geet ëm d'Suessemer Schlass, wat aus dem 16. Jorhonnert staamt, no 1950 de Sëtz vun der Fondation Kannerschlass ginn ass an am Joer 1985 vum Stat opkaaft ginn ass. Zesumme mat der säitlecher Kapell an dem Park ass dëst Schlass am Joer 1971 als nationaalt Monument klasséiert ginn. Säit 1999 ass et de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, deen an dësem Gebai ënnerbruecht ass.

Wann Dir d'accord sidd, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt dëst Gebai vu Grond op renovéiert, well et den energeteschen an de sécherheetsméissege Virschréften net méi entsprécht a well seng Stabilitéit vill ze wënschen iwwreg léisst.

An der Kommissioun ass och d'Fro opgeworf gi vun der zukünfteger Affektatioun vun dësem Gebai respektiv vum gesamte Site - ech kucken op de Buergermeeschter vu Suessem. Dobäi ass d'Meenung vertruede ginn, datt dëse Site ideal wär, fir an Zukunft gesellschaftlech oder kulturell Aktivitéiten ze organiséieren, fir eigentlech dësem pittoreske Site e Mehrwäert ze schafen. De Volumen, dee renovéiert muss ginn, läit hei bei 22.500 m³ - dat ass e grousse Volumen -, d'Surface bei 4.750 m², während de Budget nach net definéiert ass.

Beim drëtte Projet vun deemselwechte Fong geet et ëm den energeteschen Assainissement vum Hémicycle um Kierchbierg, deen Iech all bekannt ass. En ass am Joer 1980 gebaut ginn an e beherbergt e Konferenzsall fir 600 Persounen, mat 13 Traduktiounskabinnen.

Ursprénglech war dëst Gebai fir den Europäesche Ministerrot geduecht, gëtt awer mëttlerweil fir d'Organisatioun vun enger Rei Konferenzen a gréissere Versammlunge benotzt. De Konferenzsall gëtt géréiert vun der Sociétéit LuxCongrès (veuillez lire: Luxembourg Congrès). Den Hémicycle zielt donieft nach siwe Stäck mat Bürosraim, déi vum Verwaltungsgeriicht a vun der neier Cour d'appel du brevet besat sinn, an en ass iwwer eng Passerelle mam neie Konferenzzenter vum Kierchbierg verbonnen.

De geplangten Assainissement bezitt sech op d'Baussenenveloppe vum Gebai, op den Ersatz vun den techneschen Installatiounen, den Heizanlagen, de Fënsteren, de Storen, der Isolatioun vum Daach an de Coupollen. 5.500 m² vun der Fassad solle ganz ersat ginn. A beim Daach sinn et 3.000 m². Den estiméierte Budget läit bei zwielef Milliounen Euro.

Déi nächst Fongen, déi dann an Usproch geholl ginn, sinn aus dem Fonds d'investissements publics scolaires, mat insgesamt zwee Projeten, awer allen zwee fir de Lycée technique vu Bouneweg.

Beim éischte Projet geet et ëm de Bau vun engem ganz neie Gebai fir 2.000 Schüler, vun deenen haut eng Partie a provisoresche Pavillonen ënnerbruecht sinn. Op enger Fläch vun 3,8 ha, déi hannert dem aktuelle Lycée läit an am Besëtz vum Stat ass, soll e Gebai entstoe mat 78 Klassesäll, 45 Atelieren an 13 Spezialsäll inklusiv enger Produktiounskichen, enger Pâtisserie, enger Metzlerei fir d'Travaux publics, pardon, fir d'Travaux pratiques.

(Hilarité et interruptions)

Dat wär emol eppes Neits.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.-* Déi Leit kéinten och nach vläicht kache léieren.

Doriwwer eraus sinn och e Schoulrestaurant, eng Piscine, eng Sportshal mat véier Unitéiten an en externe Sportsterrain virgesinn, déi a schoulfräien Zäiten och vu Sportsassociatioune benotzt kënne ginn, grad wéi d'Infrastrukturen um Härebierg.

Woubäi ze bemierken ass, datt hei eng enk Kollaboratioun mam Sportslycée funktionéiert, wou d'Schüler aus dem Enseignement secondaire technique just den éischten Zyklus kënnen absolvéieren. Doriwwer ass och beim Gesetz iwwert de Sportslycée op dëser Plaz geschwat ginn. Déi Schüler mussen duerno an en anere Lycée eriwwerwiesselen. Dat erkläert d'Zesummenaarbecht vun dësem Lycée technique mam Sportslycée um INS.

D'Iessen an d'Platen, déi vun de Schüler selwer hiergestallt ginn - während den Travaux „pratiques" wuelbemierkt -, ginn net entsuergt, mä ginn de Schüler an der Mëttesstonn am Restaurant scolaire zerwéiert. De Projet setzt eng Modifikatioun vum PAG vun der Stad Lëtzebuerg viraus. De Budget ass nach net definéiert.

Ech kéim dann zum zweete Projet am Kader vum Lycée technique vu Bouneweg, dee betréfft d'Renovatioun an déi generell Mise en conformité vum bestoende Gebai, mam Zil haaptsächlech, fir de Centre national de Formation professionnelle continue an d'Gebai ze integréieren. Dësen Zentrum ass momentan zu Ettelbréck an zu Esch/Uelzecht ënnerbruecht. E wäert dann zu Bouneweg seng Plaz fannen.

Och hei ass de Budget nach net definéiert. Erwirzehiewen ass, datt d'Proximitéit vum Lycée technique vu Bouneweg zum Tram eng Rei Mobilitéitsproblemer vun Ufank u wäert léisen. Natierlech wann den Tram bis fiert.

Ech kéim dann zu dem Fonds d'investissements sociaux et sanitaires.

En éischte Projet, dee mat dësem Fong finanzéiert soll ginn, gesäit de Bau vun engem Centre intégré fir eeler Leit vir, engem sougenannten „CIPA" zu Bascharage, dëst op engem Terrain vun 3,4 ha. Et sinn insgesamt 140 Better an Eenzelzëmmere geplangt, donieft e Service de kinésithérapie a vun Ergotherapie, en zentrale Foyer mat enger Salle polyvalente, eenzelne Servicer an anere Lokaler, op déi den Etablissement ugewisen ass, fir iwwerhaapt kënnen ze funktionéieren.

De geplangte Parking beim Gebai gesäit 120 Plaze vir. D'Surface läit bei 8.200 m². Den Terrain gëtt vun der Gemeng Käerjeng zur Verfügung gestallt a muss reklasséiert ginn.

An der Kommissioun ass op eng deementspriechend Fro hi festgehale ginn, datt dëse Projet néideg ass, fir dem Besoin u sougenannten „lits de long séjour" gerecht ze ginn. Opgrond vun der demografescher Entwécklung am Land, dat wësst Der, an och der steigender Liewenserwaardung vun de Leit wäert de Besoin un esou Better an Zukunft klammen, och wa vill Moossnamen ergraff ginn, fir déi eeler Leit esou laang wéi méiglech an hirem häusleche Milieu, an hirer Famill ze halen.

En zweete Projet an deem Kontext vun dem Sanitär- a Sozialfong gesäit d'Renovatioun an den Assainissement vum Centre pour réfugiés zu Weilerbaach bei Iechternach vir, engem fréiere Sanatorium. Dëst Gebai, wat 1910 gebaut ginn ass an iwwer honnert Joer um Bockel huet, gehéiert dem Stat a läit an enger Zone verte. Opgrond vum ganz vétusten Zoustand vun dësem Gebai gëtt eng komplett Renovatioun envisagéiert mat engem energeteschen Assainissement an enger Mise en conformité vun der Sécherheet.

Dës Aarbechte sollen et erlaben, eng 150 bis 200 Réfugiéen opzehuelen a 70 Kanner um Site ze scolariséieren. De Budget ass nach net definéiert. De Volume läit bei 21.000 m³, d'Surface bei 6.000 m².

Uschléissend kéim ech dann nach zum Fonds des routes, wou et ëm den Aménagement vun engem multimodale Korridor tëschent Ettelbréck an Dikrech um Tracé vun der N7 geet. Dësen Tracé huet eng Längt vu 4.500 m an eng Breet vu 17,55 m. Et soll e Réaménagement stattfannen, dee Plaz schaaft fir Bus a fir d'Mobilité douce, natierlech nieft der Streck, wou och d'Autoe kënnen drop fueren.

D'Aarbechte sinn opgedeelt a véier Phasen, déi detailléiert a mengem schréftleche Rapport beschriwwe sinn. D'Käschte vum gesamten Aménagement belafe sech op 13 Milliounen Euro, wat de Budget vun de Ponts et Chaussées ubelaangt, während d'Parts, déi d'CFL iwwerhuelen, nach net definéiert sinn.

Op de Fait, datt et hei net zu der Suppressioun, mä just zum Déplacement vun engem Passage à niveau kënnt, ginn ech als Rapportrice net an, wéilt dat och net kommentéieren. Et ass e Punkt, deen an der Kommissioun kritesch gekuckt ginn ass. An ech ginn och dervun aus, datt verschidde Leit nach wäerten dovu schwätzen.

Dëse Projet steet a Relatioun zu der Urbanisatioun an awer och zu der Valorisatioun vun der Nordstad a bilt d'Réckgrat vun der Mobilitéit an deem Raum.

Vun der Zuchstreck, déi un den Tronçon grenzt, hunn ech elo net geschwat, well déi Linn net zu deene 17,5 m zielt, déi de multimodale Korridor ausmaachen. Et ass awer ganz kloer betount ginn, datt dës Zuchstreck net a Gefor geréit an datt den Zuchtrafic niewent dësem Tronçon weiderhi wäert funktionéieren.

Domat kommen ech da bei de Fonds du rail.

Beim éischte Projet geet et ëm de Bau vun engem neie Gebai fir déi sougenannten „entités décisionnelles" a verschidden Équippe vum Service Maintenance Infrastructure vun den CFL, deen am Joer 2012 restrukturéiert ginn ass. Eng 370 Agente sinn an deem Service beschäftegt a si momentan a sechs verschiddene Gebaier verdeelt, net nëmmen an der Stad, mä och an der Regioun. Dat neit Gebai, wat an Zukunft sämtlech Agente regruppéiere soll, ass an der Rue de la Déportation zu Hollerech geplangt, wuel wëssend awer, datt net déi 360 oder 370 Agente permanent um Site sinn, well et Leit sinn, déi vill ënnerwee sinn an um Terrain och am Asaz sinn.

Et soll eng Energieklass B erreecht ginn, mat eventuell och der Produktioun vun erneierbaren Energien um Site.

Den Ufank vun den Aarbechten ass fir 2016 virgesinn an den estiméierte Käschtepunkt läit bei 18 Milliounen Euro. Duerch de Regruppement vum Personal op engem eenzege Site wäerten déi aktuell benotzt Infrastrukturen oder Gebailechkeeten zum Deel ofgerappt ginn, zum Deel awer och aneren Affektatiounen zougefouert ginn. Dat hänkt dervun of, a wéi engem Zoustand se sinn. Wa se erhale kënne ginn, da wäerte se erhale ginn. Den Detail dozou fannt Dir a mengem schréftleche Rapport, wou déi sechs Gebailechkeeten och beschriwwe sinn.

En zweete Punkt um Niveau vun den CFL besteet aus der Realisatioun da vu Lärmschutzmoossnamen, wat elo net de Bau vun engem Gebai ass, mä Moossnamen, fir d'Biergerinnen an d'Bierger virum Kaméidi vum Trafic ze schütze laanscht den Tracé vun der Eisebunn. Dëse Projet berout op der EU-Direktiv vum 25. Juni 2002 iwwert d'Évaluatioun an d'Gestioun vum Kaméidi. Zu Lëtzebuerg ass dës Direktiv den 2. August 2006 iwwer Règlement grand-ducal transposéiert ginn.

Op Basis vun där Reglementatioun huet d'Ëmweltverwaltung eng strategesch Kartografie vum Kaméidi opgestallt an doropshin en Aktiounsplang géint de Kaméidi op de groussen Eisebunnsachse mat iwwer 60.000 Zuchpassagen am Joer definéiert. Dëst Dokument déngt als Basis fir d'Installatioun vu Lärmschutzwäll laanscht d'Eisebunn.

Onofhängeg dovu sinn zousätzlech Moossname virgesinn am Kader vun der Verduebelung vun de Gleiser op der Streck Lëtzebuerg-Péiteng - déi sinn zum Deel och scho fäerdeg, wann net scho ganz fäerdeg - an och um Tronçon Hamm-Sandweiler. Déi Responsabel vun den CFL hunn och drop higewisen, datt de Lärmschutz bei all neiem Projet wäert a Betruecht gezu ginn, esou zum Beispill beim Projet Multimodal zu Diddeleng-Beetebuerg, wou d'Demande vun den Awunnerinnen an Awunner ganz grouss war. D'Determinatioun vun de Seuil-limitten orientéiert sech un der däitscher Reglementatioun a baséiert op de Recommandatioune vun der Organisation mondiale de la Santé.

Aus Zäitgrënn verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport, wou ech zousätzlech Erklärungen zu der Berechnung vun de Lärmschutzmoossnamen a vun de Seuile ginn hunn.

Den éischten Tronçon, deen équipéiert wäert ginn, läit op der Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg-Esch/Uelzecht mat der Entrée vu Beetebuerg, der Gare vun Näerzeng an der Eisebunnslinn, déi duerch Schëffleng zitt. De Budget ass nach net definéiert.

Da kéim ech zum drëtte Volet vum Fonds du rail, wou et elo séier geet, Här President.

Dee betréfft technesch Upassunge vum Réseau, notamment op der Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg, op der Streck Lëtzebuerg-Ëlwen an op der Streck Esch-Péiteng gradesou wéi an der Gare vu Lëtzebuerg. Och dozou sti méi Detailer am Rapport. De gesamte Käschtepunkt läit bei schätzungsweis 14 Milliounen Euro.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat hunn ech all grouss Infrastrukturprojeten, déi vun der Regierung envisagéiert sinn, op den Dësch geluecht. Wa se gréng Luucht vun der Chamber kréien, däerfe se ausgeschafft an ëmgesat ginn.

No engem ganz konstruktiven Austausch mat de Vertrieder an de Vertriederinne vum Nohaltegkeetsministère, vun den CFL, de Ponts et Chaussées an der Administratioun vun den Travaux publics an natierlech och dem Här Minister huet d'Chamberskommissioun dës Projete guttgeheescht. Fir datt och d'Chamber sech kann dozou positionéieren an e Vote kann huelen, iwwerreechen ech Iech, Här President, eng deementspriechend Motioun - voilà! -,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* ...déi vun de Vertrieder vun deene Grengen, der LSAP, der CSV, der DP an der ADR ënnerschriwwen ass. D'Kolleege vun déi Lénk ware virdrun nach net präsent, soss hätte se wahrscheinlech och hire Kreepchen drënner gemaach.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu d'une part

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

vu d'autre part

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructures Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avantprojet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors des séances du 8 octobre et du 22 octobre 2014 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2015 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'administration des bâtiments publics

- réaménagement, assainissement et extension de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg;

- rénovation et assainissement du Château de Senem;

- assainissement énergétique de l'Hémicycle à Kirchberg;

- réaménagement du Lycée technique existant de Bonnevoie afin d'y accueillir le CNFPC Centre;

- construction d'un nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie;

- construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Bascharage;

- rénovation et assainissement du Centre pour réfugiés Héliar à Weilerbach;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

- aménagement d'un corridor multimodal sur la N7 entre Ettelbruck et Diekirch;

c) en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

- construction d'un nouveau bâtiment pour les entités décisionnelles et les différentes équipes du Service Maintenance Infrastructure des CFL dans la rue de la Déportation à Luxembourg-Hollerich;

- renouvellement des appareils de voie du Secteur Centre à la gare ferroviaire de Luxembourg;

- modernisation des installations de traction électrique à la gare ferroviaire de Luxembourg;

- renouvellement des installations de traction électrique sur la ligne ferroviaire de Pétange à Esch/Alzette;

- renouvellement de divers tronçons de voie sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Wasserbillig;

- modernisation d'appareils de voie sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges;

- mise en œuvre de mesures antibruit sur différents tronçons du réseau ferré luxembourgeois - Phase 1: Tronçon Luxembourg-Bettembourg-Esch/Alzette.

(s.) Josée Lorsché, Yves Cruchten, Gusty Graas, Aly Kaes, Fernand Kartheiser, Justin Turpel.

Als Presidentin vun der Kommissioun a Rapportrice vum Projet wéilt ech ofschléissend alle Bedeelegten aus dem Ministère haaptsächlech an aus de Verwaltungen e grousse Merci ausdrécke fir hir kompetent an onermiddlech Ënnerstëtzung, mat awer och engem zousätzleche Merci fir d'Madame Rachel Moris, als Sekretärin vun der Kommissioun, an Iech alleguer fir Äert ganz konzentréiert Nolauschteren.

Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Rapportrice.

Éischten ageschriwwene Riedner, en ass schonn esou gutt wéi prett, ass den Här Aly Kaes. Dir hutt d'Wuert!

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Prozedur, déi mer säit Mëtt 2000 hei am Parlament duerchlafen, esou wéi et virdrun och scho gesot ginn ass, an déi 2009 nach eemol ugepasst gouf, fir eisen Accord ze ginn zu Projeten, déi de Stat an de kommende Jore wëlles huet ze realiséieren, ass eng extrem transparent an demokratesch Prozedur, well mer als Volleksvertrieder quasi vun Ufank un an eng Rei Projeten, déi e gréissere finanziellen Impakt hunn, agebonne ginn. Ech wëll dat nach eemol hei ausdrécklech ënnersträichen an alle Leit, déi deemools dës Initiativ geholl hunn, e ganz grousse Merci soen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass schued, datt mer dëst Joer d'Prozedur net ganz agehalen hunn an elo e puer Wochen a Verzuch sinn. Normalerweis hätt de Minister, dee fir ëffentlech Bauten zoustänneg ass, nämlech solle bis Enn Juni d'Lëscht mat de concernéierte Projeten an der Chamber hannerleeën. An dann hätt d'Kommissioun hir Aarbechte kënnen esou organiséieren, datt mer spéitstens den hallwen Oktober hätte kënnen dësen Débat hei an der Plénière féieren.

Well de Minister sech awer bis den 29. September Zäit geholl huet, fir d'Lëscht eranzereechen, huet d'Kommissioun et natierlech net fäerdegbruecht, eng propper Analys ze maache fir d'Rentrée parlementaire, soudatt mer elo hei mat bal sechs Woche Verspéidung debattéieren.

Ech wëll dat u sech net weider kommentéieren, mä ech wëll ënnersträichen trotzdeem, datt ech dat net glécklech fannen, wéi de Minister sech hei vis-à-vis vum Parlament beholl huet.

Am Laf vun de leschten aacht Joer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer fir eng Rëtsch vu wichtege Projete per Motioun Feu vert ginn. Verschiddener dovu sinn och scho realiséiert ginn, wéi zum Beispill déi nei Maacher Grenzbréck, déi de Kolleeg Léon Gloden dëst Joer zesumme mat de Ministere Bausch an Dobrindt konnt aweien.

Aner Projete sinn amgaang, wéi zum Beispill d'Renovatioun vum Pont Adolphe, wat fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Erhale vun engem vun de Wahrzeeche vum Land enorm, enorm wichteg ass.

Verschidden aner Projeten, wéi dee vum Bau vun enger neier Akerbauschoul zu Gilsdref, dee mir a sech schonn am Oktober 2007 hei ofgeseent haten a wou mer 2012 och hei am Haus de Gesetzestext gestëmmt hunn, sinn awer leider nach ëmmer net an der Ëmsetzung, well dës Regierung de geplangte Site erëm eng Kéier a Fro gestallt hat a schlussendlech awer näischt geännert huet a just Zäit verluer huet.

Dëse ganzen Hin an Hier ass jo och op kommunalpolitesch Grënn zréckzeféieren. D'Regierung huet awer elo schlussendlech ugekënnegt, datt déi nei Schoul, also déi nei Akerbauschoul dann awer soll op deem Site gebaut ginn, deen déi Regierung virdru scho virgesinn hat.

Op dëser Plaz wëllt d'CSV d'Regierung nach eng Kéier och opruffen, mam Bau vum Clierfer Lycée unzefänken, an ech hoffen, datt dann, esou wéi et an der Lëscht vun de Prioritéiten oder de prioritäre Projete versprach ass, dat och am Fréijoer 2015 wäert de Fall sinn.

Wann ee bei de Schoule bleift: Et ass och wichteg, datt den neie Lycée Technique pour Professions de Santé zu Ettelbréck esou séier wéi méiglech Realitéit gëtt an datt dat dann och Enn 2015 de Fall ass, esou wéi et a sech virgesinn ass.

Et gëtt awer och, Dir Dammen an Dir Hären, Projeten, déi mer ganz vermësse respektiv wou mer gäre wéilten Informatioune kréien, wéi et soll weidergoen. Zum Beispill ass dat, wéi et mat dem zukünftegen Internat vun der Akerbauschoul ass.

An dann och natierlech d'Kolleegen aus dem Osten, ma déi wiere ganz frou, wann d'Aarbechte vum Ausbau vum Centre mosellan zu Éinen dann endlech géifen ufänken, a si wiere frou gewuer ze ginn, wéini datt et da mat deenen Ausbauaarbechten ugeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech elo kuerz duerch d'Lëscht mat de Projete fueren, fir déi mer a sech haut hei gréng Luucht solle ginn. D'Madame Lorsché huet an hirem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, fir deen ech hir natierlech och villmools Merci soen, schonn am Detail déi eenzel Projete behandelt, soudatt ech just nach op eenzel Aspekter aginn, ouni d'Ambitioun ze hunn natierlech, komplett ze sinn.

Bon, an deem éischte Beräich geet et jo ëm d'Projete vum Fonds d'investissements publics administratifs. Hei wëll ech a sech d'Sportsinfrastruktur oder d'Sportshal fir d'Kasären um Härebierg eng Kéier kuerz uschwätzen.

Bon, jiddwereen, dee mech kennt, weess, datt d'Infrastrukture vun eiser Arméi mir ganz besonnesch um Häerz leien. Duerfir war ech natierlech och ganz frou, datt ech an der Vergaangenheet - jo - zweemol Rapporteur vu Projete fir d'Arméiinfrastrukture konnt sinn, an zwar vun deem grousse Projet vum Hall logistique fir iwwer 60 Milliounen Euro, dee jo fäerdeg ass oder bal fäerdeg ass, an och am Beräich Génie civil, wou iwwer 20 Milliounen oder ronn 20 Milliounen Euro investéiert gi sinn.

Ënnert der CSV/LSAP-Majoritéit sinn awer och verschidde Pavillone restauréiert ginn an et ass ebenfalls d'Drénkwaasserversuergung vum Härebierg entscheedend verbessert ginn, an dat duerch d'Erneierung vun der Quell, déi an der Rue Clairefontaine zu Dikrech läit.

Et ass also schonn an der Vergaangenheet ganz vill geschitt. An et ass och wichteg, datt mer an der Zukunft nach weider, wéi gesot, an déi Infrastrukturen investéieren. Wa mer eng kompetent Arméi wëllen hunn a jonk motivéiert Leit wëlle rekrutéieren, fir dësen Déngscht fir d'Land a fir eis Leit ze maachen, dann ass et selbstverständlech ganz wichteg, datt an adequat Infrastrukturen investéiert gëtt.

Esou sinn ënner anerem eben déi Sportsinfrastrukturen, déi elo do sinn, wierklech net méi zäitgeméiss, an duerfir gëtt fir déi Sportsinfrastrukture jo en neit Gebai gebaut, fir dat mer eben dann haut hei sollen d'Averständnis ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Insgesamt sollen Aarbechten an der Héicht vu plus/minus 100 Milliounen, fir ganz genau ze sinn: 95 Milliounen Euro gemaach ginn. Selbstverständlech steet d'CSV dohannert an ënnerstëtzt dëse Projet.

Ech wëll awer, wann Der erlaabt, drop opmierksam maachen, datt och weider muss an d'Logementer vun eisen Zaldoten investéiert ginn. Och ass et wichteg, datt eng Solutioun fonnt gëtt, fir de Schéissstand am Bleesdall definitiv erëm an d'Rei ze setzen. Och dat ass e wichtegt Element.

A mir mengen als CSV och, datt - jo - et wichteg ass, eng Léisung ze fannen, fir datt mer an der Zukunft eis Munitioun net méi an der Belsch stockéieren, mä datt déi néideg Infrastrukture geschafe ginn, datt mer adequat Infrastrukturen hunn, fir datt mer vläicht déi Munitioun, déi mer brauchen, och hei am Land kënnen an der Zukunft stockéieren. Bon, dat zum Härebierg.

Elo kéim ech zum Suessemer Schlass. D'Suessemer Schlass, dat, wéi et virdru scho gesot ginn ass, säit '71 als nationaalt Monument klasséiert ass, muss ganz kloer erhale ginn. Ech mengen, dat ass selbstverständlech. Duerfir sinn déi virgesinne Renovatiouns- an Assainissementsaarbechte sënnvoll an noutwendeg.

An der Kommissioun gouf d'Fro vun der zukünfteger Affektatioun vum Schlass gestallt. Dat ass effektiv eng berechtegt Fro. An ech wier frou, wann den Här Minister hei séier kéint Proposen op den Dësch leeën.

Nächste Projet, nächsten Dossier ass den Hémicycle um Kierchbierg, den energeteschen Assainissement. Bon, dëst Gebai mat a sech senge ganz grousse Capacitéiten ass wichteg, wa mer Lëtzebuerg nach sollen am Beräich vum Kongresstourismus weiderbréngen, wa Lëtzebuerg an deem Beräich soll ausgebaut ginn. Duerfir ass d'CSV-Fraktioun absolut d'accord, datt d'Regierung eben den Hémicycle energetesch sanéiert. Déi Käschte wäerte sech jo op plus/minus zwielef Milliounen Euro belafen. Also, déi Aarbechten, déi do ufalen, déi wäerten awer och dozou féieren, datt mer op där anerer Säit massiv Energie kënnen aspueren, soudatt och iwwer eng bestëmmten Zäit dach awer och en Deel vun deem Invest dann erëm eng Kéier zréckkënnt.

Réaménagement an Extensioun vum Lycée technique Bouneweg: Bon, dëse Projet, iwwert dee mer iwwregens och schonns virun e puer Joer am Kader vun dësen Diskussioune geschwat hunn, gesäit a sech zwou Phase vir, eemol de Bau vun engem neie Gebai mat 78 Klassesäll, 75 Atelieren an 13 Spezialsäll, an dann an enger zweeter Phas d'Renovatioun vum aktuelle Gebai, dat da fir den CNFPC ëmgebaut gëtt. Dës Investissementer an d'Ausbildung sinn noutwendeg a fanne selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Bon, de Kolleeg Marc Lies wäert duerno nach kuerz eben d'Wuert ergräifen, fir méi spezifesch op dëse Projet nach eng Kéier anzegoen.

Da kéim ech zum Centre intégré pour personnes âgées zu Bascharage, dem éischte vun zwee Projeten, déi iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux lafen. Hei gëtt en Altersheem mat 140 Better zu Käerjeng geschafen. Bon, wann dat Gebai bis fäerdeg ass an op ass, kann d'Altersheem zu Nidderkuer fir aner Zwecker benotzt ginn. Den Här Minister kann eis vläicht dozou méi Informatioune ginn.

Den zweete Projet, esou wéi och d'Rapportrice et scho virdru gesot huet, vun deem Fong ass a sech de Centre pour réfugiés Héliar op der Weilerbaach bei Iechternach. Hei geet et ëm e ganz aalt Gebai, wat fréier e Sanatorium war. Dat muss ebe komplett renovéiert ginn an energetesch sanéiert ginn. Och d'Sécherheetsstandarde si wierklech net méi deenen heitege Besoinen ugepasst. An effektiv ass et och wichteg, datt an der Zukunft weider 150 bis 200 Leit an deem Haus Plaz fannen an och ronn 70 Kanner hei kënnen an d'Schoul goen.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis den aktuelle Misär an der Welt ukucken, ass a sech net dovun auszegoen, datt iergendwann manner Flüchtlinge wäerten an d'Land kommen. An et ass wichteg, datt mer dëse Leit, déi alles verluer hunn, a virun allem de Kanner, würdeg Plazen ubidden, wou se kënne fir eng Zäit bleiwen.

Ech wëll och an dësem Kontext den Här Minister froen, ob nach aner Zentere geplangt sinn, nei Zenteren, a wou dat eventuell de Fall ass, fir eventuell an der Zukunft all deene Besoinen, déi op d'Land zoukommen am Beräich vun de Réfugiéen, gerecht ze ginn.

An hirem Rapport ass d'Madame Lorsché - fir op d'Gebai zréckzekommen - op den energetesche Standard agaangen, soudatt ech dat op dëser Plaz net méi wëll développéieren.

Dowéinst géif ech dann och direkt op de Fonds des routes agoen. Hei hu mer op der N7 de Couloir multimodal tëschent deenen zwou Nordstied Ettelbréck an Dikrech. Dëse Projet ass am Plan sectoriel «Transports» virgesinn an ass en zentraalt Element, ganz kloer en zentraalt Element fir d'Nordstad. Et geet ëm en Transportkorridor vu 4,5 km tëschent, wéi gesot, Ettelbréck an Dikrech.

D'Madame Lorsché ass schonn op déi fënnef Partië vum Projet agaangen, sougutt am mëndleche wéi deels am schrëftleche Rapport. Ech wëll just soen, datt dëse Projet eminent wichteg ass fir d'Nordstad an doweinst esou séier wéi méiglech muss kommen, wa mer der Nordstad dee Stellewäert wëlle ginn, dee se verdéngt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend kommen ech da bei de Fonds du rail. Hei gëtt zu Hollerech an der Rue de la Déportation en neit Gebai gebaut, fir d'Entités décisionnelles an déi verschidden Équippe vum Service Maintenance Infrastructure ze beherbergen. Et mécht Sënn, datt déi bal 400 - 370 Leit -, déi bis elo a sechs verschiddene Gebaier, déi zudeem a kengem gudden Zoustand sinn, ënnerbruecht sinn, elo op engem Site schaffen.

Wichteg ass och hei ze erwähnen, datt bei der Ausaarbechtung vun de Pläng a vun der Gestaltung vun de Raimlechkeeten a sech déi Leit, déi dann duerno déi Raimlechkeete mat Liewe fëllen, do konnte matplangen. Dat gëtt op jidde Fall vun der CSV absolut, absolut begréisst.

Als zweete Punkt ass virgesinn, um gesamten Eisebunnsréseau Mesurë géint de Kaméidi ze huelen an ze installéieren. Duerch eng Direktiv, déi mer och ëmgesat hunn, si mer heizou obligéiert. D'Ëmweltverwaltung huet an deem Sënn eng Kartografie vum Kaméidi ausgeschafft, unhand vun där da gekuckt ginn ass, wou Mesurë musse geholl ginn, fir eben de Kaméidi vun den Awunner ewechzehalen. Fir déi Leit, déi bei dësen Tronçone wunnen, bedeit et e Gewënn u Liewensqualitéit, wa se net méi dagaus, dagan esou enger Belaaschtung ausgesat sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss kommen eng Rei vu Projeten, déi d'Erneierung vun Eisebunnsinstallatiounen uechtert d'Land virgesinn, an dat an enger Héicht vun insgesamt 75,5 Milliounen Euro. Et ass kloer, datt dës Investissementer musse gemaach ginn, fir eisen Eisebunnsréseau op engem gudden Niveau ze halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun gëtt also hiren Accord zu de Projeten, esou wéi d'Regierung se proposéiert. Mir stinn dëse Projete ganz positiv géintiwwer a si frou, datt mir hei eng Kontinuitéit erkennen an der Moderniséierung vum Land, esou wéi déi viregt Regierungen et an d'Weeër geleet hunn.

An deem Sënn wëll ech hei eng Motioun déposéieren, fir der Regierung eis ausdrécklech Ënnerstëtzung ze ginn, fir d'A3 op zweemol dräi Spuren ze verbreederen, esou wéi de Minister Bausch dat am Oktober 2014 am Kader vu senge prioritäre Projeten annoncéiert huet. Wann ech gelift, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'environ 90.000 véhicules par jour fréquentent les autoroutes A6 et A3;

- que l'on s'attend à une augmentation annuelle du trafic de 5 à 7%;

- que le projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «transports», tel que présenté par le Gouvernement en mai 2014, prévoit la mise à 2x3 voies de la section Aire de Berchem - Croix de Gasperich de la A3 ainsi que la sécurisation/optimisation de la Croix de Cessange et de l'échangeur Helfenterbrück sur la A6;

- que la mise à 2x3 voies de la A3 figure parmi les objectifs prioritaires des investissements pluriannuels, présentés par Monsieur le Ministre du Développement durable en date du 23 octobre 2014;

invite le Gouvernement

- à réaliser les travaux d'élargissement à 2x3 voies de l'autoroute A3 le plus rapidement possible.

(s.) Aly Kaes, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Michel Wolter, Laurent Zeimet.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Voilà, zum Schluss insistéieren ech awer nach eng Kéier drop, datt d'nächst Joer de Minister sech soll dach awer wann ech gelift un d'Délaie vun der Prozedur halen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wéilt ech der Rapportrice, der Josée Lorsché, villmools Merci soe fir den exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Als LSAP sti mir natierlech all de genannte Projete favorabel géigeniwwer, déi all eng Verbesserung vun den Infrastrukture mat sech bréngen. Ech fannen et och net schlëmm, dass d'Regierung sech hei e bëssen Zäit geholl huet an net blannemännches alles iwwerholl huet, mä sech hir eege Gedanke gemaach huet an och hir eege Prioritéiten hei wollt setzen. Sechs Woche méi spéit duerfir an d'Chamber ze kommen, ass do fir mech ganz akzeptabel.

Ganz allgemeng wëll ech zu deene 15 Projeten, déi hei zur Diskussioun stinn, soen, dass si gutt ënnersträichen - och wann de Besoin, fir dës Projeten ze realiséieren, schonn deelweis vun der viregter Regierung ugeduecht gouf -, dass dës Regierung gewëllt ass, d'Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen a souguer mat enger Steigerung vun 10% pro Joer nach auszebauen. Domadder gëtt déi fragil Croissance, déi mir aktuell ëmmer nach hunn, ënnerstëtzt. Dëst ass ganz wichteg fir eis Betriber, fir eis Wirtschaft an domadder fir eis alleguer.

Ëffentlech Investitiounen - an dësem Débat schwätze mer vun e puer Honnert Milliounen Euro, de genaue Montant ass nach net gewosst, well verschidde Projeten nach net chiffréiert sinn - suerge kuerzfristeg fir wichteg Opträg fir vill Betriber am Land, sécheren also Aarbechtsplazen a schafen an dësem Fall duerch besser Infrastrukturen an awer och an anere Fäll, zum Beispill am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun, nohalteg Zukunftsperspektiven. Laangfristeg schliisslech féiert esou eng Politik vun héijen ëffentlechen Investitiounen och zu zousätzleche privaten Investitiounen.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass d'Gemengen hei niewent dem Stat e ganz wichtegen Akteur sinn an dass eng Abberzuel vu PMEen an domat ganz vill Leit, déi hei hire Liewensënnerhalt bezéien, duerch dës Opträg liewe kënnen. Och weist d'Regierung mat dëse Projeten, dass si Prioritéiten a bestëmmte Beräicher, also politesch Akzenter, setze wëllt an och setzt. Prioritéiten, deene sech d'LSAP hei absolut uschléisse kann.

Esou weist d'Regierung duerch d'Projeten am Beräich vun de Schoulgebaier, dass d'Aus- an d'Weiderbildung en zentrale Pilier vun hirer Politik ass an an den Ae vun der LSAP och muss sinn.

Esou soll zu Bouneweg hannert dem aktuelle Lycée technique e ganz neit Gebai fir den LTB entstoen an, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet, mat ville Klassesäll, Atelieren a Spezialsäll, dat fir ronn 2.000 Schüler, wou déi kënnen adequat enseignéiert ginn.

Dat aktuellt Gebai vum Bouneweger Lycée sengersäits soll zukünfteg no der Renovatioun an der Mise en conformité vun de Säll an den Ateliere fir d'Weiderbildung genotzt ginn. Op 16.000 m² kritt hei de Centre national de Formation professionnelle continue, den CNFPC, no Ettelbréck an Esch eng drëtt Antenn am Zentrum. D'Erfollegstory vum CNFPC kann also hei weidergefouert ginn.

Awer och d'Infrastrukturen am sanitären a soziale Beräich kommen net ze kuerz. Der demografescher Entwécklung gëtt Rechnung gedroen - eng Entscheedung, déi mir begréissen -, andeems zu Käerjeng e CIPA, e Centre intégré pour personnes âgées, mat 140 Better a moderne Servicer gebaut gëtt. An dëse Strukture kënnen d'Pensionnairë bis zu hirem Liewensenn betreit ginn an d'Famillje kënnen hei op kompetent Mathëllef a ganz schwierege Liewenssituatiounen zréckgräifen.

Zwar mussen an dësem Zesummenhang nach e puer Punkten am Plan sectoriel a mat der Verkéiersubannung geklärt ginn. Déi néideg Demarchë sinn awer schonn entaméiert. Och ass et wichteg, dass, wann opgrond vun enger Reform vun der Fleegeversécherung zukünfteg nei Betreiungs- a Fleegekonzepter en place gesat ginn, dësen neie CIPA net a Fro gestallt ass.

Positiv ervirhiewe muss een och d'Entscheedung, de Centre de refugiés Héliar an der Weilerbaach komplett ze renovéieren an energetesch ze sanéieren. Dass dëse Projet net vu Muttwëll ass an dass d'Wunnbedéngungen hei zum Deel onwürdeg sinn, dovu ka jiddweree sech iwwerzeegen, deen eng Kéier an der Weilerbaach passéiert ass. Op dës Manéier wäerten zukünfteg Fraen, Männer an awer och virun allem Kanner, déi schonn enorm vill Leed erlieft hunn an dowéinst hir Heemecht hu misse verloossen, an akzeptabele Gebailechkeete kënnen ënnerbruecht ginn.

Dréngend noutwendeg, wann och an engem anere Kontext, sinn déi dräi Projete vum Fonds d'investissements publics administratifs. Mat engem Projet soll d'Kasär Grand-Duc Jean um Härebierg fir e Käschtepunkt vu 95 Milliounen Euro réaménagéiert an ausgebaut ginn.

Heibäi handelt et sech ëm déi drëtt vun insgesamt fënnef Etappe fir d'Rehabilitatioun vun alle Militärinfrastrukturen um Härebierg a si betrëfft de Réaménagement an d'Sanéierung vun allen existéierende Gebaier an de Bau vun enger neier Sportsinfrastruktur. D'energetesch Sanéierung vun dëse Gebaier ass, wéi scho vu menge Virriedner ënnerstrach, Deel vun enger europäescher Direktiv, déi 2012 ugeholl gouf a virgesäit, fir bis 2020 den Energieverbrauch ëm 20% ze reduzéieren, dass all Joer 3% vun de staatlechen Immobilieflächen renovéiert ginn.

An hei wéilt ech eng Klammer opmaachen: Vill vun de Gebaier an Haiser hei am Land an awer och am Ausland ginn energetesch sanéiert un de Fassaden, andeems Polystyrol, oder besser bekannt Styropor, opgepecht gëtt an esou fir d'Wärmedämmung suerge soll. Dëst Material ass awer am Brandschutz net onëmstridden an ass bei Sanéierungen e richtege Problem beim Recycling. Et misst ee sech hei eeschthaft Gedanke maachen, fir Alternativen hei virzezéien, déi deeselwechten Zweck, awer manner Niewewierkungen hunn, zumools wa mer vun Nohaltegkeet vun de Materialien hei schwätzen.

Bleift an dësem Kontext ervirzesträichen, dass och am Beräich vum Energieverbrauch bei ëffentleche Gebaier d'Regierung eng kloer definéiert Strategie verfollegt, an dëst zesumme mat anere Facteure wéi dem Confort vun den Utilisateuren, der elo just ugeschwater Nohaltegkeet vun de Materialien oder den Ënnerhaltskäschten, wat en zentrale Punkt bei alle Renovéierungen oder neie Konstruktiounen ass.

Ganz an dëser Linn ass e weidere Projet, deen ech aus verständleche Grënn perséinlech ganz staark begréissen, d'Renovéierung vum Suessemer Schlass. Zwar ass nach keng Entscheedung iwwert déi genau Affektatioun vun deem imposante Gebai aus dem 16. Jorhonnert geholl ginn, mä d'Raimlechkeeten, wa se bis eng Kéier renovéiert a sanéiert sinn, bidden zesumme mam grousse Park ronderëm eng ganz Rei vu Méiglechkeete fir zum Beispill kulturell oder aner Fräizäitaktivitéiten. An ech wier do och ganz frou, wa fir déi zukünfteg Notzung vun deem Gebai d'Gemeng och do géif matagebonne ginn. Et ass en absolut erhalenswäerte Patrimoine architectural national, deem een deen ugepasste Stellewäert muss ginn a woubäi een onbedéngt, ech sot et scho virdrun, och déi wonnerschéi Parkanlagen hei mat soll integréieren.

Energetesch sanéiert gi soll dann och den Hémicycle vum Kierchbierg. Dat Gebai mat engem grousse Konferenzsall fir bis zu 600 Leit, verbonne mat engem Centre de Conférences, deen ënner anerem vun dem Verwaltungsgeriicht an der neier Cour d'appel du brevet genotzt gëtt, staamt aus dem Joer 1980. Dass seng energetesch Wäerter deemno net méi den aktuelle Standarden entspriechen, läit op der Hand an d'Sanéierung vun dësem Gebai, wat awer zum Bild vun der Geschicht vum Kierchbierg derzougehéiert, ass am Sënn vun der Energiepolitik vun dëser Regierung eng Noutwendegkeet.

Last but not least wëll de Stat awer net nëmmen a gebailech Infrastrukturen investéieren, mä och an Transportinfrastrukturen. Och op dësem Punkt gi ganz kloer Prioritéiten erkennbar, nämlech d'Prioritéit, fir den ëffentlechen Transport an déi sougenannten „mobilité douce" par rapport zum Individualverkéier ze förderen.

Esou soll laanscht d'N7, déi gëschter erëm tragescherweis à la une war, hei awer tëschent Ettelbréck an Dikrech op enger Längt vu 4.500 m e sougenannten „couloir multimodal" entstoen. Dëse Couloir, deen et vereinfacht gesot soll erlaben, dass tëscht de Garë vun deenen zwou Stied den Autosverkéier, d'Bussen an d'Mobilité douce kënne parallell fonctionnéieren, ass een Deel vum Plan sectoriel «Transports» an d'Réckgrat vun der zukünfteger Urbanisatioun vum zentralen Deel vun der Nordstad. Wichteg fir eis ass zu deem Zäitpunkt hei och ze soen, dass, wéi am LSAP-Wahlprogramm gefuerdert, d'Eisebunnslinn, déilaanscht dëse multimodale Couloir leeft, erhale bleift an och weider fonctionnéiere soll.

Ee weidere Projet betrëfft de Fonds du rail. An der Rue de la Déportation entsteet bis viraussiichtlech 2019 e Gebai op enger Niddregenergiebasis, wou d'Büroe vun all den Employéen, enge ronn 370, vum Service Maintenance Infrastructure, déi momentan op sechs Gebaier verdeelt sinn, am Sënn vun enger besserer Synergie zesummegeluecht ginn. Déi Gebaier, déi domadder da fräi ginn, wäerte jee no Zoustand ofgerappt oder anerwäerteg benotzt ginn oder verlount ginn.

Besonnesch ervirhiewe soll ee bei dësem Projet, an den Aly Kaes huet et gesot, dass dat ganzt Personal bei der Konzeptioun matagebonne gouf. An esou wéi hien dat begréisst huet, begréissen ech dat natierlech ganz selbstverständlech och, an domadder d'LSAP natierlech och.

Da ginn nach mat engem weidere Projet an am Kontext vun enger entspriechender EU-Direktiv an engem Plan-cadre bei Zuchstrecke mat héijem Verkéiersopkomme Moossname géint de Kaméidi ergraff. Dat heescht am Kloertext, et gëtt e Lärmschutz opgeriicht géint de Kaméidi, deen d'Leit ganz vill krank maache kann, deen net ze ënnerschätzen ass. An duerfir ass dës Moossnam och nëmmen ze begréissen.

An enger éischter Phas soll dat op der Linn Lëtzebuerg-Beetebuerg-Esch geschéien, wou all Joer méi wéi 60.000 Zich passéieren, ier dann an enger zweeter Phas déi Strecke mat méi wéi 30.000 Mouvementer un d'Rei kommen. Eng Kartografie ass hei vun der Administration de l'Environnement amgaangen opgestallt ze ginn.

Ënnersträiche muss een hei awer och, dass och schonn zousätzlech Moossname géint de Kaméidi ergraff goufen, déi iwwert de sougenannten „plan-cadre" erausginn, esou zum Beispill am Kader vum Ausbau vun der Zweegleisegkeet vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg, an och vun Hamm op Sandweiler.

Last but not least wëllt d'Regierung, wat mir begréissen, op der Stater Gare an op diversen Zuchlinne verschidden Equipementer a Streckenofschnëtter nei maachen an och moderniséieren, an dat Ganzt mat engem Gesamtkäschtepunkt vu 75,5 Milliounen Euro.

Här President, als LSAP wëlle mer d'Regierung an hiren Infrastrukturprojete fir déi nächst Joren ënnerstëtzen. D'Investitioune sollen op eng intelligent well zilgeriicht Aart a Weis op engem héijen Niveau gehale ginn, fir domadder eis Ekonomie ze ënnerstëtzen an hir op dës Manéier och eng gewëss Previsibilitéit ze ginn. Selbstverständlech sollen eis Infrastrukturen duerch déi Projeten natierlech dann och besser ginn.

Aus dëse Grënn ënnerstëtze mir och déi virgeluechte Motioun, an ech soen lech elo Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Georges Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Débat vun haut muss een natierlech och vill méi an de budgetäre Kontext setzen, wéi dat fréier de Fall war, wa mer iwwer grouss Infrastrukturprojeten diskutéiert hunn. Et gëtt jo nach ëmmer Leit hei am Land, déi mengen, déi finanziell Situatioun wier ganz gutt. Ech mengen, entretemps huet een, dee sech e bësselche mat eisem Budget ofginn huet, jo awer erausfonnt, datt dat leider net méi de Fall ass!

Ech erënnere mech nach drun, wéi mer hei virun zéng, zwielef Joer Débate gefouert hunn iwwert d'Affektatioun vu Plus-valuen, a wéi eng Fongen datt déi sollen affektéiert ginn. Déi Débate gehéiere leider der Vergaangenheet un. An ech fäerten, dat wäert och an noer Zukunft net méi de Fall sinn, datt mer esou Diskussioune kënne féieren. Leider, muss ee soen! Haut hu mer eng ganz aner Situatioun. An dann ass et ganz kloer, datt een aus deem Bléckwénkel gekuckt natierlech muss verstäerkt Prioritéite setzen, wat d'Investissementer an Zukunft ubelaangt.

Wann een déi Lëscht vun haut méi genee analyséiert, da gesäit een allerdéngs, datt et eng ganz Rei Projete sinn, déi a wesentlech Beräicher vun der Politik eragräifen. Ech denken do un d'Bildung, ech denken un d'sozial Ariichtungen, den Transport, awer och Mesuren, fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze verbesseren.

Wou een eiser Meenung no de Routstëft net däerf ze vill staark usetzen, dat ass mat Sécherheet och um Niveau vun der Sécherheetspolitik an och vun der Politik vun der Force publique. A wa mer bei deem Sujet sinn, dann denkt een natierlech och direkt un de Réaménagement, Assainissement vun der Kasär um Kierchbierg, zu Dikrech, pardon, datt do natierlech...

(Interruptions et hilarité)

...Härebierg, um Härebierg zu Dikrech! Datt do natierlech och eng Rei Nohuelbedarfer bestinn, ass ganz evident. An een, dee schonn eng Kéier an der rezenter Vergaangenheet douewe war, dee weess, datt mer do musse ganz vill nach investéieren, well een ëmmer d'Gefill huet, wann een duerch déi Gebailechkeete geet, datt een an d'fofzeger Joren zréckversat ass. Effektiv, déizäit gouf jo den Härebierg fir dausend Leit do gebaut.

Déi zwou éischt Renovatiounsphasen, déi hu jo schonn den Aval hei vun der Chamber fonnt. Am Joer 2002 war jo och e Bureau d'études dermat beoptragt ginn, fir en Audit ze maachen, wéi u sech déi zukünfteg Besoine vun der Arméi sollen ausgesinn. 2006 war dunn e Programm a fënnef Etappe festgeluecht ginn.

Mir hu jo hei zu Lëtzebuerg de Wee ageschloen, fir u sech eng Arméi ze hunn, eng Arméi opzebauen, déi wichteg Bäiträg soll zu den europäeschen an atlantesche Sécherheetsstrukture leeschten. Wa mer iwwert d'Renovatioun vun den Infrastrukture vun den Arméisgebaier um Härebierg schwätzen, da muss een natierlech awer och sech Gedanke maachen: Wéi soll d'Arméi an Zukunft ausgesinn? Et huet jo kee Wäert, datt een elo enorm Zommen an d'Renovatioun investéiert, wann een net och gläichzäiteg awer Virstellungen huet, wéi déi Arméi vu muer soll ausgesinn.

Mir sinn eis och alleguer bewosst a mir wëssen dat, datt natierlech d'Attraktivitéit vun der Arméi virun allem bei deene Jonken net méi dee Stellewäert huet, wéi dat emol vläicht fréier de Fall war. Dofir ass et och gutt, datt sech Gedanke gemaach ginn: Wéi kënne mer déi Arméi nach méi attraktiv maachen? An den zoustännege Minister huet jo an deene leschten Deeg déi eng oder déi aner Pist opgezeechent, wéi am Fong geholl och nach kënnen nei Perspektive fir jonk Leit geschafe ginn, déi sech an d'Arméi mellen. Ënner anerem huet en dervu geschwat, datt zum Beispill Huissieren an de Statsverwaltungen och kéinten aus der Arméi rekrutéiert ginn.

Déi nei Sportsinfrastrukturen, déi jo elo virgesi sinn, déi solle jo och nach fir aner Besoine genotzt ginn, ënner anerem fir Schoulen aus deem Raum oder och fir Federatiounen. Mir fannen dat u sech eng ganz gutt Iddi, fir eben och déi Synergie do hierzestellen. Wat fir eis als DP awer wichteg ass: datt e gewëssen akzeleréierte Rhythmus elo an déi Aarbechten erakënnt an datt och de Betrib vun der Arméi u sech net dorënner leit, wann elo déi Aarbechten do gemaach ginn.

Ech wëll an deem Kontext och op de Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei hiweise vun 2013, wou mer geschriwwen haten: „Die DP will eine ganze Reihe von Infrastrukturen der Armee in Stand setzen, die definitiv nicht mehr den nötigen Standards entsprechen (Krankenstation, Kantine...)."

Et schéngt eis och evident ze sinn, datt de Stat Respekt weist vis-à-vis vu Gebaier, déi eng héich architektonesch Substanz hunn, Gebaier, déi och Zeie vun der Vergaangenheet sinn, an da si mer och ganz séier bei dem Schlass vu Suessem. E ganz wesentlecht, flott, interessant Schlass aus dem 16. Jorhonnert, wéi jo och schonn hei gesot ginn ass, a wat duerch den Arrêté ministériel vum 8. Mäerz 1971 op d'Lëscht vun de klasséierte Monumenter gesat ginn ass.

Elo ass jo de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe do ënnerbruecht. Esou luewenswäert dat natierlech och ass, et kann een awer roueg hei ënnersträichen, datt dat Schlass nach vill méi Substanz hiergëtt, och nach fir vill aner Aktivitéiten. An ech géif soen, et ass net nëmmen eng Revaloriséierung fir d'Gemeng Suessem, där een dat ganz gär vergonnt, mä et ass eng Revaloriséierung och fir de Süden u sech, fir dat flott Schlass do ze restauréieren an em e Kader ze ginn, mam Park natierlech abegraff, wou ee ka wierklech flott kulturell Initiativen an Organisatiounen an Zukunft maachen. A wann ech op dee leschte Weekend zréckkucken, wou jo dann déi flott Initiativ vum „Wanterfeeling" zu Suessem ronderëm d'Schlass war, da gesäit ee jo och do, wat dat awer ausmécht, wann een esou e Kader kann zur Verfügung stellen.

Am Fonds d'investissements publics administratifs ass jo dann och nach en drëtte Projet virgesinn, dat ass den Assainissement vum Hémicycle um Kierchbierg. Dee baséiert jo um Gesetz vum 8. Dezember 1978. Deemools war dee jo gebaut ginn, fir u sech 410 Europadeputéiert do opzehuelen. An an deem Kontext wäerte sech nach eng Rei Leit heibannen och un déi grouss Diskussiounen erënneren, déi deemools ëm de Projet „Kueb" gefouert goufen.

Déi geplangt Renovatioun vun elo, déi jo mat plus ou moins 12 Millioune veranschlagt gëtt, fënnt eis Ënnerstëtzung, well engersäits muss de Stat natierlech och mam gudde Beispill virgoen, fir vum energetesche Standpunkt hier awer och seng Gebaier esou an d'Rei ze setzen, datt nëmmen e Minimum un Energie verbraucht gëtt. Op där anerer Säit däerf een awer och net vergiessen, datt mer duerch esou Projeten awer och eng flott modern Infrastruktur schafen, fir de Kongresstourismus hei zu Lëtzebuerg nach ze förderen. Do läit nach vill Poten-

zial an et ass also gutt, datt mer déi Infrastruktur an deem Sënn och wäerte schafen.

Interessant ass dann och am Rapport vun der Madame Lorsché, där ech dann och Merci wëll soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, datt se deem energeteschen Aspekt eng gewësse Bedeitung ginn huet. Ech mengen, et ass ganz wichteg, datt mer an Zukunft bei all Bau, dee geplangt gëtt, vu vireran natierlech versichen, och e Maximum un Efforten ze maachen, fir datt nëmmen e Minimum un Energie do gebraucht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo en oppent Geheimnis, datt d'Demokratesch Partei besonnesch den Akzent vun hirer Politik op d'Bildung setzt. Wann ee Bildung seet, denkt een natierlech net nëmmen u Lerninhalter, mä et denkt een natierlech och un Infrastrukturen. Mir brauchen och dofir gutt modern, adequat ugepasste Gebailechkeeten. Dofir ass et och fir eis ganz interessant, datt an deenen nächste Joren de Bau vun enger Rei vu Schoulgebaier nach virgesinn ass.

Op der Lëscht vun haut steet jo dann och den Neibau vum Lycée technique zu Bouneweg. Zënter 1994 goufen a siwe sukzessive Phase provisoresch Infrastrukturen, kann ee soen, geschafen. D'Zuel vun de Schüler ass vum Schouljoer 1989-1990 vun 987 op 2.047 am Schouljoer 2014-2015 eropgaangen. Haut kann ee soen, datt dräi Véirel vun de Schüler a sougenanntenen „structures pavillonnaires" ënnerriicht ginn, wat et dem Lycée jiddefalls de Moment net erlaabt, säin innovatiivt pädagogescht Konzept a senger Gesamtheet emzesetzen.

Et gëtt och de Moment eng Rei Defiziter an dem bestehende Gebai, sief dat d'Restauratioun, sief dat d'Bibliothéik oder siefen dat parascolaire Aktivitéiten. D'Ateliere fir d'Formatioun am gastronomesche Secteur entsprieche jiddefalls och scho laang net méi den internationale Sécherheetsnormen HACCP. An och well d'Zuel vun den Élèven an de Sektiounen „technique générale" an och „paramédicale et sociale" sech an deene leschte Jore verduebelt huet, huet dat natierlech och mat sech bruecht, datt et zu enger Pénurie un adequate Schoulsäll komm ass.

Den 11. November 2009 war och hei op dëser Plaz jo décidéiert ginn, fir en Ausbau vum Lycée technique vu Bouneweg virzehuelen, dat mat engem Devis vun 105 Milliounen. Et war awer dunn am Joer 2013, wéi de Conseil de Gouvernement jo d'Décisioun geholl huet, fir e ganz neit Gebai ze bauen. Elo sinn, wéi gesot, dann déi Pläng nach net direkt sprochräif. Mä d'Iddi ass jo, fir en neit Gebai ze bauen, fir dann och 2.000 Schüler do opzehuelen.

Et ass och scho virdrun hei gesot ginn, de Lycée technique vu Bouneweg, deen investéiert jo och ganz vill a Schüler, déi an enger Sportsfederatioun selektionéiert sinn. Et sinn de Moment plus ou moins 30 där Schüler. An de Bau vun enger neier Piscine an och vun neie Sportsinfrastrukture mat véier verschiddenen Unitéite kann u sech dann och zousätzlech nach d'Kooperatioun mam Sportslycée nëmme verbesseren.

D'Haaptgebai - an och dat si mer iwwert de Wee jo da vun dem Rapport hei gewuer ginn - soll jo dann an e Centre de formation professionnelle continue ëmgewandelt ginn. Ech mengen, déi Struktur stellt u sech kee méi a Fro, well jo eng ganz grouss Demande souwuel vun der Ekonomie, vum Handel oder och vun dem Handwierk do ass, fir Leit eben ëmzeschoulen oder fir ebe Recyclageprogrammer unzebidden. Dofir ass et evident, datt natierlech och dee Projet eis Ënnerstëtzung fënnt.

Dat Eenzegt, wat ee kann hoffen, ass, datt et elo net méi esou laang dauert wéi bei deem éischte Projet vum CNFPC, well do war schonn 1983 ugefaange ginn ze plangen. Urspréng-lech sollt dat jo zu Bartreng aménagéiert ginn. Schliisslech gouf sech dunn am Juli 1991 fir de Site Esch décidéiert, mä d'Gesetz gouf eréischt 1993 gestëmmt. Wéi gesot, nach eng Kéier: an der Hoffnung, datt dat dës Kéier net wäert esou laang daueren!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een e bëssen d'Statistik vun der Entwécklung vun eiser Populatioun analyséiert, da mierkt ee jo ganz séier, datt mer - an dat ass zwar e positiven Aspekt - jo u sech ëmmer méi al ginn. Op den 1. Januar 2014 hate mer hei zu Lëtzebuerg 9.650 Leit, déi méi al wéi 85 Joer waren. 2001 waren dat der awer eréischt 6.203. Do gesäit een also, datt permanent u sech d'Alterspyramid sech wäert änneren. Dat brénGt natierlech och mat sech, datt d'Demande, fir nei CIPAen ze bauen, och ëmmer méi grouss gëtt. Dowéinst ass dann och ze begréissen, datt eben elo zu Bascharage virgesinn ass - Käerjeng -, och en neien CIPA do ze baue vun 140 Better.

Bon, op dee pikanten Detail, wat de Plan sectoriel «Paysages» ubelaangt, ginn ech elo net weider an. Ech mengen, déi lescht Deeg respektiv déi zukünfteg Deeg wäerte jo dann eng nei Diskussioun iwwert d'Plan-sectorielle bréngen, wou vläicht dann och dee Punkt do kann dee Moment geännert ginn. Wann dann dee CIPA do zu Käerjeng eng Kéier realiséiert gëtt, brénGt dat natierlech och nei Perspektive fir d'Altersheem zu Nidderkuer mat sech.

Deen 1910 vum Paschtouer an Naturheeler Nicolas Neuens gegrënnten Institut Héliar an der Weilerbaach, deen huet jo och schonn eng ganz laang Geschicht hanneru sech, mat enger ganzer Rei Attributiounen. Datt dat Gebai muss sanéiert ginn, iwwerrascht mat Sécherheet net.

Et ass och net nëmmen den energeteschen Aspekt, deen een hei an där Diskussioun soll ënnersträichen, mä ech mengen, et ass och e gewëssen humanitären Aspekt, deen een net däerf vergiessen, well mer jo awer och als Lëtzebuerg d'Décisioun geholl hunn, déi richteg Décisioun geholl hunn, och an Zukunft wëlle Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg opzehuelen. An ech mengen, dann ass et och evident, datt mer deene Leit och sollen e beschtméigleche Kader zur Verfügung stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Projet ass dann am Fonds des routes virgesinn, an zwar de Couloir multimodal zwëschen Ettelbréck an Dikrech op der N7. Déi Strooss, déi gëtt jo regelméisseg Ulass zu Diskussiounen, an et huet jo virdru schonn e Virriedner drop higewisen, ech mengen, op deen extrem trageschen Accident och vu gëschter, wou erëm eng Kéier déi Diskussioun iwwert d'N7 eng nei Bedeitung kritt, op déi ech awer elo net hei wëll agoen. Meng Kolleegen Edy Mertens an André Bauler si vill méi kompetent a wäerten och zu spéiderer Zäit eng Kéier do déi Problematik méi am Detail hei beliichten.

Haut hu mer allerdéngs och e wichtegen Aspekt, dat ass, wéi gesot, zwëschen Ettelbréck an Dikrech, wou dann eben elo virun allem fir den éffentlechen Transport zousätzlech Moossname geholl ginn, wat och richteg ass, fir eben do dann och dee Flux nach besser kënnen dee Moment ze organiséieren.

Ech wëll an deem Kontext awer och nach op eng majoritär Décisioun hei hiweise vun deene Gemengen aus der Nordstad, déi sech jo emol eng Kéier derfir ausgeschwat haten, fir den Zuch u sech duerch e Genre Tram ze ersetzen, duerch en „Mettis" ze ersetzen, fir en dann emol esou ze nennen. Déi Diskussioun wäert natierlech och weidergefouert ginn, wat d'Zukunft och vun der Zuchstreck ass. De Moment ass jo emol kloer déi politesch Ausso gemaach ginn, wat jo och am Rapport esou festgehale ginn ass, datt d'Zuchstreck u sech net soll de Moment iergendwéi ugepaakt ginn.

Wesentlech Investissementer si mer dann awer och iwwert de Fonds du rail elo gewuer ginn, wou dann och an noer Zukunft respektiv a mëttelfristeger Zukunft sollen eng Rei wichteg Investissementer gemaach ginn, ouni elo wëllen hei och an den Detail ze goen. Ech mengen, wat awer ganz interessant ass, dat ass dat neit Maintenance-Gebai zu Hollerech. Déi 370 Mataarbechter, déi jo de Moment op dräi verschidde Sitë verdeelt sinn, kënnen dann an Zukunft, wéi gesot, regruppéiert ginn op engem eenzege Site. A wat och hei interessant ass: datt awer och d'Personal, wéi dat sech awer dann och gehéiert, fréizäiteg mat an den Entwécklungsprozess integréiert ginn ass.

Een Detail, deen awer net onwichteg ass, dat ass d'Schafe vu Parkingen. An d'Parkinge sollen hei prioritär a richtegerweis och geschafe gi fir d'Voitures de service an net onbedéngt fir déi Leit, déi do schaffen. Ëmsou méi, well et jo och Leit sinn, déi op der Eisebunn schaffen. Ech mengen, dann hu se jo och eng Méiglechkeet, fir bequem a gutt op d'Aarbechtsplaz ze kommen.

Wann dee Projet bis eng Kéier ëmgesat ginn ass, da gëtt natierlech och de Bâtiment voyageurs zu Beetebuerg deelweis fräi. Och do sollt ee sech also elo scho Gedanke maachen, wéi esou eng zukünfteg Affektatioun kann ausgesinn. D'Fro, déi an de Raum gestallt gouf: Firwat net och emol esou ee Gebai fir kulturell Zwecker an Zukunft dann notzen?

De Kaméidi ass ouni Zweifel e lästege Facteur an eisem dagdeegleche Liewensoflaf. Mir wëssen, datt dat natierlech eis alleguerte ganz vill Kappzerbrieches mécht, besonnesch deene Leit, déi laanscht d'Haaptachse wunnen. Leit, déi laanscht d'Autobunn wunnen oder och déi, déi laanscht eng Zuchstreck wunnen, déi staark befuer ass, wëssen dovunner e Liddchen ze päifen.

Dowéinst ass et awer interessant, datt elo och hei ënnert deene sëlleche Projeten, déi virgesi sinn, awer och Moossname geholl ginn duerch de Bau vun Écrans antibruit laanscht déi meeschtbefueren Zuchstrecken. An datt dat natierlech d'Zuchstreck Stad-Beetebuerg-Schëffleng-Esch ass, ass evident. Ech mengen, do verkéieren déi meescht Zich, siefen dat Persounenzich, siefen dat Wuerentransportzich. Dofir ass et och interessant a wichteg, datt prioritär do investéiert gëtt.

Ech denke virun allem och zum Beispill u Schëffleng, ech denken un Esch oder och Beetebuerg, do, wou jo awer d'Zich praktesch duerch d'Uertschaft fueren. De Moment ass jo en Écran antibruit amgaange realiséiert ze ginn zu Näerzeng. An do schénge jo awer och scho relativ positiv Aspekter erkennbar ze sinn, datt eben elo do deen Écran antibruit gebaut gëtt.

Ech wëll net zousätzlech nach op déi aner Punkten agoen, déi jo och am Fonds du rail opgelëscht sinn. Ech mengen, dat sinn awer wichteg, wesentlech Aarbechten, déi och an deenen nächste Jore virgesi sinn.

Wéi gesot, ënnert dem Strëch kann ech den Accord vun der Demokratescher Partei brénge fir all déi Projeten, déi elo hei opgelëscht sinn. Et si wichteg Projeten, et si Projeten, déi d'Zukunft vun dësem Land u sech wäerten och positiv beaflossen. Dofir ass et evident, datt mir och iwwert de Wee vun där Motioun natierlech hannert deenen Iddien, déi d'Regierung wëllt an deenen nächste Jore realiséieren, stinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci soe fir souwuel de schréftleche wéi de mëndleche Rapport. Si huet jo an hirem Rapport drop higewisen, dass dat hei eng Prozedur ass, déi jo och scho vun deene viregte Regierungen an d'Wee geleet ginn ass, an dass et a sech och wichteg ass, hei eng Kéier iwwert déi gréisser Projeten ze schwätzen.

Dräi Kategorië sinn hei opgewise ginn. Et sinn engersäits déi administrativ Gebaier, d'Sanéierung wéi den Neibau, an et ass eng Kéier de Fonds des routes an et ass de Fonds du rail.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Rapportrice, awer och meng Virriedner hunn a sech d'Projeten all scho beliicht an hire Facetten, dofir wëll ech éischter méi op dräi prinzipiell Froen agoen, oder Iwwerleeungen:

Bon, dat ass éischtens d'Sanéierung natierlech, d'Energieeffizienz. Do kommen ech jo net derlaanscht, e puer Wierder ze soen.

Dat Zweet ass, en héijen Investitiounsvolume bäibehalen. Ech mengen, et ass virdrun och scho vun engem Virriedner gesot ginn, dass et an dëser Zäit vu Kris wichteg ass, den Investitiounsvolumen héich ze halen, fir eben Aarbechtsplazen hei am Land ze schafen a bäizebehalen.

An drëttens, dat ass a sech dat, wat ëmmer elo erwähnt ginn ass, bei deem drëtte Projet, beim Kaméidi, dat ass, wéi ee plangt: net déi „End-of-Pipe-Mentalitéit" e bëssen... Wann een e Schallschutz muss maachen, heescht dat jo, dass Kaméidi entsteet. An da soll ee sech bei Projeten a sech och ëmmer am Virfeld besser drop virbereeden. Ech kommen awer méi spéit dorop zréck.

Dat Éischt, wou ech mech e bësse wéilt dann driwwer ausloossen, sinn déi Energiesanéierungsmoossname vun eisen ëffentleche Gebaier. Hei an dëser Motioun sinn der elo véier ernimmt. Dat ass d'Kasär zu Dikrech, dat ass d'Schlass zu Suessem, dat ass den Hémicycle um Kierchbierg an et ass de wuel néidegen Assainissement vun der Weilerbaach, wou mer all scho laang drop waarden.

Wien Energiesanéierung seet, seet natierlech Energieeffizienz. A wann een Energieeffizienz seet, seet een a sech: manner Energie. Manner Energie, déi mer haaptsächlech importéiere mussen. A wa mer manner Energie mussen importéieren, déi hei verbraucht gëtt, hu mer natierlech och manner CO_2. Also hu mer do eng Win-win-Situatioun, wa mer engersäits Sue manner ausginn, respektiv och CO_2 ausginn (veuillez lire: CO_2 manner ausstoussen). Dat ass klassesch. An der Energiewirtschaft seet een: Wat een net verbraucht, brauch een net hierzestellen. Dat ass dee sougenannten „Negawatt-Prinzip". Dat heescht, dat ass ganz wichteg.

De Moien hu mer nach an der Ëmweltkommissioun driwwer debattéiert, iwwert déi gréisser Erausfuerderungen, déi virun der Dier stinn. Dat ass engersäits déi Kyoto-Ratifizéierung, déi elo de Moien nach gesot ginn ass a wou d'nächst Woch de Rapport ugeholl gëtt. Da wäerte mer deen och an der nächster Chamberssessioun unhuelen, wou et a sech drëms geet, méi effizient mat der Energie ëmzegoen an déi Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen, och richteg unzegoen.

Well déi Erausfuerderunge fir Lëtzebuerg sinn enorm! Net nëmmen, dass mer e ganz héijen Energieverbrauch hunn, mä mir wäerten am Fokus stoen: Dir wësst alleguerten, d'nächst Joer steet de Kyoto-Vertrag nach eng Kéier an der Diskussioun an d'nächst Joer huet Lëtzebuerg d'Présidence. An an der zweeter Halschent vum Joer wäert d'Ëmweltministesch zu Paräis mussen do an de Match goen, fir den zukünftegen Energieverbrauch besser an de Gréff ze kréien.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer heiheem eis Hausaufgabe maachen. Hausaufgaben, déi mer natierlech éischter bei den éffentleche Gebaier musse maachen, well mir mussen de Wee virweisen. Mir musse weisen, dass et méiglech ass, well soss kréie mer eis Bierger a Biergerinnen net mat an d'Boot.

Dofir ass et och ganz wichteg, dass dës Regierung e Forcing an deem Beräich mécht an insbesondere vill Gebaier elo wëllt ugoen, an net nëmmen „egal wéi" déi Gebaier wëllt ugoen. An ech wëll do op e ganz interessante Rapport hiweisen, deen de 17. - ech hat den Datum opgeschriwwen: 17. September, mengen ech -, an der Chamberskommissioun presentéiert gouf, wou eben d'Stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine de l'État virgestallt gouf: wéi de Prinzip ass, wéi mer eis uleeën. An ech mengen, dat ass e ganz wichtegen an och richtege Projet!

Mä d'Regierung ass net eleng do gefuerdert, mä och d'Gemengen. Ech mengen, vill Gemenge sinn amgaangen, hire Pacte climat ze maachen. An do kann een och emol eng Kéier eng Lanz fir déi viregt Regierung briechen: Effektiv, de Pacte climat, wann ee gesäit, wat an de Gemengen do alles vir sech geet, dat ass ganz positiv. An deem Beräich ass eng ganz gutt Zesummenaarbecht ze gesinn an et gëtt Vorzeige-Projeten, déi een do ka weisen.

Virdrun huet den Här Engel, mengen ech, driwwer geschwat, dass et och drëms geet, net egal wéi ze sanéieren. Dat ass och e ganz wichtege Kritär. An net méi spéit wéi de Moien - och an där Kommissioun, an dofir kënnt dat gutt -, huet de Wolzer Buergermeeschter gesot, dass zu Wolz elo e Projet realiséiert gëtt mat enger Rei - aacht oder zéng - Haiser, wou gekuckt gëtt, e Maximum u recycléierbarem Material kënnen anzesetzen, esou dass no där Realiséierung praktesch déi Materialien erëm kënne verwäert ginn.

Dat heescht, et ass fir eis net nëmme wichteg, d'Sanéierung ze maachen, awer och, wéi mer d'Sanéierung maachen. An dat ass e ganz flotte Projet an ech freeë mech, dee Projet selwer eng Kéier kucken ze goen an och vläicht Nachahmer dozou ze kréien.

En zweete Volet, deen ech wollt uschwätzen - och do ass deen een oder deen anere Virriedner schonn drop zréckkomm -, dat ass, fir den héijen Investitiounsvolume bäizebehalen. An hei wollt ech dee Volet eraushuelen, deen och hei am Projet dran ass, dat ass alles, wat ëm Ettelbréck, Dikrech, wat an der Nordstad alles do passéiert. Et ass net näischt, wat do investéiert gëtt! Vläicht kann den Här Bausch duerno nach eng Kéier drop zréckkommen, well virdrun och den Här Kaes mat anere Projete schonn drop zréckkomm ass.

Et ass éischtens dee multimodale Projet, oder déi Strooss, oder net déi Strooss, mä dee Bewegungsraum, Mobilitéitsraum tëschent Ettelbréck an Dikrech, wou net nëmmen op eng Mobilitéit gesat gëtt, mä méiglechst gekuckt gëtt, vill Mobilitéitsformen unzebidden. An dat ass de Modell, wéi mer musse virgoen, fir nämlech ze weisen, wéi et geet. Well dat ass ee Schratt an déi richteg Richtung! Well do kënnt och nach - ech mengen, an zwou Woche wäerte mer hei nach iwwer e weidere Projet ofstëmmen -, nämlech hannert där multimodaler Strooss oder deem Raum kënnt eng multimodal Gare, an déi wäert zu Ettelbréck kommen, déi schliisslech e Volumen huet vun 160 Milliounen. Dat heescht, et ass net näischt, wat do investéiert gëtt.

Et ass virdrun och scho gesot ginn, effektiv plangt dës Regierung an deenen nächste Joren all Joer en Investitiounsvolume vu plus 10%, wat eben net näischt ass. A monetär gesinn sinn dat 2,5 Milliarden iwwer fënnef Joer. An eleng an dem schinnegebonnene Verkéier wäerten dat ongeféier 1,4 Milliarde sinn.

A Krisenzäiten, wéi gesot, ganz wichteg fir d'Erhalung vun den Aarbechtsplazen. A wa mer déi Investitioune jo hei am Land ausüben, ass et sécher, dass domadder d'Handwierk, an net nëmmen d'Handwierk, awer och virun allem d'Bauwiesen dovunner ka profitéieren. Manner Aarbechtslosegkeet heescht nämlech och man-

ner Chômageindemnitéiten, an dat kann nëmme gutt si fir eis Statskeess. An derbäi, wat ganz wichteg ass, gi mer heimadder, mat deene Projeten, déi hei beschriwwe sinn, an eng ganz zukünfteg performant Infrastrukturiwwerleeung an -entwécklung, déi fir e Land wéi Lëtzebuerg nëmme ka wichteg sinn.

E leschte Punkt wollt ech dann huelen, dat ass déi sougenannte Planung. Wa mer hei an deem Projet op der Zuchstreck zwësche Lëtzebuerg, Beetebuerg an Esch elo investéieren an de Schallschutz, wat ganz wichteg ass, wat mir als Gréng ganz kloer ënnerstëtzen, wëlle mir awer als Gréng och drop hiweisen - an ech mengen, déi jëtzeg Regierung geet an déi Richtung - , nämlech op d'Plangen, richteg plangen!

Dat heescht, am Virfeld schonn och de Kaméidi ze vermeiden! Am Virfeld vläicht de Waasserschutz optimal mat ze integréieren am Projet, am Virfeld den Naturschutz optimal mat ze integréieren! Well jee nodeem, wéi een d'Zuchstreck, d'Autobunnsstreck plangt an ausféiert, huet ee schonn eng Reduzéierung vum Kaméidi an herno brauch een dann net déi „End-of-Pipe-Mentalitéit", fir entspriechend da Schallschutzwänn ze maachen. Dat geet awer net iwwerall. An insbesondere bei Zuchstrecken ass et net ëmmer evident, fir de Kaméidi anzedämmen. Dofir ass et och ganz wichteg an eisen Aen, dass déi Liewensqualitéit do op deene Strecke kann erhéicht ginn. An dofir ass et ganz wichteg, dass do an deem Ausbau och de Schallschutz mat integréiert gëtt.

Do ginn nach weider Projete geplangt. Et ass virdrun... Vun der CSV kënnt elo d'A3 hei op den Dësch. Ech denken, dass do och eng Rei vu Moossname virgesi sinn. Awer wat virdrun och scho vun der Rapportrice gesot ginn ass, de Multimodal-Projet, Beetebuerg selwer wäert eng ganz Rei Verkéier géréieren, wäert och Sécherheetserausfuerderungen hunn an awer och Kaméidiserausfuerderungen. An ech denken, dass dës Regierung ganz genau do wäert virgoen, fir éischtens e Sécherheetsaspekt do materanzekréien, awer och bei der Vermeidung vum Kaméidi do virzegoen. Vläicht kann och do de Minister dann dat méi speziell nach eng Kéier développéieren.

An dann zum Schluss, vläicht just e perséinleche Projet, deen och hei ugeschwat gouf, dat ass de Lycée vu Bouneweg. Ech weess, ech hu laang an engem Lycée geschafft, do hu mer laang - den Arts et Métiers zum Beispill -, do hu mer iwwer zéng Joer oder zwielef Joer dru gedoktert, fir en Neibau ze kréien. Déi Kolleege Proffe vu Bouneweg sinn och scho laang amgaang, dorunner ze dokteren. Ech wënschen hinnen elo bei dësem Projet, éischtens, e flott Matschaffen - ech denken, dat ass och virgesinn -, an dass se wierklech déi Schoul weider kënnen entwéckelen! Well do si ganz wichteg Beruffer, déi ausgebilt ginn, déi ee brauch dobaussen an eiser Gesellschaft. An dofir wënschen ech hinne vun hei aus scho ganz vill Erfolleg bei der Realisatioun!

Dat wär et, do wollt ech dann näischt méi derzoufügen. An ech ginn och vun der grénger Fraktioun den „go" fir dës Motioun, fir un deenen héijen Investitioune weider kënnen ze schaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Kox, fir déi flott Interventioun. Als nächste Riedner ass ageschriwwen de Fernand Kartheiser fir den ADR. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och ufänke mat engem häerzleche Merci un d'Madame Lorsché fir hire ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. A well dat hei en Dossier ass, wou mer u sech all, och heibannen, eis eens sinn, datt dat ganz wichteg Investissementer sinn an eis Zukunft, an e gudde Fonctionnement vun eisen Infrastrukturen, wëll ech mech hei just op e puer Punkte konzentréieren, fir net erëm alles ze widderhuelen, wat scho richteg a ganz kompetent vu ville Virriedner gesot gouf.

Dat Éischt, wat ech natierlech wëll soen, sinn e puer Wuert iwwert den Härebierg. Den Härebierg, do huet den Här Graas gesot, et wär wichteg, datt mer wëssen, wéi d'Arméi an Zukunft soll ausgesinn, fir ze wëssen, wat mer investéieren. Dat ass wuel wouer, mä et ass awer och eng Saach vun engem elementare Respekt virun eisem Militär, virun eisen Zaldoten, déi sech fräiwëlleg mellen, fir dorobber ze goen, datt mer anstänneg Infrastrukturen douewen hunn um Bierg, datt dat propper ass, datt et funktionell ass. An dat ass et am Ableck ganz einfach net!

Mä wa mer déi Infrastruktur dann do renovéieren - an et ass richteg, fir dat ze maachen -, da musse mer awer kucken, datt dat och wierklech - an et ass jo och am Kader vum Effort de défense, eng vun deenen neie Prioritéite fir d'Regierung, datt mer eisen Effort de défense progressiv op 0,6% vum PIB eropschrauwen -, da muss een awer och kucken, datt een déi Suen, déi een do ausgëtt, och esou ausgëtt, datt d'Regierung recht behält, wa se seet: „Dat ass fir eis esou e Konjunkturprogramm fir den Norden." Da muss et dat och sinn!

Da musse mer kucken, wéi mer dann déi Aarbechten, déi douewe musse gemaach ginn, ausschreiwen, fir datt och d'Retombéeë wa méiglech hei am Land sinn. Dat ass jo och e bëssen d'Iddi vun der Regierung, déi mir och dann ënnerstëtzen, datt och Lëtzebuerger Handwierksbetriber esou vill wéi méiglech kënne vun deene Projeten do am Militärbudget profitéieren.

Eng zweet Saach, déi ee muss kucken, wann den Härebierg renovéiert gëtt, dat ass, datt säi Fonctionnement net a Fro gestallt gëtt déi Zäit, wou déi Aarbechte gemaach ginn. Et kann een net eng Sportshal ofrappen, ier déi nei steet!

An et muss een och oppassen - et ass jo scho richteg, wann dat geet, fir déi Infrastrukturen um Härebierg och Veräiner zur Verfügung ze stellen, Schoulen zur Verfügung ze stellen, dat ass kee falsche Gedanken -, mä et muss ee kucken, datt d'Finalitéit, d'Fonctionnalitéit vun der Kasär erhale bleift, datt d'Sécherheet vum Accès vun der Kasär net a Fro gestallt ass!

Well dat ass jo awer eng ganz wichteg Considératioun. Et ass jo net, datt eng Kasär gradesou ass, wéi iergendeen anere Lieu public: Et leie Waffen do an esou weider an esou virun. Also do si schonn eng Rei Considératiounen, déi ee muss hunn, wéi een dat ka maachen.

An dat muss een och kucken am Kader vun der Gesamtorientéierung, der Reorientéierung vun der Arméi. An do hu mer och a leschter Zäit eng ganz Rei vu verschiddene Propositioune gehéiert. Et ass zum Beispill gesot ginn, datt den État-major an der Stad - an dat ass eng Iddi, déi nach viru Kuerzem am Emlaf war - sollt eropplënneren op de Bierg, fir do d'Strukturen zesummenzeleeën.

Et gëtt awer och eng aner Iddi, déi elo a leschter Zäit vun der Regierung zirkuléiere gelooss ginn ass, dat ass, datt den État-major vun der Arméi sollt do eraplënneren, wou verschidde Servicer vum Ausseministère waren, dee sengersäits da géif an den ale Justizpalais goen, an do wär da genuch Plaz fräi.

Mä et muss ee wësse wou. Kann den Här Minister eis vläicht da soen, wou deen État-major de l'armée elo wierklech hikënnt?

An dann hänkt natierlech och den Ëmbauprogramm vun der Kasär dovunner of, well ee schlecht den État-major do kann eraushuelen, wou en elo ass, och, wann ee Loyer spuert, wann um Härebierg - sollt en dann dohi kommen - déi néideg Infrastrukturen net fäerdeg sinn.

Richteg ass och, wat schonn den Aly Kaes am Numm vun der CSV gesot huet, datt mer endlech un d'Renovatioun vum Bleesdall mussen denken. Dat ass och eng Kontributioun zum Effort de défense. An och de Munitiounsdépôt ass eng wichteg Fro. Et ass sécher gutt, wann de Munitiounsdépôt no bei enger Kasär ass, natierlech ënner alle Konditioune vu Sécherheet an esou weider, mä et muss een awer kucken, datt dat och funktional duerchduecht ass.

Da muss een och vläicht ganz kuerz e puer Wuert iwwer aner Projete soen. Den Hémicycle um Kierchbierg, dat ass och ee vun deene ganz wichtege Projeten. Et ass hei geschwat gi vum Assainissement énergétique vum Kierchbierg, also vun deem „Klenge Kueb". Dat ass een Aspekt. Mä, wat mer eigentlech brauchen, a mir gesi jo, wat...

Ech waarden eng Sekonn, bis... Merci.

Mir gesinn um Kierchbierg beim „Klenge Kueb", datt eigentlech den Assainissement énergétique net den Haaptproblem ass vun deem Gebai. Den Haaptproblem vun deem Gebai ass, datt et net funktional ass, fir Konferenzen ze organiséieren. Mir hunn deen ale Plenarsall do fir 600 Leit. Fir d'Europaparlament kënnt deen och schonn eleng aus der numerescher (veuillez lire: aus der numerescher Siicht net a Fro), vun alle politesche Considératiounen ofgesinn, mä eleng mat deene 600 Sëtzer ka keng Sessioun méi do gehale gi fir e Parlament, wat ewell 751 Memberen huet. Dat ass einfach net méi dran.

Fir Konferenzen ass et onpraktesch. Ech mengen, wann een déi Fotoe gesäit a selwer deelhëlt, weess een, wéi onpraktesch d'Infrastrukture sinn. Mä et ass natierlech eng ganz flott Plaz. Et ass eng, déi kéint valoriséiert ginn. Si ass no bei deem neie Konferenzzentrum vum Ministerrot. An et sollt een dach net nëmmen den Assainissement énergétique vun deem Gebai virhuelen, mä einfach emol e Konzept ausschaffe fir deen „Klenge Kueb".

Mir hunn eng Rei vun internationalen Institutiounen do dran, wéi de Geriichtshaff vun der EFTA, mä déi Aarbechtskonditiounen, ënnert deenen déi Leit do schaffen, sinn net optimal. An amplaz vläicht ze pléischteren, sollte mer eis awer iwwerleeën, et ass eng Ureegung vun eiser Säit, fir deem Hémicycle emol e modernt, zäitgeméisst Konzept ze ginn, fir en och besser vermaarten ze kënnen als Kongresszentrum fir grouss Konferenzen, mä awer och, fir eise Siège vun den Institutioune besser ze valoriséieren, wéi dat am Ableck de Fall ass.

Da vläicht och e Wuert iwwer Käerjeng. Do ass d'Altersheim, a wat interessant ass natierlech - an dat brauch ech net hei ze widderhuelen, mir sinn all fir dee Projet an och, fir Nidderkuer eng nei an nach eng aner Destinatioun ze ginn, wann dat da fäerdeg ass, wat zu Käerjeng geplangt ass, do ass net eise Problem! -, mä déi Tatsaach, datt de Plan sectoriel do schonn erëm muss amendéiert ginn! Datt do muss eng Ännerung gemaach ginn, weist eigentlech erëm d'Schwächt vun deem ganze Konzept, wat do hannendrusteet.

Eng Planwirtschaft, wéi dee Plan sectoriel se wëllt installéieren, kann einfach net fonctionnéieren! A mir hunn et an der Vergaangenheet ëmmer erëm gesinn, datt dee Wee, fir alles wëllen ze plangen, ze duerchdenken, vu sech aus schonn net ka fonctionnéieren. A virun allem ëmmer erëm déi Bemierkung vun eiser Säit, an ech mengen, verschidde Koalitiounsparteie missten eis do recht ginn: Ier een higeet a Plan-sectoriellen iwwerhaapt opstellt, muss ee wëssen, wat mir als ekonomesch an iwwerhaapt gesellschaftlech Zukunft fir dëst Land gär hätten.

Dofir, déi Planwirtschaft vum Plan sectoriel an déi Ereegnisser, déi mer elo an deene leschten Deeg do haten, dat ass einfach e falsche Wee! A mir mussen eis iwwerleeën, wéi mer kënne gutt plangen, a virun allem eis iwwerleeën, wou dëst Land soll higoen, ier mer dann ufänken, iwwert d'Opdeelung do nozedenken.

Vläicht nach een oder zwee Wuert iwwert d'Suessemer Schlass.

Ah, wann ech bei Käerjeng sinn, Här Minister, da wëll ech awer net vergiessen, fir ze soen, datt de Contournement vu Käerjeng fir eis awer duerchaus eng Prioritéit ass. An all déi Leit - ech weess, Dir gesitt dat vläicht anescht , mä all déi Leit, déi do an där Gemeng wunnen, déi wëssen awer, datt do enorm Verkéiersproblemer bestinn an datt et wierklech un der Zäit wär, fir fir déi ganz Géigend Dippech, Käerjeng do e Verkéierskonzept ze entwéckelen, wat awer dee Problem léist.

Dann,...

(Interruption)

Ech wollt nach... Gelift, Georges?

(Interruption)

Pardon, den Här Engel.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Madame President. Mä den Här Engel wor elo esou begeeschtert, datt ech em d'Méiglechkeet wollt ginn, vläicht och e Bäitrag ze leeschten. Mä gutt!

Dann, jo, iwwert d'Suessemer Schlass: Do hat ech virdrun och nach eng Kéier mam Här Engel geschwat, well am Suessemer Schlass, bei deem mer jo och all d'accord sinn, datt dat muss frëschgemaach ginn, datt dat derwäert ass, do wor am Park en Haus an engem aarmséilegen Zoustand, wou mer laang Zäit Demandeurs d'asile ënnerbruecht hunn. An déi sinn elo net méi do. Mä et ass awer am Zesummenhang och mat der Diskussioun, déi mer elo haut iwwert d'Weilerbaach féieren - wou mer jo och soen, datt dat muss renovéiert ginn: Aus humanitäre Grënn, ënner anerem, solle mer och kucken - allgemeng d'Regierung, dozou invitéiere mer lech och, fir dat ze maachen -, ënner wéi enge Konditiounen déi Leit iwwerall ënnerbruecht sinn - et geet jo net, ze soen, datt se verdeelt solle ginn - an ob dat funktional och ëmmer déi bescht Méiglechkeet ass.

Mir schwätzen hei bei der Weilerbaach zum Beispill vun der Scolarisatioun vun de Kanner. Mä ass et net heiansdo besser, et faasst ee méi Demandeurs d'asile zesummen, déi Kanner an engem schoulflichtegen Alter hunn, fir se besser ze scolariséieren, amplaz se ze verdeelen, d'Problemer vun der Scolarisatioun op vill Gemengen ze verdeelen, wou keng oder net vill vun deene richteg eens gi mat deenen Défien an deene Sondersituatiounen, an deenen déi Kanner sech befannen?

Ass et net besser, eng Renovatioun vun der Weilerbaach zum Beispill och ze notzen, fir am Interessi vun de Kanner vläicht méi eng global Approche an der Ënnerbréngung vun deene Leit da mat an d'A ze faassen?

Wann een esou Projete mécht, a mir sinn, wéi gesot, eis all eens, datt mer se solle maachen, mä dann ass et och ëmmer d'Geleeënheet, fir vläicht hannendrun ze froen: Maache mer dat Richtegt? Si mer um richtege Wee oder kënne mer net och funktional global eng aner Approche a verschidde vun eise Politicken erabréngen, fir besser ze sinn? Den Här Kox hat dat am Énergieberäich ënnerstrach an an anere Beräicher, mam Kaméidi an esou weider. Och eleng, wat d'Konzeptioun vun deene Projeten ugeet, kann ee sech wierklech ëmmer erëm Froe stellen.

Voilà, ech hu versprach, datt ech net allze laang sinn, well, wat zielt ass jo, datt mer eis all eens sinn, datt déi Projete wichteg sinn, an dofir ginn ech och gär den Accord vun der ADR, awer mat e puer Bemierkungen, fir och méi nozedenken, wa mer esou Projeten an d'Weeër leeden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Kartheiser, och fir Är konstruktiv Approche. Elo ass als nächste Riedner ageschriwwen den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech och gär der Rapportrice, dem Josée Lorsché, villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht bei der Presentatioun vun dësem Débat. Ech wéilt awer gär bei dëser Panoplie vu Projete spezifesch op ee Projet agoen an dat ass dann dee Moment de Lycée technique vu Bouneweg.

1984 gouf de Projet de loi 2787 gestëmmt, fir op engem Terrain vun 2,4 ha de Lycée technique de Bonnevoie ze bauen. 1989 wor d'Aweiung. Fir der steigender Demande un Aschreiwunge gerecht ze ginn, gouf am Joer 1994 deen éischte provisoresche Pavillon mat sechs Klassesäll um Schoulhaff opgeriicht. Leider muss d'Majoritéit vun de Schüler zurzäit a provisoresche Strukturen enseignéiert ginn.

Dräi Joer drop, also am Joer 1997, goufe weider véier Klassesäll bäigesat. Vun 2001 bis haut goufen a fënnef weidere Bauphasen insgesamt 42 Klassesäll a sechs Atelieren a provisoresche Pavillonen um selwechte Site ënnerbruecht: 2001 14 Säll a véier Atelieren; 2003 véier Säll; 2007 zwielef Säll; 2012 zwee Atelieren, an 2014, also dëst Joer, nach eng Kéier zwielef Säll, déi am Ganzen opgeriicht goufen.

Wann den LTB am Ufank 980 Schüler hat, esou sinn dat der haut 2.047, déi am LTB ageschriwwe sinn. Domat ass den LTB ënner anerem och dat drëttgréisst Gebai hei am ganze Land.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Doduerch gi leider schonn zanter Jore vill méi Studenten an de provisoresche Strukturen ënnerriicht wéi am Gebai selwer, dat viru 25 Joer a Betrib geholl gouf.

Am Secteur vun der Gastronomie stéisst de Lycée scho laang u seng maximal Capacitéiten a kann trotz duebeler Beleeung vun den Ateliere leider der aktueller Demande an dësem fir d'ganzt Land dach wichtege Secteur net nokommen.

Et feelt un dréngend noutwendegen Infrastrukturen an de Beräicher Accueil, Schoulrestauratioun, Bibliothéik, parascolaire Aktivitéiten a Sport.

Hei läit och de grousse Problem, mat deem de Lycée all Dag ze kämpfen huet, nämlech, dass déi fir en optimale Schoulbetrib dréngend noutwendeg Infrastrukturen an de Beräicher, déi ech elo just opgezielt hunn, guer net méi matgewuess sinn. Esou muss den LTB all Joers 80.000 Euro ausginn, fir seng Schüler an extern Sportsinfrastrukturen ze transportéieren, fir esou iwwerhaapt den Obligatioune vun de Programmer am Beräich Éducation physique et sportive gerecht ze ginn. Och d'Sportsinfrastrukturen um Holleschbierg vun der Gemeng Hesper gi vum LTB genotzt.

Wéi am Joer 2000 en Audit iwwert d'Sécurité alimentaire am Lycée gemaach gouf, ass festgestallt ginn, dass d'Atelieren am Beräich Alimentatioun, Metzlerei, Bäckerei a Kichen de Gesondheetsnormen net méi gerecht sinn. De Prinzip vun der „marche en avant" vun de Wuere ka mat de bestehenden Infrastrukturen net respektéiert ginn. En Ëmbau ass awer bal onméiglech.

Dobäi muss ee wëssen, dass d'Ausbildunge vun de Metzler, Bäcker, Pâtissieren a Glaciere fir onst ganzt Land exklusiv am LTB stattfannen. Et muss een och wëssen, dass d'Schülerzuel an den Ausbildunge vun de Käch, Traiteuren a Serveure gläich grouss ass wéi bei den Ausbildungen an der Hotelsschoul zu Dikrech. Den LTB huet am Géigesaz zu der Dikrecher Hotelsschoul, an där all d'Formatiounen am Régime plein temps ugebuede ginn, am Beräich Alimentatioun a Gastronomie eng ganz wichteg Roll duerch déi dual Ausbildung an dësem ganz bedeitende Secteur ze spillen.

An der Chambersséance vum 11. November 2009 gouf en Ausbau vum LTB gestëmmt. Well de Stat awer nach net am Besëtz vun den néidegen Terraine wor, konnt den deemolege Projet net ëmgesat ginn. Zanterhier waarden d'Schüler an d'Léierpersonal op nei an definitiv Infrastrukturen.

Mat dësem Débat vun haut soll awer elo alles an d'Weeër geleet ginn, fir dass schnellstméiglech, well hei e reelle Besoin besteet, mat der Planifikatioun a mam Bau vun engem neie Lycée an engem CNFPC zu Bouneweg ugefaange ka ginn.

2012 konnt mëttlerweil den Akt fir deen néidegen Terrain ënnerschriwwe ginn. Ausserdeem gouf am Mäerz 2013 op Initiativ vun der deemoleger Ministesch Mady Delvaux-Stehres am Conseil de Gouvernement décidéiert, fir dat aktuellt Haaptgebai vum Lycée technique Bouneweg als CNFPC ze notzen, een CNFPC, deen dréngend gebraucht gëtt, ganz besonnesch duerch déi rezent Aféierung vun der Garantie jeunes, an dee bis elo am Zentrum vum Land gefeelt huet.

Dowéinst gesäit dëse Projet e ganz neit Gebai fir de Lycée zu Bouneweg op engem Areal vun engem 3,8 ha groussen Terrain vir. Sënnvoll Synergië mat dem CNFPC bei verschiddenen Ateliere, bei der Restauratioun vun de Studenten a beim Parking gi selbstverständlech hei mat ugestrieft.

Den LTB ass des Weideren en innovative Lycée. Trotz de minimalen Infrastrukturen, déi zur Verfügung stinn, huet den LTB et ëmmer fäerdegbruecht, innovativ Weeër ze goen, besonnesch am Cycle inférieur. Hei ass zum Beispill de pädagogesche Projet PROCI - Projet cycle inférieur - als Projet pilote mat entwéckelt ginn, dee mëttlerweil landeswäit unerkannt ass. Och den Nofolgeprojet TIM, Tutorat und integriertes Methodenlernen, gouf am LTB entwéckelt.

Am Cycle moyen an am Cycle supérieur vum Régime technique goufen nei Formatiounen ausgeschafft. Esou ass och am LTB d'Ausbildung vum Gestionnaire en logistique op d'Bee gesat ginn. De Beräich Logistik ass jo e Beräich, an deem ganz vill Potenzial fir eist Land stécht an deen d'Regierung gewëllt ass ze ënnerstëtzen a weider auszebauen. Un enger Formatioun um Niveau vum Techniker an der Logistik gëtt och zu Bouneweg geschafft. Dës Formatioun soll den nächste September starten. Am Régime technique sinn zënter dësem Joer op der Douzième dräi Klassen am Beräich Sciences sociales mat vill Erfolleg ugelaf.

D'Architektur vum neie Lycée zu Bouneweg soll souwuel deem innovative pädagogesche Konzept Rechnung droen a gläichzäiteg och dem Konzept vun enger Ganzdagsschoul fir de Cycle inférieur gerecht ginn.

Den neie Lycée zu Bouneweg, deen eng wichteg Stellung, jo souguer eng Schlësselstellung fir verschidden Ausbildungen an onsem Land huet, soll e Lieu d'apprentissage a gläichzäiteg och e Lieu de vie ginn, an deem déi Jugendlech an optimalen humane Konditioune getrei no hirer Devise „Learn to be" fit fir d'Liewe gemaach ginn. Selbstverständlech ass et och kloer, dass ausserhalb vun der Schoulzäit all Infrastrukture vum Bouneweger Lycée vun den Awunner a vun de Sportsveräiner aus der noer Ëmgéigend kënne genotzt ginn.

An hei, Här Minister, wéilt ech och eng Lanz brieche fir d'Veräiner aus der Gemeng Hesper. A sollt iergendwann eng Kéier och nach eng Schwämm dohinner gebaut ginn, da wär dat och ganz interessant fir d'Schoulschwamme fir d'Gemeng Hesper, fir eventuell do och déi eng oder déi aner Plage fir hir Schüler oder Kanner aus der Gemeng kënnen ze reservéieren.

Et muss ee ganz einfach festhalen, dass et wéinst de ville provisoresche Strukturen, wéinst de strengen HACCP-Normen, déi aktuell net kënnen erfëllt ginn, a wéinst den eminent feelenden Infrastrukturen an de Beräicher Accueil, Schoulrestauratioun, Bibliothéik, parascolaire Aktivitéiten a Sport extrem wichteg ass, keng Zäit méi bei dësem dréngend noutwendege Projet ze verléieren. Dat neit Gebai wäert déi néideg Infrastrukture bereetstellen, op déi d'Schüler an d'Personal vu Bouneweg zanter Jore waarden an déi der ganzer Communauté scolaire och ouni Zweifel zoustinn.

Zum Schluss hätt ech nach eng Fro, Här Minister: Ënner wat fir enger Form soll dëse Bau ëmgesat ginn? Soll et a Form vun engem PPP ëmgesat ginn, bien en sachant, dass domat eng gewësse Flexibilitéit kéint verluer goen?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Lies. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, deen och zoustänneg ass fir d'Infrastrukturen.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och de Kolleegen alleguerte fir hir Interventiounen de Mëtteg hei, a speziell natierlech der Madame Lorsché fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll versichen, eng Rei Remarquen ze maachen an natierlech och op eng Rei Froen anzegoen, déi de Mëtteg hei gestallt gi sinn.

Vläicht fir d'Éischt eng allgemeng Remarque: Ech mengen, et ass vun e puer Leit de Mëtteg ënnerstrach ginn, datt d'Regierung décidéiert huet, den Investitiounsvolume vum Stat ganz héich ze halen. Mir hunn effektiv Steigerungsraten an deenen nächste Joren am Total beim Direktinvestissement vun ëm déi 10%. Dat huet domat ze dinn, datt mer, éischtens, fannen, datt mer an deene Beräicher, wou mer grouss Infrastrukturdefiziter hunn -, dat ass ënner anerem an der Mobilitéit, dat ass awer och am Schoulberäich, d'Gebaier vun de Schoulen zum Beispill, deelweis och Gebaier, déi am Zesummenhang stinn, ze dinn hu mam Alter, dat heescht mat eelere Leit, haaptsächlech Gériatrien an esou weider -, datt mer do wëlle geziilt investéieren.

An dat bedeit jo och, wa mer do investéieren, da musse mer zwar Suen ausginn am Moment, mä mir kréie jo och eng Contre-valeur dozou. Mir kréien eng Contre-valeur a Form vun Infrastrukturen, Stroossen, Schinnen oder Gebaier, wat och ëmmer. Dat heescht, dat sinn net Suen, déi mer einfach ewechginn, soudatt mer duerno näischt méi dervun hunn. Dat si Suen, fir déi mer, wéi gesot, herno och am Intérêt vun der Entwécklung vum Land eppes amplaz kréien.

Parallell dozou natierlech ass et, wa mer esou héich investéieren, kloer, datt mer déi Zäit, wou d'Konjunktur schlecht leeft zu Lëtzebuerg, derfir suergen, datt effektiv genuch Opträg do sinn, datt doduerjer och de Bau an d'Handwierk genuch Aarbecht hunn, an datt mer effektiv, wéi den Här Kox et richteg gesot huet, iwwert dee Wee ganz vill maachen, fir de Statsbudget ze entlaaschten. Well wa mer do Leit an Aarbecht behalen, da ginn déi net an de Chômage. An ech wëll just drun erënneren, datt de Chômage ee vun de grousse Posten ass am Statsbudget, déi eis de Moment fortgelaf sinn an déi eis fortgelaf sinn an deene leschte Joren an och nach ëmmer fortlafen, wat eng grouss Belaaschtung ass fir de Statsbudget. Duerfir hale mer den Invest héich, wat ganz kloer ekonomesch sougutt wéi sozial wéi och finanziell fir de Budget nëmmen eng Gewënnsituatioun ka sinn.

Mir hunn duerfir hei dëst Joer elo an dëser Lëscht eng ganz Rei Gebailechkeeten dran an eng ganz Rei Stroossebauprojeten dran. Am Schinnebau sinn et dës Kéier keng esou grouss Saachen. Do muss een awer allerdéngs soen: Do huet d'Chamber vill där grousser Projeten schonn dëst Joer gestëmmt, a mir wäerte wahrscheinlech..., oder ech hoffe mindestens, datt d'Chamber eis nach am Dezember dee leschte grousse Projet stëmmt, dee vum Multimodal zu Ettelbréck, da kënne mer do emol dorobber schaffen. An duerfir ginn do e bësse méi kleng Bréidercher hei gebak. Mä et sinn awer och alles ganz wichteger, déi och derzou bäidroen, datt natierlech de Schinneréseau herno och effikass fonctionnéiert.

Ech wëll op e puer Saachen agoen. Dat Éischt sinn emol eng, zwou allgemeng Bemierkungen, déi net direkt eppes heimat ze dinn hunn, déi awer gemaach gi sinn, haaptsächlech vum Här Kaes, dee gemengt huet, de Projet Gilsdref hei missen nach eng Kéier auszegruewen an ze soen, datt mer bei Gilsdref jo elo, well d'Regierung nach eng Kéier d'Sitë gekuckt huet, schrecklech vill Zäit verluer hätten, a gemaach huet, wéi wann de Projet domadder Verspéidung kritt hätt.

Ech wëll nach eng Kéier hei soen, datt, éischtens, dee Projet vum Bau hier net konnt ufänken, well e Moratoire nach ëmmer besteet - do kann een doriwwer frou sinn oder net, iwwert dee Moratoire, mä dee besteet awer nach ëmmer -, an datt, zweetens, dee Projet guer keng Zäit verluer huet, au contraire, mä datt duerch de Fait, datt mer als Regierung déi Diskussiounen all gefouert hunn, déi Iwwerleeungen all gefouert hunn, déi och doriwwer erausginn, iwwert de Lycée vu Gilsdref, de Lycée, also d'Akerbauschoul, loosse mer esou soen, datt mer et doduerch fäerdegbruecht hunn, net nëmmen d'Situatioun ze deblockéieren, mä och eng allgemeng Strategie ze entwéckele fir d'Lycéeën insgesamt an der Nordstad.

A virun allem awer zum Lycée zu Gilsdref wëll ech Iech just soen, datt - de Moratoire leeft jo am Februar aus - elo d'Chancen awer ganz gutt sinn duerch deen Accord, dee mer fonnt hunn, datt mer net weider blockéiert ginn an datt mer doduerjer de Projet éischter méi séier wäerte realiséiere wéi manner séier. Duerfir, hei ze behaapten, dat wär Zäitverlosch gewiescht, dat fannen ech eng komesch Approche.

An dat ass och ganz kloer falsch, well mir hunn et éischter fäerdegbruecht, duerch déi Diskussioun, déi mer gefouert hunn, ënner anerem och mat enger Gemeng, an zwar mat der Gemeng Dikrech, datt mer d'Situatioun esou deblockéiert kritt hunn, datt mer wäerte kënnen a Rou mat alle Genehmegunge vum Februar/Mäerz un dru schaffen duerch deen Accord, dee mer do fonnt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da wollt ech just soen, den Internat, dee kënnt jo op Dikrech. An do si mer amgaangen ze kucke mat der Gemeng Dikrech, fir e gëeegent Gebai oder en Terrain ze fannen, wou mer dee kënnen dramaachen. Dat wäert selbstverständlech och relativ séier an zügeg elo virugoen, wou mer wëllen dee Site sichen. Dat ass jo och en Deel vun deem Accord, dee mer gemaach hunn. An do lafen och Gespréicher vun de Bâtiments publics mat der betreffender Gemeng. Soubal mer wëssen, wou dat hikënnt, wäerte mer selbstverständlech der Chamber dat och matdeelen. Mä dat soll och zügeg weidergoen.

Zum Clierfer Lycée: Do ass et esou, datt d'Ausschreiwung amgaangen ass an datt am Fréijoer 2015 de Chantier wäert ugoen. Parallell dozou gëtt jo och nach d'Pénétrante zu Clierf gebaut. Dat ass e Projet, deen dozou gehéiert, dee parallell dozou mat realiséiert gëtt.

Zum Lycée des professions de santé, do wëll ech just soen, datt och dës Regierung do den Dossier deblockéiert huet, well do hate mer en zolitte Problem mam Terrain, well do war jo dee Sträit mam Parking, wéi Der Iech kënnt sécherlech erënneren. An ech hu virum Summer Gespréicher gehat. Ech war selwer dunn op Ettelbréck gefuer, fir mam Spidol zesumme mat de Gemengeresponsabelen ze diskutéieren a mir hunn do Léisunge fonnt, déi maachen, datt dee Parking do ka libéréiert ginn. An dat ass deen, wou notamment de Lycée soll drop gebaut ginn. Donc hu mer et och fäerdegbruecht, do déi blockéiert Situatioun, déi virdru bestanen huet, ze deblockéieren. Also hu mer och keng Zäit verluer.

De Centre mosellan vun Éinen, do ass nach eng Fro vun enger Acquisitioun vun engem Terrain niewendrun, déi opsteet. Dat ass awer amgaange geléist ze ginn. An d'Etüden, déi sinn am Lafen.

Dann hat den Här Graas eng Fro gestallt am Zesummenhang mat Beetebuerg, mam Bâtiment voyageur, ob een do net kéint eppes Kulturelles dra maachen. Dat ass nach net definéiert, mä dat ass awer eng Iddi, déi een, le moment venu, duerchweegs ka kucken a wou een och soll kucken, ob dat méiglech ass a wat een do ka maachen.

Den Här Kartheiser huet e puer Froen opgeworf, zu Recht, am Zesummenhang mat der Kasär, wou e seet, datt ee misst oppassen, datt natierlech, wann do gebaut gëtt, d'Kasär awer funktiounsfäeg bleift. Dat wäert geschéien. Dat gëtt a Phase gebaut. An et gëtt esou organiséiert natierlech, datt déi Kasär ka permanent funktionéieren an och natierlech ënner Berücksichtegung vun de Sécherheetsstandarden, déi do mussen existéieren.

An ech kann Iech soen, den État-major, dee kënnt och dohinner. Am Raumprogramm um Härebierg si Bürosraim fir den État-major virgesinn. An zwar am Pavillon vum Commandement sinn déi virgesinn. Also, den État-major kënnt och herno op Dikrech.

Dann hat den Här Kartheiser sech nach Gedanke gemaach iwwert den Hémicycle, déi energetesch Sanéierung. Ech muss soen, déi Iwwerleeungen, déi en do mécht, déi sinn net falsch. An ech fannen och, mir sollen dat... Ech mengen, mir hu jo elo nach Zäit, mir si jo eréischt am Ufank vun der Planung. Ech fannen dat net falsch, fir sech ze iwwerleeën, ob een dee Sall do esou léisst, wéi en ass, ob een net vläicht méi dorauser ka maachen.

Well effektiv, dee gëtt wéineg gelount, well e sech eigentlech net ganz gutt eegent, fir esou Aktivitéiten ze maachen, wéi se am Fong dra virgesi waren, a scho guer net fir d'Europaparlament. Effektiv ass en duerfir jo ze kleng. A souwéisou siégéieren déi jo net méi zu Lëtzebuerg. Mä et ass e Sall, deen och, loosse mer soen, vu senger Konzeptioun hier e bësse vereelzt ass. Et soll ee sech wierklech déi Gedanken do mat maachen, wa mer schonn déi Sanéierung do maachen, ob een net vläicht do konzeptuell kann eng Rei Saachen änneren.

Dann zu Bascharage. Ech wëll Iech soen, Dir hutt hei d'Fro opgeworf vun de Plan-sectoriellen. Dir sot, dat wär Planwirtschaft, wou vun uewen erof soll diktéiert ginn. Et ass ebe grad dat, wat ech mengen, wat et net soll sinn oder wat et och net wäert sinn. Dës Regierung wäert derfir suergen, datt et net dat ass.

Déi Pläng hu mer jo ganz kloer an d'Prozedur ginn, fir datt eng Diskussioun soll entstoen, fir datt déi Fro, déi Der zu Recht opwerft: „Wou soll d'Land sech hinentwéckelen?", datt sech soll domadder ausenanergesat ginn. An dat hunn d'Gemenge gemaach. An ech fannen, datt d'Resultater sech duerchweegs weise loossen. Et si ganz vill Gemengen, déi hu sech extrem vill beschäftegt mat hirer eegener Entwécklung, an och, wéi se sech wëllen an Zukunft entwéckelen.

Déi Suggestiounen, déi do komm sinn, déi hu mech extrem positiv iwwerrascht. Mir hu Gemengen, déi zum Beispill als prioritär definéiert sollte ginn, déi och an der Vergaangenheet vill gewuess sinn, wou och vill Feelentwécklunge geschitt sinn, déi haut soen: „Mä mir wëllen déi iwwerhaapt net méi an Zukunft. Mir wëllen eng aner Entwécklung!", an déi dat souguer mat Biergerbedeelegung gemaach hunn.

An ech fannen, dat si ganz flott Prozesser a mir wëllen déi ganz eescht huelen. Duerfir wëll ech Iech och soen, datt kee sech brauch Suergen ze maachen, datt déi Plan-sectorielle sollen ëmgesat ginn an engem Geescht vun vun uewen erof diktéiert. Au contraire, do soll mam Terrain geschwat ginn. An herno kucke mer dann, wou d'Land sech soll entwéckele respektiv wat mer do zréckbehalen.

D'Philosophie muss just kloer sinn. Ech mengen, do si mer ons jo awer hoffentlech alleguer eens, datt et an deene leschten 30 Joer eng Rei Feelentwécklunge gi sinn, wéi mer geplangt hunn, an datt mer déi an Zukunft mussen évitéieren an datt mer eis duerfir mussen d'Moyene ginn. Ech mengen, dat ass jo och néierens contestéiert, och net an den Avise vun de Gemengen.

Dann ass nach eng Fro gestallt ginn am Zesummenhang - dat ass elo net direkt hei an der Motioun dran - mat der A3, op sechs Spuren, respektiv, et ass jo eng Motioun déposéiert gi vun der CSV. Ech wollt nach eng Kéier kuerz erklären, firwat datt d'Regierung der Meenung ass, datt een d'A3 vun Diddeleng bis op d'Helfenterbréck muss op sechs Spuren ausbauen.

Do gëtt et zwee ganz handfest Grënn. Dat eent ass e Grond vu Sécherheet op deem Réseau do. Dat ass dat Stroosseréseausstéck am Land, wat am meeschte saturéiert ass. A mir hunn haut scho grouss Sécherheetsproblemer. Et gëtt ganz vill Échangeuren, grouss Échangeuren op där ganzer Streck, wou mer vill Sécherheetsproblemer hunn. Dat ass virun allem d'Gaasperecher Kräiz, vun der Helfenterbréck guer net ze schwätzen. Dat ass en Échangeur, deen ass guer net gebaut gi fir déi Chargen, déi haut do fueren. Duerfir ass et och evident, datt een do muss eppes maache fir d'Sécherheet.

An da kënnt awer deen zweete Punkt an dat ass e ganz neie Moment, ganz kloer. Dat ass de Multimodal zu Beetebuerg an d'Chargen, mat deene gerechent gëtt, déi dohinner solle fueren, an och op den Eurohub. Ech mengen, wa mer gären hätten, datt dee Multimodal soll funktionéieren, an do geet et jo précisement drëm, fir de Gidderverkéier op d'Schinn ze kréien, da musse mer awer kucken, datt mer iwwert den Autobunnsréseau op deem Tronçon d'Camionen dohinner kréien.

An et ass relativ kloer, wa mer dat wëlle maachen, da musse mer net nëmmen... Duerfir gëtt et jo e ganze Projet vun Ëmbau och vun enger Rei Échangeuren nach ronderëm Beetebuerg an Diddeleng, fir datt net duerch Beetebuerg an Diddeleng Camionsverkéier fiert. Mä och um Autobunnsréseau selwer musse mer onbedéngt kucken, datt mer dann dat dote Stéck wëllen ausbauen.

Wat dës Regierung net wäert maachen...

Här Wiseler, Dir streckt de Fanger eraus, Dir kënnt mer gären eng Fro stellen, just nach eng

Sekonn, ech wéilt dat awer nach fäerdeg ausféieren.

Wat mer awer net wëlle maachen, dat ass vun der Helfenterbréck bis Richtung belsch Grenz, well do de Besoin an deem Sënn net do ass. Dës Regierung ass der Meenung, datt et duergeet op deem dote Stéck, aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn.

An den Här Wiseler wëll ech elo net méi laang... Här President, Dir presidéiert zwar...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir mir den Optrag gitt, fir dass ech dem Här Wiseler d'Wuert ginn,...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech ginn Iech den Optrag, fir datt den Här Wiseler mer kann eppes soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...da maachen ech dat selbstverständlech. Dir hutt d'Wuert, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soe Merci fir déi Gentillesse vun Iech béid a wëll am Fong just soen, datt ech extrem frou sinn, datt dat do an dem Prioritéitsprogramm vun der Regierung steet, wëll awer dem Här Bausch soen, datt déi Argumenter, déi en elo bréngt, och absolut déi richteg Argumenter sinn - éischtens, e Sécherheetsproblem op där enger Säit, an zweetens, och dee Logistikzentrum, deen ausgebaut soll ginn zu Beetebuerg -, datt déi Argumenter par contre awer net nei sinn! Well och dat Argument, wou Der gesot hutt: „Et ass elo nei", dat ass en Argument, wat scho säit fënnef, sechs Joer existéiert. Mir wëssen, datt Beetebuerg soll ausgebaut ginn. Och déi lescht Regierung huet do scho Gesetzesprojeten op de Wee bruecht, huet och scho Calculle gemaach, wat fir e Verkéier do bäikënnt.

Ech hu just festgestallt, datt ech während der leschter Legislaturperiod all Kéiers vun deene Grénge respektiv och vun dem Här Berger an der DP-Fraktioun erklärt krut, datt dat absolut net soll gemaach ginn. Et ka mech also just freeën, datt Der elo enger anerer Meenung sidd, an dofir déi Freed hei zum Ausdrock bréngen.

Merci.

Dat war zwar keng Fro, Här President,...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, et war zwar elo keng Fro doranner, mä et war éischter eng Remarque.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...mä et war mer awer eng Freed, dat do kënnen ze soen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ech kann awer och nach eppes dozou soen. Et ass esou, datt et net richteg ass, datt déi Studien alleguer am Detail virlouchen. Déi definitiv Analyse sinn eréischt gemaach ginn an deene leschte Méint.

Well ech wëll Iech just soen, Här Wiseler, datt ech net méi wéi, ben, eng Biergerversammlung zu Diddeleng hat, an ech hat net méi wéi véier Entrevuen am Ministère mat der „Biireng21" - elo wollt ech scho soen „31" -, „Biireng21", dat heescht, déi Biergerinitiativ, déi bestanen huet an deem Eck, déi géint de Multimodal ass, déi natierlech als Haapthannergrond ëmmer d'Entwécklung vum Verkéier a vum Kaméidi op der Autobunn hat.

An ech wëll Iech och soen, datt do eng ganz Rei zousätzlech Studie gemaach gi sinn, fir emol definitiv kënnen ze beleeën, wéi de Verkéier sech entwéckelt a wéi de Kaméidi sech entwéckelt. An op Basis vun deenen ass definitiv d'Décisioun erauskomm, datt et absolut noutwendeg wär.

Ech wëll Iech och soen, an de Koalitiounsverhandlungen hate mer déi Diskussioune ganz laang a breet, ob mer sollten dat Stéck do drasetzen. Mir hunn et dunn an dem Plan sectoriel dra gelooss, well mer ons och deemools nach net sécher waren. Mir hu gesot an de Koalitiounsverhandlungen: „Et ass contestéiert, et ass net kloer, mä mir waarde gär of, bis mer déi Detailstudien hunn. Duerfir setze mer se an de Plan sectoriel dran." Dat hu mer dunn och gemaach. A mir hunn awer dunn dat Stéck erausgeholl vun der Helfenterbréck op Klengbetten, also op d'belsch Grenz. A wéi mer dunn déi Detailstudien alleguerten haten a wéi ech déi Gespréicher all gefouert hat an et kloer war, wéi déi d'Zuelen definitiv waren, dunn hu mer definitiv d'Décisioun geholl.

Duerfir, mir hunn eis dat net esou einfach gemaach, wéi Dir eis dat elo hei wollt explizéieren. Iwwregens wëll ech Iech awer soen, datt ech awer nach eppes Wesentleches och nogebessert hunn, wat net virgesi war, nämlech op 2,5 km e Schallschutz ze maachen op der Diddelenger Autobunn. Dee maache mer net wéinst dem Multimodal, mä dat war eng wesentlech Konditioun, fir Berouegung ze kréien an der Gemeng Diddeleng. Dat war virdrun net virgesinn, well de Problem vun der Nuisance vum Kaméidi fir Diddeleng a Beetebuerg kënnt nämlech net esou duerch de Multimodal, mä éischter duerch d'Autobunn schonn haut.Dat ass eppes, wou d'Regierung nach nogebessert huet.

(Interruptions diverses)

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Okay, et freet mech, datt Der d'accord sidd mat mer, mä ech wollt Iech awer soen, datt mer eis dat net esou einfach gemaach hunn.

Da wëll ech Iech awer soen zu Ärer Motioun: Dat ass jo alles sympathesch an Dir rennt jo am Fong hei oppen Dieren an, mä ech sinn awer e bëssen erstaunt...

Une voix.- Ooh!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Net opreegen, fir d'Éischt emol nolauschteren!

(Interruption)

Ech sinn e bëssen erstaunt, datt ech opgefuerdert ginn oder d'Regierung opgefuerdert gëtt, «à réaliser les travaux (...) le plus rapidement possible», wann ech nach kee Gesetz hunn! Ech muss awer emol vun der Chamber e Finanzéierungsgesetz gestëmmt kréien, ier ech «le plus rapidement possible» eppes kann ëmsetzen. Duerfir wär ech awer frou, ier d'CSV...

(Interruptions diverses)

Ausser d'CSV ass der Meenung, datt ech soll dat maachen, wat an der Vergaangenheet nawell oft gär gemaach ginn ass, nämlech e Saucissonnage, datt ech et einfach esou stéckelchersweis maachen, fir datt ech ëmmer ënner 40 Milliounen Euro bleiwen. Da kéint ech dat natierlech maachen, mä dat wëll ech awer ebe just précisément net maachen! Ech wëll gär, datt dat Stéck vun der Helfenterbréck bis op Diddeleng, esou wéi et virgesinn ass, direkt chiffréiert gëtt. An da muss ech e Gesetz hei stëmmen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bausch, mir stëmmen dat Gesetz. Ech soen Iech et elo schonn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat freet mech, datt Der dat Gesetz wäert stëmmen. Mä Dir verstitt awer, datt duerfir déi Motioun hei esou à ce stade net kann ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci. Ah, entschëllegt awer, nach ee Saz...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech verbessere se awer mam Accord vum Här Kaes ganz gär, fir ze soen: «à préparer un projet de loi rapidement». Da si mer eis jo eens.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, mir kënnen... Also, ech mengen, ech hu kee Problem domadder, fir och nach eppes unzehuelen, wou Dir mer hei sot, datt ech soll eppes virbereeden, wat ech elo grad gesot hunn, wat ech souwisou amgaange sinn ze maachen. Mä bon, wann dat Iech awer zefriddestellt, okay, mä da gitt mer awer en aneren Text, well deen heiten Text, dee war net ganz gutt iwwerluecht, géif ech soen.

Just awer nach ee Saz zu Ettelbréck-Dikrech vläicht, zum Couloir. Här President, ech hat dat bal vergiess. Ech wëll awer soen, datt dee Projet hei e ganz wichtegen ass fir d'Entwécklung vun der Nordstad.

An ech wëll och soen, datt niewent deem Gesetzesprojet, deen an der Chamber an der Analys de Moment ass, an der Kommissioun, nämlech dee vun dem Multimodal vun Ettelbréck, e Projet vun 160 Milliounen - et gëtt jo ëmmer emol gär esou mat lénks behaapt, mir géifen nëmmen alles an de Süden investéieren an an den Zentrum, an an den Norden näischt -, ech wëll Iech just soen, et sinn eleng 160 Millioune virgesi fir de Multimodal an nach eng Kéier 80 Millioune fir d'Sécurisatioun vun der N7. Dat mécht 240 Milliounen, déi ginn an deenen nächste fënnef Joer eleng an d'Nordregioun och investéiert.

Duerfir, wann Der dat awer emol zesummerechent an deem ganzen Investitiounspak, dat ass elo reng Stroossebau a Schinn, da kënne mer awer vläicht, mengen ech, déi Meenung e bëssel chen änneren, dat, wéi wa mer näischt géife maache fir d'Nordregioun!

Mä ech wëll awer soen, datt dee Projet hei en zousätzleche wichtegen ass, dee jo nach net chiffréiert ass, well hei kréien ech jo elo emol d'Autorisatiounen, fir Etüden ze maachen. Dat ass en neie Projet, deen och vun dëser Regierung komm ass. Ech mengen, d'Plateforme multimodale ass jo scho vun der viregter Regierung ausgeschafft ginn. Do hunn ech eng Rei kleng Korrekturen nach dru gemaach, mä de Gros vum Projet kënnt ganz kloer vun der viregter Regierung. Dat ass awer net contestéiert gewiescht, och net heibannen, och virdrun.

Mä dat hei ass en neie Projet, deen um Axe central tëschent Ettelbréck an Dikrech ganz wichteg ass an deen och wichteg ass, fir der Nordstad a hirer Entwécklung eng Chance ze ginn. Dat wëll ech awer soen. Duerfir sinn ech frou, datt ech de Feu vert kréien, fir datt ech déi Studien hei ka maachen, fir datt mer do am Intérêt vun der Nordstad och eppes Flottes kënne maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Et ass jo ganz schéin, hei eng grouss Harmonie kënne festzestellen. An da géife mer déi och net op d'Spill setzen an zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'Éischt déi Motioun, déi vun alle Bänke gedeelt ass an déi den „Go" sollt gi fir d'Émsetzung vun de grands Projets d'infrastructure. Dat ass d'Motioun Nummer 1.

Solle mer do elektronesch ofstëmmen oder, vu dass jiddweree se ënnerstëtzt, à main levée?

Plusieurs voix.- Elektronesch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elektronesch?

(Affirmation)

Wann dat esou gewënscht ass, da maache mir dat esou.

Vote sur la motion 1

Da fänkt de Vote un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg. D'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Motion 2

Dann hu mer déi zweet Motioun, déi ëmgeännert gouf.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech géif nach gär schwätzen zu där zweeter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat gelift? Zu där zweeter? Jo, selbstverständlech. Den Här Kartheiser huet d'Wuert zu der zweeter Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech wéilt am Numm vun der ADR och de Kolleege vun der CSV Merci soe fir déi Motioun, déi mir kënnen am Prinzip ënnerstëtzen. Ech wéilt vläicht soen, datt mer och als ADR dat an eisem Wahlprogramm stoen hunn, datt mer och denken, datt aus Grënn vu Sécherheet, och well mer en Transitland sinn an autofrëndlech - mir sinn op kee Fall géint den Individualverkéier -, och den Ausbau vun der Autobunn ze befirworten ass.

Mä de Problem ass, datt mer, wa mer gär hätten, an dat wëlle mer jo alleguer, datt méiglechst vill Leit den ëffentlechen Transport benotzen, datt den ëffentlechen Transport einfach muss besser sinn, datt en attraktiv muss sinn! An dofir wëlle mir nach eng Kéier insistéieren, datt deen eenzege Wee, fir de Verkéiersproblem hei am Land ze léisen, dee jo haaptsächlech duerch déi grouss Verkéiersstréim moies an owes verursaacht gëtt, duerch déi vill Frontalieren oder Leit, déi an d'Stad schaffe kommen, datt deen eenzege Wee ass, datt mer op de Wee vun der Eisebunn ginn, déi ënnert der Stad duerchfiert, d'Konzept, dat jo allgemeng als City-Tunnel bezeechent gëtt, an datt den Tram d'Verkéiersproblematik am Land verschlëmmert an net léist. An deem Sënn droe mer dat hei gär mat.

An ee Wuert un den Här Bausch: Hie seet jo och, d'Autobunne sollen aus Sécherheetsgrënn ausgebaut ginn. Et wär och schéin, wa se schéi beliicht wären!

Villmools Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt dem Här Kartheiser dozou just soen, datt éischtens hei zu Lëtzebuerg 70% vun den Autobunnen nach ni beliicht waren. Weder d'Nordstrooss nach d'Saarstrooss nach d'Tréierer Autobunn hate jeemools Luucht, ausser op den Échangeuren.

Zweetens wëll ech em och soen, datt, wann en a Frankräich fiert, hannert der Beetebuerger Grenz bis op Nice erof keng eng Luucht steet, ausser op den Échangeuren. Duerfir, haalt op wann ech gelift, Polemik ze maache mat eppes, wou et keng Polemik ze maache gëtt!

A fir de Rescht, zum éischten Deel wëll ech kee Kommentar méi fir den Här Kartheiser ofginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ass et jiddwerengem kloer, wéi déi Motioun elo am Endeffekt ausgesäit? Den Här Wiseler seet eis dat wahrscheinlech.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, dat ass genau dat, wat ech wollt proposéieren. Ech géif proposéieren, op Indicatioun vum Här Bausch dann einfach ze soen: «à finaliser les travaux législatifs relatifs à l'élargissement à 2x3 voies», de Gesetzestext fäerdegzemaachen.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'environ 90.000 véhicules par jour fréquentent les autoroutes A6 et A3;

- que l'on s'attend à une augmentation annuelle du trafic de 5 à 7%;

- que le projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «transports», tel que présenté par le Gouvernement en mai 2014, prévoit la mise à 2x3 voies de la section Aire de Berchem - Croix de Gasperich de la A3 ainsi que la sécurisation/optimisation de la Croix de Cessange et de l'échangeur Helfenterbrück sur la A6;

- que la mise à 2x3 voies de la A3 figure parmi les objectifs prioritaires des investissements pluriannuels, présentés par Monsieur le Ministre du Développement durable en date du 23 octobre 2014;

invite le Gouvernement

- à finaliser les travaux législatifs relatifs à l'élargissement à 2x3 voies de l'autoroute A3 le plus rapidement possible.

(s.) Aly Kaes, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Michel Wolter, Laurent Zeimet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da wëll ech Iech och hei froen: Vote à main levée oder elektronesch?

Plusieurs voix.- Elektronesch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elektronesch.

Vote sur la motion 2 modifiée

Da fänke mer mat der Ofstëmmung un. D'Ofstëmmung ass...

(Interruption)

Jo?

(Interruption)

Okay, da schléisse mer d'Ofstëmmung of a mir berücksichtegen dann herno och nach dem Här Hahn säi Vote.

57-mol Jo, an zwou Abstentiounen, déi net weider motivéiert ginn. Okay, dann ass dat esou. Dann ass déi zweet Motioun och adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est adoptée par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes

(par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

A mir kéinten zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 5377, eng Unesco-Konventioun iwwer Kulturgidder. D'Riedezäit ass nom Basismodell geregelt. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, déi honorabel Madame Taina Bofferding. Dir hutt d'Wuert.

3. 5377 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Projet de loi 5377 geet et ëm d'Unerkennung vun der Unesco-Konventioun, déi den internationale Kulturgiddertransfert regelt a besonnesch dem Mëssbrauch am internationalen Handel mat de Bien-culturellë soll entgéinttrieden. Ech versichen dann elo kuerz, Iech ze erklären, wat déi Konventioun ass a firwat et wichteg ass, dass Lëtzebuerg se ratifizéiert.

Allgemeng ass festzestellen, dass de weltwäiten Handel mat de Bien-culturellen an de leschte Jorzéngten zougeholl huet. Experte ginn dovunner aus, dass den illegale Konschthandel hautdesdaags mam Drogen- a Waffenhandel un der Spëtzt vum onrechtméissegen Handel steet.

Dësen illegale Kulturgiddertransfert fügt dem Patrimoine culturel schwéier an oft irreversibel Schied zou. Vill Géigenden, déi räich u Kulturgidder sinn, leiden u Plünderunge vun Tempelen, vu Griewer a vun archeologesche Stied. Konkret Beispiller fannt Der och am schréftleche Rapport. Fir munch Regiounen huet dëse Mechanismus zu kulturelle Katastrophe gefouert a si gesi sech haut zu engem groussen Deel hirer kultureller Identitéit an dem kulturellen lerwe vun der Mënschheet beraubt.

Am Zentrum steet d'Lutte géint de Vol, d'Ausgruewungen an den illegalen Import an Export vun de Kulturgidder. D'Moossnamen an dëser Konventioun bezéie sech op de Schutz vu souwuel den eegene wéi och den illegal importéierte Kulturgidder a si bezéie sech och op hir Réckféierung an d'Ursprongsland.

Duerch d'Unesco-Konventioun gëtt Lëtzebuerg an en internationaalt Instrument zur Bekämpfung vum illegale Kulturgiddertransfert agebonnen a steet domadder géigeniwwer deenen aneren europäesche Staten net méi isoléiert do.

D'Konventioun selwer gouf de 14. November 1970 duerch déi 16. Generalkonferenz vun der Unesco zu Paräis adoptéiert. Bis elo sinn hir 127 State bäigetrueden, wouvunner der 22 zur Europäescher Unioun gehéieren.

Dir Dammen, Dir Hären, d'Konventioun enthält zwee wesentlech Aspekter: ee Volet Preventioun, dee géint de Vol a géint d'Importatioun an d'Exportatioun vun illegale Bien-culturellë soll virgoen, an en zweete Volet vun der Restitutioun vu geklaute Gidder, deen hir Remise viséiert.

D'Unesco-Konventioun formuléiert zwar d'Grondprinzipien zum Kulturgidderschutz an zum internationalen Transfert, allerdéngs ass se net direkt uwendbar. Dat heescht, all Stat muss dës Konventioun op nationalem Niveau ëmsetzen an a säin nationaalt Recht integréieren.

Bei der Restitutioun vu geklaute Kulturgidder beschränkt sech d'Konventioun op déi, déi entweder inventariséiert sinn oder zum Beispill aus engem Musée geklaut goufen. D'Unesco-Konventioun riicht sech awer net direkt u Privatpersounen, mä verflicht d'Konventiounsstaten, juristesch an administrativ Mesuren zum Schutz vun de Bien-culturellen ze ergräifen. D'Bestëmmungen hunn deemno just tëschent de Vertragsstate Gültegkeet.

Entdeckt zum Beispill e Vertragsstat d'Aféierung vun engem geklaute Kulturgutt, esou muss dee gëeegent Mesuren zur Restitutioun a Remise vum Bien culturel huelen. Déi geklaute Saache mussen deemno saiséiert an dem Ursprongsland iwwert den diplomatesche Wee nees zréckgefouert ginn, wann eben dann d'Preuve virläit, dass dee Bien culturel zum Inventar vun enger bestëmmter Ariichtung gehéiert.

1995 gouf d'Unidroit-Konventioun geschafen, fir d'Unesco-Konventioun ze komplementéieren, well déi, wéi grad eben erkläert, als reng zwëschestaatlech Regelung keen Instrument fir d'Réckféierung vu geklauten a rechtswiddreg ausgeféierte Kulturgidder duerch Privatpersoune virgesäit.

Op dëser Plaz wëll ech awer och nach erwähnen, dass Lëtzebuerg schonns e puer juristesch Handhabungen huet. Eis Legislatioun zielt eng Partie Mesuren - besonnesch fir d'Bien-culturellen ze schützen -, wéi zum Beispill den Artikel 6 vum Gesetz vum 21. Mäerz 1966 iwwert d'Fouilles archéologiques, wou bei Infraktiounen zu dësem Artikel Strofe vun 251 bis 25.000 Euro a souguer Prisongsstrofe virgesi sinn.

Och brauch all Bien culturel, deen eng gewësse Valeur huet, eng Lizenz, fir iwwerhaapt kënnen exportéiert ze ginn. D'Detailer zu dësem Gesetz an och de betreffenden EU-Direktive fannt Der am Rapport.

De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, gouf virun zéng Joer déposéiert - de 7. September 2004 - a sechs Méint duerno scho vum Statsrot aviséiert. Do fält engem direkt op, dass dëse Projet nawell e laange parlamentaresche Wee opzeweisen huet.

De Statsrot ënnersträicht a sengem Avis d'Importenz vun engem gewësse Bewosstsinn vis-à-vis vun dëser Thematik an dass et wichteg ass, dass Lëtzebuerg hei seng Entschlossenheet markéiert, sech am internationale Kampf géint illegale Kulturgiddertransfert ze bedeelegen.

De Conseil d'État mécht sech allerdéngs och Gedanken iwwert d'Mesuren an d'Reglementer, déi geholl solle ginn, fir d'Dispositioune vun der Konventioun anzehalen. Als Prezisioun op déi Remarque kann ech dozou soen, dass am neie Patrimoinesgesetz, dat an der Maach ass, d'Mesuren, déi d'Konventioun virgesäit, sollen integréiert ginn. Dat erkläert iwwregens och de Retard vun dësem Gesetz, well dëse Projet de loi u sech sollt urspréinglech ebe mat der Reform zum neie Patrimoinesgesetz zesummen traitéiert ginn.

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport gouf an der zoustänneger Chamberskommissioun de 14. Oktober unanime ugeholl an ech invitéieren Iech elo, wann ech gelift dat nämlecht ze maachen. Ech ginn op dëser Plaz dann och direkt den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Bofferding. Éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen. Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Rapportrice an hirem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport erkläert huet, stëmme mer haut dëse Projet iwwert de Schutz, den Import- an Exportverbuet an de Kampf géint den illegalen Handel mat kulturelle Gidder, an en fait stëmme mer d'Unesco-Konventioun zu dësem Sujet vum 14. November 1970.

D'Rapportrice ass am Detail op dës Dispositiounen agaangen. Si wäert nach misse vu legislative Prozeduren hei zu Lëtzebuerg suivéiert ginn a si kënnt just zur Zäit, zur Geleeënheet vun der Kreatioun vum Luxembourg Freeport, wou jo bekanntlech Konschtobjete solle kënne gelagert ginn.

Obwuel d'Konventioun also vun 1970 ass, ass se - esou wéi och meng Recherche erginn huet - aktuell wéi ni. A Syrien zum Beispill huet de Krich zu engem massiven Ausbroch vu Pillagen an illegale Fouillë gefouert. D'Objeten, déi gestuel ginn, fënnt een um illegale Schwaarzmaart oder bei private Sammeler erëm - wann ee se dann erëmfënnt. A Syrien sinn déi Gruppen, déi de Pillage maachen, gutt organiséiert an arméiert. Si si besonnesch ze fannen an der Géigend vun der Grenz, wou se d'Objete séier kënnen an en anert Land schafen.

Et ass erfreelech, dass sech an der Bevëlkerung a Syrien Fräiwëlleger fonnt hunn, déi den Autoritéiten, déi jo duerch d'Krichshandlungen oft iwwerfuerdert sinn, hëllefen, fir sech ëm hir lokal Kulturgidder ze bekëmmeren a se ze schützen. Esou huet eng Grupp aus engem klengen Duerf am Ramada-Dall e Mosaik aus dem 4. Jorhonnert erëmfonnt an en an den Nationalmusée zu Damaskus bruecht.

De Problem ass net nei: déi berühmtste Raiber sinn déi grouss Diktatoren an déi grouss Kolonialstate gewiescht. Den Napoléon, den Hitler, d'Engländer hunn an der Geschicht sech net gescheit, fir Souvenire vu Plazen ze drainéieren, déi se als Territoire conquis gesinn hunn.

Esou probéiert Ägypten säit Joren, déi berühmt Büst vum Néfertiti erëmzekréien, déi am Neie Musée zu Berlin steet, d'Pierre de Rosette, déi dem Champollion erlaabt hat, d'Hieroglyphen ze entzifferen, aus dem British Museum an eng Statu vum Ramses den II. aus dem Musée vun Turin. Griichenland reklaméiert d'Marbere vum Pantheon vum British Museum, a Venedeg hätt gär dem Veronese seng Hochzäit vu Kana vum Louvre erëm.

Et gëtt awer och méi rezent Beispiller. Wéi de President Chirac 1996 säi Gebuertsdag gefeiert huet am Elysée, krut e vu sengen enke Mataarbechter eng ierde Statu aus dem Mali geschenkt. D'Fotoe vun de Festivitéite goufen am „Paris Match" publizéiert a goufen do vum Conseil international des musées entdeckt. Den Objet war e puer Joer virdru bei illegale Fouillen am Mali saiséiert ginn an um Wee fir an de Musée zu Bamako ass en erëm gestuel ginn. Den Här Chirac huet no laangem Hin an Hier - no iwwer engem Joer - seng Statu erëm missen erausréckelen - dat zur Anekdot.

Aktuell ass et och a Russland, wou d'Revolutiounshären am massive Stil Biller aus private Kollektioune konfiskéiert hunn a wou d'Ierwe probéieren, déi Biller - Cézanne, Matisse, Van Gogh - erëm zréckzekréien. Ech mengen, dee bekanntste Pilleur war awer wuel den Obelix, deen - wéi Der alleguerte wësst - d'Nues vum Kleopatra zerstéiert huet an am Sand vergruewen huet. Dat war vläicht deen éischte Fransous, dee pilléiert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaach, firwat dass mer dës Konventioun eréischt haut an d'Chamber kréien, ass bekannt. Si war virun zéng Joer deponéiert ginn, an et ass, well virgesi war, se ebe mam Gesetz iwwert d'Protection du patrimoine ofzestëmmen.

An do wollt ech dann - d'Madame Bofferding huet et och schonn ugedeit - profitéieren, fir d'Kulturministesch ze froen, wou mer mam Gesetz dru sinn, well d'Etüd, déi hir Virgängerin ugefrot hat, elo virläit.

Dat gesot, bréngen ech Iech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Mergen. An den nächste Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt op der Welt ëmmer méi Kulturgidder geklaut ginn. Experte schätzen de Wäert vun dëse Gidder op ëm siwe Milliarden Euro. Nom Drogen- an nom Waffenhandel - et ass elo just vun der Madame Bofferding gesot ginn - kënnt den illegale Commerce mat antike Gidder vum Ëmsaz hier op déi drëtte Plaz.

Et ginn awer net nëmme Konschtgéigestänn an der grousser wäiter Welt geklaut a verschleeft. Och hei zu Lëtzebuerg gouf et Fäll, wou historescht Kulturgutt engem Déifstahl zum Affer gefall ass. Ech wëll do un deen aus dem Ufank vum 16. Jorhonnert stamende Schnëtzaltor vun Helzen an der Gemeng Wëntger erënneren. 1976 gouf dësen Héichaltor an enger Augustnuecht d'Affer vun engem äusserst kecken Déifstahl. 80 Statuen a Figurinne sinn deemools an enger Nacht- und Nebelaktioun verschwonnen. Gott sei Dank konnten no enger Rei Woche bal all d'Holzfigure séchergestallt ginn.

Här President, Konscht a Kulturgidder ginn net geklaut, well d'Déif en ausgeprägte Sënn fir dat Asthetescht hätten, mä aus ganz banale Motiver: fir Gefaangener aus engem Prisong fräizepressen oder fir Drogeliwwerungen ze finanzéieren.

Mir all erënneren eis nach un déi dramatesch Stonne vum 11. September 2001 zu New York. Ee vun den Terroristen, de Mohamed Atta, hat eng Zäitche virdrunner probéiert, fir afghanesch Antiquitéiten an Däitschland ze verkafen, fir sech iwwert deen do Wee seng Formatioun als Pilot ze finanzéieren.

Al-Qaida huet sech no der Chute vum Saddam Hussein ähnlech finanzéiert. Ganz Muséeë sinn do geplëmmt ginn an et si Kulturgidder vun onschätzbarem Wäert fir ëmmer verschwonnen. Gläiches gëllt d'ailleurs jo och fir d'Hisbollah am Libanon.

Alles dat wousst déi éischt däitsch Televisiounschaîne de leschten 20. Oktober an enger Sendung mam Titel „Das geplünderte Erbe" ze berichten. Hei konnt een en iwweraus interessante Bericht verfollegen, dee sech mat geklauten Antiquitéiten aus dem Irak an aus Syrien befaasst huet.

„Un den antike Géigestänn aus dem Noen Oste pecht Blutt", dat war d'Ausso vun den Auteure vun dëser Dokumentatioun, dem Andreas Wolter an dem Volkmar Kabisch. Si recherchéiere schonn zanter véier Joer iwwert den illegalen Handel mat Antiquitéiten. Si hu gewisen, wéi ISIS a Co jordausendal Kulturgidder klaue bezéiungsweis op ëmmer an éiweg zerstéieren.

D'Journaliste vun der ARD hunn och gewisen, wéi geklaute Kulturgidder aus dem Land tëscht Euphrat an Tigris erausbruecht goufen, fir dann iwwer obskur Weeër bis op Dubai an e Freeport bruecht ze ginn. An dësem Freeport schéngt keen ze froen, wou dës antik Objeten hierkommen. Si ginn do tëschegelagert, fir dann iwwert de Séiwee an Europa transportéiert ze ginn, zum Beispill op München.

Kee Wonner, datt de Commerce mat Antiquitéiten zurzäit blitt. Do, wou Chaos, Krich an Zerstéierung herrschen, do, wou d'Anarchie de Rechtsstat ofléist, do, wou Onrecht d'Regel ass an dee Stäerkeren deene Schwaache säi Gesetz opdréckt, do ass alles méiglech. Do gëtt geklaut an zerstéiert, well et keng Grenze méi gëtt, déi kontrolléiert ginn.

A sengem Avis vum 22. Mäerz 2004 huet de Statsrot notéiert, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng gewësse Lenteur hunn, fir international Instrumenter ze ratifizéieren. De Statsrot huet deemools vermut, datt Lëtzebuerg e gewëssene Manktum u Sensibilitéit huet par rapport zu de Froe vun deem Genre an datt ee sech net wierklech concernéiert gespiert huet.

Or, et ass essenziell, datt Lëtzebuerg un der internationaler Lutte géint d'Klauen an d'Verschleefe vu kulturelle Gidder participéiert. Et geet hei och ëm d'Reputatioun vun eisem Land. Ech wëll och drun erënneren, datt mer Mëtt September e Freeport beim Cargo Center um Flughafen ageweit hunn. Leider kann een ni ausschléissen, datt do eng Kéier Konschtgidder drënner sinn, déi aus dem illegalen Handel, aus dem illegalen Trafic kommen.

Beispiller gëtt et der leider genuch. Mir sinn als DP dofir frou, datt elo endlech e wichtege Schratt gemaach ginn ass an datt mer déi Unesco-Konventioun haut ratifizéieren. Voilà, dëst gesot, wollt ech der Rapportrice, der Madame Taina Bofferding, villmools Merci fir hire Rapport soen, dee mëndleche souwéi dee schréftlechen, an dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun abréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci dem Här Bauler. Den nächste Riedner ass de Claude Adam, dee scho prett ass.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Bofferding, Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Madame Bofferding ass och kuerz drop agaangen, firwat datt mer dee Retard hunn. Et ass jo schonn e bësse speziell, wa mer eng Konventioun vun der Unesco vun 1970 ëmsetzen.

An interessanterweis huet och d'Madame Mergen engersäits gesot, datt déi Konventioun nach ëmmer ganz aktuell ass, a si huet dat och mat aktuelle Beispiller beluecht. Si huet vu Syrien geschwat. Ech mengen, do kéint ee praktesch all Krichsgebidder zitéieren, déi et gëtt. Op där anerer Säit huet se dunn och gefrot: „Majo, wéi ass et da mat deem Gesetz iwwert de Patrimoine culturel, wou dat sollt matbehandelt ginn?"

Ech mengen, dat gëtt och nach en Thema, mir kréie jo eng Interpellatioun duerno. Just och, Madame Mergen, fir Iech awer ze soen, och de Kolleege vun der CSV: Dat ass e Gesetz, wat vun engem CSV-Minister schonn 2000 déposéiert ginn ass a wou mer insgesamt 29 Chamberssëtzungen haten a wou näischt geschitt ass! An ech sinn och effektiv frou, fir dann ze kucken, wou mer dru sinn. An ech huelen un, datt dat och nach en Thema bei der Interpellatioun duerno gëtt.

Den André Bauler huet aner flott Beispiller bruecht, och historesch Beispiller vu Lëtze-

buerg an och e bëssen iwwert déi effektiv héich Zommen, déi beim Konschtklau um Spill stinn. Ech mengen, dat dréit alles derzou bäi, datt mer eis wahrscheinlech hei wäerten eens sinn, datt et héich Zäit gëtt, fir déi Konventioun hei ze ratifizéieren.

Ech wëll just nach zwee Faite rappeléieren, déi eigentlech Faits divers sinn, mä déi awer trotzdeem eng gewëssen Importenz hunn, och wat d'Kultur an den Ëmgang mat der Kultur hei am Land betrëfft, an déi och ganz gutt bei déi Konventioun hei passen.

Dat eent, dat ass en Artikel am „Le Monde" vum 1. Oktober 2014. Do huet et geheescht: «Le Luxembourg, petit par la taille, grand par l'ambition artistique». An do ass et net ëm eng Ausstellung vum Steichen oder och net iwwer e Picasso gaangen, mä et ass effektiv - an et sinn och schonn zwee Virriedner, déi hunn et erwähnt - dorëm gaangen, datt mer e Coffrefort vun 22.000 m² no beim Findel kritt hunn, e Port franc.

Do war de 17. September 2014 d'Aweiung dovun. Ech mengen, dat ass eng Saach, déi ass fir Lëtzebuerg éischtens interessant, mä déi ass awer och mat verschiddenen... vläicht net Konditiounen, awer och mat verschiddene Saache verbonnen, déi eppes mat deem ze dinn hunn, wat mer den 10. November an der aussepolitescher Kommissioun diskutéiert hunn, nämlech Nation Branding.

A wa mer eis do net wëllen eng fänke goen... Mir haten den 10. November e bëssen iwwer Nation Branding diskutéiert. Mir ware séier fäerdeg, well mir hunn den Ordre du jour vu baussen octroyéiert kritt. Mir hu ganz vill iwwer LuxLeaks geschwat a ganz wéineg iwwer Nation Branding. Mir sinn awer der Meenung, Nation Branding, dat ass e Begréff, woumat ee wëllt probéieren, engem Land e gewëssene Marketing, e positive Marketing, virun allem duerch eng gutt Press, duerch eng gutt Kommunikatioun ze ginn. An ech mengen, wann een déi zwou Saache matenee kombinéiert, dann ass dat einfach en Zeechen, datt et héich Zäit gëtt, datt mer esou eng Konventioun vun 1970 och ratifizéieren.

An domadder ginn ech dann den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och am Numm vun der ADR e ganz grousse Merci un d'Madame Bofferding fir hire ganz komplette Rapport. Meng Virriedner hunn, wat de Grond vun dëser Saach ugeet, eigentlech schonn alles gesot. Duerfir just e puer Bemierkungen, déi eis elo speziell interesséieren, wa mer dëst Gesetz stëmmen. Virun allem: Wéi gëtt et ëmgesat?

D'Madame Bofferding hat jo och an hirem Rapport rappeléiert, datt dat Gesetz net directement, oder déi Konventioun net directement applikabel ass. Et kënnt also drop un, fir datt se effikass kann hei am Land benotzt ginn, datt elo déi néideg Gesetzer a Reglementer geholl ginn, fir se kënnen ze applizéieren. Duerfir eisen Appell un d'Regierung, fir dat ze maachen.

Zweetens musse mer och kucken, an ech mengen, d'Madame Bofferding huet dat och an hirem schréftleche Rapport ganz genee detailléiert, datt ratione materiae a ratione personae net alles ofgedeckt ass, wat kann an deem Beräich vum Konschthandel oder dem illegale Konschthandel geschéien. Duerfir ass et wichteg, ebe just fir de Ruff vun eisem Land ze protegéieren, datt mer deen Dispositif musse komplettéieren, fir datt mer als Land wierklech also net eis erëm exposéieren an der internationaler Press. Virwërf, déi mer net wëllen!

Dat Drëtt ass eppes, wat den Här Bauler och gesot hat a senger Interventioun, dat ass, datt mer d'Mëttel vun de Grenzkontrollen net méi hunn. Ech wëll duerfir rappeléieren, datt an den Ae vun der ADR cibléiert punktuell Grenzkontrolle solle méiglech sinn, fir géint verschidde Forme vu Kriminalitéit virzegoen, ënner anerem och géint dës Form vu Kriminalitéit.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR ginn, an nach eng Kéier e grousse Merci un d'Madame Bofferding. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen, dee scho prett ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech fläisse mech, fir der Chamber matzedeelen, dass mer dës Konventioun aus dem Joer 1970 selbstverständlech stëmme wäerten.

De Statsrot entbiert net enger gewëssener Ironie, wann en hei vun enger „certaine lenteur" schwätzt. E schwätzt och vun engem „manque de sensibilité" fir déi Problematiken hei. Ech mengen, dass e sech do iert. D'Regierung ass net insensibel, wann et drëm geet, fir den Image vu Lëtzebuerg - Nation Branding, géif den Här Adam soen - hei ze verteidegen am Kontext vun deem neie Freeport, dee mer elo kréien. Et ass och schonn hei erwähnt ginn.

A vu dass an der ganzer Welt bekannt ass, ëm wat et sech do handelt bei deene Freeporten, dass dat am Fong geholl déi Plazen op der Welt sinn, wou déi gréisst Akkumulatioun vu Konscht wahrscheinlech haut ass, méi grouss wéi se a Muséeën hänkt, ass et natierlech gutt, wann een elo just mat 150 Gäscht dee pompöse Bau do ageweit huet, fir dann awer och ze manifestéieren no baussen, dass een awer elo endlech d'UNO-Konventioun unhëlt.

Mir froen eis allerdéngs och - wéi de Statsrot och -, wat de konkreten Impakt wäert sinn, zum Beispill op dee Freeport. Ech mengen, et kann ee roueg soen: Keen, et ass keen Impakt! De Statsrot wërft och déi Froen op.

Wat ass, wann zum Beispill esou Bestëmmungen hei an där Konventioun stinn, wéi: «empêcher, par tous moyens appropriés, les transferts de propriété de biens culturels tendant à favoriser l'importation ou l'exportation illicites de ces biens»? A wann ech da liesen, wat den Här Gramegna an deem Kontext gesot huet, eise Finanzminister: «Le Luxembourg a adopté un cadre législatif robuste afin d'assurer une traçabilité totale de tous les biens entreposés dans le Freeport», da kann een natierlech soen, dass dat natierlech falsch ass, guer net stëmmt!

Déi eenzeg Traçabilitéit, déi do ass, betrëfft eng gewësse Kontroll vun der TVA-Verwaltung, déi natierlech noutwendeg ass an esou engem Kontext, wou jo Gidder solle stationéiert ginn, op deene keng TVA läit, soulaang se an deem Freeport do sinn, wou awer wuel d'TVA erhuewe gëtt, wa se aus deem Freeport erëm erauskommen.

Déi eenzeg Traçabilitéit, op déi ee sech kann hei och an dësem Gesetz beruffe vun 1971 iwwert d'TVA, dat ass natierlech en matière de TVA, net en matière vu Konschtraub, ëm deen et hei geet. Dat heescht, et ass schonn e puermol hei gesot ginn: Déi Konventioun vun der UNO, soulaang se net duerch e Gesetz ëmgesat gëtt, huet null Wäert, ausser e symbolesche Wäert!

A mir hoffe wierklech, dass déi néideg legislativ Basis dann och wäert kommen. Mir sinn der Meenung, si hätt och scho missen direkt mat deem Projet hei zesumme kommen, fir dass een och wéisst, wéi dat hei ëmgesat gëtt. Et gëtt geschwat vun enger Loi iwwert de Patrimoine. Déi hätt missen hei mat zum Vote stoen, menge mir.

Et kann een och natierlech, wéi verschidde Riedner dat gemaach hunn, vu Freeporten iergendwou an der Welt schwätzen. Déi grouss Zeitung „Zeit" huet geschriwwen, ënnert dem Titel „Im Bunker der Schönheit"... A wann ee weess, wéi de Freeport och tatsächlech ausgesäit, a wann ee weess, wéi aarm d'Kulturpolitik am Land ass a wéi se nach soll zesummegestrach ginn, da kann ee sech jo nëmme schudderen, wann ee liest „Im Bunker der Schönheit"!

Mä wat seet d'„Zeit" iwwert déi Geschäfter, déi do am „Bunker der Schönheit" geschéien? Si seet: „Deshalb sind die Geschäfte über die legalen Freihäfen äußerst beliebt bei Sammlern, Kunsthändlern und Auktionshäusern: Anders als auf Auktionen wird ein Besitzwechsel nicht öffentlich bekannt. (...) Das erschwert Ermittlern das Aufdecken von Geldwäsche, Steuerhinterziehung oder Fälschungen." An et kann een nach natierlech derbäisetzen „Konschtklau", ëm deen et jo hei geet.

Duerfir ass et ganz wichteg, dass déi néideg gesetzlech Basis kënnt. Mir hunn zwar eng EU-Direktiv ëmgesat an engem Gesetz, mä dat ass just eng legal Basis, fir Poursuitten ze maachen op Demande vun de Staten, also vun aneren EU-Staten. Mä et ass keng Basis zum Beispill, wann Demandë kommen aus Drëttlänner, déi näischt mat der EU ze dinn hunn an déi awer och ganz dacks concernéiert si vu Konschtklau, Länner aus der Drëtter Welt, wou déi Konschtwierker ganz dacks hierkommen, vun deenen hei geschwat gëtt.

An et gëtt och keng legal Basis hei fir Recourse fir eenzel Leit, déi léséiert si vun esou engem Konschtraub. Dat ass och net virgesinn. Déi UNO-Konventioun hei betrëfft nëmmen Aktioune vu State géint aner Staten.

Et gëtt eng aner Konventioun, och vun der Unesco, déi heescht „Unidroit", déi och esou Recourse vu Privatleit virgesäit. A Lëtzebuerg huet déi emol net ënnerschriwwen, geschweige da ratifizéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun an d'Regierung huet d'Wuert, fir ze äntwerten. D'Madame Kulturministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'Éischt: Och ech soe Merci fir den exzellente Rapport vun der charmanter, honorabeler Madame Bofferding. Wann e Mann dat net seet, da soen ech et. An och Merci fir meng Virriedner.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dëse Projet de loi iwwert d'Approbatioun vun der Unesco-Konventioun zur Bekämpfung vum illegalen Trafic vu Kulturgidder ass e Projet de loi, dee schonn 2004 déposéiert gouf - mir hunn et elo e puermol héieren - a leider säitdeem ni adoptéiert ginn ass. Mä schonns a sengem Avis vun 2005, an ech wëll en eng Kéier virliesen, huet de Statsrot Folgendes geschriwwen: «Le Luxembourg dénote une certaine lenteur à ratifier les instruments internationaux en la matière, alors qu'on constate un manque de sensibilité aux questions de ce genre et un sentiment de ne pas être véritablement concerné.»

Dëst betreffend, wënschen ech mir e Mentalitéitswiessel an eng Prise de conscience heibanne souwuel wéi och dobaussen, datt et wichteg ass, den illegalen Trafic vu Kulturgidder ze bekämpfen. Et ass tatsächlech esou, datt et och haut nach op internationalem Niveau en organiséierten Trafic respektiv Kriminalitéit gëtt ronderëm Kulturgidder. Besonnesch betraff a menacéiert si Kulturgidder, déi aus Krichsgebidder stamen, wéi Ägypten 2013 oder Afghanistan oder och awer den Irak.

Deemno hunn ech dëse Projet de loi erëm frësch op de Leescht geholl, fir datt Lëtzebuerg dës Unesco-Konventioun vun 1970 zur Bekämpfung vum illegalen Trafic vu Kulturgidder esou séier wéi méiglech ratifizéiert, an dëst och, well dëst déi wichtegst international Konventioun ass, déi Regele gëtt en matière vun Importatioun an Exportatioun vu Kulturgidder, an och als solch vun der grousser Majoritéit vu Länner ratifizéiert gouf - 127 Staten, hu mer héieren, sinn Deel vun der Konventioun, a Lëtzebuerg ass dat eenzegt europäescht Land mat Éistréich an „Estonien", wat dës Konventioun nach net ratifizéiert huet -, well et awer och esou ass, datt et mat der Ouverture vum Port franc sécherlech zu engem Zouwuess kënnt, wat d'Importatioun an d'Exportatioun vu Kulturgidder un eise Grenzen ugeet, a mir heifir net nëmmen e steierlechen an e finanztechnesche Kader brauchen, mä och e legale Kader, wat de kulturellen Aspekt ugeet, a well Lëtzebuerg och heimadder um internationale Plang e Signal setzt, datt eis d'Bekämpfung vum illegalen Trafic mat Kulturgidder wichteg ass.

Mä zréck awer zum Contenu vun der Unesco-Konventioun vun 1970, déi also als Objektiv d'Bekämpfung vum illegalen Trafic huet, dat heescht souwuel den Import an den Export wéi och all Vente vu Kulturgidder, an dëst an zwee Voleten agedeelt, éischtens, e Volet iwwert d'Preventioun vum illegalen Trafic vu Kulturgidder mat:

- Aféierung vun engem Zertifikat, datt d'Exportatioun vum Kulturgutt autoriséiert ass vun deem Export-Mitgliedstat vun der Konventioun;

- Aféiere vu verschiddene Mesuren, déi d'Importatioun vu Kulturgidder concernéieren, wéi d'Obligatioun fir e Musée, fir e Mitgliedstat ze informéieren, falls en illegal exportéiert Kulturgutt dem Musée proposéiert gëtt, oder awer de Verbuet, fir geklaute Kulturgidder ze importéiere fir zum Beispill e Musée;

- Obligatioun fir d'Marchands d'art, fir e Regëster ze halen iwwert den Origine vun de Kulturgidder, an

- Kreatioun vun de Services de protection du patrimoine nationaux, déi sech ëm d'Ausschaffe vu Gesetzesentwërf bekëmmeren, ëm d'Opsetzung vun engem nationalen Inventaire vu geschützte Kulturgidder an déi eng éducativ a pädagogesch Missioun erfëllen.

An dann deen zweete Volet iwwert d'Restitutioun vun de geklaute Kulturgidder: Esou mussen d'Memberstate vun der Konventioun Mesuren huelen, fir e geklautent Kulturgutt ze saiséieren an ze restituéieren, an dëst op Demande vun engem anere Memberstat vun der Konventioun hin. Dëse Memberstat muss awer eng Indemnité équitable un de Keefer vum concernéierte Kulturgutt bezuelen, ënnert der Konditioun, datt dësen de bonne foi ass. Dës Demandë ginn iwwert den diplomatesche Wee an d'Konventioun ass hei net direkt applikabel.

Och wann dës Unesco-Konventioun also nëmmen iwwer eng Coopération interétatique leeft an haaptsächlech Kulturgidder concernéiert, déi aus Muséeën oder Monuments publics geklaut goufen, huet dës Konventioun hiren Objectif iwwert d'Joren hin erfëllt, well vill Länner, dorënner och Drëttweltlänner, eng Reglementatioun an dëser Matière adoptéiert hunn.

Heizou muss ee wëssen, datt dës Konventioun an de 60er Joren négociéiert gouf, wou et drëms goung, ze verhënneren, datt Kulturgidder, déi zum Beispill aus illegale Fouillen aus deene Länner gestaamt hunn, de Muséeën an de Privatcollectionneuren zum Kaf proposéiert géife ginn. Well an Tëschenzäit esou eng grouss Prise de conscience bei de Staten ass, datt nieft där legaler Obligatioun vu Restitutioun vu Kulturgidder och ëmmer méi en Devoir moral vu Restitutioun besteet, geléngen iwwert dëse Wee regelméisseg Restitutiounen, wou et juristesch am Fong schwiereg gewiescht wier.

Et ass also héich Zäit, datt Lëtzebuerg dës Unesco-Konventioun vun 1970 ratifizéiert, och wa mir an eiser nationaler Legislatioun scho Mesuren iwwert den Import an Export vu Kulturgidder hunn, zum Beispill de Certificat d'exportation fir Objets mobiliers d'intérêt culturel, déi méi wéi honnert Joer hunn a wou d'Auteure säit méi wéi 50 Joer dout sinn, zweetens den Exportverbuet vu klasséierten Objets mobiliers an drëttens d'Licence d'exportation vu Kulturgidder, an dann d'Restitutiounsprozedur vu Kulturgidder, déi als Trésors nationaux qualifizéiert sinn an déi illegal den Territoire vun engem europäesche Memberland verlooss hunn. Dëst ass an engem Gesetz vum 9. Januar 1998 virgesinn an ass am Fong eng Emsetzung vun enger europäescher Direktiv vum Mäerz 1993.

Wat fir eng sinn déi nächst Schrëtt an Etappen, déi mer wëlle maachen? Mir wëllen an engem nächste Schrëtt an am Kader vum Gesetz iwwert d'Protection du patrimoine méi wäit goen an och Elementer aus der Unidroit-Konventioun vun 1995 an d'Gesetz afléisse loossen.

Zu dem Projet de loi vum Patrimoine wollt ech just soen, datt mer, nodeems mer d'Etüd Desseilles hei virleien hunn, elo amgaange sinn, e ganz neie Projet de loi ze schreiwen. D'Etüd Desseilles ass jo presentéiert ginn, läit vir an ass der Kulturkommissioun schonn eng Kéier virgestallt ginn. An ech mengen, soubal wéi mer do méi genee virukomm sinn, wat deen heite Projet de loi ugeet, wier ech dann och frou, wann ech dat kënt eng Kéier der Kommissioun virleeën.

Zréck zu der Unidroit-Konventioun. En effet ass dës Unidroit-Konventioun vun 1995 komplementaresch zu der Unesco-Konventioun vun 1970 a gesäit Regele vir vum Droit privé, fir d'Restitutioun vu Kulturgidder och tëschent Privatpersounen ze erméiglechen.

A weider am Sënn vun der Bekämpfung vum illegalen Trafic mat Kulturgidder wäert ech an deenen nächste Wochen de Regierungsrot saiséiere fir d'Approbatioun vun engem Projet de loi, deen d'Direktiv 2014/60 vum 15. Mee 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024 vun 2012 an déi national Gesetzgebung transposéiert.

Ech kann also nëmmen ënnersträichen, wéi wichteg de Vote vun dësem Projet de loi fir d'Approbatioun vun der Unesco-Konventioun ass, an lech och versécheren, datt ech am Sënn vun där Prise de conscience, déi ech am Ufank ugeschwat hunn, dru schaffe wäert, fir déi international Konventiounen am kulturelle Beräich esou séier wéi méiglech ze ratifizéieren.

Merci fir, ech géif mengen, eng breet Zoustëmmung a Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5377 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5377 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth,

Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Interpellatioun vum Claude Wiseler iwwert déi zukünfteg Orientéierung vun der Kulturpolitik vun der Regierung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Fir déi, déi sech nach net ageschriwwen hunn: Et ass nach Zäit.

An direkt huet de Claude Wiseler d'Wuert.

4. Interpellation de M. Claude Wiseler sur l'orientation future de la politique culturelle du Gouvernement

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi esou oft ass och an dësem Sujet d'Regierung ugetruede mat ganz, ganz groussen Usprëch: mam Usproch, alles anescht ze maachen, an haaptsächlech an deene leschte Méint schéisst d'Kulturministesch sech drop an, fir opzeweisen, wéi anescht si alles mécht wéi hir Virgängerin an haaptsächlech, wéi besser si alles mécht wéi all hir Virgänger! Dat mat ganz, ganz vill Energie!

Ech hunn en Titel an der Press gelies, dee mer gutt gefall huet, grouss Iwwerschréft: „Kulturministerin Maggy Nagel will der Kultur ein neues Gesicht verpassen". Do hunn ech gestaunt, wéi ech dat gelies hunn, a mech gefrot: A wat fir engem Sënn ass dat - um éischten, zweeten, drëtte Grad? -, wou dat do gemengt ass?

Mä op jidde Fall an den Aussoen, déi an der leschter Zäit gemaach gi sinn, stellt ee fest, datt dat, wat si seet, einfach den Ausdrock ass dovun, datt alles soll anescht ginn: „Keng Géisskanepolitik", dat hutt Der och nach gëschter oder virgëschter gesot, Transparenz, Diskussioune mam Secteur, kloer Richtlinnen, wou Subside sollen hifléissen, ophéiere mat Prunkbauten, dat wär net dat, wat Lëtzebuerg géif brauchen, e Ministère, wou d'Leit erëm mat der Ministesch ënnerenee géife schwätzen an haaptsächlech eng Politik mat vill Courage. Wat dat och ëmmer heescht: vill Courage elo an der Kulturpolitik hunn! Dat sinn déi grouss politesch Zilsetzungen: Alles anescht ze maachen, wéi et virdru war. An dat gëtt säit engem Joer dauernd a mat vill Energie gesot.

Elo soen ech Iech: Mir gleewen Iech dat! Dir wëllt alles anescht maachen. Mä ech soen awer och hannendrun: Mir hätten dann och gär, wann Der wëllt alles anescht maachen, datt Der et och elo beweist, datt Der déi Saache maacht an et net just sot! Dir sot och nach, Dir géift de Regierungsprogramm wëllen ëmsetzen.

(Interruptions)

Da muss een et elo maachen! Da muss een et elo maachen, well ech hunn dee Regierungsprogramm nach eng Kéier am ganzen Detail duerchgelies an ech muss soen, an deem Regierungsprogramm ass ganz villes dran, wat d'Kontinuitéit bedeit vun där Kulturpolitik, déi an deene leschte Jore vun dem Här Biltgen, vun der Madame Modert gutt gemaach ginn ass. Ganz vill Kontinuitéit dran! An dofir soen ech, datt an deem Regierungsprogramm eng ganz Rei Saache stinn, déi mir och kënnen deelen, mat deene mir och kënne liewen.

Da wëll ech der emol e puer hei opzielen: d'Opstellung vun engem Kulturentwécklungsplang, d'„assises culturelles annuelles" mat enger „structure légère de consultance" hannendrun, d'Ausschaffe vun engem „concept de gouvernance culturelle", den Audit vum Kulturministère, d'Éducatioun, d'Formatioun, d'Konditioune fir d'Kaderen a fir d'Artisten, den „Espace culturel" vun der Groussregioun mat „bureau de promotion", fir Promotioun ze maachen, och déi international Promotioun weider ze förderen, d'komplett Reevaluatioun vun de Konventiounen, d'Infrastrukture weiderféieren an haaptsächlech nei Infrastrukture schafe fir Museker, Dänzer a Leit aus der Theaterwelt, fir Repetitiounen ze maachen, an esou weider. Zilsetzungen, déi mer mat Nuancen, mä awer zum groussen Deel evidenterweis akzeptéieren, well dee Wee scho vun Äre Virgänger, och wann Der et elo anescht dobausse sot, mä vun Äre Virgänger a Virgängerinnen ugefaange gi war.

Wat stelle mer awer haut fest, wat an deene leschte Méint an der Kulturpolitik geschitt ass a wat haaptsächlech gesot ginn ass an ëm wat fir eng Sujeten d'Kulturpolitik sech an deene leschte Méint, wa se dann an der Press war, gedréit huet? Ech erënneren un déi peinlech Diskussiounen iwwert d'Ofsoe vun der China-Tournée vun dem OPL aus finanzielle Grënn. Ech erënneren un déi peinlech Ofso vun enger historescher Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich. Deen éischte Punkt huet d'Kredibilitéit vun eis, vun eiser Kulturpolitik mat a Fro gestallt. Deen zweeten huet d'Opschaffe vun eiser Geschicht an haaptsächlech vun där vum Éischte Weltkrich - wat net gemaach gi war a wat hätt solle gemaach ginn - awer och wesentlech a Fro gestallt.

Ech erënneren och un déi Kommunikatiounsdebakelen, déi bei deem engen a bei deem anere Sujet stattfonnt hunn. Ech erënneren och, drëttens, un d'Résiliatioun, déi unilateral Résiliatioun vun de Konventioune mat dem sämtleche konventionéierte Secteur aus der Kultur. Ech erënneren un déi ugekënnegt Fusioun vu Mudam a Casino um Horizont 2018, aus finanzielle Grënn ugekënnegt - ech kommen duerno nach eng Kéier dorop zréck.

Ech erënneren un de Budget 2014 - a wéi mer doriwwer geschwat hunn, hate mer schonn eng Diskussioun do driwwer -, an deem déi ganz Subside fir d'Konventioune stagnéiert hunn, op deemselwechten Niveau bliwwe sinn, wëssend awer, datt d'Gehälter an d'Luucht gaange sinn, wat also als Konsequenz automatesch hat, datt d'Inhalter schonn an dësem Joer en tant que tel hu missen erofgeschrauft ginn.

Ech erënneren och un de Budget 2015, deen, wann een e vergläicht, gradesou wéi de Budget 2014 säit den 90er Joren deen éischte Budget ass, deen ënnert d'Mark vun engem Prozent, dee mer eis awer als Zilsetzung an deene leschte Jore geholl haten, gefall war. Ech erënneren un déi Spuermoossname vun 3,7 Milliounen, déi Der ugekënnegt hutt fir 2015, wat iwwer 6 Millioune pro Joer sinn - all Joers! -, déi am Pluriannuel elo opgezielt ginn.

Wann een also an der leschter Zäit vu Kulturpolitik gehéiert huet, da war dat an negativ geluedene Gespréicher, an an negativ geluedene Gespréicher, déi sech ëmmer an ëmmer ronderëm d'Finanzen a ronderëm d'Spuere gedréit hunn. Ech wëll awer hei net just Iwwerleeunge maache ronderëm déi budgetär Spuermoossnamen. Ech wëll zréck zum Regierungsprogramm kommen, well dat, wat am Regierungsprogramm steet, fir d'Kulturpolitik a mengen Aen awer wichteg a wesentlech ass.

Dat Éischt, dat ass de Kulturentwécklungsprogramm, dee versprach ginn ass an dee sollt eng ambitionéiert, esou steet et do, eng ambitionéiert Analys sinn, fir Richtungen, Zukunftsrichtungen, Zukunftsvisiounen an der Kulturpolitik ze entwéckelen. Bis elo hunn ech - ech ire mech vläicht, da sot Der eis de Contraire -, mä bis elo hunn ech näischt héieren doriwwer, net nëmmen an der Press näischt héieren, mä och net, wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, déi awer missten implizéiert sinn, wa mer iwwer e Kulturentwécklungsprogramm schwätzen.

A mengen Aen, an eisen Aen, wär awer eng extrem kohärent Démarche noutwendeg. An esou engem Kulturentwécklungsprogramm misste sech wichteg Froe gestallt ginn, wichteg Froen, fir ze kucken, wéi d'Kulturpolitik an deenen nächste Jore soll gemaach ginn. Froen zum Beispill iwwert dat: Wéi ginn ech mam Publikum ëm? Wat maachen ech hei zu Lëtzebuerg als Kulturopféierungen an haaptsächlech, fir wie maachen ech se? Wéi kréien ech Publikum? Wéi kréien ech Interessenten an déi Opféierungen, an déi Virstellungen an an all déi Manifestatiounen, déi vun der Kulturwelt gemaach ginn?

Mir hunn extrem vill Ugeboter hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng héich Qualitéit vun Ugeboter zu Lëtzebuerg. Mä wa mer awer kucken, wéi vill Prozent vun de Leit vun deenen Ugeboter profitéieren - 10% vun de Leit, gëtt gesot -, da soe mer, datt do nach Potenzialitéiten dra sinn. Wéi kréien ech dat eent an dat anert iwwereneen? Wéi kréien ech dat Publikum mat eisem Ugebot besser „gematcht", wéi een dat op Neilëtzebuergesch seet?

Den zweete Punkt, dat ass Éducatioun zur Kultur. Wéi gëtt se an de Schoule gemaach? Déi grouss Iwwerleeung, wéi ech dat uginn, wéi ech weiderkommen, datt ech och ka jonk Leit fir d'Kultur interesséieren an haaptsächlech doduerch mer och fir déi nächst Joren a Jorzéngten e Publikum schafen, wat fidéliséiert gëtt an der Lëtzebuerger Kulturwelt, an der Lëtzebueger Kulturzeen.

Drëttens, eng Fro, déi ee sech muss stellen an esou engem Kulturentwécklungsprogramm, dat ass déi, wéi ech meng Kultur, déi, déi ech maachen, déi hei geschafe gëtt zu Lëtzebuerg vun all deenen Artisten a Kënschtler, déi mer hunn, wéi ech déi an eis Lëtzebuerger Gesellschaft aschreiwen. Wéi ass se kohärent mat der Lëtzebuerger Gesellschaft? Wéi profitéieren ech vun am Fong enger Multitude vu Kulturen, déi hei zu Lëtzebuerg präsent sinn, fir do eis Gesellschaft wuessen ze loossen, méi opzemaachen? Wéi kréien ech déi multikulturell Gesellschaft besser gewisen, besser an d'Fënster gestallt? Wéi kann ech och d'Kultur benotzen, fir Integratioun hei zu Lëtzebuerg ze maachen, fir d'Akzeptanz vun der Multikulturalitéit méi grouss opzemaachen?

Alles dat si Froen, déi ee sech sollt, déi ee sech misst an engem Kulturentwécklungsprogramm stellen.

Déi véiert Serie Froen, dat ass: Wéi maachen ech d'Promotioun vun den Akteuren, den Agent-culturellen? Wéi kréien ech déi Professionalisatioun, déi säit zéng, 15, 20 Joer ëmmer méi amgaang ass, wéi kréien ech déi weidergedriwwen? Wéi kréien ech se ofgeséchert? Wéi kréien ech domat och deelweis d'Qualitéit vun eiser Kultur oder déi dreiwend Kräften, wéi kréien ech déi besser encadréiert, besser weidergefërdert?

Wat ass den Impact économique vun der Kultur? An ech wëll dat net als Haaptfro stellen, mä als Niewefro. Mä trotzdeem ass et eng Fro, déi ee sech och muss iwwerleeën.

Wéi kréien ech - well ech Aménagement-du-territoires-Minister fréier war - den Aménagement du territoire culturel och hin? Wéi sinn eis Strukturen iwwert d'Land opgedeelt? Mir hunn der immens vill! Si se richteg opgedeelt, kréie mer se och richteg ausgenotzt, esou, wéi mer se elo schonn hunn? Wéi ginn ech mam Patrimoine ëm? Alles dat si Froen, déi sech kënne gestallt ginn.

Eng aner Serie Froen, dat ass: Wéi maachen ech d'Promotioun vun eisen Acteur-culturellen am Ausland? Wéi hëllefen ech hinne weider, datt se hir Produktiounen net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och am Ausland kënne weisen, do ukommen, do weiderkommen? Och dat ass wesentlech. A wéi kann ech domat eist Bild, eist Bild vu Lëtzebuerg am Ausland verbesseren?

Dat ass en ugekënnegten Exercice, dee fir eis wesentlech ass, vun deem ech awer einstweilen, no engem Joer Regierungsaarbecht, nach näischt héieren hunn a wou ech gär hätt, wou ech et einfach sënnvoll fannen, wou et misst sinn, datt mer deen esou schnell wéi méiglech weiderbréngen. Deen hëlleft eis nämlech - an dat ass dat, wat ech haaptsächlech wëll soen - ze definéieren, wat d'Héicht vun de Moyenen, déi mer an d'Kultur stiechen, soll sinn, an haaptsächlech, wou mer se an deenen nächste Jore sollten drastiechen a wéi mer se sollten drastiechen.

Déi Visioun, déi doraus soll entstoe fir d'Zukunft, déi Visioun muss definéiert ginn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg vill Kreativitéit. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg vill Talent. Mir mussen eng Visioun kréien, wéi mer déi Kreativitéit an dat Talent an deenen nächste Joren och zilgerecht gefërdert kréien, wéi mer weiderkommen.

Datselwecht gëllt d'ailleurs fir d'Assises culturelles annuelles, déi och am Regierungsprogramm ugekënnegt sinn. Mä fir mech sinn d'Assises culturelles, wa se da stattfannen, net just een oder zwee Deeg, wou diskutéiert gëtt, wou duerno eng Ofschlossried gehale gëtt an dann e Cocktail hannendrun ass! Mä da musse se, wann et wëllt sënnvoll sinn, uerdentlech virbereet sinn, mat deenen Zilsetzungen, déi mer wëllen domadder erreechen. Et muss eng Diskussioun stattfannen an dann haaptsächlech Konklusioune stattfannen an en Aktiounsprogramm doraus gemaach ginn, deen eis hëlleft weiderzekommen.

An deen Aktiounsprogramm kann net sinn - an och dat steet an Ärem Regierungsprogramm -, ouni datt mer, an Dir ëmschreift et, eng „structure légère de consultation (veuillez lire: de consultance)" ronderëmsetzen, déi eis hëlleft ze verifiziéieren, datt dat, wat zesummen décidéiert gëtt, och duerno an d'Realitéit ëmgesat gëtt. Ech kann net op alles agoe vun deem, wat am Regierungsprogramm steet, mä déi do Saachen, déi schonn deelweis ugefaange gi waren ënnert der leschter Regierung, mengen ech, mussen esou schnell wéi méiglech an d'Realitéit ëmgesat ginn.

An da kommen ech op deen nächste Punkt, dat ass dee vum konventionéierte Kulturberäich, well Dir hutt Mëtt des Joers all déi Konventiounen, déi an deem Beräich waren, gekënnegt.

Fir mech ass d'Aart a Weis, wéi Der dat déizäit gemaach hutt - a mir hu schonn hei an der Chamber an der Kommissioun doriwwer geschwat -, absolut onverständlech, well Dir hutt déi Associatiounen alleguer virun e Fait accompli gestallt, an ech fannen dat inakzeptabel, haaptsächlech inakzeptabel, well ee jo weess, wéi am Kulturberäich d'Programmatioun gemaach gëtt. Do gëtt eng Programmatioun gemaach, déi net vun engem Mount op deen anere gemaach gëtt, mä oft een, zwee, dräi Joer, véier Joer am Viraus! An dann de Leit Mëtt 2014 ze soen, datt Der net méi wësst, ob 2015 an haaptsächlech wéi 2015 hir Konventioun weidergefouert gëtt, ass natierlech fir déi Leit e Problem! Wa se net wëssen, a wat fir eng Richtung et gëtt! Dofir fannen ech, datt dat eng Aart a Weis ass fir ëmzegoen, déi net korrekt ass.

Datt d'Konventiounen, an dat soen ech och ganz gär, regelméisseg mussen iwwerkuckt ginn, dat fannen ech okay.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* Datt een also och regelméisseg muss mat den Associatioune sech dohinner setzen, fir ze kucken, ob nach alles an der Rei ass, fannen ech normal.

Mä ech wëll awer just soen, datt, wann Der se kënnegt, da muss een awer den Associatiounen eng Chance ginn, fir hir Programmatioun vum nächste Joer am Gréff ze halen. Da muss een hinnen awer soen, mat wat fir Zilsetzungen ee se kënnegt a wéi ee wëllt weiderfueren an deenen nächste Méint.

Dir hutt e Questionnaire erausgeschéckt, wou Der eng Zort Autoevaluatioun frot. Ech verstinn och, wat domadder gemengt ass. Deen Exercice kann, an dat muss ech och éierlech soen, a mengen Aen, ganz nëtzlech sinn, esou eppes ze maachen, mä et gëtt awer an deem Kontext, wou mer haut sinn, a mat deenen Aussoen, wou en an der Regierung begleet gëtt, esou interpretéiert, datt en an e Budgetskontext gesat gëtt. An Dir sot selwer, et ass fir kee finanziellen double Emploi ze maachen, wou mer dat elo emol alles wäerten iwwerpréiwen.

An ech wëll just soen, wann een esou eng Evaluatioun mécht, da fannen ech, datt ee se awer net just eleng soll an de finanziellen, budgetäre Kader, da muss ee se och an de Kader stelle vun deem: Wat wëllt ee kulturpolitesch erreechen? Wat fir eng Visiounen hunn ech? A wéi soll dat kulturell weidergoen? An elo ass d'Fro: Wat geschitt dann elo domadder? A wéi geet et an deenen nächste Jore weider?

Esou huet een d'Impressioun, datt déi Evaluatioun net gemaach gëtt, fir eng Reflexioun iwwert d'Kulturpolitik ze maachen, mä vu Verschiddenen, well se an dee budgetäre Kontext gestallt gëtt, als eng Zort Iwwerliewensexercice, fir elo déi richteg Äntwerten ze ginn, fir eng Konventioun nach weider ze kréien.

Ech stellen hei fest, datt am Secteur richtegt Gewulls an Onsécherheet kreéiert ginn ass. Onsécherheet fir d'Personal, déi wierklech net wëssen, wéi et an deenen nächste Jore weidergeet. Dat ass eppes, wat d'Kulturzeen net gebrauche kann. Well der Kulturzeen muss een Zäit ginn. Zäit ginn, fir ze programméieren, an och Rou ginn, fir déi Programmatioun uerdentlech ze maachen.

Dir hutt e Kalenner ugekënnegt. Dir hutt am Ufank gesot, virun dräi, véier Méint, Dir hätt dat alles gär fir 2015 fäerdeg an da sollen déi nei Konventioune stoen. Elo - mä dat sot Der eis duerno - heescht dat schonn 2016? Wann et 2015 wär, froen ech mech... Dat ass elo nach a sechs Wochen, dat ass en onméigleche Kalenner! Ech weess net, wéi Der dann nei Konventioune mat engem neien Inhalt nach iwwerhaapt wëllt hikréien. Wann et eréischt 2016 ass, da froen ech mech, firwat Der se 2015 gekënnegt hutt, wann Der elo déiselwecht weiderfuert, an dann 2016 se nach eng Kéier kënnegt oder just momentan fir ee Joer maacht.

Ech fannen, déi Aart a Weis ass richteg problematesch, well weder an dëse Méint nach an deem nächste Joer wëssen eng Rei vun den As-

sociatiounen net, wou déi ganz Rees higeet, wëssen net, wat se erwaart an hu Schwieregkeeten, hir Programmatioun fir 2015, 2016, 2017 esou ze maachen, wou se awer laangfristeg misste kënne Gedanke féieren.

Ech hätt éischter gemengt, datt ee misst hinne genau soen, wou ee wëllt higoen. Datt een hätt missen dee Kulturentwécklungsplang fäerdeg hunn. Datt een hätt missen en Deel vun den Assisë gemaach hunn. Datt een hätt misse seng Visioun entwéckelt hunn. An da soen: Sou, elo op deem, wat mer wëlle maachen an deenen nächste Joren, iwwerschaffe mer gemeinsam eng Kéier déi ganz Konventiounen a mir kucken, datt eis Visiounen duerch eng Erneierung vun de Konventiounen an déi richteg Richtung ginn.

Wann ech dann och d'Budgetsevolutioun kucken an deenen nächste Joren - do hu mer och scho virdrun am Budget driwwer geschwat -, Dir hutt de Budget vun der Animation socioculturelle 2013 op 2014 net evoluéiere gelooss. Dir hutt u sech gesot, e géif d'selwecht bleiwen. Mir wëssen awer, datt 60 bis 70 oder 80% vun deene Budgete Paie sinn. Déi bleiwen awer net d'selwecht. Déi steigen, déi evoluéieren. Wat heescht dat? Mä dat heescht, datt de Budget, deen déi Associatiounen hunn, deen Deel, wou Inhalter gemaach ginn, deen Deel, wou kreativ geschafft gëtt, datt deen ëmmer proportionell méi kleng gëtt!

Wann ech da kucken, wat dat an deenen nächste Joren heescht, Dir sidd vun 2014 op 2015 op 7 Milliounen, da geet et 2016 op 6,9 erof, da geet et 2017 op 7,1 erop. Wann ech vun 2013 op 2017 kucken, da gitt Der am Ganzen, gitt Der 6% innerhalb vu véier, fënnef Joer weider. Wann ech dat awer kucken als Evolutioun vun de Salairen, dann ass dat wäit ënnert deem, wat souwéisou Är Salairë weiderginn. Dat heescht, déi Politik, wou den Inhalt méi kleng gëtt, déi geet an deenen nächste Joren, mat deem Pluriannuel, deen Der ofginn hutt, weider. Ech mengen, datt dat net kann opgoen, esou wéi et elo virgesinn ass.

A wann ech dann op den Zukunftspak kucken an do eenzel Spuermoossname gesinn, wann ech gesinn, datt Der am Detail vun de Spuermoossnamen der ALAC zum Beispill 40% vun hirem Budget ewechhuelt, ouni mat hinnen ze schwätzen, dann, muss ech soen, fannen ech dat problematesch, well ech...

An enger Billetterie centrale, déi jo domat haaptsächlech viséiert ass, esou vill ech dat verstanen hunn, do kënnen eventuell Schwieregkeete gewiescht sinn. Mä da muss een d'Schwieregkeete léisen. Mä de Fait, datt mer awer eng Billetterie centrale zu Lëtzebuerg hunn, huet awer villen Associatioune vill gespuert an huet selbstverständlech den Akteuren oder respektiv den Zuschauer, déi wëlle profitéieren dovunner, awer gehollef. Dofir hunn ech déi do Fro, wa se dann esou ass, mä Dir kënnt et jo anescht soen, huet déi mer eng Rei Problemer gestallt.

Dir hutt, an dat ass an der Rei 35 oder 36 vum Spuerpak, wou Der sot, datt fir den Art contemporain en „recentrage des activités dans le domaine de l'art contemporain" géif gemaach ginn an da sot Der ganz léif, eng ganz léif Ausdrocksaart a -weis, e Renforcement vun de Synergies nouvelles. Wéi een eppes, wat een nei wëllt kreéieren, wëllt renforcéieren, dat mag elo Ärem Sproochgebrauch iwwerlooss sinn.

Mä ech wëll just soen, dat huet u sech geheescht, datt Der wollt déi Fusioun maachen tëschent dem Mudam an dem Casino. Wann ech elo richteg verstanen hunn, kommt Der dorobber zréck, maacht déi Fusioun net, wëllt nëmme Synergië maachen. Meng Fro ass: Dir hutt awer Spuermoossnamen am Budget schonn uginn, dat heescht, et si Suen uginn, déi net méi sollen ausgi ginn - wéi geschitt dat elo? Ech hoffen, datt Der op där Iddi vun der Fusioun do net weiderfuert. Well ech mengen, datt d'Plaz vun där enger Institutioun an där anerer Institutioun, schénge verschiddener an eiser Kulturwelt ze sinn, an déi eng an déi aner hir spezifesch Plaz hei hunn. A Synergië si sécher okay, mä net eng Fusioun.

Am Artikel 37 vun de Spuermoossnamen, do schwätzt Der vun engem „modèle de gestion saisonnier" vun „certaines institutions culturelles". Ech ginn dovunner aus, datt et sech ëm Dräi Eechelen handelt, déi am Wanter sollten zougemaach ginn, esou war et op jidde Fall annoncéiert. 200.000 Euro sollten d'Joer gespuert ginn. Do hunn ech och héieren, Dir sidd dorobber zréckkomm. Ech fannen dat eng gutt Iddi, fir dorobber zréckzekommen op déi Iddi. Meng Fro ass natierlech: Wéi ginn 200.000 Euro gespuert? Mä dat erklärt Der eis dann och duerno.

E puer Wuert och iwwert d'Kulturinstituter, wou am Fong déiselwecht Reflexioun zielt wéi déi am konventionéierte Secteur, um Beispill Mudam. Wann ech kucken, wéi do d'Évolutions budgétaires sinn, vun 2013 op 2014 si vu 6,8 op 6,4 Milliounen erofgefuer ginn, ouni datt mat der Institutioun en fin de compte geschwat ginn ass. Si haten d'ailleurs méi gefrot nach wéi déi 6,8 Milliounen, déi se sengerzäit haten, hunn also wesentlech manner Sue kritt wéi dat, wat si selwer estiméiert hunn, datt se géife brauchen. An deenen nächste Jore geet dat liicht an d'Luucht. Mä och do hu mer eng Evolutioun all Kéiers nëmme vun 2% iwwert d'Joren.

Wann ech awer weess, datt d'Fraisen an d'Käschte vun dem Personal eropginn, da weess een, wat fir Schwieregkeeten dat bedeit. Wat heescht dat praktesch? Dat heescht, datt net op de Personalkäschten a wéineg um Entretien ka gespuert ginn, an dat ass dat, wat elo geschitt ass, datt da gespuert gëtt op de Kollektiounen, um Achat, datt gespuert gëtt op den Ausstellungen. Dat heescht, an anere Wierder, mir hunn hei fantastesch Konditiounen, déi mer fir d'Kulturinstitutiounen dohinnerstellen. Mir hunn awer elo eng Politik, si mer amgaang ze maachen, wou mer op de Kreatioune spueren, wou mer op den Ausstellunge spueren, wou mer am Fong op deem spueren, wat den Inhalt vun der Kulturpolitik an deenen nächste Joren ausmécht!

Wëssend och, datt mer an deenen Instituter ganz jonkt Personal agestallt hunn, well déi meescht no 1995 agestallt gi sinn. A wëssend och, datt dat heescht, datt d'Evolutioun vun de Carrièren, respektiv d'Evolutioun vun deem Pak, deen an d'Gehälter fléisst, an deenen nächste Joren an där Croissance och nach wäert zouhuelen, ass dat nach duerch dee Fait accentuéiert a wäert an deenen nächste Jore richteg Problemer stellen.

Gutt ass, datt iwwert de Pluriannuel déi eenzel Institutioune kënnen an deenen nächste Jore jugéieren, wat se kréien. A wann de Pluriannuel dann agehale gëtt, och zumindest wëssen, wéi et an deenen nächste Jore weidergeet. Mä wann ee kuckt, wéi et weidergeet, sinn déi Problemer, déi ech elo beschriwwen hunn, an deenen nächste Jore reell.

An ech wëll soen, datt do och eng international Kredibilitéit heiansdo dovunner ofhänkt. Et ass esou, datt Lëtzebuerg vu sech aus keng Plaz ass, wou d'Kultur, dat internationaalt Kulturgeschehen, automatesch stattfënnt. Wa mer eis net dofir asetzen a wa mer net alles maache mat eisem Wëllen, mat eiser Kompetenz a mat eiser Kredibilitéit an där dote Matière, da geet et ganz schnell ronderëm eis, well keen eis brauch. An dofir musse mir eis weisen. An dofir musse mir och dobaussen an Zukunft eng Kredibilitéit hunn.

Wann Der da Concerte vum OPL a China ofsot, haaptsächlech esou kuerzfristeg ofsot, wann Der déi...

(Interruption par Mme Maggy Nagel)

Dir gitt d'Explikatiounen duerno, Madame Nagel. Ech sinn elo meng Explikatiounen amgaang ze ginn.

Wann Der dat dann ofsot, dann huet dat natierlech e Problem, haaptsächlech op d'Kredibilitéit, net hei zu Lëtzebuerg onbedéngt, mä och am Ausland sinn u sech d'Planifikatiounen a Concertshaiser, a Philharmonien op zwee, dräi, véier Joer gemaach, ginn d'Ticketen am Viraus verkaaft. A wann Der dann e puer Méint virdrun ofsot, jo, dann huet dat eng Influenz op eis Kredibilitéit, op d'Kredibilitéit vum OPL hei an op d'Froen, déi esou Institutiounen, wéi d'Philharmonie an Zukunft maachen, datt eisen Orchester dohinner kënnt. An dofir soen ech, et soll ee richteg virsiichteg domadder ëmgoen. Ech verstinn, datt ee soll spueren, mä dat do ass awer... D'Kredibilitéit ass eppes, wat mer hunn dobaussen. Wa mer se bis eng Kéier verluer hunn, ass et ganz schwiereg, fir se erëmzekréien.

Zu de Rotonden e puer Wuert. Ech sinn an deem Dossier och dra gewiescht, weess, wéi laang Zäit dat gebraucht huet, weess, datt mer laang Diskussioune mat de Responsabele vun de Rotonden haten, fir ze kucken, wéi mer e Projet kënne maachen, wou och drop gespuert ginn ass sengerzäit. Deen och net einfach war hinzekréien, wou weder den Travaux-publics-Minister sengerzäit nach déi Responsabel vun de Rotonden zefridde waren, wéi mer aus deenen Diskussiounen erausgaange sinn, well et hat keen dat, wat en am Fong gär gehat hätt. Mir hunn et awer dunn iergendwou trotzdeem hallefweegs hikritt.

Mä ech soen, elo geet dat neit Instrument un, ech hu gëschter och d'Tëlee gelauschtert, wou doriwwer geschwat ginn ass. An da soen ech, mä wann dat awer elo heescht, datt mer déi Suen, déi wéineg Suen, vläicht ze wéineg Suen, déi mer investéiert hunn, elo och nach investéiert hunn an e Kulturinstrument, wou da gesot gëtt, datt mer awer net d'Moyenen hunn, fir duerno dat ze bidden, wat elo an där aler Lokalitéit gebuede gëtt. Jo, wat hat dat da fir e Sënn? Wat hätt dat da fir e Sënn? Effektiv musse méi Entretienskäschten, méi Personalkäschten, méi Produktiounskäschten an deenen neie Lokalitéite sinn, well se einfach méi grouss sinn. An ech mengen, do muss een einfach d'Realitéit kucken, wann ee wëllt seriö weiderfuere mat där doter Politik an den nächste Joren.

Well d'Zäit mer elo fortleeft, Här President, ginn ech net weider op déi Froen a vun de Bauprojeten. Just vläicht een ervirgehuewen, vun den Archiven, wou jo déi Diskussioun, déi am Ufank vun der Legislaturperiod war, fir d'Archive mat der Nationalbibliothéik zesummenzesetzen, Gott sei Dank schnell opgehalen huet. Mä nach verstinn ech, muss ech soen, éierlech net, firwat mer elo de Site vun dem Belval a Fro stellen. Dir hutt an enger éischter Etapp gesot, dee Site wär elo fir aner Saache geplangt oder benotzt. Den Här Bausch huet an der Chamberskommissioun gesot, datt deem net esou wär, datt deen nach ganz géif fräistoen, datt deen nach kéint gebraucht ginn.

Dir hutt gesot, mir maachen awer elo nach eng Evaluatioun dovunner, ob et dann awer gutt ass oder net gutt ass. Wahrscheinlech geet et d'selwecht wéi zu Gilsdorf, wou eng Evaluatioun gemaach ginn ass, fir dann no enger ganzer Rei Méint zur Konklusioun ze kommen, datt et awer dee richtege Site wier. Moi, je veux bien! Mä ech menge just, datt ee soll och an deem Dossier weiderfueren, well Archive wichteg sinn.

Elo sot Der eis natierlech: Firwat hutt Der se net gemaach? Mä ech soen Iech och do kloer hannendrun, d'Planifikatioun vun der fréierer Regierung, dat war déi, well mer dat eent nom anere wollte maachen: Mat der Nationalbibliothéik unzefänken, kucken, datt dee Projet leeft. An am Projet hannendrun dann d'Nationalarchiven ze maachen. Dat kënnt Der och op deene finanziellen, pluriannuelle Publikatiounen oder Programmatioune kucken, déi vun der leschter Regierung do sinn.

En anere Projet, dee fir mech wichteg ass, dat ass d'Institut für Zeitgeschichte. Do hunn ech och, ausser, datt en ugekënnegt war, net ganz vill héieren. De Centre de recherche Résistance an Enrôlement forcé sollen zesummekommen, zesumme mam CVCE. Meng Fro ass: De Centre Robert Schuman, gehéiert deen och dran? Ech weess net, wéi d'Konzept ass. Ech weess net, wéi et soll ausgesinn. Mir hunn näischt méi driwwer héieren. Dir hutt de 14. Januar 2014 an der Kommissioun gesot, dat wär e Rattachement un d'Kultur. Mir stellen elo fest, datt deen Organismus bei der Recherche ugesiedelt gëtt. Firwat ass dat esou? Ass d'Richtung domadder ëmgeännert, respektiv wéi komme mer do weider?

Ech hunn elo keng Zäit méi, fir iwwer Patrimoine, Sites et Monuments, Statut de l'artiste ze schwätzen. Dat si jo alles Saachen, déi mer wäerte gemeinsam an deenen nächste Méint an der Chamberskommissioun ugoen a mat Texter heihinner kommen, wou mer dann ausgiebeg iwwert déi Sujete kënne schwätzen.

Ech wëll just eng Konklusioun zéien, an ech wëll se net esou maachen, wéi een et klassescherweis an deene Kulturinterpellatioune mécht, datt een elo e puer intelligent Zitater vum André Malraux oder vum Jack Lang oder vu wiem och ëmmer mécht, déi da gutt Sätz iwwert d'Wichtegkeet vun der Kultur soen, an der Kultur an der Gesellschaft soen. Ech sinn hei wesentlech méi prosaesch, well ech net vill Zäit hunn.

Ech mengen, datt dem Stat seng Roll an der Kultur net déi ass, datt mer hei sollen d'Kulturschafung selwer maachen, mä datt mer d'Konditioune fir kulturell Kreativitéit solle schafen. Publikum, Éducatioun, d'Konditioune fir d'Produktioun, d'Kulturstätten, Professionalisatioun fir Artisten, Gestioun vum Ugebot, Hëllef fir Lëtzebuerger Kulturschaffend iwwert d'Grenzen ze goen, Encadrement, dat sinn déi grouss Missiounen, do muss eng Visioun entstoen a kloergemaach ginn.

1995 bis 2007 mat dem Kulturjoer, ware Joren, wou e risegen Développement geschitt ass, wou vill gebaut ginn ass, wou vill kreéiert ginn ass, wou d'Kultur zu Lëtzebuerg wesentlech méi komplex ginn ass. Ob dat elo quantitativ ass oder ob dat qualitativ ass, eng richteg Opbauphas! No där Opbauphas muss evidenterweis eng strukturant Phas kommen. An ech mengen, Madame Minister, do gëtt vill erwaart an deenen nächste Joren drop.

„Méi mat manner maachen", mengen ech, geet am Kultursecteur net. Mir brauchen e Kulturentwécklungsplang, mir brauchen déi Assisen, dat si richteg, wichteg Diskussiounen. Mir brauche se, éier mer finanziell Konklusioune bei de Konventiounen zéien, datt mer wëssen, wou mer higinn. Mir brauchen, datt mer et virbereeden, eng professionell Virbereedung dofir, mir brauchen e professionelle Suivi fir all déi Diskussiounen, déi do gefouert ginn. Dat sinn d'Erwaardunge vun der Politik un Iech. Mä dat si sécherlech och deelweis d'Erwaardunge vun der Kulturwelt un déi Politik, déi an deenen nächste Méint a Jore soll geschéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och, Här Wiseler, a gutt getimed. Nächste Redner ass den Här André Bauler.

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kultur ass en Thema, dat eis all ugeet. Kultur däerf net enger Elite virbehale sinn. An dofir muss d'Kulturpolitik all gesellschaftlech Schichten uspriechen. D'Kulturpolitik soll d'Kultur vun engem Land net bestëmmen, si muss hir just d'Mëttel ginn, fir datt se sech fräi entfale kann, zum Wuel vum eenzelne Mënsch, zum Wuel vun der Gesellschaft.

Net Geld a Räichtum däerfen dat sinn, wat eis zesummeschweesst, mä et ass d'Kultur, déi d'Séil vun eiser Demokratie ausmécht. Konscht a Kultur sollen d'Speis sinn, déi eis wierklech zesummenhält. Si sollen e Géigepol zum Materialismus sinn. Well do, wou nëmme wéineg Plaz fir Kultur ass, do gëtt de Mënsch zu engem passive Konsument, dee sech kaum kreativ an d'Gesellschaft abréngt. En Éisträichesche Schréftsteller, de Karl Kraus, huet dat emol eng Kéier ganz treffend op de Punkt bruecht, wéi hie gesot huet: „Wann d'Sonn vun der Kultur niddreg steet, werfe souguer Zwergen e laange Schiet."

Här President, an de Joren 1995 an 2007 war eis Haaptstad europäesch Kulturmetropol. 2007 hat d'Regierung déi pertinent Iddi, fir d'Groussregioun an dëse Projet anzebannen an esou Lëtzebuerg als kulturellen Zentrum ze promouvéieren. Et ass grad dësen Eventer ze verdanken, datt eis einheimesch Kultur a kreativ Wirtschaft eng nei Dynamik krut. D'Kulturpolitik ass esou och en Deel vun eiser Standuertpolitik ginn.

An Zäiten, wou den Image vu Lëtzebuerg an Europa, an doriwwer eraus, staark ugekraazt ass a wou mer mat alle Mëttel musse versichen, dem Land en neien Image ze verschafen, dee wäit iwwer eise Profil als Finanz- an als Déngschtleeschtungszentrum erausgeet, sinn d'Beméiungen an der Kultur alles, mä net vu Muttwëll. An enger wëssensorientéierter Gesellschaft bedeit Kulturpolitik, aus eiser Siicht, och a grad kulturell Diversitéit a Wäertschätzung vun de Kënschtler an hirer Aarbecht. D'Kulturpolitik ass also en Deel, souwuel vun der Wirtschafts- wéi och vun der Gesellschaftspolitik.

Wat si fir d'DP-Fraktioun wichteg Elementer an der Kulturpolitik? Fir eis ass d'Kultur emol fir d'Éischt ee Gutt, dat alle Mënschen, onofhängeg vun hirer gesellschaftlecher Positioun, zousteet. Dat bedeit net nëmmen de passive Konsum vun der Kultur, mä och den Ofbau vu Barrièren, wann et drëm geet, sech aktiv un der Kulturgestaltung ze bedeelegen. D'Statistike weisen, datt e groussen Deel vun der Bevëlkerung net oder nëmmen e bësse vun der Kulturpolitik betraff ass.

Am Manifest fir e Kulturpakt, deen 2008 vu Kulturschaffenden am Kader vum „Forum culture" ënnerzeechent gouf, ass vermierkt ginn, datt bal een Zéngtel vun der Bevëlkerung net alphabetiséiert ass. 2006 hunn ëm déi 20% vun de Kanner zouginn, nach ni e Buch fir de renge Pleséier opgemaach ze hunn. D'Bedeelegung u kulturelle Manifestatioune läit bei ronn 5%, wann een d'Gesamtbevëlkerung kuckt. Dësen Taux ass un de Studienniveau gebonnen, an deen hänkt erëm vum soziale Milieu of a vun der Aarbecht, déi een ausübt.

Grad dowéinst fält, eiser Meenung no, der Schoul an och de Maison-relaisen eng Schlësselroll zou. Si mussen op si fir dat Kulturellt an et favoriséieren. D'Schoul muss e soziale Lift sinn. Si muss d'Kanner als déi zukünfteg Bierger an eiser Gesellschaft gesinn an dofir muss se all Kanner u Konscht a Kultur erufféieren.

D'DP ass sech bewosst, datt mer am Kader vun der ëffentlecher Schoul eng Dynamik erhale mussen, déi d'Bewosstsinn fir dat Kulturellt schäerft, andeems se déi kreativ Talenter vun de Kanner fërdert, hir Fantasie a Schafens- a Virstellungskraaft ureegt. Eng méi staark Zesummenaarbecht tëscht de Schoulen an de Kulturinstituter wéi Bibliothéiken, Muséeën an Theateren och op lokalem Plang ass do, fir de Kanner, besonnesch deenen aus manner bemëttelte Verhältnisser, eng ideal Geleeënheet

ze ginn, fir mat der Konscht, am wäiteste Sënn vum Wuert, a Beréierung ze kommen.

Begréissenswäert sinn esou zum Beispill Projeten, wou Kanner an der Grondschoul un d'Theaterspillen erugefouert ginn. Ech denken do un d'Zentralschoul am Park Housen. Et ginn awer och flott Usätz an de Lycéeën. Zum Beispill de Projet „ID", fir nëmmen deen ze ernimmen, wou Schüler aus dem Préparatoire zesumme mat an ënnert der Regie vu Professionellen aus dem Domän Theater eng multidisziplinär Bühnenopféierung kreéieren. Déi lescht Produktioun „La poupée bleue" huet beim däitsche Concours „Kinder zum Olymp" 2014 den éischte Präis an hirer Kategorie gewonnen.

Ëmgedréit ass et och essenziell, fir Kanner aus alle soziale Schichten iwwert de Wee vun der Schoul an d'Muséeën oder Kulturhaiser matzehuelen. Hei solle weider Akzenter vu Kultur- a Schoulministère gesat ginn.

D'Kultur ass fir eis als DP awer och en Integratiounsfacteur. Si soll net nëmmen d'Lëtzebuerger erreechen, mä all Nationalitéiten, déi hei bei eis am Land wunnen.

Wa mer vun Integratioun schwätzen, da si mer och beim Thema vun der kultureller Identitéit. Do freet ee sech munchmol, ob d'Lëtzebuerger genuch iwwer hir eege Kultur a Geschicht wëssen. Am „Manifeste pour un pacte culturel" steet an deem Kontext ze liesen, datt dat feelend Bewosstsinn vun enger kultureller Identitéit Geforen a sech biergt. D'Ënnerzeechner vum Pakt schreiwen, zu Recht, datt deen, deen net léiert, seng eege Kultur ze appréciéieren a sech dofir ze interesséieren, datt deen och net aner Kulturen estiméiere kann.

Mir brauchen dofir an eise Schoulen eng interkulturell Formatioun, déi den Ableck an all Kulture vun der Welt gëtt. En Deel vun dëser Bildung wier der Lëtzebuerger Kultur a Kulturgeschicht reservéiert. En aneren Deel géif sech mat deenen anere Kulturen, déi hei zu Lëtzebuerg präsent sinn, befaassen. Datt heibäi der Lëtzebuerger Sprooch als sougenannter „Monnaie d'échange" an als Integratiounssprooch eng wichteg Roll am interkulturellen Dialog zoufält, versteet sech vum selwen.

An de leschte Jore gouf vill an d'Infrastrukturen investéiert. Elo ass de Moment komm, den Akzent virun allem op déi kulturschafend Leit ze leeën. Et brauch eng geziilt Förderung vun de Kënschtler. Déi mécht sech sécher net nëmme mat Geldmëttel, mä och duerch eng Begleedung vun de Kulturschafenden, sief et op organisatoreschem Plang oder duerch eng konkret Promotioun vun hirem Schafen am Ausland. Déi national an international Promotioun vun eise Kënschtler ass en Haaptuleies vun eiser Fraktioun. Mir sinn houfreg op eis Artisten, an dofir gesi mer et als eng Flicht un, als eis Flicht un, hir unerkannt Wierker am Land ze weisen, am Ausland ze weisen an ze vermëttelen.

Op dem internationale Parquet ass dat ouni Zweifel en ausseruerdentleche Gewënn fir den Image vun eisem Land bei internationale Foiren, op deene Lëtzebuerg virgestallt gëtt. Awer och bei Wirtschaftsmissioune soll och ëmmer nees derfir gesuergt ginn, eng kulturell Komponent mat afléissen ze loossen. An deem Sënn wäert d'DP och weiderhin d'Mobilitéit an den Échange vun den Artiste bannent der Groussregioun ënnerstëtzen. A mir mussen eis d'Fro stellen, inwiefern et méiglech ass oder wier, fir Lëtzebuerg regelméisseg an de Fokus vun der internationaler Kulturzeen ze stellen.

2007 hat déi grouss Konstantin-Ausstellung zu Tréier Dausende vu Leit ugezunn an Tréier an de Mëttelpunkt vum kulturellen Interesse vun der Grande Région a souguer doriwwer eraus gestallt. Wa mir eisen Image als Land wëlle verbesseren, wa mer net nëmmen als Finanz- an als Assurancëplaz mat provinziellem Cachet gekuckt wëlle ginn, dann drängt et sech op, fir vun Zäit zu Zäit eenzegaarteg, jo, erausstiechend kulturell Highlighten ze promouvéieren.

2013 hat ech ewell op dëser Tribün am Kader vun enger Interpellatioun iwwert den Tourismus ënnerstrach, datt nach e grousst Potenzial an der Vermaartung vu Lëtzebuerg, besonnesch als europäesch Haaptstad, besteet. Mir brauchen dofir méi wéi jee eng kohärent Imagestrategie. Mir brauchen eis par rapport zu Stroossbuerg oder zu Bréissel net ze verstoppen. Mir sollte probéieren, aus eiser Qualitéit als europäesch Stad, där hir al Quartieren a Festungswierker zanter exakt 20 Joer zum Unesco-Patrimoine-mondial gehéieren, méi Profit ze zéien, andeems mer eis europäesch geprägten Haaptstad mat hire Wäerter promouvéieren, souwéi d'Schwäizer dat fir hiert Land beschtens fäerdegbréngen, Lëtzebuerg als kosmopolitesche Zenter, als eng Stad, an där Innovatioun, Weltoppenheet, Villsproochegkeet souwéi déi kulturell an architektonesch Diversitéit groussgeschriwwe ginn. D'EU-Présidence vu Lëtzebuerg ab Juli 2015 ass eng pertinent Geleeënheet, fir dësem Usproch gerecht ze ginn.

Här President, déi wéinegst Kënschtler kënnen eleng vun hirer Aarbecht liewen. D'DP-Fraktioun ënnerstëtzt dofir d'Ännerung vum Gesetzesprojet iwwert de Statut de l'artiste professionnel a vum Intermittent du spectacle. D'Kulturministesch Maggy Nagel huet villen Doléancen aus dem Milieu nogelauschtert, ier se de Gesetzesprojet iwwerschaffe gelooss huet an e vereinfacht huet. Déi Kulturschafend solle sech voll a ganz op hir Konscht konzentréiere kënnen. Dofir däerfen administrativ Barrièrë si net an hirer kreativer Entwécklung behënneren.

D'Vereinfachungen am Kader vun dësem Gesetzesprojet iwwert de Statut de l'artiste sinn do e gudden Usaz. Mir wëllen den Nowuesstalenter op eng onkomplizéiert Manéier eng finanziell Hëllef ubidden, fir datt si an den éischte Joren eenegermoossen iwwert d'Ronne kommen oder am Laf vun hirer Carrière punktuell Hëllefe kréien, fir schwiereg Situatiounen ze iwwerbrécken.

D'DP-Fraktioun ass och der Meenung, fir weiderhin fiskalesch Ureizer ze erméiglechen, déi Privatgelder iwwert de Wee vum Mäzenat oder der Philanthropie an d'Kultur fléisse loossen.

D'DP wollt a wëllt, datt et kloer Regelen a Kritären a puncto Kulturförderung gëtt. D'Verdeelung vu staatlechen Hëllefe muss op Regele berouen, déi transparent an novollzéibar sinn. Dofir ass et luewenswäert, datt d'Ministesch décidéiert huet, dës Konventioun op de Leescht ze huelen a se am Sënn vu méi Transparenz a Chancëgläichheet ze iwwerschaffen. Eng ähnlech Iwwerpréiwung ass iwwregens och bei den Établissements publics, de Stëftungen an de Kulturhaiser op kommunalem Plang virgesinn.

Mir als DP fannen et gutt, wann et hei zu enger objektiver Analys kënnt. Eng Analys, déi dozou féiere soll, datt d'Steiergelder méi wierksam a méi gerecht verdeelt ginn. Mir kënnen eis a puncto Finanzement keng Politik à la tête du client leeschten. D'Neiverhandlung vun de Konventiounen däerf een aus eiser Siicht net als e Manktum u Vertrauen an déi Kulturschafend gesinn. Dës Neiverhandlung ass eng Chance, fir ze préiwen, wou een ënner Émstänn besser mat de Steiergelder haushalte kann, wou et zu doubles Emplois kënnt a koum, wou ee programmatesch réajustéiere soll a muss.

Dofir wäert et duerchaus esou sinn, datt eenzel kulturell Institutioune finanziell gestäerkt wäerte ginn. Et wäert wuel och net ausbleiwen, datt Komplementaritéite musse gesicht ginn, datt ee sech also programmatesch esou opstellt, datt et méiglech ass, Schwéierpunkten ze setzen. Dofir ginn ech den Auteure vum Pacte culturel vollkomme recht, wa si drop bestinn, datt een eng Kulturpolitik en place soll setzen, déi kohärent a konzertéiert ass an déi op de Partage vu Komplementaritéite vu Kompetenze setzt, ouni ze iwwersinn, datt ee sech am ländleche Raum nëmme schwéierlech spezialiséiere kann, well et hei méi eng wäit verspreete Bevëlkerung an engem méi grousse geographesche Gebitt gëtt, eng Bevëlkerung, déi och an deem Sënn muss couvréiert ginn.

D'Infrastrukturen an déi kulturell Équipementer, déi etabléiert Strukturen zesumme mat de Kulturhaiser an der Regioun musse sech méi konkret an der neier Kulturlandschaft positionéieren a sech par rapport zur Realitéit nei definéieren, dëst an Ofsprooch mat dem zoustännege Ministère. D'Konventiounen nokucken heescht och préiwen, inwiefern dës zu der gewënschter Demokratisatioun vun der Kultur bäidroen an och dem Kritär vun der Dezentralisatioun Rechnung droen.

Ech denken do, fir e Beispill ze nennen, un de Cube 521 vu Maarnech, dee matzen am ländleche Raum, wou d'Distanzen dacks méi grouss sinn, fir an e Kulturinstitut ze kommen, immens Efforte mécht, fir d'Kanner aus de Grondschoule fir Theater begeeschtert ze kréien. Nomëttes trieden do professionell Ensemblen op, déi sech un déi Jonk riichten. De Kolleeg Emile Eicher, deen am Cube mat derbäi ass an als Gemeng dëse Projet matfinanzéiert, kennt dëse Programm beschtens. Hie weess, datt de Public breet opgestallt soll sinn. Moies sinn effektiv déi eeler an handicapéiert Leit invitéiert, déi mat vill Freed op dës Virstellunge reagéieren.

De Cube 521, deen nëmme mat enger Handvoll Leit schaffe kann, mécht kee Geschäft mat dësen Aktiounen, mä e gëtt hei souwuel senger éducativer wéi awer och senger integrativer Missioun vollends gerecht.

Kommt, mir verbleiwen nach ee Moment bei den Infrastrukturen. Mir hate viru Kuerzem en Échange an der Kulturkommissioun, an et ass scho virdrun ugeschwat ginn, zu der bal „never-ending story" vun den nationalen Archiven, déi jo op Belval solle kommen. Déi zoustänneg Ministeren hunn eis och gesot, datt se eis virun Enn 2015 spéitstens en neie Projet wëlle virleeën.

Fir eis als DP ass et wichteg, datt eist Land esou séier wéi méiglech eng würdeg a modern Infrastruktur kritt, fir déi historesch an déi administrativ Mémoire vum Land an den nächste 50 Joer ënner adequate Konditiounen ze stockéieren. All Joers kommen nämlech ëm déi véier - ëm déi véier! - Kilometer Archiven derbäi. Dofir muss dat neit Gebai grouss genuch sinn, fir déi sëllechen administrativ an historesch Dokumenter, déi haut op véier verschiddene Plaze gelagert sinn, op enger zentraler Plaz no modernsten Normen ze bündelen.

An deem Kontext ass et dem Ministère, awer och de Gemengen, de staatleche Verwaltungen an aneren Institutiounen hir Aufgab, fir hir Archiven ze schützen an ze konservéieren, andeems ee si och incitéiert, all Dokumenter, déi hir Geschicht an hir Entwécklung retracéieren, ze konservéieren. Hei gëllt et, nach sécherlech Efforten ze maachen, fir all Dokumenter esou ze schützen, datt se der Nowelt erhale bleiwen.

Erënnere wëll ech och un d'Erausfuerderungen am numereschen an digitale Beräich, wou et heescht, eng ganz nei Technik vum Archivéieren ze entwéckelen. Wéi sot schonn de Bill Gates an dësem Kontext esou treffend? „Déi elektronesch Maartplaz wäert eis Kultur gradesou veränneren, wéi dem Gutenberg seng Dréckerpress d'Welt vum Mëttelalter."

Mir begréissen natierlech och, datt d'Kulturministesch de Bau vun der Nationalbibliothéik wëllt weiderdreiwen. An dëser Legislaturperiod soll dann och endlech d'Gesetz iwwert den Denkmalschutz vum 8. Juli 1983 duerch en neien Text ersat ginn. Mir als DP wëllen hei séier reforméieren, dëst am Respekt mat internationale Konventiounen a Chartaen.

An dësem Kontext soll och d'Aarbechtsweis vun der Commission des Sites et Monuments nationaux redefinéiert ginn. D'nächst Woch sinn d'Assises du patrimoine, an hei gi sech nei Pisten an Denkustéiss an der Restauratioun an an der Konservatioun vum Patrimoine erwaart.

E wichtegt Thema ass och d'Notzung vun alem Gemaier, fir neie Wunnraum ze schafen. Hei geet et ëm eng fachgerecht Neigestaltung vun historescher Bausubstanz am Respekt vun internationalen an einheimesche Regelen, esou wéi dat zum Beispill um Site Mansfeld hei an der Stad de Fall wäert sinn.

Allgemeng wëll ech awer soen, datt mir hei zu Lëtzebuerg nach e groussen Nohuelbedarf a Saache Schutz vun eisem Patrimoine hunn. An de leschte Joren erliewe mer, wéi eis Stied an Dierfer amgaange sinn, hiren traditionelle Charakter ze verléieren, well à tort et à travers modern Gebaier entstinn, déi dacks der gewuessener historescher Architektur kaum oder guer net Rechnung droen. Mir brauchen och eng Definitioun vun deem, wat een ënner „Protection d'ensemble" versteet. Do gëtt et Stroossen, wou ee Gebai nom aneren ofgerappt gëtt, ouni datt en urbanistescht Konzept virläit, dat der historescher Bausubstanz Rechnung dréit. Mir mussen och eng Grondsazdebatt iwwert d'Erweiderung vum Denkmalbegréff féieren. Lëtzebuerg muss sech iwwerleeën, ob et net och d'Charte de Florence iwwert de Schutz vun historesche Gäert ratifizéiert.

Generell gekuckt, brauche mer méi Rechtssécherheet a méi Transparenz a Saachen Denkmalschutz, besonnesch och beim Schutz vum archeologeschen Héritage. Dozou gehéiert, datt mer endlech mat eise wëssenschaftlechen Denkmaltopografië weiderfueren a si do, wou et Sënn mécht, an d'Bebauungspläng vun eise Gemengen afléisse loossen.

Et ass och gutt, datt d'Kulturministesch d'Finanzéierung vu Renovéierunge bei netgeschützte Gebaier ofgeschafen huet. Dës Subventionéierung huet kee Sënn méi gemaach. Dat Geld ass besser a Modellprojekter ugeluecht, déi d'Gemengen duerchféiere wëllen. Verschidde Gemenge sollen an Zukunft fir esou eng Projeten d'Geld an eng Berodung vu Sites et Monuments kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift mer leider keng Zäit méi, fir am Detail op alles a villes anzegoen. Ech wollt um Enn awer nach ënnersträichen, datt meng Fraktioun et begréisst, datt d'Regierung op de Wee vun engem Institut für Zeitgeschichte geet, och, wann an deem Dossier eng definitiv Entscheedung nach opsteet. D'Zesummeleeë vun deenen zwee Dokumentatiouns- a Recherchezentre wäert et erlaben, op eng méi wierksam a koordinéiert Manéier déi zwee Weltkricher objektiv ze erfuerschen.

Allerdéngs geet et net duer, dat lescht Jorhonnert aus wëssenschaftlecher Siicht ze erfuerschen, gradesou wichteg ass och d'Vermëttlung vun dëser Recherche an hire Resultater. An hei kann d'Kultur, a besonnesch d'Schoul, hëllefen, dat erschafft Wëssen a Musek ëmzesetzen, fir deene jonke Leit eis Geschicht op eng flott an interessant opschlossräich Aart a Weis méi no ze bréngen. Dat ass eng kultur- a gesellschaftspolitesch Erausfuerderung, där mer eis besonnesch sollten unhuelen, well et sinn déi jénger Generatiounen, déi de Garant dofir sinn, datt eis Mémoire collective an eist kulturhistorescht Wëssen an d'22. Jorhonnert eragedroe ginn.

Dëst gesot, wëll ech schléissen an der Kulturministesch eng glécklech Hand an hire Beméiunge wënschen, fir eis Kulturpolitik méi gerecht, méi transparent a méi nohalteg ze gestalten.

Ech wollt mer erlaben, hir en Zitat vum Theodor Heuss mat op de Wee ze ginn, deen eemol sot: „Politik kann nie Kultur, Kultur aber Politik bestimmen." An dësem Saz läit wuel eng ganz Wourecht. D'Politik soll derfir suergen, datt sech dat kulturellt Liewen ënner gudde Bedéngungen entfale kann. Fir de Rescht soll d'Kultur an enger fräier an oppener Gesellschaft der Politik déi Wäerter a Messagë mat op de Wee ginn, déi si méi human a méi friddlech mécht.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wäert och dem Här Wiseler keen Zitat erspueren an och direkt domadder ufänken.

Ech fänken u mat engem Zitat vun engem Mondorfer - Madame Ministesch, dat wäert Iech bestëmmt Freed maachen -, vum Frantz Clement, bedeitende Lëtzebuerger Publizist, deen den 11. Oktober 1923 eppes am „Tageblatt" geschriwwen huet, wat ech interessant fonnt hunn a wat ech Iech géif elo gären zitéieren.

E schreift: „In wirtschaftlicher und industrieller Beziehung haben wir in der europäischen Nationengruppe eine Stellung inne, die weit wichtiger ist als die rein ziffernmäßige Kleinheit unseres Territoriums. Das verdanken wir neben einigen günstigen geographischen und geologischen Umständen vor allem der Intelligenz und Energie unserer Kaufleute, Techniker und Industriellen. In politischer Hinsicht kommen wir nachgehumpelt. (…) Wenn wir in rein geistiger Beziehung nicht zu der prominenten Stellung gelangen konnten, für die wir unseren ökonomischen Intelligenzen verpflichtet sind, so haben wir trotzdem die Aufgabe, einigermaßen Schritt zu halten. Eine Demokratie, deren materielle Durchschlagskraft nicht durch Kultur oder wenigstens Kultiviertheit veredelt wird, ist eine Treibhauspflanze. Wir müssen all unsere Kräfte anspannen, um durch Betätigung auf allen Gebieten des Wissens und künstlerischen Gestaltens zu jener Harmonie zu gelangen, die durch eine zu starke Geltung rein ökonomischer Werte gestört wird."

Den éischte Paragraf vun dëser Zitatioun ass haut vläicht e bësse manner wouer, mä deen zweete kann een ëmmer nach mat zwou Hänn ënnerschreiwen, mengen ech.

Firwat hunn ech dat do zitéiert? Mä ech hunn dat zitéiert, well deeselwechte Gedanke sech duerch eise Regierungsprogramm am Domän vun der Kulturpolitik zitt. Fir direkt den éischte Paragraf vum Programm do ze zitéieren, dee seet: «La culture est un élément de base essentiel pour une société démocratique, moderne, ouverte, tolérante et solidaire. La culture représente un droit fondamental pour chaque citoyen, les droits culturels faisant partie intégrante des droits de l'Homme.»

Dat ass net just eng Floskel, Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen. Dat ass e richtege Prinzip, dee sech wéi e roude Fuedem duerch eise Programm zitt. En éischte wichtege Punkt, dat ass e breeden Zougang zur Kultur fir d'Leit aus alle soziale Schichten, net just fir d'Bildungsbürger. An den zweete wichtege Punkt, dat ass d'Promotioun an der Wëssensgesellschaft, déi mer haut hu vun engem staarke kreativen an artistesche Secteur.

D'Method, fir dohinner ze gelaangen, geet iwwert d'Schafe vu gudde Rahmebedéngungen. Rahmebedéngungen, déi sech net amëschen an d'kënschtlerech Fräiheet an ouni Instrumentaliséierung vun der Kultur fir politesch oder kommerziell Zwecker. Och dat ass e Prinzip vum Regierungsprogramm.

Mat gudde Rahmebedéngungen ass an éischter Linn d'Situatioun vun de Kënschtler an de Kulturschafende gemengt. Nodeem laang

Zäit d'Kulturpolitik - ech denken do haaptsächlech un déi lescht 25 Joer - heizuland prioritär an d'Steng investéiert huet, ass et elo un der Zäit, an d'Mënschen ze investéieren. An éischter Linn déi, déi d'Kultur maachen. An hei muss ee soen - an dat ass och scho vu mengem Virriedner mentionnéiert ginn -, dass scho munch Saache geschitt sinn.

Ech denken do an éischter Linn un de Projet de loi iwwert de Statut de l'artiste. Dat ass e Projet de loi, dee vun der Regierung iwwerschafft ginn ass an deen elo geschwë sprochräif ass. Mir hunn nach eng Séance an der Kulturkommissioun, wou mer doriwwer schwätzen an dann ass dee Projet bereet, fir kënnen hei an d'Plénière ze kommen a fir gewielt ze ginn.

Dat ass e Projet, dee wichteg Amélioratioune virgesäit an der Situatioun vun de Kënschtler. Et ass eng Aide sociale fir Kënschtler, déi net ëmmer kënne vun hirer Aarbecht professionell liewen. An et ass e Statut, dee sengesgläiche sicht an Europa an, ech mengen och, souguer an der Welt, am Soutien vun de Kënschtler an hirem Schafen. Et ass eng Amélioratioun och zum viregte Projet, dee jo scho vun der viregter Kulturministesch, der Madame Modert, déposéiert gi war. An et ass en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung.

Deen zweete Punkt, deen ech hei gär géif uschneiden, an dat ass jo u sech d'Haaptuleies vun der Interpellatioun vun der CSV, dat ass dee vun de Konventiounen. Och d'Konventioune gehéieren zu de Rahmebedéngunge vum kulturelle Schafen hei am Land. Et ass e wichtegt Instrument, dat et de Kulturhaiser erméiglecht, mat Wäitsiicht ze plangen, fir hir Aktivitéit a séchere Bedéngungen iwwer eng länger Zäit virauszegesinn.

Et war wichteg - an dat ass, mengen ech, och erëm eng Kéier eng bonne Note fir d'Kulturministesch -, et war extrem wichteg, fir am Fréijoer am Rapport d'activités déi Konventiounen, déi existent Konventiounen oppenzeleeën, fir déi ze publiéieren, fir Transparenz doran ze bréngen. Et ass leider esou, dass an deene leschte Joren, souguer Jorzéngten, dëst wierklech eng Dunkelkammer war, wou de Ministère, héich Beamten, e bësse gemaach hunn, wat se wollten.

Et war manifestement e Muechtinstrument, wou verschidden Instituter, verschidden Associatiounen avantagéiert gi si par rapport zu aneren, aus Grënn, déi net ersiichtlech sinn, wann een déi Lëscht vun deene Konventioune kuckt. An ech mengen, et war wichteg, fir dee System vun Checks and Balances och duerch eng oppen..., jo, duerch eng Kontroll duerch de Public, fir dat oppenzeleeën. An ech mengen, dat ass och eng gutt Basis, fir an Zukunft dann déi nei Konventiounen auszehandelen.

Och d'Froen, déi elo gestallt gi sinn am Kader vun deem Questionnaire, déi jo all déi Associatioune kruten, maache vill Sënn. Si zilen drop eraus, festzestellen, wéi déi Missiounen, déi an de Konventioune festgeluecht waren, realiséiert ginn, ob se och nach adaptéiert sinn op déi heiteg Zäit, op d'Besoine vum Public an op d'Realitéit zu Lëtzebuerg. Et ass eng Remise en question, déi, mengen ech, wëllkomm ass an där och all Associatioun sech gären higinn huet, well et eben och e Punkt ass, deen ee kann op säin eegent Schafe maachen zu engem gewëssenen Zäitpunkt.

Déi eenzeg Kritik, déi ee vläicht kann ubréngen, dat ass eng Fro, wou déi Associatiounen da gefrot ginn, ob se compte tenu des réalités économiques actuelles nach ëmmer mengen, dass hir Missioun adaptéiert ass. Ech mengen, dat ass éischter um Ministère, fir dat ze jugéieren, wéi un den Associatiounen. Mä dat ass, mengen ech, ee Punkt vu villen an dat ass net den Haaptpunkt an dësem Kontext.

Et gëtt och an deem Questionnaire no den Efforte gefrot, déi d'Associatioune maache fir d'Promotioun vun hiren Aktivitéiten. Ech mengen och, dass dat gutt ass. Et hëlleft beim Ausschaffe vu qualitéitsorientéierte Kritäre fir déi nei Konventiounen. Ech mengen, wann déi Questionnairë bis dépouilléiert sinn, wann de Ministère bis deen Exercice gemaach huet, dann huet een eng zimlech prezis Iddi, wou déi verschidden Associatioune stinn. An et kann een och, mengen ech, prezis, och scho mat Hibléck op dee Kulturentwécklungsplang, kucken, wou d'Stäerkten an d'Schwächte si vun der Kulturproduktioun hei zu Lëtzebuerg. An et kann een och dann op där Base do gutt usetzen.

Bon, de Questionnaire huet misse bis den 3. Oktober erageschéckt ginn. An ech mengen, an do sinn ech d'accord mam Här Wiseler, dat misst elo schnell goen. Dat misst schnell goen aus genee deeneselwechte Grënn, déi och de Claude Wiseler genannt huet. Dat ass, dass d'Konscht, d'Kënschtler an och déi Associatiounen, déi Kulturhaiser eng gewësse Planungssécherheet brauchen. Si musse kënnen op déi Konventiounen do zielen, fir hir Programmer opzestellen.

Ech si selwer säit e puer Joer Member an engem Verwaltungsrot vun engem klengen Theater. An ech weess, dass déi Theateren, an net nëmmen d'Theateren, mä dass déi Theatere mussen, fir kënnen hir Produktiounen ze plangen a fir Kënschtler kënnen ze buchen, fir Realisateure kënnen ze buchen, dass déi schnell musse wëssen, wou se och finanziell dru sinn. Soudass mer do, mengen ech, effektiv gefuerdert sinn. An dat ass och eng Opfuerderung un de Kulturministère, fir do elo schnell ze reagéieren a fir do déi Leit net hänken ze loossen.

Mä et hält net op bei de Konventiounen, wat d'Rahmebedéngungen ugeet. Et ass och wichteg ze soen, dass d'Regierung hei e ganz ambitiööst Zil huet mat dësem Regierungsprogramm am Domän vun der Kulturpolitik. Et geet drëm, effektiv e Kulturentwécklungsplang zesumme mat den Akteure vun deene verschiddene Konschthaiser, mat den Akteuren aus dem Konschtmilieu iwwerhaapt, auszeschaffen.

Dëse Plang fousst op enger Bestandsopnahm, op enger Analys vun de Stäerkten an de Schwächte vun der nationaler Kulturzeen, wat souwuel d'Produktioun, d'Programmatioun an och d'Diffusioun vu Konschtwierker ugeet. An duerno soll laut Regierungsprogramm à courte échéance e Kulturentwécklungsplang ausgeschafft ginn, mat Objektiver an enger mëttel- a laangfristeger Perspektiv. Déi Objektiver sollen an enger éischter Zäit op deene vum Pacte culturel foussen, dee jo 2008 vun all de Parteien, also vun all deene grousse Parteien, ënnerschriwwe ginn ass. An dëse Kulturentwécklungsplang, wann en da bis adoptéiert ass, definéiert dann d'Strategie, déi de Kulturministère och soll ëmsetzen.

En anere wichtege Bestanddeel vun där nationaler Strategie fir an der Kulturpolitik sinn d'Assises de la culture. D'LSAP-Fraktioun huet Ufank des Joers d'Initiativ geholl, fir ze proposéieren, dass dës Assises de la culture sollen am Kader vun dëser Chamber stattfannen. An ech mengen, dat ass och e Prinzip, deen acquis ass.

Et geet eben elo just drëm, effektiv en Datum ze setzen, wéini déi Assisen do solle stattfannen. Dat sollt och do esou schnell wéi méiglech geschéien. Et wär ze begréissen, wann dat kéint Ufank 2015 oder spéitstens am Fréijoer 2015 stattfannen. Ech mengen ze wëssen, dass et och do schonn Dokumenter ginn, Leitfäden, déi och sollen hëllefen, déi sollen iergendwann eng Kéier un d'Kulturmilieuen erausgeschéckt ginn, fir se opzefuerderen, sech och schonn ze preparéieren op déi Assises de la culture, well déi Assises de la culture sollen eng inklusiv Approche sinn. Si sollen all d'Kulturmilieue mat abannen an och kucken, dass jiddweree säi Pefferkär ka bäileeën a participativ do matschaffen.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Se mussen haaptsächlech uerdentlech virbereet sinn, well soss huet et net ganz, ganz vill Sënn.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, certes.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net oflenken.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, wéi gesot, et ass wichteg, dass dëse gudden an ambitiéise Programm och elo ëmgesat gëtt. Mä ech ginn dovunner aus, an d'Madame Minister huet eis jo och schonn déi Zousécherung ginn an der Kommissioun, dass dat och effektiv wäert geschéien.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech hunn nach e Wuert - wa mer nach bei de Rahmebedéngunge si fir déi Kulturschafend - zum Congé culturel. Mir wëssen, dass dat eng vun deene Mesuren ass, e Gesetz vun 1994, wat elo soll ofgeschaaft ginn. Et geet hei wierklech net ëm vill Geld. Et geet esou ongefeier, mengen ech, ëm 3.000 Euro, déi am Budget 2013 virgesi si fir de Congé culturel. Mä et ass eng gewësse Symbolik domat verbonnen, an et seet och, mengen ech, leider e bëssen eppes aus iwwert de Stellewäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft.

Et kann ee sech froen, ob déi Mesure, déi u sech nawell interessant ass, well se kann, mengen ech, wa se richteg kalibréiert ass, verschiddene Kënschtler hëllefen, de Wee an d'Professionalitéit ze fannen, vun engem Amateurkënschtler oder engem semi-professionelle Kënschtler zu engem professionelle Kënschtler. An et hätt ee sech kënne froen, ob een net do zum Beispill duerch eng besser Definitioun vun de Critères d'attribution dëst Instrument reforméiert, amplaz et direkt ofzeschafen.

Dann hätt ech nach eng Fro an deem Kontext, an do kann d'Madame Ministesch eis vläicht eng schnell Äntwert ginn. Ech hu gesinn, dass am Budget 2015 ëmmer nach e Poste virgesinn ass fir de Congé culturel, obwuel e jo soll ofgeschaaft ginn. An ech hu mech gefrot, wat do de Grond derfir ass.

Här President, ech wollt och nach e puer Wuert soen zu den Infrastrukturen. Et ass positiv ze bewäerten, an, ech mengen, do muss een net laang drop agoen, dass d'Nationalbibliothéik elo endlech gebaut gëtt, well dat war e Manktum, deen et laang Zäit zu Lëtzebuerg ginn ass. An et ass gutt, dass dee Projet elo endlech säin éischte Spuetestéch gesinn huet.

Deen anere grousse Projet, iwwert deen och scho geschwat ginn ass, ass dee vum Nationalarchiv. Ech mengen, och do muss ech net op d'Antécédenten agoen. Et sinn eng ganz Rei Question-parlementairë gestallt ginn zum Nationalarchiv. Mir sinn an enger Situatioun ukomm, wou mer wierklech net méi kënne vun enger digner Opbewahrung vun eiser Mémoire collective schwätzen; déi Aart a Weis, wéi mer elo mat eisen Archiven ëmginn.

A mir kruten och gesot an enger rezenter Kulturkommissioun, dass mer 2016 definitiv bäi wäre mat de Stockagecapacitéite fir eis Archiver, soudass et och hei eng Urgence gëtt, fir an dësem Beräich weiderzekommen. Ech weess, dass d'Gesetz iwwert d'Nationalarchiv och scho relativ wäit fortgeschratt ass. Dir hutt eis och gesot an enger rezenter Kommissioun, dass Dir de Wëllen hutt, d'Nationalarchiv effektiv och elo no enger weiderer Etüd awer op den Instanzewee ze bréngen. Et gëtt jo och schonn e Projet zu Esch/Belval, deen zwar mëttlerweil zéng Joer al ass, mä deen awer nach ëmmer, wann ech dat richteg verstinn, eng vun de Méiglechkeeten ass, ee vun de Sitten ass, wou dat Nationalarchiv kéint gebaut ginn.

Aner Infrastrukturen, déi vläicht manner spektakulär sinn, mä net manner wichteg, wann ee wëllt d'Kënschtler an och haaptsächlech déi jonk Kënschtler hei weiderbréngen an dësem Land, dat si Proufsäll. Mir hunn e Manktum u Proufsäll fir Musiker, Dänzer, Akteuren. An ech mengen, dass ee wierklech do misst nodenken. Zu Déifferdeng ass e ganz gudde Projet, wou der hikommen. An ech mengen, do brauch ee kee Magny doré do ze bauen, oder keng Prunkbauten, mä do muss een awer, mengen ech, dat och net an deem Kontext vergiessen.

Nach e puer Wuert zu dem Finanzement vun ëffentleche Kulturinstituter. De Claude Wiseler huet de Mudam ugeschwat. Et ass allgemeng bekannt, dass de Mudam - et gëtt sécherlech nach aner Kulturhaiser, mä de Mudam ass, mengen ech, dat prominentst Beispill - mat der Participatioun vum Stat, wat nëmmen déi 6.500.000 Euro ass, fir 2015 u sech knapps seng Fraise kann decken an och eben e Minimum vun Expositiounen organiséiere kann, déi oft op Prête baséieren.

Et war gëschter nach en Interview mat lech am Wort ulässlech der Virstellung vum neie Programm vum Mudam. Mä et ass natierlech do keng rieds méi vu weideren Acquisitioune vun neie Kollektiounen. Ech mengen, d'Direktioun - Dir wësst dat och - vum Mudam mécht, wat se kann, fir esou gutt wéi méiglech ze wirtschaften a fir mat esou mann wéi méiglech Mëttel iwwert d'Ronnen ze kommen. Mä ech mengen, dass et wichteg wär, well dat steet och an der Missioun vum Mudam, am Gesetz vun 1998, dass de Mudam weiderhi kéint u senger Kollektioun schaffen, dass e weiderhi kéint och Acquisitioune maache vun zäitgenëssesche Konschtwierker, déi em et erlaben, och am internationale Réseau vun deene Muséeën ze bestoen an och weider do seng Kooperatioune misst kënnen ausbauen.

De Mudam hat d'Chance, fir mat der Madame Beaud eng éischt ganz gutt Direktesch ze hunn. Den Enrico Lunghi mécht och e ganz gudden Job. Ech mengen, si hu schonn en interessante Fundus ugesammelt an deem Musée, an ech géif et schued fannen, wann aus Mangel u finanzielle Moyenen hei näischt méi géif geschéien a puncto Kollektiounen. Dat ass ee vun deene Beispiller vu Prunkbauten, déi bei eis gebaut gi sinn. Dat ass eben en Investissement a schéi Steng, mä wou ee sech dann deemools, mengen ech, offensichtlech net esou vill Gedanke gemaach huet iwwert d'Fonctionnementskäschten an iwwert d'Finanzéierbarkeet vun de Kollektiounen an esou engem Haus.

Déi aner Infrastruktur, déi ech awer och hei wollt ernimmen, dat ass de Musée de la Résistance zu Esch. Och dat ass esou en Haus, wat an engem... Also, de Mudam ass net an engem desolaten Zoustand, mä de Musée de la Résistance ass et. Dat ass wierklech e Musée, dee ganz schlecht drun ass, dee wierklech drëngend eng Renovatioun, an net nëmmen eng Renovatioun, mä och en Iwwerdenke vu sengem Konzept, eng Revalorisatioun vu senge Kollektioune misst kréien. An och do, mengen ech, besteet eng gewëssen Urgence.

Här President, ech gesinn, dass d'Zäit mer e bësse fortleeft. Bon, ech wollt just nach e puer Wuert soen zu eppes, wat mer awer um Häerz läit. Dat ass den Denkmalschutz. Ech schécken lech regelméisseg Question-parlementairen iwwer Gebaier, wou ech mengen, dass se interessant wären, ze preservéieren. An ech gesinn, dass den Denkmalschutz hei am Land net esou fonctionnéiert, wéi en dat vläicht sollt. Dat huet sécher mat Sensibilitéit ze dinn, mat Prioritéit vu wirtschaftlechen Intérêten oft par rapport zu kulturellen Intérêten. An et huet awer och vill ze di mat der Aart a Weis, wéi mer mat eisem Patrimoine ëmginn.

An ech géif mer do wënschen, an Dir hutt et jo gesot, dass dat och géif kommen, dass mer eist Denkmalschutzgesetz vun 1983 géifen iwwerschaffen, dass mer méi en effikasse Fonctionnement vun der COSIMO géife kréien oder ebe vun deem Organ, wat d'COSIMO da remplacéiert, an dass mer do also bei munche vun deene Saachen, déi a leschter Zäit ofgerappt gi sinn - ech denken hei an der Stad eleng nëmmen un d'Maison Berbère, ech denken un d'Maison Bourg-Gemen um Lampertsbierg, ech denken un déi Gebaier, déi elo an der Rue Michel Rodange op 300 m…

Une voix.- Et steet nach!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Et steet nach, jo.

(Hilarité et interruption)

…300 m vum ARBEDs-Gebai do stinn an déi och zu deem Patrimoine vun deem Quartier gehéieren. Ech denken och un den Hadir-Tuerm.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass ze fréi.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, ech weess. Mä, bon, dat si lauter esou Gebailechkeeten, déi wichteg sinn och fir eis Mémoire collective an déi awer wäerte verschwannen.

Här President, ech géif gären ophalen erëm eng Kéier mat engem Zitat.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Une voix.- Voilà!

(Brouhaha)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Bon, Zitat vun engem grousse Kulturminister, vun engem vergaangene Kulturminister, dem Robert Krieps, deen 1984 an engem Artikel, deen e bësse provokativ heescht: „Kultur macht frei" - de Robert Krieps huet dat dierfen, hie souz selwer an engem KZ, dat heescht, hie konnt sech esou Saachen erlaben -, wou e Folgendes seet: „Dass die Intensivierung des Kulturlebens mit dem Beginn der Krise fast synchron einherging, ist kein Zufall: die zum ersten Mal seit zwei Jahrzehnten rückläufige materielle Entwicklung ließ Zweifel aufkommen, ob denn nun das Geld das Maß aller Dinge sei.

Die Bereitschaft der Verantwortlichen in den Vereinen, der Mitglieder, der Kulturschaffenden, Initiativen zu ergreifen, die materiell nichts einbringen, die Bereitschaft, in der Krisenzeit kulturelle Akzente zu setzen, muss als Ausdruck des Willens gedeutet werden, dass «mehr sein» einen höheren Stellenwert bekommen hat gegenüber «mehr haben».

Damit hätte die Befreiung vom Konsumzwang, vom Berieselungsdasein, vom Objekt bereits begonnen.

Mitgestalten, Verantwortung tragen, bewusstes Handeln bedeutet mehr Freiheit von den wirklichen oder angeblichen Zwängen. Es ist Aufbegehren gegen Treibenlassen und Manipulation.

Kultur fördern heißt den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt mehr Mensch sein."

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Merci dem Interpellant fir déi Geleeënheet, déi en eis hei gëtt, fir e bëssel chen eis iwwert d'Kultur auszeloossen. Et kënnt leider net allze oft vir an dësem Haus.

Ech hunn och dem Claude Wiseler seng Aussoen zu engem groussen Deel positiv an interessant fonnt. En huet vill aus dem Regierungsprogramm zitéiert an en huet souguer gesot, dat géif e praktesch alles guttheeschen. En huet och a mengen Aen eng absolut richteg Fro gestallt. An zwar: Wat wëlle mer kulturpolitesch erreechen?

En huet drop higewisen, datt mer e Kulturentwécklungsplang an Assises de la culture brauchen, zesummen am Dialog mat deene Leit, déi op deem Beräich schaffen. En huet Saache gesot, wéi mer mussen eis op internationalem Plang weisen. En huet sech gefrot, wéi mer d'Leit an d'Kulturzentre kréien, an derbäi gesot: Wéi passt dat an iergendee Plan sectoriel? Wéi kréie mer dat landesplaneresch an de Grëff?

En huet sech gefrot: Wéi kréie mer d'Kultur an d'Schoulen? Wéi schaffe mer an de Schoule mat der Kultur? Ech mengen, Här Wiseler: relativ gutt. Déi Programmer op alle Fall, déi fir d'Schoulen ugebuede ginn, déi sinn en absolutte Succès. Déi brauche sech net ze bekloen, datt net genuch Interessi do wier.

D'Fro stellt sech nach bal éischter: Wéi kréie mer déi Jonk, wa se net méi an der Schoul sinn, nach an d'Kulturhaiser eran? Dann hu mer keng Mainmise méi. Ech mengen, d'Altersgrupp vun 18 bis 35 dierft nach bal déi méi schwéier ze begeeschtere sinn.

En huet och zu Recht gefrot: Kann d'Kultur e Bäitrag fir d'Integratioun hei am Land bäidroen? Wann een et net besser wéisst, da géif ee bal mengen, dee Mann hätt eng Kéier missen och Regierungsverantwortung an deem do Beräich hunn.

An dat ass eben dann dat, Här Wiseler, ech huelen un, Dir wësst, datt dat de bonne guerre ass, wou ech dann awer nach meng Froe stellen. D'CSV freet natierlech: Wéi soll d'Kulturpolitik vun der Zukunft ausgesinn? An dat ass dat, wat eis haut interesséiert, mä et kann ee schlecht iwwert d'Zukunft schwätzen, wann een net och ee klenge Bléck an d'Vergaangenheet werft. An ech maachen dofir e klenge Réckbléck an déi Vergaangenheet.

Et ass gewosst, datt de Kulturministère bis viru knapp engem Joer eng ganz laang Zäit an den Hänn vun der CSV louch. An et ass jo och net esou, datt an all där Zäit keng kulturell Aktivitéiten hei am Land gewiescht wieren. An et ass och net esou, datt all Décisiounen, déi geholl gi wieren, falsch oder schlecht gewiescht wieren. Et ass awer esou, datt verschidden Dossiere sech net esou entwéckelt hunn, wéi mer eis dat gewënscht hätten, an datt engersäits dofir e gewëssenen Nohuelbedarf och um kulturelle Plang besteet an anerersäits e puer Entwécklungen net esou gelaf sinn, wéi se eigentlech hätte sollen.

Wann den Dossier „nei Nationalbibliothéik" net esou laang geschleeft hätt, da wiere mer vläicht zu aneren Décisioune komm wéi deenen, déi mer d'lescht Joer hei alleguerten zesumme geholl hunn, déi vun alle Parteien, och vun deene Gréngen, matgedroe gi sinn, och mat engem liichte Bedaueren.

Mir hunn, ech soen, an der Regierung vun 2004-2009 ganz vill Sëtzungen an der Kulturkommissioun mat engem neie Gesetz iwwert d'Protection du patrimoine verbruecht. Ech hunn insgesamt 29 Sëtzungen um Chamberssite fonnt, wou tëschent dem 8.10.2003 an dem 19.10.2009 iwwert dëst Gesetz debattéiert gouf. Et ass ee Gesetz, wat scho vun där Regierung virun där doter Regierung vun der deemoleger Ministesch Madame Erna Hennicot-Schoepges de 17. Oktober 2000 déposéiert gouf a wou ni Neel mat Käpp gemaach gi sinn. Dat sinn awer da schonn, wann ee vum Dépôt vun 2000 ausgeet, 13 Joer, wou Dir an der Verantwortung waart. Dann ass et natierlech och flott, fir do d'Ministesch ze froen: Wat geschitt do?

Madame Ministesch, ech froen Iech dann och: Wéi fuere mer mat deem Projet do weider?

Da gëtt et och nach, dat ass och schonn haut erwähnt ginn, de Projet de loi 5349 relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives Nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest. Dat ass ee Gesetz, dat ass de 26. Mee 2004 och vun der Madame Hennicot déposéiert ginn. Déi Kéier war si allerdéngs an hirer Fonctioun als Ministre des Travaux publics, a bei dësem Gesetz läit souguer och en Avis vum Statsrot vir, dee ganz séier do war. An et ass awer och duerno näischt méi geschitt. An et ass scho bedauerlech, datt mer, souwuel wat d'Nationalbibliothéik wéi och wat d'Archiven ugeet, jorzéngtelaang ëmmer erëm op provisoresch Léisungen zréckgegraff hunn, Léisungen, déi och Sue kascht hunn, ouni eis zefriddestellen ze kënnen.

Mir haten emol eng Kéier eng gewësse Pénurie vu Kulturinfrastrukturen a mir haten emol eng Kéier eng grande Ministre bâtisseuse. Mir hunn haut e Mudam, mir hunn eng Philharmonie, mir hunn e Musée de la Forteresse, wat och een exzellent Beispill fir eng net transparent ëffentlech Bautepolitik ass. Mir hunn eng Hällewull regional Kulturhaiser. Eiser Meenung no hu mer éischter ze vill Kulturhaiser zu Lëtzebuerg, wéi datt mer der net genuch hätten. An d'Autonomie communale wäert derfir suergen, datt mer dann nach dat eent oder dat anert derbäikréien. All Gemeng schéngt säin eegenen Tempel wëllen ze hunn. Ob mer e gefëllt kréien oder wéi mer e gefëllt kréien, dat schéngt net déi éischt Suerg ze sinn.

U Gebaier geet et sécher einstweilen duer, sauf d'Bibliothéik an d'Archives nationales. Un Iddien, Visibilitéit, Struktur an Transparenz an der Kulturpolitik kënne mer awer nach eng Schëpp bäileeën.

An ech froe mam Claude Wiseler: Wat ass de Stellewäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft haut? Wat ass de Rôle vum Kulturministère? Wat waren d'Schwéierpunkte vun der Kulturpolitik an deene leschte Joren a Jorzéngten? Wat waren d'Prioritéiten? Wie mécht d'Kulturpolitik hei am Land, d'IGF oder d'Politik?

D'Kulturpolitik ass natierlech och eng Politik vu Subsiden a Subventiounen. An do war villes historesch gewuess a wéineges direkt novollzéibar an transparent. Déi vill Konventiounen tëschent dem Kulturministère an den ënnerschiddleche kulturellen Associatioune sinn, wéi dat laang am Viraus ugekënnegt war, den 1. September dëst Joer gekënnegt ginn. Dat ass eng Mesure, déi an eisen Aen iwwerfälleg war.

Mir hunn eis ëmmer fir méi Transparenz och am Beräich vun der Kulturförderung agesat. An eisem Wahlprogramm huet dat ënner anerem geheescht, datt mir d'Finanzéierungsmechanisme vun der Kulturpolitik transparent an effizient wéilte maachen. A mir hunn duerfir am Regierungsprogramm stoen: «La répartition des aides étatiques, les subventions, les bourses et autres conventions pour des projets et activités culturelles doit reposer sur des règles claires, transparentes, traçables, compréhensibles et identiques pour tous les demandeurs. Il sera procédé à une réévaluation complète des conventions et de leurs bénéficiaires (…).»

D'Konventioune sinn also gekënnegt ginn. Et si Questionnairen un d'Associatioune verschéckt ginn, an och un esou spezifesch Associatioune wéi de CarréRotondes an de Casino. An et ass virgesinn, d'nächst Joer deeselwechten Exercice vun Autoevaluatioun och op Établissements publics an aner Institutiounen, déi majoritär vun de Gemenge finanzéiert ginn, auszedehnen. Dat gëllt fir d'Conservatoiren an d'städtesch Theateren an dat geet aus enger Äntwert vun der Madame Ministesch op eng Question parlementaire, déi ech am September dëst Joer gestallt hat, ervir.

déi gréng begréissen dës Initiativ vun der Ministesch, well et eben noutwendeg ass, fir zu méi Transparenz a Gerechtegkeet ze kommen. Mir sinn natierlech frou, datt d'Ministesch esou schnell wéi méiglech déi betraffen Associatioune wëllt iwwer hir Situatioun informéieren, well si weess - mir wëssen et alleguer, et ass och schonn hei gesot ginn -, dass Associatioune musse wëssen, wou se dru sinn, fir datt se hir Planung kënne maachen.

Wa mer dann an d'Zukunft kucken, dann hu mer jo schonn e puer Punkten, déi mer aus der Vergaangenheet matbréngen, wou mer mussen aktiv ginn: d'Nationalbibliothéik bauen; d'Nationalarchiven décidéieren, plangen a bauen; eng gerecht an transparent Struktur vun de Subventioune fir eis kulturell Associatiounen an Instituter schafen.

Fir dëst Zil ze erreechen, brauche mer Kritären an eng Struktur, déi unhand vun dëse Kritären Décisiounen hëlt. Hei stellt sech d'Fro, wéi dat soll organiséiert ginn. Vläicht sollte mer eis um Filmfong orientéieren?

Et ass denkbar, déi Millioune Subventiounen outzesourcen. Dat kéint méi eng effizient Aarbecht erlaben, dat kéint méi transparent sinn, dat kéint och méi eng schnell Ofwécklung erlaben. Et wier ebe just wichteg, datt kloer Kritären opgestallt ginn an datt et och net eng Décisioun vun enger Persoun dierft sinn, mä am beschte vun engem paritéitesch zesummegesate Comité vu Leit, déi eppes vun der Matière kennen.

Madame Minister, wéi gesitt Dir déi Iddi? Ech hunn iwwregens d'lescht Woch a menger Fonctioun als Member vum Comité vun de Rencontres musicales de la vallée de l'Alzette de Site vum Focuna ënnert d'Lupp geholl,…

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …selbstverständlech just, fir ze kucken, ob mer eng finanziell Hëllef do ze erwaarden hunn. An ech muss soen, d'Opmaachung vum Site, d'Verständlechkeet vun der verlaangter Démarche hu mech beandrockt. Heirunner kéint eventuell och de Ministère sech inspiréieren.

Mir haten - an ech hat d'Geleeënheet, scho beim Gesetz, wat mer virdru votéiert haten, dorop hinzeweisen - an der aussepolitescher Kommissioun den 10. November um Ordre du jour stoen, fir iwwer Nation Branding ze diskutéieren. D'Diskussioun war zimlech kuerz.

Ech hu fir mech zwou Saachen do zréckbehalen. Éischtens: Nation Branding kann een net ëmmer plangen. Heiansdo kritt een et vu baussen octroyéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hunn nämlech ganz vill iwwer LuxLeaks geschwat a wéineg iwwer Nation Branding.

Zweetens: Mer sollen net probéieren, d'Alpen op Lëtzebuerg ze huelen, an eist Markenzeeche wäert sécherlech och net de Schockela sinn. Mir solle mat deem schaffen, wat mer hunn, an do schaffen, wou mer eng Chance hunn. Et gëtt bestëmmt méi wéi eng gutt Iddi, wéi mer eisem Land e positiven Image kënne ginn. Mir sinn der Meenung, datt d'Kultur grad just esou eng gutt Geleeënheet ass, fir eis gutt ze presentéieren. An dorop wéilt ech dann och elo nach e bëssen agoen.

Mir hu schonn eng ganz Rei positiv Ambassadeuren am Kulturberäich. An der Literatur zum Beispill, do hunn Auteure wéi de Jean Kréier, de Jean Portante, den Nico Helminger, d'Anise Koltz vill zu engem positiven Nation Branding bäigedroen. Ënnerstëtzt goufe si zum Beispill vum Germaine Goetzinger, dat am Centre national de littérature eng fantastesch Aarbecht gemaach huet, déi elo vum Claude D. Conter geneesou gutt weidergefouert gëtt.

An der Musek hu mir niewent villen aneren zum Beispill de Francesco Tristano, d'Cathy Krier, de Gast Waltzing, de Maxime Bender, déi vill am Ausland optrieden. An hei verweisen ech op eng Ausso vum Giovanni Trono vu music:LX am „Wort" vu gëschter oder virgëschter, wou hie seet, datt d'Perceptioun vun eise Musekgruppen am Ausland changéiert huet, datt d'Bild besser ginn ass, datt et méi gutt Gruppe gëtt an datt dat sech am Ausland bemierkbar mécht: «Venir d'un petit pays n'est pas forcément un handicap. À l'étranger, c'est perçu comme quelque chose de nouveau, d'exotique.» An hie seet och, datt e Grupp net ka vun eisem klenge Marché liewen, mä sech exportéiere muss. Hei mécht music:LX eng gutt Aarbecht.

De Frank Hoffmann huet eisem Theater eng international Renommée bruecht. D'Marie-Paule Jungblut huet datselwecht fir d'Muséeë gemaach.

Ech hunn dës puer Leit opgezielt, déi sech ëm eis Kultur verdéngt gemaach hunn, an ech entschëllege mech fir all déi, déi ech hei net kann opzielen, well mir der Meenung sinn, datt mer eis um kulturelle Plang net brauchen ze verstoppen, a well mer och der Meenung sinn, datt mer eis net däerfen op eis Landesgrenze beschränken. Et wier schéin, wa Lëtzebuerger Produktioune sech net géife just op d'Ländche beschränken. Mir brauchen Zougang zu den europäeschen an den internationale Marchéen. Et kann een eng Produktioun net zu Maarnech, zu Ettelbréck, zu Miersch, zu Mamer, zu Nidderaanwen, Déifferdeng a Suessem weisen, do mécht de Public net mat. Wann d'Mierscher Kulturhaus just vu Mierscher Leit gefëllt géif ginn, da wier et zimlech eidel. An ech mengen, wat fir Miersch gëllt, gëllt och fir aner Plazen hei am Land.

Mir hunn eng Philharmonie, déi eng ganz grouss Dotatioun kritt, déi duerfir en immens flotten a villsäitege Programm ubitt. Mir fannen dat gutt. D'Lëtzebuerger Bierger an d'Résidentë profitéieren dovun. D'Finanzplaz Lëtzebuerg, d'Land vun den europäeschen Institutioune brauch esou eng Institutioun. Mir sollen eis awer bewosst sinn, datt mer hei gréisstendeels Kultur akafe ginn, zumindest fir de Gros vum Programm.

Ausnahme gëtt et natierlech ëmmer, wéi zum Beispill leschte Samschdeg, wou d'Philharmonie an de gréisste Bopebistro vu Lëtzebuerg transforméiert gouf an e Mierscher Museker, deen och scho mam Laurent M. opgetrueden ass, sech konnt een Dram erfëllen. An et ass och flott, wann d'Philharmonie fir esou eng Lëtzebuerger Produktioun ze kréien ass. An der Philharmonie hu mer eng Programmatioun, déi mam Weltniveau mathale kann. Dat kascht vill Suen, mä mir packen dat.

Prominent Lieserbréifschreiwer mengen, mir bräichten attraktiv Konschtausstellungen a sollten och emol Spektakuläres um Konschtmarché kafen. Dat kënne mer eis awer, menger Meenung no, einfach net leeschten.

Solle mer eng Ausstellung iwwert de Picasso organiséieren? Mir hu jo een!

(Hilarité)

Da brauche mer der nëmmen 49 léinen ze goen am Ausland, an da geet et lass.

Mir kréien éischtens keng 49 geléint, a wa mer se geléint kriten, da kéinte mer d'Assurance an d'Locatioun net bezuelen.

Ech gesinn och keen Notzen doranner, elo ze probéieren, um Marché nach an den Art moderne eranzeklammen: Dat ass finanziell net ze realiséieren.

Duerfir wëll ech awer nach zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e waarmen Appell maachen, an ech sinn och frou, datt de Franz Fayot schonn an déiselwecht Richtung gaangen ass, fir och den Art contemporain zu engem Schwéierpunkt vun eiser Kulturpolitik ze maachen. Periodesch tauchen ëmmer erëm méi oder manner violent Kriticke géint de Mudam op. Dat ass u sech net schlëmm. Domat muss den Art contemporain och eens ginn. Wann dat awer derzou féiert, datt d'finanziell Ressourcë vun esou enger Institutioun op eemol staark ageschränkt ginn, esou staark, datt et un d'Substanz geet, da fannen ech dat net nëmme schued, mä regelrecht beonrouegend a grondfalsch.

Ech probéieren ze erklären, firwat. De Mudam, deen iwwregens an engem externen Audit vu Lordculture virun engem Joer eng gutt Zensur ausgestallt krut, ka mat senge bescheidene Moyenen - ech fannen, datt seng Moyenen ze vill bescheide sinn - eng gewësse Visibilitéit op internationalem Plang opweisen. 6,5 Millioune kritt de Mudam als Dotatioun vum Stat. Dat ass ze vill, fir ze stierwen, awer kaum genuch, fir ze liewen. Et ass ongefëier déiselwecht Zomm Suen, wéi se de Musée vun der zäitgenëssescher Konscht zu Lille zur Dispositioun huet, dee vun der Gréisst vergläichbar ass, wou mir awer mengen, datt de Musée vun eiser Haaptstad sech nach enger Rei Fuerderunge muss stellen, déi en aneren, just städtesche Musée net an deem Ausmooss huet.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech enregistréieren Äert Zeechen, datt ech mech muss tommelen, Här President. Ech wäert dat dann och maachen.

Ech zitéieren duerfir dann net. Ech wollt keen Auteur zitéieren, ech wollt aus dem Audit zitéieren iwwert de Mudam, dee ganz positiv ass. Ech zitéieren dat net, fir Zäit ze spueren.

Ech kann novollzéien, datt et Mënsche gëtt, déi näischt kënne mam Art contemporain ufänken.

Wann déi Leit allerdéngs mengen, mir kéinten zu Lëtzebuerg nach op d'Jorhonnert vum Art moderne opsprangen, dann iere se sech. Ech mengen, datt de Mudam an de Casino zwou vun de villverspriechende Méiglechkeete sinn, fir Lëtzebuerg an engem positive Liicht ze weisen. Dat kënne mer schonn 2015 ganz flott an Évidence setzen, wa mer d'Présidence vun der Europäescher Unioun hunn.

Ech ginn da leider net méi op d'ëffentlech Bibliothéiken an. Och d'Rotondë wieren nach derwäert, diskutéiert ze ginn. Do huet vläicht den Här Wiseler als fréiere Minister eng aner Vue gehat wéi e se haut als Oppositiounsféierer huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst elo ophalen, Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An duerfir schwätzen ech och net méi iwwert de Volet Éducatioun an ech schwätzen och net méi iwwert de Statut vum Artist, well dat huet den Här Fayot scho gemaach.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech gi mech da sëtzen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Adam. An dann hätt d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, no deem abrupte Schluss vu mengem Virriedner probéieren ech awer op eng aner Thematik zréckzekommen, déi vun der Kulturpolitik vun der aktueller Regierung. An, Madame Minister, den Här Wiseler als Interpellant, deem ech Merci soe fir dës Initiativ, deen huet jo schonn e puer Saachen opgezielt, déi manner gefalen: d'Ofsoe vun der Tournée vum OPL, d'Ausstellung Éischte Weltkrich, déi Manéier, wéi d'Konventioune gekënnegt gi sinn.

Alles dat ass wouer, mä et hält emol net domadder op. Ech mengen, dee Bilan no engem Joer oder bal engem Joer vun dëser Regierung an der Kulturpolitik, deen ass eigentlech nach vill méi schlecht. An e mécht eis Angscht.

Ech nennen Iech nach e puer Saachen, wou ee sech ka froen: Ma wou geet den Zuch eigentlech hi mat der Kulturpolitik vun dëser Regierung?

Zum Beispill déi Saach vum Picasso. Loosse mer do opgräifen, wou den Här Adam opgehalen huet. Ass dat normal, datt wa mir ee Picasso am Land hei hunn, et ass jo eigentlech net dee schéinsten, dat moossen ech mir net un, fir dat ze beuerteelen, datt mer en dann net verkafen, well de Präis net gutt genuch ass, amplaz ze iwwerleeën, wéi mer en aneschters kënne valoriséieren. Ech fannen dat net normal.

Ass et dann normal, datt mer, wa mer d'ARBEDs-Gebai hei hunn, mat eent vun deene schéinsten a wichtegste Gebaier, wat mer am Land hunn, datt do net direkt d'Regierung ëffentlech seet, datt mir dat gär behalen a Lëtzebuerger Hand an engem vernünftegen Zweck zouféieren, net den Androck - ech weess net, wat hannert de Kulisse gelaf ass -, awer net och nach den Androck an der Ëffentlechkeet vermëttelen, datt et praktesch egal ass, wien dat huet, wéi een auslänneschen Investisseur. Ech wëll keng Nimm nennen, wat nach hätt kënne méiglech sinn. Mä egal wien et wëllt, dee kritt et. Dat ass net normal!

Wéi geet ee mat engem Patrimoine ëm? Ee vu menge Virriedner huet gesot, wat alles hei am Land ofgerappt gëtt. Dat ass eng Tragédie. Ettelbréck, d'Gare ass elo en aktuellt Beispill. Mä anerer si genannt ginn. Dat mécht een net! Et kuckt een als Regierung, datt dee Patrimoine... Mir hu schonn net esou vill hei am Land, mä dat, wat mer hunn, dat soll erhale bleiwen.

Mir hunn eng 175-Joer-Feier gehat, wou d'Onofhängegkeet..., wou esou gemaach gëtt, wéi wa mer 175 Joer al wären. Mä wat dramatesch ass, wann een dat kuckt - et ass net Är direkt Responsabilitéit déi Ried, mä et passt awer an d'Kulturpolitik vun dësem Land eran -, wou praktesch esou gemaach gëtt, wéi wa mer näischt méi mat eiser mëttelalterlecher Geschicht ze dinn hätten.

Mä wann dat fir Lëtzebuerg gëllt, da gëllt et fir all eis aner Nopeschlänner och. A kee Mënsch denkt drun, Däitschland vun haut ofzetrenne vum Hellege Räich vun der däitscher Natioun, Frankräich vun haut ofzetrenne vun de Kinneke vu fréier. A genausou mann kënne mir eis vun eiser Geschicht an der Dynastie a vum Lëtzebuerg vum Mëttelalter trennen, wa mer vum Lëtzebuerg vun haut schwätzen.

Dat alles ass geféierlech. Et si bedenklech Entwécklungen. Mä ech wëll en Zitat bréngen, well vill vu menge Virriedner och eent bruecht hunn. An ech wëll en eminente Lëtzebuerger Politiker zitéieren, den Här André Bauler. Den Här Bauler huet a senger Ried gesot: „D'Politik kann ni d'Kultur bestëmmen." Mä da froen ech Iech, Madame Minister: Firwat wëllt dës Regierung d'Kultur bestëmmen a Form souguer vun enger Zensur?

Ech zitéieren Iech d'Säit 136 aus Ärem Regierungsprogramm - et ass schued, datt Der net nolauschtert, mä Dir wësst jo och, wat am Regierungsprogramm steet -, wou Der sot, datt d'Regierung géif d'Lidder kontrolléieren. Déi ginn analyséiert, observéiert: «pour obtenir une plus grande neutralité du point de vue représentation du genre». Hei mat engem politeschen Zil, sot Der eigentlech, datt Der eng Kontroll iwwer eng Konschtform wëllt ausüben. Dat ass Zensurdenken. Dat ass en Agréff an d'Fräiheet vun der Konscht. Aus wéi engem Grond och ëmmer. Mir haten Diktaturen am Laf vun der Geschicht, déi hu mat deene wonnerbarsten Argumenter an d'Fräiheet vun der Konscht agegraff. Mä ze justifiéiere wor et ni! Dat si Saachen, déi een einfach net mécht! An dat, wat op der Säit 136 vun Ärem Kultur- oder Regierungsprogramm do steet, dat ass einfach fir en demokratesche Stat net akzeptabel!

Nodeems ech Iech dat gesot hunn, da wëll ech awer och soen, datt et awer eng Tatsaach ass - an do gi mer Iech Recht -, datt mer en Defizit vun enger Milliard hunn. An Dir schreift deen Defizit jo virun. Egal wéi een Zukunftspak Der bréngt oder esou, Dir maacht weider Defizit an dëser Regierung. Dann ass et och normal, datt ee muss kucken, wat een an der Kultur mécht, well de Stat kann net alles bezuelen. An et muss een effektiv sech der Decken no strecken.

An dann... Wat mécht een dann? Mä da probéiert ee wéinstens emol, keng Feeler ze maache fir d'Zukunft. Dat ass vläicht dee beschte Rot, dee mer lech kënne ginn.

An der Politik vun de Steng, an der Politik vun de Gesetzer, just vläicht e puer Wuert. Bei de Steng zum Beispill, fir et emol esou ze nennen, bei eisem Patrimoine, bei den Infrastrukturen. Kënnt Dir eis eng Garantie ginn, datt Är Politik, fir elo Kierch a Stat ze trennen... Wat sinn do d'Répercussiounen op d'Gebaier, déi elo meeschtens an der Verantwortung vun de Gemengen, heiansdo vum Stat, leien, d'Infrastrukture vun de Kierchen? Mat déi wichtegst Kultur- a Konschtdenkmäler, déi mer am Land hunn. Wat wëllt Der domadder maachen? Kënnt Der eis do Garantië ginn?

Wéi ass et da mat anere Saachen, wou mer Infrastrukturen, wou mer wonnerbar Saachen hei am Land hunn, déi awer zum Deel iwwerhaapt net gefleegt ginn an net an e Konzept mat agebonne sinn. Wéi ass et mat Kolpech? Mir schwätze vum Héritage vu Kolpech, wa mer iwwer Europapolitik schwätzen. Waart Der scho Kolpech kucken, wat do an deene leschte Jore geschitt ass? Wéi dat verbaut ginn ass, wéi dat verhonst ginn ass? Maacht et! Maacht eppes draus. Do géife mer Iech ënnerstëtzen.

Wéi ass et mat Mansfeld? Et kann een net higoen an elo Schrëtt setzen, déi eng spéider gutt Gestioun vun deem Site, en Neesopbau, eng touristesch Notzung préjugéieren. Och dat wär e Feeler, fir dat ze maachen. Et muss een och drun denken, nodeems ee gegruewen huet an inventuréiert an esou weider, wat een awer kann an der Zukunft dermat maachen. An et soll een do keng Méiglechkeet verbauen.

An dann iwwer Gesetzer wëll ech e puer Wuert soen. Oder vläicht, well mer virdrun esou vill iwwert de Mudam gesot hunn. Ech wëll awer nach op dat agoen, wat den Här Adam gesot huet.

Dir hutt am Ufank vun enger Fusioun vun de Strukture vun der zäitgenëssescher Konscht hei am Land geschwat.

(Interruption)

Dach. Oh, mengetwegen. Synergien. Also, op jidde Fall,, et war mëssverständlech, wat Der dann an Ärem Zukunftspak geschriwwen hat. Mir soen Iech als ADR: Ma fusionéiert! Eng Struktur fir d'zäitgenëssesch Konscht hei am Land geet effektiv duer. Dat heescht net onbedéngt, datt een elo muss do massiv zréckschrauwen, mä déi beschte Synergie an deem do Beräich ass d'Fusioun. A firwat soe mer dat? Majo ganz einfach, well de Pei-Musée ass eng phantastesch Infrastruktur. A mir sollen dee vill méi intelligent notzen, fir de Kulturtourismus hei am Land ze förderen. Et ass déi eenzeg grouss museal Struktur hei am Land, mat där mer kéinte Wanderausstellungen oder aner touristesch Magnéiter unzéien.

Et ass näischt falsch derbäi, dat ze maachen. A mir sollen et maachen. A wann Der et net wëllt maachen, da musse mer och den Numm vum Musée änneren. Mudam ass de Musée d'Art Moderne, wann ech mech gutt erënneren. An e mécht nëmmen Art contemporain. Dat ass net de Sënn vun deem Ganzen. Mir soen... Wann Der wëllt déi zwee behalen, dann ännert den Numm vum Musée. Da sidd och esou éierlech. Mä mir soen: Fusionéiert. Eng Struktur fir zäitgenëssesch Konscht hei am Land an dat wonnerbart Gebai vill méi intelligent notzen, fir den Tourismus hei am Land ze förderen.

Dann d'Gesetzer. Ech hat dee Volet ugeschwat, well et ass eigentlech dat, wann een a Krisenzäite lieft a manner Suen huet, wéi ee soss hat, da kann een d'Base leeë fir eng Zukunft. Et soll ee mat Mëttelen, déi net vill kaschten, meeschtens kaschte wichteg Saachen net vill, awer eppes maachen, wat wichteg ass fir déi Generatiounen no eis an och, fir eisen nationale Kulturpatrimoine ze förderen.

E puer Beispiller. Et ass schued, datt d'Jeunesses musicales verschwonne sinn. Dat ass wierklech e Verloscht fir eis Kulturlandschaft hei am Land. Kann een net probéieren, dat an iergendenger Form ze reaniméieren? Well wéi vill Honnerten an Dausende vu jonke Leit hunn de Wee un d'klassesch Musek fonnt an och un aner Musekformen, mä haaptsächlech déi klassesch Musek, iwwert de Wee vun de Jeunesses muscials?

A bei de Gesetzer, niewent all deenen, déi genannt gi sinn, denkt och un den TTIP. Firwat? Ech si jo guer net där Meenung vun deene Lénken, datt een dat muss verdamen, ier et iwwerhaapt fäerdeg négociéiert ginn ass. Mä an den Négociatiounen, solle mer déi Exception culturelle betounen, well et ass wichteg fir eis, datt mer déi staatlech Subventionéierung vun der Kultur erhalen an net engem Konkurrenzprinzip afferen. An et ass wichteg fir eis, datt mer och déi kleng Sproochen an deene Kulturberäicher, wou besonnesch kleng Sprooche gëllen, dat gëllt fir déi Lëtzebuerger Filmproduktioun, Theaterproduktioun an aner Saachen, wou mer och dat kënne weider förderen an och finanziell subventionéieren.

Maacht Gesetzer iwwer Mäzenat a Sponsoring, fir kloerzestellen, ënner wéi enge Konditiounen och privat Akteuren hei an deem Beräich kënnen täteg sinn. Well de legislative Beräich, dee kascht net vill, mä Dir kënnt domadder wichteg Basë leeë fir déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Kulturlandschaft.

Datselwecht gëllt beim Buch. Mir haten elo just déi Walfer Kulturdeeg, wou et natierlech wichteg ass, d'elektronescht Buch ze förderen. Mä, dat hu mer och schonn e puermol hei gesot: Gitt endlech op dee Wee, wéi d'Islänner an anerer et gemaach hunn, déi och net vill Leit hunn an och sougenannte kleng Sproochen. Mä déi hunn hir Sprooch konsequent entwéckelt. Gitt op dee Wee, datt och auslännesch literaresch Wierker kënnen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn. D'Iwwersetzungshëllef och op dee Wee, d'Droits d'auteur bezuele wéi am Ausland, fir datt och méi literaresch Wierker an d'Lëtzebuergescht iwwerdroe ginn, wat jo eiser eegener Sprooch hëlleft, sech weiderzëentwéckelen an och méi zur Geltung ze kommen a méi gelies ze ginn.

Lidder. Dat ass eng aner Saach, wou mer leider an deene leschte Joren an de Schoulen ëmmer manner Lëtzebuerger Lidder sangen. Mir hunn awer och do e Patrimoine, dee mer kënne fleegen. Dofir sot ech, dat kascht bal näischt. Dat kascht e puer Lidderbicher. Mä et kascht de politesche Wëllen, an eise Schoulen de Kanner nees den Zougang zu deem ze ginn, wat mer esou un eegenem Kulturräichtum an un eegener Kulturtraditioun an dësem Land hunn.

Kulturpolitik besteet net nëmmen aus Ausstellungen an aus groussen internationalen Eventer. An do ginn ech menge Virriedner Recht, déi dorobber opmierksam gemaach hunn. Mä vläicht déi wichtegst Saach fir eis heiheem, dat ass, eis op dat besënnen, wat mer hunn, dat fleegen, wat mer hunn, an deenen nächste Generatiounen dat och wëlle viruginn.

Madame Minister, mir haten och an deene leschten Deeg e bëssen en Hin an Hier mat eise Kollektiounen hei am Land. Mir haten och an der Press Diskussiounen, datt och d'Spuerkeess Kollektiounen huet - Konschtkollektiounen -, datt d'Ministèrë Konschtkollektiounen oder eenzel Wierker hunn, wéi de Picasso eent ass, d'Zentralbank huet anscheinend Konschtwierker. An et wär wichteg, datt mer och higinn an alles inventuréieren - pardon, elo hunn ech mech do verlaf - an e Regëster maachen hei am Land an dann och eng Gesetzgebung, déi d'Biens culturels an de Patrimoine culturel hei am Land an engem Sënn schützt, datt dat net verkaaft gëtt, datt et gutt géréiert gëtt an datt et dem Public accessibel ass, fir déi Saachen och kënnen ze kucken, amplaz datt mer a staatlechen oder parastaatlechen Institutiounen esou vill Konschtwierker hunn.

Den Här Chamberspresident, deen huet eise Patrimoine musical elo beräichert duerch eng Glack, an domadder halen ech dann op an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser, deem ech dankbar wär, wann e sech an Zukunft och géif un d'Chamber adresséieren an net un en eenzelne Vertrieder heibannen. Merci gesot. An den Här Urbany huet direkt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Dir Dammen an Dir Häre, de Kulturministère gëtt fir d'Éischt zënter 24 Joer net méi vun der CSV dirigéiert. D'Virwërf, déi besonnesch awer an de leschte Joren ëmmer méi staark opkomm sinn, dass d'Aktivitéit vun deem Ministère virun allem dra bestanen hätt, am Wesentlechen, fir Subventionéierungspolitik ze maachen à la tête du client, wéi zu Recht och wahrscheinlech gesot ginn ass, dass e willkürlech festleet, no wat fir Kritäre Subsiden zum Beispill verdeelt gi sinn, déi Kriticke schéngen haut e bësse komesch ze sinn, wa grad elo d'CSV ebe grad der neier Regierung virwerft, iwwerhaapt kee Konzept a keng Kritären ze hunn.

Mä, ech mengen, déi nei Regierung muss sech déi Virwërf gefale loossen, well si huet jo selwer ugekënnegt an hirem Wahlprogramm, dass se grad hei wéilt Remedur schafen. Am Koalitiounsaccord gëtt vill insistéiert um Dialog mat deene Betraffenen. Mat deene soll zesummen op Assises culturelles an anere Foren e Kulturentwécklungsplang erschafft ginn. D'Wierklechkeet, déi mer an de leschte Méint erlieft hunn, ass eng aner.

Eng vun deenen éischte Mesuren, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, war d'Kënnegung duerch de Minister vun alle Konventioune mat Associatiounen aus dem Kulturberäich. An dat net als Resultat vun engem Dialog, dee virdru mat deene Concernéierte gefouert gi wier, mä autoritär vun uewen erof ass dat imposéiert ginn.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Et ass och net d'Resultat gewiescht vun enger seriöer Analys, déi virdru gemaach gi wier ënner Matwierke vun den Akteuren an no deem kulturpolitesch Ziler definéiert gi wieren. Neen, et ass eng Ad-hoc-Décisioun gewiescht, déi als Éischt d'Funktionéiere vun engem ganze Secteur a Fro stellt an dann eréischt an engem zweete Schrëtt eng Evaluatioun ukënnegt.

Dëst ass, fanne mer, schlëmm a symptomatesch och fir déi Politik, déi gemaach gëtt, well un deene Konventiounen hänke jo net nëmme Suen, mä et hänken och Aarbechtsplazen direkt an indirekt an engem Beräich vun der Lëtzebuerger Kulturproduktioun, déi awer ganz dynamesch ass. An dat, wat d'Regierung ëmmer ufeiert als Argument bei de Betriber, bei der Finanzplaz an esou weider, nämlech Planungssécherheet fir d'Akteuren um Terrain, gëtt hei, menge mir, op eng onverantwortlech Aart a Weis de kulturellen Akteuren au contraire den Teppech ënnert de Féiss entzunn. Vun uewen erof.

Mir si wuel der Meenung, Här President, dass d'Konventiounen am Kulturberäich kënnen iwwerschafft ginn. Mir sinn och der Meenung, dass transparent an novollzéibar Kritäre kéinten entwéckelt ginn, mä dat ass dach net seriö, fir ze mengen, dat kéint emol fir d'Éischt geschéien. A mir sinn der Meenung, et misst geschéien no enger Bestandsopnahm, déi gemaach ginn ass, no enger Analys, déi gemaach ginn ass, an de Konklusiounen, déi aus deenen Analysen an de Gespréicher mat engem ganze Secteur géife gemaach ginn, amplaz do engem ganze Secteur integral am Fong geholl d'Zukunftssécherheet ze huelen. Hei gi gewëssermoosse mat enger Motorsee Blumme geschnidden.

D'Konzeptlosegkeet geet awer nach weider. Fir d'Éischt kommen d'Associatiounen drun. An dann, hutt Der jo och ugekënnegt, Madame Ministesch, méi spéit kommen d'Gemengen an aner Instituter un d'Rei. An ech mengen, dat bedeit jo scho vun där Virgehensweis hier, datt et zu kengem Moment ëm eppes Kohärentes hei geet, ëm eng Vue d'ensemble vun der ganzer Kulturlandschaft, ëm e Programm fir d'Zukunft. Neen, hei geet et ëm eng reng Spuerlogik.

An ech mengen déi Konzeptlosegkeet an der Kulturpolitik gesi mer u verschiddene Beispiller, déi och schonn hei genannt gi sinn. Mir gesi se um Beispill vun den Nationalarchiven. Mir hunn e puermol intervenéiert do, och a Kommissiounen hu mer intervenéiert. Déi Äntwerten, déi mer kritt hunn iwwert d'Zukunft vun den Nationalarchiven, si fir eis nach guer net ze gesinn, wat do geschitt an a wat fir engem Zäitraum do eppes geschitt. Mer gesinn et um Beispill vum Musée fir Zäitgeschicht. Mir gesinn et um Beispill vum Resistenzmusée; wou zwar eng Etüd an Aussiicht gestallt ginn ass, déi awer nach ëmmer net do ass. A mir waarden nach ëmmer an deene Beräicher och op konkret Zousoen, op konkret Konzepter.

D'Beispill vun de CarréRotondes, do gëtt zwar geplënnert, mä si verfügen net iwwert déi néideg Moyenen offensichtlech, fir kënnen esou ze funktionéieren, wéi et eigentlech der Vokatioun vun där Institutioun géif entspriechen. Mer hunn och d'Beispill vun der Gebléishal zu Esch, wou jo sollt de Centre National de la Culture Industrielle drakommen, esou steet et am Koalitiounsaccord, mä wou elo dervu geschwat gëtt, deen Terrain zu privaten Zwecker ze gebrauchen.

Här President, wat mer an deene leschte Méint erlieft hunn, weist, dass dës Regierung d'Kultur an alleréischter Linn an enger reng kontabeler Logik gesäit. Eng Kontabilitéit, déi sech net un de Besoine vun der Realitéit um Terrain orientéiert, well duerfir feelt den Dialog och mat deene Betraffenen, an déi och net kohärent oder zilorientéiert ass, well dofir feelt d'Vue d'ensemble, d'Konzept.

An ech mengen, wann dat déi dominéierend Visioun vun der Kultur ass, da versti mer, firwat dass de Freeport, vun deem mer virdru geschwat hunn, op eemol eng zentral Achs vun der Kulturpolitik gëtt, an datt engem och net de Bic aus der Hand fält, wann een einfach esou e Memorandum of Understanding am Kulturberäich ënnerschreift mat enger vun deene mënscheveruechtendsten Diktaturen op der Welt. Ech schwätze vum Qatar.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Kultur selbstverständlech eng ekonomesch Dimensioun huet, déi sech ënner anerem och an der sozialer Realitéit vun de Kulturschafenden erëmspigelt, déi vill ze oft zu Lëtzebuerg eng prekär ass. Mä grad dofir contestéiere mer och déi reng kontabel Logik, déi hei ugewant gëtt, déi en plus, menge mir, ekonomesch widdersënneg ass, well se net begleet gëtt vun anere Mesuren, déi op eng Verbesserung vun der Situatioun vun de Kulturschafenden erausginn.

Ech wëll och hei dräi Beispiller nennen.

D'Billetterie nationale soll net méi staatlech kofinanzéiert ginn. Dat schuet am meeschten de regionale Kulturzentren, déi souwéisou chronesch ënnerfinanzéiert sinn, déi iwwer keng Moyene verfügen, fir deen Ausfall do ze kompenséieren.

Zweetens, Dir sicht Synergië beim Mudam a beim Casino an erhofft, dass doduerch och ka gespuert ginn. Et feelt awer bis elo un enger Analys, déi géif beweisen, dass et iwwerhaapt méiglech ass, hei Synergien ze schafen, ouni inhaltlech eppes futtizemaachen.

An drëttens wëllt Der de Congé culturel ofschafen. An dee Montant, deen Der doduerch aspuere wëllt, beleeft sech op 4.368 Euro, nom Kont vun 2013. Déi ekonomesch Aspuerung dovun ass also ridicule. Wat awer grouss ass, ass d'symbolesch Wierkung dovunner, besonnesch wann ee weess, dass zu Lëtzebuerg d'Kultur ënnerprofessionaliséiert ass an dass hei am Fong geholl Brécken zu méi enger Professionaliséierung, och wa se ganz kleng a ganz schmuel sinn, déi Brécken, awer ouni Alternativ zerstéiert ginn.

Am Résumé kann ee soen, wann ee wéi dës Regierung keng politesch Visioun huet, wann ee kee wierklechen Dialog mat de Leit um Terrain féiert, wann ee kee kulturellt, kohärent Konzept huet, weder an der Orientéierung nach an den Investitiounen, mä wann ee Kultur virun allem als kontabelen Exercice gesäit, bei deem et gëllt, Suen ze spueren, da verwonnert et een net!

An ech wëll och mat engem Zitat ophalen, mat engem Zitat vun Iech, Madame Ministesch, wat Der um 100,7 leschte Samschdeg gesot hutt, ech zitéieren: „D'Leit", dat heescht, d'Leit aus dem Secteur, „kënnen Aspuerunge maachen, wann een e Musical, eng Produktioun an d'Land komme léisst an et léisst ee se an e puer Haiser spillen, dann ass dat e ganz anere Budget, wéi wann een op fënnef Haiser fënnef verschidde Produktiounen huet. Et ass méi professionell an et ass méi eng Satisfaktioun, well d'Qualitéit och eng aner ass."

Iwwer Goûten, Här President, léisst sech bekanntlech net streiden. Mä hei sot Der näischt aneschters, wéi dass Der d'Diversitéit vun der Offer, vun der Kulturoffer hei am Land drastesch reduzéiere wëllt aus enger renger Spuerlogik. A Kulturpolitik ass leider e Paradebeispill fir d'Absurditéit vun esou enger Logik, déi ëmmer méi am Land ëm sech gräift an alle Gebidder vum Budget, an an alle Gebidder vun der Politik a vun der Wirtschaft a vum soziale Liewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Domat ass d'Diskussioun eriwwer an d'Kulturministesch, d'Madame Maggy Nagel, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kultur am Land ass bei Wäitem net aarm a wäert och net aarm ginn! Wann ech virun enger hallwer Stonn matgedeelt hunn, datt bei der ICMA, International Classical Music Awards, zum Beispill dräi Lëtzebuerger erëm op der Lëscht vun 248 Nominéierungen erausgestach hunn, an dat sinn d'Cathy Krier, de Pascal Meyer an d'Xenia Pestova. A mir brauchen eis net ze verstoppen.

Jo, Här President, ech wëll dem Här Wiseler soen, ech wëll eng aner, eng nei, modern, der Zäit ugepasster, transparent a kohärent Kulturpolitik, wou den Dialog mam ganze Secteur vun Ufank un ugesot war. D'Kultur soll en anert Gesiicht kréien hei am Land, an net nëmmen hei am Land, mä domadder och am Ausland.

Wéi Der all wësst, an ech fänken domadder un, well dat jo awer een Highlight ass vun deem, wat mer bis elo an der Kultur gemaach hunn, d'Konventiounen. Jo, ech hunn am August all déi bestehend Konventiounen, déi d'Associatioune mam Kulturministère haten, résiliéiert. An dëst aus Grënn, déi einfach novollzéibar sinn.

An, Här President, ech wëll dem Här Urbany soen, datt do méi wéi Réunioune stattfonnt hunn, well ech vun Ufank u gären all déi Akteuren, mat deenen ech an deenen nächste Joren ze dinn hunn, gesinn hätt. An an 48 Réunioune mat konventionéierten Haiser a mat 52 aneren, déi am kulturelle Beräich täteg sinn, hunn ech all Kéiers an deene Réuniounen de Leit matgedeelt, datt mer, wat d'Konventiounen ugeet, wëllen op en anere Wee goen, hinne verséchert hunn awer, datt, wa mer se résiliéieren - an dat weess all Mënsch, wosst all Mënsch -, datt awer e Budget 2015 disponibel wier fir si. An datt mer mat deenen neie Konventioune vill méi eng grouss Sécherheet wëlle ginn, well mer déi Konventiounen esou opstellen, datt se wuel nach all Joer résiliéierbar sinn, mä datt se awer wëssen, datt bis 2018 e Budget do steet an och de Montant vun deem Budget.

Vill vun dëse Konventioune sinn historesch gewuess, souwuel vun der Dotatioun, déi ausbezuelt ginn ass, wéi och vun de Missiounen, déi an der Konventioun opgezielt sinn. Vill vun de Missiounen, déi an de Konventioune stoungen, sinn net méi direkt onser heiteger Zäit ugepasst. An et wär och schwéier fir mech, fir mat engem gudde Gewëssen ze behaapten, ob déi Associatiounen, déi vum Kulturministère ënnerstëtzt goufen, representativ ware fir de Secteur, an deem se aktiv sinn, oder ob et aner Associatiounen haut gëtt, déi dat eventuell besser maachen.

A fir dëst gewuer ze ginn, gouf et a mengen Ae just eng Solutioun, an zwar se alleguerten à plat ze stellen an eng fundéiert Analys duerchzeféieren. Dat ass dat, wat meng Leit am Ministère amgaange sinn ze maachen. An ech kann lech garantéieren, am Secteur ass endlech ënnerteneen eng Diskussioun, déi entstanen ass, Iwwerleeungen, déi gemaach gi sinn, wuel wëssend, datt net méi dee Budget do wäert sinn, dee se bis elo ëmmer haten.

An eis Approche, vun Ufank un, war och Folgend: An enger éischter Phas hu mer e Questionnaire ausgeschafft, wou mer engersäits den Associatiounen d'Méiglechkeet ginn hunn, eng Autoevaluatioun ze maache vun hirer Aarbecht. Anerersäits hu mer da fir all eenzelne kulturelle Secteur spezifesch Froe gestallt. An dann hu mer finalement nach chiffréiert Donnéeë gefrot iwwer hir kulturell Aktivitéiten an hir budgetär Situatioun.

Parallell hunn déi Responsabel vun deene verschiddenen Asblen net méi beim Minister, mä bei eis am Haus, bei eise Leit eng transversal Analys gemaach vun hirem jeeweilege Secteur, dat heescht: Wat ass den Istzoustand, wat sinn d'Problemer a wat sinn d'Besoine vum Secteur? Unhand vun dëser Analys krut ech dann och schonns Recommandatiounen a Propositiounen ënnerbreet. An dës Analys ass de roude Fuedem an der Analys vun hiren eenzelne Konventiounen.

D'Kritären, déi gebraucht gi si bei der Analys vun deenen eenzelne Konventiounen, engersäits d'Essenz vun deem, wat an der Analys transversal vum Secteur festgehale ginn ass, an anerersäits d'Donnéeën, déi se an de Questionnairë gesammelt hunn.

Wéinst der Diversitéit vun deene ville Projeten am Kultursecteur bleift et schwéier, genau Kritären opzezielen, esou wéi dat de Fall ass am Sport zum Beispill. Mä ech kann awer résuméieren, op wéi eng Facteure mir ons baséieren a wéi eng Considératioune mir huele bei onsen Analysen.

Wéi ass d'Associatioun organisatoresch opgestallt? Wéi setzt d'Associatioun seng kulturell Missiounen am Kader vu sengen Aktivitéiten ëm? Inwiefern hält d'Associatioun sech un international Charten oder Regelen, wéi zum Beispill bei de Muséeën, d'Charte vun der ICOM oder international Festivalsbestëmmungen? Wéi steet se do par rapport zu deenen aneren Associatiounen an dem Secteur, an deem se aktiv ass? Wat proposéiert d'Associatioun selwer? Wéi steet se finanziell do? Ginn Ustrengunge gemaach fir d'Recetten, sief et um Niveau vum Verkaf vu Billjeeën, vum Sponsoring oder dem Mäzenat? Wat sinn hir aktuell Reserven? A besteet en Équiliber zwëschent de Missiounen, déi se mam Ministère ausgehandelt haten, deem, wat se ëmsetzen an der Ënnerstëtzung, déi se dofir kréie vum Stat?

A finalement wäerte mer bei der Bewäertung och op wichteg Virgabe vum kulturellen Deel vum Regierungsprogramm zréckkommen, wéi zum Beispill Jugendaarbecht, verstäerkt Zesummenaarbecht mat de Schoulen, den Artist an de Mëttelpunkt stellen am Kader vu senger Aarbecht am Spezifeschen a vun der Kreatioun am Generellen. D'Zesummenaarbecht tëschent den Haiser, d'Koproduktiounen etc., etc., fir der nëmmen e puer ze nennen.

Wéi Dir gesitt, kann een hei net einfach vu Kritäre schwätzen, no deenen een déi Haiser an Associatioune mat engem Punktesystem bewäerte kann. Wann dat esou einfach wier, ech mengen, dann hätten anerer viru mir dat och schonns gemaach. Dat geet leider net an der Kultur, an dat ass och gutt esou. Déi ganz Evaluatioune wäerten eis awer erlaben, eng Bestandsopnahm ze maachen, d'Missiounen an de Konventiounen unzepassen, voire nei ze definéieren a finalement déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung ze stellen.

Déi Iwwerschaffung vun de Konventioune si meng Leit amgaangen ze maachen. An ech hu gesot kritt, datt se Enn dëst Joer respektiv uganks d'nächst Joer domadder fäerdeg wieren. An da gëtt geschafft. An da gesi mer erëm Leit. A bis dato bleiwe mer emol méi zréck am Ministère, fir déi administrativ Aarbecht ze maachen. Et ass selbstverständlech geduecht, datt d'Leit fir d'nächst Joer de Budget 2016, wann deen ausgeschafft gëtt, wëssen, wéi hir Konventioun ausgesäit a wéi se kënnen, net bis 2016, mä bis 2018 hir Programmatioun an hiren Haiser maachen.

Wat de Finanzement vun eisen Établissement-publicken ugeet, hu mir et fäerdegkritt, fir d'Dotatioune vun dësen Haiser 2015 ëmmerhin ëm net grad 3,5% an der Moyenne wuessen ze loossen. Et ass ze bemierken, dass eis Établissement-publicken amgaange sinn, een Deel vun hirem Budget direkt iwwer hir Reserven ze finanzéieren, wat mat sech bréngt, dass dës kontinuéierlech erofginn.

Generell muss ech soen, dass och dës Haiser staark gefuerdert sinn an Zäiten, wou gespuert gëtt beim Stat. Notamment, well oft de kulturellen Deel vun hirem Budget dorënner leit.

Fir dass eis Etablissementer déi néideg finanziell Moyene kréie vum Stat, fir hir legal Missiounen erfëllen ze kënnen, passe mir, zesumme mam Finanzministère notamment, op folgend Fakten op: De Finanzement vun de Frais-fixen zum Beispill, de Personalkäschten oder den Ënnerhaltskäschte vun hirem Haus. Aussergewéinlech oder nei Käschten am Budget, wéi zum Beispill d'Plënnere vun engem Etablissement an nei Raimlechkeeten oder d'Organisatioun vun exzeptionellen Ausstellungen. D'Reserven, déi déi verschidden Haiser nach disponibel hunn, notamment fir hire Fonds de roulement Enn des Joers ze garantéieren. Den Amortissement, deen a ville vun eisen Haiser elo ufänkt, ob am Beräich vun der Informatik, der Sécherheet, am Beräich vum Publikum an esou weider. An dann natierlech hir Personalpolitik.

Genau wéi bei de Konventiounen, hunn ech och bei dësen Haiser wëlles, fir 2015 e Questionnaire auszeschaffen, wou mer da méi genau déi kulturell Aarbecht an d'Besoine vun dësen Haiser besser evaluéiere kënnen.

Finalement ginn ech oft gefrot, wat d'Investitiounspolitik vun der Regierung wäert sinn an deenen nächste Jore bei de kulturellen Infrastrukturen. Dir wësst all, dass muss gespuert ginn. Dir wësst och, dass an deene leschten zéng Joer vill gebaut ginn ass an der Kultur an datt et elo heescht, déi bestehend Haiser esou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtzen, fir dass se

sech an hirer kultureller Missioun oder Aarbecht voll entwéckele kënnen.

Investéiert gëtt also just nach do, wou muss. Dat heescht, wéi scho virdru gesot, bei den Établissements publics am Amortissement vun de bestehenden Infrastrukturen. Datselwecht gëllt och fir d'Infrastrukture vun de konventionéierten Associatiounen, sous forme vu Subsiden. Mir wäerten och weider bei deene kulturellen Infrastrukturen hëllefen, déi d'Gemenge wäerte bauen oder restauréieren.

Ech hu wëlles, prioritär folgend nei kulturell Infrastrukture budgetär ze ënnerstëtzen, an dat well ech iwwerzeegt sinn, dass Lëtzebuerg dës brauch: de Bau vun där neier Nationalbibliothéik weiderzeféieren, d'Planung an de Bau vun neie Statsarchiven, d'Fäerdegstelle vun de Projeten d'Schlass zu Käerch an d'Maison de l'archéologie zu Duelem, an d'Ariichte vun engem Resistenzmusée; deen Deel, dee mir als Kultur solle begleeden. Deen aneren Deel, wéi Der jo matkritt hutt, wäert ënnert den Enseignement falen, ënnert d'Héichschoul, wou dat och an hirem Budget erëmzefannen ass.

Weider Elementer vun der Orientatioun vun der zukünfteger Kulturpolitik: D'Sauvegarde an d'Valorisatioun vum Patrimoine culturel matériel wéi immatériel si fir mech essenziell a wäerten duerch d'Reform vun dem Patrimoinesgesetz ab nächstem Joer an Ugréff geholl ginn.

Ech hunn zwou wichteg Décisioune geholl am Kader vum Zukunftspak, nämlech, dass ech Haiser, déi net klasséiert sinn oder net um Inventaire stinn, oder net am Kader vum PAG op Gemengenniveau geschützt ginn, net méi finanziell fir d'Restauratiounsaarbechten ënnerstëtzen. Doduerch spuert de Stat net nëmme Suen, mä hie gewënnt och Zäit an Energie, fir nach méi effikass a konsequent eise Patrimoine ze schützen a seng historesch wéi touristesch Valeur ze mediatiséieren an eng Roll vun engem Conseiller ze spille fir déi Leit, déi wëllen investéieren, an hire Patrimoine nach méi enk ze begleeden.

Mir däerfen net vergiessen, datt d'Mise en valeur an d'Mise en état vun eisem Patrimoine eng reell Plus-value fir den Image de marque vun eisem Land ass. Et ass och e Créateur d'emploi, souwuel am Handwierk wéi am Tourismus. An d'Assisen iwwert de Patrimoine nächste Freideg an e Samschdeg am Neumünster, do wier ech frou, wann ech deen een oder deen anere kéint erëmgesinn!

Am selwechte Gesetz vum Patrimoine lauden ech och d'Reform vum Centre national de recherche archéologique, dem CNRA an, déi ech schonns duerch d'Lasskoppelung vun hirem Budget vum Budget vum Musée National d'Histoire et d'Art preparéiert hunn. D'Archeologie ass en essenziellen Deel vun eisem Lëtzebuerger Patrimoine a soll och ab 2016, 2017 deeselwechte Stellewäert erreeche wéi de Sites et Monuments. Nëmmen esou stellen ech mer vir, dass mir dem Denkmalschutz hei zu Lëtzebuerg déi Wichtegkeet an déi Visibilitéit ginn, déi hie verdéngt. Mir schwätzen awer och an där nächster Zäit vun enger Reform vum Sites et Monuments. Do wäerte mer och ab dem nächste Joer méi lech kënne matdeelen.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, dass ech vill Dossieren opgemaach hunn, un deene fläisseg mat menge Leit geschafft gëtt. A wann ech elo alles résuméieren, d'Opschaffe vun der Konventiouns- a Subsidepolitik, der Reform vun dem Sites et Monuments an dem CNRA am Kader vun engem neie Projet de loi sur le patrimoine, wou en éischten Deel schonns geleescht gouf duerch d'Étude Desseilles, plus all déi Punkten, déi ech lech elo erkläert hunn, da kommen ech zu der logescher Schlussfolgerung oder Konsequenz vun deem Ganzen: dee vun dëser Regierung ugekënnegte Kulturentwécklungsplang. E schreift sech quasi parallell zu de Reformen, déi schonn dëst Joer lafen an 2015 weidergefouert ginn.

De Kulturentwécklungsplang soll engersäits d'Reformen inhaltlech, mä awer och richtungsweisend mat Iddien a Gedanken an déi nächst sechs bis zéng Joer féieren. Dofir brauch ech de regelméissegen Austausch an d'Diskussioun mam ganze kulturelle Secteur, ob dat déi Leit sinn, déi schonn a mengen Instituter oder an de kulturellen Haiser schaffen, oder déijéineg, déi sech dobaussen um Terrain fir d'Kultur hei zu Lëtzebuerg asetzen, egal a wéi enger Form. Nëmmen esou kann een de Kulturentwécklungsplang zum Erfolleg féieren.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi zukünfteg Orientatioun vun der Kulturpolitik vun dëser Regierung, esou wéi och an all anere Secteuren, weiderhi staark ofhängeg wäert si vun der wirtschaftlecher a konjunktureller Entwécklung.

An dann nach ganz kuerz, Här President, op Froen, déi ech gestallt kritt hunn. Den Här Wiseler huet a senger Interpellatioun domadder ugefaangen. Här President, ech wëll dem Här Wiseler soen, datt, nodeem ech elo säit eelef Méint am Kulturministère sinn an ech mer vill Méi gemaach hunn, fir de Constat ze maachen, wat ech do fir eng Ierfschaft iwwerholl hunn, datt den Här Wiseler sech mat verschiddenen Aussoen awer wierklech op e ganz dënnt Äis begëtt, fir no esou enger kuerzer Zäit mir elo virzewerfen, datt ech dat alles, wat en opgezielt huet, wierklech hätt misse scho fäerdeg hunn a gemaach hunn.

Ech mengen, mir hunn elo héieren, wéi vill Joer déi Leit do vun dem Interpellateur an de Responsabilitéite vun de Ministèrë waren. Ech wëll déi net kritiséieren op dëser Plaz, mä ech wëll soen, do waren aner Prioritéiten. Eh ben, mir hunn elo dës Prioritéiten. An déi Haiser, déi do sinn, mat deene musse mer liewen. Mir hu mat deene Gebaier haut wierklech ganz, ganz grouss Problemer, well do wierklech sech d'Fro ka gestallt ginn: Wou war do d'Wäitsiicht, wat den Impakt vun de Frais de fonctionnement ugeet? Wou war do d'Wäitsiicht, wat den Impakt vun de Personalkäschten ugeet? An esou virun. Eh ben, mir musse mat deenen Haiser elo liewen. Mir musse mat deene Leit kucken, fir datt déi iwwert d'Ronne kommen. A mir musse versiche mat deene Leit, déi ze encouragéieren, fir hir Haiser ze spillen.

An et ass net méi an net manner. Dat, wat ech wëll haut hei soen, datt ech an där nächster Zäit mat deem Programm, deen ech lech elo opgezielt hunn, wëll virumaachen. Wat ganz wichteg ass, dat ass de regelméissege Kontakt, ëmmer op der Plaz sinn, ëmmer nolauschteren an déi Leit respektéieren. An, virun allem, mat deene Leit, wou ech um Ministère schaffen, déi hu sech méi wéi dacks elo manifestéiert, datt se frou sinn, fir mat engem Minister elo vläicht emol op en anere Wee an enger anerer Form, an engem aneren Dialog kënnen ze goen.

Et ass hei geschwat ginn, natierlech, vun engem OPL. Den OPL, deen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hat ni e Kontrakt mat China. Et war just chiffréiert ginn, datt esou en Déplacement zwëschent 350.000 a 500.000 Euro wäert kaschten. Et war och keng Katastroph fir den Orchester selwer, datt se elo hu missen heiheem bleiwen. Mä si sinn awer an d'Ausland gaangen. Se ware fënnef... A Spuenien hu se fënnef Concerte gehat. A Russland hate se dëst Joer véier Concerten a se sinn elo grad erëm vun enger Tournée aus Däitschland respektiv vun den Niederlanden.

Et ass gesot gi vum Éischte Weltkrich. Also, wa mer elo zäitlech hei fäerdeg sinn, da ginn ech op de Vernissage an de Centre national de la littérature op Miersch, wou eng Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich opgemaach gëtt.

Am Mudam ass an där Programmatioun, déi mer an der Pressekonferenz héieren hunn, ass en Thema vum Éischte Weltkrich. Am Musée ass d'nächst Joer eng Expositioun, déi d'Thema Éischte Weltkrich encadréiert.

Ech mengen, ouni déi grouss Ausstellung, déi do ugekënnegt gi war, déi jo net vum Dësch ass, mä awer an enger anerer Form duerchgezu gëtt, do sinn ech ganz frou, an do soen ech vun hei aus eisen Haiser all Merci, datt se mat op deen Zuch gespronge sinn an datt se hir Programmatioun a ganz villen Haiser duerch d'Land op den Éischte Weltkrich elo konzentréiert hunn. An ech mengen, dat ass wierklech derwäert. A wéi Der jo wësst, den Éischte Weltkrich war vun 1914 bis 1918. Dat heescht, bis 2018 kann nach ganz vill an deem dote Sënn och geschéien.

Dann ass hei ugeschwat ginn ALAC, Billetterie nationale. D'Madame Polfer sëtzt hei. Eng wonnerbar Geschicht tëschent dem Ministère an der Stad Lëtzebuerg. Mä ALAC ass net nëmme Billetterie nationale, ALAC ass och Plurio.net, ass och de Site Kultur.lu an ass och de Site Relais Europe. D'Billetterie nationale ass ganz attraktiv wahrscheinlech nach an deenen nächste Jore fir eng Stad Lëtzebuerg, mä ass awer manner attraktiv fir verschiddener vun ei-

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

sen Haiser, well scho ganz dacks a ganz vill vun eisen Haiser op en anere Wee gaange sinn, hunn hir eege Billetterie.

Et ass net méi esou, datt, wéi d'ALAC gegrënnt ginn ass, guer näischt do war. An ech géif soen, mat deene Konventiounen, un deene mer amgaange sinn ze schaffen, komme mer och deene wéinegen Haiser, déi nach op d'ALAC missten zréckgräifen, wat d'Billetterie ugeet, kéinte mer och iwwert dee Wee eng Léisung fannen, datt déi en anere Modus kéinten do fannen. Also dat ass och keng Katastroph.

Mä do muss ech soen, ALAC, fir déi ofzeschafen, ass vun de Finanze komm, vun der IGF komm. Déi wëlle wierklech déi ALAC net méi gesinn. An et ass eng Spuermoossnam, wou si insistéiert hunn, datt mer op dee Wee solle goen.

Dann natierlech d'Dräi Eechelen. Déi Aspuerungen, déi mer do ugekënnegt hunn, datt se sollen déi Wanterméint zou sinn, do ass an enger Diskussioun mam Direkter festgehale ginn, datt déiselwecht Aspuerungen och kéinte gemaach ginn, wann een Dag méi de Musée an der Woch zou wier. En ass elo dënschdes zou. Den Direkter a mir am Ministère sinn eis eens, datt mer en och nach méindes zoumaachen. An da bleift en déi Wanterméint op, awer d'Aspuerunge bleiwen déiselwecht.

Ech hätt nach kënnen op vill Froen agoen, mä dat geet ze wäit. Ech sinn elo geschwënn op 20 Minutten. Mä ech fannen, wat ganz positiv heibannen de Mëtteg war, jiddwereen dréckt sech aus, wéi en dat esou gewinnt ass, huet säi Charakter, fir eppes eriwwerzeginn. Mä mir sinn eis alleguer bewosst, datt d'Kultur e wichtege Punkt ass an eisem Programm, dee mer sollten als Regierung - net nëmmen als Regierung, mä och als Chamber - duerchzéien.

An, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, d'Kultur ass kee Luxusartikel, dee mir ons vun Zäit zu Zäit gënnen, mä Kultur ass a bleift e wichtege Facteur vun der sozialer Kohäsioun hei am Land, vun engem gesonden Nation Branding an net zulescht ëmmer méi e wichtegen Deel vun der wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land.

An ech géif Iech bieden, kommt, mer schaffen alleguerten zesummen, iwwer eng flott Zesummenaarbecht an enger Kulturkommissioun, wou jiddweree soll positiv a konstruktiv mat dorunner schaffen. An da sinn ech der Meenung, da kënne mer wierklech soen, dëst Land huet et fäerdegbruecht, duerfir eng flott Formel ze erfannen an 2018 en anert Bild vun der Kultur, nach e bessert Bild, wéi et schonn ass, no baussen ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Minister. Ech ginn dervun aus, dass den Interpellateur Parole après ministre freet.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Jo, well ech awer nach e puer Froen trotzdeem ze stellen hunn op Basis vun deem.

Also éischtens, Madame Nagel, ech sinn d'accord, fir mech nach e wéineg hei op déckem Äis, op dënnem Äis ze bewegen, mä ech wëll Iech awer soen, datt mir eis net schumme fir déi Kulturpolitik, déi tëschent 1995 an 2007 gemaach ginn ass, well mer der Meenung sinn, datt do eng ganz Rei Kulturinstituter op d'Bee gesat gi sinn, déi d'Räichheet vun eiser Kulturlandschaft haut ausmaachen. Wann Dir dorunner zweifelt a sot, dat wier problematesch, mir sinn op déi Kulturpolitik, déi gemaach ginn ass an deene leschte Joren, stolz! An déi Kulturministeren, déi dat an d'Wee geleet hunn, déi hu villes fir d'Kulturlandschaft hei zu Lëtzebuerg gemaach.

Meng Fro, déi ass haaptsächlech..., et sinn der e puer. Wann Der sot, bei der ALAC, do wier et d'IGF, déi déi Décisioun geholl hätt. Ech wëll Iech just soen: Dir sidd d'Kulturministesch an Dir musst déi Décisiounen huelen, ob dat elo richteg oder falsch war, an dann net d'IGF déi Diskussiounen an Décisiounen do huele loossen, fir esou wichteg Instrumenter, a mengen Aen, wéi awer d'Billetterie centrale opzehalen oder net opzehalen.

An op där anerer Säit fannen ech de Wee, fir ze soen, ech kënnege Konventiounen, ouni e Kulturentwécklungsplang virdrun ze hunn, an ech maachen emol parallell dat, fannen ech eng ganz komesch Aart a Weis, fir et unzegoen.

Mä meng haaptsächlech Fro, well soss seet den Här Di Bartolomeo, majo, ech soll jo net Kommentare maachen, mä ech soll Iech eng Fro stellen. Duerfir äntwerten ech dann direkt drop an ech stelle meng Fro. Meng Fro ass déi, fir ganz genau ze wëssen, wat dann elo mat de Konventioune geschitt.

Dir hutt gesot, dat gëtt elo analyséiert, mir si wahrscheinlech ufanks nächst Joer fäerdeg. Heescht dat dann, datt genau déiselwecht Konventioune fir 2015 elo weidergefouert ginn, wéi déi, déi 2014 waren? An da meng Fro: Firwat hutt Der se da gekënnegt, wann déiselwecht weidergefouert ginn? - Eischt Fro.

An déi zweet Fro, dat ass: Gëtt dann déi ganz Geschicht 2016 elo nach eng Kéier, déi Diskussioun ugefaangen? A wéini kënne mer dann do sécher sinn, no wat fir Kritären et ass? Et deet mer leed, mä déi Fro hutt Der net beäntwert.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Entschëllegt, Här President, den Här Wiseler freet mech eppes. Ech weess net, ob e mer net nogelauschtert huet!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ganz gutt nogelauschtert, mä ech hunn d'Äntwert net héieren!

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Ech hunn in extenso erkläert, wat mer elo mat de Konventioune maachen. Et ass vläicht e bësselche vill gewiescht a laang iwwert d'Konventiounen, wou ech geschwat hunn, mä ech hunn et extra esou laang gemaach, well ech mer bewosst sinn, datt...

(Interruption)

Ech weess net, ob et net verstane gëtt oder ob et wuel wëssend net verstane wëllt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, déi Debatt ass bis elo ganz, ganz flott gelaf. Da maache mer och déi lescht Ligne droite nach an deem Sënn.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Voilà. An ech ka just nëmme soen zu deene Konventiounen, fir et ganz kuerz ze maachen: Enn des Joers, uganks d'nächst Joer wäerten déi Questionnairen duerchgeforst gi sinn. Da wäert ech vu menge Leit dat op den Dësch geluecht kréien. Da kucke mer dat. An da wäerte mer eenzel Leit ruffen.

Déi Konventioune ginn nei geschriwwen. Mä d'Leit wëssen all, datt se - an da kuckt an Äre Budget, do steet et jo dran -, déi wëssen all, datt se déi Programmatiounen, déi se dëst Joer haten, mat deem Budget, dee se elo kritt hunn, kënnen duerchféieren. Dat steet am Budget esou dran.

Do ass net alles op null gesat ginn, well mer d'Konventioune gekënnegt hunn. Mä mir sinn awer och jo eis bewosst, an dat wësse mer jo - an der Kultur, do plangt een net vun haut op muer, mä do plangt een op Joren, een, zwee Joer am Viraus -, an dat, wat programméiert ass, dat ass mat dëse Suen, déi déi Leit kréien, ass dat méiglech.

An duerfir kann ee mat Rou un déi Saach erugoen, fir nei Konventiounen ze schreiwen. An et kann ee sech och méi Zäit loossen. Ech wëll mech net hetze loossen, fir elo Enn Januar nei Konventioune mat an d'Kulturkommissioun ze bréngen an ze soen: Hei, mir si fäerdeg. Dat maache mir net!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Et ass keen, deen Iech hetzt. Mä Dir hutt se fir 2015 gekënnegt, keen aneren!

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Majo, et ass jo richteg! Et ass jo och kee Problem. Do leit Der jo och richteg. Wat ass dann, wann ech se... Ech hu se eng Kéier misse kënnegen, fir nei ze maachen. Also, dat ass jo awer wierklech dee fréieste Moment, deen ech konnt maachen, fir se nei ze diskutéieren.

A wann Der herno héiert, wat do bei deene Questionnairen erauskomm ass, da war et nach ze spéit. Dann hätt et scho misse virun e puer Joer gekënnegt ginn. Well do sinn der derbäi, déi hunn an de Ruin heiansdo sech beweegt, ouni datt do eppes ënnerholl ginn ass. Mä zu deem Punkt wäert ech Iech nach aner Donnéeë liwweren.

An d'ALAC, nach eng Kéier, ech mengen, Här Wiseler, dat wësst Dir jo och, Här President, den Här Wiseler weess dat och, datt d'IGF immens Problemer hat, esou wéi d'ALAC gefouert ginn ass. Mat de Konte ware Problemer. An do setzen ech mech net driwwer ewech, fir mordicus do eppes oprechtzëerhalen, wou wierklech net no de Regele vun der Konscht dat Ganzt gefouert ginn ass.

Dat ass meng Ausso dozou a méi soen ech net.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Et ass keng Motioun do. Ech wënschen Iech, dass Der gutt heemkommt. A mir gesinn eis an ëffentleche Sëtzungen erëm de 25., 26. a 27. November, mat - als Haaptpunkt - der Deklaratioun an den Debatten zur Aussen- an zur Europapolitik. Merci.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.09 heures)

Sommaire des séances publiques nos 5, 6 et 7

5e séance

Ouverture de la séance publique p. 61

6668 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (suite) p. 61

6706 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues (suite) p. 61

Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat) p. 61-75

6e séance

Ouverture de la séance publique p. 76

Communications p. 76

Ordre du jour p. 76-77

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°62 du 17 novembre 2014 de M. Gusty Graas relative à la prononciation par le Conseil de concurrence d'une amende à l'encontre de l'Entreprise des Postes et Télécommunications dans le cadre d'une procédure ouverte pour abus de position dominante, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 77

- Question n°63 du 19 novembre 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux permanences et urgences pédiatriques, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 77

- Question n°64 du 19 novembre 2014 de M. Roger Negri relative à l'impact éventuel sur la commande du Luxembourg d'un avion du type A400M des importantes réductions des dépenses pour la Défense décidées en Belgique, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 77-78

- Question n°65 du 19 novembre 2014 de M. Gast Gibéryen relative aux conséquences d'accidents liés aux arbres plantés le long des routes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 78

- Question n°66 du 18 novembre 2014 de M. Max Hahn relative aux établissements publics des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 78-79

- Question n°67 du 19 novembre 2014 de M. Marc Lies relative à l'acquisition de l'ancien siège de l'ARBED par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 79

- Question n°68 du 19 novembre 2014 de M. Marc Angel relative au 70e anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale, qui devra avoir lieu le 8 mai 2015, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 79-80

- Question n°69 du 19 novembre 2014 de M. Justin Turpel relative au tax ruling, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 80

- Question n°70 du 19 novembre 2014 de M. Guy Arendt relative aux mesures gouvernementales dans le domaine du logement, adressée à Mme la Ministre du Logement p. 80

- Question n°71 du 19 novembre 2014 de Mme Martine Mergen relative à la substitution de médicaments, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 80-81

- Question n°72 du 19 novembre 2014 de M. Claude Haagen relative au Fonds des dépenses communales, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 81

Déclaration de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, relative à la présentation du projet de plan hospitalier p. 81-95

7e séance

Ouverture de la séance publique p. 95

6723 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 95-103

5377 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970 p. 103-105

Interpellation de M. Claude Wiseler sur l'orientation future de la politique culturelle du Gouvernement p. 105-113

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0571	Justin Turpel	Situation du personnel enseignant dans l'enseignement postprimaire
0587	Marcel Oberweis	Expulsions de locataires
0591	Justin Turpel	Transferts de l'État vers les entreprises
0597	Fernand Kartheiser	Inspecteur général de la police
0605	Marc Spautz	Propriétés appartenant à ArcelorMittal
0606	Justin Turpel	Avenir de l'ancien bâtiment de l'ARBED
0611	Gast Gibéryen	Avenir de l'ancien bâtiment de l'ARBED
0616	Marc Lies	Construction de plus de 10.000 logements subventionnés
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
0639	Marc Lies	TVA logement dans le cadre d'un investissement locatif
0640	Fernand Kartheiser	Vidéo de propagande islamique
0643	Laurent Mosar	Utilisation de bombes à sous-munitions par l'armée ukrainienne
0649	Marc Spautz	Application de la TVA logement dans le secteur sociocaritatif

Question 0571 (01.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **situation du personnel enseignant dans l'enseignement postprimaire:**

Selon les informations publiées par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, l'État occupait pendant l'année scolaire 2013-2014 dans l'enseignement postprimaire au total 4.223 enseignants, dont 3.088 fonctionnaires, 811 employés à durée indéterminée et 329 employés à durée déterminée. Ainsi, au total 450 employés (27%), sous la dénomination de chargés d'éducation ou chargés de cours, engagés aussi bien pour assurer des remplacements que pour occuper des postes d'enseignants-fonctionnaires restés vacants, assurent quotidiennement l'enseignement postprimaire.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

1. Combien de postes d'enseignants-fonctionnaires étaient vacants en 2013-2014 dans l'enseignement secondaire, l'enseignement secondaire technique, la formation professionnelle et la formation des adultes?

2. Combien de ces employés assuraient, en 2013-2014, des remplacements pour absences temporaires, combien prennent en charge les postes d'enseignants-fonctionnaires restés vacants et combien assurent d'autres tâches, tout en vous priant de préciser pour chaque catégorie le nombre de personnes et le nombre total de leçons? Veuillez bien m'indiquer ces chiffres séparément pour l'enseignement secondaire, l'enseignement secondaire technique, la formation professionnelle et la formation des adultes.

3. Quel est le nombre de leçons à prester par un employé-chargé occupé à plein temps? Quel est le nombre de leçons à prester en moyenne par un enseignant-fonctionnaire?

4. Combien d'employés-chargés bénéficient d'une pleine tâche et combien d'un temps partiel (par type d'enseignement et en précisant le nombre d'employés pour chaque écart de cinq leçons)? Veuillez m'indiquer ces chiffres séparément pour les personnes avec CDI et CDD.

5. Comment ont évolué tous ces chiffres (ad 1., 2., et 4.) pour l'année scolaire 2014-2015?

Il m'est rapporté que bon nombre d'employés-chargés qui bénéficient d'un CDI se voient attribuer un degré d'occupation moins élevé que celui prévu par leur contrat.

6. À combien d'employés-chargés avec CDI a été proposé un degré d'occupation moins élevé au début de l'année scolaire 2013-2014 et au début de l'année 2014-2015? Quel en est l'écart-type?

7. Combien de chargés d'éducation bénéficient d'un engagement à durée indéterminée, suite à un CDD d'une ou de deux années? Combien de chargés d'éducation ne bénéficient pas d'un engagement suite à un CDD d'une ou de deux années? Combien de personnes bénéficient chaque année de contrats de remplacement d'une personne absente temporairement?

8. À combien d'employés-chargés a été proposée une augmentation de leur degré d'occupation? Quel en est l'écart-type?

9. Quelles sont les raisons principales pour les diminutions du degré d'occupation?

10. Est-il vrai que parallèlement à la diminution du degré d'occupation d'un certain nombre d'employés-chargés d'une branche d'enseignement spécifique, d'autres employés-chargés ont été engagés pour enseigner la même branche? Ne serait-il pas utile de proposer aux employés-chargés à tâche partielle une augmentation de leur degré d'occupation avant l'engagement de nouveaux chargés d'éducation?

11. Est-il vrai que des personnes ont été contraintes à accepter «d'un commun accord» ces changements du degré d'occupation et de leur contrat? Que se passe-t-il si une personne n'accepte pas le changement du degré d'occupation proposé/imposé? Est-ce que les modifications se limitent à une année scolaire ou sont ils à durée indéterminée?

12. Pourquoi les employés-chargés concernés ne sont-ils pas affectés à des travaux administratifs ou autres, tel que prévu par la loi? Ont-ils eu le libre choix d'accepter d'autres travaux ou une réduction du degré d'occupation?

13. Quels sont les droits des employés-chargés lors de la distribution des classes, leçons et horaires vis-à-vis des droits des enseignants-fonctionnaires? Sur quelle base ces droits sont-ils réglés?

14. Une femme enceinte engagée à durée indéterminée peut-elle retourner au poste qu'elle occupait avant son congé de maternité, au même lycée avec le même nombre de leçons? Qu'en est-il au cas où le congé de maternité s'étend de la fin de l'année scolaire jusqu'après le début de la nouvelle année? Comment réglez-vous la situation des femmes enceintes engagées à durée déterminée?

Le grand nombre d'employés-chargés de cours ou d'éducation laisse entrevoir des difficultés de recrutement qui pourraient être liées soit au manque de candidats bénéficiant des diplômes requis, soit au nombre trop limité de candidats acceptés lors du concours d'admission au stage. Or, le fait que les chargés d'éducation engagés depuis la mise en œuvre de la loi du 29 juin 2010 doivent être détenteur d'un diplôme de bachelor ou d'un brevet de maîtrise (pour les spécialités à caractère artisanal) et maîtriser les trois langues administratives du pays, permet de conclure que ces personnes, en dehors de l'examen-concours, remplissent toutes les autres conditions pour être engagées comme enseignant-fonctionnaire.

15. Combien de ces employés-chargés remplissent les conditions de diplôme et de langues (combien disposent d'un bachelor, combien d'un master et combien d'un autre diplôme) pour un engagement comme enseignant-fonctionnaire?

16. Quelle est l'économie annuelle résultant du fait que ces employés sont chargés de l'enseignement postprimaire au lieu d'enseignants-fonctionnaires?

17. Quel est le total du nombre de leçons hebdomadaires assurées en plus par les employés-chargés du fait que ceux-ci ne bénéficient pas des coefficients et décharges accordés aux enseignants-fonctionnaires?

Réponse (02.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les chiffres cités par l'honorable Député ont été publiés lors de la conférence de presse de la rentrée scolaire 2014-2015 et reposent sur les données disponibles à la fin du 2e trimestre de l'année scolaire 2013-2014. Toutefois, ces chiffres sont en constante évolution en fonction du recrutement de fonctionnaires-stagiaires au 1er avril, des départs pour mise en retraite, de divers congés, etc.

Vu que les nombres absolus varient de façon importante et vu que les personnes changent de statut au cours de l'année scolaire, il est préférable d'indiquer certaines données disponibles au MENJE, soit en pourcentage soit en nombres absolus. Les données statistiques se basent sur les données fournies par les lycées.

Ad 1. Le plan de recrutement pour 2013-2014 prévoyait 271 postes d'enseignants; seulement 192 ont pu être occupés; 79 postes sont donc restés vacants. Le plan de recrutement ne prévoit pas de différenciation de recrutement pour les différents ordres d'enseignement.

Ad 2. Selon les chiffres disponibles, annuellement environ 20 postes concernent des remplacements pour des congés de maladie, ou de maternité, des congés parentaux ou autres. Les congés de maladie de courte durée ne font pas l'objet de remplacements, les élèves étant surveillés pendant les leçons. Les chargés d'éducation assurent également des leçons restées vacantes et des leçons permettant la diminution du nombre de leçons supplémentaires des enseignants-fonctionnaires à prester par les enseignants-fonctionnaires. Ni les employés, ni les fonctionnaires ne sont engagés par ordre d'enseignement et interviennent par conséquent au niveau de tous les ordres d'enseignement (enseignement secondaire, enseignement secondaire technique, formation professionnelle ou formation des adultes).

Ad 3. Le chargé d'éducation à temps plein doit prester 24 leçons hebdomadaires. Le chargé de cours et l'enseignant-fonctionnaire doivent prester 22 leçons hebdomadaires.

Ad 4. Parmi les chargés d'éducation, 1,42% ont choisi une occupation à mi-temps. Des employés restants, 35,6% bénéficient d'une tâche complète, dont 98,9% en CDI; 64,4% des chargés ont une tâche partielle variant entre douze et 22 leçons hebdomadaires, dont 64,72% en CDI. En tout 76,8% des chargés bénéficient d'un CDI, ce qui représente quelque 850 personnes.

Ad 5. Les chiffres complets pour l'année scolaire 2014-2015 ne seront disponibles qu'après la fin de l'année scolaire en cours. À titre indicatif, pour la rentrée scolaire 2014-2015, 76 nouveaux chargés d'éducation ont été engagés. Ce chiffre est en baisse par rapport à l'année précédente.

Ad 6. et 8. Les chiffres 2014-2015 n'étant pas encore disponibles, la comparaison a été faite pour les deux années précédentes. Sur demande des chargés ou selon les besoins des lycées, 505 enseignants ont connu en moyenne une diminution de leur tâche de 3,4 leçons hebdomadaires et 384 enseignants se sont vus proposer une augmentation de 3,2 leçons hebdomadaires de leur tâche.

Ad 7. Tous les chargés d'éducation remplissant les conditions de formation et d'évaluation requises par le règlement grand-ducal en vigueur, ont bénéficié d'un engagement à durée indéterminée suite à un CDD d'un maximum de deux années. Sept chargés d'éducation n'ont pas reçu un CDD en raison d'une note insuffisante lors de l'évaluation de leurs compétences pédagogiques. Dix chargés n'ont pas terminé leur formation entamée. 28 chargés d'éducation remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un CDI ont été admis au stage pédagogique avant le terme du CDD (cf. également Ad. 2).

Ad 9. Les raisons principales pour la baisse du degré d'occupation sont la réduction du nombre de classes et du nombre d'élèves dans certains ordres d'enseignement.

Ad 10. Lors de la rentrée scolaire 2014-2015 mes services ont essayé d'offrir, dans la mesure du possible, aux chargés d'éducation à tâche partielle des leçons vacantes dans d'autres établissements scolaires du pays avant de recourir à de nouveaux engagements. Toutefois, ceci n'a pas pu être réalisé à chaque fois en raison de la distance entre les lycées respectivement l'horaire du candidat.

Ad 11. En principe, les réductions de tâche convenues entre le chargé et le directeur se limitent à une année. À ma connaissance, un seul chargé d'éducation s'est plaint auprès du Ministère de la réduction des leçons d'enseignement. Suite à l'intervention de mes services, sa tâche n'a pas été réduite, mais complétée par des activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement du lycée.

Ad 12. La réglementation en vigueur prévoit que la tâche des chargés d'enseignement correspond normalement à des leçons d'enseignement et des activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement. Les chargés d'enseignement peuvent donc, soit accepter une diminution de leur tâche, soit accepter des activités administratives, sociales et périscolaires ou d'autres activités d'appui aux élèves. Toutefois on essaie, moyennant affectation à un autre lycée, de compléter la tâche partielle d'un chargé prioritairement par des leçons d'enseignement.

Ad 13. Sur base de l'article 11 de la loi du 29 juillet 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour lycées et lycées techniques, les leçons vacantes dans les différentes matières enseignées dans les lycées sont confiées prioritairement aux fonctionnaires, candidats et stagiaires fonctionnaires. À défaut, elles peuvent être confiées aux membres de la réserve nationale des chargés d'enseignement. À défaut et en cas de besoins supplémentaires, les leçons vacantes peuvent être confiées à des chargés d'éducation, et ceci en fonction des besoins dans l'enseignement postprimaire.

Ad 14. En principe, une femme enceinte peut réintégrer son poste au même lycée avec le même nombre de leçons après son congé de maternité. Si elle remplit les conditions de formation et d'évaluation prévues par la réglementation, elle aura droit à un CDI.

Ad 15. Force est de constater que bon nombre de chargés d'éducation ou d'enseignement maîtrisent les trois langues et sont détenteurs d'un degré de bachelor ou d'un brevet de maîtrise, mais ne sont pas toujours en possession d'un grade académique correspondant à une des branches dans lesquelles un examen-concours de recrutement est organisé. Ainsi, les détenteurs d'un grade de bachelor ou de master en sciences politiques, en communication, en anthropologie, en droit, en archéologie, etc. ne pouvaient pas se présenter au concours étant donné qu'ils ne disposent pas d'un diplôme correspondant à la spécialité dans laquelle le MENJE a recruté. Ils remplissent néanmoins les conditions requises pour pouvoir être engagés comme chargés d'éducation et donner des cours à notre entière satisfaction. Pour cette raison et vu la création de nouvelles filières dans l'enseignement secondaire technique un concours est organisé pour la première fois cette année dans le domaine des sciences politiques. 34,6% des chargés d'éducation ou d'enseignement disposent d'un grade de master, 27,3% d'un grade de bachelor et 30,2% d'un brevet de maîtrise.

Il faut également relever que certains chargés ne réussissent pas la première fois aux épreuves préliminaires linguistiques en vue de l'accès à la fonction d'enseignant-fonctionnaire parce qu'ils ne maîtrisent pas de façon suffisante les langues officielles pour pouvoir se présenter aux épreuves de classement.

Ad 16. La différence entre le salaire du chargé, détenteur d'un grade de master et remplissant toutes les conditions de recrutement et celui du professeur est de 114 points indiciaires par mois, celle entre le salaire du chargé d'éducation, détenteur d'un grade de bachelor, et celui du professeur d'enseignement technique est de 97 points, celle entre le salaire du chargé d'éducation, détenteur d'un brevet de maîtrise, et celui du maître d'enseignement technique est de 24 points.

L'économie annuelle réalisée sur base des différences de salaire ne refléterait pas la situation correctement. En effet, bon nombre de chargés d'éducation considèrent cet engagement comme période d'essai pour tester si la profession d'enseignant leur convient. D'autres en

profitent pour terminer leurs études leur conférant le grade de master. En plus, pour ceux qui ne sont pas détenteurs des diplômes spécifiques requis dans la spécialité, il s'agit de la seule possibilité de trouver un emploi dans l'enseignement.

Ad 17. Selon le règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, les enseignants-employés ne bénéficient pas de coefficients mais ont droit aux mêmes décharges que l'enseignant-fonctionnaire, à l'exception de la décharge pour ancienneté où une diminution du volume des heures administratives, sociales et périscolaires est prévue en fonction de l'âge pour les chargés d'éducation. (art. 6.(4) et art. 16.)

Le tableau ci-après reprend en moyenne le détail de la tâche des enseignants des différentes catégories:

	Leçons effectives	Prestations ACT72 ACASP	Décharges	Total
Chargés à durée déterminée				
Chargés d'éducation (91, ND)	15,57	1,46	2,20	19.23
Vacataires (P1, P2)	4,23	0,08	0,70	4,14
Chargés à durée indéterminée (11, 18, 31, 71, 78, NC cdi)	16,98	1,49	3,17	21,64
Stagiaires (F1, F8)	12,89	0,03	8,69	21,61
Candidats et candidats sursitaires				
Candidats (R1, R8)	14,88	0,90	5,88	21,88
Candidats sursitaires (T1, T8, TT)	18,29	0,92	2,74	21,95
Titulaires				
Tâches complètes (A1, B1, G1, M1, N1)	16,23 (18,66)*	0,97	4,99	22,19 (24,62)*
Tâches partielles (B8, BT, BQ, G8, GM, GQ, GT, M8, MT, N8, NT)	9,43 (10,84)*	0,58	2,83	12,84 (14,25)*

* Les chiffres entre parenthèses représentent les leçons avec coefficient assurées par les titulaires qui, à l'opposé des autres catégories d'enseignants, bénéficient de coefficients sur les leçons (en moyenne 1,15).

Question 0587 (06.10.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **expulsions de locataires:**

Selon mes informations, huit expulsions de logement sont prononcées chaque semaine parce que les gens n'arrivent plus à payer leurs loyers. Les raisons de cessations de paiements sont diverses (perte d'emploi, divorce, accident, etc.) et ont pour conséquence que les gens se retrouvent en situation de détresse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir de-plus amples informations concernant le nombre d'expulsions de logement par année?

- De quelle manière la Ministre entend-elle aider ces personnes en détresse?

- La Ministre ne trouve-t-elle pas opportun que les communes devraient mettre à disposition des logements pour ces personnes en situation de détresse?

- Combien de communes disposent actuellement de logements pour aider des personnes en détresse?

Réponse (05.12.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

À l'heure actuelle, il n'existe pas de statistiques concernant le nombre d'expulsions de logement par année. D'après les informations reçues de la part d'huissiers de justice, le nombre des expulsions forcées peut être chiffré à environ 200-250 cas par an.

Cependant, sauf pour quelques cas isolés, une solution est presque toujours trouvée avant un déguerpissement forcé, de sorte que les communes territorialement compétentes ne doivent que rarement intervenir pour aider les personnes expulsées d'un logement. Il est d'ailleurs d'usage que l'huissier de justice en charge informe l'Office social compétent dans les cas où une famille doit déguerpir d'un logement. Ainsi, des cas de rigueur sont le plus souvent évités.

La Ministre du Logement est bien d'avis que chaque commune doit disposer des moyens nécessaires pour pouvoir réagir rapidement en cas de survenance d'une situation de détresse d'un ménage expulsé d'un logement, mais également d'autres ménages qui sont p. ex. victimes d'un cas de force majeure (inondation, incendie, etc.), soit en disposant de logements ou structures d'hébergement pour loger temporairement ces personnes en détresse, soit en les aidant à trouver sans délai un refuge adéquat.

À cet égard, la Ministre ne manque pas de rappeler aux communes leur obligation morale contenue dans la législation sur le bail à loyer. Ainsi, l'article 26 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit que: «Les administrations communales ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.» Cette loi prévoit en outre des mesures spéciales pour la sauvegarde des biens meubles des personnes condamnées à déguerpir d'un logement (articles 29 et 30 de la loi). Ainsi, la commune a l'obligation de prendre en charge l'entreposage des biens meubles de personnes expulsées.

Il n'existe pas de liste des communes disposant actuellement des logements pour aider des personnes en détresse.

Question 0591 (06.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **transferts de l'État vers les entreprises:**

Dans une interview que vous aviez accordée au journal «Le Quotidien» le 18 août 2014, vous évoquiez l'augmentation des aides aux entreprises depuis votre accession au Ministère de l'Économie pour conclure que «in fine, les entreprises sont beaucoup mieux loties qu'avant».

Dans ce contexte, je vous prie de bien vouloir me renseigner sur l'évolution des différents transferts de l'État vers les entreprises dans les différents domaines budgétaires (recherche et développement, intempéries, chômage partiel, préretraites, etc.) au courant des dix dernières années.

Je vous prie de me faire savoir également quelle est l'évolution de ces montants pour chacune des 20 entreprises ayant le plus bénéficié de ces transferts.

Réponse (08.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°0591 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

Actuellement le Ministère de l'Économie est en mesure d'attribuer des aides d'État sur base des législations suivantes:

- la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques (régime PME);

- la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes (régime commerce et artisanat);

- la loi du 13 juillet 2008 relative au développement économique régional (régime régional);

- la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (régime RDI);

- la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles (régime ENV).

Au cours des dix dernières années les entreprises ont bénéficié d'une intervention financière publique de 429.446.822 €.

Ventilé suivant les régimes d'aides appliqués, ce montant se répartit comme suit *(cf. tableau en bas de page):*

Ci-après, la liste des entreprises qui ont le plus bénéficié des mécanismes d'intervention publique - classées par ordre alphabétique:

Arcelor Centre Logistique Européen SA

BLAS SYSTEME LUXEMBURG s.à r.l.

C.r.v.c. SA

CERATIZIT Luxembourg s.à r.l.

Delphi Automotive Systems Luxembourg SA

DuPont de Nemours (Luxembourg) s.à r.l.

EURO-COMPOSITES

FTA Communication Technologies s.à r.l.

Goodyear SA

Guardian Automotive E SA

Husky Injection Molding Systems SA

International Electronics & Engineering SA

Kiowatt SA

Kronospan Luxembourg SA

Luxpet SA

Novelis Luxembourg SA

Paul Wurth SA

Procap Wiltz SA

Rotarex SA

Wandpark Bënzelt SA

Vu les clauses de confidentialité incluses dans les conventions signées entre le Gouvernement et les entreprises bénéficiaires, la publication des montants attribués par entreprise n'est pas autorisée.

Toutefois, si tel est le souhait, le Ministre de l'Économie est disposé à informer à huis clos la Commission de l'Économie de la Chambre des Députés sur les montants d'aides exacts attribués aux différentes entreprises énumérées ci-avant.

À remarquer toutefois qu'à partir du 1er juillet 2016, le Luxembourg, comme tout autre pays de l'Union européenne, aura l'obligation de publier toute aide d'État attribuée dépassant un montant de 500.000 €.

En ce qui concerne les données concernant le chômage partiel, le chômage intempéries, accidentel ou technique, ainsi qu'en matière de préretraites, il y a lieu de noter que ces aides sont d'une nature tout à fait différente par rapport aux autres aides abordées dans la question parlementaire, puisqu'elles sont destinées soit à maintenir l'emploi soit à permettre à des salariés de quitter prématurément leur emploi sans tomber dans une situation où ils ne seraient plus couverts financièrement.

Les dépenses à charge du Fonds pour l'Emploi dans ces trois situations correspondent en effet à des participations au payement d'une indemnité destinée à compenser une perte de salaire.

Les dépenses en matière de chômage dû aux intempéries et en cas de chômage accidentel ou technique s'élevaient en 2013 à 24.605.018€, en 2012 à 12.929.816€ et en 2011 à 11.643.563 €.

Les dépenses en matière de chômage partiel s'élevaient en 2013 à 19.163.469€, en 2012 à 28.324.831 € et en 2011 à 12.903.873 €.

Les dépenses en matière de préretraite ajustement s'élevaient en 2013 à 25.697.135€, en 2012 à 23.765.580€ et en 2011 à 26.836.976€.

Les données relatives aux dépenses pour les années précédentes ont été publiées dans le cadre des différents projets de budget qui renseignent ces dépenses année par année.

Concernant ces mesures, les informations nominatives sont traitées de manière confidentielle, aussi au niveau du comité de conjoncture, étant donné que leur divulgation risque d'entraîner des effets négatifs pour les entreprises bénéficiaires.

Question 0597 (07.10.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**inspecteur général de la police:**

Den Här Minister fir déi bannescht Sécherheet an den Här Justizminister hunn der Chamber viru Kuerzem matgedeelt, datt de Poste vum Generalinspekter vun der Police soll - am Kader vun der Neibesetzung vun der Policespëtzt - vun engem Magistrat besat ginn.

An deem Kontext wéilt ech deenen zwee Ministeren dës Froe stellen:

a) Zu der Prozedur:

1. Wéini leeft de Mandat vun dem aktuelle Generalinspekter aus? Ass et richteg, datt den aktuelle Generalinspekter säi Mandat bis zu senger normaler Pensioun ausféiert?

2. Wéi genee sinn d'Virschréfte beim Stat, déi d'Ausschreiwunge vun engem Poste wéi zum Beispill deem vum Generalinspekter vun der Police virgesinn?

3. Goufen dës Virschréften an dësem Fall respektéiert? Wéini, wéi laang a wou gouf de Poste vum Generalinspekter ausgeschriwwen, fir et all interesséiertem Kandidat ze erlaben, seng Kandidatur ze stellen? Wéi vill Kandidature goufe gestallt a gepréift?

b) Zum Prinzip vun der Besetzung vun dem Posten duerch e Magistrat

Den Artikel 73 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 stipuléiert:

«L'Inspection générale est dirigée par l'inspecteur général de la police. Peuvent être nommés à la fonction d'inspecteur général, soit les membres du cadre supérieur de la police, soit les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'administration, détenteurs soit d'un diplôme délivré par un jury luxembourgeois ou d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit ou en économie homologué par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle conformément à la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur.

Les candidats à cette fonction doivent avoir au moins 15 années d'expérience professionnelle soit au sein de la police ou de l'Inspection générale de la police, soit au sein de l'administration.

régimes d'aides	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (*)	Total
PME	2 129 224	1 550 224	1 637 210	2 097 127	1 432 282	2 305 979	3 893 675	2 545 089	2 553 368	1 597 205	21 741 382
commerce et artisanat	8 288 621	9 298 846	9 675 177	9 410 056	11 009 017	10 786 172	9 257 024	9 425 065	10 22 616	2 901 541	90 277 135
régional	9 024 859	10 534 656	11 241 576	5 361 689	7 090 217	5 513 263	3 548 080	3 804 431	3 492 727	4 797 203	64 408 702
RDI	10 223 496	12 763 698	14 816 700	18 376 064	22 082 948	23 343 998	31 394 860	32 902 565	35 180 703	24 074 051	225 159 082
ENV	2 443 829	2 209 385	157 768	614 759	59 382	1 993 686	1 642 174	7 649 949	8 430 487	2 659 102	27 860 521
Grand Total	32 110 029	36 356 808	37 528 431	35 859 696	41 673 847	43 943 098	49 735 812	56 327 099	59 882 901	36 029 102	429 446 822
(*) aides versées jusqu'au 30 septembre 2014											

La nomination à la fonction d'inspecteur général se fait sur proposition conjointe des Ministres de la Force publique et de la Justice au choix parmi les candidats répondant aux conditions ci-dessus énumérées. L'inspecteur général est placé sous l'autorité hiérarchique directe du ministre.»

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt e Magistrat dës Konditiounen erfëllt, also datt hien e «cadre supérieur de la police» respektiv en «fonctionnaire de la carrière supérieure de l'administration» ass? Wat ass, der Regierung hirer Meenung no, hei an dësem Text genee mat «administration» gemengt?

2. Ass geméiss der Lëtzebuerger Légisiatioun iwwert d'Fonction publique e Magistrat aus dem Ordre judiciaire gläichzäiteg och ëmmer als e Member vun der «carrière supérieure de l'administration» ze gesinn? Wa jo, opgrond vu wéi enge gesetzlechen Dispositioune genee?

3. Wann neen, misst e Magistrat, dee wéilt fir de Poste vum IGP seng Kandidatur umellen, net fir d'Éischt en «changement d'administration» maachen?

c) Zu der Gewaltentrennung

1. Bleift e Magistrat, deen d'Funktioun vum IGP besetzt, während där Zäit e Magistrat, also e Member vum Ordre judiciaire? Wa jo, gesäit d'Regierung an dem Cumul keng Verletzung vum Prinzip vun der Gewaltentrennung?

2. Ass d'Regierung der Opfaassung, datt an Zukunft och ëmgekéiert d'Offizéier vun der Police oder aner héich Beamten aus dem Pouvoir exécutif solle Kontrollaufgabe bei der Justiz ausféieren?

3. Am Fall, wou d'Regierung géif mengen, datt e Magistrat gläichzäiteg Generalinspekter vun der Police a Magistrat si kéint, wéi ass dann déi Dispositioun vum Gesetz applicabel, déi de Generalinspekter ënnert déi direkt hierarchesch Autoritéit vum Minister stellt? Awéiwäit wär d'Onofhängegkeet vum Magistrat géintiwwer dem Pouvoir exécutif doduerch relativéiert oder annuléiert?

4. Wéi e Statut a wéi eng Rechter huet dee betraffene Magistrat an der Magistratur während senger Zäit als IGP? Kann hien no enger gewëssener Zäit zréck an d'Magistratur goen? Wa jo, a wéi engem Statut a mat wéi enge Rechter?

Réponse complémentaire commune (11.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

a) Zu der Prozedur

Am Regierungsprogramm ass festgehalen, dass, fir d'Onofhängegkeet vun der Generalinspektioun vis-à-vis vun der Police ze verstäerken, den nächste Generalinspekter sollt aus de Reie vun der Magistratur kommen.

D'Dispositioune vum Gesetz vum 31. Mee 1999, déi virgesinn, datt d'Nominatioun vum Generaldirekter, sengem Adjoint souwéi déi vum Generalinspekter «au choix» vum Minister respektiv de Ministere sinn, ass bis elo esou interpretéiert ginn, datt déi Posten net misste publizéiert ginn. Déi zwee éischt Generalinspektere sinn no därselwechter Prozedur designéiert ginn.

b) Zum Prinzip vun der Besetzung vun dem Posten duerch e Magistrat

D'Ministere sinn der Meenung, opgrond vun de Missiounen, déi der IGP zougedeelt gi sinn, an der Nominatiounsprozedur, déi festgehal ginn ass, datt et sécher net am Sënn vum Gesetzgeber vun 1999 war, fir d'Magistrate vun dëser Funktioun auszeschléissen.

D'Annex A vum Gehältergesetz vun 1963 klasséiert d'Fonctioune beim Stat a siwe grouss Rubricken (Administration générale, Magistrature, Force publique, Enseignement, Cultes, Fonctions spéciales à indice fixe an Douanes).

D'Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Police an d'Generalinspektioun vun der Police sengersäits schwätzt awer net vun „Administration générale", wat just eng bestëmmte Kategorie vu Beamte viséiert hätt, mä vun „Administration". Deen Terme ass hei ze verstoen als Terme générique, dee sämtlech Funktiounen, also och déi vum Magistrat, am Statsdéngscht viséiert.

c) Zu der Gewaltentrennung

D'Konditiounen, fir Magistrat kënnen ze ginn, stinn am Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Attachés de justice. Wéinst de verfassungsrechtleche Prinzipie vun der Gewaltentrennung an der Onofhängegkeet vun de Riichter gesäit d'Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire kee Kontrollorgan vir.

Dat Gesetz gesäit vir, dass e Riichter awer détachéiert ka ginn. En détachéierte Riichter ass keen aktive Magistrat méi a kann dofir och keen Interessekonflikt an der Ausübung vu sengem Amt hunn, vun deem Moment un, wou en détachéiert gouf, an dat aus dem einfache Grond, well e seng riichterlech Funktiounen net méi ausübe kann.

Och wann den Artikel 100 vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire seet, dass all Funktioun aus der Geriichtsbarkeet inkompatibel (net vereinbar) ass mat all anerer ëffentlecher Funktioun, gesäit den Artikel 149-2 vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire awer ausdrécklech vir, dass e Magistrat kann an eng aner Administratioun détachéiert ginn:

«Art.149-2. (L. 22 décembre 2000) Les magistrats appelés à collaborer pendant une période déterminée aux travaux d'organisations internationales ou une administration peuvent obtenir, de leur accord, un détachement temporaire. Ce détachement est accordé par l'autorité compétente pour la nomination du bénéficiaire et dans la forme prescrite par celle-ci. Les postes laissés vacants par les magistrats détachés sont occupés par un nouveau titulaire.

(L. 11 avril 2005) Au terme du détachement, le magistrat ainsi remplacé est réintégré à un poste équivalent à la fonction qu'il exerçait avant le détachement. À défaut de vacance de poste adéquat, il est nommé hors cadre à un poste comportant le même rang et le même traitement que ceux dont il bénéficiait avant le détachement.»

Den Artikel 7.2. vum modifizéierte Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vum Statsbeamte gesäit vir: «En cas de détachement dans une autre administration, un établissement public ou un organisme international, le fonctionnaire relève de l'autorité hiérarchique de l'administration, respectivement de l'établissement ou de l'organisme auquel il est détaché.»

Question 0605 (08.10.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **propriétés appartenant à ArcelorMittal:**

Alors qu'ArcelorMittal ferme peu à peu ses différents sites de production à travers le pays, le dernier exemple étant celui de Schifflange, RTL Telee Lëtzebuerg annonçait hier que le groupe sidérurgique serait sur le point de vendre l'ancien bâtiment de l'ARBED, sis avenue de la Liberté à Luxembourg-ville.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie quant à une éventuelle reprise, voire réaffectation de ces différents sites et bâtiments? Quels sont les points forts de cette stratégie?

Réponse commune (25.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Monsieur le Député se réfère à la réaffectation de certaines propriétés du groupe ArcelorMittal, et en particulier de celles du site sidérurgique de Schifflange et du bâtiment administratif, sis avenue de la Liberté à Luxembourg-ville.

Quant à l'ancien bâtiment de l'ARBED, nous notons qu'entre-temps la société ArcelorMittal et la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ont signé un protocole d'accord pour la vente du bâtiment. La Banque et Caisse d'Épargne de l'État va se porter acquéreur dudit bâtiment et l'utiliser, après des travaux de rénovation, pour ses propres besoins. Selon les dires des deux sociétés, la vente devrait être finalisée d'ici le trimestre prochain.

En ce qui concerne le site sidérurgique de Schifflange, nous nous permettons tout d'abord de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n°0109 du 7 février 2014 *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)*. Le Ministre de l'Économie y avait annoncé la saisine de la direction d'ArcelorMittal afin de connaître les intentions du groupe concernant la valorisation du site à l'avenir. Depuis, un premier échange a eu lieu entre ArcelorMittal et des représentants du Ministère de l'Économie et du Ministère des Finances. Il a été retenu lors de cette réunion qu'ArcelorMittal allait d'abord finaliser les travaux permettant de dresser un état des lieux complet du site. En effet, avant de pouvoir entamer des discussions quant à la réaffectation du site, il y a lieu de déterminer l'état de pollution du site et les besoins d'assainissement qui en découlent. La mise en place d'une stratégie est dès lors à l'heure actuelle prématurée car les possibilités de réaffectation dépendent largement de l'état du site en question.

Question 0606 (08.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**avenir de l'ancien bâtiment de l'ARBED:**

RTL, Radio und Tëlee Lëtzebuerg, teilten gestern mit, dass das ARBED-Gebäude an der Freiheitsavenue, das ArcelorMittal ab Januar 2013 aus Kostengründen „eingemottet" hatte, demnächst von der Bank of China zu einem Verkaufspreis von 100 Millionen Euro übernommen werden soll.

Wenn man bedenkt,

- dass dieses Gebäude in den Jahren 1920 bis 1922 auf dem Plateau Bourbon als Geschäftssitz des Stahlproduzenten ARBED errichtet wurde, von 1940 bis 1945 als Sitz der Zivilverwaltung von Gauleiter Gustav Simon genutzt wurde (wobei die Freiheitsavenue während der Okkupation in Adolf-Hitler-Straße umbenannt worden war), dann als Sitz von Arcelor und schließlich ArcelorMittal diente und zudem alljährlich als Kulisse für die Militärparade anlässlich des Nationalfeiertages genutzt wird;

- dass das ehemalige ARBED-Gebäude - im Rahmen der Urbanisierung des Plateau Bourbon - Bestandteil eines gesamten architektonischen Ensembles zur Verbindung der Oberstadt mit dem Bahnhofsviertel war;

- dass die betreffenden Parzellen „ein Filetstück in der Mitte des Plateau Bourbon" darstellten („Ons Stad", N°95-2010, Seite 25), auf dem ein Museumsbau geplant war;

- dass diese dann aber der ARBED zur Verfügung gestellt wurden, um dort ihren Sitz zu errichten;

- dass es sich dabei um einen „palastartigen Bau in der historischen Tradition französischer Schlösser des 17. und 18. Jahrhunderts (Tradition des „Louis-XIV"-Baustils mit Stilelementen des 18. Jahrhunderts) handelt, der „die Position des Industriekonzerns Anfang der zwanziger Jahre auf dem internationalen Markt" versinnbildlichte (Roger Seimetz, Städten grenzüberschreitende Erinnerung, www.memotransfront.uni-saarland.de);

- dass das Gebäude, das von Sosthène Weis als Bauleiter errichtet und von René Rozet als Künstler mitgestaltet wurde, außerdem eine reiche Innenarchitektur, Ornamente und Gemälde mit mannigfaltiger Symbolik über Schmelzarbeiter, Eisenschmelzer birgt;

so muss man zwangsläufig schlussfolgern, dass es sich beim ARBED-Gebäude an der Freiheitsavenue aus historischer Sicht um ein sozial und kulturell wichtiges Bauwerk handelt, das ja auch aus diesem Grunde, wenn auch verspätet, unter Denkmalschutz gestellt wurde.

In diesem Zusammenhang möchte ich von der Ministerin für Kultur, vom Minister für Wirtschaft, vom Minister für Arbeit und letztendlich vom Staatsminister wissen:

1. Wäre es nicht angebracht, dafür zu sorgen, dass dieses historisch, sozial und wirtschaftlich wichtige Gebäude vom luxemburgischen Staat übernommen wird?

2. Wäre es nicht angebracht, unter Berücksichtigung aller Zuwendungen und Opfer, die während eines ganzen Jahrhunderts für die Stahlbarone aufgebracht wurden, dieses historisch und kulturell wichtige Gebäude zu einem symbolischen Preis zu übernehmen?

3. Wäre es nicht angebracht, anschließend in diesem Gebäude, dessen Gelände ursprünglich für ein Museum vorgesehen war, eine entsprechende öffentlich-rechtliche Einrichtung oder vorzugsweise, nach entsprechendem Umbau, die hiesige Volksvertretung, das Parlament, anzusiedeln?

Réponse (25.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Was die Zukunft des ARBED-Gebäudes anbelangt, so haben ArcelorMittal und die Sparkasse in der Zwischenzeit ein einvernehmliches Protokoll zum Verkauf des Gebäudes unterschrieben. Die Sparkasse wird das Gebäude erstehen und es, nach den nötigen Renovierungsarbeiten, für ihre Zwecke nutzen. Die beiden Vertragspartner ließen verlauten, dass der Verkauf bis zum nächsten Trimester definitiv abgeschlossen sein soll.

Was den Vorschlag des Herrn Abgeordneten betrifft, das Parlament im betreffenden Gebäude unterzubringen, so möchten wir darauf hinweisen, dass das jetzige Parlamentsgebäude unter großem Aufwand restauriert wurde, um das Parlament weiterhin in einem Gebäude im Stadtzentrum unterbringen zu können, dessen historischer Wert auf jeden Fall gleichwertig ist mit demjenigen des früheren ARBED-Sitzes. Auch wenn der Verkauf an die Sparkasse nicht stattgefunden hätte, wäre die Regierung dieser Lösung eher abgeneigt gewesen.

Question 0611 (08.10.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**avenir de l'ancien bâtiment de l'ARBED:**

D'Lëtzebuerger Press mellt, datt de fréiere Siège vun der ARBED an der Neier Avenue vun ArcelorMittal soll un eng chinesesch Bank verkaaft ginn.

Dozou wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Uweisungen huet d'Regierung dem Member am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal, deen d'Interesse vum Lëtzebuerger Stat als Aktionär vertrëtt, am Dossier vum Verkaf vum fréiere Siège vun der ARBED ginn?

2. Ass d'Regierung bereet, mam Propriétaire ze verhandelen, fir dëst Gebai, dat eng immens Bedeitung fir d'Lëtzebuerger Geschicht huet, fir de Stat ze kafen?

Réponse (25.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Wat d'Zukunft vum alen ARBEDs-Gebai ugeet, esou notéieren ech, datt d'ArcelorMittal an d'Spuerkeess e Protocole d'accord iwwert de Verkaf vun dësem Gebai ënnerzeechent hunn. D'Spuerkeess wäert dëst Gebai kafen an et no deenen néidege Renovéierungsaarbechte fir hir eegen Zwecker benotzen. Déi ganz Transaktioun soll, deenen zwou Sociétéiten no, bis d'nächst Trimester ofgeschloss sinn.

Wat d'Instruktiounen ubelaangt, déi d'Regierung hirem Vertrieder am Opsiichtsrot vun Arcelor a puncto Verkaf vum Gebai ginn huet, wëll ech dem Här Députéierte matdeelen, datt dës Fro nëmmen indirekt an engem Opsiichtsrot ugeschwat ginn ass, an dëst am Kader vun der Localisatioun vum Siège social vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg. De Vertrieder vum Stat hat den Optrag, fir fir eng lëtzebuergesch Léisung anzetrieden.

Question 0616 (13.10.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **construction de plus de 10.000 logements subventionnés:**

Selon un article paru sur paperjam.lu, le Conseil de Gouvernement vient d'adopter un projet de règlement grand-ducal prévoyant la construction, à court terme - soit d'ici un an -, de plus de 10.000 logements dont 4.700 destinés à la location.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Où le Gouvernement envisage-t-il de construire les 10.000 logements?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner qui va construire ces 10.000 logements?

Réponse (12.11.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Le règlement grand-ducal du 21 octobre 2014 arrêtant le nouveau programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État (publié au Mémorial A, n°198 du 24 octobre 2014) répertorie en détail le type de promoteur, la localisation (commune et lieu-dit), le nombre d'unités de logements, le type d'affectation du logement (vente, location, étudiants) ainsi que le taux maximal de subventionnement de tous les logements y listés.

À titre d'exemple, ledit nouveau programme pluriannuel comporte pour la commune de Hesperange quatre projets de logements pour un total de 14 unités ainsi que deux projets relatifs à l'acquisition de terrains.

Question 0639 (21.10.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **TVA logement dans le cadre d'un investissement locatif:**

Dans le cadre d'un investissement locatif, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quels sont à la base les critères d'éligibilité (acte notarié, permission de construire…) pour pouvoir profiter encore du taux super-réduit de 3% jusqu'à la fin de l'année 2016?

- Quelle sera l'application lors du remboursement de la TVA?

- Quel est l'impact financier qui résulte de l'augmentation du taux de la TVA de 3% à 17% sur les investissements des promoteurs publics à opérer dans le cadre du nouveau programme de constructions d'ensemble, d'un côté, pour l'État qui procède au subventionnement des logements locatifs sociaux et, de l'autre côté, pour les différents promoteurs publics, notamment les communes, le Fonds du Logement et la SNHBM?

Réponse (25.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tout d'abord, l'honorable Député Marc Lies demande quels sont à la base les critères d'éligibilité pour pouvoir profiter encore du taux super-réduit de 3% jusqu'à la fin de l'année 2016 et quelle sera l'application lors du remboursement de la TVA.

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 prévoit que l'application du taux super-réduit de 3% en matière de logement soit désormais réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Partant, ne bénéficieraient ainsi plus de la faveur fiscale les logements mis à la disposition de tiers, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements dans les conditions et les limites du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002.

En revanche, ledit projet de loi prévoit une disposition transitoire tenant au principe de la confiance légitime et visant à maintenir les dispositions dans sa teneur antérieure jusqu'au 31 décembre 2016 pour les travaux de création pour lesquels la demande d'autorisation visée à l'article 65bis de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée a été introduite avant le 1er janvier 2015.

Ladite disposition légale précise que cette demande doit être introduite dans la forme et selon les modalités prescrites par l'administration avant la réalisation des travaux pour lesquels l'autorisation est sollicitée. L'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 dispose qu'en cas d'acquisition d'un logement en état futur d'achèvement ou à terme, il y a lieu de joindre à la demande d'autorisation une copie du contrat de construction respectivement de l'acte notarié. Afin d'éviter que l'exigence de la présentation d'un acte notarié comprenant la désignation cadastrale arrêtée par l'administration compétente ne mette les opérateurs dans l'impossibilité de remplir les conditions requises avant la fin de l'année, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines acceptera provisoirement et par pure tolérance administrative, jusqu'au 31 décembre 2014 inclus, la présentation de demandes auxquelles sont annexés, en lieu et place d'un acte notarié, les deux documents suivants:

1. la copie d'un contrat dit «de réservation» répondant aux dispositions du contrat préliminaire de l'article 1601-13 du Code civil;

2. l'accusé de réception de la «demande de faire arrêter le tableau descriptif de division d'un immeuble collectif», émis par l'Administration du Cadastre et de la Topographie et sur lequel est repris le numéro d'affaire spécifique attribué à la demande visant une copropriété donnée.

Il va sans dire que le tout s'entend sous la réserve de la réalisation ultérieure, pour chaque demande d'autorisation présentée avant le 1er janvier 2015, d'un acte notarié correspondant aux données du prédit contrat de réservation.

En outre, les conditions et les limites en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 pour bénéficier du remboursement de la TVA dans le cadre d'un investissement locatif restent applicables pour les travaux dont la réalisation du fait générateur respectivement le moment de l'exigibilité (dans les cas visés à l'article 23 et à l'article 24, paragraphe 1er, alinéa 1 de la loi TVA) est intervenue avant le 1er janvier 2015.

Les projets initiés et réalisés à partir du 1er janvier 2015 dans le cadre du nouveau programme de constructions d'ensembles pourront être subventionnés par l'État jusqu'à concurrence de 70% (Fonds du Logement et SNHBM) et de 75% (communes) du coût de réalisation des logements et cela à hauteur du nouveau taux de TVA logement à savoir 17% pour les logements locatifs.

C'est dans cette optique que le montant maximum par mètre carré pouvant être subventionné ne sera pas diminué dans le cadre du «Zukunftspak» mais restera donc inchangé afin de permettre notamment d'amortir la hausse de 3% à 17%.

Question 0640 (21.10.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **vidéo de propagande islamique:**

Zanter dem 20. Oktober ass um Internetsite vum „Tageblatt" e Propagandavideo verlinkt, dee sech ausdrécklech un d'Lëtzebuerger Muslime riicht. Nieft dem Opruff, d'Lëtzebuerger Muslime solle sech „erhiewen", mécht de Video d'Apologie vum Mohamed Merah, deen a Südfrankräich siwe Mënschen erschoss hat, dovunner dräi jiddesch Kanner virun hirer Schoul. De Link op de Video gëtt och um Spaweck iwwer sozial Netzer verbreet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister an dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass dëse Video de Lëtzebuerger Autoritéiten, a besonnesch dem SREL, bekannt?

2. Wéi huet oder wëllt d'Regierung op dëse Video, dee sech un d'Lëtzebuerger Muslime riicht, reagéieren?

3. Wéi eng Moyenë gëtt sech d'Regierung, fir datt Videoe vun Djihadisten net iwwer Lëtzebuerger Internetsitte kënne verbreet ginn?

4. Och wann d'Pressefräiheet en héicht Gutt ass, misst d'Regierung net bei Lëtzebuerger Presseorganer intervenéieren, fir dës ze bieden, fräiwëlleg op d'Verlinke vu Videoen ze verzichten, déi zur Gewalt oder zum Djihad opruffen oder Täter vu kriminellen Dote verherrlechen?

Réponse commune (25.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

An deene leschte Joren hunn islamistesch terroristesch Gruppen, a besonnesch Al-Quaida an hir verschidde Verästelungen, hir Kommunikatioun no baussen ausgebaut a verbessert. Si gebrauchen dofir ënner anerem sophistiquéiert Propagandavideoen a sozial Netzwierker. Dës Mediestrategie, déi och vum IS gebraucht gëtt, ass dorop aus, déi terroristesch Handlungen ze verherrlechen an ze legitiméieren an international Leit ze mobiliséieren.

Ad 1. De Service de Renseignement de l'État confirméiert, datt hien dëse Video kennt. De Video ass kuerz no den Attentater am März 2012 zu Toulouse an zu Montauban duerch de Mohamed Merah opgeholl ginn. De Video verherrlecht dës Attentater, mä rifft awer och d'Muslimen aus verschiddenen europäesche Länner- dorënner Lëtzebuerg- op, sech géint de Westen ze erhiewen.

Ad 2. D'Regierung veruerteelt all Verherrlechung vun terroristeschen Akten a vun extremisteschen a brutalen Discouren, déi zu terroristeschen Akten opruffen, an dëst egal vu wéi enger Ideologie dës Messagen ausginn.

Ad 3. D'Resolutioun 2178 vum CSNU iwwer auslännesch terroristesch Kämpfer, déi am September mat Unanimitéit ugeholl ginn ass, ënnersträicht: «Les États membres doivent agir dans un esprit de coopération pour empêcher les terroristes de tirer parti de la technologie, des moyens de communication et d'autres ressources à des fins d'incitation à la perpétration d'actes de terrorisme, tout en respectant les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, ainsi que les autres obligations édictées par le droit international.»

D'Regierung huet een Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum HCPN chargéiert, fir op der Basis vun dëser Resolutioun Pisten auszeschaffen, fir géint déi brutal Radikaliséierung a besonnesch d'Zréckgräifen op den Internet, fir djihadistesch Messagen ze verbreeden, virzegoen. Doniewent verfollegt d'Regierung intensiv d'Iwwerleeungen, déi um Niveau vun der EU gefouert ginn, fir privat Internetprovideren op d'Problematik vun den djihadistesche Messagen ze sensibiliséieren.

Ad 4. D'Produktioun an d'Diffusioun vun esou engem Video fale ganz kloer ënnert d'Gesetzgebung iwwert de Kampf géint den Terrorismus, besonnesch den Artikel 135-11 vum Code pénal, dee festhält: «Constitue un acte de provocation au terrorisme la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition du public d'un message, avec l'intention d'inciter à la commission d'une infraction terroriste, lorsqu'un tel comportement, qu'il préconise directement ou non la commission d'infractions terroristes, crée un danger qu'une ou plusieurs de ces infractions puissent être commises.»

Esou e Verhale gëtt selbstverständlech vum Parquet verfollegt.

Wat déi punktuell Veröffentlechung an de Medie vun esou engem Video ubelaangt, wou e Kommentär dobäi ass, deen d'Effentlechkeet op eng objektiv Aart a Weis iwwer e leider reale Phenomeen informéiert, esou fält déi am Prinzip net ënnert d'Strofrecht. An deem Fall feelt jo de Wëllen, eng Strofdot ze begoen. Fir de Rescht läit et an der Responsabilitéit vun der Press an hiren Organer, fir ze uerteelen, ob eng integral oder parziell Publikatioun vun esou engem Dokument kompatibel ass mat der Deontologie, déi hirem Handelen zu Grond läit.

Question 0643 (21.10.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**utilisation de bombes à sous-munitions par l'armée ukrainienne:**

Selon la presse électronique d'aujourd'hui, un rapport de l'organisation des droits de l'Homme «Human Rights Watch» évoquerait l'emploi de bombes à sous-munitions dans le cadre du conflit armé entre l'armée ukrainienne et les séparatistes pro-russes. Ce type d'arme présente un potentiel de destruction massive et peut avoir des effets à retardement extrêmement dangereux pour la population civile. Si le rapport ne révèle pas le ou les auteurs du lancement de ces bombes, les preuves sembleraient pourtant indiquer que la responsabilité soit du côté ukrainien, notamment en ce qui concerne les offensives sur le centre-ville de Donetsk au début d'octobre.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer les allégations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette situation?

- Les cas échéant, Monsieur le Ministre entend-il intervenir au sein de l'Union européenne pour condamner ces actions?

Réponse (25.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

J'ai bien pris note des allégations présentées conjointement par l'organisation des droits de l'Homme «Human Rights Watch» et par le quotidien américain «New York Times» concernant l'emploi de bombes à sous-munitions. Néanmoins, le rapport publié ne révèle pas le ou les auteurs du lancement de ces bombes. Il n'est pas non plus en mesure de confirmer avec certitude les allégations ayant tendance à indiquer que la responsabilité soit du côté de l'armée ukrainienne.

Nonobstant l'absence de preuves déterminantes en ce qui concerne la responsabilité de l'emploi de ces bombes dans la région de l'Est de l'Ukraine, le Luxembourg, fort de son adhésion à la Convention sur les bombes à sous-munitions, de son engagement de longue date dans la lutte contre ces types de munitions non explosées et de son soutien aux efforts tant de mise en œuvre des dispositions de la Convention et de son universalisation que dans le domaine de la décontamination de zones polluées par ces munitions et autres engins non explosés, condamne tout emploi de bombes à sous-munitions, celles-ci posant un risque disproportionné à la société civile, non seulement pendant les combats mais également bien au-delà du conflit en cours.

Le gouvernement luxembourgeois exprime sa vive inquiétude de voir ces bombes utilisées dans le conflit ukrainien et appelle les deux côtés à renoncer immédiatement à leur emploi. De manière générale, le gouvernement luxembourgeois saisit cette occasion pour appeler l'Ukraine et la Russie d'adhérer à la Convention sur les bombes à sous-munitions et rappelle que, par leur conception même, ces armes violent le droit international humanitaire. À ce jour, 87 États ont ratifié la Convention, dont 20 États membres de l'Union européenne.

Question 0649 (23.10.2014) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant l'**application de la TVA logement dans le secteur sociocaritatif**:

D'après les annonces répétées du Gouvernement, l'application du taux super-réduit de 3% en matière de logement serait à l'avenir réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Cela signifie que la faveur fiscale ne bénéficiera plus aux logements mis à disposition de tiers et ce à partir du 1er janvier 2015.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est le régime en matière de TVA applicable à la construction d'immeubles destinés à être utilisés à des fins sociocaritatives, tels des centres pour personnes âgées, autres maisons de soins, ou foyers d'accueil pour réfugiés qui en principe sont loués ou autrement mis à disposition de tiers?

- Ces constructions bénéficient-elles de l'application du taux super-réduit? Dans l'affirmative, le Ministre entend-il réserver un régime de faveur en matière de TVA à des constructions utilisées à des fins sociocaritatives? Dans l'affirmative lequel?

- À défaut, Monsieur le Ministre peut-il préciser les démarches à effectuer auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour bénéficier de l'application du taux de TVA super-réduit durant la phase transitoire?

Réponse (25.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Marc Spautz demande quel est le régime en matière de TVA applicable à la construction d'immeubles destinés à être utilisés à des fins sociocaritatives.

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 prévoit que l'application du taux super-réduit de 3% en matière de logement soit désormais réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Partant, ne bénéficieraient ainsi plus de la faveur fiscale les logements mis à la disposition de tiers, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements dans les conditions et les limites du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002.

Il ressort de ce qui précède que «la construction d'immeubles destinés à être utilisés à des fins sociocaritatives, tels des centres pour personnes âgées, autres maisons de soins, ou foyers d'accueil pour réfugiés qui en principe sont loués ou autrement mis à disposition de tiers» ne bénéficieraient plus de l'application du taux super-réduit à partir du 1er janvier 2015.

En revanche, ledit projet de loi contient une disposition transitoire tenant au principe de la confiance légitime et visant à maintenir les dispositions dans sa teneur antérieure jusqu'au 31 décembre 2016 pour les travaux de création pour lesquels la demande d'autorisation visée à l'article 65bis de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée a été introduite avant le 1er janvier 2015. Ladite disposition légale précise que cette demande doit être introduite dans la forme et selon les modalités prescrites par l'administration avant la réalisation des travaux pour lesquels l'autorisation est sollicitée.

Il y a lieu d'ajouter que les projets initiés et réalisés à partir du 1er janvier 2015 dans le cadre du nouveau programme de constructions d'ensembles pourront être subventionnés par l'État jusqu'à concurrence de 70% (Fonds du Logement et SNHBM) et de 75% (communes) du coût de réalisation des logements et cela à hauteur du nouveau taux de TVA, à savoir 17%, pour les logements locatifs.

C'est dans cette optique que le montant maximum par mètre carré pouvant être subventionné ne sera pas diminué dans le cadre du «Zukunftspak» mais restera donc inchangé afin de permettre notamment d'amortir la hausse de 3% à 17%.

Il est à noter que le taux de subventionnement pour des projets de foyers d'accueil pour réfugiés est de 100%.

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER

N°04
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Politique européenne et étrangère
- déclaration p. 114
- débat p. 120
Sommaire des séances publiques nos 8 à 10 p. 153

Interpellations sur
- la langue luxembourgeoise p. 134
- la formation professionnelle p. 144
Sommaire des questions parlementaires p. Q53

8e séance Mardi 25 novembre 2014
9e séance Mercredi 26 novembre 2014
10e séance Jeudi 27 novembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Réception de Nouvel An à la Chambre des Députés

«Notre objectif reste d'ouvrir davantage le parlement aux citoyens», a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de la réception de Nouvel An le mercredi 7 janvier 2015. C'est dans ce but que la Chambre des Députés a lancé l'outil des pétitions publiques au printemps 2014. Quelque 140 pétitions électroniques ont été déposées depuis. De plus, environ 80 groupes de citoyens ont été reçus pour une visite au parlement et le dialogue via les réseaux sociaux Facebook et Twitter a été relancé.

En 2015, le référendum consultatif «sera l'occasion de dialoguer avec les citoyens», a ajouté le Président de la Chambre des Députés. M. Di Bartolomeo a encouragé les acteurs politiques, le Gouvernement et la société civile à contribuer activement et dans un esprit constructif au débat en amont du 7 juin.

Le deuxième rendez-vous majeur de 2015 concerne la dimension parlementaire de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne pendant le deuxième semestre 2015. Il s'agira de renforcer la collaboration entre les Parlements nationaux au sein de l'Union européenne. La Chambre des Députés



(de gauche à droite) Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Claude Frieseisen, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Claude Wiseler

rassemblera les députés des différents États membres pour plusieurs grandes conférences dont une se positionnera en faveur d'une Europe plus sociale.

Le Président a également évoqué les grands dossiers législatifs qui seront à l'agenda des députés dans les prochains mois. Il s'agit entre autres de la réforme de la fonction publique, de la réforme administrative (loi «Omnibus»), des projets de loi sur le reclassement et le dialogue social, les préparatifs du référendum et les travaux en vue d'une nouvelle Constitution plus généralement.

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, a également exprimé ses vœux et exposé les grands chantiers en cours au sein de l'Administration parlementaire.

Le Règlement de la Chambre sera remanié, le statut des fonctionnaires de l'Administration parlementaire adapté et de nouveaux systèmes seront installés pour la gestion financière et la gestion du courrier. De plus, le rôle de la Chambre des Députés dans le processus démocratique sera analysé. Cette évaluation se basera sur des études réalisées par la chaire parlementaire.

Parlement Benelux: mission accomplie après deux années de présidence

Quand le rideau est tombé à la mi-décembre dernière sur la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux – les 49 membres de l'assemblée, dont sept députés luxembourgeois, se sont réunis une dernière fois dans la salle plénière de l'Hôtel de la Chambre à Luxembourg-ville les 12 et 13 décembre 2014 – M. Marcel Oberweis avait de quoi se montrer satisfait.

Lui, qui depuis 24 mois n'a eu de cesse de veiller aux destinées de cette structure de coopération interparlementaire, a pu, avec la fierté du devoir accompli, passer le relais à son homologue belge, Mme Maya Detiège.

La présidence luxembourgeoise écoulée du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (dénomination officielle de l'assemblée regroupant parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois dans un but de perpétuer le rôle de laboratoire de l'intégration européenne joué par la coopération entre les trois pays) ne fut pas toujours exempte de toute agitation.

En effet, la première année de présidence fut marquée par les sévères critiques néerlandaises adressées à l'égard de la coopération Benelux en général et le fonctionnement de son Parlement en particulier.

Après un examen de conscience et une profonde remise en question, un groupe de travail a finalement proposé la mise en place de nouvelles procédures destinées à rationaliser et à rendre plus efficace le travail au sein du Benelux. Cet exercice a eu le mérite de démontrer que le Parlement Benelux avait toujours sa raison d'être.

Durant la présidence luxembourgeoise, un certain nombre de sujets concernant directement les États belge, néerlandais et luxembourgeois ainsi que leurs citoyens ont occupé le devant de la scène parlementaire.

À commencer par la reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles qui, encore trop souvent, est vécue comme une entrave à la libre circulation des travailleurs, pourtant un droit fondamental des citoyens de l'Union européenne. Un nouvel appel de bonne volonté a ainsi été lancé aux trois Gouvernements afin de parvenir dans les meilleurs délais à un accord Benelux pour la reconnaissance automatique des diplômes et qualifications.

Une priorité absolue a été accordée à l'amélioration des lignes ferroviaires et au transport en commun dans les régions frontalières. À l'image de la ligne reliant Bruxelles à La Haye, il serait grand temps de moderniser celle reliant Luxembourg à Bruxelles.

Une plus grande assiduité à combattre en commun la fraude financière (TVA), celle à l'étiquetage des produits (viande de cheval) et relative à la sécurité alimentaire ainsi que la lutte contre le dumping social et autres formes d'exploitation ont également figuré au menu des travaux parlementaires du Benelux.

Une attention toute particulière fut vouée à la cybersécurité et à la cybercriminalité qui ont fait l'objet de deux conférences au terme desquelles le Parlement Benelux s'est adressé aux trois Gouvernements afin d'adopter des normes communes en la matière, autant pour les instances publiques que privées, et d'en présenter les conclusions à l'occasion de la conférence internationale sur la cybersécurité qui se tiendra à La Haye en 2015.

Les thèmes du développement durable et d'une utilisation adéquate des ressources forestières ainsi que l'adaptation au changement climatique ont également figuré à l'agenda des élus tout comme le seront les villes intelligentes et soutenables au long de l'année 2015.

Des liens plus étroits avec l'Assemblée parlementaire balte et le Conseil nordique ont également pu être noués et l'entité Benelux avec les différentes institutions qui la composent (Comité des ministres, Secrétariat général, Cour de Justice Benelux, Office Benelux de la propriété intellectuelle) revigorée.

Le plan annuel du Benelux pour 2015, exposé par le Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, M. Jean Asselborn, aux parlementaires des trois pays à l'occasion de leur dernier déplacement à Luxembourg, reste ambitieux: quelque 75 projets font actuellement l'objet d'un suivi, les autorités misant aussi sur une certaine continuité afin de faciliter la vie quotidienne des citoyens et des entreprises originaires des trois pays.

L'accent sera mis sur des sujets touchant aux secteurs de l'énergie, de l'environnement, de l'économie numérique, à la mobilité des travailleurs ou encore à l'interopérabilité des services de santé. Le développement du secteur de la logistique constituera un autre point fort.

Pour l'année à venir, la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux sera présidée par M. Roger Negri. Elle comprendra en outre MM. Frank Arndt, Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, MM. Marcel Oberweis, Roy Reding et Gilles Roth ainsi que les membres suppléants M. Claude Adam, Mmes Diane Adehm, Claudia Dall'Agnol, MM. Lex Delles, Georges Engel, Gast Gibéryen et Aly Kaes.



Des membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux

Le Président signe le livre de condoléances



Suite à l'attentat contre la rédaction du journal «Charlie Hebdo» et aux attaques commises en France, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a signé le livre de condoléances ouvert à l'Ambassade de France.

«Au nom du Parlement luxembourgeois et en mon nom personnel, je tiens à exprimer notre pleine solidarité avec la communauté française, à l'occasion des attentats sanglants du 7 janvier dernier.

C'est avec une profonde sympathie et un profond respect que j'ai suivi la mobilisation des populations en France et dans le monde pour nos valeurs communes qui sont la démocratie et la liberté.

Mes pensées vont vers les victimes des attentats, journalistes, policiers, otages et leurs familles.»

APUpM: Immigration et intégration

Mme Laura Boldrini, Présidente de la Chambre des Députés italienne, a ouvert la réunion de la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges entre les sociétés civiles et la culture de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM) qui s'est tenue récemment à Rome et à laquelle a participé la députée luxembourgeoise Mme Octavie Modert.

Caractérisant la Méditerranée d'espace d'échange traditionnel, que ce soit pour des raisons d'échanges commerciaux ou à des fins de tourisme, et au vu des récentes vagues d'immigration malheureuses et des tragédies de la mer, Mme Boldrini estime qu'il faut internationaliser la question des morts en mer qui concerne l'ensemble de l'Union européenne.

Elle en a appelé à une politique d'investissement de l'Union en faveur de l'ensemble du pourtour méditerranéen, alors qu'une meilleure situation économique est une condition préalable pour l'amélioration de la condition humaine et des droits de l'Homme ainsi que des droits des femmes, et que la promotion économique est l'un des instruments structurels les plus efficaces pour que les flux migratoires soient mieux gérables. En même temps, les échanges culturels ne seraient pas à négliger à cet égard.

Ont suivi des prises de parole de:

- M. George Saliba, délégué du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, sur les problèmes des réfugiés du fait de la guerre en Syrie, ainsi que sur ceux ayant trait au chômage dans les pays des deux côtés de la Méditerranée;

- M. Khalid Chaouki, Président de la susdite Commission, relevant que l'immigration reste une question prioritaire pour l'Union pour la Méditerranée et qu'une croissance solide ne saurait être réalisée sans un investissement dans l'éducation et la formation;

- M. David Sassoli, Vice-Président du Parlement européen, qui en a appelé à une véritable politique européenne pour la Méditerranée;

- M. Benedetto Della Vedova, Sous-secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères italien, estimant que la politique européenne doit inévitablement comporter une dimension méditerranéenne et que celle-ci doit être renforcée.

La Commission a ensuite procédé à un échange de vues sur l'immigration et l'intégration au cours de sa première session, où elle a entendu un exposé de Mme Ghita Zouggari du Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, sur la nouvelle politique d'intégration de son pays qui a une tradition d'accueil, de tolérance et de cohabitation entre les peuples et les religions.

Mme Laura Thompson, Vice-directrice générale de l'Organisation internationale pour les migrations, a exposé les différents modèles d'intégration existants.

La deuxième session fut consacrée à la libre circulation des étudiants et chercheurs dans la région euro-méditerranéenne et l'expérience du programme Erasmus, avec des interventions de Mme Silvia Costa, Présidente de la Commission de la Culture et de l'Éducation du Parlement européen, et de M. Abdelhamid El-Zoheiry, Président de l'Université euro-méditerranéenne (EMUNI), ainsi que de M. Ivano Dionigi, Recteur de l'Université de Bologne. Ce dernier est intervenu par ailleurs sur la question de Mme Octavie Modert sur le processus de Bologne pour mieux atteindre les objectifs Europe 2020 et l'extension du processus de Bologne aux pays des rives Sud de la Méditerranée.

La réunion se termina sur le rapport de la Fondation Anna Lindh au moment de son 10e anniversaire (www.annalindhreport.org), par M. Andreu Claret, Directeur exécutif de la Fondation, et Mme Eleonora Insalaco, coordinatrice du rapport. Mme Modert a relevé que la Fondation a été inaugurée en 2005 sous Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, où l'accent fut mis sur les perspectives du dialogue interculturel ainsi que de compréhension et respect mutuels.



Le Président a reçu…

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a eu une entrevue avec le nouveau chef d'état-major de l'armée luxembourgeoise, le Général Romain Mancinelli. Ce dernier a pris ses nouvelles fonctions début décembre, suite au départ à la retraite du Général Mario Daubenfeld.

Lors de l'échange de vues avec le Président du Parlement, M. Romain Mancinelli a présenté ses priorités pour les prochains mois.

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, assistait également à cet entretien.

L'administration parlementaire se présente

Le Service Informatique



Les collaborateurs du Service Informatique

Afin de pouvoir réaliser ses missions constitutionnelles avec un maximum d'efficacité, la Chambre des Députés a très tôt opté pour une informatisation poussée de ses services. C'est ainsi que dès la fin des années '90 l'institution a démarré un programme de dématérialisation de ses échanges documentaires avec les députés et a lancé la constitution d'archives électroniques de première génération.

Forte de son expérience en la matière l'administration a enchaîné dans les années 2000 avec un projet de gestion des connaissances plus global. Ce programme a progressivement mené au développement de tout un ensemble d'outils informatiques permettant de traiter et de diffuser les informations et documents gérés par l'administration de manière optimisée.

Aujourd'hui, le traitement de toutes les informations relatives aux missions essentielles de l'administration parlementaire est assuré par l'intermédiaire de programmes informatiques, les applications métiers. Des programmes sur mesure ont été développés pour la gestion des projets de loi, des questions parlementaires, des motions, résolutions, interpellations et débats, des ordres du jour des séances publiques, l'archivage vidéo des émissions Chamber TV et séances publiques, etc. Les deux derniers développements en date concernent la gestion des dossiers européens et la mise en œuvre d'une solution complète de création et de gestion de pétitions publiques électroniques.

Un portail interne de gestion des connaissances a été mis à disposition des députés. Cet intranet sécurisé est le point d'accès des députés à leurs documents parlementaires. C'est aussi une porte d'entrée à différents outils informatiques permettant de mieux exploiter les connaissances gérées et créées par l'administration. Le portail interne a été continuellement enrichi et optimisé et il a été progressivement ouvert à d'autres catégories d'utilisateurs. Au fil du temps, cet outil a connu de nombreuses évolutions qui ont été mises à profit pour enrichir fonctionnellement le site public de la Chambre.

Ces réalisations sont le fruit d'une collaboration intense entre le Service Informatique de la Chambre et le Service Gestion des connaissances, mais elles n'ont été rendues possibles que grâce à la participation active des autres services de l'administration toujours ouverts au changement.

Dans cette collaboration, le Service Informatique signe responsable pour la réalisation et la maintenance des programmes informatiques nécessaires à l'alimentation des différentes plates-formes de consultation d'informations. C'est aussi lui qui crée, maintient, fait évoluer, stabilise et adapte constamment aux nouveaux besoins et exigences les infrastructures (serveurs, bases de données, équipements réseau et de sécurité mobiles ou fixes, …) sans lesquelles aucun des outils précités ne pourrait fonctionner. Dans ce contexte, la Chambre a ces dernières années fait d'importants efforts pour systématiquement rendre ses infrastructures redondantes et ainsi tendre vers une haute disponibilité.

Le Service Informatique est aussi responsable de l'équipement des députés, de l'administration et, en partie, des groupes politiques en matériel bureautique.

Ce sont ses agents qui aident les utilisateurs et qui en cas de nécessité se déplacent au domicile du député pour intervenir sur son équipement, l'objectif du service étant de permettre aux députés de disposer à tout moment d'un équipement pleinement opérationnel et donc de pouvoir correctement assumer leur mission.

Ce sont également les membres du Service Informatique qui gèrent au quotidien le système de vote électronique qui équipe la salle plénière de la Chambre. Ils surveillent et opèrent le système tout au long des séances publiques ou réunions de commission retransmises en direct sur le site public de la Chambre ou par Chamber TV. Le Service Informatique signe aussi responsable pour la maintenance des équipements d'enregistrement du son et de gestion des réunions de commission de la Chambre, y compris les six salles de commission de l'administration.

Avec une digitalisation de plus en plus poussée de nos sociétés modernes, le Service Informatique de la Chambre continue à voir ses missions se développer et ses domaines d'action s'étendre et se diversifier. Le fait que ses «clients» sont de plus en plus à l'aise avec l'informatique l'oblige à rechercher des solutions de plus en plus performantes et diversifiées. Les durées de vie des technologies mises en œuvre et les cycles de vie des produits utilisés se rétrécissant continuellement alors que la complexité des solutions exploitées est croissante, le service est confronté à des défis se multipliant.

Cet état de fait a récemment amené le Bureau de la Chambre à renforcer les effectifs du Service Informatique pour les porter à neuf personnes. Il s'agit de M. Carlo Linden, responsable du service, MM. Eric Ernster, Pierre Vivier, Christophe Baulesch, Christian Schmit, Jacques Famann, Stéphane Céminal, Nicolas Dubois et Oliver Klar.

SÉANCE 8

MARDI,
25 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

5. 6664 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Gusty Graas*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean Asselborn et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Eis Sëtzung ass heimat op. An ech begréisse selbstverständlech och d'Représentantë vum Corps diplomatique.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Ausseminister wäert dat laang a breet haut de Mëtteg maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Premierminister.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerte läit hei um Büro vun der Chamber.

2) D'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung déposéiert gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 25 novembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La pétition publique suivante a été déposée:

*Demande de pétition publique n°**473** - Pour une réforme du droit d'établissement*

Dépôt: 19.11.2014 par M. Thomas Segal

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi e vun der leschter Presidentekonferenz proposéiert ginn ass, läit Iech vir. An ech wollt d'Fro un d'Chamber riichten: Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Mir héieren dann elo de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn zu der Aussepolitik an der Europapolitik vun dëser Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deenen zwee leschte Joren ass villes geschitt op der Weltbühn, a mir Lëtzebuerger konnten, duerch eis Präsenz am UNO-Weltsécherheetsrot, dat Geschéie vu ganz no materliewen an och zum Deel matgestalten, op eisem Niveau als net permanente Member.

Ukrain, Gaza, Irak, Syrien, Sahel, Südsudan, Ebola an esou weider, d'Krisen iwwerschloe sech, d'Welt steet zum groussen Deel op der Kopp. Esou vill déif gräifend Krisen a Konflikter, mat esou onberechenbaren Akteuren zur selwechter Zäit, maachen d'Welt extrem nervös.

Honnert Joer nom Ufank vum Éischte Weltkrich a bal 70 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich sinn d'Fundamenter, op deenen d'UNO an déi modern Weltgemeinschaften opgebaut sinn, a Fro gestallt.

D'Annexioun vun der Krim verstéisst géint internationaalt Recht a besonnesch géint d'Charta vun der UNO, géint d'Helsinki-Prinzipien, op deenen eise kollektive Sécherheetssystem an Europa baséiert. Déi Annexioun huet existéierend Grenzen an Europa verännert. Weist dat net, dass mer d'Lektiounen aus der Geschicht net geléiert hunn? Et weist jiddefalls, an dat ass beängschtegend fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, dass mir eis net ëmmer ganz op d'Fundamenter vum internationale Recht verloosse kënnen.

D'Konsequenzen dovunner si grav fir d'international Gemeinschaft, mä och fir déi individuell Länner, déi de System droen. Wann d'Gesetz vum Stäerksten an den Nationalismus sech sollten amplaz vum Multilateralismus setzen, da besteet dee grousse Risiko, dass de Fridde massiv a Gefor ass.

Dowéinst musse mer deenen Tendenze mat all eiser Kraaft entgéintsteieren. Europa huet eng speziell Responsabilitéit an dësem Kader, well mir déi international rechtsstaatlech Zesummenaarbecht ganz wäit entwéckelt hunn a weltwäit eng Inspiratiounsquell bleiwen, duerch eise Modell, deen op d'Deele vu Souveränitéit tëschent de Memberstaten an d'Anhale vun de Grondrechter opgebaut ass. Och an der Europäescher Unioun selwer ass den Nationalismus erëm do an e lauert! Nëmmen, wa mer dës Plo energesch mat eisen demokratesche Mëttele bekämpfen, kréie mer dës negativ Entwécklung gestoppt.

Lëtzebuerg setzt sech duerfir och am Rescht vun der Welt fir d'Rechtsstaatlechkeet, d'Demokratie an d'Mënscherechter an. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass d'Sécherheet nëmmen dauerhaft ass, wa Länner sech entwéckelen a wann d'Mënscherechter an d'Rechtsstaatlechkeet d'Fundament vun där Entwécklung sinn.

Mir hunn eis am Sécherheetsrot staarkgemaach fir eng inklusiv Approche zur internationaler Sécherheet an zum internationale Fridden an op allen Niveauen, bei alle Geleeënheeten derfir plädéiert, dass de Sécherheetsrot, wann e Krisen upaakt, muss pochen op de Schutz vun der Zivilbevëlkerung an op d'Responsabiliséierung vun deenen, déi d'Verbriechen un der Mënschlechkeet oder d'Mënscherechtsverbrieche begaangen hunn.

De Sécherheetsrot setzt Friddensmissiounen an, fir Konflikter an de Grëff ze kréien, fir Friddensprozesser ze begleeden a fir d'Grondsteng ze leeën, fir nees ee Rechtsstat opzebauen, do, wou Krich war. An deem Sënn sinn, wéi Der wësst, an deenen zwee leschte Joren zum Beispill Missiounen am Mali - d'MINUSMA - an an der Zentralafrikanescher Republik - d'MINUSCA - geschafe ginn.

Mir hunn eis am Sécherheetsrot aktiv, als President vun engem Aarbechtsgrupp, fir ee bessere Schutz vu Kanner a Konflikter agesat an dru geschafft, dass déi speziell Verletzlechkeet vu Kanner a Krichssituatioune berücksichtegt gëtt an dass d'Konfliktparteien ëmmer nees op d'Fangere geklappt kréien, wa se d'Kannerrechter violéieren.

Mir hunn duerfir eng enk Zesummenaarbecht mat der Madame Leila Zerrougui, der Spezialvertriederin vum Ban Ki-moon fir Kanner a Konflikter, a mat hirer Équipe. D'Madame Zerrougui war, wéi Der Iech kënnt erënneren, d'lescht Joer hei zu Lëtzebuerg, an ech hu si zënterhier och regelméisseg begéint. Si appréciéiert eis Aarbecht, déi eis Équipe zu New York mécht, ganz staark. Et ass vill Detailaarbecht, iwwer spezifesch Lännersituatiounen, op Basis vun der Madame Zerrougui hire Rapporte vum Terrain, fir déi mir Recommandatiounen a Konklusioune vum Aarbechtsgrupp ausgeschafft hunn a verhandelt hunn.

Dëst zum Beispill fir de Jemen, fir Myanmar, fir de Kongo, also RDC, oder och fir Syrien. Et geet och drëm, dass d'UNO Konfliktparteien, déi sech u Kanner verginn, un de Pranger stellt a gläichzäiteg een Dialog féiert, fir konkret Pisten ze proposéieren, wéi d'Kanner besser geschützt kënne ginn. Dat geet vun der Reintegratioun vu Kannerzaldoten an hir Communautéite bis besseren Informatiounsaustausch tëschent allen Akteuren.

Mir hunn eng nei Resolutioun vum Sécherheetsrot duerchbruecht während eiser Présidence am Mäerz, d'Resolutioun 2143, an där mer de Kader gesat hunn, fir d'Schoule besser virun Iwwergréffer vu Konfliktparteien ze schützen, an och Moossname geholl hunn, fir dass Blohelmer besser virbereet ginn, fir op Violatioune vu Kannerrechter a Konflikter ze reagéieren.

Eng aner grouss Prioritéit fir eis an deene leschten zwee Joer war selbstverständlech Syrien. An Dir kennt eis Frustratioun alleguerten, dass no méi wéi dräi Joer bluddegem Biergerkrich, no Honnertdausenden Doudegen a Millioune Flüchtlingen nach ëmmer et net méiglech war, eng politesch Léisung an deem Land ze fannen. Well de Sécherheetsrot komplett blockéiert ass, hu mer haart geschafft, fir déi aner 14 Memberen dervun ze iwwerzeegen, wéinstens Eenheet ze fannen an der Fro, wéi mer déi batter néideg humanitär Hëllef méi effikass a Syrien kéinten erakréien.

Mir hunn d'Resolutiounen 2139 an 2165, zesumme mat Australien a Jordanien, ausgeschafft an d'Verhandlunge gefouert a mir si frou, dass eis Efforten an deem Dossier derwäert waren. Déi zwou Resolutioune sinn am Februar respektiv am Juli 2014 unanime ugeholl ginn, trotz alle groussen an déiwe Meenungsverschiddenheeten am Conseil iwwer Syrien, méi allgemeng gesinn. Um Terrain si Verbesserungen net einfach, mä déi humanitär Akteuren, mat deene mir ganz enk zesummegeschafft hunn, soen eis, dass si ee reellen Ënnerscheed mierken an elo méi Leit mat hirer Hëllef kënnen erreechen.

Ech hunn et direkt am Ufank ugedeit vu menger klenger Ried: D'Ukrain-Kris ass déi Kris, déi eis dëst Joer hei an Europa am schwéierste markéiert huet. Traurege Fakt ass, dass bis haut ëm déi 4.300 Leit hiert Liewen am Oste vun der Ukrain verluer hunn. Eleng méi wéi dausend Leit sinn zënter dem Waffestëllstand vu September ëmkomm. D'Ukrain ass e Land am Krichszoustand. Eng net ze justifizéierend Situatioun, och fir d'international Communautéit.

Lëtzebuerg hat d'Présidence am Sécherheetsrot am Mäerz 2014, kuerz nodeem dës Kris iwwer eis eragebrach ass. Esou wéi um Balkan uganks den 90er Joren, si mir brutal drun erënnert ginn, dass Krich um europäesche Kontinent nach ëmmer eng batter Realitéit ass, Fridden nach ëmmer keng Selbstverständlechkeet, och 25 Joer nom Fall vun der Mauer.

Et huet een d'Gefill, dass all dat, wat mer zënter dem Enn vum Kale Krich zesumme mat Russland opgebaut hunn, an e puer Méint zerstéiert ginn ass. Et wäert Joren daueren, fir erëm normal Relatiounen opzebauen. Mir beméien eis, den Dialog mat Moskau oprechtzëerhalen, mä mir kënnen net zouloossen, dass d'Ukrain weiderhin destabiliséiert gëtt.

Erënnere mer eis drun: Dausende vu Leit sinn zu Kiew de leschte Wanter op d'Stroosse gaangen, fir méi Demokratie, méi Biergerrechter ze fuerderen. Si wollte manner Korruptioun an hirem Land a si wollte matbestëmmen, a wéi eng Richtung d'Ukrain um Ufank vum 21. Jorhonnert soll goen. Et huet ee vill europäesch Fändelen um Maidan gesinn. An der Nuecht vum 19. Februar si bal honnert Leit op där Plaz vu Sniperen erschoss ginn. Leider si bis haut dës Sniperen net eendeiteg identifizéiert. Duerno hunn d'Evenementer sech enchaînéiert, an ech brauch Iech hei net déi eenzel Etappen ze rappeléieren, Dir hutt se, grad wéi ech, mat vill Opmierksamkeet verfollegt.

An no der Annexioun vun der Krim ass den Oste vun der Ukrain a Brand geroden. D'Separatisten, deenen hir Motiver oft onkloer waren, hunn zu de Waffe gegraff. Kiew huet, wéi hätt et anescht kënne sinn, mat Waffe geäntwert. Biergerkrich ass ausgebrach, Moskau huet Waffe geliwwert, och Mercenairen. Ukrainesch Milizen hunn agegraff, Kiew huet seng regulär Arméi geschéckt.

De 17. Juli gëtt de Vol MH17 iwwert dem Oste vun der Ukrain erofgeschoss, mat bal 300 Leit u Bord. Dobäi kennt Der déi traureg Realitéit, dass Mamm, Papp an zwee Kanner, déi zu Réiser gewunnt hunn, ënnert den Affer sinn. D'Enquête iwwert dëse kriminellen Akt gëtt vum Dutch Safety Board gefouert; eng Instanz, déi onofhängeg ass vun der hollännescher Regierung. D'Resultater wäerten am Summer 2015 bekannt ginn.

De 25. Mee huet eng iwwerwältegend Majoritéit vu Leit an der Ukrain een neie President gewielt. D'ukrainescht Vollek huet deen Dag bewisen, dass et mat demokratesche Mëttelen aus deem Lach wëllt erauskommen. D'Vollek huet dat nach eng Kéier bewisen, wéi et de 26. Oktober een neit Parlament gewielt huet. Dat Verlaangen no Rechtsstaatlechkeet vun den Ukrainer musse mir ënnerstëtzen!

Et ass elo un hinnen, a virun allem un hiren neie Responsabelen, hiert Land ze organiséieren. D'Ukrain brauch dréngend ekonomesch Reformen, Dezentraliséierung, eng Reform vum Justizsystem, méi Rechter fir Minoritéiten a Gesetzer géint Korruptioun. Mir kënne si begleeden, mä de politesche Courage, fir esou déif gräifend Reformen unzepaken an ëmzesetzen, musse si selwer hunn.

Leider hat d'Europäesch Unioun keng Alternativ, wéi geziilte Sanktioune géint d'Separatisten, awer och géint Russland ze huelen. Lëtzebuerg ass fest dervun iwwerzeegt, dass Sanktiounen nëmmen een Instrument sinn, keen Zil u sech, fir de Konflikt ze entschäerfen.

Am Laf vun der Kris huet d'Europäesch Unioun duerfir all Mëttelen agesat, fir eng politesch Léisung ze fannen. Militäresch ass dëse grave Konflikt net ze léisen an och net ze wannen. Eng politesch Léisung ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir dass d'Ukrain sech soll kënnen tëschent der Europäescher Unioun a Russland entfalen. D'OSZE, ënnert der Schwäizer Presidentschaft dëst Joer, huet eng ganz grouss an eng wichteg Roll als Mediateur gespillt. Mir hoffen, dass Serbien d'nächst Joer do uknäppt, wou d'Schwäiz wäert ophalen. D'Schwäizer OSZE-Présidence huet décisiv dozou bäigedroen, mam Accord vu Minsk de Kader fir eng politesch Léisung ze schafen.

Den Accord vu Minsk, deen ee Waffestëllstand, d'Fräiloosse vu Prisonnéier, de Réckzuch vun alle Waffen a bewaffnete Männer, d'Dezentraliséierung vum Pouvoir an der Ukrain an ee spezielle Statut fir d'Regioune vun Donetsk a Lugansk virgesäit, muss ëmgesat ginn. Minsk ass dat eenzegt Instrument, wat d'international Gemeinschaft huet, a mir mussen dru festhalen. Minsk muss nei belieft ginn. Duerfir muss de Kontaktgrupp ganz sécher a ganz séier nees zesummekommen an all Akteuren ëm een Dësch bréngen. Ronderëm deen Dësch musse konkret Engagementer geholl ginn, fir dass un

éischter Stell eng richteg Wafferou um Terrain agehale gëtt an dass eng kloer Demarkatiounslinn ka gezu ginn, wou de Waffestëllstand anzehalen ass.

All Elementer vum Accord vu Minsk si wichteg, mä d'rapid Ëmsetze vun der Dezentraliséierung a vum spezielle Statut vun Donetsk a vu Lugansk schénge mir essenziell. Ee spezielle Statut fir déi Regiounen heescht natierlech och, dass Kiew weiderhin d'Souveränitéit iwwert déi Gebidder hält an och all Obligatiounen erfëllt, déi d'Souveränitéit mat sech bréngt. Et wier falsch a mengen Aen, wa Kiew de Leit am Osten d'Gefill géif ginn, se falen ze loossen, zum Beispill, andeems d'Sozialleeschtungen net méi géifen an déi Géigend fléissen.

Zënter dem Ufank vun dëser Kris huet Lëtzebuerg betount, dass d'Situatioun an der Ukrain net schwaarz oder wäiss ass. Mir, an och Russland, däerfen d'Ukrain net an eng Positioun vum „entweder/oder" drécken, entweder Europäesch Unioun oder Russland. D'Ukrainer mussen natierlech hir Zukunft selwer décidéieren. Mä ech gesinn d'Ukrain vun der Zukunft als ee Land, dat gutt Relatioune mat Russland a mat der Europäescher Unioun huet. D'Ukrain ass ee Partner an eng Bréck am Dialog tëschent Russland an der Europäescher Unioun.

Et ass deen Dialog mat Russland, dee mir ëmmer erëm nees musse sichen, well op d'laang Dauer ass et net, ass sech net virzestellen, wéi mir mat Russland ee Kontinent deele kënnen, ouni matenaner ze schwätzen an ouni zesummen un der Gestaltung vun deem gemeinsamen Espace ze schaffen. Zréck an e Kale Krich goen ass weder an eisem nach, mengen ech, a Russland sengem Intérêt.

Haut, grad haut, brauch d'Welt d'USA, d'Europäesch Unioun a Russland, mat all hirem Potenzial an hirer Energie, fir am Noen Osten, an Afghanistan, a Saachen Iran, net ze vergiessen och am Kampf géint den Terrorismus erfollegräich ze sinn. Op alle Kontinenter vun der Welt gëtt Angscht generéiert, wann dës dräi wichteg Akteure sech déi kal Schëller weisen. Duerfir muss virun allem d'Europäesch Unioun, déi geografesch jo tëschent den USA a Russland läit, sech selwer abréngen, fir Weeër ze fannen, gescheit Weeër, fir Russland ze hëllefen, d'Kéier ze kréien an zréckzefannen an de géigesäitege Respekt an an d'Kooperatioun.

Keen huet d'Recht, am Interessi vun eise Kanner, fir dëse Wee ze verloossen a sech op Pied ze bewegen, wou een zu all Moment riskéiert, an ee Vide ze falen. Rechtsstaatlechkeet - onbedéngt; Sanktiounen - wann et muss sinn. Et ass d'Flicht vun den USA, vun der Europäescher Unioun a vu Russland, den Auswee aus der Kris ze sichen, fir dat Fataalt ze verhënneren.

Den zentrale Konflikt am Mëttleren Osten, Här President, bleift den israelesch-palästinensesche Konflikt. Eng Léisung vun dësem wahrscheinlech eelste Konflikt op der Welt géif villen Extremisten de Wand aus de Segelen huelen. D'Lag ass, wéi Der wësst, ganz eescht.

Déi aktuell Spannungen zu Jerusalem maachen eis grouss Suergen. Zu Jerusalem dierf de Status quo um Site vun der Esplanade des Mosquées net geännert ginn. Wann dat géif geschéien, kéint et zu enger grousser, och regionaler Destabiliséierung kommen. Déi helleg Plazen zu Jerusalem musse fräi zougänglech bleiwe fir déi jeeweileg Reliounen. Et däerf kee Mix vu politeschen a reliéisen Dimensioune gemaach ginn. Dat wier dann definitiv Uelech op ee Feier, wat riskéiere géif, alles ze zerstéieren.

Déi permanent nei israelesch Siedlungspläng op palästinenseschem Gebitt maachen de facto d'Zweestateléisung bal onméiglech. Et brauch een nëmmen op eng Landkaart ze kucken: Wéi soll dann e palästinensesche Stat aus quasi hermetesch zouene Stécker, der West Bank, Gaza an Ostjerusalem, nach kënne fonctionnéieren?

Firwat veruerteele mer d'Siedlungspolitik vun der israelescher Regierung? Well d'Kolonien een Obstakel fir de Fridde sinn, well se nom internationale Recht illegal sinn, well se d'Zweestateléisung op laang Dauer onméiglech maachen an och, well se absolut inkompatibel si mat den Aspiratioune vun Israelien a Palästinenser, a Fridden an a Sécherheet ze liewen.

Ee palästinensesche Stat ass kee Cadeau fir d'Araber. Et ass den Ecksteen fir Fridden am Noen Osten. Ouni ee viabele palästinensesche Stat gëtt et keng Rou am Noen Osten a laangfristeg och keng Sécherheet fir Israel. Duerfir mussen d'Provokatioune vun alle Säiten an d'Aktiounen, déi nach méi Animositéit séien, ophalen. Jiddwer Attentat op israelesch Bierger zu Jerusalem ass ee Gewaltakt, deen net ze justifiéieren ass an dee just dem Haass dénglech ass.

Dem John Kerry seng Initiativ fir nei Friddensgespréicher, déi am Summer 2013 ugoung, hat eis Hoffnung gemaach, an ech bewonneren déi Energie an och dat Engagement, mat där hien iwwer Méint probéiert huet, déi zwou Säiten endlech ronderëm een Dësch ze kréien. Mä et freet ee sech, ob déi israelesch Regierung wierklech un enger négociéierter Eenegung mat de Palästinenser interesséiert ass. Wann net négociéiert gëtt, hëlt d'Gewalt d'Iwwerhand. Misär, Haass, Hoffnungslosegkeet produzéiere just méi Extremisten op deenen zwou Säiten.

De Krich dëse Summer a Gaza huet dat gewisen. Et war bis elo deen déidlechste mat iwwer 2.200 Affer. Vun deene sinn op d'mannst, der UNRWA no - dat ass d'UNO-Organisatioun, déi sech ëm Flüchtlinge bekëmmert -, 1.473 Zivilisten, 521 Kanner an 283 Fraen. Op engem Gebitt, dat siwemol méi kleng ass wéi Lëtzebuerg a wou 1,8 Millioune Leit liewen, mécht den Niveau vun der Zerstéierung duerch dee leschte Krich den Awunner den Alldag nach vill méi schwéier. Iwwer 18.000 Wunnengen, 220 Schoulen, 62 Spideeler, 419 ekonomesch a sozial Infrastrukture sinn zerstéiert oder beschiedegt ginn. D'Versuergung mat Waasser a Stroum ass limitéiert. An et sollt net vergiess ginn, dass quasi déi ganz Bevëlkerung a Gaza Liewensmëttelhëllef brauch.

D'Gewalt a Gaza ass, direkt an indirekt, eng Konsequenz vun der Blockad a vun der desastréiser humanitärer Situatioun. Während menger Visite am Fréijoer selwer konnt ech dat gesinn. Nom Krich vun dësem Summer ass d'Situatioun nach vill méi dramatesch ginn.

Et ass onverzeihlech a condamnabel, dass blannemännerchers Rakéiten aus Gaza op Israel geschoss ginn. D'Angscht vun der Zivilbevëlkerung hei muss ee verstoen. Och ze verstoen ass, dass Israel sech do dergéint wiert. De Problem ass allerdéngs méi déif. Kee Vollek - kee Vollek! - op der Welt géif sech ënnert de Konditiounen, déi a Gaza gëllen, friddlech verhalen. Ass de Mënsch agespaart, ouni Hoffnung op Besseres, lieft en ouni Motivatioun an aarme Verhältnisser an ouni Aarbecht, da gëtt en Deel vun enger negativer Dynamik, déi ganz séier zu Gewalt féiert. Dës Dynamik muss d'israelesch Regierung zesumme mat der internationaler Gemeinschaft, mat der Europäescher Unioun briechen a Gaza opmaachen am Numm vun der elementaarster Mënschlechkeet, am héijen Interessi vun - un éischter Stell - Israel.

D'international Communautéit huet sech zu Kairo den 12. Oktober engagéiert, d'Rekonstruktioun fir déi drëtte Kéier a sechs Joer a Gaza ze finanzéieren. Dat kann net esou weidergoen! Den Däiwelskrees vu Rakéiten a Krich als Reaktioun op déi Rakéite muss gebrach ginn.

Mir bleiwen iwwerzeegt, dass den israelesch-palästinensesche Konflikt net duerch militäresch Mëttelen, mä nëmmen duerch ee gerecht politescht Reglement geléist ka ginn, dat zur Koexistenz vun zwee State féiert, déi niewenteneen a Fridden an a Sécherheet liewen.

An eisen Aen huet de Sécherheetsrot do eng konstruktiv Roll ze spillen. A Lëtzebuerg ass prett de Moment, seng Responsabilitéiten an deem Dossier ze huelen. Am Sécherheetsrot preparéiert Jordanien de Moment, am Numm vun den arabesche Länner, eng Resolutioun, an där et dorëm geet, Parametere fir eng Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina ze definéieren.

Dir wësst, dass déi nei schwedesch Regierung Enn Oktober de palästinensesche Stat unerkannt huet. Domat hu bis haut 135 Länner de Stat Palästina unerkannt. Den 29. November 2012 huet Lëtzebuerg an der Generalversammlung vun der UNO mat 137 anere Länner, dorënner enger Majoritéit vun EU-Memberen, en faveur vun engem Réhaussement vum Statut vu Palästina zu engem État observateur bei der UNO gestëmmt.

Mir sinn natierlech derfir, dass Palästina een onofhängegt a souveränt Land gëtt, nieft Israel, op Basis vun de Grenze vun 1967, mat Jerusalem als Haaptstad vun deenen zwee Staten. Am Prinzip si mir also bereet, och Palästina bilateral als Stat unzëerkennen. Esou eng Unerkennung muss awer dem konkreten Objektiv vum Fridden déngen an dierf net nëmmen ee symbolesche Selbstzweck sinn. Mir mussen engem palästinensesche Stat déi bescht Startchancë ginn, an duerfir mengen ech, dass d'Négociatiounen tëschent de Parteien nees ugoe mussen.

Fir positiven Drock op dee Verhandlungsprozess ze maachen, kann een an der Europäescher Unioun vill méi erreechen, wann ee wéinstens versicht, gemeinsam virzegoen. Ech maache mech duerfir - an ech hunn et gemaach am November, ech maachen et och am Dezember - an der EU staark, fir dass d'EU eng koordinéiert Positioun ausschafft.

Sollten d'Négociatiounen tëschent Israeli a Palästinenser allerdéngs net virugoen a sollten ëmmer nees nei Obstakelen zu enger Zweestateléisung mat Jerusalem als Haaptstad vun deenen zwei State kreéiert ginn, da si mir bereet, eis Verantwortung dee richtege Moment ze iwwerhuelen.

Iwwer Jorzéngten hätt een e bëssen naiv kënne mengen, dass d'arabesch Gesellschaft d'Diktatur géif als eng Fatalitéit akzeptéieren. D'Gouvernancestrukturen an der arabescher Welt waren esou figéiert, dass ee sech net virstelle konnt, dass se un d'Wackele kéinte kommen. D'arabesch Revolt huet de Contraire bewisen. D'Striewen no Respekt fir d'Mënscherechter an no Fräiheet ass universal. D'Mënscherechter sinn indivisibel. Si kënnen net fir déi eng zielen an net fir déi aner. Jiddwer Mënsch huet ee Recht op e Liewen an Dignitéit.

Als Europäesch Unioun verlaange mir konsequente Respekt vun dëse Wäerter. Am Sécherheetsrot hu mer eis derfir agesat, dass Fridden a Sécherheet net dauerhaft kënne sinn, ouni de Respekt vun de Mënscherechter.

De Bilan vum „Arabesche Fréijoer" ass no bal véier Joer gemëscht. D'Striewe vun den arabesche Populatiounen no Dignitéit a politescher Inklusioun huet grouss Veränneruge mat sech bruecht. Mir hunn dës Bestriewungen ënnerstëtzt a wäerten dat och weider maachen, am Aklang mat eisem internationalen Engagement fir Rechtsstaatlechkeet an demokratesch Wäerter an am Aklang mat eisem soziale Gerechtegkeetssënn.

Ech war dëst Joer op Aarbechtsvisite an Tunesien, a Marokko, an Algerien, a Jordanien, an Israel an a Palästina a konnt eist Engagement an d'Bedeitung, déi den Dialog mat allen Akteuren aus der Regioun fir eis huet, ënnersträichen.

Geografesch sinn dës südlech Länner eis Noperen. An dës Noperschaft implizéiert en intensiven Austausch an alle Beräicher. Mir stellen awer fest, dass Mësstrauen a géigesäitegt Oversteesdemech onglécklecherweis zouhuelen. Mä de Respekt vun deem anere sengem Glawen a senge Fräiheeten, zu deenen och déi gehéiert, net ze gleewen, ass e fundamentaalt Element vun eisem Austausch.

Fir Länner aus dëser Regioun ass déi wirtschaftlech Entwécklung liewensnoutwendeg. D'Feele vu Perspektiven, besonnesch fir d'Jugend, hänkt ewéi en Damoklesschwäert iwwert der politescher an der sozialer Entwécklung vun dëse Länner.

Déi nei tunesesch Konstitutioun vum 26. Januar schaaft eng demokratesch a pluralistesch Republik mat Gewaltentrennung an Onofhängegkeet vun der Justiz. Et ass eng Verfassung, déi laïque ass an d'Fraerechter respektéiert.

D'Initiativ ass vun der tunesescher Bevëlkerung ausgaangen, déi Enn 2010, uganks 2011 d'Diktatur gestierzt huet an de Courage hat, déi éischt fräi Wahlen ze organiséieren an eng Assemblée constituante ze convoquéieren.

D'legislativ Wahlen hu jo ouni Virfall de 26. Oktober stattfonnt, an den éischten Tour vun de Presidentschaftswahlen ass de Sonndeg och reibungslos iwwert d'Bühn gaangen. Duerfir sollte mir dem tunesesche Vollek félicitéieren. Den zweeten Tour vun de Presidentschaftswahlen ass fir Enn Dezember virgesinn. Tunesien soll awer keng Ausnahm sinn, mä e Beispill, wéi eng demokratesch Transitioun kann ausgesinn.

Tunesien weist, dass d'Demokratie fir all Kontinenter, fir all Zivilisatiounen, all Reliounen, all Kulturen ee Modell ass, deen erstriewenswäert ass a realisabel ass. Politesch ass Tunesien um gudde Wee; elo muss dat Land och ekonomesch selbstverständlech d'Kéier kréien.

Och e stabilt Ägypten bleift e wichtege Partner fir Europa. Net nëmmen, wann et drëm geet, regional Krisen ze léisen. D'Transitioun an Ägypten war eng schwiereg, extrem schwiereg, a se ass nach net ganz ofgeschloss, och, well et do leider extremistesch Kräfte gëtt, déi net un enger Transitioun interesséiert sinn.

Zesumme mat eise Partner an der Europäescher Unioun setzt Lëtzebuerg sech an, fir dass den Transitiounsprozess an Ägypten zur Stäerkung vun den demokrateschen an zivilen Institutioune féiert, déi de Rechtsstat an ëffentlech Fräiheete garantéieren. D'Stabilitéit dierf allerdéngs net op d'Käschte vun der Fräiheet a vun der Demokratie goen, zemools net an engem Land, wat jo d'Wéi ass vun der arabescher Welt.

Guer net gutt gesäit et, wéi Der all wësst, am Nopeschland Libyen aus. Vun alle Länner vum „Arabesche Fréijoer" huet Libyen bis elo déi fundamentaalsten Ännerungen erlieft, an d'Land geet de Moment duerch seng schlëmmste Kris zënter dem Gaddafi sengem Fall. Zënter dem Biergerkrich vun 2011 huet keng libesch Regierung et fäerdegbruecht, hir Autoritéit iwwert d'ganzt Land ze imposéieren. Am Moment huet Libyen tatsächlech zwou Regierungen an och zwee Parlamenter!

A Libyen sinn esou vill verschidden Akteuren an d'Spill komm, dass een den Iwwerbléck verléiert. Honnerte vun ehemolege Rebellegruppe wëllen hir Waffen net ofginn a kontrolléieren deelweis Häfen, Raffinerien a Pëtrolsfelder. Verschidde Gruppe finanzéiere sech duerch Mënschenhandel.

State an Nation Building an engem Land, wou et nach ni e geuerdnete Stat an eng Natioun gouf, sinn eng riseg Erausfuerderung. Et brauch een Zäit - no 40 Joer Diktatur. Et gëtt keng aner Méiglechkeet, wéi mat Hëllef vun der UNO, virun allem, ee politeschen Dialog ze féieren, dee fir d'Éischt d'Spannunge reduzéiere muss. Froen zur Dezentraliséierung a Rechter vun ethnesche Minoritéite mussen duerch en inklusiven nationalen Dialog geléist ginn. Libyen ass e Beispill, dat sech net widderhuelen däerf.

Syrien ass haut déi zentral Plaz am Kampf fir eng Neiuerdnung vum Mëttleren Osten. A Syrien ass aus engem kuerzen „Arabesche Fréijoer" ee ganz, ganz laange Wanter ginn, aus engem zivilen Opstand ee brutale Biergerkrich. Haut sinn et iwwer dräi an en halleft Joer hier, dass Syrien legitim zivil Protester géint en illegitimen Diktator ugefaangen huet.

D'syresch Kris huet ee staarken Impakt op déi ganz Regioun. De legitime Kampf géint een Diktator, konfessionell Spannungsfelder an d'Amësche vu regionalen an internationalen Akteuren hunn a Syrien e Kataklyssem ausgeléist, deen d'Nopeschlänner Libanon, Jordanien, Türkei an den Irak destabiliséiert. Si hunn zënter dem Ausbrieche vum syresche Biergerkrich scho Millioune Flüchtlingen aus dem Nopeschland opgeholl a verdéngen eisen déiwe Respekt fir déi enorm Generositéit, déi si weisen.

D'Situatioun a Syrien ass katastrophal. An engem Land vun ongefeier 23 Milliounen Awunner hu bal 200.000 Leit, dorënner wäit iwwer 10.000 Kanner, hiert Liewe verluer. 12,2 Millioune Syrer, vun deene bal d'Halschent Kanner sinn, brauchen eng dréngend humanitär Hëllef. 4,5 Millioune Syrer sinn a Kampfgebidder mat schwieregem Accès. Iwwer dräi Millioune Syrer hu missen hiert Land verloossen. Iwwer eng Million dovunner sinn an de Libanon eleng geflücht a stellen domadder en Drëttel vun der Bevëlkerung am Libanon duer. Méi wéi 7,2 Millioune Syrer sinn am Land selwer déplacéiert. Am Zäitraum vun e puer Wochen hunn 200.000 Zivilisten, wéi Der wësst, d'Stad Kobanê misse verloossen a sinn an d'Türkei geflücht, fir sech virun der Barbarei vun Daech a Sécherheet ze bréngen.

Eis Lëtzebuerger humanitär Hëllef am syresche Kontext beleeft sech bis elo op 12,6 Milliounen Euro. Mir hunn och eis Verantwortung iwwerholl a syresch Flüchtlingen zu Lëtzebuerg opgeholl, wéi Der wësst. An enger éischter Phas eng 30 syresch Flüchtlingen aus Jordanien. A mir schaffen elo mam UNHCR zesummen, fir eng 30 weider Leit aus Syrien, déi de Moment an der Türkei sinn, op Lëtzebuerg ze bréngen.

D'Diplomatie huet leider gréisstendeels versot. D'Morden a Syrien, fir dat et ëmmer méi Schëlleger gëtt, wat de Konflikt méi laang dauert, konnt bis elo net gestoppt ginn. D'EU huet eng Rei vu robuste Sanktioune vis-à-vis vu Syrien geholl. Dës Moossname viséieren de syresche Regime, seng Memberen, net d'Populatioun.

Wieren d'Sanktiounen, déi d'Europäesch Unioun géint Syrien ausgeschafft huet, um Niveau vun der UNO geholl ginn, da wier den Drock op de Regime e ganz aneren. Eleng en allgemenge Waffenembargo, fir all Säiten, hätt déi militäresch Aktivitéite staark reduzéiere kënnen. Mä dëse Biergerkrich a Syrien ass net duerch eng militäresch Interventioun ze stoppen. D'EU an hir Memberlänner si sech däers bewosst.

Mir bedaueren zudéifst de véierfache Veto vu China a Russland oder vu Russland a China géint Syrien-Resolutiounsprojeten am Sécherheetsrot. De Sécherheetsrot muss eng Roll als Garant fir Fridden a Sécherheet kënnen iwwerhuelen. Et ass dat eenzegt Instrument, dat der internationaler Gemeinschaft zur Verfügung steet, wat hir Autoritéit hätt. Et ass aarmséileg, dass de Sécherheetsrot net emol amstand war, den Internationale Strofgeriichtshaff mat der grujelecher Situatioun a Syrien ze befaassen. Mir hate gehofft, dass wéinstens Eenegkeet am Rot doriwwer bestoe géif, dass d'Auteure vun deene schreckleche Mënscherechtsverletzungen a Syrien musse fir hir Handlunge riichtstoen.

Et gëtt awer zwou remarkabel Ausnahme vum aktuelle Blocage am Sécherheetsrot. Déi eng sinn d'Efforten, fir déi humanitär Hëllef an hir Verdeelung a ganz Syrien ze vereinfachen an ze verbesseren an den Transport iwwert d'Grenzen an d'Frontlinnen ewech méiglech ze maachen.

Wéi ech schonn um Ufank gesot hunn, huet Lëtzebuerg ganz aktiv derzou bäigedroen, dass déi zwou Resolutiounen 2139 an 2165 konnten eestëmmeg ugeholl ginn.

Déi aner Ausnahm ass dat gemeinsamt Handelen, fir déi syresch chemesch Waffen ze vernichten. Nodeems a Syrien rücksichtslos chemesch Substanzen agesat gi waren, an dat honnert Joer nom Ufank vum Éischte Weltkrich, wou déi schrecklech Waffe fir d'Éischt agesat goufen, huet jo de Sécherheetsrot am September 2013 unanime d'Resolutioun 2118 ugeholl, déi e strikte Kader gesat huet, fir de chemesche Waffeprogramm vum syresche Regime ze zerstéieren.

D'UNO an d'OIAC, dat ass d'international Organisatioun fir d'Interdictioun vun de chemesche Waffen, hunn déi Resolutioun an enger Rekordzäit a mat virbildlecher internationaler Zesummenaarbecht ëmgesat, an dat ënner ganz schwieregen Ëmstänn.

Fir eng politesch Léisung ze fannen, musse mir d'Efforte vum Envoyé spécial vun der UNO, dem Staffan de Mistura, ënnerstëtzen. De Choix ka kee sinn tëschent zwou Tyranneien: Assad oder Daech. D'EU muss weider déi moderéiert syresch Oppositioun politesch a logistesch ënnerstëtzen. D'Capacitéit vun där moderéierter Oppositioun, déi Lëtzebuerg als legitime Vertrieder vum syresche Vollek am Dezember 2012 unerkannt huet, muss gestäerkt ginn.

Et ass manner de Mangel u Waffen, wéi d'Dispersioun vun där méi moderéierter Oppositioun, déi problematesch ass. Do kämpfen iwwer 100 Gruppen (veuillez lire: iwwer 1.000 Gruppen), deelweis och géint d'Dschihadisten. Am Géigesaz zu den Dschihadiste follegen déi vill kleng Gruppen awer kengem zentrale Kommando.

Den Assad ass kee Partner ginn am Kampf géint den IS. Eng dauerhaft Friddensléisung vum syresche Konflikt muss duerch eng politesch Transitioun ouni den Assad auskommen op Basis vum Communiqué de Genève vum Juni 2012.

D'Terrormiliz Daech mat hirer pseudoreliéiser Ideologie, déi mëttelalterlech Barbarei mat moderner Waffentechnik an d'Scharia mam Internet verbënnt, muss gestoppt ginn. Bei där Brutalitéit an deem Zynismus, mat deenen déi Terroriste virginn, kann dës Miliz fir keen ee Verhandlungspartner sinn.

Zesumme mat iwwer 60 Staten, der Europäescher Unioun an der NATO ass Lëtzebuerg och Member vun där Anti-Daech-Koalitioun. Mir leeschte virun allem humanitär Ënnerstëtzung fir déi, déi ënnert deenen Terroriste leiden. Mir sinn och alleguer gefuerdert, fir dës Barbaren dovunner ofzehalen, weiderhi Milliounen ze schäffele mat Erpressung, mat Kidnapping, mat illegalem Pëtrolshandel a gekaperte Banken.

Mir brauche géint dës Terroristen e ganz laangen Otem. Mat Loftugréff eleng kann een déi Band net zerstéieren, mä à terme schwächen, a mir gesinn éischt Resultater. D'Frontlinnen am Irak verlafen haut anescht an en totale Génocide vun de Jeside konnt verhënnert ginn duerch déi éischt amerikanesch Loftugréff.

Fir dës Terrorgrupp ze zerstéieren, ass och den Asaz vun anere militäresche Mëttelen noutwendeg. An Nordsyrien kämpfen déi kurdesch Truppe fir d'Volleksverdeedegung. De Fall vu Kobanê wier eng eescht Katastroph gewiescht. Duerfir muss d'Türkei d'Grenzen op halen an déi zwou Richtungen, fir dass d'Stad net ganz agekesselt gëtt a fir dass Leit a Material kënnen erakommen.

Et ass och wichteg, dass sech eng ganz Rei vun arabesche Staten der Allianz géint Daech ugeschloss hunn, fir kloerzemaachen, dass et virun allem hiren eegene Kampf ass, géint déi, déi hir Relioun pervertéieren.

Schliisslech ass et vu primordialer Wichtegkeet, dass déi grouss Leadere vum Islam sech kloer an däitlech vun der Ideologie vum IS distanzéieren. Den Islam muss als friddlech Relioun deklinéiert ginn.

Erlaabt mer an dësem Kontext och e Wuert iwwert d'Combattants terroristes étrangers oder, op Englesch, „foreign fighters" (veuillez lire: „foreign terrorist fighters"). De Sécherheetsrot huet am September d'Resolutioun 2178 ugeholl, fir géint déi terroristesch Gruppe wéi Daech, Al-Nusra-Front oder mat Al-Qaida associéiert Entitéite virzegoen, fir hire Finanzement ze stoppen a fir jonk Leit drun ze hënneren, an den hellege Krich a Syrien oder an den Irak ze zéien.

Dausenden Europäer, dorënner och Leit vu Lëtzebuerg, wéi mer alleguerte wëssen, hu sech op dëse Wee gemaach oder denken nach drun, sech fir déi verluere Cause anzesetzen, a stellen eng grouss Gefor och fir d'Zivilbevëlkerungen an där Géigend - mä och doheem - duer, wa se erëmkommen.

Mir musse Mëttel a Weeër fannen, och um penale Plang, fir déi Leit dovunner ofzehalen, an de Krich ze goen, fir se ze encadréieren, wa se erëmkommen, a fir méi allgemeng drun ze schaffen, dass déi brutal Ideologie vun Daech keng Wuerzelen an eiser moderner, an eiser oppener Gesellschaft ka schloen.

Wann den neie Premier al-Abadi mat senger Regierung vun der nationaler Unitéit den Irak als Land wëllt zesummenhalen, da muss en alles maachen, fir d'Rechtsstaatlechkeet an d'Inklusivitéit vum Zentralstat ze stäerken an derfir ze suergen, dass déi verschidde Communautéiten am Irak, besonnesch d'Sunniten an d'Kurden, sech nees mam Zentralstat identifizéiere kënnen an a senge Strukturen och vertruede sinn. Soss entsteet de geféierleche Vakuum, dee vun Extremiste gefëllt gëtt, esou wéi dat schonn de Fall war nom Stuerz vum Sunnit Saddam Hussein, wou jo alles op d'Schiite gesat gi war.

Déi zënter Jorzéngten ongeléiste Konflikter an der Regioun, entweder tëschent der Türkei an der PKK, tëschent de Schiiten an de Sunniten, spillen dësen Terroristen an d'Hänn. Et ass keen Zoufall, dass Daech sech do konnt breetmaachen, wou et kee staarke Rechtsstat gouf, wou d'Konfliktlinne sech iwwerlageren an d'Mëßtrauen tëschent Gruppe méi staark ass wéi d'national Unitéit an d'Asiicht, dass een esou ee Géigner nëmme ka gemeinsam Meeschter ginn.

Mat eng vun deene wichtegste Froen, déi sech am Mëttleren Oste stellen, ass déi, wéi een am beschten den Iran abënnt, fir Léisungen an deene sëlleche Konflikter ze fannen.

D'Iraner waren déi Éischt, déi de Kurden am Irak gehollef hunn. Den Iran huet och zu Bagdad selwer aktiv operéiert, soss hätt schonn, an den éischte Wochen, nodeems Mossul gefall war, och Bagdad kënne falen, an et géif den Irak an dëser Form iwwerhaapt net méi ginn.

Fir den Iran konstruktiv mat anzebannen, muss den Iran fir d'Éischt de Wee zréck an d'international Communautéit fannen. Mir hunn de Prozess ënnerstëtzt vun den E3+3-Staten, dat sinn d'P5 plus Däitschland, ënnert der Leedung vun der Europäescher Unioun, hirer fréierer Représentante, der Madame Catherine Ashton, an deem eng zweespureg Approche, wéi Der wësst, verfollegt gëtt: also Drock op de Regime duerch Sanktiounen engersäits an d'Offer, iwwer politesch an ekonomesch Bezéiungen ze verhandelen, anerersäits, wann den Iran mat der AIEA kooperéiert.

D'EU huet eng Rei vun extrem komplexen an effikasse Sanktioune geholl. Si viséieren de Regime an d'Membere vum Regime a si sollen den Opbau vun engem militäreschen Nuklearprogramm verhënneren. Dës Sanktioune setzen dem Regime staark zou. Si hunn zu engem Ëmdenken zu Teheran gefouert an zur Wahl d'lescht Joer am Juni vum moderéierte President Hassan Rohani, deen d'Relatiounen tëschent dem Iran an dem Weste wëllt normaliséieren.

Mir hunn ëmmer op Diplomatie gesat, duerfir hunn ech och d'Invitatioun vum Ausseminister Zarif ugeholl, fir als ee vun deenen éischten europäeschen Ausseminister no der Wahl vum President Rohani op Teheran ze reesen. De Minister Zarif war duerno - wéi Der wësst - och hei zu Lëtzebuerg.

Nach ni ware mir esou no drun, fir de Problem vum iraneschen Atomprogramm op eng diplomatesch Manéier ze léisen. Den Iran huet - et muss een et widderhuelen -, wéi all Land, d'Recht op zivil Nuklearenergie. Déi eenzeg Bedéngung ass, dass den Iran a voller Transparenz handelt an och all seng Obligatiounen am Kader vu sengen internationalen Engagementer respektéiert, an also voll mat der AIEA kooperéiert.

Bis gëschter, wéi Der wësst, sinn zu Wien déi grouss Problemer mat den Iraner diskutéiert ginn, an zwar den Uräicherungsniveau an d'Ophiewe vun den internationale Sanktiounen am Fall vun engem Accord. Mir hoffen, dass elo, no der Décisioun iwwer eng Verlängerung, een Accord ka fonnt ginn en vue vum 30. Juni 2015.

Mir condamnéiere weider déi systematesch Veruechtung vun de Mënscherechter duerch den Teheraner Regime. Den Iran ass ee grousst Land mat enger Geschicht, déi der Zivilisatioun immens vill Positives bruecht huet. Mir hoffen, dass d'Land op dee Wee zréckfënnt. Et gëtt vill Potenzial fir d'Besserung vun eise bilaterale Relatiounen, och en Accord iwwert den Atomdossier ass ee wichtegt Element an deem Kontext.

Iwwert den iraneschen Dossier eraus bleift eist Zil, mëttelfristeg een atomfräien Noen a Mëtteren Osten ze hunn. Dat wier déi eenzeg Méiglechkeet, fir déi nuklear Oprëschtung ze stoppen an déi regional Sécherheet a Stabilitéit ze garantéieren.

Wéi Dir wësst, geet an e puer Wochen, no zéng Joer, déi grouss Missioun vun der NATO, d'ISAF, an Afghanistan op en Enn. De Moment ass komm, fir dass Afghanistan selwer déi ganz Responsabilitéit fir seng Sécherheet dréit. Dat heescht awer net, dass déi international Gemeinschaft Afghanistan de Réck dréit - bien au contraire. D'Nofolgermissioun huet als Mandat, d'afghanesch Autoritéiten a Sécherheetsfroen ze begleeden an ze beroden. Lëtzebuerg wäert an deem Kader een Démineur mat de Belsch op Masar-e Scharif am Norde vun Afghanistan detachéieren. Uganks Dezember wäerte mir op der Afghanistankonferenz zu London dann och der neier Regierung vum President Ghani eis Ënnerstëtzung bestätegen, fir d'Land opzebauen an de Rechtsstat ze stäerken.

Afrika, Här President, ass ee Kontinent, mat deem Lëtzebuerg och weiderhi seng Relatiounen ausbauen a verstäerke wëllt. Eis Kooperatioun huet iwwer laang Joren enk Kontakter mat enger Rei afrikanesche Länner kënnen opbauen. Mä eis Präsenz geet doriwwer eraus. Mat eisen Ambassaden um Cap-Vert, am Senegal, am Burkina Faso an an Äthiopien hu mir eis d'Mëttele ginn, fir laangfristeg kënnen eis Partnerschaft weiderzëentwéckelen, och um politeschen an um wirtschaftleche Plang.

Addis Abeba, Sëtz vun der Afrikanescher Unioun, huet sech zu enger vun de groussen diplomateschen Dréischeiwen op der Welt entwéckelt. Och dëst an d'lescht Joer war ech um Sommet vun der Afrikanescher Unioun. Et goung jo drëms, eis Ënnerstëtzung ze markéiere fir e Kontinent, deen Efforte mécht, seng Problemer selwer unzepaken. Am Kader vun eisem Mandat am Sécherheetsrot hu mir aus eisem Partenariat mat Afrika eng Prioritéit gemaach.

Deeler vun Afrika erliewen ee wirtschaftlechen Opschwong an de Kontinent bitt hautdesdaags fir vill Investisseuren nei Perspektiven, déi et ze exploitéiere gëllt. Verschidde Länner, wéi Angola oder d'Côte Ivoire, haten d'lescht Joer iwwer 8% Wuesstum - Chifferen, déi mir eis an Europa net méi virstelle kënnen. Afrika huet eng jonk an eng dynamesch Populatioun, en immense Reservoir u produktive Kräften. Och Lëtzebuerger Entreprisen hunn dës Stäerkten erkannt an eng Rei hunn an der Zwëschenzäit um afrikanesche Kontinent Fouss gefaasst, zum Beispill am Beräich vum Stol, vun de Satellitten, vun den Telekommunikatiounen oder och vum Loftcargo.

Op internationalem Niveau ass de Kontakt mat Afrika ëmmer méi gefrot. Mir stelle fest, dass grouss Länner sech mat wichtegen Evenementer géigesäiteg iwwertrompen, fir sech Afloss, Ressourcen a Mäert op deem Kontinent ze sécheren. D'Europäesch Unioun, fir hiren Deel, huet eng zolidd Partnerschaft mat Afrika an hat dëst Joer dee véierten EU-Afrika-Sommet zu Bréissel. D'Échangen, déi mir do haten iwwert d'Sécherheet, d'Entwécklung an eis gemeinsam Wäerter, waren net ëmmer einfach. Mä de Fait, dass mir en oppenen Dialog an Aenhéicht kënne féieren, beweist, dass eis Relatioune gefestegt sinn.

Mir vergiessen allze oft, wéi no Afrika an Europa sech sinn: geografesch, historesch, kulturell a wirtschaftlech. Europa ass dee gréisste Marché fir afrikanesch Produkter, an trotz der Kris sinn d'Échangen tëschent der EU an Afrika an deene leschte siwe Joer ëm 45% geklommen. Mat der Konklusioun vun den Accords de partenariat économique - elo rezent zum Beispill mat Ostafrika a Westafrika - si mir amgaangen, eis d'Mëttelen ze ginn, een neit Kapitel an eisen Handelsbezéiungen opzeschloen.

Op där anerer Säit belaaschten organiséiert Kriminalitéit, Terrorismus oder Piraterei, déi kleng geografesch, déi keng geografesch Grenzen - pardon - kennen, eisen Handel. Fir deene Phenomeener Meeschter ze ginn, musse mer eis d'Handwierksgeschier ginn, fir dës Efforte kënne mateneen ze verbannen.

D'Europäesch Unioun ass sech och bewosst, dass d'Onsécherheet an Afrika Implikatioune fir hir eege Sécherheet huet, a probéiert duerfir, den afrikanesche Partner och an deem Beräich ze hëllefen. D'Europäesch Unioun huet de Moment néng zivil a militäresch Missiounen an Afrika geschéckt.

Och Lëtzebuerg leescht säi Bäitrag: Am Sahel mécht eis Arméi mat bei der Formatiounsmissioun EUTM Mali, déi d'malesch Arméi trainéiert. An d'lescht Woch ass och ee Lëtzebuerger Polizist an der Europäescher Unioun hir zivil Missioun EUCAP Sahel Mali gaangen. Am Niger ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Formatiounsmissioun EUCAP Sahel Niger, finanziell an duerch den Detachement vun engem Member vun der Police. An der Demokratescher Republik Kongo ass ee Lëtzebuerger Chef vun der Missioun EUSEC. A bis viru Kuerzem ware mer engagéiert, wéi Der wësst, an der Corne vun Afrika, besonnesch am Kampf géint d'Piraterei.

Afrika an Europa sinn och um mënschlechen Niveau enk matenaner verbonnen. Fir vill Afrikaner, déi an hirer Heemecht verfollegt, diskriminéiert an ouni Perspektive sinn, ass Europa nach ëmmer een Dramzil. Déi Leit huelen oft onwahrscheinlech Schikanen a Risiken op sech. Eleng, wéi Der wësst, si leider 3.000 Mënschen dëst Joer schonn am Mëttelmier ëm d'Liewe komm.

Och wa mir eis ëmmer erëm eens sinn, dass Europa an Afrika déiselwecht universell Wäerter vu Gläichheet, vu Solidaritéit, vu Mënschewürd an dem Respekt vun de Mënscherechter deelen, gëtt et awer nach Sujeten, op deenen den Dialog tëschent eisen zwee Kontinenter schwiereg ass.

Ech si schockéiert, dass verschidden afrikanesch Partner den Internationale Strofgeriichtshaff als eng Ariichtung ugesinn, an där den Norde wëllt iwwert de Süde Geriicht halen. Dat ass falsch. D'Cour pénale internationale zu Den Haag huet als Zil, Gerechtegkeet fir d'Affer vu Krichsverbriechen a Verbriche géint d'Mënschlechkeet hierzestellen, egal wou se geschéien. Si schafft och am Déngscht vun Afrika, an d'afrikanesch Länner sinn dee gréisste Grupp vun hire Memberen.

Et ass evident, dass och Statscheffen, aus Afrika a vu soss enzwousch, sech musse virun der CPI veräntwerten, wa se am Verdacht stinn, fir Verbriche vun der schlëmmster Zort responsabel ze sinn. Impunitéit fir esou uerg Verbriechen hëlt de Leit all Hoffnung op Réconciliatioun, demokratesch Entwécklung, Rechtsstaatlechkeet, an domat all Vertrauen an d'Zukunft.

Mir mussen iwwert de Klischee vun Aarmut a Misär ewechkucken. Gläichzäiteg bleiwen awer vill Leit an Afrika an extremer Aarmut, an d'Verdeelung vum Räichtum op ville Plaze gëtt ëmmer méi onéquitabel. An enger Welt, an där d'Ressourcen duerch de Klimawandel an de Bevëlkerungswuesstum ëmmer méi knapps ginn, féieren esou Ongläichgewiichter onweigerlech zu Konflikter.

Mir kënnen eis Aen och net virun der Gewalt verschléissen, déi iwwert déi lescht zwee Joer an Afrika ausgebrach ass. Mir hunn déi Entwécklung am Sécherheetsrot vu ganz no verfollegt an eise Bäitrag zu dësen Efforte geleescht, fir d'Stabilitéit an d'Rechtsstaatlechkeet erëm hierzestellen.

De Südsudan war 2011, no jorzéngtelaangem bluddege Krich, onofhängeg ginn. Et huet allerdéngs - trotz allen internationalen Efforten - keng dräi Joer gedauert, bis dass nees Krich ausgebrach ass. Dës Kéier ass et keen Opstand vun enger diskriminéierter Populatioun, kee Konflikt fir Land, Liewensmëttel oder Matbestëmmung. Neen, et ass eng vun de Mënsche gemaachte Kris, verschëlt duerch zwee Politiker, de President a säi fréiere Vizepresident, deenen hir Muecht an d'Rivalitéit un der Spëtzt vum Land méi wichteg sinn, wéi d'Wuel vun hirer ganzer Bevëlkerung. Dausende Mënschen hunn hiert Liewe verluer, bal zwou Milliounen hiert Doheem, a Verbrieche si systematesch un Ziviliste begaange ginn, och op Basis vun hirer Ethnie.

Lëtzebuerg schafft am Sécherheetsrot mat un den Efforten, déi Kris ze léisen, an ënnerstëtzt d'IGAD, déi responsabel regional Organisatioun, fir dass déi Responsabel vum Konflikt endlech d'Waffe roue loossen a sech mat éierlechen Absichten un de Verhandlungsdësch sëtzen. Si sinn hirem Vollek dat schëlleg.

Lëtzebuerg huet och ganz speziell den Impakt vun enger anerer Kris gespuert, vun där an eisem Partnerland Mali. Och hei hu mer all Mëttel agesat um Niveau vun der Kooperatioun a vun der humanitärer Hëllef an der Europäescher Unioun an am Sécherheetsrot, fir dass de Mali de Wee zréck an d'Stabilitéit fënnt. Zesumme mam Mali ware mer houfreg, wéi d'Land, eppes méi wéi een halleft Joer no der Interventioun vun der internationaler Gemeinschaft op d'Demande vum Land, gerecht a friddlech Wahlen ofhale konnt. D'Land huet sech eng Regierung ginn, déi mam Usproch ugetrueden ass, d'Feeler vun der Vergaangenheet net ze widderhuelen. Elo musse mer hinnen hëllefen, dass se sech och dorunner kënnen halen.

Ech begréissen et, dass d'Parteien, Regierung a Rebellegruppen aus dem Norde sech zu Alger fonnt hunn, fir do zesummen iwwert de Fridden ze verhandelen. Ee Fridden, deen net soll, wéi fréier esou oft, op engem Kouhandel tëschent Élitte berouen, mä e Fridden, deen déi fundamental Problemer upeekt, déi zu dëser Kris gefouert hunn: Aarmut, Ongläichheet, Isolatioun a Mësswirtschaft. Dës Problemer léise sech net mat enger Ënnerschréft. Och hei ass d'Rechtsstaatlechkeet e Schlësselelement.

Och an der Zentralafrikanescher Republik hu Jorzéngte vu Muechtwiessel duerch Gewalt, hallefhäerzegen oder guer net respektéierte Friddensaccorden, Korruptioun a politescher a wirtschaftlecher Vernoléissegung zu engem neie Konflikt gefouert. D'RCA ass an der Barbarei an am Chaos ënnergaangen. Duerch d'Manipulatioun vu reliéisen Ennerscheeder si verschidden Deeler vun der Gesellschaft esou géinteneen opgestëppelt ginn, dass d'Land riskéiert, iwwer Jorzéngten ënner dëse Wonnen ze leiden.

D'Institutioune vum Land, déi vun Ufank un net staark waren, sinn an Zäit vun e puer Woche komplett zesummegebrach. Trotz de massiven Efforte vun der afrikanescher MISCA-Missioun, de franséischen Truppen, der europäescher EUFOR-Operatioun an zënter September der Missioun vun der UNO, der MINUSCA, stelle mer fest, dass d'Sécherheetssituatioun nach ëmmer ganz prekär ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt duerfir d'Transitiounsautoritéite vum Land an hiren Efforten, mat demokratesche Mëttelen nees Uerdnung ze schafen. Et ass elo un deene verschiddenen Akteuren, een Dialog ze lancéieren, fir endlech erëm op de Wee vum Fridden zréckzekommen.

Ech wëll hei och ee Moment op d'Situatioun vun der Ebola-Epidemie an der Guinée, am Liberia an an der Sierra Leone an elo zënter Kuerzem och am Mali agoen. Et ass tragesch, dass dës Länner, déi grad um Wee waren, fir erëm op d'Been ze kommen, no laanger Onstabilitéit, elo géint Ebola kämpfe mussen.

Trotz hirem remarkabele Courage hunn dës Länner net déi institutionell Kraaft, fir esou eng Ausnahmesituatioun eleng kënnen ze meeschteren. Ech hunn déifste Respekt fir déi selbstlos an heroesch Aarbecht vun nationalen an internationalen Hëllefsorganisatiounen a vun deene ville Volontairen. Mir mussen eis agestoen, dass déi international Communautéit ze spéit d'Ausmooss vun där Epidemie realiséiert huet a sech ze laang mat hirer eegener Ofsécherung beschäftegt huet. Mir mussen d'Krankheet isoléieren, net d'Mënschen. Lëtzebuerg hëlt - Dir hutt et déi lescht Woch gesinn - seng Responsabilitéiten. Mir stelle ganz geschwënn - an Zesummenaarbecht mat der Air Rescue - medezinesch Evakuatioun zur Verfügung, fir betraffen Hëllefspersonal auszefléien.

Afrika brauch keng staark Cheffen, mä staark Institutiounen. Grad wéi iwwregens d'Europäesch Unioun. Vill Länner hunn dësen Défi ugeholl a gepackt. Méi Afrikaner wéi jeemools virdru liewen haut a Länner mat etabléierten demokratesche Strukturen. Dëst an d'nächst Joer sinn eleng eng 500 Milliounen Afrikaner opgeruff, an engem vun 18 Länner wielen ze goen.

Wahlen eleng maachen allerdéngs nach keng Demokratie aus - dat wësse mer. De Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet ass e Schlëssselelement fir d'Stabiliséiere vun demokratesche Strukturen a fir eng gläichberechtegt Participatioun vun de Bierger un de Ressourcen an der Produktivitéit vun hire Länner. An Afrika kënnen haut net einfach esou méi d'Regelen, déi d'Länner sech als Gesellschaft ginn hunn - hir Konstitutiounen -, ignoréiert ginn. Allerdéngs ass op enger Partie Plazen d'Versuchung nach ëmmer grouss, d'Spillregelen ze béien, zum Virdeel vun de politesche Cheffen.

Oft gëtt d'Argument vun der Stabilitéit zitéiert, déi anscheinend nëmme kéint garantéiert ginn duerch Kontinuitéit un der Spëtzt vum Stat. Dat ass eng lackelech Logik, mä Presidenten op Liewenszäit kënnen héchstens eng iwwerflächlech Sécherheet bréngen. De wierkleche Risiko fir Instabilitéit läit an de Frustratiounen an an de Grief, déi an der Gesellschaft entstinn, wann eng Élite sech op onbegrenzten Zäit un der Muecht festhält an de Räichtum an e puer wéinegen Hänn konzentréiert ass. D'Situatioun am Burkina Faso sollt villen e Beispill sinn.

Nodeems ech Iech vun esou ville bluddege Konflikter geschwat hunn, Här President, ass et eng Evidenz, wann ech soen, dass mir - Lëtzebuerg - weiderhin eng Welt mat manner Waffen ustriewen. Mir bedeelegen eis aktiv un Initiative fir d'Ofrüstung an d'Rüstungsbegrenzung. An dësem Beräich hale mir besonnesch op verbindlech international Verträg, déi däitlech a kloer Kritäre festleeën an déi d'Staten zu konkreten Ziler engagéieren.

An dësem Zesummenhang ass eng ganz wichteg Etapp dëse Chrëschtdag, wann deen neie Vertrag - de Waffenhandelsvertrag oder Arms Trade Treaty, ofgekierzt ATT - a Kraaft trëtt, dee verhënnere soll, dass de Waffenhandel an instabil Regioune weider zouhëlt. Dëse Vertrag ass e remarkabele Fortschrëtt fir d'internationaalt Recht. Den ATT fixéiert gemeinsam Norme fir den internationalen Import, Export an Transfert vu konventionelle Waffen a Munitioun a soll een universellt Instrument ginn.

Duerfir hofft Lëtzebuerg, dass méiglechst séier méiglechst vill Staten - an dorënner natierlech och déi grouss Waffeproduzenten - dësen Traité ënnerschreiwen a ratifizéieren. Dës Chamber huet den ATT am Juni ratifizéiert, esou wéi bis elo 53 aner Staten dat gemaach hunn. 122 Staten hunn de Vertrag bis haut ënnerschriwwen. Mir sinn also um gudde Wee!

Mir setzen eis och weider energesch fir déi global Ofrüstung vun Atomwaffen an. Mir mussen nach vill Widderstänn iwwerwonne kréien, mä trotzdeem wäert dës Lëtzebuerger Regierung hiren Usproch - an ech sinn iwwerzeegt, mat der Chamber - op eng Welt ouni Atomwaffen - een Usproch, dee se mat der Chamber, mat der Bevëlkerung deelt - net opginn.

Och un eisem Engagement géint Streebommen a Landminnen ännert sech näischt. An dëse Beräicher huet Lëtzebuerg eng exemplaresch national Gesetzgebung an Experte bei eiser Arméi, déi zum Beispill regelméisseg am Libanon aktiv waren. Mir wäerten och an Zukunft konsequent weider Projeten, fir Minnen ze raumen, finanzéieren.

An der aktueller onroueger Situatioun ronderëm d'Welt kënne mir eis glécklech schätzen, dass mir Grënnungsmember vun deene wichtegen internationalen Organisatioune sinn, wéi déi vun der UNO, der Europäescher Unioun, der NATO, der OSZE, dem Conseil de l'Europe, deene mir eise Fridden an eis Sécherheet verdanken, mä mir mussen och aktiv matschaffen, fir dës Organisatiounen ze erhalen a weiderzëentwéckelen. Et ass an den internationalen Organisatiounen, wou mir eis Wäerter erëmfannen a wou mir d'Garantie kréien, dass eis Souveränitéit an eis Rechter respektéiert ginn. Eis wichtegst europäesch Organisatioun ass selbstverständlech d'Europäesch Unioun.

An der Europäescher Unioun, an där mir elo scho 60 Joer aktiv konnte matschaffen, kréie mir mat eiser Présidence am zweete Semester d'nächst Joer op en Neits d'Geleeënheet, e wichtege Bäitrag zur Integratioun ze leeschten.

D'Europawahle vum Mee 2014 hunn, a mengen Aen, ee groussen Afloss op déi weider Entwécklung vum institutionelle Kader vun der Europäescher Unioun. Fir déi éischte Kéier sinn déi grouss politesch Familljen - wéi Der jo wësst - mat engem Spëtzekandidat ugetrueden an hunn domat der Wahlcampagne ee gewëssenen Driff ginn. Et ass kloer, dass dat neit Parlament e staarkt Parlament ass, mat enger gesonder Majoritéit, an dass domat de Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker eng méi grouss demokratesch Legitimitéit huet wéi - pardon - seng Virgänger.

Et ass dem Kommissiounspresident och gelongen, eng staark Kommissioun op d'Been ze setzen, eng Kommissioun, déi zesummegesat ass aus ganz erfuerene Politiker, an eng Kommissioun mat enger neier Struktur a mat neien Aarbechtsmethoden, déi bereet ass, och nei Weeër ze goen, fir Europa de Bierger erëm méi no ze bréngen.

Leschte Juni huet den Europäesche Rot eng strategesch Agenda adoptéiert mat fënnef grousse Prioritéite fir deen nächste legislativen Zykel. An dat sinn: éischtens, méi robust Wirtschaften, déi méi Aarbechtsplaze schafen; zweetens, ee séchert Emfeld, an deem all d'Bierger sech kënnen entfalen; drëttens, eng sécher Zukunft, wat d'Energie an de Klima ugeet; véiertens, ee Raum mat deene fundamentale Fräiheeten, dee Vertraue schaaft, a schliisslech een effektiivt gemeinsamt Handelen an der Welt.

D'Ziler aus der strategescher Agenda sinn och déi grouss Prioritéiten an Objektiver vun eiser Présidence d'nächst Joer. Gesonde Wuesstum, Aarbecht, Kompetitivitéit, déi sozial Dimensioun grad wéi déi ekologesch stinn als Ziler un der éischter Stell.

Duerfir brauche mir eng staark Europäesch Unioun, mat engem Stabilitéitspakt, dee kredibel bleiwe muss, mä vun deem mer déi Flexibilitéit, déi de Pakt offréiert, och op eng intelligent Manéier mussen notzen. Mir brauchen Investitiounen, fir de Wuesstum ze stimuléieren, a mir brauchen och strukturell Reformen, déi d'Kompetitivitéit vun eiser exportorientéierter Wirtschaft verbesseren.

Duerfir begréisse mir als Lëtzebuerg jo och dem Jean-Claude Juncker seng Iddi, fir 300 Milliarden Euro aus privaten an éffentleche Quelle fir nei Investissementer iwwert déi nächst dräi Joer ze mobiliséieren. Ouni déi néideg Investitioune kënne mir och hei zu Lëtzebuerg net méi a besser Aarbechtsplaze schafen, déi mir haut onbedéngt brauchen. Mir brauchen een europäesche Bannemaart fir Produkter a Servicer, dee besser fonctionnéiert, a mir brauchen ee besseren digitale Bannemaart, an deem sech Lëtzebuerg mat sengem Savoir-faire a mat sengen Acquise ka positionéieren.

D'Investitioune mussen also an Infrastrukture goen, wéi Telekommunikatioun, wéi den Transport an d'Energie, Energieeffikassitéit abegraff, wéi d'Innovatioun an d'Recherche, an och a Beräicher wéi gréng an ëmweltfrëndlech Technologien.

De Kampf géint d'Aarmut an d'Exklusioun an d'Ustrengung am Kampf géint d'Jugendaarbechtslosegkeet musse verstäerkt ginn. An et kann net sinn, dass ee groussen Deel vun eise jonke Leit an Europa ouni Perspektiv bleift an um Rand vun der Gesellschaft.

D'Kris an der Ukrain huet eis méi wéi däitlech gemaach, dass mir d'Energieofhängegkeet vun der EU reduzéiere mussen. Mir mussen d'Disponibilitéit vu sécherer an nohalteger a finanziell erschwénglecher Energie kënne garantéieren. Mir brauchen och méi Energieeffizienz, an, fir d'Energieofhängegkeet ze reduzéieren, Diversifikatioun a méi erneierbar Energien. An deem Kontext brauche mer, um Niveau vun der Europäescher Unioun, déi néideg Infrastrukturen an eng besser Kompetitivitéit (veuillez lire: Konnektivitéit).

Mä natierlech ass et net nëmme wéinst der Kris an der Ukrain, dass mir um Energieplang ëmdenke mussen. De Kampf géint déi global Äerderwärmung ass selbstverständlech och eng wichteg Prioritéit am Hibléck op d'Klimakonferenz am Dezember 2015 zu Paräis, mä och doriwwer eraus. D'EU huet virun engem Mount grouss Ziler fir 2030 festgehalen, Ziler, déi vu munchem net éiergäizeg genuch gesi ginn, an déi gëllt et natierlech zu Paräis ënner eiser Présidence absolut ze verteidegen.

Eng méi enk Zesummenaarbecht am Kampf géint den Terrorismus a géint déi organiséiert Kriminalitéit, Cyberkriminalitéit a Korruptioun si grouss Prioritéiten, grad wéi de Respekt vun eise Wäerter a Grondrechter, dorënner och de Schutz vun de perséinlechen Daten. D'Gestioun vun de Baussegrenze vun der EU muss gestäerkt a moderniséiert ginn an d'Zesummenaarbecht mat den Drëttlänner muss onbedéngt verbessert ginn.

An Europa ass d'Wirtschaftskris net ganz eriwwer. Strukturell Reformen an d'Sanéierung vun de Statsfinanze si wichteg Elementer fir d'Bekämpfung vun der Kris a fir nohaltege Wuesstum. Länner wéi Irland, Portugal, Spuenien hunn an dësem Punkt grouss Efforte gemaach a konnten dëst Joer deels virzäiteg an ouni Iwwergangshëllef hire Rettungsprogramm verloossen.

Fir déi national Reform- a Spuerefforten nach besser ze koordinéieren, ass dat Europäescht Semester am November 2013 duerch eng Surveillance budgétaire verstäerkt ginn. Dës Moossnam erméiglecht et, eventuell Verstéiss géint d'Maastricht-Kritäre fréi ze erkennen an engem Déséquiliber an de Statsfinanzen entgéintzewierken.

Nom Stabilitéitsmechanissem an dem Fiskalpakt gouf am leschte Joer déi Europäesch Bankenunioun, wéi Der wësst, op de Wee bruecht. D'Weiche sinn deemno gestallt fir méi eng effikass Gestioun vun där europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun, mat där mir an Zukunft Krise kënnen entgéintwierken.

D'Europäesch Unioun, Här President, dat sinn Institutiounen, e Parlament, eng Kommissioun, ee Conseil, ee Geriicht an esou weider an esou weider. D'Europäesch Unioun sinn och Zifferen, Statistiken, Prozentsätz, Kritären, Wuesstum, Scholden, Defizit a Profitter. Mat all deem gëtt an der Europäescher Unioun Dag fir Dag, wéi mer wëssen, hantéiert. Virun allem vun eis Politiker.

Vergiesse mer dobäi net, dass d'Europäesch Unioun eng Basis huet! An dat si 500 Milliounen Mënschen, hir Populatiounen, 28 verschiddener. An dës Mënsche sollen un d'Europäesch Unioun gleewen. Dat heescht, un dat, wat d'Europäesch Unioun duerstellt: vu Fridden tout court bis zum soziale Fridde ganz allgemeng, Wuelstand, Sécherheet, Recht op Bildung, Respekt, Toleranz, Fräiheet.

Vergiessen däerf een also net, dass Europa méi ass wéi säi PIB oder säin RNB, méi ass wéi eng Balance des paiements, méi ass wéi seng Budgetsresultater. Duerfir, speziell an dëser méi onsécherer Zäit, brauch Europa vill Energie, vill Engagement a gradesou eng Determinatioun, wéi et amstand war opzebréngen, fir den Euro an d'Banken ze stabiliséieren, fir elo d'Plo vun der Aarbechtslosegkeet an déi vun der Prekaritéit ze meeschteren.

Reformen an der Europäescher Unioun, an de Memberstate sinn nëmme méiglech, wann de gesonde Wuesstum een Impuls kritt. Net wéinst dem Wuesstum, mä wéinst deem, wat déi fatal Konsequenz vum Ofbau, op seng Mënsche bezunn, duerstellt.

Reformen däerfen net weider mat Ofbau gläichgestallt bleiwen. Et geet heibäi net ëm méi, mä awer och net ëm manner wéi d'Iwwerliewe vun engem ëmmer méi no zesummewuessenden Europa fir déi kommend Generatiounen, an et geet ëm d'Iwwerzeegung, dass d'Europäesch Unioun fäeg ass, eng Plus-value ze generéieren an den Ae vun hire Bierger. Wann déi Iwwerzeegung sech opléist, kréien all déi, déi d'Europäesch Unioun am Kär oflehnen, vill Waasser op hir Mille gedriwwen. Dëst wär eng fatal Entwécklung fir d'Zukunft vun eis all, virun allem vun engem Land wéi Lëtzebuerg, fir dat Europa eng Existenzgarantie schliisslech duerstellt.

Et ginn zurzäit, wéi Der wësst, sechs Bäitrëttskandidaten: d'Türkei, Serbien, Montenegro, déi Fréier Jugoslawesch Republik Mazedonien, Albanien an Island. D'Bäitrëttsverhandlunge ginn am Moment awer just mat dräi vun deene Länner gefouert: mat Serbien, Montenegro an der Türkei.

D'Verhandlunge sinn ee laangwierege Prozess, dee vill Engagement vu béide Säite verlaangt. Mä et ass evident, dass d'Erweiderungspolitik ee staarke Magnéit fir eis Nopere bleift an dat bescht Instrument, wat d'Europäesch Unioun huet, fir déif gräifend an dauerhaft Verännerungen an deene Länner ze bewierken. De Succès vum kroatesche Bäitrëtt d'lescht Joer an déi rapid Fortschrëtter an eisen Diskussioune mat Montenegro sinn ee klore Bewäis dofir.

D'Erweiderungspolitik ass en Instrument, mat deem béid Säiten zu hirem Notze kommen. Duerch déi strikt Viraussetzungen, déi d'Bäitrëttslänner mussen erfëllen, an doduerch, dass se all weiderhin no hiren eegene Méritten evaluéiert ginn, mécht de Bäitrëttsprozess eise Kontinent méi demokratesch, méi friddlech an an allen Hisiichte méi staark. Lëtzebuerg huet sech ëmmer décisiv fir d'Erweiderungspolitik agesat a mir wäerten eis och weiderhi fir déi Politik staarkmaachen. Natierlech muss och all Kandidat säin Deel erfëllen.

Déi Iddi, dass et an deenen nächste fënnef Joer een Erweiderungsstopp soll ginn, gouf intensiv kommentéiert an och interpretéiert. Et gouf gesot, dat wier een negativt Signal fir d'Bäitrëttslänner. Verschiddener hu souguer gemengt, dass déi ganz Bäitrëttspolitik elo géif op Äis geluecht ginn. Deem däerf awer net esou sinn. Och wa mir héchstwahrscheinlech an den nächste Joren zu 28 bleiwe wäerten, ginn d'Bäitrëttsverhandlungen awer weider.

Mir hunn eng historesch Responsabilitéit, eisem Verspriechen, de Balkan an eis Gemeinschaft opzehuelen, nozekommen. D'Stabilitéit vum Balkan ass an deem Sënn kruzial. An, wéi d'Kricher aus den 90er Joren dramatesch bewisen hunn, däerfe mer ni dovunner ausgoen, dass d'Situatioun net kéint kippen. Europa als Friddensprojet däerf hei net lappen.

Wat d'Türkei ugeet, hunn déi beonrouegend rezent Entwécklungen a Saache Medien- a Justizfräiheet eis vläicht all iwwerzeegt, dass et wichteg wier, elo d'Kapitele vun zwou Froe vu fundamentaler Wichtegkeet, nämlech fundamental Rechter a Justiz, opzemaachen, d'Kapitelen 23 a 24. Ech si frou, dass d'Verhandlungen de leschten November erëm konnten ulafen, no engem Stopp vun dräi Joer. De leschte Freideg, bei der Visite vum türkeschen EU-Minister, konnte mir och iwwert d'Komplexitéit vun der Türkei a Saachen Aussepolitik hei schwätzen.

D'Noperschaftspolitik vun der Unioun, déi keng Erweiderungspolitik ass, huet als Zil, eis Bezéiunge mat eisen Noperen am Osten an am Süde méi enk ze maachen, a si baséiert op Instrumenter, déi eis Partnerlänner ënnerstëtzen an hire Beméiungen, eng stabil Demokratie a Maartwirtschaft opzebauen an ze entwéckelen.

Déi östlech Partnerschaft betrëfft jo, wéi Der wësst, Armenien, Aserbaidschan, Wäissrussland, Georgien, Moldawien an d'Ukrain. De 27. Juni sinn d'Associatiounsaccorde mat Georgien, Moldawien an der Ukrain ënnerschriwwe ginn. Déi Accorde fuerderen eis Partnerlänner op, Reformen duerchzeféieren, fir méi no un den Acquis communautaire erunzekommen. D'Accorde couvréieren déi Domäner, an deenen d'Unioun an d'Partnerlänner een Intérêt hunn, fir zesummenzeschaffen. Abegraff sinn zum Beispill Energie, Transport, Emweltschutz, Industrie, Mëttelstand an och Éducatioun.

Wéi Der wësst, sinn dës Accorden an enger schwiereger Situatioun ënnerschriwwe ginn. Et ass duerfir ganz wichteg, dass mir zu Lëtzebuerg der Ratifizéierung vun deenen dräi Accorde Prioritéit ginn. Wichteg ass och, dass den Accord mat der Ukrain sech un d'Décisiounen hält vum September 2014, wat Russland ugeet, an dass also de Fräihandelsaccord mat der Ukrain bis Enn 2015 suspendéiert bleift.

Eis südlech Noperschaft ass duerch d'„Arabescht Fréijoer" méi komplizéiert ginn. Mä si fonctionnéiert nach ëmmer ganz gutt mat Marokko, mat Tunesien a mat Jordanien.

Als klengt Land ass ee vun Evenementer betraff, op déi een och nëmme wéineg Afloss kann huelen. D'Finanzkris huet eis drun erënnert, wéi staark Lëtzebuerg de Schwankunge vun der internationaler Wirtschaft ausgeliwwert ass. An enger Welt, déi ëmmer méi vernetzt ass, hu mir e groussen Intérêt, eis ëmmer weider opzemaachen, fir nei Handels- an Investitiounsméiglechkeeten ze fannen.

An den internationale Statistike steet Lëtzebuerg gutt do. Am Beräich vum internationalen Handel si mir no Singapur an Hongkong dat drëttoppenst Land vun der Welt, mat wäit iwwer 80% vu Gidder an Déngschtleeschtungen, déi exportéiert ginn. Eise Kompetitivitéitsniveau huet sech souguer ëm dräi Plaze verbessert a mir sinn am Top 20 ukomm.

An all eis innenpolitesch Ustrengunge mussen, Här President, mengen ech, an d'Richtung goen, dëse Ranking ze confirméieren, well deen eis d'Duerchschlagskraaft gëtt, fir eis sozialpolitesch an eis ekologesch Standarden op héijem Niveau ze halen.

D'Fräihandelsofkommessen tëschent der EU an den USA, Kanada a Korea sinn och duerfir fir Lëtzebuerg eng logesch Konsequenz vun eiser Politik, déi op ass an op d'Globaliséierung setzt.

Duerch den technologesche Fortschrëtt, déi kuerz Weeër, déi den Internet an d'Transportinfrastrukturen eis bidden, ass et méiglech, fir Wueren a Servicer op der ganzer Welt ze échangéieren. Lëtzebuerg huet an enger globaliséierter Welt, besonnesch am Beräich vun de Finanzen, mä och vun der Logistik, der Kommunikatioun, den ICT an de Biotechnologien eng Roll ze spillen.

Mä et ass net nëmme wichteg, kompetitiv ze bleiwen. Et ass och wichteg, derfir ze suergen, dass an eisem direkten an indirekten Emfeld déi wirtschaftlech a sozial Indicateuren op ee gesonde Stand kommen a bleiwen.

Dat ass besonnesch wichteg um globale Plang. Wirtschaft eleng geet natierlech net duer. Sozialpoliticken, Éducatioun, Aarbecht, Infrastrukturen an Telekommunikatiounsméiglechkeete si wichteg Vecteure fir eng gesond, demokratesch a solidaresch Entwécklung vum Welthandel. Dozou dréit Lëtzebuerg och säin Deel bäi a Form vun Entwécklungshëllef an a Form vu politeschem Engagement, zum Beispill fir héich verbindlech Klimaziler oder fir fair an équitabel Handelsaccorden.

Historesch gesinn ass d'Handelspolitik eent vun de wichtegsten Elementer vum wirtschaftleche Succès an Europa. Nach ass d'Europäesch Unioun déi gréisste Wirtschafts- an Handelsmuecht op der Welt. Wa mir déi Positioun an enger kompetitiver Welt, déi sech stänneg a rapid verännert, wëllen halen, da musse mir eis fir eng aktiv Handelspolitik asetzen, déi eis Standarden a Wäerter verdeedegt a sech dobäi och fir een nohaltege Wuesstum asetzt.

Lëtzebuerg bleift e Verfechter vu multilaterale Léisungen am Kader vun der Welthandelsorganisatioun an ënnerstëtzt déi verschidden Initiativen, fir Verhandlungen am Kader vun der Doha-Entwécklungsagenda ze redynamiséieren.

De politeschen Accord iwwert d'Handelserliichterunge fir déi am mannsten entwéckelt Länner, deen am Kader vun der Ministérielle zu Bali am Dezember '13 stattfonnt huet (veuillez lire: fonnt ginn ass), konnt elo duerch ee Kompromëss glécklecherweis tëschent den USA an Indien gerett ginn.

Ech begréissen dës Entwécklung ausdrécklech, well dësen Accord zu enger besserer Integratioun vun deenen am mannsten entwéckelte Länner an de Welthandel bäidréit, duerch den Ausbau vun enger technescher Kooperatioun mat an der finanzieller Ënnerstëtzung vun den industrialiséierte Länner. Während där nächster Ministérielle vun der OMC am Dezember 2015 wäerte mir eis weider asetze fir e fairen an nohaltege Welthandelssystem.

Well mer awer multilateral net genuch virukommen, schléisse sech ëmmer méi Länner aus der OMC zesummen, fir plurilateral Accorden ze négociéieren, wéi am Fall vun de grénge Gidder oder am Déngschtleeschtungsberäich. Dës Accorde sinn op an erlaben - ech betounen dat - all OMC-Member, sech zu all Moment och unzeschléissen.

Ee Wuert zum TiSA, dem „Trade in Services Agreement". Haaptzil vun dësem Accord, deen d'EU zesumme mat 22 anere Länner - an ech nennen Iech der e puer: d'USA, Japan, Mexiko, mä awer och Costa Rica, Kolumbien, Peru, Island, Pakistan, d'Schwäiz oder d'Türkei - zu Genève verhandelt, ass et, déi aktuell Ëffnung vun de Servicer an deene verschiddene Länner bäizehalen op deem Niveau, wou se elo stinn, an notamment a Länner, déi méi zou si wéi d'Europäesch Unioun.

Et geet also drëm, d'Servicer net ze liberaliséieren, mä e bessere Kader fir de Commerce vun de Servicer ze schafen. Den TiSA huet näischt mat eise bilateralen Accorden direkt ze dinn, well den Ambitiounsniveau och vill méi déif ugesat ass. Mir erfannen d'Rad net nei. Mir baséieren eis do op de GATS, dat ass den „General Agreement on Trade in Services" vun 1994, par rapport zu deem sech fir eist Land och näischt verännert.

D'Déngschtleeschtunge maache 75% vum PIB a vum Emploi an Europa aus. Zu Lëtzebuerg sinn 78,9%, also bal 80% vun de Leit an deem Secteur beschäftegt a si liewen haaptsächlech vum Export, dat musse mer wëssen, vun dëse Servicer an d'Ausland. Duerfir ass et och fir ons wichteg, dass iwwert den TiSA eis Exportfäegkeet verstäerkt gëtt. Dat gëllt fir eis Dragage-Industrie, fir eis nei Technologien, fir de Beräich vun de Satellitten oder den erneierbaren Energien, wou jo och Lëtzebuerger Akteure sech ëmmer méi am Ausland positionéieren.

Dës Promotioun vu gréisstendeels nei an innovativ Technologien erlaabt der Lëtzebuerger Ekonomie, sech ze diversifizéieren an nei Mäert ze erschléissen, während Drëttlänner vun eiser Expertise an eisem Know-how kënne profitéieren, fir sech selwer ze entwéckelen. Domadder férdere mer de Wuesstum, souwuel bei eis wéi an eisen Exportlänner.

Eisen Acquis, wéi zum Beispill eis ëffentlech Déngschtleeschtungen, Standarden an Normen, eisen Dateschutz oder eise Konsumenteschutz, ginn dobäi a kengem Fall a Fro gestallt, mä bleiwen duerch international Accorde geschützt a ginn doduerch souguer gestäerkt. Domadder gewannen eis Operateuren och u Kompetitivitéit, well d'Betriber aus Drëttlänner sech eisen dacks méi héije Standarde mussen upassen.

D'EU-Texter sinn iwwregens all um Site. Ech soen dat och, well ëmmer gesot gëtt, et wier net transparent. Dës EU-Texter sinn alleguerten um Site vun der DG Commerce ze konsultéieren. All Bierger ka sech domadder selwer e Bild maache vun deem, wat mer als Europäer fir Engagementer wäerten huelen. An ausserdeem gi souwuel d'Memberstate wéi d'Europäescht Parlament an d'Zivilgesellschaft regelméisseg iwwert d'Diskussiounen zu Genf iwwert deen TiSA informéiert a konsultéiert.

Um europäesche Plang si mir d'lescht Joer an deem Beräich vill virukomm, zum Beispill an de Verhandlungen en vue vun engem Investitiounsofkommes mat China oder dem Fräihandelsofkommes mat Vietnam a mat Japan. Mir hunn Accords de partenariat économique mat der Südafrikanescher Regioun (veuillez lire: Südafrikanescher Entwécklungsgemeinschaft) (SADC), mat Westafrika a kierzlech och mat Ostafrika ofgeschloss. Mat dësen Ofkommesse kann d'EU dëse Länner weider e privilegéierten Zougang zum EU-Marché bidden.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass d'Europäesch Unioun a virun allem Lëtzebuerg sech an hiren Accorde fir de Respekt vun de Mënscherechter an der nohalteger Entwécklung hei ëmmer asetzt.

Et sinn awer virun allem d'Ofkommesse mat Kanada an den USA, déi déi gréisste Resonanz an der Ëffentlechkeet kruten.

(Interruption et coup de cloche de la présidence)

De 26. September goufen d'Verhandlunge mat Kanada no bal siwe Joer offiziell ofgeschloss. Den „Comprehensive Economic and Trade Agreement", och CETA genannt, ass bis dato dat ëmfangräichst Ofkommes, dat d'Europäesch Unioun jee mat engem Drëttstat verhandelt huet. Dëst wäert eisen Operateuren ee gréisseren Zougang zum kanadesche Maart ginn. Parallell wäerten d'kanadesch Investitiounen an d'EU staark zouhuelen. An dëst wäert Lëtzebuerg ganz sécher och zeguttkommen. Obschonn d'Verhandlungen, ech soen dat hei expressis verbis, mat Kanada ofgeschloss sinn, ass nach näischt paraphéiert, a mir waarden op déi nächst Schrëtt hei vun der Europäescher Kommissioun.

De sougenannten TTIP, d'Fräihandelsofkommes mat den USA, ass ëmstridden, mir wëssen et. Den TTIP kéint allerdéngs ee Wendepunkt an eiser Globaliséierung duerstellen, vun där een dacks den Androck huet, dass se ouni Regelen a Kontroll iwwert d'Bühn geet. Den TTIP kéint fir d'Europäesch Unioun eng Geleeënheet sinn, nei Impulser fir eis Wirtschaft an eisen Aarbechtsmaart ze schafen, a wichtege Beräicher wéi zum Beispill de Services maritimes, déi total zou sinn, der Automobilindustrie oder och neien Technologien, déi esou méi einfach op den US-Maart kéinte kommen.

Lëtzebuerg géif och als Logistikstanduert méi staark ginn. Vill nei amerikanesch Betriber kéinte sech bei eis nidderloossen, fir hei hiren europäesche Sëtz ze etabléieren. An déi, déi schonn hei sinn, géifen hir Aktivitéiten ausbauen. Momentan schaffen, wéi Der wësst, méi wéi 10.000 Leit direkt an amerikanesche Filialen.

Derbäi kënnt, dass den TTIP eis et erméiglecht, zesumme mat den USA gemeinsam Regele festzeleeën, déi duerno als Basis fir weltwäit Standarden dénge kéinten. Nëmmen zesumme kënne mir esou ons demokratesch Normen a Valeure weltwäit och besser verteidegen.

Bis elo gouf den TTIP vu villen, ville Säite kritiséiert, an zum Deel och mat Recht. Duerfir wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, dass Lëtzebuerg, zesumme mat der Europäescher Unioun, zu kengem Moment bereet wäert sinn, fir eis europäesch Standarden ofzeschwächen oder eise politeschen Acquis op d'Spill ze setzen. Mir schwätzen an deem Accord zum Beispill net iwwer eis ëffentlech Déngschtleeschtungen, iwwer eis Exception culturelle oder mir schwätzen och net iwwer OGMen. Eis Gesetzgebung bleift wéi se ass. Dat huet déi nei europäesch Kommissärin nach eng Kéier elo kierzlech, den 21. November, op engem Ministeschrot ganz däitlech ënnerstrach.

Och wat déi ëmstridde Schiedsgeriichter betrëfft, ISDS, esou deelt Lëtzebuerg d'Positioun vun der neier EU-Kommissioun, laut där eng Clause d'arbitrage d'Juridictioun vun eisen nationale Geriichter net limitéieren dierft a konform mam Principe d'égalité misst sinn. Ech hunn der Kommissioun och en deementspriechende Bréif geschriwwen a ginn och op d'Ängschte vun de Bierger dobaussen an, selbstverständlech.

Mir wëlle keen TTIP à tout prix! Mä mir sollen eis bewosst sinn, dass mir mat engem gudden TTIP d'Globaliséierungsregele vun den nächste Jorzéngte matbestëmme kéinten, amplaz se vun aneren diktéiert ze kréien. Fir Lëtzebuerg wäert an dësem Fall souwéisou d'Chamber hei dat lescht Wuert hunn.

Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier ënnersträichen, dass eis Experten all Moment bereet sinn, op Ufro vun der zoustänneger Chamberskommissioun, Iech iwwert dee leschte Stand vun dësen Handelsaccorden ze informéieren.

Zënter de 50er Joren ass eng aktiv Sëtzpolitik eng vun de Konstante vun eiser Aussepolitik. Eist Land kritt esou eng gréisser Visibilitéit a méi Prestige um internationale Plang, wat mer jo och brauchen. Vun engem wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Standpunkt hier ass d'Präsenz vun den europäeschen an internationalen Institutiounen, mat hire bal 12.000 Beamten an hire Familljen, ee wichtegt Element fir eist Land. Mir setzen alles drun, fir den Europafonctionnairen déi beschtméiglech Aarbechts- a Liewensbedéngunge bei eis ze garantéieren.

Wat déi nei Bauprojete betrëfft, wëll ech der zwee ervirsträichen: dat neit Gebai fir d'Europäescht Parlament, de Konrad Adenauer 2, dat all Servicer vum Parlament wäert ënner een Daach bréngen, an de Jean Monnet 2 fir d'Beamte vun der Europäescher Kommissioun.

De Chantier fir de Konrad Adenauer 2 konnt a gudde Konditiounen ufänken an eis Zesummenaarbecht mam Parlament leeft och do beschtens. Wat de Jean Monnet 2 betrëfft, wat deen ugeet, si mer nach an der Planungsphas. D'Kommissioun huet an der Zwëschenzäit décidéiert, de Jean Monnet 1 ze verloosse wéinst der Präsenz vun Asbest am Gebai. Dëst, betounen ech och, obwuel d'Etüden an d'Miessunge bestätegen, dass keen inakzeptable Risiko fir d'Beamte besteet.

Mir hunn décidéiert, der Kommissioun bei der Sich vun neie Gebaier behëlleflech ze sinn. Et ass en Aarbechtsgrupp agesat ginn, ënnert der Féierung vun der Kommissärin Kristalina Georgieva a mir selwer, fir de Suivi vun dësem Dossier ze steieren. An ech sti selbstverständlech der Chamber zur Verfügung, soubal et Konkretes gëtt.

No laangen a schwéiere Verhandlungen hu mir et fäerdegbruecht, och de Sëtz vun der Cour d'appel vun der neier Juridiction unifiée vum Brevet heihin op Lëtzebuerg ze kréien. D'Planungsaarbechte sinn amgaangen, a mir erwaarden eis, dass dës nei Juridictioun Enn 2015, uganks 2016 soll opgoen.

Wéi am Regierungsprogramm festgehalen, huet den Ausseministère méi eng grouss Roll kritt, wat d'Diplomatie économique ubelaangt, fir also engersäits eis Entreprisen ze begleeden, nei Mäert am Ausland ze erschléissen, an anersäits och nei Investissementer vun auslänneschen Investisseuren op Lëtzebuerg ze kréien. An enker Zesummenaarbecht mat deenen anere Ministèren, den Entreprisen, der Chambre de Commerce, „Luxembourg for Finance" an „Luxembourg for Business" hu mir eis Ambassadë mat der Koordinatioun vun der Promotioun vun eiser Ekonomie beoptragt.

Eng lokal Präsenz erméiglecht natierlech, méi effikass Kontakter opzebauen a Relatiounen ze ënnerhale mat Entreprisen, den Autoritéiten an der lokaler Wirtschaftspress, fir Lëtzebuerg méi bekannt ze maachen. Eis Ambassadë sur place kënnen awer och de lëtzebuergeschen Entreprisen hëllefen, fir méi liicht am Ausland Fouss ze faassen.

Erlaabt mer als Beispill hei d'Ouverture vun der Ambassade an der Türkei, fir op déi zréckzekommen. Dräi Joer no der Aweiung vun dëser Ambassade hunn eis Échangen an allen Hisiichte substanziell Fortschrëtter opzeweisen. No erfollegräiche Verhandlungen tëschent den zivile Loftfahrtadministratiounen exploitéiert jo Turkish Airlines, wéi Der wësst, haut all Dag een Direktvol tëschent Istanbul an der Türkei (veuillez lire: a Lëtzebuerg).

Un der grousser Zuel vu Visaen, déi eis Ambassade zu Ankara ausstellt, kënne mir moossen, wéi vill türkesch Geschäftsleit sech fir Lëtzebuerg als Wirtschafts- a Finanzstanduert interesséieren a wéi vill türkesch Touristen op Lëtzebuerg op Besuch kommen. D'Zuel vun de Visaen huet sech an deene leschten dräi Joer verdräifacht! Den Tourismus entwéckelt sech rapid. A mir wäerten elo den 22. November mat den Türken ee Memorandum iwwert den Tourismus och ënnerschreiwen, fir déi Entwécklung weider ze ënnerstëtzen, erëm eng Kéier mat der Hëllef och vun eiser Ambassade.

Wann déi budgetär Mëttelen et erlaben, kéint d'Strategie, déi mir an der Türkei gefuer sinn, och ee Modell sinn, fir zum Beispill a Brasilien eng Ambassade opzemaachen.

Mä d'Diplomatie économique gëtt net nëmme vun eisen Ambassaden, mä och vun eise Leit am Ausseministère bedriwwen. Sou fënnt haut quasi keng Wirtschaftsmissioun an d'Ausland méi statt, déi den Ausseministère net géif an enker Zesummenaarbecht mat dem Wirtschafts- a Finanzministère virbereeden.

Här President, déi negativ Press an d'Viruerteeler, déi et dobaussen iwwer Lëtzebuerg gëtt, speziell a Saachen Tax Rulings, schueden dem Bild vun eisem Land. Et wier fatal, dëst ze verharmlosen. An all Kéiers, wann ech am Ausland sinn, kréien ech natierlech dat voll mat. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg vill Energie opbrénge wäert, fir eise Ruff erëm an een anert Liicht ze setzen. Eise Réseau vun Ambassadë versicht duerfir proaktiv an der Welt eisen Image de marque ze verbesseren a kloerzestellen, dass Lëtzebuerg d'Regele vun der Europäescher Unioun a vun der OECD, esou wéi se haut sinn, applizéiert.

Et gëtt awer ee reelle Besoin, esou mengen ech, fir d'Regelen, an do sinn ech jo net eleng, um internationalen Niveau ze änneren, am Sënn, dass méi Transparenz erakënnt. Lëtzebuerg ass een héich kompetente Finanzzenter. Lëtzebuerg ass keng Plaz, wou een higeet, wann ee keng Steiere wëllt bezuelen. Lëtzebuerg wëllt international matschaffen a sech aktiv fir méi Transparenz an de Steiersystemer asetzen, dëst an der Europäescher Unioun an och virun allem an der OECD.

Och an deem Sënn huet d'Regierung am Abrëll hir Strategie „Nation Branding" am Regierungsrot ugeholl. Mir wëllen un enger Marque „Lëtzebuerg" schaffen, déi kloer, authentesch a kredibel ass. Si muss fir dat stoen, wat mir sinn. Nëmmen da kënne mer se no baussen droen.

Zum Ofschloss erlaabt mer nach e puer Wierder iwwer eis Présidence. D'Joer 2015 steet fir eist Land ganz am Zeeche vun der Europäescher Unioun. An der zweeter Halschent vum Joer wäert Lëtzebuerg déi zwielefte Kéier d'Présidence vum Conseil vun der Europäescher Unioun iwwerhuelen, eng Aufgab, déi eis als Grënnungsmember vun der Europäescher Gemeinschaft mat ganz vill Freed a mat ganz vill Houfer wäert erfëllen, an der Regierung wéi och an der Chamber.

Et ass awer och eng grouss Responsabilitéit, selbstverständlech. D'Preparative fir eis Présidence lafen op Héichtouren, ënnert der Leedung vun eisem Ministère. Ech wëll drop hiweisen, dass mir grouss Efforte maachen, fir mat engem méi klenge Budget wéi 2005 an all deene verschiddenen Obligatioune vun der Présidence ze schaffen an deem gerecht ze ginn.

Am Kader vum Trio schaffe mer mat Italien a Lettland zesummen. A wéi déi leschte Kéier wäerte mer och enk mat der hollännescher Regierung zesummeschaffen, déi déi Présidence no eis iwwerhëlt.

Eisen Trio-Programm dréit ronderëm déi grouss Prioritéite vun der strategescher Agenda: d'Lutte géint de Chômage, besonnesch vun deene Jonken, d'Lutte géint d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung, d'Strategie „Europa 2020" fir intelligenten, nohaltegen an inklusive

Wuesstum, d'Realisatioun vun engem eenheetlechen europäesche Bannemaart fir d'Energie, den Dossier Klima, Energie an esou weider an esou weider.

Nieft dem Trio-Programm definéiert all Land natierlech och seng eege Prioritéite fir déi sechs Méint un der Spëtzt vum EU-Conseil. Mir orientéieren eis fir eise Programm um Kommissiounspresident Juncker sengem Zéngpunkteprogramm a mir waarden op de legislative Programm vun der Kommissioun, deen den Ament nach, wéi Der wësst, an der Maach ass, fir d'nächst Joer eis national Prioritéite festzehalen.

Dorënner falen, ënner anerem, de Renforcement vum Bannemaart, virun allem am Energieberäich, den Achèvement vum digitale Bannemaart an den Telekomspak, den Dossier Immigratioun, dee wichteg ass, an d'Schafe vun engem sozialen Europa. Eis Présidence wäert och am Zeeche vum Europäesche Joer fir Entwécklung stoen.

Mir kucken der Présidence mat Zouversiicht entgéint. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer och dës Kéier et fäerdegbréngen, d'Unioun virunzebréngen, mat groussem Dévouement a mat eiser déiwer europäescher a multilateraler Iwwerzeegung.

D'Präsenz am UNO-Sécherheetsrot, Här President, huet der Lëtzebuerger Aussepolitik eng nei Dimensioun ginn. Mir hunn do ganz vill bäigeléiert an och aktiv matgehollef, déi Problemer an Erausfuerderungen, déi sech stellen, och unzehuelen. Elo, wou déi nächst grouss Prioritéit, eis Présidence vun der Europäescher Unioun, op eis waart, wäert eis dës Experienz och nëtzlech sinn. Mir wäerten eis an der Regierung d'Fro stellen, ob mir dëse groussen Défi nach eng Kéier wëlle widderhuelen. Fir mech wier dat absolut derwäert an ee gudden Investissement an d'Visibilitéit an an d'Kredibilitéit vun eisem Land um internationale Plang.

An der Zwëschenzäit hu mir eis eng nei Erausfuerderung ginn, déi op eisem staarken a laangjähregen Engagement fir d'Mënscherechter baséiert. Mir hunn eis Kandidatur, fir 2022 bis 2024 eng éischte Kéier Member vum UNO-Mënscherechtsrot ze ginn, gestallt.

Här President, de Multilateralismus ass eng Konstruktioun, an där d'State souzesoen Zille sinn. Wann déi Zillen zerbriechlech ginn, a virun allem, wann den Zement, deen déi Zillen zesummenhält, also d'Vertrauen an déi aner Akteuren an an de System selwer, bréckelt, dann ass déi ganz Konstruktioun a Gefor a riskéiert an de Koup ze falen.

Dëst Joer huet eis gewisen, dass mer permanent mat all eise Partner mussen un der Stabilitéit vum internationale Rechtskader schaffen, fir dass Fridden a Sécherheet an Europa an doriwwer eraus fir d'Generatioune vun eise Kanner kënne garantéiert ginn. Mir sinn houfreg, dass mir an deenen zwee leschte Joren e puer Paletten Zement an deem Sënn konnte liwweren.

An ech wëll hei net ofschléissen, Här President, ouni der Madame Sylvie Lucas, eisem Ambassadeur op der UNO, an hirer ganzer Équipe zu New York e grousst an en éierlecht Luef auszedrécke fir hir wonnerbar Aarbecht. Lëtzebuerg huet vill Luef kritt zu New York vu ville Länner vun alle Kontinenter. An ech mengen, dat deet gutt fir eis Lux-Séilen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister fir seng Deklaratioun. Muer de Mëtteg, vun zwou Auer un, wäerte mer d'Debatten iwwert déi Deklaratioun féieren.

Mir géifen dann elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et handelt sech ëm de Projet de loi 6664, e Protokoll zum internationale Pakt zu de wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Rechter. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur, den Här Marc Angel.

5. 6664 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, mech ganz kuerzzefaassen, well ech wëll no där exzellenter Ried hei vum Ausseminister wierklech kuerz sinn.

A well mer dee Projet hei och ganz am Detail den 20. Oktober an der Kommissioun, an der aussepolitescher Kommissioun behandelt an diskutéiert hunn, an och de Rapport ass gutt ugeholl ginn, dofir kann ech soen, dass dëse Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adoptéiert ginn ass de 16. Dezember 1966, zesumme mat engem anere Pakt, de Pacte international iwwert d'zivil an d'politesch Rechter. An déi zwee Pakte sinn deemools vun 160 Länner ratifizéiert ginn, fir ebe consacréiert Rechter aus der universaler Mënscherechtserklärung vun 1948, fir dass déi applikabel gemaach konnte ginn, déi Rechter.

D'sozial Rechter, d'kulturell Rechter an d'ekonomesch Rechter sinn zum Beispill Rechter, d'Recht op Aarbecht, d'Recht op gesond a juste Aarbechtskonditiounen, och d'Recht op eng Santé physique et morale, all déi sinn an deem Pakt do mat dran.

Dëse Pacte international iwwert déi ekonomesch a sozial Rechter, dee gesäit och e Mécanisme de surveillance vir, an dee Mécanisme de surveillance gëtt gemaach am Comité économique et social, dem ECOSOC. Dëse Mechanismus ass awer net effikass genuch, fir de Schutz an de Respekt vun deene Rechter ze garantéieren. An am Contraire zu deem anere Pakt, wou déi zivil a politesch Rechter dra sinn, gëtt et och kee Mécanisme de contrôle, deen e Mécanisme de communication ass.

Dofir ass dëse Protocole facultatif, dee mer haut unhuelen, ausgeschafft ginn. En ass den 10. Dezember 2008 adoptéiert ginn an e mécht et méiglech, dass esou e Mécanisme de plainte beim Comité des droits économiques, sociaux et culturels agereecht ka ginn.

De Protocole facultatif ass säit dem 5. Mee 2013 en vigueur. 45 Länner hunn e signéiert, 17 ratifizéiert an dorënner fënnef EU-Länner. De Contenu vum Protokoll, deen erlaabt d'Kreatioun vun dräi internationale Procédures non juridictionnelles, fir de Schutz vun den ekonomeschen, sozialen a kulturelle Rechter ze garantéieren.

(Brouhaha)

An de Projet de loi, also dëse Protokoll erlaabt dräi Prozeduren, eng Procédure de communication individuelle, fir eenzel Persounen, déi sech an hiren ekonomeschen, sozialen a kulturelle Rechter léséiert fillen. Eng zweet Prozedur ass eng Procédure de communication interétatique, am Benefiss vun deenen anere Länner, déi Partie si vun dësem Protokoll.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen, et ass ganz schwéier fir de Rapporteur bei deem Gegrommels...

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech si bal um Schluss. An dann nach eng Prozedur, déi et dem Comité selwer erlaabt, Enquêten opzemaachen.

De Statsrot seet iwwregens a sengem Avis, positiven Avis zu dësem Projet, dass et sech bei deenen dräi Prozeduren ëm näischt Neies handelt. De Statsrot huet nach eng kleng Textännerung, Formulatioun am Artikel 2 virgeschloen, déi d'Kommissioun och ouni Weideres ugeholl huet. Och ons Lëtzebuerger Commission consultative des droits de l'Homme notéiert an hirem Avis mat Satisfaktioun, dass d'Regierung dat heite mécht, a begréisst also dëse Projet de loi.

An ech mengen, dat gesot, wäert ech am Numm vun der LSAP och den Accord ginn an ech hoffen, dass d'Kolleeginnen an d'Kolleegen dat nämlecht maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just Merci soen dem Rapporteur Marc Angel fir säi Rapport, deen e gemaach huet, wou en och alles am Detail erkläert huet, ëm wat et hei geet.

En hat de Statsrot ugeschwat, säin Avis. Do huet de Statsrot dann och betount an deem Avis, datt et hei net ëm e contraignantë Charakter geet. Dat heescht, déi Recommandatiounen, déi vun deem Comité formuléiert ginn, déi wäerten net dozou féieren, datt e Land dat muss ëmsetzen.

An en huet och preziséiert, datt et net en Transfert ass vu Pouvoire vun der Lëtzebuerger Verfassung, vu Lëtzebuerg, also zum Beispill déi judiciaire Pouvoiren, hin op en internationaalt Organ, esou wéi dat am Artikel 49bis vun der Verfassung steet. Dat heescht, et ass keen esou en Transfert vun Droits souverains hin op, an deem Moment dann, eben e Gremium vun der UNO.

Dat nach just dozou gesot. An ech bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wilmes. Weider Wuertmeldungen? Den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll mech och kuerzhalen. Et ass mer awer trotzdeem derwäert, e puer Wuert zu deem Protokoll hei ze soen.

Mir begréissen et als Gréng, datt mer de Protocole facultatif, deen den internationale Pakt iwwer ekonomesch, sozial a kulturell Rechter betrëfft, ratifizéieren. Dësen internationale Pakt, dee geet jo schonn op de 16. September 1966 zréck, wou e vun der UNO-Vollversammlung adoptéiert ginn ass. An hei geet et ëm esou wichteg Saache wéi d'Recht op Aarbecht, d'Recht op medezinesch Versuergung, Éducatioun, Alimentatioun, Drénkwaasser an esou weider. Dës Rechter ginn op déiselwecht Basis gesat wéi déi aner Mënscherechter an dat ass och gutt esou!

Mat dem Zousazprotokoll, dee mer mam Gesetz vun haut votéieren, schafe mer eng international Plattform. De Rapporteur huet dat gesot, deem ech dann och hei wëll Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An déi Plattform, do ass en Expertegrupp vun der UNO, an un dee kënne sech dann d'Leit wenden, déi an hirem Land aus verschiddenen Ursaache kee Gehéier fonnt hunn, wéi se sech mat hirer Plainte un d'Justiz aus hirem Land gewannt hunn.

Amnesty International gëtt och Beispiller, wat dann esou Plaintë kéinte sinn. E Beispill wär an Nigeria, wou d'Regierung sech iwwer e Geriichtsbeschloss ewechgesat huet, e Geriichtsbeschloss, dee verbueden hat, fir e ganze Landstréch ze demoléieren an 13.000 Leit, Männer a Fraen, déplacéiert huet, ouni hinnen eng anstänneg Entschiedegung ze ginn.

En anert Beispill, wat vun Amnesty ugefouert gëtt, ass a Slowenien, wou ganz vill Roma-Familljе keen Zougang haten zu Waasser an zu Ofwaasser. An de Stat huet och do hinnen hir Rechter net zougestan.

E lescht Beispill, wat Amnesty ugefouert huet, ass dann och an den USA, wou eng ganz Rei Fraen, besonnesch Fraen aus schwaache soziale Kreesser, net Zougang hunn zu deene medezinesche Rechter, wat hir Grossesse heiansdo a Schwieregkeete bruecht huet.

Duerfir si mir als Gréng mat der Commission consultative des droits de l'Homme averstanen, datt dëse Protokoll e wichtege Schratt ass, fir op dem internationale Plang d'Mënscherechter ze garantéieren. An ech sinn duerfir och frou, den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President, an och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Angel fir e ganz komplette Rapport.

Eis Sensibilitéit an dëser Fro ass natierlech och ëmmer déi vun de Souveränitéitsrechter vun eisem Land, ob mer déi oftrieden. Wa jo, mat wéi enger Majoritéit musse mer hei décidéieren? Wéi eng Konklusiounen oder wéi eng Konsequenze sinn eventuell mam Oftriede vu Souveränitéitsrechter verbonnen? Ass dat dann temporär, wéi d'Verfassung et erlaabt, oder ass et net temporär?

Mir hunn also mat grousser Suergfalt den Avis vum Conseil d'État studéiert a mat aller Virsiicht schléisse mer eis deem un, fir ze soen: Hei sinn ebe keng Souveränitéitsrechter tangéiert, déi mer géifen ofginn. An dofir kënne mer eis dann och dem Avis vum Rapporteur uschléissen an dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

Ech sinn awer e bëssen duerjerneen elo wéinst deem, wat den Här Adam gesot huet iwwert d'Situatioun a Slowenien. Slowenien huet deen heiten Accord, Zousazprotokoll, zwar ënnerschriwwen, huet en awer net ratifizéiert. Dann ass also vläicht eng gewëssen Onsécherheet an deene Räsonnementer, déi hien eis do virgedroen huet. Mä dat kéint een nach kucken.

Villmools Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Den Exposé des motifs vun deem heite Gesetz weist zu Recht op déi kontroverséiert Entstehungsgeschicht vun deenen zwee Haaptmënscherechtstraitéen hin, déi sech baséieren op d'Déclaration universelle des droits de l'Homme vun der UNO vun 1948. Laang ass et eng ongläich Behandlung ginn tëschent deenen zwee Pakten, éischtens deem vun den zivillen a politesche Rechter, dem PIDCP-Pakt, an zweetens deem vun den ekonomeschen, sozialen a kulturelle Rechter, dem PIDESC-Pakt, ëm deen et hei geet.

Obschonn déi zwee Pakte gläichzäiteg am Joer 1966 ugeholl gi sinn an 1983 zu Lëtzebuerg ratifizéiert gi sinn, hu se zwee ongläich Statuter. Während deen éischten de Leit Rechter direkt zougesteet, garantéiert deen zweeten déi Rechter virun allem iwwert de Wee vun de Staten.

A bis 1985, wou de Comité des droits économiques et sociaux an d'Liewe geruff ginn ass, a bis 2008, wou dee Comité elo och sollt konkret Iwwerwaachungsrechter vis-à-vis vun de State kréien, an dat ass deen Traité, dee mer haut ëmsetzen, waren déi Staten, déi de PIDESC ënnerschriwwen haten, kenger Kontroll ënnerworf.

Dat ännert sech elo. Privatleit oder hir Vertriederorganisatioune kënnen, nodeem hir intern Recoursen an de Staten ofgewise gi sinn, eng Plainte bei deem Comité maachen. Datselwecht géllt fir d'Staten ënnereneen. De Comité kritt och en Enquêterecht vis-à-vis vun de Staten, wat awer am Prinzip nëmmen e vertraulecht Recht ass, wat am Prinzip och net public gemaach gëtt.

Nach net ganz gekläert ass d'Fro vum Effet direct vum Contenu vum PIDESC virun nationale Geriichter. Laut dem PIDESC-Comité soll zwar do, wou de Stat eng negativ Obligatioun kritt, dat heescht, eng Obligatioun kritt, eppes ze ënnerloossen, wat géint de PIDESC-Traité verstéisst, déi Obligatioun och vu Privatleit kënne virun den nationale Geriichter invoquéiert ginn. Dat ass eng Feststellung, déi de Comité an e puer vu senge Konklusioune gemaach huet.

E seet och - dee Comité -, d'State missten och d'Obligatioun hunn, fir d'Netdiskriminéierung vun de Bierger an alle Fäll ze respektéieren an, wat menger Meenung no eng wichteg Prezisioun ass, d'Netregressivitéit vun de Rechter ze assuréieren, déi et scho gëtt. Dat heescht, dass Rechter, déi scho bestinn am nationale Recht, net kënnen no hannen erëm zréckgedréit ginn.

Méi problematesch ass d'Fro, wat d'Schafung vun neie Rechter, deene sougenannten „positive Rechter", am nationale Recht ugeet. Wann déi net prezis genuch am Pakt formuléiert sinn, gëtt et do e Problem, fir hinnen en Effet utile vun deene Rechter am interne Recht zouzegestoen. Dat ass eng Jurisprudenz, déi a franséische Geriichter notamment, am Conseil d'État a Frankräich schonn e puermol ugewannt ginn ass.

Eppes ass awer, mengen ech, ganz wichteg, wat deen Traité hei ugeet, an dat steet och am Exposé des motifs, an zwar, dass zënter der Deklaratioun vu Wien am Joer 1993, och eng UNO-Deklaratioun, am Kader vun der UNO, an do eréischt konnten d'Aarbechte richteg lassgoen, wat deen Zousazprotokoll hei ugeet, do ass zu Wien deemools festgehale ginn, dass all d'Mënscherechter, ob se elo vun der éischter oder vun der zweeter Kategorie sinn, ob et sech ëm politesch an zivil Rechter handelt oder ëm kulturell a sozial Rechter, dass all Rechter universell sinn, dat heescht, iwwerall gëllen, dass se indivisibel sinn, dat heescht, net ënnereneen opgedeelt kënne ginn, an dass se interdépendant, dat heescht, ënnereneen ofhängeg sinn.

An ech mengen, dat ass eng wichteg Constatatioun an dat betrëfft och d'Aarbechten an eiser Verfassungskommissioun, wou jo d'Mënscherechter am aktuellen Entworf vum Traité opgedeelt gi sinn an Droits fondamentaux a Libertés publiques an an Objectifs à valeur constitutionnelle. An zu deene leschte gehéieren déi meescht sozial Rechter. An déi verschidde Rechter kréien awer e juristesche Status, dee verschidden ass. Esou sinn zum Beispill d'Objets à valeur constitutionnelle, dat heescht, d'sozial Rechter, net individuell aklobar, esou wéi den Entworf et de Moment vun der Verfassung virgesäit. Dat ass eendäiteg manner wéi dat, wat mer hei ofstëmmen.

Eis Rechter am Verfassungsentworf si manner staark formuléiert wéi dat, wat mer hei ofstëmmen. A mer fillen eis duerfir och an eiser Kritik bestätegt. Mir hunn nach de Moien op enger Pressekonferenz zur Verfassungsreform gesot, dass d'Mënscherechter misste vill méi staark formuléiert ginn an der Verfassung respektiv dass op d'mannst eng Klausel misst drakommen, déi sougenannt „Pro-homine-Klausel" -

an an déi Richtung gëtt och diskutéiert an der Kommissioun -, wou drasteet, dass déi international Rechter, déi méi wäit ginn, missten e Rang kréien, deen iwwer eiser Verfassung steet. An ech mengen, dass dat och déi richteg Richtung ass, an déi mer sollte goen.

Domat wëll ech hei meng Interventioun ofschléissen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, och wann et sech hei ëm e ganz klengt Gesetz handelt, sou muss een awer drop hiweisen, datt een direkte Lien zu der Déclaration universelle vun de Mënscherechter besteet. Dat ass eppes ganz Wesentleches.

Duerfir si mer och frou, datt d'lëtzebuergesch Regierung zu deene 45 Signataire vun deem Protokoll do gehéiert. A mir si jo nieft deene 17 Länner, déi scho ratifizéiert hunn, elo dat 18. Land. Et ass also e klengen, wichtege Schrëtt, dee mer hei ënnerhuelen.

Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, dem Marc Angel nach e Merci auszesprieche fir säi mëndlechen an och schréftleche Rapport, a gi selbstverständlech och den Accord vun der DP zu dësem Gesetzestext.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Wuert huet den Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- D'Regierung ass am Aklang mat der Chamber.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat war kuerz a prezis. A mir kënnen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6664 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6664 ass ugeholl mat 60 Stëmmen, also unanime.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote?

(Assentiment)

Merci.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten a Rendez-vous hu mer muer de Mëtteg um zwou. Merci.

(Fin de la séance publique à 16.23 heures)

SÉANCE 9 MERCREDI, 26 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Mots de bienvenue aux membres de la délégation du parlement de Rhénanie-Palatinat
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
3. Débat sur la politique européenne et étrangère
   - *Débat: M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany (dépôt d'une motion)(M. Jean Asselborn intervient)*
   - *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (M. Laurent Mosar intervient)*
   - *Motion 1: M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (la motion est renvoyée en commission)*
4. Programmation des réunions de commission
   - *M. Michel Wolter, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Eugène Berger*
5. Question élargie n°3 de M. Claude Adam sur les réfugiés et les demandeurs de protection internationale
   - *M. Claude Adam - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Claude Adam*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung op, et je tiens à saluer les représentants du corps diplomatique.

2. Mots de bienvenue aux membres de la délégation du parlement de Rhénanie-Palatinat

Darüber hinaus habe ich die Freude, eine vierköpfige Delegation des Landtages Rheinland-Pfalz mit Vizepräsidentin Hannelore Klamm an der Spitze herzlichst im Luxemburger Parlament zu begrüßen.

Ech wollt dann d'Regierung froen, Här Ausseminister, ob Dir eng Kommunikatioun ze maachen hutt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da kënne mer direkt zum Débat iwwert d'Europa- an Aussepolitik iwwergoen. Do ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgehalen. Ech hunn d'Inscriptioun vun de mandatéierte Sprecher virleien. Wann nach ee Riedner sech wëllt mellen, soll en dat wann ech gelift elo direkt maachen.

D'Wuert huet dann direkt den éischte Riedner, de Vertrieder vun der CSV, den Här Laurent Mosar.

3. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ausseminister, där Debatt, déi mer haut de Mëtteg hei wäerte féieren, mengen ech, kënnt an dësem Joer eng ganz besonnesch Bedeitung zou, well déi Welt, an där mer liewen, a ganz ville vun hire Regiounen opgewullt ass. 100 Joer nom Ufank vum Éischte Weltkrich a quasi 70 Joer nom Enn vum Zweeten ass d'Angscht virun engem Kale Krich erëm haut esou akut wéi scho laang net méi säit dem Zesummebroch vun der fréierer Sowjetunioun.

Wann ee sech dobausse mat de Mënschen ënnerhält, spiert een, datt eng reell Angscht virun engem Krich a ganz ville Käpp präsent ass, an dat net nëmme bei eisen eelere Matbierger, mä och ëmmer méi jonk Leit stelle sech berechtegt Froen iwwer Krich a Fridden am Ufank vum 21. Jorhonnert.

Ech si frou, haut erëm dierfen den aussepolitesche Spriecher vu menger Fraktioun ze sinn, dat no enger klenger Paus vu véier an engem hallwe Joer, wou ech awer ëmmer mat ganz vill Interessi, Här President, vun Ärer Plaz aus dëser Debatt nogelauschtert hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Esou wéi ech dat och däerf maachen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Erlaabt mer, ier ech in medias res kommen, awer fir d'Éischt nach eng Rei vu Mercie lasszeginn. En éischte Merci geet un eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, deen, esou fanne mir, eist Land dobaussen an Europa, awer och doriwwer eraus dignement representéiert an dat mat ganz vill Engagement an Häerzblutt mécht.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Derniewent fënnt den Ausseminister ëmmer erëm Zäit, fir d'aussepolitesch Kommissioun um Lafende vun enger ëmmer méi schneller Aktualitéit ze halen, an ech fannen eigentlech, datt do vill vu senge Kolleegen an der Regierung sech kéinten un him e positivt Beispill huelen.

(Brouhaha)

Erlaabt mer, Här Ausseminister, dann awer vläicht eng kleng Suggestioun, déi awer ganz léif gemengt ass: Ech héieren lech schrecklech gär an den internationale Medien iwwert d'Aussepolitik schwätzen, héieren dat vill léiwer, wéi wann Der bei der Madame Anne Will iwwer Bréifboîtten hei zu Lëtzebuerg schwätzt.

(Interruptions et brouhaha)

En zweete Merci geet un d'ganz Équipe vun eiser Représentatioun zu New York bei de Vereenten Natiounen, déi, fanne mir, eng exzellent Aarbecht am Kontext vun eiser Memberschaft am Sécherheetsrot gemaach huet. Oft ass an deene leschten Deeg vun engem schlechten Image vun eisem Land dobausse geschwat ginn. Abee, ech mengen, datt d'Aarbecht vun der Équipe ëm d'Sylvie Lucas sécherlech zu enger ganz gudder Reputatioun vun eisem Land an internationale Kreesser bäigedroen huet.

En drëtte Merci geet un de President vun der aussepolitescher Kommissioun, de Marc Angel, dee mat ganz vill Engagement a Fangerspëtzegefill d'Aarbechte vun dëser Kommissioun leet...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...an deem et och ni e Moment ze fréi oder ze spéit ass, fir seng Kommissioun anzeberuffen. Ech fannen - dat ass meng perséinlech Meenung -, datt hien eigentlech e ganz würdegen Nofolger vun eisem laangjährege President, dem Ben Fayot, vun dëser aussepolitescher Kommissioun ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- E leschte Merci - an et ass elo net, well ech dee fir d'Lescht...

Une voix.- Gi mer erëm zesummen?

(Hilarité générale)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also ech sinn nach net fäerdeg mat menger Ried, also kommt!

(Brouhaha)

E leschte Merci geet dann awer un den austriedende President vum Benelux-Parlament, eise Frënd Marcel Oberweis, deen op eng oner-middlech Aart a Weis och ëmmer präsent ass an deen d'Aarbechte vum Benelux-Parlament op eng exzellent Manéier geleet huet. Säi Mandat leeft elo of. Vun dëser Plaz aus e grousse Merci un de President an och un alleguerten d'Membere vun dësem eminente Parlament, deem seng Importenz heiansdo net richteg - och vun dësem Haus - ageschat gëtt, Här President.

Plusieurs voix.- Ouh?!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Sou, no all deene Mercie géif ech dann awer elo ufänke mat menger Rees duerch d'welt- an d'europapolitesch Aktualitéit, net ouni awer direkt ze preziséieren, datt ech, Här Ausseminister, net esou extensiv hei kann a wëll si wéi Dir, mä datt ech mech op eng Rei vu ganz besonnesch wichtege Punkte wäert limitéieren, wat awer natierlech net heescht, datt all déi net behandelt Punkten onwichteg wären. Ier ech awer mat menger Rees ufänken, eng Rei méi allgemeng Iwwerleeungen:

Fir d'Alleréischt: Den europäesche Sécherheetssystem, dee säit 1989 besteet, baséiert op där enger Säit op der Fräiheet an der Souveränitéit vun de fréiere Satellittestate vun der Sowjetunioun an op där anerer Säit op dem Partenariat zwëschen NATO a Russland. Dëse Sécherheetssystem ass säit den Evenementer an der Ukrain an der Annexioun vun der Krim duerch Russland gehéierlech duerjerneegerëselt ginn. Op där anerer Säit hunn déi jeeweileg Kricher, déi nom Nine-Eleven ugestiwwelt gi sinn, ganz besonnesch am Noen Osten dës ganz Regioun och an Onrou bruecht.

Mir liewen haut an enger multipolarer Welt, déi vill méi onsécher a geféierlech ginn ass, a mir mussen eis bewosst sinn, datt de Risiko vun Affrontementer a Kricher substanziell an deene leschte Méint a Jore gewuess ass.

Ier ech op de Fong vu menger Interventioun aginn, wëll ech sechs méi allgemeng Feststellunge maachen, déi déi aktuell ugespaante Situatioun a ville Regioune vun der Welt erklären an déi zesummegeholl och zumindest usazweis Léisunge kënnen opzeechnen:

1) All déi grouss Länner, déi bis viru Kuerzem zu engem groussen Deel fir déi international Stabilitéit verantwortlech waren, wéi d'Vereenegt Staten, awer och grouss europäesch Länner wéi England a Frankräich, gesinn an deene leschte Joren hir Positioun geschwächt, an dat haaptsächlech par rapport zu Länner wéi China, Russland oder och dem Iran.

2) Déi international Weltuerdnung gëtt net méi eleng geregelt vun eenzelne Staten, déi an der Zwëschenzäit de Monopol vun der Aussepolitik verluer hunn zugonschten op där enger Säit vu grousse multinationalen Entreprisen an op där anerer Säit u kriminell an terroristesch Gruppen, déi an der Zwëschenzäit ëmmer méi grouss Territoiren op eiser Welt kontrolléieren.

3) D'Vereenegt State vun Amerika sinn nach ëmmer déi eenzeg global Weltmuecht, mä hir Positioun ass net méi déi vun därselwechter Stäerkt, wéi se se nom Zweete Weltkrich bis an d'90er Joren haten.

4) China ass déi eenzeg Groussmuecht, déi et elo scho kann an deenen nächste Jore mat de Vereenegte Staten ophuelen, sief dat souwuel um wirtschaftleche wéi um militäresche Plang.

Ech sinn dofir frou, Här Ausseminister, datt mir mat China exzellent Relatiounen hunn an datt Lëtzebuerg als e sougenannten „gateway" fir chineesesch Investissementer an Europa ugesi gëtt.

5) Fir dëser Destabiliséierung vun der Weltuerdnung entgéintzewierken, wär et eigentlech noutwendeg, datt all demokratesch gefiert Staten an Natioune sech zesumme géife mobiliséieren a mat enger Stëmm schwätzen, wéi dat zum Deel an den 30er Jore vum leschte Jorhonnert de Fall war.

Leider muss ee feststellen, datt déi gréisst Weltmuecht, nämlech d'Vereenegt Staten, éischter amgaangen ass, sech zréckzezéien an domadder och deelweis d'Kredibilitéit vun hiren Engagementer a Fro ze stellen, an op där anerer Säit - an dat ass eigentlech fir mech déi trauregst Feststellung! - hir Alliéiert weltwäit duerch eng elektronesch Surveillance duerch hir Geheimdéngschter permanent ze kontrolléieren an domadder eigentlech hiert Vertrauen a si a Fro ze stellen.

6) An enger internationaler Situatioun, déi ëmmer méi amgaangen ass, sech ze degradéieren, sinn ëmmer méi Staten net méi bereet, sech aktiv géint gewëssen Tendenzen ze stellen a fir hir eege Wäerter an Iwwerzeegunge sech anzesetzen.

An deem Kontext erlaabt mer, de griicheschen Historiker a Politiker Thucydide an „La guerre du Péloponnèse" ze zitéieren, deen den Athener deemools an Erënnerung geruff huet, an ech ginn Iech hei eng fräi lëtzebuergesch Iwwersetzung: „Dir hutt de Choix, Iech auszerouen oder fräi ze sinn. Dir musst Iech fir dat eent oder anert entscheeden." Och haut steet d'Welt, a ganz besonnesch déi westlech, nach ëmmer virun deemselwechte Choix, an déi muss sech gradesou wéi déi al Griiche fir dat eent oder fir dat anert entscheeden.

Här President, ech wëll mech an deenen nächste Minutte fir d'Éischt mat der Situatioun an der Ukrain befaassen, duerno meng Rees weider an den Noen Oste fortsetzen, kuerz duerno a verschidde Regiounen en Abstecher maachen, wou mer sougenannten „conflits gelés" hunn, an zum Schluss mech nach e bësse mat der Fro vun der Roll vun Europa an der Europäescher Unioun an der Welt befaassen.

Ech wëll, wat d'Ukrain ugeet, net méi am Detail op d'Entstehung vun deem Konflikt agoen, mä kommen awer net derlaanscht, eng Rei vu Bemierkungen heizou ze maachen:

Eng éischt Bemierkung ass, datt, wéi mer virun enger Rei vu Méint eng Aktualitéitsstonn zu der Ukrain haten, ech sot, datt, wann ee wéilt d'Situatioun vun engem Land verstoen a Léisunge fir d'Zukunft wéilt fannen, ee sech misst mat der Geschicht vun dësem Land auserneesetzen. Ech hat deemools schonn ënnerstrach, datt een, wann ee sech géif e bësse mat russescher Geschicht befaassen, misst wëssen, datt d'Krim ëmmer zu Russland gehéiert huet an eigentlech eréischt 1958 duerch eng Décisioun vum Chruschtschow un d'Ukrain rattachéiert ginn ass.

Zweet Bemierkung: Fir vill Mënschen a Russland ass den Zesummebroch vun der Sowjetunioun eng grouss Katastroph, déi se bis haut nach ëmmer net verkraaft hunn. Nom Zesummebroch vun der Mauer sinn deemools vu westlecher Säit Russland eng ganz Rei vu Versprieche gemaach ginn, wat d'Ausdehnung vun der NATO ugeet, an déi Versprieche sinn an där Form leider net alleguer gehale ginn. Dat erkläert dann och, Här President, datt et a Russland vill Ressentimenter géint Europa, awer och géint d'Vereenegt State ginn, déi dann haut natierlech besonnesch erëm zu Dag trieden.

Drëtt Bemierkung: Russland ass a senger Geschicht zweemol Affer vun enger militärescher Invasioun ginn, fir d'Éischt duerch den Napoléon an dunn am Zweete Weltkrich duerch Nazidäitschland. Et muss een also verstoen, datt et a Russland verständlech Ängschte gëtt vu groussen Deeler vun der ëffentlecher Meenung, déi sech natierlech schwéier domadder doen, eng direkt Grenz mat der Europäescher Unioun ze kréien.

Véiert Bemierkung - an da kommen ech schonn zu där méi rezenter Vergaangenheet -, d'Unerkennung vum Kosovo ass deemools géint de Wëlle vu Russland duerchgesat ginn an huet e Präzedenzfall geschafen, wat den Netrespekt vum internationale Vëlkerrecht ubelaangt.

Eng Klammer: Ech hat deemools als aussepolitesche Spriecher op d'Gefore vun deem Präzedenzfall higewisen. Här Ausseminister, Dir waart deemools net ganz frou iwwert déi Bemierkung. Ech gesi just, datt ech im Nachhinein net ganz onrecht hat, wéi ech dorobber higewisen hunn.

Fënneft Bemierkung: Et war sécherlech net glécklech, datt d'Europäesch Kommissioun en Associéierungsofkommes an där virgesinnener Form mat der Ukrain wollt duerchbréngen, dat, ouni am Virfeld mat Russland doriwwer geschwat ze hunn. Hei huet et där fréierer Europäescher Kommissioun manifestement u Fangerspëtzegefill gefeelt, well et hätt ee misse wëssen, datt een hei Russland géif virun de Kapp stoussen. Ech sinn dann och iwwerzeegt, datt dat, och wann et sécherlech net deen eenzege Grond fir d'Kris an der Ukrain ass, dach ee vun den Ausléiser dovu war.

Här President, mir wëssen alleguer, wéi et duerno virugaangen ass, wéi Russland an enger Nuecht- an Niwwelaktioun d'Krim emol esou einfach annektéiert huet. Et kéint ee sécherlech elo laang driwwer philosophéieren, ob et sech hei ëm eng Annexioun oder eng Sécessioun handelt an ob dëst mam vëlkerrechtleche Standpunkt konform ass oder net. Dat solle mer de Spezialisten iwwerloossen. Fir eis a meng Fraktioun ass op jidde Fall d'Aart a Weis, wéi Russland d'Krim annektéiert huet, absolut inakzeptabel a kann op kee Fall vun der internationaler Communautéit guttgeheescht ginn!

Gradesou inakzeptabel ass d'Situatioun an der Südostukrain, wou russesch Separatisten ëmmer erëm aktiv duerch déi russesch Arméi ënnerstëtzt ginn, déi si och permanent mat Waffe beliwwert. Et ass dofir och nëmme richteg, Här President, datt déi international Communautéit a ganz besonnesch och d'Europäesch Unioun dëst Virgoe vu Russland schaarf condamnéiert huet an och weider net bereet ass, dës Situatioun definitiv ze akzeptéieren.

Dat gesot, dierf een awer och d'Ukrain, souwuel déi viregt wéi déi heiteg Autoritéiten, net aus der Verantwortung erausloossen, well och si sécherlech net ganz onschëlleg sinn un der Zouspëtzung vun engem Konflikt, ganz besonnesch am Moment an der Südostukrain. Dofir muss och d'Europäesch Unioun drop pochen, datt déi nei ukrainesch Regierung schnellstméiglech eng Rei vu Reformen ëmsetzt, sief dat um Niveau vun der Rechtsstaatlechkeet, dem Kampf géint d'Korruptioun, dem Asetzen an dem Funktionéiere vun enger onofhängeger Justiz an enger kompletter Reorganisatioun vun hirer Ekonomie.

Dëst ass sécherlech eng Herkulesaufgab, déi op déi nei Regierung an déi nei Majoritéit zoukënnt. Eleng wäerte si dëst sécherlech net kënne schëlleren. Dofir ënnerstëtze mir och d'Efforten, déi d'Europäesch Unioun an och de Fonds Monétaire International maachen, fir deem Land finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

Doriwwer eraus: Wéi kann et an den nächste Wochen a Méint an der Ukrain virugoen?

Éischtens si mir, wéi den Ausseminister, der Meenung, datt den Accord vu Minsk, deen e Waffestëllstand, d'Fräiloosse vu Prisonnéier, de Réckzuch vun alle Waffen a bewaffnete Männer, d'Dezentraliséierung vum Pouvoir an der Ukrain an e spezielle Statut fir d'Regioune vun Donetsk a Lugansk virgesäit, schnellstens muss ëmgesat ginn. Minsk ass bis elo dat eenzegt konkret Instrument, wat mer hunn, an dofir muss et och ëmgesat ginn. Derniewent muss d'Ukrain natierlech d'Recht kréien, fräi seng ekonomesch a politesch Allianzen auszewielen, inklusiv an Europa.

Zweetens muss der Ukrain kloer vermëttelt ginn, datt eng NATO-Memberschaft an en EU-Bäitrëtt an der aktueller Situatioun a fir déi nächst Zukunft absolut ausgeschloss sinn. Ech kann dofir och déi rezent Deklaratioun vum ukrainesche President Poroschenko net guttheeschen, dee wëllt iwwer Referendum d'Fro vun engem eventuellen NATO-Bäitrëtt duerch déi ukrainesch Populatioun décidéiere loossen. Ech fäerten, datt an dëser Situatioun esou Aussoe leider erëm wäerten Uelech an d'Feier schëdden.

Dréttens soll d'Europäesch Unioun weider d'Ofschléisse vum Associéierungsofkomme virundreiwen, ouni awer a Richtung vun enger méiglecher Memberschaft an der Europäescher Unioun ze goen, wëssend, datt souwisou dat Land weder strukturell, wirtschaftlech nach um Niveau vu senger Gouvernance eng Memberschaft kann ustriewen.

Ech bleiwen dofir och der Iwwerzeegung, datt déi sougenannten „Kissinger-Doktrinn" nach ëmmer absolut Gültegkeet huet. Ech sinn dofir och frou, gëschter aus dem Mond vum Ausseminister héieren ze hunn, datt hien déiselwecht Meenung deelt. Mir mengen nämlech och mam Här Kissinger a mam Här Ausseminister, datt d'Ukrain soll eng Aart Bréck ginn zwëschent der Europäescher Unioun a Russland, mat op där enger Säit enger enker Kooperatioun mat der Europäescher Unioun op ville Gebidder, an op där anerer Säit awer och weider soll normal institutionell Relatioune mat Russland ënnerhalen. Ech kéint mer och virstellen, Här President, datt esou e Statut vu Russland géif akzeptéiert ginn.

Wat elo Russland selwer betrëfft, ass et fir mech eng absolut Prioritéit, datt een dat Land mat senger grousser Geschicht a senge groussen Traditioune respektéiert. Mir sollen eis alleguer bewosst sinn, datt dëst Land zu Europa gehéiert, a mir mussen alles dofir maachen, datt dat net nëmme geografesch, mä och geopolitesch esou bleift. Well et awer net gutt ass, datt Russland weider isoléiert ass a bleift, menge mir, datt een alles muss maachen, fir de Gespréichsfuedem mat Moskau net ofbriechen ze loossen.

An ech fannen, datt eigentlech d'Politik vun der Europäescher Unioun an déi richteg Richtung geet, fir d'Éischt, well mer emol säit Laangem erëm hei an der Europäescher Unioun aussepolitesch an engem Dossier mat enger Stëmm schwätzen an och all Memberlänner sech un där Positioun an un där Politik bedeelegen. Ech wëll awer och hei ganz besonnesch d'Efforte vun der däitscher Bundeskanzlerin, der Madame Merkel, an dem däitschen Ausseminister Steinmeier ervirhiewen, déi mat extrem vill Gedold ëmmer erëm probéieren, deen dënne Fuedem net komplett ze zerschneiden, an ëmmer erëm weider am Gespréich mat der russescher Regierung an hirem President Putin bleiwen.

Erlaabt mer awer an dësem Kontext, Här President, e puer Wierder zu der Thematik vun de Sanktiounen ze soen. Perséinlech sinn ech kee groussen Unhänger vu Wirtschaftssanktiounen, well se meeschtens déi Falsch treffen an och net ouni Konsequenze bleiwe fir déi Länner, déi se ausspriechen. Ech si perséinlech och net dervun iwwerzeegt, datt dës Sanktiounen de President Putin a senger Determinatioun iergendwéi gebremst hunn, och wann déi russesch Wirtschaft sécherlech net onberéiert heivu bliwwen ass a bleift.

Allerdéngs wäert de President Putin, an dat ass de Risiko, dës Sanktiounen als Excuse benotzen, fir all Dysfonctionnementer vum aktuelle Regime ze entschëllegen. An ech wëll an deem Kontext eisen eminente Landsmann François Heisbourg an der „Libération" zitéieren, dee Folgendes gesot huet à propos vun de Sanktiounen: «Cela a certes pénalisé l'économie russe, mais la chute de 25% du prix du pétrole en quatre mois a eu encore plus d'effet que des sanctions qui ont renforcé Poutine politiquement et servent d'excuse à tous les dysfonctionnements d'une économie que ce régime a été incapable de moderniser.»

Am selwechte Kontext kéint een och nach de Michael Chodorkowski zitéieren, dee jo wierklech net am Verdacht steet, e Frënd vum Putin ze sinn, deen och kierzlech an engem Interview gemengt huet, datt dës Sanktioune kontraproduktiv wären. Besonnesch de Moment vun der drëtter Etapp vun deene Sanktioune war, menger Meenung no, politesch extrem schlecht gewielt an huet sécherlech net zu enger Berouegung vun der Situatioun bäigedroen.

Ech begréissen dofir, datt d'Europäesch Unioun momentan net gewëllt ass, op de Wee vu weidere Sanktiounen ze goen. An ech géif och eisen Ausseminister encouragéieren, dës Positioun aktiv weider ze ënnerstëtzen.

Ech géif och derfir plädéieren, datt déi aktuell Sanktiounen, wa se dann auslafen, net méi onbedéngt sollte verlängert ginn. Op jidde Fall géif ech do virdru warnen, déi Iddi, déi elo schonn a verschiddene Käpp ronderëmgeeschtert, de russesche Banken de Swift a se och vun den internationale Kreditmäert ofzetrennen, well dëst net nëmme kéint katastrophal Konsequenzen op de ganze russesche Wirtschaftssecteur hunn, mä och op den europäesche Bankesecteur géif mat sech bréngen!

Ofschléissend zu der Situatioun vun der Ukrain wëll ech de fréieren däitschen Ausseminister Genscher zitéieren, dee virun e puer Deeg gesot huet: „Stabilitéit an Europa gëtt et net géint, mä nëmme mat a scho guer net ouni Russland."

Dann, Här President, kéim ech zum nächsten Deel vu menger Interventioun, nämlech d'Situatioun am Noen Osten. Haut muss ee feststellen, datt an dësem Deel vun der Welt ëmmer erëm déiselwecht Krisen an ëmmer erëm deeneselwechte Regiounen ausbriechen, sief dat am Gaza, Syrien, Libyen, am Irak oder am Kurdistan. Iwwerall schénge geschwächte Regierungen, zum Deel eis onbekannten Terrormilize mateneen ze kämpfen. Fir déi meescht vun eis ass d'Situatioun vill ze vill komplizéiert, fir datt se sech domadder géifen auserneesetzen. Wann een dann no den Zesummenhäng vun dëser Kris freet, da gëtt et däitlech, datt och mir eppes mat dëse Konflikter ze dinn hunn an domadder och net einfach kënnen ewechkucken.

Dat läit a sech net un der wirtschaftlecher Verflechtung mat dësem Deel vun der Welt, mä un engem Konfliktmuster, zu deem mir eigentlech och gehéieren. Nämlech datt dat, wat am Irak passéiert, deeneselwechten zentrale Mechanisme follegt wéi an Nordafrika, am Nigeria, a Pakistan an an Afghanistan. De gemeinsamen Nenner vun all dëse Konflikter ass deen, datt zu iergendengem Zäitpunkt westlech State militäresch oder politesch an dëse Staten intervenéiert sinn.

A souguer, wann de Westen net aktiv agegraff huet, esou ass hien op mindestens zwee Niveauen un dëse Konflikter bedeelegt, éischtens déi wirtschaftlech a strategesch Interessen, déi d'Industrienatioune mat där jeeweileger Regioun verbannen, wéi den Uelech am Irak, Libyen, Nigeria, déi strategesch zentral Lag vun Afghanistan oder de Risiko virun deene pakistaneschen Atombommen.

Deen zweeten Niveau ass dat, wat ech géif nennen déi politesch Psychologie vun dëse Konflikter, an deenen all islamesch Gruppen eng Haaptroll spillen, déi zwar behaapten, sech fir lokal Interessen anzesetzen, déi et awer iwwerhaapt net géif ginn, ouni d'Geld, d'Waffen an d'Kämpfer, déi se aus dem Ausland kréien. Bei dësen internationale Sponsoren handelt et sech meeschtens ëm potent Eenzelpersounen oder Privatstëftungen an arabesche Golfstaten, awer och militäresch Regimer, wéi déi a Syrien an am Iran.

All dës Sponsoren ënnerstëtzen déi jeeweileg Akteuren net, well se iergendwellech Sympathië fir déi lokal Interesse vun dësen Akteuren hätten, mä als Deel vun enger weltwäiter Strategie géint de Westen. „Global denken, lokal handelen" ass dann och d'Strategie vun all dësen Terrorgruppen. An heifir ass d'Terrorgrupp Islamesche Stat oder „Daech", wéi se elo genannt gëtt, eigentlech dat beschte Beispill. Am Irak entstanen, duerno op Syrien ausgeweit, huet den Islamesche Stat an de leschte Jore Kämpfer vun alle Kontinenter ugezunn.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, dës Attraktivitéit fir eng Terrororganisatioun, déi op barbaresch Krichsmëttelen zréckgräift? Erfollegräich ass dës Organisatioun ginn, well se et fäerdegbruecht huet, am Irak mat lokale sunnitesche Stämm zesummenzeschaffen, déi vun der schiitescher Zentralregierung zu Bagdad ignoréiert an erdréckt gi sinn.

Op där anerer Säit awer och duerch Gesetzer, Symboler a Bestrofungsritualer huet dës Organisatioun eng Aart virtuelle Modell-Kalifat erriicht an dat op eng äusserst professionell Aart a Weis iwwer Internet weltwäit mediatiséiert. An dëse realen Terrorregime gëtt dann eng Dauerreklammesendung fir e globale Publikum, an där Videoe vun deenen diversen Exekutioune weltwäit duerch den Internet geschéckt ginn.

Derbäi kënnt natierlech, datt duerch den Zerfall vun der Statlechkeet an de Länner vum „Arabesche Fréijoer", um Hindukusch an an Afrika d'Ausbreedung an d'Vernetzung vun dësen neien terroristeschen Internationalen iwwerhaapt eréischt méiglech gemaach gi sinn. Schlussendlech kënnt derbäi, datt dës Terrorgruppe strategesch, taktesch exzellent ausgebilt sinn an derniewent iwwer extrem substanziell finanziell Moyene verfügen. Derbäi kënnt, datt wahrscheinlech déi terroristesch Aktioune sech leider net wäerten op den Noen Oste begrenzen, mä riskéieren, kuerz- a mëttelfristeg sech op westlech Staten auszedehnen.

Wéi kann elo déi international Communautéit, Här President, géint d'Barbarei vun dësen Terrororganisatioune virgoen? Fir mech ass kloer, an den Irak ass eigentlech hei en exzellent Beispill, datt sech de Knuet aus ethnesch-religiése Konflikter tëschent Schiiten a Sunniten net vu

baussen zerschloe léisst, mä nëmme vu banne kann opgeléist ginn.

Dat heescht net, datt de Westen net soll eng Hëllefstellung ginn, fir géint déi Terrororganisatioun virzegoen, wéi dat jo och am Moment schonn zu engem groussen Deel iwwer Loftugréffer geschitt. Allerdéngs muss ee sech bewosst sinn, datt dat eleng net duergeet. An dës Loftugréffer mussen ënnerstëtzt ginn um Buedem vun enger Koalitioun vu gemässegten arabesche Staten. An hei si virun allem Saudi-Arabien, den Iran an d'Türkei gefuerdert.

Den Iran ass de politeschen Zentrum vum Islam an Teheran ass d'Schutzmuecht vun de Schiiten. Op där anerer Säit ass d'Türkei eigentlech dat wirtschaftlecht a militäresch „Powerhouse", wann ech mech esou kann ausdrécken, vun der gesamter Regioun.

Och wann ech, Här Ausseminister, d'Impressioun hunn, datt sech d'Situatioun an deene leschte Wochen a Méint positiv entwéckelt, esou gëtt een dach d'Gefill net lass, datt déi virgenannten dräi grouss regional Muechte weiderhin en duebelt Spill spillen. Sou gëtt an de Moscheeën an an de Schoulen a Saudi-Arabien weider déi archaeschst Form vum Islam gepriedegt, déi eigentlech deene reliéise Fanatiker hir mënscheveruechtend Ideologie liwwert.

Den Iran ënnerstëtzt onverännert de syreschen Diktator Assad a finanzéiert derniewent mat der Hisbollah-Miliz en notoreschen Onrouestëfter am Libanon. Schlussendlech gesäit de President Erdoğan an an der Türkei méi Gefor an engem potenziell onofhängege Kurdistan wéi an engem Islamesche Stat, deen direkt op senge Grenzen ass.

Zu der Positioun vun der Türkei hate mer mat e puer Kolleeginnen a Kolleege virun enger Rei vun Deeg eng Réunioun mam türkeschen Europaminister. Mä ech muss lech soen, datt déi Argumentatioun, déi den Här gefouert huet, fir mech zumindest, net ganz iwwerzeegend ass. Ech mengen nämlech, datt et hei net duergeet, just nëmmen d'Flüchtlingen aus Kobanê an d'Türkei eranzeloossen. Mä hei refuséiert einfach d'Türkei iwwerhaapt deene Mënschen, déi ageschloss sinn zu Kobanê, zu Hëllef ze kommen.

An ech sinn dofir och nohalteg der Meenung, Här President, datt vum Westen, awer ganz besonnesch och vun der Europäescher Unioun, wesentlech méi Drock muss op d'Türkei gemaach ginn, fir, an dat ass en anere Problem, datt se vill méi streng Kontrollen ariichten, wat den Transit vun deene Dschihad-Kämpfer Richtung Irak a Syrien betrëfft.

An deene leschten Deeg waren eng Rei vu Reportagen op verschiddenen auslänneschen Televisiounschaînen ze gesinn, wou ee gesäit, datt quasiment alleguerten déi Leit iwwert d'Türkei ouni déi geréngste Kontrolle kënnen an den Irak an a Syrien areesen. Derniewent plädéiere mir och weider derfir, datt d'Kurde vun der Europäescher Unioun a vun der NATO sollen an hirem Kampf géint den Islamesche Stat ënnerstëtzt ginn.

Dann nach e Wuert zu Syrien, wou Dir, Här Ausseminister, gëschter ënnerstrach hutt, ech mengen zu Recht, datt et hei net kann e Choix oder eng Fro vu Choix zwëschen dem Assad-Regime an dem Islamesche Stat ginn. Trotzdeem wollt ech awer betounen, datt d'Situatioun a Syrien e bësse méi komplex ass, wéi se oft duergestallt gëtt.

Et muss ee wëssen, an ech sinn iwwerzeegt, datt Dir, Här Ausseminister, dat genausou gesitt, datt Syrien, niewent dem Iran, eigentlech nach dat eenzegt grousst Land am ganzen Noen Osten ass, wou d'Schiiten un der Muecht sinn. An dat géif déi ganz Regioun an e geféierlechen Déséquiliber stierzen, wa vun haut op muer déi schiitesch Regierung do géif duerch eng exklusiv sunnitesch ersat ginn, ofgesinn dovun, datt ech mer och net ka virstellen, datt den Iran dat esou einfach géif hinhuelen.

Derniewent mengen ech och, datt déi „Fräi Syresch Arméi" a grouss Deeler vun der syrescher Oppositioun wahrscheinlech nach guer net esou organiséiert sinn, datt se iwwerhaapt capabel wären, muer d'Muecht einfach esou kënnen ze iwwerhuelen. An d'Gefor besteet derniewent, datt, wa muer erëm d'Sunnite géifen a Syrien un d'Muecht kommen, verschidden aner reliéis Minoritéiten, wéi ganz besonnesch d'Alawiten, awer och d'Chrëschten, der Gefor vu Verfollegungen a Genoziden ausgesat wären.

Mir sollen eis ëmmer erëm e Beispill u Libyen huelen, wou wuel den Diktator Gaddafi, Gott sei Dank, haut net méi do ass, op där anerer Säit Libyen awer am Moment an engem generelle Chaos riskéiert ënnerzegoen, wou just déi verschidde Stämm sech ënnerenee bekrichen.

Ech plädéieren derfir, mat ganz vill Virsiicht an Nuancen an deem doten Dossier virzegoen a sech net der Illusioun hinzeginn, datt eleng doduerch, datt ee muer den Diktator Assad ersetzt, een domadder all Problemer an deem Land kéint léisen. An haaptsächlech dierf een d'Extensiounsgefor vum Konflikt op aner Länner net ënnerschätzen!

Och mir, Här President, sinn hei zu Lëtzebuerg entre-temps vun der Realitéit vum Dschihad ageholl ginn, well säit e puer Deeg bekannt ass, datt ee jonke portugisesche Matbierger op de Säite vum Islamesche Stat a Syrien kämpft. Dëst schéngt dann och net deen eenzege lëtzebuergesche Résident ze sinn, kann een den Informatioune vu verschiddene Medie gleewen. Mir hunn also manifest och e Problem hei zu Lëtzebuerg, well mer, éischtens, net wëssen, wéi vill aner jonk Leit vläicht elo nach um Ofsprong Richtung Syrien oder Irak sinn. An haaptsächlech, well mer och net wëssen, wéi mer mat deenen ëmginn, déi awer erëm riskéieren, no enger gewëssener Zäit, wa se dann dee Krich dohannen iwwerliewen, an eist Land zréckzekommen.

Dofir, Här Ausseminister, wär et wichteg, wa mir esou schnell wéi méiglech eis och do géifen deen néidege gesetzlechen Encadrement ginn, wéi mir an Zukunft mat esou Leit ëmginn. Op där enger Säit mat deenen, déi dohinnerginn, awer och mat deenen, déi zréckkommen. An ech war dofir ganz frou, de Moien an der Justizkommissioun vun der Chamber de Justizminister Félix Braz héieren ze hunn, deen eis gesot huet, d'Regierung wär derbäi, e Projet de loi virzebereeden, deen och déi ganz Thematik do géif encadréieren. Hien huet eis gesot, e géif hoffen, datt en och nach dee Projet de loi virum Enn vum Joer kéint duerch de Conseil des ministres bréngen.

Da maache mir eis awer och Suergen iwwert déi Associatioun zu Esch, déi net nëmme vun deem portugisesche Jong, mä och nach vun anere vun deene jonke Leit fréquentéiert ginn ass, ier se a Syrien gaange sinn. Ouni elo wëllen - an ech mengen, et muss een äusserst virsiichteg sinn - hei Virveruerteelungen ausezschwätzen, wär et dach gutt, Här President, wann déi zoustänneg Autoritéite ganz genau géife kucken, wat hei ofleeft an, le cas échéant, wa sech déi Verdachter géifen als begrënnt erausstellen, dann och do déi noutwendeg Mesuren ze huelen.

An da schlussendlech, an ech mengen, déi wesentlech Fro, Dir Dammen an Dir Häre, déi mer eis eigentlech an dësem Kontext musse stellen, dat ass déi: Firwat jonk Leit vun engem Dag op deen aneren alles hei zu Lëtzebuerg oder an engem anere westleche Land lénks leie loossen, fir sech wëllen enger Terrororganisatioun unzeschléissen, déi en Niveau vu Barbarei erreecht huet, deen zumindest an der rezenter Geschicht sengesgläiche sicht.

Ech mengen och, datt mir do e gewëssenen Nohuelbedarf hunn hei am Land, an ech soen dat à l'adresse vun alle Kolleeginnen a Kolleegen, well et eigentlech am Moment hei guer keng Strukture gëtt, déi esou jonk Leit kéinten opfänken an déi och vläicht an deene Kreesser eng Opklärung iwwer Terrororganisatioune misste maachen. An ech schwätzen do natierlech haaptsächlech vun islamesche Kreesser.

Här President, iwwert den Islamesche Stat an d'Beweggrënn vu ville jonke Mënschen, och hei zu Lëtzebuerg, géif et sécherlech vill ze soe ginn. Allerdéngs erlaabt mer meng Zäit net, mech hei méi intensiv domadder auserneenzesetzen. Nach mengen ech, et wär wichteg, datt mir eis alleguerten hannerfroen, wat dësen Islamesche Stat esou attraktiv mécht fir jonk Mënschen, fir sech esou enger, wéi gesot, barbarescher Terrorgrupp unzeschléissen.

Fir all déi Kolleegen, déi dat interesséiert, wéilt ech hinne soen, an ech géif mech och dorobber referéieren, d'Artikelen an d'Interviewe vun zwee vläicht vun deene gréisste Spezialiste vum Islam, op där enger Säit den hollännesche Schréftsteller Leon de Winter an op där anerer Säit de franséische Schréftsteller Olivier Roy hinzeweisen, déi eigentlech zu deeneselwechte Konklusioune kommen, wat déi Beweggrënn ugeet.

Erlaabt mer zum Schluss vun dësem Punkt, lech trotzdeem e puer Sätz aus engem Interview mam Olivier Roy virzeliesen, déi, ech mengen, eis alleguerte misste ganz bedenklech stëmmen.

De Journalist freet also hei den Här Olivier Roy: «Comment expliquer l'attrait aussi puissant exercé sur des jeunes issus de presque toutes les nationalités?» Dann äntwert den Här Roy: «D'un seul coup Daech offre l'aventure avec un grand A. Un désert, où tout le monde peut se rendre facilement. Sans devoir entrer dans la clandestinité, vous vous retrouvez sur un 4X4 avec une mitrailleuse lourde et un drapeau noir à foncer en criant Allah Akbar. Pour des jeunes de 20 ans c'est exaltant! En plus vous avez des femmes à disposition. La mort, ces jeunes n'en ont pas peur. Une grande partie d'entre eux sont dans une fascination suicidaire. Pour les autres c'est une sorte de „no future". Se faire tuer à 30 ans sera toujours mieux que terminer retraité de Mac Do. Quand vous avez l'impression de n'avoir aucun avenir, que vos parents et vos profs vous insupportent, vous ouvrez Internet et d'un seul coup une fenêtre s'ouvre sur un monde d'émotions fortes, de soleil et de sang. Ça excite des mécanismes un peu primaires, mais ça fonctionne.»

Ech fueren dann a menger Rees virun a kommen natierlech och net derlaanscht, Här President, e puer Wuert iwwert d'Situatioun am Gazaträifen ze verléieren, wou de Risk, an den Här Ausseminister huet et och gëschter scho betount, vun der Intifada all Dag méi grouss gëtt. Ech wëll och net méi alles dat widderhuelen, wat ech schonn a viregte Riede méi oft hei ënnerstrach hunn. Ech mengen, mir sinn eis an dësem Haus alleguerten eens, datt d'Situatioun am Gazaträifen absolut onmënschlech an inakzeptabel ass, well hei eigentlech d'Mënschen an deem gréisste Prisong op der Welt ënner fräiem Himmel liewen.

Dat totaalt Feele vu jeglecher Perspektiv fir jonk Leit an dësem Sträifen ass da sécherlech och ee vun de Grënn, déi vill jonk Mënschen aus där doter Regioun an den Dschihad dreiwen! Mir sinn dofir och als Fraktioun der Meenung, datt d'Europäesch Unioun, awer och Lëtzebuerg muss viru mat Nohalt drop drängen, datt et endlech zur Unerkennung vun engem onofhängege Palästinenserstat kënnt, deen awer esou - an den Ausseminister huet dat gëschter ënnerstrach, an ech kann do nëmme seng Meenung deelen -, esou muss organiséiert ginn, datt en och wirtschaftlech kann iwwerliewen.

Mir condamnéieren dofir och déi kontinuéierlech Siedlungspolitik an deene besatene Gebidder, déi vun der israelescher Regierung Netanjahu weider offensiv bedriwwe gëtt a vun der internationaler Communautéit net kann an dierf akzeptéiert ginn!

Mir sinn allerdéngs gradesou der Iwwerzeegung, datt d'Unerkennung vun engem onofhängege Palästinenserstat nëmmen dierf geschéien ënnert der gläichzäiteger Unerkennung vu Palästina vun engem onofhängege Stat Israel. Dofir ass et fir eis och net akzeptabel, datt Israel sech permanent muss wiere géint terroristesch Aggressiounen op där enger Säit vun der Hamas an op där anerer Säit vun der Hisbollah. Mir condamnéieren dofir kloer an däitlech déi permanent terroristesch Ugréffer vun der Hamas, déi d'Sécherheet vum Stat Israel versichen ze ënnergruewen.

Ech hunn dofir och e Problem domat, datt d'Hamas un der Palästinensescher Autoritéit am Moment matbedeelegt ass. An ech verstinn och net déi Politiker, déi mengen, et misst ee weider mat dëser Organisatioun verhandelen, déi nach ëmmer d'Existenz vun engem onofhängegen israelesche Stat a Fro stellt an déi absolut net gewëllt ass, op terroristesch Aktioune vis-à-vis vun Israel ze verzichten.

Am Moment gesäit et leider net esou aus, wéi wa mer enger Léisung méi no géife kommen, Här President, an ech fannen déi Initiativ, déi am Moment a verschiddenen europäesche Länner um Regierungs- an um Parlamentsniveau leeft, fir op eng unilateral Aart a Weis wëllen de Stat Palästina unzëerkennen, éischter kontraproduktiv.

Fir d'Alleréischt géife mir et begréissen, wann och hei d'Europäesch Unioun géif mat engem Mond schwätzen an dann och gemeinsam Initiativen huelen. Dofir begréisse mir och, Här Ausseminister, d'Positioun, déi och nach gëschter an engem Communiqué vun Iech nozeliesen war, datt déi lëtzebuergesch Regierung sech elo net eleng an eng Richtung vun enger unilateraler Unerkennung wëllt drécke loossen, mä dat léiwer am Kader vun der Europäescher Unioun wéilt maachen.

Mir sinn allerdéngs nohalteg der Meenung, datt d'Europäesch Unioun weider muss den Drock héich halen, souwuel op d'Regierung Netanjahu wéi och op déi Palästinensesch Autoritéit, fir zu enger Eenegung ze kommen. An dat solle mer dann an enker Ofstëmmung mat eise westleche Partner maachen.

Här President, zum Noen Oste géif et sécherlech nach vill ze soe ginn, wat d'Situatioun a Syrien, Irak, awer och an Ägypten betrëfft, wou déi puer Bléie vum Arabesche Fréijoer leider Gottes an der Zwëschenzäit schonn erëm verbléit sinn an de Wee erëm opgemaach hu fir militäresch Regimmer, vun deene mer eigentlech gehofft haten, datt hir Zäit definitiv eriwwer wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, kuerz am Telegrammstil nach op verschidde sougenannten „conflits gelés" anzegoen, an och op anerer. Fir d'Éischt dann emol Karabach, wou an de leschte Méint net vill geschitt ass: Ech wär drun interesséiert - den Här Ausseminister kann eis vläicht och herno e puer Wierder doriwwer soen -, wou mer do mat der Ëmsetzung vun deene sougenannten „Madrider Prinzipien" am Moment dru sinn.

Datselwecht gëllt och fir déi dräi Exprovënze vu Georgien: Südossetien, Abchasien an Transnistrien. Hei si jo säit 2011 erëm offiziell Négociatiounen ugefaange ginn. Mä och do schéngt an de leschte Méint net ganz vill passéiert ze sinn.

Dann e puer Wierder zu engem Sujet, dee mir perséinlech ganz no geet, nämlech d'Entféierung vun deenen 200 Meedercher duerch d'Terrororganisatioun Boko Haram an Nigeria. Hei hat een ee Moment gehofft, et wär eng Léisung fonnt ginn, wéi de franséische President Hollande - vläicht e bësse vireileg - d'Fräilooosse vun deene Meedercher schonn ugekënnegt hat. Leider Gottes huet dat sech awer net konkretiséiert. An et schéngt elo éischter esou ze sinn, wéi wann déi Meedercher net nëmme gezwonge wäre ginn, sech zum Islam ze konvertéieren, mä och nach an der Zwëschenzäit zwangsbestuet gi wären.

Ech kommen net derlaanscht, hei nach eng Kéier d'Attitüd vun der nigerianescher Regierung a Fro ze stellen, déi, wéi ech fannen, op eng absolut dilettantesch Aart a Weis dësen Dossier géréiert. Och hei, Här Ausseminister, wär et wichteg, wann den Drock vun der Europäescher Unioun géif erhéicht ginn, well déi do Situatioun absolut inakzeptabel ass, net nëmmen, mä awer och ganz besonnesch aus mënscherechtlechen Iwwerleeungen!

An deem Kontext wollt ech och nach eng Kéier un déi Motioun erënneren, déi dëst Haus virun enger Rei vu Woche mat enger grousser Majoritéit gestëmmt huet.

Zu Afrika géif et sécherlech nach ganz vill ze soe ginn, ganz besonnesch iwwert de Mali, wou sech dank der franséischer Interventioun trotzdeem d'Situatioun wesentlech verbessert huet. Och de Südsudan, wou am Moment net vill dervu geschwat gëtt, dierf een net aus den Ae verléieren, well ech do fäerten, datt mer an deenen nächste Wochen erëm méi wäerte vun deem Land héieren, wat dann och erëm riskéiert, an de Fokus vun der Weltëffentlechkeet ze réckelen.

Här President, erlaabt mer awer an deem Kontext, och nach kuerz op d'Thematik Ebola anzegoen, wou ech eigentlech d'Positioun vum Här Ausseminister vu gëschter mat zwou Hänn kann ënnerschreiwen, nämlech, datt een d'Gefor vun dëser Krankheet a besonnesch vun hirer schneller Ausbreedung an enger Rei vun afrikanesche Länner leider am Ufank verkannt huet.

An der Zwëschenzäit sinn eng ganz Rei vu Moossname geholl ginn. Och um Niveau vun der Europäescher Unioun an och zu Lëtzebuerg hu mir eis op den Eeschtfall preparéiert. Nach bleift fir mech awer eng Fro op, déi mir eis alleguerten och emol an dësem Haus misste stellen an déi einfach déi ass: Hätte mer genausou reagéiert, wann deen Ebola zum Beispill fir d'Éischt a Südeuropa ausgebrach wär? Ech ginn op jidde Fall d'Gefill net lass, datt bei ville Leit, vläicht onbewosst, eng Krankheet oder e Virus eréischt richteg eescht geholl gëtt, wann en da fir si selwer e Risiko duerstellt.

Dat gesot, Här President, wëll ech op deen nächste Punkt vu menger Interventioun agoen, nämlech d'Roll, déi Europa an d'Europäesch Unioun an deenen nächste Joren an der globaliséierter Welt solle spillen.

Et ass richteg, datt et an enger globaliséierter Welt ëmmer méi schwéier gëtt, e gemeinsamen europäesche Projet ze hunn an en och duerchzezéien. Mir sinn éischter an Europa an enger Mentalitéit ukomm vum „chacun pour soi", wat sech ënner anerem doduerch erkläert, datt déi meescht Länner sech an enger Konkurrenzsituatioun ënnerenee befannen. Haut geet et nämlech drëm, fir déi international Mäert ze erueweren, an do spillt natierlech erëm voll déi innereuropäesch Konkurrenz.

Et kënnt derbäi an Zäite vu Wirtschafts- a Finanzkris, riseger Aarbechtslosegkeet, datt d'Aussepolitik vun der Unioun natierlech keng Prioritéit ass, well se sech net besonnesch gutt - esou eng Aussepolitik - dobausse bei de Bierger verkafe léisst.

Här President, an Zäiten, wou d'Kritik um europäesche Gedanken an och un der Europäescher Unioun zum gudden Toun gehéiert, och

a villen intellektuelle Kreesser, wou déi europaskeptesch Parteien iwwerall erëm méi Zoulaf kréien, fannen ech eigentlech, datt Europa an enger gewëssener Weis gestäerkt aus där Wirtschaftskris erausgaangen ass, an dat paradoxerweis, well Europa sech vläicht elo vill méi realistesch aschätzt. Jiddwerengem ass eigentlech elo bewosst ginn, wéi verletzlech Europa ass, dat ganz besonnesch an Zäiten, wou och de Fridden net méi en definitiven Acquis ass a wou deen och elo erëm an Deeler vun Europa a Fro gestallt gëtt.

Ech fannen, an ech hunn et och scho virdru betount, datt d'Europäesch Unioun eigentlech éischter e positivt Bild an der Kris an der Ukrain ofgëtt, well se éischtens geschlossen optrëtt an zweetens och eng gemeinsam Positioun huet an och zu där steet. Mir hätten eigentlech also all Grond, Här President, Här Ausseminister, e bësse stolz op dat ze sinn, wat an deene leschte 50 Joer an Europa realiséiert ginn ass! Esou ass d'Bild vun Europa nach ëmmer präsent a seng Kultur ass vill méi aflossräich, wéi déi schlëmmsten Europaskeptiker denken.

De Bëton, den Automobil, d'Bourse, d'Televisioun sinn europäesch Erfindungen. An nach ëmmer stellt Europa an der Zomm déi gréisst Ekonomie, dee gréissten Export, déi bescht Bildung, déi héchst Sozialstandarden an e Grad vu Verwierklechung vu Mënschen- a Biergerrechter, déi Milliarde vu Mënschen, déi doriwwer net verfügen, déif beweegt. Och de Kapitalismus an d'Demokratie sinn eigentlech europäesch Erfindungen, wann een dat esou kann ausdrécken.

Firwat steet dann Europa deelweis esou schlecht do a groussen Deeler vun der ëffentlecher Meenung?

Ech widderhuelen dat, wat ech schonn e puermol gesot hunn a wat fir mech och eng vun den Ursaache vum Europaskeptizismus ass: Do läit d'Responsabilitéit zu engem gewëssen, fir net ze soen zu engem groussen Deel bei der politescher Welt selwer! Mir hunn nämlech ëmmer erëm d'Tendenz, d'Erfolleger, déi an der Europäescher Unioun erreecht ginn, ze nationaliséieren, an alles dat, wat net esou leeft, wéi mer eis dat virstellen, gëtt europäiséiert.

Bei all Kritik vun eise Bierger ënnerleie mer ëmmer erëm der Versuchung, de Feeler zu Bréissel ze sichen, a mir brauchen eis dann och net ze wonneren, wa genau dee Bierger, wann en dann d'Geleeënheet dozou kritt, säi Skeptizismus géintiwwer Europa ausdréckt.

Derbäi kënnt, datt et der Europäescher Unioun och u groussen Iddien a Projete feelt. An ech setzen eigentlech perséinlech ganz vill Hoffnung an déi nei Kommissioun mat eisem Frënd Jean-Claude Juncker un der Spëtzt, fir iwwert deen 300 Milliarden importenten Investitiounspak d'Bierger erëm méi fir Europa ze begeeschteren.

Schlussendlech stellt Europa awer och mat sengen - „nëmmen", muss ech haut scho soen - 500 Millioune Bierger an der Welt ëmmer manner duer. An et wäert eis net besser goe wéi ville Groussmuechten, deenen hir territorial a muechtpolitesch Gréisst staark no ënne korrigéiert ginn ass an deene leschte Joren. Fir mech wäert et an Zukunft drëm goen, wéi Europa mat deem „Méi-kleng-Ginn" wäert ëmgoen. Gewëss wäert d'Party an deene sougenanntenen „Emerging Economies" an Asien, um Golf an a Latäinamerika nach eng Zäitchen daueren, inklusiv vu gudde Perspektive fir all déi, déi als Exportateuren dovu profitéieren.

Genausou sécher, Här President, schéngt et mir awer och ze sinn, datt, ier all Chinees eng Flaachbildtelevisioun an e Mercedes säin Eegen nennt, dem globale Kapitalismus wäert schonn erëm den Otem ausgaange sinn. Ech behaapten emol, datt wéinst der Iwwerlaaschtung vun der Ökosphär, awer net nëmmen dowéinst, an den nächste Joren d'Regele vun der Weltekonomie sech substanziell wäerten änneren.

An do gesinn ech dann och eng Chance fir Europa: Wa mir dee Wandel elo direkt aus der Realitéit packen an net herno aus purer Nout, sinn ech iwwerzeegt, datt mer un eis Traditioun erëm kënnen uknäppen an datt och Europa weider eng ugemiesse Roll an der Welt ka fannen, well et nach fir déi allermeescht Staten a Mënschen e Virbild wäert bleiwen.

Ech wëll zum Schluss vu menger Interventioun dann nach ganz kuerz op ee Punkt agoen, deen den Här Ausseminister och ugeschwat huet, nämlech dee vun der zukünfteger Organisatioun an Ausriichtung vun eise Vertriedungen am Ausland.

D'Roll vun den diplomatesche Vertrieder am Ausland ass haut, am Zäitalter vun den elektronesche Medien, de Sozialnetzer, eng aner wéi nach virun 20 Joer. Ganz besonnesch ass awer och d'Fonctioun vun deenen nationalen diplomatesche Vertrieder am Kontext vun der Europäescher Unioun net méi déiselwecht. Haut huet dës Unioun an deenen allermeeschte Länner op eisem Planéit eng Représentatioun, déi och all eenzelt Land vun der Europäescher Unioun do automatesch mat vertrëtt.

Op där anerer Säit ginn déi national Vertriedungen ëmmer méi eng Vitrinn vu wirtschaftleche Kompetenzen an Interessie vun engem Land. An haut ass d'Roll vun engem Diplomat a ville Länner net nëmmen, säi Land ze vertrieden, mä haaptsächlech och, sengem Land seng Wirtschaftsinteressen op eng méiglechst effizient Aart a Weis ze verkafen.

Ech sinn dofir och nohalteg der Meenung, Här Ausseminister, datt mer eise Vertriedungen an der Unioun, mä ganz besonnesch awer ausserhalb vun der Unioun nach méi eng wirtschaftlech Ausriichtung musse ginn. An deem Kontext muss d'Fro erlaabt sinn, ob et nach Sënn mécht, an allen, oder an deene meeschten EU-Länner mat enger eegener Ambassad präsent ze sinn, wëssend, datt ëmmer méi vun deene Fonctioune vun den EU-Vertriedungen iwwerholl ginn. Ech fannen dofir d'Politik vun de skandinavesche Länner net oninteressant, déi eng Rei vun hire Vertriedungen zoumaachen a gläichzäiteg neier ausserhalb vun der EU opmaachen.

Ech weess, an ech wëll dat direkt hei soen, datt dëst eng ganz sensibel Thematik ass, op déi et och keng einfach Äntwerte gëtt. Nach sinn ech der Meenung, datt et wichteg ass, datt mir och als Lëtzebuerg nach vill méi ausserhalb vun der Europäescher Unioun a Länner präsent sinn.

Esou wëll ech nach eng Kéier op déi absolut Noutwendegkeet hiweisen, esou schnell wéi méiglech, Här Ausseminister, eng Ambassad a Brasilien opzemaachen, déi gläichzäiteg dee ganze südamerikanesche Raum soll ofdecken, a gläichzäiteg driwwer nozedenken, ob eng Präsenz an engem vun deene groussen asiatesche Schwellelänner, nämlech Indonesien, net och géif Sënn maachen. Derniewent géif ech och derfir plädéieren, eis Präsenz a China nach ze verstäerken, well do an enger Rei vu wirtschaftlech opstriewende Regiounen, hu mer elo gesi mat der Cargolux, eng wirtschaftlech Präsenz sécherlech och géif Sënn maachen.

Här President, haut ass sécherlech net de Moment, fir am Detail op all dës Froen ze äntwerten. Nach wär ech frou, wa mer vläicht eng Kéier an der Aussepolitescher Kommissioun zesumme mam Ausseminister doriwwer kéinte schwätzen.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss. Ech konnt leider net all Sujeten a menger Interventioun sträifen. Esou konnt ech zum Beispill net op den TTIP an den TiSA agoen, déi eis an deenen nächste Wochen a Méint parlamentaresch nach méi oft wäerte beschäftegen. Just ee Wuert trotzdeem heizou: Mir sollen déi Fräihandelsaccorden net fundamental a prinzipiell verdäiwelen, wéi dat an de leschte Wochen a Méint e bësselchen an de verschiddene Medien an och deelweis an der politescher Welt geschitt ass. All dës Fräihandelsaccorde kënnen der Wirtschaft an der Europäescher Unioun an an hiren eenzelne Memberstaten eng nei Dynamik anhauchen an domadder, an Dir hutt et selwer gëschter gesot, och vill nei Aarbechtsplaze schafen.

Mir sollen dofir net an déi Diskussioune mat engem Préjugé défavorable eragoen, mä mir sollen natierlech mat kriteschem Geescht ganz besonnesch d'Fro vum Respekt vun den europäesche Standarden hannerfroen. A fir mech gëtt et virun allem, niewent deenen, déi och gëschter den Ausseminister opgezielt huet, een, dat ass dee vum Dateschutz, wou mer wëssen, datt eis amerikanesch Frënn manifestement net op därselwechter Longueur d'onde wéi mir sinn. An hei ass och äusserst Virsiicht gebueden, well mer wëssen, datt do d'Vereenegt Staten aner Traditiounen hu wéi mir selwer.

Mir plädéieren - an ech adresséiere mech do och e bëssen un de President vun der Aussepolitescher Kommissioun - op jidde Fall derfir, datt d'Chamber an den Diskussioune vun deene Fräihandelsaccorde méiglechst enk wäert agebonne ginn, well ech et och wichteg fannen, datt mir ëmmer erëm iwwert dee leschte Stand do informéiert ginn.

Erlaabt mer da ganz zum Schluss, Här President, nach ganz kuerz op d'Konsequenze vu LuxLeaks anzegoen, well den Ausseminister sech a sengen Ausféierungen och gëschter kuerz mat deem Punkt beschäftegt huet. Et ass sécherlech haut net d'Plaz an d'Geleeënheet, fir am Detail op déi ganz Thematik anzegoen, just erlaabt mer dräi Sätz dozou:

Éischtens sinn ech mam Ausseminister d'accord, datt mer am internationale Steierberäich méi Transparenz brauchen. Allerdéngs muss déi Transparenz fir all Länner gëllen, net nëmmen déi an der Europäescher Unioun, mä och weltwäit! A mir musse ganz genau wéi beim Informatiounsaustausch hei den „level playing field" respektéieren.

Zweetens soe mir ganz kloer Jo zur Steierkonkurrenz an der Europäescher Unioun.

An drëttens muss d'Steierpolitik weider an der exklusiver Kompetenz vun den Nationalstate bleiwen, well mir kënnen net akzeptéieren, datt an Zukunft Bréissel bestëmmt, wéi vill Steieren den eenzelne Bierger oder déi eenzel Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg wäert bezuelen.

Dat gesot, wëll ech zum Enn vu menger Interventioun nach eng Kéier de Lien mat hirem Ufank maachen, wou ech de griichesche Politiker Thucydide zitéiert hat, dee virun allem op d'Wichtegkeet vun der perséinlecher Fräiheet higewisen huet, déi ni dierf a kann a Fro gestallt ginn.

An domadder wëll ech dann och schléissen: Bei all deem, wat d'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg an der Aussepolitik vertrëtt, mussen ëmmer déi Wäerter gëllen, déi bei der Gebuert vum Vereenten Europa am Vierdergrond stoungen, nämlech Fräiheet, Demokratie, Rechtsstat a Biergergesellschaft, Wäerter, fir déi mer op der ganzer Welt bewonnert a respektéiert ginn!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Aussen- an Europaminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, direkt am Ufank am Numm vun der LSAP onsem Aussen- an Europaminister villmools Merci ze soe fir seng exzellent Ried, an där hien eng déif a komplett Analys - an och an enger ganz klorer Sprooch - gemaach huet vun där komplizéierter Situatioun vun der internationaler Politik an och de Rôle vu Lëtzebuerg an deem Kontext ervirgestrach huet.

Als President vun der aussepolitescher Kommissioun wëll ech Iech dofir och Merci soen an ech wëll Iech och Merci soe fir Är Disponibilitéit, déi Der ëmmer hutt mat Äre ville Mataarbechter, fir bei eis an d'Kommissioun ze kommen, iwwert d'Situatioun vun der Welt ze diskutéieren an awer och ons Aarbecht vun de Projet-de-loien ze maachen. Villmools Merci dofir!

2014, et ass scho gesot ginn, goufen 100 Joer Ufank vum Éischte Weltkrich kommemoréiert. Mir hunn eis alleguerten drun erënnert, wéi deemools d'Natiounen an de Krich „geschlofwandelt" sinn, esou wéi de Christopher Clark dat a sengem Buch „Die Schlafwandler: Wie Europa in den Ersten Weltkrieg zog" och beschreift. Och un den Zweete Weltkrich, dee viru 75 Joer ugefaangen huet, goufe mer duerch d'Kommemoratiounen erënnert. A gläichzäiteg hu mer och elo viru Kuerzem de Fall vun der Berliner Mauer, wat viru 25 Joer stattfonnt huet, gefeiert. An dat huet, wéi gesot, d'Enn vum Kale Krich markéiert.

Mir wëssen och haut, dass an noer Zukunft d'Hoffnung vun enger Welt mat Fridden iwwerall, dass déi wäit ewech ass. Mir hunn an den 90er Jore vill dorunner gegleeft, awer esou eng Welt wäert esou séier nach net erëmkommen. Am Moment gëtt et éischter, au contraire, eng Impressioun vun enger Welt, déi „out of order" ass. An an där multipolarer Welt vun haut erliewe mer eng ganz turbulent Zäit, an där d'Recht vum Stäerkere par rapport zum internationale Recht an enger multilateraler Weltuerdnung u Bedeitung gewënnt. Dat ass eng Entwécklung, déi natierlech besonnesch fir kleng State wéi Lëtzebuerg net gutt ass.

Russland ass amgaangen, eng ganz aggressiv Politik ze bedreiwen. Mat der Annexioun vun der Krim gouf souguer och géint d'Vëlkerrecht verstouss. An Deeler vun Afrika, fir nëmmen d'Sahelzon ze nennen, an am Noen an am Mëttleren Osten ass d'Situatioun esou onroueg wéi scho laang net méi. Den israelesch-palästinensesche Konflikt ass dëst Joer erëm eskaléiert an déi rezent Onroue riskéieren, zu nach méi Onstabilitéit ze féieren, mam Biergerkrich a Syrien, mat der Emergence vun Daech, dee seng Visioun verbreet vun enger Gesellschaftsuerdnung, déi ons all erschreckt.

D'Recht vum Stäerkeren ass awer net nëmmen an der internationaler Politik um Virmarsch, mä och an der Europäescher Unioun. National Egoismen hunn zougeholl, zougeholl wéi och d'Dominanz vun deene Grousse par rapport zu deene Klengen, während d'Bedeitung vun der Méthode communautaire ofgeholl huet. Mä dobäi muss een awer ënnersträichen, dass dat Ganzt, dee Phenomeen an der Unioun keng nei Entwécklung ass, mä dass dëse Revirement virun allem komm ass no der Euro- a Wirtschaftskris.

„D'Welt steet op der Kopp", sot den Ausseminister gëschter op dëser Tribün. An ech soen Iech, dass d'Leit dobaussen dat och spieren, zumools well se dëst Joer un alleguer déi Kricher - ob et waarmer waren oder kaler - vum 20. Jorhonnert erënnert ginn. An natierlech solle mer Lektiounen aus der Vergaangenheet zéien. Mä et muss een och gesinn, dass anescht wéi virun 100, 75 oder 25 Joer déi international an europäesch Institutiounen - Natiounen, déi sech fréier bekricht hunn - hautzudaags ganz enk matenee verflecht sinn. D'Méiglechkeeten, fir Dialog ze féieren, sinn haut esou grouss a villfälteg wéi nach ni.

Natierlech ginn et Muechtkämpf tëschent deene ganz grousse Staten, wéi den USA, China a Russland. Mä an der internationaler Politik kënnen och kleng State wéi Lëtzebuerg Linne bewegen, Kompromësser aushandelen a Propositioune maachen.

Lëtzebuerg huet staark Relatioune souwuel mat den USA wéi och mat China a mat Russland. Lëtzebuerg huet Afloss an der Europäescher Unioun. Mir sollen dofir weiderhin, zesumme mat aneren, op déi Atoute setzen, fir dass all déi grouss Akteuren zesummebruecht kënne ginn a verhënneren, dass se auserneendriften. Besonnesch d'Kris an der Ukrain weist, dass aggressiv Ausenanersetzungen duerch Muechtspiller am Endeffekt kengem eppes bréngen, mä jiddwerengem schueden.

Natierlech mécht eng multipolar Welt déi international Relatioune vill méi komplex. An dofir ass et och wichteg, dass och méi kleng State Responsabilitéit iwwerhuelen. Mir däerfen net defätistesch sinn an denken, wéi et vill suggeréiert gëtt, dass dës komplizéiert international Situatioun dem normalen Zoustand vun der internationaler Politik entsprécht an näischt dorunner ze änneren ass an all liberal Versioun vun internationaler Politik, an där all Stat selwer säi Sort a seng Partnerschaften décidéiert, naiv wier.

An ech sinn och der Meenung, dass ee muss oppassen, dass den Énnerscheed gemaach gëtt tëschent deene reelle Geforen op där enger Säit an der Tendenz, de Leit Angscht virun der Zukunft wëllen ze maachen, als Prätext, fir Mënscherechter, Libertéiten a sozial Errungenschaften ofzeschafen an de Rôle vu klenge Länner, wéi Lëtzebuerg, ze minimiséieren.

Wéi de Javier Solana et viru Kuerzem geschriwwen huet, muss de Westen net nëmme kuerzfristeg Interventioune maachen, mä och à long terme denken a probéieren, Staten anzebannen, déi de Moment net no den internationale Spillregele spillen.

Déi reell Gefor ass héchstwahrscheinlech manner déi vun tëschestaatleche Kricher, wéi déi vun interne Konflikter mat net staatlechen Akteuren. Des Weidere sinn d'Afferzuele vun Ebola, zum Beispill, vergläichbar mat deene vu militäresche Konflikter. An do hëllefe keng Waffen, mä do hëllefen Dokteren.

Dofir muss déi international Politik net nëmme militäresch agéieren, mä och aner Instrumenter asetzen. Eng breet gefächert Diplomatie, esou wéi Lëtzebuerg se ëmmer ënnerstëtzt huet, ass gefrot. Ons 3D-Aussepolitik, mam éischten D fir Diplomatie, mam zweeten D fir Développement a Kooperatioun a mam drëtten D fir Défense, dat heescht Participatioun vun eiser Arméi u Friddensmissiounen, ass dofir, mengen ech, genau dee richtege Wee.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass Gruppe wéi Daech oder IS op Dauer net duerch eng exklusiv militäresch Léisung bekämpft kënne ginn. Déi beschte Waff ass Éducatioun; d'Leit liesen a schreiwe léieren; Accès op fräi Medie ginn; Hëllef, fir eng fräi Press an e Rechtsstat ze entwéckelen. Ech fäerten awer, dass dës Instrumenter de Moment ze wäit aus den Ae vu ville Politiker geréckelt sinn. Dacks hu se allerdéngs och keen oder nëmme wéineg Afloss dorobber.

Och wann de manière urgente gehandelt muss ginn, sinn d'Notioune vu Sécurité humaine, déi Konflikter à long terme kënne léisen, ëmmer nach indispensabel. Nëmmen esou kritt een extremistesch Ideologien ënner Kontroll.

Dass Lëtzebuerg sech aktiv fir en inklusive Multilateralismus an international Stabilitéit asetzt, gëtt wuel am beschten um Beispill vu sengem Asaz am UNO-Sécherheetsrot kloer. Hei géif ech gäre besonnesch d'Roll vun eisem Land am „Working Group for Children in Armed Conflicts" ervirsträichen. An ech fannen et gutt a wëll dat och ervirsträichen, dass eisen Ausseministère dës Problematik am Kader vun allen UNO-Resolutiounen iwwer Afrika an den Noen Osten ëmmer erëm opgeworf huet a mat erabruecht huet.

D'LSAP begréisst et och ausdrécklech, dass de Rôle vun der Cour pénale internationale d'Mënscherechter am Allgemengen an och d'Rechter vun de Fraen, ganz besonnesch, an där Zäit, wou eist Land am Sécherheetsrot konnt matschaffen an déi elo an e puer Woche

wäert zu Enn goen, als weider transversal Prioritéite gesinn huet an agesat huet. Lëtzebuerg presidéiert och de Sanktiounscomité, wou d'Situatioun an Nordkorea stänneg iwwerwaacht gëtt.

An eist Land war och ëmmer fiederféierend bei zwou ganz wichtege Resolutiounen iwwert den Accès vun humanitären Organisatiounen a Syrien, wou notamment China a Russland hu missen iwwerzeegt ginn, esou een Accès a Syrien zouzeloossen. Ech kommen herno nach op déi zwou Resolutiounen zréck.

Eis Präsenz am Sécherheetsrot während zwee Joer ass net nëmmen eng formidabel Chance fir eist klengt Land gewiescht, an et besteet och keen Zweifel, dass eis Diplomatie déi Chance genotzt huet, fir ganz vill konkret Bäiträg ze maache fir en inklusiven internationale System.

Här Minister, erlaabt mer dofir am Numm vun der LSAP, Iech, awer och onser Ambassadrice bei der UNO zu New York, der Madame Sylvie Lucas, an all hire Mataarbechter an am Fong der ganzer Lëtzebuerger Diplomatie, ob dobaussen oder heiheem, Merci ze soe fir déi exzellent Aarbecht an déi vill Efforten, déi dat bedéngt huet.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass ons Lëtzebuerger Diplomatie, déi ëmmer den Dialog sicht a ferm op hire grousse Prinzipie bliwwen ass, nach laang Jore wäert Unerkennung kréie wéinst deem, wat an deene leschten zwee Joer, also während enger ganz kritescher Phas vun der internationaler Politik, am UNO-Sécherheetsrot vollbruecht gouf, vun der UNO selwer wéi och vun eisen internationalen an europäesche Partner.

An d'LSAP-Fraktioun, Här Minister, begréisst et och, dass Lëtzebuerg seng Kandidatur gestallt huet, fir tëschent de Joren 2022 a '24 eng éischte Kéier Member am UNO-Mënscherechtsrot ze ginn.

Iwwert d'Ukrain, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer vill an der aussepolitescher Kommissioun geschwat. De Minister ass oft komm. Mir haten och wäertvoll Diskussioune mat der Madame Anne Brasseur, déi jo als Presidentin vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe och vill un deem Dossier geschafft huet.

An ech deelen och déi geschichtlech Analys, déi den Här Mosar gemaach huet. Dat hate mer, ech mengen, alleguer gemaach, wéi mer hei eng Diskussioun haten, och an der Plénière, iwwert d'Ukrain.

D'Ukrain huet, mengen ech, e besonneschen Impakt op d'Sécherheetsgefill vun de Mënschen hei an Europa. An dat huet vill Ursaachen: Éischtens ass dëse Konflikt ganz nobäi, also direkt och un de Grenze vun der Europäescher Unioun. Zweetens, dëse Konflikt ass e militäresche Konflikt. D'Annexioun vun der Krim ass schlussendlech och deelweis militäresch duerchgesat ginn. Se verstéisst, wéi ech virdru gesot hunn, géint d'Vëlkerrecht. Och d'Kämpf am Osten a Südoste vun der Ukrain gi weider a stellen e grousse Risiko duer. De militäresche Konflikt an der Ostukrain huet vill Affer mat sech bruecht an en huet wäit iwwer 4.000 Mënschen d'Liewe kascht a bal 10.000 goufe blesséiert.

Duerch den Ofschoss vun engem zivile Passagéierfliger mat 298 Mënschen u Bord sinn déi Leit all onschëlleg ëm d'Liewe komm. Och eng Famill aus Lëtzebuerg ass ëm d'Liewe komm, wat zu Bestierzung a vill Trauer am Land gefouert huet. A mir sinn domat als Lëtzebuerger och direkt mat dëser Tragédie konfrontéiert ginn. Mënschen aus onser Communautéit si gestuerwe wéinst deem Konflikt. De Konflikt huet e Gesiicht, jo, leider méi Gesiichter hei am Land kritt.

Eng fënneft Ursaach, firwat d'Leit sech Suerge maachen, ass, well se sech eben och Gedanke maachen iwwert d'Energiepräisser an d'Energieversuergungssécherheet, wëssend, dass e groussen Deel vu Gas, dee mer an Europa an och hei zu Lëtzebuerg verbrauchen, aus Russland kënnt.

Sechstens, dës Kris beschäftegt eis säit engem Joer an ëmmer erëm kommen nei beonrouegend Elementer derbäi. Vill Detailer iwwert dëse Konflikt zirkuléieren an de Medien, vun deenen een net richteg aschätze kann, wat se reell bedeiten. Weder fir d'Bevëlkerung nach fir d'Politiker ass et einfach, sech hei e ganz kloert, objektiivt Bild vun der Situatioun ze verschafen.

Mä, doriwwer, wat een an de Medien héiert, muss ee sech Suerge maachen. Militärfligeren, déi ëfters ganz no bei den europäesche Loftraum virdréngen. D'Mobiliséierung vun Truppen un de Grenzen. D'Waffeliwwerunge vu Russland. Et ass souguer rieds gaange vu Streemunitioun, déi am Asaz gewiescht wier. All dat kréien d'Leit dagdeeglech ze liesen an ze héieren. Et ass also normal, dass se sech Suerge maachen an och veronséchert sinn.

D'Wafferou gëtt et nach am Moment nëmmen um Pabeier. Et gëtt weider gekämpft. Rezenten UN-Zuelen no fale bal dausend Doudeger vun insgesamt 4.317 op déi Zäit nom Waffestëllstand.

Siwentens, während där ganzer Kris hunn all Säiten ëmmer erëm mat de Muskele gespillt. Béid Säiten. Och den Ausléiser vun där ganzer Kris, d'Associéierungsofkommes tëschent der EU an der Ukrain, suergt weiderhi fir vill Spannungen. Mëtt September hu souwuel dat ukrainescht Parlament wéi och dat Europäescht Parlament dat Ofkommes ratifizéiert. Kritiker soen, dass och dat erëm Fakte schaaft, déi d'Fronte weider verhäerten.

Zur selwechter Zäit huet een d'Gefill, dass och op diplomateschem Niveau keng richteg Fortschrëtter erziilt ginn. De rezente G20-Gipfel ass vun deene meeschte Commentateuren als Échec bezeechent ginn, och, wann d'Gespréichsbereetschaft a Wierklechkeet vill méi grouss war, wéi dat an de Medie beschriwwe gouf.

Et gëllt also awer elo, no vir ze kucken an derfir ze suergen, dass d'Relatiounen tëschent Russland an der EU an tëschent Russland an der NATO esou séier wéi méiglech erëm op den Niveau komme vun deem, wat se virun der Georgien-Kris an haaptsächlech der Ukrain-Kris waren.

Déi westlech Grenz vu Russland mat Länner wéi Finnland, deenen dräi baltesche Länner an aneren, mengen ech, muss dach fir Russland déi sécherst Grenz sinn. Et ass also eng Grenz mat der EU, eng Grenz, vu wou aus vill Investissementer gefloss sinn, béidsäiteg, vill Austausch stattfonnt huet tëschent de Mënschen no béide Richtungen. Eng Grenz, wou wéineg Gefore gelauert hunn an och keng Bedroung gelauert huet. Et ass am Fong schued, dass Russland mat der illegaler Annexioun vun der Krim a mat der Ënnerstëtzung vun de Rebellen an der Ostukrain dat Vertrauen an déi Relatioune mat der EU an der NATO torpedéiert huet.

Den Ausseminister Jean Asselborn huet recht, wann e seet, dass mer ons als EU dëse Kontinent deele mussen. An dobäi heescht „deelen" net „opdeelen" an Influenzzonen, mä friddlech op dësem Kontinent zesummeliewen.

Vu grousser Wichtegkeet ass also elo dee sougenannten „Minsk-Prozess". An d'Anhale vun enger Wafferou schéngt am beschte machbar ze sinn, wa sech um politeschen Niveau nees eppes beweegt. Den neien ukrainesche President Poroschenko, dat neit gewielte Parlament an déi nei Regierung mussen d'Ukrain och elo déif gräifend politesch an awer och ekonomesch reforméieren. Si musse virun allem derfir suergen, dass d'Korruptioun, de Klientelismus an d'Influenz vun den Oligarchen décidéiert an ausnahmslos bekämpft ginn.

Wéi sollen d'Relatioune vun der Ukrain mat Russland a mat der EU an Zukunft sinn? Wéi kann d'Ukrain erëm zu engem Stat ginn, deen all d'Bierger an engem Stat vereenegt? Wéi gesäit dee Stat aus? Wéi sollen d'Relatiounen zur NATO sinn? Wéi kann de Rechtsstat gestäerkt ginn? Wéi kann d'Stabilitéit hiergestallt ginn? An deene wichtege Froen divergéieren d'Meenungen. Déi eng wëllen eng Federaliséierung, déi aner net. Déi eng wëllen eng Ukrain, déi sech op d'EU an op d'NATO zoubeweegt, déi aner net.

Wat d'Memberschaft bei EU an NATO ugeet, deele mir als LSAP natierlech och déi Meenung, déi eis Regierung huet an déi den Här Mosar och elo virdru ganz kloer hei virgedroen huet.

Am Ukrain-Konflikt, dat wësse mer alleguer, musse Piste fir eng politesch Léisung fonnt ginn, zesumme mat alle Concernéierten. Och Iwwerleeunge wéi déi, déi den éisträichesche Bundeskanzler Faymann avancéiert huet - hien huet déi Iddi avancéiert vun enger Neutralitéitsléisung -, solle mer diskutéieren.

Soulaang een esou wesentlech Froen awer net gekläert huet, wäert et schwéier ginn, dës Kris hanner sech ze loossen. Ech deelen dofir d'Usiichte vun onsem Ausseminister, dee sech géint weider Sanktiounen ausgeschwat huet, sech fir eng Dezentraliséierung vun der Ukrain ausgeschwat huet an deen och seet, dass een d'Donbass- an d'Luhansk-Regioun net soll ofschotten.

D'Minsker Ofkommes an de Waffestëllstand sinn nëmmen en Deel, wann och e ganz wichtegen dovun, mä et ass virun allem déi richteg Base, fir d'Verhandlungen ze relancéieren. Bei dëser Kris ginn et keng Gewënner an et wäert wahrscheinlech och keng an Zukunft ginn. D'Relatiounen tëschent der EU a Russland sinn op engem Déifpunkt ukomm, amplaz dass déi zwou Entitéite sech méi no géife kommen an zesummeschaffen. All Concernéiert hunn Intérêt genuch, fir un enger Léisung matzeschaffen. Dat geet awer nëmmen duerch Kompromisser. An ech hoffen, dass dat nach net ze spéit ass.

Dat Bild vun der Ukrain als Bréck tëschent Russland an Europa deele mir och als LSAP-Fraktioun.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mat Recht widderhëlt de Minister ëmmer erëm, dass d'Morden, d'Leiden an och de Misär vum syresche Vollek kaum nach mat onsem Gewëssen ze vereinbare sinn. Bal 200.000 Syrer sinn an deenen dräi an en halleft Joer Krich doutgemaach ginn, an dorënner 11.000 Kanner. 6,5 Millioune Syrer sinn an hirem Land déplacéiert ginn an iwwer zwou Millioune Syrer hunn hiert Land misse verloossen a liewen gréisstendeels a Flüchtlingslageren am Libanon, a Jordanien an an der Türkei

Dofir ass et och wichteg, dass mer als EU dës dräi Länner fir deen doten Effort ënnerstëtzen. Recht huet och de Minister, wann e bedauert, dass et am UNO-Sécherheetsrot e Blocage säitens Russland a China gëtt am Syrien-Dossier. Dofir ass et ëmsou méi ze begréissen, dass um EU-Niveau hei all 28 Länner un engem Strang zéien.

Ze begréissen ass déi humanitär Hëllef vun der Europäescher Unioun a Syrien an och déi formidabel Aarbecht, déi do vun ONGe gemaach gëtt, an natierlech och dee Lëtzebuerger Effort vun der Aide humanitaire. 10,8 Millioune Syrer brauchen urgent Aide humanitaire. Dofir freeë mer ons, dass duerch Lëtzebuerg zesumme mat Australien a Jordanien am Februar an am Juli déi zwou Resolutiounen 2139 an 2165 mam Objektiv, fir dës humanitär Hëllef an d'Verdeelung vun där Hëllef a Syrien ze erméiglechen an och ze verbesseren, dass déi unanime ugeholl gi sinn, och vu Russland, wéi gesot, a vu China.

Derniewent begréisse mer och als LSAP-Fraktioun, dass de Minister der Iwwerzeegung ass, dass d'Akteure vu grausame Crimmen, a mir brauche jo nëmmen ze erënneren un den Asaz vun de chemesche Waffen, dass déi Akteure musse responsabel gemaach gi fir hir Akten.

Et gëtt am Moment vill vun Daech geschwat, an ech kommen nach eng Kéier dorop zréck. Mä ech wëll awer och drun erënneren, dass an éischter Linn de Regime vum Baschar al-Assad d'Verantwortung fir den Ausbroch an d'Eskalatioun am syresche Biergerkrich dréit an elo och responsabel ass fir déi katastrophal humanitär Situatioun an och Schold dréit, deelweis Schold dréit um Opkommen a Syrien vu bewaffneten extremistesche Gruppen, dorënner un éischter Stell och vun Daech oder ISIS, déi hiren Ursprong am Irak haten. Den Ausseminister hat recht ze soen, dass den Assad net eise Frënd däerf ginn nëmmen, well ISIS nach e schlëmmere Feind ass.

Daech huet grouss Deeler vu Syrien a vum Irak ënner Kontroll, a mir mussen ons Suerge maachen, dass déi ëmmer méi sektär, extremistesch ideologesch Natur vum Konflikt sech och bausse Syrien an Irak op déi gesamt Regioun an doriwwer eraus ausbreede kann an dann nach ëmmer weider sougenannten „foreign fighters" derzou bewege kéint, sech dëse Konflikter unzeschléissen.

Dat géif dozou féieren, dass déi Konfliktgebidder zu enger ëmmer méi grousser Source fir weltwäiten Terrorismus ginn. Dëse Krich huet och erschreckend vill jonk Europäer, dorënner Lëtzebuerger, ugezunn. Mir mussen hei an Europa dat Thema vun den „foreign fighters" hardi ugoen a Mëttele fir Preventioun fräimaachen an ons och ëm déi jonk Männer a Frae këmmeren, wa se aus deene Gebidder erëmkommen. Si stellen eng enorm Gefor fir ons Sécherheet duer. An dofir begréisse mir och als LSAP déi Annonce vum Justizminister de Moien an der Commission juridique, dass d'Regierung nach virum Enn vum Joer e Projet de loi heizou wäert virleeën.

Dat Ganzt weist, dass de Problem vun der Integratioun hei bei eis an Europa net richteg ugepaakt gouf. Dat Ganzt weist och, dass wirtschaftlech Krisen nach ëmmer grav gesellschaftlech Konsequenze kënnen hunn. De Kampf géint d'Daech ass net nëmme militäresch ze gewannen, mä virun allem mat diplomateschen, wirtschaftlechen an anere Mëttelen ze ënnerstëtzen.

Am Irak ass et, wéi och de Minister gesot huet, äusserst wichteg, dass déi nei Regierung vum Premier al-Abadi eng aktiv Politik vun der Inklusioun an och vun der Réconciliatioun maache muss an dobäi all ethnesch a reliéis Minoritéite mat abezitt. Den Irak muss seng därzäiteg Divisiounen iwwerwannen, den Afloss vun extremistesche Gruppen andämmen an de Mënscherechtsverletzungen an dem Cercle vicieux vun der Vergeltung en Enn setzen.

Et ass wichteg, dass och derfir gesuergt gëtt, dass de Flux vun de Finanzmëttelen, de Flux vu Waffen, de Flux vu Pëtrol un ISIS an un aner reliéis extremistesch Gruppen ënnerbonne ginn. An déi Länner an der Regioun hunn och eng Flicht, den Zoustrom vun den auslännesche Kämpfer ze blockéieren. An hei hoffe mer natierlech och op eng besser Kontroll vun den türkeschen Autoritéiten.

Dass mam Iran zënter engem Joer négociéiert gëtt, fir en Accord iwwert den iraneschen Nuklearprogramm ze fannen, ass natierlech ze begréissen. Zumools, well dem Iran säi geopolitesche Rôle am Noen an am Mëttleren Osten ëmmer méi grouss gëtt. Mä ier den Iran zu engem internationale Partner gëtt, ier d'Sanktiounen definitiv opgehuewe ginn, muss ee sech zu honnert Prozent sécher sinn, dass den Iran keng Atomwaffe wäert kënne bauen. An dee Moment muss een och erëm hei méi konkret de Mënscherechtsdialog mat den Iraner ophuelen.

Ech sinn awer och, wat déi aktuell Situatioun ugeet, net iwwerzeegt, dass et éiweg Sënn wäert maachen, ëmmer nees nei Deadlinen ze definéieren, bis en Accord ka fonnt ginn, wéi dat dëser Deeg erëm de Fall war, wéi d'Négociatiounen alt nees eng Kéier ëm siwe Méint verlängert goufe bis zum 30. Juni 2015. Hoffentlech komme mer dann an deene siwe Méint zu engem Resultat.

Et muss een also dann der Diplomatie nach eng Chance ginn. Vläicht kënnt eng Opportunitéit, wéi se sech elo ergëtt, ni méi zréck, wann ee se elo net notzt. Mä si soll dofir och elo genotzt ginn: Endlos Négociatioune loosse vläicht den Iraner och Zäit, dat ze maachen, wat mir eben net wëllen, an dorobber muss een an Zukunft natierlech och gutt oppassen.

No all deene Jore vun Négociatiounen am Kader vum Konflikt tëschent Israel an de Palästinenser huet sech am Fong näischt richteg geännert. Au contraire, d'Situatioun huet sech aggravéiert! Dëst Joer ass et erëm zu villen Eskalatioune komm. Mir hunn oft an der Kommissioun iwwert de Krich geschwat. Déi onmënschlech Situatioun am Gazaträifen, déi Dir gëschter beschriwwen hutt, Här Minister, Dir hutt do ganz recht. Am Summer si vill Mënscheliewe gefuerdert ginn an et si ganz vill Infrastrukturen zerstéiert ginn.

Ech brauch lech awer net ze soen, dass d'Spannungen an d'Gewalt vun deene leschten Deeg d'Situatioun net méi einfach gemaach hunn, mä au contraire nach erëm méi komplizéiert maachen. Souwuel déi israelesch wéi och déi palästinensesch Populatioun hunn e Recht op e Stat, deen hinnen e friddlecht Liewen a Sécherheet bitt. D'Existenzrecht vun Israel ass selbstverständlech onwidderrufflech, genau wéi och déi Zweestateléisung onwidderrufflech ass. Dës Zweestateléisung heescht, dass d'Palästinenser würdevoll an hirem eegene Land liewe kënnen an dass Israel a Sécherheet bestoe kann. Dës Zweestateléisung muss d'Zil sinn an dës Zweestateléisung muss och d'Zil bleiwen!

Et ass och kloer, dass et net esou weidergoe kann. An dat bedeit och, dass d'Reaktioune vun der internationaler Communautéit sech mussen änneren. Op gutt Lëtzebuergesch gesot, et muss eng Schëpp bäigeluecht ginn. All Aktioune vu béide Säiten, déi engem nohaltege Fridden an der Zweestateléisung entgéintwierken, sinn net akzeptabel a sinn absolut ze condamnéieren! A mir wëssen, dass béid Säiten esou Aktioune gesat hunn. Als Beispiller nennen ech engersäits d'Rakéiten, déi vun der Hamas op Israel geschoss goufen an déi vill Attentater, an anerersäits den illegale Siedlungsbau vun Israel.

Besonnesch de Siedlungsbau, an dat huet den Ausseminister jo och gesot, mécht eng Zweestateléisung, déi allgemeng akzeptéiert ass, bal onméiglech, an domadder och de Fridden. Mä en Exercice vu Scholdzouweisunge bréngt näischt. An et geet och net drëm, deem engen oder deem aneren d'Partie ze halen. Et ass d'Zuel vun den onschëllegen Affer op béide Säiten, déi méi e fermt Agéiere vun der internationaler Communautéit néideg mécht. Et ass néideg, erëm zu engem Dialog ze kommen an eng politesch Léisung ze sichen. An déi ass erëm eng Kéier am Intérêt vun allen, well se bréngt souwuel besser Liewensbedéngungen, Fridden a Sécherheet fir d'Palästinenser wéi och fir Israel.

Et ass also och an deem Sënn, dass vill Parlamenter an der EU, an der Europäescher Unioun, Texter stëmmen, déi e palästinensesche Stat unerkennen. Bis elo hunn 135 Staten de palästinensesche Stat unerkannt, als Lescht war dat Schweden. Et ass kloer, dass eleng eng Unerkennung vun engem Land a Palästina selwer keng Problemer léist.

D'LSAP-Fraktioun begréisst et dofir ausdrécklech, dass den Ausseminister elo fir d'Éischt de Beméiungen am Sécherheetsrot eng Chance wëllt ginn a versicht, um Niveau vun der Europäescher Unioun eng gemeinsam Positioun ze fannen. Lëtzebuerg ass an enger Positioun, wou et Afloss kann huelen, a soll sech souwuel am UNO-Sécherheetsrot wéi och innerhalb vun der EU derfir asetzen, dass de Verhandlungsprozess un d'Lafe kënnt. Sollten da wierklech keng Progrèsen erreecht ginn, kann a soll Lëtzebuerg de Wee vun enger Unerkennung vum Stat Palästina goen. E Wee, mat deem d'LSAP-Fraktioun am Prinzip d'accord ass.

Den 29. September dëst Joer huet zu Kabul den Dokter Ashraf Ghani no Wahlen, déi sécher net einfach waren, d'Presidentenamt iwwerholl. E friddleche Muechtwiessel an engem Land, dat bal véier Jorzéngte laang vu Krich, Gewalt an Onroue gebeutelt war, grenzt jo praktesch un e Wonner! De Wonsch no Demokratie an awer och de perséinleche Courage vu Männer a Fraen an Afghanistan, déi trotz de Menacë vun den Taliban a grousser Zuel wiele gaang sinn, verdéngen dofir ons héchsten Unerkennung.

Luewe muss een och déi zwee Spëtzekandidaten, den Dokter Ashraf Ghani an den Dokter Abdullah Abdullah fir hir staatsmännesch Haltung a besonnesch fir hir Kompromëssbereetschaft. Et muss ee sech freeën, dass en Accord fir eng Regierung vun der nationaler Eenheet fonnt gouf, wann ee bedenkt, dass am August an am September et mat Momenter ausgesinn huet, wéi wann de politesche System an Afghanistan ganz kuerz virum Zesummebroch gewiescht wär.

Gutt ass also och, dass dat bilateraalt Sécherheetsofkomme mat den USA grad och wéi d'Stationéierungsofkomme mat der NATO vum neie President signéiert goufen. Dëst huet déi geplangten NATO-Folgemissioun „Resolute Support" iwwerhaapt méiglech gemaach, déi jo d'afghanesch Autoritéite soll a Sécherheetsfroe beroden.

Här Minister, Dir hutt ons gëschter ugekënnegt, dass an deem Kader e Lëtzebuerger Démineur aus onser Arméi mat de Belsch op Masar-e Scharif detachéiert gëtt. Mir wäerte jo dann, wéi ëmmer, le moment venu och an der aussepolitescher Kommissioun am Detail informéiert ginn an do och eng Diskussioun féieren. Dës „Resolute Support"-Missioun ass jo keng Kampfmissioun méi. Si wäert sech also och net direkt un der Terror- an Drogebekämpfung bedeelegen.

Här Minister, ech hätt et gutt fonnt, wann et och fir dës Nofolgemissioun an der UNO zu enger Resolutioun komm wär. Meng Fro un Iech: Kann dat nach kommen, oder ass déi „Resolute Support"-Missioun, déi Nofolgemissioun, wat jo kee Kampfasaz ass, einfach déi logesch Suite vun där viregter Resolutioun?

An Afghanistan ass vill geschitt säit 2001, dank dem Asaz vun der ISAF. Mä et ass natierlech net alles roseg. Niewent villen Infrastrukturen, Spideeler an esou weider wëll ech just ee Progrès ervirhiewen, deen awer wichteg ass, an dobäi geet et ëm d'Mënschen. An Afghanistan ginn haut ongefeier 9,2 Millioune Kanner an d'Schoul, dovunner 39% Meedercher. 83% vun allen afghanesche Kanner besichen eng Schoul.

Frae sinn zu 27% an der Wolesi Jirga vertratt, also hirer Chamber. D'Frae stellen och e wichtegen Deel vun den Uni-Studentinnen duer a spillen eng ëmmer méi wichteg Roll an alle Liewensberäicher, dat zumindest am urbane Raum. A ländleche Gebidder mussen do nach vill Progrèsen erziilt ginn. De Schutz vu Mënschen- a Fraerechter an eng staark Zivilgesellschaft sinn och an Afghanistan d'Viraussetzung fir eng Demokratie, déi fonctionnéiert.

Déi international Stategemeinschaft huet also e reellen Interessi un der Konsolidéierung vun engem stabillen demokrateschen an inklusive Stats- a politesche System an deem Land, fir dass den Destabiliséierungseffekt op d'Regioun an doriwwer eraus évitéiert ka ginn. Et ass och dofir wichteg, dass déi nächst Joren eng Bereetschaft do ass vun der internationaler Communautéit, Afghanistan mat enger gutt organiséierter Entwécklungszesummenaarbecht ze stäerken.

Eng lescht Remarque zu Afghanistan. Et ass ze hoffen, dass deen neie President an déi nei Regierung zur Verbesserung vun de Relatioune mat den Nopeschlänner an och besonnesch mat Pakistan bäi wäerten droen.

Zu Europa. En Thema, wat eis an deene leschte Jore jo vill beschäftegt huet an och an der Kommissioun oft beschäftegt, dozou wéilt ech just e puer Stéchwierder nach soen. Mir hoffen, dass Europa de Wee zréckfënnt op d'Méthode communautaire. An dofir, och mir als LSAP-Fraktioun begréissen dat, wat Dir gëschter gesot hutt, Här Ausseminister, dass mer frou sinn, dass déi nei Juncker-Kommissioun eng staark Kommissioun ass, dass mer hoffen, dass et eng Kommissioun gëtt mat vill politeschem Afloss. A mir sinn och frou iwwert déi nei Opdeelung an Aarbechtsmethod vun där neier Kommissioun.

A mir hoffen och, an ech als President vun der aussepolitescher Kommissioun wëll dat soen, ech hoffen och, dass mer als Parlament vill Austausch mat där Kommissioun hunn, dass d'Kommissäre bei eis an d'Kommissioune kommen, wa mer se invitéieren. An ech freeë mech och schonn, an deenen nächste fënnef Joer mat där Kommissioun als Parlament zesummenzeschaffen.

Dir hutt och d'Erweiderung gëschter ugeschwat, Här Minister, déi sechs Pays candidats, vun deenen nëmmen Négociatioune mat dräi geféiert ginn. Dat ass wichteg. Mir haten als aussepolitesch Kommissioun jo och d'Chance, mat dem türkesche Minister fir Europafroen hei ze diskutéieren. A mir konnten niewent dem Syrien-Konflikt och déi europäesch Dossieren ugoen. A mir hunn, wéi mer dat ëmmer gemaach hunn och als Kommissioun, an dofir wëll ech och de Membere vun der Kommissioun Merci soen, e ganz oppenen Dialog geféiert an och kritesch Froe gestallt aus alle Reien.

Mir schwätzen, wa mer esou Débaten hunn, wa mer esou Gäscht hunn an eiser Kommissioun, mir schwätzen d'Problemer un, mir schwätzen eng kloer Sprooch a mir gênéieren eis net, fir och Froe vun de Mënscherechter, der Pressefräiheet unzeschwätzen. Mir hunn dat gemaach mat dem türkesche Minister. Mir haten do eng ganz interessant Réunioun.

An ech mengen, mir si frou, op jidde Fall ech als President si frou, dass déi Négociatioune mat der Türkei, déi jo elo dräi Joer gehickt hunn, dass déi erëm duerch deen neie Minister en neien Opschwong kréien. Et ass och wichteg, wéi Dir et gëschter gesot hutt, dass d'Kapitel 23 an d'Kapitel 24, déi Kapitele vu Rechtsstat a vu Justiz, elo opgemaach ginn an dass do négociéiert gëtt.

De Lissabon-Traité feiert dëst Joer fënnef Joer, an duerch dee Lissabon-Traité koum et jo och zu méi enger staarker Abannung vun den nationale Parlamenter. An ech mengen, dat ass och ganz wichteg, well dat hëlleft och déi Fro vun der Legitimitéit méi an de Vierdergrond ze bréngen. Dat ass besonnesch wichteg an enger Zäit, wou et an der EU vill Leit gëtt, déi se an e schlecht Liicht wëlle réckelen.

D'Parlamenter abauen an d'europäesch Aarbecht ass keen Zeeche vun engem Retour vu Souveränismus an Europa, mä en Zeeche vun Dialog mat de Bierger. An dofir sinn ech och frou, dass dës Chamber, a fannen dat och gutt, dass dës Chamber, dass mer hei un deenen interparlamentaresche Foren deelhuelen, dass mer an deene Sitzungen, déi d'Europaparlament organiséiert mat de Fachkommissioune vun den nationale Parlamenter, dass mer do gutt zesummeschaffen.

An ech sinn och frou, dass mer hei an där Chamber ons Aarbecht, déi mer am Lissabon-Traité zougesprach kruten, seriö maachen, souwuel de Contrôle politique, mä besonnesch och de Contrôle de subsidiarité vu legislativen Texter, déi mer vu Bréissel geschéckt kréien. Et soll also kee méi kommen a soen, wa mer Gesetzer hei stëmmen, wat eng Transpositioun vun eppes ass, en hätt nach ni eppes dovun héieren!

Ech soen ëmmer, och mir si Bréissel, a wann eppes net klappt, da muss ee soen: Majo, wat ass dann, wou waren dann eis Leit, déi zu Bréissel waren, wou waren eis Ministeren, wou waren eis Deputéierten, wat hu mir hei gemaach? Et kann een also net ëmmer d'Schold fir alles op Bréissel schécken. Mir sinn och Bréissel, an dofir ass et jo wichteg, dass mer zesumme mat der Regierung, mat der Chamber déi europäesch Dossiere gutt traitéieren.

Ech begréissen och, dass mer deen Aide-mémoire hunn, deen de Ben Fayot mat Iech, Här Ausseminister, ausgeschafft huet, deen Aide-mémoire fir d'Relatiounen tëschent der Chamber an der Regierung, wat déi europäesch Froen ugeet an déi europäesch Dossieren ugeet. An ech mengen, no fënnef Joer wär et vläicht eng Kéier Zäit, eng Kéier deen Aide-mémoire ze iwwerkucken, e Bilan ze maachen, ze evaluéieren.

An ech sinn och frou, dass de President vun der Chamber esou aktiv ons ënnerstëtzt bei deem Versuch, eis europäesch Hausaufgaben esou gutt wéi méiglech ze maachen. An ech wëll och am Numm, als President vun der aussepolitescher Kommissioun, deem ganze Service vun de Relations internationales hei an der Chamber an der Cellule européenne dofir villmools Merci soen.

Den TTIP, Här Minister, hutt Der och ugeschwat. An ech wëll drun erënneren, dass mer hei als Chamber den 11. Juli e groussen Hearing vun engem ganzen Dag organiséiert haten, wou Är Mataarbechter hei waren, wou mer de Chef de cabinet vum zoustännege Kommissär hei haten, wat interessant war. A mir wäerten eis och weider mat deene Froe beschäftegen, besonnesch déi vum ISDS, vun de Schiedsgeriichter, well déi jo och am CETA dra sinn, am Vertrag mat Kanada.

Mä ech hu schonn annoncéiert an der Kommissioun, dass mer op déi Offer, déi Der gëschter gemaach hutt, vill an d'Kommissioun ze schécken an och Är spezialiséiert Beamten eis ze schécken, mir huelen déi Offer gären un a mir wäerten och am Ufank vum nächste Joer garantéiert déi dote Sujete ganz seriö traitéieren.

Fir den TTIP, do gëtt nach vill verhandelt. Et ass nach net vill um Pabeier. Ech hu mer soe gelooss, dass vu konsolidéierten Texter, dass nach net esou vill do ass, soudass mer deen Dossier musse suivéieren.

Mir begréissen et op jidde Fall als LSAP-Fraktioun, dass Dir, Här Minister, mat anere Kolleegen, e Bréif un d'Kommissioun geschriwwen hutt, wou Der no méi Transparenz frot. An transparent, Här Minister, dat heescht fir eis net nëmmen eng Facebook-Page oder en Twitter-Account, mä dat heescht e richtegt Abanne vun alle concernéierte Persounen an och der Zivilgesellschaft an deem Dossier TTIP. An ech sinn och frou, dass Der an deem Bréif déi Fro vum Investitiounsschutz ugeschwat hutt. Mä dat ass eng Matière, wou mer jo nach driwwer diskutéiere wäerten.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, haut schwätze mer ganz vill Krisen un. An all déi Beispiller an all déi Krise weisen, dass Lëtzebuerg seng Responsabilitéit hëlt an duerch seng aktiv Aussepolitik och do, wou et kann, e kredibele Bäitrag leescht. Trotz der kritescher Situatioun vun der internationaler Politik däerf ee sech net domat zefridde ginn, dass dat eben esou ass an esou wäert bleiwen. Mir kënnen als Lëtzebuerg weiderhin also aktiv u Léisunge matschaffen.

Zum Ofschloss wëll ech Iech nach eng Kéier, Här Minister, e grousse Merci soe fir Ären onermiddlechen Asaz fir eng méi gerecht Welt. Dir gitt dobäi och épauléiert vum Minister Romain Schneider, wat de Volet Kooperatioun ubelaangt, deen net ofzetrennen ass vun deem anere Volet. Mäi Merci riicht sech, wéi gesot, un déi ganz Mataarbechter vun onser Lëtzebuerger Diplomatie.

Mä ech wëll awer och der Zivilgesellschaft Merci soen an den ONGe Merci soe fir hiren onermiddleche Kampf an Asaz géint d'Gewalt, géint d'Tortur, géint d'Verletzunge vu Mënscherechter a géint Ongerechtegkeeten. D'ONGe sinn hei zu Lëtzebuerg e wichtege Partner vun der Aussepolitik, genausou wéi se dat och um internationale Plang sinn. An dofir wäert ech och a menger Fonctioun als President vun der aussepolitescher Kommissioun weiderhin, wéi d'lescht Joer, den Dialog mat deenen ONGe fleegen.

Den Dialog ass heiansdo ganz einfach. Mir kréien zum Beispill, wa mer mat Handicap International am Kontakt sinn, kréie mer nëmme Luef, besonnesch och fir Ären Asaz, Här Minister, wat all déi Beméiunge sinn, wann et ëm Konventioune geet, fir Waffen anzedämmen. Ech erënneren un d'Streebommen, d'Landminnen an och elo den Traité géint de Commerce vun de Waffen. Dofir ass et wichteg, dass mer den Akteure vun der Zivilgesellschaft Merci soen.

Ech soen Iech heimadder och Merci fir d'Nolauschteren a wënschen eis nach eng flott Diskussioun hei am Haus an awer och dat ganzt nächst Joer an eiser aussepolitescher Kommissioun.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. An eis nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur fir d'DP.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Welt steet op der Kopp. Den Ausseminister hätt dat net besser kënne beschreiwen, wéi e gëschter a senger Ried hei an der Chamber d'Situatioun probéiert huet, ze beschreiwen. Wat ass passéiert?

Wéi mer virun zwee Joer déi aussepolitesch Debatt hei haten, dat war jo déi lescht, am November 2012, do huet meng Fraktiounskolleegin Lydie Polfer am Numm vun der DP geschwat an eng ganz Partie Problemer ugeschwat. Och déi Zäit gouf et Krisen. Mä mir hätten ni gewosst (veuillez lire: geduecht), dass et sech géif an eng Richtung entwéckelen, déi wierklech als katastrophal ze bezeechnen ass!

Wann een d'Krisenherde ronderëm ons kuckt, dann ass dat ausserhalb vun Europa - a meng Virriedner sinn dorop agaang, soudass ech dat net wäert am Detail maachen -, ausserhalb vun Europa ass dat schrecklech, ob dat am Noen Osten ass oder och ob et an Afrika ass, an den afrikanesche Länner, am Mali, dem Kongo, Somalia, dem Südsudan oder der Zentralafrikanescher Republik. An de Konflikt selbstverständlech, deen erëm vill méi staark ginn ass tëschent Israel a Palästina.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wann ech dëst Joer Spriecher vun der DP-Fraktioun sinn, dann ass et, well ech am Januar d'Éier krut, fir d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ze presidéieren. An ech wëll, Här President, der Lëtzebuerger Chamber - oder Madame President, mä den Här President steet nach do -, ech wëll Iech, Här President, villmools Merci soen an der Chamber Merci soen dofir, dass ech e Mataarbechter zur Verfügung gestallt krut vun der Chamber aus, fir mech an där Aarbecht ze ënnerstëtzen.

Et ass eng Aarbecht, déi eng enorm Erausfuerderung mat sech bréngt, well an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe si 47 Länner vertrueden. Déi 800 Parlamentarier vun deene 47 Länner, déi 820 Millioune Bierger representéieren. An dat si Länner, wou Konflikter sinn. An den Här Mosar ass op d'Conflits gelés elo grad agaang, mä déi Conflits gelés sinn um Territoire vu Länner, déi Member vum Conseil de l'Europe sinn. An ech wäert duerno op verschidde Punkten agoen.

Ech wëll awer och, Madame President, de Kolleegen, déi Représentant vun der Chamber an der Assemblée parlementaire sinn, e grousse Merci soe fir hiren Asaz a fir hir Ënnerstëtzung. An ech wëll Iech all soen, all Joers gëtt eng Präsenzlëscht gemaach, wéi assidu d'Parlamentarier an der Assemblée parlementaire sinn. A Lëtzebuerg huet fir dëst Joer eng exzellent Präsenz, mir si Véiert, net wäit hannert deenen dräi éischte Länner ewech. Dat weist also, wéi seriö mir d'Aarbecht huelen.

An dat ass och wichteg! Dat ass wichteg wéinst onsem Engagement vis-à-vis vun de Wäerter vum Conseil de l'Europe, mä et ass och wichteg fir ons als Lëtzebuerger Land, ons als Lëtzebuerger Parlament, fir ons do ze positionéieren. An dofir wollt ech e grousse Merci soen.

Gëschter hat ech d'Éier, de Poopst am Conseil de l'Europe ze empfänken. An ech muss soen, dass dat eng Visite war, déi mech perséinlech ganz déif beandrockt huet duerch d'Personalitéit vum Poopst an och duerch de Message vum Poopst, deen en ons ginn huet. An deem Message huet en ugeschwat, dass mer an enger Welt sinn, an enger globaliséierter Welt, wou e geschwat huet vun der „Globalisation de l'indifférence".

An dat ass en Term, dee mer ons mussen awer zu Häerz huelen a soen: Mir konzentréieren ons därmoossen op ons. Mir wëssen awer schonn op onser Grenz, op onser nationaler Grenz, wéi et do ausgesäit, wat ronderëm passéiert, wéi katastrophal d'Situatioun ass, an dass mer net kënnen indifferent vis-à-vis vun deem sinn. An ech hunn an deem Zesummenhang gëschter dunn den däitsche Philosoph Karl Jaspers zitéiert, dee gesot huet: „D'Indifferenz ass déi liichtste Form vun Intoleranz." An dat ass eppes, wat mer ons all och mussen zu Häerz huelen.

Wat de Conseil de l'Europe ubelaangt, hunn ech nach en Uleies, a mir hunn dat schonn an der Commission des Affaires étrangères beschwat, an ech soen och do dem President, dem Här Angel, e grousse Merci fir déi Aart a Weis, wéi e seng Aarbecht mécht, a fir seng Disponibilitéit.

Ech schwätzen hei de Problem vun de Konventiounen un. Mir hunn eng ganz Partie Konventiounen, déi Lëtzebuerg deelweis signéiert huet, mä nach net ratifizéiert. An den Här Ausseminister huet elo der Chamber eng ganz Lëscht ginn. An do muss ech soen, do muss d'Regierung nach eng grouss Aufgab maachen an eng Partie Projet-de-loie schreiwen. Mä mir och als Chamber hunn eng ganz Partie Projet-de-loie fir d'Ratifizéierung vu Konventiounen hei leien, säit Joren! An et ass näischt geschitt.

Ech weess elo, dass d'Kommissiounen äifreg dru sinn, dorun ze schaffen, well et ass net gutt, wa mir als Lëtzebuerg op der Lëscht vun deene stinn, déi eng Partie Konventiounen net ratifizéiert hunn. Dat gesäit aus, wéi wa mer politesch e Problem mat deenen hätten, an da gi mer associéiert mat Länner, mat deene mer awer net onbedéngt wëllen associéiert ginn.

An ech wëll hei un eng Konventioun erënneren. Dat ass d'Convention d'Istanbul. Dat ass déi Konventioun géint d'Gewalt géintiwwer vun de Fraen an d'Violence domestique.

An do géif ech wierklech, Här Minister, Iech bieden, dass Der souwuel dem Justizminister wéi

der Madame Chancëgläichheetsministesch un d'Häerz leet, si sollen esou séier wéi méiglech dee Projet de loi ausschaffen an en hei déposéieren, well et ass wichteg. Et ass och wichteg fir aner Konventiounen, net dass mir do déi Lescht aus der Klass sinn, dat ass och net gutt fir d'Reputatioun vu Lëtzebuerg.

Mir hunn um europäesche Kontinent selwer enorm Konflikter. Mir hate geduecht, nom Fall vun der Berliner Mauer an och no deem, wat um Balkan geschitt ass, dass mer iwwerall kéinten duerch d'Stäerkung vun der Demokratie, dem Rechtsstat an de Mënscherechter elo a Fridde liewen. Leider hu mer elo gesinn, wéi zerbriechlech dee Fridden ass, an d'Ukrain-Kris ass eppes, bei deem innommable ass, wat do geschitt.

Ee vun de Problemer an der Ukrain, an do hu mir ons selwer och Responsabilitéit zouzeschreiwen, dat ass, well mir et net fäerdegbruecht hunn, well d'Ukrain ass Member vum Conseil de l'Europe, dass, säit se Member sinn, mir et net fäerdegbruecht hunn, hinnen ze hëllefen, dass se Reforme géifen duerchféieren, eng uerdentlech Constitutioun kréien, eng independent Justiz kréien, géint Korruptioun géife virgoen an och e gutt Wahlgesetz kréien.

Ech weess, dass dat neit Parlament, wat elo gewielt ginn ass, mat där neier Regierung dee leschte Weekend en Accord ënnerschriwwen hunn an dass se dat alles op der Lee hunn. An et ass virdru gesot ginn, dass d'EU an d'OSZE missten hëllefen, mä och de Conseil de l'Europe mat sengen Instrumenter, déi en huet, leescht do méi wéi eng wäertvoll Aarbecht duerch d'Commission de Venise, fir hinnen ze hëllefen, dass se déi richteg Texter kréien.

Mä dat eleng geet net duer. Si mussen dann och an der Justiz déi richteg Leit hunn, fir déi Texter ëmzesetzen, wat am Moment net de Fall ass. A wann ee bedenkt, dass duerch hire Wahlsystem ee sech konnt bis elo e Siège am Parlament kafen, da gesäit een, wéi schwiereg déi Situatioun ass.

D'Institutioune vun der Ukrain, dat si ganz schwaach Institutiounen. E Stat, dee schwaach Institutiounen huet, ass ganz ufälleg, ass ganz vulnérabel. An an där Situatioun si mer am Moment an der Ukrain, well mir et net fäerdegbruecht hunn, si wierklech derzou ze bréngen, méi schnell Reformen ze maachen.

Mä Ufank vum Konflikt an der Ukrain ass natierlech d'Annexioun vun der Crimée, an dovu gëtt bal net méi geschwat. Mä och dat ass en Akt, deen inakzeptabel ass. D'EU huet Sanktioune geholl, an ech si mam Här Minister d'accord, dass et net gutt ass, wann een elo nach weider Sanktiounen hëlt, well et muss een am Dialog bleiwen an et muss een am Gespréich bleiwen.

Ech hunn da probéiert, um Niveau parlementaire Gespréicher ze halen, well Russland ass och Member vum Conseil de l'Europe. An duerfir hat ech Kontakt souwuel mam ukrainesche Parlament wéi och mam russesche Parlament, mat der russescher Statsduma. An ech hat elo viru 14 Deeg eng Entrevue zu Moskau mam President vun der Statsduma, mam Här Naryschkin.

Ech kann Iech soen, bon, et ass keng Surprise, dass déi Gespréicher extrem, extrem schwiereg sinn an dass awer net zesummeschwätzen déi schlechtste Solutioun ass. An duerfir musse mer awer déi Kanäl vum Dialog vun der parlamentarescher Demokratie oprechterhalen, an domat ass och déi russesch Delegatioun d'accord.

Ech muss soen, ech probéieren, dann och mat der ukrainescher Werchowna Rada, dat ass hiert Parlament, Kontakt ze hunn, mä am Moment huet sech hiert Parlament nach net konstituéiert. An duerfir hat ech e Gespréich mat hirem Ausseminister, deen och d'accord ass, dass si esou schnell wéi méiglech musse Reforme maachen. Mä mir mussen also virufueren um diplomatesche Parquet, och wat d'EU ubelaangt.

Den Här Jean-Claude Juncker, deen a senger Qualitéit als President vun der Kommissioun mech d'lescht Woch zu Bréissel offiziell empfaangen huet, hat och e längeren Entretien mam Här Putin, well et ass op deem Niveau, wou et muss geregelt ginn. Mä als Parlamentarier hu mir och ons Responsabilitéit.

D'europäesch Aussepolitik wor bis elo, an do si mer ons all eens heibannen, éischter net kräfteg genuch. Ech probéiere mech dann diplomatesch auszedrécken. An ech hoffen, dass mat där neier aussepolitescher Beoptragter, der Madame Mogherini, elo endlech do eng aner Dimensioun erakënnt. An ech ënnerstëtzen den Här Asselborn an där Démarche, dass mer do zesummen als Europa geschlossen optrieden an dass Europa eng Stëmm huet als Puissance douce vun der Diplomatie an och als Mediateur, wann e Problem ass tëschent de Länner um internationale Plang.

Ech wollt och, Madame President, e Wuert soen zum Konflikt, dee wierklech dramatesch ass tëschent Israel a Palästina. Ech wor d'lescht Joer a Palästina an ech wor och an Israel. An ech muss soen, déi Zäit wor de Konflikt nach net esou verschäerft wéi elo. Mä et huet een awer gemierkt, dass et enorm schwiereg ass, eng Diskussioun ze féieren, wann de Vizeausseminister selwer sech en Haus baut am Siedlungsgebitt. Dat ass fir mech…

(Interruption)

Et wor deemools de Vizeausseminister, et wor net den Här…, et wor de Vizeausseminister.

Une voix.- Den Här Lieberman!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Jo, mä deemools wor et den Här Lieberman net, et wor de Vizeausseminister, deem säin Numm mer am Moment entfält. Mä wann Dir sot, et wier och elo den Här Lieberman, deen am Siedlungsgebitt gebaut huet, dat ass fir mech inakzeptabel. An dat dréit net derzou bäi, dass mer um diplomatesche Plang Léisunge kënne fannen.

Mir hunn als Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe Palästina de Statut gi vu Partenaire pour la démocratie. Et sinn och Observateure vun der Knesset do, well Israel e Statut d'observateur beim Conseil de l'Europe huet. Dee Statut „Partenaire pour la démocratie", do si palästinensesch, also vum Conseil national palestinien gewielte Vertrieder, déi komme regelméisseg an d'Kommissioun an och an d'Plénière vum Conseil de l'Europe.

Mä et ass eng Vertriederin, déi däerf net kommen. Firwat? Well se kee Visa vun Israel kritt, fir op Stroossbuerg ze kommen, fir do hire Mandat als Parlamentarier auszeféieren. Mir hu bei der Knesset protestéiert, an och dat dréit net dozou bäi, dass een um parlamentaresche Plang d'Affär kann deblockéieren.

Wat elo de Statut vu Palästina ubelaangt, esou sinn ech mat mengem Virriedner och d'accord, mam Här Angel, dee gesot huet, dass mir do eng Léisung um europäesche Plang musse fannen, um europäesche Plang, fir dass mer dat och zesumme kënne maachen. Mä d'Viraussetzung, fir engem Stat ze hëllefen, ass natierlech, dass e kann a Fridde liewe mat sengen Noperen, an hei a Fridde liewe mat Israel. Mir mussen op jidde Fall ons Solidaritéit mam palästinensesche Vollek weisen.

An der Aussepolitik muss een och Hoffnung vermëttelen. An déi Hoffnung ass awer ganz schwiereg, wann een d'Situatioun a Syrien kuckt a wann een d'Situatioun kuckt vun dem sougenannten „Islamesche Stat", vun Terroristen, déi eng Relioun mëssbrauchen, fir am Numm vun enger Relioun kënne schrecklech Doten ze maachen.

Do ginn ech onsem Statsminister, dem Här Xavier Bettel, recht, deen op der Tribün dëst Joer vun der UNO-Vollversammlung drop higewisen huet, wéi wichteg de Rôle ass vun der Cour pénale internationale, fir derfir ze suergen, dass d'Mënscherechter an dat internationaalt Vëlkerrecht respektéiert musse ginn. A säit 75 Joer missten u sech d'Zäiten eriwwer sinn, wou ganz Vëlkergruppe gefoltert, mëisshandelt an doutgemaach ginn.

Ech wollt och vun onsem Mandat vum UNO-Sécherheetsrot schwätzen, vun deem net permanente Sëtz, dee Lëtzebuerg do huet. Do geet d'Initiativ zréck op meng Fraktiounskolleegin a Frëndin Lydie Polfer, déi dat deemools déclenchéiert hat. Dat ass iwwerholl gi vum Här Asselborn an en huet fäerdegbruecht do, géint staark Konkurrenz, dass Lëtzebuerg dee Sëtz krut. An déi Aarbecht, déi do geleescht ginn ass, ass extraordinär. An dat ass enorm wichteg fir och d'Reputatioun vu Lëtzebuerg.

Ech wëll mech och menge Virriedner uschléissen an där klenger Équipe, ënnert der Direktioun vun der Madame Lucas, déi zu New York ass, félicitéiere fir déi formidabel Aarbecht, déi se gemaach huet. Et ass wichteg fir onst Land, international och esou Positiounen ze hunn. An duerfir kann ech de Minister nëmmen encouragéieren, wann en op deem Wee virufiert.

Ech wollt ee Wuert soen zu dem Europaparlament an zu den Europawahlen. Et ass erschreckend, festzestellen, bei den Europawahlen, wéi niddreg d'Participatioun an alle Länner wor: méi niddreg wéi jee. Do gesäit een, dass d'Loscht un Europa wierklech enorm ofgeholl huet.

Wat awer och inquiétant ass, dat sinn déi populistesch Parteien, déi rietsextrem Parteien, déi gewonnen hunn. A wann ech kucken, a verschiddene Länner och an Nationalwahlen, zum Beispill a Schweden, e Land, wat jo awer wierklech e Land ass, wat oppen ass, dass do déi rietspopulistesch Partei hir Stëmmenzuel konnt verduebelen an deene leschte Parlamentswahlen. Wann ech kucken, wat a Griichenland geschitt ass bei de Lokalwahlen zu Athen: D'„Golden Dawn"-Partei, dat ass eng Neonazi-Partei - dat weess jiddwereen -, krut 16% bei de Lokalwahlen. An dat ass net nëmme wéinst der terribeler Kris, an där sech Griichenland befënnt.

Duerfir musse mer ons an alle Länner zesummendinn, demokratesch gewielte Parteien, egal wat ons Differenze soss sinn, fir géint de Rietspopulismus an Neonazie virzegoen. De Conseil de l'Europe, dee wäert am Januar eng Plattform schafen, eng Plate-forme parlementaire géint den Haass. Am Moment hu mer schonn eng Campagne vum „No Hate Speech". A mir hunn do all eng Verantwortung a mir sollen ons parteipolitesch Differenzen, ons national Ënnerscheeder wierklech op der Säit loossen an zu 47 Länner vum Conseil de l'Europe zesummenhalen, fir géint den Haass virzegoen, well dat ass eng terribel Gefor fir d'Demokratie.

Eng Gefor fir d'Demokratie sinn awer och Entwécklungen, déi een a verschiddene State gesäit, wann ee kuckt, wéi d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt ginn. An ech wëll do ee Land besonnesch ervirsträichen, dat ass Aserbaidschan. An Aserbaidschan am Moment, an déi haten elo just d'Présidence vum Conseil de l'Europe, an Aserbaidschan sinn am Moment enorm vill Mënscherechtsverteideger am Prisong, Vertrieder vun ONGen. An och deene wëll ech Merci soe fir hiren Asaz.

An ech hunn insistéiert, fir kënne Prisonnéier besichen ze goen. Den Directeur vun der École d'études politiques de Bakou vum Conseil de l'Europe sëtzt am Prisong. Firwat? En ass condamnéiert ginn, an et ass am Appell confirméiert ginn, zu siwe Joer, well en angeblech responsabel ass vun enger Manifestatioun, déi stattfonnt huet. Souguer wann e responsabel wier, ass d'Verhältnisméissegkeet vun deene Strofe jo awer net ginn.

An ech hu probéiert, wierklech den aserbaidschaneschen Autoritéiten dat bäizebréngen, ech net eleng, mä wéi schrecklech et ass! Ech krut nach gëschter gesot, dass nach ee verhaft ginn ass, en Affekot, dee Mënscherechter verteidegt huet. Dee sëtzt elo an Untersuchungshaft. Ee vun den Häftlingen, déi ech besicht hunn, hat e Recours bei der Cour européenne des droits de l'Homme zu Stroossbuerg gemaach géint seng Détention préventive an e krut recht. An nawell sëtzt e virun do, obwuel dee ganze Prozess net esou gefouert ginn ass, wéi dat an engem Rechtsstat misst sinn. D'Situatioun ass also méi wéi alarmant.

A wat ech nach méi alarmant fannen, dat ass, dass an enger Sitzung d'lescht Woch, an den Här Spautz, dee wor och an där Sitzung, dass de Vertrieder vun Aserbaidschan gesot huet, „mir" - an ech weess net, wien en domat gemengt huet -, mä „mir" wieren als Grënnungsmemberen an als westlech Länner, „mir" wieren un deem ganze Misär, deen am Moment an Europa ass, schold!

An zwar huet en do gesot, well mir géifen - an en huet d'Ukrain och genannt -, well mir géifen ons Wäerter hinnen opzwéngen. An ech hunn duerno geäntwert. Ech hu gesot, jo, mir hätte Schold, well mer et net fäerdegbruecht hunn, der Ukrain ze soen, si misste Reforme maachen zur Zäit. Mä ech hunn en och drun erënnert, dass et net d'Wäerter vun deenen enge sinn, mä dass et d'Wäerter vun ons alleguer sinn. An all déi Länner, déi Member sinn am Conseil de l'Europe, hunn dat fräiwëlleg gemaach, hunn d'Convention européenne des droits de l'Homme mat ënnerschriwwen. An duerfir musse se dat och respektéieren. Mä et gesäit een, dass et an engem Land wéi Aserbaidschan an déi falsch Richtung geet.

Och iwwert d'Türkei musse mer ons eescht Suerge maachen. Do sëtzen zum Beispill eng Partie Journalisten am Prisong, angeblech wéinst Infractions de droit commun.

Ech wëll Iech och soen, dass de 4. Dezember eng Plattform lancéiert gëtt vum Conseil de l'Europe, fir eng Plate-forme d'alerte ze maachen, wa Journaliste bedrot sinn. Mir wëssen, dass Journalisten net nëmme bedrot sinn, mä dass och Journalisten a Konflikter ëmkommen, a mir mussen eng Protection internationale vun de Journalisten hunn. Well, wa mer d'Liberté de la presse net méi hunn, an a verschiddene Länner muss ee sech scho Froe stellen, mä wann d'Journaliste wierklech duerch hire Beruff Geforen ausgesat sinn an duerfir net méi kënne berichten, do hu mer d'Obligatioun, fir d'Journalisten ze protegéieren.

Ech wollt nach e Wuert soen zu der Europäescher Unioun. An deene ganzen Diskussiounen - bei där neier Kommissioun - ass elo den Här Juncker d'Zilscheif gi vun Attacke wéinst där sougenannter LuxLeaks-Affär, Attacken, bei deenen ech mer d'Fro stellen, firwat déi elo koumen, nodeem en d'Fonctioun iwwerholl huet. Attacken, déi einfach net justifiéiert sinn! Domat gëtt den Här Juncker perséinlech ugegraff. Et gëtt probéiert, d'Kommissioun ze schwächen. An natierlech gëtt och probéiert, Lëtzebuerg ze attackéieren. Mä mir sinn net d'schwaarzt Schof! A wann ee kuckt, wou Tax Ruling gemaach gëtt, a wellechem Land, an d'Regierung - an ech wëll hir och félicitéieren - huet dat jo och gesot: Dat ass net eleng zu Lëtzebuerg!

Mir mussen do wierklech zesummestoen. An ech wëll och soen, dass den Här Jean-Claude Juncker all d'Vertraue vun der Demokratescher Partei huet, fir déi Kommissioun gutt ze leeden. En huet scho bei der Opstellung vu senger Kommissioun innovativ gewierkt. En huet de Moien de Pak virgestallt vun deenen 300 Milliarden Investissement. Ech hoffen, dass dat och geléngt. An Europa ass wierklech beim Här Juncker a ganz gudden Hänn. Ech wollt dat och hei ënnersträichen.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ee Wuert nach, Madame Presidentin, iwwer aner grouss Erausfuerderungen, virun deene mer stinn. An dat ass, wat op onse Grenze geschitt. A wann ech soen „onse Grenzen", dann sinn dat d'Grenze vun Europa, an zwar haaptsächlech am Mëttelmierraum. Wann ech kucken, déi schrecklech Flüchtlingsproblematik, déi mer hunn, all Dag déi Flüchtlingen, déi ukommen - Lampedusa oder d'Enklav am Maroc, déi spuenesch Enklav Melilla -, wellech Drame sech do ofspillen! Do musse mer zesummen eng europäesch Léisung fannen.

Mir kënnen d'Länner, déi am Mëttelmier sinn, ob dat Griichenland ass, ob dat Spuenien ass, ob dat Italien ass oder Malta oder och zum Deel Portugal, mir kënnen déi net domat eleng loossen. Mir mussen et fäerdegbréngen, dass mer déi ganz Flüchtlingsproblematik iwwerkucken. An dat war och en Appell gëschter, deen de Poopst souwuel am Europaparlament wéi och am Conseil de l'Europe lancéiert huet. Mir hunn och eng Resolutioun am Conseil de l'Europe iwwert den „bateau cercueil" verfaasst.

Ech hunn a menger Interventioun elo haaptsächlech d'Politik ugeschwat aus dem Bléckwénkel vum Conseil de l'Europe. Mä dat ass awer och de Bléckwénkel, dee mer hunn hei vu Lëtzebuerg aus. Mir hu viru 25 Joer et fäerdegbruecht - an do goufen et vill Akteuren -, dass d'Berliner Mauer géif falen an dass Europa net méi getrennt wier. Haut gesi mer an der Welt, dass erëm nei Maueren opgeriicht ginn. A wat nach méi schlëmm ass wéi Bëtonsmaueren, dat sinn déi Maueren, déi mer an onse Käpp hunn!

Mir mussen all zesumme probéieren ze verhënneren, dass et nach zu weidere Mauere kënnt. An do si mer all gefuerdert! Jiddwereen Eenzelnen ass gefuerdert, fir ze kucken, dass jiddweree vun de Bierger, egal wou en ass, ob dat an Europa ass oder wou, an Dignitéit ka liewen. Mir hunn eng enorm Responsabilitéit als Politiker. An déi Responsabilitéit, mengen ech, droe mir all zesummen hei, well et ass nëmme geschlossen, wéi mer kënnen onser Missioun gerecht ginn!

An ech wëll dem Här Ausseminister Merci soe fir all déi Aarbecht, déi e mécht. An ech mengen, mir kënnen och op eng Geschlossenheet heibannen zielen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Villmools Merci, Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Här Minister, Madame Presidentin vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech sinn net oft esou fërmlech, mä et ass mer eben einfach och eng grouss Freed, fir kënne fir déi gréng Fraktioun hei den aussepoliteschen Débat ze féieren.

Mir liewen an enger onroueger Zäit. D'Erausfuerderungen, virun deenen déi international an déi national Politik stinn, ginn ëmmer méi grouss. Kee Stat ka se eleng bewältegen. Globaliséierung a Klimawandel, Ressourcëknappheet an hir ongerecht Verdeelung, Terrorismus an organiséiert Kriminalitéit kenne keng national Souveränitéit, si wierken iwwert d'Statsgrenzen ewech.

Fir d'Léisung oder zumindest fir déi gutt Gestioun vu globale Problemer brauche mer och an Zukunft handlungsfäeg a staark international Institutiounen an Organisatiounen. An déi wichtegst Rumm fir eng gewëss international Uerdnung sinn d'Vereenten Natiounen.

D'Wierksamkeet an d'Handlungsfäegkeet vun der UNO sinn awer ageschränkt. Virun allem

de Sécherheetsrot als dat wichtegst Organ ass an där Struktur, an där Zesummesetzung reformbedierfteg. De Sécherheetsrot representéiert net méi d'Realitéite vum 21. Jorhonnert. Noutwendeg Décisioune ginn ëmmer erëm duerch d'Vetorecht vu senge permanente Membere blockéiert an an d'Längt gezunn. Syrien ass e Beispill heifir.

déi gréng setze sech a fir eng Stäerkung an den Ausbau vun enger gemeinsamer europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik. Fir eis ass duerfir d'Emsetzung vum Lissabon-Vertrag wichteg, genausou wéi eng verdéiften Integratioun vun den eenzelne Länner an d'EU. Fir eis ass et awer och wichteg, d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun als Optioun opzeloossen. D'Beméiung, fir eenzel europäesch Länner vu virera vun engem Bäitrëtt zu der EU auszeschléissen, trëfft op eise Widderstand.

D'Bäitrëttsverhandlunge ginn am Moment mat dräi Länner gefouert: Serbien, Montenegro an d'Türkei. Mir sinn, wéi eisen Ausseminister, der Meenung, datt natierlech all Kandidat d'Kritäre muss erfëllen, mä datt Europa awer och muss opbleiwe fir eng Erweiderung. Bäitrëttsprozesser kënnen Europa insgesamt méi demokratesch, méi stabil a méi friddlech maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Europa spillt an Zukunft eng ëmmer méi wichteg Roll. D'Grondwäerter wéi Rechtsstat, Demokratie a Mënscherechter sinn haut an och an Zukunft d'politescht Kapital vun Europa! Wat déi Wäerter ugeet, huet Europa fir engagéiert Mënschen aus ville Länner an der ganzer Welt eng Virbildfunktioun. Natierlech gëtt et och an der EU vill Widdersprëch, awer fir déi Leit aus Osteuropa, aus Kenia, vun de Philippinnen - ech kéint nach vill anerer nennen -, fir déi ass d'EU e Virbild a senger Rechtsstaatlechkeet.

An engem gudde Joer wäert Lëtzebuerg d'Conseilsprésidence iwwerhuelen. An do kënne mer weisen, datt Lëtzebuerg duerch seng Méisproochegkeet a seng Ouvertür no baussen eng wichteg Vermëttlerroll weider kann a muss iwwerhuelen. Mir mussen op europäeschem Niveau erëm méi zesummefannen, net nëmmen am europäesche Sënn schwätzen, mä och handelen. Duerfir am Ufank e kloert gréngt Bekenntnis zu staarken internationalen Institutiounen an Organisatiounen, déi solle gemeinsam vun hire Memberstate weiderentwéckelt ginn!

Net nëmmen national iwwerschloe sech d'Noriichten, och international musse mer all Dag eng Hällewull vun Evenementer zur Kenntnis huelen, an heiansdo vermësche sech déi Nouvellen. Da gëtt Lëtzebuerg zum Sujet vun der internationaler Press. Eis national Politik fierft op déi international Politik of, an déi international Politik fierft op eis Nationalpolitik of.

Mir sinn e klengt Land, wat et fäerdegbruecht huet, an enger relativ kuerzer Zäit zu engem relativ grousse Wuelstand ze kommen. Dee Wuelstand hat laang Zäit op eiser Eisenindustrie berout. A mir haten et fäerdegbruecht, datt mer dee staarke Réckgang vun der Eisenindustrie duerch den Op- an Ausbau vun engem staarke Finanzsecteur konnte méi wéi opfänken.

Natierlech hu kritesch Stëmmen ëmmer virdru gewarnt, datt eis Wirtschaft an eise Wuelstand ze vill eesäiteg op engem Pilier, dem Finanzpilier, opgebaut hunn. A mir wëssen och alleguer, datt mer eise Räichtum op eng geschéckt Nischepolitik opgebaut haten. Net eréischt zënter LuxLeaks wësse mer, datt d'Zäite vun de raffinéierten Nischepoliticken hirem Enn entgéintginn.

Ech mengen, mir haten Zäit genuch, fir aus den Nischevirdeeler Kompetenzvirdeeler ze maachen. An dobäi gëtt et awer och Nischevirdeeler zu Lëtzebuerg, déi duerch Spezifissitéiten zustane kommen - an déi Virdeeler bleiwe bestoen! -, zum Beispill eis Villsproochegkeet, eis onheemlech Multikulturalitéit, de Fait, datt vill Leit am Ausland studéiert hunn an datt mer gutt Réseauen zum Ausland hunn.

Mir wäerten och an Zukunft mat Nische schaffen, ech ka mer och virstelle mat där enger oder anerer Souveränitéitsnisch. Awer mir sollte wierklech ëmmer virdrun iwwerleeën, ob se potenziell politesch schiedlech sinn oder net. E Land, wat esou vu sengen Noperen, esou vun den europäeschen Institutiounen ofhänkt wéi mir, dat ka sech net onsolidaresch weisen.

Weltwäit ass eng grouss Diskussioun entstanen iwwert d'gerecht Besteierung, an där kënnen, wëllen an däerfe mer eis net verschléissen!

Mir wëssen, datt et och zu Lëtzebuerg erschreckend vill Leit gëtt, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rëtschen, well se mat hirem Akommes ënnert dem Seuil de pauvreté leien. A mir wëssen och, datt déi Situatioun nach vill méi dramatesch wier, wa mer net vill a gutt Sozialtransferten hätten. A mir wëssen och, datt mer eis e Sozialstat just kënne leeschten, wa mer als Stat genuch Steierrecetten hunn.

D'Diskussioun ronderëm d'Steieren ass wichteg fir all Länner. D'Steierquote vun engem Land klamme mat dem Niveau vun der Entwécklung. Logesch! Fir datt e Stat eng Arméi kann ënnerhalen a minimal Infrastrukturen, brauch e ronn 10% bis 15% Steiere vum PIB. Dat war an Europa am 19. Jorhonnert de Fall. Fir datt en awer och kann eng minimal Gesondheetsversuergung, Schoulbildung, Telekommunikatioun, Verkéiersinfrastruktur oprechterhalen, brauch e schonn 20%. Dat ass ongefeier den Niveau an den 30er Joren.

An nom Krich ass et da kontinuéierlech eropgaange bis op 35%. Domadder kann een dann och e gudde Sozialstat finanzéieren. A genau dat fënnt een haut och erëm: OCDE-Länner hunn eng Steierquot vu 35%, Schwellelänner leien éischter bei 20% an Entwécklungslänner tëschent 10% a 15% Steierquot vum PIB.

Mat deene Steiersue kann e Stat da gutt oder schlecht funktionéieren, dat ass richteg! Awer ouni déi Steiersue kann en einfach net funktionéieren! An et ass natierlech och net egal, wiem seng Suen als Steiergelder an d'Statskeess kommen. Et ass och richteg, datt mer an engem System liewen, wou déi Räich ëmmer méi räich ginn. An et ass och richteg, datt ëmmer méi e groussen Deel vun de Steiergelder iwwert d'Lounsteier erakënnt an datt zumools déi grouss international Betriber quasi keng Steiere méi bezuelen. Duerfir ass et wichteg, datt mer eis alleguer an Europa an doriwwer eraus mat Steiergerechtegkeet befaassen.

En Accord géint eng Duebelbesteierung däerf net an en Accord vun enger duebeler Netbesteierung ëmgewandelt ginn! Mir brauchen also eng besser koordinéiert europäesch Steierpolitik, déi de Konzerner d'Méiglechkeet ewechhëlt, hir Steieren op en onseriöe Minimum ze drécken. Fir dohinner ze kommen, brauche mer awer e gemeinsamen europäeschen Effort, wou all Memberstate matzéien, och déi Staten, wou d'Mammenhaiser vun de grousse Konzerner sëtzen. Well Dir wäert jo net mengen, datt do keng Lobbyaarbecht géif gemaach ginn!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Déi europäesch Steierpolitik gëtt net zu Lëtzebuerg gemaach, mä zu Bréissel an an de groussen Haaptstied. „Advanced tax agreements" sinn net onbedéngt am Sënn vu Steiergerechtegkeet. Lëtzebuerg huet an de leschte Méint grouss Efforte gemaach, fir sech mat EU-Regelen an OCDE-Standarde konform ze setzen. Et gëtt eng Rei Leit, déi hu verstanen, datt mer politesch verléieren, wa mer de Kapp an de Geldsak stiechen an en do stieche loossen.

Déi weider Schrëtt musse gemeinsam vu Bréissel kommen, also vun allen Haaptstied. Et ass och am Intérêt vun eiser Finanzplaz, wou qualitativ eng ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt, datt mir net international negativ um Pranger stinn. Dëst hält nämlech d'Investisseuren dervun of, datt se sech fir Lëtzebuerg interesséieren.

Et gëtt natierlech nach vill aner politesch Problemer, wat d'Aussepolitik betrëfft, wéi dat, wat ech elo grad opgezielt hunn.

Ech fänken u mat engem positive Beispill, engem positive Jubiläum: Däitschland huet dësen 9. November de 25. Anniversaire vum Fall vun der Berliner Mauer gefeiert. Dat ass e wichtegen Anniversaire an dierft bis op e puer KP-Nostalgiker allgemeng als eng ganz positiv Entwécklung betruecht ginn.

Leider ass awer d'Beispill vun der Berliner Mauer net den allgemengen Trend, mä éischter d'Ausnahm. D'Zuel vun de Maueren a Grenzbefestegungen, déi geplangt a gebaut ginn, fir Mënschen anzespären oder auszespären, fir Leit dervun ofzehalen, hiert Land ze verloossen oder an en anert Land eranzekommen, och wann dobäi hiren Doud a Kaf geholl gëtt, d'Zuel vun dëse Maueren ass an der Welt gewuess. Wann et den 11. September 2001 - e mémorabelen Datum - eng ronn 20 Grenzmaueren tëschent Länner waren, da sinn et der haut iwwer 50.

En Deel vun dëse Grenzbefestegunge gëtt gebaut, fir d'Immigratioun ze bekämpfen, anerer, fir Terrorismus, Schmuggel oder territorial Konflikter auszegrenzen. Si hu praktesch alleguer och e symbolesche Charakter.

Melilla a Ceuta, zwou spuenesch Enklaven um amerikaneschen (veuillez lire: um afrikaneschen) Kontinent: Mat neiem Stacheldrot op de Mauere probéiere mer, déi eenzeg direkt Landgrenz tëschent Europa an Nordafrika dicht ze halen. D'europäesch Migratiounspolitik oder déi europäesch Immigratiounspolitik ass e wichtege Sujet. Wéi gesäit et aus mat der Méiglechkeet, endlech och eng Dier opzemaache fir eng legal Migratioun an Europa? Wéi gesäit et aus mat engem gerechte Verdeelungsschlëssel fir Leit, déi Protection internationale an Europa ugefrot hunn? Wéini si mer bereet, mindestens gradesou vill Suen an den Encadrement vun de Flüchtlingen ze investéiere wéi an de Schutz vun den europäesche Grenzen?

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Zu Recht huet de Minister a senger Ried drun erënnert, datt Europa fir vill Mënschen nach ëmmer en Dramzil ass an datt dëst Joer schonn am Mëttelmier eng 3.000 Mënschen op der Flucht ëm d'Liewe komm sinn. Mir dinn eis schwéier, déi Mënschen opzehuelen, déi an Europa flüchten, well d'europäesch Solidaritéit net esou grouss ass, wéi mer eis se wënschen a wéi se misst sinn.

Dobäi sollte mir Europäer eis bewosst sinn, datt et niewent de Réfugiéen och nach Millioune Leit gëtt, déi innerhalb vun hirem Land op der Flucht sinn, Persounen, déi als „déplacés internes" betruecht ginn, déi also forcéiert waren, hire Wunnsëtz ze verloossen, an net iwwer eng international unerkannt Statsgrenz geflücht sinn. Besonnesch vill esou Réfugiéen - an déi hunn natierlech e ganz prekäre Statut - gëtt et a Syrien, Kolumbien, Nigeria, der Demokratescher Republik Kongo an dem Sudan.

Da wësse mer och, datt d'Nopeschlänner vun den direkte Krisegebidder ganz vill Flüchtlingen ophuelen. Et ass mer wichteg, drop hinzeweisen, datt nach laang net all Migratiounsbewegung a Richtung Europa féiert, mä datt den Ursprong vun enger Migratioun emol un éischter Stell eng Bewegung fort ass: fort vu Krich, fort vun Honger a Misär an der Welt!

Bleiwe mer an Europa. Gi mer an den Osten, an d'Ukrain. Ech mengen, mir maachen haut alleguerten e bëssen déiselwecht Rees duerch d'Geografie. An der Ukrain gëtt et nach keng Mauer um Terrain, mä et ass awer och eng am Gespréich, eng ganz laang, fir d'Grenz tëschent der Ukrain a Russland ze militariséieren oder ze sécheren. An et gëtt ganz vill Maueren an de Käpp!

déi gréng ënnerstëtzen d'Regierung, d'Politik vun der Regierung a vun eisem Ausseminister, wat d'Positioun an dem Ukrain-Konflikt betrëfft. Mir mussen dervun ausgoen, datt keen esou bal dem Putin d'Krim erëm ofhëlt! Datselwecht gëllt och fir déi zwou kleng an dobäi och nach zimlech zerstéiert Provënzen an der Ostukrain: Lugansk an Donezk. Dës Okkupatioun verstéisst kloer géint d'Vëlkerrecht! Dat däerfe mer net schéirieden an och net entschëllegen. An awer menge mer, datt eis keng aner Méiglechkeet bleift, wéi weider mat Russland ze verhandelen, weider tëschent Russland an der Ukrain ze vermëttelen, weider eng nuancéiert a virsiichteg Sanktiounspolitik ze féieren.

De Putin wäert feststellen, datt d'Krim hien e Verméige kascht. Et ass him net gelongen, d'Ukrain ze destabiliséieren. D'Wahle vum 26. Oktober 2014 waren en Erfolleg, och wann an de besate Gebidder net konnt gewielt ginn. Europa huet zesumme mat den USA e Wee fonnt tëschent den zwee Extremer vum Näischtmaachen a vun enger Militariséierung: eng Positioun vun Eenheet, ekonomescher Stäerkt a Gedold. Mir sinn der Meenung, datt mer op deem Wee solle bleiwen.

Ech hat d'Chance, schonn éfters fir e puer Deeg an der Ukrain ze sinn, an dat war all Kéiers als Wahlbeobachter am Kader vun enger OSCE-Missioun. An der Ukrain sinn d'Géigesätz vun Aarm a Räich däitlech méi grouss wéi bei eis. Bei esou Déplacementer kënnt een och aus de Stied eraus an d'Dierfer um Land. An do huet een d'Gefill, wéi wann d'Zäit stoe bliwwe wier. Wahlbüroe sinn a Schoulen oder a Kulturzentren: D'Schoule si kleng a schlecht équipéiert gewiescht, d'Kulturhaiser al a kal. Si hunn net dierfe gehëtzt ginn, well de Gas gespuert gëtt. D'Leit waren, wéi praktesch ëmmer bei esou Reesen, gaaschtfrëndlech, oppen an hëllefsbereet.

An deem Kontext wëll ech op zwee Punkte kuerz agoen, déi mir wesentlech fir eng aussepolitesch Debatt sinn:

Éischtens: De Gas ass an der ganzer Ostpolitik een, wann net dee wichtegste Facteur, un deen Décisioune gekoppelt sinn. Gazprom ass déi stäerkste Waff, mat där de Putin d'Aflosssphär vu Russland erëm wëllt verstäerken, an dat a méiglechst alle Länner, oder zumindest an deenen, déi zu der fréierer Sojwetunioun gezielt hunn. Bulgarien ass zu 90% vun de russeschen Energieexporter ofhängeg, Serbien bal zu 100%, Ungarn ass zu 80% op russesche Gas ugewisen, an dat geet weider esou iwwert déi baltesch State bis erop a Finnland a Schweden.

An deem Kontext spillt natierlech d'South Stream Pipeline vu Russland duerch Südosteuropa eng wichteg Roll. Domat ginn eng Rei Länner dauerhaft ofhängeg vun den Energieliwwerunge vu Russland. An datt Gazprom souwuel Liwwerant vum Gas wéi och Bedreiwer vun der Pipeline ass, dat ass jo eigentlech net EU-konform.

Et ass awer net nëmmen esou, datt eng ganz Rei Länner ofhängeg si vum Gas aus Russland. Russland selwer ass och ofhängeg vu sengen Energieexporter! An déi momentan niddreg Präisser vum Gas sinn zurzäit mindestens esou geféierlech fir dem Putin seng Pläng wéi d'EU-Sanktiounen.

Zweetens: Ech hu keng wëssenschaftlech Analys vun der wirtschaftlecher Situatioun vun der Ukrain gemaach. Ech hunn awer e puer markant Andréck mat heem bruecht. Andréck vun engem relativ schlechten Zoustand vun Infrastrukturen, zum Beispill vum Stroossennetz am ländleche Raum. Den Zoustand vun den Haiser, wou ech, och ouni Mesuren ze huelen, fir en Energiepass auszestellen, gesinn hunn, datt et praktesch keng Wärmedämmung gëtt.

Ech war mat engem engleschen Deputéierten ënnerwee, dem Lord Richard Balfe, vläicht kennt Der en, dat ass dee Mann, deen eng Kéier aus der Labour Party erausgehäit gi war, well en net mam Tony Blair eens ginn ass. En ass elo bei den Tories. Et ass e ganz interessante Personnage an en iwwerzeegten Europäer.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Zu Ärer Säit. Et ass e ganz iwwerzeegten Europäer, ech géif lech vill Diskussioune mat him wënschen.

Den Här Balfe huet gesot, en ass bei den Tories spezialiséiert fir d'Relatioune mat der Ukrain an der Türkei, an hien ass sech sécher, d'Ukrain ass an hirer wirtschaftlecher Entwécklung par rapport zu der Türkei 20 Joer hannendran. Dat ass net oninteressant ze wëssen, wann een iwwer eng méiglech Erweiderung vun der EU diskutéiert. A mir Gréng si jo prinzipiell fir esou Diskussiounen op.

Well ech da schonn d'Türkei ernimmt hunn, mir haten d'lescht Woch, et ass och scho gesot ginn, den türkeschen Europaminister zu Lëtzebuerg op Besuch. Den Här Volkan Bozkir huet gemengt, hie bräicht Holz fir op d'Feier, soss géif et schwéier ginn, seng europafrëndlech Politik weiderzefëieren. Mir sinn als Gréng bestëmmt net frou mat der autoritärer Aart a Weis, wéi den türkesche Statspresident Erdoğan mat senger Oppositioun verfiert. Mir maachen eis natierlech och Gedanken a Suergen ëm biergerlech Grondrechter an d'Justiz an der Türkei.

A grad just aus deem Grond si mer der Meenung, datt d'Verhandlungen iwwert den EU-Bäitrëtt vun der Türkei sollen op enger éierlecher a fairer Basis weidergefouert ginn. D'Türkei erfëllt déi wirtschaftlech Konditioune fir e Bäitrëtt. Et geet also ëm weider Verhandlungskapitelen, d'Nummeren 23 a 24. Mir sinn der Meenung, datt mer der Türkei net däerfe Cadeaue maachen, wat d'europäesch Wäerter betrëfft. Transparenz, Oppenheet, och wat den Internet betrëfft, sinn net verhandelbar. Reliounsfräiheet a Fräiheet vu Relioun och net. Mir sollten och d'Lëtzebuerger Présidence vun der EU notzen, fir e konstruktiven Dialog mat der Türkei weiderzefëieren. Dat ass eiser Meenung no am Intérêt vun der EU a vun der Türkei.

De Volkan Bozkir war och op déi türkesch Aussepolitik ugeschwat ginn. Mir deelen net all seng Aussoen. Mir sollten awer ganz virsiichteg sinn, wa mer déi türkesch Aussepolitik wëlle beuerteelen, kritiséieren oder veruerteelen. D'Türkei huet traditionell ëmmer eng gutt Politik... eng Politik vu gudde Relatioune mat hiren Nopeschlänner verfollegt. Dat ass näischt Extraes, mir probéieren dat jo och ze maachen. Ech ginn allerdéngs ze bedenken, d'Türkei huet, als Nopeschlänner, Krisegebidder aus der ganzer Welt: Armenien, Aserbaidschan, Iran, Irak, Syrien. A well et zäitlech net méiglech ass, op all déi Krisegebidder anzegoen, wëll ech mech just op de mäerderesche Konflikt a Syrien an am Irak beschränken.

Wéi enk d'Schicksal mam Islamesche Stat, mam Gewënn oder Verloscht vu Kobanê verbonnen ass, do ginn d'Meenungen auserneen. D'Türkei mengt, dat wier net esou eminent wichteg. Vill méi Suerge maache si sech iwwert d'Tatsaach, datt den Islamesche Stat 40% vum Irak an 30% vu Syrien ënner Kontroll huet. D'Türkei setzt keng Truppe géint den Islamesche Stat an, huet awer d'Grenzen opgemaach. A Länner wéi d'Türkei huele verhältnisméisseg, par rapport zu hirem Räichtum an hiren Awunner, vill méi Asylanten op wéi mir zum Beispill.

déi gréng si kritesch, wat den Asaz vun der Arméi a Krisegebidder betrëfft. An ech mengen,

mir sinn zu Recht kritesch iwwert deen Asaz. Den Asaz vum Militär a Libyen war ee groussen Échec. Déi amerikanesch Invasioun am Joer 2003 am Irak war eng eenzeg Katastroph! Och den Asaz an Afghanistan ass keng Erfollegsgeschicht. Ob et ee regelrechte Mësserfolleg war, dat wäerte mer gesinn, wann d'NATO-Truppe bis definitiv fort sinn.

Duerfir hunn déi gréng ëmmer an éischter Stell fir Verhandlunge sech agesat a gesinn e militärescht Agräifen als lescht Mëttel, dat et méiglechst ze évitéiere gëllt. Et huet mech ausdrécklech gefreet, datt de Minister gëschter a senger Usprooch ervirgestrach huet, datt mir eis aktiv un Initiative fir Ofrüstung a Rüstungsbegrenzung bedeelegen. An och, wann nach vill Widderstänn iwwerwonne musse ginn, jo, mir gleewen och nach ëmmer un eng Welt ouni Atomwaffen. Eisen Engagement géint Streebommen a Landminne soll net noloossen an och mir gesinn den Arms Trade Treaty als Schrëtt an déi richteg Richtung.

déi gréng hunn, wéi all aner Partei och, hir Vergaangenheet an hir Wuerzelen. Eng vun dëse grénge Wuerzelen ass de Pazifismus. Pazifismus heescht awer net Passivitéit. D'Pazifiste wëlle sech aktiv um Friddensprozess bedeelegen. D'Pazifiste si keng Leit, déi einfach alles wëlle geschéie loossen.

Ech wëll an deem Kontext een Zitat aus der „Zeit" vum August 2014 vum Ethiker Wolfgang Huber ubréngen: „Für mich schließt das Gebot «Du sollst nicht töten» auch das Gebot ein: «Du sollst nicht töten lassen». Wir bewegen uns also nicht außerhalb des Tötungsverbotes, wenn wir verhindern wollen, dass der Islamische Staat morgen wieder Kinder tötet, Frauen vergewaltigt, Männern den Kopf abschlägt."

déi gréng verstoppe sech net hanner hirer pazifistescher Grondhaltung an hunn och an der Vergaangenheet hir Responsabilitéit iwwerholl. Mir hunn Déploiementer vun eiser Arméi a Krisegebidder matgedroen, och als Oppositiounspartei.

„Le barbare est d'abord l'homme qui croit à la barbarie", huet de Claude Levi-Strauss geschriwwen. Den Damien Vandermeersch huet de Saz a sengem Buch „Comment devient-on génocidaire?", an deem hien de Vëlkermord am Ruanda vun 1994 opgeschafft huet, liicht ëmgeännert an „Le barbare est celui qui ne s'oppose pas à la barbarie".

Et kann een net vu Verantwortung schwätzen, wann ee vu vireran net bereet ass, sech ze engagéieren oder, wéi den Cem Özdemir gesot huet, et kann een den Islamesche Stat net mat Yogamatte bekämpfen.

D'Dschihadiste vum IS sinn net vum Himmel gefall. Si sinn d'Symptom vun enger Krankheet, déi déi arabesch politesch Kultur scho viru Jorzéngte befall huet. D'Scharia schreift d'Ongläichheet vun de Geschlechter vir an d'Diskriminéierung vun den Netmuslimen. Ech kann do näischt Sympathesches drun entdecken.

Här President - ah, et ass erëm e President -, Här President, wann een, wéi d'Hamas an aner militant Islamisten am Gaza, wahllos mat Rakéiten op Ziviliste schéisst, da kann een dat nëmmen als Verbrieche bezeechnen, och wann déi meescht Rakéiten hiert Zil glécklecherweis net erreechen. Wann een, wéi déi israelesch Arméi, op der Juegd op Membere vun der Hamas oder aneren Islamiste massiv zivil Wunngebidder, Schoulen a souguer Spideeler bombardéiert, da kann een och do nëmmen dat als Verbrieche bezeechnen, och wann ee virdrun d'Leit mat Flyere gewarnt huet.

Op deenen zwou Säiten hu sech d'Extremisten duerchgesat. Et ass jo komplett verréckt, datt no 2009 elo erëm eng Kéier eng international Geberkonferenz war, déi 4,3 Milliarden Euro wëllt ausginn, fir am Gazasträifen erëm opzebauen, wat futti gemaach ginn ass. Wann d'Situatioun vun de Palästinenser sech net verbessert, wann Israel net ophält mat senger Siedlungspolitik, da geet den Zyklus vun Opbau an Zerstéierung weider.

Am Gaza liewen 1,8 Millioune Mënschen, dicht zesummegedrängt an ofhängeg vun den Hëllefsgidder vun UN an ONGen a vun den Décisioune vun Israel, ob Hëllefsgidder duerchgelooss ginn oder net. D'Maueren an d'Grenzbefestegunge ronderëm Gaza sinn esou, datt ee vun deem gréissten „Open Air Prisong" vun der Welt ka schwätzen.

Mir mengen, datt Europa seng Politik vis-à-vis vun Israel muss iwwerdenken. Mir sinn der Meenung, datt d'EU muss Drock op Israel ausüben, datt et de Palästinenser d'Méiglechkeet zougesteet, sech eng Zukunftsperspektiv opzebauen.

Déi arabesch Welt ass haut, méi wéi jee virdrun, brutal, onstabil, fragmentéiert a vun Extremismus gedriwwen. Extremismus vun deenen, déi regéieren, a vun deenen, déi regéiert ginn. All Hoffnungen op eng modern arabesch Welt schénge verluer ze sinn. Ech hunn an der Press gelies, Dir wéilt och schnell op d'UN-Resolutioun 2178 reagéieren. Déi Resolutioun ass jo unanime am Sécherheetsrot ugeholl ginn. An et ass jo mëttlerweil och gewosst, datt och zu Lëtzebuerg Mënsche rekrutéiert ginn, fir zu Mäerder ausgebilt ze ginn. Mir sinn der Meenung, datt een dat muss verhënneren!

Mir hoffen awer och, datt mer elo net erëm an eng nei Sécherheetshysterie verfalen, déi wichteg Fräiheetsrechter aschränkt an awer kaum Aussiicht huet, dem Terrorismus en Enn ze setzen. Et ass jo kaum ee potenziellen Terrorist, deen als Motivatioun fir seng Auslandsrees ugëtt, hie wéilt Bomme werfe goen. Ech ginn dervun aus, datt eise Justizminister och Sensibilitéit an déi do Richtung huet.

Här President, ee vun de rare Liichtblécker an der arabescher Welt ass nach Tunesien. Do schéngt sech den demokratesche Prozess weiderzëentwéckelen. Do musse mer hëllefen, datt och déi ekonomesch Situatioun sech esou entwéckelt, datt dës Entwécklung net erëm op d'Kopp gehäit gëtt.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, och an Afrika gëtt et Grenzmaueren, zum Beispill tëschent Botswana a Simbabwe. Do steet en elektreschen Zonk, 2,5 Meter héich a 500 Kilometer laang, dee soll eng Aarbechtsmigratioun vu Simbabwe aus verhënneren.

Den Här Minister huet a senger Ried, zu Recht, dem afrikanesche Kontinent e grousst Kapitel zougestan. Ech maachen et e bësse méi kuerz, well ech schonn an der Ried an der Kooperatioun iwwert den afrikanesche Kontinent geschwat hunn. Mä ech ginn awer dem Minister ausdrécklech recht, datt een Afrika net just aus dem Kooperatiounsbrëll soll kucken.

„Afrika brauch keng staark Männer, mä staark Institutiounen", huet den Obama 2009 am Ghana gesot an de Jean Asselborn 2014 hei an der Chamber. Richteg!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mä Afrika brauch och eis Hëllef, zum Beispill beim Kampf géint Ebola. An do hat d'Weltgemeinschaft spéit a ganz zéi reagéiert. Ebola riskéiert déi haapt betraffe Länner, ech hat virun engem Mount d'Beispill vum Liberia e bësse méi am Detail ugefouert, ëm Joren an hirer Entwécklung hannendran ze werfen.

Wann Angola an d'Côte d'Ivoire, wéi de Minister gëschter gesot hat, d'lescht Joer iwwer 8% Wuesstum haten, da freet dat eis. Et muss een awer bedenken, wou déi Länner hierkommen. Angola ass ee Land, wou et nach ëmmer ofzeroden ass, dohin ze reesen. Trotz enger relativer Stabilitéit an deene leschte Joren, ass d'Aarmut nach ëmmer ee grousse Problem. An 8% vun net vill ass am Resultat nach ëmmer net vill. 2% Wuesstum, wéi mir et hunn, dat ass an absolute Chifferen däitlech méi!

Här President, ech hat am Ufank vu menger Ried iwwert déi vill Grenzmauere geschwat, déi mer op der Welt hunn, an och festgestallt, datt déi Zuel leider zouhëlt. Et gëtt awer och nach vill Maueren an de Käpp. An ech sinn och frou, datt d'Madame Brasseur dat och erwähnt huet. An d'Maueren an de Käpp, déi sinn heiansdo nach méi schwéier ze iwwerwanne wéi déi aus Bëton a Stacheldrot.

Fir déi aktuell politesch, ekonomesch a sozial Défien unzegoen, brauche mer en aktiivt an effikasst Europa, wat schnell a geziilt Décisiounen huele kann. D'Ziler vum Trio de présidence Italien, Lettland a Lëtzebuerg si festgeluecht: Chômage, a virun allem Jugendchômage bekämpfen, am Kader vun der Strategie „Europa 2020" eng intelligent Croissance hunn, Finanzstabilitéit, eng kohärent Migratiounspolitik an esou weider. Dëst sinn alles Beräicher, wou mer eis och zu Lëtzebuerg an Zukunft domat auserneesetzen.

Ech wëll op zwee Ziler méi am Detail agoen. De Sujet vun der Migratioun an den europäesche Baussegrenze soll am Sënn vun engem gemeinsamen europäesche Raum vun der Fräiheet, der Sécherheet an der Justiz behandelt ginn. Den Trio vun der Présidence wëllt d'Frontex-Aktivitéiten an d'Kooperatioun mat Drëttlänner, wat d'Grenzkontrollen ugeet, renforcéieren. Migratioun war a wäert, ass a wäert et ëmmer op der Welt ginn. Duerfir ass et fir déi gréng méi wichteg, datt mer Strukture bauen, fir de Leit aus der Aarmut a Perspektivlosegkeet ze hëllefen, datt se kënnen an hire Länner och eng Zukunft fannen.

Ee weidert festgeluechtent Zil ass déi europäesch Energie- a Klimapolitik. Europa wëllt méi onofhängeg gi vun Energieimporter, dat heescht, méi Energie produzéieren, awer virun allem Energie méi effizient notzen. Mir sinn der Meenung, datt geopolitesch Konflikter, wéi am Moment mat Russland, méi effektiv kéinte geléist ginn, wa méi konsequent op dat Zil géif higeschafft ginn.

Lëtzebuerg steet hannert de klima- an energiepoliteschen Ziler vun dem leschten europäesche Sommet. Mir haten eis als Gréng eventuell méi ambitiéis Ziler erwaart, mä et ass e wichtege Moment, datt Europa geschlossen op d'Klimakonferenz op Lima geet. Dernieft ass ze begréissen, datt China an d'USA sech bewegen. Zu Lima muss de Kader fir den Accord zu Paräis gesat ginn. Lëtzebuerg wäert duerch d'Ëmweltministesch vertruede sinn. Et gëtt e schwierege Wee op Paräis, op d'Paräisser Klimakonferenz, dat soll een net verstoppen. D'Présidence insgesamt ass e wichtege Moment fir Lëtzebuerg, fir aus der Defensiv erauszekommen an ze weisen, datt mer europäesch denken a schaffen.

D'Présidence ass och eng gutt Geleeënheet, fir der Regierung hir Positioun a Saache Fräihandelsofkommes mat den USA, dem TTIP, däitlech ze maachen. déi gréng fannen, déi allgemeng Tendenz vun ëmmer méi eenzelne bi- a plurilaterale Verhandlungen, wéi den TTIP oder den TiSA, net gutt. Och wann d'Resultater vun deenen OMC-Accorden aus grénger Siicht net ëmmer gutt waren, da muss een awer soen, et war wéinstens ee Kader, ee multilaterale Kader, ähnlech wéi bei der UN.

Hei sëtzen dann déi kleng a wirtschaftlech méi schwaach State mat deene groussen um Dësch a kënnen hir national Interesse respektiv d'Wuel vun hiren eegene Biergerinnen a Bierger vertrieden. An och wann eenzel Entwécklungsländer blockéieren, d'BRICS-Staten zum Beispill, dann ass dat zwar onbequem, mä dat ass awer keng Ursaach, fir net weiderzeverhandelen.

Ech gesinn, meng Zäit, meng Riedezäit leeft of. Duerfir nach zum Schluss eng Kéier kuerz zum TTIP. Sozial- an Ëmweltstandarden däerfen duerch ee Fräihandelsofkommes net ënnert d'Rieder kommen an och net de Primat vun der Politik iwwert d'Handelsrecht.

Am Kader vum TTIP hat den Ausseminister dem zoustännege Kommissär am Juni 2014 e Schreiwes zoukomme gelooss, wou hie sech fir méi Transparenz bei de Verhandlungen agesat huet. Et war och d'Fuerderung no engem besseren Ableck an d'Verhandlungen. D'Négociatiounsdirektiv misst public gemaach ginn, fir datt en transparenten Dialog an ee vertrauenswierdegt Klima kéinte garantéiert ginn. A grad wéi den Ausseminister sinn déi gréng net d'accord, datt d'Differenzen tëschent privaten Operateuren a staatlechen Autoritéiten op Basis vum TTIP-Accord geregelt solle ginn. Den aktuelle Justizsystem an der EU an an den USA geet duer, fir déi Zort Differenzen ze regelen.

Mir begréissen der Regierung hiren oppenen Ëmgang mam Dossier TTIP a ginn dervun aus, datt och an Zukunft den Dossier TTIP souwuel vun eisem nationale Parlament wéi vun den engagéierten Associatioune ka begleet an debattéiert ginn. Schéin och dem Minister seng Ausso: „Fir Lëtzebuerg wäert an dësem Fall souwisou d'Chamber dat lescht Wuert hunn."

Domadder soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn d'Wuert un den nächste Riedner.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, dass Dir dat fir mech wëllt maachen. An ech follegen dann och direkt a ginn d'Wuert un den Här Kartheiser weider.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President,...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- En ass jo nach jonk.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...Dir Dammen an Dir Hären, et ass bal Traditioun hei bei deenen aussepolitesche Rieden, datt all Partei e Bekenntnis zu Europa ofleet an d'Wichtegkeet vun Europa fir eis ënnersträicht. An och den Här Minister Asselborn huet gëschter a senger Ried gesot, mir sollen un Europa gleewen.

Nun ass Europa keng Relioun a keen Dogma, awer mir froen: U wéi een Europa solle mer da gleewen? Un dat Europa vun den Iddien, oder dat Europa, wat mer haut gesinn a senge Realitéiten an dat eigentlech net méi dat Europa ass, mat deem mir opgewuess sinn? Europa huet sech ganz vill verännert. Europa ass net méi déi automatesch Solidargemeinschaft, déi mer fréier kannt hunn!

Égoïsmë wuessen, d'Länner gesinn Europa haut vill méi pragmatesch. Et ass net méi dee Wonsch, sech ze integréieren, deen een iwwerall spiert, wéi dat fréier war. An et ass och net méi déi Rücksicht op e klengt Land wéi eist, fir eis hei an do vläicht nach eng Nisch ze loossen. Mä mir sinn einfach an engem aneren Europa, wéi mer fréier waren.

A wa mer haut doriwwer schwätzen a méi e realistesche Bléck op dat Europa wëlle werfen, wëlle mir wéinstens och e puer Froen opwerfen, wéi dat Europa an deenen nächste Jore sech eventuell kéint entwéckelen. Mir mussen einfach och intellektuell agil sinn. Mir mussen eis kënnen astellen op nei Erausfuerderungen, déi an deem Europa kommen.

E puer Beispiller vläicht. Eng éischt Fro, déi mer eis stellen, ass: Wat geschitt, wann dat Vereenegt Kinnekräich wierklech aus der Europäescher Unioun eraustrëtt? Dat ass keng onrealistesch Iddi. Dat ass duerchaus méiglech! Dat ass awer hei, an eiser Diskussioun, gëtt dat kaum thematiséiert an et gëtt als net schlëmm duergestallt. Et ass awer schlëmm, well et eis léisst mat engem Europa, wat vun eisen zwee Nopere, Däitschland a Frankräich, da komplett dominéiert ass, wou awer dat Vereenegt Kinnekräich ëmmer nach en Ausgläichsfacteur war.

A Lëtzebuerg fënnt sech aneschters an engem aneren Europa erëm mat England wéi ouni England. Mir mussen einfach kucken, datt mer erkennen, datt eisen Interessi net onbedéngt do läit, fir einfach nozekucken, datt dat Vereenegt Kinnekräich austrëtt, mä datt mer no Brécke sichen. Och hei no Méiglechkeeten, fir et an der Unioun ze halen, inklusiv der Méiglechkeet, fir eventuell nei Verhandlunge vum Traité ze maachen, fir deene Suergen, déi England an och aner Staten hunn, entgéintzekommen.

Eisen Interessi als Land, dat ass, fir e Maart ze hunn, en oppene Maart an eng Währungsunioun, well mer déi brauchen. Mir sti besser do mat engem oppene Maart mat dem Vereenegte Kinnekräich a mir sti méi schlecht do ouni dat Vereenegt Kinnekräich.

Da kënnt eng zweet Onsécherheet derbäi an déi gëtt och kaum diskutéiert, dat ass mat eisem franséischen Noper: Wat geschitt do an deenen nächste Joren?

Mir hunn déi éischte Kéier zënter Laangem déi Perspektiv, déi Méiglechkeet, déi net kann ausgeschloss ginn, datt eventuell eng Partei a Frankräich un d'Rudder kënnt, déi den europäesche Grondgedanken net deelt, déi d'Währungsunioun net wëllt, déi de fräien Handel net wëllt. Alles dat hätt natierlech dramatesch Konsequenzen op mat dee klengsten, oder ee vun deene klengsten Nopeschstate vu Frankräich, nämlech Lëtzebuerg. An och dat ass eng Saach, wou mer emol mussen diskutéieren, wat da geschitt.

Och d'Währungskris ass net eriwwer. D'Eurokris, d'Scholdekris ass net eriwwer. Och do sinn nach Gefore fir eis. A mir mussen eis och do deene Saache stellen an net einfach - et ass richteg, datt mer soen, Europa ass fir eis wichteg -, mä mir mussen e realistesche Bléck op dat Europa werfen. An dat fänkt u bei eisen Nopeschlänner.

D'Belsch ass net méi déi Belsch, déi mer kannt hunn, mä si geet virun op engem Wee vum Auserneendividéiere vun den nationale Regiounen.

Holland ass e Land, mat deem mer eigentlech net méi vill gemeinsam hunn, wat schued ass, well am Benelux hätt eis awer esou vill kënne verbannen, an och en Noper, mat deem mer fréier ganz no waren, wou et sech och vläicht géif lounen, erëm méi Efforten ze maachen.

Europa ass méi kal ginn, manner solidaresch, a mir mussen eis einfach och dorobber lues a lues astellen. Mir gesi gläichzäiteg, datt groussen Drock op eis ausgeübt gëtt. Am Steierdossier, op dee mer an der Budgetsdebatt vläicht zréckkommen, awer och am Siège, wou erëm Drock ausgeübt gëtt, fir datt mer dat eent oder anert Mandat ofgi vu Lëtzebuerg. Oder och de Parquet européen, deen ëmstridden ass. Dat sinn alles Tendenzen, déi eis Suerge maachen.

An da gëtt et nach en aneren Domän, an op dee ginn ech an, well d'Madame Brasseur drop agaangen ass, dat ass dee vun der Meenungsfräiheet. Si huet gesot, et wier wichteg, datt mer géint de Rietspopulismus virginn. Ech soen: Jo, awer och géint de Lénkspopulismus. Et däerf een net op enger Säit blann sinn!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An da kënnt awer nach derbäi e grondsätzleche Wäert vun Europa: Dat ass dach d'Meenungsfräiheet. A mir däerfen d'Fräiheet net doutmaachen am Numm vun der Fräiheet.

Mir mussen oppassen, datt mer natierlech verschidden Exzesser bekämpfen, awer dach net an eng Richtung ginn, wéi den European Council on Tolerance (veuillez lire: European Council on Tolerance and Reconciliation) - a wéi heescht en nach? - do proposéiert huet, datt mer ewell ganz Kataloge vu Meenunge

kréien, déi net méi däerfen ausgedréckt ginn. Mir sinn a mir bleiwen a mir wëllen dat sinn: eng fräi an demokratesch Gesellschaft, déi och muss extrem Iddie kënnen aushalen, mat deene mer eis politesch an net juristesch sollen auserneesetzen. Eis Fräiheet ass e wichtegt Element vun der europäescher Identitéit. A mir däerfen déi net a Fro stellen.

Dann hu mer natierlech, an dat ass och vu verschiddene Leit gesot ginn, d'Fro vun der Tierkei. Mir hunn als ADR als eenzeg Partei hei an dëser Chamber eng ganz kloer Positioun. Mir soen: D'Tierkei ass natierlech e wichtege Partner fir Europa, och strategesch, och well se an där Regioun läit, och well se déi zweetgréissten Arméi an der NATO huet, och well se eis ekonomesch Perspektive bitt an en interessanten an och kulturell ganz faszinante Partner ass. Awer mir kënnen net d'Tierkei och nach an d'Europäesch Unioun ophuelen, well dat géif déi Europäesch Unioun nach méi fundamental veränneren, wéi mir et wahrscheinlech selwer wéilten.

Natierlech ass et gutt, mat hinnen ze schwätzen iwwert de Rechtsstat an iwwer juristesch an aner Froen, mä si mer eis da bewosst, all déi Leit, déi eventuell hei iwwer Bäitrëttsperspektive vun der Tierkei schwätzen an dervun dreemen, wat dat wierklech géif bedeite fir d'Europäesch Unioun?

Et ass net vun ongeféier, datt souwuel an der Tierkei wéi an der Europäescher Unioun déi Iddi vun engem tierkesche Bäitrëtt eigentlech an deene Populatiounen net ënnerstëtzt gëtt. Et ass eng politesch Hypothees, awer et ass net méi wéi dat. Mir als ADR soen op jidde Fall: Mir wëllen deen tierkesche Bäitrëtt net!

Ukrain a Russland. Vläicht zwou wichteg Virbemierkungen, ier mer op déi Saach aginn. An ech mengen, meng russesch, eis russesch Frënn verstinn dat ganz gutt, wa mer et soen, mä et muss gesot ginn: D'Solidaritéit an der NATO steet net a Fro. Mir hunn den Artikel 5. All d'Länner wéi Polen, déi baltesch Staten an anerer, déi sinn ënnert der Sécherheetsgarantie vun der NATO. Mir ënnerstëtzen alleguer heibanne wahrscheinlech - ech wëll elo net am Numm vun zwee Kolleege schwätzen, déi vläicht eng aner Meenung hunn -, mä déi meescht heibannen ënnerstëtzen och, datt mer matmaachen a Manöveren an Osteuropa, fir déi Solidaritéit vun eisem Land mat Osteuropa ze ënnerstëtzen.

Mir verstinn, datt no der Sowjetunioun an allem, wat déi Länner erlieft hunn, do eng gewëssen Angscht ass, an dat musse mer och eescht huelen. Natierlech si mer all der Meenung, datt d'Ukrain eng staatlech Existenz a geséchterte Grenze muss hunn. A fir déi sti mer och an. Mä dat sinn zwou wichteg Virbemierkungen. Mä awer loosse mer elo emol e bësse Recul huelen a kucken, wat do an deene leschte Jore mat der Ukrain a mat Russland geschitt ass!

Här Minister, Dir hat an Ärem Exposé drop verzicht, fir eng historesch Analys ze maachen. Dat ass schued, well mir hätte gär genee gewosst, wéi Dir dat analyséiert hutt, wat do geschitt ass.

Mir soen op jidde Fall: De Kale Krich ass eriwwer. Et ass falsch, an esou Termen ze denken oder esou ze maachen, als wäre mer nach an enger Krichssituatioun oder an engem Kale Krich mat Russland. Russland ass fir eis e strategesche Partner. E Frënd, mat deem mer aner Défien op der Welt kënnen zesummen upaken, notamment och dee militante fanateschen Islamismus oder aner grouss Problemer vun der Weltcommunautéit. Russland ass e Partner. Mir géifen eis am Géigner iren, wa mer géife Russland als Géigner considéréieren.

Sécher, och déi russesch Demokratie ass net perfekt - iwwregens eis och net ëmmer -, mä mir mussen awer déi Progrèsen unerkennen, déi e Land wéi Russland gemaach huet, wat nach viru 25 Joer an enger Diktatur gelieft huet an haut - sécher! - an enger net perfekter Demokratie lieft. Mä wat fir en Ënnerscheed fir déi Leit, déi fréier d'Sowjetunioun kannt hunn, an dat Russland vun haut gesinn, och wann, wéi gesot, et net perfekt ass! Mä wat fir ee Progrès! Loosse mer dat dach awer unerkennen!

An, véiertens, mir kënnen dach net eng politesch Tensioun, déi mer am Ableck mat Russland hunn, vermësche mat awer enger kulturneller Gemeinsamkeet hei am Haus Europa, wat mer mat Russland deelen.

Firwat - an dat ass eng ganz konkret Fro, déi ech stellen - , firwat ass déi Lëtzebuerger Regierung esou negativ agestallt géintiwwer der Aweiung vun enger harmloser Statu vun engem grousse russesche Schrëftsteller an Dichter, dem Alexander Puschkin, zu Miersch, déi net ageweit gëtt, well de Kulturministère op den Ausseministère waart, fir en „go" ze kréien, fir eng Statu, eng Büst anzeweie vun engem russesche Schrëftsteller?

Ma, si mer am Krich? Mir sinn net am Krich! Hu mer kulturell Problemer mat Russland? Neen! Firwat kënne mer dann net eng harmlos Büst aweien an domadder eis kulturell Verbonnenheet mat enger vun deene grousse Kulturnatiounen an Europa ënnersträichen?

Wat sinn d'Ursaache vun där Situatioun, wéi mer se elo an der Ukrain hunn? D'Madame Brasseur huet gesot, dat wär d'Annexioun vun der Krim. Neen, et ass net d'Annexioun vun der Krim. Dat ass eppes, wat vill méi wäit zréckgeet.

Vläicht a kuerze Wierder, mir hu leider net vill Zäit, mä et ass awer spannend. Et ass spannend, fir ze gesinn, wéi d'Ukrain no der Opléisung vun der Sowjetunioun e ganz normale Wee gaangen ass. Si wollt hir Staatlechkeet festegen. Si wollt an enger Onsécherheet, och nach mat enger grousser russescher Minoritéit, eng Staatlechkeet festegen. An déi ukrainesch Sprooch huet dobäi eng grouss Roll gespillt. Si hat e gewëssent Mësstraue géintiwwer Russland an och géintiwwer der russophoner Populatioun an der Ukrain. An Ukrainesch wor gesi ginn als e Wee, fir dee Stat ze festegen an och fir d'Westorientéierung no dem Passé an der Sowjetunioun ze ancréieren.

Mä dat huet awer och geheescht, datt e Spannungsverhältnis entstanen ass zu deene Russen, déi an deem Land gelieft hunn, an zu Russland. An et wor jo esou, datt am Joer 2012, wou Russesch als Regionalsprooch opgewäert ginn ass, Kläppereien am Parlament waren. Verschiddener erënnere sech nach un déi Zeenen. Déi woren net schéin, fir ze kucken.

An elo nom Majdan, no deenen Demonstratiounen an Onrouen, déi mer vum November zejoert bis de Februar dëst Joer kannt haten an déi och westlech mat gesteiert waren, dat däerf een och net vergiessen - erënnert lech un den Optrëtt vum Senator McCain zu Kiew, wat a Russland wahrscheinlech och net ganz positiv opgeholl gouf! -, deen Ableck, no deenen Onrouen ass dunn d'Sproochegesetz erëm opgehuewe ginn am Februar dëst Joer. An dat huet natierlech an der russescher Populatioun, an der russeschsproocheger Populatioun an der Ukrain ganz grouss Onrouen ausgeléist.

A während dem Majdan gouf et Géigendemonstratiounen an de Regioune vun Donezk a Luhansk an och op der Krim. D'Krim huet schonn deemools gewarnt virun deenen Entwécklungen, déi si gesinn hunn. An och Russland huet strategesch Interessen doduerch, datt op der Krim dee wichtegsten oder ee vun deene wichtegste russeschen Häfen, nämlech Sewastopol, läit.

A wie geduecht huet… Wann een dee ganzen Tableau kuckt, déi Ofsetzung vum Janukowytsch war net konform zu der Verfassung, egal wat ee vun him hält. Et ass sécher kee Modell gewiescht vun Eierlechkeet,…

Une voix.- En ass fortgelaf!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …dann… Jo, en ass fortgelaf, awer net virun näischt.

…an dann déi Evolutiounen op der Krim, da versteet een awer, wat do eventuell konnt geschéien.

Ech gi méi séier, well mir hu jo, wéi gesot, net vill Zäit. Mä ech wëll vläicht e puer Wuert soen iwwert d'Reaktioune vun Europa. Et ass net richteg, einfach ze soen, d'Annexioun vun der Krim wier net vëlkerrechtskonform. Et gëtt niewent der territorialer Integritéit eben och de Prinzip vun der Selwerbestëmmung vun de Vëlker. A mir mussen, wa mer aus engem Wee erauskommen, aus där Sanktiounslogik, musse mer mat Russland verhandelen, wéi mer kënnen de Statut vun der Krim an Zukunft upaken.

Gëtt et en zweet Referendum? Ass Russland dann eventuell d'accord, en zweet Referendum ze maachen ënner internationaler Observatioun? Wou mer awer da géife soen: Mir erkennen awer d'Selwerbestëmmung vun der Krim un, an deen Ableck d'Annexioun vu Russland. Mir kënnen dach net an där Logik bleiwen, an där mer elo sinn!

Natierlech muss Minsk ëmgesat ginn, jo. Natierlech musse mer d'Ukrain ekonomesch stäerken. Awer virun allem musse mer erauskommen aus enger Logik vum „Russia-bashing", vum „Putin-bashing", wéi Verschiddener et och hei gemaach hunn, an erëm zréckkommen an eng Situatioun, wou eis näischt trennt mat Russland am internationalen Droit, mä Konditiounen aushandelen, wéi mer e Wee no vir fannen.

Den europäeschen aussepoliteschen Déngscht huet vill Feeler gemaach. Och d'Kommissioun. Den Entweder-oder, dat ass eng Saach, an déi d'Kommissioun eis eragedréckt huet.

An den europäeschen aussepoliteschen Déngscht, wat huet dee gemaach?

Éischtens ass en net objektiv. Et ass eng Analys vun den osteuropäesche Staten an hirer Angscht, déi eis dreift an dëser Situatioun, a wou mir soen: Mir musse méi moderat sinn.

Et ass, zweetens, net glafwierdeg, well mir hunn net gesot heibannen, eng Saach, déi awer wouer ass, dat ass, datt mer faschistesch Gruppen an der Ukrain haten, déi oppen Nazisymboler gewisen hunn, wéi d'Wolfsangel an anerer, déi géint déi russesch Minoritéiten do gekämpft hunn. A wa Russland seet, et wäre faschistesch Gruppen do, dann ass dat wouer gewiescht!

An eng drëtt Saach: D'Effikassitéit vun de Sanktiounen, déi ass net ginn. Anerer hu schonn erkläert, firwat.

A véiertens hu mer en neien Directoire. Et ass net normal, datt nom Ofschafe vun der Troika d'Négociatioune mat Russland haaptsächlech vun Däitschland a Frankräich gefouert ginn. All déi aner si méi oder manner dobaussen, heiansdo nach Polen. A mir si raus. Dat ass kee gutt Zeeche fir Europa.

Et gëtt der, déi wëlle souguer, datt mer eng europäesch Arméi enges Daags grënnen. Mir soen: Mir kënnen eis net an de Krich féiere loossen duerch eng osteuropäesch Analys, an där mir eis net méi erëmfannen. An et ass wichteg, wann den Directoire dat Europa ass, wat mer offréiert kréien, datt mir eis als Lëtzebuerg do dergéint wieren an eis Souveränitéit behalen.

Ech wëll nach iwwert den Noen Osten e puer Wuert soen, Gaza an Israel. Här Minister, Dir hutt gesot, Gaza wier dee gréisste Prisong oder mat ee vun deene gréisste Prisongen op der Welt. Ech weess et net méi wuertwiertlech. Dat ass falsch. An et ass falsch, well de Problem ass, wann et e Prisong ass, wann ech Är Terminologie iwwerhuele wëll, da froen ech mech: Wie mécht et dann zu engem Prisong?

Dir sot all: „D'Ursaach ass d'Blockad." Ma wéi kënnt et zu der Blockad? Dir kënnt dach net an engem Räsonnement d'Matverantwortung vun deenen ausblenden, déi do um Rudder sinn!

Dat ass eng Saach, wéi gesot, ech géif et gär an der Déift mat lech diskutéieren, dat geet net. Dir schwätzt, Dir kritiséiert mat Recht - mat Recht! - d'Siedlungspolitik vun Israel an de besate Gebidder. Dat kann ee kritiséieren. Et kann een awer net higoen haut an einfach eng Linn zéien, déi keng kloer Basis am internationale Recht huet - dat ass nämlech ganz komplizéiert - an och net vun Israel verdeedegt gëtt, nämlech déi soi-disant „Grenz" vu '67 als Repère einfach unhuelen, wann ee realistesch wëllt sinn a Friddensverhandlunge begënschtegen. Och dat geet an deem Sënn dann net. Mä et muss een awer, wéi gesot, dat am Detail eng Kéier diskutéieren.

Jo, ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. Mä op jidde Fall, mir kréien herno nach vläicht Geleeënheet, e bëssen iwwert den Noen Osten ze schwätzen, well ech mengen, d'Kolleege vun der Lénker hunn nach eng Motioun, wat eis dann d'Méiglechkeet gëtt, an d'Déift vu verschiddene Saachen ze goen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. Den nächste Riedner ass den Här Serge Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll emol fir d'Éischt soen: Mir gesinn als Lénk ganz kritesch weiderhin d'Haltung vun der Regierung zu de Fräihandelsofkommessen, esou wéi se am Moment verhandelt ginn. Mir haten och an enger Motioun hei an der Chamber gefrot, dass wierklech eingehend doriwwer diskutéiert kéint ginn. Dat ass och deelweis geschitt an engem Hearing, deen hei an der Chamber war.

Mä mir mengen, d'Debatt muss weidergoen, well mir mengen, dass dës Accorden am Intérêt virun allem vun de multinationale Gesellschaften ofgeschloss ginn. Ech mengen, dorunner gëtt et keen Zweifel. Si stinn och an der Kontinuitéit vun deene leschten zwee Jorzéngten, déi nun awer geprägt waren duerch Liberaliséierungswellen innerhalb vun enger globaler, dereguléierter Welt.

An alles, wat Dir, Här Ausseminister, gëschter hei an Ärer Ried gesot hutt iwwert déi Schiedsgeriichter, vun deene vill geschwat gëtt, oder iwwert d'Services publics, déi net géifen attackéiert ginn duerch esou en Accord, bleift komplett flou. Et bleift net determinéiert an et beonrouegt eis weiderhin, wat do geplangt ass. Well d'Praxis vun esou Fräihandelsaccorden huet gewisen, dass si géint all Verspriechen, déi ëmmer nach gemaach gi sinn, souwuel wat d'Aarbechtsplazen ugeet wéi wat d'Erhale vun de sozialen an Ëmweltstandarden ugeet, ëmmer nach problematesch war.

Mir haten d'Beispill an den 90er Jore vun dem NAFTA, engem Accord tëschent den USA, Kanada a Mexiko, wou och vill Verspriechen an d'Welt gesat gi sinn, wat awer domat gëendegt huet, dass, mengen ech, eng Millioun Aarbechtsplazen doduerch, ass gesot ginn herno, ofgeschaaft gi wieren.

A wann ech gesinn, dass d'Europäesch Kommissioun emol hei guer net mat esou vill (veuillez lire: mat villen neien) Aarbechtsplaze rechent beim TTIP, da kann ee sech jo virstellen, wat eventuell kéint hei de Fall sinn.

Duerfir bleiwe mer bei eisem konsequente Refus vun där Aussenhandelspolitik. Mir sinn zwar eleng hei an der Chamber domadder, mä net eleng dobaussen. D'Gewerkschaften, Ëmwelt- a Sozialverbänn, Bauerenorganisatiounen hu sech an enger grousser Plattform zesummegedoen, an déi huet als mot d'ordre „Stop TTIP". An duerfir, wa mer dat vun dëser Tribün hei aus soen, fille mer eis net eleng.

Här President, den Ausseminister huet recht, wann e seet, dass Afrika e Kontinent wier mat engem phenomeenale Potenzial: 20% vum Weltbuedem, 1,1 Milliarde Leit, déi do wunnen. Mat all deene Räichtümer an deene Ressourcen, där dynamescher Jugend, déi et do gëtt, kéint dee Kontinent net nëmme sech selwer ernähren, mä d'ganz Welt mat. An trotzdeem schéngt e groussen Deel vun deem Kontinent net aus der Spiral vun Aarmut a Biergerkrich erauszekommen, net ze schwätze vun Epidemien, wéi mer se kennen.

Firwat ass dat esou? Ech mengen, d'Problemer an Afrika gi vill ze dacks an der Effentlechkeet esou duergestallt, wéi wa se hausgemaach wieren. Dat ass awer net de Fall. Mir droe selwer zum groussen Deel dozou bäi. Mir Europäer hu laang op d'Käschte vun den Afrikaner gelieft. Elo nach.

An ech mengen, dass et duerfir zynesch wier, fir och afrikanesch Migranten, déi wëllen an Europa kommen, esou duerzestellen, wéi wa se op eis Käschte wéilten hei an Europa liewen.

An duerfir ass et och inhuman, wa mer weiderhi matzen am Mëttelmier Frontex wëllen opbauen. Déi Mauer, déi schonn esou vill Mënscheliewe kascht huet, muss au contraire ofgebaut ginn, a parallell muss eis Politik par rapport zu Afrika, menge mir, grondleeënd iwwerduecht ginn an ëmgeduecht ginn.

Et gëtt awer, mengen ech, nach eng nei Form vun Ausbeutung vun dësem Kontinent. Eng, déi hiren Numm net seet, déi och alt erëm eng Kéier ënnert dem Deckmantel vum Handel stattfënnt. Dat sinn déi faméis „Accords de libre échange" mat der EU. Si ginn ëmmer erëm duergestallt, och an Ärer Ried gëschter, als eng Chance fir Afrika. A Wierklechkeet si se virun allem eng Chance fir europäesch Multien, déi den afrikanesche Marché wëllen inondéieren.

Wien dës Accorden ënnerstëtzt, mengen ech, deem muss kloer gesot ginn, dass en domadder zur Veraarmung an zur Schwächung vun der afrikanescher Wirtschaft wäert bäidroen. An dat ass eis fundamental Kritik un der Politik vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vun Afrika.

Derbäi kënnt nach, dass déi Steierflucht e grousse Problem ass fir déi afrikanesch Länner. Déi geschitt hei an Europa, op eiser Bankeplaz och, an eis Steierlegislatioun kascht, kann ee bal soen, d'Entwécklungslänner méi, wéi d'Kooperatioun hinne brëngt. Ech hunn dat och iwwregens bei der Debatt iwwert d'Kooperatiounspolitik gesot.

Här President, ech ka mat villem d'accord sinn, wat den Ausseminister zur Ukrain gesot huet. Besonnesch, wat d'Ëmsetze vum Accord vu Minsk ugeet, well doranner stinn allerhand Saachen. Ausserhalb vun deem, wat drasteet, dass de Krich misst gestoppt ginn an dass déi auslännesch Mercenairë missten erausgezu ginn ënnert der Kontroll vun der OSZE, stinn och nach e puer zwar zimlech kleng Undeitungen dran, déi awer hir Wichtegkeet hunn, déi méi politescher Natur sinn.

Do steet dran, et misst eng zukünfteg Dezentraliséierung vun der Muecht an der Ukrain ginn an et misst een och zäitweileg lokal Selbstverwaltungen zu Donezk a Lugansk ënner engem spezielle gesetzlechen temporäre Statut erméiglechen an et misst e Programm kommen zum wirtschaftlechen Opschwong och vum Donbass.

Fest steet awer och, dass deen Accord grad op deene Punkten net agehale gëtt. Ech mengen, dass dorunner net nëmme schold ass, dass d'bewaffnet Ausenanersetzunge weiderginn, mä dass et och um Wëlle feelt, fir déi zentral Accorden do ëmzesetzen.

Zum Beispill déi Partei, déi elo als éischt aus de Wahlen erausgaangen ass, déi vum Här Jazenjuk, fréiere Premierminister, wëllt eng Mauer géint Russland opriichten - dat ass schonn hei

gesot ginn - an nennt se och nach „Europäesche Wall“. Zu Recht bedauert och den Ausseminister déi Drohungen, déi vun der nei gewieltener Regierung kommen, d'Paien an d'Sozialleeschtungen anzestelle vis-à-vis vum Ostdeel vum Land.

Et ass e bëssen, schéngt et mir, wéi wa verschidde Kreesser sech schonn op e Partage vun der Ukrain agestallt hätten, ënnerlech. An dat fanne mer net gutt, well mir hunn ëmmer plädéiert fir d'Unitéit vun der Ukrain a fir eng Bréckefunktioun, déi och e puermol hei erwähnt ginn ass, vun der Ukrain, déi se awer nëmme ka spillen, wann dat verbonnen ass mat engem ekonomeschen Opbauprogramm an der ganzer Ukrain.

An ech mengen, mat esou Diktater, wéi se vum FMI kommen heiansdo, fir a Richtung Privatiséierung ze goen, esou Diktater, wéi se och an deem Associéierungsofkommes awer zum Deel enthale sinn, wat d'Liberaliséierung ugeet a wat verschidden zentral Punkte vun der zukünfteger Politikgestaltung an der Ukrain ugeet, ech mengen, mat esou Instrumenter kann een net eng wierklech ekonomesch Politik an der Ukrain maachen, déi deem Land och eppes bréngt; wat en aarmt Land ass, et ass e puermol hei gesot ginn.

Et ass gesot ginn - deen éischten Deel vum Accord d'association ass jo ugeholl ginn -, deen zweeten Deel, ass gesot ginn, hutt Der och gesot gëschter, ass verschobe ginn. Mä ech mengen, et geet net duer, fir en ze verschieben, e muss och kënnen inhaltlech nei verhandelt ginn, fir dass déi Bréckefunktioun och do ka wouergeholl ginn.

An ech mengen, dass do d'Europäesch Unioun eng ganz kloer Verantwortung huet an och Lëtzebuerg eng kloer Verantwortung huet, wou et, mengen ech, net drop ukënnt, nëmmen a Wierder verschidde Saachen ze soen, mä och dann Doten dorobberhi folgen ze loossen! Soss ass dee Konflikt an der Ukrain, mengen ech, net ze léisen.

Gläichzäiteg muss een awer derbäisoen, dass och natierlech déi vëlkerrechtlech Viraussetzunge musse geschafe ginn, fir dee Konflikt ze léisen. Mir bleiwe géint all Annexiounsbestriewungen an der Ukrain. Mir bleiwen och géint eng militäresch Amëschung, déi evident war an der Ostukrain, mä och d'NATO an d'EU mussen all geopolitesch Amëschungen ewechloossen.

Här President, de Konflikt a Syrien, awer och am Irak, weist, wéi schwéier et haut ass, internationaalt Recht geltend ze maachen. Ouni Zweifel gëtt vun der ISIS ënner reliéisen an ethnesche Virwänn brutal Gewalt zu Muechtzwecker ausgeübt. Mä dat ass awer och e Resultat vun enger desastréiser a vëlkerrechtswiddreger, muss ee soen, Politik vu militäresch Interventioun vun den USA an anere Länner - iwwregens och d'Ukrain - deemools am Irak! An et ass e Resultat vun enger ethnesch ausgeriichter Politik am Irak vun där Regierung, déi duerno komm ass. Et ass natierlech och d'Resultat vun enger diktatorescher Politik, déi a Syrien gemaach gëtt.

An et sinn déi verschiddenst wirtschaftlech a geopolitesch Interessen, déi an där Géigend spillen, viraus bei Saudi-Arabien, bei Katar, awer och beim NATO-Land Türkei. Där hire Botschafter huet nach viru Kuerzem an engem „Tageblatt“-Interview dat bestätegt, dass se sech virun allem vu geopoliteschen Interesse leede loossen.

Et sinn awer och geopolitesch Interessen natierlech vun den USA a Russland, déi an där Géigend spillen. An duerfir menge mir, dass et wichteg ass hei, virun allem dem kurdesche Widderstand, dee wéineg militäresch Mëttelen huet, ze erméiglechen, sech zur Wier ze setzen, an déi reell Acquisen, déi et awer op där Plaz gëtt an deene kurdesch dominéierte Gebidder, déi reell Acquise vun demokratescher lokaler Selbstverteidegung do ze schützen an auszebauen. A mir begréissen all Moossnamen, déi an déi Richtung ginn, fir de Kurden dat ze erméiglechen.

Ech mengen, dass déi sougenannt Kurdefro, déi jo e puer Länner an där Géigend do betrëfft, endlech muss geléist ginn am Sënn vun der Autonomie, net vun der Lassléisung vun de Staten. D'Verhandlungen, déi iwwregens an déi Richtung lafen, och mat der PKK an der Türkei, mussen natierlech weidergoen. An ech mengen, duerfir ass et néideg, dass d'Türkei ophält, hir Verhandlungspartner an deem Prozess op kurdescher Säit wéi Krimineller ze behandelen an en Ofkommen dovunner ofhängeg mécht vun engem Accord (veuillez lire: wéi Krimineller ze behandelen, soulaang et keen Accord mat hinne gëtt).

Ech mengen, dass scho virun engem Accord mussen normal Bezéiunge bestoen. Ech wëll nëmmen als Beispill Südafrika ginn, wou den Nelson Mandela ouni all Virbehalt aus dem Prisong erausgelooss ginn ass. An duerno sinn d'Friddensverhandlunge komm a sinn zum Resultat gefouert ginn, dat mer kennen. Ech mengen och, dass d'Europäesch Unioun d'PKK, d'Vertrieder vun de Kurden an der Türkei, muss vun der Terroristelëscht huelen, op déi se gesat ginn ass op Drock vun der Türkei.

Ech wëll nach generell zum internationale Recht soen, dass natierlech all Länner dat Recht musse respektéieren. Krichsverbriche musse virum Internationale Strofgeriichtshaff jugéiert ginn, egal wat fir e Land a wat fir eng Organisatioun déi Leit vertratt hunn, déi déi Verbrieche begaangen hunn.

Ech wëll awer och soen: D'Mesuren, déi och hei ugeschnidde gi sinn, géint déi sougenannten „foreign fighters“ däerfen awer och net hei am Land zu generelle Verdächtegungen an Aschränkunge vun de Mënscherechter féieren. A mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi, deen eis soll virgeluecht gi vum Justizminister, dem Här Braz, opmierksam an déi Richtung studéieren.

Här President, et gi vill Grënn, firwat mer eis als Europäer mam Konflikt Israel-Palästina beschäftege sollen. Éischtens, dee Konflikt spillt eng grouss Roll, wat de Weltfridden ugeet, wat d'Stabilitéit am Noen Osten ugeet.

Zweetens, d'Grënnung vun Israel steet am direkte Bezuch zur europäescher Geschicht. Antisemitesch Pogromer an Europa hunn ëmmer méi Judden a Palästina gedriwwen, bis et zum Holocaust am Zweete Weltkrich koum, wou europäesch Judde verständlecherweis massiv Europa de Réck gedréit hunn.

Dobäi vergiesse mer awer oft, dass d'Araber, ob muslimesch oder chrëschtlech, d'Judden ni esou schlecht behandelt hunn, wéi se an Europa behandelt gi sinn, dass duerfir awer elo si musse mat hire Lännereien hierhale fir déi Verbriechen, déi si net verursaacht hunn. Dat ass en Aspekt, deen een och muss, mengen ech, berücksichtegen.

An dréttens, firwat mer eis fir dee Konflikt do interesséiere sollen, ass, dass Israel zwar am Noen Oste läit, mä nach ëmmer en europäesch gepräägt Land ass.

An dee Gazakrich, deen am Summer stattfonnt huet, deen huet e wichtegen Aschnëtt am Bewosstsäin och vun der europäescher Bevëlkerung bruecht zu deem Konflikt, dee guer net esou wäit vun eiser Hausdier ewech gefouert ginn ass. An ech mengen, dass d'Bewosstsäin gewuess ass, dass haut nëmmen nach d'Grënnung vun engem palästinensesche Stat definitiv zum Fridde féiere kann.

«L'existence même d'un tel État bouleverserait la nature des négociations qui impliqueraient non plus une autorité improbable, mais un État reconnu par la communauté internationale.» Wie seet dat? Dat seet den Élie Barnavi, Historiker, Schrëftsteller an ehemolege Botschafter vun Israel a Frankräich an engem Interview mat der Zeitung „L'Humanité“.

Den Élie Barnavi ass iwwregens ee vun de 660 israelesche Perséinlechkeeten, zesumme mat Leit wéi dem Uri Avnery, dem Zeev Sternhell, dem Yael Dayan, der Duechter vum Moshe Dayan, oder dem Avi Mograbi, déi en Appell un d'Parlamentarier weltwäit adresséiert hunn, fir dass se sollen derfir suergen, Palästina direkt unzëerkennen. Ech zitéieren aus deem Appell, op Lëtzebuergesch iwwersat: „Är Initiativ fir d'Unerkennung vum palästinensche Stat...“, soe se de Parlamentarier, „...wäert d'Friddensaussiichte weiderbréngen a wäert Israelien a Palästinenser derzou ermuddegen, fir hire Konflikt op en Enn ze bréngen.“

An ech si wierklech iwwerzeegt, dass nëmmen Drock vu baussen, Drock vun der internationaler Gemeinschaft haut d'israelesch Regierung derzou brénge kann - wann een alles esou héiert, wat och hei an der Debatt gesot ginn ass -, sech a Richtung Fridden ze bewegen.

Här President, ech hunn eng Motioun preparéiert...

(M. Serge Urbany dépose une motion.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...zesumme mat mengem Kolleeg Justin Turpel, wou mer ebe just froen - ech liese just d'Schlussfolgerung vir: «...invite le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg à faire de la reconnaissance de l'État de Palestine un instrument pour obtenir un règlement définitif du conflit.»

Motion 1

La Chambre des Députés,

- affirmant sa volonté de concourir à l'effort international de paix au Proche-Orient;

- constatant la volonté des peuples israélien et palestinien à vivre en paix et en sécurité;

- constatant l'échec des tentatives de relance du processus de paix engagées depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens par la communauté internationale;

- constatant les menaces pesant sur la solution des deux États, et notamment la poursuite illégale de la colonisation dans les territoires palestiniens qui mine la viabilité d'un futur État palestinien souverain, malgré les capacités institutionnelles dont s'est dotée l'Autorité palestinienne et la reconnaissance que lui a accordée l'Assemblée générale des Nations Unies;

- constatant la montée des tensions à Jérusalem et en Cisjordanie qui menace d'engendrer un nouveau cycle de violence néfaste pour l'ensemble des populations de la région;

- soulignant que le statu quo est intenable et dangereux car il nourrit les frustrations et la défiance croissante entre les deux parties;

- soulignant l'impératif d'une reprise rapide des négociations entre les parties selon des paramètres clairs et un calendrier déterminé, et l'urgente nécessité d'aboutir à un règlement définitif du conflit permettant l'établissement d'un État démocratique et souverain de Palestine, vivant en paix et en sécurité avec Israël, sur la base des lignes de 1967, avec Jérusalem pour capitale de ces deux États;

- soulignant que la solution des deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne, suppose la reconnaissance de l'État de Palestine;

invite le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg à faire de la reconnaissance de l'État de Palestine un instrument pour obtenir un règlement définitif du conflit.

(s.) Serge Urbany, Justin Turpel.

Ech huele jo un, Här President, dass ech ka meng Riedezäit zur Motioun elo nach während zwou, dräi Minutte benotzen, soss muss ech erëmkommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Normalerweis ass et esou, dass d'Riedezäit net mat der Motiounszäit kumuléiert ka ginn, mä wann d'Chamber Iech d'Geleeënheet gëtt, fir se duerzeleeën, dat géif dem Minister dann och d'Geleeënheet ginn, fir drop ze reagéieren. Dat wär jo da vill méi einfach, mä dat geet da vun deene fënnef Minutten of, wann Dir do dermat d'accord sidd.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Selbstverständlech, d'accord. Merci, Merci!

Déi Motioun, déi mer hei areechen, ass déiselwecht, op de Wuertlaut genau, déi a Frankräich agereecht ginn ass, déi an zwee Deeg virum franséische Parlament wäert zum Vote virleien an, souwäit ee ka liesen, relativ gutt Aussiichte kann hunn, fir do ugeholl ze ginn. Mir wëssen och, dass dat schwedescht Parlament, déi schwedesch Regierung virun allem konkret Schrëtt do ageleet huet, fir Palästina unzëerkennen. Mir wëssen, dass am britesche Parlament - nach virdrun - eng Motioun ugeholl ginn ass, déi ongeféier datselwecht vun der britescher Regierung freet wéi déi franséisch Motioun a wéi déi, déi mir hei virbréngen.

Dat heescht, mir mengen, dass déi Motioun hei sech géif areien an e Prozess, deen an Europa amgaang ass ze geschéien. Mir hätten de Virdeel, dass mer relativ fréi an deem Prozess géife Stellung huelen. A mir mengen, dass just nëmmen dee Prozess ka verhënneren, dass dohannen nach ëmmer weider am Krees gedréit gëtt an d'Gewalt op béide Säite sech géigesäiteg ukuerbelt, wéi mer dat an de leschten Deeg erliewen, och iwwregens mam Weidergoe vun de Kolonien, déi och all Dag fir Dag weiderginn. An ech mengen och, dass déi Kolonien, déi awer ganz kloer géint d'Resolutioun 446 vum Weltsécherheetsrot verstoussen, d'Ursaach och si vun deene Konflikter an dass et net esou ka weidergoen.

Elo hunn ech awer gelies, dass den Här Ausseminister gëschter gesot huet - ech resüméiere seng Stellungnahm an deem Communiqué, deen den Ausseministère duerno erausginn huet, op Franséisch: «Il a prévenu qu'en cas d'obstruction à la solution à deux États, le Luxembourg saurait prendre ses responsabilités.» An do froen ech mech awer, Här President, wéi vill Beispiller mer nach brauche vun Obstruktioun. Mir mengen, dass et Zäit ass ze handelen!

Iwwregens, de Stat Israel ass geschafe ginn duerch eng UNO-Resolutioun, 1948 mengen ech war et. An an därselwechter Resolutioun stoung dran, dass och e palästinensesche Stat soll geschafe ginn. Et besteet elo d'Méiglechkeet, dass Lëtzebuerg, ech hunn et scho gesot, zu deene Länner gehéiert, déi Palästina an Europa relativ fréi unerkennen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Israel...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Pardon?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Israel unerkennen? Mir hunn Israel...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Palästina natierlech unerkennen.

(Interruption)

Ech hunn an der Motioun... An der Motioun, mengen ech, esou wéi se formuléiert ass, léisst se alles op. Si léisst der Regierung op, den Zäitpunkt ze wielen, wéini se dat als Instrument géif asetzen, fir de Prozess dohanne weiderzedreiwen.

An ech mengen net, dass mer sollten ofwaarden, wat am UNO-Sécherheetsrot geschitt, well do ass et kloer, dass d'USA méi wéi sécher wäerten hire Veto aleeën. An ech mengen och net, dass mer sollte waarden, bis an der Europäescher Unioun eng Unanimitéit do ass, fir dat ze maachen.

Duerfir mengen ech, wa mer hei géifen déi Motioun unhuelen, wou ech e waarmen Appell wëll an déi Richtung maachen, da sténg dat eis gutt zu Gesiicht. An ech mengen, mir kéinten da mat engem gewëssene Stolz och dorobber zréckkucken, dass mer eent vun deenen éischte Länner waren an der Europäescher Unioun, wat dee Schrack do gemaach hätt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der parlamentarescher Debatt ukomm. An d'Wuert huet den Här Ausseminister.

Une voix.- D'Motioun?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat kënnt herno.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Här Angel e grousse Merci soen als President vun der Kommissioun. Ech mengen, ech kommen ëmmer ganz gären an d'Kommissioun. Et ass wichteg fir mech, fir dass ech och weess, dass ech net nieft der Plack leien, a fir dass mer zesumme kënnen eis Vuen austauschen iwwert déi grouss Problemer vun der europäescher an der internationaler Politik. An eis Zesummenaarbecht - op jidde Fall vu mir aus gesinn a vun eisem Ministère aus gesinn - mat der Chamber ass eis immens wichteg a mir wäerten och dobäi bleiwen.

Dir hat just eng Fro gestallt, Här Angel, wat, mengen ech, méi op de Fong geet. Dat ass déi Geschicht vun: Brauche mer an Afghanistan, wann d'NATO dobleift an där Form, déi Der wësst - den „Resolute Support“ -, brauche mer do eng UNO-Resolutioun? Fir do ganz kuerz drop ze äntwerten: Australien ass amgaangen, eng Initiativ ze huelen am Weltsécherheetsrot. Dat wier kee Mandat spezifesch, mä et wier rappeléiert, dass effektiv deen „Resolute Support“ géif supportéiert ginn. Ee Member allerdéngs vum Weltsécherheetsrot pocht op e Mandat. Et muss ee kucken, wéi dat dann ausgeet.

Wat d'Ukrain ugeet - dat war jo ee vun deene groussen Themen, et waren der zwee oder dräi -, ech mengen, do ass et wichteg, dass mer wëssen, wa mer hei zu Lëtzebuerg um Pult stinn, an der Chamber stinn, dass mer jo awer och eppes mussen hei respektéieren - Här Mosar, do sidd Der bestëmmt mat mer eens -, dass déi nei gewielte Leit an deem neie Parlament an der Ukrain selbstverständlech hir Politik ze décidéieren hunn an net, mengen ech, vu baussen era kënne gesot kréien, wéi se dat solle maachen.

Et stëmmt, an ech mengen, et ass och ugeschnidde gi vum Här Kartheiser, tëschent dem Premierminister an dem President gëtt et liicht Nuancen. Mä gutt, mir sinn an enger Demokratie, an d'Harmonie ass jo net grad ëmmer dat, wat an der Demokratie gesicht gëtt. Mä et ass eng Ausenanersetzung do, dat stëmmt. Deen ee wëllt eng Mauer bauen, deen anere wëllt e ganz anere Wee goen, nämlech mat enke Kontakter mam President Putin.

Mä mir sollten als Europäer eppes maachen, dat heescht, all eis logistesch Supporte ginn, an engem gewëssene Moment och déi finanziell Supporte ginn, fir dass d'Ukrain aus deem Lach erauskënnt! Ech weess net, ob een do gutt deet, wann ee wäit vu Kiew ewech déi Diskussioun féiert iwwert d'NATO. Mir wëssen, dass d'Ukrain e Land ass, an Dir hutt dat rappeléiert, wat jo och de Kissinger geschriwwen huet, wat gespléckt ass tëschent dem Osten an dem Westen. Ech mengen, et wier - a mengen Aen op jidde Fall - elo total falsch, och nach erëm déi Belaaschtung vun der Fro vun der NATO op d'Ukrain ze werfen. Dat géif d'Vollek an der Ukrain nach vill méi dividéieren.

Bon, wa gesot gëtt, a sechs Joer ass e Referendum doriwwer, ob Jo oder Neen, ech mengen, dat soll een der Ukrain, den ukraineschen Autoritéiten, der ukrainescher Politik iwwerloossen, wa se dat wëllen. Mä ech ka mer net virstellen, dass och elo eng spontan Tendenz an der Europäescher Unioun oder souguer an den NATO-Länner do wier, fir ze soen: „Okay, also d'nächst Woch hu mer NATO-Sëtzung zu Bréissel, elo preparéiere mer alles, wat mer kënne maachen, fir dass d'Ukrain esou séier wéi méiglech an d'NATO erakënnt." Ech mengen, dat ass net realistesch, an ech op jidde Fall géif do virdru warnen, fir op esou e Wee op jidde Fall ze goen.

Minsk ass dacks hei ugeschwat ginn. Et ass och ugeschwat ginn: d'Unitéit an der Europäescher Unioun. Mir däerfen eis do näischt virmaachen: Souwuel bei Minsk wéi bei de Sanktioune gëtt et trotzdeem Ënnerscheeder. Déi Ënnerscheeder, déi berouen eben op der historescher Realitéit, op der geografescher Realitéit, a mir hunn et fäerdegbruecht, se ëmmer nach bis elo zesummenzebehalen.

Et gëtt Leit an der Unioun, déi soen: „Minsk ass dout, schwätze mer net méi driwwer." Anerer, wéi mir, wéi déi Däitsch, wéi d'Fransouse soen: „Neen, Minsk däerf net dout sinn, dat ass dat Eenzegt, wat mer hunn, wou mer kënnen upaken a wou mer kënnen dra virukommen." An duerfir mengen ech, dass no baussen op jidde Fall mer... Dee Punkt steet an all Réuniouns, déi mer hunn, an all Rot ass dat, dass mer mussen déi zwee Nenner openeekréien, fir dann eng Konklusioun ze kréien op engem Dénominateur commun.

Bei de Sanktiounen ass et ähnlech. Och do - ech mengen, ech sinn do éierlech hei an der Chamber, dat sollen d'Leit och wëssen - gëtt et Länner an der Europäescher Unioun, déi soen: „De Putin versteet nëmmen d'Fauscht, also musse mer d'Fauscht weisen." Anerer gëtt et: „Wa mer wëllen hei erauskommen, da musse mer Russland respektéieren." Mir hunn déi Décisioune geholl, déi fokusséiert sinn, wat d'Sanktiounen ugeet. Mä mir kënnen net déi Schrauf esou eropdréien, dass absolut keen Dialog méi machbar ass.

An Dir gesitt, déi Diskussioun geet jo och queesch duerch d'Länner: wann Der kuckt an Däitschland, wéi diskutéiert gëtt, wann Der kuckt, wéi a Frankräich diskutéiert gëtt. Mä Sanktioun a Sanktioun ass zweeërlee. Ass et eng Sanktioun, wa Frankräich décidéiert, déi Schëffer net ze liwweren, dee Mistral net ze liwweren? Oder ass dat eng kloer Positioun, déi Frankräich de Moment anhëlt, fir Schëffer, déi elo ze liwwere sinn, déi virun zwee, dräi Joer bestallt gi sinn, an där Situatioun, wou mer elo sinn? Schëffer, wou ee kéint dann dervun ausgoen, dass déi am Schwaarze Mier sinn an agesat ginn eventuell, fir militäresch Aktiounen op der Krim oder an där Regioun do ze tätegen.

Duerfir mengen ech, an der Europäescher Unioun, et ass immens komplex, mä wéi Der richteg gesot hutt, mir si bis elo derduerchkomm. Mir sinn ni gewiescht bei deenen, déi soen: „D'Sanktiounen, dat ass en Zil, mir mussen dréien an dréien an dréien." Neen, mir hunn ëmmer gesot: „Mir mussen et fäerdegbréngen." An et wier mäi Wonsch, wa mer kéinte schonn am Dezember ufänken, ënnert den Ausseministeren ze probéieren: Wat maache mer mat de Sanktiounen, déi auslafen am Mäerz 2015? Wat maache mer mat de Sanktiounen, déi auslafen am Juni 2015? Mä do däerfe mer eis net ze vill Illusioune maachen. Wann et kee Fortschrëtt gëtt an den Accorde vu Minsk, da brauche mer net drun ze denken, da geschitt et net!

Wat de Moyen-Orient ugeet, d'„foreign fighters": Ech mengen, dat wier vläicht de Moment, fir och vun dëser Plaz aus e wéineg méi konkret ze soen, wéi mer - an dat, wat ech elo hei soen, ass och dat, wat d'Regierung weess a wat ech och kann der Effentlechkeet matdeelen -, wéi mer do stinn.

Dat Éischt, dat ass: Mir däerfe jo do net mengen, dass mir als Land do verschount bleiwen. Dat Ganzt ass jo, wéi Der wësst, opgebaut op eng Strategie vu Kommunikatioun, vun enger ganz moderner Propaganda, a cibléiert sinn iwwer Internet virun allem déi Jonk. An ech mengen, och hei zu Lëtzebuerg gëtt dat selbstverständlech gekuckt, kënnt dat un déi Jonk erun.

Dat Zweet, dat ass, an ech mengen, dat ass e puermol hei ugeschnidde ginn, mir hu selbstverständlech alles gemaach, fir dass déi Resolutioun 2178 am Conseil de Sécurité mat un d'Droe kënnt. Mir hu laang do matgeschafft. An et ass e puermol ugeschwat ginn, dass de Justizminister e Gesetz wäert nach dëst Joer, wann dat méiglech ass, an de Conseil bréngen.

Dir wësst vläicht och, dass e Groupe de travail agesat ginn ass, direkt no deem Vote vun där Resolutioun, dee gëtt vum HCPN gesteiert. Dat ass den Här Frank Reimen an do dernieft sinn dann héich Beamte vun dem Ministère vun den Affaires étrangères, vun der Justiz, vun der Sécurité intérieure, et si Leit vum Service de Renseignement derbäi, vun der Police an och vum Parquet. Déi sinn zesummen an engem Groupe de travail an déi kucken dann alleguerten déi Dispositiounen, déi ze huele sinn. Déi mussen dann ëmgesat ginn.

Dat Nächst, wat ech wollt soen, dat ass, dass ee muss oppasse selbstverständlech a senger Expressioun, dass een net aus Rumeure Verdachter mécht. Dat ass immens séier geschitt an do muss ee ganz gutt uechtginn. Wann ee sech als Salafist erkläert, ass en nach net onbedéngt en „foreign fighter"! Also do muss een effektiv déi Nuancen alleguerte mat erabréngen.

Wat ass elo hei zu Lëtzebuerg bekannt? Wat ech Iech soen, sinn d'Faiten: Et si sechs Leit, vun deene mer wëssen, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, déi sech déplacéiert hunn an Zonen a Syrien, sechs Leit. Dovunner sinn der zwee leiebliwwen. Een Drëtten ass ausgewise ginn opgrond vun engem Mandat international a Spuenien. Zwee Leit dovunner sinn zréckkomm. An do gëtt mer confirméiert, dass vun deenen zwee Leit de Moment keng Gefor ausgeet, wou selbstverständlech och d'Autoritéiten, déi zoustänneg sinn, wëssen, dass se hei am Land sinn. Bon, an et ass een, deen ass de Moment..., dee communiquéiert jo iwwer, wéi heescht dat, „Facebook" an all dat Getwitters do...

(Brouhaha)

...mat der Lëtzebuerger Press a mat all deene Leit, déi dann do dat wëlle maachen.

(Interruption et hilarité)

Ech si vun direkt nom Krich.

Sou, da wollt ech Iech soen, dass schliisslech hei zu Lëtzebuerg mer musse wëssen, dass - ech hunn dat scho virdru gesot - déi Rumeuren, dass dat net direkt als Verdacht gemaach gëtt: dass net eng Stad verdächtegt gëtt, net eng Schoul verdächtegt gëtt. Dat ass selbstverständlech vun eise Servicen ënner Kontroll an et gëtt gekuckt fäerdegzebréngen, dass keng Leit méi vun hei dorower ginn. Wann der dorower ginn - gutt, ech mengen, Dir wësst dat, Dir kommt mat enger Carte d'identité an d'Türkei, do sidd Der net méi wäit ewech -, mä wa Leit dorower ginn a si kommen erëm, fir déi, mengen ech, musse mer eis och Instrumenter ginn, fir déi gutt ze encadréieren, dass déi keng Gefor kënne si fir déi Leit ronderëm.

Dann, Här President, wollt ech selbstverständlech och e Wuert soen iwwer Israel, Palästina, iwwert de Moyen-Orient. Den Här Mosar huet, wéi en opgehalen huet mat senger Ried, eppes zitéiert, wat mer gefall huet. En huet geschwat vun der Fräiheet, vun der Demokratie, vun der Rechtsstaatlechkeet a vun der Dignitéit. En huet do een zitéiert, vun deem ech elo den Numm net méi weess, mä dass selbstverständlech mir als klengt Land eis ëmmer sollen asetze fir déi Wäerter! An duerfir géif ech awer och mengen, Här President, dass mer eis onbedéngt mussen asetze fir eng Plaz, wou déi Wäerter do bafouéiert ginn: Dat ass tëschent Israel a Palästina.

An Dir hutt e klenge Feeler gemaach, Här Mosar, ech hunn Iech dat net iwwel geholl, mä Israel ass jo unerkannt. Israel ass 1948 unerkannt ginn. Et ass also net, dass Israel muss unerkannt ginn. An dee Prozess... Israel ass unerkannt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...ech hunn ebe gesot, et ass nach ëmmer de Problem, datt een Deel vun der Palästinensescher Autoritéit, nämlech d'Hamas, net wëllt Israel unerkennen. An do ass de Problem. Dat war dat, wat ech gesot hunn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Okay, mä Israel ass unerkannt. Gutt, dann hat ech dat falsch héieren. Okay. Sou, dat ass also emol dat eent.

Dat Zweet, dat ass, ech mengen, mir mussen - opgrond och vun där Motioun vum Här Urbany géif ech dat heite proposéieren: Mir mussen... Dat ass e wichtege Punkt, och vun der Lëtzebuerger Politik, wéi mer eis positionéieren. Mir kënnen dat net am Hauruckverfahren maachen, an duerfir géif ech proposéieren, dass mer e rouegen Débat heiriwwer hunn, dee mer och e wéineg virbereeden an der Kommissioun. An an der Kommissioun, mengen ech, sollte mer - an ech géif dat vläicht direkt hei soen - e puer Elementer awer am Kapp hunn:

Dat Éischt, dat ass: D'Reconnaissance vun engem Stat ass d'Affär vun der Regierung. D'Chamber ka kee Stat unerkennen. D'Chamber ka just d'Regierung invitéieren, dat ze maachen. Dat ass net nëmme bei eis esou. Dat ass verfassungsrechtlech och an anere Länner esou. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass: Mir kréien nach a 50 Joer net an der Europäescher Unioun eng gemeinsam Positioun, well et ass eng Décisioun, déi vun den nationale Staten, vun de Mitgliedstaten ze huelen ass. Si kann net décidéiert gi vu Bréissel, et kann net zu Bréissel gesot ginn - am Conseil européen oder am Conseil vun den Ausseministeren -, dass elo all Länner da solle Palästina unerkennen. Dat geet net!

An dat Land, wat sech am meeschten do dergéint wiert, déi hunn awer schonn an hirem Parlament dat gestëmmt. Dat ass nämlech England. England ass selbstverständlech ëmmer ganz allergesch, wann et drëm geet, fir national Politik an europäesch Politik ze vermëschen. Dat musse mer also wëssen.

Wat awer ass, dat ass, an dat sinn déi zwou Saachen, déi ech och dem Här Urbany wéilt soen: Mir ginn nach net d'Hoffnung op, dass et an der UNO trotzdeem kann zu engem Accord kommen. Mir ware virun engem Mount ganz no derbäi. Bon, d'palästinensesch Säit ass do de Risiko agaangen, fir e wéineg méi ze fuerdere wéi dat, wat um Pabeier stoung. Mä Dir wësst, dass déi Resolutioun fir de Conseil de Sécurité eigentlech näischt anescht ass wéi d'Resolutioun vun der Assemblée générale mat de Parameteren: Jerusalem, Grenze vu '67 an och d'Fro vun de Flüchtlingen.

Mä mir sinn nach net - ech si keen totalen Optimist hei -, mä et ass nach net „Ende des Tages", dass awer net kéint eng Evolutioun kommen, wou kéint ee Mechanismus an der UNO ugefouert ginn. An dee wier ongläich méi wichteg a mengen Ae wéi elo d'Unerkennung, well do géif dann drastoen, dass an engem Zäitraum bis 2016 déi besate Gebidder vu Palästina net méi dierfte besat ginn, déi Gebidder, an dass een dann och bis 2016 misst zu engem Accord kommen.

Sou, fir déi Mécanique en marche ze kréien, ech hat Iech dat an der Kommissioun gesot, brauch een néng Stëmmen. Siwe Stëmmen huet Palästina doudsécher. Et gëtt dann op Europa gekuckt, virun allem op déi Länner aus der Europäescher Unioun, déi am Conseil de Sécurité sinn, fir déi zwou Stëmmen nach ze kréien. Do si mer nach net. Deen Text, dee vun de Jordanier nach ëmmer informell traitéiert gëtt, ass nach net an déi Mécanique do erabruecht ginn. Also ech mengen, mir sollten dat vläicht trotzdeem ofwaarden.

Dat Zweet ass, ech hu selwer am Oktober hei zu Lëtzebuerg am Conseil vun den europäesche Ministere gesot: „Och wa mer net kënnen eng gemeinsam Positioun hunn, mä kommt, mir probéieren trotzdeem emol ze gesinn: Wéi kënne mer dat koordinéieren an der Europäescher Unioun?" An Dir wësst, dass alleguerten déi Länner aus dem Osten Palästina unerkannt hunn an enger Zäit, wou d'Mauer nach stoung. Dir wësst och elo, wat fir Länner dass déi Décisioun geholl hunn, entweder an de Regierunge schonn oder och an hire Parlamenter: Dat geet vu Spuenien, da kënnt Frankräich, d'Belsch soll och kommen an esou weider.

Duerfir géif ech mengen awer, dass mer et och als Lëtzebuerger musse fäerdegbréngen a mam Parlament... - obschonn, ech mengen, d'Parlament wier dat Instrument, wat ech am meeschte géif gesinn -, dass wéinstens géif eng Invitatioun kënnen ausgeschafft ginn an enger Form, déi mer musse kucken dann zesummen, un d'Regierung, fir dass, wann de Moment komm ass, fir unzëerkennen, dann och kann unerkannt ginn. An dat ass et, mengen ech, wuer mer sollten hischaffen. Dat ass op jidde Fall meng Propositioun.

An der Regierung hu mer natierlech och eng Diskussioun doriwwer ze féieren. Dat maache mer och. A wa mer dat à tête reposée maachen - mir kënnen dat net hei aus der Hëft maachen -, dann, mengen ech, komme mer och hei am Parlament zu enger gudder Décisioun, déi och dann hëllefräich ass an der Saach.

Dann, Här President, wollt ech nach - fir net den Här Adam ze vergiessen an och déi aner Leit, déi geschwat hunn... Vläicht, Här Adam, wat mer gefall huet un Ärer Ried, dat ass déi Definitioun, déi Der ginn hutt vum Pazifismus. Effektiv, wann ee sëtzt - och als Vertrieder vun engem klenge Land - an der Europäescher Unioun an et gesäit een, wat geschitt ass am Mali, och an der Zentralafrikanescher Republik, wat geschitt ass mat IS, ech mengen, et gëtt ebe leider Situatiounen, wou mer och mussen d'accord sinn, dass een nëmme ka mat Force esou Barbarei stoppen!

Iwwert d'Flüchtlingspolitik an der Europäescher Unioun kréie mer bestëmmt nach Geleeënheet ze schwätzen. Iwwer Lëtzebuerg kréie mer elo direkt d'Geleeënheet, an ech géif wierklech och proposéieren an décidéieren - ech mengen, mir décidéieren dat -, dass mer aus der Flüchtlingspolitik während eisem zweete Semester 2015, wou mer d'Présidence hunn, dass mer dorauser eng absolut Prioritéit maachen, well et ass mënschlech gesi vun enger grousser Wichtegkeet.

Dann d'Madame Brasseur: Ech mengen, am ganze Joer elo, wou d'Madame Brasseur déi Fonctioun schonn huet, hu mer versicht, esou gutt wéi méiglech matenaner ze schaffen. Si huet mir gehollef, ech hunn hir gehollef. An ech sinn och iwwerzeegt, dass si als eng wichteg Perséinlechkeet am Conseil de l'Europe et fäerdegbréngt, fir dass een iwwert d'Commission de Venise vill méi no un d'Ukrain erukënnt, elo, wou dat neit Parlament do ass.

Ech mengen, dat wier eng grouss Hëllef, dass géif agesi ginn, dass een d'Dezentraliséierung an der Ukrain wierklech kéint mat der Commission de Venise, wat d'Verfassung ugeet, fäerdegbréngen an eventuell och déi méi grouss Autonomie fir déi Regiounen dann aus dem Donbass. Meng Hëllef op jidde Fall hutt Der doranner!

Bon, Här Kartheiser, ech hunn opmierksam nogelauschtert. Mä bei deem éischte Punkt vun der Kritik: Wat fir een Europa wëlle mer? Dat ass jo un eis, fir dat ze definéieren! Mir wëlle keen Europa vum Egoismus a mir wëllen och keen Europa vum Réckschrëtt. Also musse mer eis asetzen, fir dass mer de Kär vun deem, wat Europa ausmécht, fir dass mer dee verteidegen.

Wat Groussbritannien ugeet, dat stëmmt, dee Risiko ass do! Et wëllt kee Mënsch an der Europäescher Unioun, dass Groussbritannien austrëtt! Groussbritannien war net Membre fondateur vun der Europäescher Unioun! A mir si jo awer ukomm a mir hunn eis jo awer entwéckelt. Mä ech mengen, et wier fir d'Strategie, fir d'Taktik, fir d'Gewiicht vun der Europäescher Unioun net gutt, wa mer géifen England verléieren, Groussbritannien verléieren.

Allerdéngs - allerdéngs! - soen ech awer och ganz kloer, dass Groussbritannien net kann eis d'Messer op d'Broscht setzen a soen: „Entweder Dir akzeptéiert elo dës Reforme vum Traité oder mir ginn eiser Wee!" Ech géif nach mengen, dass d'Leit, wa se ofstëmmen - dat war jo och ähnlech bei Schottland -, wa se ofstëmmen - an och d'Influenz vun der City, déi jo awer och an England, also zu London ganz grouss ass -, dass ech net iwwerzeegt sinn, dass dee Vote onbedéngt negativ ausgeet.

An duerfir: De Cameron huet dee Wee do gewielt. Et huet keen an der Europäescher Unioun en ugestallt, dat doten ze maachen. Et ass säi Wee, deen e selwer sech virgeschriwwen huet. Mä ech mengen, kloer, mir mussen alles maachen, fir matzehëllefen, dass mer déi englesch Populatioun iwwerzeegen, fir dee Schrëtt do net ze maachen.

Wat a Frankräich géif geschéien, wann d'Le Pen géif President ginn, den Euro ewechgeheien an natierlech och déi xenophob Usiichten, déi si vertrëtt, do verteidegen, dat ass eng schwéier Fro, fir ze beäntwerten.

Wat geschitt an der Belsch? Wat geschitt an Italien? Ech mengen, et gëtt vill Onsécherheeten. Mä d'Europäesch Unioun hat ëmmer d'Kraaft duerch hir Institutiounen, mä virun allem awer och duerch de Kär vun deem, wat se duerstellt, si hat ëmmer d'Force, fir esou Challengen unzegoen. An ech ka mer net virstellen, dass, och am Intérêt vun deene Generatiounen, déi awer no eis kommen, mer d'Responsabilitéit géifen einfach op eis huelen, Europa deenen ze iwwerloossen, déi am Kär wëllen Europa futtimaachen. Europakritik muss et ginn, dat ass selbstverständlech. Mä Europa futtimaachen, wéi déi doten dat wëllen, do musse mer eis dergéint wieren!

Da vläicht nach: Also de Puschkin soll de Puschkin bleiwen. Ech mengen, ech weess net, wann do soll zu Miersch eng Statu ageweit ginn, wourun et do soll hänken. Dat hänkt op jidde Fall net un enger Décisioun, déi d'Regierung geholl huet. Ech mengen, wann dat soll gemaach ginn, da soll dat gemaach ginn!

Ech géif awer vläicht op eppes nach hiweisen, wat mer net däerfen ënnerschätzen: Russland war ëmmer e wichtege strategesche Partner vun der Europäescher Unioun. A wann ech soen „war", ass dat bewosst gesot. Vun deem Moment un, wéi Russland op déi Manéier, wéi et et gemaach huet, d'Krim accaparéiert huet, war et kee strategesche Partner méi fir d'Europäesch Unioun. Well wann d'Europäesch Unioun dat akzeptéiert hätt, hätt se jo alleguerten hir Wäerter an hir Usiicht vum internationale Recht iwwer Bord gehäit. Dat konnt net sinn!

Duerfir géif ech mengen, dass eis Politik muss an eng Richtung goen, dass mer op där Fro do absolut haart musse sinn, esou wéi mer haart waren op der Fro vu Georgien mat Südossetien a mat Abchasien. Duerfir géif ech mengen op jidde Fall, dass, wann een dat dote géif duerch-

goe loossen - an Dir hutt gesinn, wéi den Här Platzeck déi Fro jo an de Raum gestallt huet, wéi d'Reaktioune waren, net nëmmen an Däitschland, mä an der ganzer Europäescher Unioun -, domadder kann een net spillen! Wann een domadder spillt, da setzt een der Angscht, déi schonn d'Leit hunn, domadder setzt een nach eng drop. An dat wier eppes, wou ee wierklech dann awer déi Kraaft, déi de Stäerkeren huet, géif belounen, wann ee géif op esou e Wee goen.

Da fir ofzeschléissen nach den TTIP, Här Urbany: Ech mengen, mir misste probéieren - an ech soen dat elo net, well ech hei wëll priedegen -, mä vläicht ewechzekomme vun deene Préjugéen, déi bestinn. Ech si mat Iech d'accord - an ech war och a Sitzungen elo am Rot derbäi -, dass et ganz grouss Froe gëtt, firwat dass een deen TTIP wëllt a firwat dass een deen TTIP brauch. Mä mir musse wëssen als Land: 80% vun deem, wat mer hei produzéieren, oder 80% vun de Servicer, déi mer hei kreéieren, musse mer exportéieren, fir kënnen ze liewen, soss... 80%, an der Europäescher Unioun ass et e wéineg manner an der Moyenne. Dat ass immens vill!

An duerfir, Lëtzebuerg war ëmmer e Land an de leschte Jorzéngten, dat op e Welthandel gesat huet, deen oppen ass, wou et keng Barriere gëtt. Duerfir géif ech mengen, dass een, fir dat ze verteidegen, och derfir antriede muss, dass déi héich Standarden, déi mer hunn, ob dat Standarde si vum Verbraucherrecht, ob et Standarde si vun der Ekologie, ob et Standarde sinn natierlech och vum sozialen Niveau, dass mer déi héichhalen, déi verteidegen an esou Accorden, anstatt dass mer se vun aneren imposéiert kréien, wa mer net derbäi sinn.

Mir däerfen net mengen, dass de Welthandel iergendeng aner Nues géif kréien, wa beim TTIP, wann do d'Dier muer zougeschloe gëtt! Da sinn anerer, déi eis imposéieren, wéi dann de Welthandel organiséiert gëtt. An do musse mer a mengen Ae versichen, och mat de Gewerkschaften a mat den ONGen, vläicht ass et eng Kéier méiglech...

Ech weess, dat ass alles vermasselt ginn duerch déi Ontransparenz, ech weess dat! Ech si mer däers och bewosst. Mä do hu mer jo och als Lëtzebuerg e groussen Effort gemaach, fir eis anzesetzen, och an deem Bréif, dass mer wëllen, dass d'Mandat publizéiert gëtt. D'Mandat ass publizéiert! Mä nach ëmmer, wann een iwerall hikënnt, héiert een: „D'Mandat ass nach ëmmer geheim." Neen! D'Mandat steet um Internet! Et kann een et um Internet liesen.

An duerfir: Kommt, mir probéieren och emol, vläicht an engem rouege Gespréich, och hei an der Chamber, et fäerdegzebréngen, fir vläicht deen TTIP - an och TiSA ass ähnlech -, fir dat e wéineg ënner engem anere Wénkel ze gesinn!

Sou, domadder halen ech op, Här President. Ech wëll awer net ophalen, nach ee Saz un den Här Mosar: Also, Aussepolitik ass eng ganz eescht Saach. An ech probéieren och ëmmer, eescht ze sinn. Mä erlaabt mer, dass ech net all Moie mäin Humor muss an d'Bréifkëscht geheien!

Merci!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn nach eng Wuertmeldung...

(Interruption)

Duerno?

(Interruption)

Ma, mir si konfrontéiert mat der Motioun, déi vum Här Urbany abruecht ginn ass, wou de Minister och eng kloer Propos gemaach huet. Mä ech wollt fir d'Éischt emol froen, ob zu der Motioun Wuertmeldunge sinn. Den Här Kartheiser hat et virdrun ugekënnegt.

Den Här Mosar. Da géif ech ufänke mam Här Mosar.

Motion 1

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech hat et scho virdrun a menger Interventioun gesot: Mir sinn am Prinzip d'accord mat enger Unerkennung vun engem autonome palästinensesche Stat. Mir hunn allerdéngs Problemer, datt een dat elo soll an engem Alleingang maachen.

Mä ech fannen déi Propositioun, déi den Ausseminister elo gemaach huet, fir emol déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun ze verweisen, och emol eng Kéier intensiv driwwer ze diskutéieren an och elo emol ofzewaarden, wat um Niveau vum Conseil de Sécurité do geschitt, dat fënnt eist Verständnis, soudatt mir och kënne mat där Propositioun d'accord sinn.

Ech wollt awer vläicht nach eppes dem Ausseminister soen - well e virdru gesot huet, dat do wären effektiv Décisiounen, déi um Niveau vun den nationale Regierunge geholl ginn, wat richteg ass -, datt am Moment eng Diskussioun leeft am Europaparlament iwwer genau déiselwecht Fro an datt anscheinend d'Europaparlament elo an der éischter Dezemberwoch och doriwwer wäert e Vote huelen, soudatt ech awer dat net oninteressant fannen, och elo emol ofzewaarden, wat do d'Attitüd vum Europaparlament dann a senger Majoritéit par rapport zu där doter Propositioun ass.

Ech wollt awer och nach dem Här Ausseminister soen, en huet zu Recht ënnerstrach, datt an England, obschonn d'Parlament do esou eng Motioun gestëmmt huet, déi englesch Regierung dergéint ass.

Ech hunn och elo esou eppes Ähnleches gelies vun Ärem Kolleeg, dem Här Fabius, deen och net kloer gesot huet, wann déi franséisch Assemblée nationale esou eng Motioun oder déiselwecht Motioun an hirer grousser Majoritéit géif stëmmen, datt déi franséisch Regierung sech doduerch gehale géif fannen (veuillez lire: gebonne géif fillen).

Duerfir, mengen ech, soll een do virsiichteg sinn. An effektiv, d'Meenunge vun de Parlamenter sinn net ëmmer do déiselwecht wéi d'Meenunge vun de Regierungen, souguer wann et sech ëm déiselwecht Majoritéit handelt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, däerf ech just ee Wuert dorobber äntwerten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wär et net méi einfach, Här Ausseminister, wa mer den Tour géife maachen an Dir géift da gruppéiert nach eng Kéier äntwerten?

Ech hunn dann d'Wuertmeldung vum Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech der Propositioun vum Minister un. Ech als President vun der Kommissioun wäert mech och engagéieren, dass mer schnellstméiglech en Datum fanne mam Minister an och mam Vertrieder vun deene Lénken, deen Auteur ass vun där Motioun.

Ech sinn och frou, elo ze héieren, dass den Här Mosar och bereet ass an dass do zesummegeschafft gëtt, well ech mengen, wat mer méi e Konsensus kréie ronderëm esou eng Resolutioun (veuillez lire: Motioun), wat dat och besser wär. Duerfir freeën ech mech, dass mer elo an der Kommissioun eng Diskussioun doriwwer wäerte kréien.

Mir waarden dann och of, wat de Minister seet, wat um Niveau vun de Vereenten Natioune geschitt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech menge Virriedner un. Ech mengen, déi Motioun hei verdéngt et, datt mer déi an der Kommissioun méi en détail analyséieren an och do dann nach en Austausch hu mam Minister, vläicht och mat anere Leit nach, fir eis e kloert Bild ze maachen an dann ze kucken, wéi mer do wäerte virufueren. Also, mir ënnerstëtzen och dat, wat virdru gesot ginn ass, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen an dann doriwwer ze diskutéieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. Den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir schéngen eis jo am Uleies zimlech eens ze sinn, mat der Ausnahm vun enger politescher Gruppéierung. Ech verstinn d'Iwwerleeung vum Minister. Ech hätt och e bëssen e Problem, fir eng Motioun tel quel, wéi se vun engem anere Parlament ass, elo hei duerchzewénken, soudatt ech dat eng gutt Iddi fannen, fir dat an der Kommissioun eng Kéier ze diskutéieren.

De President seet, e wéilt och deen Dossier net schleefe loossen. Dat fanne mer gutt. Duerfir eis Ënnerstëtzung fir déi Iddi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Ech mengen, datt mer eis alleguer heibannen eens sinn, datt mer Palästina sollten unerkennen. Fir eis ass awer just dat en normaalt Resultat vun enger ofgeschlossener Friddensverhandlung tëschent Israel an de Vertrieder vum palästinensesche Vollek.

Mir wëllen do net virun den Zuch (veuillez lire: virun de Won) lafen. Ech mengen, et gëtt en Ableck fir d'Unerkennung, an deen ass an eisen Aen elo net komm. Mä dat sinn esou Saachen, déi mer mussen an der Chamberskommissioun diskutéieren. A mir si frou, eis kënnen där Propositioun unzeschléissen. Mir huelen och un, datt, wann deen Text dann hei an d'Chamber zréckkënnt, mer alleguer Geleeënheet kréien, wierklech um Fong vun der Fro och hei kënnen ëffentlech ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Auteur vun der Motioun ass domat och…?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech opposéiere mech natierlech net engem rouegen Débat doriwwer an der Kommissioun. Ech hätt léiwer gehat, mir hätte relativ séier kënnen zu enger Konklusioun kommen, wat jo net heescht, dat wëll ech nach eng Kéier betounen, dass mer d'Regierung domat opfuerderen, direkt Palästina unzëerkennen.

Mir sinn eis selbstverständlech bewosst, dass et d'Aufgab ass vun der Regierung, fir dat ze maachen, an och, fir de gëeegnete Moment derfir ze fannen. Och wa mer fannen, dass dee gëeegnete Moment do wier, mengen ech, ass et leschten Enns d'Décisioun vun der Regierung, fir esou eppes ze maachen.

Iwwregens, mengen ech, an England ass näischt aneschters décidéiert ginn. A Spuenien, mengen ech, soll och näischt aneschters décidéiert ginn. Et ass ebe just, mengen ech, a Schweden, wou formell elo schonn d'Regierung e Beschloss geholl huet an déi Richtung. Duerfir sinn ech d'accord, dass dat selbstverständlech un d'Kommissioun soll verwise ginn.

Ech fannen awer, et soll méiglechst séier dann en Débat hei kënne stattfannen, dëst Joer nach, iwwert déi wichteg Fro do, nodeem e virbereet ginn ass an der Kommissioun. Bis dohinner wäerte jo aner Parlamenter och schonn Initiative geholl hunn. Si si jo hei opgezielt ginn.

Ech hätt léiwer gehat, Lëtzebuerg wier selwer autonom, hätt déi Décisioun elo scho geholl. Mä dann diskutéiere mer fir d'Éischt an der Kommissioun doriwwer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech géif dann och nach dem Ausseminister d'Wuert ginn, fir op déi verschidden Interventiounen ze reagéieren.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wollt kuerz dorop reagéieren.

Verfassungsrechtlech gesinn ass et esou, dass selbstverständlech, ech hunn dat douewe gesot, d'Chamber d'Regierung just kéint invitéieren, awer net soen, wéini dass dat geschitt; dat ass der Regierung hir Kompetenz. Ech mengen, dat ass och dat, wat den Här Fabius, de franséischen Ausseminister, op France Inter gesot huet. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. Et wier dann domat décidéiert, mam Accord vun der gesamter Chamber, fir d'Motioun un d'aussen- an d'europapolitesch Kommissioun ze verweisen, mam Engagement och vum President, dass dat schnell wäert zur Diskussioun kommen.

Merci. Domat hätte mer déi Debatt hei ofgeschloss. An ech hat eng Wuertmeldung vum Här Wolter, zu…?

4. Programmation des réunions de commission

M. Michel Wolter *(CSV).*- Zu der Aart a Weis, wéi mer als Chamber fonctionnéieren. Mir hunn e Problem als Fraktioun, dee mer schonn e puermol opgeworf hunn a wéinst deem mer eis wollten un Iech elo wennen.

An zwar ass et esou, dass mer Problemer hunn, notamment an der Finanzkommissioun, wat d'Ofhale vun de Sitzungen ubelaangt. Et ass esou, dass an deene leschte Woche ganz vill Sitzunge ganz kuerzfristeg gewiesselt si ginn. Zum Beispill hu mer dës Woch gesot kritt, et wier dës Woch keng Sitzung, well d'Regierung jo nach amgaange wier, mat de Sozialpartner ze diskutéieren. Mir droen eis dat dann an eis Calepinen an a ginn dann am Laf vun haut, an eisem spezifesche Fall, elo am Laf vum Nomëtteg gewuer, dass fir muer de Moien ëm aacht Auer eng Finanzkommissioun aberuff ginn ass. Haut!

Ech verstinn an ech sinn och domadder d'accord, dass déi Finanzkommissioun ass, well de Finanzminister iwwer eng Rei vun Evolutiounen an engem Dossier, dee Lëtzebuerg ugeet, mat der Finanzkommissioun wëllt diskutéieren. A wann de Finanzminister wëllt an d'Finanzkommissioun kommen, da fannen ech dat gutt.

Mä et war fréier esou, dass, wa kuerzfristeg Réuniounen entweder geännert gi sinn oder, wéi hei, convoquéiert gi sinn, de President vun der Finanzkommissioun dat deenen anere Fraktioune matgedeelt huet, soudass déi sech konnte riichten.

Mir sëtzen net de ganzen Dag virum Computer, fir ze kucken, ob eng Kommissiounssitzung aberuff ginn ass. Ech mengen, et sinn zwou Saachen: Entweder mir ginn doriwwer informéiert, wa kuerzfristeg eng Réunioun aberuff gëtt, dass se aberuff gëtt, fir dass mir et kënne maachen. Oder ech froen nach eng Kéier am Numm vun eiser Fraktioun dee Modus Vivendi, dee mer an der leschter Finanzkommissioun gefrot haten, dass mer zumindest en SMS da kréien, fir ze soen: Et ass eng Sitzung.

Et ass relativ schwéier, sech ze organiséieren, wa wierklech manner wéi 24 Stonnen en avance Sitzunge festgeluecht ginn, ouni, an ech wëll dat wierklech soen, ouni dass mir als Fraktiounen doriwwer informéiert ginn. An ech fannen, dass et och eng Saach vu Kollegialitéit, vun elementarer Kollegialitéit ass, dass, wann een dat mécht, een déi aner Fraktiounen doriwwer informéiert.

Well dat awer elo net déi éischte Kéier ass, mir haten de Sujet schonn an der Finanzkommissioun, hunn ech mer erlaabt, et dës Kéier an de Plenum ze bréngen, andeem ech Iech, Här President, géif bieden, bei deem zoustännege President vun där Kommissioun ze intervenéieren, dass en d'Oppositioun - an eisem Fall -, d'Oppositioun esou respektéiert, wéi se dat verdéngt huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wolter. Ech ginn da vläicht dem President d'Geleeënheet, fir ze reagéieren, awer direkt mat dem Engagement vu mir - mir hu muer och Conférence des Présidents, an dat ass eng Fro, déi selbstverständlech och…

(Interruption)

Jo, voilà. Et ass do, wou déi dote Fro higehéiert.

Une voix.- Gitt dem Här Berger nach d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Deputéierte Wolter hätt natierlech och kënnen d'Urgence invoquéieren oder, oder, oder. Mä et gehéiert selbstverständlech an d'Conférence des Présidents. Ech ginn awer nach, vu dass de President ugeschwat ass an hien de Fait personnel kéint invoquéieren, ginn ech em…

Plusieurs voix.- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech maachen de Geck.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- …et ass wierklech kee Fait personnel. Ech mengen, ech wëll einfach e puer Erklärungen nach ginn.

Fir d'Éischt emol ginn ech Iech ganz recht, datt dat do eppes ass, wat an d'Conférence des Présidents gehéiert, fir dat ze beschwätzen. Ech wëll einfach nëmme soen, datt effektiv zwou Finanzkommissiounen, déi dës Woch ugesat waren, bei deenen et ëm den Zukunftspak an de Budget geet, datt déi aus deene bekannten Ursaachen op d'nächst Woch verluecht gi sinn, wouriwwer och all d'Membere vun der Kommissioun, well dat effektiv relativ kuerzfristeg war, per Mail, individuelle Mail informéiert gi sinn.

Déi aner Kommissioun, déi op Wonsch vum Minister festgeluecht ginn ass, well deen a sengem Agenda keng aner Méiglechkeeten hat an awer och fonnt huet, datt et wichteg wär, fir d'Kommissioun ëmmer um leschte Stand ze halen, well mer an deene leschte Wochen déi eng oder aner Kéier awer grad vun der Oppositioun oft gefrot si ginn, fir kuerzfristeg Réunioune festzeleeën, datt mer dat gemaach hunn, (veuillez lire: wat mer da gemaach hunn), déi stoung och schonn haut de Moien um Courrier électronique um hallwer néng oder um aacht Auer, soudatt een dovunner ausgeet, datt dat elo net an enger Stonn, also, datt dat net ganz kuerzfristeg ass.

Mä nach, ech mengen, datt do mat Zäit informéiert gi war, sief et iwwer Mail oder Courrier électronique. Mä nach hu mir awer kee Problem, fir datt dann an Zukunft e System iwwer SMS eventuell soll agefouert ginn. Dat kënne mer och roueg maachen.

Mä nach eng Kéier hei déi puer Explikatiounen, firwat dat esou ass. An effektiv soll een dann an der Conférence des Présidents déi dote Froen nach eng Kéier en détail diskutéieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci. Mat just der Bemierkung, dass et

wichteg ass, op d'Agenda vum Minister Rücksicht ze huelen. Encore faut-il, dass d'Chamberskolleegen à même sinn, fir dann och kënnen dozesinn. Dat gesot, mengen ech, huet jiddweree festgestallt, dass dat an d'Conférence des Présidents gehéiert an och dohinnerkënnt. Merci.

Da géife mer zum leschte Punkt iwwergoe vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro, Question élargie, vum Här Claude Adam un den Här Aussen- an Immigratiounsminister iwwert d'Fro vun de Flüchtlingen an den Demandeurs vun internationalem Schutz. De Froesteller huet fënnef Minutten. Den Här Minister huet zéng Minutten, fir dorop ze äntwerten. An den Här Adam huet d'Wuert.

5. Question élargie n°3 de M. Claude Adam sur les réfugiés et les demandeurs de protection internationale

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Här Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, eigentlech passt déi Fro gutt zu där Debatt, déi mer elo haten. Mir waren eis alleguerten eens, vill hunn ugefaangen: „D'Welt steet op der Kopp." Mir hu vu Konfliktherden a vu Krisen op der ganzer Welt geschwat: Syrien, Irak, mä awer och Ukrain, Aserbaidschan. Dat bréngt mat sech - dann zitéieren ech mech selwer aus menger Ried: „Migratioun ass et nach ëmmer ginn, et wäert se och an Zukunft ginn. An et ass ëmmer eng Bewegung fort, fort vu Misär, fort vu Krich a Leed."

Et ass awer och esou - an da komme mer zu Lëtzebuerg un: Déi meescht Leit komme bei eis net aus deene Krisegebidder, déi ech elo grad opgezielt hunn, déi meescht kommen nach ëmmer aus dem Balkan, Bosnien-Herzegowina, Montenegro, Serbien, Albanien, Kosovo. Et kommen der och vum afrikanesche Kontinent, zwar schonn däitlech manner.

Mir haten - an dat war e bëssen den Ausléiser, firwat datt ech déi Fro gestallt hunn - an Däitschland eng relativ…, bon, eng importent Diskussioun iwwert déi Bewegungen, déi op Däitschland zoukommen. Mir wëssen, datt Däitschland a Schweden am Moment de Gros vun de Flüchtlingen ophuelen.

Zënterhier datt ech d'Fro gestallt hat de 7. Oktober, hunn och zwou Kolleeginne sech mat enger Fro zu Wuert gemellt, wat ech begréissen. Ech mengen, et ass wierklech e Sujet, deen interessant ass an deen och net just ee soll interesséieren, mä eis alleguer.

Ech stellen déi Froen. Här Minister, ech hunn lech se schréftlech eraginn. Et sinn eigentlech zwee Voleten. Deen ee Volet ass: Wou sti mer? Wat ass geschitt? An deen anere Volet geet dann éischter an d'Zukunft: Wat kënnt op eis zou? Wéi wëlle mer reagéieren?

Ech hu gefrot: Wéi war d'Evolutioun vun den Zuele vun de Leit, déi eng Protection internationale gefrot hunn? Wéi war d'Unerkennung? Wéi war de Refus? Wéi ass et mat dem fräiwëllegen Zréckgoen? Wéi ass et mat dem onfräiwëllegen Zréckgoen? Wéi laang daueren déi Prozeduren? A rechent d'Regierung dann domat, grad wéi ech mat menger Fro och, datt déi Zuel vun den Demanden eropgeet?

Meng zweet Fro war dorëm gaangen: Mir haten 2011, wéi mer esou eng Flüchtlingswell haten, festgestallt, datt eis Strukturen net géifen duergoen. Du ware vill Diskussiounen. Et war driwwer geschwat ginn, fir d'Gemenge méi mat anzebezéien. An dann ass eben elo meng Fro: Wann dann elo esou eng Flüchtlingswell kéim, si mer da besser preparéiert, wéi mer dat ware virun e puer Joer?

Dir mierkt alleguer, meng Froe gi ganz vill op Zuelen hin. Et si Statistiken, déi ech froen. Mä ech wëll awer och e bësselchen de mënschlechen Aspekt vun där ganzer Geschicht mat abréngen, well d'Fro vum Asyl ass och eng ganz mënschlech, an hannert deene Chiffere verstoppe sech och Schicksaler vu Leit.

Ech hunn a menger Fonctioun och vu mengem fréiere Beruff hier relativ vill Kontakter zu Schoulen. Ech war viru Kuerzem nach an engem Lycée technique, deen eng francophone Filière huet. En huet eng francophone Filière, dat erkläert wahrscheinlech, firwat datt d'Zuelen esou héich sinn. Déi hu mer erzielt, datt se am Juni 2013 107 Schüler haten, déi Demandeurs vun der Protection internationale waren. A si hu mer gesot, datt se nach bis elo 90 Schüler an hirem Lycée hunn, déi ënnert deem Statut do waren. Dat sinn der immens vill. An déi Zuel wäert dann och nach eropgoen am Laf vum Joer.

Déi Kanner kommen aus allen Ecker vum Land. Deelweis komme se aus dem Éislek. Déi mussen also ganz wäit fueren. Am Prinzip sinn déi Kanner och alleguerte pünktlech do. Do sinn der, déi stinn um fënnef Auer op, fir kënnen an hir Schoul ze kommen. An déi hu mech dann och drop higewisen, datt déi Situatiounen heiansdo wierklech schwiereg sinn. Wa se déboutéiert sinn, da kommen d'Suen och net méi un.

Ech kommen awer och op déi positiv Aspekter, déi mer hunn hei zu Lëtzebuerg, och an deem do Kader. Mir hunn eng Obligation scolaire fir all Kand, fir all Jugendlechen. A mir ginn eis Méi, an dat gëtt och allgemeng unerkannt, an ech fannen dat extrem wichteg. D'Schoulflicht ass wichteg a richteg. An ech fannen et duerfir och richteg, datt mer keng Kanner méi aus Schoulen eraushuelen, wou se an der Schoul sinn. Mir kënne se net engersäits an d'Schoul schécken an da se do… Fir verschidde Schüler ass dat eng ganz schwiereg Situatioun. Déi wëssen, datt se déboutéiert sinn. Déi schläichen an d'Schoul a si schläichen aus der Schoul erëm heem.

An ech hunn dann och en anert Beispill aus enger Nopeschgemeng vu mir. Et ass dës Kéier eng Famill, eng albanesch Famill, déi och déboutéiert ginn ass. An ech hunn net méi spéit wéi de Moie vun engem Kolleeg Schoulmeeschter aus där Schoul en SMS kritt: „D'Kanner feelen an der Schoul. De Moie ware Policeautoe bei hinnen. Elo gëtt et zwou Méiglechkeeten, entweder si musse fortgoen oder si hu sech verstoppt."

Här Minister, mir haten dat kuerz ugeschwat. Dir hutt och do Donnéeën, wat wierklech an der aktueller Situatioun steet. Vläicht kéint Der eis och do nach déi eng oder aner Informatioun doriwwer ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An den Ausseminister (veuillez lire: de Minister fir d'Immigratioun an den Asyl) huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, ech wollt lech soen, no zéng Minutte stoppt Der mech dann, mä ech sinn net sécher, dass ech alles da beäntwert kréien. Da musse mer kucken, wéi mer dat maachen.

Bon, dat Éischt, dat ass: Wéi presentéiert sech d'Entwécklung vun den Demandeurs de protection internationale?

Dat war jo dat, domadder fänke mer un. Also d'Rekordjore waren 2011 an 2012. Do louch déi Zuel bei 2.171 Leit, déi komm sinn, respektiv bei 2.057. An déi Zuele sinn d'lescht Joer erofgaangen. D'lescht Joer koumen 1.070 Leit uklappen. An dëst Joer, bis den 31. Oktober, sinn et der 894. Bon, nei Demandeuren also, déi bei eis an d'Land komm sinn. Par rapport zu den Zuelen aus de Jore virun 2011 bleift dat awer nach ëmmer zimlech héich.

Also - an dat ass e wichtege Punkt vläicht och, Här President: An der Europäescher Unioun läit eist Land momentan un drëtter Plaz, wat d'Zuel vun Demandeure par rapport zu der Gesamtbevëlkerung ubelaangt, hanner Schweden a Malta. Bon, et muss ee feststellen, dass an deene leschte Wochen, leschte Méint d'Zuelen erëm an d'Luucht ginn. Vill vun de Persounen oder eng grouss Majoritéit, Dir wësst dat, kommen aus de Länner vum Balkan. Mä mir gesinn elo och, ëmmer méi Leit kommen aus Syrien an Eritrea, fir Iech ee Beispill ze ginn.

Déi zweet Fro ass: Wéi presentéiert sech d'Entwécklung vun den Unerkennungen a vun de Refusen?

Bon, wat d'Zuel elo vun den Unerkennungen ugeet, gëtt et ee kloren Trend no uewen. Dat ass domat ze erklären, dass während den Afflux-Joren '11 an '12 d'Demanden aus de Balkanlänner d'Prioritéit haten, well dat der esou vill waren. An an der grousser Majoritéit ass do eng Procédure accélérée ugewannt ginn. Bon, do war den Délai ongeféier plus ou moins sechs Méint.

An deenen allermeeschte Fäll gouf eng negativ Décisioun geholl duerch d'Geriichter. Dossieren, déi méi komplex waren an déi méi eng schwiereg Recherche iwwert d'Heemechtsläner benéidegt hunn, sinn an deene Jore leie bliwwen. Also, während deene Jore kruten nëmme 44 respektiv 58 Leit de Flüchtlingsstatut unerkannt.

Elo kënnt de Service des réfugiés bei eis nees éischter dozou, Dossieren aus aneren Äerddeeler, also Netbalkanlänner, ze traitéieren. An d'Zuel vun de positiven Décisiounen iwwert d'Unerkennung vum Statut ass am Joer 2013 dunn op 130 eropgaangen, huet sech praktesch verduebelt, a läit an dësem Joer, bis elo, bei 99 Persounen. An dat nämlecht kann een och soe bei der Protection subsidiaire.

Bon, aus deemselwechte Grond ass bei de Refusen d'Tendenz inverséiert. An de Joren '11 an '12 hunn 2.599 Persounen eng negativ Décisioun kritt. An an deene leschten zwee Joren ass déi zréckgaangen dunn op 1.487.

Ech wëll och betounen, dass Lëtzebuerg an der Vergaangenheet, Dir wësst dat, seng Responsabilitéit geholl huet. Mir hunn 30 Leit an enger éischter Phas jo syresch Flüchtlingen aus Jordanien opgeholl. A mir sinn elo amgaange mam UNHCR, fir 30 syresch Flüchtlingen aus der Türkei op Lëtzebuerg ze huelen.

Wéi presentéiert sech - dat ass déi drëtt Fro - d'Entwécklung um Niveau vun de Retouren, fräiwëlleg a forcéiert Retoure vun deene Leit, déi déboutéiert sinn?

Bon, et muss ee jo wëssen, dass mam Réckgang vun deem groussen Afflux vun Demanden och d'Zuel vun de fräiwëllege Retoure selbstverständlech erofgaangen ass. 2.058 Persoune sinn an de Joren '11 an '12 fräiwëlleg heemgaangen. Déi allermeescht dovunner ware Leit vum Balkan. An de Joren '13 a '14 waren dat der nëmme méi 975, déi fräiwëlleg zréckgaange sinn. Déi meescht vun deene Leit waren Demandeurs de protection internationale, nëmmen ee klengen Deel waren illegal um Territoire.

Bei de Retouren, do ass et schwéier, eng kloer Tendenz, also bei de Retours forcés ass et schwéier, eng Tendenz erauszeschielen. Et waren am Joer 2012 124 Persounen, déi hu missen duerch ee forcéierte Retour heemgefouert ginn. Et waren der 2013 96. An dëst Joer sinn et 96 Persounen och, bis elo den Oktober. An déi meescht vun deene 96, dat sinn der 83, waren déboutéiert Demandeurs de protection internationale.

Also an der Moyenne, dat hutt Der jo och gefrot, brauch de Service néng Méint bis dass an éischter Instanz, wat elo um Niveau vum Ministère geschitt, do d'Décisioun geholl ass. 2013 waren dat zéng Méint an 2012 louch déi Dauer bei siwe Méint. Dat ass och erëm ze erklären, well am Joer 2012 vill Dossieren nom Afflux an enger Procédure accélérée, wéi ech scho gesot hunn, traitéiert gi sinn.

An deenen zwee leschte Jore sinn d'Dossieren ëmmer méi komplex ginn. D'Prise de décision erfuerdert da vill méi Recherchen, well de Pays d'origine een aneren ass. Dat kann, wéi ech scho gesot hunn, Somalia sinn, et kann Eritrea sinn, et ka Syrien sinn an esou weider.

D'Dauer vun där ganzer Prozedur, dat heescht, bis d'Persoun onglécklecherweis dann déboutéiert ass, läit haut an der Moyenne bei 20 Méint. Bon, dat ware 16 Méint 2013. Et waren aacht Méint am Joer 2012, erëm déi nämlecht Ursaach wéi virdrun. Dëst ass an deene meeschte Fäll dann no der Procédure contagieuse (veuillez lire: Procédure contentieuse), also nodeems all Recoursen administrativer Natur ofgeschloss sinn.

Nächst Fro ass: Gesäit d'Regierung een Uklamme vun de Flüchtlingszuelen zu Lëtzebuerg viraus?

Also, Dir hutt et selwer gesot, de Moment si 50 Milliounen op der Flucht op der Welt. Dat ass d'Zuel vun der UNHCR. Den UNO-Flüchtlingskommissariat rechent mat enger Zuel vun zwou Millioune potenzielle Flüchtlingen, déi aus hirem Land fortginn an déi déi europäesch Staten upeilen, also do wëllen hikommen.

Ech mengen, d'Madame Nancy Arendt hat mer eng Fro gestallt doriwwer. Et kann een haut festhalen, dass 50% vun deene Leit, déi an Europa kommen, 50% a Schweden an an Däitschland ginn. Duerfir och déi Debatt, déi eng Kéier muss kommen iwwert d'Quoten.

Sou, da wëll ech Iech nach soen… Ah neen, dat war do alles. Jo.

Lëtzebuerg, déi nächst Fro, duerch déi grouss Unzuel vun Demandeuren am Joer 2011 iwwerfuerdert, sinn déi kompetent Autoritéiten haut besser preparéiert, fir esou ee Peak ze géréieren?

Bon, do muss ee soen, dass d'Regierung direkt am Joer 2011 reagéiert huet. Den Nicolas Schmit, mäi Virgänger, huet sech dunn agesat, fir dem Service des réfugiés emol fir d'Éischt zousätzlecht Personal zur Verfügung ze stellen. Déi Leit sinn du ganz séier och forméiert gi vum europäesche Büro fir Asylfroen. Dat ass EASO. Dat war am Wanter 2012. Well déi Leit musse jo kompetent sinn, wa se déi Aufgab maachen.

Mir däerfen awer och haut net auswäichen. An ech mengen, mir mussen och haut wëssen, dass am Service des réfugiés weider mussen an Zukunft och nei Moyenen zur Verfügung gestallt ginn.

Et ass och net einfach, ech mengen, Här President, dat verstitt Der, fir motivéiert Leit fir esou eng Aarbecht ze fannen. Zemools déi, déi op de Retoure schaffen, dat ass emotionell an och psychesch net einfach fir déi Leit. Do hëlt een Décisiounen iwwert d'Existenz vun de Mënschen. Mir probéieren also do am Ministère, och deem Rechnung ze droen. An dass Leit kënnen am Ministère dann och échangéiert ginn, dass se aner Tâchë kréien am Kader vum Service vun der Immigratioun. Dat ass an deene leschte Jore gemaach ginn, dat gëtt och esou weidergemaach. Well et packt keen dat jorelaang, fir déi nämlecht Décisiounen, wéi gesot, wou et ëm Mënsche geet, ze huelen.

Ech géif och nach vläicht soen, dass, jo, déi aner Fro, déi Der stellt, déi lescht Fro, dat ass vum OLAI. Dir wësst, dass do d'Madame Cahen jo eigentlech responsabel ass, mä mir hunn do mat hir geschwat, mat hire Servicer geschwat.

Also de Moment hu mer eng 60 Strukturen, an deene kënne maximal 2.300 Demandeuren opgeholl ginn. Do ass en Opruff gemaach gi vun de Gemengen…, also un d'Gemengen 2012, wat den Här Spautz nach gutt weess, fir de Stat ze ënnerstëtzen. An do hu mer eng 20 Gemengen, déi der Regierung deemools eng Äntwert ginn hunn.

De Moment gëtt et a 14 Gemengenhaiser Plaz fir ongeféier 127 Demandeurs, dat ass de Stand, wéi et elo ass. 300 bis 500 zousätzlech Plazen, seet den OLAI, sinn an aacht verschiddene Strukturen duerch d'Land virgesinn, déi an der Moyenne da 40 Leit kënnen ophuelen. An dann, fir ee méiglechen Afflux massiv kënne beschtméiglech ze géréieren, huet de Familljeministère och Gespréicher elo gefouert mam Syvicol. An een Aarbechtsgrupp ass agesat ginn, mat Stats- a mat Gemengevertrieder, ass an d'Liewe geruff ginn.

Bon, loosse mer nach, wann Der mer nach eng Minutt gitt, Här President, fir déi lescht Fro, dat ass vläicht déi schwéierst, awer och…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- …déi, wou Der sot, wou et ëm d'Schicksal vun de Leit geet. Mä et gëtt keng Asylpolitik ouni Retouren! Gëtt et net. Leider. A mir mussen awer wëssen, dass zu Lëtzebuerg mer extrem de Leit do entgéintkommen. Wa se déboutéiert sinn, da kréie se Bescheed gesot. Si kréie jo eng Ufro gemaach, dass souguer se Hëllef kréien, wa se zréckginn.

Bon, et ass e Fait, dass am Summer, well mir hunn eis ewech dervu beweegt, fir dass dat am Wanter geschitt. Dat soll am Summer geschéien. Mä mir musse wëssen, dass am Summer déi Leit net ëmmer da prett sinn, fir dee Schratt ze maachen. An, bon, da kënnt et, wéi et muss kommen, wéi et och an allen anere

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

Länner kënnt, dass da Retoure mussen organiséiert ginn ausserhalb och vun dem Summer a virun allem vun der Vakanzenzäit.

Ech wëll hei och soen, dass d'ASTI bei mer war an dass mer zum Beispill och, wa jonk Leit am leschte Joer sinn, fir hir Studie färdeg ze maachen, dass mer dat och selbstverständlech unhuelen. Ech soen, selbstverständlech, mir huelen dat un. Dat kënnen natierlech elo keng dräi, véier Joer sinn. Mä mir huelen dat un. An ech mengen, do hu mer eng gewëssen, och eis Leit alleguerten, automatesch hu se e Reflex, an ech hoffen, dass mer do och kënnen zu enger Konklusioun da kommen an deene meeschte Fäll, fir dann net deen Aschnëtt ze maachen.

Allerdéngs elo, ech mengen, dat ass elo muer, do sinn eng aacht Familljen, et ass och e Jonggesell drënner, opgefuerdert ginn, fir ze goen. Do kéint sech elo de Fall presentéieren, dass eng Famill, déi véier Kanner huet, wou dann am leschte Moment eent vun deene Kanner verschwënnt, an da musse mer eng Décisioun huelen. An da kéint d'Décisioun zum Beispill déi sinn, dass mer de Papp mat deenen zwee anere Kanner, dass déi ebe fortginn, an dass d'Mamm heibleift, fir bei deem Kand ze sinn, wann dat erëm do ass.

Also et ass effektiv, d'Retouren, dat ass keng einfach Affär. Mä mir musse wëssen, dass dat heite Leit sinn, déi elo zréckgefouert ginn, aus Albanien, aus Montenegro, zwee Länner, déi an der NATO sinn. Zwee Länner, déi och de Statut hunn, fir dass se kënnen an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn. An ech mengen, et muss een awer och heiansdo, wann ech däerf vun hei een Appell maachen un d'Elteren, an esou enger Situatioun, dass si awer och eng Responsabilitéit vis-à-vis vun hirem Land hunn an och vis-à-vis vun hire Kanner hunn.

Déi Kanner hunn hei eppes geléiert an dee Schratt, fir fortzegoen, ass immens schwéier. Dat ass kloer. Och fir d'Schoul, an ech verstinn dat alles. Mä et ass jo awer kee Liewen, fir am Mariendall do ze hänken oder ech weess net wou, oder op der Simmerschmelz, an do a geschlossene Raim dohinzeliewen, ouni dass een awer kann, mengen ech, dat maachen, wat misst gemaach ginn, fir hiert Land, wou se gebraucht ginn, och fir do ze hëllefen, dat Land erëm opzebauen.

An duerfir, et gi jo vill Leit fräiwëlleg zréck. Awer fir déi, déi net fräiwëlleg zréckginn, gëtt et leider keng Alternativ. Mir versichen, dat esou mënschlech wéi méiglech ze maachen. Mä ee Retour mënschlech maachen, wann d'Leit mussen zréckgoen, si ginn a e Fliger gesat, si gi virdrun an déi... - wéi heescht dat? -, an d'Maison de rétention do gesat. An dann ass dat natierlech, fir déi Leit alleguerten, een terribelen Aschnëtt an hirem Liewen. Mä, ech mengen, dat ass eng Fro, déi een natierlech och muss wëssen, wann een Asyl freet a wann ee kee kritt, dass dat eng Konsequenz ass do dervun.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister. Wëllt den Här Adam nach eng Zousazfro stellen?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech soen dem Här Ausseminister Merci fir seng komplett Äntwert an ech wëll mech dann och domadder zefridde ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat gesot, si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer um zwou Auer fir déi zwou Interpellatiounen.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.14 heures)

SÉANCE 10 JEUDI, 27 NOVEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la langue luxembourgeoise
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Débat: M. Serge Wilmes (M. Gast Gibéryen intervient), M. André Bauler, M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Serge Urbany*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*

4. 6746 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

5. Interpellation de M. Justin Turpel sur la formation professionnelle
- *Exposé: M. Justin Turpel (dépôt d'une documentation)*
- *Débat: Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Claude Haagen, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Mme Martine Hansen (parole après ministre), M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Justin Turpel (parole après ministre)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Mme Maggy Nagel, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen. Eis Sëtzung ass heimat op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Nee, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister.

2. Ordre du jour

Ech wollt d'Chamber dann nach mat Folgendem befaassen: D'Presidentekonferenz huet de Moien an hirer Réunioun proposéiert, en zousätzleche Punkt op den Ordre du jour ze huelen. Et handelt sech ëm eng Ännerung vun eisem Reglement a méi speziell ëm d'Budgetsprozedur. Mir wollten dee Projet mat Zäit op den Ordre du jour huelen, fir net a Konflikt ze komme mat eiser bisherieger Budgetsprozedur. De Moien an der Presidentekonferenz war jiddwereen do dermat d'accord.

Ass d'Chamber och bereet, dee Punkt mat op den Ordre du jour ze huelen? Mir géifen en zwëschen déi zwou Interpellatioune setzen, well e viraussiichtlech ganz wéineg Zäit wäert beusprochen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An déi Kolleegen, déi sech nach net agedroen hunn, hunn nach Zäit, dat ze maachen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

3. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la langue luxembourgeoise

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Wichtegkeet vum Sujet brauch jo eigentlech net méi ënnerstrach ze ginn. Ëmmer nees kommen an der Aktualitéit Froen op ëm de Gebrauch vun de Sproochen hei am Land a speziell natierlech ëm de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen.

Dës Debatt schreift sech an an eng Reflexioun, déi d'Lëtzebuerger Parlament also muss maachen: Zënter den Deeg vun onsem Virgänger, dem Här Deputéierte Spoo, a senger historescher Initiativ fir ons Sprooch huet dëst Land a mat him seng Sproochesituatioun sech fundamental verännert.

Datt d'Lëtzebuergescht virun 30 Joer duerch Gesetz zur Nationalsprooch gouf, ass de Mérite vu ville Leit an Institutiounen, déi sech mat vill Enthusiasmus fir eis Sprooch engagéiert hunn. Besonnesch awer wëll ech hei d'„Aktioun Lëtzebuergesch" ernimmen a Leit wéi de Lex Roth oder och nach den Alain Atten.

Vill Schrëftsteller, Museker, Kënschtler hunn zu der Entwécklung vun eiser Sprooch bäigedroen a fannen haut en ëmmer méi selbstverständleche Wee, fir sech an eiser Sprooch auszedrécken. Vill Leit schaffen als Lëtzebuergeschprofesseren a leeschten eisem Land an all sengen Awunner domat e ganz groussen Déngscht. Institutiounen, wéi de Conseil Permanent de la Langue Luxembourgeoise, den nationale Literaturzentrum zu Miersch, den Institut national des langues, d'Uni Lëtzebuerg an nach vill anerer leeschten en extrem wichtege Bäitrag zu der Entwécklung an der Fleeg vun eisem sproochleche Patrimoine.

An och d'Medie siefen hei ernimmt, déi vum „Hei elei, kuck elei" bis iwwert de Radio an déi geschriwwe Press hiert zu der Selbstverständlechkeet bäigedroen hunn, mat där mer haut Lëtzebuergesch an alle Beräicher vum Liewe benotzen. Déi elektronesch Medien vun haut droen och an engem ëmmer méi grousse Mooss zu där Entwécklung bäi.

Datt d'Lëtzebuergescht esou wichteg ginn ass, dacks esou selbstverständlech, kann eis nëmme freeën. Mä déi Debatt vun haut ass jo vu politescher Natur a si ass dofir bedeitend méi komplizéiert. Mir wëssen all, datt eng Debatt iwwer Sproochen e verminnten Terrain si kann.

Um Ufank vu menger Ried wéilt ech also emol direkt e puer Minne lokaliséieren an aus dem Wee raumen: Et gëtt Leit hei am Land, och am Ausland, Leit, déi ganz séier Vokabele wéi Nationalismus, Extremismus an heiansdo souguer Rassismus benotzen, wann ee sech fir déi national, an eisem Fall, déi Lëtzebuerger Sprooch a Kultur asetzt. An deene wëll ech soen, datt si sech ganz grondsätzlech iren, well näischt ass falsch drun, wann e Vollek sech fir seng Kultur a seng Sprooch asetzt. Ganz am Géigendeel.

An all Land vun der Welt sinn et déi weltoppen a kultivéiert Leit, déi de Wäert vun de Sproochen an der Kultur erkennen a sech och derfir asetzen, datt an deem wonnerschéine Mosaik vun de Kulturen an de Sproochen op der Welt hire Steenchen net feelt an och net méi blatzeg ausgesäit wéi all déi aner Steng ronderëm.

Fir vill Leit ass et och e wichtegt Element vun hirer Léift zur Heemecht, vun hirem Patriotismus, datt si sech fir hir Sprooch asetzen. Och dorun ass näischt falsch. De Jo zu der eegener Sprooch, och zur Lëtzebuerger Sprooch, huet näischt Repressives, näischt Ausschléissendes, näischt Friemefeindleches u sech.

Als Lëtzebuerger erënnere mir eis dankbar drun, datt den „Dräimol Lëtzebuergesch" e couragéierten Akt géint den Nationalsozialismus, géint d'Ënnerdréckung, den Annexionismus an den Totalitarismus wor. Historesch ass de Jo zur Lëtzebuerger Sprooch an zu eiser nationaler Identitéit gläichzäiteg och e Bekenntnis zu eiser Fräiheet an der Fräiheet ganz allgemeng, op dat mir kënnen houfreg sinn.

Patriotismus, Léift zu eiser Heemecht an zu eiser Natioun heeschen eben net, datt een anerer doduerch ofwäert oder ausgrenzt, mä et heescht ganz am Géigendeel, dat Eegent akzeptéieren a fleegen, fir anere kënnen op Aenhéicht an a géigesäitegem Respekt ze begéinen.

Eng zweet Diskussioun ass déi, wéi d'Sproochesituatioun hei am Land kann am beschte beschriwwe ginn. Et gëtt do eng Hällewull vu méi oder manner wëssenschaftlechen Notiounen, méi oder manner räsonéierte Beschreiwungen a Versich vun enger Definitioun. Keng trëfft wahrscheinlech ganz genee de Punkt, esou speziell an eenzegaarteg ass eis Situatioun

Mä dee parallellen, simultanen, gemëschten, regional a professionell ënnerschiddlech ausgeprägte Gebrauch vu méi an ëmmer méi Sprooche muss politesch opgegraff an iwwersat ginn: um Niveau vun de konkrete Politicken, wéi zum Beispill an der Kulturpolitik oder an der Schoulpolitik an, nach vill méi wichteg, an där méi héijer Politik, an der Ëmschreiwung

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER

vun deem, wat mir als Land an als Natioun haut sinn, heiheem an an eisem europäeschen Ëmfeld.

A leschter Zäit héiere mir dacks, mir missten eisen „Multilinguismus" - esou dréckt sech eis Regierung aus - „nei definéieren" oder „ajustéieren". Dat kléngt harmlos, mä et ass et net. Wien d'Sproochesituatioun vun eisem Land wëllt ëmdefinéieren, beréiert net nëmmen eis gesellschaftlech Realitéiten, mä och eis Identitéit an eis Gefiller.

Et ass wichteg, fir drun ze erënneren, datt mir keen dräisproochegt Land sinn, esou wéi d'Belsch, d'Schwäiz oder Kanada méisproocheg sinn. Mir sinn en eesproochegt Land, dat aus historeschen, politeschen a praktesche Grënn niewent eiser Nationalsprooch och nach Däitsch a Franséisch benotzt. Déi Situatioun wor en historesche Virdeel. Duerch déi zwou Sprooche konnte mir un zwou vun deene wichtegsten a schéinsten europäesche Kulturen aktiv partizipéieren. Wat fir eng Chance!

Franséisch huet eis och nach gehollef, fir onofhängeg ze bleiwen. Eis Memberschaft an der Francophonie huet och dowéinst eng héich symbolesch Bedeitung. Mä Franséisch an Däitsch si fir eis Friemsproochen. Däitsch natierlech e bësse manner wéi Franséisch, well Lëtzebuergesch jo zu der Famill vun de germanesche Sprooche gehéiert.

Fir d'ADR ass awer kloer, datt mir déi Form vu Multilinguismus net wëllen a Fro stellen, datt mir och un deem Gläichgewiicht tëschent Franséisch an Däitsch mat funktionalen Ënnerscheedunge wëlle prinzipiell festhalen. Mir däerfen eis net an eng zweesproocheg Gesellschaft verwandelen, an där déi däitsch Sprooch ëmmer méi zréckgedrängt gëtt.

A mir mussen eis iwwerleeën, wéi eng Bedeitung mir an Zukunft eiser eegener Sprooch an eiser Gesellschaft wëlle ginn. Eis Sprooch ass keng aarm Sprooch a si huet sech op eng beandrockend Manéier entwéckelt. Si huet hir Schreifweis, déi allgemeng akzeptéiert ass. Si huet haut eng räich Literatur. Eng wonnerschéi Lyrik, hir eegen Theaterstécker, Operetten, fuerweg Ausdréck a Sprachwierder. An et ass un eis, fir dat nees méi bekannt ze maachen.

Si ass och eng Sprooch, déi kann a muss weider ausgebaut ginn. A mir sollten do net zécken, op Länner wéi Island ze kucken, fir eis dobäi ze inspiréieren, wat alles ka gemaach ginn, fir och enger sougenannter „klenger Sprooch" dobäi ze hëllefen, sech ëmmer weiderzëentwéckelen, a si an ëmmer méi Beräicher vum Liewen zu engem sënnvolle Kommunikatiouns- an och zouverlässegem Rechtsinstrument ze maachen.

Wa mir eiser Sprooch an domat och eiser Natioun - well d'Sprooch ass ëmmer e wichtege Repère, wann et drëms geet, eng Natioun ze beschreiwen - wëllen eng Zukunft ginn, sou wéi si et verdéngen, dann ass den Ableck komm, fir eis nach méi determinéiert wéi jee zu eiser Sprooch ze bekennen an dat och duerch eis Politik ze beweisen.

Dozou gehéiert och, datt mir genuch Lëtzebuergeschprofesseren ausbilden. Den Institut national des langues an d'Uni Lëtzebuerg mussen do hire Bäitrag leeschten. Wann d'Politik hir kloer Determinatioun weist, d'Lëtzebuergescht an eiser Gesellschaft opzewäerten, da gëtt et och genuch Kandidaten, déi wëllen déi Carrière wielen.

An eisem Land wunnen a schaffe Leit aus ville verschiddene Länner a si sinn eis wëllkomm. Fir si a fir eis stellt sech bal all Dag d'Fro vum Gebrauch vun de Sproochen, wéi mir eis kënne verstoen, openeen zougoen a wéi si a mir mateneen ëmginn. Do gëtt et heiansdo Spannungsfelder, iwwerall do, wou Leit aus verschiddene Sprooch- a Kulturraim sech begéinen: an der Schoul, an de Klinicken, an de Geschäfter an och op der Aarbecht.

Fir d'ADR ass kloer, datt et muss eng an eng eenzeg Integratiounssprooch hei am Land ginn, fir datt aus deem villen eent gëtt: E Pluribus unum, wéi d'Amerikaner et an hirer Devis soen, an awer och gëeent an eiser Verschiddenheet, wéi d'Europäesch Unioun et proklaméiert.

Eng Immigratiounsgesellschaft wéi eis kann op Dauer net an engem solidareschen a friddleche Sozial- a Statskontrakt zesummeliewen, wa mir net d'Referenzen an d'Eckpunkter vun eisem Zesummeliewe kloer definéieren: eis Wäerter, eis Rechtsuerdnung an och eis Sprooch.

Et geet an eisen Aen net duer, fir sech nëmmen a Brochstécker vun enger vun deenen dräi „Landessproochen" kënnen auszedrécken, wéi verschidde Politiker an och aktuell Regierungsparteien dat wëllen. Wie ganz wëllt un eiser Gesellschaft deelhuelen, am Veräinsliewen an an der Kultur, wie wëllt verstoen, wat hei geschwat a geduecht gëtt, wie gutt Chancen um Aarbechtsmaart wëllt hunn, dee kann dat nëmmen, wann e Lëtzebuergesch kann!

A wéi all anert Land op der Welt, soll och Lëtzebuerg drop bestoen, datt d'Nationalsprooch d'Integratiounssprooch ass. An zwar ausdrécklech och am Interessi vun deene Leit, déi hei wëlle liewen a schaffen. Lëtzebuergesch ass d'Bréck an eis Gesellschaft, domat op kee Fall eng Exklusiounssprooch, mä am Géigendeel, déi beschte Garantie, fir sech och hei kënnen ëmmer méi anzebréngen, sech net auszeschléissen a sech ëmmer méi kënnen doheem ze fillen.

Déi, déi net op Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch bestinn, sinn och déi, déi schlussendlech d'Auslänner vun engem groussen Deel vun eisem gesellschaftleche Liewen ewechhalen.

Fir d'ADR ass déi lëtzebuergesch Sprooch eng selbstverständlech an onverzichtbar Konditioun, fir kënnen déi lëtzebuergesch Nationalitéit ze kréien. Den Niveau, deen am Ableck an de Sproochentester gefrot gëtt, ass net héich. Och dowéinst soe mir, datt en op kee Fall nach méi kann erofgesat ginn. Mir wieren eis géint all Tentative, eis Nationalitéit ze bradéieren an domat d'Kohäsioun an der Gesellschaft ze schwächen, amplaz se ze stäerken.

D'Auslänner, déi eis Sprooch nach net kënnen, solle gratis Lëtzebuergeschcoursen ugebuede kréien. Wa si sech op enger Gemeng aschreiwen, solle si direkt och iwwer lëtzebuergesch Coursen informéiert ginn, an zwar ëmmer, wa si et wëllen, oder esou dacks et néideg ass. Fir d'Qualitéit vun deene Coursen ze garantéieren, solle si vum Institut national des langues standardiséiert an homologéiert ginn. D'Unterrechtsmaterialie solle virgeschriwwe ginn an och d'Coursen am Kader vun engem Contrat d'intégration et d'accueil musse besser ginn an harmoniséiert sinn. Dat schléisst jo net aus, datt verschidden Zorte Coursen ugebuede ginn, déi op verschidden Zilgruppen optimal ausgeriicht sinn.

Mir mussen eis zu eiser Sprooch bekennen an hir Orthografie, hir Grammaire, hire Vokabular a virun allem och hir Literatur un déi nächst Generatioune viruginn. Mir hu kee Recht, ee vun deene wichtegsten Deeler vun eisem kulturellen Ierwen an de Vergiess geroden ze loossen oder ze vernoléissegen. Dat ass e kloren Optrag un eis Kulturpolitik.

D'ADR ass dowéinst der Iwwerzeegung, datt Lëtzebuergesch endlech e reguläärt a wichtegt Schoulfach si muss, an zwar op alle Klassen, vum éischte Schouljoer bis zu der Première. Dat heescht, datt endlech muss e kohärente Curriculum opgestallt ginn an datt Schoulbicher mat Niveau an enger logescher Progessioun fir all Klasse musse geschriwwe ginn. En „Renert" gehéiert op eng Première!

Parallell dozou musse mir och Lëtzebuergesch an der Europaschoul an an aneren internationale Schoulen hei zu Lëtzebuerg promouvéieren. Dat kann natierlech fakultativ sinn an enger éischter Phas. Mä et kann net sinn, datt hei auslännesch Schoulen am Land, esou gutt, esou beléift an hëllefräich si och ëmmer sinn, hei liewen, als géif et eist Land kaum ginn, an ausser natierlech, wann et drëm geet, déi privat Schoule finanziell matzedroen.

D'Léiere vum Lëtzebuergesche soll awer schonn, an dat wëllt jo och eis Regierung, an der Crèche an am Précoce ufänken. De Conseil Économique et Social, fir nëmmen deen ze nennen, huet och an engem Avis iwwert d'Integratioun, och wat d'Privatschoulen ugeet, ugeduecht, datt dee Programme scolaire ëmmer soll „Cours de luxembourgeois" mat ëmfaassen. Mir ënnerstëtzen esou Fuerderungen, och, wéi gesot, fir déi auslännesch Schoulen. Och déi auslännesch Kanner a Jonk an internationale Schoule sollen iwwer eis Sprooch en Zougank zu där Gesellschaft kréien, an där se liewen.

Déi méi al auslännesch Kanner, déi heihikommen an an eis Schoule ginn, sollen a sougenannten „Classes d'accueil" d'Sproochen, déi een an eiser Schoul an an eiser Gesellschaft brauch, léieren. Ausdrécklech och Lëtzebuergesch.

D'ADR huet an deem Sënn eng Proposition de loi gemaach, fir datt net nëmmen de Stat, mä och d'Gemengen esou Klasse solle kënnen ariichten. Virun e puer Joer gouf de Précoce ageféiert, ënner anerem och, fir datt d'Kanner scho Lëtzebuergesch léieren, ee Joer ier se an d'Spillschoul kommen. Deemools gouf och festgehalen, datt sollt eng Evaluatioun vun där Innovatioun gemaach ginn.

Dofir eis Fro un d'Regierung: Ass dat geschitt? An, wa jo, mat wéi engem Resultat?

Och de Conseil Économique et Social huet a senge Recommandatiounen iwwert d'Integratioun vun dësem Joer, also 2014, wat de Précoce ugeet, rappeléiert, datt dat eng wichteg Plaz ass, fir kënnen d'Sproochen ze léieren, also och ëmmer erëm am Hibléck besonnesch op déi auslännesch Kanner.

D'Regierungen hunn dee Gedanke vum Législateur, fir scho ganz fréi eis Sproochen ze léieren, awer an deene leschte Joren net honoréiert. An de Crèchë gëtt et därzäit eng Circulaire, esou steet et an der Press: «qui insiste sur l'importance de l'apprentissage de plusieurs langues dans les établissements scolaires et périscolaires du pays». A weider, ech zitéiere Presseartikelen, also déi Circulaire: «précise que „le contact au plus jeune âge d'une diversité culturelle et linguistique constitue la base d'une bonne cohabitation au sein d'une communauté plurielle"». Mä eng „Cohabitation au sein d'une société plurielle", dat ass awer de Contraire vun enger Integratiounspolitik.

An engem Communiqué vum Unterrechtsministère vum 5. November 2014 stinn och nach genuch Saachen dran, fir sech ze froen, ob dës Regierung nach iergendeng Ahnung huet, wou si a sproochlecher Hisiicht hiwëllt. Do steet zum Beispill, ënner villen anere Saachen: «(...) pour le jeune enfant lusophone, l'utilisation de sa langue maternelle dans le contexte scolaire constitue une véritable ressource pour l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.»

Mir froen eis: Wéi ass dat genee ze verstoen? Soll dat parallell sinn? Soll dat sukzessiv sinn? Soll net all Sprooch an hirem Ëmfeld am beschte mat enger Bezuchspersoun geschwat ginn, déi och déi Sprooch schwätzt?

Oder och nach: «Le cadre de référence invite le personnel éducatif à donner leur place aux langues maternelles et à les intégrer dans les activités d'éducation en tant que moyen de communication des enfants. Le cadre de référence recevra une base légale...» - dat heescht, mir schwätzen hei vun enger Circulaire, déi u sech iwwerhaapt nach keng Base légale huet - «...recevra une base légale dans la future loi sur la jeunesse (projet 6410)...». Gi mer awer an de Projet 6410 kucken, op deen d'Regierung esou gär verweist, wann et ëm eis Sproochesituatioun geet, da steet näischt Spezifesches iwwert déi Lëtzebuerger Sprooch do dran.

Do steet am Artikel 1 als leschte Punkt vun 13 - als leschte Punkt vun 13! -, wat d'Politique de jeunesse soll maachen: «La politique de la jeunesse vise (...) à contribuer à l'apprentissage des langues du pays pour favoriser ainsi l'intégration sociale et scolaire.»

Dozou soe mir an der ADR: Wie sech net kloer fir Lëtzebuergesch wëllt décidéieren, wéi dës Regierung et mécht, déi gläichzäiteg e puer Sprooche wëllt förderen an d'Kanner an de Schoule vläicht och nach vuneneen trenne wëllt, fir se ënnerschiddlech ze alphabetiséieren, deen trennt eis Gesellschaft a fërdert Parallellgesellschaften.

Et ass iwwregens interessant, wann ech un déi Debatt gëschter denken, déi mer fir de Choix haten. Do seet d'Regierung: Jo, et ass net gutt, d'Kanner ze trennen. Déi eng ginn an de Reliounsunterrecht, déi aner ginn an d'Morale, mä hei géif d'Regierung awer net zécken, ganz Bevëlkerungsgruppe vuneneen ze trennen, fir se an ënnerschiddlech Sproochen ze alphabetiséieren. An zwar dauerhaft.

Ech weess, d'Regierung seet: Ma, mir féiere se iergendwéini nees zesummen, wa mer se och getrennt alphabetiséieren. Mä dat gleewen ech lech net.

Ech liesen de Wahlprogramm vun der LSAP vir. Et ass ëmmerhin interessant, deen ze liesen, och wann ech se net wielen, mä...

Une voix.- Dat wonnert mech awer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Maja, mech net.

Ech liese vir, wat d'LSAP an hirem Wahlprogramm schreift, also: „(...) ein Pilotprojekt in der Grundschule initiieren, das auf französische Alphabetisierung setzt und die deutsche Sprache als Fremd- beziehungsweise Zweitsprache anbietet." An dann: „Diese Initiative sollte aus Sicht der Sozialisten dann im Sekundarschulbereich fortgesetzt werden." Dat ass awer net en Zesummeféieren. Dat ass d'dauerhaft Trenne vun de Kanner no Sproochen, also och bal no Nationalitéit.

Fir d'ADR ass et kloer, datt an de Schoulen d'Emgangssprooch Lëtzebuergesch ass. Leit, déi mengen, et wär rassistesch oder soss eppes Béises, wa mir hei am Land drop bestinn, datt eis Nationalsprooch geschwat gëtt - eng Selbstverständlechkeet, schonn eleng aus Héiflechkeet oder fir Lëtzebuerger an anerer, déi déi betreffend Sproochen net schwätzen, aus engem Gespréich net auszeschléissen -, da si se vläicht selwer e bëssen - wéi soll ech soen? -, e bësse lëtzebuergeschfeindlech vläicht, fir keng aner Wierder ze gebrauchen, e bësse kritesch, wat eis Sprooch an eis Kultur ugeet, wat sech awer och net esou richteg gehéiert. Fir eis ass jiddefalls kloer: Hei am Land ass d'Nationalsprooch, an eiser Meenung no och d'Integratiounssprooch, nun eemol Lëtzebuergesch.

Et gëtt jo och ëmmer Leit, déi gär de Conseil de l'Europe bei Sujeten zitéieren, wou et ëm Kultur oder Mënscherechter geet; dat maachen ech gär selwer och. Dowéinst wëll ech hei d'Resolutioun vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe vum 25. Juni 2014 zitéieren - d'Madame Brasseur erënnert sech vläicht u se - iwwert d'Integratioun vun den Immigréierten. Hei geet et also net ëm d'Demandeurs d'asile, mä Immigréierter: «En ce qui concerne l'éducation: (...) de favoriser la maîtrise de la langue du pays d'accueil, d'encourager les pratiques pédagogiques favorisant la mixité scolaire,» - do geet et net ëm Trennung - «d'éviter la pratique visant à regrouper et catégoriser les élèves selon leur origine.»

Och do seet de Conseil de l'Europe eigentlech, datt déi Iddi, ouni sech op eis ze bezéie selbstverständlech, mä konzeptuell ass dat eng aner Approche wéi déi getrennten Alphabetiséierung.

Eng Alphabetiséierung op zwou Sproochen entsprécht mat Sécherheet net där Iddi vun dësem Text. D'Regierung geet mat där Iddi a Richtung Segregatioun vun den Auslänner. D'ADR fuerdert dogéint hir méiglechst komplett Integratioun an eis Gesellschaft.

An deene leschte Méint ass bekannt ginn, datt d'Regierung schonn an de Crèchen d'Kanner mat Lëtzebuergesch a Franséisch bekannt maache wëllt. Mir soen: Selbstverständlech mat Lëtzebuergesch, awer net och nach mat Franséisch. An deem Alter däerf een d'Kanner net iwwerfuerderen. Fir vill vun hinnen ass jo scho Lëtzebuergesch eng Friemsprooch. Sécher, et gëtt Kanner, déi kee Problem mam gläichzäitege Léiere vu ville Sproochen hunn. Dat sinn déi, vun deenen ëmmer gesot gëtt, an deem Alter, do geet dat wéi bei engem Schwamm. Mä dat ass nach laang net de Fall fir se alleguer. Dowéinst sollen déi auslännesch Kanner, déi heihi kommen, net scho gläich mat e puer neie Friemsproochen iwwerfuerdert ginn. Vill vun hinne schwätze germanesch oder skandinavesch, slawesch, asiatesch, afrikanesch Sproochen. Solle si da gläich mat zwou komplett frieme Sprooche konfrontéiert ginn? Ass dat net eng Diskriminatioun vu Kanner, déi net aus dem romanesche Sproochraum kommen, an och eng Diskriminatioun fir déi, déi net Franséisch als Mammesprooch hunn?

An et soll och net vergiess ginn, datt Franséisch och fir déi kleng Portugisen eng komplizéiert Friemsprooch ass, och wa si zu därselwechter Sproochefamill wéi hir Mammesprooch gehéiert.

Mir sollen deene ganz klenge Kanner emol fir d'Alleréischt eng Chance ginn, fir doheem hir Mammesprooch ze festegen, an an der Lëtzebuerger Schoul Lëtzebuergesch ze léieren. Mir wëlle keng nei Schwieregkeete fir d'Kanner an och keng nei Kategorië vu sproochlech benodeelegten Auslänner schafen.

Mir wëlle jiddefalls d'Sproochesituatioun vun eisem Land erhalen an net veränneren. Dozou, an do wëll ech och de Regierungsprogramm zitéieren, de Regierungsprogramm referéiert sech op den „multilinguisme qui constitue un atout majeur de l'enseignement luxembourgeois", an da seet en, et misst een awer flexibel sinn. Mä da kënnt e wichtege Saz am Regierungsprogramm, dee seet: «Cette approche» - déi vun der Flexibilitéit, déi misst ageféiert ginn - «ne doit pas mettre en question le multilinguisme traditionnel de l'école luxembourgeoise.»

Dat seet d'Regierung an hirem Programm. Mä genee dat gëtt awer gemaach. Däitsch als spéider Alphabetiséierungssprooch gëtt hei bewosst vernoléissegt. Duerch dat eesäitegt Privilégiéiere vum Franséische géintiwwer deem Däitschen, schafe mir nei Schwieregkeete fir vill Kanner a mir verännere laangfristeg d'Sproochesituatioun vum Lëtzebuerger Land, déi eis awer esou laang wäertvoll Déngschter geleescht huet, souwuel um individuelle Plang wéi och um kollektive Plang. D'ADR kann dee Wee also net matgoen.

Fir d'Integratioun vun de klenge Kanner virunzedreiwen, soll an de Crèchen an an de Maisons relais Lëtzebuergesch geschwat ginn. D'Personal, wat an dësen Haiser schafft, muss obligatoresch d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen. Gläichzäiteg ass da Schluss mam Sozialdumping, deen an deem Secteur dacks praktizéiert gëtt. Dat kann iwwert de Wee vun engem Kollektivvertrag erreecht ginn, deen „d'obligation générale" erkläert gëtt, an en Agrément ass dann d'Instrument, wat mir brauchen, fir eisen Zweck ze erreechen.

Et ass déi explizit Konditioun op Lëtzebuergesch, déi och an dat Gesetz gehéiert, de 6480 (veuillez lire: 6410) eben, wou mer da gär hätten, datt als Zil vun der Jugendpolitik och d'Lëtzebuerger Sprooch dann ageschriwwe gëtt.

Déi eenzeg Ausnahm, déi mir gesinn, si Crèchë fir expatriéiert Leit, déi mat absolutter Sécherheet net längerfristeg hei am Land bleiwen, wéi zum Beispill Diplomatekanner.

E besonnesch kriddelechen Aspekt vun der Sproochesituatioun stellt sech natierlech am Gesondheetswiesen, an den Altersheemer an an der Fleeg. Fir d'ADR ass och hei kloer, datt d'Personal an deem Secteur muss Lëtzebuergesch léieren, fir eng definitiv Plaz ze kréien, esou wéi et virbildlech elo schonn op där enger oder anerer Plaz gemaach gëtt. Et ass net ze toleréieren, datt an engem Beräich, wou d'Sechverstoe kann iwwer Liewen an Doud entscheeden, net séchergestallt ass, datt d'Personal d'Sprooch vum Land schwätzt. Dat gëtt et wahrscheinlech soss néierens op der Welt. Déi medezinesch Qualifikatioun ass selbstverständlech e wichtege Facteur, mä si alleng geet net duer. Lëtzebuerg ass jo net dat eenzegt Land op der Welt, wou auslännesch Dokteren an Infirmiere schaffen, mä et ass vläicht dat eenzegt, wou déi dacks emol net d'Nationalsprooch vun deem Land schwätzen, wou se schaffen.

Och hei musse mir endlech vill méi affirmativ ginn. D'Chamber hat hei de 6. Mäerz 2012 eng Resolutioun gestëmmt, an där stoung: «La difficulté est que les professionnels» - also „de santé" - «en contact direct avec les patients devraient» - am Conditionnel - «être à même de communiquer avec ceux-ci dans une langue qui leur est familière et qui peut être l'une des trois.» - Däitsch, Lëtzebuergesch, Franséisch.

D'ADR wollt deemools doriwwer eng Diskussioun, wat vun allen anere Parteien heibanne refuséiert gouf. Hei geet et ëm eng potenziell liewensgefäierlech Diskriminatioun vu Leit, déi kee Franséisch oder net genuch Franséisch kënnen, fir sech besonnesch am Krankheetsfall kënnen ze verstännegen; dorënner och vill Lëtzebuerger, awer net nëmmen.

Et muss kloer sinn, datt een Dokter oder Infirmier, deen d'Sprooche vum Land net kennt, an dat gëllt ausdrécklech a virun allem fir Lëtzebuergesch, an doduerch e Behandlungsfeeler mécht, seng strof- an zivilrechtlech Verantwortung engagéiert. Datselwecht muss fir déi Klinicken oder Heemer gëllen, déi Leit engagéieren, déi no enger ugemiessener Iwwergangszäit, fir eis Sprooch kënnen ze léieren, nach ëmmer kee Lëtzebuergesch kënnen.

Eis sukzessiv Regierunge behaapten zwar, de Problem vun de Sproochen am Gesondheetswiese wär och an hiren Ae wichteg a si géifen en upaken, mä d'Realitéit ass eng ganz aner. Mir erliewen déi jo all Dag. Déi Leit, déi am Gesondheetswiesen doheem sinn, déi wëssen dat. An enger Äntwert op eng Question parlementaire iwwert de Sproochegebrauch duerch den „Personnel soignant étranger au Luxembourg" am Joer 2012 hat d'Regierung deemools geäntwert, datt si missten entweder Däitsch oder Franséisch kënnen. Vu Lëtzebuergesch wor keng Rieds. Dobäi kéint e Sproochentest virgesi ginn, e misst dat awer net.

D'Regierung leet a Wierklechkeet och haut nach kee Wäert op Lëtzebuergesch an de Klinicken. RTL schreift zum Beispill den 23. Juli 2014: „D'Gesondheetsministesch weess, datt an der Praxis d'Sproochekonditiounen dacks net erfëllt sinn - si freet Zuelen an Informatiounen -, mä Sanktioune si keng virgesinn." Enn vum Zitat.

Dat geet ons net duer. Mir hätte gär eng voluntaristesch Démarche zugonschte vun de Patienten, an dofir zugonschte vum Lëtzebuergeschen am Gesondheetswiesen.

An der Geschäftswelt sollt een eigentlech denken, datt den Déngscht um Client déi éischte Prioritéit sollt hunn. An obwuel vill Geschäftsleit och hiert Personal encouragéieren, fir Lëtzebuergesch ze léieren, gëtt et awer leider och vill Geschäfter, an deenen d'Lëtzebuerger - soe mer emol - net esou behandelt ginn, wéi et sollt. Vill Leit rege sech op iwwert deen „en français", deen ee gesot kritt, dacks ouni „s'il vous plaît" oder ganz onhéiflech Emgangsformen, wann een dann net wëllt Franséisch oder net ka Franséisch schwätzen. Et ass kee Wonner, datt vill Leit doséinst léiwer op Tréier hir Kommissioune maache ginn, wéi hei an d'Geschäfter ze goen. Et gi Leit, déi sech soen: Wa mer scho musse Franséisch schwätzen, da kënne mer och bis op Metz fueren. Wann dat sollt am Interessi vu Lëtzebuerg sinn, da froen ech mech awer, ob mer do net mussen ëmdenken.

Vill Firmaen, dorënner och Banken, verdéngen hei zu Lëtzebuerg ëmmer nach vill Geld. Op hire Bancomaten hu si awer dacks net emol d'Héiflechkeet, d'Sprooch vum Land als Optioun unzebidden. D'Extraiten an d'Formulairë vun de Banke ginn dacks net op Lëtzebuergesch ugebueden.

D'Sprooch ass ouni Zweifel e wichtegen, en zentalen Deel vun engem gudde Service um Client. Wien net wëllt musse Franséisch schwätzen, wéi gesot, dee geet léiwer an d'Ausland.

Am Gesondheetssecteur wéi och an der Geschäftswelt soll een de Leit während den Déngschtzäiten, dem Personal, och während enger Iwwergangszäit nach an engem Congé linguistique, dee vum Stat bezuelt gëtt, d'Méiglechkeet ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

Fir d'ADR däerf awer keen Zweifel un eiser Determinatioun bestoen. Am Ableck ass eis Positioun déi hei: Am Gesondheetswiesen am wäiteste Sënn, muss Lëtzebuergesch eng Obligatioun sinn, am Geschäftswiesen eng staark Recommandatioun. Et ass jo schliisslech am Interessi vun de Geschäfter selwer, derfir ze suergen, datt sech hir Clientë bei hinne wuelfillen.

Lëtzebuergesch huet als Nationalsprooch och en Urecht op eng vill méi wichteg Plaz an eisem offizielle Liewen. An der Verfassung soll si als Nationalsprooch a Sprooch vum Land festgeschriwwe ginn. De Gebrauch vun de Sprooche gëtt dann duerch Gesetz geregelt, woubäi déi lëtzebuergesch Sprooch eiser Meenung no ëmmer muss besonnesch promouvéiert ginn.

Och an der Justiz soll eis Sprooch lues a lues méi eng wichteg Plaz kréien. Wie kee Lëtzebuergesch kann, däerf net virun engem lëtzebuergesche Geriicht plädéieren. Och déi Affekoten, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, mussen haftbar sinn, wa si net alles verstinn, wat hir Clienten hinne soen. D'Rechtsregelen, och europäesch Direktiven - dat brauch och e bësse Courage vun eiser Regierung -, mussen an deem Sënn geännert ginn.

Mir proposéieren, datt rechtsgülteg Normkontrakter op Lëtzebuergesch ausgeschafft a systematesch ugebuede ginn. Zum Beispill um Immobiliemaart, am Versécherungswiesen, bei Kreditter an esou virun. An de Verwaltunge sollt Lëtzebuergesch och ëmmer mat un déi éischt Plaz gesat ginn. Et soll kee Formular méi ginn, kee Bréif, keng Spaweckssäit, kee Gemengebuet, deen net virun allem op Lëtzebuergesch ass. Wat an enger Réunioun vum Gemengerot op Lëtzebuergesch gesot gëtt, soll och op Lëtzebuergesch ausgedeelt ginn. Wat vum Stat oder vun enger Gemeng publizéiert gëtt, muss ëmmer fir d'Éischt op Lëtzebuergesch sinn, dann och op Däitsch a Franséisch, eisen zwou aneren administrative Sproochen, an dann eventuell och nach op anere Sproochen. Haut hu mer dacks eng Situatioun, wou mer vill Sprooche fannen, awer kee Lëtzebuergesch. Awer nimools däerf et eng Publikatioun ginn, déi net och a virun allem och op Lëtzebuergesch geschriwwen ass.

D'ADR wëllt, datt net nëmmen an de Gemengeréit Lëtzebuergesch geschwat gëtt, mä och an de consultative Kommissiounen. Fir dat ze erméiglechen, kann an enger Iwwergangszäit eng Iwwersetzung ugebuede ginn. Mä vun deenen nächste Gemengewahlen u misst deen exklusive Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch an alle Gemengeréit a Gemengekommissiounen obligatoresch sinn.

Fir eis ass et och eng Selbstverständlechkeet, datt jiddwereen, deen an der Lëtzebuerger Fonction publique schafft, muss kënne Lëtzebuergesch um héchstméiglechen Niveau schwätzen.

Wou et Lëtzebuerger Stroossen- oder Flouernimm ginn, sollen déi benotzt ginn. Déi franséisch Bezeechnunge ginn duerch déi lëtzebuergesch ersat. Op de Gemengegebaier, wou franséisch Aschrëfte stinn, do kënnen och lëtzebuergescher hikommen. Mir brauchen net „Mairie" op e Gebai ze schreiwen, wann „Gemeng" och verstane gëtt.

(Interruption)

Op den Uertschaftsschëlder, déi am Agang vun den Dierfer an de Stied stinn, sollen och progressiv déi Lëtzebuerger Uertschaftsnimm op déi éischt Plaz gesat ginn an déi franséisch drënner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift...!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- De Kadaster wéi och d'Stroossekaarten an d'Navigatiounssystemer sollen deem ugepasst ginn.

Natierlech sollen d'Gemenge Sproochecoursen, gratis Coursen, proposéieren op verschiddenen Niveaue mat verschiddene Methoden, fir méiglechst vill Leit ze erreechen. Mir wëllen, datt och déi Auslänner, déi scho méi laang hei wunnen an eis Sprooch nach net schwätzen, ugeschwat ginn, perséinlech ugeschwat ginn, fir si ze informéieren iwwert déi Méiglechkeeten, déi se hunn, fir eis Sprooch ze léieren.

Mir gesinn och net an, datt Professeren an de Lycéeë rekrutéiert ginn, déi kee Wuert Lëtzebuergesch schwätzen. Den SEW, fir nëmmen deen ze nennen, huet alternativ Weeër opgewisen. Mir soen als ADR: Nëmme wie Lëtzebuergesch schwätzt, kann eng Plaz an eisem ëffentlechen Déngscht kréien.

Lëtzebuergesch muss an Europa - och an Europa - e méi grousse Stellewäert kréien. Eis Sprooch ass déi eenzeg europäesch Nationalsprooch, déi bis elo keen europäesche Statut huet. Mir kéinten eis an enger éischter Phas un de Konklusioune vum Conseil vum 13. Juni 2005 inspiréieren an déi endlech och fir eis eegen Nationalsprooch ëmsetzen! Dat heescht, datt jiddweree sech kann un europäesch Institutiounen adresséieren op Lëtzebuergesch an déi géifen och op Lëtzebuergesch äntwerten. Dat muss awer vun eiser Regierung ugefrot ginn.

Et geet also net drëm, datt elo alles misst op Lëtzebuergesch iwwersat ginn. Dat ass eng Fuerderung, déi mer elo net stellen. Mä mir hätte gär eng europäesch Unerkennung, also eng Unerkennung vum Lëtzebuergeschen och als europäesch Sprooch, woubäi mer an de Modalitéite géife progressiv virugoen. D'Opwäertung vum Lëtzebuergeschen an Europa ass e graduelle Prozess.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR) interpellateur.*- Dat maachen ech ganz gär, Här President.

Mir wëllen als ADR eng voluntaristesch Approche zu eiser Sprooch, datt mir eis ouni Komplexer endlech zu hir bekennen, datt mir dee Wee, deen 1984 ageschloe gouf, konsequent weiderginn an net stoe bleiwen an net ëmkéieren!

Här President, fir d'ADR ass et kloer, datt mir net weider hinhuelen, datt Lëtzebuergesch vun eiser Regierung als net wichteg, als zweetrangeg ugesi gëtt. Mir wëlle Lëtzebuergesch opwäerten am offizielle Liewe vum Land, an der Constitutioun, an der Justiz an an de Verwaltungen.

Eis Nationalsprooch muss d'Integratiounssprooch sinn, eng onverzichtbar an zentral Konditioun, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen ze kréien. D'ADR bradéiert eis Nationalitéit net. Wie wëllt Lëtzebuerger ginn, muss eis Sprooch op engem gudden Niveau, dat heescht, wa méiglech méi héich wéi haut an net manner héich, kënne schwätzen a verstoen.

Eis Sprooch muss an de Schoulen an de Mëttelpunkt gestallt ginn, vun der Crèche bis op d'Première. D'Uni Lëtzebuerg soll eis Sprooch weider erfuerschen an hir déi néideg modern elektronesch Mëttele ginn, fir an der Welt vun haut kënnen ze bestoen.

Mir brauchen eng Kulturpolitik, déi eis Sprooch nei belieft an hire Räichtum de Leit méi no bréngt. Mir brauchen eng voluntaristesch Sproochepolitik, fir Lëtzebuergesch am Gesondheetswiesen an an de Geschäfter no vir ze bréngen.

Här President, an dësem Land muss et nach vill méi selbstverständlech ginn, datt iwwerall Lëtzebuergesch geschwat, verstanen a geschriwwe gëtt. Et muss Schluss si mat där Politik, fir eis eege Sprooch ze diskriminéieren an eis Kultur als mannerwäerteg duerzestellen. Lëtzebuergesch huet an deene leschte Jorzéngte Progrèse gemaach, well d'Leit et wollten, vill méi wéi eis Regierungen. Mir verlaangen, datt elo d'Politik nozitt a kloer an determinéiert Zeeche fir eis Sprooch setzt!

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes fir d'CSV.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun 30 Joer am Februar, do huet dës Chamber unanime e Gesetz gestëmmt, wat de Regime an d'Benotze vun de Sproochen hei zu Lëtzebuerg regelt. Dat huet se gemaach, well a sech jo nom Zweete Weltkrich an d'Verfassung drageschriwwe ginn ass, datt eben de Regime vun de Sprooche misst duerch e Gesetz geregelt ginn. Et ass dunn aus verschiddene Grënn méi spéit eréischt geschitt. Mä '84 war dat de Fall, wéi gesot, unanime hei an der Chamber. An zënterdeem steet an dem Gesetz eben dran, datt Lëtzebuergesch d'Sprooch ass, d'Nationalsprooch ass, an datt déi dräi administrativ Sprooche Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch sinn, woubäi Franséisch ganz kloer nach ëmmer déi Sprooch ass vun der Gesetzgebung, vun der Legislatioun.

Et ass also probéiert ginn, fir deem historesch Gewuessenen, och der Tatsaach, datt déi verschidde Sproochen hei zu Lëtzebuerg awer alleguerten hir Plaz hunn, do Rechnung ze droen, och wann nach net déi Sproocheregelung an der Verfassung ageschriwwe ginn ass. Dat huet nach e bësse méi laang gedauert. Dat wäert awer dann och geschwënn geschéien.

Do sinn et jo och vill Diskussioune ginn am Kader vun der Reform vun der Verfassung, wou sech dann elo op eng Formule gëeenegt ginn ass, datt jo, soubal wéi et och zum Referendum virgeluecht gëtt, dann och Lëtzebuergesch als Nationalsprooch, als Sprooch vum Land och an eiser Verfassung dran ass, an et steet och kloer dran, wat déi aner Sprooche fir e Stellewäert hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mä wann een elo haut, 30 Joer méi spéit, kuckt, wéi sech déi ganz Situatioun entwéckelt huet,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Ech géif Iech bieden, dem Riedner nozelauschteren! Merci.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- ...da muss een - Merci villmools, Här President! -, da muss ee soen, datt Lëtzebuerg eng grouss Entwécklung matgemaach huet, wat d'Sprooche betrëfft, an datt virun allem eben eng Sprooch eng relativ onerwaarten Entwécklung och matgemaach huet. Well ech mengen net, datt mer '84 geduecht hunn, datt Lëtzebuergesch haut déi Plaz hätt an eiser Gesellschaft, déi et haut huet.

Hunn 1984 nach eng ronn 300.000 Leit hei am Land Lëtzebuergesch geschwat a Lëtzebuergesch verstanen, esou sinn dat den neisten Zuelen no hautdesdaags ronn 420.000 bis 430.000. Dat sinn 33% méi Leit, déi hautdesdaags Lëtzebuergesch schwätzen, wéi dat nach virun 30 Joer de Fall war. Dat ass schonn impressionant.

Eis Sprooch gëtt awer net nëmme méi geschwat an net nëmme méi och geschriwwen, si gëtt och esou vill geléiert wéi nach ni. Et gëtt hautdesdaags eng Hällewull vu Coursen, wou ee ka Lëtzebuergesch léieren, dat souwuel hei bei eis doheem wéi awer och hei vir an der Grenzregioun.

An et gëtt och do eng Zuel, déi geschat gëtt: datt ronn 25.000 Leit - am Joer 2010 war dat - Lëtzebuergeschcoursë gemaach hunn. Et ass déi beléiftste Sprooch vun all de Sproochecoursen. Vun deene 25.000 sinn der eng ronn 6.400, déi an deene staatlechen Institutioune léieren, dat heescht bei der Formation adulte an och an dem Institut national des langues. An da kommen nach eng Kéier och der ganz vill nach derbäi, déi bei de Gemenge Coursen huelen oder bei privaten Associatiounen.

Da gëtt et och eng Initiativ vun der Uni Lëtzebuerg, déi och zesumme mat dem Éducatiounsministère ausgeschafft ginn ass. Dat war, fir Lëtzebuergesch online och kënnen ze léieren an aacht Lektiounen. An do hu sech eng ronn 19.000 Leit deemools 2010 ageschriwwe gehat.

Dir gesitt also, dat sinn impressionant Zuelen. An et kann ee wierklech soen, datt 30 Joer nodeems dat Gesetz gestëmmt ginn ass, mer haut schonn en historesche Moment erliewen, well eben nach ni esou vill Lëtzebuergesch benotzt ginn ass, wéi dat hautdesdaags de Fall ass.

Dat huet verschidde Grënn. Dat huet ganz sécher och als Grond, datt eng Politik gemaach ginn ass, fir dat ze ënnerstëtzen. Et huet awer net nëmmen dat als Grond, well ech mengen, e ganz grousse Phenomeen, deen do mat draspillt, dee vläicht keen an deem Moment virausgesinn huet, dat ass och d'Roll vun deenen neie Medien, virun allem vum Internet, an d'Méiglechkeeten, déi ons déi bidden.

Well bis dat sech entwéckelt huet, Enn den 90er Joren an ufanks 2000, an ëmmer méi benotzt ginn ass, do hunn och ëmmer méi Leit ugefaangen, dat ze notzen, fir Lëtzebuergesch ze schreiwen, fir op Lëtzebuergesch mateneen ze kommunizéieren, sief dat iwwer SMSen, sief dat iwwer E-Mailen, sief dat iwwer Bloggen oder sief dat op Internetsitten. Do hu mer hautdesdaags bal majoritär Leit, déi Lëtzebuergesch do schreiwen a benotzen.

Okay, et ass zwar net ëmmer orthografesch a grammatesch korrekt, mä dat ass en anere Volet. Dat ass nämlech dee Volet, datt mer d'lëtzebuergesch Sprooch jo alleguerten ni an der Schoul definitiv geléiert hunn. Mir haten zwar Coursen, mä mir hu se net esou geléiert wéi Däitsch a Franséisch. An et ass virun allem och:

Well mer jo an der Schoul léieren, Sprooche korrekt ze schreiwen, huet sech do bei ville vun ons och eng psychologesch Barrière gebilt, déi eben dozou féiert, datt een net gären oder vill Leit net wëllen op Lëtzebuergesch schreiwen, sech net trauen, eng Kéier op Lëtzebuergesch ze schreiwen, well se net wëlle Feeler maachen.

Mä déi nei Medien hunn awer dozou gefouert, datt déi Barrière awer e bëssen iwwerwonne gëtt an hautdesdaags awer fräi eraus geschriwwe gëtt an eben net esou op d'Grammaire opgepasst gëtt, wat, mengen ech, och net onbedéngt an deem Moment dann dat Wichtegst ass, mä wou et einfach scho schéin ass festzestellen, datt Lëtzebuergesch haut „ouni Hemmschwell" souzesoe benotzt gëtt.

Dat virun allem, well ganz vill Jonker dat och ënner sech benotzen a virun allem an deenen neie Medien dat benotzen, mä awer net nëmmen: An allen Alterskategorië gëtt ewell ganz vill op Lëtzebuergesch geschriwwen, ganz vill Lëtzebuergesch benotzt. Dat féiert och dozou, datt mer ewell och hautdesdaags ganz vill Publikatiounen hunn a méi enger formeller Aart a Weis, vill Bicher hunn, vill Artikelen hunn, déi op Lëtzebuergesch ewell geschriwwe ginn.

Dat heescht, ënnert dem Strëch gesi kann ee wierklech soen, datt d'Lëtzebuergescht esou eppes wéi, entschëllegt mech, wann ech dann elo kee lëtzebuergescht Wuert dofir benotzen, mä wéi e Boom erlieft huet. Wéi kéint een dat op Lëtzebuergesch soen? Et kéint ee vläicht soen: Et fluppt hautdesdaags mam Lëtzebuergeschen. Mir hu wierklech ewell Zuelen doleien, déi impressionant sinn.

An ech mengen, dat ass eng Situatioun, déi vläicht esou keen direkt virausgesinn hat, mä déi eng Situatioun ass, déi eis awer alleguerte kann trotzdeem emol awer zefriddestellen. Och wann natierlech ëmmer nach Saache kënne verbessert ginn - dat seet kee Mënsch! Mä dat ass awer schonn emol wéinstens en Istzoustand, deen duerchaus en onerwaarten ass, wann ee kuckt, wéi dat virun 30 Joer sech vläicht mat deem Gesetz erwaart ginn ass.

Lëtzebuergesch gëtt och net nëmme méi, oder net nëmmen an engem bestëmmte Beräich benotzt, mä gëtt an alle Beräicher benotzt. Et ass net esou, datt mer nëmme Lëtzebuergesch géifen am familiäre Beräich fannen oder ënner Frënn géife schwätzen a benotzen. Et gëtt och zum Beispill op der Aarbecht benotzt. A mir hunn den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg, dee jo ganz oppen ass, wou mer jo ganz vill Leit vu baussen hunn, déi heihinner all Dag schaffe kommen, an natierlech och alleguer d'Netlëtzebuerger, déi hei wunnen, déi jo och dovunner concernéiert sinn, déi jo och dann do hir Aarbecht hunn.

An trotzdeem ass et esou, datt Lëtzebuergesch hei eng ganz wichteg Roll spillt. Den Aarbechtsmaart gëtt zwar nach dominéiert vum Franséischen. Enger Etüd aus dem Joer 2008 no, der BaleineBis-Etüd, sinn et ronn 85% vun de Leit, déi hei schaffen, déi Franséisch benotzen, mä 72% benotzen awer Lëtzebuergesch. Do ass den Écart mat deem Franséischen net esou grouss, wéi ee sech dat vläicht hätt kënne virstellen oder gemengt huet. Dat heescht, Lëtzebuergesch ass existent um Aarbechtsmaart!

Dat heescht, et muss ee kucken, dat hänkt vun de Secteuren of. Et gi Secteuren, wou méi, an et gi Secteuren, wou manner Lëtzebuergesch geschwat gëtt. Dominant ass ganz kloer den ëffentleche Secteur an de parastaatlechen a konventionéierte Secteur, wou tëschent 80% an 90% Lëtzebuergesch geschwat gëtt, währenddeems mer zum Beispill an der Industrie oder am Bau oder och an der Finanzwelt natierlech vill manner Lëtzebuergesch hunn, do ass et just tëschent 20% a 40%. Ech mengen, dat versteet een, virun allem bei de Finanzen. Do ass d'Sprooch ewell net nëmme méi eleng haaptsächlech zu Lëtzebuerg Franséisch, mä ëmmer vill, vill méi och Englesch, an datt do ebe Lëtzebuergesch net gradesou vill geschwat gëtt, dat läit do op der Hand.

Mä et ass och en anere Beräich, wou een dacks d'Gefill huet, datt net méi genuch géif Lëtzebuergesch geschwat ginn, nämlech an dem Beräich vum Commerce an och vun der Hôtellerie, vun de Restaurante, vun de Caféen, wou trotz allem Lëtzebuergesch eng Positioun huet, déi guer net esou schlecht ass, well nämlech zu 60% an deem Beräich Lëtzebuergesch geschwat gëtt. A souguer zu 53% gëtt Lëtzebuergesch benotzt, wann een akafe geet, währenddeems et fir d'Franséischt 46% sinn. Dat heescht, hei hu mer awer och nach ëmmer eng Majoritéit vu Fäll, wou ee Lëtzebuergesch schwätzt, wou d'Lëtzebuergescht also trotzdeem an der Majoritéit ass an net an der Minoritéit.

Dir hat virdrun och, Här Kartheiser, besonnesch dee Punkt ervirgehuewen vun de Gesondheets-a Sozialberuffer. Dat ass richteg, datt dat e Beräich ass, wou et wierklech wichteg ass, datt ee sech kann ausdrécken, datt een dann och verstane gëtt. Dat ass en elementaart Recht och an et ass richteg, datt et dann och soll esou sinn, datt an deem Moment een och kann an där Sprooch eng Äntwert kréien, an där ee sech dann ausgedréckt huet.

Do sinn awer Efforte gemaach ginn, souwuel vun den Institutioune selwer, déi versichen, ganz vill hiert Personal a Lëtzebuergeschcoursen ze schécken a Weiderbildung am Lëtzebuergeschen och ze offréieren. An op där anerer Säit ass et jo awer och do eng Mesure ginn, déi mer agefouert haten am Joer 2008, an zwar de Congé linguistique, deen ebe fir de ganze Privatsecteur an och fir d'Professions libérales a fir d'Indépendanten agefouert ginn ass a wat eng Mesure ass, déi e ganz grousse Succès huet an déi vu ganz villen och benotzt gëtt a wou ee kann eben an deem Moment da Congé huelen, fir Lëtzebuergesch ze léieren. Am Joer 2010, do ware ronn 700 Demanden erakomm - ech hunn dat aus enger Question parlementaire, déi mäi Kolleeg, de Marc Spautz, gestallt hat deemools -, wou an der Moyenne ronn 83 Stonne gefrot ginn fir esou e Congé, fir kënne Lëtzebuergesch ze léieren.

Ech hunn awer trotzdeem zu deem dote Punkt eng Fro un d'Regierung, eng aktuell Fro, well an dem Zukunftspak vun der Regierung och eng Mesure drasteet, wou soll de Congé linguistique op engem Punkt geännert ginn, nämlech datt och an Zukunft sollen d'Employeuren an och déi Leit, déi indépendant sinn an déi aus de liberale Beruffer, datt déi sech sollen zum Deel finanziell mat dru bedeelegen, un dem Congé linguistique. Do ass elo déi Fro, firwat dat esou ass, firwat datt déi Mesure soll geholl ginn.

An ech hunn hei och eng aner Fro, déi war och aus där Fro vum Här Spautz, do ass deemools an der Äntwert gesot ginn, vun der Éducatiounsministesch zwar - si hat drop geäntwert, dat war un d'Éducatiounsministesch gestallt -, datt et och géif am Aarbechtsministère extra e Kredit ginn, also en extrae Budget och géif ginn, fir kënnen den Employeuren ënnert d'Äerm ze gräife finanziell, wa se hir Leit gäre wéilten a Lëtzebuergeschcoursë schécken.

Do ass meng Fro: Gëtt et dee Kredit nach ëmmer? Ass deen nach ëmmer do? Wat ass mat deem geschitt? A wisou gëtt dann awer dru geduecht, wann et jo dee Kredit do gëtt, dann hei elo eng Eegebedeelegung ze froen? Et wär just interessant, fir erauszefannen, wat do d'Motivatioun ass, fir elo eppes un deem Punkt do am Congé linguistique ze änneren.

Niewent dem Congé linguistique sinn awer an de leschte Joren nach eng Partie aner Gesetzer jo och agefouert gi respektiv reforméiert ginn, wou Lëtzebuergesch eng Roll spillt. Do hu mer natierlech d'Gesetz iwwert d'Nationalitéit, wou mer dem Lëtzebuergeschen, dem Teste vum Lëtzebuergeschen eng Wichtegkeet ginn hunn an dat och méi objektiv gemaach hunn, wou een also muss Lëtzebuergesch och kënnen an och dat eben teste loossen, wann een d'Nationalitéit gären hätt.

Déi Nationalitéit, wéi mer wëssen, ass jo e grousse Succès. An deene leschte Jore sinn eng ronn 13.000-14.000 Leit, déi se gefrot hunn. Et muss een zwar an engems dozou soen, datt d'Majoritéit vun deene Leit eng Dispens kréien an de Sproochentester, well se entweder hir Schoul hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn oder well se an déi Clause falen, datt se virun 1984 an d'Land erakomm sinn, soudatt nach ronn 20% bleiwen, déi den Test ebe maachen. Vun deenen 20% sinn der 70%, déi e packen, 10% packen en net, an 20% packen ee vun deenen zwee Sproochentester. An ënnert dem François Biltgen ass jo nach eng Evaluatioun gemaach gi vun der Nationalitéit, 2012, an 2013 ass dee Rapport erauskomm. Mir haten och eng Kéier eng Debatt virun zwee Joer heiriwwer. An do solle jo och elo vun der aktueller Regierung Propose kommen, fir d'Nationalitéitegesetz ze änneren.

Fir d'CSV bleift et wichteg op jidde Fall, datt mer weiderhin och d'Lëtzebuergescht wäerten testen. Mä mir sinn awer och der Meenung, datt fir déi Leit, déi esou just eben net den Test gepackt hunn, ee soll kucken, eng Neiegkeet (veuillez lire: Méiglechkeet) ze fannen, fir datt déi awer deen Test an Zukunft och da kënne packen an datt se dee Moment och d'Nationalitéit da kënne kréien.

En anert Gesetz war dat vun der Immigratioun, wou mer jo och de Contrat d'accueil et d'intégration agefouert hunn, wou een och virgesäit, datt ee ka Lëtzebuergeschcoursë kréien an huelen, wann een an d'Land kënnt. Dat och zu engem präferenziellen Tarif, wann een déi Coursë gäre wëllt maachen. An da ginn et nach eng ganz Hällewull vu Mesuren an der Kultur, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, fir eben d'Lëtzebuergescht och ze ënnerstëtzen.

Ee ganz gudden, e grousse Projet, dee vun de Kulturministeschen aus de vergaangene Regierunge gemaach ginn ass an an d'Liewe geruff ginn ass, ass den „Lëtzebuerger Online Dictionnaire", wat en Instrument ass, wat eenzegaarteg ass op der Welt. Et ass deen eenzegen Online-Dictionnaire vun enger Sprooch, deen exklusiv eben nëmmen um Internet, um „Online" existéiert an deen, wann e fäerdeg soll sinn, ronn 26.000 Artikelen zu deenen eenzelne Buschtawe vun eiser Sprooch ebe soll hunn.

Hei ass eben och d'Fro: Wéini ass sech ze erwaarden, datt deen Online-Dictionnaire wäert fäerdeg sinn? Dat sollt geplangt si fir 2014/15. Kënnt Der mer do vläicht och just ongeféier den Datum soen, wéini datt dee soll komplett fäerdeg sinn? Deen Deel, deen do ass, dee fäerdeg ass, steet jo schonn online. Mä wéini soll dat am Ganze fäerdeg sinn?

An da muss een och wëssen, datt deen Online-Dictionnaire souguer am Ausland jo och wouergeholl gëtt an datt esou eng prestigiéis Institutioun wéi d'Académie française souguer op Lëtzebuerg komm ass, fir sech unzekucken, wéi mir dat maachen, well hei wierklech mat den neiste Moyenen dat gemaach ginn ass an direkt, wéi gesot, online, wat schonn eben an deem Moment ganz besonnesch ass.

Dann hu mer awer och niewent där doten Initiativ aner Initiative gehat, déi besonnesch och vum nationale Literaturzentrum geholl gi sinn, wéi zum Beispill de Lëtzebuerger Autorelexikon, awer och, fir pädagogescht Material auszeschaffen, datt ee kann och lëtzebuergesch Literatur verstoe léieren, och de Sënn dovunner, mat eben och Begleetmaterial dozou, wat gemaach ginn ass vun deem nationale Literaturzentrum.

Da sinn niewendrun, niewent all deene villen Aktivitéiten, déi dee mécht, eng ganz Partie aner Mesuren, déi et am Kulturministère jo och gi fir Leit, déi gär wëllen op Lëtzebuergesch schreiwen - an dat gëtt ëmmer méi gemaach -, respektiv fir lëtzebuergesch Auteure kënnen ze ënnerstëtzen an hire Publikatiounen. Do ginn et eng Rei vu Subsiden a Primmen derfir, fir datt mer och kënne weisen, datt Lëtzebuergesch als Sprooch eng Literatursprooch och ass an datt Lëtzebuergesch och kann zum Beispill iwwersat ginn an aner Sproochen, respektiv datt aner Sproochen oder grouss Wierker aus anere Sproochen och kënnen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn.

Hei stellt een och fest - an et ass jo ëmmer am Hierscht, wou mer och dann déi Präisser hunn, déi iwwerreecht ginn, de Bicherpräis, Literaturpräisser -, datt et ëmmer méi vun eise Leit och ginn, déi ouni Komplex sech trauen, Lëtzebuergesch ze benotzen, fir Bicher ze schreiwen. Mir hu selwer Leit heibannen, déi Bicher schreiwen, net nëmmen op Lëtzebuergesch, och op anere Sprooche vum Land, mä awer iwwert d'Land, well d'Literatur zu Lëtzebuerg ass jo net nëmmen déi lëtzebuergesch Literatur, et ass jo och eng däitsch an eng franséisch Literatur. Mä et ginn der ëmmer méi, déi an deene verschiddenste Forme vun der Literatur sech ausdrécken, a besonnesch eben och op Lëtzebuergesch, wat natierlech ze begréissen ass a wat och nach soll weider ënnerstëtzt ginn.

An och hei dann d'Fro un d'Regierung, wéi se wëlles huet, deen dote Phenomeen, déi do Entwécklung weider mat konkrete Mesuren ze ënnerstëtzen.

Mir hunn awer niewent de staatlechen Initiativen och eng ganz Rei privat Initiativen, déi geholl gi sinn an deene leschte Joren, fir d'Lëtzebuergescht ze ënnerstëtzen. Wann een nëmme kuckt: Wikipedia gëtt et och op Lëtzebuergesch zënter 2004. Momentan, aktuell sinn eng ronn 42.000 Artikelen online. All Dag kommen der eng ronn aacht derbäi. Do ka jiddweree matmaachen. Jiddwereen, dee wëllt, ka sech do aschreiwen an do hëllefen, Artikelen ze schreiwe respektiv ze korrigéieren.

Et sinn awer och Initiative gi privat-ëffentlech, wou zum Beispill en Interface - do hunn ech och elo kee lëtzebuergescht Wuert derfir, Dir musst mech entschëllegen - entwéckelt ginn ass vu Windows, fir eben och verschidde Programmer op Lëtzebuergesch ze maachen. Dat ass och erauskomm. Dat ass zwar net elo esou vill privat erofgeluede ginn, och beim Stat ass versicht ginn, dat op de Computeren ze installéieren. Do gëtt et anscheinend och nach technesch Contrainten, fir dat komplett iwwerall kënnen ze installéieren. Dofir ginn emol um Ufank ëmmer fir d'Éischt englesch Interfacen, englesch Logiciellen installéiert. Mä och do ass sécherlech nach Sputt, fir dat nach kënne weiderzedreiwen, wann dat de Wëllen ass.

Et ginn awer och ewell Appen, Applikatiounen, déi vu Leit entwéckelt ginn, fir kënne Lëtzebuergesch ze léieren oder Lëtzebuergesch ze verbesseren, wéi zum Beispill och de Spellchecker.lu, fir nëmmen ee Beispill do ze nennen.

An da ginn et och ewell ganz vill Filmer an och ganz vill Serien op Lëtzebuergesch. Televisiounserien, déi éischt op Lëtzebuergesch, exklusiv op Lëtzebuergesch sinn an de leschte Joren erauskomm, wéi „Weemseesdet" oder den „Comeback", fir nëmmen déi och dann ze nennen.

Dat sinn alles Initiativen, déi ee begréisse soll an déi och weiderhi sollen ënnerstëtzt ginn a sech weiderhi sollen och dann entwéckelen. Et ass nach net alles perfekt vläicht vum Gebrauch vun der Sprooch hier, dat ass da stilistesch gesinn. Mä och do brauch een da vläicht nach e bëssen Zäit, bis dat eng gewëssen Notoriétéit do kritt. Mä et ass emol wichteg an et ass och schéin, datt iwwerhaapt déi Saache gemaach ginn.

Dat heescht, et sinn also schonn eng ganz Partie Initiativen, déi geholl gi sinn, fir derfir ze suergen an deene leschte Joren, fir aktiv, proaktiv ze hëllefen, datt Lëtzebuergesch seng Plaz an eiser Gesellschaft huet a seng Plaz an eisem Land huet. An déi och Friichte gedroen hunn! An natierlech kënne weider Initiativen nach geholl ginn. Mä et ass ënnert dem Strëch awer esou, datt ee sech ëm d'Lëtzebuergescht net Gedanke brauch ze maachen, datt d'Sprooch elo géif eng Kéier verschwannen. Si huet eng grouss Zukunft, an dat och an eisem Schoulsystem, obwuel sech do natierlech déi grouss Fro stellt, wéi mer mat deene verschiddene Sproochen an der Schoul an Zukunft wäerten ëmgoen.

Dat ass ee vun den Défien, do ginn ech Iech absolut recht. An dat eben net nëmme mam Lëtzebuergeschen, mä och mam Däitschen a mam Franséischen. Well Dir hutt dat jo och virdrun hei ganz kloer detailléiert, wéi d'Situatioun vun der lëtzebuergescher Sprooch am Lycée ass. Ech brauch net nach eng Kéier op all d'Detailer anzegoen. Mä wa mer och gären hätten zum Beispill, datt Lëtzebuergesch méi an de Schoule soll geléiert ginn, an dat net nëmme mëndlech, mä och schréftlech, da musse mer natierlech och wëssen, zu wat fir engen Ongonschte vun anere Sprooche mer dat da wäerte maachen. Well ech mengen, et schéngt mer schwéier, datt mer nach Stonne bei der Schoul derbäisetzen.

Ech weess net, wéi den Éducatiounsminister dat gesäit. Mä op jidde Fall gëtt et schonn ëmmer Gejäiz, wa vu lénks a riets gefrot gëtt, fir nach weider Fächer derbäizesetzen. Well d'Sprooch soll jo alles sinn, dat ass jo e bëssen esou d'Léisung fir all d Problemer: Mir tässelen ëmmer méi op d'Schëllere vun der Schoul. Elo kann een, wéi gesot, déi Fro do stellen. Mir stellen eis déi och. Mä mir mussen ebe just da wëssen: Wéi organiséiere mer dat? Wéi strukturéiere mer dat? Wat fir eng Stonnen huele mer dann ewech? Oder wat fir enger Sprooch huele mer virun allem och déi Stonnen dann ewech? A wéi maache mer dat? Op wéi engem Niveau wëlle mer dat dann och gär virundreiwen?

Dir sot, jo, den „Renert" soll op Première gehéieren. Vläicht soll een den „Renert" net op all de Premièren aféieren, mä awer op d'mannst vläicht op enger Literatursektioun soll och iwwert de „Renert" kënne geschwat ginn, do ginn ech Iech scho recht. Mir hunn do e fantastescht Wierk doleien, wat sech net brauch ze schummen, wat net brauch hanner aneren auslännesche Wierker hannendrunzestoen. Dofir soll een dat och méi an de Fokus stellen, mä dann éischter vläicht op Sektiounen, wou et och wierklech méi ëm Literatur geet an an all de Sproochen och de Fokus op d'Literatur geluecht gëtt.

Mir mussen och allgemeng déi Debatt eng Kéier féieren iwwert d'Sproochen an de Schoulen, wou een och kuckt: Musse mer och am Franséischen an am Däitsche bis an de leschten Detail d'Grammaire léieren op bestëmmte Sektiounen an och do déi ganz Panoplie vun der Literatur duerchhuelen, wann een déi Sproochen awer am Alldag dann net méi op deem doten Niveau brauch, mä éischter an anere Beräicher?

Et ass also e Sujet, dee ganz komplex ass a wou mer effektiv zesumme musse kucken, wéi mer do eng Kéier dann erauskommen. Mä dat huet och dann eppes mat Prioritéiten eben ze dinn, déi een do setzt. An da muss een dee Moment d'Modalitéiten och do de Prioritéiten upassen.

D'Héichschoul, d'Uni Lëtzebuerg huet do eng ganz grouss Roll gespillt och an der Entwécklung vum Lëtzebuergeschen. Et gëtt jo och gefuerscht ganz vill iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, wéi se sech iwwert d'Jorzéngten entwéckelt huet. D'Fuerscher schwätzen alleguerte vun enger ganz interessanter Sprooch, enger ganz lieweger Sprooch par rapport zu anere

Sproochen. A Lëtzebuergesch gëtt jo och net nëmmen hei zu Lëtzebuerg op der Uni erfuerscht - a gefuerscht dodriwwer -, mä dat geschitt och am Ausland op Unien. Dat ass also schonn och de Beweis, datt eis Sprooch och um akademeschen Niveau hir Plaz fonnt huet.

Et gëtt och e Master a Lëtzebuerger Kultur, an der Gesellschaft an och iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, deen agefouert ginn ass op der Uni Lëtzebuerg, wou jo och schonn déi Eischt, déi dee Master gemaach hunn, fäerdeg sinn an elo affektéiert sinn an dem Institut national des langues an och mussen herno hire Stage am Lycée maachen. Well do ginn et jo och déi Classes d'insertion fir déi Kanner, déi vu baussen erakommen an déi nach guer keng vun eise Landessprooche kënnen. Fir deenen och awer e Minimum vu Lëtzebuergesch bäizebréngen, ass och op deem Niveau ganz vill geschitt.

An da kënnt een och vun do aus op de Status vun eiser Sprooch um europäeschen Niveau, deen Der och ugeschwat hutt, wou Der Iech referéiert hutt op eng Décisioun vum Europäesche Ministerrot vun 2005, wou souguer ënner lëtzebuergescher Présidence do eng Décisioun geholl ginn ass, datt eng Sprooch, déi net eng offiziell Sprooch ass vun engem EU-Memberstat, mä déi awer trotzdeem an der Verfaassung vun deem Memberstat steet, oder awer déi als Nationalsprooch am Gesetz festgeschriwwen ass, datt een déi och kéint benotzen als Bierger aus deem Stat, fir sech un d'europäesch Institutiounen ze adresséieren.

Elo ass et awer esou, an dat hat Dir jo och richteg gesot, datt een da muss en Arrangement, en Accord fanne mat där Institutioun. An do waren eng ganz Partie Froen deemools jo och gestallt ginn, notamment och vun Iech, Här Kartheiser, an och vum Här Gibéryen, fir eben ze froen: Wat mécht d'Regierung dann domadder? Wëllt se gären op dee Wee do goen?

Do ass deemools vum Här Schmit als nach delegéierten Ausseminister an Europaminister (veuillez lire: an Immigratiounsminister) an zum Schluss op Är Fro vum Här Juncker als Statsminister a vun Iech als delegéierten Ausseminister geäntwert ginn, datt dat analyséiert gi wär, ob do e reelle Besoin géif bestoen, an datt een awer zur Konklusioun komm wär, dat géif u sech ze deier ginn, fir déi Moyenen en place ze setzen, fir dat ze iwwersetzen. Well et muss ee wëssen, datt de lëtzebuergesche Stat da muss d'Iwwersetzung iwwerhuelen, fir sech un déi Institutiounen ze adresséieren. An och wann dann d'Bréiwer zréckkomme vu Bréissel, muss och dat dee Moment iwwersat ginn an iwwerholl gi vum Lëtzebuerger Stat. Dat war deemools déi offiziell Äntwert.

Elo kann een natierlech nach eng Kéier nofroen, wéi et dann ass, ob elo de Besoin nach ëmmer aktuell ass, ob et dann elo méiglech ass, fir dat ze bezuelen. Bon, vläicht a finanziellen Zäiten (veuillez lire: a finanziell schlechten Zäiten) ass et dann och als Argument, fir ze soen, dat kascht eppes, vläicht net dat bescht Argument oder vläicht net dee beschte Moment, fir dat ze froen.

Trotz allem kann een awer eng Kéier och d'Fro stellen, ob do nach eng Kéier driwwer nogeduecht gëtt. Well op där enger Säit hu mer d'Situatioun, datt an Europa gesot gëtt, datt déi verschidde Sproochen de Räichtum si vun Europa an datt se sollen ënnerstëtzt ginn, datt Europa dat och wierklech ënnerstëtzt op deene verschiddensten Niveauen. Also kann dat och fir Lëtzebuerg gëllen, soll dat och fir eis Sprooch mat gëllen.

Mä op där anerer Säit stellt een awer och fest, datt Europa probéiert, d'Käschte vun den Iwwersetzungen am Grëff ze halen. Well et gi jo, wann ech mech net iren, 24 offiziell Sproochen. Vun deenen 28 Memberstate sinn der 24, déi hir Sprooch offiziell unerkenne gelooss hunn. An dat sinn natierlech riseg Iwwersetzungsdéngschter an e Risepersonal, dat kascht och, esou datt se sech elo schonn eens gi sinn: A ganz ville Réunioune gëtt jo ewell bal nëmme méi Englesch geschwat respektiv nach Englesch, Franséisch an Däitsch.

Mä do ginn et och dann ënnerschiddlech Entwécklungen. Op där enger Säit gëtt gesot: Et ass e Räichtum. Op där anerer Säit gëtt gesot: Tjo, mä dee Räichtum, dee kascht eppes a mir wëllen och net gären ze vill zulaaschten, also op d'Käschte vum Steierzueler, dat onbedéngt mussen alles esou um Liewen...

Une voix.- Finanzéieren.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Finanzéieren. Merci. Dofir muss een och wëssen, do gëtt et déi eng an déi aner Argumentatioun dofir. Trotz allem kann een awer nach eng Kéier kucken, ob et do net Méiglechkeete gëtt, fir an Zukunft vläicht op dee Wee ze goen, datt ee kéint och emol op Lëtzebuergesch esou eng Äntwert kréien, wuel wëssend, datt et wäert eppes kaschten.

Et muss een awer och dozou soen, datt, wa mer gären hätten..., Dir hutt virdru gesot, dat ass an enger éischter Phas, an an enger zweeter Phas kéint een awer och vläicht higoen a Lëtzebuergesch als offiziell Sprooch unerkennen, datt dat nach e ganz aneren Niveau mat sech bréngt. Well dat bréngt awer da mat sech, datt an deem Moment all d'Dokumenter, déi vun engem Europaparlament oder déi vun engem Conseil oder vun enger Kommissioun publizéiert ginn, all Direktiv, all Acte juridique, datt dat muss iwwersat ginn.

(Interruption)

Wann ech gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat wëllt jo keen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, dat ass richteg. Mir kënnen elo vläicht probéieren ze froen... Dat wëllt keen. Mä den Traitéen no, den Artikele vun den Traitéen no awer, déi d'Europäesch Unioun regelen, déi gesinn dat awer esou vir an och déi intern Reglementer. Ech hunn dat awer ganz genau nogekuckt. An ech kann Iech soen zum Beispill, wann een aner kleng Länner hëlt, wéi zum Beispill Malta, Malta huet dat ugefrot, déi offiziell Sprooch, a krut se och 2004. Mä do ass och virdrun eng Analys gemaach ginn doriwwer vun der Kommissioun, en Non-Paper, ob déi maltesesch Sprooch da soll unerkannt ginn. An do ass och festgestallt ginn zum Beispill, d'Maltesesch ass an der Verfassung, Maltesesch ass d'Sprooch vun der Législatioun nieft dem Engleschen. Mä all d'Gesetzer ginn och op Maltesesch iwwersat.

Wa mir also géifen elo higoen a mir hätten och gären, datt Lëtzebuergesch géif offiziell unerkannt ginn, da misst jo an deem Moment och all, oder op jidde Fall ganz vill vun de juristeschen Texter missten iwwersat ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do kann een eng Dérogatioun froen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An dann hätte mer déi cocasse Situatioun, datt mer dann an Europa zwar offiziell Texter op Lëtzebuergesch hätten, mä an eisem eegene Land hu mer déi legislativ Sprooch op Franséisch. Voilà. Dat heescht an deem Moment géife mer dann och an eng komesch Situatioun kommen. Also, et ass net grad déiselwecht Situatioun op Malta.

Mä wann den Här Gibéryen mer seet, datt een do kéint eng Dérogatioun maachen, da muss een dat eng Kéier och nofroen an eng Kéier nokucken. Mä, menges Wëssens, wéi ech d'Traitéen och gelies hunn an d'Artikele gekuckt hunn, misst awer do d'Iwwersetzung vun all den Dokumenter geschéien.

An dann, just och nach well mer vu klenge Länner schwätzen, well Dir virdrun, Här Kartheiser, gesot hutt, och mat Island, et kann een och soe mat Malta, mä haaptsächlech mat Island, well dat e Land ass, wat seng Sprooch jo ganz vill ënnerstëtzt a jo och fleegt an och schreift, datt mer kënne jo och op dee Wee do goen. Dat ass zum Deel richteg.

Dozou muss een awer och wëssen, datt Island eben, am groussen Ënnerscheed zu Lëtzebuerg, eben eng Insel ass an als isoléiert Land am Nordatlantik, wou natierlech Islännesch als Sprooch ëmmer existéiert huet an ëmmer dominéiert huet, well do ass näischt aneschters soss erakomm vu lénks a riets.

Iwwerdeems Lëtzebuerg jo matzen am Häerz vu Westeuropa läit, tëschent ebe Frankräich an Däitschland a mer zwar, wéi Der richteg sot, en eegesproochegt Land waren, andeems mer awer Lëtzebuergesch geschwat hunn, oder Lëtzebuergesch-Däitsch, wéi dat deemools nach genannt ginn ass, mä ebe Lëtzebuergesch deemools nach als e moselfränkeschen Dialekt gesi ginn ass, mä mir haten awer och ëmmer eng Traditioun vun anere Sproochen.

Mir haten, wéi mer e bësse méi grouss nach waren, als Herzogtum och nach e Quartier, also en Deel vum Land, dat war e franséischsproochegen Deel oder e wallouneschen Deel, an do ass ëmmer Franséisch geschwat ginn. Et ass och ëmmer eng ofwiesselnd Traditioun ginn, fir offiziell Akten op Franséisch emol oder op Däitsch oder ebe Laténgesch ze schreiwen.

Dat heescht, et ass zwar richteg, datt, wéi de Grand-Duché bis existéiert huet mat sengen 2.586 Quadratkilometer, do hate mer eng sproochlech Unitéit, well mer dunn nëmmen nach Awunner haten, déi Lëtzebuergesch geschwat hunn, mä an engems sinn eis Gesetzer awer op Franséisch jo geschriwwe ginn, well mer och d'Traditioun iwwerholl hu vun de Fransouse mam Code Napoléon, och zum Deel op Däitsch. A well och dunn décidéiert ginn ass vum deemolege Kinnek-Groussherzog, fir Däitsch eben och an der Primärschoul ze enseignéieren, niewent dem Franséischen, fir e Konterpunkt zum Franséischen ze setzen, wat vun der Bourgeoisie haaptsächlech geschwat ginn ass.

Dat heescht, mir hu schonn eng Traditioun vu méi Sproochen, och wann zwar d'Majoritéit vun der Bevëlkerung ëmmer Lëtzebuergesch als Mammesprooch hat, wat richteg ass. Mä et kann een awer och trotzdeem net ignoréieren den Afloss vun deenen anere Sproochen, och den Afloss vun der franséischer Sprooch an eis Sprooch eran, well et ginn Zegdausende vu Wierder, déi mer benotzen am Lëtzebuergeschen, déi franséisch Originnen hunn an déi mer verlëtzebuergescht hunn.

Voilà, Här President, ech géif dann och zum Schluss komme vu menger Interventioun. Ech géif menge kënnen ze behaapten, datt mer 2014 scho vun engem historesche Moment kënne schwätze par rapport zu 1984, well sech an deenen 30 Joer enorm vill entwéckelt huet, enorm vill geschitt ass um Niveau vun de Sproochen an haaptsächlech um Niveau vum Lëtzebuergeschen. Dat huet och mat enger voluntaristescher Politik ze di gehat,...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- ...déi een natierlech nach ëmmer och kann nach méi wäit dreiwen. Mä net nëmmen, well et huet och mat Phenomeener, mat Entwécklungen ze dinn, déi mer net virausgesinn hunn, mat Eegendynamiken, déi dozou féieren, datt eng Sprooch sech entwéckelt, ganz onerwaart. Dat huet hei virun allem an deene leschten zéng, 15 Joer mat den neie Medien, mat Internet ze di gehat.

An dofir solle mer zwar weiderhin och ëmmer eis Lëtzebuerger Sprooch am A behalen a se och proaktiv begleeden a stäipen. Mä mir kënnen och net alles maachen als Politik. An elo kann een nach ganz vill Mesuren huelen, fir se ze ënnerstëtzen, mä dat eleng wäert awer net dozou féieren, datt d'Lëtzebuergescht sech wäert weiderentwéckelen, also weider erhalen. Se wäert och en Eegeliewe weiderhin ëmmer behalen, déi Sprooch. All Sprooch huet dat, well grad dat zeechent eng lieweg Sprooch aus!

An dofir sinn ech dann och gespaant, datt, wann eng Kéier an 30 Joer eis Successeuren hei sëtzen an déi maachen dann eng Kéier de Bilan vun der Situatioun vun de Sproochen a virun allem vum Lëtzebuergeschen, wat si da wäerte soen. Dat wäerte mir da wahrscheinlech net méi erliewen. Ech och wahrscheinlech net méi, well dann ass een awer scho 60 Joer, 62 Joer al. Mä et ass een awer trotzdeem gespaant...

(Brouhaha et hilarité)

Et ass een awer dann trotzdeem... Jo, ech hunn dat elo par rapport zu mir gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hien ass nach vill méi jonk.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An dofir wär ech da gespaant, fir ze kucken, fir dat dann ze liesen. Op jidde Fall, ech si mer awer relativ sécher, datt déi dat och ëmmer wäerten nach op Lëtzebuergesch maachen an op Lëtzebuergesch wäerte schreiwen. Well dat ass jo hei an der Politik de Fall, elo en Acquis, datt dat net méi a Fro gestallt ass, dass mer elo géifen ufänken, erëm op Franséisch mateneen hei ze schwätzen.

An ënner anerem nach ganz zum Schluss: Déi gréisste Publikatioun a Lëtzebuerger Sprooch ass, wéi Der wësst, d'Chambersblietchen. Et gëtt net méi geschriwwen op Lëtzebuergesch a keng aner esou eng grouss Publikatioun wéi d'Chambersblietchen. An och dat wäert weiderhin op Lëtzebuergesch jo wahrscheinlech geschriwwe ginn. Dat ass eng Source vun Inspiratioun a vu sproochlecher Inspiratioun fir jiddwereen. Voilà!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wilmes. Eisen nächste Riedner ass den Här André Bauler. An den Här Angel war schonn an de Startbléck.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Entschëllegt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, guer kee Problem.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo just gesot gi vu menge Virriedner: Eis Sprooch gëtt méi wéi jee geschwat a geschriwwen. Am Zäitalter vun de sozialen Netzwierker, den SMSen, dem Internet an natierlech dem E-mail, Chat an Twitter - an dat sinn alles mä keng lëtzebuergesch Wierder! - ass et zu enger regelrechter Renaissance vum Lëtzebuergesche komm.

Commentairen, Annoncen, Invitatiounen, Bréiwer, Plakater, Veräinsrapporten an, wéi den Här Wilmes elo just gesot huet, d'Chambersblietchen, ganz vill Texter gi mëttlerweil an eiser Mammesprooch verfaasst. Zeg Auteure schreiwen an eiser Sprooch, och meng zwee Virriedner. Ech hunn elo just dru geduecht, den Här Wilmes mat sengem Buch iwwert d'Chamber, an den Interpellant mat engem Buch, wat en ënnert dem Pseudonym - wann ech mech gutt erënnere kann - „Fernand Le Chartreux" geschriwwen huet. Dat geet vu Romaner iwwer Krimie bis hin zu Kannerbicher.

De mëttlerweil vun zegdausende Leit gekuckten Internetsite vun RTL ass op Lëtzebuergesch, e Paradebeispill, wéi u sech heiheem am digitalen Zäitalter eng elektronesch Zeitung sech entwéckelt huet, jo duerchgesat huet, wou d'Lëtzebuerger Sprooch am Mëttelpunkt steet. Dat ass ze begréissen.

De Lëtzebuerger Radio an d'Tëlee sinn en anert Medium, iwwert dat eis Sprooch dagdeeglech verbreet gëtt. Ech erënnere mech nach gutt un deen alen „Heielei" op RTL, dee jo och sonndes mëttlerweil regelméisseg widderholl gëtt, wou deemools sech eng Freed draus gemaach gouf, lëtzebuergesch Wierder wéi Deckelsmouk, Schlappekino oder souguer Stëbssuckeler ze gebrauche respektiv ze erfannen.

Erënnere wëll ech awer och u populär Theaterstécker op Lëtzebuergesch, déi sech mat eiser Geschicht oder eisem gesellschaftleche Liewe befaassen an déi entweder an der Stad, och iwwer Land op den Dierfer opgefouert ginn. Dacks ginn och Stécker aus dem Däitschen, dem Franséischen oder dem Engleschen an eis Mammesprooch iwwersat a mat vill Erfolleg gespillt.

Här President, wann ech elo un déi sëlleche Lëtzebuergeschcoursen denken, déi uechtert d'Land a souguer op verschiddenen Universitéiten ugebuede ginn, dann däerf ee roueg behaapten, datt eis Sprooch méi wéi jee lieft. Vläicht erënnert deen een oder anere sech un d'Kayo Nishide, eng jonk Fra aus dem Norde vu Japan, déi Lëtzebuergesch studéiert a vun eiser Sprooch esou faszinéiert ass, datt si souguer entscheet huet, hir Dokteraarbecht doriwwer ze schreiwen. Lëtzebuergesch ass also definitiv in!

Viru méi wéi 30 Joer huet d'Chamber, et ass elo schonn zweemol gesot ginn, e Sproochegesetz gestëmmt, an deem Lëtzebuergesch offiziell als d'Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger unerkannt gouf. Lëtzebuergesch ass och, nieft dem Franséischen an dem Däitschen, als Verwaltungssprooch gläichgestallt.

An der Chamber gëtt och scho méi laang Lëtzebuergesch geschwat. An et kéim wuel haut kengem Deputéierten an och kengem Minister méi an de Sënn, fir net an eiser Sprooch ze schwätzen. Iwwregens goufe beim Trounwiessel, viru 14 Joer, all d'offiziell Rieden an eiser Sprooch gehalen, wat och eng Première an ze begréisse war. Sou wäit, sou gutt.

Am gelieften Alldag huet d'Lëtzebuergescht et awer oft méi schwéier. Eise Mediekonsum ass majoritär friemsproochlech geprägt, fir nëmmen déi däitsch, franséisch oder belsch Tëlee als Beispill ze nennen. An dëse Mediekonsum, grad deen aus Däitschland, beaflosst och eis Sprooch.

Wéi dacks schalte mir Lëtzebuerger automatesch op Franséisch, Däitsch oder Englesch ëm, wa mir a Geschäfter oder a Restaurante mat eiser Mammesprooch net méi virukommen. Dat ass natierlech en Atout. Bei ville vun eis ass dat dann och schonn e Reflex ginn.

Als Lëtzebuerger ass ee gewinnt, eng friem Sprooch ze schwätzen. Eng oder méi natierlech. Dat ass mëttlerweil zu enger Partikularitéit vun eisem Land ginn. Mir sinn e méisproochegt Land, wou sech vill ënnerschiddlech Kulturen, an domat och vill verschidde Sprooche begéinen. Lëtzebuerg ass ouni Zweifel an enger aussergewéinlecher linguistescher Situatioun. Mir sinn, fir emol en englescht Wuert ze benotzen, e regelrechten „melting pot", e Laboratoire fir eng, aus sproochlecher Siicht, breet gefächert Kommunikatioun, wou direkt e puer Sproochen op engstem Raum am dagdeegleche Liewe geschwat ginn.

Här President, déi allermeescht Leit, déi aus dem wäiten Ausland bei eis kommen, schwätzen hir Mammesprooch. An et ass net ëmmer liicht fir si, sech mam Lëtzebuergeschen ze familiariséieren. Trotzdeem muss een awer ënnersträichen, datt vill auslännesch Matbierger sech beméien, eis Sprooch ze léieren, andeems si a Coursë ginn, déi am Institut national des langues oder an hirer respektiver Gemeng ugebuede ginn. Dës Coursë gi jo virun allem besicht vu Leit, déi déi Lëtzebuerger Nationalitéit wëlle kréien.

Erlaabt mer an deem Kontext drun ze erënneren, datt d'DP sech ëmmer derfir agesat huet, datt d'Konditiounen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, um sproochlechen Niveau eppes manner exigent sollte ginn. Wa mer de

Prinzip vun der duebler Nationalitéit wierklech wëllen eescht huelen, dann däerf d'Sprooch keng iwwerméisseg héich Barrière sinn. Dat heescht net, dass ee kee Lëtzebuergesch muss oder soll kënnen, mä et soll een d'Kenntnis vun der Sprooch net zu engem exklusive Kritär maachen, mä och dem Integratiounswëlle vun deene Concernéierte verstäerkt Rechnung droen.

Här President, an deene leschte Jorzéngten...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, et sinn am Moment e bëssen ze vill där klenger Sëtzunge während der Sëtzung. Lauschtert wann ech gelift dem Riedner no!

M. André Bauler *(DP).*- Si sinn awer méi roueg wéi virdrun.

...huet eis Gesellschaft sech staark verännert. Op kenger anerer Plaz wéi an eisem Schoulsystem gëtt ee sech däers besser bewosst. Iwwert d'Halschent vun de Kanner, déi bei eis scolariséiert ginn, hunn eng aner Mammesprooch wéi Lëtzebuergesch. D'Émgangssprooch an eiser Schoul misst awer d'Lëtzebuergescht bleiwen. Et ass dofir immens wichteg, datt d'Kanner esou fréi wéi méiglech d'Chance kréien, eis Sprooch ze léieren. Dofir ass et richteg, datt d'Regierung op de Wee geet, fir de Kanner eng bilingual Sproocheférderung an de Structures d'accueil unzebidden.

Aus ville wëssenschaftleche Studien eraus wësse mer, datt d'Kanner, besonnesch am Alter tëschent engem an dräi Joer, ganz rezeptiv sinn, wat d'Léiere vu Sproochen ugeet. Et geet drëms, alleguerten d'Kanner beschtméiglech op eise multilinguale Schoulsystem an Aarbechtsmaart virzebereeden. Et ass d'Flicht vun der Politik, fir sech dëse Realitéiten ze stellen. Eis Sprooch soll een Integratiouns- a keen Exklusiounsfacteur sinn!

Här President, eis Sprooch ass e wesentlecht Stéck vun eiser Identitéit. Ouni eis Sprooch géif et keng Lëtzebuerger Natioun. Wann et an engem Land keng gemeinsam Sprooch méi gëtt, gëtt et och keng gemeinsam Identitéit, keng gemeinsam Kultur an och keen Zesummegehéieregkeetsgefill. Net méi spéit wéi déi lescht Woch hat ech op dëser Tribün ënnerstrach, datt d'Kultur fir eis als DP en Integratiounsfacteur par excellence ass. Si soll net nëmmen d'Lëtzebuerger erreechen, mä all Nationalitéiten, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

A wa mer vun Integratioun schwätzen, da si mer och beim Thema vun der kultureller Identitéit. Do freet ee sech munchmol, ob d'Lëtzebuerger genuch iwwer hir eege Kultur an hir Sprooch wëssen. D'Auteuren, an ech wëll et nach eng Kéier op dëser Plaz rappeléieren, wat ech d'lescht Woch gesot hunn, d'Auteure vum „Manifeste pour un pacte culturel" weisen op d'Geforen hin, déi dat feelend Bewosstsinn vun enger kultureller Identitéit a sech biergt. D'Énnerzeechner vum Pakt schreiwen, ech mengen, et war am Joer 2008, zu Recht, datt deen, dee sech net fir seng eege Kultur interesséiert, och aner Kulturen net estiméiere kann. Mir brauchen dofir an eise Schoulen eng interkulturell Formatioun, déi den Ableck an all Kulture gëtt. Datt heibäi der Lëtzebuerger Sprooch als sougenannter „monnaie d'échange" an als Integratiounssprooch och eng wichteg Roll am interkulturellen Dialog zoufält, versteet sech vum selwen.

Här President, eist Nationalgefill ass nach jonk. Et datéiert aus dem viregte Jorhonnert. D'Lëtzebuerger si sech hirem Nationalgefill eréischt bewosst ginn, wéi eist Vollek viru 75 Joer an eng grouss, jo existenziell Kris geroden ass. Bei de Feierlechkeete fir de Centenaire vum onofhängege Lëtzebuerg, ee Joer ier Nazi-Däitschland eist Land iwwerfall huet, huet dëst Gefill eng zentral Roll gespillt. A wéi den 10. Mee 1940 d'Nazien eist Land besat an et fënnef Joer laang ënnerdréckt hunn, kujenéiert hunn, du war d'Sprooch dat eenzegt Mëttel, mat Hëllef vun deem mir eis géint dës Besetzung wiere konnten. Eis Sprooch war dat Band, dat eis all zesummegehalen huet.

Am Referendum vum 10. Oktober 1941 hunn d'Lëtzebuerger dem Okkupant d'Stir gebueden a sech mat hirem Vote fir d'Lëtzebuerger Sprooch als eis Mammesprooch ausgeschwat. D'Resistenz huet deemools an engem Trakt geschriwwen, ech zitéieren: „Ons Sprooch ass méi al wéi de Preisen hire Kasärequatsch. D'Mammesprooch ass d'Sprooch, déi mir op der Mamm hirem Schouss geléiert hunn an ons ugebueren ass. Et ass ons Lëtzebuerger Sprooch. Ons Sprooch, ons Heemechts- a Mammesprooch ass d'Lëtzebuerger Sprooch, déi ons méi wéi alles soss als Lëtzebuerger stempelt an edelt."

Sécher, fir eng Natioun ze sinn, brauch et méi wéi eng gemeinsam Sprooch. Et brauch een och, nieft engem eegenen Territoire an enger Mémoire collective, eng gemeinsam Solidaritéit, déi et erlaabt, fir a Krisesituatiounen, wou engem Land seng Existenz als eegestännege Stat a Gefor geréit, all Egoismen, Streidereien an ideologesch Differenze vergiessen ze dinn. D'Sprooch ass a bleift awer d'Haaptelement vun eiser Identitéit. Iwwert d'Sprooch loosse sech eis Kultur, eis Traditiounen an eis Geschicht vermëttelen.

Här President, 75 Joer nom Ausbroch vum Zweete Weltkrich liewe mer an engem komplett verännerte sproochlechen a gesellschaftlechen Émfeld. D'Lëtzebuergescht huet an dësem polyglotte Kontext als Sprooch sécherlech eng Zukunft. Et gëtt, an ech hat et aganks scho gesot, esou vill geschriwwe wéi nach ni, och vu ville vun eisen auslännesche Matbierger! Jo, vill vun hinne beméie sech drëms, fir eis Sprooch gutt ze schwätzen, andeems si Coursë besichen oder iwwer hir Kanner oder iwwer Bicher Lëtzebuergesch léieren.

An dësem Kontext huet de bekannte Lëtzebuerger Auteur a Sproochenexpert Lex Roth Enn Oktober an engem Bäitrag op RTL treffend gesot, ech zitéieren: „Dofir brauch een d'Sprooch net aus dem Effeff ze kënnen, net onbedéngt mat Grammatik a Schreiwen «verflemmst» ze ginn. Wichteg ass, datt d'Ais rondrëm ee gebrach gëtt, datt ee sech manner «kal» do fillt. Den «Accent» spillt keng sënnerlech wichteg Roll; dacks ass/bleift e souguer sympathesch… Et geet ëm d'«Mateneen-eensginn» (…). Villes, dat meescht, kënnt da vum selwen." Esou de Lex Roth.

Här President, déi grouss Erausfuerderung vun der Zukunft läit doranner, derfir ze suergen, datt eis Heemechtssprooch lieweg an authentesch bleift, datt se geheegt a gefleegt gëtt, ouni datt een engem sproochleche Purismus verfält.

A mir mussen eis ëmmer erëm froen, wat aus dëser Sprooch soll ginn: Ka si de gemeinsamen Nenner sinn, deen och an Zukunft d'Lëtzebuerger mat Netlëtzebuerger verbënnt? Wat kënne mer maachen, fir eis Sprooch um Liewen ze erhalen, fir esou vill wéi méiglech Leit fir d'Léiere vun eiser Sprooch ze interesséieren, jo, ze begeeschteren?

Dem schouleschen an dem erzéieresche Milieu fält ouni Zweifel eng zentral Funktioun beim Léiere vum Lëtzebuergeschen zou. Dofir, an dat ass der Regierung hiert deklaréiert Zil, musse mir hei den Hiewel konsequent a fréi usetzen. D'Léiere vum Lëtzebuergeschen a fréie Joren ass nun eemol de Schlëssel fir eng gelonge sproochlech Integratioun, bei där mer all de Kanner déiselwecht Startchancë ginn. Hei heescht et, e pädagogescht an didaktescht Konzept ze entwéckelen, ze erschaffen, dat d'Strooss hält an dat déi Jonk esou fréi wéi méiglech mat eiser Kultur an eiser Sprooch familiariséiert.

Dat ass wuel e groussen Défi, ma ech fäerten, datt, wa mer en net uginn, mer dann d'Zukunftschancë vu ville Kanner op d'Spill setzen. Geléngt et eis, fir d'Kanner aus dem netlëtzebuergesche Sproochekontext esou fréi wéi méiglech un eis Sprooch gebonnen ze kréien, da verbessere mer hinnen hir schoulesch a berufflech Chancen. Well mir wëssen, datt déi sproochlech Situatioun, wéi mer se zanter Jorzéngte kennen, zu enger sozialer a schoulescher Selektioun féiert. Déi sproochlech Situatioun kann och déi verschidde Bevëlkerungsgruppen trennen. Dat kann a wëllt d'Demokratesch Partei net akzeptéieren.

Här President, mir ass et net wierklech baang, wat d'Zukunft vum Lëtzebuergeschen ugeet. Sécherlech ginn et eng Rei vun Erausfuerderunge fir eis Sprooch. Sécherlech gëtt et Milieuen, déi kee Lëtzebuergesch wëllen oder brauchen ze schwätzen. Wann ech awer d'Entwécklung an de leschte Jore gesinn, da sinn ech zouversiichtlech, datt mer eis Sprooch waakreg an attraktiv kënnen halen.

D'Linguiste soen eis, datt sech Sprooche selon le besoin entwéckelen. An anere Wierder: An honnert Joer wäert eis Sprooch aneschters si wéi haut, esou wéi se haut anescht ass wéi zur Zäit, wéi d'„Heemecht" oder „de Feierwon" geschriwwe respektiv komponéiert goufen.

Et brauch een nëmmen an eis Nopeschlänner kucken ze goen, wou d'Leit an deene verschiddene Regioune sech och ëmmer méi dem Wäert vun hirer Sprooch oder hirem Patois bewosst ginn a probéieren, dësen ze erhalen.

Wa mer wierklech wëllen, datt eis Sprooch, d'Lëtzebuerger Sprooch, déi mer alleguer heibanne geléiert hunn, jiddwereen op seng Aart a Weis, eent vun den Elementer vun der sozialer Kohäsioun hei am Land ass, da musse mer och wierklech eppes derfir maachen. Um Niveau vun der Schoul respektiv vun der Kannerbetreiung, um Niveau vum Nationalitéitegesetz, um Niveau vun de Sproochecoursen. Mä virun allem awer musse mer eis Sprooch schreiwen, schwätzen, liewen. Nëmmen esou, wa mer mam gudde Beispill virginn, huet eis Mammesprooch eng Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An elo huet d'Wuert den Här Angel.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ganz gutt!

(Hilarité)

Här President, ech hu gesot, et misst een „ganz gutt" soen, net „très bien".

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dont acte.

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Monsieur le Président, chers collègues - op Franséisch, esou hunn eis Virfahren hei hir Rieden ugefaangen. A bis an d'80er Joren eran ass...

(Interruption par Mme Anne Brasseur)

Nee, da lauschtert no.

(Hilarité)

Madame Brasseur, wann Der mech net ënnerbrach hätt, dann hätt Der gelauschtert, dass ech gesot hätt, dass bis an d'80er Joren eran, bei groussen Debatten, hei am Haus nach Franséisch geschwat ginn ass. An de Fait, dass mer hei nëmmen nach Lëtzebuergesch schwätzen, mengen ech, ass dee gréisste Beweis dofir, dass ee sech ëm d'Lëtzebuerger Sprooch fir an der Zukunft keng Angscht muss maachen.

Ech wëll am Numm vun der LSAP dem Interpellant villmools Merci soen, dësen interessante Sujet hei an d'Plénière bruecht ze hunn, dass mer dat hei kënnen diskutéieren. Well dat gëtt nämlech alle Fraktiounen an alle Parteien d'Méiglechkeet, hiren Attachement an och hiren Engagement fir ons Lëtzebuerger Sprooch auszedrécken. An d'Präsenz vun iwwer fënnef Regierungsmemberen heibanne beweist och, wéi d'Lëtzebuerger Regierung zu der Lëtzebuerger Sprooch an der Lëtzebuerger Kultur steet a fir wéi wichteg si se hëlt.

Dësen Interessi vun ons heibannen un onser Sprooch ass enorm grouss. An dat geet och aus der Unzuel vun de Questions parlementaires eraus, déi gestallt gi sinn an deene leschte Joren. A Questions parlementaires vun alle Parteien. Hei ass keng Partei, déi e Monopol huet als Défendeur, als Verteideger vun der Lëtzebuerger Sprooch. Alleguer d'Deputéierten aus alle Parteien hunn där Froe gestallt. A komescherweis souguer déi Froen, déi op Franséisch gestallt gi sinn, si vun der Regierung op Lëtzebuergesch beäntwert ginn. Dat ass e klengen Detail.

Bei der Preparatioun vun dësem Dagesuerdnungspunkt ass et mer emol eréischt richteg bewosst ginn, wéi vill an deene leschten zéng Joer, an och doriwwer eraus, fir d'Entwécklung an och fir d'Promotioun vun onser Lëtzebuerger Sprooch an onser Lëtzebuerger Kultur an awer och deem Lëtzebuerger Sproochesystem gemaach ginn ass. An als LSAP si mir iwwerzeegt, dass d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch e ganz wichtegen, awer net deen eenzege Schlëssel ass zur Integratioun an zur Kohäsioun vun onser Gesellschaft.

Doniewent fanne mer et als LSAP och wichteg, dass deen aktuelle Sproochesystem weiderentwéckelt gëtt, awer erhale bleift. Ons Dräisproochegkeet ass en Atout, fir ons als Land an der Groussregioun an doriwwer eraus an Europa an an der ganzer Welt ze positionéieren.

Och mir hei an der Chamber, wéi ech virdru gesot hunn, gebrauchen déi Lëtzebuerger Sprooch dagdeeglech hei an de Plénières. Eisem Service „Compte rendu" wëll ech iwwregens Merci soen, dass se eis Rieden ëmmer op richtegem Lëtzebuergesch feelerfräi ofdrécken an erëmginn.

An ech wëll och soen, dass dat neit Petitiounsrecht, wat dës Chamber ageféiert huet, an do parallell derzou deen Internetforum, dass do haaptsächlech d'Lëtzebuerger Sprooch gebraucht gëtt. Also, et soll keen heihinner kommen a soen, d'Lëtzebuerger Politik géif d'Lëtzebuerger Sprooch iergendwéi wëlle bremsen. Dat ass net esou. Dat war an deene leschte Joren net esou an dat wäert an deenen nächste Joren och ni de Fall sinn. Dofir wäerte mir alleguer, aus alle Parteien heibannen, derfir suergen.

Et gëtt also heibanne kee Champion vun der Lëtzebuerger Sprooch. Mir sinn alleguer d'Champione vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Ons Sprooch ass och säit 1984 fest an onser Gesetzgebung verankert. An dat ass och gutt esou. An et ass och ze begréissen, dass bei den Aarbechten iwwer eng nei Verfassung eis Institutiounskommissioun vun dëser Chamber sech mam Aschreiwe vun onser Sprooch an d'Verfassung beschäftegt. An där aktueller Verfassung, an der jëtzeger Lëtzebuerger Verfassung, gëtt d'Lëtzebuergescht emol net richteg ernimmt. Et gëtt just een eenzegen Artikel, den Artikel 29, dee seet: «La loi règlera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire.»

D'Institutiounskommissioun proposéiert folgenden neien Text, et ass den Artikel 4, relativ vir, dat ënnersträicht och d'Wichtegkeet vun onser Sprooch. An an deem Artikel 4 wäert stoen: «La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande.»

Fir d'LSAP ass et also wichteg, dass dës Sproochepolitik a Sproochenentwécklung d'Leit zesummebréngt an net d'Leit dividéiert, an dofir huet et mech och immens gefreet, wéi ech virun zwou Wochen op de Walfer Bicherdeeg war a wéi ech do gesinn hunn, wéi lëtzebuergesch, franséisch an däitsch Bicher vu Lëtzebuerger Auteuren niewentenee leien, gelies gi vun alle Lëtzebuerger, vun Netlëtzebuerger hei am Land. Dat ass flott an ech hunn et och esou richteg typesch fonnt, déi RTL-Dictée, déi an dräi Sproochen ofgehale gëtt, wéi d'Leit do am Sall matgemaach hunn, déi honnerte vu Leit doheem matgemaach hunn. Wou souwuel Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch gebraucht gi sinn. Dat ass eng Lëtzebuerger Sproocherealitéit, déi mer sollen héichhalen an op déi mer solle stolz sinn. An et ass net, dass een do seet, d'Lëtzebuergescht spillt keng wichteg Roll. Do sinn déi dräi Sproochen op nämlechtem Niveau gebraucht ginn. Dat ass Lëtzebuerg.

Här President, nach ni war d'Lëtzebuerger Sprooch esou vill a wäit verbreet, wéi dat haut de Fall ass, an och esou beléift. Ech mengen, meng Virgänger hunn dat jo och scho gesot. A si gëtt net nëmme vu Leit geschwat, deenen hir Mammesprooch se ass. SMSen, Mailen, offiziell Bréiwer, Kontakter op de sozialen Netzwierker. Mir kommunizéieren haut ganz selbstverständlech a ganz normal op Lëtzebuergesch. An, ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger grousser Rei vu politeschen, awer och associativen Initiativen, déi ze begréisse sinn. An ech wäert am Laf vu menger Ried op e puer vun deenen agoen.

Erlaabt mer, zum Thema Schoul ze kommen. Eent vun den Ziler vun der Éducation précoce ass et, dass d'Kanner mat Migratiounshannergrond esou fréi wéi méiglech mat der Sprooch vertraut ginn. An och fir d'Lëtzebuerger Kanner ass et wichteg, hir Sproochekompetenzen ze verbesseren. Méi spéit am Primärschoulalter huet déi Lëtzebuerger Sprooch nach ëmmer eng ganz fest Plaz am Stonneplang, mä den Accent gëtt op Lëtzebuergesch als Kommunikatiounssprooch an als Kommunikatiounsinstrument geluecht. D'Erkenntnis, dass d'Lëtzebuerger Sprooch eng Integratiounssprooch ass, gëllt awer net nëmme fir déi kleng Kanner, mä se zitt sech wéi e roude Fuedem duerch eis ganz gesellschaftlech Entwécklung, an dat besonnesch an deene leschte 15 Joer.

D'Gesetzer, déi an deem Kontext eng wichteg Roll gespillt hunn, sinn d'Immigratiounsgesetz, d'Integratiounsgesetz, d'Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, d'Gesetz iwwert de Congé linguistique an esou weider an esou fort. Duerch all déi Gesetzer ass och d'Demande fir d'Lëtzebuerger Coursen enorm gewuess. An et war dee Moment och wichteg, dass d'Sprooch mat deem néidege Professionalismus enseignéiert gëtt. Dee Professionalismus ze erreechen, dat war d'Zil vum Gesetz vun 2009, vun der deemoleger LSAP-Ministesch Mady Delvaux ausgeschafft an déposéiert, wou aus dem Centre de Langues den Institut national des langues gemaach gouf.

D'Lëtzebuerger Sprooch spillt an deem Gesetz, mä virun allem och am alldeegleche Liewe vun deem Institut national des langues eng ganz wichteg Roll. Et ginn didaktesch Coursen offréiert am Lëtzebuergesche fir Leit, déi Lëtzebuergesch wëllen enseignéieren. Dës Coursë sinn och op fir Leit aus der Groussregioun, well och do e groussen Intérêt besteet. An et ass also duerch dat Gesetz, dass e Certificat vun der Lëtzebuerger Sprooch geschafe ginn ass.

Den Institut national des langues huet 2004 mat néng Enseignantë vum Lëtzebuergeschen ugefaangen. En huet der haut 31, an all Joers kommen der nach derbäi. Am Joer 2013 hunn 2.852 Leit an de Lëtzebuerger Coursen am INL..., hunn esou vill Leit déi Coursë gemaach. Dat si 24,7%, also bal e Véirel vun alle Schüler vum Institut des langues.

Am Rapport vum Éducatiounsministère vun 2013 kann een och noliesen, dass déi véiert Formatioun vun deem ZLSK - Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur - am Juli 2013 eelef Leit zertifizéiert huet. Déi véiert Promotioun ass am Oktober 2013 mat 23 Kandidaten ugaangen. Dësen Zertifikat ass wichteg fir d'Ausbil-

dung vun den Enseignanten, déi Lëtzebuergesch an de ville Gemengen, awer och bei de villen Asblen, a besonnesch do sinn d'Auslännerorganisatioune ganz engagéiert, fir Lëtzebuerger Coursen ze organiséieren, déi do enseignéieren. An duerfir ass et gutt, dass mer déi Enseignanten och mat deem Zertifikat do ausbilden an och préiwen.

Aus der Äntwert vun der deemoleger Ministesch Mady Delvaux op eng ganz interessant Question parlementaire vum Kolleeg Marc Spautz aus dem Joer 2010, den Här Wilmes huet se och schonn zitéiert, geet ervir, dass virun aacht Joer schonn aacht Lëtzebuerger Lycéeën, niewent hirem normale Schoulsystem, och nach Lëtzebuergeschcoursen organiséieren. Mat 21 Gemengen an eelef Veräiner goufen et Konventiounen an doduerch och Subsiden, fir d'Qualitéit vun dëse Coursen ze garantéieren. Den Éducatiounsministère agreéiert och dat Léierpersonal, dat déi Coursen ofhält.

Aus där Äntwert op déi Question parlementaire gi mer awer och gewuer, dass säit 1997, an dat wousst ech net, et ass interessant, am Kader vum Accord de Karlsruhe lëtzebuergesch Coursen och baussent onse Grenzen organiséiert ginn an ënnerstëtzt gi vum Lëtzebuerger Stat. Säit 1997. An den Éducatiounsministère stellt op Basis vun enger Konventioun lëtzebuergesch Chargéen zur Verfügung. D'Coursë ginn an enger ganzer Rei vu Gemengen am Saarland, Rheinland-Pfalz a Lothringen ugebueden. Weider gi mer aus där Äntwert gewuer, dass de Ministère zesumme mat der Uni Lëtzebuerg aacht Lektiounen ausgeschafft huet, déi et méiglech maachen, ons Sprooch och online ze léieren.

Erlaabt mer also och nach ze ënnersträichen, dass sozial schwaach Leit, Leit, déi den RMG kréien, Leit, déi am Chômage sinn, Réfugiéen, Coursë vum Ministère - all déi Coursen, déi konventionéiert si vum Ministère - fir fënnef Euro kréien, a beim Institut national des langues fir zéng Euro. An datselwecht gëllt fir déi Leit, déi sech ageschriwwen hunn an engem Contrat d'intégration et d'accueil. Op der Uni Lëtzebuerg gëtt et säit Joren och eng Chaire fir Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, an déi Uni offréiert och e Master am Lëtzebuergeschen.

De Kulturministère mécht och enorm Efforte fir d'Entwécklung an d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. Säit 2004 gëtt et de Conseil Permanent de la Langue Luxembourgeoise, deen d'Entwécklung vun onser Lëtzebuerger Sprooch beobacht an och déi jeeweileg zoustänneg Ministere beréit. Laut Aktivitéitsrapport vum Ministère ass dëst Gremium 2013 fënnefmol zesummekomm. Et wär vläicht interessant, wa mer vun der Ministesch eppes kéinten iwwert d'Konklusiounen oder och iwwert d'Aarbechte vun deem CPLL kéinten héieren.

Dëse CPLL koordinéiert och d'Aarbechte vum „Lëtzebuerger Online Dictionnaire". An dee Site regruppéiert mëttlerweil 17.500 Entréeën. Et ka sinn, dass ech déi lescht Zuelen net hunn, mä den Här Wilmes huet se jo och schonn erwähnt, an et ass eng formidabel Saach. Deen huet och ënner anerem erméiglecht, den Internetsite GOVCERT.LU vum Statsministère an d'Lëtzebuergescht ze iwwersetzen.

Deen LOD.lu ass e wichtegt Instrument fir all eis Institutiounen, déi hir orthografesch Kompetenze fir hir Publikatioune wëlle verbesseren. Den LOD-Online Dictionnaire gëtt awer och, iwwer eis Grenzen eraus, als Pionéieraarbecht unerkannt. An den Här Wilmes huet et gesot, d'Académie-française-Vertrieder waren hei, fir sech dat unzekucken, well dat eben esou extra bei eis ass, well mer alles digitaliséiert hunn a well mer och mat fënnef Sprooche schaffen: Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch. An, ech mengen, et muss een an et soll ee roueg, an et däerf een haut och, der fréierer Kulturministesch, dem Octavie Modert, villmools Merci soe fir deen Asaz, dass si dee Projet ënnerstëtzt huet, virugedriwwen huet a begleet huet. An ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Madame Maggy Nagel datselwecht wäert maachen.

De Kulturministère huet awer och eng Rei vun Hëllefsmesuren ageriicht, déi als Zil hunn, d'Lëtzebuerger Literatur an och d'kënschtleresch Kreatioun ze promouvéieren. An et brauch een nëmmen opzezielen: d'Aide à la création littéraire, d'Bourse à la création, d'Prime à la publication an esou weider. De Centre national de littérature vu Miersch mécht eng formidabel Aarbecht fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Doniewent eis Nationalbibliothéik, d'Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg an all déi regional Bibliothéike vun de Gemengen oder vun den Associatiounen droen dozou bäi, dass d'Lëtzebuerger Sprooch dee Succès huet, dee se haut kennt.

Vill Leit beschwéiere sech allerdéngs hei zu Lëtzebuerg doriwwer, dass se am Gesondheetssecteur net ëmmer d'Méiglechkeet hunn, an hirer Mammesprooch ze schwätzen, an doduerch Schwieregkeeten hunn, hir medezinesch Problemer ze erklären.

Ech muss hei eng Klammer opmaachen a soen, dass an engem Land, wou 45% Netlëtzebuerger liewen an nach méi een héije Prozentsaz vun Netlëtzebuerger hei schaffen an zesumme mat de Lëtzebuerger zum Räichtum vun dësem Land bäidroen, et vill Leit ginn, déi net an hirer Mammesprooch kënne behandelt ginn. An dofir sinn déi sproochlech Ufuerderungen un d'medezinescht Personal extrem héich a komplizéiert hei zu Lëtzebuerg. An, ech mengen, d'Regierung an och déi viregt Regierungen hu vill geschafft, fir do déi Situatioun gutt an einfach fir jiddwereen ze maachen. Et sinn also net nëmmen d'Lëtzebuerger, déi heiansdo Problemer hunn, mä och anerer, déi do Problemer hunn. An dat ass e Problem, dee mer am Numm vun alle Patienten, egal wéi eng Nationalitéit se hunn, mussen ugoen. An d'Regierung geet déi och un.

Dozou wollt ech nach eng Remarque maachen: A mir wëssen et, dass et leider esou ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg gezwonge sinn, d'Personal am Gesondheetssecteur am Ausland ze rekrutéieren, well net genuch Lëtzebuerger um Aarbechtsmarché sinn. An dozou wollt ech dann och nach bemierken, dass de Législateur dëser Situatioun och scho Rechnung gedroen huet. D'Dokteren, déi hei am Land wëlle praktizéieren, mussen noweisen, dass si déi néideg Sproochekenntnisser hunn.

D'Spideeler organiséiere Sproocheformatioune fir hiert Personal. Ganz oft ginn déi Coursë während den Aarbechtszäite gemaach a ginn iwwert d'Gesondheetskeess och nach finanzéiert. Och am Gesondheetsberäich ginn Efforte gemaach, fir onser komplexer Sproochesituatioun Rechnung ze droen. An ech kéint elo nach weiderfueren, ech hunn eng ganz Lëscht kritt, ech hunn dat och am Rapport vum Ministère de la Santé nogelies, mä et bleift mer net esou vill Zäit. Ech wëll nach aner Sujeten uschwätzen.

Ee Sujet, deen ëmmer erëm ugeschwat gëtt, ass Lëtzebuergesch an den europäeschen Institutiounen. Zu deem Sujet goufen et och viru Kuerzem zwou Petitioune fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch an hir Aschreiwung an d'Lëscht vun den europäesch unerkannte Sproochen. A wéi d'Regierung et scho gesot huet, wëll ech drop hiweisen, dass esou eng Unerkennung als offiziell Sprooch, och dat war vu Verschiddene gefuerdert ginn, net heibannen, mä dobaussen, dass d'Unerkennung als offiziell Sprooch ënner anerem d'Iwwersetzung vun allen europäeschen Texter an d'Lëtzebuergescht mat sech géif bréngen. Esou eng Démarche wär net logesch, well mer jo hei d'Lëtzebuergescht an onser Gesetzgebung net gebrauchen. An ech wëll net wëssen, wat dat géif kaschten, wa mer dee ganzen Acquis communautaire missten an d'Lëtzebuergescht iwwersetzen.

Fir déi Sproochen, déi net de Statut vun offizieller Sprooch hunn, offréiert den europäesche Sproocheregime, an dat war iwwregens ënner Lëtzebuerger Présidence am Joer 2005, wou den deemolegen zoustännege Minister fir Europaaffären, den Nicolas Schmit, an och den Ausseminister dat verhandelt hunn, dass déi Sproochen do eng extra Regelung kënne kréien a wou och gekuckt ginn ass, dass et net nëmmen déi Sprooche sinn, déi an hire Constitutioune stinn, mä och déi, déi an hiren nationale Gesetzer sinn. Dofir kéint Lëtzebuerg effektiv och dorënner falen. Ech wëll just ënnersträichen, dass dat ënner Lëtzebuerger Présidence gemaach ginn ass. Mä dat behandelt awer zum gréissten Deel Regionalsproochen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

No deem Reglement mussen d'Memberstaten dann en Deel vun de Käschten iwwerhuelen, wa se sech esou e spezielle Sproocheregime ufroen. Ech mengen, et hätt sech awer erausgestallt, dass dës Prozedur mat engem grousse finanziellen Opwand fir Lëtzebuerg verbonne wier. A vu dass awer zwou vun eisen dräi Sproochen, nämlech Däitsch a Franséisch, déi Sproochen, déi mer während mindestens néng Joer an der Schoul léieren - mir léiere se schreiwen, mir léiere se schwätzen a mir léiere se verstoen -, vu dass zwou vun deenen dräi Sprooche jo offiziell Sproochen an en plus och nach d'Aarbechtssprooche si vun der Europäescher Unioun, mengen ech, froen ech mech, wou den Intérêt géif leien, fir elo esou eng Prozedur unzefänken. An doniewent géif ech och hei net driwwer diskutéiere wëllen, wat a budgetären enken Zäiten dat fir e Käschtepunkt hätt.

Als Konklusioun soen ech, sinn ech also frou, an do sinn ech net dem Här Kartheiser senger Meenung, et ass net, dass et nëmmen un de Leit ass, dass d'Lëtzebuerger Sprooch e Succès huet, mä et ass och un deem, wat all déi Jore vum Législateur, vun der Regierung, vun der Politik gemaach ginn ass, fir déi Lëtzebuerger Sprooch ze ënnerstëtzen an zesumme mat deem, wat d'Leit gemaach hunn, steet déi Lëtzebuerger Sprooch haut op engem ganz feste Sockel.

Et ass, Här President, Madamme Ministeren an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill iwwert d'lëtzebuergesch Coursë geschwat ginn. An ech erlabe mer dofir, nach e puer Froen un d'Regierungsmemberen ze stellen. D'Unzuel an d'Quantitéit vu lëtzebuergesche Coursë geet säit Jore stänneg erop, an dëser héijer Unzuel si jo iergendwann och eng Kéier Grenze gesat. Dofir menge mir als LSAP, dass ee virun allem awer nach kann un der Qualitéit an och un der Diversifikatioun vun der Offer vun de Lëtzebuerger Coursë schaffen.

An do kommen dräi Froen: Gëtt am Moment am Éducatiounsministère driwwer nogeduecht, fir besser Instrumenter ze schafen, fir d'Leit an déi richteg Coursen ze guidéieren, fir esou d'Zuel vun deene Leit, déi ee Cours ofbriechen, ze reduzéieren?

Zweet Fro: Gëtt weider u Lëtzebuergeschcoursë geschafft, déi op bestëmmt Beruffsgruppen zousgeschnidde sinn? Och dat ass wichteg. Mir hu virdrun de Santéssecteur ugeschwat.

An eng drëtt Fro, déi fir d'LSAP ganz wichteg ass, ass, ob mer Lëtzebuergeschcoursen offréieren, déi fir Leit gemaach ginn, déi wéineg liesen a schreiwe kënnen. Gëtt un esou eng Offer geduecht oder gëtt et se vläicht schonn?

Ech mengen, dat ass och wichteg a besonnesch och wichteg, fir herno den Examen ze maachen, de Sproochenexamen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Et si Leit, déi Problemer mat liesen a schreiwen hunn, déi sech awer ganz gutt mëndlech kënnen ausdrécken an eng Sprooch kënne léieren. Och deenen, déi net d'Chance haten, esou een héije Bildungsniveau ze hu wéi mir hei zu Lëtzebuerg, och deene muss een eng Offer ginn a Chancë ginn, sech hei kënne an deem Land iwwert d'Sprooch ze integréieren.

Madame Presidentin, ech wëll zum Ofschloss all deene Leit, déi sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch engagéieren, an ech wëll keen namentlech nennen, well soss vergiessen ech een an et wär eng schrecklech laang Lëscht, da wär ech nach eng hallef Stonn hei amgaangen, mä ech wëll all deene Schréftsteller, deene Chercheuren, all deene Leit, déi an de Medie sinn, um Radio, op der Televisioun, all den Enseignantë Merci soe fir dat Engagement, wat se fir d'Lëtzebuerger Sprooch hunn.

Ech wëll awer och am Numm vun der LSAP eng grouss Unerkennung deene Leit zouspriechen, deenen Netlëtzebuerger zouspriechen, déi esou Lëtzebuerger Coursë besichen, déi houfreg sinn, Lëtzebuergesch ze léieren. A mir wëssen, Lëtzebuergesch ass eng ganz schwéier Sprooch. An et ass aneschters wéi an anere Länner, wou een, wann een an d'Land kënnt, all Schëld, alles op Lëtzebuergesch, alles op där Sprooch gesäit, wou praktesch 99% vun der Bevëlkerung nëmmen eng Sprooch schwätzen. Dat ass hei net de Fall. Dofir ass et vill méi schwéier, hei zu Lëtzebuerg Lëtzebuergesch ze léieren, wéi d'Nationalsprooch an anere Länner.

An dann ass et och nach esou, wann ee keen Däitsch a Franséisch kann, sinn d'Regelen och nach extrem schwéier. An ech hu mer nämlech op de Walfer Bicherdeeg emol e puer Bicher kaaft, fir besser Lëtzebuergesch ze schreiwen. An do hunn ech festgestallt, dass immens vill ofgeleet gëtt, ëmmer Beispiller si vum Franséischen a vum Däitschen. Do ginn et Regelen, wou steet: Wierder, déi mer aus dem Däitschen oder anere Sproochen iwwerhuelen, behalen dacks hiren „h" an esou weider an esou fort. Et ass ëmmer ofgeleet gëtt vun Däitsch a vu Franséisch, soudass et also ganz schwéier ass, och Lëtzebuergesch richteg schreiwen ze léieren, wann een Däitsch a Franséisch net gutt kann.

Dofir, dee Sproochesystem, dee mer hei hunn, solle mer héichhalen, solle mer verteidegen. Mir solle stolz drop sinn. An ech wëll och drun erënneren, dass fir dat klengt Lëtzebuerg d'Ausland immens grouss ass an dass mer och ëmmer houfreg sinn, wa mer kënnen am Ausland mat ville Leit kommunizéieren a wa mer bewonnert ginn, wéi gutt mir niewent eisem Lëtzebuergeschen och Däitsch a Franséisch kënnen, a meeschtens och nach Englesch. An, ech mengen, dat soll esou bleiwen. An ech wäert d'Politik am Numm vun der LSAP, d'Regierung encouragéieren, an déi Richtung weiderzeschaffen.

An ech soen Iech domat Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ganz gutt, Här Angel!

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Angel. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Adam fir d'Fraktioun déi gréng. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin, fir d'Wuert. Am Sproochegesetz vun 1984 steet, an den Interpellant hat et och ugefouert: «La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.» An dat ass gutt esou.

An et ass awer och richteg, fir och d'Artikelen 2 bis 4 vun dësem Gesetz ze ernimmen, wou festgehale gëtt, datt d'Sprooch vun der Législatioun Franséisch ass an datt an der Administratioun an an der Justiz Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch gläichgestallt sinn.

Et ass nun emol esou, datt mer bei eis am Land dräi offiziell Sproochen hunn. Och wa mer haut iwwer eis Nationalsprooch schwätzen, kann een déi Tatsaach net aus den Ae loossen. Fir déi gréng ass et wichteg, datt mer d'Sprooche matenee gesinn. Mir mengen, datt dat de Lëtzebuerger Wee muss sinn. Mir wëllen net mat op de Wee goen, fir Leit iwwert de Gebrauch vun eiser Sprooch auszegrenzen.

Wann haut geschat gëtt, datt eng ronn 400.000 Leit Lëtzebuergesch schwätzen, da sinn dat der esou vill wéi nach ni. 1984, am Joer vum Sproochegesetz, ass déi Zuel op 300.000 geschat ginn. Am Laf vun 30 Joer ass déi Zuel also ëm een Drëttel eropgaangen.

Dat ass fir deen een oder deen anere vläicht verwonnerlech, well ee sech däers net onbedéngt bewosst ass. Déi perséinlech Wahrnehmung ass nämlech oft eng aner: Wann een an der Stad wëllt eng Box kafe goen, wann een am Restaurant ass, wann ee mam Zuch oder mam Bus fiert oder op enger Terrass sëtzt, dann huet een heiansdo een aneren Androck. D'Wahrscheinlechkeet, datt een am ëffentleche Raum Leit begéint, déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, déi huet nämlech och an de leschte Joren zougeholl. Dat ass awer erëm net verwonnerlech, well eis Populatioun insgesamt zougeholl huet. Mir hunn haut 550.000 Awunner.

Derbäi kënnt, datt mer vill Frontalieren hunn. Dat waren zur Zäit vum Sproochegesetz der eng 10.000. Mer sinn haut wäit driwwer: 160.000. Lëtzebuerg ass en attraktiivt Zil fir d'Touristen aus der ganzer Welt ginn, mä dat alles ass d'Basis vun eisem Wuelstand.

Vun den iwwer 200.000 Auslänner, déi hei wunnen, ginn iwwert d'Halschent un, 54%, och Lëtzebuergesch ze schwätzen. Vun de Grenzpendler aus Däitschland sinn et 74%, aus der Belsch knapp een Drëttel a vun de Fransousen ëmmerhin nach 18%, déi Lëtzebuergesch schwätzen.

Den Aarbechtsmarché huet sech vill gewandelt, och wat de Sproochegebrauch ugeet. Franséisch an ëmmer méi och Englesch sinn d'Sproochen, déi gefrot sinn. Mir gesinn dat am Allgemengen als wéineg problematesch. Mir hu jo och e bëssen de Choix. Wann ech mech an deem enge Supermarché net verstane fillen, da kann ech an deen anere goen. Ech hunn och schonn heiansdo décidéiert, net méi an ee Geschäft zréckzegoen. Dat war awer nach ni eng Décisioun wéinst der Sprooch. Mä dat war awer emol heiansdo, well de Service oder d'Frëndlechkeet mer net gefall hunn. Ech weess awer och, datt a ville Geschäfter probéiert gëtt, Leit anzestellen, déi och Lëtzebuergesch schwätzen. An et ass och schonn esou, wann ee fir ee Jonken eng Léierplaz sicht, datt et do ee Plus ass, wann dee Jonke Lëtzebuergesch schwätzt.

Am Gesondheetswiesen ass et natierlech e bëssel méi kriddelech. Do hu mer manner de fräie Choix. A wann ee krank ass a sech schlecht fillt, dann ass et net einfach, wann ee sech muss an enger Friemsprooch ausdrécken.

Am Lycée technique pour professions de santé léieren all d'Schüler Lëtzebuergesch an am ganze Secteur gi vill Efforte gemaach, datt déi Leit, déi hir Formatioun am Ausland gemaach hunn, déi Leit, déi mer dréngend brauchen an déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, datt déi eis Sprooch kënne léieren. Mir brauchen nun emol méi medezinescht Personal, wéi mer selwer forméieren. Efforte gi gemaach, an dat muss een och unerkennen. A bei dësen Efforten däerfe mer net noloossen. Mir hunn allerdéngs net just de Problem vun der Lëtzebuerger Sprooch am Gesondheetssecteur. Dat ass eng permanent Erausfuerderung fir eng multikulturell Gesellschaft, wéi mir eng sinn.

Wéi gesäit et allgemeng an der Schoul aus? Mir hunn am Moment eng Stonn Lëtzebuergesch an deene meeschte Schoulen um Programm. Dat ass net vill. A menger Zäit als Schoulmeeschter, dat ass schonn e bësse méi laang hier, do war et relativ schwéier, do een attrak-

tive Programm fir dat Fach zesummenzestellen. Haut ass et méi einfach. Et gëtt relativ vill gutt Lëtzebuerger Literatur fir Kanner a Jugendlech, och a Lëtzebuerger Sprooch. An dat ass e gutt Zeeche fir eis Sprooch!

An da gëtt probéiert, an de Schoulstonne selwer méiglechst kee Lëtzebuergesch ze schwätzen, mä entweder Däitsch oder Franséisch, jee no Fach, no Alter oder no Schoulstuf. An déi Mesurë ware bestëmmt net erfonnt ginn, fir d'Lëtzebuergescht ze ënnerdrécken, mä fir eis Kanner am Däitschen an am Franséischen ze fërderen. Ech kenne keng Etüd zu deem Sujet, wéi erfollegräich datt déi Mesure ass. An déi Mesure kann een a Fro stellen. Ech géif se awer net esou séier ofschafen.

Mir hunn eng enorm Sproochevillfalt a vill Zäit gëtt an eise Schoulen an den Apprentissage des langues investéiert. déi gréng sinn der Meenung, datt et och do Reforme brauch, awer wuel iwwerluechte Reformen a keng aus engem komesche Bauchgefill vu verschiddene Leit eraus.

Mir hunn zënter méi wéi honnert Joer zu Lëtzebuerg eng Alphabetiséierung op Däitsch gemaach. Mir sinn dovun ausgaangen, datt d'Kanner Lëtzebuergesch schwätzen, a well Däitsch sproochlech jo awer no beim Lëtzebuergeschen ass, hu mer iwwert d'Alphabetiséierung Däitsch net als Friemsprooch, mä par assimilation geléiert. Dat huet eng Zäit laang éischter gutt fonctionnéiert. Dat ass awer haut ëmmer méi schwiereg.

Mer wëssen: Méi wéi d'Halschent vun de Kanner, déi an d'Spillschoul ginn, schwätzen net méi als éischt Sprooch Lëtzebuergesch. Den Apprentissage par assimilation fonctionnéiert net méi gutt an et schéngt och an Zukunft net méi besser ze fonctionnéieren. D'Proximitéit vun de Sprooche Lëtzebuergesch an Däitsch ass ee Problem fir all Netlëtzebuerger.

Ob mer elo sollen eng Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch maachen, wéi zum Beispill en Aarbechtsgrupp vun déi Lénk dat am Januar 2013 virgeschloen huet, bezweifelen ech. Ech weess och nach net, wéi déi bilingual Crèchë fir Kanner vun engem bis dräi Joer solle fonctionnéieren a wéi eng Auswierkunge si op d'Schoul sollen hunn. Datt si Auswierkungen op d'Schoul mussen hunn, dat schéngt mer awer evident.

Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch fir auslännesch Schüler? Fanne mir richteg, fanne mir wichteg an ënnerstëtze mer.

Ech war nach gëschter an enger richteger Lëtzebuerger Schoul an enger francophoner Klass. Ech liesen Iech emol einfach nëmmen d'Nimm vir vun de Schüler, déi do waren: Luis, Ayman, Pedro, Dylan, Kleiton, Rui, Awa, Paulo, Umesh, Marcos, Rahmana, Helio, Sitraka a Nayane. Just fir Iech och emol ze soen, datt vläicht déi Welt, an där ech mech bewegen, net onbedéngt oder wéinstens staark Nuancen huet zu där, an där den Interpellant sech beweegt. Dës Schüler sinn op enger francophiler (veuillez lire: francophoner) Filière an engem ëffentleche Lëtzebuerger Lycée an hu véier Stonne Lëtzebuergesch d'Woch. Dat ass ee spannenden an ee wichtegen Exercice. Natierlech gëtt et och nach vill Klassen, wou d'Schüler Pol, Ann, Lis, Julien a Claire heeschen. Mir däerfen awer aus dem Apprentissage vun der Lëtzebuerger Sprooch keen neie Selektiounskritär maachen. Dat wier eng Katastroph.

Lëtzebuergesch ass d'Sprooch vun der Integratioun hei am Land. D'Zuel vun de Leit, déi an engem Lëtzebuergeschcours ageschriwwe sinn, ass permanent amgaangen ze wuessen. Lëtzebuergeschcoursë gëtt et ewell schonn zu Tréier an zu Namur op der Uni. Lëtzebuergesch ass d'Integratiounssprooch zum Beispill an der Politik. An och Politiker an der Province du Luxembourg zum Beispill wëllen, dass hir Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, sech besser integréieren. Sou hu si zum Beispill eng Broschür ausgeschafft „Ech léieren Är Sprooch.", déi sech direkt un d'Frontalieren adresséiert.

Extrem wichteg fir d'Positionéierung vun eiser Sprooch um internationalen Niveau, awer och fir eng nohalteg Begleedung vun der Entwécklung vun eiser Sprooch, sinn d'Efforten, déi op der Uni Lëtzebuerg an deem Beräich gemaach ginn. Och d'Bedeitung vum Centre national de littérature zu Miersch fir eis Sprooch kann een net genuch betounen, an och den Institut national des langues ass schonn hei als wichteg Institutioun ernimmt ginn.

Vill Leit hu Problemer, eis Sprooch richteg ze schreiwen, verfaassen Texter léiwer an enger anerer Sprooch, well se déi besser geléiert gi sinn oder well se eng technesch Méiglechkeet hunn, fir se ze verbesseren ze loossen. Aus dësem Grond hu sech Ufank 2006 dräi Leit zesummegesat an den Checkspeller.lu (veuillez lire: de Spellchecker.lu) kreéiert. Zurzäit gëtt de Projet nach just vum Michel Weimerskirch weiderentwéckelt. Checkspeller.lu (veuillez lire: de Spellchecker.lu) huet an eisen Ae ganz grouss Méritter fir eis geschriwwe Sprooch. Windows op Lëtzebuergesch gëtt et iwwregens och, mä dat interesséiert kee Mënsch.

Et léieren, wéi gesot, vill Leit Lëtzebuergesch, an dobäi wësse mer, datt et relativ einfach ass, hei ze liewen, ouni Lëtzebuergesch ze schwätzen.

Dann huet den Interpellant nach Lëtzebuergesch an der Verwaltung opgeworff. Lëtzebuergesch ass eng Viraussetzung fir eng Astellung am ëffentlechen Déngscht, mä et sinn Ausnahmen zougelooss.

Solle mer déi Ausnahmen ofschafen? Dat ka jo net am Eescht verlaangt ginn. Wa mer e speziliséierten Informatiker brauchen a kee fannen, dee Lëtzebuergesch kann, dann huele mer keen? Wéi vill Lëtzebuerger kënnen da besser Lëtzebuergesch liesen a schreiwe wéi Däitsch oder Franséisch? Mir mengen net, datt mer eiser Sprooch an eiser Populatioun een Déngscht leeschten, wa mer all Formulairen a Matdeelungen op Lëtzebuergesch maachen.

D'Lëtzebuergescht gëtt haut vill méi geschriwwe wéi jee. Dat weisen Internetforen a sozial Netzwierker op. Dat weisen och d'Famillejenannoncen an de Zeitungen. Do ass Bewegung dran, an datt mer an Zukunft méi oft eppes Amtleches op Lëtzebuergesch ze liese kréien, wann et dann och op deenen zwou anere Sproochen ugebuede gëtt, dorop dierfte mer eis haut schonn astellen. Dat ass flott, dat ass en Zeechen, datt Lëtzebuergesch eng lieweg Sprooch ass, an dat ass och gutt esou.

Lëtzebuergesch als Konditioun fir d'Nationalitéit? Mir hunn am Moment de B1 am Verstoen an den A2 am Schwätzen als Konditioun, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. déi gréng hunn ëmmer d'Positioun vertrueden, datt dës Konditiounen ongerecht sinn, well et hänkt nun emol vill dovun of, wou ee Mënsch zu Lëtzebuerg schafft, an et hänkt och dovun of, wéi eng schoulesch a sproochlech Basis datt en huet, fir méi oder manner schnell Lëtzebuergesch ze léieren. Mir ginn also mat op de Wee, fir d'Konditiounen erofzesetzen, net fir se eropzesetzen. Dobäi kënnt, datt och d'Méisproochechkeet typesch Lëtzebuergesch ass a mir wëlle keng exklusiv Sprooche klauselen, wa mer eng inklusiv Politik wëlle maachen.

D'Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Verfassung: Ech hunn d'Rapporte vun der Institutiounskommissioun vun de Joren 2007 bis 2013 zur Kenntnis geholl.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dee Kompromëss, deen an der Kommissioun vum 30. Januar 2013 festgehale ginn ass, a wéi en och nach ëmmer am Aarbechtsdokument vum Texte coordonné steet - déi lescht Versioun ass vum 22. September dëst Joer -, ass ee gudde Kompromëss, deen all Parteie konnt zefriddestellen, ausser vläicht der ADR. Da muss d'ADR mat hirer Onzefriddenheet liewen, mir fannen déi Argumentatioun, déi an de Rapporte vun der Institutiounskommissioun nozeliesen ass, nach ëmmer richteg a bleiwe bei där Formulatioun. Ech soe se elo net méi, verschidde Virriedner, ech mengen, de Marc Angel, huet se schonn hei gesot.

Förderung vum Lëtzebuergeschen am kulturelle Beräich: Mir liewen an engem villsproochege Land. Mir hunn e Lëtzebuerger Literaturpräis a mir éiere Laureaten a véier Sproochen: Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch. An dat ass gutt esou. Mir hu wéineg Musiker, déi Lëtzebuergesch Texter vertounen, mä mer hunn der, an och dat ass gutt esou.

Mir hunn eng Filmindustrie zu Lëtzebuerg, an déi investéiere mer vill Suen an domat hu mer och vill Succès, an et ass richteg, datt de Lëtzebuerger Film, dee sech spezifesch mat Lëtzebuerger Theme beschäftegt, e bëssen d'Stéifkand vun der Filmförderung ass. Lëtzebuerger Autorefilmer hunn et schwéier.

Mir sinn als Gréng allerdéngs der Meenung, datt mer zu Lëtzebuerg d'Kultur an d'Kulturschafend solle förderen. Mir betounen: d'Kultur zu Lëtzebuerg. Mir wëllen dat net op d'Lëtzebuergescht an der Kultur reduzéieren. Dat wier jo scho bal absurd. Eis Lëtzebuerger Auteuren hunn zu allen Zäiten op verschiddene Sprooche geschriwwen a publizéiert. Mir sinn houfreg op déi typesch Lëtzebuerger Panoplie vun Ausdrocksméiglechkeeten.

Mir wëllen aus enger legitimer Suerg ëm d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Sprooch net e prinzipielle Problem maachen. Um Aarbechtsmarché ass d'Demande méi grouss wéi d'Offer vun de Leit, déi Lëtzebuergesch, a souguer déi aner zwou offiziell Sprooche schwätzen. Déi Problemer, déi hei entstoe kënnen, si wierklech net op d'Sproocheproblemer ze reduzéieren, a scho guer net op eng Sprooch.

Eis Gesellschaft riskéiert a Leit, déi eng lokal Bindung hunn, an a Leit, déi an enger globaliséierter Welt liewen an déi lokal Bindung manner brauchen, ze verfalen. An do ginn et Leit, déi ginn net gutt eens domat. Et gëtt Leit bei der lokaler Bevëlkerung, déi hunn heiansdo d'Gefill, wéi wa se d'Schlappe géife verléieren an där globaler Welt. An déi Gefiller musse mer an der Politik eescht huelen, mer däerfe se awer net benotzen, fir ze polemiséieren. Mer däerfen aus eiser Sprooch net eng Barrière fir déi Leit maachen, déi se net kennen. Fir déi gréng ass d'Lëtzebuerger Sprooch net a Gefor. Eis Sprooch ass lieweg wéi nach ni.

Une voix.- Richteg.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn duerfir och net der Meenung, datt mer eis Sprooch als offiziell EU-Sprooch mussen unerkannt kréien. Mir stellen zum Beispill fest, datt mer eis eege Gesetzer op Franséisch hunn an datt mer selwer Interpretatioune vu Lëtzebuergesch an eng aner Sprooch organiséieren - Merci virun allem un d'ASTI -, datt mer awer nach ni de Besoin haten, en Interpret mat an d'Ausland ze huelen, deen eis déi international Konferenzen op Lëtzebuergesch géif iwwersetzen.

Une voix.- Och richteg.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Och dat ass eppes, op dat mir als Lëtzebuerger houfreg kënne sinn. Dat ass eng typesch Lëtzebuerger Eegenaart.

An ech ginn dem Interpellant och net recht, wann e gemengt huet, hei mussen ze soen, datt déi aktuell Lëtzebuerger Regierung an déi Lëtzebuerger Regierung virdru sech net ëm d'Lëtzebuerger Sprooch beméit hätten. Dat fannen ech scho relativ grave. Mir hunn an eisem Land eng ganz Rei Institutiounen - an et sinn der vill opgezielt ginn -, déi dofir stinn, datt d'Lëtzebuerger Sprooch déi Plaz kritt, déi se verdéngt, datt d'Lëtzebuerger Sprooch sech weiderentwéckelt. Mir sinn der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Sprooch gesond a monter ass an dat soll och esou sech weiderentwéckelen. An duerfir soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech maachen dann d'Plaz fräi fir deen nächste Riedner.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Här Urbany, dee schonn do ass. Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, Sprooch huet näischt ze di mat Nationalitéit oder ethneschem Ursprong. E klenge Chinees, dee bei Lëtzebuerger Adoptivelteren opwiisst, schwätzt net spontan Chinesesch. D'Sprooch entsteet…

(Hilarité)

Wann e bei Lëtzebuerger Elteren opwiisst, schwätzt en normalerweis spontan Lëtzebuergesch, géif ech soen.

D'Sprooch entsteet historesch an engem geographesche Raum. A virun allem entwéckelt sech d'Sprooch och, an zwar duerch d'Awierke vun hire Spriecher, egal wou se hierkommen.

Besonnesch d'Lëtzebuerger Sprooch huet sech staark entwéckelt an entwéckelt sech nach ëmmer. Firwat? Menger Meenung no, well se sech an engem méisproochege Raum entwéckele kann.

Vum Ursprong ass se jo Moselfränkesch, verwannt mat ähnlechen Dialekter an der Moselle oder an der Eifel, also och emol direkt vun hirem Ursprong hier net un en Territoire (veuillez lire: un en nationale Territoire) hei gebonnen.

Phonologesch gëtt et grouss Differenze mam Däitschen, dat soen eis d'Linguisten. Awer Lëtzebuergesch fält virun allem op duerch seng staark franséisch Emprunten. An dat weist och schonn op seng Entwécklungsgeschicht hin.

Déi Entwécklung geet haut weider, och duerch de Gebrauch vun de moderne Kommunikatiounsmëttelen. Während déi eeler Generatioun nach vill Bréiwer op Däitsch geschriwwen huet, schreiwen déi Jonk haut bal ausschliisslech Lëtzebuergesch, wa se an den Internet ginn oder op hirem Handy en SMS maachen.

Lëtzebuergesch ass och d'Ëmgangssprooch fir vill jonk Portugisen an aner Nationalitéiten hei am Land. Si wuesse spontan duerch hir sozial Kontakter do eran. An duerfir gehéiert och Lëtzebuergesch zur natierlecher Identitéit, déi net duerch Regelen imposéiert ass, vu ville Jonken, déi hei am Land opwuessen. An déi Jonk hätten, wa mer en integralen Droit du sol hätten, iwwregens d'Lëtzebuerger Nationalitéit, esou wéi se e Frankräich och, wa se do opgewuess wieren, scho laang d'franséisch Nationalitéit hätten. A fir richteg missten déi Parteien, déi esou staark d'Lëtzebuerger Identitéit un d'Sprooch banne wëllen, fir den integralen Droit du sol sinn.

1980 bei der Sproochendebatt hei an der Chamber ass eng Motioun ugeholl ginn - „Motion concernant la sauvegarde de l'identité luxembourgeoise" - an 1988 beim Sproochegesetz, wou et ëm d'Nationalsprooch gaangen ass, stoung den identitairë Facteur ganz staark am Mëttelpunkt. An déi Diskussioun huet sech nach ganz staark un der Krichs- a Resistenzlogik orientéiert.

Ech mengen, dass mer haut eng aner vill méi staark Positioun hunn, fir un d'Sproochesituatioun erunzegoen. Lëtzebuergesch huet - dat ass schonn hei gesot ginn - esou vill Sprieche-rinnen a Spriecher wéi ni virdrun an der Geschicht.

Lëtzebuergesch gëtt ugesinn als eng Sprooch, déi an der Entwécklung ass. Et gëtt och haut deementspriechend eng appréciabel Lëtzebuerger Literatur, an ech mengen, do hu wierklech déi Schréftsteller a Schréftstellerinne vun der Nokrichsgeneratioun eng grouss Aarbecht geleescht.

Mir brauchen also, menge mir, kee weideren Encadrement a virun allem keng Zwangsjacketten, wéi zum Beispill den Zwang, fir Lëtzebuergesch an offizielle Kontexter national oder och international ze gebrauchen. An ech mengen, wa mer wëllen d'Lëtzebuergescht erofsetzen als Sprooch an a senger Entwécklung hemmen, da solle mer dat maachen, wat deelweis hei vum Interpellant virgeschloe ginn ass.

Mir mengen och, dass esou Usätz just dem Wëllen entspriechen - bon, et ass gesot ginn, mir wëllen dat net als Ausgrenzungsfacteur benotzen, mä ech mengen, dass trotzdeem de Wëllen do dohannertsteet -, Lëtzebuergesch als Entréesticket ze benotzen an eng national Identitéit, an eng national Kultur.

An ech mengen, dass esou en Usaz zu Lëtzebuerg op jidde Fall net dem multikulturellen Usaz entsprécht, dee mer hei hunn, an där Sproochevillfalt, déi mer hei hunn, déi eemoleg ass a fir déi mer dobausse beneit ginn.

Wat mer awer mussen diskutéieren, dat ass de respektvolle géigesäitegen Ëmgank mat där Sproochevillfalt. Déi Fro stellt sech am Alldagsliewen. Ech mengen, dass se an de Familljen an an de Veräiner spontan geléist gëtt an dass sech do uneneen ugepasst gëtt an dass och do net verlaangt gëtt no engem Entréesticket, fir op eng Veranstaltung ze kommen oder fir op e Grillfest ze kommen. An ech mengen, dass d'Leit do vill méi Verständnis hunn, wéi dat, wat den Interpellant hei fuerdert vun eis.

(Interruptions)

Une voix.- Bravo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Fro stellt sech och am politesche Liewen. Do gesäit d'Sproochegesetz de simultane Gebrauch vun deenen dräi Haaptsproochen hei am Land vir. Mir fannen, dass dat eng pragmatesch Approche ass, déi och prinzipiell nach ëmmer richteg ass, an déi verlaangt vun deene Betraffenen op d'mannst eng passiv Kenntnis an zwou oder dräi Sproochen. An de Gemengeréit, wou déi Fro sech stellt, mengen ech, däerft dat och ouni Problem geléist ginn.

An der Chamber stellt sech d'Fro am Prinzip och emol nach net nom positiven Ausgank vum Referendum, well et geet jo do ëm d'aktiivt Wahlrecht, net fir d'Recht, gewielt ze ginn. Ech soen „am Prinzip", well bekanntlech ass jo d'Sprooch och net méi eng absolutt Viraussetzung, fir Lëtzebuerger ze ginn, soudass déi Fro sech och souguer eng Kéier kéint hei an der Chamber stellen.

An trotzdeem menge mer, dass mer missten derzou iwwergoen, eis Debatten hei net nëmmen an d'Gebärdesprooch ze iwwersetzen, mä och systematesch an d'Franséischt ze iwwersetzen, wa mer wëllen - an dat wëllt jo dës Regierung - den Droit de vote fir Résidenten aféieren.

Eng wichteg Fro, Här President, bleift de Gebrauch vun de Sproochen an der Schoul. Et ass eng ongeléiste Fro an et ass eng Fro, déi schwéier ze léisen ass. Ech wëll just e puer Bemierkunge maachen.

Éischtens, de Gebrauch vum Däitschen als Alphabetiséierungssprooch ass fir Schüler aus dem romanesche Raum méi schwéier ze léisen, wéi fir Lëtzebuergeschsproocheger. Dat ass evident.

Portugisesch ass och keng francophon Sprooch - zweetens - an also ass och d'Franséischt keen natierleche Wee zur Alphabetiséierung.

Drëttens: Fir Lëtzebuergesch schwätzend Schüler gëtt et bal keng schoulesch Basis fir hir Mammesprooch a si kréie keng adequat Aféie-

rung an dat geschwatent Franséisch, wat se ouni Zweifel am spéidere Liewen désavantagéiert.

An ech mengen och, dass Franséisch an eise Schoulen ëmmer nach als Elitesprooch enseignéiert gëtt.

Aus deenen dräi Feststellungen, déi - menger Meenung no - awer net kënne bestridde ginn, muss sech déi Diskussioun opbauen, déi mer an Zukunft wëlle féieren iwwert d'Sproochen an der Schoul.

Ech mengen awer grondsätzlech elo scho kënnen ze soen, dass dem Lëtzebuergesche méi eng grouss Bedeitung an der Schoul muss zoukommen, och well et déi éischt Friemsprooch ass, déi Kanner aus aneren Nationalitéiten hei léieren.

An ech mengen, dass dat geschwatent Franséisch muss méi eng grouss Bedeitung kréien. Ech mengen och duerfir, dass am Prinzip - d'Applikatioun ass awer nach ze gesinn - déi Virstellung vun enger bilingualer, et kann een net soen Ausbildung, mä enger bilingualer Approche an de Crèchen am Prinzip eng sënnvoll Bestëmmung kéint sinn.

Ech wëll hei näischt soen, Här Adam, oder ech wëll dem Här Adam soen, Här President, dass ech elo näischt wëll soen hei iwwert d'Alphabetiséierungssprooch. Ech mengen, dass dat wierklech en Débat ass, deen nach muss gefouert ginn. Et ass een Débat, wou mer nach keng definitiv Äntwerten hunn, iwwregens och an déi Lénk hu mer keng definitiv Äntwerten dozou, an den Débat geet och do weider.

Ech mengen awer, dass eng Ëmstufung vun de Prioritéite verlaangt ass, déi mer hunn am Enseignement vun de Sproochen an eise Schoulen. Dat ass net ze maachen ouni Verschiebungen an ouni aner Prioritéiten, wat d'Ausbildung, wat den Enseignement vun de Sproochen ugeet.

Wat mer awer oflehnen - dat kann ech awer hei soen -, dat ass d'Andeelung vun der Schoul an däitsch a franséisch Filièrë mat Alphabetiséierung a mat weiderer Ausbildung duerno op Däitsch oder op Franséisch. An ech mengen, dass mer net däerfen an Zweesproocheraim opbauen. Wat eis auszeechent, dat ass d'Méisproochegkeet, an ech mengen, mir kënnen a mir sollte méi maachen dorauser a mir sollten originell Léisunge fannen, fir déi Sproochesituatioun an de Schoulen, déi e Problem effektiv duerstellt, ze léisen. An ech mengen och, dass mer dat kënne fäerdegbréngen, wa mer eis wierklech druginn, dat ouni A-priorien ze diskutéieren. Well eis Situatioun, déi mer hunn, ass jo och originell a verlaangt Äntwerten a verlaangt Kreativitéit vun eis alleguer.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Justizminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, eise Premier, den Här Bettel, ze entschëllegen, deen op enger wichteger Réunioun zu Bréissel de Mëtteg muss sinn an duerfir haut net kann der Chamber Ried an Äntwert stoen zu dëser, wéi mir fannen, wichteger Interpellatioun.

Mat Momenter huet een d'Gefill gehat, an enger Debatt ze sinn iwwer Reformen am Schoulberäich. Natierlech spillt do d'Fro eng grouss Roll, an duerfir wäert och uschléissend de Kolleeg Éducatiounsminister Claude Meisch och eng Rei Erklärungen ofginn zu deem dote spezifesche Beräich.

Den Interpellant, Här President, huet um Enn vu senger Interventioun eng ganz Rei Reprochen ausgedeelt, notamment un d'Regierung, déi sech resüméiere loosse mam Saz, der Regierung wär d'Sprooch, d'Lëtzebuerger Sprooch iergendwéi net wichteg genuch. Et ass schued, dass den Här Kartheiser dat op deem dote Wee probéiert huet ze huelen. Ech fannen déi Zort Reproche do éierlech gesot net ganz wierdeg.

Ech hätt och kee Problem a wëll et och maachen, dem Här Kartheiser e Merci ze soe fir seng Initiativ, dass mer haut an der Chamber zu dësem Thema kënne schwätzen.

Den Interpellant huet am Ufank, agangs vu senger Interpellatioun gesot, dass en Deel vu sengen Ausféierunge méi politescher Natur géif ginn. Ech hätt elo bal drugehaangen: méi parteipolitescher Natur. Ech kann de Kolleege vun der ADR eppes versécheren: D'ADR ass net méi interesséiert wéi anerer och hei am Land un der Entwécklung vun der Lëtzebuerger Sprooch!

Den Interpellant huet och ugefaangen ze soen, e wéilt gären e puer Minne scho bal prophylaktesch aus dem Wee raumen. En huet am Fong ugefaange mat enger Excuse. E brauch sech net ze entschëllegen, d'Initiativ war an eisen Ae sënnvoll, an e weist och zu Recht op eng eenzegaarteg Situatioun hin, déi et zu Lëtzebuerg gëtt.

Allerdéngs, Här President, mengt d'Regierung, dass den Här Kartheiser, den Interpellant, d'Realitéit net nuancéiert an net komplett genuch beschreift. Den Här Kartheiser développéiert een Deel vun der Lëtzebuerger Realitéit. En développéiert awer net, dass d'Sproocherealitéit vu Lëtzebuerg wäit méi komplex ass, wéi nëmmen, dass mer eis iwwert de Rôle vun der Lëtzebuerger Sprooch ënnerhalen, well deen och net isoléiert ka vun deenen anere Sproochen ofgehandelt ginn, ob dat an der Aarbechtswelt ass, ob dat an der Schoul ass, ob dat an eisen Texter ass, déi alleguerten op Franséisch sinn an net op Lëtzebuergesch.

Dofir, déi Duerstellung vun deem eesproochege Land, Här Kartheiser, eng Duerstellung, déi Der an der Vergaangenheet, an der historescher Réckbetruechtung siche gitt, déi beschreift d'Lëtzebuergescht vun haut net.

D'Geschicht, Här Kartheiser, gëtt weidergeschriwwen. Si ass weidergeschriwwe ginn a si gëtt och haut nach weidergeschriwwen. Lëtzebuerg gëtt weidergeschriwwen. Mir sinn haut net eng Foto vun engem Lëtzebuerg, wat et viru Jorzéngten oder souguer méi wéi engem Jorhonnert gouf. D'Lëtzebuerger Land huet sech weiderentwéckelt an d'Geschicht huet sech och weidergeschriwwen. An d'Realitéit ass ebe méi komplex, wéi nëmme Lëtzebuerg wëllen duerzestellen a senger Sproocheproblematik als e Land, wat nëmmen eng Sprooch huet.

Zu Recht sot Der, dass d'Sprooch sech, d'Lëtzebuerger Sprooch sech zu Lëtzebuerg entwéckelt huet. Ech mengen, dass dat eng euphemistesch Beschreiwung ass vun der Realitéit. Den Här Adam huet et op de Punkt bruecht, wéi e gesot huet: „D'Lëtzebuerger Sprooch war nach ni esou lieweg wéi haut." Et ass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat ginn! Et hunn nach ni esou vill Mënsche wéi haut Lëtzebuergesch geschwat. Et sinn nach ni esou vill Bicher publizéiert ginn. An de soziale Medien, an der SMS-Sprooch, Dir kënnt kucken, wou Der wëllt: D'Lëtzebuerger Sprooch ass an enger bal fulguranter Entwécklung!

An ech ginn Iech ze bemierken, dass déi ganz Entwécklung do gréisstendeels, net ganz, mä gréisstendeels ouni d'Interventioun vun der Politik stattfonnt huet! Ech behaapte souguer, dass, wann d'Politik sech géif ze vill an déi Entwécklung do amëschen, dann hätte mer wahrscheinlech net déiselwecht Entwécklung, net déiselwecht positiv Entwécklung.

Dat doten, Här Kartheiser, kënnt net aus der Chamber, dat do kënnt net aus der Regierung, déi Entwécklung. Dat do kënnt vun ënnen, aus der Realitéit vun eiser Gesellschaft, wou d'Leit sech fannen, wou d'Leit sech begéinen, wou d'Leit matenee schwätzen, wou d'Leit matenee schaffen.

An dat ass et, wat mécht, dass hei zu Lëtzebuerg d'Lëtzebuerger Sprooch, och am Kontakt mat deenen aneren, dass déi sech ergänzend zesumme kënnen entwéckelen! Dat kënnt vun ënnen. D Politik huet sech wéineg ëm déi Saache gekëmmert. An dat huet vill dozou bäigedroen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch sech an de leschte Jorzéngten esou wonnerbar entwéckelt huet. An d'Lëtzebuerger Sprooch brauch kee politesche Champion fir hir Verteidegung. Där Lëtzebuerger Sprooch geet et immens gutt, wann d Politik sech do zu engem Deel dezent zréckhält.

Dofir gëtt et och net eng eenzeg Integratiounssprooch a mengen Aen, Här Kartheiser, well mir hunn eng Situatioun, déi mécht, dass déi Leit, déi hei liewen, aus ënnerschiddleche Wénkelen op déi Lëtzebuerger Sprooch zoutreffen. Déi meescht haut an de Schoulen, déi fänke jo net mam Lëtzebuergeschen un! Dat Lëtzebuergescht kënnt duerno.

Ech schwätzen aus eegener Erfahrung. Ech hunn d'Lëtzebuerger Sprooch net doheem geléiert. Dofir weess ech och, wann Der mer déi perséinlech Remarque erlaabt, ëm d'Bedeitung vum Zougang zu der Lëtzebuerger Sprooch.

D'Lëtzebuerger Sprooch steet net isoléiert am Raum. Do gëtt et Weeër hin op déi Lëtzebuerger Sprooch. A wa mer déi Weeër verbauen, wa mer déi a Fro stellen, well mer se net wëlle gesinn, da verbaue mer schlussendlech och de Wee bei d'Lëtzebuerger Sprooch mat all hire positiven Auswierkungen, déi d'Sprooch kann hunn op d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. Dofir, déi Duerstellung, mir hätten nëmmen eng eenzeg Integratiounssprooch, ass och do eng Reduzéierung vun der Realitéit. Dir verkennt de Wee hin zu der Lëtzebuerger Sprooch, deen awer ganz vill Leit hei am Land musse goen, ier se bei der Lëtzebuerger Sprooch och ukommen.

Wat an eisen Aen an an den Ae vun der Regierung de grousse Feeler wär, deen ee kéint maachen, dat wär, dass mer dat Lëtzebuergescht wéilten haut politesch motivéiert redefinéieren an dass mer der Sprooch domat eng trennend Wierkung géife ginn: eng Sprooch, déi ënnerscheet tëschent deenen, déi se kënnen, an deenen, déi se net kënnen. A mir géifen och praktesch eis Gesellschaft domadder opdeelen. Dat ass dee gréisste Feeler, dee mer och kéinte fir d'Sprooch selwer a fir hir Dynamik maachen.

Wat mer brauchen, dat ass, dass mer déi inklusiv Elementer, déi inklusiv Kraaft vum Lëtzebuergesche sech weiderentwéckele loossen, ouni politesch dranzefunken, dass mer déi integrativ Kraaft vun der Lëtzebuerger Sprooch sech an engem multikulturelle Land weiderhi positiv entwéckele loossen.

Dir hutt dunn awer och iwwert dës allgemeng Remarquen eraus eng Rei Sujeten ugeschnidden. Ech wëll déi ganz kuerz erwähnen, well och Kolleegen hei an der Chamber, d'Intervenanten, sief et den Här Wilmes, den Här Angel, den Här Adam an och den Här Bauler, schonn drop agaange sinn.

Am Beräich vun der Santé: Et ass ganz wichteg selbstverständlech, dass jiddwereen, deen hei lieft, an där Sprooch sech kann ausdrécken am Beräich vun de Soinen, déi him am nooste kënnt. Dorunner gëtt awer ganz vill geschafft! Dat ass eng falsch Duerstellung, wann ee seet, do wär haut nach dee Problem integral!

Mir sinn eis bewosst, dass et där Problemer gëtt - et ass och schonn ënnerstrach ginn -, net nëmme fir déi Leit, déi sech am Lëtzebuergeschen am beschten erëmfannen, mä och fir aner Leit, déi sech an enger anerer Sprooch, déi awer och zu der Lëtzebuerger Sproocherealitéit gehéiert, net esou kënnen ausdrécken. Do ass um reglementaresche Plang scho vill geschitt. Et ass um legislative Plang scho vill geschitt. Et ass an de Strukturen, déi Soine verofreechen, och schonn immens vill geschitt. Dat ass Alldag an de Spideeler, fir nëmmen déi ze nennen. A sécher si mer nach net fäerdeg mat deenen Efforten, dat bestreit keen! Mä déi Duerstellung, dass d'Politik elo oder an der Vergaangenheet net drop reagéiert hätt, ass mat Sécherheet richteg (veuillez lire: net richteg). Do sinn an de leschte Jore ganz vill Efforte gemaach ginn.

Ech wëll Iech och just eng Zuel nennen, dat ass d'Gesetz iwwert de Congé linguistique vun 2009: Déi Leit, déi drop zréckgräifen, kommen zu 51% aus dem Secteur vun der Santé. An dat ass elo nëmme fir de Congé linguistique. Dat betrëfft net all déi Efforten, déi doriwwer eraus nach och an de Spideeler an an anere Strukturen zousätzlech geleescht ginn. Mä eleng de Réckgréff op de Congé linguistique fënnt zu 51% statt vu Leit, déi am Santésberäich schaffen! Dat weist jo awer, mengen ech, op eng ganz däitlech Aart a Weis, wéi den Trend ass.

Zu der offizieller Unerkennung duerch d'Europäesch Unioun: Ech mengen, do ass wierklech virdru scho ganz detailléiert, notamment duerch den Här Wilmes, drop geäntwert ginn. Ech kann am Numm vun der Regierung soen, dass et do keen neie Moment gëtt. D'Faktelag huet net changéiert.

Dofir ass an eisen Aen och d'Konklusioun déiselwecht, déi ze zéien ass: Dat, wat do géif vun Opwand op d'Land duerkomme par rapport zum Retour, ass an eisen Aen an der Bilanzéierung nach ëmmer net anescht, wéi et war.

Dir hutt vun de Gemengeréit geschwat. Ech wëll Iech just rappeléieren, dass an de Gemengen haut schonn, opgrond vum Artikel 14 vun der Loi communale, wou et kloer drasteet, d'Langue usuelle d'Lëtzebuergescht ass, mä bien entendu gëllen doriwwer eraus och d'Dispositioune vum Sproochegesetz vu '84. Mä et huet och nach a kengem Gemengerot hei zu Lëtzebuerg Schwieregkeete geschafen. Déi Leit, déi an déi Gemengeréit gewielt ginn, hunn an all de Gemenge bis elo praktesch Solutioune fonnt am Kader vum Sproochegesetz an am Kader vun der Loi communale. A mir ass kee Fall bekannt, wou oniwwerwannbar Schwieregkeeten opgedaucht wieren.

Dann hutt Der d'Situatioun vun den Affekoten ugeschwat. Ech géif d'Notairë wëllen drunhänken. Och do gëtt et eng eendeiteg Sproocheregelung vum Affekotegesetz vun '91 an och vum Règlement grand-ducal vun 2009 iwwert de Stage judiciaire an den Accès zum Notariat, déi d'Sprooche regelen, wat och do net nëmmen d'Lëtzebuerger Sprooch, mä natierlech och déi aner Sprooche regelt.

A mir wäerten, opgrond vun den europäeschen Direktiven, eis nach vill méi breet mussen opstellen an den nächste Méint: déi sougenannten ABC-Direktiven, déi och d'Recht op Iwwersetzung beinhalten. An do wäert Lëtzebuerg nach finanziell Efforte musse maachen, fir dass all déi Leit, déi hei viru Geriicht, notamment am Penalen, opdauchen, e Recht drop hunn, d'Dokumenter an och dat, wat geschwat gëtt, iwwersat ze kréien an eng Sprooch, déi se verstinn. Den Trend ass also net eng Reduzéierung vun der Sproochegrondlag vu Lëtzebuerg, mä et ass éischter nach e méi breet Opstellen, wat an deenen nächste Méint a Joren op eis duerkënnt.

Beim Nationalitéitegesetz. Ech wëll Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, rappeléieren, dass mer haut scho ganz vill Leit hunn, déi Lëtzebuerger ginn, ouni Lëtzebuergesch ze schwätzen. Mir hunn eng Dispositioun am aktuelle Gesetz iwwert d'Nationalitéit, de Recouvrement, wat ville Leit erlaabt weltwäit, déi familiär Antécédents zu Lëtzebuerg hunn, ze froen, datt se e Lëtzebuerger Pass kënne kréien. An déi Leit hu keng aner Exigenz ze erfëllen, wéi drop hinzeweisen, datt se an der Vergaangenheet Lëtzebuerger Virfahren haten. Dat ass bal d'Halschent mëttlerweil vun den Nationalitéiten, déi mer pro Joer accordéieren. An do ass e ganz grousse Pourcentage vun deene Leit, déi kee Wuert Lëtzebuergesch kënnen. Dat muss ee just wëssen.

Op där anerer Säit hu mer eng zimlech restriktiv Législatioun fir déi Leit, déi hei wunnen, déi hei schaffen, déi hei Steiere bezuelen. An dofir menge mer jo, dass een dat muss frësch équilibréieren an deem neie Gesetz, wat net méi wäit ass vum Passage am Regierungsrot. An do wäert weiderhin d'Lëtzebuerger Sprooch selbstverständlech eng Roll dra behalen, mä eng Roll, déi méi flexibel kann ugewannt ginn a Relatioun mat den Délais de résidence.

E Wuert och nach zu der Verfassung. Do wäert jo d'Lëtzebuerger Sprooch ageschriwwe ginn. Den Här Angel huet virdrun d'Formule virgedroen: „La langue du Luxembourg est le luxembourgeois." Doriwwer gëtt et e breede Konsens. An ech denken, dass den ADR dat jo dann och wäert kënne stëmmen. Et ass eng Formulatioun, déi ech och fir ganz richteg halen.

Voilà, Här President, dat waren déi puer Remarquen, och méi allgemenger Natur, déi ech wollt am Numm vun der Regierung virdroen. Wann Der erlaabt, da géif ech och nach wëllen e puer Minutte loosse fir den Här Meisch an och fir den Här Schmit, déi och nach zwou kuerz Interventioune wollte maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister. Dann huet d'Wuert den Éducatiounsminister, den Här Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an och dem Interpellant, datt mer de Mëtteg d'Geleeënheet hunn, iwwer eis Sprooch ze schwätzen. An iwwer breet Strecken, mengen ech, ware mer eis a ganz villem eens. Virun allem doranner, datt eis Sprooch lieft. D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt gebraucht am Alldag an eigentlech méi wéi jee.

Den Deputéierte Serge Wilmes huet beschriwwen, wéi d'Notzer an déi, déi d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen, d'Zuel dovunner, an d'Luucht gaangen ass am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngten. An ech mengen, dat ass dee beschte Beweis dofir, datt Lëtzebuergesch eng lieweg Sprooch ass, méi wéi jee. Obschonn natierlech an engem Land, wou och vill Leit liewen, déi eis Sprooch net am Alldag schwätzen, se vläicht kënnen, anerer se vläicht net kënnen, obscho ganz vill Leit hei am Dag aktiv sinn, déi vu baussen erakommen, déi och eis Sprooch net ëmmer beherrschen an dofir net am Alldag schwätzen, ass et awer esou, datt haut méi Leit Lëtzebuergesch schwätze wéi jee.

Lëtzebuergesch ass d'Integratiounssprooch. Lëtzebuergesch muss och déi Sprooch bleiwen, déi jiddweree soll, wa méiglech, da schwätzen, fir datt mer an enger Sprooch kënne mateneen diskutéieren, fir datt mer eis och kënne verstoen. Do sinn ech mat all den Intervenanten, a sécherlech och mam Fernand Kartheiser, hei d'accord.

Ech wëll awer och soen, datt et derwäert ass, d'Situatioun heiansdo e Stéck wäit méi differenzéiert ze gesinn an och ze kucken, wat d'Sproochesituatioun vun deem Eenzelnen ass, och ze kucken, wat et nach gëtt vu Sproochecapacitéiten, och ze kucken, wat fir eng Realitéite sech bidde dann och an eenzelne Situatiounen, an eenzelne Liewenssituatiounen, eenzelnen Aarbechtssituatiounen, an eenzelnen Emgangssituatiounen.

An der Schoul ass et eigentlech esou, datt mer zwou Aufgaben hunn. Dat Éischt, dat ass, fir d'Lëtzebuerger Sprooch do ze festegen, wou se gekonnt ass, wann d'Schüler an d'Schoul kommen, bis hiféieren zur Literatur. Dat maache mer an deem enken Zäitplang, deen eis ier-

gendwou do nach bleift. Mir hunn och déi aner grouss Aufgab, dat ass déi, fir deenen, déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, wa se an d'ëffentlech Schoul kommen, d'Lëtzebuergesch bäizebréngen, soudatt se duerno à même sinn, hei zu Lëtzebuerg ze participéieren.

A wa mer emol eng Kéier zréckkucken, wat fir eng enorm Integratiounsaufgab a -leeschtung mer als Gesellschaft fäerdegbruecht hunn, virun allem awer och, well eis Schoulen et fäerdegbruecht hunn, datt déi zweet Generatioun vun Auslänner, déi hei opgewuess sinn, déi hei an eis Schoule gaange sinn, datt déi alleguerte Lëtzebuergesch herno geschwat hunn, da gesi mer awer, wat mer zesumme ronnbruecht hunn.

Da gesi mer awer och, firwat bei engem extrem héijen Auslännerundeel hei zu Lëtzebuerg mer kaum Integratiounsproblemer hunn, kaum Konflikter hunn, wéi dat an iergendwelchen anere Länner, Ballungszentren, mat och nëmmen unnähernd esou villen Auslänner, dach iergendwéi de Fall ass. An ech denken, datt och déi ëffentlech Schoul hei zu Lëtzebuerg do hire grousse Mérite dorunner huet.

Haut musse mer, wann ech soen differenzéieren, och vläicht differenzéiere par rapport zu enger Rei vu Schüler an och kucken, jo, wou se hierkommen, wat hire Passé ass, wa se an d'Schoul kommen. Et gëtt auslännesch Schüler, déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, déi hei gebuer sinn oder déi ganz fréi an d'Schoul komm sinn, do musse mer eis weiderhin als Zil setzen, datt se Lëtzebuergesch léieren, esou schnell wéi méiglech, datt se duerno duerch eisen normale Schoulparcours kënne goen a mer doduerjer de Wee an d'Integratioun era ganz gutt virzeechnen.

Et gëtt der awer och, déi komme méi spéit, déi kommen a méi engem spéiden Alter. Mir hunn ongeféier 1.000 Schüler, déi kommen am Alter vum Fondamental pro Joer. Mir hunn ongeféier 500 Schüler, déi kommen am Alter vum Secondaire pro Joer an d'Land a kënne kee Lëtzebuergesch. Ech denken, datt mer do och méi staark nach mussen differenzéieren, datt mer net et sollen opginn, datt déi och Lëtzebuergesch léieren, och aner Sprooche léiere wéi Däitsch a Franséisch.

Mä trotzdeem musse mer kucken, wat dat fir en enormen Effort och géif bedeiten, déi an eise Schoulsystem tel quel eranzekréien, wéi en haut opgestallt ass. Dofir musse mer eise Schoulsystem och méi breet opstellen, fir där Diversitéit, déi mer an eiser Populatioun hunn, och deenen ënnerschiddleche Sproochecapacitéiten an eiser Populatioun, an ech hunn elo nëmme Chiffere genannt, wat pro Joer do nach derbäikënnt, wat mer mussen an eise Schoulsystem integréiert kréien. Deem musse mer och Rechnung droen an eis dofir méi breet och opstellen, an dofir awer och spezifesch Filièren opmaache fir een, dee méi spéit kënnt, datt deen och an enger vun de Sproochen, sief et op Däitsch oder sief et op Franséisch, ka weider säi Parcours maachen, sief dat an der Formation professionnelle, sief dat am EST, sief dat awer och duerno am Ausland.

Dir wësst, datt mer och an den ëffentleche Schoulen do weider Weeër wëlle goen, wéi zum Beispill mat enger agréémierter Europaschoul zu Déifferdeng, déi mer an der Planung hunn.

Wa mer soen, Lëtzebuergesch ass och an der Schoul d'Émgangssprooch, déi soll geschwat ginn, dann ass dat am Cours jo méi differenzéiert, well mir hunn eng Émgangssprooch pro Fach am Cours, déi kloer definéiert ass. Mä natierlech ass et gutt, wa se am Schoulhaff geschwat gëtt. Woubäi mer do net onbedéngt elo Virschréften hunn. Mä trotzdeem solle mer kloer soen, datt mer gäre Lëtzebuergesch schwätzen a solle schwätzen, obscho mer net onbedéngt aner Sprooche wëllen do verbidden. Trotzdeem och do nach eng Kéier: e Stéck wäit méi Differenzéierung ass ubruecht.

D'Mammesprooch soll och iergendwou hir Plaz hunn, virun allem bei deene klenge Kanner, virun allem och am Crèchen-Alter, virun allem am Alter vum éischten Zyklus, vum Précoce, vun der Spillschoul an der École fondamentale, well mer scho mierken, datt et wichteg ass, seng Mammesprooch gefestegt ze hunn, fir duerno kënnen aner Sproochen ze léieren, och fir duerno kënne Lëtzebuergesch ze léieren.

Mir hunn eng ganz Rei vu Pilotprojete lafe gehat an och weiderhi lafen, déi eigentlech ganz ermuddegend sinn an deem dote Beräich, wou mer gesinn, datt och, wann hei an dësem Fall virun allem d'portugisesch Schüler, jonk Schüler, wa mer hir Mammesprooch festegen, wa mer se doranner ënnerstëtzen, datt se dann och besser herno performéieren an der Lëtzebuerger Sprooch an och an deenen anere Sproochen, déi wichteg si fir eise Schoulsystem.

Dir hutt de Précoce ugeschwat. Ech mengen och, grad wéi Dir, datt eng Evaluatioun noutwendeg ass. Mir sinn och domadder amgaangen. En ass Enn den 90er agefouert ginn, well mer gemengt hunn, do geet d'Lëtzebuergesch léiere vum selwen. An dat ass net iwwerall esou, well do, wou mer zwee oder dräi lëtzebuergesch Kanner an der Klass hu bei insgesamt 19 Kanner, wou der da 16 oder 17 net Lëtzebuergesch schwätzen, wa se dohinnerkommen, do geet dat net vum selwen. Do ginn déi zwee, dräi lëtzebuergesch Kanner herno mat portugiseschen oder serbokroatesche Wierder heem. An dat ass net schlëmm.

Ech denken awer, datt mer et net kënnen dobäi beloossen, wa mer déi dote Situatioun constatéieren. An duerfir wëlle mer och nach e Stéck wäit éischter usetzen. Duerfir wëlle mer och déi Méiglechkeeten notzen, déi mer haut hunn iwwer e flächendeckend Netz vu Kannerbetreiungsinfrastrukturen, vu Crèchen, déi privat géréiert ginn, déi an de Gemenge vun de Gemenge géréiert ginn, déi vu groussen Asble géréiert ginn, fir och do schonn éischt Grondsteng ze leeën, wat eis Landessprooch Lëtzebuergesch ubelaangt.

A firwat awer net och do scho Grondsteng leeë fir déi lëtzebuergesch Schüler zum Beispill, wat Franséisch ubelaangt?

Ech denken, datt et awer iergendzwousch eng Diskriminéierung ass, wa mer soen: „Dat doten, dat kënnt guer net a Fro an dat wëlle mer guer net!" Et gëtt vill Elteren, och am Land, déi soen: „Fir datt et an der Schoul herno besser klappt, hätt ech gären, datt meng Kanner d'Méiglechkeet hunn, fréi mat der franséischer Sprooch a Kontakt ze kommen." Ech gesinn eigentlech do déi Oppositioun, déi ech och de Mëtteg hei - awer och nëmme ganz vereenzelt - héieren hunn, do verstinn ech net richteg, wou se hierkënnt.

Mir deelen déi Suerg, datt mer d'Schüler net onnëtz sollen optrennen. Duerfir wäerte mer ganz genee iwwerleeën, wat mer am Domän vun der Alphabetiséierung maachen. Wa mer eng aner, eng alternativ Alphabetiséierung afféieren, da muss se eng Logik hu par rapport zu deem, wat virdru geschitt, also virun der Alphabetiséierung, am C1 respektiv nach virdrun, an och duerno. A sécherlech och nëmme mam Zil, wann et duerno kann zesummen héichgezu ginn.

Mir mussen awer och kucken, wéi d'Situatioun haut ass. Mir hunn haut eng Opdeelung vun den eenzelnen Nationalitéiten, wa mer zum Beispill de Passage Primaire-Postprimaire kucken, wa mer kucken, wéi vill Prozent vun auslännesche Kanner et an den ES schaffen, wéi vill der et an den ST packen a wéi vill der herno dann awer och am Préparatoire sinn. Dat ass eng Opdeelung an déi ass ganz oft definitiv. Well do gi Weiche gestallt fir d'Zukunft, fir d'Zukunftschancë vun enger ganzer Generatioun. Duerfir denken ech, däerf dat eis net egal sinn a musse mer e Stéck wäit éischter kënnen usetzen.

Mir maachen net nëmmen Efforten als Éducatiounsministère, fir d'Lëtzebuergesch an der Schoul ze léiere bei deene Jonken, mir maachen och ganz grouss Efforten, an ëmmer méi, fir et duerno ze léieren: fir Leit, déi an d'Land kommen, fir Leit, déi scho laang am Land sinn an et wëlle weider verbesseren oder opfréschen.

Déi enorm Efforten, déi den INL mécht, déi Entwécklung, déi den INL gemaach huet, den Institut national des langues gemaach huet iwwert déi lescht Jore si sécherlech och dorobber zréckzeféieren, datt mer als Stat dat wëllen ubidden an dat maachen an datt en enormen Interessi bei de Leit do ass. An ech denken och, datt dat de beschte Beweis ass, datt och an Zukunft eis Lëtzebuerger Sprooch wäert eng lieweg Sprooch hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Meisch. Den Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, ech mengen, den Här Wilmes, deen huet eng Fro gestallt, an ech wollt him dorop äntwerten. Effektiv, iwwert d'Gesetz vun 2009 ass agefouert ginn, datt de Stat bis zu 200 Stonne Lëtzebuergesch remboursëiert, dat heescht, deen Ausfall vun där Persoun, déi da Lëtzebuergesch léiert, déi dann net op hirer Aarbechtsplaz ass. An dat huet sech jo och als e grousse Succès erwisen, well mir hu bis ewell ongeféier 2.000 Demandë gehat. Mir hunn e Budget gehat 2013 vun 300.000 Euro a fir 2014 vu 600.000 Euro!

A mir sinn der Meenung, datt, wann eng Entreprise absolut décidéiert - an dat kënne mer jo nëmme begréissen, wa se dat décidéiert -, datt hir Kollaborateure Lëtzebuergesch léieren iwwert déi 200 Stonnen, da muss déi Entreprise och e Minimum dat mat begleede finanziell. Duerfir hu mer och décidéiert, de Remboursement vun deene Stonnen op 50% ze limitéieren, well et net nëmmen eleng um Stat ass, fir esou Mesuren ze finanzéieren, mä och d'Entreprisen - wann et sech ëm Fräischaffend handelt, ass dat d'nämlecht - mussen en Deel do kënne bäidroen.

Wat deen anere Kredit ubelaangt, dee mer hunn, dat ass deen, wou d'Coursë subventionéiert ginn. Dat ass e Kredit ëm 100.000 Euro. Do bezilt de Stat souwisou nëmme 50% vun der Organisatioun vun deene Coursen, do änert sech näischt. An déi Subventioun geet och weider.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Aarbechtsminister. Dann huet nach d'Wuert gefrot d'Madame Kulturministesch.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Wilmes hat gefrot iwwert den Online-Dictionnaire. Wéi Der wësst, ass deen Online-Dictionnaire 2007 fir de Public zougänglech gemaach gi mat dem Buschtaf A. Haut ass den Dictionnaire um Site disponibel mat ronn 18.000 Dictionnairesartikele plus 2.000 Ausdréck vu spezifesche fachlechen Termen.

Dat geet och iwwer eng Télefonshotline an eng SMS-Hotline. An de Site lod.lu funktionéiert a fënnef Sproochen: Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch. Keen Dictionnaire op der Welt huet esou vill Sproochen.

Den LOD ass amgaangen, e Spellchecker opzebaue mat 170.000 Wierder. An de Moment ass den LOD bei 89.000 Wierder am Spellchecker.

D'Buschtawen A bis R si souzesoe komplett, an - ongeféier - am Moment si mer mat 50% vun de Wierder vun S bis Z och schonn um Site accessibel.

D'Zil ass nach ëmmer 2016, fir den Dictionnaire ofzeschléissen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Minister. An ech hunn eng Demande...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Parole après ministre!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Parole après ministre.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass selbstverständlech emol u mir, fir elo e grousse Merci ze soe fir all deen Interessi, deen déi Interpellatioun vun der ADR de Mëtteg bei lech hei fonnt huet, an och fir eng grouss Énnerstëtzung fir d'Lëtzebuerger Sprooch, déi een awer bei ville Leit hei, déi haut de Mëtteg geschwat hunn, konnt spieren. Dat ass u sech eng ganz gutt Saach.

Erlaabt mer, op e puer Saachen awer méi no anzegoen, déi haut gesot goufen. Éischtens, et gouf gesot vun de geléinte Wierder: Natierlech huet eis Sprooch vill geléinte Wierder. Dat huet awer all aner Sprooch och. An et ass en albekannte Witz vun eisen englesche Frënn, datt se soen: Englesch ass eng gutt Mëschung vu Latäin a Griichesch, déi komesch ausgeschwat gëtt. Mir hunn also och aner Sproochen, déi vill Wierder léine ginn an hierkommen aus aneren, antike Sproochen. Domadder si mir net eleng.

Lëtzebuergesch an Europa: Alles ka verhandelt ginn! Den Här Angel huet jo selwer och op 2005 sech referéiert. An dat ass och eng Verhandlung gewiescht vun der Lëtzebuerger Présidence. Ech wëll nach eng Kéier hei kloer soen, datt mir guer net der Meenung sinn, datt alles elo muss op Lëtzebuergesch iwwersat ginn. Dat ass guer net eis Intentioun! Et kann een och e Wee fannen, deen der lëtzebuergescher spezifescher Situatioun entsprécht, fir eis Sprooch an Europa opzewäerten, ouni mussen an Exzesser ze falen, déi wierklech fir eis am Ableck net néideg wären.

Ech stellen och fest, datt dräi Parteien hei oppe gesot hunn, datt se de Sproochenniveau géifen erofsetze beim Nationalitéittest. Ech loossen dat elo emol dohigestallt. Ech mengen, jiddweree kann doheem elo selwer iwwerleeën, wat dat géif heeschen. Mä DP, LSAP a Gréng hunn dat nach eng Kéier betount, datt se den Niveau vum Lëtzebuergesche wëllen erofsetze beim Accès un d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Ech wëll dat just nach eng Kéier ënnersträichen.

Am Gesondheetssecteur, do huet d'LSAP gesot, dat wär eben net esou, wéi mir et hei duergestallt hunn. Da proposéieren ech de Praxistest. Ech mengen, d'Leit hu jo alleguer ze di mam Gesondheets-, mam Fleegewiesen, mam Altersheim an esou weider. Ech géif soen, da loosse mer einfach kucken - a jiddweree kucken - an der Realitéit vum Lëtzebuerger Land, ouni eppes schéinzemolen, wéi d'Situatioun sech duerstellt. An ech mengen och do, datt all Lëtzebuerger, jiddwereen, dee Lëtzebuergesch schwätzt, hei sech kann e ganz gutt an e ganz realistescht Bild maache vun de Realitéite vum Land.

D'Lëtzebuerger Regierung huet Stellung geholl. Den Här Minister Braz wor esou gentil, e puer Wuert ze soen, den Här Minister Meisch och, wat elo meng Interpellatioun ugaangen ass.

Ech wëll emol fir d'Éischt soen, datt awer aus deene Stellungnahme vun der Regierung a menger Interpretatioun zwou Saachen erauskommen: de Wonsch, d'Situatioun méi schéin duerzestellen, wéi se wierklech ass, wat ech kann novollzéien, mä wat awer net onbedéngt eisem Interessi entsprécht. An dat Zweet ass awer och eng gewësse Passivitéit, wou sech awer ganz vill drop verlooss gëtt, datt awer d'Saache sech e bësse vun eleng entwéckelen.

Ech vermëssen an den Interventioune vun der Regierung de Wëllen, eppes fir eis Sprooch ze maachen. Et gëtt toleréiert, et gëtt gehofft, et gëtt vläicht och nach ënnerstëtzt, awer wierklech en determinéierte Wëllen, deen ass net ze erkennen!

Et gëtt gesot, Lëtzebuerg hätt sech verännert an deene leschte Joren. Jo, dat ass wouer. Lëtzebuerg huet sech awer och doduerch verännert, an och eis sproochlech Situatioun huet sech verännert, well mer keng kloer Integratiounspolitik gemaach hunn! Well mer eis ze laang passiv verhalen hunn an net dee Wonsch haten, wierklech bewosst ze integréieren, well mer dee Schrëtt net gemaach hunn, déi Iwwersetzung, fir ze erkennen, datt mer en Immigratiounsland sinn, an dat och wéi aner Immigratiounslänner ze iwwersetzen an de Wonsch, wierklech eng Integratiounspolitik ze maachen, déi sech och an d'Zukunft projezéiere léisst.

Wat ech vermëssen an der Meenung vun der Regierung, dat ass - oder an der Duerstellung vun der Regierung -, dat ass dee Courage, fir déi Entwécklungen, déi mer haut gesinn, den Istzoustand vun der Gesellschaft an d'Zukunft ze projezéieren a sech dann d'Fro ze stellen: An 20 oder an 30 Joer, wéi wäit entsprécht déi Gesellschaft, déi mer dann hei am Land nach hunn, deem, wat mer elo an och an der Vergaangenheet als Lëtzebuerger Gesellschaft kannt hunn?

Deen Exercice, fir no vir wëllen ze projezéieren, wat mer sinn als Natioun a wat mer als Ierwen hunn, deen Imaginatiounseffort, dee feelt, an doduerch och dee Reflex, dee mer an aneren Immigratiounsgesellschaften hunn, fir wëllen eis an d'Zukunft ze projezéieren an dat ze erhalen, wat mir u Kultur an u Sprooch an dëser Gesellschaft hunn. Et ass schued, et ass eng verpasste Chance! Mä et schéngt awer déi Optioun ze sinn, déi dës Regierung gewielt huet.

Den Här Minister Braz huet kloer gesot, datt villes geschitt ass ouni d'Interventioun vun der Politik, an huet domadder de Contraire vum Här Angel gesot, deen elo leider net méi do ass, well e fir d'Chamber an d'Ausland muss fueren. Mä et ass u sech komesch, datt - bemierkenswäert an deem Sënn - d'Regierung hei eppes anescht seet wéi eng vun de Regierungsparteien an zougëtt, datt eigentlech ouni d'Interventioun vun der Politik sech vill gemaach huet hei am Land, wat Lëtzebuergesch ugeet.

Dann d'Gesellschaft opdeelen: Do kann een nëmmen ofwaarden. Den Här Minister Meisch huet eis jo elo iergendwéi awer erëm déi Saach relativéiert mat den Alphabetiséierungssproochen.

Mir waarde ganz gespaant op déi Décisiounen, déi dës Regierung wäert huelen. A mir passe ganz gutt op als ADR op déi Décisiounen, déi do geholl ginn, well eise Wonsch ëmmer erëm ass jo, net ze splécken, ass zesummenzeféieren, ass ze integréieren. Dat konnte mer virdrun an der Interpellatioun betounen. An an där Optik wäerte mer och kucken, wat d'Regierung wëllt. Well eise gréisste Wonsch ass jo, déi Gesellschaft zesummenzeféieren a se net auserneenzedividéieren.

Dann och nach eng Bemierkung iwwert déi Efforten, déi musse gemaach ginn elo an den Änneruge vum Code d'instruction criminelle, well jo jiddwereen en Interprète muss kréien an esou weider, soubal en inculpéiert ginn ass, wat en enormen, en enormen Effort ass fir d'Polizei!

Ech mengen, mir sinn eis däers bewosst, oder mir ginn eis däers bewosst, fir déi, déi déi Texter nach net kennen, wa se hei an d'Chamber kommen. Mä do musse mer et maachen! Dat ass en enormen Effort. Deen ass wahrscheinlech vill méi grouss wéi dat, wat déi Dispositiounen vun 2005 eis géifen erlaben als Lëtzebuerger, fir déi Kommunikatioun tëschent den

europäeschen Institutiounen an de Lëtzebuerger Bierger op Lëtzebuergesch ze féieren. Do maache mer et! An et ass wahrscheinlech vill méi grouss wéi dat, wat vun eis erwaart gëtt, wa mer géifen déi Dispositioune vun 2005 endlech ëmsetzen.

Ech wëll ofschléissen, nach eng Kéier, fir alle Merci ze soen, déi un dëser Diskussioun matgewierkt hunn, a mat engem Wonsch: mam Wonsch, datt déi Lëtzebuerger Sprooch, un där mer awer wahrscheinlech alleguer heibannen hänken, mat där mer eis verbonne fillen, well et eis Mammesprooch ass, datt déi eng grouss Zukunft huet. An et ass un eis, mengen ech, alleguer zesummen, fir ze hëllefen, datt se déi grouss Zukunft huet, déi se verdéngt!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Domat wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. Mir sinn net a Präsenz vu Motiounen oder Resolutiounen. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et ass eng Änneruna vun eisem Chambersreglement. An de Président-rapporteur ass den honorabelen Här Gast Gibéryen.

4. 6746 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Ännerungen, déi mer an eisem Chambersreglement haut proposéieren, sinn der dräi: déi éischt huet mat der Prozedur ze dinn, wéi mer de Statsbudget hei duerch d'Chamber leeden. Déi zweet huet mat den Enquêtes parlementaires an déi drëtt mam Temps de parole ze dinn.

Wat d'Procédure budgétaire ubelaangt, hate mer elo am Fong am Reglement an den Artikelen 105 bis 110 festgehalen, wann de Statsbudget bis deponéiert ass, wéi en dann, laut wat fir enger Prozedur en dann hei duerch d'Chamber geet. An et war virun allem an där Prozedur festgehalen, datt de Rapport an der Kommissioun misst den 30. November ugeholl sinn.

Elo wësse mer awer alleguer, datt mer opgrond och vun europäeschen Direktiven eng aner Prozedur hei am Budget hu missen aleeden an datt deen Zäitpunkt vum 30. November, fir de Rapport ze stëmmen an der zoustänneger Kommissioun, also an der Finanzkommissioun, datt deen Délai net ka gehale ginn, esou wéi en am Chambersreglement steet.

Duerfir huet d'Reglementskommissioun op Propositioun vun der Presidentekonferenz déi Änneruna proposéiert, mat deene mer am Fong déi Prozeduren, déi festgeschriwwe waren an den Artikelen 109 bis 110, fusionéieren, esou datt mer da soen, datt den Droit commun wéi bei all Projet de loi am Fong och bei dem Budget spillt an datt mer just eng Änneruna asetzen oder preziséieren.

An dat ass déi vun dem Rapport, wéini datt e muss an der zoustänneger Kommissioun gestëmmt ginn. Do gëtt den 30. November dann ersat, andeem datt drastoe kënnt: eng Woch virun der Diskussioun vun dem Budget hei an der Chamber. A mat Diskussioun ass gemengt: deen Ableck, wou den Débat ufänkt vun den Deputéierten, also net de Rapport vum Rapporteur oder d'Stellung vun der Regierung, mä deen Dag, wou mer hei als Deputéiert ufänken, iwwert de Budget ze diskutéieren. Eng Woch do virdru muss de Rapport an der Finanzkommissioun ugeholl sinn. Dat ass deen ee Punkt, wat de Budget ubelaangt.

Deen zweete Punkt betrëfft d'Enquêtes parlementaires. Dir wësst, datt mer doriwwer e Gesetz kritt hunn, wat déi ganz Prozeduren a Bestëmmungen, wat d'Enquêtes parlementaires ubelaangt, festhält. Virdrun hate mer am Chapitre 18 Titre V vun eisem Reglement am Fong déi Prozedur festgehalen, déi mat den Enquêtes parlementaires zesummenhänkt. Vu datt mer elo awer e Gesetz hunn, wat dat alles integréiert huet, an zwar dee ganzen Text, wéi en an eisem Reglement war, brauch et net méi an eisem Reglement ze stoen, well dann hätte mer en double Emploi: eng Kéier am Gesetz an eng Kéier am Reglement.

Duerfir proposéiere mer dann einfach hei, fir deen Deel, deen am Chapitre 18 Titre V an eisem Reglement stoung iwwert d'Enquêtes parlementaires, fir deen integral ze sträichen.

Déi drëtt Änneruna huet mam Temps de parole ze dinn, an zwar bei den Interpellatiounen. A mir hunn haut de Mëtten dat am Fong schonn hei praktizéiert, wou mer am Fong gesot hunn - fir datt mer net musse bei den Interpellatiounen, fir datt den Interpellant genuch Zäit huet, op e Modell 2 oder op e Modell 3 goen, wat dann den Débat géif ze vill laang gi loossen, mä fir datt ee ka bei engem Modell 1 bleiwen -, wou mer dann do gesot hunn, den Interpellant awer, dee kritt dann amplaz vun 20 Minutten am Modell 1 30 Minutten Zäit, fir seng Interpellatioun virzehuelen, an da kann den Débat ënnert dem Modell 1, wéi et bis elo ëmmer de Fall war, weidergefouert ginn. Et ass selbstverständlech, wann den Interpellant 30 Minutten huet, datt dann och d'Regierung 30 Minutten huet.

Et sinn am Fong déi dräi Ännerungen, déi mer hei am Reglement proposéieren, an deenen Ännerungen ass och an der Reglementskommissioun eestëmmeg zougestëmmt ginn.

Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Wuertmeldungen dozou? Den Här Bodry.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech mengen, mir waren eis alleguerten eens an der Reglementskommissioun, dass mer op deen dote Wee géife goen. Mir mussen eis just bewosst sinn, dass mat där klenger Modifikatioun do, wat eis Budgetsprozedur am Reglement vun der Chamber ugeet, eis Aarbecht net ofgeschloss ass.

Ech mengen, mir ginn... oder Jore si mer elo bal schonn amgaang, driwwer ze diskutéieren! Et gi jo éischt Virentwërf, fir dat ze maachen. Dat do ass also nëmmen e ganz klengen Ufank, dee mer maachen. Mir mussen eis gesamt Budgetsprozedur calquéieren op de Semestre européen, also op den Oflaf, wéi sech och national an europäesch Budgetsprozeduren organiséieren.

An do klappen eis bestehend Texter eigentlech och mat deem neien europäesche Rahme vun der gemeinsamer Budgets- a Wirtschaftspolitik net méi iwwereneen, soudass mer schnellstméiglech mussen do eist Reglement upassen. Notamment musse mer och elo d'Iddi vum Budget pluriannuel integréieren, wat e Begrëff ass, deen an eisem Reglement am Moment guer net virkënnt, wat awer an Zukunft eng fest Gréisst ass vun eiser gesamter Budgetsprozedur.

Dat gesot, géife mer natierlech déi doten Ëmännerunge stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll am Fong och dem President vun der Kommissioun Merci soe fir de Rapport hei. Et ass selbstverständlech, datt mir och déi Changementer vum Reglement hei mat gedroen hunn an och wäerte mat stëmmen.

Ech deelen awer och dem Här Bodry seng Appréciatioun, datt et wichteg ass, datt mer kuerzfristeg déi nächst Ännerungen och gemeinsam uginn. Mir sinn och prett, fir déi Diskussiounen do mat ze féieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President! Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an ech wëll elo net nach eng Kéier och dat widderhuelen, wat scho meng zwee Virriedner gesot hunn.

Mä mat deem Reglement elo komme mer iwwert d'Ronnen, fir et emol esou ze soen, mat eisem nationale Budget annuel, dee mer och dëst Joer scho wäerten dann opgrond vun dësem Reglement kënne méi spéit, awer dann och vläicht besser ausgeschafft presentéieren.

Mä mir mussen awer och kucken, datt mer eben déi - wat virdru scho gesot ginn ass - europäesch Konditiounen oder den europäesche Rahmen, datt mer déi och mat integréieren an eis Iwwerleeungen. Esou datt mer net derlaanschtkommen, datt mer an Zukunft och nach eng Kéier - an ech hoffen, relativ schnell an deenen nächste Wochen oder Méint - eist Reglement adaptéieren, fir eben dann och deene Konditioune gerecht ze ginn.

An deem Sënn ginn ech awer och den Accord vu menger Fraktioun zu deene Modifikatiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll och eisen Accord zu deenen dräi Ännerungen hei ginn, besonnesch och zu där Eropschrauwung vun der Riedezäit bei Interpellatioune fir den Interpellateur vun 20 Minutten op 30 Minutten.

Ech mengen, déi Debatt virdrun huet gewisen, dass dat eng ganz gutt Léisung ass, déi et och dem Interpellateur erméiglecht, sech korrekt kënnen auszedrécken. Et muss ee jo och iwwregens nach derbäisoen: D'Fraktioun oder d'Sensibilité huet jo och hir Riedezäit dann nach zousätzlech do derbäi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer…

(Interruption et hilarité)

…zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6746

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Reglement ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Voilà, da kënne mer zum Nächsten iwwergoen, hei brauche mer jo keng Dispens ze froen. Da géife mer bei deen nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung kommen, d'Interpellatioun vum Här Justin Turpel iwwert d'Beruffsausbildung.

Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Justin Turpel sur la formation professionnelle

Exposé

(M. Justin Turpel dépose une documentation.)

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi géife mir liewen ouni Schräiner, Bäcker, ouni Coiffeur, Gäertner, ouni Käch, ouni Steemetzer, Elektriker, Installateur, Mécanicien, Beruffspompjee, Lokomotivführer an all déi 110 aner Beruffer, op déi mir an der Beruffsausbildung virbereet ginn?

(Interruption)

Mir hätte keen Daach iwwert dem Kapp a kee Stroum a kee Waasser aus dem Krunn. Mir brauchen d'Aarbecht vun deene Leit, hiert Wëssen a Kënnen.

Wat wier eis Gesellschaft ouni hiren Asaz? A wat ass dat fir eng Gesellschaft, déi Mënschen, déi an deene Beruffer schaffen, als manner wäert wéi anerer, beispillsweis Akademiker, gesäit? Eng Gesellschaft, wou an der Schoul gesot gëtt, hien, hatt ass „net gutt genuch fir an de Classique", wou Eltere sech genéieren, jo, bal schummen, wann hire Jong oder hiert Meedchen et net bis an de Classique gepackt huet an eng Beruffsausbildung mécht!

De Lycée technique huet mam Diplôme de fin d'études secondaires techniques et fäerdegbruecht, nieft dem Secondaire général, dem klassesche Lycée, Unerkennung ze erreechen. Mä fir d'Beruffsausbildung ass dat nach laang net de Fall! Net ze schwätze vun deene Jonken, déi iwwerhaapt kee Schoulofschloss kréien an eigentlech an onser Gesellschaft eng besonnesch Opmierksamkeet bräichten.

Et dierf keng Wäertschätzung ginn tëscht verschiddene Mënschen a Beruffer. Et gëtt verschidde Weeër zu enger Formatioun, déi jidderengem erlabe mussen, zu engem mëndegen an emanzipéierte Bierger ze ginn. Grad dat wier jo de Virdeel vun enger Gesamtschoul, iwwert déi mir elo awer net diskutéieren, mä ech wäert op d'Problematik vun der Erzéiung vum mëndege Bierger zréckkommen.

Här President, ech hat dës Interpellatioun am Mee vun dësem Joer ugefrot. Zu deem Moment gouf et e ganze Koup Problemer an der Beruffsausbildung oder - besser - mat der Reform vun der Beruffsausbildung, esou wéi se 2008 duerchgefouert gi war, Problemer, déi dréngend Léisunge gebraucht hunn. Dat war ëmsou méi krass, wéi d'Gewerkschafte vun de Proffen an d'Beruffskummere schonn am Virfeld op eng ganz Rei Punkten opmierksam gemaach hunn, mä am Ministère net dat richtegt Gehéier fonnt hunn.

An der Tëschenzäit goufen eng Rei Saache geännert, ënner anerem duerch eng Instruction ministérielle vum 24. Abrëll vun dësem Joer. Och dorop kommen ech zréck.

An deemnächst steet erëm eng gréisser Reform vum Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung bevir. De Minister, deem ech Merci soen, datt en de Mëtteg un där Debatt hei deelhëlt, ass an Diskussioune mat den zoustännege Beruffskummeren an de Gewerkschaften an huet an der Unterrechtskommissioun vum 9. Oktober ugekënnegt, datt de Projet de loi zur Reform vun der Beruffsausbildung nach am November - et gëtt éischter wuel Dezember - vun dësem Joer hei an der Chamber déposéiert gëtt.

Mä elo emol eent nom aneren: Fir d'Problemer vun der Beruffsausbildung ze verstoen, ass et wichteg, kuerz ze beschreiwen, wéi déi Ausbildung elo opgebaut ass.

Den 18. November 2008 huet dës Chamber mat 53 Jo-Stëmmen d'Reform vun enger Beruffsausbildung gestëmmt, déi méi wéi 60 Joer um Bockel hat. D'Zil vun där Reform war et, déi Formatioun méi kohärent ze maachen, mat enger Formation de base, enger Formation initiale, duerno der Formation continue, eventuell enger Formation de reconversion, dëst ënnert dem Stéchwuert „lifelong learning".

Dir kritt iwwregens de Moment e Schema ausgedeelt, dee jidderengem soll veranschaulechen, wéi deen Opbau de Moment ass, fir datt d'Diskussioun vläicht doriwwer da méi einfach ka gefouert ginn.

Déi siwe gréng Deputéiert haten 2008 dergéint gestëmmt, well si d'Besuergnis vun de Beruffskummere gedeelt hunn a méi eng ëmfaassend allgemeng Reform vun der Ausbildung wollten, gradesou wéi se eng effikass Orientéierung vermësst hunn.

Duerch dës Reform vun 2008 kruten d'Schüler no der Neuvième, dem sougenannten „cycle inférieur" vum Secondaire technique, oder fir Eenzelner och vum Régime préparatoire, dräi Méiglechkeeten.

Éischt Méiglechkeet : eng Formation professionnelle de base zum Certificat de capacité professionnelle, dem CCP, während dräi Joer bis zur Douzième. Dat ass deen ale CCM oder CITP.

Zweet Méiglechkeet: eng Formation professionnelle initiale zum Diplôme d'aptitude professionnelle, dem DAP, och dräi Joer bis zur Douzième. Dat war deen ale CATP.

Oder drëttens: eng Formation professionnelle initiale zum Diplom vum Techniker. Dat si véier Joer bis zur Treizième.

Fir dat ze erreechen, gëtt et Klasse mat Cours à plein temps, dat fir all Techniciensformatiounen an e puer DAP-Formatiounen, wéi zum Beispill déi vun der Menuiserie-Ébénisterie am Lycée technique Emile Metz. D'Schüler vum Pleintemps mussen an hirer Formatioun zwee Stagë vun insgesamt zwielef Woche maachen.

Zweet Méiglechkeet ass déi vun de Klasse mat Cours concomitants, dat heescht mat engem Léiervertrag, engem Contrat d'apprentissage, wou een Deel vun der Zäit an der Schoul verbruecht gëtt an een Deel vun der Zäit an dem Betrib, ënnerschiddlech, jee no der Formatioun.

Do dernieft gëtt et eng Rei DAP-Formatiounen, wou d'Dixième à plein temps ass an d'Onzième an d'Douzième mat Contrats d'apprentissage a Cours concomitants stattfannen, zum Beispill fir d'Auxiliaires de vie. Dat zum wesentlechen Opbau vun der neier Formatioun.

Nei ware virun allem och: en Unterrecht no Kompetenzen, wou op Beruffsbiller entspriechend Programmer a Modullen, Indicateuren a Mindestkenntnisser opgebaut ginn; e System vu Modulle mat Unités capitalisables, also Deelqualifikatiounen, déi ee muss zesummerechnen, cumuléieren, fir den Ofschloss ze kréien; drëttens, eng nei Partnerschaft mat de Betriber, fir d'Ausbildung besser un d'Besoinen an d'Débouchéen unzepassen, a véiertens, eng Validatioun vun den Acquis de l'expérience, déi zu Lëtzebuerg fir d'Éischt am Gesetz vun 2003 vun der Uni agefouert ginn ass an 2008 op d'Formation professionnelle ausgeweit ginn ass.

Dobäi ass och d'Formatioun vum Technicien aus dem Régime technique erausgeholl ginn an nom selwechte System an d'Beruffsausbildung integréiert ginn. Den Technicien kritt en plus ab der Douzième och Modules préparatoires ugebueden, fir op eng Héichschoul ze goen oder e BTS, e Brevet de technicien supérieur, ze maachen.

Den nationalen Ofschlossexamen ass an der ganzer Beruffsausbildung ofgeschaaft ginn an duerch e Projet intégré final, dee sougenannten „PIF", ersat ginn. Esou ee Projet intégré final soll jee no Formatioun während zwou Stonne bis zu 24 Stonnen - dat heescht dräi Deeg - fächeriwwergräifend d'Capacitéite vum Schüler préiwen.

Fir den DAP an den Technicien gëtt et e Projet intégré intermédiaire an der Halschent vun hirer Formatioun. Dat ass no der Onzième vum Technicien respektiv an der hallwer Onzième beim DAP. Ausser beim CCP, do gëtt et kee PIF, do muss een e bestëmmten Undeel vu Modulle gepackt hunn.

Eng weider Ännerung ass déi, datt een net méi kann duerchfalen. E Module, deen een net gepackt huet, kann ee während der Formatioun respektiv um Enn vun der Formatioun nohuelen.

Déi nei Beruffsausbildung ass ugaangen am September 2010 mat 19 Ausbildungen, sougenannten „formations phares" op der Dixième. D'Joer drop, am September 2011, koumen 91 Formatiounen derbäi. An am Joer 2012/2013 ass d'Formatioun vum Technicien administratif et commercial agefouert ginn.

Souwäit zu der Duerleeung vun deene wichtegsten Aspekter vun der Beruffsausbildung, esou wéi mer se haut kennen.

An domat, Här President, kommen ech zu den Haaptproblemer vun der neier Beruffsausbildung, esou wéi se 2008 agefouert ginn ass:

Éischte Problem ass deen, datt et keen Duerchfale méi gëtt. Keen Duerchfalen, dat gëtt eng falsch Siicht vun der wierklecher Leeschtung, vum Weiderkommen, souwuel fir de Schüler wéi fir d'Elteren. D'Eltere sinn dacks iwwerzeegt, datt alles an der Rei an der Schoul ass: En ass jo all Joers duerchkomm. An herno zum Schluss kënnt déi grouss Iwwerraschung, well esou vill Modullen opstinn, déi en net gepackt huet an déi en zum Schluss net méi fäerdegbréngt alleguerten nozehuelen.

Zweete Problem sinn eben déi vill Modullen, déi de Schüler eventuell zum Schluss vu senger Ausbildung nohuele muss, wat op deene meeschte Plazen organisatoresch net ze packen ass. D'Konsequenz dovunner ass kloer: D'Schüler kréien trotz zousätzlechem Joer keen Ofschloss.

An der Instruction ministérielle vum 24. Abrëll, vun där ech virdru geschwat hunn, sinn zwar do Erliichterunge komm, fir datt ee kann ee Joer hannendrunhänken, während deem een déi Modulle kann nohuelen, mä wat et reell um Terrain geännert huet, wësse mer net, well et doriwwer nach keng Statistiken ginn.

Drëtte Problem: Den Unterrecht no Modulle bréngt eng Zerstéckelung vum interdisziplinären Unterrecht mat sech, déi dee schwiereg bis onméiglech mécht. Jiddefalls gëtt déi Form vun interdisziplinärem Unterrecht net méi genuch gefërdert.

Véierte Problem: Unterrecht no Kompetenzen, Kompetenzen, déi oft a vage Référentielle stinn, oft op onklore Beruffsprofiller opbauen an ëmmer méi subjektiv, schwiereg an ontransparent ginn.

Fënnefte Problem: en Allgemengunterrecht, wéi Sproochen a Mathematik, deen ze kuerz kënnt.

A sechstens: net manner Schüler wéi virdrun, déi keen Ofschloss kréien oder scho virdrun opginn hunn, déi sougenannten „décrocheurs".

An deem Zesummenhang wëll ech och dem Ministère Merci soe fir déi Statistiken, déi en eis haut nach zougeschéckt huet iwwert déi Problematik vum Bilan vun der Formatioun, esou wéi se elo dosteet.

Aus deene Statistike geet ervir, datt zwar zum Beispill bei den Douzièmë vun de Formations phares just 50% hire Certificat kritt hunn. Et muss een awer wëssen, datt dat 50% si vun deenen, déi op der Douzième waren. Wann een awer kuckt, wien op Dixième ugefaangen huet a bis zum Schluss kënnt, dann ass et ronn een Drëttel, dee säi Certificat kritt. Een aneren Drëttel gëtt einfach ënnerwee op. An déi zwee Chiffere sinn am Wesentlechen, ausser e puer Grimmelen, keng Verbesserung par rapport zu virdrun.

Am Verglach mat deem ale CATP kann een also absolut keng substanziell Verbesserung an der neier Beruffsausbildung gesinn, ausser datt Schüler, Elteren, Proffen an Direktere manner zefridde sinn an d'Qualitéit vu ville Modullen a vu ganze Formatiounen erofgaangen ass.

Siwente Problem: D'Promotiounskritäre sinn an der Beruffsausbildung trotz dem Eraushuelen aus der Formatioun vun all deem, wat op d'Héichschoul virbereet, vill ze vill héich a vill ze vill haart par rapport zu deem, wat am Cycle inférieur gefrot gëtt. Am Cycle inférieur sinn d'Kritäre fir den Ofschloss vill méi liicht, wat mat sech bréngt, datt vill Schüler sech net bewosst sinn, wat eigentlech den Usproch ass, deen u si gestallt gëtt, wat d'Promotioun an der Beruffsausbildung ugeet.

Aachte Problem: D'Weiderléieren op der Héichschoul gëtt ëmmer méi schwéier. An der Vergaangenheet waren et 49% an der Moyenne vum alen Technicien, déi op eng Héichschoul gaange sinn, also weidergeléiert hunn. Wéi d'Chifferen de Moment sinn, kënne mer net soen. Mä dee Prozentsaz, dee war fir verschidde Branchë souguer 70%, 80% bis 100% vun de Schüler, déi den Technicien gemaach hunn an duerno op eng Héichschoul gaange sinn. An déi Filière ass ëmmer méi a Fro gestallt. Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Néngte Problem a leschte Problem, deen ech wëll allgemeng als Haaptproblem opwerfen, ass: Et gëtt net genuch Léierplazen. An dat weise jo och d'Statistiken, déi mer gesinn hunn. Wann am Oktober dëst Joer nach 800 Schüler keng Léierplaz haten, kee Léierkontrakt haten, an den 1. November et der nach 450 waren, dann ass dat e reelle Problem. E reelle Problem ass awer och d'Ongläichgewiicht zwëschen dem Ugebuet an der Nofro, well et muss ee soen, datt den 1. November zum selwechten Zäitpunkt 276 ugebuede Léierplazen nach op waren, fir déi keng Schüler sech gemellt hunn.

Als Konklusioun vun der Reform vun 2008 muss ee soen: vill méi Onzefriddener, manner Qualitéit, gradesou vill Décrocheuren a gradesou vill Échecke wéi virdrun. Wou ass de Virdeel vun dëser Reform? Dat muss ee sech do froen.

Dofir, Här President, sinn eng ganz Rei Ännerungen néideg. A mir wëllen dozou zéng konkret Virschléi maachen:

Éischte Virschlag: D'Kenntnisser an d'Wëssen am Cycle inférieur mussen ausgebaut ginn. Den Niveau am Cycle inférieur muss onbedéngt eropgesat ginn, well den Décalage mat deem, wat an der Beruffsausbildung noutwendeg ass, ze grouss ass. Et muss ee sech iwwerleeën, ob een net eventuell misst e ganzt Joer am Cycle inférieur drunhänken. Do missten och zousätzlech Léisungen am Kader vun der Lycéesreform fonnt ginn.

Zweet Propositioun: Eng Dixième plein-temps fir jiddereen, souwuel fir am DAP wéi am CCP. Oftmools sinn déi Schüler vill ze vill jonk, fir concomitant an engem Betrib ze sinn. D'Betriber si ganz dacks net ausgerüst, fir esou jonk Leit ze empfänken. An d'Schoule maache sech eng Freed draus, fir déi Jonk wierklech op eng Zäit am Betrib virzebereeden a fir si elementar Saachen ze léieren, déi een an der Schoul ka léieren, déi hinnen herno am Betrib nëtzlech sinn, fir eens ze ginn. Dofir d'Propositioun fir eng Dixième plein-temps fir jiddereen.

Drëttens brauche mer eng nei Organisatioun vum Rattrapage, mat individualiséiertem Appui während dem Joer, dat heescht, wou ee fréizäiteg ka reagéieren! Déi dozou noutwendeg zousätzlech Ressourcë mussen zur Verfügung gestallt ginn. Op jidde Fall geet et drëm, fir ze verhënneren, datt Modullen, déi een net gepackt huet, sech cumuléieren an no hanne schieben.

Véiertens: D'Organisatioun no Modullen a vun de Modulle muss mat den Akteuren iwwerduecht ginn. D'Profiller, d'Programmer, d'Mëttelen an d'Evaluatioun dovunner soll een iwwerdenken. D'Evaluatioun no Kompetenz däerf net méi deen eenzegen Aspekt vun der Bewäertung vum Schüler sinn.

An dofir och déi fënneft Propositioun, nämlech d'Projets intégrés opzewäerten an auszebauen, déi Projets intégrés, déi derzou déngen, datt de Schüler e besseren Iwwerbléck huet iwwert d'gesamt Ausbildung a besser d'Gesamtzesummenhäng erkennt a meeschtert.

Sechst Propositioun ass déi, fir genuch Léierplazen ze schafen. Och am ëffentleche Secteur misste méi Léierplaze geschafe ginn, beim Stat a bei de Gemengen, souwuel fir den DAP wéi och fir de CCP, well et ass eng grouss Tendenz, fir ëmmer manner CCPs-Plazen unzebidden, obschonn et och Schüler ginn, déi esou Léierplaze brauchen.

Den SEW, d'Lehrergewerkschaft vum OGB-L, proposéiert, fir eng Tax anzeféiere fir Betriber, déi net ausbilden. Ech weess net, ob een esou wäit muss goen, mä op jidde Fall muss ee sech iwwerleeën, wat ee soll maachen, fir deene Betriber, déi ausbilden, déi nämlecht Chancen ze ginn, fir herno op qualifizéiert Leit zréckzegräifen, wéi deenen, déi net ausbilden.

An deem Zesummenhang stellt sech och de Problem vum Gläichgewiicht vun deene verschiddene Branchen, vum Angebot a vun dem Bedarf, deen iwwer eng korrekt Orientéierung muss geléist ginn.

Siwente Virschlag ass deen, fir den Iwwergang zur Héichschoul ze förderen. Mir mussen drun denken, datt méi wéi 50% vun den Aarbechtsplazen, déi hautdesdaags geschafe ginn, Bac+-Aarbechtsplaze sinn.

An da solle mer och deene Schüler, déi beispillsweis an der Techniciensformatioun sinn, d'Méiglechkeet ginn, fir op eng Héichschoulformatioun eriwwerzewiesselen oder weiderzegoen. Dofir misst een d'Mathematik op der Dixième an der Onzième vum Technicien erëm aféieren.

Iwwerhaapt stellt sech d'Fro, ob et net besser wier, d'Formatioun vum Technicien erëm an de Régime technique eriwwerzehuelen, esou wéi een iwwerhaapt déi verschidde Passerellen zwëschen deene verschiddene Regimmer muss grondleeënd iwwerdenken.

Am Moment ass de Problem deen, datt - och wann, wat den Här Minister eis herno wëllt erklären oder wat vläicht schonn de Fall ass, d'Modules préparatoires fir d'Héichschoul net méi obligatoresch sinn, well dat e Problem gestallt huet an der Vergaangenheet, well d'Unien dat net ëmmer all d'nämlecht unerkannt hunn -, datt déi Matière de Schüler awer feelt, wa se net dee Régime préparatoire hunn a wa mer déi Matière net erëm an déi normal Programmer integréiert kréien.

Aacht Propositioun: D'ëffentlech Schoul muss insgesamt vis-à-vis vun der Wirtschaft erëm opgewäert ginn. Et geet net nëmmen ëm Employability, ëm Beschäftegungsfäegkeet, mä et geet och dorëm, mëndeg an emanzipéiert Bierger mat Allgemengwëssen erunzezéien.

Dat, wat eng Privatschoul wéi den Emile Metz däerf a kann, muss d'ëffentlech Schoul och kënnen an däerfen. Dat, wat an der Schräinerformatioun elo geschitt ass, wou dann d'Schüler all mussen an d'Privatschoul goen, well an der Stad näischt méi ugebuede gëtt, ass net dee richtege Wee.

Néngtens muss een och diskutéieren iwwert d'Formation des formateurs. Ech mengen, mir bräichten eng Certificatioun vun de Formateuren an de Betriber. Déi dräimol aacht Stonnen, déi se de Moment musse maachen, fir Jugendlecher auszebilden, gi manifestement net duer, a si kréien och nach dacks Dispensen dovunner.

Ech ginn einfach d'Beispill vun Däitschland, wou e Formateur 180 Stonne plus en Exame muss maachen, ier en effektiv ka Jugendlecher ausbilden. Ech wëll net soen, et misst een et d'nämlecht maachen. Mir wëlle jo och d'Betriber net ofschrecken, fir Jugendlecher ze huelen. Dat ass wahrscheinlech e Spagat. Mä esou, wéi et de Moment leeft, ass et net gutt, an d'Formation des formateurs muss zu engem Thema ginn.

An zéngten a leschte Virschlag ass deen: Mir brauchen en ambitiéist Reformgesetz, wat de Minister eis am Dezember da virschléit, fir d'Beruffsausbildung net just erëm gérabel ze maachen - well dat ass jo wahrscheinlech dat éischt Zil, wat de Ministère elo hat an och nach huet -, mä och eng Reformatioun, déi sech och méi wäitgehend Ziler setzt fir d'Zukunft vu ville Jonken. An och an deem Zesummenhang, wat eng ambitiéis Gesetzesreform ugeet, soll een op d'Gewerkschaften an d'Beruffskummere lauschteren.

Ech wëll deem nach eng weider Recommandatioun ufügen, déi sech net un d'Chamber oder un d'Politik wennt. Si wennt sech un d'Schüler: Schüler, wiert iech!

Ech war selwer e Schüler vun der Beruffsausbildung, an enger vun deenen éischte Formatioune vum Technicien chimiste. An der Beruffsausbildung, no dräi, véier Joer, hu mir festgestallt, datt eigentlech vill méi Schüler an der Beruffsausbildung wieren, wéi iwwerhaapt jee eng Kéier Leit zu Lëtzebuerg kéinten an deem Beruff schaffen.

Mir hunn eis als Schüler zesummegedoen; mir si vu Betrib zu Betrib gaangen; mir hunn en Inventar gemaach vun alle Posten, déi iwwerhaapt méiglecherweis konnten an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer besat ginn, an hunn erausfonnt, datt just een Drëttel vun deene Schüler, déi an der Ausbildung waren, iwwerhaapt d'Chance haten, fir eng Plaz ze kréien an deem Beruff, dee mer amgaange waren ze léieren.

Mir hunn dat opgeworf vis-à-vis vun der Direktioun, vis-à-vis vum Ministère, dem deemolege Premier Conseiller, dem Här Estgen, an dem Här Wiseler - Pierre Wiseler. An no laangem Gestreits an no laangen Diskussiounen ass e Kulturofkommes mat Eisträich gemaach ginn, wou déi éischte Kéier d'Dier opgemaach ginn ass, fir datt d'Leit, déi eng Beruffsausbildung hunn, an dësem Fall den Technicien, op Héichschoule kéinte goen.

Also, Kolleege Schüler vun där Generatioun - eng, zwou ënnert mir -, wiert iech: Et ass derwäert!

Ech wëll zum Ofschloss nach e puer speziell Problemer ervirsträichen, déi och musse geléist ginn. Éischtens de Problem, dee schonn 2008 net geléist ginn ass: dee vun der Orientatioun fir déi verschidde Formatiounen. Un der Fro vun der Orientatioun muss geschafft ginn. A wéi ech matkritt hunn an der Kommissioun vum 9. Oktober, schafft de Ministère och drun, an deem Sënn, datt d'Orientatioun vill méi fréi soll geschéien, nämlech am Cycle inférieur schonn.

Mir mengen, dat ass dee falsche Wee. Am Cycle inférieur soll d'Allgemengbildung esou wäit wéi méiglech gefërdert ginn an d'Orientatioun soll net ze frëi gemaach ginn, fir datt déi Jugendlech Zäit hunn, fir déi noutwendeg Maturitéit ze kréien, fir kënnen en âme et conscience hir Choixen ze maachen.

Verschidde Beruffskummere wéi d'Chambre du Commerce schloen eppes vir, dat nenne se Assessment-Zentren, wou si wéilten am Cycle inférieur préiwen, wéi ee Schüler fir wat gutt ass a wat kann. Dat ass de Géigendeel vu méi Autonomie fir déi ëffentlech Schoul. Dat ass d'Hand nach méi vun der Industrie a vun der Wirtschaft op der Zukunft vun eise Jonken! Mir sinn op jidde Fall géint esou Modeller, déi eiser Meenung no inakzeptabel sinn.

En zweeten zousätzleche Problem, deen u mech erugedroe ginn ass an dee mer wierklech um Häerz läit, dat ass dee vu Leit mat engem Handicap, datt déi net däerfen ausgeschloss ginn. Do bleift villes ze maachen. De Moment gëtt et quasi keng Méiglechkeet, fir e Patron ze fannen, dee behënnert Léierbouwen oder -meederchер unhëlt. Ze oft gëtt a Richtung Éditf oder Ateliers protégés geschafft.

Ech wëll net soen, et géife keng ginn, mä et ginn der net genuch. Also, all Éier fir déi, déi et maachen, mä et ginn der net genuch. Oft gëtt ze vill a Richtung Éditf oder Ateliers protégés geschafft. A wann, da sinn et seele Méiglechkeeten, fir en DAP oder e CCP ze maachen. Och d'ADEM schafft vill ze vill a Richtung…, net vill ze vill, mä vill ze schnell a Richtung Ausland, well se keen anere Choix huet, wéi zum Beispill d'Euro-Beruffsbildungswierk zu Bitburg.

En drëtten zousätzleche Punkt ass dee vun dem Accueil vun den Nouveaux arrivants, fir déi mer Classes d'accueil hunn, mä, souwäit ech weess, keng spezifesch Opfaangstrukturen hu fir d'Beruffsausbildung, a wou et och vläicht wierklech flott wier, fir deenen Nouveaux arrivants aus anere Länner, déi net d'Méiglechkeet hunn, fir an e Secondaire technique, also an e Régime technique oder an e Lycée classique ze goen, och d'Méiglechkeet ze ginn, fir eng Beruffsausbildung ze maachen, fir eng reell Integratioun an d'Beruffsausbildung. Woubäi natierlech d'Roll vun de Sproochen am Unterrecht muss iwwerduecht ginn, wat dann eppes mat deem Thema vu virdrun ze dinn huet.

Ee vun deene leschte Punkten ass d'Fro vum qualifizéierte Mindestloun. De Moment - huet de Minister Schmit, deen elo net méi kann do sinn, mech informéiert - kritt ee Jugendlechen, deen e CCP huet, no zwee Joer de qualifizéierte Mindestloun. Ech mengen, et gëtt driwwer nogeduecht, fir dat op fënnef oder siwe Joer ze setzen. Dat wier keng gutt Iddi. Et misst een éischter an déi aner Richtung goen an deene Jugendlechen, soubal wéi se hire CCP hunn, d'Recht ginn op e qualifizéierte Mindestloun.

Deen zweetleschte Problem, deen ech opwerfen, dat ass dee vun den Décrocheuren, dat heescht vun deenen, déi emol net bis zum Schluss kommen. Een Drëttel ass dat, hunn ech gesot, grosso modo. Dat huet sech bis op e puer Grimmele geännert, mä d'Gréisstenuerdnung ass nach ëmmer déi nämlecht. Dat ass e Problem, dee mer onbedéngt mussen an de Grëff kréien, op deen ech elo hei net weider aginn, well et u sech eng Debatt fir sech wäert wier, wéi mer virgi par rapport zu deene Jugendlechen, déi keen Ofschloss hunn.

Dann déi lescht Fro, dat ass déi, déi och diskutéiert ginn ass an der Kommissioun vum 9. Oktober, vun der Evaluatioun vun der Beruffsausbildung. Mir si kloer der Meenung: Iwwert d'Reform vun 2008, also do leie genuch Donnéeë vir an d'Gewerkschaften an d'Be-

ruffschamberen hu genuch Wësse mam Ministère zesummen, fir déi Reform ze iwwerschaffen an esou schnell wéi méiglech en neit Gesetz ze maachen, wat mer jo dann am Dezember ze erwaarden hunn. Dat Gesetz allerdéngs soll dann duerch eng Evaluatioun vu baussen, vun der Uni iwwerschafft ginn.

Zum Schluss wëll ech soen, datt et mir wichteg ass, datt mer déi Debatt hei kënne seriö féieren. Et geet ëm vill Leit, et geet ëm e wichtegen Deel vun eiser Gesellschaft. Ech hoffen, datt mer an där Diskussioun hei net deen Duerjernee kréien, dee mer an aneren Diskussiounen hunn, déi de Moment an der Schoul lafen, wou - wéi eng Zeitung geschriwwen huet - all Dag eng aner Säit opgeschloe gëtt.

Ech hoffen, datt mer hei an enger schnurstracksser Linn sinn, fir déi Beruffsausbildung wierklech ze verbesseren, zesumme mat allen Akteuren um Terrain, esou wéi ech och weess, datt de Minister dat an dësem Beräich elo och ugaangen ass. A mir erhoffen eis dann och ganz konkret Resultater a wäerten eis da weider domadder beschäftegen dee Moment, wou d'Gesetz déposéiert ass a mer dann deen nächste grousse Schrack zu enger Verbesserung vun der Beruffsausbildung an zur Unerkennung vun all deene Jonken, déi déi Unerkennung brauchen, déi doranner sinn, kënne maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Interpellant. Éischt Riednerin ass d'Madame Martine Hansen.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. A Merci un den Här Turpel fir dës Interpellatioun, well d'Beruffsausbildung läit mer wierklech um Häerz!

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op eenzel Punkten aginn, déi den honorabelen Här Turpel a senger Interpellatioun beschriwwen huet, wëll ech mech fir d'Éischt nach eemol ganz kuerz mat den Ziler vun dëser Reform a mat enger Kuerzfaassung vun den Neierungen, well déi wichtegst huet den Här Turpel och scho genannt, auserneesetzen.

Wéi eng Ziler hat dës Reform vun 2008 sech gesat? Ma, d'Qualitéit vun der Ausbildung verbesseren - si sollt méi praxisno ginn -, méi jonk Leit mat enger Qualifikatioun op den Aarbechtsmaart bréngen, e kohärente System vun Apprentissage tout au long de la vie sollt opgebaut ginn, dëst duerch d'Validation des acquis de l'expérience. Op déi VAE ginn ech awer sécher net méi an, well soss gi mer ni fäerdeg, mä och hei wiere Verbesserungsméiglechkeeten do.

Mir sinn eis wahrscheinlech alleguer eens hei, datt dës Ziler legitim waren an och ganz sënnvoll sinn. Fir d'Ziler ze erreechen, sinn elo eng Partie Mesurë festgehale ginn. Déi meescht huet den Här Turpel scho genannt. Mir schwätzen also elo hei vun enger Formation professionnelle de base, dat ass de CCP - deen ersetzt eise fréiere CCM oder CITP -, an enger Formation professionnelle initiale, dem DAP, dem Diplôme d'aptitude professionnelle - eise fréiere CATP -, an zousätzlech nach vum Technicien, deen eben och elo zur Beruffsausbildung zielt.

D'Beruffsausbildung gëtt a Semesteren organiséiert. D'Ausbildung ass elo kompetenzorientéiert. Et gi keng Punkte méi. D'Fächer sinn duerch Moduller ersat ginn. Et gëtt am Prinzip kee Redoublement méi. Moduller, déi net gepackt gi sinn, sollen an der Remediatioun oder am Rattrapage nogeholl ginn. Ee Module, deen eemol gepackt ass, dee bleift gepackt. An den Ofschlossexamen ass duerch de Projet intégré ersat ginn. Dëst si just déi wichtegst Änneruungen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, Dir kënnt mer zoustëmmen, datt d'Reform vun der Beruffsausbildung eng immens grouss Reform war. Eis interesséiert elo natierlech, ob déi gesaten Ziler erreecht gi sinn. Dir Dammen an Dir Hären, aus dem Bauch eraus géif ech soen, si wieren net erreecht ginn. Mä bei esou enger wichteger Reform soll een esou eng Äntwert net onbedéngt vu sengem Bauchgefill ofhängeg maachen.

Da kommen ech awer och schonns zu menger éischter grousser Kritik. Dës déif gräifend Reform, dës Reform mat engem komplette Paradigmewiessel ass nach ni komplett evaluéiert ginn. Et ginn zwar eenzel Statistiken, mir kruten der och de Moien, wéi gesot, nach eemol geschéckt. Mä nom Firwat ass ni geziilt gesicht ginn.

Wann nogebessert gëtt oder ginn ass, dann ass dat zum groussen Deel eben aus dem Bauch eraus geschitt. Dat ass dramatesch a weist leider erëm eemol, datt d'Beruffsausbildung net ëmmer op deen néidegen Interessi stéisst an och gestouss ass. An dësem Kontext wëll ech den Här Minister Meisch froen, wéini datt déi ugekënnegt qualitativ Evaluatioun, déi de Ministère elo zesumme mat der Uni Lëtzebuerg realiséiert, ka fäerdeggestallt ginn.

Meng zweet grouss Kritik besteet doranner, datt zwar d'Profiller vun de bestehende Beruffer un d'Realitéit ugepasst gi sinn, mä datt ni richteg analyséiert ginn ass, wéi eng Beruffer iwwerhaapt vun eisem Aarbechtsmarché gebraucht ginn. D'Schoul ass jo awer kee Selbstzweck. Et muss ee sech no deem heitegen an och nom zukünftege Bedarf um Marché du travail orientéieren.

A wa mer eis bewosst sinn, datt mer nei Beruffer brauchen, da musse mer déi Leit, Schoulen, Chamberen, déi mat esou Iddie kommen, och méi ënnerstëtzen. An dëst muss strukturéiert a koordinéiert oflafen. D'Definitioun vun engem neie Beruff, vum Beruffsprofil an esou weider däerf net dem Zoufall iwwerlooss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer elo erëm zur Reform selwer. Villes war wierklech gutt geduecht bei dëser Reform. Villes huet sech an der Theorie ganz gutt unhéieren. Mä leider ass ganz villes an der Praxis mat engem risegen organisatoreschen Opwand verbonnen oder ass guer net realiséierbar.

Leider, muss ech soen, ass dëst vun de Leit aus dem Ministère, mä virun allem vun den externe Berodungsleit, déi leider och ganz wäit vun der Praxis fort waren, komplett ënnerschätzt ginn. D'Équipe-curriculairen, déi fir déi jeeweileg Beruffer geschafft hunn, sinn dacks blockéiert gi mat Klengegkeeten. Et ass dacks stonnelaang diskutéiert ginn iwwer iergendeng Formuléierung, dacks ass net op hir Bemierkunge gelauschtert ginn, hir Warnunge sinn net ugehéiert ginn. A leider ass dorauser ganz dacks Frust entstanen. Dëst muss onbedéngt bei der Reform vun der Reform verhënnert ginn!

Duerfir froen ech den Här Minister: Si bei den aktuellen Iwwerleeungen d'Leit vum Terrain, d'Équipe-curriculairen direkt mat agebonnen, an net nëmmen hir Vertrieder? Kënne si mat décidéieren? Gi si net nëmmen informéiert?

Dann zu den eenzelne Punkten, oder zu eenzelne Punkten - well se alleguer unzeschwätzen, ass definitiv net méiglech -, déi den Här Turpel eben a senger Interpellatioun gefrot huet.

Dat Éischt, wat hie gefrot hat, waren d'Schwächten, d'Problemer vum modulare System a vum Projet intégré.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de System ass esou komplex, duerfir erlaabt mer kuerz nach eemol, de modulare System ze beschreiwen. Et ënnerscheet een tëschent Modules fondamentaux a Modules complémentaires. Dës Moduller sinn obligatoresch a sinn ausschlaggebend fir d'Promotioun. Dernieft ginn et dann nach Modules facultatifs a Modules préparatoires.

D'Moduller, hunn ech Iech gesot, lafen am Prinzip iwwer ee Semester. Pro Formatioun ënnerscheede mer tëschent de Moduller am Enseignement général - dat si Franséisch oder Däitsch, Éducation à la citoyenneté a Sport. Da gëtt et den Enseignement général spécifique, zum Beispill méi Physik bei der Mécanique. An et gëtt den Enseignement professionnel.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ee grousse Virdeel vun de Moduller ass, datt si eng ganzheetlech Vue vum Sujet bidden, datt si praxisorientéiert sinn. Ech ginn Iech e Beispill aus dem Environnementsberäich. Hei gëtt et e Module vun zwielef Stonnen „création et entretien de biotopes au cours de la période de végétation". Theorie a Praxis ginn hei zesumme behandelt. Virun der Reform ass dësen Themekomplex a véier verschiddene Fächer behandelt ginn: an der Ekologie, der Biologie, der Pedologie an an den Travaux pratiques. A puncto Kompetenzvermëttlung huet de modulare System also kloer Virdeeler, leider bréngt en awer eng Partie organisatoresch Problemer mat sech.

D'Organisatioun vun engem Stonneplang a vun den Enseignantstâchë gëtt zu enger Sisyphusaarbecht. Et gi Moduller vun zwou Stonnen, vu véier Stonnen an, wéi zum Beispill hei gesot, vun zwielef Stonnen. D'Moduller lafen iwwer ee Semester. Et gëtt also zweemol am Joer e Stonneplang gemaach. Verbonne mat der Organisatioun vun de Remediatiounen an de Rattrapagë bedeit dëst en enormen organisatoreschen a verwaltungstechneschen Opwand an zum Deel ganz ongënschteg Enseignantstâchen, déi net gläichméisseg iwwert d'Joer verdeelt sinn.

Här Minister, d'Schoule brauchen hei déi néideg Moyenen, fir d'Organisatioun ze meeschteren. E modulare Stonneplang opstellen, eng modular Schoulorganisatioun maachen ass beim beschte Wëllen net méi vergläichbar mat engem Stonneplang mat klassesche Fächer.

De modulare Stonneplang bedeit fir Schoulen, déi och e Cycle inférieur hunn oder och nach e Classique hunn, en Niewentenee vun Trimesteren a Semestere mat zum Deel ënnerschiddleche Vakanzen. Dëst vereinfacht sécher net d'Organisatioun. Wier et hei keng Méiglechkeet, sech ee fir alle Mol fir dat eent oder fir dat anert ze décidéieren? Dëst géif sécherlech d'Organisatioun vun de Conseil-declassen, dem Schoultransport, der Schoulorganisatioun insgesamt wesentlech vereinfachen an et kéinten och nach Sue beim Schoultransport gespuert ginn.

Den Här Minister Bausch hat am Kontext vum ëffentlechen Transport an enger Kommissiounssitzung gesot, datt d'Regierung géif an esou eng Richtung iwwerleeën. Duerfir wëll ech gäre vum Här Minister Meisch wëssen: Wéi wäit sinn dës Iwwerleeungen an a wéi eng Richtung geet et?

Den Här Turpel huet a senger Interpellatioun och de Projet intégré behandelt. Wéi schonns virdrun ugeschwat, ersetzt de Projet intégré elo den Ofschlossexamen an e gëtt opgedeelt an e Projet intégré intermédiaire an der Halschent vun der Schoulzäit - am drëtte Semester beim DAP an am véierte beim Technicien - an e Projet intégré final nom leschte Semester als Ofschloss. De CCP mécht am Moment kee Projet intégré.

Hei muss de Schüler beweisen, datt e capabel ass, eng konkret Beruffssituatioun ze meeschteren, andeems datt e ka verschidde Moduller a verschidde Kompetenzen uwennen. Ech ginn Iech och erëm eng Kéier e Beispill, fir dat ze illustréieren, erëm eng Kéier aus dem Ëmweltberäich:

Hei kritt de Schüler en Optrag, fir eng Kahlfläch mat enger bestëmmtener Kadasternummer mat Douglasien opzeforsten. Da muss e fir d'Éischt emol unhand vun där Kadasternummer kucken, ob déi Douglasie gëeegent si fir dee Standuert. Hie muss eng Käschteberechnung maachen. Vläicht steet och nach dran, hie misst een Zonk maachen, fir d'Beem géint de Verbass vu Réi ze schützen. Da muss e rechnen, wéi vill Zonk datt e brauch. Hie muss rechnen, wéi vill Beem datt e brauch. Hie muss rechnen, wéi vill Zäit datt e brauch. E mécht also eng Gesamtkäschteberechnung, hie preparéiert säi Chantier an hie planzt en Deel vun der Fläch un.

Ech sinn also hei net mam Här Turpel averstanen, datt e gesot huet, d'Moduller géifen u sech der Interdisziplinaritéit schueden. Hei ass u sech wierklech eng ganzheetlech Vue bei de Moduller. Also sinn ech domadder net averstanen.

An ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten eis och eens sinn, datt dëst eng gutt a praxisno Aart a Weis ass, fir ze préiwen. Jiddweree vun eis erënnert sech bestëmmt un d'Zäit, wéi mir nach an d'Schoul gaange sinn, an do si mer net ëmmer esou nohalteg gepréift ginn.

Mä leider ginn et och beim Projet intégré an der Praxis erëm eng Partie Problemer. Éischtens organisatorescher: A ville Schoule ginn duerch dës Projeten d'Ateliere fir Woche blockéiert, wat natierlech d'Schoulhalen op deenen anere Klassen, déi dës Atelieren awer och brauchen, zum Deel onméiglech mécht. Et gëtt och vill Schoulzäit verluer.

Wéi kann een elo hei Ofhëllef schafen?

Den Här Minister Meisch huet eis schonns an der Kommissioun gesot, datt de Ministère wëlles hätt, de Projet intégré intermédiaire nëmmen nach op de Concomitantsklasse bäizebehalen. Dëst bedeit natierlech eng wesentlech Organisatiounsvereinfachung.

Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, datt dës Aart a Weis, fir ze préiwen, wierklech eng performant Evaluatiounsmethod ass. An duerfir soll een deenen eenzelnen Équipe-curriculairen - dat wäerten der sécherlech net vill sinn -, déi mengen, si kriten dat organiséiert, d'Méiglechkeet loossen, esou e Projet intégré intermédiaire trotzdeem als ee Module - net als Block vun deenen zwee, fir een Ofschlossexamen ze hunn -, als een eenzelne Module, esou wéi déi aner och, kënnen ze organiséieren.

Ech hat Iech virdru gesot, de CCP hätt guer kee Projet intégré. Elo besteet natierlech hei guer keng Méiglechkeet, fir moduliwwergräifend eng ganzheetlech Handlung ze préiwen. Dëst ass sécherlech net gutt an ass och net gutt fir den Image vum CCP. Hei kann een also relativ einfach änneren, datt de CCP och e Projet intégré final soll maachen. Just als Erënnerung: Och virun der Reform hat eisen CCM en Ofschlossexamen.

Dann hu mer ganz dacks schlecht Resultater am Projet intégré intermédiaire gehat. De Promotiounssystem, dee gesäit vir, datt et jo am Prinzip kee Redoublement gëtt. Et bestinn awer zwou Noutbremsen. Ech soen elo just déi vum DAP. Beim DAP, um Schluss vun der Dixième, mussen zwee Drëttel vun den obligatoresche Moduller gepackt sinn. Wann een déi net packt, da gëtt een am Prinzip reorientéiert oder et kann een - do gi mer nach eng Kéier drop an - awer eventuell redoubléieren.

Sou, bei deenen zwee Drëttel vun den obligatoresche Moduller, déi gepackt sinn, gëtt awer keen Ënnerscheed gemaach tëschent dem Enseignement professionnel an dem Enseignement général. Dëst ka problematesch ginn. Ech ginn Iech hei och nach eng Kéier e Beispill.

Op der Dixième agricole DAP ginn et op déi zwee Semestere verdeelt sechs Moduller Enseignement général à sechs Wochestonnen an et ginn aacht Moduller Enseignement professionnel à 24 Wochestonnen. Well dës Moduller awer alleguer d'selwecht gewiicht ginn, onofhängeg vun der Wochestonnenzuel, ass et méiglech, datt e Schüler, obwuel datt en e groussen Deel vun de Beruffsmoduller net gepackt huet, trotzdeem op Dixième normal weiderkënnt, also och zum Projet intégré intermédiaire zougelooss gëtt, wann en am Enseignement général gutt ass. An dësem Fall ass et awer nëmmen normal, datt de Schüler de Projet intégré, wou schliisslech beruffsspezifesch Kompetenze gepréift ginn, net ka packen.

Hei muss also iwwerluecht ginn, fir en aneren zousätzleche Kritär anzeféieren. Eng Méiglechkeet wier, fir net nëmmen ze soen, et misst een zwee Drëttel vun alle Moduller gepackt hunn, mä eng duebel Konditioun ze setzen, zwee Drëttel vun alle Moduller an zwee Drëttel vun de Beruffsmoduller. Doduerch ka verhënnert ginn, datt - ech iwwerdreiwen elo emol e bëssen, och erëm eng Kéier um Beispill vum Bauer - een op Dixième weiderkënnt, wann en am Däitschen an am Sport gutt ass. Hie kann awer vläicht am Noutfall oder am Extremfall keng Kou vun engem Stéier oder Ochs oder Raygras vun engem Spallgras ënnerscheeden.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wëll also gäre vum Här Minister wëssen, ob hien dës Propos, déi schonns méi laang um Dësch läit, wëllt iwwerhuelen.

(Interruption)

Da wëll ech awer och nach eemol op d'Enseignanten agoen. Am Moment gëtt ganz vill geschwat vun den Enseignanten op de Premièren, wou solle Sue gespuert ginn, well déi net gehale Stonnen net méi bezuelt solle ginn. An als Ausgläich, huet den Här Minister versprach, géifen d'Kopien an den Oral besser bezuelt ginn, an, ech mengen, do sidd Der lech jo och eens ginn.

Hei wëll ech gäre wësse vum Här Minister Meisch, ob dësen Ausgläich och am Beruffsunterrecht virgesinn ass. Mam aktuelle Verrechnungsmodus wäert et schwiereg ginn, an Zukunft nach motivéiert an engagéiert Leit ze fannen, fir de Projet intégré final ze organiséieren, ofzehalen an ze evaluéieren.

Da kommen ech zum zweete Punkt vum Här Turpel: de Kompetenzunterrecht a seng Evaluatioun. Ech mengen, mir kënnen eis eens sinn, datt et sënnvoll ass, am Beruffsunterrecht Kompetenzen ofzepréiwen a keen isoléiert Wëssen.

Theorie a Praxis ginn integréiert enseignéiert an evaluéiert. Ech ginn Iech och hei einfach emol e Beispill, wéi esou eng Kompetenz kann definéiert sinn. Also, ech hale mech un d'Baueren, well ech mech do besser auskenne wéi vläicht an der Mécanique.

Hei geet et ëm d'Grénglan, do ass eng Kompetenz, déi ass esou beschriwwen: Den Auszebildenden erkennt déi wichtegst Planzen am intensiven an am extensive Grénglan a kann de Fudderwäert beuertelen. Dat ass also eng Kompetenz. Sou, bei deene Kompetenzen ënnerscheet een elo tëschent obligatoresche Kompetenzen a selektive Kompetenzen. An et huet een ee Module gepackt, wann ee véier Fënneftel vun allen obligatoresche Kompetenze gepackt huet.

Fir déi selektiv Kompetenze leet d'Evaluatiounsrumm awer just fest, wéi vill der musse gepréift ginn. Dës selektiv Kompetenzen hunn näischt mat der Promotioun ze dinn. Dir kënnt lech, mengen ech, relativ gutt virstellen, datt d'Schüler extrem staark interesséiert sinn un dëse selektive Kompetenzen. Ech ginn dovunner aus, datt Dir och wahrscheinlech net onbedéngt fräiwëlleg eppes geléiert hätt, wat vläicht eventuell gepréift gi wier, mä wat souwisou net gezielt hätt.

Fir d'Ignoréiere vun de selektive Kompetenzen ze verhënneren, gëtt et natierlech och eng Léisung: Déi selektiv Kompetenze mussen an der Promotioun mat berücksichtegt ginn. Zum Beispill kéint ee soen, d'Halschent vun deenen ze préiwende selektive Kompetenze misste gepackt ginn. Ech wëll och hei vum Här Minister Meisch wëssen, wéi e wëlles huet, dëse Problem ze léisen.

Da feelt et och nach un enger klorer Richtlinn zu de Kompetenzen an zur Unzuel vun deene selektive fir all Moduller. Och hei ginn ech Iech erëm e Beispill. Am Fransëischen, et ass egal, ob ech dat vum éischten, zweeten oder drëtte Semester huelen, ginn et eng Rei vu verschiddene Kompetenzen, mä si sinn alleguer obligatoresch. Dat heescht, fir esou e Module ze packen, muss ee véier Fënneftel vun alle Kompetenzen, déi gemaach ginn, déi gepréift ginn, gepackt hunn, an dat zum Beispill och um Niveau DAP. Dat ass komplett onrealistesch!

Ech wëll gäre wësse vum Här Minister Meisch: Hëlt de Ministère sech Zäit, fir d'Moduller no dësem Siichtfeld duerchzekucken? Formuléiert Der duerno kloer Richtlinnen? Gitt Der den Équippen Zäit, fir déi néideg Upassungen ze maachen?

Wann een déi obligatoresch Kompetenzen esou definéiert, datt se den absolute Must sinn, da misst dës Unzuel reduzéiert ginn an déi selektiv misste mat an der Promotioun berücksichtegt ginn. Wann dëst net ze léisen ass, da stellt sech d'Fro, ob ee se iwwerhaapt soll opdeelen a selektiv an an obligatoresch.

Wéi geschitt d'Evaluatioun elo am Detail? Pro Module, ech hat schonns e puermol dovunner geschwat, gëtt et e Léierplang, e Programm an eng Evaluatiounsrumm, déi u sech dem Schüler an dem Proff seet, wéi ee soll evaluéieren a wat soll evaluéiert ginn. Hei si pro Kompetenz - ech hat Iech jo virdrun eng genannt, déi mam Grengland - Indicateuren a Standarden definéiert an och Typpe vun Épreuven, ob et elo eng mëndlech, eng praktesch, eng schréftlech ass, oder wat et och ëmmer soll sinn.

D'Evaluatiounsrumm gëtt also am Prinzip duerch d'Indicateuren a Standarde ganz kloer Virgabe fir den Enseignant an de Schüler. Och hei erëm e Beispill, an ech bleiwen dann eben, wéi gesot, bei der Kompetenz vum Gras vu virdrun: Hei soen d'Indicateuren, datt den Auszebildenden d'Planze mam däitschen a lëtzebuergeschen Numm kennt, datt e säin Herbarium mécht, datt en de Fudderwäert vun de Planze beuerteelt an d'Usprëch vun de Planze kennt an eng Lëscht vu Planzen ass opgedeelt.

Sou, d'Standarden, déi genau definéiert sinn an déi definéieren, wéini datt en et gepackt huet, déi soen elo: 80% vun deene Grénglandplanze musse korrekt bestëmmt sinn a mam richtegen Numm benannt sinn, den Herbarium muss komplett sinn, d'Bestandsopnahm ass korrekt duerchgeféiert ginn an d'Parzell ass richteg beurteelt. Dat heescht, wann en op enger Wiss steet, da soll e gesinn, et ass eng gutt oder et ass eng schlecht.

Et ass also relativ kloer fir den Enseignant, wat e muss préiwen, a fir de Schüler, wat e muss kënnen. Mä leider ass dëst erëm net fir all Module d'selwecht. Esou sinn zum Beispill fir de Module EDUCI - Éducation à la citoyenneté - weder kloer Standarden nach Indicateuren definéiert. Et sinn allgemeng Richtlinne festgehale ginn. D'Kompetenzen, déi sollen erreecht sinn, si beschriwwen.

Här Minister, am Sënn vun der Transparenz mussen och d'Evaluatiounsrummen d'selwecht opgestallt ginn. Ech wëll gäre wëssen, ob de Ministère wëlles huet, dës Inkohärenzen nozekucken an och, ob hei d'Équippen déi néideg Zäit kréien, fir d'Upassungen ze maachen.

Zousätzlech dozou ginn et och nach ënnerschiddlech Opfaassunge vu Standarden. Zum Beispill am Enseignement général gëtt et deeselwechte Standard um CATP fir den DAP a fir den DT. Dat heescht, dat wat de Schüler muss kënnen, ass genau d'selwecht definéiert fir den CCP a fir den DT. Ech mengen, jiddweree vun eis wäert jo awer soen, datt déi en ënnerschiddlechen Niveau hunn. Also muss och hei ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt elo en Deel vum Evaluatiouns- a Promotiounssystem erkläert kritt. Ech froe léiwer net, ob Der dee verstanen hutt.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären,...

Une autre voix.- Dir hutt vill Vertrauen an eis!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ...vun eise Schüler, net deene stäerksten an eisem Schoulsystem, verlaange mer dëst awer. De Schüler, deen am Fondamental no Kompetenze bewäert ginn ass, sech am Cycle inférieur dann erëm un d'Punktebewäertung huet missen upassen, wou een dann och emol eng Datz ka kompenséieren - dorunner passt ee sech relativ séier un -, dee kënnt dann erëm op Dixième bei d'Kompetenzbewäertung, eng Bewäertung, déi vill méi streng ass a wou et kee Kompenséiere gëtt. Net jiddweree konnt a ka sech hei direkt upassen.

Dann ännere mer och nach regelméisseg eise Promotiounssystem! Heiansdo kënnt dann am Laf vum Schouljoer eng Instruction ministérielle eraus, esou wéi de leschte Summer.

Dir Dammen an Hären, dee komplexe System, déi regelméisseg Ännerunge verhëllefen dem System net onbedéngt zur Transparenz. Ech froe mech wierklech, wéi vill Elteren, Schüler - an ech hoffen alt, datt d'Proffen en nach hunn -, wéi vill anerer den Duerchbléck wierklech nach hunn!

Fir dëse Schüler ze hëllefen, kéint ee sech froen, ob do en Tutorat op Dixième net noutwendeg wier, fir dës kënnen ze encadréieren.

Den Här Turpel hat och nom Rattrapage an nom Redoublement gefrot. Wann ee Module net gepackt ass, besteet d'Méiglechkeet, duerch e Rattrapage oder iwwer eng Remediatioun dësen nozehuelen. D'Tatsaach, datt am Prinzip kee Redoublement virgesinn ass, huet dozou gefouert, datt vill Schüler eng Mass vu Moduller matgeschleeft hunn, wou si u sech riskéiert hunn, dës ni kënnen nozemaachen an där normaler Studienzäit.

Als Léisung koum dunn déi Instruction ministérielle de leschte Summer. An ech mengen awer, do konnt de Schüler u sech e Stonneplang à la carte gemaach kréien. Hei leien d'Problemer wierklech um Dësch. Wéi soll dat organiséiert ginn? Wéi soll e Stonneplang à la carte organiséiert ginn, wou d'Moduller vun engem Technicien vun Dixième a vun Onzième kënnen tëschenduerch emol nogeholl ginn? Wéi ka verhënnert ginn, datt e Schüler esou vill net gepackte Moduller mat sech schleeft, datt et onméiglech ass, datt e säin Diplom kritt? Dës Instruction ministérielle ass, wéi gesot, keng Léisung!

Dir gesitt elo als Léisungsméiglechkeet vir, erëm eng Progression annuelle anzeféieren. Nach eemol als Rappel: Am Moment ass virgesinn, datt ee just no Dixième eventuell ka redoubléieren, wann een déi virauser beschriwwen Noutbrems vun dräi Fënneftel vun alle Moduller net gepackt huet, wann een awer mindestens d'Halschent vun allen obligatoresche Moduller gepackt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, hei géif et u sech nach zousätzlech Vereinfachungsméiglechkeete ginn. Et kéint een zum Beispill virgesinn, datt een an der Halschent vun der Studienzäit vläicht emol eng Kéier en Tëschebilan mécht. A wann dann d'Schüler zum Beispill, ech soen elo emol 90% - well dat ass dat, wat se zum Schluss och brauchen - vun de Moduller hätten, wann en Technicien zum Beispill um Enn vun der Onzième 90% vun all senge Moduller hätt, da kéint ee vläicht och iwwerleeën a soen: Ma mir setzen elo de Compteur eng Kéier op Null, wann en 90% hat, dann huet en déi aner, da kann en déi kompenséieren.

D'Progression annuelle, déi Der virdrun ugeschwat hutt, oder déi ech ugeschwat hunn, déi Dir an der Kommissioun ugeschwat hat, ass vläicht tatsächlech déi eenzeg machbar Léisung. Et fält mer u sech net ganz liicht, dat ze soen, well wa mer keng aner Léisung fannen, da geet ee grousse Virdeel, deen d'Reform mat sech bruecht huet, verluer, nämlech datt een nëmmen dat muss nohuelen, wat een net gepackt huet. Dir wësst, wéi mir an der Schoul waren, wa mer am Fransëischen duerchgefall waren, dann hu mer dat ganzt Joer misse maachen an da si mer vläicht dat Joer duerno an der Mathé duerchgefall. Dat heiten hat dee grousse Virdeel: Et huet ee just dee Module misse maachen, deen een net gepackt hat. Dee verléiere mer awer dann doduerch.

Dir Dammen an Dir Hären, nom sechste Schouljoer gi vill Schüler an de Modulaire orientéiert. Viller vun hinne packen et net, fir no Neuvième an en DAP orientéiert kënnen ze ginn. Si mussen e CCP ufänken. Hei stellt sech allgemeng d'Fro, a wéi enge Beruffer een de CCP brauch. Et ass op jidde Fall keng Léisung, fir ze soen, datt e CCP misst fir all Beruff ugebuede ginn, esou wéi den Här Minister Meisch dat ugeduecht huet. De CCP gëtt net iwwerall gebraucht! Hei muss zesumme mat der Beruffswelt gekuckt ginn, wou Besoine sinn.

Da kommen ech zu engem ganz akute Problem. Den Ofschlossdiplom kritt een, wann een 90% vu senge Moduller an de Projet intégré final gepackt huet. De Schüler huet een zousätzlecht Joer zur Verfügung, wann en dat nach net huet. Wann dat zousätzlecht Joer elo ofgelaf ass an en huet nach ëmmer net alles, da misst en dat an der Formation continue maachen. Hei stellt sech d'Fro: Wéi gëtt dat organiséiert? Wéi gëtt et zum Beispill organiséiert, wa Betribsmoduller nozehuele sinn? Hei ass absoluten Handlungsbedarf. D'Schüler, d'Enseignanten an d'Direktioune brauchen eng Planungssécherheet. Duerfir wëll ech vum Här Minister wëssen, wéi wäit d'Virbereedungen heizou sinn, wéini datt eng kloer Richtlinn hei erauskënnt.

Dir Dammen an Hären, den Här Turpel hat scho geschwat, datt den Technicien virdrun u sech ëmmer d'Méiglechkeet hat, fir op eng Fachhéichschoul oder eng Uni a sengem Beräich studéieren ze goen. Wéi den Technicien an d'Beruffsausbildung komm ass, kann ech Iech soen, du waren dat ganz haart Diskussiounen, well gefaart ginn ass, den Niveau géif erofgesat ginn. Dunn ass jo gesot ginn, okay, mir huelen zwar d'Allgemengbildung e bëssen erof, mä een, dee gäre wëllt op d'Uni goen, dee mécht déi Modules préparatoires. Déi Modules préparatoires ze organiséieren, ass awer och erëm eng Kéier net esou ganz einfach.

Elo gesitt Der vir, dës Modules préparatoires als Konditioun, fir déi fachbezunnen Hochschulreife ze kréien, u sech fortzeloossen. Ech wëll hei awer op zwou Saachen opmierksam maachen: Den Niveau vum Technicien däerf net erofgesat ginn, soss hunn d'Unie ganz séier hir Décisioun geholl, wien datt se nach unhuelen. An zweetens: De Problem, datt eisen Ofschloss keng Punkte méi huet, bréngt Risike mat sech. Bei villen Héichschoule ginn eis Kandidaten elo beim Numerus clausus mam Minimum bewäert an hunn esou bal keng Chance méi, fir ugeholl ze ginn.

Op dës Problematik ass och schonns méi laang eng Kéier higewise ginn. Ech hunn dem Här Minister Meisch och eng Fro dozou gestallt. Vläicht kann e mer och elo schonns äntwerten, soss waarden ech, bis datt do déi schréftlech Äntwert kënnt.

Ech wëll och nach kuerz op déi betriiblech Ausbildung agoen. Et steet fest, datt mer net genuch Betriber méi fanne ganz dacks. Mir hunn op där enger Säit Concomitantsklassen, op där anerer Säit hu mer ganz vill Stagë beim Technicien. Mir mussen erausfannen, u wat dëst läit. Läit et drun, datt Concomitantsklassen op den Dixièmen de Betriber nach näischt bréngen? Musse mer iwwerleeën, erëm méi Dixièmes plein-temps ze maachen? Musse mer d'Indemnitéiten iwwerkucken? Musse mer d'Betribsmoduller iwwerkucken? Läit et un där neier Form vun Evaluatioun? Läit et drun, datt all Schüler en Tuteur brauch? Dir Dammen an Dir Hären, dës Problematik muss am Detail analyséiert ginn. Et musse Léisunge fonnt ginn!

Ech wollt och nach eemol op d'Problematik vun der praktescher Ausbildung an de Betriber hiweisen, wou mat geféierleche Maschinne geschafft gëtt. Laut Aarbechtsrecht gesäit d'Protection des jeunes vir, datt si net däerfen op geféierleche Maschinne schaffen. De Léierplang gesäit dëst awer bei verschiddenen Ausbildunge vir. Op dës Problematik ass och schonns viru Joren higewise ginn.

Ech hunn dem Här Minister Meisch am Juni eng Question parlementaire gestallt. Hien huet mech u sech weiderverwisen un den Här Schmit, de Minister Schmit, deen elo net méi do ass. Vun him krut ech d'Äntwert, hie géif d'Beruffskummere kontaktéieren, fir datt si fir all Betrib, deen en Droit de former huet, sollen eng Derogatioun froen. An hie géif dat och esou un den Éducatiounsministère weiderleeden.

Här President, ech wëll gäre vum Här Minister wëssen, ob dës Informatiounen dann och am Éducatiounsministère ukomm sinn an ob dëse Problem mëttlerweil geléist ass.

Ech wëll just nach eemol drop hiweisen, datt den Enseignant, den Direkter, den Tuteur am Betrib am Fall vun engem Accident géif zur Rechenschaft gezu ginn. Och wann de finanzielle Schued géif vum Éducatiounsministère iwwerholl ginn, esou kéint dach kee verhënneren, datt déi aner Leit géife bei engem kierperleche Schued duerfir responsabel gemaach ginn. An dat kann net sinn, schonns guer net, well de Problem längst bekannt ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer nach op zwee Punkten ze schwätze kommen, éischtens op den Image vun der Beruffsausbildung. Den Här Turpel huet et scho gesot: Leider ass d'Beruffsausbildung ganz dacks net den éischte Choix, ganz dacks ass et eng Décision par élimination. Dat musse mer änneren. Eis Betriber brauche gutt motivéiert an engagéiert Leit, an déi kréie mer nëmmen, wa mer derfir suergen, datt d'Beruffsausbildung dee richtege Stellewäert an eiser Gesellschaft kritt, wann d'Handwierk, den Entrepreneursgeescht geziilt gefërdert ginn.

Dann nach kuerz zur Orientatioun. D'Orientatioun ass den A an O vun der Beruffsausbildung. Ech géif mengen, mir géife ronn ee Véierel, een Drëttel vun eise Studenten zu iergendengem Zäitpunkt an der Ausbildung verléieren, well se falsch orientéiert gi sinn. Op dëser Plaz wëll ech nach eemol drop hiweisen, datt beim Reformgesetz vun 2008 de Statsrot averstane war, fir den Deel „orientation" aus dem Gesetz erauszehuelen, well en extrem vag formuléiert war, mä d'Regierung opgefuerdert hat, fir esou séier wéi méiglech e globaalt Konzept fir d'Orientatioun virzeleeën.

Ech wollt vum Här Minister wëssen, wéini datt dëst Konzept virläit.

Ofschléissend wëll ech just nach eemol drop hiweisen, datt d'Reform vun 2008 wierklech gutt geduecht war, datt se vill positiv Aspekter mat sech bruecht huet, mä datt leider villes organisatoresch guer net oder nëmme schwéier ëmsetzbar ass. D'Reform vun der Reform muss richteg duerchduecht ginn, muss mat de Leit vum Terrain erfollegen, an ech hoffen, datt mer duerch d'Reform vun der Reform net alleguer d'Virdeeler vun der aktueller Beruffsausbildung verléieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Madame Hansen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Lex Delles vun der DP-Fraktioun. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles *(DP)*.- Madame President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech fir unzefänke menge Virriedner Merci soe fir hir technesch Erklärungen, esou datt ech hei net méi op all Detail muss agoen.

Eng gutt Beruffsausbildung ass wichteg fir déi Jugendlech, déi se maachen. Nëmmen eng fachlech gutt Ausbildung gëtt hinnen eng reell Chance, sech um Aarbechtsmaart ze behaapten, hir Plaz do ze fannen a sech op hirem Liewenswee ze verwierklechen. Mä eng Beruffsausbildung ass och vu grousser Bedeitung, vläicht méi, wéi mer heiansdo mengen, fir eis Gesellschaft a fir eis Wirtschaft.

Dëse Beschäftegungsdomän an d'Aktualitéit aus deene leschte Joren, déi vun der Wirtschaftskris a Finanzkris gepräägt waren, hunn et op eng dramatesch Aart a Weis bewisen, datt virun allem den Domän vum Handwierk e stabille wirtschaftlechen Domän ass, deen ëmmer erëm gebraucht gëtt. An d'Handwierk, virun allem d'Handwierk brauch jonk Leit, déi motivéiert sinn an déi also wierklech wëllen en Handwierk léieren oder sech souguer doranner herno spezialiséieren.

An der Beruffsausbildung gëtt nämlech de Grondstee fir d'Zukunft vun eisem Mëttelstand, deem wichtegste Standbee vun eiser Ekonomie, geluecht. Nëmmen iwwert de Wee vun enger funktionéierender, de Realitéiten an de Besoine vun de Betriber ugepasster Beruffsausbildung kann de Fortbestand vun eise klengen a mëttleren Entreprisë garantéiert ginn. Nëmme wa si an Zukunft déi jonk Leit fannen, déi se brauchen, kënnen dës Betriber weider existéieren an och evoluéieren.

Leider gesäit d'Realitéit allerdéngs ganz aneschters aus, souwuel wat d'Qualitéit vun eiser Beruffsausbildung ugeet an deen domadder verbonnene Manktum u gutt ausgebiltem Nowues, mä och wat déi gesellschaftlech Akzeptanz vun der Formation professionnelle ugeet. D'Komplexitéit vum System an déi negativ Schlagzeilen aus deene leschte Joren hu sécherlech net zu enger Opwäertung vun dësem Beräich vun eisem Schoulsystem bäigedroen.

Mir sinn allze oft der Meenung, datt ee misst eng Scolaritéit iwwert dee klassesche Wee maachen an datt dee Wee vun der Beruffsausbildung nëmmen da soll ageschloe ginn, wann dat anert net oder nëmme schwiereg geet. Dat ass a mengen Aen e falsche Gedankegang. Als Enseignant aus dem Primaire an no beim Passage Primaire-Postprimaire weess ech, datt et heiansdo als Échec vun den Elteren a vun de Kanner ugesi gëtt, wann de Choix éischter misst op e méi techneschen Ausbildungswee goen an duerno dann och kann a soll op eng gutt Beruffsausbildung steieren.

D'Beruffsausbildung muss als eppes Positives dohinnergestallt ginn. Et ass vill besser, et huet een e gutt ausgebilten Handwierker, deen dat mat Erfolleg, mat Leif a Séil mécht a sech esou selwer a senger Aarbecht erëmfënnt, wéi heiansdo e Jonken, deen eng Ausbildung mécht, an där e sech selwer net erëmfënnt a struewelt, sech duerno vläicht net erëmfënnt,

ëmorientéiert, a souguer bis zu engem Schoulofgänger ouni Ofschloss.

Mir brauchen also onbedéngt do e Mentalitéitswiessel. Dëse kann natierlech net vun der Politik vun uewen erof diktéiert ginn. Mä et ass awer un der Politik, fir e funktionéierende Kader fir d'Beruffsausbildung ze schafen, fir datt nees méi Jonker Loscht op eng Ausbildung kréien.

Madame President, virun eppes méi wéi sechs Joer, fir genee ze sinn den 18. November 2008, huet d'Chamber iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung diskutéiert an ofgestëmmt. D'Demokratesch Partei, där hir Spriecherin deemools d'Madame Anne Brasseur war, huet am Kader vun deenen Diskussiounen op eng Rei Punkten higewisen, iwwert déi och am Kader vun dëser Interpellatioun soll a muss geschwat ginn.

D'Madame Brasseur huet 2008 op eng Rei Punkten higewisen, vun deene mir net iwwerzeegt ware respektiv deenen hir praktesch Ëmsetzung mir éischter als schwiereg ugesinn hunn. Dozou huet ënner anerem gehéiert, datt zum Zäitpunkt vum Vote vun der Reform eng ganz Rei Règlements grand-ducaux nach net virlouchen. Wouzou dat gefouert huet, gesi mer haut, sechs Joer duerno. Ech komme méi spéit nach eng Kéier op dëse Punkt zréck.

En anere Kritikpunkt vun der DP war deemools, datt mat der Reform e ganz komplexen a komplizéierte modulare System géif agefouert ginn, wéi d'Madame Hansen eis och elo grad nach eng Kéier ganz gutt erkläert huet, e System, wou et alles aneschters wéi sécher wär, datt dëse System iwwerhaapt kéint an der Praxis och esou ëmgesat ginn.

D'DP war net prinzipiell géint de modulare System u sech, mä, wéi gesot, mir ware skeptesch am Hibléck op seng Praxisfäegkeet.

Leider sollte mer recht behalen, wéi mer elo zanter Jore kënne feststellen. D'Mëschung vun deenen zwee Punkten, eng onfäerdeg an net ausgeräifte Reform an en immens komplexe modulare System, huet zu deene Problemer gefouert, mat deene mir ons zanter Jore mussen erëmploen an iwwert déi mer haut hei schwätzen.

Madame President, ech wëll virewechschécken, datt et fir d'DP an dësem Débat wierklech net drëm geet, mam Fanger op een ze weise respektiv engem d'Schold ze ginn. D'Situatioun an der Beruffsausbildung ass alles aneschters wéi zefriddestellend. Mä kommt, mir kucken no vir, kommt, mir kucken, wéi mer d'Problemer kënnen upaken a léisen, dëst am Sënn vun eis all a fir dës Situatioun esou séier wéi méiglech fir eis Jonk ze verbesseren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mengen Informatiounen no geschitt och grad dëst aktuell am Ministère. Wann ech richteg informéiert sinn, ass de Claude Meisch zesumme mat senge Beamten amgaangen, intensiv un enger Reform ze schaffen. Et gëtt u Léisunge geschafft. Et gëtt gekuckt, wéi een de modulare System ka vereinfachen. Et gëtt probéiert, de Problem vum Rattrapage, deen zu deelweis absurde Situatioune bei de Schüler ka féieren, ze behiewen.

Et ka jo net sinn, datt e Schüler seng Formatioun net kann ofschléissen, well en nach een eenzege Modul nozehuelen huet, wat awer an all deene Joren, wou en nach an d'Schoul gaangen ass, net méiglech war. Esou Situatioune maachen aus der Formation professionnelle effektiv eng Sakgaass. Net nëmmen, datt déi concernéiert Leit riskéieren, keen Ofschloss ze maachen an ouni Diplom dozestoen, mä si riskéieren och, iwwerhaapt keng berufflech Perspektive méi ze hunn.

Konkret um Terrain gesäit dat folgendermoossen aus: Vun deene Schüler, déi am Schouljoer 2011/2012 mat hirer Ausbildung ugefaangen hunn, hunn um Enn 2013/2014 am CCP 40,9% d'Formatioun mat engem Diplom ofgeschloss. A verschiddene Beruffer war et nëmmen e Véierel, an deen héchsten Taux louch bei 66%. An der Ausbildung zum DAP sinn d'Chifferen nach méi dramatesch. Hei läit den Taux vun de Schüler, déi 2011/2012 mat hirer Ausbildung ugefaangen hunn an 2013/2014 en Ofschloss haten, bei grad emol engem Drëttel, a verschiddene Sparten souguer ënner 20%.

710 Schüler, dat entsprécht 32,7%, hunn eise Schoulsystem ouni Ofschloss verlooss. Graff resüméiert kann een also soen, datt een Drëttel vun de Jonken hir Formatioun erfollegräich an der Regelzäit ofschléisst, een Drëttel nach amgaangen ass, een Drëttel bleift op der Streck.

Dat sinn Zuelen, déi eis mussen interpelléieren. Well et sinn net nëmme plakeg Zuelen, mä si stinn ëmmer fir e Schicksal mat engem jonke Mënsch hannendrun. Duerfir wäert d'Demokratesch Partei den Éducatiounsminister bei der schwiereger Aufgab vun der Reform vun der Beruffsausbildung och mat aller Kraaft ënnerstëtzen. Eng funktionéierend Formation professionnelle, wéi schonns betount, ass an all eisem Interessi.

Här President, et brauch ee sech nëmmen ënnert den Enseignanten aus der Beruffsausbildung ëmzehéieren, fir ze héieren, wéi d'Situatioun an eise Schoule réellement ass. Wann ee si freet, wat d'Reform vun 2008 vu Positivem bruecht huet, da fält de Fazit bei deenen allermeeschten zimlech negativ aus. Ausser datt eng Rei vu Programmen iwwerschafft gi sinn, fält deene meeschte kaum eppes Positives an.

Au contraire, et fale meeschtens Wierder wéi: Chaos, groussen administrativen Opwand, Schwieregkeete bei der praktescher Ëmsetzung, ontransparent a komplizéiert Evaluatiounen. Wann een no hirer Konklusioun freet, da soen déi meescht, datt dës Reform entweder misst ofgeschaaft oder awer grondleeënd misst iwwerschafft ginn. A genee do ass et, wou mer mussen upaken.

Här President, ech wëll unhand vun e puer Zuele weisen, datt mer am Moment amgaange sinn, eis Kanner deelweis net an d'„Lehre" mat engem „h" ze schécken, mä an d'„Leere" mat zwee „e". Mir bilden de Moment leider zu engem groussen Deel laanscht d'Demande an d'Besoine vun eiser Ekonomie aus.

Wann een awer d'Formation professionnelle wëllt méi attraktiv maachen a wann ee wëllt, datt méi Kanner dëse Wee aschloen, da muss een hinnen och eng kloer berufflech Ausbildung kënne bidden. Sécherlech kann ee kee Kand dozou zwéngen, eng bestëmmte Formatioun ze maachen, an dach awer musse mer kucken, datt mer d'Kanner zilorientéiert duerch de Schoulsystem guidéieren.

Ech wëll e Beispill ufëieren, dat meng Aussoen ënnersträicht: Am Domän vun der Coiffure ass d'Demande vu Léierplaze wesentlech méi grouss wéi d'Zuel vun de Léierplaze respektiv d'Zuel vun de potenzielle festen Aarbechtsplazen. Mäi Kolleeg, den André Bauler, hat virun enger gewëssener Zäit op dëse Problem schonn opmierksam gemaach. D'Situatioun huet sech, wann ech richteg informéiert sinn, bis haut net wesentlech verbessert.

Positiv ass awer ze vermierken, datt et dëst Joer eng Hausse vun de Léierplaze gouf. Bis Enn Juli goufe ronn 250 Plaze méi offréiert wéi nach 2013. De Chiffer läit elo bei ronn 1.312 Léierplazen. Bis Enn Juli vun dësem Joer waren awer 2.271 Jonker beim Service de l'orientation professionnelle vum Aarbechtsamt ugemellt.

Dee gréissten Deel vun deene Jugendleche mécht awer éischter eng Léier an anere Professioune wéi am Handwierk. Esou krut d'ADEM 124 Offere gemellt, wat de Beruff vum Verkeefer ugeet. Beim Coiffeur waren et der 156. D'ADEM seet dann och, datt am Handwierk a speziell an der Baubranche e grousse Manktem u Kandidate besteet.

Här President, en anere wichtege Punkt betrëfft de Kontakt tëschent der Aarbechtswelt an der Schoul, dee vill méi intensiv muss ginn. Do musse mer et fäerdegbréngen, datt d'Schoul sech opmécht, mä awer och d'Beruffswelt d'Problemer vun der Schoul versteet. Et ass also op deenen zwou Säiten, wou dëst muss gemaach ginn, fir datt mer et fäerdegbréngen, datt mer eng Adéquatioun kréien tëschent deem, wat déi jonk Leit wëlle maachen, an deem, wat och réellement ugebuede gëtt an och esou an eng Zukunft ka féieren.

Mir brauche méi eng praxisno Ausbildung. Do muss méi Flexibilitéit erakommen, souwuel vum System wéi och vun den eenzelne Beruffsvertrieder. Mir hunn heiansdo ze vill figéiert Beruffsbiller, déi awer mat der Realitéit net méi iwwereneestëmmen. Et kann een net vun all Beruffsspart verlaangen, datt se dee ganz komplizéierte Wee, deen elo verschidde Beruffer hunn, matmaachen. Et ass bestëmmt och Plaz fir déi Leit an deene Beruffer, déi manner qualifizéiert sinn, an da muss dat mat méi Flexibilitéit ugepasst ginn.

Här President, wat d'Passerellë vun der Beruffsausbildung an de Régime technique ugeet, esou sinn esou Passagen duerch d'Reform leider quasi onméiglech ginn. Den Accès zu postsecondairen Etüden ass fir Schüler vun der Technikerfilière immens schwiereg ginn, fir net ze soen, bal net méi méiglech. Dat ass bedauerlech an et dréit net zu der Attraktivitéit vun der Beruffsausbildung bäi.

Zum Schluss, Här President, mengen ech, kann ee feststellen, datt et wierklech un der Zäit ass, fir d'Beruffsausbildung ze revaloriséieren, fir dem Nivellement vers le bas entgéintzewierken, fir dee bürokrateschen Opwand fir d'Enseignanten ze reduzéieren, fir dëse Formatiounswee nees méi transparent fir all déi Concernéiert ze maachen, fir d'Entreprisen tatsächlech méi nach anzebannen.

Eng reell Reform vun ënne bis erop gëtt dem Jugendlechen, deen de Wee zur Beruffsausbildung aschléit, eng reell Chance, awer och vill méi Freed a Motivatioun, well d'Notioun vum Choix erëm eng Bedeitung fir hie kritt. Dës Astellung zum Beruff an zum Handwierk ass wichteg fir eis Beschäftegungspolitik. En net onwesentlechen Nieweneffekt wär, datt och d'Enseignanten an all déi aner Betreiungspersoune besser Viraussetzungen a Konditiounen hätten, fir hire Beruff auszeüben.

Fir eis mécht eng duerchduechte Reform vun der Beruffsausbildung nëmme Sënn, wa mer eng global Vue hunn an e kontinuéierleche Wee, deen zu deklaréierten Ziler féiert. Datt esou eng Reform nëmme kann an Etappen ëmgesat ginn, dat schéngt eis och kloer. Mä fir d'Éischt musse mer all Etapp elaboréiert hunn, fir datt mer wëssen, wouhinner mer genee wëlle steieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Delles. Nächste Riedner ass den Här Claude Haagen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ganz gutt!

(Hilarité)

Neen, ech hu just iwwersat.

(Hilarité)

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, d'Interpellatioun vun de Mëtten, och iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, huet gewisen, datt eis Populatioun an enger dauernder Evolutioun ass. Eis Gesellschaft evoluéiert, an do brauche mer nëmmen d'Kompositioun vun de Ménagen ze kucken, brauche mer nëmmen ze kucken, wat d'Aarbechtswelt ugeet an dat Ganzt ze analyséieren. Vill Leit schaffen haut zu zwee op verschiddene Plazen an zu verschiddene Konditiounen.

Mä net nëmmen d'Ménagë verännere sech, och d'Entreprisë maachen dat. D'Entreprisë musse sech dem ekonomeschen Ëmfeld upassen, si mussen dat um Niveau vun der Konkurrenz maachen, vun de Präisser maachen, vun der Demande, sech de Käschte vun de Facteurs de production och dauernd upassen.

Do kënnt schonn d'Roll vun der schoulescher Ausbildung op allen Niveauen an d'Spill an an engem besonnesche Mooss vun der Ausbildung, der Formation professionnelle. Mir mussen eis also drop astellen, datt, esou wéi eis Gesellschaft och, d'Éducatioun a besonnesch d'Formation professionnelle sech dauernd upassen. Wa virdru gesot ginn ass, datt d'Reform vum 18. November 2008 eng Reform war, déi d'Beruffswelt verännert huet, well am Fong déi Reform no 60 Joer komm ass an der Beruffswelt, dann, denken ech, datt et opportun ass, datt mer net deeselwechte Feeler solle maachen. Dee wäerte mer och net maachen.

Mä déi Upassung vun der Formation professionnelle un d'Beruffswelt muss natierlech och dauernd geschéien, wat en Challenge ass, deen net evident ass, souwuel fir d'Entreprisë wéi fir d'Schoulen, fir d'Ménagen, fir d'Familljen an och fir d'Schüler a fir d'Kanner.

Fir also ze mengen, datt eng Reform an der Éducatioun, egal op wat fir engem Niveau an egal op wat fir enger Ausbildung, eng definitiv Léisung wier, ass an eisen Aen e groussen Iertum an och e grousse Feeler.

An der Schoulpolitik, an dat wësse mer, diskutéiert all Bierger mat, well jiddweree war an der Schoul, ass nach an der Schoul, hat vläicht eng Ausbildung oder ass nach an der Ausbildung. Jiddweree kennt also eppes dervun, an et ass also ganz oft contestéiert an et gëtt op jidde Fall ganz vill kommentéiert. Wat, muss ech soen, jo och net negativ ass! Dat soll een och net negativ bewäerten. Et ass jo och flott, wann doriwwer kann diskutéiert ginn.

An deem Sënn do gehéieren natierlech d'Sproocheproblematik - an dat hate mer de Mëtte mat der Interpellatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch -, d'Upasse vun de Kritären, déi scho vun der Madame Hansen och kommentéiert gi sinn, d'Réussitte ganz einfach, d'Kompetenzen an den Inhalt vun de verschiddene Fächer, déi och schonn hei opgetaucht sinn, dat gehéiert alles do derbäi.

Bei der Formation professionnelle spillen dës Grënn natierlech och verstäerkt mat. An dat kann een, wann een déi Interpellatioun vun haut - wou ech dem Interpellant och géif Merci soen, datt en déi gemaach huet -, wann een dat verfollegt, da gesäit een dat och, wann een dat poursuivéiert.

Dofir kann een awer en contrepartie och eppes feststellen, an dat ass vläicht nach net esou ernimmt ginn: D'Handwierk ass krisesécher! Well wann ee gesäit, de Secteur beschäftegt momentan 80.000 Persounen a 6.300 Betriber, a souguer a Krisenzäiten ass dëse Secteur gewuess! Mä vill Betriber stellen hir Employéen am Grenzgebitt an, well d'Zuel vun de Leit, déi eng Aarbecht am Handwierk sichen, net héich genuch ass a well se de Besoine vun de Betriber net gerecht ginn. D'Offer entsprécht also net der Nofro.

Et ginn dofir zwou Haapterklärungen: D'Beruffsausbildung ass nach ëmmer fir vill Jonker net deen éischte Choix. An, ob mir et wëllen oder net, bei ville Familljen ass nach ëmmer am Hannerkapp, fir hir Kanner haaptsächlech an den Enseignement classique ze orientéieren. Den Här Delles, géif ech mengen, huet dat och schonn ugeschwat. Dofir ass oft keng Motivatioun fir d'Formation professionnelle do. An dofir erkläert sech vläicht och - vläicht och - deen héijen Taux d'échec.

An därselwechter Iwwerleeung kann een awer och d'Orientation professionnelle gesinn, wat och ugeschwat ginn ass. Déi meescht Jonk entscheede sech haaptsächlech fir Beruffer am administrative Beräich. A vill Plazen am Horeca an am Bau, fir nëmmen dës ze nennen, souwéi a villen Handwierksbetriber bleiwen opstoen. D'Formatioun misst oder sollt also esou organiséiert ginn, datt déi Jonk, déi sech fir d'Handwierk interesséieren, bis zum Schluss motivéiert bleiwen an datt den Taux d'échec reduzéiert gëtt.

D'Reform vun 2008, déi gutt geduecht war, dat ass och ugeschwat ginn, an déi jo och mat enger Majoritéit vun 53 Deputéierten hei gestëmmt ginn ass 2008, déi hat also och als Zil, fir deen Taux d'échec ze reduzéieren. Bon, si hat natierlech net deen erwaarte Succès, dat wësse mer haut. Den Taux d'échec ass nach ëmmer ze héich, jo, vill ze vill héich. An d'Organisatioun an d'Moduller hu grouss organisatoresch Problemer mat sech bruecht, wat d'Madame Hansen och ugeschwat huet.

D'Formation professionnelle virun dëser Reform hat awer och keng gewënschte Resultater, weder fir d'Schüler nach fir d'Betriber, mat sech bruecht. Am ale System sollt den Techniker op d'Beruffswelt virbereet ginn. Dat ass awer net geschitt. Et goufe vill Echecken, well all d'Schüler op d'Études supérieures vum Techniker virbereet gi sinn. Doropshin ass nämlech d'Iddi entstanen, fir mat Moduller ze schaffen. D'Zil vun der Reform vun der Formation professionnelle war et jo, de Schüler ee méi flexibele System unzebidden, dee méi motivéiert, an doduerch sollt en och méi Schüler et erméiglechen, hiren Ofschloss ze packen.

D'Analys an de Bilan vun der Reform hu gewisen, datt mer hei net dat néidegt Resultat erreecht hunn. A verschiddenen Ausbildunge sinn d'Zuelen net gutt, souguer desastréis. An anere Beruffer par contre hale se sech am Mëttelmooss.

Momentan bidde mer hei zu Lëtzebuerg an der Ausbildung iwwer honnert Beruffer un. Hei muss ee sech natierlech froen, ob et net do méiglech ass, fir verschidde Fächer an der Ausbildung, am Konsens mat de Chambres professionnelles natierlech, zesummenzeleeën. Et schéngt eis also evident och, datt an der Formation professionnelle eppes muss geschéien.

Här President, eng Instruction ministérielle transitoire vum Abrëll 2014 sollt de Problem léise vun de Moduller, déi d'Schüler net gepackt hunn. Si kréien d'Méiglechkeet, déi Moduller dat Joer duerno nozehuelen, soudatt si net an hirem Parcours blockéiert sinn. Dat ass allerdéngs just eng Tëscheléisung, déi net alleguerten d'Problemer wäert léisen an och geléist huet.

Dofir huet de Minister an der zoustänneger Kommissioun eng Rei vun anere reglementareschen a legislative Mesuren ugekënnegt. Déi meescht dovunner solle fir d'Rentrée 2015/2016 a Kraaft trieden. Ech denken och, datt de Minister nach herno dorobber ageet.

Vun deene Mesurë wëll ech der awer e puer, déi mir besonnesch wichteg erschéngen, ervirsträichen.

D'Iwwerschaffe vum Système modulaire: D'Reform vun 2008 war an deem Sënn innovativ, well se duerch de Modularsystem d'Sëtzebleiwen, also d'Widderhuele vun enger Klass, ofgeschaaft huet. Dat sollt d'Motivatioun, an ech hunn dat scho gesot, vun de Schüler oprechterhalen. Allerdéngs ass et esou, datt an der Praxis d'Schüler zum Deel esou vill Moduller mat weider huelen, datt hire Stonneplang iwwerfëllt ass a si doduerch och d'Motivatioun verléieren.

D'Léisung, déi de Minister an Zesummenaarbecht mat de Chambres professionnelles an dem Collège des directeurs proposéiert, ass, datt de Schüler nëmmen eng begrenzten Zuel u Moduller ka mat weider huelen. Dës Léisung begréisse mir, well se dem Schüler et erméiglecht, a sengem Rhythmus weiderzekommen an hie sech komplett op säi Schouljoer, säin Ofschlossjoer, säi Schlussjoer ka konzentréieren.

Et schéngt mir awer och wichteg, an dat ass och schonn ugeklongen, hei den Déséquiliber (veuillez lire: den Équiliber) tëschent den DAP-Formatiounen an de CCP-Formatiounen erëm hierzestellen. Et ginn um Aarbechtsmaart vill méi fräi Plazen um DAP-Niveau wéi um CCP-Niveau. Allerdéngs ginn et méi Jonker, déi eng Aarbecht um CCP-Niveau sichen.

Hei proposéiert de Minister, souwäit ech dat verstanen hunn, méi Passerellë virzegesinn, fir datt d'Schüler, déi an enger CCP-Formatioun sinn, d'Méiglechkeet en cours de route kréien, op eng DAP-Formatioun ze wiesselen. Och dës Mesure bréngt eng gewësse Flexibilitéit, déi nëmmen zur Motivatioun vun de Schüler ka bäidroen.

Eng aner ugekënnegt Mesure, déi mir begréissen, ass d'Aféierung vun engem Numerus clausus - nennen ech et emol - fir verschidde Formatiounen. Et ass dëst eng Orientéierungsmoossnam, déi och dozou wäert bäidroen, eng besser Adéquatioun tëschent der Demande an der Nofro um Aarbechtsmarché ze kréien.

Här President, wéi gesot, d'Formation professionnelle ass direkt un eisen Aarbechtsmarché gebonnen. Si soll also déi néideg Flexibilitéit hunn, fir datt se sech engersäits un déi Jonk adaptéiert, déi sech derfir interesséieren, an anerersäits déi Jonk och op d'Exigencë vum Aarbechtsmarché virbereet. D'Formation professionnelle soll an däerf also och net statesch sinn an et ass gutt, datt si a regelméissegen Ofstänn a Fro gestallt gëtt an an Zesummenaarbecht mat deene Concernéierten natierlech och adaptéiert gëtt.

Nieft deenen ugekënnegte Moossname wëll ech hei nach e puer Elementer erwähnen, iwwert déi een an der zukünfteger Reform oder Adaptatioun vun der Reform sollt nodenken.

D'Organisatioun a Moduller ass net fir all Formatioun déi, déi am beschten ass. Verschidde Formatiounen hunn esou en héije Grad un Technicitéit, datt eng Evaluatioun, déi op Kompetenze baséiert, net duergeet a schlussendlech net zur Qualitéit vun der Formatioun bäidréit.

Genausou wéi am Secondaire technique a classique musse mer eis mat der Sproochenufuerderung auserneesetzen. Eng gutt Kenntnis vun eisen dräi offizielle Sproochen ass an eiser Gesellschaft wuel wichteg, allerdéngs däerf et keen Hindernis, keen Empêchement fir d'Réussite vun enger Beruffsausbildung sinn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt och d'Betriber awer hir Responsabilitéit mussen huelen an een Deel vum Effort vun der Formatioun vun eise Jonke musse matdroen. Vill Jonker kréien an de Betriber, an dat ass eng Realitéit, net dee richtegen Encadrement. Ech plädéieren derfir, an dat ass och schonn ugeklongen, fir iwwert d'Formatioun vun den Tuteuren nozedenken, soit - ech mengen, dat war den Här Turpel - fir an déi däitsch Iwwerleeung mat eranzegoen.

Nach, Här Turpel, däerf een dann - an dat hutt Der deelweis och scho gesot - déi Leit, déi do dat wëllen encadréieren, déi potenziell Tuteuren net ofschrecke mat däermoossen enger grousser Zuel vun Ausbildungsstonnen, datt eis déi herno feelen. Do kéint ee vläicht op déi néideg Beruffserfahrung higoen, deemno wat fir eng Beruffer datt et sinn, soudatt déi mat engem uschléissende Certificat vun deene potenziellen Tuteure kann ugerechent ginn.

Ech wëll nach op ee wichtegt Instrument hiweisen, dat menger Meenung no net genuch bekannt ass, wat e bësse kritiséiert ginn ass hei, nämlech d'Validation des acquis de l'expérience. Fakt ass, datt een dat ëmmer ka verbesseren an ëmmer kann upassen. Dat ass fir all System de Fall. Mä an dësem System ass et esou, an dëser Validatioun ass et esou, datt déi Leit, déi op d'mannst dräi Joer Beruffserfahrung hunn, sech déi Erfahrung kënnen, wa se bestëmmt Kritären erfëllen, duerch e Certificat oder en Diplom unerkenne loossen. Si kréien doduerch um Aarbechtsmarché besser Chancen, fir eng Plaz unzehuelen, natierlech och besser Konditiounen, wann hir Ausbildung da qualifizéiert ass.

Am Kontext vun der Responsabilitéit vun den Entreprisen an der Prise en charge vun der Ausbildung vun deene Jonke wollt ech awer och nach en anere Sujet uschwätzen, dee mir perséinlech ganz staark um Häerz läit. Laut neisten Zuelen, a mir kënnen iwwer Zuelen diskutéieren, wivill datt et der schlussendlech sinn, mä et sinn ze vill Jonker, ganz einfach ze vill Jonker, déi keng Stageplaz fonnt hunn. Et muss een awer och drop hiweisen, datt vill Stageplazen - vill, net gradesou vill -, mä et bleiwen der vill op, déi ginn also net besat.

Ee Jonken, deen am Oktober sech an der Schoul umellt, fir en Apprentissage ze maachen, dat heescht, fir eng Ausbildung ganz einfach unzegoen, déi hien erausgesicht huet an déi hien och interesséiert, dat ass jo am Fong dat, wat mer wëllen hunn. Wann deeselwechte Jonken natierlech an der Beruffswelt keng Ausbildungsplaz fënnt an e kritt dann annerhallwe Mount duerno gesot, datt am Fong an där Schoul keng Plaz méi fir hien ass, dann ass dat fir mech schonn desastréis. An deem musse mer entgéintwierken! Dat ass fir mech perséinlech, a fir eis och, inakzeptabel.

Fir déi Jonk selwer ass dat eng ganz dramatesch Situatioun, well dat wëllt jo am Fong soen, si kréien op jidde Fall dat Gefill esou vermëttelt, datt an hirer schoulescher Carrière, an hirer jonker Formatioun, déi se hunn, all déi Efforten, déi se scho gemaach hunn, am Fong net valoriséiert ginn. Dat ass de Message, deen doduerjer bei deene Jonken ukënnt. De Problem ass och, datt déi Jonk, déi vun deene Fäll concernéiert sinn, ganz einfach aus dem System verschwannen, well si am Fong och net méi wëssen, wat se solle maachen.

Ech maachen dofir en Appell un alleguerten eis Entreprisen, fir och hiren Deel zum Erfolleg - wat der ganz vill maachen, mä wat nach muss verbessert ginn - vun der Formation professionnelle bäizedroe mat den Ausbildungsplazen, déi unzebidden an déi Jonk mat auszebilden, déi jo schliisslech an Zukunft dozou bäidroen, datt hire Secteur, dee vun den Entreprisen, wou se ausgebilt ginn, sech weiderentwéckelt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Ganz gutt! Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Haagen. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir eng grouss Freed, fir haut de Volet vun der Reform vun der Formation professionnelle am Numm vun der grénger Fraktioun hei virzedroen.

Wéi Der jo all wësst, war ech a mengem viregten Job grad eben an der Formation professionnelle täteg. No engem Ofstiecher vun engem Joer an der Privatindustrie hunn ech 20 Joer an der Formation professionnelle a verschiddene Lycées techniques verbruecht, hunn also um eegene Leif déi ganz Formation professionnelle erlieft a kann, mengen ech, hei an dësem Beräich mäi Bäitrag liwweren.

Een Deel vun de Kriticke vu menge Virriedner, déi kann ech verstoen an novollzéien. Ech ka se awer net alleguerten deelen. Ech ginn awer elo aus Zäitgrënn net op all eenzel Saachen an, well meng Zäit, déi leeft hei an déi ass awer e bësse méi bescheiden.

Ech wollt och haut net nach eng Kéier op déi ganz technesch Detailer agoen; déi si schonn eng Kéier erwähnt ginn, wéi d'Formation professionnelle reforméiert ginn ass a wéi déi Kritäre sinn a wat fir Formatiounen et do gëtt.

Ech wollt véier Point-de-vuen de Mëtteg vun der Formation professionnelle opwerfen: en éischte Point de vue aus der Siicht vun engem Schüler, engem Apprenti, deen am Moment an der Formatioun ass; den zweete Point de vue, dat wär dee vun engem Patron, deen an der Formation professionnelle matschafft; deen drëtten een aus der Siicht vun engem Member vun der Direktioun aus engem Lycée hei aus der Stad, an dee véierte Punkt, dat wär d'Siicht vun engem Enseignant op d'Formation professionnelle.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Verschidde Problemer, déi bestinn, déi hunn domat ze dinn, mat der Kommunikatioun vun uewen no ënnen. An ech muss virausschécken, dass ech eben déi eemoleg Chance hat als Enseignant, déi ee soss net huet, eng gewëssen „Dräifaltegkeet" am Atert-Lycée eben do duerzestellen: Ech war President vun engem Groupe curriculaire, ech war mäin eegene Programmkommissiounspresident an ech hunn déi Coursë gehalen, déi an deenen zwee Gremien ausgeschafft gi sinn. Duerfir war et an där Konstellatioun och relativ einfach, fir vun ënnen no uewen Kurskorrekturen an deene véier Joer vun där Formatioun vun dem Energietechniker, engem Green Job eben, duerchzeféieren.

Dat ass sécherlech ee Punkt, wou ee muss dru schaffen, fir dass déi Kommunikatioun vum Terrain, vun den Enseignanten iwwert d'Programmkommissioun, iwwert d'Groupes curriculaires no uewen eropgeet, fir dass och Kurskorrekture kënne virgeholl ginn.

Mä elo der Rei no. Net méi spéit wéi gëschter hunn ech mech ausgiebeg iwwert d'Situatioun vun engem Schüler, engem Apprenti informéiert, deen am Moment seng Ausbildung als Gesell, also engem DAP am leschte Joer, vun der Schräinerei bei engem Patron mécht. Mir war et wichteg, aus éischter Hand ebe gewuer ze ginn, wéi hie seng Ausbildung erlieft huet - hien ass jo dann elo am drëtte Joer ënnerwee -, wat d'Problemer waren, wat hie vu Moduller, Kompetenzen, PII, PIF an esou weider hält.

Dem Schüler säi gréisste Problem waren awer net d'Moduller, et war net de modularen Unterrechtssystem, et war net de PII, et waren net d'Kompetenzen an d'Evaluéierung, et war net de Rattrapage vun de Moduller. Dee gréisste Problem vum Schüler war et, iwwerhaapt um Lëtzebuerger Maart bei engem Patron eng Ausbildungsplaz, eng Léierplaz als Schräiner ze fannen!

Vill Kontakter sinn iwwert d'ADEM vermëttelt ginn. Vill Échecken haten de Schüler a seng Elteren anzestiechen, well se vill Ofsoe kruten. Entweder war déi Plaz scho besat, oder si géifen dat Joer kee Léierbouf/Léiermeedchen unhuelen, oder verschidde Patronen hunn no engem Führerschäi gefrot, wat am Prinzip bei engem mannerjährege Schüler natierlech iergendwéi net méiglech ass.

D'Elteren, mam Schüler zesummen, hu sech vill beméit a sinn zu engem Léierkontrakt komm bei engem parastaatleche Betrib. An dat fannen ech och gutt a guer net falsch, well ech mengen, dass de Stat an d'Gemengen och an der Flicht sinn, fir an der Ausbildung Verantwortung ze iwwerhuelen.

An do gëtt - an net nëmmen hanner virgehalener Hand, och ganz direkt - vusäite vun dem Patronat an de Patrone monéiert, dass si zwar gutt wären, fir d'Ausbildungsplazen am Handwierk unzebidden, dass se awer duerno an der Konkurrenz mat de Gemengen a mam Stat stinn, wann et ëm d'Besetzung vun den Aarbechtsplaze geet, an dass do eng grouss Zuel vu gutt qualifizéierten Aarbechter, déi si ausgebilt hunn, no kuerzer Zäit am Privatsecteur net bleiwen a wiesselen.

Dat motivéiert d'Handwierk net onbedéngt, fir d'Leit auszebilden, fir Léierjongen a -meedercher Plazen unzebidden. An där Diskussioun ass e grousse Frust ze spieren. De Problem ass bekannt an deem muss ee sech op anerer Plaz onbedéngt stellen.

Ech kommen elo eng Kéier zréck op de Schüler. Also säi Problem war net onbedéngt an de Strukture vun der Formation professionnelle ze sichen, mä op engem ganz aneren Niveau. Dat war sécherlech en Eenzelfall. Net all Schüler ass d'selwecht an net all Formatioun huet déiselwecht Problematik.

Elo mäin zweete Point de vue, dat ass dee vun engem Patron. Och net méi spéit wéi gëschter hunn ech nach engem Kolleeg Patron aus dem Gewerk Elektroinstallatioun an Heizungstechnik telefonéiert, fir säi Bols ze fillen an dësem Beräich, zu dësem Thema. Ech war mat him a Kontakt komm duerch de Groupe curriculaire vum Energietechniker am Atert-Lycée, wou hie sech ganz aktiv do an déi Aarbecht mat erabruecht hat.

An do wëll ech eng kleng Klammer trotzdeem opmaachen: D'Reform vun der Formation professionnelle, déi huet eng ganz breet Ouverture gemaach vis-à-vis vun der Aarbechtswelt - an dat ass och gutt esou -, an op ganz verschiddene Pläng:

De Groupe curriculaire, hunn ech elo grad gesot, deen ass paritéitesch besat mat Leit vum Patronat an déi aner Halschent ebe Vertrieder vum Enseignement.

Da sinn déi Modules de stages vun zwielef Wochen agefouert ginn op den Technikerklassen, wou och erëm eng Kéier en Tuteur en entreprise ass a wou en Tuteur du milieu scolaire genannt ass a wou den Tuteur en entreprise eben déi Moduller evaluéiert. Deen ass also do an enger ganz anerer Verflichtung, an engem ganz aneren Engagement dran, wéi dat fréier war.

Si sinn och vertrueden an den Équipes d'évaluation vun de Projets intégrés, wou si matschaffen, souwuel fir déi intermédiaire wéi déi final, wou si e Bléck op d'Schüler, also op d'Kandidaten hunn an och eng Kéier d'Réckmeldung kënne ginn, ob dat dann, wat si do léieren a weise vu Kompetenzen, déi Apprentien an déi Schüler, ob dat och deem entsprécht, wat si um Aarbechtsmaart brauchen.

Et ass also op villen Niveauen eng Ouverture gemaach ginn. An déi war och gutt an néideg.

Eng Kéier ganz kuerz zréck op d'Gespréich mat deem Patron vu gëschter. Ech hunn eng Kéier gefrot, wat dann e spezifeschen, e gréissere Problem wär, deen hie geséich an der Formation professionnelle a méi spezifesch zu senger Formatioun, wou hie vill matschafft. Dat ass déi vum Électricien, vum DAP, wou mer och ganz vernichtend Resultater an där Épreuve do haten. Dorop kommen ech nach eng Kéier ganz kuerz zréck.

Hie gesäit do de Problem wierklech bei de Kandidaten, dass déi net den noutwendege Bagage mat erabrénge fir esou eng technesch Formatioun. An hie kéint sech virstellen an e mengt, dass eng Verbesserung kéint kommen iwwer en Zougangstest oder Ähnleches, fir dass een do een Deel vun den Échecke kéint aus där Formatioun mat eraushuelen.

Hie vermësst och bei verschiddene Kandidaten - mä dat ass elo eng eenzel Stëmm - déi noutwendeg Motivatioun an den Engagement, wou hie se gesäit am Projet intégré, wou se do schaffen. Déi Schüler huet hien ni betreit. Hie gesäit do déi Vue ebe vu baussen. Hie gesäit se an där Zäit, wou se déi Épreuve do musse maachen.

Fir déi Leit, déi dat net wëssen: Dee Projet intégré, souwuel intermédiaire wéi final, ass eng Épreuve, déi kann iwwer 24 Stonne goen, also dräi Deeg, déi also ëmmer ganz moduliwwergräifend, fächeriwwergräifend Inhalter huet an déi ganz intensiv fir d'Schüler ass, déi awer och ganz vill Kompetenz vun de Schüler kann erauskëddelen a wou ee wierklech gesäit, wat se kënnen a wat se eben och kënnen ëmsetze vun deem, wat se virdru geléiert hunn. Duerfir plädéieren ech wierklech derfir, fir deen onbedéngt bäizebehalen, well dat bréngt e grousse Méiwäert. Wéi e muss ofgehale ginn, dat ass à discuter.

Bon, d'Resultater bei den Électricienen, déi ware vernichtend. Ech gi ganz kuerz nëmmen dorop an. Am Joer 2012/2013, do waren 52 Kandidaten do. Et ass eng Ausbildung, fréier Gesellepréfung, elo DAP. 52 Kandidaten, 36 waren zougelooss an zwee hunn der et gepackt!

Gutt, dat ass natierlech en haarde Message. À voir, ob et d'Virbereedung op dee PIF war, wat eng ganz, ganz nei Épreuve ass. Ech hunn der jo selwer och begleet, wou d'Schüler emol mussen dohinnergefouert ginn a virbereet ginn. Mä nom Rattrapage vun därselwechter Épreuve dat Joer duerno waren der 46 vun 52 éligibel, fir de PIF ze maachen. An dunn hunn der och 26 duerno bestanen.

Dat muss een och ëmmer iwwerleeën, dat ass e Joer Ausbildung plus ee Joer. An och virdrun hate mer ëmmer de System, dass ee konnt redoubléieren. An da muss een och wëssen, dass nach laang net jiddwer Schüler direkt a senger Carrière ebe bis op dee Schlussexamen iwwerhaapt komm ass. Duerfir ass dat Resultat.

An déi Méi hunn ech mer eben och gëschter gemaach, fir am Éducationsministère déi Chiffere vun enger Kohort vun dem ale CATP nozekucken an eng Kéier vum DAP. A wann een déi zwee Resultater elo vergläicht - mä do hu mer vun där neier Formatioun eréischt een Duerchsaz, an dat ass jo statistesch absolut nach net relevant an nach net aussoekräfteg -, da komme mer op horgenau deeselwechten Taux vun zirka 45% Réussite.

Duerfir, fir elo direkt ze soen, dat muss alles an d'Schrottkëscht, dat weess ech net. Da soll een emol eng Kéier där Formatioun och eng Chance ginn, fir statistesch valabel a belaaschtbar Donnéeën ze produzéieren.

Den Taux de réussite, deen ass och, wat d'Formatiounen ugeet, ganz ënnerschiddlech. Dat do war elo eng vun deene Formatiounen, déi deen niddregsten Taux de réussite hat, déi vum Électricien. Vläicht ass et mat der Technicitéit vun deem Beruffsbild ze verbannen.

Do gëtt et aner Formatiounen, déi hunn dann Taux-de-réussitten direkt am éischten Ulaf vun 80% a méi! Also, duerfir kann een net einfach alles iwwer ee Leescht schären. Dat géif der Situatioun net gerecht ginn.

Ech mengen och, dass d'Erfahrunge souwuel vun den Enseignantë wéi vun eben deene Patronen, déi déi Projete begleeden, an den nächste Jore wäerten an d'Formatioun afléissen, och an d'Ausaarbechtung vun där Épreuve vun de Projets intégrés intermédiaires a finals.

Da kommen ech nach eng Kéier zréck bei d'Gespréich mat deem Kolleeg Patron. Eppes, wat mer um Häerz och louch, dat war awer den Evaluatiounsmodus an deene PIIen, PIFen, wou si sech ganz schwéier domat dinn, fir d'Kompetenzen, déi jo awer entweder acquis oder non acquis sinn, eben esou ze bewäerten. An hie géif do plädéieren a froen, ob et net méiglech wär, do op en numeresche System ze kommen, fir eng gewësse Flexibilitéit an déi Bewäertung eranzekréien.

Elo zu mengem drëtte Point de vue, den Avis vun engem Member aus der Direktioun, e perséinleche Kolleeg aus engem Lycée technique hei aus der Stad. Dat Gespréich war awer net elo nach gëschter - och mäin Dag huet nëmme 24 Stonnen -, dat war virun zwou Wochen op enger Diplomiwwerreechung. Mä dat ass awer riicht eraus wéi aus der Flënt komm. Ech kennen et jo och aus mengem ale Lycée. Mä déi hei sinn awer nach e bësse méi staark belaascht: D'Organisatioun vun de Modules à rattraper, dat ass bei hinnen, seet hien „net ze maachen" an „dat erschléit mech". Dat ware seng Aussoen.

Do hunn ech och net vill dergéintzesetzen. Am Atert-Lycée zu Réiden hate mir eben e grousse Virdeel, dass mer am normalen Horaire d'office dräi Wochestonnen agebaut haten, wou d'Schüler um Wocheplang kënne schaffen a wou déi Modules de rattrapage zum normalen Unterrecht gehéiert hunn. Also hate mer do emol net eng Zousazorganisatioun am Horaire ze maachen. Dat ass ee Wee vu ville méiglechen, deen ee vläicht muss undenken, fir dass dee Rattrapage organiséierbar gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Zousätzlech kann all Schoul déi zwee Modules facultatifs ebe benotzen, fir duer de Rattrapage ze setzen an déi zwee Modules facultatifs, esou liesen ech u sech d'Organisatioun, ginn nëmmen da gezunn, wann de Schüler och kee Rattrapage ze maachen huet. Soudass och do zwou Wochestonne fräi sinn, fir geuerdnet mat engem Enseignant zesumme Rattrapage ze organiséieren.

Dat ass de Knackpunkt vun der Formation modulaire! Dat ass d'Organisatioun vun de Rattrapagen. An déi ass net einfach.

D'Organisatioun ass wierklech eng logistesch Erausfuerderung fir all Schoul. Dat ass guer net evident. An déi muss och wierklech iwwerduecht ginn. Si muss op de Leescht geholl ginn. An et muss ee kucken, wéi een an deene verschiddene Schoulen e System do op d'Bee stellt, wou een op eng normal Vitesse de croisière kënnt, wou een zäitno dem Schüler och en Erfolleg kann opweisen, soudass hien net op eemol mat engem Scholdekonto vu Moduller dosteet, deen net méi ze bewältegen ass.

Et ass och vläicht, soen ech trotzdeem, de Kritär ze iwwerdenken, wéi de Redirectionnement respektiv d'Weiderkommen op enger Dixième, op enger Onzième ebe muss gehandelt ginn, fir dass eben do eng erträglech Unzuel vu Moduller just nach dem Schüler am Bagage bleiwen.

Dann dee leschte Point de vue, deen ech hunn. Ech kommen hei op d'Ligne droite, Här President. Ech gesinn lech schonn nicken hannendrun. Also nach knapp dräi Minutten, dat misst higoen. Dat ass de Point de vue vun engem Enseignant - och net representativ -, dat ass mäin eegenen.

Ech hale mech ganz kuerz, well eng ganz Partie Punkten hunn ech virdru schonn an d'Ried erafléisse gelooss.

Ech hat eben déi Chance, eng nei Formatioun komplett an der Reform vun der Formation professionnelle kënnen ze entwerfen an och ze begleeden. Elo kënne mer soen: Deen Échantillon ass d'office net representativ; dat waren an enger klenger Klass der just aacht, et war eng Formation phare fir unzefänken, 2010. Zwee hunn der ënnerwee opgehalen. Een hu mer ënnerwee rekrutéiert iwwer eng Passerelle vun engem DAP eriwwer op den DT. Dat geet am modularen Unterrecht, et muss een dat e bësse sur mesure maachen. Dat waren da schlussendlech also siwe Schüler, déi ech op enger Onzième do hat. An déi siwe Schüler waren dëst Joer am Examen an hunn zu honnert Prozent bestanen, souwuel hir Moduller wéi hire Projet intégré final.

(Interruption)

Oh, à voir! Dodru kommen ech nach. Dat ass net representativ an et ass och en eenzelne Fall.

Vun deene siwe Schüler - fir virdrun nach eng Kéier drop anzegoen, zum Héichschoulzougang -, do ass et awer leider esou an d'Patrone kräischen: Et sinn der nëmmen zwee, déi effektiv elo bei engem Patron schaffen, an et ass eng Beruffsausbildung! An déi aner fënnef, déi sinn op enger Fachhéichschoul ënnerwee.

Dat ass e bësse schued. An ech si mer och gradesou sécher, dass déi fënnef, déi op der Fachhéichschoul ënnerwee sinn, leider net wäerte kënnen zum Schluss do mat enger Réussite opwäerten. Well Dir musst jo wëssen, mir kommen och an der Vergaangenheet hier vun enger Formation professionnelle oder vum Technikerdiplom hier, deen nach laang net ëmmer bei weiderféierende Studien zu enger Réussite an engem Ofschloss gefouert huet. Do maache mer eis an de Schüler soss eppes vir, wa mer mengen, dat wär fir jiddweree machbar.

Sou, elo muss ech awer e bësse kierzen, well dat gëtt elo e bësse méi enk. Dat mécht awer näischt. Dann iwwersprangen ech een Deel a kommen nach eng Kéier just zum John Hattie.

Dat ass dann een, deen huet gewësse Metastudien zesummegefouert. Ech sinn elo net dee gréissten Unhänger vun him, mä mir hunn eis schonn dacks am Atert-Lycée dermat beschäftegt: Wat ass dann dee gréissten Aflossfacteur fir d'Réussite vun engem Enseignant (veuillez lire: Schüler)? Hie kënnt drop, dass et awer de Proff ass - duerfir, de Proff an de Mëttelpunkt ze setzen, muss net falsch sinn - a vill manner d'Unterrechtsform an dann och de System.

Sou, an 20 Sekonnen, dat geet nach hei zum Schluss vläicht duer, mat e bëssen Indulgence, fir en Neuling, deen nach d'Zäit net esou richteg am Grëff huet, Här President.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Eng grondleeënd Reform wéi déi vun der Formation professionnelle ass jo net domadder eriwwer, dass een eleng esou eppes op d'Schinne setzt, mä et ass en interative Prozess, wou déi eenzel Zännrieder an nei Zännrieder mussen aneneegräifen. Do muss een och vläicht den Antriebsmodus liicht änneren. Et ass awer esou, dass ech mengen, dass een net soll direkt higoen an déi Maschinn verschrotten! Verschrotten, dat wär jo net nohalteg, ausser et géif ee se integral recycléieren, duerfir gesinn ech elo besser, dass een eppes weider fleegt an op d'Schinne bréngt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerfir mengen ech, dass mer als Gréng der Meenung sinn, dass mer mat Nolauschteren op déi verschidden Akteure vum Terrain - d'Schüler, d'Enseignanten, d'Direktiounen, awer och d'Vertrieder aus der Aarbechtswelt, déi awer e ganz groussen Deel vun der Formatioun hei begleeden - wäerten d'Formation professionnelle op gutt an zolidd Bee kënne stellen.

Well zu Lëtzebuerg brauche mer eng gutt an zolidd Ausbildung fir eis Jugend, fir dass d'Handwierk och an Zukunft zu Lëtzebuerg e Garant ka si fir sécher an attraktiv Aarbechtsplazen.

An domat géif ech schléissen a soen lech Merci fir d'Nolauschteren an hat leider iwwerzunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Anzia. Eisen nächste Riedner ass de Fernand Kartheiser, dee scho prettsteet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt ufänken an deene Lénke Merci soe fir hir Interpellatioun. Ech muss soen, déi Analys, déi gemaach gëtt an där Interpellatioun, ass eng ganz gutt Analys. An och ënnert deene Recommandatiounen, déi hei sinn, sinn der eng Partie, déi ech och géif dem Minister un d'Häerz leeën, well se einfach net nëmmen aus der Erfahrung schwätzen, mä och gesonde Mënscheverstand weisen. An ech mengen, dee Pabeier, deen hei presentéiert ginn ass, deen ass wierklech derwäert, en considération geholl ze ginn.

Dat gesot, wëll ech mech awer och all deenen uschléissen, déi soen: D'Handwierk muss opgewäert ginn. Et ass sécher net richteg, fir an der Gesellschaft géigeniwwer där Beruffsgrupp weider e Bild ze vermëttelen, wéi et an deene leschte Joren dacks gemaach ginn ass, datt dat eng zweetklasseg Ausbildung wär. Dat ass ganz sécher net wouer. D'Handwierk huet gëllene Buedem an et ass krisesécher! Op jidde Fall ass et krisesécher, wat déi ekonomesch Aspekter ugeet. Et ass ganz bestëmmt net „sozialistesécher" - fir et emol esou ze soen -, well wa politesch d'Ausbildung a Fro gestallt gëtt, da geréit och d'Handwierk a Gefor.

An ech wéilt einfach emol e bësschen och hei de Bilan zéie vun deem, wat d'Resultat vun den Delvaux-Reformen dann esou ass. Wann een déi Zeitungsartikele kuckt, déi an deene leschte Méint publizéiert gi sinn iwwert de Bilan vun der Réforme professionnelle, dann ass dat wierklech e ganz dramatesche Constat. Bei de Patronen - fir Zitater ze nennen einfach aus Zeitungsartikelen zu deem Thema: „Motivatioun gläich null", „Jongen a Meedercher kënnen hiren CV net richteg schreiwen", „falsch Virstellunge vum Beruff", „wéineg Allgemengwëssen".

Den OGB-L an den SEW hu Kommentare gemaach wéi: „Niveau der beruflichen Ausbildung immer schlechter", „zu niedriges Niveau", „durchlässige Promotionskriterien im unteren Zyklus des technischen Sekundarunterrichts", „großzügige Interpretation der Evaluierungskriterien, um ein massives Scheitern zu vermeiden" - also et kommen der nach duerch, déi et u sech emol net verdéngt hätten -, „Qualitätsverlust in der Ausbildung" an esou weider an esou virun!

Also dee Constat, dee kann ee probéiere schéinzemolen, mä ech mengen, domat ass dem Enseignement professionnel ganz sécher net gehollef. Mir sollen einfach déi Saach realistesch ugoen an eis froen: Wéi kann et zu esou engem Fiasko kommen? Ech verstinn, datt déi, déi fréier an der Regierung waren, probéieren, déi Reform hei nach schéinzeschwätzen. Mä et gëtt do net vill, wat ee kann nach iergendwéi verdeedegen, an et muss ee sech froen, wéi et iwwerhaapt esou wäit konnt kommen.

Et muss een och e bësschen zréckkucken an déi Zäit, wou déi Reform do virbereet ginn ass. Do ass zum Beispill géint de Widderstand vu villen Enseignanten un där Reform do geschafft ginn. A wann een déi Interviewe mam Ministère deen Ableck liest, da gëtt gefrot: Majo, firwat kommen déi Problemer bei den Enseignanten? An ech zitéieren en Interview vun deemools, d'Äntwert vum Ministère, also firwat et esou vill Widderstand gëtt: „Das ist verständlich, denn bisher sind verschiedene Ausbildungen auch ohne Kompetenzen und Module gut gelaufen." An d'Fro stellt sech dowéinst eigentlech: Firwat dann déi Reform iwwerhaapt? Well mir haten e System am Enseignement professionnel, deen ee sécher op e puer Punkte konnt verbesseren, awer deen esou eng Reform wéi déi hei net verdéngt huet.

An en zweete Problem wor, datt géint d'Professeren zum Deel geschafft ginn ass! Et gouf de Professere virgeworf vun der Säit vum Ministère: „...dass Lehrer gewöhnt sind, in Fächern zu denken". An dat gouf hinnen zum Virworf gemaach, eng Selbstverständlechkeet, datt d'Professeren natierlech un hir Fächer denken a sech Gedanke maachen, wéi se déi esou gutt wéi méiglech kënnen hire Schüler vermëttelen.

Eng Reform, déi vun Ufank u verfeelt war! Derbäi kënnt eppes, wat d'ADR ëmmer bekämpft huet - oder zou Saachen: datt net méi mat Punkte bewäert gëtt; a mir hu virdrun héieren, wat dat och fir Konsequenzen huet fir Leit, déi wëlle spéider op méi eng héich Schoul goen. An dat Zweet ass dee berühmte Kompetenzenunterrecht.

„Kompetenzen" ass e komplett nebulöse Begréff, dee ganz schwéier ze vermëttelen ass. Esou wéi d'Riednerin vun der CSV en duergestallt huet an enger ganz praktescher Prüfungsausriichtung, do kann een eventuell nach novollzéien, wat et ass. Mä awer konzeptuell, wou et ëm d'Reform gaangen ass, ass et awer derwäert, fir emol erëm e Bléck ze werfen an déi Broschüren, déi deemools un der Basis vun der Reform waren: „Berufsbildung neu gestalten - Kompetenzbereiche". Et ass derwäert, dat ze liesen!

Also et gëtt Sachkompetenzen, Sozialkompetenzen, Selbstkompetenz, an dann ass déi Reform esou virgestallt ginn: „Gelegentlich werden sogenannte Methodenkompetenzen als ein eigener Kompetenzbereich hervorgehoben. Methodenkompetenzen sind den Sach-, Sozial- und Selbstkompetenzen jedoch nicht nebensondern untergeordnet. So bilden beispielsweise Methoden zur Lösung von Sachproblemen eine Unterkategorie der Sachkompetenz", an esou weider.

Ech mengen, wie mat esou Konzepter an eng Reform erageet, dee ka sech dach net wonneren, datt et e puer Joer duerno net fonctionnéiert! Mir musse vun deem „Kompetenzgeschwätz" - fir et emol ganz platt auszedrécken -, mä mir mussen dovunner ewechkommen! Dat bréngt keng Qualitéitsverbesserung am Unterrecht. Et geet laanscht d'Problematik, déi mer am Unterrecht hunn. An ech mengen, wann een eng gutt Reform wëllt aféieren, da soll ee wierklech erëm op de Fong vun der Wëssensvermëttlung goen an Ofstand huele vu Kompetenzen an ähnleche Konzepter.

Mir wëllen net virgräifen, Här Minister, well et ass un lech, fir eis elo e Projet de loi virzeleeën, wéi Dir wëllt dëse professionellen Unterrecht erneieren. Mir wëllen awer op jidde Fall soen, datt mer e puer Eckpunkte brauchen, wann Der wëllt, datt mer lech kënnen ënnerstëtzen.

Deen éischten ass eng däitlech Verbesserung vun der Qualitéit vun der Ausbildung am Interessi vun de Schüler selwer. Ech mengen, mir hunn haut héieren, wéi schwéier et ass fir si, am Beruffsliewe Fouss ze faassen. An et geet net, fir elo weider kosmetesch Operatiounen ze hunn, mä wat mer vun enger Reform vum professionellen Unterrecht erwaarden ass eng däitlech Qualitéitsverbesserung, fir datt déi Kriticken net méi opkommen, fir datt et e Luef gëtt fir déi Leit, déi aus deene Schoule kommen. Et ass jo net de Schüler hir Schold, mä et ass de System, déi Reformen, déi d'Madame Delvaux agefouert huet, do ass de Problem! Déi Kriticke wëlle mer net méi. Mir wëllen eng besser Schoul am Interessi vun deenen, déi en Handwierk wëlle léieren, fir datt de ganze Secteur dovunner profitéiert.

Mir wëllen och, datt déi Moduller, déi sech als onpraktikabel erausgestallt hunn, ofgeschaaft ginn. Mir wëllen déi Méiglechkeet, datt kann e Joer widderholl ginn, wann dat da wierklech déi besser Optioun fir d'Schüler ass. A mir hätte gär eng gutt Beruffsorientéierung.

Wann Der déi Eckpunkten an Ärer Reform respektéiert, da kënne mer lech och op deem Wee ënnerstëtzen. Mä et ass elo, mengen ech, nodeem all déi Kriticke virbruecht gi sinn, a wéi gesot, nach eng Kéier, mir deelen déi Analys, déi hei vun deene Lénke virbruecht ginn ass: Wann déi an Ärem Projet reflektéiert gëtt an iwwersat a praktikabel Léisungen, fir d'Beruffsausbildung ze verbesseren, da kënne mer lech ënnerstëtzen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat wär d'Rei un der Regierung. Den Här Éducatiounsminister, de Claude Meisch, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi virdrun och, e grousse Merci un den Interpellant, deen eis d'Geleeënheet gëtt, hei op den aktuellen Zoustand vun der Beruffsausbildung anzegoen, op d'Problemer, déi mer kennen, déi mer kannt hunn och virun dëser Interpellatioun, op eng Rei vu Pisten, déi eigentlech och scho virgezeechent ware virun dëser Interpellatioun, wéi mer aus deenen akute Problemer kënnen erauskommen, an awer och eng Rei vu Perspektiven opzezeechnen, wéi et allgemeng mat der Beruffsausbildung misst weidergoen hei am Land.

Eng Rei vu Riedner, den Interpellant, awer och anerer, hu probéiert, de System ze erklären. An dat war sécherlech néideg. Well een, dee sech net auskennt an der Beruffsausbildung, deen hätt vun dëser Debatt wahrscheinlech net alles matkritt, wann mer net fir d'Éischt eng Kéier de Kader gesat hätten. Mir sinn do an engem ganz komplexe System. Dat mécht et vläicht och fir d'Akteuren, déi dra schaffen, schwiereg. Et mécht et och fir dee grousse Public schwiereg. Et mécht et sécherlech och fir d'Schüler heiansdo schwiereg, do genee derduerchzekucken, wat dann do wierklech ass, an dat eent vun deem aneren ze trennen.

Et ass vill haut vun der Reform vun 2008 geschwat ginn, wat verständlech ass, well si huet eng ganz Rei vu Problemer opgeworf, Problemer, déi haut op jidde Fall nach net alleguerte geléist sinn, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen. Ech wëll awer och drun erënneren, datt dat Gesetz hei mat engem dach relativ grousse Konsens gestëmmt ginn ass. Ech mengen, d'Kolleege vun der grénger Fraktioun waren déi Eenzeg, déi dergéint waren dee Moment. Awer och déi Eenzeg, déi dergéint waren!

Une voix.- ...den ADR.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Anerer..., voilà! Anerer, déi hei alles a Grond a Buedem grad geriet hunn, déi kënne sech net méi erënneren, datt hinnen dat doten och net opgefall ass 2008, datt déi Reform kéint eventuell Problemer maachen.

Nun, wat fir eng Problemer sinn et? Et ass de Mëtteg genannt ginn. Et sinn zum groussen Deel organisatoresch Problemer, fir ënner anerem déi Modules de rattrapage nozehuelen, déi doduerjer entstinn, datt een eigentlech net kann, dat wat mer op al Lëtzebuergesch nennen „duerchfalen", datt een déi Modules de rattrapage akkumuléiert, datt se dann an de Schoulen net méi kënnen alleguerten organiséiert ginn.

Alles dat huet dozou gefouert, datt mer hu missen eng Instruction ministérielle am Laf vun dësem Joer huelen, déi dat bestehend Gesetz esou wäit wéi méiglech dach iergendwéi zugonschte vun den heitege Schüler interpretéiert huet, fir datt mer deenen awer d'Perspektiv kéinte maachen op en Diplom. Keng Garantie op en Diplom! Si hunn och misse Leeschtung bréngen, si hunn och misse Resultater bréngen, wat evident ass. Mä trotzdeem huet de System se awer net ze vill dorunner dierfen hënneren.

Nun, wat mer elo envisagéieren, dat ass déi nächst Etapp, dat ass, den aktuelle System ze optimiséieren. Firwat den aktuelle System ze optimiséieren? Nun, well mer mierken, datt e Resultater bréngt, déi nach net berauschend sinn, mä awer och net desastréis sinn. Wa mer d'Kriticke kucken um System, da muss een eigentlech och eng Kéier kloer soen, datt dat

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Kriticken um System sinn an net un der Qualitéit vun der Ausbildung. Well d'Qualitéit vun der Ausbildung, denken ech, déi ass absolut valabel. A mir hunn och besser Resultater bei deenen éischte Joergäng, déi derduerchgaange sinn, wéi virdrun. Ganz liicht besserer, muss ech soen. Mä trotzdeem soll een awer och dat eng Kéier kënnen ënnersträichen.

Wa mer am leschte Joergang vun deenen ale Formatiounen 31% Réussite haten, da si mer elo beim éischte Joergang vun der neier Formatioun bei 35% Réussite. Dat stellt eis net zefridden, mä trotzdeem weist et, datt et do net un där heite Reform, op jidde Fall net nëmmen un där heite Reform konnt geleeën hunn, datt mer nach Problemer hunn. An den Décrochage, dee louch virdrun ongeféier bei engem Drëttel. E läit haut nach ëmmer bei engem Drëttel. Dat muss also och nach ëmmer en Thema fir eis bleiwen.

Dat weist awer och vläicht, datt et generell an der Éducatioun net nëmmen déi grouss strukturell Reforme kënne sinn, déi eis virubréngen, datt se enorm Energie kaschten, datt mer eis hei heiansdo och richteg flott Debatte kënne liwweren doriwwer, mä datt se vill Leit och veronsécheren an de Schoulen. D'Enseignanten, d'Elteren, d'Schüler veronsécheren, déi awer mat deene Systemer mussen eens ginn, déi dat musse spieren, wat da wat ass an der Schoul a wat zu wat hiféiert an der Schoul. An datt et heiansdo noutwendeg ass, och esou Reformen ze maachen, mä datt se eleng net duerginn, fir besser Resultater kënnen ze bréngen.

An et ass virdrun och hei gesot gi vum Vertrieder vun deene Gréngen: Et kënnt op ganz aner Saachen un. Et kënnt op den Enseignant un, et kënnt op den Encadrement un, et kënnt op den Encadrement, och d'Material an de Schoulen un, et kënnt op d'Unterrechtsmethoden un. Also alles dat, wat en direkten Impakt op dat huet, wat beim Schüler ukënnt. An dat ass ganz oft eben net dat, wat mir hei an der Chamber diskutéieren, wat mer an d'Gesetzer schreiwen, wat mer mat grousse strukturelle Reforme kënnen änneren.

Duerfir denken ech och, solle mer net dat maachen, wat de Fernand Kartheiser proposéiert huet am Numm vum ADR, nämlech erëm alles zréckzedréinen, erëm eng Kéier eng grouss strukturell Reform ze maachen, andeems mer einfach soen: Dat doten, dat war näischt, mir leeën dat erëm op d'Säit a mir maachen entweder eppes ganz Neies oder mir ginn erëm bei eppes Ales zréck.

Ech hunn Iech gesot, d'Resultater waren ähnlech, also kënnt et vläicht guer net dorop un. Mir sollen also kucken, deen aktuelle System ze optiméieren, deen ze verbesseren, do ze kucken, wou et klemmt, do ze kucken, wou mer et kënne besser maachen, do ze kucken, wou mer e positiven Impakt op d'Resultater vun de Schüler kënnen hunn. An dat ass méiglechst no bei de Schüler. Dat huet oft näischt mat der gesamter Struktur ze dinn.

Déi nächst Etapp, déi mer wëllen elo ugoen, dat ass e Projet de loi. An dee wäerte mer déposéieren. Ech hat effektiv versprach, datt en am November nach géif déposéiert ginn, dat wäert dann zimlech sécher elo Dezember ginn. Mä mir brauchen en. Mer brauchen déi Gesetzesännerung fir d'nächst Schouljoer, also bei der Rentrée 2015, fir an engem neie Rhythmus kënne weiderzefueren. An et ass do, wou mer eng ganz Rei vun Optiméierungen nach virgesinn hunn.

Déi Ännerungen, déi hu mer breet diskutéiert, esou breet wéi et eigentlech gaangen ass an där dach knapper Zäit, fir dat doten ze maachen. Ech hätt mer e bësse méi Zäit gewënscht, och fir dat dote kënnen hei virzeleeën. Mä wa mer soen, dee System hei, deen hippt, wa mer soen, mir wëlle fir d'nächst Rentrée eppes aneschters hunn, da kënne mer eis net allze vill Zäit do huelen.

Trotzdeem hu mer ganz enk mat de Chambres professionnelles zesummegeschafft. An ech wëll hinnen hei och vun dëser Plaz e ganz grousse Merci soe fir dee konstruktive Geescht, an deem mer konnten un deem Gesetz schaffen, un deene Reformen oder un där Reform vun der Reform schaffen, well dach jiddereen opgrond vu sengen Erfahrungen do e ganz positiven Input ginn huet. Mir hunn och mat Direktioune geschwat, mir hunn och mat Enseignantë geschwat, souwäit dat nun ebe méiglech war an där Zäit, déi eis zur Verfügung stoung.

Nun, wat wëlle mer konkret änneren? Munches ass de Mëtteg och hei schonn ugedeit ginn. Mir mussen eis nach eng Kéier ganz intensiv ëm de CCP këmmeren. Wa mer soen, dat ass d'Formation de base, wa mer soen, do soll eigentlech all Schüler d'Méiglechkeet hunn, och opgeholl ze ginn, an et ass do, wou mer all Schüler sollen zu enger Qualifikatioun kënne bréngen, da stelle sech awer eng ganz Rei vu Froen.

Mir mussen déi Formatioun revaloriséieren, ënner anerem andeems mer och do - an dat ass de Mëtteg, mengen ech, och genannt gi vun deem engen oder aneren - e Projet intégré final ubidden an obligatoresch maachen, fir ze soen: Jo, och deen, deen e CCP huet, och dee kann e Projet eegestänneg leeden, eegestänneg ofliwweren an och sengem zukünftege Patron déi Kompetenzen domadder ënner Beweis stellen.

Ech denken och, datt mer nach eng Kéier musse kloermaachen, datt eigentlech all Schüler vu 15 Joer muss kënnen op e CCP goen, wann en dann e Contrat d'apprentissage fënnt. A fir dat ze erméiglechen, musse mer och kucken, jo, wou en dee fanne kann. A mir wëssen, datt haut am Public ganz wéineg Méiglechkeete sinn, fir en Apprentissage vun engem CCP ze maachen, deels nach bei de Gemengen, mä soss kaum. A mir wëssen, datt et am Privé eigentlech och net grad dat ass, wou d'Entreprisë soen: „Jo, kommt alleguerte masseweis bei eis, mir bidden Iech do Léierplazen un." Duerfir musse mer och doriwwer nodenken.

An ech denken, datt mer, wa mer an e Gesetz schreiwen, datt et eigentlech de CCP ass, dee Wee, wou all Jonke muss kënnen eragoen, fir op d'mannst déi Qualifikatioun kënnen ze kréien, da musse mer och beim Public a beim Stat, am parastaatleche Secteur, bei de staatlechen Entreprisen Efforte maachen, fir CCP-Léierplazen unzebidden, fir dat och an eng Statscarrière eranzekréien, fir dat och a Kollektivverträg eranzekréien am ëffentleche Secteur, soss widdersprieche mer eis eigentlech do selwer. Do sinn Efforten nach ze maachen! D'Regierung ass sech däers bewosst an hëlt sech dat och ganz kloer vir.

Mir mussen an deemselwechte Liicht awer och kucken: Firwat si Privatentreprisë retizent, e CCP ze maachen? Bon, et gëtt e puer Ursaachen. Och do soll ee vläicht differenzéieren. Eng vun den Ursaachen ass, datt natierlech de CCP bei deenen héijen techneschen Ufuerderungen haut bei munche Formatiounen an a munche Branchen dann awer net dat ass, wou de Patron seet: „Jo, dat doten, dat ass deen, deen ech brauch."

Et gëtt awer och aner Ursaachen. Et gëtt och déi Ursaach - dat ass vum Interpellant, vum Justin Turpel hei genannt ginn -, datt d'Patrone soen: „Jo, wann ech een huelen, een astelle mat CCP oder een an d'Léier huele mat CCP, deen ech vläicht duerno wëll astellen, da weess ech, wann e säin Diplom huet, zwee Joer drop muss ech em de qualifizéierte Mindestloun bezuelen." Dat bremst, mengen ech, et bremst! Mir sollen eis déi Fro stellen, ob déi zwee Joer, ob dat net ze schnell ass.

Ech denken, wa mer de CCP och wëlle valoriséieren, da kënne mer net guer net vun engem qualifizéierte Mindestloun schwätzen. Mä zwee Joer, ob dat wierklech hëlleft? Well d'Iddi ass jo och, datt de CCP d'Entrée an d'Qualifikatioun ka sinn an datt ech duerno nach zwee Joer dropleeën, fir den DAP ze kréien, wou ech da mat enger weiderer Formatioun de qualifizéierte Mindestloun ka kréien; deen ech awer, wann ech direkt nom CCP schaffe ginn, no zwee Joer eigentlech och hunn.

Do ass also weder fir de Patron en Ureiz do, fir een anzestelle mat engem CCP, an et ass och net fir dee jonke Mënsch en Ureiz do, fir de CCP ze maachen an dann duerno och nach weider den DAP ze maachen. Doriwwer sollte mer eng Kéier diskutéieren. Ech hunn och de Sozialpartner dat gesot. Mir hunn och de Chambres professionnelles dat gesot, datt dat awer nach e Sujet wär, iwwert dee mir eis missten eng Kéier ënnerhalen.

Da solle mer eis och a méi engem breede Kontext Gedanke maachen, wéi mer kucken, datt mer déi Formatiounen, déi ugebuede ginn an der Formation professionnelle, ausriichten no de Besoine vum Marché du travail. Mir wëssen, datt et eng Rei vu Formatioune gëtt, wou et schwiereg ass, duerno dach an e Beruff direkt eranzekommen, an d'Beruffsliewen eranzekommen, e feste Kontrakt duerno ze kréien.

Ech selwer hat d'Chance, kuerz nodeems ech d'Mandat als Éducatiounsminister iwwerholl hunn, meng éischt Diplomer ze iwwerreechen. Grad bei der Formation professionnelle kommen Honnerte vu jonke Leit, an no deenen éischten hat ech erausfonnt, wéi et geet. Ech hu gekuckt op den Diplom, wat fir en Ofschloss datt se gemaach hunn, an ech hu gefrot: „Hutt Der schonn eng Plaz oder hutt Der nach keng Plaz?", a bei deenen nächste wosst ech, wann ech den Diplom gekuckt hunn: Elo weess ech, wat d'Äntwert ass.

Do gëtt et eng Rei vu Formatiounen, déi et schwiereg maachen, direkt an d'Aarbechtswelt eranzekommen. Mir sollen dat diskutéieren, mir sollen dat mat de Sozialpartner och diskutéieren. Och d'Entreprisë kënnen eis do eng Orientéierung sécherlech ginn. Mir hunn och beim Stat eng Rei vun Instrumenter, déi eis do Orientéierung kënne ginn.

Mir sinn och amgaangen zesumme mam Kolleeg Nicolas Schmit, dem Aarbechtsminister, am Comité permanent du travail et de l'emploi doriwwer ze diskutéiere mat de Sozialpartner, wéi mer kënnen erausfannen, wat da wierklech gebraucht gëtt, wéi vill qualifizéiert Leit a wat fir enge Branchë gebraucht ginn. Och vläicht, a wat fir enge méi neie Branchë mer eigentlech haut kaum ausbilden oder haut guer net ausbilden. Och vläicht eng Iddi opgräifen - de Claude Haagen huet se hei an d'Spill bruecht -, fir ze kucken, eng Rei vu Formatioune méi enk zesummenzeleeën, fir vläicht manner breet auszebilden, manner Méiglechkeeten ze bidden, mä méi generell auszebilden an duerno iwwert d'Formation continue kënne méi an d'Spëtzt ze goen.

Well och d'Beruffsliewen huet sech jo haut geännert. Wie fänkt nach iergendzwousch un, wou en herno an d'Pensioun geet, bei wat fir engem Betrib? An et muss ee sech eigentlech permanent no de Besoine vu sengem Betrib ausriichten, permanent, eigentlech schonn dee Moment, wann een ufänkt mat schaffen, an duerno och erëm iwwert d'ganz Durée vu sengem Beruffsliewen.

Mir sollten och duerfir den Numerus clausus aféiere fir eng Rei vu Formatiounen, déi à plein temps virun allem ugebuede ginn. Ech denken, datt, wann et am duale System ass, wann d'Patrone soen: „Jo, mir stelle Léierplazen zur Verfügung", dann hu mer de Marché dran. Da seet d'Patronat: „Jo, dat doten, dat sinn eigentlech déi Profiller, déi mer brauchen." Da stelle se Plazen zur Verfügung a sinn eigentlech och bereet herno, wann déi jonk Leit sech bewährt hunn, wa se qualifizéiert sinn, dann och déi eventuell anzestellen. Wa mer et à plein temps maachen, musse mer kucken, ob mer et wierklech ëmmer esou maachen, datt et dem Besoin, dem reelle Besoin entsprécht.

Eng Iwwerleeung musse mer awer och am Hannerkapp behalen, wa mer soen, mir loossen déi aus de Formatiounen eraus: Wat geschitt da mat deene jonke Leit? Well kréie mer se wierklech dann op aner Formatiounen hin orientéiert? Réusséiere se do? Riskéiere mer net einfach dann, se aus dem System erausfalen ze loossen ouni Diplom? Dat ass och déi aner Säit vun der Medail, déi mer an där doter Diskussioun awer sollte matdiskutéieren an net vergiessen.

Et sinn eng ganz Rei vu Froe gestallt ginn, och Suggestioune gemaach ginn, an ech mengen, do leie mer relativ no beieneen, wat d'Evaluatioun vun de Moduller ubelaangt, wat d'Progressioun och ubelaangt. Mir wäerten nach eng Kéier kucken, wa mer d'Evaluatioun vun de Moduller esou beloossen, wéi se haut ass - haut soe mer, 80% vun de Compétences obligatoires solle réusséiert sinn -, dat stellt vläicht fir deen een oder deen anere Module e Problem duer. An ech denken, datt mer do och, jo, den Enseignanten e Stéck wäit d'Responsabilitéit solle mat iwwerloossen: bei der 80%-Regel bleiwen, wann den Enseignant awer mengt, et gëtt gutt Ursaachen, datt deen dote Kandidat trotzdeem an der Gesamtheet eppes wierklech ka bréngen, dat awer da guttheeschen, och wann e vläicht déi 80% vun de Compétences obligatoires net erreecht huet.

Well mir musse bei der ganzer Evaluatioun hei an dësem System vun der Formation professionnelle ëmmer bedenken, wéi et eigentlech an eisen aneren Ordres d'enseignement ass, wéi d'Evaluatioun do gemaach gëtt, wat fir eng Kompenséierungsméiglechkeete mer do hunn. Dat war eigentlech och 2008 hei e Stéck wäit vergiess ginn a mir hunn hei déi Schrauf e Stéck wäit ze fest zougedréint. An dat war och ee vun de Problemer, déi mer begéint hunn an der Formation professionnelle.

Dann d'Progressioun: Jo, mir sinn der Meenung, datt een net einfach ka virugoen, datt een net einfach, egal wéi vill Moduller een nach net réusséiert huet am éischten, am zweete Joer an duerno, an dat Joer duerno ka weidergoen an d'Moduller dovunner schonn ufänken. Dat féiert jo grad zu deem Blocage, dee mer haut hunn. Dat verféiert eigentlech ganz vill Jonker dozou, sech à l'aise ze spieren, doheem ze soen: „Jo, et geet virun", an awer iergendwann duerno, dräi Joer drop, d'Realitéit eng Kéier mussen ze erkennen. Dat kann et net sinn!

Et muss een also e Prozentsaz wierklech vun de Moduller gepackt hunn, fir iwwerhaapt kënne weiderzegoen, wann dat net de Fall ass, eventuell nach eng Kéier nei ufänken oder eng Réorientation kënne virhuelen, an dat och ganz am Ufank vun der Formatioun.

Mir sollen och e Bilan intermédiaire maachen an der Mëtt vun der Formatioun, sief et beim CCP, sief et beim DAP, sief et och beim Technikerdiplom, an do kucken: Wou steet de Schüler? A wann en da weidergeet an den zweeten Deel vun der Formatioun, och déi Moduller, déi en am éischten Deel net réusséiert huet, déi dann och gutt si loossen, datt en net herno e ganze Schwanz vun net gepacktene Moduller bis an dat lescht Joer ka matzéien.

Mir sollen awer och d'Méiglechkeet virgesinn, fir eng Réorientation kënne virzehuelen duerch de Conseil de classe oder, wann et sënnvoll erschéngt, dem Conseil de classe sënnvoll erschéngt, eben och eng Année supplémentaire kënnen ze maachen.

Och d'Modules de rattrapage: Jo, si bleiwe bestoen, och an dësem System. Et ass net esou, datt, wann ech e Module nach net gepackt hunn an awer progresséieren, datt ech deen net méi kann nomaachen. Et soll een en nomaachen. Et soll een déi Méiglechkeet hunn, en nozemaachen. Mir wëllen och eng zweet Méiglechkeet schafen, eng Remédiatioun, wou den Enseignant an de Schüler kënne méi prezis kucken, wat da wierklech d'Schwächte gewiescht sinn, an dorobber schaffen, amplaz datt dee ganze Module nach eng Kéier muss widderholl ginn.

Ech ka mer och virstellen, wa mer virun allem organisatoresch Problemer haten, fir dat doten an de Schoulrhythmus eran ze integréieren, datt een dat och eng Kéier ausserhalb vun der Schoulzäit ka maachen, och eng Kéier innerhalb vun de Schoulvakanze ka maachen, esou eng Form vu Remédiatioun ka virgesinn, wat de Schüler virun allem erlaabt, dach dat, wat se nach net réusséiert hunn, ze réusséieren an dann an deem üübleche Rhythmus kënne weiderzekommen.

Eng aner Fro - an ech denken, et ass eng zentral Fro -, fir dat ze erreechen, wat eis alleguerten hei um Häerz läit, nämlech d'Formation professionnelle do unzesiedelen an eisem ganzen Tableau vu méigleche Formatiounen, déi mer an der ëffentlecher Schoul ubidden, wou mer se gären hätten, nämlech e Stéck wäit méi uewen, wéi et haut op d'mannst an de Käpp vun de Leit heiansdo nach ass, dat ass déi, datt mer jonk Leit motivéieren, an déi Beruffer ze goen, an d'Handwierk ze goen, an

Industrieberuffer ze goen, an aner Beruffer ze goen, déi mer an der Formation professionnelle ubidden an da vläicht och nach an Zukunft e Stéck wäit méi mussen ubidden.

An dat fänkt, denken ech, ganz fréi un. Dat fänkt an dem Fondamental un, dat fänkt do un, wou de jonke Mënsch vläicht Loscht kritt, eppes ze kniwwelen, eppes ze entdecken, eppes selwer kënnen ze maachen. Mir musse Jonker, an dat gëllt fir d'Handwierk, dat gëllt fir Industrieberuffer, dat gëllt awer gradesou gutt fir d'Naturwëssenschaften, dat gëllt och fir zukünfteg Fuerscher, mir musse se dobäi ënnerstëtzen, och an deenen dote Branchë kënnen hiren Interessi ze entwéckelen, fir datt se herno, fir déi, déi dann op der Neuvième eng Kéier sinn, wa se eng Décisioun wëllen huelen, och Loscht hunn, op déi dote Sparten ze goen.

An datt et eben net nëmmen esou ass, datt se herno an d'Formation professionnelle ginn, well dat vläicht dat Eenzegt ass, wat nach bliwwen ass. Et soll eng positiv Orientéierung sinn, et soll e positive Choix sinn, deen dee jonke Mënsch mécht! An do musse mer eis op villen Niveauen, an ech denken, och schonn am Fondamental, d'Fro stellen, wéi mer dat kënnen ënnerstëtzen.

Dann ass et extrem wichteg, datt mer d'Orientatioun richteg maachen déi dräi éischt Joer am EST, am Enseignement secondaire technique, well ech net mengen, datt mer e jonke Mënsch richteg kënnen orientéieren, wa mer eis en eng Kéier ukucken an de leschte Woche vun der Neuvième an hie sech dann och eréischt fir d'éischte Kéier d'Fro stellt: „Wat maachen ech dann d'nächst Joer?", a mir em da soen: „Deen dote Parcours hues de bis elo gemaach, dat sinn deng Méiglechkeeten, sich der eppes eraus!"

Eigentlech muss dee jonke Mënsch sech jo bis dohinner selwer e Stéck wäit fonnt hunn. An ech sinn d'accord - et ass virdrun hei gesot ginn -, dat ass ganz fréi, wou een esou eng Liewensdécisioun muss treffen.

Ech wëll duerfir net - ech mengen, de Justin Turpel hat dat gesot - déi Décisioun nach méi no vir verleeën. Ech wëll awer dee Reflexiounsprozess beim Jong, beim Meedchen, bei sengen Elteren, bei sengem Entourage méiglechst fréi ufänken, fir datt dee Jonke selwer entdeckt, wat ass säin Interessegebitt, firwat ass en do, wat wëllt en a sengem Liewe maachen, a wat fir enger Branche wëllt en herno schaffen, wéi en Aarbechtsoflaf wëllt en eigentlech all Dag hunn, wat si seng Stäerkten, och seng schoulesch Stäerkten, seng aner Fäegkeeten, an natierlech och kucken, datt do zu iergendengem Moment och vläicht emol Schoulresultater afléissen.

An et ass do, wou ech mengen, datt mer déi Iddi vun der Chambre de Commerce vum Assessment-Center kéinte mat eranhuelen. Éischtens hätt d'Chambre de Commerce oder hätten d'Betriber haut d'Méiglechkeeten, fir ze soen: Ier mir engem e Léiervertrag ginn, geet en duerch en Assessment-Center oder mir wëllen e selwer eng Kéier testen.

Mir kënne keng Entreprise forcéieren, engem e Léiervertrag ze ginn! Ech wëll dat eigentlech net esou. An duerfir, denken ech, sollte mer als ëffentlech Schoul déi Iddi do mat opgräifen, mat integréieren, an eise System eranhuelen, awer eben net nëmmen eppes maachen, wou et herno no Opnahmeexamen ausgesäit, net nëmmen en Test maachen an dann orientéieren, mä datt dat een Element ass ënner ganz ville vun der Orientéierung, déi déi dräi éischt Joer am EST musse mam Schüler gemaach ginn, wou d'Schoul méi staark nach muss ënnerstëtzen, wéi se dat haut mécht.

Dat hu mer an deem Gesetz, wat elo deemnächst wäert déposéiert ginn, nach net dran. Dat wäert sécherlech e Schwéierpunkt ginn an der Secondairesreform, déi awer och elo nees weidergeet, nodeems de Statsrot säin Avis virgeluecht huet.

Wat d'Orientéierung ubelaangt, wäerte mer awer och an den nächste Wochen e weidere Schratt no vir maachen. Mir déposéieren e Gesetzesprojet iwwert d'Maison de l'orientation, mat deem mer e gesetzleche Kader schafe vun der Maison de l'orientation, deen haut net existéiert, wat haut éischter e labberen Zesummeschloss ass vu staatleche Verwaltungen a Servicer.

Mir wäerte gläichzäiteg och do fir d'alleréischte Kéier e gesetzleche Kader schafen oder en éischte gesetzleche Kader schafen, eng éischt Rumm vu gesetzlechem Kader fir d'Orientatioun an de Schoulen, déi eigentlech haut och net esou verankert ass an eisem Gesetz. Do wäerte mer noleeën. Ech hu virdrun dovu geschwat och am Kontext vun der Secondairesreform.

Eng aner Iwwerleeung, déi mer musse féieren, déi net tranchéiert ass, déi mer och net elo an dee Projet de loi mat eranhuelen, dat ass déi: Wat fir en Ureiz gi mer jonke Leit duerch déi Indemnitéiten, déi mer bidden?

Et fält op, datt eigentlech an deem normale Wee, wann ech meng Formation professionnelle maachen, da kréien ech eng Indemnitéit als jonke Mënsch. Dat ass fir deen een oder anere schonn, well et fir d'éischte Kéier ass, datt e Geld kritt vu sengem Patron, vill Geld, mä et ass manner, wéi wann en iergendzwousch aneschters vläicht ënnerdaach géif kommen, wéi wann en e Service volontaire vum SNJ géif maachen, wéi wann en eng Mesure d'emploi iwwert d'ADEM géif maachen. Do kritt een eigentlech däitlech méi.

Ech stelle mer nach eng Kéier d'Fro: Ass dat richteg? Misste mer dat net iergendwéi inversëieren, datt mer do, wat den normale Wee ass, wou mer déi Jonk gären hin hätten, wou mer soen, do kritt Der eng zolidd Ausbildung, dat ass de Grondstee fir eng anstänneg Beruffscarrière duerno, dat och da finanziell besser missten unerkenne wéi eigentlech déi aner Weeër, wat éischter Weeër sinn, fir d'Leit nach eng Kéier duerno opzefänken, wa se net réussëiert hunn. Déi Fro wéilt ech och ganz gären eng Kéier an de Raum stellen. A mir sollen eis och net allze laang Zäit loossen, fir do eng Äntwert drop ze fannen.

Eng aner Fro stellt sech - déi stellt sech zënter Joren - och bei deene Formatiounen, déi mer à plein temps maachen, déi mer jo maachen, well mer am duale System net alles kënnen ubidden, well mer och heiansdo mierken, datt d'Patronen net an deem Mooss bereet sinn, Léierplazen unzebidden. Och wa mer do méi staark sensibiliséieren, och wann ech mierken an der Lescht, datt dach ganz vill Patrone soen: Jo, wa mer gutt Leit wëlle rekrutéieren - a vill hunn dach Schwieregkeeten heiansdo, gutt Handwierker, Fachleit ze rekrutéieren -, da musse mer selwer ausbilden. An ech denken, datt mer duerfir och nach méi Léierplazen an den nächste Jore wäerte kréien.

Mä bei deenen, déi mer à plein temps maachen, Zäit, déi se awer och iwwer Stagen am Betrib kënne verbréngen, déi extrem wichteg ass, och do stellt d'Fro sech awer no enger Indemniséierung vun deene Stagen. An och déi Fro vläicht generell am Kontext vun enger Analys vun de Stagen, vun engem rechtleche Kader vun enger Rei vu Stagen, déi mer net nëmmen an der Formation professionnelle maachen, mä och an aneren Domäner maachen, déi stellt sech. Och dat ass nach e Chantier fir d'Zukunft.

Et ass zu Recht gesot ginn: Wat maache mer mat deene Leit, déi vu baussen an de System, an eise Schoulsystem erakommen? Mir hunn haut international Filièren um Niveau ES, EST. Mir hunn näischt an der Formation professionnelle. Dat ass e Lach an eiser ëffentlecher Schoul. Ech géif dat och ganz gäre fëllen. Do musse mer méi aktiv ginn: souwisou och fir eis résident Populatioun méi Formatiounen ubidden, francophone Formatiounen ubidden an der Formation professionnelle. Mä och zum Beispill fir deen, deen aus der internationaler Communautéit hei zu Lëtzebuerg ass, deen eng Europaschoul besicht, deen eng aner international Schoul besicht, deen och déi international Schoulen, déi mer wëllen an der ëffentlecher Schoul ubidden, déi Filièrë besicht an do net weiderkënnt, datt mer deem d'Méiglechkeet ginn, och eng Formation professionnelle ze maachen. Do musse mer mat eise Lycée-techniquë schwätzen, wéi mer dat an den nächste Jore schrëttweis kënnen ubidden.

Et ass eng aner Fro gestallt gi vun der Evaluatioun. Ech denken, mir sinn hei, well mer d'Urgence hunn, net an der Situatioun, datt mer dee ganze System elo kënnen evaluéieren. Mir hunn eng Evaluatioun gemaach am Gespréich, am Gespréich mat de Leit, am Gespréich mat den Akteure vum Terrain. An ech mengen, mir hu se alleguerten hei zesumme gemaach, well alles dat, wat de Mëtten op dëser Plaz hei gesot ginn ass, dat ass eng grouss Evaluatioun vun deem Gesetz vun 2008. A mir hunn e gemeinsame Constat gemaach, datt mer eng Rei vu Saache mussen änneren.

Wa mer elo soen, mir mussen nach eng wëssenschaftlech Evaluatioun vum System vun haut maachen, a mer änneren duerfir net a mer waarden nach zwee Joer, denken ech, datt dat sécherlech net bénéfique ass fir déi Generatioun, déi haut ënnerwee ass, an déi, déi mer gären an d'Formation professionnelle eran hätten.

Evaluatioun ass awer wichteg. Bei der Evaluatioun ass fir mech virun allem wichteg, datt mer d'Qualitéit vun der Ausbildung eng Kéier evaluéieren, datt mer kënne ganz kloer soen: Jo, wann een deen dote Wee gaangen ass an et huet een herno säin Diplom am Grapp, ob dat e CCP ass, en DAP oder en Techniker, dann huet een eppes am Grapp, wat e Wäert huet. Dat solle mer eng Kéier evaluéiere loossen.

Dat wäerte mer och mat der Uni Lëtzebuerg maachen an do solle mer eis dann och drop baséieren. Well finalement geet et dorobber: Mir hunn alleguerten de Mëtten hei gesot, mir mussen d'Formation professionnelle e Stéck wäit eropzéien am Niveau, an der Approche, wéi mer se gesinn a wéi se dobaussen och gesi gëtt. Dat kënne mer doduerjer maachen, well ech fest der Iwwerzeegung sinn, datt de modulare System en usprochsvolle System ass par rapport zu villen anere Systemer, déi mer an anere Formatiounsweeër heiansdo ubidden.

Wa mer dat maachen, dann hu mer nach net alles gemaach. Mir sollen driwwer nodenken, wéi mer den Trapesystem kënne stäerken, datt ee vum CCP op den DAP op den Techniker an dann och op d'Uni kënnt, wéi mer dee Rhythmus do nach méi staark kënnen akzentuéieren.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Mir sollen driwwer nodenken, ob mer net dual BTSen ubidden. Eppes, wat ganz no bei de Betriber ass, ganz no beim Aarbechtsmaart ass, ganz no beim Besoin ass, a fir och iwwert deen dote Wee d'Iddi vun der Dualitéit um Niveau vum BTS kënnen ze maachen.

Mir sollen eis d'Fro stellen: Firwat décrochéieren der esou vill? Ech mengen net, datt et nëmmen e Problem ass, deen unique ass fir d'Formation professionnelle oder deen duerch d'Organisatiounsweis vun der Formation professionnelle bedéngt ass. Ech denken, datt et e generelle Problem ass. Mir mussen eis déi Schüler ukucken, déi décrochéieren. Mir mussen eis hiert Emfeld ukucken, wou, firwat se décrochéieren. Da fanne mer vläicht och Äntwerten dorobber, wou mer hinne besser kënnen hëllefen.

E Stéchwuert ass gefall vum Interpellant, dat géif ech gäre mathuelen: d'Inklusioun. D'Inklusioun: Wat maache mer mat Leit, déi eng Behënnerung hunn, déi en Defizit hunn? Wéi kréie mer déi och an d'Formation professionnelle eran?

Ech weess aus menger Erfahrung als Buergermeeschter, datt Eltere mat jonke Leit oft verzweifelt bei engem opgetaucht sinn an datt dann d'Gemeng dee Leschten nach war, dee sech iwwerhaapt d'Fro gestallt huet: Jo, wëll ech engem jonke Mënsch eng Chance ginn, eng Léier ze maachen?

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech denken, datt dat doten en Thema ass, wou mer musse kucken, jonk Leit, déi eng Behënnerung hunn, och iwwert deen dote Wee an eng qualifizéierend Ausbildung eranzekréien.

Eng aner Fro, déi sech nach stellt, wou mer och mussen driwwer nodenken, an et si schonn eng Rei vun Iwwerleeunge gefouert ginn: Wat maache mer mat deem, dee vläicht décrochéiert ass an am Laf vum Joer erëm iwwerleet, jo, ech wëll zréck an d'Schoul goen? D'Formatioun fänkt awer zu engem fixen Zäitpunkt un, d'Formation professionnelle. E weess vläicht hoergenee, wat en elo wëllt maachen, mä et geet net, op jidde Fall net direkt. Waart deen nach dräi Méint, sechs Méint, néng Méint? Musse mer deem net eng Iwwergangsléisung ubidden, fir datt mer en an der Schoul halen, bei der Staang halen, amplaz datt mer en eigentlech an der Dier erëm ëmdréien a fortschécken?

D'Fro stellt sech, an do si mer akut amgaangen, och driwwer nozedenken, well ech selwer op der Foire de l'étudiant vun enger ganzer Rei vu Leit drop ugeschwat gi sinn, fir déi, déi elo - well mer de Kompetenzsystem hunn, d'Bewäertung iwwer Kompetenzen hunn -, déi elo den Techniker gemaach hunn, déi dann an d'Ausland wëlle studéiere goen an e Fach, wou en Numerus clausus ass: Wéi gëtt dat opgeholl, wéi gëtt et ëmgerechent? Do musse mer, mengen ech, nach driwwer nodenken, fir och dat gutt geregelt ze kréien am Interessi vun deene Jonken, déi wëlle mam Techniker weider studéiere goen.

An eng lescht Iwwerleeung, déi ech nach einfach wëll an de Raum stellen, dat ass: Musse mer net méi staark och mat den Entreprisen zesummen op de Wee goe vun iwwerbetriiblechen Ausbildungszentren?

Et gëtt eng Rei vun Entreprisen, déi an hirer Spart, do, wou si ausbilden, haut eigentlech net méi alles kënnen ausbilden, wat gefrot ass, fir eng gutt, eng komplett Ausbildung kënnen unzebidden. Missten net och do d'Entreprisë sech zesummesetzen? Misste mer dat net och encouragéieren an encadréieren, fir datt mer iwwerbetriiblech Ausbildungszentre géife kréien, fir do wierklech um Topniveau, op Topmaterial an all deene Beräicher, déi fir d'Ausbildung noutwendeg sinn, och kënnen auszebilden?

Dir gesitt, datt och mat deem Projet de loi, dee mer geschriwwen hunn, dee mer an den nächsten Deeg wäerten duerch de Regierungsrot huelen an hei an d'Chamber wäerten erabréngen, nach net dat lescht Wuert geschwat ass, datt nach munches ze iwwerleeën ass, fir d'Formation professionnelle dohinner ze kréien, wou mer se gären hätten.

Ech sinn awer fest dovun iwwerzeegt, datt dat eis geléngt, wa mer och net ëmmer nëmmen dat Negativt gesinn, mä och dann dat Positivt gesinn doranner. Et gëtt haut Positives. Ech denken, datt mer mat deene Schrëtt, déi mer elo direkt kënnen d'nächst Joer goen, nach munches wäerte verbesseren. An och duerno bleift nach e Potenzial no uewen. Mä kommt, mir schwätzen och doriwwer!

Ech wëll och an deem Kontext de Beruffskummeren e ganz grousse Merci soe fir hir stänneg Begleedung eigentlech an dësem Dossier, den Direktiounen an och ganz vill den Enseignanten, déi eis wierklech hei mat op d'Spréng gehollef hunn.

An duerfir awer och nach eng Kéier dem Interpellant Merci fir d'Initiativ, datt mer och an dësem Kontext nach eng Kéier konnten doriwwer schwätzen an och kloermaachen, wou mer haut stinn a wou mer wëllen higoen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Madame Hansen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech hätt effektiv ze vill Froe gestallt, fir iwwerall eng Äntwert ze hunn. Mä ech hunn awer nach zwou dréngend Froen an ech wollt froen, ob ech déi nach kéint stellen. Eng Minutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir sinn eigentlech um...

(Brouhaha)

Mä Dir kënnt, jo, also...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech ka se stellen. Dat Éischt ass wierklech dréngend fir déi Schüler, déi elo fäerdeg ginn a fir déi déi véier Joer u sech scho laanscht sinn: Déi mussen an der Formation continue d'Méiglechkeet kréien, fir hiren Diplom nozemaachen. Ech wollt froen, ob dat schonn organiséiert ass respektiv wéini datt do Informatiounen erauskommen.

An dat anert war d'Fro vun der Sécherheet am Kader vun der Protection des jeunes, ob do d'Beruffskummeren informéiert sinn, datt si do mussen eng Derogatioun froen.

Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Also, ech kann Iech elo net präzis op déi zwou Froen do äntwerten. Ech huelen dat doten awer gäre mat an ech beäntwerten et an den nächsten Deeg, well ech gär korrekt Informatioune ginn. Dat wësst Der, doriwwer hu mer scho geschwat. Dir braucht se net opzeschreiwen dës Kéier.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci.

(Hilarité)

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech huele se esou mat.

Dir hutt ganz vill präzis Froe gestallt, dat stëmmt, dat éiert Iech. Dir waart ganz preparéiert och dorobber. Dir hutt mat ville Leit bestëmmt och geschwat am Virfeld vun dëser Debatt.

Dir hutt awer och eppes Wichteges gesot gehat. Dir hutt gesot gehat, datt mer missten den Dialog fleegen: mat den Enseignanten, mat den Direktiounen, mat de Beruffskummeren. Duerfir hunn ech op vill Froen hei net direkt eng präzis Äntwert ginn, well ech denken, datt op villem, wat Der hei opgeworf hutt, grad deen Dialog do muss och gefleegt ginn, ier d'Politik eng präzis Äntwert ka ginn, fir datt mer och do d'Kompetenzen e Stéck wäit bei déi kënne verlageren, déi wëssen, wat leeft um Terrain.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

(Interruption)

Awer ganz, ganz kuerz, Här Turpel! Mir sinn um Enn vun der Debatt ukomm.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech wollt Parole après ministre froen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir frot Parole après ministre? Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech sinn awer frou, datt ech d'Méiglechkeet kréien, fir e puer Saachen ze soen. Fir d'Éischt Merci allen Intervenanten, déi zu der Problematik geschwat hunn.

D'Fro, déi ech mer am Ufank gestallt hunn: Ass den Zäitpunkt e gënschtegen, fir elo doriwwer ze diskutéieren? Eigentlech, mengen ech, war et e gudden Zäitpunkt, well déi néidegst Mesuren, déi um Terrain konnte geholl ginn, wat e bësse versicht huet, dat riichtzebéien, wat riichtzebéie war, elo ëmgesat sinn. A well elo de Moment do ass, wou dat neit Gesetz, wou d'Reform vun der Reform soll gemaach ginn, ass dat u sech eng gutt Saach.

Dat Zweet, dat ass: De Minister sot, esou grouss Debatten, déi kéinten och dozou bäidroen, d'Leit dobaussen, och d'Elteren ze veronsécheren. Ech mengen, d'Ausriichtung vun allen Intervenanten hei war awer just de Géigendeel: fir d'Revaloriséierung vun de Beruffer a fir méi Unerkennung ze brénge fir déi Leit, déi doranner schaffen, déi sech do ausbilde loossen. An dat schéngt mer eng gutt Saach ze sinn.

Sommaire des séances publiques nos 8, 9 et 10

8e séance

Ouverture de la séance publique p. 114

Communications p. 114

Ordre du jour p. 114

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes p. 114-119

6664 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008 p. 119-120

9e séance

Ouverture de la séance publique p. 120

Mots de bienvenue aux membres de la délégation du parlement de Rhénanie-Palatinat p. 120

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 120-132

Programmation des réunions de commission p. 132

Question élargie n°3 de M. Claude Adam sur les réfugiés et les demandeurs de protection internationale p. 133-134

10e séance

Ouverture de la séance publique p. 134

Ordre du jour p. 134

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la langue luxembourgeoise p. 134-144

6746 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole p. 144

Interpellation de M. Justin Turpel sur la formation professionnelle p. 144-153

Déi drëtt Saach ass déi, wou de Minister gesot huet, datt eigentlech dat meescht um Terrain misst geschéien. Et ass e bëssen d'Tendenz heiansdo, fir hinzegoen an ze soen, d'Enseignanten an d'Moyenen um Terrain, d'Methoden, dat wieren déi, déi ausschlaggebend sinn. Ech tendéieren e bëssen zu deem Emgedréiten, nämlech fir ze soen, datt d'Rahmebedéngunge gradesou wichteg sinn a mir d'Viraussetzunge musse schafen, fir datt eng Optimiséierung ka geschéien um Terrain. An do ass vill ze maachen an déi Richtung vun deem, wat hei gesot ginn ass.

Wat ech ganz staark begréissen, an ech hoffen, datt mer do vläicht méi wäit kommen, dat ass dat, wat de Minister gesot huet, datt jiddwereen ab 15 Joer eigentlech soll an eng Ausbildung kommen an datt och beim Stat a beim Parastat - dat war jo ee vun de Problemer - missten effektiv genuch Plaze geschafe ginn. Mä ech géif emol primär soen, datt all 15-Jährege soll primär emol an eng Dixième plein-temps kommen, well mer do d'Méiglechkeet hunn, fir se iwwerhaapt emol zesummen ze hunn an net direkt an e Betrib ze schécken, a fir do Viraussetzungen ze schafen iwwer och dat, wat d'Orientéierung ugeet, datt do villes méiglech ass.

Wat de Minister gesot huet iwwert de Mindestloun, do wier ech ganz virsiichteg. Mir revaloriséieren net déi manuell Beruffer doduerch, datt mer se devaloriséieren an der Pai. Mir hu souwisou e Problem vun niddrege Léin an deem Beräich a mir sollten net ze vill nach an déi Richtung goen.

En anere Punkt ass dee vun de Modullen, wou mer eis, mengen ech, och eens sinn, datt muss dru geschafft ginn. Ech wëll just soen, datt d'Madame Hansen mech do falsch verstanen hat. D'Projets intégrés sinn déi, déi wierklech interdisziplinaresch, fächeriwwergräifend sinn, déi sollen ausgebaut ginn, an do ass villes méiglech, wat noutwendeg ass.

Dat Fréi-Ufänken, wat d'Orientéierung ugeet: Ech fannen, do muss ee wierklech seriö driwwer diskutéieren, och iwwert déi Assessment-Centren, déi eventuell solle geschafe ginn. Ech mengen, wat ganz wichteg ass, dat ass, datt mer fréi e Mix hu vu verschiddenen Aktivitéiten, vun handwierklechen Aktivitéiten, vu Sproochen, vu Fuerschung, an datt mer déi Jugendlech an d'Schüler mat deem Mix konfrontéieren, fir datt se léieren, sech zurechtzefannen a sech selwer ze orientéiere par rapport zu hire Virstellungen a vun deem, wat se interesséiert.

Ganz interessant fannen ech, datt elo dat, wat 2008 schonn diskutéiert ginn ass, eng Maison de l'orientation, soll undiskutéiert ginn. Ech mengen, wa mer de Projet de loi kréien, wäerte mer doriwwer diskutéieren.

Wat d'Décrochagen ugeet: Fir d'Schüler méi laang an der Schoul ze halen, dat ass keng einfach Saach. Mä ech fannen d'Approche awer richteg. Mir mussen och oppassen, datt mer do net ADEM a Schoul géinteneen ausspillen.

Een Thema, op dee mer sécher mussen zréckkommen, dat ass dee vun der Behënnerung. Ech si frou, datt dat esou gesi gëtt!

An dann dee leschte Punkt, dat ass deen: Mir mussen awer och trotzdeem eng Kéier driwwer diskutéieren, wat de Bäitrag ass, deen d'Betriber reell musse leeschten! Et kann net sinn, datt ëmmer méi Léierbuden zougemaach ginn, an da schwätze mer vun iwwerbetriiblechen Ausbildungszentren. Mä iwwerbetriiblech Ausbildungszentren, dat kann awer e Bäitrag si vun de Betriber, fir ebe just an déi Richtung ze goe vun deem, wat mer gären hätten.

D'Fro, déi ech mer gestallt hunn natierlech, dat ass, wéi ee soll verfueren an där Debatt hei, mat Motioun oder net, dat heescht, fir datt d'Debatt nohalteg ass. Ech mengen an ech hoffen awer, datt déi Debatt hei derzou bäigedroen huet, datt all déi Aspekter do an d'Iwwerleeung vum Projet de loi mat erafléissen.

Ech mengen, iwwert d'Evaluatioun si mer eis eens: Déi ass hei gemaach, ech kann dat nëmmen nach eng Kéier widderhuelen. Wann d'Partner um Terrain a mir eis hei eens sinn, datt wierklech dréngenden Handlungsbedarf ass a mir wëssen, a wéi eng Richtung datt mer ginn, da solle mer d'Richtung diskutéieren. An déi grouss Evaluatioun, déi muss da vun der Uni herno gemaach ginn.

An ech hoffen, wa mer de Projet de loi dann hei kréien, datt deenen Iwwerleeungen, déi hei virkomm sinn, Rechnung gedroen ass an datt mer dann déi konstruktiv Diskussioun kënne weiderféieren.

An deem Sënn soen ech nach eng Kéier allen Intervenantë Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Dozou nach eng Reaktioun vum Minister? Dat ass net de Fall.

Ech soen Iech Merci fir déi gutt argumentéiert Debatte vun de Mëtten. Dir hutt gesinn, dass mer dat neit Reglement schonn applizéiert hunn, wat de Fong ugeet. An ech géif awer mengen, dass mer nach eng Kéier missten driwwer diskutéieren, wat dann no Oflaf vun den Diskussioune kënnt, fir dass mer dann net all Kéiers nach an d'Parole après ministre eramünden.

Villmools Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.25 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 4** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Question parlementaire posée au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0551	Roy Reding	Statistiques sur les cambriolages au Luxembourg
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
0641 cf. 0656	Sylvie Andrich-Duval	Stérilisation
0642	Sylvie Andrich-Duval	Cancer colorectal
0643	Laurent Mosar	Utilisation de bombes à sous-munitions par l'armée ukrainienne
0646	Diane Adehm, Gilles Roth	Site Internet www.budget.lu
0647	Claude Wiseler	Application de la TVA logement dans le temps
0648	André Bauler	Inventaire du patrimoine architectural
0650	Josée Lorsché	Vaccin contre les papillomavirus humains
0651	André Bauler	Pénurie d'enseignants spécialisés
0652	Marc Angel	Fouilles archéologiques
0653	Diane Adehm, Gilles Roth	Impact de la TVA logement sur la construction d'un logement d'habitation principale dans le chef du propriétaire
0655	Marco Schank	Nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10
0656 cf. 0641	Claudia Dall'Agnol	Refus de prise en charge par l'assurance maladie de stérilisations tubaires
0657	Laurent Mosar	Trafic aérien au-dessus de la région occupée par la milice terroriste «État islamique»
0659	Roy Reding	Attestation de l'intermédiaire dans le cadre d'une vente immobilière
0660	Justin Turpel	Organisation de la coupe du monde de football et conditions des travailleurs migrants au Qatar
0661	Octavie Modert, Marc Lies	Newsletter sur des thèmes du logement
0662	Françoise Hetto-Gaasch	Absence du secteur touristique dans le Bilan compétitivité
0663	André Bauler, Edy Mertens	Giratoire près du Fridhaff
0664	Diane Adehm, Gilles Roth	Baisse des droits d'accises sur les cigarettes
0666	Marco Schank	Situation de parking et de stationnement devant la gare d'Ettelbruck
0667	Cécile Hemmen	CV anonyme
0668	Laurent Mosar	Accord entre l'Ukraine et la Russie au sujet du gaz
0669	Gusty Graas	École de police
0670	Justin Turpel	Opération Mare Nostrum par la marine militaire italienne en Méditerranée
0671	Fernand Kartheiser	Coopération
0672	Marc Angel	Accès au réseau téléphonique public
0673	Serge Wilmes	Création d'un fonds souverain intergénérationnel
0674	Claude Wiseler	Baisse des droits d'accises sur les cigarettes
0675	Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf	Ebola
0676	Marc Spautz	Moulin Bestgen à Schifflange
0678	Fernand Kartheiser	Législation sur les drones
0679	Diane Adehm, Gilles Roth	Allocations familiales
0680	Laurent Mosar, Gilles Roth	Politique fiscale du Gouvernement
0681	Serge Wilmes	Cargolux
0682	André Bauler	Centre régional de secours au niveau de la Nordstad
0683	Cécile Hemmen	Situation des demandeurs d'asile
0684	Marc Spautz, Octavie Modert	Fermeture hivernale du musée «Dräi Eechelen»
0685	Roy Reding	Papier timbre utilisé par les notaires
0686	Cécile Hemmen	«Global Gender Gap Report 2014»
0687	Sylvie Andrich-Duval, Jean-Marie Halsdorf	Médicaments antipsychotiques
0688	Claudia Dall'Agnol	Étudiants en médecine
0689	Franz Fayot	Institut d'Histoire du temps présent
0690	Aly Kaes	Droit de préemption
0691	Claudia Dall'Agnol	Infirmiers et autres professionnels de santé engagés comme volontaires auprès de la protection civile ou du service ambulances
0692	Claude Adam	Cours intégrés en langue et culture portugaise
0693 cf. 0701 et 0722	Martine Hansen	Urgences pédiatriques dans la région du Nord
0694	Gilles Roth, Laurent Mosar	Transposition de la directive 2013/11/UE
0695	Nancy Arendt	Transport scolaire
0696	Justin Turpel	Réaction du Gouvernement au courrier de l'ICIJ sur la publication imminente de ses recherches sur les «Tax Rulings» du Luxembourg
0697	Martine Hansen	École européenne à Differdange
0698	Martine Hansen	Éventuelles économies d'électricité
0699	Diane Adehm, Gilles Roth	Achat d'un avion militaire du type A400
0700	Marc Spautz	Aide au réemploi
0701 cf. 0693 et 0722	Léon Gloden	Service de permanence/urgence dans la «Kannerklinik»
0702	Roy Reding	Construction en zone verte
0703	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Neutralité de l'internet
0706	Fernand Kartheiser	Remboursement complémentaire de soins de santé par la caisse de santé/maladie
0707	Martine Hansen	Accès des diplômés de la formation professionnelle aux études universitaires à l'étranger
0708	Martine Hansen	Nouvelle grille horaire dans l'enseignement fondamental
0709	Roy Reding	«Tax Ruling»
0710	Justin Turpel	Transparence des informations relatives aux subventions et conventions entre l'État et d'autres entités associatives
0712	Gusty Graas	Sacs plastiques non recyclables
0713	Sylvie Andrich-Duval	Conditions d'attribution des aides financières de l'État (bourses d'étudiant) pour études supérieures
0714	Georges Engel, Roger Negri	Contrôle aérien
0715	Fernand Kartheiser	«The global slavery index 2014»
0716	Fernand Kartheiser	Prévention contre le virus du papillome humain (VPH)
0717	Roy Reding	Accidents entre Waldhaff et Senningerberg
0721	Max Hahn	Contournement de Dippach-Gare
0722 cf. 0693 et 0701	Nancy Arendt	Permanences et urgences pédiatriques

Question 0551 (29.09.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **statistiques sur les cambriolages au Luxembourg:**

Wéi an der Press ze liese war, ass laut Statec an de leschte fënnef Joer an all zéngtem Haus hei am Land agebrach ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Fënnt de Minister net och, datt dat erschreckend Zuele sinn?

2. Wéi vill Abréch goufen an deemselwechten Zäitraum déi lescht fënnef Joer opgekläert?

3. Wéi vill Täter konnten ermëttelt ginn?

4. Wéi vill vun deenen Täter koumen an Untersuchungshaft?

5. Wéi vill vun den Täter goufe viru Geriicht gestallt a wat fir eng Strofe goufe géint se verhaangen?

Réponse complémentaire (22.12.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Statistiques sur les affaires de vol aggrave commis sans violence ou sans arme, ou sans menace de recourir à la violence ou à une arme contre une personne (Catégorie ECRIS)

Les données utilisées proviennent du domaine «condamnation» de la base de données statistique. Elles reflètent l'état des enregistrements dans JUCHA au 18 novembre 2013.

Tableau 1: Nombre d'inscriptions et nombre de personnes inscrites au casier judiciaire par année de décision et type de registre.

Il s'agit des inscriptions définitives.

Registre	Nombre d'inscriptions				Nombre de personnes inscrites			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Casier judiciaire	193	188	204	100	179	172	196	97
Jeunesse	12	8	3	3	12	8	3	3
Total général	205	196	207	103	191	180	199	100

Lorsque le nombre de personnes inscrites est supérieur au nombre d'inscriptions, cela signifie qu'une même personne a fait l'objet de multiples inscriptions.

Les tableaux suivants décrivent uniquement les personnes inscrites au registre «casier judiciaire».

Tableau 2: Nombre d'inscriptions au casier judiciaire par année et par nature de peine

Nature de la peine	Année				Total général
	2010	2011	2012	2013	
Amende	81	84	82	39	286
Confiscation				2	2
Interdiction de cabaret		1			1
Interdiction de conduire	6	9	6	1	22
Travaux d'intérêt général	16	13	27	10	66
Emprisonnement	174	168	176	80	567
Réclusion	1	5		2	8
Autre peine	18	21	20	7	66
Peine non précisée		2	1	1	4
Total général	296	303	312	141	1.052

En 2010 il y a eu cent soixante-deux condamnations à une peine de prison.

Le total par année représente la somme des peines prononcées.

Étant donné qu'une condamnation peut comporter plusieurs peines, il est normal que cette somme soit supérieure à la somme des condamnations prononcées.

3: Nombre d'inscriptions et nombre de personnes inscrites à une peine privative de liberté

Tableau 3.1: Réclusion criminelle

Réclusion criminelle						
Durée de la peine / type de sursis	Nombre d'inscriptions			Nombre de personnes inscrites		
	2010	2011	2013	2010	2011	2013
5 à moins de 10 ans	1	2	2	1	2	2
dont ferme	1	2		1	2	
dont sursis probatoire partiel			2			2
dont sursis simple partiel						
10 à moins de 15 ans						
dont ferme		2			2	
dont sursis probatoire partiel		2			2	
20 ans et plus		1			1	
dont ferme		1			1	
Total général	1	5	2	1	5	2

Tableau 3.2: Emprisonnement

Emprisonnement								
Durée de la peine / type de sursis	Nombre d'inscriptions				Nombre de personnes inscrites			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
moins de 1 an	81	84	99	41	78	79	98	40
ferme	30	38	40	16	27	35	39	15
sursis probatoire partiel		1	1			1	1	
sursis probatoire total	5	4	9	5	5	4	9	5
sursis simple partiel	7	8	9	4	7	8	9	4
1 à moins de 3 ans	57	59	59	32	55	58	59	32
ferme	32	36	33	14	30	35	33	14
sursis probatoire partiel	2	2	2		2	2	2	
sursis probatoire total	2	6	4	1	2	6	4	1
sursis simple partiel	13	6	15	12	13	6	15	12
sursis simple total	8	9	5	5	8	9	5	5
3 à moins de 5 ans	16	12	6	4	16	12	6	4
ferme	5	7	2	2	5	7	2	2
sursis probatoire partiel	2	2	1		2	2	1	
sursis probatoire total	1				1			
sursis simple partiel	8	3	3	1	8	3	3	1
sursis simple total				1				1
5 à moins de 10 ans	8	5	4	1	8	5	4	1
ferme		2	1			2	1	
sursis probatoire partiel								
sursis probatoire total	1				1			
sursis simple partiel	7	3	3	1	7	3	3	1
Durée non renseignée	12	8	8	2	12	8	8	2
ferme	12	8	8	2	12	8	8	2
Total général	174	168	176	80	169	162	175	79

Question 0641 (21.10.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **stérilisation:**

Dans les années 70, les femmes ont lutté pour que la stérilisation soit dépénalisée et couverte par la Caisse Nationale de Santé. Depuis le début de cette année, et de façon inattendue et sans préavis, presque toutes les demandes de remboursement de la stérilisation ont été rejetées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Par quel argument le coût de la stérilisation n'est plus couvert par la Caisse Nationale de Santé?

Question 0656 (27.10.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **refus de prise en charge par l'assurance maladie de stérilisations tubaires:**

Il me revient que dans plusieurs cas, des femmes se sont vues refuser la prise en charge par l'assurance maladie d'une stérilisation tubaire. L'argumentation avancée par l'assurance maladie aurait toujours été la même, à savoir «l'absence d'indication médicale faisant état de la contre-indication médicale à une grossesse dans la mesure où elle risquerait de créer un préjudice anormalement élevé pour la santé voire même un risque vital pour la mère et/ou pour l'enfant à naître».

Or, d'après mes informations, auraient été concernées par les refus précités notamment une femme atteinte de sclérose en plaques à mobilité très fortement réduite, une femme ayant déjà subi quatre césariennes, ainsi qu'une femme ayant déjà onze enfants. Cependant, dans le premier cas, toute prise de médicaments supplémentaire (aux prises de médicaments dans le cadre de la pathologie précitée) représente une diminution additionnelle de la qualité de vie.

Dans le deuxième cas, chaque grossesse supplémentaire est synonyme d'un danger considérable pour la vie de la mère, tout en sachant que 8% des femmes ayant (correctement) recours à des méthodes de contraception usuelles, tombent enceintes.

Dans le troisième cas enfin, neuf des onze enfants ont dû être placés dans des familles d'accueil et il semble indéniable que la mère a des problèmes quant à l'utilisation correcte des moyens de contraception usuels. Outre la souffrance humaine engendrée par cette situation, le coût pour le placement des enfants dépasse de loin celui d'une stérilisation.

En dépit de ces arguments, l'assurance maladie s'est limitée dans ces trois cas de figure, à recommander aux femmes de recourir à des méthodes de contraception «classiques».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, ne juge-t-il pas que dans le contexte de la prise en charge d'une stérilisation tubaire, une interprétation «au cas-par-cas» moins restrictive pourrait s'avérer utile?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas contradictoire le fait qu'une interruption volontaire de grossesse (cette dernière pouvant être due à une «panne» de contraception) soit dans tous les cas de figure remboursée par l'assurance maladie, contrairement à une stérilisation tubaire en absence d'indication médicale stricte?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que selon les cas, la prise en charge d'une stérilisation revient à moyen et à long terme moins cher - en matière financière et sociale - que le refus du remboursement?

Réponse (28.11.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dispositions réglementaires et statutaires à la base de la décision du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS)

La prise en charge de la stérilisation tubaire est prévue sous les codes 6G91 et 6G92 de la nomenclature des actes et services des médecins. Les deux actes sont libellés comme suit: intervention sur les trompes avec stérilisation sur indication médicale- APCM (6G91) et intervention sur les trompes avec stérilisation sur indication médicale, en post-partum par laparotomie - APCM (6G92).

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Il en résulte donc qu'aux termes de la nomenclature, l'intervention, pour être prise en charge par l'assurance maladie, doit être justifiée par une indication médicale et autorisée par le CMSS.

Depuis le 12 mai 2014, l'annexe C des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) comporte en outre un point 3 disposant que:

«- La demande d'autorisation est accompagnée d'un dossier à l'appui détaillant l'indication médicale justifiant la prise en charge par l'assurance maladie de la stérilisation tubaire. Cette indication médicale doit obligatoirement faire état de la contre-indication médicale à une grossesse dans la mesure où elle risquerait de créer un préjudice anormalement élevé pour la santé voire même un risque vital pour la mère et/ou pour l'enfant à naître.

- L'absence d'un désir de maternité ou le seul souhait d'interrompre la fertilité pour des motifs non médicaux ne justifient pas la prise en charge des interventions 6G91 et 6G92. Il en est de même des intolérances ou des contre-indications aux contraceptions hormonales ou dispositifs intra-utérins si la stérilisation tubaire était réalisée dans le seul but de suppléer aux autres moyens de contraception dans le cadre de la planification familiale.»

Cette modification des statuts visait à objectiver et à préciser les critères d'appréciation des dossiers en matière de stérilisation tubaire sur indication médicale, afin d'éviter la prise en charge d'actes de pure convenance. Ainsi, il est précisé que des considérations de planification familiale, motivées ou non par des considérations financières ou socio-économiques, ne peuvent justifier la prise en charge d'actes médicaux par la CNS.

Il faut cependant rappeler que, déjà antérieurement à cet ajout au niveau des statuts de la CNS, la définition des deux actes au niveau de la nomenclature prévoyait qu'une indication médicale était nécessaire à un accord de la part du CMSS.

Évolution des actes 6G91 et 6G92 depuis 2008

Le tableau ci-dessous qui reprend le nombre d'actes 6G91 et 6G92 pris en charge du 01.01.2008 au 31.12.2013 montre qu'il n'y a eu que peu d'évolution au niveau du nombre de stérilisations effectuées au cours des dernières années.

		Nombre d'actes						Nombre de patients					
Acte	DESIGNATION	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
6G91	Intervention sur les trompes avec stérilisation sur indication médicale	206	252	214	224	197	210	206	251	214	224	197	210
6G92	Intervention sur les trompes avec stérilisation sur indication médicale, en post-partum par la parotomie-APCM	57	49	45	46	47	69	56	49	45	46	47	69
Total		263	301	259	270	244	279	262	300	259	270	243	279

Depuis le 1er janvier 2014, 332 demandes de prise en charge d'une stérilisation tubaire ont été adressées à la CNS; 236 ont été accordées et 96 de ces demandes se sont vues refuser la prise en charge par l'assurance maladie. Il n'y a donc quasiment pas de différence au niveau du nombre d'accords préalables exprimés par le CMSS, malgré la modification des statuts.

La possibilité du recours contre la décision présidentielle de la CNS

Les refus de prise en charge sont émis sous forme de décision administrative précisant que, le cas échéant, une décision susceptible de recours peut être obtenue. À ce jour, toutefois, aucune décision susceptible de recours n'a été demandée. Comme toute phase de transition est susceptible de connaître des aléas, ceci tant de la part des médecins demandeurs que des médecins-conseils, il convient de noter qu'il est loisible à la femme ayant accusé une réponse négative de la part des institutions de sécurité sociale d'y faire opposition, documents médicaux à l'appui. Au niveau du CMSS est alors déclenchée une procédure de réévaluation du dossier médical aboutissant à un nouvel avis médical servant de base à la décision de la CNS. Il convient aussi de noter que ni le CMSS ni la CNS n'ont refusé de réexaminer un dossier suite à une intervention circonstanciée du médecin prescripteur.

L'analyse des trois cas d'espèce énoncés par Mesdames et Monsieur les Députés

Suivant informations recueillies auprès du CMSS et de la CNS, des cas similaires à ceux énoncés par Mesdames et Monsieur les Députés ont bien été portés à la connaissance du CMSS pour accord préalable.

Sans trop vouloir entrer dans le détail des cas précis dont le CMSS a été saisi, il faut constater que dans chacun des cas qui pourraient y être assimilés, il manquait sur le certificat médical les indications médicales claires et précises comparables aux indications scientifiques à la base d'un avis positif de la part du CMSS.

En effet, dans le cadre de son analyse des dossiers médicaux relatifs à la demande d'une stérilisation tubaire, le CMSS se base sur des critères d'indications médicales tels que: pathologies graves de la grossesse (éclampsie ou prééclampsie; syndrome HELLP; etc.) dûment documentées; médication à potentiel tératogène illimitée dans le temps; pathologie de la femme enceinte risquant de se détériorer, voire de récidiver par une nouvelle grossesse, voire de porter préjudice à la santé de l'enfant; thrombophilie dûment documentée; pathologie psychiatrique en relation avec la grossesse ou aggravée par celle-ci, prématurité dûment documentée; conseil génétique; etc. Si les renseignements médicaux font défaut ou ne permettent pas au CMSS de rendre son avis en connaissance de cause, un complément d'information est demandé au gynécologue traitant. Or, un certain nombre de ces demandes restent sans réponse et le dossier en question ne pourra dès lors pas être avisé positivement.

Pour ce qui est des cas d'espèce évoqués par Mesdames et Monsieur les Députés, selon l'avis des experts en la matière la présence d'une sclérose en plaque ne contre-indique pas immédiatement et formellement une grossesse. C'est ainsi que le vice-président du comité médico-scientifique de la Fondation pour l'Aide à la Recherche sur la Sclérose En Plaques (ARSEP), le Professeur Thibault Moreau, chef de service de neurologie au Centre Hospitalier Universitaire de Dijon écrit dans une brochure intitulée «Grossesse et sclérose en plaques»: «Contrairement à ce qui a été dit pendant très longtemps, la grossesse ne semble pas aggraver la SEP. Il faut certes une grande vigilance immédiatement après l'accouchement pour éviter les poussées de postpartum précoces ou au moins pour les traiter rapidement. L'évolution au long terme des malades qui ont eu une ou plusieurs grossesses ne paraît pas plus mauvaise que les patientes sans enfant. Le déroulement de la grossesse, l'accouchement et l'état de santé du nouveau-né sont tout à fait comparables à une population de femmes sans maladie neurologique.»

Il en est de même en cas de stérilisation à la suite de césariennes multiples. Le Collège National des Gynécologues et Obstétriciens français écrit dans sa cinquième partie des «Recommandations pour la pratique clinique» de 2012 au «Chapitre 9: Rupture utérine: Prédiction, Diagnostic et Prise en charge»: «La rupture utérine survient dans 0,1% à 0,5% des utérus cicatriciels... Les données disponibles ne permettent pas de contre-indiquer une grossesse après la survenue d'une rupture utérine (accord professionnel). En cas de nouvelle grossesse, les patientes doivent être clairement informées du risque de récidive de rupture utérine (accord professionnel) et une césarienne programmée est recommandée (accord professionnel).»

Face à ces avis médicaux et face à la législation actuelle, il est difficile pour les médecins conseil du CMSS de donner un avis positif pour la prise en charge d'une stérilisation de ce type. Il n'en est pas autrement pour les cas où une indication sociale (nombre d'enfants, situation financière, etc.) serait à la base de l'avis, alors qu'il n'est pas prévu par les statuts qu'un avis fondé sur des considérations sociales puisse être à la base de l'avis favorable du CMSS.

Cela étant, il est compréhensible qu'une application plus stricte des dispositions réglementaires et statutaires actuelle soit perçue par les affiliées comme une rétrogression, mais la sécurité sociale tient à limiter en principe sa prise en charge aux seuls actes dictés par des raisons médicales. Il n'est donc pas prévu d'introduire des conditions sociales ou socio-économiques dans le dispositif.

Cependant, le programme gouvernemental prévoit l'introduction d'une procédure de décision individuelle permettant, le cas échéant, et au vu d'arguments pertinents, d'attribuer aux patients des prestations pour lesquelles ils ne rempliraient pas, normalement, les conditions légales, réglementaires et/ou statutaires.

Cette nouvelle procédure dont la possibilité de mise en œuvre concrète sera étudiée au cours des prochains mois, pourrait constituer un instrument permettant d'accorder la prise en charge d'une prestation à l'affilié dans des situations où l'ensemble des faits médicaux et psycho-sociaux l'imposeraient comme utile et nécessaire, sans que pour autant l'affilié n'y aurait droit pour des motifs médicaux seuls.

Question 0642 (21.10.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **cancer colorectal:**

Des chercheurs de l'Université du Luxembourg viennent de trouver de nouveaux moyens pour identifier les signes précoces du cancer colorectal particulièrement dangereux. L'excédent ou le déficit de molécules particulières dans le tissu peuvent indiquer le développement de cellules cancéreuses. Ces indicateurs pourraient aider à détecter le cancer colorectal à un stade précoce sans recourir à des techniques de diagnostic invasives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Combien de coloscopies sont réalisées par an chez la population âgée de plus de 50 ans et quelle en est la ventilation hommes/femmes?

- Est-ce que de nouveaux tests de dépistage du cancer colorectal ont été mises au point récemment? Dans l'affirmative, de quels tests s'agit-il?

- Dans la négative, quels tests de dépistage sont actuellement pratiqués au Luxembourg qui permettent une détection précoce de la maladie, le cas échéant?

Actes d'entérologie	Rectoscopies	Colonsc. g	Colonsc. tot
2000	997	2030	6544
2001	1042	2161	6870
2002	1000	2285	8309
2003	949	2311	9465
2004	1011	2076	10075
2005	976	1984	11122
2006	936	2093	10356
2007	960	1994	10921
2008	946	2234	11783
2009	1030	2182	11534
2010	932	2177	11247
2011	924	2159	12574

Dans l'évaluation épidémiologique «Livre Blanc du Cancer Colorectal au Luxembourg» publié par la Direction de la Santé fin 2013, étudiant entre autres l'évolution des actes endoscopiques entre la période 2000 et 2010, les faits suivants ont été recensés:

- Le nombre des rectoscopies investiguant la dernière partie du gros intestin est resté quasi constant.

- Le nombre des colonoscopies gauches investiguant une partie seulement de l'intestin, est lui aussi resté constant au cours de la période étudié.

- Le nombre de colonoscopies totales, investiguant l'entièreté du gros intestin, examen d'excellence pour la détection précoce du cancer colorectal ou de ses précurseurs, les polypes du gros intestin, a presque doublé au cours de la période étudiée; tendance à l'augmentation.

- Ce fait s'explique par les campagnes de sensibilisation pour une détection précoce contre le cancer colorectal, qui ont été régulièrement organisées par de 2002.

En ce qui concerne la ventilation des colonoscopies totales par sexe, on ne remarque pas de différences significatives. En 2011 par exemple, la répartition par sexe étant exactement 50%.

La nomenclature des actes et services des médecins prévoit plusieurs types de coloscopies. Il s'agit des positions 1G71 à 1G76.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'actes 1G71 à 1G76 pris en charge du 01.01.2008 au 10.11.2014 pour les personnes protégées de plus de 50 ans:

Année	Sexe	Nombre de patients
2008	Femme	4.621
	Homme	4.611
2009	Femme	4.534
	Homme	4.500
2010	Femme	4.285
	Homme	4.419
2011	Femme	4.879
	Homme	4.972
2012	Femme	4.979
	Homme	5.243
2013	Femme	5.105
	Homme	5.181
2014	Femme	3.799
	Homme	4.041

Réponse commune (26.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Avant d'entrer dans le détail et pour une meilleure compréhension de la problématique, il s'avère important de définir ce qui suit:

Définition «coloscopie»: dans la nomenclature de la CNS les actes endoscopiques suivants sont recensés:

- rectoscopies (IG66; IG67),

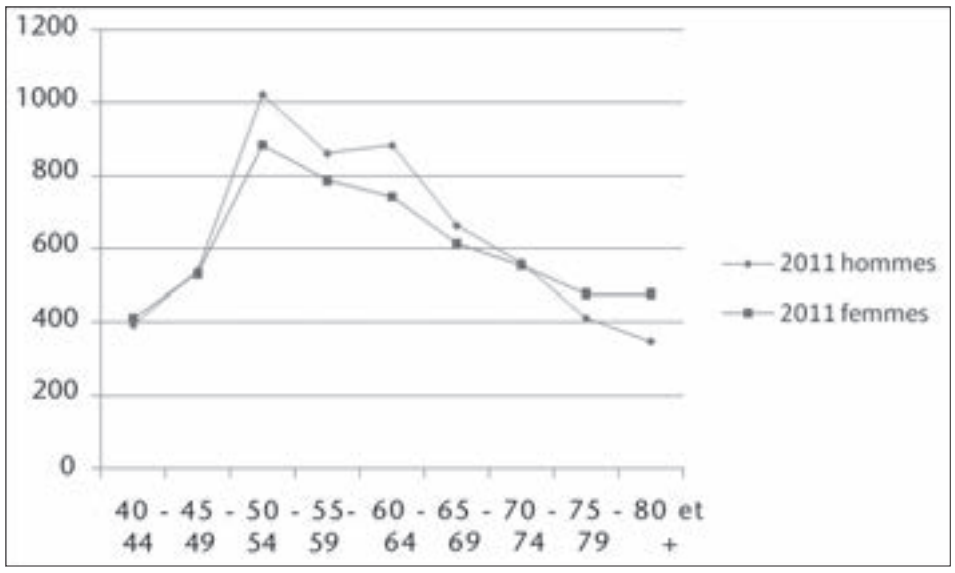
- colonoscopies gauches (IG71, IG72, IG73; IG81),

- colonoscopies totales (IG74, IG75, IG76, IG82).

Les derniers chiffres disponibles actuellement de la CNS sur les endoscopies sont ceux de l'année 2011:

d'Chamber online op
www.chd.lu

Toutefois on remarque une légère différence par sexe et groupe d'âge auquel la colonoscopie est réalisée, remarquant une participation des hommes de 53,3% pour les groupes d'âge entre 50 et 64 ans, par rapport à 46,7% pour les femmes.



Réf.: http://www.sante.public.lu/publications/rester-bonne-sante/cancer-prevention-depistage/livre-blanc-cancer-colorectal-luxembourg/livre-blanc-cancer-colorectal-luxembourg.pdf

Le test de dépistage actuellement pris en charge par l'assurance maladie permettant une détection précoce du cancer colorectal est la recherche de sang sur selles (test Hemoccult), prévue au code LC403 de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales.

Ce test permet de repérer dans les selles des saignements invisibles, dont une origine possible peut être des polypes et des tumeurs du côlon. En cas de test positif, une coloscopie est proposée pour préciser l'origine des saignements.

Le test encore le plus utilisé à l'heure actuelle au niveau européen est le Test au gaïc/Hemoccult II®. («FOBT/Fecal Occult Blood Test») Ce test, toutefois, basé sur une réaction enzymatique, n'est pas optimal en terme de sensitivité et de spécificité, ni non plus en terme de réalisation.

Les nouveaux tests sur le marché sont des tests dits immunologiques, («iFOBT/immunologicaFecal Occult Blood Test»), de performance nettement améliorée et de réalisation plus facile, mais de coût plus élevé. Les iFOBT sont déjà largement utilisés en médecine individuelle, aussi dans notre pays. Pour leur utilisation dans le cadre du screening populationnelle, ils seront certainement les tests recommandés dans le futur. Toutefois, il existe à l'heure actuelle encore des questions techniques qui restent à être élucidées: plusieurs tests immunologiques iFOBT sont sur le marché - les analyses comparatives sur des aspects de qualité, fiabilité, sensibilité, coût-efficacité sont en cours. Les recommandations des experts européens en la matière sont attendues.

Parmi d'autres tests fécaux et sanguins, les tests fécaux à ADN sont basés sur le principe que des cellules mutées, provenant de lésions précancéreuses, sont excrétées dans les selles. Le coût des tests génétiques est élevé et l'intervalle de répétition de ce test n'est pas connu.

Des tests sanguins, se basant sur la recherche de biomarqueurs de la réponse immunitaire de l'hôte contre la tumeur colorectale sont en développement.

À l'heure actuelle ces tests sont à considérer du domaine de la recherche et ne sont pas d'usage ni en diagnostic, ni en screening.

En ce qui concerne le coloscanner ou la colonoscopie virtuelle, cet examen est en fait une scanographie de l'abdomen, après laquelle un ordinateur produit des images tridimensionnelles de la paroi intérieure du gros intestin. Cette procédure, disponible dans nos hôpitaux, est également appelée coloscopie virtuelle. Il ne s'agit pas d'une procédure de routine, mais le coloscanner peut s'avérer utile lorsque la coloscopie conventionnelle est difficile, par exemple dans le cas de tumeurs obstructives. Il peut également aider les chirurgiens à localiser exactement une tumeur avant son opération.

Cet examen est utilisé dans des cas très précis en médecine diagnostique individuelle. Des études évaluatives de qualité, sensibilité et fiabilité sont en cours. Cette mesure n'est pas recommandée à l'heure actuelle pour des programmes de screening universel.

Pour l'exploration diagnostic de l'intestin grêle, il existe une technique d'examen, qui consiste en une mini-caméra, un système de transmission d'images, une lumière puissante et une batterie intégrés dans une gélule de 27x11 mm. Absorbée par la bouche, cette capsule de vidéo-endoscopie progresse dans l'intestin sous l'effet des contractions naturelles. Pendant tout son parcours, la capsule caméra transmet des photographies à un enregistreur externe que le patient porte à la ceinture. Cet examen est également disponible dans notre pays en tant que méthode diagnostic de l'intestin grêle.

Des recherches sont en cours pour le développement d'une méthode d'exploration par ce système pour le gros intestin. Le développement technique futur, les expériences pratiques, les évidences scientifiques, les évaluations à niveau de santé publique et de coût-efficacité vont analyser leur rôle futur éventuel dans la détection précoce du cancer colorectal.

Q56

Question 0643 (21.10.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**utilisation de bombes à sous-munitions par l'armée ukrainienne:**

Selon la presse électronique d'aujourd'hui, un rapport de l'organisation des droits de l'Homme «Human Rights Watch» évoquerait l'emploi de bombes à sous-munitions dans le cadre du conflit armé entre l'armée ukrainienne et les séparatistes pro-russes. Ce type d'arme présente un potentiel de destruction massive et peut avoir des effets à retardement extrêmement dangereux pour la population civile. Si le rapport ne révèle pas le ou les auteurs du lancement de ces bombes, les preuves sembleraient pourtant indiquer que la responsabilité soit du côté ukrainien, notamment en ce qui concerne les offensives sur le centre-ville de Donetsk au début d'octobre.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer les allégations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette situation?

- Les cas échéant, Monsieur le Ministre entend-il intervenir au sein de l'Union européenne pour condamner ces actions?

Réponse (25.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

J'ai bien pris note des allégations présentées conjointement par l'organisation des droits de l'Homme «Human Rights Watch» et par le quotidien américain «New York Times» concernant l'emploi de bombes à sous-munitions. Néanmoins, le rapport publié ne révèle pas le ou les auteurs du lancement de ces bombes. Il n'est pas non plus en mesure de confirmer avec certitude les allégations ayant tendance à indiquer que la responsabilité soit du côté de l'armée ukrainienne.

Nonobstant l'absence de preuves déterminantes en ce qui concerne la responsabilité de l'emploi de ces bombes dans la région de l'Est de l'Ukraine, le Luxembourg, fort de son adhésion à la Convention sur les bombes à sous-munitions, de son engagement de longue date dans la lutte contre ces types de munitions non explosées et de son soutien aux efforts tant de mise en œuvre des dispositions de la Convention et de son universalisation que dans le domaine de la décontamination de zones polluées par ces munitions et autres engins non explosés, condamne tout emploi de bombes à sous-munitions, celles-ci posant un risque disproportionné à la société civile, non seulement pendant les combats mais également bien au-delà du conflit en cours.

Le Gouvernement luxembourgeois exprime sa vive inquiétude de voir ces bombes utilisées dans le conflit ukrainien et appelle les deux côtés à renoncer immédiatement à leur emploi. De manière générale, le gouvernement luxembourgeois saisit cette occasion pour appeler l'Ukraine et la Russie d'adhérer à la Convention sur les bombes à sous-munitions et rappelle que, par leur conception même, ces armes violent le droit international humanitaire. À ce jour, 87 États ont ratifié la Convention, dont 20 États membres de l'Union européenne.

Question 0646 (23.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **site Internet www.budget.lu:**

Selon nos recherches sur Internet, nous avons constaté que le site www.budget.public.lu serait logé sur un serveur installé à Roubaix en France.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre les Communications et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer cette donne?

- Si oui, quelles sont les raisons de loger ce site Internet sur un serveur installé à l'étranger?

- Dans le cadre «Digital Lëtzebuerg» et au vu des investissements importants dans des data centers Tier IV à Luxembourg, ne serait-il pas logique de loger un site du Gouvernement luxembourgeois auprès d'un fournisseur Tier IV installé à Luxembourg?

Réponse (24.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'il ressort de la réponse à la question parlementaire n°0522 *(cf. compte rendu n°1/session extraordinaire 2013-2014)*, le développement du site Internet a été confié à une société luxembourgeoise. En raison des délais, la société en question a également pris en charge l'hébergement, en attendant le transfert du site à une date ultérieure vers un des serveurs du Centre des technologies de l'information de l'État.

Pour des raisons pratiques, le site a effectivement été temporairement hébergé sur un serveur d'un opérateur situé hors du Luxembourg, auprès duquel la société disposait dans l'immédiat des ressources nécessaires.

À noter encore que le site en question a depuis été rapatrié sur les serveurs du Centre des technologies de l'information de l'État.

Question 0647 (23.10.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**application de la TVA logement dans le temps:**

Monsieur le Premier Ministre annonçait lors de son intervention à la tribune de la Chambre des Députés du 14 octobre dernier que: «Bei der Ëmsetzung vun de Changementer am Beräich vun der TVA Logement gëtt fir Wunnengen, déi gebaut ginn, fir ze verlounen, eng Iwwergangszäit vun zwee Joer respektéiert. All Projet, dee virum 1. Januar 2015 eragereecht a virum 1. Januar 2017 ofgeschloss ass, fonctionnéiert nach nom ale Regime. Hei gëtt den Taux super-réduit also iwwergangsweis bäibehalen.»

Monsieur le Ministre des Finances précisait ultérieurement que: «An natierlech gëllen Iwwergangsléisungen. All Bau (d. h. Haiser a Wunnengen, déi gebaut ginn, fir verlount ze ginn), fir dee virum 1. Januar 2015 bei der Verwaltung een Agrément ugefrot gëtt, a virum 31. Dezember 2016 fäerdeg gëtt, profitéiert weider vum Taux vun 3%.»

Malgré ces explications, beaucoup de questions restent ouvertes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quels documents devront être obligatoirement joints à la demande à soumettre à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines aux fins d'agrément au plus tard pour le 31 décembre 2014?

- L'autorisation de construire émise pour le 31 décembre 2014 au plus tard suffira-t-elle?

- Les dossiers incomplets pourront-ils être complétés après le 31 décembre 2014?

Réponse (25.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse aux questions posées par l'honorable Député Claude Wiseler, il y a lieu de remarquer tout d'abord que le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 prévoit que l'application du taux super-réduit de 3% en matière de logement soit désormais réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement.

Partant, ne bénéficieraient ainsi plus de la faveur fiscale les logements mis à la disposition de tiers, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements dans les conditions et les limites du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002.

En revanche, ledit projet de loi prévoit une disposition transitoire tenant au principe de la confiance légitime et visant à maintenir les dispositions dans sa teneur antérieure jusqu'au 31 décembre 2016 pour les travaux de création pour lesquels la demande d'autorisation visée à l'article 65bis de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (désignée ci-après la loi TVA) a été introduite avant le 1er janvier 2015. Ladite disposition légale précise que cette demande doit être introduite dans la forme et selon les modalités prescrites par l'administration avant la réalisation des travaux pour lesquels l'autorisation est sollicitée.

L'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 dispose qu'en cas d'acquisition d'un logement en état futur d'achèvement ou à terme, il y a lieu de joindre à la demande d'autorisation une copie du contrat de construction respectivement de l'acte notarié. Afin d'éviter que l'exigence de la présentation d'un acte notarié comprenant la désignation cadastrale arrêtée par l'administration compétente ne mette les opérateurs dans l'impossibilité de remplir les conditions requises avant la fin de l'année, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines acceptera provisoirement et par pure tolérance administrative, jusqu'au 31 décembre 2014 inclus, la présentation de demandes auxquelles sont annexés, en lieu et place d'un acte notarié, les deux documents suivants:

1. la copie d'un contrat dit «de réservation» répondant aux dispositions du contrat préliminaire de l'article 1601-13 du Code civil;

2. l'accusé de réception de la «demande de faire arrêter le tableau descriptif de division d'un immeuble collectif», émis par l'Administration du Cadastre et de la Topographie et sur lequel est repris le numéro d'affaire spécifique attribué à la demande visant une copropriété donnée.

Il va sans dire que le tout s'entend sous la réserve de la réalisation ultérieure, pour chaque demande d'autorisation présentée avant le 1er janvier 2015, d'un acte notarié correspondant aux données du prédit contrat de réservation.

En outre, il ressort de ce qui précède que la seule autorisation de construire ne suffira pas aux termes de la disposition prévue dans le projet de loi.

Finalement, il importe de souligner l'exigence légale de l'introduction d'une demande d'autorisation conformément aux dispositions de l'article 65bis de la loi TVA et du règlement grand-ducal y afférent avant le 1er janvier 2015. Partant, toutes les demandes incomplètes à cette date et, de ce fait, non conformes auxdites dispositions légales et règlementaires, ne bénéficieront plus de la mesure transitoire.

Question 0648 (23.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**inventaire du patrimoine architectural:**

Le Ministère de la Culture et le Service des Sites et Monuments Nationaux ont publié en l'an 2010 un premier tome d'une topographie du patrimoine architectural du Grand-Duché de Luxembourg. Ce premier ouvrage, dont la publication a été financée par le Ministère de la Culture, présente l'inventaire du patrimoine architectural du canton d'Echternach. Dans la préface de ce livre, l'ancienne Ministre de la Culture avait annoncé que le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) prépare un inventaire détaillé du patrimoine architectural du pays en vue de publier des topographies des différents cantons. Si mes souvenirs sont bons, le SSMN avait prévu d'établir ensuite une topographie du canton de Diekirch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le service compétent du Ministère poursuit-il la réalisation de l'inventaire de notre patrimoine architectural?

- Dans l'affirmative, quels sont les cantons qui figurent actuellement à l'ordre du jour des travaux à réaliser dans ce contexte?

- Quel est le profil professionnel des personnes qui travaillent sur ce dossier?

- Un recours à des experts externes est-il envisagé?

- Le Ministère dispose-t-il d'un budget particulier pour financer ce genre de travaux?

- Dans quelle mesure les travaux d'inventaire ainsi effectués aident-ils à conseiller les communes dans la mise à jour de leurs plans d'aménagement général?

Réponse (17.12.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Le livre intitulé «Topographie der Baukultur des Großherzogtums Luxemburg-Kanton Echternach» avait pour but de mettre en avant et d'expliquer les critères de repérage du patrimoine bâti et de montrer les résultats concrets d'un repérage réalisé auprès des huit communes du canton d'Echternach.

Depuis, les agents du SSMN se sont prioritairement concentrés, dans le cadre des plans d'aménagements généraux (PAG), à procéder à des visites des lieux dans toutes les communes de notre pays pour repérer ensemble avec des responsables communaux et leurs bureaux d'études le patrimoine architectural potentiel à protéger au niveau communal. Ce travail de repérage est presque achevé.

Les agents du SSMN en charge de ces travaux d'inventaire et d'accompagnement des communes sont des architectes et des historiens de l'art.

Un recours à des experts externes n'est pas prévu actuellement.

Un budget particulier n'est pas prévu pour l'exercice 2015. Toutefois il peut être envisagé de publier une prochaine topographie en 2016 au plus tôt, pour laquelle les crédits de publication nécessaires devront alors être prévus dans le budget de l'État.

Si cet ouvrage visait avant tout à sensibiliser le grand public à la protection de notre patrimoine architectural, il servait finalement aussi d'exemple pour inciter les communes à procéder à l'identification et la préservation de leurs richesses architecturales via les PAG.

À ce jour, parmi les treize communes qui ont déjà modifié leur PAG respectif, douze ont quasi intégralement protégé le patrimoine bâti repéré ensemble avec le SSMN.

Question 0650 (24.10.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **vaccin contre les papillomavirus humains:**

Le «Gardasil» et le «Cervarix» sont deux vaccins contre les papillomavirus humains (HPV) qui ont été enregistrés par l'Agence européenne du Médicament en 2006 respectivement en 2007. Les HPV sont sexuellement transmissibles et peuvent provoquer un cancer du col de l'utérus. Comme de nombreux autres pays, le Luxembourg a ajouté la vaccination contre les HPV à la liste des vaccins recommandés, et en particulier aux jeunes filles à partir de douze ans.

Or, dès le début de leur entrée sur le marché, ces deux vaccins ont été extrêmement controversés en raison de diverses études cliniques menées sur le terrain. En effet, l'efficacité des vaccins est de plus en plus remise en question du fait que leur réponse immunitaire n'est pas d'ordre général, mais ne concerne que les souches de virus qui ne se sont pas encore installées. Pour les souches de virus déjà installées, le vaccin pourrait même augmenter le risque d'avoir des lésions précancéreuses. De plus, de nombreux effets nocifs et potentiellement handicapants à vie, tels que scléroses en plaques et maladies auto immunes ont pu être constatés. En conséquence à ces effets indésirables et souvent néfastes, le Japon a retiré les vaccins en question de ses recommandations de vaccination en juin 2013.

Du fait que le préservatif reste de toute façon le meilleur moyen pour éviter une infection aux HPV et toute autre maladie sexuellement transmissible et qu'au Luxembourg, les femmes bénéficient d'un système de dépistage régulier et extrêmement performant grâce au frottis du col de l'utérus, les cellules précancéreuses peuvent être détectées à un stade précoce et traitées de façon adéquate, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Combien de femmes et de jeunes filles se sont fait vacciner contre les papillomavirus depuis l'année 2007?

- Quel est le coût total de ces vaccins qui doivent être injectés selon le schéma zéro, deux et six mois pour déclencher une réponse immunitaire optimale et à quel niveau se situe leur remboursement par la Caisse Nationale de Santé?

- Les autorités ministérielles sont-elles au courant d'éventuelles complications ou effets indésirables résultant desdites vaccinations au Luxembourg et quel est le bilan que Madame la Ministre peut tirer, le cas échéant, des données y relatives?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait judicieux de redéfinir les recommandations de vaccination pour le Luxembourg en limitant la vaccination contre les HPV strictement aux jeunes femmes à risque et en informant la population cible de ses effets indésirables potentiels?

Réponse commune (27.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant institution d'un programme de médecine préventive pour la vaccination contre Human Papilloma Virus (HPV) a été signée en février 2008. Le programme national de vaccination contre le HPV s'adresse aux jeunes filles âgées de douze à 13 ans. À l'échéance de leur 12e anniversaire, les jeunes filles reçoivent une invitation personnalisée à se faire vacciner. Les adolescentes de 13 à 18 ans peuvent également bénéficier de cette vaccination dans le cadre d'un programme de rattrapage.

Une étude portant sur le pourcentage de vaccination a été faite sur les années 2008 à 2012:

- Des filles ayant eu 13 ans au 01.01.2012, 26,0% ont eu trois doses de vaccin.

- Des filles ayant eu 14 ans au 01.01.2012, 32,0% ont eu trois doses de vaccin.

- Des filles ayant eu 15 ans au 01.01.2012, 40,7% ont eu trois doses de vaccin.

- Des filles ayant eu 16 ans au 01.01.2012, 51,8% ont eu trois doses de vaccin.

- Des filles ayant eu 17 ans au 01.01.2012, 51,7% ont eu trois doses de vaccin.

- Des filles ayant eu 18 ans au 01.01.2012, 57,2% ont eu trois doses de vaccin.

Les vaccins qui sont administrés dans le cadre du programme de médecine préventive pour la vaccination contre Human Papilloma Virus sont intégralement remboursés. En 2014, trois doses du vaccin bivalent coûtent 207,33 € et trois doses du vaccin quadrivalent coûtent 355,29 €.

En 2013, ce programme a engendré un coût de 655.432,70 €. Conformément aux termes de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant institution de ce programme, ce montant est remboursé à la CNS par le Ministère de la Santé.

Ces données proviennent du remboursement des vaccins HPV obtenus sur ordonnance médicale dans les pharmacies luxembourgeoises.

Depuis la mise en place de la vaccination en 2008, aucune complication grave n'a été reportée aux autorités sanitaires nationales par le biais du système de pharmacovigilance.

Le Comité consultatif mondial de la Sécurité vaccinale de l'OMS (GACVS) a régulièrement examiné les données sur l'innocuité des vaccins anti-HPV. Il a aussi examiné les données de surveillance post-autorisation provenant d'Australie, des États-Unis d'Amérique, du Japon et des fabricants. Les éléments émanant de l'ensemble des sources continuent d'être positifs concernant l'innocuité des deux vaccins contre les papillomavirus. Le GACVS a conclu en mars 2014 que ces deux vaccins présentaient toujours un excellent profil d'innocuité.

En outre, un bilan de la surveillance de l'innocuité post-homologation sur >4 années d'utilisation systématique du vaccin bivalent n'a relevé aucun schéma ou aucune tendance indiquant un risque de maladie à médiation immunitaire après la vaccination. Les incidences observées de la paralysie de Bell et du syndrome de Guillain-Barré confirmé se situaient dans la plage attendue dans la population générale.

Or, les ministres considèrent, à l'instar de l'OMS, qu'un programme universel de vaccination des jeunes filles contre le HPV peut être poursuivi sans risque majoré pour la santé de ces jeunes filles.

En septembre 2014, le Conseil Supérieur des Maladies Infectieuses (CSMI) a procédé à une révision et à une mise à jour des recommandations de vaccination contre le HPV, qui sont en cours de publication.

Le CSMI recommande maintenant la vaccination universelle des jeunes filles de onze à 13 ans inclus, par seulement deux doses de vaccin HPV espacées de six mois. Pour les jeunes filles plus âgées, la vaccination devra cependant encore comprendre trois doses de vaccin HPV à partir de l'âge de 14 ou 15 ans, selon le vaccin utilisé et les indications du producteur. Ces nouvelles recommandations, qui reposent sur les connaissances acquises depuis l'émission des premières recommandations en 2007 et sont en cohérence avec la toute récente note de synthèse de l'OMS publiée en octobre 2014, constituent une opportunité de révision des dispositions conventionnelles du programme de vaccination contre HPV et de communication au public que les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale entendent bien saisir afin de prioriser la vaccination contre le HPV à la population cible des jeunes filles de onze à 13 ans.

Question 0651 (24.10.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **pénurie d'enseignants spécialisés:**

Il est un secret de polichinelle que l'éducation nationale souffre d'une pénurie d'enseignants spécialisés dans certaines disciplines, notamment les mathématiques et les sciences naturelles.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations statistiques concernant ce phénomène en retraçant l'évolution du nombre d'enseignants et en distinguant par catégorie de personnel (professeur nommé, stagiaire, chargé de cours, chargé d'éducation)?

2. Quelles sont les disciplines et quels sont les lycées qui souffrent le plus de cette pénurie?

3. Le Ministère dispose-t-il de statistiques au sujet de l'évolution du nombre d'étudiants dans ces disciplines?

4. Comment le MENFP a-t-il réagi ces dernières années à cette problématique?

5. Une coopération plus intensive avec les partenaires concernés (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, commission des programmes, commission chargée d'organiser l'examen-concours de recrutement, SCRIPT, cercles d'étudiants,…) est-elle envisagée afin de mieux informer et accompagner les élèves se destinant en particulier aux mathématiques et aux sciences naturelles? Comment cette collaboration pourrait-elle se concrétiser (actions de sensibilisation et d'information, suivi personnalisé d'élèves à fort potentiel dans les disciplines concernées, etc.)?

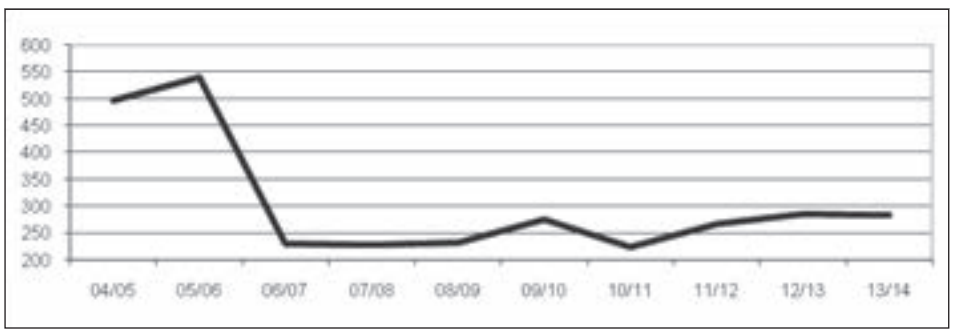
Réponse (01.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Données statistiques générales du personnel enseignant

Ci-après l'évolution du nombre d'enseignants des différents statuts:

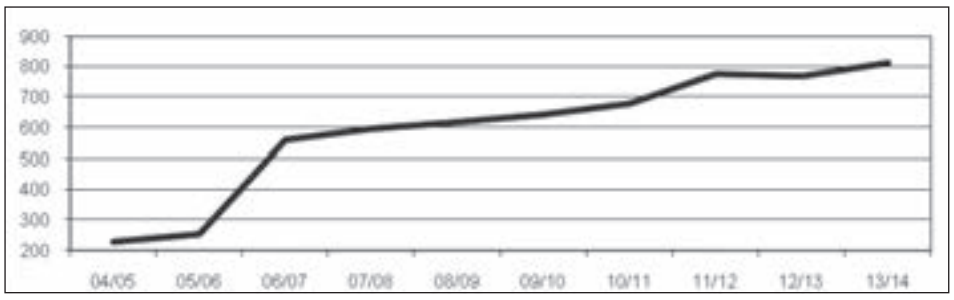
a. Chargés d'éducation à durée déterminée

Il s'agit de personnel d'appoint recruté sur base de la loi du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'éducation pour les lycées et les lycées techniques. Ces personnes n'ont qu'un contrat à durée déterminée qui ne dépasse souvent pas une année. Ils assurent surtout des remplacements de longue durée (congés de maladie, congés de maternité, congés parentaux).



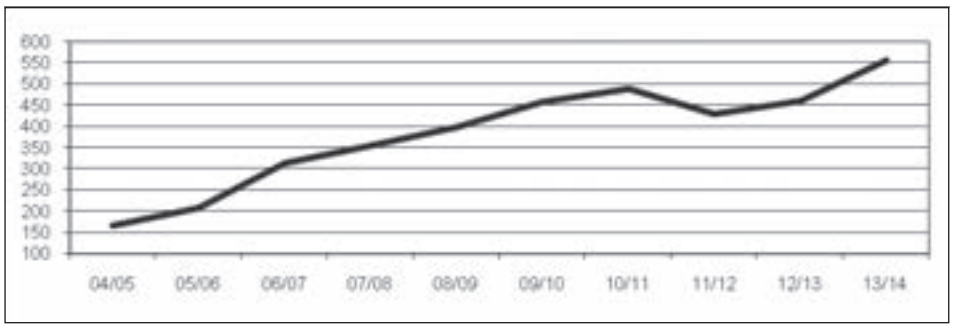
b. Chargés de cours et chargés d'éducation à durée indéterminée

Les enseignants font partie de la réserve nationale des enseignants créée par la loi du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'éducation pour les lycées et les lycées techniques. Ils ont bénéficié d'une formation pédagogique de base. Ils assurent pour la plupart du temps des cours tombés en souffrance à cause de congés de longue durée; dans certaines disciplines, ils assurent des cours qui ne peuvent être assurés par des professeurs faute d'un recrutement suffisant dans ces disciplines.



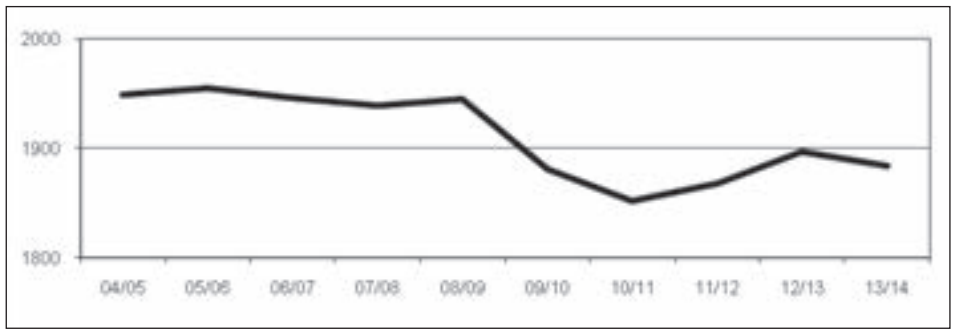
c. Candidats et candidats sursitaires

Il s'agit d'enseignants pleinement qualifiés qui n'ont cependant pas encore présenté leur travail de candidature. Certains enseignants décident par ailleurs de ne pas réaliser le travail de candidature et sont dès lors appelés «candidats sursitaires».



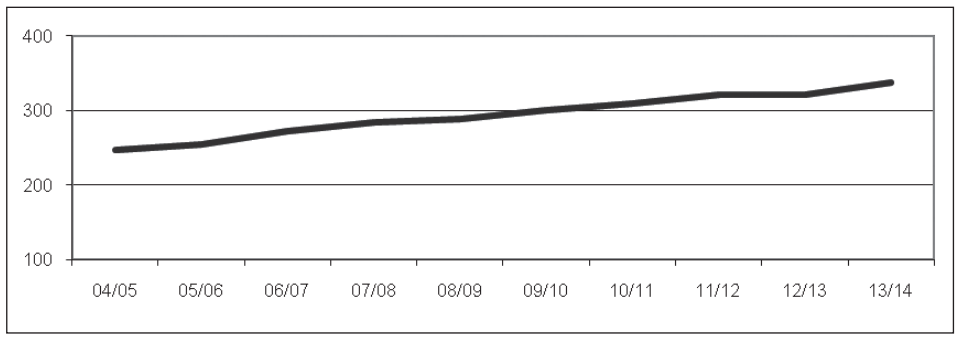
d. Titulaires (tâche complète)

Il s'agit de professeurs, d'instituteurs ou de maîtres qui ont la qualification requise et qui assurent une tâche complète.



e. Titulaires (tâche partielle)

Il s'agit de professeurs, d'instituteurs ou de maîtres qui sont pleinement qualifiés et qui n'assurent qu'une tâche partielle (mi-temps, quart temps, trois-quarts temps).



Ad 2. Disciplines souffrant de cette pénurie

Il s'avère qu'à l'issue des examens-concours, le recrutement pour certaines disciplines n'aboutisse pas, faute de candidats qui se présentent respectivement faute de candidats qui réussissent l'examen. Voici les statistiques sur le recrutement des spécialités «mathématiques» et «sciences naturelles»:

Année	Discipline	Candidats admissibles au concours	Plan de recrutement	Candidats recrutés	Postes non occupés
2008-1	Biologie	23	10	10	0
	Chimie	14	7	5	2
	Mathé	8	12	5	7
	Physique	6	7	2	5
2008-2	Biologie		0		
	Chimie	7	2	2	0
	Mathé	6	7	4	3
	Physique	6	5	1	4
2009-1	Biologie	24	13	11	2
	Chimie	9	8	6	2
	Mathé	10	20	6	14
	Physique	8	9	3	6
2009-2	Biologie	11	2	2	0
	Chimie	4	2	2	0
	Mathé	10	14	4	10
	Physique	8	6	5	1
2010	Biologie	26	20	6	14
	Chimie	7	9	2	7
	Mathé	16	16	9	7
	Physique	4	5	2	3
2011	Biologie	27	20	9	11
	Chimie	7	8	2	6
	Mathé	17	18	11	7
	Physique	6	7	4	3
2012	Biologie	22	17	6	11
	Chimie	9	8	7	1
	Mathé	14	17	7	10
	Physique	2	6	1	5
2013	Biologie	23	18	8	10
	Chimie	6	9	2	7
	Mathé	21	20	14	6
	Physique	7	6	5	1

(Trois tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Ad 3., 4. et 5. Le MENJE ne dispose pas d'informations au sujet du nombre d'étudiants et de leurs spécialités respectives qui permettraient de planifier de façon fiable les besoins en personnel. Les raisons sont multiples: le recrutement ne se fait plus parmi les étudiants d'origine luxembourgeoise, ni même exclusivement parmi les élèves ayant fréquenté un lycée luxembourgeois. Aussi l'évolution de la grille des horaires a un impact considérable sur le besoin en enseignants dans les disciplines concernées. Par exemple, suite à l'introduction d'une 3e leçon de sciences naturelles au cycle inférieur, le MENJE peinait pendant plusieurs années à recruter des enseignants en sciences naturelles. Pourtant, cette pénurie diminue d'année en année.

Face à la pénurie des enseignants, le MENJE s'efforce à fournir un maximum d'informations aux jeunes en étant présent à la Foire de l'Étudiant et en publiant des brochures d'information sur le métier d'étudiant éditées par le CEDIES en collaboration avec le MENJE.

Face à des situations particulières, telle la pénurie structurelle de professeurs en mathématiques, un concours de recrutement spécial pour professeurs francophones a été organisé en 2013. Depuis leur entrée en stage, ces enseignants bénéficient d'une formation accélérée en allemand et en luxembourgeois.

Des carrières supplémentaires ont été introduites afin de mieux répondre aux besoins des lycées et des élèves: ainsi des professeurs de communication ont été recrutés depuis 2013: en 2015, des professeurs de sciences politiques figurent au plan de recrutement. Par ailleurs, la carrière du formateur d'adultes a été créée afin que des enseignants spécialisés en formation des adultes puissent intervenir dans les classes des CNFPC, de l'Institut national des langues et de l'École de la 2e Chance.

Il s'avère difficile de recruter un nombre adéquat de candidats dans les disciplines dites «classiques». Ceci peut aussi être une conséquence de la spécialisation accrue des étudiants dans les cursus de master à l'université. Dans le futur, il faudra veiller à une meilleure adéquation entre la formation universitaire des futurs enseignants et les besoins formulés par des lycées qui bénéficieront de plus en plus d'autonomie, aussi au niveau du recrutement.

Q58

Question 0652 (24.10.2014) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **fouilles archéologiques:**

Lors de la présentation du budget 2015 lors d'une réunion de la Commission de la Culture, il s'est avéré que la ligne budgétaire à crédit non limitatif et sans distinction d'exercice concernant les recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence) a, ces dix dernières années, toujours été dotée de 124.000 €. Cependant, en analysant les comptes, on constate que cet article budgétaire avoisine souvent un million d'euros. Ce fait témoigne d'une grande activité dans le domaine des fouilles d'urgence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Les fouilles archéologiques sont-elles documentées?

2. Est-ce que toutes les fouilles font l'objet d'une publication scientifique?

3. Quelle proportion de l'article budgétaire cité ci-dessus est consacrée à la recherche historique et combien est investi aux travaux de fouilles proprement dits?

4. Souvent, les fouilles sont entreprises alors qu'un chantier met à jour des vestiges. Dans ce contexte, les archéologues disposent-ils d'assez de temps pour effectuer les fouilles?

Certaines fouilles, par exemple celle débutée récemment autour du chantier de rénovation de l'ancienne Clinique Saint-François, située en plein cœur du centre historique de notre capitale, font apparaître des aspects nouveaux de l'histoire du Luxembourg. J'aimerais donc poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

5. Par quels biais les conclusions des archéologues concernant l'histoire du Luxembourg sont-elles intégrées dans les programmes scolaires?

6. Monsieur le Ministre estime-t-il que l'histoire du Luxembourg occupe une place assez importante dans les programmes scolaires de l'école fondamentale et secondaire?

Réponse commune (02.12.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Oui, les fouilles archéologiques menées sous la conduite du Centre National de Recherche Archéologique (ci-après CNRA) sont toujours documentées comme le stipule l'autorisation ministérielle qui accompagne chaque type d'investigations (sondages diagnostics, fouilles préventives et fouilles d'urgence).

La documentation archéologique sur le terrain est effectuée selon les standards scientifiques en la matière. Elle consiste en relevés tridimensionnels des structures mises au jour qui sont accompagnés de plans, de photographies, de données archéomatiques, d'un inventaire des vestiges et des unités archéostratigraphiques dégagés, de prélèvement d'échantillons paléo-environnementaux. Ces enregistrements de données de différente nature sont déterminés par le responsable scientifique d'opération mentionné dans l'autorisation ministérielle, ce dernier devant être qualifié et expert en la matière, compétences techniques et scientifiques adaptées à chaque site archéologique.

Cette documentation doit, d'une part, permettre la reconstitution virtuelle du site archéologique après son éventuelle destruction et, d'autre part, permettre l'exploitation des données en laboratoire pour proposer une interprétation chronologique et culturelle qui viendront compléter les connaissances sur les modes de vie de nos sociétés passées, c'est-à-dire écrire l'histoire des premiers occupants du territoire luxembourgeois jusqu'à nos jours. En pratique, chaque opération archéologique fait l'objet d'un rapport technique et scientifique interne, puis fait l'objet d'une publication scientifique après le traitement post-fouilles des données en fonction des résultats obtenus.

À noter toutefois que, le CNRA n'étant pas systématiquement informé de tous les projets d'aménagement du territoire menés à l'échelle du pays, seul un tiers des sites archéologiques annuellement détruits sont préalablement fouillés sous le contrôle du CNRA, les autres sont irréversiblement détruits sans documentation.

Ad 2. En complément des rapports internes d'opérations archivés au CNRA, les fouilles importantes peuvent faire l'objet d'une publication scientifique sous forme de monographie. D'autres découvertes archéologiques sont publiées sous forme d'articles dans des revues spécialisées nationales, internationales ou lors de colloques scientifiques. Les investissements de l'État dans le financement des fouilles ne se trouvent justifiés que si les données recueillies lors de ces investigations sont exploitées scientifiquement après les fouilles et font l'objet de publications spécialisées, puis grand public.

Les travaux de recherches post-fouilles et la publication des résultats scientifiques font partie des missions du CNRA qui comprend quatre services archéologiques spécialisés par période chronologique (Préhistoire, Protohistoire, Gallo-Romain, Moyen Âge).

Ad 3. La ligne budgétaire à crédit non limitatif et sans distinction d'exercice 02.2.12.220 (exercice 2014) est intégralement investie dans les opérations de fouilles préventives et d'urgence: il s'agit des fouilles dictées et imposées par l'aménagement du territoire et les projets d'urbanisme qui ont un impact destructeur et irréversible sur le patrimoine archéologique. Ces fouilles représentent la quasi-totalité des interventions archéologiques du CNRA. Ensuite, le traitement scientifique post-fouille issu de ces investigations (restauration du mobilier, analyses, publication) et des recherches pluriannuelles (fouilles programmées de sites majeurs, études des vestiges), sont imputés uniquement sur la ligne budgétaire 02.2.12.221 «Recherche et travaux de caractère archéologique».

Ces dernières années, les crédits alloués à la ligne budgétaire à crédit non limitatif et sans distinction d'exercice 02.2.12.220, s'élevaient annuellement à seulement 124.000 €, alors que le budget liquidé sur cet exercice a été de 1.095.559 € en 2013, en soulignant que les frais réels se sont élevés à un total de 1.575.006 €, en prenant en compte la prise en charge - à leur frais - de certains travaux par des particuliers et d'autres administrations (Administration des Ponts et Chaussées, Administration des Bâtiments publics et Ministère de l'Économie).

Ad 4. Cette situation devrait être l'exception et révolue, d'autant plus que depuis quelques années, le CNRA développe la notion «d'archéologie préventive» en application de la convention européenne dite de «Malte» pour la protection du patrimoine archéologique. Dans cette perspective qui concilie les intérêts de chacun, le CNRA propose d'accompagner les aménageurs publics et privés en mettant à leur disposition les données connues sur le patrimoine archéologique et en les conseillant sur l'impact au sol de leur projet par rapport à la ressource archéologique. Cette démarche anticipée, dite «préventive», permet de programmer et de budgétiser au mieux - avant le début des travaux - les interventions en respectant à la fois les intérêts des aménageurs et ceux du patrimoine culturel national. Ainsi, les archéologues disposent du temps nécessaire, délai qui a été déterminé au préalable d'un commun accord avec l'aménageur, ce qui lui permet de l'intégrer dans le phasage chantier de son calendrier d'exécution.

Effectivement, lorsque le CNRA est contraint d'intervenir au dernier moment, en urgence, une fois que les travaux de construction ont débuté, il risque de voir son calendrier et sa programmation budgétaire bouleversés.

Ad 5. Le matériel d'accompagnement destiné aux enseignants de l'enseignement fondamental ainsi que le matériel didactique à l'attention des élèves doivent être adaptés régulièrement, notamment dans le cas de l'histoire, par la prise en compte des résultats des recherches scientifiques y compris celles réalisées au Luxembourg. Pour conférer plus de dynamisme à cette démarche, j'envisage de créer des commissions permanentes pour l'enseignement fondamental regroupant, pour différents domaines de développement et d'apprentissage, des experts de divers bords définissant les lignes directrices à la base des cahiers des charges pour l'élaboration de matériel didactique destiné aux élèves et aux enseignants et qui ont, en outre, pour mission d'accompagner cette élaboration.

Dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, les conclusions des archéologues concernant l'histoire du Luxembourg sont intégrées dans les programmes d'histoire. En effet, elles font partie intégrante des programmes en vigueur, arrêtés dans Horaires et programmes pour les classes de 7e, 6e et 8e ainsi que du manuel d'histoire luxembourgeois utilisé au cycle inférieur.

En outre, des travaux de recherche pédagogique récents de professeurs-candidats en histoire montrent des pistes intéressantes pour améliorer l'apprentissage de l'histoire sur les lieux extrascolaires nationaux et facilitent la mise en pratique. De même, des expositions permanentes dans les musées au Luxembourg présentant les découvertes scientifiques et historiques sont ouvertes au public et aux écoles.

Ad 6. L'histoire du Luxembourg fait partie du plan d'études de l'École fondamentale. Les élèves sont sensibilisés aux matières historiques dans le domaine de développement et d'apprentissage de l'éveil aux sciences:

- au 2e cycle, dans le cadre du domaine d'expériences en matière de «temps», les enfants sont amenés à élaborer des repères temporels et à s'en servir, à exploiter des sources historiques et à apprendre que les hommes évoluent dans le temps, vivent dans le temps et sont marqués par l'histoire;

- au 3e cycle de l'enseignement fondamental, le développement historique du village, du quartier et de la commune est à traiter à partir de traces du passé récent;

- au 4e cycle de l'enseignement fondamental, la structuration de l'enseignement de l'histoire doit se faire obligatoirement autour de six grands thèmes avec référence à l'histoire régionale: l'Âge de la pierre; les Trévires et les Romains; le Moyen Âge; la ville de Luxembourg; l'Industrialisation, la Deuxième Guerre mondiale. Par ailleurs rien n'empêche l'enseignant de traiter un sujet d'actualité dans le cadre de l'enseignement de l'histoire.

Le matériel didactique disponible fournit une mine de documents qui peuvent être exploités en vue de familiariser les élèves avec les principaux traits de l'histoire du Luxembourg dans une approche pédagogique adaptée à leur âge.

La place de l'histoire du Luxembourg est également bien présente dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, notamment en ce qui concerne le cycle inférieur. Comme pour l'enseignement fondamental, le cours d'histoire dans l'enseignement secondaire technique est basé sur l'histoire nationale.

Le matériel didactique à disposition des élèves et enseignants le montre clairement: ne prenant que l'exemple du manuel scolaire «Entde-

cken und Verstehen», édité pour l'emploi dans les lycées luxembourgeois sur ordre du Ministère de l'Éducation nationale.

Pour l'enseignement secondaire, de nouveau dans Horaires et programmes, de multiples renvois sont faits sur l'histoire du Luxembourg. Cependant dans l'enseignement secondaire des livres étrangers sont au programme sans annotations spécifiques pour l'histoire du Luxembourg. Ainsi il est sous la responsabilité de chaque enseignant d'assurer l'intégration des aspects nationaux dans les cours aux différents niveaux d'enseignement.

Question 0653 (24.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**impact de la TVA logement sur la construction d'un logement d'habitation principale dans le chef du propriétaire:**

Lors de son intervention en séance publique de la Chambre des Députés du 15 octobre 2014, Monsieur le Ministre des Finances indiquait: «Fir Leit, déi een Haus oder eng Wunneng kafen oder bauen, fir selwer dran ze wunnen, ännert sech absolut näischt.»

Il se trouve toutefois, et Monsieur le Ministre des Finances vient de le confirmer dans sa réponse à notre question parlementaire n°0523 *(cf. compte rendu n°1/session extraordinaire 2013-2014)*, que la faveur fiscale dans le contexte de la création de logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire est maintenue à 50.000 €. De ce fait, les propriétaires concernés ne pourront bénéficier du taux super-réduit que pour un montant total de 357.142 € (au lieu de 416.666 € actuellement).

Partant, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances est-il toujours d'avis qu'«absolument rien ne changera» à partir du 1er janvier 2015 pour une personne qui construit un logement lui servant d'habitation principale?

Réponse (25.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'il ressort de la réponse à la question parlementaire n°0523, citée par les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth, le Gouvernement propose de ne rien changer au régime de la TVA actuellement en vigueur en matière de créations de logements destinés à l'habitation principale dans le chef du propriétaire.

Le taux de TVA super-réduit de 3% continuera ainsi à s'appliquer aux créations de logements destinés à l'habitation principale dans le chef du propriétaire et aux rénovations, avec un plafond qui reste fixé à 50.000 € de TVA.

Rien ne changera donc au niveau des règles applicables.

Il y a lieu de rajouter que le montant de 357.142 €, cité dans la question parlementaire, qui en résulte mécaniquement est affiché en toute transparence sur la fiche «TVA» transmise au Parlement lors du dépôt du budget 2015.

Question 0655 (27.10.2014) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10:**

Au vu de la nouvelle cadence de 30 minutes de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges à partir du 14 décembre 2014, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les CFL prévoient-ils une augmentation des effectifs du personnel technique de conduite ainsi que du personnel d'accompagnement des trains au poste isolé de Troisvierges respectivement à la gare de Troisvierges?

Réponse (01.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0655 du 27 octobre 2014, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer au sujet de la nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10.

La planification des roulements (plans de travail) relative à la mise en service de la nouvelle cadence sur la ligne 10 entre Luxembourg et Troisvierges à partir du 14 décembre 2014 n'est pas encore achevée complètement.

En ce qui concerne les données disponibles jusqu'à présent, les renforcements suivants en matière de ressources humaines sont prévus:

- au niveau des conducteurs d'engins-moteurs, l'effectif est augmenté de trois unités au poste isolé d'Ettelbruck, le poste isolé de Troisvierges étant resté inchangé;

- au niveau du personnel d'accompagnement des trains, le poste isolé d'Ettelbruck sera renforcé de quatre unités et celui de Troisvierges d'environ quatre unités.

Question 0657 (28.10.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **trafic aérien au-dessus de la région occupée par la milice terroriste «État islamique»:**

Selon la presse internationale, le groupe terroriste EI disposerait de fusées de lancement dans le nord de l'Irak. Suite à cette information, certaines compagnies aériennes auraient décidé de ne plus survoler la région concernée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relayées par la presse internationale? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'Union européenne devrait prendre une décision formelle à l'instar de certaines compagnies aériennes afin d'empêcher temporairement le trafic aérien au-dessus de la région concernée?

Réponse (25.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, destinataire de la question parlementaire n°0657, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives au positionnement de l'Union européenne en vue de restreindre le survol par des compagnies aériennes de territoires dans le nord de l'Irak contrôlées par l'organisation terroriste «État islamique en Irak et au Levant/Da'ech» (dénommée ci-après «EIIL»).

Suite à la catastrophe concernant l'avion de Malaysia Airlines (vol MH17) dans l'espace aérien ukrainien, l'administration de l'aviation civile aux États-Unis (FAA) a demandé aux compagnies américaines de prendre des mesures de précaution concernant le survol d'autres zones de guerre, à savoir le territoire irakien. Dans une note aux navigateurs aériens américains du 31 juillet 2014 (NOTAM #: ZZZ-4/8154), la FAA a interdit aux compagnies américaines d'opérer des vols et d'entrer la région de Bagdad. La FAA procédera à une réévaluation de la situation et de sa position le 31 décembre 2014.

Se référant sur l'analyse de la FAA et leur avis concernant les restrictions liées au survol de l'Irak, l'Agence européenne pour la sécurité aérienne (EASA) a publié le 1er août 2014 un bulletin d'information recommandant aux compagnies européennes d'exercer une prudence particulière concernant le survol des territoires dans le nord de l'Irak contrôlées par l'EIIL, de continuer à surveiller la situation au terrain et de considérer les recommandations aux navigateurs émis par la FAA.

Considérant la nature non contraignante des recommandations de l'EASA, il convient de signaler qu'il incombe aux transporteurs aériens, après une évaluation interne des risques, de réserver une suite favorable ou non concernant le bulletin d'information (SIB) de l'EASA, et de mettre en œuvre, le cas échéant, les recommandations et les mesures additionnelles à éviter tout risque pour leurs passagers.

En vue d'un éventuel positionnement de l'Union européenne dans la matière, il convient de rappeler que ce sont les États membres qui sont exclusivement compétents pour procéder à des restrictions/mesures envers les opérateurs aériens relevant de leur supervision. À ce stade, les autorités luxembourgeoises n'ont pris aucune mesure contraignante limitant le survol de l'Irak par des opérateurs luxembourgeois.

Question 0659 (29.10.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**attestation de l'intermédiaire dans le cadre d'une vente immobilière:**

Lors d'une vente immobilière, la loi du 28 janvier 1948 impose aux parties (vendeurs et acquéreurs) l'obligation de présenter à l'enregistrement «en même temps que l'acte notarié» une attestation de l'intermédiaire (agence immobilière) qui affirme que le prix indiqué dans l'acte est bien celui qui a été convenu entre parties.

À défaut de production de cet écrit le directeur de l'Enregistrement et des Domaines peut prononcer une amende de 25 à 1.250 euros.

- Dans la mesure où cette attestation doit émaner de l'intermédiaire (agence immobilière) et être produit par le notaire (qui est la personne qui procède à l'enregistrement de son acte), Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'amende en question devrait frapper l'un ou l'autre des intervenants professionnels, mais certainement pas le particulier, partie à l'acte?

- Ceci d'autant plus que vendeur et acquéreur déclarent dans l'acte notarié et sous les sanctions de droit que le prix stipulé à l'acte est le prix effectivement convenu?

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette bizarrerie?

Réponse (28.11.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 2 de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession dispose que: «Les parties qui ont eu recours aux services d'un intermédiaire intervenant à un titre quelconque, sont tenues de produire à l'enregistrement en même temps que l'acte une attestation dans laquelle l'intermédiaire affirme qu'à sa connaissance le prix ou la soulte indiqués à l'acte sont bien ceux qui ont été réellement convenus entre parties. Le défaut de production de cette attestation est puni d'une amende de 25 à 1.250 euros à prononcer par le directeur de l'Enregistrement et des Domaines. L'amende se prescrit dans un délai de cinq ans à partir de l'enregistrement de l'acte».

Dans la mesure où la première phrase de cet article date de 1948, l'obligation pour les parties de produire à l'enregistrement une attestation délivrée par l'intermédiaire existe depuis plus de 60 ans. À l'époque, cette disposition a été introduite à des fins de lutte contre la fraude fiscale.

Force est de constater que ce texte est resté - dans une large mesure - lettre morte en absence de toute sanction en cas d'absence de production de l'attestation. Afin de renforcer la lutte contre la fraude fiscale tout en responsabilisant les différents intervenants dans le cadre de ventes immobilières, la loi du 26 mars 2014 a introduit une amende allant jusqu'à 1.250 euros en cas de violation de cette obligation applicable depuis 1948.

Il s'agit donc d'une modification ponctuelle n'ayant visé qu'à introduire une amende pour une disposition légale d'ores et déjà existante. Sous peine d'amende, le notaire est tenu d'informer les parties quant à leur obligation légale de produire l'attestation dans laquelle l'intermédiaire affirme qu'à sa connaissance le prix indiqué à l'acte est bien celui qui a été réellement convenu. Cette attestation de l'intermédiaire complète ainsi la déclaration de sincérité des parties figurant à l'acte quant au prix payé.

Toutes ces dispositions ont pour objectif commun de limiter les cas de fraude fiscale à l'initiative des parties en cas de ventes immobilières. En conséquence, il incombe aussi aux parties de supporter les conséquences sous forme d'amende d'une violation de l'une de ces dispositions.

Encore faut-il noter que le notaire respectivement l'intermédiaire peuvent se voir déjà imposer à leur tour une amende en cas de violation d'une disposition spécifique dans le cadre de la législation régissant ces professions et que les parties à l'acte sont libres d'agir en justice pour engager la responsabilité de l'un des acteurs susvisés dont le comportement fautif est à l'origine de l'amende.

Question 0660 (29.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**organisation de la coupe du monde de football et conditions des travailleurs migrants au Qatar:**

Depuis des années, la Confédération syndicale internationale (CSI), représentant 176 millions de travailleuses et travailleurs à travers 325 organisations nationales affiliées dans 161 pays et territoires, dont l'OGB-L et le LCGB au Luxembourg, mène campagne pour dénoncer les conditions épouvantables des travailleurs migrants au Qatar. Ainsi, 1,4 millions de travailleurs ont été mobilisés par cet État esclavagiste pour construire aéroports, routes et stades en vue de la coupe du monde de football en 2022. Douze heures de travail pour quelques dollars par jour, pendant six jours de travail hebdomadaire, le système kafala ne laisse aucune place aux droits élémentaires, ni au droit de former un syndicat ou d'y adhérer. Les recommandations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), exprimant la nécessité de réformer le système kafala et de prévoir la liberté syndicale et le droit de négocier collectivement, n'ont jamais été acceptées par le Qatar.

Lors de mon intervention à la Chambre des Députés le 9 juillet 2014 dans le cadre de la création d'un «Sukuk souverain», j'avais rendu attentif au fait que plus d'un millier de travailleurs migrants qui ont participé à la construction des stades ont eu des accidents mortels dans les années passées. Il est à craindre que 4 à 5.000 morts vont s'y ajouter jusqu'à l'achèvement des stades.

Hier, lors d'une conférence de presse du secrétaire général de l'OGB-L André Roeltgen, le footballeur Abdeslam Ouaddou a fait part de son expérience du système kafala. De concert avec Tim Noonan, représentant de la CSI, André Roeltgen a dénoncé le fait que la FIFA, organisatrice de la coupe du monde, n'a même pas demandé la fin du système kafala.

Dans ce contexte et faisant abstraction des conditions obscures et douteuses de l'attribution par la FIFA de la coupe du monde au Qatar, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Sports et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- s'ils partagent les préoccupations de la CSI et de l'OGB-L;

- s'ils croient également qu'il n'est pas admissible d'organiser une coupe du monde dans un pays esclavagiste, où les droits les plus élémentaires ne sont pas respectés;

- s'ils soutiennent la revendication de la CSI de mettre un terme au système kafala, de faire adopter des lois prévoyant la liberté syndicale et la négociation collective;

- s'il ne faudrait pas revoir les relations économiques, financières et culturelles avec le Qatar, et ceci jusqu'au moment où les droits des travailleurs les plus élémentaires seront établis.

- Dans l'affirmative, quelles démarches entendez-vous entreprendre?

Réponse commune (27.11.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Il est vrai qu'en date du 27 octobre 2014 le soussigné Ministre des Sports a reçu une délégation de l'OGB-L avec un représentant de la Confédération syndicale internationale (CSI) et Monsieur Abdeslam Ouaddou, un footballeur professionnel. L'entrevue, à la demande de l'OGB-L, avait pour but d'informer le Ministre entre autres sur la situation au niveau des droits de l'Homme, du droit du travail et des libertés syndicales au Qatar, pays auquel la FIFA a confié l'organisation de la coupe du monde de football en 2022.

Monsieur Ouaddou a fait part de son expérience personnelle en tant que joueur de football professionnel au Qatar, de ses démêlés avec son employeur et comment le très controversé système de parrainage kafala peut mettre dans de pires difficultés des salariés étrangers. Le vécu de Monsieur Ouaddou n'est pas sans rappeler les expériences faites par d'autres joueurs de football professionnels au Qatar dont s'est fait l'écho récemment la presse internationale. La délégation a aussi pointé du doigt les nombreuses victimes d'accidents mortels du travail, notamment aux chantiers relatifs à la construction des nouveaux stades en vue de 2022.

Même si les fédérations internationales confient l'organisation de compétitions majeures dans le sport en toute autonomie, sans intervention de la politique en général et des ministres du sport en particulier, à des pays ou à des villes à travers le monde, la question parlementaire pose le problème plus général du déroulement de championnats du monde, voire de Jeux Olympiques, dans des pays qui ne respectent pas les standards européens en matière notamment de droits de l'Homme et de droit du travail.

Si les moyens d'agir de la politique sont quasiment inexistants pour peser sur l'attribution des compétitions majeures dans les disciplines sportives, ceci en raison du principe de l'autonomie du mouvement sportif, le fait d'organiser p. ex. une coupe du monde au Qatar peut, toutefois, donner l'impression que la communauté politique internationale accepte, voire

banalise, les atteintes aux droits de l'Homme dans ces pays.

Le Luxembourg attache beaucoup d'importance aux droits de l'Homme, y compris à l'abolition du travail forcé. Ensemble avec l'Union européenne, le Luxembourg est engagé dans la promotion de la ratification universelle et de la mise en œuvre des huit conventions fondamentales[1] de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui traitent de questions considérées comme des principes et des droits fondamentaux au travail: liberté syndicale et reconnaissance effective du droit de négociation collective, élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession. Nous promouvons également des lieux de travail sûrs et sains dans le monde.

En mai, le Gouvernement du Qatar avait déjà annoncé son intention d'abolir le système kafala. Ce système met les travailleurs étrangers à la merci d'employeurs en position d'empêcher leur départ du pays ou de changer d'emploi. Nous apprécions l'annonce du Gouvernement du Qatar du 16 novembre 2014 confirmant son intention d'améliorer la législation relative aux travailleurs migrants.

Nous croyons fortement que cet engagement doit être suivi, dans un laps de temps clair, par des démarches appropriées afin d'améliorer les mesures d'application, y compris à travers la consolidation de l'Inspection du travail.

Dans ce contexte, nous accueillons également favorablement l'engagement actif du Gouvernement du Qatar dans le processus de l'examen périodique universel au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU et dans la mise en œuvre de ses recommandations, particulièrement celles liées aux droits des travailleurs migrants.

Il y a lieu d'encourager les autorités qataries à mettre en œuvre toutes ses recommandations dans les meilleurs délais.

Question 0661 (29.10.2014) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **newsletter sur des thèmes du logement:**

Madame la Ministre du Logement vient de déclarer que son Ministère entend publier annuellement à destination de tous les ménages une newsletter sur des thèmes en matière de logement. Elle a informé que la première édition, qui a porté sur les aides au logement, le programme gouvernemental et les principaux promoteurs publics, a engendré des coûts d'environ 50.000 euros.

Or, dans la déclaration à la Chambre des Députés le 14 octobre 2014, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que «um Niveau vum Stat wäert d'Regierung ganz verstäerkt op de Wee goe vum eGovernment. Gedréckte Publikatioune ginn etappeweis ofgebaut zugonschte vun enger digitaler Gestioun».

Au vu de ces deux affirmations tout à fait contradictoires, nous aimerions poser les questions suivantes au Premier Ministre et à la Ministre du Logement:

- Les Ministres n'estiment-ils pas que la publication de la newsletter dont s'agit soit contraire aux déclarations de Monsieur le Premier Ministre?

- Quels sont les critères pour que dorénavant une publication soit officialisée sous forme imprimée ou en mode digital?

Réponse commune (02.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Comme le relèvent Madame la Députée et Monsieur le Député, le Premier Ministre a en effet annoncé que le Gouvernement entendait supprimer graduellement les publications sous forme imprimée et privilégier le recours aux nouvelles technologies de l'information pour la diffusion de ces mêmes publications.

En ce qui concerne d'éventuels critères devant permettre de choisir pour une publication déterminée entre la forme imprimée et la voie électronique, le choix dépendra à chaque fois de la nature des informations qu'il s'agit de diffuser et de la configuration de la population visée par la publication.

Dans le cas précis de la newsletter du Ministère du Logement, dont l'objectif est d'informer le grand public sur les différentes mesures de politique du logement, et notamment sur les dispositifs d'aides individuelles au logement, l'option de la publication sous une forme imprimée a ainsi été retenue.

Question 0662 (30.10.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**absence du secteur touristique dans le Bilan compétitivité:**

Le 28 octobre 2014 a été présentée l'édition 2014 du Bilan compétitivité. Il comprend en outre un état des lieux des cinq secteurs économiques prioritaires au Luxembourg (TIC, Logistique, sciences et technologies de la santé, écotechnologies et technologies de l'espace). Force est de constater que le secteur du tourisme n'y figure aucunement alors que sa contribution au PIB national était de 6,5% en 2013, soit 3 milliards d'euros en chiffres absolus, et que près de 20.000 personnes travaillaient dans le secteur, soit 8,7% de l'emploi total. Et ces chiffres devraient augmenter au cours de l'année 2014, selon le rapport du «World Travel & Tourism Council» (WTTC).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Pourquoi le Ministre de l'Économie ne considère-t-il pas le tourisme comme un secteur prioritaire?

2. Quel est le retour sur investissement des dépenses étatiques au secteur du tourisme par rapport aux cinq autres secteurs susmentionnés?

Réponse (01.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Veuillez trouver ci-joint la réponse à la question parlementaire n°0662 de l'honorable Députée Françoise Hetto-Gaasch concernant l'absence du secteur touristique dans le Bilan compétitivité 2014 présenté le 28 octobre passé, et plus particulièrement dans le chapitre relatif à l'analyse de l'impact économique des nouveaux secteurs prioritaires du Ministère de l'Économie (TIC, Logistique, sciences et technologies de la santé, écotechnologies et technologies de l'espace):

Ad 1. La diversification de l'économie luxembourgeoise est un souci constant des Gouvernements luxembourgeois depuis plusieurs décennies.

Le Gouvernement mène une politique de développement et de diversification active du tissu économique selon une stratégie de «multi-spécialisation» afin de réduire la dépendance prononcée du pays du secteur financier, qui reste actuellement toujours le pilier économique prépondérant au Luxembourg. Cette stratégie de multi-spécialisation se caractérise depuis plusieurs années par une attention particulière envers des «nouveaux secteurs prioritaires», surtout axés sur les nouvelles technologies et vers l'exportation (TIC, sciences et technologies de la santé, écotechnologies, technologies de l'espace et logistique).

À côté des cinq secteurs mentionnés ci-dessus, le programme gouvernemental mentionne également d'autres secteurs dans le cadre de la diversification économique, non repris dans le Bilan compétitivité: l'industrie de manière générale, les affaires maritimes, etc. Le programme gouvernemental attribue également au secteur du tourisme une grande importance, car il contribue non seulement à la création de valeur ajoutée et d'emplois, mais également à faire connaître le Luxembourg à l'étranger.

Affirmer que le Ministère de l'Économie ne considère pas le tourisme comme secteur prioritaire n'est pas exact. Au contraire, le tourisme profite aujourd'hui entièrement du groupement des anciens départements de l'économie et du commerce extérieur et des classes moyennes et du tourisme, notamment dans le cadre des missions économiques qui comportent aujourd'hui systématiquement un volet de promotion du tourisme.

Ad 2. Calculer le retour sur investissement de secteurs économiques s'avère être une tâche méthodologiquement complexe.

D'après le «World Travel & Tourism Council» (WTTC), le tourisme aurait un impact total de 6,5% du PIB en 2013 au Luxembourg (effet direct, indirect et induit). L'impact direct du tourisme est estimé à 1,9% du PIB (29% du total).

Afin de pouvoir mieux mesurer l'impact du secteur du tourisme au Luxembourg, davantage que ce n'était le cas jusqu'à présent, et de devenir moins tributaire des seules estimations fournies par des organisations internationales comme le WTTC, le programme gouvernemental prévoit la mise en place d'un compte satellite du tourisme, en collaboration étroite avec le Statec. Ceci permettra au Gouvernement de pouvoir disposer des informations statistiques indispensables pour établir, exécuter et suivre une stratégie nationale en matière de tourisme.

Une première étude spécifique sur le tourisme avait également déjà été engagée au Statec, mais suspendue depuis pour des raisons budgétaires. Dès que les données seront disponibles, les travaux seront continués et publiés. En attendant, les chiffres actuellement disponibles, issus notamment de la balance de paiement, montrent que le tourisme, entrant et sortant, est une branche importante pour l'économie nationale.

Comparer le retour sur investissement entre secteurs économiques s'avère également être une tâche complexe. En effet, des secteurs économiques peuvent se retrouver à des niveaux différents de leur cycle de vie, ce qui influence forcément les performances mesurées. À titre d'exemple, une comparaison des secteurs bien établis, comme le tourisme, avec de nouveaux secteurs en phase de lancement, comme les sciences et technologies de la santé ou encore les écotechnologies, ne s'avère pas fournir des informations pertinentes.

L'objectif de tous ces travaux d'analyse doit cependant, à terme, être d'accroître le nombre de statistiques sectorielles disponibles afin de mieux pouvoir évaluer les principaux secteurs de l'économie luxembourgeoise.

Question 0663 (30.10.2014) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **giratoire près du Fridhaff:**

Tous les jours ouvrables des embouteillages se produisent le matin sur la N7 entre Fridhaff et Closdellt/Flebour (direction Wemperhardt vers Luxembourg). En effet, le giratoire près du Fridhaff (commune de Diekirch), qui constitue en quelque sorte un goulet d'étranglement, ne permet pas d'évacuer le trafic routier de plus en plus intense dans de bonnes conditions.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sachant qu'une partie des terrains à côté du giratoire appartient respectivement à l'État et à la ville de Diekirch, la construction d'un bypass sur ces propriétés, telle qu'elle a été évoquée par des citoyens lors de la réunion d'information et d'échange du 2 octobre 2014 à Marnach, constitue-t-elle une opportunité aux yeux de Monsieur le Ministre?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur un éventuel projet d'infrastructure permettant de débloquer cette situation?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la construction d'un dépôt de sel d'hiver aux environs du giratoire en question?

Réponse (01.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il y a lieu de préciser que mes services sont conscients des problèmes de fluidité à la hauteur du carrefour à sens giratoire Fridhaff et la construction d'un bypass (voie de dérivation séparée du giratoire) constitue une parmi plusieurs variantes analysées.

La situation est cependant plus complexe qu'à première vue:

- L'État et la commune ne sont actuellement pas en possession des terrains nécessaires à la construction d'un bypass.

- À côté du projet d'un dépôt stratégique de sel, d'autres projets d'activités sont susceptibles d'être réalisés dans l'environnement proche du giratoire Fridhaff.

Vu les contraintes précitées et afin de proposer aux usagers de la N7 une perspective à court terme, il est prévu dans un premier temps de réaménager le giratoire en élargissant à deux voies l'entrée nord (Hosingen), l'entrée sud-est (Diekirch) et aussi la sortie vers le sud (Ettelbruck).

Question 0664 (30.10.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **baisse des droits d'accises sur les cigarettes:**

D'après des informations relayées par divers médias, le Gouvernement aurait soumis à l'avis du Conseil d'État et des différentes chambres professionnelles un projet de règlement grand-ducal visant à baisser les droits d'accises sur les cigarettes et ce afin d'éviter une hausse jugée trop importante du prix des cigarettes.

Aujourd'hui, déi jonk gréng fustigent les plans du Gouvernement et demandent à ce que le Gouvernement fasse marche arrière.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question parlementaire à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous indiquer si la baisse des droits d'accises sur les cigarettes est partagée par tous les ministres de l'actuel Gouvernement?

Réponse (07.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La réponse à la question parlementaire est oui.

Question 0666 (31.10.2014) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **situation de parking et de stationnement devant la gare d'Ettelbruck:**

Il s'avère que le Park & Ride à la gare d'Ettelbruck est actuellement saturé et le stationnement pour les usagers des transports en commun devient de plus en plus difficile. Nombreux sont ceux qui renoncent au transport en commun en faveur de leur voiture.

Cette situation risque encore de s'aggraver, si on considère que dans le cadre des futurs travaux relatifs à la construction d'une nouvelle gare à Ettelbruck, l'actuel parking va disparaître pour être remplacé à terme par un parking à étages. Ainsi, tant que les travaux durent, le parking ne sera plus que partiellement accessible et les concernés aurons encore plus de mal à trouver des emplacements de stationnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le début prévisible et la durée des travaux en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si un échange d'informations concernant ce problème a déjà eu lieu entre le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et l'administration communale de la ville d'Ettelbruck pour parer au manque de places de stationnement que provoqueraient les travaux et la fermeture du parking?

- De quelle manière les CFL entendent-ils remédier à cette situation?

- Est-ce que Monsieur le Ministre serait d'accord pour une solution de rechange et d'agrandissement substantiel du P&R sur les terrains CFL actuellement à usage de dépôt de matériel et facilement accessible par une passerelle provisoire?

Réponse (01.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0666 du 31 octobre 2014, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer au sujet de la situation de parking et de stationnement devant la gare d'Ettelbruck.

Le commencement des travaux du projet du pôle multimodal en gare d'Ettelbruck est prévu à l'horizon 2016-2017 sous réserve du vote de la loi relative au projet afférent, le projet de loi ayant été déposé à la Chambre des Députés en date du 24 octobre 2014. À noter que le planning précis de réalisation des différents modules et en particulier du bâtiment P&R sera établi dans le cadre de l'étude d'exécution.

Il en est de même pour les travaux des voiries et du tunnel dont les études d'exécution sont poursuivies à un rythme soutenu, notamment en vue de l'élaboration des plans d'exécution et du planning détaillé du phasage, ceci en concertation avec tous les intervenants, notamment celui de la construction d'un collecteur d'eaux usées et de la réalisation de travaux connexes par les gestionnaires de réseaux.

Le projet actuel de phasage sommaire a été élaboré dans le respect du milieu urbain. Le

[1] Convention (n°87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; Convention (n°98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; Convention (n°29) sur le travail forcé, 1930; Convention (n°105) sur l'abolition du travail forcé, 1957; Convention (n°138) sur l'âge minimum, 1973; Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999; Convention (n°100) sur l'égalité de rémunération, 1951; Convention (n°111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

tunnel de la N7 sera réalisé en taupe. Il s'agit d'excaver le terrain depuis la surface selon le processus suivant: une fois le niveau de la dalle de couverture atteint, les pieux sécants sont forés, puis la dalle de couverture est bétonnée à ciel ouvert. Par la suite, on creuse la tranchée protégée par la dalle pour réaliser le gabarit de l'ouvrage. Parallèlement, les travaux de remblayage et les aménagements en surface sont réalisés. Ainsi, sur le couvercle des tronçons réalisés, la construction d'une partie du Park & Ride parking pourra être entamée dès la phase 1 du projet. Ces places seront disponibles dès la phase 2a et le parking Park & Ride avec ses 450 places sera achevé lors de l'exécution de la phase 2b des travaux. Ainsi, les possibilités de stationnement sont toujours maintenues à un niveau acceptable lors de l'exécution des travaux.

En ce qui concerne la mise en place prévue au courant de cette année d'une gare routière provisoire sur le terrain appartenant à l'État et adjacent au site du «Verband», cette dernière a été combinée au maintien des 150 places de stationnement déjà existantes sur l'ensemble de l'assiette du Fonds du Rail (parking face au «Verband» et parking à l'arrière de la station ARAL).

Suite à la construction de la tranchée couverte abritant la N7 se faisant par la méthode dite «en taupe» des emplacements pourront être mis à disposition des clients des transports en commun durant la majeure partie du chantier de construction. À l'instar de la construction du P&R en gare de Luxembourg, le cahier des charges imposera à l'entreprise chargée des travaux de garantir au minimum 100 emplacements durant les phases les plus critiques du chantier, tout en sachant que le phasage de la construction du futur bâtiment P&R prévoit en complément la mise à disposition, à l'avancement du chantier, d'une partie (entre 25 et 50%) des 430 emplacements planifiés à terme.

Il convient encore de préciser que les CFL ne peuvent pas soutenir un agrandissement substantiel du P&R sur les terrains actuellement à l'usage de dépôt de matériel étant donné qu'un raccordement de ces terrains par une passerelle aux quais s'avère très complexe, à savoir, un raccordement entraînant la mise en place d'une passerelle d'une portée libre globale d'environ 60 m à une hauteur libre minimale de 6,50 m au-dessus du niveau supérieur des rails. Comme le plan des voies de la gare d'Ettelbruck va être entièrement modifié durant les différentes phases du projet (construction d'un troisième quai, élargissement du deuxième quai, renouvellement des superstructures), la passerelle provisoire ne pourrait pas reposer sur des appuis intermédiaires, ce qui en ferait un ouvrage extrêmement onéreux au vu de sa portée très importante. Par ailleurs, le dépôt de matériel sera requis pour les années à venir dans le cadre du renouvellement complet des différents tronçons de voie avec amélioration de la plate-forme sur la ligne du Nord (loi du 19 juin 2012), de même que par l'installation de chantier du projet de construction pôle multimodal dont question ci-avant. En effet, l'ensemble des travaux concernant l'infrastructure ferroviaire (évacuation des terrassements, mise en œuvre d'une nouvelle plate-forme, construction des souterrains, etc.) sera exécuté depuis l'actuel dépôt de matériel.

Question 0667 (03.11.2014) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **CV anonyme:**

Le recours au curriculum vitae anonyme, qui ne comporte aucune information permettant d'identifier le postulant (ni photographie, nom, prénom, adresse, sexe, date de naissance, nationalité, état civil) est considéré comme un outil permettant de lutter contre les discriminations à l'embauche.

Ainsi, en Belgique depuis 2005 ce genre de CV est obligatoire pour l'administration fédérale.

En France, pôle-emploi a participé à une phase de test en 2011. Même si la loi n'a jamais été mise en application, des résultats positifs ont été ressentis dans des entreprises recrutant ainsi que par des recruteurs. Aussi, depuis la décision du Conseil d'État de juillet 2014 sommant le Gouvernement de prendre le décret d'application, le CV anonyme est à nouveau à l'ordre du jour pour les entreprises de plus de cinquante salariés.

En Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Suisse et dans la Région Bruxelles-capitale des expérimentations ont été menées.

Le bilan global de l'emploi du CV anonyme peut être jugé positif, même si les conclusions des tests font apparaître que les candidats à l'embauche ayant peu de qualifications ou d'expérience professionnelle sont désavantagés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des Chances et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi n'est-il pas d'avis que la diversité du marché du travail luxembourgeois appelle une réflexion sur le recours au CV anonyme obligatoire?

- Est-il est envisagé, comme dans d'autres pays, de procéder à une expérimentation du CV anonyme?

- Madame la Ministre de l'Égalité des Chances estime-t-elle qu'il serait de mise de tenter l'expérience avec les entreprises signataires de la Charte de la diversité, celles bénéficiant du prix «MEGA» ou les grandes plateformes de recruteurs?

Réponse commune (08.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des Chances,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le Gouvernement poursuit une politique d'antidiscrimination et d'égalité des chances dans tous les domaines et à tous les niveaux de la société. L'embauche, donc l'accès au marché du travail, joue un rôle important dans ce contexte.

Faisant suite à la question parlementaire de l'honorable Députée Cécile Hemmen concernant le CV anonyme, les réponses sont les suivantes:

Le marché du travail luxembourgeois se distingue en effet par sa diversité. Du point de vue de la nationalité de la main-d'œuvre on peut noter que seulement environ un tiers est de nationalité luxembourgeoise. Au total 171 nationalités différentes vivent au Luxembourg. À première vue le CV anonyme pourrait en effet être un instrument pour cultiver cette diversité culturelle en éliminant des discriminations à l'embauche.

Une réflexion sur l'éventuel recours obligatoire au CV anonyme nous amène d'abord à constater qu'il serait difficile d'établir une cohérence entre le dispositif envisagé par l'honorable Députée et le programme des actions positives encouragé au niveau des entreprises. Afin de pouvoir mettre en œuvre une diversité dans le milieu professionnel ces actions positives reposent sur des informations, qui ne seraient plus disponibles aux recruteurs dans le cadre du CV anonyme. De même les politiques de promotion de l'égalité des femmes et des hommes se basent de manière explicite sur le sexe d'une personne, comme par exemple le respect d'un quota chiffré relatif au sexe sous-représenté en matière d'égalité dans la prise de décision.

La mise en œuvre des politiques de non-discrimination et de la promotion de l'égalité risque d'être mise en péril par un recours systématique au CV anonyme. Ceci est confirmé par les résultats de l'évaluation de l'expérimentation française. Ainsi le cas français témoigne d'un net recul des chances pour des candidats issus de l'immigration ou résidant dans des quartiers défavorisés. Le CV anonyme n'améliore pas les chances des candidats défavorisés si en amont de l'introduction du CV anonyme les effets de discrimination positive sont plus importants que les effets de discrimination négative.

C'est cette interaction complexe entre différents facteurs qui est à l'origine du bilan mitigé que la littérature scientifique dresse des différentes expérimentations citées par l'honorable Députée.

En ce qui concerne l'utilisation obligatoire du dispositif que l'honorable Députée semble suggérer, il faut d'abord noter qu'il n'y a aucun pays européen qui a rendu l'utilisation du CV anonyme obligatoire pour tous les secteurs de l'économie. À ce stade seule la France préconise cette obligation, mais suite au bilan mitigé des expériences faites le Gouvernement français hésite à prendre le décret nécessaire.

La littérature scientifique considère qu'une obligation généralisée de l'utilisation du CV anonyme serait inefficace pour lutter contre la discrimination. En effet, la discrimination n'est pas un phénomène uniforme et l'impact du CV anonyme dépend considérablement de la situation spécifique d'un secteur. Une obligation générale d'utiliser un CV anonyme nécessiterait une standardisation qui serait potentiellement en conflit avec la diversité des pratiques de recrutement et la variété des besoins des entreprises. Un recours obligatoire au CV anonyme imposerait sans doute une charge non-négligeable aux PME.

À la lumière du bilan mitigé du CV anonyme en Europe et considérant le manque de données concrètes pour pouvoir juger de l'envergure des discriminations à l'embauche et en tenant compte de l'incompatibilité avec les approches d'actions positives un recours obligatoire au CV anonyme semble peu opportun.

En vue des points ci-dessus l'apport potentiel du CV anonyme semble limité et ne saurait pas justifier l'effort nécessaire pour mener une telle expérimentation à ce stade. Rien ne s'oppose cependant à continuer dans un cadre plus élargi, notamment en sensibilisant les entreprises aux effets positifs de la diversité.

Dans le cadre de sa stratégie pour un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision, le Gouvernement a chargé le Ministère de l'Égalité des Chances de mettre en place un réseau des entreprises ayant participé au programme des actions positives respectivement des entreprises intéressées à y participer, ceci faisant partie d'une approche d'entreprise socialement responsable.

Par leur participation audit programme, les entreprises s'engagent à élaborer un plan d'action qui doit obligatoirement contenir des mesures concrètes dans les trois domaines suivants:

- l'égalité de traitement entre hommes et femmes;

- l'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision;

- l'égalité entre hommes et femmes dans la conciliation entre travail et vie familiale.

Il est envisageable d'inscrire la question du CV anonyme à l'ordre du jour d'une des réunions de ce réseau respectivement d'en débattre au sein d'un des groupes de travail thématiques qu'il est prévu de mettre en place.

Question 0668 (03.11.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord entre l'Ukraine et la Russie au sujet du gaz:**

Selon la presse électronique, un accord entre Kiev et Moscou concernant le paiement et la livraison du gaz a finalement pu être trouvé à Bruxelles. Rappelons que dans le contexte du conflit politique et de la guerre civile en Ukraine, le pays connaît une grave crise financière. Le journal français «LeMonde.fr» ajoute que «(…) à en croire Günther Oettinger, commissaire européen sortant à l'énergie, l'argent viendrait des prêts consentis à Kiev par le Fonds Monétaire International (FMI) et par l'Union européenne».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les fonds, servant à payer la dette de l'Ukraine envers la Russie, proviennent en partie de prêts accordés par le FMI et l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, à combien s'élèvera cette contribution financière et quelle en sera la répartition entre les différentes institutions?

Réponse (02.12.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le 30 octobre dernier la Russie et l'Ukraine se sont accordées sur un «paquet hivernal» de 4,6 milliards de dollars. L'objectif de cet accord, obtenu après sept cycles de négociations menées par Günther H. Oettinger, Vice-Président de la Commission européenne, garantit l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine pendant cet hiver.

La Commission européenne a étroitement travaillé avec les institutions financières internationales et l'Ukraine afin de trouver un moyen qui permette à l'Ukraine de payer par avance les livraisons de gaz pour cet hiver.

Le programme d'assistance macro-financière de l'UE pour l'Ukraine s'élève actuellement à 1,61 milliards d'euros. Cette assistance financière fait partie d'un ensemble plus large de soutien à l'Ukraine approuvé par le Conseil européen du 6 mars 2014.

Le Fonds Monétaire International a approuvé en avril dernier un accord de confirmation («standby») de deux ans pour l'Ukraine portant sur une enveloppe totale de 10,97 milliards de droits de tirage spéciaux (environ 17 milliards de Dollars US).

Le soutien financier de l'UE à l'Ukraine est un signe concret de la solidarité européenne avec le peuple ukrainien. L'UE aide ainsi le pays à répondre à ses besoins urgents de financement, tout en soutenant un processus ambitieux de réformes visant à stabiliser l'économie ukrainienne.

L'Ukraine dispose de la possibilité d'utiliser les moyens financiers mis à sa disposition pour régler, en cas de besoin, ses factures de gaz.

Les travaux avec les institutions financières internationales sur l'assistance financière à l'Ukraine se poursuivront, en particulier en ce qui concerne l'approvisionnement en gaz.

Question 0669 (03.11.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**école de police:**

Parmi les 258 mesures du «Zukunftspak» permettant de ramener le budget en équilibre d'ici 2018, la mesure 82 s'intitule «Limitation à un an au lieu de deux ans actuellement du casernement à l'école de police». L'impact budgétaire de cette mesure s'élèverait pour les quatre prochaines années à 54.000 euros.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons de cette limitation?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser la nature des économies de 54.000 euros?

- Des détails quant aux modalités pratiques sont-ils déjà connus? Cette limitation signifie-t-elle que certains cours ne seront plus dispensés?

- La limitation à un an du casernement à l'école de police correspond-elle aux revendications des syndicats de la Police grand-ducale?

Réponse (02.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Suite à l'audit sur l'école de police effectué par l'Inspection générale de la Police, un groupe de travail «École de Police - Formation» a été mis en place au Ministère ayant la Police grand-ducale dans ses attributions. Dans ce cadre Monsieur le Directeur général de la Police grand-ducale a, en accord avec les représentants du personnel présents au sein du groupe de travail, proposé la mesure d'économie visant à réduire le casernement des volontaires de police d'une année. Au vu des discussions qui ont été menées ainsi que des conclusions qui en ont été tirées, le groupe de travail a retenu une limitation de la durée du casernement des volontaires de police à leur première année de formation.

L'estimation des économies qui pourront être réalisées s'élève à 54.000 euros pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018. Selon les chiffres de 2013 les frais liés au casernement s'élèvent pour les deux années à environ 27.000 euros majorés de dépenses liées au nettoyage et imprévus. Ces frais comprennent également l'électricité, l'eau, les poubelles. Ces montants ne comprennent pas les frais liés à l'entretien et à la rénovation des bâtiments.

Les modalités de mise en œuvre de la mesure d'économie seront discutées avec la direction générale de la Police grand-ducale.

Cette mesure n'engendrera pas de limitation du nombre de cours dispensés.

Question 0670 (03.11.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**opération Mare Nostrum par la marine militaire italienne en Méditerranée:**

Suite au naufrage au large de l'île de Lampedusa qui a coûté la vie à 366 migrants, l'opération Mare Nostrum a été lancée. Cette opération militaire et humanitaire menée par la Marine militaire italienne depuis le 18 octobre 2013, visait à secourir en mer les immigrés clandestins. Son périmètre d'action s'étend jusqu'aux côtes libyennes. En moyenne, 900 soldats ont été mobilisés chaque jour. L'opération Mare Nostrum a permis d'arrêter 351 passeurs et de secourir plus de 150.000 personnes en un an.

Suite aux déclarations des autorités italiennes, de ne plus vouloir prolonger l'opération Mare Nostrum, l'Union européenne avait annoncé le 27 août 2014 l'opération Triton pour patrouiller à partir du 1er novembre 2014 en Méditerranée et venir en aide à l'Italie pour faire face à l'afflux des migrants sur ses côtes. Cette opération sera placée sous commandement italien et coordonnée par l'Agence européenne pour la surveillance des frontières extérieures de l'UE Frontex, l'Agence européenne pour la surveil-

lance des frontières extérieures de l'UE, qui travaillera en étroite coordination avec la Guardia di Finanza, la Garde côtière et la Marine italienne. Triton couvrira les zones d'opération d'Hermès (au sud de la Sicile et près des îles de Lampedusa et Pantelleria) et d'Aeneas (sur les côtes de la Calabre et des Pouilles).

Le coût de l'opération Triton s'élève à 2,9 millions d'euros par mois, c'est-à-dire un tiers que l'opération Mare Nostrum coûta chaque mois à l'Italie. Pour concrétiser l'opération, 21 États membres ont indiqué leur volonté de participer à Triton en fournissant des moyens humains (65 agents invités au total) et techniques (quatre avions, un hélicoptère, quatre patrouilleurs de haute mer, un navire de patrouille côtière, deux patrouilleurs côtiers).

Ces deux opérations n'ont pas le même champ d'action, ce qui explique pourquoi d'aucuns estiment que l'opération Triton n'a pas vocation à remplacer Mare Nostrum. Selon le directeur exécutif de Frontex, Gil Arias Fernandez, «Triton sera lancée indépendamment du destin de Mare Nostrum». Selon lui, Triton «ne répond pas aux besoins de milliers de migrants et de réfugiés, y compris ceux qui sont forcés de fuir les guerres et les persécutions au Moyen-Orient et en Afrique. L'idée qu'elle puisse remplacer Mare Nostrum pourrait avoir des conséquences catastrophiques et mortelles en Méditerranée». C'est aussi la position d'Amnesty International, qui incite l'Italie à poursuivre Mare Nostrum «jusqu'à qu'il y ait un autre dispositif européen soutenu par d'autres pays européens et mieux équipé que Triton». Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR) a exprimé le 23 octobre 2014 dans un communiqué sa «vive préoccupation» face à la fin de l'opération militaire et maritime italienne. De nombreuses organisations ont plaidé pour que l'Italie poursuive l'opération. (Informations tirées du site europaforum.lu)

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Êtes-vous d'accord pour constater que la mission de Mare Nostrum, qui a permis de secourir plus de 150.000 personnes en un an, est une action humanitaire d'une importance primordiale?

2. Êtes-vous d'accord pour constater que la mission Triton n'a ni les moyens, ni la vocation, pour remplacer la mission humanitaire que Mare Nostrum a remplie?

3. Dans cet ordre d'idées, la mission humanitaire de Mare Nostrum ne devrait-elle pas être poursuivie?

4. L'l'Union européenne ne devrait-elle pas aider l'Italie à poursuivre cette mission essentiellement humanitaire?

5. Qu'est-ce que vous comptez faire pour que cette mission puisse se poursuivre?

Réponse (25.11.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Depuis sa mise en place le 18 octobre 2013, la mission Mare Nostrum avait effectivement permis de secourir quelque 155.000 migrants. Sa dimension humanitaire est dès lors indéniable. Lors d'une conférence tenue à Bruxelles le 28 octobre 2014, l'Amiral Filippo Maria Foffi, commandant en charge des unités navales militaires italiennes, a lui-même présenté les objectifs de l'opération comme relevant conjointement de l'assistance humanitaire et de la lutte contre l'immigration irrégulière.

Ad 2. L'opération Triton a été lancée le 1er novembre dernier. Elle n'a pas vocation de remplacer les actions humanitaires de l'opération italienne Mare Nostrum, mais elle se veut complémentaire aux opérations nationales conduites par l'Italie. Les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne relèvent à la fois de la responsabilité nationale et de la responsabilité commune européenne. Il en découle que le lancement de l'opération Triton ne fait pas cesser la responsabilité de l'Italie. Dans cette logique, le dispositif de Triton, incluant la zone opérationnelle et les moyens à déployer, a été convenu entre les autorités italiennes et l'agence Frontex. À ce jour, Frontex n'a encore jamais coordonné une opération de l'envergure de Triton. La mission conjointe va contribuer aux efforts de sauvetage en Méditerranée centrale et, ainsi, s'ajouter aux efforts humanitaires italiens.

Ad 3. Le destin de la mission Mare Nostrum ou des activités substitutives éventuelles, relève d'une décision nationale souveraine de l'Italie.

Ad 4. Voir réponses aux questions 2 et 3.

Ad 5. Le Gouvernement du Luxembourg ne peut s'immiscer dans les affaires italiennes. Toutefois, nous continuerons à nous engager pour le maintien d'un dispositif Triton efficace et durable, dans lequel la composante humanitaire occupera une place prépondérante. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement envisage de déployer des moyens luxembourgeois dans la mission Triton.

Q62

Question 0671 (03.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **coopération:**

Wéi allgemeng bekannt ass, gëtt Lëtzebuerg zënter Joren ëm ongefeier 1% vu sengem Bruttonationalakommes fir Entwécklungszesummenaarbecht aus. Dobäi gëtt traditionell dorop uecht gedinn, datt déi lëtzebuergesch Hëllef net gebonnen ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dës Froen un den zoustännege Minister stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung iwwer gebonnen Hëllef respektiv e Retour vun der Hëllef am Kader vun der Entwécklungszesummenaarbecht fir lëtzebuergesch Betriber?

2. An deem sougenannten «Zukunftspak» betreffen e puer Moossnamen och d'Kooperatioun, besonnesch d'Moossnamen 28 bis 31. Wéi en Impakt hunn déi Moossnamen op dee Prozentsaz vum Bruttonationalakommes (BNA)? Sinn déi Moossname virdru mam «Cercle des ONG» diskutéiert ginn? Firwat goufe grad déi Moossnamen décidéiert?

No de Regele vum „Development Assistance Committee" (DAC) vun der OECD kënnen nach eng ganz Rei vun Ausgaben op d'Entwécklungszesummenaarbecht ugerechent ginn, déi hei am Land awer net an deem enge Prozent vum BNA berücksichtegt (mat agerechent) ginn. Wéi héich wär de Prozentsaz vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht am Verhältnis zum BNA, wann all déi Poste géife komplett mat berücksichtegt ginn, a besonnesch déi hei (Auszuch aus dem Katalog vun den urechebaren Dépensë vum DAC): «Bourses et coûts étudiants dans les pays donneurs; allègement de la dette; réfugiés dans les pays donneurs; réforme et gestion des systèmes de sécurité; consolidation de la paix civile, prévention et résolution des conflits; consolidation de la paix post-conflit; réintégration et contrôle des armes légères; opération de déminage des sols; enfants soldats (prévention et démantèlement).»

Dovu sinn also ënner anerem eng Rei vun eisen OMPen («Opérations pour le maintien de la Paix») betraff, wéi och en Deel vun eisen Aktivitéiten am UNO-Sécherheetsrot am Zesummenhang vun der Problematik vun de Kannerzaldoten. Och kënnen en Deel vun de Käschte fir Asylanten a Studenten zu Lëtzebuerg op d'Entwécklungszesummenaarbecht ugerechent ginn. Dat gëtt iwwregens och esou vu villen anere Länner an der DAC gemaach.

3. Wéi héich ass also déi komplett lëtzebuergesch Entwécklungszesummenaarbecht (ënner Berücksichtegung vun allen DAC-Regelen) am Verhältnis zum BNA?

4. Wéi eng vun deene virgenannten Dépensen aus dem Katalog vum DAC gi vu Schweden, Norwegen, Dänemark an Holland mat an hire Prozentsaz vun der Entwécklungszesummenaarbecht am Verhältnis vum BNA mat agerechent?

Réponse (02.12.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Ad 1. De Programme vun dëser Regierung seet: «Le Luxembourg affirmera son rôle précurseur au niveau international en maintenant à son aide un caractère non lié.» Et ass kloer an dësem Sënn gehandelt ginn. De Comité d'Aide au Développement (CAD) vun der OCDE huet no Kontroll festgehalen, dass Lëtzebuerg am Joer 2012 1,22% Aide liée hat. Hei huet de CAD seng Regel applizéiert, no där all Sensibilisatiounsaktivitéit vun den ONGen an dem Ministère am Land esou ugerechent ginn.

Dat heescht net, dass d'Lëtzebuerger Betriber net a Kooperatiounsprojete kënnen dobäi sinn, wa si qualitativ a budgetär fir e Projet vun Interessi sinn. Lëtzebuerger Betriber kënnen natierlech bei den Ausschreiwunge vun der Lux-Development matmaachen. Si kënnen awer och wéinst hirem speziellen Apport mat am Projet zréckbehale ginn. Dëst ass z. B. de Fall fir d'humanitär Satellitteplattform emergency.lu.

Ad 2. D'Moosnamen 28 bis 31 vum Zukunftspak hu keen Impakt op d'Héicht vun der ëffentlecher Entwécklungshëllef. Dat steet kloer an hirem Kommentar. Ech hat jo d'Geleeënheet, den Detail vun de Moossnamen, hiren Ursprong an hiren Effekt a menger Ried virun der Chamber de 5. November ze erklären. D'Regierung steet zum 1% RNB fir d'ëffentlech Entwécklungshëllef. Si huet souguer wéinst der Neiberechnung vum RNB e Mindestbetrag fir d'ëffentlech Entwécklungshëllef zousätzlech festgeluecht.

Dës Mesurë sinn net am Viraus mam Cercle des ONG beschwat ginn. Si wäerte bis zum Dépôt vun enger Gesetzesännerung Ufank 2016 mam Cercle diskutéiert ginn a verschidden Optiounen duerchgeschwat ginn. Dës Moosname gehéieren zu aneren, déi schonns am Budget 2014 geholl gi sinn, fir eis Hëllef esou effikass a geziilt ze gebrauchen a fir dem Zoustand Rechnung ze droen, dass eis APD op engem héijen Niveau stagnéiert säit 2013.

Ad 3. De CAD erlaabt effektiv ënner spezielle Bedingunge verschidden Ausgaben an d'ëffentlech Entwécklungshëllef mat anzerechnen. Ob e Land dat mécht, ass eng politesch Entscheedung, déi eng Regierung hëlt. D'Lëtzebuerger Regierung huet de Choix gemaach, fir eng Rei vun Dépensen net a Betracht ze zéien an huet dowéinst och keng detailléiert Zuelen, fir dës Ausgaben ze chiffréieren, well et geet net duer, de Budget fir dës Ausgaben ze kucken. Do muss ee genau de Virgabe vun den «Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers et du questionnaire annuel du CAD» entspriechen.

Ech ginn d'Beispill vun de Studenten. Hei musse kloer Konditiounen erfëllt sinn. Hei den Extrait aus den Direktive vum CAD:

«II. 5 Coûts imputés des étudiants

70. Les coûts indirects d'éducation (coûts imputés) dans les pays donneurs peuvent être comptabilisés dans l'APD dans les systèmes d'éducation non payants, ou quand les droits d'inscription ne couvrent pas les frais de scolarité, à condition que la présence des étudiants reflète la mise en œuvre par le pays d'accueil d'une politique délibérée de coopération pour le développement, c'est-à-dire, au minimum, que ces coûts soient expressément mentionnés dans le budget du Gouvernement et que les instances chargées des programmes d'APD participent de manière adéquate à l'élaboration de la politique d'accueil et de formation d'étudiants originaires de pays en développement, compte tenu de facteurs nationaux particuliers.

71. Cette participation des responsables de l'APD (à l'échelon central ou des pouvoirs locaux) doit se manifester sur des aspects tels que: la définition des disciplines et des niveaux d'enseignement; l'évaluation des compétences ou des qualifications particulières dont les pays en développement intéressés ont besoin; la détermination du nombre d'étudiants ou de stagiaires à accueillir et les critères de sélection; les possibilités d'adapter l'enseignement aux besoins des étudiants originaires de pays en développement; l'organisation d'échanges de vues avec les pays en développement sur les moyens de faire coïncider les places disponibles dans le système éducatif du donneur avec les besoins de chaque pays; la mise en place de mesures spécialement destinées à éviter l'exode des cerveaux; l'aide à la réintégration des étudiants dans leur pays d'origine.»

Fir d'Zuelen, déi den Accueil vun de Réfugiéen ubelaangen, sinn och komplizéiert Berechnungen ze maachen, déi mat dem CAD mussen ofgestëmmt ginn. Hei sinn ënner spezialiséierte Statistiker Etüden ënnert der Leedung vun dem CAD gemaach ginn, fir d'Divergenzen, wat d'Berechnungsmethoden ubelaangt, ze klären.

Ad 4. Fir dësen Deel vun der Fro ze beäntwerten, hunn ech en Extrait aus dem «Système de notification des pays créanciers 2012» dobäi geluecht. Dëst ass dat lescht Joer, fir dat all d'Zuelen definitiv vum CAD approuvéiert sinn.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0672 (03.11.2014) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**accès au réseau téléphonique public:**

En date du 9 octobre 2014, la Commission européenne a déféré le Luxembourg devant la Cour de justice de l'Union européenne parce que l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) n'a pas effectué dans les délais les analyses des marchés pertinents de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée (marché 1) et de la fourniture en gros de lignes louées (marché 6), et ce en violation des dispositions du droit de l'Union en matière de télécommunications.

Or, tout retard dans l'exécution de l'analyse des marchés pertinents peut conduire l'ILR à imposer des obligations réglementaires alors qu'elles ne sont plus nécessaires, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les incitations à investir, sur l'innovation et sur la concurrence sur le marché.

À l'issue de la dernière analyse des marchés précités réalisée au Luxembourg, qui remonte à 2007, l'ILR a imposé des obligations sur les deux marchés. Alors que la nouvelle analyse du marché de la fourniture de lignes louées au Luxembourg devrait être terminée en novembre 2014, il n'existerait, d'après la Commission européenne, actuellement, aucun calendrier pour l'exécution de la nouvelle analyse du marché de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée. Les retards étant considérables, il serait impératif de procéder très rapidement à l'analyse pour déterminer si les obligations sont toujours justifiées compte tenu de l'évolution de la concurrence sur le marché depuis leur imposition.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'affirmation qu'il n'existe actuellement aucun calendrier pour l'exécution de la nouvelle analyse du marché de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour les retards incriminés?

- Quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner au défèrement du Luxembourg devant la Cour de justice de l'Union européenne?

Réponse (08.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Je ne peux pas confirmer qu'il n'existe actuellement aucun calendrier pour l'analyse du marché de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée (marché 1/2007).

L'Institut Luxembourgeois de Régulation est en fait sur le point de faire aboutir le cycle des analyses de marché requises par la recommandation de la Commission du 17 décembre 2007 sur les marchés pertinents. Pour le marché 1, les projets de conclusions sont actuellement le sujet d'une consultation publique nationale qui se terminera le 29 décembre 2014. Sur base des résultats de cette consultation, le Luxembourg pourra notifier les mesures envisagées à la Commission européenne.

Monsieur le Député trouvera ci-dessous l'état d'avancement des analyses de marché prévues par la recommandation de 2007:

Marché 1/2007: consultation nationale du 27 novembre au 29 décembre 2014;

Marché 2/2007: analyse terminée - suites fixées par règlement 14/170/ILR du 6 janvier 2014;

Marché 3/2007: analyse terminée - suites fixées par règlement 14/171/ILR du 6 janvier 2014;

Marché 4/2007: analyse terminée - suites fixées par règlement 14/175/ILR du 28 août 2014;

Marché 5/2007: analyse terminée - suites fixées par règlement 14/176/ILR du 28 août 2014;

Marché 6/2007: consultation nationale du 27 octobre au 27 novembre 2014;

Marché 7/2007: analyse terminée - suites fixées par règlement 14/172/ILR du 6 janvier 2014.

Le cycle d'analyses sera donc terminé début 2015 et l'Institut pourra à ce moment se consacrer aux nouvelles analyses de marché prévues par la récente recommandation sur les marchés pertinents du 9 octobre 2014. À noter que les deux marchés à l'origine de la dernière étape de la procédure d'infraction engagée par la Commission européenne ne sont plus repris par cette recommandation.

Question 0673 (03.11.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **création d'un fonds souverain intergénérationnel:**

Lors de la présentation du projet de budget pour l'année 2015, Monsieur le Ministre des Finances vient d'annoncer la création d'un fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pourquoi Monsieur le Ministre n'a-t-il pas opté pour un débat à la Chambre des Députés afin de déterminer au préalable avec les représentants du pays les modalités de financement ainsi que la structure et la gouvernance d'un futur fonds souverain luxembourgeois?

- Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il d'impliquer la Chambre des Députés dans la politique d'investissement des actifs du fonds en question et d'assurer que les représentants du pays puissent assumer leur mission légitime de supervision et de contrôle d'un fonds gérant des deniers publics?

- Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il écarté la possibilité de centraliser au sein du futur fonds souverain toutes les participations que l'État luxembourgeois détient dans des entreprises publiques et privées?

- Pourquoi Monsieur le Ministre n'a-t-il pas fait le choix de créer un seul fonds souverain englobant également le Fonds de compensation commun au régime général de pension ou bien de créer au moins une entité de gestion et de gouvernance commune aux deux fonds, permettant ainsi de contenir les frais administratifs?

- Comment le Ministre a-t-il procédé au choix des recettes budgétaires (une partie des revenus sur le commerce électronique et des accises sur les produits pétroliers) à affecter au futur fonds souverain?

- Pourquoi d'autres recettes potentiellement affectables, comme p. ex. une partie des revenus de la taxe d'abonnement, n'ont-elles pas été retenues?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les 90 millions d'euros que l'Union européenne entend reverser au 1er décembre 2015 au Luxembourg devront être attribués au futur fonds souverain puisqu'il s'agit d'une recette unique et inopinée?

- Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il le fait que l'État, qui se trouve actuellement dans une situation budgétaire déficitaire, doive recourir à l'endettement pour pouvoir alimenter le futur fonds souverain alors que la réduction de la dette publique constitue une des priorités déclarées du Gouvernement? Ne partage-t-il pas le principe que la consolidation des finances publiques voire une situation budgétaire excédentaire constituent la condition sine qua non pour pouvoir alimenter un fonds souverain et par-delà respecteraient la philosophie sous-jacente d'un tel instrument financier?

Réponse (04.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le projet de loi n°6722 relative à la mise en œuvre du paquet pour l'avenir porte création du fonds souverain intergénérationnel. L'article 5 du projet de loi décrit l'objet, la structure, la gouvernance, les modalités de financement et de fonctionnement du fonds souverain. La Chambre des Députés a l'occasion d'avoir un échange de vues sur le projet de loi, y compris le fonds souverain, dans le cadre de la procédure législative.

Le projet de loi prévoit que la politique générale, y compris la politique d'investissement, est définie par le comité directeur du fonds. Il encadre les décisions d'investissement des organes du fonds souverain en mettant en place à la fois des contrôles ex ante et ex post. Ainsi, les décisions du comité directeur en relation avec la politique générale sont soumises pour approbation au Gouvernement en Conseil. Les comptes financiers du fonds sont soumis pour approbation au Gouvernement en Conseil et sont publiés au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» dans le mois de leur approbation. Le comité directeur adresse chaque année au Gouvernement en Conseil et à la Chambre des Députés, pour le 31 mars au plus tard, le rapport d'activité de l'année écoulée. Il adresse en outre chaque année au Gouvernement en Conseil, pour le 31 août au plus tard, un rapport sur les activités au cours du premier semestre et la situation financière du fonds à la fin du premier semestre. La Chambre des Députés pourra dès lors avoir un débat sur le rapport d'activité du fonds, y compris la politique d'investissement du fonds et pourra inviter, le cas échéant, les membres des organes du fonds souverain à un échange de vues. La Cour des Comptes suggère en outre, dans son avis relatif au projet de loi n°6722, de soumettre le fonds souverain à son contrôle. Le Gouvernement salue cette proposition de la Cour des Comptes qui vise à ajouter un niveau de contrôle supplémentaire.

Le fonds souverain intergénérationnel a pour objet de constituer une épargne à long terme à partir de revenus considérés comme non récurrents. Lorsque le fonds aura atteint une certaine masse critique, une partie des revenus dégagés par le fonds pourront être affectés au budget de l'État. Le fonds souverain luxembourgeois s'apparente aux fonds singapouriens GIC ou au fonds ADIA des EAU ou encore au fonds souverain norvégien. D'autres fonds souverains visent à gérer les participations étatiques ou à financer des investissements stratégiques. Tel est notamment le cas du fonds singapourien Temasek. L'initiative du Gouvernement visant à mettre en place un fonds souverain n'est dès lors pas à confondre avec la mesure prévue dans le programme gouvernemental visant à structurer le portefeuille des participations de l'État.

Le Fonds de compensation commun au régime général de pension a pour mission de gérer la réserve de compensation du régime général de pension. Cette réserve est alimentée par l'excédent des recettes sur les dépenses de la Caisse nationale d'assurance pension. Les placements sont opérés dans le but d'assurer la pérennité du régime général de pension. Le fonds souverain par contre a pour objet de contribuer au bien-être des générations futures en constituant une épargne dont les revenus peuvent être utilisés en partie pour alimenter, dans un avenir lointain, le budget de l'État. Eu égard aux finalités différentes des deux fonds, il n'a pas paru opportun d'intégrer le Fonds de compensation au fonds souverain. Le Fonds de compensation commun au régime général de pension et le fonds souverain ayant chacun le statut d'établissement public ont chacun sa gouvernance propre. Il n'en reste pas moins que la structure, la gouvernance et les modalités de fonctionnement du fonds souverain s'inspirent étroitement du Fonds de compensation qui a fait ses preuves et qui a également une finalité à long terme.

Le fonds souverain est alimenté par des recettes considérées comme non récurrentes. Tel est le cas notamment pour une partie des recettes de TVA sur le commerce électronique au vu du changement des règles d'imposition ou encore pour une partie des accises sur le carburant, qui pourrait disparaître suite à un hypothétique changement au niveau européen du régime d'imposition. La taxe d'abonnement par contre n'est pas considérée comme non récurrente en l'absence de projets visant à abolir cette taxe.

La majeure partie des 90 millions d'euros sera versée par l'UE à l'État luxembourgeois en 2014, la partie résiduelle étant versée en 2015. Les fonds reçus de l'UE seront réintégrés dans la Trésorerie de l'État.

La création du fonds souverain relève d'une volonté politique de constituer une épargne à long terme destinée à bénéficier aux générations futures. Idéalement le fonds souverain aurait été créé il y a une quinzaine d'années au moment où les finances publiques luxembourgeoises étaient en équilibre. Le Gouvernement regrette cette occasion manquée et est déterminé à aller de l'avant en constituant une réserve au profit des générations futures. Le fonds souverain sera doté annuellement et malgré cela les finances publiques seront en équilibre en 2018.

Question 0674 (03.11.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **baisse des droits d'accises sur les cigarettes:**

Selon nos informations, le Conseil de Gouvernement aurait adopté au cours de sa réunion du 8 octobre 2014 un projet de règlement grand-ducal visant à baisser les droits d'accises sur les cigarettes et ce afin d'éviter une hausse jugée trop importante du prix des ces dernières. Cette diminution des accises devrait éviter une perte éventuelle de recettes d'environ 50 millions d'euros.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Sur quelles données le Gouvernement se base-t-il pour chiffrer la perte éventuelle de recettes à environ 50 millions d'euros?

- Existe-t-il une étude portant sur les différentiels de prix des cigarettes ayant un impact sur le comportement d'achat du consommateur?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le prix des cigarettes devrait augmenter en deux étapes, conformément au communiqué de presse «déi gréng»? Dans l'affirmative, selon quels critères?

- La hausse généralisée de la TVA peut-elle avoir pour conséquence la baisse de recettes fiscales d'autres produits?

- Le Gouvernement prévoit-il encore d'autres mesures connexes et non spécifiées lors du dépôt de budget?

- Le Gouvernement peut-il m'expliquer la raison particulière pourquoi la baisse des droits d'accises sur les cigarettes qui constitue toutefois une mesure importante en termes de recettes n'a fait l'objet d'aucune déclaration spécifique ni de la part de Monsieur le Premier Ministre, ni de Monsieur le Ministre des Finances?

Réponse (05.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la première question de l'honorable Député Claude Wiseler il y a lieu d'indiquer que les ventes en 2013 représentent 3,3 milliards de cigarettes, ce qui correspond à 165 millions de paquets à 20 cigarettes, et 4.000 tonnes de tabac.

Afin d'évaluer les pertes éventuelles pour le Trésor public, l'hypothèse de base est qu'un renchérissement des cigarettes/tabacs au Luxembourg entraîne une régression des achats de 20% côté Allemagne (sachant qu'environ 40% des ventes transfrontalières se font direction Allemagne) soit environ 17 millions de paquets à 20 cigarettes ce qui représente 50 millions d'euros de recettes.

Abstraction faite de l'effet éventuel en perte de recettes à cause d'une baisse des ventes de carburants (essence et diesel) et d'alcool due au fait que certains clients ne déplaceraient plus au Luxembourg pour faire leurs achats, une diminution des recettes de 50 millions d'euros constitue une estimation circonspecte.

Deuxièmement, alors que les prix pratiqués dans les pays voisins sont connus et donc aussi les différentiels de prix des cigarettes, aucune étude scientifique n'a été réalisée relative au comportement d'achat des consommateurs, notamment parce qu'il est très difficile de paramétrer tous les éléments qui influent sur la prise de décision des consommateurs.

En ce qui concerne la troisième question, il y a lieu de relever que les prix de vente des cigarettes et du tabac ont augmenté annuellement depuis 1993 (voir tableau en annexe) et continueront à augmenter à l'avenir.

Les augmentations des prix sont dues à la fois aux hausses des accises et aux variations des prix de vente décidés par les producteurs. Sur les prix de vente fixés par les producteurs se rajoute par après la charge fiscale.

Il y a lieu d'admettre que les producteurs répercuteront la hausse du droit d'accise spécifique et de la TVA prévue au 1er janvier 2015 sur le consommateur, au moins en partie, ce qui entrainera une augmentation des prix de ventes en 2015.

Quatrièmement, le Gouvernement estime que la hausse de la TVA ne devrait pas avoir de conséquences sur les recettes fiscales d'autre produits soumis à accises, tels que l'alcool, les carburants et combustibles car le différentiel de prix avec les pays avoisinants reste, malgré la hausse prévue de la TVA, encore suffisamment attrayant pour les personnes privées. Pour les professionnels la hausse de la TVA sur le carburant n'a bien entendu pas d'impact.

Aucune autre mesure relative aux droits d'accise sur les produits de tabacs manufacturés n'est prévue.

En ce qui concerne la dernière question, la mesure prévue par le Gouvernement a pour objectif de sauvegarder les recettes existantes, aucune perte de recettes ne découlera de cette mesure. Par ailleurs, comme le droit d'accise spécifique augmentera en 2015, à volume de ventes identique, la recette du droit d'accise spécifique va s'accroitre.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0675 (04.11.2014) de **MM. Claude Wiseler** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**Ebola:**

Début septembre, Madame la Ministre a déclaré qu'un équipement supplémentaire de petite envergure permettrait à deux des laboratoires du CRP-Santé de réaliser le diagnostic du virus.

Il y a deux mois, aucun des hôpitaux luxembourgeois n'était capable d'assurer la prise en charge de patients atteints du virus. Selon la Ministre, le Gouvernement attendait l'accord du Gouvernement français afin que l'on puisse transférer les patients à l'Hôpital Universitaire de Strasbourg, en cas de besoin.

Le CHL, en tant que centre national des maladies infectieuses, serait prédestiné à assurer le traitement des patients au niveau national. Avant de réaliser les transformations et investissements dans l'équipement nécessaire, les responsables du CHL attendaient le la part de la Direction de la Santé les recommandations et directives internationales afin de pouvoir garantir une prise en charge complète et sécurisée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement a-t-il investi les fonds nécessaires afin d'équiper les laboratoires du CRP-Santé pour assurer le diagnostic du virus Ebola? Dans l'affirmative, les laboratoires concernés sont-ils en mesure de réaliser les diagnostics, respectivement dans quels délais le seront-ils?

- Le Gouvernement a-t-il obtenu l'accord du Gouvernement français de pouvoir transférer des patients à Strasbourg? Dans la négative, quelles en sont les raisons? Où en sont les négociations avec d'autres pays?

- Si Madame la Ministre a précisé que le Luxembourg était équipé pour organiser le transport par ambulance spécialisée à l'étranger de personnes atteintes du virus, qu'en est-il du transport et du rapatriement d'éventuels ressortissants luxembourgeois séjournant à l'étranger respectivement se trouvant dans les pays les plus touchés par le virus?

- Le Gouvernement entend-il soutenir le CHL afin qu'une prise en charge nationale puisse être garantie? Le CHL est-il d'ores et déjà prêt, respectivement dans quel délai pourra-t-il être prêt?

Réponse (26.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le risque d'un cas importé de maladie à virus Ebola est très faible. Néanmoins le Gouvernement a tenu à ce que les mesures nécessaires soient mises en place pour pouvoir détecter précocement tout cas suspect, pour limiter au maximum toute contamination et pour pouvoir prendre en charge un cas de maladie Ebola au Luxembourg.

Les analyses de biologie clinique chez des patients à risque de maladie Ebola nécessitent d'être réalisées sous des conditions de protection élevée pour le personnel. Afin que les prélèvements entrant en ligne de compte ne doivent être envoyés dans des laboratoires étrangers autorisés à ce faire, le Gouvernement investit 135.000 euros en 2014 pour installer des équipements de laboratoire et flux laminaires protecteurs pour le personnel dans une zone y réservée d'un laboratoire de recherche situé à côté du Centre Hospitalier de Luxembourg, pour assurer la formation du personnel et couvrir les coûts de fonctionnement pour ce secteur sécurisé et ces analyses. Ce laboratoire pourra d'ailleurs également servir à d'autres cas d'infections par germes hautement pathogènes. Le laboratoire est maintenant pleinement fonctionnel pour assurer les analyses diagnostiques d'Ebola ainsi que les autres analyses de biologie clinique pour ces patients.

Le Gouvernement soutient pleinement le CHL et son personnel dans leurs efforts importants pour pouvoir prendre en charge un cas de maladie Ebola aussi bien dans l'unité de soins de maladies infectieuses que dans le service de soins intensifs. Un plan détaillé a été établi pour les deux cas de figure, les mesures de précaution à tous les niveaux ont été optimisées, les équipements de protection individuelle sont prêts et la formation des personnels a été assurée. Un exercice de simulation pour tester toute la filière de soins a été mené. Le CHL est donc prêt.

J'ai demandé à mes collègues Ministres français et allemand de la Santé de pouvoir transférer, en cas de besoin national, un cas avéré de maladie Ebola vers un hôpital de leur pays. Tant la Ministre française que le Ministre allemand de la Santé ont exprimé leur accord de principe à accueillir dans leurs systèmes de santé un patient souffrant de maladie Ebola venant de notre territoire et viennent de nous faire parvenir des projets de convention en vue d'une prise en charge.

Concernant le transport et le rapatriement d'éventuels ressortissants luxembourgeois séjournant à l'étranger respectivement se trouvant sur le territoire d'un des pays les plus touchés, le Luxembourg a déclaré le 23 octobre 2014 deux «learjets 45XR» de la LAA («Luxembourg Air Ambulance»), spécialement équipés pour évacuer des patients infectés, sur une base volontaire auprès de la Commission européenne («European Emergency Response Capacity»). Notons qu'un module d'évacuation médical (non Ebola) luxembourgeois fut déjà déclaré comme module national en 2012 dans le cadre du mécanisme européen en matière de protection civile.

Cet engagement a pour but de garantir le rapatriement des intervenants ressortissants des États participant au mécanisme européen de protection civile et non de rapatrier des patients en général de l'Afrique vers l'Europe. Le Luxembourg se réserve la possibilité de refuser une mission en cas de force majeure ou d'urgence nationale, à savoir quand une mission nécessitant l'utilisation du module médical de la capacité MEDEVAC vise la prise en charge de

résidents luxembourgeois, de frontaliers travaillant au Luxembourg ainsi que des collaborateurs d'ONG envoyés en mission à l'étranger sous contrat avec la Direction de Coopération et d'action humanitaire luxembourgeoise.

Question 0676 (04.11.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **moulin Bestgen à Schifflange:**

Le moulin Bestgen dont l'État est propriétaire avait consécutivement été mis à disposition de l'Action Sociale pour Jeunes asbl, puis à l'Objectif Plein Emploi asbl (OPE). Depuis l'arrêt des activités d'OPE, le sort que l'État allait réserver à ce bâtiment est redevenu d'actualité.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres:

- Qu'est-ce que le Gouvernement envisage de faire de ce bâtiment? Les responsables communaux seront-ils impliqués dans les discussions quant à une utilisation future de ce bâtiment?

- À supposer que l'État envisagerait de se défaire du moulin Bestgen, les Ministres peuvent-ils m'indiquer les projections de prix sur lesquelles mise l'État?

- Existe-t-il des acheteurs potentiels? Dans l'affirmative, l'État peut-il divulguer les noms des intéressés et indiquer le niveau d'avancement des négociations?

Réponse commune (22.12.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Suite à la demande du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat adressée à Monsieur le Ministre des Finances tendant à voir réintégrer le complexe moulin Bestgen à Schifflange dans le parc de logements locatifs sociaux, l'Administration des Bâtiments publics vient d'être saisie par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines afin d'établir un état des lieux de l'immeuble en question en vue de la conclusion d'un bail emphytéotique entre l'État et le Fonds aux fins voulues.

Il est prévu d'organiser une réunion avec la commune de Schifflange en vue de se concerter sur le futur développement du moulin Bestgen.

Question 0678 (05.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **législation sur les drones:**

Bei eise franséischen Nopere suergen zënter dem hallwen Oktober onbemannte Flich vu verschiddenen Drohnen iwwer Atomzentrale fir Opregung. Dobäi stellt sech eraus, dass et schwéier ass, d'Drotzéier hannert deenen Aktiounen ze fannen an d'Flich ze ënnerbannen.

Dofir wollt ech dem Här Minister fir bannescht Sécherheet a Verdeedegung, dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen, dem Här Justizminister an dem Här Bannenminister dës Froe stellen:

1. Sinn zu Lëtzebuerg Zonen ausgewisen, déi permanent fir den zivile Fluchbetrib vu bemannten oder ferngesteierte Figeren an/oder Drohne gespaart sinn?

2. Wier esou eng Moossnam punktuell denkbar, fir dass Drohnen net kéinte wichteg Evenementer oder Réuniounen zu Lëtzebuerg stéieren?

3. Wat fir Strofe gesäit d'Lëtzebuerger Gesez vir, wann eng Persoun sech iwwer esou Verbueter géing ewechsetzen?

4. Wéi kann hei am Land esou e Verbuet duerchgesat ginn, a kann am Extremfall vun enger ausgewisener Gesetzesiwwertriedung oder Gefor den onbemannten Apparat erofgeholl oder zerstéiert ginn? Wie wier dann zu esou enger Mesure berechtegt, eis Police oder eis Arméi?

5. Sinn hei zu Lëtzebuerg Fäll bekannt, wou Drohne fir geplangten oder tatsächlech kriminell Handlungen oder d'Ausspionéiere vu privaten Haiser agesat gi sinn?

6. Denkt d'Regierung, Keefer vun esou Apparater ze registréieren oder e Permis fir de Pilotage anzeféieren, fir Abusë besser ënnerbannen ze kënnen?

Réponse commune (08.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Défense,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Et gëtt eng eenzeg Zon vum Espace aérien, déi permanente Fluchrestriktiounen ënnerstallt ass, fir all Zort vun Aéronef: Dat ass e Krees ronderëm d'Fabrik Dupont de Nemours an der Zon Sandweiler-Contern (klasséierte Site «Seveso II»), déi direkt no beim Fluchhafen ass, an déi also ganz no un der Trajectoire vun de Landungen an Décollagë vum Fluchhafen ass. Et gëtt eng Publikatioun dozou am AIP («Aeronautical Information Publication») Belgique -Grand-Duché de Luxembourg ënnert der Dénominatioun «ELPO1» («Luxembourg prohibited zone 1»).

Ad 2. D'Loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne gesäit d'Méiglechkeet vir, fir provisoresch, via en Arrêté grand-ducal, an exceptionnellen Ëmstänn (grouss Evenementer…), d'Zirkulatioun vun Aéronefs iwwer verschidden Zone vum Territoire ze verbidden, sous réserve dass dat op eng appropriéiert Manéier öffentlech gemaach ginn ass. Esou Verbueder ginn äusgesprach am Kader vu groussen Evenementer an no enger Evaluatioun vun der Menace gemaach.

Ad 3. Den Artikel 25 vun der Loi modifiée vum 31. Januar 1948 gesäit penal Sanktioune vir géint all Aéronef, dat en onnéidege Vol oder Manöver mécht, dee kéint d'Leit u Bord oder d'Leit an d'Biens um Buedem a Gefor setzen.

Ad 4. Zu Lëtzebuerg ass d'Police fir öffentlech Sécherheet zoustänneg. Bis elo ware mer nach net mat enger Situatioun confrontéiert, wou esou een Apparat hätt missen aus Sécherheetsgrënn erofgeholl oder zerstéiert ginn. D'Police suivéiert dat vun no, an ass och an enkem Kontakt mat eisen Nopeschlänner betreffend d'Evolutioun vun der Situatioun an déi taktesch an operationell Approche zu esou enger Menace.

Ad 5. Bis elo huet d'Direction de l'Aviation civile keng formell Plainten oder Beschwéiere kritt iwwert d'Utilisatioun vun Drohnen zu Lëtzebuerg, fir e kriminellen oder Spionagezweck. D'Police krut scho Fäll vum Gebrauch vun Drohne gemellt, mä et konnt awer bis elo net direkt eng Verbindung mat kriminellen Handlungen oder Ausspionéierunge festgestallt ginn.

Ad 6. D'Élaboratioun vun engem spezifesche Kader fir Drohnen (Immatrikulatioun, Suivi vun der Navigabilitéit, Utilisatioun…) gehéiert zu de Prioritéite vun der DAC. Esou e Kader muss der EASA («European Aviation Safety Agency») no en phase si mat de Lignes directrices, déi amgaange sinn élaboréiert ze ginn op europäeschem Niveau.

Question 0679 (05.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **allocations familiales:**

Dans un article intitulé «Besser Zukunftschancen», qui fut publié en date du 16 octobre 2014 sur le site Internet du Gouvernement, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a retenu au sujet de l'introduction d'un montant unique par enfant en matière d'allocations familiales que «le nouveau système amène donc à une individualisation des droits de l'enfant, chaque enfant valant la même chose. En effet, de nombreuses études montrent que l'augmentation des coûts due à l'arrivée d'un enfant n'est ni linéaire, ni proportionnelle: au contraire, elle est nettement plus faible pour le 2e et pour le 3e enfant».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Sur base de quelles études, Madame la Ministre a-t-elle pris la décision de proposer au Gouvernement d'introduire un montant unique par enfant?

- Ces études ont-elles tenu compte des coûts supplémentaires liés e. a. aux moyens de transport et au logement à charge d'un ménage en présence d'un deuxième, d'un troisième voire d'un quatrième enfant?

- Madame la Ministre peut-elle nous fournir une copie des études sur base desquelles elle a pris sa décision?

Réponse (21.11.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Tel qu'indiqué déjà dans la réponse à la question parlementaire n°0340 de Monsieur le Député Gilles Roth *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)*, la réforme des allocations familiales prendra en compte «tous les aspects importants et nécessaires afin d'arriver à une politique familiale, cohérente et équitable, dans laquelle l'enfant, son bien-être et ses chances d'avenir sont placés au centre des préoccupations».

Le Gouvernement est d'avis qu'une politique «familiale» cohérente et équitable ne peut pas se limiter qu'au seul aspect des allocations familiales, mais doit aussi englober par exemple les domaines de l'éducation formelle et non formelle, des aides au logement ou encore de la lutte contre la pauvreté. Ainsi l'introduction d'un montant unique de l'allocation familiale n'est d'abord qu'un des éléments de la réforme visée et repose en première ligne sur la volonté du Gouvernement d'entériner le droit personnel de chaque enfant à l'allocation familiale, suivant l'adage qu'«un enfant = un enfant».

Le projet de loi étant en cours d'élaboration, je me limite à citer quelques-unes des études et publications internationales qui ont été consultées:

- «Deutsches statistisches Bundesamt: Konsumausgaben von Familien und Kindern»,

- «Schweizer Bundesamt für Statistik: Familien in der Schweiz. Statistischer Bericht 2008»,

- Steffen Kröhnert, Reiner Klingholz - «Emanzipation oder Kindergeld: Was die neue Familienpolitik Deutschlands von anderen europäischen Ländern gelernt hat»,

- «Bundesministerium für soziale Sicherheit, Generationen und Konsumentenschutz Wien: Schätzung der direkten und indirekten Kinderkosten»,

- Egmont EHAPA MEDIA: «Kids Verbraucheranalyse».

Je tiens à souligner que le montant retenu de 265 euros pour chaque enfant qui entre nouvellement dans le système réformé est de loin le plus élevé en Europe et dépasse même celui versé dans de nombreux pays pour deux ou plusieurs enfants.

Question 0680 (05.11.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **politique fiscale du Gouvernement:**

Au cours de l'année 2014 divers membres de la coalition gouvernementale actuelle ont annoncé l'introduction voire la réintroduction de nouveaux types d'impôts.

Hier, l'orateur mandaté du groupe politique LSAP, Franz Fayot, a insisté sur la nécessité de ne pas exclure l'introduction d'un impôt sur la fortune pour personnes physiques de la réforme fiscale globale dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2017. Suite à la question de Monsieur le Député Gilles Roth concernant l'introduction éventuelle de cet impôt, Monsieur le Ministre des Finances a répondu que: «Well mir déi Saach (Steierreform) esou seriö huelen, schléisse mir iwwerhaapt näischt aus.»

En ce qui concerne l'augmentation du taux d'imposition maximal pour personnes physiques, les présidents successifs du parti politique LSAP, Alex Bodry et Claude Haagen, ont fait savoir à diverses reprises qu'une «Räichesteier» fera son entrée dans l'arsenal fiscal luxembourgeois. Monsieur le Ministre des Finances a, quant à lui, toujours indiqué vouloir attendre la réforme fiscale globale avant de se prononcer, tandis que le Premier Ministre classait ces annonces comme des vœux pieux d'aucuns. Aujourd'hui, au cours d'une conférence de presse, Monsieur le Ministre des Finances aurait formellement exclu toute hausse du taux d'imposition maximal pour personnes physiques («Räichesteier»).

Toujours dans le contexte de la réforme fiscale globale, certains membres de la majorité gouvernementale, dont Monsieur le Député Franz Fayot ont plaidé pour l'introduction d'un impôt sur les successions, tandis que d'autres, comme le Ministre des Finances, se sont opposés énergiquement à cette idée.

Nous constatons que toutes ces affirmations pour le moins contradictoires sèment la confusion dans le pays, auprès de nos citoyens, et mettent en cause la crédibilité et la prévisibilité de notre politique fiscale, toujours considérés comme faisant partie des principaux atouts de notre place financière et risquent de porter atteinte à la bonne réputation et à l'image de notre pays.

C'est dans ce contexte que nous demandons à Monsieur le Premier Ministre de clarifier personnellement une fois pour toutes la situation en répondant de manière non équivoque aux questions suivantes:

- Le Gouvernement actuel introduira-t-il un impôt sur la fortune au niveau des personnes physiques jusqu'à la fin de la législature?

- Le Gouvernement actuel introduira-t-il un nouveau taux d'imposition maximal pour personnes physiques («Räichesteier») jusqu'à la fin de la législature?

- Est-ce que le Gouvernement actuel introduira un impôt sur les successions jusqu'à la fin de la législature?

Réponse (04.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En guise de réponse je voudrais tout d'abord renvoyer Messieurs les Députés au texte du programme gouvernemental:

«Le Gouvernement procédera à une réforme fiscale qui devra répondre aux critères de la prévisibilité et stabilité en matière fiscale, de la compétitivité du Luxembourg en matière fiscale, tant au niveau des sociétés qu'au niveau des personnes physiques, de la pérennisation des emplois et de l'équité sociale s'assurant une contribution équitable au financement des dépenses publiques des différentes catégories de contribuables et de revenus. (…) Le Gouvernement reverra au niveau de l'impôt sur les personnes physiques la progression et le taux d'impôt pour toutes les tranches dans un objectif d'équité sociale (tenant compte en particulier du phénomène du „Mittelstandsbuckel") ainsi que les différents abattements avec une approche de sélectivité sur base des critères socio-économiques.»

Je puis par ailleurs informer Messieurs les Députés que la réforme fiscale englobante qu'envisage le Gouvernement se fera à la suite d'un large processus de consultation, processus auquel les partenaires sociaux seront intégrés dès la phase préparatoire de la réforme en 2015. Il serait dès lors à mon avis particulièrement malvenu d'hypothéquer ces consultations par des déclarations prématurées concernant les contours de la réforme.

Question 0681 (05.11.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **Cargolux:**

Après une vague de départ au cours des derniers mois de plusieurs hauts dirigeants, Cargolux vient d'annoncer une nouvelle démission au sein de son comité exécutif, Henning zur Hausen, membre du comité exécutif et senior vice-président affaires juridiques et conformité.

À la lumière de ces informations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur les Ministres, en tant qu'actionnaire de la compagnie aérienne Cargolux, comment le Gouvernement s'explique-t-il le fait que Monsieur zur Hausen puisse désormais se mettre au service d'un concurrent de son ancien employeur, à savoir Etihad Airways?

- Le contrat de travail de Monsieur zur Hausen ne contenait-il pas de clause de non-concurrence?

- Dans la négative, pour quelles raisons n'avait-il pas une telle clause?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que dans un secteur concurrentiel comme le fret aérien, tous les contrats de travail des membres de la direction de Cargolux devraient disposer d'une clause de non-concurrence?

Réponse commune (08.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la démission d'un membre du comité exécutif de la compagnie aérienne Cargolux.

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter la gestion interne des ressources humaines d'une société commerciale de droit privé et le Gouvernement estime que les décisions afférentes sont à prendre par les organes de décision compétents en la matière selon les statuts de ladite société et le droit commercial.

Question 0682 (05.11.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **centre régional de secours au niveau de la Nordstad:**

La coopération entre les six communes de la région Nordstad se concrétise, étape par étape.

Il va de soi que cette coopération devra également couvrir le volet de la protection civile. Dans ce contexte, une responsabilité particulière revient à l'État à proprement parler.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du dossier concernant la création d'un centre régional de secours au niveau de la Nordstad? Des discussions à ce sujet entre les responsables des communes concernées et l'État sont-elles en cours?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà d'une liste de sites potentiels pour la construction d'un tel centre de secours?

- Quel serait le rayon d'action du futur centre de secours Nordstad?

Réponse (12.12.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à l'implantation d'un centre de secours régional au niveau de la Nordstad.

Suite à une entrevue avec Messieurs les bourgmestres des villes de Diekirch et d'Ettelbruck en date du 18 février 2013, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait marqué son accord de principe avec la construction d'un nouveau centre de secours pour les besoins de la Nordstad. Des sites potentiels ont également été évoqués lors de la réunion précitée.

Dans le cadre du projet de plan national d'organisation des services de secours (PNOSS), la Nordstad est destinée à accueillir un Centre d'Incendie et de Secours d'appui (CIS-A).

Au niveau opérationnel, le CIS-A Nordstad interviendra en tant que centre de première intervention sur le territoire des villes de Diekirch et d'Ettelbruck. Il disposera en outre des moyens nécessaires (personnel et matériel) pour apporter un renfort complémentaire aux autres centres de première intervention de leur secteur qui correspondra grosso modo aux rayons d'intervention actuels des centres de secours de la Protection civile de Diekirch et d'Ettelbruck. Finalement, les CIS-A seront destinés à intervenir en appui dans leur groupement avec du matériel spécialisé pour la couverture des risques particuliers identifiés au plan national d'organisation des services de secours. Le Groupement NORD comprendra les cantons de Clervaux, Redange, Vianden et Wiltz et les communes de Bettendorf, Bourscheid, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck, Feulen, Mertzig et Schieren.

Au niveau organisationnel, les CIS-A sont destinés à faire office de siège administratif de leur groupement. En tant que tel, ils hébergeront la direction du groupement chargée de l'administration, de la gestion de la formation régionale et de la formation continue, des relations avec les communes et toutes autres instances publiques ou privées ainsi que de la prévention et de la planification au niveau groupemental.

Il résulte de tout ce qui précède que l'implantation d'un centre d'incendie et de secours au niveau de la Nordstad est un élément important dans la mise en œuvre de la réforme des services de secours. Les conclusions du projet de plan national étant toujours d'actualité, il appartiendra au futur établissement public de concrétiser ce projet de construction ensemble avec les responsables communaux des communes concernées.

Question 0683 (06.11.2014) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **situation des demandeurs d'asile:**

Suite aux scandales et violences avérés dans des foyers de demandeurs d'asile en Allemagne, j'ai été informée qu'une association proche des demandeurs est parfois confrontée à des plaintes, qui, à défaut de preuves, ne sont pas poursuivies. Certes, la situation luxembourgeoise n'est pas comparable à celle qui existe en Allemagne, mais j'aimerais quand même demander à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration de me donner les précisions suivantes concernant l'hébergement des demandeurs d'asile au Luxembourg:

1. Madame la Ministre a-t-elle eu connaissance de cas de violence ou d'abus par le personnel de surveillance sur les demandeurs de protection internationale? Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il, quelles en furent les circonstances et les conséquences?

2. Suivant les types d'hébergement, combien de demandeurs d'asile y a-t-il dans chacune des structures d'hébergement gérés:

- par l'OLAI,

- par des organisations humanitaires (lesquelles?),

- directement par des communes?

3. Quelles sont les communes qui hébergent des demandeurs de protection internationale et de combien de personnes s'agit-il à chaque fois?

4. Combien de demandeurs sont hébergés dans des structures privées et quel est le nombre d'hôtels ou des pensions de famille qui en accueillent?

5. Quelles sont les structures d'hébergement qui bénéficient d'un encadrement social permanent sur place et de quel encadrement professionnel s'agit-il?

6. Quelles sont les structures qui bénéficient d'un encadrement social occasionnel sur place?

7. De quel type de formation bénéficie le personnel de gardiennage? Une formation continue de l'ensemble du personnel sur les questions d'encadrement de demandeurs de protection internationale est elle prévue?

8. De quelle façon et à quel rythme se fait la surveillance des firmes de gardiennage par OLAI?

Réponse (26.11.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1. Cas de violence ou d'abus

Depuis 2010, la société Brink's Security SA assure la surveillance de plusieurs structures d'hébergement de l'OLAI. Actuellement, les agents de gardiennage de Brink's sont présents sur huit sites, à savoir dans les foyers de Esch-sur-Alzette, Rodange, Weilerbach, Luxembourg-ville (deux sites), Marienthal, Useldange et Redange-sur-Attert.

Un seul cas de violence envers un occupant a eu lieu. L'enquête menée a révélé qu'il s'agissait d'un cas de légitime défense. En effet, un occupant du foyer, manifestement en état d'ébriété avancée, avait tenté d'attaquer un agent de sécurité qui s'est légitimement défendu en neutralisant l'occupant.

Ad 2. Types d'hébergement et nombre de résidents actuels

Un relevé de l'ensemble des structures actuellement gérées par l'OLAI et ses partenaires est annexé à la présente (annexe):

- 53 structures sont gérées par l'OLAI;

- quatre structures sont gérées par la Croix-Rouge luxembourgeoise (Foyer Don Bosco à Luxembourg, Foyer Chomé à Luxembourg, un foyer à Betzdorf et un foyer pour femmes à Redange-sur-Attert);

- trois structures sont gérées par Caritas Luxembourg (Foyer St Antoine à Luxembourg, une structure à Wiltz et une structure à Steinfort);

Ad 3. Communes hébergeant des demandeurs de protection internationale sur leur territoire

Voir annexe.

Ad 4. Nombre de structures privées

Actuellement, 400 personnes sont hébergées dans 14 structures privées dont une est gérée par la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Ad 5. Structures bénéficiant d'un encadrement socio-éducatif permanent

L'encadrement social et psychologique permanent des demandeurs hébergés dans les structures gérées par les partenaires de l'OLAI est assuré comme suit:

Caritas:

Une équipe composée de deux éducateurs et d'un responsable est chargée du suivi socio-éducatif des occupants du Foyer St Antoine du lundi au vendredi pendant les heures de bureau.

Croix Rouge:

Une équipe de huit personnes est chargée du suivi socio-éducatif des occupants de quatre foyers du lundi au vendredi pendant les heures de bureau.

À noter que ce suivi dans les deux foyers susvisés est réalisé en étroite collaboration avec les assistants sociaux de l'OLAI.

Ad 6. Structures bénéficiant d'un encadrement socio-éducatif occasionnel

Une équipe de six assistants sociaux assure l'encadrement socio-pédagogique des +/- 1.400 DPI actuellement hébergés dans les structures gérées par l'OLAI. Vu le manque d'effectif en personnel que connaît actuellement l'OLAI, que ce soit au niveau du service social ou du service logement, seul un encadrement occasionnel peut être assuré, consistant en des visites périodiques effectuées sur les différents sites. Si urgence il y a, les demandeurs prennent un rendez-vous avec un assistant social dans les locaux de l'OLAI.

Ad 7. Formations du personnel de la société de gardiennage

L'actuel contrat conclu entre l'OLAI et la société de gardiennage Brink's, en vigueur depuis le 1er janvier 2010, prévoit une formation continue intitulée «Gestion de conflit et de l'agressivité visant à mieux gérer la violence pouvant apparaître dans un milieu pluriethnique».

Chaque agent faisant partie de l'équipe des 80 personnes autorisées à travailler sur les sites de l'OLAI doit suivre une formation initiale en début de service. Une remise à jour des connaissances par un formateur externe est prévue contractuellement tous les deux ans. Ces formations continues sont organisées sous la responsabilité de la société de gardiennage.

Par ailleurs, une formation visant à garantir une distribution des repas respectueuse des règles d'hygiène est régulièrement dispensée depuis 2006 aux agents de gardiennage.

Ad 8. Surveillance des firmes de gardiennage

Un collaborateur de l'OLAI est quotidiennement en contact avec le coordinateur de la société de gardiennage Brink's afin de veiller à la bonne exécution des devoirs du prestataire. De plus, des contrôles mensuels sur les différents sites surveillés sont effectués.

Annexe: Nombre de structures et DPI par commune

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0684 (06.11.2014) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **fermeture hivernale du musée «Dräi Eechelen»:**

Dans le cadre des mesures d'économie communiquées par le Gouvernement suite à la présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015, Madame la Ministre de la Culture a annoncé entre autres la fermeture du musée «Dräi Eechelen» pendant les mois d'hiver. Le personnel concerné aurait appris cette décision à travers la presse.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations mentionnées ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, Madame la Ministre entend-elle informer le personnel concerné et si oui, dans quels délais?

3. Madame la Ministre peut-elle préciser de quelle période il s'agit plus précisément?

4. Madame la Ministre peut-elle préciser si cette période est valable pour une année, pour plusieurs années ou de manière indéfinie?

5. Madame la Ministre peut-elle expliquer les raisons de cette décision?

6. À combien, Madame la Ministre estime-t-elle les économies réalisées par cette mesure?

7. Madame la Ministre juge-t-elle que cette mesure constitue une réponse adéquate par rapport aux investissements effectués par l'État?

Réponse (10.12.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1. Suite à une entrevue avec Monsieur le Directeur du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA), j'ai finalement retenu l'idée de réaliser des économies par l'introduction d'un jour de fermeture hebdomadaire supplémentaire, à savoir le lundi, au lieu d'une fermeture hivernale du musée. Le M3E restera donc fermé tout au long de l'année les lundi et mardi.

Ad 2. Le MNHA a déjà entamé une procédure de réaménagement des plans de service il y a plusieurs mois, ceci conformément aux dispositions de l'article 36 du statut général des fonctionnaires de l'État. Les changements prévus seront évidemment intégrés dans les nouveaux plans de service.

Ad 3. Le M3E resterait dès lors fermé tout au long de l'année les lundi et mardi, exception faite, si besoin, pour les classes scolaires, dont les visites se feront avec un guide.

Ad 4. Il est en principe prévu d'appliquer la nouvelle mesure à partir du 1er janvier 2015 et de la maintenir dans une première phase pour les années 2015 et 2016.

Ad 5. La mesure vise à réaliser des économies en réduisant e. a. les frais d'entretien du musée, notamment au niveau du nettoyage et de la surveillance.

Ad 6. Le montant total des économies à réaliser pour l'année 2015 est estimé à 135.000 €.

Ad 7. Il s'agit avant tout d'une réponse adéquate par rapport aux défis imposés par la situation économique du pays.

Question 0685 (06.11.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **papier timbre utilisé par les notaires:**

Et gëtt vill an dacks iwwert d'Vereinfachung vu bürokrateschen Ofleef beim Stat geschwat. Duerch d'Spuermesuren am Zukunftspak sinn ech op eng Saach opmierksam ginn, déi aus der Zäit vum Napoleon staamt. Et geet dorëm, datt Akte vun Notairen op speziellem „Timberspabeier" gedréckt ginn. Dee Pabeier muss den Notaire beim Enregistrement kafen an dem Client facturéieren. Wann elo e Mataarbechter sech iert an eppes Falsches op esou e Pabeier dréckt oder eppes am Akt feelt an deen dann nei erausgedréckt gëtt, da muss den Notaire dee Pabeier bei der Administratioun vum Enregistrement ofginn, fir - no enger Kontroll - déi Suen, déi dee Pabeier kascht huet, erëm ze kréien. Am Zukunftspak gëtt dann elo gesot, datt just nach zwee Zéngtel zréckbezuelt ginn.

Meng Froen un den Här Finanzminister an deem Kontext:

1. Wéi vill Aarbechtsstonne ginn dorop verwennt, fir Pabeier, deen Notairë bei der Administratioun ofginn, an Empfang ze huelen?

2. Wéi vill Aarbechtsstonne ginn dorop verwennt, fir dee Pabeier ze kontrolléieren?

3. Wat genee gëtt do kontrolléiert a firwat?

4. Sinn dofir eng oder méi Persoune fest agestallt?

5. Wéi vill kascht dat am Ganzen de Stat?

6. Wéi vill Recetten huet de Stat duerch deen Timberspabeier?

7. Wär et net vill méi einfach a sécher och méi bëlleg fir de Stat, wann den Enregistrement kéint all Akt mat engem Forfait vun 2 Euro pro Säit facturéieren? Den Timber an d'Gestioun vum Timberspabeier géingen an deem Fall entfalen.

8. Hutt Dir mat Ärem belschen Amtskolleeg, wou den Enregistrement esou schafft, iwwer seng Erfahrunge mat deem System schonns ze diskutéieren kritt?

Réponse (08.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Wat d'Fro betrëfft, wivill Aarbechtsstonnen dorop verwennt ginn, fir de Pabeier an Empfang ze huelen: Den Empfang vum Pabeier kascht quasi keng Zäit. E gëtt einfach vum Notaire oder sengem Clerc beim Contrôle du timbre ofginn.

Wat d'Fro, wéi vill Aarbechtsstonnen dorop verwennt ginn, fir dee Pabeier ze kontrolléieren, ubelaangt, esou sinn dat an der Moyenne ongeféier zwou Stonnen an der Woch, geleescht vum Expéditionnaire vum Contrôle du timbre.

Et gëtt kontrolléiert, ob effektiv Timberspabeier zum Tosch virgeluecht gëtt, an net divers Pabeieren, déi vum Notaire oder sengem Personal kopéiert oder gedréckt gi sinn. Et kënnt vir, datt Kopien, Rechnungen an divers aner Dokumenter zum Tosch proposéiert ginn, de Pabeier awer keen Timberspabeier ass, dee getosch ka ginn. Den Timberspabeier gëtt also erausgefiltert, a gëtt duerch neien, onbedréckten Timberspabeier ersat, an zwar elo am Verhältnis 8:10, no de Virgabe vum Zukunftspak ab 2015 nëmme méi am Verhältnis vun 2:10.

Neen, et sinn dofir keng méi Persoune fest agestallt ginn. Déi Aarbecht gëtt vum Expéditionnaire vum Service parallell zu sengen aneren Aarbechten erleedegt. Et ass nëmmen eng Missioun vu ville fir dee Beamten.

Dat kascht de Stat zesummegerechent 4.000 Euro d'Joer fir den Tosch.

Den Timberspabeier fir d'Notairen huet am Joer 2013 dem Stat brutto 2 Milliounen Euro bruecht.

D'Verwaltung plangt net, de System vum Timberspabeier ofzeschafen. E war agefouert ginn, fir eng gläichbleiwend an héich Qualitéit vun den Notairen hiren Originalen an authentesche Kopien iwwer eng laang Zäit sécherzestellen. Dee Besoin besteet haut nach. Och an den Hypothéike gëtt Timberspabeier virgeschriwwen, well d'Bordereauen a Bicher gebonne ginn an do Normen zwéngend noutwendeg sinn. Doriwwer eraus wéilt och haut wahrscheinlech kee Client op säin Akt a Pabeierform verzichten.

Neen, momentan besteet dee Besoin net, fir eis mat de belschen Amtskollegen auszetauschen.

Wann et eemol a Richtung vun engem Acte authentique virtuel sollt goen, da muss déi Prozedur ganz iwwerduecht ginn. D'Viraarbecht ass awer scho vun der Verwaltung mat der Publicité foncière gemaach.

Question 0686 (07.11.2014) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le «**Global Gender Gap Report 2014»:**

La semaine passée, le «World Economic Forum» a publié «The Global Gender Gap Report 2014». Le «Global Gender Index» présente un classement annuel de l'égalité entre femmes et hommes sur base de critères pratiques concernant les domaines de l'économie, de la politique, de l'éducation et de la santé en pratique. Avec un score de 0,733 sur 1 le Luxembourg occupe la place 28 parmi 142 pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de l'Égalité des Chances les questions suivantes:

- Comment Madame la Ministre voit-elle le «Global Gender Gap Report» et le «Global Gender Index»?

- Que pense Madame la Ministre du placement du Grand-Duché? Madame la Ministre peut-elle commenter les résultats du Luxembourg dans les différents domaines analysés?

- Comment et par quelles mesures Madame la Ministre entend-elle améliorer les résultats et le placement du Luxembourg?

Réponse (09.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

L'Indice mondial de l'écart entre les genres classe 142 pays en termes d'inégalité hommes/femmes dans les domaines de la santé, l'éducation, l'économie et la politique.

L'objectif est d'analyser si les pays répartissent leurs ressources et opportunités équitablement entre les femmes et les hommes, quel que soit le niveau de revenu global.

Le rapport mesure l'importance des inégalités de genre dans les quatre domaines suivants:

- participation et perspectives économiques - salaires, participation et leadership;

- éducation - accès à l'éducation élémentaire et supérieure;

- responsabilités politiques - représentation dans les structures décisionnaires;

- santé - espérance de vie et le ratio des sexes à la naissance.

Les scores de l'indice peuvent être interprétés sous forme de pourcentage de l'écart comblé entre les femmes et les hommes, et permettent aux pays de comparer leurs performances actuelles et passées. En outre, les classements permettent d'établir des comparaisons entre les pays.

Les résultats du Luxembourg, aussi bien en ce qui concerne le score réalisé de 0,733 sur 1 que la place occupée dans le rang des pays, confirment en gros les conclusions d'indices similaires et notamment du «Gender Equality Index» présenté par l'Institut européen pour l'Égalité entre les Genres (EIGE) dans lequel le Luxembourg se situe légèrement en dessous de la moyenne des États membres de l'Union européenne.

L'Indice mondial de l'écart entre les genres publie deux valeurs très encourageantes pour le Luxembourg: 1/1 pour le domaine de l'éducation et 0,968 pour le domaine de la santé.

Les deux autres valeurs plus basses confirment les défis identifiés fin 2013 par le nouveau Gouvernement en matière d'égalité, à savoir l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail et l'égalité dans la prise de décision politique.

Le programme gouvernemental contient une série de mesures concrètes dans les deux domaines en question et surtout fixe, pour la première fois dans l'histoire, des objectifs chiffrés à atteindre en matière d'égalité dans la prise de décision économique et politique.

En effet, d'ici 2019, les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations devront être composés de 40% du sexe sous-représenté.

De même, la législation sur le financement des partis politiques sera modifiée dans le sens de contraindre les partis politiques à faire figurer 40% du sexe sous-représenté sur leurs listes électorales pour les élections législatives afin de pouvoir bénéficier du total des fonds publics auxquels ils peuvent prétendre.

Pour ce qui est de l'égalité sur le marché du travail, le Gouvernement élaborera une législation sur l'égalité des salaires, poursuivra la lutte contre les stéréotypes de genre en matière d'orientation et de choix professionnels, intensifiera les efforts en matière de conciliation entre travail et vie familiale à l'attention des deux parents et invitera les entreprises du secteur privé ne tombant pas sous le champ d'application des dispositions sur le sexe sous-représenté à se fixer des objectifs volontaires concrets en matière d'égalité des femmes et des hommes.

Question 0687 (07.11.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **médicaments antipsychotiques:**

Selon nos informations, près de 5% des patients souffrant de psychose sont suicidaires. Dans la majorité des cas, un traitement offrant une psychothérapie et des médicaments antipsychotiques contre les symptômes psychotiques s'avère assez efficace. Pourtant, l'assurance maladie rembourse seulement 80% du prix de ces médicaments antipsychotiques alors qu'ils remplissent les conditions telles qu'inscrites sur le site du portail Santé.lu: «Un taux de remboursement préférentiel de 100% est appliqué à une certaine catégorie de médicaments. Il s'agit de médicaments qui ont une indication thérapeutique précise, ne contenant qu'un seul principe actif, irremplaçables ou présentant un intérêt vital dans le traitement de pathologies particulièrement graves ou chroniques et susceptibles d'engendrer pour la personne une participation aux frais inappropriée. Toutes les conditions doivent être réunies en même temps.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils nous confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, les Ministres ne jugent-ils pas opportun d'appliquer le taux de remboursement préférentiel de 100% aux médicaments antipsychotiques?

Réponse commune (09.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Conformément à l'article 22(2) du Code de la sécurité sociale, le président de la Caisse Nationale de Santé (CNS) ou son délégué prend les décisions relatives à l'inscription ou non des médicaments sur la liste positive et décide du taux de prise en charge qui leur est applicable. La décision du président est prise sur base d'un avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), avis qui s'impose au président de la CNS. Les décisions du président de la CNS et du CMSS se basent sur les dispositions statutaires de la CNS énoncées ci-dessous.

L'article 100 des statuts dispose que «les médicaments figurant dans la liste positive sont rangés dans trois classes différentes. Pour chacune de ces classes, il est prévu un taux de prise en charge spécifique, appliqué au prix au public ou, pour les médicaments soumis à une base de remboursement en vertu de l'article 22bis du Code de la sécurité sociale, à la base de remboursement.»

L'article 101 dispose que: «Le taux de remboursement normal est fixé à quatre-vingts pour cent (80%) et il s'applique à tous les médicaments de la liste positive pour lesquels les statuts ne prévoient pas un autre taux.» Le taux de remboursement préférentiel est prévu à l'article 102 qui dispose que le taux de 100% s'applique «aux catégories de médicaments présentant cumulativement les caractéristiques suivantes:

a. avoir une indication thérapeutique précise,

b. ne contenir qu'un seul principe actif,

c. être irremplaçables ou présenter un intérêt vital dans le traitement de pathologies particulièrement graves ou chroniques,

d. susceptible d'engendrer pour la personne protégée une participation statutaire inappropriée.»

Selon la classification OMS, les médicaments antipsychotiques (neuroleptiques) sont repris sous le code ATC N05A. Il s'agit de médicaments agissant sur le système nerveux central et destinés à améliorer l'état psychique des personnes, facilitant ainsi leur adaptation sociale. Ils existent sous forme orale (comprimé ou solution buvable) ou sous forme injectable (à effet immédiat ou à action prolongée).

L'analyse de la consommation d'antipsychtiques au Luxembourg montre que le nombre de patients reste plus ou moins stable (environs 12.000 personnes) avec une légère croissance de 1% en moyenne. Les dépenses ont connu une légère régression (en moyenne 4%) les dernières années, ce qui peut s'expliquer par l'arrivée sur le marché de génériques pour certains de ces groupes de médicaments, fait qui entraîne une baisse des prix au public en général.

Le traitement par antipsychotiques est souvent un traitement à long terme. La participation personnelle des assurés avoisine 53 € par an en moyenne. Cette participation peut toutefois être plus ou moins substantielle selon le médicament prescrit. Ainsi sur les 12.556 personnes ayant consommé des antipsychotiques en 2013, 77,20% ont une participation personnelle annuelle inférieure à 50 €. Pour 95,29% des concernés, la participation annuelle est inférieure à 250 €. Il faut toutefois aussi relever pour une trentaine de personnes une participation personnelle qui se situe entre 1.000 et 2.000 € par an. Dans ce contexte, il convient de rappeler la possibilité pour les personnes dont la situation financière est particulièrement précaire, de recourir à l'application du paiement complémentaire sur les prestations de soins de santé prévue à l'article 154bis qui s'applique notamment aux participations personnelles découlant de l'application de l'article 101 des statuts.

Le choix de l'antipsychotique repose surtout sur la réponse individuelle, les effets indésirables, l'observance thérapeutique et le coût du traitement. Les effets thérapeutiques et les effets indésirables varient d'une molécule à l'autre et suivant les sensibilités de réponse des patients. Les antipsychotiques (neuroleptiques) de la deuxième génération sont aussi efficaces que les neuroleptiques de première génération sur les signes «positifs» (délire, hallucinations, excitation). Ils semblent également être un peu plus efficaces sur les signes «négatifs» (ralentissement, retrait affectif), la désorganisation et les troubles cognitifs (mémoire, attention, concentration, apprentissage…). Ils n'ont pas les effets indésirables neurologiques sérieux graves et sévères que sont les dyskinésies tardives (mouvements répétitifs incontrôlables) de ceux de la première génération. Cela ne veut pas dire qu'ils sont dénués d'effets secondaires, mais ils améliorent la qualité de vie des patients psychotiques.

Actuellement, deux modèles de prise en charge au taux préférentiel des antipsychotiques peuvent être entrevus:

1. Une prise en charge intégrale des antipsychotiques serait justifiée d'un point de vue thérapeutique pour les patients chroniques souffrant d'une psychose grave respectivement présentant un risque suicidaire avéré; or, il y a lieu de relever qu'un tel ciblage est difficilement à mettre en œuvre au niveau des mécanismes actuellement à disposition de l'assurance maladie-maternité. En effet, tant la possibilité de lier un tel ciblage au médecin prescripteur que le référencement spécifique de tels patients à risque se heurtent à des problèmes d'ordre juridique, de protection des données ou de mise en œuvre pratique au niveau administratif.

2. Une prise en charge intégrale des seuls médicaments à effet prolongé: il existe des antipsychotiques à effet prolongé qui ont l'avantage de garantir une meilleure observance du traitement et de prévenir des rechutes. Une mesure ciblée sur une majoration du taux de prise en charge des seuls antipsychotiques à effet prolongé pourrait, le cas échéant, se justifier du point de vue médical par la meilleure observance thérapeutique sans pour autant avoir l'envergure financière qu'un remboursement à 100% de tous les antipsychotiques.

Les ministres en charge de la Santé et de la Sécurité sociale sont actuellement en train de faire les analyses requises afin de voir si une amélioration de la prise en charge est possible sans pour autant faire exploser les coûts financiers.

Question 0688 (07.11.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **étudiants en médecine:**

D'après un article de presse, en Belgique, dans les universités de Bruxelles, Liège et Louvain-la-Neuve, un étudiant en médecine sur deux se retrouverait sans diplôme à la fin de ses sept années d'études.

Le problème viendrait d'une pénurie de numéros INAMI, un matricule distribué à un médecin pour permettre à ses patients d'être remboursé par la sécurité sociale. Ces dernières années, les universités en auraient attribué de trop et auraient entamé les réserves. Or, sans numéro INAMI, pas de patients et donc pas de possibilité d'exercer. Les étudiants ne pourraient pas non plus poursuivre leur formation et commencer leur période d'assistanat qui mène à une spécialisation. Toujours selon l'article de presse en question, près de 130 étudiants luxembourgeois qui finiront leur cursus dans les sept années à venir, seraient concernés par cette problématique.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette situation?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement luxembourgeois est-il déjà intervenu dans ce contexte auprès des autorités belges? Si oui, avec quel résultat? Si non, envisage-t-il de le faire?

Réponse (08.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0688 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol. La problématique évoquée est connue par les autorités luxembourgeoises, toujours est-il qu'il s'agit en l'occurrence d'un dossier relevant de la compétence des autorités belges.

En effet, l'autorité fédérale en Belgique a mis en place un contrôle de la population médicale à travers l'attribution de numéros INAMI qui autorisent ses patients à être remboursés. En l'absence d'un numerus clausus à l'entrée des études en médecine dans la Communauté française, le nombre de diplômés est supérieur aux quotas en vigueur. Les doyens des universités pouvaient puiser dans les numéros des années suivantes. Ce système est actuellement arrivé à bout dans la mesure où la Communauté française produit chaque année des médecins surnuméraires de telle sorte qu'en attribuant un numéro à chaque étudiant en 2015, le quota de 2017 serait déjà consommé. En Flandre, un examen d'entrée en bachelor permet de gérer, directement à l'entrée de la formation, la population médicale. A contrario, en Wallonie, jusqu'en 2008, le numerus clausus était de rigueur en fin de première année; les recours en justice récurrents ont sonné le glas de ce système, sans être remplacé. Le nombre d'étudiants en médecine en 1re année a explosé alors que les quotas INAMI restent inchangés. De plus, une solution de lissage a été adoptée, en attribuant à ces étudiants en surplus, les numéros INAMI des années suivantes. En 2014, environ 2.800 numéros INAMI restent à attribuer à 6.500-7.500 diplômés pour les six années à venir. Par conséquent, la probabilité qu'un étudiant terminant ses études de base en médecine ne se voit pas attribuer un numéro INAMI, reste forte.

En l'occurrence, tous les médecins en voie de terminer leurs études de base en 2015, sont potentiellement concernés; en effet, la sélection se fait lors de la sortie de la formation médicale de base. Plus précisément, dans la mesure où l'accès aux études en médecine pour les non-résidents est soumis à un quota de 30% défini par le décret Simonet, 70% de Belges sont concernés et 30% d'étrangers.

Si parmi les 30% d'étrangers des étudiants luxembourgeois seraient affectés par la problématique sous objet en 2015, il est toujours possible que ces derniers continuent leur spécialisation dans un autre pays, voire au Grand-Duché de Luxembourg pour autant qu'ils visent la spécialité de la médecine générale.

Dans l'état actuel, l'attribution de numéros INAMI relève de la compétence de l'autorité fédérale en Belgique, compétente en matière de soins de santé. En fixant un nombre limité de numéros INAMI, le législateur fédéral a, concomitamment, chargé les législateurs communautaires d'instaurer un processus de sélection pour rester en phase avec la législation fédérale. Les quotas actuels sont fixés jusqu'en 2020. La Ministre de la Santé, Maggie de Block, consciente du problème vise une solution en 2015, l'année où les quotas pour la période d'après 2020 vont être fixés.

Question 0689 (07.11.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**Institut d'Histoire du temps présent:**

Le programme gouvernemental prévoit la création d'un Institut d'Histoire du temps présent. Une partie des ressources existantes, no-

tamment du Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance et du Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé, serait à intégrer dans cet Institut.

Les trois partis de la coalition ont voulu documenter ainsi l'importance qu'a pour eux une recherche historique approfondie voire renouvelée du temps présent, à savoir des années 30 en passant par la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Ce projet est à considérer en relation avec les débats soulevés autour du rôle de la Commission administrative après le 10 mai 1940, en particulier dans la mise en œuvre de la politique nazie contre la population juive dès l'entrée des troupes allemandes au Grand-Duché. Par ailleurs, le travail de mémoire et le travail de recherche devront être renforcés tout en étant clairement séparés dans leurs finalités respectives.

Il n'est certes pas exclu que l'Institut collabore avec l'Université du Luxembourg, mais il devra être libre de choisir ses propres priorités de recherche et ne devra pas dépendre des procédures et des priorités de l'Université. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'Institut d'Histoire du temps présent, après avoir figuré dans le département du Ministère de la Culture, est désormais de la compétence du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à opérer ce changement?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la création de cet Institut est prévue par le Gouvernement et s'il est conçu toujours comme un Institut indépendant?

- Étant donné que le budget de l'État de 2015 ne prévoit qu'une contribution financière de 100 euros (crédit non limitatif) au budget des dépenses (section 03.3, article 41.016) à cet effet, tandis que l'Institut d'Histoire du temps présent est évoqué parmi les mesures du «Zukunftspak», Monsieur le Ministre peut-il me dire où en sont les préparatifs de l'Institut et pour quand on peut en prévoir la mise en place?

Réponse (28.11.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans sa séance du 3 octobre 2014, le Gouvernement réuni en conseil a décidé que la tutelle de l'Institut d'Histoire du temps présent passe du Ministre de la Culture au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La nature des activités d'un tel Institut d'Histoire du temps présent serait clairement axée autour de la recherche scientifique, notamment en histoire.

Il convient de noter qu'un institut de recherche se différencie sous bien des aspects d'un institut culturel, notamment en ce qui concerne la gestion et la gouvernance. Les efforts soutenus des dernières années en matière de réorganisation de la recherche publique en termes de gouvernance, de cohérence stratégique, de vision et d'orientation risquent d'être dilués voire anéantis en créant des institutions qui ne sont pas sous la tutelle du MESR. Les différences d'approche et de politique dues à une différence de culture de gestion et de gouvernance risquent de créer des inefficiences substantielles, tant au niveau du financement qu'au niveau stratégique.

En outre, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche affiche une certaine expérience en matière de regroupement et de fusions d'institutions (fusion des CRP Gabriel Lippmann et Henri Tudor, intégration de la Fondation IBBL au CRP-Santé). En effet l'Institut d'Histoire du temps présent ne sera pas créé ex nihilo mais à partir des institutions existantes qui en constitueront le noyau de base.

Le Ministère est actuellement en train de concevoir et d'élaborer un concept pour la création d'un tel institut, qui sera soit un institut indépendant soit intégré à l'Université du Luxembourg.

Question 0690 (10.11.2014) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **droit de préemption:**

Lors de la cérémonie du 50e anniversaire de l'Office national du remembrement à Mersch, Monsieur le Ministre de l'Agriculture a précisé que le droit de préemption respectivement son usage ou son exercice ne s'avèrent plus nécessaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et à Monsieur le Ministère de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il parlé en son nom personnel ou au nom du Gouvernement?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le droit de préemption est superflu en général ou seulement dans le cadre d'un remembrement?

- Quelle est la position du Gouvernement quant au mécanisme du droit de préemption?

- Est-il prévu de supprimer le droit de préemption prévu par les projets de plans sectoriels?

Réponse commune (10.12.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Il est exact que lors de la cérémonie du 50e anniversaire de l'Office national du remembrement, qui avait eu lieu à Mersch le 7 novembre dernier, j'ai tenu à confirmer dans mon discours en fin de séance que je ne voyais aucun besoin de recourir à un droit de préemption.

En faisant ainsi, je me suis rallié à l'opinion du président de l'ONR qui, en début de séance, avait esquissé les travaux de remembrement requis par les mesures d'aménagement du territoire.

Le président de l'ONR avait notamment mis en évidence que son office n'avait pas besoin d'un éventuel recours à une procédure d'expropriation, ni à un droit de préemption pour lui permettre de constituer la réserve foncière prévue par la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le seul outil du remembrement devrait s'avérer comme suffisant. Par ailleurs, cette approche a été défendue par le Ministère de l'Agriculture depuis belle lurette.

Ce considérant, j'ai informé l'audience que le Gouvernement entendait confier à l'ONR la mission de créer et de gérer le pool foncier requis pour les mesures compensatoires tel qu'il est prévu dans le cadre du projet de plan sectoriel «paysages».

J'ai souligné qu'avec son expérience de 50 années l'ONR est outillé au mieux pour assurer cette mission et que, personnellement, je suis d'avis que, dans la mesure où l'ONR peut mettre en œuvre ses compétences de médiation pour concilier les intérêts des propriétaires et exploitants des terres agricoles avec ceux de la protection de la nature, un droit de préemption en la matière n'a plus aucune raison d'être.

Cette prise de position n'a en aucun moment mis en doute le droit de préemption tel qu'il a été institué par d'autres lois comme celui existant entre particuliers en matières d'indivision et de location ou celui confié aux communes ou à l'État dans le cadre du pacte logement.

Finalement, je tiens à souligner que le Conseil de Gouvernement réuni en date du 28 novembre 2014, a décidé de retirer de la procédure les projets des quatre plans directeurs sectoriels primaires («logement», «paysages», «transports» et «zones d'activités économiques») et d'annuler ainsi la décision du 16 juin 2014 concernant la transmission des projets de plans directeurs sectoriels aux communes ainsi qu'au Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire.

Question 0691 (10.11.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **infirmiers et autres professionnels de santé engagés comme volontaires auprès de la protection civile ou du service ambulances:**

Selon mes informations, la situation des infirmiers et d'autres professionnels du domaine de la santé s'engageant en tant que bénévoles auprès de la protection civile ou du service ambulances, n'est pas claire. En effet, les dispositions en ce qui concerne les compétences et tâches à accomplir par les volontaires pouvant faire état d'une formation professionnelle dans le domaine des soins de santé (p. ex. infirmier ou anesthésiste) reste floue. Ainsi, en cas d'urgence, les volontaires susmentionnés seraient capables de par leur formation de poser une voie veineuse. Par contre, d'après mes informations, il est difficile de savoir du point de vue légal s'ils sont autorisés à le faire et si, le cas échéant, ils sont couverts par une assurance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé:

- Comment Monsieur le Ministre et Madame la Ministre voient-ils la problématique décrite ci-dessus?

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre entendent-ils clarifier la situation?

Réponse commune (17.12.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée souhaite avoir des renseignements au sujet de la situation des infirmiers et d'autres professionnels du domaine de la santé s'engageant en tant que bénévoles auprès de la protection civile ou du service ambulances.

Selon le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier (Mém. A - 10 du 18 février 1998, p. 164), les attributions de la profession d'infirmier plus particulièrement concernées en l'espèce sont notamment les suivantes:

- Soins et actes techniques relevant d'une prescription médicale et exécutables en dehors de la présence du médecin (annexe, sous 2.1.):

Les professionnels de santé (infirmiers et infirmiers en anesthésie et réanimation) en tant que volontaires de la protection civile ne peuvent poser des voies veineuses de leur propre chef. Cette attribution n'est possible que sur prescription médicale.

- Soins et actes techniques que l'infirmier peut accomplir dans une situation d'urgence (annexe, sous 2.3.):

Les situations d'urgence à considérer sont celles d'urgence vitale, c'est-à-dire qu'il existe un danger immédiat pour la vie du bénéficiaire de soins.

En cas de présence physique d'un médecin et d'impossibilité, vu la situation, de rédiger une prescription écrite, l'infirmier peut administrer sur simple indication du médecin tous les soins énumérés à l'annexe du règlement précité (attributions de l'infirmier).

Dans ce cas, l'infirmier rédige au dossier dans les plus brefs délais un rapport qui comprendra notamment:

- le protocole succinct de la situation ainsi que l'identité des professionnels de santé présents,

- l'énumération des intervenants, des actes et des soins mis en œuvre,

- l'évaluation des résultats de l'intervention.

Par ailleurs il joindra au dossier une prescription ex-post dès l'obtention de celle-ci par le médecin.

En cas d'impossibilité de recours à une intervention médicale dans les délais adéquats, après mise en route des procédures d'appel adaptées aux circonstances et lorsque par son jugement l'infirmier estime que la vie d'une personne est en danger immédiat et que par son intervention rapide il peut maintenir ou augmenter les chances de survie du patient en attendant une intervention médicale, l'infirmier applique, soit dans le cadre d'un protocole de soins d'urgence écrit, soit en l'absence d'un tel protocole, les soins et actes conservatoires qu'il juge nécessaires et qu'il peut assumer compte tenu des circonstances.

Le cas échéant, il prend toutes les mesures en son pouvoir afin de diriger le patient, avec un compte rendu des soins donnés, vers la structure de soins la plus appropriée à son état.

En cas d'intervention dans cette situation d'urgence vitale, l'infirmier rédige dans les plus brefs délais un rapport d'incident qu'il insère dans le dossier du patient, et dont il adresse, le cas échéant, copie à son supérieur hiérarchique.

Le rapport d'incident dont question comprend notamment:

- le descriptif des constatations et raisons qui l'ont aménagé à agir,

- l'énumération des actes et des soins mis en œuvre, et pour autant que possible l'identification des collaborateurs ou témoins présents,

- l'évaluation des résultats de l'intervention.

D'après le règlement grand-ducal du 8 mai 2009 déterminant pour la profession d'infirmier en anesthésie et réanimation, celui-ci participe à la mise en œuvre par le médecin de techniques liées aux transports des urgences visées par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente. En dehors de la présence d'un médecin, l'infirmier en anesthésie et réanimation peut prendre en charge le patient lors d'un transport sanitaire secondaire suivant la prescription ou le protocole signés par le médecin ayant décidé le transport.

Finalement, l'article 26 du règlement grand-ducal du 8 mai 2009 précité dispose que ce dernier peut appliquer la réanimation cardio-pulmonaire avec moyens techniques invasifs à condition qu'un protocole de soins d'urgence ait été établi en concertation entre le médecin et l'infirmier en anesthésie et réanimation et que la situation d'urgence ait été notifiée au médecin.

En ce qui concerne la couverture, par une assurance, des professionnels de la santé, la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, prévoit (article 8bis) que «la personne autorisée à exercer une des professions visées par la présente loi est tenue, sous peine de sanctions disciplinaires, de disposer d'une assurance destinée à garantir sa responsabilité civile susceptible d'être engagée en raison de dommages survenus dans le cadre de son activité professionnelle».

Cela étant, comme l'obligation d'une telle couverture n'est requise que lorsque l'activité du professionnel de santé s'accomplit à titre professionnel, la question d'une couverture reste posée lorsque l'activité est accomplie par des professionnels de santé, engagés comme bénévoles dans la protection civile. Le Ministre de l'Intérieur propose de modifier à brève échéance le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 déterminant les missions spécifiques, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la division de la protection civile de l'Administration des Services de Secours afin de clarifier que les professionnels de santé peuvent exercer leurs attributions dans les conditions citées ci-dessus lorsqu'ils interviennent comme bénévoles des services de secours.

Question 0692 (10.11.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **cours intégrés en langue et culture portugaise:**

Depuis une trentaine d'années, les cours intégrés en langue et culture portugaise permettent aux enfants d'origine portugaise de maintenir le contact avec leur culture d'origine et de développer leurs compétences en langue portugaise. Sachant que pour l'année scolaire 2014-2015, 24% des élèves au cycle 1, 26,8% des élèves aux cycles 2 à 4 et 29,2% des élèves à l'enseignement secondaire technique sont de nationalité portugaise, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

1. Combien d'élèves portugais profitent de cours intégrés pour l'année scolaire 2014-2015?

2. Combien d'élèves sont inscrits dans les cours parallèles organisés en dehors de l'horaire scolaire?

3. Quelles sont les écoles fondamentales et les communes qui offrent actuellement des cours intégrés?

4. Quels types de formation continue sont actuellement proposés aux enseignants luxembourgeois et portugais en matière des cours intégrés?

5. Certaines écoles fondamentales profitent de la présence d'assistants de langue maternelle au cycle 1. De quelles écoles s'agit-il? Quels en sont les projets et approches pédagogiques?

6. Dans quels lycées de l'enseignement secondaire classique la langue portugaise est-elle offerte comme 4e langue? Combien d'élèves y sont inscrits?

7. La possibilité d'offrir la langue portugaise comme cours à option dans l'enseignement secondaire technique est-elle envisagée?

Réponse (16.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En 1983, les cours intégrés en langue portugaise ont été lancés à l'école de Differdange-centre sous forme de projet pilote. Les principes de base des cours en portugais sont réglés dans le cadre de l'Accord culturel entre le Luxembourg et le Portugal, signé à Lisbonne le 12 juin 1982. Les enseignants des cours intégrés sont recrutés et indemnisés par les autorités portugaises.

Ad 1. Le nombre d'élèves portugais qui profitent de cours intégrés pour l'année scolaire 2014-2015 s'élève à 1.471 élèves.

Ad 2. Le nombre d'élèves inscrits dans les cours parallèles organisés en dehors de l'horaire scolaire s'élève à 1.208 élèves.

Ad 3. Les cours intégrés sont actuellement offerts dans les communes suivantes: Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Larochette, Luxembourg, Remich, Vianden et Wasserbillig. Dans les communes de Differdange, Dude-

lange, Esch-sur-Alzette et Luxembourg ils sont organisés dans les écoles fondamentales suivantes:

Differdange:	Ecole fondamentale Fousbann
Dudelange:	Ecole Deich
Esch-sur-Alzette:	École fondamentale «Ale Lycée», École fondamentale Brill, École fondamentale Bruch, École fondamentale Dellhéicht, École fondamentale Grand-Rue, École fondamentale Jean-Jaurès, École fondamentale Lallange;
Luxembourg:	École fondamentale Gare, École fondamentale Eich

Ad 4. Certaines formations continues, notamment dans le domaine de l'évaluation et de l'ouverture aux langues, sont organisées à l'intention des enseignants luxembourgeois et portugais afin de favoriser l'échange d'information. La conférence «Auf dem Wege zu einer integrierten Mehrsprachigkeit und plurikulturellen Identität - Vers une éducation plurilingue et pluriculturelle» (Code: D1-c-10) qui a eu lieu le 9 octobre 2014 en constitue un exemple. Les enseignants des cours intégrés peuvent s'inscrire aux formations proposées par l'Institut de formation continue du SCRIPT à Mersch. Certaines formations continues sont spécifiquement organisées en faveur des enseignants des cours intégrés. Elles abordent le plan d'études, l'évaluation et l'orientation des élèves. En guise d'exemple:

- «Formation à la pédagogie des cycles d'apprentissage dans une perspective de développement des socles de compétences langagières» (Code C-c-51) tenue par Monsieur Régis Piedboeuf de l'Université de Namur, trois modules;

- «Le passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire et secondaire technique».

Ad 5. En ce qui concerne la fonction d'assistant de langue maternelle, prévue au cycle 1, on doit distinguer deux types de projets: celui proposé depuis plusieurs années par le Ministère de l'Éducation nationale, à savoir l'assistant de langue maternelle dont les tâches sont décrites dans le cahier des charges disponible en ligne et le projet pilote mis en œuvre par le ministère et les autorités portugaises depuis 2012, qui s'inspire de celui de l'assistant de langue maternelle. Alors que le projet originaire est mis en œuvre seulement à l'école de Mersch, plusieurs écoles profitent de la présence d'un assistant de langue maternelle dans le cadre du projet pilote, notamment l'école «Ale Lycée» et l'école «Dellhéicht» à Esch-sur-Alzette, l'école «Fielser Schoul» à Larochette et l'école «Ettelbrécker Schoul» à Ettelbruck.

Les activités pédagogiques s'inscrivent dans une approche de l'éveil aux langues.

Ad 6. La langue portugaise n'est offerte comme 4e langue dans aucun des lycées de l'enseignement secondaire classique en mesure de l'offrir. Cependant, le Lycée classique de Diekirch et le Atert-Lycée à Redange organisent des cours de portugais à option. 20 élèves sont inscrits dans ces cours. L'offre est en régression en raison d'un taux d'inscription décroissant.

Ad 7. Il n'existe pas de projet d'enseignement de la langue portugaise dans l'enseignement secondaire technique en place. L'enseignement de la langue portugaise est prévu dans le cadre du projet d'école européenne à Differdange. Dans le but de diversifier l'offre scolaire publique, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse entend mettre en place une école internationale à Differdange. Il est prévu que les premières classes commenceront à fonctionner dès la rentrée 2016. L'école internationale à Differdange offrira trois ordres d'enseignement: une école européenne primaire, une école européenne secondaire et une voie préparatoire à l'école européenne. Elle proposera deux sections linguistiques, l'une francophone, l'autre anglophone. Outre la langue de la section, les élèves choisiront à l'école primaire une langue parmi le français, l'allemand, l'anglais et le portugais. Au secondaire ils opteront pour une troisième langue entre ces langues. L'apprentissage du luxembourgeois en tant que langue d'intégration sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire ainsi que des classes inférieures de l'école secondaire.

Q68

Question 0693 (10.11.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **urgences pédiatriques dans la région du Nord:**

Selon mes informations, le risque est grand que le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) ne soit plus en mesure d'assurer une urgence pédiatrique. Or, il semble évident qu'une couverture systématique des urgences pédiatriques doit être garantie dans toutes les régions du Grand-Duché.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer la véracité de ces allégations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- De quelle manière Madame la Ministre compte-t-elle assurer les services de gardes pédiatriques dans la région nord ainsi que dans toutes les autres régions rurales du pays, sachant que l'accessibilité aux soins médicaux est un élément-clé d'un système de santé moderne?

- Qu'en est-il de l'avenir de la maternité au CHdN?

Question 0701 (12.11.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **service de permanence/urgence dans la «Kannerklinik»:**

De façon régulière et pour la dernière fois dans l'édition du «Luxemburger Wort» de ce jour, on peut lire et entendre des réclamations par rapport au service de permanence/urgence dans la «Kannerklinik».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant des problèmes?

- Est-ce que Madame la Ministre envisage de remédier à ce problème de façon à faire en sorte que plusieurs médecins accomplissent le service de permanence/urgence en même temps?

- Si Madame la Ministre n'entend pas prendre ces mesures, quelles alternatives Madame la Ministre propose-t-elle pour remédier à cette problématique récurrente?

Question 0722 (19.11.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **permanences et urgences pédiatriques:**

Madame la Ministre vient de confirmer lors de l'heure de questions au Gouvernement de ce jour, qu'aussi bien les médecins pédiatres du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) que ceux du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) ont démissionné avec effet au 31 décembre de cette année.

Sachant que cette vague de démissions laisse non seulement les régions sud et nord du pays sans service de garde pédiatrique, mais risque également de mettre en péril les services de maternité à partir du 1er janvier 2015 dans les régions concernées en l'absence de médecins pédiatres agréés, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- De quelle manière Madame la Ministre entend-elle intervenir afin de trouver une solution avant la fin de l'année?

- Quelle solution durable Madame la Ministre envisage-t-elle?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner si le risque existe que les maternités du CHEM du CHdN ne puissent plus garantir leurs services?

Réponse (15.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En date du 3 décembre 2014, une entrevue entre les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale, les représentants de la Société luxembourgeoise de pédiatrie (SLP), les directions des établissements hospitaliers CHdN, CHL, CHEM et la présidence de la CNS a eu lieu au Ministère de la Santé suite à la démission, avec effet au 1er janvier 2015, des pédiatres agréés au CHdN et au CHEM.

Lors de cette réunion, il a été convenu entre tous les participants qu'une solution sera trouvée avant le 1er janvier 2015 afin que:

1. le fonctionnement des maternités reste assuré avec la participation des pédiatres;

2. la prise en charge de base des problèmes de santé des enfants reste garantie dans les trois régions (nord, centre, sud) en dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux des pédiatres;

3. un rôle central soit attribué au CHL pour tout ce qui relève de la pédiatrie hospitalière spécialisée.

Une nouvelle entrevue a eu lieu le 9 décembre 2014 entre tous les participants, en y associant également des représentants du Centre hospitalier des hôpitaux Robert Schuman ainsi que de l'AMMD, afin d'en retenir les modalités organisationnelles et financières.

Suite à une demande de Madame la Députée Nancy Arendt d'informer la Chambre des Députés de l'issue de ces discussions, Madame la Ministre de la Santé indiquera prochainement aux membres de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et du Sport les résultats de ces entrevues, dont notamment les modalités d'organisation des urgences pédiatriques dans toutes les régions de notre pays à partir du 1er janvier 2015.

Question 0694 (10.11.2014) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **transposition de la directive 2013/11/UE:**

La directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 entend assurer un accès à des moyens simples, efficaces, rapides et peu onéreux de résoudre les litiges nationaux et transfrontaliers résultant de la vente de marchandises ou de la prestation de services, ce qui devrait profiter aux consommateurs et œuvrer en fin de compte à l'achèvement du marché intérieur.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand les Ministres entendent-ils soumettre à la Chambre des Députés le projet de loi de transposition de cette directive?

- Quels sont les instruments actuellement en vigueur au Luxembourg pour la résolution extrajudiciaire de litiges nationaux et transfrontaliers impliquant des consommateurs?

- Ne faudrait-il pas davantage sensibiliser les professionnels, y compris les juges, et les particuliers, aux mécanismes alternatifs de résolution des litiges? Comment les Ministres vont-ils y parvenir?

Réponse commune (11.12.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°0694 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Ministre de la Justice:

Pour ce qui concerne le premier point, le Ministre de l'Économie soumettra avant Noël un avant-projet de loi transposant la directive 2013/11/UE relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation au Conseil de Gouvernement. Ce texte entend également mettre le cadre légal luxembourgeois en conformité avec le règlement (UE) n°524/2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation permettant de la sorte que les entités couvertes par la directive traitent des cas concernant un contrat conclu en ligne via la plateforme à mettre en place par la Commission européenne.

Quant à la deuxième question, les structures existantes dont le Ministère de l'Économie a connaissance en matière de traitement extrajudiciaire des litiges de consommation sont au nombre de neuf, à savoir le Bureau et la commission d'arbitrage de l'ADAL, le Bureau et la commission d'arbitrage de la FEGARLUX, le Centre de Médiation Civile et Commerciale, la Chambre Immobilière du Luxembourg, la Commission luxembourgeoise des litiges de voyages, la Commission luxembourgeoise des litiges de nettoyage à sec, la Commission de Surveillance du Secteur Financier, l'Institut luxembourgeois de régulation et le Médiateur en Assurances (ACA/ULC).

Enfin, la sensibilisation des professionnels est tout aussi importante que l'information des consommateurs. C'est la raison pour laquelle le Ministère de l'Économie a consulté lors de ses travaux préparatoires toutes les parties intéressées et veillera à les impliquer dans la mise en œuvre de la loi. Une conférence fut également organisée par le Ministère de l'Économie en décembre 2013 à laquelle étaient invités - à côté des professionnels du secteur - des juges et l'Ordre des avocats. Il est envisagé de lancer une campagne d'information visant à attirer l'attention sur la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation et de la médiation auprès des différentes catégories professionnelles, des consommateurs et du grand public au moment du vote de la loi.

Dans la mesure où la question telle que posée ne vise pas uniquement les mécanismes relatifs de résolution de litiges de consommation, mais vise également la loi du 24 février 2012 sur la médiation civile et commerciale, le Ministre de la Justice tient à préciser qu'il est projeté d'intervenir notamment sur deux volets afin de garantir la promotion de la médiation civile et commerciale. Ainsi, la mise en place d'un système de collecte des données statistiques ayant trait à la médiation et qui feront l'objet d'une publication annuelle est souhaitée. Par ailleurs, un plan d'action visant à renforcer l'information sur la médiation auprès de différentes catégories professionnelles et du grand public sera élaboré en collaboration avec les concernés.

Question 0695 (11.11.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **transport scolaire:**

Selon le budget pour l'année 2015, le Gouvernement envisage de supprimer certaines lignes scolaires qui ne sont pas conformes au plan directeur sectoriel «Lycées» au profit des lignes régulières existantes. Ainsi les élèves qui visitent par exemple un lycée dans la ville de Luxembourg, alors qu'ils pourraient fréquenter un lycée à proximité de leur commune de résidence, doivent dorénavant utiliser les lignes de bus du transport public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Le Luxembourg ne possède qu'un Sportslycée. Ainsi beaucoup d'élèves fréquentant ce lycée habitent loin de leur commune de résidence et beaucoup d'activités sportives se déroulent encore longtemps après l'école. Monsieur le Ministre envisage-t-il aussi de supprimer les bus scolaires qui assurent le transport des élèves du Sportslycée entre leur lieu de résidence et l'école?

Réponse (19.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée Arendt souhaite avoir des précisions sur le transport scolaire des élèves inscrits au Sportslycée à Cents.

En effet, il est prévu de revoir le réseau des lignes scolaires en vue de se mettre en conformité avec le plan sectoriel «Lycées». Il s'agit de garantir le service d'un transport scolaire direct vers le lycée de proximité. Ce service sera adapté régulièrement en fonction de la capacité nécessaire et de l'itinéraire à emprunter en fonction du domicile des élèves inscrits dans le lycée de proximité en question.

Au-delà de la desserte d'un lycée de proximité, il est impossible de garantir des liaisons directes vers les lycées qui offrent une formation unique à partir de toutes les communes du pays. Ainsi un rabattement vers l'offre régulière des transports publics est incontournable.

Cependant il est évident que le service régulier doit être adapté en cas de suppression de lignes scolaires non conformes au plan directeur «Lycées».

En ce qui concerne en particulier le Sportslycée, je me permets de préciser qu'à l'heure actuelle il n'existe aujourd'hui pas de transport scolaire direct des élèves entre leur domicile et ce lycée. Une navette (ligne scolaire 968) assure le transport des élèves du Sportslycée entre la Gare de Luxembourg et le Sportslycée. Il en est de même pour d'autres lycées qui offrent une formation unique et qui sont desservis en grande partie par le service de transport public régulier.

Question 0696 (11.11.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **réaction du Gouvernement au courrier de l'ICIJ sur la publication imminente de ses recherches sur les «Tax Rulings» du Luxembourg:**

Dans son édition de ce jour, le «Luxemburger Wort» informe que le Gouvernement du Luxembourg aurait déjà été informé le 14 octobre 2014 - c'est-à-dire plus de trois semaines avant - par courrier de l'«International Consortium of Investigative Journalists» (ICIJ), adressé à Monsieur le Ministre des Finances, sur la publication imminente des recherches de neuf mois concernant les coupes fiscales accordées par le Luxembourg aux grandes sociétés multinationales. Des lettres similaires auraient été adressées à «Luxembourg for finance» et à PricewaterhouseCoopers. Le courrier adressé par l'ICIJ aurait contenu onze questions, auxquelles Monsieur le Ministre des Finances aurait répondu par écrit. Pourtant, Monsieur le Pre-

mier Ministre n'aurait été informé que le jour même voire le jour précédent de la publication des documents par l'ICIJ.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre et de Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre des Finances a-t-il effectivement reçu le 14 octobre 2014 un tel courrier de l'ICIJ?

2. Dans l'affirmative, pourquoi le Gouvernement a-t-il fait semblant de n'avoir été informé que «quelques jours» au préalable des révélations?

3. Pourquoi Monsieur le Ministre des Finances n'a-t-il pas informé directement et le plus tôt possible la Commission des Finances?

4. Pourquoi Monsieur le Ministre des Finances n'a-t-il même pas informé la Commission des Finances du vendredi 7 novembre de l'existence de cet échange de lettres?

5. Est-il vrai que le Premier Ministre n'a pas été informé avant l'éclatement de l'affaire de cet courrier de première importance pour la réputation du Luxembourg?

6. Dans l'affirmative, pourquoi ni le Premier Ministre, ni le Conseil de Gouvernement, n'ont été informés à temps de l'imminence de cette affaire?

7. Quelles sont les informations et les questions communiquées par l'ICIJ dans ce courrier?

8. Y a-t-il eu un échange du Ministère des Finances et de PricewaterhouseCoopers et/ou «Luxembourg for finance» sur les informations et questions contenues dans les courriers respectifs et la façon de réagir?

9. Quelle a été la démarche retenue par le Ministre des Finances?

10. Quelles sont les réponses de Monsieur le Ministre des Finances?

11. Monsieur le Ministre des Finances peut-il me tenir copie de cette lettre et de sa réponse?

Réponse commune (20.11.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Ministère des Finances reçoit en permanence des demandes, plus ou moins formalisées et complexes, de journalistes nationaux et internationaux. Selon le cas, les réponses se font de manière écrite et/ou orale, voire à l'occasion d'une entrevue. Elles ne font pas toutes l'objet d'un rapport au ministre, voire aux autres membres du Gouvernement ou de la Chambre des Députés.

En date du 14 octobre 2014, le Ministère des Finances a reçu le courrier électronique de l'ICIJ, dont copie en annexe.

Rien ne laissait présager dans ce courrier que les journalistes disposaient de plus de 500 «rulings», qu'ils allaient publier sur Internet. Quant aux sujets abordés, ils sont de la même nature que ceux ayant déjà précédemment fait l'objet de recherches par la presse internationale. À ce titre, on peut citer l'article paru dans le «Financial Times» du 23 juillet 2014, ou celui paru dans le «Wall Street Journal» en date du 21 octobre 2014, dont référence en annexe.

Au cours des jours suivants la réception du courrier de l'ICIJ par le Ministère des Finances, ce dernier a pu apprendre que d'autres acteurs de la place avaient également été approchés par des journalistes liés à l'ICIJ. PWC en fait partie, de même que «Luxembourg for finance». Dans le cadre d'une recherche journalistique, cette manière de procéder n'a rien de particulier, ni d'alarmant, alors qu'il est légitime pour des journalistes de s'adresser à des acteurs clé du secteur, et de tenter d'obtenir le plus d'informations possibles de sources diverses.

Des mesures adéquates ont été initiées par le Ministère des Finances, sur base des éléments limités dont il disposait à ce moment. Sans attendre la publication des articles de l'ICIJ, une stratégie de communication a été mise en place et des mesures préventives mises en œuvre.

Par un courrier du 17 octobre 2014, le Ministère des Finances a demandé à l'ICIJ un délai complémentaire pour répondre au courrier du 14 octobre 2014. La réponse, dont copie en annexe, a été envoyée à l'ICIJ en date du 22 octobre 2014. Pour des raisons stratégiques, il a été décidé de ne pas répondre à chaque question individuellement, mais de manière générique.

Ensemble avec «Luxembourg for finance» et son réseau d'agences de communication dans différents pays, le Ministère des Finances a été en contact, au cours des six derniers mois, avec plus d'une centaine de journalistes de différents pays.

Après le 14 octobre, ces efforts ont encore été renforcés, en vue de la publication anticipée des articles de l'ICIJ. Il a ainsi été possible de faire passer des messages clé. À la lecture des articles publiés, on se rend compte que, soit le Ministère, soit «Luxembourg for finance», sont cités directement ou indirectement. En particulier, pratiquement aucun article n'omet de préciser que les mécanismes critiqués sont légaux.

En complément, des interviews ont pu être accordées. À titre d'exemple, on pourrait citer l'entretien du Ministre des Finances Pierre Gramegna avec «Le Monde», publié ensemble avec les articles de l'ICIJ, mais qui avait été réalisé quelques jours auparavant, de même que l'interview de Nicolas Mackel, CEO de «Luxembourg for finance», le 31 octobre 2014 au «World Business Report» de la BBC.

Le jour même de la publication, une conférence de presse s'est tenue à Luxembourg à l'adresse de la presse nationale et une deuxième à Bruxelles, à l'attention de la presse internationale. Les prises de position et interviews avec la presse ont été multipliées les jours suivants, et les efforts de communication à tous les niveaux continuent, pour démonter les thèses fallacieuses développées dans certains articles.

Force est de constater que les arguments du Luxembourg ont été repris par de nombreux journalistes, en particulier:

- l'argument selon lequel la pratique des ««rulings»» est légale est repris par pratiquement tous les médias;

- il est reconnu que les «rulings» ne sont pas une spécificité luxembourgeoise et que de nombreux pays recourent à ce type de pratique;

- il est admis que la solution ne peut pas être apportée par le Luxembourg agissant seul, mais doit être trouvée au niveau international.

En moins d'une semaine, on a vu le focus des articles publiés se déplacer du Luxembourg vers d'autres pays et le système international dans son ensemble.

Quant au niveau politique européen et international, la très grande majorité des responsables politiques n'ont pas critiqué le Luxembourg. Au contraire, des acteurs majeurs ont pu souligner l'apport constructif du Luxembourg au sujet de la transparence en matière fiscale, notamment au cours des derniers mois.

Des argumentaires écrits généraux à l'attention du réseau des ambassades avaient également été préparés préalablement au 6 novembre 2014. Il n'aurait pas été utile de les diffuser avant la parution des premiers articles, alors que l'on ne pouvait anticiper ni la date exacte de parution, ni les arguments développés par les journalistes, ni d'ailleurs l'ampleur que pourraient prendre ces publications. Des mises à jour de ces argumentaires ont été diffusées les jours suivants, au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

Le Ministre des Finances a informé le Premier Ministre fin octobre qu'il disposait d'éléments concordants selon lesquels une attaque médiatique sur le Luxembourg serait vraisemblablement imminente, même s'il en ignorait encore l'étendue et l'orientation exacte.

Ce n'est qu'au soir du 5 novembre, au moment de la publication des premiers articles par des médias australiens (dont on découvrait alors seulement l'implication), qu'il devint apparent que l'ICIJ disposait de 500 «rulings» et les avait publiés sur Internet. Cela différencie fondamentalement les articles associés de tout autre article ayant précédemment critiqué le Luxembourg, et prête à ces publications la dynamique que nous mesurons aujourd'hui.

Les membres de la Commission des Finances ont été informés dès le retour à Luxembourg du Ministre des Finances, qui devait participer à Bruxelles les 6 et 7 novembre 2014 aux travaux du Conseil ECOFIN.

Annexes:

lettre de l'ICIJ du 14 octobre 2014

lettre du Ministère des Finances du 22 octobre 2014

«Financial Times» du 23 juillet 2014:

http://www.ft.com/cms/s/0/b429f2c4-124f-e4-a581-00144feabdc0.html#axzz3InZLNtAX

«Wall Street Journal» du 21 octobre 2014:

http://online.wsj.com/articles/luxembourg-tax-deals-under-pressure-1413930593

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0697 (11.11.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**école européenne à Differdange:**

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a remis en cause lundi dernier à la radio le projet de réaliser un lycée classique à Differdange. Selon lui l'offre classique serait «suffisante dans le Sud». À la place, il propose la création d'un lycée européen calqué sur le modèle de l'école européenne mais qui serait gratuit et offrirait des cursus en anglais et en français. Le site, en revanche, derrière la tour Hadir, resterait le même.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce qu'il y a un concept concret pour ce nouveau lycée?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir les données et informations justifiant son affirmation que l'offre classique ou technique au Sud serait suffisante?

3. Selon quels critères objectifs Monsieur le Ministre estime-t-il que le modèle d'un lycée européen avec des classes en anglais et en français serait plus approprié qu'un lycée classique ou technique?

4. Quelles sont les personnes principalement visées par cette offre, quel est leur nombre estimatif et quels chiffres Monsieur le Ministre a-t-il utilisé afin de calculer ce besoin?

5. Le site choisi correspond-il aux besoins réels du public cible, notamment en relation avec leur domicile, sachant qu'avec le site de Mamer il existe déjà une école européenne au Sud géographique du pays? Dans l'affirmative Monsieur le Ministre peut-il fournir les éléments à la base de son raisonnement?

6. Est-ce que l'avis de la commune de Differdange a été demandé par Monsieur le Ministre avant l'annonce à la radio? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails ou rendre public cet avis?

7. La commune de Differdange est-elle demandeur de ce projet?

8. En ce qui concerne le personnel enseignant de cette future école européenne, selon quels critères serait-il recruté, quelles conditions (notamment linguistiques) les futurs enseignants devraient-ils satisfaire et quel sera leur statut (fonction publique ou secteur privé)?

9. En outre «l'achat des classes» aux écoles européennes à Mamer et au Kirchberg serait-il maintenu?

Réponse (10.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. L'école internationale à Differdange fonctionnera selon les principes d'une école européenne agréée. Liée au système des écoles européennes par une convention d'agrément, elle offrira un enseignement fondé sur les programmes des écoles européennes. La formation mènera au baccalauréat européen ou donnera accès à une formation professionnelle internationale (qui sera mise en place dans plusieurs lycées techniques). L'administration, le financement et le personnel relèveront entièrement de l'Éducation nationale. L'école internationale à Differdange offrira trois ordres d'enseignement: une école européenne primaire, une école européenne secondaire et une voie préparatoire à l'école européenne.

Ad 2. Les inscriptions en classe de 7e de l'enseignement secondaire, en 7e de l'enseignement secondaire technique et en 7e préparatoire des années 2000-2001 à 2014-2015 sont les suivantes:

		2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
LGE	ES	196	196	204	182	192	201	180	176	154	163	166	179	172	158	140
LGE Total		196	196	204	182	192	201	180	176	154	163	166	179	172	158	140
LHCE	ES	181	162	121	170	207	224	197	169	167	134	131	100	117	104	103
LHCE Total		181	162	121	170	207	224	197	169	167	134	131	100	117	104	103
LNB	ES	30	28	28	26	34	33	49	58	55	53	65	49	56	61	48
	EST CYC INF	159	160	175	200	178	170	207	214	190	205	195	179	208	179	177
	PREP	48	28	22	35	37	66	68	67	54	63	69	81	73	62	76
LNB Total		237	216	225	261	249	269	324	339	299	321	329	309	337	302	301
LBV	ES												18			
	EST CYC INF												120	79	69	83
	PREP												48	56	50	60
LBV Total													186	135	119	143
LTMA	ES	16						25	32	43	34	26	28	36	22	17
	EST CYC INF	169	161	168	190	155	176	192	202	272	264	283	243	246	208	178
	PREP	62	122	80	77	66	72	87	59	76	97	113	91	99	101	113
LTMA Total		247	283	248	267	221	248	304	293	391	395	422	362	381	331	308
LTE	EST CYC INF	290	249	165	164	198	252	255	244	253	232	206	161	210	163	207
	PREP	60	56	46	64	95	80	67	79	59	96	84	60	71	64	80
LTE Total		350	305	211	228	293	332	322	323	312	328	290	221	281	227	287
LTL	EST CYC INF			114	127	112	54	137	120	136	132	142	171	174	243	198
	PREP													16		
LTL Total				114	127	112	54	137	120	136	132	142	171	190	243	198
EPMC	EST CYC INF	83	82	96	81	68	85	75	88	77	75	82	64	69	67	62
	PREP	36	46	29	34	35	23	43	40	38	35	46	43	52	34	37
EPMC Total		119	128	125	115	103	108	118	128	115	110	128	107	121	101	99
Grand Total		1330	1290	1248	1350	1377	1436	1582	1548	1574	1583	1608	1635	1734	1585	1579

Avant la décision du Gouvernement d'implanter un lycée classique supplémentaire dans la région Sud du pays, les inscriptions à l'enseignement secondaire classique étaient en forte croissance, de sorte à ce que les lycées existants étaient à la limite de leurs capacités. Ces chiffres ont fortement diminué depuis. Par rapport à des années avec plus de 200 élèves en classe de 7e au LGE et au LHCE, on est pour l'instant à quelque 140 respectivement 103 élèves. Les lycées mixtes de la région Sud accueillent également moins d'élèves au niveau de l'enseignement secondaire classique. Créer un lycée offrant les classes de l'enseignement secondaire classique à Differdange ne contribue de ce fait pas à tenir compte de l'évolution actuelle des inscriptions.

Ad 3. L'école internationale à Differdange proposera deux sections linguistiques, l'une francophone, l'autre anglophone. Outre la langue de la section, les élèves choisiront à l'école primaire, une langue parmi le français, l'allemand, l'anglais ou le portugais. Au secondaire, ils opteront pour une troisième langue entre ces langues. L'apprentissage du luxembourgeois en tant que langue d'intégration sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire ainsi que pour les élèves des classes inférieures de l'école secondaire. C'est surtout à travers la valorisation de leur langue maternelle que cette école offrira une alternative à bon nombre d'élèves de la région Sud du pays.

Ad 4. + 5. L'école ciblera d'un côté la communauté «expat» du Luxembourg en offrant un enseignement qu'un élève pourra continuer dans le cas où ses parents décident de quitter le Luxembourg pour s'installer dans un autre pays européen. Outre les écoles européennes créées autour des institutions européennes, un système d'écoles européennes agréées est en train de se développer; actuellement il y a neuf écoles européennes agréées. La tendance est croissante:

- Centre for European Schooling Dunshaughlin - Irlande
- Scuola per l'Europa di Parma - Italie
- School of European Education Heraklion - Grèce
- École européenne de Strasbourg - France
- École internationale de Manosque - France
- European Schooling Helsinki - Finlande
- Europese School Den Haag - Pays-Bas
- Europäische Schule RheinMain - Allemagne

De l'autre côté, l'école a pour but de donner une alternative - surtout en ce qui concerne l'approche de l'apprentissage des langues - à la population locale. Ainsi, le but est de réserver la moitié des places à des élèves de la zone de proximité de l'école.

Une première initiative dans ce sens a été entreprise en été 2014: à la rentrée scolaire 2014-2015, les écoles européennes à Luxembourg-Kirchberg et à Bertrange-Mamer ont été autorisées par le Conseil supérieur des écoles européennes à élargir leurs capacités d'accueil pour recevoir une centaine d'élèves supplémentaires aux sections francophone et anglophone. Les nouvelles places sont accessibles aux enfants dont les parents ne travaillent pas pour une institution européenne (catégorie III). Le minerval scolaire y est à charge des parents. Quelques jours après l'annonce de cette initiative, toutes les places disponibles étaient occupées.

Le projet de l'école internationale à Differdange est différent dans le sens où il entend offrir le cursus de l'école européenne au sein de l'école publique luxembourgeoise, c'est-à-dire sans demander de minerval aux parents.

La mise en place d'une école internationale à Differdange donnera une réponse à l'hétérogénéité croissante de la population scolaire. Il est de la responsabilité de l'État de proposer un système éducatif public dans lequel chaque élève a une chance de réussir, indépendamment de la langue parlée à la maison. Au-delà des efforts pour intégrer les élèves étrangers qui resteront au pays, l'offre de la nouvelle école internationale est adaptée aux besoins des jeunes résidant temporairement au Grand-Duché et appelés à continuer leur parcours dans un autre pays.

Ad 6. + 7. La semaine qui précédait l'annonce à la radio du projet, j'en ai informé Monsieur le Bourgmestre de la ville de Differdange. Le lendemain de l'annonce, j'ai fourni les explications nécessaires au collège échevinal. Je n'ai pas reçu un avis écrit de la part du collège échevinal sur ce projet, mais les discussions dans la réunion avec le collège échevinal me rassurent que le projet sera supporté par les responsables locaux.

Ad 8. La création de l'école fera l'objet d'une loi. Je prévois d'y inclure un article sur les modalités de recrutement des enseignants. Il m'importe en effet de donner à l'école la possibilité de recourir à des locuteurs natifs dans les différentes langues véhiculaires des programmes scolaires, même s'ils ne maîtrisent pas toutes les trois langues administratives du pays. Les enseignants seront recrutés dans le statut de fonctionnaires ou employés de l'État comme dans toute autre école publique.

Ad 9. Au vu de l'internationalisation de la population luxembourgeoise, la demande pour ces classes internationales ne va probablement pas diminuer dans le futur. Je prévois donc de maintenir le projet d'acquisition de capacités de scolarisation supplémentaires au sein des écoles européennes du Kirchberg et de Mamer.

L'école internationale démarrera à la rentrée 2016 dans des structures provisoires à Differdange, sur un site à déterminer. Les écoles primaires et secondaires seront installées sur le plateau du funiculaire, réservé pour la construction du lycée à Differdange (qui sera donc intégré dans l'école internationale). Les classes de la voie préparatoire fonctionneront sur le site actuel du Jenker à Differdange.

Il est prévu que l'école démarre en 2016 avec:

- une classe francophone et une classe anglophone de la première année de l'école primaire;
- deux classes francophones et deux classes anglophones de la première année de l'école secondaire;
- quatre classes préparatoires.

À terme l'école internationale accueillera quelque 1.400 élèves. Elle ciblera prioritairement les jeunes de Differdange et de la région du Sud. Suite au déménagement de l'Université du Luxembourg à Belval et l'implantation d'entreprises multinationales dans la région, la population de celle-ci s'internationalisera de plus en plus. Une offre scolaire de qualité est un élément important dans la décision d'une entreprise, d'un investisseur étranger ou d'experts scientifiques de s'installer ou non au Luxembourg.

Les classes de l'école internationale à Differdange s'ajoutent aux offres internationales déjà en place, à savoir:

- le bac international offert au Lycée technique du Centre (classes francophones) et à l'Athénée du Luxembourg (classes anglophones);
- les classes menant au «General Certificate of Secondary Education» et aux examens du niveau A-level, offertes au Lycée Michel Lucius;
- les sections francophones et anglophones de l'École européenne à Luxembourg-Kirchberg et à Bertrange-Mamer, auxquelles l'État luxembourgeois contribue financièrement et qui sont également accessibles aux enfants dont les parents ne travaillent pas pour une institution européenne.

Question 0698 (11.11.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **éventuelles économies d'électricité:**

Alors que le Gouvernement essaie de dépenser intelligemment, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les lampes actuellement utilisées pour l'éclairage des voies publiques sont des lampes à diodes électroluminescentes (LED)? Dans la négative, sont-ils d'avis que leur remplacement par des LED permettra de réaliser à terme des économies? Combien d'électricité pourrait ainsi être économisée?

- Si un potentiel d'économies d'énergie se dégageait de l'analyse des ministres, ne serait-il pas indiqué de prévoir le recours systématique à des LED non seulement pour l'éclairage public, mais également pour tout autre type de construction? À combien s'élèveraient alors les économies d'électricité?

Réponse commune (19.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

À l'heure actuelle des luminaires à diodes électroluminescentes (LED) ne sont pas encore utilisés de façon systématique pour l'éclairage des voies publiques (EP).

À la question d'un remplacement des lampes à sodium haute et basse pression pour réaliser des économies financières par des LED il ne peut pas être répondu de façon simple. En ce qui concerne l'éclairage public, plusieurs éléments nécessitent des considérations et explications plus détaillées:

La technologie LED est soumise à un développement continu et des meilleures performances sont à attendre dans les années à venir. Cependant, les tests réalisés en laboratoire ne permettent actuellement pas de confirmer la longévité des LED comme avancée par les producteurs.

Le prix d'achat d'un luminaire LED est à l'heure trois à quatre fois plus élevé qu'un luminaire à sodium haute pression. La consommation d'un luminaire à LED est actuellement de 30% plus faible que celle d'un luminaire à sodium haute pression et d'environ 20% plus faible que celle d'un luminaire à sodium basse pression. La durée de vie réelle d'un luminaire à LED n'est à l'heure actuelle pas encore scientifiquement confirmée. En cas de défaillance il faut remplacer soit le luminaire complet, soit des modules LED. Alors que pour les luminaires classiques, il ne faut remplacer que l'élément défectueux. Le prix d'une lampe se situe autour de 8 EUR la pièce. La durée de vie des sources actuelles est de 24.000 heures.

À l'encontre des luminaires à sodium, il n'existe pas de normes techniques pour les luminaires à LED. De ce fait il n'est pas possible de lancer des soumissions publiques à défaut de standards internationaux et il faudrait se fier aux données techniques des producteurs qui sont difficilement comparables. Toutes les lampes classiques en éclairage public sont standardisées et plusieurs fournisseurs peuvent offrir le matériel nécessaire, ce qui n'est pas le cas pour les LED où le jeu de la concurrence est inexistant.

La voirie de l'État est équipée de quelque 62.233 lampadaires. Le remplacement de tous ces luminaires par des luminaires LED reviendrait à un investissement total estimé à 62.000.000 EUR, en ne prenant en compte que l'acquisition des luminaires LED, sans compter le remplacement des lampadaires qui ne sont plus adaptés aux lampes LED. La réduction de consommation calculée sur une année équivaudrait à 990.000 EUR. Donc, la rentabilité serait atteinte après environ 60 ans.

Mes services ont exécuté un projet pilote LED dans la traversée de Siebenaler pour justement obtenir des informations pertinentes sur la longévité de lampes LED. Les résultats de ce projet sont attendus dans deux ans. Mes services ont récemment organisé une journée de l'éclairage pour les communes, afin de les informer des possibilités de la technologie LED. Cette manifestation était la troisième de ce type.

Contrairement aux grands axes routiers, les rues à caractère résidentiel peuvent être éclairées à intensité lumineuse réduite et s'avèrent à l'heure actuelle plus intéressante pour la technologie des LED. Dans le cadre du nouveau régime d'aides financières pour des projets d'utilisation rationnelle de l'énergie et de promotion des énergies nouvelles et renouvelables allouées aux communes et syndicats de communes, de nouvelles aides ont été introduites pour la rénovation de l'éclairage public dans les quartiers résidentiels des communes. Afin d'obtenir des aides, les communes sont tenues de dresser un état des lieux et un inventaire de l'éclairage public sur la voirie communale et dans les espaces publics communaux, et à remplacer les anciens systèmes d'éclairage (âgés d'au moins dix ans) par des technologies plus efficaces.

Pour ce qui concerne les bâtiments publics, il y a lieu de noter que la mise en œuvre de la technologie LED s'avère également intéressante.

Les exigences pour l'éclairage dans les bâtiments diffèrent cependant selon les endroits à éclairer et suivant leur utilisation.

Ainsi, pour les projets de construction et de rénovation, une analyse spécifique des différents locaux est réalisée quant à la meilleure technologie d'éclairage en prenant en compte notamment des critères qualitatifs, écologiques et économiques. À l'heure actuelle il n'est pas possible de considérer de manière généralisée l'une ou l'autre technologie comme la plus adaptée pour les bâtiments.

Ce sont en effet également des facteurs de la qualité de l'éclairage comme l'éblouissement, le rendement des couleurs, la fréquence d'allumage, la nécessité de pouvoir régler l'intensité d'éclairement ou encore la durée de fonctionnement par jour qui sont à considérer au même titre que la consommation énergétique et les coûts d'investissement et d'entretien. Les différentes technologies présentent donc des avantages et des désavantages selon l'utilisation prévue.

Le développement de la technologie LED pour l'éclairage des bâtiments publics est suivi de près par mes services alors que la technologie la plus adaptée à l'utilisation est mise en œuvre à chaque projet voire espace spécifique.

À noter que la technologie LED sera mise en œuvre notamment aux deux projets à énergie positive de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch et du Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck ou encore au Lycée de Clervaux.

Question 0699 (11.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**achat d'un avion militaire du type A400:**

Lors d'une interview sur «RTL Radio Lëtzebuerg», Monsieur le Ministre de la Défense se prononçait ce matin au sujet de l'achat de cet avion de la manière suivante: «Also, ech muss lech jo ganz kloer soen, datt wann ech dat deemools ze décidéiere gehat hätt, hätt ech keen esou en Invest gemaach, d'autant plus wou mir e jo net hei zu Lëtzebuerg kënne gebrauchen, an net kënnen hei stationéieren.»

Il nous paraît que la commande a été initiée par Monsieur Charles Goerens, Ministre de la Défense, sous le Gouvernement CSV-DP de 1999-2004.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur le Ministre de la Défense quant à l'achat par l'État luxembourgeois de cet avion militaire?

Réponse (09.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement dans son ensemble, c'est-à-dire tous les membres du Gouvernement sans exception, estiment que les engagements du type de celui auquel Madame la Députée et Monsieur le Député font référence, pris par les Gouvernements précédents, doivent évidemment être respectés. Toute discussion au sujet du bien-fondé de la décision prise en l'occurrence, et cela même avec le bénéfice du recul du temps, me semble par ailleurs superflue.

Question 0700 (12.11.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**aide au réemploi:**

Dans le cadre de l'instruction par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du rapport de suivi de la Cour des Comptes suite à son rapport spécial portant sur certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage, les représentants de ladite Cour ont indiqué le 13 octobre 2014 qu'«à la réponse de savoir si une évaluation des aides au réemploi a été effectuée, le Ministère a répondu qu'une telle évaluation n'existe pas».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- À défaut d'évaluation, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations quant au nombre de personnes bénéficiant de l'aide au réemploi (hors sidérurgie) (ci-après «aide au réemploi») par année pour les années 2009 à 2013 ainsi que les tranches d'âge auxquelles appartenaient ces bénéficiaires? Parmi ces personnes, combien ont pu bénéficier du plafond de l'aide au réemploi (par année de 2009 à 2013)? Quelle a par ailleurs été la moyenne de l'aide au réemploi allouée par personne et par année de 2009 à 2013?

- Combien de ces bénéficiaires ont continué leur relation de travail, même au-delà du bénéfice de l'aide au réemploi? Combien de personnes ont été licenciées à la fin de l'allocation de l'aide au réemploi? Est-il possible d'obtenir ces informations par année pour les années 2009 à 2013?

Réponse (28.11.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

À la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz au sujet de l'aide au réemploi, je peux fournir les réponses suivantes basées sur des données fournies par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM):

1. Données quant aux dossiers en cours (2009-2013) ainsi qu'aux tranches d'âge:

Dossiers en cours dans la période	2009	2010	2011	2012	2013
De 25 ans	93	107	92	84	73
De 30 ans	349	368	341	308	306
De 35 ans	577	611	576	550	571
De 40 ans	773	800	767	769	794
De 45 ans	847	964	963	973	1.008
De 50 ans	693	856	708	734	783
De 55 ans	549	658	708	734	783
De 60 ans	211	237	264	282	303
60 ans et +	24	37	49	52	54
Total	4.116	4.638	4.665	4.653	4.899

Nombre de dossiers plafonnés	543	598	619	650	694
Nombre de dossiers plafonnés avec nouveau salaire = SSM	51	43	40	39	42

Moyenne de l'aide au réemploi (en euros)	1.136,92	1.137,90	1.171,55	1.231,68	1.274,23

2. Quant au nombre de personnes qui ont continué leur relation de travail au-delà du bénéfice de l'aide au réemploi, l'ADEM a procédé à une analyse des aides au réemploi venues à échéance en 2013 (c.-à-d. dont le premier versement a eu lieu en 2009):

En 2009, 896 dossiers ont été accordés; sur ces 896 dossiers 80 dossiers ont été clôturés avant leur terme.

Sur les 816 dossiers venus à terme en 2013, 32 personnes se sont inscrites à l'ADEM dans les six mois suivant la clôture de leur dossier «réemploi».

Question 0702 (12.11.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **construction en zone verte:**

Fir e Privatmann ass et haut bal onméiglech, an der Zone verte nach Bauwierker (Schäpp fir Maschinnen, Juegdbuden, Imker-Haisercher asw.) opzeriichten, wann dës iwwer eng gewësse Gréisst erausginn oder wa se sollen eng Bëtonsdalle hunn. Et ass mir awer elo zu Ouere komm - an et geet och aus Zeitungsartikelen ervir -, datt de Stat selwer esou Bauten opriicht, z. B. zu Bettenduerf (cf. photo - à consulter auprès de l'administration parlementaire) oder zu Réimech (Artikel iwwert d'pädagogescht Bëschhaischen am LW vum 4. November, Säit M19).

Dozou wëllt ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture folgend Froen stellen:

1) Wat fir eng Beschränkunge gëlle fir normal Bierger, z. B. Jeeër oder Bëschbesëtzer, wa si Baute wéi e Schapp, eng Bud oder en Haische wëllen am Bësch opriichten. Wat sinn d'Dimensiounen, Baumaterialien a sanitär Ariichtungen, déi virgeschriwwe sinn? Wat sinn d'Dimensiounen, déi net däerfen iwwerschratt ginn oder vun deenen un aner Oplage gëllen?

2) Huet de Stat déi néideg Autorisatioune vu staatlecher a Gemengesäit, fir déi zwee ugesprache Projeten zu Bettenduerf (Photo) an zu Réimech (pädagogescht Bëschhaischen)? Hätt e Privatmann esou Autorisatiounen och kënne kréien?

3) Wat fir Dimensiounen hunn dës Bauten a wat fir sanitär Arichtungen hu se?

Réponse (16.12.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) D'Naturschutzgesetz vun 2004 gëtt a sengem Artikel 5 de Kader vir, an deem den zoustännege Minister Bauten autoriséiert oder refuséiert. Als éischte Kritär gëllt d'Finalitéit vum Bauwierk. Dës muss an eng vun den néng Kategorië vu Betriber passen, déi d'Gesetz an der Gréngzon zouléisst: landwirtschaftlech, gaardebaulech, geméisbaulech, waldbaulech, wäibaulech, fëschziichterech, beienziichterech, juegdlech oder fir en ëffentlechen Zweck. Dëse generelle Kader gouf am Laf vun de Joren duerch eng grouss Zuel vu Jurisprudenze preziséiert.

D'Dimensioune vun engem Bauwierk mussen ëmmer dem Zweck vum Bauwierk entspriechen. Dëst gëtt am Eenzelfall analyséiert an décidéiert. Fir verschidde Fäll, zum Beispill Gaardenhaisercher, Juegdbuden oder Hochsitzer gëtt et generell applizéiert Gréissten, déi awer, wa se gutt motivéiert sinn, och iwwer- oder ënnerschratt kënne ginn. Am Fall vu Buden oder Chaleten am Bësch gëllen déi allgemeng Virgabe vun 25 m² Grondfläch an eng maximal Héicht vun 3 m.

Zousätzlech zum Zweck vun enger Konstruktioun gëtt och ëmmer de Standuert iwwerpréift, souwéi den Impakt vun der Konstruktioun op d'Natur an op d'Landschaft. D'Naturschutzgesetz gëtt also déi allgemeng Regele vir, mä a puncto Dimensioune gëtt et keng gesetzlech oder reglementaresch verankert quantifizéiert Gréissten.

Wat d'Baumaterialie betrëfft, sou gëtt an all Autorisatioun festgeschriwwen, datt d'Bauwierk beschtméiglech an d'Landschaft muss passen an datt keng fir eis Natur geféierlech Produkter däerfe benotzt ginn. Am Regelfall mussen déi Konstruktiounen aus onbehandeltem Holz gebaut, an den Daach mat Schifer oder engem anere schiferfaarwege Material gedeckt ginn.

Sanitärariichtunge gehéieren an der Regel net zum Equipement vun esou Konstruktiounen, well hiren Zweck net dem Openthalt vu Persounen déngt.

Ad 2) + 3) De Schapp vum „Lycée technique Agricole" am Bësch zu Bettenduerf:

Requérant: Administration de la Nature et des Forêts, Arrondissement centre-est

Autorisatioun vum 18. Juni 2013; Baugenehmegung vun der Gemeng ënnert dem Numero 26/2014

Objet: construction d'une cabane/maison en rondins de bois servant à des fins d'abri du Lycée technique Agricole, d'abri pour des visites du sentier du souvenir ainsi qu'à des fins d'abri pour ouvriers forestiers.

Konditiounen:

«1. La construction sera érigée sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Bettendorf, section A de Bettendorf, sous les numéros 2015/4541 et situé au lieu-dit «Niderbierg», conformément à l'esquisse soumise;

2. Elle ne dépassera pas les dimensions suivantes:

- longueur: 8 m
- largeur: 6 m
- hauteur du faîte: 5 m
- hauteur de la corniche: 2.5 m;

3. Elle sera implantée à l'endroit marqué sur l'extrait de la carte topographique soumis;

4. La construction sera réalisée entièrement (charpente et bardage) en bois;

5. Le toit sera réalisé en tuiles ou en tôle de couleur gris-ardoise;

6. La construction ne sera pas raccordée aux réseaux publics d'eau potable, d'énergie, de la canalisation et de la communication. L'installation de panneaux photovoltaïques est interdite;

7. La construction ne servira qu'à des fins sylvicoles, touristiques et didactiques. Tout changement d'affectation est interdit;

8. La construction ne pourra pas servir à l'habitation humaine, même occasionnelle, et ne pourra pas être équipée à cette fin.

L'autorisation expirera et la construction devra être enlevée dès que l'affectation autorisée aura cessé. À cette date, les fonds seront remis dans leur pristin état ».

De Schapp vun der Stad Réimech am Jongbësch:

Requérant: Ville de Remich

Autorisatioun vum 9. Abrëll 2013

Objet: reconstruction d'un chalet à des fins didactiques pour les écoles fondamentales de Remich et de Stadtbredimus.

Konditiounen:

«1. La construction sera érigée sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Remich, section A des Bois, sous le numéro 235/2314 et situé au lieu-dit «Jongbësch»;

2. Les dimensions ne dépasseront pas les mesures suivantes:

- longueur: 4 m
- largeur: 5 m
- hauteur: 2.5 m;

3. La construction sera réalisée en bois;

4. L'application de couleurs criardes aux parties extérieures ainsi que l'emploi de tout matériau reluisant sont interdits. La toiture sera exécutée à l'aide d'un matériau de couleur gris-ardoise;

5. La construction servira uniquement à un but d'utilité publique. Tout changement d'affection est interdit;

6. La construction ne pourra pas servir à l'habitation humaine, même occasionnellement, ni être équipée à cette fin.

L'autorisation expirera et la construction devra être enlevée dès que l'affectation autorisée aura cessé. À cette date, les fonds seront remis dans leur pristin état.»

De Statut vun engem Demandeur, ëffentlech oder privat, ass a priori kee Kritär, fir eng Konstruktioun ze refuséieren oder ze autoriséieren.

Question 0703 (13.11.2014) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **neutralité de l'internet:**

Actuellement, la problématique autour de la neutralité de l'internet est débattue aux États-Unis et risque également de l'être en Europe prochainement. Dans son programme de décembre 2013, le Gouvernement luxembourgeois a affirmé son attachement au principe de la neutralité du net et n'hésitera pas à prendre une initiative législative en la matière.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la stratégie relative à la promotion du principe de la neutralité de l'internet au niveau européen?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le cas échéant l'initiative législative nationale visant à entériner le principe de la neutralité de l'internet?

Réponse (08.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Je voudrais d'emblée réaffirmer l'attachement du Gouvernement au principe de la neutralité du net.

Au niveau européen, les discussions sur la proposition de règlement concernant le marché intérieur des communications électroniques se trouvent à un stade avancé. Alors que le Parlement européen a adopté sa position le 3 avril 2014 et s'est prononcé en faveur de la consécration du principe de la neutralité du net dans le règlement, il résulte des discussions récentes au Conseil des Ministres du 27 novembre 2014 que les États membres sont également favorables à régler cette question au niveau européen.

Il reste à préciser quelles seront les exceptions au principe de la neutralité du net qui sont acceptables. Il s'agit notamment de permettre aux opérateurs de procéder à la gestion du trafic pour éviter une congestion des réseaux. La question s'il faut préserver la possibilité de fournir des services spécialisés à qualité garantie est également en discussion.

Lors de la séance du Conseil des Ministres, j'ai clairement souligné que le Luxembourg veut autant que possible limiter la portée de telles exceptions. Nous défendons une conception ferme de la neutralité du net.

Étant donné que l'on peut s'attendre à l'adoption du règlement européen au cours du premier semestre 2015, et comme un tel règlement est directement applicable dans les États membres, il ne sera alors plus nécessaire de légiférer sur le plan national. Le Gouvernement a une nette préférence pour une solution européenne dans ce domaine vu le caractère transfrontalier d'Internet, et la Chambre des Députés s'était d'ailleurs exprimée dans le même sens.

Il appartiendra à l'Institut luxembourgeois de régulation de veiller à la bonne application du règlement européen au Luxembourg.

Question 0706 (13.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement complémentaire de soins de santé par la caisse de santé/maladie:**

Au cours d'une année civile, la participation aux prestations de soins de santé de l'assuré au titre de l'assurance maladie obligatoire ne peut dépasser un seuil fixé à 2,5% du revenu cotisable annualisé de l'année précédente. Si ce seuil est dépassé, l'assuré a droit, sur demande annuelle, à un remboursement complémentaire des participations dépassant le seuil. La demande peut être présentée à la caisse compétente au plus tôt à partir du 1er mai de l'exercice courant. À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Pourquoi ce seuil de 2,5% a-t-il été introduit?

2. Dans quelle mesure cette disposition concernant le remboursement complémentaire est-elle utilisée par les assurés? Est-ce que les caisses de maladie/santé peuvent estimer dans quelle mesure les bénéficiaires potentiels en font effectivement usage? Quel est le volume total de ces remboursements par an?

3. Monsieur le Ministre est-il d'avis que le mécanisme actuel présente un obstacle de nature administrative pour certains malades qui ne sont peut-être pas toujours conscients de cette disposition ou qui ne sont pas en mesure, par exemple en raison de leur état de santé, de faire les démarches nécessaires?

4. Monsieur le Ministre serait-il disposé à examiner la possibilité de transformer la procédure actuelle concernant le remboursement complémentaire afin de la rendre automatiquement applicable, soit de façon généralisée soit sur demande de la part des assurés intéressés? Est-ce que les caisses concernées devraient éventuellement obtenir des autorisations spécifiques de la part des assurés intéressés afin d'avoir accès aux données utiles et nécessaires concernant le revenu de ceux-ci?

Réponse (02.12.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. L'article 154bis des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) prévoyant un paiement complémentaire lorsque la participation aux prestations de soins de santé des personnes protégées a dépassé 2,5% du revenu cotisable annualisé de l'année précédente a été introduit lors de la modification des statuts adoptée par l'assemblée générale de l'union des caisses de maladie en date du 12 novembre 1997.

À l'origine, ce seuil était fixé à 3% et il a été abaissé à 2,5% lors de l'assemblée générale du 15 novembre 2005.

Ainsi, dans les commentaires relatifs à l'introduction du point complémentaire sur le seuil de la participation, il est précisé que «l'introduction de nouvelles participations ou l'augmentation de participations existantes dans les

prestations en nature pour les assurés rend nécessaire la fixation d'une limite supérieure, au-delà de laquelle cette participation est annulée, afin de maintenir le caractère social de l'assurance maladie».

Ad 2. Pour les années 2011 à 2014, les caisses de maladie ont enregistré les demandes de paiement complémentaire et ont accordé le remboursement complémentaire comme suit:

Année de réception de la demande	Nombre de demandes	Nombre d'accords de remboursement
2011	1.379	676
2012	2.618	1.223
2013	3.538	1.413
2014 (au 19.11.2014)	3.265	1.280

N'ayant pas accès aux montants des revenus des assurés, la Caisse Nationale de Santé n'est pas en mesure d'évaluer le nombre de bénéficiaires potentiels du paiement complémentaire.

Le volume des remboursements par an est comme suit:

Année de remboursement	Montant remboursé (en euros)
2010	223.269,79
2011	311.690,80
2012	531.058,99
2013	607.123,20
2014 (au 19.11.2014)	602.346,03

Ad 3. Le bénéfice du paiement complémentaire est subordonné à une demande du bénéficiaire. Afin de faciliter la procédure de demande, la CNS met à disposition, d'une part, un formulaire téléchargeable sur son site Internet et, d'autre part, accepte toutes demandes écrites sur papier libre.

La CNS accepte également que des structures d'aide (tels que les offices sociaux, les assistantes sociales, le service d'accompagnement tutélaire, etc.) ou d'autres tierces personnes assistent les bénéficiaires dans leur demande.

Les agents du guichet de la CNS peuvent également aider le demandeur dans cette démarche.

Ad 4. Un remboursement complémentaire généralisé et automatique n'est pas envisageable, sachant que la CNS n'a pas accès d'office aux revenus des assurés. Une demande expresse de l'assuré est nécessaire afin que le montant du revenu soit communiqué à la CNS.

Question 0707 (13.11.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accès des diplômés de la formation professionnelle aux études universitaires à l'étranger:**

Le diplôme d'accès à l'enseignement supérieur spécialisé («Fachhochschulreife») acquis à la formation professionnelle habilite son détenteur aux études en hautes écoles spécialisées. Cependant l'absence de notes chiffrées semble créer une situation injuste pour les diplômés luxembourgeois par rapport aux détenteurs de diplômes étrangers, notamment en ce qui concerne la candidature à une formation universitaire avec un nombre de places restreint par numerus clausus, ce qui est de plus en plus souvent le cas à l'étranger. En raison d'absence de note chiffrée, le diplômé luxembourgeois est alors assimilé à la note la plus basse (par exemple à une moyenne de 4,0 en Allemagne). Par la suite les étudiants luxembourgeois se retrouvent au bout du classement et l'accès à la formation universitaire leur est refusé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Q72

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de cette problématique? Dans l'affirmative, a-t-il déjà contacté des établissements étrangers concernant ce sujet?

- Renvoyant au programme gouvernemental, il est noté qu'un «effort considérable reste à être réalisé pour augmenter significativement le nombre de résidents qui accomplissent avec succès des études supérieures». Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le problème décrit nuise à l'atteinte de cet objectif? Que pense-t-il faire afin d'y remédier?

Réponse (22.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a introduit le principe de modules préparatoires aux études techniques supérieures soit pendant la durée normale des études de la formation du technicien soit après l'obtention du diplôme. Avec la réussite de ces modules préparatoires, le détenteur du diplôme de technicien acquiert la maturité pour pouvoir entamer des études techniques supérieures. Il est entendu que la finalité inscrite dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle est celle de préparer les jeunes avant tout à la vie active.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Il est vrai que suite à la certification des premiers techniciens en 2013-2014 avec un accès aux études techniques supérieures, le ministère a été confronté à la question d'absence de notes chiffrées. Certaines universités exigent une note chiffrée afin de pouvoir classer en un rang utile les demandeurs pour être admis comme étudiant à une formation supérieure. Le Ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a retenu de mettre en place un système de conversion des mentions du système actuel de la formation professionnelle vers un système de notes chiffrées.

Cette information sera transmise dès la mise en place du système de conversion à tous les lycées concernés pour informer les élèves en début de l'année 2015.

Ad 2. Dans un souci de créer plus de perméabilité entre les différentes voies de qualification, l'accès aux études techniques supérieures est donné aussi bien aux détenteurs d'un diplôme de technicien qu'aux détenteurs d'un diplôme d'aptitude professionnelle sous certaines conditions. Dans un même ordre d'idées, les passerelles entre les différentes voies de qualification permettent aujourd'hui aux meilleurs élèves ayant terminé leur formation professionnelle initiale, d'accéder à une classe du régime technique pour pouvoir obtenir l'accès généralisé à des études supérieures.

L'augmentation du nombre de jeunes qui terminent avec succès leurs études supérieures passe par un développement et une assurance accrus de la qualité des formations de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Ce processus de longue haleine n'est mesurable qu'à long terme et il s'agit de poser les jalons dès le début de la formation pour permettre aux jeunes d'être bien orientés et de pouvoir se développer de façon à pouvoir entamer et terminer avec succès des études supérieures.

La réforme de la formation professionnelle, les pistes poursuivies au niveau de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique et les grands axes du futur projet de loi sur l'orientation poursuivent tous invariablement l'objectif d'augmenter le nombre de résidents qui accomplissent des études supérieures.

Question 0708 (17.11.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **nouvelle grille horaire dans l'enseignement fondamental:**

Selon mes informations, le Ministre de l'Éducation nationale envisage d'introduire une nouvelle grille horaire pour l'ensemble des établissements scolaires de l'enseignement fondamental. Les horaires du matin vont du lundi au vendredi de 8h00 à 12h10 avec une pause de 30 minutes au milieu. Les horaires du lundi et du mercredi vont de 14h00 à 17h00 avec dix minutes de pause et le vendredi de 14h00 à 15h50 sans pause. Parmi d'autres changements figure l'introduction de deux heures d'appui pédagogique intégré le lundi et le mercredi par le titulaire de classe avec toute la classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces informations?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour cette nouvelle organisation du temps scolaire?

3. Quel est l'impact sur la tâche des enseignants?

4. Le cours pédagogique intégré serait-il obligatoire ou facultatif?

5. Le Ministre peut-il fournir de plus amples informations concernant l'organisation de ce cours d'appui?

Réponse (15.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question posée par l'honorable Députée au sujet de l'introduction d'une nouvelle grille horaire dans l'enseignement fondamental donne lieu à la réponse suivante:

Ad 1. Une proposition de nouvelle grille horaire pour les cycles 2 à 4 a été élaborée par mon département, alors que pour le cycle 1 les réflexions sont encore en cours. J'ai décidé de soumettre cette proposition pour discussion d'abord aux membres du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental, puis aux présidents d'un comité d'école dans le cadre de sept réunions régionales. J'envisage de la soumettre aux principaux syndicats d'enseignants ainsi qu'au Syvicol. Je compte également prendre l'avis des représentants de parents d'élèves par le biais de la FAPEL.

Dès le début de la présentation du modèle de grille horaire proposée, j'ai insisté sur le fait qu'il s'agissait d'une proposition et qu'il serait tenu compte des suggestions des différents interlocuteurs lors de la finalisation des travaux relatifs au modèle proposé. Au vu des situations locales très hétérogènes, liées notamment au transport scolaire, il s'est avéré qu'un modèle unique de grille horaire ne s'annonce pas opportun.

Ad 2. Une série de réflexions se trouvent à la base de l'élaboration d'une nouvelle proposition de grille horaire:

- Les grilles horaires hebdomadaires, actuellement appliquées dans un certain nombre d'écoles fondamentales, se caractérisent par des matinées comprenant à chaque fois une leçon émiettée; elles ont été conçues lors de la réduction du nombre de leçons hebdomadaires de 29 à 28 et la possibilité pour les autorités communales d'introduire le samedi libre. Ainsi les horaires des écoles précitées comprennent quatre leçons le matin du lundi au vendredi et deux leçons l'après-midi les lundis, mercredis et vendredis, les deux leçons restantes étant morcelées et réparties sur les matinées du lundi au vendredi.

L'élaboration d'une nouvelle proposition d'horaire était guidée, entre autres, par le souci d'éviter un tel morcellement.

- Suivant la réglementation en vigueur, la durée d'une leçon dans l'enseignement fondamental est fixée à 55 minutes. Pour des raisons d'organisation cette durée peut être réduite à 50 minutes, sans que toutefois le nombre des leçons d'enseignement à durée réduite ne dépasse les 2/5 du nombre total des leçons hebdomadaires d'enseignement.

Au vu des pratiques très divergentes dans le cadre de la mise en œuvre de la disposition précitée dans les différentes écoles et afin de faire bénéficier tous les élèves du même volume d'enseignement de base auquel ils ont droit, la durée de chaque leçon d'enseignement compte 55 minutes dans l'horaire proposé. Il est à remarquer que le nombre total de leçons hebdomadaires n'augmente pas dans l'horaire proposé, mais que, selon l'horaire proposé, le temps de classe hebdomadaire des élèves peut augmenter de 0 à 50 minutes.

- Finalement il a été proposé d'intégrer dans l'horaire hebdomadaire les heures constituées par l'appui pédagogique (+/- 5.600 leçons hebdomadaires), introduit en 2009, en poursuivant un double objectif: d'une part, donner une nouvelle finalité à ce qui est appelé dans le modèle proposé «appui intégré» et, d'autre part, libérer des ressources pour les redistribuer à l'école.

Cette redistribution pourrait se faire en partie sous forme de contingent supplémentaire, attribué aux écoles, et en partie sous forme d'engagement d'instituteurs spécialisés, l'idée sous-jacente étant d'outiller les écoles le mieux possible, dans les deux cas de figure, en vue d'assurer la prise en charge des élèves souffrant de graves problèmes de comportement ou de difficultés d'apprentissage prononcées et de stimuler le développement de l'excellence.

De telles mesures visent à garantir, par souci d'équité, au niveau régional, voire au niveau local, des prises en charge adaptées pour tous les élèves en vue de permettre un développement aussi harmonieux que possible de leur personnalité.

Ad 3. Pour les instituteurs, dont l'horaire ne compte à l'heure actuelle que des unités de 55 minutes, l'impact en matière de présence à l'école est nul; pour les instituteurs dont l'horaire hebdomadaire actuel compte x leçons à 50 minutes, l'impact se chiffre par une hausse hebdomadaire de x fois 5 minutes de présence devant tous les élèves d'une classe.

La tâche d'enseignement d'un instituteur (cycles 2 à 4) travaillant à tâche complète est fixée à 23 leçons hebdomadaires d'enseignement. Elle comporte aussi la prestation de 54 heures annuelles d'appui pédagogique. L'enseignement direct et l'appui pédagogique comprennent la conduite des leçons ou de l'appui pédagogique, la préparation des leçons respectivement des heures d'appui, la correction des devoirs, la documentation et l'évaluation des progrès des élèves, la surveillance des élèves telle que définie par l'organisation scolaire arrêtée par les autorités communales, ainsi que la participation aux réunions de service.

Dans le modèle horaire proposé, les ressources constituées par les heures d'appui pédagogique sont intégrées dans l'horaire hebdomadaire de la classe devenant ainsi d'un côté, pour une très large partie, ce qui est libellé «appui intégré» et permettant, d'autre part (vu que le nombre de leçons hebdomadaires n'augmente pas), la libération d'un nombre de leçons hebdomadaires équivalent au nombre d'heures d'appui pédagogique, destinées à être réinvesties au bénéfice des élèves. Par une telle proposition le temps d'enseignement des instituteurs n'augmente pas; toutefois la différence consiste dans le fait que dans le cadre de l'«appui intégré» le titulaire prend en charge tous les élèves, alors que précédemment, il travaillait avec un groupe restreint d'élèves lorsqu'il dispensait l'appui pédagogique.

Par ailleurs, j'envisage de diminuer les heures de concertation pédagogique, afin de faire bénéficier les enseignants d'une certaine compensation face à l'uniformisation de la durée susmentionnée des leçons d'enseignement et face à une éventuelle augmentation du volume annuel d'heures à consacrer à la formation continue.

Ad 4. Ce qui apparaît dans la grille horaire proposée comme «appui intégré» est conçu comme obligatoire.

Ad 5. En ce qui concerne l'organisation de l'«appui intégré», il y a lieu de remarquer qu'au vu des discussions menées notamment avec les présidents d'un comité d'école, je n'ai pas encore pris de décision définitive quant à la (ou les) plage(s) horaire(s) qui y conviendrait(aient) le mieux. Pour ce qui est des objectifs qu'il vise, je compte en fixer plusieurs tout en réservant aux titulaires de classe respectivement aux équipes pédagogiques une certaine marge d'autonomie.

Question 0709 (17.11.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le «**Tax Ruling**»:

Am Kader vun deem, wat an der internationaler Press «Luxembourg Leaks» genannt gëtt, war d'Regierung a puncto Kommunikatioun gefuerdert. An der Press waren doropshi ganz ënnerschiddlech Aussoen vu Ministeren ze fannen.

Dofir wollt ech de Ministere folgend Froen stellen, fir gewuer ze ginn, wat d'eenheetlech Regierungspositioun ass?

1. Ass d'Regierung gewëllt, jo oder neen, a Konformitéit mat Lëtzebuerger an internationalem Recht, weider «Rulings» ze accordéieren?

2. Wéi vill Steiergelder komme Joer fir Joer vu Firmen, déi e «Ruling» accordéiert kruten, eran, zum Beispill 2013 an 2012?

3. Wéi vill Aarbechtsplaze goufen zu Lëtzebuerg bei „Ruling"-Firmen geschaf?

4. Wëllt Lëtzebuerg an internationalen Gremien aktiv ginn, fir d'«Ruling»-Praxis international ze reglementéieren?

Réponse commune (17.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

D'Steierverwaltung wäert och an Zukunft weider Décisions anticipées huelen, am Respekt vum nationalen a vum internationale Recht.

D'Äntwerten op d'Froen 2 an 3 verlaangen eng länger Recherche.

Lëtzebuerg participéiert un den Diskussiounen zu dëse Froe souwuel um EU-Niveau wéi och bei der OECD.

Question 0710 (17.11.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **transparence des informations relatives aux subventions et conventions entre l'État et d'autres entités associatives:**

L'État est signataire de plusieurs conventions avec des associations sans but lucratif, des fondations et des entités privées qui vont des secteurs comme la santé et le social à d'autres comme l'éducation, la culture ou l'intégration des citoyens non-luxembourgeois.

Pour certaines conventions, comme c'est le cas de celles conclues avec le Ministère de la Culture, les montants alloués à chaque organisation sont publiés sur le site Internet de ce Ministère. Pour d'autres conventions, comme celles touchant à l'intégration des non-luxembourgeois, la politique diverge: ce sont les rapports d'activité des associations conventionnées avec l'OLAI du Ministère de la Famille de l'Intégration et de la Grande Région qui sont publiés sur le site internet de l'OLAI. Une politique uniforme d'information sur les conventionnements entre l'État et différentes formes d'associations et d'organisations semble faire défaut.

Tenant compte du fait que l'actuel Gouvernement a élu la transparence comme un de ses chevaux de bataille, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Le Gouvernement a-t-il émis des instructions claires et uniformes aux ministères et ses services concernant la publication des montants impliqués et des rapports d'activité réalisés dans le cadre des conventions, des accords de partenariat, des accords-cadres, de subsides, etc.?

- Dans l'affirmative, quels sont les critères appliqués actuellement lors de la publication d'informations relatives aux organismes conventionnés ou subventionnés?

- Dans la négative, est-il en train d'en élaborer et si oui, selon quels principes directeurs? Quels changements le Gouvernement entend-il opérer?

- Quelles échéances s'est-il fixées pour y parvenir?

- Quels ministères et administrations en seraient concernés?

Réponse (15.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

À l'heure actuelle, les ministères et les administrations sont libres de définir leur politique d'information et de communication au sujet des conventions qui les lient aux associations qui bénéficient de subventions de la part de l'État. Le Gouvernement n'a pas l'intention de changer cet état des choses alors qu'il lui semble que les ministères et les administrations publient en toute transparence une pléthore d'informations utiles au sujet des conventions susvisées et qu'ils sont les mieux placés pour juger du degré de détail des publications et de la forme qu'elles doivent prendre.

Question 0712 (17.11.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **sacs plastiques non recyclables:**

La loi SB 270 interdira aux supermarchés en Californie la distribution de sacs plastiques non recyclables à leurs clients à partir de juillet 2015. Les sacs jetables sont déjà bannis dans 127 collectivités de Californie et dans de grandes villes américaines, notamment dans les régions côtières, où la pollution au plastique affecte particulièrement la faune aquatique. La loi sur la transition énergétique interdisant l'utilisation des sacs en plastique à usage unique devrait s'appliquer en France au 1er janvier 2016. Seuls les sacs biosourcés et compostables seront alors autorisés (voir «Le Monde» du 3 octobre 2014).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Compte tenu que l'utilisation de sacs en plastique entraîne également de sérieuses nuisances pour l'environnement naturel dans notre pays, est-ce que Madame la Ministre entend prendre des mesures visant à réduire considérablement, voire interdire l'utilisation de sacs non recyclables?

- Dans l'affirmative, quelles seront alors les mesures envisagées?

Réponse (18.12.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Au Luxembourg, la problématique des sacs de caisse à usage unique a déjà été abordée en janvier 2004 par un partenariat public privé en tant qu'accord environnemental entre le Ministère de l'Environnement, l'asbl Valorlux et la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC). Pour ce faire, en janvier 2004 l'opération «Eco-sac» avait été lancée. L'accord environnemental actuellement en vigueur viendra à échéance le 31 janvier 2017.

En janvier 2007, un sac de dépannage à usage unique, commun et payant (0,03 €) a été introduit.

Avant l'introduction des sacs de caisse à usage multiple, chaque année quelque 71 millions de sacs de caisse à usage unique en papier ou en plastique ont été mis sur le marché luxembourgeois, ce qui représentait quelque 600 tonnes de déchets à traiter. Ce n'est qu'avec l'introduction de l'«Eco-sac» et du sac de dépannage payant en 2007 que ce volume a diminué de 87% pour atteindre en 2013 quelque 10,8 millions d'unités. Depuis 2004 quelque 10,3 millions d'«Eco-sacs» ont été vendus et ont ainsi substitués quelque 560 millions de caisse à usage unique.

En 2012 la Commission européenne a désigné le projet «Eco-sac» en tant que «best practice» dans le domaine de la prévention des déchets au niveau mondial.

Avec quelque 20 sacs de caisse à usage unique par habitant et par an, le Luxembourg est en troisième position des meilleurs élèves en Europe en matière de réduction des sacs de caisse à usage unique, largement en avant de nos pays voisins.

Le 4 novembre 2013 la Commission européenne avait fait une proposition de directive pour réduire la consommation des sacs en plastique légers à usage unique. Cette directive oblige les États membres à mettre en place des mesures pour réduire la consommation des sacs plastiques dans un délai de deux ans à compter de la date de la mise en vigueur de la directive.

Au mois de novembre 2014, un compromis entre le Parlement européen et la Commission européenne avait été trouvé. Le compromis prévoit que les États membres peuvent maintenir ou mettre en vigueur des instruments économiques ou des mesures restrictives pour réduire de manière significative l'utilisation de sacs de caisse en plastique à usage unique.

Le texte prévoit une réduction graduelle à 90 sacs plastiques par tête d'habitant au plus tard le 31 décembre 2019 et une réduction à 40 sacs plastiques au plus tard le 31 décembre 2025. De plus, le texte donne la possibilité aux États membres que les sacs de caisse en plastique à usage unique ne soient plus distribués de manière gratuite dans les magasins de vente au plus tard le 31 décembre 2018. Les États membres peuvent exclure du champ d'application de ces mesures les sacs ultralégers de moins de 15 microns d'épaisseur qui, pour des raisons d'hygiène alimentaire, sont utilisés pour emballer des denrées alimentaires en vrac.

Dès entrée en vigueur de la directive européenne une transposition en droit national doit se faire endéans 18 mois par adaptation du règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1998 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

Une première réunion de concertation entre les signataires de l'accord environnemental «Eco-sac» est prévue pour le 20 janvier 2015.

Toujours est-il qu'il faut constater qu'à l'heure actuelle le Luxembourg respecte déjà largement les objectifs qui sont à atteindre en 2025.

Question 0713 (18.11.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **conditions d'attribution des aides financières de l'État (bourses d'étudiant) pour études supérieures:**

La loi du 24 juillet 2014 a modifié les conditions d'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures sur certains points.

Dans ce contexte, il m'a été rapporté que plusieurs étudiants qui se sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers ne se voient pas accorder d'aide financière au motif que la formation suivie est sanctionnée par un certificat d'école privée et non par un diplôme délivré par une autorité compétente et qu'elle ne constitue pas un programme d'études reconnu par une autorité compétente du pays où se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

Or, il appert qu'au moins un de ces instituts était présent lors de la Foire de l'Étudiant organisée par le ministère en novembre 2013 et même encore au cours de l'édition de cette année. Il s'en est suivi que plusieurs étudiants se sont inscrits dans ces instituts dans l'expectative de se voir accorder une aide financière pour études supérieures de la part du CEDIES.

Ces mêmes étudiants se voient désormais refuser l'aide en question au motif que la législation afférente a changé, ce qui dans certains cas les oblige d'arrêter leurs études faute de moyens financiers.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas cette situation inéquitable étant donné qu'au moment de leur inscription auprès de ces écoles supérieures, les étudiants en cause avaient une légitime expectative de se voir accorder une aide financière de la part de l'État, d'autant plus que certains étudiants inscrits en dernière année dans ces mêmes écoles continuent à percevoir cette bourse encore à l'heure actuelle?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'entend-il pas traiter les dossiers des étudiants concernés, inscrits avant le vote de la loi en question, comme des cas de rigueur et leur accorder néanmoins les aides auxquelles ils pouvaient légitimement prétendre?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il conviendrait de mieux informer au préalable les étudiants intéressés des critères suivant lesquels ils peuvent obtenir une aide financière pour études supérieures et notamment du relevé des établissements reconnus qui remplissent les conditions posées par le CEDIES?

Réponse (17.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0713 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval.

Avant de toucher le fond des questions posées, je tiens à revenir brièvement sur l'historique de la législation définissant l'éligibilité des formations de «niveau supérieur» au titre d'une aide financière de l'État pour études supérieures.

Les conditions d'éligibilité fixées par la loi du 22 juin 2000 englobaient, de façon très large, les formations postsecondaires, universitaires et non universitaires, de type long, de type court ainsi que des formations de troisième cycle. Il n'y est pas fait référence à des établissements reconnus ou à des cycles reconnus comme relevant du système d'enseignement supérieur du pays dans lequel se déroulent les études.

La loi du 26 juillet 2010 a introduit des précisions, voire des restrictions conséquentes: le cycle d'études et l'établissement doivent être reconnus par une autorité compétente du pays dans lequel se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur et finalement le diplôme doit être délivré par une autorité compétente.

Le même dispositif a été repris par la loi du 24 juillet 2014, à la différence près qu'on renonce à la reconnaissance de l'établissement comme faisant partie des établissements d'enseignement supérieur du pays.

Si au début la mise en œuvre des dispositions de la loi par le CEDIES suivait une interprétation plus large, la mise en œuvre par le CEDIES suit désormais une application plus stricte.

Par application du principe de la légitime confiance, cette disposition n'affecte pas les étudiants qui ont bénéficié d'une aide financière pendant au moins une année. Ces derniers continuent à bénéficier de l'aide financière pour terminer leurs études.

Je tiens à souligner que l'information qui figure dans les brochures du CEDIES indique que l'étudiant doit s'informer avant de s'inscrire dans une école privée pour s'assurer qu'une aide financière pourra lui être accordée. Beaucoup d'étudiants se sont renseignés et ont été informés par écrit si une aide sera accordée pour la formation choisie et, le cas échéant, d'autres formations éligibles leur ont été proposées, avec l'information supplémentaire sur la reconnaissance du diplôme délivré au Luxembourg. Quant au principe, tous les étudiants sont informés et une mesure transitoire ne s'impose pas.

Dans un esprit de l'autonomie de l'étudiant je tiens également à souligner que ce dernier est libre de choisir son domaine d'études, indépendamment du fait qu'une aide financière peut lui être accordée ou non. Ainsi quelques institutions présentes à la Foire de l'Étudiant offrent effectivement des cycles de formation qui ne tombent pas dans le champ d'application de l'aide financière. Il appartient finalement et uniquement au CEDIES de donner les informations y afférentes.

Pour clôturer je voudrais relever dans ce même contexte que certains établissements peuvent offrir aussi bien des formations éligibles à une aide financière et d'autres non.

Question 0714 (18.11.2014) de **MM. Georges Engel** et **Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **contrôle aérien:**

Actuellement les avions à l'arrivée et au départ de l'Aéroport de Luxembourg sont guidés par le contrôle de la tour (CTR) et le contrôle d'approche (TMA). Ces deux contrôles, sous la gestion de l'Administration de la navigation aérienne (ANA), sont implantés au Findel et, de sorte, permettent d'offrir par un contact direct avec les compagnies aériennes opérant à Luxembourg, un service efficace, flexible et coordonné. Cet échange direct résulte notamment en une optimisation des trajectoires d'arrivée et de départ, avec à la clef, une réduction notable des nuisances sonores et de la consommation de carburant.

Or, il s'avère que d'après son plan annuel 2014/2015 et dans un souci de réduction des coûts, l'ANA envisagerait de délocaliser («outsourcing») une partie majeure (voire même l'intégralité) du contrôle aérien de la TMA vers un prestataire de services étranger, considérant prioritairement le contrôle régional de Bruxelles (Belgocontrol).

D'après la «Luxembourg approach controllers association» (Laca), une coordination efficace pour les départs et les arrivées ne serait ainsi plus assurée et risquerait de provoquer, entre autres, beaucoup de retards et de circuits d'attente pour le trafic à destination de Luxembourg. De plus, une délégation totale de la TMA à un organisme de contrôle étranger engendrerait la perte complète de l'expertise nationale concernant l'espace aérien national et la perte des recettes générées par les indemnités de route. Aussi les décisions concernant les routes de départ et d'arrivée seraient développées en dehors des administrations nationales. Il serait de plus également fort probable que les priorités d'un organisme étranger se concentreraient de préférence sur la desserte des aéroports voisins (Liège, Charleroi, Hahn,…).

D'après nos informations, la compagnie aérienne Luxair aurait déjà exprimé en 2010, dans une lettre adressée au Ministre responsable de l'époque, son inquiétude quant à une délocalisation de la TMA vers Belgocontrol. Ce transfert comporterait le risque que la gestion du contrôle aérien de Luxembourg soit soumise aux impératifs dictés par l'optimisation des flux vers les grands aéroports comme Bruxelles, Paris ou encore Francfort. Cette perte de flexibilité aurait, outre l'impact environnemental, aussi un impact financier non négligeable. D'après une simulation de la taxation des vols Luxair sur base des tarifs pratiqués par d'autres TMAs, le surcoût annuel serait de l'ordre de quelque 1,5 millions d'euros.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que le Gouvernement envisagerait une délocalisation du contrôle aérien de la TMA vers l'étranger, i.e. vers la Belgique?

2. Si non, est-ce que le Gouvernement a néanmoins considéré cette idée?

3. Dans l'affirmative, quand cette mesure entrerait-elle en vigueur?

4. Est-ce que l'impact financier d'une telle mesure a été chiffré, tout en sachant que ladite mesure engendrerait la perte des recettes générées par les indemnités de route?

5. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux craintes exprimées par la Laca et la compagnie Luxair quant à une «dépendance» de l'Aéroport de Luxembourg par rapport à un fournisseur de services étranger?

6. Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à l'impact financier d'une délégation de la TMA à un organisme de contrôle étranger sur les opérateurs? Supposant que les compagnies aériennes seraient amenées à répercuter les coûts supplémentaires à leurs clients, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle mesure risque de nuire considérablement à la compétitivité des compagnies aériennes basées au Luxembourg, dont Luxair notamment, et par conséquent à la compétitivité de l'Aéroport de Luxembourg dans son ensemble?

Réponse (16.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Roger Negri et Georges Engel, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

Ad 1. La délégation de l'espace aérien n'a rien de nouveau dans la mesure où une grande partie de l'espace aérien est déjà déléguée à d'autres prestataires de services de navigation aérienne. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre des travaux FABEC (Functional Airspace Block Europe Central) et du nouveau plan de performance européen (RP 2) fixés par la Commission européenne. Le FABEC, qui a pour objectif d'augmenter l'efficience dans l'espace aérien au centre de l'Europe, repose sur l'initiative SES (Single European Sky ou Ciel unique européen) de la Commission européenne.

Il s'agit d'évaluer les accords de délégation existants et futurs de l'espace aérien avec les États partenaires et voisins afin d'être en accord avec la réglementation européenne relative au Ciel unique européen.

À titre d'exemple, la gestion du contrôle aérien de l'Aéroport de Gatwick (UK) a été attribuée très récemment à la compagnie allemande Deutsche Flugsicherung (DFS).

Ad 2. Il s'agit d'une option analysée parmi d'autres. Cette évaluation des choix stratégiques s'inscrit dans un souci de pérennité des activités de l'Administration de la navigation aérienne et de la compétitivité de l'Aéroport de Luxembourg.

Ad 3. La date de mise en place est une donnée qui résultera de l'évaluation des options stratégiques. Il n'y a donc rien de fixé actuellement. Cette stratégie a été très largement communiquée et expliquée dans tous ces détails à l'ensemble du personnel de l'ANA lors d'une présentation interne le 18 septembre 2014.

De plus, des groupes de travail impliquant les personnes clefs du service du contrôle aérien ont été mis en place ces dernières semaines.

Ad 4. Pour chiffrer cet impact financier, une évaluation par l'ANA est en cours laquelle tiendra compte de tous les éléments légaux, financiers, opérationnels et techniques afin d'améliorer la performance, la rentabilité et la qualité de nos services tout en garantissant un niveau élevé de sécurité pour les opérations aéronautiques en route et terminaux.

Ad 5. Actuellement, une partie importante du service du contrôle aérien est déjà déléguée en ce qui concerne l'espace aérien supérieur à Eurocontrol MUAC (niveau de vol 245) et à Belgocontrol (145/165) pour la partie intermédiaire. Ce service est assuré par nos partenaires depuis de nombreuses années de manière sûre, efficace et délivrant un service de haute qualité donnant pleine satisfaction aux usagers.

Concernant l'expertise des contrôleurs aériens luxembourgeois, elle serait valorisée dans le cadre de la mise en place de nouveaux concepts opérationnels futurs. La souveraineté nationale et l'indépendance de l'Aéroport de Luxembourg sera assurée par des accords appropriés en la matière.

Ad 6. L'étude de faisabilité sera menée en toute transparence avec les usagers de l'Aéroport de Luxembourg. L'un des objectifs principaux de cette étude est d'augmenter la compétitivité de notre aéroport en optimisant les coûts pour les compagnies aériennes de manière générale et durable. L'aéroport bénéficiera d'une solide gestion de la sécurité aérienne de l'aérodrome en ligne avec les exigences de l'Union européenne.

Question 0715 (18.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le «**The global slavery index 2014»:**

D'Fondatioun „Walk Free" huet hiren zweete Bericht iwwer global Sklaverei publizéiert („The global slavery index 2014"). Lëtzebuerg klasséiert sech an deem Index, wou déi schlëmmste Länner ganz uewen an der Lëscht stinn, ganz ënnen am Klassement. Trotzdeem werft de Rapport och eng Rei Froen op, déi onst Land betreffen.

Wat d'Äntwerte vun der Regierung op de Problem vun der Sklaverei ugeet, krut Lëtzebuerg mat „ccc" déi schlechtesten Note. Am Bericht heescht et: „...despite having strong economies, the governments of Iceland and Luxembourg are doing very little to address modern slavery".

Dowéinst wéilt ech dem Här Banneminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi beuerteelt d'Regierung dëse Rapport? Ass d'Regierung vun der Fondatioun am Virfeld kontaktéiert ginn an huet d'Regierung um Rapport matgeschafft?

2. Deelt d'Regierung déi Analysen, déi aus deem Rapport ervirginn?

3. Laut dem Rapport géifen zu Lëtzebuerg manner wéi 100 Leit a sklavenähnleche Verhältnisser liewen. Huet d'Regierung Kenntnisser iwwer esou Fäll? Sinn esou Fäll vun der Police oder de Geriichter opgeholl ginn, a wa jo, mat wéi enge Konsequenzen?

4. Wéi deelen esou Fäll sech zu Lëtzebuerg op, zum Beispill tëschent forcéiert Prostitutioun, vum Personal an de Stéit oder an der Aarbechtswelt?

5. Wéi eng konkret Moossname gi vun der Regierung geholl, fir am Land preventiv géint sklavenähnleche Verhältnisser virzegoen?

6. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt déi aktuell national Législatioun duergeet, fir géint eventuell Mëssstänn unzekommen? Wann neen, wéi eng legislativ Initiative wëllt d'Regierung huelen?

Réponse commune (22.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

1. De Justizministère, deen de Beräich vum Mënschenhandel koordinéiert, huet am Abrëll 2013 eng Kopie vum virleefege Rapport krut mat der Ufro, deen ze kommentéieren.

Informatiounen a Kommentare zum virleefege Rapport si vum Justizministère iwwermëttelt ginn.

2. D'Regierung bedauert dee relativ schwaache Ranking vu Lëtzebuerg, well virun allem déi lescht zwee bis dräi Joer vill Initiativen am Beräich vum Mënschenhandel geholl goufen.

Et muss een ënner anerem ervirhiewen, dass Lëtzebuerg all Direktiven a Konventioune vum Conseil de l'Europe an dëser Matière ëmgesat huet.

3. D'Police an d'Justizautoritéiten stelle fest, dass zu Lëtzebuerg all Joer an der Moyenne ronn zéng Leit Affer vu Mënschenhandel sinn. D'Affer kréien an deene Fäll Hëllef ugebueden wéi se an der Gesetzgebung virgesinn ass. (Placement an enger Struktur, finanziell a psychologesch Hëllef, juristesch Hëllef etc.)

4. Laang Zäit gouf et eng kloer Dominanz vun Affer aus dem Beräich vun der sexueller Ausbeutung, mä déi lescht een, zwee Joer komme verstäerkt Affer aus dem Beräich vun der Aarbechtswelt derbäi. D'Unzuel vun de Fäll vu Mënschenhandel innerhalb vun de Stéit ass geréng.

5. E Comité de suivi ass aktuell mat der Ausschaffung vun engem spezifeschen Aktiounsplang befaasst, dee sech just op de Mënschenhandel bezitt. An deem Comité ginn natierlech och preventiv Mesuren diskutéiert an eventuell dann och décidéiert. Zum Beispill gouf d'lescht Joer eng Brochure iwwer Mënschenhandel publizéiert, déi dem Public d'Notioun vu Mënschenhandel soll méi nobréngen an an där d'Coordonnéeë vun den Ulafstellen am Fall vu Verdacht vu Mënschenhandel sech befannen.

D'Asbl Femmes en détresse huet dëst Joer och eng Brochure erausginn, déi sech éischter un d'Affer riicht an hinne konkret Informatioune liwwert, wou si sech kënne wennen a wat fir Hëllefen ugebuede ginn. Fir dat nächst Joer ass eng Campagne publicitaire geplangt, fir e gréisstméigleche Public mat der Thematik ze sensibiliséieren. Ausserdeem gëtt eng Table ronde an Zesummenaarbecht mam GRETA organiséiert. Des Weidere schafft d'Regierung intensiv a sëllechen Aarbechtsgruppe mat, déi sech deem Thema verschriwwen hunn a wou et ënner anerem ëm den Austausch vun „bonnes pratiques" geet an eng besser Kooperatioun zwëschent de verschiddene Memberstaten ewéi zum Beispill am Kader vum „Benelux".

6. Déi aktuell Gesetzgebung, wat de Mënschenhandel ugeet, ass absolut konform zu den europäeschen Texter, déi integral ëmgesat goufen. Ze vermierken ass, dass d'Plattform „Prostitution" e puer legal Änneruge proposéiert huet, déi et effektiv de Justizautoritéiten an och der Police géifen erlaben, méi einfach hir Aarbecht kënnen ze verriichten.

Question 0716 (18.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **prévention contre le virus du papillome humain (VPH):**

Et ass scho méi laang gewosst, dass den HPV-Virus net nëmme fir jonk Fraen, mä och fir jonk Männer e gewëssene Gesondheetsrisiko duerstellt. Bei der männlecher Bevëlkerung ass dee Risiko nach eemol a verschiddene Populatiounsgruppen (Aids-Kranker, verschidden Zorte vun Organtransplantéierten) méi grouss. Trotzdeem gëllt d'Preventioun hei zu Lëtzebuerg ausschliisslech fir jonk Meedercher vun zwielef Joer un no deene bekannte Regelen.

Dowéinst wollt ech der Madame Minister fir Gesondheet folgend Froe stellen:

1. Firwat gëtt et nach net, wéi an anere Länner, eng preventiv Impfung, déi jonke Männer géif proposéiert ginn?

2. Ass déi Méiglechkeet zu Lëtzebuerg ënnersicht ginn, a wat sinn d'Resultater vun där Analys?

3. Besteet Kontakt mat anere Länner, déi dës preventiv Impfung proposéieren, a wéi eng Konklusioune kann een aus deenen Experienzen zéien?

Réponse (29.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En septembre 2012, le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies («European Centre for Disease Prevention and Control», ECDC) a publié une mise à jour de ses conseils en matière de vaccination contre le HPV[1] et a examiné la pertinence d'inclure les garçons et les hommes dans les programmes de vaccination nationaux ou régionaux. L'ECDC concluait que, eu égard à l'évidence publiée et au prix de la vaccination, l'extension de la vaccination aux garçons n'était pas efficiente et que son rapport coût-bénéfice n'était pas favorable. Par contre, la plupart des études montraient un rapport coût-bénéfice largement supérieur pour les campagnes visant à améliorer la couverture vaccinale des jeunes filles contre le HPV, selon l'ECDC.

La toute récente note de synthèse de l'OMS arrive aux mêmes conclusions: «un accroissement de la couverture des filles était plus efficace et moins coûteux que l'inclusion des garçons dans le programme de vaccination»[2].

Le site de l'ECDC indique en outre que l'inclusion des garçons dans les programmes vaccinaux nationaux contre le HPV reste exceptionnelle: en 2014, seule l'Autriche a fait ce choix parmi les 25 pays de la région Europe qui ont émis des recommandations concernant cette vaccination[3]. L'évaluation de l'impact de ce programme n'est pas encore disponible.

Considérant ce qui précède, le Conseil supérieur des maladies infectieuses a considéré qu'il était prioritaire d'améliorer la couverture vaccinale chez les filles et a émis en novembre 2014 une révision de ses recommandations ciblant plus spécifiquement les jeunes filles, dont la transposition en dispositions conventionnelles applicables à la population affiliée à la sécurité sociale est en cours. En fonction des résultats de programmes vaccinaux contre le HPV ciblant les garçons, le CSMI révisera ses recommandations.

Mon Ministère se rallie aux données acquises par la science et à l'avis des experts, nationaux et internationaux, en matière de stratégie vaccinale.

Question 0717 (18.11.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **accidents entre Waldhaff et Senningerberg:**

E Mëttwoch koum et op der Streck vum Waldhaff op de Sennengerbierg alt nees zu engem schwéieren Accident. De Chauffer gouf dobäi just liicht blesséiert. Bei aneren Accidenter op där Streck ass et net ëmmer esou gelënnert erofgaang.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen eng Rei Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter gëtt et op där Streck an der Moyenne pro Joer? Gëtt et do eng Progressioun festzestellen oder falen eenzel Joer duerch anormal héich Accidentzuelen op?

2. Wéi eng Ursaache gesäit de Minister fir déi vill Accidenter op enger relativ kuerzer Streck?

3. Gëtt doru geduecht, Verbesserungen duerchzeféieren, fir déi Streck méi sécher ze maachen, sief et technescher oder baulecher Natur, oder sief et eng aner Signalisatioun?

Réponse (19.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. Mes services disposent des statistiques des accidents des années 2011 à 2013. Il en ressort que les accidents étaient particulièrement fréquents en 2011 (quatre accidents avec blessés graves et quatre accidents avec blessés légers), et ont diminué à un tiers en 2012 et 2013. Une progression des nombres d'accidents n'a donc pas été constatée.

Ad 2. La vitesse exagérée, ou non adaptée à la situation, pratiquée sur ce tronçon de route, est à l'origine des accidents. La plupart des accidents se passe pendant les mois d'hiver. L'influence d'alcool a également été constatée dans plusieurs cas.

Ad 3. Dans le passé, le profil le long de la route a été ponctuellement adapté afin de sécuriser le tronçon précité.

J'ai instruit mes services à vérifier la rugosité de la couche de roulement par notre laboratoire, et d'appliquer le cas échéant un enduisage à microrugosité élevée.

Question 0721 (19.11.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement de Dippach-Gare:**

Dans sa réponse du 8 avril 2014 à la question parlementaire n°0206 concernant le contournement de Dippach-Gare *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014),* le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait observé que la procédure de déclaration d'utilité publique nécessaire à la suppression ultérieure du passage à niveau de Dippach avait été entamée. En outre, il a été reporté que tous les dossiers d'acquisitions, à l'exception d'un seul, avaient pu être évacués.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements sur l'état d'avancement de ce dossier depuis la date des remarques émises?

- Est-il en mesure de fournir des précisions relatives au délai de construction (début et fin des travaux) dudit contournement?

Réponse (04.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme après de longues négociations entre le comité d'acquisition et les divers propriétaires de terrains requis pour réaliser les travaux de construction d'une nouvelle voirie permettant de procéder à la suppression du passage à niveau PN5 sur la route nationale N13 à Dippach-Gare, cinq propriétaires ont refusé de céder les terrains requis, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a décidé d'entamer des mesures préparatoires relatives à l'expropriation.

Le tableau des emprises et le plan parcellaire ont été transmis au Commissaire de District de Luxembourg afin d'inviter les administrations communales de Dippach et Reckange-sur-Mess d'informer le public par voie d'affiche et par publication d'un avis dans quatre journaux quotidiens. De même, les propriétaires concernés étaient informés par courrier recommandé.

Suite aux observations formulées par les différents propriétaires, le comité d'acquisition a pu reprendre les négociations. Toutes les négociations ont eu un résultat positif, c'est-à-dire que tous les terrains ont pu être acquis par l'État, à l'exception d'un terrain se trouvant en indivision.

Le projet d'arrêté grand-ducal portant déclaration d'utilité publique les travaux de construction d'une nouvelle voirie permettant de procéder à la suppression du passage à niveau PN5 sur la route nationale N13 à Dippach-Gare et portant approbation du plan parcellaire sujet à emprise et du tableau de l'emprise identifiant le propriétaire à exproprier a été approuvé dans la séance du Conseil de Gouvernement de 12 septembre 2014.

Le Conseil d'État se trouve actuellement saisi afin de rendre son avis tel que requis par l'article 4 de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Après que l'avis aura été rendu par le Conseil d'État l'arrêté grand-ducal pourra être signé et publié.

[1] «European Centre for Disease Prevention and Control. Introduction of HPV vaccines in EU countries - an update. Stockholm: ECDC; 2012, available under http://www.ecdc.europa.eu/en/publications/Publications/20120905_GUI_HPV_vaccine_update.pdf»

[2] Vaccins contre le papillomavirus humain: note de synthèse de l'OMS, octobre 2014. Accessible sous http://www.who.int/wer/2014/wer8943.pdf

[3] «Vaccine Schedule. Recommended immunisations for human papillomavirus infection.» Accessible sous http://vaccine-schedule.ecdc.europa.eu/Pages/Scheduler.aspx

N°05
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Réforme de l'IVG	p. 157	Sommaire des séances publiques nos 11 à 13	p. 201	11e séance	Mardi 2 décembre 2014
Gare d'Ettelbruck	p. 165	Sommaire des questions parlementaires	p. Q75	12e séance	Mardi 9 décembre 2014
Croissance économique et compétitivité	p. 179			13e séance	Mercredi 10 décembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Changement de la nature des relations entre l'État et les cultes



M. le Premier Ministre et Ministre des Cultes Xavier Bettel a présenté l'accord négocié aux membres de trois commissions parlementaires.

La nature des relations entre l'État et les communautés religieuses subira de profonds changements et par ricochet une modification de la Constitution. C'est ce qui ressort de l'accord qui vient d'être trouvé entre les différentes parties.

Au lendemain de l'accord négocié avec les communautés religieuses reconnues au Luxembourg, M. le Premier Ministre et Ministre des Cultes Xavier Bettel en a informé le 20 janvier 2015 les membres des Commissions réunies des Institutions et de la Révision constitutionnelle, des Affaires intérieures et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avant de faire une déclaration en séance plénière.

La Chambre des Députés en a discuté le 21 janvier.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle s'était entre-temps accordée sur la formulation d'un nouvel article 117 qui remplacera les articles 22 et 106 de la Constitution actuelle. Au cours de la même réunion, il avait été décidé que la question sur l'obligation de l'État de payer les traitements et pensions des ministres des cultes ne serait pas posée à l'occasion du référendum du 7 juin.

La Chambre des Députés a entériné ces décisions en adoptant une résolution à 55 voix (CSV, DP, LSAP et déi gréng) contre 5 (ADR et déi Lénk). Enfin, dans une motion approuvée avec les 32 voix de la majorité contre les 28 des partis de l'opposition, le Parlement a invité le Gouvernement à formaliser l'accord négocié avec les communautés religieuses et à prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

La convention fut signée le 26 janvier par les responsables des différents cultes établis au Grand-Duché ainsi que par M. Xavier Bettel, Premier Ministre et Ministre des Cultes, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur et M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour le compte de l'État luxembourgeois.

Les 36 articles de l'accord liant désormais l'État à l'Église catholique, la communauté israélite, l'Église protestante, la communauté musulmane, l'Église anglicane et l'Église orthodoxe comportent plusieurs volets:

1. Financement

L'État continuera à soutenir financièrement les cultes reconnus, mais les budgets seront diminués. Ainsi le montant prévu pour l'Église catholique, qui s'élève actuellement à 23,2 millions d'euros, sera fixé à terme à 6,75 millions d'euros. Au bout d'une phase de transition de 15 à 20 ans, la dotation globale de l'État pour les cultes ne s'élèvera plus qu'à 8,4 millions d'euros contre 24,65 millions d'euros aujourd'hui. Le culte musulman, qui jusqu'à présent ne bénéficiait pas des deniers étatiques, se verra attribuer 450.000 euros par an. Autre nouveauté introduite par l'accord: à l'avenir, le montant alloué à chaque communauté sera versé sous forme d'une enveloppe annuelle. Le paiement sera suspendu dès qu'une communauté ne respecte plus l'ordre public, les droits de l'Homme ou l'égalité de traitement.

2. Enseignement

À partir de la rentrée scolaire 2016, un cours d'éducation aux valeurs remplacera les cours de religion et de formation morale et sociale actuels. Le contenu de ce futur cours commun sera validé par le Ministère de l'Éducation sur base de la proposition d'une commission des programmes. Dans le respect du principe «pacta sunt servanda», les titulaires de l'enseignement religieux se verront proposer une offre de reprise dans le domaine de l'éducation nationale en fonction de leur formation.

3. Édifices

Un nouveau Fonds de la gestion des édifices religieux du culte catholique remplacera les actuelles fabriques d'église dont il gérera tous les actifs et passifs. Ce Fonds sera donc le seul responsable des édifices qui auront été identifiés comme lieux de culte catholique après négociations entre les communes et les fabriques d'église. Les édifices qui ne seront pas transférés au Fonds deviendront propriété exclusive de la commune qui pourra en disposer librement «tout en respectant le caractère et la dignité des lieux».

4. Abrogation des articles 22 et 106 de la Constitution

L'article 22 («L'intervention de l'État dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.») et l'article 106 («Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.») seront abrogés.

Ils feront place à un nouvel article 117 qui aura la teneur suivante:

«En matière religieuse et idéologique, l'État respecte, en vertu du principe de séparation, les principes de neutralité et d'impartialité. La loi règle les relations entre l'État et les communautés religieuses ainsi que leur reconnaissance. Dans les limites et formes fixées par la loi, des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'État et les communautés religieuses reconnues.»

Mme Anne Brasseur réélue Présidente de l'APCE



À l'ouverture de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à Strasbourg le 26 janvier 2015, Mme Anne Brasseur fut réélue Présidente, fonction que la députée libérale luxembourgeoise exerce depuis le 27 janvier 2014.

Les parlementaires qui composent l'APCE viennent des Parlements nationaux des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Ils se réunissent quatre fois par an lors d'une session plénière d'une semaine au Palais de l'Europe à Strasbourg afin de débattre de questions d'actualité et demander aux Gouvernements européens de prendre des initiatives et rendre des comptes. Ces parlementaires parlent au nom des 800 millions d'Européens qui les ont élus. Ils abordent les sujets de leur choix et les Gouvernements des pays d'Europe - représentés au Conseil de l'Europe par le Comité des Ministres - sont obligés de leur répondre. Ils sont la conscience démocratique de la Grande Europe.

Les 318 représentants et 318 suppléants sont nommés par les Parlements nationaux qui les choisissent en leur sein. Chaque pays a entre deux et dix-huit représentants, selon sa population, qui reflètent de manière équilibrée les forces politiques représentées au Parlement national.

Les travaux de l'Assemblée sont préparés par huit commissions. Elle adopte trois types de textes: des recommandations (au Comité des Ministres), des résolutions (qui expriment son propre point de vue) et des avis (relatifs à des demandes d'adhésion, des projets de convention ou d'autres textes qui lui sont soumis par le Comité des Ministres).

Outre Mme Anne Brasseur, la délégation luxembourgeoise se compose des deux autres membres effectifs, M. Yves Cruchten et Mme Françoise Hetto-Gaasch, ainsi que des trois membres suppléants, MM. Marc Spautz, Claude Adam et Marcel Oberweis.

Liens de bon voisinage entre la Wallonie et le Luxembourg

«Il est arrivé en bon voisin pour repartir en véritable ami!» Ces mots, émanant de la bouche de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, à l'occasion de la visite officielle de son homologue du Parlement wallon, M. André Antoine, le 23 janvier à Luxembourg, en disent long sur l'état des relations entre le Grand-Duché et la Wallonie.

Déjà vivaces - le nombre de Luxembourgeois étudiant en Wallonie ne cesse de croître à l'instar du nombre de frontaliers wallons (actuellement 40.000) venant travailler au Luxembourg et de ressortissants belges (actuellement 17.000) résidant sur le territoire luxembourgeois - les liens de bon voisinage entre le Grand-Duché et la Wallonie furent une nouvelle fois mis en exergue.

Sur un plan économique et social, les deux Présidents ont constaté qu'il est primordial d'éviter les fractures sociales et qu'en temps de crise, la solidarité est un outil plus précieux que jamais.

La sécurité, les relations entre communautés religieuses et l'État après les attentats terroristes en France et les menaces d'attentats qui planent sur la Belgique furent largement abordées.

Parmi les autres sujets à l'ordre du jour de leur entrevue figurèrent le référendum à venir du 7 juin 2015 qui portera notamment sur le droit de vote des citoyens étrangers résidant au Grand-Duché ainsi que les efforts



M. André Antoine reçu par le Président de la Chambre, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et la Délégation luxembourgeoise auprès du CPI.

fournis par les parlements respectifs afin de mieux associer les citoyens au travail parlementaire, notamment à travers l'instrument des pétitions publiques.

Lors d'une rencontre avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre et de la Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) dont il assume actuellement la présidence, M. Antoine a décrit les priorités de la Wallonie en matière d'énergies renouvelables.

Il estime que la Belgique n'est pas encore fin prête à abandonner le nucléaire aussi longtemps que les alternatives énergétiques s'avèrent insuffisamment développées et performantes.

Les parlementaires ont par ailleurs eu un échange de vues sur le traitement des propositions de directive européennes dans le cadre du contrôle de subsidiarité et ont pu noter une identité de vue totale pour ce qui est de la modernisation rapide de la ligne ferroviaire Luxembourg-Namur-Bruxelles.

Enfin, ils ont esquissé l'idée d'un Parlement des Jeunes de la Grande Région qui pourrait voir le jour sous la présidence wallonne du CPI.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…l'Ambassadeur du Tchad, S. E. M. Ousmane Matar Bremé



…l'Ambassadeur du Portugal, S. E. M. Carlos Pereira Marques



…la nouvelle Présidente du Conseil d'État, Mme Viviane Ecker.

Mme Ecker a effectué le 19 janvier une visite de courtoisie auprès du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Lors de cette entrevue, les deux interlocuteurs ont eu un échange de vues sur la coopération entre leurs institutions respectives, coopération que les Présidents ont qualifiée d'excellente. Première femme à la tête du Conseil d'État, Mme Ecker a été nommée à ses fonctions le 23 décembre 2014.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Pesticides

6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques

- transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et

- mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

En se basant sur la nouvelle législation communautaire, le dispositif projeté propose une refonte du cadre juridique national pour les produits phytopharmaceutiques afin de l'aligner à la nouvelle réglementation communautaire et à ses exigences en la matière.

Ainsi sont transposées non seulement la directive 2009/128/CE fixant des règles harmonisées pour rendre l'utilisation des pesticides plus sûre et pour encourager le recours à la lutte intégrée et aux alternatives non chimiques, mais également certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 ayant pour but de garantir un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement, et de préserver la compétitivité de l'agriculture communautaire.

Partant, la loi modifiée du 20 février 1968 ayant pour objet le contrôle des pesticides et des produits phytopharmaceutiques est abrogée.

Les mesures saillantes prévues sont

- la formation obligatoire pour tous les utilisateurs professionnels, les distributeurs et les conseillers;

- la promotion de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de l'agriculture biologique;

- une procédure d'inspection régulière du matériel d'application des pesticides;

l'encadrement de la pulvérisation aérienne;

- des restrictions ou interdictions d'utilisation de pesticides dans des zones spécifiques, no-

tamment proches du milieu aquatique et de l'eau destinée à la consommation;

- des indicateurs de risque harmonisés à définir;

- l'établissement d'un plan d'action national;

- une réglementation de la publicité et des actions de sensibilisation;

- un régime de contrôles, de mesures administratives et de sanctions applicables en cas d'infractions aux dispositions nationales;

- l'établissement de critères d'approbation de mise sur le marché ainsi que la procédure afférente en se basant sur une harmonisation communautaire et une simplification des procédures afin de pouvoir réduire les délais d'examen des dossiers et établir le principe de la reconnaissance mutuelle des autorisations sous certaines conditions;

- la réalisation d'études et d'essais à des fins de recherche et de développement;

- l'établissement de règles d'accessibilité et d'information;

- l'établissement de nouvelles règles relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des produits phytopharmaceutiques.

À noter que ce projet de loi, transposant le «paquet pesticides», adopté au niveau européen en octobre 2009, aurait dû entrer en vigueur le 14 décembre 2011 et que le Luxembourg se trouve confronté à un avis motivé de la part de la Commission européenne pour non-transposition dans les délais d'un texte communautaire. Également en ce qui concerne le plan d'action national «pesticides», qui aurait dû être transposé le 14 décembre 2012 au plus tard, une procédure d'infraction a été déclenchée.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

08.01.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.01.2014	Présentation du projet de plan d'action national «pesticides»
	Présentation d'un projet de dispositif amendé
27.02.2014	Examen du plan d'action national
	Examen d'un projet de dispositif amendé
31.03.2014	Continuation de l'examen d'un projet de dispositif amendé
27.05.2014	Continuation de l'examen du texte coordonné amendé
	Examen des avis des chambres professionnelles
06.11.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°244, page 4784

Infractions routières à l'étranger

6566 - Projet de loi facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2011/82/UE du 25 octobre 2011 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière. Cette directive impose aux États membres la mise en place de procédures appropriées pour améliorer l'effectivité de la répression de personnes responsables d'infractions graves à la sécurité routière, lorsque ces infractions sont commises dans un autre État membre que celui de l'immatriculation du véhicule.

En effet, il a été constaté que les sanctions aux infractions routières commises par des véhicules étrangers restent encore trop fréquemment d'ordre théorique. Afin de mettre fin à ces impunités et d'assurer la sécurité routière, la directive 2011/82/UE donne aux États membres la possibilité de déclencher la procédure d'échange transfrontalier d'informations pour les infractions qui constituent une menace grave pour la sécurité routière.

L'échange de données s'effectue à partir du «Système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire» (EUCARIS) qui a fait ses preuves en matière de vol de véhicules, et le projet de loi sous rubrique désigne la Police grand-ducale comme étant le point de contact national.

Le projet de loi reprend les définitions communes des huit infractions pour lesquelles la procédure d'échange transfrontalier des informations s'applique, à savoir: l'excès de vitesse, le non-port de la ceinture de sécurité, le franchissement d'un feu rouge, la conduite en état d'ébriété, la conduite sous l'influence de drogues, le non-port du casque, la circulation sur une voie interdite, et l'usage illicite d'un téléphone portable ou de tout autre équipement de communication en conduisant un véhicule.

À noter que la nature des infractions et les sanctions applicables restent de la compétence de l'État membre sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.04.2013

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.05.2013	Désignation d'un rapporteur
10.02.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
23.04.2014	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.10.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.11.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

26.11.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°250, page 4814

Artistes et intermittents du spectacle

6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

Le projet de loi initial, déposé le 12 septembre 2013, poursuivait quatre objectifs principaux:

- revaloriser le rôle de l'artiste et de l'intermittent du spectacle dans la société d'aujourd'hui;

- améliorer les règles relatives aux aides à caractère social afin de mieux pouvoir pallier les contraintes économiques des artistes et intermittents;

- favoriser la professionnalisation des artistes;

- abolir les différences de traitement entre les artistes et les intermittents du spectacle.

Pour atteindre ces objectifs, il était proposé d'apporter des modifications à plusieurs niveaux à la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique telle que modifiée:

1) L'introduction d'un titre d'artiste avait comme but principal d'améliorer la position de l'artiste dans la société afin d'augmenter sa visibilité et de créer un environnement plus favorable aux commandes. Ce titre, qui pouvait également être attribué aux intermittents du spectacle, devait être délivré par le ministre à l'artiste sur l'avis d'une commission consultative.

2) La définition de règles spécifiques en faveur des jeunes artistes diplômés visait à faciliter leur passage vers une activité artistique professionnelle.

3) La modification des conditions de résidence et de lieu de travail avait comme objectif de traiter de manière égalitaire les intermittents du spectacle et les artistes professionnels indépendants afin de favoriser leur mobilité.

4) Les mesures en faveur de la professionnalisation des artistes professionnels indépendants avaient comme finalité d'éviter aux artistes de tomber dans une certaine dépendance vis-à-vis des aides sociales en les encourageant à développer leurs activités. Pour cette raison, lors de sa demande de reconduction de l'admission aux aides, l'artiste devait avoir suivi quatre mesures d'accompagnement et prouver une augmentation de ses revenus professionnels bruts de 10% par rapport à sa dernière demande.

5) L'introduction de dispositions concernant la prise en compte des congés de maladie, de maternité et parental prévoyait une suspension de la période d'activité nécessaire à l'obtention des mesures par une période d'incapacité de travail liée à un congé de maladie d'au moins un mois, d'un congé de maternité, d'accueil ou parental.

Suite aux élections législatives du 20 octobre 2013 et à la formation d'un nouveau Gouvernement, le Conseil d'État a été saisi le 1er août 2014 de dix-neuf amendements gouvernementaux qui tenaient compte des nombreuses critiques émises dans les différents avis relatifs au projet de loi initial, ainsi que des remarques du milieu concerné.

Parmi les principaux changements introduits par les amendements figure la suppression du titre d'artiste qui engendre une modification de l'intitulé du projet de loi.

Un autre changement essentiel concerne la suppression de la condition de résidence. Suite à l'opposition formelle du Conseil d'État, cette condition a été remplacée par:

a) une affiliation au système de sécurité sociale luxembourgeois d'au moins six mois précédant la demande, et

b) un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise.

Ces deux conditions garantissent à la fois un lien de rattachement formel avec le Luxembourg et un lien de rattachement qui concerne davantage l'investissement de l'artiste ou de l'intermittent dans la vie artistique et culturelle luxembourgeoise à travers des expositions, concerts ou autres activités.

Le texte réintroduit en outre l'incompatibilité entre l'activité de l'artiste professionnel indépendant et l'exercice d'une activité artisanale réglementée, ceci dans le but d'éviter une augmentation potentielle des demandeurs d'aides sociales ainsi qu'une distorsion de la concurrence entre personnes exerçant la même activité.

En outre, l'obligation d'apporter la preuve d'une augmentation des revenus professionnels (fortement exposés aux aléas économiques) de 10% depuis l'admission au bénéfice des aides est supprimée, de même que l'exigence du suivi des mesures d'accompagnement au moment du renouvellement de l'admission aux aides. Ces deux mesures sont remplacées par l'obligation d'apporter la preuve d'un développement de l'activité artistique.

Dans l'objectif de réduire les dépenses de l'État, ce texte prévoit par ailleurs une diminution du seuil pour les commandes publiques de 800.000 euros à 500.000 euros.

De plus, l'exemption de l'impôt sur le revenu dans le chef des artistes professionnels indépendants des aides sociales est supprimée de sorte que les aides sont désormais soumises à l'impôt sur le revenu. Cette suppression intervient pour donner suite à l'opposition formelle du Conseil d'État, mais également par souci de respect du principe d'égalité de traitement entre artistes et intermittents qui est renforcée tout au long du présent texte.

Dans son avis complémentaire sur les amendements gouvernementaux, le Conseil d'État approuve la plupart des améliorations apportées au texte initial. Seul l'amendement créant l'obligation d'apporter «la preuve du développement de leur activité artistique» pour pouvoir bénéficier d'un renouvellement des aides continue à poser problème aux yeux du Conseil d'État.

Le Conseil d'État demande en effet soit la suppression de cette condition, soit la précision de la notion de «développement» au cas où la condition est maintenue. Vu la difficulté, voire l'impossibilité d'établir des critères objectifs pour l'appréciation du développement de l'activité, la Commission de la Culture propose de suivre le Conseil d'État en supprimant la condition.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 12.09.2013

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

23.09.2013	Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

23.09.2013	Présentation du projet de loi
14.10.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°254, page 4832

Cadavres d'animaux et déchets de viande

6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le projet de loi sous rubrique propose la mise en application de deux règlements européens, à savoir le règlement (CE) n°1069/2009 et le règlement (UE) n°142/2011 et remplace la loi du 6 septembre 1962 sur la destruction et l'utilisation des cadavres d'animaux, de viandes confisquées et de déchets de viande.

Ces deux règlements européens sont d'application directe depuis le 4 mars 2011 dans tous les États membres. Or, chaque État membre doit définir l'autorité compétente à laquelle les règlements confèrent le droit d'octroyer des autorisations et agréments, de procéder à des contrôles et à la recherche d'infractions, d'une part, et les sanctions applicables en cas de manquement aux prescriptions des règlements, d'autre part.

Partant, ce projet de loi définit le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions comme autorité compétente aux fins de l'application de ladite réglementation. Plus concrètement, l'Administration des Services Vétérinaires est compétente pour la gestion des cadavres et des déchets de produits d'origine animale, leur collecte, leur transformation et leur élimination. L'Administration de l'Environnement et l'Inspection du Travail et des Mines sont compétentes pour les demandes d'autorisation concernant les installations d'entreposage, de transformation et d'élimination des sous-produits animaux. L'Administration des Services techniques de l'Agriculture est compétente pour les dispositions concernant l'utilisation de sous-produits animaux transformés ou non comme aliments pour animaux ou comme engrais organiques et amendements des sols.

Les personnes en charge desdits contrôles, tout comme les sanctions administratives et pénales applicables en cas d'infraction, sont également définies comme les procédures d'enregistrement et d'agrément.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 31.03.2014

Rapporteur: M. Edy Mertens

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

24.06.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06.11.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°245, page 4796

Interruption volontaire de grossesse

6683 - Projet de loi portant modification:

1) du Code pénal et

2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse

I. Objet

Le projet de loi 6683 vise à traduire la volonté affirmée du Gouvernement d'adapter la loi du 12 décembre 2012 portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal.

Ainsi, l'accord de coalition de décembre 2013 énonce clairement: «La législation relative à l'interruption volontaire de grossesse ne fera plus partie du Code pénal et sera intégrée dans la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse. Cette législation sera réformée afin de rendre la deuxième consultation facultative».

1.1. La dépénalisation partielle de l'IVG

Le projet de loi entend dépénaliser partiellement l'interruption volontaire de grossesse (IVG) à l'instar de plusieurs pays européens (dont la France, les Pays-Bas et le Danemark). Une telle dépénalisation est notamment prévue par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui est entrée en vigueur en 1981 et que le Luxembourg a signée le 17 juillet 1980 et ratifiée le 2 février 1989.

L'article 12, 1er paragraphe de la Convention, dispose que «Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé en vue de leur assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les moyens d'accéder aux services médicaux, y compris ceux qui concernent la planification de la famille». Par ailleurs, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a insisté, dans sa recommandation 24 (1999), auprès du Gouvernement de réduire les taux de mortalité maternelle par des services de maternité sans risque et d'assistance prénatale. Il en résulte la nécessité d'amender la législation qui fait de l'IVG une infraction pénale et de supprimer les peines infligées aux femmes qui interrompent volontairement leur grossesse.

Le Gouvernement et la Chambre des Députés sont d'avis qu'il importe de suivre ces différentes recommandations. Ils estiment que l'IVG n'a pas sa place dans le Code pénal, mais que les dispositions sur l'interruption volontaire de grossesse doivent trouver leur place dans la loi spéciale du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse. L'IVG sera donc considérée comme une question de santé publique et tombera sous les seules compétences du Ministre ayant la Santé dans ses attributions. La réglementation ne se fera plus sur un plan répressif. Il existe un lien certain entre la réglementation sur les IVG, d'une part, et, d'autre part, la question d'une meilleure prévention des grossesses non désirées grâce à une politique d'information et d'éducation sexuelle plus efficace et grâce à une amélioration de l'accès aux moyens contraceptifs. Par conséquent, une intégration du texte sous rubrique dans la loi de 1978 est indiquée.

1.2. La deuxième consultation devient facultative

La deuxième modification porte sur le caractère obligatoire de la deuxième consultation qui est proposée par le médecin lors de la première consultation. Le Gouvernement et les membres de la Commission juridique sont d'avis que la deuxième consultation, si elle est obligatoire, est contraire au libre choix de la femme concernée et partant ne présente pas de réelle plus-value.

Il appartient à la femme seule d'apprécier si elle a besoin de conseils supplémentaires sur les droits, aides et avantages garantis par les lois en vigueur, sur les possibilités et sur les offres au niveau du soutien psychologique et social. Étant donné que cette deuxième consultation doit être explicitement proposée par le médecin lors de la première consultation, il doit en fin de compte appartenir à la femme concernée de se décider librement pour une deuxième consultation. Le présent projet de loi prévoit ainsi que la deuxième consultation deviendra un droit facultatif et ne sera plus considérée comme étant une obligation.

1.3. La solution de délai sans indication

Il est proposé de retenir dans le texte de l'article 14 une disposition claire et non équivoque prévoyant une solution liée au seul délai et sans maintien d'indications. En effet, la disposition actuelle dans l'article 353, paragraphe 1 suivant laquelle la femme enceinte doit se trouver dans une situation de détresse qu'elle doit apprécier souverainement, renvoie à un choix personnel et donc nécessairement subjectif de la part de la femme enceinte. Cette disposition n'apporte pas de plus-value au texte normatif. Il est donc proposé de supprimer la précision liée à la détresse de sorte qu'il n'y a plus d'indications pour procéder à l'IVG.

Il est également proposé d'adapter les anciens articles à certains endroits afin de les moderniser et de souligner que la femme enceinte est et va rester libre dans son choix. Il appartient aux différents acteurs consultés tout au long du processus d'accompagner la femme dans son choix en lui fournissant les conseils et l'assistance nécessaires. Toutefois il n'appartient pas à ces acteurs de la guider dans une direction ou une autre. En cette matière, la femme adulte doit être libre dans ses choix de façon à ce que toute disposition visant à influer sa prise de décision est contraire au droit à l'autodétermination de la femme.

1.4. L'abolition du consentement par écrit

Dans le même ordre d'idées, la formalité de la confirmation obligatoire par écrit de la volonté à procéder à une interruption volontaire de grossesse pour la femme majeure est supprimée.

1.5. Les femmes mineures non émancipées

Pour ce qui est des femmes mineures souhaitant interrompre une grossesse, le texte maintient l'obligation de la seconde consultation ainsi que le consentement par écrit. À l'instar de la loi de 2012, les femmes mineures souhaitant interrompre leur grossesse doivent se faire accompagner tout au long du processus, soit par un représentant légal, soit par une personne de confiance qu'elles désignent elles-mêmes.

Cependant, le texte du projet de loi abolit l'obligation d'information du représentant légal ainsi que son consentement à l'IVG de la femme mineure. Ainsi, le texte abolit la poursuite de la grossesse sur décision parentale contre le gré de la femme mineure. Cette pratique constitue aux yeux de la Commission juridique une violation de l'intégrité corporelle de la femme, intégrité qui est garantie par la Convention européenne des droits de l'Homme.

1.6. La prise en charge de l'interruption volontaire de grossesse par l'assurance-maladie

Il convient de rappeler, une fois la nouvelle loi entrée en vigueur, que l'IVG sera remboursée par l'assurance-maladie.

La nomenclature des actes et services médicaux de l'Union des caisses de maladie comportera ainsi à terme un nouveau code relatif à l'IVG.

La définition et les modalités d'utilisation par les organismes de sécurité sociale des données recueillies devront faire face à l'impératif de la mise en balance tant des intérêts inhérents à la santé publique que de ceux relatifs à la protection des données à caractère personnel. Ainsi, le traitement et les modalités d'utilisation des données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la prise en charge par l'assurance-maladie de l'interruption volontaire de grossesse en tant qu'acte médical devront faire l'objet d'un dispositif légal approprié.

Ainsi, il s'agit notamment d'assurer que seules les données nécessaires dans une optique de santé publique (principe de la proportionnalité) soient traitées, de même qu'il s'agit de prévoir l'anonymisation des données utilisées à des fins statistiques.

Il importe d'énumérer les informations recueillies qui ne devraient pas être consultables par des personnes tierces. De même, chaque personne doit avoir la possibilité de vérifier à tout moment qui a consulté quelle donnée à quel moment (retracement). Il convient de renvoyer à cet égard à l'Agence eSanté (Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé; www.esante.lu) et notamment au Dossier de Soins Partagé (DSP).

II. Recommandations

2.1. Les recommandations de la Commission juridique et de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Les moyens de contraception

L'analyse des statistiques des IVG pratiquées au Grand-Duché de Luxembourg a suscité la question sur l'opportunité d'élargir les critères des bénéficiaires d'un remboursement des contraceptifs au-delà de 25 ans.

La même question est posée quant aux contraceptifs à long terme tels le stérilet ou l'implant qui, à ce jour, ne sont pas remboursés par la Caisse Nationale de Santé. En effet, les coûts desdits contraceptifs à long terme sont comparables à la pilule, mais n'ont point le désagrément des contraceptifs chimiques.

Ensuite, en l'absence de code dans la nomenclature, des cas de tarifs abusifs pour la pose de stérilets sont assez régulièrement signalés.

Finalement, la question sur le remboursement de la contraception d'urgence (pilule du lendemain) est également posée.

Les membres des deux commissions ont également discuté de la stérilisation féminine et de l'opportunité de la rendre plus accessible aux femmes qui voudraient l'utiliser comme moyen de contraception définitive. Cette discussion est d'autant plus d'actualité, car une modification de remboursement est prévue.

2.2. L'éducation sexuelle et affective

Les membres des deux Commissions étaient unanimes sur l'importance de l'éducation sexuelle et affective des enfants et des jeunes gens et plaident pour un plan d'action relatif à l'éducation sexuelle qui tient plus particulièrement compte de la relation affective dans la vie sexuelle. Une attention particulière devra être donnée à l'information sur les différents moyens de contraception, et ce aussi bien pour les jeunes filles que pour les jeunes garçons.

La question est posée quant aux modérateurs de ce plan d'action, à savoir si ce sujet devrait être partie intégrante des missions des enseignants et donc trouver sa place aussi bien dans la formation initiale que continue, ou si l'éducation sexuelle devrait être assurée par des intervenants externes qui, à ce moment, devraient voir leurs moyens renforcés.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 16.04.2014

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

24.09.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
08.10.2014 Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
22.10.2014 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

24.09.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
08.10.2014 Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

22.10.2014 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
19.11.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2014
Loi du 17 décembre 2014
Mémorial A : 2014, n°238, page 4688

Compte général 2013

6692 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013

L'article 104 de la Constitution prévoit que «Chaque année la Chambre arrête la loi des comptes et vote le budget. - Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes.» L'article 105 (4) stipule que «Le compte général de l'État est soumis à la Chambre des Députés, accompagné des observations de la Cour des comptes.»

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a formulé les conclusions et recommandations suivantes:

- À l'instar des années précédentes, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite le Gouvernement à améliorer sa présentation des dépenses des fonds spéciaux.

- En ce qui concerne la ventilation détaillée des dépenses de certains fonds spéciaux, la Commission constate que les discussions avec les ministères concernés allant dans le sens des recommandations de la Cour des Comptes (ventilation par projet ou type de travaux) n'ont toujours pas abouti.

- Quant au déséquilibre du budget pour ordre, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite une nouvelle fois le Gouvernement à trouver une solution aux difficultés techniques à opérer les reports d'excédents de recettes ou à envisager, le cas échéant, une modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

- La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite le Gouvernement à rappeler aux ministères concernés les règles de procédure en matière de transferts de crédits.

- La Commission réitère son souhait, déjà exprimé lors du rapport sur le compte général des exercices 2010 et 2011, qu'à l'avenir la Cour des Comptes élargisse ses contrôles au calcul des rémunérations des pensionnés de l'État.

- La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite le Gouvernement à présenter à l'avenir les documents présentant les comptes d'administration publique, incluant les comptes de l'administration centrale d'après les règles du «SEC95».

- Dans le contexte d'une réorganisation du budget, la mise en place d'une procédure de contrôle repensée doit se faire parallèlement au passage vers le nouveau système.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 30.05.2014
Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Adehm):
15.07.2014 Présentation du projet de loi
20.10.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport général de la Cour des Comptes
24.11.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
15.07.2014 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique: 02.12.2014
Loi du 17 décembre 2014
Mémorial A: 2014, n°237, page 4508

GovSat

6739 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense

Par son effort de défense, le Luxembourg assure non seulement la défense de son territoire national, mais apporte également une contribution visible à la sécurité internationale, notamment au sein de l'OTAN et de l'UE. Cette contribution peut prendre diverses formes, dont notamment la participation à des missions de maintien de la paix, le développement des capacités ou des contributions financières. Selon les auteurs du projet de loi, l'un des besoins capacitaires en constante augmentation est celui de capacités satellitaires et plus particulièrement celles à usage militaire.

Alors que le Gouvernement s'est engagé à augmenter l'effort de défense luxembourgeois au cours des prochaines années afin de répondre à ses obligations en tant que membre de l'OTAN, il entend veiller à ce que cet effort de défense puisse dans la mesure du possible se faire avec des capacités existantes au sein de l'économie luxembourgeoise qui répondent à un véritable besoin dans ce domaine.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement entend s'engager dans une joint-venture avec la société luxembourgeoise SES en vue d'acquérir, de lancer et d'exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires (GovSat). En même temps, le Gouvernement se portera acquéreur de capacités satellitaires lui permettant de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense.

Ce projet a le mérite de permettre au Luxembourg de remplir à la fois ses obligations de contribution en matière de défense, tout en créant accessoirement et dans la mesure du possible de la valeur économique et des emplois. Le projet s'inscrit par ailleurs dans le cadre des efforts de modernisation de la défense luxembourgeoise en favorisant le développement au sein de la défense de compétences spécifiques dans le domaine satellitaire basées sur les connaissances déjà bien établies à Luxembourg dans le secteur spatial. Les projections financières relatives à la joint-venture mettent aussi en perspective une bonne rentabilité des capitaux propres.

Alors qu'une partie de la capacité servira à satisfaire les besoins luxembourgeois en matière de communication satellitaire en fréquences militaires, il est prévu de revendre les capacités supplémentaires de communication du GovSat à des pays alliés, partenaires et amis, ainsi qu'à des organisations internationales (notamment OTAN et UE). Il est par ailleurs envisagé de les mettre, le cas échéant, librement à disposition d'alliés dans le cadre de l'effort de défense du Luxembourg, les coûts y afférents étant alors imputables au budget de la défense luxembourgeoise.

Le GovSat a le grand mérite de fournir des capacités satellitaires à des fins militaires et de sécurité moins onéreuses que les capacités fournies par les satellites militaires classiques, tout en assurant néanmoins un accès garanti et sans interférences, ce qui est indispensable dans le domaine de la sécurité et de la défense.

Le projet s'inscrit par ailleurs pleinement dans la politique de diversification économique du Gouvernement qui a identifié le développement du secteur spatial au Luxembourg comme une de ses priorités. Le Gouvernement soutiendra ainsi le développement du pôle d'excellence en communications satellitaires au Luxembourg.

Le projet de loi autorise la mise en place d'une joint-venture entre SES et l'État luxembourgeois. Cette société de droit luxembourgeois aura un actionnariat composé à 50% par l'État luxembourgeois et à 50% par SES. Elle sera chargée des missions suivantes:

- l'acquisition du satellite GovSat et sa mise en orbite;

- la mise en place des infrastructures de réception au sol;

- l'exploitation du satellite et des infrastructures de réception au sol;

- la commercialisation de la capacité de communication du satellite GovSat.

SES fournira à la joint-venture des services de support technique pour l'acquisition du satellite ainsi que pour la gestion opérationnelle du satellite et des infrastructures de réception au sol.

Le projet de loi établit que l'État luxembourgeois s'engage comme premier client à acheter pendant une période de dix ans, à partir de la mise en fonction prévue du satellite en fin 2017, une capacité de communication équivalente à 10 millions d'euros (HTVA) par an.

L'engagement financier de l'État luxembourgeois se présente comme suit:

- 50 millions d'euros d'apport en numéraire de l'État luxembourgeois au capital de la joint-venture. 40,1 millions d'euros seront imputés au budget de l'État pour l'année 2015 et 9,9 millions d'euros au budget de l'État pour l'année 2016.

- 100 millions d'euros (HTVA) au titre des frais de fourniture des capacités satellitaires pendant dix ans à l'État luxembourgeois en tant que «anchor customer». Ce contrat débutera fin 2017, il prévoit un paiement de 10 millions d'euros (HTVA) par an et sera imputé sur les périodes budgétaires 2017 à 2027.

Le financement de l'apport en capital de l'État et de l'achat des capacités satellitaires se fera par le biais du Fonds d'équipement militaire.

Il importe de spécifier d'emblée que le futur GovSat luxembourgeois est destiné à des fins de communication et non pas au pilotage de drones. En effet, le GovSat opérera avec des bandes de fréquences X et Ka militaires, alors que les drones fonctionnent actuellement dans les bandes de fréquence Ku. Toutefois, il n'est pas exclu qu'à l'avenir les drones puissent également être opérés moyennant les fréquences Ka. En tout état de cause, l'État entend veiller au sein de la joint-venture GovSat à ce que les contrats conclus avec les clients utilisateurs du GovSat soient en conformité avec le droit international et ceci en particulier en ce qui concerne le pilotage de drones armés.

Des avis juridiques ont été sollicités concernant la question de l'éventuelle responsabilité de l'État luxembourgeois en cas d'utilisation des capacités satellitaires fournies par GovSat à un pays ou une organisation internationale pour le guidage de drones armés en violation de l'engagement contractuel de ne pas utiliser les fréquences mises à disposition pour des drones armés, qui causeraient un dommage à une tierce partie.

Les analyses juridiques se basent sur les principes généraux formulés par la Commission du droit international (CDI) sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, et concluent que:

- la responsabilité de l'État luxembourgeois ne pourra pas être engagée au seul motif qu'un autre État commet une violation du droit international dans l'usage des capacités satellitaires mises à sa disposition par l'État luxembourgeois ou la joint-venture.

- En cas d'une utilisation des ondes satellitaires non conformes aux contrats par des clients utilisateurs violant le droit international et dont l'État aurait obtenu connaissance, la fourniture de services satellitaires devra être suspendue ou arrêtée.

Afin d'éviter tout reproche de négligence, l'État doit:

- s'assurer que des procédures et règles soient mises en place afin de garantir la conformité avec le droit international et les intérêts du Luxembourg en tant que membre de l'OTAN et de l'UE en se basant, notamment, sur les décisions et résolutions prises aux Nations Unies, à l'UE et à l'OTAN. Les accords entre l'État et la SES mettant en place la joint-venture GovSat devront contenir de telles dispositions.

- Les contrats de mise à disposition des services de la joint-venture GovSat contiennent des clauses s'assurant que l'utilisation des capacités satellitaires soit conforme au droit international, et stipulent que le manquement à cette disposition entraîne la rupture fautive à la charge de l'État client, ainsi que la suspension voire l'arrêt de la fourniture. En cas de violation de ces conditions, un recours contre l'État concerné sera possible.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 05.11.2014
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
26.11.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.12.2014
Loi du 19 décembre 2014
Mémorial A: 2014, n°246, page 4806

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 11

MARDI,
2 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°74 du 1er décembre 2014 de M. André Bauler relative aux poussières fines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°75 du 2 décembre 2014 de Mme Martine Hansen relative à la période de stage des instituteurs pour l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

Question n°76 du 2 décembre 2014 de M. Claude Adam relative à l'organisation du stage des nouveaux enseignants suite à la réforme de la fonction publique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Martine Hansen, M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°77 du 1er décembre 2014 de M. Edy Mertens relative à l'organisation du service obstétrique à partir du 1er janvier 2015 dans les maternités du CHDN et CHEM au vu de la dénonciation de la convention afférente de la part des pédiatres, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. Edy Mertens - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°78 du 2 décembre 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'avenir de l'Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n°79 du 2 décembre 2014 de M. Henri Kox relative au programme de travail de la Commission européenne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°80 du 2 décembre 2014 de M. Marc Spautz relative à la suppression des chèques service durant la durée du congé parental, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

5. 6683 - Projet de loi portant modification:

1) du Code pénal et

2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry, Mme Josée Lorsché, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, M. Serge Urbany, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Taina Bofferding*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6692 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013

- *Rapport de la Commission de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: M. Roger Negri, Mme Joëlle Elvinger, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Romain Schneider, Félix Braz, François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Eis Sëtzung ass heimat op.

2. Communications

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da komme mer direkt zu deene Kommunikatiounen, déi vun der Chamber aus ze maache sinn:

D'Lëscht vun de parlementareschen Ufroen an Äntwerte läit um Büro vun der Chamber deponéiert, grad ewéi d'Lëscht vun deene Projeten, déi zënter där leschter Sëtzung deponéiert goufen.

Communications du Président - séance publique du 2 décembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6747** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 27.11.2014

***6748** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.11.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Chamber huet op Propositioun vun der Presidentekonferenz den Ordre du jour vun haut virleien. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

Plusieurs voix.- Jo, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer fänken eisen Ordre du jour mat enger Froestonn un. Dir wësst, dass de Froesteller zwou Minutten zur Verfügung huet an d'Regierung jeeweils véier Minutten, fir ze äntwerten. An d'Froe wiessele sech no Majoritéit an Oppositioun of.

Déi éischt Fro kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un d'Émweltministesch an dréit sech ëm déi reng Stëbspartikelen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°74 du 1er décembre 2014 de M. André Bauler relative aux poussières fines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Émweltministesch stellen.

Wann een der EU-Kommissioun gleewe kann, esou weise Ballungsgebidder bei eisen däitschen Noperen ëmmer nach ze héich Wäerter vu Feinstëbs op. Fir Stied wéi Leipzig oder Stuttgart réit d'Kommissioun, jo, si insistéiert, datt séier gehandelt gëtt. Et ass jo bekannt, datt d'Emissioun vu Feinpartikelen zu kardiovaskuläre Problemer oder zu Otemproblemer bis hin zu Longekriibs féiere kann.

Zanter bal zéng Joer verflicht d'Europäesch Unioun d'Memberstaten, fir gefëierleche Feinstëbs ze reduzéieren. Dëse Stëbs gëtt virun allem beim Hëtzen, duerch den Autostrafic, besonnesch bei Dieselautoen, souwéi bei Verbrennungsprozesser an der Industrie fräigesat. Trotz spezialiséierte Filteranlagen an der Schafung vun Émweltzonen a grousse Stied, ginn an Däitschland ëmmer nach allze dacks d'Grenzwäerter net respektéiert - dat behaapt jiddefalls déi däitsch Televisiounschaîne ZDF. Wann dat net besser géif ginn, betount d'Kommissioun hirersäits, da kéint den Europäesche Geriichtshaff wéinst Verletzung vum Traité ugeruff ginn.

Dofir wollt ech d'Madame Minister Folgendes froen:

1. Wat ka si eis iwwert d'Entwécklung vun de Wäerter vu Feinstëbs hei zu Lëtzebuerg soen? Wat fir Stied oder Regioune sinn am meeschte belaascht?

2. Wat fir Ustrengunge goufen an de leschte Joren ënnerholl, fir dës Wäerter hei zu Lëtzebuerg erofzesetzen? Wou besteet nach Potenzial bezéiungsweis Handlungsspillraum, fir d'Wäerter vu Feinstëbs heizuland ze verbesseren?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. Domat huet d'Madame Émweltminister d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, fir d'Éischt emol e grousse Merci un den Här Bauler fir dës Fro. Et ass eng Fro, déi eis alleguerte beschäftegt, well et eis Gesondheet betrëfft.

A fir d'Éischt emol: Déi gutt Noriicht ass, dass de Feinstëbs hei a Lëtzebuerg, do wou mer e moossen, iwwerall ënnert den EU-Grenzwäerter ze fannen ass. E gëllt natierlech als een nëmme vun de Schadstoffer, déi mer an eiser Loft fannen. Wann een eis Wäerter vun eise Moosstatiounen an der Stad, zu Walfer, zu Biekerech, zu Schëffleng an zu Esch kuckt, da maache mer de Constat, dass de Joresmëttelwäert also ënnendrënner läit.

Dat heescht awer net, dass mer fein eraus sinn. Dat heescht, dass mer, wa mer der Weltgesondheetsorganisatioun nolauschteren, awer och do nach mussen nobesseren, well et en Thema ass, dat eis Gesondheet ugeet.

Wat d'Ustrengunge vun eiser Säit aus ugeet, ginn ech éischtens op de Verkéier an. De Verkéier: Natierlech musse mer op eng besser Mobilitéit setzen! Do si mer jo amgaangen, engersäits fir en Tram ze suergen, dat mécht de François Bausch jo ganz konsequent weider. An dann anerersäits musse mer natierlech am Beräich vun der Verbrennung vum Diesel als enger vun den Haaptquellen och aktiv ginn. Do gëllt et dann ëmzeklammen op aner Aart a Weise vu Verkéier. Do ass et och esou, dass mer am Kader och vun dësem Thema sécherlech op déi Tanktourismusetüd zréckgräife wäerten, déi mer amgaange sinn ze maachen.

Déi zweet grouss Quell sinn d'Heizungen. D'Verbrenne vun Holz, also onkontrolléiert Verbrenne vun Holz a vun organesche Brennstoffer ass déi zweet Haaptursaach. Dofir ass et och esou, dass mer an deem Beräich och aktiv sinn an dass mer, wa mer Promotioun vun Holzpellets an Holzhackschnitzel maachen, op där anerer Säit eben och op déi technesch Moyenen hiweise mussen, fir dann déi méiglech Emissiounen ze reduzéieren.

An engem Reglement vum 7. Oktober 2014 huet d'Regierung dowéinst eng periodesch Kontroll fir Holzheizungen agefouert, déi och d'Grenzwäerter fir Stëbsemissioune festleet. Et ass esou, dass ab dem 1. Januar 2016 nëmmen nach 30 Mikrogramm pro m³ Stëbs ausgestouss wäerten däerfe ginn, an dat gëllt dann eben och fir déi an den Haiser.

Dat heescht, mir kënnen engersäits Biomass ausbauen an anerersäits eben déi Problematik vum Feinstëbs zesummen ugoen an och an de Grëff kréien. Déi technesch Léisunge gëtt et nach.

Mir sinn och amgaangen, op nationalem Plang en nationale Loftqualitéitsplang opzestellen, an do ginn och Moossname weiderhin ausgeschafft, fir dass nieft de Stéckstoffoxider och d'Feinstëbsemissioune kënne reduzéiert ginn.

Ech soen Iech Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Dieschbourg.

Déi nächst Fro, oder besser, déi nächst zwou Froen zum selwechte Sujet komme vun der Madame Martine Hansen elo direkt, an hannendru vum Här Claude Adam, an dréie sech ëm de Stage, den zukünftege Stage vun de Schoulmeeschteren.

D'Madame Hansen huet d'Wuert.

- Question n°75 du 2 décembre 2014 de Mme Martine Hansen relative à la période de stage des instituteurs pour l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, fir kënnen Enseignant am Fondamental ze ginn, muss een am Moment no senger Ausbildung op där enger oder anerer Uni éischtens d'Épreuve-préliminairë maachen a packen an den dräi Sprooche Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an an der Legislatioun. Hei ass et méiglech,

eng Dispens ze kréien, zum Beispill, wann ee beim Test d'accès fir op d'Uni.lu de Sproochentest gepackt huet. Zweetens muss een en Examen-concours packen a sech en rang utile klasséieren.

Opgrond vun der Reform vun der Fonction publique gëtt elo en dräijähregе Stage och fir Schoulmeeschteren a Léierinnen agefouert. Den Här Minister Meisch huet décidéiert, fir den Examen-concours ofzeschafen a just nach e Concours ze maachen. Dat heescht, jiddereen, deen en rang utile klasséiert ass, kënnt an de Stage, onofhängeg dovunner, ob en de Concours gepackt huet oder net.

Ee grousse Virdeel besteet sécher doranner, datt alleguer d'Poste besat ginn. Mä mir wëssen, datt am Unterrechtswiesen den Enseignant am Prinzip déi wichtegst Roll spillt. Duerfir wëll ech gären e puer Froen un den Här Minister Meisch stellen.

Éischtens: Bleiwen d'Épreuve-préliminairen zum Concours bestoen?

Zweetens: Den Examen-concours ass dëst Joer jo immens schlecht ausgefall. D'Ursaache sinn net honnertprozenteg kloer. Dat hu mer och an der Kommissioun esou festgehalen. Et huet sech am Prinzip näischt geännert vis-à-vis vun de Jore virdrun, ausser datt d'Kandidaten d'Froen an där Sprooch hu misse beäntwerten, an där d'Fro och gestallt war. Déi dräi Sprooche Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch sinn esou behandelt ginn.

Här Minister, léisst dëst op e Sproocheproblem schléissen? Wa jo, wéi kënne mer dee léisen? Wann neen, wat sinn no Ärer Analys d'Ursaachen? Stellen dës Ursaache kee Problem fir d'Qualitéit vum Enseignement duer?

An drëttens: An Ärer Argumentatioun sot Der, datt Är Confiance an d'Formation initiale vum Léierpersonal an den neie Stage de Caractère éliminatoire vum Examen-concours géifen iwwerflësseg maachen. Wann ech dovunner ausginn, datt Der och Confiance an de Stage vum Enseignement secondaire hutt an och an deenen hir Éischtausbildung, kann ech da par analogie ofleeden, datt den Examen-concours och hei géif ofgeschaaft ginn?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hansen. An direkt hannendrun den Här Claude Adam zum selwechte Sujet.

- Question n°76 du 2 décembre 2014 de M. Claude Adam relative à l'organisation du stage des nouveaux enseignants suite à la réforme de la fonction publique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Zum selwechte Sujet, mä meng Froe ginn eigentlech e bësselchen awer an eng aner Richtung, well ech mech elo net mam Examen-concours wëll auserneesetzen.

Den Här Minister huet gesot, de Stage vun dräi Joer kënnt. An en huet och gesot schonn, nach d'lescht Woch hunn ech en héieren, wéi d'Schoulmeeschteren hire Brevet iwwerreecht kritt hunn: E kënnt net dëst Joer, also e kënnt net fir d'Rentrée 2015, mä eréischt fir d'Rentrée 2016.

Mech géif interesséieren e bësselchen d'Konzept, wat deem Stage zugrond läit. De Stage, mir haten dat och an enger Orientatiounsdebatt hei an der Chamber debattéiert, do ass oft gesot ginn: Et mécht Sënn. Déi Studente maachen zwar plus/minus 32 Woche Stage, d'Schoulmeeschteren, mä et ass awer eng aner Situatioun, wa se herno am Beruff sinn. Mir geséichen dat..., oder: Ass dat e Stage, wou ee seet, et ass e Konzept, wat beruffsbegleedend ass? Oder, an dat wier déi aner Méiglechkeet: Wann dat Vertrauen an d'Formatioun net grouss wier, da wier et jo e Stage, deen éischter mat enger Sanktioun kéint ennegen.

Ech soen och kloer: Wann een eng Formatioun huet vu véier Joer an dann nach dräi Joer Stage, investéiert ee jo eigentlech siwe Joer an eng Persoun, soudatt ech mer erhoffen, datt déi Sanktioun eigentlech net den Zweck vun deem Stage ass. Mä ech wéisst gären do dem Här Minister seng Meenung derzou.

Da stelle sech natierlech nach d'Froen: Wou gëtt dee Stage organiséiert? Wéi ass et mat der Zesummenaarbecht vun der Uni Lëtzebuerg? Mir hu jo d'Situatioun, datt mer d'Formation initiale vun der Uni hunn an d'Formation continue vum SCRIPT an datt mer awer an engem klenge Land do och mussen en Zesummespill tëschent deenen zwou Instanzen hunn. Ech mengen, dat geet jo och net ouni gesetzlech Basis. Wéini kréie mer eppes dozou, wou mer Detailer da gewuer ginn?

An zum Schluss - ech hat meng Fro méi allgemeng gehalen - dann eben och: Mir wëssen, datt schonn déi viregt Ministesch d'Konventioun mat der Uni gekënnegt hat, wat d'Ausbildung vun de Proffe betrëfft. Ass do och mat gréissere Changementer ze rechnen oder bleift dat awer e bësse beim Alen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An domat huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch, d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären. Ech huele jo un, ech hunn aacht Minutten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kënnt direkt...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech soll emol ufänken?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kënnt direkt äntwerten.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech soll direkt ufänken, et ass gutt!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Hansen an och den Här Adam et gesot hunn, hu mer effektiv décidéiert, datt deen neie System mat deem neie Stage an deem neie Concours souwuel fir de Fondamental wéi och fir de Secondaire net 2015, mä 2016 wäert a Kraaft trieden. Dat gëtt eis e bësse méi Zäit, fir en nach ze preparéieren. Well mir denken, datt mer net nëmme kënnen elo e Stage maachen. An do ass jo och schonn drop higewise ginn, datt mer gläichzäiteg décidéiert hunn, am Fondamental hinzegoen an den Examen-concours ofzeschafen an duerch e Concours ze ersetzen.

Bon, wou kënnt d'Iddi vum Stage hier? Et ass einfach esou, datt bei der Reform vun der Fonction publique nach eng Kéier insistéiert ginn ass, datt all Statsbeamten e Stage soll maachen. A well all eis Enseignanten an der ëffentlecher Schoul och Statsbeamte sinn, betrëfft dat natierlech och si.

Elo denken ech, datt fir de Fondamental, wou de Stage jo wierklech nei ass, mer dat net als e lästegt Übel solle gesinn, als eng Obligatioun, als eppes, wat eis elo vun der Säit vun der Fonction publique eigentlech opgezwonge gëtt, mä datt mer et éischter sollen als Chance gesi fir de Beruffsastieg, fir dee besser kënnen ze begleeden, fir datt mer de Beruffsufänger mat deene Stäerkten an deene Kompetenzen, déi en a senger Initialausbildung op der Uni Lëtzebuerg oder an enger anerer Héichschoul sech ugëeegent huet, awer kënne begleeden an de Beruffsalldag eran.

Mir wëssen, datt de Beruffsufänger vu ganz ënnerschiddleche Plaze kënnt. Et ka vun der Uni Lëtzebuerg sinn, et kann awer och vun aneren Héichschoule sinn. Duerfir musse mer och dee Stage e bëssen à la carte ubidden. Et soll sécherlech näischt sinn, wou mer dat widderhuelen, wat an der Initialausbildung scho gemaach ginn ass.

Mä well et ënnerschiddlech Initialausbildunge sinn, solle mer dat ausgläichen, wat nach net gemaach ginn ass, wouvu mer awer denken, datt et virun allem am Fondamental hei zu Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung ass. Wa mer also mierken, datt do deen een oder deen anere Sujet vläicht ze kuerz komm ass an der Initialausbildung, da kënne mer déi Zäit elo sënnvoll notze vun deenen dräi éischte Joren.

Woubäi dat jo och wierklech beruffsbegleedend ass: Déi schaffe schonn, hunn och Responsabilitéit als Enseignant an der Schoul. A parallell dozou maache se eng Rei vu Formatiounen, parallell dozou gi se och begleet vun Enseignanten, déi schonn eng breet Erfahrung am Beruff gesammelt hunn, fir datt se och do eng Persoun, eng Referenzpersoun hunn, wou se emol kënnen eng Kéier Récksprooch huelen, wou se kënne froe goen, wou se sech kënnen inspiréiere goen, wat déi alldeeglech Aarbecht ubelaangt.

Mir si sécherlech net higaangen an hu gesot: Mir wëllen den Examen-concours ofschafen an duerch e Concours ersetzen, well mer schlecht Resultater haten. Duerfir hu mer déi Analys gemaach vun de Resultater vum Concours 2014. Mä et gëtt keng eenheetlech Ursaach. Et gëtt der eigentlech esou vill wéi mer Kandidaten haten, déi e finalement net gepackt haten.

Sécherlech waren Eenzelner derbäi, wou et vläicht un der Sproochekompetenz gehappert huet. Op där anerer Säit waren der awer och derbäi, wou een d'Gefill hat, eigentlech ass eppes aneschters erwaart gi vun eis respektiv vun de Kandidaten. Et huet sech erausgestallt, datt net ganz kloer war, wat vun de Kandidaten erwaart ginn ass.

Duerfir wëlle mer jo elo 2015, wou mer deen dote Stage (veuillez lire: deen doten Examen-concours) an där doter Form och nach eng Kéier mussen organiséieren - da fir d'leschte Kéier mussen organiséieren -, e Stéck méi Transparenz schafen. Mir hunn op eisem Internetsite vum Ministère déi Froe vun de leschte Joren zum Beispill uginn, fir datt d'Kandidate sech besser kënnen drop preparéieren. Eppes, wat bis elo eigentlech net esou an deem dote Mooss de Fall war, fir datt och d'Kandidate wëssen, wat vun hinne verlaangt gëtt.

An eigentlech ass et, an dat schéngt op ville Plazen d'Ursaach gewiescht ze sinn, datt mir als Ministère gären eng Eegeproduktioun, en eegene Bäitrag, eng eege Reflexioun gehat hätte vun de Kandidaten, d'Kandidaten awer ganz oft éischter geduecht hunn, et géif en theoreteschen Abschnitt ze reproduzéiere ginn. Dat zitt sech e bëssen als e Fuedem duerch sämtlech Explikatiounen.

Firwat mer op den Examen-concours verzichten, dat huet folgend Ursaachen: Well mer denken, datt mat der Introduktioun vum Stage mer elo nieft den Épreuves préliminaires an de Sproochen, déi sécherlech wäerte bestoe bleiwen, well dat eis wichteg ass, dann en Examen-concours hätten an dann nach dräimol eigentlech eng eliminatoresch Épreuve hätte pro Joer, datt also all Kéiers an engem Joer duerno am Stage och nach kéint eliminéiert ginn.

Dat heescht, et hätt ee seng Grondausbildung gemaach an duerno kéimen nach fënnef Momenter, wou een eigentlech kéint duerchfale respektiv eliminéiert ginn. An dat fannen ech nu wierklech net sënnvoll. Duerfir wëlle mer ee Moment, deen Examen-concours, ofschafen. Dat heescht dann, datt mer de Concours bestoe loossen, datt et awer drëms geet, e Klassement ze definéieren an a wat fir enger Reiefolleg dann déi klasséiert Kandidaten dann an de Stage kënnen erakommen.

Da wäerte mer och esou vill Kandidaten an de Stage eranhuelen, wéi Posten do sinn. An deen, deen dann op där anerer Säit awer sech net ënnert déi esou vill éischt Poste klasséiert huet, wéi Plazen do sinn, deen huet et dann och net gepackt an deem Sënn, datt e kee Poste kritt respektiv vläicht eréischt kann noréckelen, wann en anere géif ophalen nach virum Ufank vum Stage.

Am Secondaire hu mer eng aner Situatioun. An duerfir wäerte mer och do op en anere Wee goen, nämlech op e ganz ähnleche Wee, wéi en haut besteet. Mir hunn do jo net ee grousse Examen-concours fir alleguerten d'Kandidate fir an d'Proffecarrière eran, mä mer hunn e pro Branche. Mir hunn do oft leider d'Situatioun, datt mer méi Posten hunn, wéi mer Kandidaten hunn. A wa mer do den Examen-concours géifen ofschafen, da wäre mer sécherlech an der Situatioun, datt jiddereen, dee sech einfach géif Kandidat stellen, och automatesch dann am Stage dobanne wär. An dat, denken ech, wär do awer net gutt. Duerfir bleiwe mer do éischter bei deem System, wéi en haut besteet.

Wat d'Zesummespill vun der Formation initiale an der Weiderbildung ubelaangt, do, denken ech, muss sécherlech eng Vernetzung bestoen. A wann nach meng Virgängerin déi Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg gekënnegt huet, fir de Stage am Secondaire ze begleeden, well mer jo amgaange sinn, en Institut de formation de l'Éducation nationale op d'Been ze setzen, fir do souwuel d'Begleedung vum Stage wéi awer och d'Formation continue dran ze regruppéieren, dann denken ech net, datt dat heescht, datt mer keen Akteur méi vun der Uni do wëllen abauen, mä datt awer natierlech och déi, déi Formatioun op der Uni halen, och emol eng Kéier eng Formation continue kënnen halen, datt dat net alles ëmmer nëmme mat eegene Ressourcë vum IFEN wäert gemaach ginn, mä datt do och emol extern Ressourcë kënne mat asprangen a mat erugezu ginn, wa se dann do sinn. A mir wëssen, datt d'Uni Lëtzebuerg kompetent Leit huet, wou et schued wär, wa mer se net géife mat erunzéien.

De Projet de loi fir den IFEN, den Institut de formation de l'Éducation nationale, ass an enger éischter Versioun duerch de Regierungsrot gaangen. Well mer awer elo décidéiert hunn, eigentlech e Joer méi spéit eréischt unzefänken, heescht dat awer och, datt mer nach mussen eng Rei vu redaktionellen Ännerungen dru virhuelen. Duerfir ass en nach net déposéiert an der Chamber.

E geet nach eng Kéier duerch de Regierungsrot mat enger Rei vun textuellen Ännerungen, wou mer da musse kucken, eng Kéier eis op déi Logik vu virun der Reform an der Fonction publique ze bezéien an eng Kéier op déi Logik no der Reform an der Fonction publique ze bezéien. An da wäerte mer en och definitiv kënnen déposéieren.

E soll awer och operationell si bei der Rentrée 2015. A mir mussen, wat de Proffestage 2015 ubelaangt, nach eng Iwwergangsléisung och elo definéieren, well mer do nach net komplett am neie System sinn, mä deen ale System, wou et iwwert d'FOPED gelaf ass an iwwert d'Uni Lëtzebuerg assuréiert ginn ass, och net méi disponibel ass, well déi Konventioun gekënnegt ass. Do musse mer also kucken, wéi de Joergang 2015 dann encadréiert gëtt am Stage.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir kommen zur nächster Fro. Déi kënnt vum Här Edy Mertens un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Organisatioun vum Service vun de Kannerdoktere ronderëm d'Gebuerten, souwuel am CHDN, also am Nordspidol, wéi am CHEM, also am Südspidol.

Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°77 du 1er décembre 2014 de M. Edy Mertens relative à l'organisation du service obstétrique à partir du 1er janvier 2015 dans les maternités du CHDN et CHEM au vu de la dénonciation de la convention afférente de la part des pédiatres, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Zesummenhang mat der Opléisung vun de Konventiounen tëschent de Pädiateren an de Spideeler Ettelbréck an Esch ass et dorëmmer zu allerhand Onrou komm. Ech kann dat soen, och d'Kolleeginnen a Kolleege Gynäkologen hunn dat bestätegt. Bei hire Patientinnen dobaussen, do stellt sech ëmmer méi d'Fro: Kann ech an Zukunft nach fir meng Gebuert op Ettelbréck oder an de CHEM goen?

A richteg gesot, misst ee jo och erkennen, datt, wann dat de Fall wier, da kéime jo d'Spidol Esch an d'Spidol Ettelbréck fir eng Risikogebuert absolut net a Fro. Net ze schwätzen dervun - eng Risikogebuert ka jo och plëtzlech onprogramméiert an d'Haus kommen.

Ech géif der Madame Minister dann déi zwou Froe stellen:

Wéi ass iwwerhaapt déi legal Situatioun, wa bei enger Gebuert de Pädiater net direkt gräifbar ass? Ech weess, datt do bei der Reanimatioun d'Anästhesiste materagezu ginn. Dat ass jo kloer. An duerno ka jo den Dokter aus der Stad Lëtzebuerg, aus der Kannerklinik mam SAMU op d'Plaz kommen.

Dat Zweet, wat ech wéilt froen: Denkt d'Madame Minister vläicht drun an dëser exzeptioneller Situatioun, a Concertatioun mam Collège médical, fir vläicht d'Pädiateren och drun ze erënneren, wéi et bei allen Dokteren ass, datt se laut dem Dokteschgesetz vun '82 verflicht sinn, en Déngscht ze maachen, vläicht och zesumme mat de Spideeler? Mä ech géif einfach déi Fro stellen: Wéi gesäit d'Zukunft do aus?

Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet elo direkt d'Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Den Här Mertens huet mer zwou Froe gestallt ronderëm d'Organisatioun vum Service obstétrique, e ganz sensibelen Thema.

Den heitege Spidolsplang, also deen, deen nach en vigueur ass, dat heescht de Règlement grand-ducal vun 2009, vum Mäerz 2009, dee gesäit keng spezifesch Definitioun an Norme fir de Service de gynécologie-obstétrique a säi Fonctionnement vir, also och fir déi Situatioun, déi Dir hei ugeschwat hutt.

Allerdéngs gëtt et e Reglement, dee vum 29. August 1970 ass, an dee bezitt sech op d'Normen, déi vun de Spideeler musse respektéiert sinn, déi un engem Service d'urgence participéieren. An do steet dran, dass e Pädiater muss 24 Stonnen op 24 siwen Deeg op siwen ofruffbar sinn, fir am Spidol disponibel ze sinn, wann e gebraucht gëtt. Also och an deem Fall, deen Dir hei skizzéiert hutt.

Laut heiteger Reglementatioun ass et also indispensabel, dass d'Pädiateren an de Spideeler agrééiert bleiwen, fir am Spidol agräifen ze kënnen, wa se gebraucht ginn.

Da ginn ech och gefrot, ob de Minister kéint drun denken, fir an dëser exzeptioneller Situatioun a Concertatioun mam Collège médical d'Pädiateren un hir Flicht, fir eng Garde ze iwwerhuelen an eng permanent Disponibilitéit ze hunn, ze erënneren a se gegebenenfalls ze forcéieren, och d'Garde am Spidol ze maachen, wéi dat zum Beispill bei de Landdoktere schonn de Fall ass.

Et gëtt effektiv eng legal Basis, déi mir et géif erméiglechen, duerch e Règlement grand-ducal d'Pädiateren - an iwwregens och aner Spezialisten, Dir hutt et gesot - dozou ze zwéngen, un de Gardë vun de Spideeler deelzehuelen, och wa se net méi am Spidol agréeiert sinn, wann eng Pénurie festgestallt gëtt.

Déi legal Basis ass den Artikel 6 vum Gesetz vun 1983 iwwert den Exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire. Do steet dran, ech liesen Iech dat vir: «Le médecin établi au Luxembourg en qualité de médecin spécialiste est tenu de participer au service de permanence médicale à l'intérieur de l'établissement hospitalier auquel il est attaché, conformément aux dispositions de la réglementation (veuillez lire: de la législation) en matière d'aide médicale urgente.» An do steet och dran, dass e Règlement grand-ducal d'Modalitéiten determinéiert, no deenen d'Médecin-spécialisten, déi u keen Établissement hospitalier attachéiert ginn, um Service de permanence participéieren, wann eng Pénurie vun den Doktere festgestallt gëtt, op Avis vum Collège médical, an där Spezialitéit, ëm déi et eben dee Moment geet.

Ech verstinn awer och de Pädiateren hiert Uleies, wa se net zefridde sinn. An doduerch ass et jo och zu där Situatioun komm. Well si representéieren haut eng vun deenen am schlechtste rémunéréierte Spezialitéiten am Spidol. A mengen Ae besteet fir déi Beruffsgrupp en Déséquiliber - ech hat et schonn an enger vun de viregte Froestonne gesot - an an der Nomenclature mussen onbedéngt am Verbond mat de Kolleege vun der Sécurité sociale Nobesserunge gemaach ginn.

Dofir wëll ech dësen Dossier am Dialog an net nëmme mam Briecheise mat all de betraffene Parteien diskutéieren, fir zesumme Solutiounen ze fannen. An dee Moment wollt ech ofschléissend den Här Mertens doriwwer informéieren, dass ech dës Woch zesumme mat mengem Ministerkolleeg Romain Schneider eng Entrevue hu mat den Direktere vun de betraffene Spideeler souwéi och mat de Représentantë vun der Société luxembourgeoise de pédiatrie an de Représentantë vun der CNS, fir zesummen eng Léisung ze fannen.

Mäin Zil ass, dass d'Pädiateren nees de Wee zréck an d'Spideeler musse fannen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsminister. A mir kommen dann direkt zu där nächster Fro vum Här Kartheiser un den Här Statsminister a Premierminister iwwert d'Zukunft vum Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°78 du 2 décembre 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'avenir de l'Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, deen Institut, ëm deen et hei geet, dee gëtt et, mengen ech, wann ech mech elo gutt erënneren, zënter 1990. An e wor an Árem Ministère ugesiedelt, am Statsministère. Et ass eigentlech ee vun deene ganz sielene Lëtzebuerger Thinktanken, a besonnesch an der Aussepolitik wor et deen eenzegen.

En huet och iwwert d'Joren ëmmer erëm ganz interessant Aarbecht geleescht. En huet vill Publikatioune gemaach. En huet eis op d'Kaart gesat bei villen auslänneschen Universitéiten. An och an Thematike wéi de Syrien-Konflikt oder och Russland an esou weider woren awer ëmmer erëm ganz interessant Veranstaltungen, déi do gemaach goufen.

Et ass wouer - an et ass schued -, datt déi Lëtzebuerger Politik deen Institut dacks net valoriséiert huet, datt siele Ministeren do waren. Et hätt kënne méi draus gemaach ginn. Elo, heescht et, gëtt en zougemaach, obschonn de Budget vun deem Institut - also am Verglach zu all deenen anere Moossnamen, déi hei am Land geholl ginn - ganz, ganz modeste ass.

Duerfir meng Fro: Wär et net besser ze kucken, a compte tenu och dovun, datt et ganz interessant ass, datt mer iwwerhaapt esou en Institut hunn, amplaz en zouzemaachen ze kucken, ob mer en net kënne valoriséieren oder vläicht integréieren entweder an den Ausseministère oder an d'Uni Lëtzebuerg, an net einfach esou eng radikal Moossnam ze huele wéi déi, déi elo geplangt ass, an op esou en Institut ze verzichten?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet de Premier- a Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Den honorabelen Här Kartheiser huet eng Fro gestallt iwwert den Institut d'Études Européennes et Internationales, deen zu Lëtzebuerg ass an deen tatsächlech och, wéi Der sot, '90 gegrënnt ginn ass. Den honorabelen Deputéierte seet, mir géifen en zoumaachen. Et ass eng Asbl a Gott sei Dank liewe mer an engem Land, wou d'Regierung net décidéiert, Asblen zouzemaachen. Mä eng Asbl an e Conseil d'administration selwer décidéieren, ob se wëllen zougemaach ginn oder net, an net eng Regierung décidéiert, wat vun Asblen zu Lëtzebuerg erlaabt ass oder net.

Dat heescht, déi Informatioun, dass mir se géifen zoumaachen, ass selbstverständlech falsch!

Dass d'Kontributioun vum Stat reduzéiert, also op null gesat gëtt fir déi nächst Joren, do ass et vläicht fir en Institut méi schwéier, fir da seng Aktivitéiten ze organiséieren, wéi et wëllt, wou et am Moment integral, also op jidde Fall dee groussen Deel vu senge Suen, vun ëffentlecher Hand kritt huet.

Zur Informatioun: Et ass deen Institut och bei eis am Statsministère gewiescht. A mir hu pour des raisons de compétences och gemengt, dass et wichteg wier, dass e beim Här Meisch a beim Här Hansen an der Recherche a bei engem Enseignement supérieur soll rattachéiert ginn an och ënnert deenen hirer Tutelle.

Et ass gekuckt ginn an et ass erausfonnt ginn, dass am Fong ganz vill double Emploie geschéien. Dir schwätzt, et wier deen eenzegen Thinktank. Dat ass net ganz léif fir all déi aner Centren, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt, well et ginn der jo awer eng Rëtsch, déi och Recherchë maachen. An ech wéilt och net soen, dass hir Aarbecht egal wier.

An dowéinst menge mer, dass et virun allem - an den Här Kartheiser huet am Fong, Här President, a senger Fro selwer d'Äntwert ginn, en huet vun der Uni geschwat. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass mat der Uni hei, mir sollen ophale lauter Satellitten ze hunn, wou een am Fong vun all deene Satellitten net méi weess, ronderëm wat se dréinen, hiren Orbit ass fort. A mir mengen, dass et wichteg ass, dass d'Uni Lëtzebuerg, wa mer déi wëllen och an de Mëttelpunkt vun der Recherche stellen, vun der Geschicht, vun der Connaissance de soi-même och méi intensiv beschäftegen, dass och d'Uni déi richteg Plaz ass, fir déi Aarbecht ze maachen.

An dofir ass och gesot ginn, dass do déi Rapprochementer musse gemaach ginn, tëschent all deene Satellitten - wéi ech nach eng Kéier mer erlaben, déi ze nennen - a virun allem mat der Uni. Doubles Emplois kann ee sech am Moment net leeschten.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Henri Kox, riicht sech un d'Madame Ëmweltminister an dréint sech ëm den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun.

- Question n°79 du 2 décembre 2014 de M. Henri Kox relative au programme de travail de la Commission européenne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Merci. Et ass jo och wichteg, dass déi national Parlamenter sech mat deenen europäesche Projeten ausenanersetzen. Hei hunn ech an der leschter Zäit gelies, dass de Frans Timmermans, de Vizepresident vun der Kommissioun, zoustänneg fir u sech eng besser Ëmsetzung vun eise gesetzlechen Direktiven, amgaang ass, och e Screening ze maachen.

En ass awer mëttlerweil e bëssen ënner Drock komm, awer net onbedéngt vun eis alleguerten, mä éischter vun den industrielle Verbänn, nämlech dass en operluecht kritt huet, einfach déi Texter, déi vun der viregter Kommissioun komm sinn an operluecht gi sinn, zréckzezéien.

Et ass mer awer opgefall, dass do eng ganz Rei Texter derbäi sinn, déi insbesondere an de Beräich vun den Ëmweltdirektive ginn, a besonnesch - an dat, well den Här Bauler och hei de Mëtteg schonn eng Fro gestallt huet iwwert d'Stëbsbelaaschtung - hei geet et och ënner anerem ëm déi Loftdirektiven an och ëm den Offallberäich. An dofir ass et wichteg, dass déi Direktiven awer nach an der Diskussioun bleiwen an net zréckgezu ginn. Et ass nämlech ganz wichteg, dass mer do och an Zukunft nach eng kohärent Ëmweltpolitik kënne bedreiwen.

An dofir ass meng Fro un d'Ëmweltministesch: Inwiefern ass d'Lëtzebuerger Regierung do am Bild? An zweetens: Wa se am Bild ass, ass eng Initiativ gestart ginn, fir kënnen do dergéint virzegoen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet direkt d'Ëmweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci Henri Kox fir dës pertinent Fro. Et ass schonn esou, dass mer um europäeschen Niveau e gewëssenen Drock op d'Ëmweltpolitik an der neier EU-Kommissioun verspieren, well net auszeschléisse war, dass déi nei Proposen, souwuel am Beräich vum Offall an der „Circular Economy", awer och am Beräich vum „Clean Air Package", vun eiser Loftqualitéit, kéinten op Äis geluecht ginn oder ofgeschwächt ginn. An haut ass eigentlech e ganz wichtegen Dag, well haut kënnt d'Kommissioun beieneen, fir iwwer hiren Aarbechtsprogramm ze schwätzen.

An am Kader dovunner huet Lëtzebuerg, zesumme mat der Belsch, eng Initiativ geholl, fir e Bréif un d'Kommissioun ze schreiwen. E Bréif, wou iwwregens mëttlerweil mer zu eelef Memberstate sinn, wou eelef Ëmweltministeren, ënner anerem eben och Lëtzebuerg, sech ugeschloss hunn, wou mer u sech drop hiweisen, wéi wichteg et ass, dass déi zwee Packagen do bäibehale ginn, a wéi wichteg et eigentlech och ass fir eis Kompetitivitéit.

Am Beräich vun der Loftqualitéit heescht dat konkret, dass mer, wa mer op d'Europäesch Ëmweltagentur kucken, déi huet an enger Etüd nogewisen, dass 200 Milliarde Folgekäschten am Gesondheetsberäich awer och am Wirtschaftsberäich et jährlech kascht, fir eppes un der Loftqualitéit ze verbesseren. An et ass esou, dass d'Loftqualitéit definitiv eiser Gesondheet schuet, wa se schlecht ass.

Bis elo gëtt et do ebe keng konkret Proposen iwwer 2030 eraus. An et ass dofir ëmsou méi wichteg, dass mer, wa mer wëlle kompetitiv, awer wa mer och wëllen am Beräich vun eiser Gesondheet fir Nohaltegkeet suergen, dass mer deen „Clean Air Package", deen elo virläit, och bäibehalen a kloer verfollegen.

Am Beräich Offall ass et wichteg, dass d'„Circular Economy" bäibehale gëtt. An dat net nëmmen, well et wichteg ass am Beräich vun der Wirtschaft, mä et ass wichteg, op eng nohalteg Wirtschaft ze setzen, op eng nohalteg Ekonomie, déi d'Ressourcë schount, déi d'Ressourcen intelligent an hirem Kreeslaf behält, amplaz se ze verbëtzen. Esou kënne mer eng ganz Rëtsch un onnéidegem Gaspillage verhënneren a méi ressourceneffizient sinn. Ech mengen, am Oktober hu mer grad do nach en Zil erabruecht an den europäesche Semester, wou jo eis Haushaltspolitik a Budgetspolitik evalueiert gëtt.

Wann dës zwou Direktiven elo net méi géifen ëmgesat ginn, kéinte mer u sech net op eng Zero-Waste-Gesellschaft goen. Mir hätte weider Verschmotzung vun eise Mierer, mir hätte weider Gaspillage vun lessen.

Dofir ass et eis Ëmweltminister e grousst Uleies, dass mer e fortschrëttlecht, en innovatiivt an e ressourceneffizient Europa kréien, wou ënner anerem och iwwer 580.000 Aarbechtsplazen op lokalem a regionalem Plang do sinn.

A fir Lëtzebuerg besonnesch interessant: Mir sinn an der Offallwirtschaft gutt. Et ass ee vun deene Beräicher, wou mer ganz innovativ schaffen, wou mer vill Aarbechtsplaze kënne schafen a wou mer och scho mehrfach Best-Practice-Beispiller haten. Dofir gesi mer och e wirtschaftleche Potenzial doranner.

Mir sinn op jidde Fall der Meenung, dass et wichteg wär, dat dote bäizebehalen an net zréckzefalen, wat d'Ëmweltpolitik ugeet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Ëmweltministesch. Mir kommen dann zu där leschter Fro fir de Mëtteg. Si kënnt vum Här Marc Spautz, riicht sech un d'Familljeministesch, d'Madame Corinne Cahen, an dréint ëm déi vun hir ugekënnegt Ofschafung vun de Chèques-services fir d'Elterendeeler, déi vum Congé parental profitéieren. D'Wuert huet den Här Marc Spautz.

- Question n°80 du 2 décembre 2014 de M. Marc Spautz relative à la suppression des chèques service durant la durée du congé parental, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, meng Fro ass: D'Madame Cahen huet am Kader vun der Flexibilitéit vum Congé parental ugekënnegt, dass et an Zukunft net méi wäert méiglech sinn, gläichzäiteg Congé parental ze huelen a Chèques-services. Wat ee jo och ka verstoen, dass wann ee sechs Méint Congé parental huet, dass een dann net muss och zum selwechte Moment dann nach op de Chèque-service kënnen zréckgräifen, wat jo eng grouss Diskussioun och déi lescht Zäit war.

Mä d'Fro stellt sech: Wann een dat Ganzt flexibiliséiert, kann et jo och sinn, dass d'Kand deen een Dag iwwert de Congé parental betreit gëtt an eng aner Zäit iwwert de Chèque-service, wéi dat geregelt ass, oder ob och do kee Cumul méiglech ass? Dat ass am Fong d'Fro.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet direkt d'Familljeministesch, d'Madame Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn effektiv d'Consultatioune scho viru längerer Zäit ugefaange mat de Sozialpartner, wat de Congé parental ugeet. An et ass de Wonsch vu jiddwerengem, souwuel vu Gewerkschaftssäit wéi och vu Patronatssäit, fir de Congé parental méi flexibel ze gestalten am grousse Ganzen.

Jiddwereen ass der Meenung, dass dat misst flexibiliséiert ginn. An et ass jo och esou, dass, wéi de Congé parental 1999 agefouert ginn ass, du war et eng aarbechtspolitesch Mesure. Et ass awer elo definitiv eng familljepolitesch Mesure. A mir wéilten en dann och als solches notzen, fir dass méi Leit dovunner profitéieren an dass och méi Leit bei hire Kanner solle bleiwen.

Mir kucken eben elo, mir si matzen an de Consultatioune mat de Sozialpartner, fir ze kucken, wéi mer en och méi flexibel kënne maachen, well och do soll jo net egal wat gemaach ginn, ganz au contraire, et soll ebe gutt si fir jiddwereen. Mä virun allem fir d'Kanner a fir d'Älteren, dass se bei hire Kanner kënne sinn, dass se méi laang bei hiren Eltere kënne sinn, dass se méi profitéiere vun deem Congé parental, dass se och sozialverséchert bleiwen. Dat ass ons extrem wichteg.

Et ass awer och wichteg, fir dass d'Betriber weider fonctionnéiere kënnen. Och fir dass déi Flexibilitéit natierlech eng Regelméissegkeet huet an dass dat ëmmer en accord tëschent dem Employeur an dem Employé natierlech soll sinn, an net nëmmen eesäiteg soll décidéiert ginn.

Wéi gesot, d'Kanner stinn am Mëttelpunkt, d'Familljen. Mir wëllen, dass d'Eltere méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. An dofir ass et dann och logesch, et huet ons am Fong immens gewonnert, dass Der am Moment kënnt während dem Congé parental Äert Kand och mat de Chèques-services an eng Crèche schécken. Dat fanne mir net normal.

Wann een de Congé parental hëlt, da soll een och de Congé parental huelen, fir bei sengem Kand ze sinn. An dofir och déi Iwwerleeung, fir ze soen, während dem Congé parental kann een dann net vun de Chèques-services profitéieren.

Wéi gesot, mir sinn am Moment an de Consultatioune mat de Sozialpartner a wäerten dann och natierlech méi Prezisioune ginn, wa mer do alleguer eens sinn. Bis elo ass et awer esou, dass jiddwereen do där Saach extrem positiv géintiwwer steet, dass do eng grouss Demande och ass vum Terrain, vu jiddwerengem, fir dat ze flexibiliséieren, fir och kënne méi kuerz de Congé parental ze huelen, well et och Leit gëtt, déi sech et net kënnen erlaben.

A wat d'Chèques-services ugeet, bleiwen déi natierlech bestoen, mä awer net dann déi Zäit, wou een de Congé parental huet. Et kann een awer net, dat ass jo net méiglech ze organiséieren, eng Woch de Congé parental esou huelen, déi aner Woch esou oder ee Mount esou an ee Mount esou. Do ass jo dann eng Regelméissegkeet dran. Dat zielt och nëmme fir d'Betreiung. Dat zielt net fir all déi aner Aktivitéiten, déi am Chèque-service och dra sinn, wëll ech eng Kéier kloer soen. Mä déi Zäit, wou een de Congé parental huet, soll een och kënne bei sengem Kand sinn.

Eent ass bis elo ganz sécher, dat ass och gesot ginn, schonn d'lescht Woch, mir wäerten d'Indemnitéit vum Congé parental upassen. Déi war 1999 vill méi héich wéi elo par rapport zum netqualifizéierte Mindestloun. A mir hunn ons engagéiert, a mir wëllen dat wierklech och, dass mer de Congé parental nees upassen un den netqualifizéierte Mindestloun. Dat ass dat, wat sécher ass.

Dee ganze Rescht, wéi gesot, si mer an den Négociatiounen. A soubal mer do alleguer zesummen eng Aart a Weis fonnt hunn, wéi mer et wëlle maachen, wéi gesot, dass et fir d'Eltere gutt ass, fir d'Kanner gutt ass, mä awer och fir d'Patrone gutt ass, da kommen ech gären zréck, Iech doriwwer informéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Familljeministesch. Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir ginn zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer. Et handelt sech ëm de Projet 6683 oder, op Lëtzebuergesch, dat neit Avortementsgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht a bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Hetto-Gaasch, den Här Alex Bodry, d'Madame Josée Lorsché, d'Madame Lydie Polfer, den Här Roy Reding, den Här Serge Urbany, den Här Léon Gloden an d'Madame Taina Bofferding.

An d'Wuert huet elo direkt déi éierewäert Rapportesch, d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

5. 6683 - Projet de loi portant modification:
1) du Code pénal et
2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, léif Dammen, viru genau 40 Joer, am November 1974 a Frankräich, gëtt e Gesetz debattéiert, wat den Avortement depenaliséiert. Dat war deemools e wichtege Moment fir ganz vill Fraen, déi sech iwwer zwee Joer laang dofir agesat haten, notamment och regruppéiert an enger Associatioun „Choisir la cause des femmes". D'Simone de Beauvoir war hir éischt Presidentin. Hiert Uleies war, den Avortement ze enttabuiséieren an ze depenaliséieren.

343 Fraen, dovunner ganz vill bekannte Fraen, hunn e Manifest ënnerschriwwen, och nach genannt „Le manifeste des salopes". E Manifest, wou si selwer hir Dot, hiren Avortement zouginn hunn. D'Gisèle Halimi, eng bekannten Affekotin, war eng vun hinnen. Si huet an engem memorabelen Avortementsprozess, de faméise „Procès de Bobigny" aus dem Joer 1971, an hirer Plaidoirie Folgendes gesot: «On vous dit que vous devez dire le droit. Mais dire le droit n'a jamais voulu dire devenir une justice robot et se désintéresser des grands problèmes de notre vie. A-t-on encore le droit aujourd'hui, en France, dans un pays que l'on dit civilisé, de condamner des femmes pour avoir disposé d'elles-mêmes ou pour avoir aidé l'une d'elles à disposer d'elle-même? Ce jugement de relaxe sera irréversible et, à votre suite, le législateur s'en préoccupera.» Fin de citation. A genau dat ass zwee Joer méi spéit a Frankräich geschitt. De Législateur huet sech der Saach ugeholl.

Datselwecht Joer 1972 zu Lëtzebuerg, traut sech e Sozialist, den Antoine Wehenkel, eng Proposition de loi ze déposéieren, eng Aart Fristeléisung, déi sech un deem deemolegen dänesche Modell inspiréiert. De Verbuet vun der Publicitéit fir d'Verhütungsmëttele soll opgehuewe ginn an d'Stérilisation volontaire soll depenaliséiert ginn. Duerch dës Proposition de loi, déi iwwregens keng Suite erlieft huet, huet trotzdeem fir d'éischte Kéier an der Chamber eng ganz animéiert Diskussioun ronderëm d'Recht op d'Autodéterminatioun vun der Fra stattfonnt.

An nach eemol, 40 Joer virum Antoine Wehenkel, hat en anere Sozialist, de Venant Hildgen am Joer 1933 eng Proposition de loi déposéiert, fir den Avortement pour raisons médicales ze erlaben. Dës Propositioun gouf deemools als skandaléis ofgestouss. D'Frae ware mat kengem Member an der Chamber vertrueden.

Dem Venant Hildgen säin Enkelkand sëtzt haut ënner ons an der Chamber. Här Fayot, Ären Urgrousspapp hat, wann ee sech an déi Zäit zréckversetzt, politesche Courage! Well et muss ee wëssen, datt hei zu Lëtzebuerg bis am Joer 1978 den Avortement an d'Assistance à l'avortement mat Prisongsstrofe besat waren. An nach virdrun, méi genee virun 1879, war et Prison à vie fir eng Fra, déi ofgedriwwen huet, an Travail forcé fir all Assistance à l'avortement!

1978 war déi éischt Méiglechkeet ginn, duerch eng blo-rout Regierung, eng kloer an differenzéiert Législatioun ze stëmmen an eng Indikatiounsléisung anzeféieren. Et war deemools um Dokter eleng, ze décidéieren, ob eng Fra an Nout ass, enger physescher oder psychescher Gefor ausgesat war, oder ob d'Kand riskéiert, schwéier behënnert ze ginn. Och eng Vergewaltegung gëllt als valabel Indikatioun, fir dierfen ofzedreiwen.

Duerno gëtt et keng richteg Opportunitéit méi, fir d'Gesetz vun 1978 der Gesellschaft an de Méiglechkeete vun haut ze adaptéieren. Och net déi Proposition de loi vun der Madame Err aus dem Joer 2007, déi genau d'selwecht vun der Madame Polfer am Joer 2010 nach eemol déposéiert gëtt.

Am Joer 2012 gëtt d'Gesetz am Artikel 353 adaptéiert. Zu den Indikatioune kënnt eng dobäi, déi vun der Détresse sociale. Well préconiséiert gëtt, datt eng Fra ka selwer hir Détresse aschätzen, gëtt parallell, nieft der medezinescher Consultatioun, eng obligatoresch zweet psychosozial Consultatioun agefouert. Mä den Avortement bleift am Code pénal. D'Problematik vum Avortement bei Mannerjährege gëtt fir d'Éischt substanziell thematiséiert a beschtméiglechst geregelt.

Haut dann, um 2. Dezember 2014, entsteet duerch e Projet de loi e Paradigmewiessel am juristesche Beräich an am Santésberäich. An domadder e Paradigmewiessel am gesellschaftspolitesche Beräich! Mir verloossen definitiv den Avortement duerch eng Indikatioun. Mir féieren eng regelrecht Fristeléisung an. Eng Frist, déi sech net méi am Code pénal an den Artikelen 351, 353 an 353-1 befënnt.

Dëse Projet de loi ass vum Justizminister Félix Braz de 16. Abrëll 2014 déposéiert ginn. De Conseil d'État huet den 1. Juli säin Avis ginn, annexéiert mat engem Avis séparé. De 24. September 2014 sinn ech als Rapportrice genannt ginn. D'Commission juridique huet sech de 24. September, den 8. an 22. Oktober mat dësem Projet befaasst a souwuel den Avis vum Statsrot wéi och all déi aner schréftlech Avisen analyséiert an diskutéiert.

Well dëse Projet de loi an Zukunft e Gesetz wäert sinn, mat deem d'Santéspolitik wäert gefuerdert ginn, hu sech d'Membere vun der Santéskommissioun un den Analysen an Diskussioune bedeelegt. Mir hunn awer de Rapport den 19. November an der Commission juridique majoritairement ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Detail fannt Dir a mengem schréftleche Rapport. Ech wëll mech mëndlech op déi wesentlech Ännerunge beschränken a mäin Temps de parole notzen, fir déi Recommandatioune vun deenen zwou Kommissiounen ze ënnersträichen.

De wesentleche Punkt ass sécherlech d'Aféiere vun enger kloerer Fristeléisung, bis déi 14. Woch aménorrhée, an dës Frist aus dem Code pénal ze sträichen. Mat dësen neien Dispositiounen ass derfir gesuergt ginn, den Text ze moderniséieren, de Wording esou ze gestalten, datt den Text sans équivoque ass. D'Fra ass a bleift fräi an hirem Choix. De Choix final gehéiert eleng hir. Si dierf net beaflosst ginn. Hiert Recht zur Autodeterminatioun muss garantéiert bleiwen.

Déi zweet obligatoresch Consultatioun, déi psychosozial Consultatioun, no der medezinescher, gëtt duerch eng fakultativ Consultatioun ersat. Och dës Ännerung ënnersträicht nach eemol d'Suerg, fir d'Autodeterminatioun vun der Fra ze garantéieren. Si bleift allerdéngs obligatoresch fir mannerjähreg jonk Dammen.

Och de Consentement par écrit gëtt ofgeschaaft. Den Text betreffend d'Femmes mineures gëtt minimal adaptéiert. Mä e wichtege Punkt muss ech awer hei ënnersträichen: Et ass wichteg, d'Intégrité corporelle vun der Femme mineure ze assuréieren. D'Beméiungen, mat de Représentants légaux a Kommunikatioun ze kommen a Fäll, wou dëst schwiereg ass, bleiwe bestoen, mä d'Obligatioun gëtt ofgeschaaft. Et gëtt garantéiert, datt eng Femme mineure net muss hir Schwangerschaft zu Enn bréngen, wa si dat net wëllt.

D'Interruption volontaire de grossesse gëtt vun der Caisse nationale de Santé rembourséiert. Dofir soll elo d'Nomenclature mat engem neie Code komplettéiert ginn. Dëst ass iwwregens och noutwendeg, fir iwwerhaapt emol fiabel Donnéeën, voire iwwerhaapt emol Statistiken ze kréien. A mir brauchen déi Statistiken, notamment och, fir emol där gestëmmter Motioun aus dem Joer 2012 gerecht ze ginn. Ouni Statistike kënne mer mam beschte Wëlle keng Evaluatioun maachen.

Et wor de Membere vun deenen zwou Kommissioune wichteg, ze ënnersträichen, datt d'Sammele vun Informatiounen an Daten, déi d'Santé publique brauch, net dierfen d'Protection des données vun all Eenzelner verletzen. De Principe de proportionnalité muss gewahrt ginn an d'Date musse fir d'Statistiken anonymiséiert ginn.

Des Weidere muss garantéiert ginn, datt dës Daten net kënne vun Drëttpersoune konsultéiert ginn. Och muss et méiglech sinn, oder ginn, datt déi betraffe Persoun kann zu all Moment kucke goen, wien a wéini een an hiren Date wor. D'Retraçabilitéit muss garantéiert ginn. Dat sinn oder dat ginn Aufgabe fir d'Agence eSanté - d'Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé - an och dem Domaine des soins partagés.

Dann zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun de Membere vun deenen zwou Kommissiounen e puer Recommandatiounen.

Éischtens, ob een net sollt driwwer nodenken, de Remboursement vun de Mesures contraceptives vun der Pëll iwwert den Alter vu 25 Joer eraus ze dehnen. Well wann ee sech d'Statistike vun den Avortementer ukuckt, da weisen déi eigentlech dorop hin.

Och de Remboursement vun dem Stérilet oder dem Implant, déi manner Chemie fir d'Frae bedeiten als Verhütungsmëttelen an déi de Moment keng Nomenclature hunn, sollt eigentlech iwwerluecht ginn. Oft, a well se ebe keng Nomenclature hunn, ginn dës Verhütungsmethode ganz deier bezuelt.

D'Contraception d'urgence, d'Pilule du lendemain, dat wor och eng Reflexioun vun deenen zwou Kommissiounen, an ob et net och wichteg wier, déi Methoden ze rembourséieren.

D'Sterilisatioun als definitiivt Verhütungsmëttel sollt eigentlech och considéréiert ginn.

An dann e leschten a wichtege Punkt, wou mer ons konnten eenegen, dat wor d'Éducation sexuelle an de Schoulen. Misst net do de Plan d'action vun der Éducation sexuelle an de Schoulen oder an de Maisons relais oder an de Jugendhaiser adaptéiert ginn? A misst een net do och kloerstellen, wien derfir zoustänneg ass? Ass et den Enseignant? An, wa jo, bräicht deen net eng speziell Formatioun an der Formation initiale oder an der Formation continue? A wann et net den Enseignant ass, mä en Akteur vu baussen, misst dann deen Akteur vu baussen net déi noutwendeg Mëttelen, souwuel finanzieller Natur wéi a Ressources humaines, hunn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wor mir eng grouss Éier, dierfe Rapportrice vun dësem Projet de loi ze sinn. Wann ech op d'Interventioun vun der Ministesch Simone Veil viru 40 Joer op der Tribün vun der Assemblée nationale zréckkommen, da passt dëse Saz vun hir als Ofschloss zu mengem mëndleche Rapport am beschten. Si sot: «Je voudrais tout d'abord vous faire partager ma conviction de femme - je m'excuse de le faire devant cette Assemblée presque exclusivement composée d'hommes -: aucune femme ne recourt de gaieté de cœur à l'avortement. Il suffit d'écouter les femmes.»

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Loschetter. An d'Wuert huet elo den éischte Riedner, den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (*CSV).*- Merci, Här President. Mir diskutéieren a stëmmen haut of iwwert de Projet de loi, deen d'Gesetz vum 12. Dezember 2012 iwwert den Avortement ofännert. Ech wäert op eng Rei méi juristesch Aspekter agoen a meng Kolleegin, d'Françoise Hetto, wäert zu enger Rei anere Punkten herno Stellung huelen.

Erlaabt mer fir d'Éischt, der Rapportrice Merci ze soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport, deen de Mérite huet, historesch de Processus législatif betreffend d'IVG hei zu Lëtzebuerg an op europäeschem Niveau ze retracéieren.

Dëse Projet de loi gëtt duergestallt, wéi wann et eng déif gräifend gesellschaftspolitesch Reform wier. Ass et dat? Fir d'CSV huet déi déif gräifend gesellschaftspolitesch Reform mam Gesetz vun 2012 stattfonnt, wou de Projet de loi vun deem deemolege Justizminister François Biltgen deponéiert ginn ass.

Ech hunn d'Débaten nogelies, déi deemools hei an der Chamber stattfonnt hunn, an ier ech op e puer Punkte vum aktuelle Projet de loi aginn, wëll ech déi remarkabel Ried vum Lucien Weiler nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wou en, ënner anerem, gesot huet, ech zitéieren: Ech wëll deene soen, „déi d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra iwwert hire Kierper als absolut ugesinn, dass et international Bestëmmunge gëtt. Mir hunn d'Convention européenne des droits de l'Homme a mir hunn Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme. An d'Cour européenne des droits de l'Homme, déi seet: «Le droit de la femme enceinte au respect de sa vie privée doit se mesurer à l'aune d'autres droits et libertés concurrents, y compris ceux de l'enfant à naître.» Ech mengen, dat ass kloer. D'Cour seet, dass ee Recht muss considéréiert ginn à l'aune vun deem anere Recht. Et gëtt hei keen absolut Recht, wat iwwert deenen anere Rechter steet, mä dat eent muss considéréiert ginn an Ubetruecht vun deem aneren." - Fin de citation.

Wat deemools gestëmmt huet, ass haut och nach richteg. An ech huelen et virewech: Duerch dëse Projet de loi gëtt d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra net méi grouss. De Paradigmewiessel huet am Gesetz vun 2012 stattfonnt. Do ass d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra agefouert ginn. Zënter 2012 ass et d'Fra, déi eleng décidéiert, ob se ofdreiwe wëllt oder net.

Dëse Projet de loi ass och kee Paradigmewiessel Point de vue Fristeléisung. Ech zitéieren den Alex Bodry aus den Debatte vun 2012, wou den Här Bodry Folgendes gesot huet: „D'Positioun vu menger Partei...", also déi vun der LSAP, „...war, eng Fristeléisung anzeféieren, d'Stroffräiheet also vun der Fra während enger gewëssener Period, während deenen éischten dräi Méint, an natierlech och d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra." - Fin de citation.

Mir hunn also säit 2012 d'Fristeléisung.

Dofir drängt sech d'Fro op, firwat no knapps zwee Joer onbedéngt d'Gesetz vun 2012 ofgeännert muss ginn. Wor 2012 e reelle Besoin do, ass dat haut net de Fall. Am Exposé des motifs vum Projet de loi vum 20. Januar 2010 steet: «L'inadaptation de la loi luxembourgeoise conduit à des situations d'injustice sociale et d'injustice par rapport à l'accès à une médecine de qualité accessible à toutes et expose beaucoup de femmes à des risques pour leur santé qui pourraient être évités. Nous sommes donc en présence d'une réelle nécessité d'adapter la législation relative à l'interruption volontaire de la grossesse aux réalités du pays.»

Am Exposé des motifs vum aktuelle Projet de loi ënnersträicht d'Regierung hir „volonté affirmée", d'Gesetz ofzeänneren. Mä mat wat fir engem Grond? D'CSV gëtt d'Gefill net lass, datt et der Regierung drëms geet, sech no baussen ze verkafen als d'Regierung vun de scheinbar déif gräifende gesellschaftspolitesche Reformen. Dofir soen ech nach eng Kéier ganz kloer hei op der Chamberstribün: Et woren d'CSV an d'LSAP, déi 2012 déi grouss gesellschaftspolitesch Reform an dësem Domän gemaach hunn!

Elo soll d'Notion de détresse aus dem Gesetz gestrach ginn. Fir eis ass d'Sträiche vun der Notion de détresse als Partei net neutral. An ech verweisen hei op déi zwee Avise vum Statsrot, souwuel den Avis séparé wéi den Avis majoritaire.

Am Avis majoritaire seet de Statsrot, datt d'Sträiche vun der Notion de détresse net neutral ass. Ech zitéieren: «En estimant que la présence d'une situation de détresse ne doit pas être obligatoirement recherchée, on ne peut que déduire qu'il existe également des situations où des interruptions de grossesse sont demandées sans qu'il y ait une situation de détresse pour la femme. Or, s'il n'y a aucune situation de détresse, il n'y a a priori pas d'indication médicale identifiable. Il faut en déduire que les interruptions de grossesse pourraient être pratiquées sans qu'il y ait nécessité médicale, mais il s'agit d'une initiative trouvant son régime dans une convenance personnelle de la femme concernée définissant l'utile et le nécessaire.» - Fin de citation.

De Conseil d'État seet am selwechten Alinea, datt en net dovunner ausgeet, datt vill Fraen, ouni de Poids vun esou enger Décisioun ze mesuréieren, eng IVG géife vollzéien. Och d'CSV ass der Meenung, datt déi ganz grouss Majoritéit vu Fraen esou een Akt wueliwwerluecht maachen. Et ass awer fir eis psychologesch wichteg, datt déi Notion de détresse drableift. Well et ass ebe méi wéi en Acte médical. Et ass eng Décisioun, déi de Laf vum Liewen, souwuel vun der Fra wéi eben och vum ongebuerene Kand, nohalteg präägt.

De Statsrot warnt, mat Recht, dovir, datt d'IVG net däerf en Element vun der Planification familiale ginn. Dofir si mir als CSV der Meenung, datt d'Notion de détresse am Text stoe bleiwe soll.

D'Majoritéit verkeeft dëse Projet de loi och als grousse gesellschaftleche Fortschrëtt, an deem eng Depenalisatioun géif stattfannen, well d'Artikelen aus dem Code pénal an d'Gesetz vun 1978 agefouert ginn. Dëst ass nëmmen eng Hallefwourecht. An ech si frou, datt d'Rapportrice an hirem geschriwwene Rapport dorobber higewisen huet, datt et nëmmen eng Dépénalisation partielle ass.

Am Fong ännert do näischt par rapport zum Gesetz vun 2012. Well eng Ofdreiwung, déi an de legale Konditioune geschitt, ass per se natierlech net strofbar. Eng Ofdreiwung, déi ausserhalb vum gesetzleche Rahmen erfollegt,

war 2012 a bleift, no dësem Gesetz, och pénalement strofbar. Et soll een de Leit dat ganz kloer soen.

Mäi leschte Punkt ass de schréftlechen Accord vun der Fra. Am Gesetz vun 2012 steet, datt eng Confirmation écrite vun der Fra muss do sinn, fir datt den Dokter d'IVG praktizéiert. Elo gëtt dës Konditioun erausgeholl fir volljähreg Fraen. D'Confirmation écrite bleift awer fir eng „femme mineure non émancipée". - D'Madame Rapportrice huet dat ënnerstrach.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt bei esou engem graven Akt eng schréftlech Bestätegung vun der Fra am Dossier läit. Dëst ass keng Schikanerie, well wann een esou eng Décisioun am Aklang mat sengem Gewësse geholl huet, da misst ee jo och kënne bereet sinn, dat schréftlech dem Dokter ze bestätegen. Autodeterminatioun heescht och Responsabilitéit!

D'Majoritéitsparteie wore leider net bereet, den Accord écrit am Gesetz stoen ze loosse fir volljähreg Fraen. Mir bedaueren dat.

Mir verweisen hei op den Avis vum Collège médical, dee sech d'Fro stellt, ech zitéieren: «S'agit-il ici d'un changement de paradigme voulu par le législateur, puisqu'ailleurs les médecins se voient paradoxalement confrontés à des exigences de plus en plus strictes en matière de documentation du consentement éclairé et de ne procéder à des traitements qu'après avoir eu ce consentement par écrit, procédé qui malheureusement sème souvent la méfiance dans une relation qui devrait être marquée par la confiance.»

Et ass och net richteg, wéi dat an den Diskussiounen an der Kommissioun behaapt ginn ass, datt keng Tracë vun aneren Actes médicaux an den Dossiere wieren. Bei all Acte médical ass eng Trace an engem Dossier. A bei esou engem graven Akt wéi der IVG si mir der Meenung, datt en Accord écrit muss weiderhin do sinn, och, fir den Dokter juristesch ofzesécheren.

Dëst ass och d'Meenung vum Statsrot, dee kloer ënnersträicht, datt et wéinst dem Risiko vun enger Responsabilité civile, jo souguer Responsabilité pénale vum Dokter wichteg ass, den Accord ze kréien. Weider seet de Statsrot, datt à défaut vun engem Consentement écrit d'Doktere kéinte refuséieren, den Avortement, deen d'Fra décidéiert hätt, duerchzezéien. Dëst wier jo contraire zu der Ratio legis, souwuel vum Gesetz vun 2012 wéi vun dësem Projet de loi.

Op déi aner Punkten, Här President, geet meng Kolleegin Françoise Hetto an. Erlaabt mer just zum Schluss ze soen, datt dat, wat d'Madame Hetto an ech hei presentéieren, d'Positioun vun der CSV-Partei ass. Well et sech awer hei, fir et mat de Wierder vum Lucien Weiler ze soen, ëm en „delikate Sujet" handelt, ëm e sensibele Sujet, bei deem d'Deputéierten no hirem Gewëssen handele sollen, hu mir an der Fraktioun décidéiert, datt eis Deputéiert Gewëssensfräiheet beim Vote hunn, wéi dat och de Fall war beim Gesetz vun 2012.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gloden. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Haltung vun der Gesellschaft a vum Gesetzgeber géintiwwer de Rechter vun der Fra bei der Vermeidung vun ongewollte Schwangerschaften an der Bestrofung vun den Ofdreiwungen huet sech progressiv an deene leschte Jorzéngte verännert. Sexuell Opklärung, offenen Émgang mat der Sexualitéit, Contraceptioun, all dat ass haut fir déi meeschte Leit hei zu Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet. Dat war viru 40 Joer sécherlech net de Fall. An och den absolutte Schutz vum ongebuerene Liewe steet verstäerkt géintiwwer dem Recht op Selbstbestëmmung vun der Fra, der schwangerer Fra.

Zu Lëtzebuerg, wéi a villen anere Länner, huet déi Wäertegewiichtung do och zu engem Émdenken an der Politik gefouert, en Émdenken hin zu gewollte Schwangerschaften, zu Kanner, déi wëllkomm sinn, wa se op d'Welt kommen. Dat soll favoriséiert ginn, och vum Législateur.

Déi Ännerung vun der Rechtslag, déi een international fënnt, huet sech selbstverständlech och zu Lëtzebuerg ofgespillt, an an dem schréftleche wéi och mëndleche Rapport vun der Rapportrice, der Madame Loschetter, ass dat in extenso beschriwwe ginn.

Etappeweis hu mer eis Legislatioun ronderëm d'Fro vum Avortement geännert. Eng éischte Kéier 1978, wou mer aus engem System vun engem absolutte Verbuet eriwwergaange sinn an eng Indikatiounsléisung, d'Noutsituatioun vun der Fra festgestallt, allerdéngs duerch eng drëtt Persoun, duerch den Dokter. Ausbau och vun der Sexualopklärung an de Schoule waren nächst Etappen. D'Iwwerhuelung och vun de Käschte vun dem Avortement iwwert d'Krankekeess, och wann dat iwwer verschidden aner Akte camoufléiert ginn ass. D'Ausdehnung virun allem och vun der Contraceptioun an de Schoulen, de quasi gratis Zougang fir jonk Leit, wat déi verschidde Verhiddungsmëttelen ugeet. Alles dat sinn Etappen, déi an deene leschte Jorzéngte gemeinsam begaange gi sinn.

An déi lescht Etapp, virleefeg lescht Etapp, well haut si mer amgaangen, eng nei Etapp ze huelen, war d'Gesetz vun 2012, wat hei den 22. November 2012, also virun zimlech genau zwee Joer vun CSV a vun LSAP gestëmmt ginn ass. An der Endfassung, esou wéi et aus der legislativer Prozedur erausgaangen ass, ass et eigentlech eng Fristeléisung, och wa se deen Numm net dréit. Mä haut schéngt souguer d'CSV bereet ze sinn, hir déi Etikett opzepechen, wou se allerdéngs virun zwee Joer hei an den Debatten nach ëmmer vun enger Indikatiounsléisung geschwat huet.

Et ass eng implizit Fristeléisung ginn, mat enger obligatorescher psychosozialer Berodung a spezialiséierten Zentren. An et war eigentlech deen dote Punkt, dee verhënnert huet, dass hei eng vill méi breet, eng quasi Unanimitéit hätt kënnen erreecht ginn, well bis zum Schluss, ech war Zeien dovunner, d'CSV sech geweigert huet, dat ze maachen, wat hir Vertrieder am Statsrot bereet waren, ze maachen, an ze soen, déi zweet Berodung, déi psychosozial Berodung maache mer fakultativ. Et gëtt e Recht, eng Berodung ze kréien, mä se kritt keen obligatoresche Charakter. An déi Gewëssensfräiheet, déi se vläicht hiren eegene Memberen haut zougestinn, déi hu se sengerzäit dem Koalitiounspartner op deem dote Punkt net zougestanen. Och dat muss ech hei mat Bedauere feststellen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mä et ass wouer, an ech deelen do eigentlech d'Grondaschätzung, déi virdrun hei mäi Virriedner gemaach huet, dass par rapport zum Gesetz vum 15. November 1978 deen Text vun 2012 sechs fundamental Neierungen a Verbesserunge bruecht huet. D'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra ass an de Mëttelpunkt vun der Gesetzgebung erageréckelt. Si appréciéiert eleng, ob se sech an enger Noutsituatioun befënnt. Et geet rieds vun enger Appréciation souveraine vun der Femme enceinte.

D'Situatioun vun de mannerjährege schwangere Frae gëtt extra geregelt. Dat war eng absolut juristesch Grozon bis dohinner hei zu Lëtzebuerg.

Drëttens: D'Recht op eng sozial a psychologesch Betreiung virun an no dem Avortement gëtt agefouert. De Reflexiounsdélai no der éischter Consultatioun vum Dokter ass vu siwen op dräi Deeg erofgesat ginn. Den Dokter, deen d'Ofdreiwung net kann oder net wëllt praktizéieren, muss déi Fra weiderleeden un eng Stell, wou hir ka gehollef ginn, wou also kann den Avortement, wa se dat wëllt, praktizéiert ginn. A schliisslech ass déi al Residenzklausel vun dräi Méint, net konform zum europäesche Recht, aus eisem Gesetz erausgestrach ginn.

Grosso modo entsprécht den aktuellen Text, dee vun 2012, plus ou moins deem, wat haut an Däitschland vu Gesetzgebung besteet, allerdéngs ënner anere constitutionnelle Viraussetzungen, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Ech hunn och selwer am Numm vun deenen zwou deemolege Koalitiounsparteien eng Motioun an der Chamber erabruecht, wou haaptsächlech sollt erreecht ginn, dat war zumindest d'Absicht vun der LSAP, dass déi Debatt an dëser Legislaturperiod, egal wéi d'Regierung géif ausgesinn, nach eng Kéier kéint gefouert ginn. Mir wollten et net mat deem Gesetz vun 2012 einfach ad acta leeën, mä och derfir suergen, dass an deenen nächste Joren nach eng Kéier eng fundamental Debatt ronderëm déi Fro hei gefouert gëtt.

A genau dat geschitt elo mat deem heiten Text, mat dem Regierungsprogramm, mat deem Projet, deem Gesetzesprojet, deen d'Regierung hei erabruecht huet, wou elo aus enger impliziter Fristeléisung eng explizit, eng 100%eg Fristeléisung gëtt, wou mer den Text méi kohärent, méi kloer maachen a wou mer deelweis och d'Prozedure vereinfachen.

Dat si wesentlech zousätzlech Neierungen a Verbesserungen, déi iwwert deen heite Gesetzesprojet vun dëser Regierung a vun dëser Majoritéit an deem Text hei agebaut ginn. Dës Léisung entsprécht 1:1 dem LSAP-Wahlprogramm. An dës Solutioun schreift sech an, Madame Loschetter, Dir hutt et virdrun nach eng Kéier rappeléiert, an eng Rëtsch vu legislativen Initiativen, grad vu sozialistesche Politiker an deene leschte laange Joren, fir déi Debatt ronderëm den Avortement weiderzedreiwen.

1933 de Venant Hildgen, 1972 den Antoine Wehenkel an 2007 d'Madame Lydie Err. Dës sozialistesch Virstéiss hunn och dozou gefouert, dass d'ëffentlech Debatt weidergaangen ass. An et sinn och, wann och mat zäitleche Verzögerungen, sinn etlech Fortschrëtter erziilt ginn. Haut si mer vläicht net am Ofschloss vun enger Entwécklung, mä dach, mengen ech, dass mer provisoresch zumindest déi Debatt hei kënne beendege mat deem heiten Text, wou véier zousätzlech wichteg Neierungen an den Text vun 2012 erakommen.

Ähnlech wéi dat a Frankräich eréischt virun e puer Méint geschitt ass, gëtt hei proposéiert, fir d'Notioun vun der Détresse aus dem Gesetzestext erauszehuelen. D'Regele ginn an Zukunft an d'Gesetz vun 1978 iwwert d'Sexualinformatioun an d'Regelung vum Avortement ageschriwwen a ginn, zumindest deelweis, aus dem Code pénal erausgeholl.

Dat heescht net, dass Stroffräihheet géif bestoen! En Avortement, deen net an där legaler Rumm duerchgefouert gëtt, steet och weider ënner Strof, kann also och weider vum Parquet verfollegt ginn. Mir mengen, dass dat och net falsch ass, dass een och net däerf deen Akt banaliséieren. An eisen Aen, wëll ech och hei ganz däitlech soen, ass den Avortement net eng Method, fir eng Familljeplanung hei zu Lëtzebuerg duerchzeféieren. Déi Positioun huet sech bei eis net geännert.

Mä et ass awer esou, dass mer virun allem awer an deem heiten neien Text e ganz kloert Onmëssverständnisbekenntnis gesinn, wat d'Verwantwortung vun der Fra ugeet, an dass mer iwwert deen heite Wee virun allem awer déi obligatoresch Consultatioun, an deemools war jo en Amendement hei an den Debatte presentéiert ginn, deen obligatoresche Charakter vun der Consultatioun, der zweeter Consultatioun fir groussjähreg Frae fakultativ maachen. Si bleift obligatoresch fir mannerjähreg schwanger Fraen.

Net zréckbehale gouf zum Beispill d'Iddi, déi emol an der Diskussioun war - ech mengen, d'Madame Err hat déi jo och e puermol opgegraff -, fir elo e speziellen Delikt hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, deen d'Obstructioun géint d'Virhuele vun engem Avortement soll speziell ënner Strof stellen. Mer hunn eigentlech net elo an de Fakte vun deene leschte Jorzéngten Elementer gesinn, dass de Législateur misst noutgedrongenerweis hei légiférëieren.

An ech wollt och soen, dass d'Gewëssensklausel och fir d'Dokteren a fir d'medezinescht Personal bestoe bleift, esou dass ech géif behaapten, dass mer et hei sécherlech mat enger Weiderféierung, enger Verbesserung vun der Legislatioun vum Avortement ze dinn hunn, vu méi Liberaliséierung ze dinn hu mat deem heiten Text, mä dass et awer, nach wie vor, en Text ass, deen e gewëssenen Équiliber hält, deen net total zu enger Säit hänkt, mä deen awer verschidde Wäerter versicht géinteneen opzeweien, och wann d'Prioritéit gi gëtt dem Selbstbestëmmungsrecht vun der schwangerer Fra, aner Considératiounen net außen vor gelooss gi mat deem heiten Text, deen haut hei diskutéiert gëtt.

Et ass an eisen Aen e Projet, dee juristesch kohärent ass, dee politesch éierlech an ausgeglach ass an duerfir, denken ech, eng relativ breet Majoritéit am Parlament hei zu Lëtzebuerg misst fannen. Et ass kee Fräischäin fir eng Ofdreiwung als Ersatz vun enger verfeeltener Contraceptiounspolitik, mä et ass eng Unerkennung fir d'Selbstbestëmmung vun der schwangerer Fra. An dat ass en Aspekt, wou besonnesch och meng Fraktiounskolleegin Taina Bofferding elo gläicht wäert méi am Detail drop agoen.

En décke Merci fir d'Rapportrice fir hir propper, zolidd an éierlech Aarbecht, déi sachlech Diskussioun, déi mer op deem heiten Thema kënne féieren haut, wéi dat och scho virun zwee Joer hei de Fall war. An d'LSAP-Fraktioun wäert gären deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. An nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Loi Veil, déi schonn e puermol erwähnt ginn ass, an déi stiermesch Debatte ronderëm den Avortement, déi viru genee 40 Joer a Frankräich gefouert gi sinn a ganzer dräi Deeg gedauert hunn, déi sinn an d'Geschicht agaangen. Net nëmme wéinst dem Inhalt vum Gesetz, mä och wéinst de ketzereschen, verleumdereschen an antisemiteschen Attacken op d'Persoun vun der Ministesch Simone Veil. Och dat soll eng Kéier haart gesot ginn.

Dës Debatt huet net nëmme Frankräich geprägt, se hat och en Afloss op Lëtzebuerg. Net vun ongefëier stoung véier Joer duerno d'Madame Marthe Bigelbach-Fohrmann, eng LSAP-Deputéiert vun Diddeleng, op dëser Plaz. Hiren Neveu ass och am Sall. Si stoung op dëser Tribün als Rapportrice vun engem Projet de loi, deen d'Ofdreiwung och zu Lëtzebuerg sollt reglementéieren. Grad wéi d'Simone Veil huet och si kee Blat virun de Mond geholl, wéi si deene villen Hären heibannen erkläert huet, datt keng Fra aus Plesíer ofdreift, mä datt et d'Gesetzer sinn, déi d'Fraen zur Ofdreiwung dreiwen. Déi sozial-liberal Koalitioun huet der zimlech vill laanscht d'Bake kritt déi Zäit, mä d'Gesetz ass gestëmmt ginn an et huet net méi laang gedauert, bis dass kee Mënsch et méi a Fro gestallt huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, well haut e besonneschen Dag ass, zumindest fir vill Fraen, wëll ech un eng drëtt Fra erënneren, déi et verdéngt, haut erwähnt ze ginn. Et ass eng Gynäkologin, déi 1929 gebuer ginn ass an 1999 leider vill ze fréi verstuerwen ass duerch en trageschen Autosaccident. Dir wësst alleguer vu wiem ech schwätzen. Ech schwätze vun der Dokter Molitor-Peffer, déi de Planning familial am Joer 1965 gegrënnt huet an déi op d'mannst esou vill Géigewand verspiert huet wéi déi sozial-liberal Koalitioun vun deemools. Si huet souguer en Disziplinarverfahre kritt, well se de Planning familial gegrënnt huet. Natierlech hat se och e gudden Affekot, den Här Krieps.

D'Dokter Molitor-Peffer hat keng Muecht, mä se hat Ausdauer a se huet hiert Liewen onermiddlech dofir agesat, datt d'Opklärung, d'Contraceptioun an d'Hëllefstellung groussgeschriwwe géife gi bei ongewollte Schwangerschaften. Op déi Manéier huet si mat villen Tabuthemen hei zu Lëtzebuerg opgeraumt an huet zu engem Mentalitéitswandel bäigedroen, dee mer haut nach verspieren. Et ass e Mentalitéitswandel, deen et haut erlaabt, e Gesetz ze stëmmen, an deem keng Plaz méi ass fir Hypokrisie a keng Plaz méi fir Schäinhellegkeet.

An Ärem Rapport, Madame Loschetter, hutt Dir eng ganz gutt Analys gemaach vun der Geschicht, awer och vun de gesamten internationalen Dispositioune ronderëm den Avortement. Et ass eng Dokumentatioun dobäi erauskomm, déi hire Wäert behält, an dofir soe mer lech villmools Merci, och am Numm vun der gréinger Fraktioun.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier ech op déi eenzel Dispositioune vum Gesetz ze schwätze kommen, wéilt ech eppes kloerstellen, an zwar Folgendes: Restriktiv Gesetzer si keng Verhütungsmëttel! Restriktiv Gesetzer féieren net zu niddregen Ofdreiwungszuelen, mä dozou, datt d'Ofdreiwungen onprofessionell duerchgefouert ginn. Dat gëllt besonnesch fir mannerbemëttelt Fraen, déi sech et net leeschte kënnen, fir eng Ofdreiwung an d'Ausland ze reesen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Laut der WHO, der Weltgesondheetsorganisatioun, a laut dem renomméierten Alan Guttmacher Institute vun New York si weltwäit insgesamt 44 Millioune Schwangerschaftsofbréch am Joer ze verzeechnen. 22 Millioune vun deenen Ofdreiwunge sinn illegal. Tëschent 70.000 an 80.000 Frae kommen all Joer duerch eng onsachgeméiss Ofdreiwung ëm d'Liewen!

Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn Zuelen, déi ze denke ginn an déi d'Diskussioun vun haut an d'Liicht vun der Realitéit stellen.

Eng aner Zuel, déi och ze denke gëtt, ass den héijen Taux vun Ofdreiwungen am Total vun alle Schwangerschaften, déi zustane kommen. Am europäesche Raum ginn am ganzen 30% vun alle Schwangerschaften ofgebrach, wat praktesch kee Mënsch ka gleewen. Et ass awer esou! Un deem Taux huet sech säit Jorzéngten näischt geännert, obscho vill Efforte gemaach gi sinn am Beräich vun der Verhütung. Dat weist also, datt d'Offer an d'Verfügbarkeet vu Verhütungsmëttel net all Problemer aus der Welt schafen, mä datt d'Ursaache vun ongewollte Schwangerschafte vill méi komplex sinn, wéi mir mengen.

Dat virausgesat, wéilt ech dann op de Projet de loi agoen, dee jo bekanntlech um Projet de loi vun 2012 baséiert, wou awer, wuelbemierkt, Dank dem Justizminister Félix Braz, kruzial Korrekture virgeholl gi sinn. Et ass haut net de Moment, fir déi ganz Diskussioun vun 2012 nach eng Kéier opzewéckelen. Ech wéilt trotzdeem d'Positioun vun deene Gréngen nach eng Kéier kuerz ervirsträichen.

Prinzipiell war déi gréng Fraktioun der Meenung, datt d'Gesetz vun 2012 e klore Fortschrëtt géif bedeite par rapport zum Gesetz vun 1978. Et huet der Fra méi individuell Rech-

ter zougestanen an huet d'Schwangerschafts-ënnerbriechung net eleng ofhängeg gemaach vun enger Décisioun vum Dokter, mä awer och vum Wëllen a vun der Situatioun vun der Fra. Dat war wierklech e Schrëtt a Richtung Fristeléisung, e Modell, dee säit Jorzéngte vu fortschrëttleche Fraenorganisatiounen an och vu politesche Stréimunge gefuerdert ginn ass.

Mä leider war dee Schrëtt ze vill bescheiden. Déi eng hu vun enger Fristeléisung „light" geschwat, déi aner vun engem Indikatiounsmodell, esou wéi et en ëmmer ginn ass. Fir d'Riednerin vun der DP, d'Madame Polfer, war et eng Wischiwaschi-Duerstellung, wéi si dat genannt huet, a fir meng gréng Kolleegin Viviane Loschetter war et e faule Kompromëss, deen zustane koum, fir de Fridden an der CSV/LSAP-Koalitioun ze retten.

De sprangende Punkt louch, Dir wësst et, beim obligatoresche Passage vun der schwangerer Fra an engem Informatiouns- a Berodungszenter, deen agréiert war, wou si forcéiert sollt ginn, hir psychosozial Situatioun op den Dësch ze leeën. Als Gréng konnte mir domat net d'accord sinn. Mir waren net averstane mat där Dispositioun, well mir säit jeehier derfir antrieden, datt all Fra bis zu engem vertrietbaren Délai en ongehënnerten a medezinesch gutt encadréierten Zougang zur IVG muss kréien.

Et ass fir eis normal, datt all schwanger Fra, déi Hëllef a Berodung wëllt, déi Hëllef a Berodung och muss kréien. Dat zielt net nëmme fir déi éischt dräi Méint vun der Schwangerschaft. Dat zielt fir déi ganz Schwangerschaft an dat zielt nach laang doriwwer eraus! Fir eis ass et awer net normal, datt eng Fra sech enger Berodung muss ënnerzéien, wa si op feste Féiss steet an aus ganz perséinlechen Ursaache wëllt ofdreiwen. Esou eng Fra ass hiren eegene Beroder, ganz am Sënn vun der Selbstbestëmmung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim zum zweete Volet. Dat ass och e prinzipielle Punkt fir eis, e betrëfft d'Sträichung vun den Artikelen 350, 351, 353 an 353-1 aus dem Code pénal. Am 21. Jorhonnert ass et an eisen Aen net vertrietbar, datt den Avortement, wéi am Mëttelalter, d'office vum éischten Dag u mat engem kriminellen Akt a Verbindung bruecht gëtt. Ech mengen, Dir wësst net, wat dat heescht, Här Gloden. Fir eng Fra ass dat eng Diskriminatioun!

Eis geet et ëm d'Gesondheet vun der Fra an ëm hiert Recht op eng gutt medezinesch Prise en charge an alle Situatioune vum Liewen, och an der Situatioun vun enger ongewollter Schwangerschaft. Eis geet et virun allem drëms, dass et net esou wäit muss kommen, well all ongewollte Schwangerschaft en Drama ass, oft eleng fir d'Fra, mä och oft fir déi zwee. Meeschtens ass d'Fra méi geplot wéi de Mann, deen oft weess, wéi e sech aus der Affär zitt.

Domat kéim ech zu de Recommandatiounen, déi vun der Gesondheetskommissioun a vun der Justizkommissioun ausgeschafft gi sinn, fir d'Applikatioun vum Gesetz duerno da kënnen ze begleeden. Mir waren eis parteiiwwergräifend eens, datt d'Contraceptioun an d'Opklärung am Mëttelpunkt musse stoe vun enger moderner Familljen-, Éducatiouns- a Gesondheetspolitik. Dat ass eng transversal Zesummenaarbecht, déi mer do verlaangen, an déi och en place ass. D'Éducation sexuelle et affective ass déi éischt Konditioun, fir ongewollt Schwangerschaften ze verhënneren a fir d'Zuel vun den Ofdreiwungen op e Minimum ze reduzéieren. Dat ass d'Zil vun eis all. Datselwecht zielt fir d'Contraceptioun.

Dir Dammen an Dir Hären, Budgetsrigueur hin oder hier, mir sinn der Meenung, datt hei déi falsch Plaz ass, fir ze spueren. Eng sécher Verhütung däerf keng Fro vu Geld sinn, well se deen eenzege Moyen ass, fir dramatesch Situatiounen, bedéngt duerch ongewollte Schwangerschaften, ze verhënneren. Grad hei op dësem Gebitt gesi mir e groussen Handlungsbedarf a mengen, datt et dem aktuelle System, datt et deem nach u Kohärenz a Konsequenz feelt, obschonn an der Lescht schonn eng ganz Rei Efforten an deem Beräich gemaach gi sinn.

Jiddweree vun eis weess, datt mat der massiver Kommerzialiséierung vun der Antibabypëll an de 70er Joren eng ganz Rei aner Verhütungsmëttel op de Maart komm sinn. Se sinn entwéckelt ginn a se sinn do. Dës Mëttelen, wéi beispillsweis de Stérilet oder den Implant, si gradesou zouverlässeg wéi d'Pëll, mä vill manner schiedlech an net onbedéngt méi deier. Während d'Virmachtstellung vun der Antibabypëll schonn eleng duerch de Remboursement promouvéiert gëtt bis 26 Joer, kommen déi aner Mëttelen an eisen Aen net genuch zur Geltung.

De Problem läit hei net beim generell feelende Remboursement - net eleng - vu sämtlechen anere Verhütungsmethoden inklusiv der Sterilisatioun, déi onverständlecherweis jo nëmmen a ganz gewëssenen Ausnahmesituatioune remboursséiert gëtt. Ech mengen, do besteet e klengt Ännerungsbedierfnis.

De Problem läit och bei der mangelhafter Informatioun vun de Leit, vun de Männer a vun de Fraen. Eng Ëmfro, déi an Éisträich gemaach ginn ass bei iwwer 7.000 Fraen a Männer - se ass am éisträichesche Schwangerschaftsreport opgefouert a publizéiert -, huet kloer erginn, datt wäit iwwert d'Halschent vun de Fraen a Männer net genuch oder carrément falsch informéiert sinn iwwert d'Verhütungsmëttel an dann natierlech aus alle Wolleke falen, wann d'Fra schwanger ass.

Fir Verantwortung kënnen ze iwwerhuelen, musse souwuel d'Frae wéi och d'Männer dat néidegt Basiswësse mat op de Wee kréien, an dat kréie se net eréischt mat 50 Joer.

Domat kommen ech bei déi Jonk, wou ganz vill Aarbecht muss geleescht ginn, ebe just bei der Éducation sexuelle et affective a bei der Opklärung, als Schlëssel zu engem verantwortlechen Émgang mateneen a mat der Sexualitéit.

D'formaliséiert Schoulprogrammer sinn dat eent. Meeschtens si se a Stee gemeesselt a lafen iwwerall nom selwechte Schema of. Mir froen eis, ob dat nach zäitgeméiss ass. Et ginn der genuch, mä mer mierken, datt se net deen néidegen Impakt an eiser Schoul hunn.

Sécher ass et wichteg, datt d'Personal hei eng gutt Formatioun huet, dat stelle mer net a Fro. Mir gesinn awer méi Potenzial an der méi informeller an interaktiver, participativer Bildung, dëst am Kader ebe just vun de Maisons relais a vu gesellschaftlechen Institutioune wéi zum Beispill de Jugendhaiser, de Veräiner, de Jugendorganisatiounen an, firwat net, och iwwer Internetplattformen oder de sozialen Netzwierker, natierlech ënnert der Konditioun, datt d'Qualitéit vun der Informatioun stëmmt.

Projete wéi déi, déi mer an de Schoule kennen, „Gender for kids", déi och an de Maison-relaisen duerchgefouert ginn, leider nach ëmmer belächelt vun eenzelne Säiten, oder d'Broschür „Jonker stäerken, Jonker schützen", déi d'lescht Woch publizéiert ginn ass an online gesat ginn ass - et ass eng Produktioun vum Service national de la Jeunesse mat ganz villen Akteuren am Boot -, déi sinn äusserst luewenswäert.

Mir begréissen och, datt dës Aarbecht nach net fäerdeg ass an datt den SNJ sech dozou engagéiert huet, d'Sexualitéit weider ze verdéiwen a senger Aarbecht an en Opruff gemaach huet u sämtlech Awunner an Awunnerinnen aus dem Land, fir sech dorun ze bedeelegen, wa se sech dozou beruff fillen.

An dee Kontext gehéiert och d'Kultur, déi nach net erwähnt ginn ass. Am éducativen, am gesellschaftspoliteschen an awer och am gesondheetleche Beräich oder och an der Sexualerzéiung kann d'Kultur eng ganz grouss Roll spillen, well et hei ëm d'Opklärung geet, ëm Meenungsbildung an ëm géigesäitegt Verständnis.

Esou denken ech zum Beispill un d'Stéck „La Vortement" vum italiensch-kalabreschen Auteur Saverio La Ruina, wat de kierperleche Leidenswee an awer och de psychesche Calvaire vun enger Fra beschreift, déi a Kalabrien lieft an déi hirer mëttlerweil aachter Schwangerschaft en Enn wëllt setzen. Mat der Ënnerstëtzung vum Planning familial, vum CID-Femmes a vum Conseil national des Femmes huet déi Lëtzebuerger Actrice Christiane Rausch dësen impressionnante Monolog net nëmmen am Théâtre du Centaure opgefouert, si huet den Text och an e puer Gemenge vum Land ervirbruecht an awer och, an dat muss een haart soen, a fënnef Lycéeën aus eisem Land.

Mir sinn der Meenung, datt esou Projete ganz wäertvoll an effikass sinn, well se déi ofgetrëppelt Pied vun der Sexualerzéiung verloossen an nei Pisten erschléissen. Woubäi muss hei bei dësem Projet gesot ginn, datt d'Responsabel vum Planning familial mat an d'Lycéeë gaange sinn an ebe just nodeems d'Stéck eriwwer war mat deene Jonken a Kontakt koumen op eng informell Aart a Weis, wat net de schoulesche Stil soll bedeiten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim zum Schluss an zréck bei d'Gesetz vun haut, wat ganz bestëmmt manner revolutionär ass wéi de Mariage pour tous, mä net manner wichteg.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat ass jiddefalls d'Meenung vum Luc Caregari aus der Wochenzeitung „Woxx", deen huet dat am Summer geschriwwen. En huet och geschriwwen, datt dës Koalitioun a gesellschaftspolitesche Froe méi séier vum Fleck kënnt, wéi an anere Froen. Mä ech ginn awer dovun aus, datt och dee Journalist glécklech ass, datt mer dëst Gesetz haut stëmmen.

An deem Sënn si mir frou, datt wichteg Korrekturen dra sinn, datt Feeler behuewen an, besser gesot, begruewe ginn.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Lorsché. Nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer fir d'DP.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech soe fir d'Alleréischt der Madame Rapportrice e grousse Merci souwuel fir hire schréftleche wéi hire mëndleche Rapport, dee wierklech exzellent war, an och fir déi Manéier, wéi mer iwwert dëse Projet de loi konnten an der Kommissioun schwätzen. D'Präsenz vum Minister huet och dozou bäigedroen, an ech soen him dofir och e ganz grousse Merci.

Well dee Bericht eben esou ausféierlech war, wëll ech och net méi op den Detail vun deene Bestëmmungen agoen, se si scho beliicht ginn, mä eben dat Ganzt nach eng Kéier an de Kontext setze vun deene Joren, vun deene verschiddene wichtegen Etappen, déi mer am Kader vun dem Avortement duerchgaange sinn.

Jo, de 26. November 1974, also bal genau viru 40 Joer, huet déi deemoleg Gesondheetsministesch vu Frankräich, d'Simone Veil, op der Tribün vun der Assemblée nationale ee ganz courragéierte Plädoyer gehalen. Et war e Plädoyer fir d'Fräiheet an d'Dignitéit vun Dausende vu Fraen, déi sech an enger grousser Nout befonnt hunn. Et war e Plädoyer ganz einfach fir d'Recht vun der Fra, fir iwwert hiren eegene Kierper kënnen ze bestëmmen.

Véier Joer duerno, 1978, huet dunn och Lëtzebuerg ënnert där vum Gaston Thorn geféierter DP/LSAP-Regierung déi éischt Ouverture a Saache legale Schwangerschaftsofbroch zu Lëtzebuerg gemaach. Deemools war den Débat ee ganz anere wéi haut. En ass méi haart gefouert ginn an och mat Momenter ass et ganz perséinlech ofgerëtscht.

Deen Débat vun haut fënnt glécklecherweis, op d'mannst bis elo, ënner ganz würdegen Émstänn statt, woufir een och wierklech dankbar ka sinn. Wann een nämlech bedenkt, wat deemools d'Ausgangspositioun war, an et ass scho gesot ginn, datt zum Beispill bis 1975 et verbuede war, Publicitéit fir Contraceptiounsmëttelen ze maachen, da muss ee soen, datt 1978 schonn e grousse Schrëtt a Richtung Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra gemaach ginn ass. An, an dat huet de Parquet eis jo och an der Kommissioun gesot, zënterhier ass och ni méi weder eng Fra nach en Dokter an dëser Matière belaangt ginn, geschweige da condamnéiert.

Virun zwee Joer, wéi mer fir d'lescht hei an der Chamber iwwert den Avortement geschwat hunn, hunn ech gesot, datt d'Welt tëschent 1978 an 2012 geännert huet an datt et och gutt ass, datt eng Reform kënnt. Jo, dat, wat de Minister Biltgen viru véier Joer proposéiert huet, dat war eng Reform. Mä leider war an där Reform net alles gutt. Ech kommen nach drop zréck.

Et freet mech, datt mer elo endlech, véier Joer also nodeem de Minister Biltgen hei säin Text proposéiert hat, mat dësem Gesetz déi Punkte kënne verbesseren, wou mir op alle Fall als Demokratesch Partei vun Ufank un drop higewisen hunn, datt et fir ons net akzeptabel wier an datt mer do missten drop zréckkommen.

Deen deemolege Partner vun der CSV an der Regierung, d'LSAP, huet wahrscheinlech mat sengem Häerz dat och esou gesinn, mä mir wëssen, an den Här Bodry huet et virdrun och ganz kloer gesot, et war dee Moment leider net méiglech, eben déi Ongereimtheeten oder déi carrément Verschlechterungen duerch déi op anere Punkte gutt Reform, fir déi ze behiewen. Mä, wéi gesot, elo si mer esou wäit an dat ass och ganz gutt esou.

Ëm wéi eng Verschlechterung huet et sech gehandelt, déi duerch déi Reform an deem Gesetz virun zwee Joer erakomm ass?

Et huet sech gehandelt ëm déi zweet obligatoresch Consultatioun. An ech hunn et deemools gesot an ech kann et haut genau mat deenen nämlechte Wierder nach eng Kéier soen: Et wor an et ass eng Zoumuddung fir eng Fra, déi an enger sensibeler Situatioun ass, an enger Noutsituatioun ass, obligéiert ze ginn, bei e frieme Mënsch ze goen, dee se net erausgesicht huet, dee se net kennt, fir deem ze erklären, wat mat hirem Kierper, mat hire Gefiller lass ass. Erwuessen a responsabel Frae si wéi Mannerjähreger behandelt ginn.

Dat wor eng onméiglech, eng inakzeptabel Situatioun, an et ass dofir héich Zäit ginn, déi betraffe Frae mat dësem Projet de loi, esou wéi mer en elo virleien hunn, ze behandelen, wéi si dat verdéngt hunn, dat heescht, als responsabel Fraen, déi selwer décidéieren, ob se Hëllef brauchen oder net, an, wa se Hëllef brauchen, wou se se siche ginn.

Gewëss, an ech fügen dat derbäi, all Choix ass eng Décisioun. A mir alleguerte kënnen ons an engem Choix och iren! Mä dat ass awer nach ëmmer besser wéi déi Bevormundung, déi d'Frae während Jorzéngten, jo Jorhonnerten hu missen akzeptéieren. A wann ee bedenkt, datt bis an d'70er Joren eng bestuete Fra net konnt e Kont op enger Bank opmaachen, net konnt e Beruff ergräifen, ouni den Accord vun hirem Mann, da wësst Der, wat ech domat mengen. Et ass Zäit ginn, datt dat och an dësem Punkt ophéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- A gewëss, an ech mengen, dat weess jiddwereen: Mir wëllen net, datt d'Zuel vun den Ofdreiwungen zouhëlt, an dat wäert och mat dëse Mesurë ganz besonnesch net geschéien. Mir wëlle just de Fraen, déi an enger Noutsituatioun sinn, erlaben, op eng gesond a legal Aart a Weis aus dëser Situatioun erauszekommen, ouni bevirmondegt ze ginn.

Ech wëll am Kontext vun där zweeter obligatorescher Consultatioun och u mäin Amendement vun deemools erënneren, deen ech zesumme mat der Madame Loschetter déposéiert hat. Den Här Bodry hat diskret drop higewisen. D'Madame Loschetter an ech selwer, mir haten eben deen Amendement gemaach, fir deen obligatoresche Charakter vun där Consultatioun ewechzehuelen. Mä, wéi gesot, mir wëssen, wat domat geschitt ass.

Och déi proposéiert Fristeregelung begréisst d'Demokratesch Partei ausdrécklech. Virun zwee Joer ware mer eis heibannen net ganz eens, ob d'Gesetz Biltgen dann elo eng Fristeléisung oder eng Indikatiounsléisung oder eng Fristeléisung „light", wéi et och vu Verschiddene genannt ginn ass, wier. D'Madame Lorsché huet drun erënnert, datt ech dee Moment vun „Wischiwaschi" geschwat hat; dat kann ech och haut nach eng Kéier widderhuelen.

Op alle Fall, deen heitege Projet, dee mer haut hei virleien hunn, ass an deem Sënn ganz kloer a gëtt also eben och, ass e richtege Schrëtt an d'Richtung vu méi Sécurité juridique an domat einfach méi Sécherheet fir déi betraffe Fraen.

D'IVG huet endlech hire Wee och aus dem Code pénal fonnt. Mir halen also endlech op, d'Fraen ze stigmatiséieren an ze culpabiliséieren, a fänken un, endlech effikass op d'Problemer vun deene Fraen anzegoen. Mir setzen de Schwangerschaftsofbroch also endlech an dee Kontext, an deen e gehéiert, nämlech an de Kontext vun der Gesondheet.

Dës deelweis Entkriminaliséierung - deelweis, well wann ee sech net un déi Dispositiounen hält, déi eben hei virgesi sinn, da bleift en natierlech nach penal strofbar -, mä dës deelweis Entkriminaliséierung ass e richtege Schrëtt fir all déi, déi jorelaang fir d'Rechter vun den emanzipéierte Frae gekämpft hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech hunn et scho gesot an ech soen et och nach eng Kéier: All dës Neierunge wäerten net zu méi Ofdreiwunge féieren, well et ass falsch, ze mengen, datt restriktiv Regelen an engem Code pénal betraffe Fraen dovu géifen ofhalen, de Wee ze fannen, hirer Schwangerschaft en Enn ze maachen, entweder am In- oder am Ausland. An d'Zuelen, déi mer hunn, beleeën dat jo och alleguer.

Et däerf awer net d'Zil vun eiser Legislatioun sinn, d'Fraen an d'Illegalitéit, an d'Strofbarkeet an a gesondheetsgefährdend Situatiounen ze bréngen. Situatiounen, déi déi betraffe Fraen nëmme weider belaaschten, souwuel mental wéi eben och kierperlech.

Wann een d'Ofdreiwungszuele wëllt erofkréien, hëllefe keng Zwangsberodungen oder restriktiv Regelen. Mir brauchen endlech, an et ass virdru ganz am Detail drop agaange ginn, eng besser Preventiounsaarbecht, fir d'Zuel vun ongewollte Schwangerschaften ze verréngeren, a méi e kannerfrëndleche Klima. An deen éischten an dee schéinste Cadeau, deen een engem Kand ka maachen, jo, deen een engem Kand misst maachen, ass jo, datt et als gewënschte Kand op d'Welt kënnt.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An da wëll ech och nach all deene Leit, déi behaapten, duerch d'Ofschafung vun dem Kritär vun der Détresse géif de Schwangerschaftsofbroch banaliséiert ginn, Folgendes soen: Keng Fra décidéiert einfach esou, hir Schwangerschaft ofzebriechen. Dat ass eng extrem schwéier Décisioun, déi ee kengem wënscht missen eng Kéier ze huelen. D'Madame Loschetter huet virdrun dee schéine Saz vun der Madame Veil zitéiert, an Dir hutt opgehalen, wéi Der gesot hutt, et misst ee just

op d'Frae lauschteren, fir ze wëssen, wéi et enger Fra ass.

A wann ech mer dierft erlaben, duerno huet se nach ee Saz gesot, an dee war no deem „écouter les femmes", an duerno: «C'est toujours un drame personnel.» An dat ass et ganz sécher. An all Fra, déi déi Décisioun muss huelen, befënnt sech an enger „situation de détresse", egal wéi mir dat nennen oder wéi mir dat definéieren. Et brauch keen ze mengen, datt et eng banal Entscheedung vun enger Fra wier, hiert Kand net op d'Welt ze bréngen. A wien dat behaapt, dee féiert ganz einfach en Discours laanscht d'Realitéit.

Mam Vote vun dësem Projet si mir um Enn vun engem laangen an haarde Wee ukomm. Et ass dee Wee a Richtung vun engem echte Selbstbestëmmungsrecht vun de Fraen iwwert hire Kierper, e Wee a Richtung vun emanzipéierte Fraen, déi schonns ëmmer capabel waren, responsabel Décisiounen ze huelen, an dat elo och endlech däerfen, ouni sech selwer an hir Gesondheet a Gefor ze bréngen. E Wee a Richtung Enttabuiséierung vun engem Problem, deen heiansdo nun eemol nëmmen eng Léisung zouléisst. An et ass e Wee a Richtung vu méi Fräiheet an awer och vu méi Verantwortung.

An deem Sënn ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun, déi dëse Projet wierklech mat vill Iwwerzeegung wäert stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Polfer. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen all menge Virriedner Merci, fir hire Standpunkt esou offen, kloer an, wéi sot d'Lydie Polfer, mat Dignitéit duergeluecht ze hunn. Ech hoffen datselwecht ze maachen.

D'Lydie Polfer huet ganz besonnesch recht, wann et uprangert, datt d'Fraen ënner Tutelle stoungen. Jo, dat ass net justifiabel. Et ass aus heiteger Siicht komplett irrsënneg, datt eng Fra, wa se sech bestuet huet, op eemol d'Ënnerschréft vun hirem Mann gebraucht huet, fir däerfen hire Kont ze hunn, op dee se hir Pai krut.

Mä hei geet et net nëmmen dodrëm. Hei geet et och ëm e Papp an och ëm e Kand!

Fir d'Zweet a kuerzer Zäit presentéiert d'Regierungsmajoritéit hei e Projet, dee fir eis als ADR ganz einfach inakzeptabel ass, an enger gesellschaftspolitescher Fro. Dat kléngt esou harmlos: eng „gesellschaftspolitesch Fro". Mä a Wierklechkeet geet et hei ëm Liewen oder Netliewen, ëm Liewen an Doud, ëm d'Recht op an de Respekt virum Liewen!

Ech muss Iech soen, ech perséinlech si frou, net ofgedriwwe ginn ze sinn. Reliéis Iwwerleeunge spillen hei eng rosekleng Roll. Villméi de Respekt virum Liewen, virum Wonner vum Liewen.

De Fakt ass, de biologesche Fakt - an dat kann all Agnostiker an all Humanist, mengen ech, ënnerschreiwen -: Mam Verschmëlze vun enger Ee- an enger Somzell fänkt d'Liewensgeschicht vun all Mënsch un. En eemolege Mënsch, en eenzegaartege Mënsch, deem säi Geschlecht, seng Hoer, seng Aefuerf, jo souguer seng spéider Gréisst, säi Charakter, seng Begabungen a grousse Linne festgeluecht sinn.

Dëse Mënsch ass et ni virdru ginn an dëse Mënsch gëtt et ni méi duerno! En ass ganz einfach eenzegaarteg, eemoleg an eppes Besonnesches. An all déi vun eis, déi Kanner hunn, wëssen, vu wat datt ech schwätzen.

Ech denke perséinlech, datt zukünfteg Generatiounen iergendwann eng Kéier mat Verwonnerung, Onverständnes, jo vläicht souguer mat Horror op eis Gesellschaft vum 21. Jorhonnert zréckkucken an eis Positioun zum Liewen. Si soe wahrscheinlech: „Stellt iech emol vir, déi Barbaren hunn deemools d'Ofdreiwung zougelooss!" Genausou wéi mir haut fannen, datt et barbaresch war virun Honnerte vu Joren, fir Fraen als Hexen ze verbrennen.

Fakt ass: Dat heite Gesetz banaliséiert d'Ofdreiwung! Ech géif mer wënschen, datt mer hei als Parlamentarier en anere Message géife ginn: ee vu Respekt virum Liewen! Een, deen d'Mammen encouragéiert, hiert Kand ze kréien, him eng Chance ze ginn, däerfen ze liewen!

Ech sinn iwwerzeegt, datt mir als Deputéierten eng wichteg Roll spillen an eiser Gesellschaft, net nëmmen als Législateur, mä och als eng moralesch Instanz, als Impulsgeber fir Eckwäerter, no deenen eis Gesellschaft sech soll a kann orientéieren. Wéi sollen dann d'Bierger, speziell jonker, d'Ofdreiwung als eppes zumindest Hannerfroenswäertes empfannen, wa mir hei d'Signal ginn, et wier eppes Normales, Banales, eng Léisung fir e klenge Problem?

Neen, mir sollten hei e Gesetz diskutéieren, wéi mer méiglechst vill schwanger Frae vun deem leschten, schwéiersten, schlëmmste Schratt, der Ofdreiwung vun hirem Kand, kéinten ofhalen. Wéi mer kéinten hëllefen, datt keng Fra duerch eng Schwangerschaft an Nout geréit. Wéi mer d'Pappen ouni vill Gedeessems virun hir Responsabilitéit kéinte stellen.

Mir sollten d'Liewe schützen, amplaz ze maachen, wéi wann et net dat Allerwichtegst op dëser Welt wier.

Mir sollten hei éierlech an offen och driwwer diskutéieren, firwat et iwwerhaapt an der heiteger Zäit nach kann zu esou villen ongewollte Schwangerschafte kommen.

Gëschter war Weltaidsdag, a mir hunn héieren, datt d'Neiinfizéierungen nees zouhuelen. 80 Fäll hei zu Lëtzebuerg! 3.000 an Däitschland! Wéi ass dat méiglech? Läit et um héije Präis vun de Kondomer?

Eng Antibabypëll hëlleft net virun Aids, mä awer géint ongewollte Schwangerschaften. Mir hunn héieren, bis 25 Joer ass se gratis. Klammer op: Firwat net fir Fraen, déi bestuet sinn, an enger fester Partnerschaft, an déi wierklech wëlle Familljeplanung maachen? Just well se iwwer 25 sinn? Ëmgedréit géif ech et méi logesch fannen.

Also, wéi ass et méiglech, datt mir hei am Land ronn 1.140 Ofdreiwungen d'Joer hunn? Dräi den Dag?! Lauter geplatzte Gummien?! Lauter Panne beim Anhuele vun der Pëll?! Do kléngt et fir mech wéi Spott, wann den Här Bodry seet: „Ofdreiwung ass keen Ersatz fir Verhiddung."

Jo, et kann Indikatioune ginn, bei deenen eng Ofdreiwung kéint justifizéierbar sinn. Mä insgesamt gëtt et fir mech schlussendlech ganz wéineg rationell Grënn, déi dëse grave Schrëtt logesch rechtfertegen. Gott sei Dank steet hei am Land kee virum Ruin, virum materielle Ruin, just well en e Kand kritt. Och d'gesellschaftlech Uechtung, dat war e Problem fir onbestuete Mammen. Mä dat ass dach haut keen Thema méi! Et gëtt och wuel kaum nach Familljen, déi hir Duechter géife virun d'Dier setzen a verstoussen, well se op eemol schwanger wier.

Neen, weder sozial nach materiell Ursaache kënnen hei am Land ausschlaggebend sinn, a wa se dat wieren, da wier dat traureg fir eis Gesellschaft!

Mir mussen also en anere Message ginn an zu méi Verantwortungsbewosstsäin opruffen. Ech soe mengem Bouf a mengen dräi Meedercher: „Wann der grouss an al genuch sidd, fir Kanner ze maachen, da sidd der och grouss an al genuch, fir déi Kanner ze kréien. Dobäi hëllefe mir iech, är Famill, an och d'Gesellschaft hëlleft, mengen ech, materiell, finanziell a moralesch."

Dat wier dee Message, deen ech hei géif wëllen héieren, amplaz eng Banalisatioun vun engem - do si mer eis jo all eens - fir d'Fra och dramateschen an traumateschen Agréff.

Kommt, mir akzeptéieren dës einfach Wourecht vun der Natur: All Mënsch huet e Recht ze liewen! Deen eemol konzipéierte Mënsch, wann net vu baussen agegraff gëtt oder medezinesch Problemer optrieden, kënnt op d'Welt. An dat ass säi gutt Recht. Ech si frou, net ofgedriwwe ginn ze sinn. An ech mengen, déi allermeeschte vun eis heibanne sinn dat. Verweigert Ärem Kand net dat Recht, ze liewen, wat Dir genéisse konnt!

Aus all deene Grënn si mir als ADR fest iwwerzeegt, datt dat heite Gesetz falsch ass, falsch Signaler setzt a falsch Léisunge miroitéiert. Duerfir stëmme mir geschlosse géint dëst Gesetz. Als eenzeg Partei an der Chamber. An dorobber sinn ech houfreg!

All schwanger Fra, déi mat sech réngt, soe mir: Mir si fir Iech do! Mir an och exzellent Associatioune wéi Pour la vie naissante. Mir hëllefen Iech, Iech fir d'Liewen ze entscheeden. Mir hëllefen Iech an all Démarchen, fir finanziell, materiell a moralesch Hëllef ze kréien. Kritt Ären Kand! Dir wäert et ni bereien!

An ech weess, Här President, ech muss mech un d'Chamber wenden. Mä et gëtt dobaussen eng Fra, vun där ech weess, datt se ëmmer Chamber TV kuckt. Mammchen, ech weess, datt s du net mat allem d'accord bass, wat ech hei gesot hunn. Mä ech soen der eng Saach: „Ech si frou, net ofgedriwwe ginn ze sinn."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, nom Pater Reding hei kënnen d'Wuert ze ergräifen, vun dëser Kanzel aus.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mat dësem Gesetz kritt Lëtzebuerg endlech, wëll ech hei soen, eng richteg Fristeléisung. Während deenen zwielef éischte Joren (veuillez lire: zwielef éischte Wochen) vun der Schwangerschaft ass domat de fräiwëllegen, selbstbestëmmte Schwangerschaftsofbroch méiglech.

(Interruption et hilarité)

D'Fra kann en duerchféiere loossen, ouni dass d'Gesetz hir, wéi et elo nach de Fall ass, eng Situation de détresse ënnerstellt, déi se och nach muss confirméieren doduerch, dass se eng schréftlech Deklaratioun eragëtt.

Dee Prinzip war 2012 agefouert ginn - et ass schonn hei gesot ginn -, zesumme mat där schréftlecher Erklärung vun der Fra, wou se och nach dra muss erklären, dass se sech iwwer Alternativen zur IVG iwwert de Wee vun enger zweeter, obligatorescher Visite huet beléiere gelooss.

Dat ass „Fristeléisung" genannt ginn, mä ech mengen awer, et war a Wierklechkeet en duerch an duerch heuchleresche Wee, op deen d'CSV deemools, ënnert dem Justizminister François Biltgen, gehalen huet an, wéi mer haut nach héieren, och haut nach hält! Symbolesch hu sech d'Fraen domat missen, mat där Erklärung, verneige virun dem kierchlechen a vu Männer festgeluechte Prinzip, dass et eigentlech eng Anormalitéit wier an et eigentlech och verwerflech wier, ausser et gëtt eng Situation de détresse spéciale, fir de Wee vun der IVG ze wielen.

Ech vergläichen e bëssen déi Bestëmmung, déi haut nach am Gesetz steet an déi Gott sei Dank elo erausgeholl gëtt, mat dem Gessler sengem Hutt. Dat war deen Hutt, virun deem de Wilhelm Tell, wéi mer aus der Literatur wëssen, sech huet misse verneigen, wou en awer refuséiert huet, sech ze verneigen. Ech mengen, dee Prinzip hei ass e bësse wéi dat. Et ass verlaangt gi vun de Fraen, dass se dee Prinzip, deen do erageschriwwe ginn ass an d'Gesetz, hu missen akzeptéieren.

Ech wëll derbäisoen, fir all Katholicken a fir all d'Chrëschte wëll ech soen, dat war net ëmmer esou! Am Corpus Iuris Canonici gouf et tëschent 1140 an 1869 eng Aart Fristeléisung, déi ënnerscheet huet tëschent dem „fetus inanimatus" an dem „fetus animatus", also dem onbeséilten an dem beséilte Fötus, no deenen éischte 40 Deeg. Wann et sech ëm eng Fra gehandelt huet, dann ass d'Séil eréischt no 60 Deeg komm.

Une voix.- Ech weess et net.

(Interruptions et hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Eréischt 1869 huet de Pius IX. den Dogma vun der Succesivbeséilung, wéi dat deemools geheescht huet, gestrach. En huet awer gläichzäiteg den Dogma agefouert vun der päpstlecher Onfeelbarkeet.

Haut ass dat e bëssen aneschters. Haut betruecht, leider, d'kathoulesch Kierch d'Ofdreiwung als en „verabscheuungswürdiges Verbrechen", laut Zweete Vatikanesche Konzil an de 60er Joren. An hir radikaalst Unhänger schwätze souguer vu Massemord.

Den 22. November 2012 huet den honorabele Fernand Kartheiser hei der CSV beim IVG-Gesetz virgeworf, si wier keng chrëschtlech Partei méi, während dobaussen d'kathoulesch Fanatiker Dosende vu Kannerdoudelueden an engem obskurantisteschen, mëttelalterlechen Zeenario opgestallt hunn. Den Här Kartheiser huet dat freedeg begréisst, wourop zwee ADR-Deputéierten d'Fraktioun verlooss hunn, déi, si mer haut gewuer ginn, jo erëm vereenegt ass an hirer Meenung. Et feelt allerdéngs ee vun hinnen.

(Hilarité)

De François Biltgen huet deemools, zu Recht, de Gesetzesprojet mat sengem chrëschtlechen Engagement verteidegt. An en huet gesot: „Ech hunn net gär, wann een deem anere virwerft, e wier e schlechte Chrëscht. Déi Zäite si Gott sei Dank eriwwer.", huet den Här Biltgen gesot. Ech hoffe just, Här President, dass déi Zäiten och fir d'Fraen an Zukunft wäerten eriwwer sinn.

D'Frae ginn heimat bei der IVG als selbstbestëmmte Persounen endlech unerkannt. An dat begréisse mer. En honnert Joer ale Kampf vun der Fraebewegung féiert haut zum Erfolleg. An den Engagement vun deenen, déi dozou bäigedroen hunn, ass zu Recht hei gewürdegt ginn.

Mir stëmmen duerfir och fir dee Projet hei. 2012 hu mer nach dergéint gestëmmt. Mir begréissen och, dass dës Koalitioun sech dem Versuch vum Statsrot widdersat huet, dach nach eng schréftlech Confirmatioun vun der Fra ze verlaangen, an och verlaangt huet, dass déi mannerjähreg Frae misste weiderhin ënner Drock gesat ginn, fir den Accord vun hiren Elteren ze kréien, wa se dat net wëllen. Mir mengen, dass mat deem heite Gesetz och d'Interesse vun de mannerjährege Frae genuch geschützt sinn.

Trotzdeem menge mer, dass de Kampf ëm eng selbstbestëmmte Sexualitéit a Gebuertekontroll net eriwwer ass. Am Europaparlament konnt eng Majoritéit nach eng Resolutioun vun der Fraekommissioun verhënneren, déi e Recht op Schwangerschaftsofbroch an en obligatoresche Sexualunterrecht verlaangt huet. Et gouf eng Alternativmotioun ugeholl, déi betount huet, dass dat d'Saach vun de Länner ass.

Mir hunn och a Spuenien, viru Kuerzem nach, erlieft, wéi eng Fristeléisung vun enger konservativer Majoritéit kann erëm a Fro gestallt ginn. Zum Entsetzen iwwregens och vu kathoulesche Fraenorganisatiounen a vun den Dokteschorganisatiounen, well hei sollte virun allem d'Doktere penaliséiert ginn. Dëst konnt just verhënnert ginn duerch eng massiv Mobiliséierung an der Strooss.

D'Doktere sinn iwwregens och d'Zilscheif vun Ugréff an anere Länner vun de militante Pro-Life-Organisatiounen. Mir fäerten also, dass déi Rechter, déi mer haut aféieren, net fir all Zäite geséchert sinn, an dass mer alleguerte musse wuechsam bleiwen.

Mir kritiséieren duerfir och zesumme mat verschiddene Fraenorganisatiounen, dass d'Penaliséierung vun enger IVG net komplett aus deem Text hei verschwënnt. D'CSV huet dat, zu Recht, ervirgehuewen. Gëtt d'IVG ausserhalb vun der Frist duerchgefouert, mécht d'Fra sech strofbar, am selwechte Mooss iwwregens wéi haut nach. A fir d'Dokteren ass Prisong virgesinn, ausser mir sinn am Kader vun enger Menace grave fir d'Gesondheet vu Fra a Kand.

Déi Strofen, muss een awer och derbäisoen, Här President, stinn awer net méi am Code pénal ënnert dem Kapitel „Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique", zesummen, wéi haut nach, mat Proxenetismus, Abandon de famille, Kannerentféierung, Mënschenhandel, Bigamie, Viol an Attentats à la pudeur. Eleng déi Bezeechnung „ordre des familles" an „moralité publique" beweist, dass et hei net ëm d'ongebuerent Liewe geet, mä dass et ëm gesellschaftlech Verhältnisser geet. An ëm Machtverhältnisser géintiwwer vun de Fraen.

Zum Schluss wëll ech all Bestriewungen ënnerstëtzen, déi a Richtung fräiwëlleg Sexual..., fréizäiteg, pardon, Sexualopklärung an de Schoulen a gratis Bereetstellung vun de Verhütungsmëttel fir all Alter ginn. Well selbstverständlech ass och fir eis eng IVG e medezineschen Agréff, dee Risike beinhalt an deen am beschte guer net sollt stattfannen, wann dat méiglech ass.

An et ass jo eigentlech opschlossräich, dass d'Géigner vun der IVG, ech schwätze vun de radikale Géigner, ëmmer och Géigner vun enger selbstbestëmmtener oder dacks Géigner vun enger selbstbestëmmtener Sexualopklärung a Verhütung sinn, well se d'Fra historesch ëmmer gesinn hunn an hirer reproduktiver an ënnergeuerdneter Roll a se och an déi Roll wollte bewosst drängen.

Net fir näischt war duerfir jo och déi fräiwëlleg Sterilisatioun, vun där mer haut schwätzen, laang strofbar. Ëmsou méi kritikabel allerdéngs fanne mer, a mir schléissen eis do deene Kriticke vun deene Virriedner a -riednerinnen un, déi kritiséiert hunn, dass an de Statute vun der Caisse nationale de Santé zënter dem 12. Mee 2014 d'Intervention sur les trompes avec stérilisation nëmmen nach remboursable ass vun der Krankekeess, wa quasi de Risque vital engagéiert ass.

Hei ass wuel vläicht éischter de Spuerwëllen entscheedend an net de Wëllen, fir ze bestrofen. Obwuel, wann een dat déiwepsychologesch géif ënnersichen emol... Mä falsch ass et trotzdeem, wat do geschitt ass. Mir fuerderen duerfir d'Sozialpartner an d'Regierung an d'Organer vun der Sécurité sociale op, déi dote Bestëmmungen ze sträichen an d'Sterilisatioun erëm remboursable ze maachen, esou wéi dat ëmmer de Fall war.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Nächst Riednerin ass d'Madame Françoise Hetto-Gaasch fir d'CSV.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dë-

sen Dossier ass a bleift nach wie vor e ganz sensibelen an och e ganz delikaten Dossier. Den Här Gloden, deen huet jo elo d'éineschters schonn déi verschidde juristesch Aspekter beliicht. Ech wäert dann a menger Interventioun nach op e puer wesentlech Punkten agoen, déi fir d'CSV awer ganz wichteg sinn.

Éischtens emol déi zweet obligatoresch Consultatioun.

Aus dëser obligatorescher Consultatioun gëtt jo elo eng fräiwëlleg Consultatioun. Abee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo hei kee Plädoyer fir oder géint eng obligatoresch Consultatioun halen, mä ech wëll awer d'Daseinsberechtegung vu Motiounen hannerfroen. Sécher, net all Motioun, déi hei an dësem Haus ugeholl ginn ass, gouf och ëmmer ëmgesat a weider suivéiert. Mä net all Motioun behandelt awer och esou e sensibele gesellschaftspoliteschen Thema wéi deen heiten.

Ech kommen duerfir net derlaanscht, fir e puer Sätz ze zitéieren aus där Motioun, déi beim Débat a beim Vote iwwert den Avortement 2012 eragereecht an och gestëmmt gouf. Sätz, déi e wichtegen Appell un d'Regierung duerstellen.

An dëser Motioun gouf d'Regierung invitéiert, derfir ze suergen, eng breet Informatiounscampagne iwwert d'Contraceptioun ze lancéieren; derfir ze suergen, dass d'Services d'assistance psychosociale sech gemeinsam Regele géife ginn, fir de Fraen eng adequat Prise en charge ze garantéieren; derfir ze suergen, dass d'Qualitéit an d'Neutralitéit vun den obligatoresche Consultatiounen iwwerwaacht ginn. An d'Regierung gouf mat dëser Motioun opgefuerdert, no dräi Joer, dat wier Enn 2015, eng Evaluatioun vun der Emsetzung vun den Dispositioune vun deem neie Gesetz ze maachen.

Dës Motioun gouf eragereecht an ass ënnerschriwwen, ënner anerem, vun der heiteger Gesondheetsministesch a vum Här Bodry. Den Här Bodry sot deemools hei op der Tribün, an ech erlabe mer, Här Bodry, lech ze zitéieren: „Ech mengen, dass et eng Responsabilitéit ass vun der Chamber, wann nei Texter kommen, notamment Texter, wou d'Theorie oft eent ass an d'Praxis um Terrain eppes aneschters ass, dass do wierklech gepréift gëtt, wéi déi nei Texter och gräifen, ob déi Zilsetzungen, déi ee sech ginn huet, ob déi och wierklech realiséiert ginn an ob och déi néideg Mëttelen eigentlech do sinn, fir déi Texter kënne konkret (veuillez lire: korrekt) ëmzesetzen."

E bësse méi wäit sot Der: „Da schéngt eis wichteg ze sinn, opgrond vun deem obligatoresche Charakter vun där Berodung - nach méi, wéi wann et nëmmen e fakultative Charakter wär -, dass u sech d'Qualitéit an d'Wäerteneutralitéit vun där Berodung do am A behale ginn, dass d'Regierung eng Rei vu Virgabe gëtt an déi dote Richtung, dass natierlech um Terrain Kontrolle stattfannen, dass Qualitéit a Wäerteneutralitéit vun där Berodung do och wierklech stattfannen an net nëmmen an den Texter oder an Absichtserklärungen drastinn."

An dann: „Also spéitstens no dräi Joer gëtt vun der Regierung verlaangt, dass eng Evaluatioun gemaach gëtt vun der praktescher Emsetzung vun deem heite Gesetzestext an all senge Facetten. An dat ass net nëmmen en internt Dokument fir d'Regierung, dat ass en Dokument, wat der Chamber muss virgeluecht ginn."

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wou ass dat Dokument? Wou ass dës Evaluatioun? Souguer den deemolege Gesondheetsminister, an ech mengen, Här Chamberspresident, Dir stitt deem immens no, deen huet gesot: „D'Regierung ass der Meenung, dass déi Motioun ganz gutt ass a wär och ganz frou, wann d'Chamber se géif esou ënnerstëtzen." Ech stellen dofir just eng eenzeg Fro: Wisou gouf dës Evaluatioun net gemaach, éier d'Gesetz ëmgeännert ginn ass?

Dir Dammen an Dir Hären, mä och ouni Motioun wier et nëmmen normal, et dierft am Fong geholl guer net aneschters sinn, dass een, éier een e Gesetz ëmännert, fir d'Éischt emol analyséiert, wat gutt a wat manner gutt an deem bestehenden Text fonctionnéiert. Esou eng Evaluatioun hätt de Virdeel, dass een, wann een iwwer eng zweet Consultatioun wëllt diskutéieren, dat en pleine connaissance de cause kéint maachen. Vläicht hätt sech erginn, dass d'Consultatioun näischt bréngt. Dat géif verschidde Leit an hirem Vote bestäerken. A wa se positiv ausgefall wier, dann hätt een Argumenter, fir se bäizebehalen.

An der Belsch, do mussen d'Fraen, déi wëllen avortéieren, och un engem psychosoziale Gespréich deelhuelen an da sechs Deeg ofwaarden, éier se kënnen eng IVG maache loossen. Och an der Belsch gouf sech d'Fro gestallt, ob dës Consultatioun dann eng Plus-value géif duerstellen.

Doropshin huet d'Universitéit vu Gand eng Etüd bei 971 Fraen duerchgefouert, fir hiert Gefill a fir hir Aschätzung par rapport zu dësem Gespréich ze kréien. All Zenter, wou IVGe praktizéiert ginn an der Belsch, krut déi Questionnairen an déi sinn dann duerno un déi Frae weiderverdeelt ginn, déi wollten ofdreiwen.

An d'Äntwerte weisen, dass d'Frae sech virum Gespréich gestresst gefillt hunn, am Zweifel waren an anerersäits awer och décidéiert waren, fir ze avortéieren. Nom Entretien hu se sech rassuréiert a besser gefillt. Meeschtens souguer gouf hir Détermination renforcéiert, well se sech konnte mat Professionellen austauschen, all hir Froe beschwätzen an Alternativen ausdiskutéieren, fir dann en pleine connaissance de cause hir Décisioun ze huelen. D'Konklusioun vun der Uni Gand: Dëst Gespréich am Virfeld vum Avortement mat Professionelle gouf als positiv Mesure vun de Frae bewäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dofir nach emol meng Fro: Wisou gouf dës Evaluatioun, déi an der Motioun ganz kloer gefuerdert ginn ass, net gemaach? Mir verstinn net, dass ee bereet ass, eppes ze änneren, ouni ze wësse firwat. Well ouni Evaluatioun kann een net wëssen, ob dës Consultatioun bis dato eppes bruecht huet oder net.

Zweete Punkt. Fir dass et zu enger Schwangerschaft kënnt, muss ee jo zu zwee sinn. Hei ass déi Persoun, déi jo awer maßgeblech d'Schwangerschaft erbäiféiert, an dësem Gesetz emol net ernimmt. E schéngt weder Rechter nach Flichten nach iergendeng Responsabilitéit ze hunn! Et gëtt en net, de Mann! A genee dorunner stoussen ech mech als fréier Chancëgläichheets-, Gläichstellungsministesch.

Dobäi géif ech et als selbstverständlech emfannen, wann de Mann präsent wier bei der Consultatioun oder souguer seng Partnerin bei der IVG géif begleeden an ënnerstëtzen, wann hien da seng Responsabilitéit a senger sexueller an affektiver Relatioun géif iwwerhuelen, souwuel wat d'Preventioun vun de Krankheeten ugeet wéi awer och an der Décisioun, jo oder neen zu engem Kand ze soen.

Drëtte Punkt. Ech vermëssen, grad wéi och de Planning familial an d'Commission consultative des droits de l'Homme, dass e seriöst Wuert iwwert d'Preventioun an dësem Gesetz steet. Dëst Gesetz dréit enger Resolutioun vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe vum 16. Abrëll 2008 Rechnung, wou ganz besonnesch Wäert op „éducation sexuelle et relationnelle obligatoire pour les jeunes, adaptée à leur âge et leur sexe" geluecht gëtt. Eng adequat Sexualerzéiung géif sécher och verhënneren, dass et esou dacks misst zu Schwangerschaftsofbréch kommen.

Ech fannen et net normal, dass am Joer 2014, wou een hei zu Lëtzebuerg d'Pëll gratis kritt, wou ee jo awer misst - an ech betounen „misst" - opgekläert sinn iwwer méiglech Preventiounsmesuren, dass esou vill Frae mussen eng Schwangerschaft ofbriechen, well se net gewollt war! Et gëtt bestëmmt Fäll, wou et mat der Contraceptioun net geklappt huet an et doduerch zu enger ongewollter Schwangerschaft kënnt. Mä méiglecherweis awer och, well d'Responsabilitéitsgefill heiansdo net ganz staark ausgeprägt ass. Dowéinst soll ee sech emol iwwerleeën, ob et net sënnvoll wier, fir verstäerkt an d'Contraceptioun en général ze investéieren, och an de Remboursement, soudass et net misst zu IVGe kommen.

E Schwangerschaftsofbroch soll d'Exceptioun bleiwen!

Dofir zum Schluss e waarmen Appell un d'Regierung, fir verstäerkt op Opklärung ze setzen, d'Léierpersonal an dëser Hisiicht och ze forméieren an donieft e Suivi vum Plan d'action vun 2013 ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hetto-Gaasch. Nächst Riednerin ass d'Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, endlech kritt och Lëtzebuerg en Ofdreiwungsgesetz, dat op Entscheedungsfräiheet an op der Entkriminaliséierung baséiert. Esou wéi all Mënsch d'Recht huet, selwer ze bestëmmen, wat mat sengem Kierper passéiert, soll och an Zukunft eng Fra, déi schwanger ass, décidéieren däerfen, ob si d'Schwangerschaft ofbrécht oder net. Si eleng huet d'Recht iwwer hiert Liewen, hir Liewensplanung an och iwwer hire Kierper ze bestëmmen!

Esou wéi de Planning familial, den Nationale Fraerot, CID-Femmes a weider Fraebewegungen et schonns laang fuerderen, a wéi och déi fréier LSAP-Deputéiert Lydie Err et an hirer Proposition de loi virgesinn hat, gëtt dem Selbstbestëmmungsrecht vun de Fraen endlech Rechnung gedroen. D'Fraen däerfen an Zukunft, opgrond vun der Fristeléisung, innerhalb vun den éischten zwielef Schwangerschaftswochen eng IVG duerchféiere loossen, ouni sech mussen dofir ze rechtfäerdegen.

Et ass ze begréissen, dass d'Regierung an dësem Projet de loi e Progrès am Beräich vun de Fraerechter ustrieft. D'IVG gëtt aus dem Code pénal erausgeholl, wat 2012 bei der Reform mat den deemolege Majoritéitsverhältnisser net méiglech war. Wéi vill Fraen deemools war och ech vun deem Kompromëss op der Bevormundung, also op Käschte vun de bevormundete Fraen, u sech enttäuscht an hu Petitiounen ënnerschriwwen an u Protestpiqueten deelgeholl. An dofir sinn ech frou driwwer, dass haut meng Partei, d'LSAP, endlech hir Revendicatioune ganz kann ëmsetzen. An et ass mer eng Éier, däerfen haut fir dat fortschrëttlecht Gesetz ze stëmmen.

Ech muss awer och soen, dass ech als jonk Fra frou driwwer sinn, dass mer haut net méi driwwer diskutéieren, ob vum Législateur iwwerhaapt virgesi soll ginn, ob eng Fra däerf dësen Agréff, also ob d'Fra d'Recht op dësen Agréff huet. Ech selwer stelle mer déi Zäite schrecklech vir, wou betraffe Frae mat kengem konnten driwwer schwätzen, mä e schlecht Gewësse gemaach kritt hunn, esou nom Motto: „Selwer schold. Du häss besser sollen oppassen, da wiers de elo net an deem Misär."

Laang genuch hu Frae virgeworf kritt, si hätte keng Moral, géifen aus purem Egoismus ofdreiwen a sinn als Mäerderinne vernannt ginn. An emol net un dat Leed vun deene Fraen ze denken, déi zum Beispill duerch e Viol schwanger gi sinn a keen Accès zu engem Ofbroch haten oder carrément zur Mammeschaft gezwonge goufen!

Domadder wëll ech soen, dass et gutt ass, dass mir vun dësem fraefeindlechen, konservativen a klerikalen Denken ewech sinn an d'Fro vum Schwangerschaftsofbroch künfteg an der Perspektiv vun der Santé publique behandelt gëtt. Et ass och gutt, dass déi medikamentös wéi och déi chirurgesch Interventioun vun der CNS remboursëiert ginn. An et ass och gutt, dass déi zweet Consultatioun net méi obligatoresch, mä fakultativ offréiert gëtt, fir dass déi Concernéiert fräiwëlleg op eng psychosozial Berodung zréckgräife kënnen, déi neutral muss sinn a wou d'Fraen net jugéiert ginn, mä informéiert an an hiren Décisioune begleet.

Och wa Politiker heibannen un der zweeter obligatorescher Consultatioun festhalen, esou war de Fraen domadder ni e Gefale gemaach, au contraire! An der zousätzlecher Zwangsberodung hunn d'Frae riskéiert, sech rechtfäerdegen ze mussen. Si hu sech misse frieme Leit uvertrauen, hir Intimitéit Präis ginn an op Froen äntwerten. An dat war erniddregend! De Konflikt, an dee Fraen duerch hir Décisioun fir oder géint e Kand geroden, dee ka keen hinnen ewechhuelen, ob mat oder ouni obligatoresch Berodung. Dee politesch gemaachte Konflikt awer schonn.

Den Äerzbëschof huet kierzlech a sengem „Appell an die Verantwortung" ugefouert, dass sech mat der Reform e kulturelle Wandel ausdréckt, dee besuergniserregend wier, well eis Gesellschaft de Schwangerschaftsofbroch zu engem Instrument vun der Liewensplanung géif trivialiséieren.

Ech wëll betounen, dass keng Fra an der Ofdreiwung e bequeme Moyen zur Gebuertekontroll gesäit oder, fir d'Presidentin vum Planning familial aus enger vun hire Cartes blanches ze zitéieren: „D'Frae mussen och nach schëlleg sinn, well se net amstand sinn opzepassen. Si mussen e schlecht Gewëssen hunn, well se an deene 40 Joer oder 10.080 Deeg, an deene se fruchtbar sinn a musse verhidden, et emol vergiess hunn, schwaach waren oder krank. D'Frae ginn higestallt wéi gehirlos Wiesen, déi nëmmen drop laueren, datt de Schwangerschaftsofbroch legaliséiert gëtt, fir dann drop lass ze avortéieren."

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Frechheet! Et ass eng Frechheet, eis Fraen ze ënnerstellen, mir wiere verantwortungslos a géifen herno einfach een Ofbroch nom aneren duerchféiere loossen, ouni richteg driwwer nozedenken, an dass een eis virun eis selwer misst schützen.

Nach eng Kéier: Eng IVG ass keng Partie de plaisir! Et handelt sech net ëm eng Kamell, déi een einfach ofschléckt an da sinn d'Problemer vergiess. An denke mer och drun, dass eng IVG medikamentös just am Ufank vun der Schwangerschaft méiglech ass. Allerdéngs kënnt et no engem Ofbroch oft nach zu Bluddungen. D'Fraen hunn oft eng onmoosseg Péng a sinn och soss net an enger ganz agréabeler Situatioun. A vu kierperlechen Aktivitéite gëtt hinnen och nach ofgeroden.

Et ass en Acte de santé sexuel intime, dee sech iwwer e puer Etappen zitt, woubäi déi Betraffen oft och net an der Lag sinn, während e puer Deeg schaffen ze goen. Well et ass eppes aneschters, wann ee sech mëttes eng Kéier fräihëlt, fir bei den Dokter ze goen.

An dofir wëll ech op dëser Plaz och un déi wäertvoll Aarbecht vun all deene Professionellen a Bénévolle gedenken, déi d'Fraen an deene schwierege Momenter begleeden, se soignéieren an hinnen zur Säit stinn.

Ze mengen, wann d'IVG legaliséiert gëtt, dass dann d'Agréffer géifen an d'Luucht goen, ass falsch! Éischtens weisen Etüden, dass eng repressiv Gesetzgebung net zu enger Reduktioun vun Ofdreiwunge féiert. An zweetens hu mir hei am Land vill Fraen, déi sech elo schonns bewosst fir e Schwangerschaftsofbroch entscheeden. Eleng de Planning familial schwätzt fir 2013 vun etwa 389 Fäll. Déi jéngste betraffe Fra hat zwielef Joer an déi eelste 47. Dat ass eng Realitéit, déi mer mussen zur Kenntnis huelen. Och wann déi konservativ a klerikal Lageren dat net wëlle gesinn!

Et ass net esou, wann een eppes zum Tabu mécht, dass et dann net geschitt. An et hëlleft och näischt, de Kapp an de Sand ze stiechen. An dofir musse mer driwwer diskutéieren, ënner wat fir engen Ëmstänn a Konditioune Fraen ofdreiwen.

Gläichzäiteg muss och d'Preventioun verstäerkt ginn. Ech wënsche mer, dass mer an deenen nächste Jore ganz konkret virukommen an d'Moyenen an deem Beräich verstäerken. E modernt a fortschrëttlecht IVG-Gesetz muss de pair goe mat Preventiounsmesuren. Dozou gehéiert den nationale Plang vun der Éducation sexuelle et affective. Bei der Opklärungsaarbecht goufen an de leschte Joren Efforte gemaach, an awer trëfft een ëmmer nach op Jonker, déi net genuch iwwert d'Léift, d'Sexualitéit an d'Familljeplanung informéiert sinn.

Eng Partie Elteren di sech och schwiereg mat deem Thema a vill Jonker traue sech net, bei déi Erwuessen ze goen oder wëssen och net, wou se Äntwerten op hir Froen a gegebenenfalls Hëllef kréien. Déi Ängscht, déi bestinn, wa mer méi opklären, dass dann déi Jonk méi sexuell aktiv ginn, sinn net berechtegt! Studien an Evaluatioune vu Programmer weisen, dass Jugendlecher duerch eng gutt Sexualerzéiung an der Schoul oft méi spéit a manner, dofir awer méi bewosst sexuell Rapporten hunn.

Am Aktiounsplang fir d'Sexualerzéiung geet et och ëm de Respekt, d'Recht op Selbstbestëmmung, awer och ëm d'Recht op d'Freed. Den Unterrecht soll sech net just op d'Évitéiere vu sexuelle Krankheete limitéieren. D'Sexualitéit soll enttabuiséiert ginn an ënner all hire Facettë gekuckt ginn, op eng tolerant an op eng oppe Manéier. An de Programm ass och als Gewaltpreventioun ze gesinn.

Am Regierungsaccord steet, dass d'Aktioune sollen ëmgesat ginn an d'Koordinatioun vum Groupe de pilotage soll assuréiert ginn. En Outil fir d'Evaluatioun an de Suivi vum Programm soll ausgeschafft ginn. An dofir hunn ech och eng Fro un d'Regierung: Wou sidd Dir mat deenen Aarbechten drun? Si schonns konkret Aktioune realiséiert ginn, respektiv an der Maach? A wéi gesäit de Suivi vun der Plattform aus, wou am Juli d'lescht Joer den Aktiounsplang lancéiert gouf?

A wa mer vu Preventioun schwätzen, firwat och net e verbesserten Accès zu alle Verhütungsmëttel, an dat net nëmme fir déi jonk Leit.

Ofschléissend wëll ech ervirhiewen, dass Fraen, déi ongewollt schwanger ginn, net däerfen eleng gelooss ginn. A selbstverständlech, wann de Partner do ass, wann et dee gëtt, soll och deen zu Wuert kommen. Mä a leschter Instanz läit d'Décisioun net bei de Politiker, net bei den Dokteren an och net beim Mann, mä bei der schwangerer Fra selwer a si soll fräi soe kënnen: Mäi Bauch gehéiert mir!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Bofferding. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Regierung; fir d'Éischt den Här Justizminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. A Merci och direkt un d'Rapportrice fir hiren, wéi ech wierklech fannen, exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Merci awer och un all d'Membere vun der Commission juridique an och deene vun der Commission de la Santé, déi sech un den Diskussioune bedeelegt hunn. Et ware ganz flott a konstruktiv Diskussiounen, déi mer do haten. Wéi ech och fannen, dass haut an der

Chamber selwer d'Diskussiounen zu kengem Moment d'Dignitéit verluer hunn. An dat, wësse mer aus anere Länner, ass net ëmmer an iwwerall an deemselwechte Mooss de Fall. An dofir Merci nach eng Kéier.

Ech muss soen, et ass net ouni Emotioun, dass ech dëse Projet am Numm vun der Regierung haut konnt hei mat Iech diskutéieren, well mer en fait eng Diskussioun zu engem Ofschloss bréngen, déi 36 Joer, mindestens, amgaang war. An esou wéi mer 1978 d'Diskussioun eng éischte Kéier konnte richteg opmaachen, mam Argument vun der Selbstbestëmmung vun der Fra, brénge mer d'Diskussioun och op en Enn.

D'Argument huet net geännert. D'Argument huet just 36 Joer gebraucht, bis et sech iwwerall esou konnt duerchsetzen, dass eng parlamentaresch Majoritéit och an den Text dat konnt ophuelen, wat zënter méi wéi 36 Joer scho richteg war. Dorunner hu vill Leit geschafft, net just déi, déi haut an der Chamber oder an der Regierung sinn, mä vill Leit, déi sech agesat hunn a sech, wéi ech fannen, zu Recht dofir agesat hunn.

Mam Vote vun dësem Projet ginn ech als Justizminister och en Deel vu mengen Attributiounen of, dohinner wou se, a mengen Aen, ëmmer hätte misse sinn, nämlech bei d'Gesondheetsministesch. Well et ass keng Fro vum penale Recht. Et hätt scho laang keng méi dierfe sinn! A wa mer dat haut eréischt vollzéien, dann ass et eigentlech relativ spéit.

Mä den Här Urbany huet net Onrecht, wa mer ronderëm eis kucken an Europa, da wësse mer, dass mer op där heiter Fro ëmmer musse wuechtsam bleiwen. Et gëtt genuch Leit, déi mengen, dass een hei och d'Rad vun der Geschicht kéint zréckschrauwen. Ech mengen, dass dat zu Lëtzebuerg net wäert de Fall sinn, wann dës Zoustännegkeeten definitiv eenzeg an eleng do sinn, wou se higehéieren, am Beräich vun der Zoustännegkeet vum Gesondheetsministère.

Haut wäerte mer de Schwangerschaftsofbroch depenaliséieren, deelweis, net ganz. Dat ass richteg. Och do ass den Här Urbany schonn drop agaangen. Ech wëll awer soen, wa mer de Schwangerschaftsofbroch ganz wéilten depenaliséieren, guer näischt méi ënner Strof stellen, da misst ee gläichzäiteg och a konsequenterweis soen, dass een och d'Frist, déi mer hunn, an déi d'Regierung net nei an d'Diskussioun bruecht huet - déi aktuell Délaie vun 12 respektiv 14 Wochen hale mir fir adequat an net enger neier Diskussioun bedürfteg -, a wann een also plädéiert fir eng komplett „Depenaliséierung" - tëscht Gänseféisercher -, plädéiert een och gläichzäiteg fir d'Ofschafe vun all Frist, vun all Délai. Well et huet kee Sënn, Délaien am Gesetz bäizebehalen, wann ee seet, mä d'Netanhale vum Délai huet keng Konsequenzen.

Dat ass net d'Meenung vun der Regierung. Dofir hu mer et och net komplett depenaliséiert, well mer mengen, dass et eng Frist muss ginn. Déi Fristen, déi mer scho laang an eisem Gesetz hunn an déi mer net enger neier Diskussioun wollten ënnerwerfen. An dofir kann een och net, an den Ae vun der Regierung, d'Depenaliséierung zu honnert Prozent realiséieren.

Et ass och net esou, dass mer duerch dëst Gesetz elo d'Rechter eesäiteg géife beschreiwen. Mir mengen, mir beschreiwe se richteg. Mä et bleiwen och aner Rechter hei am Équiliber mat bestoen. Den Här Gloden huet eng Duerstellung gemaach, wéi wann dat heiten eng eesäiteg Opdeelung vun de Rechter wier, déi hei sech an engem Spannungsfeld zum Deel géintiwwer befannen. Ech mengen net, dass dat richteg ass.

Éischtens, well d'Depenaliséierung jo net komplett gemaach gëtt, aus deene Grënn, déi ech virdru genannt schonn hunn. Zweetens, well déi Gewëssensklausel jo och erhale bleift. Eng Gewëssensklausel, där hire prakteschen Nährwert een awer dierf hannerfroen. Well d'Virstellung, dass eng schwanger Fra wéilt bei en Dokter goen, deen dann aus perséinlecher, moralescher Iwwerzeegung de Schwangerschaftsofbroch net wéilt virhuelen, an dass déi Fra deen op d'Geriicht géif huelen, fir hire Wëllen duerchzesetzen, dass deen Akt un hir vun deem Dokter géif praktizéiert ginn, déi Virstellung entsprécht jo kenger Realitéit.

Wann dat Vertrauensverhältnis tëschent der schwangerer Fra an dem Dokter net ginn ass, dann ass dat Éischt, wat déi Fra mécht, bei en aneren Dokter ze goen. Dofir ass déi Klausel vun engem relativ gerénge prakteschen Nährwert, mä si dréit awer am Text trotzdeem dozou bäi, dass een, mengen ech, net ka vun engem eesäitegen Text schwätzen.

An Äre Verweis, Här Gloden, op dem Lucien Weiler seng Ried an de Verweis a senger Ried op d'Cour européenne des droits de l'Homme wëll ech awer an deem Sënn rectifiéieren, dass deen Text, deen haut d'Chamber stëmmt, deen ass a kengem Punkt net konform zu der Europäescher Konventioun. Dat ass e Gefill, dat vläicht hei entstanen ass, mä dat ass net esou. Dësen Text ass en tout point conforme a keen Artikel vun dësem Text wäert zu Stroossbuerg riskéieren, am Kader vun engem Recours gekippt ze ginn. Dat hei ass also mat der Konventioun iwwert d'Mënscherechter zu honnert Prozent konform.

Déi gréisst Ännerunge sinn natierlech d'Ofschafe vun der Détresse, déi am Text steet. Ech weess och, dass d'Kolleege vun der CSV sech dorunner stoussen. Wann een awer éierlech ass, muss ee soen, dass och schonn deen Text, deen zënter 2012 besteet, nëmmen eng ganz relativ Bedeitung der Détresse bäigemooss huet. D'Détresse stoung wuel nach am Text. Hannendru stoung awer, dass d'Fra ganz eleng a souverän décidéiert, wéi eng Konsequenzen dass se zitt. Soudass et, mengen ech, eng ganz subjektiv Notioun vun Détresse ass, déi drastoung, a keng objektiv.

Et kann een also, mengen ech, net soen, dass deen Text, dee mer haut hunn, op deem dote Punkt vun enger Kloerheet wier a vun enger objektiver Argumentatioun hier géif découléieren. Et ass och elo schonn am Text esou, dass d'Fra décidéiert huet.

Mä et ass een Text, deen dofir och eng gewëssen Onéierlechkeet a sech huet. An ech mengen, dass déi Formulatioun, déi mer haut wäerte stëmmen, op deem dote Punkt dann och Schluss mécht mat där Form do vun Hypokrisie. Hei geet et eendeiteg net méi ëm eng Situation de détresse, déi ee selwer aschätzt oder fréier anerer fir een ageschat hunn. Haut geet et ëm Selbstbestëmmung. An dat ass déi Iddi, déi an den Text haut soll erakommen.

Mir ginn och dofir op de Wee vun enger eendeiteger Fristeléisung, déi och déi néideg - an dat ass och virdru scho gesot ginn - juristesch Kloerheet huet. Dësen Text ass juristesch wesentlech méi kloer an applikabel, wéi deen Text, wéi mer en zënter 2012 hunn, deen e Kompromëss war.

Wat ofgeschaf gëtt, ass de Consentement par écrit. D'Kommissioun huet do, an den Ae vun der Regierung, och déi richteg Décisioun geholl. Hei geet et ëm d'Selbstbestëmmung vun der Fra. Et huet een net drun ze zweifelen, wann eng Fra déi Décisioun hëlt. Déi muss dat net och nach eng Kéier schréftlech bestätegen. Dat ass, mengen ech, eng Saach, déi elo och besser geregelt ass.

D'Ofschafe vun der zweeter obligatorescher Consultatioun: Och do muss ee rappeléieren, dass déi zwou Consultatiounen net zweemol datselwecht maachen. Dat entsteet duerch deen Ausdrock „déi zweet obligatoresch", wéi wann et zweemol datselwecht wier. Dat ass net de Fall. Déi éischt ass eng reng medezinesch an déi gëtt och dofir onbedéngt bäibehalen. Déi zweet war méi eng psychologesch Berodung, déi awer obligatoresche Charakter hat.

Mir schafen och déi Berodung net of. Den Ënnerscheed ass: Aus deem, wat elo eng Flicht ass, gëtt an Zukunft e Recht. Jiddwer Fra huet d'Recht op Berodung, wa si et da selwer fir sech wënscht a wa si et brauch. Mä d'Flicht, déi mer bis elo kennen, déi eigentlech dem Recht op Selbstbestëmmung widderspréicht, déi gëtt ofgeschaaft, an dat ass a mengen Aen och richteg esou.

E Punkt, deen awer bäibehale gëtt, dat ass den Artikel 352 vum Code pénal, dee weiderhi kloerstellt, dass ausser d'Dokteren, an ënnert deene Konditiounen, déi am Gesetz beschriwwe sinn, selbstverständlech keen aneren dierf en Avortement virhuelen. Dat, wat se a Frankräich ëmmer „faiseuses d'anges" genannt hunn, dat ass zu Lëtzebuerg ausdrécklech verbueden an dat bleift och ausdrécklech verbueden. Dat kann nëmmen an optimaalste medezinesche Konditioune stattfannen.

A jiddwereen, deen net d'Recht huet, e Schwangerschaftsofbroch virzehuelen, dee riskéiert och Prisongsstrofen, wann en dat géif maachen. Zum Beispill, fir ze évitéieren, dass een net bei en Dokter geet, fir ze évitéieren, dass een dat dobausse wéisst, da géif dat am Haus gemaach ginn. Mir wësse jo, wou mer op deem doten Thema, vu wou dass mer do hierkommen.

Wat net ännert, dat ass d'Situatioun vun de Mineuren, well mer och mengen, dass déi Situatioun richteg geregelt ass. Och an Zukunft muss e Mineur déi Décisioun kënne selwer huelen, och wann e mat den Elteren net enger Meenung ass. En huet awer gläichzäiteg och d'Recht, mat senger Décisioun net eleng gelooss ze ginn. Dofir bleiwen déi Consultatioune bei de Mineuren och obligatoresch, well se besonnesch schützbedürfteg sinn.

An do muss ee sécherstellen, dass all d'Informatioune kënnen un déi schwanger mannerjähreg Fra kommen. A si huet och d'Recht, sech begleeden ze loossen, mä dat mussen net d'Eltere sinn. Dat ass och elo schonn am Gesetz esou geregelt an dat ännert och net, well mer déi Dispositiounen ausdrécklech bei Mannerjährege fir onbedéngt noutwendeg ugesinn.

E puer Remarquë just nach, Här President, fir den eenzelnen Orateuren och nach eng Kéier kuerz ze äntwerte vun der Oppositioun.

D'Madame Hetto huet d'Fro no der Motioun gestallt an no hirer Bilanzéierung. Do trennt eis eppes ganz kloer, Madame Hetto. Dir frot no der praktescher Auswierkung vun der Regelung vum aktuelle Gesetz. Mir soen Iech, fir eis ass et keng Fro vu prakteschem Resultat. Fir eis ass et eng prinzipiell Fro. Et geet ëm d'Selbstbestëmmung vun der Fra.

Soll eng Consultatioun bei den Dokteren obligatoresch sinn oder net? Dat ass keng Auswäertung vu prakteschen Elementer. Dat ass eng prinzipiell Fro, déi déi Koalitioun an d'Majoritéit an der Chamber haut esou beäntwert. An och Iech wëll ech rappeléieren, dass mer dofir déi Consultatioun net ofschafen, mä aus enger Flicht gëtt e Recht. An de Stat huet weiderhin d'Obligatioun, dat oprechtzëerhale fir all déi, déi et wënschen an déi d'Gefill hunn, dass se et brauchen.

Dir stellt och d'Fro, Dir hat et och an der Kommissioun scho gemaach, no der Roll vun de Männer. Déi Fro fannen ech net onpertinent. Mä och, wann ee laang driwwer nodenkt, kënnt een ëmmer zur Konklusioun, dass um Enn awer d'Fra déi ass, déi muss entscheeden. Et ass jo net esou, wéi wann all Fra, déi e Schwangerschaftsofbroch virhëlt, dat hirem Partner géif virenthalen. Et ass net, well et net am Gesetz steet, dass een net däerf driwwer schwätze mat sengem Partner. An dat geschitt jo och.

Mä an deene Fäll, wou dat Gespréich net méi méiglech ass, aus wat fir Grënn och ëmmer, ka jo net um Enn e Recht dostoen op Aenhéicht tëschent dem Partner, deen à l'origine ass vun där Schwangerschaft, an der schwangerer Fra selwer. D'Recht vun der Fra, a leschter Instanz, selbstbestëmmend ze décidéieren, wat se mat hirem Kierper mécht, muss iwwert dem Recht stoe vum Mann, deen hire Partner war. An do kann ee laang driwwer nodenken, Dir kommt net zu enger anerer Konklusioun. Ech hat Iech och an der Kommissioun gesot: Wat äntwert Der selwer an d'CSV op déi Fro, déi Der stellt? An ech waarden do bis haut nach op d'Äntwert.

Den Här Reding huet e Plädoyer gehalen, deen eis net iwwerrascht huet, kloer. Ech wëll dem Här Reding just an engem Saz äntwerten, dass e Verbuet vum Avortement, deen Dir Iech jo am Text wënscht, net dozou féiert, dass et keng Avortemente méi gëtt.

Wat et awer gëtt, dat si vill Fraen, déi stierwen un Avortementen, déi ënner onméigleche Konditioune praktizéiert ginn. Dat ass d'Konsequenz vun engem kloere Verbuet. An dat wësse mer aus der Erfahrung vu ganz ville Länner, wou den Text dat doten esou kloer geregelt huet an d'Realitéit natierlech iwwerhaapt net méi bei den Text duerno passt. Mat onendlech vill Misär bei Fraen, déi leiden, déi dorunner stierwen. An et ass och dat, wat probéiert gëtt, mat dëser Politik net méi ze hunn. Mä de Verbuet suergt net derfir, dass et keng Schwangerschaftsofbréch gëtt.

Voilà, Här President, ech wollt net méi laang drop äntwerten. D'Gesondheetsministesch ass, ech géif soen, vun elo un en charge. Ech gi praktesch de Staf of. Si huet heizou mat Sécherheet och villes ze soen, an ech géif hir gären de Rescht vun der Riedezäit loossen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- An e bësse méi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Justizminister.

Wa mer der Gesondheetsministesch just nach de Rescht vun der Riedezäit loossen, dann huet se nach eng Minutt. Ech wollt awer d'Chamber froen, vu dass eng Rei vu Froe vun den Deputéierte sech u si geriicht hunn, ob mer kënnen e bësse kulant sinn.

(Assentiment)

Madame Minister, Dir gesitt.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gehéieren effektiv och zu deenen, fir déi dat heite Gesetz e weidere wichtege Schratt duerstellt, fir d'Recht vu Selbstbestëmmung fir all Fraen anzekloen. An ech wëll déi puer Minutten, déi de President mer ginn huet, notzen, fir dee Projet aus gesondheetspolitescher Siicht ze betruechten.

Jo, Lëtzebuerg hat nach e Retard, wat d'Depenalisatioun ugeet. An ech si frou, dass d'Regele vun der Interruption volontaire de grossesse elo net méi an enger Penalgesetzgebung verankert sinn, mä an engem Preventiounsgesetz, an engem Gesetz, wat sech beschäftegt mat der Information sexuelle. An et ass och effektiv do, wou et higehéiert.

D'Unerkenne vum Schwangerschaftsofbroch ass e Problem vun ëffentlecher Gesondheet. Dat ass natierlech e Punkt, dee mir besonnesch um Häerz läit. Natierlech geet et och dorëms, fir ze verhënneren, dass Fraen eng Interventioun am Ausland maache mussen, ouni weidere medezinesche Suivi, ouni séier Interventioune bei Komplikatiounen an och ouni Hëllef an Orientatioun vu kompetenten Infrastrukturen an Associatiounen, déi an deem doten Domän schaffen an déi sech och asetzen, fir ronderëm den Thema vun der Sexualitéit virun allem Tabuen ze briechen, a vu klengem un drop awierken, dass mer en aneren Ëmgang mateneen hunn.

An dofir wëll ech hei ervirsträichen, dass mam Opschaffe vum Gesetz net nëmmen eng Verbesserung fir d'Selbstbestëmmung vun der Fra stattfënnt, mä och eng ganz Rei vu Qualitéitsverbesserungen agefouert ginn, souwuel wat déi medezinesch an déi psychosozial Betreiung ugeet wéi och d'Vernetzung vun de medezinesche Servicer an deenen Organismen, déi an deem dote Beräich aktiv sinn. An dat sinn natierlech Verbesserungen, déi schwéierpunktméisseg de Fraen an där Situatioun wäerten zeguttkommen.

Ech sinn hei drop ugeschwat ginn, dass mer dee Programme national de promotion de la santé affective et sexuelle solle weiderféieren. Jo, dat ass effektiv e ganz wichtege Programm. Och deen Aktiounsprogramm, deen do drunhänkt, dee gouf am Juli 2013, also ënnert der viregter Regierung, vu véier Ministere lancéiert. An et ass elo d'Aufgab vun dëser Regierung, fir d'Mise en œuvre vun deem Plang ze maachen. An déi läit mer och wierklech um Häerz, well et geet ëm eng global Approche ronderëm d'Froe vun der sexueller Gesondheet.

Jo, et geet wuel och ëm den Aspekt vum Schwangerschaftsofbroch, fir deen ze thematiséieren, mä et geet awer gläichermoossen och ëm Froe vun der Contraceptioun, vun der Verhënnerung vu sexuell iwwerdrobare Krankheeten, ëm d'sexuell Erzéiung, och ëm d'Formatioun, déi hei ugeschwat ginn ass, ëm spezifesch Besoine vu spezifesche Populatiounen, ëm d'Gender-Aspekter oder och ëm d'Verhënnere vu Pressioun a Gewalt. An ech wëll mech am Numm vun der Regierung hei derfir ausschwätzen an asetzen, dass déi verschidden Aktioune vun deem Plang och herno ëmgesat ginn.

Jo, effektiv, Här President, mir dierfen d'Preventioun net vergiessen. A mir musse mat deene Jonken, mat eise Kanner nach vill méi iwwer Sexualitéit a Contraceptioun oder och iwwer Präservative schwätzen. Well och, wann dëst Gesetz et der Fra méi einfach mécht, eng schwéier Décisioun ze huelen, esou ass dach awer eent vun eisen Haaptziler - an dat, mengen ech, ass d'Meenung vun eis alleguerten heibannen -, dass et wa méiglech guer net bis zu enger ongewollter Schwangerschaft soll kommen!

Mir mussen iwwer Preventioun dorobber awierken a vu klengem un iwwert de Respekt mateneen an iwwer en Ëmgang, deen net vun Dominanz a vu Gewalt gepräägt ass, en natierlechen Ëmgang mat der Sexualitéit kréien. An dat ass och eis Aufgab als politesch Décideuren.

Ech wéilt dann ofschléissend ënnersträichen, dass zënter dem bestoende Gesetz vun 2012, wat jo och haut thematiséiert gi war, schonn eng ganz Rei vun eise Partner mobiliséiert goufen, wéi medezinesch Servicer oder Dokteren a psychosoziale Servicer, déi am Domän schaffen. An ënnert der Leedung vum Gesondheetsministère sinn zesumme scho ganz kohärent Proposen ausgeschafft ginn, fir d'Prise en charge vun de betraffene Fraen ze verbesseren, wann et da gewënscht ass - ëmmer, wann et da gewënscht ass!

A mengen Aen ass et och ganz wichteg - an dat ass och scho vu mengem Virriedner gesot ginn -, fir net méi op de Wee ze goe vun där zweeter obligatorescher Consultatioun. Well effektiv soll, wann et gewënscht ass, déi Hëllef do ugebuede ginn, wou se ze kréien ass. Well et geet drëms, den Hëllefsinfrastrukturen dee Rôle ze ginn, dee si solle spillen: ënnerstëtzen, orientéieren a begleeden, an dëst an engem vertrauensvolle Kader an net just an der Exekutioun vun enger Obligatioun.

Ech wéilt awer ofschléissend och nach d'Ouverture vun der Regierung mat op de Wee ginn, fir iwwer all déi Froe ronderëm de Rembourse-

ment oppen ze diskutéieren. Et sinn der vill vun Iech, déi déi ugeschwat hunn. Ech wëll dat och mat am Numm vum Sozialminister soen, dee mer och mat op de Wee ginn huet, dass hien op ass, fir déi Diskussiounen ze entaméieren. A vu dass queesch duerch all Parteien dee Wonsch hei artikuléiert ginn ass, wëll ech dat och mat op de Wee huelen.

Ech wëll och ofschléissend der Rapportrice e grousse Merci soen. Si huet déi Saach gutt gemaach, net nëmmen hei an hirem Rapport, souwuel schréftlech wéi och mëndlech, mä och an den Aarbechte vun deenen zwou Kommissiounen, déi als Jointë sech gesinn hunn, wou vill a gutt geschafft ginn ass. A wou ech denken, dass de virleiende Gesetzesprojet an där gudder Qualitéit, wéi e virläit, och ee Mérite vun deenen zwou Kommissiounen ass, déi zesummegeschafft hunn.

An domat, Här President, hoffen ech, dass ech net ze vill vun Ärer Generositéit abuséiert hunn, a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Merci och. Ech wëll just soen, dass déi véier Ministeren, déi déi Plattform ënnerschriwwen hunn, zefridde sinn doriwwer, dass déi Plattform och konsequent ëmgesat wäert ginn. Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6683 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6683 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mat Jo hu gestëmmt 38 Deputéierten, mat Nee 22. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Gilles Roth et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da wollt ech d'Chamber nach froen, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut iwwergoen. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Statskonte vun 2013. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, déi honorabel Madame Diane Adehm. Dir hutt d'Wuert!

6. 6692 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013

Rapport de la Commission de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Gesetzesprojet 6692 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2013 ass den 30. Mee 2014 an der Chamber déposéiert ginn. Bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2013 war d'Regierung vun engem Wuesstum vun 1,7% vum Bruttoinlandsprodukt ausgaangen. Tatsächlech hate mir e Wuesstum vun 2,1%. D'Inflatioun war mat 1,7% méi niddreg wéi déi erwaarten 2%. De Beschäftegungstaux ass ëm 2% geklommen an trotzdeem louch de Chômage am Duerchschnëtt bei 6,9% fir 2013.

An dësem wirtschaftlechen Ëmfeld huet de Kont 2013 mat engem Defizit vu 690,9 Milliounen Euro ofgeschloss. Dat sinn 132,59 Milliounen Euro méi, wéi am Budget fir d'Joer 2013 virgesi waren.

Dozou muss een awer soen, dass en Emprunt vun iwwer dräi Milliarden opgeholl ginn ass am Joer 2013. Wa mir dësen Emprunt derbäirechnen, schléisse mir de Kont mat engem Iwwerschoss vun 359 Milliounen of.

Zu dësem Emprunt ass nach ze soen, dass zwou Milliarde benotzt gi sinn, fir en Emprunt zréckzebezuelen, deen 2013 fälleg ginn ass, an dass d'Neiverschëldung also ëm eng Milliard geklommen ass.

Här President, a mengem schréftleche Rapport fannt Dir den Detail vun den Zuelen, wat de Compte général vun 2013 ugeet.

Ech wéilt just e puer Posten ervirhiewen, déi wesentlech méi héich waren, wéi am Budget vun 2013 virgesi war. Op der Recettësäit sinn et folgend Posten: d'Recetten aus der TVA waren 170 Millioune méi héich, d'Lounsteier war 112 Millioune méi héich an d'Einnahmen aus der Taxe d'abonnement waren 91 Milliounen Euro méi héich. Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten: 334 Milliounen Euro ginn zousätzlech an d'Spezialfongen, an dëst haaptsächlech an de Fonds communal, de Fonds des routes an de Fong fir d'Garantiesgesetz. D'Transferten un d'Stéit sinn 59,4 Millioune méi héich wéi virgesinn.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenanntener „SEC 95-Presentatioun", ugeet, do huet d'Kommissioun leider misse feststellen, dass dës Zuelen dem Compte général vun 2013 net bäileien. Dobäi hat d'Budgetskontrollkommissioun awer am Kader vum Kont 2010 genee dës Presentatioun gefrot. Dës Presentatioun ass an de leschte Joren och ëmmer vun der Regierung matgeliwwert ginn, ausser ebe fir de Statskont 2013.

Här President, an hirer Sitzung vum 24. November 2014 huet d'Budgetskontrollkommissioun sech mam Statsrot sengem Avis auserneegesat. Wat d'Situatioun vun de Spezialfonge vum Stat ugeet, stellt de Statsrot fest, dass, och wann d'Avoire vun dëse Fonge relativ stabel bliwwe sinn, si dach awer hire Charakter als Reserv iwwert déi lescht Jore verluer hunn.

En anere wichtege Punkt, op deen de Statsrot a sengem Avis hiweist, ass den Déséquiliber tëschent den Einnahmen an den Ausgaben am „Budget pour ordre". Dëse Punkt kënnt och all Joers erëm.

Des Weideren invitéiert de Statsrot d'Regierung, iwwert d'Presentatioun vun de Resultater vun der Exekutioun vum Budget nozedenken. Esou weist de Statsrot drop hin, dass d'Presentatioun vum Budget fir d'Joer 2015 konform ass zu den europäesche Virgaben iwwert d'Gouvernance des finances publiques. Dës Presentatioun weist, wéi d'Statsfinanze sech an den nächste Joren entwéckele wäerten. A genee an dësem Zesummenhang schléit de Statsrot der Regierung vir, eng wirtschaftlech Analys ze maache vun der Ausféierung vum Budget fir dat lafend Joer an dat lescht Joer.

Här President, d'Cour des Comptes weist an hirem Avis zu de Statskonte vun 2013 och op den Déséquiliber tëschent den Einnahmen an den Ausgabe vum Budget pour ordre hin. Des Weideren erënnert och de Rechnungshaff drun, dass d'Budgetskontrollkommissioun am Kader vum Kont 2010 mat der deemoleger Regierung ofgemaach hat, datt d'Statskonte géifen no der europäescher Method, eben der sougenannter „SEC 95-Method", presentéiert ginn.

Des Weideren huet d'Cour des Comptes sech och mat de Rémunératioune vun den Agenten, déi beim Stat schaffen, beschäftegt. Dësen Exercice mécht d'Cour des Comptes all Joers an hirem Avis zum Compte général. Fir 2013 huet de Stat zwou Milliarden 148 Milliounen u Gehälter bezuelt. D'Cour des Comptes huet en Échantillon vun 2.700 Dossiere vu Fonctionnairen, Employéen, Aarbechter a Studenten am Detail kontrolléiert. Dovunner waren der 74 net komplett an an 117 Dossiere sinn Onregelméissegkeete festgestallt ginn. An dësem Zesummenhang huet d'Budgetskontrollkommissioun sech och ausdrécklech derfir ausgeschwat, dass d'Cour des Comptes an Zukunft sollt d'Berechnung vun de Pensioune kontrolléieren, déi u fréier Agente vum Stat ausbezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wéilt ech nach op zwou Recommandatiounen agoe vun der Budgetskontrollkommissioun. Déi éischt ass, wéi gesot, déi, dass d'Regierung an Zukunft erëm soll d'Konten no der Method SEC 95 respektiv an Zukunft da SEC 2010 presentéieren. An deen zweete Punkt ass deen, dass d'Budgetskontrollkommissioun der Iwwerzeegung ass, dass am Kader vun der Iwweraarbechtung vun der Presentatioun vum Budget och d'Kommissioun sech muss eng nei Prozedur ginn, fir hir Kontroll vun der Exekutioun vum Budget an Zukunft ze maachen.

Ofschléissend soen ech nach Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Statskont vum Exercice 2013.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Rapportrice. Den éischte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Roger Negri fir d'LSAP.

Discussion générale

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir wëllen der Rapportrice Madame Diane Adehm e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten, déi ganz sachlech a kompetent waren, a ginn domat den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nach Wuertmeldungen? Jo, d'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och der Madame Rapportrice Merci soe fir hire gudde Rapport an ech ginn och d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Justin Turpel fir déi Lénk. Entschëllegt, eng Sekonn. Ech hat Iech net gesinn. D'Madame Loschetter fir déi gréng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech wollt och just der Madame Adehm Merci soen an den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Fir dass ech Iech an Zukunft net iwwersinn. Den Här Turpel huet elo d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech géif fannen, datt de Kont vum Stat eigentlech derwäert wier, fir seriö diskutéiert ze ginn. Aus deem ganz einfache Grond...

(Interruption et hilarité)

Jo. Aus deem ganz einfache Grond, well de Kont am Géigesaz zum Budget net e Pronostic ass, mä déi haart Wierklechkeet vun deem, wat wierklech geschitt ass, wat de Stat vu Suen ausginn huet a wat en ageholl huet. Well ech et awer net ze laang wëll maachen, wëll ech just dräi Punkten...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...wëll ech just dräi Punkten ervirsträichen. Den éischte Punkt, iwwert deen traditionell ëmmer diskutéiert gëtt, mä deen awer ee Problem bleift, ass d'Differenz zwëschent de Pronosticken am Budget an der Wierklechkeet, wéi se am Kont drasteet. An zwar haaptsächlech, well d'Einnahme relativ systematesch ënnerschätzt ginn.

Ech mengen, datt do och eng Absicht hannendrustécht, fir Stëmmung ze maachen, fir méi ze spueren. A spueren heescht am Prinzip manner Sozialpolitik, méi schlecht ëffentlech Déngschtleeschtungen, mä heescht awer och méi en héicht Akommes, wat net duerch d'Betriber kënnt - ech kommen dorobber zréck -, mä haaptsächlech duerch d'Stéit an d'Leit, déi schaffe ginn.

Ee vun deene wichtegsten Elementer fir dee Pronostic ass nach ëmmer de wirtschaftleche Wuesstum, wéi en ageschätzt gëtt: de Bruttoinlandsprodukt. An do gëtt Lëtzebuerg da meeschtens bei der Budgetspolitik an der Mëtt situéiert. An der Realitéit, an dat gesi mer 2013, ass Lëtzebuerg awer beim BIP bei deene véier, fënnef beschte Länner an der EU.

Een zweete Punkt, deen ech kuerz wëll ervirsträichen, dat ass: Wie bezuelt da wat? An engem Kont gesäit ee jo ganz genee, wie wat bezuelt huet, well et ass jo wierklech dat, wat d'Kontabilitéit ofgeschloss huet. Vun 2012 op 2013, dat heescht vun deem Joer virdru bis op d'Joer, iwwert dat mer elo schwätzen, ass d'Betribs- a Kapitalsteier ëm 100 Milliounen erofgaangen. D'Besteierung vun der Aarbecht ass ëm 330 Milliounen an d'Luucht gaangen.

Wann ech dat e bësse méi wäit kucken, da gesinn ech, datt vun 2000 bis 2013 den Undeel vun de Kollektivitéiten un der Steier vun 30 op 22% erofgaangen ass, an dee vun de Léin vu 34 op 41% zogeholl huet. Souguer d'TVA huet ëm 1% zougeholl, vu 36 op 37%, ouni déi elektronesch TVA. A wa mer wëssen, datt elo e groussen Deel vun der elektronescher TVA soll duerch eng direkt TVA ersat ginn, wäerte mer gesinn, datt deen Trend do nach weidergeet.

An dee leschte Punkt, deen ech mer erlaben ervirzesträichen, dat sinn d'Ongläichheeten, d'sozial Ongläichheeten, esou wéi se am Kont 2013 ganz kloer siichtbar sinn, an dat un zwee Facteuren. Éischte Facteur ass den Ënnerscheed vun deenen 20%, déi am meeschten hunn, vis-à-vis vun deenen 20%, déi am mannsten hunn, deen huet zu Lëtzebuerg esou staark zougeholl - ech ginn elo keng Chifferen, jiddweree ka se selwer liesen - wéi a kengem vun deene Länner ronderëm.

An deen zweete Koeffizient, deen dat och weist, ass den Gini-Koeffizient, deen d'Ongläichheete moosst, wou dat wierklech och d'nämlecht ass. Ouni Sozialtransferten an ouni eis Pensioune wier deen Ënnerscheed nach vill méi grouss. An dat soll een och bedenken, wann een un d'Sozialtransferte fréckele geet oder anere Leit wëllt d'Pensioune weider kierzen.

D'Zuel vun den Aarbechtsplazen huet am nämlechten Zäitraum vun 2000 op 2013 ëm 46% zougeholl, an emol net haaptsächlech d'Frontalieren, mä souguer haaptsächlech d'Inlandsaarbechtsplazen. Trotzdeem huet de Chômage och 2013 zougeholl vis-à-vis vun deene Jore virdrun, souguer haaptsächlech bei de 50- bis 59-jähregen, wat och weist, datt de Wirtschaftswuesstum et net erlaabt, fir de Chômage ze bekämpfen, datt duerfir aner Mëttele mussen agesat ginn. Mä alles dat si Froen, op déi mer sécherlech bei der Budgetsdiskussioun 2015 wäerten zréckkommen. Mä et huet mer wichteg geschéngt, fir ze weisen, datt ee Kont eppes ass, mat deem ee sech wierklech soll seriö ofginn, well mer ewechkomme vum Kaffissazliesen a vu Pronosticken, déi net antrieden, zu der haarder Realitéit, an déi ass net onbedéngt flott fir jiddwereen zu Lëtzebuerg.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. Domat si mer mat der Diskussioun um Enn an d'Wuert huet fir d'Regierung den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.*- ...

Une voix.- Mir héieren Iech net.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.*- Maacht de Mikro un! Ass en elo un? Elo ass en un.

Erlaabt mer, wéi gesot, de Finanzminister ze entschëllegen, deen am Ausland ass. Ech wëll der Madame Adehm e Merci soe fir hire ganz detailléierten an explizitte Rapport. Ech wëll och der Chamber félicitéieren, well mer et dëst Joer fäerdegbruecht hunn, de Compte général vum vergaangene Joer ze stëmmen, ier mer de Budget vum folgende Joer stëmmen. Dat war net ëmmer esou. Ech weess dat, well ech selwer fënnefmol Rapporteur war vum Kont, wou mer zum Deel dräi, véier Joer Retard haten am Exercice. Elo si mer am Trëtt, dat ass richteg, och wann een duerchaus kéint méi driwwer diskutéieren, wéi den Här Turpel bemierkt huet.

Ech wëll just eng Remarque maachen, och am Numm vum Finanzminister, zu engem Punkt, deen an der Kommissioun och de Moien nach opgeworf ginn ass: Dat ass den Écart, dee festgestallt ginn ass bei véier Fonds spéciaux tëschent den Zuele vum Compte général an den Zuelen aus dem SAP-System.

Ech wëll kloerstellen, dass déi Zuelen, déi am Compte général stinn, déi richteg sinn, dass also näischt am Wee steet, dee Vote haut kënne virzehuelen. Déi Zuelen, déi Der elo wäert stëmmen, sinn déi Zuelen, déi stëmmen. Et besteet awer effektiv en Écart mat den SAP-Zuelen. Dat ass net nei, dat ass en technesche Problem op deem Niveau do. D'Regierung engagéiert sech och ze probéieren, deen aus der Welt ze schafen. Dat schéngt awer net esou liicht ze sinn, soss wär dat scho geschitt, well dat do jo scho jorelaang versprach gëtt vu Regierungen, dass se dat aus der Welt wëlle schafen. Ech hoffen, dass mer bis d'nächst Joer dann zumindest den Écart verréngert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Justizminister am Numm vun der Regierung. Dann, mengen ech, wäre mer um Enn ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwergoen. Si huet ugefaangen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6692 et dispense du second vote constitutionnel

Déi perséinlech Ofstëmmungen. D'Konte vun 2013 si mat 55 géint 5 Stëmmen ugeholl

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst ëffentlech Sëtzunge sinn den 9., 10. an 11. Dezember.

Ech soen Iech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.37 heures)

SÉANCE 12 MARDI, 9 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale du 18 février 2003
- *Déclaration de recevabilité*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Question urgente n°0780 de M. Roy Reding relative aux médicaments falsifiés ou contrefaits
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

6. 6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Frank Arndt, M. Gusty Graas, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6566 - Projet de loi facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Interpellation de M. Aly Kaes sur la N7/E421 sur la section Fridhaff-Schmëtt
- *Exposé: M. Aly Kaes (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Claude Haagen, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Aly Kaes pose une question, M. Claude Wiseler intervient)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. François Bausch et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung offiziell op a stellen direkt déi traditionell Fro un den Här Premierminister: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech soen dem Här President Merci fir déi traditionell Fro. Neen, mir hunn am Moment keng.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Premierminister.

2. Communications

Ech wollt dann der Chamber just matdeelen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an Äntwerten hei um Dësch vun der Chamber deponéiert läit, grad wéi d'Lëscht vun deene Projeten, déi zënter eiser leschter Sëtzung deponéiert gi sinn.

Communications du Président - séance publique du 9 décembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6750** - Projet de loi*

- portant transposition, pour la profession d'avocat, des dispositions de la directive 2013/25/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine du droit d'établissement et de la libre prestation de services, du fait de l'adhésion de la République de Croatie, et modifiant:

1. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes

- portant modification de l'article 37-1 (7) alinéa 1er de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014

***6751** - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014

***6752** - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant*

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civile

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014

***6753** - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.12.2014

***6754** - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale du 18 février 2003*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Justin Turpel, Député, M. Claude Wiseler, Député, le 04.12.2014

***6755** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.12.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale du 18 février 2003

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 4. Dezember 2014 huet sech d'Presidentekonferenz och fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6754, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf de 4. Dezember vum Här Eugène Berger, vum Här Alex Bodry, vum Här Gast Gibéryen, vun der Madame Viviane Loschetter, vum Här Justin Turpel a vum Här Claude Wiseler deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech der Propositioun vun der Conférence des Présidents un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Ech erspueren Iech, dee ganzen Ordre du jour nach eng Kéier opzezielen, deen Der iwwermëttelt krut.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord, mat der zousätzlecher Informatioun, dass direkt no der Verabschiedung vum Ordre du jour eng Question urgente kënnt iwwer eng Fälschung vun der Zouloossung vu Médicaments génériques an dass mer en Donneschden als drëtte Punkt, no deenen zwou Heures d'actualité, de Projet de loi, wou d'Madame Nagel responsabel ass, géife virzéien, dat an Ofsprooch mat de Fraktiounspresidenten?

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen direkt dann zu där Question urgente iwwergoen, déi vum Här Kartheiser fir den Här Reding virgedroe gëtt a wou d'Madame Gesondheetsministesch sech bereet erklärt huet, direkt drop ze äntwerten. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

5. Question urgente n°0780 de M. Roy Reding relative aux médicaments falsifiés ou contrefaits

M. Fernand Kartheiser *(ADR), en remplacement de M. Roy Reding (ADR).*- Här President, jo, villmools Merci. Ech sinn hei just a Vertriedung vum Här Reding, dee sech huet missen excuséieren. Ech sinn awer dankbar fir déi Méiglechkeet, déi ech hunn, hei déi dréngend Fro vum Här Reding virzedroen.

Si adresséiert sech un d'Madame Gesondheetsminister, an dat ass bedéngt duerch d'Aarbecht, wat elo erauskomm ass vun der Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé a Frankräich, déi entdeckt hunn, datt en indesche Laboratoire bal systematesch d'Fälschung vu medezinesche Studie gemaach huet. An dat si Bioequivalenzstudien, déi also et erlaben, Generika ze homologéieren, wann d'Patentrechter op d'Originalmedikament ofgelaf sinn. An elo huet sech och d'European Medicines Agency zu London ageschalt, fir do och Studien iwwert déi indesch Etüden do ze maachen.

Dofir wollt ech d'Madame Gesondheetsminister am Numm vum Här Reding froen, ob Lëtze-

buerg esou Virwërf bekannt sinn an ob mir schonn eng Lëscht vu generesche Medikamenter hunn, déi eventuell opgrond vu gefälschte Studien op de Maart komm sinn. A wann dat de Fall ass, ob mer déi Generika dann zréckzéie vum Marché, bis do gekläert ass, wéi zouverlässeg déi Generika oder Medikamenter da wierklech sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt d'Madame Gesondheetsminister Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech wollt direkt dem honorabelen Här Reding a stellvertriedend dem Här Kartheiser, deen déi Fro fir hie gestallt huet, Merci soen, fir mer d'Geleeënheet ze ginn, hei eng Interventioun ze maachen.

Effektiv kann ech confirméieren, dass eng Inspektioun vun der franséischer Agence nationale de sécurité du médicament bei der Sociétéit GVK BIO Irregularitéiten a verschiddenen Dokumenter un d'Liicht bruecht huet. GVK BIO realiséiert effektiv Bioequivalenztester an Indien, opgrond vun deenen d'Autorisations de mise sur le marché ausgestallt ginn.

Och wann elo déi concernéiert Dokumenter net direkt a Relatioun mat dem Bewäis vun der Bioequivalenz stinn, huet de Gesondheetsministère awer décidéiert, nom Précautiounsprinzip, zwou vun den Autorisatiounen ze suspendéieren. Et handelt sech dobäi ëm zwee Génériquen, déi och hei am Land kommerzialiséiert sinn. Den Numm vun deene betraffene Medikamenter ass ESOMEPRAZOLE MYLAN 20 mg a 40 mg. Wéi scho gesot, handelt et sech ëm eng Mesure de précaution. Näischt weist dorobber hin, dass déi Medikamenter e Gesondheetsrisiko fir de Mënsch kënnen duerstellen oder dass se net effikass wieren.

Hei am Land ass eng Firma concernéiert. D'Traitementer kënnen allerdéngs liicht fortgesat ginn, well déi Medikamenter mam selwechte Wierkstoff och vun anere Firmae kommerzialiséiert ginn, déi net betraff sinn. De Patiente gëtt dofir geroden, hiren Traitement net ze ënnerbriechen a bei der nächster Consultatioun mat hirem Dokter doriwwer ze schwätzen.

Frankräich huet sech un d'europäesch Autoritéite gewant, a bis déi eng definitiv Décisioun geholl hunn, hunn Däitschland, d'Belsch, Frankräich an och Lëtzebuerg décidéiert, fir d'Autorisation de mise sur le marché vun deene betraffene Medikamenter, déi ech elo grad genannt hunn, ze suspendéieren.

Bei enger Inspektioun um Site vun der Sociétéit GVK BIO zu Hyderabad an Indien hunn d'Inspektere vun der Agence nationale de sécurité du médicament aus Frankräich Anomalië festgestallt bei elektrokardiografeschen Opzeechnungen, déi bei Essai-clinicken iwwer Bioequivalenz tëschent 2008 an 2014 gemaach gi sinn. Déi Elektrokardiogramme sollen, wéi scho gesot, net d'Bioequivalenz vum Générique beweisen, mä si sollen de Suivi vun deene Persounen erméiglechen, déi un den Essai-clinicken iwwert d'Bioequivalenz deelgeholl hunn.

Allerdéngs stellen déi Anomalien e Mangel u Respekt vun de bonnes Pratiques cliniques bei den Etüde vun der Bioequivalenz duer a stellen domat och hir Glafwierdegkeet a Fro an eisen Aen. De Comité vun de Medikamenter fir den humane Gebrauch vun der EMA, dat ass déi Europäesch Agence vun de Medikamenter, gouf vun der Europäescher Kommissioun saiséiert an huet am September décidéiert, eng Reevaluatioun vun alle Medikamenter ze maachen, fir déi d'Bioequivalenztester vun der Firma GVK BIO vun Hyderabad gemaach goufen. D'Ermëttlung ass also amgaangen a misst ufanks 2015 och ofgeschloss sinn.

Als Gesondheetsministère hu mir par mesure de précaution décidéiert, zwou Zouloossungen ze suspendéieren, en attendant déi europäesch Décisioun, bis déi gesprach gëtt, well an den Dossiere keng aner Elementer et erlaben, d'Bioequivalenzen ze beweisen. Fir déi zwee Produkter ginn et Alternativen, wéi ech grad scho gesot hunn, déi dem Patient et domadder och erlaben, mat där Behandlung weiderzefueren.

Ofschléissend nach eng Kéier am Résumé: Nieft Lëtzebuerg hunn och Däitschland, d'Belsch a Frankräich d'Décisioun geholl, fir déi Autorisation de mise sur le marché vun deene concernéierte Medikamenter ze suspendéieren. En entspriechende Communiqué vum Ministère de la Santé gouf direkt nom Weekend méindes moies um néng Auer op de Portail vum Gouvernement gesat, an den Arrêté op der Grondlag vum Artikel 13 vum Gesetz vun 1983 iwwert d'Réglementatioun vun der Mise sur le marché vun de Medikamenter ass och eraus.

Bon, verschidden Industrieller hu schonn d'Initiativ geholl, fir nei Tester ze lancéieren, déi am Fall vun engem favorabele Resultat de Retour op de Marché vun de concernéierte Produite wäerten erlaben. Mä mir sinn en attente vun deem, wat déi Europäesch Kommissioun a Gremie wäerten décidéieren, an hunn, par mesure de précaution, déi heite Mesure geholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsministesch.

Mir kommen dann zum éischte Projet de loi fir de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 6734, deen et soll erlaben, fir d'Ettelbrécker Gare fit ze maachen, fir an Zukunft mat der Entwécklung vun der Nordstad Schrëtt ze halen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 geregelt. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Hären Aly Kaes, Frank Arndt a Gusty Graas. Et sinn nach e puer eidel Plazen do. Ech géif also déi aner Kolleege bieden, sech nach anzeschreiwen. Dat gëllt och fir déi nächst Projet-de-loien, wou mer d'Riedner nach net alleguer gemellt kritt hunn. D'Wuert huet dann elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen...

(Interruption et hilarité)

Jo, mir hunn haut de Stellvertriederdag.

...den honorabelen Här Kox, dee ganz wierdeg vertruede gëtt duerch d'Madame Josée Lorsché.

6. 6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Ech muss den Här Kox entschëllegen, en ass zu Lima fir d'Klima am Asaz.

(Exclamations)

An duerfir hunn ech d'Éier, säi Rapport virzestellen.

Beim Projet de loi 6734 handelt et sech ëm e klassescht Finanzéierungsgesetz, fir de Bau vun engem sougenannten „Pôle d'échange multimodal" um Site vun der Ettelbrécker Gare kënnen ze realiséieren.

De Projet de loi ass de 24. Oktober 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 11. November 2014. Den 19. November 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun den Henri Kox als Rapporteur designéiert. Deeselwechten Dag huet d'Kommissioun sech am Detail mam geplangte Bauprojet beschäftegt mat enger flotter Presentatioun, déi an der Kommissioun beschwat ginn ass an analyséiert ginn ass. Zur gläicher Zäit huet se och den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. Den 3. Dezember 2014 huet d'Kommissioun de Rapport vum Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt de Projet da kuerz beschreiwen, verweisen awer fir déi ganz technesch Detailer op d'Dokument vum Gesetz, op d'Document parlementaire, wat ganzer 67 Säiten huet an eng ganz Rei vu prezise Grafiken a Projektiounen enthält.

Grad wéi all déi aner Mobilitéitsprojeten aus de leschte Méint steet och dëse Projet am Kontext vum integréierte Verkéierskonzept MoDu, vun deem jo hei scho vill geschwat ginn ass a leschter Zäit. Wéi Dir wësst, setzt dëst Konzept op effikass Mobilitéitschaînen an och op d'Verbindung vun alle Verkéiersmëttel, déi mer am Land hunn, mam Zil natierlech, datt bis zum Joer 2020 25% vun den deeglechen Déplacementer an eisem Land iwwert den ëffentlechen Transport ofgedeckt ginn an datt weider 25% vun den Déplacementer iwwert d'Mobilité douce kënne lafen.

Et geet natierlech hei ganz speziell ëm d'Nordstad. Bei dësem Projet geet et ëm d'Entwécklung vun der Nordstad mat de Gemenge Bettenduerf, Colmar-Bierg, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck a Schieren. Dës Regioun, dat wësst Der och, gehéiert zu de groussen Entwécklungspôle vu Lëtzebuerg, an dat esouwuel um Niveau vum Wunnengsbau wéi och um Niveau vum Aarbechtsmaart, vum Emploi.

Schonn haut sinn Dag fir Dag ganz vill Déplacementer an där Regioun ze verzeechnen. Se lafen haaptsächlech vu Süden no Norden a vun Norden no Süden. An all Mënsch weess, datt déi zukünfteg Entwécklung an dëser Regioun d'Zuel vun de Voyageuren nach weider wäert erhéijen.

De generellen Objet vun dësem Projet besteet deemno ebe just doran, d'Ettelbrécker Gare fit ze maachen, fir d'Zukunft ze meeschteren a mat dësem Projet dann och ze preparéieren.

Déi geplangten Infrastrukturen erméiglechen net nëmmen eng effikass Kombinatioun vun de verschiddene Mobilitéitsformen. Se assuréieren och eng optimal Ubannung un de Lëtzebuerger Schinnenéseau, deen als Réckgrat vum gesamte Mobilitéitssystem zu Lëtzebuerg zielt.

Woubäi gewosst ass - wat bei dësem Projet interessant ass -, datt d'Passagéier, déi aus dem Norden op de Kierchbierg wëlle fueren, an absehbarer Zukunft um Arrêt Pont Rouge kënnen erausklammen, do eng direkt Verbindung mam Tram op de Kierchbierg kréien, soudatt se ganzer 15 Minutte wäerte spueren, wa se aus dem Norden op de Kierchbierg wëlle schaffe goen. Dat ass schonn e groussen Zäitgewënn.

Fir méiglechst vill Potenzial um Site vun Ettelbréck erauszeschloen, sinn zwou Saache virgesinn: éischtens, datt d'Eisebunnsinfrastrukturen ausgebaut ginn; zweetens awer och, datt Verbesserungen um Stroosseréseau virgeholl ginn an och un den ëffentleche Flächen, fir méi Plaz fir de Bus an och méi Plaz fir d'Mobilité douce kënnen ze schafen.

Bei den Investissementer vum Fonds du rail geet et ganz speziell ëm folgend Realisatiounen: de Réaménagement an d'Erhéijung vun den zwee bestoende Quaien, d'Konstruktiouvun engem drëtte Quai, d'Iwwerdaachung vun deenen dräi Quaie mat Marquiseën nom Modell vun der Lëtzebuerger, also vun der Stater Gare an der Stad Lëtzebuerg. Déi Marquiseën hu sech bewäert a wäerten och zu Ettelbréck installéiert ginn.

Da véiertens kënnt et zum Bau vun zwee Passages souterrains mat enger Breet vu sechs respektiv dräi Meter an zu der Erneierung vun de Schinnen, de Caténairen, de Kontrollraim, der Signalisatioun an der Telekommunikatioun.

E gréissere Projet ass dann de Bau vun engem Energieklass-A-Gebai mat dräi Étagen, wat Raum schaaft fir d'Communauté des transports, fir d'Servicer vun den CFL, fir d'Police grand-ducale, fir d'Geschäfter a fir extern Locataren. Dat heescht, déi Gare wäert méi Leit zur Verfügung gestallt ginn.

Um Niveau vun de Ponts et Chaussées muss een erwähnen, datt et och zum Bau vun engem Park & Ride kënnt mat 430 Plazen, deen awer hei iwwert de Fonds du rail finanzéiert gëtt, allerdéngs fir d'Autoen do ass. Dovu wäerten 20 Plaze fir Persounen à mobilité réduite reservéiert ginn an 20 weider Plazen - dat ass eng Neiegkeet - mat Bornen, fir Elektroautoen opzelueden.

Dëst Parkhaus entsteet an direkter Proximitéit zu der Gare an zu de Bussen, déi d'Gare bedéngen.

D'Fassad - dat ass och eng Neiegkeet a schéngt ganz interessant - setzt sech aus Holzlamellen a begréngten Elementer zesummen an ass liichtduerchlässeg, soudatt d'Fassad doduerch eng ganz besonnesch Dynamik kritt.

Ënnert de Fonds des routes fält déi komplett Reorganisatioun vun der N7, der rue du Canal, der rue Prince Henri, der Garer Strooss, der Avenue John F. Kennedy an der Avenue Salentiny. Mat der Reservatioun natierlech fir Buscouloiren, der Schafung vu méi direkte Weeër, fir iwwerflësseg Trajeten ze verhënneren. Dann awer och mat speziellen Aménagementer fir d'Mobilité douce, wou ech dann och speziell un de Vëlo denken, dee jo och iergendwou muss ënnergestallt ginn.

Fir d'Verbindung tëschent Bus a Bunn ze vereinfachen an ze sécuriséiere ginn esouwuel d'Busgare wéi och de Parvis bei der Gare komplett reaménagéiert. Dat heescht konkret, datt d'N7 tëschent der Warker Kräizung an dem Monument Patton ënnerierdesch verluecht wäert ginn, während d'Bréck ëmgebaut gëtt, fir e besseren Accès zu der Gare ze assuréieren.

Dernieft si par rapport zum urspréngleche Projet eng Rei Verbesserunge vun der Fläch virun der Gare a vun der Avenue John F. Kennedy geplangt, wou d'Konzept vum „shared space" soll entstoen.

Ettelbréck ass bekannt fir mat vill Waasser ze kämpfen ze hunn; och deem Problem ass Rechnung gedroe ginn. Et ass eng Problematik, déi souwuel d'Héichwaasser betrëfft, déi ganz Iwwerschwemmungen, dann awer och de Grondwaasserproblem beim Bau vun engem Souterrain oder bei Tunnellen - an eben och déi ganz Ofwaassergestioun, déi hei muss geziilt organiséiert ginn. Et ass Wäert geluecht gi bei der Planung op eng komplett Etanchéitéit vum Tunnel, an all Risikoberechnungen, déi nach mussen doduerch entstoen, sinn och schonn definitiv ofgeschloss.

An deem Sënn ass ebe just an enker Zesummenaarbecht mat der Stad Ettelbréck, mat der Waasserverwaltung an awer och mam Ofwaassersyndikat SIDEN e globaalt Konzept erstallt ginn, fir d'Waassergestioun op dësem Site ebe ganz geziilt ze analyséieren an ëmzesetzen.

Fir d'Detailplanung an d'Ëmsetzung vun deem Konzept ass et natierlech och an Zukunft wichteg, datt d'Akteuren zesummeschaffen. A mir hu verséchert kritt, datt déi dräi Partner - d'Stad Ettelbréck, de Syndikat SIDEN an d'Waasserverwaltung - och de Projet wäerte weiderhin zesumme begleeden.

Bleift dann nach ze erwähnen, datt dëse Projet d'Zuchstreck tëschent Ettelbréck an Dikrech net wäert hypothéquéieren an datt d'Aarbechte sech an der Bauphas och nëmme minimal op den deeglechen Zuchtrafic wäerten auswierken. Dat heescht, d'Aarbechten, déi do gemaach ginn, wäerten net verhënneren, datt d'Leit weiderhi kënne mam Zuch fueren, well de Chantier a Phasen ofleeft. D'Bauzäit läit insgesamt bei fënnef Joer.

De Budget fir de gesamte Projet läit bei 156,5 Milliounen Euro. Dovu falen 112,7 Milliounen un de Fonds du rail an 43,8 Milliounen un de Fonds des routes.

Da kéim ech zum Avis vum Statsrot. Hien huet de Projet eigentlech a senger Integralitéit guttgeheescht an huet just verlaangt, méi genee ze preziséieren, wéi eng Aarbechten iwwert de Fonds du rail lafen a wéi eng iwwert de Fonds des routes. D'Kommissioun huet deem Rechnung gedroen an huet de Gesetzestext an deem Sënn ergänzt.

De Statsrot huet och op déi zwee administrativ Gebaier higewisen, déi tëschent dem Parvis vun der Gare an dem Gebai vu Ponts et Chaussées virgesi sinn. Dës zwee Gebaier gehéieren allerdéngs net zum Projet de loi, soudatt de Rapporteur a sengem Rapport och net drop agaangen ass. Den Här Minister huet eis awer verséchert, datt hien a senger Interventioun wäert dorop zréckkommen an Iech déi néideg Erklärunge wäert dozou ginn, souwäit se scho virleien.

Fir weider Prezisiounen zu dësem Projet verweisen ech nach eemol op de schréftleche Rapport vum Kolleeg Henri Kox, dann awer och eben op d'Dokument vum Gesetz, wat wierklech derwäert ass eng Kéier sech unzekucken, well et ebe ganz prezis Informatioune liwwert.

Ofschléissend wéilt ech awer och de Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum Ministère grad wéi och de Verwaltungen e ganz grousse Merci ausdrécke fir hir exemplaresch Zesummenaarbecht mat der Kommissioun. An Iech, léiwe Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech emol einfach villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma Merci och der Madame Lorsché. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV), en remplacement de M. Marco Schank (CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen direkt dem honorabelen Henri Kox Merci fir säin exzellente schréftleche Rapport an och natierlech der Madame Lorsché Merci, déi dëse Rapport exzellent mëndlech virgedroen huet.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV), en remplacement de M. Marco Schank (CSV).*- Ech maachen dës Interventioun am Numm vum Kolleeg Marco Schank, deen haut leider net kann hei sinn, krankheetshalber. Ech stinn awer voll a ganz hannert där Interventioun an ënnerstëtze se absolut.

Wann ee scho viru ronn 50 Joer an der Gare vun Ettelbréck op den Zuch oder de Bus gewaart huet, da kann ech Iech verroden, um Intérieur huet näischt geännert. D'Plättercher um Buedem sinn nach ëmmer déiselwecht an d'Sëtzbänken och. Si gesinn op jidde Fall nach esou wéi deemools aus. Et gëtt och haut nach kee Lift, a Leit am Rollstull oder mat Kannerkutsche si forcéiert, iwwert d'Gleisen ze rulle respektiv ginn eriwwergedroen. A Leit mat schwéiere Wallisse gi selbstverständlech zu Fouss d'Trapen.

Et gëtt och bis ewell keen Téléaffichage op der Ettelbrécker Gare, fir datt ee weess, wéini den Zuch dann elo wierklech kënnt, respektiv wéi vill Retard en huet. Op dee Problem kommen ech e bësse méi spéit nach eng Kéier ze schwätzen.

Ech hu mer awer elo an enger vun deene leschte Kommissiounssëtzunge vun den CFL-Responsabele soe gelooss, datt d'Ettelbrécker Gare dat nächst Joer soll en Téléaffichage

kréien, onofhängeg vum Ufank vun den eigentlechen Aarbechten, déi dëse Projet ëmgräift.

Wat deen Téléaffichage ugeet, direkt am Ufank vläicht eng éischt Fro un den Nohaltegkeetsminister: Wéi séier kann dat elo realiséiert ginn? Kënnt Dir eis dozou scho prezis Informatioune ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet vum Pôle d'échange multimodal vun der Gare Ettelbréck, dee mer haut mat enger grousser Majoritéit stëmme wäerten, gouf ewell ënnert deem fréieren Nohaltegkeetsminister, dem Claude Wiseler, ausgeschafft. Iwwerleeunge fir eng nei Busgare, en neie Park & Ride, eng nei Stroosseféierung, Gleisverbesserungen, e vergréissert Gare-Gebai an och Infrastrukturen, fir d'Mobilité douce an ee Projet eranzekréien, dës Iwwerleeungen hunn zéng Joer um Bockel. Respekt fir déi verantwortlech Beamten an Ingenieure fir déi sëllech Varianten, Verkéiersetüden a Simulatiounen, déi si gemaach hunn!

Deen heitege Minister François Bausch huet mer an enger vun de Kommissiounssëtzunge gesot, datt nëmme minimal Ännerungen un dësem Projet gemaach gi wieren. E gudden a wichtege Projet, net nëmme fir Ettelbréck an d'Nordstad, mä insgesamt fir den ëffentlechen Transport am Norden.

Ech huelen der Saach elo sécher net d'Spannung, wann ech soen, datt d'CSV-Fraktioun fir dëse Projet wäert stëmmen.

Wat de Fong vum Projet ugeet, huet d'Madame Lorsché alles gesot. Et mécht kee Sënn, wann ech elo Deeler doraus widderhuelen. Ech wëll just nach eemol ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt dëse Projet esou séier wéi méiglech ëmgesat, jo, esou séier wéi méiglech realiséiert gëtt. Dës ronn 156 Millioune sinn extrem gutt an den Norden investéiert.

Mir krute gesot - an dat steet och am Rapport -, datt d'Aarbechten 2016/2017 kéinten ugoen an datt dat Ganzt kéint ronn fënnef Joer daueren. Et wäert och sécher net einfach ginn, fir d'Aarbechten esou ouni Weideres tëschent deenen eenzelnen Akteuren ze koordinéieren an openeen ofzestëmmen. Mir wënschen eis all, jo, datt d'Koordinatioun tëschent CFL a Ponts et Chaussées gutt klappt.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt de Minister Bausch mer op Nofro confirméiert huet, datt mer net bis 2016/'17 musse waarden, ier d'Aarbechten un de Quaien ufänken, mä ee gutt Stéck éischter. Dat wier dann och meng zweet Fro un den Här Minister, wéini et mat deem fir mech wesentlechen Deel vum Chantier ugeet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem Avis ass de Statsrot ënner anerem op d'Fro agaangen, wat d'Intentioun vun den Auteure vum PdL wier par rapport zu deenen zwee administrative Gebaier, déi op där fräier Plaz tëschent dem Parvis vun der Gare an dem Park & Ride-Gebai envisagéiert sinn. Op jidde Fall sinn déi Sue fir de Bau vun deenen zwee Gebaier net an där finanzieller Enveloppe dran. Den urbanistesche Vide, wann een esou wëllt, ass bis ewell nach net affektéiert.

Dozou muss ee wëssen, datt et eng urbanistesch Verbesserung duerstellt, wann dës administrativ Gebaier iwwert der Busgare entstinn. Si waren och vun Ufank un op de Pläng virgesinn. Doriwwer eraus wäert dem Verband säin Areal, deen no engem Architekteconcours 2011 deemnächst fräigëtt, deen neie Quartier ganz sécher enorm opwäerten. Dëse Concours huet iwwregens als Verflichtung gehat, dem Parkhaus an den zwee administrative Gebaier vum Stat Rechnung ze droen.

Wann et dem Stat eescht gemengt ass mat der Dezentraliséierung vu staatleche Verwaltungen oder och der Décentralisation concentrée, dann ass dëst e Moment, wou d'Regierung misst Faarf bekennen. Hei ass eng Plaz, op där Gare, déi no der Stad Lëtzebuerg déi gréissten Zuel vu Benotzer vum ëffentlechen Transport zielt, an déi Plaz gehéiert dem Stat a kann net besser un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn. Wéi et am PL steet, muss d'Regierung elo soen, ob si hei wëllt bauen, fir an der Zukunft Raum ze hunn, fir Verwaltungen an Déngschtleeschtungen am Norden ënnerzebréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV), en remplacement de M. Marco Schank (CSV).*- Ech muss Iech soen, datt keen et wäert verstoen, wann elo dës Gebaier net gebaut ginn. Et ass eng eemoleg Chance, déi et ze notze gëllt!

D'Stad Ettelbréck huet no der ëffentlecher Virstellung vum Projet „Gare" viru 500 Leit zu Ettelbréck e Bréif gemaach un den Nohaltegkeetsminister mat enger Rei vu Proposen. Proposen, déi Ettelbréck als Standuert fir d'Servicer vun der Landwirtschaft a fir d'medezinesch Versuergung am Norde géif stäerken.

Et misst deemno elo méiglech sinn, a konstruktivem Dialog mat der Stad Ettelbréck respektiv am Konsens mat de sechs Nordstad-Gemengen ze klären, wat hei realiséiert gëtt, jo, wat hei realiséiert ka ginn. Ech brauch hei net extra ze ënnersträichen, datt et wichteg ass, den CDA Nordstad ze stäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt, nieft deenen éischten zwou Froen un de Minister François Bausch, nach déi eng oder aner Remarque respektiv Fro. Eng Remarque betrëfft d'Revendicatioun vun enger Partie Leit, notamment de Grupp vun Ettelbréck 21, fir dat aalt Gebai vun der Gare als Patrimoine architectural ze erhalen. An enger entspriechender Question parlementaire un d'Kulturministesch huet de Kolleeg André Bauler gefrot, ob een deen Édifice kéint insofern erhalen, andeems een déi zäitgenëssesch Architektur mat deem ale Patrimoine kéint kombinéieren.

Ech wollt vum zoustännege Minister wëssen, ob dat méiglech ass respektiv elo probéiert gëtt oder net. Am viregte Projet war dat ausgeschloss ginn, well et de Projet als solchen hypothéquéiert hätt.

An da wëll ech nach eemol drop hiweisen, datt d'CFL onbedéngt muss genuch Parkplaze während dem Chantier garantéieren. Ech hat dem Minister Bausch eng Fro heizou gestallt, déi och scho beäntwert gouf. D'Stad Ettelbréck huet folgend Solutioun préconiséiert, nämlech Deeler déi aner Säit vun de Gleiser als provisoresche Parking fir de laange Chantier - mir schwätzen ëmmerhi vun enger Rei Joren, net nëmme vun enger Rei Méint - ze notzen. Dës Solutioun ass net zréckbehale ginn, wat wierklech ze bedaueren ass.

Wann ee weess, datt ee Chantier vun dëser Envergure och eng grouss Plaz fir d'Installatioune vu Chantier, Material a Maschinne brauch, sinn ech éischter skeptesch, wat eng genügend Zuel vu Parkplaze während den Aarbechten ugeet. De Moment ass mueres um siwen Auer déi lescht Park & Ride-Plaz zu Ettelbréck besat. Vill Benotzer vum ëffentlechen Transport wäichen aus op aner Garë virun der Stad oder fuere carrément ganz einfach mam Auto schaffen. Et bleift de Moment de Leit just den Opfangparking vun der Gemeng Ettelbréck am Däich, fir deen ze benotzen. De Fousswee laanscht d'Waasser, bei all Wieder, zu alle Saisonsmomenter an der Däischtert, ass fir vill Leit, besonnesch eeler Leit, kaum eng Optioun.

Meng drëtt Fro betrëfft dat regionaalt Mobilitéitskonzept Nordstad. Dëst Konzept betrëfft net direkt d'Gare Ettelbréck, mä et misst awer elo esou lues fäerdeg sinn a sollt endlech ëffentlech presentéiert ginn. Et betrëfft d'Verbesserung vum ganzen ëffentlechen Transport aus der Regioun Nordstad. A wéi de Minister Wiseler de Gemengerot vun Ettelbréck ëm en Avis zum Projet vun der Gare Ettelbréck gefrot huet, hunn zum Beispill déi gréng deemools kee positiven Avis ginn, well se monéiert hunn, dëst Konzept géif nach net virleien.

Eng éischt Versioun dovunner ass vun der viregter Regierung de Gemengeréit virgestallt ginn a sollt am Hierscht 2013 och ëffentlech presentéiert ginn. Ech wéilt dofir wëssen, wou dëst Konzept drun ass, respektiv wéi et soll weidergoe mat der Adoptioun vun der Mobilitéit an a ronderëm d'Nordstad.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech nach kuerz op de Problem vun de Retarden zréckkommen. Elo seet vläicht ee mer, dat wier net de Sujet vun eiser Debatt. Ech muss awer soen, datt vill Leit, déi d'Nordstreck profitéieren, sech grad dëse Moment vill Froe stellen an ech selwer regelméisseg um Quai oder am Zuch mat dëse Froe konfrontéiert ginn. Ech denken och, datt den Nohaltegkeetsminister gären e Wuert dozou géif soen.

A wann d'CFL mer an enger Äntwert op eng Question parlementaire seet, den Taux de ponctualité wier 2013 bei 90% an 2014 bei 92%, dann notzt dat deene Leit näischt, déi hire Bus net kréien, well e puer Minutte feelen, d'Busser fort sinn a Leit, déi zum Beispill zu Clierf erausklammen an zu Wëntger wunnen, mam Taxi heem musse fueren. A vill Leit fäerten, datt duerch déi nei Kadenz an deem neien Horaire ab 14. Dezember alles nach méi schlëmm géif ginn, ëmsou méi, wou elo mat den Aarbechten um Arrêt Pont Rouge ugefaange gouf an och de Chantier Viaduc Polvermillen virugeet.

Och wat d'Busverbindungen an der Nordstad ugeet, huet den Nohaltegkeetsminister selwer an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Martine Hansen a mir selwer festgestallt, datt den ëffentlechen Transport iwwert d'Strooss an der Nordstad staark Perturbatioune mat entspriechend konsequente Retarde géif kennen.

An engem oppene Bréif un de Minister schwätzt de Mouvement écologique Nordstad vun enger verpasster Chance, fir Bus-Zuch-Korrespondenzen an der Nordstad ze verbesseren. Hei gëtt gesot, datt verschidde Buslinnen, besonnesch aus dem Oste vun Iechternach a vu Beefort erfort, extrem dacks den Uschloss zu Ettelbréck op den Zuch an d'Stad verpassen, well den Horaire just an der Theorie géif klappen. Dësen neie Bushoraire, deen de 14. Dezember soll a Kraaft trieden, ass, ech zitéieren, „e Schlag an d'Gesiicht vun alle Leit, déi aus Iwwerzeegung Bus an Zuch fueren" - seet de Mouvement écologique.

Ech mengen, datt d'CFL hei misst ganz zolidd a geziilt kommunizéieren, fir hire Clienten d'Änerungen am Zuch- a Bus-Verkéier op der Nordstreck an op de Stroossen am Norde virunzereechen.

An deem Sënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. An Dir erlaabt wuel, dass ech am Numm vun eis alleguer dem Marco alles Guddes wënschen, fir esou séier wéi méiglech erëm bei eis ze sinn. Dat gesot, ginn ech dem Frank Arndt d'Wuert.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt Merci der Madame Lorsché fir de mëndleche Rapport, awer och dem Henri Kox fir dee schréftleche Rapport, dee gemaach ginn ass. Awer och ee grousse Merci un dee flotte Projet, deen ausgeschafft ginn ass hei vun e puer Häre hei ueweriwwer - all Respekt dofir, wat do ausgeschafft ginn ass.

Mir sinn eis jo alleguer eens, am Numm och vu menger Fraktioun begréissen ech de Konsens an der Chamber, dass d'Nordstad ee vun deenen dräi regionalen Zentren am Land ass, déi an deenen nächste Joren déi stäerksten Entwécklung am Beräich vu Wunnengsbau a vu Beschäftegung wäerte kennen. Fir hire Rôle als regionale Pôle effikass kënnen ze spillen, brauch d'Nordstad, a mat hir dee ganzen Norde vun eisem Land, awer performant Infrastrukturen, déi et hir erlaben, hire gesamte Potenzial am Motor vun der Ekonomie auszeschäffelen.

Eng vun dësen indispensabelen Infrastrukture soll déi zukünfteg ëmgestalt Gare vun Ettelbréck ginn. An dee Kontext schreift sech dëse Gesetzesprojet an, dee vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures abruecht a vun der viregter Regierung iwwerholl ginn ass. Hie gesäit vir, aus der Gare vun Ettelbréck ee multimodale Pôle d'échange ze maachen, fir déi Verkéiersstréim besser an de Gréff ze kréien, déi all Dag aus dem Norden a Richtung Zentrum an och zréck fléissen.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt ee ganz wichtege Punkt vun der MoDu-Strategie ëmgesat, déi virgesäit, een nationaalt Mobilitéitskonzept anzeféieren, dat op Mobilitéitskette berout, déi effikass a performant sinn an ënner sech kënne connectéiert ginn.

Mëttelfristeg soll domat den Undeel vum ëffentlechen Transport un allen Déplacementer am Land op 25% ugehuewe ginn. Woubäi den Zuch den Haaptvektor vun dëser Strategie ass. An dësem Kontext spillt déi zukünfteg moderniséiert Ettelbrécker Gare als multimodal Plattform déi wichtegst Roll, souwuel fir d'Nordstad wéi och fir déi ganz Regioun an den Norde vum Land.

Dëse Projet de loi soll dozou déngen, déi Ettelbrécker Gare souzesoe fit ze maache fir d'Besoine vun deenen nächste Joren, wann net Jorzéngten. Dofir gëllt et, Infrastrukturen dohinzestellen, déi dem Zouwuess u Verkéier an u Voyageure gerecht wäerte ginn, deen duerch de wirtschaftlechen a wunnengsbautechneschen Développement vun der Nordstad an der gesamter Regioun, dem Norden, an deenen nächste Joren ze erwaarden ass.

De Projet vum „Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck", dee sech erstreckt vun der Kräizung N7/N27 am Oste bis zur Kräizung N7/rue du Canal am Westen, gesäit vir, verschidde Modulle vum ëffentleche Verkéier a vun der Voirie zesummenzeleeën. Dofir concernéiert hie souwuel de Fonds du rail iwwert den Département des Transports an d'CFL wéi och de Fonds des routes iwwert den Département des Travaux publics, also d'Ponts et Chaussées.

Wat de Fonds du rail ugeet, geet et drëms, déi zwee Quaien, déi et scho ginn, méi héich ze maachen an een drëtte Quai ze bauen, dëst am Hibléck op déi zukünfteg Entwécklung vun der Nordstad. Fir de Voyageuren ee Maximum u Confort ze bidden, ginn d'Quaie mat Marquiseën iwwerdeckt, wéi mer et scho kennen a wéi et an der Gare hei an der Stad de Fall ass, a si gi mat zwee ënnerierdesche Gäng verbonnen.

Ausserdeem mussen déi bunntechnesch Strukturen erneiert ginn. Hei geet et ëm d'Gleisen, d'Caténairen, d'Kontrollposten, d'Signalisatioun an d'Telekommunikatioun. Dat neit Gebai vun der Gare soll am Endeffekt der Energieklass A entspriechen a genuch Plaz offréieren, fir op dräi Etagen ënner anerem d'CFL, d'Police grand-ducale a verschidde Commercen opzehuelen. Deen neie Parking vum Park & Ride, mat senge 430 Parkplazen, soll eng kammoud Émsteigsméiglechkeet bidden, direkt an Noperschaft vu Bus an Zuch.

Wat de Fonds des routes ugeet, këmmert dee sech ëm dee multimodalen Embau vun der N7, der rue du Canal, der rue Prince Henri, der rue de la Gare, der Avenue John F. Kennedy an dem Chemin repris 348 oder der rue Salentiny. Hei ginn ënner anerem Buskorridoren ubruecht an Détouren ofgeschaaft, dëst am Sënn vun enger besserer an doucer Mobilitéit. D'Busgare an de Parvis ginn och esou ugeluecht, dass d'Émsteige vu Bus a Bunn, an ëmgekéiert, méi einfach a sécher gëtt. D'N7 tëschent der Waark an dem Monument Patton soll an Zukunft ënnerierdesch verlafen. An d'Patton-Bréck gëtt ëmgebaut, fir de multimodalen Uschloss vum Carrefour Dräieck un de Pôle d'échange ze verbesseren.

Am Verglach mam éischte Projet gouf et e puer Changementer, ënner anerem den Aménagement vun der Plaz virun der Gare an der Avenue John F. Kennedy. Dësen Espace gëtt a soll zu engem „shared space" gestalt ginn, deen et ënner anerem Vëlosfuerer a Persoune mat reduzéierter Mobilitéit soll erméiglechen, ee besseren Accès zu Bus a Bunn ze hunn. Wat d'Problemer mam Waasser a mam Grondwaasser ugeet, ginn déi an Zesummenaarbecht mat der Administratioun vun der Waasserwirtschaft geléist.

De Käschtepunkt fir den essenzielle Projet fir déi gesamt Nordregioun läit bei 156,5 Milliounen. Dovunner ginn 112,7 Millioune vum Fonds du rail gedroen an 43,8 Millioune vum Fonds des routes, indexéiert op de Baupräis, deen zum Moment valabel war, wéi de Gesetzesprojet ausgeschafft gouf.

Wat den Avis vum Statsrot ugeet, esou huet deen de Projet de loi den 11. November vun dësem Joer positiv aviséiert. Dëst awer mat e puer Bemierkunge vu verschiddene Modalitéiten an e puer Ännerungsvirschléi, wat verschidden Artikelen ugeet. Esou stellt déi héich Kierperschaft sech zum Beispill d'Fro, wat mat deenen zwee Verwaltungsgebaier geschitt, déi um Parvis virun der Gare virgesi sinn, a wéini d'Aarbechte vum Projet sollen ufänken an op en Enn goen.

Wat d'Ännerunge vun den Artikelen 1, 2, 3, 4 a 5 ugeet, esou huet d'Commission du Développement durable an hirer Sëtzung vum 3. Dezember dësen Ännerungsvirschléi Rechnung gedroen a se tel quel an de Projet de loi iwwerdroen. Den Detail dozou fannt Der am Rapport vun der Kommissioun.

An hirer Réunioun vum 19. November hunn d'Membere vun der Kommissioun sech félicitéiert, dass dee Projet, dee jo vun der viregter Regierung iwwerholl ginn ass, nëmme ganz liicht um Niveau vum Stroossennetz ëmgeännert ginn ass.

Wat den Ufank an d'Enn vun den Aarbechten ugeet, wollten e puer Membere vun der Kommissioun Prezisioune wëssen. No éischten Informatioune kéinten déi Aarbechten 2016/2017 ufänken an ongefeier fënnef Joer daueren. Méi prezis léisst sech menger Meenung no och deen Zäitraum leider net bestëmmen, well net nëmmen d'CFL a Ponts et Chaussées implizéiert sinn, mä och eng ganz aner Rei vun Entreprisen, mat deenen ee sech ganz enk wäert ofstëmme mussen.

Et wäert net ausbleiwen, dass duerch déi Aarbechte weider Parkplazen op engem Park & Ride verluer ginn, dee souwisou scho saturéiert ass. Leider kann d'Propositioun vun engem Kommissiounsmember, de Materialdépôt vun der CFL als provisoresche Parking ze notzen an dee mat enger Passerelle mat der Gare ze verbannen, aus verschiddene Grënn net zréckbehale ginn. D'Aarbechte solle sech dofir a verschiddene Phasen ofspillen, an den Entrepreneur ass gehalen, während där Zäit eng gewëssen Zuel u Parkplazen ze garantéieren.

Et si Stëmmen opkomm, déi regrettéieren, dass dat architektonesch wäertvollt Gebai vun der Gare net erhale bleift. Fir deem Rechnung ze droen, soll elo gekuckt ginn, ob verschidde markant architektonesch Elementer vun der aktueller Gare net kënnen an deen neie Projet integréiert ginn.

Et sollen och nei elektronesch Systemer wéi Videoiwwerwaachung an Téléaffichage installéiert ginn, an dat soll jo schonn am Laf vum nächste Joer geschéien, wat nëmmen ze begréissen ass.

Wann ee vun Ettelbréck a Richtung Kreesverkéier Dräieck fiert, soll eng Busspur installéiert ginn. An d'Géigerichtung ass dat nach net de Fall, well de Verkéier duerch de Pôle d'échange souwisou méi fléissend géif ginn.

A sengem Avis freet de Conseil d'État, wat d'Auteure vum Projet de loi mat deenen zwee Verwaltungsgebaier wëlles hunn, déi tëschent dem Parvis vun der Gare an dem Park & Ride solle gebaut ginn. Dofir wieren nach keng Kreditter virgesinn an d'Enveloppe budgétaire natierlech dann och net. Dem Minister no entspriechen déi enger Demande vum Département de l'Aménagement du Territoire a vum Architektebüro, fir déi eidel Plaz ze combléieren, mä eng konkret a chiffréiert Demande läit de Moment nach net vir.

Loosse mer um Enn nach preziséieren, dass déi fir d'Nord-Süd-Achs eminent wichteg Zuchstreck tëschent Ettelbréck an Dikrech duerch dëse Projet net affektéiert gëtt. Flott ass och, dass mer elo, vum 14. Dezember un, en Hallef-Stonnen-Takt kréien, wou ech awer weess, dass, vun Ettelbréck erop Richtung Clierf, Ëlwen, respektiv Richtung Wolz, déi dat alleguerten do begréissen, an engem Hallef-Stonnen-Takt kënnen nämlech dann a Richtung Stad ze fueren.

Aus all dësen Ursaache bieden ech Iech, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menger Fraktioun, fir dëse Projet ze stëmmen. Mir wäerten dat maachen, well domat beweise mir alleguer de Leit dobaussen, dass d'Chamber den Norden net verluer huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Arndt. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 16. November 1862 gouf d'Eisebunnsstreck zwëschent Ettelbréck an Dikrech zesumme mat der Streck Lëtzebuerg-Ettelbréck ageweit, an zënterhier huet Ettelbréck jo eng enorm Entwécklung matgemaach. Ech wëll drop hiweisen, datt nieft der Eisebunn awer och eng Rei aner wichteg Infrastrukturen dozou bäigedroen hunn, datt Ettelbréck haut eng ganz wichteg Stad am Norden ass. Zum Beispill de Centre hospitalier du Nord, den CHNP oder de Centre des Arts pluriels. An net méi spéit wéi gëschter gouf jo dann och deen neie Patton-Museum ageweit.

Als eng vun de sechs Gemenge vun der Nordstad ass haut Ettelbréck ouni Zweifel och e wichtege Knuet vu ganz villen Transportbewegungen, sief dat mam Zuch, mam Bus oder och dem Auto. Duerch de Projet vun haut kritt Ettelbréck ouni Zweifel eng wichteg zousätzlech Bedeitung a gëtt zu enger regionaler Dréischeif vum ëffentlechen Transport.

Mam Bau vun engem drëtte Quai op der Gare zu Ettelbréck gëtt jiddefalls d'Wichtegkeet vun der Gare hei ënnerstrach. An et kann ee soen, datt domadder sech Ettelbréck an d'Rei vun deene grousse Garen hei am Land areit.

Dëse Pôle d'échange multimodal vun der Ettelbrécker Gare muss een natierlech awer a méi engem gréissere Kontext gesinn. Et geet jo hei elo net nëmme reng ëm den Zuchverkéier, mä et geet ëm e ganze Konzept, wat den ëffentlechen Transport ubelaangt. An duerfir ass et jo och interessant festzestellen, datt jo och virun allem dem Busverkéier hei nach eng wichteg Roll zoufält, eben duerch de Bau och vun där neier Busgare.

Datt och fir d'Mobilité douce hei e grousse Raum reservéiert gëtt, ënnersträicht nach zousätzlech de wichtegen Aspekt vun deem ganze Projet hei an e wäert och ouni Zweifel den urbanistesche Charakter vun der Nordstad Ettelbréck wesentlech verbesseren.

Et ass virdrun hei scho vu menge Virriedner zum Deel ugesprach ginn, och aus Aktualitéitsgrënn, well mer net méi spéit wéi gëschter jo e puer kritesch Stëmme matgedeelt kruten, wat deen neie Bushoraire ubelaangt. Do kéint ech mer virstellen, datt den Här Minister nach vläicht herno wäert awer da kuerz drop agoen.

Wat och interessant ass, datt nieft Bartreng elo am Fong geholl deen zweeten „shared space" hei zu Lëtzebuerg geschafe gëtt, an zwar och um Niveau vun der Nordstad Ettelbréck.

Dann ass jo virgesinn, mir haten dee Projet schonn déi leschte Kéier hei diskutéiert, wéi mer iwwert déi grouss Infrastrukturprojete fir d'Zukunft hei den Débat haten, datt op der N7 zwëschent Ettelbréck an Dikrech jo en zousätzleche Couloir fir Bussen aménagéiert gëtt. Ech mengen, och dat muss een am Kontext vun dësem Projet gesinn.

Positiv ass jo och, datt an deem neie Gebai, wat gebaut gëtt op dräi Stäck, datt do jo och Raim net nëmme reng fir Saache vun der Eisebunn virgesi sinn, mä datt doriwwer eraus jo awer och ënner anerem Geschäfter kënne mat integréiert ginn. A virun allem awer och, datt d'Police do nei Lokalitéite kritt. Ech géif soen, och dat ass e relativ wesentlecht, en neit Element, e wichtegt Element. Well mer jo wëssen, datt besonnesch ronderëm Garë jo eng gewësse Gefor ëmmer besteet an datt d'Präsenz vu Police also ouni Zweifel sech och ka positiv prophylaktesch dann do ausweisen.

Datt déi dräi Quaien och elo mat enger moderner Marquise iwwerdeckt ginn, ass och e weidere flotten Aspekt. An et brauch een nëmmen hei an der Stad ze kucken: D'Stater Gare huet eleng doduerch och u Wäert, u flotter Esthetik gewonnen, duerch eben deen Aménagement vun deene Marquiseën. An duerfir ass dat och gutt, datt dat elo zu Ettelbréck an deem Sënn och virgesinn ass, well hei entsteet dann eng flott Mëschung aus Confort an och Modernitéit.

Datt bei der Planung direkt och u Mënsche geduecht ginn ass, déi en Handicap hunn, ass net méi wéi gutt hei ze ënnersträichen. Ech wëll och drop hiweisen, datt mer leider do nach eng Rei Defiziter an de Garen hunn. An eng Gare, déi mer jo net onbekannt ass, ass déi vun der Gemeng Beetebuerg, wou mer wierklech, muss ech soen, nach enormen Nohuelbedarf hunn a wou schnellstméiglech och mussen ouni Zweifel nach gewëssen Adaptatioune gemaach ginn.

Ze begréissen ass awer och, datt hei e Park & Ride geschafe gëtt fir 430 Parkplazen. Firwat? Mä well eben, an déi Kolleegen aus dem Norde wëssen dat vill besser, well eben oft am Norden de Bustransport net esou gutt organiséiert ginn ass, net esou gutt Méiglechkeete bestinn. Dat heescht, d'Leit kënnen also hei dann elo mam Auto verstäerkt op Ettelbréck fueren, fir dann den Zuch do ze huelen, well se dann och méi Méiglechkeeten hunn, fir eng Parkplaz ze fannen. Duerfir ass et an deem Sënn och gutt, datt de Bustransport weider ausgebaut gëtt - wat jo deem ganze Projet eng zousätzlech interessant Perspektiv gëtt.

Ech mengen, een Aspekt, deen een och hei nach soll ervirsträichen, dat ass, datt um Niveau vun dem Parkhaus eben och 20 Plaze reservéiert si fir Autoen, déi elektresch ugedriwwe sinn. Do setzt de Stat u sech e gutt Zeechen no baussen. Mir wësse ganz gutt, datt et wichteg ass, an Zukunft verstäerkt eben och d'Notze vun elektresch gedriwwenen Autoe virunzedreiwen. Dat ass u sech, wéi gesot, e ganz richtegt Signal.

Wat een och hei kann ënnersträichen, datt vum Urbanisteschen hier, an dat soen ech ganz éierlech, de Projet, besonnesch wat d'Bâtiments voyageurs ubelaangt, ee vläicht net onbedéngt vum Hocker räisst, mä datt awer, wat elo de Parkraum, d'Parkhaus ubelaangt, datt awer do an der Fassad versicht gëtt, gewëssen Holzelementer mat ze verschaffen, fir eben awer deem Ganzen dach eng e bësse méi esthetesch Bedeitung ze ginn.

Ech mengen, de Bâtiment voyageurs, ech hunn et elo just gesot, wäert mat Sécherheet net onbedéngt e grousst urbanistescht Glanzstéck ginn. An ech ka mer och net virstellen, datt a 50 Joer sech d'Denkmalschützer wäerte vill driwwer zerstreiden, ob dat Gebai nach erhalenswäert da wäert sinn oder net.

Et muss een allerdéngs realistesch sinn. Ech mengen, mir bewegen eis hei natierlech an enger Diskussioun, wou d'Fonctionnalitéit och ganz kloer am Vierdergrond wäert stoen. Duerfir muss dat Gebai natierlech och esou aménagéiert sinn, datt ebe kënnen eng Rei vu Fonctiounen do stattfannen. Datt och d'Energie-Klass-A hei ugestrieft gëtt, ass jiddefalls net méi wéi eng Normalitéit.

Dann d'Iddi vun der Tunnelvariant, déi jo hei elo schonn diskutéiert ginn ass, huet natierlech och Ustouss fir munch Polemik ginn. Et gi jo och Kritiker, déi mengen, datt u sech de Verkéier duerch Ettelbréck, an ech denken hei virun allem un d'Avenue Salentiny, net onbedéngt géif doduerch entlaascht ginn. Sécher ass awer an deem ganze Kontext, datt deen Tunnel, dee jo praktesch eng Längt vun 300 Meter huet, datt deen awer hei muss realiséiert ginn.

D'Asbl Ettelbréck 21, vun där jo och schonn hei geschwat ginn ass, déi huet dann awer nach zwee Aspekter mat an déi ganz Diskussioun bruecht, wou ech de Minister vläicht wollt froen, ob en dozou kann eng...

(Coups de cloche de la présidence)

Entschëllegt, Här Minister, mä ech wollt awer an deem Kontext kuerz...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Gusty Graas *(DP)*.- D'Asbl Ettelbréck 21 huet jo kierzlech an engem Communiqué och do zwee Punkten opgeworf, wat de Bau vum Tunnel ubelaangt. Engersäits schwätze se vu verseuchtem Buedem, anerersäits anscheinend vun engem Loftschutzbunker aus dem Zweete Weltkrich. Ech wollt einfach nëmme kuerz dat hei opwerfen, ob un deene Kritiken, un deene Punkten do eppes drun ass, datt een dat misst iergendwéi an d'Diskussioun abréngen.

E weidere Schwéierpunkt vum Projet ass jo dann och den Neibau vun der Patton-Bréck. Wat och do awer positiv ze ënnersträichen ass, datt d'Mobilité douce erëm vu virera mat do integréiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, een Aspekt, deen een natierlech muss bei där ganzer Diskussioun hei och am A behalen, dat ass natierlech de Faktor Waasser. Et ass och hei schonn ugeschnidde ginn. Ech mengen, mir bewegen eis hei awer op engem relativ sensibele Gebitt. Mir wëssen, datt de Bau vum Tunnel awer och zum Deel duerch en Iwwerschwemmungsgebitt geet. Mir wëssen, datt mer an enger Géigend sinn, wou effektiv ganz vill Masse Waasser sech sammelen. Mir hunn zwee Flëss, déi do openeen treffen, sief dat d'Waark, sief dat d'Uelzecht, schlussendlech och nach herno d'Sauer, an déi bréngen natierlech vill Waasserquantitéiten. An dat wäert natierlech och virun allem d'Ingenieure viru gewëssen Défie setzen.

Allerdéngs, an och dat soll een hei ënnersträichen, wat gutt ass, datt vun der Geleeënheet profitéiert gëtt, fir virun allem d'Renaturéierung vun der Waark hei, och wann dat op engem klengen Tronçon ass, awer ze realiséieren. Dat ass richteg. Mir sollen, dat ass eng allgemeng Remarque, bei alle Bauten, déi laanscht d'Waasser gemaach ginn, onbedéngt derfir suergen, datt d'Renaturéierung virugedriwwe gëtt. Well an deene leschte Jorzéngten ass esou vill zum Onwee gemaach gi laanscht eist Gewässer, datt mer gefuerdert sinn, fir wa mer d'Méiglechkeet hunn, an hei bitt sech eng Méiglechkeet, datt dann awer och eng Renaturéierung virgeholl gëtt, fir datt och déi Flëss zum Deel erëm an hir natierlech Morphologie zréckgesat ginn.

Et konnt een och feststellen, datt hei de Migratiounswee vun de Fësch verbessert gëtt. Och dat sinn, wéi gesot, Aarbechten, déi net direkt mam Projet ze dinn hunn, déi awer wichteg sinn, an deem ganze Kontext realiséiert ze ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, wa mer scho bei dem Volet Renaturéierung sinn, datt jo och kann, wann d'Patton-Bréck nei gebaut gëtt, datt och do kann dervu profitéiert ginn, fir deen Tronçon, wou d'Sauer dann erofleeft, dann nei ze aménagéieren an och méi naturno ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei där ganzer Diskussioun musse mer allerdéngs och objektiv sinn a mussen och dann awer hei ënnersträichen, datt dee Projet awer och elo net op alle Bänken honnertprozenteg gedeelt gëtt. Wann een iwwer esou e voluminéise Projet schwätzt, da muss een och all Aspekter mat beliichten.

Ech mengen, et ass kee Geheimnis, datt et natierlech Leit ginn, déi gewësse Retizenzen hunn, virun allem, wéi gesot, an dat ass jo och hei schonn ënnerstrach ginn, wat eben d'Konservatioun vun der aktueller Gare ubelaangt. Do schéngt jo awer d'Enn vun deem Gebai vun enger iwwer 150 Joer laanger Geschicht agelaut ginn ze sinn. Ech maachen elo, wéi gesot, keen Hehl draus, datt et do eng Rei kritesch Stëmme ginn.

Et ass vill driwwer gestridde ginn. Et ass vill driwwer geschriwwe ginn. Duerfir ass jo u sech och déi Biergerinitiativ, ënner anerem Ettelbréck 21 gebuer ginn. An am Ettelbrécker Gemengerot, och dat soll een hei ënnersträichen, besteet jo och keng honnertprozenteg Unanimitéit. Dat Ganzt erënnert een, zwar nëmmen am ganz Klenge vläicht, u Stuttgart 21 - Gott sei Dank ass awer hei zu Lëtzebuerg alles vill méi ziviliséiert iwwert d'Bühn gaangen, wéi dat deemools de Fall war. Deemools koum et jo och souguer zu engem Referendum. Mä dat muss jo net haut sinn.

Et soll och duerfir hei ënnerstrach ginn, et ass awer op eng Manéier e bësse schued, datt déi Gare - ech weess, datt se bannenan natierlech alles aneschters wéi modernen Ufuerderungen entsprécht, mä awer dach eng gewëssen architektonesch Substanz huet, et ass e Stéck vun eiser Geschicht - awer elo verschwënnt. An doweinst hat ech jo dann och d'Fro an der Kommissioun gestallt, ob net awer kéint zumindest e klengen Effort gemaach ginn, fir deem Stéck Geschicht nach Rechnung ze droen.

Do ass mer dann och vu kompetenter Säit gesot ginn, datt géife gewëssen Efforte gemaach gi vläicht, fir ze kucken, awéifern datt een nach kann e Stéck Geschicht mat eriwwerretten. Ech hoffen, datt et allerdéngs net nëmme bei der Konservéierung vun enger Zill wäert bleiwen.

Mäi Fraktiounskolleeg André Bauler hat iwwregens an deem Kontext schonn zwou Questions parlementaires gestallt, an zwar eng den 22. Juni 2011. Do huet et awer bal zwee Joer gedauert, bis datt en eng Äntwert kritt huet - ech fannen dat immens flott, déi Leit, déi haut verlaangen, datt an engem Joer muss alles ëmgesat ginn, déi brauchen zwee Joer fir eng Question parlementaire ze beäntwerten -, an do ass awer deemools scho gesot ginn, datt e Bâtiment voyageurs eben net kéint op Basis vum Gesetz vum 19. Juli 1983 ënner nationale Schutz gestallt ginn.

Deeselwechten André Bauler huet dunn awer nach eng Kéier eng Question parlementaire un déi momentan Kulturministesch gestallt. Déi war e bësse méi flénk wéi déi fréier Ministesch an déi huet och schonn de 14. November, ënner anerem, geschriwwen, ech zitéieren: «Bien que je déplore cette décision, il semble inopportun de relancer une procédure de protection nationale aujourd'hui, cela en considération de l'état de planification très avancé du projet (...).» Domadder war jiddefalls ganz kloergestallt, datt jiddefalls déi aktuell Ettelbrécker Gare net méi soll gerett ginn.

Déi ganz Aarbechten dauere jo plus ou moins fënnef Joer. Baubeginn ass fir 2017 virgesinn. Dat heescht, mir wäerten also scho bis d'Joer 2022 musse waarden, bis datt dee Projet kann dann definitiv a Betrib geholl ginn. Dat wäert natierlech an där Tëschenzäit eng ganz Rei Problemer um Niveau vum Verkéier, besonnesch am direkte Raum vun Ettelbréck, mat sech bréngen. Duerfir ass et och wichteg, datt dee Chantier ganz gutt koordinéiert gëtt. Mä ech sinn och iwwerzeegt, datt awer déi ganz Leit, déi do Responsabilitéit hunn, sech däers bewosst sinn an och wäerten déi néideg Moossnamen dee Moment treffen.

Mat dem Vote vun deem Gesetz vun haut, e ganz importent Gesetz, wat jo ëmmerhin eng Ausgab vun 156,5 Milliioune virgesäit, setzt u sech dës Majoritéit awer e weidere wichtege Meilesteen an deem ganzen Transportwiesen. Ech wëll drop hiweisen, datt mer jo elo schonn eng Rei gutt Projeten, wichteg Projete fir d'Zukunft hei an deene leschte Wochen a Méint gestëmmt hunn, sief dat den Tram de 6. Juni, sief dat och déi nei Streck zwëschent der Stad a Beetebuerg. Wéi gesot, ass dat elo schonn hei deen drëtte Projet an där relativ kuerzer Zäit, wat jo och vun enger gewëssener Dynamik da vum Minister hei schwätzt.

(Interruption)

An duerfir ass d'Demokratesch Partei, och wa se e klenge melancholesche Bléck zréckwerft op déi aktuell Gare, déi jo da wäert leider verschwannen, ass d'Demokratesch Partei awer ganz kloer fir dee Projet hei. Well en awer erlaabt, wéi gesot, virun allem der Stad Ettelbréck eng nei Dimensioun ze ginn, nei Méiglechkeeten ze ginn an der Transportpolitik.

Op där anerer Säit awer och e modernt, fonctionnellt Gebai wäert geschafe ginn, wat besonnesch de Benotzer vum Zuch a vum Tram, net nëmme vum Raum Ettelbréck, mä aus dem ganzen Norden, kann ee soen, nei Méiglechkeete gëtt, och adaptéiert modern Méiglechkeeten. An dat ass mat Sécherheet nëmmen zum Gudde vum ëffentlechen Transport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gusty Graas. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ma e grousse Merci emol nach eng Kéier un d'Kolleegin fir dee flotten, exzellente mëndleche Rapport. Och e grousse Merci fir de Koxen Heng, deen net hei ass, fir säi schréftleche Rapport. Ech wëll elo hei net an den Detail vun der technescher Envergure goe vun dësem Projet. Dat hu meng Virriedner schonn alleguerten am Detail gemaach an duerfir wëll ech dat och net hei nach eng Kéier widderhuelen.

Mir geet et ëm de Méiwäert vun dësem Projet de loi, deen déi gréng Fraktioun hei fir d'Stad Ettelbréck, fir d'Nordstad, fir déi ganz Regioun gesäit, souguer fir dee ganzen Norden. Dee Méiwäert wëlle mir e bëssen hei duerstellen. Et ass ee Projet, deen also net nëmmen Ettelbréck, mä där ganzer Regioun eng Méiglechkeet gëtt, a Saache Mobilitéit e risege Sprong

no vir ze maachen, no vir an d'21. Jorhonnert. An dat ass méi wéi noutwendeg.

Ettelbréck, dat ass déi zweetgréisst Gare aus dem Land, wat d'Passagéieropkommes ugeet. Et ass eng Dréischeif vum ëffentlechen Transport fir den Norden a fir dat ganzt Land. Wien haut awer emol eng Kéier op déi Ettelbrécker Gare geet - an do ginn ech mengem Virriedner, dem Aly Kaes, vollkomme recht, dat huet e richteg bemierkt -, dee wäert feststellen, wéi wichteg dee Projet vun enger Moderniséierung vun dëser Gare hei ass.

D'Situatioun fir d'Benotzer, souwuel wat de Bus wéi och wat den Zuch ugeet, ass net méi zoumuttbar. Den Accès zu de Quaien, den Accueil an de Guicheten, d'Raimlechkeeten, déi sinn enger moderner Gare net würdeg. Och op der Busgare, muss ee soen, si keng modern Anzeigen do, et sinn net genuch Parkplazen do. De Switch ass guer net méiglech vum Auto op den Zuch. Et si keng Vëlosemplacementer do, fir och méi eng nohalteg Mobilitéit do kënnen ze assuréieren. An dat ass eben elo déi aktuell Situatioun.

Jo, d'Gare vun Ettelbréck, déi huet eng ganz laang Geschicht vun iwwer 150 Joer. Virdrun ass dat schonn ernimmt ginn. Mä duerfir kënne mir elo net oder solle mer net hei um Gebai eleng hänke bleiwen, mä et soll een och där Geschicht vun der Stad Ettelbréck als Dréi- an Aangelpunkt vun der Entwécklung vum Norden, als Geschäfts- a Bauerestad gerecht ginn. A mat dësem Projet de loi gëtt een deem och gerecht.

Mat der Entwécklung vum Nordstadkonzept hu sech nei Perspektiven opgedoe fir Ettelbréck, fir den Norden, mä leider war et an deene leschte Joren zimlech roueg gewiescht, an et hat een den Androck, d'Konzept wär e bësschen an engem Dornréischeschlof versonk. Mat där neier Regierung an awer och nees mat der Bedeelegung vun de Gemengen aus der Nordstad ass erëm Bewegung an den Dossier komm, wat mir als Gréng absolut hei begréissen.

Mat dësem Projet an dem Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad, an do besonnesch vun der Achs Ettelbréck-Dikrech entsteet erëm eng nei Dynamik an der ganzer Nordstad, déi dem Norden och zeguttkënnt. Mir begréissen duerfir ausdrécklech, dass dës Regierung mat deene Projeten elo kloer Zeeche setzt fir d'Nordstad an och fir den Norden, ee kloert Zeeche fir eng nei an, virun allem, eng besser a méi nohalteg Mobilitéit an der Regioun. Déi verbessert Mobilitéit op der Achs Ettelbréck-Dikrech, wou Bus, Vëlo an Zukunft eng wichteg Roll wäerte spillen, och de Foussgänger, dat ass eng Décisioun fir méi Liewensqualitéit an dësem Raum an domat och fir besser Entwécklungschancë vun der Nordstad.

Et ass elo un deene verantwortleche Politiker aus der Regioun, dës eemoleg Chance dann och ze notzen, ze ergräifen an ze hëllefen, dat positiv ëmzesetzen. Mir hu jo hei an Chamber och de Buergermeeschter vun Dikrech sëtzen, deen dëst och scho längst erkannt huet an duerfir dësen zukunftsfäege Projet, géif ech emol mengen, tatkräfteg ënnerstëtzt.

Och hat ech de Weekend d'Chance, ebe mat dem Ettelbrécker Buergermeeschter iwwert dëse Projet kuerz ze schwätzen, an hien huet mer awer och nach eng Kéier säin Accord matgi vu sengem Schäfferot a sengem Gemengerot, deen hannert dësem Projet de loi a senger aktueller Form steet.

An an deem Kontext schéngt mer déi Iddi, fir am Kader vum Embau vun der Gare Ettelbréck administrativ Gebaier oder Ähnleches op deem Site vun der Gare anzeplangen, eng äusserst interessant Pist. An et ass och flott festzestellen, dass den Ettelbrécker Gemengerot gewëllt ass, dës Optioun wouerzehuelen.

Elo ass et dann awer och un der Regierung, fir déi Geleeënheet ze notzen am Dialog zesumme mat der Stad Ettelbréck, fir un deem flotte Projet, deen do kann entstoen, ze schaffen an domat och nei Zeechen ze setzen. Dee Projet gëtt awer och d'Geleeënheet, dee Garer Quartier vun Ettelbréck als Ganzt emol eng Kéier opzewäerten an domat d'Liewensqualitéit ze verbesseren. Déi Leit, déi de Garer Quartier kennen, wëssen, dass do villes ze maachen ass. An dat wier alles am Interessi vun de Leit vun Ettelbréck, mä net nëmme vun deenen, mä deenen aus der Nordstad an aus dem ganzen Norden.

Schlussendlech weist d'Regierung mat dësem Projet, dass si den Norden net vergiess huet, mä bien au contraire, dass se sech bewosst ass, dass fir d'Entwécklung vun eisem Land och den Norden eng zentral Roll spillt.

An duerfir ginn ech natierlech heimat den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem flotten, innovative Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Anzia. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur, deenen zwee Rapporteuren, dem Henri Kox an der Madame Lorsché, Merci soe fir dëse Projet, fir dëse Rapport iwwert den Neibau vun der Ettelbrécker Gare zu engem Käschtepunkt vun 156 Milliounen.

De But vun dësem Projet ass, eng nei Gare vun Ettelbréck ze bauen - meng Virriedner hunn alles schonn erkläert - mat neie Quaien, Park & Ride, Aménagement fir Busser, Vëloen, Souterraine fir d'Foussgänger, och engem Tunnel fir den Autosverkéier an esou weider, an engem Aménagement vu praktesch deem ganze Quartier ronderëm d'Ettelbrécker Gare.

Dëse Projet, wéi u sech, mengen ech, all Projet, deen an den ëffentlechen Transport investéiert, sief dat a Schinnen oder sief dat, wéi an dësem Fall, a Schinnen a Quaien a Gare an Infrastrukturen, muss een am Prinzip a kann een am Prinzip och nëmme begréissen. An ech mengen, dëst Parlament huet an deene leschte Jore successiv vill Projete gestëmmt, déi an den ëffentlechen Transport ginn, well eben e ganz groussen Nohuelbedarf do war. An dat ass och gutt esou.

An ech mengen, datt dat heiten och fir d'Nordstad wichteg ass. Datt mer an déi Infrastrukture fir dee ganzen Norden investéieren, ass scho richteg. Mä d'Mëttel heelt net alles (veuillez lire: Mä den Zweck hellegt net all Mëttel.). Ech mengen, wa mer heiriwwer diskutéieren, da wëll ech op e puer méi kritesch Punkten agoen, déi am Zesummenhang mat dësem Projet sinn, a virun allem op déi prinzipiell Fro: Wat ass mat där aler Gare, enger Gare, déi ëmmerhin 150 Joer al ass, déi aus dem Joer 1862 staamt an déi elo hei mat dësem Projet ofgerappt gëtt? Et ass een historesch wäertvollt Gebai.

An duerfir muss ee sech d'Fro stellen: Och wann een esou grouss Investitioune mécht, wier et net awer méiglech gewiescht, fir dat Gebai ze erhalen an et an en neie moderne Komplex ze integréieren?

Ech sinn der Meenung, datt dat hätt misse méiglech sinn, wéi och vill aner Leit dat waren. D'Regierung behaapt, dat Gebai misst ofgerappt ginn, well den Tunnel fir d'Autoen drënner erduerchgeet. Eiser Meenung no ass dat falsch, well haut kann een och Tunnellen ënner Gebaier bauen, déi een da stoe léisst an déi ee vun ënne festegt, sief et mat Bëtonsplacken oder, wéi mer dat zum Beispill eng Kéier gesinn hunn zu Leipzig, déi zwou Kopfbahnen (veuillez lire: S-Bahnen) hunn, déi elo ënner Leipzig mat dem Eisebunnsschinnentracé duerchfueren.

Déi hu souguer grouss Hotellen ënnerféiert a se liicht ugehuewen, fir kënnen Tunnellen ze maachen. Alles dat ass haut méiglech. An dat ware Gebaier, déi ëm dat Villfacht méi grouss sinn, wéi dat zu Ettelbréck de Fall ass. Also, et wier duerchaus méiglech gewiescht, wann de politesche Wëllen do gewiescht wier, fir dat Gebai ze erhalen.

D'Fro vum Denkmalschutz, ech mengen, dat ass eng kruzial Fro, déi mer eis stellen. Et ass schonn ugeklongen hei. De Kolleeg André Bauler huet an deem Zesummenhang Questions parlementaires gestallt, virun allem déi Question parlementaire vum 2. Oktober 2014. An d'Äntwert schéngt mer enorm wichteg ze sinn, wou am Fong déi heiteg Kulturministesch seet, datt hir Virgängerin gesot hätt, aus Rücksicht op deen heite Projet hätt d'Regierung drop verzicht, fir dat Gebai ënner Denkmalschutz ze stellen.

An dat ass menger Meenung no e staarkt Stéck, wann ee seet: Mir stellen ee Gebai net ënner Denkmalschutz an Hisiicht vun engem Projet, well et dann net kéint ofgerappt ginn. Ass net grad den Denkmalschutz do, fir Gebaier ze schützen, soudatt se net ofgerappt brauchen ze ginn, wa Projete gemaach ginn?

Ech hu jiddefalls nach ni héieren, datt aus Siicht vum Denkmalschutz gesot gëtt: Mir kënnen dat Gebai net klasséieren, soss kënne mer et net ofrappe fir de Projet. Dat schéngt awer hei d'Regel gewiescht ze sinn, datt dat Gebai just doweinst net klasséiert ginn ass, well et dann net hätt kënnen ofgerappt ginn.

An och déi nei Kulturministesch, déi geet dann hin a seet, si géif dat bedaueren, datt hir Virgängerin dat Gebai net klasséiert hätt, well anscheinend och en Avis favorable do war vun der Commission des Sites et Monuments. Si géif dat bedaueren, datt hir Virgängerin dat Gebai net klasséiert hätt, mä si kéint et och elo net méi klasséieren, well de Projet schonn ze wäit fortgeschratt wier.

Dat ass am Fong eng Situatioun, wéi mir hei zu Lëtzebuerg den Denkmalschutz maachen: Mir maachen Denkmalschutz, wann en eis an de Krom passt, a wa mer e Projet maachen, wou mer mengen, elo misst ofgerappt ginn, da gëtt einfach net klasséiert, well mer jo soss net kënnen ofrappen.

Et ass also wierklech eng ganz schwéier Interpretatioun, duerch déi ech mengen, datt mer eis do wierklech hei zu Lëtzebuerg als Narre virféiere loossen, wann dat d'Kulturpolitik ass, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt. Dat ass Denkmalschutz, wéi en hei zu Lëtzebuerg praktizéiert gëtt! Eiser Meenung no hätt dat Gebai missen erhale bleiwen an et hätt missen an e moderne Projet integréiert ginn.

Datselwecht hu mer och, wat den Tunnel ubelaangt, well deen Tunnel ass jo am Fong d'Ursaach, firwat dat Gebai misst ofgerappt ginn. Mir wëssen awer, datt deen Tunnel an engem Iwwerschwemmungsgebitt ass, a jiddweree weess, wéi et zu Ettelbréck ass. Et ass wuel elo gesot ginn, datt d'Ausfahrt gehéicht gi wier, datt den Tunnel engem Jorhonnertwieder géif standhalen. Mä wann e Jorhonnertwieder kënnt, a mir kréie jo anscheinend där Jorhonnertwiederen an de leschte (veuillez lire: den nächste) Jore méi dacks, et dauert net all Kéiers méi honnert Joer dotëschent, dann hu mer de Problem.

An ech stellen och do d'Fro un den Här Minister: Wat geschitt dann, wa mer esou ee Jorhonnertwieder kréien an deen Tunnel iwwerschwemmt ass?

Mä et waren och Iddie fréier do, fir mat der Strooss déi aner Säit vun der Gare laanschtzefueren. Dat ass en Terrain, deen der Eisebunn gehéiert. Mä anscheinend spekuléiert d'Eisebunn léiwer do, fir Immobilien op deen Terrain ze setzen, wéi datt een deen Terrain benotzt hätt, fir op där anerer Säit kënne mat der Strooss laanschtzefueren. Da wier déi ganz Situatioun hei net néideg gewiescht an et hätt een net brauchen ënnert deem Gebai erduerchzefueren. An et gëtt och eng Variant, mat där ee mam Tunnel virun deem Gebai hätt kënnen erduerchfueren, mä och déi Variant ass net zréckbehale ginn.

An da seet den Ettelbrécker Buergermeeschter selwer, datt och duerch den Tunnel d'Verkéiersproblematik zu Ettelbréck net géif geléist ginn, mä datt duerfir de Contournement Ettelbréck-Feelen misst gebaut ginn. An de Statssekretär Camille Gira huet gesot, datt dat awer fréiestens am Joer 2020 dierft de Fall sinn.

Da stelle sech eng Rei vu Froen, op déi mer nach keng Äntwerte kritt hunn, wat den eventuell verseuchten Terrain ubelaangt, well mer wëssen, datt do Reservoire vun honnertdausend Liter waren, fir Tankmazout ze lageren. Ass dat ënnersicht ginn oder muss do renaturéiert ginn? Wie kënnt fir déi Käschten op? A wat wier de Käschtepunkt?

Et ass d'Fro opgeworf ginn an deene leschten Deeg vun deem Luftschutzbunker aus dem leschte Weltkrich, deen eréischt viru Kuerzem anscheinend… D'Bureaux d'études, déi awer schonn iwwer Méint a Joren heirunner geplangt hunn, déi hätten eréischt virun e puer Wochen am Fong Kenntnis am Plange vun deene Luftschutzbunkeren do kritt.

Och hei stellt d'Fro sech, Här Minister, wat da mat deene Bunkere geschitt.

An och iwwert d'Patton-Denkmal kann een diskutéieren, wat eréischt virun zéng Joer fir vill Geld integral renovéiert ginn ass, dat elo awer ofgerappt gëtt an zu engem Käschtepunkt vu 34 Milliounen nei gebaut gëtt.

Et ass also eng Rei vun Alternativen hei ginn, ech hunn der virdru gesot, vun Terrainen, déi souwuel op där enger wéi op där anerer Säit hätte kënne gemaach ginn. Mä och d'Initiativ Ettelbréck 21 huet eng ganz Rei vu Propositioune gemaach, déi sënnvoll wieren, mä déi net berücksichtegt gi sinn. Och dës Iddie si vun eisem Nordbezierk, vun der ADR Norden, ëmmerhin ëmmer ënnerstëtzt ginn.

Esou huet zum Beispill an engem Communiqué vum 20. Abrëll 2012 d'ADR Norden am Fong déi ganz Iddien, wéi se vun Ettelbréck 21 presentéiert gi sinn, ënnerstëtzt. Mä leider vun der Regierung hei dee bekannten „Dialog" an déi bekannten „Transparenz", déi, wéi se ugetrueden ass, se géif auszeechnen, hu mer jo elo awer an deene leschte Méint festgestallt, datt deen Dialog an déi Transparenz näischt aneschters si wéi en Diktat vun uewen, duerch déi se ersat ginn. An esou ass et och hei zu Ettelbréck geschitt.

Da muss een och wëssen, datt den Ettelbrécker Gemengerot dësem Projet zougestëmmt huet, awer mat de Stëmme vun CSV/LSAP. An dat zu engem Zäitpunkt, wéi mer och eng CSV/LSAP-Regierung haten. All Conseilleren awer vun déi gréng an der DP hu géint dëse Projet zu Ettelbréck gestëmmt.

Duerfir war ech verwonnert, wéi mäi Virriedner vun deene Gréngen elo grad hei gesot huet, en hätt mam Buergermeeschter geschwat an d'Zoustëmmung vun der Ettelbrécker Gemeng wier do. Dat stëmmt. Se war do, awer se war nëmmen do vun zwou Parteien. déi gréng an déi Blo hunn zu Ettelbréck am Gemengerot géint dëse Projet gestëmmt.

An d'Leit hu sech dunn Hoffnunge gemaach, datt mat där neier Gambia-Regierung dee Projet elo géif iwwerschafft ginn an de Bedenke vun den Ettelbrécker Leit géif Rechnung gedroe ginn. Mä, wéi gesot, d'Enttäuschung ass immens grouss, well elo déi Leit, déi zu Ettelbréck am Gemengerot dergéint gestëmmt hunn, déi sinn, déi elo hei Rapporteur si vun deem Projet. Dat sinn elo déi, déi hei fir dee Projet schwätzen, an et sinn och déi, déi hei wäerte fir dëse Projet stëmmen.

Esou gesäit een, wéi d'Zäite sech änneren. Wann een zu Ettelbréck am Gemengerot an der Oppositioun sëtzt an et sëtzt een op eemol an enger Regierung an et muss ee Responsabilitéit huelen, dann ass alles dat virdrun… An et ass jo net nëmmen dat Eenzegt, wat bei deene Grénge festgestallt ginn ass. Haut ass alles méiglech, haut sinn déi gréng op eemol fir den Ausbau vun enger Autobunn! Haut kënne Beem ewechgerappt ginn! Haut kënne Bëscher ewechgerappt ginn! An haut kann dat och gemaach ginn, wougéint se virun zwee Joer gestëmmt hunn. Dat ass wierklech e gutt Beispill, wéi dat heite fonctionnéiert!

Här President, mir als ADR sinn ëmmer fir Infrastrukturen (veuillez lire: Investitiounen), déi an den ëffentlechen Transport gemaach ginn. Mä den Zweck hellegt net d'Mëttelen. An et kann een net higoen an da soen: Ma, duerfir muss een dann eben een aalt historescht Gebai, wat d'Ettelbrécker Gare duerstellt, kënnen ofrappen.

Mir wëllen hei duerfir prinzipiell géint dëse Projet stëmmen, well hei ee wäertvollt historescht Gebai geaffert gëtt, wat net hätt misse sinn!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll net alles widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Ech sinn awer ganz frou, datt zu Ettelbréck déi Gare, déi ech laang kennen als Éisleker Jong…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech si schliisslech zwee Joer zu Ettelbréck an d'Schoul gaangen, zwee Joer op Dikrech gefuer a fënnef Joer vun Ettelbréck an d'Stad gefuer.

(Interruption et hilarité)

Awer nëmmen dann, wann ech net mam Vëlo an d'Schoul gefuer sinn an d'Stad. Mä doriwwer kënne mer eng aner Kéier schwätzen.

Ech si ganz frou, datt effektiv déi Gare an dee ganzen Eck do ausgebaut ginn zu engem multimodale Projet, och wa sech verschidde Froe stellen.

Positiv beim Ausbau ass d'Erneierung vun deenen zwee Quaien, de Bau vun engem drëtte Quai, d'Iwwerdeckung vun de Quaien. Ech fannen et och ganz flott, datt et op eng ähnlech Aart a Weis geschitt wéi dat an der Stad de Fall ass, wat d'Identitéit vum ëffentlechen Transport a vun der Eisebunn zu Lëtzebuerg verbessert.

Bei deenen zwee Souterrainen, do ass awer elo schonn eng Fro, déi ech mer stellen. Ee Souterrain vun dräi Meter an enger Gare ass net ëmmer ideal. Ech werfen direkt d'Fro op, ob et net besser wier, dee Souterrain méi breet ze maachen, well iwwerall do, wou der vun dräi Meter gebaut gi sinn, si se herno meeschtens méi breet gemaach ginn. Mä dat just an enger Klamer.

Op elektresch online Informatiounstableauen, op den Ausbau vun der Eisebunnsinfrastruktur ginn ech net an. Och de Gütertransport bleift erhalen. An de Park & Ride an esou weider an esou fort. Iwwert de Fonds des routes ass och eng Interconnexioun mam Bus/Zuch virgesinn, fir d'Mobilité douce een „shared space" virun der Gare, wat jo ebe just de Charakter vun deem multimodale Projet do ausmécht.

An domadder kéim ech och schonn zu de Froen, déi sech stellen, déi zum Deel schonn opgeworf gi sinn. Déi éischt Fro betrëfft natierlech d'Gare, déi elo virgesinn ass, ofgerappt ze ginn, wou d'Fro sech stellt, ob se net hätt kënnen erhalen an integréiert ginn.

Mä dat, wat mech haaptsächlech stéiert an där Diskussioun iwwert d'Gare, déi ech gutt kennen, well ech do mäin éischte Studentenjob hat als Jugendlechen…

(Interruption)

…Job am Buffet de la Gare zu Ettelbréck, a wann ech richteg weess, huet sech net vill geännert um Ausgesi vun där Gare. Wat ech krass fannen, ass dat, wat virdrun opgeworf ginn ass. Mir missten et endlech eng Kéier fäerdegbréngen, zu Lëtzebuerg festzehalen, wat schützenswäert ass…

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

…vu Gebaier a wat net. An ee Gebai ass aus objektive Kritären, déi eng Commission des Sites et Monuments oder e Ministère festhalen, entweder schützenswäert oder et ass et net. A wann et et ass, da soll och keen Hindernis sinn: weder en ëffentleche Projet nach e private Projet. D'Diskussioun vun der Ettelbrécker Gare erënnert mech e bëssen un den Hadir-Tuerm zu Déifferdeng, wou och ee wichtegt Monument vu sozialer an Industriestruktur plattgemaach gëtt, fir datt de Promoteur op méi engem riichten Terrain méi einfach ka bauen, wéi al Saachen ze integréieren.

Zu Ettelbréck ass et ähnlech, an ech hätt gären, datt mer an deem Ministère vun der Kultur, dat ass net nëmmen de Ministère elo, mä dat geet elo esou virun, kloer Décisiounen huelen doriwwer, wat schützenswäert ass a wat net. A wann et kloer ass, da soll sech dru gehale ginn, a wann et also kloer ass, datt et net schützenswäert ass, dann ass et eben esou an da kann een deementspriechend sech och riichten.

(Interruptions)

An deem Zesummenhang wollt ech trotzdeem och d'Fro stellen, mä se ass gestallt, an de Minister Bausch wäert dorobber äntwerten, vum verseuchte Buedem mat deenen 1.000-Fudder-Fässer, déi do louchen, wat do drun ass, wat dat vun zousätzlechem Käschtepunkt a vu Problemer mat sech bréngt.

Zweete Problem, deen ech wollt opwerfen, ass dee vum Individualverkéier. Fir mech ass d'Problematik vum Individualverkéier, vun den Ëmgehungsstroossen, vun den Duerchfahrtsstroossen, och vun deem Tunnel do net op eng ideal Aart a Weis geléist.

Wat mech géif interesséieren, dat ass, ob effektiv do dat gemaach ginn ass, wat op anere Plazen och gemaach ginn ass, nämlech eng Verkéiersimpaktetüd, wou mer jo d'Methodologie an der Kommissioun virgestallt hunn, wéi esou Etüde gemaach ginn, aus där een da kann erausliesen, a wéi engen Zeenarien een eventuell wéi vill Individualverkéier op wéi enger Plaz géif generéieren, wëssend, datt ee versicht, een Deel iwwert den ëffentlechen Transport ze maachen.

Et géif mech interesséieren, ob esou eng Verkéiersimpaktstudie virläit a wat sech dorauser ergëtt vu Mobilitéitskonzept fir de Raum Ettelbréck, wat an deem Zesummenhang och de Contournement Ettelbréck-Feelen soll bréngen.

Brauche mer en? Wéini kënnt en? Wat ergëtt sech aus geneeëm Timing dorauser? An esou weider an esou fort. Dat sinn eng ganz Rei Froen, déi sech stellen, op déi ech nach kuerz wäert zréckkommen.

Zwou weider Froen, déi ech mer stellen. Dat Éischt ass déi, datt am Text steet, am Exposé des motifs, datt d'Zuchstreck Ettelbréck-Dikrech net hypothéquéiert ass. Einfach esou sinn ech frou, datt dat dosteet. Ech stelle mer awer Froen iwwert déi Streck.

Wann ech richteg verstanen hunn, gëtt d'Zuchstreck Ettelbréck-Dikrech, esou wéi se elo ass, a Konkurrenz gesat zu engem Bussystem. A mir wëssen, datt et grouss Ënnerscheeder gëtt tëschent Zuch a Bus. Den Zuch huet ee Virdeel: Duerch d'Schinnegebonnenheet huet e vill méi grouss Capacitéiten. Säin Nodeel ass eben deen, datt en do geet, wou d'Schinne leien, dat heescht, net onbedéngt do, wou d'Uertschafte sech ausgebaut hunn.

De Bus huet den Nodeel, datt en net déi nämlecht Capacitéiten huet, mä datt en direkt kann duerch d'Uertschafte fueren, wou d'Leit wunnen. A wann een déi zwee Systemer tel quel a Konkurrenz setzt, kënnt den Zuch schlecht ewech. Den Zuch huet nëmmen dann ee Sënn, wann en a Kombinatioun ass mat anere Mëttelen, wann en d'Réckgratlinn ass fir e Gesamtkonzept, wou Bus an Zuch a Park & Ride zesummenhänken.

An deem Sënn maachen ech mer Suerge fir d'Zukunft vun der Zuchstreck Ettelbréck-Dikrech, well déi wäert do an där Konkurrenz mam Bus de Kierzeren zéien. An et wier menger Meenung no besser gewiescht, et hätt een direkt driwwer nogeduecht, fir e schinnegebonnent Verkéiersmëttel am Norden ze maachen, wat een dann esou hätt kënne leeën, datt et effektiv duerch d'Uertschafte geschitt wär, wéi dat effektiv mat engem Tram de Fall ass.

Well dat ass jo nämlech de Virdeel vun engem modernen Tram, datt een en dohinner fuere léisst, mat grousse Capacitéiten, wou d'Leit wunnen a wou e gebraucht gëtt. Dovun ofgesinn, datt een och hätt kënnen iwwert d'Dikrecher Gare erausfueren, well d'Dikrecher Gare steet bekanntlech um Ufank vun Dikrech an och net onbedéngt do, wou d'Leit wunnen.

Eng ähnlech Fro stellt sech par rapport zu der Zuchverbindung mat Biissen, wat de Moment eng reng Güterverbindung ass, ob et méiglech ass, fir déi Güterverbindung, déi Güterstreck ëmzebauen op eng Streck, op där och Persounentransport ka gemaach ginn. An ech mengen, och dat wier wichteg an engem Gesamtkonzept, Verkéierskonzept vun der Nordstad Ettelbréck-Dikrech ze kucken an dorobber Äntwerten ze ginn.

Insgesamt wier ech ganz frou, wann effektiv esou ee Verkéierskonzept, esou ee Mobilitéitskonzept fir Ettelbréck kéint, net nëmmen déi Elementer, déi mer elo kennen, mä a senger Gesamtheet virgestallt ginn, och de Leit virgestallt ginn. Well ech mengen, dat, wat d'Leit virgestallt kritt hunn, dat war ee Stéck dovunner, dat war positiv. Mä et ass awer nëmmen ee Stéck dovunner. Et sinn eng ganz Rei Froen net beäntwert. An notamment d'Fro vum Timing, wat wéini soll geschéien. Et wier ganz flott, wann an deem Zesummenhang dat weider kéint preziséiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt um Ufank fir d'Éischt dem Här Kox Merci soe fir säin ausféierleche schréftleche Rapport an der Madame Lorsché fir hire gudde mëndleche Rapport a selbstverständlech alle Riedner fir hir Interventioun hei.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei ee Projet, deen am Total, wann ech den Eisebunnsdeel mam Stroossendeel kucken, 156,5 Milliounen Euro Invest ausmécht. Dovunner ginn 112 Milliounen iwwert de Fonds du rail an 43 Milliounen iwwert de Fonds des routes géréiert respektiv finanzéiert.

Et ass dee wichtegste Pôle d'échange multimodal fir den Norden. Et ass en extrem wichtege Projet fir d'Entwécklung vun der Nordstad an et ass deen insgesamt véierten Eisebunnsprojet oder schinnegebonnene Projet, dee mer a kierzester Zäit an der Chamber hei wäerten ofstëmmen.

Ech hunn de Gesetzesprojet hei am Juli duerch de Regierungsrot bruecht. E war am September an der Chamber déposéiert ginn. En ass am Juli och parallell un de Statsrot gaangen, an am Dezember gëtt e gestëmmt. Den Arrêt Pont Rouge war an engem ähnlechen Tempo duerch d'Chamber gaangen. D'Beetebuerger Streck och.

Dat heescht, bannent sechs Méint hu mer mat deem Projet haut, dee jo, esou wéi et ausgesäit, mat enger grousser Majoritéit wäert gestëmmt ginn, 500 Milliounen Euro fir den Ausbau vun dem klasseschen Eisebunnsnetz gestëmmt, wat wierklech wichteg ass, well dat sinn alles Projeten, déi mer brauchen, fir datt mer dee Wandel, dee mer brauchen an deenen nächste Joren an der Mobilitéit, kréien, fir datt mer deen „modal split", dee mer eis zum Zil gesat hunn, kënnen erreechen.

Ech wëll och duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier der Chamber Merci soen, datt an deenen eenzelne Kommissiounen un deene Projeten esou séier geschafft ginn ass, och un deem heiten, soudatt mer nach bis Enn des Joers deen duerch d'Chamber kënne bréngen.

De Projet hei ass awer net nëmme wichteg fir d'Eisebunn, en ass, wéi gesot, wichteg fir d'Entwécklung vun der Nordstad, vum Norden insgesamt. Et ass dee wichtegste Pôle d'échange, dee mer am Norden hunn. En ass awer och wichteg fir d'Stad Ettelbréck als solch, well en nei urbanistesch Chancë bitt fir déi Stad, well mer de Verkéier aus dem Kär eraushuelen an dee kënne berouegen an doduerjer natierlech och fir d'Geschäfter respektiv fir do ze liewen déi Stad vill méi attraktiv maachen.

Et ass och esou, datt dee Projet hei vun dëser Regierung, wéi scho vu Virriedner hei richteg gesot ginn ass, nëmme liicht geännert ginn ass. En ass haaptsächlech geännert ginn um Niveau vun der Mobilité douce a vun enger Rei Saachen am Kontext „shared space", wou ech eng Rei Nobesserunge maache gelooss hunn.

E kritt awer eng wesentlech Komponent derbäi, an dat ass, datt mer dee Projet hei wäerte verbanne mam Axe central Ettelbréck-Dikrech. An d'Chamber huet mer virun e puer Wochen hei gréng Luucht ginn, fir datt ech elo definitiv dee Projet ka studéieren, deen ech ausschaffe gelooss hu vu Januar un, fir ze kucken, wéi mer dee Pôle d'échange hei kënne verbanne mat Dikrech, an awer net nëmme mat Dikrech, mä dat heescht och mat all deene Gemengen, déi dertëschent leien, an nei Perspektiven doduerjer kréien.

Firwat ass dat wichteg? Majo, et ass elo just gesot gi vun engem Virriedner, datt d'Eisebunnsstreck jo géif bäibehale ginn. Dat stëmmt, mä awer et ass och gesot ginn, datt d'Eisebunnsstreck wierklech schlecht läit. Si läit net do, wou d'Entwécklunge stattfonnt hunn; si läit net do, wou d'Potenzialer och si fir d'Zukunft, nämlech op deem Axe central.

An dee Systementscheid, dee jo 2013 am Fong duerch eng Etüd gefuerdert ginn ass oder beluecht ginn ass, deen ass net gemaach ginn, well an der Nordstad zwou vun deene Gemengen, déi dra sinn, net d'accord waren, fir d'Décisioun esou ze huelen. An och dës Regierung wollt net méi déi Diskussioun do nach eng Kéier hei nei ufänken an huet an de Koalitiounsaccord schreiwe gelooss, datt mer déi Streck, déi Zuchstreck op Dikrech wëllen erhalen.

Mä ech soen Iech awer: Ech hunn awer dunn der Regierung proposéiert, datt et mir awer net duergeet, fir einfach ze soen, mir drécken eis elo hei laanscht d'Fro a mir maachen näischt fir d'Entwécklung vun der gesamter Nordstad, an datt ech do versicht hunn, mat der Stroossebauverwaltung ze kucken, fir fir den Axe central eng besser Ubannung ze kréien, mat engem héije Capacitéitsbusréseau tëschent Ettelbréck an Dikrech, fir datt do och dat Potenzial, wat op deem Stéck do läit, fir datt mer déi Nordstad kënnen entwéckelen, voll ausgeschëpft gëtt, a well et fir mech och de Complément ass zu deem, wat mer haut hei stëmmen - ganz kloer.

An dee Projet, dee wäerte mer elo am Detail studéieren doduerjer, datt ech virun e puer Wochen de Feu vert kritt hunn. Mä ech kann Iech awer soen, datt dee machbar ass, an ech sinn och iwwerzeegt dovunner, datt, wa mer dee wäerte virleeën, dee ganz vill wäert bréngen, fir deen Axe central besser ze bedéngen, an domadder och der Nordstad ganz vill wäert bréngen.

Dat ass also e wesentleche Changement a géiert dann och…, well et ass jo gefrot ginn, wat dann d'Gesamtkonzept wier fir déi ganz Nordstad: Mä dat ass e wesentleche Bestanddeel vun deem gesamte Konzept, niewent enger Rei anere Froen, déi ech awer herno wäert beäntwerte bei dem Här Kaes senger Interpellatioun, well deen huet jo déi Froen och opgeworf, wéi et weidergeet mam Contournement Ettelbréck an esou weider.

Duerfir, ech wëll elo net hei Zäit verléieren. Herno kann ech dat maachen, wa mer iwwert dat schwätzen. Mä wat awer och Projete sinn, déi wichteg sinn, déi mer wëlle weiderdreiwen, fir datt, wéi gesot, déi ganz Nordstad déi Entwécklung kritt, vun där dës Regierung gär hätt, datt se se onbedéngt soll kréien.

Do ginn also substanziell Montanten investéiert am Intérêt vun där Nordstad, an ech sinn och gudder Déng, datt mer domadder zesummen och an der Konventioun mat de Gemengen an der Nordstad kënnen eppes draus maachen, fir datt mer dat, wat am Fong am IVL an an der Landesplanung scho laang virgesinn ass, nämlech deen drëtte Pôle d'activité économique, dee mer am Land sollen entwéckelen - niewent der Stad Lëtzebuerg an de Randgemengen an Esch-Belval -, deen eben d'Nordstad ass fir den Norden, datt mer dee kënne besser doduerjer entwéckelen.

Dee Projet hei huet eng Rei Joren Diskussioun um Bockel. A mäi Virgänger, de Claude Wiseler, huet sech och scho vill domadder geplot. Et gëtt gesot, jo, virun enger Rei Joren, et wiere vill Meenungsverschiddenheete ginn. Déi eng waren dergéint, déi aner waren derfir.

Et muss een awer och soen, datt dee Projet extrem evoluéiert huet iwwert déi ganz Joren. Wann ech nëmmen dat Beispill eraushuele vun der Fro vum Héichwaasser oder vum Iwwerschwemmungsrisiko, dat war jo ee vun deene Punkten, déi vill an der Diskussioun waren, do sinn et vill Detailstudie ginn.

An ech kann Iech och soen: Dat, wat elo um Dësch läit, a mengem Ministère läit esou een décken Dossier vun dem Waasserwirtschaftsamt, wou genau am Detail Analyse gemaach gi sinn, wéi déi ënnerierdesch Waasserleef do sinn a wat misst gemaach ginn, fir datt et net zu Iwwerschwemmunge kënnt.

Elo kann natierlech ee mer soen: Oh, dat ass alles egal, ech sinn nach ëmmer der Meenung, et gëtt awer Iwwerschwemmungen herno. Ech kann Iech awer nëmme soen: Ech muss mech awer kënnen op dat jo verloossen, wat d'Ingenieursbüroen ausschaffe respektiv d'Waasserwirtschaftsamt, déi jo awer elo net bekannt sinn als onkritesch par rapport zu esou Froen.

Au contraire, ech mengen, dee fréieren Direkter vum Waasserwirtschaftsamt war éischter een, deen ëmmer eng zimlech konsequent Meenung hat an esou Froen an deen éischter Leit op de Féiss erëmgetrëppelt huet, zwar oft zu Recht, fannen ech. Mä hei ass awer ganz kloer: Dat Dokument, wat virläit, dat ergëtt, datt dat machbar ass, natierlech ënner enger Rei Konditiounen. An déi Konditiounen, déi sinn am Projet vu Ponts et Chaussées respektéiert ginn an déi suergen och derfir, wéi gesot, oder sollen derfir suergen, datt eben do déi Iwwerschwemmungen net wäerte stattfannen.

Da sinn och eng Rei Diskussioune gewiescht an der leschter Zäit iwwert d'Gebai, iwwert dat historescht Gebai. Bon, éischtens muss een emol soen, datt, wann een déi ganz Ettelbrécker Streck oder iwwerhaapt déi ganz Nordstreck kuckt, da gëtt et där historesch Gebaier ganz vill. Dat Ettelbrécker ass net dat eenzegt, wat et effektiv gëtt. Mir sinn och bis elo méi oder manner gutt mat deenen alleguer ëmgaangen. Dat ass e Fait.

Fait ass awer och hei, datt, wann een dee Projet an där Envergure wëllt realiséieren, wéi en hei virgesinn ass, fir datt en och als Pôle d'échange multimodal mat all senge Konsequenzen eppes bréngt fir d'Nordstad, da kann een dat Gebai net esou dostoe loossen.

Dat geet net, net nëmmen, wéi den Här Gibéryen gesot huet, wéinst dem Tunnel vun der Strooss ënnendrënner. Och wéinst deenen anere Saachen, déi sollen aménagéiert ginn, wär dat net gaangen. Et huet ee missen do e Choix treffen. An de Choix huet misse sinn: Entweder décidéiere mer eis, d'Gebai, esou wéi et do ass, ze erhalen, mä da kënne mer deen do Projet an där Envergure net esou realiséieren an da musse mer eppes aneschters maachen. Oder mir décidéieren eben, datt mer dat Gebai do ofrappen a versichen, an dat ass dat, wat een duerchweegs soll maachen, vläicht eenzel Elementer an der Architektur erëmzehuele vun deem neien, wat gebaut gëtt. An ech mengen, dat ass dee Wee, dee gesicht gëtt.

Ech sinn der Meenung, datt awer dee Wee, fir op esou ee Wee ze goen, de richtege war, well, wa mer eppes do wëlle maachen am Interessi vun deem Pôle d'échange multimodal, wéi en do virgesinn ass, da musse mer déi Plaz hunn an da musse mer dat esou bauen, datt et och wierklech vu vir bis hannen zesumme klappt, datt mer déi Infrastrukturen all esou kënnen dohinnersetzen, datt et herno deem entsprécht vu Capacitéiten, déi mer eis och erwaarden herno op deem Pôle d'échange, deen herno do wäert kommen.

Elo kann ee laang doriwwer diskutéieren. Ech ginn natierlech deene recht, déi soen: Mir mussen eis eng Kéier grondsätzlech ënnerhalen iwwert den Denkmalschutz zu Lëtzebuerg a wéi mer domadder ëmginn, fir datt mer net ëmmer hannendrulafen. Dat ass alles sécherlech richteg. Mä nach, och da wäerte sech där doter Froe stellen an Zukunft.

Et muss een awer och emol d'Geschicht kucken, d'Geschicht vun der Mënschheet kucken, bei allem Respekt, datt ee villes soll a muss erhalen, wat geschichtlech wichteg ass, mä d'Gesellschaft entwéckelt sech awer och weider. Mir kënnen net alles erhalen. Dat geet net ëmmer alles. Soss entwéckele mer eis net méi weider. Wann d'Mënschheet ëmmer esou geduecht hätt, dann hätte mer eis jo och vun der Architektur hier ni weiderentwéckelt. Ech mengen, dat muss jiddwerengem aliichten.

An duerfir, ech hu grousse Respekt virun deene Leit, déi sech asetzen, fir esou Gebaier ze erhalen, mä ech mengen, hei ass de Choix getraff ginn, aus deene Grënn, wou ech gesot hunn. An, wéi gesot, mir versichen ze kucken, an deem, wat do gebaut gëtt, Elementer vun där Architektur zréckzehuelen. Mä méi war awer hei net dran, wann een dee Projet wëllt realiséieren, deen hei virgesinn ass.

Elo sinn eng ganz Rei Froe gestallt ginn. Ech versichen, se e bëssen der Rei no ze huelen, esou wéi se komm sinn. Dat Éischt, dat war, den Här Kaes huet gefrot nom Téléaffichage. An en huet gefrot: Wéini kënnt deen?

Bon, Dir wësst jo, et gëtt jo den Télématique-Projet vum RGTR, an et gëtt en ähnleche Projet, fir net ze soen deen nämlechten, just vläicht vun enger anerer Technik hier, mä déi awer kompatibel si mateneen, deen d'Eisebunn huet. An d'Eisebunn huet virgesinn, datt am

Hierscht 2015 hiren Télématique-System soll fonctionnéieren.

Dann ass och vill gefrot ginn: Wéini geet de Chantier un? Ben, et ass virgesinn, datt de Chantier ugeet haaptsächlech an der Gare selwer. D'Quaien, déi sollen ufanks 2016 ufänke gebaut ze ginn. D'Bauzäit vun deem Ganzen ass op fënnef Joer virgesinn. Dat heescht, 2021 bis '22 soll de ganze Projet, dat heescht d'Gare mat de Stroossen, fäerdeg sinn.

Et gëtt och a Phase gebaut. Dat heescht, mir konzentréieren eis natierlech an enger éischter Phas virun allem op d'Gare, well do ass dat Urgentst ze maachen. Ech mengen, et ass vu villen hei gesot ginn, vëlleg zu Recht, datt am Fong déi Gare Ettelbréck wierklech net méi deem entsprécht, wat haut eng modern Gare muss sinn. Also, ech mengen, ech brauch dat net nach eng Kéier alles ze widderhuelen, wat hei gesot ginn ass.

Dann ass gefrot ginn: Jo, wat geschitt op der Gare während där Zäit vum Chantier? Wat ass mam Parking? Wou ginn d'Maschinnen higesat? - Mä duerfir sinn alles Saache virgesinn. Wéinst dem Chantier, wann deen do ass, wäert de Parking da perpendiculaire zu de Gleiser aménagéiert ginn. Woubäi een natierlech ëmmer muss soen: E Chantier vun där doter Envergure, dat ass net, wéi wa kee Chantier do wier. Dat bréngt natierlech Schwieregkeete mat sech.

Ech kommen och herno nach drop zréck, well och vill Froe gestallt gi sinn iwwert d'Verspéidungen an d'Chantieren en général de Moment bei der CFL, mä et mécht ee jo awer dat Ganzt, fir datt et herno soll besser goen. An ech mengen, et muss een natierlech dat gutt communiquéieren, och sur place, an da mengen ech och, datt d'Leit… Bon, natierlech ass ee genervt, wann et vläicht net gradesou gutt geet während dem Chantier, mä vu datt ee jo weess, datt dat alles gemaach gëtt, fir datt et herno vill besser ass, wéi et haut ass, mengen ech, dann hëlt een dat och sécherlech mat a Kaf.

An dann d'Maschinnen, wou ginn déi hin? Déi ginn an der Cour à marchandises implantéiert, also ofgestallt, wann do soll gebaut ginn.

Dat heescht, et ass schonn dru geduecht ginn, wéi dat Ganzt organiséiert gëtt. Wéi gesot, nach ëmmer mat där Remarque, datt et e Chantier bleift an datt op engem Chantier net alles normal fonctionnéiert an och sécherlech dat eent oder anert ka virkommen. Mä et soll awer versicht ginn, dat esou gutt a maximal gutt ze organiséieren, datt näischt soll virkommen.

Da sinn och Froe gestallt ginn iwwert dee berühmte verseuchte Buedem an iwwert dee Bunker. Éischtens wëll ech Iech soen, et gëtt ëmmer esou gemaach, wéi wann dat deenen net bekannt wär, déi hei solle bauen. Dat stëmmt net! D'Pläng leie ganz kloer der CFL respektiv de Ponts et Chaussées vir, an et ass och genau gewosst, wou dee Bunker ass. An et ass och gewosst, datt et do verseuchte Buedem gëtt. Mä fir awer dorauser ze maachen, wéi wann een dee Problem net kéint léisen, jo, dat ass jo awer elo nu wierklech un den Hoer erbäigezunn.

Natierlech, bei engem verseuchte Buedem huet een ni eng honnertprozenteg Garantie, op wat een herno stéisst. Mä ech soen Iech awer, wa mer esou géife räsonéieren, ma dann hätte mer op Belval oder op anere Plaze guer net brauchen unzefänken, eppes ze maachen. Wa mer elo iwwerall higinn, wou mer nëmme mengen, datt verseuchte Buedem wär, a mir soen, mir ginn net méi doru fréckelen, da soen ech Iech, da maache mer net méi ganz vill op ville Plazen. Mä et muss jo awer virun allem och drëms goen, grad do, wou industriell Aktivitéiten och scho stattfonnt hunn, datt mer déi erëm hierstellen an datt mer dorauser eppes aneschters maachen, wéi datt mer do de Buedem, dee verseuchte Buedem einfach leie loossen.

Ech kréie gesot, datt am Moment op Basis vun deenen Analysen, déi gemaach gi sinn, an et sinn der gemaach ginn, déi Pollutioun do bekannt ass an datt se sech awer a Grenzen hält an, virun allem, datt se maîtrisabel ass. An ech mengen, och dat muss mir duergoen à ce stade, fir datt mer kënnen de Projet ugoen. Wéi gesot, natierlech ëmmer, wann ee bis bei esou Saache buert, kënnen duerchweegs och Iwwerraschunge virkommen. Mä ech mengen awer och, datt déi ze maîtriséiere sinn.

An dat nämlecht gëllt fir dee Bunker. Et ass bekannt, wou en ass, an da muss ee sech esou organiséieren, datt een dat och do maîtriséiert kritt, an dat ass duerchweegs awer och méiglech.

Dann ass gefrot gi vum Här Turpel: Si Calculle gemaach gi vun der CMT ronderëm dee ganzen Tunnel, dee gebaut gëtt fir d'Autoen? Natierlech, ech mengen, dat hate mer Iech an der Kommissioun jo och gewisen, déi ganz CMT-Simulatiounen, déi gi landeswäit gemaach. An natierlech ginn där bei all grousse Projet gemaach ganz genau am Detail, fir ze kucken, wéi d'Fluxe sech entwéckelen ëmmer och mat Pronosticke vun der Verkéiersentwécklung.

Déi si selbstverständlech och hei gemaach ginn. Ech mengen, dee Film, dee gewise ginn ass an deen och um Internet vum Ministère ze kucken ass, dat ass méi eng Gesamtvue, fir einfach ze veranschaulechen, wéi dat herno soll fonctionnéieren. Dat huet elo näischt mat de Simulatiounen direkt ze dinn, mä et sinn natierlech och do Simulatioune gemaach ginn.

Da stellt d'Fro sech elo vun de Schwieregkeete bei de Bus/Zuch-Korrespondenzen. Et ass och gefrot ginn am Kader vum neien Horaire vun der Nordstreck, dee jo de 14. Dezember elo ugeet, wou mer jo den Hallefstonnentakt aféieren, wat jo, dat muss een emol soen, haaptsächlech tëschent Ettelbréck an Ëlwen eng immens Verbesserung ass. Mir ginn do vum Stonnentakt op den Hallefstonnentakt. A bei allem, wat ee sécherlech ka kritiséieren, wat nach net fonctionnéiert, ass dat emol eng Verbesserung.

Da bleiwen natierlech, well eng Rei Chantiere sinn, eng Rei Schwieregkeeten op: datt mer zum Beispill och tëschent Ettelbréck a Lëtzebuerg net kënnen an de Spëtzestonnen all déi Zich ubidden, déi mer haut ubidden, well et eegleiseg geet op engem klenge Stéck ënnen, wéinst dem Arrêt Pont Rouge, well do jo d'Gleiser mussen ëmgebaut ginn. Mä och do bieden ech ëm Verständnis, well mir maachen dat jo, fir datt herno fir d'Leit vun der Nordstreck en immense Gewënn dobäi erauskënnt.

Wann deen Arrêt bis fäerdeg ass, an dat ass eben nach eng batter Zäit, vläicht zwee, zwee an en halleft Joer, da wënnt een, wann een op de Kierchbierg fiert, bis zu 20 Minutte Fahrzäit par rapport zu haut. Ech mengen, dat gëtt eng immens Steigerung vum ëffentlechen Transport. An dat nämlecht betrëfft natierlech de Busréseau.

Mäi Ministère gëtt haut nach e Communiqué eraus, wéi de Busréseau…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech sinn direkt fäerdeg. Nach just ee Saz, wann Der erlaabt, ech sinn amgaangen.

Mir hu misse 70 Buslinnen op der ganzer Nordstreck reorganiséiere wéinst dem Takt, deen elo agefouert ginn ass. Mir wäerten haut och e Communiqué erausginn, wou mer dat kuerz erklären. An op dem Site www.mddi.lu gesäit ee genau, wat fir eng Linn datt dat ass.

An et ass versicht ginn, natierlech dee Bus esou ze organiséieren op den Hallefstonnentakt, datt d'Korrespondenze mat de Fluxen an der Richtung fonctionnéieren. Dat heescht, an de Spëtzestonnen, wou jo alles da Richtung éischter Stad oder Ettelbréck fiert, datt do d'Buskorrespondenz klappt a Richtung vun do, wou d'Leit wëlle fueren, respektiv owes, wann et erausgeet, d'nämlecht. Dat heescht, mir wäerten et och observéieren, dat steet och am Communiqué dran, déi nächst zwee, dräi Méint, an do, wou mer Reklamatioune kréien, do, wou muss nogebessert ginn, gëtt selbstverständlech nogebessert.

Dir kënnt Iech jo virstellen, wann een den Hallefstonnentakt aféiert an et muss ee 70 Linnen dorobber upassen, dat ass natierlech net esou einfach. An do komme sécherlech déi eng oder aner Couacke vir, an da wäerte mer déi och da verbesseren.

Dann nach e leschte Saz zu deem Communiqué vum Mouvement écologique…

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo, Président)

Här President, et sinn immens vill Froe gestallt ginn, ech entschëllege mech derfir. Ech wëll se awer all beäntwerten.

De leschte Saz zu deem Communiqué. Et ass nach eng grouss Reform vum RGTR, déi steet jo nach aus souwisou, déi generell Reform, a mir wäerten och higoen an do mat Forume schaffen, Utilisateursforumen. Haaptsächlech wäerte mer e Pilotprojet maachen op der Nordstreck, wou mer selbstverständlech dann och kucken, eng Rei Doléancen nach mat ze verschaffen, déi elo nach sécherlech opstinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister.

Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert de Projet fir déi nei Ettelbrécker Gare ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6734 et dispense du second vote constitutionnel

Et ass de Projet 6734 an d'Ofstëmmung huet ugefaangen.

(Interruptions)

Jo, do schéngt eppes net ze klappen. Jo, ech ka selwer net ofstëmmen.

(Interruptions)

Et schénge 60 Leit ofgestëmmt ze hunn, also ginn ech dovunner aus…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ech stëmmen hei esou of wéi déi gréng zu Ettelbréck am Gemengerot.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift, mir sinn hei bei der Ofstëmmung. Ech kucken emol…

(Interruptions et hilarité)

57 Jo an 3 Neen. Mir kucken nach eng Kéier d'Ofstëmmung genee no, well et schéngt iergendeppes awer net esou honnertprozenteg geklappt ze hunn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Eugène Berger), Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Dat gesot, géif ech d'Chamber nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet 6566. Hei geet et ëm ee grenziwwerschreidenden Austausch vun Informatioune bei Verkéiersdelikter. An d'Wuert huet direkt fir sech selwer d'Madame Josée Lorsché, Rapportrice.

7. 6566 - Projet de loi facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 6566 geet et ëm d'Ëmsetzung an déi national Gesetzgebung vun der europäescher Direktiv 2011/82. D'Zil besteet doran, de grenziwwerschreidenden Informatiounsaustausch a puncto Verkéiersdelikter ze vereinfachen an d'Verkéierssécherheet an Europa ze erhéijen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet dës Direktiv de 6. Mee 2014 iwwer en Arrêt annulléiert, well se op enger falscher Rechtsgrondlag berout. Dat kënnt net oft vir. D'Direktiv berifft sech nämlech op déi international Zesummenaarbecht vun der Police, déi net an direkter Relatioun steet zu der Verkéierspolitik, mä zu der Sécherheetspolitik, déi an en anere Kompetenzberäich fält.

Géint d'Zilsetzung vun der Direktiv huet den Europäesche Geriichtshaff keng Awänn erhuewen, an dat ass dann och de Grond, firwat mir d'Direktiv trotzdeem ëmsetze sollen. Woubäi d'Effete vun der Direktiv bis zu engem Délai vun zwielef Méint nom Arrêt en vigueur solle bleiwen. Laut den Informatiounen, déi ech vum Europadeputéierte Claude Turmes kritt hunn, ass d'Direktiv mëttlerweil iwwerschafft ginn a wäert Enn Februar virleien. An dee Moment wäerte mir dann och eng Modifikatioun vum Gesetz virhuelen.

Dat virausgeséckt, kommen ech zum Oflaf vun den Aarbechten an der Kommissioun an och zum Inhalt vum Projet de loi. De Gesetzesprojet ass de 16. Abrëll 2013 scho vum fréieren Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler déposéiert ginn.

D'Avise vum Statsrot datéiere vum 22. Oktober 2013 a vum 3. Juni 2014. Déi verschidden Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers datéiere vum 3. Juni 2013, 17. Juli 2013 an 19. Juni 2014. Déi zwee Avise vun der Commission nationale pour la protection des données si vum 25. Juli 2013 a vum 19. Juni 2014. Dir gesitt, datt vill Avisen heizou erakoumen.

Den 10. Februar 2014 huet d'Kommissioun mech als Rapportrice designéiert. Den 23. Abrëll 2014 huet d'Kommissioun de Projet de loi an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl an huet eng Rei vu parlamentareschen Amendementer formuléiert.

Nodeems d'Nohaltegkeetskommissioun iwwer eng europäesch Kommunikatioun informéiert ginn ass, datt d'Direktiv trotz hirer Annullatioun misst ëmgesat ginn - mir waren eis um Ufank net esou sécher -, hu mir eis den 8. Oktober 2014 mam Avis complémentaire vum Statsrot befaasst an hunn de virleienden Text schlussendlech zréckbehalen. De 26. November 2014 huet d'Kommissioun mäi Rapport dann eestëmmeg ugeholl.

Ech kommen zum konkreten Deel. Konkret geet et ëm d'Verbesserung vum Informatiounsaustausch tëschent de Memberstaten am Fall, wou eng Verkéiersinfraktioun an engem anere Land stattfënnt wéi an deem vun der Immatrikulatioun vum Véhicule. Och Drëttstate kënne sech un deem Informatiounsaustausch bedeelegen, wa se déi néideg Konditiounen erfëllen. Bis elo ass et esou, datt déi entspriechend Verkéiersinfraktiounen oft net mat Geldstrofen oder penale Sanktioune kënne beluecht ginn, ganz einfach, well de Besëtzer vum Gefier net ze identifizéieren ass. D'Informatioune sinn dann dee Moment net ofruffbar.

Obscho vill Efforte gemaach gi sinn, fir d'Zesummenaarbecht um europäeschen Niveau ze verstäerken, ass ebe just de Volet vun der Verkéierssécherheet vernoléissegt ginn. Och am Beräich vun der Verkéierssécherheet, kann ee soen, si verschidde bilateral Ofkommessen ofgeschloss ginn, respektiv och regional Ofkommessen, mä déi haten natierlech ëmmer nëmmen eng limitéiert Envergure, well de ganzen europäeschen Territoire net erfaasst ginn ass.

Mam Projet de loi vun haut soll de géigesäitegen Accès zu den Datebanken a puncto Immatrikulatioun assuréiert ginn, fir de Propriétaire vum Véhicule och am Ausland dann eben ze identifizéieren. D'Opportunitéit vun der Poursuite an d'Exekutioun vun der Sanktioun fält duerno an d'Kompetenz vun deem Stat, an deem d'Infraktioun begaange ginn ass an entsprécht der Legislatioun vun deem betraffene Land.

Dee Moment, wou den Numm an d'Adress vum soupçonnéierten Auteur vun der Infraktioun bekannt sinn, gëtt hien oder si - d'Frae loossen der bekanntlech manner fléien am Verkéier - an der offizieller Sprooch vu sengem Heemechtsland iwwert d'Sanktiounen an déi juristesch Konsequenzen informéiert, déi am Land vun der Infraktioun en vigueur sinn.

Den Ofruff vun den Daten erfollegt iwwert den europäesche System EUCARIS, den European Car and Driving License Information System, deen hei am Land 2004 en place gesat ginn ass. Den Accès zu den Daten ass dem sougenannten „Point de contact national" virbehalen. Déi protokolléiert Date gi fir eng Dauer vu sechs Méint oprechterhalen an däerfe vum Empfängerstat nëmme benotzt ginn, fir de schëllege Chauffer ze ermëttelen. Am Fall, wou déi ugeschriwwe Persoun de Verkéiersdelikt contestéiert, muss si sech un de Parquet wenden, fir eng Enquête an d'Wee ze leeden.

D'Direktiv, ëm déi et haut geet, harmoniséiert also weder d'Zort vun den Infraktiounen nach déi jeeweileg Sanktiounen, déi an de Memberstaten applizéiert ginn. Ënnert d'Applikatioun vum Gesetz falen all Infraktiounen, déi eng grouss Gefor fir d'Verkéierssécherheet duerstellen. Déi kennt Der alleguer, dat sinn: d'Geschwindegkeetsiwwerschreidung, d'Netdroe vum Sécherheetsgurt respektiv och d'Netdroe vum Casque um Motorrad, d'Duerchfuere vun enger rouder Luucht, d'Fueren ënnert dem Afloss vun Drogen oder Alkohol, d'Fueren op

enger Strooss oder enger Fuerbunn, déi fir den Trafic verbueden ass. Dann awer och d'Benotze vun engem portabelen Tëlefon oder vun engem anere Kommunikatiounsmëttel während dem Fueren.

Ech sinn da scho beim Statsrot, deen awer ganz vill ze soen hat dës Kéier. En huet eng ganz Rei redaktionell a juristesch Inkohärenze festgestallt, op déi ech am Commentaire des articles vu mengem schréftleche Rapport am Detail agaange sinn. Wéinst der Zäit ass et wierklech net méiglech, hei op all Detail anzegoen. Et waren der eng Hällewull. D'Kommissioun huet de Recommandatioune vum Statsrot gréisstendeels Rechnung gedroen, mä net grad ëmmer.

Déi wichtegst Punkten, déi an deem Kontext zur Diskussioun stoungen, wéilt ech just kuerz resüméieren: Bei der Definitioun vum obligatoresche Point de contact national, deen den Informatiounsaustausch am jeeweilege Land soll assuréieren, huet de Statsrot proposéiert, de Service Opérations et Prévention vun der Police an d'Gesetz anzeschreiwen. D'Kommissioun war sech wuel eens, der Police dës Kompetenz zouzeschreiwen, huet awer décidéiert, kee bestëmmte Service iwwert d'Gesetz ze designéieren. Dëst ebe just, fir ze verhënneren, datt eng Neiorganisatioun vun der Police zu enger Modifikatioun vum Gesetz misst féieren.

De Statsrot huet dann och drop higewisen, datt Groussbritannien, Irland an Dänemark net un d'Direktiv gebonne sinn. Dat, well déi Länner sech net un der Coopération policière bedeelegen, déi jo an der aktueller Direktiv nach d'Base légale duerstellt. Wann d'Direktiv bis geännert ass, kann et gutt sinn, datt déi Länner dann och wäerten ënnert dës Direktiv falen. Dat heescht, datt Lëtzebuerg keng Informatioune vun deene Länner däerf afuerderen an deene Länner och keng Informatioune brauch weiderzeginn. D'Kommissioun huet och hei den Text an deem Sënn ugepasst.

Ech kéim dann zum Dateschutz, wat e komplexe Volet ass. Hei huet de Statsrot eng Opposition formelle erhuewen, well de Projet de loi sech a sengem ursprünglechen Text op eng europäesch Kaderdécisioun aus dem Joer 2008 beruff huet, déi de Kampf géint den Terrorismus a géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit als Objet hat. Lëtzebuerg hat dës Kaderdécisioun awer net ëmgesat, soudatt et e Feeler war, se hei am Text ze nennen. D'Referenz op d'Décision-cadre ass doropshin erausgeholl ginn aus dem Text.

Heizou bleift ze soen, datt de Règlement grand-ducal vum 21.12.2004 et erméiglecht huet, e Fichier vun deene Persounen unzeleeën, déi en Avertissement taxé duerch eng Verkéiersinfraktioun kritt hunn. Déi Verkéiersdelikter, déi mat enger Prisongsstrof verbonne sinn, sinn net vun dësem Règlement grand-ducal ofgedeckt, wat d'Commission nationale dozou beweegt huet, eng Kritik auszeüben an deem Sënn, dass eben och deem Volet misst an eiser Gesetzgebung Rechnung gedroe ginn.

A mengem schréftleche Rapport fannt Dir weider Prezisiounen zum Projet de loi an zu den eenzelnen Avisen. Wéi gesot, et waren der ganz vill. Generell muss een awer festhalen, datt sämtlech Instanzen d'Transpositioun vun dëser Direktiv guttgehalen hunn an och begréisst hunn.

Ofschléissend wéilt ech der Madame Josiane Pauly aus dem Nohaltegkeetsministère e grousse Merci ausdrécken. Si huet eis ausgezeechent beroden, wat de juristesche Volet ubelaangt, an doduerch si mer dann och mat dëser schwiereger Matière duerch de Bësch komm.

Domat ginn ech gläichzäiteg dann och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech schonn erëm Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché. Dat war eng punktgenee Landung. Och wann d'Zäit virdru rout gewisen huet, war se nach am Gréngen.

(Brouhaha)

Ech soen Iech Merci.

An deen éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt villmools Merci der Madame Lorsché fir hire Rapport. Si huet genau beschriwwen, ëm wat et hei geet, an huet déi wichtegst Punkte genannt. Fir eis ass et e wichtege Projet de loi, well en effektiv derfir suergt, datt, wann een am Ausland eng Infraktioun mécht am Verkéier respektiv wann heiheem ebe Leit, déi net vu Lëtzebuerg sinn, eng Infraktioun zu Lëtzebuerg maachen am Verkéier, een dann dee Moment och bestrooft gëtt, datt mer u sech also och déi Informatioune kënne kréien, fir eben d'Infraktioun festzestellen a fir och d'Infraktioun kënnen dann ze sanktionéieren.

Wichteg ass awer ze ënnersträichen, wat d'Madame Rapportrice jo och gemaach huet, datt et sech hei ëm d'Émsetze vun enger Direktiv handelt, awer datt déi Direktiv net virgesäit, datt mer elo géife Sanktioune respektiv Infraktiounen harmoniséieren. Also, et ass net en Harmonisatiounsprozess. An all Land bleiwe weiderhin déi Sanktiounen an och déi Infraktioune bestoen, déi bis elo an deene Legislatioune bestanen hunn.

Zur Direktiv awer nach: Am Mee vun dësem Joer, do huet den Europäesche Geriichtshaff déi Direktiv annulléiert, well se sech op e falschen Artikel vum europäeschen Traité gestäipt huet, wat dann natierlech dozou féiert, datt dëst Gesetz zwar ka gestëmmt ginn, mä datt et awer trotzdeem sech op eng Direktiv stäipt, déi net méi en vigueur ass. Den Europäesche Geriichtshaff huet zwar gesot, datt hir Effeten nach während engem Joer kënne gëllen, datt mer also nach ëmmer eng legal Basis domadder hunn, mä trotz allem wäert se jo da geännert ginn. An d'Madame Rapportrice huet eng wichteg Informatioun matbruecht, nämlech datt déi Direktiv amgaangen ass, geännert ze ginn.

Elo wéilte mer just gäre wëssen als CSV-Fraktioun, ob scho méi Informatiounen doleien, a wéi eng Richtung datt déi wäert geännert ginn. Well wa se jo esou geännert gëtt, datt mir mussen herno nach eng Kéier e Gesetzesprojet änneren, da wär et interessant ze wëssen, op wéi enge Punkten dann déi substanziell Änneronge wäerte kommen. Soss bräichte mer jo net méi dee Gesetzesprojet nach eng Kéier ze änneren.

Eng aner Fro, déi och bestoe bleift oder déi am Raum ass oder déi een nach vläicht eng Kéier ka soen, ass déi, ob mer net hätte vläicht solle waarden dann einfach, bis datt déi Direktiv da geännert ginn ass, ier mer dann dëse Gesetzesprojet géife stëmmen. Bon, den Här Minister kann eis herno nach eng Kéier dann op deenen dote Punkten eng Äntwert ginn.

Soss, ënnert dem Strëch, si mir fir dëse Gesetzesprojet, mengen ech, well et wichteg ass, datt, wann een an dem Ausland eng Infraktioun mécht, wann ech am Verkéier géint de Code de la route am Ausland verstoussen, respektiv ee bei eis dat mécht, datt dann och awer kënnen déi Sanktiounen an deem Moment geholl ginn, déi een da verdéngt, well et kann ee jo net einfach esou sech jo de Batti stellen. Et muss ee jo dann och kënnen dee Moment seng Strofe kréien.

Dofir si mer da fir dëse Gesetzesprojet. Ech ginn Iech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wilmes. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Rapportrice, der Madame Josée Lorsché, e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten a ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut dem Statec haten 1970 op eise Stroossen 132 Leit hiert Liewe verluer. Dat war u sech bis haut déi héchsten Zuel. 2012 waren et der 34, a leider weist d'Tendenz vun dësem Joer erëm no uewen. An Europa stierwen all Dag an der Moyenne 70 Leit op eise Stroossen. 2011 waren dat der am Ganze 34.000, wéi een am „Annual Statistical Report" noliese kann. Am schlëmmste gesäit d'Situatioun a Rumänien, Polen a Bulgarien aus. D'EU-Kommissioun huet allerdéngs elo e Programm opgesat, laut deem se wëllt da bis 2020 déi ganz Problematik vun den Accidenter ëm d'Halschecht reduzéieren. Tëschent 2010 an 2013 ass och schonn e Réckgang vu 17% festzestellen.

Mir hunn eis jo praktesch dru gewinnt, datt all Dag Accidenter geschéien, schwéier Accidenter, oft leider mat déidlechem Ausgang. An et vergeet jo wierklech keen Dag, wou net eng Heedewull vun Accidenter op eise Stroosse passéieren. D'Haaptursaache sinn och bekannt: Dat si gréisstendeels Vitesse an Alkohol. Dofir ass et wichteg, datt déi gesetzlech Dispositioune permanent och ugepasst ginn.

Et ass kloer, et ass keen, dee wëllt ëmmer zousätzlech repressiv Moossname fuerderen. Mä wann een awer gesäit, wéi verschidde Leit sech am Stroosseverkéier verhalen, da kënnt mat Sécherheet de Législateur net derlaanscht, fir trotzdeem permanent Adaptatioune virzehuelen. Well wa mer déi vill Sensibiliséierungscampagnë kucken, déi gutt gemengte Campagnen, da musse mer awer op där anerer Säit och feststellen, datt se oft wéineg Resonanz hunn. Mam Resultat, datt een, obwuel ee vläicht gären Auto fiert, awer oft munchmol d'Loscht dorunner verléiert.

Elo gëtt duerch dat neit Gesetz hei dann och d'Méiglechkeet geschafen, datt een, wéi gesot, wann een eng Infraktioun an engem aneren europäesche Stat mécht, dann no deem Recht och kann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, lauschtert dem Riedner no!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...sanktionéiert ginn. Déi Direktiv, déi berifft sech jo hei virun allem op grav Virfäll. Well grav ass et mat Sécherheet, wann een duerch Rout fiert. Grav ass et, wann een ënner Alkoholafloss fiert. A grav ass et mat Sécherheet och, wann een d'Vitesselimite net respektéiert. Spéitstens wa mir hei zu Lëtzebuerg d'Gesetz iwwert d'Aféiere vun de Radare wäerte stëmmen, da wäert natierlech déi Dispositioun hei nach vill méi u Gewiicht gewannen.

Et ass natierlech an deem ganzen Dossier hei elo eng juristesch Onkloerheet, op déi ech elo net aginn. Ech mengen, d'Madame Lorsché huet dat am Detail gemaach. Ech profitéieren elo vun der Geleeënheet, fir hir Merci ze soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mä trotzdeem, an dat ass jo hei och ënnerstrach ginn, kënne mer awer zu dësem Zäitpunkt dës Direktiv hei stëmmen, wuel wëssend, datt mer natierlech nach eng Adaptatioun nach eng Kéier musse virhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn u sech zwee Aspekter, déi aus dësem Text hei kënnen erausgestrach ginn: éischtens natierlech d'Vermëttlung hei vu perséinlechen Daten iwwert den EUCARIS-Traité, dee mer op dëser Plaz den 28. Januar 2004 gestëmmt haten. Ech wëll och drun erënneren, datt schonn 1993 e Projet pilote ausgeschafft gi war, wat d'Vermëttlung vun Donnéeën ubelaangt um Niveau vu Benelux. Natierlech muss ee sech d'Fro stellen, ob och duerch dës Dispositiounen den Dateschutz optimal garantéiert ass. Mir mengen allerdéngs, datt deen néidege juristesche Kader heifir gesat gëtt, fir datt eben déi Garantie och kann dee Moment zréckbehale ginn.

D'Leit hu jo - an och dat soll awer hei ënnerstrach ginn - awer och d'Recht, fir iwwert den Traitement vun hiren Donnéeë permanent informéiert ze ginn, an dat och op Basis vum modifizéierte Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Dateschutz. Wa mer dat villt Leed considéréieren, wat op eise Stroossen, wéi gesot, all Dag passéiert, ech mengen, da muss een och déi Fro vum Dateschutz an deem Kontext hei jiddefalls dach relativéieren.

Et ass dann en zweeten Aspekt, deen een hei soll ënnersträichen, dat ass awer virun allem och déi europäesch Zesummenaarbecht, e Renforcement vun där Zesummenaarbecht. Dat ass u sech och e flott Beispill, wéi d'Europäesch Unioun sech awer och positiv kann duerstellen, a besonnesch an enger Zäit, wou jo leider u sech d'Ënnerstëtzung fir d'Iddi vun engem gemeinsamen Europa net onbedéngt ganz staark ass, ganz au contraire, wat wierklech ze bedaueren ass! Do ass et wichteg, datt och esou „kleng Gesetzer" - tëschent Guillemets - awer trotzdeem derzou bäidroe sollen, fir u sech deen europäesche Geescht nach eng Kéier hei ze ënnersträichen, wat jo awer vill Virdeeler och fir d'Bierger ka mat sech bréngen.

Et muss een an dësem Kontext jo natierlech och op dee gemeinsame Centre iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent der Polizei an der Douane hiweisen, dee mer jo och hei duerch d'Gesetz vum leschten 28. Abrëll geschafen haten. Et ass dat ouni Zweifel och e gelongene Projet vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ze bedaueren ass vläicht de Moment, datt déi Infraktioun, déi een hei zu Lëtzebuerg respektiv an engem anere Land mécht, keng Inzidenz direkt op de Punkteführerschäin huet. Ech soen awer: nach net huet, well ech ginn dervun aus, datt um europäesche Plang awer och do wäerten déi néideg Schrëtt ënnerholl ginn, fir datt, wéi gesot, Gesetzesiwwerschreidungen awer och herno kënne sanktionéiert ginn duerch e Verloscht um Niveau vum Punkteführerschäin.

Ze bedaueren ass och vläicht, datt mer technesch gekuckt nach net esou wäit sinn, datt eben och den Ofstand, dee jo muss gehale ginn - a besonnesch op den Autobunnen ass dat e grousse Problem -, datt dat nach net iwwert deen heite Wee ka sanktionéiert ginn. Mä iwwert d'Gesetz vun de Radaren, wat mer jo dann och nach wäerten an deenen nächste Méint eng Kéier hei stëmmen, ass jo och virgesinn, datt dat kann an Zukunft geahndet ginn, wann een net dee Mindestofstand respektéiert.

Jiddefalls ass dat hei ouni Zweifel aus der Siicht vun der Demokratescher Partei e wichtegt Gesetz, wat mer stëmmen. Ech mengen, et reit sech och e bësselchen an déi Strategie an, déi de Minister jo gëschter hei ugekënnegt huet vu senger „Vision zéro". An dat ass eppes, wat een nëmme kann ënnerstëtzen! Ech mengen, mir hu vill ze vill Problemer um Niveau vum Stroosseverkéier. Déi mussen einfach bekämpft ginn, leider eben, wéi gesot, och duerch zousätzlech legislativ Moossnamen. Nach eng Kéier: Mir sinn déi Lescht, déi fir absolut Repressioun sinn. Mä wann et eben net aneschters geet, da muss awer och hei de Législateur seng Verantwortung iwwerhuelen.

A vu datt de President mech drop hiweist, datt d'Zäit schonn ofgelaf ass, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Gesetz, wat d'Rechts-, also wat d'Verkéierssécherheet soll verstäerken, ass natierlech a priori eng ganz gutt Saach. Mä an dësem Fall hu mir dat Gefill, datt mer Verkéierssécherheet antausche géint e Verloscht u Rechtssécherheet. An dat ass sécher kee Wee, dee mir wëlle matgoen. Den Här Graas huet och elo gesot, wou e fir d'Demokratesch Partei geschwat huet, et misst ee souguer d'Datesécherheet relativéieren an deem Kontext - och dat stelle mir a Fro!

Wat stelle mir hei fest? An ech soen der Madame Lorsché Merci fir hire ganz komplette Rapport, mä dee Rapport werft eng ganz Rei vu Froen op. Eng éischt Fro ass déi Fro vun der Base légale vun dëser Direktiv. Déi ass nach gutt bis de Mee, well den Europäesche Geriichtshaff se jo gekippt huet, an d'Effeten dovunner sinn nach gutt bis de Mee 2015. Et ass net ze verstoen, datt mer dat elo hei nach an där Form ëmsetzen, ëmsou méi, datt mer souguer an deem Gesetz soen, mir wëllen elo keng speziell Polizeiservicer domadder beoptragen, well mer dann d'Gesetz missten änneren. A mir mussen dat Gesetz souwisou nach eng Kéier iwwerschaffen, wann eng nei Direktiv kënnt, well dat heite keng Base légale méi huet.

Dat ass sécher net de richtege Wee gewiescht. Wat mer hätte solle maachen an där Zäit, dat ass, déi Rahmebedéngunge verbesseren, déi mer brauchen, fir dëst Gesetz wierklech optimal ëmzesetzen, an notamment am Beräich vun der Datesécherheet: déi Décision-cadre vum Conseil Justice an Affaires intérieures vun 2008. Mir hätte sollen och kucken, wéi d'Leit en Accès direct kënne kréien op déi Donnéeën, déi ofgefrot ginn. Déi Prozedur, déi elo virgesinn ass iwwert den Artikel 17 Paragraf 2 vum Gesetz vum 2. August 2002 gëtt keng Zefriddenheet, well dee Gremium, deen do virgesinn ass, iwwerhaapt net déi Moyenen huet, fir mat deenen Ufroen, déi op dee Gremium zoukommen, kënnen eens ze ginn.

Mir sinn och als ADR net iwwerzeegt, datt mer sollten déi sougenannten „dynamesch Ëmsetzung" mat vollzéien, déi eigentlech just doranner besteet, datt herno praktesch an engem Novollzuch dann ouni Aschaltung vum Lëtzebuerger Parlament weider Dispositioune mussen a Lëtzebuerger Recht iwwerholl ginn. Och dat ass net am Sënn vum Respekt virun der Souveränitéit vun de Memberstaten.

Ech wëll och eng ganz Rei aner Problemer opwerfen, déi hei mat deem Gesetz zesummenhänken. Net nëmmen, datt rechtlech Onsécherheete sinn, wat iwwerhaapt d'Base légale ugeet, mä et gëtt nach eng Rei praktesch Problemer.

Éischtens wëll ech emol soen, datt et eng Dérive gëtt vun deem Processus législatif an Europa, déi ee sech emol muss virun Ae féieren.

Viru Joren hu mer jo iwwert den Traité de Prüm hei e Rechtsinstrument geschafen, dat geduecht war, fir Informatiounsaustausch ze erméiglechen, fir géint Terrorismus oder organiséiert Kriminalitéit virzegoen. Haut benotze mer dee Kader, dee mer deemools geschafen hunn, fir Donnéeën iwwer Leit nozefroen, déi vläicht mam Motorrad op enger griichescher Insel gefuer sinn ouni Helm! Dat ass net de Sënn gewiescht vun deem, wat mer ursprénglech geschafen hunn. Mä et ass rechtlech interessant, fir ze gesinn, wann een eng Dier op-

mécht am Dateschutz, wou dat no e puer Joer kann hiféieren!

Ech erënneren drun, datt d'Staten u sech net nëmmen Ziler hu vu Verkéierssécherheet an esou weider, mä si hunn och eng Flicht, eng konsularesch Flicht vum Schutz vun hire Statsbierger, déi een dann och an dësem Zesummenhang net däerf aus den Ae verléieren. Wa mer esou eppes schafe wéi dat, wat mer hei diskutéieren, si mer net sécher, datt et kee Mëssbrauch gëtt an den Nofroe vun anere State géintiwwer deenen Donnéeën, déi hei an eisen Datebanke leien.

Et gëtt an dëser Direktiv keng Méiglechkeet, keng kloer Rechtsweeër, fir sech ze wieren. Et gëtt just de Verweis op Rechtsweeër, déi an deem Land eventuell existéieren, vun deem dann e Bréif kënnt. Mä et gëtt keng direkt Méiglechkeet, Asproch ze erhiewen oder Informatiounen ze hu fir déi Persoun hei am Land, déi da vun engem Offroe vun Donnéeë betraff ass.

Da muss een och kucken, déi Leit, déi Autoe verlounen hei am Land, mat wéi enger Rechtssituatioun déi eventuell dann ze dinn hunn. Well de Propriétaire vum Auto, also eng Entreprise, déi Autoe verlount, ass jo net den Délinquant effectif. Wéi eng Problemer sinn dann domadder verbonnen, wann elo en Dän, dee jo elo am Ableck op jidde Fall emol net am Domaine d'application vun där Direktiv ass, hei en Auto lount an duerno an England geet. Dann ass dat eng rechtlech bal onméiglech Situatioun. U wiem bleift dann de Protokoll hänken, deen aus dem Ausland gescheckt gëtt? Wéi eng Rechtsgarantien huet déi Entreprise, fir sech kënnen effikass ze wieren? Et gëtt keng maximal Délaien. Et gëtt keng kloer Prozeduren an deem Fall.

Et sinn also net nëmme Froe vum Dateschutz, déi hei zur Sprooch stinn, mä einfach och Froen iwwert d'Effikassitéit iwwerhaapt vun deenen Dispositiounen, déi hei proposéiert ginn.

Mat all deene Considératiounen..., mir kéinten der nach vill derbäi maachen, iwwert d'Sproochen, iwwer aner Prozeduren, iwwert d'Implikatiounen zum Beispill op de Casier judiciaire hei zu Lëtzebuerg, wann esou Saachen am Ausland sinn. Et ass souguer proposéiert ginn, datt dat soll Implikatiounen op de Punkteführerschäin hunn. Wéi ass et da mam Casier judiciaire hei zu Lëtzebuerg, wann am Ausland esou eng Infraktioun constatéiert gëtt? Alles dat si Froen, déi eigentlech an enger Direktiv, déi gutt gemengt ass, fir méi Verkéierssécherheet ze bréngen, awer esou vill Rechtsonsécherheet bréngen, datt mir net mat op dee Wee ginn, fir dat hei ze stëmmen.

Mir hätte sollen, wann elo eng nei Direktiv verhandelt gëtt, an dat ass jo am Ableck de Fall, vun där Zäit profitéieren, fir ze kucken, fir déi esou ze verbesseren, datt mer kënne Rechtsonsécherheeten aus dem Wee raumen an den Dateschutz vun de Leit, déi kënne betraff sinn, verbesseren. Dat wär dee Wee gewiescht, deen d'ADR proposéiert hätt.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et ass ganz kloer, datt d'Repressioun ee Bestanddeel muss si vun der Verkéierssécherheet. Ech wäert herno bei der Interventioun iwwert d'N7 nach dorobber zréckkommen. Trotzdeem stëmme mir géint dee Projet hei, haaptsächlech aus der Ursaach, well en net primär garantéiert, datt déi Repressioun, déi noutwendeg ass, och wierklech funktionéiert, mä och, well den Dateschutz, deen domadder verbonnen ass, net garantéiert ass.

Ech ginn net méi an op déi Froen, déi schonn opgeworf gi sinn iwwert d'Gültegkeet vum Gesetz, wat mer hei stëmmen, datt dat den 9. Mee 2015 (veuillez lire: de 6. Mee 2015) seng Gültegkeet verléiert, well d'Direktiv nëmmen op zwielef Méint nom Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff verlängert ginn ass. Wat iwwregens e ganz bizaarrt Uerteel war, well et war e Prozess vun der Kommissioun géint d'Parlament an de Conseil. Dat ass trotzdeem ganz erstaunlech.

Mä n'empêche, datt d'Kommissioun hei gewonnen huet géint d'Parlament a géint de Conseil, wat d'Base juridique ugeet vum Artikel 87 respektiv 91 vum Traité, a gesot huet, datt wéinst dem Fonctionnement, fir datt et awer ka weiderfonctionnéieren, d'Gesetz nach zwielef Méint kann zielen.

Mir mussen eis also bewosst sinn, datt mer déi Gesetzesännerung hei musse virum 6. Mee 2015 ëmsetzen. An d'Fro, déi ech dem Minister konkret stellen, ass: Wann deen Délai net ka respektéiert ginn, wat heescht dat fir dat heite Gesetz?

Wat eis stéiert, dat ass déi Vermëschung vun der Coopération transfrontalière am Kampf géint den Terrorismus an d'Kriminalitéit mat dem Austausch vun Informatiounen iwwert d'Infraktiounen am Verkéier. An déi Vermëschung ass konstant an deem Gesetz hei dran.

Iwwert d'Coopération transfrontalière hu mer jo scho geschwat den 28. Abrëll an der Chamber hei, wou eis Fraktioun déi eenzeg war, déi géint dat Gesetz do gestëmmt huet, well och dat Gesetz, wat den Dateschutz ugeet, grouss Lacunnen opweist, awer ënnert dem Prétexte vum Kampf géint den Terrorismus haut villes méiglech ass, wat eigentlech net däerft sinn.

Deemools ass schonn drop higewise ginn, datt d'Dateschutzkommissiounen an Europa gesot hunn, si wiere beim Zustanekomme vun deenen Accorden, wou et awer ëm wichteg Dateschutzbestëmmunge geet, emol net ëm hiren Avis gefrot ginn.

Wat elo hei als Dateschutz am Gesetz drasteet, ass u sech kontradiktoresch! Ech wëll emol einfach dorobber hiweisen, wéi kontradiktoresch datt et ass.

D'Gesetz seet an der Essenz: Mir baséieren eis engersäits op d'Artikele 24 bis 32 vun der Direktiv vun 2008 iwwert den Dateschutz, an anerersäits ass zu Lëtzebuerg zoustänneg d'Autorité de contrôle, laut Artikel 17. Wat kann d'Autorité de contrôle laut Artikel 17 maachen? Et ass d'nämlecht wéi bei der SREL-Diskussioun, well et geet ëm Fichier-règlementéen: Si kann higoen, kucken, wann ee reklaméiert, ob déi Donnéeë korrekt sinn. A wa se net korrekt sinn, ka se se just läsche loossen. A wa se da geläscht sinn, informéiert se dee Betreffenden, de Fichier wier elo an der Rei.

Dat ass awer eng Dispositioun, dat ass awer eng Praxis, déi total konträr zum informationelle Selbstbestëmmungsrecht vum Bierger ass! De Bierger, dee muss wëssen, wat iwwer hie wou gespäichert ginn ass a wat domadder geschitt. An doweinst seet jo och den Artikel 28 vun där Direktiv, op déi sech hei beruff gëtt, datt, wann d'Läschen dem Betraffene kéint Problemer stellen, dann däerft net geläscht ginn. Also beruffe mer eis hei op engersäits eng Direktiv, déi seet, et däerft net geläscht ginn, a mir ginn d'Kompetenz un eng Autorité de contrôle nationale, déi keen anere Moyen huet, wéi ze läschen.

Dat ass einfach eng Aart a Weis, wéi een net mam Dateschutz kann ëmgoen. An et ass och d'Ursaach, aus där mir, wéinst där mir hei géint dat Gesetz stëmmen.

Derbäi kënnt, datt effektiv - d'Annex I vun der Direktiv - hei am Gesetz drasteet, datt, wann déi ännert, da wier se automatesch fir eis mat geännert. A wourëms geet et an der Annex I? Ma et geet ëm déi Donnéeën, déi ee kann ofruffen. Et geet ëm déi Donnéeën, déi am Fichier dra sinn. An ech fannen, dat ass esou eng wichteg Saach, datt een net einfach kann higoen a soen: Wann déi Donnéeën änneren, da si se fir eis automatesch mat geännert. Mä da misst een effektiv doriwwer diskutéieren an ofstëmmen.

Ënnert dem Strëch menge mir also, datt et scho wichteg ass, fir Informatiounsaustausch ze hunn iwwer Infraktiounen, esou wéi mer jo och ee bräichten iwwer Infraktiounen, wat d'Steierhannerzéiung ugeet. Mä do gëtt net esou vill driwwer diskutéiert. Do hu mer nach kee Projet de loi an deem Sënn virleien. Mir mengen, datt dat misst méiglech sinn. Mä net op déi doten Aart a Weis, wou den Dateschutz esou schlecht respektéiert gëtt, wéi dat an dësem Fall de Fall ass!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun an d'Wuert huet den Nohaltegkeets- an Transportminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, fir d'Éischt emol Merci och hei der Rapportrice fir den ausféierleche Rapport an och all de Riedner fir hire Beitrag. Ech muss soen, d'Diskussioun, déi elo zum Schluss hei gefouert ginn ass iwwert den Dateschutz, ass sécherlech eng berechtegt.

Ech wëll déi awer elo net méi hei am Fong féieren, well ech mengen, datt awer an den Diskussiounen, déi an der Kommissioun waren, eng Rei Saache konnten och entkräft gi vun deem, wat elo hei behaapt ginn ass. D'autant plus, wou jo och, wann ech de Modell kucken, net genuch Zäit wär elo, fir dat am Detail elo hei ze diskutéieren. Ech sinn awer der Meenung, datt dat, esou wéi et hei duergestallt gëtt, net berechtegt ass, soen ech ganz kloer!

Et geet hei drëms, datt mer déi Direktiv - an dat ass d'Fro, déi jo gestallt ginn ass: Firwat setze mer déi iwwerhaapt nach ëm? -, datt mer se mussen ëmsetzen, well den Délai war de 7. November schonn ofgelaf an et leeft eng Procédure d'infraction géint Lëtzebuerg. A mir hu wierklech nach Zäit maximal bis..., also mir misste se eigentlech schonn ëmgesat hunn. Duerfir sinn ech frou, datt mer et elo nach hei stëmme virun Enn des Joers.

Elo kann ee sech d'Fro stellen: Wat fir e Sënn mécht dat? Gëtt elo alles iwwerschafft? Neen, ech kann Iech soen, wat iwwerschafft gëtt, dat ass op Basis och vun enger Décisioun, déi de Conseil „Transport" den 8. Oktober bei enger Orientation-générales-Debatt geholl huet, datt d'Base légale iwwerschafft gëtt. Dat heescht, de Moment geet et hei jo ëm d'Coopération police judiciaire (veuillez lire: d'Coopération policière et judiciaire), an et gëtt verschobe vun do eriwwer zum Transport.

Dat war och d'Haaptkritik, déi gemaach ginn ass beim Arrêt vun der Cour. Et ass net, datt déi ganz Direktiv hei komplett a Fro gestallt ginn ass. Et ass haaptsächlech d'Base légale, déi a Fro gestallt ginn ass. An et ass och dat, wat wäert geschéien. Dat heescht am Kloertext: Mir wäerte keng substanziell Modifikatioune musse maachen herno um Text, wéi en hei elo ugeholl gëtt, mä d'Base légale gëtt wahrscheinlech herno geännert, wa mer déi nei Direktiv hunn, déi relativ séier wäert kommen. Well wéi gesot, et huet keen an Europa Intérêt, datt mer hei keng Base légale méi hunn. Déi hei leeft jo nach bis de Mee d'nächst Joer. An duerfir wäert dat relativ séier, wéi gesot, goen.

Ech sinn der Meenung, datt mer deen Échange hei brauchen. Well ech soen Iech just: Wa mer dat net hunn, da kënne mer alles vergiesse vun Infraktioune sanktionéieren a Mechanismen an all Méiglechkeeten, déi mer eis ginn, fir méi Verkéierssécherheet ze kréien!

Den Här Graas huet et virdru beschriwwen: De Bilan, dee mer hunn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä generell an Europa, ass net terribel am Moment. A wa mer eis déi do Méiglechkeet net ginn, da kënne mir vill Mesuren ergräifen, fir derfir ze suergen, datt mer méi Verkéierssécherheet kréien, datt mer d'Leit zu méi Disziplin kréien, mä dann notze se eis näischt, well effektiv jiddwereen an deem anere Land engem eng laang Nues ka maachen a keen effektiv kann, jee nodeem, wou en dann immatrikuléiert ass, sanktionéiert ginn.

Duerfir sinn ech der Meenung, datt dat heiten eng wichteg Direktiv ass. An, wéi gesot, mir brauchen un der Substanz herno näischt ze änneren, mä d'Base légale gëtt geännert. An ech ginn dovun aus, datt déi Direktiv relativ séier wäert färdeggestallt ginn, soudatt mer déi och relativ séier also wäerten ëmsetzen, wa se da geännert gëtt, hei am Parlament.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6566 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6566 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6566 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall' Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann elo direkt zum nächste Punkt iwwergoen. An dat ass d'Interpellatioun vum Här Aly Kaes iwwert d'N7 a méi prezis iwwert d'Sektioun Fridhaff-Schmëtt. Den Här Kaes huet d'Wuert.

8. Interpellation de M. Aly Kaes sur la N7/E421 sur la section Fridhaff-Schmëtt

Exposé

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Zäitpunkt, wou ech dës Interpellatioun ugefrot hunn, war d'N7 am Géigendeel zu haut net gradesou an der Aktualitéit. Meng Demande war eng Reaktioun op den Dépôt vun de Plansectoriellen, déi dee Moment an d'Prozedur gaange sinn an déi, wéi mer mëttlerweil jo wëssen, vun...

(Incident technique)

...zréckgezu gi sinn. Et war eng Reaktioun op deen, an eisen Aen, onkomplette Plan sectoriel «Transports», wou eng vun den Haaptverkéiersachsen aus dem Land, d'Achs vum Norden erof an den Zentrum, net déi Beuechtung a Prioritéit bei der Regierung fonnt huet, déi dës Strooss, an eisen Aen, eigentlech misst hunn. Duerfir, wéi gesot, hunn ech dës Interpellatioun ugefrot.

Et ass also net, wéi vläicht Verschiddener mengen, prioritär wéinst där rezenter schwaarzer Serie vun Accidenter op der N7. Et geet och definitiv net ëm mech, wéi dat Verschiddener ëmmer erëm heibannen an och dobausse mengen, wann hei an der Chamber oder op anere Plazen iwwert d'Streck tëschent dem Fridhaff an der Wämperhaart diskutéiert gëtt.

Ech wollt u sech an deem Kontext dann och eng Kéier kloer soen, dass, jo, wann ech en Egoist wier a wann ech just géif no mir kucken, da wier et mer eigentlech - an ech betounen, eigentlech - egal, wéi et ëm d'Sécherheet op dëser N7 op der Streck bestallt ass.

Well déi Wéinegst wëssen dat vläicht: Ech fuere vun deenen 43 Kilometer, déi dës Streck laang ass, just de Wee vum Rond-point Fridhaff bis bei déi éischt Sortie. Dat si genau 1,6 km. Da sinn ech erof vun där Strooss. Et kéint mer, wéi ech scho gesot hunn, dann eigentlech egal sinn, wat hannendrun nach esou geschitt.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer iwwerhaapt net egal! Et geet mer eenzeg an eleng dorëms, fir d'Verkéierssécherheet fir all Bierger aus dësem Land souwéi och fir déi sëllech auslännesch Chauffeuren, déi op dëser Streck ënnerwee sinn, nohalteg ze verbesseren. An dofir setzen ech mech zënter Joren an.

Elo kënnt dann natierlech direkt de Virworf, deen een alt ëmmer gären am Kontext vun der N7 ze héiere kritt: dass d'CSV jo laang genuch um Rudder war, dass se laang genuch Zäit hat, fir d'Sécherheetsproblemer op dëser Streck ze behiewen.

(Brouhaha)

Dat ass sécherlech eng berechtegt Kritik. An ech wier dee Leschten, deen dat net versteet. Ech hat duerfir och mam fréiere Minister a mat mengem aktuelle Fraktiounspresident déi eng oder déi aner ganz intensiv Diskussioun.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Mä…

(Interruption)

Waart schéin!

...dës Diskussioune waren awer schlussendlech net ëmsoss. Et ass nämlech esou, dass den deemolege Minister Claude Wiseler d'accord war, dee véierspuregen Ausbau vun der integraler N7 an den Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» anzeschreiwen. Jo, domadder hätten d'Baggeren natierlech net direkt kënnen ufänke mat schaffen, mä et hätten awer déi Moossname kënne getraff ginn, déi de Bau vun der N7 mëttelfristeg op véier Spure géifen erméiglechen, an zwar: e Gesamtkonzept développéieren, en Avant-projet maachen, Korridoren ausweisen an esou weider.

Vu dass den Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» vum 13. Juni 2013, vun deem ech eben hei schwätzen, net public ass, wëssen u sech déi mannste Leit, wat genee iwwert den

Ausbau vun der N7 an deem Plan sectoriel, an deem Avant-projet stoung.

Duerfir wëll ech Iech deen Deel aus dem Descriptif virliesen.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Et war de Punkt 5.6 „Optimisation/sécurisation de la N7 sur la section Fridhaff-Schmëtt“: «L'optimisation respectivement la sécurisation de la N7 sur la section Fridhaff-Schmëtt implique que le statut de cette route deviendra celui de la grande voirie. Il est également prévu d'adapter le réseau secondaire, en vue de garantir les liaisons existantes interrompues par la suppression de croisement avec la N7 optimisé.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an elo kënnt den entscheedende Saz: «Il est prévu à terme de faire évoluer la N7 vers 2 + 2 voies. Le projet d'optimisation/sécurisation est ainsi compatible avec une mise à 2 + 2 voies de la N7. Les projets de contournement de Hosingen et de Heinerscheid sont d'office construits au gabarit 2 + 2.»

Dir gesitt, deemno war de véierspuregen Ausbau vun där N7 am Plan sectoriel virgesinn. Natierlech net direkt ganz, mä a verschiddenen Etappen. Bon, Roum ass bekanntlech jo och net an engem Dag gebaut ginn, ma et ass eng Kéier ugefaange ginn. An dat ass wichteg. A grad elo…

(Interruptions)

A grad elo, wou mer jo gläich mam Bau vun der A7 fäerdeg sinn, ass de gudde Moment, fir da vu Colmar laanscht dat Nadelöhr Schieren, deen enke Passage laanscht Schieren, bis erop op d'Wämperhaart Neel mat Käpp ze maachen an d'N7 op véier Spuren auszebauen, mat enger Trennung an der Mëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi aktuell Regierung huet awer en integrale véierspuregen Ausbau vun der N7 an hirem Plan sectoriel net virgesinn.

Duerfir wollt ech gären op de Fong zréckkommen an Iech nach eng Kéier d'Haaptargumenter liwweren, firwat den Ausbau vun der N7 op véier Spuren, mat enger kalifornescher Mauer, an eisen Aen onëmgänglech ass a muss kommen.

Här President, ech mengen, ech soen Iech näischt Neies, wann ech behaapten, dass dës Streck eng vun deene gefäierlechsten, wann net déi gefäierlechst am Lëtzebuerger Stroossennetz ass. Et gi sécher och aner Strecken am Land, déi musse sécuriséiert ginn. An do begréisse mer natierlech all déi Moossnamen, déi de Minister Bausch kierzlech hei an der Chamber ugekënnegt huet, wéi zum Beispill d'Ewechmaache vu Beem op gefäierleche Plazen oder d'Ubrénge vun neie Leitplanken op névralgesche Punkten.

D'N7 ass awer, bedéngt duerch hir topografesch Lag, mat hirer Streckeféierung duerch Héichten an Dellten, mat permanente Richtungswiesselen a Geschwindegkeetsännerungen, eng Streck, déi hei am Land wuel hiresgläiche sicht, dat heescht, eemoleg ass.

An dach awer: Et kéint ee se, à la limite, e bësse mat der Collectrice du Sud vergläichen. Op dëser Streck ass d'Geschwindegkeetslimitatioun, genee wéi op der N7, och op 110 begrenzt. Och ass dës Strooss mat ville Kéiere bestéckt. Et geet erop an erof, duerch Unterführungen, mat kuerzen Op- an Offahrten an esou weider, jo, an esou virun. Dat bréngt mat sech, dass och op dëser Streck Dag fir Dag Accidenter geschéien, an der Regel duerch ze héich Vitesse, déi dës Streck op ville Plazen ebenfalls net zouléisst.

Et gëtt just, Dir Dammen an Dir Hären, ee fundamentalen Ënnerscheed mat der N7: D'Collectrice du Sud huet véier Spuren, mat enger Oftrennung an der Mëtt duerch Leitplanken. Duerfir si Frontalkollisioune mat Schwéierblesséierten oder Doudegen op dëser Streck quasi net ze verzeechnen. Dat ass einfach an dat ass kloer, dat ass den Ënnerscheed par rapport zu der N7.

Jo, de Problem op der N7 ass deemno bekannt. Déi lescht Wochen hunn eis dat erëm op eng erschreckend Aart a Weis däitlech gemaach. De Bilan vun de Verkéiersaccidenter an -affer op dëser Streck an deene leschte Jore liest sech ewéi e schlechte Krimi.

Wéi aus enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Kolleeg André Bauler ervirgeet, sinn, am Zäitraum vun emol net dräi Joer, 43 Accidenter mat mënschlechem Schued geschitt. D'Unzuel vun den Accidenter mat just materiellem Schued sinn hei net opgelëscht.

Et goufen deemno 25 Accidenter mat Liicht-, 13 Accidenter mat Schwéierverletzten a fënnef mat Doudesaffer. Dat ass just awer d'Zuel vun den Accidenter. D'Unzuel vu Leit, déi blesséiert goufe respektiv gestuerwe sinn, läit awer vill méi héich. Och sinn an dësen Zuelen nach net déi lescht déidlech Accidenter zréckbehalen, wéi zum Beispill dat vum 19. November mat direkt dräi Doudegen.

Egal wéi mer dat och gesinn, de Bilan ass definitiv dramatesch. Mir kënnen duerfir net weider nokucken, wéi Leit onnëtz hiert Liewe verléieren oder et onschëlleg geholl kréien, wat domadder Ongléck an déif Trauer iwwer vill Familljе bréngt. Mir musse kucken, fir dass dës Streck endlech esou aménagéiert gëtt, fir dass d'Autoschauffeure virun deene geschützt ginn, déi Feeler am Verkéier maachen.

De Problem beschränkt sech och net op verschidde Streckenofschnëtter, mä d'Accidenter geschéien, ganz kloer, iwwert déi ganz Längt vun der N7. Dës Feststellung kann ee ganz gutt op där Grafik, déi d'Police erstallt huet, erkennen. Ech hu mer erlaabt, déi Grafik nach eng Kéier matzebréngen. Dir gesitt also, all déi Punkte vun uewe bis ënnen, et ass also kaum e Lach, wou keng Accidenter geschéien.

All Punkt steet ebe fir en Accident mat Kierperschued. Dës Punkte weisen awer just Accidenter vum 1.1.2012 un. Wa mer missten déi lescht zéng Joer hei uweisen, da wier keng Plaz méi fir iergendwelch Beschréftung. Da géif et, jo, da géif et nëmmen esou vu Punkte wimmelen. Laut mengen Informatioune goufen et bis elo op der N7 méi wéi 60 Doudeger.

An ech wëll Iech emol soen, dass bei deene méi wéi 60 Doudeger et eleng siwen aus engem klengen idylleschen Uert uewen am Éislek sinn, an zwar aus der Uertschaft Léiler. D'Uertschaft Léiler war siwemol getraff, dass e Matbierger säi Liewen op der N7 verluer huet.

Dir Dammen an Dir Hären, duerfir muss och eng global Solutioun fir d'N7 hier. Mat Gepléischters komme mer definitiv net virun. Et wier awer elo falsch, ze behaapten, et wier guer näischt geschitt, fir d'Verkéierssécherheet op dëser Streck ze verbesseren. De Géigendeel ass de Fall. No engem Sécherheetsaudit ënnert der Responsabilitéit vum fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler iwwert d'N7 si plazeweis Signalisatiounen a Marquagë verbessert ginn. Och sinn op verschiddene Streckenofschnëtter Luuchten opgestallt ginn, fir d'Sécherheet ze verbesseren.

Den Här Minister Bausch huet eng Panoplie vun neie Mesuren ugekënnegt, déi kuerzfristeg kënne realiséiert ginn.

Här Minister, mir begréissen dës Mesuren zum gréissten Deel an ënnerstëtzen Iech bei der Ëmsetzung. Fir dee luesen Trafic awer streckeweis erofzehuelen, iwwer besser Feldweeër ze leeden an duerno och nach duerch verschidden Uertschaften ze leeden, déi Mesure fanne mer awer definitiv net gutt.

Mir begréissen och, jo, mir begréissen, dass Der d'Leit mat agebonnen hutt an erkläre gaange sidd, wat Der iwwert déi nächst Joren alles op der N7 wëllt ënnerhuelen.

Déi immens gutt besichten Informatiounsversammlungen, ech mengen, do kënnt Der mer nëmme recht ginn, an de Feedback vun de Leit, mengen ech, Här Minister, dee verdäitlecht, dass d'N7 wierklech en Thema ass, wat een elo konsequent muss ugoen, wat konsequent also muss ugaange ginn.

Zu de Mesuren, déi Dir annoncéiert hutt, jo, dozou gehéiert och d'Opriichte vu véier Radaren op besonnesch geféierleche Plazen. Bon, esou wéi scho virdrun, bei deem Gesetz vu virdrun, déi eng oder déi aner Remarque war, steet d'CSV och hannert dem Opstelle vu Radaren. Mir sinn also ganz kloer fir d'Opstelle vu Radaren. Dat ass eng repressiv Mesure, déi an eisen Ae muss sinn, well ebe bekannt ass, dass vill Autosfuerer ze séier op der N7 ënnerwee sinn. Do gëllt leider dann eben de Sproch: „Wien net wëllt héieren, dee muss et eben ze spiere kréien.“ An dat geet ebe just iwwert de Wee vu regelméissege Policekontrollen an eben Opstelle vu fixe Radaren.

Fir d'N7 sinn dat am Moment véier Radaren. Dat geet eigentlech nach laang net duer, besonnesch wann ech kucken, wat um Contournement vu Schieren iwwer Ettelbréck erop op de Rond-point Fridhaff lass ass. An dass dës repressiv Mesuren Erfolleg hunn, bon, och dat ass bekannt. Ech verweisen do op d'Schwäizer Autobunnen oder op den Ofschnëtt a Frankräich vun der Grenz Richtung Thionville a Metz, wou d'Leit u sech, nodeems d'Radaren installéiert waren, vill méi lues a vill méi zivilisséiert ënnerwee sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Accidenter op der N7 am Detail analyséiert, da fält op, dass, éischtens, Accidenter op oniwwersiichtlechen Opfahrten a Kräizunge geschéien an, zweetens, et op där ganzer Streck rabbelt, et awer verschidde Streckenofschnëtter sinn, déi ëmmer erëm Uert vu schroen Accidenter sinn. Virun allem ass dat bei schlechte Wiederkonditiounen de Fall.

Bon, wat deen éischte Punkt betrëfft, sou kann ech u sech aus eegener Erfahrung schwätzen: Wann een an de Spëtzestonne vum Verkéier, an zemools bei Niwwel, aus enger Niewestrooss op d'N7 wëllt abéien, dann ass dat bal eng Saach vun der Onméiglechkeet. Et ass ze vergläichen, wéi wann Der géift probéieren, ze Fouss quer iwwer eng Autobunn ze goen. Do geet et dacks nëmmen nom Motto „d'Aen zou an derduerch“, wann ee sech wëllt an de Verkéier areien. Dëst ass eng onhaltbar, eng onhaltbar Situatioun.

E Réaménagement vu villen Opfahrten a Kräizungen op der N7 duerch Ënnerféierungen oder Brécke géif ganz sécher d'Sécherheet wesentlech verbesseren an de Risque vun Accidenter minimiséieren. Net all Kräizung muss ëmgebaut ginn, mä verschiddener sinn einfach net méi um leschte Stand vun der Verkéierssécherheet. Ech mengen, de Minister Bausch gëtt mer do recht.

Wat deen zweete Punkt betrëfft, do wollt ech Folgendes soen: Et ass e Fait, dass déi meescht Accidenter op der N7 Frontalkollisioune sinn. Dat heescht, wou een Autoschauffeur op d'Géigebunn geroden ass. Et sinn dat Plazen, wou d'Streckeféierung déi deelweis gefuere Vitessen einfach net hiergëtt. Et sinn dëst Lëppschter-Dällt, Lausduer, Maarkebaach an uewerhalb vun Hengescht. Dës Plaze si landbekannt fir Accidenter. An et muss elo endlech do gehandelt ginn.

Hei op dëse Plaze muss et prioritär drëm goen, Chauffeure virun de Feeler vun deenen aneren ze schützen. Duerfir fuerderen ech jo eng Trennung vun de Spure mat enger kalifornescher Mauer. Dass esou eng Mauer sech an der Praxis bewäert huet, ass jo mëttlerweil awer bekannt.

Ech ginn Iech awer ganz gären, Dir Dammen an Dir Hären, e Beispill, fir dat Ganzt ze veranschaulechen: An der Zäit gouf et op der Streck vu Koplescht erop op de Bridel an där schaarfer Lénkskéier regelméisseg schwéier Accidenter, well Gefierer op déi aner Bunn komm sinn, dat heescht net laanschteneekomm sinn. Fir deem entgéintzewierken an dës Kéier ze entschäerfen, ass an der Zäit décidéiert ginn, eng kalifornesch Mauer opzeriichten. Resultat, an Dir wësst et alleguerten: Zënterhier huet ee menges Wëssens ni méi eppes vu schwéieren Accidenter op dëser Plaz héieren.

Dëst Beispill verdäitlecht, wat Sënn an Zweck ass vun enger kalifornescher Mauer: Si schützt e Chauffeur virun de Feeler vun deenen aneren. Duerfir d'Fuerderung ganz kloer no enger Mauer op der N7!

Ech wollt an dësem Kontext kuerz drop verweisen, dass d'CSV net déi Eenzeg ass, déi dës Fuerderung stellt. An engem Reportage iwwert d'N7, dee kierzlech op RTL ze gesi war, huet och d'Association des victimes de la route, d'AVR, sech fir e véierspuregen Ausbau vun der N7 mat kalifornescher Mauer ausgeschwat. Och si si sech bewosst, dass ee wéinst budgetäre Contrainten net de kompletten Ausbau kuerzfristeg ka realiséieren. Si fuerderen also en etappeweisen Ausbau, wéi mir och. Duerfir pläidéiere mir an enger éischter Phas op den extra geféierleche Plaze fir den Ausbau vun der N7 op véier Spuren.

Här Minister, mir kéinte jo mat engem Pilotprojet op enger vun dëse Plazen ufänken an en éischt Stéck Véierspuregkeet ausbauen, mat an der Mëtt enger kalifornescher Mauer. Ech pläidéiere perséinlech zum Beispill fir déi dräi Kilometer tëschent Maarkebaach, Lëppschter-Dällt, Fléiber a Closdelt, deen Ofschnëtt, wou ganz sécher déi meeschten Accidenter geschéien a wou Plaz genuch ass, fir lénks a riets d'Strooss op véier Spuren ze verbreederen.

Da gesi mer jo ganz konkret, ob sech d'Situatioun verbessert huet. An da kann ee jo no an no, iwwert d'Jore gesinn, Stéck fir Stéck déi integral N7 op véier Spuren ausbauen. Ob dat elo fënnef oder zéng Joer dauert, dat ass net de Punkt. Mir wësse jo ganz kloer, dass och un der A7 jorelaang - och wann et hei vläicht manner Tunnelle ginn ,- mä dass och un der A7 vill Jore gebaut ginn ass. Mä wéi ech virdru scho gesot hunn, et muss eng Kéier ugefaange ginn! Zil muss et einfach sinn, dass mer enges Daags op der gesamter Längt vun der N7 déiselwecht Verkéierssécherheetsstandarden erfëllen.

Ech wollt elo zum Schluss vu menger Interventioun nach ganz kuerz en anere Volet mat an d'Diskussioun erabréngen, dee fir eng véierspureg N7 schwätzt: Dat ass den ekonomesche Volet vun der N7. Nieft der Stad a Belval soll d'Nordstad jo den drëtte Pôle d'attraction vum Land ginn. Dës Entwécklung bréngt nei Betriber, nei Aarbechtsplazen, nei Awunner an deemno och neien zousätzleche Verkéier an d'Nordregioun vum Land.

Dës Awunner, déi enges Daags an der Nordstad wäerte schaffen, wäerte sech awer net onbedéngt an der Nordstad alleguerten nidderloossen. Och komme Leit vu vill méi wäit. Ech denken do un déi sëlleche Frontalieren aus Nei-Belgien an Däitschland, déi haut schonn Dag fir Dag an enger endloser Kolonn all moies iwwert d'N7 an d'Land kommen. Duerfir mussen adequat Stroosseninfrastrukturen développéiert ginn, fir dës Leit souwéi Leit, déi sech um Speckgürtel vun der Nordstrooss nidderloossen, a räsonabelen Délaien a sécher op hir Aarbechtsplaz ze bréngen.

Dat geet zum Deel sécherlech iwwer e verbesserten ëffentlechen Transport, mä dozou gehéiert awer och den Ausbau vun der N7. Duerfir muss et niewent dem Kader vun där zukünfteger Entwécklung vun der Nordstad och zum Ausbau vun der N7 op véier Piste kommen, fir mat der Entwécklung matzegoen. Heizou gehéiert och, dass mer zesumme mat eise belschen Noperen eng gutt Ubannung vun der N7 un d'Lécker Autobunn viru St. Vith fannen.

Här President, bon, ech hoffen, dass mer elo hei eng konstruktiv Debatt op der Saach kënne féieren, well et geet mir, Dir Dammen an Dir Hären, definitiv ëm d'Saach. Et geet ebenfalls der CSV ëm d'Saach. Duerfir loosse mer zesumme kucken, wéi mer ee fir alle Mol dës Strooss aus den Noriichte kënnen erauskréien.

Jo, a wann ech Iech, Här Minister, elo nach net iwwerzeegt hätt, wat ech awer elo wierklech bezweifelen, dann invitéieren ech Iech, Här Minister, ganz häerzlech, fir mat mir perséinlech, wann Der Zäit hutt, déi eng oder aner Stonn moies oder owes am Beruffsverkéier op der N7 erof- an eropzefueren. Da kënnt Der lech perséinlech en Androck a Bild vun deem alldeegleche Wahnsinn op dëser Streck maachen. Dës Offer steet, a wéi gesot, Dir sidd ëmmer häerzlech wëllkomm!

Jo, ier ech et awer vergiessen, ech déposéieren dann elo hei eng Motioun, déi d'Regierung a sech invitéiert, d'N7 op véier Spuren auszebauen. Ech hoffen natierlech, dass ganz vill Kolleegen hei am Haus dës Motioun wäerten ënnerstëtzen. Ech hunn och ganz besonnesch nëmmen eng Ënnerschrëft drop, fir dass esou vill wéi méiglech Leit nach kënnen dorop ënnerschreiwen. Also, mir wäerte sécher déi fënnef Ënnerschréfte fannen.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la route nationale RN7 (E421) est lieu de nombreux accidents graves;

- considérant que cet axe arrive à saturation aux heures de pointes;

- considérant que les plans directeurs sectoriels dits «primaires» (logement, transports, paysages et zones d'activités économiques), entrés en procédure consultative en tant que projets de plans en date du 27 juin 2014, ont été retirés de la phase procédurale par décision du Conseil de Gouvernement du 26 novembre 2014;

invite le Gouvernement

- à porter la N7 sur la section Fridhaff-Schmëtt à quatre voies de circulation, séparées par un mur californien ou un rail de sécurité;

- à réaliser les contournements à 2 + 2 voies pour tous les villages longeant la N7, à savoir: les contournements de Hoscheid-Dickt, Hosingen, Heinerscheid, Fischbach et Weiswampach;

- à supprimer respectivement réaménager tous les croisements avec la N7;

- à introduire les projets et mesures susmentionnés dans un nouveau plan «plan sectoriel transports».

(s.) Aly Kaes

(La motion, n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, a été signée par la suite par M. Emile Eicher, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser et M. Paul-Henri Meyers.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Ech mengen, et ass awer ganz sécher esou, dat wëll ech emol preziséieren: Den Text vun där Motioun ass identesch mat deem Text, dee virun enger Zäit an enger Petitioun vum LCGB stoung, wou et drëm gaangen ass, den Ausbau vun de véier Spuren ze fuerderen. An deemools hu jo eng ganz Rei Kolleeginnen a Kolleegen ënnerschriwwen. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Kolleeginnen a Kolleegen natierlech och elo hei d'Motioun engersäits ënnerschreiwen an op där anerer Säit, jo, an op där anerer Säit dann natierlech och déi Motioun ënnerstëtzen!

A wa se et net méi sollte wëssen, wien et war, ech wëll se awer eng Kéier kuerz widderhuelen: déi honorabel Marc Angel, Frank Arndt, André

Bauler, Claudia Dall'Agnol, Roger Negri, Lydie Polfer. Dann natierlech och op der ADR-Säit den honorabele Gast Gibéryen, de Fernand Kartheiser. An dann, Här Minister - dat sinn alleguerten déi, déi jo elo d'Méiglechkeet hunn, hei déi Motioun ze ënnerstëtzen -, dann ass et natierlech esou, dass mäi Frënd an och Buergermeeschter zu Ëlwen, den honorabelen Edy Mertens, dee sech jo schonn dacks geäussert huet - ënner anerem: Dee Mann huet recht, wann e véier Spure fuerdert! -, dass en natierlech hei elo d'Geleeënheet huet,...

(Brouhaha)

...dass en d'Geleeënheet huet, dat dann hei nach eng Kéier ze ënnersträichen.

An dann, Här Minister, wollt ech Iech soen, dass Der a sech iwwerhaapt kee Problem an der Regierung hutt, fir dat heiten ëmzesetzen, och wann déi Leit haut net méi hei an de Bänke sëtzen an net méi kënne mat ofstëmmen, mä do gëtt et der awer nach zwee, an et sinn net déi Mannst, déi ebenfalls deemools déi Petitioun ënnerschriwwen hunn: Deen Éischten ass keen anere wéi eise Statsminister a Premier Xavier Bettel an dann natierlech och de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen.

Dir gesitt also, Dir hutt an der Regierung voll Ënnerstëtzung, fir d'N7 op véier Spuren auszebauen. An duerfir géif ech Iech uroden, dat dann och ze maachen. An ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bleift nach eng Sekonn hei, wann Der wëllt, Här Kaes, well ech mengen, et sinn eng oder zwou Froen, déi un Iech elo ginn.

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Selbstverständlech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fir d'Éischt den Här Edy Mertens. Dee war vir, Madame Polfer.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, ma ech wollt just soen, den Här Kaes huet recht: Also, ech hu ganz dacks eppes zu der N7 gesot. Ech soen och elo nach eppes zu der N7. Mä et muss een awer richtegstellen: Ech sinn ëmmer der Meenung, an dat hat ech och gesot no eise Versammlungen; ech mengen, dat hat ech dem Här Kaes och gesot, jiddefalls menge Frënn am Gemengerot zu Ëlwen -, ech sinn absolut derfir, datt endlech emol eppes geschitt op där Streck! Also déi Streck ass eng immens geféierlech Streck, déi ech jo all Dag fueren, an ech wëll, datt eppes geschitt.

Ech hunn awer do ëmmer betount: Ech si keen Expert am Stroossebau. Also, do hunn Experten eis gesot op där Versammlung, datt en Ausbau zu enger véierspureger Strooss schwiereg wier. An ech hunn ëmmer gesot: Ech si keen Expert am Stroossebau, ech weess et net. Mä ech wëll, datt eppes geschitt! Well ech kennen déi N7 aus dem Effeff, och als Dokter, déi dramatesch Zeenen, déi mer viru Kuerzem do erlieft hunn. Ech wëll, datt emol endlech eppes do geschitt!

Ob dat elo Ausbau op véier Spuren ass... Ech sinn der Meenung, dat hat ech de Mëtteg nach gesot zu engem: Et muss méiglech sinn op där Streck - wat et an all Land gëtt - eng Kriechspur ze maachen, datt also eng Méiglechkeet do ass op verschiddene geféierleche Strecken - de Moie wor dat och de Fall -, wou dann en Trakter mat 20 Kilometer an der Stonn fiert, wou d'Leit nervös ginn, datt se kënnen deen iwwerhuelen, datt do eng Kriechspur ass. Dat gëtt et an Afrika, dat gëtt et iwwerall! Dat wollt ech wëssen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Mertens, wann et eng Interventioun sollt sinn, da schreift Iech an!

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Elo ass et Är Fro!

M. Edy Mertens *(DP).*- Gutt, et ass an der Rei! Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A wann et sollt eng Bemierkung sinn...

Une voix.- Et ass awer gutt gesot!

M. Edy Mertens *(DP).*- Mä ech hunn ni op déi véier Spuren..., well ech kennen näischt vum Bau.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, dat wär dann elo gesot! An ech mengen, d'Madame Polfer wollt och...

(Négation)

Okay, da ginn ech dem Här Kaes...

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Formidabel! Dann däerf ech mech elo setzen, Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, villmools Merci. Ech ginn dervun aus, dass den Här Kaes fir seng Fraktioun mat geschwat huet. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Claude Haagen. Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech denken, datt heibanne jiddwereen d'accord ass, datt op der N7 eppes muss geschéien. Ech kommen awer och a menger Interventioun drop erëm, datt jo och scho verschidde Saachen oder verschidden Emsetzunge gemaach gi sinn. Ech denken och, datt de Minister herno dorobber ageet.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Bon, wéi gesot, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'N7, an dat huet den Interpellant jo och gesot, ass an der Lescht ganz oft an de Medien. Déi Noriichten, déi do kommen, déi si leider Gottes oft, ganz oft verbonne mat schlëmmen Autosaccidenter, mat Doudegen. Dofir gëtt ëmmer méi an ëmmer méi iwwert d'Sécurisatioun vun dëser Strooss N7 oder E421 - an dat mierke mer jo och schonn hei - op eng kontrovers Aart a Weis diskutéiert.

Ech mengen awer, datt et och fir jiddweree kloer ass, datt all Accident op dëser Streck oder all Accident am Verkéier, am Autosverkéier, souwisou eent ze vill ass. Wat kënnen dann also d'Ursaache vun dësen Accidenter besonnesch op der N7 sinn?

Wann een elo d'Statistike kuckt, da mierkt een, datt d'Zuele vum Trafic no uewe weisen, dat besonnesch vu Fëschbech Richtung Süden, zum Beispill op der Héicht vu Wampech, vu Wäisswampech, wahrscheinlech do duerch de Commerce, datt dës Zuelen also dauernd an d'Luucht gaange sinn. Et kann een also behaapten, an dat ass deelweis schonn ugeklongen, datt d'N7 eng Aart Collectrice fir den Norden ass.

Momentan existéieren op dëser Strooss ronn 22 Kilometer als Dräibunn. Et ass och esou, datt déi Dräibunn net iwwerall breet genuch ass: Et sinn 10,50 Meter, dat ass de Fall. Et si souguer Plazen, wou et nëmmen 10,10 Meter sinn. Et missten awer laut mengen Informatiounen 12,5 Meter an der Breet sinn.

Véier Kilometer sinn op 50 Kilometer limitéiert. Mir hunn op dëser Streck, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, Uertschafte wéi zum Beispill Housen an Hengescht. 3,6 Kilometer ronn sinn op 70 Kilometer begrenzt.

Eng Ursaach, déi vläicht matspillt, ass, datt d'N7 keng, wéi et am Fachjargon heescht, oder nëmme partiell eng „voirie secondaire" huet, dat heescht, datt lues Gefierer, wéi landwirtschaftlech Maschinnen - den Här Mertens huet et elo grad ugeschwat - keng Méiglechkeet hunn, d'N7 ze évitéieren an eben d'Voirie secondaire ze benotzen. En plus kënnt derbäi, datt et op der N7 ganz vill Kräizunge gëtt, wou verschidden Niewestroossen erakommen.

E Fait ass awer och - a wann een dës Strooss, dës Streck selwer oft fiert -, datt hei ganz oft gerannt gëtt, datt d'Vitesse ganz oft net respektéiert gëtt. Et gëtt bis zum Schluss iwwerholl an et gëtt sech nach just agereit. Ganz oft, wann een dorobber fiert, mierkt een dat besonnesch bei Camionnetten, déi ganz oft um Limit fueren.

Här President, et gëtt vill iwwert dës Ursaachen an Ëmstänn diskutéiert. Et héiert een oft verschidde Léisungen oder Propositiounen. Eng ass hei ugeschwat ginn, den Ausbau op véier Spuren, mat oder ouni kalifornesch Mauer, dann d'Contournemente vun deene verschiddenen Uertschaften, déi un der N7 leien, d'Benotzung vu landwirtschaftleche Maschinnen op der N7 oder op separate Stroosse fir eben dës Maschinnen.

D'Vitesseupassung variéiert, an dat ass och schonn ugeklongen, tëschent 70, 90 an 110 Kilometer op dëser Dräibunn. Do kann ee sech froen, ob dat nach e Sënn ergëtt. A leider Gottes sinn an dësem Joer schonn 43 Accidenter op där N7 geschitt, haaptsächlech war dëst awer zréckzeféieren op héich Vitesse an domadder op geféierlecht Iwwerhuelen.

Wat Radarskontrollen oder Polizeikontrollen ubelaangt, do kann ee soen, datt och dëst Joer schonn iwwer 800 Polizeikontrollen op dëser Streck waren. Esou schéngt et och, wéi wann dat net géif hëllefen. Déi meescht Accidenter - wann een d'Statistike kuckt, fënnt een déi Geforepunkten, déi den Här Kaes gesot huet, zréck -, mä déi meescht Accidenter geschéien op der Héicht, soen ech emol einfach, vun Housen a Marnach.

Wann een awer elo d'N7 mat aneren dräispurege Stroosse vergläicht - an et ass eng, denken ech, déi mir och, wa mer am Norde wunnen, oft huelen, dann ass dat d'N15, ech nennen déi emol einfach: Ettelbréck, Feelen, Wolz, wat och eng Dräibunn ass, déi och eropan erofgeet -, do fält et awer op, datt op dëser Streck manner Accidenter ze verzeechne sinn. Dofir wollt ech folgend Froen och un Iech, Här Minister, stellen.

Et ass och schonn ugeklongen: Wat genau ass virgesinn um Niveau vum Fridhaff Richtung Süden, wou oft moies Stau ass? Bis wéini gëtt d'N7 an hirer Dräispuregkeet op déi noutwendeg international Norm bruecht? Firwat ass dës Upassung an deene leschte Joren net gemaach ginn? An ab wat fir enger Traficcapacitéit rechtfertegt sech iwwerhaapt eng véierspureg Strooss? An dann, ass et méiglech, d'N7 op eng véierspureg Strooss mat enger kalifornescher Mauer ëmzebauen, wéi dat zum Beispill an der Wallonie mat der Route nationale 4 de Fall ass?

Dann eppes, wat een net soll négligéieren, vu datt mer jo och iwwer Délaien hei schwätzen - wéini datt esou eppes ka realiséiert ginn -, dat ass: Wéi vill Terraine bräicht ee fir deen Ausbau op eng Véierspuregkeet iwwerhaapt? A wat bedeit dat natierlech fir d'Emprisen, d'Sécherheet am Ganzen, d'Contournementen, d'Tunnellen, déi gemaach ginn am Fall vu Contournemente vun Uertschaften, déi un der N7 leien? Dat heescht, ass dës N7 iwwerhaapt iwwerall oder nëmme punktuell op véier Spuren auszebauen? An dann: Wou kann ee se iwwerhaapt ausbauen? A schlussendlech: Wat ass d'Zäitdauer vun esou engem Ausbau, wou mer haut driwwer schwätzen?

Här President, d'N7 ass och eng Verkéiersoder, net nëmme fir den Norden, mä als E421 och fir eis Nopeschlänner, haaptsächlech d'Belsch. Dofir, Här Minister, wat fir eng Wierkungen, wat fir eng Répercussiounen huet eng Véierspuregkeet op den internationalen Transport? A wat fir engem Kontext spillt do d'N7? Wéi gëtt se genotzt? Wat bedeit d'Véierspuregkeet do?

Dann huet den Här Kaes gesot: „Et muss eng Kéier ugefaange ginn." Do kann ech em nëmme recht ginn, datt ee punktuell soll ufänken. Mä wann ech awer kucken, datt d'CSV tëschent 1999 an 2013 de Bauteministère hat, da kann ee sech d'Fro stellen, firwat datt net ugefaange ginn ass. Firwat ass zum Beispill net an där Zäit an an der Kontinuitéit vun der N7 Ettelbréck-Lëtzebuerg, wou den Ausbau op véier Spure gemaach ginn ass, fiwat ass do net weidergebaut ginn op d'Wämperhaart? Firwat war dat do net virgesinn?

An dann eppes, wat den Här Kaes ugeschwat huet a senger Interpellatioun, wollt ech froen: ob dann d'Pläng am Ministère waren, konkret Pläng, fir esou en Ausbau virzegesinn. Den Här Kaes huet jo gesot, datt dat de Fall wier. Do wier ech frou, wann ech dann och eng Äntwert krit.

Här President, et schéngt mer awer dach esou ze sinn - a kommt, mir maachen eis näischt vir -, egal wéi mer deen dote Problem dann direkt wëlle léisen, direkt kënne mer en net léisen! Och wann en technesch, urbanistesch a finanziell ze léise wier, géif et awer, an dat wësse mer alleguerten heibannen, nach eng Zäitchen daueren, bis eng Ëmännerung vun der N7 fäerdeg wier.

Dofir, Här Minister, kënnt Dir eis soen, wat fir eng Mesuren eventuell schonns ëmgesat sinn a wat fir eng Moossnamen Dir kuerzfristeg wëllt huelen, fir dës Haaptverkéiersoder sécher ze maachen?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Deputéierten André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, keng Nationalstrooss ass méi mediatiséiert wéi d'N7. Dat huet natierlech seng Ursaachen. Virun allem sinn et déi schro Accidenter, déi op der N7 respektiv der B7 ëmmer méi heefeg ginn, déi dës Strooss an de Fokus vum ëffentlechen Interessi bruecht hunn. Et vergeet mëttlerweil wierklech keng Woch, wou dës Nationalstrooss net am Gespréich ass.

Mir musse wëssen, datt d'N7 tëschent dem Fridhaff an der Wämperhaart aus wirtschaftlecher a sozialer Siicht eng Liewensoder vum Norden ass. Duerfir muss alles drugesat ginn, fir dës Strooss schrëttweis esou aus- an ëmzebauen, datt mer op där Streck net nëmme fir méi Sécherheet a méi Fuerconfort suergen, mä datt dës wichteg Verbindung och an Zukunft zu weiderer wirtschaftlecher Stäerkung vun eiser Nordspëtzt bäidréit.

D'N7 ass eng geféierlech Strooss, well se als Dräibunn konzipéiert gouf, déi awer heitegen Normen iwwerhaapt net méi entsprécht, a well et bei Iwwerhuelmanöver ganz séier zu Frontalkollisioune ka kommen, besonnesch bei schlechtem Wieder.

Zanter 1978 wären 58 Doudeger ze bekloen. Dat krut ech viru Kuerzem och vun engem Awunner vu Léiler matgedeelt. Awunner vu Léiler, déi ech ganz gutt kennen, hu bannent kuerzer Zäit zwee vun hire Familljememberen op onschëlleg Manéier op der N7 verluer.

Ech loosse mer och duerfir vu kengem arieden, datt dräi Bunnen, zemools, wa se dee Profil hunn, wéi déi aktuell N7, dat sot d'Ponts et Chaussées zu Maarnech och, manner geféierlech wiere wéi zwou oder véier Bunnen. Am Fall vun der N7 stëmmt dat op jidde Fall net.

Jorelaang ass an deem Dossier gebastelt, vill nogekuckt a vill ze vill gewaart ginn. Kee Wonner, datt also den Onmutt iwwert den Zoustand vun der N7 duerfir an de leschte Jore stänneg gewuess ass, besonnesch well vill Bierger d'Gefill hunn, vun der Politik a vläicht och vun der Verwaltung net verstanen ze ginn. Et blouf beim Gebastels a Gezécks. Zu engem zukunftsweisenden Entworf oder zu enger Léisung koum et bis ewell net.

Madame Presidentin, wa mer haut en objektiven Débat wëlle féieren, kee polemeschen, da muss een och éierlecherweis zouginn, datt net all Accident op der N7 mat der Strooss an hirem Profil u sech ze dinn huet. Et gëtt Accidenter, déi hätten och op anere Stroosse kënne geschéien, well se duerch ze héich Vitesse oder duerch e falsche Fuermanöver geschitt sinn. Den Interpellant huet dat och sengersäits bemierkt.

Et gouf awer och Onglécker op dëser vill befuerener Strooss, déi an direkter Relatioun mat hirem Tracé an hirem Querprofil, also dem Profil vun enger Dräibunn, stinn, e Profil, deen iwwregens tëschent Dikrech an der Schmëtt stänneg ännert.

D'N7 war gebaut ginn, dat sollte mer eis emol erëm an Erënnung ruffen, fir mat 90 km/h ze fueren. Haut duerf se mat 110 km an der Stonn befuer ginn. Si ass also friséiert ginn, well si huet déi Capacitéit iwwerhaapt net. Mëttlerweil ass och den Trafic esou staark, datt sech moies fréi e Stau tëschent der Closdelt an dem Fridhaff oder virun Housen oder duerch Housen forméiert. Owes, wann de Feierowendtrafic sech a Bewegung setzt, erliewe mer datselwecht a Richtung Nordspëtzt.

Dat huet domat ze dinn, datt och am Éislek d'Bevëlkerung an de Grenzverkéier an de leschten zwanzeg Joer staark zougeholl hunn. D'N7 erreegt d'Gemidder, well et laang gedauert huet, bis an de Fachkreesser d'Erkenntnis geräift ass, datt hei eppes geschéie muss, fir d'Sécherheet op dësem Deelofschnëtt vun der Nord-Süd- oder Süd-Nord-Verbindung spierbar ze verbesseren.

Ze laang ass gewaart ginn, bis datt entscheet gouf, fir geféierlech Plazen ze beliichten oder ze réaménagéieren, fir datt do Accidenter manner wahrscheinlech ginn. D'Ursaach vun der ganzer Problematik ass einfach déi, datt mir eng Strooss hunn, déi den Ufuerderunge vun der heiteger Zäit net méi entsprécht, besonnesch aus wirtschaftlecher a souguer aus ekologescher Siicht gekuckt.

Madame President, vill Éisleker Leit soen engem, datt déi heiteg Dräibunn, well se esou schlecht ze fueren ass an een einfach net mat enger gläichméisseger Vitesse vu plus/minus 90 km/Stonn driwwerkënnt, datt dës Strooss gewëss Leit zu Verréckttheete verleet. Mäi Kolleeg Edy Mertens ka mer dat eigentlech quasi all Dag bestätegen. Hien huet de längste Wee fir an d'Chamber. Och de Kolleeg Gusty Graas, dee vu Beetebuerg erop an eist schéint Éislek op d'Giewelsmille fësche kënnt, huet sech…

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- …dovunner iwwerzeege kënnen. Si confirméieren engem, datt etlech Automobilisten a Motorradsfuerer einfach no där x-ter Plaz, wou se hu missen ofbremsen an dann erëm ufueren, d'Nerve verléieren, mat de Konsequenzen, déi dat da fir anerer kann hunn.

Iwwregens, Stausituatioune wéi déi, déi mer all moies virun Housen oder virum Fridhaff erliewen, mat deem onvermeidbare Stop-and-go, bedeiten nieft dem Zäitverloscht och en onnéidegen Energieverbrauch.

Madame Presidentin, d'N7 ass fir vill Leit zur Knachefal ginn, a mir stinn an der Verantwortung, hei Léisungen ze fannen. Dës geféierlech Strooss gouf an de 70er Jore gebaut. Si gouf deemools, wéi scho gesot, dräispureg konzipéiert, esou wéi d'N15 tëschent Heischent an dem Heischtergronn, an et konnt kee viraussoen, datt d'N7 emol staark befuer géif ginn.

Glécklecherweis hunn déi Verantwortlech genuch Plaz op béide Säite gelooss. Et sinn dat

Terrainen, déi meeschtens dem Stat gehéieren an déi et zum Beispill erlaben, fir do, wou et machbar an erfuerdert ass, eng véiert Spur, eng Voie lente oder eng Kriechspur, wéi meng Kolleege soen, bäizefügen.

Véierspureg ausbaue bedeit, datt mer de Querprofil vun der Strooss komplett nei definéiere mussen: zwou Spuren op all Säit, eng kalifornesch Mauer oder duebel Leitplanken an der Mëtt, Standspuren op all Säit. Da si mer scho bei sechs Spuren. Véierspureg bauen oder ausbaue bedeit och nei Ouvrage-d'arten ze bauen, Brécken an Unterführungen also, fir dës Strooss komplett kräizungsfräi ze maachen, eventuell och Wëldbrécken. Mir missten och nei Échangeure bauen. Véierspureg kléngt aliichtend, well geduecht gëtt, datt esou Frontalkollisiounen ze vermeide sinn.

Mir mussen eis awer froen, ob wat fir enge Plazen dat haut nach méiglech ass, well am Laf vun de Joren ass zolidd laanscht d'N7 gebaut ginn, soudatt mer jiddefalls méi wéi zwee Contournemente baue missten.

Wéi laang gëtt awer elo ewell iwwert d'Ëmgehunge vun Hengescht oder vun Housen geschwat a geschriwwen? Wéi laang ass den Dossier ënner fréiere Regierungen nëmme lues virugaangen?

E richtegen Driff huet eigentlech keen esou richteg feststelle kënnen. Déi fréier Regierung hat d'Rocade vun Housen ënnert d'Prioritéit 2 gesat. Virun 2030 sollt eigentlech näischt geschéien. De Minister François Bausch huet awer elo an Aussiicht gestallt, éischter mat dësen Aarbechten unzefänken, a gëtt och an deem Sënn vum Housener Gemengerot ënnerstëtzt.

Dobäi ass d'Liewensqualitéit vun der Uertschaft Housen lues a lues d'Baach erofgaangen. A Spëtzenzäiten ass zu Housen heefeg uergen Zéifloss an och regelméisseg Stau. Datselwecht géllt och fir owes. D'Gemeng Housen hat an Eegeregie viru bal zéng Joer eng elektronesch Zählung duerchgefouert, déi gewisen huet, datt all Dag 13.000 bis 15.000 Vehikelen duerch d'Uertschaft Housen passéieren. Dës Zielung iwwertrëfft bäi Wäitem déi vu Ponts et Chaussées évoquéiert 11.000 Autoen oder Vehikelen.

Et hänkt also ëmmer dovunner of, wou ee grad zielt. Kee Wonner also, datt déi Housener Gemengenautoritéiten an Awunner zimlech ongehale sinn an am Kader vun hirem Avis zu de Plans sectoriels drop opmierksam gemaach hunn, datt dee Contournement esou séier wéi méiglech komme muss.

Ech wëll och drun erënneren, datt dat gesamt Verkéierskonzept vun der SICLER-Aktivitéitszon zu Housen op dem geplangte Contournement baséiert, fir de gesamte Camionsverkéier net duerch, mä laanscht Housen ze féieren. Just duerfir ass de Rond-point am Joer 2000 gebaut ginn. Duerch d'Feele vum Contournement drainéiere mer den Trafic weider duerch den Uertskär vun Housen.

Ech wëll dann nees op d'Thematik vum véierspuregen Ausbau zréckkommen. Wa mer vu véierspureger Strooss schwätzen, da gëtt et sécherlech och haut nach Méiglechkeeten, fir tëschent der Houschter-Déckt an um Fridhaff käschtegënschteg a relativ séier eng zousätzlech Bunn ze bauen. Dat géif et erméiglechen, datt lues Gefierer ouni Gefor iwwerholl kéinte ginn.

Mir brauchen also op der N7, do, wou et sech nach maache léisst an esou séier wéi méiglech, eng speziell Bunn fir Camionen, Tracteuren a méi lues Gefierer, fir datt se besser a virun allem méi sécher iwwerholl kënne ginn. De Stat bräicht op deenen dote Plaze keen Terrain ze kafen, well deen Terrain ass jo elo riets oder lénks vun der Dräibunn zu engem gudden Deel disponibel. Den Invest géif sech deemno a Grenzen halen.

De Profiltyp vun der sougenannter „Dräibunn" wier also deen heiten: Op béide Säite riets, do, wou et machbar ass, eng Voie lente, déi mat 90 km/Stonn ze fueren ass, an déi zwou bannenzeg Spure sinn da mat maximal 110 km/Stonn ze fueren. An der Mëtt soll ee Sträife vun engem Meter reservéiert bleiwen, fir déi néideg Sécherheetsmoossnamen ze garantéieren.

Dräispureg Stroossen animéieren d'Automobilisten, fir op Streckenofschnëtter ze iwwerhuelen, déi net ëmmer iwwersiichtlech an och vill ze kuerz sinn. Zemools bei Reen a liichtem Schnéi kann dat séier an d'A goen. De Crash ass virprogramméiert, well do, wou 110 erlaabt ass, etlech Leit mat 130 a méi iwwerhuelen. Vläicht ännert dat sech, wéi den Interpellant scho gesot huet, wann eng Kéier déi Radare kommen.

D'Automobiliste profitéiere vun der Geleeënheet, fir ze iwwerhuelen. Well awer deen, deen op der bausseschter Spur och mat 100 oder 110 fiert, iwwerholl gëtt, kënnt et dann zu Vitessespëtzte vun 130 an etlech mol méi. An de Crash ass virprogramméiert, well d'Visibilitéit net ëmmer déi bescht ass, well den Niwwel d'Vue verschlechtert oder well sech eng Kéier mat engem ze klenge Rayon ze laang zitt. A wann dann ee Camion sech mat engem Auto kräizt a si sech geroden, dann ass d'Katastroph perfekt.

Och déi vill Op- an Offahrten, déi net ëmmer iwwersiichtlech sinn oder ze geféierlech, fir riets ofzebéien, sinn e klore Geforepunkt. E puer Beispiller: Wann ee riets ofbéit, fir op Grandsen - dat ass also Grindhausen op Däitsch, fir déi, déi net esou kënneg sinn -, fir op Grandsen ze fueren, muss ee praktesch op null ofbremsen, wat ganz geféierlech op enger grousser Strooss ass, wou Tempo 90 erlaabt ass. Hei misst also eng Ofbéispur hikomme mat enger Längt, déi a Fonctioun ass mat der erlaabter Vitesse.

Déiselwecht kritesch Situatioun fënnt een um Carrefour Köppenhaff vir. Ofbéie gëtt dann och geféierlech, wann op der N7 no lénks ofgebéit gëtt. Automobilisten, déi iwwerhuelen, stoussen dann op anerer, déi amgaange sinn ofzebremsen oder ze stoppen, fir lénks anzebéien.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Duerfir nach eng Kéier: Lénks ofbéie muss op der N7, do, wou et nëmme méiglech ass, verhënnert ginn.

E weidere Problem ass deen, datt an de leschte Jorzéngten ëmmer méi laanscht d'N7 gebaut gouf, ouni sech bewosst ze sinn, datt dat d'Optioune fir Verännerungen um Tracé onméiglech mécht.

Wat sinn dann elo déi Moossnamen, déi onbedéngt musse verwierklecht, realiséiert ginn?

Éischtens: An de leschte Jore goufen ënnert dem Minister Claude Wiseler Of- an Opfahrte verlängert a plazeweis goufe Stroosseluuchten opgerüicht, fir d'Sécherheet ze verbesseren. D'Opfahrten an d'Offahrte musse jiddefalls normgerecht gebaut ginn, fir den Accès op d'N7 bezéiungsweis d'Eroffuere vun der N7 méi sécher ze maachen. Déi grouss Gabelungen a Kräizungen op der N7 musse beliicht ginn. Zemools bei schlechtem Wieder ass dat alles, mä net Muttwëll. Hei läit dann nach e Chantier virun eis.

Zweetens: Gëtt an Zukunft laanscht d'N7 gebaut, muss am Virfeld genee gepréift ginn, wat d'Konsequenzen dovunner sinn. Et ass grad dës Verbauung direkt un der Strooss - de Camille Gira huet an der Zäit och drop opmierksam gemaach -, déi et an etleche Fäll onméiglech gemaach huet, fir eng Verbreederung vun der Strooss op véier Spure virzehuelen.

Nach viru Kuerzem gouf zu mengem gréissten Erstaunen ënnert der fréierer Regierung e Gebai erlaabt, dat duerch seng Lag all eventuell Verbreederung vun der N7 op där Plaz onméiglech mécht. Duerfir musse mir an Zukunft esou Situatioune vermeiden an entspriechend Moossnamen huelen, fir eng Aart Couloir ze garantéieren.

Drëttens: Fir d'Trakteren, d'Camionen a lues Gefierer, déi sech ganz riets halen, muss gepréift ginn, wou kuerzfristeg Voie-lenten ze verwierkleche sinn. Dat kéim enger véierspureger Streck méi no an et géif et erlaben, fir méi sécher ze iwwerhuelen.

Véiertens: D'Contournemente vun Housen an Hengescht, fir nëmmen déi ze nennen, musse méi séier, wéi viru Jore geplangt, verwierklecht ginn. Hei däerf net méi laang gewaart ginn. Zemools zu Housen, ech hunn et elo d'éinescht gesot, wou d'Liewensqualitéit vun den Awunner laanscht d'N7 vun Dag zu Dag méi schlecht gëtt.

Fënneftens: Wann ee vun Norden erofkënnt an et fiert een an de Giratoire Fridhaff eran, fir Richtung Stad weiderzefueren, da kënnt et dacks an de Spëtzestonnen zu Enkpäss, zu Stausituatiounen. Duerfir misst hei onbedéngt eng extra Spur, eng Aart Bypass-Spur bäikommen, fir den Trafic laanscht de Giratoire, de Rond-point ze féieren. Sou kéinten d'Automobilisten direkt Richtung Miersch weiderfueren, ouni duerch de Rond-point missen ze fueren. E Giratoire oder e Kreisel huet jo haaptsächlech d'Funktioun, fir d'Lénksofbéier sécher an hir Direktioun ze bréngen.

Den Dokter Mertens an ech haten an deem Kontext Enn Oktober beim Minister nogefrot, a mir si frou, datt de François Bausch d'Optioun vun engem Bypass net direkt an a priori als Variant ausschléisst.

Sechstens: De Rond-point Schinker muss aus Sécherheetsgrënn beliicht ginn, well do dacks Niwwelbänken opdauchen an een de Giratoire net fréi genuch gesäit.

Siwentens: Op eenzelne Plazen, wéi zum Beispill an der Lëppschter-Dällt oder zu Houschent, wier et ubruecht, wann et nëmme machbar ass, e Schallschutz unzebréngen, well déi aktuell Dräibunn do zimlech no laanscht d'Haiser verleeft.

À propos Schallschutz: Am Plan sectoriel «Transports» ass de véierspuregen Ausbau vun der B7 virgesinn. Well d'B7 awer queesch duerch Schieren verleeft, muss do besonnesch op de Schallschutz Wäert geluecht ginn, mat Mëttele wéi zum Beispill engem Flüsterbelag, enger Schallschutzwand op deem neiste Stand vun der Technik oder och nach sougenannten „Joints silencieux" bei de Brécken, well dat mécht aktuell am meeschte Kaméidi.

Bleiwe mer nach e bësse bei der B7. Zil muss et sinn, d'A7 bis virun de Rond-point Fridhaff ze verlängeren, esou, wéi dat och bis ewell virgesi war. Wann d'Nordstad sech weider entwéckele soll a géintiwwer vun der SIDEC-Deponie eng Aktivitéitszon entstoe wäert, da brauche mer eng adaptéiert Stroosseninfrastruktur, déi de Schwéiertransport gutt opfänkt.

Elo scho bilde sech duerch déi ze enk B7 dagdeeglech Stausituatiounen an den Stousszäiten, fir op d'Nordstrooss ze kommen. An neierdéngs staut et och schonn zréck bis op de Viaduc Angelduerf, fir vun der Nordstrooss erofzefueren.

Et muss alles drugesat ginn, fir datt mer tëschent dem Fridhaff a Colmer op véier Spure ginn an d'Flëssegkeet vum Trafic garantéiert gëtt. Et muss och alles ënnerholl ginn, fir den Transitverkéier aus Ierpeldeng un der Sauer, besonnesch de Schwéiertransport, erauszehalen.

Aachtens: Mir mussen déi geféierlech Kräizunge mat Lénksofbéier wäitgehendst ofschafen. Da kann een och op déi kontraproduktiv Vitessereduktioune vun 110 op 90 an dann op 70 verzichten. Dat ass zurzäit wierklech eng schlecht Léisung, ben, zënter Joren eng schlecht Léisung, fir allen Enns fir nëmmen e puer honnert Meter op d'Brems ze sprangen, 70 ze fueren an dann den Auto nees op 90 respektiv 110 ze lancéieren. Do fiert een zurzäit am Rhythmus Vollgas, Brems, Vollgas, Brems. Vu Flëssegkeet si mer do meilewäit ewech.

Här President, alles an allem wäert d'Sécherung an de punktuellen Ausbau vun der N7 eis an den nächste Jore weider beschäftegen. Mir wëssen, datt dës Strooss aus de 70er Joren net méi adaptéiert ass, fir dem zolitten Trafic gerecht ze ginn, zemools an de Spëtzestonnen, mat alle Konsequenzen, geféierlechen Iwwerhuelmanöveren, Stauen, Zéifloss duerch d'Dierfer, etc.

Dës Feststellunge gëllen och fir de Contournement vun Ettelbréck-Ierpeldeng, deen einfach ze onsécher ass. Hei gëtt et duerch Op- an Offahrten zeg Knachefalen. Et sinn Opfahrten, déi ze kuerz gerode sinn, well se ze no u Bréckenouvragë stoussen. Dat ass e regelrechte Konstruktiounsfeeler. Och hei ass méi wéi eng Kéier e schwéiert Accident geschitt, dat duerchaus ze verhënnere gewiescht wier, wann déi néideg Baumoossname geholl gi wieren a vun Ufank un e kohärent a keen esou en hallefhäerzegt Konzept virgeleeën hätt.

Här President, mir sollten d'Diskussioun iwwert d'A7, d'B7 an d'N7 esou féieren, datt mer um Enn wierklech am Interessi vun de Leit aus der Nordregioun eppes opweises hunn.

D'Regierung wëllt elo a soll elo éischt Chantieren esou séier wéi méiglech konsequent ugoen, déi vu fréiere Regierunge leie gelooss gi sinn. Si kann awer net a véier Joer dat an engem Hoff guttmaachen, wat an 20 Joer ënnerlooss oder verbockt gouf.

Polemik ass, wéi gesot, feel op der Plaz. Dat soen engem och ëmmer méi Kommunalpolitiker an Awunner aus dem Éislek. Et muss reell also um Terrain eppes konkret geschéien, dat derzou bäidréit, datt erëm fir méi Sécherheet op dëser wichteger Verbindung tëschent dem Norden an dem Zentrum vum Land, der sougenannter „Verkéiersaorta" vu Colmer-Bierg op den héchste Punkt vum Land, gesuergt ass.

Mir sinn de Leit aus der Nordspëtzt dat schëlleg. Mir däerfe se net am Stach loossen. D'Politik muss deenen Éisleker hir Suergen eescht huelen, a mir mussen hinnen endlech realistesch, sprécht machbar Perspektiven opweisen, Perspektiven, déi also kuerzfristeg a mëttelfristeg ëmgesat kënne ginn, schrëttweis also - et ass vu menge Virriedner jo och ënnerstrach ginn -, fir esou dat nozehuelen, wat scho virun zéng Joer mat der néideger Determinatioun am Intérêt vun eiser Regioun hätt missen ugaange ginn.

De Minister François Bausch kennt d'Problematik an en huet sech net gescheit, sech de Froen an de Suerge vun den Éisleker op der Plaz zu Houschent an zu Maarnech ëffentlech ze stellen. Respekt dofir!

Ech denken, datt den Här Minister eis herno seet, wat fir eng Moossnamen an den nächste Joren ëmsetzbar sinn. Et muss eppes geschéien. Déi Éisleker Leit waarden dorobber.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Bauler. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Regierung hëlt d'Thema vun der Verkéierssécherheet eescht. Net nëmmen am Norden, mä am ganze Land. An eng sëlleche Mesurë si vum Minister a kuerzer Zäit geholl ginn a sinn och elo zulescht thematiséiert ginn. Elo ass grad vun de Beem laanscht d'Stroosse geschwat ginn, vun de Leitplanken an Ähnlechem.

Zesumme mat den Akteuren um Terrain, mat der Sécurité routière, mat der Association des victimes de la route gouf och d'Housener Strooss, d'N7, enger Bestandsanalys ënnerworf an et ass och ee kloren, konkrete Moossnamekatalog do erstallt ginn.

Dës Regierung diskutéiert mat de Leit an hëlt hier Suergen och eescht. Op zwou ëffentleche Versammlungen hunn de Minister an d'Verwaltung sech der Diskussioun mat de Bierger gestallt an hir Mesurë fir d'N7, fir déi méi sécher ze maachen, do presentéiert.

An den Här Kaes, deen ass jo zwar elo an eng Diskussioun verstréckt, mä deen deelt bestëmmt net meng Aschätzung. Ech hunn och d'Impressioun, wéi wann en - hie war jo an deene Réuniounen - méiglecherweis do net grad alles esou gutt nogelauschtert hätt oder eben och déi ganz gutt Presentatioun vum MDDI vläicht net ganz am Detail analyséiert huet.

Ech hu mer duerfir erlaabt, awer nach eng Kéier d'Presentatioun op e Stick ze setzen, also fir se weiderzeginn, fir eng Kéier och a Rou an ouni Polemik déi Saach kënnen unzegoen. Do sinn nämlech verschidde Saachen, déi analyséiert gi sinn, déi ënner anerem och d'Zuele vum Trafic uginn.

An Dir kennt de Slight - vun hei gesäit een dat natierlech weider net -, wou et geet ëm zwou Voien, Voies 2 + 1, Voies 2 + 2, wat d'Capacitéit vun deene Stroossen ugeet. Dat ass just d'Capacitéit; dat ass elo net d'Verkéierssécherheet als solch eleng, mä dat ass d'Capacitéit vun de Stroossen. An op där baséierend wär en 2 x 2-Ausbau vun der N7, mat deenen Zuelen, déi do gemooss gi sinn, ob dat der dann elo 13.000 oder 14.000 effektiv wären, wéi dat zu Housen sengerzäit op d'Käschte vun der Gemeng gemooss ginn ass, oder déi Donéeën, déi ebe vun der Administratioun virgestallt si ginn um Fridhaff mat 11.000 oder eropgerechent 12.500 Unitéite pro Dag, ob déi eng oder déi aner Chifferen elo deene leschte Wourechten entsprécht, dat weess ech net an dat wëll ech och hei net behaapten, net ubruecht. Bei där doter Belaaschtung vum Trafic kéint een awer mat enger Voie oder enger Strooss 2 an enger Voie en alternance deen Trafic ofdecken.

Déi zweet Saach, dat ass jo och d'Fro, wann een op en Ausbau vun 2 x 2-Stroosse geet, also quasi op eng Autobunn, a) wou ee se kéint realiséieren, well Dir kennt d'Streck sécherlech vill besser wéi ech selwer an ech si se awer och schonn e puermol gefuer, dass ganz, ganz vill Dierfer a Kräizungen dertëscht leien, déi dat net esou einfach gestalten, an dass, vu Sankt Vith erof oder vun Aachen erof oder Léck erof gekuckt, Der och wësst, dass do en Deel Camionsverkéier laanscht d'N7 zum Gléck leeft. An esou een Ausbau géif sécherlech dat net verhënneren, mä éischter natierlech deen Trafic direkt an d'Land unzéie respektiv ëmleeden.

Dann de Landschaftsverbrauch, respektiv, natierlech kloer, wann ee wëllt op méi Voien ausbauen, brauch ee méi Plaz. Et brauch ee méi Terrain. An dat mécht d'Saach op där Streck, esou wéi se elo do verleeft, d'office net méi einfach.

Dës Regierung, an dat schéngt mer awer elo wierklech dat Wichtegst, déi handelt och elo endlech, an et ass e klore Moossnamekatalog jo och virgestallt ginn, deen och soll ëmgesat ginn. An ech si mat Iech absolut averstanen, dass, wann et net zur Ëmsetzung kënnt, da brauche mer hei an der Chamber op där Tribün déi Rieden net ze halen.

Et geet och net drëm, fir alles zweemol an dräimol ze widderhuelen. Mä aus der Schoul kennt een dat, dat schuet näischt, wann een awer nach eng Kéier kuerz op déi verschidde Mesuren ageet. An do sinn der jo eng Partie, déi virgestallt si ginn, fir méi Sécherheet op der N7 ze garantéieren. An do natierlech, deen Housener Fall, dee kennen ech och gutt, well ech do no bäi Famill hunn, an deen Hengeschter och, déi

Contournementen, do si mer eis all eens, dee géifen och zu wesentlech vill méi Liewensqualitéit a Sécherheet vun deenen zwee Dierfer bäidroen an och d'office dem lokale Commerce, virun allem zu Housen, absolut zeguttkommen.

An ech mengen, elo sidd Der bestëmmt all averstanen, dass dat eng wichteg Viraussetzung ass fir méi Liewensqualitéit vun deene Leit, deenen Awunner, déi op der N7 oder un der N7 wunnen an do all Dag musse mat deem ville Verkéier liewen.

Eng ganz Partie Saache stinn och an deem Moossnamekatalog, sief et elo de Kreesverkéier Bombatsch, de Buscouloir, d'Aarbechten um Deelsteck Houschter-Déckt/Maarkebaach, d'Verbesserungen op deene Kräizungen. Déi Lénksofbéiungen, vun deene jo hei schonn e puermol ernimmt gi war, dass se natierlech e ganz, ganz grousse Problem duerstellen. An natierlech och zu gudder Lescht, wann een ënnen ufänkt, um Fridhaff eben de Kreesverkéier, bei deem jo och do virgesinn ass, dass en nei soll aménagéiert ginn.

Mä leider fir mech stellen ech awer ëmmer fest, dass am Stroosseverkéier eis d'Physik u sech vill ze dacks de Fouss stellt.

Ech erkläre mech. Et ass ganz einfach. Den Einstein huet dat eng Kéier an enger Formel festgehalen: D'Energie, déi an engem Kierper gespäichert ass, ass proportional zur Mass an zur Vitesse am Quadrat, a wann d'Bremse versoen oder en Autofuerer ze spéit reagéiert, dann hu mer déi Resultater, déi mer dauernd an der Zeitung liesen, op RTL oder um Internet, déi schrecklech Biller vun deenen zerfatzten Autoen, déi zum Gléck net ëmmer, net ëmmer mat Leit versi sinn, déi de Kapp hänke loossen, mä awer nach vill ze vill dacks.

Firwat oder wou wëll ech do iwwerhaapt hin? Ech mengen an ech sinn der Iwwerzeegung, dass d'Vitesse ee realen a wichtege Problem op der N7 ass. Ech hunn dat selwer elo nach erlieft, dass, wann een dann 90 fiert, wou 90 erlaabt ass, een dann awer nach dépasséiert gëtt, wou meeschtens jo iwwerhaapt net dépasséiert dierft ginn, dass d'Leit sech also do net drun halen. A wann ee mat 110 ënnerwee ass, do, wou een zwou Spuren zegutt huet, d'Leit d'office een awer ganz dacks, awer ganz dacks iwwerhuelen. Dat läit vläicht u mengem Fahrstil oder u mengem Auto, ech weess et net, mä dat ass dat, wat ech erliewen. An dat erliewen ech dann ebe just déi puer Kéieren, wou ech fueren. An dann hunn déi Leit nach ganz aner Erfahrungen, déi déi Streck do dacks benotzen.

An ech mengen och, an dat ass, wat ech virdru gesot hunn, déi Saach vun der Energie, déi am Auto dran ass, wann e bis op Vitesse ass, dat ass och eng mat vun den Ursaache vun deene schwéieren Accidenter. An duerfir ass eben déi Décisioun vun der Regierung, fir op deenen Abschnëtter do déi fix Radaren ze setzen, absolut déi richteg.

An Dir hutt och schonn dat Beispill vun de franséischen Autobunnen erwähnt, déi ech och nawell gär huelen, wou ee vill méi roueg ënnerwee ass, wéi op deenen däitschen Autobunnen, wou eben och keng Vitessebegrenzung ass an och déi entspriechend Kontroll op deenen Ofschnëtter dann och net ginn ass. An dat muss kommen an et ass jo och e mobille virgesinn. Do muss den Autofuerer eng Kéier pädagogesch drop higewise ginn, awer och sécherlech sanktionéiert ginn, fir dass déi Vitesse erauskënnt aus där Strooss.

An do ginn ech Iech, Här Kaes, ganz gäre recht, dass e Mënscheliewen net mat Suen opzeweien ass, net ze schwätze vum Leed fir déi Leit, déi Familljen, déi hannendrunhänken, wann eng Persoun stierft oder wann och eng Persoun einfach invalid duerno ass an da laang Joren déi Familljen dorun droen. Ob et selbstverschëllt oder net selbstverschëllt ass, dat ass guer keng Diskussioun. E Liewen ass einfach ze wäertvoll, fir dass mer do sollen un der Verkéierssécherheet och spueren.

An de Spuergedanken, dee kann hei net gëlle gelooss ginn. An et ass jo och chiffréiert ginn, an ech mengen och, duerfir ass de Spuergedanken net präsent an der Regierung, et ass jo chiffréiert ginn op 85 Milliounen Euro, wat déi Moossnamen ugeet, déi an deem Katalog do dra sinn, wou jo schonn eng Partie Moossnamen ugaange gi sinn, och an der leschter Regierung, wou awer eng ganz Partie Moossnamen nach ausstinn, ënner anerem déi Contournementer, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, déi si jo elo doran och mat chiffréiert.

An ech mengen, dat beweist och, dass d'Regierung den Norden net vergiess huet a sech bewosst ass, dass dat och eng zentral Achs ass, déi der Entwécklung vum Land zeguttkënnt, a virun allem, dass d'Sécherheet op der Strooss eng vun de Regierungen ass (veuillez lire: eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass). A mäi lescht Wuert dozou soll sinn: Natierlech, elo muss och gehandelt ginn!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. Nächste Riedner ass de Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn elo 25 Joer an deem Haus hei derbäi an ech mengen, et sinn och 25 Joer, wou mer regelméisseg hei an der Chamber iwwert d'N7 schwätzen. A wéi de Kolleeg Aly Kaes déi Interpellatioun hei ugefrot huet, hunn ech un eise Frënd, de Koeppe Jemp, zréckgeduecht, deen '89 hei an d'Chamber gewielt ginn ass.

De Koeppe Jemp war elo net bekannt als deen, dee vill geschwat huet a laang geschwat huet hei am Haus, mä wann e geschwat huet, huet en d'N7 am Norden ni vergiess! An do huet de Koeppe Jemp zënter '89 ëmmer erëm hei op en Neits zur Problematik an de Geforen, déi mat der N7 zesummenhänken, intervenéiert. Duerfir war et och normal, datt eise Bezierk aus dem Norde getrei mam Koeppe Jemp sech ëmmer fir den Ausbau vun der N7 op eng véierspureg Strooss agesat huet, dat iwwer Versammlungen oder Communiqué an esou weider.

An esou ass am Fong, wéi de Frënd Koeppe Jemp net méi esou aktiv war, den Aly Kaes komm, deen am Fong d'Relève, géif ech soen, geholl huet, fir ëmmer erëm permanent op d'Problematik vun der N7 hinzeweisen. An et war wahrscheinlech och den Aly Kaes, deen Initiator war, fir datt den LCGB Norden 2010 eng Initiativ ergraff huet, fir eng Petitiounslëscht ze lancéieren, wou 6.638 Leit drop ënnerschriwwen haten. An hien huet et selwer de Mëtte gesot hei: Op där Petitioun hunn deemools 35 vu 60 Deputéierten ënnerschriwwen.

Et war also eng kloer Majoritéit heibannen am Haus, déi fir déi Petitioun ënnerschriwwen huet. A mir hunn du geduecht - du war de Koeppe Jemp schonn net méi an der Chamber -, elo kënne mer dem Koeppe Jemp säin Dram endlech erfëllen, wann esou eng grouss Majoritéit hei an der Chamber ass. A mir hunn dunn eng Motioun hei als ADR deponéiert, an zwar ganz genau déiselwecht Motioun, déi den Aly Kaes haut hei deponéiert huet.

An zwar huet déi Motioun dat, wat an der Petitioun vum LCGB stoung, déi huet genau dat erëmginn! A mir waren dunn der Meenung: Elo ass kee Problem! Genau wéi den Aly Kaes dat hei virun enger Stonn gesot huet: „Et däerf kee Problem sinn", hate mir och 2010 hei an der Chamber déi Motioun eraginn a mir hu geduecht: Elo kréie mer eng grouss Majoritéit fir déi Motioun heibannen.

Mä et war du keen anere wéi den deemolegen CSV-Fraktiounschef, de Jean-Louis Schiltz, wéi déi Motioun sollt hei zur Ofstëmmung kommen, deen dunn d'Wuert ergraff huet a Folgendes gesot huet: „Här President, wat déi Motioun (...) ubelaangt, géif ech virschloen, déi an d'Kommissioun ze renvoyéieren. Well wa mer se haut stëmmen, da mécht den Här Kaes eis vu Freed en Häerzinfarkt,..."

(Hilarité)

„...a wa mer se oflehnen, da mécht en eis vun Trauer an Dépit och en Häerzinfarkt. Duerfir kommt, mir maachen dat a mir gi se an d'Kommissioun." An do huet de President dann du gesot: „Also, ech ginn dovun aus, datt den Här Colombera...", deen huet se an eisem Numm hei deponéiert, datt hien „...net de Risque vun engem Häerzinfarkt vum Här Kaes wëllt a Kaf huelen an domadder d'accord ass, datt déi Motioun an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt."

An dunn ass se dann eestëmmeg an d'Kommissioun renvoyéiert ginn. Wéi gesot, dat war textuellement genau déiselwecht wéi déi, déi den Här Kaes haut hei deponéiert huet.

An hirer Sitzung vum 17. Oktober 2010 huet déi zoustänneg Kommissioun dann dunn iwwert déi Motioun debattéiert. A si huet gesot, dat wiere genau déi Fuerderunge wéi och op enger Petitioun, 310, déi deeselwechten Inhalt hätt. An den deemolege Minister huet gesot, datt et wierklech wier, datt do ganz vill...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Gibéryen, wie war de Minister deemools...?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wësst Dir dat net méi, Här Berger? Ech hat awer alt gemengt, als Schoulmeeschter hätt Der e bessere Verhalt!

(Hilarité)

Esou séier sollt Der net vergiessen, Här Berger. Op jidde Fall, den deemolege Minister huet confirméiert,...

(Interruption)

...datt et op där Strooss ganz vill...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass net gutt, de Riedner ze ënnerbriechen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ganz vill Accidenter, ganz vill Accidenter géife ginn, ganz schwéier Accidenter géife ginn, an datt een onbedéngt och eppes do misst maachen. An en hätt seng Verwaltung chargéiert, Etüden ze maachen, fir verschidde Varianten auszekucken, vum einfache bis zum kompletten Ausbau vun enger véierspureger Strooss.

An d'Kommissioun kënnt dann zur Konklusioun: «Il est décidé de retirer la motion sous rubrique du rôle des affaires.» Dat heescht, d'Kommissioun huet dunn no enger Diskussioun déi Motioun einfach zréckgezunn, obschonn et, Här President, net un enger Kommissioun ass, fir eng Motioun vum Rôle des affaires zréckzezéien. Dat kann nëmme just den Auteur selwer maache respektiv op Propositioun d'Chamber maachen. Mä déizäit, deemools huet d'Kommissioun déi Motioun zréckgezunn.

Haut huet elo den Här Kaes...

(Interruption)

Här President, den Här Berger wëllt onbedéngt nach eppes soen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et ass mer erëm agefall, ech mengen, et war den Här Wiseler.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir mengt awer nëmmen. Et ass nach net iwwerzeegend, dat doten!

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Et kéint awer sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä Dir loucht vläicht um gudde Wee.

Bon, den Här Kaes huet also, wéi gesot, haut déiselwecht Motioun hei erageréecht a mir hu se selbstverständlech vun eiser Säit och mat ënnerschriwwen, well mer dann elo haut dervun ausginn, datt se haut eng Majoritéit kritt! Well wann een déi Debatte jo haut hei verfollegt huet, esou huet ee jo awer, mengen ech, kënne feststellen, datt jiddwereen - mat klenge Varianten, mä awer - der Meenung war, datt eppes misst onbedéngt op där Strooss geschéien: am beschten e véierspuregen Ausbau vun der Strooss, etappeweis,...

Une voix.- Wou et méiglech ass!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wou et méiglech ass, Dir hutt dat richteg gesot. De Buergermeeschter vun Dikrech war am Fong deen, dee sech am kriteschsten domadder ausenanergesat hat. Ech hat alt gemengt, als Nord-Deputéierte géif e sech méi fir déi Strooss asetzen, mä en huet sech méi...

(Interruption par M. Claude Haagen)

...e war op jidde Fall vun alle Riedner deen, dee sech am meeschten distanzéiert huet vun der Realisatioun vun deene Projeten a géint dee Projet hei ausgeschwat huet. Mä de Rescht vun de Riedner huet sech awer fir dee Projet hei ausgeschwat. An duerfir géif ech mengen, datt haut déi Motioun misst eng Chance hunn.

Ech wollt elo net, Här President, haut hei op all déi Honnerte vu Propositiounen agoen, déi een op all Kräizung, all Strooss, all Umführung an all Kéier kéint maachen. Ech mengen, eis Virriedner hunn dat an allen Detailer gemaach.

Ech wollt just op deen Historique do zréckkommen. Den Här Kaes huet de Mëtte gesot, Roum wier och net an engem Dag gebaut ginn. Mä Roum ass awer gebaut ginn!

(Hilarité)

Roum ass gebaut ginn, an hei si mir elo schonn amgaangen, Jorzéngten driwwer ze schwätzen, et ass nach näischt geschitt! Duerfir hunn ech mer jo och d'Fro gestallt, Här Kaes - datt Der déi Interpellatioun ufrot, fannen ech gutt! -, mä ech hu mer d'Fro gestallt: Firwat hutt Der esou laang gewaart, fir se unzefuerderen?

Dir hätt se jo awer wierklech kënnen deemools maachen, wéi Der Är Petitioun gemaach hutt, du war den Zäitpunkt! Och du waren déi 35 Ënnerschréfte vun den Deputéierten, du waren déi nach, d'Tënt war nach naass deen Ableck. Haut ass se schonn, haut ass se jo scho blatzeg ginn an der Zwëschenzäit. Firwat datt Der net éischter profitéiert hutt, fir déi Petitioun (veuillez lire: fir déi Interpellatioun) unzefroen, an datt Der esou laang gewaart hutt, bis Der mat deem deemolege Minister zesummen an der Oppositioun haut sëtzt? Dir hutt d'Chance verpasst deemools, wéi Dir an Äre Minister an der Majoritéit waart, fir dunn eng Interpellatioun hei ze maachen an dann och Käpp mat Neel ze maachen!

Här President,...

Une voix.- Neel mat Käpp wär besser!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neel mat Käpp ze maachen, dat wier vill besser gewiescht!

Här President, dat hei ass e gutt Beispill, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Politik maachen. Elo schwätze mer scho 25 Joer driwwer a jiddwereen huet haut erëm gesot: „Ma mir missten awer elo eppes maachen!"

Ech hoffen, datt net eis Kanner, déi nächst Generatioun, och nach eng Kéier hei musse stoen an driwwer diskutéieren, datt endlech misst op der N7 eppes geschéien. Et ass wierklech Zäit, wa mer eis selwer eescht huelen an eis net wëlle virum ganze Land, a besonnesch am Norden, blaméieren, datt dann elo wierklech endlech géif eppes hei geschéien!

An duerfir war ech och e bëssen erstaunt, datt verschidde Riedner aus dem Norde sech virun allem - ech schwätzen do vun eise sozialisteschen a grénge Spriecher hei - éischter kritesch wéinst engem véierspuregen Ausbau ausgeschwat hunn!

Gleeft mer et, Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Norden, wann déi Strooss hätt missen am Süden oder am Zentrum gebaut ginn, da wier bestëmmt keen Deputéierten aus dem Zentrum an aus dem Süden hei opgetratt, deen dee Projet kritesch betruecht hätt, mä mir hätten en alleguer, fir an eise Bezierker, zu honnert Prozent ënnerstëtzt! Ech bedaueren, datt verschidden Nord-Deputéierter dat haut hei net gemaach hunn!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ob Éislek oder net, ech fannen, dat Thema hei, dat eegent sech net fir Populismus a soss Aart a Weisen,...

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...fir hei virzegoen.

Ech mengen, d'Motioun, déi den Aly Kaes, den honorabelen Aly Kaes hei erageréecht huet, déi geet vun dräi Considéranten aus: Dat Éischt sinn d'Accidenter, dat Zweet, dat ass d'Saturatioun, dat Drëtt de Plan sectoriel «Transports».

Ech mengen, wat d'Accidenter ugeet, si mer eis alleguerten eens an et huet keen hei eppes aneschters gesot, wéi datt déi N7 an dësem Stade, an dëser Situatioun, wéi se elo ass, geféierlech ass an datt do dréngend eppes muss geschéien. An ech hu keen héieren, deen hei de Géigendeel gesot huet.

Ech wëll awer do direkt soen, datt den Ausbau op véier Spuren eng Strooss net manner geféierlech mécht! Net automatesch! Och e Contournement mécht eng Strooss net manner geféierlech! E Contournement ass eng Erliichterung fir eng Bevëlkerung, wou de Verkéier net méi duerch d'Uertschaft leeft. An ech mengen, duerfir ass et wichteg, fir déi verschidden Aspekter emol auserneenzehalen.

Wéi gesot, ouni Populismus wëll ech einfach emol véier Punkten duerleeën, déi wichteg si fir allgemeng Verkéierssécherheet, menger Meenung no:

Éischtens eng kloer Reglementatioun. An dat stëmmt fir iwwerall, net nëmme fir d'N7! Eng kloer Reglementatioun, déi esou kloer ass, datt se net andauernd ännert an datt ee weess, wat d'Reglementatioun ass, wou et net eng Kéier 50, eng Kéier 70, eng Kéier 110 ass an dat op 20 Meter wiesselt - well et ginn esou Plazen am Land, ech kann Iech se opzielen! -, eng Reglementatioun, déi einfach a kloer ass.

Zweetens eng Verkéierserzéiung oder iwwerhaapt eng Erzéiung, déi dem Stellewäert an de Gefore vum Individualverkéier Rechnung dréit. An déi Erzéiung, déi ass net einfach, well déi Erzéiung, déi geet och à l'encontre vun deem, wat grouss Lobbyen eis virmaachen a virschwiewen (veuillez lire: a virgaukelen): datt déi individuell Fräiheet doranner besteet, wien am beschten an am schnellste renne kann. An ech mengen, déi Erzéiung ass net evident, mä déi ass wichteg.

An ee wichtege Volet vun där Erzéiung - an do lafe mer och am Géigestroum -, dat ass deen, fir ze erklären, firwat datt eng Prioritéit um ëffentlechen Transport soll sinn, do, wou e méiglech ass, an do, wou e besteet, an datt ëffentlechen Transport näischt Negatives ass, mä datt ëffentlechen Transport en Atout ass fir eis Gesellschaft.

An deen drëtten Aspekt vun der Éducatioun ass awer och deen, firwat datt d'Regele solle respektéiert ginn a firwat datt et och esou eppes gëtt wéi Courtoisie a wéi Solidaritéit am Mateneen-Ëmgoen.

Dat Drëtt, wat mer brauche fir eng Verkéierssécherheet, dat sinn ugepassten Infrastrukturen. Ugepassten Infrastrukturen heescht net iwwerall déi breetméiglechst Stroossen, heescht net Rennpisten, well do gëtt gerannt! Dat heescht och, déi verkéierspsychologesch Moossnamen ergräifen, déi hautdesdaags méiglech sinn, déi vläicht virun 20 Joer nach net op déi Aart a Weis erkannt gi sinn, fir Stroosse méi lues ze maachen, souwuel wat baulech wéi wat optesch an aner Aspekter ugeet.

An dee leschte Punkt ass a bleift: Repressioun! Och wann et net deen éischte Punkt ass, d'Repressioun, mä et ass awer ee Bestanddeel vun der Verkéierssécherheet. Dozou gehéiert och d'Repressioun vis-à-vis vun deenen, déi dat maasslos iwwerschreiden oder net bereet sinn, fir sech un déi allgemeng Regelen ze halen, an domadder anerer a Gefor bréngen.

De Minister huet gëschter 28 Moossnamen an engem Plan d'action „sécurité routière" ugekënnegt, iwwert déi mer jo och wäerten nach diskutéieren, well dorauser ergi sech jo och Änderungen a Gesetzer an aner Initiativen. Ech wëll soen, datt do ganz vill Saachen derbäi sinn, déi wichteg sinn, déi sech och positiv hoffentlech op d'Verkéierssituatioun auswierken, och wa mer Bedenken hu par rapport zu verschiddene Punkten, wéi d'Alcolocken, wat éischter a Richtung vun engem Generalverdacht geet, oder zu verschiddenen Aspekter bei de Radaren, net nëmme bei de Contrôles de section, notamment wat den Dateschutz ugeet, wou déi Äntwerten, déi ech bis elo kritt hunn, net duerginn a wou mer, wa mer iwwert de Projet diskutéieren, och méi ausféierlech dorobber wäerten zréckkommen.

Dat virausgeschéckt, datt eng allgemeng Verkéierssécherheet also déi véier Aspekter muss ëmfaassen, nämlech, wéi gesot, eng kloer Reglementatioun, eng einfach Reglementatioun, eng Éducatioun op verschiddenen Ebenen, ugepassten Infrastrukturen a Repressioun, wëll ech dann op d'N7 kommen.

Wat mir wichteg ass bei der N7, an ech mengen, net nëmme mir, mä alleguerten deenen, déi eppes domadder ze dinn hunn, ass dat, datt mer d'N7 net isoléiert gesinn am Norden.

D'N7 ass ee Stéck vun engem ganze Verkéierskonzept, vun engem Mobilitéitskonzept fir den Norden, woubäi mer wëssen, datt d'Eisebunn net laanscht d'N7 läit, datt also do verschidde Plaze sinn, verschidde Schwéierpunkter sinn. Mä n'empêche, datt een awer misst e Mobilitéitskonzept vum Norden opstellen - ech kommen nach dorobber zréck, ob et et gëtt -, e Mobilitéitskonzept fir den Norden opstellen, wat d'Bedierfnisser kloer festleet vun deene Leit, déi do wunnen, déi do schaffen oder op anere Plaze schaffen, inklusiv d'Landwirtschaft, inklusiv d'Méiglechkeete kuckt, déi et elo scho gëtt am ëffentlechen Transport, déi noutwendeg Upassungen diskutéiert an da kuckt: Wat sinn d'Besoine vum Individualverkéier, déi bleiwen, wann een esou e Gesamtmobilitéitskonzept fir den Norden huet? Dozou gehéieren och Opfangparkingen an aner Aspekter.

Meng Fro un de Minister ass déi: Hu mer esou e Mobilitéitskonzept fir den Norden? Gëtt et dat? Wou ass et? Wéi eng Konsequenzen ergi sech dorauser respektiv wéi kënne mer dat kommunizéiert kréien?

Wa mer dann op déi Aart a Weis aus engem Mobilitéitskonzept fir den Norde festgeluecht hunn, wat d'Besoine si vum Individualverkéier, da komme mer op d'Diskussioun iwwert déi Strooss. Well et ass jo d'Strooss, déi den Individualverkéier soll am Fong geholl erméiglechen.

Ech soen awer direkt, datt e generellen Ausbau op véier Spuren, zwou plus zwou Spuren, do sécherlech e falscht Zeechen ass! Et kann een net e Gesamtverkéierskonzept opsetze mat Prioritéit fir den ëffentlechen Transport, wou e méiglech ass, an da parallell Signaler ginn, datt mer effektiv Pseudoautobunne bauen, also Stroosse mat zweemol zwou Bunnen. Déi ginn esou verstanen, datt se do sinn, fir schnell weiderzekommen.

Duerfir mengen ech, mir sollen awer och net do stoe bleiwen, dat ass och kloer, mä datt ee misst diskutéieren och bei der N7 iwwer infrastrukturell Upassungen, verkéierspsychologesch Moossnamen, fir ze verhënnere kuerzfristeg a mëttelfristeg, datt et zu weideren Accidenter kënnt.

Mir brauchen also - mä méiglecherweis ass et dat, wat de Bierger virgestallt gi war op deenen Informatiounsversammlungen, op deenen ech net war -, mir brauchen also e Plang vu Moossnamen, déi d'N7 méi sécher maachen, deen en Ensembel vu verschiddene Moossnamen duerstellt, wou sécherlech plazeweis eng kalifornesch Mauer gebraucht gëtt, wou sécherlech plazeweis Kriechspure gebraucht ginn a wou och aner Moossname virgesi sinn, wéi eventuell e Contournement, do, wou e Sënn mécht, fir de Bierger vun eenzelnen Dierfer oder Stied déi noutwendeg Rou ze ginn.

An deen Ensembel vu Moossnamen, wann e virläit an en ass de Bierger virgestallt ginn, ech kennen en net! De Minister sot mer, e wier um Site vum Ministère och publizéiert ginn. Ech wier frou, wa mer eng Kéier kéinten doriwwer an der zoustänneger Kommissioun am Detail diskutéieren an datt mer dann och mam Minister zesumme kéinten e geneeën Timing maachen iwwert d'Prioritéiten, iwwer wéini wéi eng Aspekter sollen ëmgesat ginn, fir deene verschiddenen Aspekter, souwuel also den Accidenter, der Geféierlechkeet wéi och de Besoine vum Gesamtverkéier am Norde Rechnung ze droen.

An ech wier frou, wa mer dat kéinte maachen, a géif Iech Merci soen dofir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech war am Fong am Ufank net ageschriwwen, well ech net wollt hei driwwer schwätzen. Ech hunn awer, wéi ech all déi Diskussiounen hei nogelauschtert hunn, gemengt, et wär wichteg, just e puer Wuert ze soen, well ech dem Aly Kaes seng Motioun evidenterweis wëll stëmmen a well ech awer net gär hunn, datt dat Ganzt ausgesäit, wéi wann ech hei oder wéi wa mir hei wéilten e politescht Spill maachen! Duerfir e puer Explikatiounen.

Ech weess, datt dat hei fir den Norden eng ganz sensibel Diskussioun ass. Ech hunn dat an deene leschten néng, zéng Joer och matgemaach: vill Diskussioune mam Här Kaes, mat aneren Deputéierten, mat anere Leit aus dem Norden, an ech weess, wat déi Diskussioun fir den Norde bedeit.

Ech muss och soen, datt ech viru fënnef oder zéng Joer net iwwerzeegt war vun deem heite Projet. Ech soen dat och gär hei op der Tribün, fir d'Saachen esou ze soen, wéi se waren. Ech war net iwwerzeegt, well déi Zuelen, déi virgeluecht gi si vu Ponts et Chaussées respektiv vun aneren Administratiounen, d'Noutwendegkeet net erginn hunn. A well een och amgaange war sengerzäit, d'A7, d'Nordstrooss ze bauen, mat all deem, wat dat bedeit, an dat kenne mer jo hei am Haus, mat all deene Schwieregkeeten, mat all deene finanziellen Engagementer, déi d'A7 bedeit huet an nach ëmmer bedeit.

Déizäit hu mer d'Analys gemaach, datt ee fir dee Problem, deen do war vun der Accidentologie op de Stroossen, datt nu wierklech ausserge wéinlech vill Accidenter op der N7 op där enger Säit an op der N11, och der Iechternacher Streck, op där anerer Säit waren, natierlech misst eng Léisung fannen. Mä et ass ëmmer gesot ginn, geduecht ginn, datt déi Léisung awer och duerchaus kéint eng Léisung ginn, déi aneschters kéint an de Gréff geholl ginn. Duerfir ass eng Étude de faisabilité, en Audit de sécurité sengerzäit gemaach ginn. D'ailleurs och schonn op dem Här Kaes säin Drängen hin.

Deen Audit de sécurité huet eng Rei Propositiounen ausschaffe gelooss, wou och probéiert ginn ass, déi an d'Realitéit ëmzesetzen, Rondpoint Schinkert, ech mengen, dat ass alles gesot ginn, d'Kräizungen, de Marquage op de Stroossen, d'Beliichtungen op deenen engen an op deenen anere Plazen, déi iwwerschafft gi sinn, an dat war och alles noutwendeg.

Am Laf vun de Joren, muss ech awer och soen, hunn ech Saache festgestallt, déi ech géif op dräi Punkten hei wëlle festmaachen.

Dat Éischt dat ass, datt, obwuel eng ganz Rei Moossnamen an der Sécherheet geholl gi sinn, a mer sinn nach net fäerdeg, an ech mengen, den aktuelle Minister ass jo och amgaangen, dee ganze Programm nach ëmzesetzen, well hien och déi Sensibilitéit vun där doter Fro gradesou gutt erkannt huet, wéi ech se erkannt hat, mä datt awer och mat deene Moossnamen, déi elo ëmgesat ginn, en fin de compte d'Zuel vun den Accidenter net ofgeholl huet.

Mir hunn nach ëmmer, a verschidde Riedner hu se opgezielt, esou vill Doudeger op där Strooss, esou vill Accidenter, grav Accidenter, déi och net ëmmer wéinst der Strooss explikabel sinn, déi ganz oft op Feeler vun Automobilisten zréckzeféiere sinn. Mä ech weess net, ob een de Problem do sollt sichen, well och e klenge Feeler, wann d'Strooss de Feeler net verzeit, dee muss natierlech zu Konsequenze féieren. Dat war deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, dat ass - an dat waren déi Diskussiounen am Norden, déi dat ëmmer gewisen hunn -, datt jo awer den Norde vum Land, wann e sech an deenen nächste fënnef, zéng, 15, 20 Joer, 30 Joer entwéckelt, e Potenzial huet wéi kaum eng aner Regioun hei am Land, an dat Zukunftspotenzial natierlech och derwäert ass, datt een déi Infrastrukture schaaft, déi den Norde fir d'Zukunft brauch.

An deen drëtte Punkt, deem ech mer och manner bewosst war, mä deen awer och haaptsächlech, mengen ech, an de leschte Joren esou ginn ass, dat ass, datt op enger ganzer Rei Punkten, awer net nëmmen engem, d'Fluiditéit vun dem Verkéier, haaptsächlech an de Spëtzestonnen, esou schwiereg ass, datt natierlech d'Rees bis erof an duerno erëm bis erop fir déi Leit, déi dat all Dag musse maachen, net evident ass. Duerfir ass probéiert ginn, da bei der Zuchstreck d'Nordstreck, Arrêt Pont Rouge an alles dat en place ze setzen, och fir e wéineg Kompensatioun dozou ze ginn. Mä nach sief et, wann s de den Auto brauchs, ass et schwéier, fir erofzekommen.

Dat heescht, ech sinn op deene Punkte beweegt awer zur Konklusioun komm, datt et wichteg wär, datt een déi Iwwerleeungen, fir den Embau an den Ausbau vun der N7 unzegoen, an enger Reflexiounsphas misst weiderdreiwen. An duerfir ass virun och zwee, dräi Joer am Fong déi Étude de faisabilité ugefaange ginn - deen een oder deen aneren huet se zitéiert -, fir d'Konditioune vun esou engem Ausbau, ob dat dann elo en dräi- oder véierspurege wär, emol mateneen ze vergläichen, fir datt ee genau wéisst, vu wat ee géif schwätzen.

Et ass och d'Décisioun sengerzäit geholl ginn, fir am Fong näischt Konträres ze maachen zu engem eventuelle véierspuregen Ausbau a fir och den Akaf vun den Terrainen, notamment haaptsächlech bei de Contournementen, déi jo an enger éischter Phas solle gebaut ginn, direkt esou ze maachen, datt eng Véierspuregkeet do méiglech wär, an dann an enger éischter Etapp Entrée Fridhaff an 2 x 2 Colmer-Bierg op der N27A, wann ech elo d'Zuelen nach gutt am Kapp hunn, fir dat och direkt an d'Programmatioun relativ vir ze huelen.

An da war et och d'Iddi, fir mat enger Etüd, déi gemaach gi wär, an eng Konsultatiounsphas mat de Gemengen ze goen. A schlussendlech war déi lescht Décisioun, déi geholl ginn ass, déi, fir de Projet vun der N7 an de Plan sectoriel «Transports» eranzeschreiwen an déi Perspektiv vun der schrëttweiser, etappeweiser Entwécklung op eng Véierspuregkeet do festzehalen.

Dat ass u sech dat, wat gemaach gi war. An ech wollt och just kuerz déi Grënn erklären, déi mech hei ouni Problem bewegen, fir ze soen, datt dëse Projet fir den Norden e wichtege Projet ass an datt ech kee Problem hunn, fir dës Motioun, déi den Aly Kaes déposéiert huet, hei matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltegkeets-, Infrastruktur- an Transportminister, den Här François Bausch. Et kënnt ëmmer een Departement derbäi.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci dem Interpellant an och allen Deputéierte fir hir Interventioun.

Ech wollt fir d'Éischt emol ufänke mat enger Feststellung. Net nëmmen hunn ech de Mëtteg hei festgestallt, datt ech mam Här Kaes d'accord sinn, mä datt all d'Deputéierten hei ënnereneen d'accord sinn, datt d'N7 eng onsécher Strooss ass. Dat heescht, mir sinn an der Feststellung alleguer enger Meenung. Mir sinn der Meenung, datt déi Strooss net gutt konzipéiert ass, datt se ze vill risikohaft ass an datt eppes op där Strooss muss passéieren an deenen nächste Joren.

Dat ass emol schonn net schlecht, wa mer zu där Konklusioun hei komm sinn. Dat heescht op alle Fall, datt déi Mesuren, déi ech Iech herno wäert opzielen, déi awer mat 85 Milliounen Euro chiffréiert si fir déi nächst Joren, datt déi vun der Chamber integral wäerten ënnerstëtzt ginn. Doriwwer sinn ech emol schonn an där enger Hisiicht frou.

Den Här Kaes huet och gesot um Ufank hei vu senger Interpellatioun, datt et net ëm hie géif goen, datt hien iwwerhaapt och souwisou net vill iwwert déi Strooss géif fueren an esou weider, well hien déi net bräicht, an esou weider an esou fort. An datt hien eigentlech géif wierklech wéinst der Saach hei schwätzen an datt et him drëms géif goen, eppes ze verbesseren, an esou weider an esou fort.

Ech muss Iech soen, ech akzeptéieren dat an ech gleewen em dat och, mä ech muss Iech soen: Mir geet et och ëm d'Saach. Well ech kéint mer d'Saach nach méi einfach maache wéi Dir, Här Kaes. Wann ech gär déi nächst véier Joer meng Rou hätt an datt kee mech méi plot an datt kee méi jäize kënnt, da géif ech soen: Ech bauen einfach dee véierspuregen Ausbau vun der N7 vun dem Fridhaff op d'Wämperhaart!

Ech weess zwar pertinemment, esou wéi d'Prozedure sinn an esou weider an esou virun, an och d'Méiglechkeeten, wéi se gepréift gi sinn, datt ech wahrscheinlech iwwerhaapt näischt wäert ëmsetzen, mä dann hunn ech meng Rou véier Joer. Da géif zwar wahrscheinlech fir de Rescht net ganz vill passéieren, well da géife mer jo all monter um véierspuregen Ausbau plangen…

Une voix.- Deen Nächsten hätt och nach Rou.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, da wier déi nächst Period, deen Nächsten, deen hätt da wahrscheinlech och nach seng Rou, dee kéint sech och nach ëmmer dorobber referéieren, mä déi nächst zéng Joer géif wahrscheinlech net ganz vill geschéien.

Mä esou einfach ass et jo awer net. Esou einfach ass et jo awer och net. An ech muss och soen, wat mech stéiert an der Diskussioun, dat ass, datt hei zwou Saache matenee vermëscht ginn. Dat ass op där enger Säit d'Verkéierssécherheet an d'Problemer, déi op där Strooss bestinn, déi manifest sinn, an de véierspuregen Ausbau, deen am Fong nëmmen, ech géif soen, emol net indirekt mat der Sécherheet ze dinn huet, dee mat der Capacitéit ze dinn huet a mat Prognosen, wat ee sech erwaart, wat vun Autosverkéier op där Streck do ze erwaarden ass.

Ech muss och soen, ech hunn elo grad den Här Wiseler héieren, seng Erklärung ofginn iwwer säi Meenungswandel. En huet gesot: „Viru fënnef, zéng Joer war ech anerer Meenung." Ech wëll Iech awer soen: Dir waart nach där Meenung, anerer Meenung bis Enn Juni 2013. Well Dir hutt dee Saz ännere gelooss, ech hunn d'Texter hei leien, ech loossen der Chamber se gär hei, wat au fur et à mesure geännert huet, soudatt Enn Juni 2013 dee Saz, deen den Här Kaes virgeluecht huet, eréischt drakomm ass.

Mä dovun emol ofgesinn, dovun emol ofgesinn, Här Wiseler,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech awer just soen, datt déi Étude de faisabilité, alles dat, wat mer do gemaach hunn, scho laang virdru gemaach ginn ass an och erauskomm ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen nach drop. Ech hunn och nach eng maache gelooss am Abrëll dëst Joer - ech kommen och nach dorobber ze schwätzen -,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, mä ech wëll just soen, datt awer…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …déi dat nämlecht Thema huet.

Ech wëll Iech awer just soen: Mä et ass emol irrelevant, ob Der Äre Meenungswandel 2013 décidéiert hutt oder wéini och ëmmer. Wann dat esou gewiescht wier viru fënnef oder zéng Joer, an Dir hätt wierklech wëllen dann Neel mat Käpp maachen am Plan sectoriel, da wësst Der ganz genau, dann hätt Der missen higoen an Dir hätt missen eng Rei Contournementen net an d'Phas 2 a Phas 3 aschreiwen an de Plan sectoriel, mä dann hätt Der misse mindestens eng Rei an d'Phas 1 huelen.

An Dir hätt missen den APS ausschaffe loossen ënner Ärer Legislaturperiod. Well Dir wësst ganz genau, datt nëmmen déijéineg, wou den APS opgebaut ginn ass, iwwerhaapt eng contraignant Valeur hunn. Dat heescht, wou eng Servitude ka festgeluecht ginn am PST an der Phas 1. All déi aner, wat an der Phas 2 an 3 steet, dat huet iwwerhaapt keng contraignant Basis. Dat ass e Strëch op enger Kaart, méi ass dat net. An do gëtt et och keng Detailstudien.

Or, ech muss Iech awer soen: Dee Saz bäizeschreiwen an de Plan sectoriel an net derfir gesuergt ze hu virdrun, datt zum Beispill och Servitudë festgeluecht ginn, datt och wierklech derfir gesuergt gëtt, datt déi Couloire reservéiert sinn, datt Detailstudie gemaach gi sinn, dat wier awer dat, wat néideg gewiescht wier, an dat war awer leider net do.

Ech muss Iech soen: A mengen Tiräng gëtt et, ausser engem Audit, dee gemaach ginn ass vun Iech - an ech hunn och nach eng Kéier ee

maache gelooss, iwwer wat noutwendeg ass op där Streck an ob en 2 + 2 e Sënn mécht oder net -, ausser deem gëtt et näischt. Et gëtt keng seriö konkret Pläng iwwert de véierspuregen Ausbau vun dem Fridhaff op d'Wämperhaart. Dat ass eng Realitéit, an dat wësst Der och ganz genau.

An duerfir fannen ech awer…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ginn awer Pläng vun de Contournementen, Här Bausch. Do…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Awer net op véier Spuren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do war awer gesot ginn, datt mer se kéinte maachen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dach, dach, dach!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen nach op d'Contournementen zréck.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, okay.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen nach op d'Contournementen zréck an och dorobber, wat virgesinn ass bis elo. A firwat et och esou vill Hin an Hier ginn ass mat deene Contournementen, duerfir gëtt et och Grënn. Mä op alle Fall gëtt et näischt vum Fridhaff bis op d'Wämperhaart vu konkrete Pläng fir de véierspuregen Ausbau.

Da kommen ech op d'Zuelen ze schwätzen. Well ech mengen, et ass awer wichteg, datt mer deen Ënnerscheed maachen. Wéi gesot, d'Verkéierssécherheet, déi Strooss stellt e Problem duer, doriwwer si mer eis alleguerten eens. An et muss eppes geschéien an et muss och massiv dran investéiert ginn, doriwwer si mer eis och alleguerten eens.

D'Fro, déi sech just stellt: Wéi wäit musse mer do goen? Brauche mer eppes op dräi Spuren? Op véier Spuren? Muss et eng Voie express sinn, véier Spuren, eng Autobunn?

An do muss ee sech awer och emol eng Kéier d'Zuelen ukucken, déi op där Strooss sinn, d'Chargen, déi dorobber sinn. An dann och kucken op där anerer Säit: Wat sinn dann d'Chargen, déi op enger Strooss, op där enger oder op där anerer, maximal méiglech si respektiv ab wéini rechent sech iwwerhaapt e véierspuregen Ausbau? Ech schwätzen elo net vun der Sécherheet, mä reng vun der Charge.

Wann Der kuckt, Dir hutt haut eng Spëtzt op der N7 vun 11.037 Bewegungen an eng Richtung. An der Spëtzt, gutt verstanen! Wéi dat de Moment am Laf vum Dag ass, do kommt Der net op 11.000, ganz sécher net. Wann een dat vergläicht mat aneren Nationalstroossen, ech huelen d'N11, well déi och virdru genannt ginn ass hei, do leit Der zu Gonnereng bei enger Spëtzt vu 16.500, also wesentlech méi héich wéi op der N7.

Dat heescht, wann ech vun der Charge hier argumentéieren, datt d'N7 vu Wämperhaart op de Fridhaff muss op véier Spuren ausgebaut ginn, da muss ech d'N11 och op véier Spuren ausbauen, soen ech Iech, bis op Iechternach erop, well d'Chargë sinn do méi héich wéi op der N7 vun uewen erof. Wéi gesot, mir schwätzen hei nëmme vun der Charge an nëmme vun deem, wat noutwendeg ass en fonction vun der Charge.

An da kommen ech dorobber: Wéini mécht eng Strooss 2 + 1 respektiv 2 + 2, also eng Expressstrooss oder eng Autobunn, e Sënn? Eng 2 + 1, wéi se haut existéiert, an dat ass e wesentlechen Ënnerscheed, herno kommen ech nach dorobber ze schwätzen, wéi se haut existéiert, huet eng maximal Charge vun 13.000 Gefierer. Dat heescht, do hu mer effektiv net méi schrecklech vill Sputt par rapport zu deem, wat wierklech haut op der Strooss ass.

Ech soen Iech awer direkt: Déi Strooss haut, déi dräispureg N7, wéi se haut ass, déi entsprécht net den Normen, wéi eng international dräispureg Strooss haut an Europa gebaut gëtt. Dat heescht, Dir hutt e reelle Sécherheetsproblem och eleng schonn dowéinst op der Strooss.

Mä ofgesinn dovunner, wa mer op eng Strooss eropginn 2 + 1, wéi se de Sécherheetsstandarden an der Breet entsprécht, déi se haut muss hunn, da kënnt Der eng Charge driwwerfuere loosse vun 18.000 Gefierer. Dat heescht, Dir hutt nach mindestens bis zu 40% Sputt a Potenzial par rapport zu de Chargen, déi haut op der Strooss sinn.

Eng Voie express, wéi se heiansdo och an der Diskussioun ass, 2 + 2, do kënnt Der awer op eng Charge eropgoe vun 30.000. Dat ass bal dat Dräifacht vun deem, wat Der haut hutt. Vun enger Autobunn brauche mer guer net ze schwätzen, dat ass eng Charge vu 70.000 Autoen, op déi eng Autobunn ka maximal goen.

Also, tëschent 11.300, a souguer, wa mer elo nach dervun ausginn, datt de Verkéier nach wäert zouhuelen op der N7, op deem ganze Stéck, huele mer nach un, mir ginn nach op 12, 13, 14, och nach 15.000 erop, vu 15.000 op 30.000 oder op 70.000, et deet mer leed, dat ass awer nach e gewaltegen Ënnerscheed, wéi gesot, reng vun der Charge gesinn!

Wann ech dann de Flächeverbrauch kucken, deen ech brauch fir esou Stroossen, déi Varianten, dat, wat ech elo virgesinn hunn, wat ech wëlles hunn ze maachen, dat heescht, fir wierklech eng richteg dräispureg Strooss ze maachen, auszebauen, op d'Norm, wéi se international soll sinn, dofir braucht Der ongeféier 500.000 Meter carré Fläch. Fir eng Voie express braucht Der 1,6 Millioune Meter carré a fir eng Autobunn zwou Millioune Meter carré. Dat heescht, Dir braucht dat Dräi- bis Véierfacht vun der Fläch vun deem, wat elo virgesinn ass bei deem, wat ech wëlles hunn ze maachen!

Da soen ech Iech emol: Da wësst Der, wat dat heescht, vun Emprisë kafe goen; da wësst Der och, wat dat heescht, wann Der duerno op verschiddene Plazen an Natura-2000-Gebidder sidd, wou d'Prozedure komplizéiert sinn an esou weider. An da wësst Der och, wat dat heescht, fir do déi Emprisen ze kréien.

An duerfir, een, fir verspriechen ze kommen heihinner, eben och, datt een dat wéilt maachen an dat wier an deenen nächste fënnef, zéng Joer realiséiert, dee belitt wierklech dee ganzen Norden. Ech soen Iech dat! An dat hunn ech och op deene Versammlunge gesot, wou ech war. Dat ass wierklech d'Leit belunn. An dat maachen ech net. Ech maache keng Politik, andeems ech de Leit eidel Versprieche maachen. Mä ech wëll gär Léisunge sichen, datt ech an deenen nächste véier, fënnef Joer déi Sécherheetssituatioun op där N7 verbessert kréien. Dat ass dat Wichtegst.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann ech dann de Coût kucke vun de Varianten, dat muss jo awer och nach kënnen eng Roll spillen: Dat, wat mir elo virgesinn hunn, wa mer alles bis realiséiert hunn, kascht ongeféier am Total 150 Milliounen Euro Käschtepunkt. Eng Voie express 400 Milliounen. Eng Autobunn 600 Milliounen. An ech soen Iech: Dat hunn ech net aus der Loft gegraff. Ech hunn eng Étude d'opportunité vun TR-Engineering maache gelooss am Abrëll dëst Joer nach eng Kéier, wou alles nach eng Kéier am Detail gekuckt ginn ass: all déi Varianten, mat de Capacitéiten, mam Flächeverbrauch a mam Käschtepunkt. An do sinn déi Chifferen do erauskomm.

Wéi gesot, dat sinn Ingenieursbüroen, déi mer dat berechent hunn. Do kann natierlech ëmmer erëm ee mer soen: Bon, déi hunn onrecht, et gëtt anerer, déi hunn aner Berechnunge gemaach. Mä ech soen Iech just eent: Déi korrespondéieren awer ganz staark mat deenen, déi den Här Wiseler och maache gelooss huet an der Vergaangenheet par rapport zu där doter Streck. Also huet sech am Fong net wesentlech vill geännert.

A wann ech dann iwwert de véierspuregen Ausbau wéilt schwätzen, a mer géife kucken, wat dat géif bedeiten: De Moment hu mer am Fong zwee Contournemente virgesinn, dee vun Housen an dann dee vun Hengescht. Da misste mer natierlech niewent dem Contournement Elwen, deen awer vill méi spéit virgesinn ass, mä deen awer guer näischt direkt mat dem Ausbau vun der N7 ze dinn huet, dann och net d'Transversale Clierf, dat huet natierlech mat der Sécherheet och ze dinn, mä huet net direkt, wéi gesot, mat dem Véierspuregen ze dinn, mä wa mer wéilte véierspureg bauen, da misste mer ganz sécher fir Houschter-Déckt a Fëschbech a Wäisswampech och e véierspurege Contournement bauen. Well Dir kënnt jo net mat enger Autobunn oder enger Voie express ratsch duerch d'Dierfer fueren, ausser Dir rappt hallef Dierfer of.

Da soen ech Iech just: Vun deene Contournementen, den Här Kaes huet mech jo och gefrot, do gëtt et iwwerhaapt nach kee Projet. Do gëtt et nach keng eng Etüd iwwert déi dräi Contournementen do, wat dat soll bedeiten a wéi dat soll goen.

Duerfir, wéi gesot, dat einfach emol esou an de Raum ze stellen, dat kann een de Leit alles verspriechen…

(Interruption)

…an och soen - jo -, dat wier alles muer realiséierbar. Ech soen Iech, datt dat net de Fall ass. An duerfir maachen ech gär Saachen, mat deenen ech de Leit an deenen nächste Jore wäert hëllefen. An dat ass e ganze Pak.

Ech fänken un…

(Interruption)

…mat der Mise en conformité vum Gabarit vun där Strooss. Ufank 2016 ginn d'Aarbechten un. Déi wäerten ëm déi iwwert dräi Joren daueren. Dann hu mer vun dem Fridhaff bis uewenaus op d'Wämperhaart déi Strooss elo op e Gabarit bruecht, deen den dräispuregen Titel verdéngt, wéi gesot, soudatt se d'Sécherheet esou huet, wéi se internationale Standarde muss entspriechen.

An da musse mer kucken, ob ee plazeweis och nach Kriechspure kann derbäimaachen. Dat kann een duerchweegs mat analyséieren, mä ech soen Iech: Eleng, wa mer vun de Meteren hier dräi Meter dat Ganzt méi breet maachen, dat huet schonn e groussen Impakt op de Sécherheetsstandard ganz sécher vun der Strooss.

An da sinn zwee Contournementen, dat ass eben dee vun Heinerscheid a vun Housen, déi sinn an der Planung. An do muss ech Iech just soen: Do wiere mer schonn um Niveau APD, wann net ëmmer erëm dauernd déi Diskussiounen hin an hier gaange wieren an deene leschte Joren, wat ee wou elo genau soll maachen. Da si Studie gemaach ginn, da ware mer um Punkt scho bal, datt de Projet um Niveau APD war, an dann ass erëm vu vir ugefaange ginn, well gemengt ginn ass, et misst een awer kucken, ob een op véier Spure geet oder net.

Also, et sinn ëmmer erëm nei Diskussioune komm. An dat huet jo och déi ganz Sécherheetsmesuren zum Deel extrem retardéiert. Dat muss een och emol eng Kéier hei soen. Duerch de Fait, datt diskutéiert ginn ass, ëmmer nëmmen tëschent zwou Saachen, entweder véier Spuren oder näischt, well dat war laang esou, wou et diskutéiert ginn ass, duerfir si vill, vill, vill Saachen, déi an der Vergaangenheet hätte scho vill méi wäit kënne sinn, stieche bliwwen a konnten net bis elo realiséiert ginn.

Ech mengen, den Här Kaes, deen huet…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, erlaabt Der, dass den Här Kaes…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kaes, entschëllegt.

M. Aly Kaes *(CSV), interpellateur.*- Also, ech mengen, et geet wierklech net drëm, hei ze polemiséieren, mä et kann een net elo versichen, de Leit ze erklären, dass versicht gi wier, déi Strooss laangfristeg esou auszebauen, dass d'Sécherheet an allen Hisiichte garantéiert wier an dass och d'Capacitéit do wier, dass diskutéiert gi wier: alles oder näischt. Et ass ni diskutéiert ginn alles oder näischt, well och a menger Ried, an Dir kënnt et jo nach eng Kéier nolauschteren, hunn ech kloer gesot, dass mer déi kuerzfristeg Mesurë géife begréissen. An dat hunn ech ëmmer gesot. Et ass just, dass een awer och muss all déi aner Saachen an d'A faassen.

An et kann een awer elo wierklech net hei et esou dréien, wéi et engem grad an de Krom passt, Här Minister!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll dem Här Kaes soen: Dat ass net wouer, wat en elo seet. Ech gleewen him ganz gär, datt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, et war bis elo ganz…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …da bleiwe mer och elo esou.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech gleewen him ganz gär, datt hien natierlech éierlech hannert deene Sécurisatiounsmesurë steet, déi ech elo proposéiert hunn. Mä ech wëll lech awer soen, datt déi Contournementsdiskussioun, iwwert déi zwee, déi ech elo ugeschwat hunn, dat ass en Op an Of gewiescht sonnergläichen, well ëmmer erëm nei diskutéiert ginn ass an ëmmer erëm gekuckt ginn ass: Solle mer net awer op véier? Solle mer dann...? An dat huet ëmmer gemaach, datt de Projet och net weiderkomm ass.

An déi Motiounen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä awer och, well d'Normen an Zwëschenzäit geännert hunn a well eng...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sécherlech huet...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...a well eng ganz Rei technesch Diskussiounen do waren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä awer... Här Wiseler, Dir wësst awer...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass alles ëmmer méi komplizéiert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir wësst awer ganz genau, datt de Gros vun den Diskussiounen ëmmer erëm ronderëm déi Véierspuregkeet gaangen ass. Dat wësse mer genau. An Dir gesitt och déi Motiounen. Kuckt déi Petitiounen, wéi se ausgeriicht sinn! Se si jo awer alleguerten nëmmen haaptsächlech dorobber ausgeriicht. Do geet et drëms, véierspureg vun der Wämperhaart op de Fridhaff ze fueren. Kommt, mir sinn dach awer wéinstens esou éierlech an da soe mer, datt dat esou ass!

Dat ass jo och jiddwerengem säi Recht, dat ze fuerderen. Ech soe jo net, dat wier net jiddwerengem säi Recht, dat ze fuerderen. Mä dat huet awer, dat ass awer de Grond och, firwat datt vill aner Mesurë méi lues weidergaange sinn, haaptsächlech Contournementsfroen, well ee jo do sech muss entscheeden, wann een de Contournement baut. Well et ass jo e risegen Ënnerscheed, ob ech décidéieren, zwee plus eent ze bauen, oder véier Spuren de Contournement ze bauen. A jee nodeem ginn d'Emprisë méi grouss, d'Komplikatioune méi grouss an et muss ëmmer erëm vill méi detailléiert gekuckt ginn.

Mä, wéi gesot, an deenen nächste Jore sinn eng ganz Rei Mesurë virgesinn. Ech fänken un: D'Mise en conformité, nach eng Kéier, datt déi Strooss dee Gabarit kritt, dee se verdéngt. D'Aarbechte sollen 2016 ugoen, iwwer dräi Joer sinn déi geplangt. Da sinn e ganze Koup Kräizungen, déi gi ganz sécher an där nächster Zäit ëmgebaut.

All déi Riedner, déi hei gesot hunn, déi Saach mat de Lénksofbéier, datt vill Kräizunge gefëierlech sinn, do hu se honnertprozenteg recht. Duerfir, et sinn der och eng Rei scho gemaach ginn an der Vergaangenheet an et ginn der och nach eng ganz Rei gemaach an Zukunft.

Ech hu se hei alleguerten, ech maachen elo ganz schnell, e bëssen am Telegrammstil liesen ech se vir: N7, CR308, den CR308 Carrefour Lëppschter-Dällt, N7 Sécurisatioun Passage vu Piétons mat der Traversée Heinerscheid, N7, CR377 Carrefour Këppenhaff, N10 Prolongatioun, N10 au Giratoire N7 mat der Transversale vu Clierf, op der N7 op der Héicht vu Maarnech, wou och nach e Couloir Bus gemaach gëtt, d'N18 zu Maarnech, wou eng Bretelle gebaut gëtt, och fir den Tourne à gauche ewechzehuelen, wou d'N18 op d'N7 kënnt, d'N7 Giratoire Fridhaff.

An da kommen natierlech e ganze Pak Mesuren nach derbäi, déi am Kontext vu verschiddene Contournementen oder zum Beispill wéi bei der Transversale Clierf realiséiert ginn. Dat heescht, e ganze Pak Kräizunge ginn an deenen nächste Jore ganz kloer ëmgebaut an et gëtt versicht, déi Geforepunkten erauszehuelen.

Ech soen Iech och ganz kloer, ech wäert och analyséiere loossen, ob et plazeweis e Sënn mécht, Oftrennungen ze maachen. Den Här Kaes huet d'Beispill gi vum Briddel. Firwat net? Mir kucken dat. Dat geet natierlech net ëmmer. Et muss een oppassen, jee nodeem, wou muss ofgebéit ginn, wou Kräizunge sinn, geet dat jo net. Mä do, wou et geet, solle mer et maachen. Ech hu kee Problem, esou Saachen ze maachen. Mä ech soen Iech awer nach eng Kéier, dat huet näischt mat der Capacitéit ze dinn. Dat huet eppes ze di mat eenzelne Sécurisatiounsmesuren.

An da sinn, wéi gesot, déi zwee Contournementen, déi wëll ech beschleunegen, déi sinn éischter no 2020 virgesi gewiescht, dat heescht, dee vun Heinerscheid an dee vun Housen. An do wëll ech gär kucken, datt mer do méi séier weiderkommen. Ech hoffen och, datt mer dat elo packen.

D'Transversale vu Clierf, do si mer gutt schonn um schaffen. Déi wäert och bis 2018, 2019 fäerdeg sinn, integral mat alle Rond-pointen, déi do virgesi sinn. Dat musse mer och maachen och nach wéinst dem Lycée, dee souwisou gebaut gëtt, deen neie Lycée zu Clierf, do ass dat ganz wichteg.

An dann ass och nach virgesinn den Élargissement vun der Assise vun der N27A, also déi al B7, vum Rond-point Fridhaff op den Échangeur Ierpeldeng. Do geet et natierlech och drëms, fir dee ganzen Accès zu der Zone d'activité ZANO ze maachen. An do kucke mer och, do hu mer elo eng nei Iddi, fir eventuell en Turbo Rondpoint ze maachen, deen natierlech et méi einfach mécht, wann ee vun uewen erof gefuer kënnt. Well de Bypass ass de Moment schwiereg, well mer keng Emprise de Moment hunn.

Da musse mer nach zousätzlech Terrainen opkafe goen. Mir hunn awer elo vläicht Léisungen, déi méi séier ginn, iwwert déi Iddi vun deem Turbo Rond-point. Dat heescht, e ganze Pak Mesurë sinn och do virgesinn.

An dann, wéi gesot, de Contournement Ëlwen, mä dat ass awer vill méi spéit. An deen huet och, wéi gesot, net direkt heimadder ze dinn.

Ech muss och soen, wann ech d'Motioun liese vum Här Kaes, da sinn eng Rei Saachen, wou ech einfach mat der Motioun och net kann averstane sinn. Wann hei steet am Considérant, datt d'Strooss „à saturation" ass „aux heures de pointe". Neen, dat ass laut der Capacitéit net richteg. A wann ech, wéi gesot, se ausbauen op dat, wat mer virgesinn, eng richteg zwee plus eent, da si mer wäit dovun ewech vun der Saturatioun.

A wann ech an der Motioun eben hei liesen „à réaliser les contournements à 2 + 2", an da gi se alleguer opgezielt, ënner anerem dann och Houschter-Déckt a Wäisswampech a Fëschbech. Ech kann Iech dat elo net verspriechen, well plazeweis muss emol sech erginn, och duerch Etüden, déi gemaach ginn, ob dat iwwerhaapt realiséierbar wier. Dat heescht, wann een dat hei emol esou an eng Motioun schreift, dat ass einfach...

Also, ech muss Iech soen, dat ass ganz abenteuerlech, well do mussen deelweis Detailstudie gemaach ginn. Do kann aus x Grënn erauskommen, datt dat iwwerhaapt net op véier Spure geet. Duerfir, hei ze schreiwen, mir sollen do Contournemente realiséieren op 2 + 2 am Ausbau, dat ass net ganz seriö, dat einfach esou an eng Motioun dranzeschreiwen.

Da sinn eng Rei Saachen dran an der Motioun, wou ech d'accord sinn. All déi Kräizungen op der N7, wéi gesot, déi ze suppriméieren, dat heescht, Lénksofbéier an esou weider. Fir ze kucken och um Fridhaff déi Saachen ze maachen, déi Der hei schreift, do sinn ech averstanen. Dat si Saachen, déi mer maachen. An duerfir begréissen ech och dem Justin Turpel seng Propos, datt mer an der Kommissioun eng Kéier iwwert dee ganze Plang, wou mer jo da gutt Zäit hunn, schwätze sollen.

Da maache mer déi Presentatioun, vläicht nach souguer méi am Detail, wéi ech se bei de Bierger gemaach hunn am Éislek, kënne mer eng Kéier an der Kommissioun kucken. Da kënne mer vu Fall zu Fall am Detail dat alles kucken. An da kënne mer all déi Iddie vläicht afléisse loossen, déi lénks a riets komm si vu Kriechspuren a wat nach alles do komm ass, wou een dat da genau am Detail kann analyséieren.

Här President, ech bleiwen awer bei menger Meenung, duerch déi Zuelen, déi et gëtt, an ech schwätzen elo, wéi gesot, nëmme vun der Capacitéit an net vun der Sécherheet, datt vun der Capacitéit hier, wa mer eng richteg dräispureg Strooss maachen, déi den Normen entsprécht, déi, wéi gesot, e gudde Krack méi breet ass wéi dat haut, dann hu mer eng Capacitéit vun 18.000 Autoen. A wa mer dat maachen, kombinéiert mat all deene Sécherheetsmesuren, mat Contournementen, eng Rei, déi ech virdrun opgezielt hunn, da sinn ech iwwerzeegt, dann hu mer op där Streck do eng vill besser Situatioun wéi se haut ass.

Ofschléissend wëll ech soen, datt ech et wierklech gefëierlech géif fannen, wa mer - emol onofhängeg vu Machbarkeet, Noutwendegkeet, vu Capacitéit an esou weider -, wa mer géife wierklech bis erop op d'Wämperhaart eng richteg véierpureg Strooss bauen. Ech soen Iech, da riskéiere mer, extreme Verkéier vun der hollännescher, pardon, vun der däitscher a vun der belscher Säit unzezéien an éischter d'Belaaschtung vun där Strooss a vun där Géigend méi héich ze kréien.

A wann hei gesot gëtt, d'Éislek huet jo vill Potenzial, dat ass richteg. Mä dat gréisste Potenzial gesinn ech natierlech am Éislek, un éischter Stell emol déi schéi Landschaften an den Tourismus, dee mer do kënnen entwéckelen. Mä den Tourismus kënnt net dohinner wéinst enger véierspureger Strooss, mä well mer eppes maachen am Intérêt vum Éislek an där Hisiicht. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass, fir dee ganzen Norde gëtt et kloer Entwécklungsgebidder. Dat eent ass d'Nordstad. A wa vill Leit herno an der Nordstad eng Aarbechtsplaz fannen, dann ass de Problem fir déi, wa se kënnen dohinner schaffe goen, natierlech een aneren, wéi wa se sech mussen... Well haut komme se jo an d'Stad gefuer schaffen. Dat ass jo ee vun de grousse Problemer.

Duerfir, wa mer Proximitéitsemploie wëlle schafen, da solle mer ganz kloer kucken, d'Nordstad ze entwéckelen. Oder zu Maarnach, an dem Buergermeeschter, dee jo hei ass, senger Gemeng, wou eng Zone d'activité virgesinn ass, wou och souguer héich qualifizéiert Aarbechtsplaze sollen dran entstoen. Dat heescht, wa mer ganz geziilt am Norden dezentraliséiert Aarbechtsplaze geschaf kréien, déi guer net ofhängeg si vun enger Autobunn do erop an den Norden, mä vu ganz anere Saachen, dann hu mer eppes gemaach, fir datt d'Leit sech vum Norden net musse méi esou wäit vläicht déplacéieren, fir Aarbechtsplazen ze fannen.

Dat mécht ekonomesch Sënn a bréngt eis méi, wéi datt mer elo Suen investéieren an en Ausbau vun enger Strooss wéinst der Capacitéit, wéi gesot, an net wéinst der Sécherheet, fir eng Capacitéit, déi mer awer eigentlech, laut den Zuelen, wéi se haut sinn, an och de Pronosticke fir d'Zukunft, net onbedéngt brauchen.

Ech si frou, Här President, datt ech esou vill Réckendeckung kréien hei aus der Chamber, fir datt mer déi vill Suen, déi mer wäerten investéieren elo an den Norden an deenen nächste fënnef Joer, datt ech déi Réckendeckung hei kréien. An ech ginn Iech d'Garantie, datt ech alles wäert maachen, fir ze kucken, déi vill Projeten, déi mer hunn, sief et déi Contournementen, sief et déi Sécurisatioun, sief et den Ausbau op eng richteg dräispureg Strooss, datt déi séier weiderginn.

Duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir d'Ënnerstëtzung vun der Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wiere mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun, déi vum Här Aly Kaes abruecht ginn ass an och vum Här Kaes motivéiert ginn ass. Sinn do nach Wuertmeldungen dozou, no den Explikatiounen och vum Här Minister?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Déi, déi mat der Motioun d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net dermat d'accord sinn, mat Neen. D'Ofstëmmung huet ugefaangen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 32 Nee-Stëmmen, bei 26 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Serge Wilmes), Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Diane Adehm);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Marc Angel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles (par M. Guy Arendt), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eisen Diskussioune vun haut ukomm. Muer gesi mer eis ëm zwou Auer fir den Débat de consultation iwwert d'Kompetitivitéit. Kommt gutt heem!

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.51 heures)

SÉANCE 13 MERCREDI, 10 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg
- *Exposés: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany (dépôt d'une motion), M. Félix Eischen, Mme Tess Burton*
- *Motion 1: M. Justin Turpel*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Laurent Mosar et M. Justin Turpel), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (M. Laurent Mosar et M. Félix Eischen posent des questions)*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre)*
- *Motion 1 (renvoi en commissions)*

3. 6739 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Nicolas Schmit et Pierre Gramegna, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen eis Sëtzung heimat op. Schéine gudde Mëtten! Um internationalen Dag vun de Mënscherechter, wat d'Amnesty-Käerz hei op der Tribün erkläert, meng éischt Fro direkt un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech huelen dovun Akt.

Mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen, d'Consultatiounsdebatt iwwert de wirtschaftleche Wuesstum an d'Kompetitivitéit. D'Riedneruerdnung zum Débat ass nom Modell 2 festgeluecht. Ech ginn dervun aus, dass jiddweree sech an der Zwëschenzäit ageschriwwen huet. An ech géif dann direkt dem Wirtschaftsminister, dem Här Etienne Schneider, als Éischten d'Wuert ginn. An duerno dem Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. Här Wirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg

Exposé de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt e grousse Merci fir den Intérêt an deem Haus hei, fir zesummen iwwert d'Kompetitivitéit vum Land ze schwätzen. Et ass net fir d'Éischt, et ass, fir genau ze sinn, fir d'Zweet, dass mer esou een Débat hei organiséieren, zesumme mam Finanzminister. Ech mengen, dass et extrem wichteg ass, fir d'Chamber an déi Debatt iwwert d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerger Land mat anzebannen, well et eng ganz Rei Sujete gëtt, déi een awer eng Kéier misst kontrovers diskutéieren an déi wichteg wäerte si fir déi nächst Joren, fir d'Weichen ze stelle fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg fir déi nächst Joren.

Mir haten an deene leschte Joren turbulent Zäiten, wat d'Ekonomie en général ugeet. Ech wëll Iech drun erënneren, dass am Joer 2008/2009 eise PIB ëm 9% gefall ass. 9%, dat ass enorm. Dat ass bal dat Duebelt wéi am Rescht vun der oder an der Moyenne an der Eurozon. Mä mir hunn et awer fäerdegbruecht, duerch eng ganz Rei Ajustementer, duerch eng ganz Rei Initiativen, fir de Wuesstum erëm hinzekréien.

Mir hunn 2013 e Wuesstum vu ronn 2% gehat. Dëst Joer läit eise Wuesstum bei 2,9%. An d'nächst Joer rechne mer mat engem Wuesstum vun 2,2%, och wa mer déi Chifferen hu misse revidéieren, well mer virun e puer Méint nach méi favorabel Ausbléck haten, andeem mer vun engem Wuesstum vu knapps iwwer 3% ausgaange sinn. Et ass awer nun emol esou, dass d'Situation économique an Europa

sech an deene leschte Méint, leider, agetrüübt huet. Dass och déi grouss Motore wéi Däitschland net méi esou zéien, wéi se nach virun enger Rei Méint gezunn hunn. Alles dat huet natierlech och Auswierkungen op d'Lëtzebuerger Croissance.

E Statement, deen ech hei einfach emol wéilt soen, an dee kënne mer dann och gär diskutéieren - well ech weess, dass net jiddwereen där Meenung ass -, dat ass, dass mer ouni kompetitiv ze sinn och kee Wuesstum hunn, an ouni Wuesstum kënne mer eise Sozialstat net erhalen. Ech mengen einfach, wa mer eis do eng Kéier géifen eens ginn op där doter Formel, da wäre mer schonn e Schrëtt méi wäit, fir no vir ze kucken an ze kucken, wéi mer dee Wuesstum hikréien.

De Wuesstum, dee mir de Moment generéieren, dee generéiert op där anerer Säit 2% nei Aarbechtsplazen, all Joer, dat bei engem Chômage vu 7,2%, mä ech wäert nach op déi Problematik agoen. Mä 2% netto méi Aarbechtsplazen all Joer, ech mengen, och dat sicht sengesgläichen an der Eurozon.

Trotzdeem, wéi gesot, hu mer dee Problem vum Chômage a mir wäerten en och d'nächst Joer nach net an de Grëff kréien. Au contraire, laut dem statisteschen Amt wäert e vu 7,2 op 7,4% an d'Luucht goen. Trotz dem Ëmstand, wéi gesot, dass mer weider Aarbechtsplaze wäerte schafen.

Mä dat huet ganz oft mat Qualifikatioun ze dinn. Dat huet domat ze dinn, dass eis Ekonomie ëmmer méi eng Hightechekonomie gëtt an ëmmer méi héich qualifizéiert Leit brauch. E Problem, dee mer awer hunn op der ADEM, dat ass, dass d'Halschent vun den ageschriwwene Chômeure keng Qualifikatioun hunn. Keng Qualifikatiounen, dat mécht natierlech, dass et ëmmer méi schwéier gëtt. An ech ginn elo net op deen Débat an, well da si mer beim Aarbechtsminister, dee ganz vill Initiativen hëlt, fir ebe just deene Leit déi néideg Qualifikatioun ze ginn, fir dass se en Job kënne fannen.

Wou kënnt eise Wuesstum hier? Wann ech kucken, dee Wuesstum, dee mer dëst Joer hunn, vu knapps 3%, da sinn ech erfreet ze mierken, dass zwee Drëttel dovun, vun deem Wuesstum, dat kënnt net vun der Finanzplaz. Dat ass net, dass ech erfreet sinn doriwwer, dass mer esou wéineg Wuesstum op der Finanzplaz hunn, mä et ass, well ech erfreet driwwer sinn, dass déi aner Secteuren zéien. Dass eis Industrie funktionéiert, dass déi nei Secteuren, déi mer développéieren, dass eis Diversifikatiounsstrategie, déi mer zënter enger Rei Jore fueren, dass déi hir Friichten dréit. Natierlech wënschen ech mer, dass och an der Finanzindustrie erëm méi Wuesstum kënnt, fir dass mer erëm an déi Paragë kommen, déi mer soss alt emol gewinnt waren.

D'Strategie vun eiser Diversifikatioun, ech muss lech se net laang erläuteren, Dir kennt se. Mir hunn eng Rei Beräicher definéiert, déi mer massiv développéiert hunn an deene leschte Joren, déi mer och an deenen nächste Jore wäerte weider ausbauen. Dat sinn: de Beräich vum ICT, de Beräich vun den Ekotechnologien, de Beräich vun de Gesondheets- respektiv Biotechnologien an de Beräich vun der Logistik.

De Moien hu mer nach zesumme mam François Bausch de Spuetestéch geluecht fir den Eurohub Sud, wou mer de Multimodal elo baue fir den Invest vun iwwer 200 Milliounen Euro. Wou eleng d'CFL eis seet, dass se wäert, wann dat dote steet, mëttelfristeg 400 Leit, eleng si, kënnen astellen.

Dat weist, dass eis Strategie richteg ass. Mir hunn entre-temps am Logistikberäich 750 Firme schaffen. Mir hunn 13.000 Leit dora schaffen. A mat deenen Investitiounen, déi mer amgaang sinn ze tätegen, ginn dat der nach bedeitend méi. An dat ass fir mech extrem wichteg, grad deen dote Beräich, well dat si ganz oft Emploie fir Leit, déi wéineg Qualifikatioun hunn. Fir Leit, déi mer immens schwiereg an Aarbecht kréien, déi immens schwiereg aus der Aarbechtslosegkeet erauskommen. Dofir brauche mer onbedéngt esou ee Secteur wéi dee vun der Logistik, fir parallell zu all deenen aneren, wat méi Hightechsecteure sinn, déi natierlech Création de valeur maachen, déi natierlech Emploie schafen, mä haaptsächlech Emploie fir héich qualifizéiert Leit.

Ech hat viru Kuerzem déi Responsabel vun der OECD do, déi jo all Joer e Bericht maachen iwwert d'Lag vum Land. Bei mech si se natierlech komm fir hire Bericht, fir den Deel vum Bericht iwwert d'Ekonomie. An ech muss soen, si hunn eis gelueft. Si hunn eis gelueft, wéi mer als Land et awer fäerdegbruecht hunn, an esou kuerzer Zäit eis Ekonomie a sënnvoll Beräicher ze diversifizéieren. A si hunn eis och encouragéiert, op deem dote Wee weiderzegoen.

De Sënn vun deem Débat, dee mer haut de Mëtten hei féieren, dat ass net deen, dass ech lech elo hei virgeknaten Iddie ginn a soen: „Dat do an dat do hätt ech gär. Sidd Der domat d'accord?" Mä et geet mer drëm, Är Iddien nozelauschteren. An dofir wäert ech lech och ganz opmierksam haut nolauschteren, wat Der alles vu Propositiounen hutt.

Ech wollt e puer Punkte just an d'Debatt werfen. E puer Punkten, déi mer och an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier diskutéiert haten, nämlech Punkten, déi am Kader oder am Zesummenhang si mat deenen diversen internationalen Indicateuren, déi ëmmer erëm opgestallt ginn; déi Rankingen, wéi kompetitiv si wéi eng Länner. Dir wësst, do ginn et der dräi, oder zwee internationaler an een nationalen, déi fir eis wierklech wichteg sinn an déi wichteg sinn, fir dobaussen ze bestoen. Well Entreprisen, déi wëllen op den europäesche Marché kommen, déi kucken awer: Wéi stinn dann déi verschidde Länner? Wou ass e Land kompetitiv? Wéi eent ass interessant? An da kucke se sech déi Rankingen un.

Ech muss soen, dass mer eis an deene leschte Joren op all deene Rankingen eigentlech verbessert hunn. Wann ech de World Economic Forum kucken, do si mer entre-temps déi 19. vun 144 Länner. Wann ech den IMD huelen, wat ee wichtege Schwäizer Index ass, do si mer déi 11. vu 60. A wann ech den Observatoire de la compétitivité kucken, da si mer déi 6. vun deenen 28 EU-Länner.

Elo ass et awer esou, dass déi Rankingen, déi kënne mer duerchaus verbesseren. Dofir hu mer se eng Kéier analyséiert a gekuckt, majo, déi Rankingen, dat ass jo dann, ech soen, wa mer am World Economic Forum 19 vun 144 sinn, dann ass dat 19, dat ass d'Moyenne vun x Ënnerindicateuren, déi se kontrolléiert hunn, déi se gekuckt hunn. A mir hu gekuckt, déi Punkten, wou mer an all deene Rankingen ëmmer erëm kritiséiert ginn, dass mer net gutt wären, oder net gutt genuch wären, fir déi emol prioritär eng Kéier unzegoen, fir do ze kucken: Majo, wat kënne mer dann do änneren, fir dass mer herno am Gesamtranking och weider an d'Luucht kënne klammen?

An dofir hunn ech siwe Punkten haaptsächlech, déi do ëmmer erëm opkommen, déi ech hei eng Kéier wollt zur Diskussioun féieren.

En éischte Punkt ass dee vun der Création d'entreprises. Wou mer virgeworf kréien, et wär nach ëmmer ze komplizéiert an ze laangwiereg, fir zu Lëtzebuerg eng Entreprise ze grënnen. Mir hätten ze héich Ufuerderungen un de Capital social, zumindest an engem ganze Beräich vu Secteuren. Mir wären ze kompliziéiert an de Procéduren, well ee muss iwwer en Notaire nach ëmmer fueren, fir seng Statuten ze beglaubege respektiv ze maachen. Procéduren, wéi gesot, déi ze laang daueren.

An d'Iddi, déi mer hunn, och als Regierung, an de Justizminister schafft dorun, dat ass wierklech d'Société simplifiée anzeféieren, wou mer, ech soen elo emol, soen, dass et iergendwéi misst méiglech sinn, oder zumindest, dass mer eis rapprochéieren, dass een eng Entreprise mat enger Persoun, engem Euro an an engem Dag ka schafen.

Dat mécht ëmsou méi Sënn, wann ee bedenkt, dass haut ganz vill Création-d'entreprisë wierklech net méi ugewise sinn op ee Kapital vun 12.500 Euro. Meeschtens geet hinnen ee Laptop duer. Wann ech u Start-uppen denken am ICT-Beräich zum Beispill. Dovun ofgesinn, sinn 12.500 Euro fir hir Créanciere keng grouss Garantie. Meeschtens sinn déi Sue schonn drop, wann de Büro ageriicht ass. Mä oft ass et awer fir Jonker, déi sech wëlle lancéieren, déi vläicht och an engem Alter sinn, wou se bereet wären, dee Risiko ze huelen, ass dat awer oft eng Barrière, fir déi dote Suen opzedreiwen, fir eppes ze maachen.

An ech mengen, wann een déi Jonk bis aus den..., ech soen elo emol, hir Motivatioun verléieren, wa se bis herno awer dann décidéiert hunn, ech maache mech net selbstständeg, ech ginn dann awer iergendwou schaffen, da si se ganz oft an deem Sënn „verluer", entre Guillemeten, wat d'Selbstständegkeet ugeet. An ech mengen, dass een dat soll évitéieren. Et soll ee wierklech förderen, dass jonk Leit kënnen esou liicht wéi méiglech, esou einfach wéi méiglech Entreprisë grënnen an dann domadder Succès hunn.

Den Accès zu dem Finanzement ass eppes, wat eis oft reprochéiert gëtt. Bon, ech soen direkt, mir hunn elo fir d'Entreprisen dräi nei, eleng an engem Beräich, fir deen ech mam Pierre Gramegna zoustänneg sinn, nämlech d'SNCI, hu mer dräi nei Finanzéierungsmechanismen agefouert, déi den Entreprisë solle méi einfach hëllefen, un dat néidegt Kapital ze kommen. Mir hu Luxembourg for Finance, pardon, net Luxembourg for Finance, Luxembourg Future Fund, wou mer op d'Approbatioun vun der CSSF nach ëmmer waarden. Mir hoffen, dass mer déi awer elo esou schnell wéi méiglech kréien. Och dat gëtt en Outil, fir a Start-uppen ze investéieren, fir Kapital zur Verfügung ze stellen. Mä mir hunn de Constat generell zu Lëtzebuerg, dass mer e Manko hunn u Capital risque.

Wann een den Experten nolauschtert, wann een dem World Economic Forum zum Beispill nolauschtert, hätt dat vill domadder ze dinn, dass d'Investisseuren net genuch Rechter hu vis-à-vis vun der Entreprise respektiv vis-à-vis vun anere Créancieren. De Problem, deen ugedeit, dee kloer ausgeschwat gëtt, ass deen, dass, wann et eng Kéier zu enger Faillite kënnt, fir d'Alleréischt vun der Faillitemass de Salarié zerwéiert gëtt, d'Sécurité sociale zerwéiert gëtt, d'Steieren zerwéiert ginn, an eréischt duerno am Fong den Investisseur. Ech weess, dass et Regimme gëtt fir Créations chirographaires (veuillez lire: Créanciers chirographaires), fir dat ze léisen oder fir dat zumindest deelweis ze léisen.

Mä wou mer opgefuerdert ginn, dat ass, fir doraus e Prinzip ze maachen. Ech muss soen, dass dat Risike mat sech bréngt. Wa mer dat dote géife maachen, dann huet dat natierlech de Risiko op där enger Säit, dass d'Steieramt respektiv d'Sécurité sociale an Zukunft net méi esou flexibel sinn, wéi se dat de Moment sinn. Well wa se wëssen, dass si net méi déi Éischt sinn, déi hir Créancë kënnen andreiwen, da wäerte se natierlech et och net méi laang lafe loossen.

Haut si mer frou, dass se oft gudde Wëllen hunn a Spillraum loossen, fir dass eng Entreprise net einfach esou zougemaach gëtt. Mä esou e Prinzip, wann een dat also géif ëmdréien, dat kéint natierlech och do an déi aner Richtung schloen.

Et muss een och soen, dass mer eis all eens sinn, dass d'Salariéen ëmmer mussen déi Éischt sinn, déi hir Sue kréien, mä da si mer och direkt bei de soziale Bäiträg. D'Cotisation-socialle sinn och d'Sue vun de Salariéen. Also och dat ass eng Diskussioun wäert.

An dann hu mer natierlech och de Risiko vun der Insolvabilitéit, organiséierter Insolvabilitéit, wann et sécher ass, dass den Investisseur ëmmer seng Suen als Alleréischten erëmkritt.

Dat do ass also ee vun deene Punkten, deen oft ugekräit gëtt, wou ech skeptesch sinn, ob mer deen doten esou hikréien, ob mer deen doten esou sollen änneren an déi Richtung, wéi et vun eis gefrot gëtt. Mä dofir ass dat fir mech och eng wichteg Fro, fir vun lech dorop Äntwerten ze kréien.

Den Esprit d'entreprise, d'Attitude entrepreneuriale. Mir wëssen, dass an zéng Joer ronn 1.500 Handwierksbetriber mussen iwwerholl ginn, déi e Successeur sichen. Mir hunn awer e Problem vun der Attraktivitéit vum Handwierk. Mir hunn e Problem vun der Aversioun zum Risiko bei de Leit. Mir hunn e Problem, dass vill Leit och fäerten, oder eng Aversioun zum Risiko hunn, well se d'Faillite fäerten oder eng potenziell Faillite fäerten; well mir awer an enger Gesellschaft sinn, wou een direkt gestempelt ass, wann een eng Kéier Faillite mécht. An anere Länner ass dat eppes absolut Normales. Ech mengen, do musse mer och iwwerleeën: Wéi maache mer op där enger Säit d'Handwierk méi attraktiv a wéi kréie mer op där anerer Säit déi Aversioun vum Risiko e bëssen an de Grëff?

De Commerce ass en anere Volet. 2015, huet d'Regierung gesot, géif se eng Evaluatioun maache vun den Heure-d'ouverturen, well mer gesot hunn: Gëtt et net d'Méiglechkeet, iwwert d'Heure-d'ouverturë méi eng Attraktivitéit vun eisem Commerce a vun eisem Tourismus hierzestellen? Ech weess awer och op där anerer Säit, dass deen aktuelle legale Kader net vu jiddwerengem voll ausgenotzt gëtt. An dat do ass eng Diskussioun, wat eben déi potenziell Flexibiliséierung vun den Éffnungszäiten ugeet, déi ee muss féieren.

Natierlech ass et esou, wann een do méi flexibel ass a méi zouléisst, dass dat natierlech och Emploi kreéiert. Dat kreéiert Emploi en plus an engem Beräich, wou mer es brauchen, nämlech bei niddreg qualifizéierte Matbierger. Ech ginn lech e Beispill. Virun e puer Joer hu mer ee Prinzip ofgeschaaft, nämlech deen, dass d'Tankstellen, ausser déi op den Autobunnen, dass déi mussen een Dag d'Woch zou hunn. Eleng dat huet 200 bis 300 nei Aarbechtsplazen an deem dote Beräich geschaf a Plus-valuë geschaf!

Ech mengen, dat do ass eng Situatioun, déi mer 2015 wäerten zesumme mat de Sozialpartner diskutéieren. Ech wär awer frou, vun lech och eventuell Är Meenung zu deem dote Sujet ze héieren.

Dann hat ech ee Punkt, wat de Marché intérieur ugeet. Just fir lech dat awer ze soen. Ech mengen, do kënnt Dir net vill maachen. Do si mer eis alleguerten eens, dass eis Marchéë mussen op sinn, dass et net méi ka sinn, dass Fabrikanten oder hir Intermédiairen, dass déi systematesch de Lëtzebuerger Handel forcéieren, op gewësse Plazen hir Wueren anzekafen, wat meeschtens dozou féiert, dass eise Commerce oft Wuere muss akafen zu Präisser, déi méi héich sinn, wéi se am Nopeschland verkaaft ginn.

Dat heescht, do gi mer eigentlech forcéiert, well de Producteur seet, soss kritt Der mäi Produit net. An eng grouss Enseigne kann ebe mat enger Rei Markeproduiten oder ouni déi ganz oft net auskommen. Sou si se also forcéiert, iwwert déi Kanäl sech ze approvisionnéieren, wéi se dat virgeschriwwe kréien.

Ech mengen, dass dat eng Saach ass, déi mer onbedéngt mussen an de Grëff kréien. Ech hat mam viregte Kommissär Barnier laang doriwwer gestridden, geschriwwen, diskutéiert. En huet mer villes versprach, huet awer leider net vill gemaach. Ech hunn elo d'lescht Woch eng Diskussioun mat der neier Kommissärin gehat, wou ech e bëssen zumindest d'Impressioun hat, dass se de Problem versteet an dass se eis do wëllt hëllefen. An ech hoffen, dass dat schnell wäert goen.

D'Formatioun vun de Jonken, Mains-d'œuvre hautement qualifiées. Mir gesinn, an ech hunn et virdru gesot, eis Ekonomie gëtt ëmmer méi eng Hightechekonomie. D'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie ass, ausser, wéi gesot, de Logistiksecteur, alles an dem Hightechberäich, a mir hunn e Mangel u Mains-d'œuvre qualifiées. Mir fänken och un, e Mangel ze kréie souguer an der Groussregioun vun de Mains-d'œuvre qualifiées.

Et ass och schued, dass den Industriesecteur net méi selwer an deem Niveau ausbilt, wéi se d'Leit wierklech brauchen. Mä ech mengen, mir hunn e puer Problemer. Et muss een op där enger Säit kucken, déi jonk Leit besser ze orientéieren, fir dat studéieren ze goen, wat eis Ekonomie och wierklech brauch. An do si mer direkt bei Ingenieuren, do si mer bei Mathematiker, do si mer bei Chercheuren, do si mer am IT-Beräich.

Wann Der vu Biotechnologië schwätzt, et ass bal alles Mathematik. A wann ech mat deene Leit schwätzen, déi soen: „Mir brauche Mathematiker. Mir fanne keng. Mir brauchen der." An dofir deene Jonken och op villen Niveauen, an ech sinn och do mam Claude Meisch an Diskussiounen, fir deene Jonken och dat weiderzegoen, dat ze soen, dat dote sinn d'Branchen, wou Der muer mat Sécherheet eng Aarbecht kënnt fannen hei zu Lëtzebuerg.

Da geet et natierlech och drëm, wat eis Immigratioun ugeet: Wéi kréie mer Experten ausserhalb vun der Groussregioun, ausserhalb vun der Europäescher Unioun ugezunn op Lëtzebuerg? Ech mengen, mir hunn eng Blue Card. Mir kënnen Travailleurs hautement qualifiés ophuelen zu Lëtzebuerg. D'Konditioune sinn net allze streng. Mir kënne Chercheuren ophuelen, mir kënne Studenten ophuelen.

Mä dat, wat mer och brauchen, dat ass, dass mer och Investisseure kënnen ophuelen. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi mer och de Moment féieren, fir eben och Leit, déi mat Geld kommen, déi wëlle mat hirem Geld hei investéieren, déi awer dann och wëllen hei eng Openthaltsgenehmegung hunn, déi hei och wëlle kënne mat hire Famille liewen. An do, mengen ech, musse mer nach dru schaffen.

Op den Nation Branding ginn ech net an. Mä och deen ass wichteg, fir Leit vu méi wäit ewech u Lëtzebuerg ze interesséieren, fir dass se op Lëtzebuerg kommen an hei schaffen.

D'Infrastrukturen, d'Accessibilitéit, en Dauerbrenner, Dauersujet: d'Konnektivitéit vun eisem Land zu anere Centres de décision mondiaux. Mir wëssen alleguer, dass déi net gutt genuch ass. Mir wëssen, dass mer déi nach mussen ausbauen. Mir hu viru Kuerzem mam Claude Wiseler zesummen et fäerdegbruecht, effektiv eng wichteg Linn heihinner ze kréie mat Turkish Airlines, déi elo 80.000 Passagéier d'Joer transportéiert, 80.000, an ëmmer nach Tendenz steigend, déi ëmmer nach méi... Déi hunn elo schonn ee Vol d'Woch a si huelen elo méi grouss Fligeren an iwwerleeë schonn, op zwee Vollen den Dag..., pardon, ee Vol den Dag hu se elo a si kréien elo nach méi grouss Fligeren an iwwerleeë schonn, op zwee Vollen den Dag ze goen.

Also, just fir ze weisen, dass dat, mengen ech, eng richteg Décisioun war, fir dat do ze pushen. Mat der Luxair war dat deemools leider net dran, fir déi Linn do ze maachen. Ech ginn awer och net op déi Diskussioun an, well soss si mer eleng do laang amgaang ze diskutéieren.

Mir ware ganz no drun, mir ware ganz no drun, de Claude Wiseler an ech déizäit, fir och e Vol op Moskau ze kréien. Deen ass awer..., vu d'Situatioun ass déi Diskussioun op Äis geluecht. Ech war och mat Russen amgaang ze

kucken, ob een net ka vu Russland e Vol maachen an d'USA mat engem Zwëschestopp Lëtzebuerg. Dann hätte mer nämlech och den Direktvol an d'USA. Ech mengen, dass dat batter néideg ass, dass mer esou eppes hikréien an dass mer dorunner schaffen.

Diversification économique, dat ass am Fong eng Fro, déi ech Iech wollt stellen. Ech mengen, déi Secteuren - ech hu se développéiert -, an deene mer eis diversifizéieren, déi si gutt. Mir mierken, dass mer do virukommen. Mä ginn et nach aner Secteuren?

Ech mengen, de Space ass ee Secteur, dee mer de Moment och ganz staark ausbauen, an herno, méi spéit haut wäerte mer e Projet diskutéieren, de GovSat, deen an déi dote Richtung geet, wou mer wierklech erëm eng Kéier esou vill méi Plus-value hei op Lëtzebuerg wäerte bréngen an deem Beräich. Entre-temps 20 Entreprisen, déi ronderëm SES an anerer hei aktiv sinn an deem dote Beräich! Also och e Secteur, dee fir mech an deenen nächste Jore wichteg ass.

Mä meng Fro un Iech: Gesitt Dir nach aner Secteuren, wou mer kënnen eis Ekonomie diversifizéieren?

Voilà, ech si quasi um Enn vu menger Zäit ukomm. Ech erlabe mer awer, nach eng Minutt eng Remarque ze maachen - well soss géif ech mech net wuelfillen - zu deem Mäerchepabeier vun der UEL vu gëschter, andeem ech just wëll kloerstellen, dass d'Regierung sech net viséiert fillt vun deene Reprochen. Dat gëtt esou duergestallt a gesäit och deelweis esou aus, mä ech gesinn eis net viséiert. An dofir wär ech frou gewiescht, wann d'UEL, wa se schonn esou eng massiv Campagne an de Medie mécht, wa se dann och Ross und Reiter géif nennen, wie se da wëllt viséieren a wie se da wëllt cibléieren, fir d'Leit do net am Doute ze loossen.

Ech muss och soen, wann een einfach esou behaapt, dass de Stat, och respektiv de Parastat vill ze vill Leit astellt am Beräich Soziales a Gesondheet, da muss een och soen, wat dann d'Konsequenz ass: ob mer dat dann net méi solle maachen, ob mer dann d'Spideeler sollen zoumaachen, ob mer d'Fleegeversécherung respektiv d'Fleegeheimer sollen net méi weider ausbauen. Ech mengen, dat eent geet net ouni dat anert. Wann een esou Saachen als UEL behaapt, da muss een dat och also kloer soen, wat da seng Alternative sinn.

Mä en anert Beispill, wat ech carrément e Mäerche fanne vusäite vun der UEL, dat ass, fir ze behaapten, mir géifen eis massiv verschëlden, an dat duerzestellen, wéi wa mer déi Schold géife maachen - an ech schwätzen hei fir d'Virgängerregierung gradesou wéi fir déi aktuell -, wéi wa mer déi Schold ëmmer gemaach hätte just fir de Konsum, well mer net bei eis spueren, well mer wëllen en zolitte Liewensstandard féieren!

Mir hunn - just fir Iech et op engem Rechebeispill ze ginn, nämlech um leschte Joer! -, mir hu 623 Milliounen Euro - pardon, dëst Joer -, 623 Milliounen Euro geléint. Mir hunn awer parallell 1,7 Milliarden Euro investéiert an Infrastrukturen, Infrastrukturen, déi néideg si fir d'Kompetitivitéit vun dësem Land! Dat sinn 3,5% vum PIB. Dat ass méi héich wéi an all aner Land an der Eurozon. Mir hunn 953 Milliounen Euro dëst Joer an alle méigleche Forme vu Subventiounen un d'Entreprisë bezuelt, sief dat vun Aides directes, Aides à l'investissement, Aides Recherche & Développement, Formation professionnelle continue, et cetera, et cetera! Mir hunn dëst Joer oder mir wäerten dëst Joer 3,8 Milliarden Euro investéieren an dee ganze Beräich Sécurité sociale. Alles dat, fir d'Bäiträg niddreg ze halen, och am Intérêt vun der Kompetitivitéit!

Ech menge just, wann een esou Saachen an d'Welt setzt, dass mir ze vill Scholde maachen - 623 Milliounen, fir et nach eng Kéier ze soen, dëst Joer -, an een awer net dann och seet, dass déi Regierung awer och 1,7 Milliarden investéiert an Infrastrukturen a vill aner Mesurë mécht am Intérêt vun der Kompetitivitéit, dann ass dat net ganz fair an net ganz éierlech. Ech géif dofir hei en Appell maachen, fir och do deen Débat net polemesch ze féieren, mä do e bësse méi fair ëmzegoe souwuel mat där heiter wéi och mat där viregter Regierung, well de Prinzip ass deeselwechten.

Dann hunn ech als Allerlescht ee Punkt, deen d'UEL de Moment nach ëmmer oder permanent diskutéiere wëllt, dee méi e kriteschen ass. Ech mengen, et gi vill Saachen, déi se proposéieren, op déi ech gären aginn an op déi d'Regierung gären ageet, mä et ass ee Punkt do, deen a mengen Ae ganz sensibel ass zu Lëtzebuerg, dat ass d'Aféiere vun engem Karenzdag.

Dat ass eppes, wat mer gefuerdert kréien, dat ass eppes, wat mer och den 22. Dezember, wa mer mat de Patronen zesummekommen, wahrscheinlech nach eng Kéier als Fuerderung op den Dësch kréien. An och do wär ech frou, hei aus deem Haus d'Meenung zu deem Sujet ze héieren.

Ech kann Iech soen, dass dat vun der Regierung aus ganz kritesch gesi gëtt, wär awer frou, fir ze gesinn, wéi dat hei am Parlament ass.

Voilà, ech halen dann emol hei op, si ganz gespaant op Är Bäiträg an dann, fir duerno kënne Konklusiounen ze zéien. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Interessant ze héiere vun engem sozialistesche Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Ech ginn dann direkt d'Wuert weider un den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dat hei ass fir d'Éischt, wou ech esou eng Kompetitivitéitsdebatt am Parlament matmaachen. An ech muss soen, ech freeë mech richteg op dës Diskussioun, déi wahrscheinlech misst an och wäert an zwou Richtunge goen. Dat heescht, ech sinn och hei, fir Iech nozelauschteren. Ech ginn Iech natierlech och meng Meenung an d'Meenung vun der Regierung zur Problematik vun der Kompetitivitéit an, wéi gesot, ech freeë mech op den Débat.

Kompetitivitéit ass e Sujet, deen onëmgänglech ass, an et ass e Sujet, dee mech perséinlech an all deene Joren ëmmer vill beschäftegt huet. Mä et ass awer och vläicht de Kärsujet, mat deem sech och de Conseil ECOFIN zu Bréissel ofgëtt! Ech wëll just eng ganz kleng Remarque doriwwer maachen. Dir hutt gesinn an deene leschte Joren, dass d'Croissance an Europa relativ schwaach ass. Mir hate gemengt, dass mer erëm an enger Phase ascendante wären, an elo geet et erëm méi lues. An trotzdeem ass ganz vill gemaach ginn, an trotzdeem ass déi Croissance net satisfaisant.

Vill ass vun der Europäescher Zentralbank gemaach ginn, fir dass genuch Suen op de Marchéé sinn. D'Liquiditéite sinn also do! Zweetens ass elo gesuergt ginn och mam Paquet, dee vum neie Kommissiounspresident proposéiert ginn ass, dass d'Investitioune sollen nach ënnerstëtzt ginn. Mir hoffen alleguerten, dass dat der Konjunktur wäert hëllefen.

Mä wat an Europa haaptsächlech feelt, dat sinn d'strukturell Reformen an dat ass d'Kompetitivitéit! An ech wëll elo keen ze vill e schwaarzt Bild mole vu ganz Europa, well et muss een dat mat Nuancë kucken. Et ass jo richteg, dass a verschiddene Länner an Europa d'Kompetitivitéit gutt ass, an an deene Länner geet et och gutt. Déi Länner hu Reforme gemaach. Ech denken un Däitschland, ech denken un d'skandinavesch Länner, ech denken op engem gewëssene Punkt och un d'Benelux, ech denken u Spuenien, ech denken un Irland. Déi Länner hu ganz vill gemaach a kréien och d'Friichten dovunner.

Dofir sinn d'Réforme-structurellen an d'Kompetitivitéit, déi domadder kënnt, inévitabel, an dat ass e Sujet, deen eis och op europäeschem Niveau nach laang wäert beschäftegen.

Alles dat, wat de Vizepremierminister an och Wirtschaftsminister gesot huet, deelen ech natierlech. Mir schaffe regelméisseg zesummen an et besteet eng grouss Komplementaritéit tëschent deem, wat d'„économie réelle", wéi se heiansdo genannt gëtt, an d'Finanzekonomie zesumme maachen, an d'Iwwerlappunge si vill méi grouss haut wéi jee.

Ech géif gären iwwer véier Sujete schwätzen: Dat Éischt ass iwwert den Équiliber vun de Statsfinanzen, well dat ass fir mech e wesentlechen Deel vun enger Politik vu Kompetitivitéit. Den zweeten Deel ass iwwert d'Finanzplaz selwer, den drëtten Deel iwwer Fiskalitéit en général an de véierten Deel iwwer Image de marque.

Iwwert d'Statsfinanzen: Ech wëll elo net ze wäit aushuelen, mir hunn och d'nächst Woch d'Debatten iwwert de Budget. Mä et ass awer ganz kloer, dass dës Regierung de Rééquilibrage vun de Statsfinanzen als eng grouss Prioritéit gemaach huet, fir 2018 erëm am Équiliber ze sinn, och am Zentralstat, wou mer keen Équiliber hunn. Wa mer näischt géife maachen, hätte mer iwwer eng Milliard Scholden am Zentralstat an all Joer, an dat ass jo net haltbar. Dat wär ganz schlecht fir eis Indépendance de décision par rapport zu Bréissel an et wär ganz schlecht fir eis Kompetitivitéit.

D'Verschëldung - ech ginn net op d'Zifferen an -, mir wëssen, dass déi ganz séier geklommen ass an deene leschten zéng Joer. Mir si vun 1,7 Milliarde virun zéng Joer elo haut op 11 Milliarden, dat sinn 23% vun eiser Verschëldung par rapport zum PIB. Dat ass nach ganz gutt am internationale Verglach. An Dir wësst, dass d'Regierung jo sech virgeholl huet, déi Ziffer ënner 30% ze halen. Ënnersträiche muss een och, dass e klengt Land vill manner Marge de manœuvre huet wéi e grousst, wann et ze vill verschëllt ass.

Mir hunn also keng aner Léisung, wéi ganz räsonabel mat eise Statsfinanzen ëmzegoen. A wann ech kucken, wat mer déposéiert hunn a wat mer d'nächst Woch hei diskutéieren, de Budget 2015 an de Pluriannuel, hu mer jo och elo vu Bréissel gréng Luucht kritt fir d'nächst Joer an och iwwert d'ganz Period bis 2018, well eise Solde structurel bleift op där ganzer Period ronderëm plus 0,5, wat eist Zil ass. Wa mer dat also anhalen, da komme mer iwwerhaapt net aus der Bunn.

An Dir kënnt Iech erënneren, dass mer viru sechs Méint nach geschwat haten, dass mer vläicht 2015 aus der Bunn géife kommen. Wahrscheinlech geschitt dat net. Domat ass och Lëtzebuerg, ech wëll dat ënnersträichen, dat eenzegt Land an der Eurozon, wat bis elo nach ëmmer d'Kritären alleguerten erfëllt huet.

Dat bréngt mat sech, dass mer den Triple-A hunn, zesumme mat Däitschland, eleng an der Eurozon, an dass mer dee wëllen halen! E Wuert zum Triple-A, an de Wirtschaftsminister huet dat och ënnerstrach: Den Triple-A ass eppes extrem Wichteges, well e reflektéiert verschidde Saachen. E reflektéiert, dass mer eng politesch an eng sozial Stabilitéit hunn, an e reflektéiert, dass mer gesond Statsfinanzen hunn an och eng gesond Dette.

Wann ee wëllt den Triple-A um Finanz- an um politeschen Niveau halen, da mécht een dat net, fir de Ratingagencë Freed ze maachen oder Bréissel Freed ze maachen, da mécht een dat a sengem eegenen Intérêt! A wa mer, wéi och Verschiddener gefrot hunn, wëllen och en Triple-A behalen am soziale Beräich, majo, da kënne mer dat nëmme fäerdegbréngen, wa mer weider en Triple-A am finanzielle Beräich hunn. An den Triple-A bréngt och mat sech, dass mer verschidden Aktivitéiten op Lëtzebuerg méi liicht kënnen unzéien.

An dat bréngt mech dann och op den zweete Punkt vun der Place financière ze schwätzen. Wann ech elo nennen „cash pooling", eben d'Trésorerie vun de Gesellschaften op Lëtzebuerg unzéien, wann ech denken „wealth management", Gestion de fortune, den „asset management", dee mer an de Fongen hunn, d'Aktivitéite vu Banques dépositaires, wann ech un d'Assurancen denken, d'Réassurancen, wann ech un d'Pensiounsfongen denken, ma eng vun deenen éischte Saachen, déi déi alleguerte kucken, do, wou se dann hir Suen hisetzen, ass: Wéi geet et deem Land do? Jo, wann dat Land en Triple-A huet, da gi se plutôt bei eis wéi bei en aneren.

An da leschtens, wa mer en Triple-A hunn, da refinanzéiere mer eis méi bëlleg a mir hunn och méi e liichten Accès u Kapital. A last but not least, mir zéie méi Investisseuren op Lëtzebuerg.

Wéi ass d'Situatioun vun eiser Finanzplaz? Fir d'Éischt emol, ech mengen, 2014 gëtt e relativ gudde Millésime fir eis Finanzplaz en général, wat eng gutt Noriicht ass, wat sech och doduerch reflektéiert, dass mer 2014 3% Croissance wäerten hunn. Richtegerweis huet och de Minister Schneider ënnerstrach, dass 2% dovunner dann net Finanzplaz sinn. Dat heescht also, een Drëttel kënnt vun der Finanzplaz. An dësen Zäite mat ganz niddregen Taux-d'intérêten ass dat, mengen ech, e ganz gutt Resultat.

Wat ass de Stellewäert vun eiser Finanzplaz? Dat ass ongeféier e Véierel vun eiser Ekonomie. Et sinn ongeféier 44.000 Aarbechtsplazen. Déi Ziffer ass stabel bliwwen iwwert déi lescht Joren. A si ass stabel bliwwen, obwuel mer 50 Sozialpläng haten am Bankesecteur, déi awer méi wéi 2.500 Leit betraff hunn. Dat heescht, do waren e puer Akteuren, déi Schwieregkeeten haten, an dat ass awer kompenséiert gi vum Maart, ebe vun aneren, deenen et besser geet, soudass eben d'Ziffer stabel ass.

Wann ech elo d'Zuel vun de Banke kucken, déi Ziffer war réckgängeg säit 1994. Do hate mer 222 Banken. Säit 2013 geet déi Ziffer Gott sei Dank och erëm erop. Am November vun dësem Joer si mer op 148 Banken. An am Laf vun dësem Joer, an dat ass och ganz rezent, ech mengen, et ass am Oktober gewiescht, hu mer och en neie Rekord vun Avoiren, déi hei an eiser Fongenindustrie géréiert ginn, enregistréiert. Dee Rekord ass, dass ewell 3.000 Milliarden Euro hei zu Lëtzebuerg géréiert ginn! Och fir de Fongesecteur ass dat e remarkabelt Resultat, well mer eng relativ grouss Croissance nach dëst Joer 2014 do konnten enregistréieren.

A leschtens, fir nach bei den Neiegkeeten ze bleiwen: Dëst Joer hu mer ganz vill alternativ Fongen hei zu Lëtzebuerg kënnen enregistréieren, well déi Direktiv elo voll amgaang war. A mir hunn op haut no 16 Méint 147 alternativ Fongen, déi hei zu Lëtzebuerg enregistréiert an autoriséiert sinn.

Wat ass dann elo de Stellewäert vun eiser Finanzplaz verglach mam Ausland? Lëtzebuerg ass do op 15. Plaz an Nummer eent an der Eurozon, viru Frankfurt, a mir sinn an Europa déi Véiert hannert London, Zürech a Genève.

Wat sinn déi Haaptstäerkte vun eiser Finanzplaz, esou wéi se och international unerkannt ginn, och vun de Ratingagencen? Dat Éischt ass, dass mer eng relativ diversifiéiert Plaz sinn, well mer Banques privées hunn, Gestion de fortune. Mir hunn d'Gestion d'actifs, dat sinn d'Fongenindustrieprodukter. Mir hu Kreditter, d'Gestioun vun Trésorerie a Participatiounen. Dat sinn déi Haaptpilieren.

An dann hunn ech eng Institutioun, déi vläicht als eng Selbstverständlechkeet hei zu Lëtzebuerg considéréiert gëtt, déi a mengen Aen awer eng super Aarbecht mécht an eis ganz attraktiv mécht, dat ass eis Bourse. Dat ass e ganz wichtegt Instrument a grad an der Cotatioun vun Titre si mer do Leader. Mir hunn Titre vun 100 verschiddene Juridictiounen, déi zu Lëtzebuerg op der Bourse cotéiert sinn, an a 54 verschiddene Währungen.

Déi zweet Charakteristik a Stäerkt vun eiser Finanzplaz, dat ass, dass mir „cross-border", wéi een dat op Englesch seet, organiséiert sinn, dat heescht international. Mir strahlen, d'Akteuren, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, strahlen hir Aktivitéit iwwer eis Grenzen eraus. An dofir si mir staark, well mir déi aner Juridictioune gutt kenneléieren. Mir hunn also e Réseau, deen international ass, a mir kennen den Droit vun deenen anere Länner a mir bidde Solutiounen un, déi à cheval tëschent Lëtzebuerg an deenen anere Länner kënne fonctionnéieren.

Säitdeem ech Minister sinn, hunn ech den Haut Comité de la place financière regelméisseg zesummegeruff. Deen ass bis elo véiermol zesummekomm. Ech hunn deen dynamiséiert. Ech hunn e permanent Sekretariat do installéiert a mir hu 15 Aarbechtsgruppen, déi en fait d'Aarbecht vun deem Haut Comité organiséieren. Et geet jo drëms, nei Produiten, nei Servicen ze fannen. An ech muss soen, deen Haut Comité fonctionnéiert ganz gutt. Dat ass och, loosse mer soen, en typesch lëtzebuergescht Instrument, wou de Privatsecteur mam Secteur public, mam Stat Hand an Hand zesummeschafft.

Ech wäert och elo e bëssen nolauschteren, wat Der vun neien Iddien do bréngt, a wäert dann a menge Konklusioune vläicht e bësse méi am Detail nach agoen op déi verschidde Pisten, déi mer amgaang sinn, am Haut Comité ze exploréieren.

Trotz all deenen Aktivitéiten, déi dëst Joer waren - ech hu jo zwee Budgete misse preparéieren an e pluriannuellen -, hunn ech awer d'Missiounen am Ausland a kenge Fäll wëllen als eng zweet Prioritéit ugesinn, mä als en parallèle och eng éischt Prioritéit mam Assainissement vun eise Statsfinanzen. Dofir sinn ech op zwielef Plazen higaangen, ech wéilt se kuerz opzielen: op New York, op Boston, a China, Singapur, Abu Dhabi, Dubai, São Paolo, Rio, an dann hei méi no och Frankfurt, München, Paräis, London, Mailand an Turin.

A vun deene ville Visitte kënnt een heiansdo mat ganz konkrete Saachen erëm, wéi dat am Fall vu China jo de Fall war. Heiansdo kënnt ee mat gudden Iddien erëm an heiansdo erlaben engem déi Missiounen, wéi et, muss ech soen, elo rezent a Brasilien a rezent an Italien de Fall war, ze reagéieren op all déi Klischeeën an op all déi Attacken, déi op eist Land zoukommen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass et haut méi wéi jee wichteg ass, bei den Investisseur ze goen. Et geet net duer, hei zu Lëtzebuerg ze waarden, dass d'Investisseuren erageschneit kommen. D'Kompetitioun mat anere Länner gëtt ëmmer méi staark. An dofir muss ee sech och da selwer déplacéieren.

Ech wëll mech och félicitéiere fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi ech mam Kolleeg Etienne Schneider hunn, mat Luxembourg for Business. Mir schaffen Hand an Hand. Ech ginn elo am Januar a Korea an a Japan, wou hie virun engem Mount war, an ech kann do eng Rëtsch Follow-uppe maache vu Saachen, déi do ugefaangen hunn. Ech hat de Moien de koreaneschen Ambassadeur hei. Ech fannen, et ass super, esou zesummenzeschaffen. An et weist jo eppes: E Land resüméiert sech net op een eenzege Secteur d'activité, a wéinst der Technologie de l'information ass haut alles matenee verbonnen.

Last but not least géif ech gären zur Finanzplaz insistéieren, op dem Secteur oder den Diversifikatiounsméiglechkeeten, wéinst der FinTech, der Associatioun tëschent der Technologie vun der Informatik an de Finanzen. Dat ass e Secteur, deen ëmmer méi wichteg gëtt. Weltwäit stellt dat haut e Chiffre d'affaires vun dräi Milliarden Investissement duer, dee bis 2018 sech méi wéi wäert verduebelen.

Do musse mir präsent sinn. An ech wëll och do ënnersträichen, do si mer scho präsent. Mir hunn 150 Entreprisen zu Lëtzebuerg, déi méi wéi 10.000 Leit beschäftegen, déi schonn an deem Secteur täteg sinn. A mir mussen där nach méi unzéien. Ech hunn och en extraen Aarbechtsgrupp am Haut Comité de la place financière geschaf, fir deem dote Sujet nozekommen.

Drëtte Punkt, deen ech wollt hei uschneiden, ass d'Fiskalitéit. D'Fiskalitéit, do geschitt virun eisen Ae ganz villes. Do ass eng phenomeenal Accélératioun op der ganzer Welt geschitt. An dat, wat gëschter erlaabt war oder toleréiert war, ass haut verbueden oder verpöönt. A Lëtzebuerg muss do déi gëlle Mëtt fannen. Mir kënnen net nokucken, wéi eng Course géif stattfannen, fir dass d'Entreprisen esou no wéi méiglech bei null Prozent Taxatioun sinn. Dat kann net eist Zil sinn. Dat war och nach ni eist Zil. Ech wëll dat net ënnerstellen. Mä déi Course do kënne mer, musse mer ënnerbannen. An déi ka Lëtzebuerg eleng net ënnerbannen. Dat kann nëmmen zesumme mat anere Länner an Enceintë wéi Unioun, Europäesch Unioun oder OCDE gemaach ginn.

Dat Zweet, wat awer och net ka sinn, dat ass, dass et eng Course no uewe gëtt. Dass déi Tauxen ëmmer nach just kënne méi héich ginn, fir d'Verschëldunge vun de Länner ze begläichen. A wann ech da gesinn, wat déi lescht Statistik vun der OECD do seet, do gesi mer, dass d'europäesch Länner, leider, un der Spëtzt si mat héije Steiersätz. A Lëtzebuerg, wat jo esou weltberühmt ass, fir esou attraktiv ze sinn, steierméisseg och net esou immens dosteet.

Also ass alles relativ. Mir mussen als Zil hunn, dass mer eng Fiskalitéit hunn, déi attraktiv ass. Mir musse kënnen Entreprisen an och Talenter zu Lëtzebuerg unzéien. Dat ass déi generell Tendenz. Dat ass och eppes, wat mer bis elo ëmmer haten. Mä, ech mengen, mir mussen dat elo an deenen nächste Méint ajustéieren. Dass mer eng fiskal Reform 2017 wëllen en vigueur setzen, ass jo bekannt, steet am Regierungsprogramm. A mir wäerten am Ufank vun dësem Joer villes do matenee kënnen diskutéieren, well do ganz vill Besoin ass.

Eng Stäerkt, déi mir bis elo ëmmer haten, an dofir däerfe mer och net iwwerstierzt handelen, dat ass, dass mer ganz prévisibel sinn. Mir kréie ganz oft vun Investisseure gesot: Wat se zu Lëtzebuerg gären hunn, dat ass d'Stabilité juridique an d'Prévisibilitéit. An egal wéi mer dann déi Réforme fiscale maachen, mir mussen et op eng Aart a Weis maachen, dass sech déi, déi Confiance a Lëtzebuerg hunn, an eisem System erëmfannen.

Ech hu virdru vun der Accélératioun geschwat, déi am Domaine fiscal stattfonnt huet. Mir hunn dat zu Lëtzebuerg jo ganz, ganz no matkritt. Mir hu jo an dëser Chamber virun engem knappe Mount de Secret bancaire ofgeschaaft. Firwat hu mer dat gemaach? Jo, och zum Deel wéinst dem internationalen Drock, mä awer och, well dat nei Opportunitéite fir Lëtzebuerg opmécht.

Mir wëssen, dass en parallèle de Moment op der OECD den Exercice BEPS amgaangen ass - Base Erosion and Profit Shifting -, deen eng Radiografie vun der ganzer Fiskalitéit op der ganzer Welt amgaangen ass ze maachen. Och dat wäert Changementer mat sech bréngen, déi inévitabel sinn. Mir participéiere ganz aktiv an deem Forum mat. Aktiv och am Sënn, dass mer Propose maachen, eis Bedenke mellen, wou néideg. A mir sinn eis och am Kloren, dass sech aus deem Exercice aus der OECD fir eis Lëtzebuerg och nei Opportunitéite wäerten erausschielen.

An zwar, wa mer op dräi Wierder, déi mat C uginn, eis opstellen: Compétences, Courage a Concurrence. An, ech mengen, mir hunn d'Kompetenzen. De Courage, dat ass eng Saach vu Politik, dee musse mer och hunn. An d'Konkurrenz, déi däerfe mer net négligéieren. Déi ass einfach do an déi muss ee mat a Betruecht zéien.

Ech wëll och hei ganz kloer soen, dass ech wëll d'Chambre des Députés am Laf vum Ufank vum nächste Joer mat implizéieren an de Reflexiounen, fir déi Réforme fiscale ze maachen. Well dat ass eppes, wat vun Intérêt national ass, an et geet natierlech drëms, wéi ech virdru gesot hunn, ze évitéieren, dass et eng Course no null gëtt vun der Taxatioun vun den Entreprisen.

Et geet awer och drëms natierlech, dass d'Fiskalitéit sech gerecht verdeelt tëschent den Entreprisen an de Personnes physiques. D'Fiskalitéit ass nëmmen dann akzeptéiert vun eise Leit a vun eisen Entreprisen, wann dat op eng gerecht Aart a Weis geschitt. Wéi gesot, déi Diskussioune wäerte mer och dann an der Chamber, an der Chamberskommissioun wahrscheinlech féieren, a mir wäerte se och mat de Sozialpartner féieren, vu dass mer gesot hunn, dass mer dat am Ufank vum nächste Joer am Comité économique et social wäerte maachen.

Leschte Punkt: Image de marque. Mir haten nach ëmmer als Lëtzebuerg eng gutt Image de marque, géif ech emol esou pauschal soen. An, ech mengen, mir sinn och ganz verwinnt a ganz susceptible op eng gewëssen Aart a Weis. Mir verdroe guer net, ech soen dat emol hei esou, wa mir enzwousch an enger Zeitung kritiséiert ginn am Ausland. Ech schwätzen net vu Lëtzebuerg.

A mir stellen eis jo d'Fro iwwerhaapt net. Mir liesen all Dag an der Zeitung, dass Amerika schrecklech Saache mécht, dass Russland schrecklech Saache mécht, dass Frankräich schrecklech Saache mécht, an dat dérangéiert eis guer net. Dat fanne mer ganz normal. A wa mer dat an Zeitungen an der ganzer Welt liesen, fanne mer dat och ganz normal. Wa mer eppes Negatives iwwer Lëtzebuerg liesen, jo, mir sinn dat guer net gewinnt. Dat ass emol dat Éischt. A mir fannen dat schrecklech ongerecht.

Ech mengen, mir mussen eis bewosst sinn, wa mer dat ganz normal fannen, dass aner Länner kritiséiert ginn, jo, da musse mer och akzeptéieren, dass mir kritiséiert ginn. Et ass vläicht net gerecht. An dofir muss ee jo op der Image de marque schaffen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, fir elo ganz no bei der Aktualitéit ze sinn, an dat interesséiert lech jo alleguerten: Haut ass jo déi zweet Vague vu LuxLeaks erauskomm, wou mer e bësse méi am Viraus wossten, dass se géif kommen, a wou mer eis och drop agestallt haten. Et si jo erëm eng Kéier Rulinge publizéiert ginn; wat mer bei där éischter Kéier net wossten.

Ech muss soen, dass mer e puer Saache gemierkt hunn: Dat Éischt, wat ech gutt fannen, souguer bei deenen Artikelen, déi elo publizéiert gi sinn, do mierkt een, dass de Ruling vu Lëtzebuerg zwar nach ëmmer den Déclencheur ass vum Artikel, mä de Räsonnement am Artikel geet elo schonn a Richtung, jo, et ass en internationale Problem, et ass net nëmmen e Problem vu Legalitéit, et ass och e Problem vun Ethik, an dee Problem kann een nëmmen international léisen, ob dat an der EU ass oder an der OCDE.

Dat heescht, dee Räsonnement, dee mer während engem Mount gefouert hunn, ass awer ukomm. Wat jo awer net näischt ass, wann ee bedenkt, dass mer awer e klengt Land sinn. Ech muss soen, en ass och ukomm, de Räsonnement, well e richteg ass. A wa mer eppes als Verteidegung gehat hätten, wat net kohärent gewiescht wier oder net kredibel wier, wär de Message natierlech net ukomm.

Also, dat muss ech soen, an do géif ech och jiddwereen associéieren un där Evolutioun, net nëmmen d'Regierung. Ech mengen, all déi, och déi, déi hei am Sall sinn, also d'Deputéierten, an och dobaussen, déi gehollef hunn, de Message ze explizéieren. Dofir géif ech soen, dass mer hei op eng nuancéiert Aart a Weis musse soen, dass mer awer liicht besser ewechkommen, wéi dat am Ufank bei der éischter Ondée de Fall war.

Wat zéie mer draus? Mir zéien draus, dass mer vill méi aktiv nach musse sinn an eiser Image de marque. Image de marque reduzéiert sech allerdéngs net nëmmen op d'Finanzplaz, quitte dass mir d'Tendenz hunn zu Lëtzebuerg, eis dorobber ze konzentréieren, well mer do am meeschte kritiséiert ginn. An et gëtt eng mathematesch Formel, déi ee vläicht kéint applizéieren: Wat ee méi wäit vu Lëtzebuerg ewech ass, wat eis Image de marque ëmmer besser gëtt!

(Interruption)

Dofir, wann ee ganz wäit geet, ass eisen Image exzellent. Do, wou en am schwéiersten ass, ass an der Europäescher Unioun. Dat ass net nei, wat ech elo hei soen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Wie wonnert dat!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä wat ech domat wëll soen, ass, dass mer eis domadder och musse beschäftegen.

(Interruption)

Mir mussen eis och en priorité mat eisen dräi Nopeschlänner beschäftegen. Dat sinn déi, déi eis am beschte kennen. Mä dat sinn och déi, mat deene mer déi meeschte Risquë vu Konflikter hunn, awer och déi engste Bezéiungen. An dofir muss dat mat Fangerspëtzegefill ugepaakt ginn.

Mir hunn elo hei zwee Défien, wann ee se wëllt auserneenhalen, mä se si verbonnen. Deen éischten Défi ass elo, dass mer à court terme, och mat der Hëllef vu Spezialisten, enger spezialiséierter Agence, op déi direkt Attacken hei awierken, fir proaktiv ze sinn an och d'Argumentatioune gutt un de Mann ze bréngen.

Dat Zweet ass, dass d'Regierung amgaangen ass, en Exercice vun Nation Branding ze maachen. Dat ass eppes méi Breedes. Lëtzebuerg resüméiert sech eben net nëmmen u sengem Finanzzentrum. A mir mussen alleguerten do d'Käpp zesummestrecken, fir e Bild no baussen ze ginn, wat kredibel ass, wat der Realitéit entsprécht, wat mer kënnen op eng sympathesch Aart a Weis un de Mann bréngen.

Ech freeë mech op den Débat. Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister, deen ech wëll drop opmierksam maachen, dass en zolidd iwwerzunn huet. An ech géif mer dann erlaben, dat vun der Äntwertzäit vun der Regierung ofzehalen. Merci fir d'Versteesdemech.

Ech géif dann d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Laurent Mosar, iwwerginn. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Statssekretär, Här Statssekretär, Kolleege Ministeren, viru genau zwou Wochen hu mer hei op därselwechter Plaz d'Debatt iwwert dem Ausseminister Jean Asselborn seng aussen- an europapolitesch Deklaratioun gefouert. Mir waren eis bei där Geleeënheet eigentlech alleguerten eens, datt déi Welt, an där mer liewen, opgewullt wär, an datt eis mëttel- a laangfristeg Zukunft vill méi onsécher wär.

Haut féiere mer eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit, an och hei ass d'Situatioun net wesentlech aneschters wéi um Niveau vun der Geopolitik.

D'Weltwirtschaft, déi europäesch Wirtschaft, awer och d'Wirtschaft vun eisem Land ass an deene leschte Joren, duerch déi divers Krisen, nach ëmmer opgewullt, an och hei sinn déi mëttel- a laangfristeg Perspektive méi wéi onsécher. Derbäi kënnt, datt zënter enger Rei vu Joren eist Land am Mëttelpunkt vun enger internationaler Mediecampagne steet, déi et ëmmer erëm wëllt als Steierparadäis dohinnerstellen. Besonnesch d'LuxLeaks-Affär huet eisem Land en net aschätzbaren Imageschued bruecht, wou et sécherlech vill Zäit an Ustrengunge wäert brauchen, fir datt et sech erëm dovunner kann erhuelen.

Ech wëll och do eng ganz kuerz Klammer opmaachen: Mir hu mat ganz grousser Opmierksamkeet och gekuckt, wéi de Finanzminister an de leschten Deeg op déi nei Annoncë vun deem Journalistekonsortium reagéiert huet. A mir musse soen, datt mer fannen, datt dat méi wéi korrekt gemaach ginn ass, och déi Reaktioun vun haut de Moien. Mir sinn also ganz domadder averstanen, wéi dat leeft. A mir géifen och d'Regierung encouragéieren, a besonnesch de Finanzminister, op där doter Schinn virunzefueren.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dofir fënnt dann och déi Consultatiounsdebatt vun haut an engem kruziale Moment fir d'Zukunft vun eisem Land statt. An dofir begréisse mer och, datt op Initiativ vum Wirtschaftsminister déi Initiativ vun enger Consultatiounsdebatt haut geholl ginn ass.

De Wirtschaftsminister huet dann och am Virfeld, an haut de Mëtten och nach eng Kéier, eng Rei Froen hei opgeworf, op déi e gär eng Äntwert hätt. A mir wäerten dann och versichen, en net ze enttäuschen an dann och do eng Rei vun Äntwerten ze liwweren.

Just muss ech Iech awer soen, Här Wirtschaftsminister, ech hunn awer eppes vermësst bei deene siwe Sujeten, iwwert déi Der do wollt de Mëtte mat eis diskutéieren, dat ass de Volet vun der Simplification administrative. An ech ka mech do virun annerhallwem Joer erënneren, wéi ech nach e bësselche méi uewe souz, wéi Der hei e fervente Plädoyer gehalen hutt fir déi Simplification administrative. Dir hutt do e Bréif verséiert mat lauter gudde Propositiounen, wou mer Iech och nach eng Kéier géifen encouragéieren, déi ze realiséieren. Leider Gottes hunn ech de Mëtten e bësse vermësst deeselwechten Engagement, deeselwechte Plädoyer, Här Wirtschaftsminister, fir déi Simplification administrative.

Ech sinn awer iwwerzeegt, datt Der herno eis do nach munches wäert driwwer soen. Well ech ka mer jo net virstellen, datt, ganz eleng well d'CSV elo net méi an der Regierung ass, Der elo alleguerten op déi Iddien do wäert renoncéieren. Mä, wéi gesot, esou wéi ech Iech kennen, wäert Dir herno sécherlech nach méi am Detail dorop agoen.

Zesummen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den honorabele Riedner wäert mech sécher verstoen, wann ech em soen, e soll sech un d'Chamber adresséieren!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass ganz richteg, Här President. Ech versichen och elo, keng Ruge méi vun Iech ze kréien!

(Interruptions)

Här President, zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Félix Eischen wäerte mer da versichen, eis Virstellungen, awer och eis konkret Propositioune mat an déi Debatt eranzebréngen. Ech wëll och direkt ënnersträichen, datt mir dat wëllen an engem positive Geescht maachen. An der Hoffnung awer och, datt déi Virschléi mat an d'Iwwerleeunge vun der Regierung erafléissen.

Ech wäert selwer an deenen nächste Minutten eng kuerz Bestandsopnahm vun eiser Ekonomie maachen, mech duerno e bësse mat deene verschiddene Benchmarken a Kompetitivitéitsklassementer beschäftegen, fir dann awer haaptsächlech op dat steierlecht Émfeld, an deem sech eis Wirtschaft beweegt, anzegoen, fir dann zum Schluss och nach eng Kéier op den ICT-Secteur an d'Situatioun op eiser Finanzplaz zréckzekommen, während de Félix Eischen sech mam ganze Volet vun der Simplification administrative, awer och mat deem fir Lëtzebuerg esou wesentleche PME-Secteur wäert beschäftegen.

Dat gesot, ier ech an de Fong vun der Debatt wäert agoen, erlaabt mer vläicht awer eng Virbemierkung, wat d'Notioun vun der Kompetitivitéit ugeet. Ech wëll hei ënnersträichen, an de Minister huet et virdrun och schonn e bëssel chen uklénge gelooss, datt d'Kompetitivitéit vun engem Land, vun enger Regioun, vu sengen Entreprisen a sech kee Selbstzweck ass, mä eent vun den Instrumenter, fir Wuesstum an engem Land ze schafen a fir deem Land dëse Wuelstand mëttel- a laangfristeg ofzesécheren.

Déi prioritär Fro, déi mir eis also virun allem musse stellen, ass déi, wat fir een a wéi vill Wuesstum mir wëllen a brauche fir dëst Land. Wéi vill Wuesstum brauche mir, fir erëm d'Aarbechtslosegkeet erofgedréckt ze kréien? A wéi vill Wuesstum brauche mir, fir laangfristeg eise Pensiounssystem ofzesécheren?

Nëmmen, wa mir kloer Äntwerten op dës Froen hunn, kënne mir, eiser Meenung no, och eng prezis Kompetitivitéitsstrategie fir dëst Land a seng Wirtschaft entwéckelen. Gi mir eis an Zukunft zefridden, Dir Häre Ministeren, mat engem Wuesstum tëschent 2 an 3%, wat eis fir déi nächst Jore virausgesot gëtt, oder wëlle mir weider e Wuesstum upeile vu 4, 5%, wéi mer dat deelweis an deene gëllenen 90er an 2000er Jore kannt hunn?

Ech vermëssen dofir, datt am Virfeld vun dëser Debatt vun haut eigentlech wéineg iwwert déi dach fundamental Froen diskutéiert ginn ass. Zu dëse Froe gehéiert sécherlech awer och, wéi an a wat fir eng Richtung dëst Land sech soll entwéckelen, och, wat seng wirtschaftlech Diversifikatioun betrëfft. Ech géif mer op jidde Fall wënschen, datt mir am Laf vläicht vum nächste Joer zu all deene fir d'Zukunft vun eisem Land esou fundamentale Froen och eng Kéier hei am Haus géifen eng Debatt féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll da kuerz eng Bestandsopnahm vun der lëtzebuergescher Ekonomie, och am europäesche Kontext, maachen.

Éischt Feststellung ass, datt mir no där zolitter Kris vun 2008 elo an enger Period vun Aprèscrise oder Postkris eis befannen, déi eis sécher awer net méi wäert an déi glorräich Vergaangenheet vun den 90er Joren zréckféieren. A sech hu mir eis als Land guer net esou schlecht aus der Affär gezunn, an eis generell Situatioun, och déi vun den ëffentleche Finanzen, ass dann och nach wesentlech besser wéi déi vun de meeschten europäesche Länner.

Dëst soll eis allerdéngs net derzou verleeden, ze mengen, dat Schwéierst géif hanner eis leien an iergendwéi géifen d'Steierrecetten och an Zukunft weider esou spruddele wéi virdrun.

Derbäi kënnt, datt mir als klengt Land - an ech mengen, dat ass och schonn e puermol vum Finanzminister hei ënnerstrach ginn - wesentlech méi exposéiert sinn an domadder och verletzbar si wéi grouss Länner an eist Land dann och iwwerduerchschnëttlech ofhängeg ass vu sengem Finanzsecteur.

Et kënnt dann och derbäi, an dat ass de Mëtte vläicht nach net weider ënnerstrach ginn, datt déi geopolitesch Situatioun eis net zu engem

iwwergroussen Optimismus soll verféieren, well och d'Wirtschaft, loosse mer eis do guer näischt virmaachen, wäert vun deene geopoliteschen Turbulenzen erfaasst ginn. Esou ginn d'Finanzanalysten dervun aus - an de Mëtte waren do nach Zuelen ze nennen -, datt d'Wirtschaftssanktioune vis-à-vis vu Russland éischt moossbar negativ Répercussiounen op de Wirtschaftswuesstum an der Eurozon fir 2015 wäerten hunn.

Mir wären dofir gutt beroden, an ech widderhuelen dat, woufir ech viru 14 Deeg schonn hei op dëser Plaz plädéiert hunn, datt mer virsiichteg sollte sinn, ier mer erëm weider Sanktioune verlängeren, nei Sanktioune géint Russland wäerten huelen, well déi riskéieren, net nëmme Konsequenzen op déi europäesch, mä och op déi lëtzebuergesch Wirtschaft ze hunn.

Här President, wann ech vu wirtschaftlecher Stabilitéit schwätzen, kommen ech net derlaanscht, e puer Wierder iwwer eis ëffentlech Finanzen ze soen. Gesond ëffentlech Finanze sinn den A an den O vun all wirtschaftlecher Entwécklung a garantéieren eis och an Zukunft weider den Triple-A, deen iwwerliewenswichteg fir eis Finanzplaz ass.

Ech wëll haut an hei net schonn de Budgetsdebatte virgräifen, mä fir eis a meng Fraktioun ass et kloer, datt mir esou schnell wéi méiglech a spéitstens bis 2018 erëm an engem Équilibre budgétaire musse sinn. An dofir wäerte mir och d'Regierung an hiren Efforten, fir op dës Budgetséquiliberen ze kommen, ënnerstëtzen. Dëst gëtt keen Honigschlecken, well virum Ewechfale vun der TVA op dem Commerce électronique respektiv de grousse Changementer op de Finanzplazen, mat der Aféierung vum automateschen Informatiounsaustausch, an der Diskussioun iwwert déi sougenannten „BEPS" wäert d'Finanzplaz Lëtzebuerg an Zukunft sécherlech net méi déiselwecht Steierrecettë generéiere wéi bis elo.

Här President, ech hu mer am Virfeld vun dëser Debatt déi verschidden Notte mat de Benchmarken an den internationale Kompetitivitéitsklassementer ugekuckt. An ech hu versicht - an ech mengen, Dir hutt dat och gemaach -, mech an deenen deelweis dach heiansdo widderspréchlechen Indicateuren erëmzefannen. Ech wëll dofir fir d'Alleréischt festhalen, datt, wann dës Klassementer sécherlech eng Rei vun Defiziter um Niveau vun eiser Kompetitivitéit oplëschten, mer se dach net sollen als eng Aart Bibel ugesinn, déi onfeelbar wär. Esou warnen ech zum Beispill, eis der Illusioun hinzeginn, well mir eis elo a verschiddene Klassementer verbessert hunn, doraus déi automatesch Schlussfolgerung ze zéien, datt mir eis och an deenen Domäne substanziell verbessert hätten.

Et ass net esou, wéi wa mir an deene Klassementer e puer Plazen no vir komm wären, well mir eis wesentlech verbessert hätten, mä et ass éischter esou, datt eis direkt Konkurrente sech oft nach verschlechtert hunn. Och wann ee soll also mat enger gewëssener Virsiicht déi Zuelen a Konklusiounen zur Kenntnis huelen, ass et dach esou, datt dës Klassementer awer ganz oft mat doriwwer entscheeden, fir wat fir e Land eng Entreprise sech schlussendlech décidéiert. An dofir si mer natierlech gutt beroden, en opmierksame Bléck ëmmer erëm op déi Klassementer ze werfen.

Wann ee sech dann elo e bësselche méi genau déi Indicateuren ukuckt, stellt ee fest, datt eng Rei Defiziter hei opgezeechent ginn, déi och schonn de Wirtschaftsminister virdrun hei opgelëscht huet an op déi ech elo eng Kéier wëll ganz kuerz agoen an och eng Rei vu Propositioune maachen.

En éischten Indicateur, wou mir keng gutt Zensur ausgestallt kréien, sinn d'Prozeduren - an de Minister huet et gesot -, déi noutwendeg sinn, fir eng Entreprise ze starten. An do gëtt haaptsächlech dee laangen Délai ugeprangert, deen noutwendeg ass, fir iwwerhaapt kënne mat enger Entreprise unzefänken. Esou leie mer do zum Beispill am Klassement vum World Economic Forum just op der 87. vun 144 Plazen.

An dësem Kontext, a well ech selwer berufflech heiansdo mat deene Prozedure geplot sinn, erlaabt mer vläicht e puer Suggestiounen ze maachen, an déi ginn deelweis och an déiselwecht Richtung wéi déi, déi Dir virdru gemaach hutt.

Wann een haut wëllt eng ganz banal Société à responsabilité grënnen, geet dat domadder un, datt ee sech fir d'Éischt muss op eng Bank bewegen, fir d'Kapital anzebezuelen, dofir e Certificat kritt, da mat sengem Certificat bei den Notaire geet, nodeem een emol e puer Deeg, wann net Woche gewaart huet, ier een do e Rendez-vous kritt. A wann een da seng...

(Interruption)

Vläicht net bei allen Notairen, Här Reding.

Da muss een duerno fir déi Gesellschaft eng TVA-Nummer ufroen a gegebenenfalls och nach eng Autorisation de faire le commerce beim Mëttelstandsministère. Wann een esou kuckt, gëtt am Moment gesot, datt dat bei eis laut deene Klassementer géif praktesch 20 Deeg daueren, während een am Ausland eng Gesellschaft kéint an engem Dag grënnen.

Hei stellt sech eng Fro - an den Här Reding lauschtert elo net no, well ech wäert mer elo net onbedéngt grouss Frënn bei den Notairë maachen -, ob déi Sàrlen iwwerhaapt musse virun engem Notaire konstituéiert ginn. Well et ass net nëmmen eng Fro vun Délaien, Dir Dammen an Dir Häre, et ass och eng Fro vum Käschtepunkt...

(Interruption par M. Roy Reding)

...et ass eng Fro vum Käschtepunkt, déi sech och do stellt. A wann dat wierklech eng ganz einfach, banal Sàrl ass, ass wierklech d'Fro, ob dat onbedéngt noutwendeg wär.

Eng aner Suggestioun, déi ech mer vläicht géif erlaben, lech ze maachen, Här Wirtschaftsminister: fir ze kucken, ob een net an engem Akt oder an enger Demande kéint d'TVA-Nummer plus d'Handelsgenehmegung dem Demandeur délivréieren. Ech mengen do, dat géif déi Saach vill méi einfach maachen. Ech sinn och net onbedéngt elo der Iwwerzeegung, datt et nëmmen eng Fro ass vum Montant vum Kapital, wat soll hei abezuelt ginn, wat déi ganz Prozedur komplizéiert mécht. Mä ech mengen, datt et wierklech méi mat der Zäit a mat der Form vun der Prozedur ze dinn huet.

En anere Punkt, wou mer net ganz besonnesch brilléieren, ass d'Flexibilitéit an d'Effikassitéit vun eisem Aarbechtsmaart, an ech sinn och frou, datt den Aarbechtsminister do ass. An do ass och e Punkt, wou mer schrecklech schlecht an deenen internationale Klassementer dostinn, deen net vum Wirtschaftsminister direkt opgelëscht ginn ass: Dat sinn nämlech d'Käschte vun enger Kënnegung. Do sti mer op der 101. Plaz vun 144 Länner!

Ech wëll och direkt hei betounen, datt dat hei net eng Fro ass, fir d'Kënnegungsrecht ze flexibiliséieren, mä et geet eigentlech hei ëm d'Dauer an de Käschtepunkt vun der Procédure de licenciement. An hei, Dir Häre, sinn net nëmmen d'Employeure betraff, mä och d'Employéen, och d'Gewerkschaften, déi ganz oft fir déi Prozesser do mussen opkommen. An do wollt ech Iech einfach emol als Suggestioun maachen, fir ze kucken, ob een déi Prozeduren net kéint wesentlech méi kuerz maachen, och méi schnell maachen.

An do wär vläicht och déi Suggestioun, fir ze kucken, fir vläicht méi systematesch op de Wee vun enger Mediatioun ze goen. Mir hunn elo a ganz ville Beräicher déi Mediatioun. Ech wëll déi elo net alleguerten opzielen, mä firwat versiche mer net och hei, méi op dee Wee ze goen? Ech sinn iwwerzeegt, datt dat eis, wéi gesot, ganz vill Zäit a Käschte géif spueren. An nach eng Kéier: Dat gëllt souwuel fir d'Employeure wéi d'Employéen.

En drëtte Punkt, deen och scho vum Wirtschaftsminister hei opgeworf ginn ass, ass deen effektiv, wat d'Kreditter vun den Entreprisë betrëfft, wou mer eis och op enger grausamer 170. Plaz erëmfannen. Zum Vergläich: D'Belsch läit hei op der 73. a Frankräich op der 55., Däitschland op der 28., d'Hollänner leien op der 73. Plaz. An et kënnt nach derbäi, datt mer an enger spezieller Etüd, déi „Doing Business" heescht, do de loin am schlechtste placéiert sinn. Dofir, mengen ech, solle mer eis do ganz seriéis Gedanken driwwer maachen!

De Minister huet ee Grond dofir uginn, huet awer iwwert deen aneren net geschwat, dee menger Meenung no méi einfach ze redresséiere wär. Wat kréie mer nämlech hei reprochéiert, Här Wirtschaftsminister? Ma mir kréie reprochéiert, datt mir, contrairement zu all deenen anere Länner, kee Regëster hätten, wou ee kéint kucken, wéi d'Situatioun vun den Débiteurs de crédit wär. A ganz eleng wéinst deem Fait verléiere mer hei ganz vill Plazen.

Elo sinn ech dee Leschten, dee wëllt hei behaapten, eleng mat esou engem Regëster géife mer all d'Problemer, wat d'Informatiounen iwwer potenziell Débiteurs de crédit ugeet, léisen. Mä ech soen Iech just, wa mer ganz eleng doduerch, datt mer esou e Regëster schafen, hei ouni Problem 50, 60 Plazen an engem Kompetitivitéitsklassement kënne guttmaachen, mais qu'on le fasse! Well ech mengen, dat wäert net esou komplizéiert sinn! An haaptsächlech wäert et eis och budgetär net esou belaaschten, datt mer dat net sollte maachen.

Här President, e leschte Punkt, wat déi doten Theme betrëfft - deen hutt Der och net direkt ugeschwat -, deen ass menger Meenung no och wichteg, well mer och do an deenen internationale Vergläicher net gutt stinn: Dat ass de Schutz vun den Investisseuren. An hei geet et an éischter Linn ëm d'Protektioun vun den Actionnaires minoritaires, mä doriwwer eraus awer och ëm d'Responsabilitéit vun den Direkteren an esou Gesellschaften. Mir hunn do e Problem. An ech weess, datt ee vun eise ganz engagéierten Deputéierten, nämlech de Ben Fayot, eng Rei vu Proposition-de-loien do gemaach huet. Ech mengen, et sinn der och nach ëmmer, déi do déposéiert sinn.

Mir hunn do e reelle Problem, an et si ganz vill Aktionären, déi sech schwéierdoen, hei sech ze engagéieren, well se eben der Meenung sinn, datt se do net genuch protegéiert sinn. An ech mengen, et wär vläicht eng Kéier gutt, well dat eng technesch komplizéiert Diskussioun ass, Här Wirtschafts- an och Här Finanzminister, wa mer déi vläicht eng Kéier an deenen zoustännege Kommissioune géife féieren.

Well wa mer eis, a mir si wahrscheinlech alleguerten do ënnereneen d'accord, wa mer eis wëlle méi breet opstellen: Mir hunn net nëmme ganz déck Aktionären, déi heihinner wëlle kommen, mir hunn och där klenger. An ech mengen, mir missten eis ganz seriéis do Gedanke maachen, wéi mer de Schutz, wéi gesot, vun deene klengen Aktionäre kéinte verbesseren.

Här President, ech kommen domat op dee fir eis wesentleche Punkt, wa mer iwwer Kompetitivitéit diskutéieren, nämlech dee vum steierlechen Émfeld, an deem d'Entreprisen an eisem Land hiren Aktivitéiten noginn.

Ech wëll hei net méi am Detail op den internationale Kontext vun der Steierkompetitivitéit agoen, well mir wëssen alleguerten, an et ass virdru schonn ugeklongen, mir kréien elo den automateschen Informatiounsaustausch. Mir wëssen, datt déi Initiativ BEPS vun der OCDE wäert op eis zoukommen. A loosse mer eis näischt virmaachen: Dëst wäert sécherlech e signifikative wirtschaftlechen Impakt op eis Finanzplaz am Speziellen, mä op eist Land am Generellen hunn!

A mir sollen eis hei och kengen Illusiounen higinn: Well mir wäerte sécherlech op där enger Säit manner Steierrecetten an deenen nächste Joren an deem dote Secteur erwirtschaften, an doriwwer eraus fäerten ech, datt dat leider Gottes och wäert mat engem Ofbau vun Aarbechtsplaze verbonne sinn.

Esou menge Spezialisten - ech hoffen nach ëmmer, datt se sech iren -, datt 80% vun der Aktivitéit vun de SOPARFIen duerch dës Mesuren direkt wäerte betraff sinn, wëssend, datt dëse Beräich vun de SOPARFIen eleng praktesch annerhallef Milliard Steieren 2012 generéiert huet an domadder 6% bis 9% vum PIB duerstellt. Derbäi kënnt, datt déi ganz Campagnen, iwwert déi mer scho virdru geschwat hunn, och net wäerten zu enger Reprise, Här Finanzminister, vum Private Banking an deenen nächste Méint bäidroen!

Wa mer also dervun ausginn, datt Lëtzebuerg eng oppen Ekonomie ass, déi finanziell ofhängeg ass vun auslänneschen Investissementer, muss also den éischten Objektiv vun enger Steierpolitik sinn, ze versichen, déi Positioun, déi mer hunn, ze behalen an auszebauen, an dat als e strategesche Finanzzenter, dee sech engem internationalen a steierlechen Émfeld ëmmer erëm kann upassen.

An de Finanzminister huet et virdru scho gesot, ech wëll et awer och nach eng Kéier betounen: Déi OECD-Etüd do iwwert d'Steierlaascht huet mech ganz staark interpelléiert. Déi ass haut an de Medien, do konnt een déi konsultéieren. A laut där Etüd hätte mir ënnert den OECD-Memberen déi néngtstäerkst Steierlaascht! A ganz besonnesch extrem soll dat sinn, wat d'Steierlaascht vun den Entreprisë betrëfft. Dofir musse mer och ganz virsiichteg sinn, wann d'Regierung wëllt a Richtung vu Steierreform goen. Ech mengen, datt mer wierklech hei op engem relative Maximum sinn, wat d'Steierlaascht souwuel fir d'Personnes physiques wéi fir d'Personnes morales betrëfft.

Eng substanziell Verschlechterung nämlech vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Investmentzenter kéint äusserst negativ wirtschaftlech a finanziell Implikatiounen hunn a kéint dramatesch de Statsbudget, de Budget vun der Sécurité sociale, den Immobiliemaart an déi lokal Wirtschaft vun eisem Land affektéieren. Dofir ass et fir eis absolut noutwendeg, datt mer weider eise Statut als privilegéierten Investmentstanduert fir Entreprisë behalen an eis och an der direkter Konkurrenz mat Länner wéi Groussbritannien, Holland, Irland an der Schwäiz weider behaapten!

Dofir menge mir, Här President, datt mer dee ganze Volet vun der Betribsbesteierung onbedéngt musse virzéien! Mir kënnen eis net erlaben, hei nach zwee Joer ze verléiere mat Diskussiounen. Dir hutt et selwer, Här Finanzminister, virdru gesot: Déi Welt ass amgaangen, extrem schnell ze änneren! Mir wëssen, a wat fir eng Richtung datt et geet. Et wär also onverantwortlech, elo einfach emol nach zwee Joer ze verléieren. Dofir plädéiere mir, a mir maache wierklech och nach eng Kéier en Appell un déi ganz Regierung, awer ganz besonnesch un de Finanz- an un de Wirtschaftsminister, fir ze kucken, esou schnell wéi méiglech déi Mesuren ze huelen!

Ech wëll Iech der elo just ganz kuerz dräi hei virschloen, zu deenen Der jo dann och herno kënnt Positioun huelen:

Déi éischt, an dat ass déi wichtegst Mesure, déi mer virschloen, ass, datt dee sougenannten „taux d'affichage" vun der Betribssteier substanziell erofgesat gëtt, mat enger gläichzäiteger Verbreederung vun der Base imposable. Ech wëll och direkt hei preziséieren, fir all Konfusioun ze évitéieren, datt et eis net drëm geet, fir déi global Steierlaascht vun den Entreprisen am Land erofzesetzen, well eis Situatioun dat einfach net erlaabt, mä et geet a sech hei exklusiv drëm, den Taux d'affichage an den Taux réel erofzeféieren op en Taux (veuillez lire: den Taux d'affichage un den Taux réel erunzeféieren), deen eis Entreprisen an der Moyenne souwisou bezuelen.

Firwat si mir iwwerzeegt, datt dëst deen eenzege richtege Wee ass? Mä ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, Dir braucht nëmmen déi Placementer ze kucken, déi virdrun hei ugeschwat gi sinn. Virun enger Rei vu Jore ware mer nach ëmmer ënnert den Top Dräi, Top Véier vun dem Taux vun der Betribsbesteierung. Wa mer elo kucken - mir leien op 29,22% -, mir sinn elo nach just op der aachter Plaz! A mir leien haaptsächlech ganz schlecht par rapport zu eisen direkte Konkurrenten: Wann ech d'Englänner an d'Schwäizer kucken, 21%, d'Hollänner 20%. Vun den Ire schwätze mer scho guer net, déi leien op 12,5%. Do leie mir also wesentlech méi héich!

Zweetens, Här President, ass den aktuelle System vun der Betribsbesteierung einfach vill ze vill komplizéiert, well duerch de Mechanismus vun den Ofschreiwungen, den Abattementen an aneren Zorte vu Vergënschtegungen d'Steierbelaaschtung souwisou wäit ënnert deenen 30% läit. Soudatt deen niddregen Taux mat enger gläichzäiteger Verbreederung vun der Base och d'Besteierung fir d'Betriber vill méi einfach wäert maachen a sech och dobausse wesentlech besser verkeeft.

Well ech mengen, Dir Häre Finanz- a Wirtschaftsministeren, Dir musst oft d'Land dobausse verkafen, an ech weess, wéi schwéier et ass, wann een do muss op enger Konferenz erklären, datt mir wuel eng Betribsbesteierung vu quasiment 30% hunn, déi awer vill méi niddreg ass, well et do eng Rei vun Ofschreiwungsméiglechkeete gëtt. Dat ass net attraktiv! Dat ass net einfach ze erklären! Dofir menge mir, datt mer do wierklech sollen op de Wee goen, dee mer elo virschloen.

Drëttens, Dir Häre Ministeren - an ech mengen, dat ass vläicht dat wichtegst Argument, an ech ginn och e bësselchen op dat an, wat virdrun de Finanzminister gesot huet -, wësse mer, datt déi zoustänneg EU-Kommissioun ënnert hirem President Jean-Claude Juncker souwisou wëlles huet, a Richtung Harmoniséierung vun de Betribssteieren ze goen.

An ech ka mer jo nëmme virstellen, wa mer vu Betribsbesteierung schwätzen, datt dat eng Betribsbesteierung ass um Niveau vun der Base, well ech mer jo net ka virstellen, datt et herno wäert eng Harmoniséierung op den Tauxe ginn. Soudatt mer souwisou herno eng eenzeg Schrauf hunn, wou mer nach kënnen drun dréien, dat ass den Taux. A mir géife mengen, laut engem Prinzip vum „first mover": Wa mer wëssen, datt dat dote souwisou op eis zoukënnt, da kommt, mir maachen dat esou schnell wéi méiglech a mir ginn eis do e konkurrenzielle Virsprong op eis direkt Konkurrenten!

Ech sinn och net ganz d'accord mat deem Argument vum Finanzminister, fir ze soen: Mir mussen awer prévisibel bleiwen. Well ech mengen, datt een hei kéint parfaitement en Iwwergangssystem maachen, wou ee géif soen, déi Entreprisen, déi elo nach ënnert dem System vun der Base sinn, kéinten nach während enger gewëssener Zäitchen ënnert deem bleiwen. A fir Entreprisen, déi nei sech hei géifen etabléieren oder dee System géife wielen, kéint een also dann direkt op de System vum méi niddregen Taux goen.

Niewent där doter Mesure proposéiere mir der awer och nach zwou, wou ech awer relativ schnell elo derduerchginn, well et och technesch de Kolleegen hei schwéier ze erklären ass. Eng, déi eiser Meenung no ganz vill Potenzial hätt, ass dee sougenannten „groupe de TVA" fir Sociétéiten aus deemselwechte Grupp. Dat ass e System, deen et a ganz ville Länner

gëtt. Notamment gëtt et en an Däitschland. Dat ass e System, deen honnertprozenteg konform ass mat EU-Recht. An doduerch, datt mir eng relativ niddreg TVA nach ëmmer hunn, kéint dat en zousätzlechen Attrait sinn, fir Gesellschaften hei op Lëtzebuerg ze zéie mat Substanz, déi eben do kéinten eng Konsolidatioun vun der TVA maachen.

Eng aner Suggestioun, déi mer Iech och nach wollte maachen, well mer fannen, datt dat eis och kéint zousätzlech Investisseuren op Lëtzebuerg bréngen, ass fir ze kucken, ob een net kéint iergendwéi eng Déductibilitéit bei der Verméigenssteier vun den Entreprisë setzen.

D'Regierung hat an enger éischter Etapp de System vun den Intérêts notionnels proposéiert. Mir mengen, datt dat kee gudde System ass, well hei exklusiv nëmme Kapitalgesellschafte kéinte betraff sinn. Wann een et awer géif fäerdegbréngen, datt ee géif soen: Mir verbannen déi Déductibilitéitsméiglechkeeten op der Verméigenssteier vun den Entreprisë mat der Kreatioun vu Substanz mat Aarbechtsplazen, ech sinn iwwerzeegt, datt dat kéint eng interessant Pist sinn. An dofir géif ech Iech och invitéieren, doriwwer nozedenken, well dat fir eis e gewëssene Sënn mécht.

Här President, all Steierpolitik, wa se dann drop soll ofzilen, fir nei Investisseuren op Lëtzebuerg ze bréngen, muss, an Dir hutt et selwer virdru gesot, Här Finanzminister, prévisibel sinn.

An dofir géif ech Iech wierklech bieden, opzehale mat deenen Diskussiounen, déi am Moment gefouert ginn iwwert déi eventuell Aféierung vun enger Verméigenssteier, vun enger Räichesteier, enger Successiounssteier. Dat féiert just derzou, datt dobaussen d'Opreegung, déi de toute façon scho besteet, nach méi grouss gëtt. A mir wëlle prévisibel sinn.

Ech kann Iech soen, datt méi Leit deelweis am Moment opgereegt si wéinst der eventueller Aféierung vun der Verméigenssteier wéi deelweis duerch déi ganz Diskussioun iwwert d'fiskal Rulingen. Dofir, wann ech gelift, passt ganz gutt op, wat fir eng Signaler datt Der do aussent!

(Interruption)

Här President, ech wëll dann op mäin nächste Punkt agoen, nämlech den ICT-Beräich, an deem mir ganz vill Potenzial gesinn. An de Wirtschaftsminister huet et virdru gesot: Mir hunn do e groussen Know-how entwéckelt, wat den Niveau vun der Gestioun vu sensibelen Daten am Finanzsecteur betrëfft.

Ech ginn zou - ech hat déi Ried do schonn e bësselche méi laang preparéiert -, datt ech mer d'Fro gestallt hunn: Ass dat nach ëmmer richteg? Wann ee kuckt, wéi vill Leake mer an deene leschten Deeg hate bei de Big Four an och bei aneren, weess ech net, ob déi Gestioun da wierklech esou performant ass, wéi mer se ëmmer wëllen duerstellen. Mä kommt, mir verteidege jo awer schlussendlech dee Secteur, mir bleiwen also derbäi, datt wierklech dat doten eng gutt Saach ass! An dofir menge mer, datt een dat och soll weider ënnerstëtzen.

An deemselwechte Kontext wollt ech nach eng Kéier op d'Importenz vum Archivage électronique hiweisen. Och hei hu mer eng Kaart ze spillen. Ech wëll just dozou zwee Punkte souléieren: Éischtens wär et gutt, wa mer endlech dat Gesetz iwwert den Archivage électronique géifen hei duerch d'Chamber bréngen.

An zweetens, mengen ech, wär et och gutt, wann ee géif iwwerleeën, wa mer wëllen an Zukunft och hei en Exzellenzzenter gi fir d'Protektioun a fir haaptsächlech de Stockage vun Donnéeën, misst een eiser Meenung no do kucken, fir um Niveau vun den Dateschutzgesetzgebungen net nëmmen hei zu Lëtzebuerg kënnen déi lëtzebuergesch Dateschutzgesetzgebung ze applizéieren, mä och Dateschutzgesetzgebunge vun anere Länner.

Eis schéngt dat e ganz interessante Secteur ze sinn. Dofir géif ech och wëllen dem Wirtschaftsminister soen, deen elo net do ass, mä seng Statssekretärin wäert dat herno viruginn: Do mengen ech, datt munch Potenzial ass.

Här President, ganz kuerz nach e puer Wierder zum Finanzsecteur: Dëse Finanzsecteur, an ech hunn et virdru scho gesot, stellt haut ongeféier e gudden Drëttel vum Bruttoinlandsprodukt duer. A wa mir, zu Recht, eis Froe stellen iwwert déi wirtschaftlech Diversifikatioun, muss ee wëssen, datt mir eventuell Verloschter an dësem Finanzsecteur net esou schnell vun anere Secteuren opgefaange kréien.

Dofir ass et fir eis wichteg, datt eis Finanzplaz, och wa se sécherlech muss evoluéieren a Richtung méi Transparenz, dach weider konkurrenzfäeg muss bleiwen. Mir mengen och, datt déi Finanzplaz weider muss international opgestallt sinn, well déi traditionell Marchéen, an Dir hutt et virdru gesot, Här Finanzminister, op deene mir bis elo aktiv waren, do ass net méi all Wuesstumspotenzial.

Mir musse Richtung vun deene sougenannten „emerging markets" goen, dat heescht Richtung Südamerika, Richtung Asien. An dofir menge mir och, datt déi Kontakter, déi mer elo schonn opgebaut hu mat der Türkei, mat China - mat Russland ass et leider Gottes am Moment e bësse problematesch -, mä och soss mam Mëttleren Orient a mat Latäinamerika, weider ausgebaut solle ginn.

An da wëll ech hei och emol eng Kéier ënnersträichen: Eigentlech en exzellent Beispill fir dës Internationaliséierung vun eisem Finanzsecteur ass elo déi kierzlech Schafung vun der Chambre de compensation fir de Renminbi, wou Lëtzebuerg et elo fäerdegbruecht huet, sech als Finanzplaz och op d'asiatesch Kaart ze setzen. Well haut, wann Der a China gitt, fänkt Lëtzebuerg un, do e gewëssene Bekanntheetsgrad ze kréien.

Entre-temps hu sech sechs vun deene gréisste chineesesche Banken op eiser Plaz niddergelooss, wat sécherlech e Mérite ass vum viregte Finanzminister. Dëse Finanzminister huet déi Politik virugefouert, an ech mengen, dat ass och déi eenzeg richteg. Mir mussen also weider op eng oppen Ekonomie setzen an alles maachen, datt dat Internationaalt oder Grenziwwerschreidend och weider, Här Finanzminister, op eiser Finanzplaz méiglech ass.

An dofir ass et eiser Meenung no noutwendeg, datt mir méi Efforte maachen, fir multinational Gesellschafte mat hiren Headquarters hei op Lëtzebuerg ze zéien. Dofir wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir an där sougenannter „BEPS-Diskussioun" eigentlech sollen eng proaktiv Roll spillen an am éischte Peloton matfueren, well ech mengen, datt mir, wa mer eis do clever an intelligent uleeën, ganz vill ze gewannen hunn.

Virun allem musse mer dann awer versichen, ech soen, vun deem Image vun de Bréifboîten ewechzekommen. Dat heescht elo net, datt mer muer sollen alleguerten d'SOPARFIen zoumaachen a just nëmmen hei nach op Substanz setzen. Dat bréngt mer net fäerdeg. Dat géif och vill ze vill Lächer an eise Statsbudget bréngen.

Mä ech mengen, datt et hei emol virun allem drëms geet, och emol eng Kéier kloer duerzestellen, wat déi Finanzplaz duerstellt, wat dee Wirtschaftsstanduert duerstellt, deen net wierklech Bréifboîten ass, wou hei eng ganz Rei vun internationale Gesellschaften hir Headquarters, hire Siège hunn, wou mer um Niveau vum ICT extrem Efforte maachen, wou mer déi zweetgréisst Fongenindustrie an der Welt sinn, an dat net wéinst engem Steiersystem, mä wéinst der Kompetenz vun deene ville Fraen a Männer, déi do schaffen. An och dat muss emol eng Kéier ervirgestrach ginn, wann déi Diskussioun do iwwert déi sougenannten „Bréifboîten" leeft.

Ganz schnell an zum Schluss, well Der och dee Problem do ugeschwat hutt, wëll ech op dee Punkt vun der Expertise a vum Know-how nach eng Kéier ze schwätze kommen. An engem klenge Land, wat mir eben nu sinn, mat eppes méi wéi 500.000 Awunner, ass et schwéier, fir héich qualifizéiert Aarbechtskräften, besonnesch an héich innovative Secteuren, ze fannen: am ICT-Beräich, an de Biotechnologien, am Gesondheetsberäich.

An hei schéngt et eis awer evident ze sinn, wa mer wëllen - an ech mengen, de Wirtschaftsminister huet et gesot - grouss Betriber aus deene Secteuren hei op Lëtzebuerg unzéien, musse mir hinnen och garantéieren, datt se déi néideg Expertise hei fannen. An dëst ass sécherlech eng vun deene groussen Erausfuerderungen, net nëmme fir eise gesamte Schoulsystem, datt mer eben et fäerdegbréngen, eis jonk Leit besser op d'Erausfuerderunge vum Aarbechtsmaart virzebereeden.

Allerdéngs, Här President, musse mer eis bewosst sinn, datt mer dat net haut a muer wäerte fäerdegbréngen an datt, wa mer esou innovativ Beräicher weider wëlle beackeren, mer eis dann awer mussen déi Fachkräften an d'Ausland siche goen. A wann ech vun Ausland schwätzen, mengen ech net méi d'Groussregioun, well do wäerte mer se net fannen, mä mir mussen iwwert d'Groussregioun eraus kucken, fir déi ze fannen.

An dofir plädéiere mir och derfir, datt d'Betriber d'Méiglechkeet hunn, héich spezialiséiert Aarbechtskräften op eng einfach an onbürokratesch Manéier hei op Lëtzebuerg kënnen ze kréien. De Wirtschaftsminister huet virdru vun der Carte bleue européenne geschwat. Do gëtt et am Moment eng Proposition de directive, wat den Transfert intragroupe betrëfft. Dat adresséiert sech un den Aarbechtsminister. Do géif ech nach eng Kéier hei den Appell maachen, fir ze kucken, datt mir vläicht schonn esou schnell wéi méiglech déi doten Direktiv oder Proposition de directive géifen ëmsetzen.

Derniewent, mengen ech, wär et och emol interessant, driwwer nozedenken, ob mir net, wéi an anere Länner, och kéinten op de Wee vu sougenannten „green cards" goen, wou ee géif eng gewëssen Zuel vun Autorisatiounen definéiere fir héich qualifizéiert Aarbechtskräften, déi een och deenen Entreprisë géif accordéieren, déi innovativ Technologien och hei géifen zu Lëtzebuerg entwéckelen. Ech mengen, dat wär eng gutt Saach, déi och a ganz villen anere Länner schonn zu engem grousse Succès gefouert huet.

Schlussendlech plädéieren ech awer och derfir, datt mer um Niveau vun eiser Uni vläicht kucken, datt mer ganz vill exzellent Studenten hunn, och vun ausserhalb vun der EU, an am Moment ass de System deen: Wann déi fäerdeg si mat hire Studien, musse se innerhalb vun dräi Méint d'Land verloossen, wat ech elo vläicht… Et ass amgaangen…

Une voix.- No zwee Joer!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, zwee Joer. Mä d'Fro…

(Interruption)

Dann, jo, ech mengen, Dir kënnt herno nach eng Kéier gär drop agoen. Ech mengen, et muss awer do d'Méiglechkeet ginn, datt een déi Leit wesentlech méi laang vläicht hei kann zu Lëtzebuerg halen, fir notamment an der Recherche kënne Studien ze maachen.

Här President, et ginn also sécherlech hei nach ganz vill gutt Iddien. Ech mengen op jidde Fall, datt et wichteg ass, datt mer enger klenger Wirtschaft, och wann eise Finanzsecteur grouss ass, heiansdo a regelméisseg - wat ech géif nennen - „frësch DNA" zouféieren. An dofir, mengen ech, ass et eben och extrêmement wichteg, datt mer och heiansdo eng Rei vun héich qualifizéierten Aarbechtskräften aus dem Ausland kréien.

Domadder kommen ech dann och schonn zum Schluss vu menger Interventioun, wou ech awer nach eng Kéier wëll drop hiweisen, an dat ass eppes, wat mer net ganz gutt gefält an deene leschten Deeg: Wann ee wëllt eng performant Wirtschaft hunn, Här Wirtschaftsminister an och Här Finanzminister - ech adresséiere mech awer haaptsächlech un de Wirtschaftsminister -, ass et wichteg, datt e gewësst Vertraue mat den Akteuren aus deem Secteur besteet, Här Wirtschaftsminister.

An do sinn awer zwou Saache passéiert, wou ech net derlaanschtkommen, nach eng Kéier drop anzegoen, well ech se einfach net glécklech fannen a well ech iwwerzeegt sinn, datt se d'Vertraue vun deem wichtege Secteur an d'Regierung an d'Institutiounen net onbedéngt vergréisseren. Dat eent ass déi onséileg Kontributioun an d'Mutualitéit iwwert de Montant eraus. Et ass hei fir d'Éischt, datt en Accord, dee vun enger viregter Regierung geholl ginn ass, net méi respektéiert oder zumindest net méi ganz respektéiert gëtt.

Bis elo hate mir ëmmer dee Prinzip vum Pacta sunt servanda. An, wéi gesot, onofhängeg vum Montant selwer, ass dat doten einfach net gutt, wann hei eng Rei vun Entreprisen, an et geet hei och zu engem groussen Deel ëm d'PMEen, déi no laange Verhandlunge bereet waren, de Statut unique unzëerkennen, dat doten als Kompensatioun kritt hunn, an et elo op eemol heescht: Déi budgetär Mëttelen erlaben dat net méi, also si mir net méi als Regierung bereet, déi Kontributioun ze leeschten.

Ech fannen dat einfach, erlaabt mer dat ze soen, Dir Häre Ministeren, kee gudde Stil. An Dir hutt nach ëmmer d'Chance an d'Méiglechkeet, dorobber zréckzekommen. Mir wären op jidde Fall frou, wann Der géift op dee Wee goen.

En zweete Punkt, dee mer och net schrecklech gutt gefält, muss ech Iech soen, dat ass: Dir hutt elo am Kontext vum Budget, vum Zukunftspak mat de Gewerkschafte verhandelt, wat mir u sech eng ganz gutt Saach fannen. Mir hätte léiwer gehat, Dir hätt et éischter gemaach, mä Dir hutt et gemaach, an da gesitt Der d'Patronat den 22. Dezember, dräi Deeg viru Chrëschtdag, nodeems alles gelaf ass, d'Budgetsdebatten, d'Kompetitivitéitsdebatt. Ech muss Iech soen: Wann ech elo Patron wär, wat ech net sinn, oder héchstens e ganz klengen, ech fannen dat dote wierklech net gutt.

An ech géif do och nach eng Kéier en Appell un Iech maachen: Wa mer wierklech wëllen, datt hei Vertrauen entsteet, Vertrauen tëschent alle Sozialpartner, wann ech gelift, da behandelt jiddweree wéi deen aneren! An déi doten Aart a Weis, fir mat de Leit ze fueren, ass eng, déi ech net ganz gutt fannen.

Domadder wëll ech schléissen, Här Wirtschaftsminister, mat engem Zitat, wat ech vun Iech knäipen! Wann Der erlaabt, normalerweis knäipen ech net, oder ech hu scho laang net méi geknäipt, mä et huet mer awer esou exzellent gutt gefall, datt ech et muss hei widderhuelen. Ech bezuelen Iech och gär herno de Copyright, mä d'Zitat ass eigentlech och net vun Iech, et ass vum Winston Churchill.

Dir hat nämlech gesot, an, wéi gesot, ech hunn ëmmer ganz gutt nogelauschtert - Här President, wéi Dir och -, an Dir hutt déi leschte Kéier gesot: Een, deen eppes wëllt änneren… - seet also den Churchill - …fënnt Weeër; een, deen näischt wëllt änneren, dee fënnt Excusen.

Här Minister, mir wäre frou, wann Dir net nëmme géift Weeër fannen, mä dës Weeër och konsequent goen. Well Är Haaptexcuse - d'CSV -, déi ass jo elo net méi an der Regierung!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Churchill a Merci dem Här Mosar. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, en Débat de consultation vun der Regierung an an dësem Fall vum Wirtschaftsminister erlaabt et der Chamber an esou de verschiddene Fraktiounen an de politesche Sensibilitéiten, hir Meenungen a Recommandatiounen zu deem Sujet ofzeginn. Duerfir wëlle mir am Numm vun der LSAP scho Merci soe fir dësen Débat de consultation iwwert d'Croissance économique an d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg.

Wat d'Kompetitivitéit elo ubelaangt, esou kann ee sech froen: Wat bedeit den Term „Kompetitivitéit"? Wat versti mer ënnert dësem Term „Kompetitivitéit"?

Mir als LSAP gesinn am Term „Kompetitivitéit" net eleng déi ekonomesch Donnéeën, déi dësen Term zesummesetzen. Mir gesinn net eleng hei d'Lounkäschten oder de Coût salarial unitaire, net eleng d'Industriezonen, net d'Simplification administrative, an ech kéint esou weiderfueren. Fir eis ass d'Kompetitivitéit verbonne mat sozialer Kohäsioun, mat sozialer Gerechtegkeet. Wirtschaftlech Kompetitivitéit muss verbonne si mat sozialer Gerechtegkeet.

Wa mer de Ranking a puncto Kompetitivitéit vun de Länner an Europa huelen, da spillen Norwegen, Schweden, Dänemark an d'Schwäiz, entre autres, eng grouss a wichteg Roll.

Wat zeechent also dës Länner aus? D'Kompetitivitéit ass do ëmmer kombinéiert mat der Nohaltegkeet. An dës Nohaltegkeet steet fir eis, als LSAP, op dräi Pilieren.

1) Déi wirtschaftlech Kompetitivitéit.

Si baséiert um ekonomeschen Ëmfeld, de wirtschaftleche Konditiounen, fir ee Land attraktiv ze maachen. Et däerf awer op kee Fall derzou féieren, datt d'Betriber zum Beispill hei keng Steiere bezuelen. De Mehrwäert, dee si erwirtschafte mussen, muss un eis Gesellschaft, muss an d'Gesellschaft zréckfléissen.

Dofir hu mer ee Gesetz agefouert iwwer Mindestbesteierung. Och zur Kompetitivitéit gehéiert eng gerecht Steierlandschaft. Et muss een en Équiliber tëschent der Betribsbesteierung an der Besteierung vun de Personnes physiques fannen, an déi muss et och ginn. Ech kommen zum Schluss nach eng Kéier dorobber zréck.

2) Deen zweete Pilier ass déi sozial Kohäsioun.

D'sozial Kohäsioun implizéiert een héijen, ee gudde Mindestloun. D'sozial Kohäsioun mécht sech bemierkbar duerch de sozialen Dialog, duerch déi sozial Integratioun, d'Gerechtegkeet zwësche Fraen a Männer, d'Integratioun vu Leit mat engem Handicap an d'Beruffswelt, am grousse Ganze motivéiert Salariéen.

An dëse Länner steet an der Iwwerleeung vun der Kompetitivitéit, an dat ass och bei eis de Fall, ëmmer de Mënsch am Vierdergrond. Der LSAP no muss de Mënsch ëmmer als Éischt gekuckt ginn, wann et ëm d'Kompetitivitéit geet.

3) Den drëtte Pilier sinn déi natierlech Ressourcen.

Mir wëllen net, datt d'Kompetitivitéit op d'Käschte vun den natierleche Ressourcen, wéi Loft oder Waasser, geet. Jiddwer staatlech finanzéiert Hëllef, jiddwer Projet muss duerch dëse Brëll gekuckt ginn. D'Instandsetzen an d'Reparatioune vun Émweltschied gi méi deier wéi all Invest.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Mir brauchen do nëmmen den Assainissement actuellement vu verschiddene Frichen oder vu verschiddene Chantiere bei eis hei zu Lëtzebuerg ze kucken.

Fir eis als LSAP ass dës Nohaltegkeet mat dësen dräi Pilieren ee Must.

Här President, d'Kompetitivitéit an de wirtschaftleche Wuesstum gi vu verschiddenen nationalen an internationale Gremien an Instituter gemooss an iwwer Rapporten, an dat ass schonn ugeklongen, och publizéiert.

Dës Publikatioune baséiere sech op Indicen a sougenannt „Benchmarken", déi oft verschidde sinn, wann et drëm geet, fir ekonomesch Tendenzen ze evaluéieren a virauszesoen. Och sinn d'Interpretatioune vun dëse Benchmarken, vun dësen Indicateuren an déi doraus gefouert Schlussfolgerungen an Iwwerleeungen net ëmmer unanime.

Do wollt ech awer eppes zu deem soen, wat den Här Mosar gesot huet. Dir sidd dervun ausgaangen, datt, wann de Klassement vu Benchmarken net gutt ass, dat heescht, wann een net am ieweschten Top ass, datt een dat ëmmer muss dozou kréien, fir eben déi Benchmarken esou ze stimuléieren, datt een erëm an den Top 20 oder an den Top 10 oder an den Top 5 kënnt.

Dat kann ee begréissen. Et soll een dat och an d'A faassen. Dat däerf awer ni op d'Käschte vun der Ëmwelt, op d'Käschte vun der Nohaltegkeet a besonnesch op d'Käschte vum Salariat goen. Well wann een déi ganz Benchmarke matenee vergläicht a wann ee verschidde Länner matenee vergläicht, dann hu mer hei och verschidde Legislatiounen, wat dat ubelaangt. An ech denken, do si mer eis alleguerten eens, et muss hei, wéi gesot, och nach ëmmer de Salarié am Vierdergrond sinn.

Egal wéi, dës Rapporten an d'Publikatioune stellen also ee Klassement op internationalem Plang op. Haut schwätze mer iwwert de Ranking vun der Kompetitivitéit fir Lëtzebuerg am internationale Vergläich, Rapporten, déi international unerkannt sinn, wéi déi vum Forum économique mondial a vum IMD zum Beispill.

Vum Forum économique mondial, an de Minister huet et scho gesot, ass d'Kompetitivitéit vun 144 Länner geschat ginn a Lëtzebuerg ass do 2014 op der 19. Plaz weltwäit. Beim IMD ass Lëtzebuerg bei enger Analys vu 60 Länner op der 11. Plaz placéiert, wat an dësem Fall och d'Kompetitivitéit ënnersträicht.

D'Konzerner an Entreprisen aus alle Länner iwwerall op der Welt an aus deene verschiddene Secteuren huelen hir Standuertdiskussiounen (veuillez lire: Standuertdécisiounen), dat heescht, ob se sech an engem Land implantéieren, zu wat fir enge Konditiounen, ob se dohinner ginn, wéi grouss datt hir Betriber sinn, déi se do wäerten implantéieren, oft en fonction vum Ranking vun engem Land opgrond vun der Analys vun dësen internationalen Instituter. D'Ënnerscheeder an dëse Rankingen drécke sech awer oft net nëmmen iwwer Indicateuren aus, mä iwwer Composantë vun dësen Indicateuren, also Sous-indicateuen, déi dann dës Benchmarkingen ausmaachen.

Wéi gesot kann ee vill iwwert dës Kompositioun diskutéieren, wéi een och schonn, wéi gesot, vill iwwert dës Resultater vun deenen Instituter kann diskutéieren. An deem heitegen Débat de consultation wollt ech mech awer op e puer Sujete limitéieren. Eis zweet LSAP-Spriecherin ass d'Madame Burton, déi sech mat deenen anere Froen hei wäert auserneesetzen.

E puer Iwwerleeungen zur Formatioun vun deene Jonken a besonnesch zum gefroten Niveau vun der Ausbildung.

Mir stelle fest, datt mer hei am Land an deene leschte Joren ëmmer nei Aarbechtsplaze geschafen hunn, 2%, wéi de Minister virdru gesot huet, a mir wäerten och weider Aarbechtsplaze schafen. Mä mir mierken och, datt dës Aarbechtsplazen net mat deene Leit besat ginn, déi déi verlaangten an déi néideg Ausbildung hunn. Mir mussen, fir déi Aarbechtsplazen ze besetzen, ëmmer méi op auslännesch Fachkräften zréckgräifen. An och, an dat ass och ugeschwat ginn, an der Grande Région hëlt ëmmer d'Zuel vun deenen néidege Fachkräften, déi mer do fannen, of, an et gëtt also ëmmer schwéier, fir de Betriber déi néideg Leit mat där néideger Ausbildung unzebidden.

Mir ginn hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi am Kader vun der Diversification économique a Richtung vun enger Hightech-Ekonomie. Mir mussen also eis Formatioun dëser gewollter Evolutioun upassen. Eis Formatioun muss nach méi flexibel ginn. Dëst geschitt och schonns. Nach muss et awer och esou sinn, datt mer eis jonk Leit fir déi Richtung interesséiert kréien, motivéiert kréien, soudatt se och an dës Richtung ginn an hir Ausbildung och do maachen.

Wann dës Ausbildung an dës Motivatioun bei der Jugend an den Nopeschlänner méiglech ass, dann, denken ech, misst dat och fir eis hei zu Lëtzebuerg méiglech sinn. Mir brauchen zum Beispill fir industriell Beruffer ëmmer méi Techniker, fir der Demande vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, an domadder de Betriber, gerecht ze ginn.

D'Fro, déi mir eis stelle mussen, ass, wéi mir dës Formatioun méi steieren a méi färdere kënnen. Eng Iddi wier, fir méi e grousse finanziellen Ureiz fir esou eng Ausbildung ze schafen. Den Appui financier kéint vun den Entreprisen, déi esou Leit brauchen, kommen, entweder iwwer eng geziilte Formatioun, déi an deem Secteur ka sinn, oder iwwer eng orientéiert, finanziell gemeinsam Kontributioun zwëschen dem Stat an den Entreprisen. Et muss een déi Formatioun also e bësse méi schmackhaft maachen, an een Ureiz wier eben dee finanziellen.

Wat um Niveau vum Aarbechtsmaart beim Chômage méiglech ass, misst am Fong och an der Hightech-Ausbildung méiglech sinn a mir missten dat och méiglech maachen. Wa mer awer héich qualifizéiert Experten am Hightech-Beräich vun der Wirtschaft brauchen, da solle mer a musse mer och dat néidegt soziaalt a schoulescht Ëmfeld fir dës Leit hunn. Dëst Ëmfeld brauche mer. Dat hu mer, dat adaptéiere mer. Mir investéieren dauernd dran, dëst net nëmme fir d'Integratioun vun dësen Experten, mä och am Intérêt vun eisen Awunner.

Mir hunn, fir dës héich qualifizéiert Leit aus de Pays tiers unzezéien, hei zu Lëtzebuerg, an et ass schonn ugeschwat ginn, och vum Virriedner hei, d'Carte bleue européenne, dat heescht eng Kaart, e Blue-card-System. An et wier och ganz interessant, wa mer op de Wee géife goen, fir d'Konditiounen ze fixéieren, wéi aner Länner dat hunn, fir iwwer eng „green card" dat ze maachen, besonnesch hei um nationale Plang. Hei musse mer de Fonctionnement an d'Méiglechkeet vun dëse Moyenen, fir dës Kaart ze kréien, méi pousséieren. Mir mussen dat méi ausreizen a méi public maachen, datt mer och eng Mise à disposition vun dëse Kaarte fir eben dës qualifizéiert Leit kënnen ubidden.

Wat an dësen Iwwerleeunge matspillt, sinn d'Infrastrukturen, an dat ass och ee vun deene Punkten, déi de Minister ugeschwat huet, an d'Accessibilitéit, déi eben och vun de Benchmarken evaluéiert ginn.

Regional si mer der Meenung, datt eng vill besser Upassung vum TGV-Netz muss eng Optioun sinn. Déi muss och kommen. D'Zuchverbindunge Richtung Bréissel a Richtung Däitschland sinn alles aneschters wéi optimal. Dat gëllt et ze verbesseren. Déi international Konnektivitéit, déi Connexiounen déi mer brauchen, weltwäit, fir op Lëtzebuerg ze kommen, mussen och verbessert ginn.

De Minister ass an der Relatioun mat der Türkei schonn dorobber agaangen, an ech denken och, datt et ee gutt Zeeche wier, wa mer aner gréisser Länner, wann och vläicht elo an dësem Fall net Russland, well eben do déi politesch Instabilitéit ass, och kéinten u Lëtzebuerg bannen, fir eben och déi Relatioun um Hightech-Gebitt mat der Qualifikatioun vun deenen Experten och hei hierzestellen, datt mer eben och an der Relatioun, wat d'Trajeten ubelaangt, Lëtzebuerg an de Vierdergrond stellen an dat besser vermaarten.

D'Zuchverbindungen, ech mengen, dat ass och kloer, an d'Fluchverbindunge musse besser openeen ofgestëmmt sinn an ugepasst sinn an dëst och am internationale Kontext, dat heescht, wann international Vollen erakommen. An an där doter Optik, ass et scho bal fir esou eng Debatt net relevant, fir ze soen, datt mer hei a Lëtzebuerg trotzdeem awer och ee performant Taxinetz brauchen.

Bei der Formatioun war ech schonns op d'Diversification économique agaangen, mä och d'Kompetitivitéit hänkt natierlech dovunner of. An dat ass gewosst, an an deene leschte Joren ass eben och ganz genau an deem dote Beräich vill investéiert ginn.

Zum Beispill an der Logistik: 750 Entreprisen. Mir brauchen nëmmen d'Beispill vun de Moien, och dat ass ernimmt ginn, ze nenne vun der Kombinatioun vum multimodalen Terminal Diddeleng-Beetebuerg mam nationale Logistikzenter. An den ICT-Beräich an an d'Bioan Ekotechnologie ass investéiert ginn. Een anere Volet, deen ugeschwat ginn ass, ass de Volet spatial hei zu Lëtzebuerg, mä deen huet haaptsächlech an de Medien ëmmer eng grouss Roll gespillt.

Duerfir, Här President, kann ee soen, datt mer vun engem Industriestanduert iwwer eng Finanzplaz op eng villfälteg Spezialisatioun an der Lëtzebuerger Wirtschaft gaange sinn. Dat ass gutt esou. Mä wéi all Diversifikatioun dréit dës politesch Décisioun net direkt hir Friichten. Verschidde Secteure boomen, rappen direkt un. Bei deenen anere wäerte mer à moyen terme an à long terme direkt och do d'Früchte vun dëser Politik kënnen eranhuelen. An och déi Secteuren, do sinn ech mer sécher, wäerten unzéien.

Wat interessant ass, dat ass, datt dës Hightech-Voleten, dës Hightech-Secteuren awer och Poste wäerte generéieren, Aarbechtsplaze wäerten ubidde fir Leit, déi keng esou eng gutt Qualifikatioun hunn, well eben d'Ekonomie, well d'Betriber am Back-up oder ronderëm ebe mussen dës Entreprisen hunn. Dat ass een Avantage vun dësen Entreprisen an och dovunner, wann een esou eng Politik mécht. Eis Kompetitivitéit gëtt doduerch gestäerkt, well aner Entreprisen, wéi gesot, ebe vun dëse Secteure wäerte profitéieren an och wäerten unzéien.

D'Banken, ech mengen, dat ass heibanne jiddwerengem kloer, an och d'Industrie, déi ëmmer méi performant an der Lescht gëtt a sech och weider développéiert, solle mer net vergiessen, well si wäerte weiderhin eng ganz wichteg Roll an eiser Ekonomie spillen an dëst net zulescht a Kombinatioun mat deenen aneren Hightech-Secteuren. Do wäert eng Vermëschung kommen an deenen nächste Joren, Jorzéngten, déi nëmme bénéfique fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg wäert sinn.

Interessant schéngt mer awer den Investissement souwéi d'Iddi vum „Return on investment" an dem Secteur spatial. Mir sollten dëse Volet weider développéieren, well menger Meenung no hei och aner Secteuren iwwert d'Innovatioun a besonnesch d'Recherche wäerten erëmzefanne sinn. Ee Beispill dovunner ass de Projet GovSat, dee mer haut och wäerte stëmmen. Och dës Voleten, dës Secteuren, de Secteur spatial kënne mat sech zéien, datt aner net qualifizéiert Aarbechtsplazen och do eng Roll wäerte spillen.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Lescht ass vill vun Nischepolitik geschwat ginn, an dës Diskussioun ass och nach net ganz ofgeschloss. Och wann den Term „Nischepolitik" am Ausland vläicht eng negativ Konnotatioun huet, sou ass d'Nischepolitik an eiser Iwwerleeung hei zu Lëtzebuerg awer positiv.

Eist Land huet nach ëmmer legal Méiglechkeete gesicht, fir datt eis Wirtschaft weider ka wuessen. Als klengt Land kann ee bal nëmmen an Zäite vun der Mondialisatioun esou eng Nischepolitik bedreiwen. Dës Politik ass ëmmer Hand an Hand mat enger Simplification administrative gaangen. Mir mussen et de Betriber hei a Lëtzebuerg erméiglechen, eng Kreatioun, eng Betribsgrënnung méi séier ze erlaben. Mir mussen op de Wee hischaffen, fir d'Grënnung, fir d'Schafe vu Betriber nom Motto ze orientéieren: „Een Euro, een Dag, eng Persoun."

Ech weess, datt dëst fir all Akteuren an deem Beräich, souwuel um juristesch-legale Beräich wéi och um ekonomesche Beräich, ongewinnt ass, mä wa mer déi néideg gesetzlech Basis dofir hunn oder kreéieren, da sollte mer ganz staark doriwwer nodenken, fir dat ze maachen. Dëst awer ëmmer mam Hannergedanken, datt d'Protektioun vum Salariat, vun de Leit, déi do schaffen, muss garantéiert sinn.

Gefaart gëtt an dëse Fäll ëmmer, datt d'Faillitte géifen zouhuelen. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt och elo de System net esou perfekt ass, datt et keng Faillitte méi géif ginn.

Wa mer op dëse Wee ginn, da solle mer op jidde Fall d'Ofsécherung vun de Créancieren, esou wéi se haut besteet, eiser Meenung no net änneren. Bei Faillitten de Privileg, besonnesch fir d'Sécurité sociale an awer och fir d'Steieren, ëmzeänneren oder opzeginn, ass der d'LSAP hirer Meenung no eng fausse bonne Idée.

Éischtens gehéieren d'Retarden oder d'Scholde bei der Sécurité sociale de Salariéen. Et sinn dës d'Bäiträg fir d'Pensiounen, Gesondheet, Accident oder Assurance dépendance. Also sinn dës Retarden esou ze behandelen, wéi wann et Salairë wären.

Zweetens wier et en Encouragement, fir e bëllege Prêt op d'Käschte vun der Sécurité sociale kënnen ze huelen.

An drëttens géif d'Sécurité sociale da mat Sécherheet, wann esou ee System géif entstoen, vill méi sec ginn, de Krunn éischter zoudréien a vill manner tolerant vis-à-vis vun de Betriber ginn, déi passager Problemer hunn.

Véiertens wär dëst onfair géigeniwwer Betriber, déi sech un d'Spillregelen halen. D'Gefor vu Mëssbräich mat fiktive Präisser kéint entstoen.

Fënneftens an zu gudder Lescht gi bei der Sécurité sociale bi- oder tripartite Bäiträg bezuelt an et wär och net fair vis-à-vis vun deenen anere Partner, op esou ee Wee dann ze goen.

Här President, da bei Een-Euro-Gesellschaften, géif ech mengen, spillt, iwwregens esou, wéi dat am Gesetz vun 2005 iwwert d'Garantie financière virgesinn ass, och an dësem d'Sécherheet fir d'Investisseuren, datt hir Investissementer hors de la masse am Fall vun enger Faillite sinn.

An Europa wéi zu Lëtzebuerg ass den Échec vun enger Entreprise, vun engem Entrepreneur ëmmer mat der Onfäegkeet, mam Échec vum Responsabele vun der Entreprise, vum Chef d'entreprise, vum Entrepreneur verbonnen. Deem ass awer net ëmmer esou. Oft spillen aner Facteuren, haaptsächlech dat nationaalt oder dat internationaalt ekonomescht Ëmfeld eng Roll. D'Angscht, eng Entreprise ze grënnen oder ze iwwerhuelen, ass nach ëmmer ze grouss hei a Lëtzebuerg. Och do musse mer entgéintwierken. Do musse mer dru schaffen, datt an der Mentalitéit bei eis alleguerten een Ëmdenke kënnt.

Flott hunn ech d'Iddi fonnt oder d'Resultat fonnt, datt zum Beispill dëst Joer de Gewënner vum Prix Créateur d'entreprise dans l'artisanat 2014 ee Repreneur d'entreprise war. Ech géif lech dowéinst gären een Zitat soen. Wa mer vun der Angscht, fir eng Entreprise ze kreéieren, wa mer vun der Angscht viru Faillitte bei potenzielle Créateurs d'entreprise schwätzen, géif ech gären een Zitat vun engem Firmegrënner soen, wat ech kierzlech gelies hunn a wat op Däitsch ass. Deen huet gesot: „Das erste Unternehmen, das ich gegründet habe, ist mit einem großen Knall gescheitert. Das zweite Unternehmen ist ein bisschen weniger schlimm gescheitert, das dritte Unternehmen ist auch anständig gescheitert, aber das war irgendwie okay. Ich habe mich rasch erholt, und das vierte Unternehmen überlebte bereits. Nummer fünf war dann PayPal."

Dir gesitt also, de Chef vu PayPal ass de Max Levchin, deen huet also fënnefmol gebraucht, ier en dann déi richteg Création d'entreprise gemaach huet an dunn, leider Gottes, weiderverkaaft huet. Mä et ass am Fong deen Entrepreneursgeescht, dee mer mussen hei a Lëtzebuerg färderen, an och déi Angscht virun enger Création d'entreprise ewechhuelen. Mir musse weiderhin de Start-up vun den Entreprisë favoriséieren. Déi wäerten ëmmer, déi Start-uppen, Innovatioun an och eng Konkurrenz fir eis Ekonomie mat sech brëngen, wat zu gudder Lescht awer ëmmer ee positiven Effet fir eist Land huet.

Do kann een och, an dat ass nach net ugeschwat ginn, op de Sport, op den Tourismus, op d'Kultur agoen. Well och do hu mer eng grouss Kompetitivitéit, déi mer musse pushen. Mir hunn do d'Atoute vun enger multikulturelle Gesellschaft hei a Lëtzebuerg a mir hunn de Multilinguisme. Dat musse mer ausnotzen. Och do sinn doudsécher nach Secteuren, Voleten, déi mer kënne pushen, fir d'Kompetitivitéit um Niveau vun den Entreprisen ze verbesseren.

Ee leschte Punkt, deen ech nach wollt uschneiden, ass d'Besteierung vun den Entreprisen. Bei der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg spillt och, wéi bei anere Länner, d'Besteierung eng grouss, jo oft entscheedend Roll. D'Betriber, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen, kucken natierlech den Taux d'affichage, an dat ass och ugeklongen, vun der Besteierung vun den Entreprisen.

Lëtzebuerg ass elo an der Situatioun, datt d'Fiskalitéit, d'Besteierung iwwert den Tax Ruling an der internationaler Kritik steet. Den Tax Ruling gëtt awer vu quasi alle Länner an der EU praktizéiert a vun iwwer dräi Véierel vun der OCDE.

Eppes ass awer sécher: Den Tax Ruling soll net als Zweck hunn, sech laanscht eng Besteierung ze drécken. Tax Ruling soll transparent gemaach ginn. An dat genau proposéiert jo d'Regierung och. Am Gesetz iwwert d'Mise en œuvre vum Zukunftspak gëtt dëst eben ugepaakt.

Déi Responsabel vun der OCDE a vun der Europäescher Kommissioun wëllen op Transparenz a puncto Steierfroe setzen. Den Taux d'affichage vun der Besteierung spillt dann natierlech bei alle Länner nach méi eng grouss Roll wéi virdrun. Déi aktuell affichéiert Besteierung bei de Betriber läit hei zu Lëtzebuerg ëm déi 30%. An an der Realitéit duerch d'Abattementer ass se awer wäit drënner.

Mir als LSAP sinn der Meenung, datt mer dës Diskussioun an Entscheedung iwwert d'Steierfroe vun den Entreprisen, wat den Taux d'affichage an d'Assiette ubelaangt, an déi kommend Steierreform sollen afléisse loossen. Et sief dann, um europäeschen Niveau géif elo séier gehandelt ginn, an da musse mer dës Diskussioun a solle mer se och natierlech virzéien.

Op jidde Fall si mer der Meenung, datt et op kee Fall ka sinn, datt d'Ëmännerung vum Taux d'affichage een negativen Effet op eis Recettë kann hunn. Et gëtt och kee Grond, fir déi effektiv, déi reell Besteierung vun de Betriber erofzesetzen. An der kommender Steierreform musse mer décidéieren, ob mer ee flexibelen, transparente Besteierungssystem fir Entreprisen, also mat Abattementer, wëllen, oder een niddregen

Taux mat enger breeder Assiette, also manner Abattementer.

Fir op déi Iddi zréckzekommen, déi den Här Mosar gesot huet, fir a puncto Déductibilitéit bei den Entreprisen dat am Sënn vun engem Intérêt notionnel ze maachen, muss ech lech soen: Entweder mir huelen deen ee System oder mir huelen deen anere System. Wa mer hei erëm zréckginn, bei engem Taux d'affichage, fir erofzesetze mat enger breeder Assiette, a mir maachen dann erëm eng Déductibilitéit derbäi, déi een an der Steierlandschaft kann aplanzen, da maache mer erëm eng Vermëschung vun deenen zwee verschiddene Systemer.

Do muss ee sech dann eng Kéier eens ginn. An dat kënne mer jo, an dat wäerte mer jo dann zur Genüge diskutéieren, wann d'Steierreform dann och analyséiert an diskutéiert gëtt. Op jidde Fall muss erëm een Équiliber zwëschen der Besteierung vun de Privatpersounen a vun de Betriber ugestrieft ginn.

Zu gudder Lescht nach ee Wuert zu de Lounkäschten: Et ass wouer, datt se a Lëtzebuerg an d'Luucht ginn. Mir däerfen awer och net aus den Ae verléieren, wat d'Liewen hei am Land kascht. Mir hunn ëmmer drop gehalen, datt d'Lounniewekäschten, wéi d'Renten an d'Krankeversécherung, niddreg bleiwen, a si sinn extrem niddreg am Verglach mat den Nopeschlänner. An dat sollte mer och bäibehalen. Dat ass en Haapttromp a puncto Kompetitivitéit virun deenen anere Länner.

Eng lescht Remarque, eng allerlescht Remarque: Vu datt mer hei op de Karenzdag ugeschwat gi sinn, muss ech lech soen, Här Minister, datt d'Aféierung vun engem Karenzdag fir d'LSAP net zur Debatt steet.

Dat gesot, soen ech lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet a fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Haagen. Nächst Riednerin ass d'Madame Joëlle Elvinger. Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss gestoen, dass, wann ech bei Frënn, déi net vill mat Ekonomie a Politik um Hutt hunn, dat Wuert „Kompetitivitéit" gebrauchen, da stoussen ech op net ganz vill Versteesdemech. An ech kann dat novollzéien, well den Term „Kompetitivitéit" ass eppes ganz Abstraktes an deen Eenzelne kann am Alldag net ganz vill domadder ufänken.

Ech sinn duerfir frou, dass mir dësen Débat haut an der Chamber féieren, well et erlaabt eis, dëst Wuert mat Liewen ze fëllen, déi vill Puzzlestécker, aus deenen d'Kompetitivitéit besteet, zu engem eenzege Bild zesummenzefügen an dann hoffentlech e méi kloert Verständnis vun dëser komplexer Matière ze hunn. Eng Matière, déi wichteg ass, fir eis Wirtschaft um Lafen ze halen an eis sozial Errongenschaften ofzesécheren.

Ech wäert a menger Ried net op alles kënnen agoen, ma Facteure vun der Kompetitivitéit spillen a quasi all Beräicher eran, mat deene mir alldeeglech a Kontakt kommen. Kompetitivitéit heescht e grousse Choix u gutt bezuelten Aarbechtsplazen, Kompetitivitéit heescht och Aarbechtsplaze fir Leit, déi vläicht manner qualifizéiert sinn an awer och wëlle schaffe goen an hire Bäitrag zu der Gesellschaft wëlle leeschten.

Kompetitivitéit heescht e gudde Schoulsystem, mat deem engem Jonken no sengem Ofschloss all d'Dieren dobaussen opstinn. Kompetitivitéit heescht, e kreativen an innovative Milieu ze bidden, an deem sech nei Iddien entwéckele kënnen an een d'Geschäftsiddie schnell an onbürokratesch ëmsetze kann. Kompetitivitéit heescht och, dass eise Stat e finanzielle Spillraum behält, deen et erlaabt, Suen an d'Zukunft ze investéieren an nei Politicken ze maachen.

Ech ginn hei nëmmen Notiounen, a wat fir eng Felder d'Kompetitivitéit mat eraspillt. Ech si mer sécher, Dir alleguer kéint der nach vill méi opzielen.

Här President, eise wirtschaftlechen a gesellschaftleche System baséiert op Wuesstum. Dëst kann ee gutt oder schlecht fannen, ma eis Statsdépensen an och eis Sécurité sociale, also eise Kranken- a Pensiounssytem baséieren op engem héije Wuesstum. E Manktum u Wuesstum kann eis also net egal sinn. Eis aktuell Wuesstumspronosticke leie bei 2,9% fir 2014 an 2,2% fir 2015. Dat ass nach ëmmer net déi Croissance, déi mer brauchen, fir eis Dépensen ze meeschteren an eisen zu Recht grousszügege Sozialstat ze finanzéieren.

Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir och iwwert den Zukunftspak eis Dépensen an de Gréff kréien. Et ass gewosst, dass Lëtzebuerg eng oppen Ekonomie huet an, méi wéi aner Länner, ofhängeg ass vun der Weltkonjunktur, déi momentan leider erëm offlaacht.

An ech wëll hei awer op dëser Plaz och eemol betounen, dass et positiv ass, dass Lëtzebuerg esou oppen ass, well dës wirtschaftlech Oppenheet d'Basis ass vun eisem Wuelstand. Ma dës Oppenheet bedeit och, datt eis Entreprisë musse gutt opgestallt sinn, fir sech um Weltmarché duerchzesetzen. Dëst läit zu engem groussen Deel an der Eegeverantwortung vun den Entreprisen, ma et ass och d'Aufgab vun der Politik, fir fir e positivt Émfeld, fir dee richtege Kader a fir gutt Infrastrukturen ze suergen, fir dass d'Entreprisen optimal fonctionnéiere kënnen.

D'Demokratesch Partei ass sech bewosst, dass d'Entreprisen hei am Land de Motor vun der Croissance an domadder och vum Wuelstand vun eisem Land sinn. Eng Entreprise fonctionnéiert net ouni kompetent a produktiv Salariéen. D'Wuel vun de Salariéen ass de Patronen net egal. D'Responsabilité sociale gëtt an den Entreprisen ëmmer méi groussgeschriwwen, well d'Patrone wëssen, dass kompetent Mataarbechter léiwer an eng Entreprise schaffe ginn, wou e gutt Klima herrscht a gutt Aarbechtskonditioune garantéiert sinn. E gutt an zefriddent Personal ass e ganz wichtege Kompetitivitéitsfacteur an der Entreprise, an ech sinn iwwerzeegt, dass an deene meeschte Betriber den direkten Dialog tëschent dem Patron a senge Salariéen exzellent ass, well am Endeffekt zéie si un engem Strang.

Här President, ech sinn immens frou, dass net nëmmen den Échange an der Entreprise am Regelfall gutt fonctionnéiert, ma och, datt um nationalen Niveau de Sozialdialog vun der Regierung relancéiert ginn ass. Nodeems d'Gewerkschafte mat der Regierung en Accord fonnt hunn, ass et och wichteg, den Échange mat dem Patronat ze stäerken. Et war jo schonns eng Réunioun d'virlescht Woch an den 22. Dezember wäert e weideren Échange tëschent Patronen a Regierung stattfannen. D'Zil muss et awer sinn, d'Gewerkschaften an d'Patronat erëm zesummen un en Dësch ze kréien, och fir iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ze schwätzen.

Här President, et gëtt dem Stat heiansdo virgehäit, dass hie méi duerno kuckt, wéi en d'Statsrecettë kann ausginn, also ëmverdeelen, wéi dass hien duerno kuckt, wéi e se erakritt. Dat ass awer net dat, wat dës Regierung mécht. Dës Regierung kuckt fir d'Eischt emol, wat fir eng Suen een net muss ausginn, wat net effizient ass a wou ee bei sech selwer spuere kann.

Dës Regierung huet jo awer kloergemaach, dass den Équiliber vum Statsbudget bis 2018 eng vun de Prioritéiten ass, net, well de Budgetséquiliber eng Fin en soi ass, ma well mir eis d'Moyenen net wëllen ewechhuelen, fir d'Zukunft vun dësem Land ze gestalten. Et ass wichteg, dass mer endlech aus der Scholdespiral erauskommen. An dat ass am Intérêt vun eis all.

Et ass leider e Fait, dass Lëtzebuerg a Saachen Nohaltegkeet vun de staatleche Finanzen net besonnesch gutt ofschneit. Dëst kënnt dovunner, dass eis Scholde sech an deene leschte Jore verzéngfacht hunn. En plus ass d'Schéier tëschent de Statsausgaben an de Statsrecettë permanent auserneegaangen. Mir mussen dëse Phenomeen stoppen, fir eis och an Zukunft genuch finanzielle Spillraum ze loossen, fir Politicken am Intérêt vum Bierger kënnen ëmzesetzen.

De pluriannuelle Budget, iwwert dee mir d'nächst Woch hei an der Chamber wäerten ofstëmmen, weist, dass dës Regierung eng Rei Reforme gemaach huet, fir d'Statsfinanzen an d'Gläichgewiicht ze kréien. Well wann ee seng Ausgabe muss mat neie Scholde bezuelen, da kann dat laangfristeg net gutt goen. Mir mussen deemno aus der Scholdespiral erauskommen. Mir musse verhënneren, dass d'Ausgabe systematesch méi séier klamme wéi d'Recetten. Dat wëllt d'Regierung bis 2018 erreechen. Dëst, well d'Scholde kaschten, an all Euro, dee mir un Zënse musse bezuelen, kënne mir net an Investitioune stiechen.

Ma och wann d'Regierung e groussen Effort op der Dépensëséit mécht, esou ginn déi néideg Investitiounen trotzdeem héich gehalen. 2015 wäert de Stat 3,5% vum PIB un direkten Investissementer ausginn - dat si 16% méi wéi 2014 -, well gezillt an intelligent Investitiounen hunn e groussen Effet de levier. Si sinn e Multiplicateur fir de Wuesstum. Mir senken zwar d'Dépensen, ma mir maache keng Austeritéitspolitik.

Wat trotz dem Déséquilibre budgétaire, dee mer momentan hunn, heiansdo vergiess gëtt, ass, dass Lëtzebuerg nach ëmmer eent vun deene wéinege Länner an Europa ass, déi all déi europäesch Stabilitéitskritären erfëllen. De Fait, dass mir all dës Kritären anhalen, ass och immens wichteg, fir dass mir den Triple-A behalen, deen e wichtege Kompetitivitéitsfacteur ass.

Här President, d'Regierung ass amgaangen, eng Steierreform ze preparéieren, fir de Mëttelstandsbockel ofzebauen. Déi Steierreform orientéiert sech nom Prinzip vun der Gerechtegkeet fir d'Privatstéit an der Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Op internationalem Plang ass Lëtzebuerg fir eng kompetitiv Steierpolitik. Momentan héiert een ëmmer méi Stëmmen, déi fir eng europäesch Steierharmoniséierung sinn. D'Steierfroe leien awer an de Kompetenze vun de jeeweilege Memberstaten, an dat wäert sech och esou bal net änneren.

Mat engem Taux vun iwwer 29% fir d'Entreprisen huet Lëtzebuerg iwwregens nach laang net deen déifste Steiersaz am internationale Kontext. Am Kader vun der geplangter Steierreform kann een deen Taux natierlech ënnert d'Lupp huelen a kucken, wéi een en upasst.

Ech sinn iwwerzeegt, dass et gutt fir Europa ass, wann eng gesond Steierkompetitioun tëschent de Länner besteet. Den aktuelle System vun der Steierkonkurrenz solle mir deemno net a Fro stellen, well dëst favorabel fir de Wuesstum an allen EU-Länner ass.

Ech weess, dass vill Leit haut keng Diskussioun iwwert den Index héiere wëllen, mä wann een awer iwwer Kompetitivitéit schwätzt, ass et net méiglech, den Index komplett auszeklammeren, an dëst nëmmen, well den Thema ëmstridden ass. Sécher, d'Patrone sinn der Meenung, dass den Index der Kompetitivitéit vun de Betriber schuet, mä den Index gehéiert awer och zum Lëtzebuerger Modell. An dat muss een akzeptéieren. Et muss awer ëmgedréit och erlaabt sinn, dass, wann d'Inflatioun emol erëm eng Kéier manner favorabel ass, een iwwert déi ekonomesch Répercussioune muss kënnen diskutéieren.

Wann ee vum Index schwätzt, ass och den Thema Mindestloun net wäit. Bei den héije Liewenskäschten a Wunnengspräisser heiheem ass et net evident, mam Mindestloun gutt iwwert d'Ronnen ze kommen. Ma och hei wësse mir, dass zu Lëtzebuerg et ëmmer méi schwéier fir onqualifizéiert Leit gëtt, eng Aarbecht ze fannen. Et ass awer wichteg, dass mir och fir déi Leit gutt a sécher Aarbechtsplaze bidden.

Et muss ee wëssen, dass ongeféier 50% vun eise Chômeure keng berufflech Ausbildung hunn. Mir kënnen déi net all am Déngschtleeschtungssecteur ënnerkréien. Mir brauchen och zu Lëtzebuerg eng Industrie, déi dës Leit beschäftegt.

Fréier hate mer eng ARBED, déi ville Leit eng gutt Aarbecht ugebueden huet. Deemools war dat méiglech, well dee Secteur geboomt huet. Hautdesdaags heescht d'ARBED net méi ARBED an de Secteur huet zu Lëtzebuerg u Bedeitung verluer.

Mir hunn awer glécklecherweis nach eng Industrie zu Lëtzebuerg. A mir mussen derfir suergen, dass mer déi behalen. Mir mussen d'Industrie diversifiéieren, d'Ekonomie diversifiéieren an aus richtegen a verständleche Grënn op Hightech-Secteure wéi d'Bio- an d'Ekotechnologien, d'ICT, d'Recherche an d'Innovatioun setzen, ouni awer d'Industrie ze vernoléissegen.

Mir kënnen natierlech hei zu Lëtzebuerg net fir dee Präis produzéiere wéi aner Länner, wéi zum Beispill Polen, Mexiko oder China. Duerfir ginn zu Lëtzebuerg jo haaptsächlech Wuere produzéiert, déi eng héich Valeur ajoutée generéieren, zum Deel och mat héijer Automatisatioun. An deem Secteur hu mer jo souguer e puer Leader um Weltmaart hei zu Lëtzebuerg, déi och beweisen, dass een dank eiser Recherche an Innovatioun och mat Produiten „made in Luxembourg" weltwäit kompetitiv ka sinn.

Et mussen also Efforte gemaach ginn, fir dës Entreprisen hei zu Lëtzebuerg ze halen an ze verhënneren, dass se hir Produktiounsstätten delokaliséieren. Doriwwer eraus musse mir derfir suergen, dass nei Entreprisen aus dem Industriesecteur op Lëtzebuerg kommen. An duerfir musse mer handfest Avantagen an de Vierdergrond stellen, sief et schnell Weeër oder en attraktive steierleche Kader.

Här President, et gëtt keng Diversifikatioun ouni Recherche an Innovatioun. Déi Betriber, déi gutt opgestallt sinn an dësem Beräich, sinn och déi, déi ëmmer nees nei Weeër fannen, fir sech den Erausfuerderunge vum Marché ze stellen. Hei ass ze ënnersträichen, dass et wichteg ass, dass d'Betriber dat och esou gesinn a weiderhin hei konsequent investéieren.

D'Koordinatioun tëschent der Recherche privée an der Recherche publique soll een doweinst och weiderhin encouragéieren. D'Recherche publique hirersäits muss och nach weiderhi vill Efforte maachen. An, esou wéi de Regierungsaccord et virgesäit, muss d'Fuerschung zu Lëtzebuerg verstäerkt en Impakt op déi Lëtzebuerger Gesellschaft an Ekonomie hunn. Mir mussen iwwert de Wee vun der Qualitéit an der Exzellenz an der Fuerschung garantéieren, dass mir eist Land fit fir d'Zukunft maachen, dass mer d'Zukunftschancen erkennen an och de Courage hunn, fir eist Land och op der internationaler Kaart ze etabléieren.

Eist Land huet keng eege Ressources naturelles méi. Déi eenzeg Ressourcen, déi mir nach hunn, ass d'Matière grise vun eise Kanner a vun eise Jonken. An de leschte Méint hu mir hei an der Chamber vum Vertrieder aus dem Héichschoulministère eng Rei Zuele presentéiert kritt. Iwwer Véierjoreskontrakter mat der Uni, de Centres de recherche an dem Fonds national de la recherche ginn an deenen nächste véier Joer ronn 1,2 Milliarden Euro investéiert, an dat a finanziell ugespaanten Zäiten.

Ech erënneren dorunner, dass mer a Beräicher wéi Materialien, Biomedezin, ICT, Ekonomie an Droit ganz gutt opgestallt sinn, an dat sinn och Beräicher, déi der Lëtzebuerger Wirtschaft weiderhëllefen. Elo geet et drëms, fir dass déi Akteuren aus deene Beräicher sech esou koordinéieren, dass déi Suen esou effizient wéi méiglech agesat ginn, an dann ass e wichtege Schrëtt gemaach.

Här President, wa mer wëllen, dass nei Entreprisen zu Lëtzebuerg entstinn, mussen och d'Viraussetzunge stëmmen. Mir mussen dës Entreprisen och net all a China oder an den Noen Oste siche goen. Et ginn och nach Leit hei am Land, déi de Wëllen an den Know-how hunn, eng Entreprise ze grënnen.

Duerfir musse mir allgemeng den Entrepreneuriat fërderen an ënnerstëtzen, egal a wat fir engem Beräich. Och kleng Een-Mann-Betriber kënnen eng Kéier grouss ginn, vill Revenue generéieren a vill Leit beschäftegen. Bei de Guichete vun de Chambres professionnelles kritt een zwar sämtlech Informatiounen an Ënnerstëtzung zur Verfügung gestallt, fir de Schrëtt an den Entrepreneuriat ze woen, mä de Grond fir d'Retizenz, sech selbstständeg ze maachen, läit awer meeschtens net nëmme bei der Motivatioun.

Dobäi hu mir vill Kommunikatiounsinitiativen, fir den Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen. D'Journées Création, Développement et Reprise d'entreprises, déi d'lescht Woch erëm organiséiert goufen, sinn ee Beispill. Dernieft ginn et Initiative wéi d'Asbl Jonk Entrepreneuren, de BusinessMentoring oder d'FUSE, déi sech op de Fändel geschriwwen hunn, den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg ze stäerken.

Trotzdeem weisen d'Statistiken, dass, obwuel et Leit ginn, déi motivéiert sinn, fir sech selbstständeg ze maachen, sech der vill finalement net trauen.

Firwat ass dat esou? Ass et vläicht wéinst der Pénurie u bezuelbaren an adaptéierte Bürosflächen an Terrainen, wou nei kleng Betriber sech nidderloosse kënnen? Ass et wéinst dem Manktum u qualifizéierten Aarbechtskräften? Sinn d'Betribskäschten ze héich oder ass et, well dat néidegt Startkapital feelt? Dëst si Problemer, mat deenen eis Lëtzebuerger Betriber Dag fir Dag konfrontéiert sinn. Problemer, déi och d'Banken evaluéieren, wa si engem motivéierten Entrepreneur sollen e Prêt accordéieren.

Duerfir gesäit de Regierungsprogramm vir, déi bestehend Finanzéierungsmoossnamen, Investitiounshëllefen, Subside fir d'Recherche, ëffentlech Garantien a Kreditter vun der SNCI iwwerpréiwen ze loossen an dann dës Kreditter ze adaptéieren. Duerfir soll och eng Agence de financement et d'investissement geschaf ginn, déi de Kontakt tëschent deenen, déi Kapital brauchen, an deenen, déi investéiere wëllen, mécht.

Et geet awer och drëms, fir nei Instrumenter ze schafen, déi keng ëffentlech Ausgabe verlaangen, wéi Bedeelegungen um Aktionariat oder Steierkreditter. D'Schafe vun engem Registre central de bonité géif dem Entrepreneuriat och entgéintkommen, fir méi einfach un déi néideg Fongen ze kommen a Faillitten ze évitéieren.

D'Regierung plangt och, eng zentral Ulafstell an d'Liewen ze ruffen, fir déi existéierend Statshëllefen, déi ee vun de verschiddene Ministèrë ka kréien, ze koordinéieren. Dat géif fir Kohärenz an Transparenz suergen, well een esou den Iwwerbléck behält vun all den Aiden a Subsiden, déi op eng Entreprise falen. D'Effikassitéit vun der Statshëllef wär och mat esou enger Cellule centrale «Aides d'État» garantéiert.

De Luxembourg Future Fund, deen de Wirtschaftsminister fir Ufank 2015 annoncéiert huet, wäert derniewent zu enger gudder Partie de Manktum hei am Land un Investisseure

behiewen. Wien net genuch Fongen huet, awer eng Iddi wëllt ëmsetzen, déi eigentlech net vill Startkapital brauch, dee kéint vun der Forme juridique vun enger Sàrl simplifiée profitéieren. Esou kéint ee seng Entreprise grënne mat engem symbolesche Startkapital vu just engem Euro an ouni déi üblech laang an deier Formalitéiten.

Duerfir wier ech frou, wann dee Projet, deen och am Regierungsrot festgehalen ass, esou séier wéi méiglech géif ëmgesat ginn.

Et sinn och vill Leit, déi sech net trauen, sech an d'Selbststännegkeet ze lancéieren, well se Angscht hunn, ze versoen an eng Faillite ze provozéieren. Duerch fale léieren d'Kanner jo bekanntlech goen, duerfir begréissen ech och, dass am Koalitiounsaccord steet, dass d'Gesetz iwwert d'Faillitten op de Leescht soll geholl ginn.

Et muss een engem Entrepreneur, deem säi Businessplang eng Kéier net opgaangen ass, och eng zweet Chance ginn oder vläicht heiansdo och souguer eng drëtt. Dernieft mussen och Warnluuchten ugoen, wann eng Entreprise ufänkt, Problemer ze begéinen, déi net méi maîtrisable sinn. Dëst kéint hëllefen, fréizäiteg d'Problemer ze identifizéieren, ier de concernéierte Patron an enger Scholdespiral ass, aus där en duerno net méi erauskënnt. Ech sinn och der Meenung, dass bei Faillitten de Stat nach ëmmer als privilegéierte Créancier soll considéréiert ginn.

Heiansdo ass et och méi interessant, eng Entreprise ze iwwerhuelen, déi scho gutt fonctionnéiert, amplaz eng nei Entreprise ze grënnen. Am Handwierk ginn et schätzungsweis, wéi de Minister scho gesot huet, 1.500 PMEen, wou de Patron, meeschtens aus engem Familljebetrib, an deenen nächste Joren an d'Pensioun geet an net garantéiert ass, dass e Successeur ka fonnt ginn.

D'Handwierk gëtt oft bei de Leit verkannt! Et muss um Image vum Handwierk geschafft ginn, dat eis eng grouss Vielfalt bitt vun interessante Beruffer. En plus gi beim Handwierk genuch Leit gesicht. Bei der Orientatioun vun deene Jonke mussen Apprentissage an Handwierk och eng reell Alternativ sinn!

Ech wollt awer och nach e puer Wierder iwwer eis Finanzplaz soen. Si läit jo an den Top Ten vun den internationale Finanzplazen a si ass och méi breet opgestallt wéi der esou muncher mengen. Mir hunn eng héich kompetitiv Finanzplaz. Direkt an indirekt schaffen iwwer 75.000 Leit fir dee Secteur hei zu Lëtzebuerg. An de Banken eleng sinn et der scho 27.000 an an der Finanzindustrie 48.000.

De Finanzsecteur mécht 70% vun eisem PIB aus! Dat ass natierlech mat Risike verbonnen, wann esou e groussen Deel vun eisem PIB an engem Secteur erwirtschaft gëtt. Mä et beweist awer och, dass mer mussen derfir suergen, dass dëse Secteur konkurrenzfäeg bleift. Eis Finanzplaz ass glécklecherweis breet opgestallt. D'Entreprisen aus deem Secteur musse sech natierlech ëmmer op den neitste Stand bréngen, wat déi europäesch an international Regulatioun ugeet, déi momentan méi séier ännert wéi et ville léif ass.

Solvency II, Basel III, AIFM, den automateschen Informatiounsaustausch, d'Directive «Mère-Filiale» sinn nëmmen e puer Dispositiounen, déi dëse Secteur betreffen a stänneg evoluéieren. E groussen Atout vun eiser Finanzplaz ass, dass se sech ëmmer mat Zäiten un déi kommend Obligatiounen upasse konnt. Sou stellt de Private Banking zu Lëtzebuerg sech ëmmer méi op „high net worth individual" Clienten an. Dat si Leit mat groussem Verméigen, déi oft aus Länner kommen, wou se keng esou kompetitiv Finanzplaz hunn, déi den adequate legale Kader bitt a Strukturen huet, déi capabel sinn, esou Fortunne gewënnbréngend ze géréieren. De Modell vun den „Family Offices" an der Fondation patrimoniale riicht sech ënner anerem un déi Zort vu Clientèle.

Wat d'Politik elo ka maachen, fir dass eis Finanzplaz kompetitiv bleift, ass vielfälteg. Fir d'Éischt emol ass et och fir si ganz wichteg, dass Lëtzebuerg säin Triple-A behält, an dat ass eng Prioritéit vun der Regierung, déi de Finanzminister och ëmmer nees widderhëlt. Dat ass wichteg, fir dass international Clienten d'Vertrauen an eis Finanzplaz behalen, an dass d'Refinanzéierungskäschte fir d'Banken net klammen. Dernieft kann d'Regierung hire Bäitrag leeschten, andeems se Duebelbesteierungsaccorde mat méiglechst ville Länner ënnerschreift. A mir als Chamber kënnen derfir suergen, dass déi och séier zum Vote kommen.

Dernieft musse mer och kucken, dass bei neien Direktiven, déi fir d'Finanzplaz vu grousser Bedeitung sinn, mer als „First mover" dëst esou séier wéi méiglech ëmsetzen. Dat gëllt och fir aner Beräicher, wéi zum Beispill déi vun de Sukuken, wou mer dëse Summer e Gesetz gestëmmt hunn, fir dass déi islamesch Finanzstrukturen och ee Standbeen vun eiser Ekonomie ginn.

Ganz wichteg ass fir eis Finanzplaz och, dass mir d'Dier fir de Renminbi, déi chineesesch Währung, opgemaach hunn. Do ass Lëtzebuerg schonn Nummer eent, wat déi direkt Investitiounen aus China an Euro ugeet. An a kierzester Zäit hu mer et och fäerdegbruecht, mat iwwer 220 Milliarde géréierten Aktiven an RMB an deem Secteur d'Nummer eent an Europa ze ginn. „First mover" ze sinn ass enorm wichteg an deem Business, an do ass eis Finanzplaz méi wéi kompetitiv!

Dëst ass och deelweis de Verdéngscht vun de Wirtschaftsmissiounen am Noen Osten an an Asien, wou eis Delegatiounen de Finanzstanduert Lëtzebuerg neien Investisseure virstellen a schmackhaft maachen. Um Enn vun dësem Joer wäerte sechs vun deenen zéng gréisste Banken aus China op der Finanzplaz Lëtzebuerg präsent sinn. Dir gesitt, d'Finanzplaz weess sech ze diversifiéieren, fir kompetitiv ze bleiwen.

Wat der Finanzplaz zeguttkënnt, mä och allgemeng der Lëtzebuerger Ekonomie, ass e positiven Image. Den Image vu Lëtzebuerg huet déi lescht Jore gelidden. Mir goufen op schwaarz an op gro Lëschte gesat. An d'Press aus den Nopeschlänner ass net midd ginn, eis a Reportagen oder Artikelen als Steierparadäis duerzestellen. Déi kierzlech LuxLeaks-Affär hëlleft och net, eisen Image ze verbesseren, grad an engem Moment, wou d'Regierung intensiv dru geschafft huet, fir eis Beméiungen ëm Transparenz vun der Finanzplaz ze ënnersträichen an och déi néideg Mesuren ergraff huet. Et ass haaptsächlech eis Finanzplaz, déi ëmmer erëm ugegraff gëtt, vläicht well hire Succès exceptionnel ass! Déi lescht Woche beweisen, dass Nation Branding, also e positiven Image no baussen ze ginn, nach ni esou néideg war!

E professionellen an homogenen Image ass immens wichteg, fir weiderhin d'Kapital op Lëtzebuerg unzezéien an nei Entreprisen op Lëtzebuerg ze kréien. Et ass och wichteg fir de Commerce an den Tourismus, déi genausou gutt dovunner profitéieren. Dem Land en eenheetleche positiven Image ze ginn, mat deem ee sech dobausse weise kann, war nach ëmmer eng Fuerderung vun der Demokratescher Partei. Duerfir sinn ech frou, dass am Comité interministériel „Nation branding", dee vum Ausseministère koordinéiert gëtt, momentan intensiv dru geschafft gëtt, dës Strategie auszeschaffen.

Ech fannen et gutt, dass och Akteure vum Terrain, wéi Luxembourg for Finance oder d'Chambre de Commerce an dësem Aarbechtsgrupp matschaffen, well et si sinn, déi dësen Image no bausse musse verkafen. Et ass och richteg, dass d'Regierung sech d'Moyene gëtt, fir dass dës Strategie vum Nation Branding en Erfolleg gëtt.

E positiven Image ass wichteg fir e Land mat ganz spezifeschen Avantagen an Atouten, mä mat engem schlechte Ruff. Zu Lëtzebuerg hu mer a villen Domänen en Know-how. Op der Finanzplaz hu mer Leit, déi hei schaffen, déi ee grousst Fachwëssen hunn. Derniewent hu mer stabil Institutiounen an de soziale Fridden. E Streik zu Lëtzebuerg ass éischter d'Ausnahm wéi d'Regel. Et muss ee wëssen, dass e Streik fir eng Entreprise, wéi kierzlech bei Air France, der Lufthansa oder der Däitscher Bunn, all Kéiers e Milliouneverloscht fir dës Entreprise bedeit, deen net ageplangt war.

D'lescht Woch huet Transparency International matgedeelt, dass Lëtzebuerg zwou Plaze gutt-gemaach huet am Ranking vun de Länner mat der mannster Korruptioun. Mir sinn nämlech elo an den Top Ten weltwäit a beleeën elo déi 9. Plaz. Och dat huet e gewëssenen Afloss op d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Dat sinn alles Qualitéiten, déi mir beim Nation Branding mussen ervirsträichen.

Här President, wat d'Bildung ugeet, huet de Minister Claude Meisch festgestallt, dass déi Kanner, déi an eng international Schoul wëlle goen, oft keng Plaz an esou enger privater Struktur hei zu Lëtzebuerg fannen. Well wann eng Entreprise Personal aus dem Ausland wëllt rekrutéieren, esou kommen dës Leit, wa se agestallt ginn, meeschtens mat hirer ganzer Famill op Lëtzebuerg wunnen. An eng vun den éischte Froen, déi sech de Kandidat fir esou e Poste stellt, ass: Wéi sinn dann d'Schoulen zu Lëtzebuerg? Gëtt et och eng international Schoul fir meng Kanner?

De Bildungsminister Claude Meisch huet dëse Fait erkannt an décidéiert, zu Déifferdeng eng ëffentlech Europaschoul ze bauen, déi dës Kanner soll a kann opfänken. Dës wäert sech um Schoulsystem vun der Europaschoul orientéieren an en europäesche Baccalauréat ubidden. Dës Schoul wäert bis zu 1.400 Schüler Plaz bidden a kéint hir Diere schonn 2016 opmaachen.

Zu Lëtzebuerg gëtt momentan vill an d'Telekommunikatiounen investéiert, mä och an den Internet à très haut débit, wou de Prozentsaz vun den Haushalter, déi dovunner profitéiere kënnen, exemplaresch ass. Wat elo d'Präisser vum Breetband-Internet-Abonnement ugeet, esou sinn déi zwar, Concurrence du marché oblige, erofgaangen, mä vu dass Lëtzebuerg e klenge Marché ass an d'Infrastrukturen an d'Glasfaser jo awer kaschten, kann ee leider net déiselwecht Präisser wéi an eisen Nopeschlänner erwaarden. Zudeem ass den ICT ee vun eise prioritären Domäne vun eiser ekonomescher Diversifikatioun, e Secteur, wou mir amgaange sinn, a Saachen Data-Centeren eng Leaderroll an Europa anzehuelen.

Här President, wat elo d'Effikassitéit vun eisem Maart ugeet, do schneide mer bei den Indicateuren, déi moossen, wéi einfach a wéi séier een eng Firma zu Lëtzebuerg ka grënnen, och net esou ganz gutt of. Bei der Simplification administrative herrscht jo normalerweis Konsens. Jiddweree wëllt zréckkommen zur Administratioun vun de kuerze Weeër, engem vun den héichgepriesenen Atoute vun eiser Ekonomie.

D'Simplification administrative gouf jo an der viregter Regierung zur Chefsaach erkläert. Et ass leider awer net vill geschitt. Vill Leit hu souguer d'Gefill, et sinn elo nach méi Contrainten, besonnesch am Beräich vun der Ëmwelt, déi dozou bäidroen, dass eis Ekonomie net déi Dynamik kann entwéckelen, déi se eigentlech bräicht.

Et muss also wierklech eppes geschéien! Well just vu Simplification administrative schwätzen, wéi déi lescht Joren, hëlleft kengem. Duerfir sinn ech frou, dass dës Regierung, direkt am Ufank vun hirer Amtszäit, d'Omnibusgesetz déposéiert huet. Et mierkt een, dass dëse Sujet eng Prioritéit fir dës Regierung ass. D'Omnibusgesetz ass en Deel vun der Strategie, eise Stat manner schwéierfälleg, méi séier a méi effikass ze maachen a besonnesch un d'Besoine vun eise Bierger, mä och den Entreprisen unzepassen.

D'Omnibusgesetz ass souzesoen e Pilotprojet. Et ass eréischt en éischte Schrëtt. Et besteet aus engem Échantillon vu Moossnamen, déi als prioritär definéiert goufen a séier ëmzesetze sinn. Dëst ass d'Resultat vun engem systematesche Screening vun allen administrative Prozeduren. Mir schwätzen hei vun enger neier Approche, vun enger transversaler Approche, well Efforten um Niveau vun alle Ministèrë gemaach goufen.

Et goufen also an enger éischter Phas 13 Sujete festgehalen, déi Vereinfachungen an 13 Gesetzer duerchféieren. Dës prioritär Mesurë bezéie sech haaptsächlech op d'Kierze vun Délaien a vu Prozeduren, begleet duerch manner Käschten, déi ufalen. Da gëtt d'Transitioun op den Numérique, den Non-paper gefuerdert, wat mat sech bréngt, dass verschidden Informatiounen einfach online ze consultéiere wäerte sinn. Dat ass e wichtege Bäitrag, fir eise Stat ze moderniséieren.

D'elektronesch Administratioun ass och ee vun de Pilieren an der Initiativ „Digital Lëtzebuerg", déi de Premier Xavier Bettel kierzlech lancéiert huet. Da ginn am Omnibusgesetz awer och nach Prozeduren ofgeschaaft, déi onnëtz sinn. Wéi gesot, deen dote Projet de loi ass eréischt den Ufank vun der Simplification administrative, déi esou néideg ass fir eis Entreprisen an d'Kompetitivitéit allgemeng.

Et kann nämlech net sinn, dass hei am Land d'Schicksal vun engem Projet, heiansdo och d'Iwwerliewe vun enger Entreprise, um Spill steet wéinst enger Demande, déi hänke bleift. Dat kann net sinn! Dat kann e Kommodo-Inkommodo sinn, deen net kënnt, oder néideg Investissementsbäihëllefen, déi einfach net séier genuch fräigeschalt ginn. Duerfir mussen - am Omnibusgesetz sinn der schonn e puer virgesinn - d'Autorisations tacites d'Regel ginn an net d'Ausnahm bleiwen.

D'Beschleunegunge vun den administrativen Décisiounen ass en „must" an net en „nice to have". Bei enger Autorisation tacite huet eng Administratioun nämlech eng gewëssen Zäit, fir eng Autorisatioun ze ginn oder ze refuséieren. Dat suergt fir Transparenz a Prévisibilitéit - Saachen, déi fir Entreprisen immens wichteg sinn.

Et kann net sinn, dass ee bei verschiddene Prozedure gesot kritt, dass et bis zu x Méint dauere kann. Bei enger Autorisation tacite weess ee genau, dass, wann d'Demande no x Méint net traitéiert gouf, een d'Autorisatioun da spéitstens huet. Dat géif d'Prozedure wesentlech beschleunegen. Wann een dann nach online verfollege kann, wou seng Demande grad drun ass, ass och d'Transparenz vis-à-vis vun der Administratioun garantéiert. Leider ass et dacks de Fall, dass een net weess, wou seng Demande grad drun ass, wie se traitéiert, ob se komplett ass an esou weider an esou weider.

D'nächst Joer trëtt och d'Reform vum Secteur public a Kraaft. Nieft dem Fakt, dass duerch d'Erhéije vum Punktesystem d'Gehälter beim Stat klamme wäerten, sinn awer och Elementer an der Reform, déi de Stat wäerte méi modern maachen, jo, och méi kompetitiv maachen. Well e moderne Statsapparat hëlleft der Ekonomie och, kompetitiv ze sinn. An dat ass wichteg.

Et ass awer och e Fait, dass mir héich Ënnerscheeder bei den Ufanksgehälter tëschent dem Privatsecteur an dem ëffentleche Secteur hunn, wat et villen Entreprisë schwéier mécht, gutt qualifizéiert Leit ze rekrutéieren, déi se brauchen, fir kompetitiv ze bleiwen. Dës Leit zéien et an dëse schwieregen Zäiten oft vir, op Sécherheet ze setzen a si gi léiwer an d'Fonction publique.

Besonnesch dramatesch ass d'Situatioun bei den Ingenieuren. Et gëtt e Manktum u qualifizéierten Ingenieuren zu Lëtzebuerg. Duerfir sinn d'Entreprisë gezwongen, Leit an d'Ausland sichen ze goen, oft souguer ausserhalb vun der EU. An do stellt sech dann de Problem vun der Aarbechtserlabnis. Dëst gëllt generell fir international Betriber an alle Secteuren, zum Beispill an der Recherche, der Industrie an op der Finanzplaz, Betriber, déi Leit aus hiren Heemechtslänner och wëllen astellen an do Steng an de Wee geluecht kréien. Duerfir schwätze mir als DP eis fir d'Aféierung vun enger europäescher „Green Card" aus oder der sougenannter „Carte bleue européenne", fir et dëse Betriber méi einfach ze maachen, dat néidegt Fachpersonal ze rekrutéieren.

Et kann een hei net behaapten, dass dës Leit eise Chômeuren d'Plaze géifen ewechhuelen. Neen, et handelt sech hei ëm héich qualifizéiert Leit, déi et hei um Aarbechtsmaart net ginn.

Wat d'Konditiounen op eisem Aarbechtsmaart ugeet, et gi Beräicher, wou ee mat relativ liichten Ajustementer d'Patrone kéint motivéieren, méi Leit anzestellen. Ech denken do zum Beispill un de Plan d'organisation de travail, deen e bësse méi Flexibilitéit kéint verdroen an esou besser u verschidde saisonal Aarbechten ugepasst wier. Ech kéint mer och virstellen, dass een, wéi et am Koalitiounsaccord ugedeit gëtt, iwwert d'Dauer vun der Referenzperiod nodenkt, déi zu Lëtzebuerg op e Mount fixéiert ass, obwuel déi europäesch Direktiv awer véier Méint virgesäit.

Mir mussen och derfir suergen, dass den Absentéismus-Taux a Grenze gehale gëtt. Engersäits duerch Preventioun, fir datt dës gesondheetlech Problemer net optrieden, anererséits ass et wichteg, d'Abusen duerch d'Asetze vu genuch Kontrolldokteren heiheem an an der Grenzregioun ze évitéieren.

Här President, eng Brems fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, déi och regelméisseg vum Patronat ugeschwat gëtt, ass deen héije Coût salarial unitaire géigeniwwer vun eisen Nopeschlänner. Duerfir ass et wichteg, dass mir d'Lounniewekäschten niddreg halen, fir kompetitiv ze bleiwen. D'Regierung ass sech där Situatioun bewosst an huet ugekënnegt, d'Steierlaascht fir d'Entreprisen net ze erhéijen, genausou wéineg wéi d'Cotisatioune fir d'Sécurité sociale. Dëst ass e wichtegt Signal!

En anere Sujet, deen ze abordéieren ass, ass d'Sonndesaarbecht. An der Fuerschung, mä och an anere Secteuren ass nämlech eng Demande do, de legale Kader vun der Sonndesaarbecht ze flexibiliséieren. A well de Secteur jo awer zu de prioritäre Secteure gehéiert bei der Diversifikatioun vun eiser Ekonomie, wollt ech de Wirtschaftsminister froen, wéi hien do zu enger Ouverture steet. Datselwecht gëllt och fir d'Effnungszäite vum Commerce, wou ee sech muss froen, ob et net um Commerçant selwer ass, fir ze décidéieren, wéini hie säi Geschäft wëllt opmaachen a wéini net.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, d'Kompetitivitéit vun enger Ekonomie hänkt vun enger Hällewull vu Facteuren of, vun deenen ech der nëmmen e puer hei konnt uschneiden. Op eng Rei vun deene Facteuren huet d'Politik och reell Afloss an et ass hir Aufgab, den optimale Kader fir eng wirtschaftlech Attraktivitéit (veuillez lire: Aktivitéit) ze setzen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Regierung sech, zesumme mat de Sozialpartner, déi néideg Zäit wäert huelen, fir am Intérêt vun eis alleguerten de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen, wéi en de Moment schonn ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Elvinger.

Kolleegen a Kolleeginnen, et ass e bësse vill Gegrommels am Sall an dat stéiert de Riedner ganz besonnesch. Wann Der wichteg Saachen ze beschwätzen hutt, et gëtt Plazen, wou een dat ka maachen, ouni de Riedner ze stéieren. Villmools Merci fir d'Versteesdemech!

D'Wuert huet elo direkt den Här Gérard Anzia. Merci!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als gréng Fraktioun däerf d'Kompetitivitéit net nëmmen op engem kuerzfristege Kompetitiounsmodell berouen. Si däerf also net nëmmen op zueleméisseg erfaassbare Kritäre baséieren, mä si muss ëmmer och mëttel- bis laangfristeg nohalteg, sozial an allgemeng qualitativ Iwwerleeunge mat abezéien.

Mir hu guer näischt dovun, wa mir déi nächst Joren an iergendenger Etüd zu den Top Ten vun de weltwäit kompetitiivste Länner gehéieren an dofir eise soziale Fridden heiheem opferen, zouloossen, dass e groussen Deel vun eiser Bevëlkerung eventuell an d'Prekaritéit erofrutscht doduerch, dass mer eise Paienniveau allgemeng géifen erofsetzen, de Kënnegungsschutz méi labber géife maachen an den Index duerch Aarbechtskampf géifen ersetzen.

Mir hunn och näischt dovun, wa mer eis Kompetitivitéitszuele mat bëllegem Atomstroum oder mat fossilen Energieträger eroppushen oder eis Emwelt iergendengem zueleméissege Wuesstumswahn géifen opferen.

Eis Kompetitivitéit soll a muss op engem laangfristeg ugeluechte Modell baséieren. D'Stéchwuert wier fir mech do „Green New Deal", e Modell, deen op all Domäne vum Wirtschaften ugewannt ka ginn an e wäite Bou spaant vun der Landwirtschaft, de Beräicher Energie an Emwelt, Industrie a Mobilitéit bis natierlech zu der Aarbecht an der sozialer Gerechtegkeet - e grousst Wuert!

Eis Entreprisë musse kompetitiv bleiwen, net doduerch, dass si esou bëlleg wéi méiglech produzéieren, mä doduerch, dass hir Produiten interessant sinn duerch d'Qualitéit an de Méiwäert, dee se duerstellen. Dofir ass ënner anerem d'Ënnerstëtzung vu Fuerschungsaktivitéite wichteg, en héije Bildungsniveau an eng grouss Diversitéit vun der Bevëlkerung a virun allem soziale Fridden an eng stabil politesch Situatioun.

Wat brauch dann elo eng Entreprise, fir zu Lëtzebuerg an am Ausland kompetitiv kënnen ze schaffen? Hei eng kleng Lëscht vu gréngen Ustéiss, déi sécherlech net komplett ass:

1. Gutt forméiert Leit, motivéiert, flexibel a gesond Leit, déi och sozial gutt integréiert sinn.

2. Eng gutt a virausschauend Gouvernance vun den Entreprisen.

3. Gutt funktionéierend Infrastrukturen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

4. Ee klore gesetzlechen a séchere Kader, an deem hiert Geschäft sech kann développéieren.

5. Eng Plattform, fir d'Entreprise an hir Produkter um nationalen an internationale Plang kënnen duerzestellen.

Op déi eenzel Denkustéiss géif ech elo dann e bëssen am Detail agoen a wollt - dat läit mir natierlech no - mam Domän vun der Formatioun kuerz ufänken. Wéi scho gesot, eng kompetitiv Wirtschaft brauch gutt forméiert Aarbechtskräften an - dat war an der Vergaangenheet esou - eis Matière grise war zu Lëtzebuerg een Atout an Argument fir Entreprisen, fir sech hei nidderzeloossen.

Eis Villsproochegkeet huet eis do vill Dieren opgemaach, an dofir musse mir bei der Formatioun vun eise Jugendlechen drop oppassen, dass si an Zukunft déi Chance och weider behalen.

Mir brauchen och, wéi dat an der Formation professionnelle elo schonns de Fall ass, eng verstäerkten Zesummenaarbecht mat der Aarbechtswelt, mam Handwierk an der Industrie. Et kann an däerf dach net sinn, dass e Schüler aus engem Classiqueslycée eréischt no senger Première op der Sich no enger Aarbecht fir d'Éischt de Kontakt mat der Aarbechtswelt fënnt! Dofir proposéiere mir als Gréng, dass dëse Kontakt scho vill éischter geschitt an dass et och méi intensiv geschitt; iwwer Stagen an Entreprisen, déi dann natierlech missten an de Programmer emol verankert ginn.

Et géif och vläicht verhënneren, dass mer zu Lëtzebuerg déi speziell Situatioun hunn, dass d'Entreprisen déi noutwendeg a gutt forméiert Leit um Aarbechtsmaart sichen an net fannen - siehe am Ingenieurswiesen, Finanzsecteur, Informatik -, an op där anerer Säit mir awer eng Partie Leit mat Unisdiplom hunn, oder déi nach an der Formatioun, an der Ausbildung sinn, fir déi et hei zu Lëtzebuerg wäert schwéier bis onméiglech ginn, fir eng Aarbechtsplaz an hirer Spezialitéit ze fannen.

Ech wëll och net mëssverstane ginn: Jiddwereen huet de fräie Choix vu sengen Etüden, mä mir kënnen eis et zu Lëtzebuerg awer net erlaben, laanscht d'Realitéite vum Aarbechtsmaart auszebilden.

Och ass den Domän vun den „Green jobs" zu Lëtzebuerg ënnerentwéckelt a muss an Zukunft vill méi genau op de Leescht geholl ginn.

Energieeffizienz an erneierbar Energien, ressourcëschounend Produktiounsaart a -weise sinn de Knackpunkt fir e Plus u Kompetitivitéit vun all Entreprise, déi an Zukunft am internationale Kontext wëllt bestoen a mathalen.

E gutt Beispill gëtt et do aus der Schwäiz, déi scho virun iwwer 15 Joer ee Programm opgeluecht hunn, fir hir Betriber an der Energieeffizienz fit ze maachen, an dat ganz spezifesch fir all Beruffssparten. Vläicht ass do och dran ze gesinn, dass si ee Virdeel um internationale Maart hunn a ganz gutt kompetitiv dostinn.

Wa mer mat esou enger Ausso averstane sinn, dass dat muss no vir bruecht ginn, da musse mer dat och forcéiert an eis Formatiounen afléisse loossen.

En anere wichtegen Domän - ech mengen, den… jo, et ass och esou, eise Wirtschaftsminister hat dat schonn ugeschwat - ass den Esprit d'entreprise, deen hei zu Lëtzebuerg méi oder manner ausgeprägt ass an och de Problem vun der Reprise d'entreprise.

Mir hunn, mengen ech, zu Lëtzebuerg leider net déi richteg Kultur, fir dat unzegoen. Ze vill laang hu mer do de Modell vun enger sécherer Plaz bei Stat a Gemeng als ustriefbaren Ideal an d'Fënster gestallt. An dofir sinn d'Handwierk an d'Entreprisen an der Konkurrenz mat Gemengen a Stat a fanne schwéier um Territoire zu Lëtzebuerg déi noutwendeg Leit - dat ass sécherlech net déi eenzeg Ursaach - a mussen dann dofir, fir déi Leit ze fannen, op dat noot a wäit Grenzgebitt zréckgräifen.

Mat deem Resultat, dass mir op där enger Säit de bekannte Flux vu Grenzgänger an eist Land hunn, fir dass eis Wirtschaft funktionéiert an dass dat op där anerer Säit dozou féiert, dass mir bei der Reprise d'entreprise - wéi virdru schonn ugeschwat - an d'Schliddere kommen, a wann déi Leit a Pensioun ginn, keng capabel Leit fannen, déi deen Challenge do uginn.

Fir neien Esprit d'entreprise zu Lëtzebuerg unzekuerbelen, muss verstäerkt a sougenannten „Pépinières d'entreprises" geschafft (veuillez lire: investéiert) ginn, déi enger Start-up-Firma et méi einfach maachen, fir Fouss ze faassen, fir mat hirer Geschäftsiddi unzekommen.

An deem Kontext wëll ech Iech op e flotten Artikel am „Monde" hiweisen, deen dëse Méindeg dra war am Kader vun hirem Auditorium, dee se ëmmer hunn, vum Développement durable, deen do heescht: „Contestation créatrice - Entreprendre autrement pour changer le monde", wou et grad dorëms geet, dat Potenzial vu Jonken opzegräifen, déi mat neien Iddien op de Maart wëlle kommen an dofir awer grad déi elo sougenannten „Starthëllefen"" onbedéngt brauchen.

Ee flott an eenzegaartegt Beispill dofir gëtt et jo och zu Déifferdeng um Site 1535 (veuillez lire: 1535°C),…

(Interruption)

Voilà.

…wou elo schonn iwwer 120 Jeunes créateurs schaffen a wou an den nächste Joren d'Coworking Spaces opginn. Dofir nach eng Kéier Gratulatioun och hei dem Intervenant vun der Säit… den Déifferdenger Buergermeeschter a säi Schäffen- a Gemengerot.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Do ass et jo och elo esou, dass iwwer 100 Demanden do sinn an awer net déi entspriechend Unzuel vu Plazen zur Verfügung stinn.

Esou een Esprit d'entreprise solle mer zu Lëtzebuerg onbedéngt verstäerkt ënnerstëtzen, an dofir musse mer et och méi einfach maachen, fir an dësem Emfeld dat néidegt Startkapital, heescht Prête bei de Banken, ze fannen.

Eng Bank ass eiser Meenung no do, fir Suen ze léinen, an net nëmmen do, fir ze spekuléieren. Och hu mir zu Lëtzebuerg ee ganz atypeschen Aarbechtsmaart mat iwwer 70% Netlëtzebuerger, sief et Frontalieren, déi all Dag an eist Land schaffe kommen, sief et awer och auslännesch Résidenten, déi eben hei da wunnen. All droe se - wéi virdrun ugemierkt schonn - zum Wuelstand an zur Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg bäi.

Mir hunn also eng speziell Situatioun, an op déi wëll ech hei nach eng Kéier kuerz méi genau agoen a se e bësse méi genau analyséieren.

Dem Statec no schaffen zu Lëtzebuerg - Dir wësst dat bestëmmt - 350.000 Leit (veuillez lire: 370.000), dovun 207.000 Résidenten an 163.000 Frontalieren. Vun deene Résidentë spléckt sech dat awer op, op zirka d'Halschent Lëtzebuerger, an déi aner Halschent zu 90.000 als EU-Auslänner an 11.000 Auslänner, déi ausserhalb vun der EU hierkommen an awer hei wunnen.

Mir wären also besonnesch gutt beroden, dës auslännesch Résidenten, déi eng noutwendeg a gewënschten Aarbechtskraaft duerstellen, méi staark an eis lëtzebuergesch Gesellschaft ze integréieren an domat och ee Kompetitivitéitsvirsprong ze erhalen.

Dat hu mer am leschte Jorhonnert gemaach bei eise Schmelz- a Bauaarbechter. Dës Leit an hir Nokomme si fest an eiser Gesellschaft verankert, sief et an Entreprisen, an de Veräiner, an de Gemengen an natierlech och hei an der Chamber.

Aus dëser Erfahrung sollte mer léieren an eis verstäerkt fir déi wirtschaftlech a sozial Integratioun asetzen. An do ass et ganz kloer fir déi gréng, dass d'Auslännerwahlrecht ee wichtege Bausteen ass. Mir kënne vun dëse Résidenten zu Lëtzebuerg net verlaangen, dass se sech op där enger Säit integréieren, an op där anerer Säit gesti mer hinnen dat Recht net an, fir d'Gesellschaft mat kënnen ze gestalten.

Wann een d'Zuele vum Statec zum Emploi salarié weider ënnersicht, da komme mer och zu Lëtzebuerg op e weidert Ongläichgewiicht, an dat ass dat tëschent Mann a Fra. Vun deenen 370.000 Salariéë sinn der 220.000 Männer a knapps 150.000 Fraen. Fir mech ass dat also eng kloer Disproportioun.

Ass dat elo vun der Gesellschaft esou gewollt? Ass dat eng Fatalitéit, déi mer akzeptéiere mussen? Ech mengen net. An et gëtt och gutt Grënn, firwat mer do als Gesellschaft eis sollte beméien, fir dëst Verhältnis erëm méi ze équilibréieren.

Den éischte Grond ass einfach - an et ass bekannt -, dass d'Meedercher u sech besser léieren, méi fläisseg sinn, wéi hir männlech Pendanten, an och besser Resultater an de Schlussexamen opweisen.

Wann een dann den Antrëtt an d'Aarbechtswelt ënnersicht, da solle mer déi Fraen, déi jo dann dès le départ awer gutt, wann net besser Viraussetzungen haten, fir zur Kompetitivitéit vun der Gesellschaft bäizedroen, och onbedéngt opfuerderen, ganz aktiv do matzemaachen.

Elo ass et awer zu Lëtzebuerg esou - an ech mengen, dat däerf net esou sinn -, dass d'Organisatioun vum Familljeliewe vill vun de Fraen ofhänkt. Da musse mer och do Méiglechkeete schafen - an dës Regierung ass jo domat amgaangen iwwert d'Familljeministesch, déi huet Saachen an d'Wee geleet -, fir dass eben déi Organisatioun vum Familljeliewen an d'Aarbecht net op een eenzege Liewenspartner - sief et Mann oder Fra - eleng cibléiert gëtt. Déi zwee musse kënne souwuel dat eent wéi dat anert droen.

Wann elo d'Männer, fir d'Statistik an den Équiliber ze bréngen, géifen all doheem bleiwen, dann hätte mer nawell näischt erreecht, well an der Strategie vu Lissabon vun 2010 een Taux d'emploi vu 75% bis 2020 ugestrieft gëtt, dee mer nach laang net erreecht hunn.

Et geet eis zu Lëtzebuerg u Kompetitivitéit verluer, wa mir dat Potenzial vu gutt forméierte Fraen a Männer um Aarbechtsmaart net mobiliséieren an notzen, fir dës Ziler iwwerhaapt kënnen unzepeilen.

An da wëll ech och elo hei net déi Diskussioun vu Männer- oder Fraequoten ukierpen, mä et ass awer och zu Lëtzebuerg esou, dass Entreprisë besser Performancen opweisen, an deene méi Fraen a Führungspositioune sinn. Dat ënnersträiche Rapporte vun „Women Matter" vu McKinsey, déi all Joers erstallt ginn. Dat ass also keng Ausso, déi sech net op eppes Novollzéibares berifft. Dat soll eis dach all ermuddegen hei am Land, d'Politik esou ze gestalten, dass d'Frae verstäerkt och an dës Positioune kommen.

Een anere Gedanken, deen ech elo awer nëmme kuerz wëll uschwätzen, well anerer, d'Virriedner, dat schonn hei gemaach hunn, ass dee vun den Infrastrukturen.

Mir sollten eis Entreprisen an eis Wirtschaft doduerch stäerken, dass mir hinnen eng gutt Infrastruktur zur Verfügung stellen, sief et - an dat huet och verkéierstechnesch Aspekter - dezentraliséiert Aktivitéitszone mat gudder Ubannung un den éffentlechen Transport an un d'Stroossen- an d'Mobilitéitsnetz (siehe de Plan sectoriel, eben deen an deem Domän zoutrëfft), sief et awer och, dass mer derfir suergen, dass mir um Niveau vun der Dateniwwerdroung d'Nues an Europa vir hunn, wat jo och mam Highspeed-Glasfaser-Réseau am Moment an Ausaarbechtung ass.

Mir brauchen awer och eng kohärent Legislatioun, déi de Verwaltungsopwand bei allem, wat d'Genehmegungen ugeet, esou kleng wéi nëmme méiglech hält, ouni dass een awer eis héich Standarde bei Gesondheets-, Aarbechtsschutz an am Emweltberäich deem géif afferen.

D'Omnibusgesetz vun der neier Regierung geet jo an dës Richtung a brëngt och am Emweltberäich, zwar nëmme punktuell, wat d'Waasserschutzgesetz ugeet wéi och wat d'Kommodosgesetz ugeet, elo schonns Vereinfachungen. An et ass dofir och net richteg, wéi den honorabele Kolleeg Félix Eischen gëschter dat um CSV-Briefing gesot huet, dass d'Omnibusgesetz ee Knéifall vum Wirtschaftsminister virum grénge Koalitiounspartner wier. Villméi ass et esou, dass den honorabele Kolleeg, mengen ech, d'Komplexitéit vun der Matière awer ënnerschätzt.

Et stinn nämlech zwee Projet-de-loien an d'Haus, déi deemnächst och wäerten an deenen entspriechende Kommissiounen dann diskutéiert ginn. Et ass eng EU-Direktiv, déi dëst Joer erauskomm ass, déi mer bis 2017 mussen ëmsetzen, betreffend d'Études d'impact, kuerz EIE. Do läit och schonn den Avis… Bon, déi ass och scho mat erwähnt ginn am Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, wéi se den Avis gemaach hunn zum Omnibusgesetz. Si hunn dat och bedauert, dass et net mat drakomm ass. Si hunn awer och do vermierkt, dass se op d'Komplexitéit vun deem Thema higewisen hunn an dofir och Verständnis gewisen hunn, fir dass dat an engem separate Gesetz muss traitéiert ginn.

Des Weideren ass d'Naturschutzgesetz och schonn um Instanzewee, wou och schonn den Avis vum Statsrot virläit a wou och Vereinfachungen dra virgesi sinn, zum Beispill betreffend d'Kompensatiounsmoossnamen an och de Flächepool.

Et wär also absolut net sënnvoll gewiescht, dëst elo an d'Omnibusgesetz eranzequetschen, wou et souwisou elo geschwënn am Naturschutzgesetz wäert ëmgesat ginn.

Ech verstinn awer, dass dat Ganzt elo verschidden Akteuren net schnell genuch geet an och net wäit genuch geet, mä d'Regierung muss jo fir e gudden Équiliber suergen tëschent all den Intérête vun eiser Gesellschaft, der Wirtschaft an der Kompetitivitéit op där enger Säit an natierlech der Liewensqualitéit vun hire Bierger op där anerer Säit.

An dës Regierung huet, mengen ech, bis elo emol, dësen Équiliber fonnt, a mir wäerte se och doranner ënnerstëtzen, fir dass dat esou bleift.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech kommen elo zum leschte Punkt vu menger Interventioun hei, deen huet eppes mat Labelen ze dinn, mat der Responsabilité sociale des entreprises an aner Labelen zu Lëtzebuerg.

Am Gréngbuch vun der Europäescher Kommissioun ass 2001 schonn de Kader vun der Responsabilité sociale des entreprises, kuerz RSE, gesat ginn, mä et huet awer elo bis de 25. Oktober 2011 gedauert, bis dass a sech dat Konzept festgehale ginn ass. Do ass och festgehale ginn, dass d'EU dat gesäit als ee Moyen, fir eng Croissance inklusiv ze gestalten, a Lëtzebuerg ass och an deem Kader opgefuerdert ginn, fir en nationalen Aktiounsplang ze entwéckelen.

Am Moment, wa meng Informatioune richteg sinn, si mir do awer Schlusslicht an Europa, nach hanner Kroatien a Griichenland - ouni déi Länner elo wëllen iergendwéi ofzewäerten -, a mir hunn, souwäit ech dat weess, nach kee Plang.

Wat awer guer net dorop passt, dass een op der Internetsäit vum Guichet public ausféierlech Informatiounen zu dësem Thema, zum Thema vun der Responsabilité sociale des entreprises also, fënnt.

Et stellt een dann, wann een dann op där Internetsäit sech e bëssen informéiert, och fest, dass et zu Lëtzebuerg e puer Labele gëtt, fir Betriber auszezeechnen, déi sech an dësem Domän engagéieren.

All kennt Dir bestëmmt de Label vun der SuperDrecksKëscht vu Betriber, eventuell nach den Ekolabel vum Tourismus. Vill manner bekannt ass awer de Label ESR, Entreprise socialement responsable, dee vun der UEL iwwer säin Institut INDR vergi gëtt, oder de Label Charte de la diversité Lëtzebuerg.

Déi Saache sinn, menger Meenung no, eng gutt Initiativ. Mir sinn och der Meenung als Gréng, dass déi Qualitéitslabele fir Betriber e

wichtege Message kënne ginn no bausse vis-à-vis vun hire Clienten an och e Méiwäert hunn, fir sech do positiv ze positionéieren.

De Client - an dat kënnen der vill sinn, dat kënnen déi privat sinn, dat kënnen Entreprisen och sinn, déi bei aner Entreprisen Artikele kafen - sicht ëmmer méi no Qualitéit an huet dacks e Problem, fir sech doran ze orientéieren. Dofir kann een déi Démarche, fir Labelen anzeféieren, och op regionalem Niveau, nëmmen ënnerstëtzen.

Aner Labelen aus dem touristesche Beräich, déi awer och an d'Nahrungsmëttelproduktioun eraginn, sinn zum Beispill d'Véi vum Séi oder den Téi vum Séi. Oder do an déi Richtung geet och den Ekolabel eben da fir touristesch Betriber.

Mä et gëtt awer och ganz flott Beispiller vu Labelen, déi nach vläicht manner bekannt sinn, am Handwierksberäich. Do gëtt et am Kanton Réiden e Label, deen heescht Climec, wou sech Handwierksbetriber a Beroder zesummegedoen hunn, fir gemeinsam am Beräich vum Bauen a Renovéiere vun Haiser eng héichwäerteg Aarbecht no baussen duerzestellen.

Et muss een awer op alle Fall derfir suergen, dass déi Labelen och Substanz hunn, soss hunn déi Labele kee Méiwäert an den Zweck ass absolut verfeelt.

D'Marque Lëtzebuerg muss sech op alle Fall no baussen anescht opstellen, fir dass se och an Zukunft net nëmme vu baussen negativ beluecht gëtt. Dat ass och vläicht just eng zäitweis Erscheinung, déi ee mat engem gewëssene Recul dann hoffentlech vergiesse kann dinn. An et ass am Sënn vun enger kompetitiver Wirtschaft, déi qualitativ interessant Produiten ubitt, fir déi eben och entspriechend no baussen ze kommunizéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen elo zum Schluss. Kompetitivitéit kënnt vu Kompetitioun, dat heescht: besser, méi séier, den Éischten an awer och, menger Meenung no, méi nohalteg sinn. Lëtzebuerg huet extrem vill Potenzial, muss awer just aus senger Confortzon eraus, an et muss definitiv geschafft ginn!

Elo hunn ech sécherlech genuch geschwat an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Anzia. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Gast Gibéryen.

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, mir hunn de Mëtten hei eng ganz interessant Diskussioun, déi mer net fir d'Éischt an och sécherlech net fir d'Lescht féieren. Ech mengen, eng ganz Rei vu Kolleeginnen a Kolleegen, an och vun der Regierung, hunn haut de Mëtten hei eng Rei vu Froen opgeworf, Interpretatioune ginn a Propositioune gemaach, wou ee kann am Prinzip soen, datt an dem grousse Schnëtt hei duerch d'Chamber net déi ganz grouss Désaccorden - bis op Nuancen tëschent deenen eenzelne Punkten - bestinn.

Ech wëll am Fong a mengem Bäitrag nach eng Rei vu vläicht anere Punkte mat an d'Diskussioun erabréngen. D'Fro vun der Kompetitivitéit vun eisem Land an eise Betriber am internationale Kontext ass jo dat, wat mer de Mëtten haut hei wëllen diskutéieren. Dës Fro ass ëmmer méi wichteg, well engersäits dat internationaalt Ëmfeld sech permanent ännert, nei Mäert opginn an déi international ekonomesch Entwécklung nei Froen, déi mer musse beäntwerten, opwerft.

Laut internationale Vergläicher läit Lëtzebuerg net esou schlecht do, wéi dat dacks gesot gëtt, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt. Wat den Image de marque ubelaangt, huet déi rezent Diskussioun ëm d'Rulingen ons sécherlech an deem Domän net besser positionéiert. Et sinn awer déi zwee Punkten, den Niveau vun der Kompetitivitéit an den Image de marque, déi zesummen als Aushängeschëld fir de Site Lëtzebuerg zielen.

Wat den Image de marque ubelaangt, wëll ech d'nächst Woch am Kader vun de Budgetsdebatte méi am Detail dorobber agoen. Den Här Finanzminister huet den Thema schonn ugeschwat, dee mer an de leschte Wochen hu missen an och an deenen nächste Wochen nach wäerten am Zesummenhang vun der Affär ëm d'Rulingen diskutéieren. An ech mengen, eis Finanzkommissioun huet mat der Regierung zesumme versicht, dat Bescht draus ze maachen an eng gewësse Solidaritéit hei zu Lëtzebuerg um politesche Plang ze bilden.

Haut wëll ech mech méi spezifesch mat der Fro vun der Kompetitivitéit ausenanersetzen. Un d'Fro vun der Kompetitivitéit ass direkt d'Fro gebonnen: Wou wëlle mir, datt dëst Land an Zukunft histeiert? An zwar aus enger Gesamtsiicht: Betriber, Aarbechtsmaart, soziaalt Ëmfeld, sozial Kohäsioun, Infrastrukturen, Formatioun, Wunnengsbau an esou weider. Resüméiert ausgedréckt: eng global Landesplanung.

Einfach iwwert d'Croissance ze schwätzen, ouni ze wëssen, wat déi Croissance, jee nodeem, wéi grouss oder wéi kleng se ass, un Auswierkungen op den Alldag, op dat alldeeglecht Liewe vun eise Betriber, eise Gesellschaften an de Leit mat sech bréngt, dat ass souguer géféierlech, fir dat esou einfach ze diskutéieren.

Dat Wuert Landesplanung spillt do eng wichteg Roll. Viru 14 Deeg ass d'Prozedur iwwert d'Plans sectoriels gestoppt ginn a mir fänken erëm vu vir un. Ech wëll elo net driwwer debattéieren, wat gutt oder schlecht gemaach ginn ass oder wien am meeschte Schold drun huet, un deem Resultat. Mir schéngt et awer wichteg ze sinn, datt mer elo vun der Geleeënheet profitéieren, ier mer dës Pläng iwwerschaffen an upassen, fir fir d'Éischt eng Diskussioun ze féieren, wou dat Land hei soll histeieren, wéi dat Land soll ausgesinn, wat mir deene kommende Generatioune wëllen hannerloossen.

Eis gréng Kolleegen hunn an den Zäiten, wou se nach an der Oppositioun waren, dat ëmmer mam Wuert „Zukunftsdësch" gemengt, wat mir als ADR och ëmmer ënnerstëtzt hunn. Leider hunn déi gréng awer elo, wou se an der Responsabilitéit sinn, d'Plans sectoriels op den Instanzewee geschéckt, ouni virdrun den Zukunftsdësch gemaach ze hunn.

Ech hunn an der Kommissioun mat de Kolleegen zesummen driwwer diskutéiert, wéi den zoustännege Minister, den Här François Bausch, do war, wou mer iwwert d'Prozedur vun de Plans sectoriels geschwat hunn, ob ee se sollt stoppen oder d'Gesetz änneren, a proposéiert, datt, wann ee se stoppt, mer da sollte vun der Geleeënheet profitéieren, fir virdrun deen Zukunftsdësch ze maachen. De Minister Bausch huet ganz positiv dorobber reagéiert an huet souguer proposéiert, datt mer direkt uganks d'nächst Joer eis sollen um politesche Plang hei an der Chamber zesummesetzen, fir iwwer esou en Zukunftsdësch ze schwätzen.

Den „choix de société", de Jeannot Krecké, ee vun eise fréiere Kolleegen, huet eng Kéier als Budgetsrapporteur dat hei gesot, datt mer als Gesellschaft missten dee Choix huelen, wou mer wëllen histeieren. Mä mir hunn déi Aufgab am Detail bis haut ni gemaach. Et ass sécherlech vill Aarbecht an net einfach, fir dee Choix ze maachen.

Wat fir e Land wëlle mer an 20, 30, 40, 50 Joer? Wëlle mer e Land vu 700.000 Awunner, enger Millioun, 1,5 Milliounen oder Gott weess wéi vill? Wéi wëlle mir eise Sozialsystem nohalteg ofsécheren? Wéi wëlle mir eis Schoulen, Transport, Wunnengsmaart an aner Infrastrukturproblemer gesinn? Wéi wëlle mer déi sozial Kohäsioun hei am Land garantéieren?

Wa mer déi Aarbecht maachen, an zwar bis zum Schluss, dann ass dat eng Aarbecht, déi een net an engem Mëtteg wäert maachen, mä et ass eng Aarbecht, déi wäert laang daueren an déi virun allem, wa mer géifen zum Schluss kommen, och géif bedeiten, datt mer missten d'Konsequenzen zéien. An do fäerten ech, datt déi Konsequenzen da politesch gesinn net onbedéngt populär sinn. An et ass och vläicht duerfir d'Ursaach, firwat d'Politik flächeniwwergräifend, géif ech soen, fäert oder net de Courage huet, fir déi Diskussioun bis zum Enn ze féieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Esou e Resultat géif eis och soen, wat mer als Wuesstum hei am Land brauchen oder mussen hunn, fir dann - sief et méi oder manner, sief et positiv oder sief et negativ -, fir dann eben deene Wonschvirstellungen, wéi mer eis d'Zukunft vun dësem Land virstellen, kënne gerecht ze ginn.

Bréngt e stramme Wuesstum ons dat Resultat, wat mer eis ëmmer erwënschen? No 20 Joer Héichkonjunktur, Rekordwuesstum, Millioune Frang oder Milliarde Frang vun Iwwerschoss a budgetärem Iwwerschoss: Hu mir eist Zil erreecht? Déi Fro musse mer eis haut stellen. Eng Fro, op déi mer, wa mer eis se objektiv stellen, musse soen, wa mer d'Situatioun haut kucken, datt mer d'Zil net erreecht hunn! Dee sougenannten „Wuelstand", deen op engem fragille Finanzsystem, wat praktesch exklusiv op d'Finanzplaz opgebaut ass, berout, dréit enorm Risikoen a sech, wéi mer dat all Dag besser kënne feststellen.

Trotz 20, 30 Joer Rekordzuelen, souwuel wat de Wuesstum wéi d'Finanzen ubelaangt, sti mer haut virun engem grousse Problem. D'Statsfinanzen: Statsdefizit ass eng permanent Realitéit ginn. D'Statsscholden hu rekordverdächteg Progressiounen ugeholl. Am Wunnengsbau sti mer virum Kollaps. Am Stroosseverkéier sti mer all Dag am Stau. Am Enseignement staut eng Reform sech hannert déi aner, mam Resultat, datt d'Resultater ëmmer méi schlecht ginn. De Chômage geet vu Joer zu Joer an d'Luucht. D'sozial Kohäsioun riskéiert éischter ausenanerzegoe wéi zesummenzegoen.

Zu där Diskussioun gehéieren och e puer Analysen: De Statsminister Jean-Claude Juncker huet bei der Lag vun der Natioun a senger Deklaratioun am Mee 2000 folgend Sätz heibanne gesot: „Wann een awer méi wäit kuckt, wann een hannert d'Zuelen, hannert d'Ofleef, hannert d'Prozesser kuckt, da gesäit een, datt dee séiere Wuesstum eis oft viru grouss Erausfuerderungen an zolidd Problemer stellt. Problemer, déi mer, wa mer éierlech sinn, net am Gréff hunn an déi mer, wa mer realistesch sinn, och net ouni Weideres an de Gréff kréien. Eis Goldmedailen hunn alleguer zwou Säiten."

An e schléisst de Saz of, datt e seet: „De stramme Wuesstum, deen alles dat zur Folleg huet, generéiert esou just Steiergelder genuch, fir seng eege Konsequenze finanzéieren ze kënnen." Dat war gesot viru 14 Joer, an engem Joer, wou mer Milliarde Frangen Iwwerschoss nach haten. Haut, mengen ech, wann en dee Saz nach eng Kéier géif soen, da géif e wahrscheinlech soen: De stramme Wuesstum, deen alles dat zur Folleg huet, generéiert net méi genuch Recetten, fir seng eege Konsequenze finanzéieren ze kënnen.

Et ass also eng spannend Fro, déi mer eis an deem Zesummenhang mam Wuesstum musse stellen. Ech oder mir als ADR hunn och sécherlech net all Äntwerten op déi Froen, déi sech an deem Zesummenhang stellen. Mä mir mengen awer, datt mer zesummen eng Kéier missten eis deenen Diskussioune stellen, wéi fir eis d'Zukunft vum Land ausgesäit a wat d'Konsequenzen, souwuel am Positiven an am Negativen, sinn, wa mer dee Choix de société maachen.

Am Kader vun där Iwwerleeung gëtt ëmmer vun enger Rei vu Leit behaapt, datt mer misste 4% Wuesstum hunn, fir eise Pensiounssystem ofzesécheren. Ech wëll emol hei kloer soen, an d'international Experte soen eis awer gläichzäiteg, de Statec, d'OECD, den IFM an d'Europäesch Kommissioun, datt mer an deem nächste Joer mat an der Moyenne engem Wuesstum vun 2% misste rechnen.

Ech wëll just hei eng Fauschtregel emol eng Kéier soen, datt, fir eng Pensioun ze bezuelen, een dräi Aktiver muss hunn. Dräimol 24 gëtt 72% vum Duerchschnëttsgehalt. An et ass och dat, wat een ongefeier als Pensiounen upeilt.

Dat heescht, am Ableck hu mer 120.000 Pensionären, bei 400.000 Aktiver. Mir hunn also haut méi Aktiver wéi mer brauchen, fir d'Pensiounen ze bezuelen. Duerfir hu mer jo och am Ableck all Joers nach en Iwwerschoss fir an d'Reserve vun de Pensiounskeessen. Mä mir kommen och eng Kéier op deen Dag, wou mer 200.000 Pensionären hunn, da brauch ee 600.000 Aktiver. Mir kommen op deen Dag, wou mer 300.000 Pensionären hunn, da brauche mer 900.000 Aktiver. Wa mer der eng Kéier 400.000 hunn, da brauche mer 1,2 Milliounen an esou weider.

Dat heescht also, fir ee System opzebauen, wat eleng op de Wuesstum vu 4% baséiert, léist de Problem net, mä e mécht de Problem vu Joer zu Joer oder vu Generatioun zu Generatioun méi grouss.

Mir mussen also e Pensiounssystem fannen, wat laangfristeg iwwerliefbar ass, dat sécherlech Konsequenzen huet, a wou mer kënnen engersäits nei Finanzéierungssystemer fannen oder aner Modularitéiten, wat de Pensiounssystem a sech ubelaangt, ouni musse condamnéiert ze sinn, ee stramme Wuesstum mussen ze generéieren. Wat mir eleng jo och net kënnen décidéieren, well e Gros vum Wuesstum hänkt jo awer vun der Weltekonomie of.

En zweete Punkt, deen ech wëll mat erabréngen, dat ass d'Entwécklung vun den Aarbechtsplazen. 1996 hate mer 220.000 Leit hei am Land beschäftegt. 2014, also 18 Joer méi spéit, si mer bei 400.000 Leit ukomm. Dat heescht, an 18 Joer si mer 180.000 bis 200.000 Leit an d'Luucht gaangen. Also, et kann ee soen, an der Moyenne 10.000 Leit pro Joer.

10.000 Leit pro Joer, an trotzdeem ass op där anerer Säit de Chômage och geklommen, well mer engersäits Betriber haten, déi net déi Aarbechtskräften hei fonnt hunn, déi se gebraucht hunn, a se si se an d'Grenzregioun siche gaangen, an anerersäits och Betriber Leit haten, déi net déi Qualifikatioun haten, déi eis Betriber hunn.

Wann een elo d'Zuel kuckt vun de Betriber, wéi déi sech entwéckelt huet, stelle mer fest, datt mer 2003 25.600 Betriber hunn, an zéng Joer méi spéit hate mer ronn 34.000 Betriber, wou mer haut ukomm sinn. Dat ass also eng Moyenne vun 3.000 neie Betriber pro Joer, déi mer kritt hunn, an eng Moyenne vun 10.000 neien Aarbechtsplazen hei am Joer. Gläichzäiteg muss ee kucken, datt mer och haut an dëser Zäit dausend Faillitte pro Joer hunn, bei 3.000 neie Betribsgrënnungen.

Wann een dann awer an d'Betriber och kucke geet, da stellt ee fest, datt vun deenen 3.100 neie Betriber, déi gegrënnt si ginn, der 1.748 sinn, oder 56%, déi keng Salariéë beschäftegen. Also 54% beschäftege Salariéë pur bis 25 oder 50 Leit. Mä déi meescht, wéi gesot, beschäftege keng Leit.

An haut de Mëtten huet de Kolleeg Mosar hei gesot, datt ee misst ewechkomme vun deene Bréifkëschtefirmaen. Ech wëll awer just soen, déi 56%, déi hei pro Joer geschafe si ginn, sinn awer där Bréifkëschten. An déi brauche keng Leit. Ech kommen herno nach kuerz drop ze schwätzen, datt, wa mer driwwer diskutéieren, ob mer Betriber sollen hunn, déi méi Leit brauchen oder manner Leit brauchen, dat do sinn awer op jidde Fall Betriber, déi dem Stat Sue bréngen a wou mer eis op där anerer Säit awer net musse Leit an d'Grenzregioun siche goen.

Och d'Finanzéierung - ech gesinn, d'Zäit leeft mer fort. Wa mer kucken, wat d'Entwécklung vun de Steieren ass, da stelle mer fest, datt bei der Kollektivitéitssteier vun 2010 bis 2014, wou mer elo sinn, am Fong d'Recettë fir de Statsbudget sech ëmmer op 1,5 Milliarde belaf hunn. Déi hu sech also konstant entwéckelt. Se sinn also net méi gewuess.

Op där anerer Säit, déi vun de Salariéen, déi si gewuess. Aus dem Joer 2011 sinn déi gewuess vun eppes iwwer zwou Milliarden op haut iwwer dräi Milliarden. Woubäi ee muss bedenken, datt d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, datt dat eleng dem Stat 100 Milliounen d'Joer erabréngt, an datt de Gros op d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun zréckgeet.

Här President, ech kommen zum Schluss, well meng Riedezäit ofgelaf ass. An ech mengen, et wier fir d'Regierung wichteg, emol eng Kéier déi Analys ze maachen, amplaz datt mer global iwwert d'Croissance schwätzen, bei wat fir enge Betriber datt mer wierklech een Intérêt drun hunn als Land, déi ons als Betriber, éischtens, Steiere bezuelen, an zweetens, déi eis Leit beschäftegen, déi mer och um Maart hunn.

An op där anerer Säit och ze kucken, Leit, déi mer beschäftegen a Betriber, déi eventuell keng Steiere bezuelen, wou de Stat awer muss dann d'Soziallaaschte wéi Krankekeess, Pensiounskeess, Unfallkeess, Kannergeld, Bourssen an, wann d'Leit entlooss ginn, och eventuell nach Chômage bezuelen, ob dat fir de Lëtzebuerger Stat e Gewënn ass.

Wa mer an esou Industrien investéieren, ob mer net do och misste méi selektiv virgoen a kucken, datt mer a Betriber investéieren, wou de Stat, eis Gesellschaft an d'Leit och e Virdeel hunn, an net a Betriber investéieren, déi keng Steiere bezuelen, a wou de Stat dann awer Leit muss beschäftegen. Wa mer d'Rechnung géifen ënnert dem Strécht maachen, wou mer dann als Gesellschaft Geld bäileeën.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Deen nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll zum Ufank vu menger Ried nach eng Motioun déposéieren, fir dass se ka verdeelt ginn. Den Här Turpel wäert se dann nach herno méi am Detail erklären.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la proposition de directive de la Commission européenne du 6 octobre 2014 «établissant des méthodes de calcul et des exigences en matière de rapports au titre de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel» visant à mettre en œuvre les obligations inscrites dans la directive sur la qualité des carburants;

- considérant que la directive 98/70/CE modifiée en 2009 (2009/30/CE) impose aux fournisseurs de réduire de 6% d'ici fin de la période de mise en conformité en 2020 l'intensité d'émission de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie des carburants et des autres types d'énergie (électricité) destinés au fonctionnement de véhicules routiers et des carburants destinés aux engins mobiles non routiers;

- considérant qu'une étude réalisée par l'université de Stanford en janvier 2011 et commanditée

par la Commission européenne révélait que les carburants issus de sables bitumineux contiennent un taux de CO_2 de 25% supérieur à celui de carburants conventionnels;

- considérant qu'une première proposition de directive de la Commission d'octobre 2011 - suite à ladite étude - prévoyait une classification distincte pour le carburant dérivé des sables bitumineux;

- considérant la nouvelle proposition du 6 octobre 2014 prévoyant l'élimination de cette catégorie distincte suite aux pressions exercées par l'industrie pétrolière surtout du Canada et des États-Unis, entre autre dans le cadre des négociations CETA et TTIP;

- estimant que cette nouvelle proposition, en plus d'affaiblir le caractère écologique de la directive, met en danger les efforts en matière d'énergies renouvelables en les rendant moins compétitifs par rapport aux carburants dérivés du sable bitumineux;

- estimant que des normes et critères écologiques transparents et stricts devraient être à la base de toute politique climatique durable et cohérente de l'UE;

invite le Gouvernement

- à intervenir au Conseil de l'UE de sorte à réintroduire une classification distincte pour les carburants dérivés (sables bitumineux, gaz de schistes,...) en fonction de leur teneur en CO_2.

(s.) Serge Urbany, Justin Turpel.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den deemolege Premierminister, den Här Jean-Claude Juncker, huet kuerz no der Finanzkris hei an der Chamber massiv gewiedert géint de sougenannten „Turbokapitalismus", dee schold wier un der aktueller Kris, huet en deemools gesot. En huet awer och gesot, schold wier net Lëtzebuerg, mä Lehman Brothers, also eng entretemps faillite Bank, déi wäit vu Lëtzebuerg ewech ass.

Mëttlerweil wësse mer, dass Lehman Brothers nach 2008, kuerz virun der Kris, Rulinge mat der Lëtzebuerger Steierverwaltung gemaach huet, mam Zil, fir manner Steieren ze bezuelen. Dat ass eent vun deenen Dokumenter, déi ee kann erauszéien aus deene veröffentlechten Dokumenter vum internationale Journalistekonsortium. Wann ee sech derfir interesséiert, ech hunn déi Dokumenter och hei.

Nach bis viru Kuerzem hätten d'Regierungen an dësem Kontext vun engem attraktive Steierkader geschwat, dee Lëtzebuerg géif méi kompetitiv maachen. Den Här Frieden huet dat iwwregens gesot och an der Debatt, déi mer virun annerhallwem Joer hei haten. An ech stelle fest, dass och haut deen attraktive Steierkader, besonnesch fir déi Leit, déi vill Suen hunn, a fir grouss Betriber, ëmmer nach och éischt Prioritéit vum Här Mosar bleift vun der CSV, deen hei ganz kloer eng Lanz an déi Richtung gebrach huet, deen e fervente Plädoyer gehalen huet géint d'Räichesteier, géint d'Vermëigenssteier an d'Ierfschaftssteier, géint all Steiergerechtegkeet - méi Klientelismus.

Dat ass en Twitter vum Här Fayot, deen en erausgeschéckt huet während där Ried an deen absolut richteg an treffend erëmgëtt, wat den Här Mosar hei fir e Standpunkt vertratt huet.

Ech hunn och d'Madame Elvinger héiere vun der DP, dass dat och de Standpunkt ass vun der DP. Si huet eng Lanz hei gebrach fir d'Fondation patrimoniale, déi jo elo, Gott sei Dank, fir eng Zäit op Äis geluecht ginn ass.

An ech mengen, Här President, kënnen ze soen, dass awer en déiwe Rass hei am Land besteet zwëschen deene Leit, déi esou Virstellunge vun der Zukunft hei entwéckelen, vun enger Zukunft vun engem Lëtzebuerg, vun engem Asyl fir „High Net Worth Individuals", fir Leit mat ganz héijem individuelle Vermëigen, an den Interesse vun de Leit, déi hei schaffen a wunnen. Ech mengen, dass dat en déiwe Rass ass, deen duerch d'Land geet.

Ech mengen och, dass ee sech net ëmmer kann erausriede mam Hiweis op aner Länner, wat de Steierdumping ugeet. Dacks war Lëtzebuerg de Virreider am Steierdumping. An ech fäerten och, dass et beabsichtegt ass, dass et soll esou bleiwen, vläicht op eng e bëssen aner Aart a Weis.

Net méi spéit wéi haut de Moie si mer jo gewuer ginn, dass eng multinational Firma wéi Disney sech e Steiertaux vun 0,28% mat der Steierverwaltung hei ausgehandelt huet. Hei gesi mer, wéi wäit een dat Konzept vu Kompetitivitéit kann dreiwen. Nach méi kompetitiv ass wahrscheinlech null Prozent fir déi Firma. An do gesi mer och, dass déi Kompetitivitéit, wann ee se esou versteet, sech géint d'Interesse vun de Bierger an och vun de Betriber, déi zu Lëtzebuerg hir Steiere bezuelen, riicht. An ech mengen duerfir, ier ee vu Kompetitivitéit schwätzt, muss een emol fir d'Éischt definéieren, wat domat gemengt ass.

2003 huet de Conseil Économique et Social nach dorënner eng méiglechst héich an dauerhaft Liewensqualitéit verstanen. Haut geet et just nach ëm Rankingen an ëm international Indicateuren, déi opgestallt gi vum World Economic Forum oder vun der konservativer amerikanescher Heritage Foundation, vun der Weltbank oder vun der Europäescher Kommissioun an déi vum Lëtzebuerger Observatoire de la compétitivité iwwerholl ginn, no enger Methodologie, déi vu kengem aneren ausgeschafft ginn ass wéi vum Professer Fontagné, deem gréisste Géigner vun der Indexéierung zu Lëtzebuerg - emol an der Zäit.

Am Mëttelpunkt vun deene Referenzen, déi opgestallt ginn, stinn ëmmer d'Intérête vun de private Gelduleeër. Gradesou wéi se och bei den Notatiounsagencen am Vierdergrond stinn, wat d'Statsfinanzen ugeet, wou jo mëttlerweil den Triple-A, dee si erausginn am Interesse vun deene Leit, déi se bezuelen, vun de Leit mat de ville Suen, den Haaptkritär vun der Opstellung vun eisem Budget ass; dat huet den Här Gramegna jo haut nach eng Kéier ganz kloer bestätegt.

An ech mengen, vun deene Kritären ass ëmmer d'zentral Kategorie d'Modération salariale, dat muss ee wëssen. An dat liest sech dann esou, an eiser Dokumentatioun zu der heiteger Debatt, wëll ech betounen: «rendre le droit du travail plus flexible; rendre la formation du salaire plus flexible». An zur Formation du salaire gehéiert ëmmer nach, dat ass jo vun der Vertriederin vun der DP hei nach eng Kéier betount ginn, den Index an och de Mindestloun. Et soll een och liesen, wat d'UEL, d'Union des Entreprises, doriwwer schreift. Duerfir mengen ech, dass déi Kritären, déi hei d'Ënnerlag si vun eiser Kompetitivitéitsdiskussioun, net neutral Kritäre sinn, mä Kritären, déi am politesche Liewen och an Zukunft nach wäerten eng Roll spillen.

En anere wichtege Kritär ass dee vun der Steierlaascht - ech hunn et scho gesot. Do heescht et dann an eiser Dokumentatioun: «veiller à l'attractivité du système fiscal», dat heescht de Steierdumping. Do muss een awer feststellen, dass laut der Etüd „Paying taxes 2014", déi jo opgestallt gëtt fir d'Zentralbank vu PricewaterhouseCoopers - an déi musse jo wëssen, vu wat se schwätzen! -, dass Lëtzebuerg ëmmer nach Nummer eent ass an Europa bei der reeller Gewënnsteier, déi vun engem Duerchschnëttsbetrib bezuelt gëtt. Nämlech 4,1%, wann dee Chiffer richteg ass, deen ech do gelies hunn.

Ech verstinn also net, wéi hei ka jongléiert gi mat nominelle Steiersätz. Woubäi ech awer och wëll soen, déi nominell Steiersätz sinn zu Lëtzebuerg ëmmer nach vill méi niddreg, d'Halschecht esou niddreg wéi an all eisen Nopeschlänner ronderëm. An dat si Suen, déi do gespuert gi vu Leit, déi awer Suen hunn. Déi feelen herno an der Statskeess an déi feelen och herno bei der Finanzéierung vum Sozialstat.

D'Kompetitivitéit huet also an der Wierklechkeet vun haut direkt näischt méi ze di mam Wuelergoe vun de Leit, ausser et ass een der Meenung, dass dat Wuelergoe vun de Leit automatesch vum Wuelergoe vun den Aktionären ofhänkt.

Jiddwereen, deen awer emol eng Kéier an enger Faillite war, net an enger Faillite, an engem Licenciement boursier war, well d'Besëtzer vum Betrib fonnt hunn, dass de Betrib soll nach wirtschaftlech rentabel sinn, deen awer net méi zweestelleg Beträg ofwerft am Joer, an en dowéinst zoumaachen, jiddwereen, deen eng Kéier an där Situatioun war, weess, dass et keen direkte Lien gëtt zwëschen den Interesse vun den Aktionären an den Interesse vun de Leit, déi an de Betriber schaffen. An duerfir, Här Schneider, ech wëll hei bestreiden, dass d'Kompetitivitéit no deenen dote Kritären, déi mer hei virleien hunn, zu méi Wuesstum féiert. An ech wëll och bestreiden, dass méi Wuesstum zu méi Sozialstat féiert. De Contraire ass dacks wouer.

Virun zwou Wochen, Här President, hunn Négociatioune mat de Gewerkschafte stattfonnt, nodeem si eng grouss Demonstratioun ugedreet hu fir d'Fréijoer 2015. An déi Négociatioune mat de Gewerkschaften hunn zënter Laangem erëm eng Kéier zu engem Resultat gefouert. Deen neien Austeritéits- a Spuerpak, deen och nach vun der Regierung „Zukunftspak" genannt gëtt, ass no Verhandlungen - eleng mat de Gewerkschaften - op e puer Punkte positiv ofgeännert ginn.

Ech soen „eleng mat de Gewerkschaften", well wann dat net de Fall gewiescht wier, da wier en net ofgeännert ginn. Da wier en d'nächst Woch duerch d'Chamber gaangen, esou wéi e virgesi war. An et ass zënter Laangem fir d'éischte Kéier, dass et hei zu Erhéijungen an Upassunge vun de soziale Leeschtunge kënnt, beim Congé parental a beim Kannergeld, an zum Verspriechen, d'Sozialleeschtungen net ze kierzen an Zukunft.

An ech mengen, dass mer virun zwou Wochen ee vun deene seelene Momenter erlieft hunn, wou d'Politik a wou d'ëffentlech Meenung erëm d'Iwwerhand kritt huet iwwer World Economic Forum a wéi se alleguerten heeschen. Dat beweist och, dass de gesellschaftlechen Drock - eppes kann änneren un där Politik. An dat ass geschitt, obschonns d'Regierungsparteie sech jo eens waren, dat duerchzezéien, an och d'CSV - ausser verschidden Detailer - sech eens war, dat duerchzezéien.

Haut si mer erëm, Här President, an engem Kontext, esou wéi scho bei der leschter Debatt zu deem Thema hei, wou et erëm „back to basics" geet, oder et kann een och soen „business as usual".

An eisem Dossier leien erëm eng Kéier, als eenzeg Ënnerlag, déi genannte Kritären. An den Här Minister stellt eis erëm eng Kéier Froen, siwen un der Zuel, esou wéi déi leschte Kéier schonn. D'leschte Kéier hat en zum Beispill gefrot: „Kënnt Der mat esou eppes liewen, d'Industrie 2% ze entlaaschten an duerfir awer de Privatkonsum ëm en hallwe Prozent méi ze belaaschten?", wat schonn d'Richtung uweist. An ech mengen och, et wier gutt gewiescht, emol hei, ier mer déi hei Debatt féieren, e Bilan ze kréie vun deem, wat zënter där leschter Ried hei gemaach ginn ass. Well et geet jo net, esou wéi den Här Juncker et ëmmer gemaach huet 18 Joer laang, eng „Lage der Nation" hei virzedroen an herno ass keng Rechenschaft dozou méi verlaangt ginn.

Ech wëll elo, well meng Zäit mer awer fortleeft - wann Der nach Froen hutt, Här Minister, kënnt Der mer se gären duerno stellen -, zu Äre Froe Stellung huelen, kuerz.

Als Éischt frot Der, ob een net soll Betriber zouloossen, déi guer kee Kapital hunn. An ob een net soll déi souwéisou minimal Kontroll vum Notaire bei der Grënnung vun esou Betriber op der Säit loossen. Dir hutt et esou ausgedréckt: „Eng Persoun mat engem Euro muss kënnen an engem Dag eng Firma grënnen." An ech hunn och héieren, dass den LSAP-President och dat ënnerstëtzt, mat engem Beispill, wat mech erënnert un den Tellerwäscher, deen zum Millionär gëtt. Domat huet en den Esprit d'entreprise hei wëlle begrënnen.

Ech mengen, och do soll een emol fir d'Éischt e Bilan zéie vun deenen Ich-AGen, déi et gëtt an Däitschland, zu wat dat gefouert huet. Et soll een e Bilan zéie vun de Faillitten, déi et hei gëtt, wat d'Ursaachen dovu sinn, ier een iwwerhaapt esou Iddien an d'Welt setzt, fir esou eng Firma hei kënnen innerhalb vun engem Dag - a Leit mat kengem Sou an der Täsch - ze grënnen. A wat geschitt mat deenen Aarbechter a mat deene Beamten, déi herno bei esou Firmae schaffe ginn? Dovu schwätzt keen!

(Interruptions)

A wann e Betrib duerno an d'Faillite geet, dann, kréie mer gesot, misste mer emol driwwer nodenken, ob net fir d'Éischt emol eng Kéier missten d'Banken an d'Investitiounsfongen, d'Geldgeber also, rembourséiert ginn, no der Sécurité sociale an no de Steieren.

Et gëtt zwar fonnt, eng Privilegéierung vun de Léin bei enger Faillite wier ëmmer nach evident. Wann een et allerdéngs bis zum Schluss denkt, dann ass dat och emol net méi esou evident an da ginn op eemol nach aus enger Mass vun der Faillite, wou nach Suen dra sinn, d'Investitiounsfonge fir d'Éischt bezuelt an d'Salariéë gi vum Stat iwwerholl, kéint ech mer och nach gutt virstellen.

Ech wëll wierklech do virdru warnen an ech sinn och frou, dass aner Leit dat gemaach hunn, hei virdrun ze warnen. An ech stelle fest, de Minister selwer schéngt och Bedenken ze hunn, ob dat de richtege Wee ass.

Well, ech mengen, et gëtt do ganz aner Prioritéiten, zum Beispill, wéi een abusive Faillitte ka besser nogoen. Well, ech mengen, wann ee bedenkt, dass d'Betriber hei zu Lëtzebuerg - an dorënner sinn och déck Betriber, Här President - dacks keng oder net vill Steiere bezuelen, dass se dacks iwwersubventionéiert si vum Stat - den Här Minister huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro Detailer doriwwer geliwwert -, wann ee bedenkt, dass d'Cotisations sociales dacks déi eenzeg wierklech Taxen nach sinn um Gewënn an dass déi och zum Salaire gehéieren, wéi de Minister ganz richteg virdru gesot huet, da schéngt et eis indezent ze sinn, elo och nach den Investisseuren, dat heescht deenen eigentlechen Notznéisser vun de staatlechen Hëllefen, bei enger Faillite Virrang ze gi virun de staatleche Créancieren.

Da wëll ech eppes kuerz soen zu den Ëffnungszäiten. Ech mengen, dass een een Euro nëmmen eemol kann ausginn, besonnesch wann och elo nach d'TVA derbäikënnt an aner Steieren. Ech mengen, dass de Problem vun de Geschäfter a vum Commerce virun allem deen ass vu feelende Geschäfter an den Uertschaften. A firwat gëtt et do keng Geschäfter? Well se vun deene grousse Surface futtigemaach ginn.

An dann, ass et net esou, dass, wann een d'Ëffnungszäiten och nach ausdehnt, dass da virun allem déi grouss Geschäfter dovu profitéieren, déi och dat néidegt Personal kënnen astellen, an déi kleng Geschäfter domat net kënne konkurrenzéieren, well se net dat néidegt Personal hunn an och selwer net dee ganzen Dag hannert der Téik kënne stoen?

Da wëll ech nach ganz séier zum Schluss eppes soen zu deem méi positiven Deel vun Äre Froen, zu der Beruffsausbildung, dem Verkéier an der ekonomescher Diversifikatioun. Déi Punkte sinn enk matenee verbonnen. Ech mengen och, dass se wierklech Perspektive kënne bidden, wa se intelligent ugewannt ginn.

Ech mengen awer, dass mer och dobäi missten ewechkomme vun der Konkurrenz als zentraler Kategorie vun deem Ganzen, dass mer och méi mussen un Zesummenaarbecht a Kooperatioun denken, och an der Groussregioun. Engersäits, wat d'Infrastrukturen ugeet: Beim schinnegebonnene Verkéier, do wësse mer, wou de Schong dréckt a wat noutwendeg wier, fir et ze maachen. Mä ech mengen, et gëtt och Komplementaritéiten op villen anere Gebidder: bei der Loftfahrt, bei de Spideeler - bei dem Spidolsplang hunn ech och schonn dovunner geschwat -, bei den Universitéiten an esou weider.

An Ärer Ried d'lescht Joer zum Beispill huet d'Stolindustrie nach eng grouss Roll gespillt. An all déi Initiativen, déi Der deemools zesumme geholl hat mat Äre franséischen a belsche Kolleegen, wat ass dovun iwwreg bliwwen? Déi Kolleege sinn deelweis net méi do, dat ass wouer. Mä wat ass vun där gemeinsam ugestriefter Politik...

Une voix.- Dat ass schonn emol dat.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà, dat ass schonn emol dat.

Wat ass vun Ärer ugestriefter Politik iwwreg bliwwen? Ech mengen, dass d'Fro vun der Reindustrialiséierung eng wichteg Fro ass an dass dat och nëmmen an der Kooperatioun mat der Groussregioun geet.

An ech mengen, wat guer net geet, dat ass, dass e Konzern mat Risegewënner, wéi Arcelor-Mittal, einfach seng Léierbud kann zoumaachen a sech domat senger Verantwortung an der Ausbildung kann entzéien.

Mir hate viru Kuerzem hei op eis Initiativ eng Debatt iwwert d'Beruffsausbildung, wou mer eng Rei vu Pisten opgezeechent hunn. An dann, mengen ech, gehéieren och zur Diversification économique Investissementer an erneierbar Energien, dat heescht ewech vu fossilen Energien an Atomenergie. Dëst géif net nëmmen Aarbechtsplaze kreéieren, mä wier eng wierklech zukunftsorientéiert Plus-value fir eis Ekonomie. Mir fannen, dass do leider wéineg geschitt. A mir hunn och eng Motioun an deem Zesummenhang presentéiert.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Nächste Riedner ass den Här Félix Eischen.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Den Här Urbany wëllt net wuessen an d'Sozialleeschtungen an der Luucht halen. Wéi déi awer solle bezuelt ginn, dat huet en net gesot! Mä ech ginn lech awer recht: „Wuesstum zu all Präis", dat muss diskutéiert ginn. Mä bon, dat war just eng kleng Replik. Ech kommen awer elo zu deem, wat ech am Fong wollt soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruption par M. Serge Urbany)

...an der Breet gëtt haut den...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, et huet nëmmen een d'Wuert heibannen. Här Urbany, Dir hat et elo laang genuch.

M. Félix Eischen *(CSV).*- An der Breet gëtt haut den Ist-Zoustand vun deem diskutéiert,...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Op grond vu senger Riedezäit.

(Brouhaha général)

M. Félix Eischen *(CSV).*- An der Breet gëtt haut den Ist-Zoustand vun deem diskutéiert, wat vital fir eis ass, wat eng vun de Viraussetzungen dofir ass, wéi mir eis an Zukunft kënnen opstellen: eis Kompetitivitéit. Kompetitivi-

téit weist sech duerch en innovativen, oppenen a kreative Geescht an evidenterweis an der Bereetschaft, fir ze schaffen. Ouni Leeschtung kee Resultat, dat war esou, dat bleift esou an dat ass och gutt esou.

Dat, wat d'Politik elo kann a muss maachen, fir d'Kompetitivitéit am eegene Land héichzehalen, däerf definitiv d'Cohésion sociale net a Fro stellen. Do ginn ech engem vu menge Virriedner absolut recht. De Mënsch muss sech ëmmer erëm kënnen dran erëmfannen a mat sech a mat sengem Emfeld eens sinn. Eng Onzefriddenheet ass den Doudegriewer vun all Kompetitivitéit.

Dës Debatt muss gefouert ginn, ëmmer erëm an iwwerall. Hei am Haus hate mer se eréischt virun déck annerhallwem Joer. Mä mat Ausnahm vun de politesche Changementer, déi mer entre-temps kannt hunn, ass awer den Challenge a Saache Kompetitivitéit fir de Grand-Duché nach ëmmer deeselwechten, wann net souguer nach méi grouss!

An dësen Discours geheiert och ganz kloer den Opruff un all Bierger, un all Sozialpartner, sech erëm openaner zouzebewegen an net einfach erëm mam Fanger op deen aneren ze weisen an esou d'Fronte weider ze verhäerten. Entweder mir kommen zesumme virun oder mir ginn zesummen hannerzeg. Mir sinn eng Schicksalsgemeinschaft, Dir Dammen an Dir Hären, ob mer dat wëllen oder net.

An der Kompetitivitéit geet et also drëms, sech eng stabil Situatioun ze verschafen, déi engem et erlaabt, sech a sengem Emfeld vu Matkonkurrenten ze behaapten. Eng stabil Situatioun weist sech duerch gutt Finanzen. An dofir ass et och inévitabel, weider vill Efforten an dës Richtung ze maachen. Awer wa méiglech déi richteg!

Mir sinn eis och alleguerten eens, dass een net ka spueren a kee mierkt et. D'Konscht ass, gescheit ze spueren, ob een dat elo spueren ënnert der „neier Generatioun" nennt oder „méi mat manner", dat ass egal. Dat wat derbäi erauskënnt, ass dat, wat zielt.

Ech woen ze bezweifelen, dass et der Kompetitivitéit hei am Land dénglech ass, wa méi wéi 70% vum Spuerpak aus supplementäre Recettë kommen, ob dat elo eng TVA-Erhéijung ass, eng Steier vun 0,5% oder aner Saachen. Belaascht gëtt hei virun allem d'Mëttelschicht. Een Drëttel Steiererhéijung an zwee Drëttel Dépensëreduzéierung wier hei, mengen ech, dee méi gescheite Wee gewiescht. Mä j'en passe.

Eng kompetitiv Gesellschaft zeechent sech doduerch aus, dass et eng ass, déi wëllt schaffen. Ech hat et scho gesot. Wann een awer elo weess, dass 85% vun de Plazen, déi an der Lescht hei am Land kreéiert goufen, vun Netlëtzebuerger besat gi sinn, wann ee weess, dass 90% vun de Plazen an de Ressources humaines, also op décisive Posten an de Betriber, vun Netlëtzebuerger besat ginn, wann ee weess, dass 80% vun der Wirtschaftskraaft vun Netlëtzebuerger géréiert ginn, wann ee weess, dass dräi Véierel vun de Créateurs d'entreprise Auslänner sinn, jo, da muss ee sech d'Fro stellen, ob dat deen Esprit ass, dee mir wëllen hei hunn a weider wëlle fleegen, fir eis esou iwwer Waasser ze halen.

Fir kompetitiv ze sinn, brauch een Know-how. Know-how besteet aus Talent an aus Wëssen. Talenter muss een erkennen. Wësse muss ee léieren. An dat geet scho fréi un.

Déi viregt Woch an der Interpellatioun an dem uschléissenden Débat iwwert d'Beruffsausbildung ass gutt doriwwer geschwat ginn. Et ass endlech wichteg ze erkennen, dass do, grad bei der Jugend a fréie Joren den Hiewel muss ugesat ginn, fir se a Richtungen ze drainéieren, wou se sech erëmfannen a wou se matzäiten hir Motivatioun fannen a fir dass net dann, wann näischt méi geet, eventuell dee leschte Wee dann nach vläicht d'Handwierk ass.

Et feelt ganz einfach der sougenannter „praxisbezunnener Beruffsausbildung" un Transparenz. Ech verweisen op d'Ried vum Martine Hansen, déi virun zwou Wochen hei op der Plaz op déi massiv Onduerchsiichtegkeet higewisen huet.

Wou sollen do d'Proffen, d'Elteren an d'Schüler derduerchgesinn, ergo sech dann och motivéiert spieren, op dëse Wee ze goen? An da kënnt jo nach derbäi, dass definitiv net jiddweree gemaach ass fir an déiselwecht Richtung. All d'Eltere si frou, wann hir Kanner déi Bescht sinn, mä all d'Eltere wëssen awer och, dass et dat net gëtt.

Sot mir: Wat huet deejéinegen dervun, wann en duerch en onduerchsiichtege System, duerch de Secondaire geschleist gëtt, wou hie sech vläicht guer net wuelspiert? Dat ass de Punkt. Domadder kreéiert deejéinege schonn eng Demotivatioun a sech, dat ass ergo schlecht fir d'Kompetitivitéit.

Firwat gi mer engem jonke Mënsch net schonn am Primärschoulalter geziilt a mat System Ableck an dat, wat dobausse leeft? Virstellungen, Dreem a Loscht, sech ze realiséieren, d'Loscht, eng Richtung anzeschloen, gi scho mat 10, 11 Joer un, an net eréischt mat 15, 16. Et gëtt zum Beispill en hollännesche Modell, deen dat geziilt mécht. D'Hollänner maachen dat och ganz gutt. Si stinn am Chômage jeunes exemplaresch do an Europa. Si sti gutt do. Mir sollten och net ze houfreg sinn, fir ze kucken, wat an anere Länner op deem Niveau geschitt.

De Wëllen, fir ze léieren, ass eng Saach, d'Méiglechkeet, et ze maachen, eng aner. Den Horeca-Secteur, fir nëmmen dësen ze nennen, huet nach ëmmer eng héich Demande u jonke Leit. Mä d'Hotelschoul an awer och de Bouneweger Lycée stoussen un hir Grenzen. Den LTB waart scho méi laang op den Ausbau vu senge Strukturen.

Wéi uganks September de Rating vun deene kompetitiivste Länner op der Welt erauskoum, goufen et eng Rëtsch Parallellen tëschent de fënnef éischten, mä eppes hu se zesummen, an dat ass hiren exzellente Bildungssystem.

De Wëllen, eppes ze maachen, ass also eng Saach. D'Viraussetzungen, et kënnen ze maachen, dat ass eng aner. An do wéilt ech da kuerz op déi schonn ugeschwate Simplification administrative agoen, wëllt soen: esou wéi ënner anerem de Stat opgestallt ass, fir senge Leit an den administrativen Démarchen ze hëllefen.

D'Kompetitivitéit rifft no engem einfachen, iwwersiichtlechen, schlanke Stat, ouni ze vill administrativ Barrièren. D'Relatioun hei zu Lëtzebuerg tëschent deem, deen eng Autorisatioun freet, an deem, dee se gëtt, stëmmt dacks net genuch. Mir wëssen alleguerten, dass ze vill Barrièren déi kreativ, innovativ Loscht, eppes um Terrain ze maachen, ausbremsen. Dëst ass elo net nei.

Lëtzebuerg hat an der Zäit, net nëmme wéinst senger geografescher Gréisst, de Ruff, och am administrative Beräich kleng Weeër ze goen. An dësen Atout ass awer leider Gottes verluer gaangen. De Problem ass erkannt, och scho méi laang. Et muss ee wëssen, dass virun zéng Joer den Département de la simplification administrative op d'Bee gesat ginn ass. Ënnert der viregter Regierung war opgrond vun Échangë mat der d'UEL e Pabeier entstanen, dee wéinst dem politesche Wiessel net méi zur Ofstëmmung komm ass.

Sou, an elo ass dann dat - wéi virdru schonn ugeschwat - neit Omnibusgesetz déposéiert ginn, wou de Minister Kersch sengen Aussoen no sech ënner anerem op e Bréif baséiert, dee sengerzäit de Wirtschaftsminister Etienne Schneider dem Statsminister Jean-Claude Juncker geschéckt huet. Do ware vill gutt Iddien dran. Déi koumen allerdéngs manner vum Här Schneider wéi vill méi aus enger Etüd eraus, déi deemools den Développement durable an d'Ekonomie an Optrag ginn haten.

Ee Véierel vun de Mesurë sollten aus dem Intérieur kommen, zwee Drëttel aus dem Environnement. Sou wäit, sou gutt. A wat stelle mer elo fest? Dee soss esou, wéi et schéngt, awer reformfreedege Wirtschaftsminister huet hei eng méi soft Versioun zougelooss, déi een awer net ganz kann zefriddestellen.

D'Omnibusgesetz huet eng eenzeg - eng eenzeg! - administrativ Vereinfachung am Beräich Emwelt festgehalen, an dat ass d'Ofschafe vun der Autorisatioun, déi vum Emweltminister néideg ass bei de Konstruktiounen, déi méi no bei engem Bësch oder engem Waasserlaf sinn. Mä dëst ass souwisou fir bestehend PAGe fir d'Gemengen iwwerflësseg, well d'Gemengen hire Bebauungsplang hunn an den Accord vum Emweltminister virleie muss, wann éieren de PAG e Changement vun der Zone verte virgesäit.

Eng aner wichteg Fro: Wat ass mam Marco Schank sengem Dépôt vum Naturschutzgesetz aus dem Joer 2012 geschitt? Do ware Punkten dra wéi: Bei engem Changement vum PAG en cours de route muss net alles erëm vu vir ugoen. Eng Étude d'impact gëtt duerch eng Notice d'impact ersat. D'Erëmopforstung an de Gemenge sollt méi flexibel sinn.

An dann, ganz wichteg, d'Ofschafe vum strikte Verbuet, dass bannent dem Perimeter e Biotop kéint reduzéiert oder ewechgeholl ginn. Et geet hei ëm d'Emännerung am Naturschutz, fir dass keng Emweltautorisatioun bannent den urbanisëierten Zone méi néideg ass. Déi geplangt Ofännerung vum Artikel 17 feelt ganz!

Am Bréif Schneider un den deemolege Premier gouf proposéiert, dass den Emweltminister also net méi misst an de Zones urbanisées intervenéieren. An deemselwechte Schreiwes deemools ass gefrot ginn, dass d'Autorisatiounen, déi an de Beräich Naturschutz falen, hir Gültegkeet iwwert d'Dauer vun zwee Joer eraus behalen, wann dann éieren déi definitiv Baugenehmegung nach net do wier. Fir den Ament verfale se an da fänks de erëm vu vir un.

Bei der Ausweisung vun den Industriezonen ass och ëmmer gesot ginn, dass soll drop opgepasst ginn, dass kee Ministère deem aneren op d'Féiss trëppelt. Da muss ee sech d'Fro stellen: Huet et wierklech eppes mat Kompetitivitéit ze doen, wann an enger Zon all Betrib déiselwecht Etüd muss maachen? Terrainen, déi ausgewise sinn an déi jorelaang aus diverse Grënn nach net genotzt goufen a wou sech dann an der Tëschenzäit d'Natur breetgemaach huet, dierfen dach net duerch dësen Emstand automatesch reklasséiert ginn.

Bref, d'Vereinfachungen am Emweltberäich sicht een, mä et fënnt een awer keng! An dat läit ganz ville Betriber, déi wëlle schaffen, ausbauen, kompetitiv bleiwen an och Aarbechtsplaze kreéieren, um Mo. An den Här Anzia ass elo net do, mä ech widderhuelen et awer nach eng Kéier: Dat heiten huet näischt mat klorem Mënscheverstand ze dinn. Dat heiten ass an eisen Aen e Knéifall vum Wirtschaftsminister vis-à-vis vum grénge Koalitiounspartner. Mir kommen, wann de Projet eng Kéier kënnt, iwwert d'Komplexitéit, déi virdrun ugeschwat ginn ass, jo dann nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit weist sech net nëmmen duerch d'Heihinnerlackele vun neie grousse Betriber. Fir eng administrativ Vereinfachung brauch een d'Rad och net nei ze erfannen. Ech kommen op d'Beispill ADEM zréck, et ass schonn eng Kéier de Mëtteg ugeschwat ginn. Et gëtt scho jorelaang un der Reform gedoktert, mä dass all Placeur muss 300 Leit betreien, dat ass sécher net ze maachen. Mä als Beispill: Firwat ginn d'Demandeurs d'emploi net elektronesch mat hirem Profil erfaasst, anonym, a firwat kann e Patron, deen ee sicht, net iwwert den elektroneschen Zougang schonn eng Présélectioun maachen? Dat ass bis elo nach net de Fall, géif awer - mir hu mat Leit um Terrain geschwat - der Saach hëllefen.

Ee Wuert iwwert d'Fiskalitéit, an de Laurent Mosar ass scho virdrun drop agaangen, just, ech wëll wierklech nach eng Kéier ënnersträichen, dass et iwwerliewenswichteg ass, eng Fiskalitéit ze hunn, déi deen, deen de Betrib iwwerhëlt, encouragéiert an net découragéiert. D'Besteierung op der Plus-value, Dir Dammen an Dir Hären, misst dach op de Leescht ze huele sinn.

Wann elo e Patron, deen ophält, de Betrib wëllt weiderginn un eent vu senge Kanner oder och ee vun auswäerts an et gëtt just eng Iwwerschreiwung gemaach, et fléisst emol kee Geld, da misst et dach awer méiglech sinn, dem neien Entrepreneur mat enger méi avantagéiser Besteierung vun de Plus-valuen entgéintzekommen.

Ganz vill Betriber si jo nach a Privathand, a wann et dann zu enger Reprise kënnt, muss dee jonke Repreneur duerch d'Oplage ganz vill Suen drastiechen. Och hei soll dach de Gedanke wann ech gelift erlaabt sinn, fir méi Flexibilitéit un den Dag ze leeën. Déi Sue feelen deem jonke Mënsch. Déi feelen him am Betrib. Kommt, mir loossen dee Jonken dach emol schaffen! Mir ginn him eng Chance. An da kéint een eventuell an enger zweeter Etapp eng Analys maachen, wéi et soll weidergoen.

Ech hunn et virdru scho gesot, d'Kompetitivitéit weist sech net nëmmen am Heihinnerlackele vun neien Entreprisen, wat e gutt Zeechen ass, sonner Zweifel, mä kompetitiv sinn heescht Respekt hu vis-à-vis vun deenen, déi hei sinn. Lëtzebuerg, dat sinn nieft Dausende Mikroentreprisen 3.000 kleng, déck 500 mëttel an 160 méi grouss Entreprisen. Hei gi 70% vum Emploi salarié géréiert an 72% vun der Valeur ajoutée, do also, wou e Mehrwäert geschafe gëtt. Dës Zuele beleeën, wéi wichteg et ass, de Mëttel- a Klengbetriber déi Wichtegkeet zoukommen ze loossen, déi se verdéngen a brauchen.

An dat ass haut och schonn ugeschwat ginn, do kënnt an deenen nächste Jore ganz vill Bewegung an d'Spill. Bis 2020 wäerten ëm déi 200 Mëttel- a Klengbetriber kuerzfristeg, déi zum groussen Deel nach a Familljebesëtz sinn, e Repreneur sichen. Bis 2025 schwätzen d'Zuele souguer vun 1.000 bis 1.500 Betriber. Ob se elo e Repreneur fannen, dat ass eng aner Geschicht. Et ass op jidde Fall net op déi liicht Schëller ze huelen, well hei si ronn 8.000 bis 10.000 Aarbechtsplazen am Spill.

An da muss een awer och heiansdo, an esou éierlech soll een awer sinn, mam Fanger op verschidde Betriber weisen, déi et awer verpasst hunn, an de leschte Joren, sprécht souguer Jorzéngten an d'Firma ze investéieren. E Betrib, wou fënnef, zéng Joer näischt méi dra geschitt ass, ass en ale Betrib!

Sou, a well mer jo ëmmer méi op Liewensqualitéit, sprécht Rou beduecht sinn, verdroe mer jo och dann net, dass Handwierk oder soss Aktivitéiten ze no bei eis oder souguer an de Wunnzone sinn, dann hätte mer se also gären eraus a se mussen anzwousch anescht ënnerdaach. Et ginn elo vill Bestriewunge vu Gemengesäit, fir Zonen ze schafen, wou Entreprisë sech da kënnen néierloossen. Dat ass gutt esou. A mir hoffen, dass déi Feeler, déi elo gemaach goufen an der Ausaarbechtung vun de Plans sectoriels, wou jo eng ganz Rei Terrainen als Zones d'activité ausgewise goufen, séier redresséiert kënne ginn oder awer d'Gemengen d'Méiglechkeete kréien, an dës Richtung weiderzeschaffen.

Ier dann elo den Terrain ausgewisen an zur Dispositioun ka gestallt ginn, muss e jo och dann disponibel sinn. Jiddwer Propriétaire sollt awer do emol mat sech selwer an d'Gebiet goen, wéi wäit dass hie ka mat sech selwer verantweren, fir ëmmer nëmmen an ëmmer erëm de Maximum ze froen. Et ass net genuch oder et ass net gutt, wann d'Mentalitéit vum Ni-genuch-Kréien ze vill Iwwerhand hëlt. Dat riskéiert, iergendwann eng Kéier zréckzeschloen!

A Saachen Infrastrukturen, Dir Dammen an Dir Hären, steet scho villes hei. Et ass och villes am Bau, ob dat elo d'Zones franches sinn, ech ziele se elo net all op, d'Logistik ass zitéiert ginn, déi leeft och konkret un, Ekotech, Biotech. Eierlech gesot ass Lëtzebuerg, wat d'Infrastruktur ugeet, net schlecht opgestallt. Mir hunn héich Normen, och an der Sécherheet.

Mir hunn exzellent Infrastrukturen am IT-Beräich. D'Secteuren, déi un d'Kommunikatiouns- an Informatiounstechnik liéiert sinn, hunn e grousse Succès an der Vergaangenheet kannt. An dat ass och gutt esou. Technesch also, technesch - woen ech ze behaapten - si mer ganz gutt. Mir mussen et och bleiwen, mat an deem Beräich héich qualifizéierte Leit. An den Atout vun der Méisproochegkeet däerf do net aus den Ae gelooss ginn.

Här President, dee kosmopolitesche Charakterzuch vu Lëtzebuerg ass enorm wichteg, wann ee vu Kompetitivitéit wëllt schwätzen. Well wa mir dann eng Kéier esou wäit sollte sinn, wann dee groussaartege Grand-Duché, deen eis jo net egal ass, soss séize mer jo net alleguerten hei, wann also dëst Land den Territoire vun de klenge Weeër erëm eng Kéier sollt ginn, mat gudden Ubannungen, mat Terrainen, wou kann drop geschafft ginn, kuerz: als Standuert, dee sech ka weise loossen, da musse mir erausgoen a richteg Reklamm fir eis maachen, mat engem Toun, deen aluedend ass, fir dass mer och weiderhin auslännescht Kapital heihinnerkréien. Well ouni dat, dat wësse mer och, ginn hei zu Lëtzebuerg d'Suen aus.

An deem Kontext wéilt ech dann och de Minister froen, kuerz ass den Nation Branding ugeschwat ginn de Mëtteg, et géif mech awer interesséieren, fir ze wëssen - et war eng Kéier an enger Kommissioun ganz kuerz driwwer geschwat ginn, et koum awer dunn net weider zur Diskussioun doriwwer -, also wou de sougenannten „Nation Branding" drun ass.

Wann ee sech dann drugëtt, d'Land dobaussen an e positivt Liicht ze stellen, da spille sécher eng sëlleche Facteuren eng wichteg Roll: de soziale Fridden, de Liewensstandard, d'Präisser vum Wunnen, d'Verkéiersubannungen, d'Energieversuergung, d'Schoulinfrastrukturen, d'Kultur, d'Fräizäit an esou weider.

Mam soziale Fridden, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer eis dobausse bretzen, duerch d'Bank wéinstens. Et ass sécher en Atout fir de Site Lëtzebuerg, dass mir kënnen an der Welt soen, dass de Grand-Duché quasi ni duerch e Streik oder soss Onroue ganz broochgeluecht gëtt. Dat wier wënschenswäert, wann dat dann och esou géif bleiwen.

De Liewensstandard ass héich. Eis Paie sinn héich. Si se ze héich? Se si vill méi héich wéi bei eisen Noperen. Menge mir, dass dat esou bleiwe kéint? Ass et gutt, dass mer erëm op deen alen Indexsystem zréckkommen? Mir sinn der Meenung, dass et op jidde Fall munche Betriber Planungssécherheet ewechhëlt. À voir!

Eis Produktivitéit ass awer och héich, dat muss ee soen. Mir schaffe gutt. Eis Valeur ajoutée op dem Emploi ass méi héich wéi beim Noper. Eis Lounniewekäschte sinn niddreg. Geet dat als Argument dobaussen duer? Kënnt e Betrib op Lëtzebuerg, wann e weess, wat fir eng Paien en hei muss bezuelen? Wann dëse weess, dass en hei exzellent ausgebilte Leit fënnt, jo! Dofir ass et och esou wichteg, hei exzellent ausgebilte Leit ze hunn. Dat ass awer net ëmmer de Fall, leider Gottes, et ass de Mëtteg och schonn e puermol gesot ginn. D'Beispill Netflix rezenterweis weist dat och.

En aneren Challenge, fir d'Kompetitivitéit héich ze halen, ass dann, fir de Chômage niddreg ze halen oder ze drécken. Dat ass sécher eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi an der nächster Zäit op eis duerkënnt.

Misst net geziilt een Deel vun de sozialen Transferten an dës Richtung goen, zum Beispill, dass een Deel vun de Paie bei den Netqualifizéierten oder wéineg Qualifizéierte vum Stat kéint gedroe ginn, en aneren Deel da vun de Betriber? Vu méiglechen neie Betriber eventuell, mä awer och vun de bestehenden, déi esou an dësem Beräich op Résidentë géifen zréckgräifen, déi dann net méi missten am Chômage sinn. Et ass besser, et gëtt an d'Aarbecht investéiert wéi an de Chômage!

Ëm déi 50% vun de Chômeuren hu keng Qualifikatioun an et wäerten der ëmmer an eiser Gesellschaft ginn, déi keng hunn. Mir mussen d'Leit a Bewegung halen, Dir Dammen an Dir Hären, déi am Chômage sinn oder déi no enger Aarbecht sichen. Mir mussen d'Leit an der Aarbecht behalen. D'Aarbecht ass e Wäert, d'Aarbecht ass eng Éier. E Mënsch, dee keng huet, dee sech wäertlos spiert, huet kee Selbstwäertgefill. Dat Schrecklechst, wat engem ka passéieren, dat ass dat. Et ass eis Flicht, mat alle Mëttelen do dergéint unzegoen. Mä de Chômage no baussen oder vill méi, en niddrege Chômagetaux gesäit gutt aus, mécht eis all Éier, ass eng gutt Reklamm fir Lëtzebuerg.

Ech ginn elo net weider op d'Verkéiersplanung an, well ech gesinn, dass d'Zäit mer do e bëssche fortleeft.

D'Wunnen ass ganz sécher och en Argument, eng Tatsaach, eng politesch Bestriewung, déi ee muss am A behalen. D'Wunnen ass ze deier, gëtt gesot. Et ass och richteg. Esou oder esou muss een d'Präisser am A behalen. Eng wichteg Roll wäert de soziale Wunnengsbau spillen. Dee kann net alles, dat ass och gewosst. Mä hei geet et drëms, dass d'Gemengen an de Stat un Terraine kommen, souwuel am Wunnberäich wéi och an der Ausweisung vun Zonen. Ze deiert Wunnen, Dir Dammen an Dir Hären, ass net attraktiv fir de Site Lëtzebuerg, ergo och net fir d'Kompetitivitéit.

Eis Energieversuergung ass sécher eng vun deene besseren. Dat hënnert awer net drun, dass d'Energiepolitik nach méi effizient a méi innovativ muss ginn. Nieft dem obligatoresche Must, fir a Saachen Energieaspuerungen nach méi Efforten ze maachen, muss och den Opbau vun der dezentraler Energieversuergung, dat heescht den Opbau vun den intelligenten Netzer, dem „smart grid" virugedriwwe ginn.

Nach si mer wäit vun den ugepeilten 11% ewech. Mir hunn hei op dëser Plaz de Minister virun annerhallwem Joer héieren, wéi e gesot huet oder wéi e vun deenen 42 neie Wandmille geschwat huet, déi e wéilt opriichten. Och do, Här Schneider, wollte mer vun lech wëssen, wou mer an deem Projet dru sinn. Och Dir, Här Schneider, hat 2013 op dëser Plaz bei dëser Debatt d'Iddi, fir d'Betriber ze entlaaschte mat 2% a Saache Gas an eventuell dann als Konterpartie 0,5% beim Privaten eropzegoen. Do wéilt ech an deem Kontext wëssen, ob dës Iwwerleeung nach amgaangen ass, an lech ze wuessen,...

(Interruption)

...oder ob an dëse mouvementéierte Woche léiwer net dorunner geduecht gëtt. Da musse mer dat kucken.

D'Schoulinfrastruktur. Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn déi beschte Schoulen. Mir bauen op jidde Fall Lycéeën, déi am deierste sinn. Iwwer 100 Milliounen d'Stéck kaschte se! Mir mussen awer och wëssen, dass iwwert d'Halschent vun der Zäit dës Gebaier eidel stinn. De Wirtschaftsminister hat viru méi wéi annerhallwem Joer an enger Kommissioun e Gedanken ugefouert, ob et net méiglech wier, a Schichte Schoul ze halen. Dir erënnert lech drun. Ech weess och net, ob et an de momentan schoulpolitesch méi schwieregen Zäiten opportun ass, doriwwer ze schwätzen. Mä d'Iddi kéint jo vläicht nach eng Kéier opgegraff ginn. Et wier op jidde Fall interessant ze wëssen, wou dës Iwwerleeungen dru sinn.

D'Bankeplaz ass de Mëtteg genuch ugeschwat ginn - bon, genuch, scho vill ugeschwat ginn - vu ganz ville Virriedner. Op jidde Fall ginn d'Experten dovun aus, dat wëll ech just nach soen, dass am Kader vun der Bankeplazreform 6.000 bis 8.000 Aarbechtsplaze wäerte mussen ofgebaut ginn. Virun där Kris ass dat klengt Lëtzebuerg méi oder wéineger a Rou gelooss ginn. Mä wann et bei deene Grousse rabbelt a kraacht an do gëtt et dann esou e klengen Akteur um internationale Maart, dee mat dëser oder där Nisch nawell vill Erfolleg huet, jo, da gëtt et bei Gott keng Gnod an da gëtt eben drageschloen. Fir hei kompetitiv ze bleiwen, ass sécher ee vun de gréissten Challengë fir déi nächst Joren. Mä ech mengen, dat ass erkannt.

Eng Kompetitivitéit vun engem Land weist sech och iwwert déi breet Opstellung vun der Ekonomie. An et sollt eis awer schonn ze denke ginn, wann en ëmmer méi niddrege Prozentsaz vum PIB hei zu Lëtzebuerg aus der Industrie kënnt. D'Gewënnmargen aus der Industrie sinn an de leschte Joren ëm 22% zréckgaangen. Mir däerfen eis industriell Kultur, eis industriell Zukunft net aus den Ae verléieren. E Land, wat keen Industriestandbeen huet, gëtt sech selwer op!

Gradesou wéi e Land, wat net uechtgëtt op eng gesond an iwwerliewensfäeg Landwirtschaft. Am Spuerpak geet et eiser Landwirtschaft vill ze vill, vill ze vill un dat Liewegt! Wann een dann d'Maartsituatioun analyséiert, kann ee sech virstellen, wat dat anert Joer op d'Baueren duerkënnt. Do maachen ech mir an nach ganz vill aner Leit sech ganz vill Suergen ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Landwirtschaft. Do kann allerdéngs d'Politik net alles. Och do ass de Konsument gefuerdert.

Lëtzebuerg muss sech international wieren am Commerce. E groussen Deel vun de Produkter, déi op Lëtzebuerg kommen - mä dat huet den Här Schneider de Mëtteg scho gesot -, déi hei um Maart verkaaft ginn, ginn ënner anerem via d'Belsch facturéiert. Do sëtzt jo och een, dee verdéngt. An dat ass eng Entrave à la libre circulation des marchandises. Lëtzebuerg muss sech wieren an deem dote Punkt. An do ënnerstëtze mer lech absolut, Här Minister.

Et ass och schonn dacks genuch ugeschwat ginn haut de Mëtteg, dass den Esprit d'entreprise soll weider gestëppelt ginn, mä dass och déi, déi sech dann eng Kéier an eng Entreprise lancéieren, wou et dann eng Kéier vläicht kéint schifgoen, dass déi Leit net gebrandmarkt solle gi bis un d'Enn vun hirem Liewen. Dat heescht, de Courage, fir sech selbstständeg ze maachen, muss weider gestäerkt an ënnerstëtzt ginn. Ech denken do ëmmer un d'Zitat - den Aly ass elo net do - vum Kolleeg Aly Kaes, deen ëmmer seet: „10% Verloscht ass ëmmer, dat gehéiert dozou." Dat ass an dësem Beräich och esou. An do soll ee sech och net schummen, fir dat eng Kéier ze soen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer just nach dës Bemierkung: Eng Kompetitivitéit ass wichteg, fir dass et dem Land weider gutt geet. Eng Kompetitivitéit mécht sech awer net um Bockel vun dësem oder vun deem, do muss een als Ganzt dru schaffen. Kompetitivitéit muss virun allem de Garant sinn, dass d'Gesellschaft am géigesäitege Respekt an an enger Forme digne kann zesummeliewen. Kompetitivitéit soll net nëmmen d'Dier opmaache fir oniwwerluechte Wuesstum, deen irreell ass a wou de Mënsch op der Streck bleift. Bei alle Wuesstumsbestriewungen ënnersträichen ech d'Wichtegkeet vun enger iwwergräifender Diskussioun iwwert d'Gesellschaftsform vun der Zukunft.

Bedenkt, wann eis Ekonomie an den nächste Joren 3% weider soll wuessen, da mussen d'Entreprisen an den nächste 25 Joer duebel esou vill ëmsetze wéi bis elo, da muss den Awunner aus dem Grand-Duché duebel esou vill akafe wéi bis elo, duebel esou vill Leit, duebel esou vill Autoen, duebel esou vill Wunnengen. Dat heescht, ëmmer erëm drun denken, wat fir e Land mir eise Kanner wëllen hannerloossen. Dofir sollte mir och dës Wäerter an dëser Diskussioun net vergiessen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Eischen. Nächst Riednerin ass d'Madame Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Häre, op Ufro vum Wirtschaftsminister hu mer haut scho ganz vill iwwer eise wirtschaftleche Wuesstum an iwwer eis Kompetitivitéit diskutéiert. Grad dëst Joer beweist dësen Débat, dass mir eis net wëllen ausrouen op eise leschte positive Resultater, mä dass mir weider an d'Zukunft kucken an eis Gedanke maachen, wéi eist Land weiderhi kompetitiv bleift a sech och an deenen nächste Jore verbessere kann.

Mäi Virriedner, de Claude Haagen, ass schonn op vill Sujeten agaangen. Ech fir mäin Deel wëll elo nach op zwee weider wichteg Sujeten agoen, op d'Entrepreneuriat an d'Éffnungszäiten am Commerce.

D'Europäesch Kommissioun huet an enger Ëmfro bestätegt, dass een Drëttel vun de Leit hei zu Lëtzebuerg Loscht hätten, sech selbstständeg ze maachen. Mä leider muss ee feststellen, dass awer vill Leit sech net trauen. Fir d'LSAP ass et wichteg, dass d'Leit encouragéiert ginn, fir Entreprisen ze grënnen oder ze iwwerhuelen, well et sinn eis Betriber, déi d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft sinn, an et si virun allem eis Betriber, déi eis Aarbechtsplazen hei am Land erhalen oder neier schafen.

Wéi schonn erwähnt, läit Lëtzebuerg de Moment am Ranking, wat d'Kompetitivitéit betrëfft, europawäit op der sechster Plaz. Mä wat d'Grënnunge vun Entreprisë betrëfft, ka Lëtzebuerg am Verglach zu sengen Noperen net glänzen. Iwwer 2.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg am Beräich Commerce an Handwierk sichen elo schonn an an deenen nächste Joren eng Persoun, déi hire Betrib wëllt iwwerhuelen. Am meeschten dovunner betraff ass d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg, dat keng Nofolleg méi fënnt. An dat ass e grousse Problem fir eist Land!

All Joers ginn hei zu Lëtzebuerg Honnerte vun Entreprisë gegrënnt, an dat ass och gutt esou. Mä dës Zuel geet net duer. Lëtzebuerg brauch méi Leit, déi de Courage hunn, hir eegen Entreprise ze grënnen oder eng ze iwwerhuelen. Duerfir ass et wichteg fir d'LSAP, dass an Zukunft nach méi Mesuren an Initiativen ëmgesat ginn, déi d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg förderen. De Wee an d'Selbstständegkeet muss méi einfach a méi attraktiv gestalt ginn.

Mäi Virriedner, de Claude Haagen, huet a senger Ried schonn eis Positioun zu enger Société simplifiée duergeluecht. Esou eng Sociétéit „een Euro, een Dag, eng Persoun" géif fir all Firmegrënner am digitale Beräich de Wee an d'Selbststännegkeet vereinfachen.

Mä net all Aktivitéit kann duerch e klenge Budget lancéiert ginn. Aner innovativ Iddie brauchen héich Budgeten, fir kënnen an d'Liewe geruff ze ginn. An an deem Fall ass de Grënner vun der Entreprise op Investisseuren ugewisen, déi hie bei sengem Projet ënnerstëtzen. Allerdéngs ass et net ëmmer einfach, Investisseure vu sengem Projet ze iwwerzeegen, well si och e grousse Risiko aginn.

Eng Rei Initiativen, fir Start-uppe finanziell ze ënnerstëtzen, goufe schonn an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg agefouert. Eng vun deene rezenteste Mesuren, déi och vum Wirtschaftsminister ugeschwat ginn ass, ass déi vum Luxembourg Future Fund, deen op Demande vun der Regierung vun der SNCI an dem Fonds européen d'investissement an d'Liewe geruff ginn ass. De Luxembourg Future Fund huet als Zil, fir d'Diversifikatioun an d'Entwécklung vun der lëtzebuergescher Ekonomie ze förderen, andeems versicht gëtt, innovativ Start-uppen op Lëtzebuerg ze zéien.

Dann ass och haut schonn d'Entrepreneuriat ugeschwat ginn. Ech mengen, mir sinn eis all eens heibannen, dass mir d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg musse förderen, well eis feelen elo schonn Dausende vu Leit, déi an Zukunft eis Betriber wäerten iwwerhuelen an och neier wäerte grënnen. An ouni eis Betriber sinn eis Aarbechtsplazen net ofgeséchert. Duerfir ass et och wichteg, dass mer scho fréi d'Entrepreneuriat bei deene Jonke förderen, well et sinn nämlech déi Jonk vun haut, déi an e puer Joer fir eis Aarbechtsplaze responsabel sinn.

D'Asbl „Jonk Entrepreneuren" ass zum Beispill eng Initiativ, déi vun der Regierung an Zukunft nach méi wäert ënnerstëtzt ginn. Si ginn zesumme mat Patronen an d'Schoulen a versichen, de Schüler d'Welt vum Entrepreneuriat méi no ze bréngen. Si sinn dobäi op vill fräiwëlleg Patronen ugewisen, déi si dobäi ënnerstëtzen. An et ass och wichteg, dass et genau déi Leit sinn, déi all Dag an hirem eegene Betrib stinn, dass si fréi mat Jonker a Kontakt kommen. Esou kënne si hinne scho fréi hir Passioun zu hirem Beruff iwwermëttelen an hinnen och d'sozial Responsabilitéit erklären, déi si géigeniwwer vum Land hunn.

Mir brauche jonk Leit, déi de Courage hunn, hir Entreprise ze lancéieren, déi eis virun allem Aarbechtsplaze schafe mat sozial korrekten Aarbechtsbedéngungen an esou engem Mënsch, jo souguer enger ganzer Famill eng Perspektiv bidden. An och fir déi Kanner, déi spéider net de Schrëtt an d'Selbststännegkeet woen, ass d'Erfahrung mam Entrepreneuriat ganz wäertvoll. Duerch den direkte Kontakt gi si méi sensibiliséiert, fir ze wëssen, wat et heescht, eng Entreprise ze féieren, dass een dat Geld, wat ee wëllt ausginn, fir d'Eischt verdénge muss an dass virun allem e Betrib nëmmen Erfolleg kann hunn, wann eng gutt Équipe dohannertsteet.

An och d'Handwierk muss nach méi gefërdert ginn. Et mussen erëm méi Kanner och dëse Wee an eise Schoule wielen. D'Handwierk dierf virun allem net als Noutléisung betruecht ginn, wann een an der Schoul net méi weiderkënnt. Duerfir muss onbedéngt den Image vum Handwierk opgewäert ginn, fir dass d'Kanner erëm Loscht kréien, dëse Beruff ze léieren.

Zum Schluss vun dësem Sujet wëll ech nach gäre kuerz op den Échec vun enger Entreprise agoen. En Entrepreneur brauch net nëmme Courage a Risikobereetschaft, fir seng eegen Entreprise ze grënnen, mä virun allem och Know-how, well grad den Know-how ass wichteg, fir dass Faillitten esou vill wéi méiglech verhënnert kënne ginn. De Patron huet nämlech och Responsabilitéite géigeniwwer deene Betriber, bei deenen hien nach Rechnungen opstoen huet. Mä et ass wichteg, dass d'Grënn vun de Faillitten analyséiert ginn, well oft déi Persounen, déi eng Faillite musse mellen, trotzdeem ganz vill Potenzial hunn. Duerfir hunn déi Leit, déi de Courage haten, eng Entreprise ze lancéieren, deen néidege Respekt verdéngt a sollen deemno och no enger Faillite eng zweet Chance kënne kréien.

Här President, ech kommen elo nach gär op e ganz anert Thema, an zwar op d'Éffnungszäiten am Commerce, well kompetitiv ze sinn heescht och, dem Konsument déiselwecht oder méi attraktiv Éffnungszäiten am Commerce ze bidde wéi engem seng Nopeschlänner. Eréischt 2012 gouf et hei am Haus eng laang Diskussioun iwwer eis Éffnungszäiten am Commerce. Deemools gouf d'Gesetz iwwert d'Éffnungszäite reforméiert. D'Zil vun där Reform war et, deem héije Konkurrenzdrock aus der Groussregioun entgéintzewierken an och dem Konsument sengen neie Gewunnechten entgéintzekommen.

D'Gesetz vun den Éffnungszäiten erméiglecht de Commerçanten, hiert Geschäft vu méindes bis samschdes bis 20 Auer an och sonndes opzemaachen. D'Geschäfter an deene grousse Stied hei zu Lëtzebuerg si gréisstendeels manner laang op wéi d'Geschäfter an den Nopeschlänner. Och sonndes sinn hei zu Lëtzebuerg d'Geschäfter net regelméisseg op. D'Gesetz iwwert d'Éffnungszäite gëtt also haut vun de Commerçanten hei zu Lëtzebuerg net komplett ausgenotzt.

Allerdéngs ass et anescht an de grousse Surfacen hei zu Lëtzebuerg. Si profitéiere scho länger vun deem Gesetz a loossen hir Geschäfter an der Woch bis 20 Auer a souguer freides bis 21.00 Auer op an hunn och Succès domat. Vill Leit notzen déi zousätzlech Stonnen, fir hir Akeef ze maachen. Esou wéi de Moment eis Éffnungszäite vun de Geschäfter an deene gréissere Stied hei zu Lëtzebuerg sinn, ass et schwiereg fir déi Leit, déi an der Woch bis 17 oder 18 Auer schaffen, no der Aarbecht nach hir Akeef kënnen ze erleedegen. Och fir d'Touristen, déi oft just fir de Weekend op Lëtzebuerg kommen, wär et méi attraktiv, wa si och sonndes vun eisen Akafsméiglechkeete kéinte profitéieren.

Mä et ginn zwee Haaptgrënn, wéisou eis Geschäftsleit zécken, fir d'Dieren owes méi laang opzemaachen oder och sonndes. Ee Grond ass, dass de Patron keng Garantie huet, dass hien no enger gewësser Zäit méi Ëmsaz während deenen zousätzleche Stonne mécht oder ob deeselwechten Ëmsaz sech just iwwert de ganzen Dag verdeelt.

Hei stellt sech dann d'Fro: Kann de Patron déi verlängert Éffnungszäiten och esou finanzéieren, ouni säin Ëmsaz ze steigeren? De Patron huet just eng Chance, fir während deene verlängerten Éffnungszäite méi Ëmsaz ze maachen, an dat ass, wann hien eng nei Clientèle unzitt. Zum Beispill kéinten doduerch eis Frontalieren, déi no der Aarbecht heemfueren, méi vun de Geschäfter profitéieren, mä och Leit aus der Groussregioun komme vläicht duerch déi méi attraktiv Éffnungszäite méi oft op Lëtzebuerg akafen. An och d'Touriste profitéiere vläicht méi, fir sonndes hei zu Lëtzebuerg anzekafen.

Mä ofgesi vun deem zousätzlechen Ëmsaz, deen de Patron wëllt erwirtschaften, muss ee sech awer och froen, ob déi Verlängerung vun den Éffnungszäiten net einfach néideg ass, fir dem Konsument senge Besoinen entgéintzekommen, fir kompetitiv zu sengen Nopeschlänner ze bleiwen an och zu senger digitaler Konkurrenz.

En anere wichtege Grond, wéisou d'Geschäftsleit zécken, hir Éffnungszäiten ze verlängeren, ass deen, dass d'Personal och muss bereet sinn, zu aneren Auerzäiten ze schaffen. Et sinn net nëmmen d'Patronen eleng, déi kënnen décidéieren, dass si elo méi laang ophunn oder och sonndes ophunn. Och d'Personal muss bereet sinn, zu aneren Aarbechtszäiten ze schaffen, wuel wëssend, dass déi nei Aarbechtszäite fir d'Salariéë keng Verschlechterung vun hiren Aarbechtskonditiounen dierfe mat sech bréngen an natierlech och am Accord mam Aarbechtsgesetz musse stoen.

Déi Leit, déi am Commerce schaffen, sinn zum gréissten Deel Leit, déi keng héich Qualifikatioun hunn. Derbäi kënnt, dass am Commerce gréisstendeels Frae schaffen, ënner hinnen och vill elengerzéiend Mammen, déi extrem op hir Aarbecht ugewise sinn. Jee nodeem, wéi e Betrib sech organiséiert, kënne méi flexibel Aarbechtszäite fir dës Leit e Virdeel duerstellen. Dat geet awer nëmmen, wann déi Betraffen esou Aarbechtszäiten net opgezwonge kréien.

Wie Beruff a Kannerbetreiung wëllt ënnert een Hutt kréien, huet nun eemol Contrainten a muss kënnen am Viraus plangen. Duerfir musse fir dës Leit och d'Betreiungsstrukturen an den Transport un déi verännert Aarbechtszäiten ugepasst ginn. Mä dës nei Aarbechtsplazen (veuillez lire: Aarbechtszäiten) erméiglechen

dem Salarié vläicht, och emol en Nomëtteg fräizehunn an esou fir seng Kanner kënnen do ze sinn, wann en owes eng Kéier méi laang muss schaffen oder sonndes. Duerfir kéint d'Verlängerung vun den Ëffnungszäiten och engem méi flexibele Congé parental entgéintkommen.

Une voix.- C'est juste!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Duerch d'Verlängerung vun den Ëffnungszäite kritt de Patron och méi Aarbechtsstonnen a sengem Geschäft ze besetzen. Dat heescht, dass d'Verlängerung vun den Ëffnungszäiten och e positiven Impakt op den Aarbechtsmarché kann hunn.

Eise Chômage ass de Moment esou héich wéi nach ni a mir wëssen och, dass mir vill Leit am Chômage hunn, déi wéineg Qualifikatiounen hunn. Duerfir ass et wichteg, dass mir och Plazen hei am Land schafe fir Leit mat wéineg Qualifikatioun, esou wéi mer dat am Logistikberäich maachen, wat haut och schonn e puermol ugeschwat ginn ass.

Mä virun allem ass et elo wichteg, dass mir fir d'Éischt eng detailléiert Evaluatioun vum Gesetz vun den Ëffnungszäite vun 2012 virhuelen, ier mer nei Propose fir d'Geschäftswelt an d'Salariéen op den Dësch leeën.

An domat wëll ech ophalen a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Burton. Ech wollt proposéieren, fir kuerz dem Auteur vun der Motioun d'Wuert ze ginn, fir dass e se ka presentéieren an d'Regierung direkt drop reagéieren. Dat heescht awer, dass dann d'Riedezäit dee Moment eriwwer ass. Här Turpel.

Motion 1

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt gesinn, datt déi Lénk, wéi Der heihinnerkomm sidd, eng Aktioun virun der Chamber gemaach huet mat engem Trojanesche Päerd. An déi, déi dem Päerd an de Bauch gekuckt hunn, déi hunn och gesinn, wat dat mat der Kompetitivitéit hei ze dinn huet. Et geet nämlech ënner anerem ëm d'Energiepräisser, déi e wesentleche Bestanddeel si vun enger Kompetitivitéitsdebatt.

Et ass wichteg, datt een déi Fro vun den Energiepräisser, déi haut elo weider vu soss kengem thematiséiert ginn ass, net ze vill kuerzfristeg gesäit, well dat, wat am Ufank bëlleg schéngt, net ëmmer zum Schluss dat Bëllegst ass. De wierkleche Präis ass oft en anere wéi deen, deen et schéngt. An am beschte gesi mer dat bei der Atomindustrie, wou jiddweree weess, datt de Präis, zu deem se verkaaft gëtt an hiergestallt gëtt, net de Präis ass, dee se herno huet, wann een d'Endlagerung an alles aneschters mat derbäi kuckt. Mä dat ass net nëmmen de Problem beim Atomstroum, dat ass och bei anere Forme vun Energie a vu Sprit de Fall.

Dir wësst, datt d'EU sech als Zil gesat huet, bis 2020 d'CO_2-Emissiounen ëm 20% erofzesetzen an dovunner d'Halschent um Niveau vun der Energie, a ganz speziell 6% CO_2-Reduktioun duerch de Sprit, duerch d'Carburanten. Esou steet et an der Direktiv 2009/30 vun der EU, déi de Conseil den 23. Abrëll 2009 festgehalen huet.

An där Direktiv, an dat ass dat, wat wichteg ass an där heiten Debatt, ass berücksichtegt, datt den Uelech, deen aus dem Sand gewonne gëtt, Sanduelech, 22% méi CO_2 enthält a méi CO_2 fräisetzt wéi beispillsweis normale Pëtrol. Während Sanduelech also 107 g CO_2 pro Megajoule fräisetzt, sinn dat beim normale Pëtrol 87,5 g an e setzt op jidde Fall méi fräi wéi erneierbar Energien.

Ënnert dem Drock vu Kanada ënner anerem, déi déizäit iwwert de CETA verhandelt hu mat der EU, huet d'EU-Kommissioun gesot, si géif drop verzichten, fir déi Kategoriséierung do bäizebehalen, déi dorobber erausleeft, datt de Sanduelech do als nodeeleg betruecht gëtt. An d'EU huet décidéiert, fir an enger Propositioun vun der Direktiv, déi se elo erausgëtt, keen Ënnerscheed méi ze maachen zwëschen deene verschiddene Kategorien a Formen, soudatt fir de Sanduelech kee speziellt Hindernis méi do ass, fir an d'EU agefouert ze ginn.

D'Konsequenz dovunner läit op der Hand: Et gëtt ëmmer méi schwéier, fir déi 6% CO_2-Aspuerung bis 2020 bäizebehalen. An haaptsächlech gëtt d'Dier opgemaach fir den Import vu schiedlechem Sanduelech an d'EU zu deeneselwechte Bedéngunge wéi fir aner Forme vu Pëtrol a Sprit. Och d'ONG Friends of the Earth huet dat ganz hefteg kritiséiert, grad ewéi Greenpeace, déi soen, esou schiedlech Forme vu Sprit misst ee stoppen an dierft een net aus Kompetitivitéitsgrënn einfach esou an d'EU eraloossen.

Mä et ass net nëmmen esou, datt doduerjer méi CO_2 fräigesat gëtt, mä duerch déi Forme vun Energiegewannung entstinn och riseg Ëmweltschied beim Ofbau an deene Länner, wou ofgebaut gëtt, a Kanada, an den USA. An dat ass d'nämlecht beim Schifergas duerch Fracking.

Duerfir ass déi Motioun hei, fir d'Regierung anzelueden, fir sech an der EU am Conseil derfir anzesetzen, datt déi ënnerschiddlech Klassifikatioun vun de Spritten onbedéngt soll bäibehale ginn, fir domadder net ënnert dem Prätext vu falscher Kompetitivitéit hei Energieformen ze förderen, déi schiedlech sinn op der Plaz, wou se hiergestallt ginn, an och, wat d'CO_2-Emissiounen ugeet.

Mir wiere frou, wann Der déi Motioun an deem Sënn kéint ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um virleefegen Enn ukomm an d'Wuert huet direkt den Här Wirtschaftsminister, den Etienne Schneider.

Prises de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren da kuerz op déi verschidde Remarquen anzegoen, an ech wëll der direkt zwou Stéck regruppéieren, nämlech déi éischt an eng vun deene leschten, nämlech déi vum Här Mosar an déi vum Här Eischen, wou se Referenz maachen op mäi Bréif deemools un de Premierminister.

An den Här Eischen schwätzt vun engem „Knéifall", deen ech gemaach hätt virun deene Grengen. Här Eischen, ech kann Iech berouegen, dee leschte Knéifall, deen ech gemaach hunn, dat wäert 25 Joer hier sinn, an zwar als Massendénger zu Téiteng.

(Exclamations)

Duerno kann ech mech net erënneren, dat nach eng Kéier gemaach ze hunn.

Une voix.- Wéi s De zum Ritter geschloe gi bass.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An zu Diddeleng eng Kéier um Ritterfest sinn ech zum Ritter geschloe ginn. Dat ass effektiv wouer, dat hat ech ganz vergiess.

Une voix.- Wann ee sech bestit, da mécht een e Knéifall.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll awer trotz allem hei soen: Dee Bréif, deen ech deemools geschriwwen hunn, deen huet jo fir vill Polemik gesuergt, deen huet deemools an der Koalitioun derfir gesuergt, dass den deemolegen Ëmweltminister oder MDDI-Minister jo och gesot huet, dat wär eigentlech jo säi Bréif an dat wär vu sengem Ministère ausgeschafft ginn. Et huet sech herno erausgestallt, dass mer allen zwee deeselwechte beoptragt hunn, deen eis allen zwee datselwecht geschriwwen huet. Wat awer interessant ass,…

(Interruptions)

Mir hunn en awer net zweemol bezuelt, mir hunn dat…

(Hilarité)

Wat awer interessant ass, well elo den Här Mosar an den Här Eischen sech dorobber fokusséieren, firwat ech dat dann net duerchsetzen an där heiter Regierung: Mä aus deem einfache Grond, firwat ech et deemools net an där aler Regierung duerchgesat krut, an dat obschonn - obschonn! - d'CSV dra war.

An, Här Mosar, och vun Iech hunn ech kee Secours kritt, fir dat duerchzesetzen.

(Interruptions et hilarité)

Mir haten dat a sämtleche Gremie vun där Koalitioun, vun där viregter Koalitioun diskutéiert a weder den deemolege Minister…

Une voix.- Den Här Haagen mécht kee Knéifall.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- …nach déi deemoleg Regierungsmemberen, Kolleegen aus der CSV nach d'CSV-Fraktioun waren op menger Säit, fir déi Punkten do duerchzesetzen.

Dofir, mengen ech, musse se sech net wonneren, wann dat och an där heiter Koalitioun net vill méi einfach geet.

(Brouhaha)

Zumindest kann ech elo soen, dass ech all méiglech Versioune probéiert hunn, fir meng Punkten duerchzesetzen. Eng aner Optioun vu Koalitioun, fir dat doten hinzekréien, gesinn ech leider de Moment net.

(Hilarité)

Ech géif awer mengen, dierfen ze behaapten, dass deen een oder anere Punkt nach eng Kéier wäert optauchen an dass och dat Ëmweltschutzgesetz déi eng oder aner Iddi nach wäert kënnen opgräifen.

Ech wëll awer dann och nach…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä Dir kennt awer elo der CSV hir Meenung driwwer.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Gelift?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir kennt awer elo der CSV hir Meenung driwwer.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, also ech si jo immens frou, dass d'CSV vill méi Courage an der Oppositioun huet wéi an der Regierung!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat freet mech.

Une voix.- Dat war bei Iech jo net anescht.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat freet mech haut…

Neen, ech war nach ni an der Oppositioun, entschëllegt!

(Hilarité générale et interruptions)

Une voix.- Nach net! Nach net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar ass net méi un d'Neutralitéit gebonnen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir kënnen Iech duerno hëllefen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Gibéryen, ech maachen Iech do vollst Vertrauen. Vollst Vertrauen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, ech géif mengen, dass mer elo sollten no vir goen. An den Här Wirtschaftsminister soll sech net méi oflenke loossen…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …an och net méi oflenken.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Heiansdo loossen ech mech ganz gär oflenken. Mä ech kommen awer op déi aner Punkte vum Här Mosar zréck, wat d'TVA an d'Handelsgenehmegung ugeet, wou Der proposéiert hutt: Firwat mécht een dat net an engem Jet?

Et ass esou, dass mir de Moment net nëmmen d'TVA, also den Enregistrement informéieren, wann een eng Handelsgenehmegung freet, mä och d'Sozialkeesen informéieren. Mä méi ass et am Fong net. An ech mengen, d'Iddi ass eng gutt, fir ze soen: Mä da kommt, mir kucken, dass deen, deen d'Entreprise wëllt grënnen, een „Akt" - entre guillemets - mécht an de Rescht leeft vum selwen automatesch an da kritt en och eng regruppéiert Äntwert. Ech mengen, dat do ass eng Iddi, déi ee soll mat op de Wee huelen.

Dir hutt awer och geschwat vun den…, an dat war e bësse fir mech an Hieroglyphe geschwat, Dir hutt vun de Käschte vun de Kënnegunge geschwat, vun der Dauer, wat eng Kënnegung mat sech bréngt. Dir hutt awer net kloer gesot, wat Der da wëllt an der Procédure de licenciement wierklech änneren.

Dofir meng Fro un Iech, ob et Iech drëm geet, fir de Kënnegungsschutz opzeweechen oder net. Ech hunn dat net verstanen, dofir froen ech dat gären nach eng Kéier no.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, wann ech dierf, Här President, dem Här Minister äntweren?

Ech hunn effektiv betount, et geet mer net drëm oder et geet eis net drëm, fir iergendwéi hei d'Prozedur opzeweechen, mä et einfach esou, datt déi Prozedur schrecklech laang dauert duerch eng Rei vu Grënn. An déi Iddi, déi ech jo e bësselche lancéiert hunn, ass, ob et net méiglech wär, hei a Richtung Mediatioun ze goen. Am Moment gëtt en matière de droit du travail nach guer keng Mediatioun gemaach. An et schéngt mir, wéi wann dat eng Iddi wär, mat där een awer eng Rei vu Prozeduren kéint verkierzen. Dat misst een also expressément virgesinn.

An da misst ee vläicht och nach eng Kéier - hei sinn eng Rei Kolleegen och, déi jo emol schonn en matière de droit du travail plädéiert hunn - kucken, ob et net awer Méiglechkeete ginn, fir d'Prozedur ze verkierzen. Well doduerch, datt déi Prozedure laang sinn, ass de Käschtepunkt grouss. An ech mengen, et ass dat och, wat an deene Statistiken an an deene Klassementer eis andauernd op de Kapp fält.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci fir déi Prezisiounen. Ech hunn awer och dann eng zweet Fro un Iech, wann Der erlaabt. Dir hutt Iech net geäussert zu engem Punkt, deen awer wichteg ass, well mer en deemnächst mat der UEL nach eng Kéier wäerten diskutéieren, oder zumindest si wäerten e wëlle mat der Regierung diskutéieren. Dat ass deen, deen ech opgeworf hat vum Karenzdag. Wéi steet d'CSV zum Karenzdag? Ech hunn Iech gesot, dass d'Koalitioun éischter skeptesch ass. Ech hunn dat dann och hei vum Claude Haagen héieren, dass seng Partei, wat jo och meng ass bekanntlecherweis, dass…

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

(Hilarité)

Sot léiwer näischt, Här Gibéryen.

(Interruption)

Bis elo waart Der gutt!

…dass si net en faveur dovu sinn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, Här Minister, et ass fir eis keng Prioritéit.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Keng Prioritéit. Tipptopp!

Dann, Dir hutt d'Iddi gi fir dee Registre des débiteurs. Ech mengen, dat ass och eng Iddi, déi ee wierklech sollt mat op de Wee huelen. Et muss een och kucken, wéi een dat ëmgesat kritt, ouni dass dat e risege verwaltungstechneschen Opwand gëtt. Et kéint awer interessant sinn.

Archivage électronique: Do si mer jo gudder Hoffnung, dass mer elo endlech am Januar, Februar spéitstens dat Gesetz wäerte kënne stëmmen. Do en Exzellenzzenter opbauen, dat schéngt mer och e positiven Input ze sinn.

De Claude Haagen, wéi gesot, huet kloer sech am Numm vun der LSAP géint de Karenzdag ausgeschwat.

Och wat d'Créanciers privilégiés ugeet, mengen ech, ass eng kloer Äntwert komm zum Status quo.

Ech sinn och frou, dass den Här Haagen déi Initiativen am Beräich vum Spatial ënnerstëtzt, well ech wierklech iwwerzeegt sinn, dass mer do nach villes kënne maachen. An do wäerte mer och an deenen nächste Minutten nach drop zréckkommen, spéitstens, wa mer iwwert den „GovSat" schwätzen, mä och aner Projeten, déi ech amgaang sinn auszeschaffen.

D'Madame Elvinger huet mech ugeschwat op d'Ouvertür vun de Geschäfter, wou se mengt, de Patron soll dat selwer kënnen décidéieren. Ech mengen, dass dat doten eng Diskussioun gëtt, déi mer d'nächst Joer wäerte féieren, soubal mer déi Analys elo emol eng Kéier dann, esou wéi mer dat annoncéiert hunn, 2015 vum Secteur maachen. An da sollte mer och en Débat an der Chamber, an der Chamberskommissioun iwwert déi Problematik féieren. Datselwecht fir d'Sonndesaarbecht. Déi ass jo och haut schonn erlaabt, et muss ee just eng Rei Konditiounen natierlech anhalen. Mä deen Débat, mengen ech, dee sollte mer wierklech féieren, an do sinn ech ganz mat Iech averstanen.

Den Här Anzia, deen iwwert d'Responsabilité sociale des entreprises geschwat huet: Bon, den Här Finanzminister huet mer gesot, dass eis Fongenindustrie Spëtzereider ass, also Leader ass, wat RSE-Fongen ubelaangt. D'UEL huet jo e Label gemaach, d'UEL huet eng ganz Rei Initiativen och geholl. An natierlech sinn eng Rei Entreprisen, déi vu sech aus eppes maachen, wat natierlech vun der Regierung och positiv ënnerstëtzt gëtt.

Dann den Här Gibéryen, deen, mengen ech, e ganz wichtege Punkt opbruecht huet: de Wuesstum a Fro ze stelle par rapport zu de Konsequenzen, déi de Wuesstum mat sech brëngt. Ech mengen, dass dat mat Sécherheet eng Diskussioun ass, déi ee muss féieren.

Op där anerer Säit gesi mer awer och zënter der Kris, wéi schwéier et ass, ouni Wuesstum eens ze ginn, ouni dat direkt Geld, wat duerch de Wuesstum généréiert gëtt. Obwuel mer wëssen, dass de Wuesstum eis à la longue eng Dette natierlech opbürd, mat där mer da spéider mussen eens ginn. Mä mir wëssen alleguer, d'Haut ass eis all méi no wéi d'Hiem. A wa mer kënnen haut gutt liewen, dann ass dat fir eis méi wichteg oft, wéi ze kucken, wat an 20 Joer oder an 30 Joer ass. An ech mengen, dat ass eng Diskussioun, mir hate se och schonn, och mam Här Turpel hate mer se schonn,…

(Interruption)

Pardon?

Une voix.- Gouverner, c'est prévoir!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Absolut. Jo, absolut!

Mä ee Punkt an deem, wat Der gesot hutt, Här Gibéryen, deen interesséiert mech speziell, a virun allem sinn ech do ganz Ärer Meenung:

dass mer eis och eng Kéier musse Gedanke maachen, wéi eng Betriber mer selektiv wëllen unzéie respektiv wéi eng mer net méi wëllen unzéien, a wéi eng Betriber à la longue eis eigentlech méi kaschte wéi se eis bréngen, dass een dat eng Kéier muss analyséieren.

Do gëtt et eng Rei Pisten, fir esou Diskussiounen ze féieren. An ech mengen, dass dat doten e gudden Usaz wär, fir dat doten eng Kéier ze kucken, ob ee wierklech wëllt d'Land zoubaue mat Entreprisen, déi eis eigentlech ënnert dem Strëch net ganz vill bréngen, mä éischter à la longue Sue kaschten. An dat soll een eng Kéier maachen.

Et muss een allerdéngs dann och kucken, wéi een évitéiert, dass déi Betriber an e Land kommen. Och dat ass jo net ëmmer esou evident, scho guer net mat engem Marché intérieur. Mä gutt, et kann een awer un de Rahmebedéngunge feilen, fir dass déi vläicht net méi esou attraktiv da si fir déi Entreprisen, wou mer der Meenung sinn, dass dat kee Mehrwäert fir d'Gesellschaft huet.

Bon, den Här Urbany huet och iwwert de Sozialstat geschwat an ass der Meenung, dass e Sozialstat ouni Wuesstum oder mat wéineg Wuesstum ze bezuelen ass. Ech mengen, et ass ebe genee dat d'Fro! Ech mengen net, dass dat esou ass. Ech mengen awer, dass een d'Diskussioun ka féieren. Mä da muss ee se awer an allen Aspekter féieren. An ech wëll Iech just drun erënneren, wéi vill Misär souwuel déi viregt Regierung wéi déi aktuell Regierung hat mat alle Spuerpläng, déi se gemaach hunn. Well och déi viregt Regierung huet jo där Spuermoossname gemaach.

An et fänkt wierklech un, awer batter ze ginn, well déi „low hanging fruits", ech mengen, déi sinn alleguerte laang gepléckt. A wann ech déi Diskussioune kucken, déi mer hu mat deem Zukunftspak, a wann ech awer kucken an analyséieren, wéi vill deen Zukunftspak d'Bierger dobausse belaascht par rapport zu allem, wat an allen aneren EU-Länner gemaach ginn ass, dann ass dat scho frappant ze gesinn, wéi eng Debatt ee mat esou wéineg, wéi ee Korrektioune mécht, awer ausléist. Mä gutt, dat ass eben eng Situatioun, mat där mer mussen eens ginn.

Dir hat mech gefrot, Här Urbany - Dir hat mech gefrot an och den Här Eischen hat mech gefrot -, meng Iddi, déi ech déi leschte Kéier hat mat den Energiepräisser. Ech krut vu kengem heibannen eng kloer Äntwert, ob ech dat soll maachen oder net soll maachen. An ech hu keng Äntwert als eng positiv Äntwert gedeit an ech hunn dat längst ëmgesat. Dofir, dat als kloer Äntwert dorobber.

Den Här Eischen huet am Ufank vu senger Ried gesot, dass dee Ratio „spueren a Recetten augmentéieren", dass dee just misst ëmgedréit sinn an dass ee misst 70% spueren anstatt 30%, wéi hien dat behaapt. Ech sinn dofir - ech ginn net dorop an! , mä ech si wierklech gespaant, am Kader vun de Budgetsdebatten dann der CSV hir Propositiounen ze liesen, hir Amendementen ze liesen, wou mer da vun 30% aspueren op 70% aspuere kommen! Dat gëtt jo dann eng Diskussioun fir déi nächst Woch.

Nation Branding, do hutt Der mech gefrot, wou mer do dru sinn. Ech kann Iech soen, dass do dee Grupp gutt virukënnt. Et ass d'Iddi jo derhannert, Lëtzebuerg net nëmmen als e Land ze verkafen, wat „business friendly" ass, mä als e Land als Ganzt, wat och interessant ass fir ze liewen, wat kulturell eppes ze bidden huet, Liewensqualitéit, Sécherheet etc., etc. An do ass et esou, dass d'Aarbechtsgruppen elo am nächste Joer ufänken, also am Fréijoer elo direkt ufänken, dorun ze schaffen, déi déi verschidden Aspekter sollen zesummendroen, soudass ech hoffen, dass mer schnell do virukommen.

Voilà, ech mengen, dat waren emol déi Haaptpunkten, déi ech wollt zréckbehalen, wou mer och Froe gestallt gi sinn.

Dann zur Motioun vläicht ee Saz. Ech fannen dee Sujet, deen Der hei opwerft, deen ass interessant, deen ass berechtegt. Ech mengen awer, dass en elo net onbedéngt an de Kader vun där heiter Debatt fält. Dat sollt een eng Kéier diskutéieren. Well dat do relativ, ech mengen, eng Rei Leit awer och hei e bësse kal erwëscht, dee Sujet, géif ech Iech proposéieren, dass een dee vläicht eng Kéier an der Kommissioun, déi zoustänneg fir d'Energie ass, dass een deen do eng Kéier am Detail géif diskutéieren. Direkt am Januar, wann Der wëllt!

Voilà, dat wäre meng Remarquen dozou.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Direkt eng Reaktioun dozou vläicht, Här Turpel?

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, ech géif proposéieren, wann d'Chamber d'accord wär mat deem, wat de Minister gesot huet, datt mer déi Motioun géifen, fir se och kënnen am Fong ze diskutéieren, an déi zoustänneg Kommissioun da verweisen. Et ass an dësem Fall awer Ekonomie an Emwelt. Ech fannen, déi...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Jo, kee Problem.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- ...zwou sollten dat zesumme maachen. Ech géif et ganz flott fannen, wa mer dat dann do kéinte méi seriö diskutéieren.

Merci.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Voilà. Da soen ech Iech Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An dann ass den Här Finanzminister an de Startbléck.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Merci fir d'Gedankenustéiss. Ech versichen, meng Äntwerten a Kommentaren an déi véier Punkten anzedeelen, wéi ech och meng Präsentatioun gemaach hat.

Ech fänken dann u mat de Finances publiques, wou ech feststellen, dass all d'Intervenante mat Ausnahm vum Här Urbany awer agesinn, dass en Équiliber an de Statsfinanze wesentlech ass, fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land ze garantéieren.

Zweete Punkt vläicht, fir déi Remarquë vum Här Gibéryen, déi ganz vill Sënn gemaach hunn, ze ënnersträichen, an zwar, dass eis Populatioun, eis Aarbechtspopulatioun immens séier an d'Luucht gaangen ass an de leschten 20 Joer an an der Moyenne 10.000 Aarbechtsplaze pro Joer geschafe ginn. Zweetens, dass effektiv an de leschten zéng Joer Dausenden Entreprisen och derbäikomm sinn an dass dat mat sech bréngt, dass et en Impakt huet op eis Statsfinanzen. Dofir si mir an enger Situatioun wéi keen anert europäescht Land praktesch, woufir och eis Dépensë méi wéi normal wuessen, méi wéi proportionell wuessen.

Dat erkläert och zum Deel, firwat eis Budgeten iwwert déi lescht Joren automatesch wuessen. An dat erlaabt mer och ze soen, dass dee Budget, dee mer dann d'nächst Woch hei diskutéiere wäerten, ënner kengem Aspekt kann als en Austeritéitsbudget beschriwwe ginn. Do ginn d'Dépensë 4% an d'Luucht mat enger ganz niddreger Inflatioun. An dat ass och ze erkläre wéinst deenen Evolutioune bei den Entreprisen an och bei den Aarbechtsplazen.

Zum Ratio, deen den Här Eischen ënnerstrach huet, vu 70 par rapport zu 30: Dat ass richteg gerechent fir d'Joer 2015, mä wa mer bis 2018 kucken, dann équilibréiert sech de Ratio op bal 50:50, well dann eng Accumulatioun vun anere Reduktioune vun Dépensen iwwert déi aner Joren och wäert spillen.

Zur Finanzplaz, en fait zwee Punkten, deen éischten zu deem Regëster vun de Kreditter, wou och de Minister Schneider e Kommentar dozou gemaach huet: Do wëll ech soen, dass eis Zentralbank amgaang ass, op esou engem Regëster ze schaffen an dass dat am Laf vum Joer 2015 - ech mengen, dat war och eng Fro vum Här Mosar -, dass dat bis 2015 soll do stoen. Dat ass och eng europäesch Contrainte, déi vun der Europäescher Zentralbank gefrot gëtt. A mir versichen, dat dann esou komplett wéi méiglech ze maachen, fir dass et och méi Saache kann déngen.

Zur Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz, e Sujet, iwwert deen d'Madame Elvinger vill geschwat huet, och den Här Mosar, wëilt ech Folgendes soen: D'Thema China ass vun e puer Orateuren ugeschwat ginn, richtegerweis. Ech soe ganz gären, dass de Succès, dee mer haten, fir chineesesch Banken unzezéien, fir en Akteur ze sinn an der Internationalisatioun vum Renminbi, déi bescht Noriicht vun eiser Finanzplaz an deene leschte fënnef Joer ass! Dat geet richtegerweis zréck och op déi viregt Regierung. An ech hunn déi Politik natierlech weidergemaach. Effektiv kréie mer bis Enn des Joers wahrscheinlech sechs chineesesch Banken hei. Da sinn déi sechs gréisst chineesesch Banken hei präsent. Ech weess, dass eis englesch Kolleegen dat mat ganz groussem Näid e bësse sech ukucken a sech froen, wéi mer dat fäerdegbruecht hunn.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer grad am Fongegeschäft och do Leader sinn an de Kompartimenter, déi a Renminbi dénomméiert sinn. A mir sinn och Leader op der Bourse, wou mer 42 Obligatiounen hunn, déi an der chineesescher Währung bei eis cotéiert ginn.

Mir sinn och mat Leader an de Kreditter an an den Dépôten am Renminbi. Mir wäerten dat also weiderféieren. An déi gutt Noriicht ass jo, virun e puer Deeg - an ech mengen, den Här Mosar huet dat och ënnerstrach an d'Madame Elvinger och -, dass mer de Clearing elo hei zu Lëtzebuerg wäerten hu vum Renminbi iwwert d'ICBC-Bank, déi vun de chineeseschen Autoritéiten designéiert ginn ass. Dat sinn alles ganz gutt Noriichten.

Vläicht ee Wuert iwwert de Moyen Orient an och de Sukuk, dee mer émettéiert hunn. Wéi ech am Oktober an déi Länner am Mëttleren Orient war, hu mer ganz vill Komplimenter doriwwer krut, dass mer dee Sukuk lancéiert hunn. Et ass e risege Besoin do. An et ass eng grouss Demande do an och grousse Wëllen, fir eis ze ënnerstëtzen, fir dat ze maachen, och well mir en europäescht Land sinn an och e klengt, neutraalt Land vun hirer Siicht aus.

Wat elo - an dat ass och e Kommentar zu eppes, wat d'Madame Elvinger gesot huet - de Private Banking ubelaangt: Vill hu gemengt, wa mer géifen de Secret bancaire ofschafen, a schonn nëmmen d'Annonce, dass mer de Secret bancaire géifen ofschafen, dass mer da ganz dramatesch Schwieregkeeten hätte fir de Private Banking, waren awer wahrscheinlech - ech paken awer och Holz un - ze vill pessimistesch.

Ech géif gären hei e puer Ziffere ginn. 2007 hate mer, an dat sinn d'Ziffere vun der Lëtzebuerger Zentralbank, 239 Milliarden Dépôten. An déi Ziffer, déi ass stabel oder erofgaangen. An 2013, also sechs Joer duerno, ware mer op 233 Milliarden. Dat heescht, op sechs Joer ass näischt geschitt. An 2014, de Stand am Oktober, si mer op 263 Milliarden. Dat heescht, mir waren an enger Phas vu Stabilitéit a mir sinn, schéngt et elo, an enger Phas, wou et erëm e bëssen eropgeet.

D'Natur vun der Clientèle ass amgaang ze änneren. Et si Clienten, déi vu méi wäit kommen. Et sinn och manner Clienten, mä mat méi Moyenen, soudass mer mengen, dass déi Transformatioun amgaang ass sech ze maachen ouni dramatesch Aboussen. Dat ass op jidde Fall dat, wat een haut ka soen.

Wat eis Diversifikatioun ubelaangt, geografesch gesinn: Ech hat Iech gesot, dass mer dat och wéilte weiderféieren. Ech hat Iech vun de Visitte vun dësem Joer geschwat. D'nächst Joer plangen ech, a Japan, Korea an och op Hong Kong ze goen, Kanada, Mëttleren Orient. A mir wëllen och am Juni eng Konferenz hei, eng international Konferenz iwwert de Renminbi maachen.

Am zweete Semester hu mer d'Présidence vun der Union européenne, soudass ech do näischt Festes geplangt hunn. D'autant plus, dass ech mech muss ëm de Budget communautaire bekëmmeren, wéi wann ech net genuch Budgeten zu Lëtzebuerg ze maachen hätt, soudass ech do näischt wëll plangen, wat méi Deeg an Usproch hélt. Esou vill zur Place financière an zur Diversifikatioun.

Wat elo d'Fiskalitéit ubelaangt, do waren eng Rëtsch Kommentaren an Iddien. Ech géif se gären esou areien: Éischtens emol, an der Fiskalitéit si mer souverän. An der Fiskalitéit muss een an der Europäescher Unioun Unanimitéit hunn. Mä egal wéi souverän een an deem Domän ass, gëtt et ëmmer méi international Contrainten. An dat solle mer net ënnerschätzen: dee ganzen Exercice BEPS, och den Exercice vun der Base commune d'imposition, genannt ACCIS op Franséisch oder CCCTB op Englesch. A wat mir och ëmmer wäerten décidéieren an der Réforme fiscale, muss natierlech total konform sinn zu all deene Contrainten.

Dat Ganzt geet och an eng Richtung, dass mer eis Fiskalitéit nëmme kënne baséieren oder ëmmer méi musse baséieren op Entreprisen, déi hei Substanz hunn. An déi Evolutiounen alleguerte musse mer da mat a Betruecht zéien. Dat heescht, et ass also meng éischt Suerg an där ganzer Saach, dass mer herno konform sinn.

Dat Zweet, wat vum Här Haagen an e puer aneren zitéiert ginn ass: Mir mussen natierlech en Équiliber fannen tëschent der Besteierung vun de Leit an der Besteierung vun den Entreprisen. Dat gëtt e subtillen Équiliber, dee mer musse fannen, deen d'autant plus schwéier gëtt, well d'Marge de manœuvre, déi mer eis de Moment kënne virstellen, déi mer wäerten hunn, fir dës fiskalesch Reform relativ kleng ass.

Ech paken awer och Holz un, vläicht geet et muer besser wéi et haut geet, an dann hu mer méi Sputt. Mä dat gëtt ganz schwéier. Hei ass d'Kärwuert, mengen ech, „cohésion sociétale". Mir mussen derfir suergen, dass déi Reform esou gemaach gëtt, dass se en fait souwuel vum Particulier wéi vun den Entreprisen als gerecht empfonnt gëtt.

Drëttens musse mer eis bewosst sinn, dass - aus dem Exercice vum BEPS an der OCDE, awer och, wéi den Här Gibéryen dat och ënnerstrach huet, wéinst der Kris vun 2008 bis 2013 - d'Recettë bei den Entreprisë staark erofgaange sinn. Oder se si stabel bliwwen, mat méi Entreprisen. Mä dat erkläert sech natierlech duerch d'Kris. Wa manner Profitter gemaach ginn, gëtt manner bezuelt, manner Steiere bezuelt. An d'Recettë wäerten erofgoen, well mer vläicht manner Entreprisen unzéien. Dat mécht dee ganzen Exercice net méi liicht!

Ech fannen, dass déi Usätz, déi hei vu Verschiddene vun Iech ubruecht gi sinn, ganz gutt sinn, wann iwwerluecht gëtt: Wat fir en Typ Entreprisë wëlle mer dann unzéien, a wëlle mer da verschidden Typpe vun Entreprisen, déi schonn hei sinn, favoriséieren, déi eng par rapport zu deenen aneren? An dobäi sinn zwou gutt Iddie gesot ginn. Dat eent ass d'Distinctioun ze maachen tëschent PMEen a groussen Entreprisen. Dat ass eng Pist. An dann tëschent Entreprisen, déi vill Emploi hunn a wéineg Emploi hunn oder keen Emploi. Dat sinn awer keng einfach...

Dee vun de PMEen, dat ass e Kritär, dee gëtt et an Europa. Do kann ee sech virstellen, dass ee Saache kéint maachen. De Kritär vun den Emploien ass een, dee ganz selten an der Fiskalitéit Ramificatiounen a Konsequenzen huet. Mä ech sinn awer ganz gär bereet, doriwwer nozedenken.

Anescht ausgedréckt, mir mussen also an dëser fiskalescher Reform net nëmme quantitativ Elementer dran hunn, mä och qualitativer. An och dat wäert eis erlaben, fir nach ëmmer weider attraktiv am Ausland ze sinn. Well mir wëlle weider attraktiv bleiwen. Verschiddener vun Iech hu jo och dorop higewisen, dass mer mussen Investisseuren op Lëtzebuerg kréien an dass mer sollen eng dynamesch Politk hunn, fir Headquarteren unzezéien, also Siègen. Ech mengen, den Här Mosar huet dat ënnerstrach, awer och d'Madame Elvinger an e puer anerer.

Mir ginn an déi Richtung! A mir bleiwen an där Richtung, do ass eng Kontinuitéit. Mir bleiwen an där Richtung, mä d'Manéier, wéi mer et wäerte maachen, an d'Attraktivitéit vun eiser Fiskalitéit wäerte changéieren.

Wat d'Propositioun ubelaangt vun enger „flat tax", déi vum Här Mosar gemaach ginn ass - Taux d'affichage kann een dat och nennen -, mat enger Base, mat enger Assiette, déi méi kleng ass, ech mengen, dass dat de prime abord eng gutt Iddi ass. Mä ech mengen, dass ee sech elo net soll dra stierzen an elo an der Précipitatioun eppes annoncéieren oder maachen. Mä ech kann Iech just soen, mir wäerten dat am gréissten Detail kucken.

Ech si mat Iech d'accord, dass mer och musse vun der Équatioun ausgoen, dass d'Recetten, déi mer kréien, mussen d'selwecht sinn, dass also keen Déchet fiscal däerf doduerch geschéien. Wann dat d'Supposition de départ ass, da kënne mer och nach net wëssen, wat den Taux ass, deen hannen erauskënnt.

Dir hutt vun engem Taux vu 15 geschwat. Dat ass een, deen attraktiv ass, mä ob mer esou en Taux kënnen iwwerhaapt erreechen, mat enger Quantité stable de recettes, déi Äntwert ass net gewosst.

Dat Zweet ass - zum Taux selwer, wat een och net däerf ënnerschätzen -, wéi esou en Taux attraktiv ass par rapport zu den Investisseuren, dat ass e wichtege Punkt, mä wat een awer och muss gesinn, dat ass, dass een, wann een en Taux huet, deen ze vill attraktiv ass, zwee Handicappen huet. Den Taux vun Irland vun 12,5, dee viru méi wéi 20 Joer deemools vun Irland adoptéiert ginn ass, war an enger Period, wou kee sech un esou engem Taux gestéiert huet. Mä haut gëtt deen Taux immens vill attackéiert an der Welt, well en ze vill attraktiv ass! Et ass zwar en Taux nominal, en Taux d'affichage, mä en ass extrem attraktiv. An et ass also fir mech kloer, dass 12,5 - den irlänneschen Taux - ganz bestëmmt déi ënnescht Limite ass. An do wäerte mer souwéisou net hikommen!

Wou mer awer herno landen, wa mer d'Équatioun maachen, wéi gesot, do solle mer eis net predeterminéieren. Mir wäerten do déi Calcullen all maachen a mir wäerten déi Zifferen och mat der Chamber, mat der Cofibu a mat der Chamber en général a mat de Sozialpartner deelen.

Nach e leschte Punkt och zu deem Taux. Et gëtt Länner - ech war elo virun enger Woch an Italien -, déi considéréieren, dass en Taux signifikativ ass, wann en iwwer 15% ass. Wann een also en Taux huet, deen ënner 15% ass, da seet de Steiercode an Italien: Dat ass eng Taxatioun, déi net effektiv ass. An da kann ee vu verschiddene Conventions de non double imposition net profitéieren an esou weider an esou fort.

Ech wëll just soen: En niddregen Taux ass ganz flott fir d'Investisseuren. Wann en awer ze vill niddreg ass, da gëtt en net méi unerkannt an da gëtt een doheem besteiert. All déi Saache wäerte mer musse kucken.

Am Resümee wëll ech da soen, wat fir eng véier Saache mir fundamental bei der Reform schéngen, fir kompetitiv ze bleiwen.

Éischtens emol musse mer sécherstellen, dass mer d'Cohésion sociétale bei esou enger Reform respektéieren. Zweetens musse mer kucken, dass mer konform sinn, „compliant" mat

den internationale Regelen. Den drëtte Punkt: Mir mussen eis bewosst sinn, dass et eng Compétition fiscale an der Welt gëtt. Mir kënnen net d'Aen zoumaachen, Scheiklappen undoen an eleng räsonéieren. A véiertens musse mer de Courage politique hunn, fir verschidde Saachen a Fro ze stellen, déi mer bis elo ëmmer haten, an déi Reform zesummen och mat Iech hei an der Chamber maachen.

Mäi véierten a leschte Punkt ass iwwert d'Image vun eisem Land. Doriwwer hunn den Här Mosar, de Félix Eischen, d'Madame Elvinger geschwat an e puer anerer och. Ech wëll mech do kuerzfaassen.

D'Image vun eisem Land musse mer versichen esou breet wéi méiglech ze maachen. Well mer kleng sinn a relativ schlecht am Ausland bekannt sinn, hu mer dee Risque, dass mer nëmme percevéiert gi wéinst engem, zwee Elementer. A mir schaffen an der Regierung do drunner mat verschiddene Ministèren. Déi Aarbechte gi gutt weider.

De Risque de réputation - et kéint ee bal soen, de Reputatiounsschued -, dee mer elo mat LuxLeaks hunn, solle mer awer och geloossen analyséieren an och do net mat enger Panikreaktioun schaffen. Mä hei si mer am Court terme, an, wéi gesot, do musse mer eis och vun enger spezialiséierter Agence hëllefe loossen, mä och all déi gutt Iddien, déi hei ronderëm den Dësch sinn, mat u Bord huelen.

Ech wëll ënnersträichen, dass mer en fait zwou Saachen hunn, déi eis an där schlëmmer LuxLeaks-Affär awer gehollef hunn.

Dat Éischt ass, dass mer en fait virun där Medienattack do de Secret bancaire ofgeschaf haten, dass mer eis konform gemaach hu mam Global Forum - quitte dass dat nach net enregistréiert ass vum Global Forum, mä mir hunn d'Reformen all gemaach. Ech kann Iech soen, dass dat eis an der Défense, déi mer elo hu misse maachen an de leschte Wochen, immens gehollef huet an dass och vill Leit, déi Lëtzebuerg nëmme vu Wäitem suivéieren, wéi se dat héieren hunn, am Fong geholl iwwerrascht waren, dass mer esou attackéiert gi sinn, well mer jo bougéieren.

Dat anert, wat och ganz kloer ass, dat ass, dass en fait, wann Der gutt kuckt, d'Attacke sech wierklech op d'Medie beschränkt hunn. Mir si ganz wéineg vun anere Regierungen ugegraff ginn, wéi een dat hätt kënne fäerten. Also ech wëll net soen, dass guer näischt geschitt ass, et sinn e puer Ministere gewiescht, déi emol déi eng oder déi aner Remarque gemaach hunn.

Ech fannen, dat ass och encourageant, dat ass jo justement, well mer bougéiert hunn, dat ass awer och, well mer annoncéiert hunn, dass mer den Echange automatique vu Rulinge wëllen an Zukunft maachen. Dat heescht, eis Partner gesinn an, dass Lëtzebuerg bereet ass, ze bougéieren.

Dat alles huet eis awer, wéi gesot, an esou enger schwiereger Situatioun e wéineg weidergeholl ef. Dat Ganzt ënnerschätze mer natierlech guer net. Mir wëssen, dass dat nach eng Zäitche wäert weidergoen. Wéi laang, wësse mer net genau. Wann awer europäesch Initiativen, ob dat elo an de Rulingen ass oder an aneren Domäner, relativ séier weiderginn, ech mengen, dann entschäerft sech awer déi ganz Debatt.

An dann, wéi gesot, den „image building" ass eng Affär och vu moyen a long terme, wou mer eis mussen esou breet wéi méiglech opstellen, wéi gesot, alleguerten eis Stäerkten op den Dësch leeën.

An ech mengen, dat, wat eis wierklech charakteriséiert als Image: Ech kenne kee Land, wat esou op ass wéi Lëtzebuerg! Op ass fir de Commerce vu Gidder oder vu Servicer, op ass, fir Leit hei ze empfänken, ob se hei schaffen oder ob se sech hei installéieren, op ass fir Entreprisen. An déi Offenheet, déi mir hunn, an déi Qualité de vie, déi mir hei hunn, déi dann och mat sech brëngt, dass mer ganz cosmopolite a multilingue sinn, dat musse mer kënne besser no bausse véhiculéieren. An ech mengen, dat wäert eis och geléngen.

Zum Ofschloss géif ech soen, dass gesond Finanzen an eng gutt Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg et fäerdeg wäerte brëngen, dass mer den Triple-A kënne behalen. An den Triple-A ass fir mech d'Garantie vun de sozialen Errungenschaften a vum soziale Fridden op där enger Säit, an et ass eis Visittekaart vun der Kredibilitéit vun eise Finanzen a vun eisem Land no baussen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gramegna.

(Interruption par M. Mosar)

Jo, firwat wär et wann ech gelift?

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, den Här Finanzminister huet…

(Interruptions et hilarité)

…op eng zimlech komplett Aart a Weis op eis Froe geäntwert. Et waren der awer zwou, wou en net ganz genau drop geäntwert hat, an dofir wollt ech mer nach eng Kéier erlaben, déi ze stellen.

Fir d'Alleréischt Merci, Här Finanzminister, fir déi Aart a Weis, wéi Der op all eis Propositioune geäntwert hutt. Ech hunn och mat grousser Satisfaktioun festgestallt, datt Der am Prinzip och d'accord sidd, op dee Wee ze goen, dee mir proposéiert hunn, nämlech dee vun där Taxe d'affichage oder dem Taux d'affichage, dee géif erofgesat gi mat gläichzäiteg enger Verbreedung vun der Base.

Ech hat allerdéngs do och gefrot - an ech hat och mat Satisfaktioun nogelauschtert dat, wat den Här Haagen gesot huet -, wat eventuell d'Virzéie vun esou enger Mesure géif ugoen, notamment well et um europäeschen Niveau schéngt an déi dote Richtung ze goen. An do wär ech awer frou, wann Der eis nach eng Kéier kéint och dorobber eng Äntwert ginn.

An dann eng zweet Fro, op déi Der mer och keng Äntwert ginn hutt, déi awer ganz wichteg ass, dat ass déi vun där sougenannter „groupe de TVA", „die Organschaft" op Däitsch. An ech wëll wierklech nach eng Kéier dorobber insistéieren, well mer nämlech e Problem hunn um Niveau vum Groupement de personnes - dat ass alles relativ komplizéiert -, wou e Recours géint Lëtzebuerg bei der Cour de justice leeft, an do géif eis justement déi Groupe de TVA entgéintkommen, well déi honnertprozenteg konform ass mat der communautairer Legislatioun.

Dofir wär ech frou, wann Der mer awer nach eng Kéier kéint op déi doten zwou Froen äntweren.

Merci.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wann Der näischt dergéint hutt, maachen ech dat vun hei. Ass dat fir de President an der Rei?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Eischen hat och nach eng Fro un Iech ze stellen.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo, ganz kuerz.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci. Ech wollt just nach eng Kéier zréckkommen op d'Besteierung vun de Plus-valuë bei der Successioun vun den Entreprisen, déi jo awer héich ass an déi dacks eng Successioun schwéier mécht, voire mat Momenter onméiglech. Ech wollt froen, ob et méiglech ass, dat vläicht eng Kéier ze diskutéiere respektiv nach eng Kéier frësch op de Leescht ze huelen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, also, Här Eischen, op Är Fro hi sinn ech gär bereet, dass mer doriwwer solle schwätzen. A wa mer schonn iwwer eng Réforme fiscale schwätzen, da passt dat dote ganz bestëmmt och dran.

Zu deenen zwou Froen, déi den Här Mosar gestallt huet, zu där enger emol, Groupe TVA oder Groupement TVA: Ganz gäre schaffe mer och mat Iech do drop. A wann dat och konform ass zum Droit communautaire, da solle mer dat wierklech sérieusement analyséieren.

Zum éischte Punkt, Rapiditéit vun der Réforme fiscale: Et bien, dat hänkt e bësse vun Iech alleguerten of, wéi séier dass mer eis eens ginn. Et hänkt awer och dovunner of, wéi gutt mer dee ganzen Débat kënne preparéieren an déi Calculle maachen - dorop hunn ech insistéiert.

Well ech elo och d'Geleeënheet nach eng Kéier kréien, wollt ech och nach ee wichtege Punkt, dee mer an der Rapiditéit entgaangen ass, hei ënnersträichen, well Der elo gesot hutt, dass mer och op déi Pist „flat tax" ginn.

Jo, also ech wëll et ganz kloer soen: Et ass eng vun den Optiounen. Mä et muss ee sech bewosst sinn, dass net alleguerten d'Entreprisen déiselwecht Besoinen hunn. An ech mengen, dass een en parallèle muss driwwer nodenken, éischtens fir d'Previsibilitéit vun den Entreprisen an zweetens am Intérêt vum Land, dass een eng zweet Pist da bäibehält - ob dat elo eng Phase transitoire ass oder net -, wou ee géif soen, den existéierende System féiere mer nach eng Zäitche weider. Och well d'Entreprisë jo dorop hir Zukunft opgebaut hunn!

E Beispill: Eng Firma huet op fënnef Joer eng Zomm investéiert a kann dat zu engem gewëssen Deel ofschreiwen. Wa mir d'nächst Joer eng „flat tax" maachen - wann ee seet: Et ass elo „flat tax"! -, jo, wat geschitt da mat deenen Ofschreiwungen? Halen déi dann op?

Also dofir, mir hunn do Transitiounsschwieregkeeten, déi mer musse gesinn. A mir mussen, mengen ech, wierklech den Dialog mat den Entreprisë férderen, dass déi eis soen, wat d'Virdeeler fir si vun der „flat tax" wären, an anerer, wat de Virdeel vum aktuelle System ass. Sachant dass den aktuelle System wäert musse changéieren, well d'Rulingen évoluéieren, well déi vill méi eng kleng Roll wäerte spillen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och an deenen anere Länner.

Dofir, déi Pist ass gutt. Mir wäerten déi creuséieren. En parallèle musse mer kucken, wéi mer den aktuelle System kënnen à titre transitoire oder en parallèle weiderféieren, dat Ganzt am Respekt vun der Constitutioun, an der Iddi vläicht och, den Entreprisen de Choix ze loossen. Dat sinn d'Pisten, déi mer amgaang sinn ze kucken.

A vläicht och, fir de Kalenner ze soen: D'Iddi wär jo, dass mer am Laf vum Januar de Kontakt souwuel mat der Chamber wéi mat dem CES géifen ufänke fir d'Daten. Ech soe Januar, et kann och Ufank Februar ginn, fir dass mer d'Zifferen alleguerten hunn, dass mer all déiselwecht Zifferen hunn an op där Basis da kënnen ufänken ze räsonéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovunner aus, dass mer um Enn ukomm sinn. Ausser, dass den Här Urbany nach eng zwéngend…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Nee, ech wëll just net onwiddersprach loossen, dass den Triple-A zur Konsolidéierung vum Sozialstat féiert. Well den Triple-A ass u Kritäre gebonnen, déi ech virdrun erkläert hunn hei. An déi bedeiten alleguerten en Aschnëtt an d'bestehend Mechanisme vum Sozialstat no ënnen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, wéi Der selwer gesot hat, hat Der dat explizéiert. Mir sinn also um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motion 1

Et war d'Propos vum Här Wirtschaftsminister, fir d'Motioun vum Här Turpel an déi zoustänneg Kommissiounen ze ginn. Den Auteur ass domat d'accord.

Ass d'Chamber och dermat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert a mir sinn um Enn vun eiser Debatt ukomm.

(La motion n°1 de M. Serge Urbany est renvoyée à la Commission de l'Économie et à la Commission de l'Environnement.)

Mir géifen dann als leschte Punkt vum Ordre du jour de Projet de loi 6739 huelen, deen et der Regierung soll erlaben, e Satellit ze kafen oder unzeschafen an ze exploitéieren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

3. 6739 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als klengt Land ass et besonnesch wichteg, dass Lëtzebuerg international kooperéiert, an dat gëllt besonnesch fir…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, nach e bësse Gedold. Mir si bal um Enn ukomm. Mir lauschtere wann ech gelift dem Rapporteur no!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- An dat gëllt besonnesch fir d'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik. An och an deem Beräich huet Lëtzebuerg sech mat sengen alliéierte Partner zesummegedoen.

D'NATO ass net deen eenzegen, mä et ass e wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Sécherheets- a Verdeedegungspolitik an och e Garant fir Sécherheet a Stabilitéit hei am Land.

Haut ass Lëtzebuerg dat Land an där Allianz, dat dee geréngste Verdeedegungsbudget huet par rapport zu sengem PIB. Lëtzebuerg gëtt am Moment 0,4% vu sengem PIB fir Verdeedegung aus. Um NATO-Sommet vun Newport a Wales, deen natierlech virum Hannergrond vun der Ukrain-Kris an awer och virum Hannergrond vun deem, wat a Syrien passéiert, ze gesinn ass, huet sech d'NATO engagéiert opzehalen, d'Défensebudgeten erofzesetzen, a sech nei Ziler gesat, fir op 2% eropzekommen.

Et ass an deem Kontext, wou Lëtzebuerg sech bereet erkläert huet, säin Effort vun aktuellen 0,4% op 0,6% bis d'Joer 2020 eropzesetzen, wat am Fong dem Niveau vun 2007 erëm gerecht gëtt.

Och wann dat munch engem net gefält, esou ass et awer kloer, dass Lëtzebuerg am Sënn vun der Solidaritéit innerhalb vun der Allianz ganz einfach méi grouss Kontributioune leeschte muss, well einfach den Ofstand zu deenen anere Bündnispartner grouss ass. Mir kënnen net op där enger Säit 100%eg d'Benefisser vun der Sécherheet genéissen an anerersäits 0% vun der Responsabilitéit iwwerhuelen.

Elo ass d'Fro, wéi een déi Gelder fir d'Défense sënnvoll kann ausginn, fir dass se och e Retour brëngen, net nëmme fir d'Land, net nëmme fir d'Ekonomie, mä och fir d'Bierger, dass mer all en direkten Notzen dovunner hunn.

An de Verdeedegungsminister huet do eng Rei vu konkrete Plång schonn ugekënnegt. Dat geet vun der Renovéierung vun der Landepist vum Findel iwwert d'Renovéierung vun de Kasären um Härebierg bis bei den Data-Center fir d'NSPA, déi fréier NAMSA, zu Capellen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An och dëse Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, brëngt Lëtzebuerg nohalteg e Retour. An ech félicitéieren dofir am Numm vun der LSAP der Regierung fir dëse Projet.

Et geet ëm e Satellit, kuerz gesot „GovSat", deen d'Satellittekommunikatioun am Domän vun der Sécherheet an an der Verdeedegung erlabe soll. D'Regierung huet also vir, fir zu dësem Zweck ze kommen, eng gemeinsam Gesellschaft mat der SES ze schafen. An dës nei

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Sociétéit soll dee Satellit kafen, dee Satellit op Orbit setzen, de Satellit bedreiwen an natierlech och kommerzialiséieren.

Et läit op der Hand: Mat der SES, awer och anere Betriber, déi am Beräich vun der Satellittekommunikatioun hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, hu mer eng Weltraumindustrie mat groussem Know-how hei am Land. D'SES vu Betzder ass ee vun de Global Playeren am Beräich vun der Satellittekommunikatioun. An et ass och genau dee Partner, deen ee brauch, fir esou e Projet iwwerhaapt kënnen opzezéien.

De Projet ass also net nëmmen e Projet, dee reng mam Beräich Verdeedegung ze dinn huet, mä et ass och e Projet, deen onser Satellittenindustrie nei Entwécklungsméiglechkeete soll bidden. D'Investissementer am Kader vun dësem Projet GovSat kënnen als Verdeedegungseffort ugerechent ginn an anerersäits schafe mer en neit Geschäftsfeld, Know-how, Aarbechtsplazen an och Recetten.

Et ass awer och kloer, dass d'Bedreiwe vun esou engem Satellit fir militäresch Zwecker eng ganz Partie vu wesentleche Froen opwërft, an déi musse beäntwert ginn, éier een esou e Projet kann duerchzéien.

Éischt Fro: Ass iwwerhaapt eng Demande do fir esou Satellittecapacitéiten am Domän vun der Sécherheets- a Verdeedegungspolitik? Wat gëtt et schonn an deem Beräich? A wéi gesinn d'Offeren aus? A wat gëtt an Zukunft gebraucht?

Eng zweet Fro ass: Fir wellech Zwecker däerf esou e Satellit benotzt ginn? A respektiv, wat fir eng Responsabilitéit huet de Lëtzebuerger Stat?

An hei wëll ech direkt eng Klammer opmaachen: A senger Aussepolitik hält Lëtzebuerg bedéngungslos op d'Anhale vum internationale Recht an all Utilisatioun vun dësem Satellit muss deem Grondsaz entspriechen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck. D'Anhale vun deem Grondprinzip ass omnipräsent an dësem Projet de loi. Aneschters wär et och net denkbar.

An déi drëtt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Wien däerf dann déi Servicer vu GovSat an Usproch huelen?

Dat beréiert natierlech erëm eng Kéier d'Fro vum Respekt vum Droit international. An et ass méi wéi kloer, dass een esou Capacitéiten net einfach esou un all Stat verkafe kann. Et muss verhënnert ginn, dass Staten, géint déi international Sanktiounen ausgeschwat goufen, vun dëse Servicer profitéieren däerfen.

Ech wëll als Rapporteur an awer och als President vun der zoustänneger Kommissioun bemierken, dass mer an dräi Sëtzungen am Detail zesumme mam Minister a mat Vertrieder vum Ekonomiesministère an och vun der Direction de la Défense all dës Froen, déi dräi Froen, laang diskutéiert hunn. Ech ënnersträichen dat hei, well ech net wëll, dass d'Gefill opkënnt, dass mer dee Projet hei duerchgeboxt hätten. Mir hu séier geschafft, mä mir hunn eis awer Zäit geholl an am Detail an intensiv, en profondeur geschafft, wat den Inhalt ugeet.

D'Fro vun der Demande vun esou Servicer ass déi éischt, déi mer gekläert hunn. An dat geet och aus dem Rapport eraus, ob et eng Clientèle gëtt. Den Exposé des motifs vum Projet de loi seet, dass eng Analys gemaach ginn ass, wou déi bestehend Systemer an d'Besoinen, déi an der Zukunft bestinn, analyséiert gi sinn.

Et ass also och aus deem Grond, dass verschidde Staten, also, well d'Kommunikatioun eben haut wichteg ass an der Défensepolitik, de Besoin ass ëmmer méi grouss an dofir hunn ëmmer méi Staten esou Satellittesystemer. D'USA hunn esou Systemer, Groussbritannien, Frankräich, Däitschland, Italien a Spuenien, déi hunn héich sophistiquéiert Satellittesystemer. Dat sinn och protegéiert Systemer, déi nennt een „satellites durcis". Et handelt sech do ëm Systemer, déi haaptsächlech Frequenze benotzen, déi dem militäresche Beräich reservéiert sinn. Dat bedeit och manner Stéierungen an eng besser Qualitéit vun der Transmissioun.

De Problem ass awer deen, d'Capacitéite sinn extrem deier. A wann de Besoin do ass, da gräifen d'NATO an d'Partnerlänner och léiwer op kommerziell Satellitten zréck, well dat vill méi bëlleg ass wéi déi Satellitten, déi ech virdru beschriwwen hunn.

D'NATO ass also och amgaangen, selwer hir Projeten - wat no 2019 vu Besoinen do ass - ze analyséieren an huet och festgestallt, dass d'Besoinen no Satellittekommunikatioun enorm an d'Luucht wäerte goen.

Bei der Europäescher Unioun ass et ähnlech. Och si verfüügt net iwwer eege Capacitéiten. An d'Agence européenne vun der Défense koordinéiert d'Memberstate vun der EU am Domän vun der Satellittekommunikatioun fir Verdeedegungszwecker. Frankräich, Italien, Groussbritannien, Polen a Rumänien hunn Enn Juni 2013 d'European Satellite Communication Procurement Cell an d'Liewe geruff - dat ass e Genre Central d'achat -, fir ebe gemeinsam Capacitéiten ze kafen. Lëtzebuerg, d'Belsch a Finnland sinn am Oktober 2013 derbäigestouss, duerno koumen och nach Griichenland an Däitschland derbäi.

Och d'UNO ass am Fall, dass si Capacitéite muss kafen. An dat mécht si aktuell och éischter am Beräich vu kommerzielle Satellitten. Ech mengen, dat hei ass erëm e gutt Beispill, fir ze weisen, dass d'Investitiounen a Sécherheetspolitik niewent der NATO och d'EU an d'UNO betreffen. Derbäi kënnt dann och nach, dass déi national Capacitéiten am Laf vun den nächste Joren - déi Capacitéiten, déi mir als Lëtzebuerg brauchen - och mussen ersat ginn.

De Lëtzebuerger Satellit GovSat ass net als Satellite durci geplangt. Et soll eng méi präiswäert Alternativ fir d'Clienten duerstellen, fir déi Besoinen u Kommunikatioun, déi net onbedéngt déi héich sécuriséiert Satellitte brauchen. De GovSat wäert, wann ech dat esou kann nennen, en „niveau de sécurité militaire moyen" assuréieren.

Als Haaptclientë gesäit een an éischter Linn international Organisatiounen an déi Staten, déi net iwwer eege Satellittecapacitéite verfügen.

Wa mer elo dovunner ausginn, dass dat néidegt Potenzial do ass, da muss een och kucken, wéi een esou e Projet realiséiere kann. A Folgendes ass geplangt: De Stat grënnt mat der SES eng Joint Venture, an där jeeweils 50% vun de Parte vum Stat a 50% vun der SES gehale ginn. Dat kascht de Lëtzebuerger Stat 50 Milliounen Euro. Et ass virgesinn, dass 40,1 Milliounen am Budget 2015 festgeschriwwe sinn an 9,9 Milliounen am Budget 2016. Déi Gesellschaft, déi Joint Venture tëschent Stat an SES ass zoustänneg, fir de Satellit ze kafen an op Orbit ze setzen, déi ganz Buedeminfrastrukturen an natierlech och fir d'Kommerzialisatioun an d'Gestioun vum Satellit.

Fir dee ganze Finanzement virzegesinn, muss d'Gesellschaft dann och nach e Prêt vun 125 Milliounen Euro ophuelen. An de Lëtzebuerger Stat huet sech och bereet erkläert, all Joer fir 10 Milliounen Euro Capacitéiten ze kafen. Dat si 25% vun där ganzer Capacitéit vum Satellit.

All déi Ausgaben, déi ech elo genannt hunn, ginn iwwert de Fonds d'équipement militaire ofgewéckelt.

Elo wat d'Fro vun der Responsabilitéit vum Lëtzebuerger Stat ubelaangt an och d'Fro, wien déi Servicer däerf benotzen: Ech mengen, dat ass déi allerwichtegst Fro an dat ass och déi Fro, mat där mer eis an der Kommissioun am intensiivsten, en long et en large auserneegesat hunn.

Et ass kloer fir d'Lëtzebuerger Regierung, dass d'Capacitéite vun dësem Satellit net fir Aktivitéite benotzt däerfe ginn, déi de Grondprinzipie vun onser Aussepolitik widderspriechen. Eng integral Kompatibilitéit mam Droit international muss an ass och hei an deem Projet assuréiert ginn.

D'Regierung huet dofir zwee Avis juridiques bestallt, déi d'Chamber iwwregens och communiquéiert kritt huet. An et ass bei dëser Démarche drëms gaangen, d'Responsabilitéit vum Stat ze délimitéieren, Regelen a Prozeduren ze schafen, déi bannen an der Gesellschaft an awer och beim Stat selwer a senger Fonctioun als Régulateur gëlle sollen.

D'Resultat ass notamment e Mécanisme de monitoring, deen aus folgenden Elementer besteet:

1. D'Satellittecapacitéiten dierfen am Prinzip un d'Memberstate vun der EU, der NATO, der EFTA an dem EWR verkaaft ginn an och un déi Organisatioune selwer, déi ech elo opgezielt hunn.

2. Staten, géint déi eng international Sanktioun ausgeschwat gouf, gi vun der Fourniture vu Satellittekommunikatioun total ausgeschloss.

3. Fir déi Länner, déi net an der EU sinn, net an der NATO sinn, net am EWR an och net an der EFTA an déi net vun internationale Sanktioune betraff sinn, gëllt Folgendes: Et gëtt en Advisory Board zesummegesat aus Beamte vum Ausseministère, vum Justizministère, vun der Direction de la Défense an och vum Statsministère, déi ënnersichen all Demande an och d'Situatioun an deene Länner, déi Demandeur sinn, au cas par cas a beroden dann de Verwaltungsrot vun där Joint Venture.

Op Basis vun deem Avis vun deenen Experte kann dann de Verwaltungsrot eng Demande un de Régulateur maachen, fir dat betreffend Land op déi Lëscht vun de Länner ze setzen, déi déi Capacitéite vun deem GovSat benotzen dierfen.

Dat alles passéiert um Niveau vun der Gesellschaft. An et läit da finalement um Stat als Régulateur, fir ze décidéieren, ob hien et erlaabt, dass d'Gesellschaft engem bestëmmte Land Capacitéiten zur Verfügung stellt oder net.

Et ass geplangt, dass de Satellit spéitstens am Summer 2018 op Orbit ass. A wéi üüblech an deem Geschäft, deckt och eng Assurance déi ganz Risike beim Lancement vum Satellit of.

Den Droit international priméiert op jidde Fall, och wat arméiert Dronen ubelaangt, an dat ass sécherlech e ganz kriddeleche Punkt vun dësem Projet de loi. Och hei ass d'Diskussioun ganz theoretesch. De Lëtzebuerger Satellit ass als militäresche Kommunikatiounssatellit konzipéiert an net fir de Pilotage vun Dronen. Hautzudaags, esou steet et och am Projet de loi, erlaabt d'Technik vum GovSat d'Steiere vun den Dronen net.

Mä dat heescht awer net, dass dat an Zukunft - d'Technik evoluéiert, dat wësse mer all - net de Fall kéint sinn. An dofir war et der Regierung och esou wichteg an och eis als Membere vun der Kommissioun, als Deputéiert, dass d'Kontrakter tëschent der Joint Venture an hire Clientë virgesinn, dass d'Benotzung vu Servicer am Aklang mam Droit international muss sinn, notamment och wat d'Fro vum Pilotage vun den arméierten Dronen ubelaangt.

A sengem Avis monéiert de Statsrot virun allem, dass déi juristesch Problemer am Zesummenhang mat der Responsabilitéit vum Stat op privatrechtlech Bestëmmungen tëschent dem Stat an der SES reléguéiert ginn. Déi zréckbehale Léisung wär net «à la hauteur des enjeux juridiques». Ech hunn zitéiert. Or, hei muss een erëm op dee Mécanisme de monitoring hiweisen, deen ech virdru beschriwwen hunn an deen iwwregens am Conseil de Gouvernement vum 19. November ugeholl gouf, an natierlech muss een och hiweisen op de Rôle vum Stat als Régulateur. De Statsrot hat leider déi Avis juridiques net zur Verfügung, wéi en dësen Avis geschriwwen huet.

Ech wollt dann zum Schluss nach soen, dass dëse Projet e ganz wichtege Projet ass, andeems en Deel vum Défensebudget kombinéiert gëtt mat ekonomeschen Interessen. Mat deem zousätzlechen Effort, deen d'Regierung bei dësen Dépensë muss maachen, gëtt et ëmsou méi wichteg, dass dat Geld sënnvoll agesat gëtt, dat heescht, sech net eleng op de quantitativen Effort ze beschränken. Mat dësem Projet kreéiere mer weider ekonomesch Aktivitéit fir déi nei Firma, awer och fir d'Zouliwwerer, mir schafen héich qualifizéiert Aarbechtsplazen a mir schafen och Recetten.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktiouun zu dësem Projet an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Rapporteur Marc Angel, fir dee flotte Rapport an dësem esou interessante Secteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, mam Projet de loi vun haut kritt Lëtzebuerg jo dann e Satellit, deen op militäresche Frequenze sent. De militäreschen Akronym ass jo GOVSATCOM. Fir d'Éischt wollt ech awer dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an och haut mëndleche Bericht. De Marc mécht dat gutt als President an ech schaffe gär mat him zesummen.

D'CSV, dat wëll ech ganz kloer direkt soen am éischte Saz, ënnerstëtzt dës Iddi, fir eben dee Satellit ze kreéieren, well et ass am Fong geholl keen Zoufallsprodukt. Déi Iddi läit an der Kontinuitéit vun der laangjähreger Verteidegungspolitik an dës gëtt jo och ëmmer laangfristeg opgestallt. Laangfristeg Richtlinnen an Objektiver goufe jo och schonn am Wäissbuch oder den - wéi heescht et? - „Lignes directrices du Ministère de la Défense 2020" opgestallt.

Dës Richtlinne sinn noutwendeg, well d'Fortsetzung vun dem Transformatiounsprozess an der Défense - an deen huet am Fong geholl all Land - kann nëmmen an engem nohaltege Rahme stattfanne mat enger klorer Vue vun der Zukunft, mat engem ofgesécherten Niveau vu Ressourcen. Strategie ass also eppes, wat konkret ass, näischt Zoufälleges. A si dréit ëmmer ëm déi dräi Aspekter: Wat sinn ons Ziler? Wat sinn ons Mëttelen? Wat sinn ons Handlungsméiglechkeeten? An dëse Projet passt ganz kloer an dës Iwwerleeungen. En ass eng Antwert op dës Froestellung.

Säit 1999, wéi de Verteidegungsministère an d'Affaires étrangères integréiert gouf, mécht Lëtzebuerg seng Verteidegungspolitik no enger 3D-Ausriichtung: Diplomatie, Développement an Défense. Déi sinn an engem Ministère, oder aneschters ausgedréckt: d'Aussepolitik, d'Kooperatioun an d'Défense spréch d'Sécherheetspolitik, déi ginn openeen ofgestëmmt, mat engem Brëll gekuckt, kann ee soen. Et geet am Fong geholl drëm, Lëtzebuerg ee Gesiicht ze ginn an der grousser Welt am Kontext Aussepolitik an Erscheinungsbild vun eisem Land, d'Visibilitéit, ëm déi geet et.

Mir hunn aner Méiglechkeete wéi déi grouss Natiounen. An déi grouss Natiounen hunn nees aner Stäerkten a Schwächte wéi mir.

Duerfir, Klammer op: Esou konnte mir zum Beispill hei zu Lëtzebuerg an der Verteidegungspolitik, fir Präsenz ze weisen, ni staark - dat huet de Minister och scho gesot - op „boots on the ground" setzen. Mir hu missen an de leschte 15 Joer an doriwwer eraus Imaginatioun weisen an nei Weeër goen, déi eis leien. Mir als Stat ouni grouss militäresch Vergaangenheet hu vill méi Flexibilitéit an der Organisatioun vun eisem Effort de défense misse weise wéi déi aner. Mir maache jo duerfir och säit Joren eng Nischepolitik am Beräich „demining" oder zum Beispill am Beräich Drénkwaasserproduktioun, wat jo och zum Image bäidréit. Mä ech wëll herno op déi méi visibel Kontributiounen agoen. Domat maachen ech d'Klammer zou.

Dëse Projet de loi huet a sech zwou Spezifissitéiten: Éischtens, et ass e laangjährege finanziellen Engagement. An zweetens, et ass e PPP. Dat ass am Fong geholl näischt Aussergewéinleches. Dat sinn am Fong geholl Normalitéiten. An ech wollt dann och déi Aspekter hei kuerz développéieren.

Laangjähregen Engagement mat finanziellem Impakt, e puer Beispiller: de WGS, de Militärsatellitteprojet mat eisen amerikanesche Frënn, mat eisen Alliéierten, deen och komplementar ass zu dësem Projet, dee geet och iwwer méi wéi zéng Joer. Den AGS, den Droneniwwerwaachungsprogramm, oder d'AWACS-Fligere sinn och Projeten, déi iwwer méi Jore ginn, wou mer eis laang engagéieren, a schliisslech och nach de Fliger A400M, wou Lëtzebuerg jo mat der Belsch zesummen esou e Fliger kaaft huet. A grad dëse Leschten, mengen ech, huet eis et méiglech gemaach, op héchstem Niveau an der EU mat um Dësch ze sëtzen an am Fong geholl méi Visibilitéit ze kréien am Défenseberäich. An den deemolege Verteidegungsminister, de Charles Goerens, huet deemools déi Décisioun geholl an déi gëtt och haut a gouf vun allen Nofolger ënnerstëtzt.

Déi Projeten am Fong geholl droen alleguerten derzou bäi, dass mer méi Kredibilitéit kréien am Defensivberäich. An déi brauche mer, wa mer justement wëllen eise Satellitteprojet erfollegräich ofschléissen. Duerfir ass et wichteg, dass mer Kredibilitéit weisen.

Deen zweeten Aspekt, deen ech wollt uschwätzen, dat sinn déi sougenannten „PPPen". Hei och e puer Beispiller. Dir erënnert lech alleguerten heibannen: Am Kooperatiounsberäich hu mer de Projet „emergency.lu". Et ass eng Satellittebasisstatioun, déi eis et erlaabt, an de Krisegebidder deene präsenten Akteuren um Terrain schnell Satellittecapacitéiten ze ginn, fir ze kommunizéiere mam Rescht vun der Welt. Dëse Projet ass schonn e puermol agesat ginn oder dësen „emergency.lu". A mir hunn duerfir am Fong geholl vill international Unerkennung. Éischte Projet.

En anere Projet, deen ech och hei wëll erwirbréngen, wat och e PPP ass, e „public private partnership", ass d'Atalanta-Missioun. Do hu mer Fligere mat enger Lëtzebuerger Gesellschaft, enger Gesellschaft, déi hei ugesiedelt ass, déi iwwerfléien déi Zon vum Golf vun Aden mat performante Kameraen. Esou kënne se schnell déi Pirate lokaliséieren an identifizéieren, déi d'Schëffer attackéieren. Doduerch konnten d'Schëffer Moossnamen huelen, fir sech besser ze verteidegen. An Dir wësst, dass d'Atalanta-Missioun bis elo an de leschte Joren ëmmer besser ginn ass.

En drëtte Projet, Här Minister, dee jo an der Défense ass, dat ass dee vum Melusina. Dat ass jo och e PPP, e „public private partnership", dee jo op engem kommerzielle Satellit der NAMSO spréch dem SHAPE an der belscher Arméi Capacitéite ginn huet am Satellitteberäich.

Dir gesitt also, d'Iddi, fir Projeten ze maachen an der Lëtzebuerger Regierung, am Lëtzebuerger Stat mat Retombéeën op d'Ekonomie, op d'Lëtzebuerger Ekonomie, dat ass am Fong geholl eng Geschicht, déi net vun haut ass, mä scho vu gëschter, scho bal vu virgëschter. An dëse Projet fält jo an déiselwecht Logik: Retombéeë fir Lëtzebuerger Betriber. An dat ass eng gutt Saach!

Elo wollt ech kuerz dann zum Projet selwer kommen. D'Iddi vun engem Satellit op militäresche Frequenzen ass a sech selwer vun der

SES ausgaangen. Virun e puer Joer huet d'SES selwer den deemolege Kommunikatiounsminister, de Minister Biltgen, kontaktéiert. Deen huet mech deemools kontaktéiert. An do hu mer dat favorabel opgeholl a mir haten och Réuniounen zu Betzder an och doriwwer eraus. Et ass drëm gaangen, déi nei Iddi frësch ze cadréieren, ebe fir e GOVSATCOM opzeriichten oder e Satellit mat militäresche Frequenzen opzeriichten.

Deemools ass gemengt ginn - dat war d'lescht Joer am éischte Semester -, et misst een onbedéngt e signifikante Partner hunn. Duerfir hu Gespréicher stattfonnt mat der norwegescher Verteidegungsministerin. Déi sinn awer leider net aboutéiert, allzäit net mengem Wëssen no, an haut gesi mer jo am Exposé des motifs - an och de Rapporteur huet dat gesot - an och am Commentaire des articles, dass effektiv net direkt konkret op e prezise Stat spekuléiert gëtt, mä dass déi Organisatiounen, an deene mer dra sinn - d'NATO, d'UNO, d'EU -, solle potenziell Partner sinn. Dat ass och gutt esou. Déi Iddi ass derwäert, realiséiert ze ginn. An déi sinn och favorabel zum Projet, ech hunn dat jo scho gesot.

Mä wann ech awer am Detail kucken, stellen ech mer e puer Froen, an déi ginn och opgeworf an dem Avis vun der Chambre de Commerce an och am Avis vum Statsrot. Well d'Chambre de Commerce ass a sech jo zefridde mam Projet an approuvéiert en. Si seet effektiv, mir géifen den Obligatioune vum Land als NATO-Member Rechnung droen an de Projet géif och eng Plus-value brénge fir eis Wirtschaft. Mä si gesäit awer Problemer, wat d'Fiche financière ugeet.

Et feelt effektiv eng detailléiert Explikatioun, wat d'Recetten an d'Dépensen ugeet. D'Fiche financière ass net komplett, well déi jeeweileg Participatiounen nëmmen drastinn, déi 125 Milliounen, déi musse geléint ginn, mä d'Zënsen zum Beispill, déi jo wierklech net kleng wäerte si bei deem Montant do, déi stinn net dran. Duerfir ass dat deen éischte Punkt, dee se uschwätzt.

En anere Punkt, dee se och uschwätzt an deem Avis, dat ass de Weiderverkaf vu Capacitéiten. Do steet och näischt dran am Text vun de generéierte Revenuen. Et kann een och net dee globale finanziellen Impakt vun der Acquisitioun an der Exploitatioun vum Satellit evaluéieren. Esou steet et am Avis vun der Chambre de Commerce.

Et geet een hei vun enger Retombée économique aus, et steet awer näischt doriwwer an der Fiche financière. De Gesetzesprojet schwätzt vun internationalen Entwécklungen am Beräich vun de Satellittecapacitéiten, déi awer eréischt am Joer 2015 kommen. Dat steet och an deem Avis.

An do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, Här Minister, ob et net - ech weess et net, mä ech stellen awer d'Fro trotzdeem hei -, ob et net derwäert gewiescht wär, vläicht e puer Méint ze waarden, bis déi international Entwécklunge kommen a vläicht méi Donnéeën um Dësch gewiescht wären, fir da vläicht de Projet besser ze positionéieren, well justement an der Diskussioun vun der Chamber (veuillez lire: vun der Chamberskommissioun) jo festgestallt ginn ass, wéi vill Potenzial do ass.

Et ass enorm vill Potenzial um Terrain. A wann eng Kéier de Satellit opgeriicht ass, dann ass en opgeriicht an da si keng Ännerunge méi méiglech. An da kann et sinn, dass vläicht Frequenzen, dat heescht Capacitéiten, déi néideg wären, net méi do sinn.

En anere Punkt aus dem Avis ass deen, deen och drasteet, ob et net méiglech gewiescht wär - ech weess zwar, dass et megaschwiereg ass, ech soen dat och esou -, Zeenarien ze proposéieren an der Fiche financière. Ech stellen dem Minister déi Fro och. Ech weess net, ob et méiglech war, ob e mat senge Leit dat beschwat huet, mä e ka mer dorop vläicht eng Äntwert ginn.

An der Fiche financière steet och - an dat ass awer net prezis an deem Sënn -, an der Fiche financière steet eng Durée vun zéng, eelef Joer. Am Exposé des motifs steet, de Projet géif iwwer zéng Joer goen. Dat ass juristesch onsécher! Wat ass do richteg? Wär et net besser, wann op deenen zwou Plazen datselwecht géif stoen?

An dann och nach den Artikel 2. Do steet nëmmen de Montant total vun iwwer 100 Milliounen oder zwielef Millioune pro Joer. Et gëtt hei awer net preziséiert, dass dat eng Période maximale vun zéng oder eelef Joer ass. Dat ass den Artikel 2.

Wann et elo awer wierklech zwielef Millioune wären, Här Minister, wären et aacht an en halleft Joer. Do besteet also eng Konfusiounsgefor. Ech weess awer Ar Äntwert dorop, well Dir hutt eis an der Kommissioun gesot, Dir bräicht Flexibilitéit. Mä ech wollt et awer trotzdeem hei ervirhiewen.

Am Exposé des motifs, do steet, dass Lëtzebuerg seng orbital Positioun verléiert, falls de GOVSATCOM Enn 2017 net op Orbit wär. Wat geschitt da mam Projet, falls dat wierklech sollt antrieden, deen Zeenario? Gëtt et do wierklech e Plan bis, oder hutt Der keen? A wat geschitt, an déi Fro hunn ech mer och gestallt, wann elo dee Satellit, dee mer elo fortschéissen, deen am Fong geholl tëschegeparkt soll ginn, bis deen anere fäerdeg ass, wann elo do eng geschitt? Gëtt et do eng Méiglechkeet, dann en anere Satellit op déi Plaz ze schécken oder net? Dat hu mer nach net diskutéiert.

Ech wär och frou, wann ech vum Minister do géif héieren, wéi dat kéint fonctionnéieren, wann deen een also net géif klappen a mir kéinten dann een aneren dohinnersetzen. Oder ass de Projet domat fort? Dat ass e Risiko, vun deem mer alleguerte wëssen heibannen, dass et e gëtt. An ech wär frou, wann de Minister mer kéint soen, wéi eng Äntwerten hien dorop huet.

De Conseil d'État schreift, et géif keng Referenz op eng international juristesch Verflichtung ginn, déi d'Obligatioune vum Land vis-à-vis vun der NATO definéiert, an och keng Zuelenangab, wéi vill den Engagement vu Lëtzebuerg misst sinn, iwwer wéi vill Joren dat misst goen a wéi dës Dépensen der Défense zougerechent kënne ginn.

Dat ass e Constat, deen ass richteg, deen och schwiereg ass, mä et wär vläicht net schlecht, wann de Minister an den nächste Méint eis effektiv kéint soen, wéi e sech dat virstellt, wat d'Zuelen ugeet, fir dass mer méi Transparenz kréien, wat dee Punkt do ugeet, wéi mer eis par rapport zur NATO wëlle positionéieren.

Et gëtt och d'Avis-juridiquen - et ass schonn ugeschwat gi vum Rapporteur -, déi ware leider net do. D'CSV hat se och net kritt. Mir haten e Bréif un Iech gemaach, dat ass eng Tatsaach.

An eng Fro, déi de Statsrot och nach opwërft, ass, dass e seet, dee Gesetzestext wär an enger kommerzieller Logik verfaasst ginn, déi ugeschwate Responsabilitéite vum Lëtzebuerger Stat géifen no privatem Recht tëschent him an der SES geregelt ginn. An duerfir ass de Statsrot skeptesch, well e mengt, de Stat kéint net nëmme seng Obligatiounen als privaten Akteur assuméieren, mä e misst och als ëffentlech Puissance am Kader vum internationale Recht virgoen.

Dat ass richteg. Dat ass och net einfach. Mä trotzdeem hu mer vill iwwert d'Responsabilitéit vum Stat geschwat beim Asaz vun de Satellittecapacitéiten. Am Gesetz steet jo, et géif an de Kontrakter all Méigleches gemaach ginn, fir ze verhënneren (veuillez lire: fir sécherzestellen), dass dës Capacitéite selon les règles de l'art géife benotzt ginn. Ech drécken et esou aus. Dat heescht, mir maachen all Méigleches, duerfir hu mer jo och dee Gremium geschaaft, deen de Rapporteur elo virdrun a sengem Rapport opgefouert huet, deen d'Part des choses soll maachen, deen d'Partner soll auswielen, déi éligibel si fir Capacitéiten.

Dat ass awer relativ schwiereg, well den Duerchbléck net ëmmer do ass an deem Beräich an d'Confidentialitéit och groussgeschriwwe gëtt am Militärberäich. Ech hoffen, dass mer do den Duerchbléck behalen an dass do net Panne virkommen!

Dat internationaalt Recht spillt hei, dat huet de Rapporteur jo och gesot. Mä dat heescht awer och dann a Krichszäiten, wann esou Capacitéite gebraucht ginn, da kéint, wann dat geschitt, wat virdru gesot ginn ass, dass zum Beispill d'Drone géife vun engem Ku-Band an e Ka-Band iwwergoen, da kéint et sinn, dass mat eisem Satellit kéinten Drone gesteiert ginn, déi och herno dann eben arméiert wären. Dat ass net auszeschléissen, däers soll ee sech bewosst sinn.

(Interruption)

D'accord. Awer trotzdeem soll een dat wëssen. Dat ass also ee Punkt an ech wollt deen nach eng Kéier hei ervirhiewen.

Ervirhiewe wollt ech gradesou, dass, wann eng geschitt: Effektiv huele mer deem d'Capacitéiten ewech, okay, mä dee moralesche Schued, dee bleift awer ëmmer!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Zur Konklusioun: Mir soe Jo zum Projet als solchem. Mir hunn awer Reserven iwwert d'Aart a Weis, wéi mer als Chamber dran agebonne ginn, ech hunn et scho virdru gesot. Net wéinst der Urgence! De Projet muss schnell evakuéiert ginn. En ass och net duerchgebaatscht ginn, wéi de Rapporteur gesot huet. Et muss alles rullen, soss riskéiere mer de Verloscht vun der orbitaler Positioun, an dat ass am Fong d'Schlëssellelement vun där ganzer Geschicht. Mä d'Fiche financière, déi war net komplett, an d'Avis-juridiquë sinn (veuillez lire: an d'Kommunikatioun vun den Avis-juridiquen ass) net vum selwe gaangen. Dat muss een einfach bemängelen!

Mä déi Fro: „Wéi evoluéieren d'Satellittecapacitéiten an den nächste Joren?", déi ass net einfach, well mir hu jo keng Kenntnis kritt - mir hunn dat och erkläert kritt - vun der Étude du marché vun der SES a vun der Étude interne vun der Direction de la Défense. Mä déi bestehend Inconnuen a Risiken däerfen awer ni op d'liicht Schëller geholl ginn. An hei misst a mengen Aen eng Aart Monitoring gemaach ginn an d'Chamber sollt och no an no informéiert ginn doriwwer, wat do leeft, fir dass mer am Bild sinn!

Well, et ass ugeschwat ginn, mir hunn dräi Niveaue vu Satellitten. Ech wëll dat nach eng Kéier hei rappeléieren. Mir hunn dee sougenannten „COMSATCOM", dat sinn déi kommerziell Satellitten - de Programm Melusina war esou een -, dann hu mer d'MILSATCOMen, dat si militäresch Satellitten am WGS-Programm, dee mer mat den Amerikaner hunn. Dat si Satellitten, déi op militäresche Frequenze senden an déi protegéiert sinn. An dat heiten eben ass e GOVSATCOM, dat sinn och militäresch Frequenzen, mä deen ass net protegéiert.

D'Fro, déi mer eis awer trotzdeem musse stellen, ass: Wéi gutt kënnt dëse Modell un? Dat wësse mer nach net. Dat ass schwéier ze soen. Déi Capacitéite si méi bëlleg wéi déi klassesch militäresch Capacitéiten. Dat huet jo och de Rapporteur gesot. Mä ass dat eleng e gutt Verkafsargument, wou dach am Militärmilieu ganz oft d'Sécherheet gebraucht gëtt? Déi Fro stellen ech mer.

Et gëtt sécherlech e Gebrauch vu Capacitéiten, wou d'Protektioun zweetrangeg ass. Mä gëtt et da genuch där anerer? A wa jo, geet dat duer? An iwwerhaapt, déi Fro hu mer och nach net beäntwert: Wéi gesinn d'Militär am Fong geholl d'Tatsaach, dass dëse Satellit zivil bedriwwe gëtt? Well do gëtt et jo da Méiglechkeeten op der Plaz selwer, wou de Satellit steet, fir do effektiv verschidden onkloer Situatiounen ze kréien - loosse mer dat emol esou ausdrécken.

A well dat esou ass, Här Minister, sinn ech e bësse verwonnert iwwer Ären Optimismus. Ech muss dat éierlech soen. Dir schwätzt vun engem Rendement de capitaux vun zwou Zuelen, vun enger extraer Dividend vun 20 Milliounen. Ech wënsche mer, dass et wierklech klappt an dass dee Projet gutt ausgeet! Well et ass esou: Dat muss eng Success Story ginn, well ëmmerhi mécht en 10% vum Effort de défense aus, dat hutt Der eis gesot.

An ech hoffen, dass dat esou geschitt, well dat och wichteg ass fir déi Lëtzebuerger Partner, déi mat am Boot sëtzen. Well dat wäert e weidert Aushängeschëld vun eisem Land ginn, wat mir och ënnerstëtzen, an zwar: militäresch Capacitéiten zu engem bessere Präis an engem PPP.

D'Fro stellt sech natierlech, ob mer de Maximum gemaach hunn oder net. Ech wënsche mer et! Mir ënnerstëtzen de Projet a wäerten en och stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Halsdorf. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment gëtt et jo leider nees vill Spannungen op eiser Welt. Dat ass näischt Neits. Mä et ass awer onverkennbar, datt d'Gefor an deene leschte Méint ganz staark gestiegen ass. Ee Stéchwuert, dat ass natierlech d'Ukrain-Kris. Heiando huet ee bal d'Gefill, wéi wann d'Renaissance vum Kale Krich net onméiglech wier. D'Téin vu Moskau, jiddefalls an deene leschte Wochen, sinn alles aneschters wéi konziliant. An dowéinst ass et och wichteg, datt een als Land an eng wichteg Verteidegungsstruktur agebonnen ass wéi d'NATO. An d'NATO huet jo net méi spéit wéi virgëschter och beschloss, fir eng sougenannten „Agräifstrupp" opzestellen, déi gegebenenfalls aus dem Baltikum respektiv aus Polen ka verluecht ginn.

Virun allem beweist dës Kris jiddefalls awer, datt mer staark Verteidegungsstrukture brauchen. A besonnesch e klengt Land, e klenge Stat wéi Lëtzebuerg ass dorobber ugewisen. A wa mer e bëssen an der Geschicht zréckbliederen, da muss een allerdéngs feststellen, datt Lëtzebuerg besonnesch nom Zweete Weltkrich enorm Efforte gemaach huet, fir sech, wéi gesot, um internationalen Niveau an déi Strukturen anzebannen. Ech wëll drun erënneren, datt mer 1944 zwar dunn e bësse méi kleng ugefaangen hunn a mat Holland a mat der Belsch d'Benelux gegrënnt hunn. 1948 si mer der OECE bäigetrueden. 1949 si mer Member vun der NATO ginn, awer och vum Europarot. A schliisslech 1957 ware mer och Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun.

Och haut, wann ee kuckt, mir hunn zwar ganz modest territorial Dimensiounen, mä op där anerer Säit spille mer awer um internationalen Niveau eng gewëss Roll. An d'Tatsaach, datt de Moment jo zwee Lëtzebuerger och bei ganz wichtegen europäesche Strukturen, Organisatiounen eng bedeitend Roll spillen - engersäits President vun der Europäescher Kommissioun, anerersäits Presidentin vum Conseil de l'Europe -, dat beweist jo awer och, datt mer eng héich Renommee um internationalen Niveau hunn.

Sécher ass, datt mir entgéint vun anere Länner net d'Méiglechkeet hunn, um personelle Plang vill Apporten ze bréngen. Mir mussen also dowéinst op aner Pisten zréckgräifen. A mir si Gott sei Dank nach ëmmer an der glécklecher Lag hei zu Lëtzebuerg, contrairement zu anere Länner, datt mer dach nach eng relativ stabil finanziell Situatioun hunn, soudatt mer eben, wéi gesot, déi Capacitéite mussen ausnotzen, fir eise Bäitrag dann eben och um internationalen Niveau ze leeschten, fir och net als Parasit dozestoen. Dofir huet dee Projet de loi vun haut ouni Zweifel och eng ganz grouss Bedeitung.

Et ass also och virun allem um Niveau vun der Verteidegungspolitik, virun allem vun der internationaler Verteidegungspolitik, wou mir eis mussen abréngen. An eppes ass ganz kloer: Zënter dem Bestoe vum Lëtzebuerger Stat, zënter 1839, hu mer u sech nach ni esou a Fridde gelieft hei zu Lëtzebuerg. Well d'Gefor vun eisen Noperen ass de Moment extrem kleng an dat ass jo awer och net vun näischt komm. Dat ass ebe komm, well mir eben och all déi Joren déi Politik bedriwwen hunn.

D'nächst Joer, den 8. Mee, feiere mer 70 Joer Enn vum Zweete Weltkrich, méi genee, wéi gesot, den 8. Mee 2015. Dat ass am Fong geholl e gutt Beispill, datt mer a 70 Joer elo hei konnten net nëmme ronderëm eis, mä praktesch um europäesche Kontinent erëm Fridden opbauen. An dat ass mat Sécherheet net zulescht och dank enger Struktur, enger Verteidegungsstruktur wéi der NATO, déi jo de Moment 28 Memberstaten och zielt.

Mä och an der EU musse mer eis Participatioun weiderhin héichhalen. De Moment si mer jo do an deem EU-Battlegroup mat honnert Mann engagéiert.

Richteg ass, wéi gesot, datt mer an Zukunft musse versichen, verstäerkt nach déi Investitiounen och méi nationalwirtschaftlech ze notzen, well mir nun ebe keng Rüstungsindustrie hunn. Dowéinst kritt dee Projet hei eben nach eng zousätzlech wichteg Bedeitung, an et ass schonn e puermol hei ugeklongen, well eben ekonomesch Retombéeën och hei am Land bleiwen.

Bis elo ware mer am Fong geholl gezwongen, Material am Ausland ze kafen. Dat ass mat dësem Projet direkt elo net esou de Fall. Ech mengen, d'Tatsaach, datt mer elo als Stat eng Gesellschaft mat der SES zesumme grënnen, enger Gesellschaft mat Lëtzebuerger Statut, ass u sech de beschte Beweis, datt mer eben, wéi gesot, och direkt eis Ekonomie kënnen duerch dee Projet hei stäerken.

Mir hunn och eng gutt Entwécklung vun eisem Logistikzenter. Mir hunn och scho virgesinn, datt mer Pisten um Findel wëllen ausbauen, eben, wéi gesot, fir datt och Militärfligeren do kënnen an Zukunft nach méi verstäerkt landen. Och dat si wichteg Bäiträg fir d'Zukunft.

D'Technik ass jo eppes, wat schrecklech schnell evoluéiert, natierlech mat Sécherheet och um Niveau vum militäresche Beräich, an dofir ass et wichteg, datt een och permanent do um leschte Stand ass.

Duerch dee Projet hei kréie mer natierlech och eng aner Visibilitéit. Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, mir kréien ouni Zweifel eng besser Visibilitéit. Mir kréien och eege militäresch Frequenzen, wat eis u sech och méi eng Onofhängegkeet gëtt. Bis elo hu mer am Fong ëmmer do missen op d'amerikanesch Défense zréckgräifen, wa mer wollten anere Staten an Organisatioune Frequenzen zur Verfügung stellen. Dat ass mat dësem Projet an Zukunft net méi de Fall.

D'NATO - an dat ass och scho virdrun hei gesot ginn - huet jo hire Programm definéiert iwwert den NSP2K fir d'Period 2019 bis 2034. Bis dohinner muss a wäert och eise Satellit jo op Orbit sinn. An dee Programm erlaabt der NATO de Moment u sech just, op dräi national Satellitteprogrammen zréckzegräifen, dat ass engersäits Syracuse fir Frankräich, Sicral 1 an 1bis fir Italien a Skynet 4 a 5 fir Groussbritannien. An Zukunft kann also och Lëtzebuerg deelweis oder ganz

seng Capacitéite, seng Satellittecapacitéiten der NATO zur Verfügung stellen.

An och duerch dës Aquisitioun - an dat ass e wichtegt Element, wat och hei muss nach eng Kéier ënnerstrach ginn - wäert jo eise Bäitrag vun 0,4% op 0,6% steigen. Ech wëll just drun erënneren, datt mer dann nach ëmmer wäit ënnert der Moyenne si vun 2%, wat am Duerchschnëtt, wéi gesot, déi aner Partnerlänner zur Verteidegungspolitik bäidroen.

Ech hat schonn hei kuerz drun erënnert, datt, wéi gesot, Lëtzebuerg jo e Grënnerstat ass vun der Europäescher Unioun - 1957 war dat. Et gëtt jo u sech regelméisseg bedauert, datt d'Europäesch Unioun u sech keng gemeinsam Verteidigungspolitik huet, a wann eis Kolleege Fransousen 1954 vläicht an der Assemblée nationale en anere Vote geholl hätten, dann hätte mer haut och vläicht eng europäesch Arméi. Mä wat net ass, ka jo nach kommen. Et si jo eng Rei Initiativen, déi sech de Moment bemierkbar maachen um europäesche Plang. Do spillt natierlech och d'Agence européenne de défense, d'AED, eng ganz wichteg Roll. Déi gouf jo den 12. Abrëll 2004 gegrënnt an hëlt och eng Schlësselpositioun an. A Lëtzebuerg kann och vun där Agence elo an Zukunft duerch dee Projet hei ouni Zweifel profitéieren.

D'Europäesch Kommissioun huet sech jo och neierdéngs nei ambitiéis Ziler gesat, wat d'Verteidegungspolitik ubelaangt. An ech wëll och hei de fréiere Kommissiounspresident José Manuel Barroso zitéieren, deen d'lescht Joer am Juli Folgendes an deem Kontext gesot hat: «Nous n'aurons pas le poids nécessaire dans le monde sans une politique de défense commune. Pour soutenir cette politique, nous devons renforcer notre secteur de la défense et de la sécurité. En cette époque de pénurie de moyens, la coopération joue un rôle clé et nous devons veiller à l'adéquation des objectifs et des ressources pour éviter la redondance des programmes. Le temps est venu de faire davantage ensemble et de nous engager pour plus de coopération dans le domaine de la défense.» Ech mengen, dat si kloer an däitlech Wierder gewiescht.

Da wëll ech och un de Conseil européen vum 19. an 20. Dezember 2013 - also virun engem gudde Joer - erënneren. Do ass am Fong geholl déi éischte Kéier nom Akraafttrieden vum Lissabonner Vertrag erëm iwwer eng gemeinsam europäesch Verteidegungspolitik diskutéiert ginn. An deemools ass och en Effort (veuillez lire: en Appell) gemaach ginn u sämtlech Memberstaten, fir zousätzlech Efforte fir, wéi gesot, eng gemeinsam Verteidegungspolitik ze maachen an ënner anerem och d'Zesummenaarbecht ze verbesseren am Kader vun der neier Generatioun vu Satellitte fir d'Telekommunikatioun. Ech mengen also, datt eise Projet GovSat wierklech an déi Richtung wäert goen.

Och d'UNO brauch an Zukunft nei Capacitéiten, d'UNO, déi de Moment a plus ou moins 30 Länner engagéiert ass. An et däerf ee jo och net vergiessen, datt mer de Moment och nach e Sëtz am Sécherheetsrot hunn, soudatt mer och domat zousätzlech gefuerdert sinn, fir e Bäitrag ze leeschten.

Et gesäit ee jiddefalls, wann een e bëssen déi Opleschtungen do mécht, datt trotzdeem vill Potenzial do ass, fir u sech deen ambitiéise Projet hei an Zukunft och kënne sënnvoll anzesetzen.

Et ass jo een Aspekt, deen zu enger Rei Diskussiounen Ulass ginn huet, wat dee Projet hei ubelaangt. An de Rapporteur, deem ech och elo scho wëll villmools Merci soen, dem Marc Angel, fir säi ganz flotte Rapport - och een, deen awer nach e Laien op deem Gebitt ass, an ech ziele mech och zu deene Leit, dee konnt sech relativ gutt do eraschaffen, well dee Rapport ganz explizit war an ass -, huet och schonn drop higewisen, datt et natierlech ee Punkt ginn ass, iwwert dee mer jo zum Deel e bësse kontrovers diskutéiert hunn. De Minister weess dat och, dat ass natierlech den Aspekt vun den Dronen an datt do vläicht eng gewëssen Angscht géif bestoen, datt dee Satellit zum Deel och vläicht kéint mëssbraucht ginn.

Et muss een awer och drop hiweisen, datt d'Regierung jo richtegerweis do zwee Avis-juridiquen ugefrot huet, fir déi Angscht am Fong geholl dann och ze reduzéieren. Selbstverständlech bleift, datt mer natierlech och do musse ganz vigilant sinn an datt mer mussen all Précautiounen treffen, fir datt natierlech och dee Satellit net kann illegal genotzt ginn, an d'Responsabilitéit vum Stat ass natierlech hei ouni Zweifel engagéiert.

Et ass natierlech eng ganz interessant Diskussioun iwwert d'Dronen. Ech wëll just drop hiweisen - et ass keng nei -, datt schonn deemools 1941 am Zweete Weltkrich déi ferngesteiert Fairey IIIF-Fligere vun der Royal Air Force als Zildronen agesat goufen. Elo natierlech an deene leschte Jore fänkt d'Diskussioun awer u verstäerkt ze ginn, well eben och déi Dronen zivil genotzt ginn, a virun allem, well se genotzt ginn, fir an d'Privatliewe vun de Leit spionéieren ze goen.

Spéitstens elo kënnt natierlech awer och de Punkt, wou ee sech awer muss d'Fro stellen, ob mer net méi staark musse légiferéieren, well de Moment baséiere mer eis am Fong nach ëmmer op e Gesetz vum 31. Januar 1948 iwwert d'Reglementatioun vum Fluchverkéier. An ouni elo mussen do méi an den Detail ze goen, mengen ech, kann een awer soen, datt dat net méi duergeet, datt mer eis also och musse Gedanke maachen, wéi wäit datt mer d'Notze vun den Drone musse méi staark reglementéieren. Do ginn et jo de Moment fënnef grouss Asazmäert: Fräizäit, Informatioun a Medien, Kontroll, Geowëssenschaften an och Zivilschutz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si jo - an ech hunn dat jo aganks scho gesot - de Moment awer och mat enger Rei vun neie Phenomeener konfrontéiert, déi och zu neie Konflikter féieren an déi och de Fridden a Fro stellen. An ee Phenomeen, deen eis mat Sécherheet wäert an Zukunft nach méi Suerge maachen, dat ass de Phenomeen vum IS, an ech zitéieren hei den US-Ausseminister John Kerry, deen elo kierzlech gesot huet, dat wier eng „toxesch Ideologie", wat do vum islamesche Stat propagéiert gëtt.

Leider riskéiert d'Welt doduerch och an en neie gréissere Konflikt ze kommen. Dofir erëm eng Kéier ass et wichteg, datt mer eng staark, fest Struktur hu wéi d'NATO. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen, muer hu mer en Débat dodriwwer an ech weess elo schonn, datt mäi Fraktiounsfrënd, den Alexandre Krieps, dee jo e besonnesche Spezialist an där Matière ass, eis do nach vill méi op d'Wichtegkeet vun der NATO wäert hiweisen. Ech wëll just nach…

Une voix.- Mir freeën eis elo schonn drop!

M. Gusty Graas *(DP).*- Loosst Iech iwwerraschen!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net oflenken, Här Graas!

M. Gusty Graas *(DP).*- Deen ass ganz gutt!

Mä ech wollt, wéi gesot, ee Wuert nach…

(Brouhaha et hilarité)

…zu den arméierten Drone soen. Richteg ass, datt dat natierlech muss mat ganz grousser Virsiicht genoss ginn. Op där anerer Säit däerf een awer och net vergiessen, datt awer kënne Situatiounen antrieden, wou et mat Sécherheet net richteg wier, Buedemtruppen an den Asaz ze schécken, mä wou een awer dann aner technesch Méiglechkeeten hätt, fir dann awer och Mënscheliewen ze évitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Demokratesch Partei ass jo och bekannt, datt se sech besonnesch fir d'Sécherheetspolitik am Allgemengen - an dorënner fält natierlech am Spezifeschen d'Verdeedegungspolitik - asetzt. Ech wëll och do kuerz aus dem Wahlprogramm vun 2013 zitéieren, wou d'DP…

(Interruption)

…geschriwwen hat: „Die Grundlage unserer Sicherheitspolitik liefert die Zusammenarbeit mit aneren Demokratien. Die NATO ist dabei die erste und wichtigste Instanz und der Eckpfeiler der transatlantischen Zusammenarbeit zwischen Europa und Nordamerika."

Ofschléissend jiddefalls, mam Uschafe vum GovSat maache mir e Schrëtt ouni Zweifel an déi richteg Richtung, well mir wäerten och do bei eise Partner neit Vertraue provozéieren am positive Sënn. An, wéi gesot, nach eng Kéier, mir stäerken doduerch och eis national Ekonomie. Alles also Ursaache genuch, fir datt d'DP dësem Projet wäert zoustëmmen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mam Gesetz vun haut erlabe mer der Regierung, mat engem Kapital vu bis zu 50 Milliounen Euro an eng SA eranzeklammen, an den zweete Partner ass d'Lëtzebuerger SES Astra. Den Objet vun dëser SA ass et, fir e Satellit ze kafen, op Orbit ze setzen an ze exploitéieren. An dëse Satellit soll virun allem der Kommunikatioun vum Militär an och vun der NATO déngen.

Mat dësem Gesetz erlabe mer och der Regierung, Client bei dëser SA ze ginn. Si däerf Satellittecapacitéite kafen, all Joers fir maximal zwielef Milliounen Euro, mat engem Maximum insgesamt vun 100 Milliounen Euro.

Den drëtten a leschten Artikel vun dësem Gesetz seet, datt dës Dépensen op de Kont vum Fonds d'équipement militaire ginn.

An et ass och dëse leschte Punkt, deen als Erklärung déngt fir deen Engagement, dee mer hei aginn. Mir ginn op alle Fall emol dovun aus, datt eis Regierung an eisen Arméiminister net op eemol Loscht kritt hunn, eng militäresch Groussmuecht ze ginn. Mä mir wëssen, datt mer hei probéieren, en Engagement, wat mer als Member vun der NATO agaange sinn, ëmzesetzen.

D'NATO-Cheffe ginn net midd ze priedegen, datt d'Efforte vun de Memberlänner fir eis militäresch Oprüstung net héich genuch sinn an datt et och net richteg ass, datt déi eng Länner vill méi en héije Prozentsaz vun hirem BIP oder PIB fir d'NATO ausgi wéi déi aner. D'Zil vun 2% gëtt ëmmer erëm als erstriewenswäert duergestallt. Mir gesinn dat als Gréng net gradesou. Mir mengen, datt 2% schonn e bëssen héich wier.

Wann een dann elo emol kuckt, wat déi verschidde Länner fir hir Memberschaft vun der NATO ausginn, da stellt ee fest, an ech mengen, dat weess och jiddwereen heibannen, am wäitsten, am héchsten ass de Bäitrag vun den USA, net nëmmen, wat de Chiffer ugeet, mä och a Prozenter. Si gi 4,4% vun hirem PIB aus fir hir Défense am Kader vun der NATO.

Et ass rieds, datt vun deene Länner - also datt vun deenen 2%, déi mer sollen erreechen - awer nëmme véier Länner insgesamt sinn, d'USA, Groussbritannien, Griichenland an Estland, déi un deenen 2% leien. Frankräich, Polen an d'Türkei leie ganz no do drun.

A wann een dann déi Lëscht kuckt, wat déi verschidde Länner bäiginn, dann ass et effektiv esou: Lëtzebuerg läit u leschter Plaz mat 0,4% vum PIB. A virun eis läit Litauen mat 0,8%. An et gëtt jo och gutt Grënn duerfir, datt Lëtzebuerg do relativ wäit hanne läit. Eiser Meenung no maache méi Waffen de Planéit net onbedéngt méi sécher!

Mir fannen dat éischter flott, datt Lëtzebuerg am Spëtzepeloton, wat d'Kooperatiounsausgabe betrëfft, läit an eben u leschter Plaz, wat Militärausgabe sinn. An et ass och eng Relatioun, dat gesäit een, wann een d'Tableaue vergläicht vun deene Länner, déi vill fir Kooperatioun ausginn, dat sinn net déiselwecht wéi déi, déi vill fir d'Militär ausginn. Do leien un der Spëtzt Dänemark, Norwegen, Lëtzebuerg an Holland. Dat sinn eben anerer wéi déi, déi ganz vill an d'Rüstung investéieren.

Mir kënnen awer als Gréng domat liewen, datt mer eise Bäitrag vum PIB fir d'NATO vun 0,4 op 0,6 eropsetzen. Dat geet jo och lues a lues. Mir erwaarden eis awer och an Zukunft, datt d'Lëtzebuerger Regierung sech asetzt fir manner Oprüstung, fir méi Kooperatioun a fir méi Preventioun.

Da stellt sech natierlech d'Fro: Muss et dann e Satellit sinn? Mir waren net waarm, wéi eng viregt Regierung décidéiert hat, an e Militärfliger ze investéieren. Mir haten och als Gréng do dergéint gestëmmt. Déi Sue waren ouni déi gerengst positiv ekonomesch Retombée fir eist Land. A mir däerfe jo och net vergiessen, datt déi Länner, déi esou vill méi an d'Rüstung investéieren, och an hir eege Rüstungskonzerner an hirem Land investéieren. Si hunn also en direkten ekonomesche Retour vun hirem Invest.

Mir investéieren an e Satellit, mä mir investéiere jo och net just an e Satellit. Mir renovéieren den Härebierg, eng Investitioun, wou mer eis all eens sinn, datt se scho laang iwwerfälleg ass, an déi geet op deeselwechte Kont, genee wéi e gewësse Prozentsaz vun Investissementer, déi mer um Findel maachen. An et sinn och nach aner Iddien am Raum. Natierlech fanne mir et positiv, wa mer den Härebierg am Kader vun eisem NATO-Bäitrag renovéieren. Hei maache mer eppes, wat drengend noutwendeg ass, well d'Zaldoten effektiv eng besser Ënnerkunft brauchen. An zweetens hu mer eng Retombée économique, well mer hei eppes fir d'Handwierk am Land maachen.

An an deem Sënn fanne mer et och logesch, wa mer probéieren, eis Engagementer op engem Gebitt ze realiséieren, wou mer mat enger Plus-value rechne kënnen. Mir haten am Ufank virun allem vill Bedenken, ob mer eis als Land net géifen an eng ganz kriddeleg Kette vu Responsabilitéiten eramanövréieren, wa mer géifen esou eng Firma mat opbauen, déi Lizenzen un aner Länner géif ginn, fir se militäresch ze notzen.

déi gréng hunn och ëmmer drop gedrängt, datt mer géifen extern Etüden eranhuelen iwwert d'Responsabilitéit vun eisem Stat a wéi mer eis am beschte kéinte virun onerwënschte Konsequenze schützen. Mir mengen, datt d'Regierung hir Aufgab an deem Beräich gemaach huet.

Mir sinn awer och der Meenung, datt et keng absolut Garantie an deem Beräich gëtt. Et bleift an dëser Matière ëmmer eng grouss Responsabilitéit fir eng Regierung, an dat ass schlussendlech och gutt esou a richteg esou.

Mir schwätzen hei iwwer Militär an NATO. Mir hunn als Gréng eng kritesch Positioun zu verschiddenen Aktiounen, déi vun der NATO lancéiert ginn. Mir hunn als Gréng och ëmmer derfir plädéiert, datt mer vum Blockdenken ewechkommen. Mir hunn eng Memberschaft vu Lëtzebuerg an der NATO awer ni a Fro gestallt, zumindest déi lescht 15 Joer net, wou ech derbäi sinn. An eng Memberschaft an engem Bündnis, dat eis Sécherheet garantéiert, ass nun emol net zum Nulltarif ze kréien.

Iwwert déi technesch Detailer huet de Rapporteur genuch gezielt, an ech soen him Merci fir säi gudden, ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Am Rapport geet och rieds dovun, wéi d'Regierung probéiert, sech e Mechanismus ze ginn, fir de Reschtrisiko méiglechst kleng ze halen, zum Beispill duerch eng ganz streng Selektioun vun de méigleche Clienten.

Et steet och am Rapport, datt et zurzäit net méiglech ass, fir bewaffnet Drohne mat Hëllef vun eisem GovSat op hiert Zil ze steieren. Dat ass allerdéngs keng Garantie, datt dat sech an Zukunft net eng Kéier ännert. An och dat steet korrekterweis am Rapport. D'Fro vum Asaz vu bewaffneten Dronen duerch d'NATO stellt sech och schonn haut an och fir eis, wou mer Member an der NATO sinn. Natierlech fanne mer deen Asaz alles anescht wéi onproblematesch.

Ech hat awer scho bei menger Ried zu der Aussepolitik den Cem Özdemir vun den däitsche Gréngen zitéiert, dee gesot huet: „D'Terroriste vum islamesche Kalifat bekämpft een net mat Yogamatten!" An ech hat och gemengt, et wier barbaresch, wann een d'Barbare gewäerde géif loossen an net géif agräifen.

D'Bild vum Zaldot huet sech an deene leschte Joren a Jorzéngte massiv verännert, ewech vum Kämpfer, dee mat Bajonett a Maschinnegewier an de Krich gezunn ass, wéi an deenen zwee Weltkricher. Haut ass den Zaldot éischter en Hightechspezialist, deen eben och weess, wéi

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

een eng Dron vun engem séchere Stützpunkt aus steiert.

D'Zaldote sinn awer och haut nach méi wéi Computerfachmänner oder Logistiker oder Entwécklungshëllefer. D'Bild vun engem Waffenasaz vun engem klimatiséierte Büro aus ass fir mech en onangenehmt Bild. An ech wëll och, datt dat fir mech esou bleift!

De Gedanken, datt mer Leit vun eiser Arméi an e Konflikt schécken, wou d'Konterpartie sech un absolut keng Regelen hält, mä seng Taktik eigentlech bewosst drop opbaut, Iwwerschreidunge vun alle mënschlechen an zivilisatoresche Kritären ze maachen, dat ass mer nach méi onangenehm. An einfach ewechkucken, wa Krichsverbrieche geschéien an eis Sécherheet bedroen, kann och keng Alternativ sinn!

An deem Sënn bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat engem Kommentar ze maachen, datt Dir alleguer an och den Här Minister Iech sécher drun erënnert, datt d'ADR ëmmer ganz skeptesch war, wann et ëm de Fliger gaangen ass, well mir och gesot hunn, dee Fliger, deen huet keng Retombéeë fir d'Lëtzebuerger Land. An et wär eis léiwer gewiescht, wa mer schonn Investissementer an d'Verdeedegung maachen, datt mer dat op eng aner Manéier gemaach hätten.

Dofir ass dat hei elo, wat d'Regierung elo proposéiert, nämlech, wa Militärausgabe gemaach ginn, dat ze maachen op eng Manéier, wou mir och Retombéeën hunn, dat ass e richtege Wee, an da kënne mer Iech an där Richtung och ënnerstëtzen.

Ech stellen awer och fest, datt dee Wee gemaach gëtt, deen d'Regierung elo hëlt, mat där grénger Partei. An dat ass awer interessant, datt elo déi gréng d'accord sinn, fir de Militärbudget vun 0,4% op 0,6% vum Bruttoinlandprodukt eropzeschrauwen.

Ech erënnere mech u Communiquéë vun deene Gréngen, déi geschwat hu vun engem „inakzeptabelen amerikaneschen Drock". Ech hu se matbruecht, sollt e klenge Gediechtnisproblem hei leien, an aner schéin, schéin Erklärunge vun deene gréngen an deene leschte Joren!

Mir hunn e Kommando an der Arméi, deen eigentlech déi gréng Politik virun der Regierungsbedeelegung an an der Regierungsbedeelegung fantastesch beschreift, an deen heescht: „Demi-tour, marche!".

(Brouhaha)

An dat ass genee dat, wat eis gréng Frënn net nëmmen an der Militärpolitik, mä allgemeng an der Politik gemaach hunn, am Dateschutz, an esou villen anere Saachen. Mä den Helm op an „Demi-tour, marche!", dat ass dat, wat déi gréng Partei mécht!

Elo zréck bei dëse Projet: d'Urgence. Den Här Halsdorf huet et och scho gesot: Wéi ass et mat der Urgence, wann dat elo net do onbedéngt klappt, fir dee Satellit eropzesetzen? Mä dat ass e realisteschen Zeenario. Mir haten den Astra 2G, deen elo sollt Enn November eropgeschoss ginn, deen ass net eropgeschoss gi vu Baikonur, soi-disant wéinst engem Gyroskop oder engem Kommunikatiounsfeeler mat der ieweschter Stuf vun der Proton-Rakéit. An de Start sollt du méi spéit sinn dëst Joer.

Awer deen nächste Start, deen elo ass, ass e russesche Satellit vun der Gazprom, deen elo de 15. Dezember eropgeschoss gëtt. An dat stellt eis natierlech virun d'Fro: Kann eisen Astra 2G iwwerhaapt nach eropgeschoss ginn an den Délaien? A wat geschitt mat deem dann?

Et ass och pikant, fir ze wëssen, datt en Astra 2G, dee vun Airbus Defence Company (veuillez lire: Airbus Defence and Space) gebaut gëtt, dann iergendwou zu Baikonur läit. An ech komme gläich drop zréck, wat et nach méi pikant mécht, well och deen Astra 2G, deen elo sollt eropgeschoss ginn - dat ass jo net nach de GovSat -, mä och deen huet Frequenzberäicher am X- a Ka-Beräich, also Frequenzberäicher, déi kënne militäresch benotzt ginn; deen awer elo net eropgeschoss gouf an iergendwou zu Baikonur läit.

An dofir wollt ech emol vum Här Minister wëssen, wéini deen dann elo eropgeschoss gëtt an ënner wéi enge Konditiounen.

An da muss een och vläicht déi Fro méi wäit aushuelen. Mir hu jo mat der SES - an dat ass jo ouni Zweifel eng Firma, mat där mir als Lëtzebuerg extrem enk verstréckt sinn - mir hu jo och do Orbitalpositiounen, déi mer zur Verfügung stellen. A mir hu jo Kapital, mir sinn e wichtegen Aktionär an der SES, mir stellen de President vum Verwaltungsrot an op vill Manéieren hu mer Verantwortung. Mä Astra huet Satellitten eropgeschéckt, wéi elo den Astra 2G, mat Bänner, Frequenzbänner, déi kënne militäresch benotzt ginn, ouni datt et e Lëtzebuerger Regierungssatellit wär, einfach kommerziell.

An d'Fro ass dofir: Weess d'Regierung, wéi déi Bänner op deenen Astra-Satellitten, wou militäresch Bänner sinn - oder waren, ech weess elo net -, huet se en Iwwerbléck doriwwer, wéi déi Bänner benotzt gi sinn, vu wiem se benotzt gi sinn?

Et ass jo interessant, well mir als Stat jo kaum kënne soen: „Mir hu keng Verantwortung fir déi Satellitten." Dofir si mer vill ze vill enk matenee verstréckt. Dofir d'Fro un den Aktionär bei der SES: Wat wësse mir als Stat iwwert déi Verwendung vu Militärbänner op Astra-Satellitten, déi elo net an dësem Satellit sinn, dee mer haut hei diskutéieren? Mä dat ass eng Fro, wou och d'Verantwortung vum Stat engagéiert ass a wou mer gär vun der Regierung wéissten, wat si doriwwer weess a wéi déi Verantwortung vum Stat do géréiert gëtt.

An dann d'Lëtzebuerger Arméi. Natierlech ass dat hei e Militärbäitrag an ech mengen, et ass eng legitim Fro, fir ze froen: Wéi profitéiert dann d'Arméi vun deem Know-how, wat mer elo hei kafe mat ville Suen? Ginn elo nei Carrièrë geschafen? Kënne Militär ausgebilt ginn an deene Beräicher, déi mer elo hei brauchen, fir dee Satellit ze steieren, fir en ze géréieren an ze kommerzialiséieren?

Et wär jo interessant, wa mer doduerch och kéinten d'Arméi méi attraktiv maachen, och an deenen ieweschte Carrièren, mat verantwortungsvollen an interessante Funktiounen, déi mer jo awer hei am Kader vun eisem Effort de défense elo plangen. Gëtt zum Beispill geduecht un eng Zesummenaarbecht mat aneren Arméien, mam Space Command a mat aneren, déi jo och an deem Beräich Know-how hunn, wou mir och kéinten an d'Arméi kéint dann dovunner profitéieren?

Mir brauchen e Wäissbuch iwwert d'Verdeedegung - den Här Minister Halsdorf hat do..., mä dat ass ni publizéiert ginn -, mir brauchen e Wäissbuch vun eiser Verdeedegung, wou mer net nëmmen iwwert d'Défense territoriale, iwwert d'Implementatioun vum Militärgesetz schwätzen, mä einfach och emol iwwer all déi Aspekter, déi an deene leschte Joren derbäikomm sinn, wéi elo am Satellitteberäich, wéi d'Reconnaissance aérienne, wéi aner Missiounen elo och am Kader vun der NATO, déi elo och derbäikommen, wou dat emol alles eng Kéier global duergestallt gëtt a wou mer kënnen debattéieren iwwer eisen Engagement militaire allgemeng.

D'Gesetz selwer stellt och d'Fro vun der Sécuritéit. Wéi eng Responsabilitéit hu mir dann elo als Lëtzebuerger Stat fir d'Ofsécherung zum Beispill vun der Buedemstatioun a wéi soll dat assuréiert ginn? Wéi kënne mer eis op Cyberattacken op déi Buedemstatioun besser virbereeden? Well selbstverständlech ass de Satellit jo net durci, also e kann net engem elektromagnéitesche Puls oder esou widderstoen. Mä déi Fro stellt sech jo och, iwwer einfach e Cyberugréff ka jo awer seng ganz Steierung an esou weider eliminéiert ginn, soudatt mer natierlech als Stat elo och eng aner Dimensioun hunn oder eng zousätzlech Dimensioun an eiser Verdeedegungsnoutwendegkeet géintiwwer esou Attacken. Och dat musse mer bedenken, wa mer iwwert dat hei schwätzen.

Den Här Minister, oder de fréiere Minister Halsdorf - ech hunn nach déi gutt al Gewunnechten, gesitt Der, Här Halsdorf -, mä Dir hutt och op eng Rei Saachen opmierksam gemaach: d'Fiche financière, d'Zënsen, déi musse bezuelt ginn, d'Assurance, wéi déi finanzéiert gëtt. Awer et sinn nach zousätzlech Froen, déi ee ka stellen, zum Beispill, ob elo dat Gesetz iwwert d'Programmation financière militaire geännert gëtt. Dat ass och eng Fro, déi an engem Avis gestallt gouf, an zu Recht. An och musse mer kucken, de kommerzielle Modell, dee mer begleeden an esou weider, dat ass och ganz kloer, datt mer dat musse maachen.

Dann zwou Bemierkungen nach: d'Sanktiounen. Et ass gesot ginn, an Dir hat dat an de Kommissiounen och gesot, wou mer déi Diskussioun haten iwwert d'Verantwortung vum Stat, datt mer net kënne Staten, géint déi Sanktioune bestinn, un esou Projeten iwwert de Satellit deelhuele loossen.

De Problem ass dobäi, datt déi Sanktioune selwer u sech musse legal ofgeséchert sinn. Si si legal ofgeséchert am Prinzip dann, wann den UNO-Sécherheetsrot se hëlt. Ech weess, et gëtt vill aner international Organisatiounen, zemools a leschter Zäit, déi Sanktiounen huelen. Normalerweis, wann ee Sanktiounen hëlt, déi international net contestéiert sinn, dann ass dat iwwert den UNO-Sécherheetsrot.

Dat ass net ëmmer de Fall. Also musse mer eis och virbereeden op d'Diskussioune mat verschiddene Staten, op wat mer dann eigentlech e Refus eventuell baséieren, wann esou Diskussioune sinn. Ech mengen, et gëtt natierlech eng politesch Realitéit, datt mer Nee soen. Mä et gëtt och e politesche Präis, datt mer dann eventuell an Diskussiounen erageroden.

An dat Zweet ass, datt mer sollten - an et ass jo gutt, datt mer eis Aktivitéiten am Weltraum esou développéieren, ech mengen, mir hate jo och ESA an esou weider a leschter Zäit, wou Dir och selwer, Här Minister, bei verschiddene Réuniounen do matgehollef hutt, fir d'Ariane an esou weider -, mä ech mengen, et ass wierklech och un der Zäit, datt mer eng Kéier dru ginn an och d'Gesamtkonzept emol kucken, wéi eis Weltraumaktivitéite kënnen agencéiert sinn an ob mer net musse légiféréieren, fir e ganz allgemenge Kontext do ze huelen an och vläicht do déi Basis, déi mer hunn, weider auszebauen.

Nach e leschte Kommentar zu deem, wat den Här Graas gesot huet. Den Här Graas huet sech virgestallt, et kéint eng europäesch Arméi ginn. Zemools an deem Kontext, dee mer elo haut hunn a wou mer gesinn, wéi d'europäesch Politik vu Verschiddene gesteiert gëtt - och op eiser Säit, net nëmmen op Moskauer gëtt et jo zimlech beängschtegend Signaler, mä et gëtt och beängschtegend Aussoe vu westleche Politiker -, ech mengen net, datt déi Zäit komm wär, fir an eng Richtung ze goe vun enger integréierter europäescher Arméi. Ganz am Géigendeel!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Wann d'NATO eis opfuerdert, fir statt 0,4% vum BIP 2% fir d'NATO auszeginn, dann ass dat schonn e Stéck vun där Diskussioun, déi mer och muer wäerte féieren an der Heure d'actualité iwwert d'NATO. A wann d'Regierung da virschléit, e puer Moossnamen ze huelen, fir op 0,6% ze kommen - dovunner ass dat heiten dann eng -, da stellt sech trotzdeem och d'Fro, an dat ass déi éischt Fro, déi ech wëll stellen, wéi wäit datt d'Regierung da wëllt goen an deem Engagement vun 2%. Well vun 0,6% op 2% ass nach e grousse Schratt. An ech ka mer net virstellen, datt eis gréng Kolleegen, och wa se zähneknirschend dee Schratt hei matmaachen, esou wäit bereet sinn ze goen, datt d'Lëtzebuerger Regierung 2%...

(Interruption)

Mir sinn net besuergt ëm déi gréng, mir si besuergt ëm déi Politik, déi sech dorauser ergëtt an déi Dir matmaacht.

Mä dat ass eng Fro, déi sech reell stellt, wéi wäit datt d'Regierung do wëllt goen.

Wa mer elo vun deem Projet hei schwätzen, wou dann eng Gesellschaft gegrënnt gëtt, 50% : 50% SES a Stat, fir deen Hybridsatellit, wat et jo ass, dann do op Orbit ze schécken - dat heescht, et ass kee gehäerte Satellit, dat ass gesot ginn, deen awer trotzdeem kann an den X- a Ka-Beräicher, -Frequenze senden; ech fannen dat esou schéin, datt dat dann „Mil-Ka" heescht, wou ee mengt, et géif ëm Schockela goen, mä et geet guer net ëm Schockela, mä et geet ëm militäresch Satellitten a Frequenzen! -, esou steet dat an engem Kontext.

An dee Kontext, deen däerfe mer net vergiessen, dat ass dee vun der Sécherheets- a Verdeedegungspolitik an Europa, esou wéi se am Lissabon-Vertrag festgeschriwwe ginn ass. Déi seet, datt d'EU sech engagéiert, fir am Fong geholl hir militäresch Rüstung auszebauen.

An deem Zesummenhang gëtt et och eng Kommunikatioun vun der EU vum Dezember 2013 iwwert d'Verdeedegungs- an d'Sécherheetspolitik, déi eng Rei Saache verlaangt. Déi Kommunikatioun, als Konsequenz vum Lissabon-Vertrag, verlaangt éischtens, d'Rüstungsindustrie als Weltpol auszebauen. Zweetens verlaangt se, d'Kooperatioun an der EU tëschent de Länner fir déi Rüstung auszebauen. An zwar eng Kooperatioun, wou d'Zivil- an d'Militärberäicher matenee vernetzt solle ginn. Dréttens verlaangt se, datt Synergië solle geschéien an der ziviler an an der militäresch Recherche. A véiertens seet se, datt d'Zil dovunner en duebelt ass: éischtens, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen a b), fir déi europäesch Interessen an der ganzer Welt ze vertrieden.

Dat ass den Hannergrond, op deem déi Décisioun hei geholl gëtt, an déi wërft eng ganz Rei Froen op.

Ech wëll direkt virausschécken, datt mir net géint d'Kompetenz vu Lëtzebuerg oder vun aneren an den Aktivitéite vu Lëtzebuerg ënner anerem am Satellitteberäich sinn, souwuel wat eng industriell Aktivitéit ugeet, wéi wat d'Recherche ugeet. Trotzdeem si mir op kee Fall d'accord mat där Politik, déi d'EU an och Lëtzebuerg hei wëlle goen, och wa mir déi Eenzeg an där Chamber hei sinn, déi dat soen.

Mir maachen eis nämlech berechtegt Suergen op enger ganzer Rei Punkten. Ech wéilt der e puer opzielen: Éischte Punkt ass deen, d'Militariséierung vun der SES. D'Militariséierung vun der SES ass eng direkt Konsequenz vun deem, wat mer hei maachen. An och d'SES leeft domadder als Betrib, deen och am zivile Beräich aktiv ass, Gefor, fir ugegraff ze ginn duerch militäresch Operatiounen. Wann ech soe militäresch Operatiounen, sinn dat net onbedéngt direkt der mat Waffen, et kënnen och cybermëisseger sinn, wou also och d'SES hei an d'Zil kënnt vu militäreschen Operatiounen.

D'ONGen hunn ëmmer gewarnt virun där Vermëschung vun zivile mat militäreschen Aktivitéiten. Hei geschitt se. Dat ass ongeféier esou, wéi wann an engem Krichsgebitt - an am Kosovo hate mer de Problem - fir d'Éischt Bomme mat de Fligeren erofgehäit ginn, an duerno geheie mer dann Hëllefsgidder erof. An d'ONGen hu sech ëmmer ganz hefteg géint déi Vermëschung do gewiert.

Zweetens maache mer eis Suergen iwwert déi Vernetzung vun ziviler a militäresch Recherche. An et gëtt ee Beispill, wou ee gutt gesäit, wéi dat ka fonctionnéieren. Dat ass dee Galileo-Projet vun der Europäescher Kommissioun, deen d'EU mat 3,4 Milliarde subventionéiert huet an dee virun allem a leschter Instanz awer zu militäreschen Ziler genotzt gëtt an deen haut nach e Milliardegraf ass, well e 700 Milliounen Ënnerhalt all Joers kascht, déi d'Allgemengheet muss opbréngen.

Dréttens maache mer eis awer och Suergen iwwert deen Aspekt, deen hei e puermol beliicht ginn ass, well gesot gëtt, et gi guer keng Drone benotzt. Ech weess, datt dat ausféierlech diskutéiert ginn ass, och iwwer Avis juridiques.

An d'Konklusioun ass jo déi, datt engersäits op deene Frequenzen, déi hei virgesi sinn, keng Dronen de Moment kënne gesteiert ginn an datt eng zivilrechtlech Ofsécherung do ass, datt Lëtzebuerg net responsabel ass fir dat, wat widderrechtlech do gemaach gëtt.

Trotzdeem ass virgesinn an ass duerchweegs méiglech, datt iergendwann och iwwert déi Frequenzen do kënnen Drone gesteiert ginn, souwuel zivil Drone wéi och bewaffnet Dronen.

Elo steet am Text dran, datt d'Steierung vun esou bewaffneten Dronen nëmme ka geschéien am Aklang mat internationalem Recht. Haut, an de President huet hei eng Käerz vun Amnesty stoen, haut den 10. Dezember ass den internationalen Dag vun de Mënscherechter, déi oft net respektéiert ginn - och an NATO-Länner wéi USA an Türkei. A wie garantéiert dann, datt am Krich an am Asaz vu bewaffneten Dronen dat internationaalt Recht agehale gëtt? Dat ass eng Illusioun, esou wéi et eng Illusioun ass, fir ze mengen, d'Geheimdéngschter wéi de CIA, déi géifen d'Mënscherechter respektéieren!

D'international Press huet ervirgestrach, datt d'Regierung vill beméit ass, och an Interviewen, de Minister zu Paräis schrecklech beméit wier, fir GovSat als Kommunikatiounssatellit an net als Oprüstung duerzestellen. Ech mengen, datt dat awer falsch ass, datt et hei ëm e militäresche Satellit geet.

Véiertens, dat ass hei schonn opgeworf ginn, huet d'Chambre de Commerce och ugemierkt, an dat ass jo ëmmer hei gesot ginn, et géif hei drëm goen, fir e Return on investment ze kréien. Ech mengen, e Return on investment géif hei net rechtfertegen, wat hei géif geschéien! Mä mindestens soll een emol esou éierlech sinn an deen dann och bezifferen. Dat ass net geschitt. Well ech mengen, datt dat och eng Illusioun ass.

Wat carrément hypokritesch ass, dat ass, wann an där europäescher Kommunikatioun drasteet, eent vun den Ziler vun der Ëmrüstung vun der Europäescher Rüstungsindustrie - an dat hei soll derzou bäidroen - wier d'Erofsetzung vum ökologesche Foussofdrock vun der Arméi, vun de bewaffneten europäesche Kräften an dat wier gutt fir d'Ëmwelt.

Also, ech kann nëmme staunen! Mir kréien hei wahrscheinlech de grénge Krich virgegaukelt. Eng Krichsmaschinerie mat méi engem ökologesche Foussofdrock ass ee Witz. Krich a Rüstung sinn de Géigendeel vun Ëmweltschutz a Mënscherechter.

Als Konklusioun wëll ech ganz kloer soen, datt mir net d'accord kënne si mat esou engem Militärspillgezei. Esou wéi mer net d'accord ware mat engem Militärfliger. Mir sinn net d'accord mat Militariséierung an Oprüstung. Mir sinn och net d'accord, datt op där enger Säit Spuermoossname geholl gi fir déi normalstierflech Leit, fir d'Stéit a fir déi Leit, déi schaffe ginn an hir Steiere bezuelen, während op där anerer Säit hei ëmmer méi Sue sollen ausgi gi fir Rüstung a Krich. A virun allem ass dat eng Industrie, déi de Mënschen näischt notze wäert!

Ech wëll schléisse mat engem Zitat vum Napoléon sengem Ausseminister, dem Talleyrand, dee sot: „Mat Bajonette kann een alles maachen, souguer en Troun bauen, ausser drop sëtzen." Woumat e wollt soen: Wann ee Waffe produzéiert, da gi se fréier oder spéider och gebraucht an da gi se agesat!

Mir sinn net d'accord mat Oprüstung a Waffeproduktioun. Déi féieren zum Krich. Net mat eis!

Merci.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet den Här Minister, zoustänneg fir d'Arméi a fir villes aneschters.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Angel, fir deen exzellente Rapport Merci soen, deen eigentlech alles gesot huet. Deem ass net vill...

(Interruption par M. Gibéryen)

(Hilarité générale)

Dir sidd presséiert fir an de Weltraum, Här Gibéryen!

...Merci soen, well villes gesot ginn ass. Ech wëll just op e puer Saachen zréckkommen.

Déi eng Saach ass déi, dass mer wierklech hei als Regierung e Paradigmewiessel gemaach hunn - an dat ass vun enger Rei Leit ugeschwat ginn -, wat eis Militärdépensen ugeet, well mer soen: Wa mer scho mussen all déi Sue ausginn, well mer Obligatiounen hu vun der NATO aus, fir déi Sue auszeginn, mä da kommt, mir gi se aus zu Lëtzebuerg a kommt, mir gi se wa méiglech aus an zivilen Investitiounen.

An ech mengen, dat ass awer genee dat, wat mer an alle Fäll maachen. Wa mer den Härebierg komplett nei maachen, da sinn dat ganz vill Suen, déi mer dem Handwierk zu Lëtzebuerg zeguttkomme loossen, fir dee kompletten Härebierg nei ze maachen.

Wa mer um Findel nei Piste maache respektiv zum Deel aner Saachen erneieren, da sinn dat Suen, déi de Lëtzebuerger Entreprisen zeguttkommen, déi awer och der ziviler Loftfahrt zeguttkommen.

Wa mer en Data-Center bauen iwwer Lëtzebuerger Entreprisen an dat der NSPA, also der NATO, indirekt zur Verfügung stellen, da sinn dat Ausgaben, déi mer integral a Lëtzebuerger Firmae maachen, déi en plus en direkte Retour erëm iwwert d'Dividende vun deene Firmae bei eis hunn, well mir Aktionär vun där Firma sinn, fir net ze soen, Propriétaire vun där Firma sinn.

Wa mer de GovSat maachen, ass dat deen éischte Projet, Dir Dammen an Dir Hären, deen éischte Projet an der Geschicht vun dem Lëtzebuerger Militär, wou mer net nëmmen e Retour économique hunn op Lëtzebuerger Entreprisen, an deem heite Fall SES Astra plus aner Entreprisen aus dem Weltraumsecteur, mä och nach en zweete Retour hunn iwwert d'Dividenden, déi iwwert déi Sociétéit erakommen!

An, Här Turpel, ech hunn an der Kommissioun gesot, wat mer eis erwaarde vu Retour iwwer Dividenden, dat si plus minus 12%. Dat heescht, déi Suen, déi mir investéieren, ginn och nach rémunéréiert mat 12%! Mir hunn ausgehandelt! Fir Iech dat dann och hei an aller Transparenz ze soen: well eng SES Astra d'Statuten esou huet missen hikréien, dass se déi Entreprise ka konsolidéieren. Woumat mir kee Problem hunn, well mir hunn dat kloer geregelt, d'Detailer kloer geregelt. Mir hu 50:50 an där Gesellschaft. Mä mir hunn awer gesot: „Majo, dofir hätte mir gär nach eng supplementar Dividend, fir Iech déi Optioun ze ginn." Dat sinn 20 Milliounen Euro, déi mir als Lëtzebuerger Stat kréien, dat bei engem Invest vu 50 Milliounen Euro! An, ech mengen, wa mer eppes gutt verhandelt hunn, dann ass et deen heite Projet.

An ech wëll soen - den Här Kartheiser hat dat ugeschwat, dass een eng Kéier vläicht soll eng Diskussioun féieren iwwer eis Weltraumaktivitéiten -, ech si ganz där Meenung, well ech hunn nach eng ganz Rei Iddien am Kapp, déi dann net onbedéngt militäresch sinn, mä awer mam Weltraum ze dinn hunn. Als Lëtzebuerg occupéiere mir de Moment am Espace méi Espace wéi op der Welt. An ech kann Iech viraussoen, dass dat och esou wäert weidergoen.

Den honorabele Rapporteur, den Här Angel, huet drop higewisen, dass et an deene ganzen Diskussiounen natierlech och eng Fro vu Responsabilitéit war oder ass, wann eng Kéier eppes mat deem Satellit geschitt, wann eng Kéier ee vun eise Clientë géif dee Satellit fir Saache benotzen, fir déi mir net wëllen, dass e benotzt gëtt. Dofir hu mir eng Rei Avis-juridiquen erageholl.

Mir hunn awer dofir och ganz kloer Konditiounen, mat wéi enge Länner mer iwwerhaapt kënne Geschäfter maachen. Dat si just d'Partnerländer, mat deenen dat däerf sinn, Partnerländer zum Beispill an der NATO, zum Beispill an der EU, zum Beispill an der UNO. All déi Länner, déi iergendwelchen internationale Sanktiounen ënnerleien, kommen als Partnerländer net a Fro!

An fir all déi, déi dertëschent leien, dat heescht, déi net an enger vun eisen internationalen Associatioune sinn, wéi zum Beispill NATO oder EU, mä awer och keng Sanktioune géint sech hunn - ech soen elo emol Australien zum Beispill -, mä do gëtt et e Board, dee wäert analyséieren, ob déi Länner kënnen a Fro kommen, an da mécht deen eng Suggestioun un de Régulateur. An de Régulateur seet dann, jo, mat deem kënnt der e Kontrakt schléissen, oder net.

Also, mir hunn eis hei e Maximum vu Sécherheete ginn. Natierlech huet een ni 100% Sécherheet. Mä mir wäerten awer alles drusetzen, fir dass mer hei keng Problemer kënne kréien.

Den Här Halsdorf huet monéiert, dass d'Chambre de Commerce sech Froe stellt, ob dee Businessplang kann opgoen. Ech soen Iech, Här Halsdorf, ech mengen, dass d'Chambre de Commerce guer net à même ass - an ech mengen dat net negativ -, mä guer net à même ass, dat dote Geschäft ze iwwerblécken, well dat heiten - an Dir wësst et als laangjährege Verteidegungsminister -, wat wou vu Capacitéite gebraucht gëtt an dem militäresche Beräich, dat fënnt een net op der Place publique. Dat fënnt een net, andeem ee googelt. Dat si meeschtens Donnéeën, déi restreint gehandelt ginn, déi a Kadere wéi der NATO diskutéiert ginn. Dofir kënne si dee Besoin guer net kennen, deen et gëtt.

Ech kann Iech just soen, dass an allen Diskussiounen - an ech mengen, Dir hat déi och an Ärer Zäit als Verteidegungsminister -, dass an allen Diskussiounen um NATO-Niveau, awer och direkt mat eise Partnerländer an der NATO ee Constat gemaach gëtt: dass mer an deenen nächste Joren enorm Besoinen hu fir Kommunikatioun, fir Kommunikatiounssatellitten. Et gëtt Appellen, fir dass mer méi sollen doran investéieren. A mir zu Lëtzebuerg, doduerch, dass mir dat haut hei maachen, wann Der deem dann zoustëmmt, si mir ee vun de Virreider!

An Dir hutt dat ganz richteg gesinn, Här Halsdorf: Mir maachen eis en enorm positiven Numm an der NATO, vis-à-vis vun eisen NATO-Partner, wa mir hei d'Devanten huelen, wa mir

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

dat heiten uginn, ier anerer emol ufänken, e Projet auszeschaffen.

Dofir wëll ech op där heiter Plaz och deem ganzen Team vu mengem Ministère, awer och vun deenen anere Ministèren, déi mat dru geschafft hunn, vun hei wierklech e ganz grousse Merci soen, fir deen dote Projet an deene puer Méint esou op d'Been ze stellen, mat allen Avisen, mat alle Sécherheeten, déi mer eis kënne ginn, mat Businessplang et cetera. Dat verdéngt Respekt. An ech wëll wierklech den Engagement vu menge Mataarbechter doran ënnersträichen an hinne vun hei aus e grousse Merci dofir soen!

Et ass jo esou, dass mir 100 Milliounen Euro Capacitéite kafen iwwer zéng bis zwielef Joer. Ech hat lech gesot, do musse mer e bësse Flexibilitéit loossen. Dat kann emol ee Joer méi, ee Joer manner sinn. Mä dat sinn awer net, wéi iertümlecherweis - ech weess net méi, vu wiem - gesot gi war, 25% vun de Capacitéiten, mä 10% vun de Capacitéiten.

(Interruption)

Jo, et hat awer ee 25% gesot. Op alle Fall sinn dat 10% vun de Capacitéiten. Wann een dat also rechent, dat heescht, mir hu Capacitéite fir 1 Milliard Euro d'Joer! Wann Der dat bedenkt, bei deem Invest, deen hei gemaach gëtt, dann, mengen ech, ass et kloer, dass de Rendement misst gi sinn.

Da koum d'Fro vum Här Kartheiser och, an och vun lech, Här Halsdorf, wéi et dann elo geet, fir de Satellit op Orbit ze stellen. Do hate mer gesot, mir géife kucken, fir dann een Astra 2G eropzeschéissen, dee misst awer an enger gewëssener Zäitspann douewe sinn. Mir hunn awer vun Ufank u geduecht, dass dat e bësse riskant wär, wann ee kee Plang B huet.

Mir gesinn haut, dass et gutt ass, dass mer e Plang B hunn. Dee Plang B, dee soll dës Woch nach ënnerschriwwe ginn, de Freideg, wann mech net alles iert. A mir wäerte wuel op de Plang B goen, nämlech, andeem mer mat Italien zesummen en Accord hunn, dass si e Satellit, dee si an Orbit hunn, réckelen. De Sicral-Satellit, dee réckele si op déi Plaz, déi mir brauchen. An dann ass eis Plaz reservéiert an da si mer net méi op deen anere Satellit ugewisen. Dat soll de Freideg alles, neelt mech net op den Dag fest, mä ech mengen, et ass de Freideg, do soll dat alles ënnerschriwwe ginn.

Bon, ech mengen, déi Diskussioun iwwert déi arméiert Dronen - et ass fir eis ganz kloer: wann eng Kéier... De Moment ass et technesch net méiglech, dass eng bewaffnet Dron iwwert deen do Satellit flitt. Et kann awer an Zukunft technesch méiglech sinn, well technesch ass iergendwann ëmmer alles méiglech. An et ass och fir mech evident, dass dat eng Kéier méiglech ass. Mä et ass awer gradesou evident fir mech, dass, wann dat eng Kéier sollt de Fall sinn, da kann et just am Aklang mam internationale Recht sinn! Da kann et och just sinn, dass Lëtzebuerg un deenen Décisiounen, wat dat internationaalt Recht ugeet, och participéiert.

Den Här Kartheiser huet och geschwat vun der Responsabilitéit vun den aktuelle Satellitten, och kommerzielle Satellitten, déi eng SES Astra huet. Et ass kloer, am Endeffekt ass bei all Satellit ëmmer de Stat responsabel. Wann egal wéi ee Satellit engem op de Kapp fält, da kommen natierlech honnert Méiglechkeete vun Assurancen et cetera an d'Spill, mä am Endeffekt, a leschter Instanz ass ëmmer de Stat responsabel. Fir de Rescht muss awer och Astra sech un den Droit commun halen, un d'internationaalt Recht halen, wat se mat hire Satellitte mécht.

Dat Wäissbuch, wat Der ugeschwat hutt, dat ass eppes, wou ech muss soen, dass ech mat där aktueller Fassung, wéi ech se iwwerholl hunn, net ganz d'accord sinn, dass ech do nach dru schaffen, dass mer do gären och nach eng Kéier kënnen driwwer diskutéieren.

D'Weltraumaktivitéiten, dovun hunn ech geschwat.

An dann den Här Turpel nach. Dir musst lech keng Suerge maachen! Dir hutt gefrot: „Mir ginn elo vun 0,4% Défensebudget op 0,6%, wat kënnt duerno? Ech soen lech: Näischt! Zumindest net an dëser Regierung, an dëser Legislaturperiod, fir et vläicht... Déi Regierung ka jo méi laang si wéi déi heite Legislaturperiod. Ech weess, dass dat hei op der rietser Säit net onbedéngt de Wonsch ass. Mä op alle Fall ass et esou,...

(Interruption)

Op alle Fall ass et esou, dass mer deen Effort de défense vun 0,4 op 0,6 bereet sinn ze maachen. An dat net nëmme bis 2018, mä bis 2020. Dat ass dat, wat mer eigentlech gesot hunn, fir dat e bëssen ze strecken, well et natierlech net einfach ass, de Leit dobaussen ze erklären, wou een op där enger Säit spuert an op där anerer Säit d'Militärausgabe muss an d'Luucht setzen.

Mä, wann ech lech soen, dass mer an engem NATO-Bündnis sinn, wou mer als dat räichste Land an der NATO dat allermannste Geld opbréngen, fir fir eis Sécherheet ze suergen - mir iwwerloossen all eise Partner et, derfir ze suergen, dass mer an Europa sécher sinn, a mir huelen eis Responsabilitéit leider selwer net -, da muss ee soen, dat geet och net!

Just fir lech ze soen: Lëtzebuerg huet 2,5-mol de PIB vun dem Duerchschnëtt vun den NATO-Länner an ass mat 0,4% dee klengste Contributeur! 0,4% vu sengem PIB. Also hu mer eis wierklech an der Obligatioun gefillt, fir hei eppes ze maachen.

Mä wann ech dat awer kucken, dass mer déi Suen, déi mer do ausginn, mat deene mer virdrun e Fliger kaaft hunn, wou d'Sue fort sinn, wa se da bis all bezuelt sinn, mä wou d'Suen net eiser Ekonomie zeguttkommen, esou maache mer dach all déi Projeten, déi mer hei maachen, am Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie...

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- ...an am Intérêt vum Mëttelstand hei zu Lëtzebuerg, am Intérêt vum Ausbau vun de Weltraumaktivitéite vun eise ronn 20 Entreprisen, déi doranner täteg sinn. An dofir, mengen ech, ass dat doten awer eppes, dat ass net ëmmer einfach de Leit ze erklären, mä et ass awer eppes, wat sech erkläre léisst.

Voilà. Domat, mengen ech, hätt ech alles gesot.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Da géif ech lech villmools Merci soe fir Är Bäiträg a wär dann natierlech och dankbar, wann d'Chamber dee Projet géif stëmmen.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6739 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6739 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun.

(Interruption)

Jo, mir maachen d'Korrektur, wa se noutwendeg ass. De Vote ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6739 ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6739 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Aly Kaes), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten (par M. Marc Angel), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Taina Bofferding), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Lex Delles), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Alexander Krieps), Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous muer fir en ähnlech chargéierte Programm um zwou Auer. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 20.22 heures)

Sommaire des séances publiques nos 11, 12 et 13

11e séance

Ouverture de la séance publique p. 154

Communications p. 154

Ordre du jour p. 154

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°74 du 1er décembre 2014 de M. André Bauler relative aux poussières fines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 154

- Question n°75 du 2 décembre 2014 de Mme Martine Hansen relative à la période de stage des instituteurs pour l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

- Question n°76 du 2 décembre 2014 de M. Claude Adam relative à l'organisation du stage des nouveaux enseignants suite à la réforme de la fonction publique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 154-155

- Question n°77 du 1er décembre 2014 de M. Edy Mertens relative à l'organisation du service obstétrique à partir du 1er janvier 2015 dans les maternités du CHDN et CHEM au vu de la dénonciation de la convention afférente de la part des pédiatres, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 155-156

- Question n°78 du 2 décembre 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'avenir de l'Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 156

- Question n°79 du 2 décembre 2014 de M. Henri Kox relative au programme de travail de la Commission européenne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 156

- Question n°80 du 2 décembre 2014 de M. Marc Spautz relative à la suppression des chèques service durant la durée du congé parental, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 156

6683 - Projet de loi portant modification:

1) du Code pénal et

2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse p. 157-163

6692 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013 p. 163-164

12e séance

Ouverture de la séance publique p. 164

Communications p. 164

6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale du 18 février 2003 p. 164

Ordre du jour p. 164

Question urgente n°780 de M. Roy Reding relative aux médicaments falsifiés ou contrefaits p. 164-165

6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 165-170

6566 - Projet de loi facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière p. 170-172

Interpellation de M. Aly Kaes sur la N7/E421 sur la section Fridhaff-Schmëtt p. 172-179

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 179

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg p. 179-195

6739 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense p. 195-201

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0665	Eugène Berger	Déchets des résidences
0704	Justin Turpel	Pollution de l'eau par des pesticides
0705	Fernand Kartheiser	Avortement
0711	Max Hahn	Concept du «car sharing»
0718	Gusty Graas	Grippe aviaire type H5N8
0719	Diane Adehm, Gilles Roth	«Luxembourg Internet Days 2014»
0720	Justin Turpel	Retrait d'amiante au Hadir-Tower à Differdange
0723	Marcel Oberweis	Comité supérieur de la recherche et de l'innovation
0724	Marc Spautz	Démarche collective proposée par l'assemblée générale des comités des lycées
0725	Marc Lies	Acquisition de l'ancien siège de l'ARBED par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État
0726	Gilles Roth, Laurent Mosar	Harmonisation fiscale au sein de l'Union européenne
0727	Fernand Kartheiser	Retour du loup en Europe
0728	Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes	Transport scolaire
0729	Claude Haagen	Bureaux de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) aux stations de contrôle technique
0731	Taina Bofferding	Réseau Luxembourgeois d'Information sur les Stupéfiants et les Toxicomanies (RELIS)
0732	Fernand Kartheiser	Airbus A400M
0733	Marc Spautz	Procédure de reconnaissance de la qualité de salarié handicapé
0734	Laurent Mosar	Départs de jeunes radicalisés en Syrie
0735	Claudia Dall'Agnol	Démission de la directrice de la Direction de l'Aviation civile de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne
0736	André Bauler	Illettrisme
0737	Serge Wilmes	Démission de la directrice de la Direction de l'Aviation civile de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne
0738 cf. 0745	Marc Spautz	Introduction d'un moratoire sur la contribution de 0,5%
0739	Fernand Kartheiser	ATF Dingo de l'armée luxembourgeoise
0740	Diane Adehm, Gilles Roth	Commissions d'accompagnement/ comités de pilotage
0741	Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes	Mise en place de deux carrières parallèles pour les métiers de l'encadrement périscolaire
0742	Claude Wiseler	Questionnaire dans plusieurs établissements scolaires
0743	Claudia Dall'Agnol	Informations sur la fortune des requérants du revenu minimum garanti (RMG)
0744	Justin Turpel	Démission de la directrice de la Direction de l'Aviation civile de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne
0745 cf. 0738	Diane Adehm, Gilles Roth	Moratoire sur la contribution pour enfants
0746	Roy Reding	Contrôle médical d'embauche
0747	Roy Reding	Action des buralistes sur l'aire de Berchem
0748	Diane Adehm, Gilles Roth	Piratage des caméras de surveillance publiques
0749	Diane Adehm, Gilles Roth	Hébergement du site web www.budget.lu

Question 0665 (31.10.2014) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **déchets des résidences:**

La loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets prévoit que les communes mettent en place un système de taxation relatif à la gestion des déchets qui doit appliquer le principe du pollueur-payeur. Ainsi l'article 17, paragraphe (3) de ladite loi précise que «les taxes doivent comporter au moins une composante variable calculée en fonction du poids et/ou du volume des déchets ménagers résiduels en mélange effectivement produits ainsi qu'une composante variable calculée en fonction du poids et/ou du volume des déchets encombrants effectivement produits». Or, le règlement communal de certaines communes oblige les résidences dépassant un certain nombre d'unités d'habitation d'organiser la collecte des déchets de manière collective. En conséquence, le propriétaire/locataire d'une telle unité contribue le plus souvent aux frais de collecte des déchets au prorata des ses millièmes et non pas par rapport à la quantité de déchets effectivement produite par lui.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre juge-t-il que le principe du pollueur-payeur soit appliqué, comme prévu par la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, lorsque la collecte des déchets se fait de manière collective, notamment dans les résidences dépassant un certain nombre d'unités d'habitation?

- Dans la négative, estime-t-il que les communes ne devraient pas mettre en place des dispositions qui soient conformes à ce principe, comme le prévoit l'article 20, paragraphe (8) de ladite loi?

Réponse (12.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la tarification de la gestion des déchets dans les immeubles collectifs.

Suivant le premier paragraphe de l'article 17 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les coûts de la gestion des déchets sont supportés soit par le producteur de déchets initial, soit par le détenteur actuel ou antérieur de déchets.

Dans le cas d'une résidence, la copropriété, qui se substitue aux entités individuelles qui la composent, peut être considérée comme le détenteur actuel des déchets au sens de la loi.

La mise en œuvre correcte du principe du pollueur-payeur nécessite la disponibilité d'alternatives pour la collecte séparée des déchets. Il y a lieu de rappeler que le législateur a visé de façon spécifique les résidences dans le sens que l'article 13, paragraphe (3) de la loi précitée impose aux immeubles résidentiels la mise en place d'infrastructures nécessaires pour la collecte séparée de différentes fractions de déchets. L'application du principe du pollueur-payeur devrait donc permettre de donner également aux différentes unités d'habitation des immeubles résidentiels des avantages financiers lorsqu'elles produisent moins de déchets résiduels en mélange, notamment par prévention ou par collecte séparée.

Question 0704 (13.11.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **pollution de l'eau par des pesticides:**

In einer rezenten Pressemitteilung stellt der Mouvement Écologique eine Reihe von Fragen zur Trinkwasserbelastung durch Pestizide. Ihre Antworten auf diese Fragen würden mich sehr interessieren.

1. Im Rahmen der durchgeführten Analysenkampagne sind laut den Verantwortlichen lediglich 16 Pestizide und eine Reihe ihrer Abbaustoffe im Trinkwasser untersucht worden. Aufgrund von welchen Kriterien erfolgte die Auswahl dieser Pestizide? Wird diese Untersuchung als erschöpfend angesehen oder lauern noch weitere Überraschungen? Wann wird endlich eine fundierte Risikoanalyse der eingesetzten Wirkstoffe und ihrer Abbauprodukte angegangen?

2. Die effektiven Belastungszahlen durch die einzelnen Pestizide in den jeweiligen Stichproben wurden nicht explizit mitgeteilt. Da es - u. a. aus gesundheitlicher Sicht - nicht gerade unwesentlich sein dürfte, ob eine Substanz in einer Konzentration von 120 ng/l oder von 2.500 ng/l festgestellt wurde, fordert der Mouvement Écologique - mit Hinweis auf das Recht auf Zugang zu Informationen im Umweltbereich - die detaillierte Veröffentlichung sämtlicher Analysenresultate. Sind Sie damit einverstanden?

Dem möchte ich hinzufügen: Wie sieht es mit der Belastung unserer Wasserreserven und des Trinkwassers durch Medikamente, Hormone, Kontrastmittel, Nanopartikel und Schwermetalle aus?

3. Die Tatsache, dass das gesamte Netz des „Syndicat des Eaux du Sud" (SES) als belastet eingestuft wird und einer Ausnahmeregelung von der geltenden Norm bedarf, bedeutet de facto, dass im Gebiet des Luxemburger Sandsteines generell ein massives Belastungsproblem besteht. Dass sogar in der Mischung von rund 50 Quellen im Einzugsgebiet des SES-Wassers der Grenzwert überschritten wurde, lässt tief blicken. Wie ist es zu erklären, dass in diesem sensibelen Bereich des Luxemburger Sandsteins so viel Raps, bei dem der Pestizideinsatz besonders hoch ist, angebaut werden darf und sogar finanziell durch EU und Staat über Flächenprämien gefördert wird? Welche Schritte werden von dem SES-Trinkwassersyndikat (ebenso wie von anderen Wasserversorgern wie z. B. SEBES) ins Auge gefasst, um ihre Verantwortung zu übernehmen, vor allem im Bereich der proaktiven Landwirtschaftsberatung ab Frühjahr 2015?

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

4. Die mittlere Aufenthaltszeit des Grundwassers im Luxemburger Sandstein beträgt etwa zehn Jahre. Das heißt, es ist damit zu rechnen, dass die Folgewirkungen der verwendeten Pestizide noch zehn Jahre andauern. Dies überschreitet die Dauer der befristeten Ausnahmeregelungen. In welchem Zeitrahmen ist mit einer natürlichen Verdünnung der kontaminierten Quellen unter den Grenzwert zu rechnen - was ja auch mit dem Ausmaß der Belastung zusammenhängt, das bisher noch nicht veröffentlicht wurde?

5. Aufgrund der Trinkwasserbelastung durch Pestizide wird die Trinkwasseraufbereitung aufwendiger und kostenintensiver. Da von einer längeren Aufenthaltszeit der Wirkstoffe im Wasserkörper auszugehen ist, dürfte dieser Mehraufwand während Jahren erfolgen müssen. In welcher Höhe werden sich die jährlich entstehenden Mehrkosten beziffern? Wer übernimmt die zusätzlichen Kosten? Werden diese auf den Verbraucher und somit auf den Wasserpreis abgewälzt werden? Oder wird das Prinzip „polleur-payeur" spielen, was eigentlich der Fall sein müsste? Inwiefern werden diese Kosten im Rahmen des „Plan de développement rural" (PDR)/Finanzen des Landwirtschaftsministeriums berücksichtigt?

6. In einer Reihe von EU-Mitgliedsländern ist die Anwendung von Metazachlor-haltigen Pestiziden in Trinkwasserschutzgebieten verboten (so beispielsweise in Österreich; Zitat aus der österreichischen Regelung: „In Österreich zugelassene Pflanzenschutzmittel mit den Wirkstoffen Terbuthylazin und Metazachlor dürfen in Wasserschutz- und Schongebieten nicht mehr angewendet werden."). Wie kann es sein, dass in Luxemburg jedoch trotz Wasserschutzberatung durch die Landwirtschaftskammer noch nachweislich grundwasserverschmutzende Wirkstoffe/Abbauprodukte auf Flächen des Luxemburger Sandsteins eingesetzt werden? Sollte eine solche Maßnahme nicht auch kurzfristig präventiv in Luxemburg Anwendung finden, auch wenn - aufgrund der fahrlässigen Politik der letzten Regierungen in diesem Bereich - noch kaum Trinkwasserschutzgebiete ausgewiesen sind? Gäbe es dafür eine gesetzliche Grundlage?

7. Laut offiziellen Zahlen des Statec stellt der Anbau von Raps, bei dem in besonderem Ausmaß Pestizide eingesetzt werden, in Luxemburg 3,5% der landwirtschaftlichen Anbaufläche dar. Wie sieht die Zukunft des Rapsanbaus in Luxemburg aufgrund der festgestellten Pestizidproblematik aus? Werden mögliche Substitutionsprodukte von Metazachlor harmloser sein? Ist es sinnvoll, Rapsanbau (im Einzugsgebiet von Stausee und potenziellen Wasserschutzgebieten) weiterhin mit EU- und luxemburgischen Steuergeldern zu unterstützen? Müsste nicht der Pestizideinsatz im Energiepflanzenanbau (Raps, Mais…) gänzlich verboten werden? Gibt es nachhaltige Alternativen zu diesen Kulturen?

Es ist bekannt, dass vielerorts Raps in einer dreijährigen Fruchtfolge mit Metazachlor-Spritzung angebaut wird, obschon dieser Wirkstoff laut großherzoglichem Reglement vom 9. Juli 2013 in Quellenschutzgebieten maximal alle vier Jahre auf der gleichen Parzelle ausgebracht werden darf, um das Grundwasser zu schützen. Hier muss die Frage gestellt werden, wie effizient die Einhaltung dieser Bestimmung kontrolliert wird.

Wegen des rezenten Unfalls wird momentan viel über den Rapsanbau und den Herbizidwirkstoff Metazachlor geredet. Aber auch der Wirkstoff S-Metolachlor darf nicht außer Acht gelassen werden; er wird zur Unkrautbekämpfung auf Maisäckern eingesetzt und hat die gleichen Probleme: Die Abbauprodukte sind in vielen Quellen und im Stausee festzustellen. Auch die Ausbringung dieses Wirkstoffes ist durch großherzogliches Reglement vom 9. Juli 2013 in Quellenschutzgebieten verboten. Dazu kommt, dass landesweit deutlich mehr Mais als Raps angebaut wird, sowohl zwecks Verfütterung als auch zur Vergasung in den Biogasanlagen. Wie ist die Haltung der Regierung zu dieser Problematik?

8. Laut offiziellen Aussagen wird der „Plan für ländliche Entwicklung" u. a. in Zusammenhang mit der Beratung der Landwirte sowie der Pestizidproblematik überarbeitet werden. Dies entspricht einer Forderung des Mouvement Écologique, die schon im Juli dieses Jahres gestellt wurde (siehe: www.meco.lu). Werden demzufolge im verfügbaren Finanzrahmen weitergehende Umschichtungen zugunsten einer nachhaltig orientierten Landwirtschaft vorgenommen? Beabsichtigt die Regierung kurzfristig ihr Versprechen zur Schaffung eines landwirtschaftlichen Kompetenzzentrums - als fachliche Referenzstelle für eine Reorientierung der Luxemburger Landwirtschaft - umzusetzen?

Q76

Réponse commune (19.01.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Der Abgeordnete Justin Turpel hat am 13. November 2014 eine parlamentarische Frage gestellt, die im Wesentlichen acht konkrete Fragen an die Regierung einer Pressemitteilung des Mouvement Écologique vom 7. November 2014 aufgreift.

Ad 1. Die Analysenkampagne vom Oktober 2014 wurde zusätzlich zu den Messkampagnen durchgeführt, die im Rahmen des Monitorings, beruhend auf Artikel 21 des Luxemburger Wassergesetzes, vorgesehen sind. In diesem Routinemonitoring werden beispielsweise seit mehreren Jahren in regelmäßigen Abständen die Pestizidwirkstoffe Metazachlor und Metolachlor und dessen Abbauprodukte Metolachlor-ESA und Metolachlor-OXA untersucht.

Im Rahmen der Untersuchungen infolge des Pestizidunfalls am 17. September 2014, bei dem mehrere 1.000 Liter Spritzbrühe mit einer erheblichen Menge des Pestizidwirkstoffs Metazachlor in ein wallonisches Nebengewässer der Sauer gelangt sind, wurde im Einzugsgebiet des Stausees eine Hintergrundbelastung mit den, bisher bei den Routineanalysen der Wasserwirtschaftsverwaltung nicht messbaren, Metazachlor-Abbauprodukten Metazachlor-ESA und -OXA festgestellt.

Nachdem ebenfalls Belastungen mit demselben Abbauprodukt in den Tiefbohrungen des Standorts Schaedhaff, der Notlösung des SEBES-Trinkwassersyndikats, nachgewiesen werden konnten, wurde entschieden, sich schnellstmöglich ein landesweites Bild der Belastung des Trink- und Grundwassers mit Metazachlor und seinen Abbauprodukten zu verschaffen. Dabei wurden Trinkwasserproben aus 93 Versorgungszonen (49 Gemeinden und fünf Syndikate, die über eigene Trinkwasserressourcen verfügen) auf folgende 16 Pestizidwirkstoffe und Abbauprodukte analysiert: 2,6-Dichlorobenzamid, Atrazin, Desethyl-Atrazin, Bentazon, Chlortoluron, Diuron, Isoproturon, Metazachlor, Metazachlor-ESA, Metazachlor-OXA, Metolachlor, Metolachlor-ESA, Simazin, Quinmerac, Terbuthylazin und Desethyl-Terbuthylazine.

Die Auswahl der 16 Substanzen in dieser Kampagne erfolgte nach folgenden Kriterien:

- Die Substanz ist analytisch nachweisbar.

- Die Substanz kann kurzfristig im Labor der Wasserwirtschaftsverwaltung analytisch bestimmt werden.

- Die Substanz gehört zu jenen Substanzen, die bisher am häufigsten beziehungsweise in höheren Konzentrationen im Grundwasser in Luxemburg gefunden wurden.

- Die Substanz wurde nach dem Unfall in Grundwasserproben und/oder Proben des Oberflächenwassers des Stausees nachgewiesen.

- Die Substanz befindet sich auf der Liste der prioritären Substanzen gemäß der Richtlinie 2008/105/EG.

- Diese Substanzen können alle zusammen mittels einer einzigen analytischen Methode im Labor gemessen werden, um kurzfristig Resultate zu haben. Bei der Bestimmung von Pestiziden handelt es sich im Allgemeinen um komplizierte analytische Messtechniken, die zum Teil nicht zusammen durchführbar sind.

Gemäß der großherzoglichen Trinkwasserverordnung vom 7. Oktober 2002 müssen alle Parameter des Anhangs I und zusätzlich alle Substanzen, deren Vorkommen der Trinkwasserversorger (Gemeinden und Trinkwassersyndikate) vermutet und die eine Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellen könnten, in den in Anhang II vorgegebenen Mindestfrequenzen vom Trinkwasserversorger gemessen werden. Im routinemäßigen „contrôle complet" werden seitens der Wasserwirtschaftsverwaltung momentan regelmäßig etwa 50 Substanzen (Pestizidwirkstoffe und Abbauprodukte sowie Medikamente) gemessen, deren Vorkommen im Oberflächen- und/oder Grundwasser nachgewiesen wurden beziehungsweise bei denen ein begründeter Verdacht besteht, dass die Substanz ins Grundwasser oder Oberflächenwasser gelangen kann oder die Substanz in größeren Mengen eingesetzt wurde oder wird und analytisch bestimmbar ist.

Zusätzlich untersucht die Wasserwirtschaftsverwaltung gemäß Artikel 21 des Wassergesetzes in regelmäßigem Abstand das Grundwasser repräsentativer Quellen und Bohrungen auf Pestizidrückstände. Darüber hinaus wurden in den vergangenen Jahren über 200 weitere Quellen und Bohrungen auf Pestizidrückstände untersucht.

Die Auswahl der dabei untersuchten Substanzen erfolgt nach folgenden Kriterien:

- Sie sind auf der Liste, die der Wasserwirtschaftsverwaltung von der ASTA zugestellt wurde,

- sie sind analytisch bestimmbar,

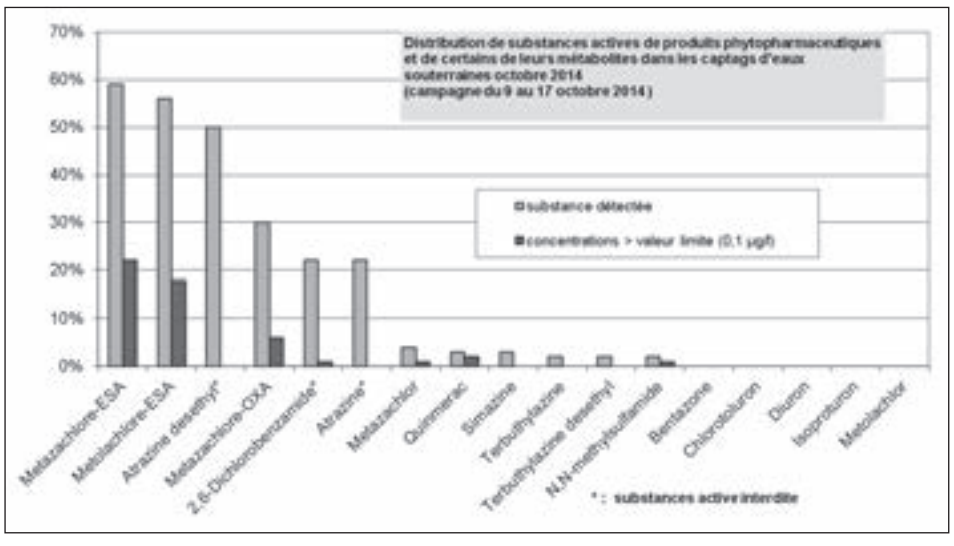
- sie werden im Grundwasser in Luxemburg nachgewiesen und

- sie werden in Luxemburg in größeren Mengen ausgebracht und/oder angewendet.

Die im Oktober 2014 durchgeführte Messkampagne wird nicht als erschöpfend erachtet, da sie einem bestimmten Zweck diente und der Umfang der analysierten Parameter limitiert war. Weitere Messkampagnen werden in den kommenden Monaten und Jahren durchgeführt. Dabei wird dem jeweiligen aktuellen Wissensstand Rechnung getragen. Unter anderem kommt es ständig zu Verbesserungen bei der Analytik, sodass in Zukunft immer mehr Substanzen analytisch bestimmbar sein werden. Zudem werden auch in den kommenden Jahren neue Substanzen auf den Markt und zur Anwendung kommen. Es kann demzufolge nicht ausgeschlossen werden, dass in Zukunft neue Substanzen in erhöhten Konzentrationen nachgewiesen werden.

Das Nachhaltigkeitsministerium und das Landwirtschaftsministerium haben in Folge des Pestizidunfalls den gegenseitigen Datenaustausch verbessert, die Liste der zu analysierenden Substanzen wurde weiter optimiert. Außerdem hat das Landwirtschaftsministerium der Wasserwirtschaftsverwaltung eine genauere Datenbasis über die Aufwandmengen von Pflanzenschutzmitteln in der Landwirtschaft zugestellt. Somit kann das Routinemonitoring in Zukunft noch präziser durchgeführt werden.

Ad 2. Die Resultate der oben beschriebenen, im Oktober 2014 durchgeführten Messkampagne sind öffentlich zugänglich und in der folgenden Grafik dargestellt:



Die höchsten im Grundwasser gemessenen Werte betrugen 1.144 Nanogramm/Liter Metazachlor-ESA und 462 Nanogramm/Liter Metolachlor-ESA; der Grenzwert für Trinkwasser und für Grundwasser liegt sowohl für Pestizide als auch für ihre Metaboliten jeweils bei 100 Nanogramm/Liter. Die meisten Grenzwertüberschreitungen befanden sich jedoch in Konzentrationsbereichen von 100 - 200 Nanogramm/Liter.

Aufgrund der Analysenresultate haben die betroffenen Trinkwasserversorger alle möglichen Maßnahmen getroffen, um die Grenzwertüberschreitung im Trinkwasser zu beheben. Diese Maßnahmen bestanden beispielsweise darin, belastete Ressourcen außer Betrieb nehmen, das Mischverhältnis mit unbelastetem Wasser anzupassen, das Zurückgreifen auf alternative Ressourcen, Umänderungen beziehungsweise Anpassungen des Versorgungsnetzes. In wenigen Versorgungszonen war es jedoch aus technischen, geografischen oder Ressourcenverteilungsgründen nicht möglich, den Grenzwert im Trinkwasser einzuhalten. Für diese Fälle sieht die großherzogliche Trinkwasserverordnung, ebenso wie die Europäische Trinkwasserrichtlinie (Richtlinie 98/83/EG), die Möglichkeit zur Erteilung von zeitlich begrenzten und an konkrete Umsetzungsmaßnahmen gekoppelte Ausnahmebestimmungen vor. In diesen Versorgungszonen betragen die höchsten gemessenen Konzentrationen im Trinkwasser 409 Nanogramm/Liter Metolachlor-ESA, 447 Nanogramm/Liter Metazachlor-ESA, 381 Nanogramm/Liter Metazachlor-OXA und 172 Nanogramm/Liter Quinmerac.

Die Resultate der Analysenkampagnen sind öffentlich zugänglich. Die Trinkwasseranalysen können bei den zuständigen Gemeinden und Trinkwassersyndikaten und die Grundwasseranalysen bei der Wasserwirtschaftsverwaltung nachgefragt werden.

Die großherzogliche Verordnung vom 30. Dezember 2010 regelt das Monitoring für verschiedene Mikroverunreinigungen, zu denen beispielsweise Medikamente, Hormone, Kontrastmittel, Nanopartikel und Schwermetalle gehören, für die, sofern sie durch die EU-Richtlinie 2008/105/EG abgedeckt sind, auch Umweltqualitätsziele für Oberflächengewässer festgelegt sind. Sowohl beim Oberflächengewässer- als auch beim Grundwassermonitoring werden 14 Metalle, davon sieben Schwermetalle gemessen. Einige Medikamentenrückstände (Carbamazepin, Diclofenac, Ketoprofen, Lidocain) wurden ebenfalls bereits nachgewiesen; diesbezüglich gibt es noch keine europäischen Richtlinien.

Ad 3. Bei der im Oktober durchgeführten Analysenkampagne hat sich herausgestellt, dass es Belastungsschwerpunkte im Grundwasser sowohl von Metazachlor-ESA als auch von Metolachlor-ESA gibt. Diese Belastungsschwerpunkte sind für beide Metaboliten nicht deckungsgleich (siehe unten stehende Karten).

Mittlerweile wurden weitere Beprobungen seitens der Trinkwasserversorger durchgeführt, um in Erfahrung zu bringen, welche Wasserfassungen von den Metazachlor-Abbauprodukten besonders betroffen sind und um zielgerichtete Maßnahmen einleiten zu können.

Weder seitens der EU noch seitens der Luxemburger Regierung besteht eine spezielle finanzielle Förderung der Rapskultur.

Des Weiteren stimmt es nicht, dass der Pflanzenschutzmitteleinsatz beim Raps grundsätzlich besonders hoch einzuschätzen ist. Die Wasserwirtschaftsverwaltung hat im Rahmen der Messkampagne von Oktober 2014 herausgefunden, dass sich ein Abbauprodukt des Rapsunkrautbekämpfungsmittels Metazachlor im Grundwasser anreichert und nur sehr langsam abbaut. Von diesem Metaboliten, der als Metazachlor-ESA bezeichnet wird, geht bei den festgestellten Analysewerten, aufgrund verfügbarer toxikologischer Studien, gesundheitlich keine Gefahr aus. Metazachlor-ESA wird in Deutschland sowie in anderen EU-Mitgliedstaten als nicht relevanter Metabolit eingestuft, dessen Grenzwert im Grundwasser bei 3.000 Nanogramm/Liter festgelegt wurde und in Flandern gar bei 10.000 Nanogramm/Liter. Luxemburg handelt hier streng nach dem Vorsorgeprinzip und ist bestrebt, der Bevölkerung unbelastetes Trinkwasser liefern zu können.

Ad 4. Rezente Forschungsprojekte (Projekt GW-Mitigation, durchgeführt von der Wasserwirtschaftsverwaltung und dem Centre de Recherche Public Henri Tudor (CRTE), 2014) im Hinblick auf die Bestimmung des Grundwasseralters mittels Messung von instabilen radioaktiven Isotopen (Tritium) haben ergeben, dass die mittlere Aufenthaltszeit in den Grundwasserleitern zwischen fünf und 15 Jahren liegt. Bei einigen Grundwasserfassungen sind kürzere Aufenthaltszeiten durchaus möglich, wobei, vor allem im Luxemburger Sandstein, welcher den Hauptgrundwasserleiter darstellt, davon auszugehen ist, dass der Anteil des Wassers mit geringen Aufenthaltszeiten um 10% liegt. Bei tieferen Grundwasserleitern (z. B. Luxemburger Sandstein mit gespanntem Grundwasserspiegel) sind die mittleren Aufenthaltszeiten wesentlich höher.

Diese Werte werden dadurch bestätigt, dass, rund sieben Jahre nach dem Ausbringungsverbot von Atrazin im Jahre 2005, die Konzentration des Metaboliten Desethylatrazin an den Grundwassermessstellen mittlerweile abnimmt.

Die momentan zur Verfügung stehenden Zeitreihen der Analysenwerte von Metolachlor-ESA und Metazachlor-ESA sowie die Kenntnisse über ihr Verhalten im luxemburgischen Untergrund sind nicht ausreichend, um zuverlässige Aussagen bezüglich der Entwicklung der Konzentrationen an den Grundwassermessstellen zu treffen.

Zu dem gegebenen Zeitpunkt ist jegliche Prognose verfrüht. Belastungshöhe sowie Belastungspfade sind je nach Grundwasserfassung unterschiedlich. Weitere Nachforschungen müssen erst durchgeführt werden. Die Entwicklung der Belastung ist auch von zahlreichen Faktoren abhängig, wie z. B. der Höhe der zukünftigen Grundwassererneuerung sowie der getroffenen Maßnahmen.

Ad 5. Die Kosten einer Aufbereitung sind von der jeweiligen Wasserqualität und dem Durchfluss abhängig und müssen von Fall zu Fall betrachtet werden. So sind die Unterhaltskosten unter anderem von der Konzentration der Belastung und der Trübung abhängig. Eine Aufbereitung ist jedoch immer nur eine kurative Notlösung und widerspricht dem Artikel 7 der Wasserrahmenrichtlinie (Richtlinie 2000/60/EG), in welchem die Mitgliedstaaten dafür zu sorgen haben, dass das Erreichen von Trinkwasserqualität mit kleinstmöglichem Aufbereitungsaufwand erzielt werden muss. Es kommt hinzu, dass der vorsorgliche Schutz der Ressourcen und die Zusammenarbeit zwischen den Wasserversorgern und den Landwirten bzw. die Teilnahme an Programmen zur Förderung einer wasserschonenden Landbewirtschaftung im Endeffekt billiger sind als eine kurative Aufbereitung, welche hohe Investitionskosten und hohe jährliche Unterhaltskosten bedeutet. Die Kosten des Wasserversorgers für die Aufbereitung fließen in die Berechnung des Wasserpreises ein. Grob geschätzt können Kosten zwischen 0,40 und 1,00 Euro pro Kubikmeter entstehen.

Weder das Programm zur ländlichen Entwicklung noch der Haushalt des Landwirtschaftsministeriums bieten eine Möglichkeit, direkt die anfallenden Kosten für Trinkwasseraufbereitung zu entschädigen. Das Programm zur ländlichen Entwicklung beinhaltet präventive Maßnahmen zur Verringerung des Einsatzes von Pestiziden in der Landwirtschaft. Es handelt sich um freiwillige Maßnahmen; im Rahmen ihrer Anwendung sind Entschädigungen für Mehraufwand und Ernteausfälle vorgesehen. In dem Programm zur ländlichen Entwicklung 2014-2020 ist zudem erstmals eine Maßnahme vorgesehen, die für obligatorische Auflagen in offiziell ausgewiesenen Wasserschutzgebieten Entschädigungen vorsieht. Ausschließlich Landwirte sind als Begünstigte dieser Maßnahmen vorgesehen.

Ad 6. Die Europäische Trinkwasserrichtlinie (Richtlinie 98/83/EG) sowie die luxemburgische Trinkwasserverordnung vom 7. Oktober 2002 setzen einen Grenzwert von 100 Nanogramm/Liter für Pestizide und deren relevante Metaboliten fest. In Luxemburg werden alle analytisch bestimmbaren Metaboliten, die noch eine toxikologische Aktivität (human- und ökotoxikologisch) haben, als relevant eingestuft. Wie bereits oben erwähnt, ist dies nicht in allen EU-Ländern der Fall. So sind die Metaboliten von Metazachlor beispielsweise in Österreich als nicht relevant eingestuft und unterliegen dort lediglich einem gesundheitlichen Orientierungswert von 3.000 Nanogramm/Liter. Luxemburg handelt demnach hier streng nach dem Vorsorgeprinzip, um der Bevölkerung unbelastetes Trinkwasser liefern zu können.

Der Pflanzenschutzmitteleinsatz wird vornehmlich durch die Pflanzenschutzmittelgesetzgebung geregelt. Die Entscheidung, ob und welches Pflanzenschutzmittel eingesetzt wird, obliegt dem jeweiligen Landwirt.

Da die Problematik der Belastung des Wassers durch Metazachlor und Metazachlor-ESA mangels entsprechender Analysewerte nicht bekannt war, war konsequenterweise auch die Beratung der Landwirte nicht auf diese Problematik gerichtet. Die diesbezügliche Beratung ging in erster Linie auf Fragen der Prävention bei der Bodenerosion und der Nitratauswaschung ein.

Ad 7. Rapsöl wird nicht nur als Rohstoff in der Kosmetik, der Industrie und der Treibstoffherstellung verwendet, sondern ist vor allem ein ernährungsphysiologisch hochwertiges Speiseöl. Rapsöl enthält einen hohen Anteil mehrfach ungesättigter Fettsäuren, sogenannte Omega-3-Fettsäuren, die für die menschliche Ernährung lebensnotwendig sind.

Der Rapsanbau dient demnach nicht nur der Gewinnung von Rohstoffen und Energie, sondern auch der Lebensmittelherstellung. Die Landwirte, die in Luxemburg Raps anbauen, haben jedoch keine Kenntnis darüber, für welchen Zweck das Rapsöl, das aus ihrer Rapsernte gewonnen wird, später im Ausland verwendet wird.

Neben den vielfältigen Nutzungsmöglichkeiten in der Ernährung und Industrie hat die Rapskultur noch manch andere Vorteile für Landwirtschaft und Umwelt:

Der Raps spielt eine wichtige Rolle in der Fruchtfolgegestaltung. Durch die Eingliederung von Raps in die Fruchtfolge wird die Vielfalt der angebauten Kulturen erhöht, was sich dementsprechend positiv auf die Biodiversität auswirkt. Enge Getreidefruchtfolgen werden aufgelockert, was einer Vorgabe des sogenannten „Greenings" im Rahmen der Neuausrichtung der Gemeinsamen Agrarpolitik entspricht, und der hohe Vorfruchtwert vom Raps wirkt sich positiv auf den Ertrag des nachfolgenden Weizens aus. Die Rapskultur ermöglicht ferner eine fast ganzjährige Begrünung und Bedeckung des Bodens und somit einen sehr effizienten Schutz gegenüber Wind- und Wassererosion. Anhand seines tiefen Wurzelsystems verhindert der Raps die Auswaschung von Nährstoffen, wie zum Beispiel Nitrate, in tiefere Bodenschichten. Raps bietet nicht nur aktiven Bodenschutz, sondern fördert auch die Bodenfruchtbarkeit.

Rapspflanzen sind des Weiteren eine wichtige Nahrungsquelle für die Honigbienen, da bis zu 100 kg Honig pro Hektar Raps auf einer solchen Bienenweide im Frühjahr geerntet werden können.

Schließlich gilt es hervorzuheben, dass die Rapskultur eine wichtige Einnahmequelle für die Luxemburger Landwirte darstellt.

Der Rapsanbau ist somit von vielfältigem Nutzen, und es wäre sicher nicht im Sinne einer nachhaltigen Landwirtschaft, wenn diese Nutzpflanze in Luxemburg nicht mehr angebaut würde.

Die Task Force „Wasserschutz", welche die Regierung kürzlich ins Leben gerufen hat, ist gegenwärtig damit befasst, machbare Lösungsansätze auszuarbeiten, die es ermöglichen sollen, die Rapsunkräuter wirksam zu bekämpfen und gleichzeitig die Wasserressourcen zu schonen.

Diese Task Force arbeitet zurzeit ebenfalls daran, Unkrautbekämpfungsstrategien im Maisanbau zu entwickeln, die es ermöglichen, auf den Einsatz des Herbizides Metolachlor zu verzichten.

Der Wirkstoff Metazachlor darf laut großherzoglicher Verordnung vom 9. Juli 2013 in Wasserschutzgebieten nur alle vier Jahre auf der gleichen Parzelle ausgebracht werden. Bei den regulär durchgeführten Kontrollen von Landwirten, welche Parzellen in Wasserschutzgebieten bewirtschaften, werden diese Vorgaben überprüft. Dies gilt in gleicher Weise für andere Wirkstoffe wie S-Metolachlor.

Ad 8. Es ist vorgesehen, eine genaue Analyse und, gegebenenfalls, eine Überarbeitung der Agrar-Umwelt-Klima-Maßnahmen vorzunehmen hinsichtlich der Pestizidproblematik. Die landwirtschaftliche Beratung wurde bereits in die Analyse einbezogen und wird weiter, wie übrigens auch schon in der Vergangenheit, über die Verordnung der Kommission zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten geregelt und somit nicht im Programm für ländliche Entwicklung 2014-2020. Im Übrigen wird auch durch das rezent von der Abgeordnetenkammer angenommene Gesetz über die Pflanzenschutzmittel ein neuer rechtlicher Rahmen für die Weiterbildung und die Beratung der Anwender solcher Mittel geschaffen.

Die Regierung steht nach wie vor zu ihrem Versprechen der Schaffung eines landwirtschaftlichen Kompetenzzentrums.

Question 0705 (13.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**avortement:**

No deenen Donnéeën, déi an der Press woren, goufen et am Joer 2012 eng 1.137 Ofdreiwungen zu Lëtzebuerg, dovun och e puer bei mannerjährege Fraen. 8,71 Prozent vun de betraffene Frae solle méi jonk wéi 25 Joer gewiescht sinn.

Opgrond vun deenen Informatioune wollt ech deenen zoustännege Ministeren dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren? Wa jo, wouhier kommen dës Zuelen? Gëtt et och schonn Zuele fir d'Joer 2013?

2. Wéi eng Artikelen an der medezinescher Nomenklatur gi geholl, fir den Akt vun der Ofdreiwung ze bezeechne respektiv ze verrechnen? Wéi vill Dokteren hunn hei am Land Ofdreiwunge praktizéiert?

3. Wat geschitt mat deenen ofgedriwwene Kanner? Ginn hir stierflech Iwwerreschter mat Respekt behandelt?

4. Ginn déi stierflech Iwwerreschter vun deenen ofgedriwwene Kanner iergendwéi wëssenschaftlech oder ekonomesch verwäert? Ginn déi Tissuë vun de Kanner u Biobanken oder Firme weiderginn oder verkaaft? Wa jo, ënner wéi enge Bedingungen an opgrond vu wéi enge Bestëmmungen? Ginn d'Mammen informéiert oder gefrot, wat soll mat hire Kanner geschéien?

5. Bei wéi vill vun deenen Ofdreiwungen ass d'Krankekeess/d'Gesondheetskeess intervenéiert? Wéi vill Suen hunn déi Keesen am Joer 2012 an am Joer 2013 am Ganze fir Ofdreiwunge bezuelt?

6. Wéi vill Sue sinn am Joer 2012 an am Joer 2013 un de Planning familial gefloss? Goufen och Sue fir Ofdreiwungen oder Leeschtunge mat medezineschem Charakter am Zesummenhank mat Ofdreiwungen direkt un de Planning familial bezuelt?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt et moralesch vertrietbar ass, fir Ofdreiwungen, déi net op dréngende medezineschen Indikatioune berouen, vun der Allgemengheet bezuelen ze loossen?

Réponse commune (13.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Am Joer 2013 sinn am Ganzen 589 Uterusausschabunge rembourséiert ginn, wéi de folgenden Tableau vun der Gesondheetskeess dat weist.

Acte	Nombre d'actes	Nombre total de femmes	Nombre de femmes mineures	Nombre de femmes majeures
6A71 - Évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse	534	519	12	507
6A72 - Évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse	55	54		54
Total	589	573	12	561

Dës Zuele soll een awer mat Virsiicht interpretéieren, well ugeholl gëtt, dass d'IVGen och ënnert dësem Code rembourséiert ginn, vu dass d'Nomenklatur vun den Akten a Servicer vun den Doktere keng spezifesch Positioun fir den Avortement virgesäit.

Am Kapitel 6 „Gynécologie", Ënnersektioun 5, déi den Titel dréit «Évacuation chirurgicale d'un utérus gravide (avant la date de viabilité légale du fœtus)» gëtt et folgend Coden:

- 6A71 - «Évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse» (tarif à partir du 01.03.2014: 94,70 €);

- 6A72 - «Évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse» (tarif à partir du 01.03.2014: 189,50 €).

D'Akte 6A71 a 6A72, déi am Joer 2013 vun der Gesondheetskeess en charge geholl gi sinn, si vun ongefeier 50 Gynekologen, déi zu Lëtzebuerg praktizéieren, prestéiert ginn.

Well awer verschidden Dokteren an enger Associatioun praktizéieren, kann d'Zuel vun den Dokteren, déi eng IVG zu Lëtzebuerg ausféieren, variéieren.

All mënschlech Substanz, déi am Kontext vun enger chirurgescher Interventioun gewonne gëtt, gëtt mat Respekt behandelt, esou wéi dat vun der medezinescher Ethik an der medezinescher Professioun verlaangt gëtt.

D'Notifikatioun vum Doud, och wann net gesetzlech festgeluecht, ass am Kontext ze gesi vun der „Viabilitéit" vum Embryo: Bis virun etlech Jore wor et Usus hei zu Lëtzebuerg ab der 28. Schwangerschaftswoch (SW) eng Doudeserklärung auszefëlle beim Ofgang oder Ofdreiwung aus medezinesche Grënn vun engem Foetus. Den Ablack gëtt dëst gemaach ongefeier ab der 22. Woch, awer net méi fréi.

Ab dësem Zäitpunkt gëtt et Offere vu verschiddene Kliniken, wann d'Elteren dëst froen a wënschen, fir eng Bestattungsfeier ofzehalen. Bis haut huet sech d'Fro vun enger Bestattung awer nach net gestallt.

Déi stierflech Iwwerreschter dénge weder wëssenschaftlechen nach ekonomeschen Zwecker. Dëst ass just méiglech, wann d'Mamm explizit derno freet, oder de Fall gesat, et géife medezinesch Indikatioune bestoen, fir eng weiderféierend Diagnostik ze maachen, (z. B. am Kader vun enger Ofdreiwung aus medezinesche Grënn/genetesch Erkrankung...).

D'Tissuë ginn och net u Biobanken oder Firme viruginn oder verkaaft.

Am Joer 2013 si folgend Beträg vun der Gesondheetskeess en charge geholl ginn:

Acte	Montant pris en charge en 2013
6A71 - Évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse	101.227,04 €
6A72 - Évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse	14.869,00 €
Total	116.096,04 €

Do muss een awer preziséieren, dass dës Zuele sech nëmmen op d'Honorairë vun de Spezialisten, déi eng IVG ausféieren, eventuell nach engem Assistent, dem Spezialist fir Reanimatioun an awer och d'Supplémenten fir Akten, déi tëscht 20 Auer owes a 7 Auer mueres, op engem Sonndeg oder engem gesetzleche Feierdag bezéien.

Par conter, d'Fraise fir Soinen, pharmazeutesch Produiten, Analysen, Vir- an Nountersuchunge sinn net an dëse Statistiken enthalen. Duerfir ass et ganz schwiereg, souguer praktesch onméiglech, déi genee Käschte vun esou enger Interventioun ze kennen.

Am Joer 2012 sinn 1.413.766 € un de Planning familial gefloss (dovun 1.207.349 € fir Gehälter an 206.417 € fir Fonctionnementskäschten). Am Joer 2013 war dat e Montant vun 1.658.668 € (dovun 1.323.781 € fir Gehälter an 334.888 € fir Fonctionnementskäschten).

Am Joer 2012 sinn doriwwer eraus 74.338,65 € rembourséiert ginn, fir Fraisen ze decken, wat Medikamenter a Medizin, technescht Material ubelaangt. Dëse Poste chiffréiert sech am Joer 2013 op 79.988,82 €.

D'Regierung gedenkt net, de Prinzip vun der Prise en charge vun der IVG duerch d'Gesondheetskeess a Fro ze stellen.

Question 0711 (17.11.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **concept du «car sharing»:**

Le projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Transports» prévoit la construction d'une voie bus sur l'autoroute A4 entre Esch-sur-Alzette/Belval et Luxembourg (Leudelange/Pôle d'échange Cloche d'Or). En même temps, le programme gouvernemental indique la volonté du Gouvernement de soutenir le concept du «car sharing».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de renseignements, éventuellement sous forme de statistiques, quant au taux d'utilisation des voies bus du réseau routier national?

- Monsieur le Ministre entend-il promouvoir le concept du «car sharing» de manière active sur le tracé mentionné? Est-il d'avis que l'utilisation de cette voie bus par les véhicules pratiquant le «car sharing» pourrait rendre ce concept plus attractif?

- Dans le cadre de la mobilité douce, est-ce que des réflexions ont été menées afin d'étudier si l'installation d'une piste cyclable, à côté et le long du tracé, serait adéquate?

Réponse (09.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn porte sur l'utilisation éventuelle des voies bus par certaines voitures particulières et sur l'opportunité d'aménager une piste cyclable dans le contexte de la construction d'une voie bus sur l'autoroute A4.

Le Ministère dispose de comptages des bus sur tous les axes routiers. Puisque les bus sont tenus à emprunter les couloirs qui leurs sont dédiés, ces comptages valent également pour les couloirs bus. Le Ministère ne dispose pas de données relatives aux taux d'utilisation des couloirs bus par rapport à leur capacité maximale. Ces taux peuvent cependant être calculés dans le cadre d'un projet précis tel que l'envisage l'honorable Député.

Le concept du «car pooling» (covoiturage) peut effectivement être promu entre autres sur un axe routier en particulier. Le Ministère lancera prochainement une étude dans l'objectif d'identifier toutes les mesures qui pourraient être prises par l'État pour favoriser le covoiturage. L'on estime cependant que les couloirs bus sont à réserver exclusivement pour des moyens de transports publics ainsi qu'en cas d'exception pour les services d'urgence.

Quant à la dernière question posée, l'on précise que le programme gouvernemental prévoit de considérer la mobilité douce lors de tout projet d'infrastructure routière. Si les échangeurs autoroutiers tels que celui à Pontpierre se prêtent difficilement à l'aménagement de pistes cyclables, l'opportunité de profiter des emprises du projet «A4» entre les échangeurs pour réaliser une piste cyclable sera étudiée.

Question 0718 (18.11.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **grippe aviaire type H5N8:**

Vu la récente propagation de la grippe aviaire en Europe, notamment en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-ce que des cas de grippe aviaire type H5N8 ont déjà été signalés au Luxembourg? Dans la négative, quelles sont les mesures préventives prises par le Ministre?

- Comment explique-t-on l'apparition répétée de cette maladie?

- Dans le cas d'une contamination au Luxembourg, quelles sont les procédures prévues pour éviter une propagation?

- Quel est le risque pour la santé publique émanant de ce virus? Existe-t-il un risque accru pour l'homme?

Réponse (17.12.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Alors que plusieurs cas de grippe aviaire type H5N8 ont été détectés dans certains pays de l'Union européenne (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni), aucun cas de grippe aviaire n'a été diagnostiqué jusqu'à ce jour au Luxembourg, ni dans les élevages de volaille, ni sur des oiseaux sauvages. Conformément aux recommandations de la commission, nous avons testé depuis le début de l'année 170 échantillons au niveau de la volaille et 50 échantillons sur des oiseaux sauvages, tous avec résultat négatif.

Le Ministère de l'Agriculture a publié un communiqué officiel rappelant les mesures de biosécurité afin d'éviter une contamination des élevages par le virus avec une recommandation de mise à l'abri des volailles domestiques protégeant ainsi ces dernières d'une infection éventuelle par les oiseaux sauvages.

En outre, des courriers ont été envoyés individuellement aux détenteurs professionnels de volaille enregistrés auprès de l'Administration des Services vétérinaires afin de les rendre attentifs aux mesures de biosécurité et les obliger de mettre leur volaille à l'abri ce qui constitue une mesure de protection par rapport à l'infection par les oiseaux sauvages, surtout en ce qui concerne les élevages biologiques et de libre parcours.

Malgré des études épidémiologiques approfondies, effectuées par les autorités des trois pays touchés par la maladie, une explication évidente pour l'apparition de la maladie dans les différents élevages n'a pu être donnée. Suite à la détection du virus type H5N8 sur des oiseaux sauvages en Allemagne et aux Pays-Bas, ces derniers sont suspectés d'être à l'origine de l'introduction du virus comme ceci a été déjà le cas lors d'autres épisodes de grippe aviaire dans le passé.

La réglementation communautaire prévoit des dispositions très claires en cas de suspicion et de confirmation d'une infection au virus de la grippe aviaire dans un élevage de volailles (analyses en vue de confirmer la suspicion, mise à mort de l'élevage entier en cas de détection de virus, mise en place de zones de protection et de surveillance autour de l'élevage infecté). Ces mesures réglementaires sont à intégrer dans les plans d'urgence nationaux.

Lors de la confirmation d'un cas de grippe aviaire dans un élevage de volaille au Luxembourg, les autorités nationales mettront en place les mesures prévues par le plan d'urgence national qui respecte scrupuleusement les dispositions de la réglementation communautaire.

A priori, et selon les connaissances scientifiques actuelles, une contamination de l'homme par le virus de type H5N8 est peu probable puisqu'à ce jour aucun cas de ce virus n'a été détecté chez l'homme. Néanmoins, une mutation de virus et une transmission à l'homme, en contact étroit avec la volaille, ne peuvent être exclues.

Concernant la sécurité alimentaire, une cuisson à cœur de la viande de volaille prévient la transmission par voie digestive à l'homme de ce virus ainsi que d'autres agents pathogènes comme les Salmonelles et les Campylobacters.

Question 0719 (18.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **«Luxembourg Internet Days 2014»:**

D'après les informations révélées par le journal électronique «paperjam», dans le cadre de l'ouverture des «Luxembourg Internet Days» le 17 novembre 2014, le Premier Ministre a annoncé l'accès gratuit du réseau wi-fi dans l'idée de faire de la ville de Luxembourg une capitale wi-fi en Europe, ceci à l'occasion de la Présidence européenne. Cette décision aurait été prise communément avec les autorités de la ville de Luxembourg. Pour suivre cette voie, le Premier Ministre a lancé un appel de coopération au secteur de l'hôtellerie et aux autres communes du pays.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il affirmer que l'État participe aux frais de mise en service de la gratuité du wi-fi public dans la capitale et peut-il le cas échéant préciser à combien s'élève cette participation?

- Le Gouvernement envisage-t-il de soutenir financièrement également les communes et acteurs auxquels un appel a été lancé dans le cadre de la Présidence européenne au second trimestre de 2015?

Réponse (02.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'initiative dite «wi-fi gratuit» s'inscrit dans le cadre des mesures programmées pendant la durée de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne visant à offrir à nos visiteurs étrangers un accès aisé à Internet dans les lieux publics. Il s'agit également de véhiculer à travers cette initiative une image de marque d'un pays résolument orienté vers l'avenir, parfaitement connecté et donc paré pour tirer avantage du potentiel de l'économie de la connaissance.

Dans un contexte économique global difficile et d'attaques ciblées contre notre pays, il s'agit aujourd'hui de jeter les bases de ce qui sera le Grand-Duché dans les 20 ans à venir. L'initiative «Digital Lëtzebuerg», présentée récemment à la Chambre des Députés, constitue un maillon important de cette démarche. L'initiative se veut l'affirmation d'un nouveau visage assumé du pays et d'une action stratégique cohérente, déterminée et conséquente pour faire du Luxembourg un synonyme de pays moderne, ouvert, hautement connecté et paré pour une économie - une société - numérique. Il s'agit de créer une nouvelle réalité et de donner une nouvelle image à notre pays; une réalité et une image basées sur la modernité, sur les compétences numériques et sur le croisement de ces compétences avec celles des secteurs traditionnels de notre économie.

«Digital Lëtzebuerg» contribue à assurer un environnement économique et social global suffisamment attirant pour que les sociétés établies fleurissent et pour que de nouvelles activités se développent et, in fine, pour maintenir et créer des emplois et générer des recettes.

Dès 2006, les gouvernements précédents ont investi, à raison, de manière conséquente dans l'extension de la connectivité internationale du pays. Avec succès, puisque selon l'Union internationale des télécommunications, un organisme des Nations Unies, le Luxembourg est désormais leader mondial dans le domaine.

Grâce à la stratégie nationale sur les réseaux à ultra-haut débit adoptée en 2010, 95% de la population peut souscrire à une offre Internet de 30 Mbit/s au moins. Là aussi, notre pays se positionne dans le peloton de tête.

La connectivité omniprésente est le poumon de l'économie numérique. Pour occuper une place de choix dans cette économie, nous devons nous donner les moyens nécessaires. La mise à disposition gratuite de l'internet sans fil (wi-fi), initiative qui s'inscrit également dans le cadre de «Digital Lëtzebuerg», fait partie de cette logique de connectivité du Luxembourg. Même si à ce stade il est encore trop tôt pour avancer des chiffres, le wi-fi gratuit est un investissement dans le futur du pays.

Le wi-fi gratuit fait en outre partie de la politique de soutien à l'innovation, car c'est un élément particulièrement revendiqué et apprécié par la communauté des créateurs d'entreprises, les «start-ups».

Le wi-fi a l'avantage de pouvoir être déployé rapidement et à moindre coût par rapport à d'autres technologies comme la 3G ou la 4G dont elle est complémentaire et non pas concurrente. Dans ce sens, il ne constitue pas une réelle menace pour les opérateurs établis, qui ont d'ailleurs souvent recours à des réseaux wi-fi pour décharger leurs propres réseaux mobiles.

Si le wi-fi gratuit existe bel et bien déjà dans d'autres villes en Europe et dans le monde, le Gouvernement a l'ambition de faire du Luxembourg la première capitale sans fil dans le cadre de la Présidence du Conseil de l'Union européenne que le Luxembourg assumera pendant le 2e semestre 2015. Aussi bien les visiteurs étrangers que la population locale pourront profiter du wi-fi gratuit. Celui-ci sera disponible dans tous les lieux où se dérouleront des réunions, conférences et autres événements de la Présidence, à l'aéroport, à la gare du Luxembourg et à des endroits à forte fréquentation touristique.

La Présidence offre au pays une plate-forme internationale et une visibilité uniques pour montrer que notre économie est basée sur des compétences. Dans ce sens, le wi-fi gratuit renforce la réputation de centre d'excellence dans le domaine ICT que le pays s'est bâtie durant ces dernières années. Le wi-fi gratuit constitue donc un élément important de notre image de marque.

Des discussions sur la mise en place du wi-fi gratuit ont actuellement lieu entre les services gouvernementaux en charge de préparer la Présidence et les acteurs concernés. La ville de Luxembourg, qui fait partie des interlocuteurs privilégiés étant donné que le gros des réunions, conférences, événements, etc. de la Présidence se déroulera sur son territoire, s'est montrée très ouverte à l'idée du wi-fi gratuit et a exprimé sa volonté de soutenir les efforts dans ce sens.

Les réflexions sont en cours pour déterminer les modalités et la manière dont la mise à disposition du wi-fi gratuit sera le cas échéant maintenue au-delà de la Présidence. Sachant que des solutions de wi-fi gratuit à coût extrêmement faible sont proposées par des acteurs locaux, le financement d'une offre wi-fi gratuite ne devrait pas poser de barrière ni pour les acteurs publics comme les communes, ni pour les acteurs privés comme les hôtels, restaurants, cafés, etc.

Question 0720 (19.11.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **retrait d'amiante au Hadir-Tower à Differdange:**

Le 11 novembre, la tour Hadir, composée des poutrelles Grey sorties des fourneaux Hadir, et qui pendant des décennies était un symbole de la sidérurgie luxembourgeoise triomphante, fêtait son cinquantenaire. Au lieu de fêter cet évènement, il a été procédé au désamiantage de la tour, pour préparer - aux vœux de la commune et de la ministre ayant la protection du patrimoine culturel dans ses attributions - sa mise à mort et rayer définitivement cet édifice de l'histoire industriel, social et culturel du panorama urbain de Differdange.

Selon différents témoignages, il est fort douteux que ce désamiantage ait été effectué en conformité avec les prescriptions en la matière, aussi bien en ce qui concerne la protection des travailleurs et des riverains, qu'en ce qui concerne la protection de l'environnement (cf. photo en annexe). Ainsi, entre autres, Monsieur Paul Ewen de l'association Luxembourg Patrimoine s'indigne dans une interview au «Quotidien» le 13 novembre 2014 que ce «désamiantage vient d'être fait en trois semaines, sans bâches protectrices ni protection particulière!»

Dans ce contexte et à la lumière du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail:

1. Quel(s) type(s) d'amiante et quels travaux de retrait étaient en cause?

2. Considérant le matériel, de même que la nature et l'envergure du désamiantage, ces travaux ont-ils nécessité une procédure de notification (art. 4) ou un plan de travail (art. 11)?

3. Avant le début des travaux de retrait de l'amiante et de matériaux contenant de l'amiante, un plan de travail conforme aux prescriptions a-t-il été introduit auprès de l'ITM?

4. Les travaux n'ont-ils commencé qu'après retour du plan de travail muni du visa de l'ITM?

5. Un avis de conformité a-t-il été élaboré, par quel organisme de contrôle et était-il joint au plan de travail?

6. Quel était le nombre de travailleurs en charge du désamiantage?

7. Le processus de désamiantage a-t-il été conçu et exécuté de telle sorte qu'il ne produise pas de poussière d'amiante ou qu'il n'y ait pas de dégagement de poussière d'amiante dans l'air?

8. L'amiante ou les matériaux dégageant de la poussière d'amiante ou contenant de l'amiante ont-ils été stockés et transportés dans des emballages clos appropriés?

9. Les déchets ont-ils été collectés et éloignés du lieu de travail dans des emballages clos appropriés revêtus d'étiquettes indiquant qu'ils contiennent de l'amiante?

10. Les travailleurs ont-ils eu accès aux résultats des mesures de la teneur de l'air en amiante et quels étaient ces résultats?

J'aimerais savoir également de Madame la Ministre de la Santé:

11. Quelles précautions ont été prises pour préserver la santé des riverains?

Enfin j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement:

12. Les travaux d'enlèvement, de traitement et d'élimination de l'amiante ou les matériaux dégageant de la poussière d'amiante ou contenant de l'amiante ont-ils été ou seront-ils effectués en conformité avec les dispositions légales en vigueur dans cette matière, notamment la loi du 10 juin 1999 relatif aux établissements classés et le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés?

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Réponse commune (22.12.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. Selon le plan de travail, il s'agit de travaux de découpe d'une conduite menant vers un joint de bride amianté.

Ad 2. Cette procédure nécessite un plan de travail conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.

Ce plan de travail tient également lieu de notification conformément à l'article 4 du règlement grand-ducal susmentionné.

Ad 3. Un plan de travail conformément au règlement grand-ducal susmentionné a été introduit auprès l'ITM avant le début des travaux de retrait de l'amiante.

Ad 4. Selon les indications de la firme chargée des travaux de retrait d'amiante, les travaux ont commencé après retour du plan de travail visé.

Ad 5. Un avis de conformité a été élaboré par un organisme de contrôle agréé par le ministre ayant le travail dans ses attributions et faisait partie intégrante du plan de travail.

Ad 6. Selon le plan de travail visé, deux à trois salariés ont réalisé les travaux de retrait de l'amiante.

Ad 7. La méthode de travail consiste à scier les deux bouts de conduite en tenant une distance suffisante entre les deux coupes et la bride contenant le joint amianté. Le joint amianté n'est ainsi pas touché car restant enfermé dans la bride, ce qui permet d'éviter un dégagement de poussière amiantée dans l'air.

Ad 8. Selon le plan de travail visé, le segment coupé est stocké dans un conteneur de déchets (big-bag).

Ad 9. L'Inspection du travail et des mines n'a pas de compétence en ce qui concerne la collecte respectivement le transport du conteneur de déchets (big-bag).

Ad 10. Pour ce type de travail, où l'on ne touche pas directement à l'amiante, des mesures de la teneur de l'air en fibres d'amiante ne sont pas prévues.

Ad 11. Le désamiantage se fait conformément au règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 modifiant le règlement grand-ducal du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail. Cette réglementation prévoit dans ses annexes un plan de travail détaillé, une organisation spécifique du chantier d'enlèvement d'amiante et en particulier pour les chantiers d'une durée supérieure à quatre jours, une mesure de concentration de fibres/cm^3 dans les alentours de la zone confinée à réaliser tous les quatre jours. Ainsi la santé des riverains n'a pas été altérée si le désamiantage a été fait dans les règles de l'art susénumérées.

Question 0723 (19.11.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **Comité supérieur de la recherche et de l'innovation:**

Dem Gremium zur Forschung und Innovation, welchem der Forschungsminister und der Wirtschaftsminister vorsitzen, wurde seit seiner Gründung wenig Aufmerksamkeit geschenkt, obwohl seine Aufgabe - die Entwicklung einer nationalen Forschungs- und Innovationspolitik - dies verlangen würde, umso mehr im Hinblick auf eine Diversifizierung der luxemburgischen Wirtschaft.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Hochschul- und Forschungsminister und an den Herrn Wirtschaftsminister richten:

- Welche Bedeutung schenken die Herren Minister diesem hochkarätig besetzten Gremium?

- Wie oft versammelte sich das Komitee bisher? Wann fanden die beiden letzten Zusammenkünfte statt?

- Inwiefern kommt das Komitee seiner Aufgabe der Entwicklung einer nationalen, kohärenten und effizienten Forschungs- und Innovationspolitik nach? Liegen konkrete Resultate vor, und falls ja, wie lauten diese?

- Hat das Gremium bereits Empfehlungen zur kurz-, mittel- und langfristigen Entwicklung der Forschungs- und Innovationspolitik abgegeben, und falls ja, wie lauten diese?

- Auf welche Tätigkeitsfelder beabsichtigt die Forschungs- und Innovationspolitik der Regierung sich zu fokussieren? Gibt es dazu Meinungsverschiedenheiten mit dem Gremium, und falls ja, worin bestehen diese?

- Sind die Herren Minister der Meinung, dass dieses Gremium eine wichtige Rolle in der Entwicklung der Forschungs- und Innovationspolitik spielen soll? Falls ja, wie soll diese Aufgabe erfüllt und die Rolle des Gremiums gestärkt und gefestigt werden?

Réponse commune (17.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Das Comité supérieur de la recherche et de l'innovation (CSRI) wurde im Jahre 2008 durch Beschluss des Regierungsrates gegründet, als Antwort auf eine Empfehlung der 2007 veröffentlichten OECD-Studie über das nationale Forschungs- und Innovationssystem, mit dem Ziel, die Regierung in Sachen Forschungs- und Innovationsfragen beratend zu unterstützen.

Das CSRI tagte von 2008 bis 2012 zweimal jährlich unter dem gemeinsamen Vorsitz des Forschungsministers und des Wirtschaftsministers. Das CSRI diskutierte regelmäßig über nationale Forschungsprioritäten. Als konkretes Ergebnis der Arbeiten des Komitees seien an dieser Stelle unter anderem die Anpassungen der nationalen Forschungsprioritäten „Sustainable Resource Management" genannt sowie die Identifikation des Bereiches „Sustainable Building" als zukunftweisendes Forschungsthema für Luxemburg mit großem Impaktpotenzial für Wirtschaft und Gesellschaft.

Das Regierungsprogramm sieht eine Reform dieses Komitees vor. Hierzu möchte die Regierung zunächst die Empfehlungen des neuen OECD-Berichts über das Forschungs- und Innovationssystem abwarten, welcher im ersten Trimester 2015 erscheinen wird. Einen zusätzlichen Input wird ebenfalls von den am 13. Dezember 2014 erstmalig stattfindenden „Assises de la recherche" erwartet, wo die formale Koordination der Forschung und der Forschungspolitik thematisiert wird.

Question 0724 (19.11.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **démarche collective proposée par l'assemblée générale des comités des lycées:**

Lors de la déclaration du Premier Ministre en octobre dernier, il a annoncé que les enseignants «ne seront dorénavant payés que pour les heures effectivement prestées» et envisage d'appliquer un coefficient réducteur dans le calcul de la tâche en classes terminales. L'assemblée générale des comités des lycées de l'enseignement secondaire et secondaire technique a maintenant annoncé d'entreprendre des démarches collectives en vue de la démission des enseignants membres des commissions d'examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Si une telle démarche collective aura lieu, la tenue des examens de fin d'année court-elle le risque d'être remise en question?

- De quelle manière le Ministre envisage-t-il réagir à cette situation?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les demandes de démissions de la commission d'examen de fin d'études secondaires témoignent d'un mécontentement des enseignants qui va au-delà des mesures d'économie du Gouvernement. Je comprends les griefs formulés et je partage l'opinion que la profession enseignante est exigeante et que les enseignants déploient des efforts considérables dans leur travail quotidien.

Cependant, je ne peux admettre que le bon déroulement de ces examens ne soit mis en péril. Nous ne pouvons pas hypothéquer ni les intérêts, ni les ambitions des élèves concernés. C'est pour cette raison que je ne peux pas donner suite aux demandes de démissions.

Je suis persuadé que l'examen de fin d'études de cette année-ci se déroulera dans des conditions régulières.

Par voie hiérarchique les enseignants concernés ont été informés que je ne peux pas accepter leurs demandes de démission. Vous trouverez en annexe la copie de ma réponse aux personnes concernées.

Une procédure de conciliation a été entamée par les associations syndicales. Tout en tenant compte de cette prémisse contextuelle difficile, je ferai tout pour trouver une solution qui soit aussi bien dans l'intérêt des enseignants que dans l'intérêt des élèves.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0725 (19.11.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**acquisition de l'ancien siège de l'ARBED par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État:**

An der Froestonn un d'Regierung vum 19. November 2014 hunn ech dem Här Statsminister eng Fro gestallt iwwert d'Acquisitioun vum fréiere Sëtz vun der ARBED duerch Banque et Caisse d'Épargne de l'État. A senger Äntwert ass den Här Statsminister leider net respektiv net am Detail op meng Froen agaangen, esou dass ech mer erlaben, folgend Froen nach eng Kéier un den Här Statsminister ze riichten:

- Fir wat fir eng Zwecker wäert d'Spuerkeess dëst Gebai an Zukunft notzen?

- Huet de Stat bei dëser Transaktioun intervenéiert oder gouf souguer Drock vum Stat op d'Spuerkeess gemaach, fir dëst Gebai ze kafen?

- Wa jo, well dës Transaktioun awer e bedeitende finanziellen Impakt huet, gëtt doduerch den Deel vum Gewënn, dee vun der Spuerkeess un de Stat ausbezuelt gëtt, gekierzt? Wann dat de Fall sollt sinn, wieren dës Suen awer net besser an d'Zukunftskeess abezuelt?

- Ginn zousätzlech Gespréicher mat ArcelorMittal gefouert, wat den neie Siège ugeet?

Réponse (09.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'opération immobilière à laquelle fait référence Monsieur le Député est le fait de deux entités juridiques, dont l'une constitue une société privée et l'autre un établissement public que la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État qualifie d'autonome, qui en l'occurrence ont agi en toute indépendance. Le Gouvernement se réjouit du résultat obtenu et il ne lui appartient pas de commenter autrement l'opération en question.

Question 0726 (19.11.2014) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**harmonisation fiscale au sein de l'Union européenne:**

Dans une interview accordée au quotidien «l'Echo», Monsieur le Premier Ministre affirme aujourd'hui être opposé à une harmonisation fiscale pour personnes morales au sein de l'Union européenne. Il ajoute que: «Dire que tout le monde à l'intérieur de l'Union européenne doit avancer vers une fiscalité unique et les mêmes taux d'imposition, ça, je suis contre.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il nous indiquer si, tout en étant opposé à des taux d'imposition uniques dans l'UE pour personnes morales, il serait en faveur d'une harmonisation des bases d'imposition de ces mêmes personnes?

Réponse (15.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans l'interview que j'ai accordée au quotidien «l'Echo», et à laquelle Messieurs les Députés font référence, je me suis effectivement prononcé contre une harmonisation fiscale dans l'ensemble des pays de l'Union européenne en l'absence de précisions quant à la nature d'une telle harmonisation. En effet, quand on parle d'harmonisation fiscale, de quelle harmonisation parle-t-on? Personnes physiques, sociétés, impôts directs ou indirects, etc.? Il est ainsi important de préciser de quelle fiscalité on parle quand on invoque une harmonisation. Même si je ne me suis pas fermé à un examen de tous les aspects des politiques fiscales actuellement menées, je reste cependant convaincu qu'une solution en vertu de laquelle l'ensemble des pays appliqueraient les mêmes taux d'imposition n'est pas de mise. Il convient en effet d'éviter une situation où les gouvernements, tout en respectant les limites d'une concurrence fiscale non dommageable et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, seraient empêchés de mener des politiques ciblées dans les différents champs de leur action politique en ayant recours à l'instrument de la fiscalité.

Question 0727 (20.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **retour du loup en Europe:**

De Wollef breet sech elo zënter Joren nees an Europa aus an eruewert seng al Revéieren zréck. A Frankräich sinn no bei Lëtzebuerg schonn dräi där Déieren nogewise ginn, an och d'Eifel waart drop, dass d'Wollefspresenz do nees confirméiert gëtt.

An deem Kontext wollt ech der Madame Ëmweltminister an dem Här Agrarminister dës Froe stellen:

1. Ginn d'Wollefsmouvementer an eisen Nopeschlänner vun der Lëtzebuerger Regierung suivéiert a gëtt et Estimatiounen, wéini de Wollef zu Lëtzebuerg nees doheem wäert sinn?

2. Wéi preparéiert sech d'Land drop, dass de Wollef erëmkënnt? Wéi ginn déi Baueren indemniséiert, déi Déiere génge vum Wollef geholl kréien? Gëtt et Iwwerleeungen, fir speziell Clôturen an Hënn ze finanzéieren, déi Hausdéieren an Agrarbetriber virum Wollef kënne schützen, esou wéi dat a Frankräich gemaach gëtt?

3. Wat fir eng Wollefspopulatioun kéint fir Lëtzebuerg ouni Problemer gedroe ginn? A fir d'Groussregioun? Gëtt et do grenziwwergräifend Iwwerleeungen a Koordinatioun? Wat fir legal Weeër gëtt et, fir d'Populatioune vun deem geschützten Déier ze reguléieren, z. B. am Fall vu Krankheet oder Iwwerpopulatioun?

4. Wat bedeit de Retour vum Wollef am Kontext vu Krankheeten, wéi zum Beispill der Tollwut?

Réponse commune (17.12.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ad 1. D'Naturverwaltung (ANF) suivéiert d'Ausbreedung vum Wollef an eisen Nopeschlänner säit dem Joer 2000, an huet regelméisseg mëndlechen Austausch mat auslännesche Kolleegen iwwert dat Thema.

Estimatiounen, wéini de Wollef zu Lëtzebuerg nees doheem wäert sinn, ginn et keng. De Retour vum Wollef op Lëtzebuerg kann nach zéng Joer daueren, kann awer och muer schonn de Fall sinn. Net auszeschléissen ass och, dass de Wollef an de leschte Jore schonn duerch Lëtzebuerg gezunn ass, mä dat ass natierlech opgrond vu senger extremer Schei viru Mënschen net onbedéngt einfach ze soen, well net all Wollef onbedéngt detektéiert gëtt.

Ad 2. D'ANF an den Ëmweltdepartement vum Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture si sech säit Jore bewosst, dass de Retour vum Wollef méiglech ass. An der Ausbildung vun de Jongjeeër zum Beispill gëtt de Wollef säit iwwer zéng Joer thematiséiert. Eng Indemnisatioun vu Baueren fir Déieren, déi vum Wollef génge geholl ginn, fält an deeselwechte Kader wéi d'Indemnisatioun vum Schued duerch aner geschützten Déieren, wéi den Dachs.

Lëtzebuerg kann net mat Frankräich verglach ginn. Déi Hausdéieren, déi vum Wollef regelméisseg geholl ginn, si Schof. Aner Iwwergréff (z. B. op Ranner) kommen zwar vir, mä sinn extrem selten. A wann ee Schued bei Hausdéiere festgestallt gëtt, da muss deen esou indemniséiert gi wéi uewe beschriwwen.

Ad 3. Well dës Déiere keng administrativ Grenze kennen, ass dat do éischter eng theoretesch Fro, déi een also och nëmmen theoretesch (mä net praktesch) ka beäntwerten. Wann een als Ausgangsbasis eng Revéiergréisst pro Ruddel vun 250 km² hëlt, wieren zu Lëtzebuerg theoretesch zéng Ruddele méiglech (Ruddelgréisst an der Reegel: sechs bis zéng Déieren). Vu dass Lëtzebuerg awer an der EU dat Land mat där meeschter Zerschneidung ass, an och soss virun allem am Süde vill besiedelt ass, wier an der Praxis natierlech mat vill manner Wëllef ze rechnen. Insgesamt awer sinn d'Ardennen (franséisch a belsch Ardennen, Éislek, Eifel) absolut gëeegent fir de Wollef, souwuel a puncto Liewensraum wéi a puncto Nahrungsangebot (héich Wëlddichten).

D'ANF ass de Moment an informelle Gespréicher mat de Fachleit aus den Nopeschlänner, fir eng grenziwwerschreidend Expertegrupp op d'Been ze stellen, en vue vun der Ausaarbechtung vun engem grenziwwerschreidende Managementplang. Dee Plang muss virun allem vill Sensibilisierung virgesinn, well vill Mënschen opgrond vu Märercher wéi „Rotkäppchen" ee falscht Bild vum Wollef hunn.

Ze reguléiere brauch een de Wollef net, well et opgrond vu senger territorialer Liewensweis net zu Iwwerpopulatioune ka kommen. Déi Krankheet, déi beim Wollef als am problemateschsten unzegesi wier, wier d'Tollwut. Lëtzebuerg ass awer säit 2001 offiziell to llwutfräi.

Ad 4. D'Tollwut stellt säit dem Ufank vun dësem Jorhonnert an der Groussregioun kee Problem méi duer.

Question 0728 (20.11.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **transport scolaire:**

Dans un communiqué de presse, la Conférence nationale des élèves du Luxembourg vient de critiquer l'intention du Gouvernement de supprimer certaines lignes scolaires qui ne sont pas conformes au plan directeur sectoriel «Lycées» au profit des lignes régulières existantes. En effet, le Gouvernement a l'intention de limiter le transport scolaire aux trajets de la commune de résidence au lycée le plus proche.

La CNEL note dans ce contexte, que tous les élèves ne sont pas orientés vers le même enseignement, puisque certains sont censés fréquenter l'enseignement secondaire, d'autres le secondaire technique ou encore le régime préparatoire. Elle se pose dès lors la question si les élèves qui vivent par exemple près d'un établissement du secondaire mais qui doivent suivre

un cursus du secondaire technique dans un lycée qui n'est pas à proximité de leur commune de résidence se verront encore offrir la possibilité d'arriver à leur lycée.

La CNEL estime que cette mesure projetée par le Gouvernement est une forme de discrimination pour tous les élèves qui n'habitent pas dans de grandes agglomérations comme Luxembourg-ville, Esch-sur-Alzette ou encore Ettelbruck, car ces élèves auront beaucoup plus de difficultés à se rendre dans les différents lycées du pays.

Enfin la CNEL déplore vivement que le Gouvernement veuille faire des économies sur le dos des élèves.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres partagent-ils les critiques de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils rencontrer les soucis de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg?

- Quels sont les trajets scolaires que Messieurs les Ministres envisagent de supprimer?

- Messieurs les Ministres entendent-ils renforcer des lignes de bus du transport public en tenant compte des besoins des élèves et le cas échéant lesquelles?

Réponse commune (20.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les honorables Députés souhaitent avoir des précisions au sujet des critiques de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) en relation avec la suppression de certaines lignes scolaires qui ne sont pas conformes au plan sectoriel «Lycées».

Tout d'abord, l'on ne partage pas les critiques de la CNEL concernant la réorganisation du réseau du transport scolaire en ligne avec le plan directeur sectoriel «Lycées» en vigueur.

Il échet de préciser que le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Lycées» se réfère clairement à l'article 14 à une «organisation régionalisée des transports scolaires» pour expliquer dans les annexes que «pour les dessertes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique et de la division inférieure de l'enseignement secondaire, l'appel à des transports scolaires par bus semble inévitable. Pour les autres cycles et divisions, l'on pourra recourir davantage aux transports en commun normaux. Pour ces formations, dont la plupart se trouve concentrée dans les centres des pôles, un temps d'accès supérieur à 30 minutes est tolérable».

En application dudit RGD, le département des Transports organise pour chaque commune un transport scolaire vers un voire plusieurs lycées afin de proposer aux élèves, du moins du cycle inférieur, un accès direct par transport scolaire dédié vers ces lycées de proximité alors que chaque lycée de proximité est censé offrir, du moins pour le cycle inférieur, un enseignement secondaire classique, technique ou un régime préparatoire.

Il n'est actuellement pas prévu de supprimer l'offre précitée, mais de revoir son organisation.

L'analyse du réseau de transport scolaire se fera en début 2015 afin de pouvoir appliquer les changements concernés par la réorganisation à partir de l'année scolaire 2015-2016. Par conséquent, le département des Transports ne peut pas en ce moment identifier des lignes à supprimer. L'analyse se concentrera surtout sur les lignes vers les pôles d'enseignement situés sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Il convient de préciser que la mesure d'économie «suppression de certaines lignes scolaires qui ne sont pas conformes au plan sectoriel 'Lycées'» n'a pas comme objectif de faire des économies «sur le dos des élèves» comme soulevé par la Conférence nationale des élèves du Luxembourg. Cependant et en tenant compte de la répartition géographique des lycées et de l'accroissement des lycées proposant un enseignement particulier et unique, le département des Transports est dans la contrainte de réorganiser le transport scolaire. La réorganisation a pour but de proposer un transport scolaire efficace vers les lycées de proximité et d'améliorer le transport public régulier en proposant plusieurs connexions vers les autres lycées.

Q80

Question 0729 (21.11.2014) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **bureaux de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) aux stations de contrôle technique:**

D'après les réponses à mes questions parlementaires n°0799 de l'année 2010 *(cf. compte rendu n°5/2009-2010)* et n°2434 de l'année 2012 *(cf. compte rendu n°5/2012-2013)*, un bureau de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) a été intégré dans la nouvelle annexe de la station de contrôle technique de Sandweiler dans l'optique de la simplification administrative.

Dans le même contexte, les réponses indiquaient l'aménagement d'un bureau de l'ADA pour la rentrée estivale en 2013 à la station de contrôle technique d'Esch-sur-Alzette. L'aménagement complémentaire d'un bureau de l'ADA à la station de contrôle technique à Wilwerwiltz serait opérationnel au plus tôt pour la fin 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Les bureaux de l'ADA sur les trois sites cités ci-dessus sont-ils actuellement aménagés et opérationnels?

2. Si non, quelles en sont les raisons?

3. À quelles dates ces travaux d'aménagement seront-ils finalisés sur les trois sites?

4. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que dans l'optique d'une simplification administrative et afin d'éviter des problèmes aux futurs propriétaires des véhicules contrôlés, ainsi qu'à l'ADA, une collaboration étroite entre la SNCT et l'ADA devrait se faire sur place?

Réponse commune (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne l'immatriculation de véhicules importés, la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) et l'Administration des Douanes et Accises avaient en effet envisagé la possibilité de regrouper sur les sites des stations de contrôle technique les formalités d'importation et d'immatriculation.

L'installation de guichets de l'Administration des Douanes et Accises aux stations de contrôle technique aurait dû permettre aux intéressés, se proposant d'importer et d'immatriculer un véhicule, de se déplacer avec le véhicule à la station de contrôle technique pour s'y voir certifier par l'Administration des Douanes et Accises que la taxe sur la valeur ajoutée et, le cas échéant, les droits de douanes ont été acquittés avant d'y faire effectuer le contrôle de conformité du véhicule, suivi d'un contrôle technique, auprès de la SNCA.

Le contrôle technique ainsi effectué par la SNCA aurait couvert en même temps le contrôle physique «vignette 705» de l'Administration des Douanes et Accises.

Or, l'immatriculation d'un véhicule se fera à l'avenir sur base d'un dossier introduit auprès de la SNCA, notamment par voie postale. Il ne sera plus nécessaire de présenter physiquement le véhicule à ladite autorité d'immatriculation.

Ainsi suite à la suppression du contrôle de conformité suivi d'un contrôle technique de tout véhicule neuf et de tout véhicule d'occasion en provenance d'un État membre de l'Union européenne, à condition que pour ce dernier existe un certificat de contrôle technique du pays de provenance encore en cours de validité, la question d'opportunité concernant l'installation de guichets de l'Administration des Douanes et Accises dans les stations de contrôle technique s'est posée.

L'abandon de l'obligation de présenter le véhicule physiquement en relation avec la démarche administrative d'immatriculation implique que la solution recherchée et convenue entre l'Administration des Douanes et Accises et la SNCA dans l'intérêt d'une simplification administrative pour les citoyens est devenue obsolète.

Question 0731 (21.11.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **Réseau Luxembourgeois d'Information sur les Stupéfiants et les Toxicomanies (RELIS):**

Le Point focal luxembourgeois de l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT) a mis en place le Réseau Luxembourgeois d'Information sur les Stupéfiants et les Toxicomanies (RELIS) pour assurer la surveillance épidémiologique des phénomènes liés aux drogues. Ainsi, une base de données nationale, mise à jour annuellement, fournit des informations sur la prévalence, l'incidence, l'évolution de l'usage des drogues et les trajectoires institutionnelles des consommateurs en traitement.

Le rapport RELIS, publié chaque année, retrace les tendances essentielles comme la mortalité et morbidité associées à la consommation de drogues, la disponibilité et qualité des drogues illicites au niveau national - données qui servent à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action «Drogues et Addictions» 2010-2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Comment les données RELIS peuvent-elles contribuer à des analyses de besoins, de tendances ou la planification de nouvelles mesures en matière de lutte contre les drogues et des toxicomanies?

- Quelles conclusions Madame la Ministre tire-t-elle des derniers rapports annuels en vue de l'élaboration d'une nouvelle stratégie et d'un nouveau plan d'action «Drogues et Addictions» faisant suite au plan d'action 2010-2014?

- Comment les données recueillies peuvent-elles servir à la recherche? Y a-t-il eu des publications scientifiques en relation avec les données fournies par RELIS?

Réponse (29.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les données issues du dispositif national de surveillance épidémiologique des phénomènes liés aux drogues et aux toxicomanies (RELIS), créé en 1995, portent autant sur des aspects de réduction de la demande que de réduction de l'offre. Grâce à la diversité de ses sources d'information, RELIS permet le suivi des tendances en matière de substances psychoactives consommées et des modes de consommation de drogues illicites ou émergentes, tout comme il fournit des données actualisées pour l'analyse des besoins nationaux et régionaux et pour la planification des mesures et offres en matière de prévention, de traitement et de réduction des risques et dommages associés à l'usage de drogues.

À cet égard, on peut citer les exemples suivants de mises à profit récentes des données RELIS:

- Analyse des besoins en matière d'offres de réduction des risques et dommages au niveau national qui a débouché sur la création d'une nouvelle offre spécialisée dans le nord du pays fonctionnant depuis début 2014, et qui a largement contribué à la prise de décision d'implanter une offre intégrée pour personnes toxicomanes incluant une salle de consommation supervisée de drogues dans le sud du pays, dont l'ouverture est prévue pour 2016.

- Surveillance de la mortalité liée à l'usage de drogues documentant une baisse générale des taux de surdoses fatales suite à la mise en place de la première salle de consommation supervisée de drogues implantée à Luxembourg-ville.

- Analyse des profils sociodémographiques des usagers de drogues qui a permis de constater le vieillissement de la population d'usagers de drogues et de planifier des offres adaptées à cette population qui présente des besoins spécifiques en matière de prise en charge médicale et psychosociale. D'autre part, la constatation que le nombre d'usagères enceintes ou d'usagers avec enfants en bas âge est en hausse justifie le développement des offres existantes de parentalité et la création de nouvelles offres d'encadrement des parents usagers et de leurs enfants.

- Analyses socio-économiques qui ont notamment permis de documenter le lien existant entre une situation socio-économique défavorable et la probabilité de décès liés à l'usage de drogues et de promouvoir ainsi les mesures qui visent la (ré)scolarisation, la formation et l'intégration socioprofessionnelle des usagers également dans les structures de réduction de risques pour contribuer ainsi, et au-delà de l'objectif général de (ré)intégration sociale, à réduire la mortalité liée à l'usage de drogues.

- Surveillance des produits psychoactifs sur le marché national et des demandes de traitement pour problèmes associés à l'usage de drogues ayant permis de constater l'émergence récente de la pratique du freebasing (crack) parmi les usagers et la hausse au cours des dernières années des demandes de traitement pour usage problématique de cannabis. Aussi, le suivi des modes de consommation et des produits dont l'abus est à l'origine des demandes de traitement spécialisé (e. g. opiacés) a contribué à documenter l'opportunité de mettre en place un programme de traitement assisté à la diacétylmorphine (programme héroïne) au niveau national.

- Analyse longitudinale des données RELIS ayant permis d'estimer la prévalence de l'usage problématique de drogues et de son évolution au Grand-Duché de Luxembourg contribuant ainsi à l'évaluation des besoins en termes de capacités de prise en charge à court et à moyen terme.

- Suivi de la qualité, des degrés de pureté et du prix de drogues illicites, qui a notamment servi aux travaux du Statec dans le cadre de l'évaluation de l'impact de l'économie illégale sur l'économie luxembourgeoise.

À la lecture des derniers rapports nationaux sur l'état du phénomène des drogues et des toxicomanies, qui se base en grande partie sur les données RELIS, un constat général se dégage. Au cours de la dernière décennie le nombre d'usagers problématiques de drogues au Grand-Duché de Luxembourg a affiché une tendance à la baisse. Par ailleurs, depuis le premier plan d'action national, un nombre croissant d'usagers de drogues illicites est entré en traitement ou profite des offres de première ligne et de réduction des risques et une proportion décroissante d'usagers entre en contact avec les forces de l'ordre. Aussi, la mortalité associée à l'usage de drogues accuse une baisse générale depuis les sept dernières années.

Si ces résultats sont certes encourageants, il ne faut pas perdre de vue que les phénomènes liés à l'usage de drogues sont par nature changeants et qu'il faut rester vigilant et continuer à baser nos politiques sur des données fiables et actualisées. L'ensemble des observations et constats décrits ci-avant ont été intégrés dans l'élaboration de la stratégie et du plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre les drogues et les addictions pour la période 2015 à 2019. Je tiens à rappeler qu'une priorité est accordée aux mesures dont le besoin est clairement identifié, notamment celles qui figurent dans le programme gouvernemental de 2013. Enfin, la stratégie et le plan d'action gouvernementaux 2009-2014 ont été soumis à une évaluation externe, afin que les conclusions et recommandations en résultant puissent également être mises à profit d'une planification fondée sur des données factuelles et objectivées.

Les données recueillies par le dispositif RELIS ont par ailleurs pu être mises à contribution pour des travaux de recherche scientifique variés et à des publications dans des journaux scientifiques de renommée internationale.

Question 0732 (21.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**Airbus A400M:**

D'Problemer mam europäesche Militärtransportfliger Airbus A400M sinn nach ëmmer net ausgestanen, wéi ee feststellt, wann een duerch d'international Press bliedert. Dofir wéilt ech dem Här Arméiminister folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'finanziell Entwécklung vun dësem Projet zënter 2011? Ëm wéi vill Prozent gouf den initiale Budget iwwerschratt? Wat fir Méi- oder eventuell Mannerkäschte si bis zur Ausliwwerung nach ze erwaarden?

2. Gëtt et eng koordinéiert Strategie vun der Belsch a vu Lëtzebuerg, fir opgrond vun de Retarden an den Ännerunge beim A400M-Programm manner fir d'Fligere mussen ze bezuelen?

3. Sinn déi am Laf vum Projet opgetruede Mängel, déi jo besonnesch a Frankräich an an Däitschland kritiséiert gi sinn, alleguer zefriddestellend berengegt ginn?

4. Ginn d'Transportfliger fir d'Belsch a fir Lëtzebuerg nach ëmmer mat allem militäreschem Équipement geliwwert, dat fir déi verschidden Zorten Asätz virgesi war?

5. Bleift et beim Ausliwwerungsdatum 2019 a kann een deen elo scho méi genee definéieren?

6. Leeft den Ausbildungsprogramm fir d'Lëtzebuerger Piloten a Loadmasteren am Kader vun de Spuermoossname vun der Koalitioun definitiv aus oder kéint en nach eemol prolongéiert ginn?

7. Muss de Lëtzebuerger Stat d'TVA fir de Fliger bezuelen, a wa jo, wéi vill an u wéi e Land?

8. Wann d'TVA misst un d'Belsch bezuelt ginn, géif de Lëtzebuerger Fliger eis da méi deier kaschte wéi déi siwen aner d'Belsch, déi jo hir TVA an déi eege Statskeess géife bezuelen? Gëtt d'Lëtzebuerger Participatioun un den Aarbechten um Militärflughafen, wou d'Maschinne stationéiert ginn, dann esou verrechent, dass de Lëtzebuerger Stat an dëser gemeinsamer Acquisitioun net méi schlecht ewechkënnt wéi säi belsche Partner?

Réponse (24.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. + 2. De Präis vum Lëtzebuerger A400M entsprécht nach ëmmer dem initiale Wäert, an d'zwar 120 Milliounen Euro à prix constant (2001), wéi et an der Loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport virgesinn ass. Et gouf also bis elo keng Iwwerschreidung vum Originalpräis. Dee Präis bezitt sech op d'Uschafung vum Fliger a begräift keng Fonctionnementskäschten, wéi Kérosène, Infrastrukturkäschten, lafend Ersatzstécker, Maintenance oder d'Ausbildung vun de Piloten. Zënter 2001 sinn also déi normal virgesinnen Tranchë fir den Akaf vum Fliger ausbezuelt ginn. Fir de Moment fale keng zousätzlech Méikäschte souwéi Mannerkäschten un.

Ad 3. D'Liwwerung vum Lëtzebuerger Militärfliger A400M soll, wéi zënter 2010 geplangt, nach ëmmer am Februar 2019 stattfannen. D'Industrie huet sech engagéiert, d'Ufangsretarden no an no opzefänken an och d'Spezifikatioune vum Cahier des charges ze respektéieren. Sollten awer iergendwellech Retarden entstoen, da géife Penalitéite fir d'Industrie ufalen, déi dann zu deem Ableck am Detail négociéiert gi mat OCCAR, d'Agence, déi d'Kontrakter mat der Industrie aushandelt, an de belschen Autoritéiten.

Ad 4. Bei den éischte Livraisoune vum A400M goufen eng Serie technesch Défaute festgestallt. De Fabrikant muss awer virun der Réception définitive oder no Vereinbarung mat dem Client déi Problemer behiewen. Esou gëtt dann och bei all neiem A400M d'Qualitéit verbessert an déi technesch Problemer gi lues a lues all verbessert. Laut Planing wäert de Lëtzebuerger Fliger, deen den 117. A400M an der Produktionsketten ass, kaum vun deenen „Kannerkrankheeten" betraff ginn.

Ad 5. Souwuel de Lëtzebuerger Fliger wéi och déi siwe belsch Fligere ginn esou ausgeliwwert, wéi ufangs laut de Spezifikatioune vum Cahier des charges bestallt, an enthalen all, wéi virgesinn, all militäresch Équipementer fir déi verschidden Asätz.

Ad 6. De Lëtzebuerger Fliger ass den Nummer 117 op der Ausliwwerungslëscht an ass geplangt, fir am Februar 2019 mat der leschter Konfiguratioun ausgeliwwert ze ginn.

Ad 7. Den Ausbildungsprogramm fir d'Lëtzebuerger Piloten a Loadmastere leeft, an et ass nach ëmmer wéi geplangt virgesinn, fir dräi Équipagë vu Piloten a Loadmasteren auszebilden, dat heescht sechs Piloten a sechs Loadmasteren. Dee Programm leeft och no 2018 weider. De Fait, dass de Budget da lues erofgeet, kënnt doduerch, dass da manner Pilote simultan an der Formatioun si wéi elo.

Ad 8. D'Fro vun der TVA ass amgaangen zesumme mam Finanzministère geklärt ze ginn.

Ad 9. De Kontakt leeft och mat de belschen Autoritéiten, fir d'Fro vun der TVA ze regelen. D'Participatioun an den Infrastrukture vum belsche Militärflughafe gi proportionnell op d'Unzuel vun de Fligere gerechnet. Dat heescht, dass mir een Aachtel vun de Käschten droe vun deenen Installatiounen, déi och reng fir den A400M geduecht sinn. Dee Montant ass awer plafonéiert op 17,26 Milliounen Euro. Infrastrukturen, déi net direkt mat dem A400M ze dinn hunn, gi Lëtzebuerg net a Rechnung gestallt.

Question 0733 (21.11.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **procédure de reconnaissance de la qualité de salarié handicapé:**

D'après les informations fournies par Monsieur le Ministre, «la procédure pour l'obtention du statut en tant que salarié handicapé n'est pas suspendue/interrompue, pour autant que les dispositions reprises à l'article 1 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et celles de l'article 5 de son règlement d'application soient remplies et plus particulièrement l'existence d'une relation de travail auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois par un requérant non résident».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. À supposer que le requérant soit résident luxembourgeois et que, tout en ayant été licencié, il aurait agi en justice contre ce licenciement pour le voir qualifier d'abusif, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si la situation d'une telle personne sera examinée à la lumière de l'article 5 (1) 1° a) du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ou sous l'article 5 (1) 1° b) de ce même règlement et si l'écoulement d'un certain laps de temps peut avoir des incidences sur cette catégorisation?

2. Le Ministre peut-il m'indiquer combien de cas du type visé sub 1 ci-dessus sont actuellement pendants devant la Commission médicale? Le Ministre peut-il, tout en préservant l'anonymat des personnes concernées, me renseigner sur la date d'entrée de ces dossiers et la date de clôture si déjà clôturée, et à défaut de clôture uniquement la date d'entrée?

3. Quelle est la durée moyenne d'instruction d'un dossier pour l'obtention de la qualité de salarié handicapé? Quelle est la durée moyenne d'instruction de dossiers du type visé sub 1?

Réponse (22.12.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, j'ai l'honneur de vous informer que la situation d'une telle personne sera examinée conformément à l'article 5 (1) 1° b) du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

Actuellement quatre dossiers sont pendants devant la Commission médicale dont trois seront traités d'ici fin 2014.

En 2013 la durée d'instruction des dossiers pour l'obtention de la qualité de salarié handicapé - qui est tributaire de la célérité de la transmission des documents par les requérants au secrétariat de la Commission médicale - était de 67 jours tandis que celle des dossiers du type visé sub 1 était de 54 jours.

Question 0734 (21.11.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **départs de jeunes radicalisés en Syrie:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°0542 du 23 septembre 2014 *(cf. compte rendu n°1/session extraordinaire 2013-2014)*, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure ont confirmé que «certains résidents luxembourgeois se sont laissés radicaliser via Internet et se sont déplacés en zone de conflit pour rejoindre le groupe terroriste 'État islamique' (EI)», et que le Luxembourg se trouverait confronté à une menace potentielle pour la sécurité intérieure.

Aujourd'hui, divers organes de presse ont fait savoir qu'il y a quelques mois déjà, un résident portugais serait lui aussi parti avec d'autres portugais de divers pays d'Europe, combattre en Syrie. Le site Internet lessentiel.lu rappelle dans ce contexte que deux résidents du Luxembourg ayant trouvé la mort début mai en Syrie auraient auparavant fréquenté un lieu de culte, rue du Brill à Esch-sur-Alzette.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations quant au nombre de résidents du Grand-Duché partis rejoindre le groupe terroriste EI ainsi que quant à leur identité? Quelles sont ces informations?

2. Messieurs les Ministres considèrent-ils qu'il existe un lien entre la fréquentation par ces personnes du lieu de culte à Esch-sur-Alzette et leur départ en Syrie pour rejoindre le groupe terroriste EI? Dans l'affirmative, le Gouvernement n'entend-il pas prendre des mesures quant à l'organisation et au fonctionnement du lieu de culte précité?

Réponse commune (24.12.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ad 1. Depuis ses débuts, le conflit syrien a été marqué par une prolifération de groupes djihadistes dont les alliances et allégeances varient souvent selon les besoins du moment. Par conséquent, il est extrêmement difficile de documenter de manière systématique et avec certitude l'affiliation d'une personne à un groupe terroriste en Syrie.

À l'heure actuelle, le nombre de départs confirmés de résidents du Luxembourg partis pour la Syrie s'élève à six. Deux parmi ces personnes sont décédées sur zone. Une troisième personne a été extradée du Luxembourg vers l'Espagne sur base d'un mandat d'arrêt international émis dans le cadre d'une enquête judiciaire liée au financement du terrorisme. Actuellement, le Gouvernement dispose d'informations confirmées et vérifiées concernant la présence d'une personne sur zone. Les personnes retournant depuis une zone du djihad vers le Luxembourg et pouvant présenter une menace pour la sécurité nationale sont suivies par les autorités en charge de la sécurité.

Ad 2. Il n'existe pas de voie d'entrée unique dans le djihad. Les raisons qui poussent une personne à quitter son pays de résidence pour partir vers une zone de conflit afin de s'engager dans un combat armé sont souvent multiples. La décision est en général le résultat d'une interaction entre facteurs d'attraction pour une cause et de rejet d'une situation personnelle. En ce qui concerne le recrutement au profit de l'«État islamique» en particulier, il y a lieu de souligner le rôle déterminant joué par Internet et les réseaux sociaux. Les internautes, souvent très jeunes, découvrent sur Internet une propagande efficace s'appuyant sur des vidéos prônant la violence et une doctrine (très réductrice) s'inspirant de l'Islam qui les persuadent qu'il est vital pour eux de partir afin de défendre ces croyances.

Les six résidents du Luxembourg qui sont partis pour la Syrie présentent des vécus et des profils différents. Ces personnes partageaient certes une interprétation rigoriste et extrémiste de leurs croyances religieuses, mais leur processus de radicalisation et la décision de leur départ étaient individuels. Un lien direct entre la fréquentation d'une salle de prière et la décision d'une personne de partir en Syrie pour rejoindre le groupe terroriste EI ne peut être établi.

Les Ministres souhaitent saisir cette occasion afin de rappeler que l'article 19 de la Constitution stipule que: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés».

En d'autres termes, un culte peut être exercé librement pour autant que cet exercice ne contrevienne pas à l'ordre public luxembourgeois, le respect de ce dernier relevant des attributions des autorités judiciaires et policières. Convaincus qu'une réponse appropriée à la menace terroriste est basée sur une approche proportionnée, le Gouvernement luxembourgeois s'efforce à protéger les droits fondamentaux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Dans un souci de répondre aux divers aspects de la radicalisation et des conséquences qu'elle peut engendrer, le Gouvernement a confié à un groupe de travail interministériel, présidé par le coordinateur national en matière de lutte contre le terrorisme, l'élaboration de mesures contre la radicalisation.

Question 0735 (24.11.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **démission de la directrice de la Direction de l'Aviation civile de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne:**

D'après un article paru sur le site www.paperjam.lu en date du 21 novembre 2014, la nouvelle directrice de la Direction de l'Aviation civile (DAC) se serait fait, le 15 novembre dernier, démettre de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA). En effet, le mandat de la directrice de la DAC au sein du conseil d'administration de l'ALSA s'explique par le fait que cette dernière, bien qu'étant une société de droit privé, appartient à 100% à l'État luxembourgeois et se trouve sous le contrôle de la DAC.

Toujours d'après l'article susmentionné, ladite démission de présidence serait assimilable à un «putch» et trouverait son origine dans la volonté de la directrice de la DAC de revoir la gouvernance de l'ALSA. De plus, l'annonce de la démission aurait été suivie de quelques échauffourées précédées par l'intervention d'un huissier de justice et d'un avocat dans un contexte de restitution de dossiers.

Le lecteur intéressé apprend également que le 3 octobre dernier, la DAC aurait déposé une plainte contre X dans le cadre de différends au sein des services de l'aviation civile, notamment autour de flux financiers. Le parquet aurait été saisi, mais aucune suite n'aurait encore été donnée à cette affaire.

Finalement, la directrice devrait composer depuis un mois avec une «commission d'accompagnement» composée de deux hauts fonctionnaires de l'Inspection générale des finances (IGF).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations quant à la démission de la directrice de la DAC de la présidence du conseil d'administration de l'ALSA?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons exactes pour cette démission?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'intervention précitée d'un huissier de justice et d'un avocat suite à l'annonce de la démission de la directrice de la DAC et les échauffourées décrites dans l'article? Monsieur le Ministre peut-il donner des détails quant à ces évènements?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information par rapport à la plainte que la DAC aurait déposée contre X et y apporter des précisions?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que la directrice de la DAC devrait composer depuis un mois avec une «commission d'accompagnement» composée de deux hauts fonctionnaires de l'Inspection générale des finances (IGF)? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons exactes pour cette mesure?

Réponse (25.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée Dall'Agnol souhaite avoir des précisions sur le fonctionnement de la société anonyme l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA SA).

Tout d'abord, l'on précise que le Ministère a été mis au courant récemment de certaines divergences de vues au sein du conseil d'administration concernant la gestion de la société en question.

Quant à une éventuelle plainte déposée auprès des juridictions pénales, le Ministère s'abstient de commenter une telle situation, notamment afin d'assurer le respect de la protection de la vie privée. Cependant, il échet de noter que ce n'est ni la société ALSA SA, ni l'administration de la Direction de l'Aviation civile (DAC), donc l'État, qui ont déposé une telle plainte.

Étant donné que la DAC de même que l'ALSA sont des acteurs clefs dans le domaine de l'aviation civile, il m'importe de préciser que j'ai l'intention de proposer au Conseil de Gouvernement d'instituer un comité d'accompagnement de même que j'ai lancé la procédure de sélection pour un audit financier et organisationnel externe pour la DAC ainsi que pour l'ALSA.

Question 0736 (24.11.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**illettrisme:**

La lutte contre le phénomène de l'illettrisme doit figurer sans nul doute parmi les priorités de la politique de l'éducation tant au niveau national que sur le plan européen.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur le phénomène de l'illettrisme au Luxembourg? Le Ministère dispose-t-il de données statistiques ou d'études à ce sujet? Dans l'affirmative, quelles sont les causes les plus fréquentes qui sont à l'origine de ce problème?

- Comment la lutte contre l'illettrisme est-elle organisée au Luxembourg? Quelles sont les actions partenariales de prévention en la matière?

- Selon quelle approche Monsieur le Ministre se propose-t-il de prévenir à l'avenir l'illettrisme de manière plus ciblée? Quels seront les acteurs privilégiés en ce domaine?

Réponse (23.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Au Luxembourg, les personnes qui ont été scolarisées mais qui ne maitrisent pas suffisamment la lecture, l'écriture et le calcul (compétences de base) pour être autonomes dans les situations simples de la vie quotidienne, sont considérées en situation d'illettrisme. Dès 1991 la lutte contre l'illettrisme a été inscrite dans la loi comme l'une des missions du Service de la formation des adultes (loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes: «assurer l'instruction de base des adultes résidant au Luxembourg qui en expriment le désir»).

L'instruction de base vise, outre les personnes illettrées, aussi les personnes issues de l'immi-

gration qui n'ont jamais été scolarisées et qui se retrouvent en situation d'analphabétisme, ainsi que les personnes qui ont été alphabétisées dans un autre alphabète. L'Institut national des langues dispose d'une offre spécifique à l'intention notamment de la population chinoise.

Le groupe d'experts de haut niveau, mis en place en 2011 par la Commission européenne, a identifié l'illettrisme comme étant un problème de taille qui frappe tous les pays de l'Europe, freine la croissance économique et atteint l'individu dans sa capacité à évoluer en tant que particulier, citoyen actif, salarié ou parent. Les États membres sont invités à mettre en place des politiques visant le développement des compétences de base à tous les âges.

Pour cerner l'envergure et les causes de l'illettrisme au Luxembourg, le Ministère se base sur des études internationales et nationales ainsi que sur l'analyse des interventions auprès des adultes en situation d'illettrisme.

Le programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) dans les domaines littératie, numératie et compétences numériques fournit des informations pertinentes sur la relation entre ces compétences et la participation au marché du travail, les revenus, la santé, ainsi que l'engagement politique et social. PIAAC analyse des compétences analogues à celles évaluées par l'enquête PISA. Ces deux enquêtes sont complémentaires et permettent d'identifier les causes, l'envergure et les moyens de prévention de l'illettrisme dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. Certains pays d'Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne) mènent régulièrement des études nationales pour analyser l'envergure de l'illettrisme. PIAAC ainsi que ces études nationales se basent sur des tests en langue maternelle ou dans la langue officielle du pays. Cette méthodologie n'est pas directement transférable au Luxembourg car elle ne tient pas compte du multilinguisme, ni du taux élevé de non nationaux et des flux migratoires qui caractérisent la situation luxembourgeoise. Considérant que les ressources scientifiques et financières requises respectivement pour une étude nationale ou une participation à PIAAC seraient surdimensionnées par rapport aux précisions qu'elle pourraient apporter sur l'envergure de la problématique, le Ministère se base sur les chiffres de pays européens ou limitrophes et met l'accent sur la prévention, la sensibilisation et la formation.

Les résultats de PIAAC et des études nationales:

	Angleterre PIAAC	Grande-Bretagne «Skills for life»	Allemagne PIAAC	Allemagne LEO	France PIAAC	France IVQ
Littératie: adultes au plus bas niveau*	3,3%	5%	3,3%	4,5%	5,3%	7%
Numératie: adultes au plus bas niveau	6,4%	6,8%	4,5%	/	9,1%	

* Dans les différentes études, les plus bas niveaux se réfèrent à des personnes qui peuvent le cas échéant lire et écrire des mots isolés mais ont des difficultés à écrire et comprendre des phrases.

Le faible niveau de compétences de base atteint à l'issue de la scolarité obligatoire est la principale cause de l'illettrisme chez les personnes ayant été scolarisées au Luxembourg. Les résultats de l'étude nationale PISA permettent de chiffrer le nombre de jeunes qui à l'âge de 15 ans n'ont pas encore atteint le niveau 2, considéré comme niveau de base pour participer de façon efficace et productive à la vie en société. Les jeunes dont les compétences se situent au niveau 1 et en dessous, peuvent être considérés comme population à risque. Il s'agit majoritairement d'élèves de l'enseignement secondaire technique et préparatoire qui ont déjà un retard scolaire significatif.

PISA 2012	Mathématiques	Sciences naturelles	Lecture
Niveau 1	15%	15,1%	13,8%
En dessous du niveau 1	8,8%	7,2%	8,3%

Les résultats de PISA soulignent également que, dans le système éducatif luxembourgeois, les inégalités scolaires liées au contexte familial (statut socio-économique et arrière-fond de migration) sont extrêmement prononcées.

Comme risques de l'illettrisme peuvent être considérés:

- des troubles d'apprentissage tels que dyslexie, dysorthographie, dyspraxie, dysgraphie, dyscalculie, etc., qui ne sont pas détectés et dont les personnes concernées ne bénéficient pas d'un encadrement pédagogique spécifique dès le plus jeune âge;

- la transmission intergénérationnelle d'un niveau d'éducation faible. Les études confirment que des enfants issus de milieux défavorisés réussissent moins bien à l'école et que des adultes en situation d'illettrisme sont issus en majorité de milieux défavorisés;

- le manque d'utilisation des compétences de base, qui s'effritent quand on ne les utilise pas au travail ou en famille. Voilà aussi pourquoi le chômage et l'exclusion sont des facteurs à risque au niveau des adultes.

La prévention de l'illettrisme concerne en premier lieu la petite enfance et la scolarité obligatoire.

Il convient d'amener le petit enfant, dès le plus jeune âge, à développer une relation positive avec l'écrit et à se familiariser avec les livres. À l'école fondamentale il s'agit de traiter, dès leur apparition, les premières difficultés afin d'éviter qu'elles ne conduisent plus tard à des situations d'illettrisme. Un encadrement pédagogique spécifique et une éducation différenciée sont à favoriser par rapport au redoublement de classes. À des périodes charnières, telles que le passage du fondamental au secondaire ou à la fin de l'obligation scolaire, il importe de proposer aux jeunes en difficultés une seconde chance de s'approprier les compétences de base. Au cas où les apprentissages scolaires n'ont pas porté leurs fruits, il s'agit de mettre en place des pratiques alternatives et, le cas échéant, de redémarrer le processus d'alphabétisation primaire avec des méthodes appropriées aux adolescents.

L'accès universel à un éveil précoce de qualité, axé sur le multilinguisme, tel qu'il a été décidé par le Gouvernement, permettra de donner à chaque enfant les meilleures chances au départ et de remédier aux inégalités de développement selon le milieu social.

Les actions éducatives familiales «family learning» retenues dans le programme gouvernemental permettront aux parents d'accompagner les enfants et adolescents dans leurs apprentissages tout en renouant eux-mêmes avec l'éducation et la formation. Le «family learning» associe enfants, parents, écoles, structures éducatives et l'éducation des adultes. L'objectif primaire de cette action est de briser le cercle de la transmission intergénérationnelle d'échec scolaire en offrant un soutien approprié aux familles.

Les mesures dans le cadre du décrochage scolaire, l'École de la 2e Chance, les offres de deuxième voie de qualification ainsi que les mesures de scolarisation d'enfants étrangers sont les instruments de l'éducation nationale pour prévenir l'illettrisme chez les adolescents.

Comme les compétences de base ne sont pas acquises pour la vie, des actions de lutte contre l'illettrisme sont nécessaires après la sortie de l'école et pendant toute la vie. Les actions du Service de la formation des adultes reposent sur deux piliers.

En premier lieu il s'agit d'informer et de sensibiliser les adultes concernés, leur entourage, les institutions qui prennent en charge des populations à risque (ADEM, SNAS, offices sociaux, OLAI) ainsi que les entreprises. Depuis 2012, le Service de la formation des adultes travaille en réseau avec les institutions concernées et organise des campagnes de sensibilisation avec des cartes postales. Les messages de ces campagnes sont: apprendre à mieux écrire, lire ou calculer; mieux lire, écrire et calculer au travail; mieux écrire, lire ou calculer au quotidien. Sur les cartes postales sont indiqués les offreurs de formation et un numéro d'appel gratuit du Service de la formation des adultes.

Le deuxième pilier est l'offre de formation qui s'adresse aux adultes qui veulent apprendre à mieux écrire et à lire dans au moins une des langues écrites du pays, le français ou l'allemand, ou à des personnes qui veulent améliorer leurs compétences numériques.

La formation est personnalisée et adaptée au niveau initial des savoirs et des compétences des participants. Dès la rentrée 2014, des cours sont offerts sur 13 sites au Luxembourg. Il s'agit des cours offerts par le Service de la formation des adultes ainsi que par des communes et associations conventionnées. Pour garantir la cohérence et la qualité des formations, les offreurs se basent sur un cadre de référence commun et suivent régulièrement des formations continues. Les inscriptions confirment que le travail en réseau ainsi que les campagnes de sensibilisation portent leurs fruits.

Année	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	décembre 2014
Inscriptions	124	176	191	357	290

Q82

Question 0737 (24.11.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **démission de la directrice de la Direction de l'Aviation civile de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne:**

D'après un article paru vendredi dernier sur paperjam.lu, la nouvelle directrice de la Direction de l'Aviation civile (DAC) aurait abruptement été démise de la présidence de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA) le 14 novembre 2014.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de l'écartement de la présidence de l'ALSA de la nouvelle directrice de la DAC?

- Qui exerce actuellement la présidence de l'ALSA?

- Est-ce que, comme l'affirme la presse, une commission d'accompagnement a effectivement été mise en place pour accompagner le travail de la nouvelle directrice de la DAC et quelles sont, le cas échéant, les missions de cette commission d'accompagnement?

Réponse (27.11.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la deuxième question je peux informer l'honorable Député que le président actuel de l'ALSA est Monsieur Fränk Kraus.

Pour les réponses aux autres questions je renvoie à ma réponse du 25 novembre 2014 à la question parlementaire n°0735 du 24 novembre 2014 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol.

Q83

Question 0738 (24.11.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**introduction d'un moratoire sur la contribution de 0,5%:**

D'après les informations de la presse, le Gouvernement envisage d'introduire un moratoire d'un an sur la contribution de 0,5%. Ainsi la contribution n'entrera en vigueur qu'au 1er janvier 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration.

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, ce moratoire aurait-il des conséquences sur des mesures annoncées dans le «Zukunftspak» pour l'année 2015? Est-ce qu'il y a des mesures qui ne devraient pas s'appliquer avant janvier 2016 à cause du moratoire?

Question 0745 (25.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **moratoire sur la contribution pour enfants:**

Lors d'une interview sur «RTL Radio Lëtzebuerg», le Ministre des Finances a annoncé que: «Wann ee géing e Moratoire maachen, wat ech als Finanzminister net recommandéiere kann, da misst ee jo déi 120, 130 Milliounen, déi déi Contributioun abréngt, anzwousch anescht fannen, an dat ass wahrscheinlech net esou einfach.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le Gouvernement a, lors de son entrevue avec les partenaires sociaux du 24 novembre 2014, proposé aux partenaires sociaux un moratoire sur la contribution pour enfants?

- Où Monsieur le Ministre compte-t-il réaliser des économies à hauteur de 120 à 130 millions d'euros afin de contrebalancer cette moins-value?

Réponse (17.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Madame et Messieurs les Députés nous ont adressé les questions parlementaires sous rubrique quelques jours avant l'issue des discussions qui ont conduit à l'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et la LCGB.

Cet accord prévoit, entre autres, que la contribution de 0,5% des revenus destinée à financer les améliorations de la prise en charge des enfants, notamment en bas âge, ne sera pas introduite sous la forme proposée initialement.

Par contre, le Gouvernement introduira (en attendant la réforme fiscale) un «impôt d'équilibrage budgétaire temporaire» d'un taux de 0,5% applicable à tous les contribuables résidents et non résidents avec immunisation du salaire social minimum.

Les nouvelles ressources budgétaires permettent de mettre en œuvre les mesures en faveur des enfants en bas âge.

Q84

Question 0739 (24.11.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ATF Dingo de l'armée luxembourgeoise:**

Am Kader vun der Froestonn vum 19. November an der Chamber huet den Här Verdeedegungsminister zwou Affirmatioune gemaach: Hien hätt weder den Transportfliger nach déi 48 Dingo-Jeepe fir d'Lëtzebuerger Arméi kaaft, mä misst elo dermat liewen. An deem Zesummenhang huet hien och erkläert, dass Dingoe kannibaliséiert ginn, well ënner sengem Virgänger keng Ersatzdeeler matbestallt gi wären.

Dofir wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass verschidden Dingoen um Härebierg ausgeschluecht ginn, fir anerer vun deene Gefierer mat Ersatzstécker ze versuergen?

2. Wéi vill vun deenen 48 ausgeliwwerten Dingoe sinn am Ament nach asazbereet? Wéi vill vun deene Gefierer, déi net asazbereet sinn, sinn a Reperatur? Wéi vill gi fir Ersatzstécker gebraucht?

3. Wat ass d'duerchschnëttlech Bereetschaftszäit vun enger Maschinn, ier eng Maintenance fälleg ass? Wéi vill net geplangte Garagebesich ausserhalb vun normale Maintenanceperiodë gëtt et ze mellen?

4. Gëtt et keng Ersatzdeeler, fir Dingoen nodréiglech ze kafen?

5. Ass et dem Minister senger Meenung no wirtschaftlech, relativ nei Gefierer ze kannibaliséieren, amplaz eng Maintenance mat Ersatzstécker ze maachen?

Réponse (31.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Am Joer 2008 ass de Kontrakt ënnerschriwwe ginn, fir den Akaf vun den 48 Dingoen (PRV - „Protected Reconnaisance Vehicle"). Et ass richteg, dass mat der Zäit verschidden Ersatzstécker aus dësen Dingoen ausgebaut gi sinn, fir an aner Gefierer agebaut ze ginn a se esou asatzfäeg ze halen.

Oft handelt et sech do ëm deier Stécker, déi au fur et à mesure nodréiglech bestallt ginn an net als Ersatzstécker direkt verfügbar sinn. Dat sinn da meeschtens Équipementer vum sougenannten „Mission kit" (Kommunikatiounssystem, Observatiounssystem, Waffesystem). Während d'Liwwerung vun „normalen" Stécker (z. B. Bremsscheiwen) kee Problem duerstellt, wat d'Liwwerzäit an de Präis ugeet, ass d'Liwwe-

rung vun „spezifeschen" Stécker (z. B. thermesch Observatiounsapparater) méi komplizéiert (laang Liwwerzäiten an en héije Präis). Dat erkläert sech, well d'Industrie ganz retizent ass, d'Produktiounsprozesser unzedréine fir kleng Quantitéite vun Ersatzdeeler. Entweder ginn d'Ersatzdeeler da relativ deier, wann d'Arméi se direkt brauch, oder et muss gewaart ginn, bis aner Clientë wéi déi belge oder déi däitsch Arméi eng Commande opginn, wat de Präis dréckt, parallell awer d'Liwwerzäite méi laang mécht.

Et kënnt also vir, dass aus Ween, déi net direkt fir Observatiounsmissioune bestëmmt sinn, Stécker ausgebaut ginn, fir aner Ween voll funktionsfäeg ze maachen, fir sech op Missiounen ze preparéieren, déi am Kader vum EU-Battlegroup ze erfëlle sinn.

Zwar goufe beim Akaf vun den Dingoe verschidden Ersatzstécker matbestallt, an duerfir wor och ënner anerem eng finanziell Enveloppe vun 1,9 Milliounen Euro mat ageplangt. Dat woren allerdéngs normal Ersatzstécker, déi vum Produzent vum Won an engem „initial package" proposeiert goufen a virun allem de mechanesche Funktionement vum Dingo solle sécherstellen.

Den Entretien vun den Dingoe gëtt duerch eng normal Maintenance gemaach mat Ersatzstécker, wéi och fir verschidde Fäll duerch d'Benotze vu Stécker aus aneren Dingoen.

Wann déi méi deier Stécker gebraucht ginn, ass den éischte Choix, fir se aus Dingoen ze huelen, déi se net direkt dee Moment brauchen, well se net am Asaz sinn. Esou gouf zum Beispill aus verschiddene Ween, déi fir Fahrschouloder Basisausbildungszwecker gebraucht ginn, den „Mission kit" ausgebaut, an als Ersatzdeel an de Stock geluecht. An anere Fäll goufen Ersatzstécker vun aneren Dingoen nëmmen esou laang benotzt, bis déi nei Stécker bestallt a geliwwert gi sinn. Et gouf an deene leschte Joren och e puer Fäll, wou duerch Spuermoossnamen um Funktionementsbudget décidéiert ginn ass, déi deier Stécker net nozebestellen. Mä och an deene Fäll gouf et ni Dingoen, déi total „out" waren doweinst.

D'Arméi considéréiert dräi Zoustänn vum PRV/Dingo:

- „Full Operational Capability" (FOC): de Won ass komplett funktiounsfäeg;

- „Initial Operational Capability" (IOC): de Won ass zum Deel funktiounsfäeg, woubäi verschidden Deeler net operationnel sinn, wou awer kee Sécherheetsrisiko besteet;

- „Non operational" (OUT): de Won ass net funktiounsfäeg, well e Sécherheetsproblem besteet.

Eng FOC vu 70% ass eng allgemeng acceptéiert Valeur an der NATO fir dësen Typ vun Won, wat am Fall vun der Lëtzebuerger Arméi 34 Ween ausmécht. Wann ee méi en héije Prozentsaz fir d'Disponibilitéit vun de Ween viséiert, verlaangt dat Investissementer, déi ekonomesch schwéier ze justifiéiere sinn. De Prozentsaz vun der Disponibilitéit variéiert och vu Mount zu Mount.

Op den Datum vum 8. Dezember war d'Situatioun folgend fir déi 48 Ween:

Total	FOC	IOC	OUT
48	33	7	8
100%	69%	15%	16%

Trotz dem Gebrauch vun Ersatzstécker aus verschiddenen Dingoe fir aner Ween, bleift de Ratio vun Disponibilitéit an engem akzeptable Kader. Déi PRVen, déi momentan „out" sinn, sinn iwwregens an der Reperatur wéinst normale Pannen. Si sinn net „out", well Stécker dovunner benotzt gi wieren, fir aner Dingoen ze reparéieren.

Wat d'Maintenance vun de Ween ugeet, ass et d'selwecht wéi bei engem zivilen Auto, wou de Constructeur virschreift, wéini wat muss kontrolléiert an ersat ginn. Entspriechend deem, wat während der Inspektioun vu Mängel festgestallt gëtt, muss de Won méi oder manner laang am Atelier bleiwen, fir gefléckt ze ginn. Bei den Dingoe vun der Lëtzebuerger Arméi si folgend Intervallë virgeschriwwen:

Won	„Mission kit"		
Mécanique	C4I	RWS	OWS
no sechs Méint	no engem Joer	no sechs Méint	no sechs Méint

Iwwer zwee Joer gekuckt, ass en Dingo an der Moyenne folgend Unzuel vu Stonnen an der Maintenance:

	Joer 1	Joer 2
Generell Inspektioun vum PRV (Won + „Mission kit")	28 hrs	38 hrs
Preventiv Maintenance vum Won	45 hrs	45 hrs
Korrektiv Maintenance vum Won	30 hrs	30 hrs
Preventiv Maintenance vun der OWS	12 hrs	12 hrs
Preventiv Maintenance vun der RWS	20 hrs	20 hrs
Preventiv Maintenance vun C4I	8 hrs	8 hrs
Gesamtstonnenzuel	143 hrs	153 hrs

Net geplangte Garagebesich gouf et der:

Won	
Mécanique	34
RWS	12
OWS	6
4I	30

Question 0740 (24.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **commissions d'accompagnement/comités de pilotage:**

Selon la presse, une commission d'accompagnement aurait depuis un mois été adjointe à la Direction de l'Aviation civile (DAC). Madame la Ministre de la Famille et d'Intégration a par ailleurs récemment décidé d'instituer un comité de pilotage pour accompagner la réforme de l'Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Premier Ministre, Ministre d'État, à la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à la Grande Région, et au Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sur quelle base et d'après quels critères de tel(le)s commissions / comités sont-elles/ils institué(e)s?

- Existe-t-il des lignes directrices au niveau du Gouvernement en la matière ou est-ce que les Ministres sont libres de créer de tels organes?

- Dans quels autres domaines est-il prévu de constituer de tels organes?

- Combien de tel(le)s comités / commissions existent-ils/elles actuellement auprès de l'administration gouvernementale respectivement d'établissements publics ou agences sous tutelle étatique?

Réponse commune (06.01.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il s'agit, dans les deux cas visés par la question parlementaire, de comités de pilotage qui ont été institués par les ministres qui ont autorité sur les administrations et services concernés par la mesure, autorité qui trouve son fondement dans les lois qui organisent les cadres des administrations et services en question. À l'heure actuelle, il existe d'autres structures au niveau de la Police grand-ducale, de la Direction de la Santé et des services en charge du contrôle de la chaîne alimentaire qui sous des dénominations diverses (comité d'accompagnement, comité de surveillance, comité de pilotage, groupe de travail, etc.) ont été instaurées pour accompagner les audits et consultances qui ont été lancés en relation avec le fonctionnement de ces administrations et services, respectivement pour tirer les conclusions de ces analyses et assurer leur implémentation et pour assister à ce niveau, pendant une phase limitée dans le temps, les directions des administrations et services concernés. Comme la nature et les objectifs des projets lancés varient fortement de cas en cas - il peut s'agir d'un audit au sens plein du mot, mais également, comme par exemple dans le cas de la Direction de la Santé d'un simple processus de consultance et d'accompagnement visant à préciser le cadre légal et la portée d'une potentielle réorganisation -, il est évidemment prématuré de dire dans quels autres domaines de tels organes seront constitués à l'avenir et d'en dresser une liste définitive.

Question 0741 (24.11.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **mise en place de deux carrières parallèles pour les métiers de l'encadrement périscolaire:**

Pour l'Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG), un des points les plus brûlants de la réforme de la fonction publique avait été l'accord salarial. Elle considère celui-ci comme une «discrimination», car les nouvelles carrières ont des répercussions positives seulement sur les salaires des nouveaux éducateurs gradués dans la profession. Avec 20 ans d'ancienneté, un éducateur gradué en cours de carrière arrive à 6.120 euros bruts par mois, soit 36 euros de plus qu'avant la réforme. Un éducateur gradué qui débute sa carrière arrivera, après 20 ans, selon les barèmes prévus, à près de 8.200 euros par mois. Par an, cela fait une différence de quasiment 25.000 euros en faveur des nouveaux éducateurs gradués qui vont seulement débuter leur carrière.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la nouvelle réforme implique-t-elle une discrimination entre nouveaux et anciens éducateurs, les derniers étant souvent le tuteur des jeunes?

- Les éducateurs et éducateurs gradués ont une place importante dans notre société, pour laquelle ils veulent fournir un travail de qualité. Le Ministre ne juge-t-il pas que la situation actuelle puisse engendrer une mauvaise ambiance de travail entre les éducateurs et les amener à fournir un travail de moindre qualité, voire conduire à une démotivation?

- Comment le Ministre envisage-t-il de remédier au mécontentement engendré par la mise en place de deux carrières parallèles pour les éducateurs?

Réponse (19.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans leur question parlementaire n°0741 du 24 novembre 2014, les honorables Députés Françoise Hetto-Gaasch et Aly Kaes exposent ce qui suit: «Pour l'Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG), un des points les plus brûlants de la réforme de la fonction publique avait été l'accord salarial. Elle considère celui-ci comme une 'discrimination', car les nouvelles carrières ont des répercussions positives seulement sur les salaires des nouveaux éducateurs gradués dans la profession. Avec 20 ans d'ancienneté, un éducateur gradué en cours de carrière arrive à 6.120 euros bruts par mois, soit 36 euros de plus qu'avant la réforme. Un éducateur gradué qui débute sa carrière arrivera, après 20 ans, selon les barèmes prévus, à près de 8.200 euros par mois. Par an, cela fait une différence de quasiment 25.000 euros en faveur des nouveaux éducateurs gradués qui vont seulement débuter leur carrière.»

Les honorables Députés demandent tout d'abord si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut confirmer cette affirmation.

En réponse, je voudrais relever que je ne peux pas confirmer cette affirmation.

La carrière actuelle des éducateurs gradués s'étend sur les grades 8, 11 et 13 avec un traitement de base se situant entre 230 (début de carrière) et 466 points indiciaires (fin de carrière). L'avancement au grade 11 se fait après six années de nomination, et l'avancement au grade 13 après 20 années de nomination.

Dans le cadre des réformes à venir dans la fonction publique, il est prévu de reclasser cette carrière comme suit:

Niveau général:	grade 10: grade de nomination
	grade 11: après trois années de nomination
	grade 12: après six années de nomination
Niveau supérieur:	grade 13: après douze années de nomination
	grade 14: après 20 années de nomination

Le traitement de base se situera entre 278 (début de carrière) et 500 points indiciaires (fin de carrière).

Les éducateurs gradués au service de l'État au moment de l'entrée en vigueur des réformes envisagées seront reclassés, sur base de l'article 47, paragraphe 2 du projet de loi amendé fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (doc. parl. n°64594), «au grade qui correspond à leur ancienneté de service acquise depuis leur première nomination et sur base des conditions et délais d'avancement fixés à l'article 12. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à la valeur de l'échelon barémique atteint la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation». Ils bénéficieront par la suite d'avancements supplémentaires jusqu'à atteindre 500 points indiciaires au lieu du maximum actuel de 466 points indiciaires.

En outre, il y a lieu de relever que tous les fonctionnaires ayant atteint au moins l'avant-dernier grade de leur carrière pourront profiter, à partir de l'âge de 55 ans, d'un supplément de traitement personnel correspondant à la différence entre le dernier échelon du dernier grade de leur carrière et leur traitement actuel. À ce moment, tous les agents reclassés bénéficieront donc d'une rémunération correspondant à 500 points indiciaires. Dans la mesure où ce supplément est pensionnable, le reclassement de leur carrière aura également un effet positif sur leur pension.

D'une manière générale, il faut encore remarquer que les personnes qui seront admises au stage à partir de l'entrée en vigueur de ces réformes, ne connaîtront pas les mêmes conditions que les fonctionnaires actuels si l'on tient notamment compte de l'allongement d'une année de la durée du stage et de la réduction des indemnités de stage.

L'on ne peut donc pas affirmer que les «anciens» seraient discriminés par rapport aux «nouveaux».

Finalement, je voudrais rappeler que le Gouvernement actuel s'est engagé à poursuivre les réformes entamées par le Gouvernement précédent. Dès le départ, le mécanisme de reclassement précité a fait partie intégrante du paquet des réformes dans la fonction publique. Ce paquet des réformes a figuré entre 2010 et 2012 dix fois à l'ordre de jour du Conseil de Gouvernement de l'ancien Gouvernement, sans que le moindre amendement concernant le mécanisme de reclassement ne fût arrêté. Par ailleurs, aucun amendement concernant le mécanisme n'a été présenté au cours des travaux parlementaires concernant le paquet des réformes. J'ose par conséquent espérer que tous les groupes politiques, y inclus les anciens membres du Gouvernement, approuvent le mécanisme de reclassement dans la fonction publique tel qu'il est projeté par le projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Question 0742 (24.11.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **questionnaire dans plusieurs établissements scolaires:**

Selon mes informations, un questionnaire portant sur des questions relatives à l'appartenance et les pratiques religieuses des élèves et de leurs parents circule dans plusieurs établisse-

ments scolaires. L'auteur(e) du questionnaire veut, entre autres, savoir à qui dans la famille revient la responsabilité de décider si l'élève fréquente le cours de formation morale et sociale ou le cours d'instruction religieuse et morale, respectivement souhaite connaître l'opinion des parents par rapport à la discussion actuelle autour de l'enseignement des valeurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce questionnaire?

- Dans l'affirmative, le Ministère a-t-il examiné les questions et autorisé la circulation de ce questionnaire?

Réponse (24.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à votre question concernant la passation d'un questionnaire en rapport avec l'enseignement des valeurs, je me permets de préciser ci-après les différents niveaux d'implication de mon Ministère quant à l'élaboration et la passation de questionnaires dans les écoles. Dans tous les cas de figure, il est scrupuleusement veillé à respecter l'anonymat des élèves.

Globalement, il y a quatre scénarios différents qui peuvent se présenter:

Il y a d'abord les questionnaires des études internationales auxquelles le Luxembourg a décidé de participer (PISA, PIRLS…). Dans ce genre d'études, les questionnaires sont élaborés par un consortium international et le Luxembourg, en tant que pays participant a une possibilité d'intervention assez limitée sur la définition de ces questionnaires.

Le deuxième cas de figure concerne les études nationales initiées par mon Ministère. Ces études sont souvent réalisées en partenariat avec des institutions universitaires. Lors de ce type d'études, les questionnaires sont validés ensemble avec l'institution partenaire.

Le troisième cas de figure concerne les études locales initiées et réalisées sur demande des écoles ou lycées comme par exemple le PRS (plan de réussite scolaire). Ces questionnaires sont examinés en détail et avisés par l'Agence pour le développement de la qualité du SCRIPT qui soutient, sur demande, les écoles dans la passation du questionnaire en mettant à disposition un dispositif de traitement automatique.

Le quatrième cas de figure concerne les questionnaires qui sont proposés dans le cadre de mémoires, dissertations, travaux de candidature ou travaux de recherche. L'élaboration de ces questionnaires se fait sous la responsabilité de l'institution en charge de la formation.

Le questionnaire auquel l'honorable Député fait référence a été élaboré par le stagiaire/étudiant qui agit sous la responsabilité de son patron de mémoire. Une demande de passation du questionnaire a été adressée à mes services qui avisent seulement la méthodologie de passation du questionnaire.

En principe, l'accord est donné à partir du moment où les dispositions concernant la protection des données personnelles sont garanties. Un support logistique pour la passation peut être accordé. Force est de constater que le questionnaire a trouvé l'aval de la direction du mémoire qui est responsable pour le contenu de tels questionnaires.

Question 0743 (25.11.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **informations sur la fortune des requérants du revenu minimum garanti (RMG):**

Selon la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, une des conditions d'octroi du RMG concerne les ressources dont dispose le demandeur, qui doivent être inférieures aux limites fixées par l'article 5 de la loi susmentionnée.

Le paragraphe (1) de l'article 19 prévoit e. a. que «pour la détermination des ressources d'un ayant droit sont pris en considération son revenu brut intégral et sa fortune ainsi que les revenus et la fortune des personnes qui vivent avec lui en communauté domestique. Sont compris dans les revenus, les revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère».

Selon l'article 20 (4), un «requérant possédant une fortune à l'étranger doit produire une attestation, établie par un organisme public compétent», permettant d'établir la valeur de cette fortune. «S'il est dans l'incapacité de produire une telle attestation, le fonds national de solidarité évalue la valeur de la fortune en fonction des éléments d'appréciation dont il dispose.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- De quels moyens le Fonds national de solidarité (FNS) dispose-t-il pour déterminer si un requérant possède une fortune à l'étranger qu'il ne déclare pas ou s'il a des revenus non déclarés?

- Le FNS, à l'instar de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché et du Fonds du Logement, demande-t-il aux requérants du RMG de livrer un certificat de non-propriété au Luxembourg et à l'étranger?

Réponse (23.12.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, il convient de décrire tout d'abord le cadre des voies et moyens dont dispose le Fonds national de solidarité (FNS) pour contrôler les éléments de fortune et de revenu d'un demandeur ou d'un bénéficiaire d'une prestation prévue dans le cadre de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Cadre légal des missions de contrôle

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité, les agents des administrations et établissements publics et notamment les agents fiscaux ainsi que les agents des organismes de sécurité sociale sont tenus de fournir au FNS les renseignements qu'ils détiennent et qui sont nécessaires à la liquidation et au contrôle des prestations et en général au fonctionnement du Fonds. Bien évidemment cette disposition ne peut trouver son application que sur le plan national.

L'article 17bis introduit par la loi du 29.04.1999 prévoit en outre que les agents du FNS peuvent dans l'exercice de leurs missions et munis des pièces justificatives de leurs fonctions, se rendre au domicile des personnes ayant sollicité une prestation du Fonds afin de procéder à tous les examens, contrôles ou enquêtes jugés nécessaires pour déterminer si les conditions en vue de l'octroi de ces prestations se trouvent remplies. Les visites à domicile ne peuvent avoir lieu qu'entre six heures et demi et vingt heures.

Application pratique

Le formulaire de demande en obtention d'une prestation du revenu minimum garanti inclut un questionnaire relatif à la situation de fortune mobilière et immobilière du requérant au Luxembourg et à l'étranger. Le demandeur doit obligatoirement répondre à toutes les questions sous peine de se voir refuser la demande faute d'indications. Il est tenu de signer la déclaration suivante:

«Le soussigné certifie avoir fait toutes les déclarations en âme et conscience. Il s'engage à avertir le Fonds endéans un mois de toute circonstance pouvant entraîner une modification de l'allocation. Il est conscient que toute déclaration incomplète et inexacte est punie conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité (peine d'emprisonnement de un mois à cinq ans et amendes de 251 euros à 2.500 euros).»

Pour le cas où le demandeur fait indication d'une fortune immobilière à l'étranger, le Fonds l'invite à produire copie de l'acte notarié (acte d'acquisition, déclaration de succession en cas d'héritage) et une attestation de l'instance étrangère compétente sur la valeur du patrimoine. S'il est dans l'incapacité de fournir une telle attestation il doit remplir un questionnaire supplémentaire détaillé sur la superficie du terrain, la surface habitable, le nombre de pièces d'habitation, l'année de construction, la nature de la construction, entre autres, et le FNS évalue la valeur de la fortune en fonction des éléments d'appréciation dont il dispose.

Le comité-directeur du Fonds national de solidarité a jugé inopportun de contraindre le demandeur à produire un certificat de non-propriété de son pays d'origine alors que dans beaucoup d'États il n'existe aucune administration nationale ou centrale susceptible d'établir un tel certificat et que souvent des instances régionales ou départementales sont compétentes pour l'établissement de ce certificat. À défaut d'un contrôle réciproque entre communes et départements il serait dès lors possible à un demandeur de produire un certificat de non-propriété d'une commune respectivement d'un département et être tout de même propriétaire dans une autre région. Eu égard à ce qui précède, le FNS est d'avis que pareille certification est donc peu fiable et n'a qu'une valeur restreinte.

Pour ce qui est des revenus éventuellement non déclarés par le demandeur tels que les pensions ou rentes provenant de l'étranger, il y a lieu de signaler que le FNS réalise dans chaque dossier un contrôle par consultation des fichiers de la Caisse Nationale d'Assurance Pension et du Centre commun de la sécurité sociale.

Toujours est-il que le FNS, en ce qui concerne la fortune immobilière du demandeur au Grand-Duché de Luxembourg, demande dans chaque dossier un certificat du service d'évaluation immobilière de l'Administration des Contributions et le cas échéant procède à l'inscription d'une hypothèque légale conformément aux dispositions de l'article 30 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Reste à signaler que le Fonds national de solidarité s'est donné les moyens de créer un «service de répression des fraudes» qui vient d'être renforcé d'effectif au courant de l'année 2014. Son rôle consiste à poursuivre les irrégularités, à dénoncer les fraudes à tous les niveaux et le cas échéant à déposer plainte auprès du parquet. Sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles, la restitution des sommes indûment touchées est obligatoire si le bénéficiaire a provoqué son attribution en alléguant des faits inexacts, ou en dissimulant des faits importants, ou s'il a omis de signaler des faits importants après l'attribution.

Question 0744 (15.11.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **démission de la directrice de la Direction de l'Aviation civile de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne:**

D'après un article publié vendredi dernier, 21 novembre 2014, dans paperjam.lu, la nouvelle directrice de la Direction de l'Aviation civile (DAC) se serait fait démettre le 14 novembre dernier de la présidence du conseil d'administration de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA). Rappelons que L'ALSA est en charge de superviser la sécurité de l'aviation civile, notamment de passer en revue la navigabilité des avions, de procéder aux vérifications des licences des pilotes et de s'assurer de la conformité de l'exploitation de l'aéroport. Société de droit privé, mais appartenant à 100% à l'État luxembourgeois, la réglementation aéronautique (donc les textes internationaux) prévoit que cette agence soit sous le contrôle de la DAC, d'où le mandat de sa directrice à la présidence du conseil d'administration.

L'article susmentionné parle d'un «putsch» contre une présidente qui aurait eu la ferme volonté de revoir la gouvernance de l'ALSA. De même, il est question de «flux financiers qui méritent des clarifications». En plus, avant la nomination de la nouvelle directrice et sous la responsabilité d'une direction intermédiaire, les réclamations du personnel quant à la gestion de l'ALSA se sont multipliées. Ainsi, la délégation du personnel avait fait état d'une concertation avec le personnel quasi inexistante, d'une communication non adéquate, d'accord ignorés, de sous-effectifs, de questions soulevées concernant les heures supplémentaires, les missions de week-end, de formations,… restés sans réponses, etc. Manifestement, la présidence de l'ALSA par une femme jeune et dynamique, ayant fait ses preuves dans l'investigation d'escroqueries financières, n'était pas du goût de tout le monde.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les conseils d'administrations de structures appartenant à 100% à l'État sont-ils autogérés par les administrateurs délégués par l'État ou est-ce bien l'État lui-même, en l'occurrence le Gouvernement, qui décide de la présidence d'un tel conseil d'administration (d'autant plus que la présidence de ce conseil est étroitement liée à la gestion et à la direction de la DAC)? Les administrateurs se sont-ils concertés au préalable avec vous quant à l'éviction de la directrice de la DAC de son poste de présidente du CA de l'ALSA? Approuvez-vous cette façon d'agir?

2. Partagez-vous l'appréciation de la délégation du personnel quant à la gestion de l'ALSA antérieurement à la nomination de la nouvelle présidente?

3. Quels sont les problèmes soulevés par la nouvelle présidente qui dérangent les administrateurs qui viennent de démettre la présidente de ses fonctions?

4. De quel droit des administrateurs peuvent-ils forcer - notamment par le biais d'un «sit-in» devant la porte de son bureau - la directrice de la DAC à leur remettre des dossiers en relation avec l'ALSA que celle-ci détient en relation avec ses fonctions au sein de la DAC?

5. Comment voulez-vous remettre de l'ordre dans la gestion de la DAC sans désavouer une directrice résolue de revoir la gouvernance de l'ALSA? Est-il toujours prévu, comme l'avait proposé le Gouvernement précédent, de changer le statut de l'ALSA en celui d'un établissement public? Dans l'affirmative, dans quels délais un tel changement de statut pourrait-il se faire? Sinon, quel sera le statut de l'agence?

6. Avez-vous prévu des changements au niveau du fonctionnement et de la gestion de la DAC? Est-il vrai qu'une commission d'accompagnement a été mise en place pour accompagner le travail de la nouvelle directrice de la DAC? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons exactes pour cette mesure et comment et pour combien de temps cet accompagnement est-il prévu?

7. Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance du harcèlement subi par des délégués du personnel suite aux événements susmentionnés? Que comptez-vous faire pour y remédier?

Réponse (13.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, Monsieur le Député souhaite avoir des renseignements sur «les turbulences auprès de l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA) et la Division de l'Aviation civile (DAC)».

Comme déjà évoqué dans ma réponse à la question parlementaire n°0735 de l'honorable Députée Dall'Agnol *(voir ci-dessus)*, l'on précise que le Ministère a été mis au courant de certaines divergences de vues au sein du conseil d'administration concernant la gestion de la société ALSA.

Or, il me semble évident que je ne donne aucun commentaire sur des questions relevant du domaine du personnel d'une administration, d'une société ou concernant des membres d'un conseil d'administration afin d'assurer le respect de la protection de la vie privée.

Étant donné que la DAC de même que l'ALSA sont des acteurs clefs dans le domaine de l'aviation civile, j'ai chargé un consultant externe pour faire un audit financier et organisationnel aussi bien auprès de la DAC que de l'ALSA dont j'attends les conclusions pour fin février/début mars avant de pouvoir prendre les décisions qui s'imposent.

Question 0746 (25.11.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **contrôle médical d'embauche:**

Wann e Patron en neie Salarié astellt, muss dee Betreffenden an e Contrôle médical d'embauche. Dat muss bannent zwee Méint geschéien, an a spezielle Fäll, wou méi héich Aarbechtsrisike sinn, souguer virun der Astellung. Mir ass zu Ouere komm, dass et awer ganz laang dauere kann, bis deen neie Salarié e Rendez-vous beim Aarbechtsdokter vu sengem Secteur kritt.

Dofir wollt ech der Madame Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne tëscht der Demande an engem Rendez-vous? Gëtt et do sektoriell gravéierend Ënnerscheeder? Misst d'Direction de la Santé net op eng méiglechst Gläichbehandlung vun de Salariéen an de Patronen iwwert d'Secteure vun der Aarbechtsmedezin ewech halen, och wat dëse Kontroll-Rendez-vous ugeet?

2. Kann e Patron dervun ausgoen, dass d'Aarbechtsmedezin den Délai vun zwee Méint respektéiert a säi Kandidat direkt schaffe loossen?

3. Goufe schonns Leit poursuivéiert wéinst Défaut vum Contrôle médical?

4. Goufen et scho Recoursë bei Aarbechtsaccidenter aus deem nämlechte Grond?

5. Wa jo, goufe Problemer, fir mat Zäit e Rendez-vous fir d'Kontroll ze kréien, als Excuse évoquéiert?

6. Wat gëtt iwwerhaapt kontrolléiert? Gëtt z. B. e Kandidat fir Chauffeur op Drogen- an Alkoholprobleme getest?

7. Fir e potenzielle Salarié aus engem Net-EU-Land sinn nach weider medezinesch Kontrolle verlaangt. Wär et net sënnvoll, méi einfach a méi bëlleg, fir all dës Tester matenee vun deem nämlechte Service maachen ze loossen?

8. Wat kascht de Service de Stat, a wéi schätzt Dir d'Relatioun tëscht Käschten an Notzen an?

Réponse (29.12.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Den Artikel L.326-1 vum Code du Travail gesäit vir, datt d'Salariéen, déi op engem Risikoposte schaffen, virun der reeller Mise au travail ënnersicht musse ginn. Déi Leit, déi kee Risikoposte kréien, muss de Patron an deenen zwee éischte Méint no der Mise au travail bei d'Aarbechtsmedezin schécken. A méi wéi 90% vun de Fäll gëtt sech un déi Délaie gehal. An 10% vun de Fäll ginn d'Leit bis zu zwee Méint méi spéit ënnersicht. Dëst ass ofhängeg an éischter Stell vun enger chronescher Pénurie vun Aarbechtsdokteren, genau wéi bei eisen Nopeschlänner. Un zweeter Stell hänken och d'Verspéidungen dovun of, datt vill Urgencen dertëscht musse gekuckt ginn. Schliisslech ginn et och nach sektoriell Ënnerscheeder bei den aacht aarbechtsmedezinesche Servicer am Privatsecteur. D'Examens d'embauche sinn héich am Secteur vun de Finanzen, am Secteur vun de méi klengen Déngschtleeschtungsbetriber an am Secteur paramédical. An der Groussindustrie sinn d'Embauchen net esou heefeg. An der Praxis stellt sech eraus, datt déi Salariéen, déi op engem Risikoposte schaffen, an der Regel net laang op e Rendez-vous waarde mussen.

D'aarbechtsmedezinesch Servicer maachen hiert Bescht, fir d'Leit esou séier wéi méiglech ze ënnersichen, mä e Patron ka säi Kandidat, dee kee Sécherheetsposte kritt, direkt schaffe loossen an e muss en am aarbechtsmedezinesche Service umellen, deen dann dofir suerge muss, dass d'Persoun an den éischten zwee Méint och ënnersicht gëtt.

Fir sécherzestellen, datt et bannent deenen zwee Méint och effektiv zum medezineschen Exame kënnt, hunn ech d'Divisioun vun der Aarbechtsmedezin vun der Direktioun vun der Santé beoptraagt, bei den aarbechtsmedezinesche Servicer ze intervenéieren, fir d'Anhale vun dësem Délai ze rappeléieren.

Et ginn och regelméisseg Salariéë fonnt bei Kontrollen, zum Beispill vun der Douane op Schanterjer, déi ni een Examen d'embauche haten a wou de Patron eleng responsabel ass, well et dem Patron seng Flicht ass, eng valabel Fiche d'aptitude vun all senge Leit ze hunn. D'Divisioun vun der Aarbechtsmedezin vum Gesondheetsministère ordonnéiert dann, dës Ënnersichungen an engem kuerzen Délai nozehuelen. D'Divisioun vun der Aarbechtsmedezin huet 2014, zesumme mat der Douane an der ITM, véier grouss Actions de coup de poing gemaach, huet dobäi vun 372 kontrolléierte Salariéen der 25 musse vun der Aarbechtsplaz ewechhuelen (= 6,72%). D'Douane huet 2013, an Zesummenaarbecht mat der Divisioun vun der Aarbechtsmedezin, 239 Entreprisë mat 9.459 Salariéë kontrolléiert an do waren an der Moyenne just 11% net konform mat der Aarbechtsmedezin.

Et si keng Fäll bekannt, déi op Problemer zréckzeféiere wieren, well de Rendez-vous net mat Zäit accordéiert gi wier.

Beim Examen d'embauche gi sämtlech Organer kontrolléiert (Longen, Häerz, Aen, Oueren, Examen neurologique etc.), well den Aarbechtsdokter, grad ewéi seng Kolleegen Dokteren, eng Obligation de moyens huet, fir festzestellen, ob eng Persoun all Fäegkeeten huet, ee bestëmmte Posten ze besetzen, oder ob eng eventuell Krankheet, déi de Salarié huet, sech net duerch d'Aarbecht ka verschlechteren. Et gi keng systematesch Drogen- an Alkoholtester gemaach, dëst am Aklang mam Artikel 8 vun der Convention européenne des droits de l'Homme, deen esou eppes als Ingérance injustifiée dans la vie privée considéréiert. Dës Conventioun gesäit Ausnahme vir, wa Leit op engem Sécherheetsposte schaffen an domat sech selwer an aner Leit a schwéier Gefor brénge kënnen. Handelt et sech zum Beispill ëm ee Sécherheetsposten, da kann den Aarbechtsmedeziner spezifesch Tester maachen, awer nëmmen, wann en dat fir eng eenzel Persoun fir richteg hält. D'Divisioun vun der Aarbechtsmedezin huet eng Instruktioun erausgi fir d'Aarbechtsdokteren am Beräich Drogen, wou dësen Test exklusiv fir den Dokter bestëmmt ass an eng genau Prozedur festgeschriwwen ass.

Salariéen aus Net-EU-Länner gi medezinesch ënnersicht vun dofir designéierten Dokteren am Kader vun der Openthaltsgenehmegung, a fir ze kucken, ob keng ustiechend Krankheeten, wéi zum Beispill Tuberkulos, virleien. Duerno gi se da vum Aarbechtsmedeziner vum Betrib, wou se schaffe ginn, gepréift, ob se fäeg (apte) si fir den Job oder net.

Déi aacht aarbechtsmedezinesch Servicer aus dem Privatsecteur, déi ronn 360.000 Salariéë betreien, ginn integral vun de Betriber finanzéiert.

De Stat bezilt zwee Servicer am Beräich Aarbechtsmedezin: den aarbechtsmedezinesche Service vum Stat (Division de la santé au travail du secteur public), deen d'Fonctionnairë beim Stat a bei de Gemenge betreit, an d'Divisioun vun der Aarbechtsmedezin vun der Direktioun vun der Santé, déi als Missioun huet, d'aarbechtsmedezinesch Servicer aus dem Privatsecteur ze koordinéieren an ze kontrolléieren.

D'Käschte fir d'Aarbechtsmedezin am Privatsecteur zu Lëtzebuerg si moderéiert par rapport zur Belsch an zu Frankräich zum Beispill. Pro Salarié kascht d'Aarbechtsmedezin zu Lëtzebuerg an der Moyenne ongeféier 45 € (dat sinn ongeféier 0,11% vun der Masse salariale annuelle), a Frankräich an an der Belsch tëschent 60 an 80 €.

Den Notze vun den aarbechtsmedezinesche Servicer kann een op villen Niveauen aschätzen an een Audit vun 2012 bestätegt dëst: Iwwer 110.000 Leit gi pro Joer ënnersicht. Bei 10% vun dësen Ënnersichunge gi Pathologië festgestallt, déi d'Leit net kannt hunn a wou eng Ofklärung respektiv Behandlung néideg ass. Den Aarbechtsmedeziner proposéiert Adaptatioune vun der Aarbechtsplaz bei méi wéi 8% vun de Leit, déi ënnersicht goufen. Hie beréit och de Patron, wat Ergonomie op der Aarbechtsplaz bedeit a wéi handikapéiert Persounen agesat kënne ginn. Am Kader vun de Gesetzgebungen iwwer schwanger Fraen an der Beruffswelt an de Reclassement vu Salariéen, déi hire leschte Job net méi kënne maachen, sinn d'Avise vum Aarbechtsmedeziner ausschlaggebend. Si gesinn zesumme pro Joer iwwer 3.500 schwanger Fraen an iwwer 2.000 Salariéen, déi reclasséiert musse ginn.

Question 0747 (25.11.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**action des buralistes sur l'aire de Berchem:**

Gëschter hunn eng honnert franséisch Tubakshändler (Buralisten) zu Lëtzebuerg op der Aire de Berchem eng Tankstell besat an de Verkaf am Geschäft fir eng hallef Stonn komplett blockéiert. Si wollten ënner anerem géint déi ze héich Accisësteier a Frankräich demonstréieren.

An deem Kontext wollt ech dem Justizminister an dem Banneminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt et eng Rechtsgrondlag, déi et Ausländer erlaabt, hei am Land géint hir Regierung ze demonstréieren?

2. Gouf d'Police bei dëser Aktioun ageschalt? A wa jo, wéi vill kascht hiren Asaz de Lëtzebuerger Steierzueler? Wann neen, firwat net?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir esou Nuisancen an Zukunft ze verhënneren oder ze bestrofen?

Réponse (23.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ad 1. D'Verfassung garantéiert d'Recht, fir seng Meenung fräi ze äusseren (Artikel 24), an d'Recht, fir sech friddlech an ouni Waffen ze versammelen (Artikel 25).

Den Artikel 111 vun der Verfassung gesäit vir, datt all Auslänner, dee sech um Lëtzebuerger Territoire befënnt, déiselwecht Protectioun, déi de Leit an de Gidder zougesprach gëtt, genéisst wéi e Lëtzebuerger, ausser d'Gesetz gesäit eppes anescht vir. Esou eng gesetzlech Derogatioun gëtt et an deem heite Fall net.

Zanter engem Arrêt vum Conseil d'État, Comité de contentieux vum 4. Februar 1964 schéngt et och kloer, datt d'Grondrechter vum Kapitel II vun eiser Verfassung ënnert d'Protectioun vun den Auslänner fält, déi vum Artikel 111 garantéiert gëtt.

Deemno huet, laut eiser Verfassung, den Auslänner datselwecht Recht, seng Meenung ze äusseren an ze manifestéiere wéi de Lëtzebuerger.

Ad 2. Den 18. November 2014 war d'Police vun de franséischen Autoritéiten informéiert ginn, datt et kéint zu enger Manifestatioun vu franséischen Tubakhändler zu Lëtzebuerg kommen. Et war net bekannt, wou déi Manifestatioun géing stattfannen, mä no enger interner Evaluatioun ass d'Police zum Schluss komm, datt et kéint op der Aire de Berchem sinn. Wéi et am Artikel 40 vum Polizeigesetz virgesinn ass: «La Police se tient à portée des grands rassemblements publics et prend, en cas de nécessité, les mesures matérielles qui s'avèrent utiles à leur déroulement paisible», huet d'Police zwou Patrouillen op d'Plaz geschéckt. D'Manifestatioun ass friddlech verlaf, soudatt keng weider Moossname vun der Police hu musse geholl ginn.

Ad 3. All Infraktioun, déi am Kader vun enger Manifestatioun gemaach gëtt, ka bestrooft ginn. Des Weidere kann déi Persoun, déi e Schued erlidden huet, déi néideg zivilrechtlech Schrëtt aleeden.

Question 0748 (25.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **piratage des caméras de surveillance publiques:**

Selon les informations de la presse, dont le site en ligne du Tageblatt, des caméras de surveillance publiques auraient été piratées et leurs images rendues accessibles en direct sur des sites en ligne. En outre, le système de vidéosurveillance de la Police grand-ducale à Luxembourg-ville aurait été concerné. Ceci est d'autant plus grave qu'apparemment il y avait déjà des avertissements depuis début novembre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Pourquoi n'y avait-il aucune réaction à la mise en garde il y a quelques semaines?

- Comment les autorités ont-elles réagi après avoir pris connaissance du piratage?

- Quelles mesures Messieurs les Ministres entendent-ils prendre dorénavant afin d'éviter de tels abus?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que la présente affaire est une atteinte grave à la vie privée de chacun d'entre nous et que la protection des données est un domaine très sensible méritant plus d'importance de la part des autorités?

Réponse commune (30.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les honorables Députés se réfèrent aux informations publiées dans la presse concernant le piratage de caméras de surveillance luxembourgeoises ainsi que la mise en ligne non autorisée d'images qui pouvaient être visionnées via un site étranger. Il échet tout d'abord de signaler que le système de vidéosurveillance de la Police grand-ducale n'a pas été concerné. En tant que système autonome la plateforme Visupol ne peut d'ailleurs pas être accédée par Internet, étant donné qu'une telle connexion est physiquement inexistante. Le système Visupol dispose par ailleurs de nombreux mécanismes de sécurité destinés à empêcher un piratage.

Quant aux autres systèmes de surveillance luxembourgeois qui auraient été victime d'un piratage, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a, immédiatement après avoir eu connaissance des faits, lancé une investigation. D'après les informations collectées par elle, le site en question «Insecam» contenait effectivement des liens actifs vers de multiples webcams privées montrant toutes sortes d'images privées.

Le site, qui était hébergé à l'étranger, avait été temporairement bloqué le 22 novembre 2014 suite aux interventions des autorités de protection des données britanniques et canadiennes en date du 21 novembre 2014. Après une remise en ligne temporaire, le site «Insecam» avait supprimé tout lien vers les images de caméras luxembourgeoises à partir du 25 novembre 2014.

Dans ces circonstances, la CNPD n'a pas pu procéder à l'identification des propriétaires de ces systèmes de surveillance et toute tentative de recherche par la CNPD via des sites Internet d'archivage numérique ou de sauvegarde en cache s'est également révélée infructueuse.

D'après les informations récoltées par la CNPD, il semblerait que le responsable du traitement des caméras luxembourgeoises ait non seulement manqué à son devoir de sécuriser son système de vidéosurveillance, mais qu'il soit également responsable d'une divulgation à l'échelle mondiale de ces données et qu'il ait filmé des zones, le cas échéant, non susceptibles d'autorisation par la CNPD. Aussi, la CNPD a-t-elle par conséquent dénoncé en date du 28 novembre 2014 les faits auprès du procureur d'État, conformément à l'article 32 paragraphe (8) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

La protection des données à caractère personnel est d'une importance capitale dans un monde où l'exploitation des données est le moteur de la croissance de l'économie numérique. Régulièrement des campagnes de sensibilisation sont menées afin de rendre les citoyens attentifs au cadre législatif en vigueur, de les familiariser avec leurs droits et de leur donner des conseils en vue d'utiliser en toute sécurité et sérénité et d'une manière responsable les nouvelles technologies de l'information. En ce qui concerne les dispositifs de vidéosurveillance qui, dans la mesure où ils filment des images relevant de la sphère privée, doivent être protégés d'une manière adéquate, une campagne de sensibilisation a été très récemment réalisée par le service CASES du Ministère de l'Économie (Cyberworld Awareness & Security Enhancement Services) en collaboration avec la CNPD. Elle est publiée à l'adresse suivante: www.cases.lu.

Question 0749 (25.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**hébergement du site web www.budget.lu:**

Selon nos informations, le site Internet www.budget.public.lu n'est actuellement pas hébergé sur les serveurs du Centre des technologies de l'information de l'État, comme indiqué par Monsieur le Ministre des Finances dans sa réponse du 19 novembre à notre question parlementaire n°0646 *(cf. compte rendu n° 4/2014-2015)*, mais sur les serveurs de la société anonyme Visual Online SA.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il indiqué des informations divergentes dans sa réponse à notre question parlementaire?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le site web du budget public soit toujours hébergé sur les serveurs d'une société anonyme et pas rapatrié sur les serveurs de l'État?

- Quels sont les coûts mensuels pour l'hébergement du site auprès de cette société anonyme?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'il ressort de la réponse à la question parlementaire n°0522 *(cf. compte rendu n°1/session extraordinaire 2013-2014)*, le développement du site Internet www.budget.public.lu a été confié à une société luxembourgeoise externe. En raison des délais, la société en question a également pris en charge l'hébergement, en attendant le transfert du site à une date ultérieure vers un des serveurs du CTIE. On peut préciser que le site est actuellement hébergé auprès de la société Visual Online SA, une filiale du groupe POST. Ce choix a été validé avec les responsables du CTIE. Deux raisons principales l'expliquent:

- Les frais d'hébergement sont forfaitairement compris dans le prix total. Il n'y a pas de coûts mensuels de l'hébergement à charge de l'État. Un transfert vers les serveurs du CTIE aurait par contre généré des coûts supplémentaires.

- Ce choix a été également motivé par le fait que le projet ne présente aucune donnée sensible. En effet, l'objectif du site est de rendre publiquement accessibles les données relatives au budget de l'État.

N°06
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Budget 2015 & paquet d'avenir p. 223 p. 229
Pesticides p. 212
Fusion Eschweiler-Wiltz p. 240

Sommaire des séances publiques nos 14 à 16 p. 242
Sommaire des questions parlementaires p. Q86

14e séance Jeudi 11 décembre 2014
15e séance Mardi 16 décembre 2014
16e séance Mercredi 17 décembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Visite à Lisbonne: accueil chaleureux et échanges intéressants

La visite officielle de deux jours à Lisbonne du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo et de M. Claude Wiseler, membre du Bureau, a confirmé les relations excellentes entre les parlements des deux pays.

La délégation luxembourgeoise a été accueillie chaleureusement le jeudi 5 février 2015 à l'Assemblée de la République du Portugal par la Présidente, Mme Maria da Assunção Andrade Esteves. À l'issue de la cérémonie de bienvenue, les députés luxembourgeois ont eu un entretien avec la Présidente et les Vice-Présidents de l'Assemblée, ainsi qu'avec les Présidents des groupes parlementaires, de la Commission des Affaires étrangères et des Communautés portugaises, de la Commission des Affaires européennes et du Groupe d'amitié parlementaire Portugal-Luxembourg.

Lors de cette entrevue plusieurs sujets ont été abordés, notamment la communauté portugaise au Luxembourg et la question des langues. La Présidente de l'Assemblée a souligné que la langue portugaise figure parmi les langues les plus parlées dans le monde. «La communauté portugaise est très attachée à sa langue maternelle», a expliqué Mme da Assunção Andrade Esteves.

«Le luxembourgeois est une des langues les moins parlées, mais constitue un des éléments qui ont fait du Grand-Duché le pays qu'il est aujourd'hui», a relevé le Président de la Chambre des Députés. «Le Luxembourg est attaché à sa langue nationale mais également au multilinguisme, qui ouvre les portes vers le monde. Nous respectons toutes les langues puisqu'elles sont un facteur d'inclusion et non d'exclusion.»



Mme Maria da Assunção Andrade Esteves, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Wiseler

La délégation du bureau a ensuite abordé la commémoration du 70e anniversaire de la Libération ainsi que les attaques récentes aux valeurs démocratiques. Les interlocuteurs ont partagé l'opinion qu'il faut défendre les valeurs fondamentales, mais sans se laisser prendre au piège par la stratégie des criminels.

Les députés ont encore eu un échange de vues sur la réforme de la Constitution, la participation des citoyens nationaux et étrangers à la chose publique et les migrations humaines.

Finalement, les deux délégations ont partagé le principe qu'il est important de trouver un meilleur équilibre entre l'économie et le social. «Il faut redonner un visage social à l'Europe», a conclu M. Mars Di Bartolomeo.

Les députés luxembourgeois ont également rencontré M. António Costa, le maire de Lisbonne, qui depuis l'année dernière est aussi le leader du principal parti de l'opposition, le Parti socialiste. La délégation luxembourgeoise a abordé le sujet des mouvements populistes en Europe et les réponses à donner à ce phénomène.

La première journée de la visite s'est clôturée par une entrevue avec le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs, M. Carlos Manuel Simões Silva.

Lors de la deuxième journée, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Wiseler ont eu une entrevue avec le Premier Ministre portugais, M. Pedro Passos Coelho. Les relations bilatérales et la communauté portugaise au Luxembourg ont été abordées lors de cette rencontre. Les interlocuteurs ont également eu un échange de vues sur les perspectives que le Gouvernement portugais entend proposer à la population suite aux sacrifices réalisés pour redresser la situation financière et économique du pays.

Rapport 2014 de l'ORK

L'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand) a ouvert 111 nouveaux dossiers concernant 188 enfants en 2014. Les ressources financières et humaines devraient augmenter tel que prévu par le programme gouvernemental: c'est une des doléances des représentants de l'ORK adressées aux membres de la Commission juridique et de la Commission de l'Enfance et de la Jeunesse lors de la présentation du rapport 2014 le 28 janvier.

Dans leurs recommandations, les responsables de l'ORK ont entre autres souligné que le comité voudrait voir une mission générale définie pour l'avocat pour enfants; les capacités d'accueil pour enfants (crèches, foyers, maisons relais) devraient augmenter; en ce qui concerne les structures d'accueil, l'ORK souhaite l'installation d'une procédure de plaintes et de réclamations; les enfants devraient pouvoir formuler leurs préoccupations sans devoir craindre de sanctions; les avis et l'expertise de parents d'enfants à besoins spécifiques devraient davantage être pris en compte dans l'enseignement, par exemple par l'instauration de procédures plus transparentes et participatives.

En règle générale, l'ORK voudrait que le travail avec les enfants soit régi par le principe de participation. Il rend encore attentif aux délais beaucoup trop longs pour l'accès aux services compétents dans des cas de divorces ou séparations lourdement conflictuels (Treffpunkt, SCAS, SCAP). Le Comité souligne qu'il doit impérativement se trouver dans une situation de vraie indépendance. Une solution préconisée par ses représentants serait le rattachement à la Chambre des Députés, similaire à celui du Médiateur.

Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste

À l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a participé les 26 et 27 janvier 2015 au forum qui réunissait à Prague les Présidents de plus de 46 Parlements nationaux, sur invitation du Président du Parlement européen, du Congrès juif européen et des autorités tchèques.

L'objectif du forum, qui s'est tenu la veille des commémorations du 70e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, était d'attirer l'attention sur les formes contemporaines du racisme, des crimes de haine et de l'antisémitisme et le débat a porté sur la lutte contre la récurrence de ces phénomènes.

Le 27 janvier les participants se sont rendus au camp de concentration de Terezin (Theresienstadt) pour écouter le témoignage de survivants, se recueillir et s'incliner devant les victimes.

Le camp de Terezin, qui avait la particularité de servir de camp de propagande au régime nazi avant de devenir camp de transit vers les camps de la mort, fut libéré le 8 mai 1945 par l'Armée rouge.

Première partie de la session 2015 de l'APCE

Émergence de la terreur et de la violence en Europe



M. Yves Cruchten lors de son discours

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a décidé de suspendre les droits de vote de la délégation russe tout comme son droit d'être représentée au sein des instances dirigeantes de l'Assemblée afin d'«exprimer clairement qu'elle condamne la poursuite des graves violations du droit international commises par la Fédération de Russie en Ukraine». C'est sans doute l'information principale qu'il faut retenir de la Session d'hiver 2015 de l'APCE, qui s'est tenue du 26 au 30 janvier à Strasbourg.

L'Assemblée a affirmé qu'elle reviendrait sur cette question lors de sa prochaine plénière en avril et envisagerait de rétablir ces deux droits «s'il devait s'avérer que la Russie a fait des progrès tangibles et mesurables pour donner suite aux exigences formulées par l'Assemblée».

En début de session, Mme Anne Brasseur, réélue Présidente de l'Assemblée pour un nouveau mandat d'un an, a déclaré dans son discours d'ouverture: «L'année 2014 n'a décidément pas été une bonne année pour les principes fondamentaux que nous défendons en Europe. Nous avons vu la terreur et la violence émerger dans de nombreux pays européens. Les actes terroristes à Paris sont une attaque contre nos valeurs fondamentales. Nous ne pouvons que saluer l'immense élan de solidarité à travers toute l'Europe après les crimes barbares perpétrés en France. Maintenant il s'agira de faire de cet élan de solidarité un mouvement durable contre la haine.»

L'Assemblée a d'ailleurs consacré un débat d'urgence aux attentats de Paris et à leurs conséquences au cours duquel est intervenu le député luxembourgeois M. Yves Cruchten: «Nous n'avons pas à nous excuser pour nos valeurs, l'égalité, la tolérance, le respect mutuel. Au contraire, nous devons défendre notre façon de vivre», a-t-il dit. Il faudrait plutôt combattre les inégalités croissantes dans le monde, mais également dans nos pays qui «laissent du terrain aux agitateurs, aux terroristes et aux extrémistes de tous bords. Voilà la raison pour laquelle nous devons intensifier nos efforts dans la lutte contre la pauvreté, renforcer notre État social, combattre l'exclusion, la discrimination, la stigmatisation et redonner de l'espoir à des millions de jeunes en Europe et ailleurs, l'espoir que leur situation s'améliore, qu'ils retrouvent une place dans nos sociétés.»

Une vidéo du discours de M. le Député Yves Cruchten peut être visionnée sur la page facebook de la Chambre des Députés. Vous y trouverez également un reportage sur un rapport en préparation de Mme la Députée Françoise Hetto-Gaasch sur le sujet «Égalité et coresponsabilité parentale: les droits des pères» en cas de divorce.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

Migration et promotion des investissements en région méditerranéenne



Mme Claudia Dall'Agnol

Le 26 janvier 2015 les membres de la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée se sont réunis à Barcelone (Espagne) au siège du Secrétariat général de l'UpM pour discuter du renforcement des liens entre l'Assemblée et le Secrétariat, des aspects économiques liés à la migration et de la promotion des investissements dans la région méditerranéenner. Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, a représenté la Chambre des Députés.

Après les mots de bienvenue du Président de la Commission, M. Ali Ercoskun (Turquie), le Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi a informé les délégués que le secrétariat général se tenait à disposition de l'Assemblée parlementaire pour tous les projets en cours et futurs.

Son discours fut suivi par une discussion générale concernant la collaboration entre le Secrétariat général et l'AP-UpM et les différentes pistes pour l'améliorer.

Mme María Jesús Herrera, chef de bureau de l'OIM (Organisation internationale pour les Migrations) en Espagne, a présenté un exposé sur les aspects économiques liés à la migration. Plusieurs membres de l'AP-UpM se sont montrés convaincus que le rôle de l'Assemblée doit être renforcé et qu'elle doit davantage contribuer à la stabilité dans des pays comme la Syrie et la Palestine, frappés par des conflits à long terme.

Un échange de vues avec M. Javier Albarracín de l'Institut européen de la Méditerranée au sujet du développement socio-économique clôtura la réunion, sujet qui figurera également à un prochain ordre du jour en vue de l'adoption de la recommandation de la Commission soumise au vote de la plénière.

Les participants à la réunion représentaient le Parlement européen ainsi que les Parlements de l'Algérie, de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Estonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la République Tchèque, du Portugal, de la Turquie, de la Suède, de l'Italie, de la Jordanie, du Maroc, de la Palestine et de la Slovénie.

L'AP-UpM regroupe 280 parlementaires de 28 États membres de l'UE, de 10 États du versant sud de la Méditerranée ainsi que de cinq autres pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Mauritanie, Monaco et Monténégro).

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Réunion du Bureau à Clermont-Ferrand

La réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée à Clermont-Ferrand, en France, les 26 et 27 janvier 2015, sous la présidence de M. Paul E. McIntyre (sénateur, Canada). Elle a réuni, à l'invitation de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française, une trentaine de parlementaires, y compris M. Alex Bodry en sa qualité de membre de la section luxembourgeoise auprès de l'APF et plusieurs présidents de parlement.

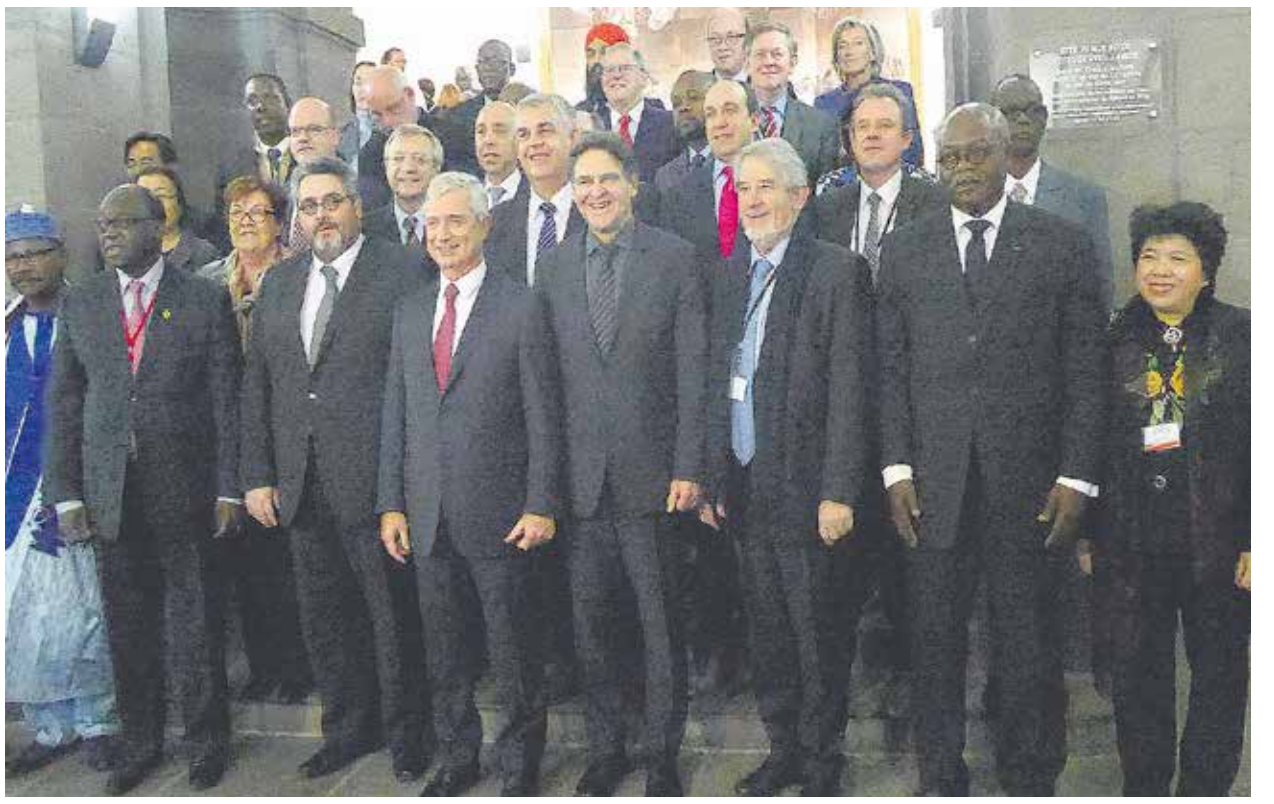
Au cours de la cérémonie d'ouverture, M. Bartolone a mis l'accent sur la nécessité d'actions concertées entre les peuples ayant le français en partage. Le Président, M. McIntyre, a ensuite souligné la volonté de l'APF d'inscrire davantage ses travaux dans le cadre de l'actualité internationale.

Les membres du Bureau ont auditionné l'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime. Ce dernier a présenté la nouvelle programmation quadriennale de l'OIF et a appelé de ses vœux un renforcement des synergies avec la Francophonie parlementaire.

Après avoir adopté le rapport d'activité de M. Pascal Terrasse, Secrétaire général parlementaire (député, France), les membres du Bureau ont échangé leurs vues sur la mise en application du cadre stratégique de l'APF (2014-2018). Ainsi, la mise en place d'un nouveau programme intitulé «jeunes pousses» a été adoptée par les membres du Bureau. Destiné aux parlementaires de moins de 40 ans, ce programme permettra de créer des liens entre jeunes élus francophones et de les faire participer à des formations en vue du renforcement de leurs compétences.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a également procédé à l'adoption de son budget et de son programme de coopération parlementaire pour l'année 2015. Avant de présenter le projet de budget de l'année 2015, en équilibre, M. Alex Bodry a exprimé toute sa solidarité avec la France après les effroyables attentats qui ont eu lieu à Paris en janvier et a témoigné de l'élan de mobilisation en faveur de la liberté d'expression qui a régné au Luxembourg, en rappelant également que le Premier Ministre luxembourgeois s'était rendu à la manifestation du 11 janvier à Paris.

S'agissant du budget, M. Alex Bodry s'est félicité des nouveaux efforts de transparence réalisés par le Secrétariat de l'APF, tout en œuvrant pour rappeler les propositions de la section luxembourgeoise en cette matière qui avaient été exprimées lors de la réunion précédente du Bureau en juillet 2014 à Ottawa.



Les membres du Bureau de l'APF réunis à Clermont-Ferrand.

Par ailleurs, le Bureau a examiné les situations politiques dans l'espace francophone et adopté des déclarations sur la Centrafrique ainsi que sur la République arabe syrienne. Le Bureau a également voté une mesure de mise sous observation à titre préventif du Burkina Faso et a décidé d'y dépêcher une mission de prise de contact et d'information auprès du Conseil national de transition.

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique européenne

Entre austérité et croissance

Alors que débute le Semestre européen, le processus instituant les objectifs de politique économique de chaque État membre, les députés nationaux et européens se sont rencontrés à Bruxelles les 3 et 4 février pour discuter de solutions pour sortir l'UE de la crise et relancer l'économie européenne. La Chambre des Députés a été représentée par sa délégation comprenant M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler.

La publication de l'examen annuel de la croissance en décembre 2014 par la Commission européenne a mis en lumière le fossé entre austérité et finances publiques saines, d'un côté, et croissance et investissement, de l'autre. Pendant deux jours, les débats ont été marqués par cette dichotomie entre intransigeance budgétaire et émergence d'un nouveau volontarisme politique pour stimuler la croissance.

Tout en plaidant pour une association toujours plus étroite des parlements à la gouvernance économique et européenne, les parlementaires, parmi lesquels le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, et le Vice-Président, M. Olli Rehn, ont avant tout discuté du «Plan Juncker», l'enveloppe d'investissements de 315 milliards d'euros devant relancer l'économie européenne. Ce projet a pour l'occasion été présenté par le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, ainsi que par le Commissaire européen pour les Affaires économiques et financières, la Fiscalité et l'Union douanière, M. Pierre Moscovici. Dans ce contexte, les députés ont notamment eu l'occasion d'interroger ces deux responsables de la Commission européenne sur la mise en œuvre concrète du programme, en particulier sur l'effet de levier sur lequel s'appuie le plan de relance.

Comment favoriser la croissance et créer de nouveaux emplois, surtout pour les jeunes? Cette question tout comme la mise en place d'un volet social au sein de l'Union économique et monétaire ont également été abordées pendant les débats avec les Commissaires européens et d'autres représentants comme le Vice-Président de la BEI, M. Wilhelm Molterer, et le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, M. Guy Ryder.

Les parlementaires nationaux et européens ont pour leur part appelé à plusieurs reprises à une plus grande légitimité démocratique du processus de consolidation budgétaire, qui se traduit parfois par des demandes de réduction budgétaire dans des domaines tels que la santé, l'investissement public, ou par des appels à la réforme des retraites. Certains ont critiqué le mode de prise de décision en vigueur, considéré comme insuffisamment démocratique.



La délégation luxembourgeoise à la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique européenne

À l'occasion d'une réunion organisée par la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen portant notamment sur la coordination européenne en matière fiscale et la pratique des décisions anticipées en matière fiscale («rulings»), le président de la délégation luxembourgeoise, M. Eugène Berger, a rappelé que cette pratique est bien établie dans 26 États membres, dont le Luxembourg et que la Commission européenne a confirmé la conformité de la pratique des décisions anticipées avec le droit européen. L'Union européenne peut jouer un rôle pionnier pour améliorer la coordination en la matière, a souligné M. Berger, même s'il est souhaitable que l'initiative soit internationale. Énumérant les mesures déjà prises par le Luxembourg, il a indiqué que l'OCDE constitue une enceinte idéale pour adapter des règles internationales et que le Luxembourg plaide en faveur d'un «level playing field» pour que tous les États soient traités sur un pied d'égalité.

COSAC

Ukraine, priorités de la présidence lettone et coopération interparlementaire



Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe, et M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes

Les Présidents des commissions des affaires européennes des Parlements nationaux et des pays candidats à une adhésion à l'Union européenne ainsi que des députés européens se sont rencontrés le 2 février 2015 à Riga (Lettonie) pour la traditionnelle réunion des Présidents de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires européennes).

M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés lors de cette réunion consacrée principalement aux priorités de la présidence lettone du Conseil de l'Union européenne, au partenariat oriental et à la coopération interparlementaire.

Profondément préoccupés par la récente escalade dans le conflit militaire de l'est de l'Ukraine, les parlementaires ont lancé un appel à la Russie à prendre des mesures concrètes pour la désescalade de la crise en respectant le protocole de Minsk, à savoir un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt du transit des armes et des mercenaires russes par la frontière russo-ukrainienne et à retirer du territoire de l'Ukraine les forces armées russes permettant ainsi aux autorités ukrainiennes de reprendre le contrôle sur sa frontière avec la Russie.

Les membres de la COSAC ont par ailleurs encouragé l'Ukraine «à poursuivre le processus de démocratisation, la mise en œuvre des réformes économiques, politiques, sociales et judiciaires, à intensifier les efforts dans la lutte contre la corruption, ainsi qu'à assurer le respect des droits de l'Homme et des droits fondamentaux.»

Après une première réunion informelle organisée le 19 janvier 2015 à Bruxelles, les Présidents de la COSAC se sont également échangés sur l'idée de l'introduction d'un «carton vert», sur les éventuelles améliorations à envisager au niveau du «carton jaune» et sur la méthode d'analyse du programme de travail annuel de la Commission européenne.

L'idée du «carton vert» repose sur le dialogue politique qui existe d'ores et déjà entre la Commission européenne et les Parlements nationaux et consisterait à mettre en place une coopération entre les Parlements nationaux pour soumettre des initiatives communes à la Commission européenne.

Concernant les «cartons jaunes», qui ont trait au contrôle du respect du principe de subsidiarité, les parlementaires se sont prononcés contre toute modification des traités, mais évoquent plutôt l'idée d'adaptations d'ordre pratique et technique.

Ces discussions ne pouvant selon toute vraisemblance pas être terminées sous présidence lettone, M. Marc Angel a indiqué que la présidence luxembourgeoise se propose de prendre la relève.

Visite officielle du Premier Ministre slovène

«La démocratie ne se réduit pas à des élections, mais consiste avant tout à définir et à affirmer des valeurs communes», a expliqué le Premier Ministre slovène, M. Miro Cerar au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de sa visite officielle au Luxembourg, le 11 février 2015.

Partageant entièrement cet avis, M. Di Bartolomeo a félicité son invité d'afficher si clairement sa volonté de mener des réformes économiques sans pour autant négliger les valeurs sociales. Il a assuré que le Luxembourg est tout autant attaché à la solidarité et à la cohésion sociale.

Ancien conseiller en droit constitutionnel auprès de l'Assemblée nationale slovène, le Premier Ministre de Slovénie a pour sa part souligné qu'il se sent toujours un peu chez lui lorsqu'il se rend dans un parlement. En tant que coauteur de la constitution slovène de 1991, le professeur de droit s'est montré particulièrement intéressé par la réforme constitutionnelle en cours au Luxembourg concernant autant les modalités que les enjeux du référendum de juin prochain.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a insisté sur l'importance d'intégrer davantage les résidents étrangers dans le processus démocratique et d'inclure plus les jeunes du pays dans la politique.

C'est dans cet esprit que les deux hommes politiques se sont quittés sur l'idée d'un projet de coopération culturelle: traduire en luxembourgeois un ouvrage slovène rédigé par M. Cerar lui-même: «La démocratie pour les enfants».



M. Mars Di Bartolomeo a accueilli M. Miro Cerar à la Chambre des Députés.

Une délégation parlementaire visite le Centre socio-éducatif à Dreiborn



Des membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont rencontré les responsables du Centre socio-éducatif à Dreiborn.

C'est un pur hasard du calendrier: le même jour où la Médiateure, Mme Lydie Err - dans sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté -, a vivement critiqué le fait que la structure fermée pour mineurs à Dreiborn n'est toujours pas fonctionnelle, une délégation parlementaire s'est informée sur place sur la manière dont les jeunes en détresse sont pris en charge par le Centre socio-éducatif dans les structures de Dreiborn (pour garçons) et Schrassig (pour jeunes filles).

Cette visite s'inscrivait dans le contexte des travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur le projet de loi 6593 qui donnera une base légale à l'unité de sécurité dite «Unisec».

Celle-ci constitue une enceinte fermée réservée à des délinquants juvéniles dont la place n'est pas dans un établissement pénitentiaire.

Retrouvez une vidéo de cette visite sur la page facebook de la Chambre des Députés.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Erpeldange-sur-Sûre

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre

La proposition de loi a pour objet de changer le nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre. Le conseil communal d'Erpeldange avait déjà décidé le 28 janvier 2013 de changer le nom de la localité d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre.

Le conseil communal avait motivé sa décision par deux arguments. Tout d'abord, il avait constaté que le Grand-Duché de Luxembourg compte trois localités qui portent le nom «Erpeldange», ce qui est à l'origine de bien d'erreurs et de confusions, surtout au niveau de l'acheminement du courrier et des livraisons.

En second lieu, le conseil communal avait souligné que le cours d'eau «Sûre», qui coule le long du village d'Erpeldange et qui fait ainsi partie intégrante de la localité, permettrait de faciliter l'assimilation rapide du changement de nom en «Erpeldange-sur-Sûre», ce qui contribuerait à l'avenir à éviter la confusion avec les autres localités du même nom tout en soulignant l'identité de la localité.

Dans son courrier du 14 juin 2013, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a précisé que le fait d'ajouter une précision géographique au nom actuel afin de distinguer la localité d'Erpeldange par rapport à d'autres villages homonymes correspondrait bien aux usages du pays. Le Ministre ne s'est dès lors pas opposé à la délibération communale du 28 janvier 2013 «à condition que les autorités communales entament une procédure devant aboutir au même changement de nom pour la commune». En effet, selon le Ministre, le simple fait de modifier le nom de la localité, chef-lieu de la commune, sans changement de nom de la commune portant le même nom ne serait pas de nature à éviter les confusions précitées et pourrait même en créer davantage.

Dépôt par M. André Bauler, Député, le 08.08.2013
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

23.10.2014 Présentation de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.11.2014 Désignation d'un rapporteur
11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2014
Loi du 19 décembre 2014
Mémorial A: 2014, n°252, page 4826

Fusion Eschweiler-Wiltz

6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

Les communes d'Eschweiler et de Wiltz collaborent déjà au niveau de certains syndicats de communes. Persuadés de la nécessité de procéder à la fusion de leurs communes afin de constituer une entité locale dotée des ressources humaines et financières indispensables pour faire face au développement futur des missions communales, les conseils communaux des communes d'Eschweiler et de Wiltz ont entamé dès la fin de l'année 2013 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. Les autorités communales ont sollicité le conseil de la «cellule indépendante fusions communales» instituée auprès du Ministre de l'Intérieur et le concours juridique du Commissaire de district de Diekirch. Un référendum a été organisé le 25 mai 2014 pour permettre à la population concernée de se prononcer sur la fusion des deux communes. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux d'Eschweiler et de Wiltz se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux communes par leurs délibérations concordantes du 4 juin 2014.

Pour que la nouvelle commune puisse fonctionner sans attendre le prochain renouvellement intégral des conseils communaux qui aura lieu suite aux élections communales du 8 octobre 2017, les communes se sont exprimées en faveur d'une fusion avec effet au 1er janvier 2015. Pour permettre aux corps communaux actuels de Wiltz et d'Eschweiler de participer à la préparation et à la mise en œuvre de la fusion, ainsi que pour empêcher que des élections communales doivent être organisées à deux reprises en l'espace de moins de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi, des dispositions transitoires particulières dérogatoires au droit commun sont prévues pour la constitution des organes de la nouvelle commune.

En ce qui concerne la destination de l'aide financière spéciale de l'État, la nouvelle commune accordera la priorité à la réduction des dettes et n'a, pour cette raison, à ce stade pas mentionné de projets qu'elle envisagerait de réaliser.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.08.2014
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

23.10.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.11.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements
11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2014
Loi du 19 décembre 2014
Mémorial A: 2014, n°252, page 4824

Budget 2015

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

a) modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;

5. loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;

6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive

Suite aux amendements gouvernementaux et parlementaires, qui ont e.a. transformé la «contribution pour l'avenir des enfants» en impôt d'équilibrage budgétaire temporaire, et modifié un certain nombre de mesures contenues dans le projet de loi de mise en œuvre du paquet d'avenir (doc. parl. n°6722), le projet de budget amendé se présente désormais comme suit:

	2013 Compte	2014 Budget	2015 Projet	2015 Projet amendé	Variations	
					en millions[1]	en %[2]
Budget courant						
Recettes	11363,6	12052,0	12224,5	12304,5	+ 80,0	+ 2,1 %
Dépenses	10961,1	11259,4	11686,9	11824,1	+137,20	+ 5,0 %
Excédents	+ 402,5	+ 792,6	+ 537,6	+ 480,4	-	-
Budget en capital						
Recettes	97,7	73,4	73,0	73,0	0	- 0,5 %
Dépenses	1177,1	1038,1	1121,8	1121,8	0	+ 8,1 %
Excédents	- 1080,0	- 964,7	- 1048,8	- 1048,8	-	-
Budget total						
Recettes	11461,4	12125,4	12297,5	12377,5	+ 80,0	+ 2,1 %
Dépenses	12138,8	12297,5	12808,8	12945,9	+137,20	+ 5,3 %
Excédents	- 677,5	- 172,1	- 511,2	- 568,4	- 57,2	-

Notes: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros
- 1 : Variation Projet amendé-Projet de budget
- 2 : Variation Projet amendé / Budget voté 2014

Source: Amendements parlementaires du 3 décembre 2014 (doc. parl. 6720-4).

Il ressort du tableau que les recettes augmentent de 80 millions d'euros par rapport au projet de budget initial, tandis que les dépenses s'accroissent de 137,2 millions, de sorte que le déficit s'accroît de 57,2 millions d'euros.

Par rapport au budget voté 2014, la croissance des recettes sera de +2,1%, celle des dépenses totales de +5,3%. En conséquence, le déficit de l'État central passe à 568,4 millions d'euros en 2015, contre seulement 172,1 millions en 2014 (budget voté) et 677,5 millions en 2013.

Les recettes

Du côté des impôts directs, il y a lieu de relever la progression très marquée de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (ITS) qui affiche un taux de croissance de 10,8%, passant ainsi de 3 milliards d'euros en 2014 à 3,33 milliards d'euros en 2015. Cette évolution est étroitement liée à la hausse de la masse salariale (estimée à 5,1% pour 2015 par le STATEC), mais également due à la non-adaptation du barème de l'impôt sur le revenu. Dans la même logique, l'impôt fixé par voie d'assiette est en hausse de 5,9%. En conséquence, l'impôt de solidarité payé par les personnes physiques augmente de 9,9%.

L'impôt sur le revenu des collectivités est supposé croître de 4,7%, passant de 1.520 millions d'euros en 2014 à 1.592 millions en 2015. L'impôt de solidarité payé par les collectivités progresse proportionnellement.

L'impôt sur la fortune (payé uniquement par les collectivités) devrait rapporter en 2015 une recette de 285 millions d'euros (+3,6%) au budget de l'État. L'impôt sur les capitaux (240 mio €) et l'impôt sur les tantièmes (40 mio €) resteront constants, la retenue libératoire nationale sur les intérêts diminuerait de 5 millions d'euros (-16,7%) sous l'influence de la baisse des taux d'intérêt. Notons qu'en 2015, le budget de l'État bénéficiera pour la dernière fois d'une recette (de 40 millions d'euros) au titre de l'impôt sur les revenus de l'épargne des non-résidents. Avec l'introduction de l'échange d'informations au 1er janvier 2015, cette rentrée fiscale disparaîtra.

Lorsqu'on ajoute le nouvel impôt d'équilibrage budgétaire temporaire (80 mio €) au total des recettes prévues au titre des impôts directs en 2015, le grand total se chiffre à 6.825 millions d'euros, ce qui représente une progression de 8,8% par rapport au budget voté 2014.

Du côté des impôts indirects, la taxe sur la valeur ajoutée restera de loin le poste le plus important, avec une recette estimée à 2,7 milliards d'euros en 2015, pourtant en régression de 11,2% par rapport à 2014. Cette régression s'explique évidemment par le changement de régime au niveau de la perception de la TVA issue du commerce électronique (-600 mio €), qui ne saura être compensée par l'augmentation de 2% des taux de la TVA, ni par les autres réaménagements du régime de la TVA.

La taxe d'abonnement sur les titres de sociétés est fortement liée à l'évolution et la nature des avoirs sous gestion des organismes de placement collectif enregistrés au Luxembourg, ainsi que de l'évolution des marchés financiers. Pour 2015, le budget table sur une croissance des recettes de 8,1%, pour atteindre 789 millions d'euros.

Les droits d'enregistrement sont inscrits avec une recette de 173,5 millions d'euros au projet de budget 2015, en progression de 6,1% par rapport au budget voté 2014.

En ce qui concerne les recettes d'accises, les chiffres présentés par l'Administration des Douanes et Accises (ADA) indiquent que globalement, ces recettes stagnent depuis 2011. Alors que les ventes de carburants sont en légère régression, les ventes de tabac à rouler continuent à progresser, contrairement aux cigarettes.

En ce qui concerne les recettes en capital, il y a notamment lieu de citer les dividendes perçus par l'État sur les participations qu'il détient dans le capital de sociétés de droit privé (125,8 mio €) ainsi que dans la BCEE (40 mio €) et dans l'EPT (20 mio €). Les recettes domaniales (loyers d'immeubles) s'élèveront à 62,8 millions d'euros 2015.

Les dépenses fiscales

Une nouveauté introduite dans notre législation par le biais de l'article 10, paragraphe (2), point d) de la loi du 12 juillet 2014 relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, qui a transposé en droit national le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne (TCSG), prévoit la publication d'un relevé renseignant en détail l'impact des dépenses fiscales sur les recettes. À cette fin, la notion de «dépense fiscale» est définie comme une «déviation par rapport à un système fiscal de référence ayant un impact sur les finances publiques».[1]

Le total des dépenses fiscales au titre des impôts directs se chiffre à 424 millions d'euros.

Le total des dépenses fiscales au titre des impôts indirects se chiffre à 362 millions d'euros.

Les dépenses

La croissance des dépenses - amendements budgétaires inclus - s'élèvera en 2015 à 5,3% pour l'État central, et de 4,4% au niveau de l'Administration centrale.

Dans le cadre des travaux de préparation du projet de budget pour 2015, le Gouvernement a privilégié les dépenses qui sont susceptibles d'avoir un impact positif sur la croissance, en conformité notamment avec les objectifs fixés dans les programmes nationaux de réforme.

Dans le budget des dépenses, la politique sociale occupe une place de choix. En 2015, l'État y consacrera plus de 5,6 milliards d'euros, ce qui représente environ 36% des dépenses totales de l'Administration centrale.

De cette enveloppe, 4,1 milliards d'euros sont destinés à l'alimentation des différents régimes d'assurance sociale (pension-vieillesse, maladie-maternité, dépendance et accidents) et aux allocations familiales, alors que 1,5 milliards d'euros servent à financer des prestations sociales telles que les indemnités de chômage et le revenu minimum garanti (RMG). D'autres blocs importants de dépenses sont les traitements et pensions des agents du secteur public (3,2 mrd €), les investissements (2 mrd €), et les transferts aux communes (1,1 mrd €).

[1] cf. Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle 2014-2018 (doc. parl. 6721-0), Annexe 4, pp.427ss.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

23.10.2014 Examen du volet budgétaire de la Culture

05.11.2014 Continuation de la présentation du plan pluriannuel d'investissement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et de l'échange de vues sur le budget de l'exercice 2015

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

26.11.2014 Échange de vues avec M. le Premier Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2015 concernant la commission

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

22.10.2014 Présentation du budget du Ministère de l'Environnement pour l'exercice 2015

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: Gilles Baum):

20.10.2014 Présentation du budget pour l'exercice 2015 du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

18.11.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère de la Santé

Présentation et examen du projet de budget du Ministère de l'Égalité des Chances

27.11.2014 Présentation du projet de loi dans le domaine des sports par M. le Ministre des Sports

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

25.09.2014 Désignation d'un rapporteur

16.10.2014 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et des représentants de l'Inspection générale des Finances et du Trésor

Présentation du volet budgétaire concernant le Ministère des Finances

17.10.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes

21.10.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises

23.10.2014 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

03.11.2014 Échange de vues avec des représentants de la Commission de Surveillance du Secteur financier (CSSF)

11.11.2014 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

24.11.2014 Présentation du projet de budget du département de la Coopération

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

06.11.2014 Création d'une nouvelle contribution pour le financement de certaines dépenses concernant les enfants et les jeunes (demande de la sensibilité politique déi Lénk du 17 juillet 2014)

Examen des volets budgétaires de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

23.10.2014 Examen du volet budgétaire de la Culture

18.11.2014 Continuation de l'examen du volet budgétaire de la Culture

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

06.11.2014 Présentation par M. le Ministre des volets du budget de l'État pour l'exercice 2015 le concernant (demande du groupe CSV)

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

23.10.2014 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

08.12.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Explications de M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Nicolas Schmit concernant l'accord du Gouvernement du 28.11.2014 avec les organisations syndicales représentatives (demande de la sensibilité politique déi Lénk)

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Guy Arendt):

23.10.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère du Logement

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

27.11.2014 Examen du volet budgétaire de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

03.11.2014 Échange de vues avec des représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)

05.11.2014 Examen du volet budgétaire de la Justice

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°255, page 4839

Programmation pluriannuelle

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de notre cadre législatif dans le domaine des finances publiques.

Les lois de programmation pluriannuelle ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois secteurs de l'administration publique, à savoir l'administration centrale, les administrations locales et les administrations de sécurité sociale. Elles couvrent une période mobile de cinq ans, en l'occurrence l'exercice budgétaire en cours et les quatre années subséquentes.

La mission principale de la loi de programmation consiste à arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Cette nouvelle législation a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

Le programme pluriannuel permet non seulement de renforcer les engagements financiers que le Luxembourg a souscrits dans le contexte européen, mais il permet également de renforcer les débats autour de la fixation des objectifs de la politique budgétaire et de faciliter ainsi la préparation du prochain programme de stabilité et de croissance.

La programmation financière pluriannuelle de 2014 à 2018

Dans le cadre de la 15e actualisation du Programme de stabilité et de croissance pour la période 2014-2018, le Gouvernement a arrêté la trajectoire d'ajustement qui devra permettre le retour à l'équilibre des finances publiques à l'horizon 2018.

La trajectoire d'ajustement telle qu'elle a été arrêtée dans le PSC 2014, se présente comme suit:

SOLDE NOMINAL	2015		2016		2017		2018	
	en mio d'euros	*en % du PIB*	*en mio d'euros*	*en % du PIB*	*en mio d'euros*	*en % du PIB*	*en mio d'euros*	*en % du PIB*
1. Administration publique	-270	-0,5%	129	0,2%	468	0,8%	938	1,6%
2. Administration centrale	-1055	-2,0%	-749	-1,4%	-475	-0,8%	-89	-0,1%
3. Administrations locales	109	0,2%	136	0,2%	137	0,2%	178	0,3%
4. Sécurité sociale	676	1,3%	742	1,3%	806	1,4%	849	1,4%
5. SOLDE STRUCTUREL		**0,2%**		**0,5%**		**0,5%**		**0,6%**
6. DETTE PUBLIQUE	12399	24,0%	13148	23,9%	13623	23,5%	13712	22,2%

Source: 15e actualisation du Programme de stabilité et de croissance 2014-2018, p.22.

Il s'ensuit que le déficit de l'Administration centrale serait progressivement résorbé jusqu'en l'an 2018, alors que l'Administration publique dans son ensemble serait largement excédentaire (+1,6% du PIB), et ce grâce au solde positif de la Sécurité sociale (+1,4%) et, dans une moindre mesure, des Administrations locales. Le solde structurel quant à lui serait en conformité avec l'objectif à moyen terme, à l'exception de l'exercice 2015, où il ne serait que de 0,2% du PIB.

Suite à la mise au point du paquet de mesures destiné à redresser les comptes publics, la trajectoire d'ajustement telle qu'elle est renseignée dans le projet de loi initial se présente comme suit:

	2015		2016		2017		2018	
	en mio	*en % du PIB*	*en mio*	*en % du PIB*	*en mio*	*en % du PIB*	*en mio*	*en % du PIB*
1) Solde nominal :								
Administration centrale	-816,6	-1,6%	-533,8	-1,0%	-438,3	-0,8%	-117,1	-0,2%
Administrations locales	-53,3	-0,1%	-52,1	-0,1%	-46,6	-0,1%	-37,6	-0,1%
Sécurité sociale	794,4	1,6%	894,6	1,7%	1.001,2	1,8%	1.058,6	1,8%
Administration publique	-75,7	-0,2%	308,8	0,6%	516,3	0,9%	903,9	1,5%
2) Solde structurel :								
Administration publique	-	0,5%	-	0,7%	-	0,5%	-	0,5%
3) Dette publique	11.970,5	24,1%	12.570,5	23,9%	12.938,5	23,5%	12.738,5	21,8%

(suivant SEC2010)
Note: A noter que les prévisions au sujet de l'évolution du solde structurel de l'Administration publique se basent sur la méthodologie du STATEC qui est commentée en détail dans l'annexe 7 du projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle. Dans le cadre de la gouvernance économique européenne, l'évaluation de la situation des finances publiques en 2015 sera faite sur base de la méthodologie commune élaborée par la Commission européenne. Selon cette méthodologie et les prévisions les plus récentes disponibles, le solde structurel pour 2015 est estimé à -1,3% du PIB. La Commission européenne procédera encore à une actualisation de sa prévision au cours de l'exercice d'évaluation tenant en compte toutes les mesures prises par le Gouvernement pour 2015.

Source: Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, p.20.

Compte tenu des amendements adoptés par la COFIBU, la trajectoire d'ajustement se présente désormais comme suit:

En % du PIB	2014	2015	2016	2017	2018
- Administration centrale	-1,3%	-1,7%	-1,1%	-0,9%	-0,3%
- Administrations locales	+0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
- Sécurité sociale	+1,4%	+1,6%	+1,7%	+1,8%	+1,8%
- Administrations publiques					
- Solde effectif	+0,2%	-0,2%	0,5%	0,8%	1,5%
- Solde structurel	+1,0%	+0,4%	+0,6%	+0,4%	+0,4%

Source: Amendements adoptés par la COFIBU en date du 3 décembre 2014 (doc. parl. 6721-7).

Il s'ensuit que les soldes nominaux de l'Administration centrale et de l'Administration publique sont corrigés de -0,1% sur toute la période de prévision, à l'instar du solde structurel qui reste néanmoins proche de l'objectif à moyen terme fixé à +0,5% du PIB.

Établi selon les règles de la comptabilité nationale telles que définies par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le budget pluriannuel 2014-2018 amendé de l'État central se présente comme suit:

	2014 Budget	2015 Projet	2016 Prévisions	2017 Prévisions	2018 Prévisions
Budget courant					
Recettes	12.052,0	12.304,5	13.014,3	13.633,3	14.461,2
Dépenses	11.259,4	11.824,1	12.137,0	12.538,7	13.092,0
Excédents	792,6	480,4	877,3	1.094,6	1.369,2
Budget en capital					
Recettes	73,4	73,0	79,6	79,6	79,6
Dépenses	1.038,1	1.121,8	1.358,3	1.475,5	1.499,5
Excédents	-964,7	-1.048,8	-1.278,7	-1.395,9	-1.419,9
Budget total					
Recettes	12.125,4	12.377,5	13.093,9	13.712,9	14.540,8
Dépenses	12.297,5	12.945,9	14.014,2	14.014,2	14.591,5
Excédents	-172,1	-568,3	-401,4	-301,3	-50,7

(en millions d'euros)

Source: Amendement gouvernemental du 8 décembre 2014 (doc. parl. 6721-8).

Il ressort du tableau ci-dessus que tant les recettes que les dépenses de l'État central continueront à croître à un rythme dynamique au cours des prochaines années. Ainsi, la croissance des recettes totales sur la période 2014-2018 est de +19,9%, soit de 4,6% en moyenne annuelle. Il en est de même pour les dépenses, qui connaîtront une augmentation de 18,7% sur la période sous revue, ce qui correspond à une croissance moyenne de 4,4% par an.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

24.11.2014 Présentation de la programmation financière pluriannuelle du département de la Coopération

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

05.11.2014 Examen du volet budgétaire de la Justice

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°256, page 5121

«Zukunftspak»

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)

1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

2) modifiant

- le Code de la sécurité sociale,

- le Code du travail,

- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,

- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,

- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,

- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,

- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

*** fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;**

*** modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**

*** fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;**

*** abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,**

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

3) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Le projet de loi s'inscrit dans la mise en œuvre de quelque 258 mesures réunies en un «paquet d'avenir» («Zukunftspak») ayant pour objectif de participer par voie législative et réglementaire, d'ici 2018, à l'effort d'assainissement durable des finances publiques via une modernisation des politiques publiques, telle qu'inscrite dans le programme de la coalition gouvernementale. Ce «paquet d'avenir» vient compléter les orientations prises par le Gouvernement au travers du projet de loi n°6720 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, le projet de loi n°6721 relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 dans le cadre d'un «budget de la nouvelle génération» ainsi que d'autres réformes qui seront mises en œuvre durant l'actuelle législature.

Le présent projet de loi met en œuvre, pour 2015, 24 mesures du «paquet d'avenir» qui émanent de 10 ministères différents. D'autres mesures seront également mises en œuvre, dès 2015, au travers du projet de loi n°6720 précité, mais également par une série de règlements grand-ducaux et décisions ministérielles. Un certain nombre de mesures du «paquet d'avenir» feront l'objet d'autres lois de mise en œuvre similaires au présent projet de loi pour les exercices 2016, 2017 et 2018.

Mesure du Ministère de la Culture

Abrogation du congé culturel (mesure D1)

Le congé culturel a été institué par une loi du 12 juillet 1994 avec l'objectif de professionnalisation culturelle de la scène luxembourgeoise par le biais d'un soutien financier des artistes, interprètes et experts participant à de grandes manifestations culturelles et artistiques de haut niveau. Il convient néanmoins de constater que l'objectif visé il y a 20 ans n'a pas été atteint au travers de la loi du 12 juillet 1994, mais par le biais d'autres mesures plus efficientes telles que des bourses d'aide à la création ou la reconnaissance du statut d'artiste professionnel indépendant ou encore les aides en cas d'inactivité pour intermittents du spectacle.

Le projet de loi entend abroger la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel. Ses auteurs précisent que les économies et les ressources administratives en résultant seront investies dans des mesures de soutien à la professionnalisation plus efficaces, sans que cela n'impacte le budget de l'État.

Mesure du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Taxes d'accréditation, de reconnaissance ou d'équivalence (mesure D2)

À l'image de ce qui se pratique dans d'autres pays de l'Union européenne, l'administration percevra dorénavant une taxe pour l'établissement de certificats de reconnaissance d'équivalence de niveaux d'études et de diplômes étrangers, de qualifications professionnelles étrangères pour l'accès à certaines professions réglementées, la protection et l'homologation de titres et grades étrangers ainsi que l'accréditation de formations d'enseignement supérieur au Luxembourg.

Le projet de loi introduit une base légale à la perception d'une telle taxe et précise que les modalités de perception de la taxe, dont le montant se situe entre 50 et 500 euros, seront déterminées par voie de règlement grand-ducal. Les recettes escomptées s'élèvent à 636.000 euros par année.

Mesures du Ministère de l'Environnement

Fixation des taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées (mesure D3)

Depuis 2006, les taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées sont restées inchangées. Le projet de loi entend adapter ces taxes à l'évolution des prix et augmenter ces taxes de 0,1 à 0,125 euro par mètre cube d'eau, respectivement de 1 à 1,25 euro par unité de charge polluante. Ses auteurs précisent que cette augmentation n'aura pas d'impact budgétaire pour l'exercice 2015 alors que le recouvrement de taxes augmentées ne sera qu'à partir de 2016.

Introduction d'une redevance pour l'Administration de la gestion de l'eau (mesure D4)

L'Administration de la gestion de l'eau dispose d'un laboratoire qui effectue annuellement des analyses sur près de 10.000 échantillons d'eau potable, d'eaux souterraines, d'eaux de surface, d'eaux de baignade et d'eaux usées, soit en sa qualité de fonction d'organisme de contrôle public, soit en qualité de prestataire de services pour des clients externes. Dans cette dernière optique, le laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau se positionne comme concurrent par rapport aux laboratoires privés.

Le projet de loi vise à permettre à l'Administration de la gestion de l'eau de prélever une redevance auprès des utilisateurs externes à l'État pour les prestations d'analyses d'eau. L'Administration de la gestion de l'eau en escompte des recettes annuelles de 1,234 millions d'euros destinées à couvrir, en partie, les frais de fonctionnement du laboratoire.

Mesures du Ministère de la Famille

Abolition de l'allocation d'éducation et de maternité (mesure D5)

Le projet de loi vise l'abrogation des allocations d'éducation et de maternité, laquelle s'inscrit dans un contexte plus global de modernisation de la politique familiale, sociale et d'emploi poursuivie par le Gouvernement. Les auteurs justifient l'abrogation de ces aides financières alors que les objectifs de leur introduction ont muté avec l'évolution de notre société ces dernières décennies, la nécessité de se focaliser davantage sur l'encouragement de la formation et l'emploi des femmes ainsi que l'existence d'autres mesures de soutien plus focalisées que l'allocation d'éducation et de maternité.

Cette abolition qui entrera en vigueur au 1er janvier 2015 se fera de manière progressive jusqu'à l'extinction des droits des bénéficiaires actuels de ces allocations. Une économie de 24,4 millions d'euros est escomptée pour l'exercice 2015.

Le service de contrôle du Fonds National de Solidarité (mesure D6)

Le service «répression des fraudes» du Fonds National de Solidarité (FNS) a constaté être de plus en plus exposé à des situations irrégulières pour lesquelles des enquêtes sont menées conjointement avec la police grand-ducale. Afin de pouvoir diminuer le volume des trop-payés, estimé à près de 5 millions d'euros par an, le projet de loi vise à investir certains fonctionnaires du Fonds de la qualité d'officier de la police judiciaire afin de leur permettre de mieux contrôler et enquêter sur la légitimité de la délivrance des prestations.

Limitation de l'intervention du FNS en matière de pensions alimentaires (mesure D7)

Le projet de loi envisage de limiter l'intervention maximale du Fonds National de Solidarité, lorsqu'il avance le montant d'une pension alimentaire en lieu et place d'un débiteur, aux montants prévus dans le cadre de la législation portant sur le revenu minimum garanti. Combinée au fait que le Fonds n'aura plus à recourir à un avocat pour solliciter la révision d'une pension alimentaire jugée trop élevée et diminuera par conséquent les frais de contentieux, cette mesure représentera une économie de l'ordre de 65.000 euros par an.

Fixation d'un montant d'exonération pour succession (mesure D8)

Actuellement, le montant exonéré de la restitution dans le cadre d'une succession en ligne directe ou au conjoint survivant d'un bénéficiaire d'une prestation du Fonds National de Solidarité s'élève à un montant indexé d'environ 230.000 euros. Le projet de loi envisage de diminuer ce montant à 50.000 euros non indexés, de façon à éviter les dépenses de frais d'expertise d'un bien immobilier compris dans la succession. Cette mesure devrait permettre des recettes annuelles de 5,745 millions d'euros.

Donations aux FNS (mesure D9)

Par parallélisme avec la législation portant sur le revenu minimum garanti, le projet de loi vise à permettre au Fonds National de Solidarité de considérer les donations faites après l'âge de 50 ans accomplis lorsqu'il participe aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. De plus, la tranche en dessous de laquelle aucune restitution n'est due sera abaissée de 2.500 à 1.700 euros.

Mesures du Ministère des Finances

Acquisition de la cité policière Findel (mesure D10)

En vertu d'un contrat de bail conclu le 5 juin 2009, l'État, locataire de l'immeuble dénommé «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck» moyennant un loyer annuel de 6,337 millions d'euros, a la possibilité d'en devenir propriétaire en levant une option d'achat au plus tard en avril 2015 pour un montant de 86,390 millions d'euros. Vu les investissements, notamment techniques, importants réalisés dans cet immeuble pour les besoins du travail de la police grand-ducale, le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à acquérir ledit immeuble, ce qui évitera le paiement d'un loyer élevé ainsi que le risque de devoir un jour libérer les lieux.

Cession d'un terrain au Fonds de compensation (mesure D11)

Dans le cadre d'un projet immobilier d'envergure consistant notamment dans la réalisation d'une «Cité de la Sécurité Sociale» dans le quartier de la gare et le regroupement d'institutions et administrations publiques dans des bâtiments administratifs à construire, le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à céder, au prix du marché, un terrain de 76,78 ares entre la rue de Hollerich, la rue Mercier et la rue du Fort Wedell au Fonds de compensation commun au régime général de pension. La recette pour l'État s'élèvera à au moins 90 millions d'euros.

Taxes pour frais administratifs (mesure D12)

L'administration fiscale doit faire face à des demandes tendant à l'obtention de renseignements spécifiques ou l'octroi d'autres services administratifs particuliers dont la complexité des aspects juridiques, économiques et financières ne cesse de s'accroître. Le projet de loi vise ainsi l'introduction de taxes, d'un montant maximal de 10.000 euros, que l'Administration des Contributions directes pourra percevoir en vue de couvrir les coûts techniques, intellectuels et de personnel supplémentaires occasionnés par ces demandes qui dépassent le cadre de la procédure d'imposition traditionnelle. Les recettes projetées s'élèvent à 3,649 millions d'euros par an.

Institution d'un fonds souverain (mesure D13)

Le projet de loi propose l'institution, sous forme d'établissement public, d'un «Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg» dont la mission sera de gérer une épargne destinée à contribuer au bien-être des générations futures. Ce fonds souverain sera alimenté annuellement à hauteur de 50 millions d'euros par des recettes non récurrentes et une partie des revenus de la TVA sur le commerce électronique ainsi que des accises sur les carburants. Les revenus dégagés par le fonds souverain ne pourront être reversés à l'État, qui en disposera alors librement selon les besoins du moment, qu'à partir du moment où le fonds disposera d'un actif supérieur à 1 milliard d'euros ou au bout de vingt années d'existence. Le projet de loi précise en outre les modalités de fonctionnement et de gouvernance du fonds.

Formalisation des décisions anticipées (mesure D14)

La fourniture par l'Administration des Contributions directes de renseignements sollicités par un contribuable en relation avec le traitement fiscal d'un cas spécifique, dénommés «décisions anticipées», a jusqu'à présent été faite sur base d'une pratique administrative reposant sur le principe de la confiance légitime. Le projet de loi vise à doter la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») d'une base juridique appropriée qui répond au souci de sécurité juridique des contribuables. Ses auteurs précisent que la formalisation et la modernisation du système des décisions anticipées s'impose dans un monde des affaires qui devient de plus en plus globalisé et dont la complexité économique, juridique et financière ne cesse de croître.

Suppression / vente de logements de service (mesure D15)

La législation fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État nécessite d'être clarifiée en ce qui concerne l'autorité compétente pour prendre les décisions relatives à l'attribution ou au retrait du logement de service et à la fixation du loyer et des frais accessoires de ce logement. Le projet de loi précise ainsi que ces décisions sont prises par le ministre ayant dans ses attributions les domaines de l'État, sur proposition du ministre du ressort. Le projet de loi supprime également le délai raccourci d'un mois et la dispense du ministère d'avocat pour les recours devant le tribunal administratif, de sorte que les décisions qui seront prises en matière de logements de service devront dorénavant faire l'objet d'un recours en annulation, qui est le recours de droit commun.

Prix de transfert (mesure D16)

Dans le contexte de la mondialisation des transactions, les prix de transfert revêtent un rôle primordial dans le domaine de la fiscalité en ce qu'ils régissent la répartition des bénéfices fiscaux entre les différentes entreprises faisant partie d'un groupe multinational. Chaque État doit veiller à ce que les bases imposables déclarées dans sa juridiction reflètent l'activité économique y exercée et que les bénéfices imposables ne soient pas transférés artificiellement hors de cette juridiction. Le projet de loi vise à inscrire dans la législation concernant l'impôt sur le revenu l'application du principe de pleine concurrence aux prix de transfert, conformément à l'article 9 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Mise à jour de la directive INSPIRE (mesure D17)

L'évaluation par la Commission européenne de la transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national par une loi du 26 juillet 2010 a mis en lumière quelques manquements que le projet de loi vient corriger. L'opportunité est également saisie pour alléger la charge administrative, technique et financière relative à la gestion des données géographiques au niveau ministériel et communal.

Mesure du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Abolition du trimestre de faveur et d'une indemnité (mesure D18)

Les fonctionnaires et agents de l'État disposent de certains avantages comparés aux salariés du secteur privé que le projet de loi entend supprimer. Il en est ainsi du trimestre de faveur et de l'indemnité destinée à récompenser des propositions d'économie et de rationalisation que le projet de loi abroge. L'économie en résultant s'élève à 2,5 millions d'euros par an.

Mesure du Ministère de l'Intérieur

Plafonnement de l'impôt commercial communal (mesure D19)

Le chômage au Luxembourg est passé de 4,5% en décembre 2008 à 7,2% en août 2014. Pour faire face au besoin de financement supplémentaire du Fonds pour l'emploi, le projet de loi envisage de faire participer davantage à l'alimentation du Fonds les communes dont le montant par résident des rentrées d'impôt communal commercial diminuées de leur contribution au Fonds pour l'emploi dépasse trois fois la moyenne nationale. L'excédent ainsi calculé sera versé intégralement au Fonds pour l'emploi, sans pour autant pouvoir dépasser, selon les auteurs du projet de loi, le montant de 12 millions d'euros. Les recettes supplémentaires pour le Fonds pour l'emploi sont estimées à 8 millions d'euros par an.

Mesures du Ministère du Logement

Abrogation de l'aide d'épargne-logement généralisée (mesure D20)

L'aide d'épargne-logement généralisée de 100 euros en faveur de chaque nouveau-né introduite en 2002 n'a pas, selon les auteurs du projet de loi, le succès escompté alors que moins de 2.100 enfants ont bénéficié de cette aide depuis son entrée en vigueur. Aussi, le projet de loi abroge cette aide financière, ce qui représente une économie cumulée de 16.000 euros jusqu'en 2018.

Introduction d'une condition de revenu pour l'obtention d'une bonification d'intérêt (mesure D21)

À ce jour, les familles ayant des enfants à charge, acquéreurs d'un logement et celles entreprenant des travaux d'amélioration dans leur immeuble, peuvent bénéficier d'une bonification d'intérêt indépendamment de toute considération de ressources. Le projet de loi vise à introduire, à partir du 1er janvier 2015, une condition de revenu, plafonné à quatre fois le salaire social minimum pour salariés non quali-

fiés, en vue de l'obtention de la bonification d'intérêts. Ses auteurs justifient l'introduction de cette condition de revenu par le souci d'une meilleure sélectivité sociale. Il convient de noter que cette aide financière est la seule aide individuelle au logement pour laquelle aucune condition de revenu n'est prévue par la loi. L'économie escomptée de cette mesure s'élève à 42.000 euros pour l'exercice 2015.

Augmentation du taux maximum de participation étatique du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement énergétique de logements destinés à être loués par les communes (mesure D22)

Pour dynamiser l'offre de logements locatifs et pour compenser en partie la hausse prochaine de la TVA–logement, le projet de loi propose d'augmenter de 70% à 75% le taux maximum de participation étatique du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées.

Mesure du Ministère de la Santé

Introduction de nouvelles redevances de traitement de dossiers (mesure D23)

À l'image de ce qui se pratique dans d'autres pays de l'Union européenne, l'administration percevra dorénavant une redevance de traitement de dossier pour divers types de demandes relevant de la compétence du Ministère de la Santé, notamment pour les demandes d'autorisation d'exercer une profession réglementée ou celles en matière de médicaments.

Le projet de loi introduit une base légale à la perception d'une telle redevance de traitement de dossier et précise que le montant de la redevance, qui se situe dans une fourchette de 50 et 1.000 euros, sera déterminé par voie de règlement grand-ducal. Les recettes escomptées s'élèvent à 320.000 euros par année.

Mesure du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Modification des dispositions légales en matière de congé linguistique (mesure D24)

Actuellement, le congé linguistique des salariés et personnes exerçant une activité professionnelle indépendante ou libérale est intégralement compensé par l'État dans la limite de quatre fois le salaire social minimum pour salariés non qualifiés. Suite à une analyse approfondie des dossiers et de l'opportunité de l'aide étatique, il a été décidé d'en garantir une utilisation plus ciblée et de responsabiliser davantage les employeurs. Le projet de loi vise ainsi à faire participer ces derniers à hauteur de 50% de l'indemnité compensatoire. L'économie escomptée de cette mesure s'élève à 100.000 euros pour l'exercice 2015.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

Rapporteur: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

16.10.2014	Désignation d'un rapporteur
01.12.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.12.2014	Adoption d'amendements parlementaires
10.12.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°257, page 5472

Gare de Luxembourg (sortie Nord)

6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi a pour objet de modifier le point 23 («construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie Nord de la Gare de Luxembourg, raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg») du paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Il vise à réadapter le budget total prévu pour la réalisation de ce projet.

L'autorisation demandée en vue d'une augmentation des moyens budgétaires pour la réalisation du projet est exigée par l'article 99 de la Constitution, vu que le montant dépasse le seuil des 40.000.000 euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juillet 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

La loi du 18 avril 2004 autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie Nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi précitée du 10 mai 1995 avait mis à disposition du Gouvernement la somme de 180.700.000 euros (valeur 569,61 de l'indice semestriel des prix de la construction du 1er octobre 2002) en vue de la réalisation dudit projet.

Au cours des travaux, il s'est avéré que les crédits approuvés étaient insuffisants et des transferts entre les différentes parties du point 23 ont été accordés. Or, entretemps, le dossier a encore évolué et désormais la somme totale demandée se chiffre à 344.000.000 euros. Ces dépassements budgétaires sont motivés par:

- le vote de la loi du 18 avril 2004 sur base d'un projet se trouvant au stade de l'étude de faisabilité et se basant dès lors sur une estimation très approximative des charges financières à prévoir;
- l'ouvrage perré adjacent au viaduc qui a connu des complications techniques non négligeables;
- des adaptations majeures sous le boulevard d'Avranches au vu d'une géologie du terrain plus mauvaise que prévue;
- la réalisation d'installations de traction électrique non prévues dans l'étude de faisabilité;
- des installations de signalisation non prévues dans l'étude;
- des hausses extraordinaires sur les prix des métaux ferreux et non ferreux;
- des installations de chantier beaucoup plus coûteuses, au vu de la réalisation d'accès de chantier supplémentaires;
- la protection des vestiges de la forteresse et la découverte inattendue de vestiges qui ont dû être protégés;
- la réalisation d'écrans acoustiques imposés par la législation sur l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement humain et naturel;
- des augmentations des frais d'études suite à l'évolution des coûts du chantier.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.10.2014

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

01.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°249, page 4812

Gare d'Ettelbruck

6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi 6734 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck. Ce projet englobe, à charge du Fonds du rail, le financement de la mise en conformité de la gare, du renouvellement des superstructures ferroviaires, de la construction d'un parking P&R et de la reconstruction du bâtiment voyageurs et de ses alentours directs. À charge du Fonds des routes, sont financées la réorganisation multimodale de la N7/rue du Canal, rue Prince Henri, rue de la Gare et avenue J.-F. Kennedy et du CR348/avenue Salentiny, la mise en souterrain de la N7 entre le carrefour de la Wark et le monument Patton, la réalisation de la gare routière, du parvis de la gare et de ses alentours directs et la mise en place de l'artère d'approche multimodale du carrefour «Dreieck» au pôle d'échange.

Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 156.500.000 euros. L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est donc requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2014

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

19.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapporti

Vote en séance publique: 09.12.2014

Loi du 23 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°265, page 5614

Chômage partiel

6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Le projet vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2016, l'accompagnement, par l'instrument du chômage partiel de source structurelle, et pendant un maximum de dix mois de calendrier par année, des entreprises qui sont couvertes par un plan de maintien dans l'emploi homologué conformément à l'article L. 513-3 du Code du Travail accompagné d'un plan de redressement prévu à l'article L. 512-10 du même Code.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.12.2014

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

08.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
11.12.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°246, page 4804

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 14

JEUDI,
11 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg

- *Exposé: M. Justin Turpel*
- *Débat: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel (M. Justin Turpel pose une question), M. Alexander Krieps, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel (parole après ministre)(M. Claude Haagen et M. Gast Gibéryen interviennent)*

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance

- *Exposé: M. Léon Gloden*
- *Débat: Mme Claudia Dall'Agnol, M. Max Hahn, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (M. Gast Gibéryen intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

4. 6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert (dépôt d'une motion), Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Fernand Kartheiser (fait personnel) (M. Serge Urbany intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, Mme Octavie Modert, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. 6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques

- transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et
- mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Edy Mertens, M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, Mme Viviane Loschetter (fait personnel), M. Roy Reding, M. Justin Turpel, Mme Octavie Modert*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Martine Hansen (M. Serge Wilmes intervient)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. 6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Edy Mertens*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel et Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung offiziell op. E schéine gudde Mëtteg. An d'Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung Matdeelungen ze maachen?

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Neen, dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Wirtschafts- a Verteidegungsminister. Domat komme mer dann direkt zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, eng Aktualitéitsstonn, déi vun de Lénken ugefrot ginn ass an déi sech ëm déi nei Engagementer vun der NATO dréit. Et hu sech eng Rei vu Kolleege schonn agedroen. Wann deen een oder deen aneren dat nach sollt vergiess hunn, wann ech gelift dat nohuelen!

An d'Wuert huet direkt den Här Justin Turpel.

2. Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg

Exposé

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wa mir iwwert d'NATO schwätzen an déi 113 Punkten, déi de 4. an de 5. September 2014 um 24. Sommet diskutéiert an opgestallt gi sinn, da schwätze mer onweigerlech iwwer Krich an Ennerdréckung, Honger a Ressourcen, Liewen an Doud.

Brout, Fridden, Fräiheet, déi dräi Wierder, déi haut nach am Casino syndical am Festsall zu Bouneweg a grousse Buschtawe geschriwwe stinn, stounge viru wäit iwwer honnert Joer um Ufank vun der Aarbechterbewegung a vun der fräier Gewerkschaftsbewegung. Dat war besonnesch aktuell, wéi mam Éischte Weltkrich e Krich gefouert ginn ass, wou et ëm wirtschaftlech Interesse gaangen ass, dee Millioune Mënscheliewe kascht huet. An haut, honnert Joer duerno, nom Ufank vum Éischte Weltkrich, hunn déi dräi Wierder: Brout, Fridden, Fräiheet näischt, guer näischt vun hirer Aktualitéit agebéisst!

De bekannte Schwäizer Soziolog, deen Der kennt, de Jean Ziegler, dee vun 2000 bis 2008 UN-Sonderberichterstatter fir d'Recht op Ernährung war, huet 2002 a sengem Buch „Les nouveaux maîtres du monde" oder „Die neuen Herrscher der Welt" geschriwwen, datt déi véier apokalyptesch Reider vun der Ennerentwécklung: Honger, Duuscht, Epidemien a Krich all Joers méi Männer, Fraen a Kanner d'Liewe kaschte wéi d'Gemetzel vum Zweete Weltkrich.

Am 20. Jorhonnert goufen 100 bis 150 Millioune Mënschen duerch Waffen a Krich ëmbruecht. 2003 (veuillez lire: 2013) war ee Joer mat deene meeschte Kricher, ronn 34 Kricher, net Kricher vu Länner géint Länner, mä Kricher, déi stattfonnt hunn, fir Waffen ze verkafen, Waffen ze benotzen an neier ze produzéieren!

Dag fir Dag, sot de Jean Ziegler schonn 2002 a sengem Buch, stierwen op dësem Planéit 100.000 Kanner un Honger oder un den direkte Folge vum Honger, dat ass all siwe Sekonnen ee Kand! 826 Millioune Mënsche si chronesch oder schwéier ënnerernährt, 24% vun der gesamter Bevëlkerung an Asien. Dee gréissten Undeel un Ennerernährung gëtt et an Afrika, südlech vun der Sahara, a wou 186 Millioune Mënschen dauernd schwéier ënnererernährt sinn. Dat si 34% vun der Bevëlkerung.

Déi meescht vun hinne leiden, wéi d'FAO, dat ass d'Organsiatioun vun der UNO fir Ernährung a Landwirtschaft, seet, un extremem Honger! Dat heescht, hir Liewensmëttelratioun läit duerchschnëttlech bei 300 Kalorien, wat zum Iwwerliewen ënner erdrobare Bedéngungen net duergeet. An dat, obschonn d'Entwécklung vun de landwirtschaftleche Produktiounsmëttel an hirer Villfalt et erlabe géif, seet de Jean Ziegler 2002, bis zu 12 Milliarde Mënschen normal ze ernähren. Si kéint fir jidderee vun hinnen all Dag eng Ratioun vun 2.700 Kalorië bereetstellen.

An zënterdeem - 2002 - huet sech d'Situatioun zum Deel verschlëmmert. Den Ibrahima Coulibaly, Gewerkschaftler vun de Bauren aus dem Mali, deen als Ambassadeur vun der FAO d'lescht Woch zu Lëtzebuerg op Aluedung vun SOS Faim a Meng Landwirtschaft eng Konferenz iwwert d'Ernährungssituatioun ginn huet, seet an engem opschlossräichen Interview an der „Woxx" vum leschte Freideg, datt déi industrialiséiert Welt déi betraffe Länner an Afrika amgaang wier futtizemaachen.

D'Familljebetriber, déi Landwirtschaft bedreiwen, beschäftegen an deene Länner 70% vun der Bevëlkerung an droe mat 30% bis 40% zum BIP vun deene Länner bäi. Zënter 30 Joer hëllefe Weltwährungsfong a Weltbank der Agroindustrie, de Familljebetriber hire Buedem ewechzehuelen an en deene Räichen ze ginn.

Iwwer Fräihandelsaccorde versicht d'OMC, d'Welthandelsorganisatioun, dee subventionéierten Iwwerschoss vun der Nahrungsproduktioun aus Europa an Amerika an deene Länner ofzesetzen. Mat sougenannten „strukturellen Upassungsprogrammer" goufen déi Länner forcéiert, hir Grenzen opzemaache fir Puddermëllech, asiatesche Räis a Pouletsreschter. Statt de Familljebetriber déi noutwendeg Mëttel zur Verfügung ze stellen, fir hir Capacitéiten auszebauen, ginn domadder déi Betriber futtigemaach!

Esou hëlt och d'Jugendaarbechtslosegkeet an erschreckendem Mooss zou, seet den Ibrahima Coulibaly. Déi Jonk wende sech dem Extremismus, Boko Haram, IS an esou weider zou a gräifen zu de Waffen. Anerer riskéieren hiert Liewen am Mëttelmier, wou der honnertdausend vun hinnen an deene leschte Joren net iwwerlieft hunn!

Mat enger Ofso un esou Fräihandelsaccorden, esou och den Accord mat Westafrika, deen elo paraphéiert gouf, maache mir méi géint Honger an Extremismus wéi mat der Oprüstung vun der NATO.

Och de Klimawandel, dee vun den Industrienatioune verschëllt ass, bréngt net nëmme mat sech, datt, wéi ech dat elo gelies hunn, besuergt Leit mengen, d'Bordeaux-Drauwe géife méi séiss ginn a mir hätten an Zukunft kee Bordeaux méi - wat Problemer! -, mä virun allem, datt Millioune vu Mënschen hirer Liewensgrondlag beraubt ginn! D'Ongläichheeten huele weltwäit zou, och tëschent den industrialiséierte Länner an deenen, déi soi-disant net esou wäit entwéckelt sinn. Vill sougenannten „ethesch Kricher" sinn eigentlech kolonial oder neokolonial Kricher, och am Noen Osten, och Israel-Palästina.

Wat ech mat all deem soe wëll, ass Folgendes: Wa mir net d'Ursaache vun Ënnerentwécklung an Honger bekämpfen a wierklech ofschafen, wäert sech näischt änneren. Eleng mat deene Suen, déi fir Oprüstung ausgi ginn - et sinn der weltwäit 1.750 Milliarden Dollar, dovunner 1.000 Milliarden Dollar eleng fir d'NATO -, kéint een all Mënsch op dëser Welt e gutt a mënschewierdegt Liewen erlaben! Et feelt net un de Ressourcen, et feelt um politesche Wëllen, der Macht vun deenen, wéi den Ziegler seet „déi d'Welt beherrschen", e Punkt ze setzen! A vill Kricher ginn haut gefouert fir Buedem, Pëtrol an aner Rohstoffer bis hin zu Finanzen.

Une voix.- Sou wéi an der Ukrain!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wäert op d'Ukrain kommen!

D'militäresch Oprüstung souwuel vun der EU wéi déi vun der NATO gëtt oft mam Argument ënnermauert vun de Friddensasätz am Ausland. Mä wat ass d'Bilanz vun deenen Asätz? Wat ass beispillsweis d'Bilanz vum NATO-Asaz an Afghanistan? Den Asaz vun 2001, deen huet 2001 ugefaangen als Konsequenz vun den Attentater vum 11. September 2001, wéi d'US-Regierung vum George W. Bush de Kampf géint den Terrorismus proklaméiert huet an Afghanistan als Hort vun Al-Qaida designéiert huet. Et war éischter en Hort vun den Taliban, déi sech op d'Ruine vum afghanesche Stat opgebaut hunn.

Mir wëssen all, datt den Afghanistan eng eminent wichteg geopolitesch a wirtschaftlech Situatioun anhëlt. A mir wëssen, datt weder d'USA nach d'NATO an deem Land agegraff hätten, wann dat net de Fall wier. Ech zitéieren den deemolegen däitschen Arméiminister Peter Struck, deen et op de Punkt bruecht huet, wéi e gesot huet, Däitschland misst bis an den Hindukusch verdeedegt ginn.

Géifen d'USA an hir Alliéiert deeselwechte Moossstaf an all Regioun vun der Welt applizéieren, wann et drëms geet, fir - wéi offiziell proklaméiert - Demokratie a Mënscherechter duerchzesetzen, dann hätt ee missen an anere Géigenden intervenéieren, zum Beispill a Saudi-Arabien, wou de wahhabitesche Regime a puncto Mënscherechter a speziell Fraerechter vergläichbar ass mat deem vun den Taliban.

Haut ass Afghanistan an den Hänn vun de Krichshären, eng Demokratie ass et awer net!

Afghanistan, wéi gesäit et haut aus? Et produzéiert an Zwëschenzäit 90% vum Opium. 3.000 Leit pro Joer ginn als Kollateralschued vun der NATO ugesinn. De Buedem ass mat gewësse Waffe verseucht. Déi sanitär Situatioun (veuillez lire: sanitär Strukturen) goufen zerstéiert. D'Land ass vun der Korruptioun zerfriess, d'Hëllefsgelder aus dem Ausland ginn net an d'Infrastrukturen investéiert, mä landen dacks an den Täsche vun de Krichshären.

A wéi ass de Bilan vum franséisch-britesche spéideren NATO-Asaz a Libyen? Et muss ee kee Frënd si vum Colonel Muammar Gaddafi, fir

festzestellen, datt Libyen aus engem Land vu relativ héijem Wuelstand haut e Land vun Aarmut, Chaos a latentem Biergerkrich ginn ass.

Mir héiere vill vum Daech a Syrien an am Irak, deem Irak, wou e Krich ausgeléist ginn ass, deen op enger Lige berout. Mä an der Zwëschenzäit huet IS och Fouss gefaasst a Libyen. Ech ginn elo net op d'Detailer a vum Süden, vum Fezzan, wat als Réckzuchsgebitt fir d'AQMI gëllt a wou seng Grenzen net méi kontrolléierbar sinn.

Zum Sahel, de Konflikt vu Libyen huet zu engem Konflikt am Mali gefouert, deen de Sahel och mat abezitt.

Alles dat sinn d'Resultater vun enger NATO-Politik, déi mir net kënnen deelen. Och an der Ukrain, wou d'NATO elo wëllt eng séier Agräiftrupp op d'Bee stellen, ass d'Brandstëfterpolitik falsch un der Plaz.

Ech erënnere mech un eng Sëtzung vun der aussepolitescher Kommissioun, wou souwuel den Ausseminister Asselborn wéi och de Fraktiounspresident Jean-Claude Juncker gesot hunn, datt et falsch wier, wat d'Ukrain ugeet, fir op eng Eskalatioun ze setzen, op Sanktiounen ze setzen. Et misst een d'Sanktiounen évitéieren, fir d'Eskalatioun ze évitéieren, souguer wann d'Krim fort wier.

De Géigendeel ass gemaach ginn, well aner Partner vu Lëtzebuerg an der NATO dat verlaangt hunn. D'Ukrain misst eng Bréckefunktioun hunn, déi een iwwer eng ganz Rei Moossname kéint hierstellen, déi een am Detail géif diskutéieren. Mä d'Oprüstung vun der NATO, och mat enger schneller Agräiftrupp fir d'Ukrain, ass dee falsche Wee!

Am Resümee, ouni op déi 113 Punkten anzegoen, déi de 4. an de 5. September um Sommet zu Newport ofgeseent gi sinn iwwer nei Kommandostrukturen, nei Spionagestrukturen, nei Oprüstung, eng nei Industrie, muss ee soen, datt alles dat näischt wäert änneren un der militäreschen Eskalatioun. Si wäert se weiderdreiwen a mir wäerten esou laang näischt dorunner änneren, wéi mer net d'Ursaache behiewen. Dowéinst wende mir eis mat aller Vehemenz géint déi weider Oprüstung an Engagementer vu Lëtzebuerg an der NATO!

Fir ofzeschléisse wëll ech nach eng Kéier erënneren un dat, wat den Albert Einstein gesot huet, wéi e gesot huet: „Ech sinn net sécher, mat wéi enge Waffen den Drëtte Weltkrich gefouert gëtt. Mä de Véierte Weltkrich, dee féiere mer mat Steng a mat Knëppelen!"

Ech soen Iech Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och Iech. Nächste Riedner ass de Jean-Marie Halsdorf.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet jo an dëser Heure d'actualité drëm, fir ze soen, déi nei Engagementer respektiv den Apport vu Lëtzebuerg, ob mer deen deelen oder net. D'CSV ass der Meenung, dass d'NATO eng militäresch Allianz ass, mä och eng Communautéit vu Wäerter, vu Solidaritéit, vu Fräiheet a vu Gerechtegkeet. Si bleift an eisen Aen ee vun den Haaptgarante vun eiser Onofhängegkeet an eiser territorialer Integralitéit an och eiser politescher Souveränitéit. An duerfir muss sech d'NATO esou opstellen, dass se dat och kann!

An d'CSV gesäit ganz kloer déi baussecht Sécherheetspolitik, vun heiheem an och doriwwer eraus, vun eisem Land an doriwwer eraus och an der EU an och an der grousser Welt, op zwee Standbeen. Wann ech heiheem kucken, d'EU, déi sech jo iwwert de Vertrag vu Lissabon eng Politique étrangère et de sécurité commune ginn huet, an där dann eben déi sougenannten „politique de sécurité et de défense commune" ëmgesat gëtt, dat hu mer säit 2009. An doduerch hu mer dann eng intern an eng extern Verteidegungspolitik hei an der EU.

Mä bis déi eng Kéier op Augenhöhe ass mat där vun der NATO, dat wäert nach laang daueren! An duerfir hu mer dernieft d'NATO, déi dann dat zweet klassescht Standbeen ass, an der Komplementaritéit zur Verteidegungspolitik vun der EU.

Um Terrain gesäit dat esou aus, dass déi Capacitéiten, déi do sinn, gedeelt ginn zwëschent de Länner. All Land spezialiséiert sech. D'NATO nennt dat „smart defense". An der EU gëtt dat „pooling and sharing" genannt an do ginn dann déi Capacitéiten, déi mer brauchen, fir Sécherheet ze kreéieren, um Terrain gedeelt. Dësen Exercice dauert schonn e puer Joer an deen ass um richtege Wee.

Mä de Problem ass jo deen, dass d'Menacë mat der Zäit geännert hunn. An duerfir muss een och do zréckkucken, well wann ee gutt zréckkuckt, da kann ee besser d'Zukunft verstoen. Well, Dir wësst et, d'NATO gouf jo nom Zweete Weltkrich an d'Liewe geruff. D'Haaptmenace war deemools de Warschauer Pakt. An dee Moment war d'Iddi déi, dass, wann ee vun eise Partner attackéiert géif ginn, dann eben déi aner solidaresch militäresche Bäistand géife ginn. Dat ass dee sougenannten Artikel 5, iwwert dee mer jo oft schwätzen.

An 1989, nom Mauerfall, ass am Fong geholl de Warschauer Pakt opgeléist ginn. An dunn huet sech d'Fro och gestallt: Solle mer d'NATO opléisen oder net? Ob dat néideg wär, well d'Haaptmenace, dat war jo deemools d'Sowjetunioun an déi war jo net méi do. An dës Fro ass jo beäntwert ginn, well '99 (veuillez lire: 2002) ass d'NATO jo du reforméiert ginn um Sommet vu Prag an do ass déi sougenannten „Allied Command Transformation", d'ACT, an d'Liewe geruff ginn. Déi sollt dann eben d'Transformatioun vun der NATO favoriséieren. An dat ass am Fong geholl d'Schlësselelement, wann een Iwwerleeunge mécht am Défenseberäich.

D'Transformatioun, déi huet keen Ufank, huet keen Enn. Et ass en „ongoing process". Mir hunn och eng Transformatioun an der internationaler, an der transnationaler an och an der multipolarer Gesellschaft, déi ass ëmmer amgaangen. An d'NATO huet sech da lues a lues ugepasst. Si ass eng erweidert Konzeptioun vun der Sécherheet ugaangen, do sinn d'NRFen ageféiert ginn. Dat sinn Unitéiten, déi kënnen agesat ginn, wa Gefore geschéien, kuerzfristeg. An elo ebe ginn déi Beräicher Cyberkriminalitéit an Terrorismus - dat ass jo dann décidéiert ginn a Wales - dann do derbäigesat.

A mir mengen, dass dat wichteg ass. Fir déi bestehend an och déi kommend Menacë muss ee sech op d'Bee stellen. Ëmsou méi se net ëmmer vu State kommen, ass et wichteg, dass ee sech gutt opstellt!

An déi Décisioune vum Sommet vu Wales leien an der Kontinuitéit vum Sommet vun Chicago an och da vum Sommet vu Lissabon. A wat wichteg ass, wat de Kader setzt, dat ass de Concept stratégique, deen ass jo an de leschte Joren ausgeschafft ginn. An am Fong geholl geet et do drëm, sech deene verännerte Menacen an där verännerter Welt ëmmer nees unzepassen.

Ech hat gesot d'NRFen, e Beispill: D'NRFe gi gradesou wéi d'Groupes tactiques an der EU anescht opgestallt. Si kaschten éischtens ze vill a si bréngen net vill. An et ass och gutt, dass dat gemaach gëtt. An d'Cyberkriminalitéit wäert eng ëmmer méi grouss Erausfuerderung ginn.

D'CSV ass der Meenung, dass d'Sécherheet an eisem Land an an der EU en Zesummespill ass an der Zesummenaarbecht zwëschent der NATO an der EU. An dat soll um Terrain geschéien an der EU iwwert d'Agence européenne de défense an an der NATO iwwert d'SHAPE.

D'NATO bréngt an eisen Ae ganz kloer eng Plus-value a puncto Sécherheet, an de komplexe Sécherheetsfroen. Dës Froen, déi stelle sech iwwert d'Welt. D'Welt kritt ëmmer nees en anert Gesiicht, ech géif scho bal soen, eng aner „Fratz". An do musse mer eis opstellen, fir deene Problemer ze begéinen!

Duerfir ass d'CSV ganz kloer derfir, dass d'NATO sech nei engagéiert an dass dann och Lëtzebuerg säin Apport do gëtt. Nëmmen esou kënne mer hei an eisem Land d'Sécherheet garantéiere fir eis Biergerinnen a Bierger. Am Fong geholl geet et drëm an Zukunft, fir am Fong geholl déi soft an déi haart Forcen, déi mer hunn an der Gesellschaft, dat heescht, op där enger Säit d'militäresch Asätz, op där anerer Säit d'Wäerter, déi mer wëlle vermëttelen, fir do e gudde Mix ze kréien. Da kënne mer garantéieren, dass et de Leit nach Freed mécht, op dëser Welt ze liewen.

Mir gleewen also net un déi Approche vun deene Lénken, mä mir mengen, dass dee Wee, dee bis elo eis Welt gaangen ass, eis westlech Welt, dass mer dee weider sollte goen!

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Halsdorf. Nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll deene Lénke Merci soe fir dës Heure d'actualité. Dat gëtt eis nämlech d'Geleeënheet, iwwert d'NATO an och hiren Transformatiounsprozess ze schwätzen an dat ze soen, wat d'NATO wierklech haut ass.

A wéi ech dee Bréif gelies hu vun déi Lénk, wou se dës Heure d'actualité ugefrot hunn, a wann ech déi Opreegung an deen Discours héieren, déi Panikmache iwwert déi extrem Militariséierung, wéi ech dat gelies hunn an héieren hunn, hunn ech grad gemengt, dass ons Frënn vun déi Lénk keen Transformatiounsprozess matgemaach hätten a si wären nach déi fréier moskautrei Kommunisten an hätten elo en Uerder kritt vu Moskau, hei am Parlament eng Attack op d'NATO ze starten.

(Exclamations)

Fir d'LSAP, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'LSAP...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Kann ech dem Här Angel eng Fro stellen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Fir d'LSAP ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel, däerf den Här Turpel Iech eng Fro stellen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wär frou, wann ech meng Ried kéint fäerdegmaachen, an da kann e mer all Froe stellen, déi e wëllt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Wann den Här Turpel domadder d'accord ass?

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da fuert virun, Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President!

Fir d'LSAP ass d'Recht op Sécherheet ee vun deene wichtegste Prinzipien iwwerhaapt. Sécherheet beinhalt fir d'LSAP un éischter Hand (veuillez lire: un éischter Stell) déi sozial Sécherheet, mä awer och déi bannescht an déi baussecht Sécherheet däerf vun der Politik net ignoréiert ginn. Déi Prosperitéit, déi mer haut kennen, dat ass e Resultat vu 70 Joer Fridden a Sécherheet an Europa an heiheem! An d'Sécherheet hei am Land kënnt doduerch, dass mer ons mat Partner an der NATO an an der EU zesummegedoen hunn.

Vill Leit dobausse maache sech Suergen iwwert déi komplizéiert Sécherheetssituatioun op der Welt an och no un de Grenze vun Europa. Et ginn eng ganz Rei vu Menacen: en ëmmer méi aggressiivt Russland am Oste vun Europa, eng ëmmer méi grouss Unzuel vun „failed states" vum Noen Oste bis Nordafrika bis an d'Sahelzon eran, wou reliéis extrem Gruppe wéi Daech an ISIS un Importenz gewannen, d'Bedrohung duerch Cyberattacken, de Problem vun der Energiesécherheet. Och de Klimawandel gëtt zu engem Sécherheetsproblem.

An all déi Menacë sinn natierlech net nëmmen duerch militäresch Mëttelen ze léisen, och d'Ursaache musse bekämpft ginn! An dat maache mer jo och. An dofir, fannen ech, si mer elo als EU an NATO konfrontéiert mat enger enorm breeder Palett vu Menacen, symmetrescher, assymmetrescher, konventioneller an onkonventioneller, an dat ausgoend vu staatlechen an och net staatlechen Akteuren.

Fir all dës Menacen existéiere keng einfach Léisungen! Dofir fannen ech et och interessant, dass d'NATO duerch méi eng enk Kooperatioun mat der EU an der UNO souwéi mat den internationalen ONGe fir eng méi vernetzte Sécherheetsapproche virgoe wëllt. An am NATO-Jargon heescht dat „comprehensive approach", an och dat war e Resultat vum Sommet vu Wales.

D'NATO ass keen eendimensionaalt Militärbündnis, mä virun allem e politesche Forum, wou eng breet Palett vu sécherheetspolitesche Froen diskutéiert gëtt. Niewent dem Domän vum Krisemanagement, vun der Rüstungskontroll, der Ofrüstung an der Netproliferatioun gëtt och dem Volet Partnerschaft eng ganz grouss Importenz zougedroen. An hei ass besonnesch d'Partnerschaft mat Russland ganz wichteg. Trotz der Ukrain-Kris léisst d'NATO eng Dier op fir d'Zesummenaarbecht mat Russland.

An duerfir bleift och de Grënnungsakt vum NATO-Russland-Rot vun 1997 a Kraaft, also ass dat keng Provokatioun vun der NATO vis-à-vis vu Russland.

Et ginn enorm vill falsch Iddien iwwert d'NATO. D'NATO ass keng reng militäresch Organisatioun. D'NATO ass virun allem eng politesch Organisatioun. D'Décisioune gi vun Zivilpersoune geholl, vun de Stats- a Regierungscheffen, Aussen- an Défenseministeren, vun eisen Ambassadeuren, déi am NATO-Rot sinn. D'NATO ass keng supranational Organisatioun. D'Décisioune ginn zesumme geholl vun de Vertrieder vun den 28 Memberstaten. An do ginn et 28 Stëmmen. An duerfir ass et och ëmmer falsch d'NATO gläichzesetze mat den USA.

Bei den Diskussiounen um NATO-Sommet zu Wales geet et net nëmmen ëm eng riseg Oprüstung. Et gëtt drëm, einfach deen Trend a Richtung manner Militärausgaben ze stoppen. A well Lëtzebuerg vun allen NATO-Memberstate bäi Wäitem am mannste bezilt, eng Situatioun, déi net haltbar ass, wäerte mir duerfir och vun 0,4 op 0,6 eropgoen, ech hunn dat gëschter gesot, da si mer um Stand vun 2007.

D'LSAP-Fraktioun betruecht Erhéijunge vun de Verdeedegungsausgaben am Prinzip mat grousser Virsiicht, ass awer der Meenung, dass esou Erhéijunge vun de Lëtzebuerger Verdeedegungsausgabe berechtegt sinn. Wéi ech gëschter scho gesot hunn, kënne mer net als Lëtzebuerg honnert Prozent vun der Sécherheet profitéieren an null Prozent Responsabilitéit iwwerhuelen; schonn eleng aus Solidaritéit musse mer matbezuelen.

A wesentlech ass et deemno, fir no vir ze kucken an ze préiwen, wéi dës Sue sënnvoll agesat ginn. Mat den zousätzleche Suen an onsem Budget fir d'Défense kënnen och bestehend Elementer verstäerkt ginn, déi et am Moment gëtt an déi positiv ze gesi sinn. D'Lëtzebuerger Verteidegungsausgabe gi jo net gebraucht, fir iergendwou an der Welt Krich ze féieren, mä si gi fir OMP-Missiounen, friddenserhalend Missiounen, genotzt, fir Déminage, Waasseropbereedung, sanitär oder medezinesch Hëllef. Sënnvoll Aktivitéite kënne mat méi Gelder verstäerkt ginn.

Mir hunn eng Fräiwëllegenarméi hei zu Lëtzebuerg, déi de jonke Leit eng Chance fir d'Liewe gëtt an déi ëmmer méi Wäert op eng gutt Rekonversioun an eng breet Offer vu Formatiounsméiglechkeete leet.

Sécherheet gëtt et net zum Nulltarif. Déi zousätzlech Ausgaben, déi Lëtzebuerg virhuet ze maachen, solle sozial an ekonomesch Retombéeën op eist Land hunn. Gëschter gouf mam GovSat ee gudden Ufank an där Hisiicht gemaach. D'LSAP wäert sech asetzen, dass dat esou weidergeet.

Ech wollt Iech zum Schluss nach en Dokument iwwerreechen, ech hunn et elo op menger Plaz vergiess, mä ech ginn Iech et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Et ass eppes, fir wat ech mech ganz staark engagéieren, dat ass d'Transparenz an der NATO. Ech si Member vum NATO-Parlament. An dat ass ee vu mengen Dadaen do. Ech hunn do eng Ried gehalen. Ech ginn Iech déi, da kënnt Der déi un d'Kolleege weiderféieren. An och nach eng Broschür fir d'Citoyenen, mat där déi sollen doriwwer informéiert ginn, wat d'NATO mécht. Ech ginn Iech déi dann, da kënnt Der se weiderginn un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen.

Merci.

(M. Marc Angel dépose une documentation.)

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Angel.

(Interruption)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Kann ech dem Här Angel meng Fro stellen?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech. Den Här Angel hat jo dat och ugekënnegt. Dann däerft Der nach eng Kéier zréck.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dann däerf ech eng Schlupp Waasser huelen. Fuert duer!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wollt den Här Angel froen, ob en d'Geschicht vun der Lénker esou schlecht kennt, datt en net weess, datt an der Lénker europawäit Leit aktiv sinn, déi iwwerhaapt näischt mat där Geschicht ze dinn haten, well et vill Jonker sinn an datt der aktiv sinn, déi manner kritesch zu der Sowjetunioun gestanen hunn, an datt et der ganz vill ginn, déi wuel eng kritesch Haltung zum Stalinismus haten, wahrscheinlech vill méi kritesch wéi anerer.

Zweetens wollt ech den Här Angel froen,...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Däerf ech fir d'Éischt op déi do äntwerten?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech stelle meng dräi Froen.

(Brouhaha)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hunn elo kee Bic bei mer.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech stelle meng dräi Froen an da sinn ech fäerdeg.

Zweetens, datt...

(Brouhaha général)

Zweetens... Ech wëll einfach kloerstellen, zweetens...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei, wann ech gelift. Wann ech gelift, mir maachen elo hei keen Dialog.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, ech wëll keen Dialog…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Stellt nëmmen eng Fro un den Här Angel an hie beäntwert déi an da gi mer zur Dagesuerdnung iwwer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hu ganz kloer um Ufank vu menger Ried gesot, dass ech vum Transformatiounsprozess vun deene Lénke geschwat hunn,…

(Interruption par M. Justin Turpel)

…dass ech deen unerkennen, mä dass ech gemengt hunn, wéi ech dat hei gelies hunn, dass et deen net gi wär. Also hunn ech gesot, dass et bei déi Lénk e groussen Transformatiounsprozess ginn ass. An dat weess ech och, well ech hu vill Frënn an där Partei. An dat braucht Dir mir hei net ze rappeléieren. Dat weess ech ganz gutt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass alles gesot. An den Här Alexander Krieps huet d'Wuert.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech brauch keng sechs Minutte méi hei ze récupéréieren, mä ech wollt och dem Kolleeg Turpel soen, dass en e bëssen d'Geschicht geklittert, esou korrigéiert huet. En huet vu fräie Gewerkschafte geschwat. Den FLA, Fräie Lëtzebuerger Gewerkschaftsbond, deen ass jo an de 50er Joren an d'Knéie gaangen oder an de 60er. En huet vun de Waffeproduzenten an -händler geschwat: Do ass Russland nach ëmmer op der éischter Plaz, als Produzent an als Verkeefer.

(Interruption par M. Justin Turpel)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei wann ech gelift…

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, dann hutt Der dat vergiess ze soen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- …awer Krichdreiwer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei wann ech gelift, loosst den Här Krieps ausschwätzen, esou wéi mer Iech ausschwätze gelooss hunn. Merci.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo. D'Oprëschtung hutt Der ugeschwat. Déi lescht Oprëschtung, déi koum, dat waren d'SS-20 an den Enn 70er Jore mat der Reaktioun vun den Amerikaner an der NATO mat de Pershing-Rakéiten. An do huet Russland, deemools Sowjetunioun, sech zu Doud gerüst a si hate kee Su méi, fir hire Leit Brout ze ginn, vun deem Der geschwat hutt.

Dir hutt och vergiess ze soe bei der Interventioun vun Afghanistan: Virun den Amerikaner war jo awer och nach Russland do e puer Joer aktiv - dat hutt Der och vergiess ze soen -, a mat engem ganz gudde Resultat; déi hu sech och missen ewechmaachen. Vun de grénge Männercher an der Ukrain hutt Der net geschwat.

(Interruption)

Gëschter hutt Der geschwat vum Rapport vun der CIA am amerikanesche Senat. Ech waarden nach ëmmer op de Rapport vun der Duma iwwert de groussen Terror oder iwwert den Archipel Gulag vum Solschenizyn. Déi meescht Jonk vun Iech heibannen, déi mengen, dat wär esou eng Insel vum Club Med an der Südsee. Dat war et net grad.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Alexander Krieps *(DP).*- An dann, e formidabele Film an e Buch vum Artur London. De Costa-Gavras huet dat 1970 verfilmt: L'Aveu. Also, ech mengen, d'Methode schéngt de CIA bei deene geléiert ze hunn. Dat war nom Krich an Tschechien. Mä, ech mengen…

(Interruption)

Also, Är Rhetorik war gutt, mä Är Dialektik war null.

(Hilarité)

D'Thees… Jo!

Thees, Antithees, Synthees, déi hunn ech vermësst. De Plato, dat hei war éischter Pluto ausdem Goofy sengem Déngen.

(Hilarité)

D'Kris an der Ukrain… Nee, nee, mä ech mengen, et muss ee soen, den Haaptsponsor vum Revival vun der NATO bleift den Här Putin, de President vu Russland.

An, ech mengen, si kommen zréck op e reliéis gefierften Nationalfaschismus, le sabre et le goupillon, de Säbel an d'Weihrauchfaass, mä, ech mengen, do lafe se erëm falsch.

Also, de groussen Terror an d'psychiatresch Behandlungen, déi erspueren ech Iech.

Russland bleift e grousst an interessant Land mat ville Kënschtler, Sportler, Wëssenschaftler, Poeten. Awer elo accuséiert den Här Putin d'NATO, wéi wann d'NATO wéilt e Regimewiessel zu Moskau aféieren. Dat ass guer net d'Ambitioun vun der NATO, esou eppes ze behaapten. An ech mengen och, d'Erweiderung vun der NATO - Georgien, d'Ukrain -, dat steet net zur Ried, well déi Länner, an dat huet onsen Ausseminister Asselborn kloer gesot, déi mussen och nach e Prozess vun Demokratisatioun matmaachen, vun Antikorruptioun. Wou Russland natierlech momentan de Krich gewënnt, dat ass an der Desinformatioun. Dat heescht, d'NATO hätt och besser, sech do méi ze aktivéieren.

An dann de Schued ass natierlech, dass déi diplomatesch Kanäl agebrach sinn elo, wat d'NATO ubelaangt, an haut liest Der an der „Zeit", an der preisescher Zeitung, dass d'Diskussioun erëm muss gefouert ginn um Dësch, awer net par personnes interposées. D'primär Objektiver, d'Ziler vun der NATO bleiwen d'Fräiheet, de Fridden an d'Sécherheet. D'Nostalgiker vum Warschauer Pakt, Der kënnt Iech jo och un déi Organisatioun erënneren, déi dreemen, déi hunn hire Leit ni d'Fräiheet zougestanen, an zougetraut. An der Ukrain-Kris war d'Politik vun der NATO vill méi homogen wéi déi vun der EU, vun der Europäescher Unioun. Vergiesse mer dat och net.

Mir wäre frou als Demokratesch Partei, wann d'Politik erëm géif d'Iwwerhand iwwert d'Säbelrassele kréien. A wat ech nach wollt soen, elo viru Chrëschtdag fir all ons Kanner - ech hunn Iech nach e puer Dokumenter matbruecht iwwert de Gulag an iwwer e puer aner Saachen, iwwert de Costa-Gavras -, mä, ech mengen, elo viru Chrëschtdag wär ech frou, dass de Russesche Bier erëm e bësse seng Fonctioun als Teddybier géif anhuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Krieps. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert déi Tournure, déi déi Heure d'actualité hei kritt. Ech sinn och e bëssen erstaunt iwwert d'Ried vun dem Kolleeg vun déi Lénk, net esou iwwert den Inhalt vu senger Ried, dat ass eigentlech näischt Neies, mä ech hunn, wéi ech eigentlech all Heure d'actualité seriö huelen, och hei déi Demande seriö geholl. Ech hu gelies, wat gefrot ginn ass, an ech hat mer eigentlech erwaart, datt och de Vertrieder an där Heure d'actualité hei op déi zwou Froen (veuillez lire: op déi zwou Froen äntwert), déi e selwer a senger Demande gestallt huet, nämlech, déi éischt ass: Wat soe mer zu dem Engagement oder zu där Deklaratioun, déi d'NATO op hirem Sommet zu Newport gemaach huet? An déi zweet: Wéi ass et mam zousätzlechen Engagement vu Lëtzebuerg an deem Kontext?

Iwwert deen Deel vum zousätzlechen Engagement vu Lëtzebuerg hate mer scho gëschter am Kader vum Gesetz iwwert de GovSat geschwat. De Minister hat gëschter gesot, mat der Bereetschaft vun der Regierung, den Apport vu Lëtzebuerg zum NATO-Budget vun 0,4 op 0,6% vum PIB ze hiewen, an dat net vun haut op muer, mä iwwert déi nächst sechs Joer, wieren d'Limitte gesat fir dës Legislaturperiod.

An déi gréng waren net waarm an der viregter Regierung, wéi décidéiert ginn ass, e Militärfliger ze kafen, a mir haten 2005 géint dëse Projet votéiert, ënner anerem mam Argument, an dat war dem Här Kartheiser och net entgaangen, datt een net dem permanenten Drock vun der amerikanescher Regierung misst noginn, fir seng Militärausgaben un d'Entwécklung vum PIB unzepassen. An ech stinn och nach ëmmer dozou. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck.

Mir wëssen, datt mer 2014 u leschter Plaz leie mat eisem finanzielle Bäitrag fir d'NATO. Mir sinn haut deen NATO-Member, deen däitlech am mannsten an déi gemeinsam Keess abezuelt, an deen NATO-Member, deem et wirtschaftlech mat am allerbeschte geet. Duerfir nach eng Kéier, déi gréng kënnen net nëmmen domat liewen, datt mer eise Bäitrag fir de PIB fir d'NATO vun 0,4 op 0,6 eropsetzen: Mir stinn dozou.

Och nach eng Kéier, déi gréng sinn der Meenung, datt et Sënn mécht, datt Lëtzebuerg een NATO-Member ass a bleift, a mir sinn dann eben och der Meenung, datt dat Contraintë mat sech bréngt an datt een da muss zu deene Contraintë stoen. Mir investéieren an ee Satellit, mir renovéieren den Härebierg, eng Investitioun, déi schonn iwwerfälleg ass, an ee gewësse Prozentsaz vun den Investissementer, déi mer um Findel maachen, kënne mer och als NATO-Bäitrag betruechten.

Zu den neien Engagementer vun der NATO: Wéi gesot, de 4. a 5. September war en NATO-Sommet zu Newport a Wales. Do hunn d'Regierungscheffe vun de Länner, déi do waren, eng gemeinsam Deklaratioun veröffentlecht. Déi Deklaratioun huet 113 Punkten, an dat ëmfaasst - déi Versioun, déi ech mer ausgedréckt hunn - 35 Säiten, an ech kann natierlech schonn aus zäitleche Grënn net op alles agoen, wat do steet.

Duerfir just e puer Punkten: Déi éischt Responsabilitéit vun der NATO ass et, fir den Territoire vun de Populatioune vun de Memberstate virun Attacken ze schützen, esou wéi dat am Artikel 5 vum Washington-Traité festgehale gouf. An an deem Kontext ass et natierlech och gutt, drun ze erënneren, datt op ville Plazen op der Welt an d'Militärstrukturen investéiert gëtt, an net nëmmen an Europa an net nëmmen an NATO-Staten.

Ech hat gesot, ech kéim nach eng Kéier drop zréck, wéi déi Investissementer sech verdeelen. Et ass gewosst, datt d'Amerikaner mat ronn 4,6% vun hirem PIB ee Bäitrag leeschten. Et ass och gewosst, datt de Bäitrag, deen d'Amerikaner leeschten, prozentual ëmmer méi grouss gëtt. Mä do muss een awer soen, dat huet och eng ganz Rei Ursaachen, déi och zréckzeféiere sinn op eng Politik, déi gemaach ginn ass, déi mir als Gréng och net kënne guttheeschen.

Am Joer 2000 haten d'Amerikaner 1,274 Milliounen Zaldoten an am Joer 2010 hate se 1,563 Milliounen Zaldoten an hire Rüstungsétat ass vun 280 Milliarden op 712 Milliarden an där Zäit eropgaangen. Dat hat och ganz vill domat ze dinn, datt Amerika ënnert dem George Bush sech Kricher geleescht huet, déi äusserst fragwürdeg waren, an doduerch sinn déi Käschten, déi d'Amerikaner haten, immens an d'Luucht gaangen. Datt Europa do net matgezunn ass, ech mengen, dat ass gutt ze erklären.

Dat war déi Zäit, wou eben - et ass zwar haut erëm e bëssen deen Ost-West-Konflikt operstanen an där Debatt -, mä dat war awer déi Zäit, wou de Warschauer Pakt eben zugronn gaangen ass. An duerfir haten d'Europäer hir Rüstungsausgaben net an deem Mooss eropgeschrauft wéi d'Amerikaner.

Dat gesot, gi mir dovun aus, datt déi Politik, déi mer als Memberstat vun der NATO matmaachen, sënnvoll ass. Mir begleeden dee Prozess natierlech kritesch. Ech mengen, dat ass och d'Roll vun engem Memberstat, déi Entwécklung kritesch ze begleeden. Mä am Géigesaz awer zu eise Kolleege vun déi Lénk, stelle mer eis Memberschaft net a Fro. A mir sinn och der Meenung, datt een dann ebe muss zu deene Verflichtungen, déi een agaangen ass, stoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, villmools Merci fir d'Wuert. Ech wollt vläicht och deene lénke Kolleege Merci soe fir déi Interpellatioun hei oder déi Heure d'actualité, déi se ugefrot hunn. Si erlaabt eis, e puer Saache kloerzestellen.

Fir d'Éischt emol, wann ee Lëtzebuerg kuckt, ass jo kloer, datt déi Experienz, déi mer mat der Neutralitéitspolitik gemaach hunn, e Fiasko war, an datt fir eis déi eenzeg realistesch Optioun déi kollektiv Sécherheet ass. Mir bekennen eis duerfir och als ADR ganz kloer zu eiser Memberschaft an der NATO a si bereet, déi néideg Efforten ze maachen, fir datt och Lëtzebuerg säi Bäitrag zur kollektiver Sécherheet leescht.

Dat heescht net, datt mer onkritesch géintiwwer allem sinn. E puer Saachen, déi de Kolleeg Justin Turpel gesot huet, déi loosse sech absolut diskutéieren. Den Asaz an Afghanistan ass keen Erfolleg. Et ass zwar net alles eng NATO-Operatioun gewiescht, Dir wësst dat och, mä loosse mer elo net an d'Detailer goen. Libyen ass e Fiasko, Syrien eng Katastroph, an ech mengen, de Krich géint den Terror, deen am September do no den Attentater ugefaangen huet, dee steet haut nach ëmmer net viru sengem Erfolleg, fir et emol esou ze soen, ganz am Géigendeel.

Also verschidde Saachen, déi hei gesot gi sinn, sinn net falsch. An ech wiere mech och dergéint, fir Russland vun haut ze assimiléiere mat der Sowjetunioun vu fréier. Ech hat déi Freed, d'Sowjetunioun ze erliewen op eng bestëmmte Manéier. Ech kann nëmme soen: Ech si glécklech iwwert déi Entwécklung, déi Russland geholl huet, an dat wor eben net esou, datt een haut déi zwou Saache soll matenee vermëschen.

Elo awer, fir nach eng Kéier deene Lénken awer elo emol eppes anescht ze soen: Wie sidd Dir, datt Dir Iech hei opspillt wéi eng moralesch Instanz an eis hei Virwërf maacht oder deene Leit, déi un déi westlech Wäerter gleewen, fir et emol esou ze soen, datt Dir Iech esou opspillt?

Ech wëll Iech emol eppes soen: Dir sot, Dir hätt Iech vun der kommunistescher Vergaangenheet getrennt. Ech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, Dir maacht eis alleguer e Gefalen, wann Der Iech un d'Chamber adresséiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, dann, a léif Kolleegen an der Chamber, déi Lénk hunn hei eppes gesot, wat ech awer wëll emol an de Kontext setzen. Si soen eis alleguer, datt si sech vun deem Kommunismus do lassgesot hätten.

Wann ech mer déi Lëscht ukucke vun der Gauche unie européenne (veuillez lire: Gauche unitaire européenne), wou se jo Member sinn, da liesen ech emol vir, wat do alles vu Parteien dran ass: Die Linke - stolz Nofollegpartei vun der Mauerpartei -, de Parti communiste français, de Parti communiste de Grèce an d'Syriza, de Parti de la Refondation communiste an Italien, de Parti des communistes italiens, de Parti communiste portugais, de Parti communiste de Bohême et Moravie, et cetera.

An ech soen Iech, wie sech op de Kommunismus berifft, dee geet awer an d'Ierfschaft vun engem Schreckensregime, dee 70 Millioune Leit d'Liewe kascht huet. An ech verbidde mir op jidde Fall, a vläicht sinn nach anerer heibannen, déi net wëllen, datt Leit kommen, déi sech engem Héritage idéologique mat Milliounen Doudeger reklaméieren, eis hei soen, wat moralesch Wäerter sinn, déi mir géife verroden. Dee Wee ginn ech net mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da kënnt nämlech nach derbäi, wat hei fir e konfuust Weltbild vun där Partei propagéiert gëtt. Et ass nämlech derwäert, sech domat ze beschäftegen. An dat ass vläicht dat, wat déi Lénk mat hirer Interventioun erlaabt huet, dat ass, datt mer eis emol e bësse beschäftege mat deem, wat se hei priedegen.

Wann ech déi Déclaration constitutionnelle vun der Gauche unie (veuillez lire: Gauche unitaire) da kucken, déi si jo mat ënnerschreiwen a matdroen - si si jo Member do -, da liesen ech do konfus Theorien, den „énorme fossé", deen den „centre de la terre" vu senger Periphérie géif trennen, wär d'Cause vum Rassismus an der Xenophobie. Dat si konfus Theorien, déi ideologesch do verbreet ginn an déi, dat muss ech Iech soen, och derzou féieren, datt kee Mënsch - normalerweis, also op jidde Fall mir net - Iech kann eescht huelen als aussepolitesche Partner, wann een esou Saache kuckt. Kuckt, wat Der zum Beispill am Moyen-Orient priedegt.

(Interruption)

Jo, ma dat ass fein. Dat ass Äert gutt Recht. Mä Dir gitt mir elo emol d'Recht ze soen…, Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt den Här Urbany mir an aneren hei am Sall och d'Recht gëtt, fir der Chamber eng Meenung matzedeelen. Ech liesen dann zum Beispill elo, wat Der viru Kuerzem vum Moyen-Orient gesot hutt.

Do hutt Der da gesot, Här Urbany, mä ech… Här President, den Här Urbany huet gesot, datt…

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir léiert et, Dir léiert et.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass e laange Prozess, mä mir sinn optimistesch. Also, „…scheinbar" - seet e Kolleeg hei vun deene Lénken - „nicht einmal erwiesen ist, dass die Hamas die handwerklichen Raketen auf Israel abfeuert…". Dat ass natierlech sensationell, dat ass sensationell. „Die handwerklichen Raketen", ech hu fir d'Informatioun vun der Chamber, Här President, e puer Grafike matbruecht an ech stelle se all Kolleeg zur Verfügung, dee se wëllt hunn, wat am Iran u Rakéite produzéiert gëtt, déi sech duerch Tunnelle schleefe loossen, fir handwerklech Rakéite bis op aner Länner ofzeféieren.

Ech wëll soen, datt mer hei confrontéiert si mat enger Tentative, déi inakzeptabel ass, fir awer eng seriö Baussepolitik an eng seriö Sécherheetspolitik mat falschen Argumenter a Fro ze stellen. Dat, wat den Här Interpellant oder deen, deen d'Fro gestallt huet, am Ufank gesot huet - Krich an Honger, Fräiheet an Ënnerdréckung, Brout, Fridde, Fräiheet -, ma mir hunn dat haut, well mer op de Wee vun der kollektiver Verdeede-

gung gaange sinn, well mer eng Wäertegemeinschaft zesumme verdeedegen, well mer och kritesch matenee kënnen ëmgoen.

Natierlech ass net alles richteg, wat d'Amerikaner, och d'NATO, gemaach hunn. Mir hunn eis jo am Irak-Krich an der Schokelaskoalitioun och enthalen, fir do matzemaachen. A mir soen och haut eisen amerikanesche Frënn, datt Methode wéi Folter inakzeptabel sinn. Mir kënnen eis kritesch domat auserneesetzen. Mä mir kënnen dat, well mer an enger fräier Gesellschaft wunnen, an déi fräi Gesellschaft ass d'Resultat vun engem kollektiven Effort an der NATO.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser.

(Interruption par M. Justin Turpel)

Dir waart bis elo net ageschriwwen.

(Interruption par M. Justin Turpel)

Neen, neen! Dat ass bei der Heure d'actualité.

(Brouhaha)

Neen, et ass eng Heure d'actualité, déi vun engem ugefrot gëtt, deen huet zéng Minutten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Partei.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, jo.

Här Generalsekretär, hei gëtt vun der Sensibilitéit vun déi Lénk fënnef Minutte Riedezäit nach gefrot. D'Heure d'actualité geet vun déi Lénk aus, zéng Minutten. Ech ginn dervun aus, dass domat d'Riedezäit épuiséiert ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi fënnef Minutte stinn op eisem Schierm hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- „Autres sensibilités" steet hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zéng Minutte fir deen, dee se ufreet. Fënnef Minutte fir déi aner Fraktiounen an d'Sensibilitéiten. „Fir déi aner." Är Riedezäit ass heimat épuiséiert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wëll just soen, um Schierm hu mir affichéiert kritt, mir hätten nach fënnef Minutten. Dann hätt ech aneschters geäntwert, oder…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Zweifelsfall kuckt Äert Reglement. Do steet et ganz kloer dran.

(Interruption par M. Justin Turpel)

Neen, hei… Also, lauschtert, all Deputéierten ass supposéiert, säi Reglement ze kennen. An et ass net de Schierm, deen da schold ass.

Merci. Domat huet d'Regierung, den Här Verteidegungsminister, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Welt ass an deene leschte Jore mat Sécherheet net méi sécher ginn. D'Unzuel vun de Krisenherden ass dramatesch an d'Luucht gaangen a virun allem sinn all déi Krisenherden och ëmmer méi no un d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun erukomm.

Ech mengen, dass mir als Lëtzebuerger Land eng moralesch Verflichtung hunn, fir hei ze hëllefen, a mir hunn och eng Obligatioun als Memberstat an deene verschiddenen internationalen Organisatiounen, sief dat d'NATO, sief dat d'UNO, sief dat d'Europäesch Unioun. Mä Dir wësst alleguerten, an dat ass eng al Traditioun vun der Lëtzebuerger Diplomatie, vun der Lëtzebuerger Verteidegungspolitik, dass mer déi Approche vun den „3D"en hunn: Diplomatie, Défense an Développement.

A wann den Här Turpel virdru gesot huet, dass vill Kricher kéinte verhënnert ginn, vill Misär kéint verhënnert ginn, wa mer d'Aarmut an der Welt géife bekämpfen, da kann ee jo awer definitiv net Lëtzebuerg e Reproche maachen, hei seng Verantwortung net ze huelen. Lëtzebuerg ass eent vun deenen eenzege Länner, dat 1% - an dëst Joer gëtt et souguer nach liicht iwwer 1% - vu sengem Räichtum wäert zur Verfügung stellen, fir ebe just d'Konditiounen an der Welt ze verbesseren, fir ebe just doduerjer Krisenherde kënnen ze vermeiden.

Et ass allerdéngs och richteg, an dat kënnt dohier wéinst mengen… Net wéinst mengen, mä ech hunn et a mengen Ufanksremarquë gesot: Et ass och richteg, dass deen zweeten Deel, nämlech dee vun der Défense, an der leschter Zäit méi wichteg ginn ass - och wann dat eis net gefält.

Et ass awer esou, dass mer mat deene Krisen, déi mer hunn, mussen eens ginn. Fir dat ze maachen, brauch een natierlech och déi néideg Moyenen. An der Moyenne - a mir hate gëschter kuerz am Kader vum GovSat de Problem ugeschwat - ginn d'EU-Alliéiert 1,6% vun hirem PIB fir Défense aus fir hiren Effort de défense vis-à-vis vun der NATO. Véier Alliéiert ginn esouguer iwwer 2%. Lëtzebuerg läit bei 0,4%, an dat mat engem nationale Räichtum, deen 2,5-mol esou héich ass wéi d'Moyenne vun den NATO-Partner.

Mir mussen eis schummen, wa mer einfach soen, déi aner si responsabel, derfir ze suergen, dass mir am Wuelstand an am Fridde kënne liewen an eis hei eiser Verantwortung entzéien. Duerfir hu mer, de Premierminister an ech selwer, um NATO-Sommet zu Wales och den Accord ginn, respektiv proposéiert, dass mer bis 2020 vun haut 0,4% op 0,6% vun eisem PIB an den Effort de défense investéieren.

Mä mir hunn awer och parallell dozou e Paradigmewiessel agefouert, andeem mer soen: Mir maachen deen Effort de défense. Déi Suen, déi mir mussen ausgi fir d'Défense, probéiere mer maximaalst esou auszeginn, dass se och e Retour économique op Lëtzebuerg hunn. Mir hu jo eng Situatioun am Ausland, wa grouss Länner Sue fir Défense ausginn, Sue fir Armementer, fir Waffen, fir Fligeren, da sinn dat ganz oft oder quasi ëmmer Suen, déi se an hirem eegene Land ausginn, fir hir eege Rüstungsindustrie domadder ze ënnerstëtzen.

Dir wësst alleguerten - an, ech mengen, och dat ass e wichtegt Argument, Här Turpel -, Lëtzebuerg produzéiert keng Waffen a Lëtzebuerg verkeeft och keng Waffen. Och do si mer eent vun deene ganz rare Länner, déi dat doten net maachen. Wat mir maachen, ass, mir probéieren de Gros vun deem Effort de défense, dee mer ausginn, an zivil Investissementer ze maachen; zivil Investissementer, déi e Retour op Lëtzebuerg hunn. Beispill: den Härebierg, dee mer neimaachen; de Findel, dee mer neimaachen; den Data-Center, dee mer bauen, hinnen zur Verfügung stellen; de GovSat, dee mer gëschter hei mat enger Majoritéit vu 57 Stëmme gestëmmt hunn. Alles dat huet en direkten Effet op eis Ekonomie, huet en direkten Effet op déi Societéiten zu Lëtzebuerg, déi aktiv sinn, huet en direkten Effet op den Emploi zu Lëtzebuerg a bréngt eis och nach - wéi gëschter décidéiert am Projet GovSat - Dividenden an d'Statskeesen.

Ech wëll awer hei och op d'Lëtzebuerger Arméi an op d'Engagement vun der Lëtzebuerger Arméi agoen. D'Lëtzebuerger Arméi - dat kann ech lech soen, no engem Joer Verteidegungsminister - ass dobaussen an der Welt bei hiren NATO-Partner extrem gutt ugesinn, an zwar wéinst hirer qualitativer Aarbecht, déi se leescht, a wéinst hirer Zouverlässegkeet. D'Lëtzebuerger Arméi ass proportional weltwäit am meeschten engagéiert a friddenserhalende Missiounen. Mir sinn am Kosovo, mir sinn am Mali, mir sinn am Kongo, mir sinn an Zentralafrika; Afghanistan a Libanon sinn de Moment ofgeschloss, soudass mer an Afghanistan an engem „Resolute Support" (veuillez lire: an enger „Resolute Support Mission") erëm wäerte matmaachen, soubal déi erëm agefouert ginn.

Mir sinn aktiv am „Framework nations concept", wou mer ënnert dem Lead vun Däitschland zesumme mat néng anere Länner zesummeschaffen, fir eis Capacitéiten ze verbesseren. Mir hunn eis engagéiert an de Mesures de réassurance, fir de mëtteleuropäesche respektiv de baltesche Staten Ënnerstëtzung ze ginn am Kader vum Konflikt vun der Ukrain. Mir hu mat engem ganze Peloton a mat Dingoen deelgeholl a Litauen um NATO-Manöver „Iron Sword", och do, fir eisen NATO-Partner zur Säit ze stoen an deene schwéieren Zäiten, an deene mer liewen. Mir si finanziell bedeelegt um „Baltic Air Policing". Mir sinn um Sommet zu Wales derfir agetrueden - an den Här Angel huet dat richteg gesot -, dass de Russland-NATO-Akt net opgekënnegt gëtt, obwuel eng Rei Länner där Meenung waren, well mer ebe just der Meenung sinn, dass Konflikter mussen am Dialog geléist ginn, dass Konflikter mussen diplomatesch geléist ginn an net militäresch.

Mir hunn am Kader vun der Hëllef fir d'Ukrain den NATO-Fonds fiduciaire matgespeist mat 100.000 Euro, fir d'Rekonversioun ze maache vun ukraineschen Zaldoten. Mir hunn eng hallef Milliioun Euro an der Ukrain zur Verfügung gestallt, fir Waffen ze zerstéiere respektiv Minnen ze zerstéieren. Mir hunn am Afghanistan eis engagéiert, bis 2017 all Joer véier Milliounen Euro zur Verfügung ze stellen, fir dass se hir Sécherheet kënnen intern opbauen. „Resolute Support" wäerte mer erëm matmaachen, erëm mat engem Démineur.

Här Turpel, dat sinn alles Aktivitéiten am Kader vum Fridden, respektiv fir erëm zu Fridden ze kommen an am Kader vu friddenserhalende Mesuren.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg muss en aktiven an e kredibele Member vun der internationaler Communautéit sinn. Mir waren dat bis elo, an Dir kënnt sécher sinn, dass, ënner mir als Verteidegungsminister, dat och net wäert ännere. Lëtzebuerg ass e Partner, op deen een ziele kann, souwuel wann et drëm geet, Krisen ze meeschteren, wéi och wann et drëm geet, de Fridden ze erhalen.

D'Lëtzebuerger Arméi, Dir Dammen an Dir Häre, ass kloer dem Fridde verflicht. An ech sinn, an dat soen ech och ganz kloer, houfreg op déi Arméi. Ech sinn houfreg op dat, wat se maachen, ech sinn houfreg op déi, wéi ech se gären nennen, Diplomaten an Uniform, déi eis immens vill Éier am Ausland maachen.

An, Här Turpel, ech mengen, et géif och där Lénker keng Zack aus der Kroun falen, fir sech eng Kéier erkenntlech ze weise vis-à-vis vun där Aarbecht, déi déi Lëtzebuerger Arméi am Intérêt vum Lëtzebuerger Land, am Intérêt vum Fridden an der Welt leescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Här Turpel?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Parole après ministre, Här President. Et misst…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, do hutt Dir recht. Mä ech wëll Iech awer nach eng Kéier soen, dass Der bei deem viregten onrecht hat. Den Artikel 84 seet ganz kloer a sengem Paragraph 2, dass d'Riedezäit fir déi Fraktioun oder déi Sensibilitéit, déi eng Heure d'actualité ufreet, zéng Minutte bedréit. Fir déi aner Fraktiounen a fir déi aner Sensibilitéite fënnef Minutten. Dir hutt also d'Reglement net richteg gelies gehat oder falsch interpretéiert. Dir hutt elo d'Wuert fir Parole après ministre.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo. Merci. Ech hunn effektiv, an ech wëll do kengem ee Reproche maachen, just dat gekuckt, wat um Écran stoung, an dofir war ech vun deene fënnef Minutten ausgaangen. D'Reglement seet ganz kloer am Artikel 84, datt just déi aner Fraktioune fënnef Minutten hunn. Dat ass ganz richteg. Ech kann awer eng Rei Saachen net am Raum stoe loossen, an dofir hunn ech déi Parole après ministre gefrot: «Dans ce cas, le député en question dispose toujours d'un temps de parole de 5 minutes.» Ech wëll déi awer net onbedéngt ausschëpfen.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, ech wëll mir net hei virwerfe loossen, datt et Leit géife ginn, déi korrekt Wäerter hätten an ech géif zu deene gehéieren, déi iwwerhaapt keng Wäerter hätten, déi een net kéint verteidegen. Dat huet de Minister doudsécher net gesot, dat huet een aneren Deputéierten hei gesot, deen awer…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bei Parole après ministre, do muss ee jo och op dem Minister seng Ried agoen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- An ech hoffen… Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass ganz richteg. Dat ass ganz richteg, Här Turpel. Wann ee Parole après ministre freet,…

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …da soll dat eppes ze dinn hu mat deem, wat de Minister gesot huet, an net eng Relance vum Débat. Wa mer dat dote wëlle maachen, da maache mer déi Debatten hei futti.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Genau!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also, ech wollt zu deem Positioun huelen, wat de Minister seet. Mä ech wollt net och nach Fait personnel froen zu deem, wat aner Deputéierte gesot hunn. Ech wëll just ganz kloer soen, zu deem Fait personnel, datt ech mir net hei brauch reprochéieren ze loossen, datt deen, deen hei eng riets Ideologie, eng rietsextrem Ideologie verteidegt, mécht, wéi wann hien…

(Exclamations)

Dach, mir hunn d'Erfahrung gemaach, och op anere Punkten, datt deen hei mécht, wéi wann en sech hei eens wier mat all deenen anere géint eis.

Ech sinn d'accord…

(Interruption)

Ech hu kee perséinlechen… Neen, neen. Ech…

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et fillt kee sech ugeschwat heibannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Här Turpel.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech wëll net, datt een ugesprach gëtt, ee Riedner vun eis. Dofir wollt ech froen, wien domadder gemengt ass.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also ech mengen, et ass nëmmen een hei, deen d'Positioun geholl huet…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da sot mir, wann ech gelift, wien et ass. Dat do verdroen ech zum Beispill net.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et ass kee vun der LSAP an et ass kee vun der CSV a kee vun deene Gréngen…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dann ass et jo kloer. Dann ass et kee vun der LSAP. Voilà!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann dat domadder gekläert wier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kann et héchstens ee vun de Lénke sinn.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo. Et gi Saache vu Wäerter, am Kader vun deem, wat ech virdrun hei gesot hunn, wou et ëm Milliioune Mënsche geet, déi un Honger stierwen, wou Oprüstung näischt hëlleft. Wou déi Sue géifen duergoen, datt een deene Leit kéint hëllefen, wou ech fannen, datt et kee Sënn huet, fir e Witz domat ze maachen a wou ech mech net aloossen op esou Diskussiounen.

De Minister huet gesot, datt Lëtzebuerg net géif Waffe produzéieren. Dat ass sécherlech bis elo richteg. Ech hoffen, datt dat och dobäi bleift, bei deene Firmaen, déi mer zu Lëtzebuerg usidelen. Ech hoffen awer och, datt mer keng Fongen hei hébergéieren, déi esou Saache favoriséieren.

Et ass fir mech ganz kloer, datt d'NATO e militärpolitescht Machtinstrument ass, wat d'Interesse vu bestëmmte Kreesser vertrëtt, grad esou wéi de Warschauer Pakt iwwregens och. An och do an deem, ouni elo wëllen ofzewäichen, wat den Här Krieps gesot huet, en Niewesaz, am Niewesaz just, ech mengen, sinn ech bal 100% d'accord, just datt en näischt iwwert d'NATO gesot huet. Jo, och an deem, wat de Minister, ass iwwert dat nämlecht gaangen.

Wat mir brauchen, sinn international Strukture vu Mediatioun, esou wéi d'OSZE, wou Russland iwwregens mat dran ass. An net déi vun Eskalatioun a wou, mengen ech, och ganz dacks Russland d'Spill matmécht. Ech si kee vun deenen, déi Russland verteidegen, weder virdrun… Déi Zäit, wou Leit mat mir zesummen de Gulag an de Stalinismus bekämpft hunn, hunn anerer déi Regimer hofiéiert.

(Interruption)

Jo, hunn déi déi hofiéiert. An där Gefor war ech ni. An och Russland haut, ass heiansdo d'NATO dankbar, datt Russland déi Roll spillt, fir kënnen dee Géigepol duerzestellen, dee se de Moment duerstellt.

Also, mir brauchen eng Politik, Här Minister, déi an eng aner Richtung geet. An ech sinn iwwerzeegt, datt, wann eng Friddensbewegung entsteet, wéi mer se an de 70er Joren haten, wéi mer se an de 60er Joren haten, wou vill Leit dru bedeelegt waren. Dat war och beim NATO-Doppelbeschluss de Fall. An am Géigesaz zu deem, wat den Här Krieps gemengt huet, war den NATO-Doppelbeschluss net dofir do, fir d'Sowjetunioun ze verteidegen, mä grad d'Spiral vun der Oprüstung ze verteidegen! A wa mer… och wann dee Moment eng Rei Leit net d'accord waren, et si vill anerer heibannen, déi déi Zäit mat géint den NATO-Doppelbeschluss manifestéiert hunn.

A wann eng Friddensbewegung entsteet, déi esou staark ass wéi déi Zäit, déi capabel ass, fir Gläichheet - a géint Ënnerdréckung - op dëser Welt ze schafen, dann dreiwe mer net méi esou vill Leit an d'Äerm vun deenen, déi mer dann duerch d'Oprüstung wëlle bekämpfen. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer mat Ënnerstëtzung vun der Jugend a vu ville Leit dobaussen op dee Wee kommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser…

(Interruptions)

Neen, ech mengen, mir halen eis…

(Interruptions)

Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn a mir kommen zu där nächster, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass an déi sech ëm déi Abrochserie zu Lëtzebuerg dréint an d'Reaktiounen dorop.

Ech soen dann nach eng Kéier, fir dass et ganz kloer ass: Déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsdebatt ugefrot huet, huet zéng Minutten. Déi aner Fraktiounen a Sensibilitéiten hunn der fënnef. Dat gëllt also fir jiddwereen. Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kennen d'Reglement. Dofir, ech hale mech un déi zéng Minutten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass keng Insel, och net wat d'Abréch ugeet. E ganz normale Weekend, 36 Abréch, dat war den Titel Enn November an enger Lëtzebuerger Dageszeitung. Et ass keen Zweifel, d'Abréch gehéiere leider zum „daily business" hei zu Lëtzebuerg. An dobäi war bis elo d'Sécherheet vun de Bierger, nom Motto „My home is my castle", och en Element vun der Promotiounsstrategie no baussen.

Ëmmer méi Abréch gi gemellt. Souguer an d'Zëmmere vu Spideeler gëtt agebrach an oft kënnt och brutal Gewalt an d'Spill. Ass ee Victime vun engem Abroch, fillt ee sech doheem net méi sécher. En ongutt Gefill bleift. Duerfir hunn ech am Numm vu menger Fraktioun hei am Parlament eng Heure d'actualité ugefrot, fir konkret iwwert deen akute Sujet, deen de Leit esou vill Angscht a Suerge mécht, kënnen ze diskutéieren.

E Gefill vun Onsécherheet huet sech nämlech bei der Bevëlkerung breetgemaach. D'Biergerversammlung zu Esch Enn November beweist dat. Et wëllt kee vun ons eng Kéier esou eng béis Iwwerraschung erliewen a mat engem Abrécher bei sech doheem konfrontéiert ginn. Trëtt de Fall awer an, ass ee frou, wann d'Police séier do ass. Eleng de virleschte Weekend vum Mount November sinn eng 36 Abréch gemellt ginn. All Dag liese mer erëm vun neien Abréch. A Grenzregiounen, wou déi Kriminell schnell iwwert d'Grenz sech ewechmaache kënnen, sinn d'Abréch besonnesch héich.

Mir sinn ons alleguer bewosst, dass d'Police net zu all Moment op all Plaz ka sinn. D'Police mécht, wat se kann, mat de Moyens de bord, déi hir zur Verfügung stinn. D'Bierger sinn och oft opmierksam an hëllefen der Police. Et ass och virkomm, datt bei den Asätz Polizisten zu Schued komm sinn.

D'Chiffere sinn erschreckend! Wann een den Total vun den Infraktioune géint d'Bienen, also d'Gidder kuckt, esou waren där am Joer 2000 iwwer 16.000 enregistréiert ginn. 2013, also d'lescht Joer, war dës Zuel schonn op méi wéi 24.200 geklomm. Dat ass bal dat Duebelt an engem Zäitraum vu just 13 Joer. Iwwregens hunn d'Infraktioune géint Persounen an därselwechter Period sech praktesch vervéierfacht!

Dem Statec no sollen 10% vun den Haushalter am Land an deene leschte fënnef Joer Affer vun engem Abroch gi sinn. 5% vun de Ménagë si mat engem Abrochsversuch konfrontéiert ginn. Een Drëttel vun de Bierger fäert, selwer an deenen nächsten zwielef Méint Victime vun esou Verbriechen ze ginn.

Här President, dës Zuele sinn erschreckend. A mir sollen hei an der Chamber seriö doriwwer diskutéieren, fir datt mir onse Matbierger weisen, datt mer hir Suerge verstinn an deelen. Mir kënnen nämlech alleguerten Affer vun engem Abroch ginn. Am Kapitel vum Spuerpak „Sécurité intérieure" stinn ënner anerem dräi Moossnamen: d'Fusioun vun de Regioune Capellen a Miersch, de Regroupement vun de Commissariats de proximité an d'Suppressioun vum Périmètre d'habitation an d'Ewechfale vun de Logements de service.

Eleng dës dräi Mesurë maache bis 2018, wann ech richteg gerechent hunn, 6,3 Milliounen aus, déi sollen agespuert ginn.

Här President, mir wieren dofir frou, wann den Här Minister ons kéint op folgend Froen Äntwerte ginn:

Opgrond vun dësen dräi Moossnamen, ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Police awer riskéiert, un hirer Effikassitéit ze verléieren, vu datt d'Beamten net méi esou no an hirem Perimeter wunnen an net méi esou séier iwwert den Terrain verspreet kënne ginn, also net méi esou séier op der Plaz kënne sinn, wa se geruff ginn?

Zweetens: Gedenkt den Här Minister den Effectif vun der Police erofzeschrauwen oder awer éischter eropzesetzen? Ginn d'Polizeibeamte vun der administrativer Aarbecht zum Deel entbonnen, fir datt se méi Asätz kënne fueren a méi Präsenz um Terrain weise kënnen?

Gedenkt d'Regierung ee Virwarn-Computerprogramm unzeschafen, wéi en zum Beispill zurzäit a Bayern vun der Police getest gëtt, oder schonns méi laang vun der Züricher Police benotzt gëtt?

Et schéngt, wéi wann d'Abriecher oft an déiselwecht Géigend zréckkommen. D'Fuerscher nennen dat „near repeats". Geschitt een Abroch an engem Gebitt, wou heefeg Abréch geschéien, déclenchéiert de Computerprogramm eng Alerte. Et kann een dann dovunner ausgoen, datt an engem Radius vu 500 Meter an den nächste siwen Deeg weider Abréch geschéien. D'Wahrscheinlechkeet läit, laut engem Artikel vun der „FAZ", bei 70%.

Déi lescht Fro: Wéi leeft d'Kooperatioun tëschent eiser Police an der auslännescher Police am Grenzgebitt, wann d'Abriecher sech iwwert d'Grenz ewechmaachen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun wier ech frou, wa mir zum Schluss vun dëser Debatt de Leit dobausse kéinte weisen, datt de Stat hir Suergen eescht hëlt an datt an nächster Zukunft konkret Moossnamen um Terrain geholl ginn, fir datt d'Bierger sech erëm méi sécher spieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gloden. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Claudia Dall'Agnol.

Débat

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dir Dammen an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, jo, d'Onsécherheetsgefill an der Gesellschaft hëlt zou. Mäi Virriedner ass drop agaangen. D'Biergerversammlung zu Esch, déi hat virun e puer Wochen „full house". An dat net fir näischt, well am Joer 2013 schonn ass d'Zuel vun de Faits pénaux drastesch an d'Luucht gaangen, ëm 6,16%. An dovun, deemools eleng schonn d'Abréch ëm 7,5. A mäi Gefill, dat seet mer, datt et net besser wäert dëst Joer ausfalen, wa mer wëssen, datt d'lescht Joer am Total 3.399 Abréch gemellt gi waren a mer awer elo schonn Enn November bei 3.316 registréierter sinn.

Mir sollen awer net esou maachen, wéi wann dat doten elo nëmmen en Thema wär, wat Lëtzebuerg géif betreffen. Ech mengen, et ginn Eurostat-Chifferen, déi weisen dat, ech kann aus Zäitgrënn och net drop agoen, mä déi weisen och, datt et an eisen Nopeschlänner respektiv hei un der Grenz net vill besser ausgesäit.

Den Här Gloden huet och gesot, datt mer sollen hei an der Chamber an och d'Regierung weisen, datt mer d'Ängscht vun de Ministeren (veuillez lire: Leit) eescht huelen. Abee, ech hat 2012 et schonn op den Ordre du jour vun der deemoleger zoustänneger Police-Kommissioun setze gelooss, well mer deemools schonn d'Ängscht vun de Leit eescht geholl hunn. An et ass also och keen neit Thema. A mir sinn deemools vun der Police-Direktioun och Chifferen an déi néideg Informatioune gewuer ginn, déi Der alleguerten och kënnt am Procès-verbal vun där Réunioun vun deemools, dem 12. Januar 2012, also schonn erëmfannen an op déi ech dofir och elo net méi weider wäert am Detail agoen.

Just esou vill, datt et zënter 2007 schonn e Groupe mixte d'enquête «cambriolages» bei der Police gëtt, fir eben ze kucken, fir esou séier wéi méiglech an och esou vill wéi méiglech Abréch opzeklären. An och, an dat wësst Der alleguerten, fiert d'Police verstäerkt Patrullen, ëmmer natierlech am Rahme vun hire Méiglechkeeten, an déi sinn, an dat wësse mer alleguerten, déi Méiglechkeeten, déi sinn och net onbegrenzt.

D'Police organiséiert jo och Réuniounen uechtert d'Land, wéi rezent zu Walfer. An de Buergermeeschter vu Walfer sot mer virdrun, datt och si „full house" do haten, iwwer 100 bis 150 Leit. Nächste Méindeg ass d'Police zu Beetebuerg. Do steet d'Police de Leit mat Rot an Dot zur Säit, wéi ee sech och ka schützen. An do kënnen d'Leit och hir Froe stellen, déi se an deem Zesummenhang hunn.

Eng honnertprozenteg Sécherheet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gëtt et awer leider net. An egal wéi vill Patrullen d'Police muer op den Terrain wäert schécken, se kënnen ni iwwerall sinn. An dat huet och näischt mam Wunnperimeter ze dinn, mä ech mengen, dorobber wäert de Minister sécher selwer nach agoen. Ech mengen och net, datt d'Populatioun sech géif wënschen oder sech et géif gefale loossen, wa se sech an hirer Fräiheet duerch eng ze grouss Police-Präsenz géif agëengt fillen.

Rezent hat d'„Lëtzebuerger Wort" eng net representativ Internet-Ëmfro, dat misst ëm den 2. Dezember gewiescht sinn, an do hu 57% vun de Leit gesot, se géife sech hëlleflos fillen a se géife mengen, datt d'Police de Problem net an de Gréff kréich. An 33% mengen, et wär e Risiko, mat deem ee misst liewen. Dat heescht een, dee wéilt bei hinnen abriechen, dee géif dat och fäerdegbréngen. Bon, ech mengen, datt d'Wourecht, wéi ëmmer, e bëssen hei an der Mëtt läit. Nämlech, datt d'Police scho ganz vill mécht, mä datt d'Banditten hinnen eben ëmmer e Schratt viraus sinn.

Et soll een allerdéngs och net ze vill fatalistesch sinn, a säin Haus oder seng Wunneng och probéieren ze schützen, esou wéi och 10% dat an där net representativer Ëmfro gesot hunn, datt se et géife maachen, datt se zum Beispill eng Alarmanlag doheem hätten.

Mir kruten deemools an där Kommissiounssëtzung, wou ech dovunner geschwat hunn, 2012, vun der Police gesot, datt déi meescht Abréch géife vun Non-résidentë gemaach ginn, déi och wäit Distanze géifen op sech huelen, fir hei anzebriechen. Et wäre ganz dacks gutt organiséiert Banden, déi duerch ganz Europa hiert Onwiesen dreiwen. An et wären och alt emol Kanner- a Jugendbanden, déi drop ofgeriicht wären, anzebriechen. An natierlech wär dat - tëschent Guillemets - „räicht Lëtzebuerg" fir Leit, déi op der Sich sinn no Schmuck, Borgeld oder aner Wäertsaachen, natierlech e gutt Zil.

Wat kann also nach gemaach ginn, wann ech virdru schonns sot, datt d'Police elo schonn, grosso modo all hir Moyenen asetzt, déi se momentan zur Verfügung huet? Natierlech kann een de Leit, éischtens emol, nëmme roden, datt se déi Servicer, déi d'Police och ubitt, datt se déi och wierklech an Usproch huelen. An datt se och solle kucken, zesumme mat der Police, wéi si hiert Eegenheem, hir Wunneng kënnen optimal schützen. Well däitsch Etüde beleeën, datt e Groussdeel, bis zu 40% vun den Abrochsversich scheiteren, wann d'Haus oder d'Wunneng richteg geséchert ass.

Ech wëll, wéi gesot, net op all Detail agoen, mä Luucht, Bewegung, eng eidel Bréifboîte während der Vakanz a kee Facebook-Status, wéi ech der esou oft scho gelies hunn, esou à la „Ich bin dann mal weg", dat wär scho mol e gudden Ufank.

Mir wëssen, datt de materielle Schued meeschtens ganz séier ze ersetzen ass, mä vill Leit hunn no engem Abroch Depressiounen, aner psychesch Problemer. Se hunn Angschtgefiller. An dofir, mengen ech, ass et ëmsou méi wichteg, datt se sech bewosst sinn, datt si zumindest alles gemaach haten, fir datt hir Wunneng geschützt war. An datt se net einfach emol esou Affer gi sinn, mä datt si och dozou bäigedroen haten, fir hiert Haus ze sécheren. Bewegungsmelder, ech sot et, eng Alarmanlag kënnen e groussen Deel dozou bäidroen, fir datt mer eben d'nächst Joer vläicht manner héich Zuelen an eise Statistiken hunn.

Nach emol, fir ofzeschléissen, et gëtt keng honnertprozenteg Sécherheet, keng absolut Sécherheet, an och net hei zu Lëtzebuerg. An dofir solle mer alles dofir maachen, datt kriminell Akte sech eben op e Minimum reduzéieren, wa mer se net ganz kënnen aus der Welt schafen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Dall'Agnol. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wie vun Iech kennt net wéinstens ee Frënd oder Bekannten, bei deem an deene leschte Woche probéiert ginn oder souguer agebrach ginn ass? Ech perséinlech kennen där méi wéi een. An dat läit net nëmmen dorun, dass rezent a mengem Heemechtsduerf, zu Betten op der Mess, a véier Haiser agebrach ginn ass.

Vill vun deene Betraffenen, mat deenen ech geschwat hunn, soe mer, dass et eigentlech manner de materielle Schued ass, dee Wonne bei hinnen hannerléisst, mä et ass éischter dat Gefill vun Onsécherheet, deen Agréff an d'Privatsphär, deen deene Leit oft Wochen no der Dot nach schloflues...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Schloflos.

M. Max Hahn *(DP).*- ...schloflos Nuechte bereet.

D'Zuel vun den Abréch an deene leschte Wochen uechtert d'Land ass beonrouegend. Eng rezent Statec-Studie sträicht ervir, datt an deene leschte fënnef Joer an all zéngten Haushalt agebrach gouf. Et ass also e Phenomeen, dee sech iwwert déi lescht Jore schonn erginn huet.

Am Verglach mat 2013 ginn et dëst Joer 30% méi Abréch oder versichten Abréch. Nach méi grouss ass awer d'Angscht, déi d'Leit hunn, dass bei hinnen agebrach gëtt. Méi wéi een Drëttel sinn iwwerzeegt, dass bei hinnen an deenen nächsten zwielef Méint wäert agebrach ginn. Et ass duerfir wichteg, dass mir dës Befierchtunge vun de Leit eescht huelen.

Ech begréissen duerfir dem Police-Minister seng Entscheedung, d'Bekämpfung vun der Abrochskriminalitéit zur Prioritéit gemaach ze hunn. Ee wichtege Volet ass dee vun der Preventioun an der Kooperatioun mat de Bierger. An deem Kader gi jo momentan eng Rei Informatiounsversammlunge vun der Police organiséiert, rezent bei menge Bänknoperen hei an der Chamber, dem Guy Arendt an dem Joëlle Elvinger, zu Walfer.

Bekanntlech ass d'Police dem Bierger säin „Freund und Helfer", mä och de Bierger selwer ass gefuerdert a kann der Police bei hirer Aarbecht hëllefräich sinn, esou zum Beispill duerch d'Melle vun opfällege Persounen oder opfällegen Autoen an der Noperschaft.

All eenzelne Bierger ass hei gefuerdert. Et ka jo net virun all Haus, virun all Appartement ee Polizist Wuecht halen. Net nëmmen d'Police, mä jiddwereen huet eng Roll ze spillen a senger Strooss, a sengem Appartementshaus oder a senger Cité.

Ech mengen domadder awer net, dass ee sech muss hannert der Fënster op d'Lauer leeën. Nee, jiddweree kann a soll sengem Noper hëllefen, wéi zum Beispill en A op seng Wunneng oder säin Haus geheien, wann dësen an der Vakanz ass. Oder ganz einfach beim Trëppelen, beim Lafen, beim Mam-Auto-duerch-d'Duerf-fueren d'Aen ophalen a Verdächteges bei der Police mellen.

Här President, bis November vun dësem Joer huet d'Police 3.446 Abrochsdelikter gezielt, inklusiv de versichten Abréch, awer nëmmen 195 Fäll konnten opgekläert ginn. Hei wollt ech froen, wéi et eigentlech ëm d'Comparution immédiate steet. Wier dëst eng Pist, där ee kéint nogoen?

Ganz oft huet et sech och ëm Widderholungstäter gehandelt. Niewent der Fro vun der Héicht vun der Opklärungsquot ass eng berechtegt Fro déi vun de Strofen a wat se bréngen. Wéi héich soll d'Amende sinn? Eng Prisongsstrof? Prisong op Sursis?

Mir wëssen alleguer, dass eis Prisongen iwwerfëllt sinn. Duerfir misst ee sech d'Fro stellen, wéi déi Bestrofung méi effizient kéint geregelt ginn. Ech schléisse mech hei deene 46% vun de Befroten aus der Statec-Ëmfro un, déi mengen, datt en Travail d'intérêt général déi ubruechte Strof fir Eischttäter wier. D'Pist vun den alternative Strofen muss weider erfuerscht an op hir Effikassitéit gepréift ginn.

Här President, och an eisen Nopeschlänner ass d'Zuel vun den Abréch an d'Luucht gaangen. D'Abrochswell ass grenziwwerschreidend, soudass eng Kooperatioun vun eiser Police mat den auslänneschen Autoritéite vu grousser Wichtegkeet ass. Zemools am Grenzgebitt kann d'Kooperatioun a puncto Informatiounsaustausch a gemeinsamen Interventioune bei den Abréch villes bewierken.

Här President, wéi ech um Ufank vu menger Interventioun sot, muss eng verstäerkte Police-Präsenz absolut Prioritéit hunn. Déi zweet Halschent 2015 iwwerhëlt Lëtzebuerg d'Présidence vun der Europäescher Unioun. Dat bedeit natierlech nach méi Asätz fir eis Police, fir an deem Kader d'Sécherheet ze garantéieren. Eigentlech missten nach méi Beamten an den Asaz. Wéi awer soll dat goen, wa mir wëssen, datt elo schonn d'Unité de Garde et de Réserve Mobile nëmme knapps besat ass?

Och op de Schichten an den Cle feelt et elo schonn u Polizisten. Mir mussen deemno sécherstellen, dass genuch Ressourcen am Kader vun de finanzielle Méiglechkeeten zur Verfügung gestallt ginn.

Fir ofzeschléissen, Här President, wëll ech nach ee Wuert zum Police-Helikopter soen. Eigentlech ass hei alles zu Lëtzebuerg en place, fir Nuetsvolle kënnen duerchzefëieren. Den Helikopter ass adequat ausgestatt an d'Piloten adequat ausgebilt. Natierlech wier den Nuetsvol am Kontext vun den Abréch ganz hëllefräich, mä net nëmmen. Och bei Vermësstemeldungen oder Prisongsausbréch kéint den Helikopter och nuets agesat ginn. Duerfir géif ech derfir plädéieren, dëse Moyen an Zukunft cibléiert ze notzen.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt déi nei Police-Reform, déi elo ganz gläich wäert ustoen, all dësen Erausfuerderunge wäert Rechnung droen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Hahn. Dat war e laangt Wuert!

M. Max Hahn *(DP).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An als Nächsten huet den Här Claude Adam d'Wuert, dee scho startbereet ass.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir hunn alleguerten déiselwecht Quellen. Ech wäert och déi Statec-Etüd zitéieren. déi gréng sinn, grad wéi déi aner och heibannen, der Meenung, datt de Cambriolage ee gesellschaftleche Phenomeen ass, dee fir vill ze vill Leit eng Belaaschtung ass an dee mer mussen och eescht huelen.

An dann eben an där Statec-Etüd, déi schonn e puermol hei zitéiert ginn ass, do steet, datt ongeféier 10% vun de Ménagen Affer vun engem Cambriolage waren an datt weider 5% Affer vun enger Tentative de cambriolage waren. Dat ass vill. An de materielle Schued, also dat, wat geklaut gëtt, ass beileiwen net deen eenzege Schued. Et ass einfach eng Tatsaach, datt d'Leit, bei deenen agebrach ginn ass, sech an hirer Intimsphär verletzt fillen. A méi wéi de materielle Schued, dee se erlieft hunn, leide se ënnert de Gefiller vun Onsécherheet a vu Bedrohung.

D'Zuel vun den Abréch zu Lëtzebuerg ass héich. Ob et ee Phenomeen en croissance ass oder net, do kënne mer just driwwer spekuléieren. Um Site vun der Police steet, datt dat statistescht Joer vun der Police nach net eriwwer ass, mä d'Tendenze géifen awer mëttlerweil weisen, datt „sauf imprévus le nombre d'affaires ne variera guère par rapport à l'année passée".

Am Moment gi ganz vill Abréch gemaach. Bei der Police Miersch, do war ech mech ëmfroen, déi hunn am August 62 Abréch gehat. Am September 130, am Oktober 135, am November 153, mä déi Zuel ass awer nach net fäerdeg, well do kommen nach Protokoller, déi net ofgeschloss sinn, no. Et ass och esou, datt eben dës Joreszäit déi ass, wou am meeschten Abréch sinn. Dat huet eppes dermat ze dinn, datt et ganz vill Abréch tëschent véier an aacht Auer gëtt, an da fänkt et un, däischter ze ginn an da léisst et sech einfach feststellen, ob Leit am Haus sinn oder net.

An der Statec-Etüd steet, datt ronn 34% vun den Awunner mengen, bei hinne wier een Abroch éischter wahrscheinlech. An et ass och esou, datt d'Leit, déi an engem Eefamilljenhaus wunnen, sech éischter engem Risque de cambriolage ausgesat fillen, wéi Leit, déi an engem Appartement wunnen. Vun der Mierscher Police hunn ech mer dat confirméiere gelooss. Do war just een eenzegen Abroch an engem Appartement. All déi aner waren an Eefamilljenhaiser.

An da fält och op, datt déi meescht Abréch un de grousse Verkéiersachse leien. Dobäi ass et awer geféierlech, heiraus scho Konklusiounen ze zéien. Et gëtt och Abriecher, déi mam Vëlo a mam ëffentlechen Transport ënnerwee sinn. Dat sinn Aussoe vun der Police, geséchert Statistiken hunn ech awer net an deem dote Beräich.

Och wat d'Optriede vun den Abriecher ugeet, gëtt et eigentlech all Varianten. Et sinn der, déi schonn am Kostüm an an der Krawatt gepëtzt ginn. De Kanton Capellen huet dee stäerksten Zouwuess vun Abréch. Am Norde waren dëst 10% manner Cambriolagë wéi d'lescht Joer, am Mierscher Raum 20% méi.

Allgemeng kann ee soen, datt d'Abriecher versichen, de Kontakt mat de Leit ze vermeiden. D'Schaffgeschir, wat een Abriecher brauch, reduzéiert sech oft op en Tournevis, dee gutt an enger Jackett ka verstoppt ginn. Meeschtens gi Saache geklaut, déi sech gutt um Kierper kënnen droe loossen. Also Bijouen a Suen, Wäertgéigestänn, déi sech anscheinend nach ëmmer op traditionelle Plazen an den Haiser befannen.

D'Angscht virun Abréch gëtt mam Alter méi grouss, dat ass zu Lëtzebuerg net anescht wéi soss op der Welt. An et ass wierklech beonrouegend ze wëssen, datt an der Altersgrupp vun de Leit iwwer 75 Joer all zweeten Angscht huet, datt bei him géif agebrach ginn.

Wat kann dann elo d'Politik maachen, fir déi Abréch ze reduzéieren an dat Gefill vun Onsécherheet méi kleng ze maachen? Bon, eng grouss Unzuel vu klengen Delikter ginn op de Konto vun der sougenannter „Beschafungskriminalitéit" vu Leit, déi vun Drogen ofhängeg sinn. Hei wier et vläicht eng gescheit Drogepolitik, déi, méi wéi bis elo, kéint zu Mesuré bäidroen, déi e gewëssen Erfolleg kéinten hunn.

Wéi wäit datt d'Serie vun de Cambriolagen op Eenzeltäter zréckgeet oder am Grupp organiséiert ass, do kann een driwwer spekuléieren. Wat de Phenomeen vum Grupp ugeet, do musse mer eis natierlech froen, ob eis Police déi néideg Moyenen huet, fir och op internationalem Plang dee Phenomeen ze bekämpfen.

Eis Police mécht ëm dës Joreszäit verstäerkt Patrullen am ganze Land. Dat bréngt mat sech, datt d'Schichten anescht geluecht musse ginn, fir datt besonnesch och déi Zäit am spéiden Nomëtteg an am fréien Owend genuch Leit an de Commissariats de proximité zur Dispositioun stinn. Dat heescht och, datt eis Police muss esou strukturéiert ginn, datt se kann effikass schaffen.

Hei hat jo emol déi Partei, déi dës Heure d'actualité ugefrot huet, an där laanger Zäit, wou si de Ressort hat, et net fäerdegbruecht, Neel mat Käpp ze maachen. An ech mengen, duerfir wäert de Minister och keng Schwieregkeeten hunn, op déi dräi Mesuren am Zukunftspak, deen d'Oppositioun „Spuerpak" nennt, ze äntwerten.

D'Fro vum techneschen Équipement vun eiser Police stellt sech natierlech permanent. Mir ass zum Beispill gesot ginn, datt am Beräich vun de Fousssputen nach vill ze maache wier, datt do d'Police am Ausland e Stéck méi performant wier wéi bei eis.

An dann zum Schluss - ech kommen zum Schluss, Här President, ech hunn d'Auer am Bléck - ass natierlech och d'Opklärung an eng gutt Noperschaft vun de Leit wichteg. An dobäi spillt d'Press och eng wichteg Roll. An et wier och flott, wann een dann Artikelen an der Press géif liesen, déi korrekt Faite géifen duerstellen a vun deenen net och Iwwerschréften zur Veronsécherung vun de Leit géife bäidroen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och der CSV Merci, datt se dee Sujet hei op eisen Ordre du jour gesat huet. Et ass e ganz wichtege Sujet, dee wierklech och d'Leit préoccupéiert - mat Recht. Ech wëll dat elo net alles widderhuelen, wat gesot ginn ass, a mech da konzentréieren op déi vläicht méi praktesch Approche, wat mer kënne maachen oder wat mer solle maachen als Stat, fir géint dee Fléau do virzegoen.

Do sinn natierlech eng ganz Rei Saachen, déi musse gemaach ginn. Et gëtt keng einfach Léisung. Et muss ee Mix u Moossname sinn. Et muss ee villes studéieren, mä et muss ee mat engem feste Wëllen un déi Saach erugoen.

Sécher brauche mer als Alleréischt emol prezis Statistiken. An ech soen derbäi: ouni politesch Korrektheet. Ech mengen, mir mussen einfach genau identifizéieren, wéi eng Kategorië vu Leit aus wéi enge Grënn hei Abréch maachen, a wierklech och éierlech domadder ëmgoen an oppen domadder ëmgoen. Well et ass nëmmen, wa mer e Phenomeen wierklech kennen an erkennen, datt mer och kënne richteg an effikass dergéint virgoen. Dat huet näischt mat Rassismus ze dinn. Et huet näischt mat Ausländerfeindlechkeet ze dinn. Mä wann et nun eemol esou ass, datt och där Kategorië bedeelegt sinn, da solle mer dat och soen a kucken, wéi mer eis kënnen dergéint wieren.

Dann déi legislativ Lücken, dat ass natierlech e ganz wichtege Problem an dat hänkt och zesumme mat der Motivatioun vun der Police. D'Police brauch Moyenen a si brauch och dat Gefill, an hirer Aarbecht net hänke gelooss ze ginn. Et ass frustrant fir d'Police, dat stoung och de Moien an enger Zeitung, wa se Leit ka pëtzen an da gi se direkt lafe gelooss. Natierlech musse mer eise Rechtsstat schützen. An et kann net sinn, datt Leit, wou keng wierklech staark Indizien do sinn, datt se schëlleg sinn, datt déi dann do iergendwéi Problemer mat der Justiz kréien. Mä mir mussen awer och realistesch sinn!

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer och dee legale Kader esou setzen, datt, wann awer eng grav Présomptioun do ass, och wierklech kann agéiert ginn. Net datt d'Police den Androck huet, datt se fir näischt géif do schaffen. Si brauch méi Moyenen. Den Här Gloden huet och op déi Computersoftware opmierksam gemaach, déi am Ausland schonn agesat gëtt. Dat ass sécher och en interessante Wee.

Mir musse kucken, ob d'Effektiver vun der Justiz och duerginn. Awer mir mussen och eis Legislatioun kucken a wëssen, datt mer Weeër musse fannen, fir eng Impunitéit ze verhënneren. Also, wéi gesot, am Schutz vum Rechtsstat, do si mir och déi Éischt, déi mat drop oppassen, awer och keng Impunitéit.

Do sinn eng Rei Méiglechkeeten, déi mer kënnen huelen. Eng huet och mäi grénge Virriedner hei genannt: Dat ass eng intelligent Drogepolitik, fir d'Beschafungskriminalitéit do ze reduzéieren oder wa méiglech ganz ofzeschafen. Ob déi gréng a mir eis géifen eens ginn, wéi déi Politik soll ausgesinn, weess ech net.

(Interruption)

Awer op jidde Fall am Usaz ass et richteg, datt mer kucken, datt mer d'Beschafungskriminalitéit bekämpfen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Liest emol eise Wahlprogramm!

Une voix.- Jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, liest den ADR-Wahlprogramm, dat ass ëmmer gutt.

(Brouhaha général)

An dann, dat Zweet…

(Interruptions)

Dat Zweet ass - an dat ass och eng konkret Fro, déi ech wéilt dem Minister stellen -, wéi eng Gesetzer en hëlt, fir de Platzverweis, d'Gesetzer iwwert d'Mendicitéit vläicht nei ze kucken. Well et ass einfach wouer, datt vill Poliziste frustréiert sinn, och wann e Ladendiebstahl, e Vol à l'étalage geholl gëtt, a se kënne souguer déi betreffend Leit dann identifizéieren, an dann awer do näischt nokënnt, aus ville Grënn. Mä mir missten dann och kucken, datt mer dat änneren.

Och iwwert déi Méiglechkeet vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit, wéi mer déi bekämpfen, musse mer oppe kënne schwätzen. Hei gëtt et verschidde Paraphraséierungen. Et ass ëmmer interessant, déi Debatten hei ze verfollegen, fir eng Studie driwwer ze maachen, wéi ee ka ronderëm de Bräi schwätzen.

Mä wann een déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit huet, an déi hu mer, da muss een och kënnen higoen a sech froen: Ass da Schengen, esou wéi mir et praktizéieren, richteg? Oder musse mer net higoen, wat d'ADR scho laang seet, net allgemeng Grenzkontrollen erëm aféieren, mä eis awer déi souverän Méiglechkeet ginn, fir cibléiert punktuell Grenzkontrollen dann ze maachen, wa mir et fir néideg halen? Dat ass am Interessi vun der ëffentlecher Sécherheet.

Mir sinn och fir oppe Grenzen. Awer oppe Grenze fir éierlech Leit! An am Ableck ass et leider esou, datt och déi onéierlech an engem grousse Mooss dovu profitéieren, an och dogéint musse mer virgoen.

Da gëtt et eng ganz Rei vu passive Schutzmoossnamen. Do sinn der och eng Rei genannt ginn, déi ech elo net wëll widderhuelen. Mä och d'Versécherunge kënnen e Bäitrag leeschten doduerch, datt se vläicht och finanziell deene Leit entgéintkommen, déi Schutzmoossnamen doheem huelen.

Oder den Éclairage public. Ech mengen, dat ass fir eis gréng Kolleegen natierlech en désagréabele Sujet, wann ee seet, et misst een e bëssen d'Stroossen hell maachen. Se si jo net esou begeeschtert vun där Iddi, mä op jidde Fall géif et hëllefen, fir Leit, déi sech am Däischtere méi wuel fille wéi am Hellen, dervun ofzehalen, hir Aktivitéiten auszeféieren.

Do sinn also eng ganz Rei, e Mix vu Méiglechkeeten, déi ee muss kucken. Et muss een och Courage hunn heiansdo. Wann ech liesen an der Zeitung, datt Leit, déi an engem Séjour illégal sinn a souguer am Ausland an engem Séjour illégal an dann hei iwwert d'Grenz kommen, fir hei kriminell Doten ze maachen, da muss ee sech och froen, wa mer iwwerhaapt eng Handhab géint esou Leit wéilten hunn, ob net d'Fro muss gestallt ginn, ob net de Séjour illégal en tant que tel och muss kënnen eng Handhab fir d'Justiz sinn, fir géint esou Leit virzegoen.

Et gëtt also eng ganz Rei Avenuen, déi mer sollte sober diskutéieren, awer wierklech, am Interessi vum Bierger, hei derfir suergen, datt mer e Land kréien, wou mer nees kënne sécher zesummeliewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Dann huet d'Wuert den Här Minister Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Fait, dass de Phenomeen vun den Abréch an deene leschte Méint, speziell an dësem Joer, drastesch an d'Luucht gaange sinn. Wann ee vergläicht, wat mateneen ze vergläichen ass, nämlech déi dräi éischt Trimestere vum leschte Joer mat deenen dräi éischten Trimestere vun dësem Joer, dann hu mer ronn eng Augmentatioun vun Abréch vu ronn 30%, wat natierlech immens vill ass a wat eis natierlech vill Suerge mécht.

Et muss een awer och soen, dass et, iwwert déi lescht zéng Joer gekuckt, ëmmer esou en Op an Of gëtt, dass et Periode gëtt, wou vill agebrach gëtt, da gëtt et der erëm, wou dat Ganzt sech berouegt.

Ech wëll awer och soen: Wann hei déi Zuele genannt gi vun 3.447 Abréch, da muss een awer och wëssen, dass 41% dovun Tentativë vun Abréch sinn. Dat heescht, do huet ee probéiert, mä et ass awer finalement net agebrach ginn. Et muss een och wëssen, dass 25% vun deenen Abréch net a privat Haiser gemaach ginn, mä a Lagerhalen, zum Beispill, a Baubuden, wat ganz oft virkënnt, fir Material ze klauen, et cetera, wou et also psychologesch elo manner dramatesch ass fir deejéinegen, dee getraff gëtt, respektiv de Propriétaire. Mä natierlech ass et ëmmer nach en Abroch.

Mir mierken, dass déi Welle ganz oft dovunner hierkommen, dass et organiséiert Kriminalitéit ass. An, fir dem Här Kartheiser dann och ze äntwerten, politically net korrekt ze äntwerten: Dat si ganz oft organiséiert Banden, déi aus dem Osten, aus fréieren Ostblockstate kommen, déi da wéi eng Well eigentlech duerch déi westlech Länner zéien, mat engem gewësse Schema vun Abréch. An dat ass natierlech e Phenomeen, deen net nëmmen zu Lëtzebuerg ze gesinn ass, mä iwwerall an eisen Nopeschlänner.

Et ass och esou - an dat ass, mengen ech, ganz schlëmm -, dass den Taux d'élucidation, also deen Taux vun de Fäll, déi mer kënnen opklären, ënner 10% läit. Dat huet ganz oft domadder ze dinn, dass do, wou agebrach gëtt, an dat gesi mer och aus eise Statistiken, ganz oft a Localitéiten ass, déi no oder en direkten Accès hunn zu Autobunnen, zum Beispiel. Dat heescht, déi Leit, déi si fort, ier d'Police ka sur place sinn. Meeschtens gi se awer emol guer net bemierkt, bis dass de Propriétaire vum Haus erëm doheem ass.

Ech mengen duerfir, dass et och richteg ass, wat hei gesot ginn ass: Dass et immens wichteg ass, dass d'Populatioun an deem heite Fall hëlleft an dass d'Populatioun all Kéiers, wa se mierkt oder wa se mengt, eppes Louches ze gesinn an hirer Noperschaft, dass se dat och op der Police mellt, dass esou kann agegraff ginn, dass esou kann intervenéiert ginn.

Et ass awer och esou, dass ech virun engem Mount, sechs Wochen, konkret Moossname bei der Police agesat hunn, fir géint déi steigend Abréch virzegoen. Mir hunn op där enger Säit eng Sensibilisatiounscampagne gestart, déi zum Deel iwwert den Internet geet. Jiddweree ka sech do informéieren, éischtens emol doriwwer, wat een alles soll maachen, fir sech ze protegéieren, a wat ee soll maachen am Fall, wou bei engem agebrach ginn ass, fir zum Beispill ze verhënneren, dass Spuren onnéideg verwëscht ginn. Ech mengen, et wär ganz interessant, sech dat eng Kéier um Internetsite vun der Police unzekucken.

Et sinn eng ganz Rei Séances d'information organiséiert ginn, et ass virdru gesot ginn, zu Walfer an zu Dikrech. Déi waren den 8. an den 9. Dezember. Et ass elo de 15. Dezember eng zu Beetebuerg an de 16. Dezember zu Hesper, wou natierlech jiddwereen invitéiert ass, hinzegoen, deen déi Problematik interesséiert.

Et ass och esou, dass ech ordonnéiert hunn, dass mer vill méi Présence um Terrain hunn, wat och leeft, dat ass eng Aktioun, déi amgaangen ass. Op där enger Säit gi méi Patrullen agesat, déi mat Police-Autoe fueren. Dat huet eigentlech méi en Effet dissuasif, well, wann natierlech e potenziellen Abriecher e Police-Auto gesäit, da mécht e sech ewech. Mä, mir hunn awer och, an ech mengen, dass dat ganz wichteg ass, eng ganz Rei méi Patrullen agesat mat banaliséierten Autoen. Dat heescht, wou een net erkennt, dass et Poliziste sinn, fir ebe just och d'Täter op frëscher Tat kënnen ze ertappen.

Mir hunn och am Kader vun deene Mesuren, déi ech agesat hunn, gesot, mir géifen…, oder net gesot, mä mir hunn e Groupe mixte d'enquête agesat, wou sech concertéiert gëtt zwëschent der Section Recherche an der Enquête criminelle aus deene sechs verschiddene Circonscriptiounen, wou et och drëms geet, ze kucken, Musteren ze erkennen, a wou et drëms geet, natierlech concertéiert Aktiounen iwwert d'Land ewech ze organiséieren.

Ech wëll hei soen, dass 93 Arrestatiounen dëst Joer konnte gemaach ginn. Eleng déi lescht dräi Méint waren et 24 Arrestatiounen an deem dote Punkt.

D'Kategorien, natierlech, vu Leit, wéi den Här Kartheiser dat freet, fir déi statistesch festzehalen, also Leit, Kategorië vun den Abriecher, statistesch festzehalen, ass net evident, wann een der net vill gefaange kritt. Dann ass dat relativ schwiereg.

Ech ginn awer och nach op e puer Punkten an, déi hei gesot gi sinn, ënner anerem, wat d'Effikassitéit vun der Police-Aarbecht an d'Personal ugeet.

Ech wëll lech soen, dass ech jo och gären nach méi Polizisten hätt. Mä de Problem ass awer, dass ech déi net kréien, aus deem einfache Grond, dass, wa se duerch dee ganze Selektiouns- a Formatiounsprozess kommen, der net ganz vill um Enn iwwreg bleiwen.

An ech ginn lech ee grafft Rechebeispill: Wa mir Plazen ausschreiwen, wa mir eis Exame lancéiere fir d'Police, dann hu mer ronn 250 bis 300 Kandidaten, déi sech interesséieren. Da gëtt natierlech eng Selektioun um Dossier gemaach, ob se d'Konditioune respektéieren, fir kënne Polizist ze ginn. Duerno ginn d'Exame gemaach. Wa mer dann déi Examen hanner eis hunn, da si vun deenen 250, 300 der nach 80 bis 100 iwwreg. Déi maachen dann d'Sportstester, psychologesch Tester. Da leie mer bei ronn 60, déi iwwreg sinn. Déi schécke mer dann an d'Instruction de base, an do kommen der plus/minus 50 nach eraus. An déi 50, déi schécke mer dann zwee Joer an d'Police-Schoul. An am Endeffekt kréie mer eng 45, 50 Polizisten eraus, déi mer kënne vereedegen.

An de Problem, dee mer hunn, dat ass, dass ee jo kéint soen: 45, 50 nei Polizisten, dat ass jo schonn eppes. De Problem ass awer, dass mer elo an enger Zäit sinn, wou grouss Unzuele vu Leit an d'Pensioun ginn an der Police. Dat heescht, dass déi, déi nei bäikommen, heiansdo emol net méi - an dat ass d'Situatioun, an déi mer deemnächst wäerte kommen -, emol net méi déi kënne remplacéieren, déi a Pensioun ginn.

An do ass e Problem, un deem mer musse schaffen. Ënner anerem ass duerfir och d'Reorganisatioun vun der Police geplangt. Ënner anerem si mer jo duerfir amgaangen, eng Rei Auditen ze maachen, déi jo elo ugelaf sinn, fir ze kucken, zum Beispill - an dat ass och eng Fro, déi opgeworf ginn ass -, ob een net kann d'Poliziste méi entlaaschte vun hirer administrativer Aarbecht. An ech si ganz kloer där Meenung, dass een dat muss maachen, dass ee muss eng ganz Rei administrativ Aarbechte vun zivilem Personal an Zukunft regele loossen, fir domadder méi Leit fräizekréien, fir op den Terrain ze goen.

Mir si jo amgaangen, driwwer ze diskutéieren, fir d'CPen, d'Commissariats de police, zesummenzeleeën, fir déi méi effikass kënnen ze organiséieren, fir dass een doduerch och méi fräi Leit kritt, fir op den Terrain ze goen. Ech weess awer elo schonn, dass dat dote ganz vill Diskussioune wäert gi mat de Gemengen.

A mäi Virgänger, den Här Halsdorf, weess, vu wat ech schwätzen. Jiddwereen ass hei d'accord, dass ee se sollt zesummeleeën, fir doduerch eng besser Force de frappe ze hunn an doduerjer méi aktiv um Terrain kënnen ze sinn, mä wann et dann drëm geet, der Gemeng A hire Kommissariat zouzemaachen, fir deen an der Gemeng B ze verduebelen, da geet d'Gestreits natierlech lass. Mä mir kommen net derlaanscht, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi doten Diskussioun ze féieren.

Et ass och esou, dass mer de Wunnperimeter ofgeschafen hunn, dass dat net d'Police manner effikass mécht, well Dir dierft net mengen, dass d'Polizisten doheem an hirer Stuff sëtzen a waarden, bis se geruff ginn, an dann aus hirer Stuff mussen op d'Kommissariat goen. Ech mengen, déi Leit, déi schaffen, an da si se op hirem Kommissariat. A wat geschitt, dat ass, dass natierlech emol a gréisseren Asätz e puer Kommissariater regruppéiert ginn, respektiv e puer op den Tatort geruff ginn. Mä, et ass awer am Prinzip net esou, dass mer d'Leit vun doheem aus der Stuff ruffen. Wa mer dat maachen, dann ass et wierklech a ganz extremen Noutfäll.

Ech wëll awer och nach ee Wuert soen zum Platzverweis, zur Mendicitéit, zur Comparution immédiate, woubäi ech do vläicht just d'Remarque wëll ufügen: Et muss ee se emol fänken, ier ee se iergendengem ka virféieren, mä alles dat dote si Sujeten, déi Der musst dem Justizminister stellen. Déi ginn, mengen ech, iwwert de Kader vun der Heure d'actualité hei eraus.

Dat sinn awer absolut Sujeten, déi ee muss diskutéieren. An do kommen ech op een, dee mech dann och direkt, méi direkt concernéiert: Dat ass dee vum Ordnungsamt. Ech mengen, dass mer och déi Diskussioun jo amgaange sinn ze féieren, fir ze kucken: Loosse mer de Gemengen d'Méiglechkeet, gi mer de Gemengen d'Méiglechkeet, esou eng Aart, wéi nom däitsche Muster, Ordnungsamt anzeféieren, fir dass déi sech kënnen ëm ganz vill Akten, déi mat de Gemengen ze dinn hunn, Reglementer anhale vun de Gemengen, fir dat ze observéieren, dass déi sech domadder kënne beschäftegen?

Domadder géife mer natierlech op där anerer Säit vill Fräiraum schafen op der Säit vun der Police, fir wierklech géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen, fir sech wierklech do méi drop kënnen ze konzentréieren. An ech menge wierklech, dass dat eng sënnvoll Geschicht ass. Mä och do kréie mer vill Diskussiounen, fir dass mer net herno erëm eng zweet Police op d'Been stellen an dann dat, wat mer deemools gemaach hunn, wéi mer d'Fusioun vu Police a Gendarmerie gemaach hunn, wat - mengen ech - eng gutt Saach ass, dass mer dat domadder erëm ënnergruewen. Och do, mengen ech, kréie mer och mam Syvicol an deenen nächste Méint nach interessant Diskussiounen.

Ech wëll op alle Fall hei schléissen a soen, dass d'Police alles mécht, wat an hire Moyene steet, fir d'Leit ze protegéieren dobaussen, fir géint d'Cambriolagë virzegoen. Ech weess, dass meng Beamten alleguerten extrem motivéiert sinn, dass se extrem vill Asaz weisen, speziell, wéi gesot, déi, déi um Terrain sinn. An ech wëll hinnen, vun hei aus, an ech mengen, ech dierf dat maachen am Numm vun Iech all, e grousse Merci soe fir hiren Asaz, deen net ëmmer ongefäierlech ass, am Intérêt vun der Sécherheet vun de Bierger an am Intérêt vun der Sécherheet vum Land.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Mir wären um Enn ukomm vun eisen zwou Aktualitéitsstonnen a géifen dann zum Rescht vum Ordre du jour iwwergoen. Als éischte Projet de loi hu mer de Projet 6612 um Ordre du jour stoen, an hei dréit et sech ëm de Beruff vum Kënschtler. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

4. 6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, an de leschte Wochen hat ech elo schonn e puermol op dëser Plaz d'Geleeënheet, d'Wichtegkeet vun der Kultur, souwuel fir eist Land, eis Identitéit an eis Gesellschaft ervirzeträichen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, lauschtert dem Här Rapporteur no! Merci villmools.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Allerdéngs gëtt et keng Konscht a Kultur ouni Kënschtler. Mir all sinn houfreg op eis Artisten, well si gehéieren zu deene Perséinlechkeeten, déi Lëtzebuerg dobaussen net nëmme bekannt maachen, mä déi virun allem weisen, datt eist Land nach méi ze bidden huet wéi seng international Finanz- a Medieplaz.

Eis Kënschtler, zemools, wa se am Ausland täteg sinn, si kulturell Botschafter vu Lëtzebuerg, déi e wäertvolle Bäitrag zum Nation Branding vum Grand-Duché leeschten. Mir wëssen awer och, datt d'Kënschtler et net ëmmer einfach hunn, fir sech finanziell iwwer Waasser ze halen. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt mir dee bestehende Gesetzestext aus dem Joer 1999 iwwerschaffen.

D'Artisten an d'Intermittents du spectacle sollen op eng onkomplizéiert Manéier eng finanziell Hëllef ugebuede kréien, fir datt si, virun allem an den éischte Jore vun hirem Schaffen, eenegermoossen iwwert d'Ronne kommen oder am Laf vun hirer Carrière punktuell Hëllefe kréien, fir schwiereg Situatiounen ze iwwerbrécken.

Här President, ier ech méi am Detail op den Inhalt vun dësem dach awer technesche Projet de loi selwer kommen, wéilt ech fir d'Alleréischt kuerz op säin Historique agoen. Den initialen Text gouf nämlech den 12. September 2013, also nach während der leschter Legislaturperiod, vun der deemoleger Kulturministesch Octavie Modert déposéiert.

Déi geplangte Reform hat véier grouss Objektiver: éischtens, fir déi fräischaffend Artisten an eiser Gesellschaft ze revaloriséieren an hinne méi Visibilitéit an der Ëffentlechkeet ze verschafen, sollt een Titre d'artiste agefouert ginn.

Op dëser Plaz ass et och ubruecht, eng kleng Klammer opzemaachen a kuerz den Ënnerscheed tëschent Artist an Intermittent du spectacle ze erklären: Een Artist ass zum Beispill ee Moler oder Sculpteur, deen a sengem Atelier schafft a vun Zäit zu Zäit Ausstellunge mécht. Een Intermittent du spectacle dergéint schafft op Rechnung oder mat zäitlech begrenzte Kontrakter, wéi zum Beispill Maquilleusen oder Costumièren an esou weider.

Zweetens - dëst gesot, Klammer zou - besteet en zweet Zil vun dësem Text doranner, fir de jonken, diploméierte Kënschtler de Start an d'Beruffsliewen duerch spezifesch Moossnamen ze vereinfachen.

Den initialen Text huet och Begleetmoossname virgesinn, fir d'Artisten ze encouragéieren, sech weiderzeentwéckelen, fir esou ze vermeiden, datt den Däiwelskrees vun der Ofhängegkeet vu soziale Mesuren ufänkt a si doranner geroden.

Drëttens, den éischten Text gesäit ausserdeem vir, datt, wann et drëm geet, fir an de Genoss vu sozialer Hëllef ze kommen, souwuel d'Artiste wéi och d'Intermittents du spectacle an Zukunft gläich behandelt wäerte ginn. Duerfir gouf d'Residenzklausel och opgelackert.

Véiertens, nei Dispositioune berücksichtege bei der Ufro vun dëse sozialen Hëllefen och de Fall, wou ee méi laang krankgeschriwwen oder am Congé de maternité war, respektiv vum Congé parental profitéiert huet.

Gläichzäiteg ginn duerch dës nei Dispositiounen awer och méiglech Mëssbräich verhënnert, andeems een déi verschidden Hëllefen net cumuléiere kann. Am Ganzen hunn am Joer 2012 48 Kënschtler an 135 Intermittents du spectacle vun dësen Hëllefe profitéiert, wat ee Montant vu ronn 1,7 Milliounen Euro ausgemaach huet.

Här President, dat ass, wéi gesot, den Inhalt, de Contenu vum initialen Text, deen den 12. September 2013 déposéiert gouf an an den diversen Avisen, sief et deem vum Statsrot oder deem vun anere konsultativen Organer, kommentéiert an och kritiséiert gouf.

No de Wahle vum 20. Oktober 2013 huet déi nei Kulturministesch Maggy Nagel décidéiert, den Text ze iwwerschaffen an huet der Chamber den 1. August 2014 19 Amendementen eragereecht. An dësen Amendemente gouf och de Kriticke respektiv de formellen Oppositiounen, déi de Statsrot a sengem éischten Avis formuléiert huet, scho Rechnung gedroen.

Op dëser Plaz ass et net onwichteg ze ënnersträichen, dass d'Philosophie vum Projet geännert huet an deen neien Text nees méi un deen erukënnt, deen elo nach a Kraaft ass. Dat heescht, et ass a bleift e Gesetz iwwer sozial Hëllefen. Et geet engersäits drëm, fir den Artisten, déi sech etabléieren an nach net esou vill verdénge wéi een unerkannte renomméierte Kënschtler, eng finanziell Hëllefstellung ze ginn, ënnert der Konditioun, datt si net méi wéi véiermol de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter verdéngen, an anererséits den Intermittents du spectacle eng finanziell Hëllef ze gi während där Zäit, wou se net schaffen, ënnert der Bedéngung, datt si mindestens 80 Deeg am Joer geschafft hunn.

De 14. Oktober dëst Joer huet d'Kulturkommissioun sech dunn eng éischte Kéier mat den Amendemente beschäftegt an den Avis complémentaire vum Statsrot vum 7. Oktober analyséiert, ier meng Wéinegkeet de 4. November 2014 als Rapporteur genannt gouf.

An enger konstruktiver Zesummenaarbecht huet d'Kulturkommissioun d'Modifikatiounen eenzel duerchgeholl. Nei am Gesetz ass virun allem, datt drop verzicht gëtt, den Titel vum Artist anzeféieren. De Statsrot hat a sengem Avis nämlech drop higewisen, datt deen Titel mat kengem prezise Recht verbonnen ass an ausschliisslech e formellen Titel wier. Ausserdeem waren d'Kënschtler selwer och net vun esou engem Titel begeeschtert, well si sech dee selwer duerch hir Konscht, hir Aarbecht verdénge wëllen. Am Intitulé vum Projet ass also d'Aféiere vum Titre d'artiste erausgeholl ginn.

Derniewent koum et duerch d'Amendementen an duerch d'Avise vum Statsrot awer zu nach e puer wesentlechen Ännerungen am Verglach zum urspréngleche Gesetzesprojet. Esou gëtt, éischtens, no enger Opposition formelle vum Statsrot d'Residenzklausel, déi riskéiert hätt, géint d'europäescht Recht ze verstoussen, ganz ofgeschaaft an duerch eng Affiliatiounsklausel ersat. Am Kloertext bedeit dat, datt, wann een eng Hëllef wëllt ufroen, een op d'mannst sechs Méint virum Areeche vun der Demande muss bei der Sécurité sociale affiliéiert gewiescht sinn.

An dësem Text ginn och d'Differenzen tëschent engem Artist an engem Intermittent ofgeschaaft, souwuel wat d'Affiliatiounskonditioune wéi och d'Akommeslimit ubelaangt. Fir an de Genoss vun den Aiden ze kommen, muss een e Verdéngscht vun op d'mannst véiermol den onqualifizéierte Mindestloun opweises hunn, während deem Joer virun der Demande.

Am Verglach zum initialen Text gëtt dann awer och d'Incompatibilitéit tëschent enger reng kënschtlerescher Aktivitéit an enger handwierklecher Aktivitéit nees agefouert. Souwuel de Statsrot wéi awer och d'Beruffskummeren, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hate Problemer mat dëser Dispositioun, soudatt déi Incompatibilitéit, déi et jo och haut am Gesetz vun ´99 scho gëtt, bestoe bleift. An anere Wierder: De fräischaffenden Artist dierf, fir an de Genoss vun enger Sozialhëllef ze kommen, net och nach enger artisanaler Aktivitéit nogoen.

Op Urode vum Statsrot huet d'Kulturkommissioun och décidéiert, datt, wann een eng zweet Demande mécht, fir Sozialhëllef ze kréien, ee schlussendlech awer net muss beweisen, datt e méi verdéngt respektiv seng Aktivitéit weiderentwéckelt huet. Dës Konditioun war jo geduecht, fir ze vermeiden, datt d'Artisten an d'Kënschtler an d'Ofhängegkeet vu sozialen Hëllefe falen. Well et awer schwiereg ass, no objektive Kritären esou e Beweis ze erbréngen, gëtt elo dorobber verzicht.

Wéinst dem Dateschutz ass och den Artikel iwwert den Traitement vun de perséinlechen Donnéeë gestrach ginn, well de Statsrot keng Verbindung tëschent de verschiddenen Datebanke wëllt.

Eng aner Neierung an dësem Projet de loi betrëfft d'Commande publique oder déi sougenannten „Kunst am Bau". Hei gouf décidéiert, aus budgetäre Grënn, fir de Seuil vun 800.000 Euro op 500.000 Euro ze fixéieren. Et muss een awer preziséieren, datt de Seuil vun 800.000 Euro an der Vergaangenheet bal ni erreecht gouf an datt ee mat 500.000 Euro awer nach ëmmer gréisser Projete kann ënnerstëtzen.

Här President, all dës Upassungen a Vereinfachunge sinn am Interesse vum fräischaffende Kënschtler. Artisten an Intermittents du spectacle solle gläich behandelt ginn a sech net mat onnéidege bürokratesche Barrièren erëmploe mussen.

De Kënschtler brauch och kee Gesetz, fir als Artist unerkannt ze sinn. Et ass d'Gesellschaft, déi him dësen Titel gëtt als Unerkennung fir säi Schaffen a säi Kënnen.

Mat dëse Changementer vum Gesetz vun 1999 passe mer eis de Realitéite vum Terrain un. Ech hunn elo just déi wesentlechst ernimmt; fir den Detail vum Projet verweisen ech op dee geschriwwene Rapport.

Zum Schluss, Här President, wëll ech awer och nach e Merci soen un d'Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kulturkommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht am Kader vun der Élaboratioun an der Iwwerschaffung vun dësem Text. Merci wëll ech awer och soen de Beamten aus dem Kulturministère fir hir Explikatiounen an hir Prezisiounen.

Dëst gesot, ginn ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zum virleiende Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Kënschtler sinn, ass en honorabele Beruff. E richtege Beruff, awer och eng Beruffung. Kee Land a keng Gesellschaft ass komplett ouni Kultur, ouni Artisten a Kulturschaffender, déi déi néideg fortschrëttlech Iwwerleeungen an innovativ Kraaft abréngen, fir d'Gesellschaft virunzebréngen.

Kultur ass keen Dekorationszweck, a Kënschtler sinn net just Dekorateuren. Mat dësem Gesetz sollte si och eng ëffentlech Unerkennung kréien.

Eist Land brauch professionell an onofhängeg Kënschtlerinnen a Kënschtler. Mä de Kultursecteur ass fragil an de Kënschtler hire Statut ass prekär.

Fräischaffend an haaptberufflech Kënschtler hunn et grad an engem klenge Land nach manner einfach, fir vun hirem Beruff liewen ze kënnen. Dofir ass et esou wichteg, fir hinnen hir sozial Ofsécherung, besonnesch a ganz prekäre Situatiounen, ze verbesseren.

Dofir wäert d'CSV dëse Gesetzesprojet stëmmen: Well mat deem Text, esou wéi en elo virläit, eng wichteg Verbesserung séier a Kraaft triede kann, an zwar, datt d'Zäite vu Congé de maternité, Congé parental, längere Krankecongé an esou weider, agerechent ginn an déi virgesinne Virlafzäit, fir d'Hëllefen unzefroen. A well d'CSV net einfach aus Prinzip géint en ofgeännerten Text vun der aktueller Kulturministesch stëmme wäert. Mir wäerten et och net maache wéi 1999 bei der Aféierung vum Statut vum Artist, wou d'DP sech enthalen huet an déi gréng dergéint gestëmmt hunn.

Mir stëmmen dëst Gesetz, Här President. Allerdéngs hätt d'CSV et begréisst, wann de Projet méi wäit gaange wär. Mir bedaueren, datt eng Rei Saache feelen an erausgeholl gi si vis-à-vis vun der déposéierter Versioun, an datt ganz wéineg Innovéierungen an nei Iwwerleeungen an deem Text, wéi en haut virläit, drasinn, mä

en esou wäit op seng Portion congrue reduzéiert ginn ass, ouni Ambitiounen, ouni Visiounen. Et ass e konservative Projet ginn, sécher.

D'Madame Minister wäert soen, datt hire Ministère just op d'Avisen zum initiale Projet reagéiert huet. Allerdéngs hätt een e bëssen Afallsräichtum un den Dag leeën däerfen, amplaz einfach alles ersatzlos ze sträichen, a méi Courage weise kënnen. Well, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konscht soll zum Beruff kënne ginn an net, datt et eng Konscht muss sinn, fir dëse Beruff ausüben ze kënnen!

De Rapporteur André Bauler, deem ech Merci soe fir säi Rapport, huet ganz flott de Fonctionnement vum Regime exposéiert. Dofir beschränken ech mech op eis Haaptuleiessen an Haaptkritikpunkten.

Mir bedaueren, datt bei de Jonke keng Regelen, fir déi jonk Kënschtler extra ze förderen, agefouert ginn. Et ass sécher mat dee wichtegste Punkt, datt e Jonke sech muss entscheede kënnen, fir fräi- an haaptberuffleche Kënschtler ze ginn. Et ass mat dee wichtegsten Aspekt vun der Kulturpolitik, déi Jonk ze ënnerstëtzen. Mir sollen d'Eraklammen an déi professionell Aktivitéit ënnerstëtzen, fir Jonken dës Entscheedung ze erliichteren an ze vereinfachen.

Grad am Ufank, wann een nach net bekannt ass, wann ee säi Wee zur artistescher Exzellenz eréischt untrëtt, ass et net einfach, vu senger Aarbecht, sengem Schaffen, senger Konscht ze liewen. Dofir fënnt d'CSV et immens wichteg, fir fréi a séier de jonken Artisten entgéintzekommen, hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hir Professionaliséierung ze förderen.

Dofir versti mir och net, firwat elo nees jonk Diploméierter zwielef Méint amplaz sechs Méint (veuillez lire: sechs Méint - sou wéi am éischte Projet -) waarde mussen, fir hir Ufro ze stellen. Sechs Méint war méi plausibel. An et ass méi einfach, wéi wann ee komplett Ausnahmeregimer fir déi Jonk, fir Berufseinsteiger, souzesoen, envisaéigere géif. „Trau dech!", heescht et dach esou dacks, fir d'Mënschen zur Selbstständegkeet ze encouragéieren. Eh ben, de Kulturberäich scheit sech net viru Risikobereetschaft a Verantwortung, esou wéi mir alleguer se ëmmer erëm an anere Secteure fuerderen, gëschter nach hei op der Tribün an der Kompetitivitéitsdebatt.

An dofir, Här President, géif ech gär eng Motioun hannerleeën, fir d'Regierung opzeruffen, wéinstens an Zukunft e verstäerkten Augenmerk op dës Problematik ze werfen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'il est important d'apporter un appui ciblé aux jeunes créatifs diplômés afin de faciliter leur passage vers une activité artistique professionnelle;

- qu'il est essentiel de prévoir des règles spécifiques en faveur des jeunes artistes;

- qu'il est indiqué de soutenir ainsi leur professionnalisation;

invite le Gouvernement

- à évaluer dans deux ans, si la période de douze mois précédant la demande d'aide pour les personnes qui peuvent se prévaloir d'un diplôme de niveau universitaire ne s'avère pas trop longue pour les jeunes artistes;

- le cas échéant, à modifier l'article 5.6 afin de raccourcir la période de douze mois précédant la demande d'aide à six mois telle que prévue par le texte initial du projet de loi 6612.

(s.) Octavie Modert.

Eis Motioun ass natierlech op fir jiddwereen, dee se mat ënnerschreiwe wëllt.

Ech hätt mer iwwregens och virstelle kënnen, an aner Kolleegen och, datt een zousätzlech d'Stagezäit vun netdiploméierte Kënschtler ugepasst hätt, déi elo op dräi Joer läit. Zwee Joer, vläicht nach manner, géifen duergoen. Ech bedaueren, datt de Virschlag an der Chamberskommissioun kee Gehéier kritt huet.

Eng aner Konditioun, déi fir eis wichteg ass, fir datt d'Kënschtler sech kënnen entwéckelen, ass, d'Mobilitéit ze förderen. Fir sech artistesch virunzeentwéckelen, dat ass e wesentlechen Aspekt, muss en Artist onbedéngt iwwer seng Nues erauskucken, aus sengem Kokon erausklammen, iwwert d'Grenze kucken a goen. Dat zielt natierlech ëmsou méi an engem klenge Land wéi eisem. Fir Lëtzebuerg ass d'Mobilitéit vun de Kënschtler dofir nach méi wichteg. An déi Mobilitéit muss an d'Ausland goen.

D'Mobilitéit muss och méi sinn, wéi déi eng oder aner Kéier vu Lëtzebuerg aus am Ausland Ausstellungen, Optrëtt, Liesungen, Concerten, Opféierunge maachen ze kënnen. Mä fir sech kënschtleresch weiderentwéckelen ze kënnen, muss een och alt eng zesummenhänkend Zäit am Ausland sinn a liewen. An dohier wär et wichteg, datt een d'Residenzklausel, fir éligibel ze si fir d'Aiden, aneschters gestalt hätt an domadder erlaabt hätt, an der eigentlecher Referenzperiod länger, wann och net permanent, Openthalter am Ausland ze maachen.

De Statsrot huet eng Opposition formelle hei op dëser Klausel gemaach. Allerdéngs kann dat een erstaunen, well mir hunn déiselwecht Regel schonn haut am Gesetz iwwert d'Auslännerwahlrecht stoen. Déi uviséiert Dispositioun hätt jiddefalls méi Transparenz a méi Eierlechkeet erabruecht. Schued!

Ee weidere wichtege Punkt wär de Cumul mam Droit d'établissement a ganz spezifeschen Hisiichten, an zwar besonnesch bei der Kreativindustrie an dem Design. Wéi soss wëlle mer dëser zukunftsweisender Spart hëllefe kënnen, well dëse Beräich ass nach laang net an allen Hisiichte gläichgestalt mat aneren, gläich ugesi mat méi klassesche Beruffer, déi dem Néierloossungsrecht ënnerleien, och net an deenen hire spezielle Förderregimer.

Sécher, d'Kummeren an de Statsrot hunn dat net guttgeheescht. Dat hat de Statsrot iwwregens scho viru 15 Joer net. An awer hätt een hei mat méi Courage solle virgoen. Et gëtt nämlech verkannt, datt mir et hei mat enger Zort hybride Beruffsbiller ze dinn hunn, déi dacks tëschent all Still falen, well se net den traditionelle Beruffsbiller oder handwierklechen Aktivitéiten op där anerer Säit entspriechen. Ausserdeem muss ee sech froen, wéi et bei den Intermittents hei ass.

Ech wëll dofir d'Regierung opfuerderen, subsidiairement wéinstens, op anere Pläng hei ze hëllefen. Da mussen dës Persounen och wierklech gläichgestallt gi mat allen aneren am Beräich vum Néierloossungsrecht an de Konditioune vun der SNCI an esou weider. Schliisslech däerfe mer d'Bedeitung vun der Kultur an der Ekonomie net vergiessen.

Iwwer Statut an Titel: Dir Dammen an Dir Hären, mam Titel ass et net ëm e staatlechen Agrément gaangen. Et ass als eng Unerkennung geduecht, datt Kënschtler sinn och e Beruff ass, an e respektabele Beruff. Méi schlëmm nach fannen ech, datt elo net nëmmen déi Dispositiounen iwwert den Titel falegelooss gi sinn, mä datt carrément de Statut vum Artist gestrach ginn ass. Ersatzlos gestrach! Elo gëtt et kee Kënschtlerstatut méi. Sinn d'Artisten elo just nach Sozialhëllefempfänger a Bittsteller? Dat kënne mir net novollzéien.

Just ee Wuert iwwert de Prinzip vum „silence vaut accord", deen am ursprünglech déposéierten Text stoung, elo erausgeholl ass, op dem Statsrot säi Gutachten hin. Wou ee sech awer Froe stelle kann, wann ee bedenkt, wéi ëmmer no administrativer Vereinfachung geruff gëtt a vu wéi enge Säiten aus an der Zäit haart no engem Paradigmewiessel an der Verwaltung geruff ginn ass, fir dëse Prinzip anzeféieren.

Et wär wuel am Kontext vun dësem Gesetz an der Praxis wéineg zur Uwendung komm, well d'Verwaltung an dësen Dossiere gutt fonctionnéiert. Et wär och net dee wesentlechste Punkt gewiescht, natierlech, fir e favorabele Klima fir d'Kreatioun zu Lëtzebuerg. An awer wär et einfach en Zeeche vu Respektéiere vum Artist a senger artistescher Leeschtung gewiescht.

Op dëser Plaz wëll ech profitéieren, fir déi vill Aarbecht an Hëllef ze ernimmen, déi sech d'Mataarbechter am Kulturministère ëmmer maachen, fir den Artisten an Intermittents virunzehëllefen. Ech mengen, datt een dat och net soll vergiessen. Förderung an Ënnerstëtzung heescht och, op se agoen, op se duergoen a mat hinnen denken a mat hinne virugoen.

Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech hätt een, wann een esou vill eraushëlt aus engem Text, da profitéiere sollen, fir aner Gedankegäng ze féieren am Kader vun dësem Gesetz, wéi zum Beispill iwwert d'Diffusioun, wéi zum Beispill iwwert de Mécénat, fir datt d'Gesetz méi Substanz kritt hätt.

Amplaz ass einfach d'Zomm an de Plaffong vun „Kunst am Bau" erofgesat ginn, elo wou déi Kommissioun de Rythme de croisière fonnt hat. Si war zwar hannendran, mä et ass jo net, wéi wann d'Projeten net gemaach géife ginn; och wann hannendran heescht, datt se (veuillez lire: datt d'Aarbecht vun der Kommissioun) e bësse gehippt huet, an och, wann een natierlech nach Verbesserungen do ka maachen an envisagéieren.

Ech wollt d'Madame Minister och nach eppes aneres froen. Mir hunn an der Kulturkommissioun gesot kritt gehat, datt nach eppes un de Boursse geännert géif ginn. Ech wollt froen, ob si eis vläicht ka soen, wat do virgesinn ass vun Ännerungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz wichteg Verbesserung fir professionell Kënschtlerinnen a Kënschtler wäert mat dësem Text agefouert ginn, ech hat et scho gesot. An Zukunft wäerte Congé de maternité, Congé parental, Krankeschäi vu méi wéi engem Mount unerkannt ginn an der Period (veuillez lire: als Zäiten an der Virlafperiod), fir eng Demande op Hëllef stellen ze kënnen.

D'Artistinnen an d'Artiste kréien heimat ee ganz wichtege Schutz. Et ass esou wäit dat Eenzegt, wat Rescht bliwwen ass vum initiale Gesetzesprojet. Awer dëse Schutz ass extrem wichteg a gëtt eng besser Sécherheet. Et muss jo normal sinn, datt e Congé de maternité mat agerechent gëtt. D'Fraen däerfen net pénaliséiert ginn, well se erwaarden. Och am Fall vu Krankheet hëlleft dës nei Regel de Kënschtlerinnen a Kënschtler.

Mir wäerten also, Här President, dëst Gesetz, wéi gesot, matstëmmen, och wa mer bedaueren, datt et en a-minima-Text ginn ass. D'CSV hätt begréisst, wa méi wäitféierend Iwwerleeungen dran agefloss wären, mat méi Courage, fir d'Kreativitéit an d'Kultur ze ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann nëmmen en Appell lancéieren, datt de Räichtum, deen d'Kultur eisem Land an eiser Gesellschaft brëngt, unerkannt gëtt. An net, datt d'Kultur gläichbedeitend mat Räichtum u Problemer gëtt, Problemer mat deene Kënschtlerinnen a Kënschtler sech konfrontéiert gesi missten.

Ech soen Iech Merci, och am Numm vun de Kënschtlerinnen a Kënschtler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Modert. Nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Kultur ass e Basiselement vun all demokratescher, oppener a solidarescher Gesellschaft", esou steet et am Regierungsprogramm. Kultur ass keen Ornament, mä e Fundament, op deem eis Gesellschaft steet an op deem si baut. Fir d'LSAP ass et d'Aufgab vun der Politik, dës ze sécheren an ze stäerken.

Kultur ass en Instrument vun der reflexiver a gestaltender Ausenanersetzung vum Eenzelnen an der Gemeinschaft mat sech a mat der Ëmwelt, an déi stänneg Selbstreflexioun vun der Gesellschaft iwwert d'Wäerter an d'Standarden. Mir gesi Konscht a Kultur och als Avantgarde vun der Gesellschaft, e Versuchslabor fir déi grouss Trends, déi eis all betreffen. Kultur ass en zentrale Facteur vun der Imageentwécklung vun eisem Land, der Identifikatioun vun de Bierger mat hirem Land an der Grussregioun a si constituéiert domat d'Grondlag fir d'Participatiounsbereetschaft um gesellschaftleche Liewen.

D'Kultur- a Kreativwirtschaft offréiere gutt Chancë fir wirtschaftleche Wuesstum, sozial Integratioun, souwéi och d'Kreativitéit an d'Wëssenschaft op eng nei Manéier zesummenzebréngen.

D'Tätegkeetsfeld an d'Beruffsbild vun de Kënschtler an den Intermittents huet sech am Laf vun de Jore verännert. D'Beruffsgrupp vun de Kulturschaffenden zeechent sech duerch Fräiheet, Selbstständegkeet an Individualitéit aus, woubäi tëschent dem Artist an dem Intermittent nach emol ze ënnerscheeden ass. De Kënschtler ass méi onofhängeg a ka selwer Initiativen huelen, wougéint den Intermittent meeschtens komplett dovun ofhängeg ass, fir ëmmer erëm Kontrakter ze kréien an e Stempel a säi Carnet, fir op seng Deeg ze kommen. Dat betrëfft zum Beispill vill Schauspiller, awer och virun allem vill Techniker am Film.

Trotz enger gewëssener Onsécherheet an oft gerénge Verdéngschtaussiichten, hëlt d'Zuel vun de Kulturschaffende stänneg zou. Zwar hu sech d'Ëmsätz an de Gewënn an dëser Branche positiv entwéckelt, mä nëmme wéineg Kulturschaffend hunn dorunner och en Undeel. Vill kënnen net vun de Friichte vun hirer Aarbecht liewen a sinn an enger Situatioun, déi net hirer Ausbildung an hirem Talent entsprécht.

Flexibel Aarbechtszäiten a Beschäftegungsforme si fir vill Kënschtler per se net als negativ ze bewäerten. D'Konsequenze vun der zouhuelender Flexibiliséierung dogéint awer duerchaus schonn. Wann een eng kreativ Leeschtung brëngt, muss een d'Chance hunn, fir dës Leeschtung och adequat entlount ze kréien.

1999 ass d'Gesetz geschafe ginn, fir staatlech Kompensatiounszoulagen ze garantéieren, wann Duuschtstrecken ze iwwerbrécke sinn, déi kënne virkommen. Dänzer, Museker, Schauspiller an Techniker zum Beispill sinn net dat ganzt Joer ënner Vertrag. E Salaire kréie se just, wa se dann eben op der Bühn stinn, beim Dréi schaffen, eng Musekkompositioun ophuelen oder zum Beispill e Bild verkafen. Hei gëllt déi allgemeng Regel um Aarbechtsmarché: Kee feste Kontrakt, kee geregelt Akommes. Wat och mat sech brëngt, dass déi prekär Akommessituatioun verschäerft gëtt duerch Lächer an der sozialer Ofsécherung.

Déi Kulturschaffend sinn, opgrond vun hirem niddregen oder carrément feelende Salaire, net an der Lag, aus eegener Kraaft Reserve fir Noutfäll oder fir d'Pensioun ze schëpfen. Och d'Planbarkeet vun der noer Zukunft ass oft staark ageschränkt.

Dobäi wëll ech awer ervirhiewen, dass, wann eng Persoun aus der Konschtzeen grad kee Vertrag huet, dat net heescht, dass se da géif doheem sëtzen an d'Daimercher dréinen. D'Kënschtler schaffe konstant a fonctionnéieren net no Zäite vu moies aacht bis owes 17 Auer.

Wann awer déi Kulturschaffend vun hirer kënschtlerescher Aarbecht net méi kënne liewen a keng aner wirtschaftlech Reserven, wéi Verméigen oder ähnlech, kënnen unzapfe goen, sti se virun de Méiglechkeeten, hir kënschtleresch Aarbecht ganz opzeginn oder niewent der Konscht engem Job nozegoen, fir weiderhi kënschtleresch täteg ze sinn. Déi éischt Optioun, säin Dramberuff opzeginn, wär extrem schued. Déi aner Méiglechkeet, duerch kleng Aarbechten eppes ze verdéngen, ass awer net zu all Moment ginn a schränkt ganz oft och d'Kreativitéit an. An dofir ass et wichteg, dass déi ëffentlech Hand aspréngt, wann d'Existenz um Spill steet.

Als LSAP, déi sozial Gerechtegkeet a Solidaritéit als Grondwäerter vertrëtt, fille mir eis deene Leit verflicht, déi enger onsécherer a finanzieller Situatioun ausgesat sinn. An dofir ass et wichteg, dass d'Investitioune bei de Kulturschaffende selwer ukommen. Déi sozial Aiden erlaben de Kulturschaffenden net just, dass si zum Beispill Enn dës Mounts hire Loyer kënne bezuelen, mä si kënne sech an där Period och ganz hirer Konscht widmen a kreativ sinn.

Ech wëll awer och nach drop hiweisen, dass de Bénéficiairen hei keng riseg Zommen ausbezuelt ginn oder se onbegrenzt op staatlech Ënnerstëtzung kënnen zréckgräifen. Au contraire, déi sozial Mesurë si souwuel an hirem Montant wéi och an hirer Dauer begrenzt.

Wéi viru 15 Joer d'Gesetz geschafe ginn ass, war d'Iddi net, per Gesetz Statskënschtler ze schafen, oder Leit, déi zum Beispill niewent hirem Beruff am Konschtberäich aktiv sinn, mat dëse Mesuren eng zousätzlech Indemnisatioun ze ginn. D'Iddi war, deene Leit ze hëllefen, déi sech haaptberufflech der Konscht verschriwwen hunn an duerch eng Rëtsch vun Ursaachen net finanziell iwwert d'Ronne kommen. D'Gesetz huet deemools eng absolut Neierung fir d'Konschtliewen duergestallt, fir d'Kreativitéit vun de Kulturschaffenden ze förderen a si sozial ze encadréieren.

Nun, den Text, deen déi viregt Regierung proposéiert hat, war vun de Kulturschaffende wéi och vum Statsrot schaarf kritiséiert ginn. D'Kulturkommissioun huet vill un dësem Text geschafft. An deen huet elo eng ganz aner Nues kritt. Ech ginn net op all d'Punkten an, déi geännert gi sinn oder déi zur Diskussioun stoungen, well de Rapporteur dat scho ganz ausgiebeg gemaach huet an ech wëll op dëser Plaz him och nach villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport soen.

Ech ginn elo just op eenzel Punkten an, déi fir eis als LSAP-Fraktioun wichteg sinn. D'Zil vun dësem Gesetz war, eng besser Professionaliséierung vun de fräiberuffleche Kulturschaffenden anzeféieren. Den ursprünglechen Text hat virgesinn, dass Kënschtler, wa se eng Erneierung vun hiren Aiden ufroen, noweise mussen, dass hir Revenuen ëm 10% geklomme sinn. Fir eis war dës Konditioun net akzeptabel, well eng Augmentatioun vun de Revenuen, éischtens, net einfach ze erfëllen ass an, zweetens, kee Bewäis ass fir eng héichwäerteg professionell Aarbecht. Mir si frou, dass dës Konditioun eraus ass.

E weidere Punkt, dee geännert huet, ass de faméisen „titre d'artiste", dee gestrach ginn ass. Sécher, e Gesetz fir den „statut" oder „titre d'artiste" kléngt méi flott wéi „mesures sociales". Am Endeffekt ass den Titel awer just eng Bezeechnung, vun där déi Kulturschaffend u sech näischt haten, well un den Titel ware keng Rechter gebonnen. An et ass ze bezweifelen, dass domadder d'Roll vun de Kulturschaffende valoriséiert gi wär.

De Statut war ni als Wäertung geduecht, mä ka vun engem Artist ugefrot ginn, fir Hëllef ze kréien. Den „titre d'artiste" dogéint war just eng iwwerflësseg staatlech Unerkennung, déi

am Endeffekt awer ouni Konsequenz an ouni Sënn gewiescht wär.

D'Leit aus dem Konschtsecteur wollten deen „titre d'artiste" net, an et ass richteg, op si ze lauschteren, well schliisslech wëlle mir si mat dësem Gesetz uschwätzen.

Donieft ass et fir eis och wichteg, eng Gläichbehandlung vun den Artisten an den Intermittenten anzeféieren. Esou hunn déi Leschtgenannte missen eng Karenzzäit vun zwielef Méint respektéieren nom Auslafe vun de Rechter op Chômageentschiedegung oder RMG, ier se d'Indemnitéiten en cas d'inactivité involontaire konnten ufroen. Dës Karenzzäit war fir déi fräiberufflech Kënschtler net virgesinn. Duerfir ass décidéiert ginn, fir se bei den Intermittenten ze sträichen, am Sënn vum Principe d'égalité de traitement.

Eng weider Neierung, déi dësen Text virgesäit an déi mer begréissen, ass d'Berücksichtegung zum Beispill vum Congé parental. D'Kënschtler an d'Intermittentë musse jee no Situatioun Aktivitéitsperiode vun engem bis dräi Joer noweisen, fir kënnen Hëllefen unzefroen. Wann déi Kulturschaffend an där Zäit awer net kënne schaffe wéinst engem Congé de maternité, Congé parental oder Congé d'accueil, da gëtt d'Berechnung vun der Aktivitéitsperiod während där Längt vun deem Congé suspendéiert. Esou entsteet zum Beispill keen Nodeel, wann eng Artistin schwanger ass an de Congé parental wëllt huelen.

Fir d'LSAP ass dësen Acquis wichteg, well d'Grënnung vun enger Famill fir keen hei am Land en Nodeel soll sinn, egal a wéi engem Aarbechtskontrakt e sech befënnt.

Weider si mer als Sozialisten der Meenung, dass Konscht och ëmmer en Deel vun der Stad a Bauteplanung soll sinn. Art public ass net just en Instrument zur Kreatioun als Méiglechkeet, de Kënschtler en Optrag ze ginn, mä et ass och e Moyen, fir d'Leit fir d'Konscht se sensibiliséieren, fir besonnesch déi mat Kreativitéit a Verbindung ze bréngen, déi selten e Kulturhaus oder Ähnleches besichen.

Mir verteidegen déi Richtlinn, dass bei ëffentleche Bauten ee bis 10% fir d'Création artistique soll virgesi sinn, a verstinn d'Bedenken zur Baisse ëm 300.000 Euro. „Kunst am Bau" huet e puer Konschtprojeten als Deel vun der Architektur gefërdert. Allerdéngs ass dëst net ëmmer konsequent ugewant ginn, wat schued ass, well mir hunn hei am Land vill Kreativer, déi Konstruktiounsprojete gestalten a mat hiren Iddie kéinte beräicheren. Eiser Meenung no muss d'Abezéie vun de Kënschtler verstäerkt an de Planungsprozess organiséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech nach emol kloer betounen, dass déi Kulturschaffend, ob Artist oder Intermittent, hir kreativ Iddie solle realiséiere kënnen, egal ob se selbststänneg oder ënner festem Kontrakt sinn. Si solle fair entlount ginn a gläichzäiteg d'Méiglechkeet hunn, bei soziale Risiken ofgeséchert ze sinn.

Mir gesinn an dëser Reform e Fortschrëtt. Et ass eng begleedend Hëllefstellung um soziale Plang an en Encouragement am Sënn vu konsequenter Förderung vun der kënschtlerescher Aarbecht.

De Choix, deen een trëfft, senger Vocatioun nozegoen, sech der Konscht ze verschreiwen an de Wee vum haaptberufflechen Artist ze maachen, bleift weiderhi schwiereg. Et ass eng perséinlech Décisioun, déi ee fir sech trëfft. An duerfir ass et gutt, dass de Stat mat sengem sozialen Netz hëlleft, wann ee Kulturschaffenden an enger Iwwergangszäit an enger méi schwiereger Phas ass. Bei allen Entwécklunge muss garantéiert sinn, dass d'Kënschtler an d'Intermittenten hir Kreativitéit fräi kënnen ausliewen, ouni wirtschaftlech oder sozial ënnert d'Rieder ze geroden.

An dësem Sënn Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Bofferding. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut e Gesetz, iwwert dat am Virfeld scho laang diskutéiert ginn ass an dat vun der viregter Regierung am September 2013 nach kuerz virun de Wahlen déposéiert gouf. Den Text gouf vun der neier Regierung amendéiert an ech huelen et scho virewech: Mir sinn der Meenung, datt duerch déi Amendementen den Text méi realitéitsno a besser ginn ass.

Am éischte Projet vun der aler Regierung war zum Beispill virgesinn, een Titre d'artiste anzeféieren, eng Aart Beruffsbezeechnung als Artist. U sech ass jo un där Iddi näischt auszesetzen. Et ass allerdéngs esou, datt deen Titre d'artiste, dee virgesi war, keen ee konkret Recht fir dee bruecht hätt, deen deen Titre kritt hätt. An d'Konditiounen, fir deen Titre ze kréien, waren och esou allgemeng gehalen, datt sech eigentlech keng Ausso dorauser iwwert déi Persoun erginn hätt, déi deen Titre kritt huet. Duerfir ass déi Iddi net zréckbehale ginn a si gëtt och net mam Gesetz vun haut agefouert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den éischte Projet hat och eng Residenzklausel virgesinn, déi op eng Opposition formelle vum Statsrot gestouss ass. Déi Residenzklausel ass am neie Gesetz ëmgewandelt ginn an d'Konditioun, datt een op d'mannst sechs Méint muss zu Lëtzebuerg an der Sécurité sociale affiliéiert sinn an datt een en Engagement an der artistescher oder kultureller Zeen zu Lëtzebuerg muss hunn. Dat ass eng gutt Regelung, déi dem Artist an dem Intermittent déi néideg Flexibilitéit léisst, déi e brauch.

Wichteg ass och, datt d'Obligatioun, datt d'Revenus professionnels missten ëm 10% eropgoe vun deem Moment un, wou een eng sozial Hëllef kritt, fale gelooss ginn ass. Positiv ass och, datt mer spezifesch Regelen hunn, déi engem jonken diplomëierten Artist den Zougang zu enger professioneller artistescher Aktivitéit erméiglechen. Mir hu gesot, deen Zougang, dee kéim eréischt no zwielef Méint.

Ech sinn am Prinzip - ech wëll elo net där Motioun virgräife vun der Madame Modert - schonn der Meenung, datt déi zwielef Méint richteg sinn. Et geet jo drëm, fir jonk Leit ze encouragéieren. Et geet awer wierklech och net drëm, fir se op e falsche Wee ze bréngen a se mat Verspriechen op eng Schinn ze setzen, wou se dann net glécklech ginn dran.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Wichteg ass och, datt mer mat dem Gesetz vun haut Dispositiounen aféieren, déi et erméiglechen, dem Demandeur fir eng sozial Hëllef en eventuelle Congé de maladie oder e Congé de maternité oder e Congé parental unzerechnen.

Här President, ech ginn net op den Detail - Madame Presidentin -, ech ginn net op den Detail vun dësem Projet an. Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Bauler, Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien huet mer duerfir déi Aarbecht ewechgeholl. Hien huet déi Detailer alleguerten hei ausféierlech duerbruecht. Ech wëll duerfir fir déi gréng Fraktioun just dräi Aspekter am Zesummenhang mat dësem Gesetz undiskutéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kultur ass iwwerall a Kulturschaffender hu vill Profiller. Ganz rezent, virun enger gudder Woch, sinn zu Miersch am Centre littéraire d'Lauréatë vum nationale Literaturconcours geéiert ginn. Gewonnen hunn zwee Professeren an eng Studentin. An der Kulturlandschaft gëtt et eng breet Palett vu Leit, déi engagéiert sinn, déi eng haaptberufflech, déi aner nieweberufflech. Dat mécht et fir déi eng net méi einfach, déi, déi et haaptberufflech maachen, dat kann awer och kee Jugement iwwert d'Aarbecht vun deenen anere sinn.

Déi Mesures sociales, déi mer mat dësem Gesetz stëmmen, dierften awer just fir déi a Fro kommen, déi de Beruff vum Kënschtler haaptamtlech maachen. A mir sinn och frou doriwwer, datt mer endlech dann dat neit Gesetz hei kënne stëmmen.

Zweetens, nach eng Kéier: Kultur ass iwwerall. D'Mesure sociale au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle ass awer net iwwerall. Mir hunn et hei mat engem klenge Beräich vun der kultureller Zeen ze dinn. Mir maachen hei un éischter Stell ee Gesetz fir Professioneller, déi et schwéier hunn, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Am Rapport steet, datt et 2012 48 Artisten an 135 Intermittents du spectacle waren, déi vu soziale Mesurë profitéiert hunn. Wann een d'Konditiounen an d'Montante bedenkt, déi hei am Spill sinn, gesäit een, datt et hei ëm eng Mesure geet, déi éischter am Beräich vun engem RMG läit wéi vun enger Indemnité de chômage. Am Rapport steet och, datt mer insgesamt 1.676.381 Euro un Aides financières am Joer 2012 un dës insgesamt 183 Leit ausbezuelt hunn. Dat wieren e bësse méi wéi 9.000 Euro pro Persoun. Och eng Moyenne mécht zwar hei net vill Sënn, ech soen de Chiffer just, fir ze weisen, datt et sech net ëm enorm Chifferen handelt, déi hei am Spill sinn.

An dat bréngt mech zum leschte Punkt. Kultur ass iwwerall, oder: Ass Kultur iwwerall? Am Kapitel 3 vum Gesetz geet et ëm d'Promotioun vun der artistescher Kreatioun. Mir begréissen et, datt mer Boursse schafen, déi artistesch Kreatiounen ënnerstëtzen, déi awer och kënne fir eng Weiderbildung ugefrot ginn.

Wann de Stat oder eng Gemeng oder en Établissement public ee Gebai realiséiert, da muss eng Zomm tëschent engem an 10% vum gesamte Käschtepräis an d'Konschtwierker, déi am Gebai mussen integréiert sinn, investéiert ginn.

Mir stelle fest, datt mer de Montant, deen d'Acquisitioune vu Konschtwierker betrëfft, vun engem Maximum vun 800.000 Euro elo op e Maximum vu 500.000 Euro erofsetzen. Dat kënne mer novollzéien. Dat léisst och nach ëmmer Spillraum genuch.

Ech hunn awer d'Gefill, wéi wa sech oft net un dës Regel gehale gëtt. Ech froe mech zum Beispill, wéi wäit datt sech eis Gemengen zu dëser Regel verflicht fillen. Ech mengen, et wier méi sënnvoll an am Interessi vun eis alleguer, wann ee méi an d'Konscht an den ëffentleche Gebaier géif investéieren an doduerch manner Sue misst fir sozial Mesurë fir Kënschtler bereetstellen.

An da wëll ech och nach drun erënneren, datt et och nach eng Spart vu Leit gëtt, déi eiser Meenung no eng wichteg Aarbecht am kulturelle Beräich maachen. Ech denken do u Leit an Asblen, déi mat vill Engagement vun Zäit an och souguer vu Suen op enger bénévoller Basis un der Organisatioun vu Festivalle schaffen. Si hunn, souwäit ech dat verstanen hunn, net d'Méiglechkeet, vun enger Bourse d'aide à la création ze profitéieren. Kënne mer hei och eng Méiglechkeet schafen, fir datt dëse wichtegen Apport am kulturelle Beräich bestoe bleift?

Am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech och, datt mer an der Kulturkommissioun déi betreffend Avant-projets de règlement grand-ducal ausgedeelt kritt hunn, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Madame President. An, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu vun deem Gesetz hei, wat den Här Bauler eis erkläert huet - an him e grousse Merci fir e ganz gudde Rapport -, elo schonn e puermol héieren, wéi et exposéiert ginn ass, duerfir ginn ech vläicht op déi Saachen net méi an a wëll mech op e puer Froe vläicht konzentréieren.

Dat Éischt ass emol, datt mer den Titel Artist net ageféiert hunn. Dat ass jo hei erkläert ginn, firwat mer dat net gemaach hunn. Mä ech muss mech awer heiansdo froen, wann een dat Gesetz da wëllt applizéieren, wéi een et genau interpretéiert, zum Beispill - in ratione materiae - mir soen: Dat Gesetz betrëfft net Kreatioune wéi „Œuvres pornographiques, incitatrices à la violence ou à la haine raciale, apologétiques de crimes contre l'humanité et, de manière générale, contrevenant à l'ordre public et aux bonnes mœurs".

Den Ordre public, do gehéiert fir mech och derbäi, datt zum Beispill national Symboler oder Monumenter net beleidegt ginn an datt eppes wéi d'Lady Rosa vu Lëtzebuerg sécher net éligibel wär, fir hei kënnen ënnerstëtzt ze ginn.

A wat d'bonnes Mœurs ugeet, do géif ech esou Œuvres, wann dat der sinn, ewéi „Cloaca" oder aner Saachen oder d'Zerstéierung vun engem Piano, wéi mer et a leschter Zäit erlieft hunn, och net onbedéngt dorënner zielen.

Elo ass awer de Prinzip, datt mer dëst Gesetz nei faassen aus dem Joer 1999, iwwerschafft 2004 richteg, duerfir wäerte mer et als ADR dann och matstëmmen, well eben eng gewësse Rei vu soziale Verbesserunge fir déi Betraffen dra sinn, wéi de Congé de maternité, parental, de maladie an esou weider. Alles dat ass scho gesot ginn. Mä mir mussen awer eng Rei Froe stellen an notamment iwwert déi Condition de résidence, déi suppriméiert ginn ass. Et gëtt elo eng Rei vu Kritären, fir kënnen éligibel ze sinn.

Mä et ass erëm esou ee Beispill vu vorauseilendem Gehorsam. Et ass gefaart ginn, datt eventuell d'Europäesch Unioun do géif e Problem vun Ongläichbehandlung feststelle géintiwwer Auslänner an da sinn do allgemeng - erga omnes - och fir Drëttstaatler déi Dispositiounen hei éligibel. Et ass also iwwerhaapt keng Ënnerscheedung no Nationalitéit oder no Wunnuert hei méi ginn. Dat geet ganz wäit.

An déi Fro, déi mir eis stellen, ass: Wéi ass dat dann am Ausland? E Lëtzebuerger Artist, deen zu Bréissel wunnt oder deen zu Paräis wunnt, kéint dee bénéficiéiere vun Hëllefe vu sengem Land, wou en da wunnt, also vun der Belsch oder Frankräich, esou generéis, wéi mir et hei maachen, ouni Residenzklausel, ouni Nationalitéiteklausel?

Dat ass eng Fro vun der Réciprocitéit. A wann een da sech, wéi hei, wéi mir, extrem grosszügeg weist, da stellt sech awer och d'Fro, ob déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen an do als Artiste schaffen, ähnlech generéis behandelt ginn, wéi déi Leit, déi mir hei vun eiser Säit aus awer erfaassen.

Den Titel, deen ass effektiv net ganz élogieux vum Gesetz. Mir hätten och léiwer deen alen Titel bäibehalen, wéi elo „aides sociales" (veuillez lire: „mesures sociales") do ze betounen. Mä gutt, mer kënnen dermat liewen.

An da muss een och da vläicht och deene Kriticken, déi vu verschiddene Beruffskummere virbruecht gi sinn, awer och emol Rechnung droen. Et ass zum Beispill vum Artisanat beanstant ginn, datt hei net däerf eng Dispositioun ageféiert ginn, déi d'Konditioune fir den Établissement géif contournéieren. D'Beispill vum Fotograf ass genannt ginn. An dat sinn awer wichteg Considératiounen.

Duerfir wëlle mer och ausdrécklech ënnerstëtzen, datt den Artisanat soll an deene Gremie vertruede sinn, déi Décisiounen huelen an dësem Beräich, och fir all Abus ze verhënneren. Dat wäert iwwer Règlement grand-ducal gemaach ginn. Dee louch leider bei deem Gesetz net derbäi. An et wär awer gutt allgemeng an der legislativer Technik, mä och besonnesch an dësem Beräich, datt mer awer déi Règlements grand-ducaux géife gesinn, déi fir d'Applikatioun vun engem Gesetz geholl ginn. A vläicht kënne mer dann an der Kulturkommissioun op jidde Fall déi Saach do weider verfollegen, fir all eventuellen Abus ze verhënneren.

An da musse mer och kucken, an dat sinn Observatiounen, déi d'Chambre de Commerce geholl huet, an och d'Chambre des Salariés, datt mer och nach eng Kéier de Statut vum Intermittent kucken an e vergläiche mat deem, wat an anere Länner, zum Beispill a Frankräich, existéiert, fir sécher ze sinn, datt awer dee Standard, dee mer hei zu Lëtzebuerg applizéieren, sozial vergläichbar ass, also op jidde Fall net méi schlecht ass, wéi dat, wat mer am Ausland elo hunn.

Mir haten och elo keng Statistiken, wou mer dat heite kritt hunn, och dat ass bedauerlech, a keng Fiche financière, jiddefalls keng, déi mir gesinn hätten. Et feelt och u Kritären, wat déi Bourssen ugeet. Dat ass eng aner Kritik, déi am Kader vun den Diskussiounen opkomm ass. D'Méiglechkeet, fir Bourssen ze ginn, déi ass hei virgesinn am Gesetz, dat ass och eng gutt Saach, déi mer ënnerstëtzen, mä et besti keng Kritären dozou. An do ass et vläicht awer och interessant, gewuer ze ginn, wéi d'Regierung dat da wëllt applizéieren.

Da besteet eng aner Gefor bei där Aide sociale, wéi bei all Aide sociale, dat ass, datt et fir verschidde Leit vläicht zu enger Dauersubventionéierung kënnt. Dat ass jo net de Sënn vum Gesetz. Dat ass net dat, wat bezweckt ass. An och do muss ee vläicht kucken, fir an der Praxis ze gesinn an ze evaluéieren no enger gewësser Zäit, ob déi Abwesenheet vun Dispositiounen, wéi se elo diskutéiert ginn ass, also datt kee Progrès oder esou muss bewise ginn, datt dat awer op där anerer Säit net derzou féiert, datt do eng Dauerofhängegkeet vun esou Aide-sociallen kann entstoen.

Dat gesot, nach eng lescht Bemierkung, dat ass déi Wichtegkeet, fir d'Création artistique ze ënnerstëtzen. Mir haten dat och hei gesot, wou mer virun e puer Wochen iwwert d'Kultur diskutéiert haten, datt et an den Ae vun der ADR ganz wichteg ass, datt mer och e Gesetz kréien iwwer Sponsoring am Mäzenat. Dat ze organiséieren, dat géif eisen Artiste ganz vill hëllefen. Si kënne sech jo net nëmmen op dat heite Gesetz oder op d'Konscht um Bau verloossen. Mä et ass wichteg, datt och anerer, net nëmmen de Stat, mä och de private Secteur do kann intervenéieren a grosszügeg intervenéieren, fir eis Kënschtler ze ënnerstëtzen. An duerfir déi Ureegung vun der ADR, dat och nach ze maachen.

Dat gesot, wéi gesot, mir wäerten dëst Gesetz matstëmmen an ech soen lech villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Här Kartheiser. Dann ass et elo um Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Madame Presidentin. 1995, wou Lëtzebuerg jo fir d'éischte Kéier europäesch Kulturhaaptstad war, dat war e Joer, dat war e bëssen en Déclencheur fir d'Lëtzebuerger Kulturzeen. Nieft der Kreatioun vun enger Rei vun noutwendegen a längst iwwerfälligen Institutiounen, déi duerno geschafe gi sinn, war d'Kulturjoer jo och en Ausléiser vun enger gewësser kultureller Dynamik, déi och an dësem Land längst iwwerfälleg war. Dëst huet och zu enger weiderer

Professionaliséierung gefouert vum Kulturmilieu. A wann ee seet „Professionaliséierung", dat heescht och ëmmer méi Mënschen, déi mat der Konscht, aus der Konscht hire Beruff gemaach hunn, an dat heescht och d'Fro vun hirer sozialer Ofsécherung.

Éischt Schrëtt an déi Richtung waren d'Gesetzer vun 1999 an 2004, déi de Kënschtlerstatut an och de Statut vum Intermittent du spectacle geschafen hu mat jeeweilege soziale Rechter. Et ass deemools kritiséiert ginn, datt den Zougang dozou ze vill strikt reglementéiert wier an dass déi domat verbonne sozial Rechter alles anescht wéi grousszügeg wieren. Et ass deemools versprach ginn, d'Gesetzgebung nei ze evaluéieren an un d'Realitéit unzepassen. An, ech mengen, hei fänken och schonn d'Problemer fir eis u mat deem heite Gesetz, well et gëtt offensichtlech keng fundéiert Analys iwwert d'Auswierkungen a virun allem d'sozial Realitéit, déi haut besteet bei Kënschtler an Intermittents du spectacle.

Eises Wëssens ass och am Virfeld keng strukturéiert Diskussioun mat deene Betraffene gefouert ginn. An duerfir huet och déi éischt Fassung vun dësem Gesetz, déi nach am September 2013 vun der aler Regierung déposéiert gouf, am Kulturmilieu fir hefteg Kriticke gesuergt. Niewent punktuelle Verbesserungen huet dëst Gesetz a verschiddene Beräicher nämlech wesentlech Verschlechterunge mat sech bruecht. D'Salariatskummer huet an hirem Avis duerfir och geschwat vun enger „certaine méfiance envers les artistes et intermittents".

No den Neiwahlen huet dunn dës Regierung am Summer eng Rëtsch vun duerchaus begréissenswäerten Amendemente virgeluecht, déi dëst Gesetz op e puer Punkten entschäerfen. D'Schafung vun engem Titel vum Artist ass zréckgezu ginn. En Titel, dee mat kenge konkrete Rechter verbonne war an och ni vun de Leit aus dem Kulturmilieu revendiquéiert ginn ass.

D'Obligatioun, fir noweisen ze mussen, datt e Kënschtler tëschent enger éischter an zweeter Demande, déi e stellt, 10% zousätzlech muss verdéngt hunn, ass glécklecherweis och supprimméiert ginn. Gestrach gouf och d'Verflichtung vun de Kënschtler, fir verschidde Mesures d'accompagnement imposéiert ze kréien, also eng Zort imposéiert Weiderbildung.

Dës dräi Beispiller beweisen, dass déi éischt Fassung vum Gesetz laanscht d'Realitéit gaangen ass vun de Besoine vun de Kënschtler an den Intermittents du spectacle. An et wier am Fong geholl just drëm gaangen hei, fir Leit, déi souwéisou schonn immens bescheide Rechter hunn, nach weider an d'Gitt ze huelen, amplaz se ze emanzipéieren. Dass d'Regierung dës zréckgezunn huet, begréisse mer also ausdrécklech.

Mä huet och déi nei Regierung wierklech iwwerpréift - wëlle mer froen -, awéiwäit déi al Dispositiounen aus de Gesetzer der Realitéit haut nach entsprieche vun de Kënschtler, an awéiwäit déi nei Dispositiounen, déi jo elo agefouert ginn, och deene Besoinen entspriechen?

Well mir wëssen alleguer, dass d'Situatioun vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, alles anescht wéi roseg ass. Et ass an deenen allermeeschte Fäll eng permanent Ausenanersetzung Dag fir Dag mat der Prekaritéit, niddregen Honorairen a Cacheten op där enger Säit an eng berufflech Onsécherheet op där anerer Säit.

Zentral Froe vun der sozialer Realitéit ginn och eiser Meenung no an deem Gesetz hei ausgeklammert oder guer net traitéiert. An déi sozial Realitéit betrëfft awer a Wierklechkeet, dat steet och am Rapport dran, am Joer 2012 48 fräischaffend Artisten an 135 Intermittents du spectacle, dat heescht Artisten a Bühnentechniker, déi regelméisseg fir Organisateuren oder fir Haiser am kulturelle Beräich schaffen.

Menger Meenung no ass och d'Grenz onkloer an dësem Gesetz, déi gezu gëtt zwësche Leit, déi en CDD hunn, dat heescht, e prekäert Aarbechtsverhältnis hunn op där enger Säit, an e Contrat d'entreprise hunn, dat heescht, Selbststänneger sinn, op där anerer Säit. Dacks, menge mir, ass d'Verhältnis vun deene Leit alleguerten, och vun deene sougenannten „Selbststännegen" zum Optraggeber, de facto dat vun enger ekonomescher Ofhängegkeet, och vun enger ekonomescher (veuillez lire: juristescher) Subordinatioun. An dat heescht awer och Aarbechtsvertrag, och bei deene Leit, déi a Wierklechkeet e Contrat d'entreprise hunn, also e selbststännege Vertrag.

Hir aarbechtsrechtlech Situatioun ass awer net esou geschützt wéi bei engem Aarbechtsvertrag. Et gi keng minimal Kritären, weder wat d'Rémunératioun ugeet nach wat d'Aarbechtszäiten ugeet, och zum Beispill maximal Aarbechtszäiten am Dag. A mir mengen duerfir, dass et dréngend noutwendeg wier, eigentlech de Statut, besonnesch vun den Intermittents du spectacle, an déi domadder verbonne sozial Rechter méi no un de Statut erunzeféiere vum Salarié, wéi se dat haut sinn.

Dat geschitt awer eendeiteg net mat deem heite Gesetz. An iwwreg bleift e Gesetz, dat zwar par rapport zu enger éischter Fassung entschäerft gouf, wat awer, menge mir, nach ëmmer net adaptéiert ass oder nach ëmmer net ganz adaptéiert ass un déi sozial Realitéit vun deene Leit am Land. An et sinn der awer eng ganz Partie, déi zum kulturelle Räichtum hei bäidroen.

Wann een dann och nach gesäit, dass den Akaf vu Konschtwierker beim Bau vun ëffentleche Gebaier hei an dësem Gesetz plafonéiert gëtt oder de Plaffong erofgesat gëtt, da komme mer erëm eng Kéier op déi Diskussioun zréck, déi mer hei an der Interpellatioun haten iwwert d'Kulturpolitik vun der Regierung, der Diskussioun vum Routstëft a vun der Onugepasstheet vun esou enger Politik vum Routstëft, besonnesch an esou engem evolutiven, kreative Milieu wéi deem vun de Kënschtler a vun den Intermittents du spectacle.

Duerfir menge mer, dass trotz Verbesserungen dëst Gesetz nach ëmmer net ganz der Situatioun vu ville Kulturschaffende Rechnung dréit, an duerfir wäerte mer eis och als Lénk hei enthalen.

Ech hätt awer nach eng Fro ze stellen, wann Der erlaabt, Här President, Madame Presidentin - ech gesinn, de President sëtzt do -: Et ass hei d'Fro opgeworf gi vun der Lady Rosa of Luxembourg. Dat ass jo déi Statu vun där schwangerer Fra, déi am Fong geholl de Pendant war eng Zäit laang zu der Gëlle Frau, déi jo och effektiv e wichtegt nationaalt Symbol war, Statu, déi vill kritiséiert ginn ass, besonnesch a konservative Milieuen.

Wann ech hei gesinn, dass déi elo op eemol an d'Géigend vu Pornografie soll geréckelt ginn, da froen ech mech awer, wat do gemengt ass. Wat ass domat gemengt?

Ech wëll iwwregens soen, deem, deen dat hei opgeworf huet: Et ass eng schwanger Fra!

Une voix.- Se ass och plakeg.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir waren an enger…

Jo, déi ass zwar plakeg, mä et ass eng schwanger Fra. Dann, wëll ech emol… An déi aner och iwwregens, an déi aner ass iwwregens zu hirer Zäit och ganz staark kritiséiert ginn, vun deeneselwechte konservative Milieuen, well se net vill unhat.

Une voix.- Jo.

(Brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An, et ass eng schwanger Fra, wëll ech soen hei. Da gëtt hei eng schwanger Fra an d'Géigend vu Pornografie geréckelt vum Här Kartheiser, deem, deen an der Diskussioun iwwert d'Interruption volontaire de grossesse hei Saache vertratt huet, déi net ze vertriede sinn. Op eemol ass och eng schwanger Fra pornografesch.

Ech verstinn elo nach besser wéi virdrun, wéi deen Här, deen dat gesot huet, a Wierklechkeet gestréckt ass.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel!

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Urbany. Här Kartheiser, Fait personnel.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madame Presidentin, ech soen Iech villmools Merci fir déi Geleeënheet, déi ech kréien, an Applikatioun vum Reglement iwwert de Fait personnel hei op eng Bemierkung ze äntwerten, déi e Kolleeg hei gemengt huet missen ze maachen.

Ech wëll dat ganz sachlech maachen, well ech mengen, dat ass déi beschte Manéier, fir sech mat Saachen auserneenzesetzen, déi e bëssche aus der Wierklechkeet…, déi mat der Wierklechkeet net vill ze dinn hunn.

Ech hunn d'Gesetz hei zitéiert, esou wéi mer et haut stëmmen. Bon, déi Lénk enthale sech, all déi aner stëmmen dat, wou drasteet, datt dat Gesetz net applikabel ass…, an da kënnt eng laang Enumeratioun vu Saachen, do steet als Alleréischt „Œuvres pornographiques". Ech hunn dat Gesetz net geschriwwen. D'Regierung huet et geschriwwen. An ënner anerem steet do weider an deem Paragraph, datt och Œuvres net éligibles sinn, déi géint den Ordre public et aux bonnes mœurs sinn. An dat steet am Gesetz.

An ech hunn als Beispill dovunner gesot, datt menger Iwwerzeegung no eng Œuvre, déi géint den Ordre public verstéisst, eng ass, déi d'national Symboler oder déi national Monumenter beleidegt oder eng, déi géint d'bonnes Mœurs verstéisst, zum Beispill eng Œuvre als Beispill, fir datt och jiddwereen dat sech ka virun Ae féieren, eppes wéi Cloaca, wat mer awer am Mudam elo an der leschter Zäit da méi dacks hu misse kucken - oder fir déi, déi et wollte kucke goen.

Dat ass dat, wat ech hei gesot hunn. An ech hunn also net, wéi hei behaapt gëtt, eng schwanger Fra an d'Géigend vun der Pornografie geréckelt. Och wann dat hei an dësem Gesetzesparagraph eventuell iwwer verschidde Gedankekonstruktiounen a Spréng, wéi Dir se maacht, Här Urbany, kéint konstruéiert ginn, et ass awer net de Propos gewiescht vun deem, wat ech gesot hunn.

Datt Der dann iwwert d'Ofdreiwung schwätzt, dat éiert Iech, well effektiv huet eng schwanger Fra eppes mat Ofdreiwung ze dinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat ass eppes, wat dacks vergiess gëtt an där Debatt. Mä ech ginn elo net dorobber an, well et ass net d'Zäit an net d'Plaz an net dat Gesetz, wou mer sollen doriwwer schwätzen. An ech hunn Iech jo versprach, datt mir als ADR ganz seriö a sachlech op déi do Saach äntwerten an net polemesch an net onsachgeméiss, wéi Dir et gemaach hutt.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- „Entartete Kunst", mir hu verstanen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Madame Kulturministesch Maggy Nagel.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, mer hunn et héieren, de Gesetzesentworf gouf vu menger Virgängerin déposéiert a war als solches ee vun den éischten Dossieren, mat deenen ech mech als Kulturministesch konnt ausenanersetzen. An et ass mer wichteg gewiescht, hei de Programme gouvernemental, fir deen emol erëm eng Kéier ze zitéieren, trei ëmzesetzen.

Ech wéilt op dëser Plaz just dräi Punkten aus dësem Programm zitéieren. Éischtens: «La politique doit être à l'écoute des milieux culturels.» Zweetens: «Après les investissements considérables des dernières années dans les infrastructures culturelles, il importe maintenant de promouvoir activement les artistes, leurs œuvres et leurs créations. Il s'agit de remettre les artistes au milieu de la scène culturelle.» An drëttens: «Il est très important d'améliorer considérablement la protection sociale des artistes et des travailleurs culturels, que ce soit pour l'assurance maladie, la retraite ou l'indemnité de chômage. Le Gouvernement veillera à la mise en œuvre rapide de la nouvelle législation concernant le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle, tout en y apportant des amendements mieux en phase avec la réalité des professionnels sur le terrain.»

Et ass mir also net drëms gaangen, de Projet de loi 6612 eleng ze iwwerschaffen, mä dëst ze maachen, andeems op de kulturelle Secteur gelauschtert gëtt an andeems ni aus den Ae verluer gëtt, datt et an dësem Projet de loi drëms geet, déi Kulturschaffend, den Artist respektiv den Intermittent an de Mëttelpunkt ze stellen an hinnen déi beschtméiglech Rahmebedéngungen ze ginn.

An deem Sënn hunn ech den 1. August dëst Joer 19 Amendementen déposéiert, déi dëser Démarche Rechnung droen, andeems si ausgeschafft goufen, nodeems d'Avise vun de representativen Associatioune vum Secteur gefrot goufen, zum Beispill den Theaterfederatiounen, den Associatioune vum Secteur wéi zum Beispill der ULPA, der Association des artistes plasticiens, an Associatioune vun Intermittentë wéi der ALTA a LARS, mä awer och vun de Chambres professionnelles.

Erauskomm ass e Gesetzesentworf, deen, menger Usiicht no, en Équiliber duerstellt tëschent, engersäits, d'Kultur ze förderen an awer och, anerersäits, de Kulturschaffenden ze förderen. An deem Sënn ass och an dësem Gesetzesentworf net méi Rieds vun engem Kënschtlerstatut, mä vu Sozialmesuren, well den Objektiv ass net, fir de Kënschtler an e Statut eranzezwéngen, mä vill méi him a méi schlechten Zäite punktuell finanziell ze hëllefen an him esou ze erméiglechen, sech voll a ganz op säin artistescht Schaffen ze konzentréieren.

Weiderhi bleiwen d'Dispositiounen iwwert d'Bourse fir d'Kënschtler am Gesetz. D'Bourses d'aide à la création, au perfectionnement et au recyclage, déi bleiwe bestoen an et soll an engem nächste Schrëtt gekuckt ginn, wéi een dës Bourssen, Subside vum Ministère an d'Aidë vum FOCUNA méi kloer a méi transparent kann organiséieren.

Ech wéilt dann elo op déi Haaptpunkte vun dësem Gesetzesentworf, esou wéi e vun dëser Regierung amendéiert gouf, agoen. D'Rahmebedéngunge vun den Artisten a vun den Intermittentë gi verbessert, andeems d'Période d'activités - also déi Period, bei där de Kënschtler eng Rëtsch Bedéngunge muss erfëllen, fir iwwerhaapt an de Genoss vun de Sozialhëllefen ze kommen - am Fall vun engem Congé de maladie vu méi wéi engem Mount, engem Congé de maternité oder parental suspendéiert gëtt. Esou hunn dës Persoune genau déiselwecht Zäitspan, fir d'Konditiounen ze erfëllen, wéi all déi aner och.

Weiderhi gëtt d'Professionalisatioun vun den Artisten ënnerstëtzt, woubäi awer déi ëmstridde Konditioune vun enger Progressioun vun 10% vum Akommes an deem Suivi vu Mesures d'accompagnement fir de Renouvellement vun de Sozialhëllefen, nodeems en Artist zwee Joer vun de Sozialhëllefe benefitsséiert huet, ofgeschaaft ginn.

Et gouf awer bäibehalen, datt den Artist souwuel bei der éischter Ufro ewéi beim Renouvellement vun de Sozialhëllefe beweise muss, datt hie véiermol de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter, dat heescht 7.644 Euro, am Joer virun dëser Ufro au titre vu senger artistescher Aktivitéit verdéngt huet. Des Weidere muss hien och d'Preuve vun dëser artistescher Aktivitéit virleeën duerch artistesch Projete wéi Ausstellungen, Concerten, Liesungen an esou weider.

Och wann déi initial gewënschte Professionalisatioun domadder net esou wäit geet ewéi urspréinglech virgesinn, esou ass awer kloer, datt d'Admissioun an de Genoss vun de Sozialhëllefen ënnert dësem Gesetzesentworf keen Automatismus wäert ginn, mä ëmmer eng gewësse Leeschtung vum Artist viraussetzt.

An dësem Sënn ass och de staark kritiséierten Titre d'artiste duerch d'Amendementen ofgeschaaft ginn. Och, a virun allem, well dëse kee kloert Recht virgesäit, mä am Fong purement honorifique war. En huet de Rôle vum Kënschtler och net valoriséiert, well d'Konditiounen dofir ze breet ugeluecht waren, an huet au final dat artistescht Schaffen hei zu Lëtzebuerg net no vir bruecht.

De jonken diplomëierten Artiste gëtt weiderhin de Passage vun de Studien an eng artistesch Aktivitéit vereinfacht. Esou musse si zum Beispill déi Konditiounen am Joer, ier si Sozialhëllefen ufroen, fir véiermol de soziale Mindestloun mat hirer artistescher Aktivitéit verdéngt ze hunn, net erfëllen.

Allerdéngs kënne si net scho sechs Méint nom Enn vun hire Studien d'Sozialhëllefen ufroen, mä eréischt zwielef Méint duerno. An dës Zäitspan vun engem Joer schéngt eis adaptéiert ze sinn. A mir wëllen net dorunner ännere goen, fir datt dëse jonken Diplomëierte sech als Artist beweise kann a sech och sécher ass, datt hien an dësem Métier wëllt weider Fouss faassen, oder well de Choix vum Kënschtlerberuff oft net nëmmen e Choix vun engem Beruff, mä och vun engem Choix de vie ass.

Weiderhi gëtt d'Mobilitéit vun den Artisten an den Intermittenten an dësem Gesetzesentworf ënnerstëtzt. Esou ass déi initial Condition de résidence opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot ofgeschaaft ginn - dëst, et ass schonn ernimmt ginn, well se contraire zum europäesche Prinzip vun der Gläichbehandlung vum europäesche Bierger war - an duerch eng duebel Konditioun ersat ginn, an zwar, éischtens, d'Affiliatioun zu der lëtzebuergescher Sécurité sociale sechs Méint virun der Demande fir Sozialhëllefen, an, zweetens, den Engagement an der artistescher a kultureller Zeen vu Lëtzebuerg.

Duerch dës duebel Konditioun gëtt séchergestallt, datt, éischtens, en Artist…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- …oder Intermittent, deen d'Sozialhëllef ufreet, eng professionell kënschtleresch Aktivitéit zu Lëtzebuerg huet, an dëst engersäits duerch de formelle Lien vun der Affiliatioun an duerch dee méi reelle Lien vun engem Engagement an der Lëtzebuerger Kulturzeen duerch artistesch Projeten, Concerten, Expositiounen; datt Lëtzebuerg net iwwerschwemmt gëtt vun eventuellen Demandë vun Non-résidenten, an, gläichzäiteg, datt de jeeweilegen Artist oder och Intermittent awer eng Aktivitéit am Aus-

land kann hunn, soulaang dëst eng direkt oder indirekt Retombée fir Lëtzebuerg huet.

D'Mobilitéit vun den Intermittentë gëtt des Weideren ënnerstëtzt, andeems se net méi wéi bis elo prioritairement zu Lëtzebuerg oder fir eng hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert Entreprise musse schaffen.

De Prinzip vun der Gläichbehandlung tëschent Artisten an Intermittenten ass op verschiddenen Niveaue vum Gesetzesentworf agefouert ginn. An notamment sinn elo d'Artisten an d'Intermittenten, éischtens, därselwechter Condition d'affiliation ënnerworf.

Zweetens, se mussen allen zwee op hir Sozialhëllefe Steiere bezuelen. Effektiv ass d'Exemption fiscale vun de Sozialhëllefe vun den Artisten, déi bis elo bestoung, suppriméiert ginn.

Drëttens, se mussen allen zwee beweisen, datt hir kënschtleresch Aktivitéit véiermol de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter am Joer virun hirer Demande abruecht huet. Da kréie se allen zwee Sozialhëllefen an Héicht vum soziale Mindestloun fir qualifizéiert Aarbechter. Bis elo ass bei deenen Hëllefe fir d'Intermittenten ëmmer den Ënnerscheed gemaach ginn, ob si am Joer virun hirer Demande méi oder manner wéi de qualifizéierte soziale Mindestloun verdéngt haten. An dëse Prinzip ass elo opgehuewe ginn. An, zum Schluss: Si kënnen allen zwee zimlech deeselwechte Maximum vu Sozialhëllefe kréien.

Finalement stinn an dësem Gesetzesentworf awer och Mesuren, déi an engem Zukunftspak hätte kënne stoen. Esou gëtt de maximale Seuil fir d'Commande publique vun 800.000 op 500.000 Euro erofgesat. Net, well mer dat erfonnt hunn, mä well dat an der Regel bei deene Commanden, déi bis elo gemaach gi sinn, ni iwwert déi 500.000 an de leschte Joren erausgaangen ass. Och wann dës Commande publique e weidert wichtegt Instrument vun der Kulturpolitik bleiwe soll, däerf een och hei net den Objektiv vun der Reduktioun vun de Statsdépensë vergiessen.

Als Konklusioun kann ee soen, datt mir och weiderhin ee mat deene favorabelste Regimer an Europa a vläicht souguer op der Welt hunn, wat d'Sozialhëllefe vun den Artisten an Intermittenten ugeet, andeems mir déi Acquisen, déi am Gesetz vun 1999 stoungen - de Prinzip vun de Sozialhëllefen, Bourse, Aide à la création, Commande publique -, bäibehalen hunn an un d'Realitéiten an d'Besoine vum kulturelle Secteur ugepasst hunn: méi Mobilitéit, méi Professionalisatioun a méi Ënnerstëtzung fir déi Jonk.

Nach ze bemierken ass, datt et schonn e Groupe de travail gëtt, wou all eis Subsiden a Bourssen diskutéiert ginn a wou driwwer diskutéiert gëtt, fir se nei ze organiséieren, a mer och versichen, eng zentral Ulafstell ze schafen, an datt mer op där Plaz och herno kloer Kritären a Prioritéite festhalen, wat soll ënnerstëtzt ginn, an alles dat soll an deem Groupe de travail a kuerzer Zäit och ausgeschafft ginn.

Dem Här Kartheiser wëll ech soen, datt d'Projets de règlement grand-ducal an d'Fiche financière an d'Statistiken an der Kommissioun ausgedeelt gi sinn. Meng Leit sëtzen zwar douewen, Dir kënnt gären eng Kopie dovunner kréien.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass léif.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Dat ass kee Problem.

An domadder sinn ech um Schluss ukomm. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi - wéi ech héieren - breet Ënnerstëtzung fir dëse Projet de loi. An domadder wier ech dann um Schluss ukomm.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6612 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6612 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un an ass schonn ofgeschloss. De Projet 6612 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass d'Enthalunge motivéiert sinn.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Mir sinn nach mat enger Motioun vun der honorabeler Madame Octavie Modert am Numm vun der CSV saiséiert.

Kann ech dovunner ausgoen, dass déi motivéiert ass?

Une voix.- Jo!

(Interruptions)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech géif et och gutt fannen, wann...

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Soll ech eppes dozou soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann Der wëllt, Madame Minister.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi et aus menger Ried erauskomm ass, ass dee Punkt - ech fänke bei deem zweeten un - jo méi wéi erkläert, datt mer do der Meenung sinn, datt mer musse bei zwielef Méint bleiwen.

A wat den éischte Punkt ugeet, och do erkläert, wat ech gesot hunn an der Ried, datt souwéisou et virgesinn ass, fir dat Ganzt net nëmmen no zwee Joer, mä regelméisseg ze evaluéieren, well mer schonn am Ministère Diskussioune féieren notamment am Kader och vun deene Subsiden a vun deene Bourssen, datt mer kucken, wéi dat Gesetz elo uleeft, an nach eng Kéier wäerten opmaachen, fir op verschidde Punkten dann ze reagéieren.

An duerfir sinn ech der Meenung, datt dës Motioun superfétatoire oder - wéi soll ech soen? - sans objet wier, soudatt ech der Meenung sinn, datt d'Chamber déi Motioun hei net bräicht ze akzeptéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Madame, Dir hutt elo grad gesot, Dir géift souwéisou evaluéieren. Da kënnt Der jo d'Motioun unhuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Weider Wuertmeldungen zur Motioun? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, nodeems mer virdrun der CSV nogelauschtert hunn an elo den Erklärungen och vun der Madame Minister, muss ech awer soen, datt d'ADR déi Suerge vun der CSV hei an dësem Punkt deelt an datt mer déi Motioun kënne mat ënnerstëtzen, wa se zur Ofstëmmung kënnt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Da géife mer d'Motioun zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1

Déi, déi derfir sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi dergéint sinn, stëmme mat Nee.

Une voix.- Dir musst dat nach eng Kéier soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Dir hutt dat ganz gutt verstanen.

(Hilarité)

Dat geet séier haut. D'Ofstëmmung ass schonn ofgeschloss.

(Hilarité)

Also 28-mol Jo, 32-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an do geet et ëm de Projet de loi 6525 iwwert de Gebrauch vu Pestizide respektiv, wéi een dat op Lëtzebuergesch géif soen, Sprëtzmëttelen. An de Rapporteur, den honorabelen Här Gusty Graas, ass schonn amgaangen hei unzestiermen an huet och direkt d'Wuert.

5. 6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques - transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et - mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Madame Minister, Här Minister, spéitstens nom Accident vum leschte 17. September bei der belscher Uertschaft Witry, wou de phytopharmazeutesche Produit Métazachlore an d'Baach Moyémont gelaf ass, ass jo d'Diskussioun iwwert d'Notze vun de Pestiziden erëm relancéiert ginn. Doropshi gouf jo eng Rei Analysen, och an eise Gewässer, gemaach. An et gouf jo festgestallt, datt et, leider, eng ganz Rei Réckstänn vu Pestiziden an diverse Gewässerleef gëtt.

Et ass awer kloer ënnerstrach ginn, datt u sech keng direkt Gefor fir d'Drénkwaasser géif bestoen, mä den héijen Undeel vu Pestizide soll eis awer trotzdeem appeléieren, fir erëm eng Kéier déi ganz Diskussioun am Fong ze féieren. An dofir ass jo dee Projet de loi vun haut u sech elo zum richtege Moment komm, well et eben haut drëms geet, fir d'Notzen an de Gebrauch vu Pestiziden nei ze reglementéieren.

Et ass e Projet de loi, dee schonn de 14. Dezember 2011 hätt missen ëmgesat ginn. Mir riskéieren also erëm eng Kéier, och vu Bréissel hei mam Ouer gezunn ze ginn, wann dee Projet net esou séier wéi méiglech elo hei zréckbehale gëtt, an dowéinst huet dann och eis Kommissioun sech intensiv an deene leschte Méint mat dësem Projet de loi befaasst. An zwar si mer elo praktesch ee Joer amgaangen.

Net méi spéit wéi den 11. Januar 2014 hu mer de Projet du fir d'Éischt an eiser Kommissioun diskutéiert, dee vum fréiere Landwirtschafsminister, dem Här Romain Schneider, den 11. Januar 2013 déposéiert gi war. Den 30. Januar 2014 gouf dunn de Projet de plan d'action national «pesticides» och vum Här Minister a senge Mataarbechter presentéiert, an ech wäert och hei nach eng Kéier op dee Plang do zréckkommen.

Virun allem war et awer den éischten Avis vum Conseil d'État, deen derzou gefouert huet, datt deen originalen Text praktesch ganz op d'Kopp gestallt ginn ass. Dat war den Avis vum 4. Juni 2013, net nëmmen, well zwielef Oppositions formelles dra waren, mä virun allem awer och, well de Conseil d'État eng ganz Rei Problemer mat Texter hat. Mir hunn als Kommissioun och deenen Awänn Rechnung gedroen a mir hunn awer och gläichzäiteg eng Rei eegen textuell Adaptatioune virbruecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Asaz vu phytopharmazeutesche Produkter, oder Sprëtzmëttel op Lëtzebuergesch, wéi de President scho gesot huet, virun allem d'Pestiziden, do muss een nämlech eng Differenz maachen, ass natierlech keen neie Phenomeen. D'Mënschheet gebraucht schonn zënter Jorhonnerte Pestiziden, zwar net an deem Mooss, wéi dat haut de Fall ass, mä si hunn natierlech ëmmer versicht, fir Schädlingen am Planzebau ze bekämpfen.

Et war 1962, wéi déi amerikanesch Biologin Rachel Carson mat hirem Buch „Silent Spring" u sech drop higewisen huet, wat awer och d'Nodeeler vun engem iwwerméissegen Notze vu Pestizide ka sinn, an dat Buch huet u sech 1972 zum Verbuet vum DDT gefouert an Amerika. Dat war een Insektizid, dee virun allem och um Ufank vum Zweete Weltkrich intensiv genotzt ginn ass.

Wann een dann d'Diskussiounen ëm de Vote vun de Projet de loi aus dem Joer 1968, méi spezifesch vum 20. Februar 1968, iwwert de Contrôle an d'Notze vu Pestiziden analyséiert, da fënnt ee ganz schnell eraus, datt sech och zu deem Zäitpunkt scho Gedanke gemaach gouf, wat awer och d'negativ Konsequenze vun engem iwwerméissege Gebrauch vu Pestizide kënne sinn. An et huet een och erausgespuert, datt och deemools déi ganz Matière awer schonn ëmstridde war.

Hei zu Lëtzebuerg ass jo dann, wéi gesot, déi aktuell Base légale d'Gesetz vum 20. Februar 1968 an de modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 14. Dezember 1994. 2009 koum dunn um europäeschen Niveau ganz vill Bewegung an déi Diskussioun, well dunn de Pestizidepak zréckbehale ginn ass. Dee Pak, deen huet sech engersäits zesummegesat aus dem Reglement N°1107/2009 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 21. Oktober 2009 an der Direktiv 2009/128 vum Europäesche Parlament an dem Conseil, och vum 21. Oktober 2009. Déi europäesch Texter do, déi sinn am Fong geholl d'Basis elo vun deem Text, vun deem Projet de loi, dee mer lech haut hei presentéieren an deen och herno dann zur Ofstëmmung wäert kommen.

Et gëtt also een neie juristesche Kader elo geschafen, fir eben an Zukunft dann den Ëmgang mat de Pestiziden oder mat de phytopharmazeutesche Produkter nei ze regelen.

De Moment gëtt et hei zu Lëtzebuerg 530 där Produkter, déi autoriséiert sinn. Dësen Agrément gëtt ausgestallt op Basis vun engem Avis, dee vun enger Kommissioun festgehale gëtt. An ech wëll och direkt hei ënnersträichen, datt d'Zesummesetzung vun där Kommissioun och duerch dëst Gesetz nei geregelt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht kuerz, op déi wichtegst Punkten aus dësem Gesetz anzegoen. Ee grouss Gewiicht gëtt virun allem op d'Formatioun geluecht, ech mengen, eppes, wat mer alleguer nëmme kënne begréissen. Et ass wichteg, datt d'Akteuren déi néidegst Uleedunge kréien, wéi ee korrekt mat deenen dach gréisstendeels gefëierleche Produkter kann ëmgoen. No dem Ofschloss vun där Formatioun kritt dann och all Participant en Zertifikat ausgestallt vum Landwirtschaftsminister, deen eng Validitéit vu siwe Joer huet. Duerno kann een natierlech a soll een och natierlech eng Formation continue maachen.

Entbonne vun där Formatioun sinn am Fong geholl déi kleng Distributeuren, woubäi awer och den Appell virun allem un déi geet, well se jo am Fong geholl méi mat der Clientèle aus dem netberuffleche Secteur ze dinn hunn, dass se awer och do sollen déi néideg Informatioune weiderginn an d'Notzer vun de Pestiziden drop opmierksam maachen, wat fir Geforen awer och do kënnen entstoen.

E weidere Schwéierpunkt vun dësem Gesetzesprojet, ech war scho virdru kuerz drop agaangen, ass natierlech dann den nationalen Aktiounsplang, wat d'Notze vu Pestiziden ubelaangt. Dëse Plang gëtt vun dem Regierungsrot arrêtéiert a gëtt dann der Europäescher Kommissioun zougestallt. Dee Plang muss och all fënnef Joer ugepasst ginn. An dat erlaabt dann och, Consultatioune mat deene concernéierte Kreesser ze féieren.

D'Haaptobjektiver vun dësem Plang sinn natierlech och d'Reduktioun vun de Pestiziden, respektiv awer och op d'Risiken hiweisen, déi kënne fir Mënsch an Ëmwelt entstoen.

Da soll dee Plang hei awer och de Bauere virun allem Uleedunge ginn, fir méi rationell mat de Pestiziden ëmzegoen an doduerch u sech och u Kompetitivitéit ze wannen. Dee Plang hei alignéiert sech dann awer och op aner communautaire Dispositiounen, virun allem am Waas-

serberäich. An den éischte Woche vun dem nächste Joer soll dee Plang dann, wéi gesot, hei nach eng Kéier iwwerschafft ginn. An ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, wann ech eng Motioun hei wäert presentéieren.

Ganz am Geescht vun dësem Gesetz gëtt dann och versicht, d'Schädlinge mat esou mann wéi méiglech Pestiziden an Zukunft ze bekämpfen. An da schwätze mer - vu datt dat relativ schwéier ass, op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, dofir referéieren ech mech dann hei op de franséischen Term - vun enger „lutte intégrée contre les ennemis des cultures". E groussherzoglecht Reglement soll dann déi betreffend Mesurë festhalen.

Da muss een natierlech hei virun allem awer och d'Kontroll vum Material ervirhiewen. D'Gesetz gesäit vir, datt an Zukunft all neit Material muss kontrolléiert ginn an dann eng Validitéit huet vu fënnef Joer. An d'Sprëtze mat deenen Utensilien, déi de Moment am Gebrauch sinn, ass nach erlaabt, mä och do muss awer eng Kontroll gemaach ginn. An de leschten Datum ass dann de 26. November 2016. Wann dee vun den Notzer net respektéiert gëtt, da gëtt och keen Zertifikat ausgestallt an dann ass u sech och de Gebrauch vun deem Material net méi zoulässeg.

Ech géif dann u sech zu engem och vun de Kärpunkte vun dësem Gesetz kommen, an zwar geet et do ëm deen Helikopter, dee jo virun allem beim Sprëtzen op der Musel an de Wéngerte gebraucht gëtt. An zwar ass deen an Zukunft nëmmen nach erlaabt, wann, wéi gesot, de Minister eng speziell Autorisatioun ausstellt. Ech géif soen, dat hei ass wierklech en Novum. Et ass virun allem awer och e Punkt, deen dësem Gesetz e wichtege Stempel setzt. Dës Form vu Sprëtzen, wéi gesot, ass an Zukunft nëmmen nach erlaabt, wa wierklech kann nogewise ginn, datt déi Form u sech manner risikoräich ass wéi déi klassesch Form, déi dann normalerweis an de Wéngerten och gebraucht gëtt.

De Minister definéiert dann och ganz kloer d'Mesuren (veuillez lire: d'Konditiounen), ënnert deenen d'Sprëtze mam Helikopter nach däerf erlaabt sinn. A wat ganz wichteg ass och an deem Kontext, dat sinn d'Informatiounen, déi un d'Bierger hei erausginn, engersäits un déi Leit, déi direkt un de Wéngerte wunnen, anerersäits awer och un d'Passanten, datt déi awer fréizäiteg informéiert ginn, wéini wat wou gesprëtzt gëtt. An dat bréngt mat Sécherheet och eng positiv Entwécklung fir u sech de biologeschen Ubau vu Wéngerte mat sech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo och gewosst, an ech hunn am Ufank schonn drop higewisen, datt jo virun allem eis Gewässer ënner enger iwwerméisseger Notzung vu Pestiziden ze leiden hunn. Et si ganz vill Analysen, déi dat gewisen hunn. A wann Der mat Spezialiste schwätzt, dann hu mer och leider grouss Problemer mam Grondwaasser hei zu Lëtzebuerg, well eist Grondwaasser och dach ganz vill Tracë vu Pestiziden opweist.

Duerfir sollen an engem groussherzogleche Reglement elo Zonen ausgewise ginn, wou dann, wéi gesot, besonnesch op sensibele Gebidder den Asaz vu Pestiziden ageschränkt oder souguer och ka verbuede ginn. Beruff gëtt sech do virun allem op dann zwee wichteg Gesetzer: engersäits dat modifizéiert Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 an anerersäits och dat modifizéiert Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004. Iwwregens kann een en passant och hei soen, datt d'Waasserverwaltung schonn amgaangen ass de Moment, eng Rei vun esou Zonen a Quelleschutzgebidder auszeweisen.

E wichtegt neit Element ass dann awer och, wéi mer an Zukunft mat den Espace-publicken ëmginn. An do wëll ech och direkt alle Gemengevertrieder hei een Datum an Erënnerung bréngen, an zwar den 1. Januar 2016 ass et nämlech verbueden, fir an den Espaces publics nach Pestiziden ze notzen.

Bon, wat heescht elo Espaces publics? Do falen natierlech virun allem Spillplazen drënner, Parkanlagen, awer och Kierfechter. Ech ginn och gären zou, dat war ee vun de Punkten, iwwert déi mer e bësse méi, net haart, mä awer e bësse méi kontrovers mateneen diskutéiert hunn, mä schlussendlech, an ech wëll dat och hei ënnersträichen, och d'Kierfechter falen drënner, well mer jo wëssen, datt et jo awer ganz vill Leit ginn, déi virun allem drop halen, datt um Kierfecht nach ëmmer kënnen Onkrautvertilgungsmëttel agesat ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier, den 1. Januar 2016 ass dat dann awer definitiv eriwwer.

Dann de Service vum Planzeschutz vun der ASTA, dee berechent dann an der Zukunft Indicateure vun harmoniséierte Risiken an analyséiert och Tendenze fir Produkter, déi en negativen Impakt op eis Ëmwelt hunn. Ech mengen, och dat ass eng ganz wichteg Aufgab fir d'Zukunft, wou mer dann erausliese kënnen, wat fir Produkter u sech dann awer déi gréissten negativ Konsequenze fir eis Ëmwelt an och fir d'Gesondheet vum Mënsch hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och an de Medie soll an Zukunft manner iwwert de Gebrauch vu Pestizide Rieds goen. An zwar gëtt dat an deem Sënn ageschränkt, datt u sech Reklamme fir déi Produkter nach just däerfen a professionellen Zeitunge gemaach ginn. Datselwecht gëllt och fir Enseignen, déi net méi einfach däerfe queesch duerch d'Welt opgehaange ginn, mä och do gëtt dat limitéiert op spezialiséiert Lokalitéiten, wéi zum Beispill Stockageplazen oder, wéi gesot, Point-de-venten.

An och de Gesondheetsminister kritt en Optrag an deem Gesetz, an zwar, fir u sech all déi Informatiounen iwwert déi negativ Konsequenzen erausbréngen, datt déi sollen opgelëscht ginn an engem Tableau an datt déi och sollen dee Moment zur Verfügung stoen, aus deenen een dann och kann erausliesen, wéi an Zukunft u sech muss gehandelt ginn, wann nei Produkter respektiv geféierlech Produkter um Maart sinn.

Duerch d'Ëmsetzung vun dem Reglement CE 1107/2009 ginn dann nach eng Rei aner Moossnamen an dëst Gesetz integréiert, op déi ech elo net am Detail aginn, wéi zum Beispill d'Zouloossungskritäre fir Produkter, d'Recherche an dann och d'Obligatioun fir de Service de la protection des végétaux vun der ASTA, gewëssen Informatiounen natierlech och der Effentlechkeet zougänglech ze maachen, an och schlussendlech, wat den Étiquetage an och den Emballage ubelaangt.

Wa mer natierlech elo hei e Gesetz stëmmen, mat enger ganzer Rei vun Dispositiounen a mat enger ganzer Rei vun Obligatiounen, da stellt sech natierlech automatesch d'Fro: Jo, wéi geschitt dann elo och de Contrôle? Et ass evident. Mir kënnen déi flottsten an déi beschte Gesetzer hunn: Wann net e gewësse Contrôle fonctionnéiert, dann hunn déi Texter och net ganz vill Sënn. Dofir gëtt och an deem Gesetz hei, wéi gesot, dem Contrôle e gewësse Fräiraum reservéiert. Et ass eng ganz Rei vu Kontroll- a Sanktiounsregimer festgehalen. Et sinn eng ganz Rei och vu Statsfonctionnairen, déi d'Recht kréien, déi Kontrollen duerchzeféieren. Da kréien och d'Polizisten d'Méiglechkeet, Dag an Nuecht och an d'Lokalitéiten eranzegoen. Den Accès ass hinnen also garantéiert. Ech wëll awer hei direkt betounen, datt net einfach esou e Fonctionnaire dat Recht kritt, mä e muss sech schonn enger spezieller Formatioun och ënnerwerfen.

An dann och de Landwirtschaftsminister kritt an deem Gesetz hei eng Rei administrativ Sanktiounsméiglechkeeten. Zum Beispill kann en en Avertissement ausstellen. E kann een Délai festhalen, an deem en Dépôt oder soss iergendeng Dispositioun, wou en Handel ass mat Pestiziden, wou dee sech muss dem Gesetz conformëieren, a wann dann deen Délai net respektéiert gëtt, da kann e souguer eng Suspensioun respektiv souguer eng Fermeture vun engem Point de vente oder, wéi gesot, engem Stockage ausspriechen.

Natierlech sinn och penal Strofe virgesinn an dem Gesetz, an zwar geet dat vun aacht Deeg bis dräi Joer Prisong. Ech mengen, eleng dat ënnersträicht jo awer och de Wëlle vum Législateur, fir op d'Wichtegkeet vun där ganzer Problematik hei hinzeweisen. An et ginn och Geldstrofen oder et kënne Geldstrofe vun 251 bis 250.000 Euro ausgesprach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Gesetz sinn dann och dräi Annexen integréiert. An där éischter geet et ëm d'Formatioun, op déi ech jo schonn agaange sinn. Déi zweet behandelt dann d'Kontroll vum Material. An déi drëtt hält dann d'Prinzipie fest fir déi integréiert Lutte géint d'Kulturschädlingen - elo hunn ech da versicht, awer emol dat wéinstens hallef op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Virun allem, wéi gesot, an dëser drëtter Annexe gëtt awer den Akzent op déi méi biologesch Manéier gesat, wéi an Zukunft kann awer och eng Landwirtschaft gemaach ginn a wou versicht gëtt och, esou vill wéi méiglech eng Reduzéierung vu Sprëtzmëttelen unzestriewen.

Et ass evident, wann ee vun deene villen neie Moossnamen an deem Gesetz hei diskutéiert, ech hunn och schonn op den Aspekt vun de Kontrollen higewisen, kënnt een automatesch natierlech zur Konklusioun, datt awer och déi zoustänneg Verwaltunge mussen dann awer och équipéiert gi mat deem néidege Personal, fir ebe kënnen dann dat Gesetz hei an der Praxis ëmzesetzen. An dowéinst ass da virgesinn, datt eng Opstockung vum Personal bei der ASTA virgeholl gëtt.

Ech wëll dann awer och nach kuerz op déi eenzel Avisen agoen. D'Chambre des Métiers huet de Projet an hirem Avis vum 10. Januar 2014 begréisst. D'Chambre de Commerce vermësst dann an hirem Avis, dee vum 14. Januar 2014 ass, eng Fiche financière. D'Chambre des Salariés interesséiert sech an hirem Dokument, wat den Datum vum 6. Februar 2014 dréit, virun allem un der Formatioun. An och d'Chambre de l'Agriculture huet een interessanten Avis virgeluecht, deen datéiert vum 21. Mee, a si hunn u sech do e verbesserten oder en nach méi staarken Dialog verlaangt, wat, wéi gesot, d'Opstellung vun dem Plan national ubelaangt.

De Conseil d'État, op deen ech schonn agaange war, hat jo, wéi gesot, a sengem éischten Avis net nëmmen zwielef Oppositions formelles ausgeschwat, mä hat awer virun allem och d'Propos gemaach, fir dee Gesetzesprojet hei an zwee verschidde Gesetzesprojeten opzedeelen. D'Kommissioun war do anerer Meenung an huet hei net am Fong geholl dann de Conseil d'État a senger Propositioun suivéiert.

Et koum selbstverständlech en Avis complémentaire vum Statsrot, vu datt mer jo, wéi gesot, déi sëllechen Oppositions formelles haten; dee krute mer de 7. Oktober 2014, wou nach eng Kéier eng Opposition formelle dra war. Mä där hu mer awer du Rechnung gedroen, soudatt mer do konnten, wéi gesot, den Text definitiv finaliséieren.

Vläicht zum Schluss och nach e Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun, wou ech och vun der Geleeënheet da wëll profitéieren, fir alle Spriecher, alle Membere vun der Kommissioun e Merci auszespriechen. Ech mengen, et waren zum Deel, wat ganz gutt a ganz berechtegt ass, kontrovers Diskussiounen, awer ganz korrekt Diskussiounen a gutt a flott Bäiträg, aus deene jo mat Sécherheet och déi eng oder déi aner Iddi an dat Gesetz hei agefloss ass. Mir hunn eis natierlech do mat enger Panoplie vun Detailer auserneegesat. Ech wëll just op e puer Punkten agoen. Natierlech, den nationalen Aktiounsplang stoung praktesch all Kéiers um Ordre du jour. Natierlech hu mer och iwwer Waasserschutz a Pestizidgebrauch geschwat. Ech mengen, dat ass nun eben e Spannungsfeld, wat eis einfach muss ëmmer erëm interpelléieren.

Dann hu mer awer och op déi gutt Zesummenaarbecht de Moment higewisen, déi besteet zwëschen der ASTA an der Waasserverwaltung. An natierlech den Asaz vum Helikopter, wéi kann et aneschters sinn, ass natierlech och mat enger gewëssener positiver, soen ech, Vehemenz do diskutéiert ginn.

En anert Thema waren awer och d'Kontraventiounen, déi de Moment gesprach ginn op Basis vun der bestehender Gesetzgebung. Interessant ass vläicht do eng Statistik. De Moment gi plus ou moins 200 Kontrollen am Joer duerchgefouert, wou da 60 bis 70 Fäll sanktionéiert gi sinn, a gréisstendeels geet et ëm en ze vill héijen Dosage, deen da vun deene verschiddenen Utilisateuren do gebraucht gëtt.

Mäi Merci zum Schluss geet awer och nach virun allem un d'Beamten aus dem Landwirtschaftsministère an och aus deene verschiddene Verwaltungen, mat deenen eng ganz gutt Zesummenaarbecht war. Ech wëll och dem Christian Lamesch hei aus der DP-Fraktioun Merci soen. Och Merci eisem Sekretär vun der Landwirtschaftskommissioun, dem Timon Oesch. Mir stëmmen haut ouni Zweifel e Gesetz, wat den Asaz vu gëftege Sprëtzmëttelen an Zukunft méi a Fro stellt. An dofir wier ech och frou, wann Der géift deem Text Är Zoustëmmung ginn.

Ech profitéieren allerdéngs och nach vun der Geleeënheet, fir eng Motioun hei ze déposéieren am Numm vum Henri Kox a vum Frank Arndt. Ganz kuerz: Ech mengen, déi Motioun huet de Moment dräi Ënnerschréften. Selbstverständlech sinn och nach all aner Ënnerschréfte wëllkomm. Et geet do virun allem drëm, fir eben d'Regierung opzefuerderen, fir an deene beschtméiglechen Délaien de Règlement grand-ducal ze huelen, deen am Paragraph 6 vum Artikel 14 virgesinn ass. Do geet et virun allem drëms, fir Kritäre festzehalen, inwiefern datt natierlech och all déi concernéiert Organisatioune bei der Ausaarbechtung vun dem Plan d'action national kënnen deelhuelen.

Dann eng aner Opfuerderung - wéi kann et och aneschters sinn? -, datt dee Plan d'action national, datt deen am éischten Trimester vum nächste Joer dann elo definitiv soll finaliséiert ginn an datt en, wéi gesot, och virun allem awer sech dorobber axéiert, wéi mer an Zukunft kënne manner Pestiziden, manner Sprëtzmëttele benotzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant le fait de disposer par le biais de la loi relative aux produits phytopharmaceutiques d'une base légale pour pouvoir agir efficacement sur le terrain;

- considérant que l'eau potable est une des ressources les plus importantes qui vaut d'être préservée avec tous moyens;

- rappelant que l'article 14 du projet de loi sous rubrique oblige le Gouvernement à adopter, après consultation des acteurs et du public, conformément à la procédure prévue au paragraphe 6, un plan d'action national pour fixer des objectifs quantitatifs, des cibles, des mesures et des calendriers en vue de réduire les risques et les effets de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine et animale et l'environnement et d'encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes ou de techniques de substitution, telles que l'agriculture biologique ou les autres moyens non chimiques alternatifs aux produits phytopharmaceutiques, en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques;

- constatant que le paragraphe 6 de l'article 14 prévoit l'élaboration d'un règlement grand-ducal qui précise les différentes étapes de cette procédure de participation du public et les délais respectifs, les modalités de l'information du public sur le plan d'action et son élaboration, y compris la procédure de participation, les moyens de communication utilisés et les modalités selon lesquelles les questions et observations du public peuvent être soumises;

- persuadée que les conséquences de la contamination du lac de la Haute-Sûre ainsi que les résultats préoccupants des analyses effectuées dans d'autres sources d'eau potable ne font que renforcer la nécessité d'élaborer un ambitieux plan d'action national pour le Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à adopter dans les plus brefs délais le règlement grand-ducal dont question au paragraphe 6 de l'article 14 du présent projet de loi;

- à adapter en conséquence le plan d'action national pour le Luxembourg durant le premier trimestre de l'année 2015 en prenant en compte les recommandations et observations pertinentes issues de la première consultation des acteurs et de la société civile;

- à veiller à ce que le plan d'action national prenne en compte le fait que l'utilisation de produits phytopharmaceutiques de manière excessive, inadaptée ou sur des surfaces sensibles présente un risque non seulement pour les eaux souterraines utilisées comme eau potable mais pour l'ensemble des ressources hydriques;

- à encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes ou de techniques de substitution, telles que l'agriculture biologique ou les autres moyens non chimiques alternatifs aux produits phytopharmaceutiques, en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques;

- à étudier la mise en place d'une réglementation plus stricte des produits disponibles librement;

- à sensibiliser les utilisateurs, aussi bien professionnels que privés, quant aux risques de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques;

- à créer un centre de compétence pour le conseil agricole intégré.

(s.) Gusty Graas, Gérard Anzia, Frank Arndt.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass e ganz wichtegt Gesetz. Net nëmmen am Interesse vun der Ëmwelt a vun der Natur, mä, ech mengen, et ass och e Gesetz am Interesse vun der Gesondheet vun eis alleguerten. An, wéi gesot, nach eng Kéier: Dowéinst wier ech frou, wann Der géift deem Text hei Är Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Ech wär frou, wann Der mer d'Motioun och géift ginn. Villmools Merci. A si läit op fir weider Ënnerschréften, wann dat gewënscht ass. Villmools Merci.

Ech géif dann d'Wuert weiderginn un déi éischt Riednerin, d'Madame Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Projet de loi 6525 iwwert d'Produits phytopharmaceutiques ze schwätze kommen, wëll ech fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Gusty Graas, villmools Merci soen, deen eis d'Problematik ausféierlech erkläert huet, deen eis d'Gesetz erkläert huet an deen och op d'Aktualitéit vum Sujet higewisen huet.

Ech wäert de Beräich vum Wäibau ausschléissen, deen iwwerhëlt d'Octavie Modert.

De Planzeschutz am wäite Sënn begräift alleguer d'Beméiungen, fir Schued an doduerch

Ertragsabéisse bei de Kulturplanzen ze verhënneren. Heizou gehéiert d'Zortewahl, d'Fruchtfolleg, awer och de chemeschen, de biologeschen, den thermeschen an de mechanesche Planzeschutz.

Weltwäite Schätzungen no verléiere mer am Moment nach ëmmer 35% vum méiglechen Ertrag vum Weess an 51% vum méiglechen Ertrag vum Räis duerch iergendeng Schuedorganismen, sief dat Viren, Bakterien, Pilzer, Nematoden, Insekten an esou weider.

A Bezuch op d'Sécherung vun der Welternährung huet de Planzeschutz deemno och eng besonnesch Bedeitung. Awer ee falschen Asaz vu phytopharmazeutesche Produkter biergt eng ganz Partie vu Risiken a Geforen a sech. Duerfir ass et wichteg, och an dësem Beräich kloer Regelen ze schafen. An deem Sënn begréisst d'CSV natierlech, datt déi europäesch Direktiv och elo soll an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Fir de falschen Asaz vu phytopharmazeutesche Mëttelen ze verhënneren, gesäit dëse Projet de loi, esou wéi et och an der Direktiv virgesinn ass, eng obligatoresch Formatioun vir. Dës Formatioun ass obligatoresch fir all déi professionell Benotzer a fir den Handel, deen un de Beruff verkeeft. Dëst ass och gutt esou. Et muss een allerdéngs oppassen, datt dës Formatioun éischtens praxisno ass, zweetens op de Public cible higeriicht ass an drëttens, datt déi Leit, déi en Ofschloss am Beräich vun der Landwirtschaft, vum Gaardebau, vum Wäibau hunn, wou dësen Thema schonn ausféierlech behandelt ginn ass, datt dës Leit de Certificat automatesch mat hirem Ofschlossdiplom kréien.

Wat de Verkaf ugeet, do hunn ech allerdéngs eng Partie Froen. De Projet de loi gesäit vir, datt d'Distributeuren „un nombre suffisant" vu Leit, déi ee Certificat hunn, musse beschäftegen an datt dës Leit zum Zäitpunkt vum Verkaf mussen disponibel sinn. Ech froe mech: Wat heescht hei „nombre suffisant"?

D'Micro-distributeure brauche keng Formatioun ze maachen, mussen awer, genausou wéi déi méi grouss Distributeuren, hir Clientèle opmierksam maachen op d'Risiken. Wéi muss dat gemaach ginn? Geet hei d'Gebrauchsanweisung duer, déi bei de Mëttelen ass? Wär et hei net bal nach méi wichteg wéi bei de Professionellen, fir Leit am Buttek ze hunn, déi kéinte beroden?

Den Artikel 7 vum Projet de loi beschreift de fachgerechten Asaz vun de Produits phytopharmaceutiques. Ënner anerem steet hei geschriwwen, datt ee fachgerechten Asaz géif bedeiten, datt een „principes de bonnes pratiques phytosanitaires" géif berücksichtegen.

De Conseil d'État hat beim Artikel 20 iwwert d'Sanctions pénales gefuerdert, datt dës Prinzipie misste méi genau beschriwwe ginn, oder se misste ganz aus dem Artikel gestrach ginn. Als CSV bedauere mer d'Décisioun, fir dës Prinzipien elo net méi am Gesetz genau ze beschreiwen. Dat soll elo ee weidere Règlement grand-ducal maachen.

Den Här Minister Etgen hat als Erklärung gesot, dës Prinzipie wäre mat enger schéiner Fra ze vergläichen.

Une voix.- Ouh?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hunn dat verhalen, well ech de Verglach net direkt verstanen hat. Wann ech d'Erklärung awer richteg verstanen hunn, da wollt den Här Minister soen, datt dëst eng ganz subjektiv Saach wär, wat een net esou kéint definéieren.

Dozou wëll ech awer zwou Saache soen: Och wat d'Schéinheet vun enger Fra oder engem Mann ugeet, do ginn et a mengen Aen eng Partie objektiv Kritären. An där Kritäre ginn et sécher och beim Principe de bonne pratique am Beräich phytosanitaire. An, wann een dës Kritäre kann an engem Règlement grand-ducal festhalen, dann hätt dat och missen am Gesetz méiglech sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Een zousätzleche Règlement grand-ducal soll beschreiwen, wéi datt d'Promotioun vun engem Planzeschutz mat méiglechst klengem Asaz vu chemesche Planzeschutzmëttele soll gemaach ginn. Am Artikel 7 steet dann och geschriwwen, datt dëst soll virun allem duerch d'Promotioun vum integréierte Planzeschutz an duerch déi biologesch Landwirtschaft geschéien.

Ech fannen dës Formuléierung e bësse komesch, well mer hei op där enger Säit vun enger Aart vu Planzeschutz schwätzen, an op där anerer Säit vun enger Form vu Landwirtschaft, wou jo awer och Planzeschutz bedriwwe gëtt. Wär et hei net méi richteg gewiescht ze schreiwen: d'Promotioun vum integréierte Planzeschutz? Dee Prinzip kann ee jo och op déi am Biolandbau agesate Mëttelen, ganz dacks op Koffer- a Schwefelbasis, iwwerdroen an d'Promotioun vum mechanesche Planzeschutz, zum Beispill Kappen, vum thermesche Planzeschutz, vum biologesche Planzeschutz an esou weider.

D'Gesetz gesäit da regelméisseg Inspektioune vum Material, fir Planzeschutzmëttelen auszebréngen, vir. Och dëst ass sënnvoll an ass awer näischt Neies. Am Kader vun der Landwirtschaftsfleegeprim hunn och bis elo all dräi Joer dës Maschinnen, d'Feldsprëtzen, misse kontrolléiert ginn. Wat awer nei ass, dat ass, datt d'Réckesprëtz och elo muss kontrolléiert ginn. An, wat e bësse komesch ass, just déi vun de Professionellen an net déi vun de Privatleit!

Hei stelle sech allerdéngs fir mech erëm eng Partie Froen. Wie kann da besser mat esou enger Sprëtz ëmgoen: den haaptberuffleche Bauer, Gäertner, Wënzer oder de Privatmann oder -Fra, déi hire Virgäertche gären onkrautfräi hätten? Wann ee sech also dofir décidéiert, fir och dës Kontrollen ze maachen, da missten déi bei alle Sprëtze gemaach ginn.

Op där anerer Säit muss een awer och gesinn, datt ee bei der Réckesprëtz vill méi kann duerch eng falsch Handhabung schlecht maachen, wéi duerch eng Düs, déi falsch agestallt ass. Wann ech dräi Minutten d'Düs oder d'Flëssegkeet op eng Plaz lafe loossen, well ech et vläicht wëll extra gutt maachen, oder well ech keng Ahnung hunn, oder well ech e bësse potere mam Noper oder well ech eng SMS schreiwen, dann ass eng falsch agestallten Düs nach dee klengste Problem!

An deem Kontext wëll ech gär vum Här Minister wëssen, wéi vill Réckesprëtzen, datt si mengen...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Une voix.- Oh, wéi aarmséileg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wollt den Här Berger eppes soen?

Une deuxième voix.- Neen, hien huet zurzäit en Dossier ausgedeelt kritt.

Une autre voix.- Neen, hie kennt näischt dovun!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An deem Sënn...

(Interruptions diverses)

An deem Sënn an an deem Kontext, wëll ech gäre vum Minister wëssen, wéi vill Réckesprëtzen, datt si mengen, datt bei de Baueren, Gäertner a Wënzer op de Betriber wären? An ob och d'Informatiounen do sinn, wéi vill där Sprëtze bei de Privatleit sinn? Wéi vill zousätzlechen Aarbechtsopwand bréngen dës Kontrolle mat sech? D'europäesch Richtlinn hätt d'Méiglechkeet gelooss, fir dëst Material net mussen ze inspizéieren. Ass dësen zousätzlechen Opwand wierklech sënnvoll?

De Projet de loi gesäit vir, datt speziell Mesuren, Aschränkungen oder och e Verbuet vu phytopharmazeutesche Mëttele solle festgehale ginn an Drénkwaasseranzuchsgebidder an och a soss spezifeschen Zonen, déi fir de grand Public op sinn. D'Detailer sollen an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. Leider ass och dëse Règlement grand-ducal der Kommissioun net bekannt. A wéi Der wësst - der Teufel liegt im Detail -, d'Bandbreet vun deem, wat ka festgehale ginn, ass immens grouss. Dofir ass et schwéier, ech géif souguer bal mengen onméiglech, fir dëse wichtege Punkt ze beuerteelen.

Ech wëll zum Beispill gäre vum Här Minister Etgen wëssen, wat fir Bestëmmunge virgesi si fir d'Waasserschutzzonen, wa se dann elo geschwënn ausgewise sinn? Ginn Är Iwwerleeunge méi a Richtung vun enger positiver Förderung vu villfältege Fruchtfolgen, vu reduzéierter Düngung, vun Erosiounsschutzmoossnamen, vu Verbuet vu ganz problematesche Wierkstoffer, vum Ausbau vun den Agrarëmweltprogrammer, gekoppelt mat enger deementspriechender Entschiedegung, oder iwwerleet Der éischter iwwer ee Verbuet vu Kulturen, esou wéi een dat och schonn emol héieren huet? A mengen Aen, sécher net sënnvoll.

Et muss generell méi ee groussen Ureiz geschafe gi fir waasserschounend Bewirtschaftungsmethoden. Hei muss och d'Berodung an deem Beräich gestäerkt ginn.

Meng Fro, nach eng Kéier un den Här Minister: Ginn hei zousätzlech Moyene fir d'Berodung virgesinn?

Da kommen ech zum nationalen Aktiounsplang. Hie verfollegt als Haaptziler d'Reduzéierung vun de Risike fir déi mënschlech Gesondheet a fir d'Émwelt an zousätzlech d'Promotioun fir ee sécheren a rationellen Asaz vun de Produits phytopharmaceutiques. An der Kommissioun hu mer am Januar an am Februar iwwert d'Versioun vum 16. August 2013 diskutéiert. Den Här Minister Etgen huet eis du gesot, datt no Consultatioune mam Environnement nach Ännerunge géife gemaach ginn. Mir haten du gefrot, ob d'Landwirtschaftskammer géif iwwert dës Ännerungen informéiert ginn, well schonns am Avis vum 21. Mee huet d'Landwirtschaftskammer bemängelt, datt se net weider agebonne gi si beim Ausschaffe vum Plan d'action national.

Allerdéngs ass weder d'Kommissioun nach d'Landwirtschaftskammer iwwert dës gemaachten oder geplangten Ännerungen informéiert ginn. Fir d'Consultation publique am Summer stoung dunn och nach ëmmer d'Versioun vum August 2013 um Site vum Ministère. D'Madame Dieschbourg sot awer ëfters, si géifen un den Ännerunge vum Plan d'action national schaffen.

Ech froen dann: Wou sinn dann déi ugekënnegten Ännerungen? Ech wëll op dëser Plaz dovunner profitéieren, fir nach eemol drop hinzeweisen, datt et immens wichteg ass, absolut erfuerderlech ass, fir dës Bestëmmungen zesumme mat de Leit vum Terrain duerchzediskutéieren. Mir schwätze vill iwwert d'Participatiounskultur: Och bei der Landwirtschaft, dem Gaardebau, dem Wäibau ass dëst wichteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Heemlechtuerei férdert d'Vertraue vum Secteur sécher net, mä schaaft éischter Mësstrauen. Bis Ufank Oktober war dunn Zäit, fir ze reklaméieren am Kader vun der Consultation publique. Dës Reklamatioune sollte public gemaach ginn, se sinn et awer nach net. Mir hunn den 8. November an der Kommissioun gefrot, fir iwwert d'Resultater vun der Consultation publique informéiert kënnen ze ginn. Den Här Minister Etgen sot eis, datt hien dat le moment venu géif maachen. Ech wëll gäre wëssen, wéini datt dee Moment do ass. Mir hätten et sécher begréisst, fir dës Informatioune virum heitegen Termin ze hunn.

De Projet de loi gesäit, esou wéi den Här Rapporteur et och gesot huet, natierlech och Kontrollen a Strofe vir, falls sech net un d'Bestëmmunge gehale gëtt. Wat jo och nëmmen normal ass. Mä wie mécht iwwerhaapt déi Kontrollen?

Dir Dammen an Dir Hären, um Ufank waren aacht Administratiounen a Servicer virgesinn. Dunn huet d'Émweltverwaltung och nach nogefrot. Elo sinn et da schlussendlech néng Verwaltungen a Servicer, déi kënne Kontrolle maachen. Ech weess net, ob et een anere Beräich gëtt, wou Leit aus esou ville Verwaltungen, vum Ingénieur technicien bis zum Direkter hin, Kontrolle kënne maachen! Wichteg ass op jidde Fall, datt dës Leit eng anstänneg Formatioun an dësem Beräich kréien an datt dës Formatioun och regelméisseg un d'Aktualitéiten ugepasst gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetz stinn nach ganz vill Froen op, Froen, déi an de Règlements grand-ducaux solle gekläert ginn. Et si Règlements grand-ducaux virgesinn, ech zielen der just e puer op: fir Mesurë festzehalen, wéi datt den integréierte Planzeschutz soll promouvéiert ginn, fir Mesurë festzehalen, fir den Asaz vu Pestiziden anzeschränken oder ze verbidden a spezifeschen Zonen; fir Mesurë festzehale fir d'Waasserschutz- an d'Waasseranzuchsgebidder; fir d'Organisatioun vun der Formatioun; fir déi konkret Bestëmmunge beim Verkaf; fir d'Principes de bonnes pratiques an esou weider. Also ech mengen, et sinn der eelef oder zwielef.

Dës Règlements grand-ducaux, et sinn der eng Partie, si leider nach net ausgeschafft, zumindest leie se der Kommissioun nach net vir, wat awer am Sënn vun der Transparenz erfuerderlech gewiescht wier. Si sinn ausschlaggebend fir d'Emsetzung an domadder och fir déi méiglech Konsequenze vum Gesetz. Ouni dës Règlements grand-ducaux, ouni den iwwerschaffte Plan d'action national, ass dëse Projet de loi eng Virwëtztut. An eng Virwëtztut ass eng schlecht Basis fir ee Gesetz! Dofir wäerte mir als CSV eis bei dësem Vote enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. Nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Alleréischt d'Geleeënheet notzen, fir dem Rapporteur, dem Gusty Graas, ee grousse Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen an och mëndleche Rapport. Dofir wëll ech hei och elo net op all Detail vum Inhalt vum Gesetzesprojet agoen, well de Rapporteur huet dat jo relativ, fir net ze soen, ganz detailléiert gemaach.

Am Numm vun der DP-Fraktioun sinn ech frou, datt deen immens wichtege Projet eis hei endlech zum Vote virläit. Et ass nämlech wichteg, datt mer eng Base légale kréien, déi festhält, wéi déi phytopharmazeutesch Mëttele richteg sollen ugewannt ginn a sécherstellen, datt och d'Utilisateure geschützt sinn. Dës Base légale ass awer och néideg, fir datt mer elo kënnen de Plan d'action national an d'Liewe ruffen, fir zum Beispill, wéi elo grad gesot, ze definéieren, wéi d'Formatioun ausgesäit fir den neie Sprëtzpass, a wat fir alternativ Mëttelen et dann och ginn.

Ech mengen, déi leschte Kéier hate mer hei am Parlament duerno d'Beienziichter héieren, wou Problemer mat Produite sinn, déi och hoffen, do kënne festgeluecht ze kréien, wat fir Produiten da viru vläicht an der EU gespaart sinn, fir d'Beien ze schützen. Wou jo dräi Produite bekannt waren, déi do zu Schwieregkeete gefouert hunn, wou et zu engem allgemenge Beiestierwe komm ass.

Ech si frou, datt mer d'Gesetz wahrscheinlech stëmme wäerten, ier d'Europäesch Kommissioun eis eng Strof operleet. Erënnert lech just nach un de Retard bei de Kläranlagen, wou mer elo nach all Dag mussen nobezuelen!

Ech wëll lech virun allem soen, datt d'Haaptzil vun dësem Gesetz ass, d'Déieren, d'Natur an d'Émwelt, mä och de Mënsch besser virun deene geféierleche Gëfter ze schützen, déi kënnen an dee Planzeschutzmëttelen enthale sinn an déi Schued uriichte kéinten, wann dës net richteg manipuléiert ginn.

Et ass wichteg, datt een, dee mat deem Produkt ëmgeet - dat muss net onbedéngt de Bauer sinn, dat ka jo och de Verkeefer sinn, dat kann de Gäertner sinn, den Hobbygäertner an esou virun -, datt dee weess, wéi een dee Produit richteg doséiert, wéi en ugewannt gëtt oder, wéi grad gesot ginn ass, wann ee mat der Handsprëtz ënnerwee ass, wéi d'Düse mussen agestallt ginn - ech mengen, dat sinn alles ultratechnesch Problemer, wou ech sécher net de Fachmann sinn, mä dat stëmmt awer ganz genau -, wéi et dann awer och stockéiert gëtt a wéi d'Material ënnerhale muss ginn, fir datt keng ka schifgoen.

Well, wann eng Kéier eppes schifgeet, wéi dat dëse Summer jo dann an der Belsch passéiert war, an den Här Graas huet drop higewisen, da kann dat dozou féieren, datt mer kee Waasser méi aus deem gréissten Drénkwaasserreservoir, eisem Stauséi, kënnen un d'Leit ausliwweren. Wéinst deem Incident goufen du Kontrolle vun eisen Drénkwaasserquelle gemaach an et huet sech erausgestallt, eng jett vun dëse waren op d'mannst mat engem Pestizid oder Pestizidréckstänn belaascht. Bei verschiddene Quelle si souguer Mesuren néideg gewiescht, fir d'Drénkwaasserqualitéit erëm hierzestellen.

Dir gesitt, wéi wichteg et ass, datt et an dem Domän vum Waasserschutz kloer Gesetzer gëtt. An dëse Projet de loi wäert dozou bäidroen, d'Qualitéit vun eisem Grondwaasser sécher ze verbesseren a vu Gëfter fräi ze kréien. Wat déi Gëfter dem Mënsch kënnen undinn, doru weess ech mech nach ze erënneren, jiddefalls an der Émweltmedezin, wat dat Ganzt bedeit.

Ech wëll emol kuerz op déi sougenannte Planzeschutzmëttelen oder Pestiziden zréckkommen, iwwert déi villes geschriwwe gëtt, et gouf och vill driwwer geschwat hei, wou Der dat Bekanntenst kennt, wat wierklech Schlagzeile gemaach hat, dat ass dee berühmten DDT, den Dichlorodiphényltrichloroéthane. Fir déi, déi et interesséiert: Ech krut nämlech dowéinst an der Biologie eng Ongenügend an do hat ech et souguer nuets auswenneg geléiert. Dofir verhalen ech dat mäi Liewe laang!

Dat ass dat schlëmmt Mëttel, jo, dat ass nämlech esou, datt dat sech dann iwwerall agebaut hat. Et ass beim Mënsch an d'Fettgewebe agelagert ginn, an der Mëlz agelagert, an der Liewer, an de Muskelen, am Häerzmuskel, et huet ënner anerem d'Nerve geschiedegt, a wat nach alles passéiert ass. Et brauch ënner anerem zéng Joer, ier dat Mëttel zu 50% ofgebaut ass. Et ass an d'Waasser komm. De Plankton hat domat ze dinn, d'Fësch haten domat ze dinn. Dat war esou e Cercle vicieux, wou mer frou sinn, datt dat elo eriwwer ass.

An ech muss wierklech erstaunt soen, dass ech deslescht an enger Fachzäitschréft eppes gelies hat, do hat dann ee sech getraut ze soen, den DDT wier awer vläicht net esou schlëmm gewiescht, wann een dat alles kuckt, wéi dat haut esou gemaach gëtt. Natierlech, et war e wonnerbaart Mëttel. An do gesäit een, wéi mir Leit sinn. Dat heescht, et war en herrlecht Mëttel: Du sprëtz et dorëmmer an näischt plot dech méi, keng Moustique méi, keng Mécke méi, keng Vire méi a guer näischt. An da kënnt dann nach just vläicht eng Planz do, wann déi net och nach geschiedegt gëtt. Mä déi Zäite sinn eriwwer. Dat kann et net sinn!

Haut musse mer awer och nach virsiichteg sinn. Et gëtt natierlech Zouloossungsverfahren, déi duerch an duerch ganz laang daueren, wann e Planzeschutzmëttel op de Maart kënnt.

Ech hat dat e bësselchen nogelies. Also, do soe se, ier en neit Planzeschutzmëttel erauskënnt, kéinte bis zu zéng Joer vergoen. 100.000 verschidden Elementer musse getest an iwwerpréift ginn! Et muss gekuckt ginn, ob et cancérogène ass, also kriibserregend. Mécht et soss Mutatiounen op de Chromosomen? Wou mer herno natierlech eng Katastroph kréichen! An esou virun. Kann et iwwert d'Haut opgeholl ginn, iwwert d'Ootmung? Dat si ganz komplizéiert Mechanismen an Testverfahren, déi natierlech ganz vill Zäit an Usproch huelen.

An interessant war, wéi ech dunn nach konnt liesen, wéi dat Ganzt getest gëtt. Et ass esou, datt een dat u Rate verfiddert, ënner anerem och anscheinend un Hënn, mä haaptsächlech u Raten, an da gëtt gekuckt, wann d'Rat, déi lieft am Duerchschnëtt zwee Joer, wann et där ganz gutt geet nach no zwee Joer, an déi weist absolut keng Niewewierkungen, da gëtt et e bestëmmten Dosage pro Kilogramm Kierpergewiicht an der Rat, dat sinn dann ongeféier, ech weess et net, soe mer, et ass 0,2 Milligramm pro Kilogramm, da gëtt aus Virsiicht fir de Mënsch higerechent op de Mënsch awer nëmmen en Honnertstel vun där Konzentratioun zougelooss, fir datt nëmme beim Mënsch näischt ka passéieren. Esou steet dat do geschriwwen, fir déi chronesch Toxicitéit - dat, wat op Dauer de Mënsch schiedegt -, esou kleng wéi méiglech ze halen.

Ech weess awer net, ob dat nëmmen do steet, fir eis e bëssen d'Aangscht ze huelen, well mir gesi jo, datt trotz all deene Kontrollen, nach allerhand fir d'Déieren dobaussen an och fir de Mënsch wahrscheinlech ka passéieren. Déi tatsächlech Dosen, schreiwe se dann och nach do, déi an den Nahrungsmëttelen ukommen - et ass vläicht eppes fir Fachleit -, déi wiere jo wesentlech méi kleng, well et wier jo net iwwerall, wou d'Planzeschutzmëttele gebraucht géifen.

Ech hat dat dunn nogekuckt. Do stoung, datt zum Beispill nach an den USA 1980 nëmme 45% vun de Fläche besprüht goufe mat iergendeppes. An Däitschland hu se do geschriwwen, hätte se 2009 180.000 Käreprouwe geholl vu Weess a Geescht a Gott weess wat, an nëmmen an 42 Fäll wiere Réckstänn nogewise ginn.

Da sinn déi eng Mëttelen natierlech méi séier abbaubar wéi déi aner. A wann dobausse gesprëtzt gëtt, wann dat verbreet gëtt, dann hänkt et jo nach dovunner of, wat fir ee Wieder dobaussen ass, wéi vill datt wierklech ukënnt, ob Wand ass an esou virun an esou fort.

Mä et ass natierlech wichteg, datt mer kucke beim Mënsch, wéi et mam Ophuele vun deene Mëttelen ass. Well ofgelagert gi se gewéinlech, wéi gesot, an der Muskulatur, an der Liewer, am Fett, mä och natierlech an der Mëllech, an do musse mer ganz virsiichteg sinn!

Ech mengen, et ass esou, datt mer déi Leit, déi domat ëmginn, déi mat de Produite schaffen, déi musse mer natierlech esou gutt wéi méiglech schützen. An ech soen, datt dëst Gesetz et de Baueren och net verbidde wäert, déi Planzeschutzmëttelen ze benotzen.

Ech schwätzen hei vläicht bewosst vu Planzeschutzmëttelen, net esou vu Pestiziden, well d'Baueren och direkt erschrecken a mengen, se wiere schold, well de Bauer, dee sprëtzt dat jo net, wéi elo grad och gesot gouf, aus Freed un der Saach. Dee muss seng Aarbecht maachen. Neen, e benotzt se jo, fir seng Planzen ze schützen, fir Keimen ze bekämpfen. An de Bauer sprëtzt och net méi, wéi en onbedéngt muss, well e weess ganz gutt, datt dat e Käschtepunkt ass. Déi Mëttelen, déi kaschte relativ vill. Se mussen elo ganz streng kontrolléiert gehandhaabt ginn. An dofir mécht en et nëmmen, wann et da wierklech och muss sinn.

Hei gesinn ech e bëssen eng Parallell och mat mengem Beruff als Dokter. Et ass och esou, wéi ëmmer dobausse gesot gëtt, datt mir ganz genau wëssen, datt mer net sënnlos sollen tonneweis Antibiotiquen u Leit verschreiwen, wa se de Schnapp hunn oder soss eng Klengegkeet, mä virsiichteg solle sinn, well awer kann e Schued optrieden an eng Resistenz bei de Bakterien optriede kann. Ech mengen, esou wéi et bei der Behandlung bei de Mënschen ass, schéngt et mer och zimlech bei de Planzen ze sinn.

Da soe mer, jo, et ass jo och esou, da solle se Biolandwirtschaft maachen. An der Biolandwirtschaft ass et jo esou, datt mer och Planzeschutzmëttele benotzen, déi dann aneschters zesummegesat ginn, wéi d'Kolleegin dat elo hei gesot huet, déi sécher op deem Gebitt sech vill besser auskennt wéi ech a Spezialist doran ass. Et ass awer och vläicht net méiglech, déi Biolandwirtschaft op ganz Lëtzebuerg auszedehnen. Ech weess et net. D'Produktiounsmethod ass vläicht wesentlech méi opwendeg, käschtenintensiv, vläicht kënnt och net esou vill dobäi eraus.

Et ass esou, wat d'Madame Hansen och well gesot huet, wat d'Produktioun ubelaangt, datt mer praktesch net méi op déi Mëttele kënne verzichten. Et ass esou, datt duerchaus, wéi si gesot huet, 30% manner Rendit ass, datt ee manner Fruucht op de Felder kritt, wann een näischt behandelt. An dann en interessante Chiffer, deen ech och éierens erausgelies hat, dat ass vun 2000, Pardon, vun 1950 bis 2007, do ass déi Käreproduktioun op der Welt an d'Luucht gaange vun ursprénglech, also 1950, 700.000, 700 Milliounen Tonnen elo op 2,3 Milliarden Tonnen, wat - ass et esou? -, et kann ee vläicht tëschent Gänseféisercher maachen, jiddefalls duerch den Asaz vun deene Pestizide méi geernt konnt ginn.

Ech mengen, fir dat ze soen, mir brauchen eng gutt funktionéierend konventionell Landwirtschaft och, well de Bauer muss och ekonomesch produzéiere kënnen. Well ech mengen, hie steet jo mat senge Produiten a Konkurrenz mat deenen anere Marchéen. Fir kënne rentabel ze sinn, muss en och zu Planzeschutzmëttele gräife kënnen, wann et dorëms geet, géint schlëmm Krankheeten, géint Pilzen virzesuergen oder iwwerhaapt Planzen ze heelen, also dergéint virzegoen.

Dëst ass d'Konditioun, fir datt eis Landwirtschaft och weiderhi quantitativ a qualitativ héichwäerteg eenheemesch Produkter ka produzéieren.

Ech sinn awer haaptsächlech hei op d'Tribün komm, fir dem Bauer dobausse matzedeelen, datt seng Aarbecht eis alleguerten heibanne bewosst ass. An hie soll wëssen, a wann ech dat duerchgelies hunn, dat Gesetz, relativ genau, an dat och matkrut an eiser Kommissioun, dann ass et esou, datt mir hei kee Gesetz schafen, fir d'Baueren ze kujenéieren. Sécherlech net! Dat ass net eis Aufgab an dat wier och wierklech eng Schwéngerrei vis-à-vis vum Bauer, dee well mat x Problemer dobausse konfrontéiert ass.

Neen, hie soll wëssen, datt e fir doudseriö geholl gëtt. An ech mengen, ech kann dat och soen als Dokter, hie spillt eng wesentlech, eng ganz wichteg Roll an der Nahrungskette fir eis, andeem en nämlech muss oppassen, wéi en déi Produkter, déi mir herno iessen, behandelt. Also, en ass e wichtegt Element, de Bauer, a mir brauchen hie mat all senger gudder Ausbildung a mir musse bal vun him verlaangen, datt e sech dorun hält, fir ze verhënneren, datt mir herno déi sinn, déi Produkter iessen, déi mat deene Mëttele verseucht sinn.

Also, nach eng Kéier gesot, et ass keng Plo fir de Bauer dat hei, mä et wäert ëm an Zukunft seng Aarbecht erliichteren. Dat wollt ech als Message eriwwerginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Ech wëll awer nach profitéieren - ech mengen, ech hunn nach e bëssen Zäit -, ech wëll nämlech all deene Leit, déi matgeschafft hunn, och an der Kommissioun, villmools Merci soen an ech géif dann och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mertens. Nächste Riedner ass den Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Gusty Graas fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir befaassen eis haut mat engem eminent wichtege Projet de loi fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft, deen d'Mise sur le marché an de Gebrauch vun de phytopharmazeutesche Produkter, déi gemengerhand als Pestizide bekannt sinn, reglementéiert, dëst am Sënn vun enger méi nohalteger Landwirtschaft, a fir eis Legislatioun mat verschiddenen europäeschen Direktiven a Reglementer konform ze maachen.

Sollte mir dat net maachen, riskéiere mir empfindlech finanziell Sanktioune vun der EU-Kommissioun, well mir mat der Ëmsetzung vun dësen europäeschen Dispositioune schonn etlech Zäit en retard sinn.

Et sief mir hei op dëser Plaz erlaabt, an dësem Zesummenhang op dat zréckzekommen, wat de Landwirtschaftsministère, ënnert dem deemolege Minister Romain Schneider, alles ënnerholl huet, fir esou Sanktiounen ze verhënneren.

Den 30. Mee 2012 huet de Ministère nämlech eng éischte Kéier op d'Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun vum 28. Mäerz 2012 reagéiert an hir matgedeelt, datt een deementspriechende Projet de loi amgaang wier, ausgeschafft ze ginn. Den 21. Dezember vum selwechte Joer huet de Minister op den Avis motivé vum 26. Oktober vun der Kommissioun geäntwert an och den éischten Draft vum Projet de loi bäigeluecht. Gläichzäiteg krut d'Kommissioun gesot, dass si deemnächst iwwert de Plan d'action «pesticides» an d'Bild gesat géif ginn.

Den 11. Januar 2013 huet den deemolege Landwirtschaftsminister de Projet de loi an der Chamber déposéiert. Leider fir d'Gesetz, oder och net, ass et dunn net méi zu enger Réunioun vun der zoustänneger Chamberskommissioun komm, aus de bekannte Grënn, déi jo zu den Neiwahle geféiert hunn. Suite op eng Ufro am EU-Pilotsystem huet de Ministère den 23. August 2013 den éischten Draft vum Plan d'action op Bréissel geschéckt.

Am Virfeld dovu war d'Landwirtschaftskammer informell gefrot ginn, fir eng éischte Kéier iwwert de Plan d'action ze kucken, dëst an der Optik, datt duerno eng komplett Consultatioun mat alle concernéierten Akteure géif geschéien, fir de Plang definitiv ze finaliséieren. D'Neiwahlen hunn dat awer iwwert d'Kopp gehäit an et war net méi méiglech, dëst an där Amtsperiod vum viregte Landwirtschaftsminister ze maachen.

Zréckbehalen ass awer de Fait, datt mir permanent a Kontakt mat Bréissel bliwwe sinn, fir juristesch Sanktiounen ze évitéieren, vu datt den Avis motivé vun der Kommissioun schonn zanter dem 26. Oktober 2012 virlouch.

Wourëm geet et also an dësem Projet de loi? Dës Regierung huet sech Nohaltegkeet an allen Domänen, also och an der Landwirtschaft, op de Fändel geschriwwen, an d'Protektioun vun der Ëmwelt a vum Waasser ass eng vun hiren Haaptpréoccupatiounen. Zu enger performanter a kompetitiver Landwirtschaft gehéiert awer och den Asaz vu Pestiziden, mä dat natierlech an engem strengstens geregelte Kader an am Respekt vun engem nohaltegen Ëmweltschutz.

Dëse Gesetzprojet soll dëse Kader schafen an eis domat konform mat der europäescher Gesetzgebung setzen. Et ass zanter Laangem gewosst, datt de Gebrauch vu Pestiziden Tracen an der Nahrungsketten hannerléisst, déi méi oder manner geféierlech fir Mënsch an Déier sinn, jee no der Quantitéit an no der Doséierung vun de Pestiziden, déi agesat ginn.

Dee falschen oder verbuedene Gebrauch kann enorm Schied bei Mënsch, Ëmwelt an Déieren ervirruffen! Dofir ass sech d'Gesellschaft hautdesdaags eens, de Verkaf an de Gebrauch vu Pestiziden strengstens ze reglementéieren.

Déi rezent Evenementer ronderëm d'Verschmotzung vun eiser gréisster Drénkwaasserreserv, dem Stauséi, duerch Pestiziden aus der Belsch an dat ganz beonrouegend Beiestierwe weisen, wéi dréngend et ass, Mesuren anzeféieren, fir de verantwortungsvollen Ëmgang mat de phytopharmazeutesche Produkten an enger Aart a Weis ze reglementéieren, déi eiser op Produktivitéit a Rendement ausgeriichter Zäit entspriechen, mä och d'Bedenke vun Ëmweltschutzorganisatioune mat abezéien.

Dofir schaaft dëse Projet de loi een neie Cadre juridique, en abrogéiert d'Gesetz vun 1968 an iwwerdréit déi europäesch Direktiv 128 vun 2009, déi ënner anerem d'Regele vum Gebrauch vu Pestiziden harmoniséiert, souwéi och d'Dispositioune vum europäesche Reglement 1107 vun 2009, deen ënner anerem fir eng héich Sécherheet fir Mënsch, Déier an Ëmwelt suergt an et och garantéiert.

Ëm wat handelt et sech da bei de Mesuren, déi an der Direktiv 128 vun 2009 virgesi sinn an déi elo an eis Legislatioun iwwerdroe ginn? Et géif ze wäit féieren, fir se all opzezielen, dofir géif ech op dëser Plaz nëmmen op déi wichtegst agoen.

Fir d'Alleréischt mussen all déi professionell Leit, d'Distributeuren an d'Beroder, déi vu Beruffs wege mat Pestiziden ze dinn hunn, eng obligatoresch Formatioun absolvéieren. Dës Formatioun soll garantéieren, dass dës Leit d'Manipulatioun vun de Pestizide beherrschen, dëst am Sënn vun hirer eegener Sécherheet, där vun de Leit ronderëm a vun der Ëmwelt. Um Enn kréie si en Zertifikat, dee siwe Joer laang valabel ass a si verflichte sech, sech um Courant ze hale vun allen technologesche Fortschrëtter op dësem Gebitt.

Selbstverständlech concernéiert dëse Projet de loi an éischter Linn alleguerten d'Profien an d'Domäner. Mä, wéi et virauser schonn ugeklongen ass, sollen och mir als Privatleit verantwortungsbewosst mat esou Produiten ëmgoen. Beispiller si genuch do: Wa mer eis Garagenafahrt oder d'Gaardenterrassen domadder ofsprëtzen. Schliisslech ass jiddweree vun eis invitéiert, ee Bäitrag ze leeschten, fir e besseren Ëmweltschutz an eng méi propper Natur.

Et gëtt eng Prozedur ageféiert, fir dat Material a regelméissegen Ofstänn ze inspizéieren, dat beim Asaz vu Pestiziden gebraucht gëtt. Den Asaz vu Pestiziden aus der Loft, d'Pulvérisation aérienne soll strengstens reglementéiert ginn. Den Asaz ass am Prinzip hei am Land verbueden, kann awer duerch eng speziell Autorisatioun vum Minister a bestëmmte Fäll autoriséiert ginn. D'Konditioune fir esou een Asaz ginn an dësem Projet de loi ganz genee definéiert.

E weidert wichtegt Element vun dëser Direktiv, dat sech am neie Gesetzesprojet erëmfënnt, ass d'Aschränken oder carrément de Verbuet, Pestiziden a gewëssen Zonen anzesetzen. Et handelt sech dobäi ëm Naturschutzzonen, Zonen, déi fir d'Waasserwirtschaft an d'Drénkwaasserversuergung eng wichteg Roll spillen, a Plazen, wou Leit sech an hirer Fräizäit ophalen, Parken, ëffentlech Gäert oder Sportsplazen.

Selbstverständlech war et och eng ganz besonnesch Préoccupatioun vum Gesetzgeber, fir d'Sécherheet vun den Drénkwaasserquellen ze suergen, well all Belaaschtung vun dëse Quellen duerch och nëmmen déi geréngste Quantitéit vu Pestiziden eng Gefor fir Planzen, Mënsch an Déier bedeit.

D'Mesuren, déi am europäesche Reglement 1107 vun 2009 virgesi sinn, beschäftege sech haaptsächlech mat der Approbatioun, der Mise sur le marché an dem Emballage vu phytopharmazeutesche Produkten. Eng vu sämtlechen Ëmweltschutzorganisatioune gefroten a vun der Direktiv virgeschriwwe Mesure ass een nationalen Aktiounsplang fir Pestizider. Dëse Projet de loi gëtt engem solche Plang ee legale Kader.

Déi wichtegst Ziler vun dësem Plang sinn d'Reduzéierung vun de Risike fir d'Gesondheet vum Mënsch a fir d'Ëmwelt an d'Promotioun vun engem sécheren, rationellen an effikasse Gebrauch vu Pestiziden. Dëse Plang soll awer och derfir suergen, dass manner Pestiziden agesat ginn, dëst am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft. Ausserdeem soll och d'Publicitéit fir d'Pestizide strengstens reglementéiert ginn, ganz streng Kontrollen an ee ganze Katalog vu Sanktiounen agefouert ginn, déi bis zu enger Prisongsstrof a ganz besonnesch schlëmme Fäll vu Verstéiss géint dëst Gesetz kënne goen.

An deenen dräi Annexen, déi zu dësem Gesetzesprojet gehéieren, ginn zum engen d'Themen an d'Aart a Weis vun der Formatioun definéiert, déi déi professionell Leit, d'Distributioun an d'Beroder mussen absolvéieren, an zum aneren d'Exigenz definéiert, wat d'Gesondheet, d'Sécherheet an den Ëmweltschutz ugeet am Zesummenhang mat der Kontroll vum Material, mat deem d'Pestiziden agesat ginn. An där drëtter Annex fanne mer déi allgemeng Prinzipien erëm, déi beim Kampf géint d'Feinde vun de Kulture musse respektéiert ginn.

Duerch dëse Projet de loi kënnt natierlech méi Aarbecht op d'Administration des services de l'agriculture zou. Mä am Kader vun enger Pestizidereglementéierung, déi dësen Numm verdéngt, ass dat eng absolut Noutwendegkeet. Fir deem entgéintzekommen, ass ee personelle Renforcement vun dësem Service, onserer Meenung no, inévitabel. An doriwwer huet och an där zoustänneger Chamberskommissioun een allgemenge Konsens geherrscht.

Wat d'Avise vun deene verschiddene Chamberen ugeet, esou begréisst d'Handwierkerkammer de Projet an ass der Meenung, dass dës Mesuren zu enger grousser, besserer Gestioun vun de Pestizide wäerte bäidroen. Och d'Chambre de Commerce begréisst de Projet, ass awer der Meenung, datt et net zoulässeg ass, ganz Artikele vun engem europäesche Reglement an en nationale Gesetzesprojet ze iwwerhuelen. An hirem Avis beschäftegt sech d'Salariatschamber haaptsächlech mat der obligatorescher Formatioun, déi all Akteuren am Domän vun de Pestizide mussen absolvéieren. An d'Landwirtschaftskummer, zum Schluss dann, déploréiert an hirem Avis déi aktuell Situatioun, wat d'Autorisatioun vun de Pestiziden ugeet, déi hirer Meenung no d'libre Circulation vun de Marchandisen net respektéiert.

A sengem Avis vum 4. Juni 2014 zielt de Statsrot eng Dose formell Oppositiounen op, dorënner e puer, déi sech op de Fait bezéien, dass et verbuede wier, den integralen Text vun den europäesche Reglementer an deenen eegene Gesetzestexter ze iwwerhuelen. Déi parlamentaresch Kommissioun huet all dësen Oppositioune Rechnung gedroen a se an de spéidere Projet de loi iwwerdroen. Ech verweisen an dësem Zesummenhang op de Rapport vun der Kommissioun.

Wat d'Aarbecht an der Kommissioun ugeet, esou war déi gekennzeechent vun der Drénglechkeet, ze reagéieren, well eist Land soss, esou wéi ech schonns d'Geleeënheet hat, et ze

erwähnen, ënnert der Menace stoung, wéinst Non-transposition dans le délai d'un texte communautaire sanktionéiert ze ginn. Och wéinst dem Plan d'action «pesticides», dee bis de 14. Dezember 2012 hätt missen iwwerdroe ginn, ass eng Procédure d'infraction déclenchéiert ginn.

Fir d'Kommissioun ass dëse Plan d'action e flexiblen... Fir d'Kommissioun, Pardon, ass dëse Plan d'action e flexibelt Instrument, dat zu all Moment un nei Entwécklunge kann ugepasst ginn. Dofir soll hien an engem Intervall vu fënnef Joer iwwerkuckt ginn.

Wéi ech schonn d'Geleeënheet hat ze soen, ass d'Kommissioun sech bewosst, datt déi zoustänneg Administratioune mussen an deenen nächste Joren zousätzlech Leit kréien, fir déi Tâchë kënnen ze leeschten, déi hinne mat deem neie Gesetzestext operluecht ginn.

Da waren nach d'Protektioun vum Waasser an d'Règlements d'exécution vum Gesetz wichteg Themen, déi an der Kommissioun abordéiert goufen. Mä et war ee sech queesch duerch all Fraktiounen awer bal eens, datt d'Zil vun dësem Projet de loi a vum Plan d'action «pesticides» am Endeffekt soll sinn, den Asaz vu Pestiziden an Zukunft esou wäit wéi méiglech ze limitéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi gi mir eise Baueren a Wënzer ee performant Instrument an d'Hand, dat hinnen et erméiglecht, an enger ëmmer méi globaliséierter Welt kompetitiv ze bleiwen an den Erausfuerderunge vu muer zouversiichtlech entgéintzegesinn. Gläichzäiteg suerge mer fir ee räsonablen a verantwortungsbewossten Asaz vu Pestiziden, mat enger Aussiicht op een ëmmer méi klenge Gebrauch dovun, dëst am Sënn vun enger nohalteger Natur an Ëmwelt.

Ech wëll och virun allem hei Merci de Beamte vum Ministère soe fir déi wonnerbar Aarbecht, déi se geleescht hunn. An aus dëse Grënn, déi ech hei opgezielt hunn, wäert meng Fraktioun, d'LSAP, dëse Projet natierlech och matstëmmen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. Nächste Riedner ass den Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, e grousse Merci dem Rapporteur Gusty Graas fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech sinn u sech just Aushëllefskraaft hei um Pult, well de Koxen Heng, deen heizou sollt Stellung huelen, eben zu Lima ass an eis do vertrëtt.

Ech mengen, säit dem 17. September vun dësem Joer, do schloen hei zu Lëtzebuerg d'Aueren e bëssen aneschters an d'Diskussioun ëm d'Pestiziden ass no vir komm. Dës Verschmotzung huet eis all zu Lëtzebuerg an Otem gehalen a fir esou munch Veronsécherung hei am Land gesuergt. Domadder kommen ech elo direkt op de Projet de loi vun haut zréck.

D'Iddi hannert dësem Paquet Pesticides ass virun allem, den Ëmgang mat de Pestizide méi sécher ze maachen, den integréierte Planzeschutz an d'Biolandwirtschaft als Alternativen, ouni oder mat manner Chemie, ze promouvéieren an awer och derfir ze suergen, dass en héijen Niveau vu Protektioun fir Mënsch, Déier an Ëmwelt garantéiert gëtt, ouni dass awer d'Kompetitivitéit vun der Landwirtschaft dorënner leide muss, en Thema, wat mer jo scho gëschter hei um Leescht haten.

Op verschidde Moossnamen aus dem Paquet Pesticides wëll ech hei agoen. Et sinn der esou vill, an d'Virriedner hunn dat och scho ganz gutt behandelt, ech wollt awer nach eng Kéier op déi obligatoresch Formatioun fir d'Notzer, d'Verkeefer an d'Händler vu Pestiziden agoen, op d'Promotioun vum integréierte Planzeschutz a virun allem der Biolandwirtschaft, d'Restriktioun oder de Verbuet vu Pestiziden a spezifeschen Zonen, wéi eben och grad den Drénkwaasserzone respektiv d'Zone bei eise Gewässer, an och op den nationalen Aktiounsplang Pestiziden.

Also, bei esou ville verschiddene Moossnamen, déi ech eben och dann gëierft hei hat, ech weess net wéi Iech dat geet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet mir, wéi ech mech fir d'Éischt an de Projet de loi eragelies hunn, do huet mir de Kapp gedréit an et war fir mech och ganz kloer, dass ech do onbedéngt Hëllef vu bausse bräicht, fir ze probéieren, den Duerchbléck ze kréien.

An dofir hat ech de leschten Donneschdeg bei mir doheem een „Pestizid-Owend" organiséiert. Maacht Iech elo keng Suergen, do huet net jiddwereen e Bidon matbruecht a mir hunn eis do Cocktaile gemixt. Neen, ech hat do Kolleegen Enseignanten aus der Ackerbauschoul geruff an och ee Bauer aus der sougenannter „méi konventioneller" Landwirtschaft. An ech wollt dovunner elo profitéieren hei, fir e puer Punkten, déi eis als Gréng um Häerz leien, Iech matzedeelen, déi aus deenen Diskussiounen och erauskomm sinn.

Dat Éischt betrëfft emol d'Formatioun vun de professionellen Utilisateuren aus der Landwirtschaft, dem Gaarden-, Uebst- a Geméisubau, deene Leit, déi eben och an der Ackerbauschoul forméiert ginn. All dës Utilisateuren, déi hunn an hirer Formation initiale d'Handhabung vun de Pestiziden erléiert. An déi Moduller, déi sinn och inhaltlech mat der ASTA ofgestëmmt. Duerno kréie si mat hirem Schlussdiplom dann de Sprëtzschäin. Ech war selwer op där Diplomiwwerreechung an ech hunn dat natierlech och extra fonnt, dass déi Leit nach eng Kéier eropgeruff gi sinn, fir eben dann hire Sprëtzschäin an Empfang ze huelen.

Dee beinhalt awer net nëmmen d'Theorie, mä och d'Praxis. An dee berechtegt si duerno dann och eben, déi Pestiziden op de Kulture gewëssenhaft a verbonne mat deenen noutwendege Sécherheetsmesuren auszebréngen. Dës Formatioun ass, menger Meenung no, gutt, gewëssenhaft a kompetent.

A wann awer elo dee Jonken, deen eben dee Schäin do matbréngt, dann op de Betrib oder an ee Betrib zréckkënnt, dann, mengen ech, da kënnt et awer emol méi quokeleg ginn. De Papp, de Patron oder de Viraarbechter - dat hänkt dovunner of, wou en dann duerno schafft -, dee scho méi eng laang Beruffserfahrung huet, a virun allem viru vill méi laanger Zäit sech mam Thema beschäftegt huet, dee soll elo op dee Spunt do lauschteren an déi Sécherheetsvirschréften a Schutzmoossnamen dann akzeptéieren, déi him do zougedroe ginn.

Dat ass net esou einfach, dat ass e komplext Thema. An d'Gefore ginn, menger Meenung no, verkannt! Mir brauchen dofir och fir déi erfuere Leit an de Betriber eng spezifesch Formatioun, eventuell eng Opfrëschung vun hire Kenntnisser am Sënn vum „lifelong-learning", fir dass den Ëmgang mat de Pestiziden, mat deene Produkter méi sécher gëtt.

Virun allem gëtt, menger Meenung no, bei de perséinleche Schutzmoossnamen an der Praxis net genuch do opgepasst. Bon, Händschen, Schutzkleedung, dat ass déi eng Saach. Masken, dat ass dann déi aner Saach. Zoue Kabinnen op den Traktere schéngt jiddwerengem normal, déi awer och misste mat den entspriechende Filteren ausstaffëiert sinn. An der Praxis gëtt dat awer leider net systematesch genuch an den Asaz geholl. Dat ass d'Realitéit.

Elo kënnt Dir soen, deen iwwerdreift elo. Dat mag sinn. Mä ech wëll awer och net dee sinn, deen herno engem Bauer oder soss engem mat 50 Joer erkläert, deen iwwer permanente Kappwéi oder eventuell och erkrankt, Kriibs kritt, oder neurologesch Krankheete kritt wéi Parkinson, dass dat näischt mat dem jorelaangen Asaz an Ausbrénge vu Sprëtzmëttelen ze dinn huet.

Et soll een do och zu Lëtzebuerg déi Krankheetsfäll bei de concernéierte Beruffsgruppen emol vill méi genau suivéieren an analyséieren.

Och d'lescht Woch hat ech duerfir am Gesondheetsministère nogefrot, ob et do Statistike ginn, ob dozou e Buch gefouert gëtt, ob et dozou eng Ausso gëtt. Dat war awer net esou. An dunn hu mer eis als Gréng erlaabt, haut och eng Question parlementaire an deem Sënn un d'Gesondheetsministesch ze adresséieren.

Dës Problematik ass awer bei eise franséischen Noperen erkannt a gëtt och ganz eescht geholl. Do ass zum Beispill d'Parkinson-Krankheet am Zesummenhang mam Ausbrénge vun de Pestiziden als Beruffskrankheet bei de Baueren unerkannt ginn a par décret vum 4. Mee 2012 eben och aktéiert ginn.

Firwat dat elo zu Lëtzebuerg sollt anescht sinn, dat weess ech net. Dat kann natierlech mat de Betriber ze dinn hunn. Mä dorop wäerte mer dann och hoffentlech eng Äntwert kréien.

Baséierend op dësen Iwwerleeungen, mengen ech, liicht et jiddwerengem an, dass, wann een op engem Betrib säi Sprëtzschäin huet, da geet dat net duer, dass een deen huet, mä all déi Persounen, déi mat dëse Mëttelen a Kontakt kommen, déi se manipuléieren, déi se ausbrénge, mussen och entspriechend forméiert ginn.

Ech kommen zréck op mäi Pestizid-Owend. Do wollt ech natierlech och wëssen: Wéi gesäit dat aus mat der Berodung an der Praxis? Op där enger Säit hu mer op de Betriber also verschidde Beroder, déi maachen eng Berodung, zum Beispill zum Buedem, zur Düngung, zu Graszorten an esou weider - a vill manner zu de Pestiziden.

An anerer, zum Beispill d'Landwirtschaftskummer, déi maachen eng qualitativ och ganz gutt Berodung zu Pestiziden, wëll ech och hei ënnersträichen, an déi ginn och regelméisseg ganz gutt a prezis Informatiounen un d'Baueren eraus. An dat kann och jiddwereen op hirem Internetsite nokucken. Ganz prezis Berodungen eben zu deene jeeweilege Planzekulturen, déi se do erausbréngen. Och hu se Waasserschutzinfoen, déi ganz am Detail op d'Handhabung vu Sprëtzmëttelen respektiv Pestiziden an deenen Zonen aginn. Mä si hunn awer d'Personaldecken net, fir eben déi spezifesch Berodung um Betrib selwer ëmmer kënnen esou auszeféieren.

Duerfir mengen ech, dass et sënnvoll wär, an Zukunft vläicht déi zwou Berodunge beieneen ze leeën an déi zwee Volete mateneen ofzedecken. Dat wär vill méi wirtschaftlech. Da wär och een Akteur um Bauerebetrib oder um Geméisbaubetrib do an et wär méi einfach ze handelen.

Souwéisou mengen ech, wa mer an d'Diskussioun iwwert d'Waasserschutzzone kommen, dann ass et fir mech schwéier, d'Waasserschutzzonen, eisen Drénkwaasserschutz oder eis Drénkwaasserquelle respektiv och eis Uewerflächegewässer, do ass et fir mech ganz schwéier, fir déi Berodung bezüglech Düngung a Pestiziden auserneenzehalen, well dat muss fir mech an engem Zoch gemaach ginn.

Da gëtt och dacks dobausse gesot op den Tribünen: Mir hunn näischt falsch gemaach, wat vun der Säit vun de Bauere kënnt. An dat kann ech an engem gewësse Sënn absolut och novollzéien. Da wëll ech awer drop hiweisen, dass eben d'Waasserschutzzone vusäite vun der Regierung am Moment net weider ausgewise sinn, ausser déi um Stau. Ech wëll awer och ganz däitlech hei soen, dass dës Regierung - an ech betounen nach eng Kéier: dës Regierung - dës Zonen elo wäert ausweisen. An da kann all Akteur an Zukunft och soen: „Ech hunn alles richteg gemaach!"

An de Waasserschutzzonen hunn, eiser Meenung no, och Pestiziden näischt verluer.

Ganz kuerz, jo, zur Berodung op de Verkafsstellen. Bei eis um Land op jidde Fall ass dat emol esou, de Vendeur hannert dem Comptoir, deen huet d'office keng spezifesch Formatioun, wat d'Pestiziden ugeet, an dee kann de Bauer och net beroden. Dat geet dacks iwwert Tafelen, déi aushänken, wou Virschléi drop sinn, wat fir Pestizide fir wat fir Kulture sollen agesat ginn, wéi déi Mëschunge solle sinn, wat jo an der Rei ass. Mä awer an der Verkafsstell gëtt déi Berodung, menger Meenung no, net wäit genuch gemaach. Se gëtt iwwerhaapt net gemaach.

Dann hat ech och d'Kolleege gefrot, wéi mer do zesummesouzen, ob et da wouer wär, dass verschidde Vendeure vu Saatgut och direkt da Sprëtzmëttel géife mat verkafen. Dat war awer net esou eendeiteg hei du beäntwert ginn.

Wat mech awer dunn trotzdeem als Laien erstaunt huet, bein, ech kommen och net aus deem Domän, ass, dass verschidde Somkären, also d'Saatgut, zum Beispill Mais oder Weess, direkt mat engem Fungizid respektiv Insektizid gebeezt ausgeliwwert ginn. Dat heescht, de Pestizid ass direkt op der Planz drop, wa se geplanzt, eben dann an de Buedem kënnt. Also, de Som ass da behandelt, soudass en direkt beim Planze schonn de Pestizid a sech huet oder u sech huet.

Do sinn ech an d'Grübele komm. Firwat stellen dann net vill méi Betriber hei zu Lëtzebuerg op Biolandwirtschaft ëm?

Dat Éischt, wat an der Diskussioun komm ass, dat ass, dass am Moment den Ureiz, fir op d'Biolandwirtschaft ëmzeklammen oder direkt esou ze starten, nach net héich genuch ass a misst verbessert ginn. E Biobauer - dat ass e Beispill aus dem Nopeschduerf - huet et och net einfach, fir seng Produkter ze valoriséieren. Do ass ee Bekannten aus der Nopeschgemeng, dee fiert mat sengem Weess op eng Millen op hanner Sankt Vith, fir do säi Weess ze muelen, fir dass en net vermëscht gëtt, wou e virdrun ëmmer dat konnt zu Biissen maachen; déi Millen ass jo bekanntlech zougemaach. Dat ass awer keng einfach Situatioun. An dat erlaabt och net oder vill méi schwiereg, wirtschaftlech an deem Beräich elo ze schaffen.

Och muss d'Formatioun vun der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg vill méi pousséiert ginn.

D'Biolandwirtschaft als solch ass per se méi komplex, well een eben net op déi scho vill bekannten an traditionell verankert Mëttelen ëmmer kann zréckgräifen. Et muss ee sech verstäerkt mat der Matière beschäftegen. An et geet op kee Fall duer, dass nëmmen an engem Module op der Treizième vun dräi Stonnen iwwert d'Conversion à l'agriculture biologique um Techniker dorop agaange gëtt. Dat geet d'office net duer, fir dass een duerno als Biolandwirt kann hei zu Lëtzebuerg starten.

Ir sinn duerfir als Gréng éischter der Meenung, dass d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg misst iwwer e BTS, Brevet de technicien supérieur, also duerno, no der Technikerausbildung, ofgedeckt ginn, e BTS an der Agriculture biologique. Dat misst gestart ginn. Dat wier eng Opwäertung, dat wier nohalteg, dat géif sécherlech zur Kompetitivitéit vun eiser Landwirtschaft bäidroen.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox.*- Mir mussen och oppassen, dass mir de Konsument vu Liewensmëttele besser informéieren. Hien ass vill ze oft präisgesteiert. Dat kann een absolut novollzéien. An en hëlt dann éischter Produkter, déi eventuell och aus anere Länner kommen, déi méi gënschteg sinn, wou awer vläicht manner streng Oplagen do si betreffend Pestiziden, Hormoner an esou weider. Mir mussen also kucken, dass mir eis Produkter, déi mer hei an de Rayonen hunn, eben och entspriechend qualitativ opweisen. Mir brauchen also ganz kloer Labelen. Labelen, fir um Maart sech kënnen ze behaapten.

Och dat, gëschter hate mer et schonn eng Kéier kuerz ugeschwat, ass am Sënn vun engem Plus u Kompetitivitéit hei um Maart.

Och ass fir mech zu Lëtzebuerg d'Tendenz, fir zu ëmmer méi grousse Betriber an der Landwirtschaft ze kommen, sief et bei der Mëllech- a Véiwirtschaft, eng Tendenz, déi ee soll an däerf hannerfroen. Well et ass deelweis net esou einfach fir déi Betriber, dass se herno, wa se esou grouss sinn, och entspriechend hir Gülle kënnen ausbréngen. An dat huet och eng grouss Auswierkung op d'Präisser vun Terrainen an an ausserhalb vum Perimeter an der Landwirtschaft.

Bei deene méi klenge Betriber, sote mir d'Kolleegen, also fir d'Betriber mat manner wéi honnert Hektar, wier et dacks schwéier bis quasi onméiglech, nach wirtschaftlech ze schaffen. An da stellt sech fir mech d'Fro: Ass dat zu Lëtzebuerg esou gewollt? Ma ech mengen an hoffen net.

Duerfir ass et och eng ganz wichteg Debatt, déi mer och eng Kéier hei an der Chamber musse féieren, wat fir eng Landwirtschaft mir zu Lëtzebuerg an Zukunft dann iwwerhaapt wëllen. An do wëll ech elo net just nuancéieren, ob d'Biolandwirtschaft oder konventionell Landwirtschaft: Wéi grouss sollen eis Betriber an Zukunft sinn? Wat fir eng Landwirtschaft wëlle mir do?

Am Moment ass et, mir schéngt ës bei de Baueren e bësse wéi bei de Rulingen. Et wier néideg, ee klengen Image-Reset ze maachen an d'Mark Lëtzebuerg, fir mech nach ëmmer e Qualitéitslabel, an d'Fënster ze stellen. Dee sollte mer nei definéieren an op gesond Féiss stellen.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox.*- Ee Punkt nach, an dat ass deen, wéi mer d'lescht Woch freides d'Pétitionnairen vun der Aktioun „Save the bees" hei am Parlament empfaangen hunn an ausféierlech mat hinnen diskutéiert hunn, do ass, mengen ech, jiddwerengem och kloer ginn, dass mir onbedéngt mussen handelen, fir dem Beiestierwen entgéintzewierken, sief et elo Hunnegbeien oder sief et wëll Beien, well et geet net nëmmen ëm déi léif gesträiften Déiercher, an déi wëll Beien, déi sinn net gradesou gesträift, an och net just ëm de gudden Hunneg, dee mer esou gär hunn.

Et ass och eng wirtschaftlech Diskussioun, fir dass mer am Interessi vun der Landwirtschaft an och am Interessi vum Uebstbau hei zu Lëtzebuerg nach kënnen op eng natierlech Bestäubung zréckgräifen, duerch eben déi Beien, an net mussen op Verhältnisser kommen, wou mer mussen op eemol kënschtlech bestäuben. Ech mengen, dat wëllt sécherlech hei an dësem Parlament kee gesinn.

D'Ursaache vum Beiestierwen, déi si villfälteg. Dat ass och d'lescht Woch do erauskomm. Et ass natierlech de Verloscht vu Biodiversitéit, Strukturelementer an eiser Kulturlandschaft. Et ass och d'Varroamilbe. Et ass awer och den Asaz vu Pestiziden a Landwirtschaft, Gaardebau an awer och op ëffentleche Flächen an an de Privatgäert.

Duerfir ass et och gutt, dass an dësem Reglement, pardon, an dësem Projet de loi eben och déi aner Akteure genannt ginn, sief et Stat a Gemengen, déi also och eng Verflichtung wäerte kréien, pestizidfräi ab dem 1.1.2016 ze schaffen. Dat begréisse mir als Gréng natierlech ganz staark. Och d'Privatleit an hire Gäert, déi musse sensibiliséiert ginn, fir dass si op Pestizide verzichte respektiv de Gebrauch reduzéieren.

Ganz kuerz nach, d'Zäit leeft e bësse fort, de Volet vun dem Drénkwaasser. Mir misste bei de Pestiziden zu Lëtzebuerg oppassen, bei deenen, déi an Zukunft zougelooss ginn, dass déi Produkter och herno an den Analyse vum Drénkwaasser oder och am Iwwerflächewaasser detektabel bleiwen. Well soss hu mir hei Zoustänn wéi beim Doping am Sport, wou d'Kontroll ëmmer dem Doping hannendruleeft.

Sou, dat Lescht, et ass och scho gesot ginn, dass mer eng Motioun agereecht hunn, fir dee wichtege Projet, dat ass dee vum Plan d'action national «pesticides», wëlle weider mat ze gestalten an och de Minister opzefuerderen, déi Règlement-grand-ducalle schnellstméiglech ëmzesetzen, dass mer dat als Gréng hei voll mat ënnerstëtzen.

Ech kommen elo zum Schluss, nach eng Kéier op mäi Pestizid-Owend. Mir hunn do e klenge Béierche gedronk. Deen huet eis och gutt geschmaacht. An dunn hunn d'Jongen - dat ass elo e bëssen ënnerdriwwen, deen ee war méi jonk, deen anere méi al, d'Kolleegen also - dann duerno mat mir e bësse gegeckst a gesot: „Mir wäerte jo hoffentlech den Owend e Béierche gedronk hunn..." - e kënnt aus enger Brauerei heiuewen aus dem Eck, enger klenger Brauerei -, „...dee pestizidfräi war, wou hoffentlech Happ a Malz an d'Waasser eben dann net belaascht waren."

(Hilarité)

Dat konnt ech awer hinne leider net garantéieren an ech hunn hinne versprach, do nach e bëssen ze fuerschen.

Ech hoffen elo, bei mir war de Mëtteg Happ a Malz net verluer. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Mir géifen als gréng Fraktioun dann och d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi hei ginn. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Happ a Malz net verluer, mä e bëssen d'Zäit iwwerschratt.

Une voix.- Oh, e bëssen, just e bëssen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gesot, huet d'Wuert direkt den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech wëll all de Virriedner Merci soe fir déi vill flott, interessant Remarquen an interessant Iddien, déi se opgeworf hunn. D'Martine Hansen huet mer leider e puer vu menge grousse Kritikpunkte virewechgeholl. Ech wëll mech do expressis verbis awer de sachlechen,...

Une voix.- Si ass ebe gutt. Si ass...

M. Roy Reding *(ADR).*- ...sachkundegen a fundéierte Remarquen uschléissen.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

An och, Madame Loschetter, ier Der elo direkt mault, och de Gérard Anzia,...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions diverses)

M. Roy Reding *(ADR).*- ...fannen ech, huet extrem...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif lech dann awer roden, lech un d'Chamber ze riichten!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech riichte mech un deen, dee mech uschwätzt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, och den Här Anzia huet extrem richteg a wichteg Froen opgeworf, op déi ech och nach wäert zréckkommen.

Jo, d'Diskussioun iwwert d'Produits phytopharmaceutiques**,** d'Pestiziden, féiert an een Dilemma. Déi eng soen, ouni déi Mëttele kéinte mer guer net déi Quantitéit u Liewensmëttel produzéieren, déi mir verbrauchen. Déi aner soen, ökologesch Landwirtschaft ass guer net esou vill manner produktiv, wéi gesot gëtt. Den Edy Mertens huet geschwat vun 30%. Anerer schwätze vun 20%. Bayer schwätzt vu 50%, mä déi wëlle jo och hir Mëttele verkafen.

Fakt ass, datt all Säit sech op wëssenschaftlech Studie berifft. A Fakt ass och, datt déi Studie sech widderspriechen. Fakt ass, datt wuel kee Bauer bewosst säin eegene Buedem géif verseuchen oder vergëften. Fakt ass och, datt hei am Land Substanzen zougelooss sinn, vun deene mir haut scho wëssen, datt se extrem schiedlech sinn an zum Beispill fir dat massiivt Beiestierwen, vun deem hei scho rieds gaangen ass, responsabel sinn, déi berühmt Neonikotinoiden.

Dëst Gëft gëtt geholl, fir Som, Saatgut anzebeezen, dat ass ganz richteg. An zwar gëtt dat agebeezt, fir datt d'Wierm am Buedem guer net eréischt druginn. Mir wëssen awer haut, datt dat Gëft sech am Buedem an an der Planz verdeelt an accumuléiert. An duerfir huet de Kolleeg Frank Arndt net recht, wann en dervu schwätzt, datt nëmme falsch Uwendung oder ze héich Dose geféierlech wieren. Neen, et gëtt och déi Gëfter, déi sech ganz einfach accumuléieren.

Eng Bei stierft bei véier bis fënnef Nanogramm vun deem Gëft! An dat ass, Här Dokter Mertens, zéngdausendmol manner wéi bei deem legendäre Gëft DDT, vun deem Dir an och den Här Rapporteur geschwat hutt. Duerfir kann ee sech d'Fro stellen, wéisou mir esou ee komplizéiert a bürokratescht Gesetz wéi dat heite maachen, wann esou geféierlech Substanze weider legal sinn a weider ugewannt ginn.

Mir als ADR sinn duerfir géint dëst Gesetz, well et eis net wäit genuch geet. An an aneren Aspekter geet et eis vill ze wäit!

Dëst Gesetz ass e weidere Schrëtt an d'Iwwerbürokratiséierung vun eisem Land. Virdrun an der Debatt iwwert d'Abréch huet d'Madame Dall'Agnol vun der LSAP gemengt, vill Leit wieren net frou iwwer ze vill Polizeipräsenz, se géife sech dann ageschränkt fillen an hirem Liewen.

Abee, wat géint d'Abrochserie fir d'LSAP e Problem ass, ass dann, wat d'Baueren ugeet, kee Problem fir si!

Néng - néng! - verschidden Instanzen an Administratiounen hunn, nieft der Police, zousätzlech zur Police, d'Kompetenz, fir Infraktioune géint dëst Gesetz ze recherchéieren! All déi Leit hunn een OPJ-Statut, Officier de police judiciaire, a kënnen Dag an Nuecht an d'Betriber eragoen an déi duerchsichen!

Dat sinn: d'Douanes et Accises; d'ASTA, dat ass d'Administration des services techniques de l'agriculture; drëttens, d'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture; véiertens, d'Administration de l'Environnement; fënneftens, d'Administration de la Nature et des Forêts; sechstens, d'Inspection du travail et des mines; siwentens, d'Direction de la Santé; aachtens, de Service de la sécurité alimentaire; néngtens, d'Administration de la Gestion de l'Eau an natierlech zéngtens d'Police selwer!

Déi Proliferatioun, déi Zersplitterung vu Kompetenzen hu mer och an dem Domän vun der Liewensmëttelsécherheet. An ech fanne se absolut kritikabel! De Problem ass virun allem d'Koordinatioun vun all deene Kontrollen. Wéi fillt e Bierger sech, wéi fillt e Bauer sech, wann e fir d'Zweet, fir d'Drëtt a fir d'Véiert an enger Woch kontrolléiert gëtt?

An dann d'Strofen! Jo, et gëtt an deem doten Domän, an de Minister Etgen hat an der Kommissioun drop higewisen, grouss Gangsteren, déi mat schroe Substanzen handelen, déi se fir bëllegt Geld akafen, déi net zougelooss sinn a geféierlech Produkter sinn, an déi domat hir „Händelcher" maachen. Do kann d'Strof guer net héich genuch sinn!

Mä och kleng a klengste Vergehen, eng falsch Androung am Regëster, eng falsch Manipulatioun vun engem Produit, ginn hei bestrooft! An déi Strofe ginn, dat däerfe mer awer net vergiessen, bis dräi respektiv fënnef Joer Prisong an Amendë bis 250.000 Euro!

Derbäi kommen dann nach déi administrativ Strofen duerch de Minister, woumat mir och gréisste Problemer hunn. Et ass wéi beim Führerschäin: Nieft engem sofortegen Entzuch duerch den Untersuchungsriichter gëtt et duerno eng Strof um Geriicht. Et gëtt e Punktverloscht. Doduerch kann ech e verléieren. An et kann och nach e Retrait administratif ginn. Mir fannen dat net gutt. Mir fannen, eng Infraktioun sollt eemol sanktionéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Mat allem Ach und Krach huet eis Majoritéit dem Statsrot noginn a senger Kritik a wéinstens e Recours en réformation, also e Recours au fond géint dem Minister seng Décisioun virun de Verwaltungsgeriichtsbarkeeten erlaabt. Obskur bleift, wéisou den Délai, fir dee Recours ze maachen, an dësem Spezialgesetz op 40 Deeg amplaz op déi üblech dräi Méint festgeluecht gouf.

Et gëtt eis gesot am Rapport, do wier Céléritéit néideg. Dat ass jo Quatsch! Ech mengen, hei hëlt de Minister eng Sanktioun. Déi Sanktioun wëll ech attackéieren. Dat, wat ech gemaach hunn, ass jo scho geschitt. Et gëtt also absolut kee Grond, firwat datt ech dat muss a 40 Deeg attackéieren, anstatt, wéi soss üblech, an dräi Méint.

Mä back to basics. Ech wëll mech hei dem Gast Gibéryen uschléissen, deen an der gëschtreger Debatt iwwert d'Kompetitivitéit zu Recht sot, datt mer eis hei am Land emol musse verschidde fundamental Froe stellen. An elo sinn ech nees bei menge Kolleege vun der grénger Partei! Wéi soll, wou soll eist Land histeieren? Wou soll eis Landwirtschaft histeieren? Dat ass dach een Débat, deen och mat deene Betraffene muss gefouert ginn!

Wéi géif eist Land ausgesinn, ouni Baurewiesen? Wëlle mer méi Fruuchtwiessel a manner Asätz vu Pestiziden? Si mer bereet, dee manner héijen Ertrag - do si mer eis jo eens, datt et ee manner héijen Ertrag gëtt -, dat ze akzeptéieren an dee Verloscht de Baueren ze kompenséieren, fir datt si vun hire Betriber nach kënne liewen? Si mir bereet, och an Europa anzewierken, datt déi jährlech 55 Milliarden Euro, déi fir d'Landwirtschaft ausgi ginn, anescht ausgi ginn an de Familljen erlaben, de Bauerefamilljen et erlaben, en uerdentlecht Akommes ze hunn a weiderhi fir hir Aarbecht, och an eisem Déngscht, am Déngscht vun der Allgemengheet, honoréiert ze ginn? Dës fundamental Diskussioun ass néideg!

Dëst hyperbürokratescht Gesetz ass net néideg. An duerfir si mir als ADR fir een Dialog mat der Landwirtschaft a géint dësen Text.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Fir Fait personnel, wann ech gelift, Här President. Ech sinn elo a kenger Hisiicht respektlos vis-à-vis vum Här Reding gewiescht. Hie war dat awer elo. A sengem Commentaire mir vis-à-vis huet hien dat gemaach. An dofir froen ech den Här Reding, datt e sech entschëllegt fir seng Ausso. An ech wäert em och net nodroend derfir sinn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass mer einfach drëm gaangen, op deen Zwëscheruff do anzegoen. Et deet mer leed, wann ech dat Wuert „maulen" benotzt hunn. Et war en Zwëscheruff. Ech entschëllege mech fir dat Wuert „maulen".

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Reding. An dat kënnt net vir, wann ee sech un d'Chamber adresséiert!

(Hilarité)

Merci!

Dann huet d'Wuert den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt eng Feststellung, vun där ech mengen, datt eigentlech jiddwereen, deen hei kontrovers diskutéiert, misst dermat d'accord sinn: Dat ass de massive Réckgang vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg an an Europa. Ech mengen, de Fait, datt dat esou ass, ass net ëmstridden. Ganz vill Déieren, Planzen, Insekte sinn zu Lëtzebuerg menacéiert. Et gëtt ee Verloscht vun Dréchewisen, Fiichtwisen an Uebstwisen. Och dat, mengen ech, ass net ëmstridden.

E Fakt ass et och, an dat soll eng Feststellung sinn, datt do, wou konventionell Landwirtschaft bedriwwe gëtt, d'Verloschter besonnesch grouss sinn. An dat ass zréckzeféieren, wann et keng Fruuchtfolleg méi gëtt, Monokulture gëtt an et eng massiv chemesch Düngung gëtt an natierlech Asaz vun Herbiziden a Pestiziden.

Et ass och eng Feststellung, datt an der Biolandwirtschaft d'Biodiversitéit däitlech méi héich ass. D'Zuelen doriwwer leien och vir an deem flotten Avis vun natur&ëmwelt, deen Der alleguerten zougestallt kritt hutt.

Déi schlëmm Konsequenze vun der Entwécklung sinn déi: D'Insekte stierwen, besonnesch d'Beien - ech kommen nach dorop -, d'Belaaschtung vun de Biedem, vum Waasser, de Flëss, dem Grondwaasser, wou hei d'Kontaminatioun vum Stauséi ee Beispill derfir ass.

Wat geschitt elo mat där neier Gesetzgebung iwwert d'Produits phytopharmaceutiques?

Eis ass déi Gesetzgebung net ambitiéis genuch, an ech wëll dat op sechs Punkte verdäitlechen:

Éischte Punkt ass deen: Zu Lëtzebuerg si 530 Produiten zougelooss, déi sech op... insgesamt sinn dat 230 verschidde Substanzen. Dir kennt déi Lëscht. Mä do si vill Saachen derbäi, déi eigentlech net méi däerfte sinn. Ech wëll hiweisen op véier Substanzen, deenen hiren Numm ech elo net soen, well se och am Avis vu Greenpeace erwähnt sinn, déi nieft deenen dräi Substanzen, déi wesentlech si fir d'Stierwe vun de Beien, dat heescht, nieft deenen dräi, déi scho verbuede sinn, net verbuede sinn, déi eiser Meenung no missten direkt verbuede ginn.

Zweete Kritikpunkt ass deen: Et gëtt keng effikass Kontroll. Dat ass scho gesot ginn. Et ginn nëmme 77 vun deenen 230 Substanzen iwwerhaapt getest. Hei misste mer vill méi effikass Analyse kréien, souwuel fir d'Waasser wéi och fir de Buedem.

Drëtt Kritik, obschonn dat ee positive Punkt ass, d'Formatioun, déi ugebuede gëtt fir d'Utilisateurs professionnels, d'Verkeefer an d'Conseilleren. Elo ass et awer esou, datt déi Formatioun just aus dem Secteur agricole, d'Formateure just aus dem Secteur agricole kommen. Formateuren aus dem Ëmweltsecteur sinn net virgesinn.

D'Gefor ass awer déi, wann d'Formateuren aus dem Secteur agricole kommen, datt een da gesot kritt, wéi een effikass soll schaffen, wéi ee soll eventuell spueren, och aus finanziellen Ursaachen, wéi et gesot ginn ass. A mir mengen, et wier méi wichteg, et wier gradesou effikass, wann och Leit aus dem Ëmweltsecteur do méi iwwer Alternative kéinte schwätzen, déi och d'Folgekäschte vun der Belaaschtung vun deene Produite kéinten erklären, wann déi mat erugezu géife ginn.

Des Weidere weist d'Chambre des Salariés drop hin, datt d'Salariéë selwer hei keen direkt Informatiounsrecht a keen direkt Formatiounsrecht kënne beusprochen, wat awer noutwendeg wier, an deene Betriber, wou se schaffen.

Véierte Kritikpunkt: den Helikopter, d'Sprëtzen aus der Loft. Mir sinn der Meenung, datt zu Lëtzebuerg esou een Helikoptersprëtzen iwwerhaapt net néideg ass. Mir sinn der Meenung, datt zu Lëtzebuerg d'Nodeeler dovunner vill méi grouss si wéi d'Virdeeler, souwuel wat d'Korridoren ugeet, déi ee muss anhalen, wéi wat d'Gefor vum Reen ugeet an esou weider. A mir mengen, datt et net duergeet, datt ee seet, datt de Minister dat soll kënne genehmegen. Mir mengen, datt, wat d'Sprëtzen ugeet, ee souwéisou ka wäitgehend op biologesch Produiten ëmschalten, wat zum Deel scho geschitt ass an engem Deel vum Wäibau, an datt een do vill méi wäit misst goen.

Fënnefte Kritikpunkt, dat sinn d'Schutzgebidder - d'Flëss, d'Baachen -, déi de Moment nëmme ganz wéineg bestinn. Nëmmen 3,8% vum Territoire ginn de Moment ouni phytopharmazeutesch Produite géréiert. Souguer verschidden Natura-2000-Gebidder sinn net verschount, soulaang wéi et net ëm d'Erhale vun der Biodiversitéit geet.

An dee leschte Kritikpunkt, awer als leschten och an der Wäertung, ass dee vun dem Gebrauch vun deene Produiten am ëffentleche Raum. Mir hunn héiere virdrun, datt d'Gemenge forcéiert ginn, an engem gewëssen Délai ganz op Pestiziden ze verzichten. Et ass awer net kloer, wéi eng Konsequenzen datt dat huet op zum Beispill ee Punkt, deen net gekläert ass, dat ass dee vun de private Stéit. Wa mer den Ennerscheed maachen tëschent der Landwirtschaft, also de Professionellen, dem Espace public, an de private Leit. Do bleift villes am Onkloren.

Et gëtt awer och eng Rei positiv Punkten an deem Gesetz. Dat ass d'Sensibiliséierung, déi virgesinn ass. D'Formatioun, mat deene Kritikpunkten, déi ech virdru gesot hunn. D'Material, wat agesat gëtt. D'Lagerung, déi méi seriö kontrolléiert gëtt, och wann d'Chambre des Salariés drop hiweist, datt fir d'Kontrolle vun der Lagerung d'Administratioun guer net genuch Leit zur Verfügung huet. A wéinstens gëtt vu Biolandwirtschaft geschwat, och wa se net zu engem Duerchbroch verhollef kritt.

Mir haten, et ass gesot ginn, de 4. Dezember hei eng Unhéierung vun dräi Kommissioune vun natur&ëmwelt a Greenpeace, déi eng Petitioun gestart hunn iwwert d'Beiestierwen. Dat war fir mech, esou wéi mer se hei diskutéiert hunn, eng ganz wichteg Debatt, aus där sech eng Rei Saachen erginn hunn, op déi natur&ëmwelt a Greenpeace och an enger Stellungnahm gëschter oder haut nach eng Kéier higewisen hunn.

Wat ech ganz positiv fonnt hunn an där Petitioun, ass einfach déi enorm Sensibiliséierung, déi dobausse besteet bei de Leit op d'Problematik vun der Biodiversitéit, vum Beiestierwen, vun der Aartevillfalt, awer och vun der Drénkwaasserbelaaschtung.

Si hunn drop higewisen, datt dat zweejähregt EU-Verbuet vun dräi besonnesch geféierleche Pestiziden aus dem Grupp vun den Neonikotinoiden ausleeft a sech erwaart gëtt vum Minister, datt e sech derfir asetzt, datt dat Verbuet verlängert gëtt. D'Äntwert vum Minister war mer, wéi mer hei diskutéiert hunn, net ganz kloer, well ee Moment gesot gi war, an ech wier frou, wann en dat kéint preziséieren, well ee Moment gesot gi war, et misst een d'Folgeerscheinungen, d'Analysen dovunner elo ofwaarden.

An engem anere Moment hat ech awer verstanen, e géif soen, datt dat Verbuet wuelweislech géif fortgesat ginn, mengen ech. Ech géif emol hoffen, datt e mer herno géif bestätegen, datt dat Zweet, nämlech, datt dat Verbuet géif weidergefouert ginn, déi richteg Äntwert wier.

Zweetens huet de Minister drop higewisen an där Debatt, no där Diskussioun, déi mer haten, datt den nationalen Aktiounsplang „Pestiziden" géif komplett iwwerschafft ginn. Et wier awer gutt, fir gewuer ze ginn, a wéi engem Délai datt dat geschitt an awéiwäit datt een do konnt deene Stellungnahme vun den Ëmweltorganisatiounen, net nëmme vun deenen aneren Akteuren, Rechnung droen an awéiwäit datt do nach eng Kéier eng Récksprooch kënnt.

Ech hat verstanen, de Minister hätt hinnen zougesot, ier dee Plan d'action national do ëmgesat gëtt, also festgehale gëtt, datt do eng Récksprooch mat hinne kéim.

Des Weideren ass et wichteg, datt mer eng Strategie zur Verréngerung vun de Pestiziden an der Landwirtschaft am ëffentlechen an am private Beräich kréien. Do feelt et awer u statisteschen Donnéeën.

An dat war eng aner Diskussioun, déi mer haten. De Service d'Économie rurale, also den SER, hat de Minister gesot, hätt d'Statistiken iwwert de Gebrauch vun de Pestiziden, déi sech aus dem Verkaf géifen erginn. A mir kréichen déi Statistiken, grad wéi d'Ëmweltorganisatiounen, zur Verfügung gestallt. Ech hunn nogekuckt um Site, do gëtt et se awer nach net.

Iwwregens ass mer och opgefall op deem Site vum SER, datt dee leschten Aktivitéitsbericht vun 2007 ass. Dat just an enger Klammer. Do schéngt keng esou eng Kommunikatiounsfreedegkeet ze sinn. Ech géif hoffen, datt dat sech géif verbesseren.

De Minister huet eis och gesot, datt all Professionellen ee Sprëtzregëster muss uleeën, also huet, wou drasteet, wat en a wéi engem Mooss wéi wäit wou gebraucht. Och do wier et gutt, gewuer ze ginn, ob dee Sprëtzregëster zentraliséiert géif ginn, statistesch, fir erauszefannen, wat do gebraucht gëtt.

A fënneftens hate mer eng Diskussioun iwwert d'Schutzzone vun eisen Drénkwaasserquellen. De Minister huet drop higewisen, datt der, mengen ech, datt der dräi praktesch sprochräif sinn, datt der néng an der Pipeline sinn. Mä ech mengen, mir brauchen der insgesamt 80 oder 90. An et wier och gutt, gewuer ze ginn, wéi mer do weiderfueren, well dat wierklech ganz dréngend ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zur Landwirtschaft: Ech sinn absolut der Meenung an ech hunn et do gesot an ech sinn och frou iwwert d'Zouso, déi mer vum Minister an där Debatt do kritt hunn, datt fir d'Landwirtschaft e ronnen Dësch muss gemaach ginn, wou all Akteuren zesummestinn, datt net bilateral mat deenen Akteure geschwat gëtt vum Ministère aus, datt mer also kucken, déi un een Dësch ze kréien. Well nëmmen zesumme kann driwwer geschwat ginn, wéi mer eis Gesamtproblematik an de Grëff kréien a wéi mer do e Paradigmewiessel fäerdegbréngen.

Et ass sécherlech wichteg, datt d'Landwirtschaft eng Zukunftsperspektiv huet. Mä esou wéi et de Moment leeft, kann et net weidergoen! Mir kënnen net zouloossen, datt eis Flëss, eis Biedem, eist Grondwaasser esou belaascht ginn, wéi dat bis elo de Fall ass - ouni ze soen, dat wier d'Schold vun de Baueren oder eleng vun der Landwirtschaft, mä déi konventionell Landwirtschaft dréit wesentlech dozou bäi.

Mir brauchen eng Zukunft fir eis Landwirtschaft an d'Fro, déi sech stellt, ass, ob déi enorm Subventiounen, déi de Moment an Europa an zu Lëtzebuerg bestinn, net missten ëmorientéiert ginn, fir eben der Landwirtschaft zu enger Zukunft ze verhëllefen.

Ënnert dem Stréch si mir net d'accord mat deem Projet de loi. En ass eis net ambitiéis genuch, wéi jo och déi Motioun beweist, déi hei dräi Leit, dräi Deputéiert eraginn hunn, déi jo direkt freet, fir méi ambitiéis ze si bei der Ëmsetzung a bei der Gestaltung vun der Zukunft. Dat ass dee beschte Beweis, deen ee kann hunn, fir ze soen, datt et net duergeet, wat hei virläit.

Mir stëmmen dofir géint dat Gesetz a wäerten eis och bei där Motioun enthalen, an der Hoffnung, datt alleguerten déi aner Saachen, déi hei an der leschter Zäit versprach gi sinn an där doter Hisiicht, kuerzfristeg ëmgesat ginn.

An ech freeë mech drop, datt de Minister eis hei seet, a wéi enger Zäitschinn datt en all déi Saachen do wëllt maachen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Turpel. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Octavie Modert. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Madame Presidentin, ech ginn op Aspekter an, déi spezifesch de Wäibau betreffen. Dat ass nach net vill zur Sprooch komm. Leider. Well et ass ze fäerten, datt de Wäibau a ganz grouss Schwieregkeeten duerch dësen Text kënnt, bis hin zu existenzielle Schwieregkeeten!

Madame Presidentin, Dir Dammen an Häre, eent ass kloer: Et muss an et soll esou mann wéi méiglech gesprëtzt ginn. Et geet ëm déi mënschlech Gesondheet. Et geet gläichzäiteg ëm déi planzlech Gesondheet. Et ass wéi bei de Medikamenter: nëmmen esou vill wéi absolut néideg, net méi! Et ass wéi bei de Medikamenter, well Kränkte bei de Planze ginn et leider esou wéi Krankheete bei de Mënschen. Esou mann wéi méiglech sprëtzen: Dofir schwätze mir niewent dem Bioubau och nach vun extensiver oder integréierter Landwirtschaft oder Wäibau.

D'Aschleefe vu Kränkten an Europa virun en etlech honnert Joer, un déi déi einheimesch Planzen net gewinnt waren, géint déi se also net resistent waren, huet mat sech bruecht, datt ee géint déi Schädlingen a Kränkte muss virgoen, well soss déi einheimesch Planzen an Aarten ënnerginn a verschwannen. All Rousefrënn kenne jo de Problem vum Mehltau oder Peronospora (veuillez lire: Oïdium), deen am 19. Jorhonnert aus Amerika ageschleeft ginn ass. Genausou ass et mat x anerem Pilzbefall. Dat féiert dann zu vollstännegem Ernteausfall. Dat bedeit natierlech och kompletten Akommesausfall. Leider muss also géint d'Kränkte behandelt ginn.

Natierlech wär et méi flott, méi kammoud, méi bëlleg, wann een dat net bräicht. Esou awer kënnt een net ganz derlaanscht, och net am Biowäibau oder an der Biolandwirtschaft! Och do muss gesprëtzt ginn. An och do kann den Helikopter agesat ginn, mat anere Mëttelen. Do sinn an de leschten zwee Joer och wëssenschaftlech ganz interessant Versich gemaach gi vun der Wäibaustatioun mat Hëllef vu Forschungsinstituter, mat ganz interessanten Erkenntnisser, déi Alternativen opweisen. Also soll een den Helikopter net verdäiwelen.

Et ass wichteg, den Débat ze objektivéieren. Et ass och wichteg, net ee géint deen aneren auszespillen. De Bioubau ass wichteg. De konventionellen, integréierten Ubau bleift wichteg. Wéi huet den Här Mertens gesot: „Vläicht ass et guer net méiglech, am ganze Land, am ganze Gebitt Bioubau ze maachen."

Objektivéieren ass wichteg. Et soll een näischt verdamen, wat just eng Hëllef ass. An dat ass an de Wéngerten och den Asaz vum Helikopter.

Et ass vill méi eng rationell, eng méi ëmweltschounend well manner héich dosséiert an homogen, an doduerch méi sécher Aart a Weis.

Et ass och eng transparent Aart a Weis, well laang am Viraus sinn d'Sprëtzpläng ugemellt bei de Verwaltungen. 24 Stonne virum Asaz geet de ganz genaue Plang mat der Zesummesetzung nach eng Kéier an d'Santé. Et ass also komplett transparent an dohier einfach ze kontrolléieren. Et kann och zu all Moment eng Kontroll kommen. Dat ass vill manner méiglech bei individuelle Sprëtzungen. Wéi géif dat dann do gemaach ginn?

„Transparenz an Informatiounen un d'Bierger", ass vum Rapporteur ervirgestrach ginn. Jo, och dat gëtt scho laang gemaach! Dat gëtt scho laang gemaach an et ass eng Selbstverständlechkeet fir de Wënzer, datt dat gemaach gëtt.

Den Helikopter ass och nach en Instrument, dat bei all Wieder kann an den Asaz goen, ausser bei Wand an am Reen, awer direkt duerno. A genau dat ass, wat zielt, wourop et ukënnt. Et ass och e weidert Beispill fir de rationellen Asaz.

D'Käschten, d'Aarbechtszäiten an de Produktasaz sinn och nach besser, wéi wann all Eenzelnen et selwer mécht. Et ass iwwerhaapt net gewollt, fir iergendwou oder iergendengem Schued ze maachen; mä et ass gewollt, fir rationell virzegoen an dohier och déi neisten Technologien unzewennen, fir all Driff oder Ofdriff ze verhënneren.

Eent also virewech: Vill vun den neien Ufuerderungen aus dem Gesetz ginn haut scho bei der Helikoptersprëtzung erfëllt. An dofir mengen ech, datt et wichteg ass, déi ganz Debatt ëmmer nees ze objektivéieren.

Den Helikopterasaz op der Musel huet nämlech näischt, iwwerhaapt näischt ze doen mat iergendengem radikalen Ofsprëtzen, wat de Leit ganz dacks virschwieft; se denken un d'Fligeren, déi groussfläcneg Urwald oder Kulturen, ganz Kulturen, ofsprëtzen. Europa ass och net Amerika am Asaz vu Sprëtzmëttelen. Den Asaz vum Helikopter ass net u sech ëmweltschiedlech, dat muss ee bedenken! Wourop et ukënnt, dat ass, wéi iwwerall, wéi eng Sprëtzmëttelen agesat ginn oder wéi vill. Iwwregens ass Pestizid net gläich Gëft - Klammer zou.

Op der Musel gi scho länger Zäit keng Insektizide méi agesat. An et bleift ze hoffen, datt et och net ännere muss duerch déi nei dëst Joer opgetauchten Drosophile, déi rout Kirschessegméck. Déi ass iwwregens just ee Beispill, wat déi radikal Bedroungen duerch äusserlech Aflëss beweist, fir déi de Wënzer absolut guer näischt kann! Och pilzresistent Zorte sinn hei effektlos.

An dës Problemer befalen a betreffe sougutt de Biowäibau wéi dee konventionellen. Duerfir muss ee ganz gutt oppassen, wéi ee virgeet.

An do läit och d'Kromm an der Heck. Wéi ass et mam nationalen Aktiounsplang? Wat kënnt an d'Reglementer stoen? An esou weider. An der spéiderer Uwendung vum Gesetz ass nach immens villes onbekannt. D'Martine Hansen an aner Riedner hunn et scho gesot.

D'Chamber, eis Chamber, kann d'Auswierkungen net richteg aschätzen an d'Deputéiert kënnen net en connaissance de cause ofstëmmen. Ech muss awer warnen, fir dat hei op déi liicht Schëller ze huelen.

An de Beruff, dee weess guer net, wou en drun ass a kuckt enger grousser Onsécherheet entgéint.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Wäibau riskéiert, vill Problemer ze kréien duerch déi nei Texter. Dofir ass dem Här Kox säin Amendement zur Helikoptersprëtzung eigentlech hypokritesch, sécher awer kontraproduktiv. Helikoptersprëtzung ass net verbueden am Biowäibau. An et ass kee géint Bioubau. Dofir soll een op déi polariséierend Agréffer verzichten. Déi schueden am Endeffekt der Biolandwirtschaft gradesou wéi där konventioneller. Dat ass kontraproduktiv an dat ass immens schued.

Et soll een net dividéiere wëllen, net aus politeschen Ursaachen, net aus aneren Ursaachen! Mir mussen eis bewosst sinn, datt d'Musel heimadder e ferme Coup riskéiert, all d'klassesch zesummegesate Familljebetriber, fir déi jo awer jiddweree plädéiert a wou mer ëmmer nach Opruffer maachen, fir d'Selbststännegkeet ze wëllen an ze woen.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eppes ass onlogesch an dësem Text, souguer kontraproduktiv. Et geet jo drëm, datt den Helikopter ënner anerem weider kann agesat ginn, wou d'Aarbechten am schwéierste sinn, an de géien Häng, dat heescht, an de Steillagen. Do awer wäerten d'Sécherheetszonen an d'Distanze grouss Schwieregkeete schafen, well op ville Plazen d'Häng no derbäileien. Mir däerfen net vergiessen, datt eist ganzt Wäibaugebitt zu Lëtzebuerg nëmmen eng schmuel Sträif ass.

Dir riskéiert also, déi bescht Lagen net méi richteg ze schützen an datt domat d'Wéngerten op de beschte Plazen, wou et och nach déi bescht Qualitéit gëtt, wou awer déi schwéierst Aarbecht ass, net méi gemaach wäerte ginn. Bedenkt, datt déi meescht Wäibaugebidder an Europa an op der ganzer Welt keng Steillagen hunn! Un déi bescht Lage stoussen och d'Natura-Gebidder, super Lage wéi Pällemberg, Fels, Hëtt, ganz vill anerer sinn a Gefor. Op anere Plaze gëtt de ganze Bann dovu betraff (veuillez lire: dovu betraff, wéi zum Beispill zu Bus).

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Helikopter net méi fléien däerf, an ëmsou méi, wann dat och nach déi géi Wéngerte sinn, wéi elo grad gesot, da bedeit dat fir en normale Betrib, e Familljebetrib mat duerchschnëttlecher Gréisst, datt en ee Mann an eng Maschinn pro Joer weider muss hunn. Fir déi géi Wéngerte gi speziell Maschinne gebraucht, déi vill Geld kaschten, soss kréien d'Wënzer déi Wéngerten net méi gemaach.

Dat alles ass e Käschtefacteur an eng grouss Aarbechtsbelaaschtung fir d'Betriber - aus engem Secteur, wou et schonn de Moment schwiereg ass mam Akommes: Den Ofsaz vu Lëtzebuerger Wäi geet regelméisseg zréck, trotz héijer Qualitéit an ouni datt de Verkafspräis eropgaangen ass, an e Secteur, deen - Klammer op - och nach méi staark wéi anerer duerch d'TVA-Erhéijung d'nächst Joer belaascht gëtt!

Dir gesitt, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, datt et existenziell Problemer gëtt. Wéi soll do d'Musel iwwerliewen?

Derbäi kënnt, datt nach esou villes am Onkloeren ass. Keng Ausféierungsbestëmmunge si bekannt. Et ass fir de Secteur eng onméiglech Situatioun, och fir d'Chamber, déi hei ofstëmme muss iwwer e Gesetz, dat duerch nogelagert Bestëmmungen eng komplett aner Ausriichtung kréie kann. E Risiko, dee leider besteet!

Mir géifen dofir gär haut vun Iech wëssen, Här Minister, wat ze erwaarden ass. Sot eis wann ech gelift, wéi ee Prozentsaz vun der Hangneigung an d'Reglement ageschriwwe gëtt. Wéi ginn d'Distanzen definéiert? Wat genau fält ënnert déi Zonen, déi am Artikel 9 opgezielt sinn? Ass Iech bewosst, wat a wéi vill doduerch alles erausfält vu Wéngerten? Wéi soll dat goe mat den Ofstänn, fir kee Fleckenteppech op der Musel ze kréien, well et zesummenhängend Gebidder musse ginn, fir de Wäibau bedreiwen ze kënnen? Well soss muss vill, vill méi gesprëtzt ginn.

Däerf de Biowäibau nach Koffer asetzen, ouni Sécherheetsdistanzen? Wéi geet dat heibäi mat der Buedem- a Grondwaasserbelaaschtung?

D'CSV freet, datt de Secteur an d'Protvigne souwéi d'Landwirtschaftskummer eescht geholl ginn a beim Ausschaffe vun den Ausféierungsbestëmmungen a vum Aktiounsplang mat agebonne gi vun der ganzer Regierung, richtungsweisend! Et muss Dialog an Transparenz vun der ganzer Regierung mam Secteur herrschen, ëm deem seng Existenz et hei schliisslech geet.

Grad fir d'Uwendung vun dësem neie Gesetz ass et wichteg, d'Protvigne an déi lokal Helikoptergenossenschaften an hiren Daachverband ze stäerken, well déi këmmere sech ëm d'kollektiivt Organiséiere vun integréiertem Wäibau, RAKen, déi d'Sprëtze vun Insektiziden iwwerflësseg maachen, an esou weider.

Bei der praktescher Ëmsetzung vun dësen Texter muss den administrativen Opwand onbedéngt a Grenze gehale ginn. Mir froen och, fir dës Texter der Chamberskommissioun ze presentéieren - zurzäit, déi nogelagert Texter -, och wa mer natierlech wëssen, wéi d'Zoustännegkeetsopdeelungen hei sinn.

A schliisslech: Informéiert eis haut wann ech gelift, wéi d'Échéancë wäerte si fir d'Akraafttrieden! Et lafen nämlech Kontrakter respektiv et mussen der erneiert ginn. Wéi kënnen d'Wënzer sech elo orientéieren, wou se scho matzen an der Planung sinn? Dat ass scho guer net ze maachen, wann net d'Enn vun der Saison ofgewaart gëtt.

Ech bieden d'Regierung, d'Wënzer net am Stach ze loossen! Ech weess net, wéi de Wäibau et maache soll, fir d'Zukunft nach ze meeschteren. Ech weess och net, wéi et op der Musel an 20 Joer ausgesäit duerch dësen Text, ob et iwwerhaapt nach Wäibau do gëtt.

Dofir, Här Landwirtschaftsminister, mir soen Iech am Viraus Merci fir Ären Asaz, vun deem mir hoffen, datt Dir e bréngt fir d'Wënzer a fir d'Baueren! Setzt Iech an an iwwerloosst Ären Feld net deenen aneren, mä weist d'Berechtegung vun Ären Attributiounen an engem eegestännege Ministère. Loosst de Beruff net am Ree stoen, gitt op seng Suergen an! A suergt derfir, datt hei net ee géint deen aneren ausgespillt oder souguer opgehetzt gëtt, mä hëlleft dem Secteur! Hëlleft him, weiderhin e rationellen Asaz vu Produits phytopharmaceutiques maachen ze däerfen, soss wäerten et net méi ganz laang vill Wéngerten op der Musel ginn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Modert. Wann ech elo richteg informéiert sinn, sinn d'Intervenanten op der Deputéiertesäit fäerdeg. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert an ech hunn de Pleséier, den Här Minister Fernand Etgen hei op d'Tribün ze bieden.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir och, virewech dem Rapporteur, dem Kolleeg Gusty Graas, Merci ze soe fir säin exzellente Rapport. Merci awer och alle Spriecher, déi ausnahmslos, mengen ech, konstruktiv Bäiträg hei virbruecht hunn an dëser komplexer an dach sensibeler Matière. De Rapporteur ass schonns op eng Rei Punkten an dem Gesetzestext agaangen an ech wäert déi Punkte jiddefalls, op déi et eis ukënnt, net nach eng Kéier widderhuelen.

Esou wéi de Mënsch kann och eng Planz krank ginn. An esou wéi beim Mënsch muss dann och d'Planz behandelt ginn! Dat ka preventiv duerch Kulturmoossname geschéien. Eng Kulturmoossnam ass zum Beispill, fir d'Tomateplanzen ze iwwerdecken, fir datt se net naass ginn an doduerch net vum Pilz befall ginn.

Wann de Schutz vun esou Kulturmoossnamen net méi duergeet, da kënnt een a ville Fäll net derlaanscht, fir ze sprëtzen. D'Fro stellt sech natierlech, mat wat fir engem Produkt a wéi oft muss gesprëtzt ginn. Mäin Zil als Minister vun der Landwirtschaft, dem Wäibau a virun allem och als Minister vum Konsumenteschutz ass, bei der Produktioun vu qualitativ héichwäertege Liewensmëttelen den Impakt vun de Sprëtzmëttelen op Mënsch an Natur esou wäit wéi méiglech ze begrenzen.

Wéi séier déi Mëttelen an de Fokus vun der ëffentlecher Diskussioun kënne kommen, hu mer awer gesi bei dem Accident an der Belsch, deen eng direkt Auswierkung op eisen nationalen Drénkwaasserreservoir hat. Et ass duerfir wichteg, eng Gesetzgebung ze schafen, déi op där enger Säit kloer Limitte setzt, wat den Asaz vun deene Mëttelen ugeet, déi awer och de preventive Charakter net vernoléissegt. Net ze vergiessen, datt dëse Gesetzesvirschlag net nëmmen en Nidderschlag an der Landwirtschaft wäert hunn, mä och all aner Akteure mat aschléisst, sief dat den Handel, d'Gemengen, déi ëffentlech Verwaltungen, d'Eisebunnsgesellschaft an och d'Privatleit.

Dëst Gesetz setzt de Paquet Pesticides ëm, deen Enn 2009 scho vum Europaparlament adoptéiert ginn ass. Dëse Paquet beinhalt souwuel en europäescht Reglement wéi och eng europäesch Direktiv.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat europäescht Reglement enthält Bestëmmunge fir d'Zouloossung vu Planzeschutzmëttelen an hirer kommerzieller Form souwéi Bestëmmunge fir hir Mise sur le marché, hir Verwendung an hir Kontroll innerhalb der Europäescher Gemeinschaft. D'Reglement verbessert och den Niveau vun der Protektioun fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt, dréit zu engem bessere Schutz vun der landwirtschaftlecher Produktioun bäi an erweidert a konsolidéiert de gemeinsame Maart vun de Planzeschutzmëttelen.

D'Direktiv schaaft e Kader fir eng nohalteg Verwennung vu Planzeschutzmëttelen, andeems op där enger Säit d'Risiken an d'Auswierkungen op d'Gesondheet an d'Ëmwelt reduzéiert gi bei hirer Verwennung an op där anerer Säit d'Uwennung vun engem integréierte Planzeschutz souwéi alternative Methoden oder Verfahre wéi net chemeschen Alternativen zu Planzeschutzmëttele gefërdert ginn.

Déi grouss Eckdaten an dëser Direktiv sinn d'Formatioun, de Plan d'action national, d'Helikoptersprëtzung, d'Kontroll vun dem Sprëtzen, d'Informatioun a Sensibilisatioun, spezifesch Moossname fir de Schutz vum Waasser an dem Drénkwaasser, d'Verréngerung vun de Planzeschutzmëttelen a spezifeschen Zonen - dat kann och bis zu engem Verbuet goen - an d'Handhabung an d'Lagerung vun de Planzeschutzmëttelen.

Bis den heitegen Dag, wou ech houfreg sinn, datt de Projet de loi an dëser Chamber gestëmmt gëtt, war et e laange Wee. Mir sinn an dësem Dossier leider a Verspéidung komm, well eréischt Enn 2011 - d'Direktiv war vun 2009 - Kloerheet geschafe ginn ass, datt de Landwirtschaftsministère d'Ausschaffe vun deem Projet de loi géif maachen. Well d'Direktiv bis Enn 2011 hätt missen ëmgesat ginn, krut de Ministère den 28. Mäerz 2012 eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun, op déi den 30. Mee 2012 reagéiert gouf an de Landwirtschaftsministère der Kommissioun matgedeelt huet, datt de Projet de loi amgaange wier ausgeschafft ze ginn.

Du koum de 26. Oktober 2012 den Avis motivé vu Bréissel an d'Wahrscheinlechkeet vun enger Saisine vun dem Europäesche Geriichtshaff ass ëmmer méi grouss ginn. Duerfir huet den 21. Dezember de Ministère der EU-Kommissioun geäntwert, an zu deem Zäitpunkt ass och den éischten Draft vun engem Projet de loi bäigeluecht ginn. Den 11. Januar 2013 huet du mäi Virgänger, de Romain Schneider, de Projet de loi an der Chamber déposéiert. Ech wëll dann och dovunner profitéieren, fir him och Merci ze soe fir seng gutt Viraarbecht.

Opgrond vun enger Ufro vum EU-Pilotsystem huet de Ministère den 23. August 2013 den éischte Projet vun dem Plan d'action national op Bréissel geschéckt, well deen och schonns zu deem Zäitpunkt hätt missen opgestallt a matgedeelt ginn. Dat Ganzt awer nach an der Optik, datt de Landwirtschaftsministère géif eng komplett Konsultatioun mat de concernéierten Akteure maachen, fir de Plang definitiv ze finaliséieren. Dëst huet d'Bréisseler Kommissioun awer net akzeptéiert an de Landwirtschaftsministère huet misse séier handelen an Enn Dezember 2013 eng éischt definitiv Versioun vun dem Plan d'action national op Bréissel schécken.

Bis haut huet awer d'Kommissioun weder op den Draft vum Projet de loi vun 2012 nach op de Plan d'action vun Enn 2013 e Feedback ginn. Duerch de permanente Kontakt vum Landwirtschaftsministère mat der EU-Kommissioun konnt évitéiert ginn, datt mer um Europäesche Geriichtshaff gelant sinn, well jo den Avis motivé schonns zanter dem 26. Oktober 2012 do war. Lëtzebuerg huet deemno an dësem Dossier och nach keng Strofe misse bezuelen.

Mat dësem Gesetz kréie mer dann endlech eng gesetzlech Grondlag fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2009/128 a mir hunn dann am Prinzip d'Damoklesschwäert iwwer eise Käpp aus dem Wee geraumt. Dëst Gesetz fixéiert awer och nach Ëmsetzungsregelen, déi am Kader vun dem EU-Reglement 1107 vun 2009 musse geholl ginn, fir datt dëst Reglement och voll a ganz zu Lëtzebuerg applikabel ass. Well, och wann en EU-Reglement per se direkt applikabel ass, mussen awer bestëmmt Bestëmmungen am Gesetz virgesi sinn.

De Rapporteur ass schonn in extenso op déi verschidden Dispositioune vum Gesetz agaangen an ech wëll dat hei net méi widderhuelen. Erlaabt mer awer, op nach een Aspekt besonnesch anzegoen. Dëst Gesetz huet effektiv eng Rei Sanktioune virgesinn, an zwar gi souwuel administrativ wéi och penal Sanktiounen ageféiert. Op den éischte Bléck schéngen dës Sanktioune vläicht e bëssen hefteg ze sinn. Mä ech wëll awer drop opmierksam maachen, datt mer et hei mat potenziell gefäierleche Mëttelen ze dinn hunn, déi schwéier Konsequenzen op Mënsch, Déier an Ëmwelt kënnen hunn. A well och gréisser Gesellschafte kënnen a Konflikt mat dësem Gesetz kommen, sinn dës Sanktiounen, Här Reding, a mengen Aen och vollkomme gerechtfertegt!

Well dëse Projet de loi duerch déi viregt Regierung an der Chamber déposéiert gouf an och d'Zoustëmmung vun der CSV deemools am Ministerrot kritt hat, waren nach keng Règlements grand-ducaux ausgeschafft. Elo si mer awer e Schratt méi wäit, well fir zwee vun deene Règlements grand-ducaux, déi am Kader vun dësem Gesetz musse geholl ginn, leien éischt Ébauchë vir, déi ech lech elo hei kuerz wëll virstellen.

Fir d'Éischt de Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun fir professionell Benotzer vu Sprëtzmëttelen. An dësem Reglement geet et haaptsächlech ëm d'Formatioun, déi vun den EU-Direktiven zur nohalteger Notzung vun de Sprëtzmëttele gefuerdert gëtt. Ähnlech wéi an der Belsch wäerten et zu Lëtzebuerg véier Zilgruppe ginn: éischtens de professionelle Benotzer vu Sprëtzmëttelen, zum Beispill Bauere, Wënzer, Gäertner, Landschaftsgäertner, Gemengenaarbechter; zweetens d'Mataarbechter vu professionelle Benotzer, wa si och Sprëtzmëttelen ausbréngen; drëttens den Händler vu professionelle Sprëtzmëttele respektiv Beroder; a véiertens den Händler vu Sprëtzmëttele fir den Amateurberäich.

D'Membere vun deenen eenzelnen Zilgruppen däerfen hirer Beschäftegung an Zukunft nëmmen nach nogoen, wa si en entspriechende Certificat hunn. Dëse Certificat kritt ee just ausgestallt, wann een eng entspriechend Schoulausbildung noweise kann. Diplomer vun zum Beispill der Akerbauschoul oder enger pertinenter Héichschoul ginn an dësem Kontext unerkannt. Déi Leit, déi bis ewell keng esou eng Ausbildung hunn, kënnen un enger un d'Zilgruppen ugepasster Formatioun deelhuelen, fir hire Certificat ze kréien. Dës Certificate sinn da siwe Joer laang gülteg a gi verlängert, wann ee bannent deene siwe Joer un enger Formation continue deelhëlt.

D'Theme vun der Formatioun si graff duerch d'EU-Direktive virginn an ëmfaassen zum Beispill d'korrekt Benotze vu Sprëtzmëttelen, d'Risike fir Mënsch an Ëmwelt a méiglech Alternativen zu de Sprëtzmëttelen.

Här Turpel, et steet néierens geschriwwen, datt d'Formateuren nëmme sollen aus dem Secteur agricole kommen. Am Géigendeel, et ass expressément virgesinn, datt och Leit aus dem Environnement sollen déi do Coursë kënnen halen. Den Text schléisst dat och guer net aus.

Fir datt eis Statistiken an Zukunft méi genee ginn, ass och virgesinn, datt d'Händler an Zukunft mussen noweise kënnen, u wie si wéini wéi ee Sprëtzmëttel verkaaft hunn. Just Leit mat engem Certificat dierfe professionell Sprëtzmëttele kafen. Op all Verkafsplaz muss op d'mannst een zertifizéierten Händler präsent sinn, fir de Keefer adequat ze beroden. An ech mengen, dat ass eng Äntwert op d'Fro vun der Madame Hansen.

Zousätzlech ginn allgemeng Regele gesat, wat d'Lagerung vu Sprëtzmëttelen, déi perséinlech Schutzausriichtung vum Uwenner an déi korrekt Entsuergung vu Verpackungen oder Reschter vu Planzeschutzmëttelen ugeet.

Dem Här Reding wollt ech hei nach soen, datt d'Neonikotinoide verbuede sinn op Bréisseler Niveau, an dat wäert an der Zukunft och laut dem Principe de précaution esou bleiwen.

Da wëll ech nach zum Reglement kommen, dat de Sprëtzhelikopter ubelaangt. Obschonns datt de Remembrement d'Bewirtschaftung vun de Wéngerten op deene meeschte Plaze wesentlech vereinfacht huet, bleiwen haut nach ëmmer 1.000 ha Wéngert mat enger Neigung vun iwwer 15%. Vun dësen 1.000 ha hunn 360 ha eng Hangneigung vun iwwer 30%. An dëse Wéngerte sinn d'Sprëtzunge vum Buedem aus mat de Maschinne praktesch net méiglech. Zousätzlech ass d'Schaffe mam Trakter an dëse géie Wéngertsbierger mat engem ganz héijen Aarbechtsrisiko verbonnen. Den Helikopter ass also och nach haut e wichtegt Hëllefsinstrument fir de Lëtzebuerger Wäibau, haaptsächlech aus der Siicht vun der Aarbechtssécherheet.

Och aus der Siicht vum Verbraucher- an Ëmweltschutz spillen d'Helikoptergenossenschaften a mengen Aen eng ganz positiv Roll. D'Sprëtzunge mam Helikopter gi streng vum Stat kontrolléiert. Et gi keng Insektiziden ausbruecht an d'Personal op de Landeplazen ass qualifizéiert. Nëmmen duerch den Asaz an den Engagement vun den Helikoptersprëtzgenossenschafte konnte mir praktesch dat ganzt Lëtzebuerger Wäibauareal mat dem biologesche RAK-Verfahre géint den Hee- a Sauerwuerm ofdecken. E groussen Nodeel vum Helikopter ass awer déi heich Ofdrift vun de Planzeschutzmëttelen.

D'Regierung ass sech de Vir- an Nodeeler vun dem Ausbrénge vu Planzeschutzmëttele mam Helikopter am Lëtzebuerger Wäibau bewosst an huet duerfir am Projet de loi proposéiert, d'Sprëtze mam Helikopter am Wäibau just nach an deene Wéngerten ze erlaben, wou d'Sprëtzunge mam Trakter ze gefäierlech sinn. Duerfir ass ugeduecht, am Kader vum Règlement grand-ducal eng Mindesthangneigung vun de Wéngerte festzesetzen, déi nach mam Helikopter gesprëtzt dierfe ginn. Zousätzlech musse Sécherheetsdistanzen zu Haiser, Gäert, ëffentlechen Ariichtungen, Gewässer, Biowéngerten a Waasserschutzzone vum Helikopter agehale ginn.

D'Joer 2015 wäert an dësem Sënn awer nach en Iwwergangsjoer bleiwen, wou eenzel Dispositiounen nach wäerte méi flexibel gehandhabt ginn. Doduerch soll séchergestallt ginn, datt d'Wënzer genuch Zäit hunn, fir Alternativen ze organiséieren, wéi zum Beispill e Raupenmechanisierungssystem.

Am Kader vun dem PDR ass dann och geplangt, esou innovativ an ëmweltschounend Steillagen-Mechaniséierungssystemer ze subventionéieren. Mir wäerte jiddefalls alles drusetzen, fir de Wënzer zur Säit ze stoen an hinnen esou de Wee an d'Iwwergangsphas an och déi Phas duerno esou einfach wéi nëmme méiglech ze maachen.

Dernieft dierf och net méi all Sprëtzmëttel mam Helikopter ausbruecht ginn, mä nëmmen nach déi manner gefäierlech Produkter. Natierlech muss d'Bevëlkerung informéiert ginn an de betraffenen Uertschaften. Déi aner Reglementer, déi op Basis vun dësem Gesetzestext musse geholl ginn, sinn och an der Ausaarbechtung.

Da kéim ech nach zum Plan d'action national. Opgrond vun der Feststellung vun der Belaaschtung vun eisem Waasser mat Sprëtzmëttelréckstänn sinn dräi interministeriell Taskforcen tëschent dem Landwirtschaftsministère an dem Ëmweltministère gegrënnt ginn. An enger vun dësen Taskforcë geet et ëm d'Iwwerschaffe vum Plan national. D'Iddien an d'Elementer, déi duerch Consultation publique vum PAN gesammelt goufen, ginn an dëser Taskforce diskutéiert, fir da gegebenenfalls an de Plan d'action national anzefléissen.

Ech wëll awer elo schonns ervirhiewen, datt e puer vun deene Stellungnahmen interessant Iddien a Pisten hunn an ee se weiderverfollege kann, fir se an de PAN afléissen ze loossen. Hei wëll ech awer och ganz kloer nach betounen, datt och d'Landwirtschaftskummer an déi do Diskussiounen x-mol agebonne ginn ass. A fir d'Lescht hu si hir Kommentaren zum Plan d'action den 8. August 2014 matgedeelt.

An deem Sënn kann ech d'Motioun, déi vun den Deputéierte Gusty Graas, Henri Kox a Frank Arndt initiéiert an hannerluecht ginn ass an déi sech souwuel op d'Ausschaffe vum Règlement grand-ducal iwwert d'Participatioun vum Public beim Ausschaffe vum Plan d'action national wéi och iwwert d'Adaptatioun vum Plan d'action national selwer bezitt, nëmme begréissen a ka se och ouni Weideres akzeptéieren.

Dann hat d'Madame Hansen nach no der Kontroll vun de Sprëtze gefrot gehat. Dat ass wichteg, an am Kader vun der Landschaftsfleeg loossen elo schonns ëm déi 90% vun de Baueren a Wënzer hir Sprëtzen no deene Standarde kontrolléieren, déi bis 2016 sollen a Kraaft trieden. Do sti mer also gutt do. Dat Ganzt kann dann an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn.

Beim Private geet et ëmmer méi a Richtung vu fäerdege Sprëtze mat engem Inhalt, deen normalerweis Klass C, also manner gëfteg ass. An ech mengen, beim Private sinn déi Kontrolle wierklech vill méi schwéier do duerchzeféieren, an duerfir ass u sech deen Ënnerscheed do gemaach ginn.

Schlussendlech wëll ech och drop hiweisen, datt am Programme de développement rural, dee mir zu Bréissel virgeluecht hunn, eng Rei Mesurë virgesi sinn, déi dem Bauer, dem Wënzer an dem Gäertner an dësem Kontext sollen hëllefen.

D'Madame Hansen hat gefrot, wéi eng Richtung am Fong geholl d'Regierung sech gesat huet. Ech mengen, dat Eischt ass ëmmer nach, deen éischte Wee ass ganz kloer an enger Reduktioun vun de Sprëtzmëttelen ze sichen. Ech mengen, d'Bauere si jo och op deem Wee an op deem Punkt ganz sensibel a schaffen exzellent mat. Ech mengen, et ass esou, wéi et hei scho gesot ass ginn: D'Bauere maachen net futti, wat si selwer liewe léisst, an dat ass de Buedem an dat ass d'Waasser.

Deen zweete Wee, deen ech wollt weider ausbauen, ass dee vun der Substitutioun. Dat heescht, et geet drëms, déi geféierlech Sprëtzmëttelen ze ersetzen duerch ongëfteg Substanzen oder ekologesch Verfahren.

An ech mengen, deen drëtte Wee ass ganz kloer deen - wéi d'Madame Hansen et och nogefrot hat - am Beräich vun den ëmweltschounende Verfahren. An der Reduktioun vu Planzeschutzmëttele gëtt vill gefuerscht. D'Erausfuerderung besteet einfach doranner, d'Resultater vun der Fuerschung esou séier wéi méiglech an der Praxis ëmzesetzen. Dat geet awer nëmmen iwwer eng performant Berodung an eng cibléiert Weiderbildung.

Ech mengen, dass mer och de Moment schonn am Kader vum PDR eng ganz Rei Elementer hunn a besonnesch eng ganz Rei nei Mesurë geholl hunn. Am Kader vun der Landschaftsfleegeprim a mam Parzellepass gëtt et eng Informatiounsflicht vum Dünger a vu Planzeschutzmëttelen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen. Ech hunn lech e bësse Latitüd gelooss, well Dir och zur Motioun Stellung geholl hutt. Mä Dir misst awer elo zur Konklusioun kommen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo, da fueren ech stéchwuertaarteg weider. Et däerf kee Roundup méi gesprëtzt ginn an deene Parzellen, wou am Hierscht näischt ageséit gëtt. An den Natura-2000-Gebidder ginn d'Rodentizide verbueden.

Aner Mesurë si verschidden Optioune mat Verzicht op Herbiziden oder Insektiziden, Extensivéierung vu Gréngland. Och am éischte Pilier mat den Zwëschefriichte kann een am Fong relativ villes maachen. Aner Stéchwierder: Ackerrand- a Blühstreifenprogramm, Bongerteprogramm, d'Schafe vu Bordurë laanscht d'Waasserleef, wou iwwerall den Asaz vu Planzeschutzmëttele verbueden ass an eng substanziell Erhéijung vun de Primme bei der Bioland-wirtschaft.

Ech mengen, et sinn och schonns eng Rei Mesurë virgesi fir déi ausgewise Waasserschutzzonen. Ech mengen, och do waart d'Landwirtschaft drop, datt déi sollen ausgewise ginn, an dorunner gëtt zilstrebeg geschafft.

Ech hunn zesumme mat der Madame Dieschbourg ausgemaach, datt, soubal wann och de PDR vu Bréissel zréckkënnt, mer opgrond vun deenen neien Erkenntnisser no deenen Accidenter eis dann an der Taskforce zesummesetzen an eis Mesuren am Liicht vun deenen neien Donnéeën evaluéieren a kucken, ob mer déi mussen iwwerdenken.

Ech mengen, dës Oplëschtung, déi ech elo hu missen am Schnellverfahren, Här President, maachen, ass net exhaustiv an ëmfaasst haaptsächlech déi nei Mesuren. Déi al Mesuren, wéi de RAK op der Musel an esou weider oder déi aner Mesuren am PDR gi selbstverständlech weidergefouert.

Als Konklusioun kann een nach just soen: Dëst Gesetz, zesumme mat senge Reglementer a mat dem Aktiounsplang, ass wichteg an néideg. Et ass wichteg, datt mer all déi Instrumenter an d'Hand kréien, fir eng kontrolléiert Utilisatioun vun de Planzeschutzmëttelen ze garantéieren am Interessi vum Benotzer a vum Konsument. Et ass néideg, well mer eng Obligatioun hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...vis-à-vis vun der Europäescher Unioun. Nach eng Minutt, Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, Här Minister, Dir kommt elo zur Konklusioun, wann ech gelift.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des*

consommateurs.- Genau. Ech si bei der Konklusioun.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, awer direkt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Wa mer keng national Moossnamen huelen, de Secteur vun de Pflanzeschutzmëttelen ass ee ganz evolutive Secteur, deementspriechend ass och dëst Gesetz a besonnesch den Aktiounsplang, deen heirobber baséiert, als een evolutive Prozess unzegesinn, deen eng permanent Evaluatioun verlaangt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, ech wëll lech just soen, mir hunn zënter enger gewësser Zäit e Knäppchen hei uewen, mat deem mer de Mikro kënnen ausmaachen. Da géif ech lech elo just nach ee Saz ginn, fir zouzemaachen, soss misst ech dee Knäppchen asetzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Bon, Merci, Här President.

(Hilarité)

An deem Sënn, wéi de President gesot huet, géif ech dann d'Chamber bieden, dëse Gesetzestext ze stëmmen...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...an esou eng nei Ära anzelauden, fir eng nohalteg Notzung vun de Planzeschutzmëttelen, mat enger kompetitiver, op Wirtschaftlechkeet ausgeriichter Landwirtschaft...

(Extinction du micro par la présidence)

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt mir d'Geleeënheet ginn, Här Minister, fir d'éischte Kéier dee Knäppchen auszeprobéieren. Ech wëll lech soen, dass e geet. A vu dass Dir de Minister sidd fir d'Relatioune mam Parlament,...

(Hilarité)

...géif ech lech bieden, dass dat hei zweemol geschitt ass: fir d'Éischt a fir d'Lescht. Merci.

(Hilarité générale)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6525 et dispense du second vote constitutionnel

Sou, da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen iwwert de Projet de loi 6525. De Vote huet ugefaangen an ass och schonn eriwwer. An de Projet ass mat 32 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, 23 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Motion 1

Ass d'Chamber dann och, nodeem d'Regierung bereet ass, d'Motioun unzehuelen, bereet, fir à main levée driwwer ofzestëmmen? Vote électronique?

(Assentiment)

An der Rei. De Vote électronique ass gefrot.

Et gëtt nach eng Wuertmeldung.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maachen och séier. Merci, Här President.

Als CSV wäerte mer eis bei der Motioun enthalen. Mat verschiddene Saache kéinte mer liewen, zum Beispill mat dem Kompetenzzentrum. Dee géif ech zwar och net „Centre de compétence" - wéi steet hei? - „conseil agricole intégré" nennen, mä da fir eng integréiert Landbewirtschaftung.

Mä mir mussen eis enthalen a mir wäerten eis enthalen, well mer net nëmme mat engem Règlement grand-ducal averstane wieren, dee mer gären esou séier wéi méiglech hätten. Mir hätte se gär alleguer esou séier wéi méiglech. Awer mir wëlle gär virdru wëssen, wat drasteet, ier mer zum Minister soen, hie soll se unhuelen. Also wäerte mer eis hei enthalen. Merci.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Mir kafe keng Kaz am Sak.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soss nach Wuertmeldungen? Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung huet ugefaangen an ass och schonn eriwwer.

(Interruptions diverses et hilarité)

An de Projet ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Enthalungen ugeholl. D'Motioun, entschëllegt. Entschëllegt, et gëtt och bei mir spéit.

Also, d'Motioun ass mat 32 Jo-Stëmme vis-à-vis vun 28 Abstentiounen ugeholl. Ech ginn dovun aus, dass d'Abstentioune motivéiert sinn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da soen ech lech Merci a mer géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 6672.

(Brouhaha)

Wann ech gelift nach e bësse Konzentratioun. Wa kleng Sëtzunge sinn, et gëtt hei Raimlechkeeten, fir déi ofzehalen. Villmools Merci.

Et ass de Projet 6672, eng Direktiv iwwert déi sanitär Regelen am Beräich vun Déierenënnerprodukter an anere Produkter, déi net fir de mënschleche Gebrauch bestëmmt sinn. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Edy Mertens.

Ah, ech hu gesot kritt, ech misst de Mikro vum Riedner erëm umaachen.

(Hilarité)

6. 6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Edy Mertens *(DP), rapporteur.*- Bon, schlecht wier et net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat et méi spéit gëtt, gëtt et elo ëmmer méi sténkeg an ëmmer méi grujeleg. Ech schwätzen lech iwwert de Projet 6672, deen ech lech haut hei presentéieren, de Rapport. Et ass de Projet iwwert d'Sous-produits animaux a wéi ee mat deenen ëmgeet, wann ee se dann huet.

Dëse Gesetzesprojet ass den 31. Mäerz 2014 vum Landwirtschaftsminister déposéiert ginn. De 24. Juni gouf dann e Rapporteur zu deem Projet genannt. Fir d'Detailer doriwwer, iwwert d'Avise vun de Beruffskummeren an och iwwert de Statsrot souwéi der Aarbecht an de Kommissiounssëtzungen, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, vill froe sech bestëmmt, wat ass dat, Sous-produits animaux, iwwerhaapt. Ma dat sinn all déi Deeler vun engem Déier, déi de Mënsch net consomméiere kann. Am Fachjargon sinn dat Deeler, déi net fir d'mënschlech Consommatioun also gebraucht kënne ginn, sief dat, datt se beim Schluechte vu Béischten, bei der Veraarbechtung vu Produiten, déi aus Déieren hiergestallt ginn, bei der Eliminatioun vun Déierekadaveren entweder am Stroosseverkéier, oder wa se awer Krankheete mat sech droen, wa gekeult huet misse ginn, wou also ganz Ställ hu misse geschluecht a vernicht gi wéinst enger Krankheet. Konkret sinn et haaptsächlech d'Innereien, d'Kadaveren awer och de Piff. Dofir hat ech vum Geroch geschwat.

D'Zil vun dësem Projet ass et am Fong, fir sécherzestellen, datt beim Ëmgang, bei der Valorisatioun, beim Recyclage a bei der Eliminatioun vun esou Sous-produits animaux sanitär Regelen agehale ginn, fir datt duerch dës Produite keng Krankheeten, weder op de Mënsch nach op d'Déieren, iwwerdroe kënne ginn. Dowéinst definéieren dës Reglementer och d'Regele fir den adequaten Transport an de Stockage vun esou Produiten.

De Gesetzesprojet vun haut ass am Fong eng Mise en application vun zwee europäesche Reglementer, déi ewell säit dem 4. Mäerz 2011 direkt fir Lëtzebuerg gëllen, mä et huet fir d'Europäesch Kommissioun un engem Uspriechpartner gefeelt, also eng kompetent Autoritéit, déi kuckt, datt déi Dispositiounen, déi duerch dës Reglementer a Kraaft getruede sinn, och hei zu Lëtzebuerg dann applizéiert kënne ginn.

Dësen Uspriechpartner hu mer elo definéiert an dësem Projet de loi, an dat ass de Minister fir d'Agrikultur, also de Minister fir d'Agrikultur a fir d'Protection du consommateur. Dësen delegéiert dann zum Beispill d'Kompetenz fir d'Gestioun vun de Kadaveren, d'Kompetenz fir alles, wat d'Kollekt, d'Transformatioun an d'Eliminatioun vun den Déierenoffäll betrëfft, virun un d'Administration vétérinaire.

Doniewent sinn d'Ëmweltverwaltung an d'ITM zoustänneg fir d'Autorisatioune fir d'Installatiounen, déi esou Produiten entweder stockéieren, transforméieren oder eliminéieren. Da gëtt och nach d'ASTA, den technesche Service vum Landwirtschaftsministère, als zoustänneg erkläert, fir sécherzestellen, datt, wann esou Produiten als Déierefudder benotzt ginn, all d'Virschréfte respektéiert ginn.

D'Festleeë vun deene kompetenten Autoritéite war och noutwendeg ginn, well et bei enger Kontroll, wéi ee seet, zu Lëtzebuerg den Experten opgefall ass, datt si eigentlech kee richtegen - an deem Beräich do -, kee richtegen Uspriechpartner hei an deem Domän haten.

Dës Administratioune sinn also kompetent, fir d'Autorisatiounen an d'Agrémenten ze verginn am Kader vun Obligatioune vun dëse Reglementer. Zudeem kënnen dës Administratiounen och Kontrolle maachen. A wa se dobäi eng Infraktioun feststellen, da kënne se och Sanktioune géint dee Betraffenen ausschwätzen. Dës Infraktiounen an och déi dorop stoend Sanktiounen hu missen duerch dëse Projet de loi festgeluecht ginn.

De Statsrot hat souguer eng Opposition formelle ausgesprach, well mer net explizit genuch all Sanktioun fir all Infraktioun definéiert haten. Si hunn do geschwat vun der Schéier, déi ze wäit ausernee geet bei deenen am penale Volet. Ech wëll lech dat awer erspueren. Mir hunn deem Rechnung gedroen an déi Infraktioune sinn elo ganz prezis am Projet de loi enthalen. Well dat war e ganze Wälzer an och an dem Projet, an dem Rapport, deen ech lech ginn hunn, oder wou Der Ableck hutt, do gesitt Der, datt déi ganz exakt opgefouert sinn an datt sinn e puer Säite voll.

Zudeem mussen dës Beamten, fir däerfen dës Kontrollen duerchzeféieren an d'Infraktioune festzestellen, eng Formatioun absolvéieren, fir datt se däerfen als Officier de police judiciaire agéieren.

An dësem Projet hu mer och festgehalen, datt, wann een eng Demande fir en Agrément mécht am Kader vum Offallgesetz oder vum Établissements-classés-Gesetz, een dann net och muss eng Demande maachen am Kader vun dësem Gesetz. Dat vläicht am Sënn, fir en Deel bäizedroen zur Simplification administrative.

Dann huet de Statsrot eis och drop opmierksam gemaach, datt dëse Projet de loi keen Délai transitoire fir eng Mesure däerf festleeën, well d'Dispositiounen aus de Reglementer de facto ewell säit 2011 applikabel sinn an net eréischt beim Akraafttriede vun dësem Gesetz. Deem hu mer selbstverständlech och Rechnung gedroen.

Zum Schluss huet de Statsrot sech och dru gestéiert, datt mer den Délai de recours, deen engem zousteet, falls ee Bedreiwer vun enger Installatioun säi Buttek zougemaach kritt oder säi Betrib, well e sech net un d'Virschréfte gehalen huet, op 40 Deeg statt deenen üblechen dräi Méint festgeluecht hunn. De Landwirtschaftsminister huet awer erkläert a gemengt, datt dësen Délai, well et hei awer ëm d'Santé publique geet, bewosst soll méi kuerz sinn. Deem hu mer do Rechnung gedroen.

Här President, d'Landwirtschaftskummer huet eis och drop opmierksam gemaach, datt d'lëtzebuergesch Baueren iwwer 6.000 ha Land am noe Grenzgebitt bewirtschaften an datt, wann dës Bauere wëllen de Piff vun hirem Baueren-haff zu Lëtzebuerg op hir Felder an d'Belsch, zum Beispill an d'Wallonie, féieren, da musse se fir all Transport en Dokument bäileeën, also am Besëtz vun engem Dokument sinn, wann d'Kontroll kënnt.

Do kann ech d'Beruffskummer vun der Landwirtschaft berouegen a soen, datt en attendant d'Regierung en Accord bilatéral mat der Wallonie an deem Dossier fonnt huet, fir dës bürokratesch Moossnam aus der Welt ze schafen. Fir den Transport iwwert déi aner Grenzen zu Däitschland a Frankräich, do ass absolut kee Problem, well déi dat Dokument net froen. Do kann een einfach esou fueren, do huet et nach ni Schwieregkeete ginn, esou d'Erklärung vun eise Fachleit.

Dat gesot, bréngen ech hei och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext an ech soe villmools Merci der ganzer Kommissioun, de Fachleit vun dem Ministère de l'Agriculture, vun dem Service vétérinaire, déi eis vill dora gehollef hunn, an och villmools Merci dem Här Christian Lamesch, deen eis och gehollef huet, dee Bericht ze schreiwen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen dem Rapporteur, dem Här Edy Mertens, villmools Merci fir säi Rapport an ech probéiere mech och ganz kuerzzehalen.

Als CSV begréisse mer d'Ëmsetzung vun dësen europäesche Reglementer an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung mam groussen Zil, fir d'Santé publique an animale zousätzlech ofzesécheren, well leider kommen ëmmer erëm Skandaler am Liewensmëttelberäich vir. Skandaler, déi mer zwar meeschtens importéieren, wann een dat esou ka soen, awer ënnert deenen eis Betriber am Liewensmëttelberäich an och eis landwirtschaftlech Betriber ganz dacks musse leiden. Duerfir ass et wichteg, datt mer hei kloer Regele schafen.

Well de Rapport esou ausféierlech war, ginn ech och just op zwee Punkten an. Den éischte Punkt ass den Transport vun der Gülle. Den Här Mertens hat deen och ugeschwat. Am Artikel 7 steet, datt den Transport vun der Gülle, Lisier, ouni Document commercial an ouni Certificat sanitaire innerhalb vum Grand-Duché méiglech ass. Mer hunn och héieren, datt de Problem mat der Wallonie, dee bestanen huet, duerch ee bilateraalt Ofkommes geléist ass. Dat begréisse mer natierlech.

Op där anerer Säit wëll ech awer nach eemol drop hiweisen, datt ähnlech Problemer kéinte mat Däitschland a Frankräich entstoen an datt mer an deem Fall musse prett sinn, fir dës op eng administrativ einfach Aart a Weis kënnen ze regelen.

Dann hunn ech awer nach eng méi allgemeng Fro, déi ech u sech gäre géif stellen. Déi ass mer eréischt agefall, wéi ech dee Projet de loi nach eng Kéier am Detail duerchgelies hunn. Hei steet oder hei gëtt ëmmer nëmme vum Begréff Lisier, Gülle geschwat. Ech froe mech hei - ech weess net, ob den Här Minister dat elo matkritt -, mä ech froe mech, wéi eng Bestëmmunge da beim Fumier bestinn, bei der Mëscht, beim Purin, bei der Jauche oder och beim Mëschtkompost. Wéi gesot, am Gesetz geet just iwwer Lisier rieds.

An dann nach kuerz zur Simplification administrative, déi de Conseil d'État uschwätzt, déi och den Här Mertens ugeschwat huet. Den Artikel 5 Paragraph 2 gesäit vir, datt, wann d'Demande d'agrément oder d'Genehmegungsprozedur ënnert d'Applikatiounsfeld vum Gesetz iwwert d'Établissements classés fält oder ënnert d'Offallgesetz, da muss een zousätzlecht Exemplar vum Genehmegungsdossier un d'Émweltverwaltung geschéckt ginn.

Ass dëst am Sënn vun der Simplification administrative wierklech noutwendeg? Dat huet sech och de Conseil d'État gefrot. An hien hat zwou Pisten opgezeechent: eemol déi vun engem Guichet unique oder och, fir d'Demanden an digitaler Form kënnen eranzeginn.

Den Här Minister huet an der Kommissiounssëtzung vum 24. Juni gesot - ech zitéieren de Rapport: «Monsieur le Ministre souligne qu'il a sérieusement considéré ce souhait du Conseil d'État de pousser davantage la simplification. L'Administration de l'environnement préconise toutefois cette façon de procéder.», an dunn ass déi „façon de procéder" och elo emol esou bäibehale ginn.

Ech wëll gäre vum Här Minister Etgen wëssen, wéi eng Prozedur hie genau virgesinn hätt, wann d'Émweltverwaltung elo net op dës Prozedur gepocht hätt, an ob hie wëlles huet, dës méi spéit ëmzesetzen.

Mat dëser ofschléissender Fro ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Gesetzesprojet 6672.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hansen. Zu Wuert huet sech gemellt den Här Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, ech kommen net erop; ech schléisse mech just de Wierder vum Rapporteur, dem Edy Mertens, un, an ech soen him Merci fir deen ausféierleche Bericht.

Ech mengen, deem ass näischt méi zouzefügen, an ech schloen da vir, dass eis LSAP-Fraktioun dee Gesetzestext hei integral géif matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. Den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, Här President. Och vun der grénger Fraktioun géife mer e grousse Merci soen un de Rapporteur fir säin ausféierleche Bericht.

An ech bréngen domat och den Accord vun der grénger Fraktioun hei eran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, ech wollt just eng kleng Remarque maachen. Ursprénglech wollt d'Regierung virgesinn, de Minister kéint d'Exklusivitéit vun der Collecte de cadavres - dat sinn déi Béischten, déi duerch Accident oder Krankheet stierwen - engem privaten Organismus iwwerdroen. A mat Recht huet de Statsrot dat bemängelt a gesot, esou eng Bestëmmung wier contraire zum EU-Recht.

D'Majoritéit huet do noginn, an den Text seet elo, de Minister kéint engem oder méi Betriber déi Aufgab iwwerdroen, ouni vun enger Exklusivitéit ze schwätzen. Ech hoffe just, datt dat och elo an de Fakte liberal gehandhabt gëtt an net e Monopol bleift, ähnlech wéi mer dat haut zum Beispill beim Contrôle automobile kennen.

Wéi bei deem viregte Projet kritiséiere mir als ADR hei véier Punkten:

- éischtens, datt ze vill Autoritéite Kompetenz hu fir de Contrôle; hei sinn et der zwar nëmme véier anstatt zéng;

- zweetens, datt nuets kann op Bauerebetriber enquêtéiert ginn;

- drëttens, datt d'Strofmooss och hei extrem héich ass, obwuel et nëmme sechs Méint Prisong an nëmmen 100.000 Euro Amende sinn, woubäi esou spannend Saache wéi zum Beispill «[celui qui] ne veille pas au respect des règles générales d'hygiène» schonn ënner Strof stinn a sanktionéiert ginn,

- a véiertens, datt de Recours en réformation viru Geriicht géint ministeriell Sanktiounen op 40 Deeg beschränkt ass anstatt déi normal dräi Méint.

An aus all deene Grënn stëmme mir géint dat Gesetz.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Zu Wuert gemellt huet sech de Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmme fir dee Projet, well en d'Regelen an d'Kontrollen an deem Beräich do verbessert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun. An d'Wuert huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen. Dir hutt zéng Minutten.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President, fir Är Generositéit. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dann och dem Rapporteur Merci soen, dem Dokter Edy Mertens, fir säi kloren, prezis formuléierte Rapport. Merci och deene verschiddene Fraktioune fir déi breet Énnerstëtzung fir dëse Projet.

Duerch dëse Projet wëlle mer déi national Émsetzung vun zwee europäesche Reglementer garantéieren, déi sech mat de sougenannten „sous-produits" beschäftegen. Et handelt sech engersäits ëm d'Reglement Nummer 1069/2009 vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 21. Oktober 2009 an anerersäits ëm d'Reglement Nummer 142/2011 vun der Kommissioun.

Ënner Sous-produits versteet een Offäll, déi vun Déiere stamen, déi bei der Déiereproduktioun an der nogelagerter Liewensmëttelproduktioun ufalen, wéi zum Beispill Gülle, Mëscht, Déierekadaveren, Schluechtoffäll, awer och Liewensmëttel, déi aus iergendengem Grond deklasséiert an aus der Liewensmëttelketten erausgeholl ginn.

D'Haaptaufgab vun der neier Reglementatioun ass, déi genee Regele festzesetzen iwwert de Gebrauch, d'Applikatioun, de Recyclage an d'Eliminatioun vun de Sous-produits, an dat ënner strengste Sécherheetskonditiounen. Dat Ganzt ass geduecht, fir d'Verbreedung vu Krankheetserreger ze verhënneren an en héije Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet ze garantéieren. Et muss ee wëssen, datt dës europäesch Reglementatioun an der Suite vun der BSE-Kris geholl ginn ass, well festgestallt gouf, datt duerch d'Verfiddere vun Déieremiel, wou och Déierekadaveren dra verschafft goufen, de BSE op eng gewëssen Zuel vu Béischten iwwerdroe gouf.

Déi verschidden Offäll goufen an dräi Kategorien ënnerdeelt an däerfe jee no Risiko zu verschiddenen Zwecker genotzt ginn:

- D'Kategorie 1, déi haaptsächlech Déierekadaveren erfaasst, muss duerch Verbrennung zerstéiert ginn;

- d'Kategorie 2, déi haaptsächlech aus verschiddene Risikooffäll besteet, däerf iwwert d'Biogas- oder d'Kompostanlagen entsuergt respektiv zu techneschen Zwecker genotzt ginn,

- während d'Kategorie 3, déi haaptsächlech beim Schluechte vu gesonden Déieren ufält oder am Handel als Liewensmëttel, déi net méi kënne gebraucht ginn, däerf ënner ganz bestëmmte Konditiounen an der Fuddermëttelproduktioun agesat ginn.

Duerch dëst Gesetz trieden, niewent deenen europäeschen, och spezifesch national Virschréften a Kraaft. De Landwirtschaftsminister gëtt als Autorité compétente ugesinn an et gi Prozeduren niddergeschriwwen, déi festleeën, wéi een en Agrément oder eng Autorisatioun kritt, fir am Kader vun dësem Gesetz kënnen ze schaffen.

Hei sief niewebäi bemierkt, datt dëst Gesetz fir déi Betriber, déi och ënnert dat ofgeännert Gesetz vum 10. Juni 1999 vum Kommodo-Inkommodo an/oder ënnert d'Gesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwert d'Offäll falen, eng wesentlech Simplification administrative mat sech bréngt, well an Zukunft nëmmen nach eng Demande brauch gemaach ze ginn. D'Äntwert op der Madame Hansen hir Fro ass deemno: Jo, well soss misst ee jo zwou Demandë maachen.

Schlussendlech gi Kontrollmesuren agefouert an zu gudder Lescht och nach administrativ a penal Sanktiounen, déi beim Netanhale vun de Virschréfte vum Gesetz kënne spillen. An och hei muss ech dem Här Reding soen, datt u sech déi Strofen an deem dote Mooss absolut ubruecht a realistesch sinn.

Déi verschidde Verwaltungen, déi sech ëm d'Kontroll vun dem Anhale vum Gesetz bekëmmeren, sinn d'ASTA, d'Veterinärverwaltung an och d'Émweltverwaltung, jiddwereng an hire jeeweilege Kompetenzen. Et soll séchergestallt ginn, datt d'Asammelen, de Stockage, den Transport an och d'Verwäertung vun dëse spezifeschen Offäll duerch Firme geschéien, déi déi néideg Autorisatioune fir déi verschidden Aktivitéiten hunn a sech un d'Virschréfte vun der nationaler an der europäescher Reglementatioun halen.

Domat ass ee weidert Glidd an der Liewensmëttelketten ofgeséchert an et ass garantéiert, datt d'Liewensmëttelsécherheet net duerch mat Risiko verbonnenen Offäll op d'Spill gesat gëtt, wéi dat geleeëntlech bei vergaangene Liewensmëttelskandaler de Fall war. Ausserdeem gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet versicht, Offäll mat geréngem Risiko net einfach ze zerstéieren, mä zu techneschen Zwecker ze notzen, wéi zum Beispill der Energiegewannung duerch eng Biogasanlag, als Dünger oder als Fuddermëttel fir bestëmmten Déieren.

An deem Sënn géif ech d'Chamber bieden, dëst Gesetz unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Kann ech déi nächste Kéier kompenséieren, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee, et gëtt keen Deal.

(Hilarité)

Voilà, mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. Ech soen dem Minister Merci fir seng grouss Disziplin a ginn dann direkt iwwer zu der Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6672 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen nach. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. De Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. An eis Sëtzung ass fir haut eriwwer. Mir gesinn eis erëm d'nächst Woch, virun allem fir de Budgetsdébat.

Merci a kommt gutt heem.

(Fin de la séance publique à 19.33 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 15

MARDI,
16 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel
- *M. Marc Angel*

4. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié (adoptée)*

6. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

a) modifiant

1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;
5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;
6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)

1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

2) modifiant

- le Code de la Sécurité sociale,
- le Code du Travail,
- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),
- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,
- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,
- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,
- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,
- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,
- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,
- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,
- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,
- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,
- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,
- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,
- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,
- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,
- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

* fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

* modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

* fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

* abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,
- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

3) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel
- *Rapports de la Commission des Finances et du Budget sur les projets de loi n°6720 et n°6721: M. Franz Fayot*
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi n°6722: Mme Viviane Loschetter*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Statsminister. Ech ginn dovun Akt.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen nach un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerte läit um Dësch vun der Chamber, grad wéi d'Lëscht vun deene Projeten, déi zënter eiser leschter Sëtzung deponéiert gi sinn an un d'Fraktioune verdeelt gi sinn.

Communications du Président - séance publique du 16 décembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6756** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre de technologies de l'information de l'État*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 09.12.2014

***6757** - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 10.12.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll Iech just eng Motioun iwwerreechen iwwert d'Unerkennung vum Stat Palästina, déi ënnerschriwwen ass vu mir selwer, vun der Madame Polfer, vum Här Adam a vum Här Urbany. An ech wollt mer erlaben, Iech déi elo haut hei ze iwwerreechen.

Merci.

Motion

concernant la reconnaissance d'un État de Palestine

La Chambre des Députés,

A. considérant le droit inaliénable à l'autodétermination inscrit dans l'article 1er de la Charte des Nations Unies, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

B. considérant la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947 qui adopte le plan de partage de la Palestine en deux États indépendants, la ville de Jérusalem étant placée sous administration des Nations Unies, et stipulant que: «Les États indépen-

dants arabe et juif (...) commenceront d'exister (...) le 1er octobre 1948 au plus tard.»;

C. considérant les résolutions du Conseil de Sécurité, dont la résolution 242 du 22 novembre 1967 qui condamne l'«acquisition de territoires par la guerre» et demande le «retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés» et affirme «l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence»; dont la résolution 1515 du 19 novembre 2003 par laquelle le Conseil de Sécurité se déclare «attaché à la vision d'une région dans laquelle deux États, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues»;

D. considérant l'admission de la Palestine en tant que 195e membre à l'Unesco le 31 octobre 2011, et le vote favorable du Luxembourg à cet égard;

E. considérant la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 2012 d'accorder à la Palestine le statut d'État non membre observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, et le vote favorable du Luxembourg à cet égard;

F. rappelant les conclusions du Conseil Affaires étrangères, notamment les conclusions du 17 novembre 2014 appelant à une «paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien», les conclusions du 15 août 2014, qui soulignent que «l'UE rappelle qu'elle est prête à contribuer à une solution globale et durable renforçant la sécurité, le bien-être et la prospérité des Palestiniens et des Israéliens» et les conclusions du 13 décembre 2010, qui soulignent que l'UE souhaite «voir l'État d'Israël et un État de Palestine souverain, indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable coexistant dans la paix et la sécurité. La légitimité de l'État d'Israël et le droit des Palestiniens à un État ne sauraient être remis en cause» et que «L'UE ne reconnaîtra aucune modification du tracé des frontières d'avant 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, qui n'aurait pas fait l'objet d'un accord entre les parties. Un tel accord pourrait prévoir des échanges de territoires entérinés par les parties. Il faut trouver un moyen de résoudre, par la voie des négociations, le statut de Jérusalem en tant que future capitale de deux États. L'UE appelle de ses vœux une solution concertée, juste, équitable et réaliste à la question des réfugiés. Un règlement négocié doit permettre aux deux États de coexister dans la paix et la sécurité.»;

G. constatant l'échec à ce jour des tentatives de relance par la communauté internationale du processus de paix engagé depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens;

H. constatant la poursuite de la colonisation illégale en Cisjordanie et à Jérusalem-Est;

I. condamnant toute violence à l'égard des populations civiles;

J. constatant les tensions à Jérusalem, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza;

K. soulignant que la solution à deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, Israël et la Palestine;

invite le Gouvernement à

- reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun;

- contribuer aux efforts de l'UE pour soutenir le processus de paix en vue d'une solution définitive et globale respectant les aspirations légitimes de paix, sécurité et prospérité pour les deux peuples.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Lydie Polfer, Serge Urbany.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dem Här Angel Akt vum Dépôt vun der Motioun.

4. Changements de composition des commissions parlementaires

Ech wollt dann der Chamber nach matdeelen, dass et op Wonsch vun der DP-Fraktioun zu enger Änderung an der Kompositioun vun eise Kommissioune soll kommen.

Wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kommissioun ugeet, huet d'DP-Fraktioun proposéiert, dass den Här André Bauler d'Madame Anne Brasseur an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire all Kéiers fir de Punkt iwwert de Rapport spécial vun der Cour des Comptes iwwer verschidde Mesuren, déi am Kader vum Chômage geholl ginn, ersetzt.

D'DP-Fraktioun proposéiert och, dass den Här André Bauler vum 17. Dezember 2014 un net méi Member vun der Commission des Affaires intérieures ass, well d'Prozedur vun der Proposition de loi 6605 zum Enn komm ass.

Ass d'Chamber d'accord mat deene Propositiounen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dir hutt an de Fraktiounen d'Propositioune fir den Ordre du jour vun haut, muer de Moien, muer de Mëtten, iwwermuer de Moien an iwwermuer de Mëtte kritt, esou wéi d'Conférence des Présidents dat proposéiert huet. Den Här Ausseminister huet nogefrot, ob et méiglech wär, fir déi Motioun, déi elo just vum Här Angel deponéiert ginn ass, an der Sitzung vu muer de Moien ze traitéieren. Dat géif allerdéngs eng Änderung vum Ordre du jour, esou wéi d'Conférence des Présidents e virgeschloen huet, bedéngen.

Ech wëll awer soen, dass d'Conférence des Présidents zumindest informéiert war iwwert déi Eventualitéit, sech awer dee Moment net ausgeschwat huet, fir et direkt op den Ordre du jour ze huelen.

Also, zur Propositioun, fir den Ordre du jour ëm de Punkt Motioun fir muer de Moien ze ergänzen, hunn ech d'Wuertmeldung direkt vum Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Mir, d'CSV-Fraktioun, sinn der Meenung, datt mer sollte bei dem fréieren Ordre du jour bleiwen, esou wéi e vun der Presidentekonferenz festgehale gouf.

Et ass richteg, datt mer déi Méiglechkeet an der Presidentekonferenz gemeinsam évoquéiert haten. Mir sinn awer op Basis vun där Diskussioun, déi mer och an der Aussekommissioun haten, der Meenung, datt et méi sënnvoll wär, am Fong op déi Argumentatiounen anzegoen, déi den Ausseminister de 25. November hei an dësem Sall a senger Ried selwer zur Aussepolitik zu deem Sujet développéiert huet: an zwar, fir sech hei Zäit genuch ze huelen, fir de Problem am Detail ze analyséieren, an haaptsächlech fir och ofzewaarden, wéi déi Diskussiounen an dem Conseil de Sécurité op där enger Säit géife lafen, an natierlech och, an dat war eent vu senge wesentlechen Argumenter, fir ze kucken, wéi eng gemeinsam europäesch Politik an engem esou wichtege Punkt géif gemaach ginn.

Duerfir fanne mir dëse Moment prématuréiert a mir hätte léiwer, déi Diskussioun kéint zu engem spéideren Zäitpunkt gemaach ginn.

Dat zweet Argument, dat ass, datt mer och mengen, datt esou e Punkt wéi deen hei, wat awer ee vun deene wesentleche Punkten ass vun deem, wat momentan an der Weltpolitik geschitt, datt een déi Motioun net sollt einfach ofstëmmen tëschent zwee Gesetzestexter, ouni richteg Diskussioun, mä datt ee sech do sollt Zäit huelen, fir dann eng uerdentlech a korrekt Debatt mat där noutwendeger Zäit fir jiddwereen ze huelen, an datt een dat zu engem spéideren Zäitpunkt d'nächst Joer sollt maachen.

Duerfir si mir der Meenung, mir sollte bei dësem Ordre du jour, esou wéi en elo festgeluecht war, bleiwen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Weider Wuertmeldungen? Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech deelen net d'Aschätzung vum CSV-Spriecher. Ech mengen, hei ass eng Diskussioun, déi geet zréck effektiv op d'Deklaratioun vum Ausseminister. An an där Debatt, déi mer haten, dat ass elo dräi Wochen hier, do ass eng Motioun zu deem doten Thema deponéiert ginn. An normal wär et gewiescht, dass do schonn d'Debatt an d'Ofstëmmung stattfonnt hätten.

Et ass e Renvoi geschwat ginn an déi zoustänneg Kommissioun. An der Kommissioun selwer ass déi ganz Thematik nach eng Kéier zousätzlech diskutéiert ginn. Déi Debatt huet dozou gefouert, dass en neien Text elo haut proposéiert ginn ass. An ech mengen, dass mer hei an den normale Regele vum Parlament fonctionnéieren an dass et normal ass, dass mer dës Woch déi Debatt hei féieren an och dann iwwert déi Motioun hei ofstëmmen.

Duerfir si mir fir déi Ofännerung vum Ordre du jour.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Mir haten effektiv an der aussepolitescher Kommissioun doriwwer eng Diskussioun. An ech muss soen, datt den Här Wiseler a senger Interventioun de Geescht vun där Diskussioun ganz gutt erëmginn huet. Och mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat do ee vun deene ganz schwéiere Problemer ass, déi d'Welt am Ableck kennt, dee leider scho ganz laang dauert an deen et géif verdéngen, hei am Parlament och an der Déift diskutéiert ze ginn.

Mir fannen och, datt dat hei elo e bëssen iwwerstierzt ass. A mir géifen och dann d'Meenung vertrieden, datt mer sollten eng anstänneg Debatt doriwwer féieren, eis vill Zäit huelen an dann zu enger Konklusioun kommen, wann eben d'Émstänn et erlaben, awer elo net et nach an der Budgetsdebatt do mat eraquëtschen. Ech mengen, dat gëtt einfach der Seriositéit an der Dramatik vun der Thematik net gerecht.

Duerfir wäre mir och derfir, datt mer dat doten op e spéideren Zäitpunkt géife verleeën.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, ech hat jo während der aussepolitescher Debatt eng Motioun eraginn. Ech hunn och déi Motioun hei mat ënnerschriwwen a meng Motioun zréckgezunn. Ech fannen, dass elo de Moment do ass, fir doriwwer ze diskutéieren. Et sinn an der aussepolitescher Kommissioun keng inhaltlech Argumenter virbruecht gi géint deen Text hei. Et ass just mat Zäitgrënn argumentéiert ginn. An ech fannen, Zäitgrënn däerfen hei keng Roll spillen.

Et ass elo schonn esou laang hier, dass déi Problematik do sech stellt. D'Situatioun op der Plaz spëtzt sech zou. An ech fannen, international ass eng Well vun ähnleche Schrëtt amgaange geholl ze gi vun anere Parlamenter an et géif eis gutt passen, wa mir hei eis och géifen an déi Well do areien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany.

Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Da géif ech folgend Propositioun zur Ofstëmmung bréngen: Déi, déi mat der Propositioun, fir den Ordre du jour ze ergänzen, d'accord sinn, géife mat Jo stëmmen. Déi, déi der Meenung sinn, dass mer beim urspréngleche Ordre du jour, wéi d'Conférence des Présidents e fixéiert hat, solle bleiwen, déi géife mat Nee stëmmen.

Also nach eng Kéier: Déi, déi mat der Diskussioun an der Ofstëmmung vun der Motioun muer de Moien no der Erklärung vum Här Finanzminister zum Budget an zum Zukunftspak d'accord sinn, géife mat Jo stëmmen. Déi, déi net dermat d'accord sinn, mat Neen.

Da géife mer zum Vote iwwergoen.

Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié

D'Ofstëmmung fänkt un.

Une voix.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

Une voix.- Et geet net. Beim Här Mertens och net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo? Solle mer de Vote dann nach eng Kéier maachen?

Dir hutt et notéiert. Da schléisse mer de Vote emol of.

Also, fir d'Ofännerung vum Ordre du jour - mat der Motioun also - hunn 30 Deputéiert gestëmmt, mat Neen der 25, mat där Maassgab, dass de Vote nach komplettéiert soll ginn.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour modifié est adopté par 34 voix contre 26 voix.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas (par M. Alexander Krieps), Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech mengen, et ass awer e Problem do mat den Apparater. Well et sinn awer...

(Brouhaha)

Den Här Bauler zum Beispill huet och nach net...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also mir hunn d'Fiche, déi mer komplettéieren. An alle Fäll ass de Vote kloer an e gëtt komplettéiert. Jiddwereen, deen net ofgestëmmt huet, deen huet de Fanger gewisen. Mir hunn d'Lëscht vun de Votanten, an déi, deenen hir Maschinn net fonctionnéiert, ginn derbäigesat.

An d'Ofstëmmung ass ganz kloer: Et ass eng Majoritéit fir d'Ergänzung vum Ordre du jour.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir sidd sécher, Dir wësst, wéi et richteg ass?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kommen nach eng Kéier nofroen, ob mir dat an Ärem Sënn esou gemaach hunn. A wann et da sengerliewen net esou kloer wär, da wäre mer éierlech genuch, fir den Ordre du jour nach eng Kéier zur Diskussioun ze stellen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géife mer dann zu dem Héichpunkt vun all Joer kommen, d'Presentatioun vun deem wichtegste Gesetz, dat de Budget ass, duerch de Budgetsrapporteur, dee fir dëst Joer den Här Franz Fayot ass. Anschliissend géife mer d'pluriannuel Finanzplanung och presentéiert kréien an duerno de sougenannten „Zukunftspak". An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Franz Fayot.

Här Fayot, et ass un lech!

6. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015
a) modifiant
1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;
5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;
6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)
1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg
2) modifiant
- le Code de la Sécurité sociale,

- le Code du Travail,
- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),
- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,
- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,
- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,
- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,
- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,
- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,
- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,
- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,
- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,
- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,
- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,
- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,
- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,
- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,
*** fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;**
*** modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**
*** fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;**
*** abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,**
- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,
- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,
3) abrogeant
- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Rapports de la Commission des Finances et du Budget sur les projets de loi n°6720 et n°6721

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, dëse Budget ass e Budget vun der Verantwortung: Verantwortung fir d'Zukunft vum Land. Dës Regierung ass ugetratt, fir Reformen ze maachen, déi eist Land batter néideg huet. Natierlech entsprécht kee Budget enger perfekter Wonschvirstellung. Awer e Budget muss d'Zukunft vum Land gestalten, woubäi net den Egoismus vun där heiteger Generatioun den Ausschlag däerf ginn.

Här President, virun zimlech genee 40 Joer huet eng Regierung och hir Verantwortung fir d'Zukunft geholl. Am Hierscht 1974 sinn d'Präisser an der Stolindustrie an och d'Commandë bei der ARBED op eemol stënterlech an de Keller gaangen. Dat war den Ufank vun enger schwéirer Kris fir eist Land.

De Robert Krieps, e Member vun der deemoleger Regierung, sot 15 Joer duerno, dass d'Bewältegung vun dëser Kris nëmme konnt glécken duerch e breeden Dialog tëschent alle wirtschaftlechen, sozialen, politeschen an intellektuelle Kräften am Land iwwert d'Orientatiounen an d'Moyenen - an der Haaptsaach Sacrificen -, fir déi Objektiver ze erreechen, déi ee sech vum éischten Dag u gesat hat. Mä, esou de Robert Krieps, et hätt een näischt erreecht ouni d'Bewosstsäin vun eiser Schwächt als klengt Land an d'Néidegkeet vun enger breeder a bedéngungsloser Solidaritéit.

De Lëtzebuerger Modell wor am Endeffekt en Erfolleg vum Esprit civique a vum gesonde Mënscheverstand. Deemools ass d'Land moderniséiert ginn, gesellschaftspolitesch, mä och sozial. D'Tripartite ass agefouert ginn, fir d'Éischt als Kriseninstrument, duerno als e feste Bestanddeel vum Lëtzebuerger Modell.

Et gëtt der haut, déi de Budget 2015 als „klenge Worf" beschreiwen. Anerer soen, et wär en „Budget vun der Austeritéit". Nach anerer, déi mengen, e géif net wäit genuch goen an der Konsolidéierung an am Spueren. An da gëtt et nach déi, déi behaapten, dass se net gesinn, wou d'Rees higeet mat dësem Budget.

Fir mech gëtt et an dësem Budget ganz kloer e roude Fuedem, an dat ass dee vun der Verantwortung:

- Verantwortung, andeem ee sech Rechenschaft ofleet iwwert de reellen Zoustand vun eisen ëffentleche Finanzen an de Méiglechkeete vum Stat;

- Verantwortung am Choix vun den Ausgaben, déi kënne gekierzt ginn, an deenen, déi au contraire sollen erhéicht ginn, fir dass d'Land sech ka weiderentwéckelen, ouni de soziale Fridden an déi sozial Gerechtegkeet a Fro ze stellen;

- Verantwortung am Festleeë vun eise mëttelfristegen Objektiver am europäesche Kader;

- Verantwortung och géintiwwer deene Schwächsten an eiser Gesellschaft: de Kanner, de Leit ouni Aarbecht, den Aarmen an deenen, déi besonnesch a Gefor stinn, et ze ginn, den Elengerzéier.

Här President, a sengem Wierk „Theory of justice" huet de Philosoph John Rawls 1971 dräi Prinzipie genannt fir eng gerecht Gesellschaft: Si muss éischtens d'Grondfräiheete garantéieren, zweetens d'Chancëgläichheet a schlussendlech just un deenen Ongläichheete festhalen, déi deene Schwächsten an der Gesellschaft profitéieren.

D'Wëssenschaftler Richard Wilkinson a Kate Pickett hunn an hirem aflossräiche Buch „The spirit level" unhand vu Statistike bewisen, dass méi gläich Gesellschaften an der Konsequenz e bessere Liewensniveau fir jiddweree garantéieren. Et ass och eis Verantwortung, derfir ze suergen, dass d'sozial Gerechtegkeet längerfristeg garantéiert bleift. D'Regierung huet en vue vun dësem Budget a vum Zukunftspak eng grëndlech Analys gemaach, fir ze kucken, wou ka gespuert oder souguer Ausgabe gestrach kënne ginn, ouni déi sozial Schwaach ze treffen.

Eng verantwortlech Politik maachen, ass seele populär, virun allem am Beräich vum Budget. Fir de Budget an der Riicht ze halen, huet d'Regierung d'TVA eropgesat an en Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire agefouert. Dat huet net jiddwerengem gefall, och wann et néideg war. Vläicht ass dëst verluer gaangen an der Lëtzebuerger Politik, déi laang gewinnt war, ëmmer kënnen auszeginn. Mä et ass néideg, esou eng Politik ze maachen, am Dialog mat alle wirtschaftlechen, sozialen, politeschen an intellektuelle Kräften an dësem Land, mat engem stännege Bléck op d'sozial Gerechtegkeet.

Dëst heescht och, dass een net laanscht eng déif gräifend Reflexioun iwwer eise Steiersystem kënnt, bei där ee kuckt, a wéi enge Beräicher méi oder manner besteiert soll ginn, ouni dobäi weder ze vill déi schaffend Leit nach den Entrepreneuriat an also den Emploi ze treffen. Den Zukunftspak ass e Projet, deen d'Aktioun vun dëser Regierung wäert während der ganzer Legislatur begleeden, parallell zum Ausschaffe vun enger neier Prozedur, déi den Ëmgang mat ëffentleche Gelder méi effikass mécht.

Här President, mir wëssen elo, dass d'Joer 2014 e gudde Millésime war fir Lëtzebuerg a wirtschaftlecher Hisiicht. Mir sinn an dësem Joer ëm ronn 3% gewuess, an der Haaptsaach am éischte Semester, mat engem däitleche Réckgang am zweeten Deel vum Joer.

Fir 2015 wësse mer, dass de Statec seng Previsioune vum Uwuesse vum PIB en volume vun 3,3% am Fréijoer op 2,2% elo am Hierscht zréckgesat huet, also ëm e ganzen Drëttel. D'Budgetsvirlag, déi am Oktober presentéiert gouf, war och scho méi virsiichteg, mat enger Previsioun fir 2015 vu plus 2,7% PIB. Mä et schéngt elo, dass och dat wahrscheinlech nach ze vill optimistesch war, well och d'Europäesch Kommissioun, den FMI an d'OCDE gesinn d'Lëtzebuerger Wirtschaftsleeschtung 2015 just ëm 1,9% bis 2,4% wuessen.

Wat déi mëttelfristeg Previsiounen ugeet, esou muss ee soen, dass och do d'Previsioune fir 2016 bis 2018, wéi se am Budget pluriannuel stinn, optimistesch sinn, mat Tauxe vun 3,5% bis 3,7% Croissance. Et ass ze erwaarden, dass och dës Previsiounen no ënnen ajustéiert gi bei der nächster Aktualisatioun vun eisem Plan de stabilité et de croissance am Fréijoer 2015.

Dës méi schwaach Wuesstumszuelen hunn natierlech och en Impakt op aner Wäerter. D'Schafung vun Aarbechtsplazen entwéckelt sech manner dynamesch, mä ëmmerhin nach mat plus 2% nei Aarbechtsplaze fir 2015. Och de Chômage hëlt zou amplaz sech ze stabiliséieren! Vu 6,9% 2013 op 7,2% 2014 an op 7,4% 2015!

Wat d'Inflatioun ugeet, esou ass dës ganz schwaach. A mir sinn domat am desinflationisteschen Trend, deen ee weltwäit, a besonnesch an Europa, observéiert. No geschatenen 0,7% 2014 soll de Verbraucherindex 2015 ëm just 1,4% klammen. Dës Tendenz ass aus enger ekonomescher Perspektiv net onproblematesch, well se riskéiert, de Konsum ofzebremsen. Mä si fiedert awer op eng gewëssen Aart a Weis d'Erhéijung vun den TVA-Sätz ëm zwee Prozentpunkten of. Déi nächst Indextranche soll de Previsiounen no am zweeten Trimester 2015 kommen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wat den internationale Kontext ugeet, esou drécken d'Sanktioune géint Russland, d'Krisen a Syrien an am Irak mat der Montée vum Islamesche Stat, d'Risike vun enger Ebola-Epidemie a Westafrika op d'Exporter vun eisen Haapthandelspartner. En „hard landing" vun der chineesescher Ekonomie hätt weider negativ Répercussiounen op déi international Konjunktur.

Als éischter positiv sinn déi niddreg Pëtrolspräisser an déi niddreg Zënsentauxen ze gesinn. De Pëtrol ass esou bëlleg wéi säit 2010 net méi, wat eiser Wirtschaft zeguttkënnt. Och déi niddreg Zënse missten d'Betriber eigentlech dozou incitéieren ze investéieren, wat awer an der Realitéit net de Fall ze si schéngt. Och déi éischter gutt Entwécklung op de Finanzmäert an dësem Joer 2014 ass positiv, wann een där staarker Relatioun tëschent der Finanzplaz an der Entwécklung op de Boursse Rechnung dréit. Mä et herrscht och do nach ëmmer eng ganz staark Volatilitéit, a fir 2015 gëtt éischter eng negativ Entwécklung virausgesot.

Här President, dëse Budgetsexercice war a munchen Hisiichten en atypeschen. Fir d'Éischt emol, well mer dräi Gesetzesprojeten hunn: de klassesche Budget, de Projet de loi de programmation financière an den Zukunftspak.

Et war dës Kéier deen éischte Budget pluriannuel ënnert dem Gesetz vum 12. Juli 2014 iwwert d'Koordinatioun an d'Gouvernance vun den ëffentleche Finanzen, dat jo verschidden Dispositiounen aus dem Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ëmsetzt.

Déi zweet Neiegkeet war de Passage vun der aler Norme comptable SEC 95 op eng nei Norm, de SEC 2010. D'Konsequenz dovu si verschidde buchhalteresch Ännerungen, an der Haaptsaach, dass d'Ausgaben am Beräich Recherche an Développement elo als Dépenses d'investissement gebucht ginn, an och, dass d'SNCI an de Perimeter vum Zentralstat konsolidéiert gëtt.

Drëttens ass dëst Joer den éischte Schrëtt a Richtung Budget nouvelle génération gemaach ginn. Dir hutt scho bei der Presentatioun vum Budget am Oktober héieren, wat fir eng Viraarbecht hei gemaach ginn ass, an ech brauch dat net ze widderhuelen. D'Regruppéierung vu Posten an d'Flexibilitéit fir d'Ministèren, fir Kreditter vu Kapitalausgaben op d'Dépenses courantes ze transferéieren ouni den Accord vum Finanzminister, sinn éischt Methoden, déi een och an engem Budget à objectifs fënnt. Et ass gesot gi vun der IGF, wéi si bei eis an der Cofibu (veuillez lire: Commission des Finances et du Budget) war, dass d'Experienz weist, dass eng Method no Objektiver mat méi enger flexibeler Gestioun vun ëffentleche Gelder eng besser a méi effizient Gestioun mat sech bréngt.

Éischt konkluant Experienzen an dësem Sënn sinn zum Beispill an den Établissements à gestion séparée wéi de Lycéeë gemaach ginn.

Här President, Dir wësst, dass d'OCDE an engem Rapport vun 2011 der Regierung recommandéiert huet, op eng Comptabilité à objectifs iwwerzeklammen, wéi et se beispillsweis a Frankräich mat der Loi organique relative aux lois de finances, besser ënnert dem Term LOLF bekannt, an och an Éisträich gëtt. Mir erënneren eis, dass den honorabelen Deputéierte Roger Negri schonn a sengem Budgetsrapport fir d'Joer 2006 de Budget à objectifs thematiséiert huet, zu enger Zäit, wou soss nach keen hei am Land doriwwer vill geschwat huet.

D'Cofibu wënscht sech, dass dës Reform schëtzeg weidergedriwwe gëtt an dass d'Chamber enk an d'Ausaarbechtung vun dësem esou wichtege Gesetzesprojet implizéiert gëtt, an zwar net eréischt, wann de Projet de loi scho steet. D'Chamber huet hei eng besonnesch Roll, well et ëm de Kader fir d'Budgetsgesetz geet, wat jo, wéi mer all wëssen, dat Gesetz par excellence ass, wou d'Parlament seng Kontroll iwwert d'Exekutiv ausüübt.

D'Cofibu muss och hiert Bedaueren ausdrécken, dass de Comité de prévision dës Kéier net zesummekomm ass en vue vum Ausschaffe vum Budgetsprojet 2015 an dem Budget pluriannuel 2014-2018. Schonn eleng wéinst senger Zesummesetzung war et an der Vergaangenheet, an zulescht beim Budget 2014, ëmmer interessant, dem Comité de prévision seng Analys iwwert d'Entwécklung vun de Statsfinanzen ze héieren. Dëst wär a besonneschem Mooss an dëser Budgetsprozedur nëtzlech gewiescht an hätt vläicht och eng besser a méi prezis Aschätzung vu verschiddene Spuermesuren erlaabt. Et wär gutt a wichteg, wann d'Institutionaliséierung vum Comité de prévision, déi jo och esou am Regierungsprogramm virgesinn ass, esou schnell wéi méiglech op de Leescht kéint geholl ginn.

D'Cofibu bedauert och, dass den neie Conseil national des finances publiques, dee jo am Gesetz vum 12. Juli 2014 virgesinn ass, net konnt matzäit zesummekommen, fir en Avis iwwert dës éischt Loi de programmation financière pluriannuelle ofzeginn. Et ass allerdéngs verständlech, wann ee kuckt, wéi spéit dëse Conseil gebilt ginn ass, dass e ganz wéineg Zäit hat.

Schlussendlech sief nach, wat d'Prozedur ugeet, bemierkt, dass d'Cofibu et begréisst, dass d'Regierung den Dialog mat deenen dräi grousse Gewerkschaften erëm opgeholl huet an dass et zu engem Accord komm ass mat de Gewerkschaften. Et ass allerdéngs ze bedaueren, dass dëst esou spéit geschitt ass. Dëst huet d'Aarbecht vun der Finanzkommissioun a vum Rapporteur an engem souwéisou schonn aussergewéinlechen Exercice net méi einfach gemaach. D'Cofibu huet missen eng ganz Woch hir Sitzungen aussetzen an duerno huet alles misse ganz schnell goen. Et hätt een och kënnen där Hektik aus de Féiss goen, wann een esou Consultatioune schonn am Virfeld gefouert hätt. Et bleift och ze wënschen, dass de Lëtzebuerger Modell, dee jo och d'Participatioun vun deenen zwee Sozialpartner viraussetzt, erëm relancéiert ka ginn.

Här President, ech kommen da bei déi finanziell Analys vun deenen zwee Budgetsprojeten: dem Programme pluriannuel engersäits an dem Budget 2015 anerersäits.

De Programme pluriannuel obligéiert ons vun dësem Joer un, ons ëffentlech Finanzen an enger mëttelfristeger Optik ze betruechten. Dës Approche gouf et bis ewell nëmmen um Niveau vun de Spezialfongen a vum Budget en capital vum Stat. Elo gëtt d'Method vun der pluriannueller Programmatioun op de Gesamtstat ausgedehnt, dat heescht och op d'Dépenses courantes vum Zentralstat, awer och op d'Sécurité sociale an op d'Gemengen.

D'Gemenge musse jo bekanntlech och zënter dësem Joer, opgrond vun der Modifikatioun vum Gemengegesetz vum 30. Juli 2013, déi sougenannt „plans pluriannuels de financement" eraginn. Et sief hei bemierkt, dass dësen Exercice duerch déi bekannt Ëmstänn Enn 2013, Ufank 2014 net am Délai konnt ofgeschloss ginn, soudass d'Donnéeë vun de Gemenge beim Opstelle vum Programme pluriannuel net alleguerten disponibel waren.

Den Objectif à moyen terme, dee Lëtzebuerg sech ginn huet an dee vun der Europäescher Kommissioun och validéiert gouf, läit am Moment bei plus 0,5% vum PIB. Den OMT gëtt en termes de solde structurel ausgedréckt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Solde structurel muss ech e puer kritesch Bemierkunge maachen, déi och vun aneren Instanzen, wéi dem Statsrot, der Zentralbank, oder eenzelne Beruffschambere gedeelt ginn. Eng Kritik, déi ee maache muss, ass, dass d'Berechnung vum Solde structurel eng relativ intransparent Prozedur ass an nëmme schwéier novollzéibar ass. Dëst ass dowéinst problematesch, well et jo awer esou e wichtegen Indicateur ass an der nationaler an europäescher Budgetspolitik.

Ouni wëlle weider an den Detail ze goen, muss een dozou wëssen, dass d'Europäesch Kommissioun eng aner Rechnungsmethod hëlt wéi de Statec, wat zu deelweis groussen Differenze beim Resultat ka féieren. D'Zentralbank, hirersäits, rechent mat enger Method vun der Europäescher Zentralbank. Et wär deemno wichteg, hei eng eenheetlech Method ze benotzen, déi am Resultat och vun der Kommissioun acceptéiert gëtt.

Fir zréck op de Budget an op de Pluriannuel ze kommen: Ouni den Zukunftspak hätt sech eise Solde structurel no an no degradéiert, fir op minus 1,2% ze falen. Domat wäre mer kloer en infraction gewiescht mat eisem Objectif à moyen terme a mir hätte riskéiert, ënnert de Volet correctif vum Pacte de stabilité ze geroden. Mam Zukunftspak wäerte mer bis 2018 eisen OMT mat plus 0,4% all Joer praktesch erreechen an 2016 esouguer liicht driwwer leien. Dat ass nëmme méiglech, well mir mat der Trajectoire d'ajustement, déi mir virgesinn hunn, en „front-loading" maachen, dat heescht, dass mer de Gros - ronn d'Halschent - vum Konsolidéierungseffort schonn am nächste Joer maachen, dat Joer, an deem eis och de Groussdeel vun eisen TVA-Recetten aus dem Commerce électronique ewechbrieche wäert, also ronn 700 Milliounen Euro.

À politique inchangée hätte mir eis ëffentlech Finanze bis 2018 net an de Grëff kritt. Zwar wär den Defizit am Gesamtstat vun 800 Milliounen an de Quasi-Équiliber komm, mä am Zentralstat wär och 2018 nach en Defizit vun 1,1 Milliarden Euro bliwwen. 2015 hätte mer am Zentralstat esouguer en Defizit vun iwwer 1,5 Milliarden ausgewisen. Fir dës Defiziter ze finanzéieren, hätte mer weider misse Schold ophuelen. Eis Statsschold wär vun haut ronn 11 Milliarden Euro, oder 23% vum PIB, op iwwer 16,3 Milliarden, oder 26,6% vum PIB, ugewuess. Mir wären eiser Limite vun 30%, déi mir eis gesat hunn, also däitlech méi no komm.

Duerch den Zukunftspak, deen natierlech och e Konsolidéierungspak ass, kréie mer dës Tendenz bis 2018 ëmgedréit. Den Defizit am Zentralstat gëtt schonn am nächste Joer ëm ronn 700 Milliounen Euro reduzéiert op 875 Milliounen, fir bis 2018 op 170 Milliounen, oder 0,3% vum PIB, zréckzegoen. Doduerch verbessert sech natierlech och de Sold vum Gesamtstat. Aus engem Defizit vun 135 Milliounen Euro 2015 gëtt 2018 en Iwwerschoss vun 850 Milliounen, oder 1,5% vum PIB.

En Deel vun dëser Verbesserung ergëtt sech och aus dem Iwwerschoss vun der Sécurité sociale, dee sech vun 1,4% (veuillez lire: vu plus 1,4%) oder 800 Milliounen 2014 op plus 1,8% oder 1,06 Milliarden 2018 verbessert. De Secteur communal bleift tëschent 2015 an 2018 praktesch am Équiliber mat engem klengen Defizit vun 0,1% vum PIB.

Duerch déi reduzéiert Defiziter wäert och d'Statsschold bis 2018 manner séier klammen, op eppes iwwer 13 Milliarden Euro, a sech 2018 bei ronn 22% vum PIB stabiliséieren. Am Pluriannuel geet d'Regierung dovun aus, dass bis 2018 nach zweemol eng Milliard an zweemol eng hallef Milliard nei Schold mussen opgeholl ginn. D'Bedénge vun den Zënsen op d'Statsschold geet lues vun 219 Milliounen 2015 op 245 Millioune fir 2018 an d'Luucht.

Dës Zomme weisen, dass eng ze vill héich Statsschold den Handlungsspillraum vun der Politik aschränke kann. 200 Milliounen Euro, dat ass de Präis vun zwee Lycéeën. Mir hunn als Land och all Intérêt, eis Triple-A-Notatioun ze halen, déi am Moment dank eiser virsiichteger Budgetspolitik net a Gefor ass. Dëse Rating erlaabt et eis als Stat, zu gënschtege Konditioune Suen ze léien, an doriwwer eraus ass et en Zeeche vu Stabilitéit a Kompetitivitéit, wat eiser ganzer Wirtschaft zeguttkënnt.

An deem Kontext géif ech gären eng Iddi relancéieren oder lancéieren, déi Dir och a mengem schréftleche Rapport fannt, an zwar d'Emissioun vun engem Emprunt populaire, wéi mir e schonn 2008 haten. Esou en Emprunt „grand public", fir d'ëffentlech Investitiounsfongen ze speisen, hätt den duebele Virdeel, dass och d'Klengspuerer eng interessant Méiglechkeet géife gebuede kréien, fir a Statspabeieren ze investéieren, an dass de Stat manner Auslandsschold hätt, wat e wichtegen Indicateur ka sinn, fir d'Qualitéit vun der Schold an d'Expositioun vun engem Land ze bewäerten. D'Cofibu invitéiert d'Regierung, fir dës Méiglechkeet seriö ze préiwen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et ass an et wäert och während der Budgetsdebatt kritiséiert ginn, dass den Zukunftspak ze vill op nei Recetten opbaut an net genuch bei den Ausgabe gekierzt gëtt. Wann een d'Zuele kuckt, da gesäit een, dass sech de Ratio Recetten-Dépensë vun ongeféier 68 zu 32% am nächste Joer graduell bis 2018 op 58 zu 42% verännert. Dat läit dorunner, dass d'Recettëmesuren, notamment d'TVA-Erhéijung an d'Aféierung vum temporären Impôt d'équilibrage budgétaire, schonn direkt am nächste Joer en Impakt wäerten hunn, iwwerdeems d'Mesuren op der Dépensësäit eréischt no an no gräifen. Et war jo e bewosste Choix vun der Regierung, fir bei eenzelne Mesuren en „phasing out" virzegesinn an net vun haut op muer mam Virschlaghummer virzegoen.

Wann engem, wéi am Fall vum Commerce électronique, vun engem Joer op dat anert 700 Millioune Recetten ewechfalen, da kann een dee Verloscht net integral oder haaptsächlech op der Dépensësäit kompenséieren; da muss een och nei Recettë schafen. Ech weisen an deem Kontext just drop hin, dass d'TVA-Erhéijung schonn 2013 vun der viregter Regierung décidéiert gi war, an dat war och richteg esou.

E puer Wuert nach zur Investitiounspolitik vun dëser Regierung: D'Kreditter am pluriannuelle Budget fir direkt an indirekt Investissementer gi vun 2014 bis 2018 ganz substanziell an d'Luucht, vu gutt 1,7 Milliarden Euro am lafende Joer op gutt 2,5 Milliarden 2018. Dat entsprécht enger Croissance moyenne vu méi wéi 10% pro Joer! D'Cofibu begréisst dës Décisioun vun der Regierung, fir net beim Invest ze spueren - am Géigendeel -, well en héijen Invest ass d'Viraussetzung, fir och an Zukunft nach performant Infrastrukturen, en héije Wuesstum an eng gutt Liewensqualitéit kënnen ze garantéieren.

Här President, villes iwwert de Budget 2015 ass scho gesot, wann een iwwert de Pluriannuel geschwat huet. Och dat ass en neie Moment an dëser Budgetsprozedur. Dofir wëll ech a mengem Duebelrapport nëmmen nach kuerz op e puer Zuelen a Fakten ze schwätze kommen, déi speziell de Budget 2015 betreffen.

Och wa mir elo e Pluriannuel an der Logik vum SEC 2010 opstellen a stëmmen, esou gëtt de Budget fir dat nächst Joer nach ëmmer no de Regele vun eiser nationaler Kontabilitéit opgestallt a gewielt. An dëser Duerstellung wäerten d'Recetten 2015 ëm nëmmen 2,1% klammen, wat natierlech d'Resultat ass vum Abroch vun der TVA um E-Commerce, déi net integral kompenséiert gëtt.

Op der Dépensësäit steet e Plus vu 5,1%. Iwwert déi gesamt Véierjoresperiod 2015 bis 2018 wäerten d'Ausgaben en moyenne ëm déi 4% pro Joer wuessen. Au vu vun dësen Zuele vun engem „Austeritéitsbudget" oder vun enger „Austeritéitspolitik" ze schwätzen, ass wuel kaum ubruecht, fir dat elo emol hei mat der néideger Retenue auszedrécken.

Wéi scho gesot, wäert 2015 d'TVA um Commerce électronique abriechen oder, méi richteg gesot, d'TVA-Einnahme wäerten zwar weider wuessen, mä mir mussen opgrond vum neien TVA-Regime 70% vun de Recetten un d'Land vum Wunnsëtz vum Keefer weiderginn. 2017 geet deen Taux op 85% erop an 2019 musse mir déi Zommen dann integral iwwerweisen.

Eng aner Recette, déi mir 2015 fir d'Lescht erakréien, ass eisen Undeel vu 25% un der Quellesteier op den Zënse vun de Bierger mat Wunnsëtz am EU-Ausland. Dat si 40 Milliounen Euro. 2015 gëtt jo da bekanntlech den Échange d'informations agefouert.

Bei den direkte Steieren ass et virun allem den Impôt sur les traitements et salaires, deen 2015 ëm 10,8% op 3,3 Milliarden Euro an d'Luucht geet, am Verglach zum Budget voté 2014. An der Konsequenz klëmmt och d'Solidaritéitssteier vun de Personnes physiques ëm knapps 10% op 316 Milliounen Euro.

D'Kollektivitéitssteier an d'Solidaritéitssteier vun de Betriber ginn am Verglach dozou nëmmen ëm 4,7% an d'Luucht, op 1,6 Milliarde respektiv 120 Milliounen Euro. D'Kierperschaftssteier, den IRC, bleift konstant op 240 Milliounen; d'Verméigenssteier, déi vun de Betriber bezuelt gëtt, soll liicht op 285 Millioune klammen. D'national Quellesteier bréngt nëmmen nach 25 Milliounen Euro an de Statsbudget eran, wat natierlech och d'Konsequenz ass vun den extrem niddregen Zënsen. Insgesamt sollen déi direkt Steieren 2015 ëm 7,5% klammen.

Bei den indirekte Steieren ass d'Bild e bësse méi mitigéiert, net nëmme wéinst der TVA, déi ëm 11% op 2,7 Milliarden Euro zréckgeet, mä och d'Akzisen an d'Autossteier si liicht réckleefeg. Par contre sollen d'Droits d'enregistrement ëm 6,1% steigen an d'Taxe d'abonnement ëm 8,5%, woubäi een natierlech ëmmer derbäisoe muss, dass dës Tax ganz volatil ka sinn, well se ofhänkt vun den Avoirs sous gestion vun de Fongen an domat zu engem gudden Deel vun der Evolutioun vun de Bourssen an de Finanzmäert.

Schlussendlech rechent de Stat och mat Dividende vun der Post a vun der Spuerkeess vun 20 respektiv 40 Milliounen, a vu sengen anere Participatiounen a Gesellschaften an Héicht vu ronn 125 Milliounen Euro, wat e Minus vu 16% par rapport zum Budget 2014 duerstellt.

Op d'Dépensë ginn ech elo hei net am Detail an. Ech hat scho gesot, dass d'Regierung am Kader vun der grousser „spending review" décidéiert huet, eng Rei Kreditter ze kierzen oder ze sträichen, déi am Joer 2015 net méi an d'Landschaft passen, an als Géigepartie d'Ausgaben dohinner ze orientéieren, wou d'Zukunft sech ofspillt: an d'Bildung, an d'Kannerbetreiung, an d'Recherche, an d'Mobilitéit - a speziell an den ëffentlechen Transport -, an d'Sozial- a Gesondheetsinfrastrukturen, an den Emploi, et j'en passe.

Ech verweisen hei op mäi schréftleche Rapport an op de Commentaire du budget des dépenses.

Eng wichteg Neierung am Budget 2015 respektiv am Pluriannuel ass d'Obligatioun fir d'Regierung, fir d'Informatiounen ze publizéieren iwwert d'Dépenses fiscales, dat heescht iwwert den Déchet fiscal oder de Manque à gagner fir de Statsbudget vun de steierlechen Ausnahmeregelungen - Abattementer, Exonératiounen, Exemptiounen, Deduktiounen a soss Bonifikatiounen. Dës Opstellung ass ganz wäertvoll, well se eng éischte Kéier an engem offiziellen Dokument probéiert, den Inventaire ze maache vun dësen Dispositiounen an och hire finanziellen Impakt ze chiffréieren.

Als Cofibu begréisse mir dës Informatioun, mä mir mussen awer och kritiséieren, dass dës Lëscht nach net komplett ass. Och d'Zentralbank an de Statsrot hunn dat kritiséiert. Et fält zum Beispill op, dass bei den direkte Steieren zwar d'Dépenses fiscales um Niveau vun de Privatpersounen ausgewise sinn, mä den Inventaire bei de Betriber net gemaach ginn ass. Dës Lacune ass am Kader vum nächste Budget oder vläicht schonn éischter, am Kader vun der Virbereedung vun der grousser Steierreform, onbedéngt ze behiewen.

Et sief an deem Kontext och op den Avis vum Statsrot higewisen, dee sech méi am Detail mat den Dépenses fiscales befaasst an eng Partie interessant Iwwerleeungen ustellt, wéi een dëse Volet kéint weider ausbauen.

Här President, fir mat der Budgetsanalys zum Ofschloss ze kommen, wëll ech nach op e puer eenzel Dispositioune vum Budgetsgesetz agoen.

Wéi scho gesot, gi mam Artikel 6 vum Budgetsgesetz dräi TVA-Tauxen ëm 2% an d'Luucht, an zwar den Taux normal vu 15% op 17%, den Taux intermédiaire oder „Taux parking" vun 12% op 14% an den Taux réduit vu 6% op 8%. Et muss een hei nach eng Kéier betounen, dass de superreduzéierten Taux vun 3% net an d'Luucht geet. Dee bleift bei 3%. Dorënner fale Liewensmëttel, Medikamenter, d'Kannerkleedung, den ëffentlechen Transport, d'Bicher etc., also villes vun deem, wat ee gemengerhand als „Grondbedarf" oder „biens de première nécessité" bezeechent. D'Exceptioun ass hei den Alkohol, deen am Restaurant oder am Café zerwéiert gëtt, dee vum Taux superréduit an den Taux normal geholl gëtt.

Bei der TVA-Logement huet d'Regierung décidéiert, fir den 3%-Taux net méi ze accordéiere fir de Bau vu Wunnengen, déi dem Propriétaire net als spéideren Haaptwunnsëtz déngen. Am Kloertext sinn dat Wunnengen, déi vun Investisseure kaaft ginn, fir se ze verlounen an esou hir Suen ze placéieren an e gudde Rendement ze erwirtschaften. D'Regierung huet déi couragéiert Décisioun geholl, dëse Marché, deen nach ëmmer ganz profitabel ass fir d'Promoteuren an d'Investisseuren, net méi ze subventionéieren.

Och hei muss ee betounen, dass nëmmen den Neibau betraff ass. D'Renovatioun an d'energetesch Sanéierung, och vu Wunnengen, déi verlount ginn, bleiwen um Taux vun 3%, wat fir d'Lëtzebuerger Handwierk e wichtegen Detail ass.

Eng zweet Dispositioun am Budgetsgesetz ass d'Aféierung vum Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire duerch den Artikel 7. Ech kommen nach spéider dorop zréck.

Schlussendlech wollt ech och nach den Artikel 28 vum Budgetsgesetz ervirsträichen, duerch deen de Fonds pour la réforme des services de secours geschafe gëtt. Mat dësem Fong, deen ongefeier jee zur Halschent vum Stat a vun de Gemenge gespeist gëtt - 2015 sinn et 25 Milliounen Euro -, soll den zukünftegen Établissement public fir d'Rettungsdéngschter finanzéiert ginn. D'Gemenge steieren hiren Deel dozou bäi, andeems hiren Undeel un der TVA-Erhéijung vum FCDF an den neie Fong ofgezweigt gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'Zil vun deenen dräi Budgetsgesetzer ass duebel. Et geet engersäits drëm, eis ëffentlech Finanzen ze konsolidéieren, fir se erëm op eng Schinn ze kréien, wou se op Dauer équilibréiert sinn, an anerersäits geet et drëm, de Stat ze moderniséieren, fir e méi effikass ze maachen. Spueren ass kee Selbstzweck. Mä och, wann den europäesche Kader, an deen déi national Budgetspolitik sech füge muss, ganz - vläicht ze vill - rigid ginn ass, ass et wichteg, dass e Land gesond Statsfinanzen huet. Déi nächst Generatioune musse genuch Spillraum behalen, fir hire Gesellschaftsprojet ze verwierklechen.

An där Perspektiv gëllt et, zwee Punkten net aus den Aen ze verléieren: d'Evolutioun vun der Statsverschëldung an d'Investissementer. Déi zwee hänken enk zesummen, well et sinn d'Investissementer vun haut, net nëmmen an d'Steng, mä an der Haaptsaach an d'Mën-

schen, déi muer deen néidege wirtschaftleche Mehrwäert erlaben, fir eis Schold zréckzebezuelen.

Wann dat net de Fall ass an d'Sue vun haut net richteg investéiert ginn, da sinn d'Scholde vun haut d'Steiere vu muer. An da sinn déi zukünfteg Generatiounen hypothéquéiert. Intergenerationell Solidaritéit ass also net à sens unique. A mir mussen oppassen, dass mer keng Generatioun vu Schëldner schafen!

Mir hu gesinn an der Diskussioun ronderëm de Budget an den Zukunftspak, dass der Regierung hir Politik vu munche Säiten hier kritiséiert ginn ass. Dat huet sécher vill ze di mat der Mentalitéit vun enger Generatioun, déi säit de Mëtt 80er vun der Politik gewinnt war, dass se ëmmer nëmmen ausgedeelt krut an ni oder ganz seelen huet missen Affer bréngen. Dofir muss ee sécherstellen an d'Land och iwwerzeegen, dass déi Mesuren, déi ee proposéiert, och an d'Richtung vu méi Kloerheet, Gerechtegkeet, Gläichheet an Dauerhaftegkeet ginn. Mir dierfen zu Lëtzebuerg déi esou néideg Zukunfsperspektiv fir d'Land net aus den Ae verléieren!

Wann een iwwert den Niveau vun der Verschëldung schwätzt, kritt ee munchmol gesot, dass den Niveau guer net héich wär, jo, bal bei null léich, well d'Schold, déi gemaach gouf, an der Haaptsaach an Infrastrukturen investéiert gouf, déi och den zukünftege Generatiounen zegutt kommen: Schoulen, Spideeler, Stroossen. Dat ass och net falsch: D'Dette nette, wann een d'Avoire vum Stat ofzitt, ass bal null. Mä engersäits ass et esou, dass déi europäesch Kritären eng Verbuchung vun der Bruttoverschëldung virschreiwen, an anerersäits bleift d'Realitéit, dass dës Schold, egal firwat se gebraucht gëtt, op de Statsbudget dréckt an de Stat manner flexibel mécht a senger Politik, well en en décke Batz Zënsen a Schold bezuele muss, amplaz déi ëffentlech Gelder fir aner Zwecker ze gebrauchen.

Munchmol gëtt och op de positive Sold vun der Administration publique, also dem Gesamtstat, verwisen, fir d'Wichtegkeet vum Defizit vum Zentralstat klengzerieden. Mä dës Ofkierzung ass geféierlech. Well all Bestanddeel vum Gesamtstat - d'Gemengen, d'Sécurité sociale an den Zentralstat - muss säin eegene Budget am Lot halen, och wann den Zentralstat mat sengen Transferten zum Deel zur Finanzéierung vun de Gemengen an der Sécurité sociale bäidréit.

Et ass och evident, dass déi bal 14 Milliarde Reserven an der Pensiounskeess dem Service vun engem Deel vun de Rente virbehale sinn, dès den Ament, wou d'Ausgabe vun der Pensiounskeess net méi ganz duerch d'Recettë gedeckt ginn. Et handelt sech hei ëm en intergenerationelle Solidaritéitsmechanismus, deen ni wäert benotzt kënne ginn, fir dem Stat seng kuerzfristeg Ausgaben ze bezuelen.

Ganz enk verbonne mat der Diskussioun iwwert d'Dauerhaftegkeet vun eisen ëffentleche Finanzen ass déi iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Wirtschaftsmodell.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir wëssen alleguer, wéi ofhängeg eist Land a wirtschaftlecher Hisiicht vun der europäescher Konjunktur ass. De Wuesstumspotenzial fir Europa ass erofgaangen a gëtt elo tendenziell op 1,5% geschat. Fir Lëtzebuerg, dat jo un eng Moyenne vu Wuesstum vu 4% gewinnt war iwwer laang Zäit, läit de Wuesstumspotenzial mëttelfristeg bei 2% a laangfristeg, verschiddene Studien no, souguer nach méi niddreg.

Et ass hei déi statistesch Illustratioun vun engem Phenomeen, dee säit Kuerzem ënner Ekonomisten diskutéiert gëtt an dee vum Bill Clinton sengem fréiere Minister Larry Summers an d'Gespréich bruecht gouf: d'Theorie vun der „secular stagnation", déi beseet, grob vereinfacht, dass westleche Vollekswirtschaften aus verschiddene Grënn eng länger Zäit vu schwaacher Croissance bevirsteet.

Elo kann een natierlech soen, dass laangfristeg wirtschaftlech Previsioune méi mat Kaffisazliesen ze dinn hu wéi mat Wëssenschaft an dass et insbesonnesch fir eng kleng, atypesch Ekonomie wéi déi lëtzebuergesch onméiglech ass, virauszesoen, wéi mer eis entwéckelen. Dat mag sinn. An et wär schéin, wann déi Wuesstumstauxe vun 3% bis 4% PIB pro Joer géifen erëmkommen, soudass mer eise Modell, ouni allze vill anzebéissen, weiderféiere kéinten.

D'Europäesch Unioun ass op enger Kräizung ukomm, wat hir eege Wirtschaftspolitik ugeet. Déi europäesch Budgetspolitik ënnert dem Pacte de stabilité et de croissance an dem Traité budgétaire huet munch europäesch Länner forcéiert, eng Spuerpolitik, jo, eng Austeritéitspolitik ze maachen, déi op d'Käschte vum Wuesstum gaangen ass. Munch Ekonomiste warne scho säit Jore virun de Ravagë vun dëser Konsolidéierungspolitik an Zäite vu Kris oder schwaacher Croissance.

Och Organisatioune wéi den FMI an d'OCDE hu viru Kuerzem hire Feeler unerkannt, dass se scho säit 2010 Spuerpoliticke recommandéiert hunn an engem depriméierte Kontext. An déi desastréis Konsequenze vun där Politik, mat niddregem Wuesstum an héijem Chômage zimlech iwwerall an Europa, si gutt siichtbar, wann een d'Hierschtprevisioune vun der Europäescher Kommissioun kuckt. An trotzdeem ass déi Eenzeg, déi hire Feeler nach net ëffentlech agesinn huet, d'Europäesch Unioun!

Dofir ass den Investitiounsplang vun der Kommissioun Juncker fir de Wuesstum unzekuerbelen e positivt Signal, eng Richtungsännerung, och wann de Plang vun 300 Milliarden, deen op engem Eegekapital vu just 20 Milliarde fousst a vill Privatinvestissement viraussetzt a vill Verschëldung, e bëssen no enger méi mirakuléiser „multiplication des petits pains" ausgesäit.

Här President, zu dëser onsécherer Ausriichtung vun der europäescher Politik kënnt eng déif gräifend Diskussioun iwwer eise wirtschaftleche Modell. Trotz der Diversifikatiounspolitik vun deene leschte Jore sinn eis Statsrecetten ëmmer nach staark ofhängeg vum Finanzsecteur. D'Cour des Comptes schätzt den Deel vum Finanzsecteur an de Recetten op 25%.

Rezent international an national Entwécklunge weisen d'Fragilitéit vu munche vun dëse Recetten. Ech denken do an éischter Linn un d'Aféiere vum automateschen Échange vun Informatiounen zu Steierdossieren an der Folleg vu FATCA an der ëmmer méi grousser Pressioun vun anere Länner, déi der Meenung sinn, dass Finanzplaze wéi Lëtzebuerg hirem eegene Budget schueden.

D'Affär LuxLeaks dréit natierlech och hiert zu dëser Diskussioun bäi! Dëst ass dowéinst esou eng schwiereg Diskussioun, well se ëm eise Modell dréit, awer och ëm Ethik geet. An et schwéngt eng zimlech grouss Dose vun Hypokrisie an Opportunismus vu verschiddene Säite mat. Wann een zum Beispill gesäit, dass am engleschen House of Commons e Verhéier stattfënnt, während deem Lëtzebuerg onverblimmt als „parasite state" genannt gëtt, op där anerer Säit awer den engleschen „Revenue", also den englesche Fisk, an ëffentleche Broschüre mat niddregen Tauxe vu Gesellschaftssteier an dem englesche Rulingsmodell werbt, da gesäit een, wann een nach iergenden Zweifel hat, dass hei mat deux poids, deux mesures geschafft gëtt!

Et ass en internationalen an och an enger gewëssener Hisiicht nationale Sport ginn, d'Benotze vu Souveränitéitsnischen an der Lëtzebuerger Wirtschaft ze veruerteelen. LuxLeaks huet dës Diskussioun relancéiert, woubäi et sech bei Rulinge jo ironescherweis emol net wierklech ëm eng Steiernisch handelt. Aner Länner maachen dat och, entweder direkt oder iwwer hir territorial Dépendancen.

Loosse mer eis drun erënneren, dass Nischepolitik Traditioun huet zu Lëtzebuerg! An zwar säit dem 19. Jorhonnert. Et kann ee getrouscht soen, dass mer ouni Nischen a spezifesch Kompetenzen héchstwahrscheinlech en äermlecht Agrarland bliwwe wären, ouni Industrie a Servicer. Vum Opbau vun der Stolindustrie iwwert d'Ausnotze vun Avantagen aus dem Zollveräin zu der Bourse, déi duerch d'Cotéierung vun Euro-Dollar-Obligatioune gewuess ass, oder dem Opbau vun enger wichteger Fongeplaz, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen, hu mer et ëmmer erëm fäerdegbruecht, mat Ingéniositéit a Fläiss nei Aktivitéiten opzebauen.

Zur gläicher Zäit bréngt esou eng Affär wéi LuxLeaks e schwéiere Reputatiounsschued mat sech. An Zäiten, wou mer amgaange sinn, un eisem Nation Branding ze schaffen, ass et kloer, wat e gudden Numm och am internationale Kontext wäert ass! An dowéinst ass et och gutt, dass déi nei Regierung där Praxis eng kloer Base légale gëtt a se virun allem méi zolidd encadréiert.

Här President, wat eis Statsfinanzen ugeet, esou musse mer eis bewosst sinn, dass Nischen ëmmer méi schnell zouginn an de Spillraum fir esou eng Politik ëmmer méi kleng gëtt. Et ass also ëmsou méi wichteg, dass mer un der Qualitéit vun eise Produkter, mä haaptsächlech vun eisen Déngschtleeschtunge schaffen, déi jo eist éischt Exportgut sinn, dass mer méi kohärent, mat méi Wäitsiicht e wirtschaftleche Modell opbauen, dee virun allem op eiser Kreativitéit an op eisem Talent baséiert.

Recetten, déi aus Nischesecteuren an dem Stat seng Keess fléissen, sollten intelligent agesat ginn, fir nei, dauerhaft a stabel Secteuren opzebauen. Et ass schued, dass déi bal fënnef Milliarden Euro, déi d'TVA um Commerce électronique dem Land säit 2003 abruecht huet, net an e Fonds souverain gesat goufen, deen eleng der Innovatioun, der Recherche an dem Entrepreneuriat dédiéiert gewiescht wär, mä fir permanent Ausgabe vum Stat benotzt goufen. Dës Regierung huet beschloss, elo e Fonds souverain opzesetzen, deen zum Deel mat de Recetten aus der TVA-Commerce électronique gespeist gëtt. An dëst ass eng gutt Saach. Mieux vaut tard que jamais!

Wa mer wëllen, dass de Stat och muer nach de Garant vum Fortschrëtt a vun der sozialer Kohäsioun ass, musse mer et vermeiden, em ze vill op d'Schëlleren ze leeën. Dofir ass et esou wichteg, weider driwwer nozedenken, wéi mer de Stat méi effikass kënne maachen, wéi mer d'Käschte kënne weider reduzéieren a wéi mer weider an d'Richtung goe kënne vun enger sozialer Selektivitéit, déi d'Sozialleeschtungen, besonnesch och fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft, ofséchert.

Här President, an hire Beméiungen, fir de Stat ze moderniséieren, d'Statsfinanzen ze konsolidéieren an d'Wirtschaft ze diversifiéieren, dierf dës Regierung awer net vergiessen, de soziale Fortschrëtt no vir ze bréngen, dat heescht, weider géint d'Ongläichheet an d'Aarmut unzekämpfen.

E wichtegen Deel vum Budget betrëfft d'Sozialtransferten. Et ass äusserst sensibel, fir an dës Dépensë schneiden ze goen, well et zum Deel Leit betrëfft, déi substanziell dorobber ugewise sinn. Fir dass déi Sozialtransferte bei deene Leit do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn, muss ee fir d'Éischt eng Analys vun der Aarmut zu Lëtzebuerg maachen. Fir den Detail verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport, dee sech vill domat beschäftegt.

An Europa gëtt éischter de relativen Aarmutsrisiko gemooss, dee sech par rapport zum Revenu médian um nationalen Niveau definéiert. Den Aarmutsrisiko rechent sech iwwert d'Proportioun vum Revenu, dee manner ass wéi 60% vum Revenu médian. Dat si virun de Sozialtransferte 45% vun der Bevëlkerung vun eisem Land, no de Sozialtransferten awer just nach 16% am Joer 2013. Dat weist, dass d'Sozialtransferten eng wichteg Roll spillen am Kampf géint d'Aarmut.

E besonnesch interessanten Indicateur ass dee vum Risque de pauvreté persistante. Dësen Indicateur moosst déi Leit, déi säit méi wéi zwee Joer vun deene leschten dräi Joer vun der Enquête ënnert dem Aarmutsniveau liewen. Zu Lëtzebuerg louch deen Taux am Joer 2012 ëmmerhi bei 7,1%.

Parallell zu der Aarmut gesäit een, dass och d'Ongläichheet vun de Revenuen zu Lëtzebuerg zimlech staark an d'Luucht geet. Tëschent 1996 an 2013 si souwuel de Coefficient de Gini wéi de Rapport interquintile S80/S20, déi d'Ongläichheet vun de Revenue moossen, gewuess, mat enger staarker Verschlechterung vun 2012 op 2013. Souguer eng iwwerflächlech Lektür vun deene Statistike weist verschidde Schlësselfacteuren, déi den Aarmutsrisiko aggravéieren.

Zu Lëtzebuerg sinn am direkte Kampf géint d'Aarmut an den Ae vun Ärem Rapporteur fir d'Éischt emol d'Gebidder vun der Familljepolitik, der Aarbechtspolitik, dem Logement an der Steierpolitik gefuerdert. Dat heescht net, dass aner Gebidder onwichteg sinn. D'Éducatioun spillt natierlech eng extrem wichteg Roll. An dee beschte Kampf géint de Chômage an den Aarmutsrisiko läit an enger effikasser Wirtschaftspolitik, déi et fäerdegbréngt, de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze maachen an nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, an der Familljepolitik ass et virun allem och wichteg, dass d'Sozialtransferten net no engem traditiounsgebonnenen Ideal ausgeriicht ginn, mä der Liewensrealitéit vun de Familljen entspriechen. Besonnesch schockant ass et an deem Kontext, dass 23% vun de Kanner a Jugendlechen ënner 18 Joer zu Lëtzebuerg am Aarmutsrisiko liewen.

En éischt a besonnesch wichtegt Zil vun der Familljepolitik vun dëser Regierung ass et, d'Haushalter ouni Kanner un den Ustrengungen a Käschte vun der Kannererzéiung ze bedeelegen. Par contre wëllt dës Regierung keng natalistesch Familljepolitik méi bedreiwen. Well all Kanner gläichbehandelt solle ginn, gëtt d'Kannergeld fir all Kand datselwecht.

D'Zuele weisen och ganz kloer, dass trotz méi Geld fir kannerräich Familljen den Aarmutstaux op eng signifikant Aart a Weis 27,1% an d'Luucht geet bei Famillje mat méi wéi zwee Kanner.

D'Regierung huet dofir d'Prioritéit op Mesurë gesat, déi ganz konkret de kannerräiche Familljen hëllefen, zum Beispill duerch Gratisplazen an de Crèchen an aner zousätzlech Ënnerstëtzung fir d'Kanner. Nëmmen déi konkret Mesurë kënne bewierken, dass mer wierklech eng Chancëgläichheet fir all Kand zu Lëtzebuerg gewährleeschten, egal wat säi sozialen a linguistesche Background ass.

Eng drëtt grouss Prioritéit ass et, de Familljen ze erméiglechen, Beruffsliewen a Familljeliewe besser ze conciliéieren. Dofir gëtt a Crèchen an aner Strukturen investéiert, fir dass insbesonnesch déi sozial schwaach Stéit, wou Papp a Mamm schaffe mussen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, eng Plaz fannen.

Well och d'Ënnerbriechung vun enger Carrière duerch Divorce oder eben duerch de fräiwëllege Choix, doheem bei sengem Kand ze bleiwen, en negativen Impakt op d'finanziell Ofsécherung huet, souwuel wat d'Chancen ugeet, duerno erëm eng Aarbecht ze fannen, oder wat d'Pensiounen ugeet, an erëm eng Kéier insbesonnesch bei Leit mat enger schwaacher Formatioun, geet d'Regierung op de Wee vun enger Politik, déi d'Leit net méi encouragéiert, doheem ze bleiwen an hir Carrière ze ënnerbriechen.

An där Optik ass et nëmme konsequent, d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité ze sträichen. Am Géigenzuch gëtt de Congé parental reforméiert, fir e méi flexibel a méi attraktiv ze maachen, och fir déi Leit mat méi héije Revenuen. Dofir gëtt och un en Aféiere vum Temps partiel geduecht.

Mir wëssen och, dass den Divorce oder eng Trennung oft de Facteur sinn, deen e groussen Aarmutsrisiko mat sech bréngt, besonnesch fir Fraen. Aus evidente Grënn si Leit, déi op eemol eng nei Wunneng fanne mussen, fir hiert Kand oder Kanner opkomme mussen an zugläich nach schaffe goe mussen, besonnesch ënner Drock. An et sinn och déi Leit, d'Eenzelerzéier, déi bei eis am Land ënnert der gréisster Gefor vun Aarmut leiden. Dofir wär et wichteg, wann d'Regierung géif iwwer speziell Hëllefe fir monoparental Familljen nodenken, déi an enger prekärer Situatioun sinn.

Et ass décidéiert ginn, d'Solidaritéit vun der ganzer Bevëlkerung mat deene jonke Famillje spillen ze loossen duerch eng Kontributioun vun 0,5%, den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire. „Impôt de solidarité avec les familles" wär méi eng schéin an och méi eng richteg Bezeechnung gewiescht, well dës Steier gëtt a Crèchëplazen an Hëllefsleeschtunge fir jonk Famillje mat Kanner investéiert. Et ass gutt a richteg am Sënn vun der sozialer Selektivitéit, dass e ganze Mindestloun bei der Perceptioun vun dëser Steier immuniséiert gouf.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, am Kampf géint d'Aarmut huet d'Bekämpfung vum Chômage e besonnesche Stellewäert. Well d'Revenuen aus der Aarbecht sech iwwert déi lescht Jore manner dynamesch entwéckelt hu wéi déi vum Kapital, geet d'Ongläichheet an d'Luucht. Et ass awer esou, dass déi Leit an deenen ënneschte Revenusklasse meeschtens kee Kapital hunn, fir eng Aarbecht, déi ewechfält, opzefänken. Dofir ass de Chômage esou en dramateschen Aschnëtt am Liewe vun engem Mënsch, net nëmme psychologesch, mä och existenziell. Meeschtens bedeit Chômage bei eis Aarmutsrisiko.

An dowéinst ass et wichteg, och an der Bekämpfung vum Chômage nei Weeër ze goen. Egal wéi een e moosst, geet de Chômage säit Jore bei eis an d'Luucht. An zéng Joer ass de Chômagetaux vun 3,7% am Oktober 2004 op 7,1% am Oktober 2014 geklommen. Dir wësst, dass mer eng speziell Situatioun hunn op eisem Aarbechtsmaart. Eist Land huet ni opgehalen, nei Aarbechtsplazen ze schafen - eng Croissance vun 2% an der Moyenne säit 2009, och trotz der Kris.

Trotzdeem geet de Chômage an d'Luucht. Dëst huet sécher mat der Konkurrenz duerch Frontalieren ze dinn, mä et huet och eppes ze di mat enger Offer vun Aarbechtsplazen, déi dem Profil an der Formatioun vun de lokale Chômeuren oft net entsprécht. Déi Haaptbetraffe vum Chômage si Jonker, Auslänner a Leit mat wéineg oder kenger Formatioun.

D'Statistike weisen och, dass Leit ab 45 Joer méi grouss Schwieregkeeten hunn, erëm eng Aarbecht ze fannen, virun allem erëm eng Kéier déi mat engem niddregen Éducatiounsniveau.

Här President, d'Regierung geet och an der Aarbechtspolitik nei Weeër. Et gëtt elo op eng besser Formatioun vun de Chômeure gesat, fir se fit ze maache fir den Aarbechtsmaart, an et gëtt sech net méi wéi an der Vergaangenheet einfach mat enger finanzieller Subventionéierung begnüügt. Fir de Chômage ze bekämpfen, gëtt och d'Reform vun der ADEM weidergeféiert. D'ADEM gëtt anescht opgestallt. Si soll méi Moyene kréien a sech zu engem performante Service entwéckelen, deen déi Leit, déi no Aarbecht sichen, méi cibléiert mat den Offere vun den Employeuren zesummebréngt.

D'Garantie Jeunesse ass eng aner Reform, déi schonn no kuerzer Zäit hir Friichten dréit. Engem éischte Bilan no gesäit een de 14. No-

vember dëst Joer, just véier Méint, nodeem de Programm ugelaf ass, dass vun deene 420 Jonken, déi matgemaach hunn, der 65% eng Offre de qualité kruten, dat heescht, an de meeschte Fäll eng Aarbecht oder e Stage.

D'Reform vum Gesetz iwwert de Reclassement ass eng Mesure, déi drop erausziilt, Leit mat engem Handicap oder mat engem Gesondheetsproblem an d'Aarbecht ze kréien. An dësem Kader kann d'Zesummenaarbecht mat de Betriber aus dem Secteur vun der Économie sociale et solidaire e reellt Potenzial duerstellen.

Här President, d'Aide au réemploi, wësse mer elo, huet keng gutt Resultater ginn. Oft war dëst e Mëttel fir d'Employeuren, fir bëlleg u qualifizéiert Aarbechtskräften ze kommen, déi da während véier Joer mat enger héijer staatlecher Subventioun bei engem Patron geschafft hunn an duerno meeschtens entlooss goufen. Dofir ass et gutt, dass d'Aide au réemploi reforméiert gëtt, soudass se net méi wéi 50% dierf si vun deem, wat den neie Patron bezilt, mat engem Plaffong vun 3,5-mol de Mindestloun an net manner wéi 90% vum viregte Salaire.

Och d'Préretraite-solidarité huet a Realitéit wéineg bis guer keng nei Aarbechtsplaze geschafen. Si gëtt ofgeschaaft a parallell dozou sollen d'Préretraite progressive an d'Préretraite postée reforméiert ginn.

Ausserdeem huet d'Regierung an der Verhandlung mat de Gewerkschaften akzeptéiert, eng Retraite partielle mat enger Aarbecht à temps partiel ze erlaben.

Här President, et gëtt och bei eis am Land de beonrouegende Phenomeen vun den „working poor", dat heescht déi Leit, déi der Aarmut ausgesat sinn, obwuel se eng Aarbecht hunn. Zu Lëtzebuerg ass deen Taux vun den „working poor" mat 11,2% héich am Verglach mat der Moyenne vun 8,7% an der Eurozon. Eng Explikatioun heifir läit sécherlech bei der Deierecht vum Liewen zu Lëtzebuerg an an der Haaptsaach vum Wunnen. Mä et ass dofir ëmsou méi wichteg, dass mer de Mindestloun, dee jo just liicht iwwert der Aarmutsgrenz läit, gréisstendeels vu Chargen a vu Steiere fräihalen.

Här President, zu den absolute Grondbedierfnisser vum Mënsch gehéiert de Logement. Grad an dësem Beräich gouf et an de leschte Joren eng staark Präisentwécklung, wat et fir manner gutt situéiert Leit ëmmer méi schwiereg mécht, eng adequat Wunneng ze fannen. Am Duerchschnëtt gekuckt, steet Lëtzebuerg net esou schlecht do: Héije Wunnengspräisser stinn héich duerchschnëttlech Revenue géintiwwer, iwwer zwee Drëttel vun den Haushalter si Propriétaire vun hirer Wunneng an eng duerchschnëttlech Wunneng ass mat knapp 130 m² och relativ grouss.

Wann een d'Statistiken awer méi am Detail kuckt, da gesäit een, dass et grad am Logement staark Inegalitéite gëtt. Och wa 70,8% vun den Awunner zu Lëtzebuerg Propriétaire sinn, esou liewen awer 43% an engem Haushalt, deen e Prêt hypothécaire muss zréckbezuelen. Am Verglach sinn nëmmen 42,8% vun de Leit, déi engem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, Propriétaire vun hirem Logement an dräi Véierel vun hinne bezuelen e Prêt zréck.

Déi Haushalter, déi am mannste gutt dru sinn, si meeschtens Locataire. Si wunnen op méi enkem Raum, ënner manner gudde Konditiounen, an d'Ausgabe fir de Logement maachen trotzdeem e ganz groussen Deel vun hirem Revenu aus. Bei dëse Stéit ass et net seelen, dass si iwwer 40% vun hirem Revenu fir de Logement ausginn, wat allgemeng als Taux de surcharge ugesi gëtt. Si kënnen deemno net och nach Suen uspueren a wäerten trotz staatlechen Hëllefe wahrscheinlech ëmmer Locataire bleiwen.

De Stat huet an deene vergaangene Jore vill derfir gemaach, fir den Accès zur Propriétéit ze erliichteren. Dat ass grondsätzlech net falsch, well een, deen emol säi Prêt ofbezuelt huet a Propriétaire vu senger Wunneng ass, mat relativ wéineg Sue ka liewen a manner riskéiert, an eng prekär Situatioun ze kommen. Wa mer gesinn, dass virun allem Leit iwwer 65 scholdefräi Hausbesëtzer sinn, dann ass dat och eng Form vu Garantie géint d'Altersaarmut.

Allerdéngs profitéiert virun allem de Mëttelstand vun deenen Hëllefen, an net déi Leit, déi am stäerkste benodeelegt sinn. Och riskéieren eenzel Hëllefen, d'Wunnengspräisser zousätzlech an d'Luucht ze dreiwen, soudass um Enn net de Keefer, mä de Verkeefer am meeschten dovu profitéiert. Dofir wëllt dës Regierung eenzel Mesuren nei iwwerdenken a virun allem op d'Offer awierken, andeem méi schnell neie Wunnraum soll geschafe ginn.

Och wann aus prozedurale Grënn déi véier Plans directeurs sectoriels hu missen zréckgezu ginn, hält d'Regierung um Zil fest, fir nei Aréaler ze identifizéieren, wou schnell ka Wunnraum geschafe ginn, an dat am Aklang mat landesplanneresche Prinzipien.

Wann ee sech de Besoin u Wunnraum virun Aen hält, esou wéi en am Plan directeur sectoriel «Logement» berechent gouf, ass et kloer, dass an deene kommende Joren en enormen Effort an deem Beräich muss gemaach ginn. Engersäits betrëfft dat d'Gemengen, déi jo net nëmmen hire PAG mussen upassen, mä hir gesamt Infrastruktur mussen op dee Wuesstum ausriichten. Mä et betrëfft natierlech och de Stat, deen entspriechend finanziell Hëllefe muss ubidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet de Logement zu enger vu senge Prioritéite gemaach, an dofir wäerten d'Ausgaben an deem Beräich trotz Konsolidéierungseffort am Budget an d'Luucht goen. Am Budget ass fir 2015 eng Enveloppe vun 150,7 Milliounen Euro virgesinn. Dat entsprécht par rapport zum Budget, dee mer fir 2014 gestëmmt haten, enger Augmentatioun vun 10,9%.

Am Pluriannuel ass virgesinn, dass dëse Montant an de Joren 2016 bis 2018 weider steigt. Eleng fir de Volet „Construction d'ensembles" stinn an deenen nächste Joren am Schnëtt 75 Milliounen Euro zur Verfügung. Dat si pro Joer 20 Millioune méi wéi 2014.

Eng Iwwerleeung an deem Kontext wär och, ob de Fonds de compensation, deen d'Reserve vun der Pensiounskeess géréiert, net en Deel vu senge Moyenen an den nationale Wunnengsbau sollt investéieren. Ech mengen, dat ass eng Iwwerleeung wäert.

Trotzdeem wäerten all dës Efforten net de Problem vun deene sozial schwächsten Haushalter léisen, déi och da keng Wunneng kafe kënnen, wann et geléngt, d'Präisser um Marché ze stabiliséieren. Wa mir d'Aarmut zu Lëtzebuerg wëllen effikass bekämpfen, brauche mir substanziell méi Sozialwunnengen, besonnesch am Beräich vum Locatif.

Tatsächlech si mer zu Lëtzebuerg op deem Punkt ganz schwaach, och am internationale Verglach gekuckt. Laut enger Analys, déi d'Caritas 2013 an hirem Sozialalmanach gemaach hat, sinn zu Lëtzebuerg nëmmen 2% vun alle Logemente sozial Mietwunnengen. An Holland sinn et 32%, an Éisträich 23%, a Frankräich 17% an an der Belsch ëmmerhin nach 7%. Mir hunn do also e ganz seriöen Nohuelbedarf.

Well et net wäert méiglech sinn, dee Mangel kuerzfristeg aus der Welt ze schafen, huet d'Regierung virgesinn, deene sozial Schwächsten e Subsid fir de Loyer ze ginn. En entspriechende Projet de loi, deen de Moment nach amendéiert gëtt, ass um Instanzewee a soll schnell déi néideg legal Basis schafen.

De Logement wäert sécher och en Thema am Kader vun der Steierreform ginn. Mir wäerte méi genau missen analyséieren, wiem déi bestehend Fiskalitéitsregelen notzen a wéi wäit dat am Aklang ass mat de politeschen Ziler vun der Regierung, och am Beräich vum Logement.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wann een iwwer sozial Gerechtegkeet schwätzt, ass een och iergendwann bei der Steiergerechtegkeet ukomm. Eent vun den Haaptziler vun der Regierung an der Steierpolitik ass et, de Mëttelstandsbockel ze glätten. Et handelt sech hei ëm déi héich Steierlaascht, déi op de Revenue vun de Mëttelklasse läit, déi jo an der Haaptsaach aus Aarbechtsrevenue bestinn. Well de Steierbarème schnell an d'Luucht geet a scho bei niddregem Akommes asetzt, sinn d'Mëttelschichte méi haart getraff vun der Steier wéi déi méi räich Stéit.

Bei méi räiche Stéit ass et esou, dass nach aner Revenuen aus Immobilien an Erspuernisser derbäikommen, déi bei eis manner staark besteiert ginn. Doduerch kritt een eng degressiv Steierlaascht, wat ee méi héich an de Revenuen eropgeet. Dëst Ongläichgewiicht muss am Kader vun der Steierreform, déi fir 2017 virgesinn ass, op de Leescht geholl ginn.

Mir mussen d'Progressivitéit vun de Steiertauxen nei definéieren, fir dass déi kleng an niddreg Akommes manner haart a manner schnell besteiert ginn. Mir sollten och an enger Iddi vu Steiergerechtegkeet an Neutralitéit géintiwwer dem gewielte Familljemodell iwwer eng Individualiséierung vun der Besteierung nodenken. Och dat steet an eisem Regierungsprogramm. Dobäi muss och iwwert de Splitting geschwat ginn, dee jo bestuet a pacséiert Koppele bevirdeelegt, mä op d'Käschte vu Jonggesellen an haaptsächlech Eenzelerzéier geet.

Et ass e Fakt, dass zu Lëtzebuerg d'Steier op d'Revenue vun Eenzelpersounen a Stéit bal 60%, an dovun d'Steier op Salairë 44% vun de Gesamtrecettë vum Stat ausmachen. D'Steier op Salairë stellt am Budget voté fir 2016 (veuillez lire: fir 2014) ongeféier 3 Milliarden duer, géint 1,6 Milliarde fir d'Kierperschaftssteier op d'Gesellschaften. Tëschent 2001 an 2014 huet d'Steier op Salairë sech am Volume verduebelt an déi op d'Gewënner vu Kierperschaften ass am Volume stabel bliwwen.

Et gëtt natierlech Erklärungen, firwat dës Schéier esou auserneegaangen ass: D'Masse salariale ass an d'Luucht gaangen, d'Netupassung vum Steierbarème un den Index huet och gespillt a bei de Betriber sinn d'Méiglechkeeten, hir Steierlaascht ze optimiséieren, einfach besser an eiser Legislatioun.

Et gëtt gutt Grënn, fir d'Steierlaascht vu Betriber net an d'Luucht ze dreiwen. Mir haten d'lescht Woch an dëser Chamber eng Kompetitivitéitsdebatt a mir sinn eis all bewosst, dass d'Steierkonkurrenz nach ëmmer eng Realitéit ass an eis Marge de manœuvre an deem Beräich net immens grouss ass.

Et muss trotzdeem erlaabt sinn ze froen, ob et gerecht ass, dass d'Akommen aus der Aarbecht ëmmer méi staark besteiert ginn, wann aner Revenuen a Gidder där Tendenz entkommen.

Här President, et gëtt verschidde Pisten an d'Richtung vun engem méi gerechte Steiersystem. Eng dovun, an déi steet och am Regierungsprogramm, betrëfft d'Grondsteier. Mir wëssen alleguer, dass dës Steier lächerlech niddreg ass an dass se muss reforméiert ginn, fir dass se eng richteg Quell vun Akommes fir d'Gemenge gëtt.

Wann een iwwert d'Steiergerechtegkeet schwätzt a wann ee wëllt eng seriö Steierreform maachen, déi deen Numm och verdéngt, muss een och en Inventaire vum Patrimoine vun de Lëtzebuerger Stéit maachen. Den Direkter vum Statec huet viru Kuerzem an engem Radiosinterview drop verwisen, dass et dës Zuele gëtt, mä dass se nach ni zesummegefouert goufen.

Et geet net drëm, sozialen Näid ze schüren, an et geet och net dorëm, virzegräifen, wat aus deene Gespréicher a Consultatiounen zu enger Steierreform, an déi jo och d'Sozialpartner sollen implizéiert ginn, erauskënnt. Et geet just drëm, eng komplett Diskussioun ze féieren.

Här President, en aneren Aspekt vun der Steiergerechtegkeet ass d'Steierfraude an d'Andreiwe vun de Steieren. Hei ass dat zousätzlecht Personal, wat souwuel beim Enregistrement wéi och bei den direkte Steieren am Kader vun den 258 Mesurë soll agestallt ginn, sécherlech e positive Schrëtt. Mä et ass net alles. Den Enregistrement zum Beispill ass ëmmer méi konfrontéiert mat Fraude à la TVA an huet Schwieregkeeten, géint déi Steierkriminalitéit unzekommen.

Et ass hei e komplexe Phenomeen, bei deem et sech weist, dass mer net gutt opgestallt sinn, fir dergéint unzekommen: D'Zesummenaarbecht mam Parquet ass schwiereg an och mat der Police judiciaire. Et gëtt och munch administrativ a juristesch Hürden, déi mat sech bréngen, dass d'Fraudeuren ëmmer e Schrack viraus sinn. Dat geet natierlech zu Laaschte vun all deene Steierzueler, déi hir Steieren éierlech a pünktlech bezuelen.

Hei misste verschidde Gesetzesännerunge gemaach ginn, fir eng horizontal Zesummenaarbecht tëschent Verwaltungen ze erméiglechen. D'Steiergeheimnis misst vläicht opgelockert ginn, gradesou wéi den Dateschutz, an et kéint een och iwwer eng Depenaliséierung vum Steierbedruch nodenken, fir de Steierverwaltungen en eegene Pouvoir de sanction ze ginn an hinnen ze erlaben, dat méi effikass unzegoen.

Här President, ech géif och gären all deenen Institutiounen an Organismen hei zum Schluss Merci soen, déi en Avis zu der Budgetsprozedur, zu de Budgetsprojeten ofginn hunn. E grousse Merci fir hir gutt Aarbecht! Dës deels ganz fouilléiert Avise si fir de Rapporteur ëmmer eng wäertvoll Quell vun Informatiounen an eng wichteg Inspiratioun fir seng Aarbecht.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Regierungsmemberen, d'Regierung muss weider de Kompromëss sichen tëschent enger dauerhafter a verantwortlecher Steier-, Budgets- a Wirtschaftspolitik op där enger Hand an enger Politik vun der sozialer Gerechtegkeet, déi déi sozial Schwaach schützt an eng reell sozial Mobilitéit erlaabt, op där anerer. Fir dat ze erreechen, ass et wichteg, dass mer eis net ze vill verscholden. Bei deem, wat mer der nächster Generatioun hannerloossen, wäerte Scholde sinn, finanzieller an ekologescher.

Mä et mussen haaptsächlech och Aktiven zu Buch stoen: eng gutt Éducatioun, e funktionéierende Sozialsystem a Gesondheetswiesen, mä och e staarkt kulturellt, wëssenschaftlecht an Ëmweltkapital.

Eng verantwortlech Approche verlaangt eng Verminderung vum Passiv, fir zukünftege Generatiounen eng anstänneg Ierfschaft an en dauerhafte Wuelstand ze garantéieren. Eng verantwortlech Budgetspolitik verbitt a kenger Weis d'Duerchsetze vun enger progressistescher Agenda, ganz am Géigendeel! Eng verantwortlech Budgets- a Steierpolitik ass déi wichtegst Viraussetzung fir eng gutt Sozialpolitik, fir haut grad ewéi fir muer, an de beschte Garant, fir deenen nächste Generatiounen eng fräi a fair Gesellschaft ze hannerloossen.

Wa se iwwermuer dëse Budget stëmmt, hélt d'Chamber Verantwortung fir d'Zukunft vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Budgetsrapporteur fir säi Rapport. Ech ginn him Akt vun dem Rapport an ech géif dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 6722 iwwert dee sougenannten „Zukunftspak". An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, déi honorabel Viviane Loschetter.

Madame Loschetter.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi n°6722

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6722, och Zukunftspak 2015 genannt, ass vun der Regierung de 15. Oktober déposéiert ginn, zesumme mam Budget a mam Budget pluriannuel. Ech sinn de 16. Oktober als Rapportrice genannt ginn.

Rekordverdächteg duerch säin Titel, dee ganzer zwou DIN-A4-Säiten anhélt, beschränkt sech dëse Projet de loi op d'Ëmsetzung fir 2015 vu 24 vun den aktuellen 258 Mesuren, déi am Zukunftspak opgelëscht sinn.

Et ass sécherlech net fir d'Éischt, datt mer an der Chamber e Projet de loi unhuelen, deen a senger Ëmsetzung villfälteg ass. Ech erënneren dobäi notamment un de Projet de loi 5611, deen och eng ganz Rei vu Mesuren agefouert voire Adaptatioune virgeholl hat.

Fir awer d'Envergure vun dësem Projet de loi kënnen anzeschätzen, wëll ech op de globalen Zukunftspak vun der Regierung agoen.

Den Zukunftspak ass d'Resultat vun Aarbechten, déi tëscht Januar a Juli 2014 an all Ministère ënnerholl gi sinn, fir éischtens en État des lieux ze maachen oder zumindest versichen ze maachen - et war net iwwerall esou einfach -, zweetens, fir Propositiounen ze maachen, wou a wéi ka gespuert ginn, an drëttens, fir Propositiounen ze maachen, wéi de Stat méi effizient, jo, méi einfach kéint schaffen. D'Regierung huet du vu Juli bis Mëtt Oktober all dës Propositiounen analyséiert an aus de Propositiounen en Zukunftspak ausgeschafft mat aktuellen 258 Mesuren.

Et ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schonns en Novum, wat hei geleescht ginn ass: Tëscht engem zweeten an engem drëtte Budget, déi am selwechte Joer déposéiert gi sinn, déposéiert d'Regierung e pluriannuelle Pak mat enger Rei vu Mesuren. Et ass fir d'éischte Kéier iwwerhaapt, datt eng Regierung esou e komplette pluriannuellen an dach awer ambitiéise Programm am Ufank vun hirer Legislaturperiod virleet.

E Pak, deen d'Ambitioun huet, fir bis 2018 d'Finanze vum Zentralstat méi an den Équiliber ze kréien, d'Schold, déi klëmmt, am Gréff ze behalen a sech manner ofhängeg ze maache vun de Reserven notamment vun der Sécurité sociale a sech domadder och e Strapp manner an d'eegen Täsch ze léien.

Nach ni virdrun huet eng Regierung zesummen a geschlossen de politesche Courage an Taten ëmgesat, fir en Zukunftspak ze presentéieren an offenzeleeën. Domadder weist dës Regierung, wat se virhuet an deenen nächste fënnef Joer, oder wat si sech virhuele muss, fir den nächste Generatiounen oder der nächster Generatioun d'Méiglechkeet ze ginn, éierbar an dësem Land ze liewen an net an onse Scholden, déi mir haut maachen, muer ze erstécken.

Jo, et ass e Spuerpak fir ons haut, a jo, ganz kloer, et ass en Zukunftspak fir déi nächst Generatioun! Déi 258 Mesurë sinn en Instrument fir déi nächst Joren. An als Rapportrice erlaben ech mer ze soen, datt ech selwer iwwerzeegt sinn, datt dësen Zukunftspak wuel säin Objektiv wäert an och muss bäibehalen, mä datt de Wee bis dohinner nach kann a wahrscheinlech och wäert variéieren.

De Wee bis bei dat deklaréiert Zil ka variéieren, wann et zesummen diskutéiert gëtt, vläicht och zesumme verhandelt gëtt, am beschte Fall zesummen opgesat gëtt. Datt mer mussen dëse Wee ugoen, deen eigentlech schonns hätt misse viru Joren ugetrëppelt ginn - dat sot net nëmmen de Conseil d'État, mä notamment och d'Cour des Comptes -, steet haut net méi zur Diskussioun. D'Zuelen aus dem Budget sinn effektiv de beschte Beweis dofir!

Ech kommen och elo net méi zréck op déi Zuelen, weder déi vun haut an déi vu muer, op déi och de Rapporteur schonns agaangen ass, nach op déi Zuele vu gëschter a vu virgëschter, déi eng reell verpasste Chance duerstellen.

Den Zukunftspak wäert ons alleguerten déi nächst Jore begleeden. An dofir ass et extrem wichteg, éierlech a prezis Informatiounen dozou ze garantéieren, Informatiounen iwwert d'Ziler, déi mer wëllen an och mussen erreechen, Informatiounen awer och iwwert d'Alternativlosegkeet vun dësem Zil, respektiv wat geschitt, wa mer esou weiderfueren an dësem Land wéi bis elo.

Den Zukunftspak ass haut mat sengem éischte Projet de loi a mat sengen éischte 24 Mesuren um Ufank vu senger Gestaltung. An ech muss och preziséieren, datt net all Mesuren aus dem Zukunftspak mussen duerch de legislative Wee goen. Verschidde Mesurë ginn iwwert de Wee vu Règlements grand-ducaux, anerer iwwer Arrêtés ministériels ëmgesat.

Fir mech als Rapportrice ass et wichteg, och ze ënnersträichen, datt et schued wier, wa mer déi nächst Jore géifen déi verschidden Zukunftspäck ëmmer erëm quasi mam Budget verschmëlzen. Den Zukunftspak soll eng Gestaltungspolitik sinn oder ginn, an de Budget ass d'Emsetzung dovunner.

Dofir proposéiere mir der Regierung, fir déi nächst Joren d'Diskussioune ronderëm d'Gestaltung vum Zukunftspak an dat éischt Semester vum Joer ze verleeën, zesumme mat der Finaliséierung vun onsem Semestre européen, dee mer och mussen op Bréissel schécken, a ronderëm d'Lag vun der Natioun.

Esou wéi d'Regierung mat de Sozialpartner sech engagéiert huet, notamment am Kader vum Conseil Économique et Social, sech am Fréijoer ze treffen, esou wieren d'Diskussiounen an d'Analyse ronderëm d'Emsetzung vun den nächste Mesuren aus dem Zukunftspak zu dësem Zäitpunkt sécherlech sënnvoll.

De Statsrot huet säin éischten Avis den 13. November erausginn an en Avis complémentaire den 9. Dezember. Am éischten Avis huet de Statsrot eng Rei vun Oppositions formelles ervirbruecht, déi awer éischter technescher Natur woren an déi zu komplexe parlamentareschen Amendementer gefouert hunn. Mir hunn den 1. Dezember an enger längerer Finanzkommissiounssëtzung den Avis vum Statsrot analyséiert. Den 2. Dezember hu mer majoritairement eng Rei vun Amendementer ugeholl.

Ech wëll op eng Rei Kriticke vum Statsrot agoen, déi och an der zoustänneger Finanzkommissioun diskutéiert gi sinn. Notamment de Wëlle vun der Regierung, e Fonds intergénérationnel unzeschafen, gespeist mat jährleche 50 Milliounen Euro, fir an 20 Joer op eng Milliard Euro ze kommen. D'Kritik wor, datt mer engersäits en neie Fong uschafen, dee mer anererséits dach awer, ënnert dem Strëch, mat Schold speisen, zumindest an den éischte Joren.

Dës Kritik ass net falsch. Trotzdeem ënnerstëtzt d'Majoritéit aus der Finanzkommissioun dës Mesure. Mir speisen de Fong ausschliisslech mat net récurrente Recetten. An dat ass e wichtegt Signal fir d'Opstellung vun engem Budget. Recetten, déi net récurrent Recetten, vun deene mer pertinemment wëssen, iwwregens säit Joren, datt se kënnen einfach ewechfalen oder staark variéieren an der Zäit oder sech reduzéieren, Recetten, déi net nohalteg sinn, sollen an dierfen net, respektiv dierfen net méi fest matagerechent ginn an engem Budget.

A genau dat, genau dat ass notamment geschitt mat der TVA op den elektronesche Commerce! Esou eng onvirsiichteg Haltung kënne mer ons an Zukunft net méi erlaben! D'Akzisen op Tubak a Bensin souwuel wéi d'Recettë vum E-Commerce sollen an de Fong gebucht ginn, grad ewéi aner exceptionnel Recetten. Onserer Schold an onserem Defizit solle mer an Zukunft mat sécheren a previsibele Recetten entgéintwierken.

D'Finanzkommissioun ënnerstëtzt och gären d'Iddi vun der Regierung, fir an enger zweeter Phas OPCen, Organismes de placement collectif, anzeféieren a wëllt bei dëser Ausaarbechtung enk matagebonne ginn.

Laang - et pour cause - ass an der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Praxis vun den Décisions anticipées, de sougenannten „Tax-Rulingen", diskutéiert ginn. Schonns viru LuxLeaks 1, nämlech beim Dépôt vun dësem Projet de loi de 15. Oktober, war et dëser Regierung an der Majoritéit kloer, datt déi Eegendynamik, déi dës Praxis kritt huet, huet misse kanaliséiert ginn an datt mer misste mat där heiteger Praxis vun Tax Ruling opraumen.

Mat dësem Projet de loi kréien d'Décisions anticipées fir d'Eischt zu Lëtzebuerg e legislative Kader! E Projet de règlement grand-ducal dozou ass ausgeschafft ginn. D'Finanzkommissioun wor aktiv un dëser Ausschaffung mat bedeelegt. De Statsrot wäert dëse Freideg säin Avis zum dëposéierte Règlement grand-ducal ginn.

Mir modifizéieren an dësem Projet de loi den Artikel 56 vum Steiergesetz a preziséieren d'Prozedure vun de Prix de transfert. Sous peine d'opposition formelle ass op e Règlement grand-ducal verzicht ginn. An dësem Projet de loi ginn och d'Taxe fir d'Frais administratifs an dësem Kontext festgehalen. D'Recettë ginn op 3,7 Milliounen d'Joer geschat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier falsch an et wier och net komplett, den Zukunftspak en général an dëse Projet de loi mat sengen éischte Mesurë just aus der Siicht vun der Sanéierung vun onse Finanzen ze definéieren. Den Zukunftspak huet, grad wéi de Budget och, éischt politesch Akzenter gesat, politesch Prioritéiten definéiert, esou wéi se notamment och am Regierungsprogramm opgelëscht sinn. Dës Regierung innovéiert an der Gesellschaftspolitik respektiv si adaptéiert d'Organisatioun vun onserer Gesellschaft un dëst Jordausend.

An dozou gehéiert och d'Äntwert op verschidde Froen, Froe wéi zum Beispill: A wéi enger Gesellschaftsorganisatioun wëll ech liewen? Wéi definéiere mer Chancëgläichheet? Wat muss de Stat ënnerstëtzen? Wou muss déi ëffentlech Hand, sprech mir alleguerten, mat onse Steiersue méi investéieren a wou kann déi ëffentlech Hand sech erlaben, manner Suen auszeginn? Wéi gi mer de Kanner vun haut, alle Kanner, déi bescht Chancë fir muer mat op de Wee?

D'Äntwerten op dës Froe féieren irrémédiablement zu engem Choix. E politesche Choix, keen ideologesche Choix! E schwieregen, awer courageise politesche Choix. Schwiereg, well dës Regierung eng Emverdeelung vun de Steiersue virgesäit. Eng Emverdeelung, fir do manner anzesetzen, wou et och ouni finanziell Ennerstëtzung méiglech ass, a méi anzesetzen, wou Nout u finanzieller Ennerstëtzung ass.

Am Kloertext heescht dat, manner allgemeng jiddwerengem ginn, mä dofir an Zukunft méi deene Bierger a Biergerinnen, Kanner, Elteren oder Mamme ginn, wou et e reelle Besoin gëtt. A jiddwerengem méi ginn als Prestations en nature. Dat nennt een, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Choix de société.

D'Kritiker oder Skeptiker vun der Ofschafung vun der Allocation de maternité oder der Allocation d'éducation tendéieren dozou, der Regierung Ideologie virzewerfen. Erlaabt mer awer, hei ze bemierken, datt et bis elo guer kee Choix de société ginn ass! Bis elo ass net gekuckt ginn, wie Sue brauch, zum Beispill fir doheem ze bleiwe bei sengem Kand, a wie se net brauch. Et si vill Steiersue verdeelt ginn, ouni e soziale Kritär ze definéieren.

Dat wor net sozial gerecht, mä méiglech, well dëst Land vill Suen hat! Suen, déi mer all ausginn hunn. Haut ass dës Verdeelung nach ëmmer net sozial gerecht, mä haut kënne mir ons dëst net méi erlaben, mat geléinte Suen dës Form vu Generalverdeelung weiderzeféieren.

Ab Juni 2015 sinn d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité abrogéiert. Dat gëtt fir d'Joer 2015 eng Mannerausgab vun 12,5 Millioune fir d'Allocation d'éducation a vu 40 Millioune fir dat Joer duerno. Bei der Allocation de maternité sinn et fir d'Joer 2015 1,5 Millioune manner Ausgaben a fir 2016 sinn et der 4 Milliounen.

D'Finanzkommissioun dréit dës Mesurë mat an hirer Majoritéit. Si wëllt awer d'Regierung drop opmierksam maachen, datt et eng Rei Elteren oder Mamme ginn, déi, obwuel si weider geschafft hunn, awer op dës finanziell Ennerstëtzung konnten zréckgräifen, well si manner wéi e virgeschriwwene Montant verdéngt hunn. Fir dës Familljen, ob monoparental oder net, ass dës finanziell Hëllef oft eng Ennerstëtzung gewiescht, déi elo muss gegebenenfalls aneschters a geziilt opgefaange ginn. An dofir encouragéiert d'Finanzkommissioun d'Regierung, d'Reformen, notamment vum RMG, vum Complément RMG a vum Congé parental esou séier wéi méiglech an Ugréff ze huelen.

An enger nächster Recommandatioun ënnerstëtzt d'Finanzkommissioun ausdrécklech de Wëlle vun der Regierung, déi Moyenen auszeschaffen, fir Familljeliewen a Beruffsliewe mateneen ze vereenegen.

Sécherlech ginn et eng Unzuel vu gesellschaftspoliteschen a genderpoliteschen Argumenter, fir der Förderung vun esou enger Politik zouzestëmmen. Ech géif mech awer gären haut op déi finanziell Aspekter beschränken. An et ginn der a mengen Aen zwee, déi elementar sinn.

Éischtens, eng Gesellschaft, déi hir jonk Leit encouragéiert, en Diplom ze kréien, voire Studien ze maachen, investéiert esou an hir Zukunft, an hir nächst Generatioun. Mir investéieren enorm Zommen an ons Schoulen an an ons Kannerbetreiung, haut schonns. Mir investéieren an d'Matière grise. Mir wëssen och, datt et grad déi jonk Frae sinn, déi besser, souguer vill besser notamment op der Uni ofschneiden. Et ass dofir ëmsou méi wichteg, duerno derfir ze suergen, datt mer mat deem Invest, wann ech mech esou dierf ausdrécken, en „return on invest" garantéiere kënnen. An et wier schued, Fraen net ze encouragéieren, an hirem Beruff ze bleiwen.

Dëst ass awer nëmme méiglech, wa mer d'Kannerbetreiung besser organiséieren, den Temps partiel fir Männer a Frae promouvéieren an de Congé parental besser un d'Besoinen adaptéieren, un déi finanziell Besoinen an un d'Besoine vum Time management vun den Elteren.

Zweetens, eng Persoun, déi net schafft, well se soss hir Kannerbetreiung net organiséiert kritt, oder eng Mamm, déi net schafft an duerno gescheet gëtt, kascht d'Allgemengheet méi deier, wéi wa mer derfir suergen, datt si am Beruff aktiv bleift. An dofir encouragéiert d'Finanzkommissioun an hirer Majoritéit d'Regierung, fir all déi Reforme virunzedreiwen, déi et Pappen a Mammen erméiglechen, sech souwuel doheem an der Famill ewéi och op der Aarbecht ze verwierklechen.

An d'Regierung steet virun enger grousser Erausfuerderung, well dës Mesurë stelle virun allem e Paradigmewiessel an der Familljen- a Gesellschaftspolitik duer. Déi skandinavesch Länner si schonns viru Jorzéngten op dee Wee gaangen an hunn haut an dëser Politik eng komplett Offer fir all Familljen unzebidden. Néierewou an Europa ass den Taux de natalité esou encourageant, de Gebrauch vum Temps partiel, och fir Pappen, méi grouss, an d'Offeren u Betreiungsstrukturen a Ganzdagsschoule sinn exceptionnel, och an hirer Qualitéit. Et muss ee just einfach eng Kéier ufänken.

De Fonds national de solidarité kritt duerch den Artikel 6 aus dem Projet de loi maximal fënnef Officiers de police judiciaire. D'Finanzkommissioun hat am Ufank Bedenken iwwert dës nei Opstellungspropos, mä konnt sech mat der Mesure ufrënnen, wëssend, datt dës Persoune souwéisou virgesi sinn, fir am Service des fraudes ze schaffen. D'Regierung erhofft sech, ëm déi fënnef Milliounen Euro un Opdeckung vu Fraudes an Abus anzespueren.

De Stat wäert sech an Zukunft am Kader vum Ausbezuele vun Alimenter méi strikt un déi maximal virgeschriwwe Montanten aus dem RMGs-Gesetz halen an domadder och zousätzlech eng Rei vun Affekotenausgabe vermeiden. De Stat erhofft sech, tëscht 65.000 a 70.000 Euro d'Joer ze spueren.

Den net remboursabele Plaffong aus dem RMGs-Gesetz bleift op ronn 230.000 Euro, wat geduecht wor, de Präis vun enger klenger Wunneng duerzestellen. Dëse Status quo ass en Deel vun dem Accord signé tëscht Regierung a Gewerkschaften.

Fir d'Leit ab 50 Joer bleift den net remboursabele Plaffong an engem CIPA, Maison de soins etc. op 2.500 Euro.

D'Taxe fir Waasser an Ofwaasser si vun 2006 un net méi adaptéiert ginn. Duerch dëse Projet de loi ginn d'Taxe vum Waasser a vum Ofwaasser ëm 25% erop. Dës Taxenerhéijung wäert sech awer eréischt am Budget 2016 répercutéieren. Et geet hei ëm eng Zuel vu ronn 2,5 Milliounen Euro. D'Waasserwirtschaftsamt wäert an Zukunft eng Redevance erhiewen op all Waasseranalys, déi net am Optrag vum Stat selwer gemaach gëtt. Domadder kritt de Stat zousätzlech Recetten ëm déi 1,2 Milliounen d'Joer, allerdéngs och eréischt ab 2016.

Am Kader vun de Bonifications d'intérêts am Logement huet d'Regierung décidéiert, ab 1. Januar 2015 - et war scho kuerz ugeschnidde gi vum Rapporteur - eng Bonifikatioun nach just un déi Familljen auszebezuelen, wou de Revenu imposable net méi héich ass wéi véiermol den onqualifizéierte Mindestloun. D'Regierung erhofft sech eng Mannerausgab vun 42.000 Euro am Joer 2015, duebel esou vill am Joer 2016.

D'Aide d'épargne-logement, am Joer 2002 agefouert, wou all Kand 100 Euro kritt huet, huet sech als net sënnvoll erwisen. Nëmmen 2.100 Kanner hunn dës Aide säitdeem kritt. Si gëtt ofgeschaaft.

De Prozentsaz u staatlecher Bäihëllef beim Schafe vu Wunnenge respektiv fir d'Sanéierung vu Wunnenge geet fir Gemengen a Gemengesyndikater vu 70 op 75 erop, dat heescht, vu 70% op 75% erop. Verschidden Dispositioune gi geschafen, fir an Zukunft d'Locatioun respektiv de Verkaf vun Déngschtwunnenge vum Stat méi einfach ze gestalten. Dëst huet keng budgetär Auswierkung op de Budget 2015.

Eng Mesure awer, déi sécherlech nach nei Dispositioune mat sech brénge wäert, ass eng deels nei Verdeelung vum Impôt commercial communal, notamment fir de Fonds pour l'Emploi zousätzlech ze speisen. Dës Emverdeelung chiffréiert sech op aacht Milliounen Euro. D'Finanzkommissioun an hirer Majoritéit kann dës Mesure ënnerstëtzen. Allerdéngs freet se d'Regierung, fir méiglechst séier déi iwwerfälleg Gemengefinanzreform endlech an d'Wee ze leeden. D'Finanzkommissioun ënnersträicht och, datt eng Partie vun de Recetten aus dem Gemengesecteur musse weiderhin an direkter Relatioun mat der Wirtschaftsaktivitéit a mat dem Akommes vun de Betriber aus der Gemeng bleiwen.

Dës Regierung huet e Privileg ofgeschaaft, oder, wéi et am Titel heescht, eng „faveur" ofgeschaaft, den Trimestre de faveur. Dëst stellt fir d'ëffentlech Hand eng Mannerausgab vu ronn zwou Milliounen Euro d'Joer duer. No de Verhandlungen tëscht Regierung a Gewerkschaften ass fir 2015 d'Ofschafen op den 1. Mee no hanne verréckelt ginn. Dat mécht allerdéngs eng Moins-value vun 800.000 Euro fir d'Joer 2015 aus. Den Trimestre de faveur bleift bestoe fir d'Survivanten, am Fall vun engem Stierffall.

De Congé linguistique gëtt just nach zu 50% vum Stat zréckbezuelt. D'Finanzkommissioun kann dës Mesure matdroen, wëssend, datt deen allergréissten Deel vun de lëtzebuergesche Sproochcoursen ausserhalb vun den Aarbechtsstonne besicht ginn. Dës Mesure stellt eng Mannerausgab duer vu ronn 100.000 Euro d'Joer. Trotzdeem, a well mer wëssen, datt d'Sprooch, en l'occurrence d'lëtzebuergesch Sprooch, e wichtege Facteur d'intégration ass, freet d'Finanzkommissioun, datt d'Regierung d'Evolutioun vun de Präsenzen an de lëtzebuergesche Coursë suivéiert an déi zoustänneg Chamberskommissiounen och doriwwer informéiert.

De Congé culturel gëtt ofgeschaaft. D'Finanzkommissioun kann dës Mesure sécherlech matdroen, well si erkannt huet, datt et wichteg a richteg ass, datt de Kulturministère sech esou séier wéi méiglech prezis a kloer Kritäre gëtt, fir déi verschidde Forme vun Ennerstëtzung am kulturelle Beräich ze gestalten. Oft brauchen d'Leit aus der Kultur éischter méi Zäit zur Verfügung, wéi zum Beispill eng finanziell Hëllef. Prezis Kritäre kënne sécherlech do Kloerheet schafen. Hei geet et eigentlech manner ëm eng Mannerausgab vum Stat, wéi ëm de Wëllen, eng méi gerecht Verdeelung vu verschiddene Forme vun Ennerstëtzung anzeféieren.

Schlussendlech ginn eng Rei Taxen agefouert, Taxe fir notamment Certificats d'équivalence an der Demande vun Duplicata am Beräich vum Enseignement an am Enseignement supérieur. De Stat erhofft sech Recetten am Beräich vu 630.000 Euro d'Joer.

Datselwecht gëllt fir de Ressort vun der Santé, wou eng Redevance erhuewe gëtt fir verschidde Servicer, déi geleescht ginn, esou wéi dat schonns de Fall ass an anere Länner. De Stat erhofft sech Recettë vu ronn 320.000 Euro.

An dësem Projet de loi gëtt d'Gesetz aus dem Joer 2010 betreffend déi sougenannten „INSPIRE-Direktiv" op e puer Punkten adaptéiert.

D'Acquisitioun vun der Cité policière an de Verkaf vun engem Terrain zu Hollerech sinn aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn, well se elo an zwou Lois spéciales ëmgeschriwwe gi sinn, esou wéi de Statsrot et a sengem éischten Avis sous peine d'opposition formelle suggeréiert hat.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures
les moments forts de
l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée
du mardi au vendredi
de 20.00 à 22.00 heures,
à l'exception des jours de séance.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif gäre menge Kolleegen a Kolleeginnen aus der Finanzkommissioun e Merci ausriichte fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht bei dësem komplexe Projet. E Merci och fir d'Gedold an d'Ausdauer. E Merci fir d'Madame Guezennec a fir den Här Zeeb fir hir Mathëllef.

An Iech, Här President, Merci fir d'Indulgence bei menger Riedezäit, déi gläich eriwwer ass, mä och ech si gläich fäerdeg mat mengem Rapport.

Zum Schluss, Här President, erlaabt mer, e perséinleche Wonsch auszedrécken, de Wonsch, datt den Zukunftspak sech zu engem Zukunftsprojet fir onst Land entwéckelt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Rapportrice. An ech ginn dee Merci fir d'Indulgence weider un d'Kolleege vun deene verschiddene Fraktiounen, well dat mat hinnen ofgeschwat war a mer jo deen Débat als Ganzt féieren, also och d'Rapporten als Ganzt ugesinn. Merci.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer fir d'Äntwert respektiv d'Aféierung vum Finanzminister respektiv der Regierung an d'Diskussioun iwwert déi eenzel Projeten an d'Motioun.

Villmools Merci a bis muer!

(Fin de la séance publique à 16.25 heures)

SÉANCE 16 MERCREDI, 17 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, relatif aux projets de loi n°6720, n°6721 et n°6722*

3. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- *M. Laurent Mosar*

4. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix

- *Exposés: M. Marc Angel, M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Lydie Polfer), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'un amendement), M. Serge Urbany, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel (M. Claude Wiseler intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Mme Lydie Polfer (parole après ministre)(M. Claude Wiseler intervient), M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *M. Serge Urbany, M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

6. 6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Guy Arendt, M. Roberto Traversini, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Haagen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech maachen eis Sëtzung heimat offiziell op. E schéine gudde Moien!

Huet, Här Statsminister, d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Herno gëtt eng gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci villmools. Da gi mer weider an eisem Ordre du jour: d'Diskussioun, d'Presentatioun vum Statshaushalt an deene konnexe Projete fir 2015. Mir héieren elo d'Presentatioun, den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Statsbudget, iwwert d'pluriannuel Finanzplanung an iwwert den Zukunftspak.

Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, relatif aux projets de loi n°6720, n°6721 et n°6722

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Här Premierminister, léif Kolleege vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, gëschter hate mer zwee Rapporteuren, déi eng super Aarbecht geleescht hunn. Ech géif hinne gär direkt Merci soe fir hir Berichter, déi schéin an d'Déift gaange sinn. An ech weess, wéi schwéier et war, déi Aarbecht ze maachen. Ech kommen nach duerno drop zréck.

Ech wéilt direkt am Ufank soen, dass déi Budgetsried an déi Débate ronderëm de Budget 2015 bestëmmt mat déi animéiertst waren, déi onst Land an deene leschte Joren a vläicht Jorzéngte kannt huet ronderëm d'Fro vum Budget. An dat ass och net verwonnerlech, well d'Enjeue si ganz grouss. An ech wollt direkt am Ufank nach eng Kéier soen, wat fir eng Erausfuerderunge mer hu missen an dësem Budget 2015 - an an deenen, déi duerno kommen - an d'A faassen!

Éischtens emol verléiere mer d'nächst Joer, an dat ass deen éischte Punkt, op d'mannst 700 Milliounen Euro TVA électronique. Dat ass scho laang gewosst, mä et ass näischt do gemaach ginn. An dofir huet dës Regierung dat missen upaken.

Zweete Punkt: Mir schleefe säit 2008 am Zentralstat regelméisseg Defiziter zwëschen 800 Milliounen an enger Milliard mat. Dat waren d'Defiziter zwëschen 2008 bis 2012. Dat kann onst Land sech net méi leeschten!

An drëttens: Eis Schold, déi ass virun zéng Joer ongeféier eng Milliard gewiescht. Déi ass der haut méi wéi eelef! An deene leschte fënnef Joer ass eis Schold par rapport zum PIB vu 7% op 23% geklommen, huet sech also a fënnef Joer verdräifacht. Och dat ka sech onst Land net méi leeschten.

Dat war déi schwéier Aufgab, virun där mir stoungen. An ech wollt se nach eng Kéier répéteieren, well herno huet een de Risque mat all deenen Zifferen, dass ee guer net méi weess, wou een drun ass. Ech wëll also, dass ee vu lauter Beem de Bësch herno nach ëmmer gesäit!

Ech mengen ze wëssen, well et och schonn hei gesot ginn ass, ënner anerem an der Kompetitivitéitsdebatt, dass déi Haaptoppositiounspartei deen Diagnostique deelt, dass dat doten net méi tragbar ass an dass do muss agéiert ginn. Dat ass u sech eng ganz gutt Noriicht, wann een op d'mannst um Diagnostique sech eens ass.

Fir déi grouss Erausfuerderung do ze léisen, ass et eben och net duergaange mat engem Gesetzesprojet fir de Budget 2015, mä mir hunn dat och misse pluriannuel maachen, och wéinst europäesche Fuerderungen. Mä dat erlaabt eis natierlech, vill méi am long Terme d'Problemer ze kucken, a mir hunn déi 258 Mesurë vum Zukunftspak. Mir hunn also dräi Gesetzesprojeten, déi mer hei matenee beschwätzen an diskutéieren an debattéieren.

Fir et ganz einfach schonn am Ufank ze soen: Mir hunn den Défi, dee mer haten, an d'Ae gekuckt, an ech kann haut soen, dass mer déi schwéier Aufgab geléist hunn. An ech sinn net deen, deen dat selwer seet, oder d'Regierung, déi dat selwer seet, dat ass d'Europäesch Kommissioun, déi eis dat den 28. November gesot huet! Si huet eis gesot: „Lëtzebuerg ass fir déi nächst Joren an der Rei mam Pacte de stabilité et de croissance." Si seet dat op der ganzer Period. An ech freeë mech doriwwer. An an där ganzer Period kënnt Lëtzebuerg net aus der Bunn! Am Jargon vu Bréissel heescht dat, dass mer net ënnert de Volet correctif vum Pacte de stabilité kommen.

A mir halen och de Pacte de stabilité a mat deene Mesuren, mat deem Accord, dee mer mat de Syndicaten ofgeschloss hunn, well do leie mer nach ëmmer an de Limitten, déi de Stabilitéitspak virgesäit.

Ech géif soen, dass déi Décisioun vun der Kommissioun eis am Fong geholl en immense Pak vu Konfienz schenkt. A mat där Konfienz ass et natierlech méi einfach, ze schaffen!

Ech komme gären zréck - no där Introduktioun, fir elo nëmmen Zifferen op den Dësch ze leeën - op déi zwee Rapporte vun de Rapporteure Franz Fayot a Viviane Loschetter. Ech géif hinne gäre Merci soen, well si hunn eng super Aarbecht gemaach. An Dir wësst, dass d'Zäit ganz enk war. An et war och ganz vill ze maachen. De Ben Fayot - oh, de Ben Fayot! -, de Franz Fayot huet richtegerweis gesot - ech hoffen, dass de Ben Fayot dat och deelt -, de Franz Fayot huet...

(Hilarité)

De Franz Fayot huet richtegerweis gesot, dass dëse Budget ënnert dem Zeeche vun der Responsabilitéit ass an dass déi Responsabilitéit de Fil rouge ass vum Budget 2015, vum Pluriannuel a vum Zukunftspak. Hien huet insistéiert, dass am Fong geholl de Budget 2015 an déi aner „atypesch" sinn. An en huet do dräi Saache genannt. En huet genannt éischtens, dass et pluriannuel wier. Zweetens huet e genannt, dass déi nei Kontabilitéitsregel SEC 2010 applizéiert gëtt. An en huet genannt, dass et e Budget „nouvelle génération" wier.

Dat ass alles ganz richteg. Et ass och richteg, dass et atypesch ass mat der Vergaangenheet verglach. Mä dat do gëtt elo d'Regel! Et ass elo net eemoleg, wat mer hei maachen. Dat ass eben deen neie Paradigme. Woubäi ech hei, wann ech „Paradigme" soen, haaptsächlech insistéieren um Budget „nouvelle génération" an op dem Côté pluriannuel vum Budget.

D'Viviane Loschetter huet op senger Säit gesot, mir hätten hei en Novum. An den Novum ass natierlech den Zukunftspak! An och den Zukunftspak, dee mer dann am Budget 2015 ëmsetze mat engem extrae Gesetz, huet 24 Mesurë vun deem ganze Pak als But elo ëmzesetzen. Mä och mam Zukunftspak, an dat huet d'Viviane Loschetter och ganz richteg ënnerstrach, hu mer mat engem Novum ze dinn, deen eis och déi nächst dräi Joer wäert begleeden. A mir wäerten och dann déi néideg Zäit hunn, fir alles auszerechnen, wat nach ausgerechent muss ginn.

Ech géif elo dann an de Vif du sujet goen, andeem ech an dräi Deeler gäre géif e Kommentar zur ganzer Budgetsprozedur an zum Dépôt an zum Contenu vum Budget maachen.

Fir d'Éischt géif ech gäre kucken: Wat ass um ekonomesche Plang geschitt, säitdeem de Budget de 15. Oktober 2014 déposéiert ginn ass? Am zweeten Deel: Wat ass politesch geschitt? An dann am drëtten Deel: d'Zifferen, e puer Remarquen a meng Konklusioun.

Fir d'Éischt emol zur ekonomescher Evolutioun: Mir hunn de Budget opgestallt mat enger Hypothèse de croissance vun 2,7%. An der Zwëschenzäit sinn d'Statistiken, net nëmme vun onsem Statec, op deem eis Prognos hei fundéiert, mä och vun den aneren Institutiounen no ënne geschrauft ginn. D'Banque centrale gesäit nach just d'nächst Joer eng Croissance vun 2% vir, d'Kommissioun eng Croissance vun 2,4%, an de Statec läit an der Mëtt mat 2,2%.

Méi wichteg vläicht wéi déi Croissance à court terme ass a mengen Aen d'Tendance à long terme. A wat seet eis do d'OCDE? Dass de Potenzial vu Croissance fir Lëtzebuerg an den nächste Joren a Jorzéngte bei ronn 2% géif leien. Dat ass däitlech manner wéi dat, wat mer gewinnt ware virun der Kris, wou mer Tauxen haten zwësche 4% a 5%. An dat ass och souguer manner wéi dat, wat mer an der Period, déi méi schwiereg war, kannt hunn. Dofir soll een net op den Zifferen hei reiden. Dat Eenzegt, wat ee muss verhalen, mengen ech: dass d'Tendenz à long terme méi schwiereg gëtt.

An trotzdeem: Wien hätt da virausgesinn am Ufank vun dësem Joer, dass de Pëtrolspräis vun 100 Dollar op bal 60 Dollar de Barrel géif eroffalen? Kee Mënsch! An dat changéiert d'Donnéeë vun der Makroekonomie weltwäit immens vill. An dofir mengen ech, dass ee bei deene Statistiken alleguerten eng gewëss Rou muss behalen. An dat hu mir och gemaach. Rou heescht, dass een d'Ziffere vun der Croissance net all fënnef Minutte changéiere geet. Mir hunn also natierlech de Budget par rapport zu der Hypothèse de croissance vun 2,7% si gelooss.

Verschiddener fannen dat optimistesch. On verra bien! Ech wëll awer och ënnersträichen, dass d'Banque centrale an hirem Avis op der Säit 20 seet: «L'hypothèse du Gouvernement pour une croissance de 4% du PIB nominal est plus prudente que celle de la Commission européenne.»

An et ass och esou, dass mer jo och, wa mer an d'Zukunft kucken, verschidde Risquen hunn. Ech wëll der nëmmen zwee ervirhiewen: Deen éischten ass deen Dossier vun der OCDE, genannt BEPS. BEPS steet fir „Base Erosion and Profit Shifting". An deem Exercice ginn d'Pratiquen an d'Besteierung an der ganzer Welt duerchliicht an déi Aarbechte wäerten am Laf vum Joer 2015 fäerdeg ginn. An dorauser wäerte vill Changementer an der Steierwelt geschéien, an och net zulescht zu Lëtzebuerg.

Den zweeten Aspekt vu Risikoe sinn natierlech d'Konsequenze vun der Affär LuxLeaks, wou jo elo schonn zwou Welle waren. An do muss ee jo ganz kloer soen, dass dat eis e réputationnelle Schued gemaach huet! Deen ass kloer do. De konkreten Impakt op d'Plaz - a wann ech soen „op d'Plaz", mengen ech net nëmmen d'Finanzplaz, mä ech mengen déi ganz Ekonomie - ass nach ganz schwéier ofzegesinn an auszerechnen. Mir sinn amgaang, dat ze kucken, am Kontakt mam Secteur. Ech muss zwar soen, dass de Moment de Secteur eis seet, dass e keng dramatesch Evolutioune gesäit. Mä et ass och nach e bësse fréi.

Ech wëll Iech awer och soen, dass, soubal mer do méi konkret Ziffere wäerten hunn, an dat wäert dann am Ufank vum nächste Joer sinn, am éischten Trimester wahrscheinlech, ech natierlech ganz gär erëm virun der Chamber, an der Cofibu an och mat de Sozialpartner iwwert déi Konsequenze wäert schwätzen.

Mä mir sinn awer optimistesch fir Lëtzebuerg, well mir gesinn nämlech Chancë fir eist Land. An zwar gleewe mir un onst Land. Mir gleewen un d'Innovatiounskraaft vun eisen Entreprisen. Mir gleewen un de Courage vun de Lëtzebuerger. Mir sinn iwwerzeegt vun der Upassungsfäegkeet vun onsem Land a vun all deene Leit, déi hei wunnen a schaffen. Mir sinn also net déi, déi géint Lëtzebuerg wetten! Déi, déi an der Vergaangenheet pessimistesch ware fir Lëtzebuerg a géint Lëtzebuerg gewett hunn, hu sech meeschtens geiert!

Ech géif do gären zwee Beispiller huelen. Eent, dat e bësse méi wäit an der Vergaangenheet läit, mä dat mer awer nach all am Kapp hunn, dat ass dat vun der Stolkris. Deemools huet eist Land ganz vill gelidden, a kee Mënsch hätt geduecht, dass mer esou gutt aus där Kris géifen erauskommen. Eis Stolindustrie selwer ass jo super draus erauskomm, ass herno jo déi gréisst vun der Welt ginn - mat Fusiounen natierlech - an huet Produiten entwéckelt, déi soss keen hat.

Awer en zweet Beispill ass vill méi no bei ons. Dat ass dat vum Bankgeheimnis. Dat hu mer virun e puer Wochen hei an dëser Chamber ofgeschaaft, mat 57 Stëmmen hu mer dat Bankgeheimnis ofgeschaaft. An all Mënsch hat virausgesinn, wéi dat annoncéiert gi war virun 18 Méint, dass dat ganz schlëmm Konsequenze fir eis Bankplaz kéint hunn. De Moment, et ass jo alles net fäerdeg, mä de Moment stelle mer fest, dass d'Zuel vun de Banken zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet an dass d'Fongegeschäft nei Rekorder schléit!

Dir gesitt, mir sinn an deenen zwee wichtege Beispiller ganz gutt aus der Kris erauskomm.

Et ass awer och kloer, dass net nëmmen d'Politik gefuerdert ass an esou schwéiere Situatioune wéi déi, déi mer elo kennen. Och d'Entreprisë si gefuerdert an all Eenzelnen ass gefuerdert! Mir mussen eise Businessmodell wahrscheinlech zu engem gewëssenen Deel iwwerdenken. D'Finanzplaz muss sech rüsten an a verschiddenen Domäner nei opstellen. A mir mussen nach vill méi proaktiv erausgoen. Dat ass eng Fro vun Image, mä et ass och eng Fro vun eis besser dobausse bekannt maachen.

Dofir hu mer och d'Moyene vun der Luxembourg for Finance gestäerkt. Ech war virun e puer Wochen a Brasilien. Vill Leit hu mech gefrot, ob et eng gutt Iddi wier, a Brasilien ze goen no der Sortie vun de LuxLeaks-Informatiounen. Ech kann Iech soen, nodeem ech do war, dass et ideal war dohinnerzegoen, fir d'Bild ze redresséieren, fir sech kënnen ze verteidegen. Well wa mir keng Initiativ huelen, fir d'Bild ze redresséieren a Brasilien, ech soen Iech, et ass soss keen do, deen dat an eiser Plaz mécht!

An dofir wëll ech soen: Mir sinn optimistesch a mir gleewen drun, dass eist Land sech verbessere kann. D'Regierung ass net do, fir de Stëllstand ze verwalten, si ass do, fir eist Land fir d'Zukunft fit ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dofir hale mir dann un dëse Prognose fest.

Wat ass dann déi politesch Evolutioun gewiescht säit dem Dépôt vum Budget?

Do ass och villes geschitt. Fir d'Éischt emol, fir et ganz einfach auszedrécken, ass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg relancéiert ginn. An ech wëll och soen: A mengen Aen ass dee Sozialdialog amgaang, erëm wierklech ze fonctionnéieren! Dat hunn och déi zwee Rapporteure gutt an zu Recht ënnerstrach. De Fazit oder de roude Fuedem an deem Accord mat de Syndikater ass ganz einfach: Mir sinn deene Schwächsten an der Gesellschaft entgéintkomm. An ech mengen, dat war dat Richtegt!

Elo kann ee sech awer froen: Wéi ass dat da méiglech gewiescht, dass een do nach e gewëssene Spillraum - finanzméisseg - fonnt huet? Eh bien, et muss een och Chance hunn am Liewen! Dir hutt matkritt an deene leschte Wochen, dass e Recalcul gemaach ginn ass vun eise Kontributiounen zu Bréissel an dass mer an deene Méint, déi elo kommen, wäerte vun der Europäescher Kommissioun ronn 90 Milliounen zréckerstatt kréien. Déi 90 Millioune sinn natierlech am gënschtege Moment komm. An dofir konnte mir och ouni den Équiliber vun der Finance publique a Fro ze stellen déi Accorde mat de Syndikater huelen.

Wat steet dann elo an deem Accord mat de Syndikater dran?

Éischtens emol: Déi Kontributioun vun 0,5% ass verwandelt ginn an eng Steier. Do si vill Leit, déi soen, dat wier kee groussen Ënnerscheed. Ech soen Iech, et gëtt awer eng Rëtsch Ënnerscheeder. Deen éischten ass emol, dass mer konnten déi Steier esou gestalten, dass déi Schwächst, déi, déi keng esou breet Schëlleren hunn, dat net brauchen ze bezuelen, well jo de Mindestloun exonéréiert gëtt vun dëser Steier.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat ass e Käschtepunkt vu 40 Milliounen.

Dat war bei der Kontributioun net méiglech, bei der Kontributioun ass de Räsonnement en aneren. An dat ass och den Ënnerscheed zwëschen der Steier an der Kontributioun. Eng Kontributioun, déi muss jiddweree bezuelen, par définition, well jiddweree profitéiert vun der Kontributioun. Bei enger Steier huet een d'Méiglechkeet, déi eng oder déi aner ze bevirdeelegen. An dat hu mer och gemaach.

Mir hunn déi Steier dann „impôt d'équilibrage budgétaire temporaire" genannt, fir ze weisen, dass mer déi Steier och onbedéngt brauche fir den Équiliber vun de Statsfinanzen.

Mä de Virdeel vun der Steier, dat ass en zweet Argument, ass, dass eng Steier generell ass: Wat mat deene Sue gemaach gëtt, dat kann een net novollzéien. Mä ech soen Iech, dass mer dat, wat mer wëlles haten, dat heescht, d'Éducatioun vun de Kanner besser ze ëmgi mat neie Prestations, dass mer dat wäerten natierlech maachen. Méi Saachleeschtunge fir eis Kanner wäerte mer doduerch kënne maachen.

Aner Mesurë mat de Syndikater si folgend: Verschidde Mesuren, fir de Chômage ofzelinderen, déi 2015 hätte sollen auslafen, ginn elo net automatesch ausser Kraaft gesat. Do gëtt en Dialog mat de Syndikater gemaach an op Basis vun der Situatioun vum Chômage décidéiert, ob een déi Mesuren effektiv ka fale loossen oder net.

Dat Zweet, wou mer eis eens gi sinn, dat ass, dass mer en Accord fonnt hunn, wéi een d'Reform vun der Aide au réemploi ka maachen. Dat ass eng Mesure, déi viru Jore geholl gi war, déi awer wéinst Abusen net esou richteg gegraff huet, an déi gëtt elo verbessert.

Dat Drëtt, wat net vill ënnerstrach ginn ass, ass, dass mer en Accord mat de Syndikater fonnt hunn, fir d'Préretraite solidarité ofzeschafen an engem Calendrier, dee mer mateneen ausgemaach hunn.

A leschte Punkt: Mir sinn eis eens ginn, dass de Congé parental misst flexibiliséiert ginn an dass och de Minimum, deen do soll bezuelt gi beim Congé parental, sollt op de Salaire social minimum ugepasst ginn.

All déi Mesurë kaschten am Joer 2015 19 Milliounen. Ech mengen, déi 19 Millioune plus déi 40 Millioune manner Recetten, dass dat eng responsabel Attitüd war. An ech si frou, dass eisen Dialogue social mat de Syndikater erëm revitaliséiert ginn ass!

Elo kommen ech op de Budget 2015 selwer an op den Zukunftspak an op de Pluriannuel zesummen ze schwätzen. Mir hunn Avise kritt vum Conseil d'État, zwee Stéck, vun alle Chambres professionnelles, vun der Cour des Comptes, vun der Banque centrale a vum Comité olympique. Ech géif all hinne Merci soe fir hir Kontributioun. Do si ganz vill interessant Usätz dran.

E ganz besonnesche Merci un de Conseil d'État! De Conseil d'État huet wierklech Wonner gewierkt, fir dee ganzen Zukunftspak, awer och all déi Ännerungen, déi wéinst dem Accord mat de Syndikater néideg waren, fir dat alles ze aviséieren. Mir hunn och alleguerten den Oppositions formelles, déi de Conseil d'État gemaach huet, Rechnung gedroen. An ech mengen, dat war och dat Richtegt.

Wann een elo all déi Avise kuckt, gesäit een, dass déi Avise sech an zwou Kategorie kënnen opdeelen. Déi eng - de Conseil d'État, d'Chambre de Commerce, d'Banque centrale, d'Cour des Comptes - soen der Regierung, dass de Spuereffort net wäit genuch geet. Déi aner, haaptsächlech d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires, soen, dass mer vill ze vill spueren.

Et ass jo da kloer, dass d'Regierung sech do an der gëllener Mëtt befënnt. An och déi Kritiken, déi gemaach gi sinn, dass dat net gerecht verdeelt gi wier, deen Effort, muss ech zréckweisen. Mir hu wierklech alles gemaach, wat ee konnt maachen, fir dass jiddweree seng Kontributioun mécht, fir déi grouss Problematik, déi mir am Budget hunn, ze léisen.

Eng aner Saach, wou och d'Opiniounen auserneeginn - dat eent war, wéi gesot, ze wäit oder net ze wäit am Spueren -, dat war, ob dat heiten en Austeritéitsbudget ass. Eh bien, ech mengen, do ass d'Äntwert extrem einfach: An de Joren zwëschen 2015 an 2018 - vu dass mer jo e Pluriannuel hunn - ginn d'Dépensen zu Lëtzebuerg dann elo en moyenne plus 4% an d'Luucht. Do kann ee jo mam beschte Wëllen net vun Austeritéit schwätzen!

An dat huet och den Deputéierten a Rapporteur Franz Fayot ganz gutt bewisen. D'Banque centrale seet dat iwwregens och! D'Banque centrale seet och nach eng aner Saach. Si seet nämlech, dass deen Taux vu ronn 4% vun Augmentatioun ëmmerhi wäit ënnert der Tendenz vun de leschte Jore läit, déi bei 5,5% louch. Dat heescht, mir sinn ënnert deene ganz héije Progressioune vun der Vergaangenheet. Mä mir sinn awer nach ëmmer ganz däitlech am positive Beräich, soudass dëse Budget natierlech d'Croissance ënnerstëtzt. An dat gëtt vläicht am allerbeschte bewisen, wann een d'Investissementer kuckt.

Ier ech awer iwwert d'Investissementer kucken, géif ech déi, déi nach ëmmer zweifelen drun, dass dat heiten e Croissancebudget ass, bieden, just nozekucken, wat d'Taux-de-croissancen zum Beispill an eisen dräi Nopeschlänner sinn. An engem vun den dräi Nopeschlänner ginn d'Dépensë carrément erof. An an deenen aneren zwee ass d'Croissance vun den Dépensen tëschent 0% an 1%, maximal eent Komma eppes.

Wéi gesot, d'Investissementer, et ass vläicht eng vun den Haaptachse vun dësem Budget, gi ganz ambitiéis an d'Luucht. Si si schonn d'lescht Joer bal 10% an d'Luucht gaangen. Dat heescht, d'lescht Joer: dëst Joer, zwëschen '13 a '14, 10%. A se ginn d'nächst Joer ongeféier 15% erop a kommen op bal zwou Milliarden no dem Calcul SEC 2010.

Mir sinn do komplett en ligne mat deem, wat d'Kommissioun alleguerten den États membres vun der Unioun réit, an zwar, dass d'Investitioune solle gestäerkt ginn, fir d'Croissance an Europa ze stäerken. E gutt Beispill dovunner ass natierlech och de Juncker-Plang, dee jo virun e puer Woche lancéiert ginn ass, mat den 21 Milliarden. Dee soll fir méi wéi 300 Milliarde Projeten tätegen. Och Lëtzebuerg ass do natierlech derbäi.

De Statec huet berechent, dass den Zukunftspak 2015 en Impakt vu minus 0,3% op dem Wuesstum hätt. Dat ass also net immens signifikativ. An dat gëtt natierlech contrebalancéiert vum Fait, dass mir esou vill investéieren. A wa mir investéieren, da setze mir d'Grondlag fir de Wuesstum vun der Zukunft.

Ee Punkt, deen ech erauspicken aus dem Avis vun der Chambre de Commerce, deen der Regierung recommandéiert, e besseren Taux d'exécution vun den Investissementer ze maachen an eng „feuille de route du mieux investir", huet d'Cofibu och erëmgeholl an ënnerstrach. An ech wollt dat och positiv mat op de Wee huelen, fir dass d'Regierung kuckt, wéi se déi Virschléi kéint ëmsetzen.

Wat elo aner Akzenter am Budget ubelaangt, wollt ech justement illustréieren, dass et e Budget ass, wou och eng Rëtsch Dépensen an d'Luucht ginn. Mir hu jo vill vun den Dépensë geschwat, déi erofgesat ginn, mä a verschiddenen Domäne ginn d'Dépensen an d'Luucht.

Ech picken do e puer Ministèren eraus: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, do ginn d'Kreditter 8% erop op 1,93 Milliarden. Am Enseignement supérieur et de la Recherche, do kritt de Fonds national de la recherche 15% méi Moyenen. An d'Uni kritt d'nächst Joer 12% méi Moyenen.

Dem Aarbechtsministère seng Kreditter ginn och signifikativ erop. Dat ass natierlech leider, well de Chômage och eropgeet. Dat ass eng direkt Äntwert op de Chômage. Mä déi indirekt läit natierlech doran, dass mer méi an der Recherche investéieren, méi an der Éducatioun, well laangfristeg ass et esou, wéi een de Chômage erofkritt.

A leschtens, de Gesondheetsministère wiisst iwwer 10% an dee vum Logement ëm 11%. Dir gesitt, vun Austeritéit kann hei keng Ried sinn.

Nach eng Kéier wéilt ech e bëssen iwwert d'TVA schwätzen, déi jo awer déi Mesure ass, déi, wat d'Recetten ubelaangt, am meeschten erabréngt. Fir ze rappeléieren, dass mer den Appelle vun den Investisseuren, awer och vun de Keefer nogelauschtert hunn: Dir wësst, dass mer eng Mesure virgeschloen hunn - an zu där mer och stinn! -, dass den Taux super-réduit bei de Logementer reservéiert ass fir déi Wunnengen, wou ee selwer dra wunne geet, an dass da fir déi aner den Taux vu 17%, deen neien normalen Taux, applizéiert gëtt. Mä aus enger Rëtsch Iwwerleeungen eraus, éischtens fir dem Secteur entgéintzekommen a fir de Leit Prévisibilitéit ze ginn, hu mer eng Période de transition vun zwee Joer virgesi bis Enn 2016, soudass all déi Projeten, déi nach dëst Joer ugefaange si ginn, nach kënne vun deem niddregen Taux benefisséieren.

Ech muss soen, an ech soen et och ganz gär, dass d'Administration de l'Enregistrement particulièrement flexibel déi ganz Saach gehand-

habt huet. Verschidden Deeg si 600 Demanden erakomm bei der Administration de l'Enregistrement! An ech wéilt dës Geleeënheet ausnotzen, fir där Équipe vun der Administration de l'Enregistrement hei Merci ze soen!

Ech wëll och nach eng Kéier insistéieren, dass d'Regierung och hei un déi geduecht huet, déi manner breet Schëlleren hunn, an dofir den Taux super-réduit bei 3% gelooss huet. A wa mer da kucken, wat alles ënnert den Taux vun 3% fält zu Lëtzebuerg, dat ass wierklech räichlech vill. Mir soen zwar ëmmer, et si Biens de première nécessité, mä et fale ganz vill Saachen dran: d'Kultur ganz vill, an och zum Beispill d'Restauratioun an d'Hotellerie. Do wëll ech ënnersträichen, dass déi bei 3% bleiwen, mat Ausnahm vum Alkohol! Dat ass deen niddregsten Taux vun der Eurozon.

A fir dann och nach e Wuert iwwert d'Kafkraaft ze soen, wou gesot gëtt, dass déi TVA esou en Aschnëtt géif maachen - wat ech net leegnen! -, do wëll ech just soen, dass laut Eurostat am Dezember vun dësem Joer et sech erausgestallt huet, dass den Niveau de consommation individuelle hei zu Lëtzebuerg 35% méi héich ass wéi an der Moyenne vun der EU.

An dann ofschléissend zur TVA nach eng Kéier och: dass en fait dës Steier, op d'mannst esou, wéi se zu Lëtzebuerg gehandhabt gëtt, eng ass, déi net sozial ongerecht ass! 50% vun der Hausse vun der TVA ginn effektiv vum Consommateur bezuelt. Mä déi aner Halschent gëtt bezuelt vum Stat, vun de Gemengen a vu verschiddenen Entreprisen, déi d'TVA net kënne récupéréieren. Dat sinn haaptsächlech d'Entreprisen am Secteur financier an an den Assurancen. Also, do hu mer schonn e gewëssenen Équiliber.

An da muss een awer och rappeléieren, dass den Index erëm voll spillt! Dat heescht, déi Augmentatioun gëtt jo da kompenséiert! Si gëtt allerdéngs relativ spéit kompenséiert, wouriwwer sech dann och erëm d'Entreprisë kënne freeën, well déi niddreg Inflatiounsrat, déi mer elo kennen, fiedert natierlech déi Hausse vun der TVA of. An et ass en fait an där Hisiicht eng gënschteg Konjunktur, fir esou eng Hausse vun der TVA ze hunn.

Wou lande mer dann elo en termes vun Ziffere mat all deene Mesuren an Evolutiounen, déi ech elo grad beschriwwen hunn? Ouni Zukunftspak, ouni Reduktioune vu verschiddenen Dépensë wier den Defizit vun der Administration centrale - also op Lëtzebuergesch: den Zentralstat - bei 1,6 Milliarden Euro gewiescht! Mir bréngen et fäerdeg, fir dësen Defizit 2015 op 875 Milliounen erofzedrécken. Et ass bal eng Halbéierung.

Deeselwechten Zentralstatdefizit geet dann erof an de Joren 2016 op 600 Millioune ronn, 2017 op 500 Millioune ronn, a mir sinn 2018 ganz no beim, net méi wäit vum Équiliber.

Gradesou wichteg ass, dass mer eisen Objectif à moyen terme, deen eis de Pacte de stabilité et de croissance gëtt, an der ganzer Period anhalen. Deen Objektiv ass 0,5% strukturell. A mir leien an där ganzer Period ronderëm déi Ziffer.

Da wéilt ech nach eng Kéier - ech maachen dat regelméisseg, wann ech iwwert de Budget schwätzen - drop insistéieren, dass grad zu Lëtzebuerg den Zentralstat déi Plaz ass, wou mer musse kucken. D'Banque centrale seet näischt aneschters, wa se seet: «Les déficits (...) au niveau de l'Administration centrale constituent une spécificité structurelle (...) du Luxembourg. La logique des normes européennes (...) contribue (...) à donner une image positive des finances publiques luxembourgeoises. Cette analyse ne doit cependant pas induire en erreur.»

De Conseil d'État seet datselwecht. De Rapporteur huet dat och ënnerstrach. Anescht ausgedréckt: Den Defizit vum Zentralstat kann net mat dem Iwwerschoss vun der Pensiounskeess kompenséiert ginn! Fir et nach méi kloer ze soen: Mir kënnen eis lafend Käschte beim Stat net mat de Reserve vun eise Pensioune bezuelen!

Den Defizit vun der Administration centrale ass och zum Deel drop zréckzeféieren, dass mer ganz héich Transferten hunn un d'Sécurité sociale an och ganz héich Transferten hunn un d'Gemengen.

Dat erlaabt mer dann, och e Wuert iwwert d'Gemengen ze soen. Et ass ganz kloer, dass den Zukunftspak an all déi Mesuren net konnte gemaach ginn ouni eng Kontributioun vun de Gemengen. D'Gemenge si jo och am Calcul dra vun de gesamte Statsfinanzen. Mir hunn awer och gesuergt, dass den Effort vun de Gemenge räsonabel soll sinn.

Ech wëll just zwee Projeten ervirsträichen: Deen een ass de Projet vun der Reform vun de Rettungsdéngschter a vun de Pompjeeën, wou ech wierklech mengen, dass d'Regierung do eng extrem gutt Propositioun gemaach huet, andeem se déi additionell TVA, déi soss bei d'Gemenge komm wier, ofgezweigt huet, fir zesumme mat de Gemengen déi Rettungsdéngschter an d'Pompjeeën ze professionaliséieren. Ech fannen dat eng exzellent Synergie vu Stat a Gemengen. An domat leeschte mer, mengen ech, och de Bierger an de Gemengen e groussen Déngscht.

Dat Zweet ass, dass déi méi räich Gemenge gebiede ginn, e bësse méi an de Fonds pour l'Emploi ze kontribuéieren. Domat kommen déi méi räich Gemengen deene méi klengen entgéint an och dem Chômage entgéint.

Kënnen d'Gemengen dat dote packen? Mir menge schonn. Well mir hunn och gekuckt, wéi d'Recettë vun de Gemengen an deenen nächste Jore wuessen. Am Joer 2015 wuessen d'Recetten iwwert de Fonds communal de dotation financière an iwwert den Impôt commercial ëm 2,8%. An d'Croissance vun de Recettë bei de Gemengen an de Joren duerno ass de Moment ageschat bei ronn 6% méi. Ech mengen, dass een also ka soen, dass d'Ressourcë vun de Gemenge geséchert sinn an an d'Luucht gi fir d'Zukunft an dass dofir hire Bäitrag berechtegt ass - an awer och appréciéiert ass vun der Regierung.

Vun der Sécurité sociale, vun där gëtt en fait am Zukunftspak net vill geschwat. An et ass am Fong geholl e bësse schued, well en fait och do e groussen Effort gemaach gëtt, an zwar a folgend Richtung: Den Excédent, deen ech virdru genannt hunn, deen hu mer jo an der Pensiounskeess. Deen Excédent wiisst och weider, well mer nach weider Emploie schafen - Gott sei Dank! -, d'nächst Joer wahrscheinlech 2% méi Aarbechtsplazen, netto.

Mä déi aner Branchë vun der Sécurité sociale, deene geet et net onbedéngt esou gutt, an do muss ee kucken, dass een en Équiliber hält. An dofir sinn am Zukunftspak déi dräi Regimmer Maladie, Fleegeversécherung an Assurance accident gebieden, eng Rëtsch Milliounen ze spueren. An den Total vun dëse Mesuren ass 45 Milliounen am Joer 2015. Dat ass e groussen Effort! A wann een dat cumuléiert bis 2018 kuckt, sinn dat 95 Milliounen.

D'Stabiliséierung vun deene Regimmer ass extrem wichteg fir Lëtzebuerg. Well doduerch, dass déi Assurancen équilibréiert sinn, brauche mer d'Cotisatioune weder fir d'Entreprisen nach fir d'Leit an d'Luucht ze setzen. An dat ass e ganz wichtegen Avantage compétitif vun eisem Land.

Wann ech elo d'Gesamtbild kucke vun der Administration publique, dat heescht d'Administration centrale - den Zentralstat - plus d'Gemenge plus d'Sécurité sociale, wat ass dann d'Resultat? Wa mer näischt gemaach hätten, hätte mer en Defizit vu minus 1,3% vum PIB gehat. A mir landen elo op minus 0,2% vum PIB! Dat heescht, mir hunn en Effort d'ajustement gemaach vun eppes méi wéi 1% vum PIB. An dat maache mer schonn am Joer 2015! De Gesamteffort bis 2018 ass 1,7% vum PIB.

Dir gesitt, mir hunn also de Gros vum Effort schonn op 2015 gesat. Dat ass, wat een op Englesch den „frontloading" nennt. An dat ass och gutt, dass mer dat gemaach hunn, well déi Mesuren, déi mer schonn 2015 huelen, déi spille jo dann op der ganzer Period a maache wouer, dass mer en fait an deenen anere Jore manner Efforte musse maachen.

Fir komplett ze sinn, muss ech Iech och drop hiweisen, dass d'Chamber - an Dir wësst dat - de Budget stëmmt no der Comptabilité nationale, wat eng Kontabilitéit ass, wou vill manner Saachen dra si wéi an der Comptabilité européenne no de Bréisseler Regelen. A wann een dat dann elo kuckt an och den Accord mat de Gewerkschaften do integréiert, da komme mer op folgend Resultater: 2015 kréie mer dann en Defizit no Lëtzebuerger Kontabilitéitsregele vu minus 568 Milliounen Euro. Dee geet 2016 erof op minus 416. E geet weider erof 2017 op minus 326 an 2018 si mer da bei minus 76 Milliounen Defizit.

Dir gesitt, mir si praktesch dann am Équiliber. An dat ass, mengen ech, och dat, wat ee muss vun all deenen Ziffere verhalen. Doduerch, dass eisen Defizit regelméisseg erofgeet, wäerte mer 2018 an déi Joren duerno ganz wéineg additionell Schold musse maachen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mer 2014 keen Emprunt opgeholl hunn, iwwerhaapt keen! Mir hunn allerdéngs de Sukuk lancéiert. De Sukuk hu mer gemaach wéinst der Diversifikatioun vun der Place financière, doduerch, dass mer en Emprunt vun 200 Millioune gemaach hunn, dee konform ass mat de Regele vum Islam. An deen hu mer och ganz gutt placéiert.

A wa mer elo d'Situatioun vun der Schold kucken op der ganzer Period, kann ee soen, dass 2015 d'Schold wäert ronn bei 24% vum PIB leien, a si wäert an der Period duerno stabel bleiwen oder liicht erofgoen. Ech mengen, domat hu mer gutt geschafft. Domat garantéiere mer, dass mer den Triple-A behalen.

Den Triple-A soll een net als eppes Fetischistesches ukucken, mä als eppes, wat wichteg ass a gutt ass fir eist Land! Fir d'Éischt emol kënne mer méi bëlleg léinen, zweetens kënne mer méi Investisseuren op Lëtzebuerg kréien an drëttens ass et gutt fir eisen Image dobaussen.

Mir mengen, dat wier eng Selbstverständlechkeet, en Triple-A ze hunn! Dir hutt jo..., et huet bal kee Mënsch méi den Triple-A! Mä mir sollen eis awer och net schummen, dass mir en hunn!

Da wéilt ech op zwou grouss Innovatiounen insistéieren, déi an dësem Budget dra sinn. An ech mengen, dat si wierklech zwou grouss Innovatiounen! Déi éischt ass de Fonds souverain. Deen ass vill kommentéiert ginn. Verschiddener fannen, dass en ze kleng ass. A meeschtens sinn déi, déi fannen, dass en ze kleng ass, déi, déi ni ee wollte maachen!

(Hilarité)

An déi, déi en ebe gemaach hunn, jo...

(Interruption)

...an dofir soen ech: Mir fänken ebe kleng un! Mir fänke kleng un, well mer de Moment net esou gutt drop sinn!

(*Hilarité*)

Näischt verhënnert jo och, dass an den...

(Interruption)

Näischt verhënnert jo och, dass mer an den nächste Jore méi maachen. A mir kënne jo dee Fonds alimentéiere mat anere Recettë wéi déi, déi virgesi si vun den Akzisen um Bensin a vun der TVA électronique. All aner non récurrente Recette ka jo d'Regierung décidéieren, an de Fong ze setzen.

Eng aner Kritik, déi komm ass, déi ech mer erwaart hat, dat ass, fir ze soen: „Mir maachen e Fonds souverain, obwuel mer verschëllt sinn. Mir verschëllen eis also, fir e Fonds souverain ze maachen." Déi Kritik wier richteg, wa mer net den Zukunftspak gemaach hätten, wa mer net elo de manière pluriannuelle géifen op den Équiliber kommen. Dat heescht, mir speisen de Fong elo all déi Joren an zum Schluss si mer nawell am Équiliber!

An dann, dat Allerwichtegst: Et ass e Mentalitéitswiessel! Dass de Stat... An ech soen dat net, well ech de Stat net gär hunn, ech hunn de Stat ganz gär! Ech soen dat net aus ideologesche Grënn, ech soen dat just aus Familljegrënn. De Stat, déi Suen, déi e kritt, déi sinn net nëmme fir déi, déi haut hei liewen! Déi sinn och do fir déi nächst Generatiounen. An dofir hu mer dee Fonds gemaach. Dofir hu mer en och „intergénérationnel" genannt. An ech mengen, doduerch, dass mer dee Fong grënnen, si mir responsabel fir déi nächst Generatiounen. An do rejoignéieren ech erëm eng Kéier d'Wuert, wat de Rapporteur Fayot vill gebraucht huet.

Déi zweet Erneierung ass vläicht net esou eng erfreelech, mä et ass awer eng ganz wichteg. Dir hutt verstanen, ech schwätze vun de Rulingen. Am Kader vum Zukunftspak hunn ech do eng Mesure drageschriwwen, dass mer sollen déi Rulingen an d'Gesetz verankeren.

Ech muss Iech éierlech soen, ech hunn dat nach am Public net gesot: Et sinn net vill Leit, déi mir geroden hunn, dat ze maachen. Ech stoung do e bëssen eleng! Net an der Regierung! Mä ech stoung awer e bëssen eleng do. A wéi ech déposéiert hunn, hunn ech och vill Kriticke kritt. Ech hunn et versicht ze erklären, firwat ech gemengt hunn, dass dat gutt wier. Natierlech huet d'Ambiance komplett changéiert: No LuxLeaks 1 huet all Mënsch genial fonnt, dass mer dat dran hätten.

Ech wollt hei ënnersträichen, dass d'Regierung anticipéiert huet. An déi Anticipatioun war wesentlech an där heiter Saach. Wa mer dat net gemaach hätten, dann hätte mir elo op den 1. Januar keng Verankerung vun eiser Prozedur am Gesetz. Dann hätte mir net d'Transfertpräisser-Referenz un d'OCDE an eisem Gesetz. Mir hätten net eng Rulingskommissioun, déi mer dann op den 1. Januar fonctionnéieren doen. Mir hätte keng anonymiséiert Publikatioun vun de Rulingen, wat esou wichteg ass, fir eng Kredibilitéit no baussen ze maachen.

Mir waren an dëser Démarche, mengen ech, och nach virsiichteg, well mir hunn en fait, zu engem gewëssenen Deel, de Gros vun der Pratique administrative iwwerholl. Mä wéi gesot, déi Innovatioun vun der Rulingskommissioun, déi d'Avisen da gëtt op allen Décisions anticipées, wou mer dann eng Harmonisatioun vun der Interpretatioun kréien, déi Publikatioun, an déi drëtt Innovatioun, dass och elo eng Redevance bezuelt gëtt fir déi Avisen, all déi Mesurë wäerten och mat sech bréngen, dass mer manner Rulingen an Zukunft wäerten hunn - wat wahrscheinlech keng schlecht Evolutioun ass -, mä awer nach ëmmer Rulinge wäerte maachen, well eis Wirtschaft brauch se!

A mir wäerte se och weider fir Privatpersoune maachen, ech wëll dat just hei ënnersträichen. Dat ass ni a Fro gestallt ginn, dat gëtt et schonn an dat maache mer weider! Well dat vill kommentéiert ginn ass - mir bleiwen do bei eiser aler Traditioun, dass dat fir Gesellschaften a Privatpersoune méiglech ass.

Da wëll ech hei nach ënnersträichen, dass mer u sech gutt berode waren, déi Rulingprozedur an d'Gesetz ze schreiwen, mä dass mer och gutt berode waren, fir de Secret bancaire ofzeschafen, an deem heite Kontext. Mir ware gutt beroden, dass mer déi Efforte gemaach hunn, fir dem Forum mondial gerecht ze ginn am Échange d'informations sur demande.

Ech froe mech, wéi eist Bild gewiescht wier, wa mer dat net scho virdrun, viru LuxLeaks gemaach hätten! Well ech hu plädéiert, d'Regierung huet plädéiert, och bei deenen anere Länner, dass Lëtzebuerg bougéiert. Jo, wa mer dat alles net gemaach hätten, dann hätt keen ons dat ofgeholl! Dann hätt jiddweree gesot: „Jo, Dir wäert an der Zukunft bougéieren, ënnert dem Drock!" Mä domat hu mer gewisen, dass mir schonn amgaang sinn, ons ze reformëieren.

Dofir sinn ech och esou frou, fir Iech haut hei ze soen, dass dat och seng Friichten dréit. Ech krut elo ganz rezent vu mengem italieneschen Homolog, dem Finanzminister Padoan, eng E-Mail, déi mer gesot huet, dass Lëtzebuerg elo an Italien vun der schwaarzer Lëscht ewechkomm wier. Do kämpfe mer säit Joren, fir dat fäerdegzebréngen! Dat hu mir dëst Joer fäerdegbruecht.

Last but not least, zu de Rulingen an zu där ganzer Problematik vun de Steieren: Wat mir gär erreechen, an dat ass eis ganz Strategie fir d'Zukunft, dat ass, dass a Steierfroen en „level playing field" kënnt. Wat heescht dat? Majo, dass déiselwecht Regele fir jiddwereen zielen. A wann déiselwecht Regele fir jiddwereen zielen, fir déi kleng Länner a fir déi grouss Länner, da ka Lëtzebuerg seng Trompen ausspillen.

Ee Wuert, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, zur Steierpolitik: Ech hunn déi dëst ganzt Joer net wëlle mam Budget vermëschen. Et besteet zwar e Lien, mä et hätt kee Wäert gehat, grouss Rieden oder Akzenter ze setzen, wann een net weess, wou een higeet. Wa mer elo muer dee Budget hei stëmmen an och dann de Pluriannuel zur Kenntnis huelen an och stëmmen, da kenne mer jo d'Eckwäerter vun eisem Budget. An da kënne mer och Berechnunge maachen, fir eng Projektioun an d'Zukunft ze maachen, fir ze kucken, wou de Sputt läit, wou d'Evolutioune leien, fir eise Steiersystem besser, méi gerecht a méi effikass ze maachen. Ech wäert dat och am Zesummespill mam Parlament, mat der Cofibu a mat de Sozialpartner maachen.

Wat sinn elo déi nächst Etappen an der Budgetsreform?

De Projet nouvelle génération ass jo dëst Joer ugaangen an ass vun den zwee Rapporteure ganz positiv kommentéiert ginn. Do ware vill Aarbechtsgruppen. Eh bien, déi bestinn nach ëmmer an déi wäerte weider fonctionnéieren. Wann een e Modell huet, dee fonctionnéiert huet, da soll een dee weider gebrauchen. D'Emsetze vum Zukunftspak bréngt jo och mat sech, dass nach vill Aarbecht virun eis läit. An déi Aarbechtsgruppe wäerten eis doranner hëllefen, och fir déi Mesuren auszerechnen, fir ze wëssen, wéi vill se dann erabréngen a Spuermoossnamen oder a Recetten.

Dës Regierung huet et virgezunn, fir alles op den Dësch ze leeën! Och d'Mesuren, déi an den nächste véier Joer gemaach ginn. Esou eng Transparenz hate mer scho laang net méi. Ech weess och net, ob se an den anere Länner esou gehandhabt gëtt. An dofir weisen ech déi Kriticken zréck, déi soen, dass verschidde Mesuren, déi eréischt an engem, zwee, dräi Joer kommen, net prezis genuch chiffréiert wieren. Ma mir hunn nach dat ganzt Joer 2015, fir déi ze chiffréieren a fir eis Aarbecht ze maachen a fir d'Gesetzer ze änneren a fir d'Règlement-grand-ducallen ze änneren! Loosst dës Regierung emol schaffen, déi mécht dat schonn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- De Fait, dass mer alles op den Dësch geluecht hunn, huet och eisen Dialog mat de Syndikater erliichtert. D'Syndikater wësse genau, wat mer wëlles hunn. An ech wëll soen, d'Patronen och, d'Entreprisen och! An ech mengen, dass dat déi richteg Approche war an ass!

Zwou Neiegkeeten: Déi eng ass gemaach, déi aner ass am Kommen. Mir hunn am Gesetz vum Juli vun dësem Joer den Traité budgétaire ugeholl an do virgesinn, dass mer e Conseil national des finances publiques schafen. Deen ass an der Tëschenzäit gegrënnt ginn. D'Parlament, d'Chambre des Députés huet zwee Leit dra genannt. An et si fënnef anerer vu verschiddenen Institutiounen dra genannt ginn. Et sinn also siwe Memberen. Si sinn am Oktober fir d'Éischt zesummekomme, si hu sech e President ginn an der Persoun vum Romain Bausch, deen iwwregens och ee vun den zwee Kandidate war, déi vun der Chambre des Députés proposéiert waren.

Ech géif gären deene siwen, déi dat jo op volontairer Basis maachen, schonn elo Merci soe fir hir Aarbecht a freeë mech op hir Kommentaren. Vläicht an engem Joer freeën ech mech manner op hir Kommentaren, mä dat gesi mer dann. Mä dat ass jo virgesi vun den europäesche Regelen, dass all Land sech esou e Conseil national des finances publiques soll ginn. An dat ass e wäertvollen Outil, mengen ech, fir d'Regierung, awer och fir d'Parlament.

Dat Zweet ass de Comité de prévision. Dee gëtt et an dee soll reforméiert ginn an institutionaliséiert ginn. Dat ass och e Wonsch, dee vun de Rapporteuren ausgedréckt ginn ass, deem ech voll Rechnung droen. An dat wäert och an den nächste Méint geschéien.

D'Konklusioun, Här President, am Zukunftspak hu mer eis véier Prinzipie ginn: Dat Éischt ass, mir wollte responsabel mat de Steiersuen ëmgoen. Zweetens, mir wollte fair a gerecht si mat den Ausgaben a mat de Recetten. Mir wëllen e méi effizienten a méi moderne Statsapparat. An: Mir wëllen déi nei Politik vun dëser Regierung ëmsetzen!

Mir hunn den Dialog mat de Syndikater elo erëm fit gemaach. Mir mussen dat a mir wäerten dat och gläich mam Patronat maachen, well de Sozialdialog ass an dëser Period grad wichteg! A mir gesi jo och, dass de Sozialdialog eppes mat sech bréngt, wat mer all ze schätze wëssen, dat ass de soziale Fridden. A soulaang mir dat fäerdegbréngen, deen ze hunn, si mer deenen anere wäit viraus.

Här President, zum Schluss, d'Land steet viru groussen Erausfuerderungen a grousse Risiken. Mä mir sinn optimistesch, well mir u Lëtzebuerg gleewen. Mir sinn och optimistesch, well mat deem Pak, dem Zukunftspak, mat deene Budgeten alleguerten, déi mer hei déposéieren, kréie mir eis Statsfinanzen erëm an d'Gläichgewiicht. Domat séchere mir, dass mir den Triple-A behalen. An den Triple-A, dat ass an dëser Zäit, wou eisen Image esou vill ugegraff gëtt, eis Visitëkaart dobausse fir gesond Statsfinanzen an heiheem de Garant fir de Sozialstat, dee mir wëlle fir d'Zukunft finanzéieren a garantéieren.

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Finanzminister. Mir géifen dann elo weiderfuere mam Ordre du jour.

(Interruption)

Jo, Här Mosar, eng...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, et wär fir den Dépôt vun enger Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Häre vun der Regierung, léif Kolleegen, ech hunn d'Wuert gefrot, fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen iwwert d'Reconnaissance vu Palästina. An zwar ass an de leschten Deeg, ganz besonnesch an der leschter Nuecht, zu Bréissel vill geschitt, wat mir begréissen! Well Dir wësst, fir eis war et ëmmer wesentlech, datt mer an där extrem wichteger Fro vu Palästina géifen eng eenheetlech Positioun fannen. An do ass et esou, datt haut d'Europaparlament wäert mat enger riseger Majoritéit eng Motioun iwwert d'Unerkennung vu Palästina ofstëmmen.

A ganz genau deeselwechten Text vun där Motioun wëll ech elo hei am Numm vun der CSV déposéieren, andeem ech Iech natierlech alleguerten häerzlechst invitéieren, déi Motioun mat ze ënnerzeechnen.

Motion

sur la reconnaissance de l'État palestinien

La Chambre des Députés,

- vu les résolutions antérieures du Parlement européen sur le processus de paix au Proche-Orient,

- vu les conclusions du Conseil «Affaires étrangères» du 17 novembre 2014 sur le processus de paix au Proche-Orient,

- vu les déclarations de la haute représentante/vice-présidente sur l'attaque de la synagogue Har Nof le 18 novembre 2014 et l'attentat terroriste à Jérusalem le 5 novembre 2014, ainsi que la déclaration du 10 novembre 2014 du porte-parole de la haute représentante de l'Union sur les dernières évolutions au Proche-Orient,

- vu l'annonce du Gouvernement suédois concernant la reconnaissance de l'État palestinien le 30 octobre 2014, ainsi que les reconnaissances antérieures par d'autres États membres avant leur adhésion à l'Union européenne,

- vu les résolutions sur la reconnaissance de l'État palestinien adoptées par la Chambre des communes du Royaume-Uni le 13 octobre 2014, le Sénat irlandais le 22 octobre 2014, le Parlement espagnol le 18 novembre 2014, l'Assemblée nationale française le 2 décembre 2014 et l'Assemblée portugaise le 12 décembre 2014,

- vu le droit international,

- vu l'article 123, paragraphes 2 et 4, du règlement du Parlement européen,

A. considérant que l'Union européenne a maintes fois confirmé son soutien à la solution fondée sur les deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale des deux entités, à savoir un État d'Israël dont la sécurité est assurée et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, et a appelé à la reprise de pourparlers de paix directs entre Israël et l'Autorité palestinienne;

B. considérant que la recherche d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens est une préoccupation majeure pour la communauté internationale, y compris l'Union européenne, depuis plus d'un demi-siècle;

C. considérant que les pourparlers de paix directs entre les parties sont au point mort; considérant que l'Union a engagé les parties à prendre des mesures susceptibles de créer un climat de confiance, nécessaire à de véritables négociations, à s'abstenir de toute action qui compromette la crédibilité du processus et à prévenir toute incitation à la violence;

D. considérant que dans sa résolution du 22 novembre 2012, le Parlement européen a souligné que seuls des moyens pacifiques et non violents permettront de parvenir à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, a appelé à la création de conditions permettant la reprise de pourparlers de paix directs entre les deux parties, a appuyé dans ce contexte le souhait palestinien de devenir observateur non membre des Nations Unies, y a vu une étape importante pour donner davantage de visibilité, de force et d'efficacité aux revendications palestiniennes et a invité, à cet égard, les États membres et la communauté internationale à trouver un accord dans ce sens;

E. considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé, le 29 novembre 2012, d'accorder à la Palestine un statut d'État observateur non membre aux Nations Unies;

F. considérant que la reconnaissance de l'État de Palestine relève de la compétence des États membres;

G. rappelant l'engagement de l'OLP de reconnaître l'État d'Israël depuis 1993;

invite le Gouvernement

1. à reconnaître en principe l'État palestinien et à appuyer la solution fondée sur les deux États, et à estimer que celles-ci devraient aller de pair avec le processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche;

2. à soutenir les efforts que consentent le président Abbas et le Gouvernement d'union nationale palestinien; à souligner à nouveau l'importance de consolider l'autorité du Gouvernement d'union nationale palestinien et de son administration dans la bande de Gaza; à exhorter toutes les fractions palestiniennes, y compris le Hamas, à accepter les engagements de l'OLP et à mettre un terme à leurs divisions internes; à appeler à maintenir l'aide et l'assistance de l'Union au renforcement des capacités institutionnelles palestiniennes;

3. à se dire gravement préoccupé par l'accroissement des tensions et par la montée de la violence dans la région; à condamner de la manière la plus ferme tous les actes de terrorisme ou de violence, et à présenter ses condoléances aux familles des victimes; à mettre en garde contre les risques d'une nouvelle escalade de la violence impliquant des lieux saints, qui pourrait transformer le conflit israélo-palestinien en un conflit religieux; à inviter les dirigeants politiques de tout bord à œuvrer de concert et par des mesures visibles pour apaiser la situation et à souligner que seuls des moyens non violents et le respect des droits de l'Homme et du droit humanitaire permettront de parvenir à une solution durable et à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens; à insister sur le fait que toute action violente ne peut qu'attiser l'extrémisme des deux côtés; à engager toutes les parties à s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation, que ce soit sous forme d'incitations à la violence, de provocations, de recours excessif à la force ou de représailles;

4. à souligner également que les actions qui remettent en question les engagements pris en faveur d'une solution négociée doivent être évitées; à souligner que les implantations sont illégales au regard du droit international; à inviter les deux parties à s'abstenir de toute action susceptible de compromettre la viabilité et les chances de la solution fondée sur deux États;

5. à réaffirmer son appui sans réserve à la solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale des deux entités, à savoir un État d'Israël dont la sécurité est assurée et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, en vertu du droit à l'autodétermination et dans le strict respect du droit international;

6. à se féliciter de la récente visite de la haute représentante/vice-présidente en Israël et en Palestine, ainsi que de son engagement à prendre des initiatives dans un processus positif visant à rompre le cercle du conflit et à créer les conditions pour accomplir de véritables progrès dans le processus de paix; à estimer que l'Union européenne doit prendre ses responsabilités et devenir un véritable acteur et un médiateur dans le processus de paix au Proche-Orient, notamment compte tenu de la nécessité d'une reprise des pourparlers de paix, y compris au moyen d'une approche commune et d'une stratégie d'ensemble en vue d'une solution au conflit israélo-palestinien; à répéter qu'une approche diplomatique, sous l'égide du Quatuor pour le Proche-Orient, est nécessaire et à rappeler l'importance de l'Initiative de paix arabe;

7. à inviter la haute représentante/vice-présidente à faciliter une position commune de l'Union européenne à cet égard;

8. à souligner la nécessité d'une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien; à souligner que la seule solution possible au conflit est la coexistence de deux États, à savoir Israël et la Palestine;

9. à appuyer l'initiative intitulée «Parlementaires pour la paix» visant à rapprocher les parlementaires européens, israéliens et palestiniens de tous les partis en vue de contribuer à la mise en œuvre d'un agenda pour la paix et de compléter les efforts diplomatiques de l'Union.

(s.) Laurent Mosar.

Ech wëll och direkt soen, déi Motioun gëtt gedroen am Europaparlament vun der EVP, vum sozialistesche Grupp, vum grénge Grupp, vum lénke Grupp a vum liberale Grupp an esouguer och vun den Englesch-Konservativen. Dat heescht, quasiment all Gruppen deelen dat an hunn déi Motioun do mat ënnerschriwwen.

Ech géif Iech elo froen - mir komme jo herno an der Diskussioun vun der Motioun nach eng Kéier dodrop zréck -, datt mer dës Diskussioun vun dëser Motioun bien entendu géife liéiere mat der Diskussioun vun der Motioun vun der Majoritéit.

An ech géif och froen, Här President, vu datt dat hei elo eng zweet Motioun ass, datt mer do e bësselche méi Zäit kréien. Ech sinn de toute façon der Iwwerzeegung - dat hei ass esou e wichtege Sujet an esou eng wichteg Debatt, déi an anere Parlamenter an enger grousser Debatt, déi laang gedauert huet, behandelt ginn ass -, datt Der hei net sollt knausereg si mat der Zäit, mä de Gruppen déi néideg Zäit ginn, fir och hei hir Argumenter ze échangéieren.

Ech wäert dann och nach méi am Detail herno op eis Motioun zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

4. Ordre du jour

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Ech gesi kee Problem, fir der Propositioun Rechnung ze droen, dass mer déi zwou Motioune kënne mateneen diskutéieren. Ech gesinn och kee Problem, dass mer doduerch, dass mer a Präsenz vun zwou Motioune sinn, grousszügeg si mat der Zäit.

Mir kënne selbstverständlech och, wann dat d'Unanimitéit ass hei an der Chamber a vun der Presidentekonferenz, vun där d'Membere jo alleguer an dëser Chamber sëtzen, vläicht de Modell kumuléieren an dann hu mer d'Riedezäit verduebelt. Da géif ech mengen, dass mer awer missten eens ginn. A wann de fréiere President un de jëtzege President appeléiert, fir grousszügeg mat der Zäit ze sinn, da wäert ech em och follegen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, dat gesot,...

(Interruption)

...géife mer dann elo zu der Diskussioun vun de Motiounen iwwergoen an ech géif den Auteur vun där éischter Motioun, den Här Angel, bieden, d'Motioun ze presentéieren.

Fir lech et nach eng Kéier ze soen: Mir sinn dann elo am Modell, wou déi klassesch Fraktiounen zéng Minutten hunn, déi méi kleng Sensibilitéiten der fënnef hunn an d'Regierung och zéng Minutten Zäit huet, fir hir Positioun ze erklären an drop ze äntwerten.

Voilà, Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix

Exposés

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just fir d'Éischt preziséieren, dass ech net eleng Auteur si vun dëser Motioun, mä dass dat eng Motioun ass, déi ech am Aklang mat de Koalitiounspartner gemaach hunn, mat de Vertrieder vun der DP a mat de Vertrieder vun déi gréng. An déi Lénk hu sech an der Kommissiounssëtzung de leschte Freideg och dëser Motioun ugeschloss an hunn hir Motioun zréckgezunn.

Mir haten de 25. November hei eng laang Deklaratioun vum Ausseminister, wou en och en détail op den Israel-Palästina-Konflikt agaangen ass. An deen Dag drop konnten d'Parteien hei an engem ganz grousszügege Riednermodell zu där Deklaratioun Stellung huelen an och all Partei huet sech kloer ausgedréckt, wat Israel a Palästina ubelaangt, an huet et och begréisst, dass a villen - vill Parteien hunn et begréisst -, dass a villen nationale Parlamenter déi Debatt gefeiert gëtt.

Duerfir begréissen ech och haut, dass am Europaparlament - an et ass och interessant -, dass do doriwwer debattéiert gëtt. Mä dat ass éischter e symboleschen Akt, deen am Europaparlament gemaach gëtt, well et ass genau an den nationale Parlamenter, et sinn d'national Länner, d'Regierungen, déi d'Décisiounen ze huelen hunn. Duerfir fannen ech et och gutt, dass mir hei als nationaalt Parlament, wéi ganz vill aner national Parlamenter, eng Resolutioun (veuillez lire: eng Motioun) ofstëmmen.

Fir d'LSAP ass et wichteg ze ënnersträichen, dass d'Unerkennung vu Palästina wichteg ass fir d'Zweestateléisung, dat ass selbstverständlech. Och d'Existenzrecht vun Israel ass fir eis selbstverständlech onwidderrufflech. An Zweestateléisung heescht, dass d'Palästinenser würdevoll an hirem eegene Land, an engem demokrateschen, souveräne Land liewe kënnen, an dass och Israel a Sécherheet bestoe kann.

Fir eis ass et och wichteg, all Aktiounen ze condamnéieren - vu béide Säiten! -, déi engem nohaltege Fridde vun der Zweestateléisung entgéintwierken. Dat ass net akzeptabel.

D'Basis fir de Fridden am Mëttleren Osten ass also déi Zweestateléisung, an duerfir ass et wichteg, dass mir als Lëtzebuerg, wéi gesot, mat aneren nationale Parlamenter an déi do Richtung ginn. Fridden a Réconciliatioun, Dir Dammen an Dir Häre, sinn d'Basis vu Prosperitéit. Dat hu mir hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg viru 60 Joer geléiert. An ech mengen, och Israelien a Palästinenser hunn e Recht dorobber, mussen déi Chancen notzen. A wéi gesot, mir freeën eis, dass d'Europaparlament och op deen nämlechte Wee geet wéi déi meescht national Parlamenter.

Ons Motioun elo: De leschte Freideg hu mer also an der aussepolitescher Kommissioun nach eng Kéier en Débat iwwert déi Motioun gehat. Déi Motioun war déposéiert gi vun deene Lénken am November. Mir hu se dunn net direkt

ofgestëmmt, mä mir hunn nach gesot, mir wëilten nach eng Kéier driwwer diskutéieren, wat mer och gemaach hunn. A mir hunn dunn derbäigesat, dass d'Unerkennung sech baséiert op deem onverzichtbare Recht op Selbstbestëmmung, wat an der Charta vun de Vereenten Natioune festgeluecht ass.

Mir referéieren eis op verschidde Resolutioune vun de Vereenten Natiounen, vun der Assemblée générale a vum Sécherheetsrot. Mir considéréieren och d'Admissioun vu Palästina als 195. Member vun der Unesco säit Oktober 2011, wat Lëtzebuerg deemools ënnerstëtzt huet. Mir referéieren eis och op d'Décisioun vun der Assemblée générale vun der UNO vun 2012, wou Palästina de Statut kritt huet vun engem État non membre, wat Lëtzebuerg och ënnerstëtzt huet. Dat beweist an där Motioun, dass mer en ligne si mat deem, wat Lëtzebuerg an deene leschte Joren och ëmmer gemaach huet.

Mir rappeléieren dann eng Rei vu Konklusiounen aus europäesche Ministerréit, wat, mengen ech, och ganz wichteg ass, besonnesch dee vum 17. November 2014. An do wëll ech zitéieren, do mécht de Conseil vun den EU-Ausseministeren den Appell op «une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur (...) d'un État palestinien».

Mir constatéieren an där Motioun och den Échec vun allen Tentativë vun enger Relance vum Friddensprozess säit 1991, deen amgaang war, a mir condamnéieren, an dat, mengen ech, ass och wichteg, an där Motioun d'Violence géint d'«populations civiles» - au pluriel -, dat sinn d'Zivilbevëlkerunge souwuel aus Israel wéi och aus Palästina.

Wichteg ass och, dass mer an deem Text vun der «reconnaissance mutuelle» schwätzen an dass mer och vun engem «État démocratique» vu Palästina schwätzen. «Démocratique», dat ass ganz wichteg, an och op der Basis vun de Grenze vun 1967, mä net stur op deene Grenzen, mä och do schreiwe mer «uniquement modifiées moyennant accord des deux parties». Dat ass eppes ganz Wichteges.

Duerfir invitéiere mer d'Regierung, an ech huelen hei, wéi et am franséischen Text steet, «au moment qui sera jugé opportun» - an dat huet de Minister an der Kommissioun och genau erkläert, wat deen „moment opportun" heescht, an e kann dat dann hei och nach widderhuelen -, mir rappeléieren also d'Regierung, le moment opportun Palästina unzëerkennen, a mir invitéieren och d'Regierung, an der EU dozou bäizedroen, dëse Friddensprozess weiderhin ze ënnerstëtzen.

Ech wonnere mech iwwert de Sënneswandel vun der CSV, déi e Freideg net bereet waren, iergendeng Textännerung ze proposéieren. Si hu just gesot, et wär dee schlechte Moment, et wär elo guer net de Moment, fir Palästina unzëerkennen. Si hunn déi virgezunne Wahlen als Argument geholl a si hu gesot, mir missten nach waarden.

Duerfir sinn ech elo ganz iwwerrascht, dass hei eng nei Motioun virgedroe gëtt. Ech wäert mer herno och nach d'Recht froe fir Riedezäit zu där Motioun, falls dat nach néideg ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. A fir eng anstänneg Diskussioun kënnen ze erméiglechen, ginn ech dann direkt dem Auteur vun där zweeter Motioun, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der Unerkennung vum Recht vun de Palästinenser op en onofhängege Stat souwéi d'Recht vun den Israelien, a Fridden an a Sécherheet ze liewen, si wahrscheinlech zwee vun deene sensibelste Sujeten, mat deenen d'Aussepolitik an deene leschte Joren a Jorzéngten ëmmer erëm befaasst war.

Wa mir haut iwwert dee Sujet schwätzen, mengen ech, solle mer dat mat ganz vill Modestie, Responsabilitéit, awer och Luciditéit maachen an eis ëmmer erëm am Hannerkapp soen, wat déi zwee Vëlker, natierlech dat jiddescht Vollek, awer och dat palästinensescht Vollek, an deene leschte Joren, Jorzéngten alles hu missen enduréieren.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens an dësem Haus, iwwert dëst Haus eraus, datt déi Situatioun a Palästina absolut inakzeptabel ass an datt et net esou ka virugoen. Mir hunn duerfir och, wéi déi Diskussioun am November, viru gutt dräi Wochen, hei war, während der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vun eisem Här Ausseminister kloer gesot, datt mir prinzipiell och d'accord wären, fir a Richtung vun enger Unerkennung vu Palästina ze goen.

Allerdéngs, an do ass et dann, wou mer e bëssel che verwonnert sinn, Här Ausseminister, mir considéréieren e bëssen dat, wat an deene leschten Deeg geschitt ass, als e Volte-face och vun Iech, vun der Regierung. An ech hu mer duerfir nach eng Kéier ganz genau Är Interventioun erauslafe gelooss, fir d'Éischt déi offiziell Interventioun, awer och herno nach eng Kéier d'Äntwerten op d'Froe vun de Kolleegen Deputéierten.

Dir hutt deemools zu Recht argumentéiert, datt, ier een dierft a Richtung vun enger Unerkennung vum Palästinenserstat goen, zwou Konditioune missten erfëllt sinn. Déi éischt, dat ass, datt am Conseil de Sécurité iwwert déi sougenannten „jordanesch" Resolutioun fir eng Unerkennung vu Palästina géif debattéiert ginn. An déi zweet Konditioun, datt misst alles ënnerholl ginn, fir um Niveau vun der Europäescher Unioun wa méiglech eng gemeinsam Léisung ze fannen.

An ech wëll dat awer vläicht just nach eng Kéier virliesen, wat Dir deemools gesot hutt, wat mir deemools an haut nach ëmmer mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Dir hutt nämlech deemools gesot: „Mir bleiwen iwwerzeegt, dass den israelesch-palästinensesche Konflikt net duerch militäresch Mëttelen, mä nëmmen duerch ee gerecht politescht Reglement geléist ka ginn, dat zur Koexistenz vun zwee State féiert, déi niewenteneen a Fridden an a Sécherheet liewen.

An eisen Aen huet de Sécherheetsrot do eng konstruktiv Roll ze spillen. A Lëtzebuerg ass prett de Moment, seng Responsabilitéiten an deem Dossier ze huelen. Am Sécherheetsrot preparéiert Jordanien de Moment,..." - et war also de 25. November - „...am Numm vun den arabesche Länner, eng Resolutioun, an där et dorëm geet, Parametere fir eng Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina ze definéieren."

Mengen Informatiounen no, Här Ausseminister, Dir kënnt mech ganz gär verbesseren, wäert et haut oder an deenen nächsten Deeg zu der Diskussioun iwwert déi Resolutioun kommen. An och do ass d'Situatioun amgaangen ze evoluéieren, well och eis franséisch Kolleegen e Géigevirschlag do gemaach hunn, deen, wann een der internationaler Press an de Spezialiste ka gleewen, emol guer keng esou schlecht Chancen huet, fir zréckbehalen ze ginn.

Mir sinn nach am Moment Member vum Sécherheetsrot. Dir, Här Ausseminister, hutt jo also do e wichtegt Wuert matzeschwätzen. An duerfir hu mir eigentlech net verstanen, firwat elo op eemol, ouni déi Diskussioun an deem Sécherheetsrot do ofzewaarden, misst ganz schnell nach hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt ginn, well a sech jo d'Situatioun tëschent dem 25. November an haut um Niveau vum Sécherheetsrot net geännert huet, well iwwerhaapt nach net iwwert déi jordanesch Resolutioun do, menges Wëssens op jidde Fall, diskutéiert ginn ass.

Dann dat zweet Argument, an dat hunn ech gesot, dat fir eis dat allerwichtegst ass, an dat ass och direkt eng Äntwert op d'Fro vum Här Angel. Dir hutt deemools gesot: „Fir positiven Drock op dee Verhandlungsprozess ze maachen, kann een an der Europäescher Unioun vill méi erreechen, wann ee wéinstens versicht, gemeinsam virzegoen. Ech maache mech duerfir - an ech hunn et gemaach am November, ech maachen et och am Dezember - an der EU staark, fir dass d'EU eng koordinéiert Positioun ausschafft.

Sollten d'Négociatiounen tëschent Israeli a Palästinenser allerdéngs net virugoen a sollten ëmmer nees nei Obstakelen zu enger Zweestateléisung mat Jerusalem als Haaptstad vun deenen zwei State kreéiert ginn, da si mir bereet, eis Verantwortung dee richtege Moment ze iwwerhuelen." - Dat hutt Der de 25. November gemaach.

An et ass dann och elo just do, Här Ausseminister, wou et richteg ass, datt während Deeg den Dossier um Niveau vun der Europäescher Kommissioun, um Niveau vum Europaparlament blockéiert war. Do ass awer elo iwwer Nuecht oder gëschter Owend e fir mech wierklech extrem wichtege Kompromiss erziilt ginn. Do ass et fäerdegbruecht ginn, datt déi gréissten oder all déi grouss Fraktioune sech op een Text festgeluecht hunn, een Text, deen dann och wahrscheinlech haut mat ganz grousser Majoritéit wäert gestëmmt ginn.

A firwat ass dat probéiert ginn? Dat wëll ech awer vläicht och nach eng Kéier hei de Kolleege soen. Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst: Och wa mir haut eng Motioun hei stëmmen, wäert dat elo net Wesentleches änneren. Dat Eenzegt, wat mer domadder kënne maachen, ass, datt mer e Signal erausschécken. E Signal un Israel, e Signal u Palästina.

Fir datt dat Signal awer wierklech Gewiicht huet, ass et extrêmement wichteg, datt d'Parlamenter mat ganz grousser Majoritéit déi Motioune stëmmen. An duerfir och dee groussen Engagement vun allen europäesche Fraktiounen, fir ze kucken, hei zu engem Konsensus ze kommen, a fir ze kucken, datt et net nëmmen 350 géint 250 ausgeet, mä datt et do zu engem Vote kënnt 500 géint 100, wat dann och e ganz kloert Signal a Richtung Israel an a Richtung Palästina ass.

An duerfir, Här President, wäerte mir an hu mir déi Motioun hei déposéiert, well et fir eis wesentlech ass. An ech géif do wierklech wëllen en Appell maachen, well all déi Leit, déi mech kennen, wëssen, datt dat mer ëmmer um Häerz louch. A mir hunn dat nach an der leschter aussepolitescher Debatt ëmmer erëm gesot, wéi wichteg dat ass, och Dir, Här Ausseminister, datt Europa mat enger Stëmm schwätzt, datt mer net andauernd versichen, jiddweree seng kleng Partikularinteresse virzebréngen.

Hei hu mer elo emol eng Kéier d'Geleeënheet, Här Ausseminister, eng Kéier d'Geleeënheet. Am Europaparlament gëtt eng Motioun mat ganz grousser Majoritéit gestëmmt. Mir déposéiere genau déiselwecht Motioun, just datt mer do zwou kleng formaljuristesch Ännerunge virgeholl hunn, wat d'Unerkennung betrëfft, well d'Europaparlament jo net gläichzesetzen ass mat der Chamber.

A mir mengen, datt dat hei eng enorm Chance ass - eng enorm Chance ass! -, datt och déi lëtzebuergesch Chamber, wat ech géif hoffen, mat 60 Stëmmen - mat 60 Stëmmen! - Palästina unerkennt. Wat ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, e Signal, wat mir do wäerten der Welt, Israel a Palästina ginn!

Duerfir nach eng Kéier: Mir hunn elo déi Motioun hei déposéiert. Dir sidd alleguerten invitéiert, déi Motioun mat ze ënnerschreiwen. Ech mengen och, datt iwwerhaapt kee Problem dierft bestoen, well jo alleguerten Är Parteien déi zu Bréissel mat grousser Begeeschterung mat ënnerschriwwen hunn an och wäerte mat stëmmen. Kommt, mir reien eis elo an déi gemeinsam Stëmm do an! Kommt, mir stëmmen elo haut déi dote Motioun! An ech mengen, dann hu mer wierklech e Signal a Richtung vu méi Fridden am Noen Oste geschéckt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar.

(Interruption)

Vu dass elo déi zwou Motiounen hei presentéiert sinn, géif ech elo d'Fro stellen iwwert d'Riedneruerdnung. Normalerweis wär elo erëm e Vertrieder vun der CSV drun an dann ee vun der LSAP, DP.

Vu dass mer déi éischt Riedner haten, déi d'Motioune presentéiert hunn an déi zwou Fraktioune vertrueden hunn, géif ech vläicht proposéieren, deene Parteien, déi bis elo d'Wuert net haten, d'Wuert ze ginn an dann duerno déi normal Riedneruerdnung ze huelen, soudass vläicht d'Madame Polfer d'Wuert kritt.

À moins, dass d'Chamber elo enger anerer Meenung wär?

(Négation)

D'Madame Polfer huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, vläicht fir d'Alleréischt: Ech si frou iwwert dee Sënneswandel, deen ech bei der CSV feststellen, well virun e puer Deeg, wéi mer an der Commission des Affaires étrangères waren, och du schonn huet zwar d'CSV gesot, datt se mam Fong vun där Motioun, déi mir presentéiert hunn, ganz d'accord wier, mä datt se géif mengen, datt de Moment nach net komm wier, fir esou eppes ze soumettéieren.

Ech sinn elo frou, datt d'CSV sech vun dem Europaparlament konnt iwwerzeege loossen, fir dann awer op deen dote Wee matzegoen. Net, an dat wëll ech och elo direkt ënnersträichen: Mir, haut, als Chamber, erkenne jo net de Stat Palästina un! Et ass haut net d'Reconnaissance vun dem Stat Palästina. Et ass just, datt, no eben de Prozeduren, mir der Regierung de Réck stäipen, fir, an ech kommen nach dorop zréck, am richtege Moment - au moment opportun - dat dote virzehuelen.

Dofir, Här Mosar, an ech kann direkt dat Wichtegst vläicht virhuelen, gesinn ech iwwerhaapt keng Kontradiktioun zwëschen där Motioun, déi Dir elo hei proposéiert hutt, an onser. Se sinn, au contraire, complémentaire. Well mir an onser Motioun adresséieren eis un déi, un déi mir dat kënnen an déi dofir responsabel sinn, an dat ass d'Regierung. Mir fuerderen ons Regierung op, „de reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun;...".

A wat seet d'Europaparlament? D'Europaparlament, dat wennt sech un déi Persoun, déi effektiv soll négociéieren, fir esou wäit wéi méiglech, an dat ass fir mech de Moment opportun, datt een, esou wäit wéi méiglech, eng Position commune zwëschen den europäesche Staten huet. An dofir freet dann d'Europaparlament an dem Punkt 7 „à inviter la haute représentante/vice-présidente à faciliter une position commune de l'Union à cet égard". Et ass also complémentaire a guer net contradictoire.

An, an ech proposéieren dat elo emol ganz einfach esou, ech géif mengen, mir kéinte ganz gutt iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen: fir d'Éischt iwwert déi, mat där mir eis un ons Regierung wennen, mat där dës Chamber onser Regierung en Optrag an effektiv och e Vertraue mat op de Wee gëtt, an dann awer och - firwat net? -, Dir hutt d'Recht, och ons Ënnerstëtzung fir dat, wat um europäesche Plang gestëmmt ginn ass.

Dat ka jo net falsch sinn, well, an da kommen ech am Fong op dat, wat ech wollt soen: Dat, wat hei gefrot gëtt, dat läit jo elo schonn zënter 66 Joer op dem Dësch. Zënter 66 Joer froe mer, also freet déi international Communautéit a souguer och déi zwou betraffe Populatiounen, souwuel den israelesche Stat wéi eben déi palästinensesch Populatioun, froen no enger Zweestateléisung.

66 Joer! Et ass also näischt Neits. Zënter ´67, wou, an ech ginn elo net méi op d'Geschicht an, mä jiddwereen heibanne weess, wat ´67 geschitt ass, wou eben Israel eng ganz Rei Territoiren occupéiert huet, a wou d'UNO, de Weltsécherheetsrot eng Motioun (veuillez lire: eng Resolutioun) geholl huet, déi, mengen ech, eng vun deene bekannteste Resolutiounen op der Welt ass, 242, den 22. November - ech verhalen dat esou gutt, well et mäi Gebuertsdag ass -, op déi zënterhier all Regierung, all europäesch Regierung, an ons och, an d'Europäesch Unioun och, sech referéieren, a wou eben de Prinzip vun enger Zweestateléisung festgehale gëtt, awer virun allem d'Recht - d'Recht! - vun deenen zwee Staten, a Fridden an a Sécherheet mateneen an niewentenee kënnen ze existéieren an ze liewen.

An, leider, hu mer dat bis haut oder hu si dat bis haut net fäerdegbruecht. Dofir, dat, wat hei an dëser Motioun an an deenen zwou Motiounen - se sinn, wéi gesot, komplett complémentaire -, wat se allen zwee froen, dat ass, datt elo endlech nees déi Négociatiounen, déi schonn esou oft opgeholl gi sinn, datt déi wierklech nees an engem Sënn opgeholl ginn, fir dann zu enger Léisung ze fannen, enger Léisung, déi muss négociéiert ginn zwëschen natierlech Israel an der Palästinensescher Autoritéit, fir eng Kéier definitiv dat ze erreechen, wat zënter 66 Joer am Fong gefrot a gewënscht gëtt.

Ech selwer, ech hat während fënnef Joer d'Geleeënheet, an enger Period Verantwortung ze iwwerhuelen, wou ganz vill versicht ginn ass ze maachen.

Loosse mer awer kuerz drun erënneren, datt ´93 eben zu Oslo déi wierklech Négociatiounen zwëschen Israel an der Palästinensescher Autoritéit ugefaangen hunn. An dat sinn elo bal op den Dag genau 20 Joer hier, datt den Yitzhak Rabin an den Arafat den Nobelpräis de la paix kruten - den Nobelpräis kruten! - fir dat, wat se zu Oslo am Dezember ´93 ënnerschriwwen hunn.

A wat hate se ënnerschriwwen? Mä eben esou wichteg Saachen, wéi, datt d'OLP - den Arafat huet dee Moment d'OLP vertratt -, datt d'OLP d'Recht vun Israel unerkannt huet, eben als Stat ze existéieren, an datt Israel d'OLP unerkannt huet als de legitime Représentant vun dem palästinensesche Vollek.

Dat war den Ufank vun den Négociatiounen, déi awer duerno an d'Stocke komm sinn, a besonnesch vun 2000 un, wéi déi zweet Intifada ugaangen ass. Ech ginn net op den Detail an. Déi, déi sech derfir interesséieren, wëssen et, déi aner kënnen et noliesen. Mä vun do un, och do si permanent Efforte gemaach ginn, fir awer nees eng Léisung ze fannen.

Ech brauch se net all opzezielen, mä nëmmen déi wichtegst: Camp David 2000, Taba 2001, d'Roadmap - Joren hu mer doriwwer geschwat -, d'Roadmap 2002, Genève 2003, Scharm El-Scheich 2005. Jee, permanent sinn Efforte gemaach ginn, fir op eng négociéiert Aart a Weis hei dat ze erreechen, wat mer deenen zwee Vëlker wierklech wënschen: a Fridden an a Sécherheet kënnen ze liewen.

Well vill vun eis waren do, ech war och do, souwuel op där enger Plaz wéi op deenen aneren. Och an Israel muss ech soen, ass et onerträglech, wéi ee gesäit, wéi d'Leit permanent awer musse fäerten, datt awer nees deen een oder aneren terroristeschen Akt géif geschéien.

Dat hunn ech déi éischte Kéier ´85 gesinn, wou déi jonk Leit alleguerten hu misse laang Joren

an der Arméi sinn, fir sech ze verteidegen. An ech hunn dat als eng schrecklech Belaaschtung empfonnt. Ech war awer och zu Gaza, wéi vill vun Iech, oder eng Rei vun Iech. An dat ass gradesou onerträglech. Dat ass effektiv e Prisong ënner oppenem Himmel, an d'Konditiounen, wéi d'Leit do musse liewen, sinn onerträglech. An datt do natierlech extrem vill Frustratioun an Haass opkënnt, wou Generatiounen an Haass a Frustratioun opwuessen, dat kënne keng gutt Prämisse sinn, fir eben en négociéierte Fridden erbäizeféieren.

Et gëtt awer keng aner Léisung. Et gëtt awer keng aner Léisung, wéi sech awer eng Kéier un den Dësch ze setzen a fir zesummen, souwuel déi israelesch Regierung wéi d'Autorité palestinienne, fir zesumme Léisungen op déi Froen ze sichen, déi am Raum stinn an déi jiddweree kennt.

Dat ass fir d'Éischt, sech effektiv op kloer Grenzen eens ginn. Dat ass de Statut an d'Rückkehr vun de Réfugiéën, vun de palästinensesche Réfugiéën, an dat ass de Statut vu Jerusalem. Da kommen niewendrun déi wichteg Froe vum Waasser, wou d'Lëtzebuerger Regierung virun zéng Joer ganz vill Suen investéiert huet, fir do och ze kucken, op wéi eng gerecht Aart a Weis een dat kéint léisen.

An trotzdeem gesi mer, an dofir eben elo nees déi hei nei Initiativ, datt besonnesch och an dësem Joer d'Tensiounen enorm nees zougeholl hunn. D'Ursaachen: Fir d'Éischt dräi jonk Judden, déi entfouert goufen, duerno natierlech Reaktiounen, well mir sinn hei an deenen, an dat mécht dat Ganzt jo esou schwéier, well déi eng Aktioun rifft déi aner ervir. An dat endegt ëmmer a fuerchtbar vill Violence, a fuerchtbar vill Misär fir déi Betraffen. An dat soe mer jo och ganz kloer an eiser Motioun, dat ass fir ons net méi akzeptabel. Net fir ons, mä fir déi Leit, déi do liewen, déi zënter iwwer 66 Joer an esou enge Gewaltsituatioune liewen.

Dofir, mengen ech, kéinte mer onserer Motioun d'Prioritéit ginn, well mer ganz einfach eis un ons Regierung wenden. Well et déi ass, dat ass déi Autoritéit, déi kann an dësem Fall handelen. A mir maachen hir Vertrauen, datt se deen „moment opportun" effektiv richteg definéiert.

Mir si jo hei de Moment scho komplett en ligne mat enger ganzer Rei vun eisen europäesche Partner. Frankräich, Irland, England, Spuenien, Portugal, Schweden, déi si scho méi wäit gaangen, déi hunn unerkannt. Mä déi hei hunn alleguer dat nämlecht geholl, déi nämlech Décisioun geholl, wéi mir Iech se hei proposéieren. Dat heescht, der Regierung d'Moyene ginn an d'Zouso, fir eben „au moment opportun".

Wéini soll dee komm sinn? Dat huet de Minister eis gesot, dat steet elo nach net fest. Fir mech kéint ech him nëmmen uroden, deen „moment opportun" esou ze definéieren, datt en eppes kann hëllefen, datt mer zu villen europäesche Länner hei kënnen duerch eng staark an eng Action unie weisen, datt mer net nëmmen eppes fuerderen, mä datt mer bereet sinn, ze hëllefen, fir endlech deene wierklech fuerchtbar martyriséierten Zivilisatiounen an Zivilzivilisatiounen op béide Säiten, fir fir déi matzehëllefen, eng Léisung auszeschaffen, déi hinnen et wäert erlaben, a Fridden an a Sécherheet ze liewen. Dat wier op alle Fall, dat ass de Wonsch, dee mir, dee meng Fraktioun huet, wa se dës Resolutioun, wa se dës Motioun matdréit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Polfer. Dir gesitt, ech si mat der Riedezäit ganz indulgent. Ech wäert dann och bei deenen anere Kolleegen esou bleiwen.

Den Här Adam huet d'Wuert fir déi gréng Fraktioun.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech sinn natierlech och frou iwwert de Sënneswandel bei der CSV. Ech kommen zum Schluss och nach eng Kéier dorobber zréck.

Mir hunn haut eng Motioun virleien, oder besser zwou Motioune virleien, déi allen zwee deeselwechten Zweck hunn, datselwecht Zil hunn: Et geet ëm eng Unerkennung vun engem palästinensesche Stat.

Kuerz, wéi mer zu där Motioun komm sinn. Am Kader vun der aussepolitescher Debatt haten d'Kolleege vun déi Lénk eng Motioun eraginn, déi eben dat Zil hat. Mir haten och schonn an deem Débat alleguer festgestallt, datt mer inhaltlech alleguerten, oder wéinstens bal alleguerten, mat der Motioun averstane wären. Mir haten awer Diskussiounen iwwert d'Formulatioun an iwwert den Zäitpunkt vun där Motioun.

An dofir hate mer déi Motioun och net direkt ofgestëmmt, wéi et jo eigentlech üblech kéint sinn, mä mir hate se an d'aussepolitesch Kommissioun ginn. An déi ass dunn och freides, den 12. Dezember, zesummekomm. Mir haten dës Motioun op den Ordre du jour geholl a mir haten iwwer Inhalt an Zäitpunkt ausféierlech diskutéiert. Mir haten och d'Argumentatioun vum Ausseminister nogelauschtert. An dunn hate mer majoritär décidéiert, dës Motioun, an där Formulatioun, wéi mer se haut virleien hunn, an d'Plénière ze bréngen an net an den Tirang ze stiechen a se vergiessen ze loossen.

135 Staten hu mëttlerweil de palästinensesche Stat unerkannt an do sinn och eng Rei europäesch Staten drënner. Déi haten allerdéngs, dat muss ee fairerweis och soen, de palästinensesche Stat schonn unerkannt, ier se Member an der EU gi sinn: Tschechien, Ungarn, Polen, Bulgarien, Rumänien, Malta an Zypern. Ganz rezent huet och Schweden am Oktober 2014 Palästina unerkannt. An och d'Madame Polfer huet gesot, datt eng ganz Rei europäesch Parlamenter sech schonn an déi Richtung ausgeschwat hunn.

D'wallounescht Parlament hat d'lescht Woch ee positive Vote an déi Richtung gemaach. An den 2. Dezember huet déi franséisch Assemblée nationale mat 339 Oui-Stëmmen, 151 Non-Stëmmen an e puer Abstentiounen eng ähnlech Resolutioun geholl wéi déi Motioun, déi mir haut virleien hunn. An d'EU-Parlament diskutéiert, gradesou wéi mir, haut och iwwer eng ähnlech Resolutioun. An do kommen ech duerno nach eng Kéier kuerz drop zréck.

déi gréng sinn der Meenung, datt mer eis net sollen hanner engem positiven oder negative Vote vun engem anere Land verstoppen, och net vun engem europäesche Land. Mir sollen eis Verantwortung iwwerhuelen an dee Wee weidergoen, dee mir bis elo gaange sinn, an dat décidéiert an ouni iergendwellech Aggressivitéit.

De Konflikt am Noen Osten ass deen Dauerkonflikt, an den Noen Osten ass d'Kriseregioun par excellence! Wéi ganz vill Konflikter ass och dëse Konflikt nach iergendwéi e Produkt vum Éischte Weltkrich. Ech ginn net zréck an d'historesch Detailer. D'Madame Polfer hat eng Rei vu méi rezente Faiten ugefouert. Et kéint een och nach bis op 1917 op d'Balfour-Deklaratioun zréckgoen, mä dat brengt d'Saach net weider. An d'Kolleege vun der Oppositioun hunn absolut recht, wa se soen, wann ee wéilt eng richteg detailléiert historesch Analys maache vun deem ganzen Noost-Konflikt, da bräichte mer wierklech méi wéi fënnef, oder elo zéng Minutten, da bräichte mer ee ganzen Dag.

Mä fir eng Décisioun ze huelen, ob mer dee Wee, dee mer bis elo gaange sinn, dann och mat esou enger Motioun, wéi mer se haut virleien hunn, weiderginn oder net, ech mengen, dofir ass d'Zäit ausräichend. An dofir waren d'Diskussiounen, déi virdru gefouert gi sinn, jo och, hunn de Wee opgewisen.

1947 huet d'UNO eng Resolutioun ugeholl, mat där Palästina an zwee onofhängeg Staten opgedeelt sollt ginn, déi spéitstens den 1. Oktober 1948 sollten existéieren. A wéi dann och an der Motioun steet, ech schwätzen elo vun där éischter Motioun, déi d'Majoritéit erabruecht huet, huet Lëtzebuerg mindestens schonn zweemol bei wichtegen internationalen Décisioune gewisen, datt mer zu dëser Zweestatesolutioun stinn. Palästina ass Member vun der Unesco ginn 2011 an huet de Statut vum „non membre observateur" bei der UNO kritt.

Och d'EU, an dat ass jo och scho gesot ginn, huet ëfters op déi Zweestateléisung verwisen a fir d'Schafung vun engem onofhängegen, souveränen an demokratesche Palästina plädéiert. Fir eis ass dat e wichtegt Signal, an dat Signal geet an zwou Richtungen. Engersäits un Israel, d'Recht vun de Palästinenser unzëerkennen. An dozou gehéiert e Stopp vun där Siedlungspolitik vun der aktueller Regierung. A selbstverständlech och en däitlecht Signal u Palästina. An zwar d'Signal, Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dee Moment, wou mer de Palästinenser d'Recht op Selbstbestëmmung zougestinn, kënne mer eis och d'Recht eraushuelen, un hir Verantwortung ze appeléieren, och hir Verantwortung vis-à-vis vum Stat Israel.

Mir wëssen och, datt sech d'Situatioun am Noen Osten net automatesch ännert mat enger Motioun, déi mir stëmmen. Mä déi gréng sinn der Meenung, datt et richteg ass, de Stat Palästina formell unzëerkennen, mat de Grenze vun 1967, zu deem Moment, an dat steet och an eiser Motioun, deen dem Minister als politesch am gënschtegste schéngt.

An de Minister huet sech an der Kommissioun esou ausgeschwat, wéi wann et am beschte wier, wann ee sech kéint mat anere Länner aus der EU zesummendinn an dann dee Moment déi Intentioun, déi mir hei ausdrécken, och an e Fakt ëmsetzen. Den Intérêt fir de Fridden tëschent dem palästinenseschen an dem israelesche Vollek misst eis gemeinsam Motivatioun sinn!

Kuerz nach déi zweet Motioun, a fir mech awer e Sënneswandel vun der CSV. Mir sinn eis prinzipiell eens gewiescht, datt dat eng gutt Saach wier. Mä d'CSV ass mat zwee Argumenter komm, fir an der Kommissioun och ze soen, si wéilten awer... Éischtens wollt Der nach den Ordre du jour net mat änneren. Dann hätte mer jo iwwerhaapt net deen Débat gehat. Dir hutt als Argument, éischtens, gesot: d'Diskussioun am Sécherheetsrot. Bon, déi Diskussioun ass och elo nach net gelaf, dofir misst dat Argument jo nach ëmmer oprecht stoen.

An zweetens...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, mä d'Debatt ass awer elo.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- ...sot Der, den...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Debatt ass awer elo. Dann hu mer...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- D'Debatt ass haut ugaangen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, an haut ass...

(Interruptions diverses)

Mir wollte gëschter d'Debatt net hei an der Chamber hunn, haut, well mer op déi aner wollte waarden. Elo ass déi Debatt awer haut. Dann ass et normal, datt mer awer Stellung dozou huelen. Dat ass awer lëschteg, dat do!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn awer besser,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...an aussepolitesche Froen eng europäesch Haltung ze hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Allez, allez!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, mir sinn hei am Lëtzebuerger Parlament a mir maachen dat net ewéi an anere Parlamenter.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wa mir eis iwwer esou Saache scho streiden, wéi sollen déi dohannen dann eens ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Hei huet elo just den Här Adam d'Wuert!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Also dat éischt Argument, datt deen Débat am Sécherheetsrot nach net gelaf ass, ass nach ëmmer do.

Dat zweet Argument, fir gemeinsam e positiven Drock auszeüben, ass en interessant Argument, mä mir gesinn dat awer e bësselche vun enger anerer Säit. Mir si schonn der Meenung, datt et wichteg ass, datt Europa mat enger Stëmm schwätzt. Mir sinn allerdéngs éischter der Meenung, datt d'Europäescht Parlament sech ralignéiert un déi Signaler, déi vu ganz villen nationale Parlamenter kommen.

An dofir si mir och der Meenung, datt mir sollen als nationaalt Parlament, wa mer eis inhaltlech schonn eens sinn, eis Meenung ausdrécken. An eis Meenung ass einfach déi: Kommt, mir ginn de Wee, wat mer schonn 1947 versprach hunn, mir ginn de Wee vun enger Unerkennung vum palästinensesche Stat! A mer freeën eis selbstverständlech drop, datt d'Europäescht Parlament eng ähnlech Diskussioun huet, déi déiselwecht Konklusioun kritt.

An ech wëll mer dofir och net widderspriechen. D'Madame Polfer huet eng Propos gemaach. Wéinst menger, wann den Ausseminister do kee Problem gesäit, kënne mer och déi zwou Motioune votéieren. Mä op alle Fall wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun ganz däitlech soen, datt mir zu där éischter Majoritéitspropositioun stinn an déi och wäerten hei votéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. An als Nächsten huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir déi zwou Motiounen, déi mer haut kënnen diskutéieren. Et ass fir eis iwwerraschend gewiescht, datt mer elo déi Diskussioun hei hunn.

Mir haten de 25. November déi aussepolitesch Debatt, wou den Här Minister Asselborn eis jo och gesot hat, datt, wéi en iwwer Palästina geschwat huet an eng eventuell Unerkennung, fir hie kloer wär, datt, wann et géif Obstakelen an der Friddensverhandlung ginn, da géif Lëtzebuerg seng Responsabilitéit huelen. Ech mengen, dat ware seng Wierder.

Dat ass elo 22 Deeg hier, a mir hoffen, datt d'Regierung sech nach ëmmer do gebonne fillt. Et ass jo zënterhier näischt geschitt, ausser datt keng Friddensverhandlunge konnte sinn, well den 2. Dezember, wann ech mech gutt erënneren, an Israel eng Regierungskris ausgebrach ass. Also, et kann een elo net no deenen 22 Deeg e Constat maachen iwwert d'Evolutioun vun de Friddensverhandlungen.

En zweete Kommentar wëll ech och nach maachen. Dat ass deen, datt mer eis natierlech mussen hei ëm deen dramatesche Konflikt do tëschent Israel an de palästinensesche Populatioune këmmeren. Mir däerfen awer net eise Bléck esou fokusséieren, datt mer all déi aner Problemer an der Regioun aus den Ae verléieren. An där gëtt et der terribel, terribel! An natierlech, d'Situatioun a Syrien, den Zerfall vum libesche Stat. Et weess een net, wat mat Ägypten geschitt.

An all déi Initiativen, déi mer haten an der Vergaangenheet, fir iwwerhaapt mat deene State kënnen eppes opzebauen, eng Relatioun, sief et de Processus de Barcelone, den „wider Middle East" oder Gott weess wat, dat ass alles am Sand verlaf, c'est le cas pour le dire. A mir hunn einfach e risege Problem mat där Regioun, fir ze wëssen, wéi mer kënnen iwwerhaapt politesch Relatiounen a Stabilitéit do kréien.

Also jo, natierlech musse mer eis ëm dëse Konflikt këmmeren, iwwert dee mer haut schwätzen, mä awer och de Rescht musse mer am A behalen. Och d'Situatioun vun de Chrëschten an där Regioun.

Gutt, mir hunn elo zwou Resolutiounen (veuillez lire: Motiounen) hei leien. Ech freeë mech och, datt d'DP scho gesot huet, si géif déi vum Europaparlament kënne matstëmmen. Fir eis ass d'Analys...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- déi gréng och.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- déi gréng och. Fir eis ass d'Analys, u sech ze kucken: Wéi ënnerscheede sech déi zwou Motiounen? Also déi eng, déi hei vun de Majoritéitsparteie virgeluecht ginn ass, déi gëtt eigentlech e Chèque en blanc der Regierung. Si seet, wann d'Regierung seet, de Moment venu, „le moment le plus opportun", da géif d'Lëtzebuerger Parlament dann dat och ënnerstëtzen, datt de Stat Palästina soll unerkannt ginn.

Déi aner vum Europaparlament ass wesentlech méi nuancéiert. A si huet ee wichtegt Element, wat an där vun de Majoritéitsparteie feelt, si huet eng kloer Referenz op d'Noutwendegkeet vun der Unerkennung vum Existenzrecht vum Stat Israel. Dat ass eigentlech dee gréisste substanziellen Ënnerscheed.

An dowéinst och sinn déi konservativ Parteien am Europaparlament och averstanen, fir dat matzedroen. An dowéinst och kënne mir als ADR soen, datt mir déi Resolutioun vum Europaparlament, wéi se hei ëmformuléiert gouf a vun der CSV deponéiert ass, kënne matdroen, well dat dran ass, d'Unerkennung vum Existenzrecht vum Stat Israel!

Wa mer elo déi lëtzebuergesch Resolutioun oder Motioun hei kucken, déi vun der Majoritéit virgedroe ginn ass, do steet dat net dran. An dowéinst proposéiert d'ADR, wa mer dat solle matstëmmen, en Amendement zu där Motioun, déi d'Regierungsparteien hei proposéieren, an zwar géife mir soen: «Reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières» an esou weider, «au moment qui sera jugé le plus opportun», wéi och d'Regierungsparteien dat froen.

An da setze mir awer eng kloer Prezisioun hannendrun: «et après que l'ensemble des principales forces politiques palestiniennes, y inclus le Hamas, auront reconnu le droit à l'existence de l'État d'Israël dans des frontières sûres et reconnues». Dat steet och an der UNO-Resolutioun 242 vun 1967.

Här President, ech däerf Iech deen Amendement ginn.

Amendement

Concerne: motion concernant la reconnaissance d'un État de Palestine

L'ADR peut approuver la motion déposée à la Chambre des Députés à condition de remplacer le premier tiret suivant «la Chambre des députés invite le Gouvernement à:» par le texte suivant:

- «*Reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun, et après que l'ensemble des principales forces politiques palestiniennes, y inclus le Hamas, auront reconnu le droit à l'existence de l'État d'Israël dans des frontières sûres et reconnues.*»

D'Situatioun fir eis ass kloer. Mir sinn als ADR bereet, eng Unerkennung vum Stat Palästina matzedroen, sous condition datt d'Existenzrecht vun Israel vun alle palästinensesche Forcen och unerkannt ass.

Elo loosse mer eis awer vläicht net an där Natur vum Exercice hei iren, dee mer maachen! Déi Unerkennung, och wa se da geschitt, déi ännert näischt um Friddensprozess. Dat ass eng Illusioun, fir dat ze mengen. Déi Lénk hate geduecht, doduerch kéint Israel ënner Drock gesat ginn. Duerfir hu se dat jo och gesot an deem Dépôt, dee si gemaach haten. Dat ass eng Illusioun!

Mir sollten hei oppassen op dat, wat mer maachen. D'Unerkennung vun engem Stat ass u sech en Instrument vum Droit international public, wat net soll zu politeschen Zwecker mëssbraucht ginn, well Konditiounen domat verbonne sinn, kloer Positiounen, véier Stéck:

Dat eent ass, et muss e Statsgebitt do sinn; dat ass en négociation a Friddensverhandlungen. Mir wëssen nach net, wéi dat zukünftegt Statsgebitt vun engem Stat Palästina a vun Israel ausgesäit, well 1967 ass jo net eng definitiv Grenz festgeluecht ginn.

Mir hunn e Statsvollek, wat getrennt an zerstridden ass.

Mir hu Relatiounen, mir hu keng eenheetlech Regierung, och wa mer do schwätze vun enger Autorité commune. A Wierklechkeet si Fatah an Hamas zerstridden an heiansdo Doudfeinden.

A mir hunn net eng grondsätzlech Bedéngung, nämlech dat erfëllt, nämlech, datt e Stat, dee mer unerkennen, muss kënnen a Fridde mat sengen Nopere liewen. Dat ass hei ganz einfach net erfëllt, soulaang dat Existenzrecht vun Israel net unerkannt ass.

Dowéinst soe mir elo als ADR, datt mir bereet sinn, eng Motioun matzedroen, déi nuancéiert ass a sech kloer op d'Existenzrecht vun Israel referéiert, also deen Text aus dem Europaparlament, deen och do vun de konservative Parteie matgedroe gëtt. A mir sinn och d'accord mat der Regierungspropositioun, allerdéngs, wa mer preziséieren, datt dat nëmme ka sinn, eng Unerkennung, nodeems datt d'Existenzrecht vum Stat Israel unerkannt ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir si frou, dass haut eng gemeinsam Motioun vu véier Parteien zum Vote steet, déi eiser Motioun, déi mer de 25. November erabruecht hate bei der aussepolitescher Debatt, wäitgehend entsprécht. Ech géif souguer soen, ganz entsprécht, mat e puer weidere Preziséiounen a virun allem mat engem Renvoi op dat internationaalt Recht, wat do hannendrusteet a wat sech ausdréckt an enger ganzer Partie vun UNO-Beschlëss an deene leschte Joren a Jorzéngten.

Wat mer maachen hei, wa mer déi Motioun do unhuelen, da setze mer en Akt vun internationalem Recht. An ech mengen, dat geet eraus iwwert d'Symbolik dovunner an de Caractère non contraignant vun där Motioun. Mir setzen en Akt vun internationalem Recht, an zwar erkennen d'Vertriederinnen an d'Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek domat direkt d'Existenzrecht vum palästinensesche Vollek op eng staatlech Existenz un. Dat Existenzrecht ka sech baséieren op d'Beschlëss vun der UNO.

Mir stellen an där Motioun e Scheitere vun de Verhandlunge fest. Mir stellen och fest, dass déi illegal Kolonië weidergefouert ginn. A mir ënnersträichen, dass eng Zweestateléisung zwee State viraussetzt. An all Friddensprozess, och an Zukunft, zwee State viraussetzt, déi souverän sinn an an déi Verhandlunge kënnen antrieden. An déi net kënnen zouloossen, dass en Deel vun hirem Territoire oder grouss Deeler vun hirem Territoire vun engem anere Stat besat sinn.

A mir fuerderen d'Regierung op an eiser Motioun, de Stat Palästina formell unzëerkennen. Formell - et steet ganz kloer dran.

Wann ech d'Motioun kucken, déi d'CSV erabruecht huet, do steet: «en principe»; dat ass fir mech awer en Ënnerscheed. An ech fannen, wann déi hei Motioun géif amplaz vun eiser Motioun ugeholl ginn, dann entsprécht se zwar engem Kompromëss, deen am Europaparlament geholl ginn ass, mä et wier e Schrack hanner ähnlech Resolutiounen, déi an enger ganzer Partie vun europäesche Parlamenter an deene leschte Woche geholl gi sinn a wou ganz kloer d'Regierung opgefuerdert gëtt, de Stat Palästina formell unzëerkennen.

Déi Unerkennung also - an ech ginn do dem Här Kartheiser vollkomme recht -, déi heimat geschitt, wann déi Motioun hei ugeholl géif ginn, déi ass absolut a si ass u keng weider Bedéngung gebonnen. An den Zäitpunkt vun der Unerkennung läit an der Verantwortung vun der Regierung. Mir hoffen eisersäits, dass dat esou séier wéi méiglech kann de Fall sinn. Mir loossen och hei keng Zäitgrënn gëllen; Zäitgrënn si jo bis elo vill gebraucht gi vun der CSV an der Kommissioun.

De Pascal Boniface vum Institut fir international a strategesch Relatiounen zu Paräis, e grousse Spezialist an internationale Froen, huet gesot: „Wat heescht, sech Zäit huelen? 47 Joer nom Vote vun der Resolutioun 242, déi freet, dass Israel sech aus de besatene Gebidder zréckzitt."

Ech mengen also, dass e weidere Stëllstand an dëser Fro, an dass, wa mer dee ganze Schrëtt hei géifen opginn, par rapport zu deem hallwe Schrëtt, deen eis virgeschloe gëtt an där Motioun vun der CSV, dat hei an dësem Dossier just nëmmen de reliéise Fanatismus stäerke wäert. An de reliéise Fanatismus gëtt et net nëmmen op där Säit vun deenen Ënnerdréckten, mä et gëtt en och ganz däitlech op der Säit vun den Ënnerdrécker an huet och do, an Israel selwer, Auswierkungen op d'Demokratie, wann dat esou weidergeet.

Ech mengen, mat dëser Motioun ënnerstëtze mer duerfir d'israelesch Bevëlkerung, déi net wëllt an déi Richtung weidergoen - grouss Deeler dovunner -, a si hu sech och ausgedréckt a verschiddenen Appeller, déi ganz bekannte Perséinlechkeeten an Intellektueller aus Israel lancéiert hunn, déi eng Ufuerderung hunn un d'Parlamentarier an der ganzer Welt, fir elo Palästina unzëerkennen.

An ech mengen, mat dëser Motioun ënnerstëtze mer och d'palästinensesch Bevëlkerung, déi an engem demokrateschen a selbstständege Stat a Fridden, a selbstverständlech a géigesäiteger Unerkennung vun deenen zwee Staten, liewe wëllt, a mer ënnerstëtzen all déi Bestriewungen, och an enger postnationaler Perspektiv, wéi zum Beispill déi, déi vun deem israelesch-palästinenseschen Orchester vum Daniel Barenboim sech ausdrécken.

Wat elo déi Motioun (veuillez lire: déi Motioun vun der CSV) ugeet, do hunn ech scho kritiséiert, dass am Prinzip just d'Unerkennung virgesinn ass. Ech mengen, et ass och relativ eesäiteg, wa just hei d'Fractions palestiniennes y compris le Hamas opgefuerdert ginn, à accepter les engagements de l'OLP, an et steet näischt dran iwwert déi awer gradesou radikal an onverséinlech Fraktiounen, déi et gëtt bis an d'Regierung vun Israel eran. Dat ass en Aspekt, dee mir komplett feelt an där Motioun hei. Et gëtt zwar hei festgestallt, dass d'Kolonien illegal sinn, am selwechten Otemzuch ginn awer déi zwou Parteien opgefuerdert, all Aktiounen ze ënnerloossen.

Dat sinn nëmmen e puer Beispiller no enger rapider Lektür - mir hu jo d'Motioun elo eréischt kritt -, déi mech awer soe loossen, dass déi Motioun do awer eng komplett onzefriddestellend Léisung ass, och wa se am Europaparlament ugeholl ginn ass oder ugeholl wäert gi vun enger grousser Majoritéit. Et louch an deem Parlament eng Motioun vir, déi ähnlech därer ass, déi elo hei virläit vun deene véier Signatairen, déi awer vill méi wäit geet. An et ass am Fong geholl nëmmen am Interessi vun der Cause palestinienne, dass am Europaparlament elo esou eng grouss Majoritéit op där hallefhäerzeger Resolutioun hei zustane kënnt.

Une voix.- Trés bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Ech géif da probéieren, den Tour fäerdeg ze maachen an dem Spriecher vun der CSV, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert ze ginn an duerno dem Här Marc Angel fir d'LSAP.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, ech hat mer och nach e puer Minutten iwwreg gelooss, ech war virdrun…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass guer kee Problem, déi Zäit, déi Är Fraktioun nach huet, selbstverständlech fir Är Ried ze kréien.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- …net bis op déi zéng Minutte komm.

Ech wollt awer eng Kéier Stellung huele par rapport zu enger Rei vu Remarquen, déi hei gemaach gi sinn.

Fir d'Alleréischt wëll ech nach eng Kéier soen, datt déi zwou Motiounen net d'selwecht sinn. An ech deelen do d'Analysen, déi vun enger Rei vu Kolleegen och gemaach gi sinn. Duerfir proposéiere mir jo och, datt dës Motioun gestëmmt gëtt an net déi vun der Majoritéit, well mir fannen, datt déi Motioun vum Europaparlament wesentlech méi komplett ass, wesentlech méi nuancéiert ass an och zwee Punkte comportéiert, déi d'Motioun vun der Majoritéit net comportéiert.

Deen éischte Punkt, dat ass wierklech deen, datt nach eng Kéier ganz kloer gesot gëtt, datt muss de Stat Israel och vun de palästinenseschen Autoritéiten unerkannt ginn.

An do muss ech awer nach eng Kéier soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen - an ech hunn dat och scho gesot gehat, wéi mer de 25. November hei d'Debatt haten - : Mir hunn awer do eng ganz Rei vu Problemer mat der Hamas!

An ech wëll Iech awer just emol eng Kéier virliesen, well ech hunn awer heiansdo d'Impressioun, datt an enger gewëssener Begeeschterung, fir do e Land unzëerkennen, wat och soll unerkannt ginn, awer oft vergiess gëtt, datt do an enger Autoritéit et Mouvementer ginn, déi elo nach als terroristesch Mouvementer agestuuft ginn!

An ech wëll Iech just zwee Artikelen aus de Statute vun der Hamas virliesen, déi mech awer ëmmer erëm bedenklech maachen. Do steet also am Artikel 11 - et ass eng franséisch Iwwersetzung - : «La terre de Palestine est une terre islamique (…). Il est illicite d'y renoncer en tout ou en partie (…).» An am Artikel 13 vun der Hamas steet: «Il n'y aura de solution à la cause palestinienne que par le djihad.»

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Ech muss lech awer soen, wann esou eng Organisatioun ganz eleng am Moment am Gazasträifen de Pouvoir souverain exekutéiert, da muss ee sech awer zu Recht gewësse Froe stellen! An dat, wat an där Motioun vum Europaparlament dran ass, ass justement, do nach eng Kéier ganz kloer drop ze insistéieren, datt et awer hei och Responsabilitéite ginn, bien entendu um israeleschen Niveau, awer och um Niveau vun de Palästinenser, a ganz besonnesch par rapport zu der Hamas.

Dann, en zweete ganz groussen Ënnerscheed, Här President, an dat wëll ech duerfir och nach eng Kéier virliesen, dat ass fir eis awer fundamental! Ech mengen och, datt et eigentlech dat ass, wat den Ausseminister wëllt, et awer net an d'Motioun schreift.

An dat ass effektiv den éischten Invite, do proposéiere mir, an d'Motioun ze schreiwen: «Invite le Gouvernement à reconnaître en principe l'État palestinien…» - an elo kënnt dat, wat ganz wichteg ass - : «…et à appuyer la solution fondée sur les deux États, et à estimer que celles-ci devraient aller de pair avec le processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche.»

An dat do, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer e fundamentalen Ënnerscheed! Mir sinn der Meenung, et soll een op de Wee goen, fir Palästina unzëerkennen an deem Moment, wou déi dote Konditiounen erfëllt sinn! An ech mengen, dat ass awer e ganz substanziellen Ënnerscheed par rapport zu der Motioun vun der Majoritéit. An och déi Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun hat dat gewisen, datt dat doten eigentlech dat ass, wat mer alleguer wëllen.

Duerfir nach eng Kéier géif ech hei en Appell maachen un d'Majoritéit, fir déi fir eis zwee wesentlech Punkten an déi Motioun ze schreiwen, well soss kënne mir keng Motioun matdroen.

An dann e leschte Punkt, Här President, do muss ech soen, sinn ech awer e bësselchen enttäuscht. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt, och wa mer hei eng Motioun stëmmen, dat elo sécherlech net wäert grouss Mouvementer am Friddensprozess a Palästina oder an Israel mat sech bréngen.

Dat, wat mer kënne maachen, dat ass e Signal schécken. Mir sinn e klengt Parlament. Wat fir ee Signal ass dat, wann elo déi Motioun hei gestëmmt gëtt mat, ech soen emol, 34 géint 26 Stëmmen?

Mir hunn hei wierklech déi Chance, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen hei…

(Interruptions diverses)

Jo, jo, majo…

(Brouhaha et interruptions diverses)

Une voix.- Déi ass net schlecht, déi do! Déi ass net schlecht!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Also, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, ech géif Iech bieden, dem Riedner nozelauschteren!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, ech fannen, mir hu bis elo déi Debatt an enger grousser Dignitéit hei gefouert.

Mir hunn awer hei eng Motioun déposéiert, an ech wëll nach eng Kéier soen, dat ass d'Motioun à la lettre vum Europaparlament, déi vun all deene grousse Fraktiounen do gedroe gëtt! Mir proposéieren et, mir si bereet, déi matzedroen, a wann ech d'Kolleege vun der ADR verstanen hunn, si si bereet, se och matzedroen.

Dat heescht, Dir hutt hei d'Chance, Här President,…

(Interruption)

…jo, Dir hutt hei d'Chance, eng Motioun ofgestëmmt ze kréien, ech soen emol, ech weess net, wat déi zwee Kolleege vun deene Lénke wäerte maachen, mä mindestens hei op 58 vu 60 Stëmmen ze goen. Ech mengen, eis Chamber sollt déi Chance net verpassen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann huet d'Wuert den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wëll direkt emol soen, dass déi original Motioun vum Europaparlament sech net un iergendeng Regierung riicht, mä déi riicht sech un d'Europaparlament, déi riicht sech un…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, kommt,…

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Déi riicht sech virun allem och un…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …et ass eng wichteg Diskussioun. Also lauschtere mer och no, wat déi eenzel Riedner ze soen hunn!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- …u vill wichteg Akteuren um europäesche Plang, fir de Friddensprozess weiderhin ze ënnerstëtzen.

Ech sinn och der Meenung, dass mir als Parlament hei en eegestännegen Text sollen hunn. Ech wëll just drun erënneren, dass ech lescht…, dass mer jo eng Motioun vun déi Lénk hei am Kader vun där Debatt déposéiert kritt hunn. Fir se net direkt dee Moment ze stëmmen, hu mer décidéiert, fir se vläicht méi ze équilibréieren, se an d'Kommissioun ze schécken, fir dass mer en Débat mam Minister driwwer konnten hunn.

Dat hate mer leschte Freideg. Ech hunn donneschdes, den Dag virum Freideg, wou mer et an der Kommissioun haten, deen Text, wourop mer eis als Majoritéitsparteie gëeenegt hunn, ofginn. An ech hu geduecht, freides an der Kommissioun kéime vläicht Amendementer. Et ass näischt komm.

D'CSV huet argumentéiert: „Et ass net dee richtege Moment. Passt op, et sinn elo virgezunne Wahlen an Israel! Dat do gëtt en Zeechen, dass déi extremistesch Parteien an déi ultrareliéis Parteien nach méi Zoulaf kréien!"

Mir hunn argumentéiert: „Dat do mécht Hoffnung. Wann an Israel déi Leit, déi u Fridde gleewen, un d'Zweestateléisung gleewen, wann déi gesinn, dass Ënnerstëtzung aus Europa kënnt, mécht dat deenen och Hoffnung an da gi se éischter u Parteie vläicht sech wenden, déi méi eng, déi fir d'Zweestateléisung sech asetzen."

Do war Äert Argument: „Neen, op kee Fall elo, wéinst deene virgezunnene Wahlen. Et ass dee schlechteste Moment." Esou hutt Dir argumentéiert, an duerfir hutt Der och keng nei Amendementer bruecht.

Du gëschter, ier ech déi Motioun hei offiziell déposéiert hunn, hunn ech nach eng Kéier gefrot: Wëllt Der se net mat ënnerschreiwen? Do ass näischt gesot ginn: „Mir kënnen, dach, da komm, hal se nach zréck, mir änneren nach e Saz derbäi." Et ass näischt gesot ginn.

Elo de Moie kommt Der mat engem aneren Text. Ech fannen, dat ass och net ganz, ganz fair an dat déngt der Cause och net. An duerfir fannen ech, dass eis Motioun nach wie vor gutt ass. An, wéi gesot, mir…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll awer just dem Här Angel soen,…

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- …si keng Succursale vum Europaparlament…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …datt déi Argumentatioun, déi mer gëschter bruecht hunn,…

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll just dem Här Angel soen, datt déi Argumentatioun, déi mer gëschter bruecht hunn, eng war, fir ze soen, mir hätte gär eng europäesch Léisung. Mir sollte waarden, bis déi europäesch Diskussioune fäerdeg wären, bis mer eng Léisung géife brengen, bis mer gemeinsam kënnen driwwer diskutéieren. A genau dat ass dat, wat Der gemaach hutt.

Ech hätt léiwer, mir hätten an zwee Deeg driwwer diskutéiert oder an engem Dag. Oder mir hätten am Januar driwwer diskutéiert, dann hätt een dat kënne méi sereinement maachen. Leider huet d'Europaparlament eng Motioun elo iwwer Nuecht gemaach. Mir maachen esou schnell wéi méiglech, fir an der Diskussioun kënne matzemaachen. Mä mir hunn ëmmer op eng europäesch Léisung gepocht. An dat ass dat, wat mer haut proposéieren. Duerfir verdréit eis Argumenter wann ech gelift net!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Mir pochen och op eng europäesch Léisung. An dat huet de Minister ganz kloer an der Kommissioun gesot, dass „le moment opportun" géif heeschen, dass, wann aner europäesch State bereet sinn, se unzëerkennen, mir eis do an enger Well vun Unerkennungen aklicken.

An ech hunn och hei a menger Interventioun gesot, dass mer et begréissen, dass d'Europaparlament sech uschléisst, uklickt un eng Well vun Unerkennungen an nationale Parlamenter. Et ass an den nationale Parlamenter... An da sinn et d'national Regierungen, déi d'Décisioune mussen huelen. An dat seet jo och d'Europaparlament a senger Motioun, wou se soen, «considérant que la reconnaissance de l'État de Palestine relève de la compétence des États membres».

An duerfir hunn ech an enger éischter Interventioun de Moie gesot, dass mer eis freeën, dass d'Europaparlament sech uklickt un eppes, wat a ganz villen nationale Parlamenter geschitt ass, an déi national Parlamenter si souguer opgelëscht hei an der Motioun vum Europaparlament: United Kingdom, Spuenien, Portugal, hei vir sti se, an nach eng ganz Rei aner Länner. D'Belsch, do kënnt et nach, do ass et nach net geschitt. Frankräich an esou weider.

An ech mengen, duerfir brauche mer net ze waarden op eng Décisioun vum Europaparlament. Mir sinn hei en eegestännegt nationaalt Parlament. Mir hunn eng Motioun gehat, déi virun dräi Wochen déposéiert ginn ass, déi ass ëmgeschafft ginn. Do hunn dräi, véier Parteien dru geschafft, fir déi Motioun méi ze équilibréieren. Mir hunn drabruecht d'Reconnaissance mutuelle, déi ass dran.

Mir hunn och drabruecht, zweemol, an eiser Motioun, Här Kartheiser, geet zweemol rieds vum Recht vun Israel, fir ze „vivre en frontières sûres et reconnues" (veuillez lire: „vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues"). Zweemol an eiser Motioun kommen déi Wierder „frontières sûres et reconnues" vir.

Mir soe souguer, dass mer d'Basis vun de Grenze vun 1967 unerkennen, mä wann déi zwou Parteien déi wëllen änneren, wann déi sech eens ginn, fir déi Grenzen ze änneren, ouni Drock vu baussen, dass een dat soll och akzeptéieren. Dat steet an där heiter Motioun zum Beispill net dran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel,...

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Dat ass awer och eng wichteg Fuerderung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...erlaabt Der...

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Duerfir...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...eng Zwëschebemierkung vun der Madame Polfer?

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, sécher, selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech géif lech gläichzäiteg erënneren, dass Der lech wann ech gelift sollt un d'Chamber adresséieren!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Pardon!

D'Madame Polfer huet eng Fro oder wollt sech zu Wuert mellen. Oder?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Neen, ech wollt mech zu Wuert mellen.

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Ah, pardon. Jo, d'Madame Polfer huet am Fong keng Fro méi u mech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, neen, ech hunn...

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Duerfir géif ech dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...dat dann esou interpretéiert. Ech wëll allerdéngs soen, dass keng Riedezäit méi do ass!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo.

(Interruptions et hilarité)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ah. Dann huelen ech Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat musse mer och nach eng Kéier preziséieren. Bei Motiounen zumindest. Här Angel, Dir kënnt virufueren!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Ech hunn am Fong alles gesot, wat ech wollt soen. Ech mengen, mir waarde jo elo nach of, wat de Minister eis ze soen huet. Dat ass jo och extrem wichteg.

An op jidde Fall géif ech d'CSV nach eng Kéier invitéieren, eis Motioun och matzestëmmen, well, en plus, Är Motioun seet: „en principe" direkt unerkennen. Eis Motioun seet: unerkennen, „le moment opportun". An ech mengen, dat ass wichteg, a mir sollen dem Minister och nach eng Chance ginn, deen „moment opportun" hei ze erklären.

Villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer direkt dem Här Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 29. November 1947 ass an der UNO-Vollversammlung iwwert de sougenannten „Partitiounsplang" ofgestëmmt ginn. Deemools hunn 33 Länner derfir gestëmmt, 13 hu mat Nee gestëmmt, zéng Abstentiounen, an ee Land, Thailand, war net do. Et sinn also 67 Joer hier, An an där Resolutioun 181 steet dran: «Les États indépendants arabe et juif (...) commenceront d'exister (...) le 1er octobre 1948 au plus tard.» Dat war, wat mer gestëmmt hunn deemools zu 33 Länner, am Ufank, wéi d'UNO sech constituéiert huet.

Mir hunn als Lëtzebuerg, grad wéi d'USA, grad wéi d'Sowjetunioun, grad wéi Frankräich, Däitschland a vill anerer, Israel unerkannt, nodeems Israel Member ginn ass vun der UNO, nämlech am Mee 1949.

Nun, dat ass jo eisen Débat haut, Palästina besteet nach haut ëmmer ouni Stat, bal 70 Joer duerno. Lëtzebuerg ass zënter ëmmer - ëmmer - ee Land gewiescht, wou d'Vollek, wou d'Regierung, wou d'Zivilgesellschaft sech staarkgemaach hu fir de Fridden tëschent den Israelien an de Palästinenser.

Lëtzebuerg huet ëmmer déifste Respekt gehat virum Leed vum jiddesche Vollek a mir hunn dat temoignéiert, mir hunn de Courage ervirgestrach, d'Determinatioun och an de Wëlle vum israelesche Vollek, sech net opzeginn, bien au contraire. Lëtzebuerg hat och ni antisemitesch Tendenzen, déi sech hei développéiert hunn. Mir sinn deem ni op de Läim gaangen. Bien au contraire, all Lëtzebuerger Regierungen, all Lëtzebuerger Parteien an d'Zivilgesellschaft hu sech dergéintgestallt.

Lëtzebuerg huet gradesou ëmmer déi onhaltbar Situatioun, dat ouni e Stat liewend Vollek, ouni Dignitéit och liewend Vollek Palästina héichgehalen an och déi Situatioun ugeprangert. Lëtzebuerg huet, ech géif soen, an de leschten dräi Jorzéngten um internationale Plang sech fir ee Stat Palästina agesat, deen a Fridden an Onofhängegkeet demokratesch nieft Israel existéiert.

D'Zweestateléisung, Här President, huet hir Wéi - eppes, wat mer heiansdo vergiessen - am Fong an der Erklärung vu Venedeg. Den 13. Juni 1980 schonn ass d'Selbstbestëmmungsrecht vum palästinensesche Vollek als ee Recht vun der Europäescher Gemeinschaft, wéi se deemools geheescht huet, agesat ginn. Dës Décisioun war laang Zäit ganz, ganz hefteg ëmstridden, mä si war courageis an et war och déi richteg Décisioun.

An den Ufanksjore vun den 2000er Joren ass dunn, d'Madame Polfer huet drop higewisen, d'Zweestateléisung méi konkret ginn. D'Zweestateléisung ass e Produkt vun der Europäescher Unioun, déi den amerikanesche President 2002 iwwerholl huet. Ee palästinensesche Stat, Här President, ass a mengen Ae keng Faveur. Et ass kee Privileg fir Palästina, et ass kee Recht. Et ass e Recht ganz einfach, wat jiddwer Vollek vun dëser Welt zousteet.

An deenen dräi Lëtzebuerger Regierungen, wou ech konnt matschaffen, sinn d'Referenze fir eng Zweestateléisung op der Zäitschinn ëmmer méi kloer ginn: d'Grenze vu `67 mat „swaps", wéi et heescht, mat Échangen; zweetens, Jerusalem als Haaptstad vun deenen zwee Staten. Lëtzebuerg huet an deem Sënn och an de leschte Joren zum Beispill op der Unesco fir d'Memberschaft vu Palästina gestëmmt. D'nämlecht och, wat de Statut vum État observateur non membre des Nations Unies ugeet.

Mir wëssen, dass de Fridde sech ëmmer nees dérobéiert huet, dass d'Hamas, organiséiert blann Gewalt, dem Fridden ni eng echt Chance ginn huet, dass Géigegewalt vun der israelescher Säit - ech huelen nëmmen déi lescht Joren, 2006 2008, 2012, 2014 - Dausende Leit d'Liewe kascht huet, vill aus der Zivilbevëlkerung, vill Fraen, vill Kanner. Mir wëssen, dass Gewalt Gewalt generéiert.

Et kann ee keng 1,7 Millioune Leit ouni Hoffnung, dacks a grousser Aarmut an a Verzweiflung, aspären an erwaarden, dass se sech friddlech verhalen. Et kann een och net duerch eng aggressiv Siedlungspolitik op Territoiren, déi engem net gehéieren, déi dem Noper gehéieren, dat maachen, bauen a bauen a bauen an erwaarden, dass dat higeholl gëtt, an zur gläicher Zäit wëlle Fridde mat deem schléissen. Dat ass, huet emol eng Kéier ee gesot, wéi wann zwee Leit géifen un engem Dësch sëtzen an iwwer eng Schmier verhandelen, déi se wëllen iessen, an dobäi ass deen een amgaangen, ëmmer an déi Schmier eranzebäissen.

Et ass gradesou ontragbar, dass Extremisten am Numm vum palästinensesche Vollek Terror verbreeden a sech verkafen, wéi wa se sech fir déi richteg Cause géifen asetzen. Den israeleschpalästinensesche Konflikt schëtt vun de Philippinen iwwer Indonesien, iwwert den Iran, iwwert den Noen Osten, iwwert d'Golfstaten, duerch de Maghreb, duerch Europa bis an Amerika Extremisten, Terroriste Waasser op d'Millen, fir Argumenter an Aktiounen ze justifiéieren, déi op Haass, op Gewalt, op Ontoleranz opgebaut sinn. An dat muss gebrach ginn.

Här President, Lëtzebuerg ass kee Goliath op der Weltbühn. Mä just dës Tatsaach muss eis uspornen, eis anzesetzen, d'Kredibilitéit vun der Verteidegung vun de Mënscherechter aus Siicht vun eisen europäesche Wäerter héichzehalen. Mir kënnen dat net iwwerall op der Welt maachen, just net a Palästina. Virun allem wëlle mer dëst ouni direkten Intérêt, ouni Hannergedanken, glafwierdeg eriwwerkréien. Israel huet d'Recht op Sécherheet, op nohalteg Sécherheet. Palästina huet d'Recht op e Liewen an Dignitéit.

An deem Sënn ass en Accord, eng Zweestateléisung a Saachen Israel-Palästina, een Accord, dee konkret ass, dee palpabel ass, dee fair ass. Deen Accord ass noutwendeg. Een Accord, deen Israel näischt géif ewechhuelen a Palästina eppes gëtt, wat all Vollek brauch, fir ze liewen: eng staatlech Struktur mat internationaler Protektioun. Dëst ass, aus menger subjektiver Vue, och iwwregens déi eenzeg Garantie, déi Israel huet, fir a Sécherheet d'Zukunft kënnen ze meeschteren.

Dës Motioun, déi éischt Motioun, gëtt eiser parlamentarescher Demokratie absolut gerecht. De Marc Angel huet se virgestallt a se och richteg verteidegt, grad ewéi och d'Madame Polfer an den Här Adam, an och den Här Urbany. Si ass géint kee geriicht, si ass positiv, si ass équilibréiert a si ass zum Fridden higeriicht. Dës Motioun huet als grousst Zil, ze weisen, dass de Status quo keng Optioun ass, dass de Moment kënnt, wou och d'Lëtzebuerger Regierung de Schrëtt mécht, Palästina unzëerkennen, zum gegebenen Zäitpunkt, fir ze verdäitlechen, dass d'Unerkennung vun Israel och e Pendant huet, an dëst och an der Logik vun enger Zweestateléisung.

Wéini dat ass, sinn ech gefrot ginn. Ech kann nëmmen dat nämlecht widderhuele wéi an der Kommissioun: Et hänkt vun der Entwécklung of, vum Wëllen ze négociéieren, op béide Säiten natierlech, vum Engagement an der UNO - ech soen nach e Wuert derzou - a vun enger méiglecher Koordinatioun an der Europäescher Unioun.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, et ass richteg, wat de Claude Adam an och d'Madame Polfer gesot hunn, och elo den Här Angel, dass et eng Virreiderroll vun den nationale Parlamenter hei gëtt. Ouni Virreiderroll vun den nationale Parlamenter mengen ech net, dass d'Europaparlament iwwerhaapt sech duerchgerongen hätt, mat 750 Deputéierten a mat esou ville verschiddene Parteien, fir sech hei op een Nenner ze beginn.

Ech wëll och hei soen, dass ech, wat de Conseil de Sécurité ugeet, Här Mosar, gëschter Owend laang mam Laurent Fabius geschwat hunn. Et ass en Text, wat ech lech an der Kommissioun explizéiert hunn, vu Jordanien. Et ass een Text vu Frankräich. Deen Text wëllt probéieren - dee vu Frankräich -, fir 15 Länner ëm een Dësch ze kréien.

Ech weess net, wat d'Décisioun ass vun de Palästinenser. Ech weess just, dass de Moment alles fluid ass an dass muss évitéiert ginn, dass e Veto hei op deen Text kënnt. Ech si mer net sécher, an dat ass, wat ech hei soen, wat ech elo weess, dass an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint iwwerhaapt esou een Text am Sécherheetsrot kéint zur Ofstëmmung kommen. Et kann allerdéngs och séier goen, mat där Konsequenz, déi ech da virausgesinn, dass e Veto drop kënnt.

Loosst mech och nach eng Kéier hei e Wuert zur Hamas soen. Här President, léif Leit, wa mer eis u Frankräich adresséieren, adresséiere mer eis net an enger Motioun un de Front national. Hamas ass eng Partei. Et gëtt, wat Palästina ugeet... Wat Palästina vertrëtt, ass ee Gouvernement d'unité nationale. An dat, wat zielt, ass, wat dee Gouvernement d'unité nationale par rapport zum Existenzrecht vun Israel seet.

Selbstverständlech kann et vun der Europäescher Unioun, vun anere Länner op der Welt keng Unerkennung vun enger Regierung ginn, déi wëllt d'Existenzrecht vun Israel a Fro stellen. Dat ass kloer wéi e Maschtepull. Mä et ass wierklech och d'Positioun vun den Europäer, et ass d'Positioun och vun den Amerikaner.

Här President, et gëtt Problemer an der internationaler Politik, wou dee richtegen Zäitpunkt ni ze fannen ass, oder ëmmer à condition, dass een de Courage huet, sech ze stellen. Ech wëll mech net hei an d'Chambersaachen amëschen. Ech wëll just nach d'Chamber encouragéieren, d'Motioun 1 ze stëmmen. D'Motioun 1 ass kloer. Si ass däitlech, si huet e kloert Zil. Mam Friddensprozess soll een, a mengen Aen, net spillen. Och net an der Form. D'Chamber soll doriwwer stoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Asselborn. D'Madame Polfer, Parole après ministre.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Merci, datt Der mer d'Wuert ginn hutt. Ech muss effektiv, oder ech wëll, no dem Här Asselborn sengen Ausféierungen, déi, mengen ech, ganz kloer sinn, och meng Positioun verdäitlechen, déi ech am Ufank gesot hunn. Ech hat gesot, ech géif dee Sënneswiessel vun der CSV begréissen, fir effektiv elo unzëerkennen, datt déi Démarche, déi mer hei maachen, déi richteg ass, an net wéi virun e puer Deeg, wou Der op engem anere Wee waart, an nach gëschter an nach...

Ech hu gesot, datt fir mech déi zwou Motiounen net contradictoire wieren, mä datt eis d'Prioritéit hätt, well mir ons do un déi Institutioune wenden, déi déi do Décisioun nun eemol einfach vum Legalen hier kënnen huelen. An ech hu gesot, mä dat, wat an Ärer steet, déi Dir virum Parlament virbruecht hutt - déi d'ailleurs net esou richteg passt, well hei gi Saachen un d'Regierung gefrot, déi net an der Regierung hire Kompetenze sinn -, datt een déi kéint als complémentaire niewendrun hunn.

Ech hat vläicht ze vill Hoffnungen an Är Positioun gesat, well fir mech war et kloer, datt, nodeems Der, wéi gesot, dee Sënneswandel gemaach hat, Der eben och dat Wichtegst géift soen, an zwar der Regierung, der Lëtzebuerger Regierung - dofir si mer hei -, fir där en Optrag ze ginn, fir där eben d'Méiglechkeeten ze ginn, hei ze intervenéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Polfer,...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wéi ech awer dunn Är zweet Interventioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... ech wéilt lech just drop hiweisen, dass d'Parole après ministre...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä et ass, well den Här Minister gesot huet, hie géif der Chamber hei d'Fräiheet loossen, e géif sech net amëschen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Bon. Et ass ganz richteg Parole après ministre, well de Minister esou fein war a gesot huet, e géif net an der Chamber d'Recommandatioun maachen, wéi mer eis zu där zweeter sollte verhalen. An ech erkläre mech elo, firwat datt ech bei där éischter gemengt hunn, Här Mosar - an Dir hutt am Numm vun der CSV geschwat -, Dir géift eben och dat Wichtegst hei mat ënnerstëtzen. Dat ass also der Regierung déi Méiglechkeete ginn, an deem Sënn ze wierken.

Ech hu gemengt - elo kënnt Der mer awer soen, ech hätt mech geiert -, mä bis elo hunn ech gemengt, no Ärer zweeter Interventioun, Dir géift awer net drun denken, déi éischt mat ze ënnerstëtzen, well, an Dir hutt lech Méi ginn, fir ze weisen, datt an där zweeter Saache sinn, déi mat där éischter net iwwereneestëmmen. Ech sinn do net mat lech d'accord.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass den Här Urbany, deen datselwecht bewisen huet.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä ënnert deene Konditiounen, an da maachen ech et kuerz, Här President, ënnert deene Konditiounen a fir net onnéideg Onkloerheeten opkommen ze loossen, kann ech natierlech dann awer och net recommandéieren, fir déi zweet ze stëmmen. Well ech awer gären déi Saachen dran hätt, datt ech net dergéint sinn, well dat wär jo onlogesch, géif ech mech op alle Fall bei där zweeter enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci nach eng Kéier. Vläicht un d'Kolleegen,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass de Sënneswandel vun der DP, dat do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... dass, wa Parole après ministre gefrot gëtt, dat sech soll op dat bezéien, wat de Minister gesot huet, a sech net mat deenen anere Parteien ausenanersetzen. Well wann dann d'Wuert gefrot gëtt, fir ze explizéieren, da kann ech dat och net refuséieren. Den Här Kartheiser huet Parole après ministre gefrot.

An da géif ech Iech awer vläicht bieden, fir zum Schluss vun der Debatt ze kommen, well ech mengen, et huet jiddweree genuch Geleeënheet gehat, fir sech auszedrécken. An ech war esou generéis mat der Riedezäit, wéi dat vu mir gefrot ginn ass.

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert, mat Bezuch op dat, wat den Här Minister gesot huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech wäert och selbstverständlech mech op dat bezéien, wat den Här Minister Asselborn eis elo gesot huet.

Ech wollt éischtens soen, datt ech villes an deem, wat den Här Minister gesot huet, kann absolut ënnerstëtzen. Ech mengen, do wor ganz vill Moderatioun erauszespieren. Mä et woren och eng Rei Saachen, déi een net sollt onwidersprach loossen, fir all Mëssverständnis ze verhënneren.

1948 effektiv ass ee vun den Urspréng vun dëser Kris, well déi Resolutioun vum Conseil de Sécurité vun den arabesche Staten net akzeptéiert gouf.

(Interruption)

Gelift?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- '47.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, '47, an dunn '48 ass et awer zum Krich komm, well déi arabesch Staten dat net akzeptéiert haten, well se wollten Israel vun der Kaart läschen, well se déi palästinensesch Bevëlkerung, déi do gelieft huet, opgeruff hunn, fir d'Regioun ze verloossen, well se kéinte geschwënn zréckkommen no der Zerstéierung vum État d'Israël.

Et huet net esou geklappt, wéi si geduecht haten. Zënterhier hu mer also de Problem vun de Réfugiés palestiniens. An ech mengen, et soll een déi historesch Fakten net aus den Ae loossen, wann een dann déi Diskussioun hei féiert.

Zweetens, jo, et ass dramatesch, et ass fuerchtbar, datt mer esou vill doudeg Zivilisten hunn! An Israel waren och vill doudeg Zivilisten! Et ginn der ëmmer erëm, déi Victimme vun terroristeschen Attacke sinn. A wann Israel net deen Iron Dome hätt, da wär duerch déi Rakéitebeschëss do och vill méi Leed ze bekloen, wéi et elo schonn ass.

An et ass och einfach eng Tatsaach, datt am Gaza esou vill Doudeger waren, trotz allen Efforte vun der israelescher Arméi, fir d'Leit ze warnen iwwer SMS, Tëlefon an all méiglechen Efforten, déi gemaach goufen. Awer well d'Hamas hir Leit als Schutzschild geholl huet, fir Rakéiten ze beschützen, déi se a Schoulen an an Infrastrukture vun der UNO déposéiert hunn zum Deel, fir se virun Ugréffer ze schützen.

Et ass ganz schlëmm, wat d'Hamas gemaach huet. An ech mengen, och dat ass en Deel vun der Wouerecht. An d'Hamas ass domadder net eng einfach Partei. Si ass emol net vergläichbar mat engem Front National a Frankräich, deem ech esou eppes net géif ënnerstellen. Mä et ass einfach eng terroristesch Bewegung!

A se ass net nëmmen terroristesch, se ass rassistesch. Ech mengen, e Virriedner, den Här Mosar, hat aus der Charte vun der Hamas zitéiert. Et gëtt nach wonnerbar Saachen, déi ee kann do soen, well d'Hamas seet: «Musulman, serviteur de Dieu! Un juif...», seet en... An d'Hamas zitéiert aus dem Koran hei, wou se soen, d'Judde verstoppe sech tëschent Beem a Steng, an da rifft d'Hamas op am Numm vun de Beem an de Steng a seet: «Un juif se cache derrière moi. Viens et tue-le!»

Also, et ass ganz dramatesch, wat d'Hamas alles vun Opriff un d'Dschihad seet. A si bezeechent an der Charte de Friddensprozess als en „exercice futile". A si seet an hirer Charte, de Peuple palestinien hätt ze vill Éiergefill, fir sech mat futille Saache wéi dem Friddensprozess ofzeginn. Ech kann Iech déi Charte ginn. Ech mengen, den Här Mosar huet se hei, ech hu se och matbruecht, well et einfach wichteg ass, datt mer eis drun erënneren, datt mer et hei mat Terroristen ze dinn hunn, déi rassistesch sinn. An déi wëllen net nëmmen de Stat Israel net unerkennen, mä och nach d'Judden als Vollek ausrotten!

An dat ass wierklech eng ganz dramatesch Situatioun. Loosse mer dat net vergiessen, wa mer iwwert déi Situatioun am Noen Oste schwätzen! An duerfir ass et och esou wichteg, fir d'Éischt emol drop ze insistéieren, datt d'Unerkennung vun Israel a séchere Grenze ka geschéien.

An dann d'Mënscherechter. Dir sot ëmmer, Här Minister, an dat ass eppes, wat Der eis dacks sot... An, Här President - ech wëll mech elo un Iech adresséieren -, Här President, den Här Minister seet jo ganz dacks, datt Gaza e Prisong wär. Gaza läit ënner engem Blocus. Mä Gaza läit ënner engem Blocus duerch déi Politik vun der Hamas! Israel ass net interesséiert um Blocus, um Gaza, wann d'Sécherheetskonditioune fir Israel erfëllt wären. Mä wann Der kuckt, an Dir waart jo zu Ramallah, Dir waart an der Géigend, Dir wësst jo awer, wéi d'Mënscherechter duerch d'Hamas verletzt ginn, wéi d'Doudesstrof applizéiert gëtt do, wéi d'Prisongszoustänn sinn am Gaza. Dir waart jo do. Dir wësst, datt déi Leit keng Fräiheet hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech war net do.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Pardon, Här President. Awer, ech mengen, den Här Minister war do. An dann, wann dat esou de Fall ass, ech mengen, wann een dann iwwer Gaza als e Prisong schwätzt, da muss ee soen, fir korrekt ze sinn: Gaza ass ënner engem Blocus aus Sécherheetsgrënn. An dee Blocus ass „en droit international public compatible". Dat ass nach eng Kéier confirméiert ginn, wou déi Flotilla, déi aus der Tierkei do koum, do gestoppt gouf an den internationale Geriichtshaff doriwwer en Avis ginn huet. Dat ass konform zum Droit international public.

Wat awer inakzeptabel ass, dat ass déi Manéier, wéi Gaza hir eege Populatioun ënnerdréckt, tirängelt, foltert, hiriicht. An dat ass och en Deel vun deem Aspekt, deen een net däerf aus den Ae verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wäre mer un Enn vun der Diskussioun iwwert déi zwou Motiounen. Ech géif proposéieren, dass mer d'Chronologie vun deene verschiddene Motioune géife respektéieren.

Mir géifen da fir d'Éischt déi Motioun huelen, déi vum Här Angel abruecht ginn ass. Esou wéi ech den Här Angel verstanen hunn, ass den Auteur net mat där Modifikatioun d'accord, déi vun der ADR komm ass. Also bleift et bei där urspréngleche Formulatioun vun der Motioun. Also, ech géif d'Motioun vum Här Angel fir d'Éischt zum Vote stellen.

Déi, déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo, déi, déi dergéint sinn, selbstverständlech mat Neen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

34 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 3 hunn dergéint gestëmmt. Also 34-mol Jo, 3 Neen an 23 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Et ass gutt. Et ass keng Demande, fir d'Abstentioun ze erklären do.

Da géif ech feststellen, dass d'Motioun vum Här Angel ugeholl ass...

Une voix.- Gëtt et eng Majoritéit?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ugeholl. Jo, majoritär ugeholl. An ech géif dann zum...

Une voix.- Mat wéi vill Stëmmen?

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 34 Jo.

Une voix.- D'Lénkskoalitioun hei am Land, déi véier Parteien.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Urbany? Zu wat?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll just eng prozedural Fro hei opwerfen. Mir hunn elo déi Motioun hei majoritär ugeholl. Wa mer elo iwwert déi aner Motioun ofstëmmen, an déi gëtt och ugeholl, dann hu mer zwou contraire Motiounen, wou déi eng d'Regierung opfuerdert, „formell" unzeerkennen, an déi aner dat „en principe" mat allerhand Konditiounen a Junktimmen vun der Regierung verlaangt. Wat soll d'Regierung da maachen, wann déi zwou ugeholl sinn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Urbany, ech hat der Chamber d'Propositioun gemaach, fir esou ze procédéieren. An do ass keng Wuertmeldung komm. Also ass déi Prozedur vun der Chamber akzeptéiert ginn.

Une voix.- Mir mussen dergéint stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir wäerten dann och elo déi zweet Motioun, déi vum Här Mosar abruecht ginn ass, zur Ofstëmmung stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir wäerten duerfir dergéint stëmmen.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann elo jiddweree seng Ofstëmmung hei motivéiert, da weess ech net, wou mer landen.

Vote sur la motion 2

Duerfir, d'Motioun vum Här Mosar steet elo zur Ofstëmmung. Wie mat der Motioun Mosar averstanen ass, stëmmt mat Jo. Wien net, stëmmt mat Neen. An da bleift nach d'Enthalung.

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

Une voix.- Et geet net!

Une autre voix.- Här President!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Ofstëmmung ass ofgeschloss. 24 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 3 mat Neen an 31 Abstentiounen.

(Brouhaha)

Mir maache selbstverständlech déi Rectificatioun.

(Brouhaha général)

Jo, mä et ass jo kloer.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est adoptée par 26 voix pour, 3 voix contre et 31 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: M. Alexander Krieps;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

An ech géif d'Fro nach stellen: Wëllt ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Neen. Dann ass déi Motioun ugeholl.

Une voix.- Bravo!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Dann huelen ech zur Kenntnis, dass déi eng Motioun mat méi an déi aner mat manner Stëmmen ugeholl ass. An domat ginn ech dat erëm, wat d'Chamber hei décidéiert huet. Ech soe Merci fir déi gutt Debatt, déi, mengen ech, enger parlamentarescher Diplomatie gutt zu Gesiicht steet. Merci villmools.

A mir géifen dann am Ordre du jour weiderfueren. Et geet do ëm de Projet de loi 6725, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice vum Projet, d'Madame Josée Lorsché.

Ech wollt och der Chamber soen, dass mer bis zum Schluss vun eisem Ordre du jour vun de Moie fueren, fir dann nahtlos de Mëtteg kënne mat de Budgetsdebatte virunzefueren. D'Mëttegpaus gëtt zwar e bësse méi kuerz, mä ech mengen, mir wësse jo, dass mer am Endspurt sinn. An d'Madame Lorsché huet direkt d'Wuert.

6. 6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech kéim dann zréck zu de Finanzen. De Projet de loi 6725 beschäftegt sech notamment mam Finanzement vun Eisebunnsinfrastrukturen, déi schonn am Joer 2004 vun der Chamber accordéiert gi waren. Well d'Kreditter mëttlerweil opgebraucht sinn, féiert kee Wee laanscht eng Rallonge budgétaire, déi et ebe just soll erlaben, de Rescht vun den Aarbechten ze finanzéieren. Et huet sech erausgestallt, datt de reelle Käschtepunkt vum Projet wäit iwwert den Estimatioune vun 2004 läit.

Ëm wéi eng Infrastrukturen et geet a firwat et zu dësem finanziellen Enkpass komm ass, wéilt ech kuerz erklären, muss dofir awer e bëssen aushuelen an zréckgoen op d'Joer 2004.

Iwwert d'Gesetz vum 18. Abrëll 2004 sinn 180,7 Millioune gestëmmt ginn, fir de Réaménagement vum Nordausgang vun der Stater Gare a fir d'Konstruktioun vum Viaduc Polvermillen mat zwee Gleiser als éischt Phas vum Projet ze finanzéieren. Dat war eng Zomm vun 121,4 Milliounen, déi dofir virgesi war. Zweetens awer och fir de Bau vun engem Tunnel mat engem Gleis, deen de Viaduc mat der Stater Gare sollt verbannen als zweet Phas vum Projet, déi mat 59,3 Millioune chiffréiert war. D'Zil war deemools datselwecht wéi haut, an zwar d'Verbesserung vun der Mobilitéit a Richtung Norden, Osten a Weste vum Land, grad wéi och d'Erhéijung vun de Capacitéite vun den internationalen Zich a Richtung Belsch an a Richtung Däitschland.

Well et am Joer 2004 nach méiglech war, e Bauprojet ze stëmmen, ouni datt virdrun en Avantprojet détaillé huet missen ausgeschafft ginn, ass op dës Detailplanung verzicht ginn. Dat Eenzegt, wat virlouch beim Vote vum Gesetz, war da just en Avant-projet sommaire, en APS, deen nëmmen aus enger graffer Aschätzung vun den Aarbechten a vun den deementspriechenden Investissementer bestanen huet.

Scho kuerz duerno, am Joer 2006, huet sech dunn erausgestallt ebe just, datt de reelle Käschtepunkt vun der éischter Phas méi héich géif leien, wéi de Montant, dee gestëmmt gi war. Fir déi éischt Phas waren dat 121 Milliounen Euro. Fir déi Méikäschten ze decken, koum et dunn am Joer 2006 zu engem Transfert vu Kreditter vun der zweeter Phas vum Projet op déi éischt Phas. Dat heescht, datt zwielef Milliounen Euro vun insgesamt 59,3 Milliounen op déi éischt Phas iwwerdroe gi sinn.

Dësen Zeenario huet sech dunn am Joer 2009 widderholl, wéi de ganze Reschtbetrag vun der zweeter Phas op déi éischt Phas transferéiert ginn ass. Dat waren nach eng Kéier 53,2 Milliounen. An op déi Manéier konnten du wei-

der Kreditter fir déi éischt Phas zur Verfügung gestallt ginn. Déi zweet Phas louch domat op Ais, wat awer net dramatesch war, well déi eigentlech am Kontext vum Projet Train-Tram geplangt war, dee jo dee Moment schonn op Ais louch.

Haut schwätze mir dofir nach just vun der éischter Phas, a méi speziell vum Viaduc Polvermillen a vum Tronçon, deen ënnert dem Boulevard d'Avranches verleeft. Leider huet de betraffenen Terrain oder Hang, am Fachjargon gëtt vu Perré geschwat, am Laf vun den Aarbechte fir béis Iwwerraschunge gesuergt a mécht d'Finanzéierungsgesetz vun haut néideg.

Während den Aarbechten huet sech nämlech erausgestallt, datt déi geologesch Eegeschafte vum Perré wäit ënnert den Erwaardunge louchen an noutgedrongen zu héijen Investissementer hu misse féieren, fir d'Sécherheet op der Streck ze garantéieren an haaptsächlech och Glissementer vum Terrain ze verhënneren.

Nieft neien Etüden an extrem deiere Stabiliséierungsmoossname vum Terrain geet et och drëms, verschidden technesch Installatioune fir d'Signalisatioun, fir déi elektresch Traktioun a fir de Lärmschutz ze finanzéieren. Doriwwer eraus hunn nei Accèse misse geschafe ginn zum Chantier an d'Oplage vu Sites et Monuments hunn och misse respektéiert ginn, bei deenen de Schutz vum spueneschen Tiermchen aus dem 17. Jorhonnert am Mëttelpunkt steet.

Fir den Detail vun dësen Aarbechten, op déi ech elo net wëll weider agoen, verweisen ech op den Document parlementaire, deen eng Hällewull vu Biller an technesche Prezisioune vum Chantier liwwert. Dernieft huet och d'Direktioun vun den CFL e ganz opschlussräichen Dossier zesummegesat an erzielt ganz genee, geet op den Detail an, wat souwuel de finanzielle wéi och den techneschen Impakt vum Projet ubelaangt. Och dës Dokumentatioun ass an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert ginn. Dofir den Häre vun den CFL e grousse Merci.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, well ebe just net all Investissementer am Virfeld berechent gi waren, an zum Deel och net berechent konnte ginn, huet d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire schonn am Joer 2009 op de Problem vu feelende Kreditter higewisen. D'Budgetskontrollkommissioun huet zréckbehalen, datt en neit Gesetz misst déposéiert ginn, fir de Fall, wou eben eng Rallonge budgétaire nach misst gestëmmt ginn. Dëst opgrond vum Artikel 80 vun der Konstitutioun, dee virgesäit, datt fir all Projet, deen de Seuil vu 40 Milliounen iwwerschreit, e speziellt Gesetz muss ausgeschafft ginn, a gestëmmt ginn natierlech.

De Projet de loi 6725, deen haut virläit, dréit dëser Obligatioun Rechnung. En ass de 7. Oktober 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 25. November 2014. Den Avis vun der Chambre de Commerce louch schonn de 6. November 2014 vir.

Den 1. Dezember 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert, an den 10. Dezember 2014 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl. Mir haten also eng gewësse Vitesse opgeluecht.

Am Article unique vun dësem Projet de loi geet et ëm d'Modifikatioun, den Här President huet et gesot, vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun der Eisebunn a méi speziell ëm d'Erhéijung vum Montant, deen 2004 fir de gesamte Projet gestëmmt gi war. Wéi ufanks gesot, louch dee Montant bei 180,7 Milliounen. Mat dësem Projet de loi gëtt en op 334 Milliounen Euro eropgesat, wat net näischt ass.

Opgrond vun den Transferte vun de Kreditter, déi ech schonn erkläert hunn, an déi 2006 respektiv 2009 stattfonnt hunn, an opgrond vun den Adaptatioune vum Präisindex läit d'Netto-Erhéijung fir de Bau vum Viaduc a vum Tronçon do op där Plaz deemno bei 109 Milliounen Euro.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zu den Avisen, déi erakoume vum Statsrot, respektiv vun der Chambre de Commerce.

A sengem Avis begréisst de Statsrot, datt d'Annex vum Projet de loi ganz genee Informatioune liwwert, ebe just firwat dës Rallonge budgétaire néideg ass, a begréisst déi ausféierlech Erklärungen, déi d'CFL geliwwert hunn. Allerdéngs weist de Statsrot och drop hin, an dat ass kee Wonner, datt d'Virbereedung vun dësem Projet de loi 2004 eben iwwert de Knéi gebrach ginn ass, net nëmmen 2004, ech denken d'Planung huet och virdrun ugefaangen, mä se ass net an den Detail gaangen. An de Statsrot verlaangt eben, datt an Zukunft kee Wee méi laanscht eng detailléiert Planung vun engem Infrastrukturprojet mat allen Investissementer, déi dodrun hänken, däerf féieren.

D'Chambre de Commerce huet en ähnlechen Avis ofginn. Och si pocht op eng besser Planung vun all Bauprojet grad wéi op eng Käschten-Notzen-Analys, déi am Virfeld vun all Projet de loi, deen hei an d'Chamber kënnt, soll gemaach ginn.

D'Beruffskammer begréisst awer generell, datt dëse Projet zu enger besserer Mobilitéit wäert bäidroen a begréisst virun allem, datt d'Attraktivitéit vun eisem Land doduerch erhéicht gëtt an datt eben dëse Projet eng Plus-value fir d'Lëtzebuerger Ekonomie wäert bedeiten, well jo och eng ganz Rei Zich an d'Ausland fueren iwwert dës Streck.

Och d'Nohaltegkeetskommissioun war sech eens, datt en héijen Dépassement vu Kreditter ze vermeide wier, a war net der Meenung, dass mer hei an enger glécklecher Situatioun sinn. Mir hunn awer versicht, se ze léisen. An deem Sënn huet d'Kommissioun och notéiert, datt d'Gesetzgebung jo haut verlaangt, datt...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen, lauschtert der Riednerin no!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci.

...datt en Avant-projet détaillé muss realiséiert ginn, éier iwwerhaapt emol hei e Vote ka stattfannen.

Eng Situatioun, wéi mer hei erliewen, wäert also an Zukunft net méi stattfannen, well d'Gesetzgebung eigentlech esou eng Démarche guer net méi erlaabt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléisse wéilt ech nach eemol op déi detailléiert Dokumentatioun hiweisen, déi vun de Responsabele vun den CFL ausgeschafft ginn ass an esouwuel op Pabeier, en Dokument vun 140 Säiten, wann ech mech net iren, ze kréien ass, dann awer och op CD-ROM, wou ech gär hei weiderginn un all Interesséierten. Ech hu se de Moien op mengem Dësch fonnt. Duerfir e grousse Merci un den Här Patrick Renard vun den CFL.

Ech kann och Iech eng ginn, da kënnt Der Iech déi doheem an der Vakanz ukucken, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et ass léif, dass een och emol eng Kéier eppes kritt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- E schéine Cadeau fir Enn des Joers.

De Responsabele vun den CFL wëll ech och Merci soe fir hir Begleedung vum Dossier, déi och an Zukunft nach muss stattfannen.

Da wéilt ech awer och eiser Sekretärin, dem Rachel Moris, Merci soen, an natierlech alle Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun, déi dozou bäigedroen hunn, an dat wëll ech betounen, datt mir am Joer 2014 ganzer zéng Gesetzesprojeten aus dem Mobilitéits- an Infrastrukturberäich an der Chamber evakuéiere konnten. Ech denke schonn, dat ass eng gutt Rëtsch an dat beweist, wéi aktiv déi Kommissioun schafft.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, an der Hoffnung natierlech, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung heibanne fënnt, fir datt de Chantier ka fäerdeggestallt ginn an am Joer 2020 kann ageweit ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der Rapportrice villmools Merci, déi dat ganz exhaustiv..., si huet alles u sech gesot, wat zu dësem Projet ze soen ass.

Ech wéilt just eng Kéier op dee Punkt agoen, firwat datt mer jo hei méi Suen elo mussen nach eng Kéier nostëmmen. Dee Projet ass eben net, et geet net duer mat deene Suen, déi doleien. Et sinn Dépassementer geschitt aus verschiddenen Ursaachen. Do waren Ursaachen derbäi, déi konnt ee virausgesinn. Et waren anerer, déi konnt een net virausgesinn. Do sinn eng ganz Partie Saachen en cours de route ebe geschitt, wéi zum Beispill, datt ebe beim Tunnel, dee gebaut ginn ass, bei dem Boulevard d'Avranches, datt do op eemol festgestallt ginn ass, datt déi Qualitéit vun deem Steen net esou gutt war, wéi geduecht war.

Et steet awer och ganz kloer an dem Exposé des motifs vum Gesetzesprojet, datt zum Beispill de Präis vun dem Stol a vum Eisen onerwaart héich gaangen ass. Dofir ginn et eng Partie vun Erklärungen, déi net virauszegesi waren.

Op där anerer Säit ass jo schonn zënter enger Rei Joren och vun de fréieren Transport- a Bauteministeren derfir gesuergt ginn, datt dee Phenomeen, datt permanent ëmmer muss d'Chamber Rallongë stëmmen, soll ophalen. Déi Efforten, déi hunn och hir Friichte gedroen. Déi Projeten, déi duerno komm sinn, déi hu rar missen eng Kéier nogestëmmt ginn. Dat hei war nach ee vun där Zäit do virdrun.

An, ech mengen, et ass och wichteg, datt mer an Zukunft déi dote Projete wäerten esou stëmmen, datt se esou detailléiert wéi méiglech schonn à la base doleien. An datt Imprévuen, déi awer ëmmer méiglech sinn, dat muss een och betounen, eben net dozou féieren, datt nach eng Kéier muss eng Rallonge vun iwwer 100 Millioune gestëmmt ginn.

Mir ginn eisen Accord zu dësem Projet hei selbstverständlech. Et ass e Projet, dee jo scho laang amgaangen ass realiséiert ze ginn. Mir kënne jo net derfir suergen, datt deen elo géif gestoppt ginn. Et ass e wichtege Mobilitéitsprojet, wéi d'Madame Lorsché jo och nach eng Kéier betount huet. Där Meenung si mir och an dofir ënnerstëtze mir dee Projet hei.

Domadder ginn ech den Accord a soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wilmes. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mir als LSAP ginn deem Projet hei selbstverständlech den Accord mat där Rallonge vun den 109 Milliounen. Ech mengen, hei ass, wéi elo scho gesot ginn ass, ech wëll och der Rapportrice, Présidente-rapportrice Madame Josée Lorsché e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten.

Ech mengen, et ass elo scho gesot ginn. Mir wëllen dat nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat hei dee leschte Projet ass, deen aus där Serie kënnt, wou och ëmmer d'Budgetskontrollkommissioun Comexbu am Fong geholl d'Projete validéiert, net opgrond vun dem Avant-projet sommaire, mä vum Avant-projet détaillé. Ech mengen, déi Praxis huet sech elo och gutt verfestegt, dass dat ëmmer virdrun och hei en Débat ass an der Chamber, fir am Fong de Go ze ginn, fir APSen ze maachen an dann eréischt duerno d'Avant-projets détaillés auszeschaffen. Domadder, mengen ech, si mer um richtege Wee, dass et net méi zu esou Iwwerschreidunge vu Kreditter kënnt.

Ech wëll awer trotzdeem hei e bëssen de Projet, och d'Eisebunn a Schutz huelen, an deem Sënn, dass et wierklech sech hei ëm e ganz komplizéierte Chantier handelt. De Perré, ëm deen et hei geet, dat ass deen Hang, dee Richtung Waasserbëlleg geet, war sengerzäit vun der Ingenieurskonscht wierklech e groussen Ouvrage. Et dierf een net vergiessen, dass sengerzäit, wéi d'Eisebunn virun 150 Joer gebaut ginn ass, jo net an d'Festungsstad gebaut ginn ass, aus militäresche Grënn, mä eben um Plateau vun der Gare opgebaut ginn ass, an dass et doduerch natierlech eng risen Erausfuerderung war, mat enger Héichtendifferenz vun iwwer 130 Meter, fir eben déi Ouvragë kënnen ze bauen, wou se elo sinn.

An déi Gleiser, Weichen, déi Richtung Waasserbëlleg do ginn, hunn natierlech erfuerdert, e risen Hang do ze bauen, deen am Fachjargon vun der Eisebunn en „Perré" heescht. A sengerzäit war et natierlech, vu dass jo dann eben nëmmen, wéi mer elo scho gesot hunn, Avant-projets sommaires gemaach gi sinn, ganz schwéier ze estiméieren, wat am Fong am Bauch vun deem rise Perré do war.

An deem Sënn wëll ech dat och nach eng Kéier zousätzlech justifiéieren, dass dat och fir d'Eisebunn net esou einfach war, dat do ze estiméieren. An an deem Sënn nach eng Kéier confirméieren den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet beweist jo ganz gutt, wann ee Finanzéierungsgesetz sech vill op approximativ Schätzunge festleet, datt dann natierlech dee Projet fréier oder spéider vun der Realitéit ageholl gëtt an datt natierlech sech erausstellt, datt een net genuch Kreditter virgesinn hat. Ech mengen, wéi mer 2004 dat hei gestëmmt hunn, dunn hunn natierlech aner Kritäre gegollt, fir déi Devisen opzestellen. Gott sei Dank hu mer do eng positiv Entwécklung an deene leschte Jore matgemaach.

Et ass natierlech ganz schwiereg, an esou engem Dossier wéi deem heiten all Dépense bis op dee leschten Euro kënnen am Detail virzegesinn. An 109 Euro haut nostëmmen, 109 Milliounen Euro nostëmmen, ass natierlech och keng Klengegkeet! Mä ech mengen, dat, wat een awer hei muss ënnersträichen, dat ass, datt et mat Sécherheet net d'Ursaach ass, datt hei krass falsch Aschätzunge gemaach goufen oder datt Ënnerloossunge virleie géifen. Déi Dépensë sinn also mat Sécherheet hei ze justifiéieren.

Ech wëll vläicht kuerz op e puer Punkten agoen. Déi Bauaarbechten, an dat ass schonn hei vu Virriedner gesot ginn, déi sinn natierlech an engem ganz sensibele Raum realiséiert ginn, respektiv gi realiséiert. Engersäits bewege mer eis an engem zimlech fielsegen Terrain. Anersäits awer beréiere mer och wäertvoll historesch Vestigen.

An d'Tatsaach eleng, datt mer bal eng Millioun zousätzlech hei virgesinn, fir de spueneschen Tiermchen ze retten, beweist jo awer, datt de Législateur hei eng richteg Approche hat. Nach liewe mer an engem Land, wou mer vill ze vill Patrimoine culturel liichtfankeg zerstéieren.

Et wär jiddefalls e ganz grousse Skandal gewiescht, wann een där éischter Iddi vläicht noginn hätt a praktesch deen Tiermchen ofgeriicht hätt an op enger anerer Plaz erëm opgeriicht hätt. Esou einfach däerf ee sech et net maachen! Och wann, wéi gesot, dat heiten eng zousätzlech wichteg Dépense mat sech brëngt. Dowéinst sinn d'Auteuren och vum Projet ze félicitéieren, datt se dem Drock, dem richtegen Drock vu Sites et Monuments noginn hunn an an deem Punkt hei selbstverständlech elo déi néideg Moossnamen huelen, fir deen Tiermchen do och dann ze conservéieren.

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, datt de fréieren Transportminister, den Henri Grethen, deen iwwregens d'Basis zu dësem Gesetz geluecht huet - dat soll och emol hei niewebäi gesot ginn -, datt deen deemools en Avis bei der Unesco ugefrot hat, wat deen neie Bau vum Viaduc ubelaangt, obwuel keen Avis virgesi war. Mä och déi Iwwerleeung war richteg. A mir kruten och deemools vun der Unesco awer e positiven Avis, soudatt deem och näischt am Wee steet, wat de Bau vun dem Viaduc do ubelaangt.

Op där anerer Säit muss een och soen, datt mer, wat ech jo virdru schonn hei ernimmt hunn, an deem onebene Gebitt sinn, loosse mer et emol esou soen, natierlech och eng Ingenieursmeeschterleeschtung hei verlaangt ass, fir dee Projet ze realiséieren. Datt zum Beispill d'Stäipe vum Fouss vun der Stützmauer nach musse verstäerkt ginn, ass ganz kloer aus Sécherheetsgrënn. An hei mussen eben déi maximal Sécherheetsmoossname getraff ginn, well, wéi gesot, hei ginn all Dag Dausenden an Dausende Leit transportéiert. Da kann ee sech natierlech och keng Faille do erlaben!

Ech wëll da vläicht nach kuerz och op en anere wichtegen Aspekt hiweisen, dat ass dee vun dem Écran antibruit. Hei gëtt jo op 900 Meter een aménagéiert. Mir hu jo virun e puer Wochen an der Kommissioun dee ganze Programm vun den CFL presentéiert kritt, wat den Aménagement vun den Écrans antibruit laanscht déi Haapteisebunnsachsen ubelaangt. Dat ass eng ganz wichteg Neierung.

Ech mengen, de Kaméidi, do seet een näischt Neits, do weess een, datt dat natierlech e Problem ass, deen eis op ganz villen Niveauen ze schafe mécht. Vu datt et jo awer technesch Méiglechkeete gëtt, fir deem awer deelweis ofzehëllefen, duerfir ass et och wichteg, datt mer an deem Gebitt hei dann eben elo déi Écrans antribruit do aménagéieren.

Dësem Projet fält ouni Zweifel och nach eng grouss Bedeitung zou, well e jo e besseren Accès zu der Gare Lëtzebuerg erlaabt, op där anerer Säit awer a Richtung Norde respektiv Osten och d'Verbindunge wäert verbesseren, net nëmme fir de Persounentransport, mä och fir de Giddertransport. An da wëll ech och drop hiweisen, d'Chambre de Commerce huet dat jo schonn an hirem Avis och, richtegerweis, ënnerstrach, datt dee Projet hei awer och wäert zur wirtschaftlecher Kompetitivitéit vun eisem Land bäidroen.

Och wann et sech, wéi gesot, hei nëmmen ëm e Finanzéierungsgesetz „bis", muss ee bal soen, handelt, ass et e wichtegt Gesetz. Et ass eng weider Etapp an enger Moderniséierung vum Zuchverkéier hei zu Lëtzebuerg. An d'Madame Rapportrice, déi jo gesot huet, dat wär dat zéngt Gesetz, wat mer hei schonn ënnerbreeden, huet domadder dokumentéiert, datt dem ëffentlechen Transport, méi spezifesch dem Zuchtransport, an dëser Regierung natierlech e ganz grousse Raum iwwerlooss gëtt. An dat ass och wichteg esou. Mir kënnen dat als Demokratesch Partei nëmmen ënnerstëtzen!

Ech wëll ofschléissend, wéi gesot, dem Josée Lorsché dann nach eng Kéier Merci soen, well et huet jo en Abonnement, fir hei Rapportrice ze spillen. Et mécht dat jo ëmmer tipptopp. Ech wëll awer de Vertrieder vun der Eisebunn och emol eng Kéier hei e Luef ausspriechen. Déi Aart a Weis, wéi se ëmmer an de Kommissioune pre-

paréiert sinn, wéi se eis ëmmer andecke mat ganz guddem sophistiquéiertem Dokumentatiounsmaterial, dat erlaabt et dann och esou Laie wéi mir, sech an déi Matière hei eranzeschaffen. An, wéi gesot, et ass evident, datt d'Demokratesch Partei zu deem Projet hei steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci un d'Rapportrice fir dee wonnerbare Rapport, an och de Virriedner. Et ass e Fakt, wéi de Roger Negri hei richteg gesot huet, datt dat Gesetz onëmgänglech ass. Et ass wichteg! An datt Rallongë musse gestëmmt ginn, ass net ëmmer prévisibel, ganz besonnesch mat deem Talus, dee sech als instabil erwisen huet an dee muss ganz nei gemaach ginn.

Et ass och Fakt, wéi de Gusty Graas richteg seet, datt 109 Milliounen nostëmme keng Klengegkeet ass, besonnesch an Deeg wéi deem gëschtregen, deem heutegen an deem morgegen, wou mer iwwer Budgeten diskutéieren. 109 Milliounen, jo, Här Graas, ass keng Klengegkeet!

Et freet mech och, datt den Här Graas hei drop hiweist, datt vill ze vill Patrimoine zerstéiert gëtt hei am Land. Och do ginn ech Iech ganz recht. An ech bedaueren dofir nach eng Kéier, datt d'DP net géint dee Projet gestëmmt huet d'lescht Woch, wou déi Ettelbrécker Gare ofgerappt gëtt.

Déi Biisser Bréck, ëm déi et hei geet, et ass schonn oft gesot ginn, ass fir d'Persounen- a Wuerenzich an nërdlech an östlech Richtungen. Fakt ass, datt deen Ausbau, dee mer hei maachen, guer net néideg gewiescht wier, wann divers Bauteministere sech un den urspréngleche Plang gehalen hätten, d'Persounenzich ënnert der Stad erduerchzeféieren.

Jo, Dir gesitt, wourop ech eraus wëll! Da wier d'Biisser Bréck nämlech fir nëmme Güterzich duergaangen, esou wéi se elo ass, an de Gros vun deenen trotzdeem 334 Milliounen, déi hei engagéiert ginn - jo, et ass keng Klengegkeet! -, wier onnéideg gewiescht, well keen Enkpass opgetruede wier.

An dofir soen ech als ADR-Spriecher, datt déi 334 Milliounen, déi d'Majoritéit hei insgesamt engagéiert, an ech wëll awer d'CSV do expressis verbis mat abezéien, e gudden Deel kéinten ugerechent ginn op eng Exekutioun vun deem, wat mer „Schummer-Plang" nennen an „City-Tunnel" nennen, wat dee kascht hätt. Ouni vun deene 500 Milliounen - an ech si jo nach ëmmer iwwerzeegt, datt et der 1.000 sinn -, vun deenen ze schwätzen, déi den Tram wäert kaschten!

Dofir ass fir eis dëse Projet genausou deier wéi en onnéideg gewiescht wier, wann d'Majoritéit de Mutt gehat hätt, eng nohalteg Léisung, wéi de City-Tunnel, ze wielen. An dofir enthale mir eis bei dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien! Dat huet emol misse gesot ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmme kloer fir dee Projet hei, aus zwou Ursaachen: Éischtens, d'Haapteursaach ass déi, datt deen Terrain, wou elo een zweegleisegen Zuch, eng zweegleiseg Eisebunn soll driwwerfueren, muss stabiliséiert ginn. Dat war net viraussehbar, dat huet sech eréischt am Laf vun den Aarbechten erausgestallt. An dat huet ee relativ héije Präis.

Déi zweet Ursaach, firwat datt mer et stëmmen, ass, datt dat effektiv, an et ass drop higewise ginn, fir d'Lescht ass, wou mer an esou enger Prozedur dra sinn, datt mer do an Zukunft ganz aneschters kënne verfueren, an datt de Programm, deen d'Eisebunn eis virgestallt huet, ganz detailléiert ass. Et kënnen ëmmer Imprévuë kommen, mä net an deem dote Mooss. An ech wëll mech de Mercien uschléissen un d'Eisebunn, fir déi transparent Duerleeung vun all deem, wat op eis zoukënnt an och absolut noutwendeg ass.

Ech wëll awer op zwee Punkten hiweisen, déi mer net esou gefalen an iwwert déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn, déi een awer hei misst soen.

Den éischte Punkt ass deen, datt deen Transfert vun zwielef Milliounen, dee geschitt ass vun der Phas 2 op d'Phas 1B, datt dat eigentlech keng gutt Praxis ass, fir esou Transferten ze maachen. Nëmme well eng aner Aarbecht net gemaach gëtt oder net brauch gemaach ze ginn, stinn déi Suen net automatesch zur Verfügung fir een anere Projet. Doriwwer misst een an der Kommissioun diskutéieren. An dat soll net méi einfach esou geschéien, datt do een Transfert geschitt vun zwielef Milliounen, nëmme well eppes aneschters net geschitt.

Wann eng Aarbecht net geschitt, da soll et esou sinn, datt een déi Sue ka spueren. A wann een op engem anere Punkt Sue brauch, da muss een déi Suen deblockéieren. An ech mengen, mir waren eis eigentlech och eens an der Kommissioun driwwer, fir ze soen, datt dat an Zukunft dann esou soll gehandhabt ginn.

Déi zweet Saach, wou mer eis eens waren an der Kommissioun, mengen ech och, dat war déi Geschicht vu Sites et Monuments, fir dee spueneschen Tiermchen, datt deen net däerft ofgerappt ginn an erëm opgebaut ginn, mä datt dee misst esou stabiliséiert ginn, datt ee kënnt drënner bauen. Eleng dat huet ee Käschtepunkt vun, wann ech de Minister richteg verstanen hunn, ongeféier annerhallef Millioun zousätzlech!

Ech mengen, wa Sites et Monuments esou eng Décisioun hëlt, datt een deen Tiermche misst stoe loossen an net däerf ofmontéieren, herno erëm opriichten, an dat huet esou eng grouss Incidence budgétaire, da misst een awer mindestens an der Kommissioun doriwwer diskutéieren.

Et kann net sinn, datt d'Regierung einfach muss akzeptéieren esou eng Décisioun vu Sites et Monuments, mä da soll een an der Kommissioun driwwer diskutéieren, ouni datt ech domadder wëll a Fro stellen, datt, wa Sites et Monuments schonn eng Kéier seet, et misst eppes erhale ginn, datt dat net berechtegt wier. Dat wëll ech ganz kloer domadder net a Fro stellen! Et geet awer dorëms, datt mer effektiv net einfach dat kënnen esou imposéiert kréien, ouni datt mindestens eng Kéier driwwer diskutéiert gëtt.

Dat gesot, gi mir eisen Accord zu deem Projet, géintiwwer deem een Zuch ënnert der Stad absolut keen Ersatz wier. Ech wiere mech weiderhin dergéint, datt den Zuch ënnert d'Stad soll kommen an d'Autoen uewen. Dat ass just dee falsche Wee!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt, fir unzefänken, fir d'Éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Selbstverständlech och alle Riedner, déi hei geschwat hunn. An och all deenen, déi natierlech den Accord bréngen hei zu deem Projet.

Ech wollt vläicht zwou, dräi Remarquë maachen.

Déi éischt ass, ech wëll awer och hei drop opmierksam maachen, datt ech deemools an der Budgetskontrollkommissioun matgedeelt hunn, datt d'Eisebunn - bei enger ganzer Rei Projeten, déi entre-temps realiséiert sinn, d'Péitenger Streck an esou weider, eng ganz Rei anerer, wou den Ofschloss gemaach ass vun de Konten -, datt d'Eisebunn do iwwer 80 Milliounen Euro gespuert huet par rapport zu deem, wat an den Devisë virgesi war respektiv an de Gesetzesprojete gestëmmt gi war! Ech wollt dat awer och hei matdeelen, fir ze ënnersträichen, datt d'Eisebunn awer ansonste ganz gutt schafft.

Dat Zweet ass...

(Interruption)

Dat Zweet ass... Jo, dat ass wichteg. Déi, déi gelueft solle ginn, déi sollen och gelueft ginn! Dat Zweet ass déi Geschicht vun den Transferten, wou den Här Turpel elo ugeschwat huet, vu Kreditter. Dat ass net ganz falsch, wat e seet. Mä ech muss awer drop hiweisen, datt mäi Virgänger, den Här Wiseler, deen ass deemools an d'Budgetskontrollkommissioun gaang, an d'Chamber huet awer do de Feu vert ginn, fir dat ze maachen.

Also et ass mam Accord vun der Chamber geschitt. Dat heescht, ech ginn Iech recht, et soll een eng Kéier dat vläicht diskutéieren, ob dat an Zukunft nach ka gemaach ginn. Mä ech mengen, et muss een awer hei soen, datt de Minister vun der Chamber deemools de Réck gestäipt kritt huet.

Dat Drëtt ass déi Fro vun de Sites et Monuments. Ech mengen, dat war an der Kommissioun diskutéiert ginn. Ech mengen, et soll een dat an Zukunft effektiv diskutéieren. Et muss een och dozou soen, ech hunn déi Erfahrung och haaptsächlech an der Stad Lëtzebuerg gemaach, datt et wichteg ass, datt ee versicht, Sites et Monuments a Projete relativ fréi anzebannen. Ech mengen, da kann ee villes évitéieren an där do Hisiicht.

Da wollt ech awer och e Wuert soen zu dem Här Reding senge Remarquen hei am Zesummenhang mat der Motivatioun vun hirer Enthalung. An ech muss Iech soen, ech hunn awer elo selten esou en Hochstand erlieft, deen hei en Deputéierte gemaach huet, fir ze motivéieren, fir net musse fir e Gesetz ze stëmmen. Well, éischtens wëll ech Iech soen, Här Reding, deen Ausbau, deen hei gemaach gëtt, dat huet awer nu strictement näischt ze dinn, weder mam Tram nach mat...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen, Här Gibéryen, dat huet strictement näischt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...domadder ze dinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir féiere keng Dialogen hei.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Deen Ausbau hei gëtt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister adresséiert sech un d'Chamber.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo. Deen heiten Ausbau gëtt gemaach ausschliisslech, fir op dem klassesche Schinnenréseau a Richtung Waasserbëlleg virun allem méi Capacitéit ze kréien a fir datt natierlech um Viaduc selwer iwwerhaapt - am Zesummenhang mat der Nordstrooss, wou mer jo och d'Capacitéiten ausgebaut hunn -, datt deen nach ka funktionéieren. An onofhängeg vu Meenungen zu City-Tunnellen oder wat een do an der Stad hätt wëlle maachen, ass dat heiten en Ausbau, deen absolut noutwendeg ass, wann een d'Capacitéit vum klasseschen Eisebunnsréseau wëllt ausbauen.

An da muss ech Iech awer soen, wann Der dann awer heihinnerkommt a sot, dat wär elo dann alles terribel méi bëlleg ginn, wa mer Är Variant gewielt hätten. Also ech wëll Iech jo soen, ech hätt Iech bonne Chance gewënscht, wa mer emol eng Kéier ausgerechent hätten, wat et kascht hätt, ënnerierdesch...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...ënnerierdesch, Här Gibéryen, ënnerierdesch ze fueren. Ech wëll Iech just soen, Dir hutt Iech d'lescht Kéier eng Kéier opgereegt, a souguer zu Recht, muss ech soen, wat de Präis war vun der Nordstreck, Nordstrooss, déi 700 Milliounen, déi dat kascht vu Miersch bis erof an d'Stad. Firwat mengt Der, datt dat 700 Millioune kascht? Mä grad haaptsächlech wéinst den Tunnellen, déi do gebaut ginn!

An ech soen Iech, alles, wat Der ënner Tunnel baut - emol onofhängeg dovun, ob dat eppes bréngt an esou weider an esou virun, dat wëll ech guer net jugéieren a guer net diskutéieren -, wëll ech Iech soen, fir dann nach hei ze behaapten, de Käschtepunkt dovunner, dee wär méi bëlleg ginn, also dat ass awer wierklech en Acrobatiesték. Dat bréngt just Dir fäerdeg bei der ADR, dat ginn ech ganz gär zou! Mä ech mengen, dat ass awer dat fadenscheinegst Argument, wat ech zënter Laangem héieren hunn, fir hei net musse fir eng Extensioun oder eng Rallonge vun engem Projet um Finanziellen ze stëmmen.

Ech soen Iech awer Merci, all deenen, déi hei esou stëmmen, wéi ech mengen, wat och dat Richtegt ass, fir dësem wichtege Projet de Feu vert ze ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. A vu dass den Här Minister mer net gefollegt huet a sech net un d'Chamber adresséiert huet, muss ech elo dem Här Gibéryen Parole après ministre ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och wann den Här Minister dat do zur Chamber gesot hätt, hätt ech Parole après ministre gefrot.

(Interruption par Mme Claudia Dall'Agnol)

Dir kennt d'Reglement, Madame Dall'Agnol, duerfir wësst Der, datt een dat kann esou maachen.

Bon, ech wëll kuerz drop soen, well den Här Minister elo hei gemengt huet, missen der ADR ze soen, datt dee Projet, dee mir ëmmer ënnerstëtzt hunn, datt dee vill méi deier gi wier. Ech mengen, dat, wat de Kolleeg Reding Roy hei gesot huet, ass ganz kloer, datt mer gesot hunn, dee Käschtepunkt, deen den Tram kascht elo, an do wäerte mer herno awer, wa mer alles beieneerechnen, bei enger Milliard landen. An ech hunn dat schonn e puermol hei gesot.

Dir erkläert de Contraire. Dir erkläert permanent hei de Contraire. Och dee Minister, deen deemools dëse Projet hei vertrueden huet, huet gesot, mir géifen dat mat deem Devis zu Recht (veuillez lire: fäerdeg) kréien, dee mer hei gestëmmt hunn. An haut stëmme mer schonn erëm eng Kéier no. An dee Projet ass haut dräimol esou deier wéi en deemools gestëmmt ginn ass.

A mat Ärem Tram geet et genau d'selwecht! Wann Der alles derbäirechent, wat mam Tram zesummenhänkt, wat de Stat, wat d'Gemengen a wat nach wäert misse vu Supplément bezuelt ginn, wann Der emol sollt eng Kéier ukommen, da wäert Der gesinn - an duerfir soen ech dat all Kéiers hei, fir datt dat dacks genuch aktéiert gëtt -, datt dat eng Milliard herno wäert kaschten.

Duerfir wëll ech Iech soen, dat, wat mir hei gesot hunn, dat ass, wann een de Plan Schummer geholl hätt an et wier een ënnert der Stad erduerchgefuer, dann hätt een deen heiten Ausbau net brauchen ze maachen. Well am Plan Schummer och dee Problem, deen Dir elo ugeschnidden hutt, wat d'Oststreck ubelaangt, deen hätt do zum Deel kënne matgeléist ginn, dann hätt een heirobber kënne verzichten, wann een e globaalt Konzept gemaach hätt.

A wann een dann déi Suen hëlt an et hëlt een déi Suen, déi Der an den Tram investéiert, dann hätt een de Schummer-Projet kënne realiséieren. A wat virun allem méi wichteg gewiescht wär, dann hätt Der de Problem vum Transport geléist gehat. Well mam Tram léist Der de Problem net! Ob Dir haut mat Bussen a muer mat engem Tram duerch d'Stad fuert, duerfir sinn d'Stauen am Rescht vum Land moies an owes och nach muer genausou grouss.

An duerfir, souguer wann Ären Tram méi bëlleg wär, ass et ewechgeworfent Geld, well et de Problem net léist!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wollt dozou soen, och wann een honnertmol eppes Falsches widderhëlt, gëtt et duerfir net richteg! Dat wollt ech dem Här Gibéryen dozou soen.

An ech wëll just drun erënneren, nach eng Kéier, doriwwer sinn ech frou, datt all déi Projeten do an dëser Chamber an deene leschte Méint mat 57 Jo-Stëmme gestëmmt gi sinn. Ech mengen, dat ass méi wéi eng Majoritéit!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Ech mengen, et ass alles gesot. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6725 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6725 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6725 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6725 est adopté par 57 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Do geet et ëm d'Fusioun vun de Gemengen Eschweiler a Wolz, de Projet 6712. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Claude Haagen.

7. 6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, de Projet de loi 6712 iwwert d'Fusioun vun den aktuelle Gemenge Wolz an Eschweiler ass de 27. August vun dësem Joer vum zoustännegen Innenminister hei an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 21. Oktober vun dësem Joer ginn. An déi zoustänneg Intérieurskommissioun huet no der Analys vum Projet de loi an dem Avis vum Statsrot Amendementer zu dësem Projet de loi gemaach.

De Statsrot huet säin Avis complémentaire den 9. Dezember ofginn, an d'Kommissioun huet de Rapport iwwert dëse Projet de loi den 11. vun dësem Mount unanime ugeholl.

Här President, d'Diskussiounen iwwer eng Fusioun tëschent Eschweiler a Wolz hunn Enn 2013 ugefaangen. Mat agebonnen an dës Diskussioune war d'Cellule indépendante des fusions communales souwéi d'Distriktskommissariat vun Dikrech. An de Gemengeréit vun deene genannten zwou Gemenge sinn den 18. Dezember 2013 d'Deliberatiounen approuvéiert ginn, fir de Schäfferot ze mandatéieren, a puncto Gemengefusiounen ze verhandelen.

Dës Verhandlunge si gutt weidergaangen, dëst ëmsou méi, well déi zwou Gemenge schonns a fënnef Gemengesyndikater zesummeschaffen.

D'Bierger vun deenen zwou Gemenge si per Referendum de 25. Mee 2014 ëm hir Meenung zu enger Gemengefusioun gefrot ginn, an dës Konsultatioun ass an deenen zwou Gemenge positiv ausgefall, soudatt déi zwee Gemengeréit de 4. Juni vun dësem Joer iwwert d'Deliberatioun Feu vert fir dës Fusioun ginn hunn.

Mir hunn also, wann dës Fusioun iwwert dëse Projet de loi votéiert gëtt - wouvun ech ausginn -, dann an der Gemengelandschaft hei zu Lëtzebuerg nach 105 Gemengen.

Wéi bei all Gemengefusioun huet och dës Fusioun Dispositions transitoires, dat heescht Iwwergangsbestëmmungen. Ech wëll déi hei a mengen Ae wichtegst zitéieren, déi aner stinn am schréftleche Rapport.

Déi nei Gemeng, déi den 1. Januar 2015 a Kraaft trëtt, dréit den Numm „Commune de Wiltz-Gemeng Wolz", mat Sëtz zu Wolz. Dëst ass och am Sënn vum Aménagement du Territoire, well Wolz och als CDA, also als Centre de développement et d'attraction, klasséiert ass.

Wolz behält de Statut als Stad Wolz, an an dëser neier Gemeng behale mir am Ufank bis déi nächst Gemengerotswahlen, dat heescht bis den 8. Oktober 2017, déi zwee Wahlsystemer, ee Majorz an ee Proporz, wann et an der Tëschenzäit sollt zu Wahle kommen.

Bis déi nächst Gemengewahle vum 8. Oktober 2017 huet déi nei Gemeng Wolz vum 1. Januar 2015 un 18 Conseilleren, an zwar siwe vun Eschweiler an eelef vu Wolz.

De Schäfferot, dee sech aus där Konstellatioun wäert erginn, besteet aus engem Buergermeeschter a fënnef Schäffen. Bei deenen nächste Gemengerotswahle vum 8. Oktober 2017 bestëmmen d'Awunner aus där neier Gemeng Wolz dann 13 Conseilleren, an dovunner ee Buergermeeschter an ee Schäfferot mat dräi Schäffen.

Bei de Gemengerotswahle vum 8. Oktober 2023 wäert sech deen neie Schäffen- a Gemengerot en fonction vum Gemengegesetz, dat heescht laut dem Droit commun, opgrond vun der Awunnerzuel vun dëser neier Gemeng zesummesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, bei der Gemengefusioun - a bei all Gemengefusiounen - spillen d'Gemengefinanzen natierlech och eng Roll. D'Fusiounsgemeng Wolz kritt eng finanziell staatlech Hëllef, an zwar laut deem Tableau, deen a mengem schréftleche Rapport agesat ass an deen op d'Awunnerzuel vum 1. Januar 2015 ugerechent gëtt. Dës Hëllefe mussen an deenen nächsten zéng Joer ausbezuelt ginn an déi éischt Tranche vun dräi Milliounen Euro ass fir de Budgetsexercice 2015 virgesinn. Déi finanziell Hëllef gëtt fir den Ofbau vun de Gemengescholde benotzt.

Wat d'Taxe vun de Gemengen ugeet, esou ass festgehalen, datt den Taux vum Impôt commercial a vum Impôt foncier, dee fir d'Steierjoer 2015 ugewannt gëtt, deen Taux ass, deen actuellement an deenen zwou Gemengen am niddregsten ass.

Här President, d'Fonctionnaires an d'Employés communaux, d'Employés privés an d'Salariéë vun deenen aktuellen zwou Gemenge ginn alleguerte vun där neier Gemeng iwwerholl. All déi Leit behalen natierlech hir Droit-acquisen an hir Carrièren.

De Statsrot hat a sengem Avis e puer textuell Ännerunge virgeschloen a sech fir eng eventuell Opposition formelle bei der Formulatioun vun enger Denominatioun am Kader vun enger Carrière ausgesprach.

D'Intérieurskommissioun aus der Chamber huet all dës Propositiounen deelweis iwwerholl an ugeholl, soudatt am Avis complémentaire de Statsrot sech mat dësem Projet de loi d'accord gewisen huet.

Domadder steet, no dësem Vote vun haut, der neier Fusiounsgemeng Wolz näischt méi am Wee. Ech géif der neier Gemeng bonne Chance wënschen, dat am Intérêt vun hire Bierger, an natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun bréngen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Haagen. Éischte Riedner ass den Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, erlaabt mer direkt dem honorabelen Deputéierte Claude Haagen Merci ze soe fir säin ausféierlechen a prezise Rapport.

Vill Elementer mussen zesummekommen, fir datt eng Fusioun réusséiert. Virun allem muss een e gemeinsamt Zil fir déi nei Gemeng entwéckelen. Doriwwer eraus géllt et awer och, d'Bevëlkerung vun den Avantagen an där neier Fusiounsgemeng ze iwwerzeegen an och op eventuell Problemer anzegoen a gläichzäiteg zesumme besser Léisungen ze proposéieren.

Mir wëssen awer och all heibannen, datt engersäits eng enk intercommunal Zesummenaarbecht um politeschen Niveau an op där anerer Säit d'Zesummeliewe vun eise Bierger an de Veräiner an am Alldag déi beschte Viraussetzung ass fir eng Gemengefusioun.

Dobäi ass den Engagement vun de Membere vun de Schäffen- a Gemengeréit sécherlech mat entscheedend. Zu Wolz an zu Eschweiler hu si dat fäerdegbruecht. Si hu sech souguer an enger Rekordzäit ënnereneen eens gemaach a sinn dunn zesumme mat dem Här Innenminister bei hir Bierger op zwou Informatiounsversammlunge gaangen, fir hir Iddien ze presentéieren.

Am Referendum vum 25. Mee krute si mat 54% vun de Wieler zu Eschweiler a mat iwwer 80% zu Wolz den Optrag, dës Fusioun bis Neijoerschdag dëst Joer an d'Realitéit ze setzen.

Op d'Detailer vun dësem Projet de loi wëll ech awer elo net agoen, de Rapporteur huet dat jo schonn am Detail gemaach.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt ee groussen Deel vum Succès vun dëser Fusioun op d'Hëllef vu bausse baséiert. Niewent dem Distriktskommissär an de Beamte vum Innenministère konnten déi Wolzer an déi Eschweiler - besonnesch am Ufank vun hiren Démarchen - op d'Ënnerstëtzung vun der Cellule indépendante des fusions communales zréckgräifen. Dës Cellule, ënnert der konsequenter an och kompetenter Leedung vun der Madame Tilly Metz, wor ënnert dem viregten Innenminister Jean-Marie Halsdorf an d'Liewe geruff ginn, fir alle Gemengen ze hëllefen, déi un enger Fusioun interesséiert woren.

Dës Kommissioun hat dee grousse Virdeel, datt se fir all Bedeelegt indépendant wor. Wann ech richteg informéiert sinn, ass den Impuls vun dëser Fusioun ënner anerem och duerch d'Démarchë vun dëser Cellule entstanen. Well hir Membere vill Erfahrung gesammelt haten, déi si bei anere Gemengefusiounen erageholl hunn, konnte se deene Wolzer mat enger ganzer Rei vu professionelle Rotschléi zur Säit stoen. Besonnesch an der Kommunikatioun ass et enorm wichteg, wéi ee sech uleet, wourop een oppasse muss, wéi eng Weeër an Aarbechtsgruppe funktionéieren oder och net.

Ech muss Iech soen, ech fannen et eigentlech schued, datt et dës Ënnerstëtzung zënter dem Summer net méi gëtt.

Ech zweifelen awer ganz bestëmmt net drun, datt d'Beamten am Innenministère all Gemeng, déi fusionéiere wëllt, souwuel eng administrativ wéi och eng juristesch Hëllefstellung wäerte ginn.

Ech froe mech awer, ob dat eleng duergeet. D'Cellule hat nämlech nach e bëssen en aneren Optrag. Hir Roll wor et éischtens, d'Gemengeresponsabel fir d'Fusioun ze motivéieren, zweetens, hinnen ze hëllefen, déi éischt politesch Schrëtt an d'Weeër ze leeden; zum Beispill de richtege Fusiounspartner iwwerhaapt ze identifizéieren. Drëttens, se duerch déi verschidden Etappe vun der Fusioun ze coachen - dat war och hir wichtegst Roll, si konnten hinnen nämlech punktuell zur Säit stoen, wa Schwieregkeeten entstane sinn.

Dëst Zort vu Begleedung - dat hunn ech vun e puer Säiten héieren - kann awer ganz entscheedend sinn. Ech géif dofir un de Minister appeléieren, ze probéieren eventuell ënner enger anerer Form weiderhin de Gemengen esou eng Ënnerstëtzung unzebidden, fir datt och an Zukunft nach eng Partie staark a gutt opgestallte Gemengen duerch Fusiounen entstoe kënnen.

Här President, et ass kee Geheimnis, datt ech perséinlech e Verfechter vun de Gemengefusioune sinn. Wéi Der wësst, si mir deeselwechte Wee jo och zu Clierf gaangen. An ech muss Iech soen, dëse Schrëtt deet eis net leed an huet eis och nach net leed gedoen. Mir kënnen eis haut scho bal net méi virstellen, wéi mer nach funktionéiere géifen, wa mer déi Fusioun net hätten.

Et freet mech dofir ëmsou méi, datt meng Nopeschgemeng elo deeselwechte Wee geet, domadder e gudde Strapp wiisst an esou och hirem Rôle als CDA-Gemeng nach besser nokomme kann. Ech wënschen hinnen dobäi e ganz groussen Erfolleg.

Selbstverständlech wäert d'CSV-Fraktioun dëse Projet de loi och stëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Eicher. Nächste Riedner ass den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt d'Geleeënheet notzen, fir dem Rapporteur e grousse Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, dëse Projet de loi ass déi lescht Etapp, fir dass d'Fusioun vun de Gemengen Eschweiler a Wolz ab dem 1. Januar 2015 Realitéit gëtt a si dann zesummen den Numm Commune de Wiltz droen. Dës nei Gemeng wäert da knapps 6.400 Awunner zielen a sech aus siwen Uertschaften zesummesetzen. Dat heescht: Wolz, Ierpeldeng, Eschweiler, Rulljen, Selschent, Wegdichen a Knapphouschent.

D'Gemengepolitik huet nach ëmmer am Wierke vun der Demokratescher Partei eng besonnesch Plaz ageholl. Fir d'DP ass et kloer, dass e fräiheetleche Stat op staark Institutiounen ugewisen ass. An zu deene staarken Institutioune gehéiere nun emol all eis Gemengen. Duerfir muss een derfir suergen, de Gemengen en optimale Kader ze ginn, fir hir Aufgabe kënnen auszeüben.

Ganz wichteg ass et och, dass d'Gemengen déi néideg Autonomie hunn, fir kënnen optimal de Besoine vun hire Bierger Rechnung ze droen, well d'Gemenge sinn e Service de proximité fir de Bierger. An dës Bierger ginn ëmmer méi usprochsvoll. Wëllt een dem Bierger déi beschtméiglech Servicer ubidden, brauch een dofir Moyenen. An duerch eng Fusioun klammen d'Moyenen, fir dem Bierger besser Servicer ubidden ze kënnen.

Eng Fusioun ass d'Geleeënheet, Synergien ze schafen, do, wou Synergië sënnvoll sinn. Dat reduzéiert d'Käschte fir d'Gemengen an erhéicht d'Qualitéit vum Service um Bierger.

D'DP huet ëmmer gesot, dass regional Kooperatiounen um Gemengenniveau gradesou sënnvoll kënne si wéi Fusiounen. Mä d'DP erkennt awer och, dass d'Gemenge sech nei orientéiere mussen, fir deenen neien Erausfuerderunge vun onser Zäit gerecht ze ginn a fir e Kader ze schafen, an deem d'Famillje sech kënnen nidderloossen a wuelfillen.

Fusioune musse vun ënnen erop wuessen an net vun uewen erof diktéiert ginn! Duerfir ass et fir d'DP elementar, dass sech déi verschidde Gemengeverantwortlech eens sinn an zesummen de Wëllen ausdrécken, eng Fusioun ze maachen. Wat awer genausou wichteg ass, ass, dass d'Bevëlkerung gefrot gëtt a sech och fir eng Fusioun ausspréch. Duerfir ass d'DP fir de Prinzip vun de Gemengefusiounen, awer just verbonne mat engem verbindleche Referendum.

Dëse Referendum hunn Eschweiler a Wolz dann och de 25. Mee gläichzäiteg mat den Europawahlen organiséiert. Bei deem Referendum hu sech zu Wolz iwwer 80% fir eng Fusioun ausgesprach, woubäi et zu Eschweiler ëmmerhin nach 54% woren. Wichteg ass also, dass d'Bevëlkerung hanner esou enger Fusioun steet an dës och akzeptéiert.

(Interruption)

Ech géif och am Numm vun der DP…

(Interruption)

…deenen zwou Gemenge vill Succès wënschen no hirer Fusioun. An ech bréngen hei natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arendt. Den Här Traversini huet d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, och vun eiser Säit aus Merci un de Rapporteur. Et ass am Fong geholl alles gesot. Den Accord vun där grénger Fraktioun bréngen ech heimadder mat. Ech si just gespaant, wien dann an der Gemeng Wolz do éischte Buergermeeschter oder Buergermeeschtesch wäert ginn. Mol gespaant!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Traversini. Dann huet d'Wuert den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir begréissen déi Fusioun do, esou wéi mer iwwerhaapt begréissen, datt de Fusiounsprozess vun de Gemenge soll weidergoen. Natierlech sollen déi Fusiounen op Fräiwëllegkeet berouen. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens, och wann d'Fräiwëllegkeet bis elo mat 2.500 Euro op de Kapp e bësse verséisst ginn ass. Deem wäert, wann ech dat richteg verstanen hunn, an Zukunft net méi esou sinn, well dann dat erofgesat gëtt op 2.000 respektiv 1.500 an 1.000 Euro, jee no Awunnerkategorie.

Wa mer déi Fusioun hei gestëmmt hunn, sot de Rapporteur, hätte mer nach 105 Gemengen. An d'Fro, déi sech stellt, ass fir mech trotzdeem awer och déi, wéi et duerno weidergeet.

Ech mengen, et war ëmmer een Accord politique zu Lëtzebuerg, souguer mat de Gewerkschaften aus dem Gemengesecteur, fir ze soen, eng Gemeng soll mindestens 3.000 Awunner hunn, fir déi noutwendeg Masse critique ze hunn, fir kënnen alles dat ze maachen, wat een als Gemeng senge Bierger soll bidden, fir déi Infrastrukturen ze bauen am Sport, an der Kultur, am Schoulberäich, an de Crèchen, fir och Déngschtleeschtung ze bréngen un de Bierger, wat d'Berodung ugeet, un d'Betriber, am Recycling an esou weider an esou fort.

An deem Sënn wollt ech effektiv och hei d'Geleeënheet notzen, fir de Minister ze froen, wéi et an deem Prozess do weidergeet. Virdrun ass d'Cellule indépendante, déi vun der Madame Metz presidéiert ginn ass, ugeschnidde ginn, déi eng wichteg Aarbecht gemaach huet.

Wou sinn d'Ofschlossaarbechte vun där Cellule drun? Gëtt et do ee Rapport? Souwäit wéi ech weess, huet de Minister d'Cellule nach eng Kéier verlängert gehat, hire Wierkungsberäich. Mä elo ass se ofgeschaf.

Wou fannen d'Gemengen Hëllef respektiv wou fanne se een Ersatz fir déi Cellule? Musse se sech un de Ministère wenden? Respektiv misst een net, wéi de President vum Syvicol dat och gesot huet, eng aner Struktur hunn, déi och proaktiv weider dee Prozess do suivéiert an am Fong geholl déi nämlecht Begleedung, Coaching an esou weider mécht oder nach méi intensiv, wéi dat bis elo schonn de Fall war? Ech mengen, et ass awer derwäert, datt een déi Froen hei kläert.

Een aneren Aspekt, dee mir wichteg ass, dat ass dee vum partizipative Prozess vun de Bierger bei de Fusiounen, virun de Fusiounen. An ech hoffen, datt mer vläicht och eng Kéier an eng Dynamik erakommen, ech hunn elo kee Bilan vun deene Gemengen, wou dat geschitt ass, fir dee partizipative Prozess och duerno weiderzefëieren. Well ech mengen, datt iwwerhaapt d'Biergerbedeelegung an eise Gemengen a grad a fusionéierte Gemengen, wou net méi esou kleng Unitéite bestinn, ee wichtege Bestanddeel muss si vun der Gestioun op lokaler Ebene.

An deem Sënn stëmme mir fir dee Projet a wiere frou, fir Är Äntwerten ze kréien op déi Froen, déi sech awer trotzdeem stellen, wéi mer iergendwa vläicht awer dann eng Kéier zu deene 70 Gemenge kommen, och wann d'Strécher net onbedéngt esou verlafen, wéi d'Regierung se gezunn hat, well mer effektiv da wëllen, datt dat mat de Bierger a mat deene Gemengeresponsabelen zesumme geschitt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. Dann huet den Innenminister d'Wuert, den Här Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Wann een esou een exzellente Rapport presentéiert kritt iwwer e Projet de loi, wéi dat elo hei grad de Fall war, da brauch een als Minister net méi weider op d'Detailer vun deem Projet de loi anzegoen. An dofir e grousse Merci un de Berichterstatter wéi och un alleguer d'Membere vun der Kommissioun, déi hei, mengen ech, eng exemplaresch Aarbecht, geleescht hunn.

Den Här Emile Eicher huet en Thema opgeworf, wat mech ganz beréiert huet, an et gëtt mer och d'Geleeënheet, deene Leit, déi an där Cellule indépendante des fusions communales geschafft hunn, e grousse Merci auszedrécken, well effektiv, esou wéi hien et gesot huet, do eng ganz grouss Virbereedungsaarbecht gemaach ginn ass, am Sënn vun der Weiderféierung vum Fusiounsprozess.

Ech wëll och hei ganz kloer nach eng Kéier bestätegen, dass d'Regierung och weiderhin de Fusiounsprozess wäert positiv begleeden, wann och vläicht mat enger liicht anerer Approche, wéi dat virdrun de Fall war, andeems dass mer gesot hunn, dass d'Fusiounen nëmme kënnen zustane kommen, wa se fräiwëlleg vun de Gemengen initiéiert ginn a wann och an alle Gemengen e Referendum ausgaangen ass, an dass dee Referendum och muss positiv ausfalen.

An dat gëtt mer och d'Geleeënheet, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass an dësem Joer insgesamt néng Referende waren, vun deenen der siwe positiv ausgaange sinn an zwee negativ.

Vläicht awer zréck bei d'CIFC, also déi Cellule indépendante des fusions communales. Wat net gesot ginn ass, ass, dass déi Kommissioun vun Ufank un e Mandat hat, wat bis op den 31.12.2013 beschränkt war. Et muss een och soen, dass déi Cellule jo net zum Selbstkostenpräis oder zum gratis Präis ze kréie war, mä dass déi och Sue kascht huet.

Fir déi Fusiounskommissioun sinn zwee Leit aus dem Enseignementssecteur fräigestallt ginn, fir déi Aarbecht ze maachen. Also zwee Posten aus dem Enseignement. Et war ee Mann derbäi, dee fräigestallt ginn ass vun engem Bureau d'études, dee selbstverständlech dofir entschiedegt ginn ass. An et war eng Mataarbechterin vum Syvicol derbäi. An de Syvicol ass selbstverständlech och fir där hir Aarbecht entschiedegt ginn.

Trotzdeem war ech der Meenung, well d'Aarbecht nach net ganz ofgeschloss war vun där Cellule, dass een d'Mandat sollt verlängere bis an de Summer vun dësem Joer. Dat ass och geschitt. An dat huet der Cellule et och erméiglecht, hir Aarbecht ofzeschléissen.

Déi Cellule huet och en Ofschlossbericht erausginn, deen een och kann noliesen. Jiddweree kann dee kréien. Dat ass kee Geheimnis. An do gesäit een och, wéi eng Approche dass déi Cellule hat, wéi se un d'Gemengen erugetrueden ass. An ech mengen, et ass haaptsächlech déi Approche, déi jo och appréciéiert ginn ass. An ech kann Iech versécheren, dass de Ministère och wëlles huet, mat där nämlechter onofhängeger Approche u weider Fusiounsprojeten erunzegoen.

Och dat wëll ech hei ganz kloer eng Kéier ënnersträichen. Et ass absolut net esou, wéi wann d'Fusiounsbewegung elo ofgebrach wär; ganz am Géigendeel, si geet virun. Ech hat nach d'lescht Woch zwou Gemenge bei mer sëtzen, déi sech wëllen an de Fusiounsprozess erabeginn. An ech kann Iech soen, dass mer eng ganz konstruktiv Diskussioun gefouert hunn, fir dat kënnen hei zu engem positiven Ofschloss ze bréngen.

Also, nach eng Kéier ganz kloer: Ech hu wëlles, mech als Minister ganz konkret an d'Projete mat anzeschalten, wann dat gewollt ass vun de Gemengen, ganz wäit och ze goen, wat mäi perséinlechen Engagement ugeet, fir déi Fusioune kënne weiderzedreiwen. Op där anerer Säit ass awer och ganz kloer nach ëmmer d'Prämiss: Et muss e positive Referendum an de Gemengen do sinn, a soss, an engem anere Fall, kënnt vun der Regierung kee Projet de loi, fir eng Fusioun ze maachen.

Dat gesot, nach eng Kéier e grousse Merci un alleguerten déi, déi matgehollef hunn, dass dëse Projet konnt geléngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Innenminister. Da géife mer direkt zum Vote iwwert den Ensemble vum Projet 6712 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6712 et dispense du second vote constitutionnel

D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Fusioun vun de Gemengen Eschweiler a Wolz ass unanime vun der Chamber adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, dass mer de Projet vun dem zweete verfassungsméissege Vote entbannen?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

Mir géifen direkt zum nächste Projet iwwergoen. Et ass d'Proposition de loi iwwert de Changement vum Numm vun der Gemeng Ierpeldeng an dee vun Ierpeldeng op der Sauer. D'Wuert huet direkt den Auteur-rapporteur, den Här André Bauler.

8. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. André Bauler *(DP), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesvirschlag, deen ech den 8. August 2013, also nach an der viregter Legislaturperiod, an der Chamber déposéiert hat, soll den Numm vun der Gemeng Ierpeldeng geännert ginn. D'Gemeng soll net méi Ierpeldeng, mä Ierpeldeng un der Sauer, Erpeldange-sur-Sûre, heeschen.

De Gesetzesvirschlag gouf de 6. Mee 2014 als recevabel erkläert. An ech selwer gouf vun der Intérieurskommissioun an hirer Sitzung vum 19. November 2014 zum Rapporteur ernannt. Ech wëll nach eemol drun erënneren, datt de Gemengerot vun Ierpeldeng den 28. Januar 2013 d'Uertschaft Ierpeldeng am Kanton Dikrech ëmbenannt hat, andeems hien hir den Numm „Ierpeldeng un der Sauer" ginn hat.

De Gemengerot hat seng Entscheedung folgendermoosse motivéiert.

Dat éischt Argument huet doranner bestanen, datt et am Grand-Duché insgesamt dräi Uertschafte mam Numm Ierpeldeng gëtt: Ierpeldeng bei Dikrech oder Ettelbréck, Ierpeldeng bei Bus oder Réimech an Ierpeldeng bei Wolz oder Eschweiler. Dës Situatioun féiert zanter Joren zu Verwiesslunge bei Liwwerungen, Visitten oder souguer am Bréifverkéier.

Als zweet Argument hat den Ierpeldenger Gemengerot preziséiert, datt d'Sauer, déi laanscht d'Duerf fléisst an och an der ganzer Gemeng als Floss präsent ass, et erlaabt, fir den Numm ze ergänzen an Ierpeldeng - also Erpeldange - an Erpeldange-sur-Sûre ëmzewandelen an esou d'Identitéit vun der Uertschaft ze ënnersträichen.

Den Term „Nordstad" ass deemools net als Referenz zréckbehale ginn, besonnesch well de Statsrot schonn a sengem Avis vum 5. Juni 2007 zum Gesetzesprojet iwwert d'Schafung vum Nordstad-Lycée, zu Recht, bemierkt hat, datt déi verbal Kreatioun oder de Begréff „Nordstad" weder e juristescht nach en administratiivt Fëllement huet.

A sengem Courrier vum 14. Juni 2013 hat den deemolegen Innenminister Jean-Marie Halsdorf preziséiert, datt et ganz de Gewunnechte vum Land géif entspriechen, fir den Numm vun engem Floss dem Duerfnumm bäizefügen, fir iwwert dëse Wee Verwiesslungen ze vermeiden. Well dës Ajoute also enger geografescher Realitéit entsprécht, huet sech de Minister der Deliberatioun vum Ierpeldenger Gemengerot also net opposéiert, à condition, datt och den Numm vun der Gemeng misst geännert ginn, also datt net nëmmen d'Uertschaft, mä och d'Gemeng an Zukunft Erpeldange-sur-Sûre soll heeschen.

Duerfir huet hien de Gemengenautoritéiten un d'Häerz geluecht, fir per Gesetz och den Numm vun der Gemeng ze änneren an en also d'selwecht ze schreiwe wéi dee vum Duerf Ierpeldeng un der Sauer. Géif dat net geschéien, esou de Minister Halsdorf, géif et zu neie Konfusioune kommen. Duerfir huet de Gemengerot a senger Séance vum 16. Juli 2013 entscheet, fir dem Minister Halsdorf seng Propositioun unzehuelen an och den Numm vun der Gemeng änneren ze loossen.

Vu datt dat awer, wéi schonn d'éinescht gesot, nëmmen iwwer Gesetz, also nëmme mat der Zoustëmmung vum Parlament geet, hunn ech mer erlaabt, fir den 8. August 2013 eng Gesetzespropositioun an der Chamber ze déposéieren.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 1. Juli 2014 d'Meenung vum Ierpeldenger Gemengerot an domat och den Exposé des motifs vu menger Gesetzespropositioun gedeelt. Och ass de Statsrot der Iwwerzeegung, datt d'Existenz vun dräi Uertschafte mam Numm „Ierpeldeng" zu regelméissege Verwiesslungen an Iertemer féiert.

A sengem Avis vum 22. Juni 2004 iwwert d'Schafung vun engem Fleegeheem fir Persoune mat psychogeriatresche Stéierungen zu Ierpeldeng bei Ettelbréck duerch d'Gesetz vum 13. Dezember 2004, deene sougenannten „ALA-Gebailechkeeten", hat de Statsrot schonn deemools festgestallt, datt weder de Gesetzesprojet oder den Exposé des motifs nach déi respektiv Konventioun mam Stat uginn, ëm wat fir en Ierpeldeng et sech eigentlech handelt. Dëst ëmsou méi, huet deemools de Statsrot wuertwiertlech geschriwwen, wou d'Tëlefonsbuch net manner wéi dräi Uertschafte mam Numm Ierpeldeng mentionnéiert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

De Statsrot bemierkt dann awer och nach, datt et guer keng gesetzlech Prozedur gëtt, no där d'Ännerung vum Numm vun enger Uertschaft geregelt gëtt. De Statsrot ass och der Iwwerzeegung, datt, wann den Numm vun der Gemeng geännert gëtt, da parallell dozou och den Numm vun der Uertschaft, déi deeselwechten Numm dréit, matgeännert gëtt. Duerfir schléit de Statsrot vir, iwwert d'Opportunitéit nozedenken, den Artikel 3 vum modifizéierte Gesetz vum 13. Dezember 1988 an deem Sënn ze änneren.

De Statsrot huet d'Argumenter vum Ierpeldenger Gemengerot akzeptéiert an och d'Argumentatioun vum Exposé des motifs vun dëser Gesetzespropositioun. E gëtt och duerfir säin Accord zu dëser Proposition de loi.

Fir all aner Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech wëll all deene Leit Merci soen, déi zu dësem Rapport bäigedroen hunn. Merci dem President an de Memberen aus der zoustänneger Intérieurskommissioun fir hir konstruktiv an onkomplizéiert Mataarbecht. Merci och, datt de Rapport an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl konnt ginn.

Ech schléisse meng mëndlech Interventioun, andeems ech elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dëser Proposition de loi abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bauler. Den éischte Spriecher ass den Här Eicher.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Neen, Här President, ech géif dat maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah!

(Interruption)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mer erlaben, dem Auteur-rapporteur vun dëser Proposition de loi ze félicitéiere fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Och fir d'Proposition de loi. Dat Ganzt, dat mécht Sënn. Mir droen als CSV-Fraktioun natierlech deen dote Projet mat a ginn och hei d'Jo-Wuert derzou.

(Brouhaha général)

Une voix.- D'Jo-Wuert?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ma, d'Jo-Wuert, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet d'Wuert den Här Claude Haagen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Et ass an der Rei.

(Hilarité)

Neen, ech hunn Iech hei stoen. Dann, wann dat dann esou ass,…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech ginn och d'Jo-Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … wann dat dann esou ass, vu dass et jo eng Proposition de loi ass, kann d'Regierung Stellung huelen, se muss awer net.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'Regierung wäert dat ganz kuerz maachen, well mer alleguerten Honger hunn. Ech mengen, d'Regierung steet hannert dësem Projet. Dat wësst Der alleguerten. An ech wëll alleguerten deene Leit, déi um Projet bedeelegt sinn, Merci soe fir hiren Asaz.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Innenminister.

Mir géifen dann zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6605 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Proposition de loi 6605 ass akzeptéiert mat 60 Stëmmen, an also kengen Enthalungen a kenge Géigestëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech villmools Merci. Rendez-vous de Mëtteg um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 12.32 heures)

Sommaire des séances publiques nos 14, 15 et 16

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 202

Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg p. 202-205

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance p. 206-208

6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique p. 208-212

6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques

- transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et

- mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil p. 212-220

6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 220-221

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 222

Communications p. 222

Dépôt d'une motion par M. Marc Angel p. 222-223

Changements de composition des commissions parlementaires p. 223

Ordre du jour p. 223

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

a) modifiant

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;

5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;

6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive p. 223-229

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 p. 223-229

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)

1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

2) modifiant

- le Code de la Sécurité sociale,

- le Code du Travail,

- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,

- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,

- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,

- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,

- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

* fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

* modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

* fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

* abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

3) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel p. 223-229

16e séance

Ouverture de la séance publique p. 229

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite) p. 229-232

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite) p. 229-232

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 229-232

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 232

Ordre du jour p. 232

Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun p. 232-237

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix p. 232-237

6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 237-240

6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz p. 240-241

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre p. 241-242

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0730	Claude Haagen	Payement de TVA par les initiatives sociales sur un quart du montant des mises communales
0750	Diane Adehm, Gilles Roth	Économie d'intérêts
0751	Octavie Modert	Rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»
0752	Diane Adehm, Gilles Roth	Police grand-ducale
0753	Alex Bodry	Plan d'investissement européen
0754	Marcel Oberweis	Politique énergétique du Gouvernement
0755	Diane Adehm, Gilles Roth	Mobilier de l'Université du Luxembourg
0756	Jean-Marie Halsdorf	Maison de la Grande Région
0757	Françoise Hetto-Gaasch	Spots wi-fi publics
0758	Marc Lies	Loi du 31 octobre 2012 portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail
0759	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Résolution du Parlement européen du 27 novembre 2014 sur le renforcement des droits des consommateurs au sein du marché unique numérique
0760	Max Hahn, André Bauler	Isolation pour façades
0761	Laurent Mosar	Accord avec les représentants salariaux
0762	Marc Spautz	Suppression des chèques services pour l'enfant concerné durant la durée du congé parental
0763	Martine Hansen	Fermeture du Service des salariés handicapés de l'ADEM à Wiltz
0764	Claudia Dall'Agnol	Sport automobile
0765	Claude Adam	Cours intégrés
0766	Marcel Oberweis	Recul des dépenses en R&D
0767	Laurent Zeimet	Remarques du Ministre de l'Intérieur lors d'une émission radio
0768	Léon Gloden	Implantation de panneaux d'affichage lumineux à l'entrée des bretelles d'accès des autoroutes
0769	Martine Hansen	Régime d'imposition forfaitaire pour l'agriculture et la sylviculture
0770	Justin Turpel	Détermination forfaitaire de l'impôt de personnes
0771	Alex Bodry	Nom de famille des enfants
0772	Justin Turpel	Données de base et orientation de la réforme fiscale
0773	Taina Bofferding	eBac
0774	Gast Gibéryen	Législation sur les drones
0775	Léon Gloden	Secouriste-ambulancier
0776	Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt	Vaccin contre la grippe
0777	Serge Urbany	Éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis
0778	Claudia Dall'Agnol	Luxembourg Air Rescue
0779	André Bauler	Lycée de Clervaux
0781	Roy Reding	Mortalité des abeilles
0782	Henri Kox	Survols répétés des installations nucléaires françaises par des drones
0784	Justin Turpel	Ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy
0786	Claudia Dall'Agnol	Application de la loi sur l'euthanasie
0787	Fernand Kartheiser	Perquisitions au Ministère de la Sécurité intérieure et au Ministère de l'Économie
0788	Françoise Hetto-Gaasch	Ratification par le Luxembourg de la Convention Médicrime
0789	Martine Hansen	Adaptations à la formation professionnelle
0790	Jean-Marie Halsdorf	Abus éventuels de suppléments d'honoraires dans le chef de certains médecins
0791	Roy Reding	Procédure d'immatriculation de sociétés au Registre de Commerce et des Sociétés
0792	André Bauler	Économie solidaire
0793	Josée Lorsché	Lien entre l'exposition à des pesticides et l'état de santé des personnes concernées
0794	Serge Urbany	Éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis
0795	Gilles Baum	PAG de la commune de Mamer
0796	Octavie Modert	Produits phytopharmaceutiques
0797	Martine Hansen, Laurent Zeimet	Démission d'enseignants de la commission d'examen de fin d'études secondaires
0798	Martine Hansen, Marco Schank	Campagne de publicité
0799	Claudia Dall'Agnol	Interventions de la police dans les foyers, écoles, crèches
0800	Martine Hansen, Laurent Zeimet	Démission des enseignants des commissions d'examen de fin d'études secondaires
0801	Sylvie Andrich-Duval	Suivi de l'état de santé des étrangers
0802	Marcel Oberweis	Étude de l'OCDE sur les inégalités en termes de revenus
0803	Serge Wilmes	Direction de l'Aviation (DAC)

Question 0730 (21.11.2014) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **payement de TVA par les initiatives sociales sur un quart du montant des mises communales:**

Dans maintes communes luxembourgeoises des initiatives sociales sont cofinancées par les budgets communaux et ceci afin de lutter contre le fléau du chômage, présent dans toutes les catégories d'âge et de sexe.

Ces initiatives sociales ont pour objet de réintégrer des demandeurs d'emploi au monde du travail. Ainsi, les demandeurs d'emploi peuvent bénéficier de formations sociales et techniques de même que d'un suivi socioprofessionnel. Ce procédé de «learning by doing» se fait en étroite collaboration avec l'ADEM.

Or, il me revient que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines oblige les initiatives sociales de payer sur un quart du montant des mises communales de la TVA à hauteur de 15%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer cette information?

2. Depuis quand les initiatives sociales en tant qu'associations sans but lucratif sont-elles contraintes de payer cette TVA?

3. Est-ce que toutes les asbl financées par des mises communales sont ou seront soumises à la TVA?

4. Est-ce que ce raisonnement de taxation indirecte s'applique aussi aux syndicats communaux, intercommunaux, régionaux ou nationaux?

5. Le procédé de la TVA est-il appliqué de la même manière par tous les bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines?

6. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que l'application de l'imposition sur les mises communales découragera les communes dans leur engagement social pour une réduction du chômage?

7. Au cas où les communes financeront les initiatives sociales non plus par des mises communales, mais par des subsides, l'application de la TVA serait-elle toujours maintenue?

Réponse commune (27.01.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse aux différentes questions posées par l'honorable Député Claude Haagen, il convient tout d'abord de confiner le contexte légal. En application de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après «loi TVA»), les assujettis sont tenus de soumettre à la TVA les livraisons de biens et les prestations de services qu'ils effectuent à titre onéreux à l'intérieur du pays, ceci aux taux en vigueur, à moins qu'il n'existe une exonération expressément prévue par la même loi.

Conformément à l'article 28 de la loi TVA, la base d'imposition d'une telle opération est constituée par la rémunération, terme par lequel il faut entendre tout ce qu'un preneur d'un bien ou d'un service ou une tierce personne doit verser en contrepartie. Font entre autres partie de la rémunération les subventions publiques directement liées à une livraison de biens ou à une prestation de services et allouées à titre de rémunération complémentaire.

Lors des contrôles fiscaux effectués, il a été constaté que, d'une part, certaines initiatives sociales effectuaient des travaux pour les communes sans pour autant les facturer, et que, d'autre part, elles percevaient des subventions de la part des communes.

Dans cette logique, les vérificateurs de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont estimé qu'il existe une relation directe entre une partie des subventions versées et les travaux prestés pour les différentes collectivités de droit public, et que, partant, les initiatives sociales sont tenues d'y appliquer la TVA au taux normal, applicable aux services consistant en la mise à disposition de personnel.

Il y a par ailleurs lieu de noter que la quote-part de 25% avancée par l'honorable Député ne représente pas une quote-part fixe, ni un forfait, mais est actuellement basée sur l'analyse des différents contrats existant entre les instances publiques et les initiatives sociales. Toutefois, la preuve du contraire est toujours admissible, ceci au moyen des documents démontrant la réalité économique de l'initiative sociale concernée.

La quote-part de 25% retenue jusqu'à présent s'est avérée représenter la contrepartie de ces prestations dans la plupart des dossiers analysés ce qui s'explique par la similitude des textes et structures de la plupart de ces contrats.

Au vu des constats relatés et suite à diverses entrevues entre l'administration et les représentants des initiatives sociales au cours de l'année 2008, l'administration a dû conclure que la juste application de la TVA exigerait la taxation desdites subventions à partir de l'exercice 2009, sans pour autant revenir sur le passé.

Les subventions sont taxables uniquement dans la mesure où elles représentent la contrepartie de services rendus qui n'ont pas fait l'objet d'une facturation, sans considération d'ailleurs du statut ou de la forme sociétaire de l'initiative bénéficiaire des subventions ni des personnes ou collectivités qui les allouent. La qualification desdites subventions n'est pas non plus de nature à influencer le traitement fiscal applicable.

Le principe constitutionnel de l'équité devant l'impôt ainsi que l'objectif d'éviter toute distorsion de concurrence exigent un traitement fiscal identique de tous les acteurs économiques quels que soient leurs buts ou résultats.

Conformément à ce principe constitutionnel de l'équité devant l'impôt, les services de l'administration sont tenus à un traitement identique et équitable des dossiers.

Afin d'assurer que les communes continuent leur participation importante aux différents projets visant à combattre le chômage, des solutions ad hoc seront recherchées en collaboration avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Question 0750 (26.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**économie d'intérêts:**

Les économies que certains salariés peuvent tirer du fait qu'ils ont pu obtenir un prêt hypothécaire à taux réduit voire sans intérêts sont considérées, aux termes de l'article 104 LIR, comme revenu et sont dès lors imposables. Le taux d'intérêt permettant le calcul de cette économie d'intérêts a forfaitairement été fixé à 8% par l'article 1er du règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 (LIR) concernant l'impôt sur le revenu.

Pour tenir compte de la tendance baissière des taux des prêts, le prédit taux a été diminué progressivement pour être fixé à 2% par le règlement grand-ducal du 21 décembre 2012 modifiant à partir de l'année d'imposition 2013 le règlement grand-ducal susmentionnée du 28 décembre 1990. Cette adaptation est intervenue à une époque où le taux directeur de la Banque centrale européenne était fixé à 0,75%.

Étant donné qu'actuellement le taux directeur de la BCE est fixé à 0,05% et que les taux des prêts hypothécaires sont à un niveau très bas, il s'ensuit que le différentiel entre le taux de référence pour évaluer l'avantage qu'un salarié tire d'un prêt sans intérêts ou à intérêts réduits et le prêt hypothécaire s'est considérablement agrandi. Or, ce différentiel est considéré comme un avantage en nature et partant imposable à ce titre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier le taux visé au règlement grand-ducal du 28 décembre 1990?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire n°0750 des honorables Députés, je tiens à préciser que le taux de l'économie d'intérêts est prévu pour être adapté à 1,5% à partir du 1er janvier 2015 dans le cadre d'un projet de règlement grand-ducal modifiant à partir de l'année d'imposition 2015 le règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104 alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (fixation des recettes provenant de l'économie et de la bonification d'intérêts).

Question 0751 (26.11.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0625 *(cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a fait état de ce qu'«en général, des études à niveau international préconisent qu'un giratoire est uniquement justifié en cas d'une faible charge de trafic (d'une part, ou si la sécurité routière y fait obstacle)».

- Dans cet ordre d'idées, et compte tenu de l'augmentation de trafic depuis la construction du rond-point Robert Schaffner communément appelé «Irrgarten», y entraînant systématiquement des situations d'embouteillages soutenues notamment en direction de ou en venant de Sandweiler, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette constatation s'applique aussi au giratoire prémentionné?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il intervenir afin de résoudre le problème?

- Dans la négative, quelle solution Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de délester le trafic au rond-point concerné et ses alentours?

Réponse (22.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, je puis fournir les informations suivantes:

Le rond-point Robert Schaffner (communément appelé «Irrgarten») constitue un carrefour à six branches et y aboutissent deux sorties de l'autoroute A1, deux segments de la route nationale N2, un segment de la route nationale N2A ainsi que la rue MacAdam. Le giratoire installé à cet endroit n'est pas un simple giratoire de faible diamètre auquel la constatation, peut-être trop générale, qu'un giratoire ne soit justifié en cas d'une faible charge du trafic ne peut être transposée. Il est dimensionné pour un trafic moyen selon les standards en vigueur à l'époque de sa construction. Il comporte d'ores et déjà d'aménagements pour améliorer la fluidité du trafic, notamment trois by-pass (A1-N2; N2-N2A et N2-A1) évitant aux automobilistes tournant à droite de devoir emprunter le giratoire. Néanmoins des problèmes de fonctionnement de ce giratoire ont été repérés. À remarquer que tout aménagement doit prendre en compte les impératifs de la sécurité sur l'autoroute A1 et tout reflux de la circulation sur les sorties de l'autoroute A1 doit être évité, de sorte qu'il ne puisse y gêner la circulation.

Actuellement, une microsimulation de la circulation et différents scénarios de réorganisation de l'échangeur «Irrgarten» sont à l'étude.

À court terme, un aménagement du giratoire en «turbo» et l'installation de feux tricolores y régulant les entrées de véhicules sont examinés.

À moyen terme, un by-pass de la route nationale N2 ainsi qu'une meilleure prise en compte du transport en commun et de la mobilité douce sont envisagés.

Question 0752 (26.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **Police grand-ducale:**

Fin août, le Ministre de la Force publique a officiellement annoncé la composition de la future direction de la Police grand-ducale. Selon des informations de l'hebdomadaire «Télécran», trois chefs de département de la police judiciaire auraient récemment démissionné de leur poste.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la démission de leur poste de chef de département de trois membres de la police judiciaire?

- En cas de réponse affirmative, Monsieur le Ministre est-il informé des raisons de ces démissions et peut-il nous en renseigner?

- Est-ce que des réclamations ou recours ont été introduits contre les nouvelles nominations auprès de la direction de la Police grand-ducale?

- Depuis la nomination de la nouvelle direction de la Police grand-ducale, y a-t-il eu d'autres changements de personnel, comme annoncé par Monsieur le Ministre dans la réunion jointe de la Commission de la Force publique et de la Commission juridique en date du 16 septembre 2014?

Réponse (02.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** Ministre de la Sécurité intérieure*:*

Trois membres du cadre supérieur nommés à la direction du service de police judiciaire ont demandé à réintégrer le cadre opérationnel et il a été fait droit à leur demande. Il s'agit d'un choix personnel des fonctionnaires et il n'appartient pas au Ministre d'en juger.

Jusqu'à présent une seule nomination a eu lieu au sein de la direction générale de la police. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'une réclamation ou d'un recours.

Le poste de directeur régional d'Esch-sur-Alzette, devenu vacant suite à la nomination de Monsieur Donven à la fonction de directeur général adjoint de la police, sera occupé par l'actuel directeur de l'Information, ce dernier étant remplacé à son poste par l'actuel directeur adjoint des ressources humaines.

Question 0753 (26.11.2014) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **plan d'investissement européen:**

Le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a annoncé un plan d'investissement de 300 milliards d'euros qui devra redynamiser la croissance. Un appel a projets a été lancé et chaque État pouvait présenter des projets structurants en mal d'investissements et réalisables d'ici 2018.

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il m'informer de manière détaillée sur la liste de projets que le Luxembourg a remis en vue de leur intégration éventuelle dans le plan d'investissement européen?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Lors de leur Conseil informel le 13 septembre dernier sous la Présidence italienne, les Ministres des Finances de l'UE ont lancé l'initiative de la création d'une task-force ad hoc sur l'investissement sous la coprésidence de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission européenne (COM). Face à un environnement macroéconomique caractérisé par une fragilité accrue de la reprise économique dans l'UE, les ministres ont estimé qu'un effort plus important devrait être attribué au rôle de l'investissement public et privé dans le choix des politiques économiques, à côté des politiques budgétaires et des politiques de réforme structurelle, afin de renforcer la croissance économique.

Le Conseil ECOFIN du 14 octobre a ensuite entériné plus spécifiquement le mandat de la task-force qui contenait les missions suivantes:

- identifier les tendances majeures en matière d'investissement et les besoins d'investissement dans des secteurs clé pour la croissance;

- analyser les barrières à l'investissement et au développement de projets;

- proposer des solutions pour améliorer l'environnement en faveur de l'investissement;

- compiler une liste d'investissements/projets stratégiques avec une valeur ajoutée européenne qui pourront être mis en œuvre en un laps de temps très court: il peut s'agir d'investissements privés, publics, publics-privés.

Le rapport devait être finalisé pour le Conseil ECOFIN du 9 décembre et pour le Conseil européen des 18/19 décembre. Le rapport final est disponible sous les liens suivants: http://ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-investment/plan/index_en.htm et http://www.eib.org/about/invest-eu/index.htm?media=shortlink

Quant aux secteurs clé visés dans le cadre de l'exercice, il s'agissait des secteurs suivants:

- connaissance économique et numérique;

- union de l'énergie;

- transports;

- infrastructure sociale;

- ressources et environnement.

Finalement, la sélection des projets devait suivre les critères suivants: i) avoir une valeur ajoutée européenne, i. e. permettant la réalisation des objectifs de l'UE; ii) être économiquement viable ou socialement utile; iii) pouvant commencer à être mis en œuvre pendant les trois prochaines années 2015-2017.

Au niveau national, le Ministère des Finances a engagé un processus de consultation aussi bien au sein de l'administration publique qu'avec le secteur privé par le biais des chambres professionnelles en vue de préparer la contribution nationale.

Compte tenu des contraintes de temps, ce processus de consultation a permis de compiler une liste des projets ou programme de projets qui peut être caractérisée par les éléments suivants (dont la liste spécifique se trouve en annexe):

- Neuf grands projets/programmes composés de 35 projets individuels;

- Les secteurs concernés étant: union de l'énergie (efficacité énergétique, connectivité et production), ressources et environnement (traitement de l'eau), transports (train, tramways), infrastructure sociale (logements sociaux, santé).

Notons qu'au niveau européen, les États membres et la COM ont soumis plus de 2.000 projets avec un coût total de 1,3 trillion d'euros et un coût estimé pour la période 2015-2017 de plus de 500 milliards euros.

Il s'agit du début d'un processus autour de la question de l'investissement où les principaux éléments doivent encore être mis en place. Dans ce contexte, il est entre autres de souligner que:

- les listes de projets compilées par la task-force ne sont pas définitives mais restent bien ouvertes aux modifications;

- les listes ne sont pas associées à un financement automatique par le nouveau plan d'investissement de la COM, i. e. un projet sur la liste peut ne pas avoir de financement, alors qu'un projet qui ne se trouve pas sur la liste pourra très bien avoir un financement.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0754 (27.11.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **politique énergétique du Gouvernement:**

Le programme du Gouvernement place la transition énergétique au rang de ses priorités politiques. Dans un article du «Luxemburger Wort» du 8 novembre 2014, 90% des experts en la matière, tout comme 79% des citoyens seraient d'avis que la transition énergétique est nécessaire. Rappelons que la directive 2009/28CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables a prévu pour le Grand-Duché de Luxembourg un taux de 11% de ces énergies dans le mix énergétique d'ici 2020. Selon les statistiques, le Luxembourg se situait à 4,32% en 2013.

Les Ministres de l'Économie et de l'Environnement avaient écrit dans une réponse commune à la question parlementaire n°0151 du 17 mars 2014 *(cf. compte rendu n°5/session extraordinaire 2013-2014)* qu'à l'horizon 2020, le programme d'action prévoit pour l'énergie éolienne une production de 239 GWh. Fin 2013, celle-ci s'élevait à 82 GWh. Les Ministres ont en outre fait savoir que divers acteurs du secteur de l'énergie éolienne sont en train de finaliser le développement de projets existants et d'en développer d'autres. Cette mise en œuvre permettra au Gouvernement de s'approcher des potentiels et objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne conformément au plan d'action national relatif aux énergies renouvelables.

De surcroît, la barre des 40% de réduction des émissions de CO_2 d'ici 2030 par rapport à 1990 a été ambitionnée par les États membres de l'Union européenne, notamment par le Premier Ministre luxembourgeois, à l'occasion du sommet sur le climat. Les pays devraient contribuer à cet objectif par rapport à leur situation économique et leur revenu par tête. Le Luxembourg pourrait ainsi être contraint de réduire les émissions CO_2 de plus de 40%.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il des détails concernant les projets en développement des acteurs du secteur de l'énergie éolienne? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir ces détails?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'ambition des 40% par rapport à la réduction des émissions de CO_2 d'ici 2030 est réellement atteignable? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement envisage-t-il y parvenir, sachant que 10% des recettes de l'État proviennent de la vente des carburants?

Réponse (22.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la politique énergétique du Gouvernement, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le programme d'action national en matière d'énergies renouvelables fixant les mesures à adopter en vue de la réalisation de l'objectif de 11% d'énergies renouvelables de la consommation finale d'énergie nationale prévoit pour l'énergie éolienne une production de 239 GWh en 2020. Les statistiques nationales de l'énergie de l'année 2013 font état d'une production d'énergie éolienne de quelque 82 GWh. Il doit cependant être considéré que l'année 2013 est en dessous d'une année moyenne sur le plan du vent.

Le développement de l'énergie éolienne sur le territoire national à l'horizon 2020 se fait par des acteurs qui ne sont pas tous connus par le ministère ayant l'énergie dans ses attributions. Certains des acteurs ont cependant indiqué qu'ils sont en train de développer une série de projets sur le territoire national qui dans leur intégralité correspondent aux objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne tels qu'inscrits dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables.

Comme relaté dans la réponse à la question parlementaire n°2740 du 23 mai 2013 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf.*

compte rendu n°12/2012-2013), la société Soler SA, une joint-venture des sociétés SEO SA et Enovos Luxembourg SA, qui est impliquée dans un grand nombre de projets éoliens sur le territoire national, a confirmé que le projet le plus avancé est l'extension du parc éolien «Wandpark Kehmen-Heischent SA» (puissance supplémentaire de 7,05 MW) pour lequel les travaux de construction ont démarré et la mise en service est prévue pour la seconde moitié de 2015. D'autres projets sont à différents stades de la procédure d'autorisation, les plus avancés sont les parcs éoliens «Rulljen-Géisdref», «Harel-Walter-Eeschpelt»,«Housen-Pëtschent», «Garnech» et l'extension du parc éolien existant «Wandpark Gemeng Hengischt SA». Pour ces projets des mats de mesure sont actuellement érigés pour déterminer le gisement du vent et ainsi confirmer la faisabilité et la rentabilité des projets.

Par ailleurs, il a été porté à notre connaissance que d'autres acteurs privés et publics sont en train de développer des projets dans les communes de «Wëntger» (acteur privé) et «Déifferdeng» (acteur public).

Quant à la question concernant l'ambition en matière de la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, il y a lieu de considérer que le Gouvernement luxembourgeois a toujours plaidé pour un objectif d'au moins 40% au niveau communautaire et a souligné vouloir faire un effort considérable au niveau national. Le partage des efforts entre États membres, lequel reste à être déterminé, devrait cependant se faire en appliquant le principe de coût-efficacité au niveau européen et dans un cadre de flexibilité entre États membres. Des analyses plus poussées sur les questions liées à la vente de carburants sont actuellement en cours.

Question 0755 (27.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **mobilier de l'Université du Luxembourg:**

Un article de presse apparu sur «L'essentiel Online» relaie un «don» de la société PWC de quelque 550 pièces de meubles, essentiellement des bureaux et armoires, pour la somme d'un euro.

Lors de la réunion jointe de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, Monsieur le Ministre des Infrastructures avait indiqué que les deux tiers du mobilier dont dispose actuellement l'Université du Luxembourg seraient réutilisés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations contenues dans l'article de presse susmentionné?

- En cas de réponse affirmative, cette transaction aura-t-elle un impact sur le montant de 140 millions d'euros accordés à l'Université du Luxembourg par la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autres des bâtiments de la Cité des Sciences à Belval?

- Est-ce que le «don» de la société PWC peut être considéré comme étant fiscalement déductible?

- En cas de réponse affirmative, quel sera le déchet fiscal?

Réponse commune (20.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des renseignements sur le «don» de meubles de la part de la société PWC à l'Université du Luxembourg.

Nous avons effectivement le plaisir de confirmer les informations que la société PWC a fait un don à l'université de 544 bureaux et de 502 armoires pour la somme symbolique d'un euro.

En effet, tous ces meubles pourront être réutilisés pour l'aménagement de la Maison du Savoir, de la Maison des Sciences humaines et d'autres maisons qui ne sont pas encore achevées. Pour l'aménagement de la Maison du Savoir et de la Maison des Sciences humaines cette transaction permet de réaliser une économie immédiate de l'ordre de 625.000 euros. Pour l'aménagement d'autres maisons cette transaction pourrait permettre de réaliser une économie supplémentaire de quelque 750.000 euros.

Enfin, suivant les indications reçues de la part de la société PWC, les équipements étaient totalement amortis de sorte qu'aucune déductibilité fiscale n'a été réalisée.

Question 0756 (27.11.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **Maison de la Grande Région:**

Ouverte au public en novembre 1999, la Maison de la Grande Région a pour mission de jouer un rôle de liaison et de contact au service des citoyens de la Grande Région, des administrations nationales ou régionales respectives ainsi que des diverses institutions interrégionales.

Elle assume deux fonctions distinctes: d'une part, une fonction dite «externe» qui consiste dans la représentation et l'identification publiques de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région et, d'autre part, une fonction dite «interne» en tant qu'outil administratif de suivi des travaux du Sommet de la Grande Région et des ses groupes de travail. Cette fonction ayant été consolidée par la création du Groupement européen de coopération territoriale (GECT) «Secrétariat du Sommet de la Grande Région» par l'arrêté grand-ducal du 30 juillet 2013 dont l'objet est la gestion du secrétariat du Sommet de la Grande Région (article 2 des statuts du GECT) et dont le siège a été fixé au sein de la Maison de la Grande Région (article 5 des statuts du GECT).

Ayant participé récemment à une table ronde sur la Grande Région, j'ai appris que la Maison de la Grande Région devrait être délocalisée à Esch-sur-Alzette dans les bâtiments actuels des CFL à la gare eschoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que la Maison de la Grande Région sera réellement délocalisée à Esch-sur-Alzette?

En cas de réponse affirmative,

- quels sont les arguments ayant donné lieu à cette décision en sachant que, lors de sa création en 1999, le Gouvernement luxembourgeois avait décidé avec le soutien de l'ensemble des autres partenaires de la coopération transfrontalière que le lieu adéquat pour son implantation était indiscutablement la ville de Luxembourg, capitale de l'Europe et de la Grande Région?

- la décision du Gouvernement a-t-elle été approuvée par les autres partenaires de la coopération en sachant que le GECT «Secrétariat du Sommet de la Grande Région» est porté politiquement, juridiquement et financièrement par ces mêmes partenaires et que toute décision d'ampleur concernant le GECT doit être approuvée par l'Assemblée générale du GECT?

- quelles sont les structures qui seront présentes au sein de la Maison de la Grande Région en sachant qu'en 2013, le Gouvernement luxembourgeois avait entamé des réflexions en vue de son élargissement à d'autres structures transfrontalières telles que QuattroPole (le bourgmestre de la ville de Luxembourg de l'époque s'étant joint à cette idée), EuRegio, SaarLorLux+, l'Espace culturel de la Grande Région et le secrétariat du Comité économique et social de la Grande Région?

- la Direction à la Grande Région, en tant qu'administration représentant le Gouvernement luxembourgeois et en charge depuis la mise en place de la Maison de la Grande Région de sa gérance/gestion, déménagera-t-elle aussi à Esch-sur-Alzette? En cas de réponse négative, pour quelles raisons n'est-ce pas le cas, sachant que le GECT est de droit luxembourgeois?

- pour quand l'emménagement est-il prévu?

Réponse (12.12.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

Le 14e Sommet de la Grande Région s'étant tenu en date du 4 décembre 2014 à Mayence a adopté unanimement la déclaration commune des exécutifs de la Grande Région. Cette déclaration retient que: «Le Sommet se félicite de l'installation de la Maison de la Grande Région élargie à Esch-sur-Alzette. Il remercie le Grand-Duché de Luxembourg pour la mise à disposition de l'immeuble. Cette Maison de la Grande Région a vocation à accueillir et à regrouper les organisations œuvrant au bénéfice de la Grande Région.»

L'immeuble dans lequel la Maison de la Grande Région élargie sera installée a un haut degré de reconnaissance et se situe à la gare d'Esch-sur-Alzette. Il se trouve par ailleurs à quelques pas du centre-ville d'Esch-sur-Alzette et de sa zone piétonne. Une nouvelle auberge de jeunesse est également en construction à proximité immédiate de l'immeuble en question. La Maison de la Grande Région se trouve à quatre minutes en train du site d'Esch/Belval où l'Université du Luxembourg ainsi que les différents centres de recherche sont appelés à ouvrir leurs portes.

Depuis plusieurs années l'on cherchait un endroit approprié pouvant accueillir les secrétariats, notamment, du Sommet de la Grande Région, du Comité économique et social, de l'EuRégio, du réseau des villes QuattroPole, du réseau des villes ToniCité, d'Interreg, de l'UniGR et de l'espace culturel. Avec la mise en place de la Maison de la Grande Région élargie à Esch-sur-Alzette ce sera enfin chose faite. Les organisations y représentées pourront ainsi encore mieux répondre à leur vocation qui est de rendre la Grande Région plus visible et proche des citoyens.

L'article 109 de notre Constitution stipule: «La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement.» Le Ministère à la Grande Région est donc installé à Luxembourg-ville.

L'emménagement des différentes organisations dans la Maison de la Grande Région élargie à Esch-sur-Alzette se fera dans le courant de l'année 2015.

Question 0757 (27.11.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **spots wi-fi publics:**

Lors de l'ouverture des «Luxembourg Internet Days», Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'au moment de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, au second semestre 2015, l'État luxembourgeois mettra à disposition gratuitement les spots wi-fi publics de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et Ministre des Communications et des Médias:

- À la lumière de l'attractivité touristique du pays et notamment du tourisme des conférences, Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que l'on pourrait maintenir cette gratuité également après la Présidence?

Réponse commune (18.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État; Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Au vu de l'attractivité touristique, la mise à disposition d'un wi-fi gratuit à l'aéroport, à la gare de Luxembourg et à des endroits à forte fréquentation touristique à Luxembourg-ville pendant la durée de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne aura certainement une résonance très positive auprès des nombreux délégués officiels et autres visiteurs étrangers que notre capitale accueillera durant la deuxième moitié de l'année 2015.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°0719 des honorables Députés, Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth, portant également sur le wi-fi gratuit *(cf. compte rendu n° 5 / 2014-2015)*, des réflexions sont en cours pour déterminer la manière dont la mise à disposition du wi-fi gratuit pourra être maintenue au-delà de la Présidence. Sur base des conclusions tirées de la Présidence, il s'agira notamment d'évaluer dans quelle mesure les coûts à supporter pour pouvoir offrir la gratuité du wi-fi de façon permanente et à large échelle sont en relation avec les bénéfices qu'il sera possible d'en tirer pour le secteur du tourisme.

Question 0758 (27.11.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **loi du 31 octobre 2012 portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail:**

La loi du 31 octobre 2012 a eu pour objet de répondre à une plainte d'une ressortissante allemande auprès de la Commission européenne. Cette dernière s'opposait en effet aux dispositions anticumul contenues à l'article L-521-3 du Code du Travail de l'époque. Le bénéfice des indemnités de chômage était entre autres subordonné à la condition que la personne concernée n'était bénéficiaire ni d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ni d'une rente plénière d'accident.

Alors que la suppression de l'alinéa litigieux de l'article L.521-3 du Code du Travail visait en premier lieu de rendre le droit luxembourgeois conforme au droit européen, celle-ci a par là même écarté la clause anticumul pour les situations purement nationales.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Combien de personnes ont bénéficié au cours des années 2012 et 2013 d'une pension de vieillesse, d'invalidité voire d'une rente plénière d'accident, en même temps que des indemnités de chômage? Serait-il possible d'obtenir un relevé détaillé par an et par type de prestations cumulées (chômage + pension de vieillesse, chômage + pension d'invalidité, etc.)?

2. Combien d'indemnités de chômage (en termes absolus) ont été allouées à l'ensemble des personnes bénéficiaires d'une des pensions et/ou rente susmentionnées au cours des années 2012 et 2013?

3. Combien d'indemnités de chômage ont en moyenne été versées par mois aux personnes bénéficiaires d'une des pensions ou rente susmentionnées? Serait-il possible d'obtenir la moyenne mensuelle des indemnités de chômage versées par personne au cours des années 2012 et 2013, de même que les montants minima et maxima?

4. Existe-t-il des estimations quant au nombre de personnes se trouvant dans des situations qu'on qualifierait de «non purement internes» qui ont pu bénéficier de la suppression de l'alinéa en cause? Dans l'affirmative, serait-il possible d'obtenir pour ces personnes également les chiffres demandés sous 1. et 2.?

5. Monsieur le Ministre considère-t-il que le système en place est toujours approprié ou envisage-t-il de modifier la législation afin de mettre fin à certaines dérives?

Réponse (07.01.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. Il nous est impossible de fournir un relevé détaillé concernant le nombre de personnes ayant bénéficié de prestations cumulées au cours des années 2012 et 2013, étant donné que l'ADEM ne tient pas de statistiques sur ce type de prestations.

Seules les personnes dont le revenu dépasse 1,5 fois le salaire minimum garanti, soit 2.881,55 euros bruts, peuvent être détectées par notre système informatique. Ainsi, nous avons pu retracer cinq cas pour 2012-2013. Pour chacun de ces cas, il s'agit d'un cumul des indemnités de chômage complet et d'une pension de vieillesse.

Ad 2. Nous ne disposons pas de chiffres et cela pour les mêmes raisons que celles évoquées sous 1.

Ad 3. Nous basant sur les cinq cas répertoriés, la moyenne mensuelle des indemnités de chômage complet versées aux personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse s'élève à: 2.178,86 euros, avec un montant minimal versé de 543,58 euros et un montant maximal de 3.723,02 euros.

Ad 4. Concernant les situations dites «non purement internes», nous ne détenons pas de chiffres sachant que les personnes concernées ne disposent en général pas d'un revenu dépassant le montant maximal, et sont de ce fait indétectables.

Ad 5. S'il n'y a pas lieu de parler de «dérive» en la matière, l'ADEM a été instruite d'adapter son système informatique pour mieux suivre les cas en question et d'en informer le Ministère.

Question 0759 (28.11.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **résolution du Parlement européen du 27 novembre 2014 sur le renforcement des droits des consommateurs au sein du marché unique numérique:**

Dans cette résolution, le Parlement européen souligne l'importance du marché de la recherche en ligne et invite la Commission à faire appliquer les règles de concurrence de l'Union avec fermeté et à envisager de présenter des propositions visant à séparer les moteurs de recherche des autres services commerciaux.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Existe-t-il des acteurs présents sur le marché numérique luxembourgeois qui, le cas échéant, violent les règles de concurrence nationales voire européennes?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition du Parlement de séparer les moteurs de recherche des autres services commerciaux?

Réponse (06.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Laurent Mosar et Serge Wilmes sur le marché numérique unique et les moteurs de recherche, je puis vous communiquer les informations ci-après:

À la connaissance du Gouvernement, aucune société établie au Luxembourg et exploitant un moteur de recherche sur Internet n'enfreint les règles du droit de la concurrence.

Dans la résolution du Parlement européen du 27 novembre 2014 à laquelle les honorables Députés font allusion, il est demandé à la Commission européenne «d'envisager de présenter des propositions visant à séparer les moteurs de recherche des autres services commerciaux comme l'un des éventuels moyens à long terme permettant de réaliser les objectifs précités», à savoir garantir des conditions concurrentielles au sein du marché intérieur unique numérique.

Toute éventuelle proposition allant dans ce sens devra en tout état de cause se baser sur une étude d'impact intégrée dans laquelle la Commission européenne devra tout d'abord évaluer l'opportunité et la faisabilité d'une action pour justifier une éventuelle exigence de dissocier les services fournis par les moteurs de recherche. Il convient de noter aussi que, selon le droit de l'Union européenne, des restrictions ou des interdictions d'exercer des activités conjointement ne peuvent être imposées qu'à titre exceptionnel, lorsque ceci est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général.

N'ayant pas connaissance de problèmes précis au Luxembourg dans ce secteur, le Gouvernement estime qu'il conviendra tout d'abord d'analyser l'étude d'impact que la Commission européenne devra soumettre pour justifier une éventuelle action. Cette étude devra confirmer les présomptions du Parlement européen, à savoir que le marché de la recherche en ligne ne respecterait pas les règles de concurrence en vigueur au sein de l'Union européenne, avant de pouvoir s'exprimer sur l'opportunité d'agir dans ce domaine.

Question 0760 (01.12.2014) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**isolation pour façades:**

Lors de travaux d'assainissement énergétique ainsi que lors de la construction de nouvels immeubles résidentiels, de maisons unifamiliales, de logements collectifs et d'écoles, le recours à des matières d'isolation pour les façades est incontournable. Or, l'expérience a bien révélé que certains de ces produits peuvent impliquer des risques à plusieurs niveaux. Par rapport à cette thématique, Madame la Ministre avait déjà déclaré, lors d'une réunion de la Commission de l'Environnement, qu'un groupe de travail ministériel serait en train d'entreprendre des analyses dans ce sens.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre a-t-elle averti le groupe de travail en question qu'une étude approfondie de la durabilité des produits d'isolation pourrait être souhaitable, notamment en tenant compte de l'énergie grise consommée au moment de la production, du transport et du recyclage de ces produits? Quels sont les efforts nécessaires au moment de la destruction du bâtiment?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance du fait qu'une série de matériaux d'isolation non organiques, notamment le polystyrène, sont facilement inflammables? Ainsi, le 14 mai 2012, à Roubaix, des flammes se sont répandues sur la façade d'un immeuble isolé en polystyrène et 40 incendies ont été répertoriés depuis 2012 sur de telles façades isolantes en Allemagne[1]. Et d'ajouter que l'Inspection du Travail et des Mines n'accepte plus ce matériau dans le cadre d'autorisations d'exploitation des établissements classés. À préciser également que l'Administration des Bâtiments publics et certaines communes ne font plus recours à ce matériau d'isolation.

- Vu que 70% des décès causés par des incendies se produisent à l'intérieur des habitations et étant donné que les enfants sont les plus vulnérables dans ce contexte, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que ces matériaux devraient être remplacés par des substances se distinguant par une meilleure résistance au feu et étant plus respectueuses de l'environnement?

Réponse commune (12.01.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

En collaboration avec des partenaires externes, le Ministère du Logement a élaboré une évaluation environnementale des matériaux de construction dans le cadre de la certification «LENOZ - Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung fir Wunngebaier».

Deux indicateurs ont ainsi été développés pour l'évaluation des matériaux de construction:

- Un indicateur relatif au besoin en énergie primaire - I_{prim}

Est pris en compte le besoin en énergie primaire du bâtiment sur une période de 30 ans ainsi que la quantité d'énergie primaire contenue dans les matériaux au moment de la construction.

- Indicateur environnemental - I_{env}

Il se compose de cinq critères environnementaux:

• le potentiel de réchauffement climatique

• le potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone

• le potentiel de formation d'ozone photochimique

• le potentiel d'acidification

• le potentiel d'eutrophisation

De plus, un indicateur écologique I_{eco} peut être généré afin d'évaluer ensemble les impacts en termes environnementaux et énergétiques.

Des informations détaillées concernant les différents facteurs sont disponibles dans le manuel de la certification LENOZ sur le site Internet du Ministère du Logement: http://www.ml.public.lu/fr/lenoz/index.html

Le recyclage des matériaux de construction n'a malheureusement pas pu être intégré directement dans les indicateurs décrits ci-dessus, étant donné qu'il n'existe pas de base de données complète à ce sujet. Néanmoins, le critère du recyclage est traité dans le cadre de la certification LENOZ à savoir au chapitre 5.8 «Rückbaubarkeit, Recycling und Demontage». Il s'agit ici d'une documentation à établir qui récapitule tous les matériaux utilisés lors de la construction et d'une description des potentiels de recyclage.

Quant aux deux dernières questions, des cas concrets au Luxembourg dans lesquels le recours à un matériel isolant particulier aurait contribué à une augmentation du risque d'incendie n'ont pas été portés à notre connaissance. Sachant néanmoins que de tels cas se seraient produits à l'étranger, nous tenons à souligner qu'une composante écologique sera intégrée au futur régime d'aides financières d'application à partir de 2017, de façon à encourager le recours à des matériaux d'isolation autres que le polystyrène largement utilisé de nos jours.

Question 0761 (02.12.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord avec les représentants salariaux:**

D'après les termes de cet accord, le Gouvernement se serait engagé auprès des représentants salariaux à transposer l'accord salarial dans la fonction publique sur les salariés tombant dans le champ d'application des conventions collectives de travail FHL et SAS.

Le budget pour l'année 2014 prévoyait déjà dans son article 33.001. (code: 01.33) «Accord salarial: Dépenses à charge du budget de l'État pour le secteur public élargi» une enveloppe de 3.968.000 euros, celui pour 2015 se limitant au montant de 100 euros.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel est l'impact financier pour le budget de l'État 2015 de la transposition de l'accord salarial dans la fonction publique sur les salariés susmentionnés? Quid de l'impact pour les années subséquentes? Quel est l'impact global sur le budget de la transposition de l'accord salarial au secteur public élargi en 2015 et pour les années subséquentes? Serait-il possible d'en obtenir le détail par secteur (personnes âgées, maisons relais pour enfants, jeunesse, etc.), communes, établissements publics et autres?

- À considérer que la situation financière de la sécurité sociale évoluera de manière à rendre nécessaire une hausse des cotisations, le Gouvernement entend-il alors respecter l'engagement pris auprès des représentants salariaux et augmenter sa propre participation? À défaut, comment l'État entend-il réagir à une telle situation?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ladite transposition n'a pas encore été budgétisée dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État 2015?

Réponse commune (08.01.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La réforme dans la fonction publique aura certainement un impact sur les négociations des conventions collectives du secteur hospitalier et du secteur d'aides et de soins et du secteur social. Les adaptations passées des conventions collectives se sont largement inspirées des accords salariaux négociés dans la fonction publique. Le Gouvernement maintient le principe que l'accord salarial de la fonction publique soit transcrit auxdits secteurs. Plus spécifiquement l'allocation d'une prime unique (0,9% du traitement annuel) et l'augmentation de la valeur du point indiciaire (2,2%) seront à prendre en considération.

De même, le Gouvernement est d'avis que la transcription devra impérativement tenir compte des autres mesures envisagées au niveau de la fonction publique, à savoir le reclassement de certaines carrières du personnel soignant, la prolongation des périodes de stage, la pondération des rémunérations de début de carrière sur la durée du stage et la suppression de la majoration de l'indice. Une transcription indifférenciée de ces mesures prévues dans la fonction publique vers le secteur hospitalier et le secteur d'aides et des soins engendrerait des économies de l'ordre de 0,8% de la masse des traitements à court terme et de 1,5% à moyen terme en vue d'assurer un effet neutre du point de vue budgétaire à long terme.

Le point 12 de l'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit que le renouvellement des conventions collectives de travail FHL (établissements hospitaliers) et SAS (secteurs d'aides et de soins et du secteur social) est négocié sur base d'une enveloppe globale fixée suivant les dispositions inscrites à l'article 28 de la convention collective de travail FHL, respectivement à l'article 12 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dite loi ASFT.

Plus spécifiquement concernant le secteur d'aides et de soins (SAS), la question de la transposition de l'accord salarial de la fonction publique devra être soumise à l'avis de la commission paritaire. Cet avis devra comprendre une évaluation de l'impact financier pour le secteur ainsi qu'une proposition d'adaptation du montant de l'enveloppe financière. Au niveau du secteur hospitalier (FHL), la convention collective prévoit une méthode de calcul dont la finalité consiste à transposer et chiffrer les incidences des adaptations catégorielles et générales des rémunérations, des traitements et des conditions de travail dans la fonction publique luxembourgeoise sur les salariés tombant dans le champ d'application de la convention collective de travail des établissements hospitaliers luxembourgeois. À l'heure actuelle, il est difficile de se prononcer sur l'impact définitif des transpositions envisagées, les discussions au niveau de la commission paritaire n'ayant pas encore débuté.

La situation financière de l'assurance maladie, et plus spécifiquement le financement des établissements hospitaliers par l'enveloppe budgétaire bisannuelle, et de l'assurance dépendance permettra d'absorber graduellement les surcoûts temporaires engendrés par la transposition de l'accord salarial de la fonction publique sans devoir recourir à une augmentation du taux de cotisation ou de la participation de l'État.

Question 0762 (03.12.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **suppression des chèques services pour l'enfant concerné durant la durée du congé parental:**

Lors de l'heure de questions du 2 décembre 2014, j'avais posé une question orale à Madame la Ministre de la Famille concernant la suppression des chèques-services pour l'enfant concerné durant la durée du congé parental. Or, Madame la Ministre n'a pas répondu de façon claire et précise à mes questions orales.

C'est pourquoi j'aimerais de nouveau poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Le salarié qui bénéfice d'un congé parental à mi-temps a-t-il encore droit aux chèques-services pour l'enfant concerné pendant le temps où l'enfant doit fréquenter une crèche, foyer de jour, ou maison-relais?

- Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils me confirmer que dans le cas susmentionné les parents ont encore droit à la moitié respectivement à une partie des chèques-services?

- Dans la négative, Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas une telle situation discriminatoire?

Réponse commune (24.12.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que le Gouvernement est en train de préparer une réforme du congé parental et du chèque-service accueil (CSA).

Effectivement, les services des deux ministères ont la mission d'analyser la possibilité de supprimer le droit au CSA durant un congé parental plein-temps ou mi-temps pour l'enfant ayant ouvert ce droit. Dans cet ordre d'idées, un salarié qui bénéficie d'un congé parental à mi-temps aurait encore droit à une partie du CSA pour la période pendant laquelle il travaille. Les questions juridiques et administratives qui se posent dans ce contexte sont en train d'être examinées. Il faudra attendre ces conclusions avant de pouvoir se prononcer plus concrètement sur les éventuelles modalités exactes.

Question 0763 (03.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **fermeture du Service des salariés handicapés de l'ADEM à Wiltz:**

Selon mes informations, le Service des salariés handicapés (SSH) de l'ADEM à Wiltz n'assurera plus de présence dans un futur proche. Déjà en novembre, le bureau du Service d'orientation professionnelle (SOP), aussi à Wiltz, a fermé ses portes, alors que 1.100 visiteurs des cantons Wiltz et Diekirch ont pu profiter de cette offre entre janvier et octobre 2014. C'est ainsi qu'une présence de l'OP au Lycée de Wiltz sera assurée un jeudi après-midi sur deux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette fermeture?

- Est-il prévu que le SSH sera déplacé vers l'agence de l'ADEM à Diekirch?

- Dans l'affirmative, est-il prévu de renforcer le personnel à l'agence de Diekirch?

- Combien d'agents travaillent actuellement pour le SSH à Wiltz et quelles mesures sont concrètement offertes?

- Combien de demandeurs d'emploi au statut de salarié handicapé passent, de façon hebdomadaire, à ce bureau à Wiltz?

- Combien de demandeurs d'emploi au statut de salarié handicapé sont actuellement inscrits à l'agence ADEM à Wiltz et à Diekirch?

- Combien de demandeurs d'emploi au statut de salarié handicapé ont pu être placés entre 2013 et novembre 2014 par les agences à Wiltz et à Diekirch?

- En ce qui concerne le Service de l'orientation professionnelle au Lycée de Wiltz, les élèves issus des cantons Wiltz et Diekirch, mais qui sont inscrits dans un autre lycée, peuvent-ils aussi profiter de l'OP au Lycée de Wiltz?

- Dans le même ordre d'idée, les personnes qui poursuivent un apprentissage pour adultes peuvent-ils aussi se rendre à l'OP au Lycée de Wiltz?

- La présence de l'OP au Lycée de Wiltz est-elle aussi garantie pendant les vacances scolaires?

Réponse (06.01.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

[1] À voir sur http://www.feuerwehr-frankfurt.de/index.php/projekte/wdvs

En réponse à la question de l'honorable Députée Martine Hansen, je me permets de fournir les éléments d'informations qui suivent:

Les demandeurs d'emploi, ayant obtenu le statut de salarié handicapé par la commission médicale seront suivis dans le cadre du parcours personnalisé par leur conseiller référent à l'agence de Wiltz.

Entre le 1er janvier 2013 et le 30 novembre 2014, les salariés handicapés se sont vu proposer 103 mesures d'orientation, de formation, d'initiation ainsi que d'intégration professionnelles.

Par ailleurs, le nombre de mesures dites classiques de l'ADEM offertes aux demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé s'est élevé à 83.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé présents au suivi régulier était de dix par semaine, abstraction faite des clients de passage demandant des conseils.

Actuellement 218 demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé sont inscrits à Wiltz et 430 à Diekirch.

Entre janvier 2013 et novembre 2014, l'agence Wiltz a placé 32 personnes ayant le statut de salarié handicapé tandis que l'agence Diekirch a placé 53 demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé.

En ce qui concerne la situation de l'orientation professionnelle au Lycée de Wiltz (LNW), il semblerait que le LNW offre cette opportunité aux élèves du LNW et ce pendant les périodes scolaires.

Question 0764 (03.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **sport automobile:**

La protection de la nature, et des ressources naturelles en particulier, a fortement évoluée au cours des dernières années. Un cadre législatif de plus en plus précis constitue un instrument efficace pour atteindre cet objectif. Néanmoins, cela entraîne également un nombre croissant de contraintes pour différents types d'activités. Ainsi, les adeptes du sport automobile se demandent si à l'avenir il sera encore possible d'organiser des rallyes. Bien qu'il s'agisse d'une activité à caractère purement récréatif, il faut pourtant noter que ces rallyes attirent des milliers de visiteurs et soutiennent ainsi le secteur touristique dans des régions plutôt rurales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle me dire si les zones de protection des eaux interdisent le passage d'un rallye automobile? Qu'en est-il d'autres zones de protection?

- Est-ce qu'il y a des contraintes spécifiques à respecter dans le cadre de la protection de la faune, telle que la période de nidification pour les oiseaux?

- Est-ce que les organisateurs d'un rallye seront obligés de demander une autorisation auprès du Ministère de l'Environnement pour chaque zone traversée? Dans l'affirmative, est-ce qu'il serait possible d'envisager une solution «guichet public» dans l'esprit d'une simplification administrative?

- Dans quelle mesure Monsieur le Ministre des Sports pense-t-il pouvoir faciliter les démarches administratives des organisations concernées?

Réponse commune (12.01.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les rallyes automobiles ne sont pas explicitement interdits dans les zones Natura 2000 respectivement les zones protégées nationales, mais doivent se limiter aux voies publiques goudronnées.

Vu l'article 28 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et vu qu'un rallye automobile constitue une grande perturbation de la faune, notamment en période de reproduction, il semble néanmoins conseillé d'éviter l'organisation de rallyes entre mars et juillet, période de reproduction principale de la faune sauvage.

Dans le cadre de la loi relative à la protection de la nature, une autorisation n'est pas requise pour le rallye en tant que tel. Pourtant, la loi reste applicable en cas d'installations provisoires en zone verte, comme par exemple des installations sanitaires, le parc fermé ou des stands destinés à la vente de boissons et de nourriture.

Les rallyes automobiles, au même titre que les courses de stock-cars tombent sous le régime des autorisations de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 q) qui prévoit de manière générale que les activités à l'intérieur des zones de protection (eaux souterraines ou eaux de surface) doivent être autorisées par le Ministre du moment qu'elles ne se déroulent pas sur une voie de circulation publique.

Cette contrainte est en outre complétée par le point 4.12 (annexe I) du règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives des zones de protection d'eau souterraines pour la production d'eau destinée à la consommation humaine qui a trait au transport de produits de nature à polluer les eaux.

De façon analogue, le parc fermé de ces courses est également un lieu sensible car s'y effectuent le remplissage des réservoirs et éventuellement des interventions mécaniques à l'air libre. Finalement l'affluence potentiellement massive de spectateurs à ces événements doit se faire de manière à garantir des installations sanitaires en nombre suffisant.

Même si le Ministre des Sports n'est pas compétent pour accorder les autorisations en la matière, on pourrait utilement réfléchir à la mise en place d'un formulaire électronique unique répertoriant toutes les autorisations nécessaires pour l'organisation d'une manifestation de type rallye automobile. Ce formulaire pourrait alors être téléchargé sur le portail www.sport.public.lu ainsi que sur www.guichet.public.lu.

Question 0765 (03.12.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **cours intégrés:**

Suite à ma question parlementaire du 10 novembre concernant les «cours intégrés en langue et culture portugaise» (*cf. question parlementaire n°0692, compte rendu n°4/2014-2015)* j'aimerais vous faire parvenir des questions supplémentaires par rapport à ce sujet. Selon un dossier de presse du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, paru en 2014 lors du 30e anniversaire des cours intégrés, la question de l'adaptation de ces cours au contexte scolaire actuel s'est posée. Selon ce dossier, le Ministère luxembourgeois et les autorités portugaises ont décidé de les faire évaluer par une commission constituée d'experts luxembourgeois et portugais. Cette commission proposera de nouvelles orientations à la fin de l'année scolaire 2014-2015. Dans ce contexte, je souhaite avoir les précisions suivantes:

1. Est-ce que le Gouvernement compte engager des enseignants de langue maternelle pour les cours intégrés? Le Gouvernement pense-t-il pouvoir fixer les règles d'intervention de ces derniers sans rester tributaire des conditions d'intervention édictées par les gouvernements dont sont originaires les enseignants de langue maternelle?

2. La formation d'enseignants de langue maternelle, entre autres de la langue portugaise, est-elle envisagée à l'Université du Luxembourg?

3. Compte tenu de la diversité culturelle de la population fréquentant l'école publique luxembourgeoise, le Gouvernement entend-il intégrer le concept de la langue maternelle dans l'approche pédagogique de l'éducation précoce voire de l'enseignement fondamental?

Réponse (24.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le dossier de presse publié à l'occasion du 30e anniversaire des cours intégrés mentionne en effet que: «après 30 ans d'existence, la question de l'adaptation des cours intégrés au contexte scolaire actuel se pose. Le Ministère luxembourgeois et les autorités portugaises ont décidé de les faire évaluer par une commission d'évaluation constituée d'experts luxembourgeois et portugais. Cette commission proposera de nouvelles orientations d'ici la fin de l'année scolaire».

Ad 1. Comme l'évaluation des cours intégrés est en cours et que les experts ne se prononceront que d'ici la fin de l'année scolaire, toute réponse à ce stade de l'évaluation serait prématurée, voire précipitée. Par ailleurs, l'évaluation projetée sera réalisée en coopération avec les autorités portugaises. Étant donné que les deux pays se sont engagés à développer les relations de confiance et de coopération, toute réponse unilatérale risquerait de mettre à mal l'entente et la confiance approfondies entre eux.

Ad 2. Ce sujet n'a pas été approfondi à ce stade entre mon département et l'Université du Luxembourg.

Ad 3. Le Gouvernement ne s'oppose pas à la stimulation de la langue maternelle dans l'approche pédagogique de l'éducation précoce voire de l'enseignement fondamental. La conceptualisation étant en cours dans le cadre des projets annoncés lors de la rentrée scolaire 2014-2015, le Gouvernement ne saurait donner des précisions à ce sujet à l'heure actuelle.

Question 0766 (03.12.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **recul des dépenses en R&D:**

Dans le cadre de la stratégie «Europe 2020», le Luxembourg s'est engagé de porter d'ici 2020 ses investissements dans la recherche à un montant se situant entre 2,3% et 2,6% de son PIB, dont environ un tiers (0,7% à 0,9% du PIB) proviendra de la recherche publique. Présenté dans le programme gouvernemental, la nouvelle coalition souligne notamment sa détermination pour encourager une politique renforcée de RDI (Recherche, Développement et Innovation) des administrations et services gouvernementaux et de rapprocher les institutions publiques de recherche et les entreprises en la matière.

Aussi, le Gouvernement veut maintenir son objectif à long terme de porter les dépenses publiques en faveur de la recherche à l'équivalent de 1% du PIB. Pourtant, selon Eurostat, le Luxembourg est, avec la Croatie et la Suède, le seul pays de l'UE à 28 où les dépenses en recherche et développement (R&D) ont diminué en pourcentage de PIB, à savoir de 1,63% à 1,16%, entre 2004 et 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre, comment s'explique-t-il le recul des dépenses dans la recherche et le développement au Luxembourg?

2. De quels secteurs s'agit-il en détail?

3. En tenant compte du programme national de réforme «Luxembourg 2020» et du programme gouvernemental, comment le Gouvernement envisage-t-il d'encourager une politique renforcé de RDI?

4. Dans le même ordre d'idée, comment le Gouvernement envisage-t-il de remédier au recul des dépenses en R&D?

5. En ce qui concerne le secteur industriel, les experts préconisent une quatrième révolution industrielle, surnommé Industrie 4.0 (Industrie numérique). Ce nouveau modèle industriel semble crucial pour relancer la dynamique économique. L'économie luxembourgeoise se prépare-t-elle aussi à cette révolution à venir et va-t-elle en pouvoir profiter?

Réponse (19.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. La R&D constitue un des cinq grands objectifs de la stratégie communautaire «Europe 2020» pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Les dépenses de R&D, exprimées en % du PIB, constituent l'indicateur structurel utilisé au niveau communautaire pour mesurer les progrès réalisés par les États membres ainsi que par l'UE dans son ensemble.

Pour le Luxembourg, d'après les plus récentes données publiées par Eurostat, cet indicateur affiche actuellement un taux global de 1,16% du PIB (2013, prévision). Avant le début de la crise économique et financière (2008) ce taux était encore de l'ordre de 1,65% et lors du lancement de la stratégie «Europe 2020» (2010) d'environ 1,5% du PIB. La crise économique et financière des dernières années a donc eu comme conséquence un impact négatif important sur les dépenses de R&D. Exprimées en millions d'euros, les dépenses totales de R&D étaient encore de l'ordre de 618 millions EUR en 2008, pour aboutir maintenant à environ 523 millions EUR selon les dernières données disponibles pour 2013 (prévision). La baisse des dépenses totales de R&D est surtout imputable aux dépenses des entreprises privées qui ont été beaucoup révisées à la baisse. Les dépenses du secteur public, c'est-à-dire à la fois du secteur de l'État que de celui de l'enseignement supérieur, ont cependant continuellement augmenté. Ces dépenses étaient de 127 millions EUR en 2008 et selon les dernières données disponibles elles étaient de 196 millions EUR pour l'année 2012.

Ad 2. À l'intérieur du secteur privé, dont les dépenses totales de R&D sont orientées à la baisse depuis le début de la crise, ce sont à la fois les dépenses du secteur des activités non financières et du secteur des activités financières et d'assurance qui sont orientées à la baisse depuis 2008.

La baisse des dépenses semble cependant la plus prononcée dans le secteur des activités financières et d'assurance. Dans ce cadre, il faut néanmoins noter que la mesure de la R&D dans le secteur des services, et plus particulièrement des services financiers, constitue une tâche très complexe d'un point de vue méthodologique. Le secteur financier peut être un secteur innovant («output»), mais à faible intensité de R&D («input») au sens de la définition officielle utilisée par Eurostat. Dans ce contexte, l'Observatoire de la compétitivité avait lancé une étude sur l'innovation et la recherche dans les services (Ministère de l'Économie, «Understand, measure & promote service innovation in Luxembourg», «Perspectives de politique économique n°21, mai 2012»). Des analyses additionnelles devront encore être réalisées pour pouvoir tirer plus d'enseignements à ce sujet.

Ad 3. En 2010, le Gouvernement s'était fixé dans son Programme national de réforme (PNR), soumis à la Commission européenne dans le cadre du semestre européen, un objectif national de dépenses de R&D entre 2,3% et 2,6% du PIB pour 2020. Lors de l'échange de vues, qui a eu lieu le 21 octobre passé dans la Commission parlementaire de l'Économie au sujet du bilan intermédiaire de la mise en œuvre de la stratégie «Europe 2020», j'ai mentionné que le Luxembourg est loin de la trajectoire qu'il s'était fixé et que cet objectif national en matière de R&D devra probablement être ajusté, car les conséquences de la crise économique et financière ont été plus sévères et perdurent plus longtemps qu'initialement escompté.

Indépendamment de cet objectif national, le Gouvernement continue à mettre en œuvre des efforts importants en vue d'une politique renforcée de RDI. Le PNR 2014 reprend une multitude de mesures à cette fin, à la fois pour le secteur public que pour le secteur privé dont la loi du 27 août 2014 modifiant le Fonds national de la recherche (FNR), la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, le Programme CORE et INTER du FNR, le programme «Horizon 2020» au niveau national, la loi modifiée du 5 juin 2009 de promotion de la RDI, la loi modifiée du 18 février 2010 relative à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la «Luxembourg Cluster Initiative», la création récente de l'Institut de la Propriété Intellectuelle Luxembourg, la création de l'incubateur Technoport SA, l'incitation et l'encadrement à la participation des entreprises luxembourgeoises aux programmes et initiatives internationaux, etc.

Ad 4. Le Gouvernement veille de près à ce que l'investissement important de R&D dans le secteur public continue dans les années à venir. L'évolution des crédits budgétaires de R&D au fil des dernières années démontre la volonté du Gouvernement à investir dans la R&D et d'en faire une politique durable pour le développement et la diversification de l'économie nationale. Il convient de noter que la proportion de la recherche publique est passée d'environ 7,5% de la totalité des dépenses en 2000 à environ 40% selon les dernières données disponibles.

En ce qui concerne la R&D dans le secteur privé, le Gouvernement poursuivra les importants efforts engagés, notamment dans les domaines suivants:

- soutien financier des efforts des entreprises sur toute la chaîne de l'innovation: malgré un contexte de crise, le Ministère de l'Économie constate une augmentation constante du nombre de dossiers d'aide depuis 2008. Un nouveau record a même été atteint au cours de l'année 2013. Par ailleurs le Ministère de l'Économie prépare actuellement une réforme de la loi modifiée du 5 juin 2009 pour la mettre en conformité avec les nouveaux encadrements communautaires des aides d'État à la RDI et pour continuer à inciter une croissance soutenue des dépenses privées de RDI;

- «Luxembourg Cluster Initiative»: cette initiative permet de rassembler les ressources et les moyens nécessaires pour atteindre une masse critique et d'accélérer le transfert de connaissances;

- mesures de soutien des participations luxembourgeoises aux programmes européens: participations au 8e Programme-cadre de recherche et développement «Horizon 2020», aux initiatives art. 185 et art. 187 du traité et aux programmes de l'Agence Spatiale Européenne;

- initiatives de promotion de la R&D et de l'innovation: séminaires sectoriels sur la gestion de l'innovation ciblant plus spécifiquement les

PME artisanales, actions de sensibilisation de l'Office de la propriété intellectuelle, etc.

Pour conclure, l'OCDE est actuellement en train de renouveler son analyse de notre dispositif national de la RDI au Luxembourg réalisée il y a quelques années, dont l'objectif est d'analyser le niveau et le degré de qualité de la mise en œuvre des recommandations émises antérieurement ainsi que d'établir un bilan des forces et faiblesses. Cette analyse précieuse de l'OCDE permettra au Gouvernement d'optimiser le dispositif national de R&D en place.

Ad 5. L'industrie est en train de se réinventer de manière drastique. Au cours des années de nouvelles approches sont apparues qui ont en commun l'utilisation de plus en plus poussée les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus de production.

Il en va ainsi du concept de l'Industrie 4.0 qui correspond à une nouvelle façon des entreprises d'organiser leurs facteurs de production, dont l'objectif est la mise en place de systèmes intelligents capables d'une plus grande adaptabilité et d'une allocation plus efficace des ressources, par une interconnexion des systèmes, d'une part, au sein des sites de production et, d'autre part, aussi vers l'extérieur. En d'autres mots, ce nouveau concept correspond donc en quelque sorte à la numérisation de l'entreprise, notamment à travers le recours à l'internet des objets. Cela génère donc un flux d'informations supérieur à celui généré par des modes de production traditionnels, et ces informations doivent être échangées le plus rapidement possible avec les acteurs logistiques extérieurs. L'Industrie 4.0 représente aussi une volonté de répondre aux problématiques actuelles de la gestion des ressources et de l'énergie, en alimentant de nouveaux gains de productivité. Les TIC deviennent de plus en plus présentes dans tout le processus de production de biens et de services et permettent une augmentation de la productivité ainsi qu'une fourniture de biens et de services à un coût marginal moindre. Les TIC constituent ainsi le point commun entre différents secteurs, notamment la logistique et l'énergie.

Au Luxembourg, le Gouvernement mène une politique de développement et de diversification active du tissu économique selon une stratégie de multi-spécialisation, qui se caractérise depuis plusieurs années par une attention particulière envers des nouveaux secteurs prioritaires, surtout axés sur les nouvelles technologies: les TIC, la logistique, les écotechnologies, les technologies de la santé et les technologies spatiales. À travers des investissements majeurs dans le secteur des TIC, le Luxembourg a su mettre en place un cadre d'infrastructures de haute qualité, notamment dans le domaine de la connectivité et des centres de données. Cet environnement propice au développement des TIC permet ainsi à nos entreprises de pouvoir profiter pleinement du potentiel qu'offre un environnement numérique et digitalisé, et de mettre en place en leur sein les systèmes nécessaires en vue d'une allocation plus efficace des ressources, telle que prônée par le concept de l'Industrie 4.0.

Question 0767 (04.12.2014) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant les **remarques du Ministre de l'Intérieur lors d'une émission radio:**

En effet, le matin du 24 novembre 2014 lors d'une émission sur radio RTL, Monsieur le Ministre a expliqué que «de Gemengesecteur als solchen, dee gëtt et net. Et gi Gemengen, déi gutt do stinn, iwwerhaapt keen Problem hunn (1), déi e bësse mussen struewelen (2) an déi reell Problemer hunn (3)».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures:

1. Quels sont les critères que Monsieur le Ministre de l'Intérieur a appliqués pour procéder à ce classement des communes?

2. En outre, lors de cette émission, le Ministre a annoncé une réforme des finances communales pour début 2015, une réforme dont les travaux de préparation auraient bien avancé. Ainsi, je me permets de demander si le Ministre pourrait m'informer sur les grands axes de réflexion et d'étude qui ont guidé la préparation de la réforme des finances communales.

Réponse (12.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1. La solidité financière des communes dépend notamment de l'excédent dégagé au niveau du service ordinaire qui constitue en fait la capacité d'autofinancement pour les investissements, du niveau d'endettement et le cas échéant du montant des réserves.

Ad 2. Conformément au programme gouvernemental, la réforme des finances communales aura comme objectif d'assurer une meilleure stabilité des finances communales. Elle se fera en étroite collaboration avec les représentants du secteur communal, notamment au sein du Conseil supérieur des finances communales. Le Gouvernement ne manquera pas de présenter les résultats des travaux à l'issue des négociations entre tous les acteurs concernés.

Question 0768 (04.12.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**implantation de panneaux d'affichage lumineux à l'entrée des bretelles d'accès des autoroutes:**

Les technologies actuelles ont un grand rôle à jouer dans la gestion des embouteillages routiers. Ainsi, les panneaux d'affichage lumineux peuvent notamment informer en temps réel les usagers sur des dangers éventuels et sur la fluidité du trafic. Mais force est de constater que le choix des lieux d'installation de ces panneaux le long de nos autoroutes n'est pas toujours utile en cas d'embouteillages dans la mesure où ils informent les conducteurs alors qu'ils sont déjà engagés sur la voie rapide encombrée et ne peuvent dès lors plus changer leur itinéraire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Le Ministre n'est-il pas d'avis que l'implantation de panneaux d'affichage lumineux directement à l'entrée des bretelles d'accès d'autoroutes régulièrement encombrées pourrait aider à fluidifier le trafic plus rapidement en cas d'embouteillages?

Réponse (12.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je puis fournir les informations suivantes:

Le projet CITA a été conçu, au cours des années ´90 du siècle dernier, par ses développeurs avec les fonctionnalités principales de gestion de trafic, de gestion d'incident et de communication aux usagers et ceci uniquement pour le réseau autoroutier. Le projet a été développé en sept phases, dont les deux dernières, la route du Nord et la liaison Micheville, sont respectivement en construction/intégration ou en conception. En parallèle, le trafic sur les axes autoroutiers s'est dédoublé pour arriver au début des dix minutes à une saturation complète, avec le même effet sur les routes nationales et chemin repris longeant la Grande Voirie.

La proposition de l'honorable Député Gloden vise à informer les usagers de la route déjà sur le réseau secondaire de la situation du trafic sur le réseau autoroutier.

En considérant notre réseau routier et autoroutier très dense avec ses innombrables intersections (distance moyenne entre deux échangeurs est de 3 km), les possibilités de choix d'itinéraires des usagers sont inestimables. La question qui se pose est alors quelle information pertinente il faut donner aux usagers, pour optimiser leurs durées de trajet. Pour pouvoir générer cette information, il faut d'un autre côté connaître la situation du trafic sur tous les itinéraires afin de pouvoir transmettre une information appropriée et compréhensible.

Il faut aussi se rappeler que les autoroutes restent les axes avec la plus grande capacité. En cas de problème (accident, voiture en panne, chantier) sur une autoroute le réseau secondaire aux alentours est également surchargé. L'expérience nous montre cependant qu'un automobiliste qui décide de rester sur l'autoroute arrive en moyenne plus vite à sa destination que celui qui préfère quitter l'autoroute et prendre les petites routes.

Question 0769 (04.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **régime d'imposition forfaitaire pour l'agriculture et la sylviculture:**

Dans le cadre de la réforme de la TVA et des discussions sur le projet de budget, Monsieur le Ministre de l'Agriculture avait annoncé lors de la commission parlementaire du 6 novembre 2014 d'augmenter le taux forfaitaire agricole de 10% suite à un recalcul à réaliser par le SER afin d'opérer les adaptations nécessaires pour le secteur agricole et forestier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si le taux forfaitaire agricole de 10% sera revu à la hausse?

- Dans l'affirmative, quand cette augmentation entre-t-elle en vigueur et à quel niveau Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter ce taux?

- Cette hausse est-elle budgétisée et le cas échéant Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le/les poste(s) budgétaire(s) dans le projet de budget 2015 qui reflèteraient une telle hausse?

- Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas d'adapter le taux forfaitaire agricole?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a adopté lors de la réunion du Conseil de Gouvernement du 17 décembre un avant-projet de loi qui prévoit de revoir à la hausse le taux forfaitaire agricole.

Le projet de loi prévoit un nouveau taux forfaitaire de 12% et une entrée en vigueur au 1er avril 2015 sous réserve de l'aboutissement de la procédure législative à cette date.

Le taux forfaitaire agricole intervient dans le cadre du régime de l'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture en matière de TVA. Le régime forfaitaire agricole en matière de TVA est une simplification administrative pour les agriculteurs qui choisissent d'en bénéficier. Au lieu de devoir déclarer la TVA payée en amont et celle encaissée lors de la vente des produits et services, les agriculteurs paient la TVA en amont et pour compenser cette charge facturent à leurs clients la TVA au taux forfaitaire compensatoire. Il n'y a donc pas lieu de budgétiser la hausse du taux forfaitaire agricole.

Question 0770 (04.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **détermination forfaitaire de l'impôt de personnes:**

La loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu prévoit dans son article 9 (ancien article 12) que «le Ministre des Finances peut, sur la proposition de l'Administration des Contributions et après délibération du Gouvernement en Conseil, déterminer forfaitairement l'impôt des personnes qui, venant de l'étranger, établissent leur domicile fiscal au Grand-Duché, et cela pour au maximum les dix premières années de cet établissement». Or, le projet de loi 6720 concernant le Budget 2015 se propose d'abolir cette disposition, en arguant que «dans un contexte national et international actuellement réglé par des contraintes et limites imposées par la jurisprudence nationale et européenne, de telles dispositions ne s'accordent plus avec l'ordre juridique».

Dans ce contexte, la «Radio 100,7» vient de révéler ce matin: «Aus dem Finanzministère heescht et op Nofro hin, datt dës Dispositioun just vereenzelt genotzt gouf an dat wier och just bis ugangs den 90er Joren de Fall gewiescht. Eisen Informatiounen no hunn ënner anerem Manager vun där Dispositioun profitéiert, wann hir Gesellschafte sech zu Lëtzebuerg etabléiert hunn.»

Ainsi, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1. Jusqu'à quelle date de telles impositions forfaitaires ont-elles été accordées?

2. Depuis quand les dispositions de l'article en question ne s'accordent-elles plus avec l'ordre juridique et la jurisprudence nationale ou internationale?

3. Pour combien de personnes venant de l'étranger par année une telle détermination forfaitaire de l'impôt a-t-elle été proposée au Gouvernement en Conseil?

4. Pour combien de personnes par année une telle décision a-t-elle été prise par le Gouvernement en Conseil?

5. Quel est l'ordre de grandeur des réductions de l'impôt ainsi accordées par année concernée?

Réponse (06.01.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La disposition de l'article 9 de la loi sur l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967, reprise de la législation antérieure en matière d'impôt sur le revenu, a permis d'accorder une détermination forfaitaire de l'impôt des personnes physiques des personnes venant de l'étranger pendant un délai maximal de dix ans à partir de l'établissement de leur domicile fiscal au Grand-Duché.

Les dernières applications ponctuelles de cet article ont eu lieu à la fin des années 90, soit au moment où les discussions au niveau du code de conduite (fiscalité des entreprises) ont commencé à porter leurs fruits.

Les services du Ministère des Finances ne disposent pas d'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications ni sur l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question.

Question 0771 (04.12.2014) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **nom de famille des enfants:**

Par une loi du 23 décembre 2005 entrée en vigueur le 1er mai 2006 le régime des noms a été réformé fondamentalement.

Ainsi, lorsque la filiation d'un enfant est établi simultanément à l'égard de ses deux parents, l'enfant peut acquérir soit le nom de son père, soit le nom de la mère, soit les deux noms accolés dans l'ordre choisi par les parents.

- J'aimerais savoir de la part du Gouvernement, s'il dispose d'un relevé de noms permettant de faire le bilan de l'application de la loi de 2005.

- Dans l'affirmative, il m'importe de savoir dans quelle mesure les parents ont utilisé l'option du double nom de famille.

- Dans quelles proportions les noms de la mère respectivement du père ont-ils été choisis pour les enfants?

Réponse commune (04.02.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Alex Bodry concernant le choix du nom de famille pour les enfants suite à l'entrée en vigueur le 1er mai 2006 de la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants, nous avons l'honneur d'informer l'honorable Député que 61,77% des enfants nés après cette date portent le nom de leur père, 6,89% celui de leur mère et 31,34% portent les deux noms.

Question 0772 (05.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **données de base et** l'**orientation de la réforme fiscale:**

1. Certains acteurs institutionnels et socio-économiques viennent de relever le fait que le Luxembourg ne dispose pas des données de base sur tous les revenus, avoirs et fortunes pourtant indispensables à la discussion d'une réforme fiscale en connaissance de cause.

- Voilà pourquoi j'aimerais savoir si le Gouvernement prévoit de réunir toutes les données (anonymisées) relatives à tous les revenus, avoirs et fortunes de personnes résidant ou opérant au Luxembourg? Dans tel cas, quelle sera la nature des données rassemblées, par qui et pour quand?

2. L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit dans son point 8: «Le Gouvernement lancera rapidement le processus de préparation pour une réforme fiscale globale ayant vocation à être mise en œuvre au 01.01.2017. Les partenaires sociaux seront pleinement impliqués dès les premières étapes de la préparation de la réforme. La phase d'information et d'échange d'informations sera organisée dans le cadre du CES. La phase d'élaboration réunira des groupes de travail.»

En amont de l'élaboration du détail, il me semble utile que le Gouvernement procède avec la Chambre des Députés à un échange sur les grandes orientations de cette réforme.

- Le Gouvernement est-il d'accord pour demander à la Chambre des Députés un débat de consultation sur les orientations de la réforme fiscale avant la phase d'élaboration du détail?

Réponse (15.01.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Justin Turpel se réfère à la collecte de données de base en vue des discussions concernant la réforme fiscale envisagée ainsi qu'aux modalités de consultation de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne la question de savoir si le Gouvernement prévoit de réunir toutes les données (anonymisées) relatives aux revenus, avoirs et fortunes de personnes résidant ou

opérant au Luxembourg, il y a lieu de relever que la plupart de ces données, étant soumises à l'impôt et/ou à la sécurité sociale, sont rapidement disponibles à partir des fichiers de l'Administration des Contributions directes respectivement auprès de la Sécurité sociale.

En effet, et conformément à la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes (ACD), de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises, l'ACD et l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) collaborent depuis plusieurs années déjà pour élaborer, à des fins statistiques, des bases de données annuelles et pseudonymisées sur l'ensemble des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'interconnexion des données issues des différentes institutions de sécurité sociale avec celles issues des déclarations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aboutit à un outil d'analyse inédit qui comporte l'essentiel des revenus composant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'exception des revenus du capital qui font l'objet d'une retenue à la source libératoire.

Les informations ainsi collectées pourront le cas échéant être utilement complétées par des renseignements à la disposition du Statec.

En cas de besoin, des estimations et des simulations devront être effectuées pour des données qui ne seraient pas directement disponibles.

Comme souligné à juste titre par l'honorable Député, l'accord entre le Gouvernement, la CGFP, l'OGB-L et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit que la phase d'information et d'échange d'informations dès les premières étapes de la préparation de la réforme sera organisée dans le cadre du CES. Il en résulte qu'un effort de compilation se fera dans les mois à venir dans cette enceinte qui réunit tous les partenaires sociaux.

En parallèle, et en vue d'engager un dialogue constructif avec la Chambre des Députés sur les orientations de la réforme fiscale, il convient de signaler que le Gouvernement est d'accord pour demander le moment opportun à la Chambre des Députés un débat de consultation.

Question 0773 (05.12.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**eBac:**

En sa séance du 23 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a adopté le document «Livre blanc: stratégie nationale du Lifelong Learning».

Une des recommandations du livre blanc est d'adapter le dispositif du «lifelong learning» au cycle de vie de l'apprenant. Dans cette perspective, l'eBac est un outil permettant aux adultes qui ont quitté l'enseignement secondaire sans diplôme de reprendre leurs études tout en conciliant activité professionnelle, vie familiale et études.

Cependant, il s'avère que les élèves inscrits à l'eBac n'ont pas droit aux allocations familiales. Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves dépassant l'âge de 18 ans précise que les allocations familiales sont maintenues au-delà de l'âge de 18 ans pour les jeunes gens âgés de moins de 27 ans qui «suivent effectivement, sur place, au Grand-Duché ou à l'étranger, dans un établissement public ou privé d'enseignement secondaire ou d'enseignement secondaire technique, des cours d'enseignement général ou professionnel pendant au moins 16 heures par semaine, préparant au diplôme de fin d'études secondaires, de fin d'études secondaires techniques, de technicien, ou à un diplôme non luxembourgeois équivalent».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est l'évolution du nombre d'inscrits et le taux de réussite aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires depuis l'introduction du eBac en octobre 2006?

2. Est-il envisagé d'élargir l'offre existante de manière à proposer également un «eBac technique», voire d'autres types de diplômes de l'enseignement secondaire?

3. Quelles sont les raisons pour lesquelles les élèves inscrits à l'eBac n'ont pas droit aux allocations familiales?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Évolution du nombre d'inscrits et taux de réussite aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires (section Moderne G)

Années	Réussites	Échecs
2008	1	0
2009	6	0
2010	9	0
2011	16	1
2012	8	0
2013	13	3
2014	15	1

Ad 2. Élargissement de l'offre existante à un eBac technique ou d'autres types de diplômes de l'enseignement secondaire

En novembre 2013, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a mis en place un groupe de réflexion chargé d'étudier l'opportunité et la faisabilité d'offrir un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) pour adultes dans une école publique luxembourgeoise afin d'évoluer au niveau de la mesure 2 prévue dans le «Livre blanc: stratégie nationale du Lifelong Learning» (développer des voies de formation spécifiques pour adultes). Ce groupe de travail, composé du directeur de la formation des adultes, du directeur de l'École de la 2e Chance, d'un représentant respectivement du collège des directeurs de l'enseignement secondaire, du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique, de la Chambre des Salariés et de la Chambre de Commerce, a présenté ses conclusions en octobre 2014. Je joins son rapport en annexe de la présente réponse. Les conclusions ont retenu toute mon attention; voilà pourquoi j'ai chargé un groupe de travail d'élaborer un avant-projet de règlement grand-ducal mettant en œuvre ces conclusions. J'envisage de proposer au Gouvernement un texte dans le courant de cette année. Ce diplôme pourra être délivré en formation des adultes par l'École de la 2e Chance, les cours du soir et l'apprentissage à distance (eBac).

Parallèlement à cette évolution, mes services sont en train de préparer un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur la formation d'éducateur en alternance et sur l'organisation du premier cycle d'études menant au diplôme de fin d'études secondaires techniques. Un avant-projet de règlement grand-ducal ayant pour objet la formation de l'aide-soignant en cours d'emploi dans le régime des adultes est également en préparation. J'envisage de présenter ces deux projets au Gouvernement dans le courant du trimestre en cours.

Quant à la mise en œuvre de l'eBac technique, je n'ai pas encore achevé l'analyse de l'opportunité au vu de l'évolution de l'offre en formations débouchant sur des certificats dans le cadre de la formation des adultes.

Ad 3. Allocations familiales pour les apprenants de l'eBac

La loi du 26 juillet 2010 avait pour objectif principal de réformer l'octroi des aides financières pour étudiants. Elle a eu aussi un impact sur l'attribution des allocations familiales. Il était retenu en effet que seul les élèves de l'enseignement secondaire ou secondaire technique ont droit aux allocations familiales jusqu'à l'âge de 27 ans au plus, s'ils sont résidants au pays et s'ils suivent à titre principal des études. Il y a été retenu que ni les cours du soir, ni l'enseignement à distance organisé dans le cadre de la 2e voie de qualification ne donnent droit à ces allocations.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0774 (05.12.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **législation sur les drones:**

En Donneschdeg, de 4. Dezember, war op RTL eng Reportage ze gesinn iwwer Drohne vun enger Metzer Firma, déi der Cour des Comptes européenne presentéiert goufen. E Fonctionnaire huet sech positiv iwwert d'Kontrollméiglechkeete geäussert, déi esou Apparater der Cour des Comptes géifen offréieren. Tatsächlech kënnen d'Minifliger mat enger Kamera an engem Dag 500 Hektar iwwerfléien an eng genau dräidimensional Kaart vun de Gebaier an de Béischter op deem Terrain maachen. An der Reportage ass explizit drop higewise ginn, dass esou kéinte Subventiounen u Baueren iwwerpréift ginn.

Ech wollt elo am Intressi vum Schutz vun der Privatsphär vun eise Bierger folgend Froen un den Här Premierminister, den Här Finanzminister an den Här Banneminister stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnis, dass d'Cour des Comptes européenne Iwwerleeungen ustellt, fir iwwert de Wee vun Drohne Privatterrainen ze kontrolléieren am Zesummenhang mat EU-Subventiounen?

2. Wie kontrolléiert, ob esou Investitioune konform si mat europäeschen a nationalen Texter iwwer Dateschutz a Schutz vun der Privatsphär?

3. Kann den Asaz vun Drohnen net als schwéieren Agréff an d'Privatsphär ugesi ginn?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass esou eng scho bal militäresch Technologie sollt fir d'Iwwerwaachung vu Privatterrainen a Privathaiser agesat ginn?

5. An der Hypothees vun engem Kaf vun esou Drohnen duerch d'Cour des Comptes, misst dës eng Autorisatioun fir hiren Asaz beim Lëtzebuerger Stat ufroen a géif d'Lëtzebuerger Regierung déi accordéieren an ënner wat fir enge Konditiounen?

6. Verstoussen, an den Ae vun der Regierung, déi nei Méiglechkeete vun der Drohneniwwerwaachung respektiv -kontroll net géint den Artikel 11 vun eiser Verfassung?

7. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng Gesetzgebung, déi Drohnenasätz am Respekt vun eiser Konstitutioun reglementéiert? Wann neen, wëllt d'Regierung hei eng gesetzlech Basis schafen?

Réponse commune (19.01.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Regierung huet keng Kenntnis vun Iwwerleeungen, déi d'Cour des Comptes européenne géif féieren, fir iwwert de Wee vun Drohnen, déi mat enger Kamera ausgestatt sinn, Privatterrainen am Zesummenhank mat EU-Subventiounen ze kontrolléieren.

Bei der Cour des Comptes européenne handelt et sech ëm eng europäesch Institutioun. Et ass ervirzehiewen, datt d'europäesch Institutiounen am Beräich Dateschutz enger spezifescher Reglementatioun ënnerleien, déi sech nëmmen op déi europäesch Institutiounen an Organer, déi vom Traité geschaaft gi sinn, applizéiert. Et handelt sech ëm d'Reglement (CE) n°45/2001 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 18. Dezember 2000 «relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données». Dat Reglement schaaft och eng Autoritéit («le contrôleur européen de la protection des données»), déi zoustänneg ass fir de Respekt vun de Regelen, déi vun dësem Reglement virgesi sinn, ze kontrolléieren. Et ass ze bemierken, datt dëst Reglement sech staark un der europäescher Dateschutzdirektiv (95/46/CE) vum 24. Oktober 1995 inspiréiert, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vom 2. August 2002 transposéiert ginn ass.

Beim Asaz vun Drohne muss een ënnerscheeden, jee nodeem wéi een Zweck esou een Asaz verfollegt. Well Drohne kënnen och zu Zwecker agesat gi wéi zum Beispill d'Zoustelle vu Colisen, wat keen Agréff an d'Privatsphär duerstellt. An deem Zesummenhank wëllt d'Regierung kloerstellen, datt et selbstverständlech net drëm geet, fir déi Technologie, op déi den Deputéierte sech berifft, ausserhalb vun all Reglementatioun an ouni appropriéiert Motivatioun ze gebrauchen, fir Privatbesëtz ze iwwerwaachen.

Een Asaz vun Drohnen, deen als Zweck huet, eng Videoiwwerwaachung ze erméiglechen, kann effektiv als schwéieren Agréff an d'Privatsphär ugesi ginn. Esou een Asaz, wann e vu Persounen, déi ënnert d'Kompetenz vun der Commission nationale pour la protection des données falen, ausgefouert géif ginn, muss vun der nationaler Dateschutzkommissioun autoriséiert ginn an déi kéint an deem Zesummenhank de Gebrauch vun den Drohne verschiddene Konditiounen ënnerwerfen (zum Beispill Biller flou maachen, fir datt ee keng Persounen erkenne kann).

Am Géigendeel schéngt et fir d'Regierung awer akzeptabel ze sinn, dës Technologie, wéi den Deputéierten dat och a senger Fro ervirhieft, anzesetzen, fir Moossungen a Kontrolle vu Flächen ze maachen, op deene subventionéiert Kulture sollen ugebaut ginn. Dëst muss natierlech mat den néidege Garantië fir de Schutz vun der Privatsphär an d'Sécherheet vun de Leit gemaach ginn.

Et gëtt, wat de Schutz vun der Privatsphär ubelaangt, kee Gesetz, dat sech nëmmen op d'Drohnen applizéiert, mä eng Rëtsch Gesetzer, déi sech och op d'Drohnen applizéiere kënnen.

Niewent dem modifizéierten Dateschutzgesetz vun 2002 muss do och d'Gesetz vum 11. August 1982 iwwert de Schutz vum Privatliewen ernimmt ginn. Zum Beispill kann een, deen eng Persoun an hirem Gaart oder duerch d'Fënster an hirem Haus fotografiéiert oder filmt, sech op Basis vum Artikel 2 vun deem Gesetz vun 1982 strofbar maachen.

Och gëtt et op zivilrechtlechem Plang den «Droit à l'image», deen d'Jurisprudenz op Basis vum Prinzip vum Recht op Privatliewe kreéiert huet.

Zum Schluss ass ze bemierken, datt, wat d'Fléie vun Drohnen an d'Sécherheet ugeet, d'Direction de l'Aviation civile (DAC) zoustänneg ass, wéi dat och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0678 vom Fernand Kartheiser *(cf. compte rendu n°4/session 2014-2015)* gesot ginn ass.

D'Élaboratioun vun engem spezifesche Kader fir Drohnen (Immatrikulatioun, Suivi vun der Navigabilitéit, Utilisatioun...) gehéiert zu de Prioritéite vun der DAC. Esou e Kader muss, der EASA (European Aviation Safety Agency) no, en phase si mat de Lignes directrices, déi amgaange sinn élaboréiert ze ginn op europäeschem Niveau.

Question 0775 (05.12.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **secouriste-ambulancier:**

Depuis 2009, l'État recrute les agents professionnels des services de secours. Les candidats ont dû être détenteurs d'une 11e technique ou être détenteur d'un CATP afin de pouvoir participer à l'examen de recrutement. Les candidats ont aussi dû réussir un examen pour obtenir le brevet de secouriste-ambulancier délivré par la Protection civile de l'Administration des Services de Secours. Selon mes informations, l'Administration des Services de Secours manque actuellement d'effectifs à cause de ces conditions d'admission.

Selon mes informations, récemment un ou plusieurs anciens soldats de l'armée luxembourgeoise ont été recrutés au poste de secouriste-ambulancier. Or, ces personnes ne seraient titulaires que d'un certificat ou diplôme sanctionnant une 9e.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer la véracité de ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que ne vous considérez pas, tout en respectant le principe du privilège des candidats issus de l'Armée en vue d'un poste dans le secteur public, que ce principe ne peut jouer qu'à conditions égales, c'est-à-dire que ces personnes doivent être titulaires d'un diplôme/certificat sanctionnant une 11e technique ou être détenteur d'un CATP?

- En cas de réponse négative, est-ce que vous considérez que les règles actuelles ne sont pas contraires au principe constitutionnel d'égalité devant la loi?

Réponse (19.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question n°0775 de l'honorable Député Léon Gloden, je tiens à préciser que le Gouvernement, tout en respectant le droit de priorité des volontaires de l'armée, ne les a jamais fait bénéficier de conditions de recrutement ou de formation plus favorables par rapport à d'autres candidats. Je ne peux donc confirmer la problématique telle que décrite par l'honorable Député.

Il est exact que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a procédé à des publications de vacances de postes dans la carrière C technique de l'employé de l'État pour les besoins de l'Administration des Services de Secours. Les conditions d'études pour accéder à la carrière C technique et figurant à l'annexe du règlement grand-ducal

modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'État sont les suivantes: «Pour être classé à un emploi technique dans cette carrière (C), l'employé doit être détenteur d'un CATP (Certificat d'aptitude technique et professionnelle) correspondant à la définition de l'emploi ou bien présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.»

Dans ce contexte, il y a tout d'abord lieu de relever que la formation de secouriste-ambulancier, dont les agents des services de secours doivent se prévaloir, n'est actuellement pas reconnue comme équivalente à un Certificat d'aptitude technique et professionnelle, de sorte que pour les emplois vacants en question, il n'existe pas de CATP correspondant. Ainsi, en 2010 et en 2014, il a été procédé au recrutement de candidats remplissant a priori les conditions de formation pour l'accès à la carrière C de l'employé de l'État et qui, soit sont titulaires d'un CATP dans une autre spécialité, soit ont accompli cinq années d'études secondaires. Au vu des difficultés de recrutement pour les emplois concernés, il a également été procédé à l'engagement de candidats ayant accompli trois années d'études secondaires et qui ont été classés dans la carrière B1 de l'employé de l'État. Au vu de la spécificité du métier et sur base du brevet d'ambulancier, les agents concernés ont bénéficié d'un classement individuel dans la carrière B1.

Les candidats engagés en 2010 et qui n'étaient pas encore détenteurs du brevet d'ambulancier ont dû s'engager à obtenir ledit brevet dans un délai de deux ans, au risque de voir leur contrat de travail résilié si cette condition n'était pas atteinte. En 2014, les candidats ont été engagés sous condition d'être déjà détenteurs de ce brevet.

Finalement, concernant le recrutement de volontaires de l'armée, le règlement grand-ducal du 13 décembre 2004 concernant le droit d'exclusivité et le droit de priorité des volontaires de l'armée pour les emplois de la carrière inférieure des administrations, offices, services et établissements publics y compris les établissements d'assurance sociale, les communes, les établissements et syndicats communaux et la Société Nationale de Chemins de Fer Luxembourgeois dispose en son article 1er que le volontaire de l'armée ayant accompli au moins 36 mois de service militaire dispose d'un droit de priorité par rapport aux candidats autres que soldats volontaires pour les emplois des carrières inférieures des administrations. Dans les cas où des volontaires de l'armée se sont présentés pour un des postes vacants auprès de l'Administration des Services de Secours, leur droit de priorité a été appliqué conformément à l'article 1er précité. À aucun moment, ces personnes n'ont bénéficié de conditions de recrutement ou de formation plus favorables que les candidats n'ayant pas accompli de service militaire.

Question 0776 (08.12.2014) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la grippe:**

Malgré une méfiance apparemment croissante des Européens, les Ministres de la Santé de l'Union européenne ont récemment serré les rangs en faveur de la vaccination qui reste d'une importance fondamentale pour la santé publique. Il nous revient par voie de presse que l'Agence italienne de pharmacologie (AIFA), a pris la décision de suspendre temporairement l'utilisation du Fluad, un vaccin antigrippe produit par un grand laboratoire suisse. La mesure a suivi entre-temps 18 décès suspects dans ce pays, tous des personnes âgées. Toujours suivant la presse, la firme pharmaceutique en question aurait été récemment à la une pour scandales de fraude dans plusieurs pays et aurait fait l'objet d'investigations de la part des instances publiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Combien de personnes au Luxembourg reçoivent chaque année un vaccin antigrippe? Ce chiffre est-il croissant ou décroissant ces dernières années?

- La méfiance actuelle envers les vaccins ou certaines marques de vaccins est-elle justifiée?

- Est-ce que le vaccin Fluad est aussi utilisé au Luxembourg? Dans l'affirmative, des lots suspects ont-ils également été importés au pays?

- Dans ce cas, Madame la Ministre estime-t-elle que des mesures de précaution sont nécessaires? Si oui, lesquelles?

Réponse (08.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Au Luxembourg, le nombre de vaccins contre la grippe distribués est de 60.398 pour la saison 2013-2014. Les données pour 2014-2015 ne sont pas encore complètes étant donné que la saison n'est pas finie.

Ce nombre est décroissant depuis 2010.

Chez les personnes âgées, le taux de couverture de la vaccination contre la grippe saisonnière montre également une tendance décroissante au cours des dernières années, à l'instar de nombreux autres pays européens[1].

Taux de couverture de la vaccination contre la grippe saisonnière chez les personnes âgées, en pourcentage, pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012[2]



Selon un rapport publié par le groupe SAGE («Strategic Advisory Group of Experts») de l'Organisation mondiale de la Santé en octobre 2014 la méfiance envers les vaccins existe dans tous les pays où une enquête concernant ce sujet a été menée. Les causes de cette méfiance ne sont cependant pas forcément liées à un manque de confiance vis-à-vis des vaccins eux-mêmes, mais plus souvent liées à un manque de confiance dans le système de santé ou à un manque d'information sur les bénéfices de la vaccination, voire à des croyances religieuses. Le rapport conclut sur la nécessité d'investiguer, pour chaque pays, les causes contextuelles locales liées au manque de confiance.

Le vaccin Fluad bénéficie d'une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg, mais il n'y est pas encore commercialisé.

Pour ce vaccin, le profil de sécurité du vaccin a été soigneusement réévalué par le Comité sur l'évaluation des risques relative à la pharmacovigilance (PRAC) de l'Agence européenne du médicament (EMA), qui a publié son rapport le 3 décembre dernier. Ce rapport conclut qu'il n'existe aucune évidence montrant que le vaccin Fluad, vaccin contre la grippe produit par Novartis, ait causé des incidents graves incluant la mort de patients en Italie.

Question 0777 (08.12.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis:**

En date du 27 novembre, huit familles issues du Monténégro et d'Albanie, dont un certain nombre d'élèves du Lycée Technique du Centre (LTC), ont été sujettes à l'exécution d'un retour forcé vers leurs pays d'origine respectif. Cet événement a suscité un certain émoi, notamment auprès de la direction du LTC qui a décliné toute forme de collaboration avec les agents de la Police grand-ducale dépêchés sur les lieux afin de procéder à l'exécution de la décision d'éloignement du territoire du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Parmi toutes ces personnes tombant sous une décision d'éloignement, notons la présence d'un petit garçon âgé de quatre ans, sourd-muet et en attente d'une transplantation chirurgicale au Luxembourg, ayant bénéficié auparavant d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales. Selon nos informations, ce petit garçon et sa famille se trouveraient actuellement au Centre de rétention.

Concernant ce cas spécifique, une demande de prolongation du sursis à l'éloignement avait été envoyée au Ministère et renvoyée pour avis au médecin délégué sans qu'une décision y relative n'avait été prise le jour de son placement en rétention. Selon l'article 131 de la loi modifiée du 29 août 2008, un sursis à l'éloignement ne peut être accordé que pour la durée maximale de six mois, renouvelable jusqu'à une durée maximale de deux ans. Toutefois, aucun délai n'est imparti ni au Ministre, ni au médecin délégué pour prendre une décision par rapport à cette demande de sursis à l'éloignement, alors que, dans la pratique, l'avis du médecin délégué peut prendre jusqu'à un an avant d'être transmis au Ministre.

Étant donné que la demande d'octroi d'un sursis n'a pas d'effet suspensif par rapport à la décision de retour, la personne concernée voit souvent, dans la pratique, son sursis à l'éloignement expirer avant qu'une prolongation de ce sursis ne lui ait été accordée, ce qui a pour conséquence que cette dernière devient sujette à l'exécution d'office d'une décision de retour, d'autant plus qu'aucun texte n'oblige le Ministre à rendre un nouvel arrêté prévoyant l'exécution de la décision de retour. Ainsi, l'exécution de la décision de retour ne peut être contestée par l'intéressé, ni au moyen d'un référé, ni au moyen d'une demande de mesure de sauvegarde devant le Tribunal administratif afin d'empêcher son éloignement dans l'attente de la réponse à sa demande de prolongation de sursis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. Dans quelle mesure les forces de l'ordre ont-elles accès à l'information d'une demande de prolongation d'un sursis à l'éloignement en cours de la personne concernée par un contrôle d'identité?

2. Quelle est la durée moyenne du traitement d'une demande d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales à partir du dépôt de la demande jusqu'à la prise de décision par le Ministre?

3. Pendant cette période, quelle est la durée moyenne incombant au traitement du dossier par le médecin-contrôle?

4. Combien de personnes par année, sur les dix dernières années, se sont-elles trouvées dans une situation analogue?

5. Existe-t-il une norme de quelque nature que ce soit qui oblige le Ministre à informer les personnes concernées par un éloignement de la date et de l'horaire de l'exécution de leur éloignement et ce moyennant une décision ministérielle attaquable devant le Tribunal administratif et notifiée à la personne dans un délai suffisant avant l'exécution effective et ce également en cas d'éloignement sans placement préalable au centre de rétention?

6. La loi règle-t-elle la situation d'une personne ayant bénéficié d'un sursis à l'éloignement ayant expiré et attendant une réponse à une demande de prolongation de ce sursis, alors qu'elle se trouve en situation de pouvoir être sujette à l'exécution de la décision de retour prononcée à son encontre, ou bien cette situation est-elle entourée d'un vide juridique?

7. Dans le cas d'un vide juridique, par quels moyens appropriés estimez-vous qu'il faille y remédier?

8. Dans ce cas, n'estimez-vous pas qu'il soit préférable de suspendre les éloignements de personnes ayant déposé une demande de sursis et d'en notifier toutes les autorités compétentes, en particulier la Police grand-ducale, aussi longtemps que ce vide juridique n'ait été comblé?

Réponse (09.12.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

La question de l'honorable Député est basée sur des prémisses erronées. Parmi les personnes éloignées en date du 27 novembre 2014 ne figurait pas de petit garçon de quatre ans, sourd-muet en attente d'une transplantation chirurgicale au Luxembourg. Cette fausse rumeur se base sur une simple confusion de noms faite par des personnes extérieures à la Direction de l'Immigration.

Il convient de noter que personne en attente d'une réponse quant à sa demande de sursis à l'éloignement pour raisons médicales n'est éloignée du territoire luxembourgeois avant réception de l'avis obligatoire du médecin délégué conformément aux articles 130 et suivants de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. L'éloignement est donc suspendu jusqu'à la prise de décision quant à la demande en obtention d'un sursis à l'éloignement, voire quant à son renouvellement.

Question 0778 (08.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **Luxembourg Air Rescue:**

La réforme des services de secours, initiée par le dernier Gouvernement, devrait être finalisée au cours de cette législature. La Luxembourg Air Rescue asbl (LAR) joue depuis sa création en 1988 un rôle dans le domaine des services de secours. Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Intérieur, au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Développement durable:

1. Quelles sont les autorisations dont dispose la Luxembourg Air Rescue (p. ex. vols de nuit)? Quelle est, dans le cas de la LAR, l'autorité compétente à délivrer ces autorisations?

2. Quel était le nombre des vols (pour Air Rescue 1 et Air Rescue 2) dans les missions du SAMU pour 2013 et 2014?

3. Quel était le nombre des vols à vide au cours des dernières années?

4. Dans quelle mesure ces vols à vide sont-ils pris en compte pour le calcul du subside de l'État en faveur de la LAR (qui pour les années 2014 et 2015 s'élève à 665.000 euros p. a.)? Dans quelle mesure les coûts pour ces vols à vide sont-ils inclus dans les frais facturés aux personnes secourues et par la suite remboursés par la Caisse Nationale de Santé?

5. La LAR intervient par la mise à disposition d'un vecteur aérien dans les interventions du SAMU. Comme il s'agit d'une société privée, comment est-il garanti que la confidentialité des données médicales et personnelles des patients transportés est respectée conformément à la loi sur le recueil et la protection des données en vigueur? Est-ce qu'il existe un mécanisme de contrôle de l'État?

6. Dans le contexte de la réforme des services de secours, quel rôle Monsieur le Ministre de l'Intérieur a-t-il prévu pour la Luxembourg Air Rescue asbl?

Réponse commune (16.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée souhaite avoir des renseignements au sujet de la Luxembourg Air Rescue asbl (LAR).

Ad 1. En ce qui concerne les autorisations de vols de nuit dont dispose la LAR, l'horaire d'exploitation de l'aéroport ainsi que les dérogations à celui-ci sont déterminés par le règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg. La LAR effectuant des vols sanitaires («hospital flights») bénéficie d'une dérogation permanente selon l'article 13.1.a et est par conséquent d'office exempt de toute restriction de vol de nuit. Une autorisation supplémentaire n'est pas requise.

Ad 2. Le nombre de vols (pour Air Rescue 1 et Air Rescue 2) pour l'ensemble des missions du Service d'aide médicale urgente (SAMU) pour l'année 2013 était de 835. Pour l'année 2014, les statistiques ne sont pas encore disponibles.

Ad 3. Sur les 835 missions effectuées en 2013, 194 missions concernaient des vols à vide, soit 23,3%.

Ad 4. La convention conclue entre la LAR et l'État du Grand-Duché de Luxembourg a comme objet de régler, dans un intérêt public, l'intégration du sauvetage de personnes par deux hélicoptères de la LAR dans le cadre du SAMU. Elle concerne les modalités de la mise à disposition des deux hélicoptères à cet effet et le subside versé par l'État dans le cadre de cette convention n'est pas lié à la question des vols à vide.

[1] Source: ECDC, accessible sous http://www.ecdc.europa.eu/en/publications/Publications/Implementation-seasonal-influenza-vaccination-Council-Recommendation-Jan-2014.pdf

[2] Source: idem

Selon les statistiques de la sécurité sociale, le nombre de vols effectués par la LAR et à charge de l'assurance maladie pour les années 2013 et 2014 s'élève à:

Type de transport	2013	2014 (valeur au 18.12.14)
Primaire[1]	447	329
Postprimaire[2]	0	1
Primaire vers l'étranger	230	144
Secondaire	40	43
Retour depuis l'étranger	12	8
Transplantés	1	4

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention conclue entre la CNS et la LAR le 1er mai 2014, la prise en charge de l'assurance maladie inclut les vols aller et retour effectués lors d'un transport de malades ou du transport de l'équipe médicale d'urgence, à l'exclusion des vols de positionnement (article 13 de la convention conclue entre la CNS et la LAR).

Le nombre d'actes sans minutes de vol et le nombre de transports de l'équipe médicale d'urgence pris en charge par l'assurance maladie s'élèvent à:

	2013		2014 (valeur au 18.12.14)	
Type de transport	Nombre	Facturation	Nombre	Facturation
Primaire	56	5.695	17	1.896
Postprimaire	0	0	0	0
Primaire vers l'étranger	107	12.186	33	4.389
Secondaire	1	118	4	296
Retour depuis l'étranger	0	0	0	0
Transplantés	0	0	0	0
Équipe médicale d'urgence	0	0	85	8.996

Ad 5. La LAR met à disposition du SAMU un vecteur de transport aérien pour acheminer l'équipe médicale dans les meilleurs délais sur le lieu de l'incident. À ce titre, la LAR asbl n'a pas accès aux données médicales qui sont du ressort de l'équipe médicale du SAMU. Le rapport circonstancié du médecin ayant participé à l'intervention est directement envoyé à la CNS sans que la LAR intervienne comme intermédiaire.

Pour le surplus, l'équipage de l'hélicoptère de sauvetage est soumis au secret professionnel tel que défini par l'article 458 du Code pénal.

En ce qui concerne le traitement des données personnelles, la LAR dispose d'une autorisation auprès de la Commission nationale de la protection des données qui est également l'autorité nationale indépendante chargée de vérifier la légalité des fichiers et de toutes collectes, utilisations et transmissions de renseignements concernant des individus identifiables et qui doit assurer dans ce contexte le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, notamment de leur vie privée.

Selon l'article 16 de la convention, la LAR transmet à la CNS une facture reprenant:

- les noms et prénoms de la personne protégée,
- le numéro d'identification de la personne protégée,
- le code prestation,
- le cas échéant, le code du médecin accompagnateur,
- la date de prestation,
- le temps de vol en minutes, et
- le montant total facturé.

Ad 6. Le rôle de la LAR qui est de mettre à disposition du SAMU respectivement des services de secours un vecteur de sauvetage aérien, n'est pas susceptible de changer dans le cadre de la réforme des services de secours.

[1] Transport primaire: transport urgent de malades ou de blessés du lieu d'intervention ou du lieu de l'accident vers l'hôpital de garde de la région hospitalière ou vers l'hôpital spécialisé le mieux approprié pour le traitement spécifique du malade ou du blessé (article 5 de la convention LAR-CNS).

[2] Transport postprimaire: transport urgent de malades ou de blessés par hélicoptère du service des urgences d'un hôpital vers un autre hôpital mieux approprié pour le traitement spécifique du malade ou du blessé, aucune déclaration d'entrée pour un traitement stationnaire n'ayant été faite par l'hôpital de départ du transport aérien (article 5 de la convention LAR-CNS).

Q94

Question 0779 (08.12.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Lycée de Clervaux:**

Suite à la décision de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de nommer le directeur du Lycée de Clervaux (LCL), je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques sur la répartition actuelle des élèves issus des écoles fondamentales du canton de Clervaux (communes de Clervaux, Parc Hosingen, Weiswampach, Wincrange, Troisvierges) et inscrits dans les différents lycées du pays en ventilant par tranche d'âge, année scolaire et ordre d'enseignement?

- Quel est le nombre d'élèves actuellement inscrits dans la première année du cycle 3 des écoles fondamentales du canton de Clervaux et qui, en principe, pourront peupler en 2018-2019 les classes de septième du LCL? Et quel est le nombre d'élèves fréquentant à l'heure qu'il est la dernière classe du cycle 3 et la première classe du cycle 4 des écoles du canton?

- Combien d'élèves habitant le canton de Clervaux et inscrits pour l'instant dans les différents lycées du pays vivent dans des internats durant la semaine?

Réponse (09.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La création du Lycée de Clervaux se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «Lycées». Le plan sectoriel a été élaboré dans le contexte de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire. Il vise à régionaliser l'offre scolaire de manière à réduire les distances des transports scolaires, notamment des élèves des classes inférieures. Il établit quatre pôles d'enseignement sur le territoire national: Centre, Sud, Est et Nord.

Le pôle d'enseignement Nord comprend les cantons de Clervaux, de Wiltz, de Vianden, de Diekirch, de Redange et de Mersch sans les communes de Lorentzweiler, de Heffingen et de Larochette. Suivant le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Lycées», le pôle d'enseignement nord comprend six lycées, dont quatre lycées techniques, un lycée mixte à dominante classique avec une annexe à dominante technique et un lycée mixte à dominante technique.

Les élèves des communes suivantes sont visés prioritairement pour s'inscrire dans le futur lycée, à savoir les communes de Clervaux, du Parc Hosingen, de Troisvierges, de Weiswampach et de Wincrange ainsi que la commune du Kiischpelt du canton de Wiltz.

Ad 1. Élèves actuellement inscrits dans un lycée du pays qui habitent dans le canton de Clervaux (rentrée 2014-2015):

Ad 2. Élèves actuellement inscrits dans la première année du cycle 3 (cycle 3.1) et dans la dernière classe du cycle 3 (cycle 3.2 + cycle 3 rallongé) et élèves inscrits dans la première classe du cycle 4 (cycle 4.1) des écoles du canton de Clervaux (rentrée 2014-2015):

Clervaux	
Cycle 3.1	47
Cycle 3.2 et rallongé	59
Cycle 4.1	38
Total	144
Weiswampach	
Cycle 3.1	14
Cycle 3.2 et rallongé	18
Cycle 4.1	9
Total	41
Wincrange	
Cycle 3.1	42
Cycle 3.2 et rallongé	47
Cycle 4.1	44
Total	133
Toisvierges	
Cycle 3.1	43
Cycle 3.2 et rallongé	37
Cycle 4.1	37
Total	117
SISPOLO	
Cycle 3.1	48
Cycle 3.2 et rallongé	77
Cycle 4.1	58
Total	183
Total	
Cycle 3.1	194
Cycle 3.2 et rallongé	238
Cycle 4.1	186
Total	618

Ad 3. En ce qui concerne les élèves habitant le canton de Clervaux et inscrits pour l'instant dans les différents lycées et vivant dans des internats durant la semaine, il y a lieu de remarquer que nous ne disposons pas de chiffres exacts.

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire ou via chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires)

Question 0781 (08.12.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **mortalité des abeilles:**

D'Stierwe vun de Beien ass an Europa als Gefor erkannt ginn. Tatsächlech ass dëse Phenomeen am Ament vläicht souguer méi eeschtzehuelen, wéi d'Auswierkunge vum Klimawandel. Ee vun den Haaptgrënn vum Massestierwe vun de Beie si Pestizide mat Neonikotinoiden, wéi wëssenschaftlech Etüde beleeën („EU, Directorate-General for Internal Policies - Policy Department A: Economic and Scientific Policy - Existing Scientific Evidence of the Effects of Neonicotinoid Pesticides on Bees"). Eng Lëscht vun der ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture) iwwer phytosanitär Produiten (Pestiziden also) gesäit awer anscheinend och Produite mat Neonikotinoide vir, déi net nëmme Schiedeger, mä och Beie gefäierlech sinn.

Dofir wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft folgend Froe stellen:

1. Wéi vill a wat fir eng zougeloosse Produkter beinhalte Wierkstoffer vun der Famill vun den Neonikotinoiden?

2. Firwat sinn dës Produkter trotzdeem hei am Land zougelooss ginn?

3. Ass déi Zouloossung net am Widdersproch zum Verbuet, wat säitens vun der EU-Kommissioun am Abrëll 2013 ausgeschwat ginn ass?

4. Gedenkt Dir, déi Zouloossung eventuell ze iwwerdenken?

Réponse commune (12.01.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Momentan sinn am Ganze 16 Produkter déi d'Wierkstoffer Imidacloprid, Thiacloprid oder Acetamiprid enthalen, zougelooss.

Imidacloprid: Confidor® 200 SL, Merit® Turf

Thiacloprid: Biscaya 240 OD, Calypso®, Calypso® Spray, Calypso® Garden, Bayer-Garten Schädlingsfrei Calypso, Etisso Schädlings-frei SC

Acetamiprid: Gazelle SG, Duo-Stick, Multisect, Multisect Aérosol, Multisect Aérosol Prêt, Substrat Spray p. pl., Roseclear, Roseclear Spray

Ad 2. Dës Produkter si wéi all aner Sprëtzmëttel duerch d'Prozedur vun der géigesäiteger Unerkennung nom Artikel 40 vum europäesche Reglement 1107/2009/CE zu Lëtzebuerg zougelooss ginn. D'Zouloossunge vun deene Produkter baséieren domadder op Zouloossungen aus dem Ausland. Dës Produkter falen net ënnert den Uwennungsberäich vum Ausféierungsreglement 485/2013/CE an et si bis elo keng nei Erkenntnisser vun Säite vun der EFSA komm, déi zu engem Verbuet vun dëse Mëttele gefouert hätten.

Ad 3. D'Ausféierungsreglement 485/2013/C vun der EU-Kommissioun vum 24. Mee 2013 huet d'Wierkstoffer Clothianidin, Thiamethoxam an Imidacloprid betraff an dovunner just verschidden Uwennungen. Néng Produkter kruten d'Zouloossung entweder ganz oder fir eng Rei vun hiren Applikatiounen doropshin entzunn. D'Wierkstoffer Thiacloprid an Acetamiprid waren net betraff, well se net esou gëfteg si wéi déi dräi aner Wierkstoffer. Eis momentan Zouloossunge stinn also net am Widdersproch zum genannten Ausféierungsreglement, deen zu Lëtzebuerg bei der Zouloossungsprozedur vun de Sprëtzmëttel nach ëmmer respektéiert gëtt.

Ad 4. Et gëtt momentan kee Grond, d'Zouloossungen ze iwwerdenken. Mir halen eis do un d'Virgabe vun der EU-Kommissioun bei där d'Neonikotinoider nach ëmmer op der Agenda stinn. Soubal d'Kommissioun an d'EFSA zu neien Erkenntnisser kommen, wäerte mir déi natierlech op nationalem Niveau implementéieren.

Question 0782 (08.12.2014) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **survols répétés des installations nucléaires françaises par des drones:**

Depuis octobre, les autorités françaises et les exploitants de centrales nucléaires ont observé plusieurs dizaines de survols de leurs installations nucléaires par des drones. Il s'agit au minimum des installations de Bugey, Marcoule, Saint-Alban, Creys-Malville, Blayais, Nogent-sur-Seine, Chooz, Dampierre, Gravelines et Cattenom et certains réacteurs ont été survolés à plusieurs reprises. Or, malgré une recherche intensive, aucune piste concrète n'a jusqu'ici été identifiée.

Vu la proximité de la centrale de Cattenom, le Luxembourg est également concerné et a tout intérêt à ce que les autorités françaises agissent de manière transparente en informant à la fois les pays voisins et la population des risques posés par ces survols, de même que sur les mesures de protection envisagées.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de Monsieur le Ministre du Développement durable:

1. Est-ce qu'il y a eu des contacts avec les autorités françaises au sujet des nombreux survols illégaux de drones?

2. Est-ce que le Gouvernement a été rapidement et pleinement informé par les autorités françaises sur le nombre et les types de drones, sur les risques posés par ces survols illégaux - notamment aussi en ce qui concerne les piscines de combustibles usés - et sur les mesures de protection additionnelles mises en place ou envisagées afin de garantir la sécurité des installations?

3. Est-ce que le soutien des services luxembourgeois a été sollicité pour surveiller les alentours de la centrale de Cattenom? Dans l'affirmative, dans quelle mesure et avec quels résultats?

Réponse commune (12.01.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ad 1. Le survol récent par des drones de plusieurs centrales nucléaires françaises dont celles de Cattenom a été évoqué avec les autorités françaises à différents niveaux.

Ad 2. Tout en attendant les résultats des enquêtes judiciaires diligentées à la suite de ces incidents, les autorités françaises insistent sur l'absence de risque immédiat pour la sécurité des centrales. Les autorités françaises ont en outre précisé que les drones avaient été neutralisés et que ces évènements n'ont pas mis en évidence de défaillance des dispositifs actuellement en place.

Le Luxembourg a affirmé son intérêt à être tenu informé des résultats de ces enquêtes. Si la collaboration sur les aspects tenant à la sûreté des installations nucléaires françaises peut être qualifiée de bonne, les autorités luxembourgeoises ont exprimé le souhait d'établir un point de contact bilatéral direct pour ce qui est du volet de la sécurité des centrales nucléaires.

Ad 3. Aucune demande de soutien de la part des autorités françaises n'a été formulée dans le cadre des survols des centrales nucléaires.

Question 0784 (09.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy:**

Nous venons d'apprendre par voie de presse que la ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy, créée par la Région Lorraine et le Gouvernement luxembourgeois le 14 décembre 2009, pourrait être supprimée. Tandis que «Le Quotidien» du 3 décembre 2014 indique que la ligne en question devrait «prochainement être supprimée», le «Tageblatt» évoque l'année 2016. À cet égard, Patrick Hatzig, vice-président du conseil régional de Lorraine délégué aux actions régionales relevant de la mobilité, évoque que «cette liaison n'effectue que deux allers-retours et seulement une centaine de passagers l'utilise tous les jours alors qu'ils sont 600 dans chaque train Thionville-Luxembourg et que beaucoup de Thionvillois, par exemple, empruntent déjà le Thionville-Luxembourg en prenant à Bettembourg la correspondance pour Belval. Si nous supprimons cette ligne Thionville-Belval-Longwy, cela va nous permettre de libérer du matériel pour mettre en place une cinquième, voire une sixième liaison Thionville-Luxembourg aux heures de pointe, soit un train toutes les douze minutes. Et ce trajet Thionville-Belval, via Bettembourg, représente le même temps de trajet qu'avec la ligne Thionville-Belval-Longwy.» En ce qui concerne les passagers transitant par Longwy, Monsieur Hatzig précise: «Nous avons demandé aux CFL et au Ministère du Développement durable luxembourgeois de rallonger jusqu'à Longwy la ligne Luxembourg-Rodange (...). Nous attendons leur réponse.» («Le Quotidien», 03.12.2014)

Dans cet ordre d'idées j'aimerais savoir:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'intention de supprimer la ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy? Dans l'affirmative, à partir de quelle date cette suppression est-elle envisagée?

2. Une telle suppression ne serait-elle pas contraire à la nécessité de renforcer les transports publics aussi bien dans cette région frontalière, que pour valoriser le transport public vers le site de Belval?

3. Le renforcement de la liaison Thionville-Luxembourg n'est-il pas de toute façon nécessaire? Quelle est la société ferroviaire en charge de ce renforcement? Comment cette société peut-elle se procurer le matériel roulant nécessaire à cette fin? Est-il justifié que le matériel roulant nécessaire soit pris aux dépens de la suppression d'une autre ligne ferroviaire frontalière?

4. Une extension de la ligne Rodange-Longwy à deux voies ne serait-elle pas une condition sine qua non à l'amélioration de cette liaison frontalière?

Réponse (13.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0784 du 9 décembre 2014, l'honorable Député Justin Turpel souhaite s'informer au sujet de la desserte de l'arrêt Belval-Université au vu de la suppression de la relation directe Thionville-Belval-Longwy.

Faisant suite à la proposition de la part de la Région Lorraine, la relation directe Thionville-Belval-Longwy sera supprimée en 2016. Le matériel roulant y affecté sera réutilisé sur la relation Thionville-Luxembourg où la demande ne cesse de progresser et où se concentrent les plus grands besoins.

Ainsi, la desserte Thionville-Belval se fera par correspondance en gare de Bettembourg.

Pour offrir à la clientèle des transports en commun une relation optimale Longwy-Belval, une adaptation des horaires de la ligne de bus 398 Saint Charles-Longwy-Rodange circulant déjà actuellement est à l'étude en vue de la création de correspondances optimales entre cette ligne de bus et la ligne ferroviaire 60 Rodange-Belval-Esch/Alzette-Luxembourg.

Question 0786 (09.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**application de la loi sur l'euthanasie:**

Un courrier des lecteurs paru dans un quotidien luxembourgeois samedi passé fait état de problèmes qui se posent dans le contexte de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

En effet, l'article 4 prévoit que «toute personne majeure et capable peut, pour le cas où elle ne pourrait plus manifester sa volonté, consigner par écrit dans des dispositions de fin de vie les circonstances et conditions dans lesquelles elle désire subir une euthanasie», pour autant «qu'elle est atteinte d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable, qu'elle est inconsciente et que cette situation est irréversible selon l'état actuel de la science». L'alinéa 4 du paragraphe 2. de l'article 4 de la loi susmentionnée dispose que «la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation est tenue de demander une fois tous les cinq ans, à partir de la demande d'enregistrement, la confirmation de la volonté du déclarant».

Or, il paraît qu'à l'heure actuelle, c'est-à-dire plus de cinq ans après la publication de la loi en question et des premières demandes d'enregistrement, les déclarants concernés n'aient pas encore été contactés pour confirmer leur volonté. Le courrier des lecteurs susmentionné évoque une situation d'insécurité juridique émanant de cet état des choses et affirme que les dispositions de fin de vie antérieures à cinq ans et non renouvelées ne seraient plus valables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'état des choses décrites ci-dessus?

- Selon Madame la Ministre, les déclarations antérieures à cinq ans perdront-elles leur validité si elles ne sont pas renouvelées?

- Quelle est la position de Madame la Ministre face à cette problématique et quelles mesures compte-t-elle prendre pour clarifier la situation?

- Pour ce faire, Madame la Ministre prévoit-elle éventuellement de procéder à une modification de la loi?

- Dans la foulée, Madame la Ministre pense-t-elle également procéder aux adaptations découlant des recommandations de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation, notamment:

• en ce qui concerne la désignation de suppléants des membres de la Commission pour tenir compte des difficultés pour fixer des réunions et atteindre le quorum prévu par la loi, ou

• l'insertion dans la loi d'une disposition sur la qualification juridique d'un décès suite à un acte d'euthanasie ou d'assistance au suicide, qui selon les experts devrait être considéré comme une mort de cause naturelle?

Réponse (08.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'euthanasie est réglementée au Luxembourg par la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide. Cette loi est entrée en vigueur le 20 mars 2009.

Les dispositions de fin de vie sont une demande d'euthanasie faite à l'avance pour le cas où le patient se trouverait, à un moment ultérieur de sa vie, dans une situation d'inconscience et qu'il souffrirait d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable et que son état soit irréversible selon l'état de la science.

Les dispositions de fin de vie sont enregistrées dans le cadre d'un système officiel d'enregistrement auprès de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation. Je voudrais rappeler à cet endroit que la prédite commission est indépendante du Ministère la Santé, même si son secrétariat y est localisé.

La loi ne précise pas de durée de validité de ces dispositions, mais la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation est tenue de demander une fois tous les cinq ans, à partir de la date d'enregistrement des dispositions de fin de vie, la confirmation de la volonté du déclarant.

Les dispositions de fin de vie peuvent être réitérées, retirées ou adaptées à tout moment. Tout changement éventuel doit être déclaré et enregistré auprès de cette commission.

La loi ne prévoit pas de conséquences en cas de silence du déclarant relatif à la demande de confirmation de sa volonté dans les cinq ans, à partir de la date d'enregistrement des dispositions de fin de vie.

Selon les informations qui m'ont été transmises de la part de la prédite commission, il est vrai qu'un certain retard a été pris afin de solliciter la confirmation de la volonté des déclarants des dispositions de fin de vie enregistrées il y a cinq ans.

La Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation veille à assurer que tous les moyens sont mis en œuvre pour remédier rapidement à ces retards en transmettant par courrier une demande la confirmation de la volonté des dispositions de fin de vie à tous les déclarants qui ont établi une telle disposition depuis plus de cinq ans. Il est mentionné dans ce courrier qu'en cas de silence du déclarant à ce courrier ses dispositions de fin de vie resteront valables.

Cela étant, il n'y a actuellement pas lieu de procéder à une modification de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Question 0787 (09.12.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **perquisitions au Ministère de la Sécurité intérieure et au Ministère de l'Économie:**

D'Regierung huet iwwer Communiqué bestätegt, datt am Ministère fir bannescht Sécherheet an am Wirtschaftsministère Perquisitiounen duerchgefouert goufen, am Kontext vun den Ausschreiwunge vum externen Audit, fir d'Direktioun vun der Police nei ze besetzen.

An deem Kontext hätt ech dës Froen un d'Regierung:

1. Wien dréit d'Verantwortung fir d'Ausschreiwung vun dësem Audit?

2. Wat huet d'Regierung fir dësen Audit bezuelt?

3. Sinn, wéi et üblech misst sinn, déi néideg Renseignementer iwwert d'Firma ageholl ginn, ier dës mam Audit befaasst ginn ass?

4. Huet den Audit sech och mat der Prozedur, dem Prinzip vun der Besetzung vum Posten duerch e Magistrat an zur Gewaltentrennung befaasst? Froen, déi ech an der Question parlementaire N°0597 vum 7. Oktober opgeworf hunn *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)*.

Réponse (19.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de l'Économie*:

Am Regierungsprogramm ass festgehalen, dass, éier d'Reform vun der Police géif finaliséiert ginn, en Audit iwwert d'Police gemaach géif ginn.

Den Audit, deen an Optrag ginn ass, handelt iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Police.

D'Police fält ënnert d'Attributioune vum Minister fir bannescht Sécherheet, deem seng Servicer deemno d'Ausschreiwung fir den Audit gemaach hunn.

De Präis fir den Audit beleeft sech op 214.359 Euro. Den Audit dauert viraussiichtlech bis Mee 2015. Et huet bis elo nach kee Paiement stattfonnt.

Déi néideg Renseignementer iwwert d'Firma sinn am Virfeld ageholl ginn.

Den Audit handelt net iwwert d'Generalinspektioun vun der Police.

Question 0788 (10.12.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **ratification par le Luxembourg de la Convention Médicrime:**

La Convention Médicrime est un traité qui a été adopté fin de l'année 2010 par le Comité des Ministres des 47 états du Conseil de l'Europe et qui a été ouvert à la signature et à la ratification depuis octobre 2011 aux pays du monde entier. Ce traité a pour objet d'offrir un instrument juridique international de premier ordre dans la lutte contre le fléau d'ampleur mondiale que constituent la contrefaçon de produits médicaux et la criminalité y associée. En effet, une harmonisation au niveau international de la législation en la matière permettra une criminalisation de ces pratiques et l'application de sanctions dissuasives. Cette démarche est vitale sachant que ce phénomène peut avoir à grande échelle des conséquences dramatiques sur la santé publique, notamment au travers d'une distribution de masse de produits médicaux contrefaits facilitée par Internet.

Actuellement, 23 pays, dont le Luxembourg, ont signé la Convention Médicrime, mais seulement quatre des 23 pays signataires l'ont ratifiée par la suite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Au vu de l'importance de ce traité dans la lutte contre la contrefaçon de produits médicaux, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre envisagent-ils de légiférer afin de ratifier la Convention Médicrime?

- Dans l'affirmative, dans quel délai entendent-ils déposer un projet de loi pour ce faire?

Réponse commune (09.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La problématique des médicaments falsifiés est un sujet très préoccupant, répandu dans le monde entier et plus particulièrement dans les pays tiers de l'Union européenne.

La directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil concernant la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés a posé un cadre normatif destiné à lutter contre les médicaments falsifiés dans l'Union.

Cette directive a été transposée en droit national par règlement grand-ducal du 9 avril 2013.

En ce qui concerne la Convention Médicrime, un avant-projet de loi sera déposé au courant de l'année 2015 aux fins de ratification du traité en question.

Question 0789 (10.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **adaptations à la formation professionnelle:**

Lors de l'interpellation sur la formation professionnelle du 27 novembre 2014, j'avais posé plusieurs questions orales *(cf. compte rendu n°4/session 2014-2015)* à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Vu que Monsieur le Ministre n'a pas répondu à la plupart de mes questions et vu que je n'ai pas reçu les réponses écrites promises, j'aimerais poser de nouveau les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quand le Ministre envisage-t-il terminer et publier l'évaluation qualitative de la formation professionnelle entamée en collaboration avec l'Université du Luxembourg?

2. Lors de la Commission du Développement durable du 5 novembre 2014, le Ministre du Développement durable a souligné que comme d'une part l'enseignement secondaire fonctionne en trimestre et la formation professionnelle en semestre, il y a une divergence entre les différents établissements sur un même site quant au début des vacances scolaires. L'impact afférent sur le transport scolaire est

considérable. Ainsi le Gouvernement envisage d'aligner les vacances scolaires des différents établissements scolaires en vue d'une optimisation du transport scolaire.

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, comptez-vous réorganiser les années scolaires? Si oui, sera-ce en semestres ou en trimestres?

3. Comment envisagez-vous organiser la formation continue - en tenant compte de la situation particulière des élèves concernés - pour permettre aux retardataires de terminer leurs modules non encore réussis?

- Est-ce que les modules à rattraper seront offerts à partir de la rentrée scolaire de septembre 2015? Dans quels lycées les cours seront-ils organisés? Quand les concernés (parents, élèves, enseignants et directeurs) seront-ils informés de vos décisions?

4. Selon la réponse à une question parlementaire, le Ministre du Travail compte contacter les chambres professionnelles compétentes pour leur demander de solliciter la dérogation de l'interdiction d'employer des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques, pour l'ensemble des entreprises auxquelles elles ont accordé le droit de former.

- Monsieur le Ministre êtes-vous au courant de cette décision? Dans l'affirmative, est-ce que le Ministre compétent a déjà entamé cette démarche?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Comme déjà annoncé lors de l'interpellation sur la formation professionnelle en date du 27 novembre 2014, le Conseil de Gouvernement a adopté en date du 23 décembre l'avant-projet de loi portant modification:

1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

2) de la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

3) de l'article L.222-4 du Code du Travail.

Ce projet prévoit des adaptations de la loi de 2008, sans mettre en cause les grands principes de la réforme de la formation professionnelle de 2008 et apporte des réponses à la majorité des questions respectivement défis soulevés lors de l'interpellation.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. La convention signée avec l'Université du Luxembourg a pour but de faire une analyse, surtout qualitative, de la mise en œuvre de la formation professionnelle. Dès que les premiers résultats portant sur un échantillon de plusieurs professions/métiers sont disponibles, la commission parlementaire de la Chambre des Députés en sera informée.

Le bilan quantitatif a été dressé fin 2014 quand la première cohorte complète des élèves du régime professionnel, organisé suivant les dispositions de la loi de 2008, est arrivé au terme de ses études, et ce dans la durée normale de trois ans.

En ce qui concerne la formation de technicien, qui s'étend sur quatre années, un bilan analogue ne pourra se faire que fin 2016 dû au fait que la formation de technicien division administrative et commerciale a commencé le parcours réformé avec une année de retard.

Ainsi, pour avoir une vue d'ensemble sur une cohorte, il faut attendre la fin de parcours des «retardataires» qui mettent une, voire deux années supplémentaires pour terminer leur formation. En outre, il semble indiqué d'attendre au moins trois cohortes entières, fonctionnant selon les dispositions de la réforme de 2008, avant de dresser un bilan définitif. Ce bilan définitif analysera les parcours des élèves en formation jusqu'en été 2020 et ne sera disponible qu'en 2021.

Ad 2. Pour l'instant, une modification du fonctionnement en semestres de la formation professionnelle n'est pas envisagée et les discussions relatives à la réforme de l'enseignement secondaire permettront de conclure s'il s'avère pertinent de préserver le rythme trimestriel ou non.

Je tiens à préciser dans ce contexte que chaque lycée ou lycée technique peut solliciter auprès du Ministre une autorisation pour adopter le rythme semestriel qui devra dès lors être appliqué à toutes les classes. Actuellement, le Lycée technique Agricole, le Atert-Lycée de Redange, le Lycée Ermesinde et le Schengen-Lycée fonctionnent par semestres pour l'ensemble des classes, y compris celles qui ne font pas partie de la formation professionnelle.

Ad 3. Les dispositions prévues par l'avant-projet de loi et ses projets de règlements grand-ducaux prévoient des dispositions spécifiques pour les élèves qui ne terminent pas les études dans la durée normale prescrite par la législation de 2008.

En ce qui concerne l'organisation des différents modules à rattraper, des discussions sont en cours.

Ad 4. En date du 3 décembre 2014 une lettre signée conjointement par les Ministres du Travail et de l'Éducation nationale a été transmise à la Chambre de Commerce et à la Chambre des Métiers leur demandant de solliciter auprès du Ministre du Travail la dérogation prévue à l'article L.343-3, paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises ayant le droit de former. Cette solution pragmatique semble être plus utile que de prévoir une modification législative qui risque de créer une ouverture trop grande ne permettant plus d'assurer correctement la sécurité et la santé des jeunes en formation.

Q96

Question 0790 (10.12.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **abus éventuels de suppléments d'honoraires dans le chef de certains médecins:**

Lors d'une conférence de presse du mardi 9 décembre 2014, l'Association de défense des patients («Patientevertriedung») monte au créneau contre les abus de facturation que pratiqueraient certains médecins. L'association n'est pas tendre à l'égard de la profession à savoir «facturations illicites de taxes, facturations non prévues pour copies de dossier en cas d'hospitalisation, facturations illicites de suppléments d'honoraires pour convenance personnelle et enfin mémoires d'honoraires et factures non conformes». L'association lance dans ce cadre une campagne d'information pour expliquer les cas de figure qui autorisent le médecin à facturer un supplément et insiste sur la nécessité que le patient en soit informé au préalable et sur le caractère raisonnable que doit revêtir ces frais supplémentaires éventuels. Dans une pétition en ligne, la «Patientevertriedung» va encore plus loin en demandant purement et simplement la suppression des convenances personnelles ou à tout le moins une application stricte de la convention en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de la situation décrite par l'association de défense des patients et peuvent-ils confirmer les abus ainsi dénoncés?

- Dans l'affirmative, quelles mesures envisagent-ils à brève échéance afin d'éviter de tels débordements, d'assurer une meilleure transparence dans la facturation des honoraires et de protéger davantage les patients?

Réponse commune (09.01.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Code de la sécurité sociale (CSS) a mis en place un système de conventionnement obligatoire de tous les prestataires de soins de santé. Ce système s'impose en vertu de la loi à tout prestataire établi sur le territoire luxembourgeois, lorsqu'il délivre des actes susceptibles d'être pris en charge par l'assurance maladie à un assuré luxembourgeois. La loi dispose en outre que pour les prestations contenues dans la nomenclature les tarifs de la nomenclature sont obligatoires et que ces tarifs ne peuvent être dépassés que dans les cas de figure et en vertu des modalités figurant dans les deux conventions liant la Caisse Nationale de Santé (CNS) au corps médical.

Le système du conventionnement général et obligatoire encadre l'exercice d'une profession libérale pour toute prestation qu'elle délivre, du moment que cette prestation est susceptible d'être prise en charge par l'assurance maladie.

1. Les dépassements de tarifs prévus par le CSS et les conventions conclues entre la CNS et l'AMMD

Les possibilités de dépassement des tarifs de la nomenclature sont prévues par l'article 66, alinéa 3 du CSS. Ce sont:

- les majorations des tarifs médicaux en cas de séjour du patient en chambre individuelle à l'hôpital (anciennement «1ère classe»);

- les convenances personnelles pour certains services limitativement énumérés dans la convention médicale et médico-dentaire (CP);

- les dépassements des tarifs pour des prestations médico-dentaires pour un certain nombre de traitements médico-dentaires limitativement énumérés (DSD).

Au sujet des «convenances personnelles» (CP1 à CP7), les conventions susmentionnées prévoient un certain nombre de dispositions:

- l'obligation d'une information et d'un accord de la personne protégée sur le supplément à pratiquer, sans quoi le traitement en question ne peut être commencé (article 48);

- l'obligation de renseigner les suppléments pour convenance personnelle facturés à titre accessoire ou complémentaire à des prestations susceptibles de prise en charge par l'assurance maladie, avec ces prestations sur un même mémoire d'honoraires, alors même qu'ils ne sont pas à charge de l'assurance maladie;

- l'obligation de facturer les suppléments avec tact et mesure.

Le droit à la mise en compte d'une convenance personnelle existe uniquement dans les cas de figure suivants (article 50 de la convention de la CNS avec l'AMMD):

- rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et une heure précis à condition que le rendez-vous ait été respecté par le médecin (CP1);

- rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée un samedi matin et donné par un médecin qui travaille du lundi au vendredi (CP2);

- la personne protégée vient trop tard à son rendez-vous sans fournir d'excuse valable (CP3).

Pour le médecin qui consulte exclusivement sur rendez-vous ou qui consulte par journée ou demi-journée sur rendez-vous:

- le rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et une heure précis après que deux propositions faites par le médecin n'ont pas été acceptées (CP4);

- l'examen immédiat de la personne protégée sans qu'il ait été fixé de rendez-vous préalable, sauf en cas d'urgence (CP5);

- le fait par la personne protégée de se faire attribuer des soins lors d'une consultation ou visite d'urgence telles que celles-ci sont définies dans la nomenclature des médecins et des médecins-dentistes, sans que le caractère urgent n'ait été reconnu par le médecin (CP6);

- le fait par la personne protégée de solliciter les conseils du médecin par téléphone, si la durée de l'entretien dépasse dix minutes au moins (CP7).

L'interprétation des libellés est régulièrement sujet à discussion et les controverses entre patients et prestataires sont nombreuses. En effet, en cas de mise en compte d'une CP, le service supplémentaire rendu au patient est souvent imperceptible pour celui-ci. Il en est ainsi notamment du CP1 au sujet duquel les contestations visent le principe de sa mise en compte par un médecin qui ne travaille que sur rendez-vous, la prise en compte des contraintes du patient lors de la fixation du rendez-vous, l'information préalable, l'interprétation du «tact et mesure», le délai d'attente, etc.

2. Des suppléments indûment perçus par certains membres du corps médical

Depuis un certain temps, certains médecins ont pris des habitudes qui ne sont pas conformes avec la législation applicable. En effet, certains médecins ont pris l'habitude, et persistent à le faire malgré l'opposition écrite formelle du Ministère de la Sécurité sociale, de demander à leurs patients des suppléments hors tarifs, non prévus dans la nomenclature et non renseignés sur les factures à envoyer pour remboursement à la CNS, mais sur une lettre à part. Il s'agit donc ici d'une double infraction à la base légale.

Par ailleurs, d'autres habitudes abusives se sont installées dans certains cabinets médicaux. Ainsi, certains médecins appliquent de façon incorrecte les différents codes de la nomenclature: il arrive assez souvent que des médecins facturent pour un simple renouvellement d'une ordonnance (C41 au montant de 14,10 euros) une consultation (C1 au montant de 39,00 euros), ce qui revient à chaque fois à un supplément indûment payé à charge de la CNS de 19,92 euros et de 4,98 euros indûment à charge du patient. Du moment que de telles pratiques sont systématiques, p. ex. dans le cas du renouvellement des ordonnances pour les habitants d'un centre pour personnes âgées, il en découle un surcoût considérable non justifié pour l'assurance maladie.

Or, conformément au Code de déontologie émis par le collège médical, les médecins et médecins-dentistes sont tenus de respecter les dispositions légales, règlementaires, statutaires et conventionnelles dans leurs relations avec les patients et lors de la facturation des prestations qu'ils effectuent dans ce cadre et le collège médical devrait intervenir en cas d'infraction y relative. Et c'est au collège médical qu'il incombe, le cas échéant, de veiller à ce que les membres du corps médical les observent et de prononcer en cas de non observation des sanctions.

Conscients néanmoins que les abus et fraudes augmentent de part et d'autre, et notamment aussi du côté de tous les acteurs du système de soins de santé, les rédacteurs du programme de coalition de 2013 y ont prévu de renforcer la lutte contre la fraude en matière de sécurité sociale. Ainsi le texte prévoit que «dans le contexte de la réforme des juridictions actuellement en cours, une spécialisation dans le domaine de la lutte contre la fraude dans le cadre des prestations de sécurité sociale sera introduite au niveau des juridictions civiles et pénales», et: «Le Gouvernement accordera plus d'importance à la définition d'une politique de prévention des abus et des pratiques non conformes en vue d'assurer un suivi adéquat de tels dossiers.»

Question 0791 (11.12.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **procédure d'immatriculation de sociétés au Registre de Commerce et des Sociétés:**

Suivant la loi du 17 décembre 2010 les statuts d'une SICAV peuvent être dressés en anglais uniquement. L'article 26, 2 prévoit que: «Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 24 prairial, an XI, (...) l'obligation de joindre (...) une traduction en une langue officielle (...) ne s'applique pas».

Il me revient que le Registre de Commerce et des Sociétés refuse cependant les immatriculations de SICAV dont les statuts ont été dressés en anglais uniquement au motif que «le formulaire doit être complété en une des langues administratives, à savoir la langue française (sic), allemande ou luxembourgeoise (art. 4 du règlement du 23 janvier 2003 concernant le RCS)».

1. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour dire qu'un règlement constitue une norme juridique inférieure par rapport à une loi et que toute personne - a fortiori une agence quasi étatique - doit respecter la loi?

2. Monsieur le Ministre entend-il intervenir pour que des SICAV créés en conformité avec la loi du 17 décembre 2010 en langue anglaise puissent être inscrites au RCS sans qu'il y ait besoin de faire traduire leurs statuts en langue luxembourgeoise, allemande ou française pour les besoins de l'immatriculation?

3. Pour autant que de besoin, Monsieur le Ministre envisage-t-il une modification du RGD de 2003 pour le mettre en conformité avec la loi de 2010?

Réponse (12.01.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

À titre liminaire, il n'est sans doute pas inutile de rappeler les différentes dispositions légales régissant le régime général des langues, applicable au Grand-Duché de Luxembourg:

- Ainsi la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, en son article 36, dispose que: «Les notaires sont obligés de se servir pour la rédaction des actes de la langue française ou allemande, au choix des parties. Toutefois, pour les actes reçus en vertu de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la suite de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique, du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) et de la loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application dudit règlement CEE n°2137/85 ils peuvent, si les comparants le demandent, et à condition de comprendre et de parler cette langue, rédiger l'acte en langue anglaise et faire suivre la version anglaise d'une version rédigée en langue française ou allemande. En cas de divergence entre la version française ou allemande, d'une part, et la version anglaise, d'autre part, la version française ou allemande fera seule foi, à moins que les parties ne stipulent que la version anglaise fera seule foi entre parties (...).»

Les actes notariés peuvent donc, au choix des comparants, être dressés en langue française ou allemande et en ce qui concerne les sociétés commerciales, les GIE et les GEIE, en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française ou allemande.

- L'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dispose qu'«en matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxem-

bourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières».

- La loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises reprend ces mêmes dispositions, en son article 22-2: «Tous les actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents quelconques dont le dépôt ou la publication est ordonné par la loi sont rédigés en langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières. Peuvent toutefois faire l'objet d'un dépôt et d'une publication volontaires, tous les documents visés à l'alinéa premier traduits dans toute langue officielle de la Communauté (...).»

Dès lors et eu égard aux textes énoncés, les actes ou extraits d'actes ou tout document quelconque à déposer au Registre de Commerce et des Sociétés (ci-après le RCS) et à publier au Mémorial C doivent en principe être rédigés en une langue officielle ayant cours au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir le français, l'allemand ou le luxembourgeois, sauf disposition légale particulière.

À ce titre, plusieurs législations spéciales viennent déroger au régime général des langues en permettant l'usage de la langue anglaise, sans qu'une traduction en langue officielle ne soit jointe à l'acte rédigé en anglais. Il en est ainsi de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, où l'acte constitutif des SICAV et ses modifications subséquentes, constatés dans un acte notarié spécial, peuvent être rédigés seulement en langue anglaise.

En exécution des textes applicables en la matière, le gestionnaire du RCS accepte en dépôt, les actes notariés dressés uniquement en langue anglaise, concernant les SICAV.

S'agissant plus précisément de la question de l'immatriculation de société auprès du RCS, l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, fixe la procédure à suivre.

Ainsi, l'immatriculation s'effectue par le biais d'un formulaire de réquisitions spécifique, auquel est joint l'acte requis pour la publication au Mémorial C.

L'alinéa premier de ce même article indique aussi la manière dont doivent être complétés les formulaires et reprend le régime général des langues: «Les formulaires complétés en langues française, allemande ou luxembourgeoise doivent être remplis de façon complète et exacte.»

Cette disposition est donc conforme aux principes applicables en la matière, d'autant plus que les formulaires sont des documents fournis par le gestionnaire du RCS, afin de mettre à jour sa banque de donnée, sur base de laquelle il émet des extraits officiels.

Dès lors, les données textuelles du formulaire, à savoir l'objet social, les éventuels pouvoirs et régime de signature, fonctions et organes sociaux, doivent être inscrites en langue française, allemande ou luxembourgeoise.

En pratique, lors de l'immatriculation d'une SICAV, le notaire doit présenter une demande de dépôt composée de son acte, pris en application de la loi du 17 décembre 2010 précitée, qui peut donc être uniquement rédigé en anglais et du formulaire d'immatriculation, dûment complété, en français, en allemand ou en luxembourgeois, conformément à l'article 4 précité.

Il appartient au notaire, rédacteur de l'acte, de procéder à une inscription en bonne et due forme auprès du RCS.

Par ailleurs, il convient de relever que le gestionnaire du RCS n'impose jamais, dans le cadre de ces immatriculations, que soit jointe à la demande de dépôt une quelconque traduction des statuts.

Force est donc de constater que le gestionnaire du RCS exécute les textes qui lui sont applicables conformément à la législation relative au régime des langues et que par ailleurs le règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 n'est pas en contradiction avec la loi du 17 décembre 2010 de sorte qu'une modification dudit règlement n'est pas requise.

Question 0792 (11.12.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**économie solidaire:**

Face aux évolutions économiques et sociales des dernières années, l'économie solidaire joue un rôle de plus en plus important afin de contrer le fléau du chômage et de la pauvreté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- À l'heure qu'il est, combien d'activités bénéficient d'une convention avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire?

- Quelles sont les missions exactes du service étatique chargé du volet de l'économie solidaire?

- Quels sont les montants budgétaires engagés en la matière?

- Quels sont les différents domaines dans lesquels opèrent les associations en question?

- Combien de personnes travaillent actuellement dans les initiatives sociales comme personnel d'encadrement et quel est le nombre de personnes prises en charge par elles?

- Les initiatives sociales comme par exemple le Forum pour l'Emploi et bien d'autres travaillent sous le statut juridique d'une association sans but lucratif. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette forme juridique s'avère appropriée pour répondre aux différents défis à relever par les initiatives sociales qui peuvent avoir l'envergure d'une véritable entreprise?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer et à élaborer une forme d'association ou de société plus adaptée aux particularités des initiatives sociales?

- Qu'en est-il de la mise en œuvre du Plan d'action de développement de l'économie solidaire au Luxembourg présenté en novembre 2011?

Réponse (12.01.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La promotion de l'économie sociale et solidaire est en effet une des réponses que l'État souhaite donner à l'évolution à la hausse du chômage au Luxembourg. Il s'agit d'ailleurs d'un des thèmes phares de la présidence luxembourgeoise au deuxième semestre 2015. Au Luxembourg, il y a lieu de distinguer entre les activités des acteurs du terrain (les initiatives sociales) qui ont une convention de collaboration avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et les activités qui sont réalisées par le département de l'économie sociale et solidaire au Ministère qui a comme objet de donner un cadre général aux activités de l'économie sociale et solidaire.

Pour 2015, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire signe une convention avec 33 associations sans but lucratif dans le cadre d'initiatives prises pour le rétablissement du plein emploi telles que définies par la loi du 3 mars 2009. Un agrément ministériel a été donné pour 192 activités. Pour 2015, le département de l'Économie sociale et solidaire signe quatre conventions dans le cadre du déploiement des quatre axes stratégiques.

Les principales missions du département de l'économie sociale et solidaire sont:

- donner plus de visibilité au secteur et à sa contribution à l'économie globale du pays;

- rassembler les acteurs et créer une stratégie de développement pour le secteur;

- donner un cadre légal aux entreprises sociales;

- développer des liens entre les acteurs de l'économie sociale et ceux de la place financière.

Pour les initiatives sociales, un montant prévisionnel de 70.624.430 EUR a été engagé pour 2015. Le Ministère prend en charge, par le Fonds pour l'Emploi, le salaire social minimum de chacun des 1.780 postes réservés pour les demandeurs d'emploi bénéficiant d'un encadrement, une partie du salaire des 356 encadrants prévus par la convention de collaboration et une partie des frais de fonctionnement des structures d'encadrement. L'initiative sociale prend en charge les coûts de fonctionnement restants, soit par des recettes liées à la vente de produits et de services, soit par la signature d'une convention complémentaire avec une commune.

Complémentairement à ces dépenses par le Fonds pour l'Emploi, le budget pour les activités de déploiement des axes stratégiques de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg par le département de l'économie sociale et solidaire s'élève à 673.000 EUR pour 2015.

La mission principale des initiatives sociales, telle que définie dans la convention de collaboration avec le Ministère, consiste à encadrer des demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail afin de garantir une stabilisation psychosociale de leur situation et de les aider à acquérir des compétences qui augmentent leur employabilité et donc leurs chances de trouver un emploi sur le marché du travail ordinaire. Pour promouvoir le rapprochement avec le marché du travail, l'initiative sociale peut affecter le bénéficiaire à une activité pour laquelle elle détient un agrément ministériel. Cette activité non concurrentielle doit servir, en premier lieu, à des objectifs pédagogiques et le bénéficiaire doit se voir proposer un accompagnement dans la recherche d'emploi sur le premier marché du travail dès qu'il a acquis les compétences nécessaires. Les activités réalisées pour donner une expérience pratique aux demandeurs d'emploi sont très diverses, couvrant des domaines tels que les services de proximité, les services environnement, le jardinage (y compris le jardinage bio), des services de recyclage…

Pour garantir un bon encadrement des demandeurs d'emploi auprès des initiatives sociales, la convention du Ministère prévoit la prise en charge d'un encadrant pour cinq bénéficiaires, avec un financement du salaire de l'encadrant à hauteur de deux fois le salaire social minimum. Le nombre de bénéficiaires s'élevant en 2015 à 1.780 personnes, la prise en charge financière de l'État concerne 356 encadrants. Il est toutefois à noter que les initiatives sociales sont nombreuses à renforcer leur personnel de structure par des encadrants supplémentaires sur leurs propres fonds.

Il est vrai qu'actuellement la plupart des initiatives sociales travaillent sous le statut juridique d'une association sans but lucratif. A priori, cette forme juridique n'est pas inappropriée étant donné que la mission principale de l'initiative sociale est l'encadrement psychosocial des bénéficiaires afin de les aider à retrouver le chemin vers le premier marché du travail. Les activités qu'elles réalisent ensemble avec les bénéficiaires nécessitent un agrément ministériel et sont censées être des activités de niche non-concurrentielles. Ceci dit, d'autres statuts juridiques ne sont pas à exclure et une analyse des différentes formes existantes a été réalisée par le département de l'économie sociale et solidaire en 2014. Le Ministère est en train d'élaborer une proposition de cadre légal qui permettrait de prévoir une forme juridique spécifique au caractère social et solidaire des activités réalisées par les initiatives sociales et qui permettrait de mieux tenir compte de certaines activités qui risquent actuellement de dépasser légèrement les limites fixées par le statut d'association à but non lucratif.

Quant à la mise en œuvre du Plan d'action de développement de l'économie solidaire au Luxembourg présenté en novembre 2011, un certain nombre de projets ont été menés au sein de chacun des axes du plan d'action et en 2015 différentes nouvelles initiatives sont prévues:

- définir et dérouler une campagne de sensibilisation:

• Étude Statec intitulée «Assessing the social and solidarity economy in Luxembourg».

• Journées d'information sur le nouveau statut juridique: afin de faire connaître dans les milieux concernés les modalités de ce nouveau statut juridique pour sociétés commerciales à finalité sociale.

• Une conférence de deux jours qui se tiendra autour du sujet de l'économie sociale et solidaire dans le cadre de la présidence luxembourgeoise au deuxième semestre 2015.

- faciliter la mise en place d'un comité constitutif pour fédérer les acteurs du secteur:

L'ULESS (Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire) existe depuis juillet 2013.

- soutenir l'accompagnement de l'entrepreneuriat social:

1,2,3 GO social a pour objet d'offrir aux porteurs de projets économiques à finalité social, un accompagnement sur le plan d'affaires dans l'optique d'une optimisation tant économique que sociale de leur projet. En 2015 1,2,3 GO Social organisera la 4e édition de son parcours.

- organiser un espace de médiation:

«The Impactory» (qui a fusionné avec Business Initiative en 2015) met à disposition d'entreprises start-up des espaces de travail et des salles de réunion, en favorisant l'échange d'idées et le développement de solutions innovantes.

Question 0793 (11.12.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **lien entre l'exposition à des pesticides et l'état de santé des personnes concernées:**

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail française a publié une revue systématique de la littérature scientifique disponible sur les expositions aux pesticides des travailleurs agricoles en France. Elle y conclut que de nombreuses études épidémiologiques réalisées au niveau international auprès de populations du secteur agricole reconnaissent que l'exposition à des pesticides peut largement contribuer à l'apparition de certaines pathologies chroniques. En France, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a d'ailleurs démontré en l'an 2013 qu'il existe des liens directs entre l'exposition à des pesticides et l'état de santé des personnes concernées. Parmi les pathologies soulevées par cet institut scientifique reconnu figurent notamment des maladies cancéreuses (cancers de la prostate, hémopathies malignes, tumeurs cérébraux, sarcomes de tissus mous...), certaines maladies neurologiques (maladie de Parkinson, maladie d'Alzheimer, troubles cognitifs...) ainsi que certains troubles de la reproduction et du développement. Des maladies respiratoires, des troubles immunologiques ou endocriniens ont également figuré parmi les pathologies ayant suscité des réflexions quant à leur lien direct ou indirect avec l'exposition à des pesticides.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement français avait déjà mis en vigueur au mois de mai 2012 le décret n°2012/665, qui reconnaît la maladie de Parkinson comme maladie professionnelle en établissant explicitement un lien de causalité entre cette pathologie - seconde maladie neurodégénérative en France après la maladie d'Alzheimer - et l'usage de pesticides.

En France on peut d'ailleurs constater une croissance limitée mais quand même sensible des demandes de reconnaissance en tant que maladies professionnelles de certaines pathologies ayant vraisemblablement un lien avec les pesticides. Force est de constater que depuis quelques années, les effets des pesticides sur la santé des agriculteurs sont devenus un sujet de préoccupation et de mobilisation en France. En même temps, la littérature scientifique et notamment l'expertise susmentionnée de l'INSERM quant aux effets des pesticides sur la santé humaine, soulignent systématiquement le manque de données spécifiques relatives à l'exposition aux pesticides des personnes travaillant dans l'agriculture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Le Ministère de la Santé est-il en possession de statistiques sur l'exposition des êtres humains aux pesticides, notamment en ce qui concerne les maladies résultant directement ou indirectement d'une telle exposition? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions que Madame la Ministre peut en tirer au niveau national?

2. Compte tenu de la démarche français concernant la reconnaissance de la maladie de Parkinson en tant que maladie professionnelle dans le domaine de l'agriculture, Madame la Ministre se montre-t-elle favorable à une démarche analogue pour le Luxembourg?

Réponse (15.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Conformément au tableau des maladies professionnelles, le code 13 reconnaît les pesticides comme produits chimiques pouvant provoquer des maladies professionnelles. En effet, le terme «pesticides» figure au tableau luxembourgeois des maladies professionnelles seulement dans le titre de la rubrique «Solvants, pesticides et autres substances chimiques», mais le tableau ne contient pas de numéro spécifique pour la maladie de Parkinson provoquée par des pesticides.

La maladie de Parkinson, reconnue depuis 2012 en France, peut être la conséquence d'une prédisposition génétique, mais aussi la conséquence de cofacteurs environnementaux comme les métaux lourds et les pesticides. Ainsi, notre pays voisin reconnaît un lien entre cette maladie et l'exposition conditionnée aux pesticides.

Toujours est-il que le terme «pesticide» est un terme générique qui rassemble les insecticides, les fongicides, les herbicides et les parasiticides et que chaque type de pesticide contient généralement différentes substances chimiques dans sa composition. Étant donné que le tableau luxembourgeois prévoit de manière non limitative des maladies provoquées par un certain nombre de substances chimiques, la maladie de Parkinson provoquée par certains pesticides est susceptible de rentrer dans le cadre des numéros 1302 à 1315. À défaut, la reconnaissance d'une maladie de Parkinson provoquée par des pesticides dans le cadre du système ouvert sur base de l'article 94 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale est bien sûr toujours possible

si l'assuré rapporte la preuve de l'origine professionnelle de sa maladie.

Le tableau des maladies professionnelles, tel que déterminé par le règlement grand-ducal du 27 mars 1986 et modifié par les règlements grand-ducaux des 2 octobre 1992 et 1er septembre 1998, est en train d'être modifié suite aux propositions faites par la Commission supérieure des maladies professionnelles en 2013 et 2014 pour adapter le tableau luxembourgeois aux récentes modifications apportées au tableau allemand des maladies professionnelles dont le tableau luxembourgeois s'est inspiré depuis toujours. Par référence au tableau allemand, parmi les adaptations discutées et proposées ne figure pas la maladie de Parkinson provoquée par des pesticides.

Question 0794 (11.12.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis:**

Revenant à ma question *du* 8 décembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0777, voir ci-dessus),* à laquelle il ne fut pas répondu complètement, je voudrais repréciser quelques questions qui sont encore en attente d'une réaction:

1. Dans quelle mesure les forces de l'ordre sont-elles informées des demandes de prolongation d'un sursis à l'éloignement de personnes pouvant faire l'objet d'un contrôle d'identité?

2. Quelle est la durée moyenne du traitement d'une demande d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales à partir du dépôt de la demande jusqu'à la prise de décision par le Ministre?

3. Quelle est la durée moyenne du traitement d'un dossier de demande de sursis par le médecin-contrôle?

4. Combien de personnes par année, sur les dix dernières années, se sont-elles trouvées confrontées à un refoulement malgré introduction d'une demande en sursis d'éloignement?

5. La loi règle-t-elle la situation d'une personne en situation d'éloignement en attendant une réponse à une demande de prolongation de ce sursis, ou bien cette situation est-elle entourée d'un vide juridique?

6. Dans le cas d'un vide juridique, par quels moyens appropriés estimez-vous qu'il faille y remédier?

7. Dans ce cas, n'estimez-vous pas qu'il soit préférable de suspendre les éloignements de personnes ayant déposé une demande de sursis et d'en notifier toutes les autorités compétentes, en particulier la Police grand-ducale, aussi longtemps que ce vide juridique n'ait été comblé?

Réponse (15.01.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le sursis à l'éloignement a été introduit par la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dans ses articles 130 et suivants. La Direction de l'immigration est la seule instance compétente pour connaître ces demandes, les forces de l'ordre ne sont donc pas impliquées.

La durée du traitement d'une demande de sursis à l'éloignement peut varier de quelques semaines à plusieurs mois, délai de traitement dépendant de la réception de l'avis obligatoire du médecin délégué.

La compétence de l'émission de ces avis a été récemment reprise par une nouvelle équipe de la Direction de la Santé, à savoir la Division de l'inspection sanitaire, ce qui devrait avoir pour conséquence le raccourcissement des délais de traitement.

Toute personne en attente d'une réponse quant à sa demande de sursis à l'éloignement pour raisons médicales n'est pas éloignée du territoire luxembourgeois avant réception de l'avis du médecin délégué. L'éloignement est donc suspendu jusqu'à la prise de décision quant à la demande en obtention d'un sursis à l'éloignement et par conséquent aucune personne s'est trouvée confrontée à un refoulement malgré l'introduction d'une demande de sursis à l'éloignement.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner qu'avant chaque éloignement un médecin délégué tient compte de l'état de santé de la personne à éloigner et doit donner son accord à l'éloignement du point de vue médical.

Question 0795 (15.12.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **PAG de la commune de Mamer:**

Lors d'une interview donnée à ce jour pour une chaîne de radio nationale, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a mentionné certains faits par rapport aux événements ayant précédé l'autorisation du PAG de la commune de Mamer. En effet, cette autorisation avait été délivrée par son prédécesseur. Il y a notamment relaté qu'avant l'obtention de l'autorisation, le bourgmestre de la commune en question aurait appelé certains fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et aurait sollicité que ces derniers adoptent l'argumentation émise au niveau communal.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre pourrait-il ajouter de plus amples détails par rapport aux faits qu'il vient de thématiser?

- Serait-il en mesure de m'informer si son prédécesseur était informé des incidents exposés?

Réponse (27.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député se réfère à la conférence de presse donnée suite aux travaux du Conseil de Gouvernement du 12 décembre 2014. Il y a lieu de préciser que le Ministre de l'Intérieur a été saisi d'une demande de protection de la part d'un fonctionnaire et que le Ministère public a été informé des faits évoqués lors de cette conférence de presse. Il appartient maintenant à ce dernier de qualifier ces faits et de donner les suites qu'il estime appropriées. Ainsi, je ne peux pas m'exprimer plus en détail sur une affaire en cours de procédure.

Les faits en question se sont produits au cours de la législature actuellement en cours.

Question 0796 (15.12.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **produits phytopharmaceutiques:**

Im Rahmen der Diskussionen zum Gesetzesentwurf N°6525 über den Einsatz und Gebrauch von Phytopharmazeutika, also von Spritzmitteln, bleiben die wesentlichen Fragen offen, da die, für den Berufsstand sehr wichtigen, Ausführungsbestimmungen bis dato unbekannt bleiben, obwohl der Einsatz des Hubschraubers für den Fortbestand des Weinbaus in Luxemburg im Allgemeinen und der Steillagen im Besonderen von großer Bedeutung ist.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Welchen Prozentsatz von Hangneigung gedenkt der Minister festzuhalten für den Hubschraubereinsatz?

- Welche Sicherheitsabstände werden vorgesehen? Werden verschiedene Kategorien vorgesehen?

- Wie groß wird das Weinbergareal sein, das durch das Kriterium der Hangneigung und insbesondere durch jenes der Sicherheitsabstände fortan nicht mehr mittels Hubschrauber behandelt werden kann?

- Ist dem Herrn Minister bewusst, dass in dem Falle die Weinberglandschaft riskiert, zu einem Flickenteppich zu werden und kein zusammenhängendes Weinberggebiet mehr ist, mit allen bekannten Konsequenzen, die dies mit sich zieht?

- Wann werden diese Bestimmungen in Kraft treten?

- Gedenkt der Minister, die Ausführungsbestimmungen und den nationalen Aktionsplan im Dialog und in Zusammenarbeit mit den Vertretern des Berufsstandes und der ausführenden Organe auszuarbeiten, da eine solche Einbindung die bestmögliche Garantie für eine realitätsnahe Ausarbeitung und somit getreue Ausführung und Einhaltung dieser Reglementierung ist?

Réponse (19.01.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Die Regierung ist sich bewusst, dass der Einsatz des Hubschraubers in den Steillagen und Terrassen notwendig ist. Das Spritzen oder Sprühen von Pflanzenschutzmitteln mit Luftfahrzeugen hat aber insbesondere durch die Abdrift signifikante nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt. Das Spritzen oder Sprühen mit Luftfahrzeugen wurde gemäß der EU-Richtlinie 2009/128/EG, die von den damaligen Verantwortlichen im Landwirtschaftsministerium in dieser Fassung im Zeitraum 2006 bis 2009 mit verhandelt und angenommen wurde, daher generell verboten, mit der Möglichkeit von Ausnahmegenehmigungen in Fällen, in denen es gegenüber anderen Spritz- oder Sprühmethoden eindeutige Vorteile im Sinne von geringeren Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt bringt oder wenn es keine praktikablen Alternativen gibt.

Diese Richtlinie wurde durch das Gesetz vom 11. Dezember 2014 bezüglich der Anwendung von Pflanzenschutzmitteln in nationales Recht umgesetzt. Artikel 9, Absatz (1) dieses Gesetzes sieht dementsprechend vor, dass das Spritzen oder Sprühen mit Luftfahrzeugen genehmigungspflichtig ist und nur in besonderen Fällen genehmigt werden kann.

So darf das mit dem Hubschrauber zu besprühende Gebiet sich beispielsweise nicht in unmittelbarer Nähe von Wohngebieten befinden. Des Weiteren müssen spezielle Vorkehrungen bei Wasserschutzzonen, Naturschutzgebieten sowie ökologisch bewirtschafteten Parzellen getroffen werden.

Eine unzureichende Umsetzung dieser Richtlinie kann einerseits zu Strafgeldforderungen durch die EU-Kommission führen. Andererseits kann ein Bürger, falls er infolge einer fehlenden oder mangelhaften Umsetzung dieser Richtlinie einen Nachteil hat, unter Umständen den Luxemburger Staat wegen Schadensersatz in Anspruch nehmen.

Grundsätzlich sind Weinberge bis zu einer mittleren Hangneigung von 20% direktzugfähig. Daher ist vorgesehen, die mittlere Hangneigung, ab welcher Weinberge mit dem Hubschrauber behandelt werden, ab 2016 auf 20% festzulegen. Im Übergangsjahr 2015 muss der Weinberg mindestens eine Hangneigung von 10% vorweisen, um mit dem Hubschrauber behandelt werden zu dürfen. Im internationalen Vergleich setzt Luxemburg bei diesem Ausschlusskriterium daher nur das absolut Notwendige um.

Ab dem Jahr 2015 muss der Hubschrauber einen Mindestabstand von 20 Meter zu öffentlich zugänglichen Flächen, Wohngebieten, ökologisch bewirtschafteten Kulturen und Wasserschutzgebieten einhalten. Ab dem Jahr 2016 soll dieser Mindestabstand auch für Naturschutzgebiete gelten. Bei Straßen und Feldwegen ist jedoch kein Mindestabstand notwendig. Der Auftraggeber muss aber sicherstellen, dass während der Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln durch den Hubschrauber sich keine Personen in den zu behandelnden Weinbergen sowie auf den durch Abdrift von Pflanzenschutzmitteln betroffenen Wegen und Straßen befinden.

Insgesamt werden im Großherzogtum Luxemburg 4.947 Parzellen mit insgesamt 1.275 ha Weinbergen bewirtschaftet (Stand Sept. 2014, „Weinberge im Inland").

Von diesen 1.275 ha haben:

- 118 ha verteilt auf 480 Parzellen eine mittlere Hangneigung von unter 10%, und

- 502 ha verteilt auf 1.780 Parzellen eine mittlere Hangneigung von unter 20%.

Von den 773 ha Weinbergen (3.167 Parzellen) mit einer Hangneigung über 20% Hangneigung liegen:

- 116 ha Weinberge innerhalb von Naturschutzgebieten respektive innerhalb des Sicherheitsabstandes von 20 Meter,

- 12 ha Weinberge innerhalb von provisorischen Wasserschutzzonen respektive innerhalb des Sicherheitsabstandes von 20 Meter,

- rund 92 ha Weinberge innerhalb des Sicherheitsabstandes von 20 Meter entlang von Wohngebieten.

Ab dem Jahr 2016 können daher noch rund 553 ha, d. h. 43% der Weinberge mit dem Hubschrauber behandelt werden. Dementsprechend dürfen ungefähr 722 ha Weinberge nicht mehr mit dem Hubschrauber behandelt werden.

Entlang von ökologisch behandelten Weinbergen besteht die Möglichkeit, auch noch weiterhin den Hubschrauber einzusetzen, unter der Voraussetzung, dass nur im ökologischen Weinbau zugelassene Mittel verwendet werden. Sollte dies nicht der Fall sein, muss auch bei diesen Flächen ein Sicherheitsabstand von mindestens 20 Meter eingehalten werden.

Wichtig ist in diesem Zusammenhang hervorzuheben, dass viele große Betriebe schon zum jetzigen Zeitpunkt ihre direktzugfähigen Weinberge aus betriebswirtschaftlichen Gründen nicht mehr mit dem Hubschrauber spritzen lassen:

- Mit Bodengeräten, insbesondere am Anfang der Vegetationsperiode, werden deutlich weniger Pflanzenschutzmittel ausgebracht werden. So reichen zum Beispiel am Anfang des Vegetationsstadiums (3-6 Blatt-Stadium) bei dem im Weinberg eingesetzten Produkt „Polyram" 0,8 kg/ha bei einer Bodenbehandlung, d. h. ein Viertel der mittels Hubschrauber ausgebrachten Menge (3,2 kg/ha).

- Ein weiterer großer Nachteil des Hubschraubers liegt in der unzulänglichen Applikationsqualität in der Nachblütebehandlung. Wegen der dichten und hohen Laubwand kann der Hubschrauber keinen ausreichenden Spritzbelag in der Traubenzone zu diesem Zeitpunkt gewährleisten. In Jahren mit hohem Infektionsdruck müssen nach der Traubenblüte viele Winzer mehrmals zeitgleich mit dem Hubschrauber vom Boden aus die Reben mit Pflanzenschutzmitteln zusätzlich behandeln.

- Letztendlich sind die Hubschrauberspritzungen an fixe Intervalle gebunden, d. h. die Anwendungen werden meistens unabhängig vom Infektionsdruck der zu bekämpfenden Pilzkrankheiten durchgeführt. Diese Vorgehensweise widerspricht einem Grundsatz des integrierten Pflanzenschutzes, der besagt, dass chemische Pflanzenschutzmaßnahmen nach Möglichkeit gezielt unter Beachtung entsprechender Schadensschwellen oder einschlägiger Prognoseverfahren durchgeführt werden sollten.

In den direktzugfähigen Lagen hat daher der Rebschutz mit Bodengeräten im Vergleich zu den Hubschrauberanwendungen sowohl betriebswirtschaftliche als auch umweltschonende Vorteile.

Nur ein Teil der nicht direktzugfähigen Weinberge (Steillagen, Terrassen) darf wegen deren unmittelbarer Nähe zu Schutzzonen oder Wohngebieten nicht mehr mit dem Hubschrauber behandelt werden:

- Im Rahmen des Plans zur Entwicklung des ländlichen Raums 2014-2020 wird daher den Betrieben eine finanzielle Beihilfe gewährt für die Anschaffung eines Steillagen-Mechanisierungssystems. In Deutschland werden diese Systeme jetzt schon erfolgreich betriebsübergreifend im Pflanzenschutz als Alternative zum Hubschrauber verwendet.

- Des Weiteren wird im Rahmen des zukünftigen Agrargesetzes der Anbau von pilzfesten Rebsorten finanziell gefördert. Diese Sorten benötigen bis zu 80% weniger Pflanzenschutzmittel zu ihrem Schutz und können beispielsweise in schwer zugänglichen Weinbergen entlang von Wohn-, Natur- oder Wasserschutzgebieten angepflanzt werden.

Ich teile daher nicht die Meinung, dass durch diese Maßnahmen die Weinberglandschaft riskiert, zu einem Flickenteppich zu werden.

Diese Maßnahmen werden für einige Betriebe mittelfristig sicherlich Mehrkosten mit sich bringen. Trotzdem muss bedacht werden, dass, abgesehen von den rechtlichen gemeinschaftlichen Vorgaben, denen sich Luxemburg nicht verschließen kann, ein uneingeschränkter Einsatz des Hubschraubers entlang von Wohngebieten, Schulen und diversen Schutzzonen nicht förderlich ist, um das Image der Luxemburger Weine und Crémants bei den Konsumenten zu verbessern.

Die Ausführungsbestimmungen sind bis dato noch nicht bekannt, weil die diesbezüglichen großherzoglichen Verordnungen noch nicht in Kraft getreten sind. Ein erster Entwurf zur Regelung der Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln durch Luftfahrzeuge ist aber schon ausgearbeitet. Um den Winzerbetrieben eine gewisse Planungssicherheit zu geben, werden verschiedene Vorkehrungen im Bereich der Hubschrauberspritzungen erst im Jahr 2016 in Kraft treten.

Die für den Weinbau wesentlichen Fragen über den Einsatz und Gebrauch von Pflanzenschutzmitteln im Rahmen der Umsetzung der EU-Richtlinie 2009/128/EG wurden mehrfach mit dem Comité directeur des „Fonds de Solidarité Viticole" sowie mit dem Verband der Hubschrauberspritzungen „Protvigne" diskutiert. Selbstverständlich wird dieser konstruktive Dialog weitergeführt. Zudem werden die hierfür zuständigen Beamten des Weinbauinstitutes den Spritzgenossenschaften beratend zur Seite stehen bei der Umsetzung der Maßnahmen.

Question 0797 (15.12.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **démission d'enseignants de la commission d'examen de fin d'études secondaires:**

En octobre dernier, le Premier Ministre avait déclaré que les enseignants «ne seront dorénavant payés que pour les heures effectivement prestées». De même, le Gouvernement a annoncé une mesure d'économie consistant à appliquer un coefficient réducteur dans le calcul de la tâche en classes terminales. Selon nos informations la plupart des enseignants d'un lycée classique luxembourgeois ont maintenant démissionné de la commission d'examen de fin d'études secondaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la véracité de cette affirmation?

- Dans l'affirmative, quelles conséquences cette démission aura-t-elle pour les classes terminales?

- De quelle manière, le Ministre envisage-t-il réagir à cette situation?

Réponse (20.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans le cadre des mesures d'épargne «Zunkunftspak», j'ai fait différentes propositions aux syndicats d'enseignants. Une des mesures consiste dans l'application d'un coefficient correcteur aux classes terminales de l'enseignement secondaire et secondaire technique à l'instar du coefficient correcteur tel qu'il existe dans les autres classes du postprimaire et tel qu'il est prévu par l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques: «À l'exception des leçons assurées dans des classes d'examen, les leçons qui ne sont pas assurées pendant toute la durée de l'année scolaire sont affectées d'un coefficient correcteur tenant compte de la durée effective de la prestation.»

Pour ce faire, un règlement grand-ducal devra être pris pour annuler l'exception en début de paragraphe. En contrepartie, je compte réajuster vers le haut de façon substantielle les indemnités dues pour la correction des épreuves d'examen. Toutefois, après avoir trouvé avec deux des trois syndicats du secteur, ceux-ci n'ont pas été appuyés par leur base et sont revenus sur leur accord. La dernière réunion de concertation, qui a eu lieu le 18 décembre 2014, s'étant soldée par un échec, les syndicats ont entamé la procédure de conciliation.

En ce qui concerne l'impact des démissions proposées par les membres des commissions d'examens, je me permets de les renvoyer à la question parlementaire n°0724 *(cf. compte rendu n°5/2014-2015)*, dont vous trouverez le texte ci-après:

«Les demandes de démissions de la commission d'examen de fin d'études secondaires témoignent d'un mécontentement des enseignants qui va au-delà des mesures d'économie du Gouvernement. Je comprends les griefs formulés et je partage l'opinion que la profession enseignante est exigeante et que les enseignants déploient des efforts considérables dans leur travail quotidien.

Cependant, je ne peux admettre que le bon déroulement de ces examens soit mis en péril. Nous ne pouvons pas hypothéquer ni les intérêts, ni les ambitions des élèves concernés. C'est pour cette raison que je ne peux pas donner suite aux demandes de démissions.

Je suis persuadé que l'examen de fin d'études de cette année-ci se déroulera dans des conditions régulières.

J'ai aujourd'hui informé par voie hiérarchique les enseignants concernés que je ne peux pas accepter leurs demandes de démission. Vous trouverez en annexe la copie de ma réponse aux personnes concernées.

Une procédure de conciliation a été entamée par les associations syndicales. Tout en tenant compte de cette prémisse contextuelle difficile, je ferai tout pour trouver une solution qui soit aussi bien dans l'intérêt des enseignants que dans l'intérêt des élèves.»

Question 0798 (15.12.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **campagne de publicité:**

Récemment, une campagne de publicité échauffe les esprits. Une société veut ouvrir dans la première moitié de l'année prochaine dans trois villes au Grand-Duché un Drive-in pour des boissons alcoolisées ou non, sous le slogan «Emportez vos cocktails au volant». Selon la société, comme dans les fast-foods, le client va pouvoir choisir ses produits, passer la commande et repartir avec les boissons, sans devoir descendre de sa voiture.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les ministres sont-ils au courant de cette publicité?

- Dans l'affirmative, les ministres approuvent-ils l'ouverture de cette société au Luxembourg?

- Les ministres ne jugent-ils pas cette publicité comme contraire aux campagnes de sensibilisation régulières et ciblées sur l'alcool au volant par la sécurité routière et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

- Les ministres envisagent-ils réagir à cette situation?

Réponse commune (14.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur la publicité «Lux Drink Drive».

La publicité «Lux Drink Drive» n'a pas pour objet de promouvoir l'ouverture d'un Drive-in pour boissons alcoolisées au Luxembourg, mais fait partie de la nouvelle campagne de sensibilisation de «La Sécurité Routière» asbl au sujet de la conduite sous l'emprise de l'alcool.

Question 0799 (15.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **interventions de la police dans les foyers, écoles, crèches:**

Dans une lettre ouverte adressée au Premier Ministre, le président de la Commission consultative des droits de l'Homme lance un appel pour une amélioration des exécutions de mesures judiciaires prises dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse, qui, dans un grand nombre de cas, sont prises par des forces de l'ordre. En effet, une fois que le juge des enfants a pris une mesure de placement, la police est chargée de veiller à ce que l'enfant ou l'adolescent soit conduit dans un centre d'accueil. Pour cela, les policiers, parfois même en uniforme et en voiture de police, viennent chercher les enfants à leur domicile, à leur école ou dans leur foyer de jour pour les accompagner vers le centre d'accueil. Selon l'auteur de la lettre citée, cette procédure serait traumatisante non seulement pour les enfants concernés, mais aussi pour les parents qui ne sont pas informés de la mesure de placement, et pour les enfants et jeunes fréquentant l'école où se rendent les policiers. Il demande donc notamment que la police cesse d'intervenir pour exécuter ces mesures dans les écoles, crèches et foyers de jour ainsi que dans l'entourage de ces lieux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis du président de la CCDH qui estime que l'intervention de la police devrait se dérouler différemment?

- Messieurs les Ministres estiment-ils qu'un règlement devrait être pris afin de mieux cadrer l'intervention de la police auprès des enfants, notamment en informant les parents et en faisant accompagner les forces de l'ordre par une assistante sociale ou un éducateur spécialisé lors des interventions?

- Est-il envisagé d'interdire l'intervention de la police dans les écoles, foyers du jour ou crèches?

Réponse commune (19.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il semble utile de décrire les procédures telles qu'elles existent actuellement.

Le placement judiciaire d'un enfant peut être basé soit sur un jugement du tribunal de la jeunesse ordonnant le placement de l'enfant soit sur une mesure de garde provisoire prise par le juge de la jeunesse (ou le Procureur d'État lorsque le juge de la jeunesse ne peut être utilement joint, donc durant la nuit et pendant les weekends et jours fériés).

En cas de placement décidé par un jugement, il faut rappeler qu'une audience au tribunal de la jeunesse a précédé cette décision. Lors de cette audience, le juge de la jeunesse a soulevé les problèmes de la famille et les parents ont pu exprimer leur position, ainsi que le cas échéant leur avocat. À la fin des débats le représentant du parquet a également été entendu en ses conclusions et a, dans l'hypothèse qui nous concerne, probablement demandé le placement de l'enfant. La question d'un placement éventuel de l'enfant a donc été discutée et la décision du tribunal ne constitue souvent pas une surprise pour la famille. Il faut également souligner que le jugement ordonnant le placement est souvent précédé d'un ou de plusieurs jugements soumettant le maintien en milieu familial de l'enfant au respect de certaines conditions. En cas de non-respect de ces conditions et lorsque l'intérêt supérieur de l'enfant l'exige, le placement peut devenir inévitable.

Un enfant peut également être placé sur base d'une mesure de garde provisoire qui est prise en cas d'urgence lorsque l'enfant est en danger dans son milieu familial et sans audience préalable.

Une fois la décision de placement prise (par jugement ou par mesure de garde provisoire), le Procureur d'État est chargé de l'exécution de la décision de placement.

Le Procureur d'État saisit ensuite la Police grand-ducale de l'exécution de la décision de placement. Il a été convenu entre les deux parquets et la Police grand-ducale qu'une mesure de placement d'un enfant en bas âge est exécutée par les enquêteurs du Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) territorialement compétent et plus particulièrement par les enquêteurs en charge de la protection de la jeunesse. Ces agents de la Police grand-ducale ne portent pas l'uniforme de police et se déplacent dans des voitures banalisées. Néanmoins, lorsque les membres des sections de protection de la jeunesse ne sont pas disponibles (p. ex. lorsqu'il y a plusieurs mesures de placement à exécuter le même jour et dans des cas exceptionnels), un adolescent placé au Centre Socio-éducatif de l'État peut être confié aux agents du commissariat de proximité voire du Centre d'intervention territorialement compétent donc à des policiers portant l'uniforme et circulant dans des voitures de police identifiées comme telles. Les prescriptions de service de la police disposent que l'exécution de ces mesures se fait dans la mesure du possible en tenue civile.

Lorsque les parents sont d'accord avec un placement voire même qu'ils l'ont demandé, l'exécution peut être faite volontairement. Dans ce cas, les parents ramènent eux-mêmes leur enfant dans la structure d'accueil choisie. Cette hypothèse est évidemment la moins traumatisante, tant pour l'enfant que pour les parents. Malheureusement, cette hypothèse ne représente pas la majorité des cas.

La deuxième question s'interroge sur la possibilité d'information préalable des parents avant l'exécution d'une décision de placement. Il faut souligner d'abord qu'une telle information préalable n'existe en aucune matière et que tous les jugements sont en principe notifiés. Des raisons valables justifiant un traitement dérogatoire en cette matière n'existent pas.

En cas de placement résultant d'un jugement du tribunal de la jeunesse, les parents peuvent dès le jour du prononcé, appeler au tribunal de la jeunesse pour connaître le prononcé. Ils peuvent ainsi connaître la décision de placement avant toute exécution et avant la notification du jugement.

En cas de placement décidé par mesure de garde provisoire, le caractère d'urgence de la mesure est l'élément essentiel de cette décision. Celle-ci ne peut donc par conséquent pas être communiquée aux parents avant l'exécution. Une information préalable risquerait en outre d'accroître la situation de danger de l'enfant p. ex. dans des cas de maltraitance ou bien les parents essaieraient de cacher l'enfant notamment à l'étranger comme cela a déjà été le cas à plusieurs reprises.

En ce qui concerne l'idée d'un éventuel accompagnement des policiers par un éducateur spécialisé ou un assistant social, il y a lieu de souligner qu'une telle mesure nécessiterait une disponibilité 24/24 de ces personnes. Dès que la décision de placement est communiquée à la police, celle-ci doit immédiatement procéder à son exécution. Ces éducateurs ou assistants sociaux seraient de plus en règle générale des inconnus pour l'enfant au même titre que les policiers en charge de l'exécution des décisions de placement. Les enquêteurs des SREC - section protection de la jeunesse - sont par ailleurs des enquêteurs spécialement formés pour prendre en charge des enfants. Ils ont en outre les connaissances pratiques et légales pour expliquer la situation tant à l'enfant qu'aux parents.

Dans le cadre de l'exécution de décisions de placement, l'objectif de la police est de récupérer l'enfant dans les meilleures conditions possibles c'est-à-dire dans le calme et surtout sans usage de la force. Or, les écoles et crèches permettent d'isoler l'enfant dans une pièce séparée avec une personne de confiance, en évitant ainsi que les autres enfants remarquent la présence de la police dans l'immeuble. Cette solution permet de pouvoir expliquer calmement à l'enfant ce qui est en train de lui arriver. Intervenir au domicile de l'enfant est prendre le cas échéant le risque que les parents n'ouvrent pas la porte à la police ou bien le risque d'un refus parfois musclé des parents de remettre l'enfant à la police voire même le risque de voir les parents prendre la fuite avec les enfants. Ce genre de situation aggraverait certainement le traumatisme de l'enfant et risquerait de le mettre encore plus en danger.

Question 0800 (16.12.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **démission des enseignants des commissions d'examen de fin d'études secondaires:**

Dans une question parlementaire du 15 décembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0797, voir ci-dessus)* nous avons voulu recevoir la confirmation que la plupart des enseignants d'un lycée classique luxembourgeois ont démissionné de la commission d'examen de fin d'études secondaires. Cette affirmation nous a été confirmée, le même jour, par un communiqué du bureau de coordination des comités des enseignants des lycées de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique. Les comités des enseignants confirment ainsi que 1.500 lettres de démission signées par les enseignants de 28 lycées ont été remises ce lundi 15 décembre 2014 au MENJE afin de marquer le désaccord des enseignants face aux décisions annoncées par le Gouvernement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre envisage-t-il de donner suite aux demandes déposées par les enseignants de démissionner des commissions d'examen?

- Quelles conséquences cette démission aura-t-elle pour les élèves des classes terminales?

- De quelle manière le Ministre envisage-t-il de réagir à cette situation?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En ce qui concerne les réponses aux questions des honorables Députés, je me permets de les renvoyer à la question parlementaire n°0724, dont vous trouverez le texte ci-après:

«Les demandes de démission de la commission d'examen de fin d'études secondaires témoignent d'un mécontentement des enseignants qui va au-delà des mesures d'économie du Gouvernement. Je comprends les griefs formulés et je partage l'opinion que la profession enseignante est exigeante et que les enseignants déploient des efforts considérables dans leur travail quotidien.

Cependant, je ne peux admettre que le bon déroulement de ces examens soit mis en péril. Nous ne pouvons pas hypothéquer ni les intérêts, ni les ambitions des élèves concernés. C'est pour cette raison que je ne peux pas donner suite aux demandes de démission.

Je suis persuadé que l'examen de fin d'études de cette année-ci se déroulera dans des conditions régulières.

J'ai aujourd'hui informé par voie hiérarchique les enseignants concernés que je ne peux pas accepter leurs demandes de démission. Vous trouverez en annexe la copie de ma réponse aux personnes concernées.

Une procédure de conciliation a été entamée par les associations syndicales. Tout en tenant compte de cette prémisse contextuelle difficile, je ferai tout pour trouver une solution qui soit aussi bien dans l'intérêt des enseignants que dans l'intérêt des élèves.»

Je tiens également à préciser qu'une procédure de conciliation est en cours à ce sujet.

Question 0801 (16.12.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **suivi de l'état de santé des étrangers:**

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) vient de publier son rapport quinquennal 2014 qui fait le bilan de ses actions mises en œuvre entre 2009 et 2013. Dans ce rapport, l'OLAI consacre dans le chapitre de l'aide sociale en faveur des étrangers un volet au suivi de l'état de santé des étrangers, notamment ceux présentant des problèmes psychiatriques. Le service social de l'OLAI constate, en effet, un manque de structures adéquates pour des personnes souffrant de maladies psychiques ou de troubles post-traumatiques, ainsi qu'un manque de médecins psychiatres disponibles pour intervenir en cas d'urgence. Par conséquent, un accompagnement approprié des personnes concernées fait défaut et peut

générer des situations dangereuses pour les autres personnes hébergées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'analyse de l'OLAI?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle intervenir afin de trouver une solution à court terme?

- Comment le Gouvernement entend-il intervenir afin de mieux répondre aux besoins dans ce domaine de la psychiatrie?

Réponse (13.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Depuis 2012 la Direction de la Santé du Ministère de la Santé a mis en place un contrôle sanitaire pour les demandeurs de protection internationale (DPI). Cette activité a pour but principal la lutte contre les maladies transmissibles, mais s'étend également sur les autres domaines de la santé, si besoin en est. Ainsi, une collaboration dans le domaine de la psychiatrie a été instaurée entre les institutions recevant ces DPI et la Direction de la Santé, dont un spécialiste en psychiatrie a notamment supervisé les ressortissants syriens ayant été transférés à Luxembourg dans le cadre de l'aide humanitaire aux victimes de la guerre dans ce pays.

La politique générale en matière de santé mentale vise à intégrer les personnes souffrant de maladies psychiques dans la société dans leur milieu de vie habituel. Ainsi, il n'est pas indiqué de créer des structures asilaires spécifiques destinées aux DPI avec maladies psychiques, mais au contraire de favoriser leur maintien dans les structures habituelles de vie.

Pour les urgences psychiatriques, notre système de santé prévoit une procédure bien spécifique pour tout malade psychiatrique aigu qui se trouve sur le territoire luxembourgeois. En l'occurrence il n'est pas prévu de faire une visite de médecin psychiatre à domicile, mais l'hôpital de garde dispose d'un service d'urgence psychiatrique. En situation d'urgence psychiatrique (p. ex. suicidalité aiguë, psychose décompensée), le malade est à adresser au service d'urgence de l'hôpital et le psychiatre de garde examine le malade en vue de décider du traitement à appliquer. Cette procédure vaut également pour les DPI. Selon les informations de mes services, la prise en charge des cas psychiatriques aigus à l'hôpital de garde fonctionne de manière tout à fait satisfaisante.

Les structures psychiatriques extrahospitalières conventionnées (Réseau Psy pour le sud-ouest, la Ligue d'Hygiène Mentale pour le centre et Liewen Dobaussen pour le nord du pays) avec mon Ministère offrent une prise en charge adaptée à toute personne souffrant de troubles psychiatriques et ceci dans le cadre de leurs services de consultations respectifs. Les équipes pluridisciplinaires de ces structures sont en mesure de proposer des consultations psychiatriques, des entretiens et notamment des thérapies si nécessaire (individuelles, comportementales, familiales ou de couple) à des personnes adultes pouvant souffrir d'angoisses, de dépression, de psychose, de troubles de la personnalité, de dépendance, de troubles post-traumatiques et qui rencontrent des problèmes relationnels, psychosociaux, voire existentiels. Une traduction dans la langue maternelle du DPI est mise en place par l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) permettant à la personne souffrante de se faire accompagner aux consultations proposées.

En ce qui concerne l'urgence psychiatrique infantile-juvénile, celle-ci est couverte par la clinique pédiatrique (service de pédopsychiatrie) du Centre Hospitalier de Luxembourg pour les enfants en dessous de 14 ans, et l'Hôpital du Kirchberg pour les adolescents âgés de plus de 14 ans. Pour toute prise en charge psychiatrique infanto-juvénile non urgente, des consultations sur rendez-vous sont proposées par ces deux hôpitaux. Les deux équipes peuvent également recourir à un service de traduction en cas de besoin.

Question 0802 (16.12.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**étude de l'OCDE sur les inégalités en termes de revenus:**

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) a publié un rapport début décembre 2014 dans lequel elle constate une augmentation sans précédent de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Le «coefficient de Gini», variant entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité parfaite), permet de mesurer les inégalités en termes de salaires. Si dans la plupart des pays de l'OCDE ce coefficient a effectivement augmenté considérablement depuis les 30 dernières années, la Belgique, la France et les Pays-Bas ne connaissent qu'une variation sensible. Quant au Luxembourg, le «coefficient de Gini» a augmenté de 0,247 en 1986 à 0,276 en 2011.

Selon les auteurs du rapport, les inégalités en termes de revenus auraient des conséquences néfastes sur la croissance économique. En effet, de plus en plus de personnes touchent des revenus faibles et ne peuvent par conséquent plus investir dans l'éducation de leurs enfants, ce qui serait, d'après les experts, le facteur clé de la décroissance économique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du rapport publié par l'OCDE?

- Selon Monsieur le Ministre, quelles sont les raisons de cette variation considérable au Luxembourg, alors que la France, la Belgique et les Pays-Bas ne connaissent qu'une faible évolution?

Réponse (20.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'étude de l'OCDE intitulée «Trends in income inequality and its impact on economic growth», réalisée par Federico Cingano dans le «Working paper» n°163, et résumée dans un communiqué publié le 9 décembre 2014 par le secrétariat de l'OCDE (http://www.oecd.org/els/soc/Focus-Inequality-and-Growth-2014.pdf), montre de manière convaincante, sur base de travaux empiriques, le lien négatif entre l'inégalité et la croissance économique.

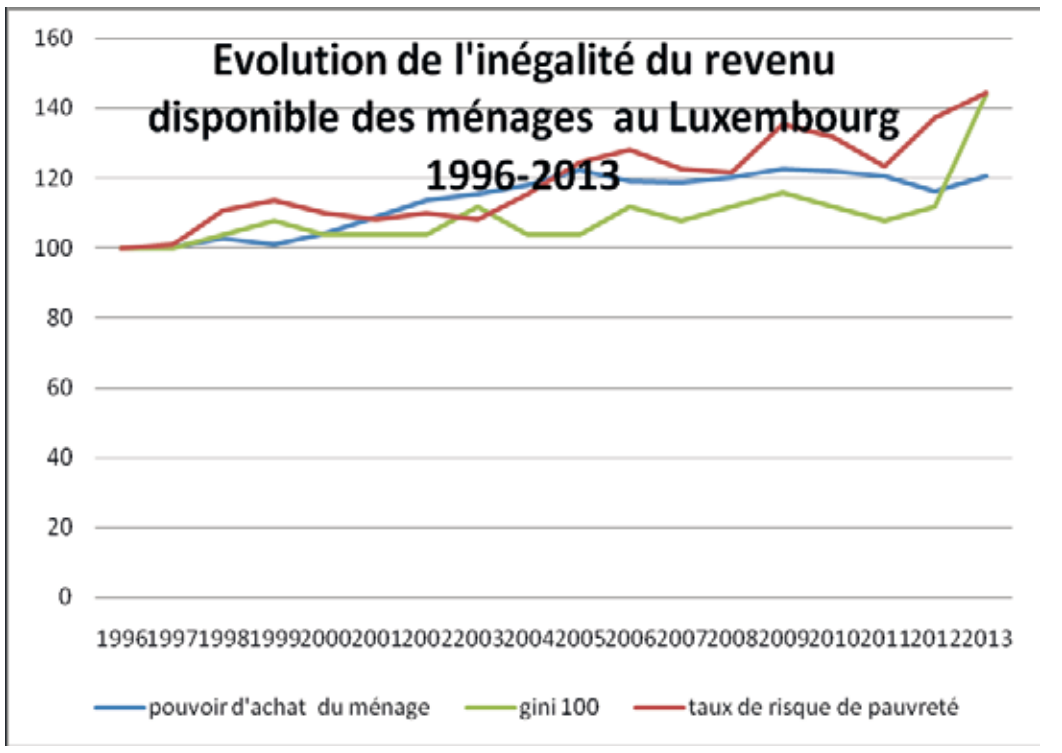
Ce constat va à l'encontre de l'orthodoxie dominante au cours des décennies passées. Or, depuis la «grande récession» qui a suivi la crise bancaire et financière en 2008, des pans entiers des résultats établis par la doxa économique ont été remis en cause. La question de l'inégalité qui avait longtemps été négligée est redevenue centrale dans une série de travaux empiriques.[1]

En ce qui concerne l'inégalité au Luxembourg, le Statec publie depuis dix ans le rapport annuel «Travail et cohésion sociale» qui exploite une profusion de micro-données collectées par le Statec et analyse en détail l'ensemble des facteurs qui décrivent et déterminent la redistribution des revenus et la situation des personnes en rapport avec le marché de l'emploi (www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2014/PDF-Cahier-117-2014.pdf).

Le graphique ci-dessous est établi sur base de cette publication et décrit l'évolution du pouvoir d'achat médian (revenu disponible réel médian du ménage), l'indice d'inégalité Gini et le taux de risque de pauvreté, tous rapportés à la base 100 en 1996. Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages (EU-SILC) montrent une lente augmentation de l'inégalité du revenu disponible réel des ménages au cours des 17 années pour lesquelles les statistiques existent. Depuis 2005, il semble se dessiner une tendance à la hausse, avec des fluctuations annuelles assez importantes. Les années 2008 et 2009, après la «grande récession», accusent une baisse de l'inégalité (mesurée par l'indice de Gini) due à la baisse des revenus du capital, suite à la crise financière et bancaire. Le dernier chiffre disponible concernant l'année 2013 dénote une hausse de l'inégalité assez marquée. Il n'y a pas de raison particulière qui explique ce pic en 2013. Il convient d'observer ce phénomène dans le moyen terme et de vérifier son évolution, jusqu'ici en dents de scie, pour voir quel mouvement il va poursuivre dans les prochaines années.

Le graphique montre aussi que le pouvoir d'achat médian des ménages a eu tendance à stagner depuis 2005. Le taux de risque de pauvreté (proportion des ménages ayant un revenu disponible en équivalent adulte en dessous de 60% du revenu disponible médian) suit également une tendance ascendante, malgré une évolution en dents de scie. Notons pourtant que les enquêtes, surtout les plus anciennes sont sujettes à des biais statistiques et les enquêtes récentes font l'objet d'une révision quant à la qualité des données collectées par le CEPS/Instead, responsable de l'enquête pour le compte du Statec.

L'étude de l'OCDE montre aussi que dans la comparaison internationale, le Luxembourg a connu une augmentation de l'inégalité des revenus, mais modérée. Le Luxembourg continue à se situer favorablement en dessous de la moyenne de l'UE.



Les inégalités ne se limitent cependant pas au revenu. C'est pourquoi il est important de réaliser le projet PIBien-être, qui est inscrit au programme du Gouvernement et qui se base sur un avis commun du CES et du CSDD. La réalisation de ce projet permettrait d'apprécier la répartition du bien-être matériel et subjectif sur plusieurs dimensions, au-delà du revenu des ménages.

L'ensemble des statistiques et des analyses résultant de ces initiatives devront également se traduire par des objectifs et des mesures concrètes qui seront inscrits dans notre Plan national de réforme, dans le cadre du «semestre européen».

Question 0803 (16.12.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **Direction de l'Aviation (DAC):**

Dans la suite de ma question parlementaire du 24 novembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0737, compte rendu n° 5 / 2014-2015)* et en me référant à des articles de presse récents, permettez-moi de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons pour lesquelles trois hauts fonctionnaires de la Direction de l'Aviation civile (DAC) continuent à siéger au sein du conseil d'administration de lux-Airport alors qu'il paraît qu'il a constaté lui-même, moyennant une lettre signée par ses soins il y a quelques mois, qu'il existe un conflit d'intérêts manifeste dans leur chef en termes d'impartialité et d'indépendance, étant donné qu'ils sont à titre principal fonctionnaires auprès de l'autorité de supervision nationale (DAC) dont une des missions est justement de contrôler les opérateurs du terrain et notamment l'exploitant de l'Aéroport national lux-Airport?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi quatre administrateurs-délégués (trois fonctionnaires de la DAC, une fonctionnaire de l'Inspection générale des finances) se partagent depuis le 14 novembre dernier la gestion courante de la société privée ALSA SA, alors qu'au moins trois d'entre eux sont actuellement visés par une plainte ou une dénonciation déposée au parquet début octobre 2014 au sujet de dossiers traités au sein de la société précitée?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il a pris des mesures pour retrouver les dossiers de la société privée ALSA SA qui ont été enfermés le 14 novembre dernier dans le coffre d'une voiture privée laissant ainsi la voie ouverte à une disparition éventuelle de pièces probatoires? Cette question est d'autant plus pertinente puisque les pièces visées par la plainte contre X que la DAC a déposée le 3 octobre 2014 au parquet, se trouvent notamment parmi les dossiers déposés dans le coffre de la voiture susmentionnée. Qu'en est-il de l'accessibilité actuelle auxdits dossiers?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information divulguée par un article de presse récent qu'un cabinet d'audit a été chargé par lui pour faire un audit de la DAC et de l'ALSA? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà sélectionné un cabinet d'audit et si oui, peut-il m'indiquer le nom du cabinet?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser si la directrice de la DAC est impliquée dans la sélection du cabinet d'audit ainsi que dans la définition de la tâche que celui-ci doit accomplir? Dans la négative, pourquoi la directrice de la DAC n'est-elle pas impliquée dans ce processus? Est-ce que d'autres personnes de la DAC/ALSA sont engagées dans le choix du cabinet d'audit?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer comment il entend garantir que le cabinet qui sera chargé de l'audit respecte tous les critères d'impartialité et d'indépendance nécessaires pour mener à bien la mission qui lui sera confiée? Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, Monsieur le Ministre veillera-t-il à ce que le cabinet d'audit qui sera retenu, n'ait pas été impliqué auparavant dans d'autres audits de l'ALSA respectivement dans des audits des opérateurs (lux-Airport, Luxair, Cargolux) présents à l'Aéroport de Luxembourg?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'information selon laquelle la directrice de la DAC serait visée par une affaire disciplinaire de sa part? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui l'ont amené à lancer une affaire disciplinaire contre la directrice de la DAC? L'affaire disciplinaire a-t-elle un rapport avec la plainte contre X que la directrice de la DAC a déposée début octobre 2014?

Réponse (15.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, Monsieur le Député souhaite avoir des renseignements sur la Direction de l'Aviation civile (DAC) et l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA).

En ce qui concerne la composition des membres du conseil d'administration de la société de l'Aéroport de Luxembourg SA, une modification sera prochainement effectuée.

En ce qui concerne la deuxième question, l'on précise que le Ministère n'a pas déposé plainte contre quiconque et n'a pas connaissance si une telle plainte a été déposée contre X ou nommément contre des agents de la DAC. J'insiste sur la séparation des pouvoirs. J'estime que c'est aux instances judiciaires de décider des suites éventuelles qui s'imposent. Par conséquent, je n'ai pas de commentaire à ajouter.

En me référant aux autres questions posées, je peux confirmer que j'ai chargé entre-temps un consultant externe pour faire un audit financier et organisationnel aussi bien auprès de la DAC que de l'ALSA et j'attends les conclusions pour fin février/début mars avant de pouvoir prendre les décisions qui s'imposent.

Enfin, il me semble évident que je ne donne aucun commentaire sur des questions relevant du domaine du personnel d'une administration, d'une société ou concernant des membres d'un conseil d'administration afin d'assurer le respect de la protection de la vie privée.

[1] Par exemple: les deux rapports de l'OCDE «Growing unequal» et «Unequal we stand» qui ont montré l'écart des revenus qui se creuse depuis plusieurs années et qui ont fait l'objet de discussions au niveau de la réunion ministérielle de l'OCDE; l'étude du FMI intitulée «Redistribution, inequality and growth» signée par J.D. Ostry, A. Berg, C.G. Tsangarides, qui date de février 2014 et conclut également à un lien négatif entre inégalité et croissance économique; le bestseller du Professeur Thomas Piketty, «Le capital au XXIe siècle», qui expose clairement un grand nombre de travaux empiriques sur l'évolution de la concentration des patrimoines en période de croissance faible; l'ouvrage «Conscious of a liberal» du Professeur et prix Nobel Paul Krugman ainsi que celui du Professeur et Prix Nobel Joe Stiglitz, intitulé «The Price of inequality»; etc.

N°07
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Budget 2015 & paquet d'avenir p. 243 p. 262 p. 275
Sommaire des séances publiques nos 17 à 19 p. 295
Sommaire des questions parlementaires p. Q101
17e séance Mercredi 17 décembre 2014
18e séance Jeudi 18 décembre 2014
19e séance Jeudi 18 décembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Échange de vues avec Mme Cecilia Malmström sur le TTIP

La visite de la Commissaire européenne pour le Commerce, Mme Cecilia Malmström, le 26 février 2015 à la Chambre des Députés, concernait le TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), un accord commercial en cours de négociation entre les États-Unis et l'Union européenne (UE).

Après l'accueil par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et la signature du livre d'or, l'invitée a rencontré non seulement des députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du Bureau de la Chambre, mais aussi des représentants de la plate-forme TTIP (e.a. Greenpeace, ULC et Caritas), ainsi que des représentants du monde économique et des syndicats (e.a. ABBL, Chambre de Commerce, OGB-L, LCGB, CGFP).

Les arguments en faveur du TTIP ont été exposés par la Commissaire européenne ainsi que par des députés et des représentants patronaux: essor de l'échange entre les États-Unis et l'UE grâce à une unification des normes et règles, création d'emplois, alliances utiles dans la concurrence internationale.



La Commissaire européenne en charge du Commerce, Mme Cecilia Malmström, a discuté avec les représentants du monde politique et de la société civile luxembourgeois au sujet du TTIP.

Les opposants au TTIP redoutent des conséquences négatives sur l'environnement, sur les normes sociales ainsi que sur les services publics pour lesquels la Commissaire européenne a cependant souligné ne voir aucune obligation, par TTIP, de s'ouvrir au secteur privé. L'arbitrage des différends commerciaux est un autre sujet de discorde entre opposants au TTIP et la Commission européenne.

«L'apport de la Chambre des Députés ne va pas s'arrêter à l'échange d'aujourd'hui», a remarqué M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration; il devrait se poursuivre par les échanges avec le Ministre des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn et ses collaborateurs.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a fermement insisté pour que les Parlements nationaux soient appelés à ratifier un éventuel accord avant sa mise en vigueur. Mme Malmström a répondu qu'à son avis, cela devrait être le cas.

Les logements trop chers pour les jeunes

La Chambre des Députés a accueilli 21 jeunes représentants de différentes organisations du pays chapeautées par la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL), le 27 février 2015. La CGJL regroupe les 28 principales organisations de jeunes du pays qui comptent quelque 40.000 membres. Pendant deux heures le sujet «Jonker a Wunnen» était au cœur des discussions.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a ouvert le hearing en soulignant que le Parlement est conscient des difficultés de logement que rencontrent les jeunes d'aujourd'hui, notamment lorsqu'ils débutent dans la vie professionnelle. Les prix des loyers sont élevés et la pénurie de logements persiste, face à une population qui ne cesse de croître. «Nous prenons cette problématique très au sérieux et plusieurs projets pour y remédier sont en cours d'élaboration», a souligné M. Di Bartolomeo avant de passer la parole au «président de cette séance», le Vice-Président de la CGJL, M. Pitt Sietzen.

Lors de l'échange de vues avec les députés, les représentants des jeunes ont entre autres abordé le problème des prix des loyers ainsi que de l'achat de biens immobiliers, le coût élevé de la garantie-locative, les différents types de logements (colocation, location, achat, logement social, contrat location-vente), la situation des jeunes (étudiants, CDD, jeunes familles), les dettes liées aux prêts au logement, la problématique des logements inhabités ainsi que les aides aux jeunes concernant le logement au niveau national et communal.

«Il faut adapter l'offre à la demande», a conclu le président de la CGJL, M. Maurice Losch.

Pour clôturer la rencontre, le Président de la Chambre a informé qu'il transmettra les idées retenues à la Commission du Logement respectivement au Ministère du Logement pour qu'une suite appropriée soit réservée à cet échange de vues intéressant et enrichissant.



M. Mars Di Bartolomeo et M. Pitt Sietzen



Échange de vues entre parlementaires et représentants des jeunes au Luxembourg

M. Mahmoud Abbas veut la paix

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg le 13 février 2015, le Président palestinien, M. Mahmoud Abbas, a été reçu au Parlement. Il a remercié la Chambre des Députés pour les motions en faveur de la création d'un État palestinien, adoptées en décembre dernier. D'une manière générale, il a salué l'engagement politique du Luxembourg pour la cause palestinienne et s'est félicité des bonnes relations existantes avec le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn.



M. Mahmoud Abbas reçu à la Chambre par le Président et des représentants des groupes et sensibilités politiques.

Au cours de ses entretiens au Parlement avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, d'un côté, et des représentants des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre, de l'autre, M. Abbas a clairement souligné la volonté de l'Autorité palestinienne de négocier avec Israël, que la main palestinienne est tendue et qu'elle le restera en attendant qu'Israël y réponde.

«Nous souhaitons pouvoir coexister avec Israël, mais sans les colonies», a expliqué M. Mahmoud Abbas, «que des Israéliens puissent vivre en Palestine et des Palestiniens en Israël, et qu'il y ait un respect mutuel». Et d'ajouter que lors des négociations la redéfinition de frontières serait possible, mais seulement s'il s'agissait d'un échange de terres.

L'État islamique était un autre sujet des entretiens, tout comme le terrorisme en général. M. Abbas a souligné que son pays est contre toute forme de violence terroriste, tout comme la majorité des pays arabes, ce qu'a prouvé leur présence lors de la marche qui a suivi les attentats de Paris en janvier.

«Nous sommes tous des êtres humains et il est triste que des terroristes essayent de nous diviser», a relevé Mahmoud Abbas en guise de conclusion.

Visite nicaraguayenne à la Chambre



Mme Véronica Alejandra Rojas Berrios a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Un projet d'envergure se prépare en République du Nicaragua: il s'agit d'un canal qui doit relier les océans Atlantique et Pacifique et qui englobe des investissements à hauteur de 50 milliards de dollars (soit environ 44 milliards d'euros).

Mme Véronica Alejandra Rojas Berrios, Vice-Ministre en charge des Relations extérieures de la République du Nicaragua, a effectué une visite de travail à la Chambre des Députés le 19 février 2015 et parlé entre autres de ce projet avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés se sont intéressés à la faisabilité du projet, notamment en ce qui concerne les risques sociaux et environnementaux.Ils ont également abordé le projet de réforme de la constitution du Nicaragua qui prévoit notamment un renforcement des pouvoirs du président. Ils se sont inquiétés d'un risque possible de recul des pouvoirs du parlement. La Vice-Ministre a également présenté les efforts de développement entrepris jusqu'ici par son pays qui, avec le soutien du Luxembourg, lutte activement contre la pauvreté et en faveur du développement économique du Nicaragua.

Une prolongation du Programme indicatif de coopération (PIC), accord de coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua, a été signée à l'occasion de la visite de Mme Rojas Berrios. La programmation 2015-2017 prévoit un budget de 28,7 millions d'euros qui sera investi dans différents secteurs, comme la formation professionnelle, le tourisme ou encore la santé.

AP-UpM: Nous pouvons faire beaucoup mieux

«Unissons nos forces pour combattre le terrorisme et nos intelligences pour échanger les données personnelles sans sacrifier les droits de l'Homme!» Telles furent les paroles du Président Renato Soru lors de son allocution de bienvenue à la réunion de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) à Barcelone, le 30 janvier 2015.

M. Soru a mentionné les attaques terroristes atroces à l'encontre des collaborateurs de «Charlie Hebdo» et lancé un appel à toute l'assemblée de ne pas se résigner, mais de combattre ensemble le fléau qu'est le terrorisme «nouveau style», alors que ce sont nos propres nationaux, nos jeunes qui se laissent berner et entraîner dans les cellules terroristes avec la promesse fallacieuse de trouver une occupation rémunérée et des aventures, le tout avec la bénédiction d'Allah à la condition qu'ils se convertissent à l'islam.

Dans le cadre des nombreuses interventions, Mme Simone Beissel, qui a représenté le Parlement luxembourgeois, a souligné le grand défi que constitue l'obtention d'un allègement de la protection des données (registre des passagers aériens, par exemple) sans pour autant sacrifier la protection de la vie privée pour tomber dans l'horreur sécuritaire.

Un deuxième thème débattu a concerné la confusion opérée par beaucoup de gens entre l'islam, l'État islamique et les terroristes.

Faute de bien connaître l'islam, les citoyens ont tendance à tout mélanger, guidés par les émotions ravivées par des courants de masse du style Pegida. Nombreuses furent les voix parmi l'assistance qui invitaient les représentants présents des pays dont l'islam est la religion officielle à se démarquer, voire même à dénoncer les actes terroristes commis soi-disant au nom d'Allah par des personnes qui pervertissent la religion de l'islam pour justifier leurs crimes crapuleux.

De vives discussions ont suivi dans le cadre du troisième thème abordé qui concernait les relations délicates israélo-palestiniennes et les souffrances des femmes et des enfants dans les camps de réfugiés suite notamment à la destruction de la grande centrale énergétique, de désalinisation et de traitement de déchets dans la bande de Gaza. En effet, grâce à cette centrale les Palestiniens avaient une eau potable de bonne qualité et le traitement des eaux usées était garanti, ce qui à l'heure actuelle n'est plus le cas, entraînant par là même de forts dangers sanitaires tout en compromettant gravement la sécurité alimentaire des habitants de la région.

Le Secrétaire général de l'AP-UpM, M. Fathallah Sijilmassi, s'est engagé à intervenir pour que cette centrale, qui est vitale pour tous les habitants de la bande de Gaza, soit reconstruite dans les meilleurs délais, après que Mme Simone Beissel avait plaidé pour mettre absolument le point de la reconstruction à l'ordre du jour de la plénière de l'AP-UpM en mai 2015 à Lisbonne.

La députée luxembourgeoise a encore insisté pour que les eaux de la Méditerranée soient étroitement surveillées alors qu'il s'avère que le degré de saleté est dû notamment à un nombre impressionnant de déchets en plastique et de ses dérivatifs qui mettent gravement en danger la vie de la faune et de la flore qui s'y trouvent habituellement.

Ces discussions furent suivies d'une présentation par Mme Teresa Ribeiro, Secrétaire générale adjointe de l'AP-UpM, sur tous les projets énergétiques élaborés par les États membres,



La déléguée luxembourgeoise, Mme Simone Beissel

mais également les associations œuvrant dans le secteur de l'énergie en vue d'améliorer l'efficacité énergétique qui est un des grands défis des économies performantes de tous les pays membres. Mme Ribeiro a exposé l'état de situation des pays avoisinant la Méditerranée, présentation qui fut suivie de vives discussions.

Pétition pour le maintien de la Clinique Sainte-Marie

Une délégation du personnel de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette a remis une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en présence du Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

Les pétitionnaires ont rassemblé plus de 3.300 signatures contre la réduction du nombre de lits dans la clinique à partir de 2017 et la fermeture après le 31 décembre 2019.

En effet, le 11 février 2015, le Conseil de Gouvernement avait approuvé le projet de règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

Ce texte prévoit notamment dans son article 20: «Par ailleurs, plus aucune autorisation ne sera accordée ou prolongée au profit du Centre hospitalier des Hôpitaux Robert Schuman pour l'exploitation d'un service hospitalier sur le site de la Clinique Sainte-Marie au-delà de la date du 31 décembre 2019.

Par contre, les lits de réhabilitation gériatrique (40 lits) et les lits d'hospitalisation de longue durée (20 lits) de la Clinique Sainte-Marie seront alors attribués au Centre hospitalier des Hôpitaux Robert Schuman qui pourra les affecter à un autre de ses sites (ZITHA ou HK).»

La délégation du personnel s'oppose à ces plans, argumentant que le nombre de lits avait déjà été réduit, que de nombreuses mesures de modernisation et de rénovation avaient été entreprises au cours des dernières années et que le développement de la population dans les prochaines années justifierait le maintien de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette.



Remise d'une pétition par une délégation du personnel de la Clinique Sainte-Marie

Non au stage dans le fondamental



Les étudiants de l'Université du Luxembourg, de la Belgique et de la Suisse - en formation pour devenir instituteur/institutrice au fondamental - ainsi que les chargés de cours s'opposent au stage de trois ans tel qu'il est actuellement prévu pour l'enseignement fondamental.

Une pétition en ce sens du OGB-L/SEW a été remise le 26 février au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Les signataires demandent au Ministre de l'Éducation nationale, M. Claude Meisch, d'entamer des négociations et de trouver une formule de stage valable.

Après une formation théorique et pratique exigeante, les enseignants seraient prêts pour exercer leur métier et il leur serait difficile de se concentrer parallèlement sur la réussite du stage.

M. Mars Di Bartolomeo (au milieu) s'est vu remettre une pétition par les représentants du OGB-L/SEW en présence du Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank (4e de gauche).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Référendum national

6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

L'objet du projet de loi consiste à créer une base légale afin de permettre au Gouvernement d'installer un bureau centralisateur gouvernemental également à l'occasion du déroulement des opérations de référendum national.

En effet, le dispositif actuel, tel qu'introduit par la loi du 19 décembre 2008 à l'article 116ter de la loi électorale et qui a déjà fait ses preuves, limite l'installation d'un bureau centralisateur gouvernemental aux seules opérations électorales (élections législatives, européennes et communales générales).

Alors qu'il est prévu de soumettre aux électeurs une série de questions par la voie du référendum que la Chambre des Députés propose d'organiser le 7 juin 2015, le Gouvernement propose l'extension du champ d'application des dispositions relatives au bureau centralisateur aux opérations référendaires sur le plan national.

Ainsi, il est proposé d'introduire un nouveau chapitre 5 à la suite de l'article 63 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national reprenant mutatis mutandis le contenu de l'article 116ter précité.

L'intérêt de ce bureau centralisateur gouvernemental réside dans la détermination et la diffusion des résultats officieux des élections. En effet, il calcule de manière informelle les résultats des élections en vue de les communiquer rapidement au public et aux médias. Cela ne change toutefois en rien la proclamation officielle des résultats par le président du bureau principal de la circonscription.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 24.09.2014
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

12.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.11.2014	Examen et adoption d'un amendement parlementaire
07.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.01.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.01.2015
Loi du 10 février 2015
Mémorial A: 2015, n°26, page 296

Salaire social minimum

6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Aux termes du paragraphe (1) de l'article L. 222-2 du Code du Travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

Le paragraphe (2) de l'article précité oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre, toutes les deux années, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. Sur le vu de ce rapport, le Gouvernement a la faculté de proposer un relèvement du salaire social minimum.

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation des taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2012 et 2013. L'indicateur déterminé conformément à la méthodologie retenue accusant une progression de 0,1%, l'augmentation du salaire social minimum sera de 0,1% au 1er janvier 2015.

L'article 1er fixe le montant du salaire social minimum mensuel pour salariés non qualifiés à 248,07 € au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. À l'indice de 775,17 au 1er janvier 2015, ledit salaire social minimum mensuel sera de 1922,96 €. Le taux horaire correspondant sera de 11,1154 € (indice 775,17).

Conformément à l'article L. 222-4 du Code du Travail, le niveau du salaire social minimum pour salariés qualifiés, définis conformément à l'article en question, est majoré de vingt pour cent. Les montants mensuels correspondants du salaire social minimum pour salariés qualifiés seront de 297,6840 € (indice 100) respectivement de 2.307,56 € (indice 775,17). Le taux horaire correspondant sera de 13,3385 € (indice 775,17).

À l'indice 775,17 les montants mensuels du salaire social minimum augmentent donc respectivement de 1,93 € (salaire social minimum non qualifié) et de 2,33 € (salaire social minimum qualifié).

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.01.2015
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

15.01.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.01.2015
Loi du 19 février 2015
Mémorial A: 2015, n°31, page 342

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Marc Lies, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Viviane Loschetter et M. Franz Fayot), M. Eugène Berger (M. Claude Wiseler pose une question, interventions de M. Gast Gibéryen et M. Marc Spautz), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz et M. Gast Gibéryen), M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel (interventions de M. Alex Bodry, M. Franz Fayot, M. Claude Wiseler, Mme Viviane Loschetter et M. Henri Kox)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass op an ech ginn net dervun aus, dass d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen huet.

Wann dat och esou ass, da géife mer direkt zu dem Haaptplat iwwergoen, dat ass d'Debatt iwwert de Budget 2015, iwwert d'pluriannuel Finanzplanung an iwwert den Zukunftspak. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Dir wësst, dass haut alleguer déi éischt Spriecher vun deene verschiddene Fraktiounen a Sensibilitéiten duerchkommen a muer ginn dann, ab néng Auer, d'Diskussioune weider.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll mat e puer Mercien ufänken. Éischtens evidenterweis de Rapporteuren, dem Här Fayot, well all déi, déi Budgetsrapporteur waren, wësse wéi spannend op där enger Säit deen Exercice ass, mä wéi schwiereg en och op där anerer Säit ass. Dës Kéier war jo och duerch de Fait, datt nach e Pluriannuel derbäi war, deen Exercice nach e wéineg anescht wéi déi Jore virdrun. Merci fir déi Aarbecht, déi Der gemaach hutt!

Datselwecht och der Madame Loschetter, déi bei deem ganze Moossnamen-Begleitgesetz vun dem Budget och déi Aarbecht gemaach huet an deenen Zäiten, wou et huet schnell misse goen a wou et net evident war.

Selbstverständlech och der Kommissioun Merci an all deenen Administratiounen, déi an d'Kommissioun komm sinn an do hir Meenung gesot hunn an eis et do mat hiren Avise respektiv hiren Zuelen verständlech gemaach hunn.

Ech wëll als Introductioun soen, datt een an der Politik jo un zwou Saache gemooss gëtt. Dat Éischt, wou een dru gemooss gëtt, ass natierlech dat, wat ee seet op där enger Säit a wat ee versprécht. An dat Zweet, u wat ee gemooss gëtt, dat ass duerno dat, wat an der Realitéit geschitt, verglach mat deem, wat am Passé war. An dat sinn zwou verschidde Saachen, zwou verschidde Vergläichsbasissen.

D'Regierung huet an deem Joer - eppes méi wéi ee Joer -, wou se elo am Amt ass, villes ugekënnegt. Am Ufank huet se gesot, datt déi éischt gréisser Changementer, déi éischt gréisser Revolutioun géif kommen am 2014er Budget. Do ass se awer net komm. Dunn ass gesot ginn: „Et kënnt elo alles am État de la nation, wou de Premierminister eis déi grouss, grouss Changementer alleguer wäert ukënnegen." Och do si mer hongreg bliwwen. An dunn ass verwise ginn op de Budget 2015. An elo gëtt eis gesot: „Mä de Budget 2015, dat ass eng éischt Etapp, e klenge Schrëtt. Mir hu jo nach véier Joer, fir alles ëmzesetzen, an dofir ass dat hei eréischt eng éischt Etapp."

Et ass awer virun engem Joer, viru sechs Méint, mat grousse Wierder ëm sech gehäit ginn, wéi d'„kopernikanesch Revolutioun", wéi den „Oscar", deen ee sech verliehen huet. A mir krute virun e puer Méint en Exposé gehalen, och an der Chamberskommissioun, wou eis erkläert ginn ass, datt elo eng fonkelnei Method erfonnt gi wär, wéi een d'Budgetsopstellung kéint maachen. Wou McKinsey conseilléiert huet, wou eng Rei Fonctionnairen an 19 Aarbechtsgruppen zesummesouzen, an horizontalen Aarbechtsgruppen, an transversalen Aarbechtsgruppen, fir doraus eng nei Form vu Budget ze maachen, e „Budget de la nouvelle génération" ze maachen, deen dann eng Gestion par objectifs géif bréngen, kuerzfristeg, laangfristeg, mä op jidde Fall mat der Zilsetzung, eng Gestion par objectifs ze maachen.

Wat ass erauskomm? Op jidde Fall emol fir 2015, wa mer et kucken, an eisen Ae wierklech net vill! Dat, wat gemaach ginn ass an der Form vum Budget, an der Aart a Weis, wéi en ugepaakt ginn ass, dat ass, datt haaptsächlech alles dat, wat an der Europäescher Unioun fir all Länner décidéiert ginn ass, datt et misst an de Budgete gemaach ginn, fir d'Verständlechkeet, fir d'Presentatioun vun de Budgeten ze maachen, notamment déi pluriannuel Aart a Weis vun der Presentatioun, datt déi Obligatiounen, déi mer schonn hei an der Chamber einfach gesetzlech décidéiert haten - e Gesetz, wat nach ënnert dem Minister Frieden ausgeschafft gi war -, datt dat selbstverständlech gemaach ginn ass. Dat ass awer elo keng kopernikanesch Revolutioun vum Budget gewiescht. Dat war eng Normalitéit, eng europäesch Obligatioun, fir déi Ëmsetzung ze maachen.

An da sinn nach zwee aner kleng Punkten hannendrukomm. Dat eent, dat war, datt 550 Artikele gestrach gi sinn. Net datt d'Artikele gestrach gi sinn, well gespuert gëtt, mä d'Artikele sinn einfach zesummegesat ginn an et ass eng Dénominatioun fonnt ginn op engem gemeinsamen Artikel, déi vill méi large war. Eiser Meenung no bréngt dat dem Budget guer näischt, ausser datt et d'Lektür vum Budget méi schwéier mécht an datt et vill méi schwiereg ass, déi eng Punkte mat deenen aneren ze vergläichen. Besser mécht et de Budget sécherlech net!

An deen drëtte Punkt, deen erauskomm ass, dat ass, datt een d'Méiglechkeet hat, aner, méi Transferte vun enger Sektioun duerch déi aner ze maachen. Och dat bréngt sécherlech net vill, wann net näischt, d'autant plus, datt dat schonn am Budget 2014 de Fall war!

Déi kopernikanesch Revolutioun, déi grouss ugekënnegt Aart a Weis, fir e Budget nei opzestellen, huet an eisen Aen näischt bruecht. A mir si wäit ewech, meilewäit ewech vun där versprachener Gestion par objectifs.

Elo gëtt gesot, datt Frankräich sechs Joer gebraucht hätt, fir déi LOLF bei sech dann duerchzesetzen. An de Finanzminister seet eis elo: „Jo, mir brauchen och zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Joren, véier, fënnef, sechs Joer, fir dat genau ëmzesetzen." Dat ass okay. Dat wësse mer. Mä dat hate mer awer och scho virdrun am Ufank gesot, déi éischte Kéier, wou de Budget 2014 gemaach gi war, datt dat Verspriechen, fir dat esou schnell ze maachen, net an där Vitesse, wéi et ugekënnegt war, ëmsetzbar wär!

Elo gëtt eis gesot, dat hei wär just den éischte Schrëtt. Mä wann ech awer kucken, wéi grouss deen éischte Schrëtt ass - an eisen Aen ass dat, wat hei gemaach ginn ass, ausser den europäeschen Obligatiounen, am Fong guer näischt! -, dann, muss ech soen, froen ech mech: Wéi laang dann, bis een dat Zil erreecht? Wéi vill Schrëtt muss een da goen a wéi vill Jore wäert et dann daueren, bis dat Zil, wat do gesat ass, sech realiséiere léisst? Op jidde Fall, wéi esou villes anescht ass et versprach ginn an et gëtt vertaagt an déi nächst Legislaturperiod. Op jidde Fall, mat där heiter Vitesse kann dat net anescht sinn.

Da sinn am Fong 258 sougenannt Spuermoossnamen ugekënnegt ginn. 258! Et gëtt eis gesot: „Mir haten e Choix vu 500 Stéck." Mir kennen de Choix net. Et geet eis am Fong och näischt un. Dat, wat eis interesséiert, sinn déi 258, déi do erausgewielt gi sinn, well dat jo eng Décisioun da vun der Regierung ass.

Dat muss ech awer da soen, wann een analyséiert, wat dann elo déi 258 Spuermoossnamen oder Moossnamen, déi hei virgeschloe ginn an déi dann haaptsächlech sech um Enn vum Budget an enger Lëscht zréckfannen, sinn - ouni datt déi meescht dovunner, op jidde Fall am Budget 2015, eng Entrée an de Budget fonnt hätten -, da stellt ee fest, datt dovunner der 49 Stéck - 20% - net chiffréiert sinn! „n. d." steet dann do hannendrun: „non défini". Mir wëssen also net, ob se eppes bréngen, wat se bréngen, wéini se eppes bréngen! 49 dovunner, also déi aner 20%, hu keng Auswierkungen op 2015, sinn also fir dëse Budget net applikabel.

Wann ech da bei deene kucken, déi fir dëse Budget Aklang fannen, da seet jo d'Regierung selwer, datt doriwwer 192 Milliounen... - dat war emol op jidde Fall an der éischter Versioun -, datt fir 192 Millioune Spuermoossname gemaach ginn.

D'Analys dovunner, déi seet awer och liicht eppes anescht. Vun deenen 192 Milliounen, déi ugekënnegt ginn, do sinn der 45,6, déi d'origine vun der Sécurité sociale sinn. Or, mir wëssen, datt déi, déi d'origine vun der Sécurité sociale sinn, sech net an der Administration centrale, dat heescht am Statsbudget, wéi mer e klassescherweis kennen, erëmfannen, dat heescht, och net op den Defizit vum Stat en tant que tel awierken, mä sech just an der Administration publique zréckfannen. Wou et natierlech och wichteg ass, mä ech wëll awer just déi kloer Nuance maachen.

23 Milliounen dovunner, déi sinn op Spuermoossnamen zréckzeféieren, déi awer integral op d'Gemengen eriwwergeschobe sinn. 23 Millioune fir dëst Joer. Dat maachen der eng ganz Rei méi, wann een de Budget nach ganz kuckt, respektiv an deene Joren duerno. Do och déiselwecht Remarque: Déi sinn zwar am État central ofschreifbar op där enger Säit, well et fir de Budget effektiv Spuermoossname sinn, mä fanne sech an der Administration publique, well et manner Einnahme fir d'Gemenge sinn, awer och esou zréck, datt dat Ganzt sech annulléiert op där enger an op där anerer Säit.

Wann ech dann an deene Spuermoossname kucken, wéi vill der dovunner am Fong guer keng Spuermoossname sinn, mä op där anerer Säit nei Taxe sinn, dat heescht am Fong „Bezuelmoossnamen" si fir d'Gemengen a fir d'Bierger, da stellen ech fest, datt och ronn 20% vun de Posten, ronn 26 Millioune vun deenen 146 Milliounen, déi an der Administration centrale bleiwen, am Fong richteg nei Taxe sinn, déi hei agefouert gi sinn, also net iwwert den Deel vun de Recetten, pardon, net iwwert den Deel vun den Dépensen, mä zum Deel vun de Recettë féieren (veuillez lire: also net zum Deel vun den Dépensen, mä zum Deel vun de Recettë gehéieren).

Do, wou richteg gespuert gëtt - mä awer da richteg gespuert gëtt! -, dat ass beim Familljeministère, wou 44,5 Millioune scho fir 2015 net méi am Budget erëmzefanne sinn.

Dat zu de generellen Zuelen.

E puer eenzel Moossnamen awer och erausgegraff, fir ze weisen - an eisen Aen -, op wat fir eng Aart a Weis dat Ganzt hei zesummegestallt ginn ass. Beispiller, déi scho méi wéi eng Kéier genannt gi sinn, déi et awer och wichteg ass, nach eng Kéier hei ze nennen.

Et gëtt an der Moossnam 51 vun der Cité policière zum Beispill geschwat vun der Levée de l'option d'achat vun der Cité policière, wou da 6 Millioune gespuert ginn. Do stelle mer awer fest: Fir déi Suen ze spueren, déi dann an deene ganzen Épargnesmoossnamen do festgehale ginn, muss awer fir d'Éischt emol eng Dépense vu 86 Millioune gemaach ginn. Dat heescht, fir 6 Milliounen ze spueren, ginn ech emol fir d'Éischt 86 Milliounen aus! Déi 86 Millioune ginn awer a menger Opzielung, déi gemaach gëtt, net konterbalancéiert an net offensichtlech dohinnergestallt, well dat d'ganzt Zuelespill jo ganz anescht géif maachen, wat hei presentéiert gëtt.

Ähnlech Beispiller: d'Moossnam 56, do steet do: «Renforcement en personnel du service de révision fiscale». Dat sollen dann op 2015 1,7 Milliounen Épargnë sinn an duerno wesentlech méi, respektiv d'Moossnam 60 an därselwechter Logik: «Renforcement en personnel pour le contrôle fiscal». Hei ass et op där enger Säit d'Contribution directe an op där anerer Säit ass et den Enregistrement.

Do ginn da 15 Milliounen d'Joer gespuert, gëtt gesot. Mä wat heescht dat? Dat heescht ganz einfach, datt fir d'Éischt emol eng Dépense supplémentaire gemaach gëtt, andeem eng ganz Rei Leit agestallt ginn, an da gëtt gesot: „Wa mer déi Leit hunn, dann dreiwe mer 15 Millioune Steiere méi an."

Déi éischt Fro ass: Jo, wouhier weess ech dann, datt dat 15 Millioune sinn? A wéi kommen ech op déi Aschätzung do? An dann, fir ze soen, de Renforcement vum Personal, dat ass eng Aspuerung, an ech schreiwen als Aspuerung nei Steieren, déi ech ophiewen, well ech méi Leit hunn, do muss een awer och schonn en détournéierte Wee goen, fir déi Logik do mat nozevollzéien an dat a Spuermoossnamen anzeschreiwen. Dat hei sinn einfach méi Taxen, déi bei de Leit opgehuewe ginn, an et soll een dat och an déi Säit aschreiwen, an net op eng aner Säit!

Déiselwecht Logik gëllt bei der Moossnam 125, an ech kommen duerno nach méi am Detail dorop zréck. Dat ass d'Abolitioun vun der Allocation d'éducation. 21,2 Millioune waren dat am Ufank fir 2015. Dat sinn der elo eng Rei manner, well se jo méi spéit agefouert gëtt. Do stelle sech natierlech och aner Froen. Do stelle sech natierlech d'Froen: Wou gëtt dann dat, déi d'Allocation d'éducation net méi kréien an déi, well se d'Allocation net méi kréien, op där anerer Säit wäerte méi vum Congé parental benefissiéieren - wat jo och logesch ass a wat normal ass -, wou gëtt dat dann ageschriwwen? A wou sinn déi Dépenses supplémentaires, déi aus deenen Aspuernisser hei hierkommen, am Pluriannuel zréckzefannen? A mir fanne se en fin de compte net zréck. Dofir soe mer och: Dat do Zuelematerial, esou wéi et hei steet, ass net wahrheitsgetrei.

D'Moossnam 152 (veuillez lire: Moossnam 132), datselwecht, beim Fonds national de solidarité: 5 Milliounen d'Joer ginn do gespuert, gëtt gesot. En fin de compte gëtt neit Personal agestallt, fir am Fong eng Moossnam ze huelen, wou da gekuckt gëtt, datt d'Allocatioune richteg verdeelt ginn, dat heescht, datt déi Leit, déi se net verdéngt hunn, se och net kréien. Mir fannen dat richteg als Moossnam, mä mir stellen als Éischt just d'Fro: Wann een dat als Spuermoossnam considéréiert, muss een natierlech dat ofzéien, wat ee fir d'Éischt ausgëtt, fir d'Spuermoossnam ze erreechen, an dat och korrekt esou aschreiwen, datt et fir jiddweree perceptibel ass. Esou entspriechen déi Zuelen, déi hei presentéiert ginn, awer net deem oder sinn eng Duerstellung, déi an eisen Aen net korrekt ass. Dat als e puer Beispiller.

Eng Rei aner Beispiller, dat sinn déi Moossnamen, déi an deem ganze Pak ugekënnegt gi sinn, déi awer schonn an Zwëschenzäit zréckgezu gi sinn; an net déi, déi am Accord mat de Gewerkschaften zréckgezu ginn, mä et ginn eng ganz Rei anerer. An d'Servicer vun der Chamber hunn eis ganz léif all déi Procès-verballen zur Verfügung gestallt, wou ee konnt noliesen, wat an deenen eenzelne Kommissiounen diskutéiert ginn ass. An dat ass ganz interessant, well do gesäit een eng Rei Moossnamen, wou dann elo gesot gëtt: „Neen, déi

do, déi maache mer awer net!", obwuel se hei ugezeechent war an obwuel se zu engem Deel an dem ganze Pak vu Spuermoossname mat aberechent ass an, souwäit ech informéiert sinn, nach ëmmer drasteet, ouni datt se awer exekutéiert gëtt, oder op jidde Fall mat der Ausso, se géif net exekutéiert ginn.

Ee Beispill, dat ass d'Suppressioun vun de Publikatioune vun den Appel-d'offren an der Presse écrite. Eng Millioun d'Joer soll do gespuert ginn. Dat gëtt net gemaach, huet den Här Stats- a Medieminister eis an der Kommissioun gesot. Dat fannen ech eng richteg Décisioun, fir dat esou ze maachen, dat heescht, fir se net ze exekutéieren. Mä ech hätt et gradesou gutt fonnt, Dir hätt se net annoncéiert an an de Spuerpak drageschriwwen a schonn eng Épargne fir 2015 annoncéiert. An dann, nodeem datt Der se annoncéiert hutt, hutt Der se zréckgezunn, fir dann ze soen: Majo, stellt Iech vir, wa mir dat do maachen, da geschitt dat do an dat do. Jo, dat wousst een och virdrun, datt dat géif geschéien! Dann hätt Der et net sollen draschreiwen. Mir ginn Iech awer recht, fir se zréckzezéien. Se war wierklech net gutt als Moossnam.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ech waarden da mat vill Freed dodrop. An Dir hutt dat jo annoncéiert, datt Der déi ganz Legislatioun iwwert d'Pressehëllef géift erneieren. Dat ass richteg. Dat ass wichteg esou, mä dat gëtt eng ganz schwiereg Diskussioun. Dat wësst Dir gradesou gutt wéi ech. A mir si gespaant.

(Interruptions)

Jo, mä ech géif awer mengen, datt Der net emol virdru sollt Saache verspriechen, éier Der den Text um Dësch hutt. Dat ass e wéineg de Problem a ville Punkte vun dëser Regierung: Et gëtt emol eppes gesot, et gëtt emol eppes versprach, an da gëtt et duerno erëm zréckgezunn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...net geschéien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn dat elo net verstanen. Dir musst dat nach eng Kéier soen.

(Interruption)

D'Moossnam 181, do ass am Fong datselwecht. D'Moossnam 181, dat geet ëm d'Mise en suspens, op jidde Fall momentan, vun der Baisse vum Plafond par m^2 fir de Subventionnement vun de Projets de construction d'ensembles, wou d'Madame Logementsminister gesot huet, datt déi Moossnam momentan net géif exekutéiert ginn. Si steet awer chiffréiert mat enger Spuermoossnam vun 1,3 Milliounen am Budget, gëtt awer net exekutéiert.

D'selwecht fir d'Moossnam Nummer 85, «Frais de police en matière de police administrative», wou all déi Prestatioune bei gréissere Manifestatioune sollen ofgerechent gi respektiv deenen en compte gesat ginn, déi d'Manifestioun organiséieren. Och do hunn ech schonn eng ganz Rei Ausnahme gelies, wou et bei gréissere Manifestatiounen net geet an och net wëllt gemaach ginn. Ech fannen dat jo alles richteg, datt dat dann net soll gemaach ginn. Mä d'Annonce an d'Drasetzen an d'Budgetszuelen hätt dann och net solle gemaach ginn! Da wär ee sech mindestens konsequent an deem, wat ee seet, an an deem, wat een do mécht.

Eng aner Moossnam, dat ass d'Moossnam 36, d'Synergien zwësche Mudam a Casino. Och déi sinn annoncéiert ginn als net sënnvoll a géifen also net gemaach ginn. Eng aner Moossnam ass d'Moossnam 37, d'Fermeture während der Wanterzäit vum Musée de la forteresse. Och déi gëtt net en exécution gesat. Och déi Suen, déi hei solle gespuert ginn, ginn an der Realitéit net gespuert.

An da muss een natierlech un der Seriositéit vun deem ganzen Exercice zweifelen. A mir als Oppositioun sinn net déi Eenzeg, déi dodrunner zweifelen. Och d'Banque centrale, wann Der den Avis liest, déi seet hei eng ganz Rei kloer Sätz iwwert d'Seriositéit vun deenen Zifferen. An dofir wëll ech et virliesen, fir ze weisen, datt et net nëmmen d'Oppositioun ass, déi deen Discours hei féiert.

D'Banque centrale seet: «Lorsque le Gouvernement propose de ne pas effectuer à l'avenir une dépense qui n'est pas encore obligatoire selon la législation actuelle ou lorsqu'il transfère des dépenses de l'Administration centrale vers les Administrations locales, alors cette „réduction de dépense" ne constitue nullement une économie réelle. Un exemple illustratif est la suppression de la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communale. Cette dépense ne disparaît pas mais est juste transférée aux communes. Par ailleurs, si le Gouvernement tient compte des économies sur les loyers de la cité policière, il n'a pourtant pas comptabilisé les dépenses d'acquisition de cet immeuble. De plus, une dotation budgétaire inférieure à la revendication ministérielle lors de l'établissement du budget ne constitue pas une économie réelle.» An ech kommen dorobber nach eng Kéier zréck.

An dann als Konklusioun: «Sur la base de ces éléments, on peut s'interroger quant au caractère plausible des estimations pluriannuelles relatives aux dépenses de l'Administration centrale. Ce doute porte tant sur l'estimation des „économies" que sur leur caractère durable.»

Dat si kloer Wierder an dat ass genau dat, wat ech elo probéiert hunn, un enger ganzer Rei Beispiller Iech hei ze weisen, wat eis vun der Banque centrale ënnerstëtzt gëtt an och matgedroe gëtt als Gedanken.

Do, wou awer eng kopernikanesch Revolutioun war, wann am ganze Budget och keng war, dat war an der Technik, déi agesat ginn ass. Iwwer 30 Opposition-formellen am Budget an am Zukunftspak zesummen! Elo kann een dat normal fannen, wéi den Här Berger dat normal fonnt huet, datt eng Rei Opposition-formellen do sinn. Mä ech muss awer soen, an där ganzer Rei Joren, wou ech Politik maachen, hunn ech déi hei Unzuel vun Opposition-formellen awer nach net fonnt.

(Interruptions)

Am Budget nach net fonnt! An do muss een awer froen, wéi wäit d'Kompetenz awer an deene Budgetsrealisatiounen an am Schreiwen do ass. An dann der och nach an den Amendementer dräi fäerdegzebréngen, esou datt mer mussen an aller Hetz an an aller Panik, an dat war net einfach... An dofir hunn ech och deene Rapporteure Merci gesot, datt se et awer fäerdegbruecht hunn, an all där Hetz hir Rapporten awer nach hinzekréien.

Déi Method McKinsey ass esou vill gelueft ginn. Wann dat do d'Resultat awer dovunner ass, da soen ech, dann hätt ee besser, se net ze huelen. Op jidde Fall, wann d'Method McKinsey geholl ginn ass, dann ass d'Method Sozialdialog vun der Regierung total vergiess ginn. Hei ass alles eleng décidéiert ginn! Da gëtt gesot: „Mir hunn eng couragéiert Politik gemaach", an: „Et muss een de Courage hu vu sengen Décisiounen." Mä et muss een déi Décisiounen dann awer och kënnen duerno ëmsetzen! A wann Dir der schonn eng ganz Rei virdrun zréckzitt, da muss ech soen, dann huet dee Courage net ganz vill gehollef.

Op jidde Fall, wat déi Method hei fäerdegbruecht huet, dat ass, datt d'Gewerkschafte mat Recht sech emol eng Kéier zesummegesat hunn, fir géint déi do Aart a Weis virzegoen, ze protestéieren. A wann d'Regierung eppes fäerdegbruecht huet, dann ass et, eng gemeinsam Gewerkschaftsfront géint sech ze kréien an duerno Diskussioune mussen ze féieren - net fräiwëlleg, mä obligéiert sinn ze féieren - mat engem Partner an duerno zréckzerudderen.

Da behaapt een zwar elo, et hätt een endlech de Sozialdialog erëm lancéiert, mä dee Sozialdialog, deen huet ee lancéiert, Punkt Nummer 1, andeem ee fir d'Éischt emol esou den Drock vun de Gewerkschafte montéiert huet, datt ee guer net méi do derlaanschtkomm ass. A souguer de Rapporteur, den Här Fayot, schreift dat a sengem Rapport. An ech géif gär och dee Saz zitéieren. Ech si jo net mat ville Sätz vun him d'accord, mä dee Saz géif ech...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...Iech awer gär zitéieren. Obwuel säi Rapport gutt geschriwwen ass, géif ech Iech awer gär deen heite Saz zitéieren: «Il était certes utile de se concerter avec les syndicats peu avant le vote du budget et du paquet d'avenir, mais cette concertation s'est faite à un stade très avancé de la procédure budgétaire. (...) Le Parlement invite le Gouvernement à faire en sorte qu'à l'avenir l'analyse et la discussion de projets (...) tels que le budget et les décisions afférentes puissent se dérouler dans un calendrier moins serré.»

(Interruption)

Dat ass elo léif ausgedréckt - den Här Fayot konnt dat jo och net anescht ausdrécken -, mä et ass awer ganz kloer gesot, datt d'Zäit an d'Aart a Weis, wéi deen Dialog geschitt ass, net dat Richtegt war: en Dialog mat engem Partner, an net de Sozialdialog, esou wéi en normal wär, zwëschen dräi Partner, zwëschen der Regierung, zwëschen de Gewerkschaften an zwëschen dem Patronat. Et ass esou, wéi de Sozialdialog normalerweis misst geschéien.

Wann een et géif virdru maachen an et géif een et mat dräi Partner maachen, da bräicht een net e Budget ze déposéieren an dann duerno eng ganz Rei Moossnamen erëm zréckzezéien an dann déi Moossnamen erëm nei ze maachen an der Hetz an an der Panik an an dem Risk - dat muss een och soen -, datt an der Technik vum Budget nach eng ganz Rei Feeler dra sinn, déi weder Dir nach mir gesinn hunn, mä déi duerno an der Exekutioun riskéieren, Feeler ze si respektiv Schwieregkeeten ze stellen.

Mir hunn dann och an der Kommissioun en Accord virgestallt kritt, deen ënnerschriwwe war zwëschen de Sozialpartner an der Regierung, wou mer fir d'Éischt gefrot hunn: „Wat heescht en dann an der Generalitéit finanziell?", a mer den éischte Moien, nodeem datt en awer ënnerschriwwe war, keng Äntwert kritt hunn, wat dann elo déi finanziell Implikatioune wären. Also, ech muss soen, ech fannen et awer normal, éier ech eng Ënnerschrëft op en Accord setzen, datt ech d'Konsequenzen awer bis zum Schluss weess, éier ech als responsabel Regierung meng Ënnerschrëft op esou en Dokument setzen. Hei sinn aner Methoden, hei sinn aner Weeër, hei gëtt alles anescht gemaach! Ech fannen déi nei Weeër, déi do gaange ginn, net gutt.

D'Konklusioun, déi ech doraus zéien: datt dat hei alles anescht - alles anescht! - wéi eng kopernikanesch Revolutioun war. Mä fir mech war dat hei éischter déi reell ugewannte Chaostheorie, fir dee Budget hinzekréien. Oder, wann et eng kopernikanesch Revolutioun war, dann huet d'Äerd esou schnell gedréint, datt et Iech selwer schwindeleg ginn ass an datt Der am eegene Gewulls net erauskommt.

Wann ech d'Analys vun der aktueller Situatioun maachen, an dat hu mer scho bei der Presentatioun vum Budget 2014 gesot, dann ass et an eisen Ae ganz kloer, datt déi Viraussetzungen, déi hei un der Basis vum Budget leien, vill ze vill optimistesch sinn. Iwwer 3% gëtt hei agesat vun 2015 bis 2018. Domadder soll et dann opgoen. Domat sollen dann déi grouss Prinzipien, iwwert déi mer d'accord sinn - an de Finanzminister huet et nach de Moie gesot -, erreecht ginn.

Mä ech soen Iech, datt d'Basis net stëmmt, an dofir déi Prinzipien! Mat deem, wat hei op de Wee gesat ginn ass, mat deem Zuch, deen elo aus der Gare fortfiert, soen ech Iech, datt deen net ukënnt zur Zäit, fir déi richteg Prinzipien do an Zukunft ze erreechen. An dat - wëll ech och soen - sinn net mir eleng, déi dat soen. Wär et jo just d'Oppositioun, da kéint Der jo soen: „Si soen et, well se an der Oppositioun sinn", mä et ass net just d'Oppositioun. Et sinn och all déi Instituter, déi bei eis an der Chamber waren an deenen Dir selwer nogelauschtert hutt a wou Der d'Avisen doleien hutt, déi datselwecht soen. Wann Der d'Banque centrale liest...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- War et da fréier anescht, Här Wiseler?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ah, dat war...

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Cour des Comptes, waren déi anescht?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech wëll Iech just soen, datt vill vun der Oppositioun...

Une voix.- Da war ech op enger anerer Plaz wéi Dir, Här Bodry!

Une deuxième voix.- Deemools war alles anescht.

Une troisième voix.- Et war alles anescht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech ka mech nach un déi heroesch Diskussiounen tëscht dem fréiere Statsminister an dem deemolege Chef vun der Banque centrale erënneren. Do ass et genau ëm déiselwecht Froe gaangen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech ka mech drun erënneren, datt d'Oppositioun, déi déizäiteg Oppositioun, dem Finanzminister jorelaang virgeworf huet, vill ze vill konservativ a virsiichteg ze sinn a senge Budgetsprognosen. Doru kann ech mech och erënneren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war déizäit d'selwecht.

(Interruption)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech hu léiwer, Dir maacht eng virsiichteg Politik...

Une voix.- D'Sozialiste waren och deemols schonn...

(Exclamations)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech hu léiwer, Dir maacht eng virsiichteg Politik, wéi Dir maacht eng Politik mat Zilsetzungen, déi Der net kënnt erreechen.

D'Banque centrale seet: «Pour 2015, la révision à la baisse de la projection du PIB réel de 2,7% du projet de budget à 2,2% ne peut ne pas jeter un doute sur les estimations sous-jacentes au projet de budget.» A weider seet se: «De manière plus générale, étant donné l'absence d'implication du Comité de prévision dans les travaux préparatoires, on peut s'interroger quant au rôle effectif des projections macroéconomiques dans le cadre du projet de budget et partant du programme pluriannuel ou s'agit-il plutôt de deux volets qui demeurent déconnectés l'un de l'autre?».

Ech wëll och soen, datt et en Ënnerscheed ass. A wat ech elo manner kritiséiert hunn, dat ass dat Asetzen 2015 vun den 2,7%, wat elo reviséiert ass op 2,2%. Well ech weess jo, wéi schwéier et ass, an där Kuerzfristegkeet do Previsiounen ze maachen, an datt, wann de Statec oder wien och ëmmer an Zwëschenzäit dat änert, et ganz schwiereg ass. Just, hei schwätze mer awer vu Previsiounen, déi an de Pluriannuel iwwer véier Joer agesat gi sinn an déi do extrem optimistesch agesat ginn. Dat ass awer e ganz groussen Ënnerscheed an der Aart a Weis, wéi mer hei duerch déi europäesch Obligatiounen un déi Diskussiounen hei eruginn. Hei ass an eisen Aen eng Inkohärenz dran, déi d'Resultater vun der Budgetspolitik fälscht.

D'Banque centrale seet och nach: «Lorsqu'elles portent toutefois sur des agrégats», dat heescht, déi Differenzen, «qui sont le fondement de toutes les estimations budgétaires importantes, on peut douter de la pertinence des estimations de l'entièreté du projet de budget.»

Mir soen dat säit engem Joer, säit 2014, wou dee ganze Pluriannuel do op d'Bee gesat ginn ass. An hei gëtt d'Banque centrale eis ganz kloer an däitlech recht. Hei huet een d'Impressioun, datt net de Kopernikus um Wierk war, mä datt momentan den Nostradamus um Wierk war. An deem senge Previsioune kann ee sécher net gleewen!

Une voix.- Iech och net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir wëssen, datt d'Aschätzung vun der Evolutioun vun de budgetären Donnéeë vun enger klenger, ganz oppener Ekonomie net evident ass, haaptsächlech enger Ekonomie wéi Lëtzebuerg, déi konzentréiert Secteurs financiers huet, e konzentréierte Service-Secteur. Et ass net evident, déi Zukunft esou ze gesinn. Mä verschidde Facteuren - soen ech awer och - influenzéiere ganz kloer d'Lëtzebuerger, d'europäesch Ekonomie a ginn awer och an eisen Ae ganz kloer Zeechen of. Notamment, wat déi international Institutiounen alleguer soen - an den Här Moscovici huet eis nach am Dezember als nei Kommissioun e relativ klore Bréif geschéckt à ce propos -, déi gesinn alleguer eng Ofbremsung vun dem tendenzielle Wuesstum am Allgemengen an der Eurozon vir.

An der Eurozon haaptsächlech wäert, éischtens duerch d'Ajustementer no der Kris vun dem makroekonomeschen Déséquiliber an zweetens duerch déi grouss Verschëldung souwuel vum private wéi vum ëffentleche Secteur, d'Wuesstum an der Eurozon sécherlech no ënne gedréckt ginn.

Datt, zweetens, déi Lëtzebuerger Ekonomie, déi dépendant ass vum Secteur financier, domat wäert Schwieregkeeten hunn an datt déi strukturell Changementer, déi an deene leschte Méint a Joren op de Finanzsecteur, op de Service-Secteur zoukomm sinn, eng ganz grouss Incertitude, notoire Incertituden hei dohinnersetzen, dat ass wuel jiddwerengem kloer. An datt dat vun deene Phenomeener zu Lëtzebuerg wéi LuxLeaks och nach beaflosst gëtt, dat schéngt awer jiddwerengem evident ze sinn.

Drëttens huet déi Onsécherheet, déi de finanzielle Secteur momentan ausstrahlt, natierlech och hir evident Répercussiounen op aner ekonomesch Secteuren, dat heescht, souwuel am nationale wéi am internationale Beräich.

Dat heescht a mengen Aen, datt dat zukünftegt Wuesstum esou bal net méi wäert den Niveau erreeche vun deem, wat mer kannt hunn virun der Kris. Dat alles ass fir eis all evident. De Problem ass just, wann een et dann awer asetzt, wéi wann et esou wär, an et weess een, datt et net méi esou ass, dann ass awer e Problem do! Mir wëssen all, datt et net esou weidergeet, mir setzen d'Zuelen awer an, wéi wann et géif weidergoen an deenen nächste Joren!

All déi Risikofacteuren, déi also nach net determinéiert sinn, mä wann ee se analyséiert, dann hu se alleguer eng negativ Tendenz ze vermierken. An dofir, fir elo d'Logik vun der Lëtzebuerger Politik, wéi ee se virun der Krisenzäit konnt hunn, fir déi no der Krisenzäit nach genau d'selwecht anzeschreiwen, dat, mengen ech, wäert eis, an däers musse mer eis alleguer bewosst sinn, an enger Rei Joren, wa mer net d'Kéier doranner kréien, eng ganz Rei Schwieregkeete stellen.

Da wëll ech nach eng Kéier zréckkommen op d'Realitéit an d'Pertinenz vun den avancéierte Chifferen. De Budget 2015 gëtt eng ganz Rei Zuelen un, an et ass ëmmer d'Fro, wann een déi Zuele kuckt: Wat heeschen déi da richteg?

Wann een déi Aspuerungen, déi angeeblech Aspuerunge kuckt: Wat heesche se? Sinn et Aspuerunge par rapport zum Budget 2014 oder sinn et Aspuerunge par rapport à la politique constante?

Ech ka mech erënneren, wéi mer virun engem Joer déi Diskussioun haten, ass gesot ginn: „Mä mir maachen elo endlech richteg Aspuerungen! Mir maachen d'Aspuerungen am Budget 2014 par rapport zu dem reelle Budget 2013." „Contrairement zu deene fréiere Regierungen", ass du gesot ginn.

Haut am Budget ass dat awer net méi wouer. Haut ass dat net méi wouer. An da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wa se net méi par rapport zum Budget 2013 gemaach ginn, mä wa se à politique courante gemaach ginn - wat een à la limite och kann akzeptéieren, och déi Jore virdrun ass et esou...

Dat wollt Der mer elo soen, Här Bodry.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Och déi Jore virdrun ass et esou gemaach ginn, wat ee jo kann akzeptéieren. Da muss een awer wëssen: Wat ass dann d'Politique courante? A wat gëtt dann do als Zuelematerial, fir d'Politique courante anzeschreiwen, wat gëtt dann do agesat?

Do ass et jo esou, datt normalerweis d'Progressioun, déi normal Progressioun vun den Dépensë sollt agesat ginn, fir d'Politique courante ze beschreiwen. Ech liese bei der BCL, andeem se awer déi agesaten Zuelen hei kommentéiert, déi seet: «De plus, une dotation budgétaire inférieure à la revendication ministérielle lors de l'établissement du budget ne constitue pas une économie réelle.»

Wat seet d'Banque centrale do? Mä dat ass, datt ganz oft déi Budgetsartikelen, esou wéi se agesat gi sinn, net agesat gi si par rapport zur normaler Politique courante, mä par rapport zu Demandë vun de Ministèren, an datt da gesot gëtt: „De Ministère huet zwar esou vill gefrot, mä well mer em net alles ginn hunn, hu mer esou vill gespuert." Dat ass awer net d'Beschreiwung, déi vu Bréissel kënnt, fir d'Politique courante ze beschreiwen.

Zwee Beispiller just an deem Kontext. Eent, wat Der gutt kennt, well et schonn an der Press évoquéiert ginn ass, dat ass dat vum Radio 100,7, wou dann dosteet, datt eng Réduction des frais vun 260.000 Euro géif gemaach ginn. Da kuckt een an de Budget, da steet awer do keng Reduktioun, mä da steet eng Progressioun vu 4,9 Milliounen op 5,4 Milliounen do. Dat sinn awer bal..., dat sinn iwwer 10% Progressioun, déi do virgesi sinn. Dat ass awer net d'Progression courante, déi dann do agesat ginn ass, mä dat sinn d'Demandë vum Radio, déi agesat gi sinn. An doropshi ginn dann 260.000 Euro gespuert!

Ass dat dann eng Aspuerung, wann een am Budget eng Augmentatioun vun 10% virgesäit, eng Augmentation réelle vun 10% an de Budget schreift, an et seet een: „Elo hunn ech 260.000 Euro drop gespuert" - andeem ech 10% méi an de Budget ageschriwwen hunn?

Da muss ee mer awer nach erklären: Wat ass dann hei Politique courante? Dann ass Politique courante plus 15%, wann een dat an de Chifferen anescht rechent.

Datselwecht gëllt beim Office national de remembrement. Do gëtt gesot... Do stoungen an deene leschte Joren all Kéiers 4 Milliounen Euro am Budget, all Joers 4 Milliounen Euro, courant. Et ass also keng Progression courante an deene leschte Jore gewiescht. An da stinn dëst Joer am Budget: och nach eng Kéier 4 Milliounen. Dat heescht, et fiert een am Fong weider domat. Et steet awer dran, datt ee 458 Millioune spuert!

Et muss awer och ee mer erklären, wéi dat do geet. Dir maacht 10% am Budget méi. Dir sot: „Et ass par rapport zur Progression courante." Or, d'Progression courante an deene leschte Jore war op deem Budgetsartikel dauernd null, mä Dir spuert 458 Milliounen, andeem Der genau datselwecht aschreift an de Budget!

Ech muss soen, dat ass awer mat Zuelen hinan hiergeworf, wat awer schwiereg ass nozevollzéien a genau ze verstoen, wat domadder gemengt ass.

A fir dann - net d'Banque centrale, well ech déi elo oft zitéiert hunn - emol eng Kéier en aneren ze zitéieren, deen iwwert déi do Problematik schwätzt an iwwert d'Véridicitéit vun den Zuelen an d'Basis vun de Calcullen, zitéieren ech gär d'Cour des Comptes, déi seet: «En passant en revue les mesures du paquet pour l'avenir, la Cour se pose des questions quant à la pertinence des chiffres avancés. (…) De ce qui précède, la Cour est dans l'impossibilité de se prononcer à ce stade quant aux effets des mesures annoncées sur les finances publiques.»

Ech fannen dat zwar grav, wann dat esou einfach gesot gëtt a wann och eng Cour des Comptes einfach net kann novollzéien, op wat fir enger Basis déi Zuelen hei drageschriwwe ginn an no wat fir enger Basis an dësen Zuele gerechent gëtt.

Iwwert d'Opdeelung vun deem Pak, deen hei proposéiert ginn ass, liesen ech de Regierungsprogramm. De Regierungsprogramm seet: «L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté „dépenses". Ensuite, la dimension „recettes" sera d'abord axée autour de la croissance.»

Dat ass net d'Oppositioun, déi et seet an déi sech et als Zilsetzung gëtt. Dat ass net d'CSV, déi dat seet. Dat ass d'Regierung, déi et seet an déi sech dat als Objektiv gëtt!

An déi zwee Prinzipien, fir d'Éischt op d'Dépensë kucken an dann op d'Recetten, dann haaptsächlech op d'Croissance déi Recetten achséieren, do muss ech soen, zu deenen zwee Prinzipien, déi d'Regierung sech selwer gëtt, do stellen ech hei zweemol fest, datt et zweemol doniewent ass. Fir d'Éischt, 75% si Recetten, nei Steieren, déi ageféiert goufen, a 25% si Spuermoossnamen. Et ass doniewent, net par rapport zu deem, wat mir soen, mä par rapport zu deem, wat d'Regierung sech selwer als Prinzip gesat huet.

«Axée autour de la croissance», wann ech da vun Dépensë schwätzen. Ech gesinn hei an deenen Aspuerungen, déi am Budget stinn, just e Sammelsurium vun eenzelne Moossnamen ouni Konzept, ouni Prinzip a ronderëm strictement näischt achséiert! Also, sécherlech net ronderëm d'Croissance achséiert!

«Sur base de ce qui précède,…», an hei schwätzt d'Cour des Comptes, «…la Cour constate qu'à ce stade, le Gouvernement ne respecte pas son objectif fixé dans le programme gouvernemental de 2013.» Dat ass kuerz a sec, an dat ass richteg. An de President vun der Banque centrale huet eis och selwer gesot, datt hien net un dee Programme pluriannuel vun der Regierung géif gleewen.

Den Här Roth wäert muer a sengem Exposé nach méi op d'Recetten agoen. Dofir loossen ech deen Deel op der Säit. Ech wëll méi zu den Dépensen nach selwer eng ganz Rei Saache soen.

An op der Säit vun den Dépensë wëll ech fir d'Éischt, well dat fir mech wichteg ass, e puer Wuert iwwert d'Familljepolitik soen. Well mir hunn do gutt nogelauschtert, mat wat fir engen Argumenter déi Familljepolitik, esou wéi se elo dosteet, esou wéi se elo vun der neier Majoritéit definéiert gëtt, wéi déi argumentéiert gëtt.

D'Madame Cahen an den Här Meisch hunn en Tour gemaach, fir déi Familljepolitik am Land ze erklären.

(Brouhaha)

Dat war gutt gemaach, et huet awer net vill gehollef!

Une voix.- Oh dach!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech war selwer net do. Ech hunn also nëmmen iwwert d'Press déi eenzel Argumenter kënnen héieren, déi gebraucht gi sinn, fir d'Familljepolitik ze erklären. Dat éischt Argument, dat war dat, datt et net um Stat wär, fir Elteren ze hëllefen, laang doheem ze bleiwen.

(Brouhaha)

Et wär also net um Stat, den Elteren ze hëllefen, laang doheem ze bleiwen, well en cas de divorce, wann ee géif méi laang doheem bleiwen, eng ganz Rei sozial Problemer géifen opkommen.

Dat verstinn ech och als Räsonnement. Mä ech soen awer, datt et de Leit hir eege Responsabilitéit och sollt ginn, datt et net um Stat ass ze décidéieren, wéi deen een an deen aneren ze liewen huet, wat e fir eng Décisioun ze huelen huet. Hei sinn et awer Leit, déi groussjäreg sinn an déi wëssen, wat fir eng Décisioune si wëllen huelen, wat fir si besser ass. An dat ass net um Stat ze décidéieren! Et ass un de Leit, fir iwwer hiert Liewen ze décidéieren, esou wéi si dat als richteg empfannen.

Une voix.- Dat bleift och esou!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da war dat zweet Argument: Et bleift och esou. D'Wahlfräiheet ass nach ëmmer do, well et ka jo jiddwereen doheem bleiwen an e kritt jo nach ëmmer d'Kannergeld. Dat war dat zweet Argument.

Also, et wär awer och de Combel! Et wär awer och de Combel, wa géif gesot ginn, dat däerft elo net méi sinn, d'Leit däerften net méi doheem bleiwen! Dat wär awer och witzeg, wann dat géif gesot ginn.

(Tollé général)

Wann Der dann hannendru sot...

Plusieurs voix.- Allez! Allez! Allez!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Schummt lech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, mir hu bei deem Débat hei...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir laacht jo selwer iwwer lech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...ganz vill Riedezäit…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat do ass Cabaret.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …an et ka jiddweree seng Meenung äusseren. Et huet elo just den Här Wiseler d'Wuert!

(Interruption par M. Félix Braz)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jiddweree kritt Kannergeld, an dofir ass dat, fir ze soen: „Dir kënnt doheem bleiwen, Dir kritt déiselwecht Participatioun wéi jiddwereen aneren", dat ass wierklech keng Logik! Op jidde Fall ass et net déi Logik, un déi mir gleewen, well déi Leit, déi doheem bleiwen, fir d'Kanner während enger gewësser Zäit - een, zwee Joer, sou wéi si dat wëllen - ze erzéien, déi huelen e Choix, well se dee Choix wëllen huelen. A mir fannen dat, wann d'Leit dat wëllen, e richtege Choix. Mir fannen, datt d'Regierung, datt de Stat och déi Leit soll an hirer Fräiheet, an hirer Décisioun ënnerstëtzen!

Dir sidd do enger anerer Meenung. Do ass en Ënnerscheed zwëschen lech an eis. An deen ass ganz kloer.

Den Här Kersch, deen huet gesot - well ech deem och gutt nolauschteren -, den Här Kersch, deen huet gesot, datt d'Allocation d'éducation jo just eng Hëllef wär fir déi besserstoend Familljen an datt dat dofir vun der CSV géif an Zukunft ënnerstëtzt ginn. Esou hunn ech lech op jidde Fall verstane bei der CGFP.

(Protestations)

Une voix.- Dat ass eppes anescht.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An do war ech an do hunn ech gutt nogelauschtert.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, den Här Kersch…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech géif zwar do gären eng Prezisioun maachen. Pardon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … wollt eng Prezisioun ginn.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo, ech mengen, dass den Här Wiseler mech... An ech huelen un, dass en op déi Ried zréckkënnt, déi ech...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei der CGFP, jo.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- ...bei der CGFP gehalen hunn. Do wëll ech ënnersträichen, dass ech dat, esou wéi Dir et gesot hutt, ni gesot hunn! Ech hu just gesot, dass dee Choix, vun deem Dir schwätzt, e Choix fir déi Leit wär, déi sech et kënne leeschten.

Plusieurs voix.- Voilà!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Nämlech genau déi Leit, déi sech et kënne leeschten, doheem ze bleiwen. An d'Majoritéit vun de Leit hei am Land kënnen dat net!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt et an anere Wierder gesot, mä et heescht datselwecht!

Une voix.- Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma et ass nach vill méi schlëmm.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Okay. Wéi och ëmmer. Ech kommen duerno dorop zréck…

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Gibéryen gëtt lech...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi Dir déi Leit definéiert, déi sech et kënne leeschten, dorop kommen ech gär duerno zréck.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Gibéryen ass mat lech averstanen, dat ass e gutt Zeechen. Bravo!

(Brouhaha général)

M. Marc Lies *(CSV).*- Da loosst en dach emol schwätzen!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Oh! Moien, Här Lies. Dat do war eng Ried.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et war fir d'Éischt, dass den Här Lies schwätzt dëst Joer.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat war eng Ried.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- An dat vun eisem Premier!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, wann ech gelift, mir berouegen eis alleguert erëm a mir lauschteren dem Här Wiseler no!

(Brouhaha général)

Wann ech gelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President, ech fueren och weider.

(Interruption)

Den Här Fayot sot: «Les allocations qui seront supprimées y changent peu», dat heescht, un der Situatioun vun de Familljen, «puisqu'elles ne sont pas assez élevées pour remplacer un revenu et elles sont limitées dans le temps.»

Ech soen: Dat kann een esou soen, dat ass och am absolute Calcul richteg. Mä ech soe just: Fir déi Leit, déi wéineg verdéngen, sinn déi ronn 500 Euro, déi se kréien, ganz vill Suen - ganz vill Suen! - a se changéieren eppes...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...a kënnen eng Décisioun richteg changéieren! Si kënnen eng Décisioun richteg changéiere fir déi, déi net vill hunn. Do si mer dann enger anerer Meenung. Mä fir mech si 500 Euro vill Suen a se kënnen zu engem konkrete Resultat an der Décisioun vun deem engen a vun deem anere féieren.

An da fuert Der weider, an do, muss ech soen, do war ech…, enfin, Dir fuert weider, ech liesen lech vir: «Un parent qui décide de ne plus poursuivre d'activité professionnelle pour s'adonner entièrement à l'éducation de ses enfants sera donc encouragé…», do soen ech: Dat ass jo gutt! An da sot Der awer hannendrun: «…à bien évaluer les risques à moyen et à long terme de cette décision.»

Dat heescht, ech muss soen, ech fannen zwar e gewëssen Zynismus heidran. Dir sot: Wann ee wëllt eng Décisioun huelen, dann encouragéiere mer deen. Wann ee wëllt d'Décisioun huelen, fir zwee Joer doheem ze bleiwen, dann encouragéiere mir dee wierklech, fir nozedenken, ob en dat soll maachen. An dat Encouragement, dat besteet dann doranner, wann en eng aner Décisioun hëlt, wéi déi, déi Dir als richteg empfannt, wéi déi, déi dës Majoritéit als richteg empfënnt, da kritt en natierlech kee Sou méi an da muss e verzichten op déi Allocatiounen, déi e bis dohinner krut!

A wat dat ausmécht, dat sinn awer ganz, ganz vill Suen! Dat si bei engem Kand, wann ech elo op déi zwee Joer rechnen, 11.640 Euro, déi Der dann, fir déi Décisioun anescht ze huelen, wéi Dir et wëllt, him ewechhuelt. 11.640 Euro fir ee Kand. An dat gëtt fir dräi Kanner, well déi kënnen et jo aacht Joer laang kréien, 46.000 Euro. Dat ass fir eng Décisioun, déi Dir net richteg fannt, deier bezuelt, wann een dat mécht a wann een eng aner Décisioun hëlt, wann een en anere Choix fir säin eegent Familljeliewen huet.

Fir vill Elteren heescht dat do, datt se weider musse schaffen, och wa se et net wëllen. Oder fir aner Elteren heescht et, datt se de Congé parental huelen; déi Alternativ hu se dann. Mä si hätte sécherlech léiwer eng méi laang Zäit geholl, well et bis zwee Joer awer sënnvoll ass, wann ee wëllt sech déi Zäit huelen, fir bei de Kanner ze bleiwen, fir dovunner ze profitéieren.

Une voix.- Och méi laang.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Och méi laang, dat ass richteg, mä et ass awer momentan an der aktueller Gesetzgebung just à partir vum drëtte Kand während véier Joer méiglech. Dofir hunn ech elo déi zwee Joer hei genannt.

An da froen ech mech: Wann Der déi Politik bis zum Enn duerchdenkt, wou sinn dann déi konkret Moossnamen, déi d'Regierung kuerzfristeg asetzt, fir dat Ganzt do opzefänken? Well déi Zuel vu Crèchen, déi Der elo hutt, fir Kanner vun engem bis dräi Joer, déi geet awer sécherlech net duer, fir alles opzefänken, wat dann elo an Zukunft wäert kommen!

Wou si mer mat der Planifikatioun? Wou si mer mam Rekrutement bei enger Moossnam, déi jo awer ufänkt a sechs Méint? Si ass elo zréckgesat ginn, mä déi awer a sechs Méint ufänkt! Ass

dann alles prett, fir all déi Kanner do opzefänken? A wou gi mer dann hin? An haaptsächlech: Wat kascht dat alles?

Mir hunn an de Kommissiounssëtzungen…, an ech soen d'ailleurs dem Här Gramegna Merci, deen eis virun zwee Deeg déi ganz Lëscht vun de Spuermoossname mat den Explikatioune ginn huet. Mä ech wëll awer hannendrusoen: Mir haten awer nach eng aner gefrot! An dat war déi, wat dann all déi Dépensen, déi hei agesat ginn als komplementar Moossnamen zu deene sougenannten „Spuermoossnamen", wat déi da kaschten.

Elo seet een: „Dat wësse mer nach net, well mer wëssen de Prinzip net. Mir wëssen net hei, mir wëssen net do." Mä trotzdeem, éischtens d'Fro: Wéini kënnt dat dann alles? Wéini si mer prett? Op jidde Fall, d'Allocatioun ass a sechs Méint fort. An et ass näischt prett op där anerer Säit. A mir wëssen net, wat et an deenen nächste Jore kascht. Mir hunn dat zéngmol gefrot. Mir hunn et net kritt!

An da kommen ech op déi sougenannt „schwaach Familljen", oder wéi nennt Der se, Här Kersch?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, den Här Kersch seet, déi kéinte sech dat alleguer leeschten!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Enfin, wéi och ëmmer. Kommt, ech streiden elo net mam Här Kersch, mä ech soen dat, wat ech wëll soen doriwwer, mä mir streiden eis hei net ëm Wierder.

Ech wëll e puer Beispiller nenne vun deene Leit, déi déi Allocation d'éducation kritt hätten an net méi kréien, well se jo fort ass, an déi awer op där anerer Säit de Congé parental oder aner Saachen, déi en place sinn, och net kënnen huelen.

Wéi steet et mat enger Famill, wou zwee Leit beruffstäteg sinn, déi zwee kleng Kanner hunn an déi en Akommes ënner zweemol de Mindestloun hunn, déi also elo d'Allocation d'éducation kritt hunn, déi awer wëlle weiderschaffen? Well dat ass jo och e Choix: datt ee wëllt weiderschaffen. Déi kruten d'Allocation d'éducation. Déi kréie se net méi! Déi kréien näischt.

Wat geschitt mat enger elengerzéiender beruffstäteger Mamm - oder engem Papp -, déi 1,5-mol de Mindestloun kritt an déi elo d'Allocation d'éducation kritt huet? An déi muss weiderschaffen, well se déi Eenzeg ass, vu datt se elengerzéiend ass an enger Famill, déi muss also weiderschaffen! Wat geschitt mat där? Déi kritt näischt! Well se och net de Congé parental ka kréien.

Wat geschitt mat enger Famill, wou ee schafft - ënner zweemol de Mindestloun - an deen zweete Partner da keng Aarbecht huet? Obwuel e gär eng hätt! Obwuel e gär eng hätt a keng fënnt! Mir hunn eng Jugendaarbechtslosegkeet, déi relativ héich ass. Dee keng fënnt, dee kann da weder vun der Allocation d'éducation - déi gëtt et net méi - nach vum Congé parental benefissiéieren, well en huet jo keng Aarbecht, an e muss virdrun eng Aarbecht hunn, fir de Congé parental ze kréien. Dee steet och do a kritt näischt, weder dat, wat ofgeschaaft ginn ass, nach dat anert, well en net an de Konditiounen ass.

An do kënnt Der mer awer net soen, datt dat guttstoend Familllje sinn! Do hu mer wierklech eng Rei Problemer, déi Der duerch d'Ofschafe vun där Allocation d'éducation schaaft.

Dofir war ech ganz frou, wéi ech d'Madame Loschetter - richteg frou! - de Moien héieren hu soen, datt dee Problem effektiv géif existéieren an een dofir esou schnell wéi méiglech sech déi ganz Iwwerleeungen iwwert den RMG, iwwert de Complément d'RMG an iwwert d'„Flexibilisatioun", mengen ech, hutt Der gesot, vum Congé parental misst maachen. Dat ass absolut richteg esou!

Mir regrettéieren zwar, datt een an Zukunft muss iwwert den RMG fueren, fir deene Leit do ze hëllefen, well mer d'Allocation d'éducation wesentlech méi richteg a méi sënnvoll fonnt hunn. Mä wat mer haaptsächlech awer kritiséieren, dat ass, datt Der elo emol d'Allocation d'éducation ofschaaft, ier dat anert en place ass! An hei schwätze mer net vu wuel sech guttstoende Familljen. Hei schwätze mer wierklech vu Familljen, déi sozial Problemer hunn a fir déi elo näischt geet!

An ech muss soen, deen Deel vun der Allocation d'éducation, wou d'Sozialiste sengerzäit, wéi ech mech gutt kann erënneren, drop gehalen hunn, fir en anzeféieren, deen Deel, wou zwee Eltere schaffen an ënner engem gewëssen Niveau hunn, do kann ech mech gutt un déi Diskussiounen erënneren, wou d'sozialistesch Partei insistéiert huet, fir deen an d'Allocation d'éducation ze kréien. Dee gëtt hei awer mat ewechgeholl an et gëtt näischt amplaz gesat! An do verstinn ech awer d'sozialistesch Partei net méi, datt se dat ka matmaachen! Well ech dat net richteg fannen.

Une voix.- Dir sidd net deen Eenzegen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Deen anere grousse Volet an der Familljepolitik, dat ass, wéi mat de kannerräiche Familljen ëmgaange gëtt. Hei gëtt e Montant unique agefouert, d'Vereenheetlechung vum Kannergeld. Mir wëssen duerch eng ganz Rei Etüden - Lëtzebuerg, Ausland -, mir wëssen, datt déi Familllje mat ville Kanner déi sinn, déi der Aarmutsgefor am meeschten exposéiert sinn.

Elo seet den Här Bettel: „Et gëtt awer kengem eppes ewechgeholl." Mä déi nei Familljen, déi an déi Situatioun kommen, do geschitt et awer esou, datt eng Famill mat zwee Kanner 770 Euro d'Joer manner huet, eng Famill mat dräi Kanner 2.860 an eng Famill mat véier Kanner 4.900, dat heescht quasiment 5.000 Euro, eng Famill mat fënnef Kanner 7.000 Euro. Wann dat dann och Familllje sinn, wou d'Kanner jonk sinn, déi d'Allocation d'éducation och net méi kréien, da sinn et bei Familllje mat dräi Kanner 8.700 Euro a bei Familllje mat véier Kanner 10.800 Euro, déi déi Familljen am Verglach zu ähnleche Familljen haut - ech hunn dat virdru gesot - manner kréien.

10.800 Euro fir Familljen, vun deene verschiddener awer, esou wéi d'Etüden et weisen, dem Risque de pauvreté ausgesat ginn. 10.800 Euro! Do muss ech awer soen, dat ass fir mech eng richteg Schwieregkeet. An do verstinn ech net, datt eng Rei Parteien, déi sech als sozial ginn, esou Saache wéi dat do matmaachen!

(Interruptions)

Ech kommen duerno nach eng Kéier ganz genau drop zréck.

Hei ass gesot ginn - d'Madame Loschetter sot dat, ech hunn lech gutt nogelauschtert...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dat ass och richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, et sinn zwou Saachen, déi Der sot, mä eng ass richteg an déi aner net, well se si kontradiktoresch. Dir sot, datt keng Ideologie géif vun dëser Majoritéit an der Familljepolitik gemaach ginn. Ech soen lech awer, et gëtt d'Wahlfräiheet ewechgeholl. Dat ass awer fir mech en ideologesche Choix! Dir sot dann hannendrun: „Mir maachen zwar keng Ideologie, mä mir hunn e Choix de société gemaach." Jo, wat ass dann anescht dodrunner? Dir hutt e Choix de société gemaach, dat ass fir mech eng ideologesch Emsetzung vun Äre Choixen an d'Lëtzebuerger Politik. Dat maacht Der awer. Dat maacht Der awer! An dat ass fir mech kloer.

(Brouhaha)

An da sot Der, da maacht Der eis de Reproche an där Politik, déi mir verteidegen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Här President!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...mir géifen dat eent an dat anert maachen. Mir géifen op där enger Säit Suen ausgi fir déi Leit, wou ee wëllt doheem bleiwen, an op där anerer Säit géife mer och d'Sue wëllen ausgi fir déi Leit, déi zu zwee wëlle schaffe goen. Da sot Der, dat wär jo kontradiktoresch, dat wär jo keng sënnvoll Politik.

Mä do soen ech ganz kloer: Genau dat, genau dat ass de Sënn vun eiser Politik. Genau dat! Mir wëllen net, datt d'Leit mussen deen ee Choix, just deen ee Choix huelen! Mir wëllen, datt d'Leit hir Décisioune kënnen esou huelen, wéi si et als richteg empfannen. A mir soen, datt mer gär déi eng ënnerstëtzen, a mir soen, datt mer gär déi aner ënnerstëtzen. A mir soen, datt mir net wëlle fir si wielen. A mir soen, datt d'Regierung sollt hannert de Leit an hire Choixen an hirem Liewe stoen! An dat ass e groussen Ënnerscheed zu där Politik, déi Dir amgaang sidd, hei ëmzesetzen.

(Interruption)

A mir hunn och - ech ginn lech gär d'Wuert -, mä mir hunn och déi aner Säit gemaach. Mir hunn och an deene leschte Joren... Kuckt, wat d'Madame Jacobs an den Här Spautz ëmgesat hunn u Crèchen! 2004 hate mer 7.700 Crèchëplazen. 2013 waren dat der 46.000! Vu 7.700 op 46.000 erop. An niewendrun d'Allocation d'éducation an de Congé parental, fir uerdentlech équilibréiert déi Politik ze kréien, wou Familljen hir Choixe kënnen huelen. Fir mech ass dat a bleift dat déi richteg Politik.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, d'Madame Loschetter...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Madame Loschetter wollt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...hat Der ugeschwat. Si wollt dorop reagéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mat Pleséier.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Léiwen Här Wiseler, Dir musst mech och ganz zitéieren! Ech hunn nämlech hannendrun, grad bei deem do Beispill - ech ginn lech dann och elo e Beispill, Dir hutt der elo hei eng Rei ginn -, ech hu gesot, datt dat bis elo geschitt ass, esou wéi Dir et elo beschriwwen hutt - deenen engen e Choix loossen an deenen aneren e Choix loossen - ouni soziale Kritär!

E Choix de société ass zum Beispill, datt mir derfir suergen, datt net méi mat de Steiersuen een, dee schafft an dee vläicht dräimol de Mindestloun huet, muss mat senge Steiersuen eng Allocation d'éducation matbezuele vun engem Bankdirekter, deem seng Fra d'Allocation d'éducation kritt. Dat ass de Choix de société, Här Wiseler!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, wann Der bei der Allocation d'éducation komm wäert a gesot hätt...

(Interruptions diverses)

...a gesot hätt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Elo huet just den Här Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann Dir bei der Allocation d'éducation gesot hätt, datt mer misste sozial Kritäre bei der Allocation d'éducation aféieren, an datt nëmmen déi et géife kréien, déi et net kënne selwer bezuelen an déi Schwieregkeeten hunn, an datt déi aner manner oder näischt géife kréien, dann hätte mer kënnen eng Diskussioun driwwer féieren. Mä dat hutt Der awer net gesot! Dir hutt gesot: „Fort, fäerdeg!" An dat ass awer deen Deel vun der Politik, wou mer net mat lech d'accord sinn.

En anere Sujet, deen eis um Häerz läit... Also d'Madame Hetto kënnt muer nach eng Kéier op déi do Punkten zréck.

(Interruption)

Jo, mir huelen eis Zäit hei an deenen Exposéen, fir an d'Detailer ze goen.

D'Finanzcapacitéit vun de Gemengen ass och e Sujet, deen eis um Häerz läit. Och do wäerte mer muer nach eng Kéier drop zréckkommen. Dee Pak, deen hei virgeschloe gëtt, dee kascht (veuillez lire: do kréien) d'Gemengen direkt 50 Milliioune manner. Dee kascht... An aner Käschten, déi och als Méibelaaschtung fir d'nächst Joer wäerten ufalen: 137 Milliounen; Mehreinnahmen: 48 Milliounen; minus 139 Milliounen an eise Rechnunge fir d'Gemengen an deenen nächste Joren. Mir hunn och gekuckt bei verschiddene Gemengen, ech hunn elo bei der Stad Lëtzebuerg gekuckt, dat gëtt en Total vu 27 Milliounen Euro, déi d'Stad Lëtzebuerg - an et gi ganz sécher aner Beispiller; well ech déi elo gutt kennen, hunn ech dat nogekuckt - manner an der Keess wäert hunn an deenen nächste Joren, fir kënnen eng Investitiounspolitik ze maachen, déi an eisen Aen awer wichteg ass.

Dat ass gemaach ginn diskussiounslos, ouni mat de Gemengen ze schwätzen! Dat ass haaptsächlech gemaach ginn an huet eng grouss Influenz op d'Investitiounscapacitéit vun de Gemengen. A wat eis da besonnesch stéiert, an dat ass elo net dem Här Kersch säi Problem, mä wat eis besonnesch stéiert, dat ass, datt déi do Moossnamen, wéi ech virdru scho gesot hunn, och nach strictement keng Influenz op d'Administration publique hunn, mä haaptsächlech op d'Administration centrale. Et ass just eng Verschiebung eriwwer an d'Administration publique a se hëllefen eis bei de generelle Käschten duerno och nach net, aus dem Problem vun der Adminstration publique erauszekommen.

Datselwecht gëllt an eisen Aen... Pardon, ech wollt nach soen: Den Här Wolter wäert och muer nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Ech wëll och nach iwwert d'Logementspolitik zwee Wuert soen. Fir eis ass d'Logementspolitik d'Prioritéit. Ech hat gemengt, et wär och fir d'Regierung d'Prioritéit. Si gëtt och esou ugekënnegt a si gëtt och esou ausgedréckt.

Mir stellen awer fest, datt déi TVA-Erhéijungen, déi hei komm sinn, an eisen Aen - an eisen Aen! -, déi TVA-Erhéijungen op d'Zweetwunneng, wou et 14% méi deier gëtt, kontraproduktiv sinn. Si wäerten, an eisen Aen, eng Erhéijung vun de Loyere mat sech bréngen. Si wäerte manner Investissementer, privat Investissementer an de Secteur erabréngen. Si wäerten domat bewierken, datt d'Präisser an d'Luucht ginn.

A mir stellen och nach fest, datt déi Suen, déi vun der ëffentlecher Hand zousätzlech - plus 10% - an de soziale Wunnengsbau investéiert ginn, zu engem ganz groussen Deel wäerten duerch eng Augmentatioun vun der TVA, déi och déi Organisme musse bezuelen - 14% Augmentatioun vun der TVA -, gefriess ginn, dat heescht, och nach net ze realistesch sinn. Den Här Lies wäert e puer Wuert muer och nach doriwwer soen.

D'Politique de l'éducation nationale ass och an eisen Aen, esou wéi se elo duergeluecht gëtt, ganz problematesch, well mir gesinn hej, datt op Basis vun där Familljepolitik oder Educatiounspolitik e groussen Ausbau gemaach gëtt vun deene Crèchë fir d'Kanner vun engem bis dräi Joer, deen a sech domat begrënnt ass, datt mer éischtens d'Gratuitéit maachen, datt mer zweetens de Bilinguismus do aféieren. Dat sinn Dépensen, déi an eisen Aen net sënnvoll sinn, net solle gemaach ginn.

A wann ech aner Spuermoossnamen an der Éducation nationale huelen, notamment d'Spuermoossnam 118, d'Modificatioun vun der Tâche vun den Enseignanten, wou 2015 700.000 Euro, 2016 2,3 Milliounen, 2017 3,5 Milliounen, 2018 2,5 Millioune virgesi sinn, da kann ech mech drun erënneren, wéi mer hei stoungen, nodeem datt de Budget presentéiert gi war, do hunn ech op dëser Tribün gefrot: „Jo, wat heescht dat dann, dat, wat do steet: «modification de la tâche des enseignants»?" Dee Moment krut ech keng Äntwert op déi Fro. Duerno ass et kloer ginn, wat et heescht. Do hu mer d'Explikatioune kritt, datt dat am Fong heescht, datt déi Proffen dann nëmmen dat bezuelt kréien, déi Coursen - wa se op der Première oder Treizième Coursen halen -, déi se effektiv halen.

An dann ass et esou, datt ech awer muss soen, éischtens war jiddwereen erstaunt iwwert déi do Explikatioun. Déi hätt een dann och kënnen direkt ginn. Zweetens war mat den Enseignantë manifestement jo net geschwat ginn, éier een esou eppes op den Dësch geluecht huet an éier een et schonn als Spuermoossnam an de Budget ageschriwwen huet.

Duerno ass versprach ginn, datt, wa se heimadder d'accord wären, d'Enseignanten, näischt anescht méi géif geschéien. Duerno ass verhandelt ginn an et ass en Accord, e soi-disant Accord ofgemaach ginn. Duerno hunn d'Représentantë vun den Enseignantë gesot, si wären net mat deem Accord d'accord. Duerno ass vun de Gewerkschafte gesot ginn, datt iwwerhaapt keen Accord zëschen de Gewerkschaften an dem Éducatiounsminister do war.

An haut si mer an enger Situatioun, wou kee Mënsch méi weess, wou mer dru sinn a wat dann elo an deenen nächste Woche geschitt. Dat hei ass fir eis e Monstergewulls, wat amgaang ass ze entstoen a wou jiddwereen onzefridden ass. Déi Aarbecht, esou wéi se elo ass, ass net seriö gemaach ginn!

Mir haten eng Question parlementaire urgente doriwwer gestallt. D'Urgence ass refuséiert ginn, dofir hunn ech hei och e puer Wuert driwwer gesot. Mir wäre frou, wann den Éducatiounsminister haut oder muer, oder wéi och ëmmer, wéi hie wëllt, eis awer déi noutwendeg Explikatioune kéint ginn, wou mer elo an deem Dossier, deen awer Konsequenzen huet, dru sinn a wéi hie gedenkt virzegoen. Dat gehéiert an d'Budgetsdebatten. Et gehéiert an d'Budgetsdebatten, insofern et eng Spuermoossnam war, déi an dësem Spuerprogramm drasteet.

D'Madame Hansen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Wiseler,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...wat och erkläert, firwat dass d'Urgence net akzeptéiert ginn ass: well deen heiten Débat eng gutt Geleeënheet war, fir d'Fro opzewerfen.

Ech hunn awer nach eng Demande vun der Madame Loschetter. Erlaabt Der...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech erlabe selbstverständlech, vu datt ech u keng Zäit gebonne sinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ma ech hätt zwou Froen un den Här Wiseler, éischtens als Porte-parole vun der grénger Fraktioun, well mir jo eng laang Geschicht an der Oppositioun hunn an och an der Oppositioun eigentlech ëmmer derfir gesuergt hunn, datt mer Alternative presentéiert hunn, an och als Rapportrice vum Zukunftspak.

Wann ech lech elo richteg verstanen hunn, Här Wiseler, dann hutt Dir elo gesot, dat, wat mir hei presentéiert hunn, „huet näischt bruecht", „ass näischt gemaach ginn". „Wéi vill Joer dauert dat?" „Dat gëtt vertaagt an déi lescht Legislaturperiod." Dat wär jo dann e bëssen och deene fréiere Regierungen eppes nomaachen. Alles, wat de Moment reportéiert ginn ass, do hutt Der gesot: „Ech fannen dat jo

alles richteg." Dir sot awer och: „Iwwert d'Prinzipie si mer ons eens."

Dir hutt am Zukunftspak, a mengem Rapport, keng eng vun de Recommandatiounen ugeholl, wéi mer de Rapport ugeholl hunn. Dir fannt awer e puer Saachen, déi ech doran ernimmen, wéi zum Beispill d'Reform vum RMG an esou, guer net esou falsch. An da sot Der och, bei menger Fro vu virdru sot Der: „Wann Dir dat gesot hätt, dann hätte mir dat matgedroen."

Dofir meng Fro...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Da wiere mer bereet, doriwwer ze diskutéieren", hunn ech gesot.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Gutt. Dofir meng Fro... Genau dat! Mir haten den 1. Dezember eng Kommissioun, wou mer dräi Stonne laang iwwert déi Mesurë geschwat hunn, wou mer dräi Stonne laang och diskutéiert hunn iwwert déi Mesurë vum Zukunftspak, deen Dir elo während enger Stonn beschriwwen hutt. Do ass keng eng Alternativ vun Iech komm! Firwat ass do dee Méindeg, während deenen dräi Stonnen, keng eng Alternativ während deenen Diskussioune komm? Dat wär meng éischt Fro.

(Brouhaha)

A meng zweet Fro...

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- A meng zweet Fro wär, firwat...

(Brouhaha)

...firwat datt d'CSV-Fraktioun dee Méindeg, währenddeem mir dee ganzen Zukunftspak analyséiert hunn, firwat d'CSV-Fraktioun léiwer genau zu deemselwechte Moment eng Pressekonferenz gemaach huet, amplaz mat ons iwwer Alternativen ze diskutéieren! Ech hätt gären eng Äntwert op déi Froen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir kritt déi Äntwerten op déi zwou Froen. Déi éischt Äntwert ass ganz, ganz einfach. Op deenen aneren Texter, wou mer Amendementen an de Kommissiounssëtzunge virgeschloen hunn, do huet dat keng dräi Minutte gedauert, da ware se schonn ofgebottert an dann ass net méi driwwer geschwat ginn.

(Interruption)

Esou ass et gaangen!

(Interruptions diverses)

Esou ass et gaangen an all deenen... An dofir soen ech, eis Alternativen...

(Interruptions diverses)

Wann Der mech elo nach fënnef Minutten hei schwätze loosst, kommen och déi op den Dësch. A muer wäerten eis Riedner och mat enger ganzer Rei Amendemente kommen. Mir hätten déi gär aux yeux de tout le monde explizéiert. Mir géife gär hei an der Chamber, am Plenum driwwer schwätzen. A mir wëllen net...

(Interruptions diverses)

...an de Kommissiounen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...mir wëssen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- ...ëm den Zukunftspak gaangen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, wann ech gelift, wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi zweet Saach, do muss ech soen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ass et ëm den Zukunftspak...?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kommt, mir ginn awer elo dem Riedner d'Geleeënheet, fir...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech wëll Iech awer och soen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... seng Ried virzedroen. Mir hunn esou vill Riedzäit, dass jiddwereen all Facettë ka beliichten. Et si konkret Froen un den Här Wiseler gestallt ginn, en ass amgaang, se ze beäntwerten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi Éischt ass beäntwert. Déi Zweet, déi ass och ganz kloer. Ech muss soen, wann ee schafft, politesch schafft, da muss ee jo eng Programmatioun maachen. Dir frot, firwat mer eng Pressekonferenz zu enger gewëssener Zäit gehalen hunn. Mä ech muss soen, mir haten déi programméiert, déi war erausgeschéckt!

A wann ech kucken, wéi den Horaire vun de Finanzkommissioune war, wéi oft dee changéiert huet an deene leschte 14 Deeg, wéi oft nei Datumer fixéiert goufen, wéi oft mer um aacht Auer komm sinn, fir all deenen Déngen... Et kann een net ëmmer alles ofsoen, fir ze sprangen, esou wéi Dir et gär hätt!

(Brouhaha)

Mir hunn eis Aarbecht duerchgefouert a mir hunn eis vill Méi ginn, fir déi Flexibilitéit ze hunn, fir an all deene Kommissiounen, wou et nëmme gaangen ass, do ze sinn, a mir ware quasiment an alle Kommissiounen do, zu fënnef. A wann emol Leit net do waren, hu mer se, wann et nëmme gaangen ass, och ersat. Dir kënnt eis net reprochéieren, net präsent gewiescht ze sinn, net matgeschafft an diskutéiert ze hu mat Iech an deene Kommissiounen. Well dee Reproche akzeptéieren ech net!

E puer weider Remarquen, déi ech gär géif maache par rapport zu deene Spuermoossnamen, déi 2014 gemaach gi sinn, an zu deenen Explikatiounen, déi 2014 gi gi sinn. 2014 waren am Fong dräi Zorte vu Spuermoossname gemaach ginn. Déi Éischt, dat war déi vun den Investitiounen, déi ëm 137,2 Millioune sengerzäit erofgesat gi sinn. Ech stelle just fest, an ech kommentéieren et elo net, datt mer dëst Joer net 137 Milliounen erofginn, mä deen anere Wee an der Investitiounspolitik ginn - dont acte! - vun engem Joer zum aneren.

Zweetens stellen ech fest, datt d'Frais de fonctionnement, wou mer d'lescht Joer, an ech hunn dat scho gesot, datt mer eng Baisse réelle wollte feststellen oder d'Majoritéit déi wollt feststellen 2014 par rapport zu dem Budget 2013, datt mer elo a „politique courante" déi ganz Diskussioun féieren. Och do sinn déi grouss Prinzipien, déi d'lescht Joer ugekënnegt gi sinn, abandonnéiert ginn.

Drëttens ass gespuert ginn d'lescht Joer un de Personalkäschten. Et ass eis gesot ginn: „Mir ginn néng Millioune manner aus, well mer 150 Leit manner astellen." Dat war déi grouss Spuermoossnam d'lescht Joer! Mir hunn d'lescht Joer gesot: „Mä déi 300, wou kommt Der drun? Dir stellt der jo awer nach 150 an. Et ass jo net, datt Der der 150 manner...". Do ass eis gesot ginn: „Dat ass par rapport à la politique constante." An d'Politique constante vun den Astellungen ass op 300 chiffréiert ginn, an Dir hutt der d'lescht Joer nëmmen 150 agestallt.

Elo kucken ech déi Spuermoossnam vum leschte Joer: Wat geschitt dann dëst Joer mat där Spuermoossnam? Do ass et net nëmmen, datt Der - politique courante - 300 Leit astellt, mä do sidd Der dëst Joer op 370 Leit gaangen, déi nei agestallt ginn. Ech wëll just feststellen domat, datt déi Kohärenz vun deene Politicke par rapport zu engem Joer an zu deem anere Joer awer relativ fragwürdeg ass, esou wéi se hei dohinnergestallt gëtt an esou wéi se hei...

Dobäi hunn ech näischt dergéint, wann nei Poste (veuillez lire: nei Leit) mussen agestallt ginn, well ech mengen, datt et mat der Evolutioun vun eisem Stat a vun de Missiounen, déi eise Stat huet, duerchaus noutwendeg ass, datt fir eng Rei Administratiounen, ob dat elo d'Police ass oder ob dat den Enseignement ass oder ob dat anerer sinn, datt genuch Leit mussen do sinn, fir de Missioune gerecht ze ginn.

Ech soe just, datt mat den Aussoe vum leschte Joer, wou Der grouss ukënnegt, mir spueren, 150 Leit manner ginn do agestallt, an mat deene vun dësem Joer, wou Der vun 150 Neiastellungen op 370 eropgitt, awer d'Konsequenz vun den Duerstellungen net gehalen ass.

(Interruption)

Den Här Kersch wëllt eppes soen.

(Interruption)

Den Här Kersch wëllt näischt soen! Et ass gutt. Okay.

Da wollt ech eng Rei Piste soen, an déi ginn nach muer preziséiert, wou mer mengen, datt ee sollt aner Politicken usetze fir déi nächst Joren. Mir mengen, datt d'Regierung an deenen Investissementer, déi se 2015 virgesäit, wou se ganz staark an d'Luucht geet, vu 1.537 oder vun 1,5 Milliounen (veuillez lire: 1,5 Milliarden) op eppes méi wéi 1,7 Milliounen (veuillez lire: 1,7 Milliarden), an e ganz héijen Taux d'investissement, dee scho ganz héich war an deene leschte Joren, nach an deem nächste Joer wesentlech méi héich mécht, mir stellen eis do d'Fro, ob d'Administratioune reell d'Capacitéit hunn, fir dat ëmzesetzen, wat haut als Méiglechkeet an deem extrem héijen Taux d'investissement, deen elo dosteet, ugi gëtt.

Mir stellen elo fest - dat waren déi lescht Zuelen, déi ech hunn, déi vläicht geännert hunn -, datt am September 2014 par rapport zu September 2013 den Ëmsetzungstaux vun den Investissementer an der Formation de capital, pardon, an dem Transfert de capital 15% ënnert deem läit, wat en 2013 war. Dat heescht, datt déi Capacitéiten oder déi Méiglechkeeten, déi fir 2014 geplangt sinn, momentan iwwerhaapt net ausgenotzt sinn, well d'Administratiounen an där grousser Aarbecht, an där gudder Aarbecht, déi se maachen, net nokommen, fir dat ze maachen. An datselwecht ass bei der Formation de capital, wou mer 5% ënnendrënner leien.

Mir wären der Meenung gewiescht, datt een deen héijen Taux d'investissement, dee mer an deene leschte Joren haten, zwëschen 2011 an 2014, dee sech op ronn 1,55 Milliarden Euro beleeft, datt een deen hätt sollen an deenen nächste Jore weiderschreiwen an domat ronn 200 Millioune manner aschreiwen als Dépensë fir d'nächst Joer.

Mir sinn der Meenung, datt een hätt sollen eng Augmentatioun vum Impôt foncier an deenen nächste Jore bei de Gemenge virgesinn, well dat hätt an eisen Aen zwou Saachen erreecht: Éischtens hätt et, well dat jo an d'Keess vun de Gemenge geet, zu engem Deel déi Propositioune kompenséiert, déi vun der Regierung gemaach sinn, wat d'Gemengefinanzen ugeet, op där enger Säit, an et hätt eis erlaabt, op där anerer Säit ze garantéieren, datt eng Kontinuitéit vun de kommunalen Investissementer hätt kënne weidergefouert ginn. Well mer och do mengen,...

(Interruption)

...datt eng gréisser - loosst mech vläicht dee ganze Pak do explizéieren -, well ech do mengen, datt eng gréisser Capacitéit ausfält, a well dat dat, wat mer op der Investitiounssäit op där enger Säit manner ausginn hätten, vläicht op der Gemengesäit - den Équiliber - équilibréiert hätt.

Mir sinn der Meenung, datt een eng Rei Dépensen, déi d'Regierung virgesinn huet fir déi nächst Joren, net hätt solle maachen. Wat fir eng Dépensë sinn dat?

Mir sinn der Meenung, datt een déi Gratuitéit vun de Crèchë fir Kanner vun engem bis dräi Joer, déi elo an de Budget drageschriwwen ass, net hätt solle maachen. Mir sinn der Meenung, datt een déi Efforte fir d'Mise en place, fir d'Konstruktioun, fir de Coût d'exploitation vun neie Crèchen a ganz grousser Zuel fir déi Kanner vun engem bis dräi Joer an dësem Moment net hätt solle maachen, mä d'Allocation d'éducation hätt weider solle bestoe loossen.

Mir sinn der Meenung, datt een dat Konzept vun dem bilinguale Crèchësystem, wou een d'Kanner schonn à partir vun zwielef Joer an e System setzt,...

Une voix.- Zwielef Méint.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Vun zwielef Méint, pardon!

...an e System setzt, wou se en Apprentissage vu Sproochen da sollen duerch Immersion léieren, datt dat vum Pädagogeschen hier Objektiver sinn, déi an eisen Aen net sënnvoll sinn, well se a sech an der Kontinuitéit vun eisem Éducation-nationales-System net bis zum Schluss kënnen duerchgefouert ginn. Och déi Dépensen hätte mer an deenen nächste Joren net gemaach.

Mir kënnen net chiffréieren, wat déi Dépensen ausmaachen, déi net gemaach ginn (veuillez lire: net sollte gemaach ginn). Mä Dir kënnt och net chiffréieren, wat se dann ausmaachen, wann Der se maacht! Mir ginn dovunner aus, vu datt dat ëmmer esou annoncéiert ginn ass, datt e groussen Deel vun deene supplementare Rentréeën, déi vun der 0,5%-Steier kommen - déi dann elo méi kommen, 80 Milliounen -, datt e groussen Deel dovunner benotzt gëtt, fir déi Mise en place vun deem System ze maachen. Mä definitiv kënne mer et net soen.

En matière vu Sozialpolitik a vu Familljepolitik ass dat Konzept vun eis, wat mer wëllen entwéckelen, e Konzept, wou een net un d'Prestations familiales eleng sollt, eleng ka goen, well mer dee ganze Mix vu Prestatiounen, vu Steierreform, vu Boni pour enfants, vu Subventioune vum Logement gär verbonnen hätten, well et eis sënnvoll schéngt, déi verschidde Prestatiounen, déi eng Famill ka kréien, esou mateneen ze analyséieren, datt, wa mer Reduktioune musse maachen - a mir gesi jo och an, datt et net ouni Reduktioune geet -, datt een déi awer an deem ganze System esou ka verdeelen, datt se gerecht kënne verdeelt ginn.

Mir sinn zum Beispill der Meenung, datt, wann een d'Abattementer och iwwerkuckt, datt esou Abattementer wéi Bausparverträg an ähnlecher, déi elo momentan haaptsächlech déi Familljen avantagéieren, déi da Steiere bezuelen, an net déi avantagéieren, déi keng Steiere bezuelen, datt een déi an deenen nächste Méint roueg kann a Fro stellen, diskutéieren an ewechhuelen.

Mä mir hätten e System en place gesat, deen e Mix vun deene verschiddene Politicke wär, deen awer dohinner gaange wär, fir a sech dat, wat muss gespuert ginn, net just op 8.000 Familljen - well dat ass et jo haut: 8.000 Familljen, déi eng Allocation d'éducation kréien -, op deenen hire Schëlleren total ausdroen ze loossen. An do deet et dann deene Famillje richteg, richteg wéi! Mä, wa mer déi Spuerefforten oder déi Efforte vu Solidaritéit, wéi Der se nennt, gemaach hätten, dann hätte mer se gär iwwert d'Prestations familiales, d'Steieren, d'Subventions vum Logement, de Boni pour enfants esou verdeelt, datt se net op 8.000, mä 106.000 Famillje sech verdeelt hätten, respektiv op 184.000 Kanner, soudatt jiddwereen e wéineg zu deem Effort bäigedroen hätt.

Wann ee muss en Effort maachen, dann ass eis Konzeptioun, datt jiddwereen e wéineg muss do bäidroen an datt net just eng prezis Tranche vu Kanner respektiv vun Elteren déi ganz Laascht vum System muss droen.

Mir sinn des Weideren der Meenung, datt ee bei den Allocations de rentrée scolaire hätt kënnen iwwerleeën, se ze ersetzen duerch Prestations en nature.

Mir sinn der Meenung, datt ee sécherlech eng Optimisatioun vun de Chèques-services ka maachen, well - an ech mengen, d'Madame Jacobs an den Här Spautz hunn och sengerzäit e Gesetzesprojet déposéiert, fir dat an de Gréff ze kréien -, well mer mengen, datt déi Familljen, déi vill verdéngen, och an dem aktuelle System vun de Chèques-services eng méi grouss Kontributioun kéinte maachen.

Wann ee vun der Gläichstellung vun de Kanner schwätzt, da si mer der Meenung, datt een hätt kënnen driwwer diskutéieren, eng Gläichstellung vum éischten a vum zweete Kand ze maachen. Mir sinn awer net der Meenung, datt een dat drëtt Kand soll do mat considéréieren, aus deem Risk vun der Pauvretéit, dee sech bei grousse Familljen méi stellt wéi bei anere Familljen.

An dat ass an eisen Aen, Här Fayot, sécherlech keng natalistesch Politik. Mä dat ass an eisen Aen eng Politik, déi évitéiert, datt de Risque de pauvreté bei grousse Familljen an d'Realitéit antrëtt, datt aus dem Risk eng Realitéit gëtt.

A wann déi Alternativ fir Iech net gutt ass, dann hätte mer eis kënnen imaginéieren, datt, wann ee wëllt dee System esou duerchsetzen, wéi Der en duerchsetzt, eng Allocation spéciale pour famille nombreuse geschafe gëtt, déi déi Familljen kréien, déi finanziell Schwieregkeeten hunn duerch de Fait, datt se vill Kanner hunn, an deenen domat zousätzlech ënnert d'Äerm gegraff gëtt.

Mir hätten déi ganz Diskussiounen do, ier mer definitiv Décisiounen...

(Interruption)

Ech maachen de Saz nach fäerdeg, an da sinn ech fäerdeg an da kënnt Der déi Froe stellen, déi Der wëllt.

Mir hätten déi ganz Diskussioun, ier mer definitiv Décisiounen domadder geholl hätten, awer au préalable ganz gär mat de Sozialpartner duerchdiskutéiert, fir ze kucken, deen Équilibrage erauszefannen, dee fir jiddwereen, fir déi eng an déi aner, fir d'Regierung a fir d'Parlament am sënnvollste gewiescht wär.

Ech maachen duerno nach meng Konklusiounen, mä den Här Fayot wollt awer doriwwer eng Fro stellen, dofir, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech, wann Dir d'accord sidd!

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci. Ech wollt dem Här Wiseler just soen, dass déi zousätzlech Suen, déi ee kritt fir en drëtt Kand, net schrecklech vill änneren, wann Der d'Ziffere kuckt. Den Aarmutsrisiko geet domat net erof.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn Iech awer d'Ziffere virdru genannt, déi eng Famill manner huet, wann Der dat do ëmsetzt. Dat sinn awer bis zu 5.000 bis 6.000 Euro pro Famill d'Joer, wa se dräi Kanner huet.

(Interruption)

Ouni d'Allocation d'éducation. Mat der Allocation d'éducation sinn et der 7.000 bis 10.000. Also, a menger Ried fannt Der se erëm. Dat sinn awer fir mech vill Suen! Wierklech vill Suen. Domat évitéiert Der awer e Risque de pauvreté!

(Interruption)

Do si mer enger anerer Meenung!

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Un de Statistiken ännert et näischt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sou, ech kommen zu mengem Ofschloss, andeem ech mat deem ofschléissen, wou den Här Fayot dermat ugefaangen huet. Ech hunn et nämlech, Här Fayot, ganz besonnesch fonnt, datt Der Är Ried

ugefaangen hutt mat enger Citatioun - vum Robert Krieps, dat ass normal, dat ass ee vun Äre Standarden -, mä awer och vum John Rawls, wat manner normal ass, well den John Rawls awer als Harvard-Professer haaptsächlech e Conseiller sengerzäit vum Bill Clinton war, dee sech éischter als liberalen - enfin, am amerikanesche Sënn zwar liberalen - Philosoph astuuft, deen eng Theorie vun der Justice…

(Interruption)

Jo, ech wollt dorobber kommen!

…vun der Justice politique duerstellt an deen am Fong eng - esou soe se op jidde Fall - Alternativ zum Sozialismus an zu dem traditionelle Liberalismus an eng Mëschung dozwëschen duerstellt.

Et huet mech gewonnert, datt Der just deen als Beispill zitéiert hutt. Mä et huet mer awer gutt gefall, muss ech soen, Här Fayot! Well dat, wat den Här Rawls seet, a sech och eppes ass, wat sënnvoll ass. E schwätzt am Fong vun enger Fairheet fir jiddwereen individuell. Ech hunn e wéineg Problemer mat deem System vun dem Individualismus, deen en duerstellt. Mä sai Fairheetsprinzip ass schonn eppes, wat ech duerchaus kéint deelen. Ech gesinn d'Fairheet méi an der Solidaritéit wéi am Individualismus, wéi hie se hei gesäit.

Mä ech fannen awer: Niewent dem Zitat entsprécht de Budget - esou wéi en hei déposéiert ginn ass, also esou, wéi mer e virleien hunn - awer guer net deene Prinzipien! Well ech fannen, datt dee Budget am Fong zwou Saachen ass: Et geet net hei ëm e generelle Fairheetsprinzip, et geet ëm 258 Moossnamen, déi duerjernee sinn, déi Beamten zesummegesat hu just mat der Fro: Wat kënne mer sträichen? Oder: Wou kréie mer méi Suen eran? An haaptsächlech déi lescht Fro war déi, déi gezielt huet, mat engem heiansdo kontradiktoresche Resultat zwëschen deenen engen an deenen anere Moossnamen.

Deen eenzege klore Paradigmewiessel, deen do ass, dat ass deen an der Familljepolitik. A mat deem kënne mir als CSV sécher net liewen! Aus all dëse Grënn an aus nach ganz villen anere wäert d'CSV dëse Budget net stëmmen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Abrëll dëst Joer hat ech de Point gemaach zu der Finanzsituatioun hei zu Lëtzebuerg. D'Konklusioune waren dunn als Budgetsrapporteur am Abrëll, datt, wa mer näischt géifen un eise Politicken änneren, dann hätte mer am Joer 2018, hätt Lëtzebuerg am Joer 2018 en Defizit vun 1,1 Milliard Euro. Dann hätte mer eng Schold vun iwwer 16 Milliounen (veuillez lire: Milliarden) Euro. All Joer misste mer iwwer 330 Milliounen Euro Scholdzënse bezuelen. Mir hätten dann en negative Solde structurel. Mir géifen also och déi europäesch Kritäre vum Stabilitéitspakt net erfëllen.

E Budget, dee weider am Déséquiliber ass, e Budget, deen e Budget vu Scholdemécher ass, esou e Budget, wéi mer e geierft hunn, dës Koalitioun: Wat géif dat heeschen? Dat sinn net nëmmen Zuelen. Dat géif heeschen, datt mer manner Moyenen hätten, fir en uerdentlech funktionéierende Sozialstat ze garantéieren, datt mer deene Jonke keng Perspektive méi kéinte ginn ausser deene vun där „génération remboursante", wéi de fréiere Premier dat selwer genannt huet, datt mer eigentlech kengem méi hei zu Lëtzebuerg kéinten Zukunftschancë bidden.

Ech kann Iech soen: Dës Koalitioun, déi wëllt dat net! Dës Koalitioun, déi wëllt, datt zu Lëtzebuerg jiddwereen nach Zukunftsperspektive wäert hunn, och 2018. Duerfir iwwerhëlt dës Koalitioun hir Verantwortung. Duerfir mécht dës Koalitioun eng aner Finanzpolitik. Duerfir leet dës Koalitioun och strukturell Reformen an d'Weeër, wou och d'sozial Selektivitéit wäert am Vierdergrond stoen.

An deem Esprit huet d'Koalitioun de Budget 2014 opgestallt, wou mer éischt Efforte gemaach hunn op der Dépensëséit, an an deem Esprit fiert dës Koalitioun mam Budget 2015, mam Zukunftsplang, weider!

An ech wéilt hei och wierklech deenen zwee Rapporteuren, dem Franz Fayot, deen och dëst Joer zwee Rapporten huet misse maachen, well jo och de Pluriannuel derbäikomm ass, an dem Viviane Loschetter fir den Zukunftspak, e grousse Merci ausschwätzen. Si hu wierklech ganz gutt Aarbecht geleescht. Et war eng Freed, mat hinnen ze schaffen, a mir waren och ëmmer prett, fir à tout moment - well als Deputéiert si mer supposéiert, fir à tout moment sollen eis Aarbecht ze maachen am Intérêt vum Land - mat hinnen an der Kommissioun ze schaffen.

Här President, haut, ronn siwe Méint méi spéit, hu sech d'Welt an dat finanziellt an ekonomescht Ëmfeld net wesentlech geännert! De Budgetsrapporteur 2015, de Franz Fayot, huet dat gëschter nach eng Kéier ganz däitlech illustréiert mat den Zuelen. Et muss een also éischter dovunner ausgoen, datt d'Situatioun nach méi ugespaant wäert ginn.

Wann een och kuckt, am Fréijoer si mer nach vun engem Wuesstum ausgaangen - dat waren Zuele vum Statec, mir referéieren eis op déi Zuelen - vun 3,1% an 3,2% fir 2014, 2015. Ech hat deemools vun engem klengen „Sonnestrahl" geschwat, deen eis de Réck géif wiermen. Déi Prognosen hu sech eigentlech net bestätegt. Mir hunn déi lescht Prognosen - Statec a Banque centrale -, an déi weisen eben no ënnen, elo geet rieds vun 2,2%.

Mir hunn aner Saachen, déi mer musse berücksichtegen, wéi zum Beispill den Trend bei de Recetten aus deem, wat een esou nennt den „Tanktourismus". D'Akzisen um Bensin an Diesel, déi weise weider no ënnen.

D'Recetten aus der TVA vum E-Commerce: Ech mengen, et ass méi wéi definitiv, datt mer déi - bis 2018 iwwer eng Milliard mëttlerweil, gëtt héichgerechent - verléieren.

Dann d'Affär LuxLeaks: Ech mengen, et ass kaum ofzegesinn, wat dat fir Effete wäert hunn op d'Recettë vum Stat, op den Aarbechtsmarché an esou weider. Ech géif éischter dovunner ausgoen, datt et sécherlech net nach méi positiv Effeten huet. Ech wëll awer hei och soen, datt déi nei Démarche, déi d'Regierung hei aschléit, mat Transparenz zum Beispill, mat dem Comité de décision, mat all deenen Elementer, déi mer och gëschter presentéiert kruten oder virgëschter presentéiert kruten an der Cofibu, datt dat dee richtege Wee ass.

Här President, et war säit Jore gewosst, datt mer e seriöe Budgetsdéséquiliber hunn, datt mer an engem Risiko vun der Scholdefal sinn, datt den E-Commerce wäert ewechfalen, an och méi wéi ee Budgetsrapporteur huet an der Vergaangenheet drop higewisen - et sëtzen der jo nach déi eng oder aner hei op der rietser Säit vu mir.

Mä wat ass geschitt? Et ass näischt geschitt! Ech hat d'lescht Kéier an enger Ried de Marc Spautz zitéiert, dee gesot huet: „Jo, mir hunn eis ageduckt. Mir hu gehofft, et géif eriwwergoen!" Si hu vum Prinzip Hoffnung gelieft.

Ech kann Iech just soen, dës Regierung, déi huet hir Verantwortung iwwerholl! Dës Regierung, dës Koalitioun huet och politesche Courage gewisen. Dat muss een och hunn, fir eben endlech noutwendeg Décisiounen ze huelen.

An ech ka wierklech nëmme soen: Endlech! Well déi lescht Joren, dat waren déi vum Laisser-faire, vum Opschuppen, vum Näischtmaachen, vu keng Responsabilitéit huelen. Dat war d'Politik, d'Finanzpolitik vun der CSV. Domadder ass eist Land net virukomm.

An den Här Wiseler huet jo méi wéi eng Kéier haut d'Meenung oder den Avis vun der Banque centrale zitéiert. Ech hunn och elo grad dann nach eng Kéier schnell nogesicht - am Zäitalter vum Internet geet dat -, do war zum Beispill och de fréiere President vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg 2010. Deen hat och eppes ze soen, wéi e gefrot ginn ass, wéi en dann och fir d'Regierung e méi sënnvollt Spuerkonzept fir Lëtzebuerg géif gesinn respektiv wéi ee Lëtzebuerg géif aus dem Budgetsdéséquiliber erauskréien. Dat war am Joer 2010, do seet dann de fréieren Direkter vun der Banque centrale un d'Adress vun der CSV, haaptsächlech vum Finanzminister: „Das Sinnvollste wäre, wenn eine Regierung auch regiert." Dat ass eigentlech och e schéine Résumé vun deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass, firwat datt mer an där Situatioun dann elo sinn.

Dobäi gouf et jo awer anscheinend och eng Lëscht vum Här Frieden, déi awer erëm am Tirang verschwonnen ass, wou deen eng Rei Iddien anscheinend hat, fir endlech ze agéieren. Anscheinend geet do rieds vu Reduzéierung vu Congé, Sträiche vu Geldleeschtunge fir Pensionnairen. Ech hunn déi Lëscht net gesinn, mä dat ass dat, wat een do esou héiert. Ech mengen, haut, ech weess et net: Wëllt d'CSV näischt méi vun där Lëscht wëssen? Et schéngt esou ze sinn. Op alle Fall…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et gëtt och eng Lëscht, Här Berger, vu 500 Spuermoossname vun der Regierung, déi mir och net gesinn hunn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Déi läit um Dësch!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Déi leien all um Dësch.

Här President, jiddwereen, jiddweree war gespaant, wat dann elo d'CSV an der Oppositioun - do ka se jo wierklech ganz CSV sinn, do muss se no kengem Koalitiounspartner kucken, do ka se wierklech dat weisen, wat se als CSV ass -, also jiddwereen huet gespaant do bei där CSV elo drop gewaart, wat fir eng Virschléi se dann elo géif bréngen, fir d'Land erëm fit ze maachen, fir mat unzepaken!

Ufanks Oktober huet den Här Wiseler an engem RTL-Interview gesot: „Ech soen Iech, wann de Budget bis do ass,…" - de Budget war de 14. Oktober hei am Parlament -, wann dee bis do ass, „…kritt Der all méiglech Amendementer an da kënne mer doriwwer schwätzen."

(Interruption)

Här President, haut si mer de 17. Dezember! Bis haut, bis elo, bis 15 Auer 30 ass nach ëmmer näischt do! Näischt ausser Pressekonferenzen, wou mat bëllegen, awer wierklech mat bëllege Schlagwierder operéiert ginn ass, nach näischt!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Do hutt Der net nogelauschtert, wat ech virdru proposéiert hunn!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech hunn elo héieren, datt muer anscheinend dann Amendementer déposéiert ginn.

Här President, ech muss soen, am Kader vun esou wichtegen Debatten, vun deem wichtegste Gesetz aus dem Joer, bei engem Budgetsgesetz, op déi Aart a Weis virzegoen, datt dann de Fraktiounssprecher et emol net nach fäerdegbréngt, hei wéinstens d'Amendementer emol nidderzeleeën, fir datt mer se och kënne kucken nach an deenen nächste Stonnen, ech fannen, dat ass wierklech eng…

Une voix.- Oh!

M. Eugène Berger *(DP)*.- …onwahrscheinlech Aart a Weis, dat ass wierklech… Esou geet een net mat engem Parlament ëm!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sidd awer wierklech romantesch mat Ärem Kucken!

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dat ass kee Respekt virun engem Parlament! An Dir wësst och ganz genau…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dir wësst och ganz genau, datt mer an där Prozedur, wou mer sinn, de Budget musse virun dem Dezember oder virun Enn Dezember gestëmmt hunn. Dat do ass eng Aart a Weis… Dir wësst, wann Der wëllt Amendementer erabréngen, misst Der dat éischter bréngen, datt déi och nach eng Kéier kéinten de Wee bei de Statsrot maachen an zréck. Dat do ass wierklech den „Bluff"! Dir hutt eng Pressekonferenz gehat: den „grousse Bluff" vun der Majoritéit. Wat Dir opféiert, dat ass en „grousse Bluff", Här Wiseler!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir stëmmt jo souwéisou Äre Budget, esou wéi Der e wëllt! Awer Dir respektéiert jo souwéisou net, wat mer géifen hei als Iddie bréngen.

(Exclamations)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här Président, den Här Wiseler hat dach um RTL gesot, si bréngen „all méiglech Amendementer" eran. Ech huelen un, datt dat wahrscheinlech „Egal-wat-Amendementer" sinn, wat een dorënner ka verstoen. Ech mengen, et ass wierklech eng Aart a Weis, déi net akzeptabel ass.

An da gëtt gesot, mir hätte jo awer och…, wéi se en Amendement erabruecht hunn oder Amendementer erabruecht hu bei de Studentesubsiden, datt dat och ofgewise gi wier. Do hutt Der genau datselwecht gemaach!

Well éischtens muss ech elo soen: Wien huet dee ganzen Dossier vun de Studentesubside versaut gehat? Dat waren net mir! Dat war déi Virgängerregierung, an déi hat och nach iwwer zwee Joer Zäit, fir Solutiounen ze fannen, se huet näischt gemaach.

Wéi dunn de Rapport an der Kommissioun ofgestëmmt war, dono sidd Der komm mat engem Amendement - wou Der Iech vläicht och derfir geschummt hutt, duerfir hutt Der en dann zum Schluss bruecht -, esou datt mer keng Geleeënheet méi gehat hätten…

Wann Dir gutt Amendementer gehat hätt, hätte mir déi gären an der Cofibu vum 15. Oktober un all diskutéiert! Mir hätten nach zousätzlech Réunioune gemaach, fir déi all kënnen ze diskutéieren. Mä dat do ass eng Taktik, déi ass einfach net an der Rei,…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mä Dir décidéiert awer, wat gutt a schlecht ass.

M. Eugène Berger *(DP)*.- …wéi Dir do virgitt.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Oh, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP)*.- An dann déi Amendementer, déi dann also elo muer kommen: Hu mer do eng Fiche financière derbäi? Wësse mer, wat do de finanziellen Impakt dann ass? Geet dat dann an déi Richtung, datt mer manner Verscholdung hunn? Kréie mer mat deenen Amendementer dann de Budgetséquiliber hin?

Ech si wierklech gespaant drop, op déi Amendementer, fir déi awer kënnen ze kucken! Ech weess just: Eise Budgetsvirschlag, deen huet déi europäesch Hürd, deen huet zu Bréissel den Exame gepackt!

Dir hutt zwar virdru gesot, mir géife vill Bluff maachen, mat Zuelen hin- an hierartikuléieren. Ech weess just - an dat ass dat, wat fir mech wichteg ass -, Bréissel huet dem Finanzminister, der Regierung eng bonne Note fir den Exame ginn. Ech weess net, wéi dat wier, wann dat mat iergendwellechen Amendementer wier, déi mer hei nach ëmmer net virleien hunn!

Ech hu just dauernd haut de Mëtten héieren, wat d'CSV net mécht. Wat se net mécht! An der Traditioun weider, wat mer déi lescht Wochen a Méint héieren: Neen, neen, neen! Wann een d'accord ass, datt een de Budget soll an den Équiliber kréien, da soll ee wann ech gelift och hei Solutioune matzäit op den Dësch leeën.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech mengen, Dir hat Är Ried virdru geschriwwen an Dir hutt net gelauschtert, wat…

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech stelle fest, datt d'CSV bis elo keng seriö Alternativen op den Dësch geluecht huet. Dir hutt just Nee gesot. An ech muss Iech wierklech soen: Ënner konstruktiver Oppositiounspolitik, Här Wiseler, verstinn ech eppes aneschters. Vläicht sidd Der nach net laang genuch an der Oppositioun, fir dat ze verstoen.

(Interruptions)

Ech wëll Iech just un d'Ausso vun Ärem fréiere Fraktiounschef erënneren, dem Här Jean-Claude Juncker, dee praktesch virun engem Joer hei dat als Fraktiounschef gesot huet, ech zitéieren en: „D'CSV wäert net einfach eng stupid Kritik maachen. Mir wëllen eng konstruktiv Oppositioun maachen." Wann ech gelift, lauschtert dann och eng Kéier op Äre fréiere Fraktiounschef, fir datt Der dat dann och endlech wäert maachen! Dir maacht eng Politik, dat ass Chaos, Bluff an och eege Widdersprëch! Ech weisen dat un engem Beispill, Här President.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech wëll awer just den Här Berger froen - wann e seet, de Mann vun der konstruktiver Oppositioun, deen hien déi lescht zéng Joer war -, wéi vill Amendementen Der am Budget an deene leschten zéng Joer, Dir als DP, bruecht hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wéi vill hutt Dir der bruecht? Null! Null! Zéng Joer laang!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dir hutt och keng bruecht!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Haalt mir keng Lektiounen hei, wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, d'CSV, déi ëmmer de groussen Usproch hat, déi 20 Joer an der Verantwortung war oder méi laang Joren an der Finanzpolitik, bei där kann een dovun ausgoen, datt déi mat deene Moyenen, déi se huet, do konstruktiv Virschléi hätt kënnen erabréngen, well se eis dauernd gesot huet, wéi si et géif aneschters maachen. Mir hunn och - a kuckt dat no - vläicht net ëmmer Amendementer erabruecht, mir hunn awer wéinstens an eise Riede gesot, wat mer géifen aneschters maachen. Mir hunn an eise Riede gesot…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ma da musst Dir och vläicht eis Rieden emol nolauschteren, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir hunn an eise Rieden ëmmer kloer gesot, dat kënnt Der noliesen, wéi mir et géifen aneschters maachen. An dat, wat wichteg ass: Mir maachen et elo aneschters! Dat ass dat, wat zielt. An domadder kréie mer de Budget an den Équiliber.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, elo huet just den Här Berger d'Wuert an en adresséiert sech un d'Chamber.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, nach just, fir ee Widdersproch vun der CSV ze illustréiere mat engem Beispill: Jorelaang, säit 2009, huet de Premier himself hei op der Tribün gesot bei sengem État de la nation, datt d'CSV an dann déi deemoleg Regierung, awer als Garant den

deemolege Premierminister, datt si wéilten d'gratis Kannerbetreiung aféieren. Knapps war dann de fréiere Premier Jean-Claude Juncker zu Bréissel, da liesen ech an CSV-Bliedercher an dann héieren ech d'Madame Hetto dat soen, datt dat eigentlech dee falsche Schrëtt wier, datt een net soll an déi Richtung goen, datt d'Frae léiwer a besser hunn, doheem ze bleiwen. Dat aus dem Mond vun der fréierer Ministesch vun der Égalité des chances. An den Här Wiseler, deen huet dat jo och nach elo grad virdrun hei bestätegt, wéi e gesot huet, dat wier net de richtege Wee. Ech kann Iech just soen, dat ass net eis...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, wann Der dem Här Juncker säi Saz fäerdeg gelies hätt, hätt Der gelies, datt e gesot huet: „...wann d'finanziell Situatioun et erlaabt." An ausserdeem war et déizäit net d'Fro vun der Gratisbetreiung vun eent bis dräi, mä et war d'Fro vun der Schoulbetreiung, déi niewent de Schoule géif lafen. Dat ass eng ganz aner Diskussioun! Wann Der alles vermëscht, kënnt Der alles behaapten!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et war genau datselwecht. Dir hat eng Virgab. Dir hutt lech virdru gutt Saache virgeholl, Dir hutt se ni realiséiert, och ni gekuckt, wéi een dat ka maachen. Mir maachen d'Saachen!

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, de Budget...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat gesi mer, ob se an engem Joer steet, well do zweifelen ech nach drun!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zwëscheriff si jo gutt, mä si sollen net Iwwerhand huelen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass e bëssen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, fuert elo wann ech gelift weider. An, Här Gibéryen, den Här Berger brauch keen Echo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Passt just op mat den...

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Här President, de Budget 2015 ass dee vun der Verantwortung. Dat, fannen ech, ass e ganz flotten a gudde Leitmotiv, Slogan vum Budgetsrapporteur gewiescht, well effektiv ass dee Budget, och den Zukunftspak, gepräägt vun der Verantwortung. A wat mer mat deem Budget an deem Zukunftspak gemaach hunn, dat muss ech och soen, dat war batter néideg. An dat ass awer och, ouni eis sozial Acquisen a Fro ze stellen!

An dat war guer keen esou einfachen Exercice, besonnesch wann ee weess, datt mer jo iwwert dëst Joer, also d'nächst Joer, 2015, eleng iwwer 600, bal 700 Milliounen Euro bei der TVA am elektronesche Commerce musse kompenséieren. D'Chargen, d'Efforte sinn équilibréiert verdeelt ginn tëschent Entreprisen-Bierger, tëschent Stat-Gemengen.

Duerfir ass dee Budget oder deen Zukunftsplang och sécherlech e solidareschen Effort an der Gesellschaft. Et ass wierklech keng eesäiteg Belaaschtung. Et gi vill kleng Moossname geholl, fir eise Budget bis 2018 an den Équiliber ze kréien, ouni, wéi gesot, datt déif gräifend Aschnëtter komm sinn.

An dat ass jo och dat, wat ech ënner engem Zukunftspak verstinn. Dat war och eng vu menge Konklusioune beim Budgetsrapport 2014, de Schluss, wou ech gesot hunn: All déi kleng Efforten zesumme maachen dat grousst Ganzt. An duerfir ass et dat, wat och wichteg ass, et ass net nëmmen en „Zukunftspak", mä et ass och en „Zukunftspakt", wéi gëschter och d'Rapportrice, d'Viviane Loschetter, gesot huet.

An ech sinn och, Här President, besonnesch frou, datt dës Regierung en Accord fonnt huet mat de Gewerkschaften. Bon, vu verschiddene Säite gëtt gesot, et wier e bësse spéit, et wier e Last-Minute-Accord an esou weider. Doriwwer kann een diskutéieren. Mä ech mengen awer, et war déi richteg Aart a Weis, fir virzegoen.

D'Regierung muss jo fir d'Éischt e Plang op den Dësch leeën, iwwert deen ee kann diskutéieren. Si huet missen eng Rei Zuele maachen, eng Rei Analyse maachen, fir dann doriwwer ze diskutéieren, well soss wier d'Zäit fortgelaf. Wann ee bei Null ugefaangen hätt, da wier de Risiko gewiescht, datt mer net 2015 hätte kënnen en neie Budget an och en Zukunftspak op den Dësch leeën.

Wat fir mech wichteg ass, net nëmme fir mech, mä ech mengen, fir d'Land och wichteg ass, dat ass, datt déi grouss Gewerkschafte sech mat der Regierung un en Dësch gesat hunn an zesummen diskutéiert hunn, e puer responsabel Modifikatiounen erabruecht hunn, wou virun allem déi Schwächst nach geschützt ginn. Si hunn also net den Zukunftspak, net de Budget an der Luucht zerrappt, mä si hu fonnt, et wär eng zolidd Ausgangsbasis, wou verschidde Saachen eben da moduléiert gi sinn.

An d'Resultat ass, mir kennen dat: D'CGFP, den OGB-L, den LCGB - ech mengen, den aktuellen CSV-Parteipresident war do emol eng Kéier en eminente Mataarbechter, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn -, déi dräi Gewerkschaften, déi hunn hir Ënnerschréft ënnert deen Zukunftspak gesat!

Wann ech dann elo héieren, datt d'CSV sech driwwer beklot, datt den Dialog net mat de Gewerkschaften a mam Patronat stattfonnt huet, da wëll ech drun erënneren, datt ënnert der CSV keng Tripartite säit 2010 méi zu engem positiven Enn gefouert ginn ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat war och keng Tripartite!

M. Eugène Berger *(DP).*- Hei ass awer mat de Sozialpartner geschwat ginn an hei ass en Accord fonnt ginn.

(Interruptions)

De Modell vun der Tripartite, Här Spautz, deen ass 2011 eigentlech carrément gescheitert, well en dunn ausgesat ginn ass. Dës Regierung huet et awer no engem Joer fäerdegbruecht, datt se sech mat de Sozialpartner un den Dësch gesat huet an datt se och en Accord fonnt hunn. Dat ass dat, nenne mer et, wéi mer et wëllen...

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...zu dräi.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hat et och a mengen „zéng Geboter" den Dialogue social genannt. Dat ass dat, wat fir mech wichteg ass.

Dann héieren ech och déi eng oder aner soen,...

(Interruption)

...datt de Wand der Regierung staark an deene leschte Wochen a Méint an d'Gesiicht geblosen hätt. Ech wëll awer dorunner erënneren: An deene leschte fënnef Joer haten déi viregt Regierungen et mat net manner wéi dräi grousse Streiken hei zu Lëtzebuerg ze dinn! Doru soll een och emol eng Kéier erënneren. Bis elo, déi nei Regierung hat nach keng. Ech ziele se eng Kéier op: Am Mee 2009...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hat Dir déi Leit net op der Strooss?

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, am Mee 2009: Siwe Syndikater, dorënner OGBL, LCGB, CGFP, streike fir sozial Acquisen a géint déi deemoleg Regierung. September 2010: Iwwer 5.000 Leit streike géint d'Regierung zum selwechte Sujet. Am Oktober 2012 streike sechs Syndikater géint d'Reform vum Pensiounssystem. Et waren hei iwwer 2.000 Leit op der Clairefontaines-Plaz präsent.

(Interruptions)

Also nëmme fir ze illustréieren,...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Streik a Manifestatioun!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...datt der viregter Regierung ënner engem CSV-Premier an CSV-Finanzminister de Wand vill méi staark an d'Gesiicht geblosen huet wéi dëser Regierung.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Berger, ... fest, awer soss geet et awer.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech sinn effektiv net esou gutt an den Zuele bei de Streiken. Den Här Spautz als fréiere Mataarbechter vun dem LCGB kann eis dat da muer nach eng Kéier erzielen.

Ech ka just feststellen, mir hunn elo 258 Mesuren an deen Zukunftspak ageschriwwen. Et ass normal, datt bei esou ville Mesuren do kontrovers Reaktiounen dobausse kommen, mä et gesäit een awer och, datt der vill op Verständnis treffen. A wann ee kuckt, et si jo esou Sondagen, déi gemaach ginn, do war e Sondage rezent vun dem „Wort" an dem RTL.

Do kann ee jo natierlech ëmmer herno déi Zuelen eraushuelen, déi eben interessant sinn oder déi ee vläicht wëllt ervirsträichen. Ech hunn heiansdo och déi Sondagen, déi aner Zuele gekuckt, déi vläicht net am Haapttitel stinn. Mä do huet een zum Beispill erausfonnt, datt 75% vun de befrote Bierger mat der Démarche vun der Regierung, datt eppes muss gemaach ginn, datt d'Leit domadder d'accord sinn, datt endlech gehandelt gëtt! An och d'Meenungen iwwert déi eng oder aner Mesurë si vill méi differenzéiert, wéi dat gäre pauschal duergestallt gëtt. Also och do muss een déi Saach an dat richtegt Liicht stellen.

Här President, mir hunn 2015 iwwer 15,5 Milliarden Dépensë beim Stat. D'Dépensë sinn, jo, méi héich wéi d'Recetten, well d'Regierung décidéiert huet, trotz schwieregem Kontext eng héich Investitiounspolitik ze maachen, well dat d'Wirtschaft stäipt, well dat och gutt fir d'Leit dobaussen ass.

D'Investitiounen, déi ginn also 2015 erop. Bis 2018 plangt d'Regierung, d'Investitiounen ëm ongeféier 45% eropzesetzen, eng Croissance moyenne vun 10%. Dat ass also méi, zum Beispill, wéi 2013. Et ginn Akzenter gesat, Beispill Logement: plus 10%; bei de Schoulen d'nächst Joer 38 Millioune weider; Santé 25 Millioune weider; Mobilitéit an ëffentlechen Transport 32 Millioune weider an esou virun an esou fort. Ech mengen, all déi Zuelen, Dir kënnt se noliesen, déi weise kloer: Dës Regierung mécht keng Spuerpolitik. Si mécht nach manner eng Austeritéitspolitik.

An ech wëll, well jo awer ëmmer gären och vun deenen engen oder aneren, esou wéi et een arrangéiert, heiansdo dann den Avis vum Statsrot geholl gëtt... Mä de Statsrot seet och Säite 10 a sengem Avis - ech zitéieren elo net wuertwiertlech -, dat hei wier eigentlech e Budget..., an en huet nach en Tableau dann och nach eng Kéier virdrun, wou e seet: Et ass eigentlech wierklech... Et ka kee behaapten, et wier en Austeritéitsbudget. Au contraire, et ass eigentlech e Budget, wou d'Investissementer nach an d'Luucht ginn, wou eigentlech also an d'Zukunft investéiert gëtt.

A wa mer de Budget 2015 ënnert d'Lupp huelen, da gesäit een, dee gréissten Ausgabeblock beim Statsbudget bleift awer fir eis Sozialpolitik. Dee steet do am Fokus, iwwer 5,6 Milliarden Euro fir Pensiounskeess, Krankekeess, Fleegeversécherung, Familljenallocatiounen, RMG, Chômage an esou weider. Iwwer 3 Milliarde ginn a Salairen a Pensioune vun der Fonction publique.

Also, all déi Ausgaben zesummen, do si mer op iwwer 8,6 Milliarden Euro. An dat ass iwwert d'Halschent also vun den Dépensen, déi an de soziale Beräich ginn. Ech mengen, dat weist an engems och, déi Zuelen hei, déi Prozenter, datt et der Regierung gelongen ass, ouni gravéierend Aschnëtter an de soziale Beräicher kënnen eng zukunftsorientéiert an eng équilibréiert Budgetspolitik ze maachen.

Bon, verschidden Dépensë ginn an d'Luucht, déi ee ka kritesch hannerfroen. Dat hu mer och schonn hei gemaach an der Vergaangenheet, zum Beispill den Accord salarial an der Fonction publique. Dee wäert natierlech an den nächste Joren op eisem Budgetséquiliber laaschten, bréngt zousätzlechen Drock, besonnesch awer och am Hibléck dorop, well jo och de Secteur conventionné do drunhänkt. Ech hat och schonn, muss ech soen, hei a mengem Budgetsrapport 2014 - et war vläicht ënnergaangen a mengem mëndleche Rapport, mä et steet och iergendwou a mengem schréftleche Rapport - dorop higewisen. Mir musse wëssen, datt also hannert dem Accord salarial vun der Fonction publique och de Secteur conventionné hannendrunhänkt.

An, Här President, ech muss jo wierklech soen, ech war erstaunt iwwer eng Question parlementaire vum Här Laurent Mosar, iwwert den Deputéierten Laurent Mosar. Wéi deen ugefaangen huet, de Budget ze liesen, dunn huet deen op eemol entdeckt, datt anscheinend den Accord salarial vun der Fonction publique och eng Auswierkung op de Secteur conventionné hätt! En huet gefrot dann, ob ee sech däers bewosst gewiescht wier, wéi vill dat da géif kaschten. An der Kommissioun huet e souguer d'Zuele gefrot! E wollt direkt Zuelen hunn. En huet de ganze Prinzip a Fro gestallt.

Mä, Här President, den Här Mosar - en ass leider elo hei net do -, mä dee géif ech eigentlech gären drun erënneren: D'CSV huet deen Accord salarial ausgehandelt gehat! Hu si sech dann dunn net déi Fro gestallt,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...ob dat eventuell och Répercussiounen kéint hunn op de Secteur conventionné. Hu se deemools net gerechent, wat dat eventuell kéint oder sollt kaschten? Ech mengen, do ass ee wierklech erstaunt, wann dann CSV-Deputéierter esou Froe stellen.

Ech muss awer och soen, Här President, op där anerer Säit ginn och Efforten an der Fonction publique gemaach, zum Beispill duerch d'Ofschafe vum Trimestre de faveur, dee jo eigentlech - do si mer eis all eens - och net oder schwéier ze justifizéiere war. Dat bréngt jo och op där anerer Säit awer erëm Ekonomien eran.

Wéi gesot, trotz all de Schwieregkeeten huet dës Regierung et fäerdegbruecht, d'Statsfinanzen no Jore vu Scholdemaachen an de Grëff ze kréien. Eise Solde structurel läit fir 2015 an engem liichte Plus. An dat ass och wichteg, an dat huet Bréissel jo och gesinn. Mir bewegen eis dann an der Trajectoire vun eisem OMT, eisem Objectif à moyen terme.

Et muss een och wëssen, dëse Budget ass e ganz exzeptionellen: Mir hunn och elo de Budget pluriannuel. Et muss also déi éischte Kéier iwwer e puer Joer geplangt ginn. Dat ass eigentlech eng gutt Saach. Dat ass awer natierlech och mat vill Aarbecht verbonnen. An ech muss soen, datt do wierklech en immensen Effort vum Minister, natierlech haaptsächlech och vu senge Beamten am Ministère, an de Verwaltungen, gemaach ginn ass.

Ech mengen, déi EU-Virgaben, déi mer eben hunn, hëllefen eben dann och, fir eis laangfristeg opzestellen. An ech wëll elo nach eng Kéier rappeléieren, datt mer do - an ech mengen, dat ass awer wichteg - eng bonne Note krute vu Bréissel fir eis Budgeten, déi mer hei presentéieren.

Ech wëll och betounen, datt mer nach ni e Budget haten, deen eigentlech esou transparent war, wéi elo. Et ass en Internetsite ageriicht ginn, wou ganz vill Donnéeë sinn, wou d'Leit kënne kucken, wat mat hire Steiersue gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass och eppes, wat wichteg ass fir d'Bierger.

Et ass e Budget vun enger neier Generatioun. Déi Aart a Weis, wéi en opgestallt ginn ass, ass a bleift e Paradigmewiessel. Mir komme vun Null a mir sinn elo op 100% eppes Neies! Dat kann een och als eng Revolutioun bezeechnen. Mir hunn de Screening gemaach vun allen Dépensen, mir haten 19 interministeriell Aarbechtsgruppen, mir haten eng horizontal Approche, d'Regruppéierung vun Artikelen an esou weider.

Et ass och kloer, datt een dee Prozess net an engem Joer ka ganz ofschléissen, déi nei Approche, déi nei Démarche. Dat hu mer vun Ufank u gesot. Nëmmen als Beispill: A Frankräich hu se fir d'LOLF-Gesetz net sechs, mä siwe Joer carrément gebraucht, bis dat ëmgesat ginn ass. Et ass also e permanente Prozess. An ech mengen, et ass och wichteg - dat hu mer och scho gesot an do wäerte mer och weider drop schaffen -, datt och d'Chamber an all déi Aarbechte vun där Prozedur vun deem neie Budget mat agebonne gëtt.

Mir begréissen et och, datt elo deen neie Comité national des finances publiques dann ab Januar wäert schaffen an datt mer do also och schnell..., oder respektiv, datt mer do och zousätzlech gutt Avise kréien, fir kënnen dann un eisem Budget ze schaffen.

Här President, ech wëll och nach kuerz op e puer Mesurë vum Budget, vum Zukunftspak agoen, déi och der DP, a mir vläicht besonnesch, um Häerz leien.

Dat Éischt ass de Fonds souverain, den Zukunftsfong fir déi kommend Generatiounen. Mir begréissen dëse Fong, well mer domadder wierklech och e politescht Signal setzen. E Signal u wien? Haaptsächlech och un déi nächst Generatiounen, un eis Kanner. Mir soen hinnen: Mir kucken net nëmmen, haut d'Suen alleguerten auszeginn, mir suergen och fir Iech a mir kucken, datt mer virsuerge fir Iech, datt mer also eng Politik maachen, déi och fir déi zukünfteg Generatioune gutt ass.

Sécher, kloer wier et besser gewiescht, mir hätten déi méi fréi agefouert, wéi et de Finanzen hei zu Lëtzebuerg nach besser gaangen ass - dat ass verpasst ginn -, wou een Iwwerschëss hat a verschiddene Beräicher. Et ass ëmmer vill dovunner geschwat ginn - elo maache mer et! Mir sinn et, déi et maachen. Dann ass dat och erëm bei verschiddene Säite bei der CSV net gutt! Mir hätten och léiwer gehat, si hätten et scho viru laanger Zäit gemaach.

Da gëtt och gesot, dat kéint een eigentlech net maachen, well een dat jo géif anscheinend oder theoretesch oder kontabilitéitsméisseg mat Emprunte maachen. Dat kann een esou gesinn, dat kann een awer och aneschters gesinn. Mir hunn Iwwerschëss a sektoriellen Domänen, wéi zum Beispill am Tanktourismus och nach dëst Joer a vläicht déi nächst Joren, e ganz klengen Iwwerschoss aus dem E-Commerce, an et sinn also déi, déi mer op d'Säit setze fir eis zukünfteg Generatiounen.

Ech vergläichen et eigentlech mat engem Stot: Et ginn och vill Stéit, déi hunn eigentlech eng Gesamtverschëldung, wa se e Prêt fir eng Immobilie hunn, déi relativ grouss ass. Mä ass et dann net erlaabt, an deem Stot awer e klengt Spuerbuch niewendrun ze hunn, fir sech all Mount eppes Klenges awer op d'Säit ze setzen, fir emol eng Kéier sech eppes Klenges aneres ze leeschten, fir emol vläicht eng Kéier an d'Vakanz ze goen? Ass dat net déiselwecht Démarche? Hei maache mer et eigentlech ganz ähnlech, Här President, datt mer natierlech kucken, eise Budgetsdefizit an den Équiliber ze

kréien, datt mer awer dernieft och ebe virsuergend si fir déi nächst Generatiounen.

E Wuert zu dem 0,5%-Familljebeitrag. De Budgetsrapporteur hat gëschter nach en aneren Term, deen esou ähnlech war, genannt. Ech mengen, Här President, dës Ofgab ass fir d'DP richteg a wichteg, well hei geet et net drëms, hei geet et wierklech net drëms, Budgetslächer opzefëllen! Mat de Recettë vun dëser Ofgab wäerten nämlech wichteg Investissementer an d'Zukunftschancë vun de Kanner gemaach ginn, well mat dëser Ofgab wäerte mer déi bilingual Betreiung, déi vun der Regierung ab 2016 ugebuede gëtt, finanzéieren.

An dat ass fir eis eng Investitioun och an d'Zukunft vun de Kanner. Domadder finanzéiere mer eng qualitativ héichwäerteg Förderung vun der Sproochekompetenz. Well mir wësse jo, jiddwereen, dee sech mat deene Froen ofgëtt: D'Kanner am klengen Alter hunn eng immens Liichtegkeet, fir mat de Sproochen ëmzegoen, se ze léieren am klengen Alter. An dat ass dat, wat mer ënnerstëtzen, well mer der Meenung sinn, dann hu se besser Chancë fir e gudde Schoulstart. Eng besser Chance fir e gudde Schoulstart, dat heescht herno: besser Chancen an der Schoul, besser Chancen op en Diplom, besser Chancen op e gutt Beruffsliewen.

Ech gesinn déi Ofgab och am Kontext vun enger Solidaritéit iwwer Generatiounen. Wa mer net elo am Ufank investéieren an d'Kanner, an hir Förderung, da kascht et eis herno vläicht ganz vill méi, wa se eben da keen Diplom hunn, wa se keen Ofschloss hunn, wa mer da musse Chômage an aner Mesurë finanzéieren.

An ech muss soen, och do, déi Widdersprech, déi een ëmmer huet bei der CSV, kommen erëm kloer zum Virschäin, well ech hat - leider ass den Här Roth de Moment net heibannen, Här President - ech hat zwar mäin...

(Interruption)

Ah, entschëllegt, jo! Si hunn awer keng Pressekonferenz, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Roth, den Här Berger schwätzt vun lech.

(M. Eugène Berger montre un document.)

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass eng schéi Foto, mä...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt just sécher sinn, dass Der héiert, ëm wat et geet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass eigentlech och net wichteg, Här President. Et ass einfach, fir ze weisen, a wat fir engem Artikel dat am „Lëtzebuerger Wort" de 17. August war. Dat kann een do noliesen, datt den Här Roth eigentlech net dat Zil vun enger gratis Kannerbetreiung respektiv d'Zil vun der Förderung vun de Kanner am klengen Alter a Fro gestallt huet. Si haten anscheinend - anscheinend - souguer en ähnleche Projet, och mat enger Abgabe, an den Tiräng leien. Et weess een net! Den Här Roth huet, dat muss ech awer och éierlechkeetshalber soen, gesot, et wier gekoppelt, si hätten et gemaach gekoppelt un eng Steierreform.

Mä genau dat wäerte mir maachen, Här President! D'Ofgab wäert herno an eng Steierreform agoen. An dann hu mer eigentlech dat gemaach, wat dann d'CSV jo och eigentlech do an den Tiräng leien hat.

(Interruption)

Ech wëll awer och soen, well jo vill diskutéiert ginn ass an deene leschten Deeg a Wochen iwwert déi 0,5% - datt dat eng extrem Belaaschtung kéint sinn, hunn déi eng oder aner gemengt -, datt awer hei och bei där Abgabe, där Familljenabgabe, eng sozial Selektivitéit mat erakënnt op eng gewëss Aart a Weis: De Mindestloun gëtt neutraliséiert.

An da muss ech awer och wierklech soen, wann een dat kuckt, wat dat reell géif kaschten! Ech hu versicht - de Premier hat schonn a senger Ried zum État de la nation verschidde Beispiller genannt -, ech hunn versicht, et elo ebe mat der Neutralisatioun vum Mindestloun nach eng Kéier ze rechnen. Wann een dann en Imposable hëlt, ech maachen et einfach ongefeier: E Stot, en Imposable vun 3.000 Euro de Mount, dat géif dee 5,4 Euro de Mount da kaschten. Bei 4.000 Euro, also huelt mech elo net op den Cent près, sinn et ronn 10 Euro. Bei 6.000 Euro Imposable: 20 Euro, de Präis vun enger gudder Pizza. A bei 8.000 Euro: 30 Euro, Pizza plus nach e Gedrénks. Ech mengen, wann et eis dat awer net derwäert ass, fir an d'Zukunft vun de Kanner och ze investéieren, dann hunn ech wierklech Schwieregkeeten, nach d'Solidaritéit am Land ze verstoen!

Här President, e Wuert zu der neier TVA vun 2015. Ech wéilt éischtens emol drun erënneren, datt et déi niddregst TVA an Europa ass a bleift an datt och eng ganz Rei Produiten, dat ass och gëschter nach eng Kéier gesot gi vum Budgetsrapporteur, dem Franz Fayot, datt eng ganz Rei Produits de première nécessité oder wéi ee se och nennt, datt déi nach weider bei engem ganz niddregen Taux bleiwen.

A firwat hu mer eigentlech déi Hausse vun der TVA virgeholl? Dat ass jo net aus Spaass, well d'Politiker näischt anescht ze dinn hunn, wéi ze soen: Vläicht kënne mer dann d'nächst Joer erëm iergendwou eng TVA-Erhéijung maachen. Bien au contraire, well mir gesi jo, wéi dat bei de Leit dobaussen awer net mat Begeeschterung opgeholl gëtt! Ma neen, mir hunn déi gemaach, well mer hu missen déi Recetten aus dem E-Commerce ausgläichen, déi eis do ewechfale bei der TVA, fir déi tant soit peu kënnen ze équilibréieren.

An eigentlech kann een hei nëmme bedaueren, datt mer och hei erëm mussen d'Zopp ausläffele vun deem, wat virdrun net gemaach ginn ass. Virdru si mat de Suen aus dem E-Commerce lafend Käschten...

(Brouhaha)

...si lafend Käschten, Här President...

Ech mengen, muer sinn nach Verschiddener agedroen, da kënne mer dat lauschteren.

Mä domadder si lafend Käschte gedeckt ginn. Et wier zum Beispill méi sënnvoll gewiescht, fir dat an e Fonds souverain ze setzen, amplaz dann ëmmer nei Dépensen, lafend Dépensen, wéi zum Beispill d'Chèques-services oder d'Studentesubside mat deenen ongedeckte Schecke vum E-Commerce dann ze bezuelen.

An deem ganze Kontext, och wann elo eng TVA-Erhéijung kënnt, muss een awer soen, datt mer eng extrem niddreg Inflatioun hunn, wat also och derzou bäidréit, datt déi TVA-Hausse sech wäert besser verkraafte loossen. An ech wëll awer och drun erënneren, datt och duerch den Index d'Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg erhale bleift. An den Index, eisen Indexsystem ass net ofgeschaaft ginn, deen huet weiderhi Bestand.

Här President, och nach e Wuert zum Logement. Ech mengen, dat ass och e wichtege Sujet, eng Prioritéit, géif ech soen, a mengen Aen, fir dës Regierung. An d'Zil vun dëser Regierung ass jo, fir de Wunnraum bezuelbar ze maache fir déi jonk Leit. A mir wëssen, et ass net einfach, well Wunnenge baue mécht een net vun engem Dag op deen aneren. De Problem ass grouss, och dat e Problem, deen net nei ass. Ech wëll Iech net nach eng Kéier drun erënneren, un eng Ried vum fréiere Premierminister, dee geschwat huet vu sengem „gréissten Échec", esou hat en dat deemools genannt. Och duerno ass net vill geschitt!

Mir sinn determinéiert, fir d'Offer hei zu Lëtzebuerg méi grouss ze maachen. D'Regierung huet décidéiert, fir massiv an de Wunnengsbau ze investéieren, méi Geld fir Sozialwunnengen oder méi Locatiounswunnengen, a virun allem méi eng grouss Offer ze schafen, an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen natierlech.

2015 ginn 150,7 Milliounen Euro an de Wunnengsbau investéiert. Dat sinn iwwer 10% méi, wéi dat zum Beispill nach 2013 beim viregte Finanz- a Logementsminister war. An déi Joren drop wäert dat dann esou weidergoen. Do wäerten d'Investitiounen am Logement nach weider an d'Luucht goen. D'Regierung huet also fir 2016, 2017 all Kéiers nach eng Kéier ronn 175 Millioune virgesinn. D'Zil ass sécher ëmmer ënnert dem Strëch, d'Offer méi grouss ze maachen, da ginn automatesch och d'Präisser um Marché erof.

Et huet een awer och gesinn, wann een de Bilan mécht vun der Wunnengspolitik aus de leschte Joren, datt och verschidde Moossnamen näischt bruecht hunn, ënner anerem déi bëlleg TVA op de Logementer, op der zweeter Wunneng. Déi huet net zu méi enger bëlleger Offer gefouert, mä de Stat vill kascht, an d'Präisser sinn nawell an d'Luucht gaangen um Marché!

A fir eis ass jo och d'sozial Selektivitéit wichteg. An hei, an där Mesure, weise mer jo och, datt mer sozial selektiv virginn: Deen niddregen TVA-Saz vun 3% bleift fir déi éischt Wunneng. Déi bëlleg TVA vun 3% bleift och fir d'Sanéierungen an d'Renovatioune bestoen. Ech mengen, dat ass och e Signal un d'Handwierker, datt déi weider ënnerstëtzt ginn.

Mä si gëtt eben net méi ausbezuelt fir een, dee sech eng zweet, eng drëtt, eng véiert, eng fënneft an eng sechst Wunneng ka leeschten. Do si mir, do ass dës Koalitioun der Meenung, datt dat net sënnvoll ass. Mir sinn och do net déi Eenzeg. Et ware vill Diskussiounen. Ech huelen do och eppes aus engem Artikel, vum „Quotidien", fir dat just kuerz ze zitéieren, wou de President vun der Chambre des Notaires, den Här Frank Molitor, ënner anerem seet, datt dat eigentlech eng Mesure wier, déi an déi richteg Richtung géif goen, well si en fin de parcours och mengen, datt doduerjer kéint d'Offer méi grouss gemaach ginn an datt dann eben och d'Präisser, och vun de Loyeren, sech géife stabiliséieren, eventuell souguer liicht erofgoen.

E kuerzen Aspekt awer och zum Logement, deen ech net kann op der Säit loossen, well ech dat scho jorelaang maachen, dat ass deen: De Moment hu mer relativ niddreg, fir net ze soe ganz niddreg Energiepräisser. Mä mir wëssen, datt dat awer vun enger Kris op déi aner oder vun engem Moment op deen anere sech kann änneren.

Et muss een also och Suerg droen, datt mer der Energieaarmut virgräifen, datt mer eppes maachen, ier et ze spéit ass, esou datt mer also ënner anerem bei der Energieeffizienz musse ganz vill ënnerhuelen. Albausanéierung ass hei d'Stéchwuert, Klimabank!

Ech si frou, ech widderhuelen et nach eng Kéier, ech hunn et scho gemaach, datt dës Regierung resolutt de Wee geet vun enger Klimabank, wou mer duerch Virfinanzéierung hoffen, datt da ganz vill Leit mat op dee Wee ginn. An do huet een nëmme Gewënner! Do huet een als Gewënner d'Leit, déi Sue spuere bei der Energie. D'Klima ass e Gewënner, de Stat ass e Gewënner, well e manner Kyoto-Strofe muss bezuelen, an natierlech och, dat ass och wichteg, d'Handwierker sinn och Gewënner, well se do och e groussen Aarbechtsmarché, Aarbechtsplazen da kënne virfannen.

Här President, ech kommen dann och nach zur Familljepolitik. Fir d'DP ass et ganz kloer, dat ass eise Virsaz, an der Familljepolitik musse mer méi op Sachleeschtunge setzen a manner op Geldleeschtungen. Well d'Familljepolitik, déi kann een net moosse mam Scheckheft, wéi vill datt een ausgëtt. Dat garantéiert nämlech net, datt ee weess, ob déi Sue bei de Kanner ukommen, datt mer wierklech do fir jiddwereen déiselwecht Chancë kreéieren.

Mir hätte gär, datt all Kand déiselwecht Bildungschancen, déiselwecht Beruffschancen huet. Duerfir féiere mer jo zum Beispill déi bilingual Kannerbetreiung ab 2016 an. An duerfir musse mer also och kucken, datt mer vun einfach Schecken ausdeelen, déi vläicht net op där richteger Plaz ukommen, nämlech bei de Kanner, déi am Mëttelpunkt stinn, ewechkommen. Duerfir maache mer dat a Richtung Sachleeschtungen.

An domadder passe mer eis och enger gesellschaftspolitescher Realitéit un. Mir brauche Crèchëplazen, well natierlech och eng Rei Saachen an eiser Gesellschaft geännert hunn, an eisem Zesummeliewe geännert hunn, an och ënner anerem d'Selbstverständnis vun de Frae geännert huet. D'Fraen, si hu Schoulofschléss, si hunn Diplomer, si sinn déi, déi oft souguer an de Premières-Examen déi beschte Punkten hunn. Déi Fraen, déi wëllen och schaffe goen, déi wëllen eng Carrière maachen. Si wëllen hiert Liewen an der Onofhängegkeet maachen!

Duerfir hu mer och déi Décisioune geholl, déi och virdrun hei ganz hefteg a Fro gestallt gi sinn, déi awer fir eis immens wichteg sinn. Well fir eis sinn d'Allocation de maternité, d'Allocation d'éducation falsch Ureizer, duerfir loosse mer déi auslafen. Et si falsch Ureizer, well et setzt een d'Fraen net an eng finanziell Onofhängegkeet. Dach, vläicht, wann dat et erlaabt, mat 485 Euro de Mount, finanziell onofhängeg ze sinn - dat ass ze diskutéieren.

Den Här Wiseler huet nach héichgerechent, wéi vill et an zwee Joer mécht. Och wann et an zwee Joer 10.000 Euro mécht, déi huet ee während maximal zwee Joer! An dann, de Rescht vum Liewen, wat huet een dann de Rescht vum Liewen? Dann huet een näischt méi hannendrun!

De Choix also, deen d'CSV propagéiert, ass a Wierklechkeet keen. Well wat maachen dann déi Fraen no 20 Méint, wa se hiren Aarbechtskontrakt zum Beispill gekënnegt hunn an da mat engem Salaire mussen auskommen oder wa se sech trennen? 50% haut vun de Bestietnisser ginn an d'Bréch. Dann hu mer déi Fraen, haaptsächlech, dann hu mer déi an den Aarmutsrisiko geschéckt respektiv praktesch an d'Aarmut eran.

Dat ass also, datt se dann duerno keng Suen hunn, keng Carrière méi hunn, keng eege Carrière kënnen opbauen, herno keng Pensioun kënnen opbauen. Dat kënnt fir eis net a Fro. Wat maachen déi Fraen duerno? Dat ass och fir eis wichteg. Mir wëllen also, datt mer den Ureiz ginn, fir datt d'Frae kënne selbststänneg hiert Liewe maachen an och selbststänneg hir Carrière kënne maachen.

A mir hu jo och... Virdrun ass dat... - duerfir soen ech dat awer ganz kuerz als Remarque -, de Fraktiounsspriecher vun der CSV huet gemengt, datt dat och elo esou abrupt wier. Mir hu jo extra en Amendement erabruecht - Dir gesitt also, wann een Amendementer erabréngt, da kann dat och an der Cofibu mat verschafft ginn -, mat deem mer d'Iwwergangszäit bis den 1. Juni gemaach hunn, dat fir déi Leit, déi elo nach geplangt haten, fir eben dee Choix ze huelen, fir datt déi net an enger Situatioun sinn, déi se net geplangt haten.

Här President, zum Schluss, oder bal zum Schluss - ech kéint nach op vill Sujeten agoen, mä muer wäerten och nach déi eng oder aner Fraktiounskolleege vu mir schwätzen -, wollt ech awer kuerz och op d'Gemengefinanzen agoen. Och hei musse mer eng grondleeënd Reform vun de Gemengefinanze maachen. Vill ze laang ass och dovunner geschwat ginn, ass näischt gemaach ginn. Mir hunn dëst am Koalitiounsaccord virgesinn, notamment och fir d'Stabilitéit vun de Gemengefinanzen ze garantéieren.

An: Mir hunn eng nei Virgab! Wann ech virdrun de Fraktiounschef, de Claude Wiseler, héieren hunn, huet en esou gemaach, wéi wann dat elo alles, datt eng nei, ech soen emol, awer eng nei Laascht oder eng nei Verdeelung kënnt, wéi wann dat eng eegestänneg Décisioun wier vun dëser Majoritéit. Neen, mir hunn eng nei Virgab an der Suite vun dem europäesche Stabilitéitspakt! A mir kënne jo kucken, wien do ëmmer um Dësch souz, wann deen europäesche Stabilitéitspakt ausgehandelt ginn ass. Dat war net deen heitege Finanzminister.

Do sinn eben och esou Décisioune geholl gi respektiv esou Prinzipien ageschriwwe ginn, déi mir jo och an eisem Gesetz hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Gouvernance des finances publiques ageschriwwen hunn. Wou et eben esou ass, datt de Secteur communal och muss säi Beitrag leeschten, fir de Statsbudget an den Équiliber ze kréien. Et ass eigentlech praktesch eng Virgab aus dem europäesche Stabilitéitspakt, datt also d'Gemengen och e solidareschen Effort musse maachen.

Mir mussen also de System vun der Gewerbesteier zum Beispill iwwerkucken, den Impôt foncier muss iwwerschafft ginn. Jo, déi Mesuren aus dem Budget, och aus dem Zukunftspak, wäerten och en Impakt hunn op d'Gemengen. Mä, wéi gesot, hei ass den Zukunftspak. Eis Budgeten, déi verlaangen e solidareschen Effort, ech hat et virdru gesot, vu Betriber, Bierger, Stat an och Gemengen.

Zum Beispill och déi Solidaritéit innerhalb vun de Gemengen: Wat d'Deckelung vun der Gewerbesteier betrëfft, ass et jo och eng Fro vun der Solidaritéit, wou mir soen, datt Gemengen, déi dräimol méi Gewerbesteier erakréie wéi den Duerchschnëtt, sollen e klenge Pourcentage un de Fonds pour l'Emploi weiderginn, also och fir déi Leit, déi eng Aarbecht sichen, eppes ofginn.

Et muss een awer och op där anerer Säit soen, et gi jo och eng Rei Ausgläichmesurë fir de Stat (veuillez lire: fir d'Gemengen). De Stat iwwerhëlt an Zukunft 50% vun der Finanzéierung vum Fong fir d'Rettungswiesen, virdru waren dat knapp 40%. D'Participatioun fir de Bau vu Sozialwunnenge geet vu 70% op 75% erop. A wann een och kuckt an de Chifferen, zum Beispill wäert awer nach d'nächst Joer, 2015, esou vill Gewerbesteier ausbezuelt gi wéi nach ni virdrun.

An och hei, Här President, wann ech dann do riets a lénks d'Aussoe vun der CSV zu de Gemengefinanzen héieren, wat ech do liesen, da muss ech awer soen, datt dat méi wéi eng Kéier awer ganz no u Populismus erugeet. Do gëtt dat als Kritik - datt d'Gemenge manner Sue kréien, d'Ewechfale vun der TVA aus dem E-Commerce - ugefouert, wéi wann dat elo eng politesch Décisioun vun dëser Regierung wier, datt d'TVA vum E-Commerce géif ewechfalen! Dat kritt een dann... Liest emol an den Zeitungen no, wat esou an de Rieden, an de Budgetsriede vun deenen engen an deenen anere gesot gëtt, oder och op Pressekonferenze vun der CSV, wat do gesot gëtt.

(Interruption)

Ech kucken, Här President, ech kucken dat, wat ech...

Une voix.- Sot et nach eng Kéier!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech kann et nach eng Kéier widderhuelen, mä et kann een dat alles noliesen. Mä ech wäert awer och nach illustréieren, wéi dat och an der Cofibu gesot ginn ass.

Do gëtt dann zum Beispill gesot, well de Buergermeeschter vu Käerjeng - an ech hunn et net nëmme gelies -, de Buergermeeschter vu Käerjeng ass an d'Cofibu komm an huet do während enger hallwer Stonn eis säi Budget erkläert an haaptsächlech eng ganz Rei Saachen do kritiséiert an eis do Saachen un de Kapp gehäit an eigentlech déi aktuell Regierung fir

säi Budgetsdéséquiliber zu Käerjeng dëst Joer an déi nächst Jore responsabel gemaach!

(Interruption)

Do muss ech awer dann de fréieren CSV-President an aktuellen Deputéierte froen, wéi eng ganz Rei Décisioune geholl gi sinn an der Vergaangenheet, ob do d'CSV net derbäi war, well dat eben dann haut Effeten huet op d'Gemengefinanzen. Et sinn Accorde getraff ginn, déi eben elo da voll ausspillen, zum Beispill den Accord salarial. Dat ass awer eppes, wat och wäert bei de Gemengen zum Beispill den Niderschlag fannen.

Ech mengen also, et ass ganz wichteg, mat de Gemengen iwwer hir Finanzen ze diskutéieren. Mä, wann ech gelift, et soll een awer och dann dat ëmmer an de richtege Kontext setzen, wann een do déi eng oder aner Kriticken uféiert.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hat d'lescht Joer d'Éier, fir Budgetsrapporteur ze sinn. Ech hat mäi Rapport deemools mat zéng Zukunftschancen, „zéng Geboter" si se genannt ginn, fir mer e Pleséier ze maachen, ofgeschloss. Ech ziele se net nach eng Kéier op, mä ech mengen, datt mer mat dësem Budget 2015 mam Zukunftspak deem Ergräife vun deenen zéng Chancë schonn e gutt Stéck méi no komm sinn.

De Stillstand, deen ass hei am Land endgülteg eriwwer. An d'Regierung huet sech trotz engem ganz enke finanzielle Kader d'Moyene ginn, fir nei Politicken ze maachen, Investitiounen an d'Zukunft ze tätegen. D'Regierung huet eng Budgetspolitik definéiert, déi net eis Kanner an eis Kandskanner hypothéquéiert. Mä am Géigendeel, mir suergen derfir, datt grad an déi Jonk investéiert gëtt. Mir droen deene gesellschaftleche Realitéite Rechnung.

D'Regierung huet och keng Politik vum soziale Kahlschlag gemaach, mä de Budget gëtt erëm an déi richteg Bunn bruecht, fir datt mer kënne weider wuessen, datt et eise Betriber gutt geet.

Jo, d'Erausfuerderunge bleiwe grouss, sief et um ekonomesche Plang, wou mer ebe mussen dee wirtschaftleche Kader schafen, deen et eisen Entreprisen erlaabt, sech nach besser ze développéieren. D'Erausfuerderunge bleiwe grouss och um soziale Plang, wou mer musse Suerg droen, datt déi Schwächst an eiser Gesellschaft net duerch de Raster falen.

Här President, ech, mä och meng Fraktioun, meng Partei, mir sinn optimistesch. Mir sinn iwwerzeegt, datt dës Dräierkoalitioun déi richteg Äntwerten op d'Froe vun eiser Zäit huet an domat am Intérêt vun der Zukunft vum Land an all de Bierger schafft!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur an d'Rapportrice wäerten entschëllegen, dass ech net ufänke mat engem Merci u si, mä mat engem Merci un de mandatéierten CSV-Spriecher.

Ech hat gefaart, ech misst meng Ried ëmänneren. Ech hat wierklech gemengt, dass et kéint vläicht sinn, dass d'CSV awer géif en Alternativbudget hei presentéieren, géif Amendementer hei virliesen an eis erklären, wéi se dann déi Honnerte Milliounen Euro zousätzlech wëllt spueren, déi no hire Rechnunge missten onbedéngt gespuert ginn, fir dat gemeinsamt Zil fir 2018 vun engem Équiliber vun de Statsfinanzen ze erreechen.

Deem ass glécklecherweis net esou! Ech kann déi Ried hei esou halen, wéi ech se virbereet hunn, well dat, wat den Här Wiseler hei am Numm vu senger Partei virgedroen huet, ass eng Kompilatioun gewiescht vun all deenen Aussoen, déi si iwwert déi lescht Wochen a sëlleche Communiquéen, Pressekonferenzen an anere Riede gemaach hunn.

(Interruption)

„Back to the future" ass méi wéi jee de Slogan vun der CSV. Ech kommen herno nach am Detail gären dorop zréck.

Ech war besonnesch virwëtzeg op dat, wat d'CSV haut géif hei soen. Mä si schéngen, wann ech d'Reien esou kucken, nach amgaangen ze sinn, un hire Motiounen an Amendementer ze schaffen. Et geet also alles e bëssen op de leschte Stëppel bei hinnen, soss wär sécherlech d'Präsenz hei e bësse méi staark op dësem éischten Dag vun den Debatten.

Alles dat, mengen ech, dee Virwëtz, deen ech hat, war eigentlech opgestachelt ginn duerch eng Ausso vun eisem fréiere Statsminister an heitegen EU-Kommissiounspresident,…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …dee gemengt huet, a senger komplett neutraler Haltung als President vun der Europäescher Kommissioun, dass d'Würfele schonn elo gefall wären, a véier Joer virun de Wahle scho prognostizéiert huet, dass seng Partei, d'CSV, géif als grousse Sieger aus deenen nächste Wahlen ervirgoen.

(Interruption)

Et ass remarkabel, wéi den Held vun Dublin sech lues a lues zu der Madame Soleil vun der Kap mutéiert huet!

(Hilarité générale)

An ech ka mech nëmme wonneren. Ech ka mech nëmme wonneren! Ech soen Iech, Kolleegen op de Regierungsbänken: Dir kënnt esou vill schaffen, wéi Der wëllt, et notzt näischt, d'CSV wäert haushéich déi nächst Wahle gewannen! An d'CSV kann egal wat hei an der Chamber maachen, si brauch keng Alternativen ze presentéieren, si wäert egal wéi - nom Här Juncker - déi nächst Wahle gewannen.

Ech froe mech, ob mer iwwerhaapt nach solle wiele goen, wann dat alles esou einfach ass!

Ech wëll trotzdeem mengen, dass et net ëmsoss ass, dass mer déi Diskussioun hei ronderëm de Budget 2015 an d'Budgete vun deenen nächste Jore féieren, well dëse Budget hei, dee vun 2015, wat eigentlech jo deen zweete Budget ass vun dëser Koalitioun, een Deel ass vun enger méijähreger Finanzplanung. Dat ass nei.

Et ass keng administrativ Routine-Übung, mä et ass vill méi den Ausdrock vum politesche Wëlle vun dëser Regierung, dëser Majoritéit, mat der Finanzsituatioun vum Stat, trotz Steierausfall an Héicht vu ronn 700 Milliounen Euro d'nächst Joer an nach méi déi nächst Joren drop, aus der Scholdefal erauszekommen, de Lëtzebuerger Sozialmodell ze erhalen an ze stäipen an iwwer héich, geziilt ëffentlech Investitiounen ze hëllefen, d'Zukunft vum Land ofzesécheren.

Dat ass kee Budget vum „Weider-esou-wéi-bis-elo", vum kuerzfristegen Taktéiere vu Joer zu Joer, vum Ofwaarden a vum Aussetze vun de Problemer. Et ass e Budgetsprojet, dee kloer Akzenter setzt, dee courageiert weider ëffentlech Ausgaben an de Kärberäicher klamme léisst, awer och a ville Punkten Aspuerunge virhëlt an d'Steier do héicht, wou et gesamtwirtschaftlech am mannste wéideet: bei der TVA.

Nach ni an deene leschten 30 Joer ass vun enger Regierung esou e breeden Effort gemaach ginn, fir eng Neiorientéierung vun der Ausgabepolitik hei an dësem Land ze maachen. Kee vun deene viregte Konsolidéierungspäck - déi och hiert Guddes haten -, mä kee vun deene viregte Konsolidéierungspäck ass esou déif gaange wéi dësen. An et war noutwendeg, dat elo ze maachen.

D'Auswierkunge vum Zukunftspak vun dëser Majoritéit wäerte bis 2018 progressiv eropgoen a vu schätzungsweis 520 Milliounen 2015 op gutt eng Milliard Euro um Enn vun der Legislaturperiod uwuessen. Et ass wouer, dass eenzel Punkten entre-temps ewechgefall sinn oder ofgeschwächt gi sinn, mä et ass selwer och virdrun hei gesot ginn: Eng ganz Partie vun deene Punkten aus deem Pak si momentan net chiffréiert. Do ass also nach zousätzlecht Spuerpotenzial mat dran.

Dës exceptionell, mä néideg Efforte vun der Kollektivitéit erlaben et, eng zukunftsorientéiert Budgetspolitik ze maachen, déi op Schoul an Ausbildung, d'Schafe vun Aarbechtsplazen, d'Stäerke vum sozialen Zesummenhalt an nohaltege Wuesstum setzt. Et ass dat, an eisen Aen, e grousse Schratt a Richtung vu gesonden ëffentleche Finanzen, vun dem Bremse vun der Scholdespiral - 2018 soll d'Statsschold stabiliséiert ginn - a vu verbesserte Chancë vun der nächster Generatioun.

Ech wëll perséinlech net, dass meng Kanner zu enger verluerener Generatioun gehéieren, zu enger verluerener Generatioun géife gehéieren, well dës Generatioun ausserstand gewiescht wär, haut déi richteg Weichestellunge virzehuelen. Dat gëtt probéiert mat deene Budgeten 2015 a vun deene Joren drop.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dëse Budgetsprojet ass konform zum Wahlprogramm vun der LSAP, grad well dëst Budgetskonsolidéiere sozial verträäglech ass, d'sozial Ausgaben zu Lëtzebuerg weiderhi ronn 40% vun de Statsausgaben ausmaachen, an doduerjer och, dass et zu weidere Lounerhéijunge kënnt, besonnesch am staatlechen a parastaatleche Beräich. D'Regierung hält Wuert par rapport zu deem Wuert, wat déi viregt Regierung der Fonction publique op deem dote Punkt ginn huet.

D'Kafkraaft gëtt gestäipt, ënner anerem duerch d'Erëmaféierung - integral! - vun der Indexregelung, an et ass och esou, dass weider Aarbechtsplazen an a ronderëm d'Fonction publique geschafe ginn. Och do setzt dëse Budget kloer Akzenter.

A virun allem awer: De Stat investéiert direkt an indirekt méi wéi an de leschte Joren. An do sinn ech fundamental enger anerer Meenung wéi d'CSV! D'CSV wëllt, an dat huet hire mandatéierte Spriecher hei kloer gesot, weiderhin d'Investissementer bremsen, wëllt weiderhin…

Une voix.- Genau!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …d'Investissementer eigentlech real erofféieren. Dat ass eng Politik,…

(Interruption)

…déi gemaach ginn ass déi éischt Joren, déi mer als LSAP sécherlech och matgedroen hunn an déi ee sécherlech kann e puer Joer féieren. Mä et ass genau dat, wat een elo net däerf maachen! Et muss een, wéi dat europäesch préconiséiert gëtt, eng Relance och iwwert d'Investissementer, déi privat an déi ëffentlech Investissementer, a ganz Europa virhuelen.

An da kann dach Lëtzebuerg net op der Säit stoen! Da muss dach Lëtzebuerg bei deem europäeschen Effort, deen och nach gesteiert gëtt vun engem Lëtzebuerger an och nach vun engem CSV-Member, da muss een dach do matmaachen, fir dass mer dat gemeinsamt Zil erreechen, dass mer wierklech aus där Krisesituatioun definitiv erauskommen, dass mer méi e staarkt Wuesstum a méi Aarbechtsplazen hei an Europa kréien, fir dass mer och manner Aarbechtslosegkeet a manner Misär an Europa wäerte kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir musse matmaache bei där Politik. A mir kënnen net de Contraire maache vun där Politik. A genau dat wëllt d'CSV hei maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Eng CSV, déi hei mengt, et kéint ee Millioune spueren, andeem een d'Investissementer géif erofsetze par rapport zu deem, wat d'Regierung virgeschloen huet! Déi awer net nëmmen all konkrete Projet hei matstëmmt, wa soll gebaut ginn: Do ginn d'Millioune jo hin, an déi doten Zukunftsprojeten, an d'Infrastrukturen, an d'Schoulen, an d'Spideeler, an d'Altersheimer. Do ginn déi Suen hin! Si stëmme se all mat - si mengen awer, et misst gespuert ginn.

Mä si sinn nach besser: Si wollten hei eng Motioun an der Chamber stëmmen - virun e puer Deeg! , duerch déi eng Dépense, déi Dépense ronderëm d'N7, vu ronn 80 Milliounen op 400 Milliounen Euro eropgefuer gi wär!

Déiselwecht Leit, déi soen: „Et muss bei den Investissementer gespuert ginn.", déi soen: „Ah neen, am Eenzelfall musse mer nach méi ausginn." A si soen net an engem Otemzuch, wat da soll vu Projeten hei ewechfalen!

(Brouhaha)

Dat ass d'Konfusioun, dat ass de Wirrwarr an de Käpp vun eiser gréisster Oppositiounspartei!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Haut sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass bis elo an där Beschreiwung vun där Budgetskonsolidéierung, déi mer onbedéngt mussen hei zu Lëtzebuerg maachen, de Schlëssel 70/30 net genannt ginn ass.

Et ass awer e Schlëssel, dee kenne mer aus CSV-Parolen aus der Vergaangenheet. Si sinn der Meenung, dass bei där Budgetskonsolidéierung 70%, dat heescht also gutt 700 Milliounen, strukturell, all Joer also, missten duerch Aspuerunge virgeholl ginn. A si sinn d'accord, nach zu 30% duerch Mehreinnahmen, also duerch Steiererhéijungen oder Taxen oder ähnlech Saachen, déi Konsolidéierung vum Budget hierzeféieren.

Ech hu bis elo - an ech mengen, mir héieren näischt anescht déi nächst Stonnen - nëmmen héieren, dass do, wou d'Regierung wëllt spueren, soll manner gespuert ginn, also mer den Defizit méi grouss maache vum Statsbudget, an do, wou solle Mehreinnahme kommen, si se deelweis mat deene Mehreinnahmen net d'accord. 0,5%, mengen ech, wëlle se net! D'TVA wëlle se schonn, well déi viregt Regierung huet dat praktesch scho virdécidéiert, awer en Deel vun deenen Einnahme wëlle se zumindest net.

An da kommen ech esou iwwert den Daum gepeilt op esou eng 350 Milliounen, déi no CSV-Liesaart misste gekappt ginn an de Budgetskreditter an deenen nächste Joren. Strukturell, Joer fir Joer!

Ech froen déi gréisst Oppositiounspartei, déi, déi anscheinend schonn déi nächst Wahle gewonnen huet, déi also mat Sécherheet wäert déi nächst Regierung stellen, wou se da wëllt déi doten Honnerte Milliounen Euro all Joer siche goen!

(Interruption)

Loosst et net bei einfache rhetoresche Floskelen a sot de Leit, sot eis, sot zumindest Äre Wieler,…

Une voix.- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Sot, wat Der wëlles hutt! Sidd éierlech mat de Leit! Sot prezis, wou Der wëllt spueren, op wat fir engem Bockel dass Der wëllt spueren an deenen nächste Joren! A maacht net hei akribesch Rechnungen, wat d'Regierungsprognosen ugeet, mä sot am Graffen, wou Der wëllt histeieren. Gitt nëmmen den Usaz vun enger Visioun, wou Dir géift dëst Land wëllen histeieren! Ech hunn dat bis elo total vermësst.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Här Wiseler, dann äntwert!

Une autre voix.- En hat näischt ze soen.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann een d'Riede virdru virbereet an net nolauschtert, wat gesot gëtt, da seet een déi do Saachen!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Exlamations)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir hutt gemierkt, dass ech hei…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn eng ganz Rei Saachen…

(Brouhaha général)

…mir hunn eng ganz Rei Propositioune gemaach, gitt dorobber an!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här Wiseler, wann Der net schimmeg op Äert Pult gekuckt a mir an d'Gesiicht gekuckt hätt, hätt Der gemierkt, dass ech hei fräi geschwat hunn an net hei vum Blat ofgelies hunn. Ech weess scho mäin Discours ze adaptéieren…

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …opgrond vun deem, wat ech hei…

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, mä ech wär awer frou, wann Der op eis Propositioune géift agoen!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech wär awer frou, wann Der géift drop agoen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, wa mer da Propositiounen hätten!

(Interruptions)

Ech war deen, Här President, dee gemengt huet, et kéint een eng Iddi vum viregte Premierminister an den Debatte virun zwee Méint hei, wou mer eng éischte Kéier schonn iwwert dee Budget hei diskutéiert hunn, opgräifen, a gesot huet: „Loosse mer e Concours maache vun den Alternativen! Loosse mer Projet géint Projet diskutéieren! Loosse mer am Eenzelne kucken, wat jiddweree mengt, wat richteg a wichteg wär fir dëst Land! An da kënne mer déi Debatt féieren."

Mä Dir hutt Iech verweigert! Dir hutt Iech zënter Wochen a Méint verweigert, déi doten Debatt ze féieren! An Dir maacht et haut nach! An deenen éischte Stonne vun dëser Debatt sidd Der net à même, konkret ze soen, wat Är Géigevirschléi sinn. Dir verweist ëmmer op deen nächste Spriecher.

Esou kënne mer dach net weiderfueren! Wa mer wierklech d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg als eescht empfannen, wa mer wierklech der Meenung sinn, dass mer mussen agéieren an e Pak schnüre vun iwwer enger Milliard Konsolidéierung vun eise Statsfinanzen, dann, wann ech gelift, loosse mer d'Iddien zesummebréngen an ouni a priori iwwert déi gutt Iddien diskutéieren!

Mä Dir verweigert Iech ganz einfach, fir dat doten ze maachen, well Der wëllt de Luussert spillen an net soen, wat Der eigentlech wëllt maachen. Ech soen Iech, dat do geet Iech net duer! Dat geet Iech net duerch während deenen nächste Méint bis zu deenen nächste Wahlen, och wann Der brennt, fir Revanche ze huelen a véier Joer. Dir musst Faarf bekennen, wat Der wëllt! Dir kënnt et net bei allgemengen Aussoen hei loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wär frou, wa mer och bei där Debatt hei bei aller negativer Aura, déi esou verspreet gëtt, wat dann d'Zukunftsperspektiven ugeet - d'Beschönegungen, déi d'Regierung gemaach hätt -, vläicht emol

mat e puer positive Punkte géifen ufänken, déi Fakte sinn, déi eigentlech missten hei vun der ganzer Chamber gedroe ginn.

Éischte Fakt ass deen, eng gutt disziplinéiert Exekutioun vum Budget 2014. Wéi nach d'CSV de Budgetsminister gestallt huet, ass den CSV-Spriecher net midd ginn, dat ervirzehiewen, wéi wichteg a wéi schéin dass et wär, dass den zoustännege Minister derfir gesuergt hätt, dass de Budget mat grousser Disziplin duerchgefouert gi wär, wat et erméigleche géif, e gutt Resultat anzefueren.

Abee, ech verlaangen déiselwecht Gerechtegkeet fir d'Ministeren, a besonnesch den zoustännege Budgetsminister vun dëser Regierung! An ech géif soen, Dir hutt eng gutt Aarbecht geleescht. Et ass net zu Dérapagë komm bei der Exekutioun vun deem heite Budget, well deen 2014er Kont, dat wäert dee beschten Ofschlosskont sinn, dee mer zënter laange Joren hei zu Lëtzebuerg kannt hunn a sengem Total. Souguer no eise Budgetsnormen hei zu Lëtzebuerg wäert en e liichten Iwwerschoss ausweisen. Besser wéi de Kont 2013.

Ech mengen, dat sollt een emol fir d'Éischt ervirhiewen. Dat geet hei total ënner. Et schéngt kee Mënsch ze interesséieren! Abee, dee Budget 2014, deen ass an der Rei. Deen ass uerdentlech exekutéiert ginn. D'Regierung huet hir Aarbecht gutt gemaach. Dat soll een däerfen, souguer vusäite vun der Oppositioun, emol eng Kéier an där ganzer Schwaarz-Wäiss-Molerei och ervirsträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Kee Statsemprunt huet missen opgeholl ginn an dësem Joer, wat dozou féiert, dass Enn 2014 eis ëffentlech Schold souguer liicht ënnert dem Niveau läit, dee mer virun engem Joer haten. Och dat ass positiv. An alles wär jo eigentlech an der Rei, wa mer net dat Lach vu 700 Milliounen Euro a méi hätten duerch den Ausfall vun der TVA am E-Commerce. Et ass dat Lach, dat mer probéieren, elo ze combléieren an deenen nächste Joren.

Et ass wouer, dass dat Ganzt do méiglech war duerch eng positiv wirtschaftlech Entwécklung nach an dësem Joer, och wann d'Prognose fir d'Zukunft méi däischter ausgesinn. Mir wäerte ronn 3%, vläicht souguer liicht drënner, vu realem Wirtschaftswuesstum dëst Joer 2014 kréien. Mir haten eng niddreg Inflatioun. Doduerjer ass et och net zu engem Erfall vun enger Indextranche komm. A mir haten héich Bourssëcoursen, well mir si jo dat Land, wou d'Bourssëcoursen zu engem gudden Deel och d'allgemeng Aschätzung vun de Budgetseinnahme mat bestëmmen. Et ass also gutt gewirtschaft ginn an dësem éischte Joer.

Déi zweet gutt Nouvelle, déi ass och nëmmen esou par la bande erwähnt gi bis elo vun der Oppositioun. Dat ass, dass d'Regierung jo hire Budgetsprojet mat der Programmation pluriannuelle bis 2018 op Bréissel geschéckt huet. An do hu mer eng Äntwert kritt. Do hu mer eng Zensur ausgestallt kritt. An déi Zensur, déi zielt! Dat ass eng wichteg Etapp am Budgetssemester, eng wichteg Etapp an der Gouvernance économique an Europa.

Und siehe da, däerf een awer och, mengen ech, hei ervirhiewen - dat Uerteel ass mir wuel esou wichteg, muss ech Iech soen, wéi dat vun enger Banque centrale oder vun der Cour des Comptes hei zu Lëtzebuerg: Bréissel huet der Lëtzebuerger Regierung eng positiv Zensur ausgestallt. Si hu gesot: „Souwuel Äre Budget 2015 wéi och déi Planung fir déi nächst Jore si konform zum europäesche Wuesstums- a Stabilitéitspakt." Dat ass wichteg!

Dat ass berouegend an dat weist, dass mer op der richteger Schinn sinn! An dat beweist guer net, dass mer hei zu Lëtzebuerg mat där Politik, déi mer elo maachen, op enger falscher Schinn wären. Och dat, mengen ech, dat positivt Element do muss een hei an dëser Debatt och gebührend ervirsträichen.

Verantwortung! Verantwortung, dat ass de Schlësselbegréff vum Franz Fayot sengem Budgetsrapport 2015. Ouni Zweifel eng Meeschterprüfung fir e kompetenten, talentéierten a fläissege jonken Deputéierten.

Dëse Rapport ass méi wéi eng einfach Duerstellung vun der Regierungspolitik.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- En huet eng Rei vu kriteschen Elementer. Do gëtt et och eng Traditioun hei an der Chamber, dass d'Budgetsrapporteure sech duerchaus déi dote Fräiheet eraushuelen, oft souguer ënnerstëtzt vun hire Kolleegen aus der zoustänneger Budgetskommissioun.

Mä virun allem huet en, mengen ech, et fäerdegbruecht, dee Budgetsprojet hei duerzestellen an enger Gesamtpolitik oder an engem politeschen Emfeld a besonnesch op d'Noutwendegkeet higewise vun der Bekämpfung vun der Aarmut, vun enger Neiorientéierung vun der Familljepolitik, Beschäftegungspolitik, vum Wunnengsbau an op d'Noutwendegkeet vu Steierreformen.

An et si grad déi dote Politikberäicher, déi an deem Rapport vun der Budgetskommissioun als prioritär duergestallt ginn, et sinn déi, déi och zousätzlech Kreditter an deem Budget 2015 zougestane kréie vun der Regierung. Et gëtt net op de falsche Plaze gespuert bei deem Budgetsprojet 2015!

D'Ausgabe fir Schoul, Kanner a Jugend ginn ëm 8% an d'Luucht, bei engem duerchschnëttlechen Uwuesse vun den Ausgabe vu 4%. Bei der Famill leien d'Investitioune fir 2015 bei knapp 50 Milliounen Euro. D'Kreditter fir Fuerschung an Innovatioun ginn am Total ëm 7 Milliounen op elo 146 Milliounen Euro erop. D'Mëttele vum Fonds national de la recherche steigen ëm 15%. Fir d'Uni Lëtzebuerg sinn 148 Milliounen Euro virgesinn, e Plus vun iwwer 12%.

Och d'Kreditter fir Aarbecht a Beschäftegung klammen iwwerduerchschnëttlech op 653 Milliounen, plus 6,3%. D'Ausgabe vum Ministère de la Sécurité sociale klammen ëm 6%, de Budget vum Gesondheetsministère ëm bal 11%. Bemierkenswäert och d'Erhéijung vun de Kreditter vum Wunnengsbauministère, eng Progressioun vu knapp 11%. En uerdentleche Plus gëtt et och am Environnement, eng ronn 9% méi wéi 2014.

En ausseruerdentlechen Ausgabepunkt ass d'Presidentschaft vun der Europäescher Unioun, mat 51 Milliounen Euro. Mä bemierkenswäert bleift fir eis Partei, a wichteg och, dee weltwäit héije Bäitrag, dee mer hei leeschten zu Lëtzebuerg, och an Zukunft, wat d'Entwécklungshëllef ugeet, mat 323 Milliounen, 1% vum Revenu national brut!

An dësem Budget feelt et also net u wichtegen Akzenter a Prioritéiten.

Am wichtegsten awer schéngt eiser Fraktioun, dass dës Koalitioun 2015 - si huet eng aner Politik och nach 2014 gemaach, mä eng Kéier muss een deen doten Emschwong maachen! - mat dem Bremsen, dem Reduzéieren an dem Verréckele vun den ëffentlechen Investissementer brécht an elo kloer ab nächstem Joer, an dat geet déi nächst Joren esou weider, op eng budgetär Relance iwwer och staatlech Investissementer setzt.

Am éischte Konsolidéierungspak 2010 waren déi Investissementer ëm 361 Milliounen Euro erofgesat ginn. Am zweete Konsolidéierungspak ëm 285 Milliounen Euro. Och dës Regierung huet fir 2014 och nach eng Kéier eng gutt 100 Milliounen zréckgefuer. Dat kënne mer net esou weiderschreiwen, well dat jo oft net verbonne war mat engem Opgi vu Projeten. Där waren der e puer derbäi, mä de Gros war eigentlech nëmmen en Opschuppe vu Projeten. Projeten, déi mer awer brauchen!

Mir mussen investéieren an den ëffentlechen Transport. Mir mussen an ëffentlech Infrastrukturen, modern Infrastrukturen investéieren, fir dass mer och wirtschaftlech kënnen Opschwong kréien an nei Aarbechtsplaze schafen. Mir mussen a sozial Institutiounen investéieren. Do kënne mer net bremsen. Dat bréngt Opträg, och fir eis Betriber; net nëmmen, mä et bréngt Opträg fir eis Betriber, et bréngt Opträg fir den Handel an all déi Déngschtleeschtungsbetriber, déi ronderëm opgebaut sinn. Dat ass also e kloren Impuls, dee mer eiser Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg ginn, agebett, wéi scho gesot, an eng europäesch Strategie vu Wuesstum a Beschäftegung.

Am Total ass virgesinn, dass d'nächst Joer sollen d'direkt an d'indirekt Investissementer op knapp 2 Milliarden Euro, also 15%, eropgoe par rapport zu dësem Joer. Et mag sinn, dass déi Zuelen - mat Sécherheet! - net honnertprozenteg wäerte kënnen agehale ginn. Besonnesch och de fréiere Bauteminister an Infrastrukturminister weess, dass jo souwéisou an deenen Tableauen och eng Décote agebaut ass vu 15%, 20%, fir eben dem Pourcentage vun Netexekutioun vu grousse Projete Rechnung ze droen. Et bleift awer, dass d'Direktioun muss déi dote sinn. D'Direktioun kann net e Status quo sinn. D'Direktioun an der Investitiounspolitik muss ganz kloer no uewe weisen. Dat ass fir eis immens wichteg.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An dëse Budget ass also alles anescht wéi e Spigelbild vun engem Land, dat géif stoe bleiwen, dat net géif wëssen, wou et higeet. Dëse Budget, dee setzt weiderhin op qualitativ héichwäerteg Déngschtleeschtungen a modern Infrastrukturen. Dëse Budget ass kee Budget vum Defätismus, vum Fatalismus, mä vun engem virsiichtegen Optimismus an e Beispill vun enger Upassungsfäegkeet, déi mer als Lëtzebuerger Land an deenen nächste Jore verstäerkt musse beweisen.

Ech wëll Merci soen, nieft dem Franz Fayot och dem Viviane Loschetter, dat net de populäerste Part dëst Joer iwwerholl huet, mä dat wäert, déi Rolle wäerten e bësse changéieren am Laf vun den nächste Joren, well hatt Rapportrice war vun de Lois de mise en œuvre vun dem Zukunftspak, wou och op där enger Säit méi Einnahmen, op där anerer Säit awer och eng ganz Rei vu Kierzunge vun Ausgabe virgesi ginn. An och hatt, mengen ech, huet dat bravouréis gemaach, mat vill Engagement. An effektiv, den Zäitdrock, deen huet sécherlech och fir keen déi Aarbecht méi einfach gemaach, déi mer dëst Joer haten.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Gesetz iwwert d'Finanzplanung 2014-2018 ass eng Neierung. Si gëtt eis imposéiert vu Bréissel. Mir hu se iwwerholl an eis Gesetzgebung. A si mécht dat méiglech, wat eis soss sécherlech e bësse gefeelt huet. Bis elo hu mer dat do jo nëmme fir d'Fonge kannt. Elo gëllt et eigentlech och fir déi ordinär Kreditter vum Budget, dass mer iwwert den Tellerrand vum lafende Joer erauskucken an eng Projektioun maachen op déi nächst Joren.

Dass do bei deem éischten Essai déi eng oder déi aner Imperfektioun geschitt ass, et wär e Wonner, wann et net esou wär! Dofir, wann ech gelift, sidd do net esou kriddelech! Ech weess och, wéi déi Tableauen an der Vergaangenheet opgestallt si ginn, wann et ëm d'Aschätzunge vun eenzelne Moossname gaangen ass. Hei ass net anescht an net méi schlecht verfuer gi wéi an der Vergaangenheet.

Et ass de Versuch do, dat awer méi komplett ze maachen. An ech si sécher, dass, wa mer emol d'Routine hu vun deem Ganzen, mer dann och anescht mat deem Instrument do nach kënnen ëmgoen a vill méi fein och kënnen eigentlech virausgesinn, wat d'Répercussioune vun där enger oder anerer Moossnam sinn. Dorunner schaffe mer; wou mer och mussen onbedéngt - ech widderhuele mech hei, an ech wäert elo tatsächlech an deenen nächste Wochen do eng Initiativ huelen - eis Budgetsprozedur hei an der Chamber komplett ëmschreiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Budgetsprozedur klappt hannen a vir net méi mam Semestre européen vun der EU, plus all déi aner Regelen, déi mer eis ginn hunn, iwwereneen. Mir hunn nei Gremien, déi awierken: de Comité de prévision, de Conseil national des finances publiques. Och do musse mer kucken, wéi deenen hir Avise sech kënnen aschreiwen an eis gesamt Prozedur.

Wat maache mer mat der Debatt ronderëm d'Lag vun der Natioun am Fréijoer? Och do musse mer kucken, wéi mer dat ronnkréien, dass mer dat méi effikass kënnen am richtege Moment asetzen. A wéi brénge mer et fäerdeg, och déi Budgetsdiskussioune mat eisen Debatte ronderëm eise Plan national de réforme vun der Strategie „Europa 2020" beieneenzebréngen? Well eigentlech sinn dat jo zwou Facettë vun deemselwechten.

An dofir: Loosse mer eis zesummesetzen, dat huet hei awer näischt mat Parteipolitik ze dinn, an endlech do zerguttst dat maachen, wat emol undiskutéiert ginn ass a wou mer selwer - et ass um Parlament, dat do ze preparéieren - bis elo et net fäerdegbruecht hunn, dat op en Enn ze féieren! Dat ass op jidde Fall e Wonsch, dee mir als LSAP-Fraktioun ganz staark hei wëllen an de Vierdergrond stellen.

Et waren an der Vergaangenheet besonnesch déi sozialistesch Budgetsrapporteuren, an de Roger Negri war den éischten, well ier e seng Propositions de loi gemaach huet, war en emol Budgetsrapporteur, an dunn huet e schonn op d'Noutwendegkeet higewisen, fir eng nei Budgetsphilosophie eigentlech anzesetzen, déi méi resultat- an objektivorientéiert wär. An do ass sécherlech munch Zäit verluer gaangen.

Ech weess, dass déi viregt Finanzministeren net onbedéngt begeeschtert waren direkt vun där doter Iddi. Et ass awer Preparatiounsaarbecht geleescht ginn. Et gëtt e Bericht vun der OCDE. Et gëtt och en éischten Entworf aus der Verwaltung. Dat ass also eng Grondlag, op där ee ka schaffen. An et ass wichteg, dass mer besonnesch als Chamber och fréi eis associéieren an déi doten Aarbechten, wéi mer u sech déi Budgetspolitik wëllen nei orientéieren an deenen nächste Joren.

Ech soen awer och hei: Et geet net duer, dass mer eis ambitiéis Texter ginn, mir hunn och hei als Parlament eng Responsabilitéit, dat ass d'Kontrollfonctioun an och wat eis Orientéierungsfonctioun ugeet, wat d'Finanz- an d'Budgetspolitik zu Lëtzebuerg ubelaangt. An dat do heescht och, dass mer eis selwer musse méi staark implizéieren och an déi europäesch Finanzaktualitéit au jour le jour. Ech soen, dass dat net ëmmer esou de Fall war an der Vergaangenheet, wéi dat hätt misse sinn. Also, mir hunn och selwer eng Hausaufgab ze erleedegen, wa mer wierklech och wëllen net nëmmen informéiert ginn, wat d'Regierung wëlles huet, mä och wëlle mat orientéieren, a wat fir eng Richtung dass d'Choixe vu Lëtzebuerg ginn.

D'Finanzplanung bis 2018 fousst op den Donnéeë vum Summer. Verschidden Avisen an och d'Vertrieder vun der CSV fannen déi dote Prognosen ze optimistesch. Dat mag sinn. Vun haut aus gekuckt schénge se eis ze optimistesch. Wa mer sechs Méint eis zréckversetzen, dann hätte mer se eigentlech realistesch fonnt.

Wat ass a sechs Méint de Fall? Dat ka fir de Moment kee soen. Et si jo och nëmme Prognosen. Et si Projektiounen an d'Zukunft. A selbstverständlech wäert all Joers missen dee Plan pluriannuel ugepasst ginn opgrond vun deene leschte makroekonomeschen Donnéeën, déi da virleien, fir esou no wéi méiglech un der Realitéit ze sinn.

Sécherlech wäerte kee Joer déi Zuelen esou stëmmen eent zu eent, wéi se elo an deem Programm drastinn, mä et gëtt awer eng Orientéierung. A mir mussen also wëssen, dass mer haut éischter d'Gefill hunn, dass mer, fir eis Ziler ze erreechen, vläicht e bësse méi nach musse maache wéi dat, wat elo geplangt ass, wéi dass mer e bësse manner misste maache wéi dat, wat elo geplangt ass. Mä et muss een ofwaarden, wéi sech déi doten Entwécklung och elo mécht.

Fir 2015 mengen ech schonn, dass graff awer dat Grondëmfeld sech net fundamental changéiert huet an deene leschte Méint. Och mat engem PIB vu gutt 2%, mat enger Inflatioun vu manner wéi 1,5%, engem Emploi vu plus 2%, mengen ech, dass déi Prognosen, déi elo am Budget 2015 stinn, kënne realiséiert ginn. Se sinn op jidde Fall net falsch.

Mä déi mëttelfristeg Auswierkunge vun der LuxLeaks-Affär an d'Efforte vun der Steierharmoniséierung op EU-Niveau, d'Steierfluchtbekämpfung international, d'Campagne géint d'Steiererosioun, déi kënnen natierlech net direkt en Nidderschlag fannen an deene Prognose fir déi nächst véier Joer. Mä dat wäert awer sécherlech an engem gewëssene Moment eng Répercussioun och op déi Lëtzebuerger Wirtschaft hunn.

Op jidde Fall muss ee sech d'Fro stellen, ob et realistesch ass, dass ee kann dovunner ausgoen, dass Lëtzebuerg quasi automatesch géif duebel esou staark wuesse wéi de Rescht an der Europäescher Unioun a souguer duebel esou staark wuesse wéi Däitschland, dat ëmmer als Lokomotiv vun der Relance an Europa betruecht gëtt. Ech fäerten, dass mer et do net mat engem Automatismus ze dinn hunn, mä dass dat eng glécklech Situatioun war, déi mer iwwer laang Joren hei zu Lëtzebuerg am Verglach zum Ausland kannt hunn.

Et ass op jidde Fall näischt méi geféierlech, wéi Tendenzen, déi ee kannt huet aus der Vergaangenheet, einfach linear wëlle weiderzeschreiwen an déi nächst Joren. Et ass also wichteg, dass mer eis mat de Froe vu Kompetitivitéit, de Froe vun Neiausriichtung vun eisem Wirtschaftsmodell intensiv an der Politik an deenen nächste Jore beschäftegen.

E puer Wuert och nach iwwert d'Steierreform aus der Siicht vun der LSAP, déi, wéi d'Regierung gesot huet, am Pluriannuel, iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, keng Répercussiounen direkt huet, well jo net kloer ass, a wat fir eng Richtung dat Ganzt sech entwéckelt. Awer, an dat ass fir eis wichteg, et muss ee kënnen doriwwer eng sachlech, eng breet Debatt ouni A-priori, wat d'Iddien ugeet, féieren, ouni exzessiven Zäitdrock och, virun allem awer net opgrond vu Sloganen, mä opgrond vu Fakten, enger méiglechst kompletter Bestandsopnahm vum Besëtz a vum Akommes hei zu Lëtzebuerg. Dat ass d'Viraussetzung, fir kënnen eng zilführend Diskussioun ronderëm eng grouss Steierreform ze féieren.

Steierreforme brauchen Zäit! Si mussen och technesch propper virbereet sinn. An do sinn ech mer schonn elo sécher, dass et gutt wär, wa mer dat eent oder anert, wou mer eis vläicht eens sinn, elo scho géifen ufänken. An ech huele gären..., fir d'CSV Ligen ze strofen, déi seet, mir géife keng Iddie vun hinnen hei ophuelen, déi kräische kommen! Neen, ech wëll dat net hunn! Ech wëll virun dem Réveillon net hunn, dass Der esou heem gitt...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou schnell kräische mer och net!

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...bei Äre Chrëschtbeemchen, bei d'Krëpp. Neen, ech sinn der Meenung, dass mer déi Iddi vun der Grondsteier sollte vläicht direkt opgräifen. Mir sinn eis all eens, dass déi Grondsteier muss reforméiert ginn.

Reforméiert heescht, dass mer d'Valeur unitaire mussen nei definéieren. Dat ass näischt, wat ee ka mat engem Fiederstréch maachen, well mer all wëssen, dass déi während 60, 70 Joer net adaptéiert ginn ass an dass een do muss iwwert d'ganzt Land eng komplett nei Berechnung maachen.

Well dat esou laang dauert a well dat wahrscheinlech bedeit, dass ee muss eng hallef Dose Leit während Joren op déi dote Punkte setzen, fir eng uerdentlech, akzeptabel, akzeptéiert Berechnung ze maache vum Eenheetswäert vun de Propriétéiten hei zu Lëtzebuerg, sollt ee vläicht décidéieren, dat do vir ze huelen, fir dass zumindest déi Virbereedungsaarbecht do gemaach gëtt. Well soss geet et dëser Regierung, wéi et schonn zwou Regierunge virdru gaangen ass! Wou hei scho sëlleche Motiounen zu deem Thema hei - eestëmmeg meeschtens - gestëmmt si ginn a wou awer näischt erfollegt ass, well notamment d'Verwaltung virun engem Bierg vun Aarbecht stoung an net richteg wousst, op wat fir engem Enn se déi dote Reform sollt upaken.

Dofir: Firwat net? Wa mer eis eens sinn iwwert de Prinzip, firwat net elo schonn esou e Punkt an der Virbereedungsaarbecht virzéien an déi néideg Manpower och drop setzen, dass déi dote Grondaarbecht emol ka gemaach ginn? Well soss kënne mer esou laang hei driwwer diskutéieren, an dräi Joer si mer eigentlech nach net wäit komm op deem dote Punkt.

Ech wëll nach zur Steierreform awer Folgendes bäifügen: Déi Steierreform wäert ganz schnell allméiglech Interessekonflikter kloermaachen, an och Zilkonflikter si virprogramméiert. Geet et drëm, eng Ëmverdeelungspolitik ze maachen an déi sozial Kohäsioun ze stäerken oder soll de lëtzebuergesche Steiersystem fir d'Unzéie vun neien Aktivitéiten agesat ginn? Béides ënnert een Hutt ze bréngen, gëtt onheemlech komplizéiert! An dofir schéngt mir - ech sinn do e bësse pessimistesch, vläicht sinn ech och schonn ze laang hei derbäi - ...

Plusieurs voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déi grouss Steierreform,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Méi wéi zéng Joer!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déi all Felder mat sollt implizéieren, eppes onheemlech Komplexes a Schwiereges ze sinn. Déi ass alles anescht wéi an dréchenen Dicher. Zumools jo och, well d'Erwaardunge vun allen Akteure komplett a verschidde Richtunge ginn. Bon, iwwer eent si se sech eens, op engem Punkt si se sech eens: Jiddweree mengt, e géif duerch déi Steierreform manner Steiere bezuelen. Dat wäert awer sécherlech net d'Resultat vun där globaler Steierreform sinn!

Et ass éischter eng Ëmverdeelung zum Deel vun der Steierlaascht, déi wäert kommen, wéi dass jiddwereen eent zu eent kann domadder rechnen, dass e manner Steiere bezilt oder am gënschtegste Fall just esou vill Steiere bezilt, wéi et elo ass. Soubal een do un ee Riedchen dréie geet, da kommen aner Riedercher ganz gären a Bewegung.

An et muss ee jo och schliisslech wëssen, dass mer nach guer net sécher sinn, wat fir eng Budgetsmargë mer eigentlech fir eng Steierreform hunn. Muss déi akommesneutral sinn herno? Oder den Output, kann dee positiv oder muss en negativ sinn? Alles dat si Froen, déi nach net geklärt sinn an déi déi ganz Diskussioun schwéier maachen.

Ech huelen och e Beispill aus dem Ausland. A Frankräich ass et viru Kuerzem e Premierminister ginn, deen dat emol eng Kéier lancéiert huet. No zwee Méint war d'Diskussioun eriwwer! An Éisträich si se an der Regierung amgaang, sech ze zerbalge während laange Méint op där Fro vun enger grousser Steierreform.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et si scho Ministeren ausgetosch ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ministere sinn ausgetosch, schrecklech! Alles dat, mengen ech, alles dat, fir lech ze soen: Selbstverständlech stinn ech, steet meng Partei zu där Iddi vun där Steierreform, zu enger objektiver Diskussioun iwwer all déi dote Froen, mä et sollt een, mengen ech, net riseg Erwaardunge schüren elo schonn, wann ee weess, wat fir eng Barrièren, wat fir eng Hürden nach ze huele sinn, bis mer eigentlech um Enn vun der Diskussioun do wäerten ukomm sinn.

Mir wäerten op jidde Fall als LSAP eis eege Konzepter an déi Debatt erabréngen, ouni eis - dat soen ech hei - vun anere verbidden ze loossen, nozedenken iwwer eng méi gerecht Besteierung an eng Besteierung virun allem, déi méi eng breet Akzeptanz an der Bevëlkerung huet. Well all Steierreform, déi net vun der Bevëlkerung akzeptéiert gëtt, déi wäert net stattfannen!

D'CSV huet, zumindest no deem, wat se bis elo zu deem dote Punkt gesot huet, hir eege Logik. Et ass och vläicht nëmmen déi vum Här Mosar, ech weess et net! Op jidde Fall huet hie schonn hei gesot, wat en net wëllt. Bon, dat ass iwwerhaapt eppes, wat déi Partei gäre seet: wat se net wëllt. Si ass e bësse méi knausereg, fir ze soen, wat se dann esou wëllt.

Mä wat hien net wëllt, ass eng Erhéijung, pardon, eng Besteierung vum Verméigen. Op kee Fall, dat däerf et hei zu Lëtzebuerg net ginn! D'Erhéijung vum Spëtzesteiersaz, dat ass och Gëft anscheinend fir d'Lëtzebuerger Land. An e mécht een eenzege Virschlag, een eenzege konkrete Virschlag, an dee gëtt awer ganz konkret! Se soen: Betribsbesteierung an Zukunft 15%! Ouni konkret Berechnungen, ouni iergendwellech Virschléi bei der Berechnungsbasis, ouni gepréift ze hunn, wéi sech esou eng Neierung da konsequent an deenen eenzelne Betriber géif erëmspigelen, wat fir eng Konsequenz dat Ganzt och op d'Statskeess hätt!

Ech mengen, dat ass net seriö! Mir kënnen net Prozentsätz elo an d'Welt setzen, ouni gepréift ze hunn, wat dat do an der Praxis heescht. Esou däerfe mer déi Diskussioun op kee Fall weiderféieren!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- A wann...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt just soen, datt hei...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déiselwecht CSV...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...eng Reform ugekënnegt ginn ass vun der Regierung, ouni datt do iwwerhaapt eng Richtung ugi gëtt. An Dir hutt dat elo just selwer gesot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, dat ass net richteg. Et sinn Elementer...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do ass iwwerhaapt keng Richtung...

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sinn Elementer am Regierungsprogramm mat dran,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zu engem Deel hu mer déi Elementer jo hannerfrot, ob se nach ëmmer géife stoen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déi wäerten déi ganz Komplexitéit vun där Fro...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An do si vill Fragezeichen hannendrun!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Dir kommt vläicht elo nach... Dir hutt och bei Iech am CSV-Wahlprogramm stoen, Dir géift „ins Auge fassen" - d'CSV ass jo ëmmer ganz nuancéiert a ganz virsiichteg: „ins Auge fassen" - déi Reform.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt jo gesot, et wär eng schwéier Reform. Dofir si mer virsiichteg.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Loosst den Här Bodry wann ech gelift schwätzen!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä och wann een eppes „ins Auge fasst", kann ee jo och selwer konkret Iddien hunn.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Här Gibéryen, wat verstitt Der dann ënner Verméigenssteier?

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Et ass just een, dee schwätzt, wann ech gelift, den Här Bodry!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat mat der Verméigenssteier, dann erkläert eis dat!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Op jidde Fall, den Här...

(Interruptions diverses)

...den Här Mosar, deen huet eng konkret Iddi, dat ass d'Betribsbesteierung emol schonn op 15% erofzesetzen. Ech hoffen, dass d'Volkspartei CSV och nach aner Iddien huet wéi déi 15% Betribsbesteierung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also mir hunn...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn der Regierung proposéiert, datt, wa se wëllt déi Betribsbesteierung aus deene Grënn virzéien, fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert ze behalen, datt mer bereet wären, dat Virzéie mat Iech ze diskutéieren. Dat ass dat Haaptsächlecht vun der Propositioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, mä den Här Finanzminister huet...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen dat eng korrekt Propositioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Finanzminister, deen deen Dossier studéiert huet, huet och ganz kloer op d'Komplexitéit higewisen, déi déi dote Fro huet, an dass een net kann...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Däers si mer eis och bewosst.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...aus der Hëft schéissen a Prozentsätz an d'Welt setzen, zu anere Leit soen: „Dir däerft d'Leit net beonrouegen duerch Aussoen, déi Der maacht", a gläichzäiteg awer eigentlech schonn elo Reforme prezis nennen, wou kee Mënsch weess, wou mer schlussendlech wäerten op deem dote Punkt landen. Dofir soll, mengen ech, jiddwereen hei zréckkommen zu de Fakten - d'Bestandsopnahm - an dann eng breet Diskussioun féieren iwwert déi eenzel Méiglechkeeten, déi hei bestinn. Et wäerten op jidde Fall nach passionnant Diskussioune ginn, déi mer, vläicht och queesch an de Parteien, an där doter Fro wäerten deemnächst kréien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Eng Reform am Finanzberäich ass an der Diskussioun, erëm an der Diskussioun, erëm erëm an der Diskussioun, erëm erëm erëm an der Diskussioun, well iwwert déi gëtt och scho während dräi, véier Mandatsperioden diskutéiert, ouni dass een direkt bis elo konnt konkret spieren, wat dobäi géif erauskommen, dat ass d'Reform vun de Gemengefinanzen. D'Reform vun de Gemengefinanze kann net méi weider opgeschuppt ginn. Dee Luxus, dee sech an der Vergaangenheet erlaabt ginn ass, dee kann een net méi an Zukunft maachen, och opgrond vun deem neie budgetäre Kader, an deem sech och d'Gemengen an deenen nächste Jore wäerte bewegen.

Och do e puer Zuele vläicht. Ech sinn nach wie vor der Meenung, dass de Gemengesecteur, insgesamt gekuckt, gutt dosteet. E steet gutt am historesche Vergläich, wann ee kuckt, wéi d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg virun 20 Joer dostoungen. Et däerf een och heiansdo e bësse méi wäit zréckkucken. An och am internationale Vergläich: De Lëtzebuerger Gemengesecteur ass dee Gemengesecteur a ganz Europa, deen am mannste verschëllt ass. Dat geet ganz kloer aus allen internationale Statistiken ervir. Dat ass emol einfach e Fait, deen ee soll soen.

Hannert deenen Totaler verstoppe sech natierlech eenzel Situatiounen. An et ass do, wou an eisen Ae fir de Moment ee vun de grousse Problemer läit, dat ass awer déi Diskrepanz an der Finanzsituatioun vun enger Gemeng op déi aner, ouni dass ee ka soen, dass déi Situatioun zréckzeféiere wär dorop, dass déi eng Gemeng besonnesch dichteg gewiescht wär an an där anerer Gemeng eng besonnesch schlecht Gestioun vun de Finanze gewiescht wär.

Den Ënnerscheed kënnt haaptsächlech iwwert d'Gewerbesteier an d'Verdeelung vun der Gewerbesteier tëschent de Gemengen, wou ech schonn der Meenung sinn, dass ee muss e Lien halen tëschent der wirtschaftlecher Aktivitéit an enger Steiereinnahm och vun de Gemengen, wou een awer muss kucken, zu wat fir enger Situatioun eigentlech dat do gefouert huet.

Dofir vläicht eng Zuel: Dir wësst, dass viru Joren eng Kéier d'Gemengen opgefuerdert gi sinn, fir Reservefongen unzeleeën. D'Gemengen hunn dat och gemaach. An deem Reservefong, an deem vill Geld läit, sinn et véier Gemengen, déi 70% vun deenen Avoiren do hunn. Véier Gemengen hu 70% vun deenen Avoiren! An dat sinn och déi véier Gemengen, déi an deene leschten - ech weess net wéi vill Joren ni en Emprunt getätegt hunn, well se ni hu brauchen en Emprunt ze tätegen.

(Interruption)

Iwwer 100 aner Gemenge sinn an enger anerer Situatioun!

Mir mussen also dat doten eng Kéier seriö kucken, wéi mer dee Kuch do liicht anescht kënnen ëmverdeelen. Selbstverständlech, wa Gemenge gewëssen Aufgaben hunn, musse se déi néideg Gelder kréien, fir déi Aufgaben ze maachen. All Gemeng huet net déiselwecht Aufgaben. Mä dat rechtfertegt net, dass eenzel Gemengen 2-mol, 2,5-mol, 3-mol méi Pro-Kapp-Akommes u Gewerbesteier kréie wéi aner Gemengen. Dat féiert souguer dozou, dass eng Gemeng esou vill Suen eleng op deem Fonds de réserve do huet - se huet wahrscheinlech nach aner Reserven -, dass et géif duergoen, fir annerhalleft Joer sämtlech ordinär Ausgabe vun där Gemeng ze tätegen. Ordinär Ausgabe vun där Gemeng!

(Interruptions)

An déi Gemengen do ginn och no eisem System alleguerten d'selwecht subventionéiert a ganz ville Beräicher. Dat geet net! Dat geet net, zumools well dës Regierung, an do ass se an der Linn vun der viregter Regierung, och eng Rei Moossname geholl huet, fir och Aspuerungen ze maachen, wat d'Transferten un d'Gemengen ugeet. Wéi gesot, et ass net déi éischt Regierung, déi dat dote mécht, mä et ass... Si mécht et och, loosse mer et esou soen. An all Regierungen am Ausland, wann een dat kuckt, hunn a Krisesituatiounen och probéiert, eng Rei vun Transferten a Richtung Gemengen ze bremsen. Mä dës Regierung mécht et awer, an eisen Aen, op eng verstänneg Aart a Weis.

A wann een elo e bësse kuckt, et ass jo d'Zäit vun de Publikatioune vun de Gemengebudgeten, et gëtt gemurrt, mä wann een awer d'Zuele kuckt, gesäit een awer, dass d'Gemenge momentan nach eens gi mat där doter Situatioun. Et ass awer och kloer, dass, wa sech dat dote verschäerfe géif déi nächst Joren oder sech an enger méi enker, gesamtwirtschaftlech méi schlechter Situatioun weiderféiere géif déi nächst Joren, ech muss soen, dass d'Prognosen, wat d'Regierung mengt, wat d'Gemenge géife vu Steieropkommes d'nächst Joer kréien, mer relativ optimistesch schéngen ze sinn. Well mir haten déi lescht Joren eng Moyenne vun eppes knapp 4%, elo géife mer gutt 6% déi nächst Jore kréien - dat schéngt mir e bëssen optimistesch ze sinn. Mä et sief, mir gesinn, wéi et dann ass.

Dat bedeit also an et ënnersträicht fir mech nëmmen, dass mer do mussen also handelen an dass déi Gemengefinanzreform kënnt. An ech hu Vertrauen an dësen Innenminister, deem säin Duerchsetzungsverméigen ech och kennen an an der Regel schätzen, dass och effektiv dat och dës Kéier ëmgesat gëtt.

Wichteg ass, dat wëll ech awer däerfe betounen: Ech wär frou, wann d'Regierung awer eppes géif behäerzegen, well dat am gemeinsame Koalitiounsprogramm, am Regierungsprogramm drasteet. Do steet dran, dass, wann d'Gemenge sollen zousätzlech Aufgabe vum Stat kréien, dass se dann och mussen déi néideg Mëttele kréien, fir déi zousätzlech Aufgaben ze maachen. Dat muss an eisen Ae respektéiert ginn, well soss komme mer echt an Noutsituatioune bei eenzelne Gemengen eran! Verschiddener wäerten nach ëmmer net mierken, dass iwwerhaapt eng Kris war! Dat ass nun eben esou.

Fir vill Diskussiounen am Virfeld vun där Debatt huet och d'Aféierung vun enger Kontributioun, elo enger Steier vun 0,5% op de Revenue gesuergt. De facto ass dat eng progressiv Steier, ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen, well ech si mer net sécher, ob dee schrecklechen Ausdrock vun der „Immuniséierung" vum Mindestloun, ob jiddwereen dobaussen dat esou versteet.

Dat heescht also net nëmmen, dass déi Leit, déi e Revenu bis zum Mindestloun hunn, déi dote Steier net brauchen ze bezuelen, mä et heescht och, dass all déi aner, déi driwwer leien, bis zu engem gewëssene Montant, zu deem Montant vum Mindestloun, net besteiert ginn, an nëmmen doriwwer besteiert ginn.

Dat heescht also de facto, dass, wann een en duebele Mindestloun zum Beispill verdéngt, dass een dann 0,5% bezilt. A wann ee ganz, ganz vill verdéngt, da läit ee knapp ënner 0,5%. 0,5% wäert souguer keen erreeche mat deem dote System, well ëmmer e ganz klengen Deel vum Revenu exonéréiert bleift.

Dës Steier, déi soll 2017 an déi allgemeng Steierreform opgoen. Si hëlleft, de Statsbudget an d'Gläichgewiicht ze bréngen, an erméiglecht, ënner anerem, eng ambitiéis Familljen- a Kannerpolitik, wou ech jo och gesot hunn, dass do méi Gelder an deenen nächste Jore wäerten investéiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Op dës Einnahm verzichten, op all zousätzlech Steier verzichten, heescht, méi déif Aschnëtter bei den Ausgaben ze tätegen, also regelrecht Austeritéitspolitik ze maachen. Wat dës Regierung mam 2015er Budget net mécht! Wien dat wëllt, wien also déi doten zousätzlech Einnahme refuséiert, dee muss gläichzäiteg, am selwechten Otemzuch soen, wéi an duerch wat fir eng Aspuerungen en dat da wëllt ersetzen. Wann en dat net mécht, dann hëlt en a Kaf, dass mer eis weider musse verschëlden. Dat wëllt jo, anscheinend, keen hei an dësem Haus.

An all deenen, déi mengen, si géifen un där Steierlaascht elo do zerbriechen, un deenen 0,5%, déi keng 0,5% sinn, wëll ech nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen, dass mer hei an dësem schéine Land Lëtzebuerg bis an d'Mëtt vun den 80er Joren eng Akommesbesteierung haten - dat war nach zu Zäite vum Pierre Werner -, eng Akommesbesteierung haten, wou de

marginalen Taux, also den Héchststeiersaz, bei iwwer 50% louch! Wou sech drop grefféiert huet eng Solidaritéitssteier vun 10%, op der Steier, wou mer also un déi 60% marginal Besteierung hei zu Lëtzebuerg haten! Dat war Mëtt den 80er Joren.

Mir sinn der Meenung, dass d'Steierlaascht hei zu Lëtzebuerg akzeptabel bleift, ouni der Iwwerzeegung ze sinn, dass eise Steiersystem u sech absolut gerecht ass. Mir wëllen e perfektionéieren. A grad bei der TVA - do däerf een awer och nach eng Kéier drun erënneren - bleift Lëtzebuerg dat Land an Europa mat dem niddregste Regelsteiersaz an och mat där gréisster, där breetster Assiette eigentlech, wat den niddregste Steiersaz ugeet, bei eis hei vun 3%.

Eng interessant Neierung am Budget respektiv am Budgetspak ass d'Äféierung vun engem Statsfong, vun engem Fonds souverain. Och dat ass eng Iddi, déi net nei ass, déi ëmmer erëm, ënner anerem och emol vun deem engen oder deem anere Rapporteur, och sozialistesche Rapporteur, hei virbruecht ginn ass an déi awer op wéineg Géigeléift ëmmer gestouss ass an de viregte Regierungen, fir esou eng net affektéiert Reserv ze schafen.

Et ass jo eigentlech dat: eng net direkt affektéiert Reserv ze schafen, déi hei déi Partikularitéit huet, dass se och nach während enger Rei vu Jore soll blockéiert sinn. Wa sech déi sukzessiv Majoritéiten hei an der Chamber dorunner halen! Well e Gesetz kann een natierlech erëm eng Kéier duerch en zweet Gesetz réckwierkend maachen (veuillez lire: réckgängeg maachen). Mä d'Iddi ass et schonn, an dësen Zäiten emol eppes lues a lues ewechzeleeë fir déi nächst Generatiounen! Dat ka kee Feeler sinn! Dat ka kee Feeler sinn, dass mer net alles hei verbroden, mä emol vu virera soen: „Ma neen, dat dote leeë mer a priori direkt emol op d'Säit", wa mer de Budget opstellen, an dass mer kucken, dass do esou eppes entsteet, wat emol och een hei genannt huet „en Apel fir den Duuscht". Well deen hu mer net méi!

Déi Äppel fir den Duuscht, déi hate mer. Déi hate mer Ufank 2000 nach, mat de Réckstänn, risege Réckstänn bei der Besteierung vun de Betriber a bei och risege Reserven, déi deemools nach an den eenzelnen Investitiounsfonge vum Stat waren. An déi sinn opgebraucht. Déi hu mer all gemeinsam mat opgebraucht.

Fir d'Éischt mat de Steieren ass et lassgaangen. Dat huet emol enger Majoritéit - deemools ware mer emol net derbäi - erméiglecht, fir iwwert d'Ronnen ze komme vun 2004. Dir wësst jo, dass 2004 nach ëmmer an der Budgetsgeschicht vu Lëtzebuerg dee Budget oder dee Kont ass, wou de Stat dee gréissten Defizit hat. Net an den absolute Krisejoren 2009, 2010. Neen, et war deen 2004er Budget, wou och nach esou munch Kaddoen an deem Wahljoer nach komm sinn, wou et lafe gelooss ginn ass a wou mer eigentlech dee gréissten Defizit hei zu Lëtzebuerg haten.

Mir waren net derbäi, mä et hätt eis och kënne geschéien. Et bleift...

(Interruptions et hilarité)

Et bleift also, dass et richteg ass, dat doten op d'Säit ze leeën. Wann ee kuckt, wéi dee Fonds de compensation géréiert gëtt, wat do awer vu Rendit eigentlech ausfält, mengen ech, dass souguer, wann ee kuckt, wat awer haut d'Emprunte fir Staten, déi an engem Triple-A sinn, a souguer drënner, op fënnef Joer ausmaachen, mengen ech, misst ee kënne souguer erreechen, dass mer effektiv manner missten eigentlech Zënse bezuele beim Emprunt wéi dat, wat mer schlussendlech awer als Rendement eis kënne mëttelfristeg erwaarden an esou engem Fong, deen no 20 Joer dann, wann iergendwéi eng kleng Rendit entsteet, kéint bei mindestens 1,5 Milliarden Euro landen.

Dir Dammen an Dir Häre, et kann ee gären dëser Regierung virwerfen, heiansdo hektesch an erratesch ze agéieren. Haut gesi mer, dass dat och der Oppositioun virkënnt. Dat weist awer an eisen Aen, dass se...

(Interruption)

Neen, net einfach wëllt stoe bleiwen!

...dass se emol och u Lëtzebuerg an de Lëtzebuerger e bësse rëselt. An e bësse rëselen, dat ass schonn net schlecht. Mir musse just oppassen, dass se et net ze hefteg mécht.

Une voix.- Dir rëselt déi Falsch!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech menge schonn, dass et wichteg ass, dass een eng Rei vun Dépensë kritesch a Fro stellt, fir ze décidéieren, munches erëm weiderzefëieren, mä eenzel Saachen anescht ze maachen, e puer Stéck falen ze loossen. Et ass deen Exercice, deen ech mer gewënscht hätt, dass mer en hätte kënnen zesumme maachen, mä deen elo dës Majoritéit muss eleng maachen, well d'Oppositioun, well se déi nächst Wahlen am Visier huet, dat Spill do net wëllt matmaachen a léiwer motzt a léiwer kritiséiert, Neen seet zu allem, wat kënnt, an net richteg dat do mécht.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hat Der eis gefrot, Här Bodry, ob mer et wëlle matmaachen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn Iech virun zwee Méint...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...gefrot, an den Här Wiseler hat souguer nach gutt Absichten, well en ugekënnegt huet, déi lescht Woche géifen eng Rei vu Virschléi kommen. Mä déi gutt Absichte si lettre morte bliwwen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...wéi de Budget déposéiert war.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, d'Diskussioun geet jo vill weider. Et ass jo net esou, dass all Décisiounen elo gefall sinn an deene leschten Deeg oder mat deem Vote hei vum Budget géife falen. Ech mengen, d'Diskussioune gi weider an da gesäit ee jo, ob déi eenzel Parteien...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir huelen Är Offer un, Här Bodry, mir huelen d'Offer un!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ob déi eenzel Parteien do bougéieren oder ob se dat net maachen.

Dëse Budget ass also an eisen Aen den Ausdrock vun enger neier Politik, enger Politik, déi net fäert, Gewunnechten ze stéieren, déi Traditionelles kritesch a Fro stellt, fir Neies opzebauen. Dat ass ongewinnt zu Lëtzebuerg. Mir sinn awer der Meenung, dass den Eescht vun der Situatioun - deen huet net geännert -, dass deen e behäerzt Handele verlaangt, och wann dat momentan zu Onrou féiert. Mir si sécher, dass op laang Weil dat doten och wäert zu Versteesdemech an der ëffentlecher Meenung féieren.

D'Regierung huet och bewisen - wann och vläicht e bësse spéit, mä en fait ass et jo nëmmen d'Resultat, wat zielt -, dass se de Sozialdialog net scheit an dass se virun allem et fäerdegbruecht huet, duerch déi néideg Flexibilitéit, och bereet ze sinn, iwwert den eegene Schiet ze sprangen an deem engen oder anere Punkt, dass se et fäerdegbruecht huet, engem haarde Sozialkonflikt aus dem Wee ze goen. Lëtzebuerg ass net d'Belsch! Weder wat den Inhalt nach wat d'Ausriichtung vun der Politik ugeet, och net, wat d'Zesummesetzung vun der Majoritéit ugeet, an och net, wat den Zoustand vum Sozialdialog ugeet.

An ech si frou an dësem Fall, dass mer net d'Belsch sinn, mä dass mer hei zu Lëtzebuerg sinn, wou et nach ëmmer méiglech ass, sech zesummenzesetzen an Accorden ze fannen! An dofir: Ee vun deene raren Atouten, déi mer hunn, och wat d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert ugeet, dat ass de soziale Fridden. Deen Atout ass heimadder net op d'Spill gesat ginn! Deen Atout ass intakt no deenen Diskussiounen, déi mer ronderëm de Budget 2015 haten. Et ass eigentlech erstaunlech...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Deen ass wichteg.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass wichteg.

Mä et ass awer erstaunlech, dass ech e bëssen esou den Androck kréien, dass déi Leit, déi net midd si ginn, déi lescht Wochen ze soen: „D'Regierung, de Sozialdialog!" - de Sozialdialog, quitte dass dee futtigaangen ass ënnert der viregter Regierung, an ech si gär bereet, eng Kéier driwwer ze schwätzen, firwat; ech hunn och do meng Meenung dozou! - mä dass dee Sozialdialog schlussendlech eppes ginn ass, dat schénge se iergendwéi ze bedaueren. Dat passt net méi esou richteg an dat Bild eran, wat se wollten zeechne vu Konfrontatioun vun dëser Regierung an dëser Majoritéit mat der ëffentlecher Meenung hei zu Lëtzebuerg. Deem ass net esou! De soziale Fridden ass fir d'Éischt gerett! Dat ass e ganz wichtege Punkt.

Virun allem awer, an do wëll ech schléissen, ass an eisen Aen dëse Budget - dat ergëtt sech aus senge politeschen Akzenter, aus enger gewëssener Visioun, déi hannert deem Dokument hei stécht - net d'Resultat vun enger renger buchhalterecher Logik. Et ass e politescht Dokument! E setzt politesch Prioritéiten, e setzt och d'gesellschaftlech Akzenter vun dëser Koalitioun. Et ass e klore Beitrag zu méi nohaltegem Wuesstum, zu méi Beschäftegung an zur Ofsécherung vun eisem Sozialsystem.

D'LSAP wäert déi zwee Projete stëmmen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Henri Kox fir déi gréng. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, Budgetsriede ginn net nëmme gehalen, fir plakeg Zuelen ze kommentéieren. Si gi virun allem gehalen, fir d'Politik vun der Vergaangenheet, der Géigewaart a virun allem der Zukunft ze beschreiwen an ze deiten. D'Deitungshoheit an d'Gewiichtung vun dësen Zuele läit dann natierlech ëmmer beim jeeweilege Riedner, fir zu senger eegener Interpretatioun ze kommen.

Dobäi gëtt gären iwwersinn, dass een op Basis vum selwechten Zuelematerial duerchaus verschidden Interpretatiounen a Meenunge vertriede kann. Dat hu mer jo elo scho vidrun héieren.

Als geléierte Maschinnebauingenieur hu mech Zuele schonns ëmmer faszinéiert. Zuele beschreiwen am Ingenieurskontext keng Suen, mä iwwert de Wee vun enger Abberzuel vu wëssenschaftleche Formelen de Fonctionnement vun enger Maschinn. Et ass dank dësen Zuelen e Fonctionnement, dee Schratt fir Schratt novollzéibar an iwwerpréifbar ass. Ouni dës wëssenschaftlech Approche géif keen Auto kënne fueren, kee modernt Gebai kënne stoe bleiwen. Fir dës zolidd Approche brauch een am Virfeld eng genee Analys.

Finanzzuele sinn ähnlech, an dach si se ganz anescht! Bilanszuele si prezis, novollzéibar a sti fest. Hir Interpretatioun ass deemno méi einfach. An dofir, ech schléisse mech och nach eng Kéier dem Virriedner, dem Här Bodry, un, fir dem Finanzminister nämlech fir d'Gestioun vum Kont, déi mer elo kennegeléiert hunn, och vu menger Säit oder vun der grénger Fraktioun e Merci ze soen, fir déi gutt Gestioun vum leschte Joer.

Budgetszuele vun engem Joer ze deiten, ass scho méi komplizéiert. Pluriannuel Budgetszuelen opzestellen an ze deiten, ass dogéint vill méi schwéier an definitiv guer net méi mat mengem uganks erwähnte Bild vun enger Maschinn ze vergläichen. Bei pluriannuellen Zuele ginn et eng Abberzuel vun deelweis berechebaren an deelweis onberechebare Facteuren, déi sech op d'Resultat auswierke kënnen. An dësem Sënn hänken d'Zuele vum Budget a speziell vum pluriannuelle Budget, dee mir dëst Joer fir d'éischte Kéier hei an der Chamber diskutéieren, och ëmmer vun de Wuesstumsprognosen of.

Wien Upassung vun de Wuesstumszuele seet, seet och Upassung vun de Budgetszuelen. Dat wäert sech och an der Zukunft net änneren. Déi vill verschidde Facteuren a Stellschrauwe wäerten och an der noer Zukunft net fix bleiwen, well dofir de Moment d'Spannungen op der Welt einfach ze grouss sinn.

Wie weess schonn, wéi eis Weltwirtschaft an dräi oder véier oder fënnef Joer ausgesäit? Wie weess schonn, wéi déi international Konflikter an der Welt wäerte weidergoen? Wie weess schonn, wéi genee d'Rohstoffpräisser an dem Energiesecteur sech an der Zukunft wäerten entwéckelen, speziell och den Uelechpräis, dee jo de leschte Freiden, wéi mer schonn alleguerten hei matgedeelt kruten, op 60 Dollar de Barrel gefall ass? A wie weess schonn - an do si mer jo schonn des Laangen an der Budgets- a Finanzkommissioun amgaang driwwer ze diskutéieren -, wie weess scho, wéi et am Dossier LuxLeaks weidergeet?

Neen, op all déi Froe ka kee genau äntwerten. D'Konklusioun doraus ass ganz kloer: Well d'Rahmebedingunge fir dëse Budget a fir eis Lëtzebuerger Situatioun... An do kënnt derbäi, dass mer déi 600 oder 700 Milliounen dëst Joer manner am E-Commerce hunn - an do muss een awer och drun erënneren, dass säit 2006 oder besser gesot 2007 bekannt war, dass déi 700 Milliounen eis haut géife feelen -, soudatt mer dëst Joer eis mat där Situatioun hu missen ausenanersetzen. Et ass also soss keng aner Konklusioun iwwreg bliwwen, wéi fir sech virsiichteg an dëse Budget vun 2015 ze bewegen an natierlech doriwwer eraus an d'Budgete vun den nächste Joren.

Well dat esou ass, ass et wichteg, de Kanner hir Zukunft net wëllen ze hypothéquéieren an hinne just Scholden ze hannerloossen. Déi heiteg Kanner, mä och déi zukünfteg Kannergeneratiounen dierfen net Affer vum Egoismus vun der aktueller Generatioun ginn.

Well dat esou ass, hate mer elo etlech Joren, wou de Stat vill Suen hat. Vill Suen, déi allerdéngs och direkt nees ausgi gi sinn.

Well dat esou ass, wär et onverantwortlech, d'Suen och weiderhin ondifferenzéiert mat der Géisskan auszeschëdden.

Well dat esou ass, kann een net dat eent a säi Géigendeel förderen, ouni Rücksicht op Verloschter.

Well dat esou ass, musse mer eis elo ganz genee iwwerleeën, firwat a fir wien de Stat seng Sue soll ausginn.

Well dat esou ass, brauche mer en neien Zukunftsprojet fir Lëtzebuerg. Mir mussen iwwer eist Land an eis zukünfteg Entwécklung nodenken. A well dat kee Bluff ass, geet et mat engem Apel fir den Duuscht bäi Wäitem net duer.

D'Budgetsgesetzer mussen deemno der Ongewëssheet Rechnung droen. Alles aneschters ass, wéi gesot, onverantwortlech. Dës dräi Gesetzesprojeten, déi hei zur Diskussioun stinn an och deemnächst wäerte gestëmmt ginn, gi fir déi gréng déi richteg Äntwert op dës Ongewëssheet. Dofir wëll ech am Virfeld gläich am Ufank vu menger Ried d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zum Budget 2015, zum Budget pluriannuel 2015-2018 an zum éischten Deel vum Zukunftspak ginn.

De Budgetsrapporteur huet vun engem „roude Fuedem" geschwat. Ech géif haut derbäisoen: Et ass net nëmmen e roude Fuedem, et ass e blo-rout-grénge Fuedem, dee mer an dësem Budget zréckfannen.

D'Zil fir eis ass kloer: Och fir déi gréng heescht et, eng nohalteg Budgets- a Finanzpolitik opzebauen, ouni, wéi schonns gesot, eise Kanner a Kanneskanner duerch ze vill Scholden hir Zukunft ze hypothéquéieren. Déi Zukunft, déi aus grénger Siicht duerch deen ëmmer méi däitleche Klimawandel schonns méi wéi genuch hypothéquéiert ass!

D'Trajectoire, déi duerch den europäesche Stabilitéispakt virgezeechent ass, gesäit vir, dass eis Budgetskonsolidéierung bis 2018 praktesch erëm am Gläichgewiicht ass, am Équiliber. An dat hu mer jo och domadder erreecht, well d'Konsolidéierung ass mat dem Defizit, dee mer 2018 an der Administration centrale hunn, mat minus dräi (veuillez lire: minus 0,3%) praktesch am Équiliber. An et ass scho virdrun och hei nach eng Kéier vum Här Bodry widderholl ginn: Mir hunn eng gutt Zensur vu Bréissel kritt. A mir wëllen als Gréng net, dass dat nëmmen eng Doktrinn ass, mä domadder léisst sech awer an der Zukunft déi nächst Jore ganz gutt opbauen.

Iwwert de Wee an d'Zil ass schonns munches gesot a wäert och nach vill debattéiert ginn. Mir Gréng stinn awer ganz kloer zu dësem Zil. D'Erwaardungen un dës dräi Gesetzesprojete waren, souwuel wat d'Form wéi och den Inhalt ugeet, immens grouss. Dës grouss Erwaardunge sinn deels vu bannen, awer och vu baussen erugedroe ginn, soudatt et a sech schonns bal an der Logik louch, dass all déi Erwaardungen net konnten erfëllt ginn.

Erlaabt mer, hei e puer Bemierkungen zu der Form vun der Opstellung ze soen. Dës Koalitioun huet eng Rei nei Approchë bei der Opstellung vun de Budgetsprojeten agefouert. Dohier och d'Expressioun vun enger Budgetsopstellung „vun der neier Generatioun". Dass et sech u sech hei ëm e längerfristege Projet handelt, deen net kann an engem Joer ofgeschloss sinn, misst u sech jiddwerengem aliichten. Wichteg aus grénger Siicht ass, dass endlech mat esou enger Démarche ugefaange gouf. Eleng de Fait, dass a ganz ville ministeriellen an interministeriellen Aarbechtsgruppe Budgetsanalysen an och Budgetsproposen ausgeschafft goufen, weist, dass et sech hei ëm eng richteg Démarche handelt.

Dass net alles perfekt war, gouf och schonns vu menge Virriedner erwähnt. Jo, d'Netabezéiung vun de Sozialpartner um Ufank war vläicht net esou glécklech, konnt awer, an dat ass och scho vu menge Virriedner hei betount ginn, nach an der leschter Ligne droite duerchgezu ginn.

D'Regierung huet dës Feelentwécklung nach zurzäit erkannt an huet och déi néideg Démarchen a Verhandlunge gemaach. Dass en Accord tëschent der Gewerkschaft an der Regierung fonnt gouf, huet jo och bewisen, dass dës Regierung op Kriticke ka reagéieren an och deementspriechend e Sozialdialog nei an d'Liewe ruffen, wat jo och ganz richteg ass. An dee Korrektiv huet sech jo och schlussendlech an de Konsolidéierungszuelen zréckgespigelt.

Dëst huet allerdéngs zu méi oder manner Komplikatioune bei der Finaliséierung vun den entspriechende Rapporte gefouert. Ech mengen, meng Kolleegin Viviane Loschetter kann e Liddchen dovu sangen. Trotzdeem, mengen ech, sinn d'Rapporten awer duerch déi ganz gutt Aarbecht och an der Finanzkommissioun, an der Budgetskommissioun zu engem ganz gudden Ofschloss komm. E spezielle Merci fir déi zwee Rapporteuren, awer och fir d'Memberen aus der Kommissioun an och fir d'Sekretariat wëll ech hei emol ausspriechen. Ech kommen awer méi spéit nach eng Kéier dorobber zréck.

Ier ech awer elo zu der Deitung aus grénger Siicht kommen, muss ech awer nach eng Kritik trotzdeem lassloossen.

Ech sinn an éischter Linn méi wéi erstaunt driwwer, wéi dëse Budget an déi dorobber baséierend Politicke vun der blo-rout-grénger Regierung vum Fraktiounspresident vun der CSV hei beschriwwe goufen. Eng Beschreiwung, wéi wann déi Dammen an Häre vun der CSV nach ni eppes mat deenen Zuelen ze di gehat hätten!

E Gesamtbudget vum Zentralstat, deen haut 12.370 Milliounen Euro, sprách 13,3 Milliarden (veuillez lire: 12,3 Milliarden) Recetten opweist a bal 13.000 Milliounen Euro respektiv 13 Milliarden Ausgaben opweist, woubäi sech den Defizit am Zentralstat am Budgetsjoer 2015 nach ëmmerhin op bal 600 Millioune wäert belafen.

95% bis 96% vun deenen Zuelen aus dësem Budget sinn haut d'Resultat vu 34 Joer CSV-gefouerter Regierung. Well, streide maache mer haut u sech just iwwert déi sprách 501 Milliounen, déi an de Verhandlungen als Restrukturatiounsbetrag mat de Gewerkschaften ausgehandelt goufen. Dat heescht also: D'CSV streit haut iwwer Zuelen, déi 4% vum ganze Budget ausmaachen, wou awer haut - an dat hunn d'Virriedner och nach eng Kéier betount - keng eenzeg Alternativ komm ass. Mir hunn e ganze Pak vun Zuelen iwwerholl, déi mer ganz kloer weider an enger gesondender Konsolidéierung an deenen nächste Jore wäerten huelen (veuillez lire: Mir hunn e ganze Pak vun Zuelen iwwerholl, déi awer och an den nächste Joren enger gesonder Konsolidéierung ënnerzu ginn).

Trotz dëse Spuermoossnamen, trotz dëse Moossnamen, déi gezu gi sinn, bleift awer nach am Zentralstat d'nächst Joer eng Schold iwwreg vun 1,7%. Dofir hätt een a sech fir d'Éischt emol e klenge Mea culpa missen hei vun der CSV erwaarden, ier mer eis an zukünfteg Debatten eragestierzt hätten.

Ech kommen nach op en anere Punkt ze schwätzen, deen och ganz grouss hypothéquéiert: Dat ass eis Statsverschëldung. Déi ass säit 2001 kontinuéierlech an d'Luucht gaangen, fir schlussendlech 2014 bei bal eelef Milliarden ze leien. Eng Pro-Kapp-Verschëldung vu sage und schreibe 20.000 Euro fir jiddwer Lëtzebuerger!

Dëst ass net d'Resultat vun der neier blo-rout-grénger Regierung, mä eng schwéier Hypothéik, déi Dir eis hannerlooss hutt! A wa mer déi Restrukturatiounsmoossnamen net gefouert hätten, wär d'Schold nach weider geklommen. Esou brénge mer et zumindest fäerdeg, wann ech mer d'Trajectoire hei ukucken, dass mer 2018 bei nach 12,7 Milliarden trotzdeem nach wäerte bleiwen.

A wat nach vill méi schlëmm ass: Mir hu wuel déi héich Scholden, derbäi kënnt, dass mer all Joers haut schonn 200 Milliounen un Zënse musse bezuelen. Dat sinn am Schnatt bal eng hallef Millioun den Dag. En Apel fir den Duuscht, huet et ëmmer geheescht, wär zréckgeluecht ginn. Dee war ganz séier opgiess. Méi wéi eng Drëps op de waarme Stee war dat net.

Et hätt ee missen net nëmmen een Apel, mä eng ganz Récolte vun Äppel zréckleeën, esou wéi den Här Bodry dat och gesot huet. An déi waren och do, mam Ënnerscheed, dass mir zumindest haut nach kënne soen: Deemools ware mer net derbäi gewiescht, fir deen Accord ze ginn. Ech erkläre mech. Am Joer 2001, wou mer praktesch keng Statsschold haten, war e Wirtschaftswuesstum vu bal 9% do. D'Keese ware voll an en Apel fir den Duuscht ass net zréckgeluecht ginn.

Schlëmmer nach: Mir hunn deen Apel, déi ganz Récolte un Äppel verdeelt. Nämlech, mer hunn eng Steierreform gemaach, wou mer eng Milliard deemools un d'Biergerinnen an d'Bierger verdeelt hunn. An déi Milliard, hu mir deemools gesot: Wann ech gelift haalt se zréck an deelt se net direkt einfach esou aus, a maacht domadder en neie Fong op.

Deemools ware mir déi eenzeg, déi dozou Stellung geholl hunn an och deem net zougestëmmt hunn. Deemools wär de richtege Moment gewiescht, fir dann deen intergenerationelle Pak oder Zukunftsfong an d'Liewen ze ruffen. Dat ass deemools verpasst ginn. Mä nichtsdestotrotz, haut ass et endlech esou wäit, dass mer dat op de Wee kënne ginn.

Mä et sinn net nëmmen déi Scholden, déi eis d'CSV vun hirer laanger Regierungszäit hannerléisst, et sinn och an enger ganzer Rei vun anere Beräicher, wou Defiziter haut zréckbleiwen.

Ech wëll der e puer opzielen: Defizit an der Steierpolitik. Souguer de fréiere Statsminister huet nach viru Kuerzem gesot, dass en éischter mat verschiddenen Aktiounen op dat, wat mer elo amgaang sinn ze erliewen, hätt missen handelen (veuillez lire: reagéieren). Defiziter beim Logement, speziell beim soziale Logement. Defizit an der Mobilitéitspolitik, och do insbesondere wat d'ëffentlech Mobilitéitsinfrastrukturen ubelaangt. Defizit an der Ëmweltpolitik, Waasserpolitik, Biodiversitéit an zum Schluss en Defizit och an de Klimaschutzengagementer, déi mer nach mussen iwwerhuelen. Déi Lëscht kann ee roueg nach esou weiderfueren.

Här President, Dir Dammen an Hären, ier ech awer zu der eigentlecher Stellungnahm vun der grénger Fraktioun zum Budget an zum Pluriannuelle wëll kommen, an zum Zukunftspak, wëll ech awer fir d'Éischt nach de Rapporteuren en décke Merci ausschwätzen. Merci souwuel dem exzellente Rapporteur hei fir de mëndleche Rapport an der Chamber, mä och fir déi zwee Rapporten, déi d'Spigelbild vun den Diskussiounen zréckginn.

Dem Budgetsrapporteur Franz Fayot ass et gutt gelongen, déi finanziell Situatioun vum Lëtzebuerger Land a sengem schréftleche Rapport duerzeleeën. Budgetszuelen, déi eng däitlech Sprooch schwätzen. D'Zuelen aus der Vergaangenheet weisen e Bild vu Lëtzebuerg, wat net méi esou ka weiderfueren. Et ass net méi esou, wéi et emol war. Lëtzebuerg muss sech nei opstellen. E Weider-esou ass alles aneschters wéi responsabel.

Besonnesch déi sozial Analys vum Budgetsrapporteur weist op e groussen Handlungsbedarf hin. Ville vun eis hei am Land geet et gutt a wäert et och nach an den nächste Joren ëmmer weider gutt goen. Vill aner Matbierger liewe gläichzäiteg awer an enger ganz prekärer Situatioun. Den Här Fayot huet déi wichtegst Zuelen a senger Interventioun genannt an ech wëll se just ganz kuerz rappeléieren.

Och wann tëscht `96 an 2013 den Niveau de vie vun de Stéit generell an d'Luucht gaangen ass, esou ginn d'Ongläichheeten tëscht Aarm a Räich dach awer ëmmer méi grouss. Den Taux de risque de pauvreté läit 2014 bei 15,9%, 2012 waren et der nach 15,1%. Bei de Lëtzebuerger ass den Taux de risque de pauvreté 14,2%, a bei den Netlëtzebuerger ass de Risque bei 24,4%. Wat awer nach méi wichteg ass: Jonker vun null bis 17 Joer si besonnesch betraff. Bei hinne läit den Aarmutsrisiko bei 26%. Och monoparental Stéit, dat haaptsächlech elengerzéiend Mammen, si ganz besonnesch verletzlech. A bei hinne läit den Taux de risque de pauvreté bei dramatesche 46,1%.

Am Résumé kann ee soen: Wat ee méi jonk ass oder méi Kanner huet, wat den Aarmutsrisiko méi an d'Luucht geet. Mir kënnen hei ebenfalls nëmmen ënnersträichen, datt ganz groussen Handlungsbedarf an dësem Beräich besteet an eis Gesellschaft déi Realitéit endlech muss wouerhuelen, an dofir och d'Politicken entspriechend muss upassen. Ouni sozial Ëmverdeelung gëtt et keng Aarmutsbekämpfung. An ouni sozial Transferte wiere 45,3% vun der Populatioun vum Aarmutsrisiko betraff.

Och den Zoustand an der Wunnengsbaupolitik ass am Rapport vum Franz Fayot ganz gutt beschriwwe ginn a weist an deem Beräich op eng alarmant Situatioun hin. Och déi Situatioun ass net vun dëser Regierung verschëllt ginn. Och dës Regierung huet do eng schwéier Ierfschaft missen iwwerhuelen. De fréiere Premierminister huet net fir näischt scho viru Jore vun enger Failliteerklärung an der Wunnengspolitik geschwat.

Ech weisen dofir oder besser gesot virdrun... Ech muss Iech jo och net hei elo nach eng Kéier soen, wien dann all déi Jorzéngte virdru verantwortlech war fir d'Wunnengsbaupolitik. Ech weisen dofir elo net weider mam Fanger op een...

(Interruption)

...a wullen net onbedéngt an der Vergaangenheet, mä appelléieren un d'Verantwortung vun eis all. D'Wunnengspolitik ass eng Verantwortung, där mir eis all musse stellen. Dës Regierung ass sech däers och bewosst a wäert och konsequent an déi Richtung weiderschaffen. Als Gemengeresponsabel musse mer hei awer och op lokalem Niveau eis Responsabilitéit iwwerhuelen a mathëllefen, dës national Politik ëmzesetzen.

De Logement stellt zu Lëtzebuerg eng grouss Roll beim Aarmutsrisiko duer. Wa mer zu Lëtzebuerg 70% Propriétaires hunn, wat iwwregens an der EU-Moyenne ass, da sinn et bei deene Leit, déi vum Risque de pauvreté betraff sinn, just 42,8%. Den Defizit, besonnesch am soziale Wunnengsbau, ass enorm. A mir mussen dowéinst grad do investéieren.

De Pacte Logement hätt do missen de richtegen Impuls ginn, andeem de Stat zesumme mat de Gemenge fir déi néideg Relance vun där Politik hätt misse suergen. Deem ass awer net esou, well eng Rei Instrumenter an deem Pakt feelen.

Dat méi rezent Beispill vum Klimapakt mat de Gemenge weist, datt et och anescht geet. Ech wëll dofir kuerz op dräi Kritäre vun dësem Pakt agoen.

Dat Éischt ass d'kloer definéiert Zil, dat sech all Gemeng no enger participativer Approche aus engem virgeschriwwene Katalog ginn huet. Dat Zweet: eng finanziell an, wat ganz wichteg ass, eng logistesch Hëllefstellung vum Stat. An drëttens, wat gradesou wichteg ass: d'systematesch extern Évaluatioun, fir déi néideg Kurskorrekture kënnen duerchzeféieren.

déi gréng ënnerstëtzen dofir d'Regierung an hirer Beméiung, fir de Pacte Logement esou ze reforméieren, datt een niewent der finanzieller och méi eng logistesch Hëllefstellung kritt. Och déi systematesch Iwwerpréiwunge vun de Logementspoliticke spillen eng wichteg Roll a sollen net als Kontroll betruecht ginn, mä als néideg Hëllefstellung, fir d'Feelentwécklunge matzäiten ze erkennen a Kurskorrekture kënnen duerchzeféieren. Déi Erhéijung vun der Subventioun fir d'Gemengen, wa se an de soziale Wunnengsbau investéieren, vu 70 op 75% ass eng vun de Moossnamen, déi an déi richteg a gutt Richtung féieren.

Dem Viviane Loschetter, Rapportrice vum Zukunftspak, wëll ech e spezielle Merci am Numm vun der grénger Fraktioun ausschwätzen. Besonnesch d'Aart a Weis, wéi dëse ganz wichtege Projet konnt an de leschte Wochen iwwerschafft an och an der richteger Form duerch d'Instanze bruecht ginn, huet e spezielle Luef verdéngt. Ech wëll dofir kuerz nach eng Kéier déi wichtegst Zilsetzung vum Projet hei ernimmen, esou wéi d'Rapportrice dat och hei ausféierlech an hirem mëndleche Rapport gëschter duergeluecht huet.

Hei nach eng Kéier déi véier wichtegst Aussoen: den Zukunftspak als Instrument vun engem équilibréierte Budget; den Zukunftspak als Instrument vun der Promotioun an der Participatioun; den Zukunftspak als Instrument vun der Hëllefstellung fir déi nächst Joren; den Zukunftspak als Instrument vun der europäescher Gouvernance.

Jo, dësen Zukunftspak, dësen Zukunftsprojet ass net nëmmen op ee Budgetsjoer ausgeriicht, mä en ass op méi Joren ausgeriicht. Eng längerfristeg Ausriichtung, fir eis Statsfinanzen nämlech erëm op gesond Féiss ze stellen, ouni déi dräi Piliere vun enger nohalteger Politik a Fro ze stellen. Kee vun deenen dräi Piliere vun der Nohaltegkeet dierf bei der Sanéierung vun de Statsfinanzen a Fro gestallt ginn, weder de sozialen nach den ekonomeschen an och net den ekologesche Pilier.

Als Gréng kënne mer nëmmen d'Rapportrice derbäi ënnerstëtzen, fir hir virgeschloe Prozedur vun der Mise en œuvre vun den zukünftegen Zukunftspäck entspriechend ëmzesetzen, fir eng optimal Integratioun vun den entspriechende Politicken, souwuel an dem europäesche Kader wéi och an dem lëtzebuergesche Budgetskader fäerdegzekréien.

A virdrun ass mäi Virriedner, den Här Bodry, drop zréckkomm, datt et ganz wichteg ass, fir datt mer och déi Politicken esou gutt wéi méiglech an d'Budgetspolitik erakréien. An dofir kënne mer dat nëmmen ënnerstëtzen. A mir wäerte gemeinsam do mathëllefen, fir kënnen an déi Richtung ze goen. An dann ass och do d'CSV ëmmer gäre wëllkomm, fir matzeschaffen un deene weideren 258 Moossnamen an da kënnen hir konkret Proposen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech probéieren dann, a véier klenge Kapitelen nach eng Kéier méi konkret op d'Budgeten anzegoen. Ech wëll dofir fir d'Éischt d'Kris an Europa eng Kéier beliichten nach, dann natierlech och d'Auswierkungen op Lëtzebuerg, dann zum Budget, an zum Schluss nach déi eng oder déi aner Konklusioun.

D'Kris an Europa. D'Kris, déi 2008 duerch de weltwäite Crash op der Finanzwelt ugefaangen huet, ass nach net eriwwer. Och Europa huet seng Problemer nach bäi Wäitem net geléist. An och no méi wéi fënnef Joer sinn déi wesentlech Punkten nach net iwwerwonnen, dëst virun allem bei der Bewältegung vun der ganz héijer Aarbechtslosegkeet.

D'Austeritéitspolitik vun de leschte Joren huet d'Europäesch Unioun un de Rand vun der Inflatioun gefouert an de sozialen Ënnerscheed nach méi grouss gi gelooss. Besonnesch an de südleche Länner huet dës Politik zu ganz vill Misär gefouert an deelweis zu ganz explosive Situatiounen. Eng dramatesch Zounahm vun der Aarbechtslosegkeet ass säitdeem ze verzeechnen, an hei virun allem vun der Jugendaarbechtslosegkeet. D'Perspektivlosegkeet bei der Jugend ass dat Schlëmmst, wat een enger Gesellschaft kann undoen.

Vläicht just zur Vollständegkeet eng Rei offiziell Eurostat-Zuelen: D'Jugendaarbechtslosegkeet louch 2014 bei deene vu 15 bis 24 Joer bei enger Moyenne vun 21,6%. Spëtzereider, besser gesot, traurege Spëtzereider, ass dobäi Spuenien mat 54%. An zu Lëtzebuerg hu mir do och en traurege Rekord: 15,6%.

D'Ursaache vun der Jugendaarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg sinn u sech bekannt: E Manktum u professioneller Experienz; Capacitéiten, déi d'Erwaardunge vum Aarbechtsmarché net erfëllen; d'Ausbildungsmodeller an eisem Schoulsystem, déi net dem reelle Besoin um Aarbechtsmarché ugepasst sinn; an natierlech och d'Versoe vun der Schoul an hirer Funktioun als soziale Lift. Kanner aus benodeelegte Familllje lande mat enger vill méi héijer Wahrscheinlechkeet am Chômage wéi d'Moyenne vun eiser Kanner.

An hei setzt dann och déi nei - just eng kleng Klammer zu der Familljepolitik - Regierung un. D'Kannerbetreiung an d'Förderung schonn a jonke Joren sinn de Schlësselfacteur fir déi spéider schoulesch a berufflech Erfolleger.

Zousätzlech zu der héijer Aarbechtslosegkeet ass awer och nach en zweete geféierleche Phenomeen bei deene Leit ze gesinn, déi eng Aarbecht hunn, nämlech d'Zounahm vum „working poor"-Phenomeen. Och hei zu Lëtzebuerg ginn et Leit, déi net nëmmen een Job mussen ausüben, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, mä zwou Aarbechtsplaze mussen hunn, an dobäi nach ofhängeg si vun de Sozialhëllefen.

Ech wëll dann nach e puer Wuert zu den europäeschen Investitioune soen, well mer, mengen ech, ouni déi net aus där Austeritéitspolitik an der Deflatioun wäerte kommen. D'Politik vun der EZB huet zwar den Euro gerett, awer déi immens grouss Geldmeng, déi dobäi produzéiert gouf, gëtt net oder kaum produktiv agesat.

Et gouf an et gëtt nach ëmmer net genuch an d'Realekonomie investéiert. D'Investitiounspolitik ass an Europa nach ëmmer op engem vill ze vill niddregen Niveau. D'Investitiounspolitik bedeit, aus grénger Siicht, besonnesch déi Beräicher ze stäerken, déi eis nofolgend Generatiounen net hypothéquéieren, mä virun allem entlaaschten. Als Beispiller sinn et eng modern ëffentlech Mobilitéit oder eng nohalteg Energiewirtschaft, fir nëmmen déi zwee emol nach eng Kéier genannt ze hunn.

Dofir ass et awer och ze begréissen, datt den neie Kommissiounspresident en europäeschen Investitiounspak vun 300 Milliarde wëllt lancéieren, fir op deem Wee d'europäesch Wirtschaft erëm op Trab ze kréien. Géint wat mer eis awer mat aller Däitlechkeet ausschwätze wäerten, ass, wann e groussen Investitiounsdeel an déi falsch Energiepolitik investéiert gëtt.

D'Atompolitik domat wëllen ze förderen an domadder eise Kanner eng zousätzlech schwéier Hypothéik ze hannerloossen, kann net Sënn an Zweck vun dësem Investitiounspak sinn. Och d'Kippe vu wichtegen Ëmweltschutzinitiativen däerf net geschéien, esou zum Beispill wéi gëschter an der internationaler Press ze liese war, dee ganz wichtege Projet zu der Kreeslafwirtschaft. D'Réckféierung nämlech vu ganz wäertvolle Ressourcen an eis Produktioun zréck ass net nëmme wéinst der Ressourcëschounung a wéinst dem Ëmweltschutz wichteg, mä virun allem wichteg och, fir zukünfteg nohalteg Aarbechtsplazen ze kreéieren. Et mengt ee wierklech, zu Bréissel hätte se nach ni eppes héiere vu Plastik am Mier.

E puer Wuert nach zu der aktueller Situatioun um Energiemaart respektiv der Klimapolitik. Datt d'OPEC-Länner den Uelechpräis niddreg wëllen halen, ass grad aus eiser Siicht fir d'Energiepolitik dat falscht Signal, fir nämlech en Ëmbau vun den Energieinfrastrukturen hinzekréien. Datt mer vläicht kuerzfristeg eng Relance vun eiser Wirtschaft kënnen erwaarden, wann de Präis vum Uelech am Keller ass, ass vläicht elo richteg, mä längerfristeg bréngt dat eis weder wirtschaftlech nach klimatechnesch Virdeeler.

Eis Wirtschaftspolitik muss et endlech fäerdegbréngen, eng nohalteg Entkopplung vum wirtschaftleche Wuesstum an dem Energieverbrauch hinzekréien. All Investitiounen an Energieeffizienz wäerten ënner esou enger Uelechpräispolitik kaum nach getätegt ginn. An dobäi ass déi Investitiounspolitik méi wéi noutwendeg.

De massive Gebrauch vu fossilen Energië wäert zu weidere Verschlechterunge vun eisem Klima op der Welt féieren. E Klimawandel, deen haut schonns dramatesch Situatiounen op ville Plazen op der Welt hannerléisst. Nokucken ass keng Optioun, mä mir musse schnellstméiglech handelen.

Esou schlëmm d'Situatioun a puncto Krichsflüchtlingen haut och ass, esou ass dat, wat eis a puncto Klimaflüchtlingen erwaart, nach net auszedenken. Wéi sot den UNO-Generalsekretär op der Klimakonferenz zu New York virun e puer Méint: „Et gëtt kee Plang B, well et och kee Planéit B gëtt."

Ech hat d'Chance, d'lescht Woch op der UNO-Klimakonferenz zu Lima derbäi ze sinn a konnt mech bei ville Virträg an Témoinagen iwwert

de Klimawandel informéieren. E Klimawandel, an dat ass Fakt, dee vu Mënschenhand provozéiert gouf.

Och wann zu Lima net dee ganz grousse Worf erauskoum, esou sinn awer e puer wichteg Konklusiounen en préparation, géif ech soen, vun enger verbindlecher Klimakonferenz d'nächst Joer zu Paräis gezu ginn.

Wat mir d'nächst Joer zu Paräis wëllen, ass en ambitiéist Ofkommes, dat déi ënnerschiddlech Capacitéiten an déi verschiddenaarteg Responsabilitéite vun all eenzelnem Stat reflektéiert. Besonnesch d'Témoignagen aus den Anden, aus dem Gastgeberland Peru, hunn d'Dramatik vum Klimawandel beschtens beschriwwen. Esou sinn d'Anden-Gletscher an domat d'Séisswaasserreserven, grad a besonnesch déi vu Lima, an de leschten 30 Joer ëm 40% zréckgaangen. An e Stoppe vun dësem Réckgang ass leider net a Siicht.

Et ass mer nach eng Kéier méi bewosst ginn, dass besonnesch d'Industrielänner, an domat Europa an och Lëtzebuerg, eng ganz héich Verantwortung bei der Bewältegung an der Upassung vum Klimawandel hunn. Sozial Gerechtegkeet am eegene Land ass wichteg an och ganz richteg. Sozial Gerechtegkeet tëschent de räichen an den aarme Länner ass dogéint op ville Plazen existenziell!

Eppes, wat Lima awer och huet kënne vermëttelen, an net nëmmen duerch en exzellente Virtrag vun engem Al Gore, ass, dass déi erneierbar Energië vill méi schnell méi bëlleg gi sinn, wéi dat nach bei de gescheiterte Verhandlungen zu Kopenhagen geduecht gi war. Europa a Lëtzebuerg musse mat op där erneierbarer Schinn bleiwen. Länner wéi China an Amerika si schonns op der Iwwerhuelspur. De Marché ass enorm. Bei der Entwécklung zum Beispill vun der Elektrifizéierung vun Afrika ass immens vill och fir déi lëtzebuergesch an och fir déi europäesch Wirtschaft dran. Et sinn d'erneierbar Energien, déi dës Elektrifizéierung wäerten duerchféieren, ouni mussen iwwert de Wee vun deieren Infrastrukturen ze goen.

Europa muss deemno seng Politik nei iwwerdenken an och entspriechend upassen. Fir déi Politicken awer richteg kënnen unzepassen, sinn eng Rei vu Reflektiounen am Virfeld u sech duerchzeféieren. Eng éischt noutwendeg Reflektioun betrëfft d'Roll vum Stat oder vun de Staten, respektiv och d'Roll vum Lëtzebuerger Stat. Wéi eng Roll huet en am Beräich vun der sozialer Sécherheet? Wéi eng Roll huet de Stat bei der Innovatioun ze iwwerhuelen? Wéi eng Roll muss bei den Infrastrukture vum Stat iwwer wéi eng Moossnam iwwerholl ginn? D'Roll vum Stat bei der sozialer Ëmverdeelung. D'Roll vum Stat bei der Gesondheetspolitik. D'Roll vum Stat bei de Schoulinfrastrukturen. D'Roll vum Stat bei den Altersheimer, der Telekommunikatioun, de Verkéiersinfrastrukturen.

Fir dëst alles kënnen ze bewältegen, brauch de Stat Moyenen, brauch de Stat Suen, ouni déi dës Politicken net kënnen ëmgesat ginn. Laut der OECD sinn dat am Schnëtt ëm 35% Steiereinnahmen, déi de Stat dann och brauch. Dës Reflektioun solle mer benotzen, fir en neit Bewosstsäin an eiser Gesellschaft ervirzebréngen. Ouni dëst Bewosstsäin iwwert d'Roll vum Stat ka sech och eng Gesellschaft net weiderentwéckelen.

Dëse moderne Sozialstat gëtt et natierlech net zum Nulltarif. Deemno musse mer eis dann och Steierfroen an d'Froen zur Steiergerechtegkeet stellen, esou d'Fro iwwert d'Relevanz vu Steierrecetten, iwwert déi iwwerdriwwe Steierkonkurrenz an der Europäescher Unioun oder och nach weltwäit, iwwert d'Legitimitéit oder d'Illegitimitéit vu Steieraktivitéite vu Lëtzebuerg, déi derzou bäidroen, deels d'Steierrecettë vun eisen Noperen ze ënnergruewen.

Et ass net fir näischt, dass eng weltwäit grouss Diskussioun iwwer gerecht Besteierung entstanen ass. Mir wëssen, dass et och hei zu Lëtzebuerg erschreckend vill Leit gëtt, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen. D'Zuelen hunn ech virdru genannt. A mir wëssen och, dass déi Situatioun nach vill méi dramatesch wär, wa mer net déi vill a gutt Sozialtransferten hätten. A mir wëssen och, dass mer eis e Sozialstat just kënne leeschten, wa mer als Stat genuch Steierrecetten erakréien.

Et ass och richteg, dass déi Räich ëmmer méi räich ginn, an et ass och richteg, dass ëmmer e méi groussen Deel vun de Steiergelder iwwert d'Lounsteier erakënnt a manner iwwert d'Betribssteier.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eis an Europa an doriwwer eraus, duerch eng LuxLeaks-Affär natierlech beschleunegt, endlech mat der Steiergerechtegkeet och befaassen. Fir dohinnerzekommen, brauche mer awer e gemeinsamen europäeschen Effort, bei deem all Memberstate matzéie mussen. Déi europäesch Steierpolitik gëtt nämlech net eleng hei zu Lëtzebuerg gemaach, mä zu Bréissel an an de groussen Haaptstied. Lëtzebuerg huet wuel an de leschte Méint e groussen Effort gemaach, fir sech mat EU-Regelen an OECD-Standarde konform ze setzen, mir sinn awer leider nach laang net aus dem Fokus eraus.

déi gréng kënnen d'Démarche vum Finanzminister hin zu internationale Standarden nëmmen ënnerstëtzen! Et ass och am Intérêt vun eiser Finanzplaz, wou qualitativ eng ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt, dass mir net weider international negativ um Pranger stinn. An duerfir stinn och déi gréng ganz kloer hannert den Initiativen, fir weider an déi Démarchen ze goen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen dann zur Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Och Lëtzebuerg huet d'Kris nach net iwwerwonnen an ass och nach laang net aus dem Lach eraus. Meng Virriedner si schonns ausféierlech op d'Analys iwwert déi finanziell Situatioun agaangen. Besonnesch d'Rapporteuren hunn an hire jeeweilege mëndleche Rapporten d'Situatioun ganz gutt beschriwwen, soudass ech dat elo net nach eng Kéier hei muss widderhuelen.

Dass Lëtzebuerg duerch eng ganz oppen Ekonomie charakteriséiert ass, ass och net nei! Säit jeehier ware mer vun auslänneschem Geld an Humankapital ofhängeg. De Wuelstand hat laang Zäit op eiser Eisenindustrie berout a mir haten et fäerdegbruecht, dass mer dëse Réckgang vun der Eisenindustrie duerch den Op- an Ausbau vun engem haut ganz staarke Finanzsecteur konnte méi wéi opfänken.

Net eréischt zënter LuxLeaks wësse mer, dass d'Zäite vun de raffinéierte Finanznischepoliticken hirem Enn entgéintginn. Ech mengen, mir haten Zäit genuch, aus den Nischevirdeeler Kompetenzvirdeeler ze maachen. Jo, Lëtzebuerg huet et an der Vergaangenheet ëmmer fäerdegbruecht, Nischen ze besetzen an auszebauen. Dës Nischepolitik huet och besonnesch an de leschten 20 Joer zu enger staarker Zounahm vun Aarbechtsplaze gefouert. Aarbechtsplazen, déi zu engem ganz groussen Deel duerch d'Migratioun respektiv d'Grenzpendler besat konnte ginn.

Och an der Zukunft wäert dat esou sinn. D'Prognose vum Aarbechtsmarché ginn nach ëmmer vu folgenden Hypotheesen aus: 2015 sinn et ëm 2%, an doriwwer eraus wäerte mer eis an deeneselwechte Prozentsätz weiderentwéckelen. Dass mer do erëm op auslännesch Aarbechtskräfte musse setzen, liicht jiddwerengem an. Leider ass awer parallell zu dëser Zounahm vun Aarbechtsplazen de Chômage hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen. D'Zuel, déi ech virdru genannt hunn, ass schonns erschreckend. Mat 15,6% Jugendaarbechtslosegkeet leie mer nach relativ gutt am europäesche Verglach, mä fir all eenzelne Fall ass dat eng Katastroph!

Jo, eise Bildungssystem bréngt et net méi fäerdeg, all eise Kanner déi néideg Formatioun unzebidden, fir um Aarbechtsmarché kënnen ze réusséieren. Mir hu säit Laangem en Décalage tëschent den ugebuedenen Aarbechtsplazen an de Chômagezuelen. Vill vun eise Jugendlechen hu leider net déi richteg Ausbildung, fir déi sëllechen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze besetzen. Am schlëmmste Fall, an dëst leider mat steigender Zuel, falen dës Jugendlech duerch eise Schoulsystem an hunn iwwerhaapt keen Ofschloss.

Mat dëser Evolutioun um Aarbechtsmarché, dat heescht mat der héijer Zounahm vun Aarbechtsplazen an der dorun hänkender héijer Migratioun, huet eise Schoulsystem net méi Schratt gehalen. D'Schoul vun haut passt deemno net méi op déi ekonomesch Realitéit. Folgerichteg ginn déi Aarbechtsplazen net méi vun eisen Awunner besat, mä mat Awunner aus der noer bis mëttelnoer Grenzregioun.

Ouni de Lëtzebuerger Schoulsystem a senger Ganzheet wëllen ze analyséieren, wéilt ech just een Aspekt eraushuelen, deen ech selwer als Jugendlechen, deen den zweete Bildungswee ageschloen hat, a spéider als Prof an engem technesche Lycée, dem Arts et Métiers, konnt erliewen, nämlech déi gesellschaftlech Unerkennung vun den handwierkleche Beruffer.

Säit der Reform vun 1979 iwwert d'Aféierung vum Lycée technique ass de Stellewäert vun der Beruffsausbildung net vill weiderkomm. D'Beruffsausbildung ass net eng Ausbildung vum zweete Choix!

De Respekt an d'Unerkennung vun engem handwierkleche Beruff muss gradesou e grousse Stellewäert an eiser Gesellschaft hunn a kréien, wéi d'Redakteschcarrière an enger Verwaltung. Dobäi si besonnesch an deene Beruffer vill Aarbechtsplazen an de leschte Joren, och hei zu Lëtzebuerg, geschafe ginn.

D'Reform an der Beruffsausbildung muss dofir mat aller zilorientéierter Konsequenz weidergefouert ginn. Mä net eleng déi! Eng Campagne nom Motto: „De Lycée technique, deen anere Lycée" aus dem Ufank vun den 90er Jore muss dofir erëm an d'Wee geleet ginn. Déi däerf awer net erëm no e puer Joer ofgebrach ginn, soudass dat erëm no e puer Joer eriwwer ass. Ouni längerfristeg ugeluechte Campagnë kréie mer de Mentalitéitswandel an eiser Gesellschaft net hin.

Här President, Dir Dammen an Hären, lieft Lëtzebuerg iwwer seng Verhältnisser? Muss sech Lëtzebuerg net nëmmen an der Finanzpolitik un déi nei Gegebenheeten upassen? Deen een oder anere Riedner huet schonn erwähnt, dass mir eisen héije Wuelstand vläicht net méi kënnen an deem Mooss oprechterhalen. D'Analysen, déi an deenen zwee Rapporte gemaach goufen, schwätzen do eng ganz kloer Sprooch. Och wann et ganz schwéier ass, wäit an d'Zukunft wëllen ze kucken, musse mer eis grondleeënd Gedanken doriwwer maachen, wéi mer d'Zukunft vun eisem Land wëlle gestalten.

Finanziell hu mer als Land an als Gesellschaft iwwer eis Verhältnisser gelieft an hunn dëst och nach deels op d'Käschten net nëmme vun anere Länner gemaach, mä och vun der zukünfteger Generatioun gemaach. Dobäi hu mer dann och nach nogekuckt, wéi ëmmer méi vu Matbierger kee Stéck vum Kuch matkruten an an d'Aarmut ofgerutscht sinn.

Dat alles an enger moderner Demokratie, an enger solidarescher Gesellschaft, ass onwierdeg. En Ëmdenke wär méi wéi ubruecht a géif eis och gutt zu Gesiicht stoen.

Mir hunn an de leschte Joren eis finanziell Ofsécherung op e puer ganz prekär Nischen opgebaut, déi haut zesumme bal 45% vun eisem Gesamtbudget ausmaachen. Recetten, déi op wacklege Féiss stinn. Dëst Verhältnis wäert an der Zukunft net méi esou bleiwen.

déi gréng sinn der Iwwerzeegung, net eréischt zënter der LuxLeaks-Affär, dass de Lëtzebuerger Modell net méi esou kann oprechterhale ginn. Mir brauchen eng Kurskorrektur. Éischt Elementer vun der Kurskorrektur liwwert den Zukunftspak. Och wann dat lescht Wuert nach net geschwat ass, esou ginn d'Iwwerleeungen an dësem Zukunftspak awer an déi richteg Richtung. 258 Mesurë goufe vun der Regierung identifizéiert. Et wäerten der sécherlech nach e puer derbäikommen an et wäerten der och sécherlech e puer ewechfalen.

Wichteg aus grénger Siicht ass, dass mer dës Strategie bäibehalen a konsequent am Sozialdialog, mat all de Partner, déi grouss Erausfuerderungen hei uginn.

Mä Lëtzebuerg lieft net nëmmen an de Finanze schonns laang iwwer seng Verhältnisser, mä och an anere Beräicher. An dat si besonnesch déi Beräicher, déi eppes mat der Ëmwelt an Natur ze dinn hunn: Loft, Waasser a Buedem. Mat deenen Elementer gi mer net grad zimperlech ëm! Den ekologesche Foussofdrock vun eisem klenge Land ass dofir och enorm. Haut verbrauche mer fënnef- bis sechsmol méi Ressourcen, wéi Lëtzebuerg sech selwer kann op sengem Territoire liwweren.

Wa jiddwereen op der Äerd esou géif liewen, da bräichte mer fënnef, sechs Planéiten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mir mussen eis deemno och méi verstäerkt mat deene Politikfelder ausenanersetzen.

Éischt Usätz sinn do, mä d'Defiziter sinn enorm. Den allgemengen Zoustand vun der Ëmwelt huet sech an de leschte Jore leider verschlechtert, och wann et an eenzelne Beräicher liicht Verbesserunge goufen. D'Waasserproblematik ass dobäi just d'Spëtzt vum Äisbierg! Den Accident mam Metazachlor huet dat leider androcksvoll bewisen.

Dofir gouf et héich Zäit, dass mer net méi iwwert de Präis vum Waasser schwätzen, mä endlech iwwert d'Qualitéit. D'Ëmweltministesch ass do mat hirem Statssekretär um richtege Wee. Et geet nämlech just iwwert d'Zesummenaarbecht mat anere Ministèren a Servicer.

A vill Rapporte gëtt den Zoustand vun eiser Ëmwelt beschriwwen. Ech wëll dofir just op e puer Zuelen aus dem Rapport vum Observatoire de l'Environnement hiweisen: 50% vun de Mammendéieren a 60% vun den Amphibien a Fëschaarten zu Lëtzebuerg si bedrot, virun allem, well hir Liewensraim zerstéiert oder staark entwäert gi sinn.

Et bleift nach vill ze dinn an d'Auer tickt. Lëtzebuerg wäert d'nächst Joer besonnesch am Klimaschutzberäich am Fokus stoen. Dann nämlech, wann zu Paräis en neie Kyoto-Protokoll ënnerschriwwe soll ginn, huet Lëtzebuerg d'EU-Présidence. Net nëmme muss et do endlech zu engem neien Accord kommen, deen all d'Länner wäert mat an d'Boot huelen, mä Lëtzebuerg wäert och do am Fokus stoen a mir wäerten no eise Klimahausaufgabe gefrot ginn.

Dofir waren d'Verhandlungen zu Lima deementspriechend schwéier, well drop higeschafft gouf, all Länner mat an d'Boot ze huelen.

Eis Ziler, déi mir eis ginn hunn, si besonnesch am CO_2-Beräich nach ëmmer ganz schwéier ze erreechen. An dobäi ware mer bei der Ënnerzeechnung vum Kyoto-Protokoll 1997 ënnert dem Reduktiounszil vun 28% CO_2-Reduktioun bis 2020, nämlech bei minus 30%. Och do léisst sech de Verglach erëm mat de Scholde vu Lëtzebuerg maachen. Statt eng wäitsiichteg Politik schonn deemools an d'Wee ze leeden, ass alles lafe gelooss ginn, mam Resultat, dass den Transportsecteur mat 50% de gréissten Emittent vum CO_2 hei am Land ass an eist CO_2-Reduktiounszil bis 2020 nëmme ganz schwéier kann erreecht ginn.

E leschte Punkt, deen ech nach wollt uschwätzen, ass dee vun der Mobilitéit an der Landesplanung. An der Mobilitéit mécht déi heite Regierung endlech Neel mat Käpp a setzt kloer Prioritéiten. An dat ënnerscheet eis vun der viregter Regierung, wou zwar schonns munneches ausgeschafft gouf, mä wou keng kloer Linn ze erkenne war.

(Interruptions diverses)

De Minister François Bausch huet eng kloer Linn. An dat heescht, ëffentlechen Transport! An do leien déi grouss Investissementer an den nächste Joren. Zum Beispill bei ronn 1,5 Milliarden, déi iwwert déi nächst Joren an d'Schinne wäerten investéiert ginn. Ech komme méi spéit nach eng Kéier dorop zréck.

Ech wollt fir d'Éischt nach eng Kéier vun den Defiziter vun der bishereger Landesplanung a Mobilitéitspolitik schwätzen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An déi huet net eng Regierung eleng verschëllt, mä ëmmer war d'CSV ganz no derbäi! Wat sinn déi Defiziter? Ech zielen der nach eng Kéier véier dovun op.

Duerch eng net existéierend Landesplanung koum et zu der Zersiedlung vun der Landschaft, déi nach laang effizient ëffentlech Transporter schwiereg wäert maachen an d'Leit op de Privatauto festneelt. Dat politesch verschëllt Ausenanerrappe vun de Beräicher Wunnen, Schaffen a Fräizäit huet net nëmmen een, mä oft der zwee, och nach den drëtten Auto haut zur Noutwendegkeet gemaach.

Dat bewosst Netinvestéieren an Eisebunnsstrecken an Eisebunnsinfrastrukturen, an ech wëll dorun erënneren, dass d'Ausgaben iwwert de Fonds des routes bis viru Kuerzem ëmmer wesentlech méi héich waren, wéi déi aus dem Fonds du rail. Et sinn an et ginn nach ëmmer massiv steierlech Ureizer fir de privaten an de kommerziellen Individualtransport. Och dat Signal huet kloer a Richtung Zersiedlung a privaten Auto higewisen. Kee Wonner also, wann d'Leit sech deemno orientéiert hunn.

Et ass dofir richteg an héich Zäit, dass mir endlech eng Diskussioun doriwwer féieren, wéi Lëtzebuerg muer soll ausgesinn, a mir eis déi Fro stellen: Wéi e Lëtzebuerg fir muer? Déi Diskussioun ass vum Minister François Bausch am Kader vum sektorielle Plang proposéiert ginn. A mir Gréng kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen.

Déi Debatt ass gradesou noutwendeg, wéi déi Debatt iwwert d'Finanzplaz. Am Kader vun esou enger Debatt kann een och méi déif gräifend Froe behandelen: Wéi e Lëtzebuerg fir muer? Wéi a wou solle mer wuessen? Kënne mer eis ökologesch weiderhin en ongebremste Wuesstum leeschten? Wou muss een eventuell bremsen? Wéi kënnen d'Sozialsystemer dauerhaft stabiliséiert ginn? Wat, wéi a wou wëlle mer schützen? Wou a wéi wëlle mer schaffen? Wou a wéi wëlle mer eis bewegen? A wou a wéi wëlle mer wunnen?

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll elo just zum Schluss am Numm vun deene Gréngen nach zu e puer ausgewielte Politikfelder Stellung huelen.

Zu de Recetten. Wa mer eis Recettësäit ukucken, si mer, wéi schonns virdru gesot, ganz staark ofhängeg vun nëmmen e puer Secteuren: nämlech der Finanzplaz, dem Tanktourismus, dem Tubak a virleefeg nach e ganzt Stéck vum E-Commerce, deen dëst Joer nach awer mat engem Batz Geld an de Statskeesen do ass. Awer net méi laang! Dat sinn haut 45%.

Awer wéi wackleg dës Beräicher sinn, mat Ausnahm vum E-Commerce, wësse mer eigentlech net genau. Dofir bräichte mer vläicht och am Virfeld vun enger Steierreform méi finanzpolitesch Kompetenzen, och hei an der Chamber.

Firwat net och der Chamber méi Kompetenzen an deem Beräich ginn? A firwat net och do an dësem Beräich eng Allianz oder op jidde Fall eng Zesummenaarbecht mat enger Uni vu Lëtzebuerg opmaachen, fir kënne sech an deene Beräicher besser opzestellen?

Datselwecht gëllt fir d'LuxLeaks-Affär. Hir Konsequenzen op eis Recettë sinn haut nach net ofzeschätzen. Och do misste mer eis kënnen e gewësse Soutien oder eng gewëss Hëllefstellung vu baussen eranhuelen.

Zu den ëffentlechen Investitiounen: Dëse Budget ass kohärent mam ambitiéise Regierungsprogramm an erméiglecht notamment e breeden Investitiounsprogramm mat klorer Visioun a Konzept. Besonnesch d'ëffentlech Mobilitéit steet do am Fokus, awer net nëmmen déi! Deemno ass en alles aneschters wéi eng Austeritéitspolitik. De Budgetsrapporteur hat dat gëschter nach eng Kéier ganz ausdrécklech a sengem mëndleche Rapport duergestallt (veuillez lire: den Ënnerscheed duergestallt) tëschent Austeritéits- an Investitiounspolitik an deenen nächste Joren.

An den nächste Jore ginn, sage und schreibe, all Joers 10% méi investéiert an d'ëffentlech Infrastrukture wéi Schoulen, Betreiungsstrukturen, Administratiounen, Verwaltungen an nach vill anerer.

Dofir ass et och onverständlech, an ech kann dat nëmmen hei mat ënnerstëtzen, wat den Här Bodry virdru gesot huet, fir iwwert den Investitiounsprogramm wëllen Aspuerungen ze maachen.

Dat ass just en Erausschiebe vun Investitiounen, mä dat ass kee Spuereffekt a brëngt just de Géigendeel, nämlech dat, wat mer haut brëngen, dass mer nach manner Aarbechten dobaussen zur Verfügung stellen. An et ass jo just grad dat, wat mer dobausse brauchen. Kleng a mëttelstännesch Betriber brauchen Opträg, fir kënne weider ze wuesse respektiv a weider Aarbechtsplazen an hire Beräicher kënnen ze investéieren.

Wéi scho gesot, Rekordinvestitiounen am Zuch, an der Schinn. D'Zuchstreck Beetebuerg-Lëtzebuerg, d'Gare Ettelbréck, d'Gare Lëtzebuerg, d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Sandweiler, Schutz virum Kaméidi a villes méi.

Et wäerten awer och nach Stroosse gebaut ginn. Awer net op d'Strooss, mä méi op d'Sécherheet gëtt Wäert geluecht: Sécherheet op der A3 an och op der A6, sief hei just kuerz ernimmt. An da kënnt deen endlech länger fällege Vëlospisteréseau mat iwwer 600 Kilometer, deen erweidert gëtt op 1.100 km bis d'Joer '20 a '35.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Paradigmewiessel an der Familljepolitik. D'Familljepolitik vun der neier blo-rout-grénger Regierung ass keng Antifamilljepolitik, mä endlech d'Familljepolitik op d'Realitéit vun haut upassen. Ewech vun der Geldleeschtung hin zu der Sachleeschtung. Et kann een net dat eent finanzéieren an och net grad just de Contraire.

Och d'Famill ass fir déi gréng ganz wichteg a si gehéiert och vum Stat gefërdert. De Stat muss awer d'Rahmebedéngungen esou stellen, datt jiddwereen déiselwecht Chance kritt, dovun ze profitéieren, d'Kanner, d'Fraen, d'Männer, an dëst fir all sozial Schichten an all Nationalitéiten.

Just vläicht eng ganz perséinlech Note zu der Familljepolitik: Ech komme jo aus enger ganz kannerräicher Famill, an d'Famill steet op enger ganz héijer Wäerteskala bei eis doheem! Hunn zwee Meedercher och, déi studéieren. Déi wäerte sécherlech hir Fra spéider um Aarbechtsmarché stellen, souguer dat eent an engem reng männlechen, vläicht männleche Beruff, mä haut net méi esou, nämlech als Wäibau-Ingenieur.

Vun de 27 Enkelkanner sinn 20 Fraen, déi bal haut all mat zwee Féiss an der Beruffswelt stinn a gäre stinn. An eppes wëlle se all net: Dat sinn nämlech Almosen. Mä si wëlle Gläichberechtegung, eng éierlech Gläichberechtegung an eng éierlech Chancëgläichheet. Dat ass dës Familljepolitik, déi dat ausgemaach huet. Net eng Selektivitéit, mä eng Chancëgläichheet fir jiddwereen. An dat wäert domadder hei, mengen ech, vun dëser rout-blo-grénger Koalitioun - sinn ech iwwerzeegt - an Zukunft dee richtege Wee sinn.

Zum Fonds souverain: D'Schafung vum Fonds souverain ass definitiv ze begréissen. Och wa mer elo vläicht a méi enger prekärer Situatioun sinn, mä léiwer elo wéi ni. Et gëtt héich Zäit. An ech kann Iech nëmme félicitéieren, dass Der dee Choix getraff hutt, fir kënnen an déi Richtung ze goen! Et si vill Länner, déi op dee Wee gaange sinn. An och mir hätte leider scho vill éischter missen domat ufänken. Mä et ass ni ze spéit. Dofir kënne mir als Gréng nëmmen ënnerstëtzen, dass mer weiderhin zukünfteg doranner investéieren an déi Generatiounegerechtegkeet do am Fong wëllen opbauen.

E puer Wuert zu de Gemengefinanzen: Dës Regierung steet zu de Gemengen an hiren Aufgaben. Mä genau wéi d'Regierung gëtt och de Gemengesecteur un de Spuermoossname bedeelegt. D'Regierung huet dobäi versicht, d'Laascht esou ze verdeelen, datt breet Schëlleren, elo emol, e bësse méi kënnen droen an ausgläiche wéi anerer. Ausserdeem, wann een d'Steiere vun deenen eenzelne Gemenge kuckt, esou hätte vill Gemengen nach Méiglechkeeten, wa se sech endlech un der richteger Waasser- an Offallpolitik géife bedeelegen, nämlech um käschtendeckende Waasserpräis respektiv dem käschtendeckenden Offallpräis.

Ech wëll drun erënneren, dass ënner enger CSV-Regierung den Taux vum Impôt commercial vu 4 op 3% reduzéiert ginn ass an dass jorelaang eng Reform, an dat ass virdrun des Laangen an des Breeden nach eng Kéier hei gesot ginn, vun de Gemengefinanzen... (veuillez lire: vun de Gemengefinanze versprach ginn ass, ouni dass eppes geschitt ass.) Mir brauchen endlech deen Ausgläich tëschent räichen, mat och deenen néidegen Aufgaben, déi do ze bewältege sinn, an deene méi aarme Gemengen.

D'Zuelen, déi si virdru genannt ginn, vun der längerfristeger Perspektiv vun de Gemengen, gesinn effektiv guer net esou schlecht aus. Esou an der Vergaangenheet, esou och an der Zukunft. Gëschter hu mer jo nach den Tableau geschéckt kritt. A wann een deen Tableau gesäit, geet et effektiv mat enger Evolutioun vu 6% weider, wat, wéi ech a mengem Virspann gesot hunn, net gradesou optimistesch awer wäert goen, mä zumindest wäerte mer och an der Zukunft mat engem Wuesstum vu 4 bis 5% kënne rechnen.

Och mir si frou, dass mer endlech d'Debatt iwwert d'Grondsteier kënne féieren. Et schéngt jo elo endlech esou wäit ze sinn, dass se alleguerten, zumindest déi, déi ech haut héieren hunn, do kënne mat op dee Wee goen. Vläicht kéint een och do direkt och um Ufank e puer ökologesch Komponente mat eraféieren. Zum Beispill d'Steigerung vun der Grondsteier koppele mat engem Energiepass. Wann den Energiepass gemaach gëtt, bräicht manner Steigerung an der Grondsteier ze sinn.

Et kéint een och nach aner Energiespuermoossnamen, méi effizient Spuermoossnamen erabréngen, soudass do e Lien, och eng ökologesch Komponent an der Grondsteier mat erakënnt. An zousätzlech kéinte mer e wichtegen Investitiounsschub an d'Energieeffizienz erakréien. An zousätzlech och, wéi virdru scho gesot, Aarbechtsplaze weider an deem Beräich kreéieren.

Nach e puer Iwwerleeungen zu den Dépenses fiscales. Och déi goufe schonns vun e puer Virriedner hei opgeworf. Eng Dépense fiscale ass jo eng Remise fir bestëmmte Leit a bestëmmte Situatiounen op enger Steier oder enger Cotisatioun, déi eigentlech ze bezuele wier. Et ass keng wierklech Dépense. Et ass éischter eng verhënnert Recette, heescht awer nun emol „Dépense fiscale".

Fir d'Steierpolitik an de Rôle vum Parlament ass et awer e wichtegt Thema, well iwwert d'Dépensë bestëmmt d'Parlament, iwwert d'Steieren och. A béide Beräicher gëtt d'Décisioun opgrond vun engem Budget, also Zuelen, geholl. Bei den Dépenses fiscales ass et awer aneschters. Et gëtt keng Enveloppe. Kee weess direkt, wat genau ofleeft.

Folglech huet eng Regierung och Intérêt, heiansdo mat deenen Instrumenter ze schaffen. Trotzdeem sinn déi Dépenses fiscales wichteg an et ass och richteg, vu Fall zu Fall ëmmer nach ze ënnerscheeden.

Allerdéngs - an dat huet de Rapporteur gëschter gesot an dat steet och an deem engen oder aneren Avis, insbesondere vum Statsrot - soll d'Parlament wëssen, wat do décidéiert gëtt, wéivill et also kascht, wien dovunner profitéiert a wat et brëngt.

Dofir brauche mer och zu Lëtzebuerg eng jährlech Opstellung - en éischten Effort ass gemaach ginn an deem neie Budget - an och eng Diskussioun iwwert d'Dépense fiscale. D'Belsch a Frankräich, fir nëmmen déi zwee ze nennen, maachen dëst säit Joren. Grad am Hibléck op d'Steierreform ass dat wichteg, well et erlaabt, eng Rei Ajustementer kënnen ze maachen.

Et ass och dofir ganz richteg a wichteg, sech e bëssen Zäit heifir ze huelen. Elo eng Steierreform Hals iwwer Kapp just fir d'Betriber wëlle virzezéien, wéi vun der CSV proposéiert, ass alles aneschters wéi produktiv. Hei heescht et elo, d'Waasser ze halen an net ze fréi aus der Hëft ze schéissen, soss kann op eemol nees dat eent gefërdert ginn a gläichzäiteg och säi Contraire. Mä esou gouf jo an der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg leider allze dacks Politik bedriwwen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Mir sinn aus deene beschriwwenen Iwwerleeungen eraus gezwongen, ze handelen. Stëllstand wär alles aneschters wéi ubruecht. Dofir hei e klorert Bekenntnis zu der Virgehensweis vun der blo-rout-grénger Regierung.

A wann d'CSV elo op eemol mécht, wéi wa si dat schonns alles gewosst hätt, dann däerf ee si awer froen: Firwat hutt Dir dann net gehandelt, wéi Der konnt a wéi et un der Zäit war? Well genau dat ass et, wat Iech zum Verhängnis ginn ass: D'Finanzsituatioun ze kennen, mä ouni entspriechend ze handelen. Wou war de séchere Wee? Léiwer sech duerchwurschtele wéi Reformen ze maachen. Léiwer verstoppe wéi Verantwortung ze iwwerhuelen. Ech kann Iech an deem Zesummenhang just en Zitat vum La Rochefoucauld mat op de Wee ginn: „Il est souvent plus grand d'avouer ses fautes que de n'en pas commettre."

D'Viviane Loschetter huet zum Schluss vun hirem mëndlechen Exposé net méi vum Zukunftspak geschwat, mä vum Zukunftsprojet. Deem kënne sech déi gréng nëmmen uschléissen. Mir wënschen eis nämlech, datt mer dat Land, op dat mer jo all wëllen houfreg sinn, erëm fit fir d'Zukunft maachen. Jo fir en Zukunftsprojet, dee mer just zesumme kënnen a mussen ugoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kox. Nächste Riedner ass de Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zur spéider Stonn wëll ech awer och ufänken, andeem datt ech deenen zwee Rapporteuren, dem Kolleeg Fränz Fayot an der Kolleegin Viviane Loschetter, Merci soe fir hir Rapporten.

Et ass eng Traditioun bei Projeten, datt mer de Rapporteure Merci soen, mä bei de Budgeten, mengen ech, ass et méi wéi e Merci, well mer aus der Vergaangenheet wëssen, wéivill Aarbecht datt d'Rapporteure sech musse mat engem Budget maachen. Ënnert den Emstänn, wéi se dëst Joer waren, war et deementspriechend nach méi schwéier, well vill ënnert Drock geschafft ginn ass. An esou muss ech och soen, datt déi Dokumenter, wat d'Rapporten ubelaangt, ëmmer gutt Dokumenter an Dokumentatioune sinn, wou ee kann zréckkucke goen, wou ee flott Initiativen, Iddien dran huet, wann een eppes muss recherchéieren. An dofir mäi Merci un déi zwee, och wa mer, wéi dat verständlech ass, mat de Konklusioune vum Rapport net kënnen averstane sinn.

Här President, dat hei ass am Fong deen éischte richtege Budget vun der Gambia-Regierung, nodeem mer d'lescht Joer fir d'Éischt een amputéierte Budget hei gestëmmt hunn! An dofir, mengen ech, kënne mer och elo eng Diskussioun féieren, déi kloer ënnersträicht, wat fir eng Politik déi nei Regierung wëllt maachen oder amgaangen ass ze maachen.

Ech wëll mech haut méi op de finanzpolitesche Deel vum Budget limitéieren, a meng zwee Parteikolleege Fernand Kartheiser a Roy Reding wäerte muer an der Debatt méi op punktuell Punkten agoen an och Propositiounen a Spuerpropositioune vun eiser Säit mat an d'Debatt erabréngen.

Ech mengen, dat ekonomescht Ëmfeld, an deem mer eis befannen an op deem de Budget opgesat ass, ass an engem permanente Wandel a leider an engem Negativtrend. Datt d'Regierung e Budget opsetzt mat enger gewësser Wuesstumsprognos, déi zu deem Zäitpunkt ebe vun deenen zoustännegen Organer virgeluecht ginn ass, ass eng normal Saach. Mä mir wëssen aus deene leschte Joren, datt déi Prognose vun där éischter Kéier, wou se fir e Joer genannt gi sinn, bis herno, wa se definitiv gi sinn, an der Regel zréckgaange sinn.

An esou hu mer, mengen ech, elo schonn, an deem Zäitraum, wou de Budget opgestallt ginn ass a wou mer elo hei diskutéieren, aner Chiffere mat engem negativen Trend kritt. Dofir wäert dëse Budget och a sengem Grondwäert, wat einfach de Wirtschaftswuesstum ubelaangt, net kënnen déi Resultater kréien, déi an dësem Budget stinn. An et muss een och wëssen, datt dat internationaalt Ëmfeld a virun allem eis direkt Noperen, déi jo eis gréissten Handelspartner sinn, en Negativtrend hunn, wat sécherlech och en negativen Afloss op eisen Aussecommerce wäert mat sech brëngen.

Ech wëll mech och haut méi spezifesch, wéi gesot, mat der Finanzsituatioun vum Stat beschäftegen a méi mat där sougenannter „Nischepolitik"; déi wëll ech méi an de Kontext vun der Finanzsituatioun setzen. Mir hunn eng Rei vun Nischepoliticken an de leschte Joren hei am Land gemaach. Mä net nëmme mir Lëtzebuerger hunn Nischepolitik gemaach, all Land mécht Nischepolitik. An et kann een och souguer soen: All international aktive Betrib mécht Nischepolitik an och all nationale Betrib mécht Nischepolitik. Jiddweree sicht, wou e säi Produit am beschte verkaaft ka kréien a wou en dee gréisste Rendement kritt. Et ass also eng ganz normal Saach.

Mir hunn awer hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vun Nischen. Eng éischt Nisch, déi elo den 1. Januar 2015 opkéiert, dat ass am Fong d'Bankgeheimnis. Dat ass deemools zu Feira diskutéiert ginn. An ech kann Iech noliesen (veuillez lire: An Dir kënnt noliesen), datt mer deemools als ADR gesot hunn, datt no Feira den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis wier. Et huet elo 14 Joer gedauert, an dat Bankgeheimnis gehéiert dann elo den 1. Januar 2015 der Vergaangenheet un.

Et ass sécherlech esou, datt d'Répercussioune vun dem Opgi vum Bankgeheimnis op de Budget 2015 nach vläicht eng kleng Recette wäerte bedeiten, mä duerno huet dat keen Afloss méi op de Budget. Dat heescht, et ass schonn an deene leschte Jore geschitt, datt d'Banken do ëmstrukturéiert hunn, an dat huet och seng Répercussiounen op d'Steieren - an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck -, déi de Finanzsecteur an de Statssecteur bezilt. Mir wäerten also d'nächst Joer eng Perte kréien, déi nach relativ kleng ass, vun den Ausleefer vum Bankgeheimnis respektiv der Quellesteier, déi mer bei den Non-résidenten opgehuewen hunn, wou mer een Deel dervu konnte behalen, dee mer d'nächst Joer verléieren. Also déi Nisch Bankgeheimnis, déi ass fort.

Eng zweet Nisch, déi mer haten, dat war den E-Commerce. Do huet Lëtzebuerg 2008 (veuillez lire: 2014) eng Direktiv ugeholl, duerch déi eben elo vun 2015 u progressiv déi Steier op dem E-Commerce bis 2018 - den 1.1.2019 - definitiv zu honnert Prozent erofgeet. Et muss ee wëssen, datt dës Steier eng enorm Progressioun hat. Well, wéi mer ugefaangen hunn, ware mer knapps iwwer 100 Milliounen an elo si mer iwwer enger Milliard, déi mer beim E-Commerce opgehuewen hunn. An ech mengen, et muss ee se ëmmer an de Kontext vum Gesamtbudget stellen. Eng Milliard an engem däitschen, franséische Stat ass praktesch näischt, mä eng Milliard beim Budget vu Lëtzebuerg, mat 12 Milliarde Recetten, dat ass en enorme Bäitrag, dee mer do iwwer eng eenzeg Nisch kruten an deen eis dann och elo iwwer véier Joer wäert verluer goen.

D'LuxLeaks-Affär, déi elo kierzlech opgetratt ass an déi eisem Land sécherlech e Schued wäert maachen: Do hu mer versicht als Lëtzebuerger Politik zesumme mat der Regierung, eng gewësse parteiiwwergräifend Solidaritéit ze weisen; déi war net falsch. Et war aus eiser Siicht eng richteg Politik, déi mer och als Lëtzebuerg gemaach hunn, well mer se jo och net eleng gemaach hunn. Ech mengen, praktesch all europäesch Staten a vill aner Länner op der Welt bedreiwen déi Rulingspolitik. A mir sollen dofir kee schlecht Gewëssen hunn, mä mir sollen do eiser Meenung no éischter eng offensiv Politik maachen.

D'Gefor ass awer kloer an d'Resultat vun där ganzer Diskussioun, déi elo awer op en internationalen Niveau komm ass, wäert zur Konsequenz hunn, datt mer och als Lëtzebuerger Stat do wäerten eng Rei vu Milliounen - de Chiffer ass eis nach net esou genau bekannt - an Aarbechtsplazen an deenen nächste Jore verléieren.

An ech mengen, mir sollten och… Eise fréiere Statsminister Jean-Claude Juncker huet an deem Kader, well e jo och mat an d'Kritik geroden ass, ëmmer gesot, hien hätt am Fong domadder näischt ze dinn; dat wär d'Verwaltung gewiescht. Dat ass dat eenzegt Argument, wat mir als ADR net ziele loossen. Ech mengen, eng Verwaltung schafft ëmmer nëmmen am Kader vun deene Gesetzer, déi d'Politik mécht. Eng Verwaltung schafft net an engem loftfräie Raum. An déi Politik, déi gemaach gouf, do waren natierlech un éischter Stell ëmmer de Finanzminister an un zweeter Stell d'Regierung an d'Parlament responsabel. Dofir sollte mer eis och do net där Responsabilitéit entzéien. De Jean-Claude Juncker hätt zumindest misse soen, hie wär politesch responsabel. An datt d'Verwaltung d'Exekutioun mécht, dat schéngt mer eng normal Saach ze sinn.

Bei deenen dräi Punkten - Bankgeheimnis, Rulingen an E-Commerce - ass eiser Meenung no an der Vergaangenheet eis Regierung vill ze vill oft an eng negativ Positioun eragaangen. Mir hunn eis ëmmer an d'Defensiv dreiwe gelooss, amplaz datt mer méi offensiv un d'Dossieren erugaange wären an datt mer méi mat Iwwerzeegung gesot hätten: „Ma dat ass e Recht. Mir maachen näischt falsch." A mer hätte vläicht méi missen op déi aner Länner weisen, déi genau datselwecht maachen an aner Nische maachen an an engem vill méi héije Mooss dat maachen, amplaz datt mer eis ëmmer zréckgezunn hunn an am Fong eis domadder international als schëlleg dohinnergestallt hunn.

Mä et gëtt nach Nischen, déi elo nach net zur Diskussioun stinn. Ech denken awer do zum

Beispill un den Tanktourismus, zesumme mam Tubak a mam Alkohol. Ech mengen, eleng duerch déi technologesch Entwécklung, déi mer an deene leschte Jore matgemaach hunn, gëtt manner Pëtrol verbraucht. An da gëtt am Fong gesot, datt tëschent 2012 an 2014 11% eleng op déi Entwécklung zréckzeféiere sinn, wou manner Pëtrol gebraucht ginn ass. Mä et muss een och kucken, wat den Tanktourismus, wéi mer en nennen, an d'Statskeess erabruecht huet: 744 Milliounen Akzisen an 123 Milliounen TVA, also 867 Millioune vun 1,040 Milliarden, wat dee ganze Chiffer ass. Also 83% vun deem Chiffer sinn op den Tanktourismus zréckzeféieren.

A wa virdrun hei geschwat ginn ass vu Kyoto a vun eisen Engagementer an eise Responsabilitéiten, da musse mer eis och erëm hei bewosst ginn, datt mer där Milliarden net kënnen all zwee Joer erëm eng weider verléieren. Well mer kréien déi, bei engem Budget vun 12 Milliarden, net kompenséiert, wa mer net wëllen, datt mer muer mussen immens drastesch Moossnamen huelen. Dofir warne mer, datt een do net soll ze vill helleg sinn. An och den Tanktourismus ass eng Nischepolitik. A wa mer dann nach géifen derbäirechnen, wat mer iwwert den Alkohol an d'Akzisen erakréien, da geséiche mer eréischt, wéi grouss datt déi Chifferen do sinn.

Et gëtt och Leit, déi soen, eis Fongenindustrie wär an engem gewëssene Sënn eng Nischepolitik. Mir wëssen awer och, datt mer eng vun deene gréisste Finanzplaze vun der Welt sinn, wat d'Fongen ubelaangt. A mer sinn och der Meenung, datt dat awer alles an engem geuerdneten a legale Kader ass. An och do musse mer oppassen, datt net eng nächst Attack op eis zoukënnt.

Eng aner Nisch, déi mer vläicht hunn, ass, wéi gesot, de Pavillon maritime.

Wann een da kuckt, wat fir en Afloss datt déi Nischepolitik op eis Statsfinanzen huet, sou gëtt am Fong ausgerechent, datt eleng d'Finanzplaz am Joer 2013 2.197.000.000 an d'Statskeess bruecht huet. Eleng op dem IRC, de Steieren op dem RTS, dem Kapital an op der Verméigenssteier si vun dem globale Chiffer 43% vum Finanzsecteur bezuelt ginn. D'Kollektivitéitssteier: Do huet de Finanzsecteur 72% dervu bezuelt; vun der gesamter Lounsteier komme 24% vun der Finanzplaz; d'Kapitalsteier: 43% vun der Finanzplaz, an op der Fortune 81%. Also op der gesamter Steier, déi de Stat erakritt, ass ee Véirel, 25%, wat direkt vun der Finanzplaz d'Steiere sinn, déi mer do kruten.

Wa mer dann haut also elo soen… Ouni déi Steieren, déi dann nach derbäikommen, déi direkt oder indirekt un der Finanzplaz hänken.

Mä och den Impôt commercial, deen ongeféier 600 Milliounen d'Joer fir d'Gemengen ausmécht an een Drëttel vun de Gemengefinanzen ausmécht: 68% vum Impôt commercial komme vun der Finanzplaz. An dofir - ech kommen herno nach méi op d'Chifferen am Detail zréck - froen ech mech, wéisou den Innenminister an och den Här Finanzminister de Moien de Gemenge méi Recettë fir déi nächst Joren an Aussiicht gestallt hunn, wa mer d'Entwécklung vu grad deene Steieren an deene leschte Jore kucken. Ech kommen nach dorobber zréck.

Mä firwat wëll ech dat am Fong hei soen? Datt (veuillez lire: Well) mer déi Nischepolitik hunn, kommen déi 50% vun eise Recetten, déi mer beim Stat hunn - oder 45 bis 50% -, aus deene verschiddenen Nischen eraus.

Mir sollen eis dofir net hei zu Lëtzebuerg e schlecht Gewësse maachen. Virun allem wëll ech hei eng Warnung ausspriechen un alleguer déi Leit, déi elo wëlle Moralapostel spillen an déi mengen, se misste sech aus där Solidaritéit, déi mer awer versiche politesch hei vis-à-vis vum Ausland ze dokumentéieren, ausschléissen a se misste Stuerm lafe géint d'Rulingen, zum Beispill, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Ech wëll deene Leit soen, datt opgrond vun där Nischepolitik jiddwereen hei am Land profitéiert! Et gëtt keen hei am Land, deen net vun där gudder Situatioun vun de Finanze profitéiert, weder heibannen nach dobaussen, weder physesch Persounen nach Betriber, weder am ëffentlechen nach am Privatsecteur. Jiddwereen huet dovunner profitéiert!

A Leit, déi elo wëllen do Moralapostel spillen a soen, mir missten onbedéngt do mathalen, dat si vläicht déi, déi da muer am haartste jäizen, wa mer déi Recettë manner hunn a wann d'Politik dann net derlaanschtkënnt, fir Décisiounen ze huelen, well se ëmmer muss kucken, datt se beim Budget déi zwee Enner zesummekritt. An ech hu virun allem elo op eis lénk Kolleege gekuckt, déi jo do esou maachen, wéi wa mer misste mat deem ganze System, wéi en ass, ophéieren. Dann herno wäerte si awer och déi sinn, déi am haartste jäizen, wann dat net méi esou ass.

Ech verstinn, datt et de Leit dobausse schwéier ze erklären ass - well een de Leit net alles erkläert -, wa mer déi Nischepolitik net hätten, da kéinte mer villes an eisem Sozialsystem net maachen a kéinte mer vill Investitiounen net maachen. An et ass natierlech méi einfach, de Leit ze erklären: „Ma Dir musst bis op dee leschten Euro Är Steiere bezuelen an déi dote Betriber bezuelen eben nëmmen e klenge Prozentsaz." Wa mer net dee klenge Prozentsaz géife froen, hätte mer déi Betriber net hei zu Lëtzebuerg! An et ass besser, et kritt een 1% vun e puer honnert Millioune wéi 5% vun näischt! Well et ass also net, datt mer déi dote Betriber dann awer hei hätten. Mä dann hätte mer se net an dann hätte mer esou vill manner Recetten an eisem Land. An dann hätte mer och manner Méiglechkeeten, fir kënnen ze investéieren oder Sozialpolitik ze maachen.

Dofir musse mer de Leit dat erklären, wéi dee System do fonctionnéiert. An dorënner fale jo och net ons Betriber; och dat muss een emol eng Kéier hei soen. Well elo an der ëffentlecher Meenung, wann een dobausse mat de Leit schwätzt, gëtt generell einfach gesot: „Ma d'Betriber bezuele keng Steieren." Nee, d'Rulingen, dat sinn net eise Bäcker, eise Garagist, eise Metzler, eise Mëttelständler, eise Fräiberuffler hei am Land; dat si multinational Konzerner, déi mer iwwer eben eng Steierkonstruktioun hei op Lëtzebuerg kritt hunn an déi eis dann eben hei Recettë bréngen, déi mer soss net hätten. Mä ons Betriber bezuelen am Prinzip hir normal Steieren, an dat musse mer de Leit erklären, fir datt se de System verstinn an och verstinn, datt mer dovunner alleguer wäerte profitéieren. Quitte datt et an deenen nächste Méint a Jore wäert méi schwéier ginn, fir déi Suen eranzekréien, wat dann och wäert zur Konsequenz nei politesch Diskussiounen hunn, wéi mer dat da kompenséiert kréien.

E Wuert iwwert d'Statsscholden. Ech mengen, ech brauch d'Chifferen net méi ze nennen, wéi d'Statsscholden an deene leschte Joren explodéiert sinn. Dës Regierung gesäit vir, an dësem Budget 1,5 Milliarden ze léinen. Mir wëssen awer, datt mer nach 1 Milliard - mengen ech - 750 Milliounen aus fréiere Budgeten autoriséiert hunn, déi awer net bis elo opgeholl gi sinn. An do musse mer eis eng Kéier an der Comexbu an an der Cofibu mat der Regierung eens ginn, ob Emprunten, déi mat engem Budget gestëmmt si ginn an net opgeholl si ginn, ob déi verfalen oder ob déi och an Zukunft hir Gültegkeet behalen.

Mä dee grousse Problem - an ech hunn dat e puermol schonn heibanne gesot, ech wëll dat och dës Kéier erëm heibanne soen -, deen d'Staten hunn, net nëmmen de Lëtzebuerger, mä all Staten, a wat d'Ursaach ass vun där Scholdekris, wou d'Staten eragerode sinn, dat ass, datt d'Staten hiert Kapital, hir Scholden net zréckbezuelen.

E Privatmann, deen eng Schold mécht, bezilt Kapital an Zënsen, e Betrib bezilt Kapital an Zënsen, och eng Gemeng bezilt Kapital an Zënsen zréck. An de Stat bezilt am Prinzip nëmmen Zënsen zréck an um Enn vun der Échéance misst en d'Kapital an enger Kéier ganz zréckbezuelen. Mä dann ass dat Geld net do! An an där Situatioun si mer elo. Also gi mer e Refinanzement vun deem alen Emprunt maachen a loossen en dann erëm op 20 Joer lafen. An esou komme mer an déi Scholdespiral eran, wou mer ëmmer méi Scholde kréien an aus där et ëmmer méi schwéier gëtt, fir erauszekommen.

Wann de Stat, mat eiser Schold, déi mer haut hunn, géif higoen an e géif all Joer d'Kapital zréckbezuelen iwwer 20 Joer, da wier de Statsbudget am Ableck mat 350 Milliounen d'Joer weider belaascht, eleng wat mer missten u Kapital zréckbezuelen. Mir bezuelen dat net zréck. An dat ass am Fong déi gréissten Hypothéik, déi mer deene kommende Generatiounen operleeën, datt mer Schold maachen a mir bezuelen d'Kapital net zréck.

An an där ganzer finanzpolitescher Diskussioun däerfe mer och déi Engagementer net vergiessen, déi mer op europäeschem an internationalem Plang geholl hunn am Kader vun der Kris a vun der Euro-Rettung, souwuel um europäesche Plang, wat den EFSF wéi den ESM respektiv beim Internationale Währungsfong betrëfft, déi mer geholl hunn, wou och nach… A mir wëssen alleguer, datt déi Krisen net iwwerstane sinn, datt do kënnen, mir hoffen et net, mä do kënnen och nach zousätzlech Dépensen op de Lëtzebuerger Stat zoukommen.

Ech géif da kuerz e bëssen d'Entwécklung vun zwou Steiere kucken. Déi eng ass d'Kierperschafts-, d'Kollektivitéits- oder d'Betribssteier, wéi mer se nennen. Wa mer de Kont kucke vun 2010, hate mer 1.459.000.000 erakritt, 2011 1.573.000.000, 2012 1.536.000.000, 2013 1.500.000.000 (veuillez lire: 1.496.000.000) an 2014 stoungen am Budget 1.520.000.000. Der Estimatioun vun der Steierverwaltung an der Cour des Comptes no géifen awer 2014 nëmmen 1.400.000.000 (veuillez lire: 1.412.000.000) erakommen, dat heescht, et géife praktesch 100 Millioune manner erakommen, wéi mer am Budget stoen haten.

Mir stellen also fest, datt déi Steier iwwer fënnef Joer op engem Niveau vun 1,5 Milliarde konstant war an déi elo am Prinzip zréckgeet. Mir sinn elo, 2014, souguer ënnert dem Niveau, wat déi Steier 2010 ausgemaach huet! An awer huet d'Regierung, an dat ass eng Fro un de Minister, Här President, d'Regierung am Budget praktesch 1,6 Milliarde fir d'nächst Joer agesat. Dat heescht, nodeems datt se dëst Joer 100 Milliounen erof géif goen, géif se d'nächst Joer 200 Milliounen an d'Luucht goen. Wou ee sech d'Fro muss stellen, opgrond vu wat fir enge Chifferen dat kënnt, well mer jo och wëssen, datt d'Dekonte vun de Betriber, esou ass et eis an der Finanzkommissioun gesot ginn, wou mer am Fong nach eng Mouk an de Betriber leien haten, datt déi iwwert d'Joren awer elo relativ bäikomm ass.

Mir wëssen also, datt d'Betriber net méi esou vill Steiere bezuelen. Dat huet och mat Konstruktiounen ze dinn, et huet natierlech och mat der ekonomescher Entwécklung ze dinn an et huet virun allem och op der Finanzplaz, géif ech menge kënnen hei ze soen, mat der Ofschafung vum Bankgeheimnis ze dinn, datt an deem Secteur net méi esou vill Steiere bezuelt ginn, wéi dat war.

Dann huele mer d'Lounsteier. D'Lounsteier ass am Fong vun 2012 un explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen, do hate mer 2,5 an 2015 hu mer 3,3 Milliarden am Budget. Op siwe Joer gekuckt ass d'Lounsteier eng Milliard an d'Luucht gaangen. Mä et muss een awer kucken, datt mer an all deene Joren d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn. Et ass eis an der Finanzkommissioun virun e puer Joer gesot ginn, datt eng 2%eg Inflatioun, wa mer déi hätten, a mir géifen d'Steiertabell un déi 2% net upassen, da géif dat dem Stat am Fong 100 Milliounen d'Joer weider u Lounsteier erabréngen.

Wa mer kucken, déi Progressioun, déi mer hu bis 2014, vu 700.000 Euro op siwe Joer, a mir huelen dann do d'Inflatiounsberengegung eraus, dann ass am Fong och net vill weider u Steierrecettë komm. Mä de Gros vun der Progressioun läit an der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, trotzdeem mer an deene leschte siwe Joer och 70.000 nei Aarbechtsplaze geschafen hunn.

Ech hu virun enger Woch hei, wéi mer d'Diskussioun haten iwwert d'Croissance, hunn ech driwwer geschwat, datt mer missten onbedéngt, vu datt jo d'Prozedur vun de Plans sectoriels gestoppt ginn ass, datt een do vun der Geleeënheet misst profitéieren - ech si frou, datt déi gréng Kolleegen och erëm haut op hire fréiere Wee wëllen, well si sinn ëmmer Demandeur fir en Zukunftsdësch, datt se elo erëm domadder zréckkommen -, datt mer déi Diskussioun sollen heibanne féieren an déi dote Froe mussen doranner lafen.

An ech géif och mengen, wann hei vun enger Steierreform geschwat gëtt, da musse mer, mengen ech och, vun der Regierung déi Dokumentatiounen doriwwer kréien, wou d'Steieren effektiv hierkommen. Well, wann 1,5 Milliarde Kierperschaftssteier erauskënnt, da musse mer wëssen: Wat kënnt direkt vun der Finanzplaz, aus deene verschiddene Steieren, déi de Finanzsecteur bezilt? Wat kënnt aus de Rulingen a wat kënnt aus der Industrie, wat kënnt aus dem Commerce, wat kënnt aus dem Handwierk aus all deenen eenzelne Secteuren? Fir datt een emol wierklech kann eng Analys maachen, wou d'Steieren hierkommen, a firwat se hierkomme respektiv firwat se net do hierkommen, ier een, mengen ech, kann higoen, fir eben do eng Décisioun kënnen ze huelen.

Och musse mer an där Déngen d'Diskussioun féieren, an ech wëll elo driwwer ewechgoen, fir datt meng Zäit mer net ze vill fortleeft, wat d'Croissance mat sech bréngt, wat fir eng Betriber mer en Intérêt hunn, fir se ze huelen, wat se vu Steiere bezuelen oder net bezuelen, respektiv wat fir eng Aarbechtsplazen, déi mer schafen, wat eng Aarbechtsplaz iwwerhaapt de Stat kascht - dat misst d'Regierung eis emol ausrechnen -, eng Aarbechtsplaz, déi mer hei schafen.

Wat geet un d'Kannergeld, d'Pensiounscotisatiounen, d'Pensiounskeess, d'Krankekeess, d'Fleegeversécherung an esou virun? Spéiderhi musse mer och nach Chômage vläicht fir déi Leit bezuelen. Wann et Frontaliere sinn, déi entlooss ginn, musse mer neiderdéngs och um Chômage participéieren, un Infrastrukturen, déi mer musse maachen. Datt een am Fong seet: Wéini fänkt eng Plaz un, rentabel ze ginn, a wéini fänkt se net un, rentabel ze gi fir de Stat?

Well mir musse jo awer bedenken, datt mat deem Wuesstum, dee mer an deene leschte Joren…, an och dëst Joer hu mer erëm relativ héich Zuele vun iwwer 8.000 netto Aarbechtsplazen, déi mer gréisstendeels jo mat Frontaliere besetzen, da musse mer, ënnert dem Strëch, och d'Rechnung maachen: Ass dat national ekonomesch fir eis als Land ee Virdeel oder net? Ech kann d'Äntwert net ginn. Mä ech mengen, mir mussen eis déi Äntwert sichen. Mir mussen dat berechnen.

Wa mer also d'Analys vun de Statsfinanze maachen, Här President, da wëll ech kloer hei soen, datt mir als ADR, mir hunn déi Analys do haut net fir d'Éischt gemaach, mä datt mir scho während Joren op déi doten Entwécklung hiweisen. Also, mir deele ganz kloer d'Analys, datt d'Finanzsituatioun vum Stat net gutt ass, datt se an deenen nächste Joren net méi einfach gëtt, fir net ze soen, datt se nach méi schlecht gëtt, an datt mer dofir musse politesch agéieren, fir de Statsbudget an den Equiliber ze kréien a fir deenen nächste Generatiounen net déi Hypothéiken opzedroen, déi mer géife maachen, wa mer net géife reagéieren.

D'Differenze leien also net an der Analys vun der Finanzsituatioun, mä d'Differenze leien zum Deel an de Reaktiounen, an de Propositiounen, déi d'Regierung géif maachen, déi mir géife gutt fannen oder net géife gutt fannen a wou mir géifen aner Signaler setzen.

Ech wëll e puer Punkten eraushuelen. Als e falscht Signal setze (veuillez lire: gesinn) mer zu dësem Zäitpunkt de Fonds souverain, dee gesat (veuillez lire: geschafe) gëtt. Ech mengen, datt mer eppes wëlle fir déi kommend Generatioune maachen, d'accord, wa mer dat zur Zäit gemaach hätten, wéi de Stat Milliarden Iwwerschëss hat u Frangen, du hätte mer et sollte maachen. Du hätte mer et souguer misse maachen! A mir hätten net, wéi mer et déi Zäit gemaach hunn heibannen, dann eng Motioun stëmmen, wou mer gesot hunn: „Ma da kritt dee Fong 100 Milliounen an dee kritt 100 Milliounen." An d'Sue sinn awer an d'Trésorerie eragaangen, a mer hu se ausginn.

An ech war frou - ech hunn dat ëmmer hei gesot, datt an de Fongen dat Geld net méi do ass -, datt de Kolleeg Bodry dat de Mëtteg och elo hei emol confirméiert huet, datt mer keng Sue méi hunn. Mir hunn awer nach ëmmer an eisen Dokumenter, wat d'Fongen ubelaangt, 1,2 Milliarde stoen.

Mä wann den Här Finanzminister, Här President, eis misst déi 1,2 Milliarde weisen, da wier e schlecht drun, well se sinn net do! An ech mengen, och do hätt ee missen éierlech sinn. Mir hunn ëmmer um Pabeier eng Note gemaach, elo huet dee Fong erëm weider, mä déi Sue sinn net op e Fong gesat ginn. Dee Fong, deen hei soll geschafe ginn, huet zumindest de Mérite, datt dat e Fong ass, deen d'Suen aus dem Circuit eraushëlt, soudatt kee se méi kann ausginn! Mä fréier hu mer se net aus dem Circuit erausgeholl, mir hu se am Dëppe gelooss a mir hu just um Pabeier opgeschriwwen. Dat war e Feeler, dee mer sengerzäit gemaach hunn!

Mä haut e Fong ze maachen, wou kee Geld do ass, wou mer d'Sue musse léine goen, dat ass natierlech e falsche Wee. A fir dann ze soen, et wier fir déi kommend Generatiounen, dat ass nach méi falsch!

Well, wa mir higinn a mir leeën all Joers 50 Milliounen an e Fong a mir soen dann zu deenen an 20 Joer: „Gesitt Der, elo hutt Der eng Milliard.", jo, dann hu mer hinnen eng Milliard Schold dohinner geluecht. Se hu wuel eng Milliard, mä et ass eng Milliard Schold, fir déi mer schonn 20 Joer virdru progressiv all Joers Zënse bezuelt hunn an déi si awer mussen no 20 Joer zréckbezuelen. Dat heescht an anere Wierder, wa se gären an 20 Joer eng Milliard hätten, hätte se besser, se géifen dann eng léine goen, wéi datt mir elo schonn 20 Joer virdrun Zënsen bezuelen a si mussen déi Milliard awer herno zréckbezuelen!

Et ass also, mengen ech, eng Iddi, vun där ech och géif mengen, datt se net aus dem Finanzministère géif kommen. Well ech dovun ausginn, datt do awer Leit drasëtzen, inklusiv dem Minister, déi eppes vu Finanze kennen, an ech mer net ka virstellen, datt déi esou eng Iddi lancéieren. Ech géif éischter mengen, datt de Finanzminister hei en Affer vun de Koalitiounsverhandlunge ginn ass, wou en zum Schäin hei muss eng Iddi mat verkafen, déi ënnert dem Strich finanzpolitesch awer negativ ass. An duerfir huet och d'Cour des Comptes an hirem Avis geschriwwen: «La création d'un tel instrument serait un non-sens.» An net méi an net manner ass et och!

Een anere Punkt, wou eiser Meenung no kéint Geld gespuert ginn, dat ass den Tram. Ech

brauch do net méi weider drop anzegoen, well ech mengen, den Tram ass en iwwerflëssegen, deieren Objet, dee mer eis kéinte spueren an deen de Problem net wäert léisen.

Mä och an deem Zukunftspak, deen een och kann anescht nennen, et kann een en och Mogelpak nennen oder Ofzockpak oder lénksideologesche Pak, egal, et kann een en nennen, wéi ee wëllt, d'Haaptsaach ass, et ass e Pak. An duerfir géif ech mengen, d'Regierung hat an hirer Regierungserklärung geschriwwen, datt se d'Konsolidatioun vun de Statsfinanzen d'abord, éischtens, op der Dépensësäit an, zweetens, op der Recettësäit géif kucken, fir do d'Croissance unzekuerbelen.

Elo wësse mer awer alleguer, datt op der Croissancësäit näischt ze maachen ass. D'Croissance vun eiser Ekonomie, déi geet erof. An d'Dépensësäit, ech wëll net méi elo dorobber agoen op all déi vill Punkten, de Kolleeg Claude Wiseler huet der de Mëtteg hei eng ganz Partie opgezielt, déi an deem Pak do dra sinn, déi net a Kraaft trieden oder wat an der Realitéit keng Erspuernisser sinn, mä wou et souguer heiansdo e bësse lachhaft ass, datt se als Spuermoossnamen opgefouert si ginn.

Datt mer keng Croissance hunn, net esou staark hunn, wéi et programméiert ass, an dann duerfir dat, wat op der Regierungssäit steet, datt d'Recettësäit géif iwwer eng Croissance versicht ginn ze verbesseren, dat trëtt jo net mat där Entwécklung vun eiser Ekonomie a Kraaft.

Mä wat mécht d'Regierung? Si huet a priori d'Recettësäit iwwert de Wee vun de Steiere gemaach, an dat iwwer eng Rei vu Steieren. Dat ass net nëmmen, datt mer eng TVA-Erhéijung hunn, déi soll 250 Milliounen erabréngen, mä och déi 0,5% Steier bréngt 119 Milliounen eran. Den neie Chiffer, mengen ech, ass e bësse manner. Mä d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun bréngt och 100 Milliounen eran. Déi dräi Steieren zesummen, déi bréngen dem Stat am Fong 450 Milliounen d'nächst Joer weider an d'Keess. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen. An déi gi gréisstendeels vun de physesche Persoune gedroen.

A wa mer dann hei schwätze virdru vun der Aarmut, déi hei am Land ass, datt déi eng relativ staark Progressioun an deene leschte Joren huet, dann treffe mer jo déi Leit a priori och domadder, well TVA-Erhéijung mussen och déi kleng Leit bezuelen, déi all Dag mussen an de Buttek goen, fir eppes fir ze liewen ze hunn. Also d'Kafkraaft vun de Leit geet och duerch déi Moossnamen do ëm 450 Milliounen d'nächst Joer erof an domadder treffe mer och déi Leit mat klengen a bescheidene Revenuen.

An dat ass net wéineg, well do derbäi komme jo och nach déi Taxen, déi souwuel beim Stat punktuell agefouert gi sinn an d'Konsequenzen op d'Gemengen, déi jo dann och wäerten d'Taxen erhéijen, Waasser, Offall, et si jo hei verschidden Iddie lancéiert ginn. Et gëtt vun der Grondsteiererhéijung geschwat. Mä dat ass och erëm eng Steiererhéijung.

A wien trëfft et erëm? Ma et trëfft erëm déi Leit, déi an de Wunnenge sinn an déi loune ginn, déi mussen och erëm do weider bezuelen. Dat heescht, et gëtt alles op de physesche Persounen, op de Leit ofgewéckelt.

An da verstinn ech net, datt den Här Bodry heihinner kënnt - wou awer seng Partei ëmmer vun der Verméigenssteier, vun der Räichesteier schwätzt a vun neien Tabellen, déi mer missten an der Steiertabell uewendriwwer setzen, Spëtzesteiersaz -, mä dat Éischt, wat Der maacht, Dir Kolleege Sozialisten, Dir gitt elo emol bei déi kleng Leit d'Steiererhéijung maachen a massiv. An ob Är Steiererhéijung eng Kéier kënnt a wéi Der Äre Mëttelstandsbockel ofschaaft, dat ass nach alles ze gesinn.

Den Här Berger huet geschwat, oh, dat wier eng Pizza, déi d'Leit sech net méi kéinte leeschten. Ech mengen, den Här Berger weess net esou genau, wéi vill dann eng Pizza kascht, oder den Här Berger keeft keng Pizza vun zéng Euro. Well dat doten ass dann awer schonn eng Pizza, déi ee kann an engem ganz luxuriéise Restaurant kafen, déi eng Famill e puer Honnert Euro kascht! An duerfir kann een net heihinner goen, de Leit 450 Milliounen, ouni all déi aner Erhéijungen, dat ass méi wéi eng Pizza, déi d'Leit d'nächst Joer musse weider bezuelen.

Duerfir soll eis Regierung elo net esou maachen, wéi wa se géif eng Steierreform... Dat hei ass eng grouss Steierreform, déi hei gemaach gëtt. 450 Milliounen d'Joer méi Steiere bezuelen, an da soen: „D'Steierreform maache mer eng aner Kéier." Dat hei ass eng Steierreform fir déi physesch Persounen. Déi ginn hei zur Keess gelooss, wéi se nach ni bei engem Budget an enger Kéier zur Keess gelooss gi sinn. Dës Kéier ass dat mat dësem Programm hei geschitt.

An, Här President, et ass nach net fäerdeg, well déi Regierung hei hat jo 500 Propositiounen an hire Ministèrë gemaach kritt a se huet der 258 zréckbehalen. Domadder huet se awer net gesot, se géif déi 250 aner net applizéieren. An et ass jo de Mëtteg vu verschiddene Virriedner hei ugedeit ginn, datt ee muss kucken, do kënnt nach vläicht dat eent oder dat anert no.

An et huet eng Kéier ee vun der Regierung gesot: „Mir hunn elo déi 250 einfachst geholl, déi grausam hu mer net geholl." Dat heescht, déi wäerten nach nokommen an deenen nächste Joren. An duerfir muss een hei gespaant sinn, wat dës Regierung mécht.

Op jidde Fall, hei ass et kloer, hei gëtt op d'Mass vun de Leit, op déi kleng Leit, op déi physesch Persoune gëtt déi ganz Politik ofgewälzt an all dat anert si schéi Sonndesrieden, déi do gehale ginn, virun allem bei de sozialistesche Kolleegen, déi no bausse maachen, wéi wa se géifen un déi Déck goen, un déi Räich goen. An a Wierklechkeet gi se hei un d'Normalbierger an un déi kleng Leit.

Här President, den Här Finanzminister huet gëschter oder vill méi de Moien hei gesot, ech mengen, zum Schluss vu senger Interventioun: „Mir wollte méi Gerechtegkeet, mir wollte méi Dialog a mir wollte méi eng responsabel Politik maachen." Dir wollt. Dat stëmmt. Mä Dir hutt et net gemaach!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Hie war scho besser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Leschte Riedner fir den Owend ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk. Här Turpel!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gëschter schonn op enger anerer Plaz gesot, datt de Rapporteur Franz Fayot eng ganz Rei Elementer a Virschléi a senger Ried zum Budget, a sengem Rapport agebaut huet vu lénker a sozialistescher Politik, déi weder am Budget nach am Regierungsprogramm virgesi sinn.

Och wann hien d'Grondausriichtung vun der Spuerpolitik vun der Regierung net a Fro stellt, esou weisen déi Elementer a Virschléi, déi hien an och aner Sozialisten an der LSAP (veuillez lire: gemaach hunn), drop hin, datt si mat der Regierung an hirer Politik net ganz zefridde sinn, respektiv datt se bei deenen nächste Wahlen net nach méi bezuele wëlle fir eng salariatsfeindlech Politik vun enger Regierung, fir déi si mat verantwortlech sinn.

(Brouhaha général)

Une voix.- Wou kommt Der dorobber?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Gitt an d'Belsch.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wat ass dann do?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Fifty-fifty ass do. Austeritéit.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Déi Virschléi an Elementer, op déi ech nach am Detail wäert zréckkommen, sinn en Ausdrock vun der Kritik an der Onzefriddenheet vun de Gewerkschaften, Konsumenteschutzorganisatiounen an aneren Organisatiounen an der ziviler Gesellschaft zu Lëtzebuerg - net nëmmen an der Belsch - mat enger Budgetspolitik am Interessi vun deene Räichen, op d'Käschte vun der Majoritéit vun de Bierger a Stéit.

Mä dee Spagat, engersäits d'accord ze si mat der Wirtschafts- a Finanzpolitik vun der Regierung, anersäits awer net d'accord ze si mat der weiderer Ëmverdeelung vun ënnen no uewen, ass onméiglech! Fréier oder spéider muss ee sech décidéieren, wou den Zuch soll hifueren: Ëmmer méi Räichtum fir déi Räich oder eng wierklech sozial Gerechtegkeet?

Et ass, wéi wann een an engem Zuch géif sëtzen, deen an déi falsch Richtung fiert, wou et kee Sënn huet, fir hin an hier ze lafen an an dee leschte Wagon ze rennen, an der Meenung, elo géif et an eng aner Richtung goen. Neen, dat ännert guer näischt, datt den Zuch an déi falsch Richtung geet.

De Rapporteur Franz Fayot freet: Wéi ee Wirtschaftsmodell wëlle mir muer?, wat eng wichteg Fro ass. Hie stellt domadder d'Fro no der Wirtschafts-, Finanz- a Sozialpolitik, déi mir zu Lëtzebuerg wëllen. Zur Wirtschaftspolitik seet hien: Lëtzebuerg huet ëmmer duerch eng Nischepolitik gelieft. An hie gëtt als Beispill d'Stolindustrie.

D'Stolindustrie ass eiser Meenung no keng Nischepolitik. Den Opbau, den Ausbau vun der Stolindustrie hat ëmmer Substanz. Eisenäerz, Héichiewen, Walzstroossen, weiderveraarbechtend Industrie haten ëmmer eng Substanz zu Lëtzebuerg. Gradesou wéi de Schweess vun de Leit, déi an deene Betriber geschafft hunn, gelidden hunn an och dacks do leie bliwwe sinn. Dat ass keng Nischepolitik.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann dat Nischepolitik ass, jo, déi wëlle mer! An déi ass net verwerflech. Aner Nische schonn, wéi eng Rei Steiernischen a Rulingen.

Ech wëll dozou zréckgräifen op...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Turpel, erlaabt Der, dass de Rapporteur, den Här Franz Fayot, Iech eng Fro stellt?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, gären.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Däerf ech eppes soen? D'Stolindustrie ass an deem Sënn eng Nischepolitik gewiescht, well am 19. Jorhonnert d'Land décidéiert huet, d'Verschaffe vum Eisenäerz, dass et just zu Lëtzebuerg kéint gemaach ginn. An deem Sënn ass et eng Niche de souveraineté. Et ass dohier, wou d'Stäerkt vun eiser Stolindustrie kënnt.

Ech hunn ni gesot, dass Nische keng Substanz hätten. Mir hunn ëmmer et fäerdegbruecht, op deenen Nischen e Savoir-faire opzebauen an och eng richteg Industrie. Dat war de Fall mat der Stolindustrie. Dat ass och de Fall mat enger Rei aneren Nischen. SES ass och eng Nisch. D'Bourse ass eng Nisch. Dat huet och Substanz. Mir hunn eng ganz Rei Nische mat ganz vill Substanz, mä wat à l'origine eng Niche de souveraineté war. Dat ass alles, wat ech gesot hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- D'Stolindustrie zu Lëtzebuerg huet baséiert op engem Know-how an och op Recherche. D'Thomasmiel, wat e Produit dovunner war, ass entstanen duerch den Know-how an duerch d'Wëssen...

(Interruption)

...duerch d'Wëssen, datt een de Kallek aus dem Äerz nëmmen erauskritt mat Phosphor, an de Phosphor aus dem Äerz nëmmen erauskritt mat dem Kallek, deen dann och benotzt ginn ass fir d'Landwirtschaft. An dat hat alles Substanz.

Wat ech wëll soen, ass, datt mer net eng Verwiesslung solle maache vun Nischen, esou wéi mir haut schwätze vun Nischen, wat Steiernische sinn, déi keng Substanz hunn. An ech wiere mech dergéint, datt een Ist-gleich-Zeichen gesat gëtt tëschent deenen Nischen, déi wierklech eppes ze dinn hu mat Know-how, an deenen Nischen, wou iwwerhaapt näischt hannendrusteet, ausser datt ee vun deem anere profitéiert.

A wat dat heescht, dat weist sech ganz gutt an engem Communiqué de presse, deen d'Unioun vum Finanzpersonal an Europa erausginn huet, wat déi aner Nischen heeschen. Net déi, déi mer positiv beuerteelen, wa mer déi iwwerhaapt wëllen „Nischen" nennen. Fir mech sinn dat keng Nischen. Dat si wirtschaftlech Aktivitéiten, déi duerchweegs hir Daseinsberechtegung hunn.

Mä déi aner Nischen, wéi Ruling a Steieroptiméierung vun engem Land op d'Käschte vun deem aneren, do seet d'Unioun vun de Finanzbeamten an Europa: «L'UFE se doit de rappeler que chaque „ruling" accordé dans un pays provoque un manque à gagner d'impôts dans un autre pays. Le vrai problème est le fait qu'il ne s'agit pas de millions, mais de milliards d'impôts manquant dans les budgets des États concernés.» Déi Staten, déi esou eng Nischepolitik maachen, klauen anere Staten déi Suen, déi all Stat brauch, fir kënnen ze investéieren a fir kënnen eng korrekt Politik ze maachen. «La conséquence en est qu'en fin de compte tous les États sont obligés de mener une politique d'austérité avec toutes les conséquences sur la croissance, le chômage et les budgets sociaux.»

Dat sot net ech elo. Dat seet d'Unioun vun dem Finanzpersonal aus Europa, där hire Vizepresident de President ass vum Finanzpersonal vun der Steierverwaltung zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dat ass de Fong vun der Fro, wou een den Ënnerscheed muss maachen tëschent där enger Politik mat Substanz an där reeller Nischepolitik, déi dorobber baséiert, datt een deem aneren eppes ewechklaut.

An do brauche mir eis och keng Moralpriedegt halen ze loosse vun der ADR. Dat ass deemools scho gesot ginn, wéi mer gesot hunn, d'Steiergeheimnis, wou zu Lëtzebuerg reell Leit Steierflucht gemaach hunn, Kapitalflucht gemaach hunn aus anere Länner, wier net korrekt. An et ass ëmmer gesot ginn: Dat muss ee bäibehalen, dat ass net ofzeschafen. Haut ass et ofgeschaaft! Der ADR hir Moral an där Hisiicht ass sécherlech eng aner wéi eis.

An dobäi muss ee sech d'Fro stellen, an ech kommen op déi zréck: Wéi vill profitéiert eigentlech wierklech nach Lëtzebuerg vun där Politik do, déi aner Länner vill Sue kascht? An ech muss drun erënneren, datt an Europa eng Milliard Euro, pardon, 1.000 Milliarden Euro, eng Billioun verluer geet all Joers duerch déi dote Politik deene souveräne Staten, déi déi Sue brauchen. Mä ech kommen nach op d'Rulingen zréck.

Stol a realwirtschaftlech Aktivitéiten, wa mer eis dann doriwwer kënnen eens sinn, brénge Räichtum. Steiernische loosse Räichtum verschwannen. Dat heescht net, datt mir kee Finanzsecteur zu Lëtzebuerg kënnen hunn oder bräichten ze hunn. An de Chiffer vu 25% vun de Recetten iwwert de Finanzsecteur stëmmt.

Mä et kann een awer och net soen, datt dee ganze Finanzsecteur, datt deen op Steiernische baséiert! Mir hunn och am Finanzsecteur e groussen Deel, deen eng reell Substanz huet an deen eng reell Aktivitéit huet an net iwwer esou eng Nischepolitik fonctionnéiert. Mä nieft dem Finanzsecteur - an do läit vläicht d'Drénglechkeet dran an eiser Diskussioun, an ech hoffen, datt mer eis doriwwer vläicht och mam Här Rapporteur eens sinn - brauche mir eng Wirtschaftspolitik, déi diversifizéiert ass an déi Substanz huet. An dorobber musse mer baue vun elo un.

An ech wëll e puer Beispiller uginn. Éischt Beispill ass d'Klimapolitik. D'Klimapolitik grad no Lima, wou all Stat soll deemnächst festleeën, wat seng Ziler sinn am Ofbau vun dem CO_2. Mir brauchen dréngend en Aktiounsplang, fir de Klimaveränneerungen entgéintzewierken. An ech stelle mer d'Fro, ob mer net amgaang sinn, Zäit ze verléieren, zum Beispill an där Souscommissioun, déi mer gemaach hu grad zu deem doten Zweck.

Ech hat viru sechs Méint proposéiert, en Hearing ze maachen an där Chamber hei, wou mer eis géife mat den ONGen, mat der ziviller Gesellschaft auserneesetzen doriwwer, wéi eng Moossname mer kéinten ergräifen, fir eise Klimaziler méi no ze kommen a fir e wesentleche Bäitrag ze leeschten.

Deemools ass vun der Majoritéit décidéiert ginn, fir en Aarbechtsgrupp anzesetzen, dee bis elo op der Plaz...

(Interruption)

...dee bis elo op der Plaz trëppelt. Leider! Ech fäerten, datt d'Zäit eis immens enk gëtt, fir relativ schnell ambitiéis Ziler dohinnerzesetzen. An ech wëll net héieren herno, mir hätten eis missen op déi Ziler, déi d'Regierung vu virera festgeluecht hat, beschränken, well keng Zäit gewiescht wier, fir am Fong geholl d'Saach am Fong ze analyséieren!

Wat d'Energiepolitik ugeet. Erneierbar Energien, energetesch Sanéierung, wou een - an ech mengen, doriwwer si mer eis och eens mat deene Gréngen; et misst just eppes geschéien -, wou ee ganz vill Aarbechtsplaze kéint schafen, d'Handwierk ganz vill Aktivitéite kéint fannen, Mëttel- a Klengbetriber kéinte schaffen.

Mir hate proposéiert, fir eis ze orientéieren un deem, wat d'Regioun Tréier mécht. An der Regioun Tréier sinn 30% vun hirer Energie erneierbar Energien. Mir si bei Peanuts vun deenen! Firwat brauche mir esou laang, fir eis mat engem Beräich, deen ähnlech strukturéiert ass wéi Lëtzebuerg, zesummenzesetzen an, wéi dat ëmmer esou schéin heescht, Best Practices ze kucken a schnell lasszefueren, wéi een och zu Lëtzebuerg mat erneierbaren Energië wesentlech méi schnell weiderkéim, wéi dat de Moment de Fall ass?

Mir bräichten Investitiounen am Beräich vun der Ëmwelt, an der Oprechterhalung an an der Erëmhierstellung vun der Biodiversitéit. Mir bräichten Investitiounen am Besuerge vun der Ernährung, vun der Landwirtschaft. Eng Landwirtschaft, déi ouni Vergëftung vu Buedem, Grondwaasser a Flëss funktionéiere kann. Well d'Landwirtschaft brauch eng Zukunft! Och do gëtt et vill Aarbechtsplazen an och do gëtt et grouss Besoinen. An och dat kënne mer zu Lëtzebuerg maachen, wa mer et gemeinsam upaken.

Een anere Beräich, wou et dréngend ass, datt mer investéieren, dat ass de Wunnengsbau. De Wunnengsbau ass eng Katastroph! Jiddweree weess et, jiddweree seet et an der Zwëschenzäit. Mä et geet net duer, fir dat festzestellen. Zu Lëtzebuerg feelen all Joers 5.000 Wunnengen, déi mer bräichten, fir de Besoinen nozekommen. Wa mer de Retard kucken, dee mer hunn, misste mer an deenen nächsten zéng Joer, an déi Chiffere si kloer, all Joers 8.000 Wunnengen, nei Wunnenge bauen, fir nëmmen annähernd bäizekommen. Dat sinn op zéng Joer 80.000 zousätzlech Wunnengen.

An ech sinn iwwerzeegt, datt de Privatsecteur, am Géigesaz zu deem, wat d'DP nach ëmmer mengt, dat net wäert stämmen. Mir brauchen d'Hëllef vun der ëffentlecher Hand. Mir brauche Sue vun der ëffentlecher Hand. Mir brauchen Initiative vun der ëffentlecher Hand, fir selwer inklusiv mat Wunnengsbaugesellschaften dozou bäizedroen, datt déi Wunnen-

gen do gebaut ginn. Och do geet et ëm vill Aarbechtsplazen, och do geet et ëm Formatioun, och do geet et ëm Beschäftegung an et geet a leschter Instanz dodrëm, datt mer zu Lëtzebuerg de Leit, déi wunne wëllen, déi Wunnengen zur Verfügung stellen, déi se kënne fir en abordabele Präis kréien.

Positiv ass och, datt de Franz Fayot virgeschloen huet, déi laangjähreg Fuerderung vun déi Lénk opzegräifen, fir op de Fonds de compensation, also dat heescht de Pensiounsfong, zréckzegräifen, fir am Wunnengsbau aktiv ze sinn. Ech géif et ganz wichteg fannen, wann endlech effektiv an déi Richtung eppes géif geschéien. Do si vill Suen, déi besser placéiert sinn am Wunnengsbau zu Lëtzebuerg, sief et duerch Prêten, sief et duerch Wunnengsbaugesellschaften an ëffentlecher Hand, wéi wann déi um Finanzmaart an der Welt zirkuléieren.

Fir déi Investitiounen an der Wirtschaft, déi mer brauchen, fir se ze diversifizéieren... Iwwregens gehéiert zur Diversifikatioun vun der Wirtschaft och eng Diversifikatioun am Raum. Et ass och falsch, fir alles op Lëtzebuerg ze konzentréieren an net eng wirtschaftlech Diversifikatioun ze maachen an der Groussregioun, wou dann all d'Leit mussen op Lëtzebuerg schaffe kommen. Och do misst ee vill méi kooperativ an interaktiv mat deenen anere Länner zesummeschaffen.

Fir déi Investitiounen do ze garantéieren, gëtt et zwou Viraussetzungen. Déi éischt Viraussetzung ass déi, datt de Méiwäert, deen an de Betriber geschafe gëtt, muss reinvestéiert ginn. Dat ass awer leider ëmmer manner de Fall. De Reinvest ass net garantéiert, stëmmt an engem ëmmer manner grousse Mooss. An dat ass jo och net nëmmen ee Problem zu Lëtzebuerg, et ass ee Problem an der ganzer EU.

Dat ass jo eng vun den Ursaachen, firwat datt d'Kommissioun ënnert dem Jean-Claude Juncker higaangen ass, een Investitiounsplang gemaach huet, wou se soen: Mir mussen e Minimum vun ëffentleche Mëttelen deblockéieren, fir mat engem Multiplikatiounsfacteur, mat engem Hiewel, fir dann do Privatsecteuren dozou ze bewegen, fir erëm ze investéieren. Mä et ass eng Drëps op de waarme Steen, wat do proposéiert gëtt, vis-à-vis vun deene Suen, déi et gëtt, déi zirkuléieren an déi net méi an d'Betriber investéiert ginn.

Leider ass et awer esou, datt déi Sue reinvestéiert ginn a Spekulatioun, wat een anere Problem opwerft, deen ech just um Rand hei wëll betruechten, mä deen iergendwann, vläicht méi schnell, vläicht manner schnell, zu engem grousse Problem gëtt, nämlech wann déi Blos, déi do opgebaut gëtt an der Spekulatioun, wann déi wäert platzen a wann et wäert kraachen an d'Stéit an d'Salariat forcéiert ginn, d'Käschten erëm eng Kéier aus dem Feier ze huelen.

Wéi gesot, déi éischt Viraussetzung ass déi, datt deen an de Betriber geschafene Méiwäert reinvestéiert gëtt. An déi zweet Viraussetzung ass déi, datt de Stat ee gerechten Undeel un de Benefisser kritt, fir Investitiounen an Infrastrukturen, an ëffentlech Bedierfnesser kënnen ze maachen.

Zur Finanzpolitik: De Finanzminister gëtt net midd, ze soen, wéi wichteg den Triple-A fir Lëtzebuerg ass. De Franz Fayot sot, d'Kritäre vun Europäesche Semester a vum Stabilitéitspakt wieren ze streng. Mir wëssen, datt déi Kritäre vum Triple-A vu Ratingagenture wéi Standard & Poor's opgestallt ginn, déi a Griichenland, Portugal, Spuenien Millioune vu Leit an d'Aarmut dreiwen. Déi Ratingagenture sinn net onofhängeg, mä se schaffen am Intérêt vun de grousse Finanzgesellschaften. Et brauch een nëmmen d'Zesummesetzung vun hire Verwaltungsréit ze kucken.

Et sinn déiselwecht Ratingagenturen, déi Lehman Brothers nach kuerz virun der Faillite eng gutt Bonitéit ginn hunn, eng Faillite, déi den Ufank war vun där gréisster Finanzkris, déi mer kannt hunn, ouni datt iergendeng Ratingagentur dat virausgesi gehat hätt. Eng Lehman Brothers, déi e puer Méint virun der folgeschwéierer Faillite zu Lëtzebuerg Rulinge gemaach huet. Ouni datt ech elo hei wëll drop agoen, wéi eng Etuden a Consultanten zu Lëtzebuerg un deene Montagë bedeelegt waren, mä interessant ass et schonn.

Ech wëll dem Här Fayot soen, datt et beim Europäesche Semester an dem Wuesstums- a Stabilitéitspakt net nëmmen Excèse gëtt, mä et ass d'Logik dovunner, déi eis Gesellschafte wäert ruinéieren.

De Franz Fayot, an och dat ass ze begréissen, huet och drop higewisen, datt mer eigentlech keng strukturell Schold hätten, wann een d'Avoiren an d'Scholde matenee korrekt géif oprechnen. Hie bedauert awer, wéi mir och, datt Bréissel dat net considéréiert an anescht rechent. Ob een et beim Bedauere soll loossen, doriwwer sollt een eng Kéier méi seriö diskutéieren.

Wat d'Sozialpolitik ugeet, kréie mer gesot, ouni Wuesstum, ouni Gewënner wier keng Sozialpolitik méiglech. An de Franz Fayot huet selwer op d'Wichtegkeet vun de Sozialtransferten zu Lëtzebuerg higewisen, doduerjer, wéi e gesot huet, datt mer duerch Sozialtransferten d'Leit, d'Zuel vun de Leit, déi un der Aarmutsgrenz leien, vu 45% op 16% erof géife setzen. Wëssend, an dat wësse mer alleguerten, datt den Aarmutsrisiko awer trotzdeem zouhëlt, also net ka gespuert ginn dorobber, well mer soss nach méi grouss Problemer do kréien.

Mä d'Gläichung „Gewënner ass gläich Sozialpolitik" ass falsch. Ech hunn et schonn eng Kéier gesot. Ech wëll et nach eng Kéier soen. De Keynes huet schonn 1930 gemengt, datt d'Produktivitéit an honnert Joer géif erlaben, datt jiddweree just nach 15 Stonnen d'Woch misst schaffen. Mä de Keynes huet sech geiert! En huet sech dowéinst geiert, well de Räichtum sech net automatesch verdeelt op jiddwereen. D'Naturgesetzer vum Kapital oder, wéi de Marx sot, d'Gesetz vun der kapitaler Cumulatioun ass méi staark, wéi de Wonsch, datt dat sech gerecht verdeelt, soudatt ëmmer manner vu Benefisser an d'Sozialpolitik fléissen.

D'Resultat ass dat, wat Der kënnt noliese beim Thomas Piketty an aneren Etüden, déi och hei zitéiert gi sinn. Ännerungen un där Situatioun, datt effektiv d'Benefisser net méi kënne genotzt ginn, fir eng korrekt Ëmverdeelung ze maachen, ergi sech nëmmen dann, wann d'Politik erëm d'Primat iwwert d'Wirtschaft iwwerhëlt. De Serge wäert muer méi op déi Debatt do agoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Turpel, ech hunn nach eng Kéier den Här Fayot, wann Der géift erlaben.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Ech wollt dem Här Turpel just soen, well en huet dat do schonn, en ass schonn eng Kéier mam Thomas Piketty komm. Den Thomas Piketty, Här Turpel, ass e Sozialdemokrat.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Et ass kee Kommunist. Et ass keen... Mä wat Dir elo amgaang sidd, hei ze soen, dat geet an d'Richtung vun engem einfachen, pure Kommunismus, wou een einfach d'Produktivitéit communautariséiert an de Profit verdeelt. Mir sinn an engem..., à moins dass Der eng Systemëmwälzung wëllt, an da musst Der dat soen, si mer net, an den Thomas Piketty ass och net an där Logik.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Den Thomas Piketty, hunn ech gesot, den Thomas Piketty huet keen alternative Wirtschaftssystem virgeschloen. Den Thomas Piketty huet e Constat gemaach iwwert déi zouhuelend Ongläichheeten! An ech mengen, dat ass e Constat, dee gëtt iwwerall gedeelt! Dee gëtt iwwerall gedeelt. An et ass net méiglech, fir ze soen, datt dat net géif stëmmen.

Den Thomas Piketty huet souguer eng Formel uginn, mat där e berechent, firwat datt dat esou ass! Well e seet, d'Revenue vum Kapital op Weltebene ginn iwwert d'Wuesstumsraten eraus. D'Renditte ginn iwwert d'Wuesstumsraten, si méi grouss wéi d'Wuesstumsraten. Ob een déi Formel elo deelt, wéi eng Gesellschaftsmodeller ee wëllt, dat ännert guer näischt un der Feststellung, déi ee muss maachen.

An dat ass sécherlech ee flotten Exercice, dee mer eng Kéier kéinte maachen, wéi eng Konsequenzen datt ee muss zéien, fir kënne méi eng gerecht Gesellschaft ze maachen. Ass dat eng Systemännerung? Sinn do Saache méiglech duerch eng politesch aner Orientéierung? Doriwwer kënne mer gären eng Kéier diskutéieren.

Mä ech hunn de Piketty net zitéiert als Kand vu Leit, déi an der LO (veuillez lire: Lutte ouvrière) waren oder als Enkel vu Grousseltere, déi déck Bourgeoisë waren. Ech hunn en zitéiert wéinst deem, wat e geschriwwen huet.

(Interruption)

Jo, dat ass esou, dat ass esou! Ech mengen, liest Är eege Kriticken iwwert de Piketty, do steet dat dran!

Wat d'Steierpolitik ugeet, wëll ech nach eng Kéier erënneren un dat, wat ech hei gesot hunn op dëser Plaz, wéi mer iwwert de Kont 2013 diskutéiert hunn a wat duerno och anerer opgegraff hunn, an ech sinn och frou dodriwwer. Ech gi just zwee Chifferen, mä ech mengen, datt déi zwee Chifferen et awer a sech hunn.

Deen een Chiffer ass deen, datt vun 2000 bis 2013 d'Lounsteier ëm 20% méi zougeholl huet wéi d'Lounmass. Et geet also net duer, fir ze soen, d'Lounsteier ass gestiegen, well d'Lounmass gestiegen ass, wéi dat d'UEL mécht, mä d'Lounsteier ass ëm 20% méi gestiege wéi d'Lounmass. Dat ass deen ee Chiffer.

An deen anere Chiffer ass deen, datt d'Benefisser ëm 57% méi gestiege sinn, wéi d'Steieren op de Kollektivitéiten. Also just deen ëmgedréite Prozess. 20% méi Lounsteier wéi Lounmass, a 57% méi Benefisser, wéi d'Steiere gewuess sinn.

An dat féiert zu deem Ongläichgewiicht, deen hei schonn e puermol opgeworf ginn ass tëschent de Steieren um Kapital an de Steieren op der Aarbecht. Wou mer ausgaang si virun enger gewëssener Zäit vun engem Verhältnis vu 50:50, wou mer an Zwëschenzäit bei 30:70 ukomm sinn a schnurstracks op 25:75 zousteieren. Och dat ass ee Fait, wou jiddweree seng Konsequenze muss dorauser zéien. Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Ech wëll just soen, datt et Alternative gëtt. Déi stelle vläicht d'Muecht vun deenen Herrschenden a Fro, fir ze bestëmmen iwwer alles, wou si wëllen.

Plusieurs voix.- Ohh!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dat ass vläicht deenen hire Problem, déi hei vu Systemwiessel schwätzen. Mä et brauch een net een anere System, fir déi Muecht a Fro ze stellen a fir Propositiounen ze maachen, déi an eng aner Richtung ginn. An d'CSL, där ee jo bestëmmt net ka virwerfen, fir hei kommunistesch Iddien ze verteidegen, huet der eng Rei virbruecht. Ech wëll se opzielen: d'Besteierung vum Patrimoine, „où le prélèvement aurait été davantage progressif", fir méi eng progressiv Steier um Patrimoine.

Aner Pisten, soe se, bon: «adaptation du barème d'imposition des personnes physiques, réintroduction de l'impôt sur la fortune des personnes physiques, réforme de l'impôt foncier ou des droits de succession, imposition plus conséquente des revenus du capital, élargissement de l'assiette d'imposition du revenu des collectivités, et cetera.»

D'Zitat vun deem, wat d'CSL, d'Representatioun vun de Salariéen zu Lëtzebuerg, seet. An ech sinn der Meenung, datt dat eng demokratesch gewielten a representativ Delegatioun ass, déi se iwwert d'Salariéen zu Lëtzebuerg duerstellen.

Wat ech bedaueren - wat ech bedaueren! -, dat ass, datt den Avis vun der Chambre des Salariés vun iwwer honnert Säiten, mat ganz ville Fakten, mat ganz villen Argumenter a mat Alternativen, datt deen an der Kommissioun emol net diskutéiert ginn ass. Wéi iwwregens déi aner Avisen och net, ausser deem vum Statsrot, wat d'Oppositions formelles ugeet.

Mir hunn eng ganz Rei Institutiounen invitéiert, staatlech Institutiounen, fir Donnéeën ze ginn iwwert d'Statsfinanzen an d'Situatioun vun der Trésorerie. A menger Meenung no ass et wichteg, datt een déi Avisen, déi mat ganz vill Méi a ganz vill Seriö ausgeschafft gi vun de Beruffskummeren, datt ee sech déi nämlecht Zäit hëlt, fir déi an de Kommissiounen ze diskutéieren. An ech begréissen et, datt mindestens de Rapporteur et fäerdegbruecht huet, fir se ze resüméieren a sengem Avis (veuillez lire: Rapport), wat och net ëmmer jiddweree bis elo gemaach huet.

Mä net nëmmen d'Chambre des Salariés, och déi Lénk hu ganz konkret Virschléi gemaach, wéi Alternative kënnen ausgesinn. Ech zielen der einfach emol fënnef op, déi mer virbruecht hunn.

Eng éischt ass déi, fir, wat d'Steierprogressivitéit ugeet, fënnef Tranchen iwwert déi 40%, also iwwert déi 200.000, iwwert déi 100.000 Euro eraus derbäizesetzen. Dat géif, laut Berechnunge vum viregte Finanzminister als Äntwert op eng Fro vum André Hoffmann, 500 Milliounen zousätzlech Recettë bréngen.

Mir kënnen d'Exonératioun vun den Hedgefongen, wa mer déi géifen ofschafen, géif dat eis 75 Millioune bréngen.

Wa mer den Abattement op der Halschent vun den Dividenden ofschafen, géif dat 100 Millioune bréngen - an datt d'Halschent vun den Dividende steierfräi ass, ass wierklech eppes, wat net méi gerecht ass -, wat kengem vun deene géif wéidinn.

Wa mer eleng den Abattement op de Betribs-, op den Déngschtween géifen ofschafen, op deenen décken Déngschtween, géif dat 100 Milliounen ausmaachen.

Wa mer géifen den Impôt commercial, iwwert dee jo och muss diskutéiert ginn, generell vun 3 op 4%, e war scho méi héich, refixéieren, hätte mer e Plus vun 180 Milliounen. Och wann d'Upassung vun der Steiertabell un den Index eis géif parallell 100 Millioune kaschten.

An dann, an dann, Dir Dammen an Dir Hären, fannen ech et eng Frechheet, wann ee gesot kritt, et géif ee keng Alternative bidden! D'Regierungsparteien hunn d'lescht Woch ee Communiqué erausginn, wou se gesot hunn, d'CSV hätt keng Amendementer eraginn an och d'ADR an déi Lénk géife keng Alternativen ubidden.

Mir stinn zu deenen Alternative vun der CSL an och zu deenen, déi mir gesot hunn! Och wann d'CSV se vläicht net deelt an d'ADR, mir stinn do derzou! An ech fannen et wierklech eng Frechheet, fir ze soen, datt keng Alternativen ugebuede gi wieren, well wann een déi Alternativen nämlech wouergeholl hätt, eleng déi, déi d'CSL gesot huet, dann hätt ee sech dee ganze Spuerpak kënne spueren! Dann hätt dee sech eriwwregt.

An dowéinst geet et eis net drëm, fir elo hei Amendementer ze maachen zu eenzelne Mesuren, mä dee ganze Pak gehéiert an d'Poubelle a soll ersat ginn duerch eng seriö Debatt iwwer Alternativen, déi d'CSL lech offréiert huet, déi d'Gewerkschaften lech offréiert hunn, an déi Debatt soll zesumme mat deene Betraffenen diskutéiert a gefouert ginn.

Zum Sozialdialog: De Franz Fayot huet kritiséiert, datt en ze spéit komm wier. De Pierre Gramegna huet sech gefreet, „dass e lieft an dass en erëm fonctionnéiert" - en Zitat. E funktionéiert erëm, ass de Moie gesot ginn.

Ech wëll drop hiweisen, datt ech virun eng ganz Rei, virun enger gewëssener Zäit eng Question parlementaire gemaach hat un de Premierminister, wou ech e gefrot hunn, firwat datt de Sozialdialog net géif funktionéieren, firwat datt d'Gewerkschafte sech missten opreegen, datt en net géif funktionéieren, firwat datt se d'Mesurë just virgestallt kritt hunn, déi de Regierungsrot guttgeheescht hat, a firwat datt do wierklech net ee strukturéierte Sozialdialog géif gefouert ginn.

Doropshin huet de Premier mer geäntwert, datt d'Regierung fir de Sozialdialog wier: «... appelle de ses voeux un dialogue franc...», datt d'Regierung «a rencontré les partenaires sociaux pour leur exposer les mesures projetées et le contexte plus global dans lequel ces mesures sont à voir. Ceci dit, et compte tenu de l'urgence qu'il y a et du calendrier qui lui est imparti, le Gouvernement a dû prendre ses responsabilités et initier les mesures qui s'imposent dans l'intérêt du pays.» Am Resümee: Mir hate keng Zäit fir esou eppes.

An et ass eréischt, nodeems d'Gewerkschafte sech mobiliséiert hunn a se eng gréisser Mobilisatioun nach ugekënnegt hunn a gewisen hunn, datt d'Leit hanner hinne stinn zu Dummeldeng, datt d'Regierung, de Premier deen aneren Dag hinnen ugeruff huet a gesot huet: Kënne mer eis dann net awer zesummesetzen?

An op déi zweet Fro, déi ech gestallt hat, wéi d'Regierung de Sozialdialog an nächster Zäit wëllt strukturéieren - an ech hunn eng ganz Rei Propositioune gemaach -, krut ech iwwerhaapt keng Äntwert! Dat heescht, d'Regierung hat entweder keng Zäit, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen, oder si hat keng Virstellungen, wéi een de Sozialdialog kéint strukturéieren. A si ass eréischt zu Konklusioune komm, wéi d'Gewerkschafte gedrot hunn, fir d'nächst Joer, esou vill Joren, nodeem datt se géint d'CSV/LSAP an der Strooss waren, erëm an der Strooss ze si géint déi nei Regierung.

Ech wëll awer och drop hiweisen, wien de Sozialdialog futtigemaach huet! An den OGB-L seet ganz kloer: „D'CSV an de Juncker hunn de Sozialdialog futtigemaach,...

(Brouhaha)

...deen elo erëm ënner hirem Drock ugekuerbelt ginn ass."

Den Här Berger sot, an dat mécht mech och e bësse béis, ech muss et awer hei soen,...

(Brouhaha général)

Jo!

(Interruptions diverses)

Den Här Berger sot, hie wier frou, datt d'Gewerkschaften déi 258 Moossname vum Zukunftspak ënnerschriwwen hätten. E sot et zweemol um Fernseh an e sot et virdrun nach eng Kéier hei. An dat ass einfach net richteg! Dat ass net d'Wourecht.

Ech zitéieren einfach den André Roeltgen, de President vum OGB-L, wat en um Kongress gesot huet. Zitat: „Den OGB-L huet keen Accord mat der Regierung ënnerschriwwen, an deem steet, datt den OGB-L der Regierung hir Usiichten iwwert den Zoustand vun den ëffentleche Finanzen deelt. An en huet och net mat der Regierung en Accord ënnerschriwwen, deen hir Spuerpolitik vun den 258 Mesurë guttheescht. Datt dat emol kloer ass." Zitat eriwwer.

Ech hoffen, datt et elo kloer ass, an datt net nach eng Kéier gesot gëtt, d'Gewerkschaften hätten dat ënnerschriwwen, well et ass net richteg.

A wann den Här Gramegna seet de Moien, den Accord ma de Gewerkschafte wier méiglech gewiescht ënner anerem, well mer Finanzspillraum duerch 90 Milliounen an der EU kritt hunn, da stellen ech mir d'Fro: Wa mer déi

Suen net kritt hätten, wier da kee Spillraum do gewiescht? Wier de Sozialdialog dann net méiglech gewiescht oder wier et dann erëm een Dialogue de sourds ginn? Wier da kee Spillraum do gewiescht, fir de Gewerkschaften entgéintzekommen an ee Kompromëss ze maachen? Dat ass trotzdeem eng Fro, déi ee sech muss stellen.

An da gëtt ëmmer gesot: „Mä d'Patronat war net derbäi!" Mä kommt, mir bleiwen awer mat de Féiss um Buedem! D'Patronat sëtzt mat an der Regierung. D'Patronat souz bei de Koalitiounsverhandlungen derbäi...

(Brouhaha)

...an d'ABBL ass dee beschten, an d'ABBL...

(Brouhaha et interruptions diverses)

Mä da veröffentlecht emol Är Zesummesetzung vun Ären Aarbechtsgruppen! D'Patronat souz bei de Koalitiounsverhandlungen derbäi! An de Vizepremierminister sot: „D'ABBL ass eisen éischte Conseiller de Gouvernement.", op enger Versammlung vun der ABBL, déi d'ABBL genotzt huet, fir ze filmen an dorauser e Clip ze maachen, mat deem se sech haut nach bretzt. Also kann een net soen, d'Patronat hätt näischt ze soe gehat.

Dir hutt gesot, an d'Gewerkschaften hunn och gesot, Dir hätt elo een Accord. An dat steet jo och am Accord dra vun deenen 13 Punkten, net vun deenen 258, mä vun deenen 13 Punkten, iwwert déi en Accord getraff ginn ass. Et wier en Accord do mat de Sozialpartner, fir iwwert d'Steierreform ze diskutéieren oder se zesummen auszeschaffen. Ech wëll elo net op d'Wierder do zréckkommen.

Déi nämlecht Fro stellt sech fir d'Chamber, an ech mengen, mir krute jo och zougesot als Chamber, datt mer effektiv an d'Ausaarbechtung vun der Steierreform abezu ginn. Ier een dat ka maachen, stelle sech awer dräi wesentlech Froen.

Déi éischt Fro ass déi: Hu mer déi Basisdonnéeën, déi ee brauch, fir ze wëssen, wou mer dru sinn a wéi eng Steierreform soll ausgesinn? Mindestens de President vun der Pensiounskeess an och den Direkter vum Statec seet: „Mir hunn déi Daten, déi Donnéeën, haaptsächlech iwwert de Patrimoine, net zur Verfügung." Den Direkter vum Statec sot: „Se existéieren zwar, mä et muss ee se emol zesummefréieren."

Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi soll dat geschéien? Ass d'Bereetschaft do, fir mat den Experte vum Terrain effektiv déi Donnéeën iwwert d'Revenuen an de Patrimoine zesummenzefréieren? Esou wéi iwwregens och de Franz Fayot dat a sengem Rapport de Moien ervirgestrach huet.

Déi zweet Viraussetzung ass effektiv déi, datt mer emol eng Lëscht hu vun den Nischen. A wann ech Nische soen, da mengen ech déi real Nischen. A Frankräich gëtt et 400 Steiernischen - 400! -, déi si opgelëscht hunn. Dovunner sinn der eng Rei derbäi, wou ee seet: Déi maache Sënn. An der Belsch gëtt all Joer e Relevé mat de Steiernische festgehalen.

Ech hat an der Finanzkommissioun dorobber higewisen, well jo och de Statsrot dat gesot huet, ech hu geduecht, mir hätten dës Kéier och esou ee Relevé vun den Dépenses fiscales vun de Steiernischen, wéi virdru schonn hei drop higewise ginn ass. Et stellt sech awer eraus, datt dat just déi si vun der Lounsteier an net vun der Betribssteier.

An ech mengen, dat ass eppes, wat souguer d'Zentralbank kritiséiert huet, datt een net kann en connaissance de cause schwätzen a schaffen, wann een net eng komplett Lëscht huet vun all deenen Nischen. A mir hoffen, datt dat deemnächst och zu Lëtzebuerg méiglech ass, net eréischt beim nächste Budget, wann ech gelift, mä elo, fir effektiv esou eng Lëscht ze maache vun de Steiernischen zu Lëtzebuerg.

Wëssend, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi Steiernischen hunn, mä dat brauche mer net ze diskutéieren. Déi ganz europäesch Steierpolitik baséiert dorobber, datt jiddwereen Nische mécht an een deem anere Steieren ofluchst an domadder Recettë klaut.

Drëtt Viraussetzung, fir d'Steierreform kënnen ze maachen, ass déi, datt ee sech muss eens ginn iwwert d'Ausriichtung vun der Steierreform. An ech mengen, dat ass wahrscheinlech dee schwieregsten Deel. Den Enjeu vun enger Steierreform misst eigentlech dee sinn, fir d'Rudder erëmzewerfen, fir d'Verdeelung vun der Steierlaascht tëschent Aarbecht a Kapital, wat an déi total falsch Richtung geet, fir dat erëm op gläich Féiss ze setzen.

Domadder hu mer de Kapitalismus net ofgeschaaft, ausser wann d'Kapitaliste mengen, si kéinten dann net méi liewen! Fir déi erëm op gläich Féiss ze stellen, fir och d'Verhältnis vun den direkten an den indirekte Steieren erëm ze équilibréieren. An ech mengen, datt déi Diskussioun seriö muss gefouert ginn.

De Franz Fayot huet de Moien effektiv een Einstieg an d'Komplikatioun dovunner geliwwert, wéi e gesot huet, datt hie beanstant, datt d'Aarbecht ze vill belaascht gëtt, ëmmer méi belaascht ginn ass, d'Betriber ëmmer manner, mä datt een déi net kéint méi belaaschten. Esou wäert et net opgoen. A mir musse seriö driwwer diskutéieren, wéi d'Ausriichtung ass, fir datt de Stat an d'Gemengen erëm déi Recettë kréien, fir kënnen esou ze fonctionnéieren, wéi d'Bierger sech dat vun hinne kënnen erwaarden.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Madame Loschetter, Dir braucht Iech keng Suergen ze maachen ëm eis Organisatioun, déi klappt tipptopp.

Ech ginn elo net weider an op déi Zwéckmillchen, an där verschidde Leit do dra sinn, mä ech mengen, et ass eng seriö Debatt, datt mer iwwert d'Ausriichtung vun der Steierreform eis mussen eens ginn. An datt een do soll och iwwert d'Alternativen an d'Aussoe vun de Gewerkschaften diskutéieren.

Virun allem ass awer nach ee Punkt wichteg bei der Reform. Ech kommen herno bei de Gemengen och nach eng Kéier dorobber zréck, wat d'Gemengefinanzen ugeet. Mä bei der Steierreform läit d'Propositioun um Dësch vun der CSV a vun der DP, wann ech dat richteg verstinn, fir d'Reform vun der Betribssteier virzezéien, mam But, fir den Taux affiché erofzesetzen.

Ech mengen, datt dat eng ganz geféierlech Operatioun wier, well déi leeft dorobber eraus, datt elo eng Rei Nischen net méi existéiere kënnen, datt den Taux affiché erofgesat gëtt, an datt awer d'Nischepolitik weidergefouert gëtt, fir datt d'Betribssteier insgesamt weider erofgeet. D'CSV ass an hirem Rôle, wa se dat mécht. Ech hoffe just, datt d'Regierung an hirer Majoritéit capabel ass, fir sech deem entgéintzesetzen.

Wat den Zukunftspak ugeet, Spuerpak oder egal wéi mer et wëllen nennen...

(Interruption)

Oh, dat ass eng aner Diskussioun. Iwwert d'Austeritéit kann een och diskutéieren. Ech mengen, mir sollte wierklech eng Kéier driwwer diskutéieren, datt Der emol wësst, wat Austeritéit ass!

Wat de Spuerpak ugeet - dat heescht, d'Bierger an d'Stéit bezuelen dat, wat anerer net bezuelen -, wëll ech op e puer Punkten agoen. Dat Éischt ass déi TVA-Erhéijung. Ech wëll emol fir d'Éischt d'Feststellung maachen, datt déi Eenzeg, déi eng TVA-Erhéijung fir d'Kompensatioun, fir den Ausfall vum elektronesche Commerce, déi Eenzeg, déi eng TVA-Erhéijung an hirem Wahlprogramm haten, datt dat d'CSV war a soss keng Partei.

Dann ass et e bësse komesch, wann d'CSV hei mécht, wéi wann dat elo ee grousse Problem fir si wier, d'TVA-Erhéijung. Si sollen offe soen, datt se derfir waren an datt se derfir sinn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat soe mer offen. A mir répétéieren et nach eng Kéier, mir hunn et all Kéiers d'selwecht gesot, Här Turpel!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Okay. Da si mer eis zumindest eens, datt d'CSV virun de Wahlen an d'Regierung no de Wahlen déi ongerechtste Steier, déi et iwwerhaapt gëtt, wëllen ausbauen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat sot Dir.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- 2%... Jo, dat soen net nëmmen ech, dat seet d'Caritas. D'Caritas seet, et ass déi ongerechtste Steier, déi Der Iech iwwerhaapt kënnt virstellen! Dir hutt Iech d'lescht Kéier op d'Caritas beruff, da wëll ech Iech dat och elo soen. A si mengen et seriö a si kënnen et och argumentéieren.

Ausser beim superreduzéierte Steiersaz soll se ëm 2% an d'Luucht goen. An et ass beileiwen net nëmmen esou, datt alles, wat eng normal Famill brauch, am superreduzéierte Steiersaz dran ass. Am reduzéierte Steiersaz, dee vu 6 op 8 geet, ass d'Energie dran, Gas, Stroum an eng ganz Rei aner Saache fir normal Bierger. An am normale Steiersaz vu 15 op 17% sinn all d'Produkter dran, dat geet vun Autoen iwwert den Électroménager bis alles, wat iergendwéi Manufacture ass, sinn do dran.

An d'Präisser zu Lëtzebuerg leien iwwert deene vun anere Länner, wat méiglecherweis och e Problem ass fir de Commerce oder de Problem vum Commerce wäert verschlëmmeren. Wéi wäit wierkt d'TVA-Erhéijung sech op den Endpräis aus? Dat ass jo déi grouss Diskussioun. Dat ass jo d'Gretchenfrage.

D'CSL, fir se nach eng Kéier ze zitéieren, well se ebe seriö schafft an och seriö Etüde mécht, huet mat dem Deutschen Institut für Wirtschaftspolitik zesummen eng Etüd gemaach, déi Der hoffentlech kennt, déi seet, datt d'TVA-Belaaschtung vun de Stéit vun 9,59 op 10,82%, dat heescht ëm 1,16% an d'Luucht geet. Dat sinn an der Moyenne 480 Euro, déi ee Stot méi muss bezuelen duerch d'TVA-Erhéijung. Ënner Berücksichtegung, datt de superreduzéierte Saz net an d'Luucht geet. A si soen, dat ass zwëschen 290 a 790 Frang, Euro, jee no Akommeslag.

Woubäi et awer esou ass, datt fir déi ënnescht Akommessen d'Belaaschtung méi grouss ass wéi fir déi iewescht Akommessen. Fir déi ënnescht Akommesse sinn dat 0,9%, zum Beispill, déi, déi de soziale Mindestloun kréien. A fir déi iewescht Akommesse sinn et 0,6%. An elo soll emol nach ee mir soen, wéi déi 0,1% soziale Mindestloun, déi se bäikréien, wéi déi déi 0,9% do sollen ophiewen.Also gëtt hei eng Politik gemaach och op...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Duerch den Index.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, den Index, dee weit awer just dat op, wat d'Liewensdeierecht... Jo, mä mat där Verschiebung, déi de Moie gesot ginn ass, wou de Finanzminister gesot huet, hie wier frou, datt dat esou spéit kéim, datt...

(Interruption)

Jo. Solle mer emol d'Verschiebung ausrechnen? Wësst Dir, wat Dir mat der Index-Manipulatioun bis elo gemaach hutt vun 2006 un?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Oh! Oh!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- 1,5 Milliarden hutt Dir de Stéit virenthalen, inklusiv deene mam soziale Mindestloun. Inklusiv deene mam soziale Mindestloun! An och, Här Bodry, dat kënnt Dir net ofstreiden, dat ass eng Politik, wou jiddwereen iwwert dee gläiche Leescht gezu gëtt. An dat ass de Géigendeel vun där Politik, déi Dir eigentlech verteidegt hutt. An Dir fuert riicht duerch domadder weider. Wat Der vun Dommheeten ënnert där leschter Regierung gemaach hutt, maacht Der elo an där Hisiicht do weider!

Iwwert d'Diskussioun vun der UEL, fir ze soen, d'Betriber géifen et zu 75% droen, ech mengen, do brauche mer net laang ze diskutéieren. Souguer d'Chiffere vun der Regierung, déi awer d'CSL a Fro stellt, soen: 50% fir d'Stéit, 50% fir d'Betriber, de Stat an d'Gemengen. Woubäi een dann och muss wëssen, datt bei de Betriber dat nach laang net all Betriber betrëfft, mä nëmmen déi, déi se net herno kënnen ofsetzen. D'CSL huet iwwregens gefrot, datt d'Regierung géif déi Chifferen, datt dat 50:50 wier, emol eng Kéier géif beleeën. Dat ass leider, souwäit wéi ech dat matkritt hunn, och net geschitt.

Ech ginn och net weider op d'Akzisen an. Ech mengen, datt awer och d'Akzise just als finanzpolitesche Problem gesi gi sinn, an net als Chance, fir eng aner Gesondheetspolitik ze maachen.

Wat d'TVA um Logement ugeet, wat d'Zweetwunnengen ugeet, bedauere mer nach eng Kéier, datt keng Etüd gemaach ginn ass, fir d'Konsequenzen ze kucke fir d'Loyeren. D'Regierung hofft a biet vläicht och, ech weess et net, datt d'Gewënnmargë vun den...

(Interruption)

Net all, net all.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat war déi viregt Regierung.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Okay, okay. Ech si mer awer net esou sécher, ob do net heiansdo gebiet gëtt, well ganz op objektiven Donnéeë baséiert dat net. D'Hoffnung, datt d'Promoteuren hir Gewënnmargë fräiwëlleg reduzéieren, bleift fir mech ee fromme Wonsch, fir deen een da biet oder net biet, mä dat wäert keng Realitéit ginn, soudatt awer dat wäert op d'Stéit, déi musse loune goen, ëmgeluecht gëtt.

En plus ass et esou, datt déi Steierreduktioun, déi ee konnt kréien, op 50.000 Euro beim Invest, engem erlaabt huet, fir 416.000 Euro ze investéieren, an datt et an Zukunft nëmme méi erlaabt, fir 375.000 Euro ze investéieren, well Der net bereet waart, fir déi Steierreduktioun an d'Luucht ze setzen. Dat mécht fir een, deen dat nämlecht investéiert wéi virdrun, ee Verloscht vu 7.246 Euro!

An zum Schluss bei dem Logement wëll ech nach drop hiweisen, datt déi TVA-Erhéijung och stëmmt (veuillez lire: gëllt) fir d'Gemengen, fir d'Communautéiten, fir déi, déi Gemeinschaftswunnenge bauen, an dann och fir all d'Asblen, an och dat ass net ganz seriö.

Déi nei Steier, op déi de Serge Urbany muer méi wäert agoen, vun 0,5%. Also, éischtens muss ee sech froen, dee ganzen Duerjerneen: Wat ass et? Ass et eng Steier? Ass et eng Sozialofgab? War dat néideg? Neen, et war net néideg, well et ass vun Ufank un drop higewise ginn, datt et net dat kéint sinn.

Elo ass et eng Steier, eng speziell Steier, wou de Premier de Moien dem Finanzminister félicitéiert huet, datt elo dee ganze Salaire social minimum géif immuniséiert ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt ech genee dat nämlecht hei gesot hat, wéi se hei virgestallt ginn ass, an de Premier gesot huet, dat kéim net a Fro. Also ass dat och net ee Resultat nëmme vum gudde Wëlle vun deem engen oder anere Minister, mä et ass e Resultat vun der Mobiliséierung vun de Gewerkschaften.

De Serge wäert muer méi op d'Sozialpolitik, d'Familljepolitik, Aarbecht, Chômage a sozial Sécherheet...

(Brouhaha)

...agoen.

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Hien huet nach zéng Minutten. Esou geet dat net...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Maacht Iech do keng Suergen. Maacht Iech do keng Suergen, mir wëssen, mir deelen net ënnertenee wéi Dir mat de Leit dobaussen...

Plusieurs voix.- Ooh! Aah!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat do ass gutt gedeelt. Esou rechne mer...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Denkt un Är Stonn! Dir hutt just nach eng Véierelstonn.

(Interruptions diverses)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, ech ginn awer dovun aus, datt déi Zäit, wou ech ënnerbrach gi sinn a Froe gestallt kritt hunn, datt Der mer déi awer bäisetzt.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Wéi war dat mam Zuch?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net provozéieren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dat ass deen Zuch, deen no vir fiert a wou een och no hannen...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- An dee géif no hanne lafen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dem Här Urbany seng Zäit leeft of!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wichteg fir mech ass et nach, zwee Wuert ze soen zu de Rulingen, déi elo eng legal Basis hei solle kréien. Dat ännert näischt un der Problematik, déi domadder opgeworf ass. Et ännert och näischt drun, datt mer iwwerhaapt net wëssen, wou mer dru sinn, datt een onbedéngt eng Bestandsopnahm bräicht, datt déi Froen, déi mer gestallt hunn, ëm wéi vill datt et iwwerhaapt geet, wat iwwerhaapt do nach erakënnt, datt déi Froen net beäntwert sinn. Ech bedaueren, datt dat eréischt d'nächst Joer geschitt.

Mir bedaueren d'Feele vun Transparenz. Sécherlech hätt eng Enquêtëkommissioun do méi schnell Kloerheet bruecht. An och fir d'Zukunft, menge mer, datt déi Transparenz misst garantéiert sinn, datt ee sech muss eens ginn iwwert d'Besteierungsbasis an Europa an datt ee sech och misst eens ginn iwwer ee Mindeststeiersaz.

Ech wëll do nach eng Kéier d'Unioun vun de Finanzbeamten zitéieren, déi soen: «...introduire une part incompressible et inconditionnelle d'impôt sur les bénéfices partout en Europe.» Dat heescht, ee Sockel festleeën als Minimum, dee fir jiddweree méi bréngt.

An d'Fro, déi sech stellt, ass, ob mer mat enger korrekter Besteierung, déi wierklech erëm Steiergerechtegkeet an Europa géif schafen zwëschent der Aarbecht an dem Kapital, fir dann déi béis Wierder ze gebrauchen, wa mer dat géife maachen, ob net all Stat dovunner méi hätt.

An ech hätt mer gewënscht, mir hätten an enger ëffentlecher Debatt hei kënnen offen a seriö iwwert d'Rulingen diskutéieren, statt datt mer elo hei just ee Saz an engem Gesetz hunn, deen am Fong geholl eng Praxis, déi net gutt ass, soll legaliséieren. Mir stellen eis och weider Froen iwwert d'Legalitéit. Mä fir déi ëffentlech Debatt, do waart Der net d'accord. An dat ass ze bedaueren. D'ganz Welt diskutéiert driwwer, just mir net!

Wat de Fonds souverain ugeet, mengen ech, stellt d'Fro sech, ob ee wierklech soll ee Fong maache mat Suen, déi ee muss léine goen. An

d'Fro, déi mir eis stellen, ass: Wou ginn déi Suen ugeluecht? Wat geschitt domat? Ginn déi erëm op internationale Finanzmäert investéiert oder hëllefe se der realer Lëtzebuerger Wirtschaft? Ech gräifen awer d'Iddi op, déi de Franz Fayot gesot huet, vun engem Emprunt populaire, wat fir eis eng wichteg Saach ass.

Wat d'Gemengen ugeet, d'Méibelaaschtung vun de Gemengen, do gëtt jiddwereen aner Zuelen. D'CSV schwätzt vun 139 Milliounen, den Innenminister schwätzt vu 60 Milliounen, de Syvicol vun 100 Milliounen. Ech ginn emol dovun aus, datt déi vum Innenminister emol wäit ënnerdriwwe sinn, well d'Gemeng Lëtzebuerg effektiv eleng scho 27 Milliounen Décheten huet. Mä d'Resultat ass, datt gespuert gëtt op d'Käschte vun de Gemengen. Dat ass ee Fait! An trotz verschiddene Kompensatiounen, beispillsweis beim soziale Wunnengsbau, wou vu 70 op 75% den Taux erëm eropgeet, dat gëtt erëm opgefriess duerch dat, wat ee méi un TVA muss bezuelen.

Ënnert dem Strëch kréien d'Gemenge manner. D'Bierger wäerten dofir musse bezuelen. A mir wäerten hoffentlech geschwënn diskutéieren iwwer eng Gemengefinanzreform. Woubäi ech awer hoffen, datt opgepasst gëtt, datt, wa mer eng Reform maache vun der Grondsteier, fir déi mer alleguerte sinn, mengen ech, an do d'Base d'assiette emol nei definéiert gëtt, datt mer awer dat immuniséieren, wat een normale Stot brauch fir eng Wunneng. Well et kann net erëm sinn, datt dorobber elo Sue méi sollen agezu ginn. Dat schéngt eis ee wichtege Punkt ze sinn.

An ech hoffen, datt dat net stëmmt, wat am „Lëtzebuerger Land" an engem Artikel ugedeit gi war vun engem vun de Beroder vun der Regierung oder vun enger vun de Parteie vun der Regierung, datt nämlech eng nei Biergersteier op Gemengenebene soll agefouert ginn, well ee jo bei de Betriber näischt méi kéint huelen, an da misst een et bei de Bierger huelen. Mä ech mengen, dat sinn Diskussiounen, op déi mer zréckkommen.

Wat d'Schoulen ugeet, bedaueren ech, datt de Minister Meisch, deen eng ganz Rei Saache riichtgebéit huet am Schoulberäich, wat d'Bilanen ugeet, d'Formation professionnelle ugeet, datt elo de Spuerwahn do mat him duerchgaangen ass, fir fir d'Éischt d'Tâche wëllen erofzesetzen, dunn d'Stonnen um Enn vum Joer, dunn d'Grille horaire fir d'Schüler, an esou een Duerjernee gebaut huet, datt mer net wëssen, ob déi nächst Examen iwwerhaapt nach kënne stattfannen. D'Schoul ass ee Secteur, an dee mer mussen investéieren. Et gëtt jo och méi dran investéiert. An dee Spuerwahn, deen do proposéiert gëtt, dee baséiert op näischt. A scho guer net op engem Sozialdialog!

Wat d'Pressehëllef ugeet, mengen ech, ass et gutt, datt dee Moratoire geschwat ginn ass. Mä besser wéi ee Moratoire wier, datt een dat definitiv kéint vergiessen, well och do stinn Aarbechtsplazen um Spill. A mir mussen doriwwer diskutéieren.

D'Immuniséierung vun deem, wat een un de Fonds national de solidarité muss zréckbezuelen, ass erëm op iwwer 230.000 eropgesat ginn. Et war virgesinn, op 50.000 erofzesetzen. Och dat ass geschitt ënnert dem Drock vun de Gewerkschaften.

An ee leschte Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass dee vum Personal beim Stat. Mir ginn an...

(Interruption par M. Alex Bodry)

An enger ganzer Rei Verwaltunge gi mer domat konfrontéiert, datt mer gesot kréien: Déi Verwaltung huet net genuch Personal, fir dat an dat ze maachen. Sief dat eng Bibliothéik, Pardon, een Nationalarchiv op Belval ze plangen oder x aner Saachen. De Stat huet e Besoin un zousätzlechem Personal. En ass net chiffréiert. Et miss een e chiffréieren, fir datt mer och do weiderkommen. An de Minister vun der Fonction publique huet dat och gesot, datt dat ee Problem wier.

Et gëtt gesot vum Finanzminister de Moien, et léich elo alles um Dësch. Et wier alles um Dësch fir déi nächst véier, fënnef Joer. Mir bezweifelen dat. Mir bezweifelen dat! „Alles um Dësch" géif jo heeschen: Et läit alles vir. Verschidde Saache sinn nach net berechent. A verschidde Saache sinn nach net am Detail gekuckt, mä d'Mesurë leien alleguerte vir. Dat géif heeschen, datt nieft deenen 258 Mesurë keng aner dobäikéim bis zu deene 500.

Mir zweifelen awer dorunner, well déi Politik, déi Der hei maacht, d'Fortsetzung ass vun der Politik, déi Der mat der CSV gemaach hutt. An et wäert ëmmer eng Ursaach fonnt ginn, fir d'Ëmverdeelung weiderzedreiwen (veuillez lire: fir d'Ëmverdeelung vun ënnen no uewen weiderzedreiwen), fir d'Spuermoossname weiderzedreiwen. A spéitstens déi nächst Kris, iwwert déi kee schwätzt, wäert dat mat sech bréngen, wat ech virdru gesot hunn.

Schlussfolgernd soen ech, datt dat heite keng kopernikanesch Revolutioun ass. Ech hu schonn eng Kéier gesot: Ech mengen, d'Regierung versteet näischt vu Revolutioun. Bezuelen dinn d'Stéit an d'Leit, déi schaffe ginn. Et kascht Aarbechtsplazen. D'CSV ass keng Alternativ. Si mécht datselwecht, och wa se e puer aner Akzenter setze wëllt mat méi Aspuerungen.

Dat, trotz Alternativen, déi esou laang net berücksichtegt ginn, wéi den Drock vun der Strooss a vun dobaussen an d'Mobiliséierung vun de Gewerkschaften et net imposéiert, mengen ech, ass een Zeechen, fir ze wëssen, datt ee genee an déi Richtung muss goen an nëmme sech dann eppes ännert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha et interruptions)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, plus...

(Interruption par M. Marc Angel)

Plus déi Zäit vun de Froen, wou d'Auer weidergelaf ass.

(Interruptions)

Neen, Här Angel, d'Auer war net stoe bliwwen. Ech hu se gesinn. An Dir hutt net gekuckt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech mengen, den Här Urbany brauch net esou laang, well e konnt sech de Luxus vun engem Pressespriecher leeschten!

Domat si mer um Enn vun der Réunioun vun den Owend ukomm. Eng laang Réunioun. Rendez-vous muer de Moien ëm néng Auer fir déi nächst Riedner zum Budget an deenen anere Gesetzer. Domat si mer um Enn.

Ech hiewen d'Sëtzung op, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.44 heures)

SÉANCE 18 JEUDI, 18 DÉCEMBRE 2014

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Gilles Roth, Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (suite) (dépôt de deux amendements), M. Serge Urbany, M. Marc Spautz (interventions de M. Alex Bodry, M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Claude Wiseler, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Loschetter) (dépôt d'un amendement et d'une motion), M. Gusty Graas (interventions de Mme Octavie Modert), M. Roy Reding (interventions de M. Claude Haagen), (dépôt d'une motion), Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt de deux amendements et d'une motion)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Moien. Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Da gi mer zu eisem Ordre du jour iwwer, eis Diskussioun iwwert de Statsbudget 2015, d'pluriannuel Finanzplanung an de sougenannten „Zukunftspak". Éischten ageschriwwene Riedner ass fir d'CSV den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur vum Budget 2015, dem Kolleeg Franz Fayot, Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Bericht. Ech muss soen, wann een eng Kéier d'Chance hat oder d'Éier hat, selwer Budgetsrapporteur ze sinn, da weess een, mat wéi vill Aarbecht de Rapport vun engem Budget verbonnen ass. Et ass eng nobel Aufgab. An duerfir gëllt dem Franz Fayot haut all eise Luef. Ech soen och der Madame Viviane Loschetter Merci fir hire Rapport zu dem Zukunftspak, dee fir eis CSV - opposition oblige - ee Bezuelpak ass.

Här President, elo zur Saach: Ronn 98% vun eise Budgetsrecetten, déi komme vun de Steiereinnahmen. D'Fro, déi ee sech eigentlech bei de Steierrecettë regelméisseg muss stellen, ass déi: Ass eis Steierlandschaft hei zu Lëtzebuerg allgemeng gutt gestréckt? Ass se kompetitiv am Verglach zu dem Ausland? An ass se virun allem a puncto Verdeele vun der Steierlaascht heiheem richteg ausgeglach?

Éischtens zu de Steiere vun de Léin an de Gehälter: D'Steieren op de Léin an de Gehälter, déi si vun 2010 bis 2015 vun 2,1 op 3,3 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen. Dat ass eng Steigerung vu 57%.

Et ass esou, dass de sougenannten „ouvrier moyen", dat ass eng international Norm fir d'Steierlaascht ze preiwen, mat engem Joresverdéngscht zu Lëtzebuerg vun 52.000 US-Dollar, dat sinn ongeféier 40.000, 41.000 Euro, bestuet, zwee Kanner, dee behält no Steierena Sozialtransferten, wéi Kannergeld, Steierbonien a Familljenzouwendungen, ronn 99% vu sengem Bruttoloun als Nettoloun. Den duerchschnëttlechen OCDE-Wäert, dee läit hei bei 85% an an der Europäescher Unioun läit e bei ronn 83%.

Mat engem Duerchschnëttsloun vu 4.300 Euro de Mount ass een zu Lëtzebuerg schonn als Jonggesell um virleschte Steiersaz mat 39%, bei enger Famill an der Steierklass 2 bei 8.600 Euro. Derzou kënnt dann nach d'Solidaritéitssteier vu 7% op deenen 39% verrechent an dann och nach zousätzlech integral déi 0,5% nei Steier aus dem Bezuelpak. Rechent een dann och nach d'sozial Laaschten derbäi, wéi d'Pensioun respektiv d'Assurancen, da kritt de Stat eigentlech bei deene betraffene Persoune fir all 100 Euro méi wéi d'Halschent zréck.

Här President, dës zwee Beispiller, déi verdäitlechen den eigentleche Problem vun eisem aktuelle Steiertariff fir Privatpersounen. Ee relativ niddrege Revenu gëtt insgesamt net staark besteiert, mä et kënnt een duerch den Tariff séier op déi héich Spëtzesteiersätz erun, an duerfir fält d'Steierlaascht och zum groussen Deel op de sougenannten „Mëttelstandsbockel".

Wat sinn dann elo fir d'CSV d'Elementer vun enger Steierreform fir Privatpersounen?

D'CSV ass der Meenung, dass eng Adaptatioun vun dem Steiertariff sech opdrängt, fir de Mëttelstandsbockel ofzeflaachen. Do hätt ee fir 2015, eiser Meenung no, scho kënnen en éischte Schrëtt maachen. De Steiertariff sollt ee strecken, dass ee méi spéit op de Spëtzesteiersaz kënnt. Mir hätten déi 0,5% Steier an en ofgeflaachte Steiertariff agebonnen. Dat wier och méi sozial gerecht gewiescht. Well een, deen e manner héicht Steierakommes huet, fir dee sinn déi 0,5% proportional eng méi staark Belaaschtung.

D'CSV versteet duerfir net, firwat déi ugekënnegt Steierreform, wa se da wierklech sollt kommen - wat mer hoffen -, eréischt fir d'Enn vun der Legislaturperiod virgesinn ass. Well eng Netupassung vun der Steiertabell, déi bréngt dem Stat um Niveau vun der Loun- a Gehaltssteier zousätzlech 300 Milliounen Euro pro Joer.

D'CSV ass och der Meenung, dass een déi sougenannt Steierabattementen, d'Sonderausgaben, also d'Dépenses spéciales, wéi d'Ofsetze vu Scholdzënsen, d'Assurancen, d'Bausparverträg, misst iwwerkucken. Vun deenen Abattementer profitéiert eigentlech just deen, dee wierklech Steiere bezilt. Ass dat versteierlecht Akommes méi héich, dann ass den „Steiergewënn" - entre guillemets - och méi héich iwwert de Wee vun dëse Steierabattemente respektiv den Dépenses spéciales.

E Stot zum Beispill mat zwee Kanner an engem Bruttoakommes vu ronn 50.000 Euro pro Joer profitéiert vun der steierlecher Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen, Assurancen a Bausparverträg zesummen ëm ronn 2.000 Euro. De Steierbenefiss fir e Stot dergéint mat engem Bruttoakommes vun 125.000 Euro oder méi, mä dee profitéiert vun deenen Ofsetzbarkeeten, Steierabattementen an Dépenses spéciales ëm ronn 5.500 Euro. Een, dee keng Steiere bezilt, huet näischt vun deenen Abattementen.

Mä och dee Mann an déi Fra mussen zum Beispill hir Autoshaftflicht bezuelen, déi fir jiddwereen hei am Land gesetzlech obligatoresch ass. D'Fro: Ass dat sozial gerecht? Mä et schéngt, muss ee soen, well et si jo och iwwert déi vergaange Joren do net vill Ännerunge komm,...

(Interruption)

...net esou einfach ze sinn, fir eenzel Abattementen ofzeschafen, well, wéi den Här Bodry, mengen ech, dat och weess, ass dat een delikate politeschen Akt.

Et muss een och soen, dass eenzel Wirtschaftszweiger, dass déi natierlech profitéieren dervun, fir d'Produkter un de Mann an un d'Fra ze bréngen. An, ech mengen, besonnesch déi Reklammen um Enn vum Joer, déi weisen och dorop hin.

Nach ass et esou, ass et richteg, dass een zum Beispill eng RC Chasse, also eng obligatoresch Juegdversécherung - an dobäi hunn ech näischt géint déi Leit -, dass een déi ka steierlech geltend maachen an esou bei engem gudde Verdénger eigentlech erëm 40% vun där obligatorescher Juegdversécherung iwwer en anere Wee vun dem Stat als Prime zréckkritt. Jiddwereen, dee mécht do seng Analys.

Et muss een och soen, Här Bodry, dass ënner sukzessive Regierungen de Montant vun den Abattementer méierendeels zanter 1990 net méi ugepasst ginn ass. Mat Ausnahm vun 2011-2012, wou mer deen op de Scholdzënsen halbéiert haten.

De finanziellen Impakt fir de Stat ass doduerch natierlech manner grouss ginn. D'CSV plädéiert an der Konklusioun duerfir éischter fir manner Abattementen, mä duerfir e manner séier steigende Steiertariff.

Eng aner Remarque: De Facteur „Kanner" muss een an der versprachener Steierreform och berücksichtegen. Bis elo ass eise Steiersystem eigentlech op e Familljemodell opgebaut aus dem Joer 1967, wéi deemools déi grouss Steierreform gemaach ginn ass. Mä zanterhier huet d'Gesellschaft evoluéiert. An ech mengen, an enger Steierreform muss een eiser Meenung no als CSV och deem neie Gesellschaftsbild Rechnung droen.

(Interruption)

Fir d'CSV muss een an deem Kontext der Situatioun vun der Scheedung, de Familles monoparentales, net bestuetene Koppelen, och am Kontext vun enger globaler Steierreform, méi selektiv Rechnung droen. A mir soen dat och kloer an däitlech.

Technesch drängt natierlech, de Rapporteur huet dat schonns gesot, sech och eng Individualbesteierung op. Dat ass iwwregens och net esou einfach ze realiséieren, wéi dat gesot ass, um administrative Wee. An doriwwer eraus si mir als CSV der Meenung, dass een och muss Korrekture maachen um Niveau vun der Steierklass 1A an dem Tariff, well duerch déi schnell Progressioun sinn déi Leit zum Deel elo benodeelegt.

Här President, wéi steet dann d'CSV zur Verméigenssteier?

An ugespaanten Zäiten, do gëtt regelméisseg gefuerdert, et sollt een d'Verméigenssteier fir Privatpersounen erëm aféieren. D'Verméigenssteier, déi war 2006, iwwregens an der Konterpartie vun der Quellesteier fir d'Résidenten op de Spuerzënsen, fir Privatleit hei zu Lëtzebuerg ofgeschaaft ginn. D'Verméigenssteier vun de Betriber, an dat gëtt oft vergiess, déi ass awer weider bestoe bliwwen an déi bréngt dem Stat dëst Joer, respektiv 2015, geschaten 280 Milliounen Euro pro Joer.

D'Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir Privatleit, bon, dat ass am Endeffekt ee politesche Choix. Mä et soll ee sech awer och bewosst sinn, dass dat e rechtlech delikaten Exercice ass. Well d'Bewäertunge vun den Immobilien, wéi se elo sinn, déi ginn op d'Joer 1941 zréck, eng däischter Zäit vun der Geschicht vun eisem Land. An do stelle sech nawell eng etlech Froen, mengen ech, och verfassungsrechtlecher Natur.

Firwat? Mä d'Relatioun vun den Immobiliewäerter, wéi se an der Krichszäit festgeluecht waren, zum Beispill een Terrain um Lampertsbierg oder een zu Bartreng, déi reell Wäerter, wéi se deemools haten, haut ass d'Proportioun zwëschent deene Wäerter eng ganz aner an dat stëmmt och net méi iwwereneen.

D'CSV, an dat soe mir och kloer, ass géint d'Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir Privatpersounen.

Här President, mir soen och gradesou däitlech, dass mer zu der Erhéijung vun enger Grondsteier stinn. Dat ass eigentlech eng total ridicule Recette fir d'Gemenge vu ronn 35 Milliounen Euro d'Joer. D'Grondsteier hei zu Lëtzebuerg ass d'Halschent vun der Autossteier. An an der Grondsteier fir d'ganzt Land, also déi 2.586 oder 2.587 Kilometer carré, do sinn abegraff all Immobilie vun de Liegenschaften, den Haiser, de Bürosgebaier, bis zu den Hotellen, bis zu de Grande-surfacen an esou weider.

Wëllt ee mat dem aktuelle System weiderfueren an enger éischter Phas, kann ee sécherlech de staatlechen Hebesaz an d'Luucht setzen. D'Chambre de Commerce zum Beispill, déi proposéiert, mengen ech, eng Verdräifachung dovunner.

Mëttelfristeg kënnt een, eiser Meenung no, awer net laanscht eng Neibewäertung vun den Immobilien. Politesch ass eng nei Definéierung vun der Grondsteier, menge mir, ee Choix vu méi sozialer Gerechtegkeet. Fir d'Gemenge bedeit et eng zousätzlech Einnahmequell an eng Kompensatioun vu verschiddene Moossnamen aus dem Bezuelpak, déi d'Gemenge méi staark finanziell belaaschten.

Fënneftens, e Wuert zur Betribssteier. Et gëtt behaapt, d'Betriber zu Lëtzebuerg, déi géifen net vill Steiere bezuelen. Abee, de Stat kritt awer vun de Betriber eleng iwwert d'Kierperschaftssteier 1,6 Milliarden Euro. Et gëtt oft vergiess, dass d'Betriber zousätzlech nach Gewerbesteier bezuelen, dass se zousätzlech nach d'Verméigenssteier bezuelen an dass se och zousätzlech nach e groussen Deel vun der Kapitalsteier bezuelen, zum Beispill op den Dividenden.

De Montant vun der Kierperschaftssteier eleng, deen ass, wéi de Gast Gibéryen dat gëschter gesot huet, an der Gréisstenuerdnung relativ konstant bliwwen.

Et ass och esou, dass net ganz vill Betriber zu Lëtzebuerg Steiere bezuelen, mä e puer Betriber, dorënner eng Rei Finanzinstituter, déi bezuelen am Volume richteg vill Steieren. De Finanzsecteur zum Beispill, dee bezilt dräi Véirel vun der Betribssteier, 1,1 Milliard Euro pro Joer. 300 Millioune kommen eleng vun de sougenannte SOPARFIen.

Net ëmmer ass et awer esou, dass méi héich Steiersätz och méi Steiersue bedeiten. Als klengt Land, wat vum Finanzsecteur lieft, musse mir gutt oppassen, wa mir un der Steierschrauf fir d'Betriber dréie ginn. Mir däerfen eis Kompetitivitéit net op d'Spill setzen. Well am Ausland, do schlofe se och net.

An de Krisenzäite konnte mir sécherlech d'Betribssteier net erofsetzen. Mä d'Europäesch Kommissioun, ech mengen, dat ass schonn des Éfteren ugeklongen, déi ass de Moment amgaangen, d'Bemiessungsgrondlag vun der Betribssteier EU-wäit ze harmoniséieren.

D'CSV ass duerfir der Meenung, dass mir där Tatsaach sollte virgräifen, nom sougenannten „first mover"-Prinzip. Well hei geet et ëm d'Erhale vun der Kompetitivitéit vun eisem Wirtschafts- an Investitiounsstanduert.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'CSV ass der Usiicht, et sollt een...

(Interruption et hilarité)

Här Bodry, zur CSV. Si ass der Usiicht, dass ee sollt d'Bemiessungsgrondlag vun de Betriber erweideren, mä am Géigendeel de Steiertaux erofsetzen, idealerweis zwëschent 15 an 18%. Mir mussen eis an deem Kontext nämlech vun der internationaler Kompetitivitéit mat eisem affichéierte Steiertaux deem vun eisen direkte Konkurrenten, dat ass besonnesch Irland mat 12,5%, Zypern mat 12,5%, England 21% an der Schwäiz 21%, upassen.

Domadder - ech soen dat och - gëtt et net en direkte Steierausfall, mä et féiert een en affichéierten Taux an, deen där effektiver Steierlaascht Rechnung dréit, déi d'Betriber elo zum groussen Deel bezuelen. Sécherlech, dat soll een och soen, ass net all Lëtzebuerger Betrib op en Erofsetze vun dem Steiertaux ugewisen. Well besonnesch industriell Betriber kënnen iwwert de Wee vun Amortissementer eng Rei vu steierbegënschtegten Ofschreiwunge profitéieren.

Fir d'CSV ass et och duerfir kloer, dass ee muss iwwert de Regime vun der sougenannter Steierbonifikatioun fir Investissementer vum Artikel 152bis aus eisem Steiergesetz nodenken. An d'Banque centrale huet dat an hirem schréftleche wéi och an dem mëndleche Bericht vun hirem President an der Finanzkommissioun gesot. Well, loosse mer dach éierlech soen, ech mengen, d'Finalitéit vun där Dispositioun, déi war net onbedéngt déi, fir steierbegënschtegt Fligeren oder Yachten, fir dat emol esou krass ze soen, ze finanzéieren!

Zur TVA: D'CSV steet zu der Erhéijung vun dem Regelsaz vun der TVA vu 15 op 17%. Mä mir hunn de Leit dat virun de Wahle gesot! A bei dem État de la nation gouf vun der Regierung eigentlech eréischt d'Kaz aus dem Sak gelooss, an du koum et direkt mat dem décken Hummer.

Net nëmmen de Regelsaz vun der TVA ass vu 15 op 17% an d'Luucht gaangen, mä et kippt een och eng Moossnam, déi iwwregens zanter 1991, also méi wéi 25 Joer, elo schonns Bestand hat.

D'TVA um Logement locatif, also op de Mietwunnengen, déi geet vun 3 op 17% an d'Luucht. Dat ass wuel eng Mesure, wou een dach fir d'Statskeess séier u Sue kënnt. Well zanter 1992 bis 2014, dat soll een och eng Kéier kloer an däitlech soen, huet de Stat iwwert de Wee vum steierbegënschtegten Tariff mat der TVA Logement op insgesamt 5 Milliarden Euro verzicht. Net alles fält dovunner sécherlech ënnert de Mietwohnungsbau, mä den Haaptgrond, fir op dem superreduzéierten TVA-Saz vun 3% bei dem Wunnengsbau ze bleiwen, war d'Schafe vu Wunnechten, an dat och fir Mietwunnengen, well där ginn der och gebraucht, an de Stat kann déi net alleguerten eleng bauen.

Als CSV si mer duerfir der Meenung, dass dës Moossnam kontraproduktiv ass. Et ass och keng Étude d'impact gemaach ginn, fir ze kucken, wat dann d'Auswierkunge vun der Erhéijung vun der TVA ëm 14% op dem Wunnengsbau an op de Wunnengspräisser ausmécht.

Dann, Här President, huet d'Regierung ëmmer gesot, fir déi Leit, déi eng eege Wunneng sech géife bauen, géif sech näischt ännere mat der Erhéijung vun der TVA op dem Logement. Mä dat ass net ganz richteg. Well d'Baukäschten, op deenen een den Tariff vun 3% applizéiert, déi leien elo, dem heitegen Dag, nach bei 416.000 Euro. Ab dem 1. Januar, da gëtt deen niddregen Tariff vun 3% TVA nach just op 357.000 Euro applizéiert. An och dat ass eng zousätzlech Belaaschtung fir Leit, déi sech en Eegenheem bauen.

Siwente Punkt: Steiergerechtegkeet heescht fir d'CSV och een ugepasstent Andreiwe vun der Steierschold. Dat zielt ëmsou méi an ugespaanten Zäiten. Et wier eiser Meenung no duerfir och ubruecht, dass eis Steierverwaltunge géife personalméisseg kënnen opgestockt ginn, fir méi selektiv steierlech Kontrollen ze maachen. An d'CSV, dat soe mer och do gradesou däitlech, ënnerstëtzt duerfir déi néideg budgetär Mëttelen, fir dat ze erreechen.

An deem Kontext wëlle mir nach eng Kéier drun erënneren, fir dass ee sollt a Rou ëmsetzen déi exzellent Recommandatiounen, déi 1997 de Jeannot Krecké a sengem Bericht iwwert d'Fraude fiscale zu Lëtzebuerg gemaach huet. Well manner Steierbedruch, dat ass och méi Steiergerechtegkeet.

Aachten a leschte Punkt: d'Statsschold. A senger Ried zu dem Budget Mëtt Oktober 2014 dëst Joer huet de Statsminister monéiert, dass mir all Joers géifen 200 Milliounen Euro Zënse musse bezuelen un der Schold, déi de Stat huet. Dat ass wuel faktuell richteg. Mä et ass eng eesäiteg Duerstellung vun enger Finanzsituatioun, déi déi viregt Regierung hannerlooss huet.

Well praktesch all Avise vun de Beruffschamberen an och den Avis vun der Cour des Comptes ginn op de Géigewäert vun de staatleche Participatiounen an. An ech wëll hei ënnersträichen, dass eleng de Wäert vun de boursecotéierte Bedeelegunge vum Stat an der ArcelorMittal, an der Aperam, an der BNP Paribas, an der SES an an der SEO vu September 2013 bis op September 2014, also iwwert dat lescht Joer, vun 1,7 Milliarden op iwwer 2 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen ass. Dat si ganzer 281 Milliounen Euro, also bal 50% méi wéi d'Zënslaascht op der ganzer Statsschold.

Bis elo ginn déi staatlech Participatioune vun de jeeweilege Ministères de tutelle géréiert. D'CSV wëllt eng méi optimiséierend a gebündelt Gestioun vun de staatleche Bedeelegungen. Si sollten duerfir an engem sougenannte Fonds stratégique zesummegefouert ginn an och doriwwer géréiert ginn.

Här President, gëscht huet eis d'Majoritéit virgehäit, mir hätte keng konkret Alternativen. Eis CSV-Vuen zur Steierpolitik schéngen haut dach vläicht e bësse méi prezis ze si wéi déi koalitiounsintern Diskussiounen iwwert d'Räichesteier, d'Verméigenssteier, Ierfschaftssteier, Spëtzesteiersaz an esou weider. Hei ass de Gambia-Leitsproch: „Mir maache mat manner méi. Mir soen de Leit, wat mir wëllen a wat op si duerkënnt." nach net esou richteg eriwwerkomm.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Roth. Nächst Riednerin ass d'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virewech wëll ech dem Budgetsrapporteur Franz Fayot an der Rapportrice vum éischte Gesetz iwwert den Zukunftspak Merci soe fir hir gutt mëndlech wéi och schréftlech Rapporten. D'Rieden an den zwee leschten Deeg waren immens komplett. Duerfir erlaabt mir, dass ech a menger Ried op méi spezifesch Punkte wëll agoen.

Ech wëll op dëser Plaz profitéieren, fir méi ee geneeë Bléck op eis Budgetsrecetten ze geheien. D'Finanzplaz zu Lëtzebuerg mécht ronn 36% vum PIB aus. 36%, dat heescht, dass méi wéi all drëtten Euro hei am Land duerch eng Aktivitéit vun eiser Finanzplaz erwirtschaft gëtt. Zum Statsbudget dréit d'Finanzplaz deemno bal een Drëttel bäi. Dës Recettë besti beispillsweis aus der Taxe d'abonnement, déi op Lëtzebuerger Investmentfonge bezuelt gëtt. Knapp 800 Millioune wäerte fir 2015 iwwert dës Tax erakommen.

Just fir d'Gréisstenuerdnung: Dat ass nach e gutt Stéck méi, wéi de Stat all Joers an de Fonds pour l'Emploi gëtt. Deemno dierf et keen Zweifel iwwert d'ekonomesch Bedeitung vun eiser Finanzplaz ginn. Geet et der Finanzplaz gutt, geet et och eise Statsrecettë gutt. A geet et eise Statsrecettë gutt, kënne mir déi Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg maachen, déi esou exzeptionell ass an déi mir wëllen oprechterhalen.

Mir sinn eent vun deene klengste Länner weltwäit, mä eis Finanzplaz ass eng vun deene gréissten. International gëtt vill Kritik dorunner geüübt. Kritik, bei där vergiess gëtt, dass et dës international Kompetitivitéit ass, déi vill zum Wuelstand a ville Länner an deene leschte Jore bäigedroen huet.

Déi Kritik u Lëtzebuerg, dass seng Finanzplaz ze grouss wier, kéint een iwwregens och op eis Nopeschlänner iwwerdroen. Wann Däitschland seng Autoen nëmme géif fir seng Bierger produzéieren, dann hätt hir Autosindustrie e ferme Problem, well knapp 70% vun hiren Autoe ginn an d'Ausland verkaaft. A wa Frankräich seng Loftfahrtindustrie nëmme fir sech géif schaffe loossen, da misst och déi geschwënn d'Segelen, oder an dësem Fall d'Fligelen, sträichen.

Lëtzebuerg exportéiert keng Autoen, Lëtzebuerg baut och keng Fligeren, mä Lëtzebuerg exportéiert finanziell Déngschtleeschtungen. A jo, dëst mat engem ganz exzeptionelle Succès. E Succès, deen awer net vun näischt kënnt.

Här President, ech erënnere mech nach gutt dorunner, wéi d'Enn vun der Finanzplaz eropbeschwuer ginn ass, well d'Bankgeheimnis elo ab dem 1. Januar wäert fort sinn. Abee, elo weist sech, dass d'Finanzplaz méi robust ass, wéi all Kritiker gemengt hunn.

An dat läit eben dorunner, dass et vill Elementer ginn, déi de Succès vu Lëtzebuerg ausmaachen: Stabilitéit, Prévisibilitéit, eng schnell Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven an och, wéi déi renommiéiert englesch Wochenzeitung „The Economist" elo kierzlech ervirgehuewen huet: „Eng exzellent Kenntnis vun aneren europäesche Gesetzgebunge mécht Lëtzebuerg zu enger Porte d'entrée fir d'gesamt Europäesch Unioun."

An der Administratioun vun Investmentfongen huet Lëtzebuerg eng Expertise an e Centre d'excellence opgebaut, dee vill mat den urlëtzebuergesche Stäerkten zesummenhänkt: e multikulturellen a multilingualen Environnement souwéi e gutt Verständnis vun den aneren europäesche Länner. Lëtzebuerg ass en Zentrum vun Europa. An, ech mengen, a kengem anere Land gëtt Lëtzebuerg (veuillez lire: Europa) esou gelieft wéi bei eis.

Gläichzäiteg ass et awer och wichteg, dass Lëtzebuerg sech deenen ëmmer méi strengen internationale Standarden upasst. Ech begréissen do staark dem Finanzminister seng Beméiunge vun de leschte Méint.

Här President, well d'Finanzplaz esou zentral fir eis Ekonomie ass, well eise Budget esou staark vun hir definéiert gëtt a well mir eng Exzellenz doranner opgebaut hunn, déi een net liichtfankeg dierf op d'Spill setzen, musse mir weider doranner investéieren.

Duerfir stëmme mir an den nächste Méint d'Gesetzgebung iwwert d'Fondation patrimoniale. Dëst Gesetz wäert et ënner anerem erlaben, iwwer eng privat Fondatioun e Verméigen am Fall vun enger Ierfschaft zesummenzebehalen. Dat ka bei engem Familljebetrib de Fall sinn, wou de Chef de famille a Patron beispillsweis wëllt derfir suergen, dass de Betrib net an eenzel Deeler zerbréckelt, well et entweder keen direkten Ierwe gëtt oder keen Ierwen de Betrib iwwerhuele wëllt oder well et méi wéi een Ierwe gëtt an déi sech och nach net onbedéngt all ënnereneen eens sinn.

Dëst ass en interessante Produit, nieft enger Rei aneren Atouten, déi ee wuelsituéierte Privatper-

soune soll ubidden, fir de Standuert Lëtzebuerg fir dës Zilgrupp méi interessant ze maachen.

Eng Räichesteier wier och an dësem Kontext kontraproduktiv, well ee méi héije Steiertaux heescht net automatesch méi Recetten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Ech hu virdrun och vu Stabilitéit als Atout vu Lëtzebuerg geschwat. Mam Triple-A ka sech zwar de Bierger net direkt eppes kafen, mä an engem schwieregen ekonomesche Kontext ass den Triple-A e Kompetitivitéitsvirdeel fir d'Finanzplaz. Dëse Virdeel musse mir duerch eng verantwortungsvoll Budgetspolitik oprechterhalen.

Ech sinn duerfir houfreg, dass de Budget pluriannuel, deen de Finanzminister virgeluecht huet, vun der Europäescher Kommissioun esou positiv bewäert ginn ass. Mat eiser Finanzplaz hu mer e Wirtschaftszweig geschaf, ëm dee mir weltwäit beneit ginn. Ma mir musse weider an dëst Standbeen investéieren, och wann aner Pilieren, wéi Logistik a Biomedezin, weider gestäerkt musse ginn.

Ee Beräich vun der Finanzplaz, deen d'Zukunft wäert prägen, ass dee sougenannten „FinTech". FinTech ëmfaasst beispillsweis d'Servicer wéi virtuell Währungen, elektronesch Paiementer an aner technesch innovativ Servicer. FinTech ass de Lien tëschent den neien Technologien a Finanzen.

Et ass duerfir wichteg, weider massiv an d'Infrastrukturen am ICT-Beräich ze investéieren. De Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ass een, deen en enormen Impakt op vill aner Beräicher huet. Beispillsweis wäert an Zukunft d'Erméigleche vum Archivage électronique en immensen Impakt hu fir d'Entreprisen, déi bis ewell vill Geld an d'Gestioun vun hiren Archiven op Pabeier gestach hunn. D'Initiativ „Digital Lëtzebuerg", déi de Statsminister kierzlech virgestallt huet, ass duerfir eng ganz wichteg nei Investitioun, déi an den nächste Joren hir Friichte wäert droen.

Här President, e weidert Element, dat d'Statsrecetten onmëttelbar touchéiert, ass d'Steierpolitik. D'Steierpolitik ass eng héich komplex Matière, well kleng Ännerungen um Taux e ganz groussen Impakt op de Statsbudget kënnen hunn.

D'Regierung huet annoncéiert, fir deemnächst eng grouss Steierreform ze maachen. Esou eng Reform kann een net iwwert de Knéi briechen an duerfir muss ee sech déi néideg Zäit huelen.

Mir stinn an der Steierpolitik virun zwou groussen Erausfuerderungen. Engersäits setzt d'DP sech säit Joren an, fir de Mëttelstandsbockel ofzebauen. Anersäits muss d'Steierreform ënnert dem Bléck vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber gekuckt ginn. Well och wann dat sech fir verschidde Leit op den éischte Bléck räsonabel unhéiert, muss ee wëssen, dass eng Erhéijung vun der Betribssteier net noutwendegerweis zu méi Recetten am Statsbudget féiere géif.

D'DP steet fir eng Steierpolitik, déi de Wuesstum förderd, andeem si Raum fir Investitiounen a fir d'Schafe vun Aarbechtsplaze bitt. An dësem Sënn muss ee kucken, ob déi aktuell Betribsbesteierung nach zäitgeméiss ass.

Do dernieft soll awer och d'Steierpolitik net e bestëmmte Familljemodell bevirzéien. Duerfir ass de Wee vun enger Individualbesteierung fir d'DP dee richtegen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier kuerz op déi international vill diskutéiert Steierharmoniséierung agoen. Ech soen et hei ganz kloer: D'DP ass géint all Form vu Steierdumping an et muss een um internationale Plang zesummeschaffen, fir dass de Steiersaz vu Multinationalen net géint null tendéiert.

Mä d'DP steet awer och fir e Modell vu gesonder Steierkonkurrenz. D'Feele vun enger gesonder Steierkompetitioun behënnert net nëmmen d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Innovatiounskraaft vu Betriber, ma et riskéiert een domadder och, dass d'Steieren ëmmer weider no uewe geschrauft ginn. Dëst ass weder am Intérêt vu Privatleit nach am Intérêt vun de Betriber.

Här President, dëst waren e puer Considératiounen zum Budget, déi ech ganz bewosst thematesch begrenzt hunn. Och fir ze weisen, dass et bei der Budgetsopstellung net nëmmen dorobber ukënnt, fir Sue beschtméiglech ze allouéieren. Et geet och dorëmmer, eng laangfristeg Ofsécherung vu Recetten ze garantéieren, déi de Fundament vun eisem Sozialsystem zu Lëtzebuerg sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Elvinger. Nächste Riedner ass den Här Claude Haagen fir d'LSAP. Här Haagen!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Budget determinéiert ëmmer, ob dat bei den Entreprisen, Associatiounen, Gemengen oder Länner ass, zwee verschidde Voleten: dee finanzielle Volet a Richtung, an déi et soll goen, an déi politesch Richtung, wouhin et soll goen.

Dëst ass och fir eist Land de Fall a betrëfft och de Budget pluriannuel. D'Analys vun dësen Dokumenter gëtt vun de politesche Parteien, vun de Medien, de Bierger, vu Bréissel gemaach a beuerteelt. De Budget pluriannuel, en neit Instrument, ass wichteg, well en am Ufank vun enger Legislaturperiod déi ganz politesch a finanziell Orientéierung ugëtt; mä wat et méi zum Schluss vun där Period geet, esou wäerten dës Previsioune vum Budget pluriannuel an deenen nächste Joren an déi nächst Legislaturperiod agräifen.

Et wäert also een Outil prévisionnel sinn, wat sech no enger gewëssener Zäit, vu datt mer ëmmer méi no da kommen op déi nächst Legislaturperiod, mat Décisioune vun dëser Regierung op déi nächst Regierung wäert répercutéieren. Do wäert d'Politik, a mengen Aen, an eisen Aen, also och an d'Finanzen nach méi staark agräifen, wat d'Décisioune fir déi nächst Joren, Jorzéngten eraus wäert mat sech bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Budget, deen oft als Austeritéitsbudget vu verschiddene Parteie bezeechent gëtt, ass awer an der Realitéit en Investissementsbudget, an dat huet besonnesch den Alex Bodry am Numm vun der LSAP-Fraktioun ervirgestrach.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Et ass also ee Budget, deen eis Ekonomie elo brauch. Mir fueren also weider wéi 2014, wou déi ëffentlech Investissementer 3,5% vum PIB ausgemaach hunn.

De Fraktiounspresident vun der CSV huet gesot, datt d'Investissementer esou héich sinn, datt se riskéieren, net vun den zoustännege Verwaltungen, faute de personnel, kënne realiséiert ginn. Mir brauchen awer eng realistesch Astellungspolitik beim Stat, och wann dëst am Ufank Dépensë bedeit, ewéi zum Beispill Personal anzestellen, fir dann dem Stat d'Méiglechkeet ze ginn, supplémentaire Recetten ze kréien.

E puer Wuert zum Defizit vum Zentralstat. 2014 sinn dat 623 Milliounen Euro. Mir investéieren awer och 1,7 Milliarden. Mir subventionéieren d'Entreprisë mat 953 Milliounen Euro an 3,8 Milliarde ginn an d'Sécurité sociale, fir d'Lounniewekäschte kompetitiv ze halen. Och dëst soll een emol ernimmen. Ech hoffen, heibannen erënnert nach jiddweree sech un déi Kompetitivitéitsdebatt, déi mer virun enger Woch, zwou Wochen hei am Plenum haten.

Dobausse gëtt ëmmer behaapt, beim Zukunftspak géife just d'Ménagen, also déi sozial Schwaach, finanziell Aschnëtter kréien. Dëst stëmmt net. Wa mer zum Beispill déi nei 0,5% Steier, also den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire huelen, esou ass dës nei Steier och duerch de Montant vum Mindestloun immuniséiert ginn. Dat heescht, datt eben déi Leit, déi um finanzielle Minimum sinn, hei keng Steieren ze bezuelen hunn.

Datt dës Steier herno iwwert de Statsbudget, an dat ass bei verschiddene Riedner ugeklongen, fir d'Kannerbetreiung soll benotzt ginn, ass eng gutt a richteg Entscheedung. Mä et ass keen neie Paradigmewiessel. Dëse Paradigmewiessel ass 2006 mam Accord vun der Tripartite, fir d'Kannergeld net méi ze indexéieren, an duerch dës Mesure, eben an d'Betreiungsinfrastrukturen ze investéieren, agefouert ginn. Dëst sollt een och net vergiessen. Et ass also eng Zort Weiderféierung vun der Politik an dësem Secteur. Natierlech, an dat soll een och betruechten, an engem anere finanziellen Emfeld.

Dir Dammen an Dir Hären, an där leschter Regierung sinn och Mesurë geholl ginn, fir d'Finanze Richtung Équiliber ze schalten, sinn och Spuermoossnamen, verschidde Spuermoossname geholl ginn. Dat soll een och net vergiessen, och wann eiser Meenung no am Dossier E-Commerce vill ze spéit gehandelt gouf.

Och an där leschter Regierung si Reforme gemaach ginn, an ech wëll do nëmmen d'Ressorte vun LSAP-Ministeren, Här Spautz, ernimmen, wéi Rentereform,...

(Interruption)

...Krankekeessreform, Reform vun der ADEM a Reformen am Enseignement. Dëst soll een net vergiessen, well dëst och schwiereg Reforme waren, déi zu villen Diskussiounen heibannen an och bei de Bierger dobausse gefouert hunn.

(Interruption)

Ech wëll hei awer och vun der Geleeënheet profitéieren - an de Rapporteur, den Här Fayot, huet dat deelweis schonn a sengem Rapport ugeschwat -, fir de Sozialdialog unzeschwätzen. D'Regierung soll eng Léier zéien, wat den Dialog mat de Sozialpartner ugeet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Si soll net méi bis zum Schluss waarden, fir den Dialog mat de Sozialpartner an de Patronen ze fannen. Si soll eng Method fannen, fir mat dëse Partner zum Beispill iwwert den Aarbechtsmaart, d'Kompetitivitéit, d'Steierreform an esou weider ze schwätzen. De Sozialdialog ass elo erëm do. E muss awer gefleegt ginn, an zwar vun alle Säiten.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, ech wëll op e puer Themae vum Budget agoen, an dëst ënnert dem Point de vue Participatioun vun den Entreprisen a Ménagen am Zukunftspak. D'Erhéijung vum Taux vun der TVA, d'Kontributioun vun de Ménagen an den Entreprisen, de Gemengen an dem Stat duerch TVA-Erhéijung vun 2% bei den Tauxe vu 6, 12 a 15% ass kontrovers dobaussen diskutéiert ginn.

Et gëtt ëmmer behaapt, datt d'Erhéijung vun der TVA haaptsächlech vun de Ménagë gedroe gëtt. Dëst ass net de Fall. De Finanzminister huet dat a senger Ried gesot, datt et ongeféier fifty-fifty tëschent den Entreprisen an de Ménagen ass.

D'TVA bleift beim Taux vun 3% onverännert, an déi Bienen, déi Gidder, wou den Taux 3% ass, maachen dee gréissten Undeel am Wuerekuerf aus, an doduerch trëfft dës TVA-Erhéijung d'Ménagen, zum Beispill bei de Biens de première nécessité, net.

D'TVA-Erhéijung gëtt och vum Indexmechanismus absorbéiert. Derbäi kënnt, datt momentan d'Energiepräisser gefall sinn an op engem niddrege Stand sinn an och nach weider d'Tendenz hunn, ze falen. Wann ech dës Donnéeën abezéien, da wäert d'Kafkraaft momentan net ënnert der TVA-Erhéijung leiden. A puncto Recettë vun der TVA-Erhéijung kommen zum Beispill ronn 40 Millioune vum Finanzsecteur, deen als Consommateur final dës TVA bezilt.

E puer Remarquen zur TVA Logement beim Neibau vu Mietwunnengen. Och do muss ee soen, datt dës Hausse vun 3 op 17% op d'Margë vun de Promoteure respektiv den Investisseure geet. Mir konnten op jidde Fall net feststellen, datt et zu enger Berouegung oder enger Baisse komm ass vun de Loyeren, wéi den TVA-Taux vun 12 op 3% erofgaangen ass. Dëst Kapital ass also an d'Margen eragefloss.

Dësen, ech ginn et zou, ass en onbekannte Chiffer, deen d'Betriber op hir Margen huele mussen. Dat seet net nëmmen d'Patronat, dat soen och de Statec an d'Zentralbank, op Basis vun Erfahrungswäerter aus der Vergaangenheet respektiv op Basis vun Etüden, déi no TVA-Erhéijungen am Ausland gemaach gi sinn.

Dat erkläert iwwregens och, firwat net mat engem ganz staarken Ustieg vun der Inflatioun gerechent gëtt, well d'TVA-Erhéijung eben net eent zu eent un de Consommateur weidergereecht gëtt. Et wäerten also net all d'Entreprisen dës TVA-Erhéijung op hir Präisser répercutéieren. D'Post zum Beispill wäert d'TVA-Majoratioun net op hir Télefonspräisser upassen.

An der heiteger finanzieller Situatioun, mat Zënsen, déi niddreg sinn, wäerten och déi staatlech Instanze souwéi d'Promoteure weider an de soziale Wunnengsbau an an de Wunnengsbau am Ganzen investéieren. Mir wäerten de Logement am A behalen a mussen och an Zukunft, och wann d'Plan-sectoriellen elo net operationell sinn, den Dossier, ech nennen en emol „verfügbart Bauland", weiderdreiwen. Och d'Upassung vun de staatleche Participatioune beim soziale Logement vu 70 op 75% ass dee richtege Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, bei den Entreprisë kuerz ee Saz nach zu der Mutualitéit, wou d'Participatioun vum Stat op 0,45% fixéiert gëtt. D'Betriber mussen och hei een zousätzlechen Effort leeschten, fir den Defizit vun der Mutualitéit 2015 un opzefänken.

Bei der Mesure N°124, déi d'Formation continue concernéiert, spuert de Stat tëschent 26 an 29 Milliounen Euro pro Joer an. Hei hunn zu engem ganz groussen Deel grouss Entreprisë profitéiert, déi dës Formatioun och selwer gutt kënne finanzéieren. Déi grouss Entreprisë brauchen an deenen techneschen Domäne gutt ausgebilt Personal, wat sech awer ëmmer weider souguer muss a soll ausbilden, weiderbilden, an dëst ass jo am Intérêt ebe vun dësen Entreprisen.

Eng aner Upassung betrëfft d'Aide au réemploi. Bei dëser Mesure geet et hei net drëms, fir engem Chômeur, deen erëm eng Aarbecht kéint kréien, dës Perspektiv ze verbauen oder säi Revenu ze kierzen. Et geet hei eenzeg an eleng drëms, datt eng Rëtsch Betriber mat dëser Mesure Abuse bedriwwen hunn an et geet drëms eben, fir dës Abusen anzestellen. Dat ass bestëmmt net d'Schold vun deene Leit, déi an dëser Mesure dra waren, mä si sinn oft genuch déi leidtragend gewiescht, wa si erëm hir Plaz verluer hunn, wann d'Mesure eriwwer war, well zum Beispill de Patron se dann net méi gehalen huet.

Dat kann net de Sënn, jo, och net den Zweck vun der Aide au réemploi sinn. Mat der Mesure, esou wéi se elo am Accord mat de Gewerkschaften zréckbehale gouf, ass garantéiert, datt d'Betriber ee fairen oder appropriéierten Deel vum Loun bezuelen an d'Aide au réemploi dann och hiert eigentlecht Zil erreecht huet, fir ee Chômeur dauerhaft erëm an d'Aarbechtswelt anzeféieren.

Am Allgemenge wëlle mir als LSAP, an dat ass eis Meenung bei all deene Mesurë bei der Lutte géint de Chômage, datt mer d'Leit solle förderen, awer och fuerderen. Dat gëllt fir all sozial Mesuren, déi solle geholl ginn.

D'Aides aux entreprises vum Wirtschaftsministère maachen tëschent 7 an 8 Millioune pro Joer aus, déi do agespuert ginn. Dat ass d'Mesure 67. Derbäi kommen nach eng Kéier 1,5 bis 2 Millioune pro Joer bei den Aides en matière de développement et de diversification économiques.

Den Index spillt erëm normal an de Mindestloun geet wahrscheinlech och liicht an d'Luucht. Och dëst ass am Sënn vun der Kafkraaft.

D'UEL rechent vir, datt d'Entreprisë mat 200 bis 250 Milliounen zousätzlech wäerte belaascht ginn.

Et sinn also net nëmmen d'Ménagen, déi eleng zum Équiliber vum Statsbudget trajectoire 2018 bäidroen, mä och d'Entreprisen.

Här President, fir d'LSAP stellt de Fonds souverain eng laang Fuerderung an Iddi duer. Wéi den Alex Bodry scho gesot huet, ass dëst eng Mouk, eng Reserv fir déi nächst Generatioun, déi net ugetaascht dierf ginn, bis eng Milliard ugespuert ass.

Beim Speise vun dësem Fonds souverain si mer der Meenung, datt d'Chamber awer muss implizéiert bleiwen. Mir mussen net nëmmen all Joer iwwert de Budget ee Kredit vu 50 Millioune matstëmmen, mä och um Courant gehale ginn, zum Beispill wou de Fong investéiert, wat fir eng Strategie datt en huet, an och ee bessere Contrôle iwwert dëse Fong behalen, zum Beispill mat Hëllef vun der Cour des Comptes.

Zum Thema Ruling. An deene leschte Woche war Lëtzebuerg duerch Décisions anticipées, Rulings a Prix de transfert an de Medien. Ech brauch, an dat weess heibannen och jiddwereen, nëmmen d'Schlagwuert LuxLeaks ze soen.

D'LSAP begréisst, datt dës Praxis eng legal Basis kritt, datt et méi transparent gëtt, datt et elo eng Kommissioun ass, déi den Dossier préift, an datt de Stat dat net méi gratis mécht. Och wann de Montant vun 10.000 Euro vläicht éischter symbolesch ass au vu vun der Envergure vun den Dossieren, déi do deelweis traitéiert ginn, mä de Stat wëllt jo hei och net een eegene Business draus maachen. Et ass jo awer ëmmer nach en administrativen Akt.

Wéi geet et weider beim Thema Ruling? Schwéier soen, soulaang wéi d'Europäesch Kommissioun respektiv d'Cour de Justice net tranchéiert huet, ob déi aktuell Praxis eng onerlaabten Aide d'État ass, a soulaang wéi um internationalen Niveau - EU, OECD - nach un neien, wahrscheinlech verschäerfte Regele geschafft gëtt.

Fakt ass awer, datt et schonn erstaunlech ass, datt just Lëtzebuerg an dëser Kritik vun de Rulinge steet a stoung. Rulinge gi vu ville Länner an der Europäescher Unioun a vun der OECD gemaach. Et gi jo elo och déi 28 Länner aus der Europäescher Unioun an net nëmme Lëtzebuerg zu deem doten Thema iwwerpréift. Fakt ass awer och, datt Lëtzebuerg an deene leschte Méint hei enorm Efforte gemaach huet.

Dir Dammen an Dir Hären, e puer Iwwerleeungen zur Ofschafung vun der Allocation d'éducation an der Allocation de maternité. Esou wéi d'Rapporteuren, den Här Fayot an d'Madame Loschetter, hir Iwwerleeunge schonns gesot hunn, wëll ech och bemierken, datt, wat d'CSV an och d'ADR soen, datt de Choix ewechgeholl gëtt, dat ass en „faux choix",...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- ...een Zerrbild vun engem Choix.

D'CSV geet dervun aus, datt et ee fräien, well absolut gläiche Choix ass, ob ee Partner, an der Regel d'Fra, weider schaffe geet oder doheem

bei de Kanner bleift. Net wéi am Congé parental mat der Garantie, duerno erëm eng Aarbecht ze hunn, mä et heescht, datt ee seng Aarbecht ganz opgëtt, fir doheem ze bleiwen. Duerno, no esou ville Joren, wou een aus dem Aarbechtsprozess eraus ass, muss een dann erëm eng nei Aarbecht sichen an och fannen.

Da kritt een awer meeschtens d'Rechnung presentéiert an do steet ee Präis drop, an do seet d'CSV net, wien deen da soll bezuelen. Vum Fall vun enger Scheedung brauche mer guer net ze schwätzen. Op d'Problematik vun eegene Pensiounsrechter ginn ech hei net an, déi spillen awer an deenen Iwwerleeunge sécher mat.

Déi Allocatiounen, déi virgenannten Allocatioune sinn an den 80er Joren agefouert ginn. Du war d'Welt nach eng ganz aner. Haut, am Joer 2014 muss een esou Primmen och kënnen a Fro stelle respektiv net méi verlängere kënnen.

Den Taux d'emploi féminin hei zu Lëtzebuerg ass 64%. An deenen aneren héich entwéckelte Länner, europäesche Länner - fir se ze nennen: Skandinavien, Holland, Däitschland, Schwäiz, Éisträich - läit den Taux iwwer 70, deelweis bis 79%.

An deem Kontext wëll ech d'Regierung awer och drun erënneren, datt de Congé parental muss reforméiert ginn. E muss opgewäert ginn an e muss och méi flexibel gehale ginn.

Wat d'Kannergeld ubelaangt, ännert sech fir d'Familljen, déi elo Kanner hunn, näischt. D'Theorie vun der CSV, datt den aktuelle System dee beschten ass, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen, bestätegt sech awer net an de Chiffere vum Statec. Mam aktuelle System ass eng Famill mat engem oder zwee Kanner ënnert der nationaler Moyenne vum Aarmutsrisiko a Famillje mat dräi a méi Kanner a Monoparentauxe leien driwwer. Da misst een och emol bereet sinn, eng éierlech Analys ze maachen, wat d'Ursaachen dovunner sinn.

Vläicht ass de Problem jo grad deen, datt vill Leit ab dem drëtte Kand ganz oder deelweis ophale mat schaffen an dann op e Revenu verzichten, wat d'finanziell Situatioun vum Stot méi belaascht, wéi 100 Euro - wat iwwregens vill Sue sinn - méi oder manner Kannergeld ze hunn.

Déi bescht Ofsécherung géint d'Aarmut fir eng Famill grad wéi fir Leit ouni Kanner ass a bleift nach ëmmer e fest Aarbechtsakommes, an net Sozialleeschtungen!

D'CSV wëllt d'Leit a besonnesch d'Familljen an d'Fraen an der Ofhängegkeet vum Sozialstat halen. Mir wëllen op de Wee vum skandinavesche Modell goen, wou d'Frae gutt ausgebilt sinn, wou se beim Loun net oder däitlech manner benodeelegt sinn, wou se en héijen Taux d'emploi hunn, wou d'Kannerbetreiung gutt ausgebaut ass an d'Vereenbarkeet tëschent Beruff a Famill garantéiert ass a wou och d'Männer iwwert de Congé parental d'Erzéiungsaufgab mat iwwerhuelen. Datt dee Modell e schlechte Modell soll sinn, een, deen d'Fräiheet vum Choix aschränkt, wéi d'CSV et behaapt, ass fir eis net nozevollzéien!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- D'LSAP ass och der Meenung, datt fir Leit a Ménagen, notamment Familles nombreuses a monoparentales, déi riskéieren, an d'Prekaritéit oder d'Aarmut ofzerutschen, d'Regierung muss geziilt Mesuren ergräifen, zum Beispill am Kader vun der Reform vum RMG. Mä dat muss geziilt sinn. D'CSV-Politik, fir mat der Strenz jiddwereen ze beglécken, och wa se sech herno als Ongléck erausstellt, ass net d'Léisung.

Kolleeginnen, Kolleegen, d'Abolitioun vum Trimestre de faveur ass an eisen Ae richteg. Hei gëtt, wéi den Numm et scho seet, eng Faveur ofgeschaaft, déi keng Daseinsberechtegung méi huet. Bei der Bonification d'intérêts ass et eiser Meenung no och richteg, fir déi ze plafonéieren, an zwar op véiermol de Mindestloun. Dat ass an eisen Aen och sozial selektiv.

Zum Schluss wëll ech nach e puer Kommentaren zu menge Virriedner maachen. Ech muss soen, datt, wéi ech d'Ried vum CSV-Fraktiounspresident héieren hunn, dat mech un eng Aart Léierstonn erënnert huet. Ech hat gemengt, Dir wiert bal ni an der Verantwortung gewiescht. Dës Regierung huet eng aner Politik wëlles a villen Domänen an huet souwuel am Budget wéi am Zukunftspak dës Changementer definéiert.

Déi Iwwerleeungen, déi Dir iwwert d'Optik an d'Konzeptioun vun der Budgetsopstellung, vun der Budgetsphilosophie hutt, kënne mir deelen. Ech denken, bal jiddwereen heibannen! Mir brauchen e Budget „nouvelle génération" mat enger Gestion par objectif, fir eng modern a realitéitsugepasst Kontabilitéit ze kréien. Fir dat ze änneren, brauch een awer nun eemol Zäit. Dës Regierung huet domadder ugefaangen a mir wäerte se dobäi ënnerstëtzen, fir domadder weiderzefueren.

D'Iwwerleeunge vun der ADR kann ech net novollzéien, wat awer och net schlëmm ass. D'ADR ass géint all Steiererklärung, wat hiert gutt Recht ass, seet awer net, wou se eng Milliard…

(Interruption)

Wat hunn ech gesot?

Plusieurs voix.- Steiererhéijung!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wat hat ech gesot?

Plusieurs voix.- Steiererklärung!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech hoffen, datt Der déi maacht. Ech hoffen, datt Der déi maacht!

(Hilarité)

…Steiererhéijung, wat jo Äert gutt Recht ass. Dir sot awer net, wou Der all Joer eng Milliard Euro wëllt spueren. Dat bleift wahrscheinlech Äert Geheimnis.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Här President, och wa mir eis mat Budgetskonzeptiounen, Budgetsphilosophie als Deputéiert auserneesetzen, esou si mir der Meenung, datt wéi de Budget opgestallt ass a wéi e presentéiert ass dem Bierger seng Problemer de facto net léist. De Bierger hätt gäre Léisunge vu senge Problemer, gesäit gären, wéi d'Politik sech mat gesellschaftleche Meenungen auserneesetzt an a wat fir eng Richtung sech eist Land wäert orientéieren.

Déi eng Leit si mat der Politik vun enger Regierung d'accord, an déi aner wëllen, datt sech näischt ännert. Dës Regierung, an dat ënnerstëtzt d'LSAP, ass fir Emännerungen, fir en Emdenken, fir eis Leit (veuillez lire: eist Land) weider fit ze maachen a weider fit ze halen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Claude Haagen. Dann ass et elo um Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Meng Auer seet mer hei, datt nach 67 Minutte Riedezäit do sinn. Ech maachen Iech et awer net ellen, dat wäert net esou laang Zäit brauchen. Ech wëll haut nach eng Kéier op dat agoen, wat meng Kolleegin Viviane Loschetter, Rapporterin vum Projet de loi 6722, dem sougenannten „Zukunftspak", wat d'Viviane Loschetter gëschter als en „schwieregen, couragéise politesche Choix" vun der Regierung am Beräich vun der zukünfteger Familljepolitik bezeechent huet. D'Madame Loschetter sot: „Dës Regierung innovéiert an der Gesellschaftspolitik respektiv si adaptéiert d'Organisatioun vun eiser Gesellschaft un dëst Jordausend."

Ier ech mech awer am Numm vun der grénger Fraktioun mat dësem spezielle Punkt befaassen, wollt ech nach op e puer Saachen agoen, déi den honorabelen Här Wiseler gëschter am Numm vun der gréisster Oppositiounspartei hei gesot huet. E bëssen, fir mech waarm ze maachen, quoi!

Den Här Wiseler huet gemengt, d'Regierung hätt vill ugekënnegt, mä d'CSV wier hongreg bliwwen. Emmerhin huet en awer enregistréiert, datt d'Regierung e Pak vun 258 sougenannten „Spuermoossnamen" presentéiert huet. Den Här Wiseler huet och richteg bemierkt, datt 49 vun deene Mesuren net chiffréiert wieren an datt eng Rei vun de Mesurë géifen d'Sécurité sociale betreffen oder d'Gemengen. A ganz richteg huet hien och bemierkt, datt vill Mesuren ugefouert géife ginn, déi nëmme kënne realiséiert ginn, wann och en Investment gemaach gëtt. Zum Beispill musse mer Leit astellen, fir e bessere Contrôle fiscal ze assuréieren.

Dat ass korrekt, Här Wiseler, an duerfir nenne mir de Pak vu Mesurë jo och „Zukunftsmesuren". Si sinn eben net reng Spuermesuren, si sinn e konkrete Bäitrag vu Pisten, wou an Zukunft investéiert soll ginn, fir ze spuere respektiv zu enger besserer Gestioun vun eise Finanzen ze kommen.

Här President, de Spriecher vun der gréisster Oppositiounspartei huet och gemengt, d'Regierung hätt éischtens net frëi genuch mat de Sozialpartner diskutéiert, an zweetens hätt d'Regierung net all Mesuren, déi se annoncéiert huet, och exekutéiert. Si hätt der och e puer reportéiert.

An eisen Ae widderspréicht den Zweetens dem Éischtens. Mir fannen et gutt, datt d'Regierung an där kuerzer Zäit e ganze Pak vu Mesurë ficeléiert huet an dunn awer och schnell - deenen engen net schnell genuch, mä ëmmerhin - den Dialog mat de Sozialpartner gesicht huet an zu eiser gréisster Zefriddenheet och en Accord fonnt huet. D'Regierung huet haart a schwaarz op wäiss nogeduecht a war awer prett, op déi betraffe Leit anzegoen.

De Sozialdialog misst méi frëi, méi schnell, besser gefouert ginn. Musse mer eis dat wierklech vun der CSV soe loossen, déi de Sozialdialog selwer aschlofe gelooss huet? Dës Regierung huet de Sozialdialog erëm zum Liewe bruecht a sech engagéiert, notamment am Kader vum CES, sech regelméisseg mat de Sozialpartner ze treffen. A well ech jo och nach vill op déi nei Familljepolitik wëll agoen, muss een och soen, datt d'Familljeministesch am permanenten Dialog mat de Sozialpartner steet.

Här President, schliisslech sot den Här Wiseler och, d'Viraussetzunge vun der wirtschaftlecher Entwécklung, vun där d'Regierung géif ausgoen, wieren ze vill positiv. Dat kann natierlech sinn. Et ass nun eemol wierklech net einfach virauszesoen, wéi d'Wirtschaft sech wäert entwéckelen.

De Wirtschaftsminister huet vu virsiichtege Schätzunge geschwat. Mir kruten e positive Feedback vu Bréissel. Mä selbstverständlech musse mer bereet sinn, dës Zuelen, vun deene mer ausginn, a Fro ze stellen, besonnesch wat de Pluriannuel ugeet. An dat ass jo och par définition e flexibele Budget, deen ëmmer erëm muss ugepasst ginn. Wie weess, wéi eis Weltwirtschaft sech an dräi oder fënnef Joer wäert entwéckelen?

Mäi Kolleeg, den Henri Kox, huet gëschter schonn drop higewisen: De Barrel Pëtrol ass de leschte Freideg ënner 60 Dollar gehandelt ginn. Wien hätt dat virausgesot? Et ass och schwéier anzeschätzen, ob dës momentan Entlaaschtung fir eis Wirtschaft an Zukunft unhält oder sech eventuell an de Contraire entwéckelt.

Mir sinn der Meenung, datt d'Regierung sech op déi beschtméiglech Zuele baséiert huet. Mir si frou, datt niewent de Spuermoossnamen awer och e ganz gewaltegen Investissementseffort gemaach gëtt: an nei ëffentlech Gebaier, an d'Sanéierung vu bestehenden Infrastrukturen, Schoulen, Betreiungsstrukturen, a mir maache Rekordinvestitiounen an d'Schinn. A ganz positiv sinn och déi substanziell Budgetserhéijunge fir den FNR an d'Uni Lëtzebuerg.

De Wuesstum wäert net méi deeselwechte si wéi virun der Kris. Et gëtt vill Risikofacteuren, mengt den Här Wiseler, an dat bestreide mer net. Mä d'Regierung huet Verantwortung iwwerholl, d'Regierung huet hir Proposen op den Dësch geluecht. An déi gëllen net just fir ee Joer an déi ginn diskutéiert hei an der Chamber a mat de Sozialpartner.

D'CSV hat och vill ugekënnegt, geliwwert huet se bis elo nach guer näischt! Si verréit eis net, wou si wëllt anescht spueren an anescht investéieren. Si verweigert sech dem Dialog.

Här President, niewent deene Mesuren, déi d'Regierung hëlt, fir d'Statsfinanzen erëm an den Equiliber ze kréien, stinn och eng Rei Mesuren, déi eng aner Familljepolitik ukënnegen. Vläicht hu mer eis bis elo ze wéineg mat de Froen auserneegesat: Wéi definéiere mer eng Familljepolitik am 21. Jorhonnert? Wéi definéiere mer Chancëgläichheet? Wat muss de Stat mat Steiersuen ënnerstëtzen? Wéi gi mer de Kanner vun haut - alle Kanner! -, déi beschte Chancë fir muer mat op de Wee?

Déi Mesuren, déi d'Regierung am Beräich vun der Familljepolitik hëlt, gi vun deenen engen als Paradigmewiessel bezeechent, vun deenen aneren als ideologeschen Agréff an d'Wahlfräiheet vun den Elteren. déi gréng gesinn dat schonn als ee Paradigmewiessel, dee sech allerdéngs schonn eng Zäit laang ugedeit huet. A virun allem och gesi mir dee Wiessel als eng Upassung un d'Realitéit.

Ee Paradigmewiessel, dee sech scho laang ugedeit huet: Jo, scho viru Joren huet sech d'Erkenntnis duerchgesat, datt mer zu Lëtzebuerg, am Verglach zu allen anere Länner, zimlech héich Geldtransferten als Hëllefen un d'Elteren ausbezuelen, an datt déi Politik net ëmmer sënnvoll ass.

Déi Sue ginn net ëmmer esou agesat, wéi se geduecht sinn. An déi Sue ginn ondifferenzéiert ausbezuelt un déi Leit, déi se ganz batter néideg hunn, an un déi Leit, déi op déi Geldtransferten net ugewise sinn. Duerfir ass schonn zënter Joren den Trend an der Familljepolitik gewiescht, fir méi an d'Betreiungsinfrastrukturen ze investéieren. An d'Kannergeld ass scho laang net méi no uewen ugepasst ginn.

A wann am Joer 1983 nëmme ronn 43% vun de Fraen am Alter vu 25 bis 49 Joer schaffe gaang sinn, esou waren et an därselwechter Alterskategorie am Joer 2012 ëmmerhi 76,5%. Esou schéngt et och logesch, datt eis Familljepolitik sech duerno riicht, Elteren ze hëllefen, fir Beruff a Famill besser ënner een Hutt ze kréien. Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, gëtt et méi Méiglechkeeten. Eng ganz wichteg ass et, fir genuch a gutt Betreiungsstrukturen zur Dispositioun ze stellen. Eng aner ganz wichteg ass de Congé parental. Deen erméiglecht et, den Elteren deen zäitleche Fräiraum ze ginn, fir méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen.

Här President, d'Allocation de maternité an d'Allocation d'éducation sinn ausbezuelt ginn, wann ee seng berufflech Aktivitéit opginn huet respektiv wann ee keng berufflech Aktivitéit hat. déi gréng sinn der Meenung, datt et richteg ass, wann de Stat dës zwou Mesuren opgëtt. Mat esou enge Mesuren encouragéiert de Stat jonk Fraen, fir aus dem Aarbechtsprozess erauszeklammen. An dat ass an eisen Aen net responsabel!

déi gréng sinn der Meenung, datt all Mënsch, ob Mann oder Fra, dee seng Ausbildung plus ou moins ofgeschloss huet - ech soe plus ou moins, well mer an Zäite vun „lifelong learning sinn -, all Mann oder Fra soll sech dann an een Aarbechtsverhältnis beginn. Dat ass net einfach, do soll a muss de Stat hëllefen, mä dat muss awer d'Zil sinn!

Mir investéiere vill Suen an d'schoulesch Ausbildung vun eise Kanner. Dat ass dee beschten Investissement, dee mer als Gesellschaft kënne maachen. Wa mer jonk Leit encouragéieren, jorelaang vum Aarbechtsmaart ewechzebleiwen, riskéiere mer, datt deen Invest verluer geet. An ech schwätzen hei net un éischter Stell vun engem eventuelle finanzielle Verloscht vum Stat, mä ech schwätze vum Verloscht, deen deen eenzelne Betraffenen trëfft. Esou schnell wéi sech d'Technologien, d'Mentalitéit, d'Aarbechtswelt veränneren, kënne mer eise Kanner dach wierklech net verklickeren, si sollen der Aarbechtswelt jorelaang de Réck dréien!

Mir wëssen alleguer, wéi schwéier et ass, no enger laanger Paus erëm Fouss an der Aarbechtswelt ze faassen. A wann et da just drëm geet, an d'Aarbechtswelt wëllen zréckzekommen, dann ass dat net einfach. Mä wann et dann heescht, an d'Aarbechtswelt mussen zréckzegoen, da sti vill Leit um Ufank vun engem ganz beschwéierlechen an haarde Wee!

Fir datt mer eis net falsch verstinn: Mir sinn iwwerzeegt dervun, datt et eng ganz räich Erfahrung ass, Kanner ze kréien an ze hunn. Fir mech perséinlech läit vill vum Sënn vu mengem Liewen doranner. Mir sinn och iwwerzeegt, datt eng gutt Kand-Eltere-Bindung eppes ganz Wichteges a Schéines ass. Mä dat soll iwwert de Wee vun engem Congé parental ënnerstëtzt ginn, gären och vun Deelzäitaarbecht, a fir déi, déi sech et kënne leeschten, och gären duerch e Congé non payé.

Dës Politik bezeechne mir net, ech bezeechnen déi net als ideologesch motivéiert. Dës Politik bezeechnen ech als verstänneg, nohalteg a si entsprécht och deem, wat mer an der reeller Welt untreffen. Dës Politik ass och keng Spuerpolitik. Insgesamt gëtt d'Regierung méi Suen aus fir d'Elteren an d'Kanner wéi jee virdrun! An dat ass och richteg esou.

Ab 1. Juni 2015 sinn d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité abrogéiert. D'Viviane Loschetter huet gëschter scho gesot, datt d'Finanzkommissioun déi Mesuren an hirer Majoritéit géif matdroen an huet och drop opmierksam gemaach, datt et eng Rei Elteren oder Mamme gëtt, déi, obwuel se weidergeschafft hunn, awer op dës finanziell Ënnerstëtzung konnten zréckgräifen, well si manner wéi de virgeschriwwene Montant verdéngt hunn.

Fir dës Familljen, ob monoparental oder net, ass dës finanziell Hëllef oft eng Ënnerstëtzung gewiescht, déi een och muss anescht a geziilt opfänken. déi gréng wëllen, datt d'Regierung all déi Reforme virundreift, déi et Pappen a Mammen erméiglechen, sech souwuel doheem an der Famill wéi op der Aarbecht ze verwierklechen.

Notamment déi skandinavesch Länner - an och de Kolleeg Claude Haagen huet dorop higewisen -, notamment déi skandinavesch Länner si schonns viru Jorzéngten op dee Wee gaangen an hunn haut an dëser Politik eng komplett Offer fir all Familljen unzebidden. Néierewou an Europa ass den Taux de natalité esou encourageant, de Gebrauch vum Temps partiel, och bei de Pappen, méi grouss, an d'Offer u Betreiungsstrukturen a Ganzdagsschoulen ass exzeptionell och an hirer Qualitéit.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Duerfir ënnerstëtzen déi gréng eng Familljepolitik, déi sech zum Zil setzt, kee Mënsch aus dem Beruffsliewen auszeschléissen. Eng Familljepolitik, déi Beruffsliewen a Familljeliewe besser zesummebréngt. Eng Familljepolitik, déi Steiergelder asetzt, fir gutt Betreiungsstrukturen auszebauen. Eng Familljepolitik, déi Geldtransferten do asetzt, wou se gebraucht ginn, déi jonk Elteren ënnerstëtzt, Jo zu Kanner an zu engem Beruffsliewen ze soen. Eng Familljepolitik, déi op d'Beruffswelt wëllt awierken, fir déi méi familljefrëndlech ze gestalten. Eng Familljepolitik,

déi sech duerch eng Steier finanzéiert, déi op alle Revenue vun all Personne physique erhuewe gëtt, also och vun deene Leit, déi keng Kanner selwer hunn.

Dat ass konsequent a solidarescht Ëmsetze vun engem Paradigmewiessel, dee sech scho laang ugekënnegt huet. Dee Paradigmewiessel ass transparent an no vir geriicht. An duerfir ass et och eréischt vum 1. Juni un, wou e funktionéiert. Dat heescht, fir all déi Leit, déi elo Kanner hunn, changéiert sech näischt.

An deem Sënn wëll ech och an dësem Punkt nach eng Kéier ausdrécklech eis Ënnerstëtzung fir d'Politik vun dëser Regierung hei bréngen an ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR. An ech géif d'Kolleege bieden, Plaz ze huelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och deenen zwee Rapporteure Merci fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir eis hei déi komplizéiert Projete virzestellen.

An ech wollt vläicht ufänken, fir ze soen, datt deen Zukunftspak, deen eis hei virgestallt ginn ass, grouss Ambitiounen huet. En ass eis och virgestallt gi mat grousse Wierder. Et ass vun Alternativlosegkeet vun den Ziler geschwat ginn. Et ass gesot ginn, mir bräichten e Mentalitéitswandel an der Gesellschaft.

Mä u sech ass dat hei guer kee grousse Worf! Mir hunn hei 258 méi oder manner kleng Mesuren. Eenzelner sinn och méi grouss. Mä u sech, dee groussen Design an deem Ganzen, dee kann een net erkennen. Et ass einfach geschäert gi lénks a riets, wou een hei oder do eppes ka spueren.

Wat eis awer Suerge mécht, dat ass, datt et en duerch an duerch och onsoziale Worf ass. Ech mengen, gëschter hate mer jo scho geschwat iwwert d'TVA, déi jo och virun allem déi kleng Leit trëfft. Haut musse mer feststellen, datt och iwwert d'Waassertaxen an aner Taxen erëm geschwat ginn ass: alles onsozial Moossnamen, déi virun allem och déi kleng Leit treffen!

An da muss ee soen, datt deen Numm „Zukunftspak" einfach net ze justifiéieren ass. En Zukunftspak, dee sech doduerch auszeechent, datt familljepolitesch Moossnamen eigentlech déi Haaptmoossname sinn, datt d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité verschwannen, dat ass keen Zukunftspak, mä dat ass e Pak, dee riskéiert, d'Zukunft vum Land a Gefor ze bréngen, deen engem d'Zukunft hëlt. Wéi sollen dann d'Familljen an Zukunft sech finanzéieren?

Et kënnt jo nach derbäi, d'Kannergeld gëtt och nach plafonéiert. „D'Regierung wëllt keng natalistesch Politik maachen", esou dréckt se sech aus. Wéi wëlle mer dann déi Kanner hei an d'Land kréien, déi mer awer brauchen? Wéi wëlle mer d'Familljen ënnerstëtzen? Well d'Kanner si jo awer eis Zukunft! Soll dat alles mat enger Croissance iwwert d'Immigratioun geléist ginn? Wat jo och erëm Problemer mat sech brëngt. Dat heescht, deen Zukunftspak, dat ass u sech eppes, wat eis Zukunft hypothekéiert, op jidde Fall nei Gefore bréngt!

Mä d'Madame Loschetter hat an hirer Ried gesot, et wär eng Alternativlosegkeet do. Dat ass net wouer, et gëtt eng Alternativ! D'Leit, d'Wieler hunn d'Alternativ tëschent engem Modell vun deenen dräi Regierungsparteien oder engem, dat de Leit d'Fräiheet gëtt, de Choix am Liewen. Deen awer hei kloer a Fro gestallt ass! Et ass de Choix tëschent engem fräie Liewensmodell, wou d'Leit kënnen hir eegen Décisiounen huelen, oder engem Modell, wéi d'Regierungsparteien e proposéieren, wou u sech de Stat décidéiert, wat besser fir d'Leit ass.

Ech soen Iech, dat, wat hei proposéiert gëtt an der Familljepolitik, dat ass och fraefeindlech! Well hei hëlt sech de Stat jo eraus, besser ze wësse wéi d'Fraen, wat si fir e Liewe wëllen huelen. Dir instauréiert e staatleche Patriarchat hei! Dir sot, wat fir d'Frae besser ass.

An et ass fraefeindlech nach derbäi, well Dir huelt d'Fraen ewell als e Potentiel économique. Dir rechent den „return on investment". Wann ech deene Grénge hir Riede lauschteren, da muss ech soen, datt do esou Terme si wéi „Mir hunn esou vill an d'Schoulbildung investéiert a mir hätten als Gesellschaft gären esou vill zréck". Dat ass en Discours, dee wierklech just de Mënsch op säin ekonomesche Wäert reduzéiert, op en ekonomesche Facteur.

An en ass fraefeindlech, well mer guer net méi den Discours hei hunn iwwert d'Schéinheet an d'Wichtegkeet vun deem, wat dat heescht, eng Mamm sinn an d'Kanner erzéien! Dat verschwënnt an engem Discours vun enger Regierung, déi nëmmen nach an „parent un" an „parent deux" räsonéiert a seet, jiddweree muss schaffe goen, well dat ass dat Eenzegt, wat de Wäert vun engem Mënsch ausmécht.

Mir ginn net op dee Wee. Mir ginn net op dee Wee! Mir schützen d'Famill a mir soen, mir sinn do, fir deene Leit, wann déi décidéieren, wëllen doheem ze bleiwen, mä déi Méiglechkeet musse se hunn, an och materiell hunn, och fir dee Modell ze ënnerstëtzen. An ech kommen herno op eis Familljepolitik zréck.

An, Är Politik ass och kannerfeindlech! Well den Hannergedanken ass jo awer och, fir kënnen d'Kanner ze huelen an eng kollektivistesch Erzéiung. Dat ass jo de Familljen d'Méiglechkeet vun der Kannererzéiung ewechhuelen an dem Stat d'Autoritéit iwwert d'Kannererzéiung ginn. Dat ass jo den Hannergedanken!

A wann Der wierklech de Congé parental als familljepolitesch Moossnam wëllt akzeptéieren, wéi dat jo haut ass, ma da schaaft déi Divisioun tëschent den Elteren of a loosst d'Familljen décidéieren, fräi décidéieren, wien de Congé parental soll huelen a fir wéi laang. Well et ass ëm dat, wourëms et geet. Et soll jo esou laang wéi méiglech een Elterendeel bei de Kanner sinn. Da loosst d'Elterendeeler och fräi décidéieren, wien dat soll maachen!

Et héiert een och a verschiddene Rieden a leschter Zäit, datt dat e Luxus wär, datt d'Leit géifen doheem bleiwen, déi kéinte sech dat jo leeschten, fir hir Kanner ze erzéien an esou weider. Dat ass e schockanten Discours! Well wéi vill Leit verzichten op esou vill, och materiell, fir kënnen doheem ze bleiwe bei hire Kanner an hinnen dat Elterenhaus ze ginn, wat si hinne wëlle ginn. Dee Verzicht, dee muss dach respektéiert ginn!

A wéi vill Leit wéilte bei hire Kanner bleiwen an hinnen dee Modell offréieren, wa se et dach nëmme kéinten! A se ginn awer elo, an ëmmer méi, forcéiert duerch d'Politik vun dëser Regierung, fir schaffen ze goen. Dat op jidde Fall ass net dat, wat mir gesinn als Familljepolitik.

Dann, ech wëll vun Ufank un, ier mer elo zu eise Propositioune kommen, well mir maachen Iech elo als ADR konkret Spuerpropositiounen, mir bleiwen do net hanner eisem Wuert zréck. Mä direkt, fir ze dokumentéieren, datt mir net domat d'accord sinn, datt eng Allocation d'éducation oder eng Allocation de maternité gestrach gëtt, wëll ech hei dem Här Chamberspresident eis Amendementer iwwerreechen, déi ebe soen, mir hätte gär, datt déi zwou Allocatioune bestoe bleiwen. Wann ech gelift, Här Chamberspresident!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Amendement 1

Concerne: Art. 2. - Le Code de la sécurité sociale est modifié comme suit (page 91):

Rayer le point 8° concernant l'abrogation de l'allocation de maternité qui s'intitule: «Les articles 294 à 298 sous l'intitulé «Chapitre IV - Allocation de maternité» sont abrogés.»

De ce fait, le paragraphe (1) de l'Art. 40. (dispositions transitoires) devient superfétatoire et est également à rayer.

Exposé des motifs:

Maintenir les dispositions de l'allocation de maternité.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding.

Amendement 2

Concerne: Art. 2. - Le Code de la sécurité sociale est modifié comme suit (page 91):

Rayer le point 9° concernant l'abrogation de l'allocation d'éducation qui s'intitule: «Les articles 299 à 305 sous l'intitulé «Chapitre V - Allocation d'éducation» sont abrogés.»

De ce fait, le paragraphe (2) de l'Art. 40. (dispositions transitoires) devient superfétatoire et est également à rayer.

Exposé des motifs:

Maintenir les dispositions de l'allocation d'éducation.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An elo ass et vläicht interessant, fir emol an den Detail eranzegoen. Mir hunn als ADR effektiv gesot, datt mir géint Steiererhéijunge sinn, well dat der Ekonomie schuet. Mir wëllen d'Kafkraaft vun de Stéit erhalen. A mir wëllen, datt deStat keng Suen zur Fënster erausgehäit. Mir wëllen, datt de Stat bei sech selwer spuert. Mä dofir brauch ee politesche Courage! A mir stinn och zu deem, wat mir an eisem Wahlprogramm versprach hunn, wat mer ugekënnegt hunn.

De Spuereffet vum Zukunftspak vun der Regierung, Dir nennt e jo esou, mä, wéi gesot, mir zweifelen drun, deen ass am Ganzen iwwert d'Joren 302, bal 303 Milliounen, cumuléiert, dat ass op jidde Fall dat, wat an Ärer Fiche financière do ugekënnegt ass.

Mir wëllen Iech hei soen, wéi ee liicht ka 430 Millioune spueren, net ausginn. A 430 Millioune par rapport zum aktuellen Zoustand, géife mer um nationale Plang kengem eppes ewechhuelen - national, par rapport zum aktuellen Zoustand -, eis international Verflichtunge respektéieren a keng Steieren héijen!

Déi éischt Moossnam ass selbstverständlech evident: op den Tram verzichten! Dat ass e Verkéierskonzept, wat de Verkéier hei am Land méi schlëmm mécht, de Verkéiersproblem net léist, de Stau op den Autobunnen net ewechhëlt, den Haaptproblem vun de Frontalieren net léist, verkéiersméisseg, en enormen Investissement ass, wat an där Zäit och duerch Busse ka gemaach ginn. E komplett onsënnege Plang! An dee kascht, eleng an deem Gesetz, wat mer elo hei gestëmmt haten den 29. Juli, an enger éischter Phas bal 231 Milliounen Euro, ouni dat ze rechnen, wat d'Gemeng Lëtzebuerg an aner Gemengen eventuell och nach musse schëlleren!

Dee kënne mer komplett sträichen! Mir ersetzen dat duerch eppes, wat vill méi bëlleg ass. Mir loosse Bussen op de Kriechspuren op den Autobunne fueren, fir d'Frontalieren op déi Manéier séier an ouni Auto, ouni Privatauto an d'Stad ze bréngen. Eng enorm Ekonomie, e Plus fir d'Verkéierssituatioun am Land an direkt - direkt! - 231 Millioune gespuert, ouni all déi Suen, déi an den nächste Joren nach missten an deen irrsinnege Projet Tram investéiert ginn!

Zweet Moossnam, an dat hu mer ëmmer erëm gesot als ADR, mir stinn zu eiser internationaler Verflichtung, dat hu mer versprach, 0,7% vum Bruttonationalakommes an d'Entwécklungshëllef ze ginn. Hu mer gesot: Mir stinn dozou!

Mir sinn awer dergéint, datt mer méi ausginn! An dës Regierung, déi huet 323 Milliounen, Mindestzomm, ausginn, dat huet se festgeluecht. Dat ass net nëmmen 1% vum Bruttonationalakommes, dat ass méi wéi 1%.

Eleng dëst Joer gi mer 23 Milliounen Euro méi aus wéi deen 1%. Dat ass enorm! Wann ee bedenkt, datt verschidde vun deene familljepolitesche Moossnamen dëst Joer mat véier Milliounen, déi Der sträicht, zu Buch schloen. An hei gi mer wäit iwwer 1% vum Bruttonationalakommes an d'Entwécklungshëllef, woubäi mer international versprach 0,7% hunn.

Mir wëllen och, datt bei der Entwécklungshëllef alles ugerechent gëtt, wat kann no den internationale Regelen ugerechent ginn a wat aner Länner och urechnen: wéi zum Beispill verschidde Moossname fir Demandeurs d'asile aus deene Länner, wéi Studiegelder, wéi Opérations pour le maintien de la paix an deene Länner, wéi verschidde klimapolitesch Moossnamen an däers méi, wat alles vun der OECD ugesi gëtt als fir d'Entwécklungshëllef relevant Dépensen an déi mir hei net arechnen.

A mir hätte gär, datt eis Lëtzebuerger Ekonomie kann e Retour op d'Entwécklungshëllef hunn, datt och eis Entreprisë kënnen dovu profitéieren, wéi dat elo am Verdeedegungsberäich jo gemaach gëtt, wou mer jo och den Effort an d'Luucht gesat hunn.

Dat alles, wann een dat zesummerechent, dat heescht, déi Facteuren, déi ech elo gesot hunn, alles urechnen a reduzéieren op 0,7% vum Bruttonationalakommes, dat sinn 100 Milliounen Euro. Da si mer, mat dem Tram, 230, an d'Entwécklungshëllef upassen un eis international Verspriechen, da si mer schonn op 330 Milliounen Euro!

Nächst Moossnam: de Klimaschutz. Dat ass jo e bëssen eng helleg Kou vu verschiddene Regierungsparteien. D'ADR geet elo net op d'Diskussioun an, ob déi Moossnam, dat ass eng spannend Diskussioun, ob dat elo justifiéiert ass oder net. Mä deen „Green Climate Fund", an deen d'Regierung fënnef Milliounen Euro elo abezuelt huet - fënnef Milliounen Euro! -, do muss ee wëssen, datt et do keng richteg Verdeelungsstrukture gëtt. Do sollen emol esou Agenturen an deenen eenzelne Länner gegrënnt ginn, déi dat dann do solle verdeelen. An da soll do diskutéiert ginn, wéi déi Sue verdeelt ginn. Dat ass alles guer net kloer. Wahrscheinlech kënnt et do zu immens vill Korruptioun a Mësswirtschaft, esou wéi et ausgesäit. Mä mir ginn emol fënnef Milliounen Euro!

Wéi gesot, ech ginn net op de Klimafong an. Mä wat mir kritiséieren a wat mer ëmmer erëm gesot hunn, ass, datt Lëtzebuerg net soll méi ginn, proportional, wéi all déi aner Länner. Mä wa mir kucken, Lëtzebuerg huet ëmgerechent 6,3 Milliounen Dollar ginn, a Länner wéi Spuenien gi 16 Milliounen Dollar. Ech mengen, déi Disproportioune muss ee sech emol virstellen! D'Belsch huet 50 Milliounen Dollar ginn. Si hunn awer 11 Milliounen Awunner! Norwegen 33 Milliounen Dollar. Also mir gesinn... Neiséiland 3 Milliounen Dollar. Neiséiland, 3 Milliounen Dollar!

Mä wann een dat da kuckt, da soe mir als ADR näischt dergéint, datt een och international seng Kontributioune bezilt, mä mir mussen ophale mat deem méi proportionell bezuele wéi anerer! Wa mir dat géife maachen, kéinte mer hei direkt zwou Milliounen Euro spueren. Eleng nëmmen, datt mer eis géifen ugewinnen ze kucken, wat den Duerchschnëtt vun deenen anere Länner gëtt an eis dann deem upassen.

Mir sinn also mat deene Moossnamen, déi ech bis elo proposéiert hunn, schonn op 333, op 332 Milliounen Euro gespuert, ouni engem eppes ewechgeholl ze hunn an ouni en internationaalt Verspriechen hannergaangen ze hunn!

Véiertens, den Accord salarial mat der Fonction publique. Ech erënneren emol drun, datt d'DP an hirem Wahlprogramm, et ass jo ëmmer interessant, deen ze liesen... D'DP hat versprach: «Le DP réitère qu'un accord salarial ne peut être justifié dans le contexte de la situation financière désastreuse de l'État.» A weider: «Nous ne voulons pas d'un côté augmenter les traitements et de l'autre côté, pour financer cette décision, réduire les dépenses ou augmenter les impôts.» Mä do kann een nëmme soen, den DP-Wahlslogan, well elo maache se et jo, dat ass onverännert, wéi e schonn esou dacks war: „Wéi versprach esou gebrach!" An dat ass dat, wat d'DP och elo gemaach huet: Si huet versprach, deen Accord salarial net ëmzesetzen, a si mécht et elo.

Mir als ADR, mir wëllen och, datt d'Beamte korrekt bezuelt ginn. Mir wëllen och, datt et jiddwerengem gutt hei am Land geet a mir bekennen eis och zum Prinzip vun engem Accord salarial mat der Fonction publique, awer net, wa mer dat mussen op d'Käschte vu Scholde finanzéieren, déi d'Generatiounen no eis musse bezuelen. Dat wëlle mir net veräntwerten!

Dofir soe mir: Soulaang den Zentralbudget, de Budget vum Zentralstat am Defizit ass, kënne mir dat net veräntwerten! Ekonomie, eiser Meenung no, no der Fiche financière vum Projet de loi 6458: ronn 80 Milliounen Euro. Mir sinn also elo op 412 Milliounen Euro, par rapport zum Istzoustand, wéi ech et gesot hat, ouni iergendengem eppes ewechgeholl ze hunn, ouni d'Steiere gehéicht ze hunn, ouni eng international Verflichtung vum Lëtzebuerger Land net respektéiert ze hunn.

Dann eis Propositiounen am Kulturberäich. Do hate mer gesot, mir hätte gär d'Fusioun vum Casino d'art contemporain a vun dem Mudam. Mir denken, datt dat eng liicht Ekonomie vu ronn 1 Millioun Euro ka sinn. An do si mer bei 413 Milliounen.

Mir denken och, datt d'Regierung soll emol hir Propagandacampagnen an de Ministères däitlech aschränken. Wat hu mer dann do missen erleiden a leschter Zäit! Kuckt Iech emol déi Campagne vum Ministère de l'Égalité des chances un iwwert d'Quoten, wou Leit...

Une voix.- Oh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, jo. ... wou Leit do... Also, do kann een nach laang driwwer räsonéieren a philosophéieren, mä ech maachen et kuerz. Wou awer iwwert deen Af, dee gewise gëtt, hein, egal wéi e Geschlecht deen Af huet, ech ginn net drop an,...

Une voix.- Keng Nimm.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ...mä wou einfach de Géigner vun enger Politik, déi dës Regierung wëllt vertrieden, dénigréiert mat engem Déier gläichgesat gëtt u sech, deen einfach ze domm wär, dee Mënsch, deen dann als Déier gewise gëtt oder deen een da géif diskriminéieren. Dat sinn dach primitiv, onverantwortlech Campagnen! Ma spuert Suen dorobber! Eng Millioun, zwou Millioune manner an dat ass och schonn dem Land e grousse Gefale gemaach!

Mir sinn op 414 Milliounen, ouni engem eppes ewechgeholl ze hunn, an Dir verschount eis och nach mat idiotesche Propagandacampagnen.

Dann, awer wat elo ganz wichteg ass, dat sinn eis Propositiounen am Familljeberäich. Dir gitt hin an Dir diktéiert de Leit, wéi se solle liewen. Mir net! Mir als ADR, mir soen net nëmmen, datt d'Leit sollen déi fräi Wiel hunn, ob se wëlle schaffe goen an d'Kanner a Crèchë ginn, a Strukture ginn, wat hiert gutt Recht ass, oder doheem bleiwen, wou mir soen: Dat ass gradesou gutt hiert Recht. Mä mir erméiglechen dat materiell. An zwar spuere mer och nach fir de Stat Geld domadder. Well all déi Crèchëplazen, déi Dir wëllt schafen, déi kaschte Geld, fir eng Crèchëplaz ze maachen, a se kaschte Fonctionnementskäschten. Eng Crèchëplaz ass net gratis!

Vläicht wësst Dir als Regierung elo genau de Präis vun enger Crèchëplaz. Mir hu se geschat, opgrond vun deenen Informatiounen, déi eis

zur Verfügung stinn, op ronn 1.700 Euro de Mount. Dat ass dat, wat de Stat fonctionnementsméisseg an eng Crèche muss investéieren, fir e Kand do ze versuergen. An dat wëllt Der ebe maachen an deenen zéng Méint am Joer, ausser an der Vakanzenzäit. Dat ass vill Geld.

Mir soen als ADR: Eng Mamm oder e Papp, dee wëllt doheem bleiwen, fir seng Kanner selwer ze erzéien, deen dat Recht muss dozou hunn, muss och déi materiell Méiglechkeet hunn. An dofir soe mer, amplaz déi 1.700 Euro an eng Crèche ze investéieren, gi mir de Leit d'Suen an d'Hand! Mir wëllen net nëmmen d'Kannergeld op deem Niveau loossen, wéi et war, ier Dir et wollt plafonéieren. Mir loossen d'Kannergeld onverännert mat enger Progressioun do: desto méi Kanner, desto méi Kannergeld. Dat respektéiere mir.

Mä et kënnt derbäi, datt mir deem Elterendeel, deen doheem bleift, och Sue ginn dofir, eng Unerkennung, eng materiell Unerkennung, eng Pai, déi och der Sozialversécherung dann ënnerläit. An dat ass och gestaffelt un der Zuel vun de Kanner.

Eng Mamm oder e Papp, deen doheem bleift an ee Kand versuergt, dee kritt an eisem Modell 1.000 Euro de Mount dofir, bei zwee Kanner 1.750 Euro, bei dräi 2.250 a bei véier 2.500. Wann Der dat vergläicht mat deem, wat d'Crèchëplaze kaschten, kuckt emol: Fir véier Kanner an enger Crèche ze versuergen, bezilt de Stat 6.800 Euro. No eisem Modell kritt en Elterendeel, deen déi Kanner doheem versuergt, 2.500 Euro. Et ass eng grouss Ekonomie fir de Stat. Et ass eng Hëllef fir deen Elterendeel doheem an et ass de Respekt virun enger Décisioun, fir säi Liewe selwer ze gestalten.

Doduerch, datt déi Pai, déi mir do deem Elterendeel bezuelen, doduerch och der Sozialversécherung ënnerläit, ass och automatesch de Problem zu engem groussen Deel geléist, op deen Dir ëmmer opmierksam maacht: Wat geschitt am Fall vun enger Scheedung? Ma am Fall vun enger Scheedung ass och deen Elterendeel, deen doheem bleift, sozialverséchert an e fält deen Ableck net an d'Aarmut oder net an d'Näischt. An dat ass eisen alternative Modell.

Doduerch, datt mer ebe soen, mir brauchen d'Leit net ze forcéieren, schaffen ze goen, fir se sozialzeversécheren a fir se ofzesécheren am Fall vun enger Scheedung. Eise Modell ass fir de Stat méi bëlleg, e respektéiert d'Leit an hir souverän Décisiounen an en ënnerstëtzt d'Familljeliewen, esou wéi d'Leit et gär hätten. An en ass domadder wesentlech besser! An e spuert Geld.

An domadder si mer erëm bei eisem Modell hei vun Ärem Zukunftspak, wou mir en aneren Zukunftspak hunn, nämlech e richtegen. Wa mir eben den Elterendeeler, déi doheem bleiwen, déi Sue ginn, vun deene mir schwätzen, mir spuere Sue bei de Fonctionnementskäschte vum Stat. An an engem Rechemodell: Einfach emol ugeholl, 10.000 Crèchëplazen, wou och nëmme 40% vun de Kanner vun engem Elterendeel doheem géifen erzu gi während zéng Méint am Joer, dat eleng wär schonn eng Ekonomie vu 16 Milliounen am Joer. A mir wären, also eleng mat enger déif ugesatener Schätzung, elo scho bei enger Gesamtekonomie vu 430 Milliounen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ouni d'Investitiounen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An d'Investitiounen an d'Crèchen emol nach net matgerechent.

Mä Dir gesitt jo, mat deem ADR-Modell hei, datt mir, wéi gesot, mat eisen dräi Konditiounen: ouni Steiererhéijungen, ouni eng international Verflichtung vu Lëtzebuerg ze briechen an ouni par rapport zum Istzoustand iergendengem eppes ewechzehuelen an och nach derbäi d'Familljen ënnerstëtzen, net wéi Dir, datt mer op eng Ekonomie, eng ganz liicht Ekonomie vun op d'mannst 430 Milliounen Euro kommen.

Dann erzielt eis dach net, mir missten d'Steieren erhéijen an dësem Land, wéi et permanent vun dëser Regierung gemaach gëtt, oder Är Modeller wären alternativlos! Mir hunn Iech d'Alternativen op den Dësch geluecht a mir stinn derzou!

Da gëtt et nach ganz vill aner Pisten, déi mer kënnen exploréieren. Mir hunn et jo gesot beim Klimafong, mir sollen eis un déi Bäiträg halen, déi Lëtzebuerg soll ginn, a proportional. Dat kënne mer och beim SME am europäesche Budget maachen an op villen anere Plazen, wou mer wäit iwwerproportional méi bezuelen. Mir brauche kee Recours méi op Consulting vu Firmen. Mir kënnen de Beamte vertrauen an de Ministèren, datt déi selwer kënnen e Budget kompetent opstellen, ouni musse vill Suen un iergendwellech extern Firmen ze bezuelen!

Här President, de Mëtte geet den Här Roy Reding nach weider op eis Propositiounen an, dofir wëll ech elo hei Merci soe fir d'Nolauschteren. Voilà, Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A just den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll op een Aspekt agoe vun der Budgetspolitik, dat sinn déi strukturell Reforme beim Sozialstat. D'Europäesch Kommissioun stellt hei Fortschrëtter fest a si freet no méi esou Fortschrëtter. Fortschrëtter, déi jo fir d'Leit awer normalerweis Réckschrëtter bedeiten. D'Europäesch Kommissioun fënnt och eise Budgets- an eise Spuerpak konform mam Europäesche Stabilitéitspakt. Mir si souguer iwwerkonform a mir maachen e strukturelle Boni vun 0,5%! 0,4 sinn et der nach nom Accord mat de Gewerkschaften.

D'Finanzkommissioun an hirem Bericht freet sech iwwert dat positivt Uerteel vu Bréissel. «Se réjouit», steet dodran. Mir fannen, se géif sech besser Suerge maachen doriwwer, iwwert déi desastréis Politik, déi an der Europäescher Unioun gemaach gëtt, déi d'Wirtschaft an de Sozialstat, op d'mannst längerfristeg gesinn, wann et esou weidergeet, futtimécht, amplaz hir entgéintzewierken, där Politik. A si mécht zèle an där Politik nach, amplaz hir entgéintzewierken.

Ech mengen, si hätt sech emol kënnen d'Fro stellen, d'Finanzkommissioun, firwat mer dann esou gutt Notte vu Bréissel kréien, déi jo esou eng schlëmm Austeritéitspolitik maachen, déi jo hei ëmmer a Rieden och kritiséiert gëtt. Mä hei zu Lëtzebuerg natierlech maache mer keng Austeritéitspolitik. An den OGB-L erzielt Märercher, wann en an enger Broschür schreift: «Le Gouvernement annonce une politique d'austérité», oder wann en déi Politik esou beschreift, dass se wier «dans la lignée des politiques d'austérité menées partout en Europe». Déi Broschür zielt och op, «ce que la population a déjà subi depuis 2006».

Eng kleng Kostprobe dorauser - net chronologesch -:

- fënnef Indexmanipulatiounen;

- nei Belaaschtunge bei der Krankekeess;

- Desindexéierung vun de Familljenzoulagen;

- Kierzung bei de Studentenzoulagen;

- Verschlechterung vum Rentesystem, dorënner strukturell Verschlechterungen op déi nächst 40 Joer eraus;

- Proportionaliséierung beim Chômage;

- käschtendeckende Waasserpräis;

- Präiserhéijungen am ëffentlechen Transport an esou weider an esou weider.

An déi Austeritéitspolitik vun deene leschte Jore cumuléiert sech jo a successive Päck. Et gëtt jo näischt vun där cumuléierter Wierkung hei ewechgeholl - et kënnt just nach derbäi!

A wann een dann nach weess, dass während där Zäit d'Léin reell stagnéiert hunn, wann ee weess, dass während där Zäit d'Gewënner an d'Privatverméige weider gewuess sinn, wann ee weess, dass d'Steierlaascht vum Stat haut a Wierklechkeet majoritär bei de Salariéë läit, vun de Salariéë gedroe gëtt, da brauch ee sech net esou ze wonneren, wann d'Gewerkschaften déi Politik eng Austeritéits- an Ëmverdeelungspolitik nennen.

An - et ass jo en Zukunftsprojet, hu mer héieren - aus deem Zukunftspak hei ergëtt sech och an Zukunft e Potenzial vu weidere strukturelle Reformen.

An der Sécurité sociale sinn, niewent Agréff an d'Tariffstruktur an -autonomie, folgend Strukturmoossnamen (veuillez lire: Strukturreformen) an der Maach:

- Reduzéierung vun der budgetärer Enveloppe am Gesondheetssecteur;

- Aféierung vu Fallpauschalen am Gesondheetssystem;

- nei Leeschtungskritäre bei der Assurance dépendance, bei der Fleeg;

- méi Kontrolle beim RMG;

- Reduzéierung vun den Unfallrenten op den Niveau vun den Invaliderenten.

Natierlech musse konkret Projeten nach kommen, déi dat do sollen ëmsetzen, mä mir gesinn dat awer elo schonn zum Beispill bei deem Projet, dee virläit, iwwert d'berufflech Klassifizéierung, wou d'Indemnité d'attente nëmme méi soll no zéng Joer Aarbecht bezuelt ginn.

Et gesäit een, wéi insgesamt onzefriddestellend dat Ganzt ass, an d'Chambre des Salariés freet net fir näischt, dass de Projet vum Reclassement zréckgezu gëtt, a leet esouguer en Alternativprojet vir, nodeems se gesinn huet, dass a Sitzunge vun der Kommissioun de Projet nach weider verschlechtert ginn ass.

Dann, Reforme bei der Aarbecht:

- D'Flexibiliséierung vum Congé parental op der Aarbechtsplaz gëtt als Aarbechtszäitreform ugekënnegt. An natierlech stellt sech d'Fro dobäi: A wiem sengem Intérêt geschitt se? Do kënnt et op d'Ëmsetzung un. Geschitt se am Intérêt vun de Salariéen, wéinst hire familiäre Verflichtungen, oder geschitt se am Intérêt vun de Patronen, vun den Employeuren? Dat ass déi grouss Fro, déi ee sech do wäert an der Praxis stelle mussen.

- Beim Chômage: D'Bezuchszäiten an d'Plaffongen hätte solle fir déi eeler Aarbechtslos an Ärem Zukunftspak verréngert ginn, obscho jo gewosst ass, dass de Chômage de longue durée e grousse Problem ass an ëmmer méi e grousse Problem gëtt. An och nom Accord mat de Gewerkschaften, deen dat elo emol zäitlech verschiebt, stellt sech d'Fro ëmmer nach vun der Ausriichtung vun der Chômagepolitik. A mir wësse jo, dass, grad um Gebitt vum Chômage, d'Indemnitéiten zu Lëtzebuerg esou wéineg laang wéi a kengem aneren Nopeschland ausbezuelt ginn. Et wieren also positiv Reformen do verlaangt, net zousätzlech Aschränkungen.

Datselwecht gëllt bei der Reform vun der Aide au réemploi, wou et jo en Accord mat de Gewerkschafte ginn ass, wou gewësse Saache festgehale gi sinn. Mir sinn awer och gewuer ginn, dass an engem Projet de loi nach solle weider Elementer a weider Konditiounen, ënner anerem Altersbedéngungen, derbäikommen. Wéi wäert den Ersatz fir d'Préretraite solidarité an Zukunft ausgesinn? Dat wësse mer alles net.

An der Familljepolitik:

- Wéi wäert d'Upassung vun de Prestations familiales un de Lounniveau an Zukunft ausgesinn? Dat ass jo eent vun den Haaptelementer vum Accord mat de Gewerkschafte gewiescht, niewent der Upassung vum Congé parental un de Mindestloun.

- Wéi wäerten déi nei Zäitregelungen an der Wirtschaft ausgesinn? A wéi wäert generell d'Offer an de Crèchen an an de Maisons relais sinn, déi an Aussiicht gestallt gëtt?

En attendant gëtt awer emol d'Kannergeld erofgesat a falen d'Allocations de maternité an d'éducation ewech, och fir déi Familljen, wou d'Elteren allen zwee schaffe ginn - an där sinn et der ëmmerhin nach iwwer 2.000 de Moment, Famillje mat klengen a mëttlere Paien.

Och wa mir d'Regierung als déi Lénk bei weideren Efforten a Richtung Kannerbetreiung ënnerstëtzen, sou däerf een awer net vergiessen, dass och déi Efforten net manner Finanzmëttel verlaangen, mä méi Finanzmëttel. Et däerf een net vergiessen, dass budgetär Grenzen déi eigentlech Ursaach si vun deene Mesuren, déi haut getraff ginn an der Familljepolitik, och beim Kannergeld, och bei de Studentenhëllefen iwwregens virun enger Partie Méint.

A budgetär Grenze wäerten och de gratis Crèchen a Maison-relaisen - déi jo och versprach ginn - am Wee stoen.

Grad wéi och budgetär Grenzen an och d'Netkooperatioun vum Patronat bei neien Aarbechtszäitmodeller wäerten am Wee stoen. Well nei Aarbechtszäitmodeller kënnen nëmmen eppes bréngen, wa se zu Aarbechtszäitreduzéierunge féieren, net zu onsënnegem Flexibiliséieren an Auserneerappe vun den Aarbechtszäiten.

Mir stellen eis och d'Fro, wéi dës Regierung de Begréff vun der „selektiver Sozialpolitik" versteet. Mir héieren deen ëmmer erëm. Mir héieren en an de Riede vun de Rapporteuren hei.

Eng weider Kärfro ass déi vun der Generatiounegerechtegkeet. Dat ass zum Beispill e Begréff, deen eng wichteg Roll spillt am LSAP-Positiounspabeier. Generatiounegerechtegkeet, dorënner ass d'Pensiounsreform gelaf virun enger Zäit.

Béid Begréffer, menge mir, selektiv Sozialpolitik a Generatiounegerechtegkeet, déngen haaptsächlech dozou, Suen ze spueren.

Sozialsystemer, déi universal sinn, Sozialsystemer, déi aus deem geschafene Räichtum finanzéiert ginn, Sozialsystemer, déi solidaresch ëmverdeelen, sollen no deene Modeller ëmgebaut ginn, an zwar esou, dass de Räichtum, do, wou en haut ass, do, wou e sech haut accumuléiert a wou en net genuch besteiert gëtt - dat hu mer jo och an der Debatt hei héieren -, net méi erugezu gëtt fir d'Finanzéierung vun de Sozialsystemer, mä manner wäert erugezu ginn. An dat ass déi eigentlech Ursaach vun deene Reformen, déi ënnert deenen dote Konzepter, déi zum Deel irreführend sinn, lafen.

Mir mengen, dass de Sozialstat, deen an der Geschicht opgebaut ginn ass - a mir kënne stolz sinn op déi Geschicht vum Sozialstat an de leschten honnert Joer, wou vill Leit mat dru gewierkt hunn -, méi wéi jee an Zukunft mat där Politik vum Triple-A, déi hei an de Raum gestallt gëtt, a ganz grousser Gefor wäert sinn, dass et wäert drëm goen, ëm d'zukünfteg Ausriichtung vum Sozialstat, dass dat wäert Géigestand si vun heftege sozialen Ausenanersetzungen, nieft Ausenanersetzungen, déi sech tëschent deeneselwechte soziale Kräfte maachen an der Steierpolitik an an der Wirtschaftspolitik.

A mir mengen, Här President, dass et hei kee Schulterschluss gëtt an deene Froen. Hei geet en déiwe Rass duerch d'Gesellschaft an hei geet en déiwe Rass och duerch dat Parlament hei.

Et brauch een iwwregens nëmmen nozeliesen, wat d'UEL - d'Union des Entreprises Luxembourgeoises - an deene leschte Joren a Jorzéngte geschriwwen huet, da weess een, wat Klassekampf vun uewe bedeit; an dat ass net ewechzerieden hei.

An déi Divergenze ginn och duerch d'Parteien, duerch d'Regierungsparteien, tëschent de Regierungsparteien an an de Regierungsparteien, vu Leit, déi verschidden Interesse vertrieden.

Wann ech héieren, dass Leit hei antriede fir déi ganz räich Leit a fir déi ultraräich Leit, fir déi eng Politik misst gemaach ginn an eng Steierpolitik gemaach ginn, da weess een, ëm wat et gëtt. An dat sinn déi Froen, déi eigentlech hei am Mëttelpunkt sti vun eiser Budgetsdebatt, an déi och an Zukunft wäerten am Mëttelpunkt stoe vun nach ganz villen Debatten heibannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt wollt ech e Merci soen, och wann ech inhaltlech net mat hire Rapporten d'accord sinn, awer dem Franz Fayot fir säi Budgetsrapport, deen et och dëst Joer net ganz einfach hat, well ëmmer erëm a leschter Minutt nach verschidden Ännerunge komm sinn. Dofir him e grousse Merci fir säi Bericht.

An datselwecht och un d'Viviane Loschetter fir säi Rapport zum Zukunftspak, op alle Fall den éischten Deel vum Zukunftspak, wou nach net d'Mesuren all dra sinn. Och him villmools Merci fir dee Rapport.

An och e Merci un de Finanzminister - och wa mer mat deem sengen Aussoen net ëmmer d'accord sinn -, dass en trotzdeem all Kéiers an der Kommissioun präsent war, wa mer Froen haten. Och dofir him e Merci.

Wann ech awer elo déi lescht Deeg, Stonnen heibannen nogelauschtert hunn, hat ech heiansdo d'Gefill, wéi wann hei verschidde Leit et esou géifen duerstellen, wéi wann d'CSV déi lescht Jorzéngte ganz eleng hei zu Lëtzebuerg d'Soe gehat hätt. A wann ech d'Rieden héieren hu vun deenen dräi Fraktiounscheffen, hunn ech festgestallt, dass alles, wat déi lescht Joren, Jorzéngten, ech wëll elo net nach méi héich goen, geschitt ass, dass et dann ëmmer d'CSV war, déi soll responsabel gewiescht si fir déi Saachen, déi geschitt sinn.

Ech war dofir...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Responsabel, mä net coupabel!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech war dofir esou e Buch sichen, an ech wollt deenen dräi Fraktiounscheffen dat iwwerreechen. Et ass vum SIP an et heescht «Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg» vun 1948 bis haut.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hu siwe Versiounen a menger Bibliothéik.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, majo, Här Bodry...

(Hilarité)

Firwat hutt Der da gëschter gemaach, wéi wa mir all déi Joren eleng gewiescht wieren?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- All véier, fënnef Joer kënnt et eraus.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä ech wollt Iech dat awer, Här President, ginn, fir deenen dräi Fraktiounen...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech hunn et nach net. Kann ech eent kréien?

Plusieurs voix.- Ech wëll och eent.

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dann...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wär gradesou frou, wann Dir dat selwer géift maachen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da ginn ech hinnen et duerno.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An dëser Chrëschtzäit ass et ëmmer schéin, wann een e Cadeau fir een aneren huet!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci. An dann hunn ech awer matbruecht fir d'Bibliothéik vun der Chamber...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...e Buch iwwert d'Geschicht vun der CSV.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da brauch den Här Berger d'nächst Kéier net all Kéiers alles eenzel noliesen ze goen. Hei ass alles gesammelt! Da kann hien dat huelen, fir d'CSV fir alles responsabel ze maachen an déi Jore vun der DP komplett ze sträichen. Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat kënnt Der mer ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann ech gelift, Här President.

(M. Marc Spautz remet à M. le Président un livre sur l'histoire du parti chrétien-social.)

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Häre...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Kuckt net nëmmen zréck!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, Dir hutt recht, mir mussen och no vir kucken.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Awer mir mussen och nach bei verschiddene Saachen eng Kéier no hanne kucken.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do ginn et nach keng Bicher driwwer!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, dat ass richteg. Mä ech wollt awer just mat engem Saz soen, an dat virun allem, well den Här Bodry et och elo war, deen déi Remarque gemaach huet, wollt ech och nach eng Kéier soen, dass mer awer elo frou sinn, wat mer elo déi lescht Deeg gelies hu vun der Fondation Robert Krieps, wou drasteet, d'LSAP hätt am Fong d'Koalitioun just opgekënnegt mat der CSV, fir déi lescht Miwwelen ze retten.

An dofir si mer frou, well mir hate geduecht, et wieren aner Ursaache gewiescht. Mä elo si mer awer frou, dass mer, opgrond vun deem Rapport, wourun den Här Fayot jo och matgeschafft huet, elo wëssen, dass dat net d'Ursaach war, mä dass et just war, dass d'LSAP konnt d'Miwwelen am eegene Betrib handelen (veuillez lire: behalen). Dofir Merci. Elo wësse mer dann endlech, firwat mer d'Koalitioun opgekënnegt kritt hunn, an dass et zu virgezunnenen Neiwahle komm ass.

Une voix.- Et war näischt ze retten.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Budget vun deene leschte Joren, do sinn och Konsolidéierungsmoossname gemaach ginn. Et hu scho verschidde Riedner et nach eng Kéier ënnerstrach. De Budget 2010 si 700 Millioune gespuert ginn. De Budget 2013 waren et 952 Milliounen, déi do dra waren. Do waren 251 Milliounen, déi op der Dépensëséit gespuert gi sinn an do ware 414 Milliounen, déi bei der Recettësäit komm sinn.

A wann ee vun der Recettësäit schwätzt, muss een dorun denken, un déi minimal Besteierung, déi agefouert ginn ass bei de Betriber, un d'SOPARFlen, fir nëmmen déi ze nennen. Et sinn och nach anerer geschitt. An 287 Millioune bei den Investissementer.

D'Oppositioun vun deemools huet deemools gesot, dat wier dee falsche Wee, et misst ee méi spueren. „Mat manner méi maachen" huet do de Slogan geheescht. A wann ech awer elo kucken, wat um Dësch läit, fannen ech dat net, dass méi géif gespuert ginn an dass géif un de Spuermoossname gedréit ginn. Well vill vun deene Spuermoossnamen, an de Claude Wiseler huet et ënnerstrach, sinn nach iwwerhaapt net chiffréiert! A bei villen aneren ass just e Pseudomontant agesat ginn, wou een awer weess, dass dat vill méi deier wäert gi wéi déi 100, déi elo do drastinn oder de PM, deen am Budget mat drasteet.

A gëschter huet och hei de Fraktiounschef vun der liberaler Fraktioun esou gejubelt, wat de Sozialdialog ubelaangt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech huelen un, e kennt d'Geschicht net. An e kennt net nëmmen d'Geschicht net vum Land, mä och d'Geschicht net vu senger Partei! Well 1977, wéi d'Gesetz vun der Tripartite komm ass - dat war en DP-Statsminister, deen dat gemaach huet -, a bei der Tripartite, do sinn dräi Partner! An do gëtt et och eng Broschür beim SIP; ech hat nogefrot, mä déi ass vergraff!

Plusieurs voix.- Aah! Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Well et wier och gutt gewiescht, Här Berger, wann Der déi eng Kéier géift liesen, well do steet dran, dass e Sozialdialog besteet aus der Regierung, de Gewerkschaften an dem Patronat. An dee ganze Problem, deen ass, d'Regierung huet en Accord fonnt mat de Gewerkschaften, wou een hinne ka félicitéieren.

Mä beim Patronat, wëll ech awer soen, an dat hunn net ech gesot, mä dat hu se elo viru Kuerzem, virun e puer Deeg an der Press gesot: „Mir kréie Märercher gezielt." Dat waren d'Aussoen, déi gemaach gi si vum Patronat! An da fannen ech et komesch, wann hei gesot gëtt, hei wier eng Eenegung gewiescht am Sozialdialog, wou se am Dräiergrupp zesummegesiess hätten, déi wiere sech eens ginn.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Spautz, wou war de Sozialdialog an deene leschte Joren?

M. Marc Spautz *(CSV).*- En aneren... Ma ech komme jo drop, Här Berger, gitt mer eng Chance! Gitt mer eng Chance, Här Berger! Dir kommt nach, Här Berger...

An dann hutt Der geschwat gëschter, hei wiere Streike gewiescht déi lescht Joren, fir déi Mesuren do nozehuelen. Här Berger, et gëtt en Ënnerscheed tëschent engem Streik an enger Manifestatioun! Wat ee muss wëssen, e Streik, dat ass, wann d'Leit d'Aarbecht nidderleeën. Et si jo och scho Streike ginn, jo, hei zu Lëtzebuerg, och an deene leschte Jore sinn et Betribsstreike ginn. Mä e Streik wéinst esou enger Mesure war et net!

An dat Beispill, wat Der ginn hutt, do ass et ëm d'Pensiounsreform gaang. An do ware vill Leit op der Strooss wéinst der Pensiounsreform, well déi fonnt hunn, dass dee Projet, deen déi deemoleg Regierung op de Wee ginn huet, géif relativ wäit goen. Dofir sinn déi Leit op d'Strooss gaang.

Hei an der Chamber war eng Partei - an ech mengen, Här Berger, Dir souzt och deemools hei fir déi Partei -, déi huet gesot, ma dat géif nach laang net duergoen, wat do géif gemaach ginn. Also waart Dir et jo am Fong, deen d'leschte Kéier net nëmme wollt eng Manifestatioun maachen, mä Dir hätt och nach gär gehat, dass et zum Generalstreik komm wier, mat deem, wat Dir deklaréiert hutt. Och dat, nach eng Kéier, fir dorun ze erënneren.

An dann ee klenge Rappel. Wann Der schwätzt vun de Leit op der Strooss. Dir hat et dëst Joer fäerdegbruecht, also Dir als Majoritéit - wat ech awer net schlëmm fannen, wa Manifestatioune sinn, et muss ee sech just d'Fro stellen, firwat - d'Studente waren op der Strooss, den „Fir de Choix" war op der Strooss...

M. Eugène Berger *(DP).*- Wiem säi Projet war dat, Här President?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do waren Zegdausenden...

M. Eugène Berger *(DP).*- D'Studentesubsiden: Wien huet do missen d'Zopp ausläffelen, Här President? Dat war de Projet vun Iech.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dann eng aner Remarque. Dir sot, de Sozialdialog ass an der Rei. Ech hu leschte Méindeg - an ech weess, dass en haut de Moien op enger Aweiung ass vun enger Maison relais, dofir ginn ech och net ze vill an den Detail -, do hunn zwou Gewerkschafte gesot, si wieren iwwerrascht, dass d'Regierung mat hinnen en Accord soll gehat hunn, a si hunn allen dräi, déi dräi Gewerkschafte gesot, dat wier net richteg.

An dann däerft Der awer elo heibannen net zielen, et wier e grousse Sozialdialog an alles géif erëm klappe wéi eng Eins, Här Berger, well dat ass falsch! Well mir hunn dat nach dës Woch demonstréiert kritt, wou déi dräi Schoulmeeschtergewerkschafte gesot hunn, dass et net richteg wier, dass dat am Dialog mat hinne gemaach gi wier, wat och e Bestanddeel ass vun dësem Spuerpak, oder Bezuelpak, wéi dat heibannen de Fall ass.

A wa mer schwätze vum Sozialdialog, Här Berger: Et si wesentlech Ännerunge komm, jo, dat stëmmt. An den Här Gramegna huet selwer drop higewisen. Opgrond vum Accord mat de Gewerkschaften ass de Mindestloun immuniséiert gi bei deenen 0,5%. Am Regierungsprojet, Här Berger, war keng Immunisatioun dran, bis de Mindestloun erop. An datselwecht gëllt bei der Flexibilitéit vum Congé parental. Datselwecht gëllt beim RMG, wéi et mam Zréckbezuelen ass.

Hei ass den Accord! Wann Der en net hutt, ech kann Iech e ginn. Well Dir hutt gëschter esou geschwat, wéi wann Dir den Accord net géift kennen. Wat mech zwar géif wonneren, well als Fraktiounschef vun där stäerkster Majoritéitspartei huelen ech jo emol un, dass Der dat géift wëssen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Op Frae schéisst Der net...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wat gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Op Frae schéissen, dat mécht een net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hu vun der Majoritéit geschwat, Här Bodry!

(Interruption)

Ah, pardon, 13-3 (veuillez lire: 13 zu 13), jo, et ass gutt. Jo, pardon.

An da wëll ech soen, dass an deem ganze Pak...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir kruten 1% méi.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An deem ganze Pak...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi nächste Kéier si mer ganz gläich.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An deem ganze Pak, deen do virgestallt ginn ass, spillt d'Famillejopolitik jo eng net onwesentlech Roll. Mir sinn der Meenung, dass et net gëllt, fir d'Famill der Wirtschaft unzepassen, mä d'Aarbechtswelt der Famill unzepassen! Dat ass fir eis e primordiale Punkt.

A wann een do den Historique mécht vun all deem, wat elo soll geännert ginn, wat elo soll ofgeschaaft gi respektiv aneschters aménagéiert ginn, nämlech d'Kannergeld, da muss een emol vläicht eng Kéier an d'Geschicht zréckgoen. 1916, scho ganz laang hier, dat ginn elo gläich 99 Joer, sinn déi éischt Kompensatioune bei de Kanner an der Siderurgie komm. Et war e Betrib vun der Siderurgie, deen dat gemaach huet.

Dat éischt Gesetz iwwert d'Kannergeld hu mer kritt 1947. An de Régime général ass 1959 agefouert gi beim Kannergeld. Duerno sinn nach Reforme komm 1964 an 1975. Duerno ass de „Rapport Calot" komm.

An duerno ass 2007 - an do ass haut de Moie gesot ginn, zanter 2006, ech mengen, et war den Här Haagen, deen dat gesot huet -, 2006 hate mer jo gesot, d'Indexatioun vum Kannergeld géif agefruer ginn an do wieren ënner anerem d'Chèques-services komm. Do ass och virun allem de Boni pour l'enfant komm. Well dat war och ee vun de Punkten, deen 2007 komm ass, wat eng Décisioun war - an den Här Gramegna ka sech do och nach gutt drun erënneren an ech och, well mir waren an anere Qualitéiten do derbäi -, déi an der Tripartite am Dialog tëschent deenen dräi Parteien ausgeschafft ginn ass.

Firwat ginn ech dorop an? Well do muss een nämlech dann och wëssen, wat mat der Allocation de maternité geschitt ass. D'Allocation de maternité: 1975 huet déi deemoleg liberal-sozialistesch Koalitioun décidéiert, dass de Congé de maternité net méi géif iwwert d'Krankekeess bezuelt ginn, mä iwwert de Statsbudget. 1975!

An doropshin ass direkt d'Fuerderung komm, dann ass jo d'Egalitéit net méi gewaart. Dann ass d'Egalitéit net méi gewaart tëschent deene Leit, déi schaffe ginn, an deenen, déi net schaffe ginn. Well déi, déi schaffe ginn, si jo am Krankeschäin an déi kréien de Remboursement, awer e gëtt net méi bezuelt vun der Krankekeess, mä e gëtt bezuelt vum Statsbudget.

An dofir ass 1980 - an ech wëll awer just soen, 1975 huet den CSV-Spriecher, de fréiere Famillejeminister Buchler, heibanne schonn drop higewisen, dass dat eng Ongerechtegkeet wier -, an 1980 ass dunn d'Generalisatioun komm vun der Allocation de maternité, dass och déi net beruffstäteg Mammen an déi Indépendants-Mammen an d'Hausfrae konnten dovu profitéieren, fir dass de Kader vun der Egalitéit erëm géif hiergestallt ginn, well et jo och de Statsbudget war, dee säit 1975 de Congé de maternité bezuelt huet.

A wann een elo schwätzt vum skandinavesche Modell - an den Här Bodry hat et schonn eng Kéier tëschent den Zeile gesot virun engem Mount heibannen an enger Debatt, dass d'LSAP géif optéiere fir de skandinavesche Modell, d'Madame Loschetter huet et genannt en „choix de société", wat d'Famillejopolitik ubelaangt, an aner Leit hunn ëmmer geschwat vun der „Strenz, déi géif ausgefouert ginn" -, do muss een och wëssen, bis 1996 sinn 1,7% vun de Cotisatiounen, fir d'Kannergeld auszebezuelen, déi sinn opgehuewe gi bei de Betriber, op der Masse salariale.

An dat wieren, wann ech d'Säit 16 vum Här Gramegna sengem Rapport kucken, d'Masse salariale, an ech rechnen dat emol 1,7%, kommen ech op 484 Milliounen, déi deemools vun där Säit opbruecht gi sinn. An et stoung am Code des assurances sociales, Artikel 321, mä den Här Schneider kennt e besser wéi ech, de Code social, do steet dran, dass déi Cotisatiounen deementspriechend opgehuewe ginn. An dat ass ni ofgeschaaft ginn. Dat Eenzegt, wat ofgeschaaft ginn ass, ass, dass den Taux op null gesat ginn ass, mä en ass ni ofgeschaaft ginn u sech!

A wann een déi Sue kuckt, da kann ee jo awer net ëmmer soen, mir hätten hei mat der Strenz hantéiert, mä dat war opgrond vun deem Historique, deen ech hei gemaach hunn, vun deene Reformen, vun deenen ech geschwat hunn. Well 1975, déi Reform, wann dat eng CSV-Strenzepolitik war, firwat huet dann déi deemoleg Majoritéit DP-LSAP et net ofgeschaaft? Wann et deemools eng CSV-Strenzepolitik war, déi och duerno virugaangen ass.

An alleguerten déi Ännerungen herno, déi Adaptatiounen? Do souze mer dach entweder mat de Kolleege vun der DP oder mat de Kolleege vun der LSAP an der Regierung. An dann, fir elo ze soen: D'Familljepolitik, do muss alles geännert ginn, well d'CSV eng Strenzepolitik gemaach huet, da muss ech lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, da verstinn ech d'Welt net méi! Well et war jo awer net eleng mat den CSV-Stëmmen, ass et duergaangen, fir déi Ännerungen ze stëmmen an och net, fir déi Ännerungen ze stëmmen am Budget!

An eppes, wat ech net verstinn an där ganzer Geschicht: Et gëtt ëmmer erëm ervirgestrach, et géif drëm goen, fir déi Fraen, déi an der Scheedung sinn, fir dass déi eng besser Ofsécherung solle kréien. Wou ech awer muss soen, dass ech dat ganz ënnerstëtzen. Dofir hu mer jo och virun zwee Joer, Här ehemolege Sozialminister, eng Cotisatioun agefouert, dass de kanns fir 100 Euro dech weiderversécheren. Dat ass deemools agefouert ginn, dass alleguerten déi Leit, déi déi Décisioun huelen, doheem ze bleiwen, dass se kënne fir 100 Euro sech weiderversécheren!

An eppes aneschters, wat ech awer guer net verstinn - et sief dann, den Här Schneider géif haut de Moien hei den Dépôt vum Projet de loi maachen - : Elo kréie mir während 20 Joer vun deenen ënnerschiddleche Koalitiounspartner virgeworf, d'CSV géif verhënneren, dass et zum Splitting vun de Pensiounsrechter kéim. Dat kënnt Der noliesen an all deene Rieden, déi lescht 20 Joer, och déi jëtzeg Ombudsfra huet dat ëmmer hei op dëser Tribün ënnerstrach, déi jëtzeg Gesondheetsministesch huet et hei op der Tribün ënnerstrach, an et waren och nach aner Leit, déi ëmmer ënnerstrach hunn, dass d'CSV et géif verhënneren, dass de Splitting kéim.

Elo hat Der zwielef Méint Zäit, e Projet de loi ze brénge vum Splitting, fir dann endlech déi Gerechtegkeet ze maachen, wou Der gesot hutt, mir hätten ëmmer dat net gemaach! Mä da muss ech lech soen, elo hat Der zwielef Méint Zäit, dann hätt Der de Splitting solle bréngen!

Une voix.- Dat doten ass awer och e bësschen einfach.

Une autre voix.- Dat ass e bësschen...

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma neen, lauschtert...

Une voix.- Här President, den Här Spautz muss selwer iwwer seng Dommheete laachen.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...bleiwen elo nach véier Joer, fir et dann awer net ze maachen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här Gibéryen, ech mengen, do hutt Der recht.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir maacht et och net. Dir maacht...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat méi Leit jäizen, wat ee manner versteet!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä et war wichteg, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dofir, wann ech gelift, een nom anere jäizen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et huet misse gesot ginn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An, wa méiglech, de Fanger weisen, da versteet och jiddwereen eppes.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, si hunn et verstan!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo géif ech de Riedner bieden, sech net méi...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, den Här Schneider...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... sech net méi provozéieren ze loossen an och net ze provozéieren!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Pardon.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President...

(Brouhaha)

Här President, ech loosse mech net provozéieren, op kee Fall. Ech hunn den Här Spautz och net esou gesinn. Mä ech hu just verstanen - an dofir just eng Fro -, dat heescht, wann dee Projet do, dee mer effektiv amgaang sinn auszeschaffen, an effektiv si mer eréischt zwielef Méint am Amt a mer hu missen déi Saach eng Kéier opschaffen... Dir wësst, datt de Splitting keng esou eng Saach ass, déi een einfach aus dem Aarm rëselt, déi muss een opbauen. Mä ech hunn et esou verstanen, datt, wa mer de Projet presentéieren, Dir dee géift matstëmmen.

Une voix.- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Schneider, dat kéint duerchaus de Fall sinn. Mä et hänkt dovun of, wat an deem Projet steet.

Une voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann Der elo amgaang sidd, Här Schneider...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Mir sinn amgaang.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Schneider, wann Der elo amgaang sidd, géif ech lech d'Offer maachen: Mir als CSV schaffe konkret mat. Huelt eis mat an d'Boot bei der Ausschaffung vun deem Projet! Mir hëllefen.

Une voix.- Voilà!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dann ass et kee Problem,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...fir deen och duerno gegebenenfalls matzestëmmen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...kënne mer jo elo net sinn...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Très bien. Mir maachen dat.

Une voix.- Unanime, unanime!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, een anere Punkt ass dee vum Congé parental. An dee mat der Allocation de rentrée scolaire, fir elo nëmmen deen als Beispill ze huelen, do war ech och e bësse paff. Mir hunn als CSV signaliséiert gehat, wou et ëmmer geheescht huet, mir wieren net bereet, op aner Weeër matzegoen an der Familljepolitik, hate mer gesot, mir kéinten eis virstellen, dass d'Allocation de rentrée scolaire vun enger Geldleeschtung an eng Saachleeschtung ëmgewandelt géif ginn.

Net méi spéit wéi beim Budget fir dëst Joer hat de Budgetsrapporteur vun deemools gesot, d'CSV wier net bereet, esou eppes ze maachen. Ech war dunn hei op de Mikro komm an ech hu gesot, dass d'CSV kee Problem huet, wann dat vu Geldleeschtungen a Materialleeschtungen ëmgewandelt gëtt. Wat am Primaire géif bedeiten, well d'Bicher jo do vun de Gemengen en charge sinn - net dass se gratis sinn, well Dir alleguerte wësst, dass se net gratis sinn, mä dobausse gëtt ëmmer gemengt, bei de Leit, déi wiere gratis, mä et sinn d'Gemengen, déi se bezuelen -, dass een do kéint mat deene Suen d'Material en charge huelen an am Secondaire dann d'Bicher huelen.

Do seet den Här Bodry, mat Recht, dat ass jo theoretesch dann datselwecht, awer nëmmen theoretesch, well och Dir wësst, dass, wann Der 40.000 Bicher kaaft vun deemselwechten, kritt Der en anere Präis, wéi wann Der 40.000-mol ee Buch kaaft. Och dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, fir eng minimal Aspuerung ze maachen. Mä et wier virun allem, fir domadder opzehalen, wat Der eis jo ëmmer virgeworf hutt, mir géife mat der Strenz Familljepolitik maachen, fir dass d'Leit Suen an de Grapp gestach géife kréien a si wéissten net, firwat.

Da wëll ech och soen, wann ee schwätzt vum Congé parental, da muss ee jo och nach eng Kéier schwätze vun der Allocatioun. Den Här Kartheiser huet de Moie schonn driwwer geschwat. Déi Prime ass bis elo ausbezuelt gi vum 4. bis de 24. Mount vum Kand. A wann dat och nëmmen e bësse méi wéi 500 Euro waren, wann et dräi Kanner waren, ass et op 48 Méint an d'Luucht gaangen. Déi Zomm, déi do erauskomm ass, dat war exakt de Chiffer, deen am Congé parental ausbezuelt ginn ass, well do ass nämlech dee Chiffer hierkomm. Do war e Parallelismus tëschent deem, wat déi Beruffstäteg an déi Netberuffstäteg géife kréien.

An dofir fannen ech et schonn e bësse komesch, wann et elo einfach heescht: „Dat do schafe mer elo of, mir brauchen dat net méi!" Well ob dat am Kader vun der Egalitéit eng Gläichstellung ass, sief dohigestallt. An ech muss Iech soen, ech wënschen Iech op alle Fall bonne Chance, virun allem dem Här Schmit, fir dann nach fir déi 8.000 zousätzlech Leit och eng Aarbechtsplaz ze fannen, wa se net méi décidéieren, doheem ze bleiwen!

Ech sinn der Meenung, an der Familljepolitik soll een emol fir d'Alleréisicht déi Aarbecht respektéiere vun de Familljen, ob dat Patchworkfamillje sinn, ob dat richteg Familllje sinn, ob et Méi-Generatioune-Familllje sinn, dass een emol fir d'Éischt deenen hir Aarbecht soll respektéieren, déi déi Leit maachen. A si brauche vun der Politik Zousproch an Hëllef, mä keng Bevirmundung, wéi si sollen hiert Liewe gestalten a wéi si hiert Liewe solle féieren.

En anere Punkt, wa mer elo geschwat hu vun de Familljen, vun deene Kanner, ass, dass mir et och bedaueren, ech hat dat schonn eng Kéier gesot, mä ech widderhuelen et dann nach eng Kéier, dass och do déi Trennung stattfonnt huet, dass d'Kannergeld u sech nach am Familljeministère bliwwen ass an dass de Chèque-service an alles, wat do hannendrunhänkt, elo vun der Famille eriwwer an d'Éducation nationale gefouert ginn ass, well fir eis ass d'Famill e Ganzt.

Mir hätten et méi logesch fonnt, dass dat bliwwe wier, wéi et bis dohinner war. An och do hu mer geschwat vun Ëmännerungen, well mir hate beim Chèque-service nach e Projet de loi eraginn, wou et souwuel ëm d'Qualitéit gaangen ass wéi och ëm méi grouss Participatioune vun de Leit, deemno wat fir ee Revenu se hunn.

An ech ka mech nach erënneren an ech wëll dat och heibannen zitéieren: Beim Budget 2013 ass do eng Publikatioun erauskomm vun der Caritas a vun der Stëftung déi Gréng (veuillez lire: Gréng Stëftung), wou et deemools geheescht huet, bei fënnefmol de Mindestloun misst alles eriwwer sinn an da bräicht een näischt méi auszebezuelen. Dat war fir si den Titel vun de breede Schëlleren. Et waren anerer, déi haten aner Definitiounen. Dofir verstinn ech och net, dass do de Projet de loi net weidergaangen ass! Well do steet dat dran, souwuel wat d'Qualitéit ubelaangt wéi och, dass Reduktioune géife stattfannen, deemno wéi vill Der géift verdéngen, wann een dee Projet géif weiderféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen an der Familljepolitik vu Jonken, mir schwätzen och vun eelere Leit. Mir hunn ëmmer méi Leit, déi méi al ginn. Dank der gesondheetlecher Entwécklung hu mer et fäerdegbruecht, dass de Liewensalter hei a Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen ass. An automatesch bréngt dat jo och Diskussioune mat sech, souwuel an der Pensiounskeess, déi dem Här Chamberspresident jo nach ëmmer, huelen ech un, um Häerz läit, mä och an deenen anere Saachen, wéi dat d'Fleegeversécherung ass, wéi dat d'Betreiung ass vun de Leit, déi an engem Fleegefall sinn.

Mir schwätzen iwwer e Programm Alzheimer, mir schwätzen iwwer aner Programmer, déi vun der Regierung hu misse gemaach ginn. An dofir ware mer e bësse paff, dass am Zukunftspak - well fir déi Leit do kënnen ze betreien, brauch ee jo och Personal -, dass et do am Zukunftspak op eemol geheescht huet, d'Prime fir de Congé linguistique gëtt ofgeschaaft. Well wann déi Leit do e gewëssenen Alter hunn, ass et awer och vläicht fir si wichteg, dass se sech kënnen an där Sprooch ausdrécken, déi se geléiert hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- ...gëtt net ofgeschaaft!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann ech dann...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Si gëtt net ofgeschaaft!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Madame, loosst mech...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Si gëtt net ofgeschaaft!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madame Loschetter! Hei, d'Madame Loschetter schreift sech nach gär eng Kéier an, Här President!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Si gëtt net ofgeschaaft!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madame Loschetter?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ech wollt just preziséieren, Här President, datt de Congé linguistique net ofgeschaaft gëtt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Congé linguistique gëtt gekierzt, Här President, a mir sinn der Meenung,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Och net!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...dass dat e Feeler ass. An dofir déposéiere mir hei en Amendement.

An dat ass en Amendement, wou mer gären hätten, dass den Artikel 3 ofgeschaaft gëtt, deen dozou féiert, dass de Sproochecongé soll reduzéiert ginn.

Wann ech gelift, Här President, dat ass den Amendement.

Amendement 3

Article 3

L'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

L'article 3 sous rubrique tend à modifier l'article L.234-75 du Code du Travail relatif au congé linguistique en faveur des salariés. Le salarié qui bénéficie d'un tel congé a droit à une indemnité compensatoire qui est prise en charge par l'employeur et qui sous l'emprise de l'actuelle législation est remboursée par l'État. L'État rembourse non seulement le montant de l'indemnité, mais également la part patronale des cotisations sociales.

Il est proposé d'introduire une participation de 50% dans le chef de l'employeur qui devra ainsi supporter la moitié de l'indemnité compensatoire. Il ne sera pas non plus remboursé totalement de la part patronale des cotisations sociales, la part remboursée étant fixée dorénavant à 50%.

Le luxembourgeois est un facteur déterminant en matière d'intégration et partant de cohésion sociale. La loi portant introduction du congé linguistique permet aux salariés et indépendants de toutes nationalités d'apprendre le luxembourgeois ou d'en perfectionner les connaissances pour faciliter ainsi leur intégration dans la société par le biais du marché de l'emploi. Il existe d'ailleurs des pans entiers du secteur privé ou semi-étatique tels que le secteur paramédical (soins à domicile) où il est important de maîtriser la langue luxembourgeoise afin de garantir une prise en charge correcte des clients ou des bénéficiaires éventuels de certaines prestations.

Or, la mesure projetée par le Gouvernement va à l'encontre de la politique de promotion de la langue luxembourgeoise auprès des non-Luxembourgeois et le nombre d'intéressés pour bénéficier du congé linguistique risque de diminuer.

Par conséquent, il est proposé de supprimer l'article 3 du projet de loi sous rubrique.

(s.) Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Well mir där Meenung sinn, dass dat de falschen Akzent ass. An no där interessanter Debatt, déi mer virun dräi Wochen hei haten iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, fanne mer et nach méi schued, dass do déi Ännerunge virkomm sinn. Dofir deen do Amendement.

Une voix.- Ganz richteg.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech wëll dann awer och direkt soen: Amendementen - den Här Bodry huet an de Medien an och gëschter hei an der Chamber gesot, e wier enttäuscht, dass d'CSV keng Amendemente bruecht huet.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma den Här Wiseler huet dat ugekënnegt! Ech kann net derfir...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech... Ma neen, mir si jo amgaang!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, et ass scho geschwënn eriwwer.

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- An d'Fro ass jo och gestallt ginn, firwat d'CSV déi Amendementen dann net an der Kommissioun bruecht hätt. Ma, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn Amendementen, net an deenen hei zwee Fäll, mä an deene leschten zwielef Méint bruecht. A bei eisen Amendementen ass et ëmmer gaangen: 7:6, 7:6, 8:5, 7:6, an ab ware se! An dofir hu mer gesot, mir komme léiwer...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dir waart guer net do!

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech schwätzen net, Madame Loschetter, hei vum Budget, an ech hunn net gesot, vum Zukunftspak...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ah, Zukunftspak!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hunn och net vum Zukunfts...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Do waart Dir net do! Do waart Dir net...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hunn och net vum Zukunftspak...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hutt Der deen dann nëmmen an enger Sitzung behandelt?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Mir hunn e ganze Moie vun 9 bis 12...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An enger Sitzung?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et huet misse schnell goen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Vun 9 bis 12…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Annerhallef Stonn?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dräi!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- ...hu mir Artikel par Artikel analyséiert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An annerhallwer Stonn 258 Mesuren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Do war de President vun der CSV net derbäi!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Iech net blaméieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, elo géif ech mengen, dass mer dat erëm esou maachen, wéi mer et gewinnt sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir waarde souwisou, Här President, mir waarden op d'Amendementen, wou d'CSV wëllt Suen aspueren. Déi géife mer gär gesinn!

(Interruptions diverses)

Do freeën ech mech drop. Ech si wierklech virwëtzeg, wat do nach kënnt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Spautz war just amgaang, eis dat ze erklären.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, mir lauschteren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A bei den Amendementen, mir haten der am Travail, do hate mer nach viru 14 Deeg ganz konstruktiv Sitzungen, d'Ofstëmmung ass net esou ausgaangen, wéi ech se gär gehat hätt. Mä ech mengen, den Här Schmit war zefridden, wéi se ausgaangen ass, wéi mer iwwert den Dialogue social geschwat hunn, wou aner Meenunge geherrscht hunn tëschent der Oppositioun an der Majoritéit. A mir hu gesot..., dat war ee Beispill. D'Madame Hansen hat Amendemente gemaach, wat d'Studenteprimmen ubelaangt, déi sinn einfach an den Eck geklaakt ginn.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, muss ech soen, ass et net grad interessant, Amendementen ze bréngen an der Kommissioun, an dofir brénge mir d'Amendementen heibannen a mir soen och, wat eis Propose sinn.

Den Här Roth huet haut de Moien erkläert, wat mer op der Recettësäit géifen änneren, dofir kann een elo net soen, mir hätten nach iwwerhaapt näischt gesot. Den Här Roth huet ganz genau am Detail erkläert, wat d'CSV géif maachen, wa se eng Steierreform géif maachen. An Dir wäert herno nach aner Kolleegen...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...Budget 2015!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo wéisou? Mir schwätzen dach iwwer e Pluriannuel bis 2018! A mir stëmmen och iwwer e Pluriannuel of.

(Interruptions)

Mir schwätzen och iwwer e Pluriannuel! A mir wëllen och wëssen, wou sinn...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Majo am Pluriannuel, huet den Här Roth Iech et...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...net genuch spueren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Roth huet Iech haut de Moie gesot, wéi mir et géifen an der Steierreform maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...dann ass et um nächste...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst vläicht nolauschteren!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, den Här Spautz huet elo d'Wuert. An ech gesinn eng Wuertmeldung vum Här Berger. Erlaabt Der, Här Spautz, dass den Här Berger lech eng Fro stellt? Jo!

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Spautz froen, besonnesch dat, en huet elo hei eng Rei Amendementer opgezielt, déi se erabruecht hätten, en huet och dat zitéiert vun de Studentesubsiden. Ech wëll do nëmmen einfach eng Kéier drun erënneren, ech hat dat gëschter scho gesot, datt eigentlech deen Dossier scho vun där viregter Regierung...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wou ass d'Fro, Här Berger?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech kommen zu menger Fro, ech kommen zu menger Fro!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ah!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...datt eigentlech do schonn d'CSV och, respektiv wéi se dee responsabele Minister hat, laang Zäit hat, während Méint Zäit hat, fir Amendementen ze bréngen, an datt se herno, nodeem schonn e Rapport gestëmmt gi war, datt se dunn an der leschter Sekonn...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass net wouer.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...d'Amendemente bruecht huet,...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass net wouer!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...datt déi och an der Kommissioun diskutéiert gi sinn,...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass net wouer!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...datt vläicht...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Stellt Är Fro, Här Berger!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Berger, wat Der elo sot, ass falsch!

Une voix.- Ma e wëllt wëssen, ob den Här Spautz dat weess.

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir kënnen dat, Här President, mir kënnen dat jo an de Rapporte vun de Kommissiounssitzungen noliesen. Nëmme fir ze soen, datt dann...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et wier vläicht besser gewiescht, Dir hätt et nogelies, ier Der elo hei intervenéiert hätt!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir kënnt et och noliesen, Här Gibéryen, Dir waart guer net an där Kommissioun derbäi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, ech géif den Här Berger bieden, dann elo kuerz d'Fro ze stellen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech wollt den Här Spautz froen, ob dat awer net en normalen demokratesche Prozess ass, datt, wann Amendementen an d'Kommissioun kommen, se do diskutéiert ginn an dann eben do demokratesch ofgestëmmt ginn. Ob dat eppes ass, wat net den normale Virgang wär am Parlament.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Demokratesch ofgeseent!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Demokratesch ofgelehnt!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ofgelehnt an d'Diskussiounen ofgewiergt! An dofir komme mer heihinner an da presentéiere mer se hei! An, Här Berger, wat Der gesot hutt vun der Héichschoul, do wëll ech just soen, meng Kolleegin schwätzt jo och nach, dat wäert lech d'Äntwert ginn. Well hatt hat schonn, nach an der viregter Regierung, Propositioune gemaach, fir ofzeännere bei de Studenteprimmen! An da gëtt et nach Procès-verballen, do gëtt et awer nach Procès-verballen, déi dat schéi propper festhalen!

(Interruption)

Wa mer dann elo schwätze vun den Amendementer, dann ass dat eng vun deenen Erklärungen, firwat mer d'Amendementer hei presentéieren an net an de Kommissiounen. A wann ee gären hätt, a wann ee gären hätt...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir kënnt all Moment hei en Amendement bréngen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann Der gären hätt, dass ee konstruktiv matschwätzt, da muss een och emol vläicht aneschters, méi konstruktiv vläicht an de Kommissiounen domat ëmgoen an net, wann dann einfach ee bläert, wann engem d'Diskussioun net gefält, dass een einfach seet, dat do doen ech mer net méi un, elo ginn ech menger Wee, wat een och a verschiddene Kommissiounen erlieft huet, wou Diskussiounen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- ...fir sëtzen ze bleiwen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, neen, ech schwätzen dës Kéier, Madame Loschetter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech mengen, hei waart Dir et, déi wollt goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, wann ech gelift, elo keng Zwiegespréicher méi, Här Spautz, wann ech gelift, loosst lech net méi oflenken an...

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir klären dat herno, d'Madame Loschetter an ech.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, mir maachen dat.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bréngt deen nächsten Amendement!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wollt ech soen, den nächste Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vum Aarbechtsmaart. Chômage ass kee parteipolitesche Problem, mä Chômage ass en nationale Problem. Do geet et drëm, fir zesummen am Travail, Éducatioun an Ekonomie déi Reformen ze maachen, déi noutwendeg sinn. An dat geet och nëmmen, wann do och all d'Partner matmaachen.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass, wann ee schwätzt vun dem Ofschafen a vu Flexibilitéit vum Congé parental, een e Familljendësch mécht, fir eng aner Aarbechtszäitorganisatioun ze bréngen, wou een deene Leit och kann Hëllefe ginn.

En zweete Punkt, deen een do muss maachen, den Här Minister Schmit huet ënnerstrach gehat, wat fir eng Ännerunge sollte komme bei der Aide de réemploi, wou mer zwar selbstverständlech deen Accord matdroen, deen d'Regierung mat de Partner fonnt huet. Mir wieren an eng aner Richtung gaangen. Mir wieren nämlech an déi Richtung gaangen... An ech soe se dofir heibannen, ech maachen awer keen Amendement, well ech dat anert mat ënnerstëtzen.

Une voix.- A firwat net?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Bei der Altersstruktur. Mir wieren aneschters gefuer, wat den Alter ubelaangt. Well opgrond vun där Statistik, déi et gëtt, dass och honnert Leit tëschent 0 a 25 Joer eng Aide de réemploi kréien, froe mer eis, ob een dat net hätt misse bei dem Alter kucken a bei den eelere Kolleegen, wou et méi schwiereg ass, se ënnerdaach ze kréien, dass déi hätt misse méi laang goen an dass déi aner Réemploien hätte manner laang gestaffelt kënne sinn. Och dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, déi een hätt kënne goen.

Mä ech sinn op alle Fall frou, dass esou en aneren Arrangement mat de Gewerkschafte fonnt ginn ass, obwuel dat hei eis Preferenz gehat hätt, fir ze kucken, deemno wéi al d'Leit sinn, wéi laang se déi Hëllefe kritt hunn. Dann hätt een och net misse verschidde Plafonnementer maachen, déi elo awer gemaach gi sinn.

Dofir géife mer och gär eng Kéier all déi Mesuren, déi et am Travail gëtt, alleguerten déi Beschäftegungsmesuren, alleguerten déi Begleetmoossnamen, déi et ginn... Do maachen ech keen Amendement, mä ech hannerleeën eng Motioun, wou mer proposéieren, dass schnellstméiglech alleguerten déi Moossnamen, déi elo gemaach gi sinn, ënnersicht ginn, dass e Bilan gezu gëtt, an dass mer duerno déi noutwendeg Upassunge maachen.

Well et geet net duer, e Gesetz ze maachen, mä et muss een och de Courage hunn, wann ee Gesetz net dat bruecht huet, wat ee sech erwaart huet, déi Ëmännerungen ze maachen, déi noutwendeg sinn, fir dass et dann och erëm attraktiv ass fir d'Leit, fir dodrop zréckzegräifen.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme gouvernemental de 2013 indique que «Face à une panoplie de mesures en faveur de l'emploi, le Gouvernement mettra en place un monitoring de l'efficacité des mesures par une évaluation systématique»,

- notant que l'importance et la nécessité de procéder à l'évaluation des mesures en faveur de l'emploi sont reconnues par de nombreux acteurs, dont la Cour des Comptes,

- notant que cette dernière a dans son rapport spécial portant sur certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage de 2011 pointé du doigt des déficiences au niveau de l'évaluation de diverses mesures en faveur de l'emploi et recommandé la mise en place au niveau de l'ADEM «d'un mécanisme d'évaluation basé sur des indicateurs permettant au bout d'un certain temps d'apprécier l'efficacité des mesures introduites», ce qui permettrait «d'éviter l'accumulation de mesures prises sans savoir si elles sont en fin de compte efficaces ou non»,

- notant que la Chambre des Députés a, en date du 15 mai 2013, invité le Gouvernement à prendre acte des conclusions et recommandations formulées par la Commission du Travail et de l'Emploi dans le chapitre final de son rapport 6434 unanimement adopté le 8 mai 2013 et à la suivre dans le cadre d'une politique active et cohérente pour l'emploi,

- qu'il résulte du chapitre final de ce rapport que (1) la commission parlementaire salue l'évaluation du CIE et CAE réalisée par le CEPS et que (2) face au constat qu'aucune évaluation spécifique n'a été faite des autres mesures et instruments pour l'emploi, elle demande au Gouvernement de faire procéder à ces évaluations et de les présenter à la Chambre avant la fin de l'année [2013],

invite le Gouvernement

- à rapidement soumettre toutes les mesures en faveur de l'emploi en place à une évaluation quantitative et qualitative et à présenter lesdites études à la Chambre des Députés au plus tard au cours du premier trimestre 2015,

- à systématiquement soumettre les nouvelles mesures en faveur de l'emploi à de telles évaluations et à tenir la Chambre des Députés informé du suivi de ces mesures.

(s.) Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dofir dës Motioun.

Wa mer da schwätze vun Dialogue social, wëll ech och just soen, an ech soen et direkt hei, da brauch ech et duerno net méi ze widderhuelen, wann dee Projet de loi bis op den Ordre du jour kënnt: De Projet de loi vun Dialogue social, deen ëmmer erëm - net de Projet de loi, mä den Dialogue social - heibannen esou grouss an de Vierdergrond gesat gëtt, do géif alles erëm lafen, wéi et soll.

Also, ech kann lech soen, dee Projet vum Dialogue social fënnt net d'Zoustëmmung vu sämtleche Gewerkschaften, well déi hu sech och dozou geäussert. Ech war op deenen zwee Kongresser vun deenen zwou grousse Gewerkschaften. Ech mengen, den Här Schmit och. An e weess, dass do déi eng et aneschters gesäit wéi déi aner. A wann ee vun Dialog schwätzt, da muss een déi zwou Säite lauschteren, da muss een och mat deenen zwee schwätzen.

An dofir wëll ech och elo scho soen, dass de Projet vum Dialogue social, deen hei wäert an deenen nächste Méint, huelen ech un, wann ech de Kommissiounspresident kucken, heibanne wäert zur Diskussioun kommen, dass deen d'Zoustëmmung vun eis net ka fannen, well deen net all deene Kritäre Rechnung dréit, esou wéi déi fréier Regierung et gemaach hat. A mir hunn dee méi ausgewogen a vill méi sozial gerecht fonnt.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Une voix.- Dat ass en Amendement, Här Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt dëse Budget vum Joer 2015 zu engem gudden Deel och am Zeeche vum Spuere steet, dat ass ouni Zweifel och d'Konsequenz vun enger, kann ee scho soen, verfeeltener Finanzpolitik aus deene leschte Joren.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Zwou Zuelen, déi eis déi lescht Deeg hei méi wéi eng Kéier ënnerbreet gi sinn, mengen ech, misst all vernünftege Politiker derzou animéieren, fir sech dach grondleeënd Gedanken ze maachen, wéi d'finanziell Situatioun vun dësem Land ka verbessert ginn.

Éischtens, de Lëtzebuerger Stat bezilt all Joers - all Joers! - 219 Milliounen un Zënsen zréck op Emprunten. Dat sinn zwee Lycéeën!

Zweetens, an de leschte fënnef Joer ass d'Scholdelaascht vu 7 op 23% vum PIB eropgaang.

An nach vläicht eng aner Zuel, déi de Statsminister kierzlech hei ënnerbreet huet: Jiddweree vun eis an doriwwer eraus jiddwer Bierger vum Lëtzebuerger Land, ob kleng, grouss, pensionéiert oder net pensionéiert, wann e moies opsteet huet nieft senger, sofern en eng huet, privater Schold och nach eng Kéier 14.000 Euro Schold, déi e muss fir de Stat matdroen.

Ech mengen, wéi gesot nach eng Kéier, wann een all déi Zuelen do héiert, an et kéint een der nach vill anerer oplëschten, da muss een onweigerlech zur Konsequenz kommen, datt et richteg ass, datt dës Regierung sech ambitiéis Ziler gesat huet, fir dee Budget hei respektiv fir d'finanziell Situatioun an deenen nächste Joren an den Équiliber ze bréngen.

An de Franz Fayot, deem ech als Rapporteur och wëll Merci soe fir seng gutt Aarbecht... Als fréiere Rapporteur weess een dat nach vläicht besser ze schätzen, wat dat heescht, e Budgetsrapport opzestellen. Dann ass ee Wochen, heiansdo Méint amgaang. An dat Wierk, wat en eis presentéiert huet, léisst sech ouni Zweifel weisen. Duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier mäi Respekt. En huet dat mat engem ganz flotte Saz op de Punkt bruecht: „Dëse Budget ass e Budget vun der Verantwortung." Jo, dat ass richteg. Et ass e Budget vun der Verantwortung. A wann net dës Koalitioun d'Verantwortung iwwerholl hätt, fir esou ee Budget opzestellen, da wiere mat Sécherheet an deenen nächste Joren nach vill méi schlëmm Zäiten op eis duerkomm.

An da muss ech awer éierlech soen, wann een dann déi lescht Deeg, a besonnesch vu gëschter un, verschidde Leit hei héieren huet, eis Lektiounen ze ginn, déi Leit, déi am Fong geholl d'Haaptschold drun droen, datt mer an där Situatioun sinn, déi elo op eemol hei awer entdecken, wéi d'finanziell Situatioun vun deem Stat hei soll verbessert ginn, ech muss awer éierlech soen, da stellt ee sech munch Froen. An da freet ee sech awer: Wou ass heiansdo souguer d'intellektuell Éierlechkeet, fir unzëerkennen, datt een déi lescht Jore jo awer och Feeler gemaach huet an der Finanzgestioun...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...an datt een dat och emol soll zouginn an datt ee soll virun allem emol de Courage vun dëser Majoritéit hei ënnersträichen, fir eben, wéi gesot, elo méi konsequent dee Budget hei an den Équiliber ze bréngen? Well, gleeft mer es, ech gleewe kaum, datt ee vun den Dammen an den Hären doënnen op der Bänk an och kee vun der Majoritéit frou ass, wa mussen Décisioune geholl ginn, déi net onbedéngt populär sinn an déi éischter natierlech deem engen an deem anere wéidoen.

Wat awer ganz wichteg ass, datt hei awer horizontal gekuckt gëtt, datt jiddweree sech soll un deem Effort bedeelegen. An duerfir, léif Kolleege vun der CSV virun allem, ech mengen, Dir hätt besser, emol mat lech selwer zu Kouer ze goen, ier Der heihinnerkommt an eis wëllt hei grouss Lektiounen ausdeelen!

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Waart Dir '99 nach net an der Chamber, Här Graas?

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech kommen och nach op lech ze schwätzen, Madame Modert.

(Hilarité)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Jo, dat ass ganz gutt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, jo, jo.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Fein.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech kommen nach op lech ze schwätzen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat freet mech.

(Hilarité)

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Wann ech gelift, et ass just een, deen hei schwätzt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dann hätt Der lech deen Tëscheruff do nämlech elo awer erspuert, hein. Bon.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Vun '99 bis 2004 ass relativ vill ausgi ginn. Dat war d'DP/CSV-Regierung.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wann ech dat elo richteg hei matkritt hunn, Madame Modert, dann ass et u mir, fir de Moment hei meng kleng Interventioun ze maachen, an net fir elo hei op Froen ze äntwerten. Mä ech sinn awer gäre bereet, herno mat lech doriwwer ze diskutéieren.

Ech wollt awer trotzdeem hei net an eng verdéiften Analys vun de staatleche Finanze goen, dat iwwerloossen ech léiwer vill méi kompetente Leit. Mä ech wollt virun allem op ee Secteur hei ze schwätze kommen, deen traditionell am Budget net ëmmer esou am Mëttelpunkt steet, net ëmmer esou am Fokus steet, mä fir eis als Demokratesch Partei nach wie vor e ganz héije Stellewäert huet. Dat ass den

Agrarsecteur. Dowéinst ass et wichteg, datt ee sech awer aus dem Bléckwénkel vun deem Budget och Gedanke mécht, wéi et virun allem an der Landwirtschaft an am Wäibau steet.

Ech wëll just drop hiweisen, datt zwar, wann een elo reng nummeresch d'Zuele kuckt, de Landwirtschaftsministère, ech huelen déi ordinär Dépensen, e steet do mat 54,3 Milliounen, de Logement 41,5, dann ass, wéi gesot... De Ministère vun der Landwirtschaft ass elo net dee bescheidensten, et ass och net dee gréissten, mä et geet jo net nëmmen ëm Zuelen, et geet jo virun allem och ëm dat, wat do ëmgesat gëtt, a virun allem, wat fir eng Beruffsinteressen datt do musse vertruede ginn.

Ech mengen, et ass fir eis als Demokratesch Partei wichteg, datt d'Baueren, datt d'Wënzer, datt d'Bëschbesëtzer, datt awer och virun allem d'Gäertner an Zukunft solle geséchert Ofkommesse kréien, datt se eng geséchert Zukunft viru sech hunn. Mir hunn de Moment, an ech beruffe mech hei op de Statec aus dem Joer 2012, 2.137 Betriber mat 3.783 Beschäftegten. Och dat ass awer en ekonomesche Faktor, deen ee mat Sécherheet net däerf ënnerschätzen.

Mir hunn och nach eng Kéier, wéi gesot de Stand vun 2012, 444 Betriber, déi méi wéi 100 Hektar Land hunn. Dat ass et quasi bis an d'80er Joren net ginn. An dann e ganz interessante Chiffer, deen d'Chambre de l'Agriculture an hirem ganz interessanten Avis matgedeelt hat: Et gëtt all Joers geschat, datt gutt 150 Milliounen investéiert ginn an deem Secteur eleng. An och dat ass ekonomesch gekuckt mat Sécherheet net ze ënnerschätzen.

Et ass och gewosst, datt d'Landwirtschaft natierlech keen einfache Stand huet. Dat reaalt Akommen, dat konnte mer virgëschter nach noliesen, pro Aarbechtskraaft ass an der EU dëst Joer ëm 1,7% gefall; hei zu Lëtzebuerg „nëmmen" - tëschent Guillemets - ëm 1%. Mä dat seet awer scho munches aus. An da sinn och eng Rei Maartpräisser vun deene wichtegsten Agrarprodukter leider réckleefeg. Ech denken un d'Fleesch, d'Fruucht oder d'Mëllech.

Dann, de Präis vun de Gromperen ass europawäit ëm bal 25% zréckgaang. Och wann een de Moie konnt liesen, datt d'Setzgromperegenossenschaft op en dach zefriddestellend Joer zréckkuckt an nach ëmmer en Ertrag huet vun 30.832 Kilo op den Hektar, wat jo awer u sech trotzdeem eng gutt Leeschtung ass.

Et muss een also Verständnis opbrénge fir d'Suerge vun deene Leit, déi an deem Secteur beschäftegt sinn. An dowéinst war et jo och net ganz iwwerraschend, datt de leschten 19. November jo eng Protestmanifestatioun zu Ettelbréck war, wou ee leider net konnt drun deelhuelen, well een als Deputéierte gemengt huet, et misst een hei un der Sitzung deelhuelen. Bon, anerer haten do eng aner Meenung, dat ass awer hiert gutt Recht.

An et ass kloer, datt natierlech do eng Rei Punkten zur Diskussioun komm sinn, déi och eng gewëssen Onzefriddenheet am Landwirtschaftssecteur erëmspigelen. Et geet net nëmmen ëm budgetär Zwäng, et geet natierlech och ëm Punkten, déi mussen tëschent Naturschutz a Landwirtschaft gekläert ginn, och ëm sektoriell Pläng, do wou jo zwar elo entretemps en neie Moment agetrueden ass.

Ech wëll awer dann direkt hei ënnersträichen, datt de Minister Fernand Etgen, deen awer du ganz séier reagéiert huet, och seng Dialogbereetschaft ënner Bewäis gestallt huet. En hat jo elo net méi spéit wéi rezent eng Entrevue mat sämtleche Bauerenorganisatiounen, wou en dann och proposéiert huet, an dat ass eng Iddi, déi mer nëmme kënne guttheeschen, fir e sougenannten „Zukunftsdësch" fir d'Landwirtschaft opzestellen. Dat ass zu dësem Zäitpunkt mat Sécherheet déi richteg Initiativ, fir ze kucken: Wéi kënne mer am Fong geholl déi schwiereg Situatioun, an där sech den Agrarsecteur befënnt, zumindest gemeinsam am beschte meeschteren?

Ech wëll dann och nach e puer Punkten zum Zukunftspak soen, an och der Rapportrice do Merci soen, déi och eng ganz grouss Fläissaarbecht gemaach huet. Vun deenen 258 Moossname sinn der jo 21, déi dann d'Landwirtschaft betreffen. D'Moossnam 212, déi besonnesch fir Diskussioune gesuergt huet, ass natierlech d'Suppressioun vum Tarif agricole. Allerdéngs muss een och e bësselchen zréckkucken: Wéi ass deen entstanen?

Dat ass en Tariff, deen ass an de 60er Jore geschafe ginn als Kompensatioun, well dunn Héichspannungsleitunge gezu gi sinn duerch d'Land an dowéinst natierlech eng Rei Baueren och Terraine verluer hunn. Als Kompensatioun, wéi gesot, krute se dann dee Supplément. Haut si mer natierlech an enger anerer Situatioun.

Natierlech ass et och verständlech, wann een an engem Beruffssecteur emol déi eng oder aner Saach ewechhëlt, datt dat och net onbedéngt mat oppenen Äerm dann do empfaange gëtt. Dowéinst ass dat och novollzéibar.

Et sinn eng Rei aner Moossnamen, déi an dësem Budget respektiv an deenen nächste Jore virgesi sinn, zum Beispill, datt d'Ackerbauverwaltung elo keng Baupläng méi u sech opstellt op hir Käschten. Woubäi ee sech awer och da muss d'Fro stellen: Ass dat hir primär Aufgab? Ass net hir Aufgab éischter, méi berodend virzegoe vis-à-vis vun dem ganze Secteur? An och dowéinst muss een awer dann esou Décisioune verstoen.

D'Erhéijung vun der TVA, déi ass hei scho ganz vill diskutéiert ginn a wäert och nach an den nächste Stonnen hei diskutéiert ginn, huet natierlech och hir Répercussioun op den Agrarsecteur. An op där anerer Säit muss een allerdéngs soen, datt och de Minister Etgen elo gutt reagéiert huet an dann all déi Propose gemaach huet, fir, wéi gesot, dann den TVA-Saz an der Landwirtschaft, de pauschalen TVA-Saz da vun 10 op 12 eben och ze héijen, fir dann eben déi Perte do kënnen ze kompenséieren.

Dat soll jo duerch eng, wann ech dat elo richteg matkritt hunn, zousätzlech Modifikatioun vum Gesetz stattfanne mat Wierkung op den 1. Abrëll 2015, soudatt am Fong ab dem zweete Semester d'Baueren da kéinten an de Genoss vun deem neie Saz kommen. Iwwregens ass deen TVA-Saz schonn 1979 agefouert ginn.

Da kommen natierlech d'nächst Joer nach e puer, kann ee bal soen, kleng Hiobsbotschaften op d'Landwirtschaft zou, wat awer net onbedéngt mat der Lëtzebuerger Politik ze dinn huet. Dir wësst vläicht oder wësst Der et net, da gëtt een et elo gewuer, wat och net onwesentlech ass, datt jo d'Mëllechquoten ab dem 1. Abrëll d'nächst Joer sollen ewechfalen.

De Mëllechpräis, deen iwwregens de Moment an enger enormer Fluktuatioun ass. Et weess een ni esou richteg, wou e sech hin entwéckelt, wat dann natierlech och keng Sécherheet ka fir d'Mëllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg mat sech bréngen. Et mierkt een och, datt d'Molkereie schonn amgaange sinn, sech och nei Mäert ze sichen, sief dat an der Tierkei, sief dat an Afrika oder sief dat am arabesche Raum.

An da wëll ech awer op ee Secteur och nach kuerz ze schwätze kommen, dat ass de Wäibau. De Wäibau, dee fir eis nach wie vor eng ganz wichteg Roll spillt. 1998 goufen nach 151.120 Hektoliter Wäin hei zu Lëtzebuerg produzéiert. 2013 waren dat der nach 100.883. Leider, wéi gesot, eng réckleefeg Tendenz. Datselwecht gëllt och fir den Export, wou mer d'lescht Joer 71.641 Hektoliter, wéi gesot, an d'Ausland verkaaft hunn.

Et ass also evident, datt och hei de Stat muss zousätzlech Efforte maachen, fir eng geziilte Promotioun vun dem Lëtzebuerger Wäin ze maachen, datt en net nëmmen nach verstäerkt hei bei eis soll konsuméiert ginn, mä datt, an ech mengen, et kann een dat roueg hei soen, esou gutt Produiten och sollen am Ausland verstäerkt kënne verkaaft ginn.

An dann, Madame Modert, Dir hutt mir jo schonn eng kleng Pass ginn, erlaabt mer awer trotzdeem nach eng Kéier op Iech zréckzekommen. Dir waart de leschten Donneschden, wéi mer hei d'Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Pestiziden, jo offiziell Spriecherin vun der CSV. An da ginn ech och dervun aus, wat Der hei gesot hutt, datt Der dat am Numm vun der CSV gesot hutt.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, Dir hutt verschidden Aussoe gemaach mat der Finalitéit, kann ee soen, datt Der der Regierung quasi ënnerstallt hutt, wéi wann dës Regierung elo dru schold wier, wéi wa lues a lues géifen d'Luuchten op der Musel ausgoen, wéi wann et de Wäibau an 20 Joer vläicht emol net méi géif op der Musel ginn. An dat virun allem, well dës Regierung et jo géif woen, d'Notze vum Helikopter anzeschränken. Ech mengen, esou wäit leien ech jo richteg?

Hei, loosst mech ee Moment ausschwätzen! Ech hunn Är Ried nämlech gëschter Owend nach eng Kéier in extenso nogelauschtert.

Do hutt Der de Minister jo dann opgefuerdert, déi noutwendeg Reglementer op den Dësch ze bréngen. Dat ass jo alt schéin a gutt, mä fir elo schonn zu dësem Zäitpunkt am Fong geholl quasi en negative Message eriwwerzeginn, wéi wann dës Regierung ugetruede wier, fir dem Wäibau an Zukunft munches an de Wee ze leeën, dat fannen ech net grad korrekt, fir net méi ze soen.

An da wëll ech awer drun erënneren...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Däerf ech, Här President?

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen, berouegt Iech! Berouegt Iech, loosst mech emol ausschwätzen!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Dir kritt een... Wennt Iech wann ech gelift un d'Chamber!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir hutt den Här Spautz jo och andauernd ënnerbrach virdrun.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, neen, neen. Ech wëll just...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mä dann hätt Der dat och beim Virriedner net solle maachen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wëll just op d'Fakten hiweisen.

Dat Gesetz iwwert d'Pestiziden, deen EU-Pak, wou jo dann ënner anerem drasteet, datt den Helikopter a priori net méi autoriséiert ass, mä datt e jo muss eng Autorisatioun vum Minister hunn, Dir wësst dat genausou gutt wéi ech. Ech wëll just drop hiweisen: Dat Gesetz ass den 11. Januar 2013 vum deemolege Landwirtschaftsminister Romain Schneider ënnerbreet ginn.

Ech hunn net déi allerbeschte Mémoire, mä meng Mémoire ass zumindest nach esou gutt, datt ech weess, datt d'Demokratesch Partei deemools net an der Regierung war. A meng Mémoire ass zumindest och nach esou gutt, datt ech weess, datt d'CSV an der Regierung war. A meng Mémoire ass och nach esou gutt, datt ech weess, datt eng gewësse Madame Octavie Modert deemools och um Regierungsdësch souz.

Also, duerfir fannen ech et awer gewot, wann een dann elo higeet an et mécht een dem Landwirtschaftsminister respektiv der Regierung de Prozess, well se elo géifen ufänken, hei dem Wäibau Schwieregkeeten ze maachen!

Da stellen ech awer d'Géigefro: Firwat hutt Dir dann net deemools - Dir net perséinlech, d'CSV - derfir gesuergt, an Dir hätt dat och schonn um europäesche Plang kënne maachen, datt iwwerhaapt déi Diskussioun iwwert den Helikopter guer net op Lëtzebuerg komm wier? Well dann hätte mer jo net déi negativ Prognosen ze fäerten, déi Dir elo hei virgezeechent hutt.

(Interruption)

Dat huet ganz vill mam Budget ze dinn. Ah jo dach, dat huet ganz vill mam Budget ze dinn!

(Interruption)

Majo, da kuckt Äre Budget! Ech schwätzen hei iwwert de Secteur vum Wäibau, an dann ass et evident, wann awer gesot gëtt, datt duerch déi Regierungspolitik géif de Wäibau Problemer kréien, dann huet een awer sécher d'Recht, dat do emol richtegzestellen.

Duerfir, wéi gesot, wëll ech awer nach eng Kéier hei drop hiweisen, datt an deem Zukunftspak eben och eng Rei Moossname virgesi sinn, fir de Wäibau u sech och ze ënnerstëtzen. Et sinn natierlech och eng Rei Moossnamen dran, déi sech doraus erginn hunn, well se eben och net méi zäitgemëiss sinn. Ech denken zum Beispill un déi Analysen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Graas,...

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo?

M. Henri Kox, *Président de séance.*- ...erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Modert?

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, selbstverständlech erlaben ech eng Tëschefro.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass bal méi Fait personnel. Ech kann awer och ofwaarden, bis den Här Graas deen dote Punkt ofgeschloss huet an alles beienee soen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech si fäerdeg. Dir kënnt roueg eppes froen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Stellt wann ech gelift Är Fro un d'Chamber!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech wollt dem Här Graas just soen, datt et d'Sécherheetsdistanze sinn, déi der Musel wäerten déi meeschte Schwieregkeete maachen, an déi kommen an d'Ausféierungsbestëmmungen dran. Dat si Reglementer, eventuell aner Texter. Déi sinn net d'Kompetenz vun der Chamber, dat ass richteg.

Mir hunn trotzdeem gefrot, ob et méiglech wär, se eng Kéier kënnen ze gesinn. Se bestinn nach net. A genau déi Saache maache vill méi Schwieregkeeten, wéi aner Saachen, déi am Text vum Gesetz drastinn. An déi Diskussioun vun de Metere vun der Sécherheetsdistanz, déi ass aneschters gefouert ginn ënner dëser Regierung wéi virdrun.

Also, Här Graas, Dir hutt virdru gesot, Dir géift verschidde Saache méi kompetente Riedner iwwerloossen. Dir hätt och besser gehat, dat heibäi ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Majo, dann hutt Der mir net gutt nogelauschtert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dach, Här Graas, ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert. Ech mengen, Dir hat mir net richteg nogelauschtert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Oh dach, oh dach! Ech hu just, an dat widderhuelen ech nach eng Kéier, dee Message, deen eriwwerkoum, datt dës Regierung praktesch géif d'Entwécklung vum Wäibau op der Musel ofbremsen. Et ass dee Message, ëm deen et gaangen ass. Et ass deen, deen ech wollt hei riichtstellen. An deen akzeptéiere mer och net. An dorëms ass et gaangen. Selbstverständlech wësse mer jo, datt hei mussen Ausféierungsbestëmmunge kommen, mä fir am Virfeld schonn esou negativ Messagen eriwwerzeginn, dat fannen ech net grad korrekt.

Bon.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech hat gefrot, wéi de Prozentsaz vun der Hangneigung wär,...

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ...wéi d'Sécherheetsdistanze géife ginn, an do läit d'Kromm an der Heck.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech géif proposéieren, Dir hutt jo...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Graas, wann ech gelift,...

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo. D'Madame Modert...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- ... wennt Iech un d'Chamber!

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- A mir fueren dann alleguerte schéi gemittlech erëm weider mam Discours vum Här Graas. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dir hutt dat fein esou gesot an „Ihr Wort sei mir Befehl", Här President, a selbstverständlech hale mer eis och dodrun.

Wéi gesot, ech wollt awer nach eng Kéier op déi Moossnam 214 zréckkommen, déi natierlech och am Wäibaumilieu net onbedéngt fir Begeeschterung gesuergt huet. Engersäits, datt déi Analysen, wéi gesot, an Zukunft verdeiert ginn, mä och do sinn dat nëmmen Upassungen un den Index. Et sinn och also do Moossnamen, déi getraff ginn, déi sech am Fong geholl an deene Joren elo opgedrängt hunn.

An dann däerf een och net vergiessen, datt dat jo och zum Deel aus verschiddenen internationale Wäigéigenden ëmmer als verkannte Statshëllefen duergestallt gëtt. An da muss ee jo och hei ënnersträichen, datt déi grouss Wäibetriber op der Musel zum Deel och hir eege Laboratoiren hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir 2015 stelle sech natierlech ganz grouss Erausfuerderungen och fir de ganzen Agrarsecteur. Ech denken un de PDR, de Programme de développement rural, ech denke virun allem natierlech och un dat neit Agrargesetz, wat dann och wäert d'Landwirtschaftspolitik fir déi nächste Joren - siwe Joer - definéieren. De PDR gouf jo schonn am Juli 2014 op Bréissel geschéckt. Mir waarden do nach op eng Réckmeldung. An, wéi gesot, och dat sinn awer direkt Moossnamen, déi eng Inzidenz op de Budget wäerten hunn. An dowéinst wäert och dann d'nächst Joer mussen nach ganz vill op deem Niveau geschafft ginn.

Et ass evident, datt natierlech och dëse Secteur, deen - an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - an enger gewëssener, ech wëll net soe Kris ass, mä an enger schwiereger Situatioun, datt en awer och muss säin Obolus leeschten. A wann een awer, gesamt gesinn, kuckt, wat fir eng Moossnamen elo fir den Agrarsecteur geholl gi sinn, géif ech awer soen, datt dat awer gréisstendeels trotzdeem verdréiglech ass.

Et si jo eng Rei vu Kompensatioune virgesinn. Ech wëll nëmmen op eng hiweisen, déi ab 2016 wäert dann applizéiert ginn, dat ass d'Erhéijung vum staatleche Bäitrag fir d'Primmenzuelung vun enger Mehrgefahrenversicherung.

Wat een och hei nach muss ënnersträichen, datt d'Lëtzebuerger Landwirtschaft ouni Zweifel an deene leschte Joren och grouss Efforte gemaach huet, fir méi eng nohalteg Produktioun, och méi eng ëmweltgerecht Pro-

duktioun ze erlaben. An erlaabt mer vläicht an deem Kontext eng e bësse méi perséinlech Meenung nach hei. Ech bedaueren ëmmer, datt virun allem de Stat an och eng Rei Gemengen, déi awer d'Méiglechkeet hunn, verstäerkt op Lëtzebuerger Produkter ze setzen, dach net ëmmer dee Reflex hunn.

D'Fro, déi och muss gestallt ginn, ass, ob net och vläicht souguer eist Soumissiounsgesetz, wann dat gesetzlech méiglech ass, méi muss adaptéiert ginn, datt een eben och spezifesch Lëtzebuerger Produite kann an Zukunft méi an den ëffentleche Kantinne respektiv Kiche konsuméieren.

Ech wëll dann op dëser Plaz och nach un eng Motioun hei erënneren, déi de leschten Donneschdeg zréckbehale ginn ass, wou ee Punkt vläicht e bëssen ënnergaangen ass, mä deen och zum Beispill an der Chambre de l'Agriculture an hirem Avis zum Budget gefuerdert ginn ass, an zwar ass dat d'Kreatioun vum Centre de compétences agricoles. Déi Motioun gouf jo hei majoritär ugeholl, an ech sinn och iwwerzeegt, datt de Minister wäert an deem Sënn déi néideg Schrëtt an deenen nächste Wochen a Méint ënnerhuelen.

Ech mengen, d'Politik an Zukunft muss sinn, datt mer net Agrarfabricken ënnerstëtzen, mä datt mer modern Bauerenhäff ënnerstëtzen, déi eng ëmweltgerecht Produktiounsmethod virweise kënnen, wou och streng Déiereschutzregele gëllen. Dat soll u sech d'Zil fir d'Zukunft sinn, wéi eng modern Landwirtschaft soll ausgesinn. A wann een dee Budget hei analyséiert, da kann ee feststellen, datt jiddefalls déi éischt wichteg Jalone gesat sinn.

An deem Sënn, wéi gesot, wëll ech nach eng Kéier dem Minister a senger Équipe och félicitéiere fir dat éischt Joer Landwirtschaftspolitik, déi se hanneru sech hunn, déi net esou einfach war, a wënschen och, wéi gesot, datt mer zesumme mam Secteur an Zukunft kënnen déi néideg Schrëtt huelen, fir nach wie vor eng staark Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg kënnen ze behalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gast Gibéryen huet gëschter ganz richteg gesot, datt 450 Millioune Méieinnahmen aus dräi Mesurë resultéieren: d'Augmentatioun vun der TVA, déi zousätzlech Steier vun 0,5% an d'Netupassung vun der Steiertabell, an datt domadder dës Regierung elo schonns eng mega Steierreform vers le haut duerchgezunn huet.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Déi Augmentatioun vun der TVA representéiert net manner wéi en hallwe Prozent vun eisem PIB, déi nei Steier e Véirelsprozent, an déi Mesuren, déi Zukunftspak genannt ginn, 0,29%, dat heescht, 1% PIB zousätzlech, dat ass keng Klengegkeet.

Et ass schued, datt de Gilles Roth... Dach, en ass do. Ech wollt dem Gilles Roth Merci soen - déi ganz Nuecht louch ech waakreg:...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...„Denk ich an Luxemburg in der Nacht, bin ich um den Schlaf gebracht." -, fir eng Iddi ze fannen, wéi een dee berühmten Zukunftspak kéint nennen.

De Gast Gibéryen huet eng Kéier „Ofzockpak" gesot, mä dat huet mer net richteg gefall. Mat Zukunft huet de Pak op jidde Fall rose wéineg ze dinn, dofir awer mat neien Taxen, mat manner Ausgabe fir de Stat an dofir méi Ausgabe fir de Bierger an d'Betriber, an dofir Merci, Gilles Roth, „Bezuelpak" ass en Titel, dee mer ganz gutt schéngt an deen ech gären iwwerhuelen.

Kucke mer elo emol den Detail vun deem Bezuelpak! Ech hunn e puer besonnesch betraffe Gruppen erausgesicht an ech si frou, datt den Här Graas elo grad iwwert d'Landwirtschaft geschwat huet.

Aspuerunge fir de Stat, dat heescht méi Ausgabe fir déi Betraffen, nei Taxe fir déi Betraffen, maache fir d'Landwirtschaft 1,5 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) 2015 aus a 4,5 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) 2018. Dat si plakeg Zuelen. Mir jongléieren hei jo mat Milliounen an Honnerte Milliounen a Milliarden.

Ech hu mer awer emol eng Kéier d'Méi gemaach, dat konkret auszerechnen. Mir hunn 1.800 Vollzäitbeschäftegter an der Landwirtschaft hei am Land. Déi verdéngen am Schnëtt 40.300 Euro d'Joer. Wann ech elo de Spuerpak, de Bezuelpak ëmrechnen, da kommen ech op en Akommesverloscht op de Kapp vun engem Vollzäitbeschäftegte vun 2.222 Euro d'Joer, oder aneschters ausgedréckt, 5% vun hirem Akommes verléieren eis Baueren.

Léif Kolleegen, wat fir eng aner Beruffsgrupp hei am Land géif dat matmaachen? Wier en OGB-L, wier eng CGFP d'accord mat enger Kierzung vu 5% vun de Léin a vun de Gehälter? Mä mat de Baueren - Här Baueremінister -, do kënne mer et maachen! Wann ech Gambianer wier, géif ech mer emol en neien Häuptling sichen an der Landwirtschaft!

No der Agrikultur, well et esou schéi passt, d'Kultur. Kommunikatiounspannen, Aktivismus - parteipolitesch kéint een iwwert de Start vun dëser Regierung laachen a lästeren. Mä, wéi sot schonn den Erich Kästner esou schéin: „Die Jungen schmeißen aus Spaß mit Steinen nach Fröschen. Die Frösche sterben im Ernst."

Konventioune mat alle méigleche Kulturträger fir d'Éischt emol ze kënnegen, éier ech weess, wou ech wëll higoen, ass ganz einfach eng Schnapsiddi. Fir déi Leit, déi an der Kultur schaffen, léist dat existenziell Angscht aus. An déi sollte mer eescht huelen! Wéi soll e Mënsch en Haus féieren, en Theater, wann d'Programmatioun een, zwee Joer am Viraus muss gemaach ginn an een haut nach net weess, wat fir eng Enveloppe datt en... op wat fir eng finanziell Enveloppe datt e kann zielen!

Datt ausgerechent, aus der Hëft eraus, direkt am Ufank dës Regierung emol eng China-Tournee vun eisem Philharmoneschen Orchester gestrach huet, oder d'Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich, beweist dat feelend Fangerspëtzegefill, wat d'Kulturpolitik ugeet, speziell och an der DP.

Ech warnen eis Kolleege vun der DP: Kommt net op d'Iddi, d'Gëlle Fra anzeschmëlzen, si ass net aus Gold!

Zéng Mesurë vum Bezuelpak, fir insgesamt sechs Milliarden (veuillez lire: Milliounen), treffen d'Kultur. Wann ech Gambianer wier, géif ech mer an der Kultur een neien Häuptling sichen!

Komme mer zur TVA: Et ass ganz normal, datt an enger Koalitioun all Partner muss Waasser a säi Wäi schëdden. Wat d'TVA ugeet, soen eis d'Wahlprogrammer vun deenen dräi Parteien:

- d'DP, Säit 23: „Mehrwertsteuerreform, nur wenn nötig.";

- d'LSAP, Säit 25: „Begrenzte Mehrwertsteuerhöhung im Rahmen einer globalen Steuerreform, kein Tabu.";

- an déi gréng, Säit 29: „Den regierenden Parteien fällt nichts Besseres ein als die Erhöhung der sozial ungerechten Mehrwertsteuer."

Sou, elo maache mer doraus ee Pak: „Nur wenn nötig" plus „im Rahmen einer globalen Steuerreform" plus „sozial ungerechte Mehrwertsteuer" ass gläich, fir Gambia, Mehrwertsteuererhéijung direkt op bal alles an dann och nach ausgerechent op dem Logement!

Sukzessiv Regierungen hunn et ëmmer erëm, haut seet een dozou „nohalteg", fäerdegbruecht - a beschter Absicht, d'Logementspräisser, sief dat d'Kafpräisser oder sief dat d'Loyeren, erofzesetzen, ze senken oder zumindest ze bremsen -, de Contraire ze bewierken! An och hei trieden eis daper Gambianer an d'Fußstapfe vun enger esou illustrer Fehlbesetzung wéi dem Minister Boden, an dobäi konnt dee Mann rechnen, e war Mathésprof!

Méi Virschréfte maache Wunnraum net méi bëlleg! Nei Virkafsrechter maache Wunnraum net méi bëlleg! An eng Augmentatioun vun der TVA-Logement mécht de Wunnraum net méi bëlleg! Den direkten Effet vun der Annonce vun der Hausse vun der TVA op de Logement war, datt de Secteur bis haut, 18.12., huet misse schaffen op Basis vun engem Gesetz, wat et nach net gouf.

Bis den 1. Juli war d'Regel einfach: Ech hu mäi Contrat de réservation gemaach, ech hu mäin Agrément gefrot fir d'TVA, ech hu mäin Akt gemaach. Ab Juli koum eng Circulaire vum Direkter vum Enregistrement - a Merci, datt et wéinstens eng Circulaire gouf! -, wou gesot ginn ass, den Agrément géif et elo nach just ginn op Basis vum Acte notarié, an zwar den Acte notarié enregistré. Wat jo och witzeg ass, well et ass jo déiselwecht Verwaltung, déi den Akt enregistréiert, wéi déi, déi den TVA-Agrément gëtt.

Elo ass et dann esou, et gëtt zwee Fäll: Entweder de Cadastre vertical ass fäerdeg, ech maache mäin Akt virum 31.12., da profitéieren ech nach vu mengen 3%, oder de Cadastre vertical ass net fäerdeg. Da geet et duer, datt ech ee Contrat de réservation hunn an datt de Cadastre vertical ugefrot ass, an ech profitéieren och an Zukunft nach vun den 3%. Et deet mir leed, a mengen Aen ass dat doten esou absurd wéi et nëmme ka goen!

Firwat ass e Projet, dee méi wäit gediehen ass, firwat gëtt deen diskriminéiert a muss bis den 31.12. duerchgebaatscht ginn, an deen, deen nach net esou wäit gediehen ass, dee kritt méi Chance? Et ass einfach fir mech absurd! A wann ech Gambianer wier, ech géif mer en neien Häuptling an de Finanze sichen!

Mä da kommt, mir kucken elo emol d'Konsequenze vun där TVA-Erhéijung! De Franz Fayot huet ganz richteg a mat vollem Recht gesot, déi Leit hei am Land, deenen et am mannste gutt geet, dat sinn d'Locataires. Dat ass ganz richteg! Mä mengt Dir da wierklech, datt déi 14% Méikäschten, déi den Investisseur fir d'Mietwunnengen elo huet, datt déi net géifen op de Locataire iwwerdroe ginn? Ech hunn héieren: Jo, domadder gi mer un d'Margë vun de Promoteuren. Ma vill Promoteuren hunn emol keng Marge vu 14%, da kënne se déi dach net einfach schlécken!

A souguer, wa se se hunn, se sti jo an...

(Interruptions)

Si sti jo a Konkurrenz mat aneren. Neen, wann ech eng Wuer akafen, an déi gëtt méi deier, da geet mäi Verkafspräis an d'Luucht. Wann ech als Investisseur akafen a mäin Akafspräis geet erop, da geet mäi Loyer an d'Luucht. Dir gleeft mer dat elo net. Mä Dir wäert gesinn, an engem oder an zwee Joer, wa mer d'Statistike gesinn, wäert Der gesinn, datt d'Loyeren duerch déi dote Mesure eropgaange sinn.

(Interruption)

An Dir wäert...

(Interruption par M. Claude Haagen)

Pardon?

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir musst de System vun der TVA och en considération huelen...

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, wat ass de System vun der TVA? Wat wëllt Der domadder soen?

M. Claude Haagen *(LSAP).*- ...erkläre jo, da mengen ech, datt Der et sollt en considération gezunn...

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech verstinn déi Fro do net.

Nach eppes wäert Der an der kommender Statistik gesinn, nämlech datt de Präis och vun Okkasiounsimmobilien an d'Luucht geet. Ech war immens frou ze héieren, datt 3% TVA bleift fir d'Renovatioun vun Albauwunnengen. Ech fannen dat immens wichteg fir eist Handwierk an ech fannen et wichteg fir d'Branche.

Mä elo sinn natierlech vill Investisseuren, déi soen, majo, ech bezuele 17% op eppes Neies oder op der Renovatioun vun eppes Alem nëmmen 3%. Déi kafen elo éischter eppes Ales. An dat ass e perversen Effet vun der Mesure, déi ech ganz richteg fannen. Mä de perversen Effet ass, datt al Wunnengen och wäerte méi deier ginn, well den Intérêt vun den Investisseuren un ale Wunnengen eropgeet. D'Resultat vun Ärer Politik: Nei Wunnenge gi méi deier, al Wunnenge gi méi deier, d'Loyere gi méi héich. An Dir wäert dat gesinn, datt dat esou ass!

Last but not least: „Mir huele kengem eppes ewech." Mä déi Leit, déi selwer wëlle profitéiere vun hirem Logement, och déi verléieren, an dat ass hei scho gesot ginn, duerch de Plaffong, TVA-Aspuerung vu 50.000 Euro. Deen ass jo... wann deen deeselwechte bleift bei 15% wéi bei 17% TVA-Taux, da kann ech elo baue fir 3% fir 416.666 Euro. A mat där neier TVA nëmmen nach fir 357.143 Euro. Dat si bal 60.000 Euro manner! 60.000 Euro, mir hantéieren hei mat Milliounen a mat Milliarden.

Ech hunn et emol ëmgerechent, ech hunn d'VEFA-Präisser gekuckt an enger Gemeng, déi ech gutt kennen, Péiteng, den Duerchschnëttspräis, ma dat si ganz einfach 15,8 Meter carré manner fir deen, dee keeft, fir selwer dran ze wunnen! A mat deem, wat en elo nach huet, 357.000 Euro, ech hunn och do déi offiziell Chiffere geholl, fir dem Françoise Hetto eng Freed ze maachen, Jonglënster, domadder kann ech, fir meng 360.000 Euro, nach ganz genau 71,5 m² kafen. Also, haalt op mam Mäerchen „Mir huele kengem eppes ewech"! 15,8 m² si keng Klengegkeet!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 6720 prévoit une augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée de 15% à 17%;

- considérant que, sous certaines conditions, la législation prévoit l'application du taux super-réduit de 3% pour la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux logements destinés à des fins d'habitation principale, pour la création ou la rénovation;

- considérant que, suivant le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002, le remboursement de la différence de 17% à 3% est limité, par logement créé et/ou rénové, au montant de cinquante mille euros;

- considérant que le montant effectivement soumis au taux super-réduit serait ainsi ramené à 357.142 euros;

invite le Gouvernement

- à relever le plafond pour le remboursement de l'application du taux super-réduit au montant de cent mille euros;

- à modifier en ce sens le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding.

An nach e lescht TVA-Affer, op dat ech wollt ze schwätze kommen, d'Horesca. Nodeem dee Beräich jo scho béis gebeutelt ginn ass duerch d'Fëmmverbuet, gëtt en dann och elo nach eng Kéier gebeutelt mat der TVA. Ah jo, et ass nëmmen op Alkohol. Et ass jo bekannt, déi meeschte Leit gi jo an de Bistro, fir Mëllech ze drénken! D'Horesca seet mat Recht: «Le dialogue avec le Gouvernement a tourné au monologue.»

An och hei hunn ech einfach emol déi Zuele geholl, déi d'Horesca publizéiert huet. Si rechne mat engem Akommesverloscht vun 3.600 Euro fir all Wiert, all Joer! Wéi sot d'Horesca esou schéin: «Ils n'ont qu'à ouvrir au Luxembourg un Drink and Drive», bezuelt vum Steierzueler.

En allerlescht Wuert. Et ass hei driwwer gestridde ginn oder diskutéiert ginn: Ass dat hei een Austeritéitsbudget, jo oder neen? Ma et ass ganz einfach, dofir gëtt et jo déi Definitiounen.

«L'austérité désigne une politique gouvernementale consistant à prendre des mesures visant à ralentir la demande de biens ou de services afin de limiter les risques inflationnistes ou de diminuer les déficits de la dette globale de l'État. La politique d'austérité va généralement de pair avec une politique budgétaire agressive destinée à faire augmenter les recettes fiscales tout en tentant de diminuer au maximum les dépenses publiques.»

Ech mengen, wann ech déi Definitioun huelen, da kann ech mat Fug a Recht soen, dësen éischte Gambia-Budget ass e Budget vun der Austeritéit an et ass e Budget, deen déi falsch Zeeche setzt! An dofir wäerte mir en als ADR och selbstverständlech net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding.

Ech géif Iech proposéieren, als lescht Riednerin fir de Moien nach d'Françoise Hetto ze huelen an duerno dann d'Aarbechte fir de Moien opzehalen an ëm zwou Auer dann erëm weiderzefueren. Esou wéi et ausgesäit, komme mer mat deenen ageschriwwene Riedner da ganz gutt iwwert d'Ronnen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech verroden Iech näischt Neies, wann ech soen, dass mir als CSV derfir antrieden, dass all Famill de Choix soll behalen, wéi se hiert Familljeliewe wëllt gestalten. An et ass definitiv net un der Politik, fir sech do anzemëschen!

Duerfir si jo och am Laf vun deene ganze Joren eng ganz Partie Mesuren an d'Liewe geruff ginn, wou wierklech all Mesure fir sech eng Äntwert op eng verschidde Familljesituatioun duerstellt: d'Allocation de maternité, d'Allocation d'éducation, de Congé parental, d'Crèchen, Formatioune fir Dagesmammen, Maisons relais an esou weider.

Wann déi zwou Allocatiounen elo sollen ofgeschaaft ginn, da beweist dat kloer, dass an deem heite Fall fir d'Regierung wirtschaftspolitesch Iwwerleeungen iwwert de familljepoliteschen Iwwerleeunge stinn. An dat huet ganz grav Konsequenze fir ganz vill verschidde Familljen!

Mir penaliséieren d'Familljen en général, well mer hinnen de Choix ewechhuelen. Mir penaliséieren awer och ganz besonnesch déi Fraen, déi bis zu hirer Schwangerschaft nach net geschafft hunn. Awer net just déi! Verschiddener hu sech nämlech ganz bewosst derfir entscheet, op en Deelakommes ze verzichten an hir Kanner selwer ze erzéien.

Fir Verschiddener ass de Congé parental, esou wéi en elo ass, ze vill rigid an doduerch natierlech och keng Alternativ. Anerer komme fir de Congé parental net a Fro, iwwerhaapt net a Fro, well se nach net geschafft hunn. Well dat ass awer d'Kondtioun, fir iwwerhaapt de Congé parental ze kréien. A Verschiddener hu bis zu

deem Zäitpunkt nach keng Aarbecht fonnt, aus wéi enger Ursaach och ëmmer. A fir si ass d'Allocatioun am Fall vun enger Schwangerschaft eng kleng finanziell Stäip, well se soss iwwerhaapt näischt kréien! Den Här Wiseler ass gëschter am Detail drop agaangen, wat dat an deenen eenzelne Situatiounen ausmécht.

An, loosse mer déi och net vergiessen, Verschiddener fanne keng Plaz an enger Maison relais fir hir Kanner. Si hunn och keng Grousselteren doheem, déi kënnen asprangen an hunn also och keng aner Méiglechkeet, wéi sech selwer ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmeren.

An, Dir Dammen an Dir Häre, mir penaliséieren awer och déi Fraen a Männer, déi mi-temps schaffe ginn, fir sech hallefdags ëm d'Kannererzéiung ze bekëmmeren. Och si mussen dann dee Moment op eng hallef Allocation d'éducation verzichten.

Als Chancëgläichheetsministesch - ech wollt dem Här Berger dat gär soen, en ass elo leider net heibannen - hunn ech déi Zäit, wéi ech vill duerch d'Lycéeë gaange sinn, fir mat deene Jonken op de Classes terminales iwwert d'Chancëgläichheet ze schwätzen, och iwwert déi dote Froe mat hinnen diskutéiert.

An Dir wäert et net gleewen, mä ganz vill vun deene jonke Meedercher, dat waren Deuxièmen, Premièrë respektiv Douzièmen an Treizièmen, déi hunn all gesot, mir wëllen herno, wa mer eng Zäit geschafft hunn, eng Zäit doheem bleiwen, fir no eise Kanner ze kucken. Mir wëllen dat awer zesumme mat eisem Partner maachen. An ech mengen, et ass dat, wat ee sollt begréissen. Si sollen en connaissance de cause hir Décisioun treffen, an déi Décisioun, déi ass dann awer och ze respektéieren!

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Dann awer eppes, wat ganz wichteg ass, wat elo hei an där ganzer Diskussioun bis elo nach net ugeschwat ginn ass, dat ass d'Saach vu méi Zäit fir d'Famill hunn. Dat ass eng Revendicatioun vu ganz ville jonken Elteren. An dës Regierung, déi dréit deem Facteur iwwerhaapt keng Rechnung! Au contraire, mir dreiwe se an eng ganz bestëmmte Schinn, wou mer se wëllen doe schaffe goe vu moies bis owes.

Dir musst wëssen, dass de Moment eis Nopeschlänner sech ganz vill Gedanken doriwwer maachen, ëm de Facteur Zäit. Frankräich an Däitschland hunn an deem Sënn Etüden an Optrag ginn, wou dobäi erauskomm ass, dass vill jonk Eltere sech wierklech wënschen, méi Zäit kënne mat hirer Famill ze verbréngen. A Frankräich si bei deenen, déi se gefrot hunn, 25%, déi hir Kanner all Dag manner wéi eng hallef Stonn gesinn! Déi Leit wënsche sech méi Zäit fir d'Famill.

An ech géif mer wënschen, dass d'Regierung och an déi Richtung do iwwerleet, wat een do ka maachen. Et ass ganz kloer, dass dat muss a Kollaboratioun mam Aarbechtsmaart gemaach ginn, an dass mer och do vill méi flexibel Aarbechtszäitmodeller brauchen. Mä ech géif mer wënschen, dass dee Facteur Zäit géif an Ären Iwwerleeunge mat agebonne ginn.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat Argument, wéisou dass déi Allocatioune sollen ofgeschaaft ginn, ass jo, dass am Fong geholl sollt verhënnert ginn, dass d'Fraen, déi Concernéiert, de Wee eventuell do derduerch net méi op den Aarbechtsmaart fannen an de Risiko géifen agoen, am Fall vun enger Scheedung an d'Aarmut ofzerëtschen.

Ech wëll dat Argument awer net einfach esou dostoe loossen. Well vill Fraen a Männer hu sech nämlech bewosst derfir entscheet, fir e Mi-temps unzehuelen. A wann ee mi-temps schaffe geet, da kritt een och eng hallef Allocation d'éducation. Si bleiwen also mat engem Fouss och am Aarbechtsliewen dran a fannen herno och de Wee sécher méi séier erëm zréck an d'Beruffsliewen.

Ech géif mer wënschen, dass Der Iech vun dohier nach géift weider Mesuren iwwerleeën, wat ee kéint maachen, fir deen neien Einstieg erëm an d'Beruffsliewe fir verschidde Fraen an och Männer e bësselche méi einfach ze maachen. Also déi Leit, déi mi-temps schaffe ginn, d é i eng hallef Allocation d'éducation kréien, déi ginn och, an deem heite Fall, mat penaliséiert.

Fazit fir eis als CSV ass: Déi Spuermesuren, déi hei um Bockel vun deenen 8.000 concernéierte Famillje gemaach ginn, déi stinn a kengem Verhältnis zu deenen anere Spuermesuren, déi hei am Budget ugeduecht sinn. De Stat, an et ass seng Aufgab, soll d'Familljeliewe stäerken an e sollt d'Familljen net schwächen!

An duerfir déposéieren ech hei, am Numm vum der CSV, en éischten Amendement. Wann ech gelift, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- En éischten Amendement, fir d'Sträiche vun deenen zwou Allocatiounen zréckzezéien.

Amendement 1

Article 2

Les points 8° et 9° sont à supprimer.

Commentaire de l'amendement:

Les points 8° et 9° de l'article sous rubrique viennent abroger les dispositions du Code de la sécurité sociale ayant trait à l'allocation de maternité et d'éducation.

S'il est vrai que la société, les modes de vie et d'organisation de la famille ou les situations familiales en tant que telles ont énormément changé au cours de ces dernières décennies, il n'en demeure pas moins que de nombreux parents souhaitent passer plus de temps avec leurs enfants et décident partant de s'arrêter de travailler ou de travailler à temps partiel pendant les premières années de vie de leurs enfants.

Il ne faut pas se leurrer, la conciliation vie de famille - vie professionnelle n'est pas toujours simple. Les parents ont besoin de temps afin de s'occuper de leurs enfants. Le congé parental constitue certes une mesure qui simplifie la vie de nombreux parents qui travaillent, et leur permet de passer du temps ou davantage de temps avec leurs enfants. Cette mesure ne prend cependant pas en compte toutes les situations familiales. Si elle est partant très importante, elle ne répond que de manière imparfaite aux besoins de certains parents et de leurs enfants. Il est donc primordial que cette mesure soit complétée. L'allocation d'éducation constitue une telle mesure complémentaire. Elle permet aux parents de se consacrer de manière plus intensive à l'éducation de leurs enfants au-delà du temps accordé dans le cadre du congé parental.

Supprimer l'allocation d'éducation revient à enlever aux parents le choix dans leur organisation et leur mode de vie familiale les forçant ainsi à adopter un certain style de vie afin de se conformer à un idéal donné. En effet, beaucoup de parents ne peuvent se permettre de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, s'ils ne sont pas soutenus financièrement. Si le montant de l'allocation d'éducation ne permet pas à tous les parents de s'arrêter de travailler, il n'en demeure pas moins que cette aide a permis et permet encore de nos jours à plus de 8.000 familles de choisir leur mode de vie familiale.

Au-delà du fait que la suppression de l'allocation d'éducation entrave la liberté de choix de nombreux parents, cette suppression revient surtout à enlever aux parents du temps hypothéquant ainsi la qualité de vie des familles et partant le bien-être des enfants.

Or, tant la qualité de vie des familles que le bien-être des enfants doivent être au centre des préoccupations de la politique. Celle-ci doit promouvoir les familles et non pas un modèle de famille en particulier.

À cela s'ajoute que l'allocation d'éducation a un aspect purement social. L'allocation d'éducation peut être versée à toute personne qui exerce une activité professionnelle ou qui bénéficie d'un revenu de remplacement lorsque les revenus dont elle dispose ou dispose le ménage dans lequel elle vit ne dépassent pas certains plafonds.

Le Gouvernement semble se baser sur les mêmes arguments pour supprimer l'allocation de maternité que ceux avancés pour la suppression de l'allocation d'éducation. Il est rappelé dans ce contexte que l'allocation de maternité est de nos jours versée aux femmes au foyer, mais également aux femmes dont l'indemnité pécuniaire de maternité, l'indemnité de chômage, la rémunération ou l'indemnité de maladie est inférieure au montant de l'allocation de maternité et ce jusqu'à concurrence de ce montant. Ces dernières risquent de se retrouver dans une situation financière très délicate.

Pour toutes les raisons ci-énoncées, le groupe politique CSV entend maintenir l'allocation d'éducation et de maternité.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch.

An och an engems en zweeten Amendement, wou och déi Dispositiounen, déi Dispositions transitoires an deem Zesummenhang sollen zréckgezu ginn.

Amendement 2

Article 40

Les paragraphes 1) à 3) sont à supprimer.

Commentaire:

Par parallélisme, il échet également de supprimer les paragraphes 1) à 3) qui ont trait aux dispositions transitoires relatives aux demandes d'octroi d'une allocation d'éducation ou de maternité.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch.

A wann een dann elo d'Fro stellt: Jo, wou wëllt Dir da spueren? Ma dann äntwerten ech: Ma mir brauchen net esou vill ze spueren, well mer op der Dépensësäit méi lues wäerte maachen. Fir eis kënnt nämlech eng gratis Kannerbetreiung fir Kanner tëschent engem an dräi Joer net a Fro!

Dogéint stelle sech awer eng ganz Partie Froen, net nëmmen an deem Kontext. Wann nämlech elo déi Kanner aus deenen 8.000 Familljen, vun deenen ech geschwat hunn, déi bis elo vun där Allocation d'éducation profitéiert hunn, och an d'Betreiungsstrukture bäikommen, da wëll ech awer gär wëssen: Wou fanne mer Plaz fir déi? Éischt Fro. Wou gi mer dat Personal sichen, wat mer fir déi Kanner brauchen?

Mir brauche jo qualifizéiert Personal. An dann ass dat, wat ech esou e bësse pervers fannen un där ganzer Saach, do schaffe jo haaptsächlech ganz vill jonk Fraen dran, déi selwer Kanner hunn. Déi ginn dann hir Kanner an eng Crèche, fir selwer an eng Crèche schaffen ze goen, fir deenen anere Leit hir Kanner ze versuergen. Nujee!

Wat wäert dat kaschten, wa mer fir déi 8.000 Familljen do och nach zousätzlecht Personal brauchen? Oder d'Fro stellt sech awer och: Wéi vill méi kascht dat, wann déi Familljen dann elo, well se da jo keen anere Choix méi hunn, op de Congé parental mussen zréckgräifen? An dann, Här Gramegna, wou ass dat dann am Budget chiffréiert, wat do an Zukunft nach op eis duerkënnt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een also feststellt, dass dës Regierung manifestement net deenen ënnerschiddleche Realitéite vu familiäre Liewenssituatioune Rechnung dréit, dass de Congé parental, deem seng Reform mer jo wierklech am Prinzip begréissen, net onbedéngt fir jiddwereen eng gutt Solutioun ass, zemools net, wou mer am Moment net wëssen, wéi déi Flexibilisatioun vun deem Congé parental soll ausgesinn, dass dës Regierung massiv wëllt an d'petite Enfance investéieren, andeems se eng gratis Betreiung fir d'Kanner tëschent engem an dräi Joer virgesäit, gekoppelt un e bilinguale Sproochenapprentissage.

Do maachen ech nach eng kleng Klammer op: Dir musst wëssen, dass Der do en extremen Drock op d'Elteren ausüübt! Firwat? Majo, d'Eltere wëlle jo ëmmer dat Bescht fir hir Kanner. An déi soe sech natierlech: Jo, wa mäi Kand dann elo do eng Friemsprooch soll léieren, da sinn ech jo bal verflicht, et dohinner ze ginn, well soss huet et jo eppes verpasst. Déi Fro muss ee sech och eng Kéier duerch de Kapp goe loossen!

Wann een also feststellt, dass dës Regierung bis dato net erkläert huet, wéi se à long et à moyen terme dat doten, déi gratis Betreiung wëllt finanzéieren, wann ee feststellt - an ech bedaueren et wierklech -, dass weder d'Familljeministesch nach de Minister vun der Éducatioun hei bei eis sinn, wann een also feststellt, dass zu dësem gratis Accueil an Apprentissage précoce...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif den Här Kaes bieden, senger Kolleegin nozelauschteren!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, dat fannen ech zwar och, Aly, dat kéins de awer elo maachen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Wann een...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also et deet mer leed, dass et lech elo trëfft, mä ech hu mer virgeholl, elo Ross und Reiter ze nennen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Oh, ech fannen dat awer richteg sympathesch!

Une voix.- Dir misst vläicht iwwert d'N7 schwätzen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo. Also ech schwätzen net iwwert d'N7, ech schwätzen iwwer gratis Kannerbetreiung, Aly. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma gären.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Wann een also feststellt...

(Brouhaha)

Neen, ech wär awer frou, wann Der alleguerte géift lauschteren...

(Interruptions)

...wann Der dat heite géift matkréien. Wann ee feststellt, dass eben zu dësem gratis Accueil an Apprentissage précoce bilingue null Konzept, awer null Konzept virläit, an och net gewosst ass, wéi dat sech iwwerhaapt herno an de Système scolaire wäert afügen: Wéi ass et do mat der Kontinuitéit?

Well Dir musst jo wëssen, dat si ganz kleng Kanner, vun deene mer hei schwätzen, déi kënnen emol nach net lafen! Déi ginn dann do berieselt mat enger friemer Sprooch, mat engem Joer héiere se déi Sprooch. Dat ass jo da fir déi lëtzebuergesch Kanner d'Franséisch. An dann, mat dräi Joer komme se an de Précoce. Do schwätze mer da Lëtzebuergesch. Da komme se an d'Spillschoul, do schwätze mer wahrscheinlech och Lëtzebuergesch. Am éischte Schouljoer fänke mer u mat Däitsch. An iergendwann eng Kéier fänke mer dann u mat Franséisch. Dann hu se dat awer erëm alles vergiess, wat se virdrun héieren hunn!

Wou ass do e Konzept? Wou ass e Gesamtkonzept fir deen Iwwergang vun deem do, wat mer wëlle maachen, 1 bis 3 gratis, mat Éducation, Apprentissage bilingue, bis herno an dee ganze Fondamental eran? Do läit kee Konzept vir! An ech bedaueren, ech soen et wierklech nach eng Kéier, dass den zoustännege Minister net hei ass, fir vläicht dann endlech dozou kënnen Explikatiounen ze ginn.

Wann een da feststellt, dass een d'Familljepolitik net soll isoléiert kucken, mä am Zesummenhang mat Logementspolitik, am Zesummenhang mat Steierpolitik, an deen Effort, deen do ze maachen ass, dass een deen net soll just op 8.000 Famillje répercutéieren, mä op 100.000 Familljen, da weess een, dass dat kengem richteg wéideet, an dass dat am Fong geholl ganz vill zur Solidaritéit wäert bäidroen.

Wann een dat do alles feststellt, da kommen ech net derlaanscht, déi heite Motioun ze déposéieren. Wann ech gelift, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant, d'une part, que les orientations budgétaires du Gouvernement au niveau de la politique de la famille favorisent clairement un modèle de vie familiale, à savoir celui où les deux parents exercent une profession, au détriment de tout autre modèle;

- concluant qu'à l'avenir de nombreux parents n'auront de fait plus la possibilité d'organiser leur vie de famille comment ils l'entendent;

- constatant, d'autre part, que le Gouvernement ne tient pas compte des réalités des situations familiales et des besoins très différents des familles;

- constatant que la réforme du congé parental, qui est à approuver dans son principe, n'apporte qu'une réponse incomplète aux besoins et aspirations des familles, et ce d'autant plus que très peu d'éléments de la réforme sont connus;

- constatant surtout que la suppression projetée des allocations de maternité et d'éducation et l'introduction d'un montant unique au niveau des allocations familiales vont pénaliser les familles et plus particulièrement les familles socialement défavorisées ainsi que les familles nombreuses;

- constatant dans ce contexte que les principes qui devraient guider une politique familiale responsable et cohérente sont la solidarité et l'équité sociale, afin de la rendre acceptable;

- rappelant au Gouvernement que celui-ci s'est fixé comme ligne de conduite l'équité sociale;

- constatant néanmoins que le budget 2015 ainsi que le paquet pour l'avenir, en faisant supporter le poids des mesures d'économies aux familles bénéficiaires des allocations de maternité et d'éducation ainsi qu'aux familles nombreuses, ne répondent pas auxdits principes;

- constatant encore que le Gouvernement entend effectuer des investissements importants dans le domaine de la petite enfance en mettant en place un système complexe comprenant un accueil gratuit pour les jeunes enfants âgés de 1 à 3 ans et un apprentissage précoce bilingue;

- constatant que le financement de ces investissements devait se faire principalement via la contribution de 0,5% qui n'existe plus, ayant été transformée en un impôt d'équilibrage budgétaire temporaire;

- constatant encore que le Gouvernement reste en défaut d'expliquer concrètement comment il entend financer notamment à moyen et à long terme les investissements importants projetés et qui seront opérationnels d'ici 2016;

- constatant surtout qu'au-delà de l'aspect proprement financier, le Gouvernement n'a jusqu'à présent pas été en mesure de fournir le moindre détail sur la façon comment il entend mettre en œuvre le système complexe d'accueil gratuit et

d'apprentissage précoce bilingue, ni comment ce dernier s'insérera dans le système scolaire existant;

- constatant dès lors que les investissements proposés sont tout sauf mûrement réfléchis;

- constatant in fine que la politique familiale entretient des liens très étroits avec la politique du logement ou encore la politique fiscale, de sorte qu'on ne saurait l'appréhender de manière isolée;

- rappelant dès lors que la cohérence et l'efficacité de la politique familiale commandent de prendre en considération tous les éléments pouvant l'influencer;

- constatant encore que la politique familiale doit impérativement figurer à l'ordre du jour de réunions et de négociations avec les partenaires sociaux;

invite le Gouvernement

- à abandonner son ambition d'offrir un système d'accueil gratuit pour enfants de 1 à 3 ans couplé à un système d'apprentissage des langues précoce, alors que ces projets risquent de constituer des gouffres financiers sans précédents et, faute de n'avoir pas été mûrement réfléchis, de ne pas aboutir à l'objectif escompté à savoir garantir l'égalité des chances des enfants;

- à revoir au contraire le système des chèques-services et de l'optimiser, ainsi qu'à favoriser davantage l'égalité des chances des enfants en travaillant au niveau du système scolaire actuel que ce soit p.ex. au niveau de la place des langues, de leur apprentissage, des appuis à offrir, etc.;

- à revoir de manière générale sa politique familiale en tenant compte du fait que la politique familiale forme un tout avec notamment la politique du logement ou encore la politique fiscale et que les efforts à faire doivent se faire de façon équilibrée;

- à prévoir, au cas où le Gouvernement maintiendrait sa décision de supprimer les allocations d'éducation et de maternité, des mesures alternatives pour les familles défavorisées;

- à accompagner l'introduction d'un montant unique de la mise en place d'une allocation pour familles nombreuses soumise, le cas échéant, à des critères sociaux;

- à organiser au plus tôt une plate-forme („Familljendësch") composée du Gouvernement et des partenaires sociaux afin de discuter avec eux des orientations futures de la politique familiale.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Eng Motioun, wou mer d'Regierung géifen opfuerderen, fir d'gratis Kannerbetreiung falen ze loossen, well se net bis un d'Enn geduecht ass a well se net onbedéngt dat deklaréiert Zil vu Chancëgläichheet tëschent alle Kanner wäert erreechen, an déi en plus e rise Coût wäert engendréieren!

Mir wéilten awer och d'Regierung opfuerderen, fir d'Chèques-services ze optimiséieren. Do läit e Projet vir, de 6410. Mir wéilten d'Regierung opfuerderen, d'Familljepolitik esou séier wéi méiglech mat de Sozialpartner ze diskutéieren. An d'Regierung opfuerderen, am Fall, wou se wierklech net bereet ass, fir d'Allocation d'éducation bäizebehalen, wéinstens alternativ Mesurë fir defavoriséiert Famillje virzeleeën.

A mir wéilten d'Regierung opfuerderen, de Montant unique beim Kannergeld duerch eng Allocation spéciale pour familles nombreuses ze ergänzen. An, an domadder kommen ech zum Schluss, esou séier wéi méiglech e Familljendësch anzeberuffen, mat de Sozialpartner a mat de Parteien.

Ech wéilt zum Schluss d'Regierung awer och nach bieden, fir sech an hire ganze finanzpoliteschen, familljepoliteschen a wirtschaftspoliteschen Iwwerleeungen d'Froen ze stellen: Vun all deem, wat mer elo wëlles hunn ze maachen, wat brauch d'Kand? Wat ass kannergerecht a wat hëlleft dem Kand, fir dass et sech ka gesond entwéckelen?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

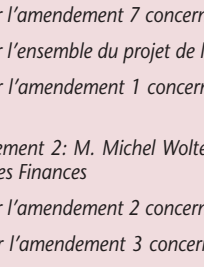
M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hetto.

Ech géif proposéieren, dass mer eis Sëtzung elo ënnerbriechen an dass mer dann de Mëtteg ëm zwou Auer mat dem Här Alexander Krieps ufänken.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also Dir hutt Intérêt, mat Zäit hei ze sinn!

(Fin de la séance publique à 12.02 heures)



SÉANCE 19

JEUDI, 18 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communication

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Gilles Baum (interventions de M. Claude Wiseler), M. Marc Lies (dépôt de 2 motions et d'un amendement), M. Alexander Krieps (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gast Gibéryen), Mme Martine Hansen (dépôt de 3 motions), M. Mars Di Bartolomeo, Président (M. Aly Kaes intervient), M. Michel Wolter (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry, M. Romain Schneider, Ministre des Sports, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, Mme Viviane Loschetter et M. Jean-Marie Halsdorf) (dépôt de 4 amendements), M. Alex Bodry (interventions de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Marc Lies et Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry et M. Henri Kox), M. Eugène Berger (M. Gast Gibéryen intervient), M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Michel Wolter, M. Claude Wiseler et M. Roy Reding)*
- *M. Michel Wolter (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Justin Turpel*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur les amendements 1, 2 et 4 concernant les points 8 et 9 de l'article 2 du projet de loi 6722 (rejetés)*
- *Vote sur l'amendement 3 concernant l'article 3 du projet de loi 6722 (rejeté)*
- *Amendement 6: M. Michel Wolter et M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'amendement 6 concernant l'article 14 du projet de loi 6722 (rejeté)*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel*
- *Vote sur l'amendement 7 concernant l'article 33 du projet de loi 6722 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6722 et dispense du second vote constitutionnel (adopté)*
- *Vote sur l'amendement 1 concernant le point 3 du paragraphe 4 de l'article 6 du projet de loi 6720 (rejeté)*
- *Amendement 2: M. Michel Wolter, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'amendement 2 concernant le paragraphe 2 de l'article 28 du projet de loi 6720 (rejeté)*
- *Vote sur l'amendement 3 concernant l'article budgétaire 43.004 (43.22) du projet de loi 6720 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6720 et dispense du second vote constitutionnel (adopté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6721 et dispense du second vote constitutionnel (adopté)*
- *Motion 1: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. Roy Reding, M. Claude Wiseler (priorité accordée à la motion 5 et motion 2 déclarée caduque)*
- *Vote sur la motion 5 (rejetée)*
- *Motion 3: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4: M. Marc Lies, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
- *Motion 6: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur la motion 6 (adoptée)*
- *Motion 7: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur la motion 7 (adoptée)*
- *Motion 8: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur la motion 8 (rejetée)*

4. 6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013

- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes

- *Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur

- *Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

7. 6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Joëlle Elvinger*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Claude Wiseler*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen.

2. Communication

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann hunn ech dës Kéier eng Kommunikatioun ze maachen.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 7 Paragraf 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an den Artikelen 115 bis 126 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes als Ersatz fir e Membre démissionnaire opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat spéitstens bis den 21....

(Interruption)

...den 28. - villmools Merci -, den 28. Januar 2015. Also nach eng Kéier: D'Deadline ass den 28. Januar 2015. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn: Dat heescht, d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn, déi néideg moralesch Garantie virweise kënnen, déi néideg kierperlech Viraussetzungen hunn, am Besëtz vun engem universitären Diplom ze sinn, dee beweist, dass de Kandidat e komplette véierjähregen Zyklus gepackt huet an engem vun de folgende Fächer: Ekonomie, Réviseur d'entreprises, Droit oder Politik.

Ech erënneren Iech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communication du Président - séance publique du 18 décembre 2014

Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 114 à 126 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 28 janvier 2015, l'estampille de la poste faisant foi.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) offrir les garanties de moralité requises;

4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction (certificat médical);

5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques, études de réviseur d'entreprises, droit ou sciences politiques (copie des diplômes, certificats et homologations).

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par l'Administration parlementaire.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Voilà, dat gesot, kënne mer mat eisem Ordre du jour virufueren, dat heescht, den Debatten zum Budget 2015, der Programmation pluriannuelle, wat d'Finanzen ugeet, an dem sougenannten „Zukunftspak".

Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Gilles Baum. Do ass eng kleng Rochad geschitt. Mä, Här Baum, Dir sidd hei häerzlech wëllkomm. Dir hutt d'Wuert.

3. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gudde Mëtteg! Erlaabt mer, nach emol kuerz op déi Mesuren anzegoen, déi d'Familljenzoulage betreffen an déi mer am Zukunftspak fannen an do e puer Aussoen, déi gemaach goufen, riichtzebéien. Grad wat d'Familljepolitik betrëfft, ass riets a lénks villes gesot ginn, wat net ganz den Tatsaachen entsprécht. An dofir nach eng Kéier vu menger Säit e kuerzen Iwwerbléck.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- D'Allocation de maternité, déi Zoulag, déi eng Fra kritt, déi net beruffstäteg ass, während aacht Woche virun der Gebuert an aacht Wochen no der Gebuert, 194 Euro d'Woch, gëtt auslafe gelooss. Dat heescht, all déi Leit, déi dës Suen ugefrot hunn, all déi Leit, déi dës Suen ageplangt hunn, wäerte se och kréien.

D'Allocation d'éducation, 485 Euro während 20 Méint, fir eng Fra, déi décidéiert, bei hirem Kand ze bleiwen, wäert och auslafen. Hei wäerten all déi Leit, déi déi Suen ageplangt hunn an déi sech deemno organiséiert hunn, och an de Genoss vun deene Sue kommen. Ob ee sech awer kann ofséchere mat 485 Euro de Mount, an dat während 20 Méint, do sinn ech awer ganz skeptesch.

Et ass deemno net esou, dass mir den Eltere géifen de Choix ewechhuelen, ganz am Géigendeel. Besonnesch Mammen, déi eleng dosti mat hire Kanner, aus engem Grond oder engem aneren, riskéieren, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen, an dat mat alle soziale Konsequenzen.

Dofir ass et eis wichteg, dass d'Frae mat Kanner och erëm op den Aarbechtsmaart kënne kommen, fir dass si finanziell onofhängeg sinn an hiert Liewe fräi an onofhängeg kënne selwer gestalten. Ass dat net deen eigentleche Choix, deen all Fra sollt zoustoen?

Den Här Wiseler huet gemengt, mir géifen de Leit de Choix ewechhuelen. Abee, ech géif Iech gär froen, Här Wiseler: Wéi ee Choix? Wat hutt Dir, wat huet d'Politik vun der CSV an de leschten 20 Joer de Frae fir e Choix gelooss?

Déi 485 Euro Allocation d'éducation waren no 20 Méint eriwwer. Dir sot, Här Wiseler, de Stat soll de Choix ënnerstëtzen. Mä Dir hutt dat a Wierklechkeet awer ni esou gemaach. Well no 20 Méint, wann d'Allocation d'éducation ausgelaf ass, ass eng Fra net méi bezuelt ginn. Si hat keng Aarbecht méi a si war awer nach responsabel fir hiert Kand, op d'mannst nach 16 Joer! Abee, Merci fir dee Choix, Här Wiseler! Merci fir dee Choix, CSV!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Baum, ech géif Iech bieden,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Schwätzt mat deenen 8.000 Leit, déi déi Décisioun geholl hunn! Da soen déi Iech, wat se dovun halen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An, Här Baum, ech géif Iech bieden, Iech un d'Chamber ze adresséieren oder un de Chamberspresident, dass mer hei keen Zwiegespréch kréien.

M. Gilles Baum *(DP).*- Très bien!

(Interruption)

Oh, Dir kënnt mer gären äntwerten!

A wann Der vu Choix schwätzt, da musse mer awer och fairerweis doriwwer schwätzen, dass och en Erwuessene säi Choix muss assuméieren. Mä fir dass all Erwuessene säi Choix ka fräi assuméieren, wëlle mir keng falsch Incentive méi setzen.

Mir wëllen d'Gesellschaft net verännere. D'Gesellschaft huet sech verännert. An d'Politik muss sech der Gesellschaft upassen an net ëmgedréit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Iwwer 80% vun de Fraen tëschent 25 a 55 Joer ginn hei zu Lëtzebuerg schaffen. Dofir musse mir d'Strukturen upassen, fir dass déi Mammen an och Pappe mat rouegem Gewëssen an engem gudde Gefill kënne schaffe goen. Et ass en plus bewisen, dass d'Natalitéit an engem Land net vun de Geldleeschtungen ofhänkt, mä vun de Rahmebedéngungen.

An dofir brauche mir nach besser Rahmebedéngungen. Mir brauche méi Quantitéit, mä virun allem brauche mer och an eiser Kannerbetreiung méi Qualitéit.

Laut der Etüd vum Statec 2013 sinn an deem Joer schonn 81% vun de Kanner betreit ginn. Loosse mer awer och net vergiessen, dass et vill Familljе gëtt, wou Mann a Fra musse schaffe goen, fir um Enn vum Mount déi zwee Enner zesummenzekréien! An et ass genausou richteg, dass et vill a grad gutt ausgebilte Frae gëtt, déi wëlle schaffe goen, well se dorauser eng Satisfaktioun zéien an och wëllen e Stéckwäit onofhängeg bleiwe vun hirem Partner.

Dass Frae wëlle schaffe goen, weist och, dass den Taux un de Gebuerte grad an deene Länner besonnesch héich ass, wou eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung ugebuede gëtt. A Länner, wou dat Konzept nach net sech esou duerchgesat huet, sinn d'Gebuerten nach ëmmer réckleefeg.

Eent brauche mer op alle Fall alleguerten net méi ze hunn, an dat ass e schlecht Gewëssen. D'Politik an dës Regierung sinn do, fir de Leit ze hëllefen, hiert Liewe fräi ze organiséieren. A mir sinn net déi, déi iergendeng Form vun Zesummeliewen, vu Familljenorganisatioun favoriséieren. Mir wëllen, dass déi Diskussioun ophält: gutt Mamm, schlecht Mamm. Mir wëllen, dass déi Jugementer ophalen. Et ass elo héich Zäit dofir!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- An dass mer d'Leit och hei am Land fräi hiert Liewe liewe loossen. Mir ginn hinnen d'Méiglechkeet, sech fräi ze organiséieren. Mir förderen iwwer e verbesserte Congé parental, dass souwuel d'Mamm wéi och de Papp eng Zäitchen doheem bleiwe kënne bei hirem Kand. Mir wëllen, dass all Kand - mir wëllen, dass all Kand! - déiselwecht Chancen huet am Liewen, an net nëmmen déi Kanner reell Zukunftschancen hunn, déi an engem favoriséierte Milieu op d'Welt komm sinn!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dofir verbessere mer d'Rahmebedéngungen a mir diskutéieren elo scho mat de Sozialpartner iwwer eng Adaptatioun vun den Aarbechtszäiten, jee nom Alter vum Kand.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä an Zwëschenzäit schaaft Der schonn d'Allocation d'éducation of!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech verstinn de Sinneswandel vun de Kolleege vun der CSV awer net, huet dach de Chancëgläichheetsministère an de leschte Joren eng Rei Campagnë gestart, fir Fraen ze motivéieren, zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen. An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn? Neen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Zréck" op den Aarbechtsmaart ze kommen!

M. Gilles Baum *(DP).*- Fir elo mordicus wëllen d'Mamme bei hire Kanner ze halen, ass eng politesch Dréiung vun 180 Grad, déi schwéier ze erklären ass! D'CSV seet, d'Eltere bräichte virun allem Zäit. Dat ass richteg! A firwat huet d'CSV dann net schonn an deene leschte Joren de Congé parental probéiert, méi flexibel ze gestalten?

Wien huet an engem CSV-Blat geschriwwen: „Mat guddem Wëssen, mat guddem Gewësse schaffe goen, well d'Kanner gutt betreit sinn."? Dat war d'CSV-Vizepresidentin an hirer Fonctioun als Schäffen zu Jonglënster. An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn?

D'CSV schéngt hir Politik aus der Vergaangenheet net méi esou ganz eescht ze huelen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass net falsch. Et ass just, datt mer de Choix gär géife loossen!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir hunn den Ausbau vun Dausende Plazen a Crèchë souwéi an de Maisons relais ëmmer ënnerstëtzt. An der Vergaangenheet huet d'CSV-Familljeministesch d'Elteren encouragéiert, d'Offer vun de Crèchëplazen ze notzen. An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir wëllen de Choix!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mä am Géigesaz zur CSV wäert dës Regierung an de Betreiungsstrukturen och Qualitéitskritäre verlaangen. An déi ënnerscheede sech däitlech vun deene Kritären, déi et bis elo gouf, wéi zum Beispill, wéi héich eng Toilett muss an enger Maison relais oder enger Crèche hänken.

Erlaabt mer awer, op eng weider Propos vun der CSV hinzeweisen. Wien huet déi gratis Kannerbetreiung an Aussiicht gestallt? Dat war den Här Statsminister Juncker a senger Ried zur Lag vun der Natioun 2009.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn?

Une voix.- Bestëmmt net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et sinn awer net déi vun engem bis dräi Joer. A mat deene Konditiounen, datt et finanziell méiglech wär.

(Interruptions diverses)

M. Gilles Baum *(DP).*- Op kee Fall.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä loosst Iech net stéieren!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, d'DP ass natierlech fir de fräie Choix. An an Zukunft soll jiddweree fräi entscheeden, wéi e seng Kanner versuergt.

An eiser Gesellschaft gëtt et déi ënnerschiddlechste Forme vun Zesummeliewen. An et ass un der Zäit, dass mir eis de gesellschaftleche Realitéiten upassen. Et muss ee vill méi Viraussetzunge schafen, fir déi Diversitéit vu Liewensmodeller ze ënnerstëtzen, déi et an der Gesellschaft ginn. Dat traditionellt Familljebild, wou de Papp schaffe geet an d'Mamm doheem bleift, verschwënnt lues a lues.

Beim Congé parental gëtt de Montant ëm 143 Euro de Mount eropgesat op 1.921 Euro, dat heescht, op d'Héicht vum onqualifizéierte Mindestloun. De Congé parental, esou wéi en elo besteet, dat heescht, entweder sechs Méint ganz beim Kand ze si respektiv zwielef Méint hallef, bleift bestoen. Dernieft sinn awer eng ganz Rei vun anere Modeller méiglech, déi et béiden Elteren erlabe sollen, Zäit ze hunn, fir sech ëm hire Puppelchen ze këmmeren.

E Wuert nach zum Kannergeld. D'Kannergeld gëtt net gekierzt! Ewéi ugekënnegt, gëtt de System vum Kannergeld reforméiert. E gëtt vill méi vereinfacht. Amplaz verschidde Prestatiounen ze bezuelen, wéi d'Kannergeld, de Boni an esou weider, gëtt alles zesummegeschloen, fir dass d'Elteren an Zukunft nach just ee Montant iwwerwise kréien.

Nodeems festgestallt gouf, dass méi Kannergeld pro weidert Kand den Taux vun de Gebuerte sécher net eropsetzt, an dass en zweet Kand net méi kascht wéi en éischt, wäerten déi Kanner, déi an Zukunft op d'Welt kommen, alleguer deeselwechte Montant kréien. D'Kannergeld gëtt souguer ganz liicht eropgesat. Mä duerno kritt all Kand datselwecht, well schliisslech ee Kand esou vill wäert ass wéi dat anert.

Ze ënnersträiche bleift, dass mir weiderhi wäerten dat héchste Kannergeld an der Groussregioun an an der Europäescher Unioun behalen. D'Sachleeschtunge sinn an de leschte Joren terribel ausgebaut ginn. A mir bezuelen eleng ronn 250 Milliounen u Chèques-services. Dës Regierung huet sech virgeholl, d'Sachleeschtungen nach weider auszebauen, ënner anerem mat Gratisstonne fir Kanner tëschent engem an dräi Joer a Betreiungsstrukturen.

Et wäert dofir net esou sinn, dass d'Kanner manner Kannergeld kréien. Ënnert dem Strëch kréie se däitlech méi! Mir wäerten dat héchst Kannergeld behalen an et wäert keen eppes verléieren. Déi Rechnung, déi gemaach gouf hei vun der Oppositioun, ass deemno komplett eesäiteg, well se seet, d'Leit géifen eppes verléieren, wat net de Fall ass. Well kee kritt eppes ewechgeholl.

An zweetens ass an där Rechnung...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat hu mer och net...

M. Gilles Baum *(DP).*- ...Rechnung vun der Oppositioun...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat hu mer och net gesot. Dir musst zwar e wéineg lauschteren hei, respektiv korrekt sinn!

M. Gilles Baum *(DP).*- Am Volet (veuillez lire: an der Rechnung) vun der Oppositioun ass dee ganze Volet vun de Sachleeschtungen einfach net mat agerechent ginn, wat einfach intellektuell onéierlech ass.

Mir stellen awer och fest, dass, trotz deem generéise Kannergeld an anere Geldleeschtungen, finalement mir et nach ëmmer net packen, fir de Kanner hei am Land déi bescht Startchancen an d'Liewen ze ginn. De Schouléchec ass nach ëmmer reell. Mir wëssen, dass

10% vun de Schüler nach ëmmer ouni Diplom d'Schoul verloossen. 70% redoubléieren op d'mannst ee Schouljoer! Si scheiteren dacks un deenen héije sproochlechen Ufuerderungen.

Dofir musse mer d'Kanner esou fréi wéi méiglech un de Multilinguisme, dee Lëtzebuerg ausmécht, eruféieren. D'Kanner solle kënnen am Alter vun engem bis dräi Joer, iwwer eng qualitativ héichwäerteg Sproochförderung, souwuel mam Lëtzebuergesche wéi och mam Franséische familiariséiert ginn. Well am Alter vun engem bis dräi Joer den Zougang zu de Sprooche ganz liicht ass, wëlle mer déi Chancen notzen, fir hinne besser Chancë fir de Start an d'Liewen ze ginn.

Ab der Rentrée 2016-2017 wäerten d'Kanner tëschent engem an dräi Joer während de Schoulstonne kënne vun enger gratis bilingualer Kannerbetreiung profitéieren. Ech widderhuelen: Si kënnen dovu profitéieren.

Ech sinn awer och fest iwwerzeegt, dass, falls d'Kolleege vun der CSV erëm eng Kéier sollten an der Responsabilitéit sinn, si net eng vun de Mesuren aus dem Zukunftspak, net eng eenzeg wäerte réckgängeg maachen, och net an der Familljepolitik!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sous condition, datt Der déi do emol hikritt!

M. Gilles Baum *(DP).*- Loosse mer, fir ofzeschléissen, soen, dass ech frou sinn, dass dës Regierung elo endlech de Wee fënnt, deen eist Land esou dréngend gebraucht huet. D'Wuelbefanne vun de Kanner an de Mëttelpunkt ze setzen, a Sachleeschtungen ze investéieren, déi hinnen déi beschte Startchancë ginn, dat war längst iwwerfälleg.

Mir maache keng Politik fir eis, mir maachen eng Politik fir déi kommend Generatiounen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert mech elo de Mëtten haaptsächlech op de Beräich vum Logement, deen am Kader vun dësem Budget opgestallt ginn ass, fokusséieren.

Bei der Lektür vun deenen 258 Spuermesuren an notamment deene fënnef Spuermesuren am Beräich vum Logement hunn ech mir d'Fro gestallt: Wou wëllt d'Regierung dann an dësem Beräich Aspuerunge maachen? Wëssend, datt de Logement dach zu enger vun den Haaptprioritéite vun dëser Koalitioun gehéiert.

Vun deene fënnef Poste sinn dräi Posten, déi praktesch net zu Buch schloen, wat de Spuereffort ugeet. D'Posten 181 an 183 hunn awer meng Opmierksamkeet ervirgeruff, well do Montanten drastinn, déi dach substanziell sinn. D'Spuermesure Nummer 181 kënnegt un, datt de Käschtepunkt pro Meter carré beim Bau vu subventionéierte Wunnenge soll plafonéiert ginn. Wunnengen, déi am Kader vun de Projets de construction d'ensembles de logements gebaut solle ginn.

Menges Wëssens sollt de Präis beim Bau vun 2.500 Euro de Meter carré op 2.300 de Meter carré erofgesat ginn. Un a fir sech och eng begréissenswäert Mesure, an dëst nom Motto: „méi mat manner". Eis Iwwerraschung war awer ëmsou méi grouss, wéi d'Madame Minister op Nofro vun der CSV-Fraktioun an der zoustänneger Chamberskommissioun ugekënnegt huet, datt dës Mesure géif fale gelooss ginn. Mat der Erklärung, datt d'Hausse vun der TVA dës ugekënnegt Spuermesure géif absorbéieren.

Esou wäit, esou gutt. D'Fro, déi ee sech hei awer stelle muss: Firwat gouf dëse Posten 181 dann iwwerhaapt nach an de Pak vun deenen 258 Spuermesurë mat erageholl? Zanter geraumer Zäit ass dach bekannt, datt d'TVA am Beräich vum Logement, vum Locatif, vun 3 op 17% soll an d'Luucht goen. Dës Hausse gëllt fir all Akteur bei Neibauten. Mir sinn awer der Meenung, datt dës Reflexioun, wat de Metercarrés-Präis ugeet, richteg ass, wëssend, datt de Promoteur privé méi bëlleg baue kann. Wann ee mat engem private Promoteur schwätzt, do gëtt regelméisseg vun engem Präis ëm déi 1.500 Euro de Meter carré geschwat respektiv souguer nach ënnendrënner.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt hei gär ee klengt Rechebeispill ginn, fir dat Ganzt besser ze verstoen. Huele mer einfach un, de Stat géif soen: De Subsid vu 70% respektiv vu 75% gëtt just nach op engem Montant vu maximal 2.000 Euro de Meter carré beim Neibau ausbezuelt, amplaz vu méi wéi 2.500 Euro de Meter carré, wéi dat haut de Fall ass. Beispill: Bei engem Bau vun 1.000 Wunnengen, mat enger Moyenne vun 100 Meter carré, wat 100.000 Meter carré erginn, multiplizéiert mat 500 Euro de Meter carré an dorop 70% gerechent, da kéint heiduerch ee Spuereffort vu sage und schreibe 35 Milliounen entstoen.

Ech mengen dat, Här Bodry, och zu den Aussoen, wou een eventuell kéint aspueren, wann ee sech effektiv déi dote Reflexioun eng Kéier géif maachen, an och kucke mat de Promoteurs publics zesummen, fir effektiv eng Form ze fannen, wéi ee méi bëlleg kéint bauen. Ee Promoteur privé, ob dat elo deen een oder deen aneren ass, ech mengen, do kënnt Der mat jiddwerengem schwätzen, déi komme mat ronn 1.500 Euro de Meter carré zu Wee.

An der Mesure 181 stounge fir d'Joer 2015 1,3 Milliounen un Aspuernis. Déi Joren drop sollte jeeweils knapp iwwer 2 Milliounen agespuert ginn. Mat eiser Iwwerleeung kéint an deenen nächste Joren nach vill méi agespuert ginn.

Bei der Spuermesure Nummer 183 gëtt ugekënnegt, datt een Deel vum Subventionnement vum Pacte Logement geholl soll ginn, fir Projets de construction d'ensembles ze finanzéieren. Datt nach méi an de Beräich vum subventionéierte Wunnengsbau investéiert soll ginn, ass definitiv positiv ze bewäerten.

Kuckt een am Budget an am Plan pluriannuel, wéi de Betrag vum Pacte Logement sech iwwert déi kommend Joren entwéckelt, da gesäit een, datt de Budget weider an d'Luucht geet. Am Budget 2014 ginn 43 Milliounen ausbezuelt. De Budget 2015: plus 2 Milliounen, op 45 Milliounen. Budget 2016: 48 Milliounen, ee Plus vun 3 Milliounen. An de Budget 2017: 48 Milliounen. Eréischt ab dem Joer 2018, mam Auslafe vum Pacte Logement, soll de Montant op 38 Milliounen erofgoen.

Hei muss eis d'Madame Minister erklären: Wéi kann een op engem Poste spueren, wann dëse Budgetsposten op där anerer Säit iwwert déi nächst Jore weider an d'Luucht geet?

Ënnert dem Strëch ginn d'Attributiounen un d'Gemengen an deenen nächste Joren am Kader vum Pacte Logement an d'Luucht. An ënnert dem Strëch gëtt de Stat och méi Suen aus fir de subventionéierte Wunnengsbau.

D'Spuermesure Nummer 181 gouf fräiwëlleg vun der Logementsministesch op Äis geluecht, mat der Begrënnung, datt d'TVA Logement an d'Luucht geet.

D'Spuermesure Nummer 183 ass eng Mogelpackung an entsprécht net der Realitéit.

D'Spuermesuren am Beräich vum Ministère du Logement si soss näischt wéi Bluff, genausou wéi d'Annonce vun deenen zéngdausend subventionéierte Wunnengen, déi schnellstméiglech solle gebaut ginn.

Et freet ee sech am Endeffekt: Wat bleift iwwerhaapt vun deenen 258 Spuermesuren nach rescht, wann een all eenzel Spuermesure eng Kéier genau ënnert d'Lupp hélt? Am Beräich vum Logement sinn dat fir d'Joer 2015 6,3 Milliounen, déi aus deem sougenannten „Spuereffort" ewechfalen. Tëschent de Joren 2016 bis 2018 sinn dat ëmmerhin 19,5 Milliounen!

Datt d'Regierung weider Efforten am Beräich vum subventionéierte Wunnengsbau wëllt maachen, ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun ausdrécklech. Wann awer Ekonomië bei der Ëmsetzung ze maache sinn, da sollt een dat och verstäerkt analyséieren.

Ufanks vun dësem Joer gouf eis vun der Madame Minister gesot, datt d'Gesetz vum Mietzuschuss schnellstméiglech sollt ëmgesat ginn. An der Logementskommissioun vum 26. Februar an an der Sëtzung vum 23. Oktober gouf eis, op Nofro, gesot, datt dëst Gesetz bis Enn vun dësem Joer misst prett sinn. Dëst gouf vum Budgetsrapporteur dësen Dënschdeg och nach eng Kéier bestätegt, datt d'Amendementer um Text bis Enn vun dësem Joer sollten ofgeschloss sinn. Mir sinn elo Enn des Joers an et läit nach ëmmer keng definitiv Versioun vir!

Zu eiser gréisster Iwwerraschung steet am Budget 2015 an am Plan pluriannuel awer iwwerhaapt kee Kredit, fir dëse Mietzuschuss kënnen auszebezuelen. Ech mengen, hei läit d'Fro no, well d'Madame Minister ass elo net do, ob dann iwwerhaapt de Wëllen do ass vun dëser Regierung, fir de Mietzuschuss anzeféieren.

Den Här Berger huet gëschter vun der Klimabank geschwat, datt déi schnellstméiglech soll kommen. Och hei waarde mir mat Impatience op déi jeeweileg Texter, wëssend, datt de Projet de loi 6583 iwwert d'Promotion du logement et de l'habitat durables zanter annerhallwem Joer déposéiert ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Hausse vun der TVA Logement op d'Zweetwunnengen huet fir d'CSV-Fraktioun néfaste Niewewierkungen, wat d'Präisentwécklung ugeet a wat d'Loyerspräisser ugeet. Vun der ganzer Regierung gëtt praktesch unisono deklaréiert, datt dës TVA-Hausse keng Inzidenz op d'Präisser hätt, de Marché vun der Offer a vun der Demande géif dat scho regelen.

De Budgetsrapporteur huet och a senger Interventioun d'Präisdeierecht am Beräich vum Logement nach eng Kéier ervirgehuewen. Wéi kann d'Regierung awer behaapten, datt dës Hausse keng Inzidenz op d'Präisser hätt, wann net emol usazweis eng Impaktstudie heiriwwer gemaach ginn ass?

De Wirtschafts- a Sozialrot kritiséiert dëst och a schreift a sengem Avis, datt d'Regierung just dorop fokusséiert ass, ronn 60 Millioune weider schnellstméiglech an de Statsbeidel ze kréien. D'Handwierkerkummer monéiert, datt d'Hausse vun der TVA sécherlech och een negativen Impakt op d'Handwierk wäert hunn.

Wat d'Risiken an d'Niewewierkunge vun dëser Hausse kéinte sinn, dat gëtt komplett ausgeklamert. Hei kann ee just soen: navigation à vue.

An Zäiten, wou d'Präisser nach weider an d'Luucht ginn, ass et eiser Meenung no ee falsche Message un de Marché, fir den TVA-Saz vun 3 op 17% an d'Luucht ze setzen. Och wann ee Moratoire bis Enn 2016 elo décidéiert gouf, dee mir ausdrécklech begréissen.

Här President, ech reechen Iech hei eng Motioun eran,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- ...woumat mir d'Regierung invitéieren, d'Mesure Nummer 181 bäizebehalen, wat de Meter-carrés-Präis beim Neibau ugeet - ech hunn Iech d'Rechebeispill virdru ginn. Do sinn definitiv Ekonomien ze maachen. Wann een dat verstäerkt mat de Promoteurs publics kuckt, mengen ech, ass et sécherlech méiglech, de Meter-carrés-Präis erofzedrécken -; d'Mesure Nummer 183 ze supprimëieren, well dëst ass a Realitéit kee Spuereffort, an drëttens d'Hausse vun der TVA net ze applizéieren, well dëst eiser Meenung no de falsche Message un de Marché ass, zu enger Verdeierung beim Bau vun Zweetwunnenge féiert a sécherlech och eng Inzidenz op d'Loyerspräisser wäert hunn.

Motion 4

(Volet Logement)

La Chambre des Députés,

- constatant que sur les 258 mesures de redressement des comptes publics 5 concernent le domaine du logement;

- constatant ainsi que la mesure 181 concerne la baisse du plafond par mètre carré pour le subventionnement de projets de construction d'ensembles de logements;

- saluant que cette mesure contribue à baisser effectivement le coût de la construction;

- prenant acte que Madame la Ministre du Logement a déclaré, lors de la réunion de la Commission du Logement du 23 octobre 2014, que cette mesure sera mise en suspens, dû à la hausse de la TVA qui absorberait l'effort de réduction prévu par la mesure 181;

- constatant qu'il y a certainement des promoteurs privés qui ont les moyens d'achever des constructions pour des prix inférieurs à 2.500 euros par mètre carré;

- constatant encore que la mesure 183 concerne l'utilisation d'une part du subventionnement «Pacte logement» pour le financement des projets de construction d'ensembles de logements subventionnés;

- constatant que les crédits destinés au financement du «Pacte logement» vont encore progresser jusqu'en 2017;

- concluant dès lors que la mesure précitée ne parviendra pas à réaliser le but escompté, à savoir une économie budgétaire;

- prenant de surcroît en considération la hausse du taux de TVA sur la construction de logements locatifs;

- constatant qu'aucune étude d'impact n'a été réalisée en vue de quantifier l'impact de cette hausse sur les prix de l'immobilier;

- constatant que cette décision est en contradiction avec l'annonce du Gouvernement de vouloir promouvoir la création de logements locatifs;

- estimant que la hausse de la TVA va engendrer une hausse des loyers et une diminution de l'activité et ainsi de l'emploi du secteur de la construction;

- saluant que le régime actuel reste, à titre transitoire, applicable jusqu'au 31 décembre 2016;

- constatant que la hausse de l'enveloppe budgétaire totale du Ministère du Logement s'élève pour 2015 à +14,8 millions d'euros, soit une augmentation de +10,9% par rapport au budget voté 2014;

- estimant que cette progression va être majoritairement absorbée par la hausse de la TVA logement;

invite le Gouvernement

- à maintenir et à exécuter la mesure 181 des mesures de redressement des comptes publics qui a pour finalité de réduire le coût de construction par mètre carré;

- à supprimer la mesure 183 des mesures de redressement des comptes publics;

- à ne pas appliquer la hausse du taux de TVA sur la construction de logements locatifs.

(s.) Marc Lies.

Datt awer nach vun eisem Premierminister an eisem Finanzminister behaapt gëtt, datt d'Hausse vun der TVA, dat huet haut de Moien och schonn den Här Reding vun der ADR monéiert, just eng Inzidenz hätt op déi Leit mam décke Portmonni, an datt déi Leit, déi fir eegen Zwecker bauen, näischt heivu géife matkréien, dat ass eiser Meenung no awer Polemik pur! An dat beweist och déi Question parlementaire, déi den Här Gilles Roth an d'Madame Adehm am Oktober erageréecht hunn, wou dra confirméiert ass, datt den Taux super-réduit vun amplaz 416.666 Euro just nach op 357.142 Euro wäert ugewannt ginn.

Aus dësem Grond, Här President, reechen ech lech déi zweet Motioun eran an invitéieren d'Regierung,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- ...de Fräibetrag vu 50.000 op 60.000 Euro eropzesetzen.

Motion 5

(Volet Logement)

La Chambre des Députés,

- constatant que la hausse annoncée du taux de TVA à 17% aura un impact en termes de coûts sur les constructions destinées à l'habitation principale;

- constatant que le coût supplémentaire à supporter au niveau des constructions destinées à l'habitation principale résulte du fait que la faveur fiscale en matière de TVA est plafonnée à 50.000 euros;

- constatant qu'on peut actuellement réaliser des constructions pour un montant de 416.666 euros pour profiter de l'intégralité de cette faveur fiscale;

- constatant qu'avec la hausse annoncée du taux de TVA le montant des constructions pouvant bénéficier de la faveur fiscale diminue à 357.142 euros;

- constatant que le Gouvernement a décidé que la faveur fiscale dans le contexte de la création de logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire est maintenue à 50.000 euros;

- constatant partant que le coût du logement va donc considérablement augmenter;

- constatant que cette décision va entre autres pénaliser les jeunes respectivement les jeunes familles désirant acquérir des constructions leur servant de résidence principale;

invite le Gouvernement

- à porter la limite de la TVA remboursable par logement créé ou rénové de 50.000 euros à 60.000 euros, afin de tenir compte de la hausse sensible de la TVA à partir du 1er janvier 2015; et

- à modifier l'article 1er du Règlement grand-ducal du 21 décembre 2012 modifiant le Règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives en remplaçant les termes «cinquante mille euros» par ceux de «soixante mille euros».

(s.) Marc Lies.

De Gesamtbudget 2015 fir de Beräich vum Logement gesäit eng Hausse par rapport zu 2014 vun 11% vir. Duerch den Ëmstand, datt d'TVA ëm 14% an d'Luucht geet, gëtt ee groussen Deel vun der budgetärer Hausse absorbéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss a stelle fest, datt dëse Spuerpak am Beräich vum Logement net duerchduecht an net transparent ass. Ech stellen och fest, datt hei eng Milchmädchenrechnung opgestallt ginn ass, déi definitiv net der Realitéit entsprécht. Hei wier vun der Regierung eng méi transparent an éierlech Approche ze begréissen. De Sujet vum Logement ass eemol ze vill eescht, fir de Leit just wëlle Sand an d'Aen ze streeën!

Une voix.- Dir musst dat grad soen!

(Interruption)

M. Marc Lies *(CSV).*- D'Hausse vun der TVA Logement um Bau vun Zweetwunnengen ass an Zäite vu Prekaritéit de falsche Message

un de Marché an ass absolut a Kontradiktioun zu deem, wat d'Regierung propagéiert.

Aus dësem Grond, Här President, reechen ech Iech een Amendement eran...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- ...vum Artikel 6 Punkt 3 vum Paragraf 4, wat d'Applikatioun vun der TVA am Kader vum Budgetsgesetz ugeet. D'Hausse vun der TVA ass a Kontradiktioun zu deem, wat d'Regierung propagéiert. Aus deem Grond invitéiere mir d'Regierung, dës Mesure ze suppriméieren.

Amendement 1

Projet de loi n°6720

Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

(Volet Logement)

Amendement concernant l'article 6 - Modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Article 6, paragraphe 4, point 3

Le paragraphe 4, point 3 de l'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

Le point 3 du paragraphe 4 a pour objet d'assurer que l'application du taux super-réduit de trois pour cent en matière de logement soit désormais réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Ne bénéficient ainsi plus de la faveur fiscale les logements mis à la disposition de tiers, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements. Le projet de loi prévoit dans ce contexte, à titre transitoire, que le régime actuel reste applicable jusqu'au 31 décembre 2016.

La hausse du taux de TVA sur l'acquisition de logements locatifs est en contradiction avec l'annonce du Gouvernement de vouloir promouvoir la création de logements locatifs. Cette hausse risque d'engendrer une hausse de prix de loyer et une diminution de l'activité du secteur de la construction ainsi que de l'emploi du secteur de la construction. À noter encore que la hausse généralisée de la TVA va également toucher les particuliers qui construisent ou achètent des biens immobiliers pour leur propre compte car le montant maximal de la faveur fiscale de 50.000 euros ne sera pas revu à la hausse.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de supprimer le point 3 du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi budgétaire sous rubrique.

(s.) Marc Lies.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Lies. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Hären, ech soen Iech Merci. D'Madame Hemmen huet mech grad drun erënnert, ech hu keng Bicher mat op d'Tribün bruecht, mä ech wäert Iech awer e puer historesch Bicher erklären.

Wéi ech de Moien erëm iwwert den Izegerstee an d'Stad gefuer sinn, ech hat och eng Kachkéisschmier giess de Moie fréi, hunn ech um Radio héieren, dass d'Oppositioun net u Kritik gespuert hätt gëschter. Dunn hunn ech mer geduecht, dass, wann d'Oppositioun, déi heiteg Oppositioun, déi 35 Joer an der Regierung souz an dominant Partei war, wa se déi 35 Joer gespuert hätten, hätte se gëschter keng Kritik brauchen auszeüben.

Une voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Mäi Frënd Gusty Graas huet gëschter Zuele genannt vun der éffentlecher...

(Interruption)

De Moien, jo! ...vun der ëffentlecher Schold a vun hirer Evolutioun. Eng hallef Milliard 2011. 4,5 Milliarden 2012. 3 Milliarden 2013, fir lafend Käschten ze decken! A glécklecherweis huet natierlech déi Haaptoppositiounspartei eppes vun de Finanze kannt, well stellt Iech vir, se hätten näischt dovunner kannt! Da wär et nach vill méi schlëmm ginn!

(Hilarité)

Mä dat gesot, huet een dann och e puer Saachen héieren, dass an der Preparatioun vum Budget d'Gewerkschaften, d'Zivilgesellschaft an esou missten agebonne ginn. 1999, an der Budgetskontrollkommissioun, ënnert dem Virsëtz vum Jeannot Krecké, ass deemools schonn dovu geschwat ginn, en hollännesche Modell - net dee schwedeschen -, en hollännesche Modell ze poursuivéieren, deen deemools schonn d'Parlament agebonnen huet an d'Regierungsbudgeten.

An ech mengen, mir sinn, 15 Joer duerno, do nach net ukomm. Well ech hätt och léiwer, dass ons Chamberskommissioune géifen an de Budget agebonne ginn, wéi verschidden aner Organisatiounen!

Dat nämlecht gëllt och fir onsem Kolleeg Roth seng Ausféierungen zu de Steieren. Déi lescht Steierreform datéiert vun 1990! Dir kënnt Iech jo drun erënneren, wéi mäi Kolleeg Henri Grethen gesot huet, et wier eng „kathoulesch" Steierreform. Dir kënnt Iech dat jo erënneren? An dat ass interessant.

An en huet dann natierlech och, den Här Roth, Themen opgewiermt - Ierfschaftssteier, Räichesteier an nach x aner Steieren. Ech mengen, dat wär fir Är nächst Regierungsbedeelegung. Dat schéngt zwar nach net fir muer ze sinn! Dat kënnt Der dann aféieren.

D'Oppositioun huet den Zukunftspak vun der Regierung kritiséiert, haaptsächlech d'Schoulpolitik an d'Kannerversuergung. Ech sinn och frou, dass mäi Frënd, de Gilles Baum, elo Stellung do zu der Kannerversuergung geholl huet.

Ech kéint Iech awer och e bëssen un de Vergaangenheetspak an der Schoulpolitik erënneren. Dir wësst jo, dass mer virun 20 Joer eng Schoulpolitik haten, déi d'Integratioun vun den Auslännerkanner guer net gefërdert huet, an déi huet deemools 30 Joer laang d'Gemenge struewele gelooss mat den Immigrantekanner, ouni hinnen ze hëllefen. An Dir hutt souguer et esou wäit bruecht - an ech zitéieren d'Nimm, mä net gären, well se net hei sinn, fir sech ze verdeedegen -, dass Der am fënneften, sechste Schouljoer keen Däitschprogramm méi als Instruktioun un d'Schoulmeeschteren an d'Léierinne ginn hutt, an dat huet dann à terme dozou gefouert, dass den Opnahmeexamen huet missen ofgeschaaft ginn.

A wat huet dat alles bruecht? Guer näischt, well et sinn haut nach... Ech hat gëschter eng Patientin, déi ganz houfreg ass, Immigrantebackground. Déi huet zwee Kanner am Kolléisch an déi seet dann: „Ma meng Kanner sinn an hire Klassen déi eenzeg portugisesch Immigrantekanner." Dunn hunn ech da gesot: „A wéi vill Chineesen an Asiate sinn do?" - „Oh, där sinn der vill méi do." Firwat? Well déi Kanner Lëtzebuergesch schwätzen, ier se an d'Schoul ginn, an do si se besser vertrueden. Mä dat gesot, 30 Joer laang hutt Der se struewele gelooss, an et waren nëmmen déi räich Gemengen, déi sech konnte leeschten, fir dodran ze investéieren.

De Kolleeg Haagen huet mat Recht de Mueren drun erënnert...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Vun do u si mer awer net méi am Éducatiounsministère vertrueden. Do sinn awer aner Parteien, déi dem Éducatiounsministère ugehéieren.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, mä mir waren net laang dran.

(Brouhaha)

Dir waart e Jorhonnert dran.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- 15 Joer, duerno awer net méi. Dir kënnt déi Reprochë gär maachen, mä maacht se dann un déi Richteg!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dir waart e Jorhonnert dran. Da gi mer Iech herno d'Lëscht nach. E Jorhonnert! Also fänkt dat do elo net un, well da schwätzen ech nach eng hallef Stonn méi laang!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt ugefaangen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt Iech Zäit!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Fänkt dat do net un! Jo, ech huele mer Zäit, Här Gibéryen.

Une voix.- Awer elo net mat him ofschwätzen!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Neen, neen! Also, mir solle jo am Parlament, Här President, diskutéieren hei.

(Brouhaha)

Jo, dann diskutéiere mer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Mä trotzdeem adresséiert Der Iech un d'Chamber.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, an un Iech, Här President, an un Iech.

(Brouhaha et hilarité)

Dat gesot, jo, de Kolleeg Haagen huet de Moien zu Recht och gesot, dass d'Betriber eng Milliard Subventioun pro Joer kréien. Fir mäin Deel wär ech natierlech och ganz frou, wann ons Cour des Comptes, déi schéngt an de leschte Joren iergendwéi hir Zänn verluer ze hunn, wann déi sech och iwwert de konventionéierte Secteur emol géif informéiere goen, well mir hunn eng regelrecht Explosioun vun ONGen, Asblen an aneren Organisatiounen, déi zum gréissten Deel direkt vum Stat finanzéiert ginn a wou 80% vum Finanzement an d'Paie geet.

Ech wär interesséiert, ze wëssen, wat an deem Secteur d'Paistruktur ass. Well ech krut e puer Zuele genannt, do ass mir d'Héngerhaut ausgaang, wéi ech dat héieren hunn! Also, ech wär ganz frou, wann dat geschwënn op d'Lëscht kéim. An ech mengen och, dass d'Regierung e Feeler mécht, wa se pauschal den ONGen a verschiddenen aneren Organisatiounen d'Sue kierzt. Ech mengen, et wär un der Zäit, fir déi eenzel ze analyséieren an da Mesuren ze ergräifen a Fonctioun vun hirer Leeschtung a vun hirem Déngen.

Virun dräi Woche souz ech samschdes mëttes doheem, ongeféier dräi Wochen, dunn hunn ech onse fréiere Statsminister héieren, deen ass als Chefredakter do um Radio annoncéiert ginn.

(Hilarité)

Dunn hunn ech mech richteg gefreet op deen. Also, Dir kënnt Iech net virstellen!

(Hilarité)

An do huet en aganks gesot, e géif kee Wuert verléieren iwwert d'Innenpolitik. Jo, du war ech enttäuscht, dunn hunn ech de Radio ausgedréit.

(Hilarité)

An dunn hunn ech net méi spéit wéi deen nämmlechten Owend héieren, en hätt soss näischt geschwat wéi iwwert d'Innenpolitik.

(Hilarité)

En hätt der CSV en haushéije Wahlerfolleg annoncéiert. Ech menge souguer, also ech kann dat hei op der Tribün zouginn, d'CSV ass frou, dass se e lass sinn. Dat soen ech Iech och.

A gëschter um „Tageblatt Online" war en Artikel, Här President: „Juncker: «Ich brauche Geld.»" Gëschter um „Tageblatt Online". An ech mengen, wann en europawäit elo Geld sicht: Hei, mir brauchen hei och Geld!

Hei an haut huet d'CSV behaapt, dass ons Regierung lues wär. Ons Regierung ass ee Joer am Amt! Dir souzt 35 Joer an der Regierung elo! An dann hutt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si ass awer lues.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, d'Regierung ka lues sinn, mä d'CSV war nach méi lues.

(Hilarité et interruption)

Also, well wann ech Iech e puer Beispiller ginn: Reform vun Arméi a Police, Reform vun der Fonction publique, dat dauert nach sechs Joer, bis dat kënnt,...

Une voix.- Oh neen!

M. Alexander Krieps *(DP).*- ...d'Reform vum Rettungswiesen an esou virun. Dat géif jo en hallwe Mëtteg daueren, bis mer déi all duerchgaange wären.

De Sozialdialog, huet mäi Frënd Spautze Marc de Moie gesot, wär dout. Deen ass effektiv scho fënnef Joer dout! Ech ka mech esou ongeféier a mengem Ouer erënneren, et ass gesot ginn, d'Regierung - du war d'DP nach net dran -, déi wär onvirbereet an d'Tripartitte gaang. Dat hutt Der jo och all matkritt! Ech hoffen, dass dat geschwënn eriwwer ass. An dat behaapt och den LCGB.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi eng Tripartitten?

M. Alexander Krieps *(DP).*- Den LCGB huet natierlech näischt mat der CSV ze dinn, näischt mam Bistum, näischt mam „Lëtzebuerger Wort". Ech hunn awer hir Broschür matbruecht. Dir kritt se herno nach gewisen.

Ech wär och frou, wann d'CSV public maache géif dem Här Frieden seng Spuermoossnamen, déi hie virgesinn hat. Well ech kann Iech soen, do wären déi heite Spuermoossname Pipifax am Verglach.

An ech hunn Iech... Also, wat ech och héieren hunn, Här President, gëschter an haut ass vill rieds gewiescht vun der Steiergerechtegkeet, der Sozialgerechtegkeet. Dat ass alles schéin a gutt. Mä ech hu leider näischt héieren iwwert d'Leeschtungsgerechtegkeet. Dovunner schéngt kee méi wëllen ze schwätzen. D'Leeschtung, déi an der Gesellschaft gefuerdert ass. An och an onse vollekseegene Betriber, déi dem Stat gehéieren a subventionéiert ginn. Do gëtt nach 30, 32 Stonnen d'Woch geschafft, an do verstinn ech d'Welt net méi.

An ech weess, den Här Wiseler huet gëschter, Här President, gesot, d'CSV hätt e puer Alternativen. Ech hu keng héieren, keng ficeléiert Alternativen. Mä en huet e puer gutt Iddien ervirbruecht. Mä do erëm d'Fro: Firwat net éischter? Ech perséinlech gleewe méi un den Zukunftspak, wéi un de Vergaangenheetspak. Dofir loosse mer net duerhin zréckkommen!

Meng Kolleege Justin Turpel, Här President, an de Serge Urbany sinn dann natierlech am Joer 2014 nach net ganz vun der Schinn vum Front populaire erofzekréien. 1936, esou am Stil, „demain on rasera gratis" oder „Il n'y a qu'à...". Ech muss zwar soen, ech muss och agestoen, dass verschidde vun hire Remarquë sympathesch kléngen. Si si jo déi zwee, déi déi Aermsten an onser Gesellschaft hei verdeedegen! Dat wëll ech gesot hunn.

A wou se och recht hunn, dat ass, dass d'Revolutioun all Dag 24 Stonne méi no kënnt. Dat ass an der Logique formelle eng Ausso, déi net ka widderluecht ginn.

(Hilarité)

Ech ka mech och erënneren, well de Moien ass jo vill Kritik un der DP gemaach ginn an esou. Mä ech ka mech erënneren, 1978, wou e ganz respektéierte Mënsch, virun deem ech éiweg Respekt wäert behalen, um Perron vun dem Escher Stadhaus... De Kontrakt vun der Tripartite fir d'Stolindustrie ass zerrappt ginn, um Perron vun dem Escher Stadhaus, vun enger Gewerkschaft, vun engem Gewerkschaftspresident, virun deem ech héije Respekt hunn. Mä dat huet en deemools gemaach, well seng Mammepartei héchstwahrscheinlech net an der Regierung war, well dat war e grousse Feeler.

D'Stolindustrie ass d'ailleurs bis haut net gerett. Dat wësst Der jo alleguer. An ech hunn och haut, dat war désagréabel, haut a gëscht e puer esou Téin héieren, dass d'Gewerkschaften erëm ënner sech net eens sinn. Dat ass relativ désagréabel, well se kréien eng schwéier Zäit.

Hei hunn ech natierlech eng Revue matbruecht, déi datéiert vun ufanks Dezember, an do steet dann uewendrop: „Am Asaz fir Fairness a sozial Gerechtegkeet". Domadder sinn ech integral d'accord, hunn ech jo net de Rapporteur Franz Fayot an den Haaptoppositiounssprecher Claude Wiseler héieren, mäi Favorit, de liberale Philosoph John Rawls hei ze zitéieren. A seng Haaptausso war: „Fairness geet net ouni Gerechtegkeet."

Dee Mann ass 2000 gestuerwen an e koum hei schonn zu Wuert an de Budgetsdebatten 2004, den 10. Dezember 2003. Ech kann Iech dat herno dokumentéieren.

Genau wéi dem Här Reding säin Heinrich Heine, deen en tronquéiert zitéiert huet, koum och schonn am Dezember, den 21. Dezember 2003, hei zu Wuert.

Zum Schluss wollt ech soen, ech wëll Iech hei nach e puer Blieder erspueren, well ech hunn elo laang genuch gespuert.

(Brouhaha)

Neen, neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt Iech Zäit!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Op Iech komme mer nach, mäi Frënd, op Iech komme mer nach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, huelt Iech Zäit!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Mir hunn elo véier Joer Zäit, fir Iech ze huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Soss sinn ech enttäuscht.

(Brouhaha et hilarité)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Zum Rapporteur Franz Fayot muss ech soen, ech muss em félicitéiere fir seng gutt Aarbecht. An ech soen em dofir Merci, well et war e schwierege Budget, well d'Keesen eidel hannerlooss gi sinn. Dann ass et ëmmer méi schwéier, wéi ze verdeelen. Ech soen och der Rapportrice vum Zukunftspak Merci an ech sprieche mäi perséinlecht Vertrauen un d'Regierung aus a speziell dem Finanzminister.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Krieps. D'nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dëser Plaz kuerz op dräi Punkten agoen:

1. den Enseignement supérieur an d'Recherche,

2. d'Éducation nationale an

3. d'Landwirtschaft.

Ech fänke mam Enseignement supérieur an der Recherche un. Als CSV begréisse mer et natierlech, datt an dësem Beräich keng wesentlech

Aspuerunge virgesi sinn. Ech weisen hei nach eemol drop hin, datt d'Recherche eis Matière première, eis éischt Ressource ass, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, fir eis wirtschaftlech, gesellschaftlech esou ze entwéckelen, wéi mir dat brauchen. D'Investitioun an dëse Beräich, an d'Fuerschung, an d'Héichschoul an domadder och an d'Innovatioun ass also absolut noutwendeg.

Awer zu eenzelne Budgetsposte respektiv Spuermesurë stelle sech allerdéngs eng ganz Partie Froen. Ganz dacks ass kee kloert Konzept erkennbar. Ech wëll dëst just um Beispill vun der Mesure de restructuration 44 „création de l'Institut luxembourgeois de l'Histoire du Temps présent et réorganisation du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe" verdäitlechen.

De Regierungsprogramm gesäit d'Grënnung vun dësem neien Institut de l'Histoire du Temps présent vir. Laut dem Här Statssekretär Hansen muss an deem Zesummenhang analyséiert ginn, wéi eng Synergië mam CVCE kënne genotzt ginn. An hie preziséiert, ech zitéieren de Projet vum Procès-verbal vun der Kommissiounssëtzung vum 16. Oktober: „À relever au demeurant que, dans le contexte de la réorganisation susmentionnée, les dotations destinées au CVCE connaîtront une réduction progressive."

Wat heescht dat elo konkret? Fest steet, datt den neien Institut am Regierungsprogramm virgesinn ass. Fest steet och, datt schonns beim CVCE fläisseg agespuert gëtt, an zwar 400.000 Euro fir 2015. Mä leider steet och fest, datt nach kee Konzept hannert dëser Décisioun stécht.

Ech wëll hei just nach eemol drop hiweisen, datt den CVCE, souwäit ech dat weess, alleguer seng Recommandatiounen, déi e kritt hat, erfëllt an ëmgesat huet. Wou a firwat also elo spueren? Wat sinn d'Ziler vun deem neien, nach ze grënnenden Institut? Sinn iwwerhaapt Synergië méiglech tëschent dësem Institut an dem CVCE? Opgrond vu wéi engen Donnéeën ass décidéiert ginn, fir de Budget vum CVCE erofzesetzen, fir dësen neien Institut kënnen ze grënnen?

Also ganz vill Froen, leider keng kloer Äntwerten. Wéi vill kascht zum Beispill deen neien Institut? Keng kloer Äntwert.

Da kommen ech awer erëm eemol zu engem Punkt, dee mer als CSV begréissen, nämlech datt beim MESR en neie Budgetsposten, fir d'Recherche am Beräich vun der Landwirtschaft ze förderen, virgesinn ass. Mir begréissen och d'Ausso vum Här Statssekretär Hansen. Ech zitéieren nach eemol de Projet vum Procès-verbal vun der Sëtzung vum 16. Oktober: „À rappeler en outre que le programme gouvernemental 2013-2018 prévoit la création d'un centre de compétences agricoles sur le nouveau site du Lycée technique agricole."

Well dës Décisioun awer a leschter Zäit net méi esou kloer confirméiert ginn ass, wéi dat den Här Statssekretär...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Soll ech waarden, bis den Här Berger sëtzt?

(Brouhaha)

Sou.

Well also dës Décisioun a leschter Zäit net méi esou kloer confirméiert ginn ass, wéi dat den Här Statssekretär Hansen an der Kommissiounssëtzung virun zwee Méint gemaach huet, déposéieren ech zu dësem Punkt eng Motioun, wou mer d'Regierung invitéieren, esou séier wéi méiglech dëse Centre de compétences um Site vun der neier Akerbauschoul ze realiséieren.

Motion 6

(Volet Enseignement supérieur)

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme gouvernemental prévoit la création d'un centre de compétences agricoles sur le nouveau site du Lycée technique agricole;

- prenant acte que Monsieur le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a confirmé ce dernier point lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 16 octobre 2014 dans le cadre de l'examen des volets budgétaires;

invite le Gouvernement

- à procéder dans les meilleurs délais à la réalisation de ce centre de compétences agricoles sur le nouveau site du Lycée agricole.

(s.) Martine Hansen.

An ech wëll zum Här Graas, oder net zum Här Graas soen, mä zum Här Graas senger Motioun vun där leschter Kéier soen, datt de Centre de compétences agricoles fir eis net nëmmen ee Centre de compétences pour conseil intégré ass. Ee Centre de compétences muss méi sinn!

Hei muss et ëm Innovatioune goen. Hei muss et ëm d'nei Produktiounsméiglechkeeten, ëm d'nei Alternative fir d'Landwirtschaft goen. Hei muss et drëm goen, fir Produktiounen, déi do sinn, ze optimiséieren, zum Beispill d'Mëllechproduktioun, fir méi Grondfudder ze produzéieren, fir méi Eewäisfuddermëttel ze produzéieren hei am Land, fir de Sojaakaf u sech kënnen ze reduzéieren. Also ass dat heiten an eisen Ae méi wéi nëmmen ee Centre de compétences u sech fir Berodung.

Op d'Spuermesure a puncto Studentebourse wollt ech haut net méi vill agoen. Als CSV hate mer am Juli zu dësem Projet de loi eng Rei vun Amendementer preparéiert, déi d'Autonomie vun de Studente méi gefërdert hätten an trotzdeem net méi kascht hätten, wéi den deemolege Gesetzesprojet. Dir kennt also eis Virstellungen.

Erlaabt mer awer, Här President, elo nach eng Kéier kuerz op d'Bemierkunge vun de Moien anzegoen.

Éischtens wëll ech zum Här Berger senger Bemierkung, datt näischt gemaach ginn ass, datt mer laang Zäit gehat hätten, fir eppes ze maachen, soen, datt mer d'lescht Joer déi kuerz Zäit am Juni, Enn Juni ass d'Uerteel erauskomm, datt mer du scho reagéiert haten an datt mer am Conseil de Gouvernement scho konkret Iddien haten, wat mer hätte kënne maachen. Mä eisen deemolege Koalitiounspartner wollt net, datt mer esou kuerzfristeg eppes géife maachen.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions diverses)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Zweetens hu mer dëst Joer, an dat muss ech wierklech soen, well dat huet mech rose gemaach, an ech ginn net séier rosen,...

(Interruptions diverses)

...hu mer x-mol nogefrot, fir kënnen iwwert d'Studentebourssen ze schwätzen an der Kommissioun. X-mol ass den Datum entweder verréckelt ginn oder en ass erëm ofgesot ginn. Den Här Berger sot schlussendlech, et wier net Usus, iwwer e Projet de loi ze schwätzen, ouni datt den Avis vum Conseil d'État do wär. Well ech vläicht nach net esou laang bei der Politik sinn, hunn ech gesot, dat wier mer zimlech wurscht, ob dat Usus wär oder net Usus wär, et wär dréngend a mir missten driwwer schwätzen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn dunn eréischt driwwer geschwat. Zwou Wochen u sech hate mer dunn Zäit, an dunn hu mer och herno eis Amendementer hei an der Chamber déposéiert.

Sou, ech wier och frou, wa mer relativ séier eng Evaluatioun vun dësem neie System an eng detailléiert Analys vum System kéinte kréien. D'Chamber huet heizou eng Motioun gestëmmt, déi den Här Adam déposéiert hat.

Gespuert soll awer elo nach eemol bei de Studente ginn. An zwar soll all Unerkennung vun engem Diplom oder engem Schouljoer payant ginn. Da sinn ech u sech och schonns beim zweeten Deel vu mengem Beräich, der Éducatioun, ukomm, well bei dëser Unerkennung sinn dës zwee Ministèrë betraff.

De Projet de loi vum Budget gesäit vir, datt all Homologatioun oder Aschreiwe vun engem Héichschouldiplom an de Régistre des titres 125 Euro géif kaschten; datt all Unerkennung vun engem eenzelne Schouljoer, Septième, Huitième, Neuvième, Dixième an esou weider oder e Premièresexamen oder eng Beruffsausbildung, géif 75 Euro kaschten. Datt fir d'Beruffer am Santésberäich, Éducateursberäich, Meeschterprüfungen, BTSen et och géif 75 Euro kaschten. Datt, wann awer substanziell Ënnerscheeder am Programm géife bestoen, een da misst ee Stage maachen oder eng Épreuve d'aptitude an datt déi géif 300 Euro kaschten. A wann dann och nach en Droit d'exercer verlaangt ass, géif dat 75 Euro kaschten.

Ech fänken emol bei dësem leschte Punkt un. Dës Prozedure vun Unerkennung bestinn am Moment schonn. Ech sinn awer dovunner iwwerzeegt, datt se sécher verbesserungsfäeg sinn an datt se misste méi transparent organiséiert ginn. Ech ginn Iech e Beispill, fir dëst ze verdäitlechen.

Dëst Joer am Fréijoer huet een Här aus Rumänien mech ugeschwat. Hie wunnt schonn eng Zäitchen hei zu Lëtzebuerg, en ass mat enger Lëtzebuerger Fra bestuet an en huet a Rumänien e Bachelor gemaach gehat an der Kinésithérapie. Hie wollt also och hei zu Lëtzebuerg schaffen, vu datt en hei wunnt.

Hien ass du bei de Ministère gaangen. Hie krut vum Ministère de l'Éducation nationale gesot, et géife substanziell Ënnerscheeder bestoen an de Programmer an dofir misst en entweder ee Stage maachen oder eng Épreuve d'aptitude. Hien huet no enger Stageplaz gesicht. Dat ass awer zimlech schwiereg. En huet och keng fonnt. En huet also dunn eng Épreuve d'aptitude gemaach. En huet déi awer net gepackt an dat wahrscheinlech méi aus Sproochegrënn, wéi aus fachleche Grënn.

Elo huet dee Mann awer Angscht, déi Épreuve d'aptitude nach eemol ze maachen, well dann ass en op eemol écartéiert an da kann e sécher ni méi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Elo huet e sech iwwerluecht, wann en da géif ee Master maachen an der Kinésithérapie, ob dann déi substanziell Ënnerscheeder, déi elo bestinn, ob déi da fort wieren. An e wollt awer, ier en dee Master géif ufänken, am Virfeld Bescheed kréien. Bis elo konnt nach keen him do eng Äntwert ginn!

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass u sech net normal. Ech denken, wann de Mann herno säi Master gemaach huet, da baséiert sech d'Äntwert, ob den Diplom unerkannt gëtt oder net, jo och op déi bestehend Programmer. Also misst dat och am Virfeld méiglech sinn. Ech mengen awer net, datt do iergendee schlechte Wëlle bei iergendengem Beamte war, mä datt d'Prozedur misst nogekuckt an adaptéiert ginn.

Dat ass nëmmen ee Beispill. Leider awer net dat eenzegt. Ähnlech Beispiller oder Problemer bestinn zum Beispill bei Studenten, déi an Däitschland Logopädie oder Orthophonist léieren. Déi hu Problemer, fir hei eventuell en Droit d'exercer ze kréien.

Well dës Prozedur elo och nach am Fall vu gréisseren Differenzen am Léierprogramm 300 Euro kaschte wäert, wëll ech am Numm vun der CSV och zu dësem Sujet eng Motioun déposéieren, wou mir zu dëser virgeschloener Spuermoossnam am Kader vun der Reconnaissance des diplômes d'Regierung invitéieren, den aktuelle System ze evaluéieren, Verbesserungen am Sënn vun der Transparenz an der Simplification administrative virzeschloen an déi noutwendeg Adaptatiounen ze maachen. Wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que pour un certain nombre de professions (par exemple les professions de la santé, éducateurs,…) les autorités compétentes peuvent demander aux candidats de passer une épreuve d'aptitude ou d'effectuer un stage d'adaptation au cas où il existerait des différences substantielles entre la formation acquise dans le pays d'origine et celle exigée au Grand-Duché du Luxembourg;

- constatant que parmi ces professions figurent des professions du secteur de la santé;

- constatant que pour le domaine de la santé, le Luxemburg accuse d'ores et déjà un manque en personnel qualifié;

- constatant que, selon le rapport d'activité 2013 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, 1.245 demandes pour une reconnaissance d'équivalence ou une assimilation à un diplôme ont été prononcées dans le secteur d'activité «santé et soins»;

- considérant que la reconnaissance engendre le droit d'exercer au Luxembourg pour certaines professions;

invite le Gouvernement

- à évaluer la procédure de la reconnaissance des diplômes et de l'octroi du droit d'exercer;

- à aboutir, par la suite, à des propositions concrètes d'amélioration;

- à engager, le cas échéant, les démarches nécessaires pour modifier la procédure de la reconnaissance des diplômes et de l'octroi du droit d'exercer en ce sens qu'elles permettent une meilleure transparence et une simplification des procédures administratives.

(s.) Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da kommen ech zum allgemenge Prinzip, datt all Unerkennung vun engem Diplom oder Schouljoer elo muss payant sinn. Prinzipiell fanne mer et als CSV schued, datt d'Diplomer innerhalb vun der EU nach ëmmer net kënnen automatesch unerkannt ginn. De Bologna-Prinzip schéngt nach net un de Schlussziler ukomm ze sinn.

Mä mir verstinn awer och, datt dës Unerkennunge vun engem Service gemaach ginn, dee vill Stonne schaffe muss, fir dëst ze maachen, an datt d'Administratioun Sue kascht. A wann eis Nopeschlänner dës Homologatiounen, dës Reconnaissancë payant maachen, datt dann an Zäiten, wou misst gespuert ginn - ech wëll hei just nach eemol soen, de Stat spuert hei näischt, just de Bierger gëtt eppes méi aus -, dës Iwwerleeung vläicht net esou falsch ass.

Op där anerer Säit däerf een d'Spezifissitéite vun eisem Land awer net vergiessen. Eist Land, eis Ekonomie, mä awer och dat kulturellt a soziaalt Zesummeliewen, eis Ouverture zu der Welt am Grand-Duché ass sécherlech deelweis drop zréckzeféieren, datt esou vill vun eise Studenten an d'Ausland studéiere gaange sinn an nach ëmmer ginn. Dat mécht den Image de marque vun eisem Land aus, an ech mengen, déi aktuell Regierung hält och dodrunner fest, well schliisslech d'Bourse de mobilité agefouert ginn ass, fir eis Studenten ze encouragéieren, fir an d'Ausland ze goen.

An zweetens: Eist Land, eis Ekonomie brauch ganz vill Leit mat Héichschoulofschloss, an et ass eng Realitéit, datt ganz vill Studiegäng net hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn.

Dofir versti mir als CSV net, wa mer scho kéinte mat deem Prinzip vun den Taxen averstane sinn, datt en Héichschouldiplom, wann een deen unerkennt, wou mer den Héichschouldiplom hei zu Lëtzebuerg brauchen, wou mer eis Studenten encouragéieren, dat ze maachen, datt dee méi deier soll sinn, wéi eng Huitième, eng Neuvième, eng Dixième. Dat ass an eisen Ae weder gerecht nach kohärent, a mir wiere frou, wann dat kéint alles no ënnen ugepasst ginn, datt alles géif deeselwechten Tarif kaschten. Ech weess, domadder spuert een net ganz vill, mä ech géif awer mengen, dat wär sécherlech méi kohärent.

Sou. An der Éducation nationale ginn et weiderhin eng Partie vu Spuermesuren, déi ganz grouss Fragezeichen opwerfen. Ech gi just op eenzelner an.

D'Mesure 118 „tâche de l'enseignant": De Premierminister, den Här Bettel, sot a senger Deklaratioun zum Budget, ech zitéieren: „Am Enseignement secondaire ginn an Zukunft nëmmen nach déi Stonnen ausbezuelt, déi och reell prestéiert ginn, an am Fondamental garantéiere mer duerch manner administrativen Opwand a manner Concertatioune méi Präsenz vun den Enseignantë virun hire Klassen."

Fir d'Alleréischt wëll ech soen, datt esou eng Ausso, déi den Här Bettel gemaach huet, absolut demotivéierend fir d'Enseignanten ass. Als Politiker muss ee wëssen, datt Enseignant sinn net nëmme Schoulhalen heescht, mä datt vill aner Stonnen, Aarbechten, Concertatiounen an esou weider dozou gehéieren. A wann een esou eng Ausso mécht, da brauch ee sech net ze wonneren, wann eng deementspriechend Äntwert kënnt, nämlech: Da prestéiere mer awer och nach just déi Stonnen, déi tatsächlech bezuelt ginn! Awer wat geschitt da mat all deenen Aktivitéiten, wat net direkt Schoulhalen ass, wat awer d'Liewen an eise Lycéeën ausmécht?

D'Politik, d'Regierung muss oppassen, fir net déi motivéiert Enseignanten ze demotivéieren, andeems datt si den Image vum Enseignant bewosst schiedegt. Ech wëll warnen dovir, datt mer an eng ähnlech Situatioun komme wéi an Däitschland. Wat d'Unerkennung vum Beruffsstand vun den Enseignanten ugeet, läit Däitschland laut „Spiegel Online" am Verglach vun 20 Länner op der Plaz Nummer 16. D'Konsequenz: Si hunn e grousse Mangel un Enseignanten.

Mir brauchen awer gutt Enseignanten, mir brauche motivéiert Enseignanten, an de Beruff muss attraktiv bleiwen. An do ass den Image ee vun den Haaptfacteuren.

Ech hoffen also just, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg net och, an dat mat Hëllef vun der Regierung, an dës Richtung bewegen. Well hei geet et ëm d'Zukunft vun eiser Jugend an deemno och ëm d'Zukunft vun eiser Wirtschaft a vun eisem Land. An hei geet et och drëm, datt jiddweree gutt Startchancen huet, wéi mer dat de Mëtteg scho méi dacks héieren hunn.

Dës Ausso, Dir Dammen an Dir Hären, hat awer net nëmme bei eis Staunen a vill Froen opgeworf, mä och bei de Betraffene selwer, well dëst war am Virfeld mat hinnen net ofgeschwat respektiv diskutéiert ginn. Den Här Minister Meisch huet eis an der Kommissioun erklärt, datt d'Berechnung vun dëser Spuermesure géif op der Grondiddi baséieren, fir d'Altersdéchargen ze reduzéieren, datt hien awer do keen Accord fonnt hätt an datt elo Mesurë kéime mat zimlech équivalenten Ekonomien.

Fir 2015 géif dat heeschen, datt ee Coefficient réducteur géif fir d'Enseignantë vun den

Ofschlossexamen agefouert ginn, well dës jo net géife bis zum Schluss vum Schouljoer op deene Klasse Schoul halen. Eng konkret Berechnung mat konkreten Zuele krute mer awer hei net.

Als neie Kompromiss, krute mer du vum Här Minister Meisch gesot, géifen d'Kopien elo méi deier bezuelt ginn an och d'Preparatioun vum Oralexame géif während dem Joer bezuelt ginn. Och hei hu mer keng konkret Zuelen, wéi een do op d'Spuermesure kéim.

Elo awer héiere mer, datt d'Majoritéit vun den Enseignanten an Examenskommissiounen demissionéiert hunn. Den Accord schéngt also nach net fonnt gewiescht ze sinn. Mir haten heizou och eng Fro un d'Regierung gestallt, wou mer d'Urgence évoquéiert hunn. Och wa mer kënnen akzeptéieren, datt den Här President de Caractère urgent refuséiert huet, esou ass et trotzdeem aktuell an et betrëfft direkt d'Spuermesure 118.

Laut eise Medien ass och de Moien nach keng Eenegung fonnt gi mat den Enseignantsgewerkschaften. Et geet elo bei de Conciliateur, a mir riskéieren, datt ee vun de Leidtragenden eis Schüler sinn.

Tatsaach ass, datt am Budget mat dëser Mesure sollen am Joer 2015 700.000 Euro agespuert ginn, 2016 2,4 Milliounen an 2017 3,5 Milliounen. Dat sinn am Moment just eidel Zuelen. Et stécht absolut kee Konzept hei hannendrun. Et ass am Moment just een zimlecht Gewulls.

Wat soll sech elo konkret un der Tâche vum Enseignant änneren? Dës Fro bleift opstoen. Wat ännert sech am Fondamental? Déi fënnef Minutte méi pro Stonn fir eenzel Schoulstonne kënnen dës Erspuernis net ausmaachen. Manner Concertatioun, huet den Här Bettel gesot. Ass dat sënnvoll, bei där grousser Villfalt vu Schüler?

Dës Concertatioun wär elo, laut Minister Meisch, manner néideg, well een obligatoreschen Appui soll agefouert ginn. Ass dat esou? Mir deelen dës Meenung net. Wat bréngt een Appui, wou erëm déi ganz Klass derbäi ass? Eiser Meenung no pädagogesch ganz fragwürdeg. Firwat soll deen Appui fir jiddwereen obligatoresch sinn?

Den Här Meisch huet mer d'Obligatorescht u sech bestätegt op eng Question parlementaire hin. Mä firwat soll et fir jiddwereen obligatoresch sinn? Familljen, déi hir Kanner kënnen um véier Auer ofhuelen, firwat sollen déi se ne kënnen um véier Auer ofhuelen? Kanner, déi keen Appui brauchen, firwat mussen déi méi laang an der Schoul bleiwen? Also erëm eng Kéier d'Fro: Wou ass d'Konzept? Vill Froen, keng Äntwerten.

Dir Dammen an Dir Hären, wann Dir moies opstitt an an der Nuecht gedreemt hutt, Dir géift lech e Luxusauto kafen, a wann Der da moies erwächt an décidéiert, Der géift dat awer net maachen, hutt Der dann an Ären Ae gespuert? A mengen Aen net, well da wier et relativ einfach, ze spueren, wann ech 365-mol am Joer een deieren Dram gehat hätt.

(Hilarité)

An den Ae vun der Regierung awer dach, sou wéi ech dat kann un der Spuermesure 121 verdäitlechen. D'Mesure 121 „réduction des normes de qualification dans le cadre de l'accueil socio-éducatif". Well d'Regierung ee Moment dru geduecht hat, fir d'Mindestunzuel vu qualifizéiertem Personal beim Accueil socio-éducatif ze erhéijen a well se dat, wat se ugeduecht hat, fir eventuell ze maachen, elo awer net mécht, gëtt an den Ae vun der Regierung pro Joer tëschent 1,2 an 1,1 Millioun Euro gespuert! Eng komesch Spuermesure!

Eng aner Spuermesure ass, laut Minister Meisch, einfach iertümlecherweis hei eragerutscht! Dat ass d'Mesure 123, wou et ëm d'Fleegefamillje geet.

Do, wou awer extrem vill gespuert gëtt ab 2016, dat ass bei der Participatioun vum Stat bei de Käschte vun der Formation continue vun de Betriber. Wann hei sécherlech eng Partie Spuermesurë méiglech sinn, wëlle mer als CSV hei awer nach eemol drop hiweisen, datt an eisen Aen d'Formation continue absolut noutwendeg ass an de Betriber an datt muss opgepasst ginn, datt dës weiderhin och an deene klengen a mëttlere Betriber muss méiglech sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Éducatioun si ganz genau aacht Spuermesurë virgesinn. Ausser der Aféierung vun den Taxen ass awer net vill Konkretes derbäi. Eng ass iertümlecherweis eragerutscht, et bleiwen der also nach siwen. Eng ass eng, ech nenne se elo emol esou, eng „Luxusauto"-Spuermesure, da bleiwen der a mengen Aen nach sechs. Vill sinn der eidel Zuelen, vill sinn der emol net chiffréiert a villes ass Gewulls. A bei esou enge Loftblosemesuren, et deet mer leed, do kann ee keng Amendementer maachen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu mengem drëtte Punkt, der Landwirtschaft.

(Coups de cloche de la présidence)

Hei wëll ech... Här President, erlaabt mer just eng Kéier ze soen, datt ech de Moien d'Interventioun vum Här Graas u sech eng komesch Interventioun fonnt hunn, wou et iwwert de Budget sollt goen, wou et dann op eemol iwwert d'Sprëtzmëttelgesetz gaangen ass. Ech kéint och elo ee Plädoyer halen, firwat datt ech mengen, datt d'Baueren onzefridde sinn. Ech wäert dat awer hei net maachen, well ech denken, et geet hei ëm de Budget!

Als CSV begréisse mer dem Här Minister Etgen seng Ausso an der Kommissiounssëtzung vum 12. November, datt mam Bau vun der neier Akerbauschoul géif 2016 ugefaange ginn. Well awer op där anerer Säit de groussen Deel vum Budget eréischt fir 2018 a méi spéit am Pluriannuel virgesinn ass, fuerdere mer d'Regierung op, datt si, fir datt de Bau och kann 2016 ufänken, déi néideg Moyenen dann och zum richtegen Zäitpunkt am Budget virgesäit.

Fir d'Landwirtschaft sinn insgesamt 21 Spuermesurë virgesinn. Och wann déi gesamt Zomm, déi hei agespuert gëtt, am ganze Pak vum Statsbudget net vill ausmécht, esou riskéieren dës Mesuren, déi zum Deel aus neien Taxe bestinn, déi zum Deel aus engem Ewechfale vun indirekte Bäihëllefe bestinn, dach de Landwirtschaftssecteur zimlech staark ze treffen.

Dëse ganze Pak vu Mesuren ass dann och nach zousätzlech dacks esou ontransparent formuléiert, datt een och mat vill Fantasie net onbedéngt weess, wat derhannertstécht! Et ass och vläicht bewosst esou gemaach, fir datt een ëmmer kann dat derhannertstiechen, wat een dann herno eng Kéier wëllt!

Déi gréisste Spuermoossnam an dësem Pak ass d'Mesure 212. Si heescht „révision du régime des aides d'État". Dat ka villes sinn - op deen éischte Bléck an op deen zweeten och nach. Mä den Här Minister Etgen sot eis, datt et sech hei géif ëm d'Ofschafe vun der sougenannter „Stroumbäihëllef" handelen. Den Här Graas huet dat de Moien och scho preziséiert.

Och nach eng Kéier als Erënnerung: Dës Stroumbäihëllef ass ausbezuelt ginn, well d'Baueren Terrainen zur Verfügung gestallt hunn, fir d'Stroummasten an esou weider opzeriichten. Dëse Prinzip gëtt et net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. Och a Frankräich gëtt et eng „indemnisation pour le passage de lignes électriques". Ech wëll gäre wëssen, wann dës Bäihëllef net méi ka bestoe bleiwen, esou wéi den Här Minister Etgen dat seet, ob d'Regierung iwwer eng aner Aart vun Entschiedegung nodenkt.

D'Propos, déi den Här Etgen gemaach huet, fir en contrepartie den Undeel, deen de Stat iwwerhëlt bei der Assurance multirisque, ze erhéijen, ka keng Léisung sinn. D'Stroumbäihëllef tréfft virun allem d'Véibaueren an d'Assurance multirisque tréfft virun allem d'Akerbaueren. A wann dann d'Véibauere gäre wéilte méi dovunner profitéieren, da misste se sech iwwerleeën, fir nach iergendwellech Assurancen ze maachen, da wier awer wahrscheinlech deen, deen am meeschte géif profitéieren, eis Assurancëgesellschaften!

An zousätzlech wëll ech och nach bemierken, datt dës Erhéijung net am Budget virgesinn ass. An deem Zesummenhang déposéieren ech nach eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir eng alternativ Entschiedegungsméiglechkeet fir d'Zurverfügungstellung vun den Terraine virzeschloen. Wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 8

(Volet Agriculture)

La Chambre des Députés,

- considérant que la mesure de redressement des comptes publics n°212 «Révision du régime des aides d'État» concerne le secteur de l'agriculture, de la viticulture et de la sylviculture;

- constatant que cette mesure concerne la suppression du tarif agricole, à savoir une sorte d'indemnité due aux propriétaires et aux exploitants agricoles en raison des pertes de sols et des servitudes imposées pour l'implantation des lignes électriques aériennes ou souterraines;

- constatant que cette suppression frappe directement les exploitations agricoles et constitue partant une perte de revenu pour les concernés;

- constatant que le Ministre de l'Agriculture a proposé de compenser ces pertes en augmentant au maximum la participation de l'État aux primes de la «Mehrgefahrenversicherung» (de 50% à 66%), l'assurance agricole multirisque visant à couvrir le producteur de pertes de revenus suite à des évènements néfastes extérieurs (épidémies, intempéries,…);

- considérant que les exploitations agricoles qui profitent du tarif agricole ne sont pas nécessairement celles qui profitent de cette assurance multirisque;

invite le Gouvernement

- à faire des propositions pour compenser le préjudice résultant de l'implantation de lignes électriques sur les terrains agricoles, viticoles ou sylvicoles.

s.) Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ofschléissend wëll ech nach op d'Spuermesure 219 agoen. D'Mesure 219, „réorganisation de la promotion pour les produits agricoles", huet eis direkt stutzeg gemaach. Et däerf op kee Fall bei der Promotioun vun eise regionale Produkter, a scho guer net am Liewensmëttelberäich, am Wäibauberäich, am Gaardebauberäich, agespuert ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Den Här Minister Etgen sot eis awer dunn, datt dës Mesure eigentlech net däerft esou heeschen, also net däerft „réorganisation de la promotion pour les produits agricoles" heeschen, mä se misst heeschen: „réorganisation des mesures pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique et de la certification des semences".

Ech erënnere just drun, et ass eng Spuermesure! An den éischten Deel vum Saz heescht „réorganisation des mesures pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique". Soll elo un der Promotioun vun der Biolandwirtschaft gespuert ginn? Esou kéint een dat zumindest verstoen. Ass awer wahrscheinlech net gemengt, huelen ech un.

Deen zweeten Deel vum Saz heescht: „et de la certification des semences". Gëtt dann d'Zertifizéierung vum Saatgut esou vill méi deier, fir datt d'Promotioun vum Biolandbau ka gefërdert ginn? Beim beschte Wëllen, transparent a kloer ass eppes aneschters!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun vun eise Baueren, Gäertner a Wënzer ass eescht. De Mëllechpräis - d'Mëllechproduktioun ass den Haapterwerbszweig vun eise Baueren - wäert d'nächst Joer staark falen! Den Ofsaz am Wäibau ass net einfach. Duerch d'Sanktioune vun der EU géint Russland ass e wichtegen Ofsazmaart fir d'europäesch Landwirtschaft zesummegebrach. Dee wäert sech definitiv och net komplett erhuelen. De Budget léisst vill Froen opstoen.

D'Onzefriddenheet vun de Baueren, Wënzer, Gäertner kënnt net vun ongeféier! An ech hoffe wierklech, datt d'Regierung dëst seriö hëlt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter.

An, léif Kolleegen, ech verstinn, dass heiansdo Saachen ze besprieche sinn, mä besser dann awer virun der Dier. Merci!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dir kënnt och d'Nimm nennen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kaes?

(Hilarité)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ma, Här President, dann och vläicht d'Nimm nennen, wéi bei aneren och. Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, gitt mer se! Ech maachen dat ganz gär.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ma, Dir hutt et selwer gesinn! Dir sëtzt gutt placéiert, fir dat ze gesinn!

Une voix.- Den Här Meyers!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech war déi ganzen Zäit roueg, ech kann dat schwieren...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, et léiert jiddweree bäi!

(Interruption)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter, Dir hutt d'Wuert ganz eleng. Dir hutt nach vill Zäit!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no de Wahle vum leschte Joer hat d'Majoritéit am Dezember 2013 de Besoin, sech vun der Vergaangenheet ze demarkéieren. Et ass net duergaangen, fir ze soen: „Mir hunn eng Majoritéit gebilt, mir wëlle verschidde Saachen aneschters maachen, et ass net alles zu Lëtzebuerg schlecht gelaf, mä mir wëllen nei Akzenter setzen an enger Rei vu Politikfelder", mä et ass eigentlech alles, wat virdru geschitt ass, a Fro gestallt ginn, jo, contestéiert ginn. „Et soll alles anescht, alles besser, alles méi transparent, alles am sozialen Dialog, d'Fënstere grouss op, de Mief eraus!" : Dat war am Dezember 2013 de Slogan.

An dann däerft Der - jo, well ech e gutt Gediechtnes hunn! - lech no engem Joer net wonneren, dass Der dorunner gemooss gitt, nämlech un deem, wat Der lech selwer an Äre Calepin geschriwwen hutt! Ohne Not an Äre Calepin geschriwwen hutt!

A wann een no engem Joer kuckt, an et kuckt een dat net eleng aus der Siicht vun der CSV an duerch de Brëll vun der Partei, déi elo an der Oppositioun ass, mä et probéiert ee säi Bléck iwwert dat ze werfen, wat dann esou kommentéiert, diskutéiert an esou weider gëtt, da stellt ee fest, dass ee laang muss zréckkucken, op jidde Fall méi laang wéi ech Politik maachen, fir eng Regierung, eng Majoritéit an der Chamber ze fannen, déi an esou kuerzer Zäit esou vill Zoustëmmung verluer huet, an dat op alle Pläng a vun alle Säiten!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat huet den Hollande emol net fäerdegbruecht!

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Souguer de Budgetsrapporteur, deem ech d'ailleurs fir seng Aarbecht - an der laanger Lëscht vun all deenejéinegen, déi em Merci soen, an och als ee vun de Virgänger, scho laang hier, fir seng Aarbecht ze maachen - , Merci soen, huet an ongewéinlech däitleche Wierder eng ganz Rei Saachen, déi an de leschte Jore geschitt sinn, kritiséiert, an zwar souwuel op der Form wéi och um Fong.

Här Fayot, Dir hutt, et ass mer opgefall, all Kéiers, wann Der dat Wuert „Kritik an de Mond geholl hutt, méi lues geschwat. Mä mir hunn et awer héieren! Mir hunn et héieren, déi sechs, siwen, aacht Plazen an Ärem Rapport, wou Der ganz kloer kritesch Wierder gesot hutt.

An ech fanne gutt, dass Der kritesch Wierder gesot hutt, well Dir sidd net deen eenzegen an deen éischte Budgetsrapporteur, dee kritesch Wierder gesot huet. Mä wann ech d'Debatt vun deene leschten zwee Deeg kucken an ech kucken, dass all Kéiers, wann ee vun der CSV iergendeppes seet, wat an d'Géigend geet vun deem, wat aner Leit, aus anere Parteien - den Här Krieps kéint ech elo zitéieren, deen de Mëtte geschwat huet -, an déiselwecht Richtung geet, ass et net gutt! Dann ass et net gutt! Wann et vun enger LSAP kënnt, ass et tipptopp. Wann et vun engem DP-Politiker kënnt, ass et tipptopp. A wann et vun der CSV kënnt, dann ass et dat Allerlescht!

Dir hutt fir dëse Budget, fir dëse Spuerpak vum Statsrot, vun de Chambres professionnelles, an zwar vun alle Chambres professionnelles, vun der Banque centrale, an do muss ech dem Här Bodry soen, an enger wäitaus méi däitlecher Form wéi an anere Joren a wesentlech méi an den Detail goend, vun der Cour des Comptes... Här Krieps, Dir kënnt de Rapport vun der Cour des Comptes net gelies hunn, wéi Der virdrun hei Är Äusserung gemaach hutt, déi wär „zahnlos". Liest den Avis vun der Cour des Comptes! Do stinn eng ganz Rei vu fundamentale Kritiken un der Aart a Weis an um Inhalt vun der Regierung dran!

Vun de Gewerkschaften, an zwar vun hinnen all, ob vum privaten oder vum ëffentleche Secteur; vum Patronat, an zwar op allen Niveauen a vun alle Beruffszweiger; vum Syvicol; vun der Horesca et j'en passe. A besonnesch, an dat mierkt een, wann een dobaussen zirkuléiert, vu ganz ville Leit! Vu ganz ville Leit, déi zum Deel Hoffnungen haten an dat, wat Der d'lescht Joer annoncéiert hutt, an déi a ganz ville Fäll enttäuscht sinn, ganz staark enttäuscht si vun deem éischte Joer Gambia!

An nach eppes wëll ech lassginn, well mer jo elo an dat zweet Joer kommen, an da muss een iergendwann eng Kéier ufänken duerchzestarten: Ech ginn d'Impressioun net lass säit engem Joer, wéi wann dës Regierung, dës Majoritéit manner fir d'Land, mä méi géint d'CSV géif regéieren!

Ech kann d'Unzuel, d'Unzuel...

(Brouhaha général)

...d'Unzuel vu Kommentaren net méi héieren, vun Tëscheriff net méi héieren, wou alles, och haut nach...! Den Här Krieps huet missen d'Éducatiounspolitik vu viru 25 Joer beméien, fir eng Kritik lasszeginn un der CSV! Haalt einfach domadder op! Regéiert an Zukunft fir

d'Zukunft vun Ärem Land! Dir sidd elo e Joer do. Dir hat e Joer Zäit,...

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...fir Iech an d'Dossieren anzeschaffen! Dir hutt nach véier Joer Zäit, fir Politik ze maachen! Maacht Är Politik an haalt op, haalt op, permanent ze menge bei allem, wat schifleeft - an et ass vill schifgelaf! -, deen eenzege Bouc émissaire wär d'CSV an dat, wat déi lescht 35 Joer oder wéi och ëmmer, 50 Joer - 100 Joer, huet den Här Krieps gesot! - an dësem Land geschitt ass!

(Hilarité)

Well et geet eisem Land net schlecht, Dir Dammen an Dir Hären, et geet eisem Land net schlecht! Et geet eisem Land nach vill besser wéi villen anere Länner! An och dat ass d'Konsequenz vun enger virsiichteger Politik, déi gemaach ginn ass an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg!

An ech wëll dat,...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...Dir Dammen an Dir Hären, an zéng Kapitele wëll ech dat opdeelen. Dat éischt Kapitel ass d'Finanz- a Steierpolitik.

„Et gi keng Taxen agefouert. Et gi keng Steieren erhéicht,...", sot de Statsminister virum Land, op dëser Plaz, am Dezember vum leschte Joer, „...ier net dat lescht Spuerpotenzial ausgelot ass." „Spueren, spueren, spueren! A mir fänke bei eis un!", war den Tenor vu senger Ried, déi en d'lescht Joer gehalen huet!

Wonnert Dir Iech, wann een esou untrëtt an et kuckt een, wat Der no engem Joer hei presentéiert, dass d'Leit onzefridde sinn? Dass d'Leit sech Froe stellen, wat dat Ganzt soll? Wann ee gesäit, dass et e Pak ass, deen Der hei proposéiert, deen zu 75% aus Erhéijunge vu Steieren an nëmmen zu 25% aus Dimunitioune respektiv aus Spuermoossname besteet!

Et hat kee gesot, dass d'Majoritéit dat misst annoncéieren! Et huet kee verlaangt gehat, dass de Statsminister op dës Plaz géif kommen an e géif soen, et géif eréischt ugefaange ginn, d'Steieren an d'Luucht ze setzen, d'Taxen an d'Luucht ze setzen, Redevancen an d'Luucht ze setzen, wann dat allerlescht Spuerpotenzial ausgefouert ginn wär.

Haut, ee Joer drop, ass d'Realitéit exakt de Contraire vun deem, wat virun engem Joer vum Statsminister gesot a vun der DP am Wahlkampf proposéiert a virgeschloe ginn ass!

An et hat, Dir Dammen an Dir Hären, och keen der DP, der LSAP an deene Grénge virun deene leschte Wahle geflüstert, si misste sech géint eng Erhéijung vun der TVA ausschwätzen! Et ass eng Partei heibannen, déi virun de Wahlen de Leit d'Wourecht gesot huet op deem dote Punkt, andeem mer gesot hunn, dass, compte tenu vun der Situatioun, an där mer dra sinn, vun der wirtschaftlecher, ekonomescher a budgetärer Situatioun, mer net laansch eng Erhéijung vun der TVA - net laansch eng Erhéijung vun der TVA - wäerte kommen.

Déi aner dräi Parteien hu virun de Wahle gesot, si géifen et net maachen. Knapps ware se an der Majoritéit, ass et décidéiert ginn!

(Brouhaha et interruptions diverses)

Ech wollt Iech soen, Här Bodry, dass en Accord wéi deen, deen Dir elo hei gefouert hutt, deen Dir duerchgesat hutt, deen Dir - wat och ëmmer - an Ärer Majoritéit, mat dräi Véirels Erhéijungen an engem Véirel Reduktioun vun den Dépensë vum Spueren, mat der CSV net méiglech gewiescht wier!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat ass da mat der CSV méiglech gewiescht?

M. Michel Wolter *(CSV).*- An ech sinn och ëmmer erstaunt, Här Bodry... Ech kommen drop, maacht Iech keng Gedanken!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bis elo ass nach näischt komm.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo. Oh, dat ass net wouer! Dat ass net wouer! Dann hutt Der awer net nogelauschtert!

(Brouhaha général)

Dann hutt Der awer net nogelauschtert, Här Bodry!

(Interruptions diverses)

Ech sinn, Här President, ëmmer erëm...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...ëmmer erëm...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, den Här Wolter huet d'Wuert!

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...ëmmer erëm erstaunt, wann ech déi Panoplie vu Riedner gesinn hei zu menger Lénkser, déi hei jo opgetruede sinn déi lescht zwee Deeg an esou maachen, wéi wann d'Statsfinanzen dëser Deeg zu Lëtzebuerg fir déi alleréischte Kéier entdeckt gi wieren. Et mag sinn, dass Verschiddener vun Iech se fir d'alleréischte Kéier entdeckt hunn!

(Hilarité)

Mä gleeft mer et, mir hunn an der Vergaangenheet schonn éfters hei heftegst Diskussiounen iwwert d'Statsfinanzen, déi zukünfteg Statsfinanze gehat. An déi Leit, déi méi laang derbäi sinn - déi Leit, déi méi laang derbäi sinn! -, déi wëssen, dass et net fir d'Éischt an och net fir d'Lescht an der Geschicht vun dësem Land wäert sinn, dass muss ëmverdeelt, ëmgetässelt, redistribuéiert a gespuert ginn!

Et besteet keen Zweifel drun, dass mer mussen, fir eise Budget an den Équiliber ze brëngen, de Wee vun Aspuernisser goen. Dat war der CSV bewosst, an d'CSV huet e Wahlprogramm gemaach, wou se kloer an däitlech de Leit gesot huet, dass et an déi Richtung géif goen.

Elo ze maachen,...

(Interruption)

Elo ze maachen, Här Bodry, wéi wann dat déi alleréischte Kéier wier...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Folter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Folter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mëtt den 90er Joren, kann ech mech erënneren... Jo, et ass e bëssen...

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech weess net, ob Der deen Tëscheruff elo do héieren hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech heeschen „Bodry" an net „Boddry"!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Oh Mamm!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Soss sidd Dir den Här Folter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Entschëllegt, Här Bodry.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech hunn Iech elo 50 Joer „Boddry" genannt! Ech nennen Iech vu muer u „Bodry". Kee Problem! Entschëllegt! Ech war wierklech der Meenung, dass Der „Boddry" géift heeschen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Neen, wierklech!

Une voix.- Wou si mer dann hei?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech soen dat wierklech!

(Interruption)

Ech war wierklech der Meenung, dass De de „Lex Boddry" wiers. Sou, vu muer u bass De de „Lex Bodry" fir mech!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Gutt!

Mir hu scho Mëtt den 90er Joren hei an der Chamber, Mëtt den 90er Joren hu mer hei iwwer Restrukturatioune geschwat. Iwwer Ëmverdeelung hu mer geschwat. Mir hunn 2000, no der Bulle informatique, eng hefteg Debatt gehat iwwert d'Zukunft vun eisem Land. Mir hunn 2001 eng Steierreform gemaach zu Lëtzebuerg, an zwar eng Steierreform, déi mer gemaach hunn, nodeem mer eis mat eisem Koalitiounspartner zwee Joer dohinnergesat hunn an eis Gedanke gemaach hunn, a wat fir eng Richtung dass et sollt goen, wat d'Zukunft vun dësem Land wär, wou d'Perspektive kéinte leien. Wou mer Steierreduktioune gemaach hunn op enger ganzer Rei Saachen. Wou mer Méibelaaschtunge gemaach hunn op anere Saachen.

Mä firwat? Well mer eis gesot hunn, dass mer duerch Steiererliichterungen a gewësse Secteuren nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg kéinte kréien, nei Aktivitéite kéinten op Lëtzebuerg bréngen, déi eis doduerch méi Steiere géife bréngen, fir de Wuelstand vun eise Leit ze verbesseren.

An déi Rechnung, Dir Dammen an Dir Hären - an Dir kënnt honnertmol soen, et wär de Contraire! -, déi ass opgaangen! Well tëschent 2001 an 2010, 2011, 2012, nach haut ass Lëtzebuerg gewuess, si méi Steieren erakomm! All Joer kommen am Budget méi Steieren eran! Dat ass virsiichteg Politik, déi mer deemools 2001, 2002 gemaach hunn, wou mer eng laangfristeg Perspektiv gesat hunn a wou mer net no sechs Méint alles annoncéiert hunn, d'Halschent nees zréckgezunn hunn, fir dann ze annoncéieren, dass een dräi Joer drop eng Steierreform géif maachen, ëm déi et geet!

Dir hutt, Dir Dammen an Dir Hären, hei eng Steierreform gemaach, eng Steierreform virun der Steierreform, an zwar eng Steierreform mat quasi exklusiven Erhéijunge vun de Steieren! Mir kënnen Iech dofir nëmme félicitéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Schonn 2001, 2002 ass iwwer Fonds d'investissement geschwat ginn. Och hei gëtt esou gemaach, dat wär elo dee leschte Cri. «Le dernier cri de Paris.» Neen!

(Hilarité)

D'Fonds d'investissement waren Ufank den 2000er Jore Sujet an eiser Politik! Mä awer net, fir Investissementer ze maachen a gewëssen Aktivitéiten, mä fir Investissementer ze maachen a Betriber, fir Aktien ze kafen, wat aner Länner gemaach hunn, fir op e Wee ze goen, dass ee sech géif opstellen, dass een eng Diversifikatioun géif maachen, dass een als Stat géif de Pouvoir kréien. Déi sinn hei diskutéiert ginn. Déi Meenung huet sech awer net duerchgesat!

Déi war net duerchzesetzen! Déi war weder an der CSV duerchzesetzen nach an der LSAP duerchzesetzen, an och net mat der DP war se duerchzesetzen, well et ëmmer d'klassesch Politik vun dëser Regierung war, vun alle Regierungen, vun dëser, vun där viregter, vun där viregter a vun där nach viregter, dass d'Surplussen, déi géifen erwirtschaft ginn, dass déi an eis Fonds d'investissement géife goen, dass mer an d'Fonds d'investissement d'Plus-valuë géife stiechen.

Ech ka mech erënneren un Diskussiounen hei mam Kolleeg Gibéryen virun zéng, zwielef Joer, do hu mer net driwwer diskutéiert, fir d'Defiziter ze verdeelen! Do hu mer driwwer diskutéiert, wéi mer kéinten d'Plus-valuë verdeelen! A mir hu se an d'Fonge gestach!

An ech hunn iergendee Minister dëser Deeg héiere soen, mir wären, wat d'Réseauen ubelaangt, de Kabel, den Internet, d'Nummer eent an Europa. Ha, Här Gramegna, waart Dir et? Ech weess et net méi.

(Interruption)

Wann Dir et waart, da soen ech Iech, dass dat esou ass opgrond vum Fait, dass mer déi Suen, déi mer méi erwirtschaft hunn, net ausginn hunn a Sozialleeschtungen, mä dass mer se geziilt agesat hunn an enger ganzer Rei Domäner, an zwar mam Accord vun eisem jeeweilege Koalitiounspartner, fir ze kucken, dëst Land fit, modern a flott ze maache fir d'Zukunft.

An ech muss Iech soen: Ech schumme mech dofir net! Net! An dee Gadget, deen Der elo do maacht, fir elo an engem Moment, wou mer Schold hunn, e Fong ze maachen, e Fonds souverain ze maachen, deen Der speist mat Schold en! Also ganz éierlech - ganz éierlech! -: Wéi kommt Der op esou e Gedanken, fir esou eppes ze maachen?

(Interruption)

Jo, Dir äntwert mer! Ech freeë mech drop, wann Der mer äntwert. Dir finanzéiert e Fonds souverain mat Scholden. An et ass net een am Land, net een, deen Iech kommentéiert. Net ech eleng (veuillez lire: Net ech eleng fannen et net gutt). Ech kéint elo erofgoen, da kommen der eng Dosen hei, déi dat eng gutt Iddi fannen. Ech hunn nach kee fonnt ausser Iech - Dir sidd deen Allereenzegen, Här Gramegna, an natierlech Är Majoritéit -, deen dat dote gutt fënnt.

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

A wat ech nach net verstinn: An engem Moment virun zwou Wochen ass op eemol déi Info komm, vun enger Sekonn esou op déi aner, et géifen 90 Milliioune vu Bréissel kommen. Elo kucke mer emol, ob se kommen! A mir kucken, ob se kommen, a mer kucken, ob mer se mussen zréckginn. Mä dat ass eng aner Debatt.

Firwat, Här Gramegna, sidd Der net higaangen an Dir hutt du wéinstens Är Argumentatioun geännert an Dir hutt gesot: Ma mer huelen déi do 90 Milliounen an déi setze mer an dee Fonds souverain, fir d'Zukunft, fir déi nächst zwee Joer ze finanzéieren. Dass Der wéinstens e gespeist hätt mat Suen, wat Der jo ëmmer eis virgeworf hutt, dass Der e gespeist hätt mat Suen, déi net erëmkommen, déi net rekurrent sinn.

A wat hutt Der gemaach? Wat huet de Statsminister gemaach? En huet se an d'Trésorerie geholl an en huet se schonn nees ausginn. En huet se ausginn iwwer en Accord, wou genau dat geschitt, wat Der de viregte Regierungen nämlech reprochéiert hutt: dass eemoleg Rentréeën duerch permanent Ausgaben ersat ginn.

Wann Der also sot, Dir géift eng aner Politik bedreiwen, gleeft mer et: Op deem heite Punkt bedreift Der keng aner Politik wéi déi, déi vu viregte Regierunge gemaach ginn ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir sinn, wann een, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Geschicht kuckt, 2008 an eng weltwäit Kris komm. An och hei hunn ech d'Impressioun, ech weess net, ob et ass, well et Leit sinn, déi deemools net hei souzen, déi nach net an der Politik waren, déi sech net fir Politik interesséiert hunn, déi sech net fir Statsfinanzen interesséiert hunn! Mir haten duerno Debatten, no 2008, hei am Parlament. An ech wollt emol eng Kéier rappeléieren, dass mir eng Unanimitéit haten hei! D'CSV, d'DP an d'LSAP waren unanime der Meenung, dass mer géifen 2008, 2009 an 2010 eng sougenannten „antizyklesch Politik maachen.

Ech nennen et renge Keynes. Ech hunn et och virun dräi oder véier Joer, ech hu mer d'Méi net gemaach wéi den Här Krieps, fir ze kucken, wéini ech et hei gesot hunn, wat fir een Datum, mä ech hu virun dräi oder véier Joer gesot: Et ass renge Keynes, wat mer maachen. Et ass nämlech de Versuch, iwwer héich Investissementer an iwwer Kafkraaft, déi een de Leit am Portmonni léisst, derfir ze suergen, dass, wann eng Kris net ze laang dauert, fir ze kucken, dass een déi iwwerbréckt, en attendant dass nei Revenue kommen.

Mä mir haten, Dir Dammen an Dir Hären, 2008 an 2009, an et war unanime - unanime! -, et kann een net maachen, elo am Joer 2013, wéi wann een domadder näischt ze di gehat hätt! Domat hat Der eppes ze dinn. Dir hutt Iech engagéiert dozou hei! Mir hu gesot, mir maachen 2011 déi sougenannten „midterm review". Do ass gesot ginn: Da kucke mer an der Halschent vun der Legislatur, ob déi Saachen dann do elo komm sinn, déi mer gemengt hunn. Hu mer eis do erkritt?

An dunn, wéi mer gesinn hunn 2011, dass et net eng Kris wär wéi déi, déi mer fréier haten, déi sech ëmmer no zwee, dräi Joer résorbéiert hunn, mä dass mer an eng Kris géife kommen, déi héchstwahrscheinlech laang Jore géif undaueren, hu mer als Majoritéit - an ech sinn erstaunt, dass d'LSAP sech net méi kann dorun erënneren! - fir de Budget 2011 e ganze Spuerpak hei an der Chamber net nëmme proposéiert, mä och gestëmmt!

An dee Spuerpak vum Budget 2011, deen hat 748 Milliounen! Dovu waren 268 Milliounen Augmentations de recettes, dat si 36%, an de Rescht, dat ware manner Investissementer a Reduktioun vun den Dépensen. An, wéi mer gesinn hunn, dass et net besser géif ginn 2013, hu mer jo nach eng Kéier nogebessert!

Ech sinn erstaunt, wierklech erstaunt, ech si quasi erschüttert, dass an der Majoritéit kee sech kann drun erënneren, dass an der Chamber fir de Budget 2013 en zweete Spuerpak fir 932 Milliounen derbäikomm ass, wat also den Effort, deen déi viregt Koalitioun, an do wëll ech ausdrécklech d'LSAP mat an d'Boot huelen, well mir hunn dat jo zesumme gemaach, contrairement zu deem, wat ech all Kéiers d'Impressioun hunn, wann ech den Här Bodry iwwer fréier Zäiten héiere schwätzen...

(Brouhaha)

Mir hunn... Ma et ware laang Diskussiounen! An dat ass och gutt esou, dat ass och gutt esou, dass laang diskutéiert gëtt, an et ass och gutt esou, dass, wann zwou Parteie verschidde Meenungen hunn, se sech beieneesetzen a kucken, dass se zu enger Aktioun kommen an herno och zu engem Zil kommen, wat se kënne verteidegen. A mir hunn dat zesumme verteidegt. Dat war e Gesamteffort vun 1.680.000.000.

Ech muss Iech soen, do ass Äre Spuerpak, oder wéi Der en nennt, ech nennen e jo „Bezuelpak", Äre Pak, dat ass Pipifax géint dat, wat an der viregter Koalitioun de Lëtzebuerger ofverlaangt ginn ass!

An ech fannen et richteg, ech stinn dozou, wat mer 2008 gemaach hunn. Ech stinn dozou, wat mer 2011 gemaach hunn, well ech mengen, dass mer zesumme mat eisem Koalitiounspartner alles richteg gemaach hunn.

An et kënnt nach en Element derbäi! Et kënnt nach en Element, Här Gramegna derbäi! Jo, Dir waart deemools nach net derbäi. Dofir wëll ech Iech dat rappeléieren, dass mir och en Accord hei an der Chamber haten iwwert déi dräi Parteien ewech, dass d'Schold vum Lëtzebuerger Stat op 30% kéint uwuessen. Well mer no Analys, no Debatt gesot hunn, dass mer awer och als klengt Land eis misste friem finanzéieren, fir

kënnen Investissementer ze maachen, wa mer géife gesinn, dass sech d'Situatioun net géif definitiv verbesseren.

Net Ophuele vu Schold, fir d'Sozialausgaben ze bezuelen, mä Ophuele vu Schold, fir Investissementer ze maachen, déi noutwendeg wäre fir d'Zukunft vum Land. Unanimitéit! Déi dräi Parteie waren domat d'accord an der Debatt 2009, dass mer bis op 30% géife goen. Elo si mer op 25%. Elo si mer op 25%, an et gëtt esou gemaach, wéi wann d'CSV eleng derfir responsabel wier!

Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd alleguerten, respektiv déi, déi virun Iech sëtzen, fir déi, déi eréischt ee Joer derbäi sinn, alleguerte mat responsabel! Well et ware Leit an Äre Parteien, déi och am Joer 2008, 2009, 2010 an 2011 un d'Zukunft vum Land geduecht hunn, fir d'Zukunft gehandelt hunn. An ech muss der DP e grousse Respekt soe fir dat, wat se deemools gemaach huet, dass se d'accord war an engem Moment, wou et méi einfach gewiescht wier, et anescht ze maachen, gesot huet: Op deenen doten zwee wesentleche Punkten, déi keynesianesch Politik an d'Scholdepolitik, si mer mat der Regierung d'accord. Do zéie mer un engem Strang, fir an déi Richtung ze goen.

Fir elo heihinnerzekommen an ze maachen, wéi wann dat alles net geschitt wier, wéi wann dat net wier, ech muss Iech wierklech soen: Et léisst een zum Deel sproochlos!

Här Fayot, Dir hutt an engem Interview, nodeems Der Budgetsrapporteur gi sidd, gesot, mat Iech als Rapporteur géif de Budget net esou an d'Chamber kommen, wéi en déposéiert gi wier. Dir hat recht! Dir hat recht. Et war awer net duerch déi aktiv Mathëllef vun der Chamber, dass dat geschitt ass, dass de Budget elo net esou gestëmmt gëtt, wéi en ass, mä en ass...

(Interruption)

Dach! Ech hunn den Interview souguer doheem! E war am „Quotidien". Ech hunn e gëschter Owend nach eng Kéier gekuckt.

Wien huet dann am Joer 2013 hei d'Regierung gedoen, hire Spuerpak, dee bei 700 an ech weess net Millioune war, op 932 Milliounen ze erhéijen, nodeem mer an der Finanzkommissioun gesot hunn: Mir mussen doriwwer diskutéieren, mir erfëllen eis Ziler net.? Wann also elo gesot gëtt, vun der CSV wär ni, et wären ëmmer nëmmen d'Suen zur Fënster erausgehäit ginn. Et war d'CSV-Fraktioun an et war Gott sei Dank de Lucien Lux bei der LSAP, dee matgemaach huet, déi 2013 an der Majoritéit, aus der Majoritéit eraus zur Regierung gesot huet: „Dee Spuereffort, deen Der hei maacht, dee geet net duer. Dee musst Der nach eng Kéier ëm 250 Milliounen erhéijen."

An da kommen ech zu deem, wat den Här Bodry, wat e virdrun elo schonn zwee-, dräimol esou an engem Tëscheruff an den Diskussioune gesot huet. Här Bodry, ech sinn net deen, ech ënnerstellen Iech dat net, mä et war awer iergendeen, dee Pabeieren zirkuléiere léisst lénks a riets.

Well ech zu deene gehéieren, dass, wann een an enger Regierung ass an et sëtzt een zu zwee Partner oder zu dräi Partner do a mir fänken u mat diskutéieren, an et seet een zu deenen zwou Parteien: „Maacht emol eng Lëscht vu Saachen, wou Der der Meenung sidd, dass ee kann driwwer diskutéieren.", an et kënnt een dräi Joer duerno dann dohinner an da seet een: „Hei ass de Pak vun deem aneren, wat dee virun dräi Joer proposéiert huet.", ouni dass ee säin eegene Pak op den Dësch leet an ouni dass een d'Diskussioune relatéiert, déi da stattfonnt hunn tëschent véier, sechs, aacht Leit - do waart Dir derbäi an ech war och derbäi an deenen doten Diskussiounen -, dann ass et onfair. Et ass am héchste Grad onfair, wann een esou eppes mécht a wann een esou eppes zouléisst!

An da kann ech Iech soen, iwwer wat dass mer diskutéiert hunn. Mir hunn iwwert d'Repartitioun vun de Chargen diskutéiert. An d'Zil vun der CSV war et a bleift et bis haut, dass mer no der Drëttelsléisung géife fueren: en Drëttel spueren, en Drëttel bei den Investissementer an en Drëttel bei den Augmentatiounen (veuillez lire: bei den Augmentatioune vun de Recetten).

An d'LSAP wollt d'Steieren erhéijen! D'LSAP wollt an der Diskussioun, wat logesch ass, aus der Vue vun der LSAP schéngt dat mer dat Logeschst vun der Welt ze sinn, dass, wann zwee Partner mateneen diskutéieren, deen een eng Meenung huet an deen aneren eng Meenung huet; Dir wollt d'Steieren erhéijen. An dofir hu mer keen Accord op allem fonnt.

Dir hutt Iech, Här Bodry, mat der CSV 2011 an 2013 net duerchgesat. Ech félicitéieren Iech awer, dass Der Iech elo mat der DP duerchgesat hutt! Well Dir hutt Iech duerchgesat an deem Spuerpak, deen elo kënnt: 75% Augmentatioune vun de Steieren a vun de Redevancen a 25% Reduktioun vun den Dépensen. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e sozialisteschen, dat ass e sozialisteschen, dat ass e pure sozialistesche Pak, dee mer hei an der Chamber diskutéieren!

(Interruptions diverses)

An d'DP, déi mécht dat mat! D'DP, déi virun de Wahle gesot huet: Mir maachen alles, fir dass keng Augmentatioune kommen! Mir mussen alles maachen! Mir musse spueren, mir mussen hei, mir mussen do! Déi Demokratesch Partei huet sech hei vun der LSAP total iwwert den Dësch zéie gelooss an engem Mooss, wéi ech et net fir méiglech gehalen hätt, dass dat an der Politik zu Lëtzebuerg...

(Interruption)

...méiglech wier!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Wolter brauch keen Echo, Här Reding.

(Hilarité)

An ech wär och ganz frou, wann den Här Wolter, wéi jiddwereen, sech un d'Chamber géif adresséieren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech géif der Chamber da wëlle soen, dass ech zu mengem zweete Punkt géif kommen: dem Budget vun der neier Generatioun.

Well an der Rubrik vun „Mir maachen alles anescht" ass jo en neie Finanzminister komm. An dee Finanzminister huet och de Besoin gehat, sech ze demarkéieren, ganz staark ze demarkéiere par rapport zu deem, wat säi Virgänger gemaach huet. Esou huet en eis, e war knapps do, Här Gramegna, hutt Der eis e Budget vun der neier Generatioun versprach. En „Budget vun der neier Generatioun", dat ass extrem hochtrabend, schonn eleng als Titel: en „Budget vun der neier Generatioun"!

Dir hutt insgesamt 500 Artikele gestrach. Bei 25 Punkten op enger Säit hutt Der 20 Säiten aus dem Budget gestrach. De Budget ass nach ëmmer genausou grouss wéi virdrun, e gesäit d'selwecht aus. Dat Eenzegt, wat Der gemaach hutt, dat ass, dass Der dat gemaach hutt, wat den Här Frieden och gemaach hätt, wann e Finanzminister bliwwe wier. Hien hätt nämlech de Pluriannuel derbäigeluecht. En hätt gekuckt, dass dat Ganzt an eng Laangzäitperspektiv kënnt, well dat eng europäesch Richtlinn ass, déi mer mussen ëmsetzen.

Dir hutt eis e Budget vun der neier Generatioun virgeluecht an Dir hutt no engem Joer... Mä Dir hutt jo nach d'Chance, Iech ze verbesseren! Zurzäit sidd Der bei 500 Artikelen, déi Der gemaach hutt.

An dunn hutt Der geduecht, dëst Joer misst Der nach e Coup dropsetzen. Du sidd Der mam „paperless" Budget komm! Ech gesinn Iech nach mam Stick virun der Dier, heibanne sidd Der mam Stick komm. Dir hutt gesot: „Et ass eriwwer mam Pabeier. Et ass definitiv eriwwer, et ass en neit Zäitalter, wat mat dësem Budget ugeet."

(Interruption)

An Dir hutt gesot, menger Erënnerung no, Dir hätt domadder 3.000 Euro gespuert u Fotokopien, déi do net ze maache wieren.

Dir hutt eng Woch drop, ouni dass Der eis dat awer gesot hutt dee Moment, wou Der gesot hat, Dir hätt 3.000 Euro gespuert, hutt Der eis eng Woch drop op eng Question parlementaire vu Kolleegen aus menger Partei misse soen, dass Der 30.000 Euro ausginn hutt, fir e Beroder ze bezuelen, fir Iech déi Geschicht do an d'Mise en page ze kréien!

An ech sinn een, ech weess net, ob ech deen Eenzege sinn, ech weess net, ob nach aner Kolleege sech déi Méi gemaach hunn, wéi Der dat hei annoncéiert hutt, sinn ech heemgaangen, sinn ech mech op de Computer sëtze gaangen an dunn hunn ech déi Internetsäit probéiert opzemaachen, wou Der dann dee Budget vun der neier Generatioun virgeschloen hutt.

Ech kann Iech Folgendes soen: Entweder ech hätt e risege Brëll gebraucht oder en Écran vun engem Meter, well Äre Budget vun der neier Generatioun war um Internet net ze liesen!

Dat huet d'Chamber dann dunn dozou bruecht, fir 600 Exemplaren - sinn ech do richteg, Här President? -, 300, wat och ëmmer, fir déi hutt Der op jidde Fall dunn d'Fotokopiesmaschinn ugemaach.

(Interruption)

Jo! Dir hutt d'Fotokopiesmaschinn ugedréckt, Dir hutt d'Fotokopiesmaschinn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mir hu se net ugedréckt. Mir hu gefrot, dass d'Regierung eis se undréckt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ah, maja, dat ass eng nei Informatioun.

(Hilarité et interruptions)

Dat ass eng nei Informatioun. Dat heescht, d'Regierung huet dunn awer d'Rotatiounsmaschinn ugedréckt. Amplaz et direkt ze maachen, huet se d'Rotatiounsmaschinn ugemaach.

Drëtte Punkt dozou: d'Bréisseler Regel. Den Här „Boddry"... Et ass elo schued, dass en eraus ass! Bodry, pardon!

(Brouhaha et interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech sinn hei.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ah! Et ass schued, well mir hu gëschter jo déi Bréisseler Regel nei definéiert. D'Bréisseler Regel, déi seet: „à budget constant", wann alles esou weidergeet, da kann een, wann een dann eppes net mécht, wat een dann do, à Budget constant, da kann een dat dann ofschreiwen.

Ech wëll Iech soen, ech hunn x-mol hei op der Tribün mech dergéint gewiert, och géint déi viregt Regierung, well ech ëmmer gesot hunn, dat sinn Täschespillertricken, fir ze soen: Mir géifen à budget constant weidergoen, esou vill Prozent, esou vill Prozent, a mir maachen dat net, also hu mer wonnerbar gespuert.

Soudass ech net emol an de Verdacht ka kommen, dass ee mer ka soen, dass ech hei géif eppes soen, wat ech dat lescht Joer an dat viregt Joer an déi Jore virdrun nach net gesot hunn.

Mä dass mer entre-temps Budgetsartikelen definéiere par rapport zu de Wënsch vun de Ministèren! Ma, Dir Dammen an Dir Hären, jiddweree vun eis ka Finanzminister ginn! Du sees zu deene Ministèren: Gitt mer 25% méi Demandes de crédit eran! Du hëls hinnen der 20 ewech, du gëss hinnen der fënnef, all Mënsch ass zefridden, an du kënns an d'Chamber a sees: „Ech hunn 20% gespuert!"

Wann dat déi nei Politik ass, an dat ass déi nei Politik manifestement! Dir hutt an enger gazer Rei vun Äre Artikelen am Budget, an Arem Zukunftspak hutt Der d'Bréisseler Regel, déi nei Bréisseler Regel ugewannt. An d'Madame Hansen huet Iech jo virdrun nach e Beispill aus engem Secteur gesot, wou Der d'Spill nach méi op d'Spëtzt gedriwwen hutt.

Dann ee leschte Punkt zu deem Kapitel. Ech si wierklech jo laang genuch derbäi, mä dass eng Regierung fënnef Deeg, fënnef Deeg, nodeems se en Accord mat Gewerkschafte getraff huet iwwer Milliounen Euro - well de Pak ass jo, „psssch" ass et jo du gaange freides owes -, dënschdes moies an der Finanzkommissioun net à même ass, de Montant ze chiffréieren, dee se do mat de Gewerkschaften ausgehandelt huet, ech muss soen, dat ass et nach net ginn!

(Interruption)

Ech hu scho villes erlieft, ech hu scho villes erlieft, mä dass een, Här Finanzminister, dënschdes, fënnef Deeg nom Accord, der Finanzkommissioun vun der Chamber net ka soen, wat ee geännert huet a wat de Montant dovunner ass, dat ass du jamais-vu!

An ech kommen dofir zu mengem drëtte Punkt an dat ass de Pluriannuel. Ech wëll Iech soen, Här Minister, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt Iech froen, dem Här Minister ze soen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, sot mer!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...dass ech Äre Pluriannuel unzweifelen. Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass Äre Pluriannuel kenger seriöer Analys an deenen nächsten zwee oder dräi Joer wäert kënne Rechnung droen. Ech wäert en halen, well mir wäerten an zwee, dräi Joer iwwer Äre Pluriannuel ze diskutéiere kréien!

Wann een 0,5% Kontributioun, déi jo elo 80 Millioune sinn, wa meng Informatioune richteg sinn, als Recette bucht a keen Euro bucht fir dat, wat ee vum Joer 2016 un am Pluriannuel fir Kannerbetreiung an aner Saache wëllt ausginn, majo, da kann ech mech net wonneren, dass mäi Budget opgeet! Wann ech d'Recetten op där enger Säit buchen an d'Dépensen op där anerer Säit net buchen, ma da geet mäi Budget tipptopp op!

A wann Der, Här Minister, ech kommen an engem separate Kapitel dorop nach zréck, 50 Milliounen de Gemengen ewechhuelt, 50 Milliounen de Gemengen ewechhuelt als Supplément, dann hutt Der Äre Budget wonnerbar sanéiert. Äre Statsbudget! SEC 2010: null, „nada", näischt, keen Euro! Well dat, wat Der de Gemengen ewechhuelt, wat Der also Iech elo dohinnersetzt als eppes, wat Der wonnerbar gespuert hätt, dat gëtt an der SEC 2010-Versioun net ugerechent, well d'Gemengen, de Stat an d'Sécurité sociale an enger gesamteenheetlecher Dénge gemaach ginn.

Et ass also Bluff am héchste Mooss, deen Der do maacht! Dir sot, Dir géift spueren, an en fin de compte schiebt Der déi Dépense an en aneren Departement eriwwer a maacht do dann d'Rechnung méi schwéier fir déi, déi an deem Beräich vun eisem Land musse schaffen.

Och op der Recettësäit gleewen ech Äre Chifferen net. Net fir ee Sou! Wësst Der, wat ech d'Impressioun hunn? Dass Der fir 2016 bis 2018 d'Chifferen esou dragesat hutt, dass Är Geschicht géif opgoen.

Wéi kënnt Dir haut vun 3,5 bis 4% Wuesstum ausgoe fir d'Joren 2016 bis 2018? Ech gesinn déi net! Ech gesi se net, well d'Entwécklung net an eiser Faveur ass! Ech gesi se net, well d'wirtschaftlech Diversifikatioun net esou séier virugeet, wéi mer dat gären hätten. Ech gesinn et net, well mer amgaange sinn, total ënnert Drock ze kommen an Europa op enger ganzer Rei vu Punkten, duerch déi mer massiv Suen, also Augmentatioune vu PIBen, an de leschte Jore kritt hunn.

Dir baséiert Äre Pluriannuel op Augmentatiounen no bei 4%, dat sinn déi beschten Zäiten, déi mer zu Lëtzebuerg haten! An den 90er an an den 2000er Joren hate mer esou Wuesstumssprëng vu 4 a 5%. Baséiert Der vu '16 un...

(Interruption)

Vu '16 un... Jo, bis 9% hate mer Wuesstumssprëng...

(Interruptions)

Mä Dir baséiert et op e Chiffer, deen ech formell contestéieren. A mir wäerten an zwee, dräi Joer d'Geleeënheet kréien, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mäi véiert Kapitel, dat ass dann d'Geschicht vun den 0,5. D'Geschicht vun den 0,5% oder: Wéi gëtt eng Steier zur Abgab? Wéi gëtt eng Abgab zur Kontributioun? A wéi gëtt eng Kontributioun nees zur Steier? Et ass déi unendliche Wandlung vun eppes, wat ech de Leit aus der Täsch wëll zéien, ouni dass ech hinnen en attendant eng Contrepartie derfir ginn.

Dir hutt, Här Gramegna, Här President, ech wollt, dass Der dem Här Gramegna géift soen, dass en zesumme mam Minister Meisch an der Ministesch Cahen wochelaang duerch d'Land gelaf ass, fir ze soen, et wär keng Steier! Et wär eng Abgab. Et wär keng Steier! A si hunn Iech et all ofgeholl an der Majoritéit! Alleguer, sans exception hu se gesot an der Majoritéit: Dat ass esou!

Den Här Fayot, also Fayot senior, Ben Fayot, ganz gudde Politiker - ganz gudde Politiker! -, huet an engem bemierkenswäerten Artikel, an dat ass keng Dénge par rapport zu sengem Jong, et ass just eng Feststellung. Dee Mann war fënnef Joer Fraktiounspresident vun der LSAP, wou ech Fraktiounspresident war vun der CSV. Ech hu selte mat engem Politiker esou gutt geschafft wéi mam Här Fayot! Hien huet an engem bemierkenswäerten Artikel Iech drop opmierksam gemaach, dass dat, wat Der do géift maachen, weder eng Kontributioun nach eng Abgab wier, mä dass et eng pur Steier, dass et eng pur Steier ass!

Och d'CSV, den Här Gilles Roth, huet dat gemaach, huet an enger Pressekonferenz Iech drop opmierksam gemaach, dass et net géif d'Strooss halen, d'Analys vun der ganzer Geschicht. Mir si fir domm verkaaft ginn. Mir kennen näischt vun all deene Saachen.

Ech verstinn, dass d'Demokratesch Partei no all deene ville scho gebrachene Wahlversprieche, déi se gemaach huet, dat hei net och nach wollt als eng Steier deklaréieren, well se jo virun de Wahle gesot huet, d'Steiere géifen net an d'Luucht gesat ginn! An d'LSAP huet se gewäerde gelooss. D'LSAP huet deem gemittlech nogekuckt. Si huet gewaart, bis de Statsrot säin Avis géif ginn. Nom Avis vum Statsrot war näischt méi ze maachen, well et war keng Abgab an et war och keng Kontributioun. An dunn ass et zur Steier ginn. Et ass also nach zu enger Verschlechterung eigentlech komm op der Steierfront par rapport zu deem, wat mer virdru kannt hunn.

Den 0,5 bréngt mech dann zum Bezuelpak. Och hei ass vun engem Zukunftspak geschwat ginn. Nom Budget vun der neier Generatioun, dem „paperless" Budget, no der Bréisseler Regel hu mer jo eppes gebraucht. Mir hunn eppes gebraucht, an dat war den Zukunftspak. Dir deelt meng Analys elo net. Mä ech maache se net eleng, ech maache se quasi mat alle Leit, déi Iech an deene leschte Woche kommentéiert hunn!

Et ass keng politesch Reflexioun hannert deenen 256 Mesuren. Et ass keng Handschrëft

hannendrun. Et ass net erkläert, et ass keng stëmmeg, et ass keng grëffeg Politik, déi Der maacht. Et ass e Sammelsurium vun 256 Mesuren, déi kee Bild erginn, wou d'Rees higeet. Et ass op jidde Fall net een Eenzegen, ausser déi 32 Deputéierte selbstverständlech vun Ärer Majoritéit, deen ech bis elo héieren hunn a senge Kommentare soen, dass dat do eng Handschréft dréit.

De Statsminister, nodeem e jo dräimol annoncéiert hat, e géif dem Land elo soen, a wat fir eng Richtung dass et géif goen, huet sech du fir den Oktober hei annoncéiert. An dunn huet e sech souguer nach virun den Här Gramegna gestallt. Den Här Gramegna huet dunn däerfen den zweeten Dag dat maachen. Hien huet dat deen Dag virdru gemaach.

Ech muss soen, an ech net eleng: Ganz vill Leit si ganz hongreg heemgaangen, wéi se déi Ried héieren hunn, well se a kengem Moment vun der Ried matkritt hunn, wou d'Rees da soll higoen, wat da wierklech d'Vuen, d'Ziler wieren, déi sech déi Majoritéit géif setzen op steierpoliteschen, op budgetspoliteschen, op wirtschaftsentwécklungspolitesche Gebidder. Et war eng Oplëschtung, et war eng Oplëschtung vun deenen 256 Mesuren, ouni se an e Kader ze setzen.

Et ass anescht ginn. Et ass villes anescht ginn! Ech ka mech nach u Statsministeren erënneren, déi hir Rieden alleguerten ëmmer an e Kontext gesat hunn, wou se gesot hunn - et war een d'accord domat oder et war een net domadder d'accord -, mä déi Rieden an e Kontext gesat hunn, wou se gesot hunn: „Dat do ass dat, wat mer eis dobäi denken an dofir wëlle mer dohinner goen."

Et gëtt elo gemunkelt - mir si jo net derbäi -, et wären der iwwer 500 gewiescht! Respekt! 500 Mesurë vun 300 Euro bis ech weess net wouhinner hutt Der fonnt am Budget, fir... An dat nennt Der dann en Zukunftspak!

Meng Virriedner hei aus der CSV hunn Iech op ganz ville Gebidder gewisen, wat vun deenen 256 Mesuren eigentlech iwwreg bleift, wann ee se am Detail kuckt. Et sinn der, déi net chiffréiert sinn. Et sinn der fir spéider. Et sinn der, déi si schonn zréckgezunn, ier se iwwerhaapt do sinn.

An ech wëll do ee Beispill soen. Ee Beispill, fir ze dokumentéieren, wéi, a mengen Aen, eigentlech deen Drang, fir sech virun d'Tëlee kënnen ze setzen, fir ze communiquéieren, an dëser Regierung gefaasst ass.

Den Här Schneider huet op den Ondë vun RTL, ech menge souguer owes op der Televisioun, wann ech mech gutt kann erënneren, déi ganz grouss Annonce gemaach, dass an Zukunft d'Privatpromoteure misste bezuelen, wann d'Police bei hinnen am Asaz wier. En huet dat zu engem vun deenen Haaptakzenter am ganze Spuerpak gemaach. Well Dir hutt jo net déi 256 Mesuren opgelëscht, Dir hutt der zwou, dann nees dräi, Dir hutt der vläicht zéng, zéng sinn duergestallt ginn als dat, wat wierklech wichteg wier.

An dunn hutt Der ugefaangen, menger Meenung no, ze iwwerleeën. Well déi dote Propos, déi ass et schonn zu Zäite ginn, wéi deen hei nach an der Regierung war. Dat ass schonn e ganze Strapp an der Lëtzebuerger Politik hier. An et ass ëmmer gescheitert.

Wourunner ass et gescheitert? Et ass dorunner gescheitert, dass, wann een alleguerten déi eraushëlt, déi den Här Schneider verteidegt, an alleguerten déi eraushëlt, déi d'Madame Nagel ze verteidegen huet, an déi Organisatioune maachen, an déi, wa se dat dote musse bezuelen, hir Organisatioun net méi maachen, well déi da gesot hunn: „Ma mir kënne se net méi maachen.", an de Ressortminister, egal wien et war, egal vu wat fir enger Partei, dann ëmmer gesot huet: „Ma mir kënnen deenen dach awer elo net an d'Täsch gräifen!"

Et ass iwwreg bliwwen de Marathon, Nuetsmarathon, an et ass iwwreg bliwwen de Rock-A-Field, hunn ech héieren. Awer net fir dëst Joer. Dofir, dat gëtt da méi spéit gemaach.

Ech soen Iech, dass Der et beim Marathon net maacht! Mir kucken an engem Joer, ob Der et beim Marathon fir 2016 maacht! Ech wetten, dass Der et net maacht, well de Marathon dann net méi wäert stattfannen! Wann déi reell Käschte vun der Polizei, déi duerch de Marathon entstinn, wann déi musse budgétiséiert gi fir d'Joer 2016, da wäert et kee Marathon ginn.

Une voix.- Här President!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass also, Här President, e Bezuelpak, deen net kohärent ass...

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Däerf ech dem Här Wolter eng Fro stellen?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann den Här Wolter do dermat d'accord ass.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här Wolter,...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Erlaabt mer just, de Saz fäerdeg ze maachen an deen...

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Et ass vläicht eng Prezisiounsfro, da braucht Der de Rescht vläicht net ze soen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Gutt.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Meng Fro, Här Wolter, ass déi: Dir sidd jo sécher, dass Der de Schneider R. an net de Schneider E. mengt? Well déi Mesure, déi Der do ugeschwat hutt, fannt Der am Budget vum Här Etienne Schneider erëm.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo. Mä Dir sidd, wann ech richteg informéiert sinn, Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Ganz richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà. Dofir hunn ech gesot, déi, déi Dir vertrëtt.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- A gären!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi, déi Dir vertrëtt, nämlech...

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...d'Sportsorganisatiounen,...

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Jo, jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...déi wäerten Iech e laangen „Hallo" soen! D'Fussballsfederatioun, déi wäert Iech eng Geschicht erzielen, wann Der zu deene sot, si missten d'Poliziste bezuelen an Zukunft. An d'Fussballsfederatioun vun de Suen hier zumindest kéint dat jo maachen, a si wäerten an Iech, Här Schneider...

(Interruption)

...R., Här Schneider R., e Befürworter fannen derfir. Dir wäert als Sportsminister, well Der e gudde Sportsminister sidd, wäert Dir Iech derfir asetzen, dass kenger Sportsfederatioun op deem dote Plang hei zu Lëtzebuerg eppes wäert geschéien.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här Wolter, dat wäert ech och maachen, well dat läit nämlech och an der Linn vun der Mesure! Well d'Mesure ganz kloer vu kommerziellen Evenementer schwätzt. Also hu mer domat schonn eng ganz Rei vun deem ausgeklammert. Ech hunn dat scho ganz genau preziséiert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Gutt.

Sechstens... Jo, mir kucken dat. Oh mei! Oh mei! Ech soen Iech, déi Mesure stierft den Heldendoud! Si stierft den Heldendoud! Si ass d'nächst Joer net méi do. Net méi do. Gleeft mer et!

Logement, Logement!

Une voix.- Ah.

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Madame Minister vum Logement hat no engem Mount déi Schëlleg fonnt.

Une voix.- D'CSV!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, et war ausnahmsweis net d'CSV! Et waren d'Gemengen. D'Gemenge géifen hir Responsabilitéit am Logement net iwwerhuelen. Wat zu vehementer Oppositioun um Niveau vum Syvicol gefouert huet, well déi 105 Gemenge wuel der Meenung sinn, dass se hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

A si huet du gesot, well se net aktiv genuch sinn - si huet et net esou ausgedréckt, ech soen dat -: „Da wäerte mer se elo emol bestrofen, an zwar wäerte mer hinnen d'Sue vum Pacte Logement sträichen, zu engem Deel oder ganz. An da wäerte mer déi Suen aus dem Pacte Logement huelen an domadder maache mir dann intelligent Politik, nämlech Politik, déi vum Stat aus subventionéiert gëtt." D'Gemengen, also déi et net kënnen, kréien d'Suen ewechgeholl am Pacte Logement an d'Sue ginn an de Statsbudget eran, fir dass do eng besser Politik ka gemaach ginn, wéi se an de Gemenge gemaach ginn ass.

A fir dat dann ze verdäitlechen, hutt Der 27 Projeten opgezielt, an zwar am Plan sectoriel «Logement». 27 Projeten, wou Der gesot hutt: „Ma do hu mer déi Terrainen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer kënnen dee ganz ambitiéise Programm, dee mer an deenen nächste Jore wëlle maachen, mat Dausende vu Wunnengen, déi mer wëlle bauen, dass mer dee kënne maachen."

Allerdéngs, Madame Minister, Här President, wollt ech der Madame Minister soen, dass se vergiess hat, mat de concernéierte Gemengen ze schwätzen doriwwer, ob déi dann och der Meenung wieren, dass hir Terrainen, déi do géifen dann elo bebaut ginn, an Zukunft direkt kéinte bebaut ginn.

Am Kapp vu jiddwerengem ass d'Beispill vu Keel. Dee Buergermeeschter, dee war ëfters op der Televisioun, wou e kloer an däitlech gemaach huet, an et ass kee vun der CSV, de Buergermeeschter vu Keel, wou e kloer an däitlech gemaach huet, dass dat op sengen Hektaren, déi do ausgewise wieren, guer net géif goen.

An du sinn d'Plan-sectorielle gestuerwen. Also net definitiv, ech hoffen op jidde Fall net definitiv, mä op jidde Fall elo emol temporaire si se fort. Domat sinn déi 27 Projeten och fort. An do sidd Der op 100,7 gaangen. Ech hunn et op 100,7 héieren. Do hutt Der gesot, wa mer bis Enn der Legislatur nach een oder zwee Projeten duerchkréien, dann hu mer gutt geschafft.

Ech annoncéieren der 27. Ech soen, d'Gemenge sinn net à même, Logement ze maachen. Ech déposéieren e Plan sectoriel. Ech schwätzen net mat de Gemengen an no engem Joer soen ech, wann ech een oder zwee Projeten duerchkréien, da sinn ech zefridden. Dat nennen ech eng kohärent Politik am Logement. Ech hoffen, dass et esou weider..., oder ech hoffen net, dass et esou weidergeet.

An da wier ech bei de Plans sectoriels. Hoh, dräi Fraktiounspresidenten hu sech misste beméien, fir sonndes e Pressecommuniqué ze schreiwen. „Et war nach ni do.", ass kommentéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung ass schold ganz eleng fir de Schlamassel an der Prozedur vun de Plan-sectoriellen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Also, Här Wolter, elo maacht lues. Neen, et kann ee villes soen...

(Interruptions diverses)

Liest den Avis vum Statsrot.

(Interruptions)

Liest den Avis vum Statsrot, an da wësst Der, wie schold ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dobäi ënnerstellen ech der Regierung an dësem Punkt absolut keng schlecht Absichten, au contraire. Ech sinn der Meenung, dass an deem heiten Domän probéiert gëtt, d'Zukunft vum Land ze plangen. An d'Zukunft vum Land an der Landesplanung ze plangen, soen ech als fréiere Landesplanungsminister, ass e ganz stengege Wee, e ganz, ganz stengege Wee. Well et muss ee vill Réticencen iwwerwannen, fir Landesplanung ze maachen. Et ass een direkt an der Diskussioun iwwer: vun uewen erof, vun ënnen erop, top-down, bottom-up, „Dir huelt eis Rechter eis ewech." an esou.

An duerfir ass et schued. Et ass a mengen Aen extrem schued, dass d'Regierung d'Plan-sectoriellen huet missen zréckzéien, well duerch d'Zréckzéien zumindest en Deel vun deem Ganze wäert verluer goen, wat aus gudden Absichte menger Meenung no an deenen nächsten zwee, dräi Joer op der Streck wäert bleiwen.

Och do sinn all d'Bedenken an de Wand geblose ginn. „Mir hunn alles ënner Kontroll. Mir packen déi Prozedur.", war den Unisono, den Tenor Mee, Juni, Juli. „Mir packen déi Prozedur. Mir hunn alles am Gréff. Mir hunn en Avis juridique, deen eis beweist, dass mer dat alles hunn." Et ass net vum Artikel 19 geschwat ginn. Et ass gesot ginn: „Mir hunn eng wonnerbar Prozedur a fir déi wäerte mer antrieden."

An de Combel, de Combel, Här President, war fir mech den Optrëtt vun der Ministesch vum Logement, wou se op der Televisioun iwwer en Affekot, dee seng Aarbecht gemaach huet, an enger Aart a Weis déi lächerlech gemaach huet, wéi ech et selten erlieft hunn, dass e Politiker eng Privatpersoun lächerlech mécht. Dat eenzegt Argument, wat se fonnt huet, deemools, war ze soen: „Dee wëllt nei Clienten."

Ech kann Iech d'Avise vun deem Affekot brëngen. 85% vun deem, wat dee Mann geschriwwen huet an de Méint Juni, Juli, ass herno an der Argumentatioun zréckbehale bliwwen, fir dass d'Plan-sectoriellen zréckzezéie wieren. Et hätt ee besser gehat, amplaz sech lëschteg ze maachen iwwert d'Leit, et hätt een d'Avise vun de Leit gelies an et hätt ee gekuckt, seng Prozedur an d'Rei ze kréien.

A mir selwer an 200 Zeien ass et d'selwecht esou gaangen. Well d'Regierung hat décidéiert, dass mer jo géifen, dass eng Informatiouns-, an dat fannen ech extrem gutt, ech kommen nach zum Schluss eng Kéier dorobber zréck -, d'Regierung hat décidéiert Informatiounsversammlungen ze maachen. Elo sinn ech als Buergermeeschter vu menger Gemeng op Belval gaangen. Do hunn ech eng ganz Rei Saachen do gesot, eng ganz Rei Saachen. Ech behaapten och do, 85% vun deem, wat ech do gesot hunn, ass herno an der Argumentatioun hänke bliwwen.

Den Här Gira, dat rechnen ech deem Mann extrem héich un, huet probéiert, ze argumentéieren. Den Här Gira huet argumentéiert, datt e gesot huet: „Duerch de Fait, dass mer e Règlement grand-ducal de 26. Juni geholl hunn, deen d'Prozedur vun de Plan-sectoriellen uleeft, si mer net an der eigentlecher Prozedur, a mir hunn en Avis juridique, dee seet, dass mer net an der Prozedur sinn."

Et huet sech erausgestallt, dass déi Argumentatioun d'Strooss net hält. Mä en huet se éierlech gemengt. Hie war fest dovun iwwerzeegt, sinn ech haut dovun iwwerzeegt, datt hien dovun iwwerzeegt war, dass genuch Argumenter op hirer Säit wieren.

Déi waren awer net op hirer Säit. Den Här Gira an den Här Bausch hunn argumentéiert, den Här Kersch huet gepöbelt. Well hien huet och d'Wuert geholl - aneschters kann ech et net soen, 200 Zeien - an huet, ouni op iergendeng Fro ze äntwerten, alles eigentlech dohinnergestallt als Saachen, déi net derwäert wären, driwwer ze diskutéieren, wat net richteg wier. „Mir packen dat."

Et huet mech immens getraff, well et waren 200 Leit am Sall an et ware Leit do vun der Regierung. Et sinn och Leit heibannen, déi do waren. Déi hu probéiert ze argumentéieren. Et si souguer Regierungsmemberen, déi hu sech Zäit geholl, zwee Stéck, fir mat de Südgemengen zesummenzekommen. Wat ech super fonnt hunn. Eelef Gemenge sinn am PRO-SUD. Dat ass e Syndikat, deen Der jo alleguerte kennt entre-temps. Eelef Gemenge sinn am PRO-SUD. Zwee Ministeren, den Här Bausch an den Här Gira, huele sech e ganzen Owend Zäit, fir mat de Buergermeeschteren diskutéieren ze kommen.

Soll ech Iech soen, wéi vill Buergermeeschteren do waren? Dräi. Soll ech Iech soen, wéi vill Gemengen do ware vun eelef? Sechs.

Wann een, Dir Dammen an Dir Hären, Landesplanung wëllt maachen, wann een als Gemenge sech wëllt implizéieren an e Processus, dee leeft, an et sinn zwee Ministeren do, déi sech Zäit huelen, fir mat engem e ganzen Owend vun hallwer aacht bis bal Véirel op zéng ze diskutéieren, a vun eelef Gemenge kommen der fënnef iwwerhaapt net, a vun eelef Buergermeeschtere kommen der dräi net (veuillez lire: kommen der just dräi), da seet dat mir, obschonn ech elo zéng Joer net méi Landesplanungsminister sinn, wou den eigentleche Problem vum Stellewäert an der Landesplanung ass.

An ech soen Iech nach e lescht Argument op dësem Punkt. Ech hunn Iech et och geschriwwen am August. Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass Der, mat alle Problemer vum Artikel 19 - deen e reelle Problem ass, nodeem am Oktober 2013 d'Cour constitutionnelle en Avis gemaach huet, deen net berücksichtegt ginn ass an der Prozedur, dass Der en anere fundamentale Feeler gemaach hutt, Här President, dass d'Regierung en anere fundamentale Feeler gemaach huet, op deem se d'Prozedur verluer hat. Nämlech deen, datt se d'SUP-Prozedur an d'Plan-sectoriels-Prozedur am selwechte Moment op den Instanzewee ginn huet. An am Gesetz iwwert d'Incidences des grandes... - wéi heescht dat Gesetz do? -, (veuillez lire: An am Gesetz vun 2008 iwwert d'Évaluatioun vun den Inzidenzen op grouss Investitiounsprojeten) do steet kloer an däitlech dran, dass d'Reklamatiounen, d'Awänn an d'Dénge vun de Leit, d'Bemierkunge vun de Leit am Kader vun der SUP mussen an de Projet de plan sectoriel agebaut ginn.

Och do ass gesot ginn: „Mir hunn dat am Gréff, mir hunn e Projet de loi." Dir hutt e Projet de loi déposéiert. E Projet de loi hutt Der déposéiert am Juni, fir Iech retroaktiv d'Méiglechkeet ze ginn als Majoritéit, fir déi Plan-sectoriellen, déi Der am Juni en violatioun vum Gesetz vun 2013 déposéiert hutt, fir Iech déi eigentlech guttheeschen ze loossen.

Och dee Projet de loi, vun deem schwätzt haut kee méi. Dat war an Ären Aen, an ech hunn d'Schrëftcourriere jo mat dem Ministère, dat war an den Ae vun der Regierung de Wee, fir de Problem ze léisen. Mä de Wee huet sech awer als falsch erwisen. En huet sech an alle Punkte quasi als falsch erwisen. An dofir ass et schued, et ass richteg schued, dass mer um Niveau vun de Plan-sectoriellen elo an enger Si-

tuatioun sinn, dass kee Mënsch weess, wéi laang dass dat doten elo wäert daueren, bis mer dat doten nees vum Äis hunn. Zwee Joer, ee Joer? Zwee Joer, dräi Joer? Ech weess et net.

Une voix.- Esou séier wéi méiglech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Esou séier wéi méiglech, ech si mat Iech eens.

An ech wäert an der Linn a menger Partei an iwwerall do, wou ech sinn, an deem, wat ech iwwer Joren, iwwer zwanzeg Joer an dësem Land plädéieren, menger Linn och do trei bleiwen an Iech hëllefen, wann et drëm geet, fir d'Plan-sectoriellen an d'Realitéit ze kréien. Well d'Plan-sectorielle sinn net an allem perfekt, mä se sinn an hirer grousser Richtlinn d'Conditio sine qua non, fir dass villes, wat mer an der Politik aneschters wëlle maachen um Niveau vum Logement, um Niveau vun der Wirtschaft, um Niveau vun der Aart a Weis, wéi mer wunnen, dass dat aneschters ka sinn.

A wéi kéint ech et och aneschters maachen als deen, deen als Minister 2002 den IVL hei virun der Chamber déposéiert huet, wat eigentlech deen éischten Essai war, fir aus deem Gesetz, wat den Här Bodry 1999 nach op den Instanzewee bruecht huet, fir do déi Substanz ze kréien: „Wunnen, schaffen, sech bewegen", waren 2002 den Déngen.

Wat si mer mam 750.000-Awunner-Stat deemools lächerlech gemaach ginn! All Prognose vum Wuesstum vum Lëtzebuerger Land, déi mer 2002 opgestallt hunn an deem IVL, sinn duerch e Multipel duerch de Plaffong gaangen. Eist Land huet sech wesentlech méi séier, méi rasant an doduerch och méi onkoordinéiert entwéckelt, wéi mir et gesot hunn a woufir mer massiivst kritiséiert gi sinn, wat eis géif ugoen, fir esou Zuelen op den Dësch ze brénge, dass mir der Meenung wieren, dass dat Land esou géif wuessen, Einwohnerzeenario, Pendlerzeenario, alles dat, wat mer deemools gemaach hunn.

Mir sinn, an dat ass net de Feeler vun der CSV, ob jidde Fall net eleng - wann et en ass, dann ass et e vun eis alleguer -, iwwerrannt gi vun enger Entwécklung, déi mer landesplaneresch net an de Gréff kréien. An déi Aart a Weis, wéi iwwert d'Plan-sectoriellen diskutéiert ginn ass an de leschte Méint, an déi Aart a Weis, wéi verschidde Leit sech implizéieren, seet mir, dass do och an Zukunft nach ganz vill Aarbecht muss gemaach ginn, bis mer op engem Punkt sinn, dass d'Landesplanung dee Stellewäert huet, dee se verdéngt.

Ech kommen...

(Interruption)

Jo, gären. Ech kommen zur Kultur. Aacht Kapitel.

Ech muss soen, an ech soen dat a mengem perséinlechen Numm, Här President, der Madame Ministesch an der Regierung an der Majoritéit, ech kann absolut net novollzéien, a souguer wann ech deen allerbeschten Déngen huelen, dass Der déi Expositioun iwwert den Éischte Weltkrich an där Form, wéi se geplangt war, net maacht. Fir e Mount oder zwee Méint, nodeem Der an der Regierung sidd, ze komme mam Argument, d'Argument ass jo dat gewiescht, fir ze soen, et stounge keng Suen am Budget fir 2014, ginn ech d'Impressioun net lass, datt et sech éischter ëm e Coup géint d'Madame Modert gehandelt huet an déi viregt Kulturministesch,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...wéi dass et sech ëm eppes aneschters gehandelt huet.

(Interruption)

Jo, ech sinn där Meenung, Madame Minister, an ech soen déi Meenung, well fir 250.000 Euro en Deel vun der Lëtzebuerger Geschicht falen ze loossen, op jidde Fall an där Aart a Weis, wéi se geplangt, wéi se virgeluecht war, an déi gutt preparéiert ass vun der Uni, a wann et 500.000 Euro kascht hätt, mengen ech, dass mir alleguer an der Verflichtung gewiescht wieren, fir déi Expositioun ze maachen.

An ech kann Iech just opfuerderen, ech hu keen Amendement dozou proposéiert. Ech kann Iech just opfuerderen: Gitt nach eng Kéier an Iech a maacht se! Well d'Ausstellung zu Käerjeng iwwert d'Gëlle Fra huet mer gewisen, déi iwwregens och iwwert den Éischte Weltkrich gaangen ass an d'Konsequenzen dovun, bei 40.000 Visiteuren a bei der Aart a Weis, wéi d'Leit reagéiert hunn op eng Ausstellung, déi professionell gemaach ass, a vill vun Iech ware se deemools kucke komm, wéi d'Leit reagéiert hunn, wat fir ee Besoin do besteet, wat fir ee Besoin besteet bei de Leit, déi net informéiert sinn, déi schlecht informéiert sinn iwwert den Éischte Weltkrich. Mir iwwregens alleguerten och, schlecht informéiert sinn, well den Éischte Weltkrich dee Moment, wou en hätt kënnen opgeschafft ginn, duerch den Zweeten iwwerrullt war. An doduerch ass et net gemaach ginn, well den Zweete wesentlech méi schlëmm fir eist Land um Niveau vun der Dramatik war.

Mä eist Land huet Honger gelidden am Éischte Weltkrich. Honger gelidden. Während Jore war et. Et waren net vill Krichshandlungen do, mä Honger hu se gelidden. An en zweeten Deel vun der Expo, dee sech ëm d'Zaldote bekëmmert, notamment déi Zaldoten, déi a franséischer..., déi am Fräiwëllegecorps gedéngt hunn, wier et och gutt, dass mer dat géifen opschaffen.

Gitt wann ech gelift an Iech a presentéiert fir de Budget 2016 eng Linn vun 250.000 oder 300.000 oder 350.000 Euro, fir d'Ausstellung vum Éischte Weltkrich ze maachen! Ech garantéieren Iech elo, dass Der d'Zoustëmmung vun der CSV wäert kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Ech ginn dem Statsminister et virun, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kommen dann zu de Gemengen - néngte Punkt -, well a mengen Aen d'Gemengen zweifelsohne haut zu deene ganz grousse Verléierer zielen, wann net souguer déi gréisste Verléierer sinn, vun deem, wat d'Chamber haut wäert mat de Stëmme vun der Majoritéit stëmmen. Et gëtt keng Relatioun, wann ech kucken, wat de Stat an dësem Bezuelpak de Gemengen operleet par rapport zu deem, wat e selwer spuert, déi justifizéiere kann, dass een dat en pleine connaissance de cause gemaach huet.

An ech foren Iech... Här President, ech wollt den Här Gramegna froen, ob en pleine connaissance de cause, dass e wousst, dass dem Gemengesecteur iwwer aner Mesuren, déi net der Regierung unzekreide sinn - dat hunn ech ni gesot -, 140 Milliounen operluecht ginn, 140 Milliounen, déi de Gemengen operluecht ginn, dass et do nach noutwendeg war, fir nach eng Kéier 50 Milliounen dropzeleeën.

D'Gemenge bezuelen, Dir Dammen an Dir Hären, e ganz, ganz staarke Präis an dësem Pak, en iwwerdriwwe staarke Präis. Well den Nettomontant, deen d'Gemengen hei mussen op den Dësch leeë fir déi Mesuren hei, déi eis europäesch näischt wäerte brénge, ech wëll dat nach eng Kéier soen, iwwersteigt de Montant, deen de Stat spuert.

D'Gemengen hunn awer, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat emol esou ka soen, e Chiffre d'affaires vun zwou an enger hallwer Milliard, an de Stat huet e Chiffre d'affaires vu 16 Milliarden Euro. Dat heescht, engem, deen e Chiffre d'affaires vun zwou an eng hallef Milliarde huet, méi ofzeverlaangen, wéi engem, dee 16 Milliarden huet, kann a mengen Aen nëmme bedeiten, dass Der Iech der Tragweit vun deem, wat Der hei décidéiert hutt, net bewosst sidd.

Selbstverständlech verléieren d'Gemenge 70 Milliounen aus dem Commerce électronique. Déi si fort. D'Welt ännert sech, Lëtzebuerg ännert sech. D'Sue sinn net méi do. 700 Milliounen de Stat, dat sinn der also 630, well 70 ginn der jo un de Gemengesecteur, déi si fort.

Dat sinn, Här Minister, par rapport zu 450 Milliounen Excédent, deen déi insgesamt 105 Gemengen ausweisen, quasi 20% vum Excédent, déi duerch déi dote Mesure, déi logesch ass, d'Gemenge mussen assuméieren.

Mä d'Differenz geet awer duerno un. Duerno gitt Dir diskret an ondiskret an d'Täsch vun aneren an Dir fëllt Iech Är Täschen. An de Gemengen, deene setzt Der nach där anerer drop. Well mir mussen als Gemengen... Also, entschëllegt. D'Gemenge mussen och d'Méikäschte vun der TVA droen.

Op eng Question parlementaire - ech mengen, den Här Roth hat déi och gestallt an d'Madame Adehm - huet de Minister geäntwert, dass de Fait, dass d'TVA an d'Luucht geet, d'Gemengen d'nächst Joer 35 Milliounen Euro wäert kaschten. Dat sinn also 105 Milliounen (veuillez lire: Dat sinn also 70 plus 35 am Total 105 Milliounen). An et ass richteg: D'TVA geet an d'Luucht, se geet fir d'Leit an d'Luucht, se geet fir d'Gemeng an d'Luucht. D'Differenz mam Stat ass allerdéngs, datt de Stat sech se aus där rietser Täsch hëlt a sech an déi lénks Täsch nees erastécht. Ausfall fir de Stat an deem Punkt null, Gréff an d'Täsch par rapport zu de Gemengen oder e Plus par rapport zu de Gemenge vu 35 Milliounen.

Da komme 25 Milliounen aus dem Gehälteraccord dobäi, fir déi ech d'Regierung net responsabel maachen, mä déi awer an de Budget vum Stat kommen. Et kommen dobäi - jo, et ass awer esou -, et kommen nach eng Kéier 8 Milliounen, eise Rechnungen no, do derbäi fir d'Léierpersonal, d'Augmentatioun vun de Paien, fir déi ze bezuelen. Da kommen ech also op e Montant vun 137 Milliounen.

An, Här Gramegna, domat wier et... Här President, ech wollt dem Här Finanzminister soen, dass et a mengen Aen domadder déck duergaange wier. Well mat 137 Milliounen hätten d'Gemenge scho méi kontribuéiert wéi de Stat netto kontribuéiert.

Mä, fir Merci ze soen, hutt Der nach dräi Mesuren derbäi fonnt. An ech soen Iech, firwat datt Der se fonnt hutt. Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass Der an der Regierung der Meenung waart, dass Der wéilt 50 Millioune bei de Gemenge spueren an dass Der déi du siche gaange sidd. An dunn hutt Der se fonnt. Do hutt Der d'Majorations biennales ewechgeholl. Eng Mesure, déi et säit 1901 gëtt - 1901! -, ouni Verhandlung, ouni Diskussioun, einfach eng Kéier freides - oder wéini waart Der do zu Senneng? -, sonndes - flupp! - waren d'Majorations biennales - 1901 agefouert, net 1954 -, 1901 an hirer ursprünglecher Form agefouert, fir déi Aarbechten, déi d'Gemenge maache pour compte vum Stat, fir déi ze kompenséieren.

Do sidd Der higaangen an Dir hutt gesot: Mir deckelen dann och nach den ICC. An hei wëll ech de Kolleege vun der Majoritéit soen - ech kommen herno nach eng Kéier bei den Amendementen dorobber zréck, well do maachen ech en Amendement -, dass an deem Gesetz, wat Der elo stëmmt, an dass Der dat en pleine connaissance de cause maacht, Der eng Pipeline leet, déi accordéiert der Regierung d'Recht, fir iwwer Règlement grand-ducal an den Impôt commercial communal eranzegoen.

Et ass fir d'CSV net akzeptabel. D'Budgetspolitik, Émverdeelungspolitik gëtt an der Chamber gemaach sur proposition du Gouvernement. Mä fir hei mat engem Text d'accord ze sinn, an Dir wäert mat deem Text d'accord sinn, fir iwwer Règlement grand-ducal eigentlech der Regierung nach Gutdünken ze soen: „D'nächst Joer ass et net dräimol de Maximum, mä 2,8-mol de Maximum, oder 2,7 oder 2,5.", dat ass e Schrëtt, deen ech an Ärer Plaz net gaange wier.

Ech hätt zumindest d'Kritik vun der CSV opgeholl op deem Punkt an hätt derfir gesuergt, dass et d'Chamber wier, déi all Joer am Kader vun der Loi budgétaire dat dote géif maachen, an net iergendeng Regierung an dräi Joer, a fënnef Joer, a siwe Joer, einfach esou ouni Diskussioun. Well et huet keng Diskussioun mam Syvicol och doriwwer gestatt, d'Méiglechkeet ze ginn, fir nach Gutdünken de Plaffong vum ICC ze réckelen.

An Dir hutt - an do sinn ech och net mat Iech d'accord; ech kann net, ech ka wierklech net domadder d'accord sinn - dunn décidéiert, dass Der bei der Augmentatioun vun der TVA d'Gemengen ausschléisst. Wann ech kucken, wéi vill Leit an der Regierung sëtzen, déi fréier Buergermeeschter waren, wann ech mer als Stat d'Bedeelegung, wann ech mer déi natierlech an d'Täsch huelen, an ech soen, d'Gemengen, déi schléissen ech dovunner aus, au profit vun engem Établissement public, dee kee kennt, vun enger Reform, déi kee kennt, wou keen Text virläit, déi net gestëmmt ass, wou mer keng Ahnung hunn, eigentlech scho pränumerando, vun Ufank un: „Elo bezuelt Der emol während zwee oder dräi Joer an da kucke mer, ob iwwerhaapt eppes kënnt."

Loosst déi Suen am Gemengesecteur. A wann Der mat Ärer Reform esou wäit sidd, wann Är Reform esou wäit steet, kënnt Der ëmmer nach bei d'Gemenge goen, fir ze froen, datt se sech dann an deem Pourcentage, deen d'Chamber festleet an engem Gesetz, un de Käschte vun de Pompjeeën a vun der Protection civile an Zukunft wäert bedeelegen.

Wann ech also dat Ganzt beieneeleeën, da stellen ech fest, dass 31%...

Här President, kënnt Der dem Här Berger an dem Här Gramegna soen, datt ech amgaange wier, dem Här Gramegna wëllen ze erklären, dass Der, Här Gramegna, Här Finanzminister, 31%...

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass mat dee wichtegste Chiffer, deen ech elo wëll matdeelen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et ass gutt, da lauschteren ech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Entschëllegt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Entschëllegt mech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Entschëllegt mech, datt ech Iech do gestéiert hunn.

31% vum Excédent ordinaire vun de Gemengen huelt Der de Gemenge vun engem Joer op dat anert ewech. Duerch eng Multitude vu Mesuren, dovu 50 Milliounen, déi absolut net noutwendeg, déi gratuit waren, déi ouni Iwwerleeung an de Raum geworf sinn. An Dir huelt hinnen domadder 20% vun hirer Investiounscapacitéit ewech. D'Investitiounscapacitéit 2013 um Kont vum Gemengesecteur, sinn 725 Milliounen Euro gewiescht. Dir huelt hinnen 20% vun hirer Investitioun.

Et ass schued, datt den Här Bausch net hei ass, well den Här Bausch huet am Numm vun der Regierung virun dräi Wochen oder zwou Wochen, wéi mer hei iwwert déi Projeten geschwat hunn, déi sollen elo étudiéiert ginn, gesot, dass an Zäite wéi dësen, et wichteg wier, dass d'ëffentlech Hand investéiert, a fir datt déi ëffentlech Hand investéiert, hätt de Stat décidéiert, datt d'Investissementer 10% pro Joer an d'Luucht gesat ginn.

Wéi kënnt Der de Gemengen, wéi kënnt Der dem Syvicol, wéi kënnt Der dem Land erklären, dass Der am selwechte Moment, wou deen een Deel vum Stat seet: „Mir géife gären 10% méi investéieren, well dat ass en Deel vun eiser Politik.", deem aneren Deel vum Stat - well d'Gemenge si soss näischt, wéi deen aneren Deel vum Stat - 20% vun hirer Investitiounscapacitéit käppt an en domadder an eng Situatioun bréngt, wou e seng Budgete potentiellement net méi wäerten opkréien?

Här Gramegna… Här President, sot dem Här Gramegna, dass am Gemengesecteur 43% vun de Chargë Gehälter sinn, an der Moyenne. Et sinn der, déi hu méi, et sinn der, déi hu manner. 43, dat ass quasi d'Halschent. Beim Stat sinn et 19%. D'Gemengen hunn, fir sech ze erkréien, fir kënne Politik ze maache géint déi Mesuren, déi Dir mat Ärer Majoritéit elo hei décidéiert, kaum eng Méiglechkeet, fir ze soen: „Mir halen d'Investissementer op."

A gleeft mer et, ech kennen de Secteur laang genuch, déi nächst dräi Joer wäert kee Buergermeeschter ophalen iergendee vun de Projeten, deen en amgaangen ass ze plangen oder deen e wëllt realiséieren, ze realiséieren. An dräi Joer si Gemengewahlen, an et gëtt investéiert, gleeft mer et.

A wat wäert geschéien? Wat wäert geschéien, dat ass, dass den Endettement vun de Gemengen an d'Luucht geet. Den Endettement geet an d'Luucht, dat heescht, déi Suen, déi Der de Gemengen elo hei virenthalt, do wäerten d'Gemenge sech verschëlde mussen. Si wäerte sech verschëlde mussen an d'Endresultat ass null. Null! Well dat, wat Der de Gemengen op där doter Säit ewechhuelt, dat kritt Der op där anerer Säit zu Bréissel net emol ugerechent.

Méi eng onlogesch Politik, méi en onlogesche Gréff an d'Keess vum Stat - well ech d'Gemengen ëmmer als en Deel vum Stat considéréiert hunn - kann ech mir eigentlech net virstellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech sinn…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …erlaabt Der, dass den Här Kersch…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, well ech sinn elo fäerdeg.

(Brouhaha)

Hie kritt d'Méiglechkeet, duerno ze äntwerten, en huet jo fläisseg Notte geholl, e kann dat roueg maachen. Ech sinn do e bësse geschiedegt, well et ass ganz schwéier, mat him eng inhaltlech Diskussioun, fir déi…

(Exclamations)

…ze féieren.

Ech kommen …

(Brouhaha)

Jo, jo.

Ech kommen op… Den Här Kersch behaapt bis haut, datt d'Chifferen, déi ech elo gesot hunn, falsch sinn. Bis haut! Bis haut! Ech kann Iech soen, am Syndicat PRO-SUD si se validéiert ginn. Validéiert ginn! Déi Chifferen, déi ech op den Dësch geluecht hunn, si keng Chiffere vu mir. Dat kënnt alles aus dem Budget, aus der Circulaire budgétaire vum Syvicol, dat heescht vun unerkannten Instanzen!

Här Finanzminister, Dir hutt d'Méiglechkeet, sot mer, dass dat, wat ech elo an deene leschten zéng Minutte gesot hunn, falsch ass, dass et net esou ass, dass d'Gemengen nëmmen 20 Millioune verléieren oder 40 Millioune verléieren, dann zéien ech meng ganz Remarquen zréck.

Mä ech kenne meng Chifferen, well ech hu mech ganz, ganz intensiv mat deenen heite Chiffere beschäftegt. An ech géif mech net esou wäit erausloossen, wann ech net sécher wier, datt se richteg wieren. Mir kënnen iwwer fënnef Milliounen diskutéieren, mir kënnen och nach iwwer zéng Milliounen erop an erof diskutéieren, dat mécht dem Punkt de Komma net ewech, dat mécht der Kaz kee Bockel, oder wéi een dat och ëmmer seet. Et ass d'Tendenz.

Dir huelt de Gemenge méi ewech, wéi Der dem Stat ewechhuelt. Dir maacht eng falsch Politik, well déi Politik lech europäesch net emol eppes bréngt.

Dir hutt - an dat ass mäi leschte Punkt, léif Kolleege vun der Majoritéit - de Problem… Ah, ech wollt nach, Här President, entschëllegt, nach véier Amendementen déposéieren zum Kapitel - entschëllegt - vum Intérieur.

Eemol proposéiere mer, dass den Artikel 28 vun der Loi budgétaire iwwert de Fonds pour la réforme des séances des services de secours, ofgeännert gëtt.

Amendement 2

Amendement concernant l'article 28 de loi budgétaire portant sur le Fonds pour la réforme des services de secours

Le paragraphe (2) dudit article est à supprimer.

Commentaire:

L'article 28 institue un fonds spécial, dénommé «Fonds pour la réforme des services de secours». Ce fonds sera alimenté par une dotation constituée par le produit de l'augmentation du taux de la TVA non prise en compte pour le calcul de la dotation du Fonds communal de dotation financière.

La décision d'affecter des recettes dues aux communes au financement du futur fonds, qui d'ailleurs ne sera pas créé avant le 1er janvier 2015, constitue une atteinte à l'autonomie communale, dans la mesure où des recettes non affectées seront transformées en recettes affectées.

Cet amendement est à voir ensemble avec la motion concernant l'article 26 du projet de loi 6720 relatif au Fonds communal de dotation financière.

La suppression du paragraphe (2) de l'article sous rubrique entraîne la suppression de la mesure 112 des mesures de restructuration budgétaire décidées par le Gouvernement.

(s.) Michel Wolter.

Mir proposéieren dann d'Réintroduktioun vun de Majorations biennales, well mer net der Meenung sinn, dass d'Gemengen déi sollen einfach esou vun engem Dag op deen aneren ewechgeholl kréien.

Amendement 3

Amendement concernant l'article budgétaire 43.004 (43.22) à la page 187 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

L'article budgétaire 43.004 (43.22) est alimenté pour l'année budgétaire 2015 à hauteur de 14,1 millions euros.

09.1 - Finances communales

Article (Code écon.)	Code fonct	Libellé	2013 Compte provisoire	2014 Budget voté	2015 Projet de Budget
43.004 (43.22)	01.10	Part de l'État dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communaux (article 4-2 du règlement grand-ducal du 4.4.1964) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.674.383	14.100.000	14.100.000

Commentaire:

L'article budgétaire 43.004 (43.22) à la page 187 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 fixe la part de l'État dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communaux.

Pour l'année budgétaire 2014 le montant de cette part a été fixé à 14.000.000 euros. Aucune dotation budgétaire n'est prévue pour ce même article budgétaire pour l'année 2015.

Dans le cadre de son programme de consolidation budgétaire, le Gouvernement a décidé de supprimer la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communaux. Il s'agit plus précisément de la mesure de redressement des comptes publics n°110 «Suppression de la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communaux».

Il est rappelé qu'actuellement l'État prend en charge les trois quarts des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communaux. De plus, la décision de la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communaux remonte à l'année 1901 en guise de compensation aux communes pour les missions qu'elles exerçaient pour le compte de l'État (organisation des élections, délivrance des cartes d'identité, tenue des registres de l'État civil...).

La suppression de la contribution de l'État aux majorations biennales représente pour le secteur communal une dépense supplémentaire de plus de 14 millions d'euros alors que les communes continuent d'exercer une panoplie de mesures, services et missions pour le compte de l'État.

Cet amendement prévoit donc de faire doter l'article budgétaire 43.004 (43.22) du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 au moins du même montant tel que prévu et voté pour le budget de l'année 2014.

(s.) Michel Wolter.

Am Spuerpak - am Bezuelpak - proposéiere mer den Artikel 14 ze sträichen. Dat ass deen, wou d'Pipeline elo geluecht gëtt, wou d'Chamber, wa se dat haut stëmmt - a si muss sech bewosst sinn, wat se da mécht -, der Regierung iwwer Règlement grand-ducal d'Méiglechkeet gëtt, fir den ICC ze änneren, an net déi Prärogativ vun der Chamber wëllt halen, déi doranner besteet, dass dat all Joer hei duerch d'Chamber gemaach gëtt.

Amendement 6

Article 14

L'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

L'article sous rubrique entend apporter des modifications à la loi modifiée du 3 juin 1976 concernant le Fonds pour l'Emploi. Il prévoit plus particulièrement de charger les communes d'une contribution supplémentaire audit fonds. La modification prévue tend à enlever aux communes, au profit du Fonds pour l'Emploi, une partie du produit de l'ICC auquel elles ont droit en vertu de la loi du 1er décembre 1936 sur l'Impôt commercial communal. La charge en question n'est toutefois pas uniformément répartie sur toutes les communes. Elle tombe exclusivement à charge de celles dont le montant par résident des rentrées d'impôt commercial diminuées de leur contribution au Fonds pour l'Emploi dépasse trois fois la moyenne nationale. L'excédent ainsi calculé sera versé intégralement au Fonds pour l'Emploi sans pour autant pouvoir dépasser le montant de 12 millions d'euros.

Les modalités de calcul de la contribution supplémentaire seront fixées par règlement grand-ducal. Or, le fait de ne pas fixer les paramètres essentiels de la contribution communale, tels l'assiette et le taux, ou encore le plafonnement des montants à percevoir dans la loi, revient à accorder au pouvoir exécutif de décider seul, en dehors de toute intervention du législateur, des montants de l'ICC à enlever aux communes. La disposition sous rubrique propose en quelque sorte de poser une conduite d'alimentation entre le produit de l'ICC revenant aux communes et le Fonds pour l'Emploi, destinée à fournir celui-ci.

Une telle disposition est contraire au principe de prévisibilité des recettes. En effet la prévisibilité des recettes est primordiale pour la gestion des finances communales. Des incertitudes, voire des fluctuations des recettes créent de l'incertitude et compliquent le financement de projets à long terme, qui demandent néanmoins des revenus raisonnablement stables. Les recettes de l'ICC sont aujourd'hui déjà difficiles à prévoir notamment en raison du décalage existant entre l'exercice d'imposition et l'année de perception des impôts dus. Les communes ont besoin d'un minimum de prévisibilité, sans laquelle une planification financière pluriannuelle devient pour le moins hypothétique.

Le fait que le pouvoir exécutif puisse fixer au moyen d'un règlement grand-ducal à sa seule guise les montants de l'ICC à enlever aux communes entraine que la prévisibilité des recettes n'est plus assurée.

En général, l'effort de consolidation budgétaire des communes, tel que prévu, aura des répercussions énormes sur les budgets communaux. Beaucoup de communes, dont les budgets sont déjà lourdement grevés, risquent l'asphyxie. À moyen et long terme, les communes ne seront plus en mesure d'offrir la panoplie de services à leurs citoyens, voire elles ne seront plus à même d'effectuer les investissements nécessaires pour l'avenir de leur commune. Par ailleurs, il est impossible de reconnaître le vrai fil conducteur définissant la politique budgétaire du Gouvernement. Cette mesure, comme tant d'autres, ne fait pas partie d'un concept global de politique budgétaire cohérent.

Il échet, par conséquent, de supprimer l'article 14 sous rubrique.

(s.) Michel Wolter.

An den Artikel 33 proposéiere mer och ze sträichen, fir net einfach esou, ouni Diskussioun, ouni dass ee mam Secteur geschwat huet, d'Taxe de prélèvement an d'Taxe de rejet ëm 25% an d'Luucht ze setzen an domadder d'Gemengen eigentlech ze obligéieren, nees e Grëff an d'Täsch vun de Leit ze maachen. Well dat do ass jo eppes, wat net bei de Gemengen hänke bleift, dat ass jo eng Mesure, déi direkt duerchgeet an de Budget vun de Leit, ouni Diskussioun!

Amendement 7

Article 33

L'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

L'article 33 sous rubrique entend modifier les articles 15 et 16 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, en proposant une augmentation de 25% des taxes étatiques de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées.

Cette mesure va entraîner un renchérissement du prix de l'eau qui sera facturé au consommateur final. Au-delà de ce renchérissemenent, la modification proposée pose problème. Qu'en est-il des communes qui ont d'ores et déjà atteint le plafond de 7 euros/m3 du prix de l'eau?

Cette mesure risque de pénaliser certaines communes et leurs citoyens. Par ailleurs, à force de multiplier les taxes et autres prélèvements, le Gouvernement fait peser sur les communes et les citoyens une lourde contribution aux efforts de consolidation budgétaire sans qu'il soit possible de reconnaître un vrai fil conducteur définissant la politique budgétaire du Gouvernement à moyen et long terme. Les différentes mesures annoncées ne font pas partie d'un concept global de politique budgétaire cohérent.

Pour les raisons énoncées ci-dessus, il est proposé de supprimer l'article 33 du projet de loi.

(s.) Michel Wolter.

Mir kënnen eis an enger gesamter Diskussioun iwwer Waasser, Ofwaasser - där mer eis als CSV net wäerte verschléissen, wa se kënnt - mat enger Reorganisatioun beschäftegen, mä net ouni Weideres dat elo maachen.

Dir hutt…

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wär fäerdeg elo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*-…erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn… D'Regierung huet dëser Deeg…

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Jo, da kënnt Der roueg heihinnerkommen an dat da soen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mä, bon et ass méiglech, datt eppes onwëssend net richteg ass. Wann et eppes ass, ass et jo an der Rei, wann et méi Saache wären…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ech géif et gäre soen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, da sot mer et.

Kann ech nach eng Schlupp huelen?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo.

Et war awer 2006, wéi mer de Waasserpräis, d'Neutralitéit vum Waasserpräis ausgemaach haten. Do war och décidéiert ginn an enger Commission tripartite, datt d'Héicht vum Waasserpräis och misst neutraliséiert bleiwen. A säit 2006 ass keng Erhéijung, weder vum Waasser, nach vum Ofwaasser, gemaach ginn. An dofir gëtt dat elo gemaach. An dat mécht eben dee Präis aus. An normalen Zuelen ass dat 1 bis 1,25 Euro de Fudder. Dir dierft dat elo net esou duerstellen, wéi wann dat plus 25… Jo, et si plus 25%.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et si plus 25%.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Mä dat ass eng Saach, wou mir eigentlech just onse Verflichtungen noginn, déi 2006 ofgemaach waren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Bon, meng Kolleege soe mer, déi besser am Dossier do dra sinn, datt déi Affirmatioun, déi Der maacht, net richteg ass. Mä ech soen lech awer eppes aneschters.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- D'Verwaltung rechent dat all Joer aus…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech weess dat net.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- D'Verwaltung rechent dat all Joer aus op Basis vun de Chifferen um Terrain vun den Donnéeë vun de Gemengen an da gëtt eng Moyenne geholl an dann entsteet dat.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Madame Loschetter,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, mir maachen elo net…

M. Michel Wolter *(CSV).*- …wat an der Diskussioun feelt, dat ass, dass no 2006 eng ganz Rei vun aneren Décisiounen och an der Politik geholl gi sinn. Notamment déi, fir e maximale Waasserpräis festzehalen. An déi Taxe de rejet hei, déi zwou Taxen hunn eng direkt Influenz op déi gesamt Kompositioun vum Waasserpräis. A mir mussen och nach eng Kéier seriö iwwert d'Ofwaasserproblematik diskutéieren.

Dofir soen ech jo net, dass mer net d'accord sinn als CSV, fir doriwwer ze diskutéieren a gegebenenfalls le moment venu domadder d'accord ze sinn, wa mer do méi wäit sinn, mä fir dat elo ze maachen, ouni verhandelt ze hunn, ouni mat de Leit geschwat ze hunn, ouni mat den Ofwaasser- an de Waassersyndikater diskutéiert ze hunn, einfach par un fait du prince, ass eng Solutioun, déi mir net kënnen deelen.

Dir hutt, léif Frënn aus der Majoritéit, de Problem erausfonnt, deen Der hutt. Dir hutt e Kommunikatiounsproblem. Dat hutt Der viru 14 Deeg gesot, nodeem d'Sondagen erauskomm sinn iwwer eng breet Majoritéit an dësem Land jo u Support, deemools hutt Der gesot: „Mir wëssen elo, wat eise Problem ass. Mir hunn e Problem vu Kommunikatioun".

Ech mengen, dass Är Kommunikatioun dat lescht Joer doranner bestanen huet, dass Dir am stillen Kämmerlein décidéiert, an da loosst Der d'Leit kommen, een nom aneren, an da sot Der hinnen, wat Der décidéiert hutt.

Dialog, Transparenz ass eppes aneschters. Dat ass eppes, et huet een eng Iddi, et diskutéiert een dat contradictoire mat deene Leit, déi och eppes domadder ze dinn hunn, an dann hëlt ee seng Décisioun. Mä, eng Décisioun ze huelen, eng, zwou, zéng, 20, 30 - all Acteur social huet lech dat do gesot, ech sinn net deen Eenzegen, deen lech dat dote seet -, eng Décisioun ze huelen a se dann de Leit just mat communiquéieren, wa méiglech nach virum État de la Nation, oder wat och ëmmer. Ëm eng Auer d'Leit komme loossen, fir um dräi Auer dann ze annoncéieren, wat een hei gemaach huet, dat huet mat Dialog, mat Transparenz, mat Verhandlungen näischt ze dinn.

Ech mengen net, dass Dir e Problem vu Kommunikatioun hutt. Ech mengen, dass Der e seriöen inhaltleche Problem mat Ärer Politik hutt, wéi ech lech et elo an där leschter Stonn bewisen hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Den Dialog gëtt dann esou gefouert, wéi Dir mat mir elo grad, hein!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Genau!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kënnt lech d'Wuert froen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn eng Wuertmeldung nach vum Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Majo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi Debatt hei ofgewaart, fir ze kucken, wat vu konkrete Virschléi géif an dës Debatt erabruecht gi vun der Oppositioun. Mir hunn eng ganz Rei vu Motioune virleien. Mir hunn eng Rei vun Amendemente virleien. Ech mengen, d'CSV selwer ass sech och bewosst, dass mer Amendementen zum Budgetsgesetz an dësem Moment net méi kënne stëmmen. Well wa mer déi géife stëmmen, da misst nach eng Kéier eng Navette mam Conseil d'État kommen, an da kéint de Budget fir 2015 net den 1. Januar a Kraaft trieden.

Well dee Budget awer eng Rei vun Dispositiounen huet, déi mussen den 1. Januar a Kraaft trieden, duerch d'Budgetsgesetz, ass et de jure onméiglech, dat hei ze maachen, ausser, et wëllt ee mam Land e risege Risiko agoen.

Dofir bedaueren ech nach eng Kéier, dass, zumindest, wat all déi Punkten ugeet, déi d'Budgetsgesetz betreffen, déi Amendementen net éischter an der Diskussioun waren. Well zu deem Zäitpunkt, wou d'CSV se elo hei erabruecht huet, ass et de facto onméiglech, deen heiten Text, och wa mer wéilten, onméiglech, déi heiten Texter ze stëmmen. Well dat heescht, dass mer fir den 1. Januar kee fäerdege Budget hätten, dass mer also an eng komplett juristesch onsécher Situatioun hei era géife kommen. Ech mengen, dat wëllt souguer d'Oppositioun sécherlech net!

En zweete Punkt ass déi Haaptkritik, déi vun der Oppositioun, net vun deene Lénken, mä haaptsächlech vun der CSV a vum ADR jo geäussert ginn ass: „Dës Spuerefforten oder dës Konsolidéierungsefforte ginn net wäit genuch. Dee Pak hei, deen Zukunftspak, dat ass Pipifax par rapport zu deenen enormen Efforten, déi gemaach gi sinn ënnert de viregte Regierungen."

Als LSAP ware mer dobäi. Et ass richteg beschriwwe ginn, dass mer do och haart Diskussiounen haten, fir déi jeeweileg Spuerpäck op d'Been ze kréien. An, ech hunn dat schonn a menger éischter Ried gesot: Et ass net, dass näischt geschitt wär während der leschter Period. Selbstverständlech net! Do deelen ech déi Aschätzung, déi déi vormalig Oppositioun mécht, sécherlech net!

Ech géif awer gären awer e Bléck zréckwerfen. An ech géif mer just wënschen, dass d'CSV, anstatt ëmmer hei beléierend opzetrieden an alles honnertprozenteg gutt ze fannen, wat war, an alles awer och radikal schlechtzerieden, wat kënnt, wa mer zesumme vläicht géifen en Effort maachen, fir en objektiven Inventar ze maache vun deem, wat war. Dat mécht sech sécherlech haut méi einfach, wéi wann een am Moment selwer muss déi Décisiounen huelen.

An ech hunn nach eng Kéier hei déi Spuerpäck matbruecht, déi déi viregt Regierung ficeléiert huet. Et ass eng karikatural Duerstellung vum Här Wolter, ze soen, an der viregter Regierung wären d'Sozialisten nëmmen drop erpicht gewiescht, fir d'Steieren eropzesetzen, an d'CSV wär nëmmen drop erpicht gewiescht, fir ze spueren.

Mir hunn eis fonnt, ech sinn houfreg drop, dass mer et fäerdegbruecht hunn, duerchzesetzen, dass de Spëtzesteiersaz zweemol eropgesat ginn ass, fir d'Éischt op 39% an duerno nach eng Kéier op 40%. An ech si virun allem houfreg drop, dass mer et fäerdegbruecht hunn, och d'Betriber mat an deen Effort fiscal eranzekréien duerch d'Besteierung vun de SOPARFIen, duerch eng minimal Besteierung, Kierperschaftssteier vu sämtleche Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg. Dat war fir eis Partei eng wichteg Avancée och vun Équilibrage vun deem dote Spuerpak an der Diskussioun mat eisem vormalige Koalitiounspartner.

Et muss een awer och soen, dass schonn deemools d'Cour des Comptes, all d'Patronatschamberen, d'Banque centrale net midd gi sinn, drop hinzeweisen, dass d'Politik misst proaktiv agéieren, well gewosst wär, dass fir den 1. Januar 2015 géifen op ee Schlag Honnerte Milliounen Euro ewechfalen.

Et war deemools net onbedéngt gewosst, dass et der 700 Millioune géife ginn. Mä d'Progressioun vun den Einnahmen am E-Commerce ass esou gewiescht, dass mer elo op deem dote Chiffer wahrscheinlech wäerten d'nächst Joer landen. An duerno ass et jo net eriwwer. Dat geet jo nach déi nächst Jore weider. Déi Kritik war ëmmer do!

Mä déi viregt Koalitioun konnt sech just eenegen op dee Punkt, elo dat ze maachen, wat bis Enn 2014 méiglech war. A si war sech bewosst, an et soll haut keen de Contraire soe kommen, dass déi Regierung, déi géif no deene Wahle kommen, misst deen dote Problem da léisen. Dat soll ee ganz éierlech soen.

Ech hu keng Virschléi gesinn, vu kenger Säit, déi drop geziilt hätten, nach zousätzlech 700 Millioune sichen ze goen, sief et bei Aspuerungen, sief et bei zousätzleche Steieren. Or, dat ass awer elo dee Problem, virun deem net nëmmen dës Regierung steet, dës Majoritéit steet, mä virun deem d'Lëtzebuerger Land steet! Virun deem dës ganz Chamber steet!

Do ka sech kee verfuussen a soen: „Dat do ass net eise Business. Dat do ass eppes, wat eis näischt ugeet. Kuckt, dass Dir domadder eens gitt." Neen, dat ass eppes, wat mer gemeinsam musse schëlleren.

An do sinn ech éierlech enttäuscht, well ech déi CSV awer och emol vun enger anerer Säit kannt hunn! An ech froe mech, ob d'CSV vun haut nach déi ass, déi ech emol iwwert déi lescht Joren a Regierungsbedeelegungen zesumme kannt hunn. Eng Partei, déi mat eegenen Iddie kënnt. Déi sech net nëmmen drop beschränkt, praktesch alles ofzelehnen, wat vun enger anerer Säit kënnt.

Mä kuckt Iech dach, wann ech gelift, Är eegen Amendementen un, déi Der a leschter Minutt hei aus der Täsch gezaubert hutt! Déi ginn dach nëmmen drop aus - nëmmen drop aus! -, fir eng Rei vun Aspuerungen, strukturell Aspuerungen, déi dës Regierung, dës Majoritéit proposéiert huet, réckgängeg ze maache respektiv ze reduzéieren.

Ech kann net direkt all Är Moossname chiffréieren, mä en Iwwerschlag, e graffen Iwwerschlag, deen ech gemaach hunn, iwwer Är Amendementen haaptsächlech, plus d'Motiounen, weise mer, dass, wann een dat géif...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, entschëllegt, den Här Gramegna wëllt eng Prezisioun ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech wollt, well ech a leschter Minutt nach eng Korrektioun vun enger Ziffer hunn, dann dat eben soen elo hei am Sall, well ech déi Ziffer just eréischt virun zwou Minutte krut, an an der Opstellung, déi den Här Bodry elo vläicht mécht, war déi nach net bekannt.

Ech wëll just soen, dass mer de Chiffrage gemaach hunn, wa mer géifen de Plafong am Logement vu 50.000 erëm op 60.000 eropsetzen, wat de Coût vun där Mesure ass: Dat géif 2015 aacht Millioune kaschten an dat géif, vun 2016 un, ronn 20 Millioune kaschten. Ech wollt just déi Ziffer an d'Debatt setzen, well et ass e wichtege Bestanddeel vun eiser Diskussioun. Mir wëlle jo mat Ziffere schaffen. Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da kéime mer, wann een déi doten Zuele mat arechent, 2015 eigentlech op eng Mannererspuernis am Budget vu wäit iwwer 30 Milliounen, ronn 40 Milliounen. An déi Zuel, déi géif sech méi wéi verduebelen, bal verdräifachen am Joer 2018, wann een de vollen Impakt vun deem Netmaache vun deenen Erspuernisser do duerchrechent.

Ech froe mech: Huet d'CSV och déi dote Berechnung gemaach? Si werft jo der Regierung vir, hir Chiffere wären net seriö. Huet d'CSV, déi deen dote Reproche viru sech dréit, huet se bei sech selwer e genaue Chiffrage gemaach vun all deenen Amendementen an de Motiounen, déi se eraginn huet? Wa jo, da wär ech virwëtzeg, dat elo prezis gewuer ze ginn, well ech konnt nëmmen eng graff Aschätzung vun deem maachen, wat se hei proposéiert huet.

Dat heescht also am Kloertext, dass, mat allem, wat d'CSV hei proposéiert am Budget 2015, mer missten eng gutt 40 Millioune méi léine goen. Dat heescht dat do! Well si hu parallell et verpasst, och nëmmen eng konkret Spuermoossnam ze nennen, déi scho voll géif duerchschloen am Budget 2015. Si huet et gemaach am Logement, mä do huet se awer gläichzäiteg eng aner Erspuernis wëlle ganz sträichen, soudass do de Saldo an deem Punkt och wäert negativ si fir de Statsbudget. Ech bedaueren dat!

Ech bedaueren dat, dass mer effektiv, och no dësen Debatten, net an enger Diskussioun sinn, d'Propositioune vun der Regierung, déi ee ka kritiséieren, an doniewent awer eng Géigepropositioun, am beschten en Alternativbudget - dat gëtt et jo, dat ass et schonn zu Lëtzebuerg ginn, dat gëtt et och am Ausland regelméisseg -, zemools vun enger Partei, déi siwe fréier Regierungsmembere bei sech zielt, wär et dach sécherlech méiglech gewiescht, mat där geballter Kompetenz, déi do ass, mat deem geballte Wëssen, mat där Erfahrung, déi do besteet, hei en Alternativprojet zur Diskussioun ze brengen. Dann hätte mer kënnen déi doten Diskussioun hei wierklech op den Argumenter féieren an net nëmmen eis drop...

(Interruptions)

...beschränken, hei alles ofzelehnen, wat vun enger Säit kënnt, an duerch näischt Équivalentes ze ersetzen. Dat, wat d'CSV hei proposéiert, bedeit fir 2015, ënnert dem Strëch, méi e groussen Defizit beim Statsbudget.

Ass dat gewollt vun der CSV? Dat kann net gewollt sinn, opgrond vun deem, wat se als Haaptargument an där Diskussioun vun Ufank un hei ugefouert huet.

An ech soen nach eng Kéier, dat Spill do wäert der CSV net duerchgoen. Dir kënnt Iech net während véier Joer, bis zu den nächste Wahlen, verstoppen! Ëmmer nëmmen Nee soen, wann et drëm geet, ze spueren. An da gläichzäiteg verlaangen, et misst nach méi gespuert ginn! An de Leit net ze soen, wou een da wierklech wëllt spueren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn Iech schonn eng Kéier d'Rechnung...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, erlaabt Der, dass den Här Lies...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech!

M. Marc Lies *(CSV).*- Här Bodry, Dir sot, datt effektiv eng Mesure géif fale gelooss ginn am Beräich vum Logement. Ech hunn et virdrun erkläert gehat, wat dann effektiv déi Mesure 183 ugeet: datt soll gespuert gi beim Pacte Logement, an op där anerer Säit, datt effektiv méi investéiert gëtt an de subventionéierte Wunnengsbau. Wat begréissenswäert ass, wuelverstanen!

Wann awer op där enger Säit am Budget 2015 bis 2018 dee Moment méi Suen am Pacte Logement ausgi ginn, a fir de subventionéierte Wunnengsbau gëtt och méi ausginn, wou ass do de Spuereffort vu ronn 19 Milliounen iwwert déi Durée bis 2018 respektiv d'nächst Joer, wou bal fënnef Milliounen ageschriwwe sinn? Wou ass do de Spuereffort?

An: Ech hunn Iech och eng Propos ginn, d'Nummer 181, wat eng Spuermesure sollt sinn - déi begréissenswäert ass - vun der Madame Minister, wou et dann drëm geet, fir de Meter-carrés-Präis ze reduzéieren. Do hunn ech Iech och e Rechebeispill ginn. A wann e Promoteur privé... A sot mer elo hei net, e Promoteur privé géif net méi bëlleg baue wéi 2.500 Euro de Meter carré! Wann een dat eng Kéier héichrechent op 1.000 Wunnengen, sinn dat 35 Millioune Spuereffort. 4.000 Wunnengen, déi solle gebaut ginn am Beräich vum Logement subventionné oder besser gesot am Mietwohnungsbau an deenen nächste Joren: Wann een dat héichrechent, da sinn dat 140 Milliounen.

A wéi gesot, verdréit eis elo d'Wierder hei net, wat gesot ginn ass a wat net gesot ginn ass! Wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bon, Här Lies, ech mengen, mir brauchen Är Ried net nach eng zweete Kéier hei ze héieren. Ech hunn déi éischte Kéier scho ganz gutt nogelauschtert. Dir braucht dat net nach eng Kéier hei alles ze widderhuelen. Mä Dir wësst hoergenau, dass, egal wat fir eng Mesure een haut mécht, déi net wäert 2015 am Budget scho gräifen! Déi Wunnengen, déi sinn haut jo emol nach net am Bau, vun deenen do geschwat gëtt. Et kann ee jo net retroaktiv eng Rei vu Saachen applizéieren. An duerfir ass et fir mech ganz kloer, dass u sech hei vun der gréisster Oppositiounspartei... D'ADR ass hoergenau op därselwechter Linn, quitte dass déi seet: Den Tram ewech, da sinn eis Problemer geléist.

Ech wëll nach eng Kéier soen: Deen Effort, deen hei ze maachen ass, ass net, eng Kéier eng Milliard Euro ze spueren oder duerch Méieinnahmen ze kréien. Mä deen Effort, deen dëst Land muss maachen, an net nëmmen dës Regierung, ass deen, fir all Joers strukturell eng Milliard Euro am Endeffekt spéitstens 2018 ze spueren!

D'CSV misst souguer eigentlech nach méi wäit goen! Well an hirem Wahlprogramm steet net dran, fir 2018 den Équiliber vun den ëffentleche Finanzen ze erreechen, an hirem Wahlprogramm steet dran, fir schonn 2017 den Équiliber vun den ëffentleche Finanzen ze realiséieren. Dat heescht, si misst nach vill méi Efforte maachen am Spueren! An ech sinn haut net gewuer ginn, wou se dat wëllt maachen.

Et bleift dem Här Wiseler seng Ausso, dass e seet, bei den Investissementer sollt ee weider spueren. Gläichzäiteg huet hie selwer mat senger ganzer Partei virun enger Woch eng Motioun hei wëllen duerchdrécken, wou eng Dépense vum Stat vu ronn 80 Milliounen Euro op 400 Milliounen Euro géif eropgesat ginn. Wann dat d'Spuerpolitik an den Investissementer ass, déi d'CSV wëllt maachen, da wënschen ech dem Land bonne Chance! Esou kann et net goen.

Esou einfach kann an däerf d'CSV sech et net maachen! Well, wa se dat wëllt maachen, da muss se och konkret soen, wat fir eng Projete se géif definitiv fale loossen. Well et geet ëm e strukturellt Spueren. Et geet ëm e strukturellt Spueren an den Investissementer. Et geet net drëm, fir ee Joer eppes ze spueren. Et geet net drëm, e Projet ëm een, zwee, dräi Joer no hannen ze réckelen. Déi Dépense kënnt awer. Et geet drëm, fir Projeten definitiv falen ze loossen. An ech wär frou, wann d'CSV wierklech dat dote mengt.

An hire Fraktiounspresident war jo ganz formell do, dass hien der Meenung wär, dass an den Investissementer dat net däerft eropgoen déi nächst Joren, dass déi missten um Niveau vun 2014 festgefruer sinn. Da soll en eis opgrond vun de Fongen - déi leie jo vir - mat d'Projete soen, wou d'CSV der Meenung ass, déi Projete sollten iwwerhaapt net gemaach ginn. Da kënne mer gären déi Diskussioun féieren.

Wann do nach Spuerpotenzial ass, gleeft mer, d'LSAP, wann et vernünfteg ass, mécht do mat! Mä mir kënnen awer déi Diskussioun nëmme féieren, wann d'CSV endlech konkret gëtt, endlech net an allgemenge Phrasen hei hir gutt Absichte bekunt, mä wierklech seet, wat dat do am Endeffekt wäert heeschen.

Madame Hetto, ech kommen och gären op lech zréck! Dir hutt eng Motioun hei erabruecht, wou d'CSV...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, d'Madame Hetto wollt...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech wëll och do net déi Ried nach eng Kéier héieren! Ech hunn dem Här Lies seng...

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

...schonn nach eng Kéier héieren. Et bréngt näischt, nach eng Kéier och nach engem anere Spriecher seng Ried ze héieren.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Neen, neen, wann ech gelift, Här President! Wann ech gelift!

(Exclamations)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech géif, ech géif...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Also sot, lauschtert emol! Wou si mer dann hei?

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nom Reglement däerf all Deputéierten zweemol schwätze kommen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Och en Deputéierte vun eis?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- En däerf gären hei eropkommen. Ah, selbstverständlech! Hunn ech de Contraire gesot?

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Ech brauch net bis eropzekommen, ech wëll just eppes soen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Wolter, Dir kënnt gären nach eng Kéier zréckkommen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kommen och nach eng Kéier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Maacht dat!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President! Ech hunn de Fanger elo schonn x-mol ausgestreckt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen a Kolleeginnen, ech froen ëmmer gentiment d'Riedner, ob se bereet sinn, op eng Fro, eng Interventioun ze äntwerten. Ech hunn dat esou beim Här Wolter gemaach. Ech maachen dat och esou beim Här Bodry. An ech iwwerloossen dem Riedner de Choix, fir dat ze maachen oder net ze maachen. Dann huet den Deputéierten nach ëmmer de Choix, fir herno ze intervenéieren. Ech probéieren do, jiddwereen esou ze behandele wéi deen aneren. Mä et ass awer de Choix vum Orateur. En Zwëscheruff kann een ëmmer maachen. Mä wann ee méi laang wëllt schwätze, dann ass et entweder mam bon Vouloir vum Riedner oder et mellt ee sech herno nach eng Kéier zu Wuert.

Merci!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech denken, dass d'Madame Hetto mer wollt d'Fro stellen. Si hat sech jo an enger Motioun ausgeschwat derfir, dass déi gratis Betreiung vun deene ganz klenge Kanner soll gestrach ginn an eigentlech net agefouert ginn, wat e mëttelfristegt Zil ass. Net fir muer an och net fir 2015, ech wëll dat nach eng Kéier soen! Alles, dat doten och, déi potenziell Aspuerung, wann eng Regierung géif op dat doten Zil definitiv verzichten, géif sech net am Budget 2015 bemierkbar maachen.

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Déi géif sech méi spéit bemierkbar maachen, well déi Infrastrukture selbstverständlech net am Laf vun deem nächste Joer geschéien. Dat ass alles mëttelfristeg, wéi sech dat dote mécht. Dofir bleiwen ech bei menger Rechnung, dass mer hei duerch déi Amendementen, déi d'CSV erabréngt, an enger graffer Duerstellung den Defizit vum Statsbudget wäerten ëm gutt 40 Milliounen 2015 verschäerfen. Dat kann, menger Ansicht no, net eng seriö Absicht si vun enger Partei, déi esou laang d'Responsabilitéit fir d'ëffentlech Finanzen hei zu Lëtzebuerg hat.

Da wëll ech gären zréckkucken op déi Konsolidéierungspäck aus der leschter Period a kucken, eigentlech, wat se ausgemaach hunn. Well do geet et net duer, einfach global Chiffferen ze nennen, do muss een awer an den Detail goen, wat vun deene Moossname war, a kucken, wat wierklech strukturell Erspuernisser waren, vun deene mer haut nach eppes hunn, a wat sinn där net gewiescht. An effektiv, wann een dat genau kuckt, gesäit een, dass praktesch dat Eenzegt, wat strukturell ass, d'Recettësäit ass. Op der Einnahmesäit sinn u sech Einnahme geschafe ginn, déi bis op Weideres en definitive

Charakter hunn. Quitte dass, menger Ansicht no, eng Solidaritéitssteier och vläicht eng Kéier geduecht ass, fir ze verschwannen oder zumindest eng Kéier erofgesat ze ginn, wann d'Lag sech ännert.

Mä all déi Moossnamen op der Einnahmesäit - et ass jo dat, wou d'CSV sech haut dru stéiert: ze vill Steieren -, alles dat, wat an der leschter Period gemeinsam décidéiert ginn ass, dat war strukturell.

A wann ech dann emol kucken, wat dann esou op der Dépensësäit, beim Aspueren da strukturell war, da gesäit et awer net méi esou blendend aus! Ech kann Iech net soen, wat vun deenen immensen Zommen, déi hei kontabelsméisseg agespuert si gi bei den Investitiounsfongen, tatsächlech och haut nach Aspuerunge sinn!

Dat waren der knapp 300 Millioune bei deem zweete Spuerpak an et waren der souguer 361 Milliounen ausgewisen an deem éischte Spuerpak, awer och gerechent net par rapport zum Joer virdrun, mä par rapport zu enger Trajectoire, déi ee gezeechent huet. De facto waren et der also manner, fir ganz éierlech ze sinn. Et ass also eng Kontabilitéitsform, déi u sech net erfonnt ginn ass vun dëser Regierung, mä déi eng ganz laang Traditioun huet.

Wéi vill vun deene Millioune si wierklech definitiv agespuert ginn, sinn also Projeten, déi guer net gebaut ginn? Eng absolutt Minoritéit vun deenen dote Projete si Projeten, déi guer net wäerte gebaut ginn. D'Majoritéit vun deene Projete si Projeten, déi einfach no hanne geréckelt si ginn an déi elo, komescherweis, an dës Mandatsperiod falen. Et muss also elo décidéiert ginn - vläicht gemeinsam, vläicht dann nëmme vun dëser Majoritéit, wéi et ausgesäit -, wat mat deene Projeten do an Zukunft geschitt.

An da kucke mer op déi aner Punkten. D'Frais de fonctionnement, dat weess ech, d'Frais de fonctionnement sinn net gerechent gi par rapport zum Joer virdrun, mä si gerechent gi par rapport zu enger Trajectoire: „Wéi wär et gewiescht, wann näischt geschitt wär?", soudass och de reellen Effet vun deenen Aspuerunge bei de Frais de fonctionnement, wat e klengen Deel souwéisou nëmme vun deene Spuerpäck war, méi kleng war wéi deen, deen no baussen affichéiert ginn ass.

A virun allem awer, wann ech alles zesummerechnen, kommen ech drop, dass beim zweete Spuerpak, Budget 2013, vläicht 20%, wann ech héichrechnen, vläicht e Fënneftel - vläicht e Fënneftel! - strukturell Ausgabereduzéierunge waren.

Wéi gesäit et elo bei dëser Regierung aus? Firwat war et gutt bei der viregter Regierung an elo ass et d'Katastroph bei dëser Regierung? Wat huet sech do geännert, wann net d'Zesummesetzung vun der Oppositioun a vun der Regierungsmajoritéit?! Dofir, loosse mer fair sinn, loosse mer objektiv kucken, wéi mer déi eenzel Punkten do maachen!

Eigentlech nach méi peinlech - wann ee wëllt déi Argumentatioun vun der CSV hei weiderféieren -, si seet: „Ma, an der viregter Regierung, do ass de Gros vun den Efforte gemaach gi bei den Ausgaben." Ech hu scho gesot: D'Investitiounen, do muss ee wierklech dann den Tri maache vun deem, wat definitiv gestrach ginn ass, a vun deem, wat nëmmen ëm e puer Joer opgeschuppt ginn ass, also un déi nächst Regierung weiderverierft ginn ass.

Mä do ass zum Beispill opgefouert, e ganz interessante Punkt, do steet zum Beispill an deem Spuerpak mat dran: «Réaménagement des modalités d'intervention de l'État en faveur des étudiants» - eng Erspuernis vun 33 Milliounen Euro! Elo wësse mer awer, dass opgrond vun där Décisioun vum Europäesche Geriichtshaff, déi vläicht esou iwwerraschend net fir jiddweree komm ass, schlussendlech aus där Erspuernis vun 33 Milliounen eng Méiausgab vu ronn 40 Milliounen entstanen ass.

Dat also kontabilitéitsméisseg elo als eng Erspuernis duerzestellen, vun haut aus gekuckt, ass sécherlech falsch. Dat war en fait eng Méiausgab, an och do huet dës Majoritéit misse kucken, dat Bescht aus der Situatioun ze maachen, fir dass effektiv dat doten net eng schwéier Méibelaaschtung fir déi nächst Jore fir de Statsbudget wäert duerstellen.

Soudass also, wann ech deen dote Chiffer huelen, vläicht 10% vun deem ganze Pak, vun deem éischte Pak, strukturell Aspuerunge waren op der Einnahmesäit. Dat, fir ze soen... Ouni dat a Fro ze stellen, wat gemaach ginn ass! Mä wat mech stéiert, dat ass déi Schoulmeeschterei hei! Et ass och dat vläicht, wou vill Leit es mat de Jore genuch hunn. Ech soen Iech dat. Wann een ëmmer mat Leit ze dinn hutt, déi mengen, si hätten d'Wourecht gepacht, si géifen ni Feeler maachen, ma wéi fillt ee sech dann esou schappeg! Wéi fillt ee sech dann esou schappeg, wann ee kuckt, wéi dichteg déi dote Leit sinn a wéi ongerecht déi Leit do eigentlech behandelt gi sinn.

Dat, fir lech ze soen, dass ech dovunner iwwerzeegt sinn, dass déi Diskussioun hei doriwwer, wéi mer aus der Scholdefal erauskommen, net eriwwer ass mat där heiter Debatt. Déi wäerte mer mindestens all Joer nach eng Kéier féieren. An ech géif mer just éierlech wënschen, dass déi méi oppe wär, méi gezeechent wär vun engem Sech-openeen-Zoubewegen, wéi u sech déi Frontenopdeelung, déi mer hei kannt hunn. Dat ass en éierleche Wonsch, deen ech hunn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Ech hunn eng weider Wuertmeldung vum Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll e puer Bemierkungen nach mat an déi Diskussioun hei erabréngen opgrond vun der Interventioun vum Kolleeg Alex Bodry. Hien huet hei am Fong gesot, datt d'Oppositioun Amendementer erabruecht hätt, déi géifen zousätzlech finanziell Belaaschtunge fir de Statsbudget mat sech bréngen, a keng Propositioune gemaach hätt, wéi dat op där anerer Säit géif géigefinanzéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...keen Amendement. Ech hu kee gesinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bodry, mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser huet Iech de Moien hei iwwer 400 Milliounen opgezielt, wou de Stat kéint spueren, ouni datt en iergendwéi engem Bierger dowéinst hei misst am Land weider Geld aus der Täsch zéien. Iwwer 400 Milliounen huet de Fernand Kartheiser de Moien hei Punkt fir Punkt opgezielt, wou kéint gespuert ginn. Dir hutt dat anscheinend net matkritt!

Wann ech elo dat mat eisen Amendementer vergläichen, dann sinn dat Peanuts vun deem, wat mir als Amendement verlaangen a wat mer als Géigepropositioun gemaach hunn, wou de Stat kéint vill méi Gelder spueren. Dat just, fir kloerzestellen!

Zweete Punkt, d'Amendementer. Et gëtt hei vun der Majoritéit a vum Här Bodry gesot: „Firwat hutt Der déi Amendementer net an der Kommissioun bruecht?" Ma, ganz einfach: Wa mer se an der Kommissioun bruecht hätten, dann hätt Der se an der Kommissioun ofgelehnt, wéi Der alles an der Kommissioun ofgelehnt hutt!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dir hätt et zwar léiwer an der Kommissioun gehat.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dir hätt et léiwer an der Kommissioun gehat, well dann hätten d'Leit dobaussen nämlech net gemierkt, datt Der se ofgelehnt hutt! An hei an ëffentlecher Sitzung...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Hei, hei an ëffentlecher Sitzung musst Der Fuerf bekennen an d'Leit am Land mierken,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Kuckt d'Reglement! Kuckt d'Reglement vun der Chamber!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wat Der oflehnt. An duerfir hätt Der se gären an der d'Kommissioun an Dir wëllt se net an der ëffentlecher Sëtzung, mä dee Gefale wäerte mer Iech net maachen!

Deen drëtte Punkt, deen ech wëll soen, dat ass och am Zesummenhang mat den Amendementer. Den Här Bodry huet hei seng Interventioun elo ugefaangen an en huet gesot: „Dir wësst alleguer, datt mer déi Amendementer do net kënnen unhuelen, well soss kënne mer de Budget net stëmmen a mir mussen awer virum 31. Dezember e Budget gestëmmt hunn."

Ech stellen d'Fro, Här President, un d'Gambia an un den Här Bodry zréck: Wann net deen Zäitdrock wier, géift Der se dann unhuelen?

Géift Der se dann unhuelen? Dir hutt hei gesot, et wier zäitlech net méi dran, fir se unzehuelen. Duerfir froen ech: Wann et zäitlech dra wier, géift Der se dann unhuelen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et hätt een eng Diskussioun kënnen an der Kommissioun féieren, wou ee gekuckt hätt, ob ee vläicht hei op eenzelne Punkten en Accord fonnt hätt, deen iwwert déi Majoritéit vun der Regierung erausgaange wier.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, Här President, wann dat d'Propositioun vun der Majoritéit ass, da géif ech soen: Ma, da stëmmt Dir haut Äre Budget, a mir schécken déi Amendementer hei un de Statsrot...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat geet net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach! Dach, mir stëmmen de Budget a mir schécken déi Amendementer un de Statsrot. A mir waarden am Januar of, wat de Statsrot eis zu deenen eenzelnen Amendementer seet a mir kënnen zu all Moment am Januar nach e Projet de loi hei deponéieren als Kommissioun, wou mer dann Ännerungen un dësem Budget maachen! Kommt also elo net a sot, déi Amendementer hätte kee Wäert!

Da sot éierlech: „Mir wëlle se net unhuelen a mir sichen elo egal wat fir Argumenter, fir se net unzehuelen." Mä kommt net dermat, datt et den Zäitdrock wier oder d'Kommissioun. Dat si keng Argumenter! Dir wëllt se net unhuelen! Dir wëllt hei eben Är Politik duerchsetzen. Dat ass Äert gutt Recht. Mä da sot et! A kommt net a sot: „Maacht Propositiounen!", a wa Propositioune kommen, da sot Der: „Jo, dat geet elo net, mir hu keng Zäit méi."

Neen, deen Trick, Här Bodry, dee geet net! Wann Dir se wëllt unhuelen oder souguer nëmme wëllt driwwer diskutéieren, da soe mir, da géife mir, Här President, eis Amendementer haut net zum Vote bréngen, wa mer en Accord fannen. A mir géife se un de Conseil d'État schécken, mir géifen d'Äntwert ofwaarden. A wa mer dann d'nächst Joer uganks des Joers eis eens ginn, datt déi Amendementer berechtegt wieren an dann och wahrscheinlech d'Zoustëmmung vun der Majoritéit kréien, da maache mer e Projet de loi, wou mer d'Budgetsgesetz d'nächst Joer ëmsetzen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dat geet jo guer net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, dat wëllt Der och net! Dach, dat geet, Madame Loschetter! Dat geet!

Une voix.- Neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, Dir kënnt all Gesetz zu all Moment ëmänneren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Esou wäit misst Der jo awer wëssen, wéi mer an der Prozedur hei stinn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat ass eng Proposition de loi.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, kommt elo net, mir hätten et sollen an d'Kommissioun bréngen an et wier keng Zäit méi. Sidd éierlech a sot: „Mir wëllen näischt un eisem...

(Interruptions)

...Budget änneren. Mir wëllen en esou duerchzéien, wéi mer e presentéiert hunn. An alles dat, wat d'Oppositioun bréngt, akzeptéiere mer net, egal wat et ass."

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Fir kloer ze sinn: D'ADR-Amendemente wëlle mer net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Der wëllt, mir sinn d'accord, fir eis Amendementer zréckzezéien, wann Der domat d'accord sidd, datt mer se un de Statsrot weiderginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen.

(Brouhaha)

Hunn ech soss nach Wuertmeldungen? Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wäert ganz kuerz sinn, well ech mengen, no all deene laangen Debatten ass dat meescht, wann net alles, wann net schonn ze vill gesot.

Ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, datt mer wierklech alleguerten hei am Land ganz gespaant waren, wéi den Här Wiseler am Oktober gesot huet, datt se géifen als gréisst Oppositiounspartei och hir Iddien erabréngen, hir Virschléi erabrénge fir de Budget 2015, a wéi e gesot huet, si géifen déi och direkt beim Dépôt vum Budget erabréngen an datt een dann Zäit hätt, fir se ze diskutéieren.

Mir wëssen, datt dat net de Fall war. Mir ware ganz gespaant, mir hunn näischt kritt. Emol net gëschter, mä haut hu mer déi éischt Texter kritt. Dat waren emol net alles Amendementer, et ware ganz vill Motiounen. A mir wëssen alleguer, den Alex Bodry huet virdru scho gesot, datt mer dann an der Prozedur net ronn kommen, datt mer dann net erauskomme beim wichtegste Gesetz, dat mer hei am Joer stëmmen, beim Budgetsgesetz, datt dat net opgeet. Bei den Amendementer net an nach manner bei de Motiounen! Well bei de Motioune si jo nach keng Texter, déi do virleien. Da misst een also fir d'Éischt do emol Texter schreiwen an der Regierung, an der Chamber, bis mer praktesch d'nächst Woch zesummekommen, an dann eréischt d'Navettë veuillez lire: d'Navettë mam Staatsrot) maachen. Dat géif, egal wéi, net bis den 31. Dezember opgoen, fir dat och nach eng Kéier hei dann ze stëmmen.

Dir maacht do wierklech décke Bluff! Dir maacht do wierklech eppes, vun deem Der ganz genau wësst, datt dat net geet!

Dann inhaltlech, zu deenen Iddien, déi komm sinn.

(Interruption)

Wann ech kucken, wat an deenen Amendementer, wat an deene Motioune steet vun der CSV, da gesinn ech, datt do exklusiv drasteet, wat net soll gemaach ginn. Dat heescht, d'CSV ass weider an hirer Logik: „Nee, nee, nee!" Alles dat, wat net soll gemaach ginn, zum Beispill an der Famill, datt do net soll d'Allocation d'éducation, d'Allocation de maternité ofgeschaaft ginn. Si soen awer net, wéi vill dat dann eventuell eben als Méilaascht wier.

Beim Logement hu se och eng Rei Saache gesot, wat net soll gemaach ginn. Zum Beispill och d'TVA-Erhéijung op d'zweet, drëtt, véiert, fënneft Wunneng. Ech ginn net méi am Detail op déi Saachen an.

Iwwerall soe se nëmmen, maache se Propositiounen, wat net soll gemaach ginn. Et gëtt och net gesot, wat dat dann erëm weider kascht. Néierens ass eng Fiche financière. Néierens gëtt ongeféier gesot, wat de finanziellen Impakt do ass. Mä ech kann Iech soen, och ouni do elo Chifferen ze hunn, an hire Propositiounen ass kee Spuereffet, au contraire. Dat géif nämlech eng Méibelaaschtung ginn, déi an d'Honnerte vu Millioune geet.

Ech sinn och verwonnert, muss ech awer soen - nach eng kleng Klammer op -, datt een da virdrun hei virgeworf krut vun engem CSV-Sprecher, datt mir oder datt d'Regierung nom Accord - net zwee oder dräi Deeg, mä awer e puer Deeg duerno -, net do konnt Zuelen op den Dësch leeën.

Ech wëll nëmmen drun erënneren, datt d'CSV viru Joren nach en Accord salarial ausgehandelt huet, wou se nach Méint, Joren duerno net konnt soen, wat fir een Impakt dat huet, datt se sech emol net bewosst war, datt dat och en Impakt huet op de Secteur conventionné. An da kann ech mech och nëmme wonneren, datt dann den Deputéierte Laurent Mosar, Här President, och nach Question-parlementairë stellt, fir emol ze froen, wéi vill dat da géif kaschten. Dat hätt ee sech sollen e puer Joer virdru froen!

(Interruption)

Här President, och wa mer Zäit hätten, den Här Gibéryen huet elo virdrun esou eng ganz fantasievoll Iddi gehat,...

Une voix.- Jo, jo!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...och wa mer Zäit hätten, kann ech elo soen, mat deem, wat mer haut héieren hunn, datt mer déi Amendementer, och wa mer se laang diskutéiert hätten, net ugeholl hätten.

(Exclamations)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass eng kloer Sprooch! Voilà!

(Exclamations)

M. Eugène Berger *(DP).*- A firwat?

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kommt net mat faulen Argumenter! Da sot et!

M. Eugène Berger *(DP).*- A firwat?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat do ass Kloertext!

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat si keng Alternativen. Dat ass nämlech e Scholdepak, wat si proposéieren!

(Interruption)

Dat si keng Alternativen, fir de Budget an den Équiliber ze kréien!

(Brouhaha)

Dat si keng Alternativen, fir d'Statsfinanzen an de Grëff ze kréien!

(Coups de cloche de la présidence)

Ech kann Iech just soen, mat eisem Budget, do hu mer den...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, ech héieren de Riedner net méi!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...Examen zu Bréissel gepackt. Mä mat Äre Propositiounen, mam Nee...

(Interruptions diverses)

...hätte mer den Examen net zu Bréissel gepackt, Här President.

Nach just ee Wuert direkt zu de Motiounen. An, ech mengen, dat hunn ech hei scho genuch erkläert, mam Inhalt.

Eng Motioun just, wou ech wéilt soen, wou et e besonnesche Grond wier, fir déi net unzehuelen - ech mengen, et ass déi vun der Madame Hetto -, wou deen éischten Tiret ass, ech hunn

et elo, mengen ech, ongeféier auswenneg am Kapp: «invite le Gouvernement à abandonner ses ambitions».

Mir wäerten alles maachen, mä, ech mengen, dës Regierung wäert dat..., op alle Fall, dat ass dat Lescht, wat se géif maachen, hir Ambitiounen opginn, fir hei ze kucken, d'Statsfinanzen erëm an de Grëff ze kréien, fir Zukunftsperspektive fir déi nächst Generatiounen ze schafen. An an där Aarbecht wäerte mir se voll ënnerstëtzen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi nächst Wuertmeldung kréien ech vum Här Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt jo am Fong net fir d'Zweet schwätzen, mä wann ech dat awer alles héieren hunn, kommen ech awer net derlaanscht, trotzdeem e puer Wuert ze soen.

Ech soen, hei gëtt eis reprochéiert, eng Rei Saachen net chiffréiert ze hunn. Gutt. Ech wëll just soen, dat kann ee reprochéieren, datt ee vläicht eng Motioun net chiffréiert. Mä ech soen Iech awer och: Datt hei Amendementen eragereecht gi sinn an do d'Motiounen eragereecht gi sinn - iwwerhaapt! -, dat ass awer säit 10, 15 Joer déi éischte Kéier, datt et gemaach gëtt an datt Propositiounen op den Dësch kommen!

Déi lescht Joren, wéi d'DP an der Oppositioun war, si keng Motiounen hei erakomm, si keng Propositiounen erakomm vun Iech. Dofir, kommt eis hei keng Lektioune maachen, wéi déi Budgetspolitik...

(Interruptions)

...an déi Diskussioun an der Oppositioun ze féiere sinn!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zweet Remarque:...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zweet Remarque, dat ass déi, fir ze soen: Mir hunn dat net chiffréiert, mä ech soen Iech, an deem Budget, esou wéi en hei virläit, do sinn d'Chifferen och net all dran! An dee musse mer awer elo stëmmen a fënnef Minutten! Do sinn d'Chifferen net dra vun deem,...

(Interruption)

...wat de Congé parental wäert méi kaschten, wann Der d'Allocation d'éducation ofschaaft. Wou sinn déi Chifferen dann? Déi stinn net do, et gëtt einfach net gerechent. Dat si Milliounen, déi do méi wäerten Dépensë sinn, wéi hei drasteet! Net chiffréiert an Ärem Budget.

Dir sot: „D'Gratuitéit an d'Personal, wat soll nokommen, dat ass eng mëttelfristeg zousätzlech Dépense, dofir brauch se net dran ze sinn." Zumindest misst se am Pluriannuel sinn.

Mä ech soen Iech awer och: Wann Der dat esou wéi ugekënnegt fir d'Rentrée 2016 wëllt maachen, da géif ech awer mengen, dann hätt Der awer besser, 2015 unzefänken, déi éischt Dépensen ze maachen, fir dat opzeriichten, wat Der braucht, fir dat Personal anzestellen, fir dat dorobber virzebereeden, datt een et à partir vum September 2016 ka maachen. Ech sinn iwwerzeegt, Dir bréngt et net fäerdeg, fir dat ze maachen. Dofir hutt Der och keng Sue virgesinn. Mä wann Der et seriö géift mengen a wann Der et seriö sollt maachen, dann hätt Der awer nu wierklech besser, déi Sue schonn an de Budget 2015 anzeschreiwen.

Elo hunn déi verschidde Riedner hei opgezielt, wat dann an de Motioune vun der CSV, pardon, an den Amendementer vun der CSV drasteet a wat net drasteet an dat opgelëscht.

Do sinn ech d'accord, well dat méi schwéier ass, wéi mer geduecht haten, an der Oppositioun, wou een net méi iwwert déi technesch Kompetenz vun Administratioune verfüügt, déi engem zur Säit stinn, fir detailléiert Texter auszeschaffen. Dat ass esou! Dofir hu mer eng Rei Saachen, déi an der Technik ganz, ganz schwiereg waren an déi mer och net feelerfräi wahrscheinlech hikritt hunn. Wie kann dat: einfach eleng esou schreiwen? An dofir hu mer jo Administratiounen, déi gutt sinn an déi der Politik hëllefen an zur Säit stinn, fir déi Saachen ze maachen. Och dës Regierung huet dee Budget net selwer geschriwwen. Och deen hunn d'Administratiounen zu engem Haaptdeel geschriwwen, och wann d'politesch Décisioune vun der Administratioun kommen (veuillez lire: vun der Regierung kommen).

Dofir hu mer eng Rei Motioune gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...net ganz komplizéiert awer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dofir hu mer jo eng Rei Amendemente gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Abrogez, abrogez!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et sinn der awer anerer, déi ganz komplizéiert sinn an déi méi schwiereg sinn, an déi hu mer an de Motioune beschriwwen. An déi hu mer an eisen Iddie gesot, déi mer hei entwéckelt hunn. An da fannen ech et..., besonnesch wann ee just déi eng hëlt an déi aner guer net!

Ech wëll nach eng Kéier och der e puer einfach énumeréieren, déi mer hei kloer an däitlech gesot hunn, déi och deelweis an eise Motiounen drastinn. Den Här Roth huet de Moie relativ kloer gesot, wou mer wëllen an der Steierpolitik higoen. En huet vun der Erhéijung vun der Grondsteier geschwat. En huet och vun der Adaptatioun vum Steiertariff geschwat respektiv vun de Revisiounen, haaptsächlech vun den Abattementer iwwert d'Scholdzënsen, d'Assurancen an d'Bausparverträg.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dat war eng Diskussioun, déi kann een esou maachen. Et kann ee se och anescht maachen, wann een dat wëllt.

(Interruptions)

Mir hu proposéiert, an Dir hutt et gesot, d'Investissementer erofzesetzen. Mir hu proposéiert, se op deem Niveau ze halen, wéi se an deene leschten dräi, véier Joer waren, wat en immens héijen Niveau war. Mir hunn nämlech och gekuckt, wat d'Dépensenzuele waren. Ech hu leider, wéi gesot, déi Zuele vum September just gehat, wat do d'Dépensë waren, déi 2014 gemaach gi sinn, a festgestallt, datt déi 15% ënnert de previsibelen Dépensë waren. A mir hunn dofir gesot, mir mengen, datt een dat guer net hikritt, déi Dépensen, déi hei ugaange gi sinn oder déi hei annoncéiert gi sinn, och wann ee méi Personal rekrutéiert. Esou einfach geet dat net. Et hänkt net um Personal, mengen ech. Et hänkt un de Prozeduren. Et hänkt un der Aart a Weis, wéi een dat muss ëmsetzen. Et hänkt un der Planifikatioun vun der Geschicht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann Der sot, mir packen et net méi, da reportéiere mer déi Dépensë just op en anert Joer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, déi 137 Milliounen, déi Dir 2014 gespuert hat an deem Budget, waren awer exactement d'selwecht. Den Här Bausch huet et kloer an däitlech gesot. All déi Spuermoossnamen, déi Dir grouss annoncéiert hutt am Budget 2014, waren och sécherlech keng strukturell Moossnamen.

Ech wëll awer just soen, Dir hutt mir gesot: „Wat fir eng strukturell...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wat fir eng strukturell Moossnamen hutt Der geholl an deene leschte Joren? Wat hutt Dir da gestrach am Budget?"

Ech wëll Iech just drun erënneren, datt ech mat groussen Diskussiounen an deene leschte Joren eng Rei Projete gestrach hunn aus deene pluriannuellen. Ech hunn d'Escher Zuchstreck fir 1,6 Milliarde gestrach. Ech hunn d'Streck um Kierchbierg fir 1,2 Milliarden Euro gestrach. Ech hunn déi Gare um Kierchbierg fir 200 Milliounen Euro an d'Gare zu Zéisseng fir 300 Milliounen Euro gestrach. Dat sinn iwwer 3 Milliounen (veuillez lire: 3 Milliarden) - Dir sot et - strukturell Spuermoossnamen, déi net méi an der ganzer Programmatioun drastinn!

Mir hunn eng ganz Rei Projete wesentlech méi bëlleg gemaach, wéi se ugekënnegt waren. Dat ware grouss Diskussiounen hei an der Chamber. Dat hu mer gemaach.

An ech soen Iech och, datt... An et ass ganz schwéier, wann Der elo sot: „Wéi géift Der am Detail déi Verschiebungen do maachen?" Well fir Iech dat hei ze soen... An ech hunn et zéng Joer laang gemaach!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma gemeinsam kucken!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Genau! Ech hunn et zéng Joer laang...

(Exclamations)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ben. Ma selbstverständlech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...gemaach an ech sinn zéng Joer zu engem Resultat all Joers komm.

Mä ech soen Iech et awer och ganz kloer: Deen do Exercice, dee maacht Der net, wann Der déi Administratiounen net hutt, déi Iech genau kënne soen, wéi wäit e Projet engagéiert ass, wat mer wierklech brauchen elo, a fënnef Joer, an zwee Joer oder guer net! Dir braucht do déi technesch Kompetenz, fir dat och technesch unzegoen. Well et sinn net politesch Froen, et si ganz oft technesch Froen, déi sech stellen, wou een heiansdo méi bëlleg Alternative fënnt. An ech soen Iech ganz kloer: Dat kritt Der net hin, wann Der net all déi Leit, déi sech dagdeeglech dorëm këmmeren, zur Säit hutt, fir et ze maachen.

(Interruption)

Mir hunn och eng ganz Rei Moossnamen an der Familljepolitik proposéiert. Déi kommen awer an Äre Rechnunge guer net zréck!

Mir hunn Iech gesot, datt mer zwar dee ganze Pak global géife kucken an engem Mix vu Steieren a vun de Coût-de-fonctionnementen, dee mer géife maachen. Mä mir hunn Iech awer och eng Rei Prezisioune gesot. Mir hunn Iech gesot, datt mer déi Dépensen, déi mer wëllen erofschrauwen, géifen esou erofschrauwen, wa mer d'Allocation d'éducation wëlle behalen, datt mer déi Zomm verdeelen op déi 106.000 Familljen, déi mer hunn, déi 184.000 Kanner, wou et da kengem guttdeet, mä awer och kengem esou wéi, datt e Problemer domadder huet. An net just 8.000 Leit mat der Schëpp op de Kapp haen an deene richteg gutt wéi doen! Mir géifen dat ganz aneschters verdeelen. A mir mengen, richteg, dat wär wesentlech méi sozial gerecht.

Mir hu gesot, datt mer d'Allocation de rentrée scolaire géifen ersetzen duerch Sachleeschtungen. Mir hu gesot, datt mer de Chèque-service géifen iwwerkucken an deen och méi esou organiséieren, datt déi Leit, déi méi verdéngen, och méi misste bäileeën a mer doduerch e gutt Stéck géife spueren.

Mir hu gesot, datt mer bereet wären, och déi Gläichstellung vum éischten an zweete Kand als eng vun den Alternativen ze engagéieren, mä awer net à partir vum drëtte Kand, well de Risque de pauvreté méi grouss wär. Mir hu gesot, datt, wann Der dat vum drëtte Kand géift maachen, da géife mer zumindest d'Allocation pour famille nombreuse zousätzlech dozousetzen, fir et ofzespecken, wann déi aner Spuermoossnam muss gemaach ginn.

Dir kënnt also net soen, datt mer hei keng Propositiounen op den Dësch geluecht hätten, wat reell Aspuerunge sinn. Heiansdo ass et schwéier, se ze chiffréieren, well Der den technesche Know-how net hutt. Dat géife mer gär maachen; mä mir hu se an de Motiounen hannerluecht, mir hu se erabruecht. An ech hätt och gär, datt déi fair Evaluatioun dovunner géif gemaach ginn. Well dat, wat mir hei erabruecht hunn, dat ass wesentlech, mindestens op deem Niveau vun deem, wat dës Majoritéit proposéiert huet, wann Der d'Rechnung och géift total maachen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech hunn elo keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech wäert versichen, aus deenen Débaten esou konstruktiv wéi méiglech Konklusiounen ze zéien. Dat ass net einfach, och op Basis vun deene leschten Interventiounen, déi zu engem gewëssenen Deel dach awer ganz polemesch waren!

En fait geet et hei jo drëms, e Problem ze léisen, deen d'ganzt Land eppes ugeet. An ech hu jo versicht, a menger Introduktioun zu dësem Débat ze erklären, dass den Équilibrage vun de Statsfinanze jo eppes ass, wat jo fir alleguerte vun eis misst eng wichteg Saach sinn.

Ech si wierklech elo e bëssen an den Doute komm, well ech hat mer hei opgeschriwwen, well den Här Wiseler dat gesot huet - an ech sinn och frou, dass hien nach eng Kéier intervenéiert ass -, den Här Wiseler huet gesot, d'CSV géif den Diagnostic deelen, dass d'Statsfinanzen net équilibréiert sinn an dass dat muss geléist ginn. Ech fannen dat wäertvoll, dass mer doriwwer op d'mannst e Konsensus hunn. An ech mengen, den ADR deelt deen Diagnostic och.

Ech muss awer feststellen, dass op d'mannst den Här Wolter dat net deelt, well hien huet jo gesot, an ech hunn dat wierklech eng pauschal Formel fonnt: „Mir hunn näischt falsch gemaach." Näischt! A visiblement huet déi heite Regierung alles falsch gemaach!

Ech kann dat doten net esou stoe loossen. Ech wëll vläicht just e bëssen no hanne kucken. Et ass jo ganz wichteg, dass an dëser Chamber, do war eng Unanimitéit an dëser Chamber 2008 fir ze soen: Déi Kris, déi hei kënnt, ass esou grav, dass mer mussen antizyklesch handelen an dass mer musse méi Dépensen tätegen a mer eis dofir och e bësse méi verschëlden. A mir haten dee Sputt.

Ech kucken zréck, wou ech deemools war: an der Chambre de Commerce. Mir hunn dat och als Chambre de Commerce begréisst, dass d'Regierung dat géif maachen. An dozou stinn ech haut als Persoun an ech mengen, dozou sti wahrscheinlech all déi Deputéiert, déi deemools hei am Sall waren, dass 2008, 2009, vläicht och nach 2010 huet misse méi investéiert ginn.

De Problem ass, dass mir, an dat ass wierklech eegenaarteg (veuillez lire: wierklech eenzegaarteg) fir Lëtzebuerg, dass mir en fait déi Politique keynésienne vun der Relance duerch méi Dépensen an den Dépenses publiques einfach weidergemaach hu bis 2013 inclus! An dofir huet eis Schold sech verdräifacht vu 7% vum BIP op 23% haut!

Also kommt mir maachen hei eng Distinctioun, mir geheien net alles mateneen ewech. Dat war eng gutt Iddi 2008, 2009 an och nach vläicht 2010. Mä 2011, 2012, 2013 hätt misse gehandelt ginn! An ech mengen, et gëtt jo och e Konsensus zu Lëtzebuerg, dass do hätt missen eppes gemaach ginn. An dofir behalen ech léiwer zréck dat, wat den Här Wiseler gesot huet a verschidden anerer, mengen ech, a senger Partei: dass mer den Diagnostic deelen. Well wa mer den Diagnostic net deelen, jo, da komme mer ni weider!

An dann ass vill insistéiert ginn - ech hat emol guer net wëlles, op dee Punkt zréckzekommen, well ech schonn a menger initialer Ried driwwer geschwat hat -, dass hei nëmmen ee Véirel vum Effort géif mat Reduktioun vun Dépensë gemaach ginn an déi aner dräi Véirel mat Augmentations de recettes. Dat ass richteg 2015! Mä déi Réduction de dépenses an déi, déi och nach an der Tëschenzäit derbäikommen, 2016, 2017, 2018, déi rééquilibréieren dat jo, soudass mer 2018 net ganz op 50/50 sinn, awer net méi wäit dervun. Mä ech hunn dat jo explizéiert! Fir elo ze maachen, wéi wann et dat net géif ginn, dat fannen ech net korrekt!

An den Alex Bodry huet ganz flott ënnerstrach, dass justement déi Réformes structurelles 2011, 2012, 2013 net gemaach gi sinn. Et ass haaptsächlech mat den Investissementer en Décalage geschitt an domat ass de Gros vun de Reduktioune vun den Dépensë geschitt. An ech wäert och dorobber zréckkommen.

Ech halen also fest, dass mer eis eens sinn, dass eis Statsfinanze musse sanéiert ginn. Mir sinn eis net eens, an dat ass och zum Deel normal, wéi mer dat maachen. All Partei huet hir Prioritéiten, hir Wieler, an dat ass normal.

Ech kommen also gären op eng zéng Punkten awer ganz kuerz zréck. Bal all Mënsch huet iwwert d'Konjunktur geschwat, dass eis Hypothees vläicht optimistesch ass. Mir hunn drop geäntwert, dass mer déi Prognos vun 2,7 halen, déi mer drageschriwwen hunn, well mir changéieren de Budget net all fënnef Minutten! Dat huet och nach keng Regierung virdru gemaach. Mä mir gleewen och u Lëtzebuerg, u seng Upassungsfäegkeet, souwuel vun den Entreprisë wéi och vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen.

Et geet eis haut net méi esou gutt wéi vläicht viru véier, fënnef Joer. Mä et geet eis am internationale Verglach nach ëmmer immens gutt! An dann, muss ech soen, deet et mer wierklech wéi, wann hei vum ADR proposéiert gëtt, dass mer missten eis Aide-au-développements-Politik manner generéis gestalten! Wa mer gesinn, wat an der Welt alles lass ass, déi politesch Risiken, déi strategesch Risiken, an der Ukrain, dat ass net wäit ewech vun ons...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass awer keng Entwécklungshëllef!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen. Mä déi Risiken, déi do bestinn, a Syrien, an all déi aner Länner, wou en immenst Leed ass! A wéi solle mer dann deene Leit erklären, dass elo eis Aide au développement vun 1%, wou mer stolz sinn, dass mer déi erreecht hunn, soll op 0,7% erofgoen? Dat kann ech net novollzéien!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Setzt Iech emol derfir an, datt all déi aner Länner hir 0,7 bezuelen!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Domat ass de Leit och gehollef...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, domadder wier e vill gehollef!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An et wier vill méi, wéi mer aspueren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här Finanzminister huet d'Wuert, wann ech gelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also dat ass richteg. Et wier gutt, wann alleguerten d'Länner géifen hir Obligatiounen anhalen. Do kann ech lech nëmme recht ginn!

Et sinn e puer spezifesch Froe gestallt ginn. Ech kann net op se alleguerten äntweren. Ech wollt der awer e puer huelen, déi den Här Wiseler als Spriecher vun der Haaptoppositiounspartei hei virbruecht huet.

Ech wollt erklären, ënner anerem och, fir ze soen, dass mer awer opgepasst hunn op ville Saachen, wou gemaach gëtt, wéi wa mer net opgepasst hätten. Zum Beispill: Mir kafen e Gebai fir 86 Milliounen, d'Cité (veuillez lire: d'Cité policière) beim Flughafen, fir 86 Milliounen. Dat ass richteg. Doduerch spuere mer Loyer. Mä déi 86 Milliounen, do si mer eis natierlech bewosst, dass mer déi ausginn. Mir hunn awer en parallèle och en Terrain verkaaft fir 90 Millioune bei der Gare. Dat neutraliséiert sech. Dat ginn zwee separat Projets de loi. Déi sinn elo net méi am Zukunftspak dran, mä mir hunn do der Opposition formelle vum Statsrot nogelauschtert an dat dann esou separat eraginn.

En zweet Beispill: D'Administration des Contributions, do kréie mer eng Erhéijung vum Personal, well mer do wëllen d'Lutte géint d'Fraude verstäerken. Do sinn ech gefrot ginn, wéi mer op de Calcul vun de Recettë komm sinn, an do wollt ech dem Här Wiseler soen, mir hunn do d'Eckwäerter geholl an d'Erfahrungswäerter, déi an der Vergaangenheet enregistréiert gi sinn. Déi kennt d'Administratioun an déi hu mer zréckbehalen. Ech wëll och ënnersträichen, dass dat additionnelt Personal, wat mer dofir astellen, natierlech am Numerus clausus virgesinn ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zweete Punkt: Et ass vill iwwert déi Oppositions formelles vum Statsrot geschwat ginn, 33 Stéck. Ech wëll soen, dass dat sech, éischtens emol, erkläert, well mer jo déi 24 Mesurë vum Zukunftspak haten - dat ass jo eng legislativ Aarbecht, déi riseg ass! -, an dass fir zwee Drëttel vun deene 24 Mesuren, also 16 Stéck, iwwerhaapt keng Opposition formelle dra war.

Da wëll ech och soen, dass de Statsrot fir all déi Taxen am Domän Santé an an der Éducatioun - Homologatioun -, dass en do de Prinzip vun deenen Taxen attackéiert huet. A vu dass där Taxen eng Rëtsch dra waren, wéi Der alleguerten ënnerstrach hutt, hu sech déi Oppositions formelles multiplizéiert. Also, an der Somme, muss ech soen, sinn et där Oppositions formelles net esou vill a mir hunn deenen natierlech all Rechnung gedroen.

Drëtte Punkt, do mengen ech och, dass mer bal e Konsensus hunn. Fir déi meescht Parteien an och fir déi Haaptoppositiounspartei an natierlech d'Majoritéitsparteien ass et kloer, dass dat heite keen Austeritéitsbudget ass. Et sinn awer zwou Parteien, déi deelen dat net. Den Här Reding an den Här Urbany hu gesot, dat hei wier en Austeritéitsbudget. Ech muss soen, ech kann dat intellektuell net novollzéien. Hei ginn d'Dépensë 4% an d'Luucht. Kuckt am Ausland, wéi vill do d'Croissance vun den Dépensen ass, an da soen ech lech: Neen, dat hei ass net en Austeritéitsbudget!

En revanche, wann een dat géif maachen, wat den ADR proposéiert, d'Investitioune ganz staark erofzefueren, majo dann hätt een en Impakt op der Croissance an dann hätt een en Austeritéitsbudget. A wann ee géif maachen, wat déi Lénk proposéieren, d'Taxe spektakulär an d'Luucht ze setzen, da géife mer all ausländnesch Investisseuren ewechscheien, keng nei méi kréien, der vill hei verléieren, an dann erëm hätte mer Austeritéit!

Véierte Punkt, den Investissement. Ech mengen, dat hei ass ee vun de Kärsujeten, wou mer eis net eens sinn, an dofir wëll ech e bësse méi laang doriwwer schwätzen. En ass vum Här Wiseler, vum Här Roth, vun de Rapporteuren, vu ganz ville vun lech hei ugeschwat ginn. Zu Recht!

Wa mer d'Investissementer no ënne fueren, da schwäche mer d'Croissance. An dat wollte mir net! Wa mer d'Investissementer no ënne fueren, da si mer en contradiction mat deem, wat alleguerten d'Analysten an Europa soen, dass mer e Mangel un Investissement an Europa hunn, haaptsächlech am Privatsecteur, mä awer och am Secteur public. An de Juncker-Plang ass jo grad d'Äntwert dorobber! A mir sinn do grad an där Linn.

Déi Investissementer, déi mer tätegen, déi schafen net nëmme Wuesstum, déi schafen natierlech Aarbechtsplazen, déi schafe Kontrakter, alles dat, wat mer brauchen! Mir sollen also net op dem Bockel vun den Investitiounen a futur Infrastrukture spueren, mir sollen net an Investissementer...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Ma da sinn ech frou, Här Wolter, dass...! Mir sollen net op den Investitioune spueren an op Käschte vun deenen nächste Generatiounen, fir domat eis lafend Käschten, déi ze héich sinn, ze finanzéieren!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Madame Presidentin, well den Här Minister grad just bei den Investissementer ass an ech him eng konkret Fro gestallt hunn, wollt ech hie froen, ob en nach wéilt dorobber äntwerten. Soss géif ech him se nach eng Kéier stellen, well ech hätt gären eng Äntwert.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Minister?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Meng konkret Fro war déi, Här Gramegna, well Der jo elo de Luef vun den Investissementer, vun der Croissance a vun der Politik gemaach hutt, firwat dass Der am selwechte Moment, wou Der sot, mir musse beim Stat d'Investissementer 10% an d'Luucht setzen, de Gemengen hir Capacitéit, fir ze investéieren, ëm 20% erofsetzt. Firwat?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech kommen nach op d'Gemengen ze schwätzen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Och prezis op déi Fro, wann Der wëllt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech kommen op d'Gemengen ze schwätzen.

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also, do hu mer eng Divergence d'opinion iwwert d'Investissementer an Dir hutt jo och selwer gesot, Här Wiseler an och Här Wolter, dass Dir an der Vergaangenheet den Ajustement iwwert d'Investissementer gemaach hutt. Den Här Bodry huet richtegerweis ënnerstrach, dass dat oft, net ëmmer, Décalagë waren, also och net ëmmer Erspuernisser. A mir hunn et d'selwecht 2014 gemaach! Ech ginn dat gären zou, dass mir 2014 jo bei deem Pak vun 200 Milliounen, dee mer do gespuert hunn, 130 Millioune manner Investissement virgesinn haten.

Dat huet mir net gutt gefall, mä ech hunn dee Moment nach déi Method, op déi mer elo gebaut hu fir de Budget nouvelle génération, nach net zur Verfügung gehat. Fir dann also op déi néideg 200 Milliounen ze kommen, fir och genuch ze spuere par rapport zum Effort, deen néideg war par rapport zum Pacte de stabilité et de croissance, hu mir och 130 Millioune misse spuere par rapport zum Investissementsplang, dee mir op Bréissel geschéckt haten.

Ech hunn awer och elo nogekuckt, wat den Taux d'exécution am November ass, Här Wiseler. Dir hutt mech jo och gefrot, wou mer do dru wieren. An déi lescht Zifferen, do si mer am Taux d'exécution bei den Investissements directs, wou een dat ka moossen, bei ronn 85% am November. Dat ass par rapport zu deem, wou mer 2013 waren, méi wéi 10% méi. Do ware mer bei 74% an 2012 bei 72%, ëmmer am November verglach. Dir gesitt also, dass mer awer am Taux d'exécution gutt geschafft hunn.

Wéi ass - an dat ass mäi fënnefte Punkt - d'Verdeelung vum Effort? Do hat ech och schonn a menger initialer Ried vill drop gepocht. Et ass richteg, dass de Bierger e gewëssenen Deel vun deem Effort dréit duerch d'TVA. Ech repetéieren nach eng Kéier, dass d'TVA schlussendlech, mat de Spezifissitéite vu Lëtzebuerg, plus ou moins hallef an hallef gedroe gëtt vun de Bierger op där enger Säit a vun den Entreprisen, dem Stat an de Gemengen op där anerer Säit, dass mer den Taux super-réduit halen an dofir deene Schwächsten entgéintkommen an dass mer natierlech déi 0,5%-Steier ageféiert hunn oder aféiere wëllen, wou mer de soziale Mindestloun neutraliséieren. Jo, dat ass dat, wat de Particulier bezilt.

D'Entreprisen, den Här Haagen huet dat ganz gutt erëmbruecht, d'Entreprisë bezuelen och hiren Deel, doduerch dass se eng Rëtsch Subventioune manner kréien, doduerch dass se an der Mutualitéit manner kréien an och an der Zukunft do manner kréien. An dofir ass et wichteg, dass een dat am Kapp behält.

Mä mir hunn eppes net gemaach, wat déi viregt Regierung awer gemaach huet: Mir hunn d'Steiere vun den Entreprisen net an d'Luucht gesat. Dat ass e Choix politique! A firwat hu mer dat gemaach? Well mer mengen, dass eis Entreprisë genuch Steieren elo bezuelen an et elo net de Moment ass, fir se weider ze belaaschten. Ech wëll drun erënneren, dass an deene leschten dräi Joer d'Taxen eropgesat gi si fir d'SOPARFlen, en Impôt minimum fir alleguerten d'Gesellschaften an den Impôt de solidarité an d'Luucht gesat ginn ass.

Vu dass d'CSV ganz oft drop insistéiert, dass d'Entreprisen hir wichteg sinn, wëll ech lech soen: Dëser Koalitioun sinn d'Entreprisen och ganz wichteg! An dofir setze mer fir d'Entreprisen d'Steieren an dësem Pak net an d'Luucht.

D'Gemengen, dozou wëll ech nëmmen zwou Saache soen. De But, firwat dass d'Gemengen hei zur Saach bäigezu gi sinn, ass net, fir mat de Bréisseler Zifferen ze spillen. Et ass einfach, dass bei jiddwerengem en Effort gefrot ginn ass. An et ass richteg, dass och bei de Gemengen en Effort gefrot ginn ass. Ech hunn d'Mesurë beschriwwen. Ech fannen och déi vun der Kreatioun vun engem Rettungsdéngscht a vu Pompjeeën zesummen tëschent Stat a Gemengen, dass dat eng gutt Synergie ass, wou mer och Geld spueren.

An ech muss lech soen, ech hu gekuckt, wéi d'Recettë vun de Gemengen an den nächste Jore wuessen. Am Joer 2015 wuessen d'Recettë vun de Gemengen 2,8%. Déi wuessen 1% méi wéi d'Recettë vum Stat, trotz alle Mesuren! An am Joer 2016 wuessen d'Recettë vun de Gemengen iwwer 6%. Ech mengen, dass d'Gemengen e gewëssene Sputt hunn! An dat ass meng Äntwert op Är Fro iwwert d'Investissementer. Ech mengen net, dass et de Gemengen esou schlecht da wäert goen.

E sechste Punkt, well awer iwwert déi Mesure ganz vill geschwat ginn ass, iwwert d'TVA. Iwwert d'TVA wëll ech en fait just nach e puer Saache soen. Éischtens hunn ech vu kengem eppes héieren, wat d'TVA ubelaangt, wou mer jo och en Ajustement gemaach hunn, iwwert den Alkohol. À part vum Här Reding schéngt keen ze considéréieren, dass dat e Bien de première nécessité ass.

Zu der TVA Logement kréie mer vläicht e bësse Geleeëenheet, fir driwwer ze schwätzen, well jo och doriwwer Motioune sinn. Ech wëll awer zu deem faméise Plaffong vu 50.000 Euro nach Folgendes soen: Dat Éischt ass emol, dass dat eng Mesure ass, déi vill Geld kascht. Wann een dee Seuil vu 50.000 op 60.000 eropsetzt, dat kléngt harmlos, mä, wéi ech virdru während der Interventioun vum Här Bodry gesot hunn, wann een dat géif maachen, wier de Käschtepunkt 2015 8 Milliounen an 2016 iwwer 20 Milliounen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä Dir hat versprach, datt et bei de Leit net géif méi deier ginn. Dat ass…

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mä dat ass de mechaneschen Aspect vun der Hausse vun der TVA.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt mechanesch méi deier, mä et gëtt méi deier!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, loosst den Här Gramegna schwätzen!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wëll awer dozou soen, dass déi viregt Regierung justement de Seuil vu 60.000 op 50.000 erofgesat hat. Dat hutt Dir jo gemaach! An elo frot Dir eis, mir sollen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir haten de Contraire…

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- …e vu 50.000 erëm op 60.000 eropsetzen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir haten de Contraire awer och net versprach! Dir hutt versprach, bei Äre Moossname géif et näischt kaschten. Et kascht awer!

(Interruptions)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Genau, Dir hutt dat gemaach.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Also wann ech gelift, den Här Gramegna huet eleng d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu keng 14% Augmentatioun op der TVA gemaach, wëll ech lech just soen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wiseler, wann ech gelift!

(Interruptions)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wollt nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer op Basis vun de Kommentare vum Secteur de Moratoire agefouert hu fir d'Investisseuren, fir dass déi bis 2016 hunn. Dat ass gutt fir d'Previsibilitéit. A mir hunn d'Renovatiounsaarbechten och zréckbehalen, déi nach ëmmer beim Taux vun 3% bleiwen.

Siwente Punkt: Politique familiale. Do kréie mer wahrscheinlech och nach e puer Diskussiounen elo mat de Motiounen an allem. Ech mengen, do ass bal alles gesot ginn. Ech géif gären all deenen, déi intervenéiert sinn, soen, dass ech deenen all ganz gutt nogelauschtert hunn: der Madame Hetto, dem Här Wiseler, dem Här Baum, dem Här Adam, dem Här Kox. An et mierkt een, dass do zwou verschidde Philosophië sinn, déi net réconciliabel sinn. Domat muss ee liewen, do muss een assuméieren.

Ech soen lech als Finanzminister, dass ech et net eng gutt Iddi fannen, contradictoire Politicken ze ënnerstëtzen: déi eng Politik, déi ënnerstëtzt, dass ee soll doheem bleiwen an net schaffen, an en contrepartie eng aner, duerch déi een encouragéiert gëtt ze schaffen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat nennt een „Choix"!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä de Choix ass jo jiddwerengem seng Fräiheet. Mä de Stat soll net déi eng Politik an déi aner finanzéieren. De Stat finanzéiert déi, déi de Leit hëlleft, d'Beruffsliewen an Harmonie ze brénge mam Privatliewen. An dofir huet jo och dës Koalitioun beschloss, als Äntwert och zum Deel zur Abolitioun vun der Allocation d'éducation, de Congé parental ze flexibiliséieren. Déi Négociatioune mat de Sozialpartner sinn amgaang a mir wäerten och do de Minimumniveau vun deem Revenu de substitution op den Niveau vum Salaire minimum bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dann e leschte Punkt. Fir et ganz kuerz ze soen, et sinn ongeféier 8.000 Leit, déi vun der Allocation d'éducation benefissiéieren. Et sinn och emol aner Ziffere genannt ginn: 8.000 oder 2.000. Wat och ëmmer d'Ziffer ass, all déi, déi se elo hunn, wäerte se behalen a kréie se bis zum Schluss ausbezuelt! D'Mesure leeft aus. Mä all déi, déi se hunn, kréie se voll ausbezuelt. An zwar all déi, déi se elo nach kréie bis den 30. Juni nächst Joer, déi wäerte se kréien a voll ausbezuelt kréien. D'Leit sinn also prevenéiert. Vum 1. Juli un, wann een also dann e Kand kritt, do kritt een dann d'Allocation d'éducation net méi. Et kritt also keen eppes ewechgeholl!

Aachte Punkt: Dialogue social. Ech freeë mech, dass sech déi meescht awer gefreet hunn am Sall, dass deen Dialogue social relancéiert ginn ass. En ass lieweg an e geet weider. An dat ass gutt fir Lëtzebuerg.

Deeselwechten Dialog si mer amgaang och mat den Entreprisen, mam Patronat ze maachen, ze féieren. An ech wënsche mer, dass mer do och relativ séier konkret Accorde wäerten hunn.

Ech wëll och hei ënnersträichen - dat ass net gesot ginn -, dass mer am Dialog zu dräi fäerdegbruecht hunn, eis doriwwer eens ze ginn, wéi mer an Zukunft mat de Sozialpartner de Semestre européen zesumme beschwätzen. Dat ass Neiland, dat ass e qualitative Sprong vum Dialog mam Patronat a mat de Gewerkschaften.

Néngte Punkt: Réforme fiscale. Ganz kloer ass d'Réforme fiscale net de Sujet vun dëser Debatt haut. Mir sinn haut hei, fir iwwert de Budget ze schwätzen. Évidemment, par ricochet, wa mer iwwer Recettë schwätzen, denkt een un d'Réforme fiscale, déi annoncéiert ginn ass. Mä ech hat mer virgeholl an ech hunn dat och gehalen, dass ech net géif iwwert d'Réforme fiscale am Laf vun dësem Joer vill schwätzen, well ee muss d'Eckwäerter vum Budget kennen, ier een ufänkt, driwwer nozedenken, wéi déi Reform ausgesäit.

An dëst Joer war jo eng eemoleg Geleeënheet, well mer jo de Pluriannuel gemaach hunn. Mir kennen d'Vergaangenheet, d'Joer 2014 praktesch ganz, a mir kennen elo, wéi déi nächst véier Joer ausgesinn. Kommt, loosst eis emol déi Rechnungen all maachen! Ech deelen déi da mam Parlament a mat de Sozialpartner, fir dass mer op därselwechter Basis kënne schwätzen.

Also, Dir waart zu vill, déi doriwwer intervenéiert sinn. Ech ënnersträichen dat, wat den Alex Bodry gesot huet: Et brauch ee kee Weisen ze sinn, fir virauszegesinn, dass d'Marge de manœuvre, déi dës Regierung huet, fir déi Réforme fiscale ze maachen, ganz kleng ass, well mer hu jo e Budget pluriannuel, dee weist eis jo, wat à politique fiscale constante méiglech ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wa mer net eng grouss Croissance kréien an deenen nächste Joren, dann ass déi Marge immens kleng. A wann d'Marge ganz kleng ass, da sinn déi Ajustementer, déi mer wëlle maachen, oder déi Reformen, déi mer wëlle maachen, nach laang net einfach.

Ech hunn Iech all nogelauschtert. All déi Pisten, déi Der ons mat op de Wee ginn hutt, do sinn eng ganz Rëtsch gutt Iddien derbäi.

Ech hunn awer misse schmunzelen, wéi mer gesot kritt hunn, mir missten eppes un der Grondsteier maachen. Dat erënnert mech e bëssen un d'Arlésienne. D'Grondsteier, dat schéngt e Konsensus ze sinn an dësem Sall bei jiddwerengem, dass mer dat missten upaken.

(Brouhaha)

Ah, den ADR ass net domat d'accord.

M. Roy Reding *(ADR).*- D'ADR! Et ass eng Partei, et ass...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir sidd net domat d'accord. Mä bon, d'CSV ass domat d'accord, wann ech richteg verstanen hunn. Dat ass eng gutt Noriicht! Dann hu mer jo do eng gemeinsam Basis.

Ech wollt dozou just soen, dass et déi Grondsteier säit 1900 an déi 40 gëtt, dass do e Mechanismus besteet, dass een all sechs Joer sollt déi Grondsteier nei berechnen an dass dat ni gemaach ginn ass! An dofir deet et mech wierklech schmunzelen, wann ech da gesot kréien, dass d'Regierung hätt misse verschidde Saachen an der Réforme fiscale virzéien.

Mir wësse jo, wéi schwéier dat ass, an dass ech dat gesot kréie vun deenen, déi 35 Joer laang un der Muecht waren an déi ganz vill do hätte kënne reforméieren, ass net ganz kredibel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- De Fonds souverain. Do hat ech gehofft - mä vläicht ass nach e bëssen Hoffnung méiglech! -, ech hat gehofft, dass och do d'Haaptoppositiounspartei dat géif begréissen. Den Här Wiseler huet, mengen ech, näischt ganz Konkretes driwwer gesot, an dofir hat ech gemengt, dass de Silence kéint interpretéiert ginn als e Soutien.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, dat ass net e Silence de l'administration.

(Hilarité)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä bon, wann den Här Wolter dann d'Opinioun vun der CSV ausgedréckt huet, dann ass natierlech d'Partei plutôt negativ.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, wéint der Aart a Weis, wéi Der et maacht, jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Plutôt negativ, an dann d'ADR och.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir sinn ëmmer derfir agetratt, dass dat géif kommen...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An ech wëll nach eng Kéier repetéieren, ech hunn dat jo schonn a menger intitialer Ried gesot: Ech sti voll zu deem Fong - voll! -, well dat ass eng ganz gutt Saach fir Lëtzebuerg. Et ass e Mentalitéitswiessel. Mir ginn net méi direkt alles aus, wat an d'Keess kënnt.

Zweete Punkt. Et ass den Här Gibéryen, deen en fait d'Argument nach verstäerkt huet, an den Här Wolter huet och nach eng Allusioun dozou gemaach. Mir haten Ufank vun de Joren 2000, 2001 d'Chance, do hu mir Honnerte Millioune verdeelt, ausgedeelt!

(Interruption)

Voilà! A wat hu mer gemaach? Mir hu se an d'Fonge gesat. An - den Här Gibéryen huet genau den Tëppelchen op den i gesat - déi sinn elo fort!

Une voix.- Jo!

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Voilà, se si fort, se sinn och investéiert wahrscheinlech, a bestëmmt och gutt investéiert, an ech kommen och nach op de Punkt vun den Data-Centeren ze schwätzen. Se si gutt investéiert, mä se sinn all ausginn! An eis Fonge si bal eidel!

Dat ass dat, wat geschitt, wann ee kee Fonds souverain huet! Ech soen Iech et! Deen eenzege Wee, fir Suen op d'Säit ze leeë fir déi nächst Generatiounen, ass, e Fonds souverain ze maachen. An dofir sti mer voll hannert deem Fonds souverain, an ech soen Iech, mir wäerten net nëmmen déi non récurrent 50 Milliounen drasetzen. Ech hoffen an ech si bal sécher, dass mer Geleeënheete wäerten hunn an den nächste véier Joer, fir méi Suen dranzesetzen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gramegna, erlaabt Der, dass den Här Gibéryen...?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, ech sinn nach net fäerdeg, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, okay.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dann de leschte Punkt, an dat ass vläicht deen allerwichtegste par rapport zu där extrem liichter Kritik, mir géifen dee Fong speise mat Emprunten: Wa mir eist Objektiv erreechen - an ech ginn dovunner aus, dass mer et erreechen! -, dass mer 2018 den Équiliber hu vun de Statsfinanzen, majo, vun 2018 u si mer am Équiliber an de Statsfinanzen a mir hu scho Suen an de Fonds souverain gesat.

Wat heescht dat? Dass mer deen Effort, dee mer maachen, fir de Fonds souverain ze speisen, dass mer dee mat akalkuléiert hunn, an trotzdeem komme mer an den Équiliber! Ma doriwwer sollte mer eis dach alleguerte freeën!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do si mer awer nach net am Équiliber, 2018, dat géif mech awer wonneren.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Awer net wäit dovun. Awer net wäit dovun!

(Brouhaha général)

Also, ech mengen, dass ech op déi... Also, ech soen Iech, dass ech fannen, dass dee Fonds souverain eng super Saach ass. An ech hu contrairement zum Här Wolter immens vill Leit begéint, déi dat gutt fonnt hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Da begéint Dir net deeneselwechte Leit wéi den Här Wolter.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dann, grad well den Här Wolter gesot huet, dass alles, wat dës Regierung mécht, falsch ass. En huet et praktesch esou ausgedréckt. Ech hunn - an d'CSV weess dat - op der Place financière, bei allem, wat mat der Place financière ze dinn huet, ëmmer widderholl, dass ech do an der Kontinuitéit wier vun deem, wat den Här Frieden gemaach huet. An ech soen dat iwwerall, an ech soen et grad och bei den Data-Centren.

Dofir ass dat guer kee Problem fir mech, fir ze soen, dass dat eng richteg Politik war, eist Land do ze moderniséieren, dass mer do déi Transaktioune rapid iwwer Lëtzebuerg kënne lafe loossen. Dat mécht eis immens kompetitiv. An dat hu mer gutt gemaach!

Eelefte Punkt: De Budget nouvelle génération. Ech si frou iwwert dat, wat mer do erreecht hunn. Ech si frou, dass mer elo eng Method hunn, déi vill kritiséiert ginn ass vun der Oppositioun, mä mir hu se. Ech hu virdrun als Beispill ginn, dass ech ebe fir de Budget 2014 net an der Positioun war, aner Saachen ze maachen, wéi just d'Investissementer ze drosselen. Ech hat keng Method, elo hunn ech eng.

An déi Method, déi wäerte mer verfeineren an déi wäerte mer an den nächste Joren nach weidermaachen. An dat, wat wierklech flott war an där ganzer Saach, ass, dass mer dat jo mat den Administratioune gemaach hunn, vun ënnen no uewen, bottom up.

Ech géif gären dës Geleeënheet gebrauchen, fir der IGF, alle Ministèrë Merci ze soen, dass se matgeschafft hunn. An, obwuel d'Oppositioun dat als e Sammelsurium vu Mesurë beschreift, ech soen Iech: Dat war déi bescht Method, fir eng Bestandsopnahm kënnen ze maache vun all deem, wat een am Stat zu Lëtzebuerg ka verbesseren.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir kréie virgeworf, dass mer net alles vun haut bis 2018 chiffréiert hunn. An dann, wa mer et chiffréiert hunn, da kréie mer gesot: „Mir gleewen net un Är Zifferen."

Ech wëll Iech just soen: Mir hunn et esou wäit chiffréiert, wéi et méiglech war. Mir wäerten au fur et à mesure déi nächst Jore weider déi Zifferen hierginn an da wäerte mer e ganz gutt Bild dovunner hunn, wou mer stinn.

Eng aner Saach, déi ee beim Budget de nouvelle génération muss ganz kloer versichen ze verstoen, ass folgend: Mir wäerten och an den nächste Méint an der Reform vum Budget weidermaachen, esou wéi dat och am Koalitiounsprogramm steet. Mir wëllen an d'Richtung goe vun engem Budget par objectifs. An déi Method, déi mer hei inauguréiert hunn, déi wäert eis erlaben, dat kënnen ze maachen, e grousse Projet, a mir wäerte regelméisseg mat Iech am Parlament dat maachen.

A wann ech dann déi Kriticken héieren, dass dat, wat mer elo emol scho gemaach hunn - 500 Artikelen ofschafen, méi Flexibilitéit de Ministere ginn, fir dass se och méi responsabel mat deene Kreditter ëmginn -, dass dat an d'Lächerlecht gezu gëtt, well ee versicht, eppes ze reforméieren, dat ass extrem enttäuschend! Well dat, wat ech mat Iech gär géif maachen hei am Parlament, dat ass, dass mer zesummen an déi Richtung vum Budget par objectifs ginn. An ech mengen, et wier flott, wa mer do e bësse méi Versteesdemech hätten, anstatt nëmmen dat ze kritiséiere vun där Regierung, déi amgaangen ass, ze versichen ze reforméieren.

En zwieleften a leschte Punkt, Här President. Mir hunn elo ee Joer regéiert a mir hunn eppes Grousses fäerdegbruecht. Mir hunn an engem Joer fäerdegbruecht, eis eng nei Budgetsmethod ze ginn - déi nach net komplett ass an net fäerdeg ass -, a mir hu fäerdegbruecht, dass eis Statsfinanzen 2018 équilibréiert sinn an och am Zentralstat en Iwwerschoss ass vu bal enger Milliard an der Administration publique, konform zu de Regele vum Pacte de stabilité et de croissance, wou mer eis Dette op 24% stabiliséieren.

Dat alles hu mir an engem Joer gemaach! Ech fannen, dat ass remarkabel séier, an ech fannen, dat ass e supert Resultat. Et ass net dës Regierung, déi seet, dass et e supert Resultat ass. Et ass d'Europäesch Kommissioun, déi dat den 28. November gesot huet. Si huet eis gréng Luucht ginn! Si huet eis félicitéiert!

An ech si frou, dass mer déi Félicitatioune vun der EU kruten, déi huet vill Kredibilitéit an dat gëtt eis vill Confiance. An ech soen den dräi Parteien an der Koalitioun Merci fir de Support. Wa mer deen heite Budget stëmmen, da maache mir eppes Guddes, fir eist Land fit ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Finanzminister. Domat - ah! - wäre mer nach net grad um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm: Den Här Wolter freet sech d'Wuert an den Här Turpel, an ech kéint mer virstellen...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Parole après ministre oder Fait personnel. Dir kënnt et huelen, wéi Der et wëllt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bon, ech géif da mengen, Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Parole après ministre, voilà!

Ech wollt op zwou Saache just agoen, déi de Finanzminister elo gesot huet. En huet probéiert, esou e komesche Konstrukt do ze fannen, comme quoi den Här Wiseler mam Diagnostic d'accord wär an den Här Wolter net.

Also, ech kann Iech éierlech soen, Här Finanzminister - an et sinn der nach e puer heibannen, déi et wëssen -, dass ech eng ganz laang Geschicht an der Fro vun de Budgeten hunn an hirer Véridicitéit an ob se op d'Zukunft ausgeriicht sinn.

Deen Diagnostic, dass mer Schwieregkeeten hätten, deen hu mer 2008 zesumme gefouert. An ech hunn a menger Ried gesot, dass deemools mer jo scho gehofft hunn, dass et géif gutt ausgoen, a wéi et 2011 net gutt ausgaangen ass, dass mer reagéiert hunn.

Wann Dir sot, mir hätte Keynes bis 2013 gemaach, da muss ech Iech vehement widderschwätzen - vehement widderschwätzen! Mir hunn 2011 an 2013 Päck hei an der Chamber déposéiert als Majoritéit - do war d'LSAP derbäi -, déi alles aneschters wéi Keynes waren. Mir hunn et net weiderlafe gelooss, dat, wou mer den Accord haten 2008, fir 2009, 2010 a fir 2011 ze goen.

Ech sinn also fundamental net mat Iech do d'accord. Et si fir 1.680 Millioune Päck gemaach ginn, an dat ass d'Remarque, wou ech gesot hunn: „Mir hunn näischt falsch gemaach." Wann ech gesot hunn: „Mir hunn näischt falsch gemaach", hunn ech dat net par rapport zur CSV gesot. Ech hunn et par rapport zu enger Majoritéit gesot, déi zesummen eng Politik gemaach huet, déi esou wäit gaangen ass, wéi se konnt goen an deem Moment.

Et gëtt awer, Här Finanzminister, nëmmen eng eenzeg Partei, déi virun de Wahle gesot huet, dass mer d'TVA an d'Luucht solle setzen: Dat war d'CSV. A wann ech Äre Pak kucken,...

(Brouhaha)

Jo, dat gefält Iech net. Ech weess, dass dat Iech net gefält!

(Interruptions)

Mä wann ee wéi den Här Bodry heihinnerkënnt an et seet een... Mat Ären Alternativen an esou weider: 250 Milliounen vun Äre 500 Milliounen - wann et da 500 Millioune wieren -, sinn 250 Milliounen, déi just d'CSV proposéiert huet virun engem Joer! Just, soss guer keen! Wann een also seet, mir wiere ganz wäit auserneen: Neen!

(Interruption)

Mir waren domadder d'accord. Mir woussten et, dass mer d'TVA misste maachen, well mer d'Analys gemaach hu vun der Situatioun a well mer d'accord waren,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...a well mer d'accord waren, fir virunzegoen.

An dann, an do sinn ech wierklech sur ma faim bliwwen: Dat ass Är Netäntwert iwwert d'Gemengen!

Dir sot ee Saz, an deen hunn ech d'ailleurs och schonn an der Finanzkommissioun héieren! An dann ass et ganz schwéier, eng inhaltlech Diskussioun ze féieren, wéi se vum Här Bodry gefrot gëtt, fir ze soen: „Kommt an d'Finanzkommissioun an dann diskutéiert Der iwwer Är Alternativen!"

Dir hutt gesot, jiddweree misst en Effort maachen. An et ass richteg, dass d'Gemengen en Effort maachen, dat contestéiert keen, dass d'Gemengen en Effort musse maachen, wéi de Stat a wéi d'Leit e maachen. Mä wat mer contestéieren, dat ass de Montant an dat ass d'Brutalitéit, mat där Der virgitt! Well Dir gitt, an dat ass richteg, de Gemengen 2,8% méi Moyenen d'nächst Joer zur Verfügung, mä Dir huelt awer par rapport zum Ordinaire duerch dee Pak, deen Der elo hei mat de Stëmme vun der Majoritéit wäert stëmmen, 10,6% op der Dépensëséit ewech! An Dir huelt 7,5%, wann ech et par rapport zum ordinären an zum extraordinäre Budget féieren!

Dir gitt also op där enger Säit 2,8%, mä Dir huelt op där anerer Säit, jee nodeem wéi een et rechent, par rapport zum ordinären oder par rapport zum extraordinären, tëschent 7 an...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo, neen. Dir...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, Dir musst awer méi nuancéiert sinn trotzdeem! Dat wësst Der selwer.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, et ass an der Rei. Ech weess dat selwer.

Mä et ass en Déséquiliber an där Propositioun, wéi Der se hei maacht, au détriment vun de Gemengen, deen net an der Rei ass. An Dir sidd och d'Äntwert schëlleg bliwwen op déi wesentlech Fro, firwat dass Der am selwechte Moment, wou Der sot, de Stat misst méi investéieren, well dat wichteg wier fir eis Ekonomie - ech sinn net der Meenung, dass een esou wäit soll goen, wéi Dir gitt, ech sinn der Meenung, dass dat, wat mir proposéieren, dass dat besser ass -, mä dass Der am selwechte Moment, wou Der sot: „De Stat muss investéieren", de Gemengen 20% vun hirer Investitiounscapacitéit... Entschëllegt! Dass de Gemengen 20%...

(Interruptions)

...vun hirer Investitiounscapacitéit ewechgeholl gëtt duerch de Cumul vun alle Mesuren, déi ech virdrun opgezielt hunn, dat léisst mech zur Konklusioun kommen, dass Der dee Moment, wou Der déi dote Mesurë gemaach hutt, net Iech der Konsequenz bewosst waart. An dofir komme mer bei deene véier Amendementen nach eng Kéier dorop zréck.

De Bäitrag, objektiv, ganz objektiv, deen dem Gemengesecteur ofverlaangt gëtt, ass am ganze Pak ze héich!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Reaktiounen dorop? Här Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ganz kuerz iwwert d'TVA. Iwwert d'Gemengen ass jo Geleeënheet, fir nach bei der Motioun oder bei den Amendementen driwwer ze schwätzen.

Wat d'TVA ugeet, ass et ganz richteg... Ech wollt dat ni, ech si jo net e polemesche Mënsch, mä wann een esou gedréckt gëtt, dass een onbedéngt ëmmer muss Argumenter fannen! Ech hunn e gutt Argument, firwat d'CSV déi eenzeg Partei ass, déi d'Augmentatioun vun der TVA scho préconiséiert huet: Ma dat ass, well d'CSV ganz gutt wousst, dass d'Finanze ganz schlecht dru waren! Déi aner woussten dat net, mir hunn dat duerno entdeckt!

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

(Brouhaha)

Wann ech gelift!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Sou, wann Der net wëllt, dass ech d'Sëtzung ënnerbriechen, da si mer elo...

(Brouhaha et hilarité)

...e bësse roueg, wann ech gelift! An d'Wuert huet elo, fir déi nächst Parole après ministre, den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hunn eis Riedezäit...

(Brouhaha)

Wann ech gelift! Mir hunn eis Riedezäit vu 60 Minutten ausgeschëpft. Et war déi kierzt. Mir hunn der och net méi zegutt gehat. Dofir sinn ech frou, fir kënne Parole après ministre ze hunn, fir e puer Saachen ze froen an och eng Kloerstellung ze maachen.

Déi éischt Fro bezitt sech op d'Steierreform. De Minister huet elo just gesot, datt et wichteg wier, fir d'Eckdate vum Budget a vum Budget pluriannuel virleien ze hunn. D'Fro war gestallt ginn an, ech mengen, déi ass net beäntwert, wéi et mat de Basisdonnéeën ass, déi ee bräicht iwwert d'Revenuen an de Patrimoine zu Lëtzebuerg, wou den Direkter vum Statec an och de President vun der Pensiounskommissioun gesot huet, datt déi Daten zur Verfügung géife stoen, mä se wieren net rassembléiert. An dat ass en Exercice, dee misst gemaach ginn, fir en connaissance de cause kënnen ze handelen. A wéi engem Zäitraum, op wéi eng Aart a Weis wëllt d'Regierung dat maachen?

Déi zweet Fro bezitt sech och dorobber, an dat ass d'Lëscht vun alle Steiernischen, ob d'Regierung bereet ass, esou eng Lëscht ze maachen, esou wéi se an der Belsch gemaach gëtt, wéi d'Zentralbank an och de Statsrot se gefrot hunn.

Déi drëtt Fro, déi bezitt sech op de Fonds souverain, wou mir natierlech eng kritesch Haltung hunn zum Fonds souverain, wann ee muss effektiv Sue léinen, fir esou e Fong ze maachen. Mä d'Fro, déi ech gestallt hat: Wéi gëtt e géréiert? Wéi ginn déi Suen ugeluecht? An Aktien, Fongen, oder wéi? An och: Wou ginn déi Suen ugeluecht?

Déi véiert Fro, déi bezitt sech op dat, wat de Rapporteur Franz Fayot proposéiert hat. Dat war, fir d'Sue vum Fonds de compensation kënnen erunzezéien, fir am Wunnengsbau aktiv ze ginn, oder fir méi aktiv ze ginn, fir de Wunnengsbau ze förderen - ob d'Regierung mat där Approche d'accord ass.

An déi lescht Saach, déi bezitt sech op dat, wat de Minister genannt huet, déi erschreckend Taxenerhéijung, déi spektakulär Taxenerhéijung, déi mir géife proposéieren an déi d'Betriber géif ofschrecken, fir zu Lëtzebuerg ze bleiwen oder heihinzekommen. Do ass trotzdeem d'Fro déi, ob d'Regierung unerkennt, datt et en Déséquiliber gëtt an der Steiersituatioun tëschent deem, wat d'Stéit an d'Salariéë bezuelen oder, anescht ausgedréckt, d'Aarbecht op där enger Säit an d'Kapital op där anerer Säit, an datt een eppes un deem Déséquiliber misst änneren.

Ass d'Regierung och domadder d'accord, fir festzestellen, datt an anere Länner, déi trotzdeem a verschiddene Beräicher méi héich Steieren hunn, och fir d'Betriber, datt d'Betriber do net fortlafen an datt d'Betriber kaum eng Wanderung maachen, Steiertourismus maache vun engem Land an dat anert, just duer wou d'Taxe grad dee Moment am bëllegste sinn? Ech mengen, dozou gehéiere jo och aner Aspekter vun der Substanz vun engem Betrib an dozou gehéiere jo och aner Virdeeler, wéi Know-how an aner Saachen an Hëllefen, déi e Betrib an engem Land kritt.

A finalement, ass d'Regierung der Meenung, datt d'Chambre des Salariés, op déi ech mech beruff hunn an där hir Propositiounen ech hei gemaach hunn, datt et där hiert Zil ass, d'Betriber vu Lëtzebuerg fortzedreiwen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Wëllt de Finanzminister drop reagéieren?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, also, ech wëll ganz séier reagéieren, mä ech hu jo net op alleguerten d'Froe vun allen Deputéierte geäntwert, well soss géif ech nach eng Stonn méi dostoen. Ech mengen och net, dass dat den Esprit ass. Mä d'Donnéeën, déi sammele mer zesummen. Ech ginn do d'Instruktiounen un alleguerten d'Institutiounen, fir dass mer d'Donnéeë sollen hunn.

Liste des dépenses fiscales: Da solle mer do an der Cofibu eng Kéier driwwer schwätzen.

Fonds souverain, jo, dee kritt e Comité, dee sech ëm d'Placementer bekëmmert. Dee gëtt elo gegrënnt an deem seng Politik muss emol nach definéiert ginn. Jo, dat wäert eréischt geschéien. Ech kann Iech do nach keng Äntwert ginn.

De Fonds de compensation, jo, mat deem wëlle mer jo Initiativen huelen, och wat de Logement ubelaangt. A mir hu schonn eng Initiativ, fir eng Cité sociale zesumme mam Fonds de compensation ze maachen.

Dat Lescht ass eng Fro iwwert d'Reform vun der Fiskalitéit. An ech wëll mech do op iwwerhaapt kee Wee beginn, soulaang ech d'Zifferen net hunn. Dir ënnersträicht eng Saach, déi ganz richteg ass. Dat ass, dass d'Entreprisen en Impôt sur le revenu des collectivités bezuelen an dass deen iwwert déi lescht Joren immens stabel bliwwen ass oder en fait en termes nominaux stabel, mä en termes réels esouguer erofgaangen ass. Dat ass richteg! Mä wat seet dat eis?

Ma dat seet eis ganz einfach, dass d'Kris do ass! Dass et de Betriber net gutt geet an dass se net vill Profitter maachen an dofir net vill Steiere bezuelen! Dat soll eis Suerge maachen! An ech wëll awer soss keng Konklusioun draus zéien. Wéi gesot, le moment venu kucke mer d'Zifferen alleguerten.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech hat Iech jo awer de Chiffer ginn, datt d'Benefisser 57% méi zougeholl hu wéi d'Steieren, déi erakomm sinn. Dee Chiffer ass awer relativ kloer. Et kann een also net soen, datt et un de Benefisser gehalen huet.

(Problèmes techniques de sonorisation)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...wat mer d'Geleeënheet gëtt, fir eng kleng Bemierkung ze maachen: dass sech eppes agebiergert huet hei an der Chamber, dass mer net méi opstinn, wa mer d'Wuert ergräifen. Wann ech gelift - dat gëllt net fir jiddwereen, mä fir déi, déi betraff sinn, déi wëssen et -, wann ech gelift, kuckt d'Reglement! Et ass den Artikel 33 (3).

(Interruption par M. Alex Bodry)

A vu dass den Här Bodry mech drop hiweist, ass et och ubruecht, dass, wann den Deputéierten eppes wëllt soen, dass en d'Wuert freet.

Merci!

Dat gesot, si mer elo um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An ech hunn dann déi net ganz einfach Tâche, fir duerch de Bësch vun den Amendementen, vun de Motiounen ze féieren.

An ech wollt Iech folgend Propos maachen: Vu dass d'Amendementen zum Zukunftspak en Impakt op de Budget hunn, wollt ech proposéieren, dass mer fir d'Éischt d'Amendementen an de Vote iwwert den Zukunftspak evakuéieren. Dann de Budget, wou mer da fir d'Éischt d'Amendementen zum Budget evakuéieren an dann de Vote iwwert den Ensemble. An dann zum Schluss deen drëtte Projet, wou keng Amendemente virleien.

Wa mer dann déi ganz Ofstëmmungsprozedur hannerun eis hunn, géif ech proposéieren, dass mer op d'Motioune kommen, well et net ëmmer esou evident ass, wat se genee betreffen. Also gi mer dervun aus, dass d'Motiounen den Ensemble vun dësen Debatte betreffen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Amendements 1 à 7 relatifs au projet de loi 6722

Amendements 1, 2 et 4

Gutt, da géife mer ufänke mat den Amendementen zum Artikel 2. Do leien insgesamt véier (veuillez lire: dräi) Amendemente vir. Déi dräi Amendemente betreffen een Artikel. An et sinn der jee zwee, déi de Punkt 8 respektiv de Punkt 9 vum Artikel 2 betreffen. Esouwuel d'CSV wéi och d'ADR hu proposéiert, fir d'Sträichung vun der Allocation d'éducation et de maternité réckgängeg ze maachen. Dat sinn déi zwee Paragrafen am Artikel 2, déi dat betreffen...

(Interruption)

Ech kommen duerno dorop zréck. Mir probéieren, eng Chronologie ze halen. Wann ech gelift, brëngt mech net duerjerneen, well et ass scho schwéier genuch, fir den Duerchbléck ze behalen!

Wann Der domat d'accord sidd, géif ech déi dräi Amendementen, déi deeselwechte Sujet hunn, matenee behandelen. Da géife mer also e Vote iwwert de Prinzip vun der Sträichung oder Netsträichung vun deenen zwou Allocatioune maachen - ech sinn awer do an den Hänn vun der Chamber -, well déi dräi hunn den Objet, fir déi dote Moossnam réckgängeg ze maachen.

Kann d'Chamber do dermat liewen, dass mer dann iwwert déi dräi Amendemente matenee géifen ofstëmmen an dass déi, déi da mat den Amendementen vun der ADR an der CSV d'accord sinn, géife mat Jo stëmmen? An déi mam Regierungstext d'accord sinn, déi géife mat Nee stëmmen. Also nach eng Kéier, fir d'Amendementen, also och fir d'Sträiche vun deenen Allocatiounen: Jo. A Regierungstext: Neen. Ass dat kloer? Da géife mer ofstëmmen.

(Brouhaha)

Une voix.- Dir musst Jo stëmmen a mir Neen.

Vote sur les amendements 1, 2 et 4 concernant les points 8 et 9 de l'article 2 du projet de loi 6722

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass schonn eriwwer.

60 Leit hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. Fir d'Sträichung vun de Mesuren, wéi d'Regierung se virgesinn huet, hunn der 26 gestëmmt. Also fir d'Amendementen hunn der 26 gestëmmt. Neen: 32, Abstentiounen: 2, esou dass hei de Regierungstext bäibehale gëtt an d'Amendementen ofgelehnt sinn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 3

Den Amendement N°3 kënnt vun der CSV a betrëfft den Artikel 3. Den Amendement proposéiert, fir deen Artikel ze sträichen. Et ass deen Artikel, dee virgesäit, dass bei de Cours linguistiques fir d'Indemnité compensatoire fir d'Salariéen den Employeur e Bäitrag vu 50% vun der Héicht vun där Allocatioun géif bäidroen. Ass dat korrekt explizéiert?

(Assentiment)

Gutt, da géif ech zur Ofstëmmung iwwergoen. Déi, déi dermat d'accord sinn, fir déi Participatioun ze sträichen, also fir den Amendement sinn, géife mat Jo stëmmen. Déi, déi beim Regierungstext wëlle bleiwen, mat Neen.

Vote sur l'amendement 3 concernant l'article 3 du projet de loi 6722

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An et ass scho fäerdeg.

Also fir déi Sträichung, fir den Amendement hu 26 Deputéiert gestëmmt, fir de Regierungstext 32 bei 2 Abstentiounen. Domat wär den Amendement N°3 ofgelehnt an de Regierungstext akzeptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 6

Den Amendement N°6 kënnt vun der CSV, betrëfft den Artikel 14 an do geet et drëm, fir deen Artikel ze sträichen. Et geet bei deem Artikel ëm eng zousätzlech Kontributioun vun de Gemenge beim Fonds pour l'Emploi.

Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci. Ech wollt nach eng Kéier der Chamber a besonnesch deene Leit aus dem Secteur communal op alle Bänken hei soen, wat hei geschitt, fir datt se net herno kënne kommen a soen, si hätten et net gewosst!

Hei geschitt Folgendes: dass d'Regierung sech d'Recht hëlt, an den ICC eranzegräife par Règlement grand-ducal. Ech kann domadder, mir kënnen domadder net d'accord sinn! Si hëlt domat eng Prärogativ vun der Chamber a si mécht e schwéieren, déiwen Agréff an d'Autonomie communale.

Ech kann déi Argumenter net gëlle loossen, dass mir dat net gemellt hätten. Ech hunn an der Finanzkommissioun doriwwer geschwat. Ech hunn individuell eng ganz Rei Deputéiert vun der Majoritéit ugeschwat, fir ze soen, si sollen an hire Fraktiounen nach eng Kéier doriwwer schwätzen. Ech hunn dem Minister et gesot, deen natierlech ganz happy - kann ech mer virstellen - doriwwer ass, well d'Regierung kritt hei eng Prärogativ, déi, a mengen Aen, hir net zousteet. An ech mengen, dass d'Chamber dat net kann akzeptéieren!

Ech weess net, Här Bodry, ob, wéi Der virdru gesot hutt, deen heite Punkt ee vun deenen ass, wou Der bereet gewiescht wäert ze diskutéieren. Wann dat de Fall ass, da géif ech Iech froen, dass mer am Januar géifen op deen Artikel hei zréckkommen. Dat hei ass eng fundamental Änneru ng - eng fundamental Änderung! - vun der Aart a Weis, wéi d'Steiere par rapport zum Gemengesecteur verdeelt ginn, op eng inakzeptabel, op eng fir mech, fir eis inakzeptabel Aart a Weis!

Falls et sech hei ëm ee vun deenen Artikele sollt handelen, wann Der domadder d'accord wäert, well ech der Meenung sinn, dass ee kann dorobber zréckkommen, da géif ech Iech bieden, mer dat ze soen. Mir sinn à tout moment bereet, fir an der Finanzkommissioun nach eng Kéier doriwwer ze diskutéieren.

De Règlement grand-ducal: Dat Zweet, wat eis stéiert, dat ass, dass hei eigentlech e Gréff an d'Gemengekeess gemaach gëtt, mat Suen, déi de Gemengen eigentlech zoustinn. A mir hätten eigentlech gären, dass een eng Redistributioun am Gemengesecteur géif maache mat deene Suen.

Mir hu Gemengen, déi hunn 2,5- an 3-mol a méi wéi 3-mol d'Moyenne vum Joer am ICC. Déi hu se. An et si Gemengen, déi hu manner wéi 0,8-mol d'Moyenne vum ICC! An den FCDF gëtt bekanntlecherweis jo verdeelt no e puer Tier. Et ginn e puer Tier am FCDF gedréint, bis dass d'Montante fir all Gemenge feststinn.

Falls d'Majoritéit der Meenung wär, dass ee bei deene Gemengen, déi méi wéi 3-mol d'Moyenne annuelle hunn, dass een do eng Redistributioun soll maachen, wäre mir domadder d'accord, fir dat ze maachen, à condition, dass dat deene Gemengen dann zegutt kënnt, déi manner wéi 0,8-mol d'Moyenne hunn.

Domadder hätte mer eng Redistributioun am Gemengesecteur gemaach vu Suen, déi dem Gemengesecteur gehéieren, déi méi propper wier wéi dee Gréff hei! Mä et bleift, à titre tout à fait principal - an et wär eng Première, an ech géif Iech wierklech bieden nozedenken, wann Der domadder d'accord sidd -, dass d'Chamber enger Regierung d'Recht gëtt, fir par Règlement grand-ducal an d'Gemengesteieren anzegräifen. Dat wär e ganz, ganz grave Präzedenzfall!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn d'Wuertmeldung vum Minister Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn u sech e gemeinsamt Zil, wann ech dat elo hei liesen, wat d'CSV eis hei geschriwwen huet. Dat ass nämlech, fir ze probéieren, an Zukunft alles ze maachen, fir dass d'Fluktuatioune vun de Gemengesuen, dass dat esou wäit wéi méiglech ageschränkt gëtt. Dat ass och en Zil, wat den Innenminister an d'ganz Regierung kann novollzéien a wou mer och hannendrustinn.

Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi kënnt et iwwerhaapt zu där Fluktuatioun, déi mer an der Gewerbesteier hunn? Dat huet jo eng Geschicht, dat Ganzt. An déi Geschicht huet eppes domat ze dinn, dass 1997 d'Gewerbekapitalsteier ofgeschaaft ginn ass, wat natierlech dozou gefouert huet, dass eng

ganz Rei vu Betriber iwwerhaapt keng Gewerbesteier méi bezuelen an dass domadder och d'Onsécherheet vun där Steier ëmmer méi grouss ginn ass.

En anert Zil, wat mer, mengen ech, och gemeinsam vertrieden, dat ass, fir ze kucken, dass mer déi Gewerbesteier och weiderhin als Steier fir de Gemengesecteur kënnen erhalen an dass se net nach weider schrumpft. Och do gëtt et eng Geschicht, wéi et zur Schrumpfung vun der Gewerbesteier komm ass: nämlech duerch eng Moossnam vun der Regierung 2002, wou d'Base d'assiette vu 4% op 3%, also mat engem Coup ëm 25% vum Gesamtmontant, gekappt ginn ass.

Ech wëll just hei drun erënneren, dass zweemol den zoustännegen Innenminister an där Regierung Michel Wolter geheescht huet!

Mä ech mengen, dat deet hei an dësem Fall net vill zur Saach. Et geet wierklech drëms, dass mer probéieren, gemeinsam - an do ginn ech dem Här Wolter recht -, gemeinsam Alternativen ze sichen, wéi mer d'Gemengefinanzen op méi sécher Féiss stellen. An dofir schaffe mer jo och intensiivst drun, gemeinsam mam Syvicol, fir déi Gemengefinanzreform, iwwert déi mer elo scho bal 20 Joer diskutéieren, endlech an dréchen Dicher ze bréngen.

An ech kann den Här Wolter och berouegen, ech deelen zum Deel seng Attitüd, seng Approche fir ze soen, et kann an Zukunft och net esou sinn, dass mer hei iwwer Règlement grand-ducal virginn. Dofir géif ech virschloen, dass mer am Kader vun der Gemengefinanzreform kloerstellen, dass an Zukunft esou „Agréfer", wéi den Här Wolter dat nennt, déi awer, wéi ech et elo grad bewisen hunn, üblech waren an der Vergaangenheet, dass déi an Zukunft nëmme méi kënnen iwwer Gesetz gemaach ginn. Ech si bereet, doriwwer zu all Moment ze diskutéieren. Ech mengen awer, dass mer am Intérêt vun deene Spuermoossnamen, déi mer elo maachen, dat heiten - deen Amendement - elo sollen och oflehnen.

Ech wëll hei nach eppes ganz kloer soen: Dee Virschlag, deen Der hei maacht, fir déi Suen, déi iwwert déi 12 Milliounen erausginn, ënnert deenen anere Gemengen ze verdeelen, dee beinhalt jo eis Propositioun. Genau dat! Et ass also déi éischte Kéier, wou mer en éischte Schratt maachen an eng méi gerecht Verdeelung vun der Gewerbesteier un déi eenzel Gemengen.

Wa mer géifen an d'Situatioun kommen, dass dee Betrag, dass méi Gemengen do wieren, déi effektiv vun dëser Mesure betraff wären... Mir wëssen, dass et der d'lescht Joer dräi waren, dat Joer virdru waren et der véier, déi effektiv vun dëser Mesure betraff waren.

Am Géigendeel zu där Mesure, déi déi viregt Regierung geholl huet, Här Wolter, wëll ech lech awer och nach eng Kéier soen! 2013 huet d'Regierung décidéiert, dass 2% vun der Gewerbesteier, déi de Gemengen zousteet, mussen an de Fonds pour l'Emploi iwwerwise ginn. An do, mat där Mesure waren onselektiv alleguerten d'Gemengen hei am Land betraff!

An déi hei Mesure, déi mir proposéieren, mécht dat ebe just net! Si geet just Sue siche bei déi Gemengen, an dat hu mer haut, oder haut a gëschter an den Diskussiounen iwwert de Budget méi wéi eemol gesot kritt - an zwar vun alle Bänken! -, mir ginn also hei an de Beidel vun deenen, déi sech et kënne leeschten.

Et ass also eng selektiv Moossnam am Gemengesecteur. An dofir trieden ech ganz staark derfir an, dass mer deen Amendement hei sollten oflehnen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt den Här Kersch drun erënneren, dass souwuel 1997 wéi och 2002 bei der Gewerbekapitalsteier - dat war 2002 am Kader vun der grousser Steierreform - dat geschitt ass a grousse Reformen an dass zum ganz groussen Deel dat Ewechfale vu verschiddene Steieren duerch aner Diminutioune vun Ausgaben, déi se haten, notamment am Policëwiesen, kompenséiert ginn ass. Et ass also eng falsch Duerstellung, fir ze maachen, wéi wann hei einfach deemools en unilaterale Gréff gemaach gi wär. Et huet eng Diskussioun stattfonnt.

Ech wëll d'ailleurs och soen, dass deemools intensiivst mam Syvicol driwwer diskutéiert ginn ass. A munnechfaltege Sitzungen hu mer mam Syvicol am Virfeld iwwert déi Mesuren diskutéiert an ëmmer gekuckt, dass mer eng Kompensatioun am Gemengesecteur géife fannen, esou dass ech déi Duerstellung, déi Der hei gitt, net kann deelen!

Ech hu mech vläicht falsch ausgedréckt, ech hat gemengt, ech wär kloer. Meng Propositioun ass net, fir iwwer 12 Milliounen eng Ëmverdeelung ze maachen am Gemengesecteur. Meng Propositioun ass ganz kloer déi: Et ass vum éischten Cent un, wa gemengt ass, dass een iwwer 3-mol d'Moyenne soll enger Gemeng déi Suen ewechhuelen, dass se enger anerer Gemeng zur Verfügung kommen, déi eben net d'Chance huet, fir iwwer 3-mol d'Moyenne ze hunn, mä déi ënner 0,8 ass. An et gëtt eng ganz Rei Gemengen, déi ënner 0,8 sinn, vun der Moyenne.

Also meng Propositioun ganz konkret ass, fir en drëtten Tour ze dréinen, an deem déi Suen dann, déi iwwer 3-mol d'Moyenne géife kommen, redistribuéiert ginn am Secteur, esou wéi et am zweeten Tour eigentlech och scho gemaach gëtt tëschent deem, wat ee selwer erwirtschaft, an deem, wat ee vun engem anere kritt.

Mir wëllen also eisen Amendement oprechterhalen. Mir si weder mat der Form nach mam Fong d'accord. Ech bedaueren och, dass d'Majoritéit net op dee Wee wëllt goen. Ech huelen awer mat Satisfaktioun zur Kenntnis, an dat wëll ech wierklech festhalen, dass de Minister sech engagéiert huet, dass en...

(Interruption)

Jo, wat awer nëmmen d'Halschent vun der Diskussioun ass. Et ass d'Geschicht vum Règlement grand-ducal, dass en also sech bereet erklärt huet, dass d'Regierung net wäert dovunner Gebrauch maachen, fir dat aneschters ze maache wéi se dat elo mécht, an dass dat an déi Gesamtdiskussioun iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen afléisst.

Dir hätt dat do, wéi eng ganz Rei vun anere Saachen, besser gehat, souwéisou an d'Gemengefinanzreform afléissen ze loossen, well Der wesentlech méi Marge de manœuvre gehat hätt, fir zu Accorden ze fannen. Mä bon, dat ass e politesche Choix, deen Dir gemaach hutt.

Mir huelen also eisen Amendement net zréck. Mir halen op eisen Amendement, huelen awer zur Kennntnis, dass d'Regierung, wat ech schonn zum Deel net schlecht fannen, seet, dass se déi Méiglechkeet, fir iwwer Règlement grand-ducal einfach dat ze maachen, dass se sech politesch engagéiert, déi net wouerzehuelen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, de Minister huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech wëll dann awer nach eng Kéier kloerstellen: Dat, wat ech gesot hunn, ass dat, dass ech mech engagéiert hunn, am Kader vun der Gemengefinanzreform Mechanismen ze schafen, dass et no där Gemengereform net méi méiglech ass, iwwer Règlement grand-ducal an de Gemengesecteur...

(Interruptions)

...eranzegoen. Dat hunn ech gesot an dozou stinn ech och!

An ech mengen, och déi politesch Majoritéit heibanne steet dozou. Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, dass och déi Argumentatioun, Här Wolter, déi Dir gefouert hutt, dass dat heiten en Agréff wär an d'Autonomie communale, dass dat Argument net ganz richteg ka sinn, well soss hätt de Statsrot hei missen eng Opposition formelle maachen opgrond vum Artikel 106 vun der Constitutioun!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat, mengen ech, wär deen Amendement ausdiskutéiert an ech géif en zum Vote stellen. Datselwecht gëllt wéi fir déi viregt Amendementen: Déi fir d'Sträichung sinn, stëmme mat Jo, an déi fir de Regierungstext sinn, mat Neen.

Vote sur l'amendement 6 concernant l'article 14 du projet de loi 6722

An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Fir den Amendement vun der CSV hu 26 Deputéierter gestëmmt, fir de Regierungstext 32, Abstentiounen 2. Domat wär den Amendement ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt just nach op eppes opmierksam maachen: Mir hunn eng Rei vun Amendementen erakritt, déi net déi néideg Ënnerschréfte gedroen hunn. Ech ginn dovun aus, dass déi Amendementen, déi vun der CSV erakomm sinn, selbstverständlech déi Ënnerschréften nogeliwwert kréien. An ech wollt just froen: Fir d'Amendemente vun der ADR, ass d'Ënnerstëtzung do vun...?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mir ënnerstëtze se mat eiser Ënnerschréft aus technesche Ursaachen, fir datt se kënnen diskutéiert ginn, och wa mer net onbedéngt dermat d'accord sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

(Interruptions)

Ech wollt et just formell nach eng Kéier klären, dass mer net iwwer onvalabel Amendementen ofgestëmmt hunn. Merci fir d'Versteesdemech.

Amendement 7

Da komme mer zum Amendement N°7. Dat ass e weideren Amendement vun der CSV an dee schwätzt sech géint d'Erhéijung vun der Ofwaassertax aus, freet also, den Artikel 33 ze sträichen. Dat ass motivéiert. Keng weider Wuertmeldung dozou? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen. Wie mat der Propositioun, mat dem Amendement d'accord ass, stëmmt Jo. A wie fir de Regierungstext ass, mat Neen.

Vote sur l'amendement 7 concernant l'article 33 du projet de loi 6722

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mat Jo hu 27 Deputéierter gestëmmt, mat Neen 32. Domat ass deen Amendement ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 7 est rejeté par 28 voix pour et 32 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da wollt ech froen, mir hunn nach Amendemente virleie vun der ADR an der CSV, déi alleguer eng Konsequenz gewiescht wären, wa mer beim Artikel 2 hir Amendementen ugeholl hätten. Considéréiere mer déi als caduc oder solle mer nach eng Kéier doriwwer ofstëmmen?

(Négation)

Dann ass dat esou décidéiert. Dat gëllt fir d'Amendementen N°1, 2 a 5, an dat betrëfft déi Propositiounen zum Artikel 40 Paragrafen 1, 2 an 3.

Gutt, da soen ech Iech Merci.

Da wäre mer um Enn vun den Diskussiounen an Ofstëmmungen iwwert d'Amendementen ukomm a géifen elo iwwert den Ensemble vum Projet 6722, genannt „Zukunftspak", ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6722 et dispense du second vote constitutionnel

Ech géif direkt d'Ofstëmmung lancéieren. Déi, déi derfir sinn, fir dee ganzen Text, stëmme mat Jo of, an déi, déi dergéint sinn, mat Neen. D'Ofstëmmung ass schonn eriwwer.

Et hu 60 Deputéierter direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 32 hu mat Jo gestëmmt, 28 mat Neen, soudass de Projet 6722 ugeholl ass.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 2

Dann den Amendement 2, dee betrëfft den Artikel 28 vum Budgetsgesetz a betrëfft méi prezis de Fong fir d'Reform vun de Services de secours.

Ech ginn och dovun aus, dass den Amendement motivéiert ass. Kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen?

(Interruption)

Neen, den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech huele mer d'Wuert, Här President, well ech gäre vum Här Finanzminister eng Äntwert hätt op eng Fro, well ech net esou richteg gesinn, wéi den Zesummenhang tëschent zwee Artikelen ass. Den Artikel 28 vun der Loi budgétaire, bei deem mer hei froen, fir de Paragraf 2 ofzeschafen, also ze annulléieren, dee seet: «Le fonds est alimenté par une dotation, dont le montant annuel est égal à la partie du produit de l'augmentation de la TVA au 1er janvier 2015 non prise en compte pour le calcul de la dotation annuelle du Fonds communal de dotation financière visé à l'article 26.» Dat schéngt mer kloer ze sinn.

An dann transportéieren ech mech an den Artikel 26, op deen eng Referenz gemaach gëtt. An do liesen ech dann: «Le Fonds communal de dotation financière institué par l'article 38», an esou weider, «est doté pour l'année 2015 d'après les règles suivantes:», an an der zweeter Zeil - also, fir d'Eischt kënnt dann d'Lounsteier -, «2. un montant de 10 pour cent du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite des sommes dues à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de cette taxe;». Den Artikel 28 mécht also, a mengen Aen, Referenz op den Artikel 26, an am Artikel 26 steet net dat dran, wat Der am Artikel 28 wëllt ofschafen.

Ech wollt Iech froen, Här Minister: Deelt Der meng Interpretatioun? A wann Der meng Interpretatioun deelt, da bleift Iech näischt aneschters iwwreg, wéi den 28 unzehuelen (veuillez lire: wéi den Amendement zum Artikel 28 unzehulen), à défaut de quoi ee muss kucken, wat geschitt.

Hei steet net am Artikel 26 dran, dass déi 2% Augmentation de TVA de Gemengen net zoukomme fir d'Joer 2015, soudass ech dovun ausginn, dass dee gesamte Betrag de Gemenge wäert iwwerwise ginn, esou wéi dat am Artikel 26 ass.

Meng Interpretatioun ass, dass, wann dat net geschitt, mer hei am Kader vun enger Illegalitéit wären.

Merci.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech wëll dozou soen, dass mer…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Innenminister.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Mir hate jo an dësem Fall hei och eng Opposition formelle vum Statsrot, deen eis eng Textpropositioun gemaach hat, wéi dësen Artikel 28 sollt libelléiert ginn. Déi Textpropositioun ass tel quel ugeholl ginn, soudass ech dem Här Wolter seng Interpretatioun also net deelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, nach eng Reaktioun dozou.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, och wann Der net gär mat mir schwätzt, heiansdo kommt Der net derlaanscht!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu kee Problem, mat Iech ze schwätzen, an och kee Problem, mat Iech ze diskutéieren, well mir maachen dat scho säit iwwer 40 Joer. Well esou laang kenne mer eis nämlech schonn.

(Interruption)

Jo! An et ass nach net fäerdeg, voilà!

(Interruption et hilarité générale)

An dat eent ass dat eent an dat anert ass dat anert.

Ech wollt Iech trotzdeem nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass Der hei riskéiert, eng ganz zolidd Illegalitéit ze maachen, well Dir hutt...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Neen, neen, neen, Här Berger, esou einfach ass d'Welt net, wéi Dir Iech se virstellt. Dir hat eng Opposition formelle am 28 an Dir hutt eng Proposition de texte kritt fir den 28. Mä Dir hutt als Majoritéit…

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, wann ech gelift, wann eppes ze soen ass, da frot d'Wuert!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir hutt als Majoritéit den 28 net verglach mam 26! An am 26 steet net, dass d'Gemengen déi 10% ewechgeholl kréien! Am 26, an dat ass fir mech…, wann Der dat elo stëmmt - an Dir stëmmt dat jo, well fir den 31. musst Der Äre Budget jo stoen hunn -, do steet dran, dass «10 pour cent du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite des sommes dues à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de cette taxe». Do steet net dran, dass dat „déduction faite" ass vun enger Netattributioun vun der TVA.

An ech hunn d'Impressioun, dass an dësem Fall de 26 den 28 wäert priméieren. Dir kënnt also eisen Amendement oflehnen zum 28. Dat wäert a mengen Aen net ganz vill änneren, well de 26 wäert hei an enger Interpretatioun virum 28 stoen. Et hätt ee missen déi zwee Artikele matenee liesen an et hätt ee misse sécherstellen als Majoritéit, dass een de 26 an den 28 d'selwecht formuléiert hätt. Dat hutt Der net gemaach. An Dir musst elo mat de Konsequenze liewen!

Une voix.- C'est juste.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, de Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, de Finanzminister confirméiert dat, wat de Minister Dan Kersch gesot huet. A mir sinn alignéiert op dat, wat de Conseil d'État gesot huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wäre mer um Enn vun der Diskussioun iwwert deen Amendement ukomm a mir géifen en zum Vote stellen.

Vote sur l'amendement 2 concernant le paragraphe 2 de l'article 28 du projet de loi 6720

Nach eng Kéier wéi virdrun: Déi, déi d'accord si mam Amendement, si gebieden, mat Jo ze stëmmen, an déi zum Regierungstext halen, mat Neen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

26 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Domat ass den Amendement 2 zum Budgetsgesetz ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 3

Da komme mer un de leschten Amendement, deen dréit ëm de Finanzement iwwert de Statsbudget vun de Majorations biennales an de Majorations d'indice bei de Fonctionnaires an de Secrétariats a Recette-communallen, wou den Amendement freet, fir erëm en entspriechende Budgetskredit an d'Budgetsgesetz ze setzen.

Dozou Wuertmeldungen? Dat ass motivéiert. Mir géifen dann, wann Der wëllt, direkt zu der Ofstëmmung iwwergoen. Et geet ëm den Amendement 3 betreffend den Article budgétaire 43.004.

Vote sur l'amendement 3 concernant l'article budgétaire 43.004 (43.22) du projet de loi 6720

De Vote ass lancéiert. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

Fir den Amendement hunn 28 Deputéierter a fir de Regierungstext oder fir d'aktuell Propositioun vum Budgetsgesetz 32 Deputéierter gestëmmt. Keng Abstentiounen. Domat ass dee leschten Amendement zum Budgetsgesetz evakuéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann iwwert de Projet de loi 6720, also iwwert d'Budgetsgesetz fir 2015, ofstëmmen. Déi, déi fir de Budgetsprojet, wéi e vun der Regierung presentéiert ginn ass, sinn, stëmme mat Jo. An déi net dermat d'accord sinn, mat Neen, respektiv si enthale sech.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6720 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mat Jo hunn 32 Deputéierter gestëmmt, mat Neen 28. Domat ass de Projet de budget 6720, also de Budgetsprojet fir 2015, ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech stellen dann déi klassesch Fro: Ass d'Chamber mat der Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum Projet de loi 6721 iwwergoen, zu deem keng Amendemente virleien.

Kann ech direkt zu der Ofstëmmung iwwergoen?

(Assentiment)

Merci.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6721 et dispense du second vote constitutionnel

Da lancéieren ech de Vote. An och do, deen, dee fir den Text ass, stëmmt mat Jo, an deen, deen dergéint ass, mat Neen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6721 ass mat 32 Jo-Stëmmen, bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir de Projet vum zweete Vote ze dispenséieren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann elo zu de Motiounen iwwergoen.

Motion 1

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi éischt Motioun kënnt vun der CSV a plädéiert fir d'Evaluatioun vun de bisherege Mesures pour l'emploi an e systematesche Suivi fir zukünfteg Mesures pour l'emploi.

Gëtt et Wuertmeldungen dozou?

Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, ech mengen, mir maachen dat souwéisou. Mir sinn elo amgaangen - just fir den honorabelen Deputéierten ze informéieren -, bei den Initiatives sociales ze evaluéieren, wéi vill Leit se op den Aarbechtsmaart bréngen. Ech gesinn elo, datt déi nei Contrainte, déi do elo erëm probéiert gëtt, en Délai, dee fir all Mesurë géif virgesi ginn, datt dat net gutt ass. An duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun do net unzehuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da géife mer direkt, wa keng aner Wuertmeldunge sinn, zum Vote iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote huet ugefaangen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

28 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen. Domat wär déi éischt Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Motion 2

Déi zweet Motioun ass abruecht gi vun de Kolleege vun der ADR a betrëfft de Logement, méi speziell den Taux super-réduit bei Neteegentumswunnengen.

Dozou Wuertmeldungen?

Jo, den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Här President, d'CSV huet zu deemselwechten Thema och eng Motioun agereecht, déi zwar net esou wäit geet wéi eis, mä déi awer deeselwechten Hannergrond huet. Duerfir géif ech proposéieren, där Motioun vun der CSV elo d'Prioritéit ze ginn, fir där eng Chance ze ginn, ugeholl ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, sidd Dir d'accord?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do kann ech nëmme Jo soen, datt mer der CSV-Motioun Prioritéit ginn.

(Hilarité et brouhaha)

(Sur proposition de M. Roy Reding, priorité est donnée à la motion 5 et la motion 2 est déclarée caduque.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, da stëmme mer elo iwwert d'CSV-Motioun of. Dat ass d'Motioun 4, „Volet Logement" steet driwwer. Also, de Vote iwwert d'Motioun 4, abruecht vun der CSV.

(Interruption)

Motion 5

Sorry, jo. Also d'Motioun 5. Déi, déi mat der Motioun d'accord sinn, stëmme mat Jo, déi net d'accord sinn, mat Neen.

Vote sur la motion 5

De Vote huet ugefaangen. An en ass och schonn eriwwer.

27 Deputéierter hu fir d'Motioun gestëmmt, 32 dergéint. Domat wär se ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 5 est rejetée par 32 voix contre et 28 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Da géife mer net méi brauchen op déi aner zréckzekommen, vu dass dës d'Prioritéit hat an déi aner da caduc ass.

(Interruption)

Jo, déi Logik hätte mer och schonn eng aner Kéier kënnen uwennen.

(Hilarité)

Motion 3

Dann d'Motioun 3, abruecht vun der Madame Hetto-Gaasch fir d'CSV. Do geet et drëm, dass d'Regierung invitéiert gëtt, hir Intentioun fir d'Gratuitéit vun dem Accueil vu Kanner ënnert dräi Joer opzeginn a stattdessen eng Revisioun vun de Chèques-services ze maachen.

Ass de Wonsch, fir se nach eng Kéier...?

(Négation)

Neen, dat ass net de Fall. Da ginn ech dem Statssekretär d'Wuert fir d'Reaktioun op d'Motioun, déi genügend motivéiert war.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse.*- Jo, Här President, an den Diskussioune vun de leschte Wochen an awer och vun deene leschten Deeg iwwert den Zukunftspak an de Budget ass et, mengen ech, kloer ersiichtlech ginn, dass dat dote fir eis net esou kann akzeptéiert ginn. Ech mengen, dass mer do géifen déi Ambitioun opginn an dee gratis System zwëschen een an dräi Joer net géife maachen, dat kënne mer natierlech net akzeptéieren.

Wat d'Chèques-services ugeet, gouf schonn e Wuert driwwer verluer. Do huet d'Familljeministesch Corinne Cahen scho gesot, dass et do natierlech e Bilan wäert ginn.

An op där anerer Säit steet dann och do, dass Mesure-alternativë virgesi gi fir Familljen, déi defavoriséiert sinn. An d'Corinne Cahen huet natierlech och schonn annoncéiert, dass do amgaangen ass, driwwer geschafft ze ginn, wat do als Mesure-alternativë kéint virkommen, soudass mir géife proposéieren, déi dote Motioun net unzehuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da géife mer, wa keng aner Reaktiounen dozou sinn,...

Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Mir hunn eis och déi Motioun vun de Kolleege vun der CSV hei ugekuckt, do si ganz vill och fir eis wichteg Considératiounen dran, notamment am Beräich vun de soziale Moossnamen, déi elo solle geholl gi fir defavoriséiert Familljen.

Op där anerer Säit musse mir awer soen, datt mir an der Familljepolitik an och an aneren Domänen, déi hei ugeschwat sinn, ganz kloer Positiounen hunn, vun deene mer net wéilten ofréckelen. Zum Beispill Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch, dat ass hei elo net ganz kloer festgeluecht.

Mir wären och derfir, datt ganz kloer muss gesot ginn, datt déi Mammen a Pappen, déi doheem bleiwen, fir hir Kanner ze erzéien, Recht op eng Pai hunn als Unerkennung dofir. A mir wëllen och soen, datt dee Familljendësch, deen u sech eng interessant Iddi ass, net ka gefouert ginn tëschent der Regierung an de Sozialpartner, an déi ausklammeren, déi eigentlech déi Éischt betraff sinn. An do gouf et an der leschter Zäit eng ganz Rei vun Initiativen, wéi zum Beispill „Méi Famill, manner Staat" (veuillez lire: „Méi Elteren, manner Staat") an anerer, déi ebe just och d'Interesse vun deene wëlle vertrieden, déi sech derfir asetzen, fir hir Kanner selwer doheem ze erzéien. Et ass och mat deenen, wou muss geschwat ginn.

Also an dëser Motioun si ganz vill och fir eis positiv Elementer, mä si geet eis a muncherlee Hisiicht net wäit genuch, ass net staark genuch, fir d'Familljen ze vertrieden a fir si ze verdeedegen. Mir wäerten eis enthalen, awer mat engem grousse Merci un d'CSV, fir hei awer eng Rei Saachen thematiséiert ze hunn, déi eis och um Häerz leien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéinten iwwert d'Motioun N°3 ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 23 Jo-Stëmmen, bei 34 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 4

Déi véiert Motioun gouf och vun der CSV abruecht an do handelt et sech ëm Mesuren aus dem Zukunftspak - Nummer 181 an 183 -, wou déi eng soll ausgefouert ginn an déi aner ofgeschaaft ginn.

Den Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass elo schued, datt d'Madame Minister net do ass. Et wär awer interessant ze wëssen, wéi dann effektiv elo déi Spuermesure 181, déi jo propagéiert ginn ass vun der Madame Minister, datt déi net sollt virugefouert ginn, ob se awer elo domat d'accord ass, fir déi weider virunzeféieren. An en plus och mat deene Beispiller, déi mer ginn hunn, datt mat de Promoteurs publics an Zukunft soll gekuckt ginn, fir effektiv de Wunnengsbau méi bëlleg ze maachen, ob dann effektiv déi Approche, déi mir hei proposéiert hunn, ob déi gedeelt gëtt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, fir ze soen, dass dëser Motioun net soll zougestëmmt ginn. Éischtens emol, well se virgesäit, dass mer déi Hausse de TVA fir d'Wunnengen, déi fir d'Locatioun sinn, sollen zréckzéien, wat mer natierlech net wëlle maachen. An och zur Mesure 181 ass et kloer, dass déi am Kontext vun der Augmentatioun vun der TVA elo kee Sënn méi mécht.

Aus deenen zwee Grënn géif ech bieden, dass dës Motioun net soll ugeholl ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dann hätt Der d'Moossnam zwar och net sollen an de Pak schreiwen, wa se kee Sënn méi mécht mat Ären anere Moossnamen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Motioun N°4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 26 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

D'Motioun N°5 hate mer. Dann ass d'Motioun N°6 drun.

Motion 6

Déi ass vun der CSV abruecht ginn an dréit sech ëm d'Realiséierung vun engem Centre de compétences agricole um neie Site vum Lycée agricole. Dozou Wuertmeldungen?

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Alles gesot. Merci, Madame Hansen. Dann hätt den Här Hansen d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Also ech kann op där heiter Plaz zu e puer Saachen Erklärunge ginn. An dem Budget - an der Presentatioun och hei an der Chamber - hu mer 200.000 Euro an dem Beräich vun dem Enseignement supérieur stoen, fir Fuerschung an der Landwirtschaft ze maachen. Dat ass dee Moment effektiv vu mir presentéiert ginn an der Kommissioun.

Et steet och an eisem Regierungsprogramm, dass mer e Centre de compétences wëllen op dee Site kréien. An ech mengen, an der Debatt ronderëm d'Pestizidegesetz op där heiter Plaz ass dat doten och nach eng Kéier vun der Regierung ënnerstëtzt ginn, soudass mer natierlech kënnen domadder liewen, wa mer opgefuerdert ginn, op eisem Wee weiderzegoen, soudass ech der Chamber géif proposéieren, fir dat heiten unzehuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ass d'Chamber do dermat d'accord? Kënne mer dat...

Une voix.- À main levée.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...à main levée maachen? Sinn d'Auteuren domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la motion 6

Majo, da géif ech ëm en Handzeeche bieden, wien domat d'accord ass.

(La motion 6 est adoptée à main levée.)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice..*- Wat e Fridden!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir hätten eigentlech misse mat där doter Motioun ophalen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Datt d'Majoritéit net dauernd brauch Neen ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä et ass nach eng Motioun do an nach eng, nach zwou, abruecht och vun der Madame Martine Hansen.

Motion 7

Madame Hansen, kann ech dovun ausgoen, dass d'Motioun N°7 och genügend motivéiert ass.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, déi ass genügend motivéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wëllt d'Regierung...?

Den Här Hansen.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- An deem heite Kontext géif ech och wëlle soen, dass dat heiten an der Prozedur aus der Direktiv „Reconnaissance" vun 2005 virkënnt. Et gëtt eng Direktiv 2013, wou och amgaangen ass dru geschafft ze ginn, fir déi ëmzesetzen, an dat am Ufank vum Joer 2016.

Alles, wat hei an der Motioun steet, ass eppes, wat eis natierlech och um Häerz läit, an dofir géif ech och op där Plaz der Chamber proposéieren, fir och déi unzehuelen.

Plusieurs voix.- Ooh!

Une voix.- Trés bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da géif ech, wann d'Chamber domat d'accord ass,...

Une voix.- D'nächst Joer kommen ech éischter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...à main levée ofzestëmmen, da géif ech ëm en Handzeeche bieden.

Vote sur la motion 7

Ech gi vun Unanimitéit aus, à moins, dass ech e Géigenhandzeeche kréien.

Dat ass net de Fall.

(La motion 7 est adoptée à main levée.)

Motion 8

An da komme mer op déi lescht Motioun, abruecht vun därselwechter Autorin, der Madame Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Déi ass och scho motivéiert genuch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da kritt d'Wuert den Här Landwirtschaftsminister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo, bei de Subventiounen, déi un déi landwirtschaftlech Betriber ausbezuelt ginn, musse mer all Joer op en Neits kucken, ob se an e communautairë Kader passen. Dat ass beim Tarif agricole manifestement net de Fall, dofir hu mer dës illegal Aide nationale misse supprimëieren. Mir sinn awer amgaangen, mam Beruff ze schwätzen, wéi mer op d'mannst een Deel vun där Perte de revenu kënne kompenséieren. Dofir hu mer proposéiert, wéi et och an der Motioun drasteet, fir dem Stat seng Participatioun bei der Mehrgefahrenversécherung, déi de Moment 50% ass, op 65% an d'Luucht ze hiewen, an de Beruff huet eis awer net gesot, datt se net domadder kéinte liewen.

Ech wëll awer hei betounen, datt déi Servituden, déi d'Proprietairë vum elektreschen Netzbedreiwer operluecht kréien, musse vun dëser kommerzieller Gesellschaft indemniséiert ginn, an datt de Stat do net soll an net kann intervenéieren. Dofir kann en awer mam Invite vun dëser Motioun net d'accord sinn. An ech géif d'Chamber bieden, déi dann ofzelehnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun N°8, wat och déi lescht Motioun ass, iwwergoen.

Vote sur la motion 8

'Ofstëmmung huet ugefaangen. Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, wien net mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Neen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mat Jo hu 26 Deputéierter gestëmmt, Neen 32 Deputéierter, an 2 Abstentiounen. Dat heescht, d'Motioun ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger,

MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat wäre mer um Enn vun - nach net um Enn vun der Sëtzung -, mä um Enn vun de Budgets- a Finanzdiskussioune fir d'Joer 2015 ukomm.

(Brouhaha général)

Kolleegen, mir sinn nach net fäerdeg. Ech géif dann zu de Chamberskonten, zu eise Konte vum Joer 2013 iwwergoen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Marc Lies.

4. 6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, Kolleeginnen, esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2013 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitéieren, éischten Alinéa: «L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.»

De véierten Alinéa: «La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

D'Firma Deloitte, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2013 gemaach huet, koum den 28. November vun dësem Joer an hirem Schreiwes zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date conformément au principe comptable applicable défini par le Bureau de la Chambre des Députés.»

Ech wäert Iech e puer Eckdate vum Bilan 2013 am Verglach zum Budget 2013 an awer och am Verglach zum Kont 2012 mat op de Wee ginn, ouni elo awer natierlech, no där laanger Debatt iwwert de Budget, wëllen an den Detail ze goen.

De Statsbudget huet der Chamber fir d'Rechnungsjoer 2013 e globale Kredit vu ronn 32,7 Milliounen zougesprach. Op Enn 2013 louchen d'Ausgabe bei ronn 29,5 Milliounen, wat enger Hausse vun 3,13% par rapport zum Rechnungsjoer 2012 an 895.000 Euro entsprach huet.

D'Frais de fonctionnement sinn ëm 1.180.000 méi niddreg ausgefall, wéi de Budget et virgesinn huet. Par rapport zu 2012 ass eng liicht Hausse vu ronn 170.000 Euro festzestellen. Datt op dësem Poste manner ausbezuelt ginn ass, wéi initial am Budget festgehalen, huet mat de virgezunnenen Neiwahlen ze dinn.

Ze begréissen ass, datt d'Frais de route et de séjour fir international Réuniounen, déi natierlech a Fonctioun vun der Zuel vun de Participantë sinn an awer och vun der Plaz, wou dës Réunioune stattfannen, vu 460.000 Euro am Joer 2012 op 265.000 Euro fir d'Buchungsjoer 2013 erofgaange sinn.

Bei de Compte-rendue konnten am Verglach zu 2012 och ronn 300.000 Euro agespuert ginn. Dëst huet awer och mat den Neiwahlen ze di gehat.

Hëlt een de Crédit voté, esou goufen 3,2 Millioune manner ausgi wéi virgesinn. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 9,81%. De Budgetsiwwerschoss vun 2,9 Millioune suergt derfir, datt d'Reserven op den 1. Januar 2014 sech op 7,5 Millioune belafen. Dëse Montant ass awer mat Virsiicht ze genéissen, well nach eng Rei Ausstänn opstinn, déi zurzäit nach net genau chiffréiert kënne ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun, à l'unanimité des voix, an de Réviseur d'entreprises Deloitte sinn der Meenung, datt d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domat géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2013 guttzeheeschen.

Ech wéilt awer och dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber e ganz, ganz décke Merci soe fir déi gutt an exemplaresch Aarbecht, déi si iwwert d'Joer 2013 an awer och elo dëst Joer geleescht hunn.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif dann och dës Resolutioun dem Här Chamberspresident iwwerreechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de sa Commission des Comptes,

- approuve les comptes de l'exercice 2013 et

- prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Wuertmeldungen zu eise Konten? Oder si mer der Meenung, dass de Rapporteur dat esou exzellent gemaach huet, dass mer näischt méi brauche bäizefügen?

(Assentiment)

Esou wéi et am Artikel 165 vum Chambersreglement virgesinn ass, stëmme mer iwwert d'Resolutioun of, déi den Här Rapporteur eis virgeschloen huet am Numm vun der Kontekommissioun an déi Der verdeelt kritt hutt. Mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

An erëm Unanimitéit: 60 Stëmme fir eis Konten. Da soen ech Iech Merci.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Dann hu mer d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2013 virleien. An d'Madame Rapporteur Diane Adehm ass prett. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Mir hunn an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire d'Konte vun der Cour des Comptes gekuckt. Mir hunn och de Rapport gekuckt, deen de Réviseur gemaach huet. Et ware keng Commentairen dozou ze maachen. Dofir géif ech och d'Chamber bieden, dës Konten unzehuelen. An ech géif Iech och eng deementspriechend Resolutioun presentéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 24 novembre 2014;

approuve

- les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes.

(s.) Diane Adehm.

[1]Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

(Brouhaha)

Ech si vun där Vitesse iwwerrascht ginn an ech géif awer da froen: Keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Och d'Madame Adehm huet dat esou gutt gemaach, dass mer direkt kënnen ofstëmmen iwwert d'Resolutioun, déi Der virleien hutt.

Vote sur la résolution

Da geet d'Ofstëmmung un. A si ass och direkt erëm eriwwer. Voilà.

An och d'Konte vun der Cour des Comptes ginn eestëmmeg vun der Chamber guttgeheescht.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géif ech d'Madame Adehm erëm invitéieren, fir och nach de Rapport vun de Konte vum Mediateur ze presentéieren. Madame Adehm.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Och déi Konten hu mer am Detail gekuckt. An och do war näischt derbäi auszesetzen. An och de Réviseur, deen d'Konte vum Mediateur gekuckt huet, deen hat och kee Commentaire dozou ze maachen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift. Wann ech gelift, Här Engel!

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- ...an huet och gesot, dass se géifen d'finanziell Situatioun zréckspigelen. Dofir géif ech och proposéieren, dass mer déi Konten da géifen unhuelen. An ech géif Iech och dann eng deementspriechend Resolutioun iwwerreechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle des recettes et dépenses du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice 2013, ainsi que de l'excédent de 30.412,97 euros pour l'exercice clos en 2013, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels»;

- vu l'examen des comptes par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 24 novembre 2014;

fait siennes les recommandations du réviseur des comptes du Médiateur;

approuve

les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools. An da géif ech froen: Nach eng Wuertmeldung?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer direkt ofstëmmen.

Vote sur la résolution

De Vote ass lancéiert. A schonn ofgeschloss. Jo, wann dat e gutt Omen fir d'nächst Joer ass!

60-mol Jo. Also och d'Konte vum Mediateur sinn ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géife mer zum Projet de loi 6753 iwwergoen, eng Ofännerung vum Code du Travail, an d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Georges Engel. Hie war scho virdru lancéiert.

(Hilarité)

7. 6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6753 ass de 4. Dezember, also viru 14 Deeg, vum Aarbechtsminister déposéiert ginn. Ganz séier ass geschafft ginn. De Conseil d'État huet säin Avis ginn den 9. Dezember. D'Kommissioun huet an zwou Sitzungen driwwer geschwat, den 8. Dezember an den 11., an et geet hei ëm de Chômage partiel.

D'Regierung huet scho méi laang mat de Sozialpartner an de leschten Tripartite-Sitzunge constatéiert, dass verschidde Betriber, haaptsächlech industriell Betriber, nach ëmmer ënnert der Wirtschaftskris leiden a sech nach an engem Restrukturatiounsprozess befannen.

Dofir soll an dësem Projet duerch d'Instrument vum „chômage partiel de source structurelle" dësen Entreprisë gehollef ginn, während zéng Méint am Joer, deenen Entreprisen, déi e Plan de maintien dans l'emploi hunn, dee laut Code du Travail Artikel L. 513-3 unerkannt ass.

Dëse Chômage partiel ass jo nom Gesetz vum 31. Juli 2012 schonn eng Kéier bis den 31. Dezember 2014 verlängert ginn a soll elo nach eng Kéier bis den 31. Dezember 2016 verlängert ginn.

De Conseil d'État ass net ganz zefridde mat dëser zäitlecher Derogatioun par rapport zum Code du Travail. En hätt léiwer gesinn, well keng Verbesserung vun der Aarbechtsmaartsituatioun en vue ass, dass eng Modifikatioun vum Code du Travail sollt gemaach ginn, quitte dass een, wann d'Wirtschaft an dësem Beräich erëm géif unzéien, de Code du Travail dann erëm eng Kéier misst änneren. Hie schwätzt hei vun enger „sunset clause".

D'Kommissioun huet deem net Rechnung gedroen, well se dëst als eng temporaire Mesure gesäit, déi duerch déi aktuell bleiwend Kris an deene bestëmmten Domäne justifizéiert ass. Deemno gëtt hei duerch een Artikel de Paragraf (3) vum Artikel 3 am Gesetz vum 17. Februar 2009 geännert an déi Mesure, no-

tamment de Chômage partiel, bis den 31. Dezember 2016 verlängert.

No laange Wochen ass dëst dee leschte Projet an dësem Joer. Et fält engem op, et fënnt och sécher keen et komesch, dass ech lech duerfir als „Engel" schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch an d'neit Joer wënschen...

(Exclamations)

...an dass mer eis a gudder Gesondheet a glécklech erëmgesinn. An ech ginn domadder och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Merci.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem „Engel" Georges. An dann huet d'Wuert den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Just fir dem Rapporteur ze félicitéiere fir säi Rapport an och d'Zoustëmmung ze gi vun der CSV zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Madame Elvinger.

(Brouhaha)

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn nach fir zwou bis dräi Minutten.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Ech wëll als Éischt dem Rapporteur Georges Engel Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen innerhalb vun...

(Interruptions)

...ganz kuerzer Zäit geschriwwen an ugeholl gouf. Och wann an dësem Projet de loi nëmme ganz wéineg drasteet, gëtt et iwwert den Ursprong an d'Noutwendegkeet vu sengem Inhalt ganz vill ze soen.

Mir liewen an Zäiten, wou vill Wirtschaftssecteure sech nach ëmmer net richteg vun der Weltwirtschaftskris aus dem Joer 2008 erholl hunn. Virun allem d'Industriebetriber hunn nach ganz oft mat den Auswierkunge vun där Kris ze kämpfen. Betriber, déi zum gréissten Deel op d'Weltkonjunktur ugewise sinn, lafen de Risiko, extrem vill Leit an extrem kuerzer Zäit virun d'Dier setzen ze mussen.

D'Betriber kënne sech et oft net leeschten, déi Leit weiderzebeschäftegen, well d'Demande fir hir Wueren erofgaangen ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, elo nach e bësse Gedold op der Regierungsbänk!

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- ...a si noutgedrongen hir Produktioun erofschrauwe mussen. Mir schwätzen also an deem Kontext net nëmmen iwwert dat wirtschaftlecht Iwwerliewe vu Betriber, mä mir schwätze virun allem iwwer perséinlech Schicksaler vun Honnerte potenziell betraffene Salariéen an hire Familljen.

Fir d'Effete vun der Kris ofzefiederen an de Verloscht vun Aarbechtsplazen ze verhënneren, sinn zanter 2009 Joer fir Joer zäitlech begrenzte Mesuren an de Code du Travail gesat ginn. Eng vun dëse Mesuren ass de Chômage partiel, dee mir haut dann erëm fir zwee Joer verlängere wäerten.

De Chômage partiel kascht de Fonds pour l'Emploi vill Suen. D'Fiche financière am Projet de loi gesäit 300.000 Euro vir fir all Mount, deen iwwert déi sechs Méint Chômage partiel erausgeet.

Ech wëll awer direkt drop och ganz kloer soen, dass zu dësem Zäitpunkt d'Mesurë vum Chômage partiel alternativlos sinn. D'Ewechfale vum Chômage partiel géif zum Chômage tout court féieren, wat net nëmmen de Stat nach vill méi un Ausgabe géif kaschten, mä och ganz vill Familljen an hoffnungslos Situatioune géif bréngen.

Et kann awer op där anerer Säit och net sinn, dass mir d'Mesurë vum Chômage partiel bis an d'Eiwegt weiderlafe loossen. Ech hunn et virdru scho gesot, et handelt sech hei am Prinzip ëm eng zäitlech begrenzte Mesure, déi an enger exzeptionell graver Situatioun Aarbechtsplaze rette soll. De Verloscht vun Aarbechtsplazen ass just e Symptom vun enger Krankheet, déi Lëtzebuerg an d'ganz Welt zanter 2008 befall huet. De Chômage partiel ass, fir an der Symbolik ze bleiwen, wéi eng Plooschter, déi d'Symptomer zwar kuerzfristeg ënnerdréckt, d'Krankheet awer net heelt!

Ech maachen duerfir hei nach eng Kéier deeselwechten Appell wéi d'lescht Joer op dëser Plaz, wéi mir iwwert deeselwechte Problem geschwat hunn: Loosst eis de Problem u senger Wuerzel upaken! An dës Regierung mécht dat jo och, wann ee gesäit, dass am Budget 2015 d'Aarbechtspolitik weiderhin eng Prioritéit bleift, dass nei Weeër an der Kannerbetreiung an an der Bildungspolitik fonnt goufen an dass eng séllechen Investitioune fir d'Zukunft vun dësem Land geplangt sinn.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci fir d'Nolauschteren. An och ech wënschen lech schéi Feierdeeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert, wann en et wëllt.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech soen allen Orateure Merci an ech wënschen hinnen an lech alleguer och e schéint neit Joer, y compris dem „Engel".

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Aarbechtsminister.

Mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6753 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6753 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

An och dee Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll lech net enttäuschen...

(Interruption)

Jo, d'Dispens!

(Hilarité et brouhaha)

D'Dspens. Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci!

(Interruption et brouhaha)

8. Discours de fin d'année de M. le Président

Här Haagen, wann ech gelift nach e puer Minutte Gedold!

Léif Kolleeginnen, Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter ëffentlecher Sëtzung vum Joer 2014 ukomm. An ech wëll lech all, dem Generalsekretär, sengen Adjointen, alle Mataarbechter aus dësem Haus, aus de Fraktiounen an och der parlamentarescher Press e ganz häerzleche Merci soe fir déi wäertvoll Aarbecht, déi se geleescht hunn. Mir hunn hei e ganz gutt Haus!

Virun engem Joer hat ech op dëser Plaz gewënscht, dass mir no e puer méi mouvementéierte Méint zur Rou kéinte kommen a mat neier Motivatioun erëm kéinten urappen. Ech mengen, dat ass eis gelongen! Iwwer all Meenungsverschiddenheeten eraus, déi eng parlamentaresch Demokratie beliewen, sinn ech frou iwwert déi konstruktiv Zesummenaarbecht dat ganzt Joer iwwer an dësem Haus, am Intérêt vun deene Leit, déi mer vertrieden.

D'Joer 2014 war en haart Joer, en Transitiounsjoer, wou jiddweree seng Plaz fonnt huet. 2014 huet eis och eng ganz Rei vun Iwwerraschungen an Erausfuerderunge bruecht, gudder an och manner gudder. Um Enn vun dësem Joer wëilt ech gären de Message vu Solidaritéit an Zesummenhalt un lech all heibannen an och dobausse ginn. Jiddweree vun eis muss mat upaken, wa mir wëlle weiderkommen, egal ob et drëm geet, d'Statsfinanzen an d'Rei ze bréngen oder d'Bild vum Land no baussen erëm an e bessert Liicht ze réckelen.

Dat setzt viraus, dass mir och bereet sinn, eis a Fro ze stellen, an net esou maachen, wéi wann näischt wär oder wéi wann all eis Problemer sech géifen a Wuelgefalen opléisen. D'Gestaltung vun der Zukunft vum Land erfuerdert e gudde Prozentsaz u Mateneen, awer och eng konstruktiv Sträitkultur a vill Engagement.

2015 waarden derniewent zwee weider grouss Défien op eis: de Referendum an déi Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun. Bei deem éischte Rendez-vous musse mer derfir suergen, dass et bei aller legitimer Konfrontatioun vu Meenungen net zu engem Rass an eiser Gesellschaft kënnt. Den zweete Rendez-vous, dee vun der Lëtzebuerger Présidence vun der EU, ass eng gutt Geleeënheet, fir eist Bild dobaussen an der Welt opzepoléieren. Loosse mer se notzen!

Fir all deenen Erausfuerderunge gerecht ze ginn, wënschen ech eis alleguer eng zolidd Portioun Optimismus. Meng beschte Wënsch ginn natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutiounen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt sinn. All eise Matbierger, déi eis nolauschteren, nokucken oder noliesen, wënschen ech schéi Feierdeeg, e puer friddlech a roueg Deeg um Enn vum Joer, alles Guddes, an eis all virun allem eng gutt Gesondheet!

An ech schléisse mat deem traditionellen „Maacht et gutt!" of. Alles Guddes a Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien! Merci gläichfalls!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, erlaabt mer - une fois n'est pas coutume -, am Numm vun der Majoritéit an der Oppositioun, fir d'Éischt, lech villmools Merci ze soen: Dir hutt, douewe sëtzend, net ëmmer eng einfach Tâche, notamment an deene leschten dräi Deeg, déi Debatten, déi mer hei féieren an déi och zu dem Dagdeegleche vun enger Demokratie gehéieren, ëmmer zu engem gudden Enn ze bréngen. Dir maacht dat mat vill Rou, mat vill Korrektheet an och Effikassitéit. An ech mengen, dat ass wichteg, notamment an engem klenge Parlament, wou et och drëm geet, no hëtzegen Debatten an Diskussiounen nach mateneen ze schaffen a mateneen ze liewen. Duerfir e grousse Merci un lech!

Ech wëll och dem Här Frieseisen an der ganzer parlamentarescher Administratioun Merci soe fir déi Aarbecht, déi si maachen an de Kommissiounen, am Parlament, ronderëm, wou se eis alleguer als Deputéiert begleeden, an eisen Aarbechten ënnerstëtzen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir de Fonctionnement vun dësem Parlament.

Ech wëll och, ech mengen, all eise Fraktiounsmataarbechter Merci soen, ouni déi mer net dat géife kënne maachen, wat mer awer probéieren, dat heescht eis Aarbecht esou gutt wéi méiglech ze maachen. Si hunn och mat eis net ëmmer eng einfach Aarbecht. Ech mengen, si maachen dat an alle Fraktioune ganz gutt. Och hinne villmools Merci!

D'parlamentaresche Press, och si huet et net einfach mat eis, fir déi Debatten ze suivéieren. An am grousse Ganze sinn déi Berichterstattungen, déi jo vun hei aus gemaach ginn, wierklech exzellent. Hier an och dann all deene Leit, déi eis nolauschteren, villmools Merci!

Ech wëll lech dann am Numm vun der Majoritéit an der Oppositioun all Guddes wënschen a schéi Feierdeeg! Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Regierung huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz am Numm vun all de Kolleegen aus der Regierung lech, Här President, Merci soen, och der Chamber, all hire Memberen, all de Mataarbechter, fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten an engem mouvementéierten, liewege politesche Joer.

Ech wënschen lech alleguerten dofir besënnlech Feierdeeg, a mir freeën eis schonn, fir am nächste Joer erëm mat lech alleguer zesumme weider kënnen ze schaffen, wéi mer dat dëst Joer gemaach hunn.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

An domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Sommaire des séances publiques nos17, 18 et 19

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 243

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 243-262

18e séance

Ouverture de la séance publique p. 262

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 262-274

19e séance

Ouverture de la séance publique p. 275

Communication p. 275

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 275-294

6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013 p. 294

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes p. 294

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur p. 294

6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 294-295

Discours de fin d'année de M. le Président p. 295

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0804	Aly Kaes	Gare de Kautenbach
0805	Aly Kaes	Retard des trains
0806	Aly Kaes	Vague de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg
0807	Marc Lies	Domaine de compétence des agents municipaux
0808	Max Hahn	Vols de nuit de l'hélicoptère de police
0809	Françoise Hetto-Gaasch	Abandon de détritus sur la voie publique
0810	Max Hahn	Nouveau stade national
0811	Justin Turpel	Paiement des échelons du barème à la Luxair
0812	Martine Hansen	Régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam
0813	Octavie Modert	Incidences de la réforme territoriale en France sur la Grande Région
0814	Marc Lies	Contribution de 90 millions d'euros
0815	Franz Fayot	Démolition de la maternité Grande-Duchesse Charlotte
0816	Emile Eicher, Marcel Oberweis	Production de biométhane
0817	Roy Reding	Procédure de saisie immobilière
0818	Diane Adehm, Gilles Roth	Sécurité des réseaux de télécommunications
0819	Simone Beissel, Gusty Graas	Contrôle technique des véhicules
0820	Alex Bodry	Aide financière accordée à la Grèce
0821	Léon Gloden	Lycée de Junglinster
0822	Alexander Krieps, Edy Mertens	Examens complémentaires suite aux examens médicaux pour le permis de conduire
0823	Justin Turpel	Détermination forfaitaire de l'impôt de personnes
0824	Marcel Oberweis	Promotion des matières «STEM» à l'école
0825	Fernand Kartheiser	Attribution des fréquences radio
0826	Fernand Kartheiser	Langues administratives auprès du Fonds du Logement
0827	Nancy Arendt	Législation sur la cigarette électronique
0828	Laurent Mosar	Domaine «Luxembourg.com»
0829	Fernand Kartheiser	Cadeaux pour les enseignants
0830	Fernand Kartheiser	Trafic d'armes
0831	André Bauler	Lycée technique d'Ettelbruck
0832	Gusty Graas	Obligation de la déclaration d'ingrédients allergènes
0833	Marc Spautz	Dons de jours de repos
0835	André Bauler	Orientation scolaire et professionnelle
0908 urgente	Justin Turpel, Serge Urbany	Opération Triton et les nouveaux drames de réfugiés dans la Méditerranée

Question 0804 (17.12.2014) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **gare de Kautenbach:**

Le 14 décembre 2014, le nouvel horaire annuel des CFL est entré en vigueur. Un des principaux changements concerne la ligne 10, dite «Ligne du Nord». En effet, un nouveau concept de cadencement a été introduit. Ainsi, les gares de Troisvierges, Clervaux, Wiltz, Kautenbach et Diekirch sont desservies à une cadence de 30 minutes. Ce changement entraine cependant que les voyageurs en provenance de Wiltz doivent changer de train à Kautenbach pour pouvoir continuer leur trajet à Luxembourg-ville. Or, selon mes informations, il ne serait pas prévu d'ouvrir la gare à Kautenbach pour les voyageurs.

Faute d'alternatives, les voyageurs sont obligés d'attendre leur train dans la froideur et la pluie. De plus, les installations sanitaires seraient dans un état vétuste et délabré.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la gare susmentionnée n'est-elle pas accessible aux voyageurs des transports publics?

- Est-il prévu de moderniser les installations sanitaires?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (05.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0804 du 17 décembre 2014 l'honorable Député Aly Kaes souhaite s'informer au sujet de la gare de Kautenbach.

La salle d'attente et les installations sanitaires en gare de Kautenbach sont ouvertes aux voyageurs conformément aux horaires ci-après mentionnés:

- du lundi au vendredi de 04h40 à 23h40;

- les samedis de 05h40 à 23h40;

- les dimanches et jours fériés de 06h20 à 23h40.

Ces horaires correspondent à la plage de circulation des trains en gare de Kautenbach. Les heures d'ouverture, ainsi que d'autres informations au sujet des facilités et services disponibles en gare de Kautenbach, sont publiées sur le site Internet des CFL: www.cfl.lu/espaces/voyageurs/fr/gares-et-services/nos-gares/kautenbach

Le personnel d'accompagnement des trains est chargé de l'ouverture et de la fermeture des locaux. Cette tâche est réalisée pendant le premier tour de service le matin et pendant le dernier tour de service le soir.

Actuellement, les CFL sont encore responsables du nettoyage des locaux, bien qu'une convention a été conclue avec les CFL et l'administration communale de Kiischpelt, en collaboration avec le Service régional d'assistance sociale (SRAS). Celle-ci s'engage à maintenir en bon état les toilettes et la salle d'attente, à assurer le nettoyage des locaux et à s'occuper de leur ouverture et de leur fermeture.

En attendant la mise en application de la convention susmentionnée, les CFL continuent de remplir les missions décrites ci-dessus jusqu'à ce que l'administration communale de Kiischpelt prenne la relève. En raison du manque de personnel approprié, l'administration communale de Kiischpelt n'a pas pu remplir ses obligations comme prévu dans ladite convention à partir du 1er juillet 2014, de sorte que les locaux de la gare de Kautenbach n'étaient passagèrement plus accessibles au public.

L'état des installations sanitaires est acceptable et la vétusté est en relation avec le fait de la gratuité de l'accès aux installations. Une modernisation de ces installations pourra être planifiée lors d'une mise en conformité de l'ensemble de la gare dans le cadre du programme décennal.

Il y a lieu de préciser que le délai de correspondance pour les voyageurs de Wiltz est de quatre minutes, tant en direction de Luxembourg, qu'en direction de Troisvierges et que l'ensemble des trains CFL est équipé de toilettes.

Question 0805 (17.12.2014) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **retard des trains:**

Les utilisateurs du train sont nombreux à se plaindre des petits retards (inférieurs à dix minutes) quasiment systématiques des trains et de l'inéquation conséquente des correspondances. Cette situation empêche de nombreux salariés de rejoindre leur lieu de travail en temps utile. Normalement, les voyageurs peuvent demander dans une telle situation auprès du chef de surveillance au quai 1 de la gare de Luxembourg respectivement auprès de la cellule «Suggestions et réclamations» une attestation du retard encouru par le train. Or, selon mes informations, une telle attestation serait refusée pour tout retard inférieur à dix minutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il approuver le fait que les voyageurs risquent d'avoir des conséquences sur leur lieu de travail parce que les CFL refusent pour certains retards de délivrer une attestation de retard?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que tout retard encouru par un train devrait, en cas de demande, être attesté par les CFL?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (05.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0805 du 17 décembre 2014 l'honorable Député Aly Kaes souhaite s'informer au sujet du retard des trains.

Le taux de ponctualité des trains du service régulier est évalué suivant le principe qu'un train ou un bus est en retard s'il arrive avec un retard supérieur ou égal à six minutes.

Il en résulte qu'une attestation de retard n'est en principe délivrée aux clients par le personnel de surveillance que pour des retards de trains dépassant les six minutes à l'arrivée en gare de Luxembourg.

Toutefois, il peut arriver que pour des raisons opérationnelles le chef de surveillance en gare de Luxembourg ne soit pas en mesure de procéder immédiatement à l'établissement des attestations de retard respectives dès l'arrivée du train retardé.

Dans tous les cas et indépendamment de l'importance du retard, les clients ont la possibilité de se manifester auprès du service des CFL «Qualité - Réclamations clients» (au numéro de téléphone 4990-5555 ou par courriel à l'adresse qualité@cfl.lu) qui adressera ensuite le certificat requis au demandeur moyennant l'envoi d'un courrier électronique.

En cas de retards considérables de trains à l'arrivée en gare de Luxembourg, les CFL en avisent systématiquement les lycées situés sur le territoire de la ville de Luxembourg, afin d'éviter qu'une file d'attente importante d'étudiants ne se produise devant le bureau du chef de surveillance, revendiquant tous leur droit à la délivrance d'une attestation.

Question 0806 (17.12.2014) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **vague de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg:**

A leschter Zäit heefe sech d'Kloe vun de Leit landeswäit iwwer Abréch an hir Haiser respektiv hir Gebaier, déi leider immens zougeholl hunn. Dëst féiert zu enger grousser Veronsécherung bei de Bierger.

Op Onversteesdemech trëfft virun allem de Fait, dass vun der Police gefaangen Abriecher, no kuerzer Zäit rëm op fräie Fouss gesat ginn.

Och ass dëse Fait net motivant fir d'Police, déi versichen hiert Bescht um Terrain ze maachen, fir de Problem an de Grëff ze kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Justizminister stellen:

- Kann de Minister mir dës Ausféierunge bestätegen?

- Firwat ginn Abriecher oft erëm fréizäiteg lafe gelooss?

- Misste Gesetzer net deementspriechend geännert ginn, dass gestallten Abriecher net fréizäiteg erëm op fräie Fouss gesat ginn?

Réponse (19.01.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

D'Zuel vun den Abréch ass déi lescht Zäit ouni Zweifel geklommen.

Och an der Vergaangenheet konnt scho festgestallt ginn, dass dës Zort vu Kriminalitéit zu enger gewësser Zäit staark zougeholl an duerno erëm ofgeholl huet, ee Phenomeen, dee bei de Bierger natierlech ee Gefill vun Onsécherheet ervirrifft. Dës Fluktuatioun erkläert sech doduerch, dass et sech an deene meeschte Fäll ëm Banden handelt, déi aus dem Ausland operéieren, an déi, wa se bis identifizéiert, festgeholl a veruerteelt goufen, kee Schued méi kënnen uriichten.

Et ass falsch ze behaapten, dass d'Abriecher kuerz no hirer Festnahm erëm géife fräigelooss ginn.

Momentan sëtzen 308 Persounen am CPL an Untersuchungshaft. Vun deenen 308 Leit ginn der méi wéi een Drëttel, nämlech 128, wéinst Strofdote festgehalen, déi ënnert d'Infraktioun vum Vol falen.

Et kann een och net behaapten, dass déi Prévenuen, déi wéinst Vol asëtzen, besonnesch virdeelhaft géinge behandelt ginn an erëm schnell op fräiem Fouss wieren.

D'Geriichter applizéieren an deene Fäll den Artikel 94 vum Code d'instruction criminelle, dee virgesäit, dass ee sougenannten «mandat de dépôt» just kann ausgestallt ginn, wann d'Gefor besteet, dass déi Persoun d'Flucht ergräift, dass si Beweiser verschwanne léisst oder zerstéiert oder dass si erëm stroffälleg gëtt.

D'Chambre du Conseil muss hirersäits och préiwen, ob «indices graves» fir d'Culpabilitéit vum Concernéierte virleien. Wa si mengt, dass dat net de Fall ass, muss d'Mise en liberté vum Inculpéierten ordonnéiert ginn.

Dat war och kierzlech de Fall, wou eng Décisioun vun der Chambre du Conseil fir vill Kritick gesuergt hat. D'Justiz zitt an esou engem Fall ëmmer de Kierzere par rapport zur ëffentlecher Meenung, well se aus evidente Grënn, déi um Prinzip vum Secret vun der Instruktioun hänken, hir Décisioun net kann ëffentlech justifiéieren, ouni de ganzen Dossier dem Public ze exposéieren.

Et mécht deemno kee Sënn, eng Legislatioun ze änneren, déi sech an der Vergaangenheet bewährt huet an déi och vun all de Professionelle vum Droit, déi déi Legislatioun applizéieren, als effikass ugesi gëtt, notamment well se ee gudden Équiliber duerstellt tëschent de Libertés publiques engersäits an der Privatioun vun der Fräiheet anerersäits, an deene Fäll, wou d'Gesetz déi Méiglechkeet virgesäit.

Question 0807 (17.12.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **domaine de compétence des agents municipaux:**

Lors du débat sur la lutte contre le cambriolage, Monsieur le Ministre Schneider a annoncé l'éventualité que les agents municipaux/gardes champêtres pourraient à l'avenir décharger la police de certaines tâches.

- Quel est l'état d'avancement des travaux de la réforme en ce sens?

- Comment pourrait-on envisager à l'avenir le travail des agents municipaux/gardes champêtres sur le terrain?

- Est-il envisageable que les agents municipaux puissent assumer certains travaux administratifs de la police (p. ex. contrôle des adresses)?

- Est-il envisageable d'élargir le domaine de compétence des agents municipaux dans le cadre du stationnement et du parcage (p. ex. le remorquage de véhicules mal stationnés)?

- Est-il envisageable d'élargir le domaine de compétence des agents municipaux dans le cadre de la circulation?

- Dans le cadre du mauvais stationnement je souhaiterais savoir combien d'avertissements taxés sont établis sur le plan national par les agents municipaux? Quel montant provenant de ces recettes est versé à la commune? Est-il envisageable de faire participer davantage les communes aux recettes provenant des avertissements taxés?

- Ne serait-il pas approprié d'élargir le domaine de compétence des agents municipaux dans le contexte des récidivistes étrangers? D'après mes informations il existe une liste relativement longue des récidivistes. Quel est le nombre exact? Que fait l'État pour encaisser les avertissements taxés? Voilà pourquoi je souhaite poser la question si dans le cadre de l'échange d'informations avec nos pays limitrophes il ne serait pas approprié de parer davantage à ce problème en instaurant plus de contrôles?

- Dans la réforme il est question de regrouper certains commissariats de police. Qu'en est-il du commissariat de police Hesperange?

Réponse commune (20.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député se réfère au discours prononcé par Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure en date du 11 décembre 2014 lors du débat sur la lutte contre le cambriolage. Le Ministre a en effet annoncé que des discussions seraient en cours en vue d'étendre les missions des agents municipaux, notamment, pour décharger la Police grand-ducale de certaines tâches.

Actuellement, différentes réflexions sont menées pour déceler des pistes en vue d'un éventuel élargissement des compétences des agents municipaux, en considération notamment de l'avis du Conseil d'État du 19 janvier 2010 au sujet du projet de loi n°5916 relatif à l'élargissement des compétences des agents municipaux, projet de loi retiré par arrêté du 25 avril 2013.

Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les communes sont dédommagées sur base forfaitaire pour le déchet de recettes résultant du non-paiement des taxes de stationnement et de parcage sur leur territoire respectif. L'assiette de ce dédommagement est constituée par le montant des avertissements taxés décernés en matière de stationnement et de parcage payants. Le montant du dédommagement correspond à 75% du taux réglementaire appliqué aux termes du catalogue des avertissements taxés. Les modalités de calcul des parts revenant aux différentes communes concernées sont déterminées par le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points.

La part des communes dans les avertissements taxés était de:

- 3.123.153 € en 2011;

- 3.035.106 € en 2012;

- 3.213.126 € en 2013.

À l'heure actuelle, une augmentation de la participation des communes aux avertissements taxés n'est pas envisagée.

Il existe différents instruments juridiques permettant à la police d'identifier les auteurs d'infractions routières commises à bord de véhicules immatriculés à l'étranger.

Le recouvrement des avertissements taxés auprès de non-résidents est toutefois moins aisé dans le mesure où la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires ayant porté transposition de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 ne trouve pas à s'appliquer en matière d'avertissements taxés.

Il importe toutefois de remarquer que la directive du 25 octobre 2011 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, transposée au Luxembourg par une loi du 19 décembre 2014, impose à la Commission de remettre, au plus tard le 7 novembre 2016, un rapport dans lequel elle évalue notamment la nécessité de renforcer l'application des sanctions en ce qui concerne les infractions en matière de sécurité routière et de proposer des critères communs en ce qui concerne les procédures de suivi en cas de non-paiement d'une pénalité financière, dans le cadre de toutes les politiques pertinentes de l'Union, y compris la politique commune des transports.

Tel que cela avait été annoncé dans le programme gouvernemental, un audit concernant l'organisation et le fonctionnement de la Police grand-ducale est en train d'être réalisé.

Au vu des conclusions de l'audit, qui sont attendues pour fin mai 2015, le Ministre de la Sécurité intérieure prendra les décisions qui s'imposent pour renforcer l'efficacité et l'efficience de la police et améliorer le service au citoyen.

Question 0808 (17.12.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **vols de nuit de l'hélicoptère de police:**

Lors de l'heure d'actualité du 11 décembre dernier au sujet de la vague de cambriolages au Luxembourg, le groupe parlementaire DP avait avancé l'idée de l'utilisation de l'hélicoptère de police pour des vols de nuit. Monsieur le Ministre ne s'était pas exprimé quant à cette possibilité.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité Intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la possibilité de l'hélicoptère de la Police grand-ducale d'effectuer des vols de nuit?

- Monsieur le Ministre peut-il s'imaginer l'utilisation de l'hélicoptère de nuit dans le cas de cambriolages?

Réponse (19.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

À l'heure actuelle, l'hélicoptère de la police n'est pas autorisé à exécuter des vols de nuit. La question de son utilisation ne se pose donc pas.

Réponse complémentaire (06.02.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

À l'heure actuelle, l'hélicoptère de la police n'est pas autorisé à exécuter des vols de nuit. La question de son utilisation dans le cadre de la lutte contre les cambriolages ne se pose donc pas.

Dans le cadre de réflexions portant sur le budget de la Police grand-ducale, la direction générale a été chargée d'analyser ses dépenses et de proposer des mesures d'économie au Gouvernement. L'hélicoptère de la police ainsi que son utilisation font partie intégrante de ces réflexions.

L'utilisation actuelle et future de l'hélicoptère est par ailleurs analysée dans le cadre de l'élaboration, en cours, d'un nouveau plan d'intervention.

Le Ministre de la Sécurité intérieure se chargera, le cas échéant, de prendre les mesures nécessaires pour permettre des vols de nuit.

Question 0809 (17.12.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**abandon de détritus sur la voie publique:**

On constate depuis quelques années un relâchement de la discipline parmi beaucoup de nos concitoyens qui ne se gênent plus d'abandonner leurs détritus où bon leur semble, ignorant les poubelles mises à leur disposition. Ainsi nous saluons la décision prise par le Conseil de Gouvernement du 5 décembre 2014, selon laquelle toute personne qui abandonne sur la voie publique des déchets sera soumise à une peine pécuniaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Comment le Gouvernement envisage-t-il de contrôler le respect de l'interdiction de jeter des détritus sur la voie publique?

- Qui sera en charge de la surveillance et des contrôles?

Réponse (08.01.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, transposant en droit luxembourgeois la directive 2008/98/CE, précise dans son article 42 que l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 de la loi susmentionnée précise qu'en cas de contraventions, punies conformément aux dispositions de l'article 47 point 2), des avertissements taxés peuvent être décernés. Le montant, les modes de payement, ainsi qu'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont à fixer par règlement grand-ducal, dont le projet vient d'être approuvé par le Conseil de Gouvernement.

Conformément à l'article 45 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les fonctionnaires de la Police grand-ducale, les fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises à partir du grade de brigadier principal ainsi que le directeur, les directeurs adjoints, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs techniciens et les fonctionnaires de la carrière des rédacteurs de l'Administration de l'Environnement peuvent être chargés de constater les infractions à la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et aux règlements pris en son exécution. Ils sont donc également habilités à surveiller et contrôler l'abandon incontrôlé de déchets et de le sanctionner par des avertissements taxés.

Question 0810 (18.12.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **nouveau stade national:**

En date du 14 février 2014, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'un nouveau stade national serait construit sur un site entre Kockelscheuer et la Cloche d'Or.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements sur l'état d'avancement de ce dossier?

- Est-il en mesure de me renseigner sur la possibilité d'organiser des concerts musicaux dans le futur stade national?

Réponse (14.01.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Ainsi que Monsieur le Député le souligne à juste raison, à la mi-février 2014 un nouveau site pour la construction du futur stade national de football fut trouvé, à savoir à Luxembourg-Cloche d'Or.

À signaler que le Gouvernement a prévu de faire circuler le tram sur ce site, dont les travaux sont une des priorités du Gouvernement. Outre une aire de remisage pour le tram seront aménagés des quais pour bus et construit un «Park & Ride» pouvant aussi servir de parking pour le nouveau stade. On peut mentionner aussi que la ville de Luxembourg y a prévu d'aménager son Service des Sports.

À l'heure actuelle les travaux, surtout d'ordre technique, avancent bien. Au mois de septembre dernier le bureau d'architectes allemand Gerkan, Marg & Partner, en collaboration avec le bureau d'architectes luxembourgeois Beng, a été choisi pour la construction du stade et plusieurs réunions ont déjà eu lieu en présence d'un représentant de ce bureau d'architectes.

Pour le moment on envisage toujours un début des travaux proprement dits pour printemps 2017 et la fin de ceux-ci pour environ deux ans plus tard.

La ville de Luxembourg étant maître d'œuvre du futur stade, c'est elle seule qui est en mesure de donner une réponse à la question de savoir si des concerts musicaux vont avoir lieu. À remarquer que le surcoût éventuel qu'engendrerait la possibilité d'organiser des concerts ne serait pas subventionnable par le Ministère des Sports.

Question 0811 (18.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **paiement des échelons du barème à la Luxair:**

Par voie de presse nous venons d'apprendre que la direction de Luxair aurait édité une «note interne» dans laquelle elle indique que «le paiement des échelons du barème sera provisoirement suspendu à compter du 1er janvier 2015» en cas d'absence d'accord jusqu'au 31 décembre. Aussitôt qu'une nouvelle convention collective sera signée avec les partenaires sociaux, les échelons seront payés de manière rétroactive à partir du 1er janvier.

Une telle décision serait contraire aux engagements pris par la direction en octobre dernier, quand les syndicats et la direction de Luxair avaient signé un accord devant le conciliateur. En effet, lors de la réunion de l'Office National de Conciliation du 9 octobre 2014, la direction de Luxair s'était engagée à appliquer unilatéralement, pendant toute la durée de la procédure de conciliation, l'intégralité du contenu des deux conventions collectives expirées, y compris le paiement de toute augmentation qui le cas échéant serait due en vertu de l'une de ces conventions collectives. Rappelons que la convention collective de l'entreprise a pris fin le 30 septembre dernier.

Rappelons également que l'État luxembourgeois est l'actionnaire principal, voire majoritaire, de la société Luxair SA.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable:

1) Est-il vrai que la direction de Luxair a l'intention de mettre en cause unilatéralement l'accord signé le 9 octobre 2014 devant le conciliateur?

2) Le Gouvernement peut-il accepter que la direction d'une société, dans laquelle l'État est le principal actionnaire, puisse mettre en question des engagements signés dans une matière aussi sensible concernant directement les droits collectifs des salariés?

3) Comment le Gouvernement compte-t-il réagir pour redresser cette situation?

Réponse (20.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Permettez-moi d'abord de remarquer que le Gouvernement respecte l'autonomie tarifaire des partenaires sociaux du secteur privé et qu'en ce sens je ne commente pas des négociations en cours.

Les négociations collectives entre parties ont finalement permis de trouver en date du 29 décembre 2014 un accord qui a été formalisé dans le cadre d'avenants aux conventions collectives, de sorte que les échelons barémiques seront payés au personnel en janvier 2015.

Question 0812 (18.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam:**

Le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique accueille de plus en plus d'élèves. Ce régime présente un atout important de l'Éducation nationale et le personnel fournit un travail remarquable pour des élèves qui présentent des difficultés spécifiques. Dans une lettre ouverte adressée à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance du 10 décembre 2014, les membres du corps enseignant du régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam (LTMA) font souligner leur opposition formelle au projet d'écarter le régime préparatoire du bâtiment dit «Jenker» du LTMA en faveur de classes d'une future école européenne à Differdange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces affirmations?

- Dans l'affirmative, que va-t-il se passer avec le régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam?

- Est-ce que le régime préparatoire du LTMA sera placé à nouveau dans des structures provisoires?

- Quand les travaux de construction du nouveau Lycée européen à Differdange seront-ils entamés? Quand le nouveau lycée ouvrira-t-il ses portes?

- Le régime préparatoire sera-t-il intégré dans le nouveau lycée une fois les travaux terminés?

Réponse (20.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il n'est pas correct d'affirmer que je projette d'écarter le régime préparatoire du bâtiment dit «Jenker» à Differdange.

Il est prévu que le bâtiment «Jenker» à Differdange sera rattaché à la nouvelle École internationale à Differdange. Celle-ci offrira dès le départ trois ordres d'enseignement: une école européenne primaire, une école européenne secondaire et le régime préparatoire.

Donc aussi bien la nouvelle École internationale à Differdange que le Lycée technique Mathias Adam offriront des classes du régime préparatoire. Les classes du régime préparatoire de l'École internationale seront organisées dans le bâtiment «Jenker» à Differdange, celles du Lycée technique Mathias Adam en principe dans la maison mère du LTMA à Lamadelaine. Il est toutefois possible que dans une première phase, des classes doivent être logées dans des infrastructures provisoires en attendant la construction de l'école secondaire sur le plateau du Funiculaire à Differdange. Il est prévu que la loi concernant la construction de ce bâtiment sera déposée avant le début du printemps et que les travaux commenceront dès que les autorisations à bâtir auront été délivrées. Sauf imprévus, le plan prévoit que le bâtiment puisse être utilisé à partir de la rentrée 2020-2021.

Question 0813 (19.12.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **incidences de la réforme territoriale en France sur la Grande Région:**

Dans le cadre de la réforme territoriale, le Parlement français a adopté définitivement la nouvelle carte des 13 régions françaises en date du mercredi, 17 décembre 2014. Les nouvelles régions entreront en vigueur le 1er janvier 2016. Ce redécoupage fusionne, entre autres, l'Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne. La ville de Strasbourg a déjà été désignée comme le siège de la future préfecture de cette région.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Quelle est l'incidence de la fusion susmentionnée pour la Grande Région?

- Que signifie le déplacement du centre administratif et décisionnel de la nouvelle région pour la coopération au sein de la Grande Région?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas devoir prendre l'initiative d'entamer des pourparlers avec les autorités françaises compétentes afin de garantir la pérennisation de la participation française à la Grande Région?

Réponse (14.01.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

L'adoption de la nouvelle carte des régions ne constituant que l'un des trois volets de la réforme territoriale conduite par le Gouvernement français, il est à l'heure actuelle difficile d'apercevoir les conséquences de la réorganisation territoriale française sur la Grande Région.

Le choix de Strasbourg comme «capitale» de la nouvelle région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne relève de l'expression souveraine des autorités compétentes de la République française et n'appelle, de ce fait, aucun commentaire du Gouvernement luxembourgeois.

Rien ne permet enfin d'affirmer que l'implication française dans les travaux de la Grande Région pourrait être remise en question par cette réforme. Dans mes contacts avec les autorités françaises tant au niveau de la Grande Région que de la coopération franco-luxembourgeoise je suis confortée dans cette opinion.

Question 0814 (22.12.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **contribution de 90 millions d'euros:**

Après un recalcul des contributions nationales au budget de l'UE, certains États membres se verront rembourser des sommes substantielles. Ainsi, le Luxembourg bénéficie d'un rabais, estimé à 90 millions d'euros. Lors d'une conférence de presse, du 24 octobre 2014, à l'occasion du sommet du Conseil européen, le Premier Ministre luxembourgeois Xavier Bettel a souligné que ce rabais sera investi dans le futur du Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre, où cet argent sera-t-il investi en détail?

- Est-ce que le Luxembourg va devoir rembourser cette contribution à un moment donné?

Réponse (26.01.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les 90 millions que le Luxembourg recevra de la Commission européenne seront versés à la Trésorerie de l'État. Ces fonds serviront au financement de la politique d'investissement du Gouvernement et permettront de maintenir nos politiques sociales à un niveau élevé.

Le Luxembourg n'est pas tenu de rembourser les 90 millions susmentionnés à la Commission européenne. Si le Luxembourg devait être amené à rembourser des contributions à la Commission européenne, ce serait, le cas échéant, en application d'ajustements qui seraient éventuellement apportés au revenu national brut, qui sert de base au calcul des contributions nationales à verser au budget de l'UE.

Question 0815 (22.12.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte:**

Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 5 décembre 2014, a donné son accord de principe pour autoriser le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) à continuer la planification d'un avant-projet sommaire pour une nouvelle construction de l'hôpital municipal du Centre Hospitalier de Luxembourg. À côté du CHL, une nouvelle maternité est actuellement en cours de construction. Ce nouveau «centre mère-enfant» devrait entrer en fonction dans le courant de l'année 2015. Selon la presse, la reconstruction du nouveau CHL devrait se faire à l'endroit même de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, qui sera alors désaffectée et démolie.

La Maternité Grande-Duchesse Charlotte, inaugurée le 10 mars 1936 a été conçue par Otto Bartning, qui ensemble avec Walter Gropius est considéré comme l'initiateur de l'architecture «Bauhaus». L'architecte berlinois avait acquis à l'époque une bonne réputation grâce à plusieurs projets d'hôpitaux exécutés à Berlin, dont notamment la construction de la «Landhausklinik Berlin-Wilmersdorf». En appliquant les critères du style «Neues Bauen», Otto Bartning est devenu le représentant d'une architecture d'hôpitaux modernes et innovants. Aujourd'hui la maternité est un exemple rare du style architectural «Bauhaus» au Luxembourg et un témoin de l'architecture de l'entre-deux-guerres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La reconstruction du CHL prévoit-elle effectivement la démolition de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte?

- N'est-il pas possible de prévoir un projet permettant d'intégrer l'ancienne maternité?

J'aimerais adresser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- La Commission nationale des Sites et Monuments a-t-elle été saisie?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ladite commission?

Réponse (09.02.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Réponse aux questions posées à Madame la Ministre de la Culture:

Comme suite à une première demande de protection nationale, la Commission des Sites et Monuments nationaux (COSIMO) a émis, en septembre 2005, un avis positif pour une inscription de l'immeuble à l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments nationaux. Face à l'opposition à cette protection, exprimée d'antan par le Centre Hospitalier de Luxembourg, le Ministre de la Santé et la ville de Luxembourg, la volonté politique ne fut pas celle d'achever la protection.

Saisi par une nouvelle demande de protection de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, la COSIMO, dans sa réunion du 29 janvier 2015, confirme son avis de 2005.

Toutefois, en raison de la priorité donnée par le Gouvernement à la construction d'un nouveau Centre hospitalier à l'endroit qui comprend l'actuelle Maternité Grande-Duchesse Charlotte, dont les planifications sont en cours, le Ministère de la Culture n'entend pas modifier la décision politique déjà prise en 2005.

Question 0816 (23.12.2014) de **MM. Emile Eicher** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **production de biométhane:**

Le Gouvernement réaffirme constamment l'importance du passage du système énergétique actuel vers un approvisionnement énergétique s'appuyant sur les sources d'énergie renouvelables. En Suisse et en Allemagne, un nombre croissant d'agriculteurs produisent du courant écologique ou désirent se lancer dans la production d'énergie. La production de biogaz issu de la méthanisation représente une variante intelligente. Ce gaz peut être utilisé pour une multitude de services énergétiques et servira à réduire la production de gaz à effet de serre.

Après un processus d'épuration du biogaz, on peut exploiter le biométhane de façon à ce qu'il puisse alimenter le réseau public de gaz naturel ou l'utiliser comme carburant automobile. Sur la base des connaissances des agriculteurs en matière de processus naturels et de leurs expériences, le secteur agricole est très prédestiné pour la production de ce vecteur énergétique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Combien d'exploitants et/ou installations de biométhane le Luxembourg compte-t-il?

- Envisage-t-on de promouvoir la construction d'installations de biométhane ainsi que l'injection et le transport du biométhane dans le réseau?

- Dans l'affirmative, comment le Gouvernement veut-il entamer ce projet?

- Existe-t-il des programmes d'encouragement et/ou des contributions financières pour les exploitants désirant investir dans de nouvelles installations de production de biométhane?

Réponse commune (24.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le Luxembourg compte actuellement 31 installations de biogaz (incluant le gaz de stations d'épuration d'eaux usées et le gaz de décharge) produisant, d'après les statistiques de 2013, quelque 56 GWh d'électricité renouvelable et quelque 76 GWh de chaleur renouvelable (dont 13 GWh de chaleur renouvelable commercialisée). Quant au biogaz injecté dans le réseau de gaz naturel, il existe trois installations produisant, d'après les statistiques de 2013, en total environ 50 GWh de biogaz injecté dans le réseau du gaz naturel.

La promotion du secteur de la production de biogaz au Luxembourg se fait par le biais de diverses législations et réglementations qui concernent d'un côté la production d'électricité et de la chaleur renouvelable à partir de biogaz et d'un autre côté la production de biogaz injecté dans le réseau de gaz naturel:

1. En ce qui concerne la production d'électricité à partir de biogaz, des rémunérations sous forme de tarifs d'injection, sur 15 respectivement 20 ans (en cas d'extension d'une installation existante), sont définies par voie de règlement grand-ducal qui ont été soumises à maintes réformes au cours des dernières années. L'utilisation de lisier est également rémunérée par l'allocation d'une prime de même que la commercialisation de la chaleur renouvelable produite.

En 2014, une nouvelle réglementation sur la promotion de la production de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables est entrée en vigueur qui vise à apporter un certain nombre d'incitatifs nouveaux à la filière du biogaz. Il s'agit de donner un nouvel élan à la production d'électricité à partir de biogaz au Luxembourg par une augmentation moyenne de 31% des tarifs d'injection pour les nouvelles installations de production et par un soutien plus intensif au niveau de l'utilisation de lisier et de la commercialisation de la chaleur renouvelable produite.

À côté de ces rémunérations, des aides à l'investissement sont prévues en vertu de la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Ces incitatifs définissent un cadre favorable aux nouvelles installations de production d'électricité à partir de biogaz en vue de leur contribution aux objectifs du Luxembourg à l'horizon 2020 tels que définis par le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables. Ledit plan fixe les mesures à adopter en vue de la réalisation de l'objectif de 11% d'énergies renouvelables en 2020. Le Ministère de l'Économie est actuellement en train de réaliser une mise à jour de l'étude du potentiel en matière d'énergies renouvelables du Luxembourg afin de déterminer les progrès réalisés et réalisables des différentes filières de production d'énergies renouvelables qui devrait permettre de revoir le potentiel des différentes technologies à l'horizon 2020 et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

2. L'injection de biogaz dans un réseau de gaz naturel est rémunérée par un tarif d'injection s'étalant sur une période de 15 ans. Le mécanisme de soutien y relatif prévoit une rémunération annuelle maximale de dix millions Nm^3 (correspondant à quelque 113 GWh) permettant la résiliation de capacités de production additionnelles de cette filière.

Parallèlement à cette rémunération, les installations de production de biogaz injectant dans le réseau de gaz naturel sont éligibles pour obtenir les aides à l'investissement prémentionnées.

Question 0817 (30.12.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **procédure de saisie immobilière:**

Aux termes de l'article 829 du Nouveau Code de Procédure Civile, lors d'une procédure de saisie immobilière, le saisissant doit faire sommation aux autres créanciers inscrits sur le ou les biens saisis «aux domiciles élus dans les inscriptions».

Or, en pratique il s'avère que souvent ce domicile soit n'existe plus (cas d'un huissier démissionnaire et décédé) soit présente pour le créancier d'autres inconvénients (cas où le notaire habituel est parti en retraite et aucun successeur n'a encore pris la relève). Le résultat est que le créancier n'a pas, ou très tardivement, connaissance de la procédure en cours.

- Afin de garantir qu'un créancier inscrit soit averti d'un acte aussi grave qu'une procédure de saisie sur le bien qui constitue sa garantie, n'êtes-vous pas d'avis qu'une signification à domicile s'impose et que ledit article devrait être modifié en ce sens?

Réponse (11.02.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

D'après des renseignements de la part de la Chambre des Notaires, la difficulté mentionnée par l'honorable Député Reding peut s'avérer réelle, particulièrement dans le cas d'inscriptions judiciaires.

La Chambre des Notaires suggère de permettre la signification à domicile, mais propose de laisser subsister l'option d'une signification à domicile élu.

Je me rallie à cette proposition. Une adaptation de l'article 829 du Nouveau Code de Procédure Civile en ce sens peut effectivement être envisagée, afin de permettre que le plus grand nombre de créanciers inscrits sur le ou les biens saisis puisse être informé.

Question 0818 (31.12.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **sécurité des réseaux de télécommunications:**

Dans un article paru hier sur le site Internet du quotidien «Tageblatt», il est mentionné que le Luxembourg occuperait la 152e place parmi 218 pays analysés en matière de sécurité des réseaux de télécommunications. Ainsi, il est

écrit que «P1 Security zufolge sind Luxemburgs Telekom-Betreiber äußerst anfällig für Angriffe über das SS7-Protokoll».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- En cas de réponse positive, quelles sont les raisons des lacunes constatées en matière de sécurité des réseaux luxembourgeois de télécommunications?

- Quels sont les moyens que Messieurs les Ministres comptent mettre en œuvre afin de remédier à cette situation?

- Dans la mesure où l'État luxembourgeois est l'unique actionnaire de la société Post Luxembourg, Messieurs les Ministres donneront-ils des instructions particulières à cette société?

Réponse commune (05.02.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

L'article publié au «Tageblatt» et cité par les honorables Députés se réfère à une étude qui a été réalisée par la société française «P1 Security» (www.labs.p1sec.com/). Cette étude qui inclut un état des lieux de la sécurité des réseaux mobiles pays par pays a été présentée lors du «Chaos Communication Congress» qui a eu lieu du 27 au 30 décembre 2014. Selon cette étude le Luxembourg occuperait la 152e place parmi 218 pays analysés en matière de sécurité des réseaux de communications électroniques.

L'analyse a porté sur le protocole SS7 dans la mesure où il est utilisé dans le cadre des communications électroniques sur les réseaux mobiles (à l'opposé des communications sur les réseaux fixes). Il s'agit d'un protocole dont l'utilisation est indispensable pour permettre l'accès et l'interconnexion des réseaux et garantir ainsi le transport et l'acheminement des communications des utilisateurs.

D'après les informations publiées sur le site de la société, cette étude n'est pas définitive.

Il échet de souligner que l'étude ne repose pas sur un échantillon identique pour les pays analysés et que dès lors les conclusions qui en sont tirées doivent être relativisées. Ainsi, la classification du Luxembourg a été opérée sur la base de l'analyse d'un seul opérateur sur quatre tandis qu'en Belgique trois opérateurs ont été recensés et analysés.

Le programme gouvernemental de 2013 souligne l'importance de la sécurité des infrastructures et réseaux de communications électroniques qui constitue un des principaux moteurs de la croissance économique.

Plusieurs initiatives de nature législative ou réglementaire poursuivent l'objectif d'assurer que notre pays soit doté d'infrastructures qui répondent à un niveau de sécurité adéquat.

Ainsi, en 2011 le «Cyber Sécurité Board» a été créé. La stratégie nationale en matière de cyber sécurité qu'il avait élaborée à l'époque et qui fut adoptée par le Gouvernement en novembre 2011 est actuellement en cours de révision. La stratégie revue sera prochainement présentée au Gouvernement pour approbation.

Parallèlement à la création du «Cyber Security Board», un «Computer Emergency Response Team» gouvernemental (GOVCERT) a été mis en place dont la mission consiste à prendre en charge, pour les systèmes d'information publics et les infrastructures critiques, la prévention et la réponse à incidents.

Ensuite, en matière de sécurité et d'intégrité des réseaux et services de communications électroniques, la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques (Mémorial A n°43 du 8 mars 2011) prévoit en son article 45:

«(1) Les entreprises fournissant des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public prennent des mesures techniques et organisationnelles adéquates pour gérer le risque en matière de sécurité des réseaux et des services de manière appropriée. Compte tenu des possibilités techniques les plus récentes, ces mesures garantissent un niveau de sécurité adapté au risque existant. En particulier, des mesures sont prises pour prévenir ou limiter les conséquences des incidents de sécurité pour les utilisateurs et les réseaux interconnectés.

(2) Les entreprises fournissant des réseaux de communications publics prennent toutes les mesures appropriées pour assurer l'intégrité de leurs réseaux et garantir ainsi la continuité des services fournis sur ces réseaux.»

L'article 46 de la loi précitée prévoit la possibilité pour l'Institut luxembourgeois de régulation, à défaut de mise en œuvre par les entreprises notifiées de mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer l'intégrité de leurs réseaux et garantir ainsi la continuité des services fournis sur ces réseaux par les entreprises notifiées, conformément au paragraphe (1) de l'article 15 de cette loi, d'imposer des mesures contraignantes de mise en œuvre, y compris des délais à respecter.

Dans le contexte de cette mission, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a développé ensemble avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor un outil permettant aux entreprises qui fournissent un réseau de communications public de procéder à une analyse de risques des réseaux et des services de communications électroniques et de répondre aux recommandations des mesures de sécurité de la «European Union Agency for Network and Information Security» (ENISA) fixées d'un commun accord avec les États membres de l'Union européenne.

Une trentaine d'entreprises notifiées ont signé un contrat d'utilisation de cet outil qui est mis à disposition gratuitement.

Enfin, le 21 janvier 2015, le Gouvernement a adopté le projet d'arrêté grand-ducal portant création d'une Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) pour le secteur public et les infrastructures critiques.

En tant qu'autorité nationale en matière de sécurité des systèmes d'information classifiés et non classifiés et exploités par l'État et les opérateurs d'infrastructures critiques pour leurs besoins propres, l'ANSSI qui est rattachée au Haut-commissariat à la Protection nationale (HCPN) a pour mission de définir les politiques et les lignes directrices en cette matière, de veiller à ce que les mesures concernant la sécurité des systèmes d'information soient mises en place et que leur application soit garantie et de certifier les moyens de traitement de l'information non classifiée (systèmes, services, infrastructures ou locaux les abritant). L'ANSSI assurera aussi la fonction de Centre national de traitement des urgences informatiques (CERT national) et gouvernemental (Centre gouvernemental de traitement des urgences informatiques).

En ce qui concerne plus particulièrement la société Post Luxembourg, elle est en tant qu'entreprise notifiée tenue par les obligations qui découlent de la loi du mars 2011 sur les réseaux précitées. Le département interne de cette société en charge de la sécurité est par ailleurs chargé d'assurer un niveau de sécurité adéquat des infrastructures opérées par la société ainsi que des services offerts par elle.

Q104

Question 0819 (05.01.2015) de **Mme Simone Beissel** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **contrôle technique des véhicules:**

Les longues attentes aux stations de contrôle technique à Sandweiler avaient amené l'ancien ministre à présenter, en date du 3 octobre 2012, de nouvelles dispositions en matière de contrôle technique des véhicules. Le 24 septembre 2014, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a communiqué sa volonté de réformer cette matière afin d'améliorer l'organisation et la performance du contrôle, au bénéfice des citoyens et des entreprises.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données pouvant servir comme base d'évaluation des mesures prises ces dernières années, en particulier en ce qui concerne la durée d'attente à la station de contrôle technique de Sandweiler?

- Un des principaux objets des réformes de 2014 était d'ouvrir le contrôle technique à la concurrence. Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure de tirer quelques conclusions quant aux effets des révisions introduites?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur le contrôle technique des véhicules routiers.

En ce qui concerne les mesures organisationnelles introduites depuis 2012 en relation avec les modalités pratiques du contrôle technique, il y a lieu de mentionner les points suivants:

1. réorganisation des services de l'ancienne SNCT sàrl en date du 13 janvier 2012 par la création d'une nouvelle société appelée SNCT SA dédiée à l'exécution des opérations de contrôle technique, alors que les activités en relation avec l'immatriculation des véhicules et la gestion des permis de conduire continuent à être effectuées par l'ancienne organisation, renommée à cette occasion en «Société Nationale de Circulation Automobile» (SNCA sàrl);

2. introduction, le 27 août 2012 d'une plage d'ouverture prolongée à la station de contrôle de Sandweiler jusqu'à 19.00 heures en soirée (18.00 heures le lundi) et le samedi matin de 7.30 heures à 13.30 heures;

3. prolongation du délai de contrôle technique avant l'échéance du certificat de contrôle de 21 à 56 jours sans que la durée de validité du nouveau certificat en serait affectée; cette innovation permet une plus grande flexibilité d'organisation des opérations de contrôle;

4. extension en avril 2013 du principe du contrôle auprès des garages conventionnées également pour les véhicules légers (même pendant les samedis); pour les véhicules lourds cette possibilité existait depuis 1987;

5. mise en service en septembre 2013 de lignes de contrôles supplémentaires dans les stations de contrôle de Sandweiler et d'Esch-sur-Alzette dédiées au contrôle pour les véhicules rejetés;

6. réorganisation et externalisation en février 2014 du central téléphonique pour la prise de rendez-vous en vue d'augmenter son efficacité;

7. mise en service à Bissen le 15 septembre 2014 d'une annexe de la station de contrôle de Wilwerwiltz pour le contrôle exclusif sur rendez-vous des véhicules lourds du nord du pays; de ce fait la capacité technique de la station de Wilwerwiltz pour les véhicules légers augmente de quelque 70%;

8. mise en ligne, fin septembre 2014 d'un nouveau site Internet tout en y incluant un outil simple d'utilisation pour la réservation de rendez-vous répondant aussi bien aux besoins spécifiques des clients privés qu'aux différentes catégories des clients du secteur professionnel;

9. à partir du 26 janvier 2015, ouverture prolongée à la station de contrôle d'Esch-sur-Alzette à l'image de la station de contrôle de Sandweiler.

Il en résulte qu'aujourd'hui, en moyenne, quelque 85 à 90% des véhicules légers sont présentés sur rendez-vous. De ce fait, l'organisation des flux des véhicules dans les stations de contrôle a pu être optimisée, de sorte que les temps de passage au contrôle (opérations de contrôles incluses) étaient en moyenne les suivants en 2014 (hors mois de décembre):

- station de contrôle de Sandweiler: 40 minutes,
- station de contrôle d'Esch-sur-Alzette: 42,5 minutes,
- station de contrôle de Wilwerwiltz: 36,5 minutes.

Il en résulte également que les contrôles techniques des véhicules présentés sans rendez-vous ne peuvent être effectués qu'en fonction des capacités techniques restantes sans garantie de temps de passage. Au cas où les services de la SNCT devraient constater pour de tels véhicules, des temps d'attentes probables démesurément longs, elle se réserve le droit de refuser l'accès à la station de contrôle à ces véhicules, non pas sans proposer au conducteur un nouveau rendez-vous à sa convenance.

En parallèle, la SNCT est en pourparlers avec le secteur du transport routier pour améliorer encore le taux de rendez-vous pour le contrôle technique des véhicules lourds.

Il va sans dire qu'avec l'entrée en vigueur du projet de loi n°6715, dont l'objectif principal est la réforme du contrôle technique, l'organisation et la performance du contrôle technique s'en verront encore améliorées, et ce au profit des citoyens et des entreprises. En effet, l'ensemble de cette réforme s'inscrit dans le contexte de la simplification administrative pour les usagers.

Ensuite les honorables Députés se renseignent sur d'éventuelles conclusions tirées quant aux effets de l'ouverture à la concurrence du contrôle technique. Il est vrai que le deuxième objectif de la réforme est d'ouvrir le contrôle technique à la concurrence en supprimant certaines conditions d'obtention de l'agrément jugées comme trop contraignantes. Les conclusions demandées par les députés ne peuvent être tirées qu'une fois que le projet de loi susmentionné a été voté par la Chambre des Députés et que la réforme du contrôle technique a pu sortir ses effets.

Question 0820 (05.01.2015) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**aide financière accordée à la Grèce:**

- Alors que le débat s'installe en Europe sur un éventuel non-remboursement de la dette contractée par la Grèce, j'aimerais savoir de la part du Gouvernement quel est actuellement le montant des engagements financiers directs de l'État grec par rapport à l'État luxembourgeois.

- Quelle est la part du Luxembourg dans l'aide européenne accordée par l'UE à la Grèce à travers les structures spéciales mises en place à la suite de la crise financière?

Réponse (02.02.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Prêts directs à la Grèce

Dans le cadre du «Intercreditor Agreement» du 08.05.2010, l'État a pris un engagement pour prêter un montant maximal de 206.054.851,64 EUR à la Grèce. Entre mai 2010 et décembre 2011 suivent alors six opérations de prêt pour un montant total de 140.102.551,84 EUR.

Suivant amendements signés les 14.06.2011 et 27.02.2012, la période de grâce durant laquelle aucun remboursement du principal n'aura lieu, est portée de trois à 4,5 puis à dix ans, la durée totale des prêts de cinq à dix puis à 15 ans.

Ces prêts sont initialement rémunérés trimestriellement au taux Euribor 3M + une marge de 300 points de base. Suite aux amendements ci-avant, cette marge est réduite rétroactivement à 200 puis à 150 points de base. Ces amendements sont entrés en vigueur le 30.03.2012.

Suivant un 3e amendement signé le 19.12.2012, la durée des prêts est finalement portée de 15 à 30 ans (échéance finale le 15.09.2041) et la marge réduite de 150 à 50 points de base (entrée en vigueur: 03.07.2013 avec effet rétroactif sur le 15.12.2012).

(Jusqu'à la date d'aujourd'hui, le Luxembourg a touché une somme totale de 9.853.736,22 EUR à titre d'intérêts échus sur ces prêts.)

Prêts par l'intermédiaire de l'EFSF

La loi modifiée du 22.09.2011 a autorisé le Gouvernement à accorder une garantie maximale de deux milliards EUR à l'EFSF. La clé de participation du Luxembourg dans l'EFSF se chiffre à 0,2687%. Sur le total de l'aide déboursée par l'EFSF à ce jour (141,1 milliards), la part du Luxembourg s'élève donc à 381 millions EUR.

Question 0821 (05.01.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **Lycée de Junglinster:**

Le Lycée de Junglinster a ouvert ses portes lors de la rentrée scolaire 2014-2015. Or, il me revient que la bibliothèque du lycée ne dispose encore d'aucun ouvrage et que la piscine de l'établissement n'est toujours pas opérationnelle alors que les élèves fréquentent déjà depuis plusieurs mois le lycée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il corroborer ces informations?

Dans l'affirmative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'y aurait pas de budget spécifique disponible pour l'achat de livres destinés a achalander la bibliothèque du lycée, voire indiquer les raisons qui expliquent cette situation?

- Monsieur le Ministre peut-il signaler les problèmes qui empêcheraient l'utilisation de la piscine par les élèves?

Réponse (13.02.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à la demande de l'honorable Député, je peux corroborer ses informations relatives à la bibliothèque et à la piscine du Lënster Lycée sous réserve des précisions ci-après.

La procédure de l'acquisition des ouvrages pour la bibliothèque du Lënster Lycée est entamée. Cependant, il importe de constater qu'un fond documentaire ne se crée pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble. Elle se développera par des acquisitions progressives en tenant compte du profil des élèves et des projets pédagogiques inhérents au fonctionnement du lycée et ce dans les limites des ressources financières disponibles.

Comme le Lënster Lycée est un service de l'État à gestion séparée, il dispose d'un budget propre pour faire les acquisitions nécessaires pour la bibliothèque.

Il est prévu que la piscine sera mise en service au début du 2e semestre de l'année scolaire en cours. En effet, les travaux sont achevés et la procédure légale au niveau de la réception technique du fonctionnement de la piscine est en cours.

Question 0822 (07.01.2015) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **examens complémentaires suite aux examens médicaux pour le permis de conduire:**

Il nous revient que le Service Permis de Conduire fait de plus en plus preuve d'une attitude pour le moins méfiante vis-à-vis des consœurs et confrères médicaux établissant les certificats médicaux pour les permis de conduire.

En effet, selon nos informations, de plus en plus de personnes seraient envoyées à des examens complémentaires, notamment des examens ophtalmologiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de personnes envoyées chez des médecins spécialistes? Comment a évolué ce chiffre au cours des dernières années?

- Quels sont les critères sur lesquels le service du ministère se base pour exiger un examen complémentaire, non demandé par le médecin établissant le certificat médical?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les examens médicaux complémentaires demandés dans le cadre du permis de conduire.

Les conditions médicales à remplir pour un candidat en obtention ou en renouvellement d'un permis de conduire sont régis par l'article 77 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Le service compétent du Département des transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures est amené à demander régulièrement des avis complémentaires pour la détermination de l'aptitude à la conduite et ceci dans l'intérêt légitime de la sécurité routière. L'application informatique qui gère les permis de conduire ne permet pas à ce stade de renseigner sur le nombre de personnes envoyées chez des médecins spécialistes.

Les services compétents demandent la production d'examens médicaux complémentaires dans certains cas. En effet, un conducteur doit justifier d'une acuité visuelle suffisante avec ou sans correction optique. Un conducteur détendeur d'un permis de conduire des catégories C, C+E, D et D+E ainsi que des sous-catégories C1, C1+E, D1 et D1+E doit porter obligatoirement des lentilles de contact et non des lunettes, si la correction optique nécessaire excède huit dioptries. Il est cependant difficile pour un médecin généraliste ou interniste de déterminer la puissance de correction optique, de sorte que cette valeur fait en général défaut. Ainsi, la production d'un avis ophtalmologique complémentaire est nécessaire.

Ensuite certains certificats mentionnent des pathologies ophtalmologiques ou autres engendrant un défaut dans le champ visuel, notamment les glaucomes ainsi que les maculopathies ou des séquelles d'accidents vasculaires cérébraux. Afin de déterminer le défaut exact en degrés d'angle tel que défini dans l'article 77 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 susmentionné, un examen à la coupole du périmètre de Goldmann est indispensable. Cet examen n'est cependant pas pratiqué, de façon usuelle, par les médecins généralistes ou internistes de sorte qu'un avis spécialisé s'impose.

En outre, de nombreux certificats montrent une baisse de l'acuité visuelle malgré une correction visuelle, voire sans correction optique. Or, une acuité visuelle optimale renforce la sécurité sur nos routes. Ce sont souvent nos citoyens plus âgés qui présentent des pathologies ophtalmiques avec baisse de la vision. Une vision suboptimale mais tout juste suffisante pour conduire peut être nettement améliorée par une simple prescription de lunettes ou par une opération de la cataracte. Pour en arriver à des telles conclusions ophtalmologiques affinées, un examen par un spécialiste est indispensable.

Il arrive encore que des incohérences soient constatées sur les certificats tels qu'une vision nécessitant une correction par lunettes et une vision parfaite sans correction l'année suivante et ceci sans explication médicale telle qu'une chirurgie réfractive, ou des candidats chez qui le médecin atteste une vision parfaite par son examen clinique mais qui portent des lunettes sur la photo d'identité.

Un nombre important de médecins généralistes ou internistes joignent, sur leur propre initiative, un certificat d'un spécialiste en ophtalmologie, prouvant qu'un avis spécialisé est souvent d'une grande utilité.

En ce qui concerne le diabète, la délivrance et le renouvellement du permis de conduire des catégories C, C+E, D et D+E ainsi que des sous-catégories C1, C1+E, D1 et D1+E sont soumis à la production d'un rapport médical établi par un endocrinologue. Il en découle qu'un avis spécialisé est demandé à chaque fois qu'un renouvellement est sollicité, un tel avis doit être demandé d'office conformément à la législation actuellement en vigueur.

Dans certains cas la date de la dernière hypoglycémie, qui doit obligatoirement être mentionnée sur le certificat, est omise et le traitement du patient n'est pas mentionné, alors que le médecin indique que son patient est diabétique. Le risque hypoglycémique est cependant très dépendant du traitement que prend le patient. Le risque étant très faible, voire nul pour un traitement par biguanides, plus important pour un traitement par sulfamides hypoglycémiants ou par insuline. Il en découle de ce manque de rigueur que des avis spécialisés doivent être demandés afin de pouvoir apprécier, à sa juste valeur, le risque hypoglycémique.

Des avis neurologiques sont demandés en cas d'épilepsie pour jauger le potentiel épileptogène de telle ou telle pathologie cérébrale. Une telle appréciation, fort difficile, nécessite une expertise spécialisée ainsi que la réalisation d'un électroencéphalogramme. Ceci est clairement du domaine du médecin spécialiste en neurologie et là aussi nombre de médecins généralistes ou internistes joignent des avis neurologiques à leur certificat et si tel n'est pas le cas, de tels avis sont demandés. L'appréciation de l'aptitude à conduire en cas de dégradation débutante des fonctions cognitives est également un problème très difficile et on est souvent obligé de faire appel à des spécialistes neurologues pratiquant des tests mnémotechniques afin d'apprécier plus finement l'état du patient.

Des avis cardiaques sont également nécessaires chez des patients porteurs de stimulateurs cardiaques de type pacemaker ou de défibrillateurs implantables pour vérifier le bon fonctionnement et l'efficacité de tels dispositifs. Là aussi, un appareillage de contrôle ainsi qu'une expertise technique sont indispensables et du domaine du spécialiste, engendrant de nouveau une demande d'avis spécialisés. Les services compétents du Département des transports suivent en cela des guidelines européennes émises par des groupes de travail spécialisés tel que le «Report of the Expert Group on Driving and Cardiovascular Disease» ou appliquent d'ores et déjà les standards de directives européennes tels que la transposition de la directive 2014/85/UE concernant les apnées du sommeil.

Il en est de même pour les audiométries, les polysomnographies en cas de syndromes d'apnées du sommeil appareillés par un dispositif CPAP ou la nécessité d'un aménagement spécial du véhicule. Ces pathologies sont fréquentes et du domaine du spécialiste engendrant de ce fait de nombreuses demandes de certificats.

Force est de constater que la collaboration entre la commission médicale des permis de conduire et le corps médical est excellente, que la grande majorité des certificats émis par les confrères installés sont de très bonne qualité et renseignent à suffisance la commission.

Or, et comme précédemment décrit, un certain nombre de renseignements supplémentaires sont cependant indispensables et pas toujours contenus dans les différents certificats. Il est à souligner que la demande de certificats supplémentaires n'est pas mue par une attitude méfiante vis-à-vis de leurs confrères et consœurs, mais permet d'améliorer et d'affiner l'appréciation de l'état de santé.

Ces différents apports de nombreux intervenants permettent de trouver un compromis entre le maintien du permis avec la garantie d'une certaine autonomie pour les personnes concernées, âgées, malades ou affaiblies et l'intérêt légitime d'une sécurité sur la voie publique.

Un nouveau modèle de certificat, plus moderne et plus convivial, est par ailleurs en élaboration permettant ainsi un meilleur remplissage et une facilité de rédaction pour les médecins prescripteurs.

Question 0823 (12.01.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **détermination forfaitaire de l'impôt de personnes:**

Le 4 décembre 2014, j'avais posé cinq questions précises à Monsieur le Ministre des Finances concernant la détermination forfaitaire de l'impôt de personnes selon l'article 9 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (article aboli à partir du 1er janvier 2015).

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre des Finances se limite à dire que «les services du Ministère des Finances ne disposent pas d'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications ni sur l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question».

À la question n°2, à savoir «depuis quand les dispositions de l'article en question ne s'accordent-elles plus avec l'ordre juridique et la jurisprudence nationale ou internationale», Monsieur le Ministre n'a pas du tout répondu.

Je considère cette réponse comme incomplète.

En effet, si le Ministère ne dispose pas d'inventaire sur le nombre d'applications et ne connaît pas l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question, pourquoi ne les a-t-il pas demandés aux administrations concernées, à savoir le secrétariat du Conseil de Gouvernement pour savoir «pour combien de personnes venant de l'étranger par année une telle détermination forfaitaire de l'impôt a-t-elle été proposée au Gouvernement en Conseil» et «pour combien de personnes par année une telle décision a-t-elle été prise par le Gouvernement en Conseil», soit l'Administration des Contributions directes pour «l'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications» et «l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question».

Voilà pourquoi j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les deux questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il demander aux administrations concernées, à savoir au secrétariat du Conseil de Gouvernement «pour combien de personnes venant de l'étranger par année une telle détermination forfaitaire de l'impôt a-t-elle été proposée au Gouvernement en Conseil» et «pour combien de personnes par année une telle décision a-t-elle été prise par le Gouvernement en Conseil», et à l'Administration des Contributions directes «l'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications» et «l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question» et me transmettre les réponses afférentes à mes questions?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner depuis quand les dispositions de l'article en question «ne s'accordent-elles plus avec l'ordre juridique et la jurisprudence nationale ou internationale», tel qu'évoqué dans l'exposé des motifs du projet de loi concernant le budget 2015?

Réponse (12.02.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

Il n'y a pas d'éléments supplémentaires à ajouter au-delà de la réponse à la question parlementaire n°0770 du 4 décembre 2014 *(cf. compte rendu n°6/session 2014-2015)* de l'honorable Député Justin Turpel.

Question 0824 (07.01.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **promotion des matières «STEM» à l'école:**

Die luxemburgische Wirtschaft entwickelt sich immer mehr zu einer Hightechgesellschaft, nicht zuletzt durch die Diversifikation in den folgenden Bereichen: den Biowissenschaften, den Umwelttechnologien, den Informations- und Kommunikationstechnologien, der Forschung, im Gesundheitswesen, in der Logistik, dem nachhaltigen Automobilsektor und der Unterstützung von hoch spezialisierten Start-ups und Spin-offs.

Diese Unternehmen benötigen dringend gut ausgebildete Fachkräfte, welche neben einem breiten Allgemeinwissen über das spezifische Fachwissen verfügen müssen, d. h. es bedarf der Absolventen aus den MINT-Fächern (Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften und Technologie).

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Mit welcher Herangehensweise will der Herr Minister die Begeisterung für naturwissenschaftliche und technische Ausbildungsgänge bei jungen Menschen fördern?

- Gedenkt der Herr Minister, die MINT-Fächer spezifisch in der Grundschule zu fördern?

- Mit welchen Mitteln will der Herr Minister dem Mangel an Absolventen in den MINT-Fächern in der luxemburgischen Wirtschaft entgegenwirken?

- Ist der Herr Minister bereit, die Schule und die spezifischen Wirtschaftszweige enger miteinander zu verzahnen, um jungen Grund- und Sekundarschülern einen grundlegenden Einblick in mögliche Karriereperspektiven zu geben?

- Gedenkt der Herr Minister, die Möglichkeiten für Sekundarschüler, Praktika in Unternehmen im naturwissenschaftlichen und technischen Bereich zu absolvieren, auszubauen?

- Werden die Lehrer und Professoren ermutigt, spezifische Fachpraktika in den Unternehmen durchzuführen?

- Welche Entwicklung der Anzahl an MINT-Studenten wird in den nächsten fünf Jahren erwartet?

- Inwiefern soll das „Luxembourg Institute for Science and Technology" (LIST) zu der Förderung der MINT-Fächer-Berufsausbildung beitragen?

Réponse (12.02.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Es gibt unterschiedliche Zugänge zur Förderung der Begeisterung von Kindern und Jugendlichen für naturwissenschaftliche und technische Ausbildungsgänge.

a) Der Zugang über schulische Aktivitäten

In der Grundschule soll die Basis für das Interesse an naturwissenschaftlichen und technologischen Fächern gelegt werden. Im „éveil aux sciences" geht es vor allem darum, anhand von aktivem Handeln die Begeisterung für naturwissenschaftliche und technologische Phänomene zu wecken. Zurzeit arbeitet das SCRIPT zusammen mit dem FNR und der Universität Luxemburg an einem langfristig angelegten Konzept, welches das Ziel verfolgt, die Qualität des naturwissenschaftlichen Unterrichts in der Grundschule und in den unteren Klassen der Sekundarschule zu verbessern. Die eingesetzten Mittel sind Weiterbildungsangebote an Lehrer und eine langfristige Unterstützung der Lehrer durch Ressourcenzentren.

Die Verbesserung der Qualität wird anvisiert, indem die Lehrer dabei unterstützt werden, naturwissenschaftlichen Unterricht nach den heutigen Kenntnissen der Wissenschaft zu gestalten.

Die erste Zielgruppe sind die Schüler der Grundschule und der Sekundarstufe I:

- Kinder sind von Natur aus neugierig und stellen sich Fragen über die Funktionsweise der Natur und der Welt.

- In der Grundschule (im Gegensatz zur Sekundarstufe) unterrichten manchmal Lehrer ohne spezifische naturwissenschaftliche Ausbildung. Es gilt, ihnen den Zugang zu den besonderen Anforderungen des naturwissenschaftlichen Unterrichtens zu erleichtern.

- Die in der Grundschule entwickelten Einheiten können anschließend für die Sekundarstufe weiterentwickelt werden.

Der Ansatz „train the trainers" wurde gewählt, um dem Multiplikatoreneffekt einen größtmöglichen Impakt zu gewährleisten.

Der neu geschaffene „Stage d'insertion professionnelle" für angehende Lehrer der Grundschule bietet sich an, um das Konzept in einem ersten Schritt effizient umzusetzen.

Ein Team, bestehend aus einem Professor und einem Assistenten der Universität, unterstützt durch teilzeitfreigestellte Lehrer, wird in einem ersten Schritt zwei Module im Bereich Naturwissenschaften für den „Stage d'insertion professionnelle" ausarbeiten. Diese werden ab dem zweiten Trimester des Schuljahres 2015-2016 angeboten und bestehen jeweils aus einem Modul für Einsteiger und einem Modul für Fortgeschrittene. Diese Module beziehen sich auf Themen zu den Kompetenzen aus dem Lehrplan vom Zyklus 1 bis 4.

Ziel ist es, das Konzept langfristig auf die Lehrerweiterbildung wie auch auf die „Formation initiale" im Bachelor an der Universität Luxemburg auszudehnen. Somit könnte ein langfristiger Impakt auf alle Bereiche der Lehrerausbildung und -fortbildung erreicht werden. Perspektivisch sollte die Weiterbildung

auch auf den naturwissenschaftlichen Unterricht in den unteren Klassen der Sekundarstufe ausgeweitet werden.

Langfristig kann ein solches Weiterbildungsprogramm nur erfolgreich sein, wenn die im Rahmen der Weiterbildung eingesetzten und für den naturwissenschaftlichen Unterricht benötigten Materialien (z. B. Toolkits) auch einfacher verfügbar wären. Daher werden Ressourcenzentren gebraucht, in denen die benötigten Materialien sowie dementsprechende Hilfestellung angeboten werden.

Damit die Zusammenarbeit langfristig erfolgen kann, wird eine Arbeitsgruppe zusammengestellt, bestehend aus Mitarbeitern der Institutionen SCRIPT, FNR und Universität. Dieses Komitee wird sich ein- bis zweimal im Jahr treffen, um die Umsetzung des Konzeptes zu kontrollieren, zu evaluieren und über weitere Schritte zu entscheiden.

b) Die Erweiterung der spezifischen Schulabschlüsse

Das Bildungsministerium befindet sich momentan in der Planung einer naturwissenschaftlichen Sektion im „Enseignement secondaire technique", die, komplementär zur aktuellen Sektion „technique général", einen weiteren wissenschaftlich orientierten Abschluss im EST ermöglichen soll und somit die Bandbreite der Schulabschlüsse erweitert. Diese Sektion soll ab dem Schuljahr 2016 in einigen Lyzeen angeboten werden.

c) Der Zugang über außerschulische Aktivitäten

Im Bereich der außerschulischen Aktivitäten gibt es eine große Vielfalt an Angeboten, die von unterschiedlichen Partnern unterbreitet werden. Die Palette der Aktivitäten für Jugendliche zwischen acht und 18 Jahren reicht von den Angeboten des „Science Club" des natur musée in Zusammenarbeit mit der „Association Jeunes Scientifiques Luxembourg" (AJSL), den „Projets Interactifs Scientifiques" (PinS) der Université du Luxembourg und dem FNR bis hin zum „Student Lab" des LCSB („Luxembourg Centre for Systems Biomedicine").

Kürzlich gab es erste Kontakte zwischen der „Association Luxembourgeoise des Ingénieurs" (ALI) hinsichtlich des Projektes „Fascination Technology Club", das Jugendlichen zwischen acht und zwölf Jahren zusammen mit ihren Eltern die Möglichkeit geben soll, das Universum der Technik durch kreative, spielerische und innovative Aktivitäten kennenzulernen. Dieses Projekt soll in Zusammenarbeit mit dem SCRIPT ausgearbeitet werden und im Schuljahr 2015-2016 in Luxemburg angeboten werden.

Praktika in Unternehmen sind eine produktive Gelegenheit, um Jugendlichen die Möglichkeit zu geben, einen Einblick in ihr mögliches zukünftiges Berufsleben zu erhalten, dieses sowohl vor dem Beginn einer Berufsausbildung als auch am Ende der Sekundarschule vor einem Studium. Im Rahmen der Neugestaltung der Orientierungsprozeduren in der Sekundarschule steht den Praktika in allen möglichen Unternehmensformen eine große Wichtigkeit zu. Da diese Praktika sowohl für die Schulen als auch für die verschiedenen Unternehmen große Organisationsschwierigkeiten darstellen können, sollen diese Kooperationen zwischen Schule und Berufswelt wenn möglich auf lokaler Ebene entstehen.

Spezifische Fachpraktika von Lehrern und Professoren in Unternehmen sollten schwerpunktmäßig in der unterrichtsfreien Zeit stattfinden. Eine Anerkennung dieser Praktika als Instrumente der Weiterbildung könnte hier unterstützend wirken.

Sollte ein Interesse des LIST an einer Kooperation mit dem Bildungsministerium zwecks Förderung von MINT-Fächern bestehen, wird dieses Angebot positiv von meinen Abteilungen entgegengenommen.

Schließlich möchte ich mitteilen, dass zurzeit Überlegungen geführt werden, um auf nationaler Ebene die verschiedenen Initiativen im naturwissenschaftlichen Bereich im Rahmen eines „Science Center" besser zu koordinieren.

Question 0825 (07.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**attribution des fréquences radio:**

Zu Lëtzebuerg lafen d'Ausschreiwunge fir zwee nei Radiosender, déi op Frequenze sende sollen, déi haaptsächlech duerch d'Ophale vum DNR fräi gi sinn. Dobäi sicht de Service des médias et des communications fir déi national Frequenz 107,7 e Sender mat engem Programm a franséischer Sprooch.

Ouni der Ausschreiwung vun dëse Frequenze wëlle virzegräifen, wéilt ech awer e puer Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister riichten:

1. Ass et richteg, datt de Radiosender, deen déi national Frequenz 107,7 soll kréien, net däerf op Lëtzebuergesch senden a säi Programm muss op Franséisch maachen?

2. Wann dat stëmmt, wéi ass esou eng Décisioun fir e Sender a franséischer Sprooch motivéiert? Wéi verdréit sech esou eng Décisioun mat der Roll vu Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch?

3. Op wéi enger legaler Basis wëllt de Service des médias et des communications d'Lëtzebuerger Sprooch géintiwwer aneren diskriminéieren?

4. Vu wiem ass déi Décisioun zugonschte vun där franséischer Sprooch a géint déi lëtzebuergesch Sprooch geholl ginn? Ass dat eng Décisioun op ministeriellem Niveau oder eng vum Mediendéngscht? Wéi e Minister dréit fir déi Décisioun déi politesch Verantwortung?

Réponse (13.02.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Ad 1. D'Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert déi elektronesch Medie gesäit vir, dass eng ëffentlech Ausschreiwung muss gemaach ginn, wann en neie Radioservice iwwer eng Frequenz mat engem Rayon national zougelooss gëtt.

Den Appel public fir d'Frequenz 107,7, deen de 6. Januar 2015 publizéiert gouf, seet ausdrécklech, dass et eng Ausschreiwung ass fir e franséischsproochege Programm.

Ad 2. Lëtzebuerg huet eng breet Offer u Radioservicer an der Nationalsprooch. E franséischsproochege Programm adresséiert sech un déi grouss franséischsproocheg Communautéit zu Lëtzebuerg, an awer och un déi iwwer 80.000 Fransousen an iwwer 40.000 Belsch, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen a sech fir d'Aktualitéit intresséiere vun deem Land, wou se all Dag schaffe ginn a wou se hir Steiere bezuelen. D'Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch ass duerch eng zousätzlech Radioschaîne net a Fro gestallt. Am Gesetz vum 24. Februar iwwert de Regime vun de Sproochen ass festgehalen, dass Lëtzebuergesch eis Nationalsprooch ass. Dernieft si Franséisch an Däitsch zum Lëtzebuergesche gläichgestallte Sprooche vun der Verwaltung an der Justiz.

Ad 3. De Medieminister als responsabele Regierungsmember fir de Service des médias et des communications refuséiert de Reproche, dass een eng Sprooch géif diskriminéieren.

Ad 4. D'Attributioun vun de Lizenze läit an der Kompetenz vum Medieminister. An dësem Fall ass d'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) gefrot ginn, fir en Avis zu de Kandidaturen ze ginn. Opgrond vun deem Avis gëtt eng Décisioun iwwert d'Attributioun geholl.

Question 0826 (07.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **langues administratives auprès du Fonds du Logement:**

No mengen Informatioune schéngt et esou ze sinn, dass Dokumenter oder Formulairen un d'Locatairë vum Fonds du Logement nëmmen a franséischer Sprooch erausginn. Dat géing och Leit betreffen, déi mat der franséischer Sprooch net onbedéngt gutt eens ginn. An esou Bréiwer geet et awer dacks ëm Froen, déi fir déi Leit ganz wichteg sinn.

Wa Locatairë froen, fir Informatiounen an enger anerer administrativer Sprooch vum Land, besonnesch och op Lëtzebuergesch, ze kréien, solle si um Tëlefon gesot kréien, si kéinte sech un eng Assistante sociale adresséieren, wa si hir Korrespondenz net géife verstoen.

Meng Froen un d'Madame Wunnengsminister an dëser Saach sinn déi hei:

1. Kann d'Madame Minister confirméieren, dass de Wunnengsministère d'Décisioun geholl huet, eng Rëtsch vun Dokumenter a Formulairen nëmmen nach a franséischer Sprooch erauszeginn? Wat fir Dokumenter a Formulairë sinn dat? Wat géif esou eng Décisioun vum Ministère motivéieren?

2. Ass et richteg, datt de Fonds du Logement sech, a senger schréftlecher Korrepondenz, nëmmen nach op Franséich u seng Interlocuteuren adresséiert? Ass dat just bei senge Locatairen de Fall oder och géintiwwer anere Persounen?

3. Gëtt et vun den Dokumenter oder Formulairë vum Wunnengsministère an dem Fonds du Logement Iwwersetzungen op Däitsch a Lëtzebuergesch oder sinn et där an der Vergaangenheet ginn? Wa jo, firwat goufen dës Dokumenter dann net méi aktualiséiert a viru gebraucht?

4. Ass d'Madame Minister och där Meenung, datt et ubruecht wär, grad Leit, déi vun enger sozialer Mesure profitéieren a vläicht besonnesch fragiliséiert sinn, an enger administrativer Sprooch vum Land unzeschreiwen, déi si och kënnen ouni Problemer verstoen?

5. Ass et net aussergewéinlech, dass en Déngschtleeschter wéi de Fonds du Logement seng Clienten tëlefonesch un eng Assistante sociale verweist, déi vun der Gemeng oder vum Stat bezuelt gëtt, amplaz hinnen déi fir si wichteg Informatiounen direkt esou ze ginn, dat heescht an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vum Land, déi si kënne verstoen?

Réponse (02.02.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Ad 1. De Wunnengsministère huet keng Décisioun geholl, fir eng Rëtsch vun Dokumenter a Formulairen nëmmen nach a franséischer Sprooch erauszeginn.

Ad 2. Neen. An der Korrespondenz kritt all Client a Persoun vum Fonds pour le développement du logement et de l'habitat („Fonds du Logement") an där Sprooch geäntwert, an där hie sech an sengem Schréftsaz ausgedréckt huet.

Ad 3. Wat d'Haaptdokumenter oder Formulairë vum Wunnengsministère ugeet, gi se normalerweis an zwou Sproochen erausginn, op Franséisch an op Däitsch, an dat scho säit ville Joren. Esou sinn d'Formulairen an d'Broschüren iwwert d'Wunnengsbäihëllefen ëmmer zweesproocheg erhältech. Regelméisseg (oder bei grousse Gesetzesännerungen) ginn d'Broschüren aktualiséiert.

All Dokumenter a Formulairë vum Fonds du Logement sinn haut nëmmen op Franséisch verfaasst, dëst soll awer kuerzfristeg geännert ginn.

Ad 4. Et ass sécherlech wënschenswäert, dass d'Leit Bréiwer an enger administrativer Sprooch geschéckt solle kréien, déi si ouni Problemer verstinn.

Bei de villen Dausenden Dossieren, déi all Joer am Service des Aides au Logement traitéiert ginn, a wou verschidde Korrespondenzen/Rappeller automatiséiert sinn, ass dat net einfach, well ee jo meeschtens och net weess, wéi eng Sprooch (oder Sproochen) déi betreffend Leit versti respektiv net verstinn.

Bei Froen oder bei Problemer beim Verstoe vun Dokumenter oder Formulairë kënnen d'Leit ëmmer am Ministère oder am Service des Aides au Logement (Info'Logement) uruffe respektiv perséinlech laanscht kommen, an si kréien dann do vun menge Mataarbechter direkt all néideg Informatiounen op Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch.

Ad 5. Dee Fall, deen den honorabelen Deputéierten usprécht, ass e bedauerlechen Eenzelfall an hie wäert sech sécherlech net widderhuelen.

Question 0827 (08.01.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **législation sur la cigarette électronique:**

Actuellement une publicité pour cigarettes électroniques suscite l'émotion. En effet la campagne nationale en question cible clairement un jeune public. La Fondation Cancer estime qu'une telle campagne publicitaire banalise les effets nocifs de la cigarette électronique.

Selon les informations de la presse, le Gouvernement luxembourgeois entend décider au cours de l'année 2015 si les cigarettes électroniques tombent sous le champ d'application de la législation antitabac. Si tel était le cas, une campagne publicitaire telle que décrite ci-dessus, serait désormais interdite.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir si le Gouvernement n'estime pas que l'on devrait assimiler les cigarettes électroniques aux cigarettes «classiques», élargir le champ d'application de la législation antitabac aux cigarettes électroniques et par conséquent interdire de telles campagnes publicitaires.

- En tout état de cause, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y a lieu de légiférer en matière de publicité afin de protéger au mieux les jeunes?

Réponse (26.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Je partage l'appréciation de l'honorable Députée concernant la nécessité de cadrer la publicité des cigarettes électroniques, ceci notamment en ce qui concerne les jeunes, qui sont particulièrement visés par cette publicité. Je tiens à rappeler dans ce contexte les mesures contenues dans la loi relative à la lutte antitabac et concernant plus particulièrement la protection des jeunes.

Toujours est-il que le programme gouvernemental prévoit que la loi antitabac sera adaptée en matière de cigarette électronique.

En effet, la directive européenne relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, met en place, au niveau communautaire, un cadre légal strict entourant l'usage de la cigarette électronique.

L'idée d'assimiler au niveau de la loi précitée les cigarettes électroniques aux cigarettes classiques, à l'instar de l'idée suggérée par la parlementaire constitue dès lors une piste de réflexion très sérieuse. Je voudrais finalement rappeler que la décision sera prise en considération de données fiables basées sur des études scientifiques en ce qui concerne le degré de nocivité exact de ce produit.

Je tiens à rassurer Madame la Députée que le Gouvernement tranchera cette question au cours de cette année afin de pouvoir assurer la mise en œuvre en droit luxembourgeois de la directive précitée pour le 20 mai 2016, date à laquelle cette directive devra être transposée.

Question 0828 (08.01.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **domaine «Luxembourg.com»:**

Selon les informations divulguées par paperjam.lu le 7 janvier 2014, le Gouvernement aurait entamé des négociations avec la société «Domain Invest» au sujet d'un éventuel rachat du domaine «Luxembourg.com». Le Ministère de l'Économie aurait en effet confirmé l'intérêt du Gouvernement pour ce domaine dans le cadre de sa future stratégie «nation branding». Le prix de vente serait par ailleurs identique au prix d'acquisition.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les affirmations relayées ci-dessus?

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà pris une décision sur le rachat du domaine «Luxembourg.com»?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils renseigner sur le montant précis du prix de vente du domaine en question?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser le cas échéant quels contenus seraient mis sur le site concerné?

Réponse commune (09.02.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

Dans le cadre de la mise en place d'un concept de «nation branding», la présence sur Internet joue un rôle important. La campagne «nation branding», qui vise à recueillir les avis du public, s'appuie d'ailleurs aussi sur un site Internet dédié (www.nationbranding.lu). Cette campagne, qui rencontre un grand succès auprès des acteurs et du public va se dérouler encore jusqu'au printemps 2015 afin d'aboutir sur une analyse des atouts clés et valeurs de référence ainsi recueillis, permettant ensuite l'élaboration d'une image forte et attrayante du Grand-Duché.

Il est logique que dans ce cadre, les noms de domaine en relation avec le Luxembourg ont été étudiés. Un contact a ainsi été pris avec la société «Domain Invest» afin de marquer l'intérêt du Gouvernement d'acquérir le domaine «Luxembourg.com». Il s'est toutefois avéré que le prix de vente sollicité par le propriétaire du domaine est élevé, même si ce prix est effectivement identique au prix d'acquisition du domaine par le propriétaire actuel en 2010. Une décision quant au rachat du domaine n'a dès lors pas été prise. Plusieurs facteurs doivent d'ailleurs être pris en considération afin d'évaluer les bénéfices qu'un tel investissement substantiel pourrait apporter dans le contexte de la promotion de l'image de marque du Luxembourg. Ainsi il importe d'estimer le volume du trafic Internet que le site «Luxembourg.com» génère par le biais des moteurs de recherche par rapport au trafic Internet sur les sites existants, qui sont redirigés vers le site «Luxembourg.lu».

Si l'État luxembourgeois devait acquérir le nom de domaine www.luxembourg.com, l'internaute serait redirigé vers le portail www.luxembourg.lu. Le portail www.luxembourg.lu est le site de présentation et de promotion du Grand-Duché de Luxembourg par excellence. Il est édité par le Service information et presse du Gouvernement et compte parmi les portails étatiques attirant le plus grand nombre d'internautes, dont un tiers d'internautes luxembourgeois et deux tiers d'internautes étrangers. L'objectif de l'État est de disposer des noms de domaine stratégiquement importants en matière d'image de marque du Grand-Duché et comportant le nom géographique «Luxembourg» ou «Grand-Duché», et ceci dans différentes langues, tout en tenant compte de nombreux facteurs dont le prix d'acquisition des noms de domaine ainsi que le trafic généré par ces sites. Attirant une moyenne de 115.000 visiteurs par mois en 2014, www.luxembourg.lu offre une porte d'entrée unique pour toutes les informations d'ordre général liées au Grand-Duché. Ainsi, ce portail est appelé à jouer un rôle décisif dans le cadre de la stratégie «nation branding» qui est actuellement en train de prendre ses formes. Il s'agit en effet de fournir des informations, des images et du «story telling» cohérents sur le Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une seule porte d'entrée sur la Toile.

Question 0829 (08.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cadeaux pour les enseignants:**

No Reportagen a verschiddenen däitsche Medie wär viru Kuerzem zu Berlin eng Léierin zu enger héijer Geldstrof veruerteelt ginn, well si e Cadeau vun hire Schüler ugeholl hätt. Dat stellt och hei zu Lëtzebuerg d'Léierpersonal viru Froe vun der Rechtssécherheet an der Deontologie.

Dowéinst wollt ech dem Här Unterrechtsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng aktuell rechtlech Grondlage bezéie sech op d'Fro vu Cadeauen am Enseignement?

2. Ass et dem Léierpersonal erlaabt, Cadeauen unzehuelen, a wa jo, bis zu wéi engem Wäert?

3. Wa jo, kënnen dat individuell Cadeaue vu Schüler oder Eltere sinn oder mussen et kollektiv Cadeaue sinn (z. B. vun enger Klass oder vun enger Elterevereenegung, wann eng Léierpersoun an d'Pensioun geet)?

4. Kënnen esou Cadeaue während dem Schouljoer ugeholl ginn oder ëmmer eréischt nom Ofschloss vun alle Prüfungen an Examen?

5. Sollt et keng Regele ginn, denkt d'Regierung drun, dës Fro rechtlech ze klären?

Réponse (12.02.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Am Enseignement gëllen déiselwecht rechtlech Grondlage wéi beim Rescht vun der ëffentlecher Funktioun.

Wéi an Däitschland, ass et och hei zu Lëtzebuerg dem Fonctionnaire prinzipiell net erlaabt, Cadeauen unzehuelen, well him dat als Bestiechlechkeet ausgeluecht ka ginn oder hien nogesot kéint kréien, datt e sech domadder spezifesch Virdeeler verschaaft.

Am Statut général des Fonctionnaires de l'État steet ënner Artikel 10 §3:

«Le fonctionnaire ne peut solliciter, accepter ou se faire promettre d'aucune source, ni directement ni indirectement, des avantages matériels dont l'acceptation pourrait le mettre en conflit avec les obligations et les défenses que lui imposent les lois et les règlements et notamment le présent statut.»

Och de Code pénal ass an dëser Fro ze applizéieren. Am Artikel 246 steet:

«Sera puni de la réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 500 euros à 187.500 euros, le fait, par une personne, dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, ou chargée d'une mission de service public, ou investie d'un mandat électif public, de solliciter ou de recevoir, sans droit, directement ou indirectement, pour elle-même ou pour autrui, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques ou d'en accepter l'offre ou la promesse:

1° Soit pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat;

2° Soit pour abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.»

Et muss een awer bedenken, datt en Enseignant an eng konfliktuell Situatioun kënnt, wann hien e klenge Cadeau oder eng Opmierksamkeet, déi e vun eenzelne Schüler oder enger ganzer Klass iwwerreecht kritt, oflehnt, besonnesch wann et sech ëm kleng Kanner handelt, déi den Enjeu net verstinn an déi hie mat engem kategoresche Refus eventuell widdert de Kapp stéisst. An deem Kontext ass et normal a gängeg Praxis, datt en Enseignant kleng Cadeauen unhuele kann, ouni datt e sech dem Verdacht aussetze muss, eng Strofdot begaangen ze hunn. Hei e bestëmmte Wäert unzeginn, ass problematesch, well een eng Zouwendung am Sënn vum Code pénal net just ënner materiellen Aspekter kann definéieren.

Bleift unzemierken, datt et, wéi am zitéierte Fall vu Berlin, awer och fir déi Leit Problemer kënne ginn, déi e Cadeau maachen. Den Artikel 247 vum Code pénal gesäit nämlech och Strofe fir déijéineg Persoune vir, déi versichen e Fonctionnaire mëttels Cadeauen ze beaflossen.

Question 0830 (08.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **trafic d'armes:**

No dem Attentat zu Paräis de 7. Januar 2015 gouf op enger franséischer Radiochaîne gesot, datt permanent illegal Waffen a Frankräich erageschmuggelt ginn.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Minister fir déi bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kenntnis vun illegale Waffenimporter op Lëtzebuerg oder vun engem Transit vun illegale Waffen duerch Lëtzebuerg, besonnesch am Zesummenhank mat extremisteschen Organisatiounen oder och Eenzelpersounen?

2. Wat sinn europawäit déi wahrscheinlech Routen, souwäit si der Police bekannt sinn, iwwert déi Waffen an Europa geschmuggelt ginn? Ass Lëtzebuerg do concernéiert?

3. Ass d'Regierung der Opfaassung, dat punktuell a cibléiert Grenzkontrollen illegal Waffegeschäfter an Europa kéinte méi schwéier maachen?

4. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kenntnis vun illegale Waffentransaktiounen zu Lëtzebuerg?

5. Wat ënnerhëlt déi lëtzebuergesch Regierung, fir illegal Waffentransaktiounen oder -transporter an eisem Land ze verhënneren?

6. Wéi stellt d'Lëtzebuerger Regierung sécher, datt keng illegal Waffegeschäfter iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg finanzéiert ginn?

7. Wat geschitt an deem Zesummenhank an internationale Gremien, besonnesch am Kader vum Schengen-Accord?

Réponse commune (05.02.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Polizei huet momentan keng Indizien iwwert d'Organisatioun vu Waffeschmuggelen, déi Lëtzebuerg géife betreffen. Dat gesot, wollte mir drop hiweisen, datt just de Parquet kann Informatiounen iwwer eventuel Enquêtë kommunizéieren.

Den Dispositif Schengen erlaabt et net, Grenzkontrollen duerchzeféieren, ausser wann den Artikel 2 vum Schengen-Accord invoquéiert gëtt, an déi aner Memberstaten doriwwer informéiert goufen. Et verhënnert awer näischt, datt Polizeikontrollen an der Émgéigend vun de Grenze gemaach ginn. Esou Kontrolle musse selbstverständlech dee ganz enk gezunnene Kader respektéieren, deen ënner anerem d'Duerchsiche vu Gefierer regelt. An deem Kontext wëlle mer den Deputéierten drop hiweisen, datt d'Europäesch Unioun de Projet „Firearms experts" lancéiert huet, un deem d'Police judiciaire zënter dem 1. Januar 2015 deelhëlt. De Grupp, deen an deem Kader op d'Bee gesat gouf, huet ganz verschidde Missiounen, dorënner d'Analys an d'Organisatioun vun EU-wäite Kontrollen am betreffenden Domän.

Wat d'Mesuren ubelaangt, déi d'Lëtzebuerger Regierung getraff huet, fir géint de Waffeschmuggel virzegoen, an den Dispositif, dee si op deem Niveau op d'Bee gestallt huet, esou sinn déi Deel vun engem generelle Kader, deen op enger Rei internationale juristeschen Instrumenter berout.

Als éischt ass dat den Traité sur le commerce des armes, deen den 2. Abrëll 2013 zu New York gemaach gouf, dee Lëtzebuerg den 3. Juni 2013 ënnerschriwwen huet an deen duerch d'Gesetz vum 23. Mee 2014 approuvéiert gouf. Et handelt sech ëm een universellt juristesch zwéngend Instrument, dat héchstméiglech gemeinsam Normen a puncto Exportatioun, Importatioun an Transfert vu konventionelle Waffe fixéiert. D'Ratifikatioun vun dësem Traité beweist den Engagement an de staarke Wëlle vu Lëtzebuerg, fir géint den onerlaabten Handel mat konventionelle Waffe virzegoen.

Een anert wichtegt Instrument, dat Lëtzebuerg am Kampf géint den onerlaabten Handel mat Waffe guidéiert, ass d'Position commune 2008/940/PESC vum Conseil vum 8. Dezember 2008, déi gemeinsam Regelen definéiert, fir d'Kontroll vun der Exportatioun vu militäreschen Technologien an Équipementer.

Zu gudder Lescht muss een de Gesetzesprojet 6708 zitéieren, deen aktuell um Instanzewee ass, an deen d'Reorganisatioun vum Kontrollsystem géintiwwer dem Ausféiere souwuel vu konventionelle Waffen a Militäréquipementer, wéi och vu Gidder mat duebler Asazméiglechkeet behandelt. Dee besotenen Text verstäerkt d'Regulatioun vun der Maklertätegkeet an deem Domän duerch d'Kontroll vun den Aktivitéiten, déi Lëtzebuerger Makler ausserhalb vun de Lëtzebuerger Grenzen hunn. Den Text gesäit eng breet Definitioun vun der Maklertätegkeet vir a schléisst och d'Finanzservicer an, déi een Haaptelement an der Kette vum Waffeschmuggel sinn. Well d'Finanzplaz eng wichteg Roll zu Lëtzebuerg spillt, ass dëst natierlech fir Lëtzebuerg een Haaptaspekt am Kampf géint de Waffeschmuggel.

Question 0831 (09.01.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Lycée technique d'Ettelbruck:**

Suite à l'annonce de Madame la Secrétaire d'État Francine Closener d'intégrer le futur lycée militaire au sein du Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt) à partir de la rentrée scolaire 2015-2016, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les nouveaux pavillons, qui étaient destinés à héberger des salles de classe supplémentaires sur le site du LTEtt tout en remplaçant les conteneurs actuels, lesquels se trouvent depuis des années dans un état délabré, seront-ils construits comme prévu au départ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il informer sur des changements éventuels dans la planification?

2. Monsieur le Ministre peut-il me fournir des explications concernant les travaux préparatoires en vue du réaménagement et de la rénovation des actuels locaux du Lycée technique Agricole (LTA) dès que ses nouveaux bâtiments seront ouverts à Gilsdorf? Les travaux en question ont-ils déjà été lancés? Dans l'affirmative, quel est le concept propre à la modernisation des anciens bâtiments du LTA à Ettelbruck? Combien de classes et autres locaux y seront réservés au LTEtt?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. En attendant la restructuration du Lycée technique Ettelbruck (LTEtt) à moyen terme, une analyse est actuellement en cours afin de déterminer la méthode la plus appropriée pour la remise en état à court terme de la structure pavillonnaire existante dont la toiture a été renouvelée et isolée en 2008.

Ainsi, trois variantes sont étudiées:

- la rénovation de la structure existante,

- la rénovation et l'agrandissement de la structure existante par quatre salles de classe supplémentaires,

- le remplacement intégral de la structure existante à deux niveaux par une nouvelle structure pavillonnaire à trois étages.

Au vu des options disponibles suite au déménagement du Lycée technique Agricole à Gilsdorf, la simple rénovation des pavillons existants s'avère probablement être la solution la plus judicieuse. La décision finale est tributaire de l'orientation future du LTEtt qui reste à être définie par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Ad 2. Les actuels locaux du Lycée technique Agricole situés avenue Salentiny comprennent le bâtiment principal avec des salles de classe pour le LTA et l'Internat de même qu'un bâtiment annexe abritant l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), un bâtiment temporaire avec d'autres salles de classe pour le LTA, les bâtiments annexes pour les différents ateliers ainsi que les serres du LTA.

Suite à la décision du Gouvernement en juillet 2014 de retenir le site d'implantation à Gilsdorf pour le Lycée technique Agricole, l'Administration des Bâtiments publics a été chargée d'examiner divers sites pouvant entrer en ligne de compte pour y délocaliser l'Internat du LTA et l'ASTA. Parallèlement, il a été possible d'élaborer un planning prévisionnel pour la construction des nouveaux bâtiments à Gilsdorf. Il en résulte que la disponibilité des locaux du LTA pour le réaménagement peut être fixée a priori à l'année 2020.

Afin d'arrêter le programme pour la modernisation du bâtiment existant du LTA qui devrait s'inscrire dans le concept global du campus de part et d'autre de l'avenue Salentiny, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse doit actualiser et compléter les programmes de construction pour le futur LTEtt et les infrastructures communes sport et restaurant scolaire. Celles-ci desserviront non seulement les élèves de l'actuel LTEtt et les futurs élèves occupant le bâtiment LTA, mais également les quelque 430 futurs élèves du nouveau Lycée technique pour professions de santé (LTPS), un projet inscrit sur le Fonds d'investissements publics scolaires et dont les travaux de construction débuteront en automne 2015.

À l'heure actuelle, il est prévu de procéder à la démolition des serres et des bâtiments vétustes des ateliers de l'actuel LTA sitôt après son déménagement, afin de pouvoir y construire les infrastructures communes du campus de l'avenue Salentiny et de rénover le bâtiment principal qui est à conserver en raison de sa valeur historique et architecturale. De même il est envisagé de démolir l'annexe vétuste et non occupée de l'Internat et, en fonction de l'envergure du programme de construction à élaborer, de réaménager le bâtiment annexe après le déménagement des services de l'ASTA.

Question 0832 (09.01.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**obligation de la déclaration d'ingrédients allergènes:**

Le règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires rend obligatoire pour les restaurateurs depuis le 13 décembre 2014 la déclaration d'ingrédients allergènes. Ainsi, ils doivent informer lisiblement le consommateur sur l'éventuelle présence dans les plats proposés d'un des 14 produits suivants pouvant provoquer des allergies ou intolérances: céréales contenant des gluten, crustacés, œufs, poissons, arachide, soja, lait, fruits à coque, céleri, moutarde, graines de sésame, sulfites, lupin et mollusques. Or, à ce jour il est à constater que de nombreux restaurants ne déclarent pas encore la présence de ces produits sur leur carte.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Ministère de la Santé a informé au préalable les établissements concernés sur l'obligation de la déclaration d'ingrédients allergènes à partir du 13 décembre 2014?

- Des contrôles concernant la mise en œuvre de cette obligation sont-ils prévus? À qui incombe le contrôle concernant la mise en œuvre de cette obligation? Des peines ou amendes sont-elles prévues pour les restaurants non conformes?

Réponse (09.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Dès l'adoption du règlement (UE) n°1169/2011 en 2011, le Service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé a mis en place une page Internet sur le site de l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA)[1] dédiée aux nouvelles règles applicables en matière d'étiquetage.

Récemment, cette page a été complétée par un guide pratique sur la mise en œuvre du règlement européen précité.

Par ailleurs, dès 2012, le service précité a effectué des formations auprès des différents organismes représentatifs des établissements alimentaires.

Ces formations ont été accompagnées d'articles d'information publiés dans certains journaux du secteur concerné.

[1] http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/Denrees-alimentaires/Etiquetage/index.html

Pour les établissements alimentaires ayant des activités réglementées par le règlement (CE) 852/2004[2], le Service de la sécurité alimentaire a prévu de faire des contrôles à plusieurs niveaux.

Ainsi, une nouvelle check-list a été créée pour tenir compte des nouvelles exigences réglementaires et notamment du règlement (UE) n°1169/2011. Un critère de contrôle sur cette check-list[3] porte sur l'obligation de la fourniture d'informations sur les substances allergènes contenues dans les denrées alimentaires vendues comme non préemballées.

Par ailleurs, un système de contrôle est mis en place pour contrôler la conformité des produits alimentaires vendus comme préemballés. Les contrôles ainsi effectués portent sur des produits échantillonnés dans le cadre des différents programmes de contrôles analytiques du Service de la sécurité alimentaire.

Le contrôle de l'étiquetage des produits d'origine non animale revient au Service de la sécurité alimentaire, alors que le contrôle de l'étiquetage des produits d'origine animale est réalisé par l'Administration des Services Vétérinaires.

Le Ministère de la Santé a élaboré un avant-projet de règlement grand-ducal qui définit des mesures nationales destinées à assurer la mise en œuvre du règlement (UE) n°1169/2011.

Cet avant-projet de règlement grand-ducal renvoie à la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels en ce qui concerne les sanctions pénales en cas d'infraction aux nouvelles règles applicables en matière d'étiquetage.

Question 0833 (09.01.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **dons de jours de repos:**

En France, les salariés ont la possibilité depuis la loi du 9 mai 2014 de faire don de leurs congés de repos à l'un de leurs collègues dont l'enfant est atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité. Cette loi est perçue de manière générale comme une réelle avancée et un moyen d'expression de la solidarité inter-salariés formidable.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'entend pas s'inspirer de la loi française et prévoir une telle possibilité pour les salariés travaillant au Luxembourg. Ne serait-il pas indiqué d'aller au-delà du dispositif français en permettant le don de jours de repos dans d'autres situations graves? Monsieur le Ministre a-t-il déjà évoqué une telle initiative législative avec les représentants patronaux et salariaux?

Réponse (13.02.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

L'introduction de la possibilité de faire don de jours de congé entre salariés pour permettre à un membre du personnel de s'occuper d'un enfant malade, handicapé ou victime d'un accident grave n'a pas encore été discutée avec les représentants patronaux et salariaux.

Il n'empêche qu'on pourrait s'imaginer, que dans le cadre du dialogue social, et plus particulièrement au niveau des négociations des conventions collectives, les partenaires sociaux conviennent, dans un esprit de solidarité inter-salariés, que la fraction de congé convenue dépassant les jours de congé légaux prévus à l'article L.233-4 pourrait faire l'objet d'un tel don. Cette même disposition pourrait également définir d'autres situations graves permettant ce don.

Cette solution qui pourrait se faire sans modification légale serait à mon avis préférable à une intervention du législateur, alors que les 25 jours de congé légaux servent notamment à protéger la sécurité et la santé de tous les salariés.

[2] p. ex. pour les produits d'origine non animale: boulangers, traiteurs, restaurateurs, cantines collectives, etc.

[3] http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/checkliste/secualim/index.html

Question 0835 (13.01.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**orientation scolaire et professionnelle:**

En mai 2014, le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance avait organisé sous la responsabilité du SCRIPT une journée réservée à des échanges de vues sur les meilleurs pratiques dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle des élèves dans les lycées.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Quels ont été les lycées qui ont participé à cette journée et quel a été le public cible?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur la démarche qui avait été choisie en vue d'identifier les «best practices» en la matière? Quelles seraient, à en croire les experts, ces pratiques les meilleures?

- Quelles sont les conclusions tirées à la suite de cette journée, notamment sur le plan de la formation continue du personnel spécialisé des SPOS et des enseignants?

Réponse (12.02.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'orientation scolaire et professionnelle est un des éléments prioritaires de la politique éducative du présent Gouvernement.

Elle est inscrite au programme gouvernemental et fait partie intégrante du projet de loi sur la Maison de l'orientation, actuellement soumis pour avis aux acteurs concernés.

Vu l'importance du sujet, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a pris l'initiative de rassembler les services de son Ministère opérant dans ce domaine (ALJ, CPOS, CASNA, SCRIPT) afin de se concerter sur leurs démarches, valoriser les pratiques des lycées, rassembler les partenaires externes qui travaillent avec les lycées et aider les lycées à s'organiser pour définir leur démarche orientante inscrite au projet de loi de la Maison de l'orientation. Cette opération est placée sous la coordination du SCRIPT.

Il convient de dire qu'une première journée d'échange sur le sujet de l'orientation scolaire et professionnelle avait déjà été organisée en octobre 2013 pour le régime préparatoire; un groupe de travail composé de membres de direction et d'enseignants du régime préparatoire se sont concertés sur leurs démarches, leurs actions, leurs réflexions. Priorité avait été donnée à cette population scolaire en raison du fait que les élèves qui fréquentent ces classes sont les plus fragilisés du système scolaire et qu'il faut mettre les bouchées doubles pour les orienter au terme de la classe de 9e.

La journée réservée au régime préparatoire a servi de déclic pour organiser une journée d'échange nationale à l'attention de tous les lycées en mai 2014. Presque la totalité des lycées ont été représentés par une délégation de trois à six personnes composée de la direction, de représentants des SPOS, d'enseignants et d'éducateurs. La première partie de la journée a été consacrée à la présentation de cas pratiques par l'ALJ, le CPOS et les lycées suivants: ALR, E2C, LAML, LBV, LCD, LCE, LEM, LN, LNB, LTAM, LTB, LTE, LTEtt, UELL. À l'issue de ces échanges, les participants ont formulé des recommandations à l'adresse des écoles, des partenaires externes et des responsables au niveau politique. Les résultats de la journée, la liste des présences ainsi que les recommandations peuvent être consultés dans la documentation qui se trouve sur le site Internet du SCRIPT. (http://portal.education.lu/inno/CHAMPSDACTION/Champsdaction-Détails/TabId/2111/ArtMID/3335/ArticleID/6699/Orientation-scolaire-et-professionnelle.aspx)

Pour compléter le tableau, une troisième journée d'échange a été organisée pour les partenaires de l'éducation non formelle en novembre 2014. 61 participants étaient invités à discuter leurs projets, leurs expériences, leurs réflexions en matière d'orientation scolaire et professionnelle. Au terme de cette journée, les participants ont formulé à leur tour des recommandations à l'adresse des écoles, des responsables politiques et des partenaires externes. Cette documentation se trouve également sur le site Internet du SCRIPT. (http://portal.education.lu/inno/CHAMPSDACTION/Champsdaction-Détails/TabId/2111/ArtMID/3335/ArticleID/6699/Orientation-scolaire-et-professionnelle.aspx)

À l'issue des trois journées d'échange et de consultation des acteurs du terrain, le Ministère dispose de tous les éléments pour s'engager à accompagner les lycées dans la définition de leur démarche orientante inscrite au projet de loi de la Maison de l'orientation. Le cadre de référence national auquel seront associés la Maison de l'orientation, le Ministère et les lycées s'inspirera largement du travail avec les lycées qui débutera en février 2015 par un projet pilote ouvert aux lycées intéressés[4]. Ce projet pilote sera appelé à définir tous les éléments de l'orientation scolaire et professionnelle, y inclus les critères de qualité des projets et des démarches orientantes ainsi que les besoins en formation initiale et continue de tous les acteurs concernés.

Une page Internet, spécialement conçue à suivre l'avancement des travaux, les pratiques des lycées, les offres d'appui des acteurs internes et externes fonctionnera dès février 2015.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0908 urgente (11.02.2015) de **MM. Justin Turpel** et **Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**opération Triton et les nouveaux drames de réfugiés dans la Méditerranée:**

Par la question parlementaire n°0670 du 3 novembre 2014 *(cf. compte rendu n°4/session 2014-2015)*, nous étions intervenus auprès de vous, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, afin de rendre attentif au fait que l'opération Triton mise en place par l'Union européenne et Frontex à partir du 1er novembre 2014 ne saura remplacer l'opération Mare Nostrum, opération militaire et humanitaire menée par la Marine militaire italienne depuis le 18 octobre 2013 visant à secourir en merles immigrés clandestins et ceci jusqu'aux côtes libyennes. En mobilisant à cette fin en moyenne 900 soldats par jour, l'opération Mare Nostrum a permis d'arrêter 351 passeurs et de secourir quelque 155.000 personnes en une année.

Dans notre missive du 3 novembre 2014, nous avions souligné que l'opération Triton (dont le coût s'élève à 2,9 millions d'euros par mois, c'est-à-dire un tiers de ce que l'opération Mare Nostrum coûta chaque mois à l'Italie) n'a pas du tout la même vocation que Mare Nostrum. Contrairement à cette dernière, l'opération Triton n'a pas de mission essentiellement humanitaire, mais se concentre plutôt, dans un rayon de 30 kilomètres, à la protection des frontières italiennes, ces faits ayant été confirmés dans votre réponse à notre question du 3 novembre 2014.

Malheureusement, la mort de plus de 330 réfugiés pendant la seule journée d'hier confirme toutes les craintes exprimées par des experts en la matière et dont nous nous avions fait le porte-parole dans notre question parlementaire évoquée ci-dessus (Gil Arias Fernandez, directeur exécutif de Frontex): «Triton ne répond pas aux besoins de milliers de migrants et de réfugiés, y compris ceux qui sont forcés de fuir les guerres et les persécutions au Moyen-Orient et en Afrique. L'idée qu'elle puisse remplacer Mare Nostrum pourrait avoir des conséquences catastrophiques et mortelles en Méditerranée»; Amnesty International incita l'Italie à poursuivre Mare Nostrum «jusqu'à qu'il y ait un autre dispositif européen soutenu par d'autres pays européens et mieux équipé que Triton»; le Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR) avait exprimé sa «vive préoccupation» face à la fin de l'opération militaire et maritime italienne.

En plus, il y a lieu de constater que la fin de l'opération Mare Nostrum et son remplacement par l'opération Triton n'a pas permis de réduire, comme escompté, le nombre de personnes cherchant refuge en Europe, et en Italie en particulier, comme l'indique le Ministre de l'Intérieur italien, en évoquant que pendant le mois de janvier 2014, sous Mare Nostrum, 3.300 réfugiés seraient arrivés en Italie, tandis que pendant le mois de janvier 2015, sous Triton, il s'agirait de 3.700 personnes, ceci pour la simple raison «qu'aucune des guerres civiles ayant conduites à l'exode de masse en Syrie et en Afrique, n'ait été terminée entre-temps et que devant la côte libyenne, d'où partent le plus grand nombre de réfugiés en mer, le chaos continue à régir».

Dans votre réponse à nos questions du 3 novembre 2014, vous aviez constaté, tout en reconnaissant la vocation différente des deux missions, que «le destin de la mission Mare Nostrum ou des activités substitutives éventuelles, relève d'une décision nationale souveraine de l'Italie» et que «le Gouvernement du Luxembourg ne peut s'immiscer dans les affaires italiennes», mais «continue à s'engager pour le maintien d'un dispositif Triton efficace et durable, dans lequel la composante humanitaire occupera une place prépondérante. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement envisage de déployer des moyens luxembourgeois dans la mission Triton.

Dans ce contexte, et vue la catastrophe humanitaire qui s'est produite hier et qui risque de se reproduire tous les jours, nous aimerions vous poser les questions urgentes suivantes:

1. Êtes-vous d'accord pour constater que la mission humanitaire de l'opération Mare Nostrum devrait être reprise d'urgence par tous les moyens possibles, ceci afin de sauver le maximum de vies humaines? Dans l'affirmative, comment, avec quels moyens et dans quels délais ceci pourrait-il se faire?

2. Êtes-vous d'accord pour intervenir au Conseil européen afin que les moyens financiers nécessaires à cette fin soient mis à disposition de l'Italie, ou bien que l'Union européenne prenne directement en charge cette mission humanitaire urgente?

Réponse (16.02.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Gouvernement tient à exprimer ses condoléances aux familles des migrants décédés dans la tragédie du 11 février 2015 et sa solidarité avec les autorités italiennes qui ont sauvé la vie à 106 personnes.

Face à une pression migratoire très élevée, la Présidence lettonne du Conseil de l'Union européenne envisage actuellement plusieurs pistes consistant à renforcer les activités du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) et de l'Agence pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex).

Le Bureau d'appui pourrait contribuer à renforcer les capacités d'asile et d'accueil des pays concernés en Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à faciliter la réinstallation et à soutenir la mise en œuvre des programmes régionaux de développement et de protection. Le développement des services d'information et d'analyse du Bureau pourrait aider l'Union européenne et ses membres à mieux gérer l'afflux de migrants. En outre, des efforts doivent encore être investis dans le développement du mécanisme d'alerte rapide et de gestion de crise mis en place par le règlement Dublin III.

Suite à une évaluation externe du mandat de Frontex et à un examen de faisabilité d'un système européen de gardes-frontières, la Commission prévoit de relancer le débat sur le renforcement de Frontex. Il lui paraît impératif que Frontex augmente sa capacité de réaction, en tirant pleinement parti des informations du système Eurosur. Le Conseil de l'Union européenne envisagera de coopérer plus étroitement avec les pays d'origine et de transit concernés et appuie la possibilité de déployer des agents de liaison «immigration» détachés par Frontex dans les pays tiers clés.

Ad 1. Face aux tragédies récurrentes dans la Méditerranée, l'Union européenne doit faire preuve d'un engagement ferme et mettre en œuvre tous les moyens possibles permettant de sauver des vies humaines. L'opération européenne Triton, opération sous l'égide de Frontex et couvrant les zones essentielles en Méditerranée centrale, souligne la détermination commune des États Membres d'éviter des naufrages. Toutefois, le déploiement d'une opération nationale telle que Mare Nostrum relève d'une décision nationale souveraine de l'Italie.

Il est de la plus haute importance que l'Union européenne et ses États membres respectent leurs engagements en matière de protection et en matière de sauvetage en mer. En effet, tous les pays, et en particulier ceux riverains de la Méditerranée doivent honorer leurs obligations internationales. Durant les prochains mois et particulièrement durant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'engagera pour renforcer le respect des obligations en la matière.

Ad 2. Pour faire face à la pression migratoire forte, le mandat et les moyens mis à la disposition de l'agence Frontex doivent être renforcés ce que le Gouvernement soutient.

Les pays riverains de la Méditerranée connaissent un niveau élevé de pression migratoire. En guise de soutien, l'Union européenne doit les soutenir dans leurs efforts de pérennisation en matière de mise en œuvre des structures d'accueil et de renforcement des capacités de protection. À cet égard, le Bureau européen d'appui en matière d'asile a un rôle clé à jouer.

La Commission européenne a annoncé, en date du 5 janvier 2015, qu'elle préparait prioritairement un nouvel agenda européen en matière de migration. Cette nouvelle approche stratégique vise à élaborer un cadre à long terme tenant compte de tous les aspects migratoires. La Présidence luxembourgeoise s'attachera à livrer une contribution constructive du Conseil à l'élaboration de cet agenda.

[4] voir la lettre de demande de candidature adressée aux directions des lycées qui se trouve en annexe

N°08
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Relations entre l'État et les communautés religieuses
- déclaration du Premier Ministre p. 297
- débat p. 309
Modification de la loi sur le référendum national p. 297

Sommaire des séances publiques nos 20 et 21 p. 326
Extraits du rapport d'activité de la médiateure p. R1
Sommaire des questions parlementaires p. Q109

20e séance Mardi 20 janvier 2015
21e séance Mercredi 21 janvier 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Mme Lydie Err présente le rapport d'activité 2014 à la Chambre des Députés

En 2014, l'institution de l'Ombudsman a enregistré 689 réclamations dont quelque 200 se sont avérées non fondées. Dans pratiquement autant de cas, la médiateure, Mme Lydie Err, a obtenu une correction partielle voire totale de l'administration visée par la réclamation. Ces chiffres clés du troisième rapport d'activité que Mme Err a présenté le 4 mars à la Chambre devant des députés et des représentants de la presse se caractérisent par une grande stabilité par rapport à l'année précédente.

Mme Err a noté avec satisfaction qu'en général l'autorité et la compétence du médiateur ne sont plus contestées. Avec une petite nuance toutefois concernant les communes qui réagiraient parfois de manière hostile. À l'adresse des députés dont beaucoup remplissent également des fonctions au niveau local, Mme Lydie Err a souligné qu'il s'agissait moins de critiquer les responsables communaux que de les inciter «à faire comprendre aux citoyens leurs prises de décisions». Au niveau communal, le taux de correction est passé de 80% à 50%.

La médiateure regrette que sur les 50 recommandations formulées par son prédécesseur et elle-même depuis 2004, seulement la moitié ait été prise en compte. Parmi celles qui restent sans écho, on pourrait citer la discrimination de couples mariés par rapport aux couples pacsés: alors que les premiers sont imposés collectivement d'office, les seconds ont le choix entre une imposition individuelle et une imposition collective. Mme Err déplore également qu'il n'existe toujours pas de guide de bonne conduite au Luxembourg pour épauler les administrations dans leur comportement.



La médiateure, Mme Lydie Err, présente son rapport d'activité entourée de M. Marco Schank et M. le Président Mars Di Bartolomeo (à droite).

Finalement, la médiateure a fait quelques suggestions en vue d'une éventuelle adaptation de la loi de 2003 qui a institué l'Ombudsman au Luxembourg, comme par exemple:

- l'extension de ses compétences aux organismes investis d'une mission de service public;

- la possibilité de remédier à un dysfonctionnement systémique sur base d'une réclamation individuelle;

- l'obligation pour le Gouvernement de prendre position sur une recommandation du médiateur dans un délai raisonnable de trois mois.

Lydie Err revendique par ailleurs une plus grande indépendance budgétaire pour son institution et suggère de mentionner le droit des particuliers de porter plainte auprès de l'Ombudsman dans la future Constitution.

Signature d'un accord sur le référendum

Le 3 mars 2015 les six groupes politiques qui siègent à la Chambre des Députés ont signé un accord sur la campagne du référendum du 7 juin prochain. Ils se sont tous engagés à se respecter mutuellement durant la campagne. Les trois autres partis, à savoir le PID (Partei fir Integral Demokratie), le Parti pirate (Piratepartei Lëtzebuerg) et le KPL (Kommunistesch Partei Lëtzebuerg) également invités à signer l'accord, n'étaient pas présents.

Par leur signature, les groupes politiques se sont engagés à respecter les principes suivants:

- la durée de la campagne sera d'un mois et celle-ci sera lancée en même temps que la campagne politique officielle, soit le 11 mai 2015;

- le budget de la campagne est limité à 100.000 € qui ne pourront être engagés que pour des annonces dans les médias imprimés, les médias en ligne et les réseaux sociaux. De plus, un flyer unique pourra être distribué dans les boîtes aux lettres et les affiches des partis pourront être placardées sur les panneaux publics prévus à cet effet;

- les partis garderont le numéro qu'ils avaient l'an passé pour les élections européennes.

Ne sont pas autorisées:

- les publicités télévisées, radio et au cinéma;

- les lettres personnelles aux électeurs;

- les grandes affiches, les publicités sur les bus et arrêts de bus;

- la distribution de gadgets, à l'exception du stylo.

Pour des raisons de transparence, tous les partis devront rendre public leur bilan de campagne jusqu'au 31 décembre 2015.



Les représentants de six partis ont signé un accord sur le référendum.

Visite officielle du Président français, M. François Hollande



Dans le cadre de sa visite officielle à Luxembourg le 6 mars 2015, le Président de la République française, M. François Hollande, a reçu en audience au Palais grand-ducal M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.referendum.lu
de Site vun der Chamber fir de Referendum
vum 7. Juni
op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch

Informatiounen iwwer
- d'Verfassung an hir Geschicht
- de Referendum
- déi dräi Froen, etc.

an eng Rubrik
fir Är Iddien a Virschléi
fir déi nei Constitutioun

Visite du port franc



Depuis septembre 2014 le Luxembourg dispose d'un des ports francs les plus modernes et sécurisés en Europe. Avec une surface de 22.000 m² répartis sur quatre étages, le «Freeport» offre à ses clients un endroit idéal pour l'entreposage, la préservation et la gestion d'œuvres d'art et d'objets de valeur.

L'immeuble a été spécialement aménagé pour donner à ses clients la possibilité d'exposer leurs objets de valeur.

Lors d'une récente visite d'une délégation de l'Assemblée interparlementaire du Benelux au «Freeport», les parlementaires des trois pays ont pu constater que les biens entreposés bénéficiaient d'un contrôle très sévère et d'une traçabilité totale afin de garantir que toutes les activités répondent strictement aux normes internationales en la matière.

Une délégation de l'Assemblée interparlementaire du Benelux a visité le «Freeport».

Accueil d'une délégation parlementaire irlandaise

L'expiration du système des quotas laitiers en Union européenne a été au centre de l'échange entre les députés membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs de la Chambre des Députés et leurs invités irlandais.

La délégation irlandaise, menée par M. Andrew Doyle, a présenté les défis qui se présentent au secteur laitier irlandais, défis également bien connus au Luxembourg. En effet, 734 des quelque 1.900 exploitations agricoles du Grand-Duché sont des fermes laitières. Ceci correspond à 39% du nombre de producteurs agricoles et à 23% de la valeur totale de la production agricole du pays.

Globalement, les intervenants étaient d'avis que la position de départ des deux pays devrait permettre d'affronter les défis d'un marché laitier libéralisé avec confiance.

Ils ont souligné l'importance d'une croissance économiquement saine des producteurs laitiers et leur ont recommandé de s'orienter également vers les marchés hors de l'Union européenne.

En novembre 2008 le Conseil européen avait approuvé le principe d'une augmentation progressive des quotas laitiers, de 1% par an pour la période de 2009 à 2013, devant conduire à leur suppression en 2015. En effet, le régime des quotas laitiers expire le 31 mars.



M. Andrew Doyle signe le Livre d'or de la Chambre des Députés, entouré de membres des délégations irlandaise et luxembourgeoise.

Le Conseil de Presse reçu à la Chambre

Le Président de la Chambre des Députés a eu un échange de vues sur des thèmes d'actualité avec le Conseil de Presse.



(de gauche à droite) M. Paul Peckels, Mme Annette Duschinger, M. Roger Infalt (Président du Conseil de Presse), Mme Ines Kurschat, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, M. Joseph Lorent, M. Claude Karger et le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

Le Président a reçu...



...S. E. M. Petr Kubernát, Ambassadeur de la République tchèque.

Meenungsaustausch am Centre de Rétention um Findel

Den 3. Mäerz huet d'Madame Anne Brasseur als Presidentin vun der Parlamentarescher Versammlung vum Conseil de l'Europe mat de Membere vun der lëtzebuergescher Delegatioun eng Visite vum Centre de Rétention um Findel gemaach.

No enger Entrevue mam Direkter an der Directrice adjointe vum Centre konnt d'Delegatioun d'Installatioune besichtegen, sech mat de Retenuen ënnerhalen an duerno beim Debriefing weider Froen dozou stellen.

D'Delegatioun konnt sech dervun iwwerzeegen, datt de Centre gutt geféiert ass an datt d'Personal eng gutt Aarbecht leescht, déi net einfach ass, well et mat Persounen ze dinn huet, déi meeschtens schonn eng ganz schwiereg Vergaangenheet hunn an ouni Perspektive sinn. Op jidde Fall war déi Visite ganz instruktiv a wäert wahrscheinlech den 18. Dezember bei Geleeënheet vun der Journée internationale des Migrants widderholl ginn.



Op der Foto sinn: d'Madame Greta Faggiani, Adjointe vum Chef du Cabinet vun der Madame Presidentin, d'Madame Tony Thommes-Gerbec, Sekretärin vun der Delegatioun, d'Madame Anne Brasseur, Presidentin vun der Parlamentarescher Versammlung vum Conseil de l'Europe, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch an d'Häre Claude Adam a Marc Spautz, Membere vun der Delegatioun, grad ewéi den Här Yauhéni Kryzhanouski, parlamentaresche Beroder vun der Madame Presidentin.

Séminaire Affaires juridiques au Parlement européen

Activités transfrontalières dans l'UE - Faciliter la vie des citoyens

Dans l'esprit des ateliers juridiques de 2011 et de 2013, la Commission des Affaires juridiques du Parlement européen a organisé, le 26 février 2015, un séminaire intitulé «Activités transfrontalières dans l'UE - Faciliter la vie des citoyens» en présence de députés des Parlements nationaux de l'Union européenne (UE) et de différents experts. La Chambre des Députés était représentée par Mme Viviane Loschetter, Présidente de la Commission juridique.

L'organisation de cet atelier a permis aux députés d'interroger des experts et de débattre avec ces derniers de différents aspects du droit international privé, comme le droit de la famille ou le droit de la vente, mais aussi le droit procédural qui était jusque récemment une prérogative exclusive des États membres. Pour le Parlement européen, il semblait donc essentiel de réunir les députés européens et les membres des Parlements nationaux sur ces questions d'intérêt commun.

La réunion a abordé, entre autres, la promotion de la mobilité intra-européenne des citoyens et des entreprises en facilitant les procédures administratives, la résolution des litiges transfrontaliers ainsi que la refonte du règlement Bruxelles I concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale entré en vigueur le 10 janvier 2015.

Le Vice-Président du Parlement européen en charge des relations avec



Mme Viviane Loschetter

les Parlements nationaux, M. Ramón Luis Valcárcel Siso, a souligné que seule une partie du droit international privé relève d'une compétence partagée entre l'UE et les États membres. Une majeure partie reste du ressort national.

Avec le développement de la liberté de circulation des citoyens, services et capitaux, il est essentiel de trouver un équilibre entre niveau européen et national. Des passerelles devraient être créées entre les différents ordres juridiques. Selon le député européen, la question est de savoir comment l'UE peut faciliter la vie des citoyens dans des situations transfrontalières.

Lors du débat, la Vice-Présidente de la Saeima (Parlement letton), Mme Inese Lībiņa-Egnere, a présenté les priorités de la Présidence lettone en matière de droit civil en soulignant l'importance d'améliorer le droit international privé et des sociétés pour faciliter la libre circulation des individus et des capitaux au sein de l'UE.

Les dossiers-clés énumérés ont été, entre autres:

- la proposition de règlement sur l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, où on espère trouver un accord au Conseil au mois de juin, et

- la révision du règlement sur la procédure européenne de règlement des petits litiges transfrontaliers et la modification du règlement relatif aux procédures d'insolvabilité.

Les parlementaires ont également pu aborder les questions transfrontalières de succession et d'enlèvement d'enfants par des parents.



M. Gusty Graas et Mme Josée Lorsché

14e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne

La crise en Ukraine vue des deux côtés

Les présentations et discussions lors de la 14e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) du 18 au 20 février 2015 à Vienne furent dominées par la crise en Ukraine. Elle fut caractérisée comme la plus importante crise de sécurité en Europe durant les deux dernières décennies. Le rôle de l'OSCE dans ce contexte pourrait être celui d'un intermédiaire en vue d'une solution politique du conflit. Par ailleurs, l'OSCE pourrait procéder au contrôle des frontières entre la Russie et l'Ukraine si le mandat afférent était donné.

En ce qui concerne l'évaluation des faits depuis les manifestations du Maïdan, des vues diamétralement opposées furent exprimées par les membres de la délégation russe respective ukrainienne. Un an après les violences au Maïdan, les uns parlent d'une prise de pouvoir illégale par le gouvernement pro-européen, tandis que les autres contestent avec véhémence le rôle de la Russie dans ce conflit et l'annexion de la Crimée.

Pour l'OSCE se pose le défi de devoir intervenir simultanément sur trois champs distincts qui se sont ouverts, à savoir les conflits de longue durée («conflits gelés»), les conflits internes en Europe et le terrorisme international.

Le Forum méditerranéen, ayant précédé la session d'hiver proprement dite, fut marqué par les interventions des présidents des délégations parlementaires des partenaires méditerranéens pour la coopération (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Maroc, Tunisie). La différence entre l'initiative italienne «Mare nostrum», qui a pour but de sauver des réfugiés devant la côte de la Méditerranée, et l'initiative de l'Union européenne «Triton» qui consiste à surveiller les côtes, fut un autre sujet évoqué par la délégation italienne.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas.

Réunion des Présidents des Commissions des Affaires sociales et de l'Emploi à Riga

Intégrer les personnes vulnérables dans le marché du travail

Dans l'Union européenne, une augmentation de la proportion des chômeurs à longue durée est à observer. L'intégration des personnes vulnérables dans le marché du travail était le sujet principal d'une réunion des Présidents des Commissions des Affaires sociales et de l'Emploi organisée dans le cadre de la dimension parlementaire de la Présidence lettone du Conseil de l'Union européenne à Riga les 22 et 23 février 2015.

Des facteurs tels que l'âge, le sexe, les différences régionales, le niveau d'éducation, le manque de demande pour des professions spécifiques ou encore un handicap peuvent s'avérer comme obstacles à trouver un emploi. Dans l'Union européenne, une personne sur 20 de la population active est handicapée ou a des problèmes de santé chroniques. Le handicap peut consister en des déficiences de la mobilité, de la fonction auditive, de la fonction de vue ou encore en des problèmes de capacités intellectuelles ou psychosociales. La définition varie entre les États membres et les services pour les concernés diffèrent beaucoup. Créer un environnement adapté, fournir des aides pour surmonter le handicap et pour permettre aux personnes concernées de mener une vie autodéterminée sont des voies à suivre. Par ailleurs, les États membres devraient mettre en œuvre des programmes pour insérer ces personnes au marché du travail et pour intéresser les employeurs à les embaucher.

Un deuxième sujet abordé lors de la conférence était l'entrepreneuriat social dont l'objectif principal n'est pas le profit, mais l'inclusion sociale. Les entreprises sociales fonctionnent souvent sous forme de coopérative. Le profit est réinvesti. 11 millions de personnes sont concernées en Union européenne, ce qui correspond à 6% de la population active. Le manque de visibilité et de compréhension, l'absence de statistiques, d'opportunités de financement et de législation conforme dans différents États membres illustrent les obstacles à l'entrepreneuriat social.

La Commissaire européenne en charge de l'Emploi, des Affaires sociales, des Compétences et de la Mobilité professionnelle, Mme Marianne Thyssen, a par ailleurs présenté l'initiative de la garantie pour la jeunesse qui a été mise en œuvre depuis 2014 sous la responsabilité partagée entre l'Union européenne et les États membres. Mme Thyssen a constaté que le soutien des Parlements nationaux est nécessaire pour atteindre les objectifs.

7,5 millions de jeunes dans l'Union européenne ne disposent ni d'un emploi, ni d'une formation. La garantie pour les jeunes consiste à les faire disposer d'un emploi, d'une formation ou d'un stage dans les quatre mois suivant leur demande. 18 projets pilotes dans huit États membres sont financés par l'Union européenne. Or, les fonds européens ne suffisent pas. La Commissaire a fait appel aux parlementaires afin d'investir une partie des budgets nationaux dans la garantie pour la jeunesse.

La Chambre des Députés était représentée par M. Georges Engel,



M. Georges Engel

Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Moselschifffahrt

Anrainerländer werben in Berlin für schnelleren Schleusenausbau

Rheinland-Pfalz, das Saarland und das Großherzogtum Luxemburg haben Anfang März im Rahmen eines Parlamentarischen Abends in der Landesvertretung Rheinland-Pfalz in Berlin vor mehr als 100 Gästen aus Politik, Verwaltung, Transport- und Logistikgewerbe die verkehrstechnische und wirtschaftliche Bedeutung der Mosel für die Großregion Saar-Lor-Lux diskutiert. Frau Octavie Modert und Herr Henri Kox nahmen als Vertreter des luxemburgischen Parlaments an diesem Meinungsaustausch teil.

Unter dem Motto: „Schifffahrt im Südwesten - Drei Länder, ein Ziel" standen die Moselschifffahrt und die zügige Ausstattung der deutschen Moselschleusen mit den dringend benötigten zweiten Schleusenkammern im Mittelpunkt. Es wurde deutlich, dass aufgrund der seit Jahren bestehenden Probleme bei der Schleusung der Güterschifffahrt durch die neu eingerichteten regelmäßigen Containerverkehre zwischen den Häfen Metz, Thionville, Mertert, Trier und den Seehäfen in Rotterdam und Antwerpen eine zügige Lösung notwendig ist.



Die Abgeordneten Henri Kox (links) und Octavie Modert nahmen an der Tagung teil.

Zur Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit der Großregion fordern die drei Anrainerländer eine deutliche Aufstockung der Planungskapazitäten bei der Wasser- und Schifffahrtsverwaltung des Bundes, damit die notwendigen Investitionen in die Infrastruktur der Mosel schneller umgesetzt werden können.

Im neuen Bundesverkehrswegeplan 2015 müsse der Ausbau der Moselschleusen mit oberster Priorität verankert werden, waren sich der rheinland-pfälzische Verkehrsminister Roger Lewentz, die saarländische Verkehrsministerin Anke Rehlinger und Abteilungsleiter Max Nilles vom luxemburgischen Infrastrukturministerium einig. „2036 als Fertigstellungsjahr für alle deutschen Schleusen ist für Logistikbranche und Wirtschaft inakzeptabel", stellten die Anrainerländer sowie Vertreter von Logistik und Wirtschaft fest.

Die Anrainerländer erneuerten das Angebot an den Bund, zusätzliches Planungspersonal bei der Wasser- und Schifffahrtsverwaltung mitzufinanzieren, damit die Planungen schneller vorankommen. Erwartet wird dabei allerdings eine verbindliche Planungsaussage für einen schnelleren Ausbau. Mit zügigeren Schleusenplanungen könnte sichergestellt werden, dass die Bundesmittel für den Ausbau der Wasserstraßen ausgeschöpft und weitere EU-Mittel des neuen TEN-T-Förderprogramms (Transeuropäische Netze im Bereich Transport) für den Moselschleusenausbau eingesetzt werden.

Von den zehn Moselschleusen zwischen Trier und Koblenz verfügen derzeit lediglich die Schleusen Zeltingen und Fankel über eine zweite Schleusenkammer. Die Schleuse Trier befindet sich im Ausbau. Weitere sieben Schleusen in Lehmen, Wintrich, Müden, St. Aldegund, Detzem, Enkirch und Koblenz haben noch keine konkrete Ausbauperspektive.

L'émancipation des femmes et des filles par l'éducation

À l'occasion de la Journée internationale de la Femme, la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen avait invité les parlementaires nationaux des États membres de l'Union européenne (UE), des pays visés par la politique d'élargissement de l'UE et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour discuter des droits des femmes dans l'Union européenne et dans le monde. Cette réunion a permis un échange de vues sur les meilleures pratiques concernant la façon de renforcer les droits des femmes et des filles à travers l'éducation, ainsi que les actions stratégiques et des idées pour l'avenir.

Au cours de cette entrevue, les parlementaires ont souligné que malgré le fait que les femmes soient bien éduquées dans l'Union européenne, il existe un écart entre leur niveau d'éducation et l'évolution de leur carrière. Bien que dans l'Union européenne les femmes bénéficient d'un accès total à l'éducation et soient même plus diplômées que les hommes, les femmes n'ont toujours pas les mêmes opportunités en ce qui concerne la vie professionnelle; elles sont souvent moins bien payées et travaillent souvent à temps partiel.

Ainsi, en 2012, 83% en moyenne des jeunes femmes dans l'Union européenne étaient titulaires d'au moins un diplôme d'études secondaires, contre 77,6% de leurs homologues masculins. Les femmes représentaient également 60% des diplômés universitaires au sein de l'UE.

L'écart de rémunération entre hommes et femmes, dont le taux varie de 8 à 23% selon les États membres et qui atteint 16% en moyenne signifie que les femmes gagnent moins au cours de leur vie, ce qui augmente notamment le risque de pauvreté à un âge avancé. Cette situation s'explique notamment par des contrats de travail qui rendent très difficile la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Les parlementaires ont constaté qu'en général plus le niveau d'éducation est bas, plus l'écart de rémunération s'accroît.

Pour les participants, il est évident que les stéréotypes liés au genre influencent les enfants dès leur plus jeune âge. En l'absence de modèles féminins, les filles opèrent des choix stéréotypés et le plus souvent ne s'intéressent pas à la science, à l'ingénierie ou aux mathématiques. Pour y remédier l'Union européenne a mis en place en 2013 un prix de la femme numérique et de la fille numérique de l'année. Dans son intervention devant les parlementaires, la fille numérique de 2014, âgée de 11 ans, a insisté sur l'importance de l'éducation technologique dès le plus jeune âge et a rappelé l'importance de disposer à l'école d'un matériel informatique approprié.

Les députés nationaux et européens ont également abordé la question des droits des femmes dans les pays en voie de développement et ont rappelé que l'accès à l'éducation était une condition préalable à l'égalité. Alors qu'une partie des pays en voie de développement a progressé dans le domaine de l'égalité dans leur système éducatif, le bilan reste mitigé



Mme Cécile Hemmen et Mme Nancy Arendt

et les femmes dans ces pays sont confrontées à des problèmes qui diffèrent largement de ceux des femmes en UE. Les chances des filles de terminer leur enseignement primaire voire secondaire sont beaucoup plus limitées, notamment parce qu'elles sont confrontées à la pauvreté, la violence sexuelle, au mariage des enfants, aux mutilations génitales, ou encore à des normes et traditions sociales discriminatoires. En outre, une représentation équilibrée des femmes dans les gouvernements de certains pays en voie de développement pose problème.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Nancy Arendt et Mme Cécile Hemmen.

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

La Grande Région à l'heure de la coopération au développement


MM. Roger Negri, Justin Turpel, Emile Eicher, Mmes Cécile Hemmen, Josée Lorsché et M. Gusty Graas au milieu des participants

C'est en renforçant les liens entre acteurs de la coopération que l'on peut mieux agir pour réduire la pauvreté et soutenir l'efficacité des politiques de coopération au développement. L'Année européenne pour le développement 2015 a été l'occasion pour M. Roger Negri, député luxembourgeois, et Mme Isolde Ries, Vice-Présidente du Landtag de Sarre, d'organiser, en leurs qualités respectives de Présidents des Commissions «Agriculture et Environnement» et «Transports et Communications» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), une réunion conjointe sur ce thème à Remich, le 13 mars 2015.

La coordination et la cohérence de l'action au développement figuraient au centre de cette rencontre qui a réuni plus de cinquante élus et spécialistes de la coopération issus de l'ensemble de la Grande Région.

Ambassadeur spécial de l'Année européenne pour le développement, M. Ben Fayot, ancien député, a notamment insisté sur la nécessité d'assurer une plus grande cohérence entre politiques régionales, nationales et européennes de la coopération, ainsi qu'en ce qui concerne la coordination sur le terrain.

De même, Mme Christine Dahm du Cercle des ONG a mis en évidence les risques que la politique commerciale de l'Union européenne, par exemple l'accord de libre échange avec la CEDEAO, fait porter sur les propres objectifs et actions de développement des pays européens, dès lors qu'une baisse des barrières douanières vient empêcher des pays pauvres de créer des entreprises et industries compétitives et autonomes.

Pour leur part, les représentants de l'organisation de microfinance luxembourgeoise ADA ont présenté les défis qui se posent aujourd'hui pour offrir un soutien aux populations pauvres, exclues des systèmes financiers traditionnels, afin d'assurer leur indépendance en toute dignité.

Alors que la coopération entre ONG, universités et structures gouvernementales reste très ponctuelle, les participants de la réunion ont conclu que les structures nécessaires doivent être mises en place pour en arriver à des formes de collaboration plus structurées.

Évaluation de l'autonomie locale au Luxembourg par le Conseil de l'Europe

Le 4 mars 2015, les membres de la Commission de suivi du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE), menée par le maire de Chişinău (Moldavie), M. Dorin Chirtoacă, se sont entretenus avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Alex Bodry, le Président de la Commission des Affaires intérieures, M. Claude Haagen, et le membre de la délégation luxembourgeoise au CPLRE, Mme Josée Lorsché, au sujet de la mise en œuvre de la Charte européenne de l'autonomie locale.

Globalement, les évaluateurs du Conseil de l'Europe se sont montrés satisfaits, notamment en raison des efforts du Luxembourg à diminuer la tutelle exercée sur les communes par le Ministère de l'Intérieur et d'une politique de fusion de communes pointue où chaque fusion bénéficie de son propre projet de loi.

Lors de cette rencontre le cumul des mandats et la représentativité des acteurs communaux sur le plan national et, en particulier, au niveau de la Chambre des Députés ont également été débattus.

Les membres de la Chambre des Députés ont estimé qu'il ne serait pas nécessaire de créer une «chambre des communes» au Luxembourg et qu'une consolidation approfondie des liens entre le Syvicol et le parlement constituerait certainement une bonne pratique supplémentaire.

La Commission de suivi s'est également vu expliquer les éléments de la révision constitutionnelle en cours venant renforcer considérablement l'autonomie des communes, comme par exemple une plus grande autonomie financière et la possibilité d'instituer des établissements publics locaux.

Suite à cette rencontre, les membres de la Commission de suivi ont rencontré Mme Anne Brasseur en sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.



Les membres de la Commission de suivi du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe reçus à la Chambre.

Réunion interparlementaire à Bruxelles

Paquet «Frontières intelligentes»

Le 23 février 2015, la Commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen a invité les députés des Parlements nationaux à participer à une réunion interparlementaire intitulée «Paquet „Frontières intelligentes“: défis européens, expériences nationales, marche à suivre.» La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le paquet «Frontières intelligentes» fut présenté par la Commission européenne en février 2013 et se compose de deux principaux éléments:

- la proposition relative à un système d'entrée/sortie permettant d'enregistrer la date et le lieu d'entrée et de sortie des ressortissants de pays tiers franchissant les frontières extérieures, de calculer la durée de leur séjour et de déclencher une alerte lorsque les périodes de séjour autorisées arrivent à expiration, et

- la proposition relative à un programme d'enregistrement des voyageurs, qui permettrait à certaines catégories de ressortissants de pays tiers qui voyagent fréquemment (par exemple voyageurs d'affaires, membres de la famille, etc.), sous réserve qu'ils aient fait l'objet d'un contrôle de sûreté préalable adéquat, d'entrer dans l'Union en utilisant des procédures simplifiées de vérification aux frontières, y compris des barrières automatiques.



M. Marc Angel

Les préoccupations relatives à certaines dispositions exprimées par la Commission LIBE et les États membres au sein du Conseil, ainsi que par la Commission, ont conduit à la réalisation d'une étude technique approfondie. Les propositions de 2013 ont finalement été retirées et celles-ci seront remplacées par de nouvelles propositions à la fin de l'année 2015 ou au début de l'année 2016, comme l'a rappelé lors du débat le Commissaire à l'Immigration et aux Affaires intérieures, M. Dimítris Avramópoulos.

La réunion interparlementaire a été conçue comme un échange de vues qui permettrait d'entendre l'avis des Parlements nationaux, non seulement sur des questions d'ordre général, mais également sur des contextes nationaux et pratiques spécifiques à chaque pays. Ces considérations pourraient ainsi alimenter les réflexions des deux rapporteurs sur ce paquet législatif, les députés européens Mme Tanja Fajon et M. Agustín Díaz de Mera García Consuegra, en attendant les nouvelles propositions de la Commission.

Lors de cette réunion, certains députés se sont interrogés sur le coût qu'impliquerait le nouveau projet de la Commission, qui tient à élaborer un nouveau paquet législatif centré sur l'automatisation du système biométrique, pour permettre un meilleur contrôle aux frontières.

«Faisons-nous suffisamment usage des outils existants avant de proposer un nouveau cadre législatif?», s'est interrogée la rapporteure Tanja Fajon. La députée, qui s'inquiète des dangers relatifs à la collecte de données via les informations biométriques, s'est demandée si le véritable but est de permettre aux citoyens de pays tiers souhaitant se rendre dans l'Union de franchir les frontières de manière plus fluide et plus rapide, ou de transmettre des données aux forces de sécurité.

Le Commissaire Avramópoulos s'est voulu rassurant en déclarant que la Commission mettrait en place les sauvegardes nécessaires sur les données, après avoir entendu les différentes propositions.

Au cours de l'année 2015, un certain nombre d'essais pratiques seront menés dans différents postes-frontières afin de mettre à l'épreuve l'efficacité de diverses options en situation réelle.

Forum relatif aux ONG

Améliorer le dialogue avec la société civile

C'est à Riga en Lettonie que s'est tenu récemment un forum relatif aux ONG (organisations non gouvernementales). La Chambre des Députés y a été représentée par M. Gusty Graas, membre de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de M. Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne, et de Mme Dace Melbārde, Ministre de la Culture lettone. La deuxième journée a été inaugurée par Mme Laimdota Straujuma, Premier Ministre de la Lettonie.

Durant deux jours les quelque 250 participants ont élaboré dans le cadre de plusieurs workshops une «roadmap» pour l'application des articles 11 (1) et 11 (2) du Traité de l'Union européenne prévoyant un dialogue régulier et transparent des institutions européennes avec les associations représentatives et la société civile. Ainsi il a été demandé qu'une réunion annuelle soit organisée entre les plus hautes institutions européennes et la société civile. Les partenaires devraient être le Conseil économique et social européen, la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil européen, le Comité des Régions et l'EPSCO. La stratégie européenne 2020, qui sera actualisée en juin de l'année en cours, offrirait un grand potentiel pour planifier ce processus.

Tous les citoyens de l'UE, par l'intermédiaire des associations qui représentent leurs intérêts, devraient avoir accès au dialogue civil à tous les niveaux, soit au niveau local, régional, national ou européen.

Des suggestions ont été soumises afin d'améliorer encore davantage le dialogue avec la société civile. Il faudrait réduire le fossé existant entre les décideurs politiques et les citoyens. Le rôle du dialogue civil serait important pour l'élaboration d'une base législative et réglementaire et entraînerait un plus grand attachement pour les valeurs communes. Une recommandation du Conseil a été requise pour établir des dialogues plus poussés entre les États membres. Les ONG devraient encore profiter davantage de subventions financières. L'Union devrait inclure la participation des citoyens dans les priorités horizontales. Finalement des rapports adoptés par les associations de la société civile devraient être pris en compte dans le processus de dialogue au niveau européen.

Dans son intervention le député luxembourgeois Gusty Graas a informé les participants de la situation actuelle au Grand-Duché de Luxembourg. Il a parlé d'une véritable culture de dialogue tout en rappelant qu'un référendum sera organisé en date du 7 juin prochain où les citoyens auront la possibilité de se prononcer sur trois questions. M. Graas a également annoncé qu'une nouvelle plate-forme sera créée afin que le citoyen puisse encore mieux avoir accès aux informations publiques. L'offre de l'éducation civique sera élargie et le rôle de l'Ombudsman portera à l'avenir également sur la protection des droits humains. La formule de la pétition online est couronnée d'un grand succès. Cet instrument témoigne de la volonté du législateur luxembourgeois d'approfondir le dialogue avec les citoyens.

Finalement M. Graas a annoncé que son pays profitera de la présidence de l'UE pour rendre plus transparent le processus de décision au niveau de l'UE.



M. Gusty Graas

Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC

Défense et politique étrangère et de sécurité commune

L'état d'avancement de la politique européenne de voisinage, la situation dans la région de la Méditerranée et au Proche-Orient, le partenariat oriental, le déploiement des groupements tactiques ainsi que la coopération avec l'OTAN figuraient à l'ordre du jour de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC qui s'est déroulée du 4 au 6 mars 2015 à Riga. M. Henri Kox, M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Fernand Kartheiser y ont représenté la Chambre des Députés.

Dans le cadre de leurs travaux, les représentants des commissions des affaires étrangères et des commissions de la défense des Parlements nationaux de l'Union européenne, du Parlement européen et des pays candidats ont notamment discuté avec Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur l'actualité de la politique étrangère et de sécurité commune. Les parlementaires ont salué en particulier l'engagement de la Haute représentante de lancer un processus de réflexion stratégique sur le cadre de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne en coopération étroite avec les États membres et les Parlements de l'Union.

Une autre partie des travaux était consacrée aux nouveaux enjeux liés à la sécurité, créés par «la guerre dite de quatrième génération», la guerre hybride qui se manifeste par une combinaison de méthodes irrégulières et non conventionnelles, ainsi que des éléments de la cyber-guerre, de guerre économique et de guerre d'information, de même qu'une pression politique.

Les parlementaires ont condamné dans ce contexte la guerre hybride menée par la Russie dans les régions orientales de l'Ukraine et souligné qu'une solution durable et pacifique du conflit dans les régions ukrainiennes de Donetsk et de Louhansk ne peut être obtenue que par des moyens politiques et par des négociations diplomatiques.

La prochaine réunion de la Conférence interparlementaire sera organisée sous présidence luxembourgeoise. Des ateliers y seront consacrés notamment aux flux migratoires et aux situations d'urgence humanitaire et d'opérations de sauvetage en mer, aux missions civiles de la politique de sécurité et de défense commune ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre des conclusions du Conseil européen sur la défense qui se déroulera au mois de juin.



(de droite à gauche) M. Henri Kox, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser

«Bretzelëmzuch 2015»



La Fédération des Patrons Boulangers-Pâtissiers du Grand-Duché de Luxembourg est venue, accompagnée de musiciens, remettre des bretzels à la Chambre des Députés. La Reine du Bretzel a offert un bretzel au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en présence des Vice-Présidents, Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar et M. Henri Kox.

Jugement sur accord

6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord

Le projet de loi a pour objet de compléter l'arsenal des procédures applicables en matière pénale et d'introduire en droit luxembourgeois, en dehors des procédures de la médiation et de l'ordonnance pénale, une nouvelle procédure en vue de permettre une réponse pénale rapide à une infraction commise.

Il a été élaboré par un groupe de travail constitué de représentants tant du parquet et de la police que de magistrats et d'avocats.

Le souci principal était d'élaborer une procédure simple, visible, accessible et transparente qui, tout en déchargeant les juridictions du fond, aboutit à un jugement rendu par un tribunal, après un procès équitable, conformément aux droits de l'Homme en sauvegardant la transparence de la justice et les droits des victimes.

La procédure consiste en une négociation entre le parquet et un auteur auquel on reproche la commission d'une infraction, afin de trouver une position commune quant à la peine à appliquer.

Ce nouveau mécanisme consiste à faire précéder un procès pénal en audience publique par la conclusion d'un accord écrit qui sera soumis à une juridiction de fond pour qu'il y soit statué de façon contradictoire. Un des buts de cette réforme législative est d'amener un certain nombre d'affaires plus rapidement à un jugement coulé en force de chose jugée en respectant pleinement les droits de toutes les parties en cause.

Selon les chiffres du rapport d'activité du Ministère de la Justice, le nombre d'affaires arrivant aux parquets augmente constamment alors que le nombre d'audiences reste le même, rendant presque impossible l'évacuation de toutes les affaires pénales dans un délai raisonnable. (http://www.mj.public.lu/chiffres_cles/rapport_activite2013.pdf)

Ainsi, de nombreuses affaires sont classées sans suite après un simple rappel à la loi. Les procédures alternatives telles que les ordonnances pénales, la médiation et le recours à la procédure du juge unique ne permettent pas de remédier efficacement à la situation.

L'ordonnance pénale ne permet que de prononcer une amende et une interdiction de conduire, de sorte qu'elle est exclue pour les peines d'emprisonnement même avec sursis. Aussi l'ordonnance pénale est exclue lorsqu'un tiers a subi un préjudice ou dans l'hypothèse où une restitution ou un rétablissement des lieux doit être prononcé comme par exemple dans les affaires de protection de l'environnement.

La médiation ne s'applique que lorsque l'atteinte à l'ordre public peut être réparée adéquatement par une indemnisation de la victime.

La procédure pénale luxembourgeoise, si elle a l'avantage de garantir pleinement les droits des personnes mises en cause, est pourtant longue. Il arrive qu'une personne - témoin ou victime d'une infraction - doit être entendue à trois reprises: d'abord par la police, puis au cours de l'information par le juge d'instruction et enfin à l'audience publique.

Une des particularités d'une procédure d'instruction au Grand-Duché est que de nombreux devoirs de l'instruction d'une affaire impliquent des personnes résidant à l'étranger ou des commissions rogatoires internationales respectivement l'exécution de par des autorités étrangères. Il s'ensuit une perte de temps considérable pouvant conduire à l'abandon de l'instruction.

Le présent projet de loi poursuit l'ambition d'innover en la matière et de prévoir une procédure simple, visible et transparente, accessible à tout justiciable qui tient compte de toutes les exigences du procès équitable prescrites par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Le mécanisme implique toutes les parties d'un procès pénal de droit commun et garde le plus grand parallélisme possible avec la procédure de droit commun, aboutissant à un jugement prononcé en audience publique par un tribunal impartial et indépendant.

Il ne s'agit nullement de réduire le rôle du juge à simplement homologuer une convention antérieurement négociée entre parties dans le secret des bureaux.

L'intitulé initial de «transaction pénale» pour la procédure a quo a été remplacé par celui de «jugement sur accord» afin d'éviter toute confusion de terminologie quant aux implications de la nouvelle procédure prévue.

L'accord pénal ne sera possible que pour les délits et crimes dont la peine ne peut excéder cinq ans. Les contraventions ne font pas partie du champ d'application de la loi.

Cette procédure devra permettre d'éviter des procès sur plusieurs audiences et les nombreux passages à la barre de témoins et des victimes. Elle peut intervenir à tout moment au cours de la première instance et être proposée par le procureur ou par l'auteur présumé des faits, lequel devra obligatoirement se faire assister par un avocat.

Une partie des dossiers devraient concerner des infractions au Code de la Route.

Quant à la crainte de voir certaines personnes poursuivies plaider coupable pour pouvoir profiter de peines allégées il y a lieu de répondre que la tentation de faire de faux aveux existe déjà dans notre droit actuel.

Les droits des victimes restent intacts: la partie civile peut présenter sa demande indemnitaire et sera informée sur les débats sur les transactions, sans pour autant pouvoir s'opposer à l'accord.

Dans un arrêt du 29 avril 2014 (affaire Natsvlishvilli et Togonidze c. Géorgie, requête n°9043/05), a Cour européenne des droits de l'Homme a statué que «Le fait qu'un accord de "plaider coupable" puisse s'analyser en une renonciation à certains droits procéduraux ne pose pas de problème en soi au regard de l'article 6 de la Convention. Toutefois il importe

que la renonciation soit établie de manière non équivoque, qu'elle soit assortie de garanties minimales pour prévenir les abus et qu'elle ne se heurte à aucun intérêt public.».

Toutes les conditions fixées par la Cour européenne des droits de l'Homme sont respectées entièrement par le projet de loi.

La Commission juridique, après avoir longuement discuté le pour et le contre de la réforme préconisée, partage les principes directeurs qui ont guidé les auteurs du projet de loi.

Le texte ne constitue pas une simple copie d'un texte de loi emprunté à d'autres droits nationaux, mais est le résultat d'une concertation étroite entre praticiens du droit pénal en vue d'aboutir à une loi bien adaptée à la situation luxembourgeoise et en tous points conforme à notre conception de la justice pénale.

Si ce souci conduit à certains endroits à des procédures plus longues, il a le mérite de mettre le nouveau mécanisme à l'abri de toute contestation sérieuse au sujet du respect des droits des parties impliquées.

Comme il s'agit d'une véritable nouveauté dans notre instruction pénale, la Commission préconise que soit effectuée une évaluation de la réforme après une période d'application de trois ans.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.01.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter)

22.01.2014	Désignation d'un rapporteur
07.05.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.05.2014	Continuation de l'examen du projet de loi
04.06.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.06.2014	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
25.06.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.07.2014	Présentation et adoption des propositions d'amendement
05.11.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.11.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport
07.01.2015	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel)

02.07.2014	Présentation et adoption des propositions d'amendement

Vote en séance publique: 20.01.2015

10.04.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 26)
08.05.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 35)
15.05.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 45)
22.05.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 52)
25.09.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.12.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2015

Loi du 10 février 2015

Mémorial A: 2015, n°28, page 308

Réseau cyclable national

6600 - Projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux

Le projet de loi remplacera la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables qui avait créé une base légale pour l'aménagement d'un réseau national fortement axé sur la sécurité des cyclistes en ciblant essentiellement un usage du vélo à des fins sportives ou touristiques.

Il est vrai que jusqu'ici le vélo a été perçu comme moyen de divertissement et non comme moyen de transport et que, tandis que 40% des trajets quotidiens portent sur une distance de moins de 3 km, seuls 13% de ces déplacements sont effectués à pied ou à vélo. Pourtant, il est établi qu'en milieu urbain, le vélo est le mode de transport le plus rapide et le plus efficace pour les distances se situant entre 1 et 3 km.

C'est pourquoi, par sa stratégie pour une mobilité durable («MoDu»), le Gouvernement s'est fixé pour objectif qu'à l'horizon 2020, 25% des déplacements quotidiens se feront par le biais de la mobilité douce et a décidé de promouvoir le vélo comme moyen de transport.

Ainsi, le projet de loi sous rubrique a pour objectif de:

- contribuer à la réalisation d'une infrastructure susceptible de favoriser le vélo sur les trajets de courte distance inhérents aux activités de la vie quotidienne (trajets domicile-lieu de travail, courses ménagères, etc.);

- créer une législation permettant d'augmenter continuellement la part de la mobilité douce dans les trajets quotidiens;

- prévoir une complémentarité entre les transports en commun et la mobilité douce;

- créer un milieu favorable et flexible au développement du réseau;

- motiver les communes à compléter le réseau national au niveau local.

Marché de produits pétroliers

6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

À l'instar des deux lois-cadres organisant les marchés du gaz et de l'électricité, le projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers affiche la même ambition pour le marché des produits pétroliers dont le cadre normatif s'est mis en place suite au premier choc pétrolier en 1973.

Le présent projet de loi ne se limite donc pas à une pure transposition en droit national de la directive 2009/119/CE qui fait obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers. Ce projet de loi instaure le cadre pour la surveillance du secteur par le ministre ayant l'énergie dans ses attributions et crée une entité centrale de stockage, l'établissement public appelé «Agence nationale de stockage de produits pétroliers».

En plus, le projet de loi tient compte de l'accord relatif à un Programme international de l'Énergie tel qu'amendé jusqu'au 25 septembre 2008 et créant l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Cet accord prévoit, notamment, le maintien par chaque pays signataire de réserves d'urgence suffisantes pour couvrir la consommation pendant au moins 90 jours sans importations nettes de pétrole et prévoit la fourniture par chaque pays signataire d'un certain nombre d'informations à caractère général ou statistique sur le secteur pétrolier national.

Jusqu'à présent, le cadre légal pour le secteur des produits pétroliers se limitait au règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1973 relatif aux obligations de stockage de produits pétroliers. Ce règlement sera abrogé. Néanmoins, les dispositions et principes encore pertinents du règlement grand-ducal pré-mentionné ont été repris dans le texte du projet de loi.

À noter que le délai de transposition en droit national de la directive 2009/119/CE à l'origine du présent projet de loi est dépassé depuis fin décembre 2012, de sorte que la Commission européenne a émis, le 25 septembre 2014, un avis motivé à l'encontre du Luxembourg pour non-transposition complète de la directive 2009/119/CE endéans les délais impartis.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.01.2013

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot)

06.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.02.2014	Informations statistiques supplémentaires concernant la structure de la consommation annuelle de produits pétroliers
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.02.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
06.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'ancien article 6)
20.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'ancien article 10)
27.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 16)

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 30.07.2013

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché)

25.06.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.09.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et des amendements gouvernementaux
12.11.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14.01.2015	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04.02.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2015

Droits d'auteur et droits voisins

6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive 2011/77/UE et de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 pour adapter la législation nationale à la nouvelle norme européenne en matière de droits d'auteur et de droits voisins.

L'objectif principal de la directive 2011/77/UE consiste à accorder aux artistes interprètes et exécutants «un niveau de protection qui reconnaisse leur contribution créative et artistique».

Ainsi, la durée de protection des droits des artistes interprètes ou exécutants «applicable aux fixations d'exécutions et aux phonogrammes» est «prolongée jusqu'à soixante-dix ans après le fait générateur pertinent».

La directive 2011/77/UE prévoit en outre des mesures visant à accroître le régime de protection des droits des artistes interprètes ou exécutants suite à l'expiration de la durée de protection initiale de cinquante ans.

- Une clause permet aux artistes interprètes ou exécutants de résilier le contrat par lequel ils ont cédé ou transféré leurs droits sur la fixation de leur exécution à un producteur de phonogrammes si celui-ci «s'abstient de mettre en vente, en quantité suffisante, au sens de la convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, des exemplaires d'un phonogramme qui, en l'absence de prolongation de la durée de protection, serait dans le domaine public, ou s'abstient de mettre un tel phonogramme à la disposition du public».

- Une autre mesure d'accompagnement a trait aux contrats de cession ou de transfert de droits entre producteurs de phonogrammes et artistes interprètes ou exécutants attribuant une rémunération non récurrente. Dans une telle hypothèse, le producteur de phonogramme se voit obligé «de réserver, au moins une fois par an, une somme correspondant à 20% des recettes provenant des droits exclusifs de distribution, de reproduction et de mise à disposition de phonogramme», et ce pour

chaque année complète suivant la cinquantième année de la publication du phonogramme, ou à défaut, de la communication licite au public.

- Dans un souci de rééquilibrage des contrats de cession ou de transfert de droits conclus entre un producteur de phonogrammes et un artiste interprète ou exécutant, la directive 2011/77/UE instaure également le principe exigeant que «les artistes interprètes ou exécutants reçoivent, pendant la période de prolongation des droits, des redevances ou une rémunération qui ne soient pas grevées par les avances versées ou des déductions définies contractuellement».

- Finalement, une mesure d'accompagnement de la directive 2011/77/UE consiste dans «l'harmonisation de la durée de protection des compositions musicales comportant des paroles, dont le texte et la musique ont été créés pour être utilisés ensemble».

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.03.2014
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot)

02.10.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.12.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2015
Loi du 10 février 2015
Mémorial A: 2015, n°25, page 292

Changements climatiques

6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

Le projet de loi 6700 a pour objet d'approuver l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012. Cet amendement instaure la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto, qui débute le 1er janvier 2013 et se termine le 31 décembre 2020. L'amendement renouvelle et modifie donc pour une deuxième période les engagements quantifiés de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les pays développés parties au Protocole s'étaient engagés à respecter ces obligations pour la première période d'engagement, du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2012. L'objectif global de réduction d'au moins 5% par rapport au niveau de 1990 de la première période passe à 18% pour la deuxième période. Dans le cadre de l'amendement, l'Union européenne et ses États membres s'engagent à une réduction de 20% par rapport aux niveaux de 1990.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.06.2014
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox)

20.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2015
Loi du 27 février 2015
Mémorial A: 2015, n°37, page 366

Diversité biologique

6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, relatif à la Convention sur la diversité biologique, adopté à Nagoya le 29 octobre 2010.

Le Protocole vise à favoriser la protection de la biodiversité et à encadrer l'exploitation des ressources génétiques entre les pays détenteurs de ces ressources et les industries utilisatrices afin d'aller vers plus d'équité et de sécurité juridique dans l'utilisation de ces ressources. En se fondant sur le principe de la souveraineté des États sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources génétiques, le Protocole dispose qu'il n'est désormais plus possible d'utiliser la richesse génétique d'un pays sans obtenir son consentement et lui offrir une contrepartie définie d'un commun accord. Cette contrepartie pourra être réinvestie dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. Le Protocole prévoit ainsi notamment:

- l'instauration de conditions plus prévisibles d'accès aux ressources génétiques. Les entreprises souhaitant accéder à ces ressources devront dorénavant déposer une demande officielle et préalable auprès du pays concerné et les pays fournisseurs devront établir des procédures d'accès justes et non arbitraires;

- la mise en œuvre d'un mécanisme de partage juste et équitable des avantages et des applications découlant de l'utilisation des ressources génétiques ainsi que de leur commercialisation ultérieure. Ce partage avec la partie fournissant les ressources génétiques pourra notamment être monétaire ou consister dans la transmission de résultats de recherches ou dans un transfert de technologie;

- l'incitation des utilisateurs et fournisseurs de ressources génétiques à favoriser la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs en garantissant que seules des ressources génétiques acquises légalement soient utilisées.

Le Protocole est entré en vigueur le 12 octobre 2014. Au niveau européen, il a été approuvé par la décision 2014/283/UE du 14 avril 2014 et a été mis en application par le Règlement UE n°511/2014/UE du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union européenne du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.09.2014
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox)

03.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.01.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2015
Loi du 27 février 2015
Mémorial A: 2015, n°38, page 374

Référendum

6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

La proposition de loi a pour objet l'organisation d'un référendum national en vue de consulter les électeurs préalablement à la révision globale de la Constitution.

Les auteurs de la proposition de loi entendent associer les citoyens à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, dont le projet est en voie d'élaboration depuis maintenant dix ans (doc. parl. 6030).

La Constitution dispose, en son article 51, paragraphe (7), que «Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.»

L'article 52 de la Constitution précise que «Pour être électeur, il faut: 1° être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise; 2° jouir des droits civils et politiques; 3° être âgé de dix-huit ans accomplis. Il faut en outre réunir à ces trois qualités celles déterminées par la loi. Aucune condition de cens ne pourra être exigée.»

La proposition de loi prévoit l'organisation d'un référendum ainsi que les questions à soumettre aux électeurs, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

Les électeurs sont appelés à se prononcer le 7 juin 2015 par voie du référendum en application de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution.

Au départ, quatre questions étaient prévues, dont une portant sur l'obligation de l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres des cultes.

Il s'agit de questions institutionnelles sur lesquelles il n'existait pas de majorité large au Parlement pour le maintien du *statu quo* respectivement pour une modification des règles en vigueur.

Le recours au référendum est censé permettre d'avancer dans l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Suite à un accord survenu en janvier 2015 sur la nouvelle définition des relations entre les communautés religieuses et l'État et sur les termes d'une modification de la Constitution sur le point du financement des cultes, cette question est devenue caduque.

L'ensemble des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés se prononcent désormais contre l'inscription dans le texte de la Constitution d'une obligation de l'État de prendre en charge les traitements et pensions des ministres des cultes.

Dès lors, trois questions seulement seront proposées aux électeurs:

(1) La première question a trait à l'extension du droit de vote actif aux jeunes âgés entre seize et dix-huit ans.

(2) La seconde question concerne la participation des résidents étrangers à la vie politique nationale (droit de vote actif sous certaines conditions).

(3) La troisième question concerne l'organisation respectivement la composition du Gouvernement.

Pour ce qui est du contenu et de la portée des trois questions, il est renvoyé au commentaire de l'article unique dans la proposition de loi (doc. parl. 6738).

Conformément à l'article 28 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national, le bulletin de vote doit comprendre le texte de la question soumise au référendum, ainsi que les réponses, en langues française, luxembourgeoise et allemande.

Un modèle d'un bulletin de vote à questions multiples est annexé à la proposition de loi. Il correspond au modèle d'un bulletin de vote reproduit à l'annexe 6 de la loi modifiée précitée du 4 février 2005.

Le texte indique clairement que le référendum se situe exclusivement dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Les questions soumises à la consultation des électeurs doivent dès lors avoir une valeur constitutionnelle.

Ce référendum consultatif ne doit pas être confondu avec celui inscrit à l'article 114 de la Constitution. Dans cette dernière hypothèse, le référendum a un caractère décisif et porte sur le texte de la révision constitutionnelle adopté préalablement en première lecture à la majorité qualifiée par la Chambre des Députés. Il est prévu d'avoir recours à cette procédure à la fin du processus d'élaboration de la nouvelle Constitution. Il y aura dès lors un deuxième référendum sur l'ensemble du projet de la Constitution en 2016 ou plus probablement en 2017.

À côté de la formulation des questions soumises au référendum, la proposition de loi fixe la date de la consultation et détermine les formes et les conditions de son déroulement. Il est proposé de tenir le référendum national sur les questions constitutionnelles le 7 juin 2015.

Pour respecter cette date, la publication au Mémorial du texte de loi doit intervenir début mars 2015.

Dépôt par M. Alex Bodry, M. Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter, Députés, le 04.11.2014
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry)

14.01.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.01.2015	Continuation des travaux
11.02.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2015
Loi du 27 février 2015
Mémorial A: 2015, n°35, page 358

SÉANCE 20

MARDI,
20 JANVIER 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Serge Urbany*

4. Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. 6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord
- *Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas (interventions de Mme Nancy Arendt et Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6586 (rejetée)*

8. 6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Gast Gibéryen, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung offiziell op an ech stellen déi traditionell Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Här President, ech hunn eng Deklaratioun ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dovun hu mer Note geholl a mir wäerten herno eng Adaptatioun vum Ordre du jour proposéieren.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentaresche Froen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber hei deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun vun dem Parlament deponéiert goufen, ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

Op Ufro vun der Regierung sinn den 23. Dezember vum leschte Joer de Projet de loi 6187, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aide au logement an d'Bonifikatioun vun den Zënsen, de Projet de loi 6252 iwwert d'Aféierung vun enger Allocation de logement an enger Allocation de loyer souwéi de Projet de loi 6510 iwwert d'Schafe vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft vum Rôle vun der Chamber gestrach ginn, dat heescht, déi dote Projete sinn zréckgezunn. D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 20 janvier 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6758 *- Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:*

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- modification:

- du Code d'instruction criminelle et de son intitulé en „Code de la procédure pénale";

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.12.2014

6759 *- Projet de loi portant approbation du „Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information", signé à Luxembourg le 20 juin 2012*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015

6760 *- Projet de loi portant réforme du recrutement dans la magistrature et modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015

6761 *- Projet de loi portant mise en œuvre de certaines dispositions de la Résolution 2178 (2014) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

6762 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

6763 *- Projet de loi portant modification du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

6764 *- Projet de loi relatif à l'acquisition de la cité policière Findel*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015

6765 *- Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015

6766 *- Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.01.2015

6767 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2015

6768 *- Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.01.2015

6769 *- Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.01.2015

6770 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3) Sur demande du Gouvernement les projets de loi n°6187 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et visant à abroger la bonification d'intérêt généralisée, n°6252 introduisant une allocation de logement et une allocation de loyer et portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et n°6510 portant 1) autorisation de constitution de la Société Nationale de Développement Urbain S.A. et de la société anonyme Fonds du Logement S.A. Nationale, 2) modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 et 3) modification de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 23 décembre 2014.

3. Ordre du jour

An hirer Sëtzung vum 15. Januar huet d'Presidentekonferenz den Ordre du jour fir dës Woch festgeluecht: Sëtzung haut a muer. Dir hat deen Ordre du jour zougestallt kritt. Opgrond vun enger Rei vu rezenten Entwécklungen huet d'Presidentekonferenz de Moien eestëmmeg décidéiert, fir lech eng Ännerung vum Ordre du jour ze proposéieren.

Deementspriechend géife mer déi virgesinne Froestonn op en aneren Termin verleeën. Mir géifen d'Sëtzung ufänke mat enger Deklaratioun vun dem Statsminister iwwert den Accord vun der Regierung mat de verschiddene Glawensgemeinschaften.

An d'Conférence des Présidents ass sech och eens ginn, fir en fin d'ordre du jour de Projet iwwert d'Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung op den Ordre du jour ze huelen.

De Statsminister wäert also de Mëtteg seng Deklaratioun maachen. Muer de Mëtteg, am Ufank vum Ordre du jour, wäerten d'Deputéierte vun deene verschiddene Fraktiounen an de Sensibilitéiten da kënne Stellung dozou bezéien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht ginn, wou mer eis eens waren, dass mer an d'Riedezäit mat abezéien déi Zäit, déi fir d'Motiounen zougestanen ass.

Ass d'Chamber mat deene Propositioune vum Ordre du jour d'accord? Ech hunn dozou eng Wuertmeldung vum Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, ech hat jo gefrot, fir dass d'Regierung déi Deklaratioun haut mécht an engem Bréif un lech. Ech sinn dofir och ganz frou, dass se dat ugeholl huet. An ech sinn nach méi frou, dass deen Accord net ënnerschriwwe ginn ass, bis dass mer hei konnten driwwer diskutéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Urbany. Ech stelle fest, dass Dir zefridde sidd, dass déi Deklaratioun stattfënnt. Ech muss awer der Komplettheet halber soen, dass och schonn de leschte Freideg d'Regierung ugeklappt hat, fir kënnen, jee nodeem wéi d'Entwécklung vum Dossier wär, haut de Mëtteg eng Deklaratioun ze maachen. Dat festgestallt, sinn ech zefridden, dass jiddwereen d'accord ass, dass déi Debatt hei am Parlament - do, wou se och higehéiert - stattfënnt.

Ech wollt déi Fro nach eng Kéier da widderhuelen: Ass d'Chamber mat deem virgeschloenen Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. An de Statsminister huet direkt d'Wuert fir seng Deklaratioun.

4. Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir schreiwen all zesumme Geschicht - an ech insistéieren op den „all zesummen": Regierung, Chamber a Culten. Ee Joer laang huet d'Regierung ëmmer nees Gespréicher gefouert mat de Reliounsgemeinschaften, mat de Communautéiten, géintiwwer deenen de Stat Obligatiounen huet, an och mat deenen, déi eng Unerkennung fuerderen. Am Dialog an och am géigesäitege Respekt gouf en Accord fonnt. En Accord, deen zäitgeméiss an zukunftsweisend ass.

Et ass och en Accord, mat deem d'Regierung hiert Verspriechen hält an d'Kapitel iwwert d'Culten am Koalitiounsofkommes eent zu eent ëmsetzt. Mir sinn ugetruede mam Verspriechen, d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften ze iwwerpréiwen, dat nom Prinzip vun der „Liberté de pensée" an der Neutralitéit vum Stat an awer och am Respekt vu jiddwerengem sengem perséinleche Choix.

Mir hunn eis am Koalitiounsaccord engagéiert, d'Konventioune mat de Culten ze dénoncéieren an nei ze verhandelen. Mir hunn och ofgemaach, de System vun de Kierchefabricken an den Ënnerhalt vun de Kierchen nei ze reglementéieren. Schliisslech hu mer och annoncéiert, dass de Reliounsunterrecht an de Cours vun der Formation morale et sociale an der ëffentlecher Schoul duerch e gemeinsame Wäerteunterrecht sollen ersat ginn.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ass, nieft dem Aféiere vun enger ziviller Zeremonie op Nationalfeierdag, wéi mer se dëst Joer schonn haten, den Inhalt vun eisem Koalitiounsaccord, an dat ass och de Résumé vun deem Accord, deen ech de Moien der Institutiounskommissioun, der Commission de l'Intérieur an der Commission de l'Éducation presentéiert hunn.

D'Regierung proposéiert eng Neiausriichtung an eng modern Positioun vum Stat vis-à-vis vun de Reliounsgemeinschaften. Mir sinn der Meenung, dass eng modern Gesellschaft an e moderne Stat och eng Verfassung sollen hunn, déi dem Zäitgeescht entsprécht. An engem demokratesche Stat, deen op Fräiheet a Gläichheet opgebaut ass, ginn et gemeinsam Wäerter, déi och an enger Verfassung hir Plaz hunn. Et sinn déi Wäerter, déi eis matenee verbannen an déi mer all deelen.

De Stat muss awer och a wäert neutral fonctionnéieren, wann et ëm déi eenzel Usiichten, ëm ganz perséinlech Iwwerzeegungen, ëm de Glawe geet. Eng Trennung tëschent Reliounen an dem Stat ass duerfir e wichtegt Element fir eng modern Verfassung. Ech si frou, dass mer op deem Punkt och konnte Gehéier fanne bei deenen eenzelne Communautéiten. An ech hoffen och op eng breet Zoustëmmung hei am Parlament.

D'Obligatiounen, wéi se haut an der Constitutioun festgehale sinn, sollen net méi weider gëllen. Déi verfassungsméisseg Flicht, fir d'Paien an d'Pensioune vun de Kierchevertrieder iwwert de Statsbudget ze finanzéieren, soll also an Zukunft net méi gëllen. Déi Mesure huet eng grouss Inzidenz op de Fonctionnement vun de Reliounsgemeinschaften hei am Land an et wäert och zu gréissere Changementer misse kommen.

De Stat huet awer och eng Responsabilitéit vis-à-vis vun de Leit, déi haut am Déngscht vun der Kierch schaffen an deenen hire Salaire iwwert de Stat garantéiert ass. Et soll also net zu enger Vague vun Entloossunge kommen, de Stat zitt sech progressiv aus sengem Engagement eraus.

En Haaptelement vun enger méi neutraler Interpretatioun iwwert dat, wat eis matenee verbënnt, geet iwwert dat eraus, wat an de Kierchen, de Synagogen an de Moscheeë geschitt. D'Leit, d'Léier, pardon, vun enger Relioun huet an eisen Ae keng Plaz am Programm vun den ëffentleche Schoulen.

Wuel ass et wichteg, dass déi Jonk iwwer Relioune schwätzen, dass Wäerter an de Mëttelpunkt vun engem Schoulfach réckelen. Mir brauchen e Schoulfach, wou Plaz ass, fir mat de Schüler d'Fundamenter vun eiser Gesellschaft ze entdecken, kënnen ze léieren an och ze diskutéieren.

Esou e Wäerteunterrecht soll awer net vun enger oder vun e puer Reliounsgemeinschaften ausgoen. Déi klassesch Instruction religieuse, op där enger Säit, an de Cours vun der Formation morale et sociale, op där anerer Säit sollen also duerch ee gemeinsame Wäerteunterrecht ersat ginn. Esou eng Éducation aux valeurs ass e Schoulfach, wou et keng Ënnerscheeder gëtt a wou d'Schüler net jee no Glawen oder Netglawe getrennt, mä zesummegefouert ginn!

Och hei huet de Stat eng Responsabilitéit fir all déi Leit, déi haut an de Schoule Reliounsunterrecht halen an deenen hir Pai iwwert de Statsbudget bezuelt gëtt. Et verléiert kee seng Existenz. Et gi Perspektive fir déi Concernéiert geschaf, wann et déi innerhalb vun hirer Communautéit net sollt ginn.

Mir sinn der Meenung, dass Kanner a Jonker effektiv sollen hire Choix kënnen treffen, wat hir philosophesch, reliéis oder net reliéis Entwécklung betrëfft. Eng Viraussetzung, fir de Choix kënnen ze treffen, ass d'Wëssen iwwert déi eenzel Weltanschauungen.

An den nächste Woche soll e Grupp zesummegesat ginn, a Form vun enger Programmkommissioun, fir den Inhalt vun esou engem Cours kënnen ze definéieren. Wéi den Éducationsminister de Moie preziséiert huet, ass et d'Zil, fir e Programm ze definéieren, deen net fir Provokatioune suergt, mä deen neutral a senger Ausriichtung ass, dee sech orientéiert um Prinzip vun der Wëssensvermëttlung. Dat ass nämlech d'Missioun vun der ëffentlecher Schoul an op déi Missioun soll sech och de Schoulprogramm konzentréieren.

En drëtte Pilier vun der Trennung tëschent Kierch a Stat ass déi alldeeglech Realitéit queesch uechtert d'Land um Niveau vun de Gemengen. Et feelt an deem Beräich un engem reglementéierte Kader, wou awer och Transparenz muss kommen. D'Besëtzverhältnisser vun de Kierche sinn net uniform a souguer relativ onkloer. Et ass souguer esou, dass déi allermeeschte Kierchen net onbedéngt de Gemenge gehéieren.

Den Ëmgang mat de Kierchen als Gebaier, déi mussen ënnerhale ginn, ass och ënnerschiddlech jee no Gemeng. Datselwecht gëllt fir déi finanziell Situatioun vun de sougenannten „Kierchefabricken", déi jee no Gemeng variéiert respektiv onkloer an net transparent ass.

An Zukunft sollen d'Gemengen net méi obligéiert ginn, fir fir den Ënnerhalt vun de Kierchen opzekommen, wann déi Gebaier och als Kierch benotzt ginn. Et gëtt en nationale Fong geschaf, wou d'Kierchefabricken alleguerten zesummegefaasst ginn. Aus deem Fong gëtt den Ënnerhalt vun de Kierche bezuelt. Dat betrëfft déi Lieux de culte, an deenen och d'Masse gehale ginn.

Déi Gebaier, déi net fir hiren eigentlechen Zweck genotzt ginn, falen an de Besëtz an och an d'Gestioun vun de Gemengen. Iwwert d'Zukunft vun deene Gebaier kënnen d'Gemengen och fräi décidéieren.

An der Praxis bedeit dat, dass d'kathoulesch Kierch, ëm déi et hei an der Haaptsaach geet, an Zukunft d'Méiglechkeet huet, fir déi Kierche fir hire Service ze benotzen, déi se och aktuell notzt. All Gebai, wou e Besoin besteet, ass weider dofir zur Dispositioun. Déi ëffentlech Hand kënnt awer net méi op fir den Ënnerhalt, d'Reparatur an d'Renovatioun.

Do, wou d'Kierch kee Besoin gesäit, ginn d'Gebaier verkaaft, woubäi d'Gemengen an de Stat e Virkafsrecht zum Präis vum symboleschen Euro hunn. Esou soll Spekulatioun mat deene Gebaier um private Marché och évitéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Finanzement vun de Ministres des cultes soll aus der Verfassung erausgeholl ginn, de Reliounsunterrecht duerch e gemeinsame Wäerteunterrecht ersat ginn an d'Gemengen net méi obligéiert sinn, den Ënnerhalt vun de Kierchen ze garantéieren.

Dat sinn déi dräi Kärelementer vum Accord mat de Reliounsgemeinschaften. Dräi Kärelementer, déi weisen, dass mer kënnen op de Wee goen, deen d'Trennung vu Kierch a Stat an d'Realitéit ëmsetzt. Dat ass net nëmme richteg an néideg en vue vun der Verfassungsreform, et ass och en Zeeche vun Erneierung!

Mir sinn e modernt Land a presentéieren eis gär als Pionéier an zukunftsorientéierte Beräicher. Eng Moderniséierung am Ëmgang mat de Reliounsgemeinschaften ass an deem Sënn och en Deel vun der Image de marque vu Lëtzebuerg. Et gëtt eng kloer Trennung a gläichzäiteg en oppenen, strukturéierten a reglementéierte Kader fir den Ëmgang mat de Culten.

Mir liewen an engem Land, wou et och vill Leit gëtt, déi sech enger Reliounsgemeinschaft zougehéiereg fillen. Si sinn en Deel vun enger Communautéit an hire Glawen ass en Deel vun hirem Liewen. E moderne Stat, deen d'Reliounsfräiheet respektéiert, muss och déi Realitéit unerkennen an eng gerecht Léisung fannen, déi de Besoine vun de Communautéite gerecht gëtt.

D'Regierung huet sech duerfir engagéiert, fir komplett nei Konventiounen auszeschaffen. Déi Konventioune sinn natierlech lassgeléist vun der Verfassung a bewege sech an engem kloer geregelte Kader, esou wéi et och de Fall ass mat de Konventiounen an anere Beräicher.

D'Grondzich vun deene Kontrakter tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschafte goufen am Accord festgehalen a beinhalte souwuel Engagementer wéi och Regelen, e gesetzleche Kader an och eng plafonéiert finanziell Enveloppe. Déi finanziell Ënnerstëtzung variéiert jee no Gréisst vun der Communautéit. A schonn haut kann ech lech awer soen, dass och déi zweetgréisst Gemeinschaft zu Lëtzebuerg, nämlech déi moslemesch, wäert unerkannt ginn.

Nom Accord, dee mir mat de Vertrieder vun de Communautéiten zu Lëtzebuerg négociéiert hunn, géif d'Budgetsenveloppe fir déi kathoulesch Kierch progressiv op 6,75 Milliounen Euro erofgoen.

Fir déi aner Communautéite gëlle folgend Montanten: Déi jiddesch Communautéit soll eng Budgetsenveloppe vun 315.000 Euro kréien. D'protestantesch Kierch soll 450.000 Euro kréie fir hire Fonctionnement. Déi orthodox Communautéit kritt 285.000 Euro. Déi anglikanesch Kierch kritt 125.000 Euro zougesprach. An déi moslemesch Communautéit kritt, als zweetgréisst Gemeinschaft zu Lëtzebuerg, an Zukunft 450.000 Euro pro Joer.

Dat ass en Total vun ongefeier 8,4 Milliounen Euro géintiwwer deene 24,6 Milliounen Euro, déi haut festgeschriwwe sinn a woubäi natierlech déi sëllechen Annex-Subside vun de Gemengen net mat agerechent sinn, déi awer och ewechfalen.

Op dësen ënneschte Sockel kënnt een net vun haut op muer, mä et geet progressiv iwwert déi nächst Joren erof. Wa mir op de Wee gi vu komplett neie Konventiounen ausserhalb vun der Verfassung, dann ass dat e grousse Changement.

Wat awer net dierf changéieren a souguer nach méi intensiv muss ginn, dat ass de Volet vun der Transparenz an och vun der Supervisioun vun de Subsiden, déi d'Reliounsgemeinschaften accordéiert kréien. Esou hu mir am Accord mat de Kierchevertrieder och Regele festgehalen. An déi Regele wäerten an eenzelne bilaterale Kontrakter nach ausformuléiert ginn.

Et ass wichteg, dass d'Relioun an d'Léier vun enger Relioun sech afüügt an d'Grondverdnung vun eisem Stat a seng fundamental Prinzipien och respektéiert. De géigesäitege Respekt vu Meenungsfräiheet an Toleranz vis-à-vis vu Minoritéite si Grondviraussetzungen, fir e Kontrakt mam Stat kënnen anzegoen. Iwwert de Wee vun enger Konventioun ass och e Kader geschaf, deen en Auserneendrifte vun de Communautéite verhënnert.

Fir dass mer deen Accord kënnen ëmsetzen, wéi mer e mat den etabléierte Reliounsgemeinschaften zu Lëtzebuerg négociéiert hunn, brauch d'Regierung de Feu vert vun dësem Parlament.

Ech soen Iech Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Chamber den Ordre du jour esou adaptéiert huet, dass muer och en Débat kann doriwwer sinn an uschléissend dann e Vote iwwert déi prinzipiell Ausriichtung vun deem Accord, deen ech haut an der Chamber presentéiert hunn. Ech ginn net méi an den Detail eran, ech hunn et de Moien an der Kommissioun gemaach. An, wéi gesot, d'Konventioune sinn och à disposition vun all den Deputéierten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord, deen d'Regierung mat de Reliounsgemeinschafte fonnt huet, erlaabt eis, an eng nei Richtung ze goen. De Stat ass net méi an der verfassungsméisseger Obligatioun géintiwwer de Reliounsgemeinschaften. Et ass e Stéck Fräiheet, wat op béide Säite garantéiert gëtt, am géigesäitege Respekt an am Konsens. Dat kann dem Zesummenhalt an eiser Gesellschaft nëmmen hëllefen. A justement déi sozial Kohäsioun brauche mer am Moment méi wéi jee!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech wollt nach eng Kéier preziséieren, dass d'Debatte muer um Ufank vun der Sëtzung wäerte stattfannen ab zwou Auer. Merci.

A mir géifen dann zum Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz a vun der Chamber festgehale ginn ass, iwwergoen. Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6719, deen eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Referendum virgesäit. Eng organisatoresch Ännerung, net ze verwiessele mat där Proposition de loi iwwert d'Organisatioun vum Referendum vum 7. Juni, déi muer an der Institutiounskommissioun zur Diskussioun steet an Enn Februar wäert hei am Haus diskutéiert ginn.

D'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den Alex Bodry.

5. 6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Problème technique de sonorisation)

...gi war. Déi Diskussioun kréie mer, mir kréie se awer net haut. Mä et geet drëm, fir eng kleng punktuell Modifikatioun ze maachen un eisem Kadergesetz iwwert d'Referendumen. An zwar huet d'Regierung de 24. September 2014 e Projet eragereecht, fir op engem Punkt eng Modifikatioun virzehuelen, an zwar déi, fir och bei dem Referendum e sougenannten „Bureau centralisateur gouvernemental" anzeriichten.

Wat ass dat? Et geet hei drëm, dass de Wahldag kënne méiglechst schnell sämtlech Resultater kollektéiert ginn an diffuséiert ginn, fir dass also u sech d'Informatiounen un d'Bierger schnell erausginn, wéi d'Resultat vun de Wahlen ass. Dat ass net méiglech, wann een dat nëmme mécht am Kader vun deene bestehende Wahlbüroen. Et ass also wichteg, dass déi offiziéis Resultater kënne kollektéiert an diffuséiert ginn, zimlech schnell.

An duerfir ass hei de Virschlag an dësem Projet de loi, fir eng Bestëmmung, déi mer haut scho kennen an eisem Wahlgesetz, an déi gëllt fir d'Legislativwahlen, déi gëllt fir d'Europawahlen an déi gëllt fir déi allgemeng Gemengerotswahlen, dass mer och déi Méiglechkeet elo vun engem Bureau centralisateur gouvernemental schafe bei engem nationale Referendum.

Esou e Referendum steet jo, wann dës Chamber den Accord gëtt, de 7. Juni dëst Joer op der Dagesuerdnung, soudass also d'Noutwendegkeet, fir esou e Bureau centralisateur ze schafen, fir also deen Dag selwer och schnell d'Resultater kënnen ze kollektéieren a weiderzeginn, eng gewëssen Urgence huet.

Vum Prinzip, mengen ech, wiere mer eis alleguerten eens, do hat d'Kommissioun keng Schwieregkeeten an och de Conseil d'État keng Schwieregkeeten. Mir sinn allerdéngs hei erëm gestouss op den ominéisen Artikel 32 vun eiser Verfassung: Wat kann duerch Gesetz festgeluecht ginn, wat kann duerch Reglement vun der Regierung, Règlement grand-ducal festgeluecht ginn?

An dat huet sech hei, déi Fro huet sech gestallt am Zesummenhang vun den Indemnitéiten, déi d'Membere vun deem Büro géife kréien. Och bei deenen anere Bureaux centralisateurs, déi mer bei deenen anere Wahle kennen, ginn et esou Indemnitéiten. An hei, wann een deeselwechte System wëllt hei maachen, da muss een eigentlech schonn am Gesetz selwer eng Base légale schafen, fir déi Indemnitéiten herno och kënnen un déi Membere vun deem Bureau centralisateur do auszebezuelen.

Duerfir ass och en Amendement gemaach ginn, fir där Observatioun vum Statsrot Rechnung ze droen. An elo steet dann an deem neien Artikel 63bis vum Gesetz vun 2005 iwwert de Référendum national dran: „un règlement grand-ducal détermine la composition, le fonctionnement et les attributions du bureau centralisateur gouvernemental et fixe le montant des indemnités revenant à ses membres". Et ass deen dote Bout de phrase, deen eigentlech bäikomm ass iwwer Amendement.

De Statsrot hat natierlech kee Problem, dass mer dat opgrond vu senger Remarque esou virgeschloen hunn. An d'Kommissioun war eestëmmeg mat deem heite Projet averstanen.

An domadder géif ech also och bieden, dee Gesetzesprojet hei ze stëmmen an där Form, wéi e virläit, an ech brénge och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun eran.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. An éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, de Rapporteur huet a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport alles zu deem Pro-

jet gesot. Et bleift mir nach, him Merci ze soe fir déi Aarbecht an den Accord ze gi vu menger Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Meyers. Dann huet d'Wuert d'Madame Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll mech deem Merci ganz kloer uschléissen un de Rapporteur. Dëse Projet de loi huet eng grouss Aktualitéit, vu datt mer wëssen, wat am Juni op eis duerkënnt. De Bureau centralisateur huet seng Preuvë bruecht an den nationale Wahlen, an den Europawahlen a Gemengewahlen. An dofir ass et nëmmen normal a richteg, datt mer dat och elo fir de Referendum virgesinn.

Dofir brénge ech och heimat ganz kloer den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Polfer. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll och just dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och ech wollt mech deene Wierder uschléissen a mir wäerten dat Gesetz do och matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann nach den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, mir stëmmen dat selbstverständlech, dass e Bureau centralisateur ageriicht gëtt bei deem Referendum. Et bleift elo just nach ze hoffen, dass dee Referendum méiglechst seriö an objektiv kann organiséiert ginn. An dann, mengen ech, hu mer domat eppes Wichteges gemaach fir d'Demokratie am Land.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll dem Här Bodry, dem Här Meyers, der Madame Polfer, dem Här Adam, dem Här Reding an dem Här Urbany Merci soe fir hir konstruktiv Aussoen an ech schléisse mech dann all deenen Aussoen och un a soen dem Här Bodry Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statsminister. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6719.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6719 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

Mir hunn Unanimitéit a mer wäerten déi Korrekture maache bei deene Kolleegen, deenen hir Maschinn net fonctionnéiert huet.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6719 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gilles Baum), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Da géif ech nach d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Villmools Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6518 iwwert de Jugement sur accord; dat bedéngt eng Ännerung vum Code d'instruction criminelle. Et ass nach Zäit, fir sech anzeschreiwen. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

(Brouhaha)

Wann ech gelift, et huet elo am Moment just den Här Rapporteur d'Wuert!

6. 6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord

Rapport de la Commission juridique

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi dréit et sech ëm eppes méi Fundamentales wéi dat, wat mer elo grad hei op déi Schnelle diskutéiert an ofgestëmmt hunn. Et geet ëm eng fundamental Neierung an eisem Strofsystem, déi mer eis virgeholl hunn, elo hei anzeféieren.

Et ass ee Projet, deen am Ursprong nach op déi viregt Regierung zréckgeet. En ass den 3. Januar 2013 hei vum Minister Biltgen deponéiert ginn. Dës Regierung huet en iwwerholl, a mir hunn och an etleche Sitzungen an der zoustänneger, an der juristescher Kommissioun iwwert deen heiten Text diskutéiert, fir d'Éischt iwwert de Prinzip an duerno am Detail.

E puer Zuele vläicht, fir eis e bëssen an déi Matière vun der Strofjustiz eranzebréngen. 50.000 bis 60.000, dat ass d'Zuel vun de penalen Affären, mat deenen all Joer d'Parquete vu Lëtzebuerg an Dikrech befaasst ginn. Et ass net den Total vun allen Affären, mä et ass den Total vun den zousätzlechen Affären, déi all Joer hei zu Lëtzebuerg bei deenen zwee Parqueten enregistréiert ginn. 50.000 bis 60.000, dat war de Schnëtt vun deene leschte Joren.

Ëm 15.000, kann ee schätzen, dat ass ongeféier den Total vun de klasséierten Affären, déi sech aus deenen doten Dossieren erginn. Et kënnt dann d'Zuel vun den Uerteeler derbäi, wou natierlech d'Ordonnances pénales mat abegraff sinn. An da kënnt ee wahrscheinlech op eppes iwwer 10.000 pro Joer. Dat sinn alles perséinlech Schätzungen allerdéngs, déi ech hei soen, well aus de Rapports d'activités net am Detail eigentlech déi Zuelen do ervirginn, wat eigentlech ze bemängelen ass.

Et bleift also ënnert dem Strëch nach ëmmer ongeféier d'Halschent vun den Dossieren, wou der Joer fir Joer iwwer 20.000 bäikommen, ouni evakuéiert ze ginn am selwechte Joer.

Déi puer Fakten do maachen also dee Bierg vun Aarbecht däitlech, virun deem net nëmmen de Parquet, d'Statsanwaltschaft, mä och d'Polizei an d'Geriichter stinn. Dëse Stock vun den onofgeschlossenen Dossiere gëtt vu Joer zu Joer méi grouss an domadder natierlech och d'Erausfuerderung fir eis Justiz an de Rechtsstat, fir deen dote Bierg vun Affären - stänneg wuessende Bierg vun Affären - uerdentlech ofzeweckelen, wéi dat sech fir e moderne Rechtsstat gehéiert.

Et ass keen Zweifel, dass d'Lëtzebuerger Justizwiesen zënter geraumer Zäit - et ass kee rezente Phenomeen, mä et bestäerkt sech ëmmer méi - sécherlech un d'Grenze vu senge Capacitéite stéisst. Laang Délaien, eventuell onzefridde Justiciabelen, Prescriptiounen, sinn d'Konsequenze vun dësem Bierg vun Dossieren a Prozeduren.

Eng Hëllef bei der Beschleunegung vun de Strofprozedure gëtt sech mat der Aféierung vun der Iddi vun der „transaction pénale" - oder, wéi mer et elo nennen, dem „jugement sur accord" - versprach.

Et geet drëm, mat där heiter dach fundamentaler Neierung ze erreechen, dass eng Rei vun Affäre méi schnell, awer gradesou uerdentlech kënnen ofgeweckelt ginn, wéi dat an de gängege Prozeduren haut de Fall wär.

Ëm wat geet et? Et geet eigentlech ëm eng Eenegung tëschent der Statsanwaltschaft an dem Verdächtegten oder dem Beschëllegten iwwert d'Scholdfro an d'Strofmooss bei Delikten a bestëmmte Verbriechen. De Beschëllegte gëtt seng Schold zou a kritt am Géigenzuch e schnellt Uerteel zu akzeptabele Konditiounen, am Regelfall wahrscheinlech mat enger gewëssener Strofminderung par rapport zum Normalfall.

Dësen Accord tëschent Parquet a Beschëllegten, deen an all Stadium vun der Prozedur praktesch bis zur Uerteelsspriechung kann ofgeschloss ginn, muss an éffentlecher Sitzung vum Strofgeriicht akzeptéiert ginn. Dat ass a graffe Wierder dee System, wéi en elo hei zu Lëtzebuerg proposéiert gëtt.

Dee Lëtzebuerger Modell - well et ass en echte Lëtzebuerger Modell, et ass net einfach eng Kopie vun iergendengem ähnleche Modell, dee géif an engem vun eisen Nopeschlänner bestoen - vun der Transaction pénale - och emol „plaider-coupable" genannt - garantéiert eng Berodung vum Beschëllegten, Transparenz an Interventioun vun engem onofhängege Riichter, deen net Partei an de Verhandlungen iwwer Schold a Strofmooss war. D'Rechter vun den Affer bleiwen intakt.

Dëse Gesetzesprojet versicht déi Neierung vun engem négociéierten Accord bei Strofdoten am Respekt vun den Haaptregele vun eisem Code d'instruction criminelle anzeféieren. Hei gëtt probéiert, esou wäit wéi méiglech net ze derogéiere par rapport zu den allgemenge Bestëmmunge vun eiser Strofprozessuerdnung. Och respektéiert de Gesetzesentwort a senger éischter wéi och a senger definitiver Versioun an enger Rei vun Amendementen, déi mer och an der zoustänneger Kommissioun ugeholl hunn, d'Bestëmmunge vun der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter an och d'Jurisprudenz vun de Stroossbuerger Riichter.

Dës Reform ass - dat muss ee gläichzäiteg soen - en zolitte Broch mat där traditioneller Opfaassung vun eisen Instruktiouns- a Strofverfahren an och vun der Roll vum Parquet.

An alle Länner - an et sinn der vill -, wou dëse System agefouert ginn ass, nach virun deem Akt hei vu Lëtzebuerg, ass am Virfeld oft hefteg diskutéiert ginn. Et kann een dat deelweis an der belscher, an der franséischer Literatur nach noliesen. Och gi regelméisseg emol Geriichter, wéi och dat däitscht Verfassungsgeriicht, befaasst mat Kloen, wat dann hire System ugeet a senger praktescher Uwendung.

Mä et muss een awer och gradesou soen, obwuel bei der Aféierung déi dote Prozeduren oft kritesch begleet si gi vun eenzelne Stellen, dass awer a kengem Land, menges Wëssens, déi Neierung ofgeschaaft ginn ass, well se sech als falsch erwisen hätt an hirer praktescher Uwendung. D'Transaction pénale, also den „jugement sur accord", ass net an allen, mä an deene meeschten europäesche Länner e Bestanddeel vun der Strofprozessuerdnung ginn.

Mä den Ursprong, muss ee wëssen, kënnt aus dem angelsächsesche Recht, et sinn Amerika, England, Kanada, déi eigentlech déi doten Iddi vun der Négociatioun a Strofprozesser scho méi laang kennen, mä awer no hire Regelen, wat net déi sinn, déi eis sinn. Duerfir däerf een also net ze vill sech e Bild maachen iwwert déi eng oder aner Fernsehserie oder Fernsehfilm, wou een deen dote System an der amerikanescher Applikatioun gesäit. Dat ass net onbedéngt dat, wat elo hei zu Lëtzebuerg wäert ënnert dem Begréff vum Jugement sur accord agefouert ginn.

Ech stellen esouguer fest, dass eenzel Länner, déi en éischte Schrëtt an déi Richtung gemaach hunn, wéi eist Nopeschland d'Belsch, déi d'Transaction pénale scho kennen, elo d'Regierung wëlles huet, dee System auszedehnen an op en „plaider-coupable" vun allgemenger Natur wëllt reforméieren.

A Frankräich besteet déi sougenannten „comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité" zënter dem Joer 2004, an och an Däitschland gëtt et dat sougenanntent „Verständigungsgesetz", dat esou Transaktioune virgesäit, awer wou de Riichter selwer vill méi eng staark Inzidenz an deem Ganzen huet, wou mir ganz kloer hei en Trennstréch zéien tëschent Parquet a Beschëllegten op där enger Säit an engem onofhängege Geriicht op där anerer Säit, wat deen Accord muss am Endeffekt guttheeschen.

D'Bundesverfassungsgeriicht huet an engem Uerteel vun 2013 kloergemaach, dass an hirem Kontext informell Ofsproochen onzoulässeg sinn. Et ass selbstverständlech och eppes, wat zu Lëtzebuerg net méiglech ass, well an där ganzer Prozedur hei op vill Formalitéiten an op Schrëftlechkeet vun deem Accord gehale gëtt.

Et bleift och - an dat, mengen ech, kënnt een disposéieren op Lëtzebuerg -, dass d'Geriicht weider d'Flicht huet, fir de Sachverhalt ze klären. Den Accord däerf deemno net déi eenzeg Grondlag vum Uerteel sinn, wat schlussendlech geholl gëtt.

An d'Geriichter vu Karlsruhe hu besonnesch och op d'Transparenz an d'Dokumentatiounsflicht higewisen, déi och am däitsche Recht bestinn. Och dat ass zu Lëtzebuerg de Fall, Transparenz an Dokumentatiounsflicht gëllen och fir de Lëtzebuerger Modell.

Och den Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter hat scho bei e puer Affären d'Geleeënheet, fir d'Conformitéit vun esou engem System vun der Transaction pénale ze ënnersichen am Zesummenhang mat enger Rei vun Dispositioune vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, notamment d'Recht op e faire Prozess an d'Recht och op en „double degré de juridiction en matière pénale".

An och do ass prinzipiell gesot gi vun de Riichter vu Stroossbuerg, dass dat an der Rei ass. Allerdéngs sinn dräi Bedéngunge genannt ginn, dräi Bedéngungen, déi mer an eisem Lëtzebuerger Projet erfëllen. Dat ass, dass dee Verzicht, deen de Bëschëllegte mécht, muss eendeiteg sinn. Et musse minimal Garantië fir de Beschëllegte bestoe bleiwen, fir gewësse Mëssbräich auszeschalten, déi kënnen an esou enger Prozedur vu Verhandlungen entstoe weinst dem méiglechen Ongläichgewiicht tëschent de Parteien, Parquet op där enger Säit a Beschëllegten op där anerer Säit. An dréttens: Den Accord däerf selbstverständlech net op Drock oder op falsch Verspriechen hin entstane sinn.

D'Stroossbuerger Riichter hunn och akzeptéiert, dass d'Berufungsrecht eventuell méi ageschränkt ass, wéi dat am Normalfall ass. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net de Fall. An deem System, dee mer proposéieren, besteet eigentlech en onageschränktent Appellsrecht, wéi dat och am Normalprozess de Fall ass.

De Gesetzesprojet ass also am volle Respekt geschriwwe gi vun den internationalen Normen an deem dote Beräich, an dem Statsrot säin Avis ass eigentlech e Spigelbild gewiescht vun deene méi prinzipielle Bedenken, déi och am Ausland zu deem dote System geäussert gi sinn.

A wann d'Kommissioun och am Ufank reservéiert war an där doter Fro, hu mer eis awer notamment och vun den Argumenter vun de Vertrieder vun de Parqueten, déi aktiv eigentlech sech fir deen dote Projet agesat hunn, wéi och vun den Argumenter vun de Vertrieder vum Barreau iwwerzeege gelooss, dass am Lëtzebuerger Modell, wéi en elo konzipéiert ass, och a senger definitiver Versioun no den Amendementer vun der zoustänneger Kommissioun, déi dote Bedenken eis net als gerechtfertegt schéngen an dass de Lëtzebuerger Modell also de Risiko vun enger Zwouklassejustiz respektiv de Risiko vun engem Erzwénge vu falsche Scholdageständnisser wäitgehend hëlleft auszeschléissen.

Eng honnertprozenteg Garantie huet een ni, mä hei sinn awer déi néideg Garde-fouen agebaut ginn an dee ganze System, fir dass déi dote Risikoen, déi een oft an den Diskussiounen, an der Doktrin erëmfënnt, sech bal net méi kënnen hei zu Lëtzebuerg stellen.

Duerch d'obligatoresch Assistenz vun engem Affekot - jiddwereen, dee sech wëllt an eng Transaction pénale erabeginn, muss duerch en Affekot assistéiert ginn, an den Affekot wäert herno och mussen dee schréftlechen Accord au préalable mat signéieren, fir kloerzemaachen, dass en och seng Berodungsfonctioun iwwerholl huet -, duerch och virun allem de vollen Ermiessungsspillraum, deen de Strofriichter behält hei am Lëtzebuerger System - wann en Accord tëschent Parquet an engem Beschëllegten ofgeschloss ginn ass, da kënnt dat Ganzt an éffentlech Sitzung, an de Strofriichter oder d'Strofriichteren behalen am Fong e vollen Ermiessungsspillraum.

Net nëmmen also maache se eng formal Kontroll, ob alles richteg gelaf ass, mä si kucken och den Dossier inhaltlech, fir sech eng Meenung driwwer ze maachen, a si kënne selbstverständlech deen Accord och oflehnen, wa se mengen, dass eppes net an der Rei wär an deem ganzen Dossier.

De verschiddene formellen Oppositiounen, déi de Statsrot a sengem éischten Avis hat, konnt d'Kommissioun an engem definitiven Text Rechnung droen. Dee leschte Sträitpunkt, deen nach bliwwe war, dat war d'obligatoresch Bäiwunne vum Beschëllegte bei der Verhandlung herno virum Strofriichter. An do hu mer eis schlussendlech gëeenegt, dass mer en allgemenge Renvoi géife maachen op den Artikel 185 vum Code d'instruction criminelle, deen déi dote Fro regelt a wou de Prinzip ass, dass natierlech den Ugeklote soll viru Geriicht erschéngen, mä dass ënner gewëssen Ëmstänn awer dat Erschéngen net muss sinn an et duergeet, wa säin Affekot da viru Geriicht optrëtt. Hei gëtt also och do keng speziell Regelung am Endeffekt virgesinn.

Ech wëll awer vläicht e bësse méi am Detail och op eenzel Punkte vun deem Text hei agoen, wéi dee ganze System elo ka fonctionnéieren.

Fir d'Éischt emol de Champ d'application - e wichtege Punkt. Bei wat gëllt en?

Deen heite Gesetzesprojet gëllt net fir d'Kontraventiounen, e gëllt haaptsächlech fir Delikter respektiv och fir eenzel Verbriechen, wann duerch Circonstances atténuantes et esou ass, dass fir och déi Verbriechen nëmmen eng maximal Strof vu bis zu fënnef Joer Prisong ka verhaange ginn. Mir sinn net hei op de Wee gaangen, fir eenzeg, spezifesch Delikter oder Crimmen a priori aus dem Champ d'application vun deem heite Gesetz erauszehuelen, wéi déi eenzel aner Länner gaange sinn.

Zweete Punkt: d'Initiativrecht. Ech hunn et scho gesot, d'Initiativrecht ass gedeelt. D'Initiativ, fir esou en Accord ofzeschléissen, kann entweder vun dem Verdächtegten oder dem Beschëllegten ausgoe respektiv kann och vum Parquet ausgoen.

Dat Ganzt muss a schréftlecher Form geschéien, wou och d'Délaie virgesi sinn. Ee Mount, wou op déi prinzipiell Offer muss geäntwert ginn, a schlussendlech muss am Prinzip bannent véier Méint, mat der Méiglechkeet vun enger weiderer Verlängerung, déi ganz Transaktioun ofgeschloss ginn, fir ze verhënneren, dass dat hei eng Manœuvre dilatoire gëtt, fir am Fong nëmmen d'Prozesser an d'Längt ze zéien. Selbstverständlech doduerjer, dass iwwert d'Transaktioun verhandelt gëtt tëschent Parquet a Beschëllegten, ass natierlech d'Prescriptioun ënnerbrach an déi spillt dann an deem heite Fall net méi.

Drëttens: Wat ass den Inhalt vun deem Accord, deen ofgeschloss gëtt?

Deen Accord muss d'Oplëschtung vun de Faiten - ganz wichteg, vun alle Faiten - begräifen, iwwert déi sech déi Verhandlung an deen Accord bezéien, déi Faiten ervirsträichen, déi de Verdächtegten ausdrécklech unerkannt huet, wou en d'Schold also bekannt huet. Eventuell mildernde Émstänn, wa se ufalen, mussen an deem Accord mentionnéiert ginn. All Haapt- an Niewestrofen, déi sollen ausgesprach ginn, mussen och schréftlech festgehale ginn. D'Décisiounen iwwert d'Restitutiounen an d'Fraise vun der Poursuite gehéieren an dee schréftlechen Accord an och d'Décisiounen, déi solle geholl ginn iwwer Entschiedegungsdemanden, déi bekannt sinn, mat engem Délai an dem Montant, deen de Verdächtegte schonn elo unerkennt.

Ech hu gesot, de Statsanwalt, deen derfir zoustänneg ass, de Verdächtegten oder Ugekloten a säin Affekot mussen dat Ganzt ënnerschreiwen. A bis zur Veruerteelung virum Srofgeriicht kann also esou een Accord ofgeschloss ginn. Et ass allerdéngs fraglech, ob de Parquet bereet wär, nach an allerleschter Minutt esou en Accord ofzeschléissen, wann d'Affär scho praktesch virum Strofgeriicht gelant ass.

Véierte Punkt: Wat sinn d'Rechter vun den Affer? Dat, mengen ech, ass e wichtege Froekomplex.

D'Affer sinn net direkt an déi Transaktioun mat implizéiert - dat muss ee ganz kloer soen. Si brauchen net den Accord ze ginn a si kënnen och kee Vetorecht géint esou en Accord maachen. Mir sinn hei net an der Médiation pénale, wat en Täter-Opfer-Ausgläich ass. Hei si mer an engem ganz anere Konzept dran.

Nach sinn awer och déi Leit, déi Schued erlidden hunn, mat implizéiert. Si ginn informéiert, wann déi Transaktioun an enger ëffentlecher Sitzung da sollt diskutéiert an och vum Geriicht doriwwer décidéiert ginn. Si kënne sech also do zu Wuert mellen a viru Geriicht optrieden.

Si kënne sech allerdéngs net dem Accord opposéieren, mä de Riichter muss se froen, ob se eventuell d'accord si mat deem, wat elo an der Transaktioun virgesinn ass, fir den ziville Volet eigentlech vun deem Ganzen. Wa se d'accord sinn, da gëtt dat aktéiert, da gëtt et e Bestanddeel vun de Veruerteelungen; wann net, da verweist de Strofriichter, dat ass d'Chambre correctionnelle vum Bezierksgeriicht, op d'Zivilchamber vun deemselwechte Bezierksgeriicht, wou deen zivilrechtleche Volet da kann ofgeuerteelt ginn. Dat ass also eigentlech och net fundamental anescht, wéi dat oft haut am ordinäre Strofverfahren de Fall ass.

Wat sinn d'Pouvoire vum Geriicht, dat also saiséiert gëtt - vun deenen zwou Parteien, Parquet a Beschëllegten -, bei engem Accord, dee se fonnt hunn?

D'Geriicht statuéiert iwwert d'Scholdfro, fir d'Faiten, déi doranner unerkannt sinn. Et kontrolléiert d'Legalitéit vun de virgeschloene Strofen an et kontrolléiert och, ob se adequat sinn - also net nëmmen eng reng formal Kontroll, mä och ob se wierklech ugepasst sinn op déi Strofdot, déi eigentlech hei zougi gëtt.

D'Geriicht hëlt dann en Uerteel iwwer all déi dote Froen. Et kann net vum Accord ofwäichen, et muss den Accord tel quel iwwerhuelen. Wann do Erreurs matérielles dra sinn, déi nach kënne rectifizéiert ginn, weist d'Geriicht drop hin. Da kënnen d'Parteie sech do eens setzen an der Sitzung. Wann dat net méiglech ass, dann ass eigentlech déi Prozedur do eriwwer.

Wann d'Geriicht zum Schluss kënnt, dass d'Schold net erwisen ass oder dass d'Strof net adequat ass respektiv dass eenzel Elementer vun deem Accord net an der Rei sinn, da muss den Tribunal correctionnel feststellen, dass den Accord échouéiert ass, an d'Parteie ginn erëm eng Kéier op de Verfahrensstand zréckverwise virun deem doten Accord. Géint en Uerteel, wat do geholl gëtt vun dem Tribunal correctionnel, besteet Appell- a Rekursméiglechkeet.

Wat sinn d'Konsequenze vun deem Uerteel?

Mat deem Uerteel, dat den Accord iwwerhëlt, hält d'Action publique op. Dat heescht also am Kloertext, wéinst deeneselwechte Faiten, deene Faiten, déi mentionnéiert sinn an deem Accord, kann - och wann nei Elementer kommen - net méi eng nei Enquête ugekuerbelt ginn. D'Zivilkloe vu Geschiedegte sinn duerch dat doten net betraff.

Gëtt den Accord duerch de Riichter ofgelehnt, ginn all d'Piècen, all Dokumenter vum Accord zerstéiert an déi ganz Prozedur ass caduc, wéi wa se eigentlech ni bestanen hätt. An déi Deklaratioun wéi och déi Piècen däerfen herno net spéiderhin an där Prozedur évoquéiert ginn. Et ass, wéi gesot, wéi wann do ni esou en Accord bestanen hätt iwwer eng méiglech Transaktioun.

Et ass och wichteg vläicht drop hinzeweisen, dass och den Untersuchungsriichter, wa schonn en Untersuchungsriichter mat där Affär befaasst ass, dass den Untersuchungsriichter net kann esou einfach désaiséiert gi vun esou engem Dossier, well elo Parquet a Beschëllegte sech eens sinn, fir a Richtung Transaction pénale ze goen. E gëtt säin Avis doriwwer of an e ka sech esouguer opposéieren, dass en déi Affär do ewechgeholl kritt. Allerdéngs muss en dat motivéieren. A géint déi doten Décisioun, déi en hëlt, besteet natierlech och eng Rekursméiglechkeet.

Et ass, Dir Dammen an Dir Hären, eng interessant Neierung, déi mer hei maachen. Et ass och eng Form, déi a Frankräich eng gewëssen Importenz hat. Ech hunn eng Statistik gesinn, dass praktesch 10% vun den Affären a Frankräich iwwert deen dote Wee vun der Transaction pénale eigentlech ofgewéckelt gi sinn. Mir stinn eréischt am Ufank vun där doter Neierung.

Ech mengen och kënnen ze soen am Numm vun de Kommissiounsmemberen, dass mer der Meenung sinn, dass de Parquet sollt mat Bedacht eigentlech déi doten Neierung uwenden. Si selwer soten, si gesinn zwou Matièren, wou een dat dote kéint haaptsächlech asetzen. Dat ass en matière de délits à la circulation, wou een et kéint maachen, awer och a ganz komplexen Affären, wou vill Devoirs d'instruction am Ausland musse gemaach ginn, wat oft zu onheemlech laange Prozedure féiert, zu komplexe Prozedure féiert, wou et schwéier ass, all Elementer zesummenzekréien.

A si versprieche sech awer eng Verbesserung vun haut, wou oft déi doten Affären herno zu kengem richtegen Uerteel féieren, dass se iwwert deen dote Wee, iwwert d'Transaction pénale awer kéinten e propperen Ofschloss vun de penalen Dossiere kréien.

Dat do ass sécherlech net déi Léisung, fir u sech deen immense Koup vun Affären, penalen Affären ofzebauen, déi sech an eiser Justiz unheefen, mä et ass eng vun e puer Méiglechkeeten, déi sollen hëllefen, dat ze bewerkstellegen.

Mir hu schonn haut de System vun den Ordonnance-pénallen, op deen oft zréckgegraff gëtt. Mir hunn de System vum Juge unique. Mir hunn d'Médiation pénale. An hei gëtt am Fong e véiert Instrument an eist Arsenal vu Prozeduren agefouert, fir eng Beschleunegung ze kréien, wat d'Lëtzebuerger Strofjustiz ugeet.

Mir waren eis eens an der Kommissioun, Här President, dass et wichteg wär, dass d'Regierung géif no dräi Joer praktescher Applikatioun vun deem heiten Text, zesumme mat de Justizorganer, en éischte Bilan zéie vun der praktescher Uwendung an dass mer dat géifen an der Chamber hei gemeinsam diskutéieren, fir ze kucken, wat huet e bruecht, wat sinn eventuell déi Ajustementer, déi mer musse maachen, fir d'Effikassitéit vun deem heite System nach ze verbesseren.

An deem Sënn géif ech hei, wéi gesot, den Accord vun der Kommissioun bréngen a gläichzäiteg och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Ech wëll iwwregens soen, dass déi Zäit, déi aginn ass, net iwwerschratt ass. De Rapporteur huet 20 Minutten. Hei ass ee klenge Mëssel geschitt.

Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi geschriwwene wéi och mëndleche Rapport an dach engem komplexen Dossier.

An dësem Projet, dee vum deemolege Justizminister François Biltgen nach deponéiert ginn ass, geet et drëm, d'Transaction pénale oder, wéi et elo no den Ofännerungen am Projet de loi heescht, de Jugement sur accord an der Strofprozedur anzeféieren. Dat ass dann och e klenge Paradigmewiessel an eisem Strofrecht.

Am Zivilrecht kenne mer d'Transaktioun, wou Parteien ënner sech probéieren, hirem Stréit en Enn ze setzen, andeem jiddwereen op een Deel vu senge Prätentioune verzicht. An der ziviller Prozedur intervenéiert d'Geriicht am Prinzip net, ausser et gëtt vun de Parteie gefrot, deen Accord aktéieren ze loossen.

Datt en matière pénale ka mam Procureur en Accord ausgehandelt ginn, dee vun engem Geriicht an engem Jugement verankert gëtt, kann, an de Rapporteur huet et gesot, à première vue schockéieren. Mä firwat schockéiert et à première vue? Well mer aus amerikanesche Serien oder Neiegkeete wëssen, datt Ugeklotener sech kënne fräikafen oder en Deal mam Geriicht oder der Statsanwaltschaft agoen, fir datt se iwwerhaapt keng Strof kréien oder eng manner héich Strof. Ganz oft ass et och eng mediatiséiert Prozedur, well oft berühmt Perséinlechkeete vun enger Prozedur Gebrauch maachen, fir net condamnéiert ze ginn oder eng manner héich Strof ze kréien.

Ech hu misse schmunzelen, wéi ech an engem Artikel am „Le Monde" vum 12. Februar 2004 nogelies hunn, datt e gewëssenen Här Strauss-Kahn sech deemools géint esou eng Prozedur ausgesprach huet. Och dat rezent Beispill an Däitschland, wou den Här Ecclestone en contrepartie vun enger Zomm vu 74 Milliounen Euro sech „fräikaaft" huet, huet dobausse fir vill Diskussioun gesuergt.

D'Fro stellt sech also, ob mer mat dësem Projet de loi eng „Deal-or-no-deal"-Strofjustiz maachen. Féiere mer mat dësem Projet de loi eng nei Nischepolitik an der Justiz an? Schafe mer mat dësem Projet de loi eng Zwouklassejustiz, wou déi Räich sech dem Strofgesetz entzéie kënnen?

Mir hunn an der Commission juridique vill iwwert d'Perceptioun vum Public iwwert dës nei Prozedur diskutéiert. Et soll een net verstoppen, an de Rapporteur huet et gemaach, datt et och an dem Milieu juridique Befürworter an awer och Géigner vun esou enger Prozedur ginn. Den Titel vun engem Artikel an der „Süddeutsche Zeitung" vum 24. Januar 2009 gëtt dat gutt zréck: „Warum der sogenannte Deal im Strafverfahren viele Fürsprecher hat - und doch sehr problematisch ist".

Ech wéilt besonnesch dem Procureur Aloyse Weirich an dem Bâtonnier Rosario Grasso vun dëser Plaz aus Merci soe fir déi wierklech exzellent Aarbecht, déi se gemaach hunn an eis et domadder méiglech gemaach hunn, eis dach mat dësem Projet de loi unzefrënnen.

Ëm wat geet et also hei? Et geet drëm, am Respekt vum Ordre public a vun der Justitia d'Strofgeriichter ze entlaaschten am Kader vu Strofdoten, wou ee bis zu fënnef Joer Prisong ka kréien.

Jo, Här President, de Facteur Zäit ass e wichtegt Element am Kader vun engem Strofprozess. Wat d'Prozedur méi laang dauert, wat besonnesch fir d'Victimmen de Cauchemar méi laang unhält. Och eng zäitno Condamnatioun huet e psychologeschen Avantage: De Condamnéierten ass sech senger Schold nach méi bewosst, wéi wann en eréischt no Jore condamnéiert gëtt.

Et ass och kloer, datt duerch dëse Projet de loi kee Beschëllegte sech fräikafe kann. Et gëtt och net am Hannerzëmmer vum Geriicht verhandelt. D'Prozedur ass, esou wéi se elo hei am Projet de loi steet, eng komplett transparent Prozedur. Den Accord tëschent Ugekloten a Parquet gëtt an engem Jugement vum Tribunal festgehalen. D'Tribunal verifizéiert nach eng Kéier, datt alles an der Rei ass, well et geet drëm, jo och ze évitéieren, datt ee sech schëlleg bekennt, obwuel e keng Strofdot gemaach huet. De Schëllege gëtt vum Geriicht condamnéiert.

Op där anerer Säit ginn d'Rechter vun der Victime, déi Schued erlidden huet, duerch déi Strofdot oprechterhalen. Entweder gëtt den ziville Volet, also normalerweis de Schuedenersaz, och am Accord festgehalen. Wann net, kann d'Victime nach ëmmer, wéi bis elo, virum ziville Geriicht Schuedenersaz akloen.

Esou eng Prozedur gëtt et och mat gewëssen Differenzen a Frankräich, der Belsch an Däitschland.

Doriwwer eraus ass de Prinzip vun engem Accord am Kader vun enger Strofdot vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter an engem Jugement vum 29. Abrëll 2014 validéiert ginn. Den Europäesche Geriichtshaff ass zur Konklusioun komm, datt esou eng Prozedur am Aklang mam Artikel 6 betreffend d'Recht op den équitabele Prozess a betreffend d'Présomption d'innocence ass.

De Rapporteur ass schonn am Detail op de Gesetzesprojet, an d'Prozedur agaangen. Erlaabt mer e puer Remarquen.

Goung am initiale Projet nach vun enger „transaction pénale" rieds, si mer no laange Berodungen zum Schluss komm, datt den „jugement sur accord" d'Terminologie ass, déi am beschten d'Ratio legis vun dësem Projet de loi zréckspigelt. Duerch eng Transaktioun gëtt engem Stréit en Enn gesat. D'Geriicht ass net méi zoustänneg. Hei bleift d'Geriicht zoustänneg, well den Accord gëtt eréischt rechtskräfteg doduerch, datt den Tribunal den Accord an engem Jugement verankert. Dofir hu mer, no laangem Hin an Hier, d'Expressioun „jugement sur accord" festgehalen.

Zu all Moment kann am Kader vun enger Prozedur en Accord ofgeschloss ginn. Sief et virun der Instruktioun oder no der Instruktioun a souguer währenddeem eng Affär schonns virum Correctionnel unhängeg ass.

Hei war de Statsrot anerer Meenung. De Statsrot wollt, datt mer déi franséisch Prozedur iwwerhuelen, wou esou een Accord just méiglech ass, éier d'Action publique ugefaangen huet.

Fir wéi eng Infraktiounen ass dës Prozedur dann applikabel?

Fänke mer ganz ënnen un. D'Contraventioune sinn net betraff. Hei ginn et jo schonns accéléréiert Prozedure wéi d'Ordonnance pénale. Op där anerer Säit ass et natierlech net de Wëllen, fir am Kader vu schwéier Crimme kënnen dem Auteur d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer seng Strofmoossen ze verhandelen. Dofir ass d'Prozedur nëmmen applikabel fir Delikter a Crimmen, wou d'Prisongsstrof net iwwer fënnef Joer erausgeet. Des Weideren, an de Rapporteur ass dorobber agaangen, ass d'Assistenz vun engem Affekot obligatoresch während der ganzer Prozedur.

Här President, wéi gesäit d'Prozedur dann elo an der Praxis aus? Dëst ass am einfachste mat engem Beispill ze illustréieren.

Huele mer e Beispill vu Coups et blessures volontaires. De Procureur d'État oder den Auteur schléit een Accord vir. Ass schonn eng Instruktioun beim Juge d'instruction amgaangen, muss deen doriwwer informéiert ginn a gëtt en Avis of un de Parquet. An dësem Avis deelt de Juge d'instruction dem Parquet mat, wéi wäit d'Instruktioun ass a wat nach ze maache wier.

Gëtt en Accord ofgeschloss tëschent dem Parquet an dem Auteur vun der Infraktioun, adresséiert de Procureur d'État un de Juge d'instruction eng Requête, fir d'Instruktioun zouzemaachen. De Juge d'instruction kann dann innerhalb vun e puer Deeg d'Instruktioun zoumaachen a mécht dann e Rapport un d'Chambre correctionnelle. Dëse Rapport gëtt un de Procureur d'État adresséiert an un d'Partei an da muss den Tribunal, also an dësem Fall d'Chambre correctionnelle, den Accord vun engem Jugement validéieren.

Wann de Juge d'instruction net wëllt d'Instruction préparatoire clôturéieren, well e mengt, datt an deem Fall keen Accord kéint ofgeschloss ginn, dann deelt en dem Procureur dat schréftlech mat an enger motivéierter Ordonnance. Géint dës Ordonnance kann de Procureur d'État oder den Auteur vun der Infraktioun Appell bei der Chambre du Conseil maachen.

Wat ass d'Roll vun dem Geriicht, also vun der Chambre correctionnelle? D'Chambre correctionnelle gëtt mam Accord saiséiert. D'Geriicht kuckt, datt eng Rei Informatiounen, wéi se am Artikel 565 virgeschriwwe sinn, dran opgelëscht sinn, wéi d'strofrechtlech Qualifikatioun vun de Faiten, d'Peinen, d'Identitéit vum Auteur an esou weider. An enger Audienz héiert dann de President vun der Chambre correctionnelle d'Parteien zu dem Accord.

Nach eng Kéier kloer gesot: An dem Jugement gëtt d'Culpabilitéit vun dem Auteur zréckbehalen: «(...) le tribunal statue sur la culpabilité (...)», heescht et kloer am Artikel 575. An d'Pei-

nen, wéi se am Accord verhandelt gi sinn, ginn am Jugement festgehalen. Dann ass d'Affär fäerdeg an et kann net méi Appell gemaach ginn.

Et ass wichteg, datt dës nei Prozedur vun den zoustännegen Autoritéiten dem Public dobausse kloer explizéiert gëtt. Et däerf net sinn, datt hei och just de Soupçon bei de Leit opkënnt, datt iergendwéi am Hannerzëmmer vun der Justitia eppes gemauschelt gëtt.

Här Minister, dat ass den Défi vun dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gloden. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, virun allem e grousse Merci un de Rapporteur. Dat war, wéi et schonns genannt ginn ass hei, en technesche Rapport, well mer ganz vill verschidde Facetten hu missen nokucken, nokontrolléieren, diskutéieren, vläicht och all Schrëtt nach eng Kéier hannerfroen, fir sécherzestellen, datt mat dëser neier Prozedur am Droit pénal och all Rechter a Flichten, déi d'Justiz muss an engem État de droit garantéieren, garantéiert sinn an och garantéiert bleiwen.

Dëse Projet de loi huet an der zoustänneger Kommissioun fir vill konstruktiv an och munchmol kontrovers Diskussioune gesuergt, deen och mir selwer notamment erlaabt huet, wierklech ganz interessant Sëtzungen ze leeden. Ech mengen, do si mer ons eens.

An dëse Sëtzunge wore mer ëmmer begleet vum Procureur général, vum Procureur vun Dikrech a vum aktuelle Bâtonnier vum Barreau, déi, sief virausgesot, dësem Projet de loi och ganz positiv gesënnt waren. Hinnen och fir dësen interessanten Austausch e grousse Merci.

D'Iddi an d'Philosophie vun dësem Jugement sur accord, dat heescht, eigentlech den Ursprong vun dësem Projet de loi, wéi en elo hei finaliséiert ass, dës Iddi huet am Fong geholl hiren Ursprong fonnt an engem Aarbechtsgrupp, wou all déi implizéiert Institutiounen drun deelgeholl hunn.

Nieft eben deene schonn existéierenden alternative Prozeduren, wéi zum Beispill d'Ordonnance pénale, an et ass ons gesot ginn, datt der 1.100 am Joer gemaach ginn, haaptsächlech eben duerch Delikter am Autosverkéier, nieft der Mediatioun, déi am Droit pénal sech dach awer nach ëmmer schwéierdeet, schafe mir haut eng drëtt, eng zousätzlech Prozedur.

De Rapporteur huet et och explizit beschriwwen. Dëse Jugement sur accord besteet schonn a verschiddenen anere Länner, mä mir hunn et hei an dësem Projet de loi mat enger effektiv spezifescher Lëtzebuerger kalkéiert Prozedur ze dinn.

déi gréng wëllen haaptsächlech op dräi Punkten aus dësem Projet de loi sech konzentréieren, vu datt jo och de Rapporteur zimlech prezis war an all senge juristeschen Aspekter.

Den éischte Facteur ass de Facteur Zäit. An et ass och schonn e puermol hei ënnerstrach ginn, datt d'Geriichter net méi nokomme mat hiren Dossieren, sief et an der Stad oder sief et och zu Dikrech. Et ass och erkläert ginn, notamment vum Procureur général, datt mir zu Lëtzebuerg e Problem hunn, e sougenannte Ressource-humaines-Problem, an datt dat och notamment e Problem ass, fir ebe séier virunzekommen.

Dat war an onsen Aen éischter e generelle Problem. En huet zwar eng Inzidenz op d'Lenteur vun der Justiz. Mir denken awer éischter, datt duerch dëse Projet de loi, datt dee wäert eng Inzidenz op d'Lenteur hunn a vläicht net ëmgedréit. Mä bon, mir sollten u sech net déi hei nei Prozedur aféieren uniquement, well mer e Problem vu Lenteur hunn, well mer e Mangel u Leit hunn, mä éischter, well déi Philosophie vun där neier Prozedur, well mer déi eigentlech positiv fannen.

Ons interesséiert dann och eben de Facteur Zäit fir déi zwee Haaptconcernéiert. An enger normaler penaler Prozedur muss d'Affer sech enger ustrengender Prozedur stellen, wou et gläich e puermol op verschidden Instanze gehéiert gëtt. Ëmmer erëm muss et munchmol och extrem penibel, mä op alle Fall ëmmer en désagréabelt Erliewe frësch beschreiwen. Virun der Police bei enger Enquête préliminaire, da beim Untersuchungsriichter, da bei der zoustänneger Juridictioun, gegebenenfalls dann nach eemol.

An de Facteur Zäit erhéicht mat Sécherheet de Schmäerz, d'Gefill, net verstanen ze sinn, zousätzlech zu deem Gefill vun..., oder zu där Ongerechtegkeet, déi engem als Affer ugedoe ginn ass. A jiddweree weess, datt juristesch Prozeduren e verwalteresche Charakter hunn, wou een och oft nach nieft der gudder Portioun Ausdauer muss eng gutt Portioun Courage heiansdo hunn. An am Fall vum Affer ass dat mat Sécherheet de Fall.

Am Fall vun enger Procédure sur accord brauch d'Affer net méi e puermol an op verschidden Instanzen ugehéiert ze ginn. Och dat ass eng enorm Plus-value fir d'Affer, fir déi et méiglech gëtt, nëmmen eemol ugehéiert ze ginn.

Den Täter, deen huet sech mat senger Dot schëlleg gemaach a gehéiert bestrooft fir seng Dot. Am Fall wou net e Minimum vun Asiicht ass, ass wahrscheinlech dës nei Prozedur net déi adequat. Mä am Fall wou den Täter seng Dot zougëtt, muss hien an engem Rechtsstat dann och zouginn, akzeptéieren, datt hien och, loosse mer emol soen, muss no de Regele vun engem Rechtsstat matspillen. An d'Regele vum Rechtsstat si sécherlech net, dem Täter laang Prozeduren ze octroyéieren, mä hien zu enger adequater Strof fir seng Dot ze veruerteelen.

Verschidde Stëmmen denke munchmol un eng Procédure vu Comparution immédiate. Mir als Gréng sécherlech net! Mä wann heiansdo oder oft doriwwer geschwat gëtt, dann ass et grad, well tëschent deem, wat geschitt ass, an tëschent dem Uerteel vun deem, wat geschitt ass, einfach ze vill laang Zäit vergaangen ass an et eigentlech munchmol schwiereg an och net méi richteg ass, net méi engem Recht u sech entsprécht, fir mussen onheemlech laang ze waarden, sief et, fir bestrooft ze ginn, sief et awer virun allem, fir Recht ze kréien oder fir souguer en Deel Reparatioun ze kréien.

Déi zäitlech adequat Relatioun tëschent Dot a Strof respektiv tëschent Dot a Reparatioun ass eminent wichteg, fir ons Gréng bal e Recht. An dës nei Prozedur vu Jugement sur accord ass mat Sécherheet eng Prozedur, déi e Bäitrag dozou leescht.

En zweete Facteur fir ons ass de Facteur Suen. An et ass och fir ons Gréng kloer, datt ee mat engem Jugement sur accord kann d'Fraise reduzéieren. D'Fraisen am Allgemengen, dat heescht déi vum Affer, déi vum Täter a schlussendlech och déi ëffentlech Sue gi reduzéiert. Mir begréissen dat ausdrécklech, ouni wëllen engem ze no ze trieden. Well d'Justiz an d'Recht op Justiz ass munchmol en deiert Recht fir déi concernéiert Leit an och fir d'ëffentlech Hand.

A meeschtens spillt och d'Zäit eng Roll. A ganz oft spillen de Gebrauch vun alle méigleche juristesche Weeër a Méiglechkeeten och eng Roll, fir datt d'Zäit méi laang gëtt a fir datt de Käschtepunkt och méi héich gëtt. Dofir: Kuerz Weeër an eng kloer Situatioun féieren zu manner Käschten!

A schlussendlech, de leschte Punkt fir ons, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, deen net onwesentlech awer ass, dat ass de mënschleche Facteur vun esou enger neier Prozedur: Se erlaabt oder encouragéiert den Täter, seng Dot direkt zouzeginn. An dat ass wichteg och fir d'Affer. Mir schwätzen hei an esou enger Situatioun direkt an Termen, déi der Wourecht entspriechen, an Termen, déi echt sinn, déi der Realitéit entspriechen.

Et ass schlussendlech eng mënschlech Manéier mateneen ëmzegoen, déi och akzeptéiert gëtt vun deenen zwee Concernéierten. Den Täter weess a gëtt zou, datt e muss bestrooft ginn. D'Affer kritt, wat et brauch, fir iwwert dat, wat him geschitt ass, ewechzekommen.

An aus deene Grënn haaptsächlech, deene manner juristesch, technesch, mä dofir net manner wichteg Grënn, wäerten déi gréng dëse Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Loschetter. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Alex Bodry, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass dëst net einfach eng Klausel (veuillez lire: Floskel), déi ech esou an d'Welt geheien, mä et ass wierklech éierlech gemengt! Fir esou en technesche Projet war de Rapport wierklech exzellent.

En huet och scho bemierkt, dass d'Infraktiounen zu Lëtzebuerg vu Joer zu Joer ëmmer weider zouhuelen. D'Plaz fir Prisonéier ass staark limitéiert an d'Mille vun eiser Justiz dréinen, duerch eben d'Zuel vun den Dossieren, oft vill ze lues.

Aus dësen Ursaache sti bei der Justiz an dem Strofvollzuch an nächster Zäit eng Rei wichteg Reformen un. Nieft dem Vote iwwert d'Maison d'arrêt Uerschterhaff, gëtt d'Exécution des peines reforméiert an eng Administration pénitentiaire geschaf. Et ass och en Débat iwwer alternativ Sanktiounen zum Fräiheetsentzuch geplangt. Do dernieft gëllt et och, d'Direktiv „Victimes" esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

De Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, soll da virun allem derfir suergen, dass eis Justiz méi séier schaffe kann, andeems nieft der Ordonnance pénale an der Mediatioun mat dem Jugement sur accord eng drëtt Prozedur agefouert gëtt, déi d'Geriichter entlaaschte soll.

Ech ginn net op d'Detailer vun der Prozedur vum Jugement sur accord an, meng Virriedner hunn dat schonn am Detail gemaach, déi de Rapporteur och schonn exzellent presentéiert an erkläert huet.

Wat bei dësem Projet wichteg ass, ass Folgendes: Et geet net drëm, hei Gemauschels ze féieren, mä et soll drëm goen, ënner alle Parteien eng ugepasste Strof fir dee Schëllegen ze fannen, déi en fin de compte vun engem Geriicht guttgeheescht gëtt. Et gëtt also näischt am stillen Kämmerlein gekoschtert!

Erlaabt mer kuerz e puer generell Remarquen ze maachen.

Fir d'Éischt emol muss een ervirsträichen, dass d'Aart a Weis, wéi dëse Projet ausgeschafft ginn ass, virbildlech ass! Et ass nämlech e Groupe de travail agesat ginn, a meng Virriedner si schonn drop agaangen, dee sech aus Vertrieder vum Parquet, der Police, vu Magistraten an Affekoten zesummegesat huet. Dësen Aarbechtsgrupp huet derfir gesuergt, dass de Projet de loi équilibréiert a fachlech korrekt gestalt konnt ginn an den Uregungen a Bedenke vun alle bedeelegten Akteure gerecht konnt ginn.

Vu menger Säit wëll ech och dem Aloyse Weirich, Procureur d'État zu Dikrech, an dem Kolleeg Bâtonnier Rosario Grasso e grousse Merci ausdrécke fir déi exzellent Aarbecht, déi se gemaach hunn, mat hire Mataarbechter respektiv, natierlech.

Eis Prozedur vum Jugement sur accord ass also keng einfach Kopie vun engem auslänneschen Text, mä ass eng adaptéiert Solutioun fir Lëtzebuerg. Nëmmen esou ka séchergestallt ginn, dass och alle lëtzebuergesche Gegebenheete Rechnung gedroe ka ginn.

Dann ass et awer och - trotz alle Beméiungen, déi penal Prozeduren ze vereinfachen a virun allem méi séier an effizient ze gestalten -, do ass et ganz wichteg, weiderhin d'Rechter vun alle Bedeelegten ze respektéieren. Dozou gehéiere virun allem d'Ufuerderungen, déi d'Europäescht Geriicht fir Mënscherechter un e Procès équitable stellt. Dës Ufuerderunge gi vun dësem Projet de loi respektéiert, wat fir eis als Demokratesch Partei eng net verhandelbar Konditioun ass, fir dëse Projet matzestëmmen.

Fir ze verhënneren, dass an der Praxis awer eppes net esou klappt, wéi mir eis dat hei alleguerte virstellen, begréisst an ënnerstëtzt d'DP dann awer och, dass an dräi Joer eng Evaluatioun vum Jugement sur accord gemaach soll ginn.

Dëse Jugement sur accord kann a soll e ganz wichtege Bestanddeel vun eisem Rechtssystem ginn. Eng Infraktioun, déi eng Instruction criminelle ausléist, ka fir ganz vill Leit voll Konsequenze sinn! Dat sinn an éischter Linn natierlech d'Victimmen an den Auteur vun der Infraktioun, awer och d'Familljen a Bekannter vun deenen zwou Säiten oder och méiglech Zeien. Fir all dës Leit ass d'Period vun der Instruction criminelle bis zum Prozess an dem Uerteel eng ganz schwéier a belaaschtend Zäit. D'Aussoe mussen ëmmer erëm widderholl ginn. Dat Erlieftent muss ëmmer erëm virun den Aen ofgespillt ginn, wat bei verschiddenen Infraktioune ganz penibel an éprouvant ass!

Et ass also am Intérêt vun all de Bedeelegten, wann iwwert d'Procédure vum Jugement sur accord dës Zäit staark ageschränkt gëtt. Aus deem Grond bleift mir da just nach, den Accord vun der DP-Fraktioun ze ginn an Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Arendt. An ech ginn dovun aus, dass den Nächsten den Här Roy Reding ass.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv huet den Alex Bodry dat heite Gesetz esou gutt erkläert, datt och Netjuriste ganz bestëmmt verstanen hunn, wourëm et geet an datt dat eng ganz gutt Saach ass.

Virun allem war et eng ganz flott legislativ Prozedur, well wierklech emol eng Kéier d'Praktiker e Gesetz, jo, geschriwwen hunn, kann ee soen. Leit, Penalisten, Affekoten, Magistraten, Leit vum Parquet, déi wëssen, wourëm et geet an déi hei eng exzellent Aarbecht gemaach hunn. Net ëmsoss huet de Léon Gloden ganz speziell dem Aloyse Weirich, dem Roby Biever an dem Maître Grasso Merci gesot.

Ech perséinlech hunn u sech eng eenzeg Kritik, wat den Text selwer ugeet, an dat ass déi Limitatioun op fënnef Joer, also datt nëmme Saachen, déi mat fënnef Joer Prisong bestrooft ginn, kënnen ënnert dës Transaktioun falen.

An do gräifen ech dat op, wat d'Viviane Loschetter zu Recht gesot huet. Eng vun den Ursaachen, déi heite Procédure accélérée - kommt, mir nenne se emol esou - ze maachen, ass, fir enger Victime ze erspueren, ëmmer erëm an och ëffentlech mussen auszesoen.

A grad do kann ee sech Saache virstellen, déi mat méi wéi fënnef Joer bestrooft ginn. Ech soen einfach emol Kannermëssbrauch, Vergewaltegung an esou weider, déi extrem grav sinn. Mä et kéint ee jo och an deene Fäll déi Transaktioun maachen. Et seet jo keen, datt déi Strof dann duerfir misst null sinn, nichteg sinn oder onugepasst sinn deem, wat eigentlech begaange gouf.

Méi schlëmm schéngt mer de Kontext vun deem Ganzen ze sinn. An do sinn déi Zuelen, déi den Alex Bodry genannt huet, jo awer erschreckend! E seet eis, tëschent 50.000 a 60.000 nei Affaires pénales kommen op de Parqueten eran. 15.000 bis 16.000 ginn offiziell klasséiert. Et kënnt zu 10.000 Jugements an Ordonnances pénales.

Dat heescht, datt méi wéi d'Halschent nimools traitéiert gëtt, weder offiziell klasséiert nach zu engem Jugement féieren! Dat heescht, datt se ganz einfach prescrivéieren, datt de Parquet Zäit versträiche léisst, déi en hätt, fir déi Saach ze poursuivéieren. An hei muss ee sech froen: Wat fir een exorbitante Pouvoir huet dee Parquet, fir ze décidéieren, dech, Mënsch, sichen ech un, du kënns virun de Kadi, an deng Affär, déi loosse mer am Tirang leien a verstëpsen?

Ech sinn der Meenung, kee Pouvoir hei am Land däerf exercéiert ginn ouni e Contrôle! Och eisen heibanne gëtt jo net exercéiert ouni Contrôle. Och mir mussen eis jo all fënnef Joer dem Wieler stellen. A keen anere Pouvoir gëtt ouni Contrôle exercéiert. Firwat ausgerechent deen, deen esou schlëmm ass, fir ze décidéieren, wat fir e Mënsch ugeklot gëtt a wat fir een net? Wéi kann et sinn, datt esou ee Pouvoir ouni dee geréngste Contrôle an och ouni och nëmmen eng qualitativ Analys exercéiert gëtt?

Oder wësse mer, Här Justizminister, wat fir eng Affäre prescrivéiere gelooss ginn? Wat fir eng am Schaf verstëpsen? Wat fir eng Infraktiounen datt dat waren? Mir wëssen et net!

Ouni aus der Schoul ze schwätzen: Ech kéint lech erziele vu Vol domestique, vu Menace d'attentat, vu Faux, Usage de faux, déi prescrivéiert sinn. An ech kann lech garantéieren, datt onwichteg, klenglech, och zum Deel Infraktiounen, déi et guer net gi sinn, poursuivéiert goufen. An ech konnt mech der Impressioun net erwieren, datt heiansdo Leit do eng Muecht och ausspillen a jee no der Persoun, déi betraff ass, décidéieren.

Da gëtt et eng aner Fro, och déi ass wichteg, a méi wichteg wéi déi: Ass hei e Gemauschels méiglech? Neen, et ass net, well dat Gesetz dat ausschléisst! Mä kuckt emol - an och do, mengen ech, hu mer keng Analyse qualitative -, wat fir eng Uerteeler gesprach ginn, d'Hiérarchie des peines. Wat gëtt mat wat bestrooft? Mir maachen heibannen ëmmer Gesetzer, mat Recht, wou mer soen, et gëtt bestrooft mat Amendë vu/bis a mat Prisong vu/bis. Dat soll jo dem Riichter d'Méiglechkeet ginn, emol méi oder emol manner haart ze strofen, jee no de Circonstancen oder jee nom Akommes vun enger Persoun. Dat ass och gutt esou!

Mä gëtt dat ëmmer gemaach oder kommen aner Kritären an d'Spill? Ass et normal, datt e Chèque sans provision mat sechs Méint Prisong bestrooft gëtt an en Accident, deen ee causéiert huet ënner Alkoholafloss op engem Foussgängersträif, wou een eng Persoun zum Krëppel gefuer huet an duerno Fahrerflucht begaangen huet, och mat sechs Méint? Dat fannen ech net normal!

An ech fannen, do misst zumindest e Regëster agefouert ginn, eng Analyse qualitative, an och do misst et e Contrôle ginn, wat do geschwat gëtt. Dat géif ech ganz normal fannen an eisem Rechtsstat.

Mä fir de Rescht fannen ech dësen Text exzellent an duerfir wäerte mer e selbstverständlech och stëmmen als ADR. Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll och hei mäi Bedenken awer zum Ausdrock bréngen zu deem Text hei. Ech ka mer virstellen, dass en a ville Situatiounen eng gutt Léisung ass. Ech fäerten awer trotzdeem, dass mer hei e Schrëtt maachen, fir d'Gläichheet virum Gesetz awer anzeschränken.

Egal wéi gutt et gemengt ass, egal wéi gutt déi prozedural Précautioune sinn, déi mer hei huelen, ech sinn iwwerzeegt, dass en aarmen Däiwel, dee viru Geriicht soll kommen, méi schlecht ewechkënnt an Zukunft heiduerch, wéi ee mat deenen néidege Mëttelen an ee mat deenen néidege Relatiounen. Dat ass einfach esou an der Gesellschaft. An duerfir fäerten ech, dass mer heimadder nach e Schrëtt weider maachen, fir déi Ongläichheet vun de Leit virum Geriicht nach weider ze prononcéieren.

Ech hätt léiwer gesinn, amplaz dat hei ze maachen, wa mer higaange wieren, wat och de Statsrot gesot huet, a mer hätten eng generell Diskussioun gefouert iwwert d'Noutwendegkeet an iwwert d'Héicht vun de Strofen. Do gëtt et och ganz grouss Ongläichheeten!

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn, de Ministre du Travail ass hei: Wéi de Code du Travail agefouert ginn ass virun enger Partie Joren, sinn emol systematesch déi meescht Penalitéite fir d'Patronen aus dem Code du Travail erausgeholl ginn, während awer aner Saachen ëmmer nach haart bestrooft ginn.

Wou ee sech wierklech emol eng Kéier misst d'Fro stellen, an den Här Reding huet dat jo och elo gemaach, iwwert d'Hierarchie vun de Strofen, iwwert d'Héicht vun de Strofen, iwwert d'Roll vum Prisong an deem Ganzen.

Duerfir, obschonn ech der Meenung och sinn, dass dat hei a gewësse Fäll kann eng Léisung sinn, fäerten ech déi Ongläichheeten, déi domat verbonne sinn. Ech wäert mech hei enthale bei dësem Gesetz an ech waarde virun allem emol op dee Rapport, dee soll no dräi Joer kommen, wou mer da gesinn, wéi d'Praxis heivunner wäert ausgesinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Justizminister, de Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll do am Fong och ufänken, wou de Rapporteur, den Här Bodry, ugefaangen huet. En huet verwisen op déi héich Unzuel vun Affären. Aner Riedner sinn och schonn dorop agaangen.

Eppes ass net erwähnt gi bei der Erklärung vun de villen Affären, dat ass, dass et och an eiser Gesellschaft offensichtlech eng Tendenz gëtt, fir villes, wat ee soss ouni Geriichter fäerdegbruecht hätt ze léisen, elo just nach op den Niveau vun de Geriichter ze bréngen, fir eng Léisung vun deem Konflikt erbäizeféieren. Och dat ass en Zeeche vun eiser Zäit. Wat een dergéint kann ënnerhuelen, weess ech net. Et bleift mer just iwwreg, dat festzestellen an och festzestellen, dass d'Geriichter domadder da mussen eens ginn.

Dat ass och e Problem, deen net vun engem Minister ka geléist ginn, mä wou och vläicht jiddweree sech d'Fro muss stellen, ob mer ëmmer alles mussen op d'Geriicht huelen an ob net aner Methoden dofir an Zukunft méi Bedeitung misste kréien. Stéchwuert Mediatioun, mengen ech, ass mat Sécherheet eent, wat méi Bedeitung an den nächste Jore misst kréien.

Et ass och geschwat ginn, nieft der héijer Unzuel vun Affären, vun de Lenteuren, déi d'Justiz kann hunn. Et ass geschwat gi vun den Effektiven. Sécher, mat méi Leit kann ee méi Affäre verschaffen. Ech wëll d'Chamber awer just drop hiweisen, dass, wa mer vun Effektive schwätzen, d'Justiz am Moment Schwieregkeeten huet, ze rekrutéieren. Mir kréien am Moment den Effectif légal net gefëllt. Déi Plaze si fräi. Et ass also keng Fro vun nach méi Plaze fräi ze maachen, obwuel dat op bestëmmte Plazen duerchaus sënnvoll kéint sinn. Mä mir kréien am Moment den Effectif légal iwwert de Concours net gefëllt.

Dat heescht, mir hunn also Plaze fräi a mir fanne keng Kandidate fir déi Plazen. Dofir hunn ech och e Projet déposéiert virun e puer Wochen, deen d'Prozedur, den Zougang zum Examen-concours soll vereinfachen, erliichteren an deen awer och soll erlaben, Leit, déi wéinstens fënnef Joer um Barreau ageschriwwe sinn, och den Zougang zum Attaché de justice ze erliichteren.

Här Reding, do wär souguer fir Iech nach eng Perspektiv dran.

(Hilarité)

Et ass e Projet de loi, dee mer, mengen ech, alleguerten ouni grouss Begeeschterung maachen, well mir alleguerte léiwer hätten, mat där Prozedur, déi mer elo hunn, dass mer domadder kéinten d'Effektiven alleguerten assuréieren. Well dat awer net de Fall ass, huet et kee Wäert, driwwer ze lamentéieren. Da muss een eppes ënnerhuelen. An dofir hunn ech e Projet gemaach, dee probéiert, deem Problem do bäizekommen, ouni riseg Begeeschterung, mä mam Versuch zumindest, fir de Problem, dee mer hunn, awer ze léisen.

Et ass gesot ginn, dass dëse Projet natierlech als Zweck huet, eng Rei Affäre kënne méi séier ze maachen. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et net nëmmen ëm Lenteure geet, net nëmmen ëm Affäre méi séier evakuéieren. Ech wëll ausdrécklech ënnersträichen, wéi wichteg et ass, fir d'Victime an awer och fir den Täter, den Inculpéierten, dass ee séier zu engem Ofschloss vun der Affär kënnt.

Net nëmme fir d'Geriichter ze désengorgéieren, mä fir deen Eenzelnen ass et wichteg, fir deen, deen eng Dot begaangen huet, a vläicht nach méi fir déi, déi d'Affer gi si vun enger Dot, dass se séier wëssen, wou se dru sinn. Et ass also och am Intérêt vum Justiciablen, egal op wéi enger Säit en am Kader vun engem Prozess steet. An zu deem Zweck hëlleft dësen Text mat Sécherheet och.

Ech mengen, dass d'Chamber haut invitéiert ass, e Projet ze adoptéieren, dee ganz wichteg ass. Et ass wuel nëmmen e Prozedurprojet eigentlech, mä et ass awer eng nei Prozedur, an déi d'Akteure vum Monde judiciaire grouss Erwaardunge setzen.

Mir mussen, wéi an anere Länner och, aner Methode fannen, zousätzlech Methode fannen, fir d'Konflikter zu Lëtzebuerg ze regelen. Ech hu virdru schonn d'Mediatioun genannt am penale Beräich, awer natierlech och d'Médiation civile an och d'Médiation commerciale. Och den Arbitrage, fir deen et nach keng eigentlech Base légale gëtt. De Juge unique ass och virdru schonn erwähnt ginn. D'Ordonnance pénale. Dat si sécher nei Elementer an dat heiten ass ee weidert, déi eis et wäerten erlaben, mat neie Méiglechkeeten Atteinten zum Ordre public zu engem Ofschloss ze bréngen, ouni dass d'Intérête vun iergendenger Partei léséiert wieren.

Ech ginn zou, ech gehéieren zu deenen, wou mäi Virgänger, de François Biltgen, dee Projet déposéiert huet, déi Skepsis haten. An der Commission juridique war déizäit, an och elo, e groussen Deel Skepsis. Dat war och gutt, well dat huet erlaabt, dass een, ausgehend vun där Skepsis, eng déif gräifend Diskussioun vum Projet gemaach huet.

Ech wëll och hei dofir net nëmmen dem Rapporteur Merci soen, mä der ganzer Commission juridique. Déi nei Regierung huet wuel dee Projet iwwerholl, net vum Rôle erofgeholl, mä hei huet wierklech, fir meng Begréffer, eng exemplaresch parlamentaresch Aarbecht stattfonnt. D'Chamber huet sech de Projet, jo, quasi appropriéiert an a villen an intensiven Diskussiounen déi Ännerungen am Text gemaach, déi haut dozou féieren, dass mer en Text um Dësch leien hunn, deen ech och fir e ganz équilibréierten halen.

D'Regierung huet also kee Problem mat deem heiten Text. Au contraire, ech wëll wierklech déi Qualitéit vun der Aarbecht ënnersträichen, déi d'Chamber gemaach huet. Ouni d'Aarbecht vun der Chamber wier et net méiglech gewiescht, deen Text haut op déi Qualitéit ze kréien. Och well d'Chamber bereet war, deenen nozelauschteren a mat deenen am Gespréich ze sinn, déi am Alldag mat dëse Prozedure musse schaffen.

Déi Leit vum Parquet, un der Spëtzt de Procureur général, awer ganz besonnesch och eise Procureur vun Dikrech, den Här Weirich, an och de Bâtonnier vu Lëtzebuerg, de Rosario Grasso, déi der Chamber zur Verfügung stoungen an déi mat villen Argumenter, och aus der Praxis, et erlaabt hunn, den Text schlussendlech esou wäit ze kréien, dass en déi Feinheet huet, déi en haut huet.

An dofir deelen ech och dem honorabelen Här Urbany seng Bedenken net. Bedenken ass richteg, mä Bedenken ass jo net en Ofschloss vun enger Reflexioun, just den Ufank, Här Urbany. An ech mengen, dass d'Chamberskommissioun, déi déiselwecht Bedenken hat wéi Dir, dunn d'Reflexioun weidergefouert huet an zesumme mam Bâtonnier a mat de Leit vum Parquet op en Text komm ass, deen elo, mengen ech, wierklech en eegestännege Lëtzebuerger Text ass an en Text awer och, deen déi Qualitéiten huet, déi e soll hunn.

Mir hunn eis inspiréiert, natierlech, un eisen Nopeschlänner. Ob dat elo Frankräich ass mat dem „plaider-coupable" oder Däitschland mat der Verständegung oder an der Belsch mat der „transaction pénale", en Term, dee mir jo hei zu Lëtzebuerg net bäibehalen hunn an zu deem, wéi ech och fannen, méi richtegen Term vum „jugement sur accord" iwwergaange sinn. Merci nach eng Kéier, wéi gesot, fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht. A mir wäerten och domadder eise prozeduralen Éventail méi breet kënne maachen, fir eng Rei Affären a méi verstännegen Délaie kënnen ze evakuéieren. Et sinn déi Affären, an et ass e fundamentale Punkt, wou d'Faiten onmëssverständlech etabléiert sinn, wou et also doriwwer keng Diskussioun ka ginn, a besonnesch, wou de Schëllege seng Schold unerkennt. Dat ass e fundamentale Punkt.

De Schëllege muss dès le départ an deem Sënn gestänneg sinn, dass en d'Faiten a seng Schold och net méi kontestéiert. Dat ass ganz wichteg fir deen, dee betraff ass. Et ass och ganz wichteg fir d'Victime. Ech mengen, d'Madame Loschetter huet dat virdrun an hirer Ried och ënnerstrach. Och fir d'Victime ass et wichteg, dass dès le départ déi Fro zumindest scho gekläert ass. Wat nach bleift, dat ass d'Diskussioun ronderëm déi adequat Strof. Wat eng ganz wichteg Diskussioun ass. Mä et ass, mengen ech, och fir d'Victime eng Prozedur, déi mat Sécherheet hir Avantagen huet.

Ech erspueren Iech den Detail vun de Punkte vum Gesetz. Dat huet de Rapporteur op eng ganz komplett an exhaustiv a kohärent Aart a Weis och duergeluecht. Do hunn ech absolutt näischt bäizefügen. Ech wëll dofir just nach zwee, dräi positiv Aspekter vun dëser Reform nach eng Kéier ënnersträichen.

De Rôle vun der Victime, dat hunn och schonn eenzel Virriedner virdrun erwähnt. Ech wëll der Chamber och matdeelen, dass de Projet de loi iwwert d'Emsetzung vun der Direktiv „Victimes" nach virum Summer wäert déposéiert ginn, zesummen och, virdru schonn, mat enger Rei vun anere Projets de loi, déi och den Här Arendt a senger Ried erwähnt huet, ob dat d'Exécution des peines ass, wou et viraussiichtlech zum Dépôt wäert komme vun engem neien Text, well et esou vill Amendemente sinn, déi mussen integréiert ginn. Dat géif eng kohärent Aarbecht nëmmen erschwéieren. Mir mengen, et wär besser, mir géifen en neie Projet déposéieren. An den nächste Woche wäert dat och méiglech sinn. Op jidde Fall nach am Laf vum éischte Semester wäerte mer dee Projet an der Chamber kënnen déposéieren.

Wichteg ass och fir mech, ze ënnersträichen, dass dëse Projet eng ganz transparent Prozedur wäert mat sech bréngen. Déi, déi d'Suerg hate vum Gemauschels, wéi gesot gëtt, op enger Plaz, wou kee ka matlauschteren oder matschwätzen, déi Bedenke sinn net justifiéiert. Déi Prozedur, déi elo am Text zréckbehale ginn ass, ass eng transparent Prozedur, mat um Enn och engem Jugement. De Virworf also, an engem Jugement, an enger Audience publique, vun der mangelnder Transparenz ass mat Sécherheet net richteg.

Méiglech gëtt et och hei, Délaien ze verbesseren. Besonnesch bei Affären, där mer der awer ganz vill hunn, déi mam Code de la route ze dinn hunn. Dat sinn Affären, déi kënnen iwwert dëse Wee evakuéiert ginn. Dat sinn oft keng esou komplizéiert Affären, déi awer laang an der Prozedur kéinte bleiwen. Dat huet kee Gewënn, fir keen. Dofir, wann een dat iwwert dëse Wee ka maachen, mam Accord vun..., sief et op Initiativ vum Parquet oder och vum Betraffene selwer, da kann dat eis virubréngen.

Ech wëll awer och soen, dass selbstverständlech déi hei Prozedur elo net d'Universallésung fir all eis Schwieregkeeten ass. Mir hunn nach aner Schwieregkeeten. Mir hunn och nach aner Méiglechkeeten, fir och an de Prozeduren nach Vereinfachungen ze maachen. Et gëtt keng simpel Léisung. De Constat, dee gemaach ginn ass, dee kann ee méi oder manner schaarf prononcéieren, mä de Constat eleng ass nach net den Ufank vun der Léisung.

Mir brauchen och dofir méi villschichteg Léisungen. Et gëtt net eng Léisung eleng, fir den Délaien op de Geriichter kënne bäizekommen. Et gëtt méi Léisungen. Dat hei ass eng vun deenen, déi nei Prozedure schafen, déi d'Rechter vu jiddwerengem respektéieren. Well dat ass e wichtegen Enjeu. Et kann ee sécher d'Prozedure vereinfachen, dat ass à la rigueur relativ liicht, d'Prozeduren ze straffen, ze vereinfachen. D'Schwieregkeet besteet doranner, déi Vereinfachung esou auszegestalten, dass se mat de Rechter souwuel vun de Victimme wéi vun den Accuséë kompatibel ass.

Rechter ofzeschafen, vereinfacht och d'Prozeduren. Dat ass awer net dat, wat mer ustriewen. Dofir muss een, bei all Verständnis fir e Bilan, deen een heiansdo mécht, deen och streng ass, muss een ëmmer am Hannerkapp hunn, dass d'Léisungen net kënnen esou sinn, dass se d'Rechter vun de Leit entaméiere ginn. An dat ass jo och dee schwieregen Équiliber, deen hei an der Commission juridique probéiert ginn ass ze erreechen an dee fir meng Begréffer och erreecht ginn ass.

Eng nei Prozedur, déi kann Délaie verkierzen, ouni awer, dass Rechter vu sief et dem Accusé an och besonnesch net der Victime dovunner tangéiert wieren. Dat ass ëmmer d'Schwieregkeet. An dofir sinn och d'Léisungen net esou einfach ze maachen an ze gestalten, wéi et einfach ass, de Bilan ze maachen an op d'Lenteuren hinzeweisen.

Et ass de Wonsch och geäussert ginn, dass een e Bilan vun dësem Gesetz géif maachen. Den Här Reding huet och d'Fro opgeworf: Firwat bleift Der gäre bei deene fënnef Joer stoen? Firwat net méi? Et ass eng Fro, déi een, fir meng Begréffer, absolutt kann diskutéieren.

Ech mengen, hei ass wierklech de Versuch gemaach ginn, fir déi nei Prozedur esou anzeféieren, dass mer se kloer a prezis perimetréiert hunn. Et ass eng Approche gewiescht, ech wëll net soen, dass se virsiichteg ass, mä si ass räsonabel an duerchduecht. Wat net heescht, dass een net op deem engen oder anere Punkt eng Entwécklung ka maachen. Ech mengen, et besteet kee Problem, fir an dräi Joer och doriwwer ze diskutéieren, ob et muss bei fënnef Joer stoe bleiwen oder net.

À ce stade fannen ech et awer eng verstänneg Approche, de Kader vun där neier Prozedur esou kloer ofzestiechen. Et ass eng räsonabel Approche. An ech engagéiere mech virun der Chamber, dass mer an dräi Joer heiriwwer de Bilan maachen. Mir brauchen och dofir keng Motioun. Mir sinn eis eens. Kommt, mir schreiwen eis all an den Agenda am Januar 2018 de Bilan op! Da kënne mer iwwert dës Mesure diskutéieren.

A mir wäerten och nach an den nächste Méint a Jore bis dohinner mat Sécherheet méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet kréien, eis iwwert dësen Themekomplex ze ënnerhalen. Do sinn nach aner Saachen ënnerwee. Et ass och noutwendeg. A mat Ärer Ënnerstëtzung kënne mer déi och virubréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister.

Mir sinn domat um Enn vun den Diskussiounen zum Projet 6518 a mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6518 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. De Projet de loi 6518 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass d'Enthalunge genuch motivéiert sinn. An ech géif dann d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum Projet de loi 6586 iwwergoen. Et geet ëm d'Transpositioun vun der Direktiv 2004/113/CE an et geet ëm de Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Männer a Fraen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den éierewäerten Här Marc Angel.

7. 6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President et gesot huet, handelt et sech hei ëm eng Proposition de loi mat der Nummer 6586, déi eng Modifikatioun vun engem modifiéierte Gesetz vum 21. Dezember 2007 betrëfft. An an deem Gesetz 2007 hate mer, wéi gesot, déi Direktiv 2004/113 iwwert d'Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer deemools hei ëmgesat.

Den Auteur vun dëser Proposition de loi ass den Deputéierte Fernand Kartheiser. Hien huet dës Proposition de loi den 2. Juli 2013 hei déposéiert. An de Statsrot huet knapp ee Joer duerno, den 3. Juni 2014, säin Avis ofginn.

Mir haten eng Réunioun vun der Kommissioun vun der Santé, der Égalité des chances an dem Sport, déi sech mat dem Thema Égalitéit ofgëtt, de 24. Juni, wou den Auteur Fernand Kartheiser och konnt seng Proposition de loi virdroen a wou mer en éischten Tour de discussion haten, wou ech och Rapporteur genannt gi sinn a wou ech du gesot hunn, dass ech a menger Fonctioun als Rapporteur och e Bréif géif schreiwen un de Presserot, fir deen och nach eng Kéier ëm Avis ze froen. Mir hunn dunn, wéi gesot, eng Äntwert vum Presserot e puer Méint méi spéit kritt, den 22. Oktober 2014.

Op Ufro vun der ADR hate mer dunn nach eng Commission jointe den 10. November mat der Commission des Médias, des Communications et de l'Espace, wou dann och de Conseil de Presse mat enger Delegatioun vertruede war, fir en Échange mat de Vertriederinnen a Vertrieder vun deem Presserot ze hunn.

Den Objet vun der Proposition de loi ass et, fir d'Änderung ze annulléieren, déi duerch d'Gesetz vum 19. Juni 2012 um Gesetz vum 21. Dezember 2007 gemaach gouf. Erlaabt mer, lech e bëssen de Kontext ze erklären.

D'Gesetz vum 21. Dezember 2007 setzt also déi Direktiv vun 2004 ëm iwwert d'Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer, beim Accès an der Fourniture vu Biens a vu Servicer. Aus där Direktiv waren 2004, deemools, ausgeklammert d'Beräicher vun de Medien, der Publicitéit an der Éducatioun.

D'Éducatioun gëtt iwwer eng aner Direktiv geregelt. A bei de Medien a bei der Publicitéit goung et deemools, am Joer 2004, ëm d'Diskussioun, ob dat kéint en Agréff an d'Pressefräiheet bedeiten.

An enger éischter Phas, wéi mer déi Direktiv also transposéiert hunn am Joer 2007, mam Gesetz vum 21. Dezember 2007, huet Lëtzebuerg sech ganz strikt un den Text vun der Direktiv gehalen an och d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducatioun ausgeklammert. Wat deemools awer schonn eng enorm Kritik vum Statsrot provozéiert huet, zu där ech herno nach kommen, an och déi deemoleg Chambre des Employés privés an de Conseil national des Femmes haten déiselwecht Bedenke wéi de Statsrot.

(Coups de cloche de la présidence)

De Grond fir déi Bedenke waren deemools scho ganz kloer, well et net ze vertriede war, laut deene Berichter, deenen Avisen, dass net all Zorte vun Diskriminatioun op deem nämlechten Niveau behandelt goufen. Et goung deemools an deem Kontext och scho rieds vun enger Hiérarchisation des égalités.

Am Joer 2010 huet dunn déi deemoleg Chancëgläichheetsministesch Françoise Hetto-Gaasch, am Numm vun där deemoleger Regierung, an esou wéi dat och an deem deemolege Regierungsprogramm stoung a virgesi war, en neie Projet de loi abruecht, wou, mengen ech, de Kolleeg Eicher Rapporteur war, wann ech mech net iren, an deem dann de Champs d'application vum Gesetz vun 2007 erweidert sollt ginn, fir dass d'Ausnahme fir d'Medien an d'Publicitéit, déi deemools gemaach gi waren, sollten erëm erausgeholl ginn.

D'Zil war et, fir déi verschidde Gesetzer, bei deenen et ëm de Schutz vun Diskriminatioune geet, op een Niveau ze bréngen. Esou wéi beim Schutz virun Diskriminatiounen aus anere Grënn, zum Beispill der Hautfaarf, der Rass, der Relioun, der sexueller Orientéierung an esou weider, sollten och bei der Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht déiselwecht Regele fir all Beräicher gëllen, also och fir d'Medien a fir d'Publicitéit.

Den entspriechende Projet de loi 6127 ass mat 55 Jo-Stëmmen ugeholl ginn a gouf also d'Gesetz vum 19. Juni 2012. D'Proposition de loi, iwwert déi mer elo hei diskutéieren a wäerten ofstëmmen, soll also dës Änderung nees réckgängeg maachen.

Erlaabt mer op den Avis vum Statsrot zréckzekommen, eng technesch Saach. De Statsrot huet op e Feeler am Intitulé higewisen. D'Kommissioun huet och där Recommandatioun vum Statsrot Rechnung gedroen an den Intitulé vun der Proposition de loi ass elo d'Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 (...). Am Intitulé ass also keng Referenz méi op d'Modifikatioun vum 19. Juni 2012.

Dat zu deem techneschen Aspekt. Wann een awer elo op de Fong geet, wat de Statsrot gesot huet, de Statsrot huet a sengem Avis zu der Proposition de loi natierlech op seng fréier Avise vun 2007 a vun 2012 an och op déiselwecht Argumenter verwisen.

Beim urspréngleche Gesetz, wou jo genee wéi an der Direktiv d'Medien an d'Publicitéit ausgeklammert goufen, huet de Conseil d'État deemools déi „minimalistesch a restriktiv" Approche vum Législateur schaarf kritiséiert. Dës Virgehensweis géif eng Hierarchisatioun tëschent de verschiddenen Diskriminatiounsmotiver aféieren an dem Schutz vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer eng mannerwäerteg Plaz zouerkenne par rapport zu aneren Diskriminatiounsgrënn, zum Beispill dem Schutz géint d'Diskriminatioun wéinst Behënnerung, der Rass, der Hautfaarf, wou, wéi scho gesot, d'Medien an d'Publicitéit mat abegraff sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madame Minister, de Conseil de Presse huet ëmmer nees a sengen Avisen an och a senge Positiounspabeieren an och an där Entrevue, déi mer mam Conseil de Presse haten, argumentéiert, dass e Journalist oder en Éditeur kéint riskéieren, sech ze autozensuréiere beim Reportage iwwer Faiten, déi diskriminatoresch kéinte sinn oder interpretéiert ginn.

Op där anerer Säit betount awer de Presserot, dass se ouni Reserv och de Principe vun der Égalité de traitement tëschent Fraen e Männer unerkennen an dass dee jo souwéisou an hirem eegene Code de déontologie festgeschriwwen ass. Si schreiwe souguer, dass si „des dispositions contraignantes claires et nettes" an dësem Code de déontologie drastoen hunn.

Nom Avis vum Presserot an och no där Entrevue mam Presserot huet d'Chamberskommissioun vun der Égalité des chances du festgestallt, dass am Fong keng nei, iwwerzeegend Argumenter um Dësch louchen. An de 6. Januar hu mer du mäi Rapport ugeholl, an an deem Rapport recommandéiert d'Kommissioun, dës Proposition de loi also net ze stëmmen, also der Recommandatioun vum Statsrot nozegoen.

Ech wollt nach e puer zousätzlech Erklärunge ginn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et gouf dacks monéiert, Lëtzebuerg wär dat eenzegt Land, dat op de Wee gaange wär, fir de Champ d'application vun där Direktiv op d'Medien an op d'Publicitéit auszeweiden.

Dozou ass fir d'Éischt emol ze soen, dass dat am Fong kee gutt Argument gewiescht wär. Lëtzebuerg muss jo net ëmmer Nachzügler sinn. Et kéint jo och emol eng Kéier ee vun den Éischte sinn, vun de Virreider sinn, wann et ëm eng gerecht Cause geet.

Mä et ass net esou. Mir sinn hei an dësem Fall net déi Eenzeg, well Lëtzebuerg steet bäi Wäitem net eleng do mat dëser Reglementatioun. An engem Experterapport, deen ech och zitéieren, wou Der och d'Sourcë fannt a mengem schréftleche Rapport, iwwert d'Transpositioun vun där Direktiv vun 2004, steet ze liesen, dass d'Legislatioun a Saache Gender Discrimination - de Rapport ass op Englesch - vill méi wäit geet wéi de Minimum, deen an der EU-Direktiv virgesinn ass, an dass, wéi et op Englesch an deem Rapport steet, „in a significant number of states" (veuillez lire: „in a significant proportion of states") d'Legislatioun iwwert d'Geschlechterdiskriminatioun géif déiselwecht Beräicher aschléisse wéi déi sougenannten „race"-Direktiv.

Andeems mer dës Proposition de loi net stëmmen, mengen ech, bekunde mer och e ganz kloren Neen zur Hierarchisatioun tëschent de verschiddene Motifs de discrimination.

Fir et am Kloertext nach eng Kéier ze soen: Fir jiddwereen, och fir d'Medien, schéngt et also absolutt kloer a selbstverständlech ze sinn, dass d'Medie sech mussen un d'Diskriminatiounsverbuet a Saachen Hautfaarf oder sexueller Orientéierung, Rass, Relioun oder Behënnerung halen, an do gesäit scheinbar keen d'Pressefräiheet a Gefor. Mä bei der Diskriminatioun wéinst dem Geschlecht ass dat aneschters. A mir wëlle jo net, dass dës Diskussioun, déi op d'Geschlecht baséiert, haut an hei zu Lëtzebuerg nach akzeptéiert kéint ginn. A mir wëllen och net, dass déi Diskussioun nees salonfäeg géif ginn.

Zum Argument vum Conseil de Presse, dass dat jo souwéisou am Code de déontologie steet, muss ech soen, dass een am Fong dovunner ausgoe kann, dass d'Journaliste sech scrupuleusement un hire Code de déontologie halen an dass de Presserot scrupuleusement drop oppasst, dass dat och esou geschitt. An an deem Fall bréngt d'Gesetz vun 2012 am Fong keng Änderung an et kann also net dovu rieds sinn, dass d'Pressefräiheet doweinst a Gefor gerode wier.

(Coups de cloche de la présidence)

Zum Thema Pressefräiheet wëll ech hoffen, dass et net dobaussen zu enger Diskussioun kënnt am Kader mat der Diskussioun iwwert d'Liberté de presse zu deene schrecklechen Attentater a Frankräich op „Charlie Hebdo", dass do net d'Saache vermëscht ginn. Dat wär, mengen ech, a mengen Aen eng populistesch Aart a Weis, fir mat deene wichtege Froen dann ëmzegoen.

D'Pressefräiheet an d'Liberté d'expression si grondleeënd Valeuren an enger Demokratie, déi mer musse verdeedegen an héichhalen, déi awer net ëmmer illimitéiert sinn. Et däerf een nämlech net diffaméieren, et däerf een och zum Beispill keen, wat och verbueden ass, dass een en Appel à la haine ausprécht. An ech erlabe mer, d'Zeitung „Le Monde" ze zitéieren an hirer Online-Ausgab vum 14. Januar, do hu se en Artikel publizéiert mam Titel „«Charlie», Dieudonné...: quelles limites à la liberté d'expression?".

An deem Artikel ginn d'Basen an d'Prinzipie vun där Fräiheet erklärt, grad wéi och d'Limitten. Ech zitéieren: «La liberté d'expression n'est donc pas totale et illimitée, elle peut être encadrée par la loi. Les principales limites à la liberté d'expression en France relèvent de deux catégories: la diffamation et l'injure, d'une part; les propos appelant à la haine, qui rassemblent notamment l'apologie de crimes contre l'humanité, les propos antisémites, racistes ou homophobes, d'autre part.»

A méi spéit resüméiert dann och deeselwechten Auteur: «(...) la liberté d'expression ne permet pas d'appeler publiquement à la mort d'autrui, ni de faire l'apologie de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, ni d'appeler à la haine contre un groupe ethnique ou national donné. On ne peut pas non plus user de la liberté d'expression pour appeler à la haine ou à la violence envers un sexe, une orientation sexuelle ou un handicap.»

D'Auteure vum besoten Artikel beschäftege sech allerdéngs dann och mam „cas complexe" vum Humor, der Satir an och der Karikatur. A se soen och, natierlech, dass Karikatur a Satir musse kënne stéieren, par définition musse se och onbequem sinn. Se mussen och souguer e bësse wéidoen. Dat ass gewosst. Mä och d'Karikatur a Satir, dat ass e spezielle Regëster. Mä och do ginn et dem Artikel vun der Online-Editioun „Le Monde" no Limitten. Eng dovunner wier „de ne pas s'en prendre spécifiquement à un groupe donné de manière gratuite et répétitive". Ech hu just deen Artikel do zitéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net einfach, iwwert d'Limitte vu Presse- a Meenungsfräiheeten ze diskutéieren. Um Gesetz ass et, fir déi grouss Prinzipie festzehalen. Wou awer genee déi Limitte vun der Presse- a Meenungsfräiheet sinn an ob se iwwerschratt goufen oder net, kann nëmmen au cas par cas vun de Geriichter beuerteelt ginn. Dat ass net iergendwellechen Interessensgruppen hir Aufgab. Et ass och net d'Aufgab vun de Kierchen a vun de Reliounsgemeinschaften. Et ass och net d'Aufgab vun de Politiker. Dat wollt ech nach hei gesot hunn.

Ech soen Iech zum Schluss Merci fir d'Nolauschteren. An ech wëll am Numm vun der LSAP-Fraktioun soen, dass mer dës Proposition de loi net wäerte stëmmen.

Ech wollt och drun erënneren, dass an der Commission de l'Égalité mäi Rapport mat där Recommandatioun, dës Proposition de loi net ze stëmmen, unanime ugeholl ass. Ech wëll awer do preziséieren, dass de Fernand Kartheiser, den Auteur, ëmmer an der Kommissioun matgeschafft huet, mä dass en net Member an där Kommissioun ass an dass en also kee Stëmmrecht hat. Mä, op jidde Fall, de Rapport ass unanime vun der Kommissioun ugeholl ginn; dee seet, déi Proposition de loi hei net ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Rapporteur. Ech wëll mech entschëllegen, dass ech vun engem Projet de loi geschwat hat. Et ass selbstverständlech, Dir hutt et berichtegt, eng Proposition de loi, wou och direkt den Auteur, den Här Kartheiser, elo d'Wuert huet.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Angel villmools Merci fir säi Rapport. Mä et gëtt einfach Sujeten, déi vill ze seriö sinn, fir se als populistesch ze qualifizéieren, wann ee sech dermat beschäftegt.

Mir haten an deene leschten Deeg, duerch d'Aktualitéit - eng Aktualitéit, déi mer net kannt hunn, wéi ech dës Proposition de loi gemaach hunn -, d'Geleeënheet, ganz vill iwwert d'Fräiheet vun der Press ze schwätzen. Mir hate vill Deputéierten heibannen, déi op hirer Mediesäit, op elektronesche Medie gesot hunn: «Je suis Charlie.» Mir haten der, déi op Demonstratioune gaange sinn. Mir haten der, déi gekrasch hunn opgrond vun deem, wat geschitt ass zu Paräis, a mir hu vun alle Säiten héieren, datt d'Leit sech bekennen zu der Fräiheet vun de Medien. An et ass och gutt an et ass richteg esou, datt mer esou eng Solidaritéit weisen.

Haut awer, duerch den Zoufall vum Kalenner, diskutéiere mer iwwer e Gesetz, wou mer kucken: Wéi eescht ass et eis da mat der Fräiheet vun der Press? Dat ass e Lackmustest. Et ass een, wou mer musse weisen, ob mer wierklech d'Fräiheet vun der Press verdeedegen, wéi et an engem demokratesche Rechtsstat muss sinn, oder ob mer Ursaache fannen, fir se anzeschränken opgrond vu Pressiounsgruppen, opgrond vu schwammege Konzepter, déi eis derzou bréngen, Grondprinzipie vun eisem Rechtsstat a Fro ze stellen.

Mir hunn esou Grondprinzipien, dat ass d'Fräiheet vun der Press. Se steet an eisem Artikel 24 vun der Verfassung, wou mer soen: «La censure ne peut jamais être établie.» Dat ass e ganz, ganz wichtege Grondprinzip. An et wär eigentlech dorunner, un deem Prinzip, wou mer alles misste moossen, wat am Ableck kënnt u politesche Propositiounen, fir ze kucken, ob et deem entsprécht.

De Statsrot huet eigentlech als Aufgab gehat, als Statsrot, fir ze kucken, ob e Gesetz konform ass zur Verfassung. E versteet sech jo als Gardien de la Constitution. Mä de Statsrot huet dat an dësem Fall net gemaach. Et ass, leider, e ganz staark politiséiert Organ, dat an dësem Fall deem Optrag sécher net nokomm ass.

De Statsrot huet net a sengem Avis iwwer e Gesetz iwwert d'Fräiheet vun der Press, ëm déi et hei geet, déi Analys gemaach, ob dat Gesetz konform ass zur Constitutioun. En huet d'Constitutioun emol net ernimmt. E seet a sengem Avis, datt seng Referenzen e politesche Plang sinn an enger Konferenz zu Peking, ausserdeem de Plan national de l'égalité, awer dat si sekundar Texter, tertiär Texter, politesch net contraignant Texter, juristesch net contraignant Texter. Mä d'Constitutioun huet en net ugeféiert an en huet déi Analys iwwert d'Zensur net gemaach. Et ass ganz schued, datt dat esou geschitt ass.

Mir hunn an der Diskriminatiounsdiskussioun, an ech muss soen zu de Kolleegen an der CSV, a menger Analys ass et ee vun deene gréisste Feeler, déi d'CSV an där Zäit gemaach huet, wou se an der Regierung war, datt se rechtlech Grondprinzipien opgrond vun elektoralen oder grad politesch opportune Grënn a Fro gestallt huet. An déi Diskriminatiounsdebatte gehéieren dozou.

Eng Partei, déi sech als statsdroend laang verstanen huet a sech och vläicht erëm wëllt esou verstoen, kann net higoen a Grondprinzipie vum Stat zur Dispositioun stellen. Si kann och net higoen a mat legalisteschen Argumenter wéi Hierarchien an Diskriminatiounsfroen argumentéieren, wann déi Diskriminatioun selwer op ganz schwammege Konzepter berout, déi eigentlech net dat duerstellen, wat eng Rechtssécherheet kann hierginn.

Et ass schued, datt op esou Manéieren argumentéiert gëtt, wann et awer kéint op engem ganz aneren Niveau geschéien, wou wierklech kéint mat Iwwerzeegung fir dat agestane ginn, wat awer d'Essenz vun eise westlechen Demokratien ausmécht.

Mat esou Argumenter argumentéieren, dat sinn Defizienzargumentatiounen. Et weist, datt eigentlech déi wichteg Saachen net méi am Zentrum stinn, mä datt éischter mat elektoralisteschen oder anere Considératioune Politik gemaach gëtt. Dat ass schued.

D'ADR huet dës, oder ech hunn et gemaach mat der Ennerstëtzung vun der ADR, dës Propositioun, wësst Der, well et einfach wichteg ass, datt mer eis bewosst sinn, a wéi engem Exercice mer hei sinn. Mir féieren eng indirekt Zensur mat dësem Gesetz an, dofir kënne mir als ADR och net domat zefridde sinn. Et ass eng indirekt Zensur! An dat soen net nëmme mir, dat seet de Conseil de Presse. An de Conseil de Presse seet et net eemol, mä en huet et dräimol gesot!

De Conseil de Presse huet et gesot, well d'CSV dee Projet 6127 erabruecht hat an dës Debatt. En hat en Avis geschriwwen, dee ganz kritesch war, deen ebe just op déi Problematik opmierksam gemaach huet vun der indirekter Zensur an deene Risiken, deenen d'Medievertrieder an d'Éditeure sech ebe kënnen aussetzen. An en huet et nach eng Kéier gemaach an engem Mémoire, deen en duerno adresséiert huet un all Member vun der Chamber, wou e gesot huet, e géif eng Campagne maachen. Sou eescht war et dem Conseil de Presse!

An en huet et nach eng Kéier gemaach, wou mer elo dës Diskussioun iwwert dëst Gesetz haten, wou alt nees eng Kéier, an dat muss een awer och soen, der Éierlechkeet halber, déi zoustänneg Chamberskommissioun vun der Égalitéit u sech dem Conseil de Presse déi Fro net wollt stellen. Et ass d'ADR, déi insistéiert hat, mat der Hëllef, an dëser Diskussioun, vun der DP. Wann dat net gewiescht wär, da wär de Conseil de Presse écartéiert gi vun der Diskussioun, obschonn hien et ass, deen un éischter Plaz betraff ass.

Ech bedaueren och, ech bedaueren, datt an eiser Press, déi leider zu engem ganz groussen Deel parteigebonnen ass, dee Kampf net gefouert gëtt, dee mer hei misste gesinn, wann et ëm d'Fräiheet vun der Press zu Lëtzebuerg geet!

Et ass schéin, datt eis Zeitungen an eis Medie sech engagéieren, wann zu Paräis en Attentat géint Journalisten oder Karikaturiste gemaach gëtt. Dat ass gutt. Mä ech géif mer wënschen, datt d'Parteien net de Kritär wiere vun eise Journalisten, wann et drëm geet, fir ze beuerteelen, wéi d'Fräiheet vun der Press hei soll an de Medie reflektéiert ginn.

Et ass net, well eng Propositioun fir d'Fräiheet vun der Press vun der ADR kënnt, datt eis Journalisten doriwwer vläicht an der Press net esou berichten a sech net esou engagéieren, wéi de Conseil de Presse et hei am Land virmécht.

Et ass schued, well ech mengen, et géif och e breede Public interesséieren. Mir haten de Bewäis fir den Interessi jo virun e puer Deeg, wou en Imam an och e Vertrieder vun der kathoulescher Kierch envisagéiert haten, fir verschidde Saachen, déi si als blessant empfanne fir hir reliéis Gefiller, net onbeschränkt an de Beräich vun der Karikatur oder der Kritik wëlle kommen ze loossen.

Doriwwer kann ee streiden. Well, wéi den Här Angel richteg rappeléiert huet, ass jo ee vun den Diskriminatiounsgrënn, dee fir hien a fir anerer, déi op déi Manéier argumentéieren, jo wichteg sinn, d'Diskriminatioun opgrond vun der Relioun. Also ass dat u sech eppes, wat ee kann och an deem Geescht liesen, wéi mer et haut hei diskutéieren am Kader vun der Gläichheet vu Fraen a Männer. Dat ass och ee Grond. Et ass also och ee vun deene Grënn, déi an der Press, am Pressegesetz oder op jidde Fall an der Wierklechkeet vun der Press musse respektéiert ginn.

D'AHA hat direkt geschriwwen, wou dee Kommentar gemaach gouf: «L'AHA juge l'initiative visant à limiter la liberté d'expression comme la manifestation d'un cynisme monstrueux. Il relève de la responsabilité des politiques d'étouffer dans l'œuf de telles atteintes aux libertés d'expression, de la presse et de pensée», obschonn et am Gesetz steet! Hei hate mer also e Fall, wou direkt eng Associatioun sech dorunner gestéiert huet a wou mer direkt eng Diskussioun hei haten.

An haut de Moien huet den Här Bettel gesot, wou mer iwwert d'Fräiheet oder d'Trennung vu Kierch a Stat geschwat haten an der Kommissioun, e géif zu Lëtzebuerg keng Restriktioun vun der Liberté de la presse akzeptéieren. Dat waren d'Wierder vum Statsminister de Moien an der Chamberskommissioun.

D'Realitéit ass awer eng aner! An et ass dat och, wat mech stéiert, dat ass, datt mer u sech - net mir als ADR -, mä awer ganz vill Politiker, Parteien, en Discours priedegen, an deem se d'Fräiheet vun der Press als en héije Wäert duerstellen, a mat Recht, an awer, wann et an d'Praxis geet, dat direkt vergiessen an et, wéi gesot, an d'Kategorie vun Diskriminatiounsdiskussioune réckelen, déi awer juristesch, fir et emol ganz modéréiert ze soen, net kloer beschriwwe sinn an e gewëssenen Arbitraire hierstellen.

Fir eis als ADR, nach eng Kéier, war et wichteg, dës Proposition de loi ze maachen, well mer einfach net kënnen akzeptéieren, datt eng Zensur hei am Land, sief se direkt oder indirekt, wéi mer se hei aféieren, datt eng Zensur hei am Land existéiert. Datt et net méiglech ass fir d'Pressevertrieder, verschidde Saachen an hire Medien ze soen, ouni mussen ze fäerten, e Prozess ze kréien! Wou se och nach konfrontéiert si mat enger anerer Verletzung vum Rechtsstat, nämlech dem Renversement de la charge de la preuve. Eng Praxis, déi sech an deene leschte Jore leider agebiergert huet.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Et ass einfach fir eis net akzeptabel! A mir sinn als ADR net an enger Schinn vu Populismus, wa mer doriwwer schwätzen, mä am Sënn vun enger Partei, déi eng Wäertorientéiertheet an eng Trei zu rechtsstaatleche Prinzipie konkret iwwersetzt a Gesetzespropositiounen an an e Behuelen, wat déi wichteg Grondpfeiler vun eisem demokratesche Stat héichhält an nach weess, wou déi sinn, wéi se ze identifizéieren an ze beschreiwe sinn, a mat eisem Wëllen, fir se och ze verdeedegen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol Merci dem Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen a ganz engagéierte mëndleche Rapport an där Proposition de loi hei. Mä och Merci dem Initiateur hei vun der Proposition de loi, deen doduerch eng weider interessant ëffentlech Diskussioun, ënner anerem zum Thema Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra, erméiglecht.

D'CSV begréisst ausdrécklech, dass et zu engem Austausch mam Presserot koum an enger gemeinsamer Sitzung, et ass scho gesot ginn, vun der Chancëgläichheetskommissioun an der Mediekommissioun vun der Chamber.

De Presserot huet sech zu der Ëmsetzung vun där concernéierter europäescher Direktiv 2004/113 vum 13. Dezember 2004 zur Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra, wat den Zougang zu Gidder a Servicer respektiv fir d'Zouliwwerung ugeet, e puermol zu Wuert gemellt. D'Vertrieder vun der Press konnten hire Point de vue och schonn am Virfeld vun der Ëmännerung vum initiale Gesetz vun 2007 an enger Entrevue de 17. Februar 2011 mat den deemolegen zoustännege Ministere Biltgen an Hetto ausdrécken.

Dofir, am Numm vun der CSV, just e kuerze Kommentar zu der virleiender Gesetzespropos, wat d'Hierarchisatioun vun den Diskriminatiounsmotiver ubelaangt.

Engersäits ass bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv duerch d'Gesetz vum 21. Dezember 2007 de generelle Prinzip vun der Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra a ville Beräicher agefouert ginn, dat awer mat e puer Ausnahmen, dorënner déi Froen, déi sech mat dem Inhalt vun de Medien, der Publicitéit an der Éducatioun beschäftegen. De Rapporteur huet et beschriwwen, mä ech widderhuelen awer verschidde Saache wéinst der Kloerheet vun der Argumentatioun.

Déi lescht dräi Beräicher si bei der Ëmsetzung vun der Direktiv, bei der Ausschaffung vun dem initiale Gesetz am Joer 2007 ausgeschloss ginn, ënner anerem, well d'Direktiv dëst net virgesinn hat. Déi Direktiv ass also eent zu eent ëmgesat ginn. An et war effektiv deemools schwéier, um europäesche Plang eng Eenegung tëschent all deene concernéierten Akteuren ze fannen, well eng méiglech Interferenz mat der Pressefräiheet an der Pressevielfalt invoquéiert ginn ass.

Mä déi europäesch Direktiv ass eng minimal Harmonisatioun, déi de Memberstate fräi Hand léisst, Dispositiounen doriwwer eraus ze huelen, wat och eng signifikativ Zuel vu Länner gemaach hunn. De Statsrot war drop agaangen, gradesou wéi de Marc Angel a sengem Rapport.

Anerersäits gëtt et hei zu Lëtzebuerg d'Gesetz vum 28. November 2006, dat de Schutz géint all Zort vun Diskriminatioune garantéiert, sief dat wéinst dem Alter, engem Handicap, der sexueller Orientéierung, der Relioun oder sengen Iwwerzeegungen an der ethnescher oder Rassenzougehéieregkeet. An dozou gehéiert och d'Netdiskriminatioun an de Beräicher vun der Beschäftegung, der Éducatioun an dem gläichberechtegten Zougang fir Mann a Fra zu de Gidder a Servicer, gradesou wéi och d'Zoustellung vun dësen, wat jo d'Thema vun haut ass.

Den Uwendungsberäich vum Gesetz vun 2006 ass also e gutt Stéck méi breet wéi dee vum Gesetz vun 2007 a begräift och déi Beräicher, déi bei der Ëmsetzung vun der Direktiv ausgeklamert goufen. An doduerch sinn eng ganz Rei Ongereimtheeten entstanen.

Éischtens ass et zu enger Hierarchie tëschent de Rechter vun de Bierger komm. Zum Beispill huet de Bierger wuel d'Recht, fir net diskriminéiert ze gi wéinst sengem Alter, engem Handicap oder senger Relioun, net awer d'Recht, fir géint eng Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht an de Medien an an der Publicitéit an deelweis och an der Éducatioun geschützt ze ginn.

Zweetens. D'Kohärenz, d'Equivalenz an d'Ugepasstheet vun eise Lëtzebuerger Rechtsnormen a virun allem de Respekt vum Artikel 11 vun der Verfassung, wou d'Gläichheet tëschent Mann a Fra verankert ass an deen ausserdeem virgesäit, ech zitéieren: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre hommes et femmes», waren domat a Fro gestallt a puncto Rechtsstat.

Drëttens. Déi international Verflichtungen, déi Lëtzebuerg agaangen ass par rapport zu der Organisatioun vun de Vereenten Natiounen, der UNO also, der Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe am Beräich vun der Gläichbehandlung vu Mann a Fra waren och net méi respektéiert, ënner anerem d'Konventioun iwwert d'Eliminatioun vun allen Diskriminatioune géigeniwwer vun de Fraen, bekannt als CEDAW-Konventioun, oder d'Engagementer vun der Aktiounsplattform vu Peking, fir nëmmen déi ze nennen, déi jo hiren Niddersclag fannen am nationalen Aktiounsplang fir d'Gläichheet vun de Fraen a Männer vun der Regierung.

Fir dës Onkohärenzen nees ze behiewen, huet déi viregt CSV/LSAP-Regierung an hirem Koalitiounsprogramm virgesi gehat, déi Ausnahm, déi sech op déi dräi Beräicher vun der Publicitéit, de Medien an der Bildung bezunn huet, opzehiewen. Dëst bedeit, dass d'Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra am Zougang zu Gidder a Servicer souwéi och der Bereetstellung vun dësen ausdrécklech op déi dräi Beräicher erweidert gouf duerch eng Ëmännerung vum Gesetz vun 2007, déi de 15. Mee 2012 hei an der Chamber mat enger écrasanter Majoritéit gestëmmt gouf. Domat hunn déi Persounen, déi sech op deem Gebitt diskriminéiert fillen, e Mëttel kritt, fir sech ze wieren.

Déi virleiend Gesetzespropos géif net nëmmen de Schutz vun de Bierger géint dës Diskriminatioun nees ophiewen, mä déi gesetzlech Onkohärenzen nees aféieren. An dat ass fir d'CSV net tragbar! D'CSV ass der Meenung, dass et zum generelle Prinzip vun der Gläichheet tëschent Mann a Fra keng Ausnahmeregelung dierf ginn.

D'Pressefräiheet muss am Respekt vun der mënschlecher Würd an der Gläichheet tëschent Mann a Fra spillen. An dat huet näischt mat deene rezenten dramateschen Evenementer a Frankräich ze dinn. An dat huet och näischt mat engem „schwammege Konzept" ze dinn, esou wéi et vum Auteur vun der Gesetzespropositioun hei ugedeit gouf.

Sämtlech Avisen, déi an der gesetzgeberescher Prozedur zum Gläichheetsprinzip tëschent Mann a Fra fir den Zougang zu Gidder a Servicer souwéi och der Bereetstellung vun dësen erstallt gi sinn, deelen dës Meenung, vum Statsrot iwwert d'Beruffskummere bis zum Conseil national des femmes an dem Centre pour l'égalité de traitement.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV-Fraktioun wäert dës Gesetzespropos deemno net matstëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Madame Andrich. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi scho gesot ginn ass, mat enger grousser Majoritéit huet d'Chamber am Joer 2012 décidéiert, de Prinzip vun der Gläichbehandlung vu Fra a Mann iwwerall unzewenden an och a méi subtille Beräicher wéi ebe just de Medien an der Werbung.

Bis op véier Ausnahme waren all d'Deputéierten heibanne sech eens, datt d'Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht déiselwecht Gravitéit huet wéi all aner Zort vun Diskriminatioun an datt se mat deeneselwechte Mëttele muss bekämpft ginn. Eng Hierarchiséierung däerf et an där doter Fro net ginn! An ech si frou, datt souwuel d'Madame Sylvie Andrich wéi och den Här Marc Angel dat do gesot hunn.

Weder d'Geschlecht nach den Alter, den Handicap, déi kulturell Hierkunft, d'Relioun, de Glawen oder all Zort vun Iwwerzeegung däerfen e Motiv sinn, fir eng Persoun ze diskriminéieren.

Dës Positioun hunn déi gréng allerdéngs net eréischt am Joer 2012 vertrueden, wéi d'Gesetz nogebessert ginn ass. Schonn am Joer 2007, wéi d'Direktiv transposéiert ginn ass, eben d'Direktiv zum Accès zu Gidder an Déngschtleeschtungen, hunn déi gréng sech enthalen, well se net d'accord waren, datt d'Medien an d'Publicitéit aus dem Gesetz ausgeschloss gi sinn.

D'Kolleegin Viviane Loschetter huet deemools eng deementspriechend Motioun hei déposéiert, déi awer leider nëmme vun eiser Fraktioun gestëmmt ginn ass. Leider huet et fënnef Joer gedauert, bis d'Chamber eiser Fuerderung nokomm ass. Mä ëmmerhin, et war e wichtege Schrëtt an eng gutt Richtung.

D'Proposition de loi vun haut gëtt mir d'Geleeënheet, eis Positioun eng weider Kéier ze widderhuelen a mir wäerten déi Positioun och bäibehalen. Si bitt awer och d'Geleeënheet, mech e bësselche mam Avis vum Presserot ze beschäftegen, deen an dëser Diskussioun jo awer mat eragezu ginn ass an deen och net onbedeitend ass an deem Secteur.

Grad wéi den Auteur vun der Proposition de loi, schwätzt och de Presserot sech jo derfir aus, d'Medien an d'Publicitéit nees aus dem Gesetz ze sträichen. D'Suerg vum Presserot, datt eng Application à la lettre, wéi et a sengem Avis steet, d'Riedefräiheet vun de Journalisten an d'Pluralitéit vun de Medien aschränke kéint, kënne mir eigentlech aus der Perspektiv vun de Journalisten duerchaus novollzéien.

Effektiv ass et jo esou, datt d'Journaliste stänneg engem Drock ausgesat sinn an un der viischter Front stinn, schonn eleng, wa si dat maachen, wat d'Gesellschaft sech vun engem gudde Journalist erwaart. Wa si hirer journalistescher Tâche gerecht ginn, déi dora besteet, ze recherchéieren, ze informéieren, ze kommentéieren, ze kritiséieren, ze hannerfroen a wa se d'Konscht beherrschen, och ze karikaturéieren, sti se oft am Mëttelpunkt vun der Kritik.

Zu wéi enge Reaktiounen dës Tätegkeet am Extremfall ka féieren, huet déi terroristesch Attack op d'Karikaturiste vun „Charlie Hebdo" bewisen. Dat war kee Glanzmoment vum Journalismus. „D'Affer si gekäppt ginn, well se e Kapp haten.", huet de Psychiater an Auteur Paul Rauchs a senger rezenter Carte blanche op RTL behaapt. De Mann hat recht!

D'Affer haten d'Intelligenz a se haten de Courage, fir sech mat brutalem, mä och mat raffinéiertem Humor zu Saachen ze äusseren, déi se perséinlech awer déif respektéiert hunn. Dës an aner subtill Methoden oder Manéieren, sech zu Wuert ze mellen, mussen d'Recht an d'Fräiheet vun all Journalist sinn a bleiwen, och am Kontext vun der Gläichstellung vu Fra a Mann an am Kontext vun der Gläichstellung vun Transgender-Persounen, déi an dëser Diskussioun oft vergiess ginn.

Allerdéngs, an dat ass mer wichteg, däerf dës journalistesch Fräiheet kee Fräipass sinn, fir aner wichteg Regele vum demokrateschen Zesummeliewen ausser Kraaft ze setzen. Am Kontext vum terroristeschen Uschlag op „Charlie Hebdo" zum Beispill heescht dat, datt déi Attack net als Argument benotzt däerf ginn, fir d'Presse- an d'Meenungsfräiheet iwwert déi ëffentlech Uerdnung an iwwert dat ëffentlecht Recht ze stellen. Se ass just den Deel vun engem Ganzen. Zu deem Ganze gehéieren nach ganz aner Grondprinzipien, déi jiddweree muss respektéieren, an och Grondrechter, déi jiddweree muss schützen.

Dat zielt och fir den Accès, de gläichberechtegten Accès zu Servicer a Gidder, ëm déi et an dëser Proposition de loi geet, notamment och an der Press an an der Publicitéit. E wichtegt Grondrecht ass ebe just dobäi de Schutz géint d'Diskriminatioun, grad wéi och d'Recht, sech mat legale Mëttele géint all Zort vun Diskriminatioun ze wieren.

Duerno geet et dann drëms, déi néideg juristesch Schrëtt anzeleeden a gegebenenfalls Strofen auszeschwätzen, wann et sech ëm eng Diskriminatioun handelt.

De Verbuet vun der Diskriminatioun, d'Vielfalt vun de Kulturen, de Reliounen an de Sproochen an notamment och de Prinzip vun der Gläichheet tëschent Fra a Mann sinn iwwre-

gens och an der Europäescher Mënscherechtscharta an den Artikelen 21, 22, 23 verankert. Et handelt sech hei ëm universell Mënscherechter, déi e Ganzt bilden a keng Ausnahm zouloossen! Dowéinst gëtt et an eisen Ae kee Grond, fir zwee Beräicher aus dësem Gesetz auszeklameren.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- En zweeten, wichtege Grondprinzip vun eisem Rechtsstat, deen och an de Kontext vun dëser Proposition de loi gehéiert, ass d'Recht op fräi Meenungsäusserung, déi schonn e puermol hei erwähnt ginn ass. Dozou zielt och d'Pluralitéit vun de Medien, d'Pressefräiheet an d'Fräiheet, Informatiounen ze empfänken a weiderzeginn. Dës Dispositioune sinn am modifizéierte Gesetz vun 2004 festgehalen a sinn och am Artikel 11 vun der Europäescher Mënscherechtscharta verankert. Se hunn also genee deeselwechte Stellewäert wéi d'Gläichbehandlung vun de Geschlechter an de Verbuet vun der Diskriminatioun.

Natierlech, dat wësse mer, gëtt et ëmmer Konflikter tëschent dem Recht vun deem engen an dem Recht vun deem aneren. Am Konflikt tëschent dem Recht op Meenungsfräiheet an dem Recht vum Eenzelnen op Gläichbehandlung ass et dann awer weder un der Press nach um Presserot nach um Eenzelnen, fir doriwwer ze jugéieren. Mir liewen an enger Demokratie. An an der Demokratie läit déi Entscheedung beim Geriicht als iwwergeuerdnet an neutral Instanz, natierlech an der Hoffnung an ënnert der Viraussetzung, datt d'Affär och traitéiert gëtt. Dee Problem ass virdrun ugeschnidde ginn.

Op enger ganz anerer Ebene gesi mir de Code de déontologie vun der Press, dee laut dem Presserot méi streng ausgeriicht ass wéi den Text vum Gesetz. Der Meenung vum Presserot no ass dee Code an déi gutt Aarbecht vun der Commission des plaintes Ursaach genuch, fir keng speziell Dispositiounen an dësem Gesetz ze schafen oder se dranzeloossen.

Mir zweifele kee Moment drun, datt seriö Presseorganer ganz virsiichteg a bewosst mam Volet vun der Gläichstellung ëmginn an all Diskriminatioun och bewosst ënnerloossen.

Déi niddreg Zuel vu Plainten ass schonn eleng e Bewäis, datt mer keng grouss Problematik hei am Land hunn. Trotzdeem si mir der Meenung, datt et mam Code de déontologie als Instrument net duergeet, well en enger betraffener Persoun net déi néideg legal Basis liwwert, fir zu hirem Recht ze kommen.

Ech kéim dann zur Publicitéit, ëm déi et hei och geet. Mir gesinn do keng aner Dispositioune wéi bei der Press oder bei de Medien.

Mir mengen, datt och d'Publicitéit net däerf ausgeschloss ginn. Och wann et do e strenge Code de déontologie gëtt, dee mir als wäertvollt Instrument ugesinn, wuel fir d'Ethik an der Werbung ze jugéieren an ze iwwerwaachen. Allerdéngs schaaft och dëse Code net déi néideg gesetzlech Handhab, soudatt sech fir de Bierger an d'Biergerin déiselwecht Fro stellt, wéi um Niveau vun der Press.

Och hei muss et méiglech sinn, juristesch Schrëtt géint d'Initiateure vun enger Werbecampagne anzeleeden, wann d'Campagne nun emol elementar Mënscherechter verletzt. Dëst ëmsou méi, well déi ënnerschwelleg Messagen, déi virun allem duerch Biller a Fotoe vermëttelt ginn, ganz ufälleg si fir Sexismus an Instrumentaliséierung vun der Fra, munchmol och vum Mann.

Dës Problematik ass längst erkannt an ass och am Joer 2010 an enger ganz opschlussräicher Etüd vum Conseil de la publicité zesumme mam Ministère de l'Égalité des chances dokumentéiert ginn.

Et ass festgehale ginn, datt de Gros vun de Reklammen, vun der Werbung hei am Land eigentlech kee Problem duerstellt a ganz neutral ausgeriicht ass. An et ass awer och festgestallt ginn, datt mer eng ganz Rëtsch vu Reklammen hunn, déi net onbedenklech sinn.

Virun allem huet d'Etüd bestätegt, datt d'Werbecampagnen och zu Lëtzebuerg vill Klischeeën a stereotyp Rollebiller véhiculéieren. Beispillsweis an der Werbung vu Miwwelen, wou an insgesamt 21 Reklamme just zwee Männer a ganzer 19 Frae virkommen. Déi Frae ginn awer do net als aktiv Mënschen duergestallt, mä ausnahmslos als passiv a verféireresch Dekoratioun vun de Miwwelen.

Am Banken- an Assurancësecteur sinn et ni d'Fraen, mä ausnahmslos d'Männer, déi d'Kapital vun der Famill - d'Wuert seet et - „en bon père de famille" géréieren. Beim Akafegoen - Verschiddener schwätze vu Shopping - sinn et, laut därselwechter Etüd, ëmmer d'Fraen, déi dëser Beschäftegung noginn an am léifsten all Euro ausginn, deen de Mann alt nees „en bon père de famille" gespuert huet.

Dëst si just e puer Beispiller aus der Etüd, déi beschtens illustréieren, datt d'Publicitéit bei der Verbreedung vun erniddregende Klischeeën a Stereotypen net onschëlleg ass.

Natierlech sinn ënnerschwelleg Messagë wéi déi do - an d'Weltbild, wat derhannertstécht -, net Grond genuch, fir dee ganze Secteur vun der Publicitéit a Ketten ze leeën. Och do muss eng gewësse Fräiheet erlaabt sinn an och eng gewësse Fantasie. Se sinn awer Grond genuch, fir och d'Publicitéit net aus dësem Gesetz ze sträichen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim zum Schluss. Ech wéilt dem Marc Angel villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport a virun allem fir déi demokratesch Wäerter, déi en dora vertrëtt. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir d'Rad vun der Geschicht haut net zréckdréien an d'Mënscherechter weiderhi verteidegen an héichhalen, grad ewéi vill aner Staten och.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché. D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Proposition de loi huet jo u sech zwee Voleten: engersäits de Prinzip vun der Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra an zweetens d'Pressefräiheet. An et kann ee jo och net niéieren, datt e gewëssene Lien tëschent deenen zwee Beräicher besteet.

Wat deen éischte Volet ubelaangt, d'Diskussioun iwwert den Traitement d'égalité, ass et sécher, datt et oft Leit gëtt, déi dat méi emotional diskutéieren. Op där anerer Säit gëtt et natierlech awer och Leit, déi dat méi rational gesinn a vläicht och méi dee juristeschen Aspekt an de Vierdergrond stellen.

Firwat soen ech dat? Ech wëll emol drop hiweisen, datt d'Demokratesch Partei ganz kloer sech ëmmer fir e gutt fonctionnéierende Rechtsstat asetzt an datt se heiansdo Schwieregkeeten huet, Argumentatiounen ze akzeptéiere bei der Ausaarbechtung vun engem Gesetz, déi éischter vläicht elo op emotionalen Iwwerleeunge baséieren.

Ech ginn hei e Beispill, an zwar de Vote vun deem Gesetz, iwwert dat mer haut jo u sech och diskutéieren, aus dem Joer 2007, déi sougenannten „Unisex-Direktiv" vum 13. Dezember 2004. D'DP hat sech deemools enthalen. Net u sech, wat elo den Inhalt vum Gesetz ubelaangt, mä éischter aus reng juristesche Grënn.

Et waren dräi Ursaachen, dräi Haaptargumenter, firwat datt meng Fraktioun sech deemools enthalen hat. Eise Spriecher war iwwregens kee Geréngere wéi den heitege Statsminister Xavier Bettel an huet op dräi Punkten higewisen.

Dat Éischt ass: Associatioune krute jo d'Recht, am ziville Beräich Recours géint eng Persoun ze maachen. Dann zweetens, wou mer eis dru gestéiert haten, dat war d'Aféiere vun engem Montant forfaitaire am Kader vum Préjudice moral. An den drëtte Punkt, dat war de Renversement vun der Charge de la preuve.

Et waren u sech déi reng juristesch Argumenter, firwat datt mer eis deemools enthalen hunn.

D'DP ass och net - dat kann een och nach eng Kéier hei betounen - ee ganz grousse Frënd vun de Quoten. Wa mer schonn an där ganzer Diskussioun sinn, déi ech elo net wëll hei verdéiwen, mir sinn eng vun deene wéinege Parteien, déi net onbedéngt euphoresch…

(Interruption)

…sech duerstellt, wann et heescht, Quoten anzeféieren. Mir hu keng Quoten an eiser Partei. A wann ech d'Kolleeginnen an d'Kolleegen esou kucken, mengen ech kaum, datt dat à court an à moyen terme en erstriewenswäert Zil wäert sinn.

Mir respektéieren allerdéngs aner Parteien, déi do éischter eng aner Meenung vertrieden. Ech mengen, do soll jiddweree maachen, wéi en et fir richteg hält.

Firwat, wéi gesot, ginn ech op all déi Iwwerleeungen hei an? Mä fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, wa mer den Discours féieren an der Matière vun der Gläichstellung tëschent de Geschlechter, datt mer räsonabel musse légiféréieren, an datt natierlech net nëmme reng ideologesch Iwwerleeungen däerfen eis do guidéieren.

Mä et ass awer kloer, datt dat een net soll verhënneren, weiderhi sech derfir anzesetzen, datt mer eng Égalité des chances an eiser Gesellschaft ustriewen.

A wa mer elo kucken, wat an deene leschten honnert Joer Positives geschitt ass, vun 1919 un, wou de Vote universel agefouert ginn ass, bis hin zu deem ganz modernen Ofdreiwungsgesetz, wat mer virun e puer Wochen hei gestëmmt hunn, dann ass dat ouni Zweifel dee richtege Wee gewiescht. E Wee, deen dës Partei jo och ëmmer matgaangen ass.

Den Tempo vun der Gläichstellungskultur - fir et emol esou ze soen -, deen ass ouni Zweifel och déi lescht Jore richtegerweis accéléréiert ginn, dat virun allem och um europäeschen Niveau, wou mer eng Rei vun Instrumenter hunn, déi dës Politik och erlaabt hunn.

Ech erënneren zum Beispill hei un den Traité vun Amsterdam, deen u sech d'juristesch Basis geliwwert huet, fir déi Politik ëmzesetzen. Ech erënneren dann och un d'Charta iwwert d'Grondrechter vun der EU, wou d'Eliminatioun vun all Form vun Diskriminatioun dran enthalen ass.

An da gëtt et doriwwer eraus natierlech och eng Rei vun internationalen Instrumenter - dat eent oder dat anert ass och schonn hei genannt ginn. Ech erënneren och hei un d'UNO-Charta iwwert d'Grondrechter vun 1945 a virun allem natierlech déi universell Deklaratioun vun de Mënscherechter aus dem Joer 1948.

An da wëll ech an dësem Kontext awer och op d'Gesetz vum 28. November 2006 erënneren iwwert d'Diskriminatioun - fir et elo emol e bësse méi pauschal auszedrécken -, well do sti jo awer schonn eng Rei wesentlech Elementer och dran, wat d'Gläichbehandlung ubelaangt. An ech wëll zum Beispill zitéieren, wat awer iwwert den Harcèlement do drasteet: «…qui a pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant».

An dann nach, wat ganz interessant ass, am Artikel 2 vun deem Gesetz steet explizit ënnert dem Champ d'application, ënnert dem Punkt g), d'Éducatioun. A mir schwätze jo och hei iwwert d'Éducatioun. Ech si liicht verwonnert, datt dee Volet am Fong hei nach weider guer net ugeschwat ginn ass. Et geet jo net nëmmen ëm d'Press an deem Gesetz hei. Et geet jo net nëmmen ëm d'Publicitéit, mä et geet och ëm d'Éducatioun.

Bon, dat ass, wéi gesot, hei elo e bëssen ënnergaangen. Huet och vläicht seng Berechtegung, well mer eben do eng ganz Rei gesetzlech Dispositioune schonn hunn, soudatt mer do net weider hu musse légiféréieren.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt an deene leschte Jore jo awer och d'Ausbildung vu Jongen a Meedercher sech ëmmer méi openeen zoubeweegt huet - wat jo och gutt ass - an datt an deem Beräich do dach wahrscheinlech keng gréisser Problemer méi festzestelle sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5739, also dat spéidert Gesetz vum 21. Dezember 2007, hat jo, wéi gesot, déi dräi Kärberäicher Medien, Publicitéit an Éducatioun ausgeschloss. Deemools war et jo virun allem um europäeschen Niveau, wou keng Eenegung fonnt ginn ass.

Déi Dispositioun, déi mir hei zu Lëtzebuerg, wéi gesot, deemools écartéiert hunn, hat natierlech awer och zu enger Rei negative Stëmme gefouert. Ënner anerem de Lëtzebuerger Fraerot hat sech dergéint ausgeschwat, an awer och déi deemoleg Chambre des Employés privés war net frou, datt de Législateur déi do dräi Beräicher net respektéiert hat.

Natierlech, wann een éierlech ass, ech mengen, Sexismus, Viruerteeler an déi verschidde Stereotype kënnen natierlech duerch d'Medien an duerch d'Publicitéit gefërdert ginn - ob dat elo bewosst oder onbewosst geschitt. Hoffentlech oft net bewosst. D'Leit bilde sech natierlech och eng Meenung. Eng Meenung, déi natierlech iwwert de Wee vun de Medie kann och staark beaflosst ginn.

Jiddefalls, laut där Proposition de loi hei vum Här Kartheiser soll d'Rad jo dann elo zréckgedréit ginn op 2007. An dat, wat 2012 hei décidéiert gi war, soll da réckgängeg gemaach ginn.

De Problem ass, eiser Meenung no, wéi gesot, net ze gesinn um Niveau vun der Éducatioun, well et eben do eng Rei vun nationalen an internationalen Dispositioune ginn, wat d'Publicitéit ubelaangt. Do besteet natierlech en enke Lien zu de Medien, zu der geschriwwener an zu der geschwatener Press, mä d'Publicitéit u sech huet och e gewëssenen eegene Fräiraum.

A fir eis ass et op alle Fall och do kloer, datt net a Fro soll gestallt ginn, fir déi Dispositiounen do an Zukunft aus dem Gesetz erëm erauszehuelen. Ech mengen, et ass ganz kloer - et ass och hei schonn ugeschwat ginn -, datt an der Publicitéit e Mënsch, sief dat e Mann oder eng Fra, net soll als Lustobjekt oder als mannerwäertege Mënsch duergestallt ginn. Dat ass inakzeptabel. Ech mengen, et ass och d'Dignitéit, déi hei muss ganz kloer priméieren.

Natierlech stellt sech dann awer och d'Fro: Wéi wäit huet de Législateur dann d'Recht, awer do och anzegräifen? Wéi wäit ënnerhieleche mer vläicht awer och déi fräi Maartdécisiounen, de fräie Maart? Wéi wäit kann deen awer elo hei vum Législateur ageschränkt ginn? An do - besonnesch als Liberalen - gëtt een natierlech vill méi hellhöreg, wann de Législateur ufänkt, do ze vill wäit ze goen.

Fir bei engem Beispill ze bleiwen, wat d'Aktualitéit de Moment eis jo gëtt: Mir sti jo am Ufank vum Autossalon. Solle mer dann elo de Publicitéitsmaacher verbidden, bei engem schéinen, flotten Auto, datt och nach eng flott, attraktiv Damm dernieftsteet? Natierlech kann ee sech doriwwer seng Gedanke maachen. Natierlech kann een d'Fro stellen, wéi wäit datt dat sënnvoll ass. Mä ob de Législateur dozou beruff ass, fir dat ze verbidden, ech woen awer emol trotzdeem, dat elo hei awer och a Fro ze stellen.

Da kënnt natierlech dee leschten, deen drëtten an dee wichtegste Volet: Dat ass natierlech d'Press. An ech mengen, et ass dem Här Kartheiser jo och prioritär drëms gaangen, fir hei eben iwwert de Wee vu senger Proposition de loi d'Pressefräiheet ze garantéieren och an Zukunft. D'Fro, déi sech natierlech direkt hannendru stellt: Ass d'Pressefräiheet agëenkt ginn zënter 2012? Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zréck.

Mä dat ass e ganz wichtege Sujet. An ech mengen, wat een hei soll ënnersträichen, datt déi Proposition de loi zumindest och de Virdeel huet, datt ee sech haut och e puer Gedanke mécht iwwert d'Pressefräiheet insgesamt, de Pressepluralismus insgesamt. An dat, wat natierlech de 7. Januar zu Paräis geschitt ass, dat kann een awer och haut hei net ignoréieren. Well do ass jo awer eng barbaresch Attack op de Kär u sech vun der Substanz vun enger Demokratie gemaach ginn, an all fräiheetsdenkende Mënsch muss natierlech do wierklech méi wéi erféiert sinn iwwert dat, wat do vir sech gaangen ass.

Ech wëll emol eng Kéier kuerz och drop hiweisen, wat d'Pressefräiheet u sech duerstellt. An ech sinn do op e ganz flott Zitat gestouss vun deem genialen Dichter Goethe - dee jo awer elo scho laang net méi ënnert eis ass -, an deen huet do eppes ganz Flottes gesot: „Zensur und Preßfreiheit werden immerfort miteinander kämpfen. Zensur fordert und übt der Mächtige, Preßfreiheit verlangt der Mindere. Jener will weder in seinen Planen noch seiner Tätigkeit durch vorlautes widersprechendes Wesen gehindert, sondern gehorcht sein; diese wollen ihre Gründe aussprechen, den Ungehorsam zu legitimieren." Ech mengen, méi flott kann een u sech net eng Definitioun iwwert d'Pressefräiheet erëmginn.

An natierlech ass dann déi kruzial Fro ze stellen: Wou sinn d'Grenze vun der Pressefräiheet? Virdrun ass dat och schonn hei kuerz undiskutéiert ginn: d'Blasphemie zum Beispill. Soll d'Blasphemie an Zukunft an der Press net méi kënnen diskutéiert respektiv och traitéiert ginn? Déi Aussoen, déi vu verschiddene kierchleche Wierdenträger an deene leschten Deeg gemaach gi sinn, sinn eiser Meenung no jiddefalls an där Form net esou ze ënnerstëtzen, well se dach indirekt eng Anengung vun der Pressefräiheet géife mat sech bréngen.

Et däerf een awer net vergiessen, Glawen - a virun allem reliéis motivéierte Glawen - ass eppes Subjektives, entsprécht also enger Virstellung vun engem Individuum, och vun engem Kollektiv, wat zwar meeschtens nach Kollektive sinn, déi eng Minoritéit duerstellen. Dat soll ee respektéieren, dat soll een akzeptéieren.

Mä wann awer géif verbuede ginn, datt ee sech iwwert dee Glawen ausloosse kann - sécher aus Respekt weess ee vläicht, wou d'Grenze sinn -, mä wann een awer verbuede kritt, trotzdeem iwwert de Wee vu Karikaturen oder dat och méi satiresch ze gesinn, dann, mengen ech, si mer awer wierklech um Wee, fir an d'Pressezensur eranzegoen. An duerfir menge mer op alle Fall, datt een do muss ganz virsiichteg sinn, wéi wäit datt ee soll an Zukunft do och légiféréieren.

Wéi gesot, déi Diskussioun hei ass natierlech, besonnesch wat deen drëtten Aspekt ubelaangt, ganz komplex an d'Grenze vun der Pressefräiheet si ganz schwéier ze zéien. Global kann ee soen: Natierlech do, wou d'Dignitéit vun deem Eenzelnen a Fro gestallt ginn ass, natierlech muss do ganz kloer eng Grenz gesat ginn.

D'Fro, déi sech dann ebe stellt, ass: Solle mer op de Wee vum Gesetz vun 2007 zréckkommen oder solle mer um Wee vum Gesetz vun

2012 bleiwen? Wat ech och net hei verheemlechen wëll, datt d'Demokratesch Partei deemools den Accord ginn huet. Allerdéngs mat enger gewëssener Aschränkung, déi ech och nach eng Kéier wëll hei widderhuelen.

Well deemools ass gesot ginn - den Eugène Berger war eise Spriecher -, datt mir zwar eis Zoustëmmung géife ginn, mä datt eng Kéier soll e Bilan gemaach ginn. An dat ass dat, wat wichteg ass. An ech wëll dat haut och nach eng Kéier hei ënnersträichen. Et ass wichteg, datt mer awer trotzdeem no enger Rei vu Joren emol kucken: Wat huet déi Dispositioun u sech dann elo an der Praxis mat sech bruecht?

Dann däerf een och net vergiessen, datt de Conseil de Presse 2012 - loosse mer eis emol virsiichteg ausdrécken - net onbedéngt ganz gentil behandelt ginn ass. Déi pertinent Argumenter, déi an hirem Mémoire ouni Zweifel dra sinn, sinn deemools kaum zur Kenntnis geholl ginn. An ech war zwar dunn net hei derbäi, mä ech weess, datt dat eng Affär vu Stonne war, wéi dee Mémoire koum, a mëttes ass hei schonn driwwer diskutéiert ginn.

An et däerf een awer net vergiessen, wann et hei ëm de Kär vun der Press geet, datt dann awer dat Organ, wat jo nun awer d'Press par excellence hei zu Lëtzebuerg representéiert, muss mat an den Diskussiounsprozess do integréiert ginn.

Ech wëll iwwregens dann och nach drop hiweisen… Den Här Kartheiser huet virdrun hei gesot, datt - mat Ënnerstëtzung vun der DP - effektiv de Conseil de Presse an d'Kommissioun geruff ginn ass. Dat stëmmt. Ech ginn esouguer esou wäit ze behaapten, datt et op Initiativ vun der DP war, Här Kartheiser, wann ech mech nach gutt kann erënneren, well mer einfach der Meenung sinn, datt et wichteg ass, datt awer och an där heiteger Diskussioun déi Haaptakteuren zu Wuert komme sollen an datt se och kënne sech dozou äusseren.

Jiddefalls, eppes ass kloer - dat gëllt fir all demokratesch Gesellschaft: Et gëtt keng Fräiheet ouni Pressefräiheet. An do sinn ech och ganz mam Auteur vun der Proposition de loi eens.

Et gëtt einfach ze vill Beispiller op der Welt, déi beweisen - an déi rezent Aktualitéit beweist dat ganz kloer -, datt do, wou keng Pressefräiheet besteet, do bestinn och politesch Systemer, déi elementar Mënscherechter net méi respektéieren.

Ech mengen, dat ass jo dat Allerlescht, wat mir wëllen. Mir wëllen natierlech en ziviliséierten, kontradiktoresche Meenungsaustausch, an zu deem gehéiert natierlech selbstverständlech awer och, säin Ausdrock vu senger Meenung an enger Press och kënnen eriwwer ze ginn.

Ech wëll dann zum Schluss och nach kuerz op den Avis vum Conseil d'État agoen, deen do vun där berühmtener „hiérarchisation entre les différents motifs de discrimination" geschwat huet. Dat ass natierlech eng Iwwerleeung, do sinn ech net esou ganz eens mam Här Kartheiser. Sécher ass et keng direkt juristesch Argumentatioun, mä et ass awer zumindest och eng Argumentatioun, déi net vun der Hand ze weisen ass an déi awer fir eng Kohärenz an eiser Gesetzgebung antrëtt.

Ech mengen, dat ass och e Wee, dee mir als Demokratesch Partei awer och versiche matzegoen. Jiddefalls aus där Optik gekuckt, wär et wahrscheinlech net ratsam, dann d'Rad erëm zréckzedréien an op dann d'Joer 2007 zréckzekommen.

Duerfir gesi mir als Demokratesch Partei keng direkt Nécessitéit, fir där Proposition de loi elo hei eng positiv Ënnerstëtzung ze ginn. Ech wëll awer, wéi gesot, nach eng Kéier hei kloer ënnersträichen, datt mir net zu deene gehéieren, déi elo voller Euphorie vläicht géint verschidde Moossname sinn, déi 2012 geholl gi sinn, an datt mer op sinn, fir natierlech dee ganze Prozess do ganz no ze suivéieren, well et fir eis eben evident ass, datt d'Pressefräiheet, de Pressepluralismus einfach de Grondpfeiler vun eiser Demokratie ass an och muss bleiwen.

Ech sinn allerdéngs iwwerzeegt, datt mer do och eng gutt Ënnerstëtzung duerch d'Press ebe selwer kréien. An et kann een - mat enger Ausnahm - jiddefalls ganz kloer hei behaapten, datt all eis Zeitungen - eis geschriwwe Press, wéi gesot, eis geschwate Press, d'visuell Medien - op engem gudden, ziviliséierten Niveau fonctionnéieren, wat een och nëmmen hei kann ënnersträichen.

An ech weess och duerch de Code de déontologie vun de Journalisten, datt selwer natierlech de Reflex do ass, fir d'Grenzen ze erkennen. An ech weess och, datt mer hei zu Lëtzebuerg gutt Chefredakteren hunn, déi och wëssen, wéini se d'Léngt vun hire Journaliste musse méi kuerz halen, wa se géifen zu Excèse sech verleede loossen.

An deem Sënn, wéi gesot, wëll ech awer ofschléissend och nach eng Kéier dem Marc Angel Merci soe fir säi flotte Rapport. Nach eng Kéier: Et ass eng Diskussioun, déi ganz interessant ass, déi komplex ass a wou, mengen ech, awer keen onbedéngt déi absolutt Wourecht gepacht huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eng Sekonn, wann ech gelift! D'Madame Nancy Kemp-Arendt, mengen ech, wollt eng Fro un Iech stellen, oder eng Prezisioun froen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Selbstverständlech.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, Här President, den Här Graas huet a senger Interventioun gesot, och wann et haut net zur Debatt steet, datt d'DP net fir d'Quote wär. Ech wollt hie froen, ob hien dat a sengem perséinlechen Numm gesot huet oder am Numm vun der Fraktioun.

Well d'Madame Mutsch ass jo hire Programm virstelle komm mat ganz prezisen Ugaben, wéi déi Quote sollen ëmgesat ginn, an huet eis och do gesot, si hätt de Go vun der Regierung. An ech wollt elo den Här Graas froen, ob dat d'Meenung ass vun der DP-Fraktioun oder ob d'Meenung vun der DP-Fraktioun eng aner Meenung ass wéi déi vun där DP, déi an der Regierung sëtzt.

Merci.

M. Gusty Graas *(DP).*- Also, da kann et sinn, datt Der mech vläicht net ganz richteg verstanen hutt. Fir d'Éischt hunn ech emol geschwat vun de Quoten an der Partei. Do hunn ech ganz kloer gesot, datt d'Demokratesch Partei net déi Partei ass, déi à court, à moyen terme als erstriewenswäert Zil ugesäit, parteiintern Quoten anzesetzen. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech gesot hunn, wou d'Demokratesch Partei ganz grouss Problemer huet a wou se mat Sécherheet - an, ech mengen, ech kann dat ënnert dem Contrôle hei vun eise Kolleege soen - Problemer huet, dat ass, wann um Niveau vun der Privatwirtschaft Quoten agesat ginn. An d'Madame Minister huet jo awer ganz kloer gesot, déi leschte Kéier, wéi se hire Programm presentéiert huet, datt se net wëlles huet, ze légiféréieren, wat zum Beispill d'Privatwirtschaft ubelaangt.

Madame Minister, oder hunn ech elo eppes Falsches gesot? Esou hunn ech et op alle Fall déi leschte Kéier verstanen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- D'Ministesch hält sech un de Regierungsprogramm.

M. Gusty Graas *(DP).*- Maja.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Do steet et ganz detailléiert dran. Souwuel, wat déi politesch Quoten ubelaangt, wéi och, wat déi wirtschaftlech ubelaangt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Mä dat, wat ech jo awer elo gesot hunn, ass jo awer net falsch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, elo géif ech mengen, dass mer mat dem Trilog oder Dialog fäerdeg sinn. Et ass eng Fro un den Här Graas gestallt ginn. Den Här Graas soll déi beäntwerten an zum Schluss kommen. An d'Madame Minister kritt herno d'Wuert, da ka se dorop reagéieren.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ganz kuerz nach. Ech mengen, dat ass deen drëtten Aspekt, dat ass d'Aféierung vu Quoten um Niveau vum Wahlgesetz, wat och d'Wahllëschten ubelaangt. Dat steet am Regierungsprogramm, dat stelle mir net hei a Fro, an d'Aféierung vu Quoten a gewëssenen Établissements publics oder beim Stat stelle mir net a Fro.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wéilt nach eng Kéier kloer hei betounen: éischtens parteiintern, zweetens um Niveau vun der Privatwirtschaft.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Gusty Graas *(DP).*- Sidd Der zefridden dermat?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech soe Merci fir d'Prezisiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Soss nach Wuertmeldungen? Well ech hu keng méi hei stoen. Da géif ech der Madame Minister direkt d'Wuert ginn. Madame Chancëgläichheetsminister!

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Merci, Här President. Mäin Éischt Wuert gëllt all deenen, déi op eng a mengen Ae konstruktiv Aart a Weis hei d'Wuert geholl hunn, fir zu dësem Sujet ze schwätzen. An ech fannen, dat ware se alleguerten.

Et ass schonn ausräichend hei gesot ginn oder rappeléiert ginn, firwat d'Gesetz 2012 geännert ginn ass. Et hat deemools zwou Grondlagen. An där enger Grondlag, déi vun 2006, waren eben d'Éducatioun, d'Medien an d'Publicitéit net ausgeschloss, an an där anerer Grondlag waren eben déi Beräicher ausgeschloss. Mir haten also zwee verschidden Niveaue vu Protektioun, jee nodeem, wat d'Motiv ass, opgrond vun deem eng Persoun hei am Land kann diskriminéiert ginn.

Ech fannen, dass de Rapporteur, de Marc Angel, wéi iwwregens och de Rescht vu sengen Ausféierungen, ganz kloer doranner war. Ech soen him dofir, fir seng exzellent Presentatioun, hei Merci an ech wäert och drop verzichten, dat hei nach eng Kéier ze widderhuelen, wat hie scho ganz däitlech gesot huet.

Et hunn der och schonn eng Rei vun Iech rappeléiert, wéi mer deemools an der Chamber, an ech war do och nach en Deel vun där Chamber, doriwwer geschwat hunn. Et war deemools wierklech eng ganz breet Majoritéit do, dat ware 55 vun 59 Stëmmen, déi fir dee Projet de loi deemools plädéiert hunn an déi och fonnt hunn, dass déi Situatioun misst geännert ginn. An dat ass dann och ebe mat deem Gesetz vum 19. Juni 2012 - an a mengen Ae komplett zu Recht - geschitt.

Vun deem Dag u gëtt et also keng ënnerschiddlech, mä just nach eng gemeinsam juristesch Notioun fir all Affer vun Diskriminatiounen, egal wéi e Motiv se invoquéieren. An och dat Motiv, wat haut eben am Mëttelpunkt vun eisen Diskussioune steet.

Bon, elo war eben déi Propositioun vum honorabelen Deputéierten Här Kartheiser do, fir dorobber zréckzekommen, eben déi Situatioun, déi mer 2012 erbäigefouert hunn, fir déi réckgängeg ze maachen. An déi éischt Fro, déi ech mer an deem Zesummenhang gestallt hunn, dat war: Gëtt et elo iergendwelch nei Elementer an deem Dossier, déi eis missten dozou bréngen, fir dorobber zréckzekommen? Oder och, wat ee sech och kéint froen: Sinn elo eis Geriichter iwwerheeft gi mat Prozesser, zënter dass mer déi Gesetzesännerung do gemaach hunn? Oder och: Gëtt et iergendeng aner Entwécklung, déi et elo géif rechtfertegen, dass mir als Land eis Démarche an deem doten Zesummenhang géifen a Fro stellen?

Bon, ech muss Iech éierlech soen, dass meng Äntwert op déi do Froen eendeiteg Neen ass, au contraire. Déi Argumenter, déi virbruecht gi sinn, déi sinn am Fong déi nämlecht wéi deemools, wou mer doriwwer diskutéiert hunn. Et ass gesot ginn, dass dat Gesetz vun 2012 e massiven Agréff an d'Pressefräiheet wier. Ech wëll effektiv hei net d'Pressefräiheet a Relatioun zu deene rezenten Evenementer huelen, well dat haut net eise Sujet ass. An ech mengen, dass eise Premier do eng Positioun fir eist Land ageholl huet, déi mir op alle Fall komplett Satisfaktioun gëtt. Mä a mengen Ae stëmmt dat ganz einfach net, well och d'Press muss d'Gläichstellung vu Fraen a vu Männer respektéieren.

Ech zitéieren de Conseil d'État a sengem Avis vum 3. Juni 2014: «(…) la liberté des médias doit s'exercer dans le respect de la dignité humaine et de l'égalité entre les femmes et les hommes et ne justifie pas une dérogation au principe général de l'égalité entre les femmes et les hommes».

D'Press selwer gesäit dat iwwregens och esou. An et huet jo kee Sënn, fir hei de Contraire ze behaapten. Dozou och dräi weider kuerz Zitater.

A sengem zweeten Avis vum 17. September 2014 schreift de Conseil de Presse: «Tout d'abord, le Conseil de Presse tient à souligner qu'il adhère sans réserve aucune au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.» Ech widderhuelen: „sans réserve".

Den Artikel 5 vum Code vum Presserot hält fest: «La presse s'engage à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'ethnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.»

An dann den Artikel 4 vum Code vum Werberot: «La publicité doit respecter la dignité humaine en encourageant ou en ne cautionnant aucune forme de discrimination, y compris fondée sur la race, l'origine nationale, la religion, le sexe, l'âge, le handicap ou l'orientation sexuelle.»

Dir Dammen an Dir Hären, fir mech ass dat ganz kloer. D'Pressefräiheet gëtt och an dëser Regierung héichgehalen a respektéiert an et gëtt och dorunner keng Ännerung un deem Prinzip. Ech géif soen, haut nach manner wéi jee.

Eng Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht ze toleréieren, bedeit awer och eng Verletzung vun de Mënscherechter, an dat wëllt weder dës Regierung nach d'Press, an déi Zitater, mengen ech, beleeën dat hiräichend.

Et gëtt awer och nach en anert Element, wat ech hei wëll ervirsträichen. „D'Gesetz vun 2012 verschäerft och de Code pénal", ass hei ee Virworf, dee gemaach ginn ass. Och dat Argument, Dir Dammen an Dir Hären, ass falsch, well déi betreffend Artikelen aus dem Code pénal bezéien zanter 2006 d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducatioun mat an. Dat heescht, dass d'Diskriminatiounen opgrond vum Geschlecht säitdeem kënne penal bestrooft ginn.

Ech zitéieren hei d'Artikele 454 a 455 aus dem Code pénal, do gëtt gesot: «Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur âge (…)» an esou weider an esou weider, an dat gëtt och am Artikel 455 nach eng Kéier widderholl, soudass dat net richteg ass, dass hei de Code pénal verschäerft ginn ass, well dat schonn ëmmer esou dra virgesi war.

Dir gesitt also, Dir Dammen an Dir Hären, dass eis Gesetzgebung, an zwar souwuel den zivilrechtleche wéi och de strofrechtleche Volet absolutt kohärent sinn, andeem si nämlech keng Ausnahme méi zouloossen. An dat war deemools esou gewollt an dat ass och haut ënnert där neier Regierung nach ëmmer esou gewollt. Well all Motifs de discrimination sti fir eis op deem nämlechten Niveau an all Mënsch huet déiselwecht Rechter a Méiglechkeeten, sech ze wieren, egal opgrond vu wéi engem Motiv hie sech diskriminéiert fillt.

Dat ass och gutt a richteg. An dës Regierung wëllt dat och esou bäibehalen. Genausou wéi dës Regierung fir d'Pressefräiheet steet, ass se a mengen Aen och de weidere Garant fir d'Mënscherechter a fir d'Gläichstellung an dësem Land, an dat och fir Fraen a Männer an egal wéi engem Beräich.

An ech mengen, dass ech d'éineschters op déi aner Fro, déi hei gestallt gi war, schonn ausräichend geäntwert hat. Ech hunn och fonnt, dass d'Explikatiounen, déi den Här Graas ginn huet, kloer waren. Wann awer d'Méiglechkeet besteet oder de Wonsch vun der Chamber besteet, fir hei an der Chamber nach eng Kéier iwwert dee Strategiekonzept vun der Regierung ze schwätzen, deen 100% op deem berout, wat am Regierungsaccord festgehale ginn ass, da sinn ech natierlech zu Déngschte vun der Chamber a komme gär heihinner zréck. Mä dat ass jo net den Objet vun haut.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Ministesch.

Ech géif dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Proposition de loi 6586.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6586

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Déi, déi mat der Proposition de loi d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi dergéint sinn, wéi dat gehandhabt gëtt, déi stëmme mat Neen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 59 Deputéierten hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 3 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen. Domat ass d'Proposition de loi ofgelehnt. An ech brauch déi traditionell Fro net ze stellen. Merci.

Résultat définitif après redressement: la proposition de loi 6586 est rejetée par 57 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles,

Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

An domat géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6766. Et geet ëm d'Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel.

8. 6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech presentéieren Iech de Rapport vun der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale iwwert de Projet de loi 6766. Et geet ëm de Virschlag vun der Regierung, fir de soziale Mindestloun der Lounentwécklung vun de Joren 2012 an 2013 unzepassen. Dat geschitt no enger Rei vu Kritären, déi Dir a mengem Rapport konnt noliesen.

Zu de Kritären zielen och d'Population active an d'Salairen. D'Methodologie huet säit dem Aféiere vun dem Statut unique geännert, an op Basis vun deene Berechnunge komme mer op eng Progressioun, déi an der Period 2012 an 2013 liicht an d'Luucht gaangen ass. An duerfir soll de Mindestloun elo réckwierkend op den 1. Januar 2015 ëm 0,1% gehuewe ginn.

Déi lescht Augmentatioun ass an der Chamberssitzung den 18. Dezember 2012 gestëmmt ginn an an de Joren 2012 an 2013 ass et dräimol zu enger Augmentatioun vum soziale Mindestloun komm. Am Oktober 2012 ëm 2,5% duerch d'Indexupassung, am Januar 2013 ëm 1,5%, wat ech virdru gesot hunn, hei duerch e Vote an der Chamber, an dann nach eng Kéier am Oktober 2013, nach eng Kéier 2,5% duerch den Index.

Den net qualifizéierte Mindestloun, deen am Joer 2000 op 1.220 Euro war, géif dann elo fir den 1. Januar 2015 vun aktuellen 1.921,03 op 1.922,96 Euro klammen, wat eng Augmentatioun vun 1,93 Euro ass. Dat mécht eng Erhéijung vum Stonneloun vun elo 11,1042 op 11,1154. Am Joer mécht dat e Plus vun 23,16 Euro aus. Sécherlech ass et keng grouss Augmentatioun.

Ech gesinn et villméi als Bäibehale vun engem ganz eminent wichtege Prinzip, nämlech der Upassung vum Loun vun deenen, déi et am néidegsten hunn, vun deenen, déi op der ënneschter Leeder vun der Lounskala stinn. Fir déi Leit spillt dës Upassung net nëmmen eng finanziell Roll, mä och eng moralesch. Si kënne schwéierlech vum soziale Lift profitéieren, an duerfir ass et wichteg, dass mer hei en Zeeche setzen, fir dass och si net vergiess ginn an eiser Gesellschaft.

Et ass keen Automatismus, well am Code du Travail steet, dass dës Upassung le cas échéant soll geschéien, a grad dëse Cas échéant, dëse Fall ass elo agetratt. An duerfir ass d'Propositioun vun der Regierung awer e wichtegt Zeechen, e Signal, dass och a schwieregen Zäiten, a Krisenzäiten de solidaresche Modell hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer spillt.

An et brauch ee sech nëmmen aner Länner unzekucken, wou an dësen Zäite sécherlech keng Erhéijung vum Mindestloun virgesinn ass, wou keng Neiastellunge gemaach ginn, wou souguer Leit aus dem Statsapparat entlooss ginn. An ech kann et duerfir och scho bal net méi héieren, wann een an dësem Land, wou d'Zoustänn absolutt net si wéi an deene Länner ronderëm, dass dann hei vun Austeritéitspolitik geschwat gëtt.

De Mindestloun an eisen Nopeschlänner ass laang net esou héich wéi bei eis. A Frankräich läit e bei 1.648, an Holland bei 1.576, an der Belsch nach 2 Euro manner, bei 1.574, an an Däitschland bei 1.470 Euro.

Natierlech sinn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg de soziale Mindestloun kréien, net mat Zoossiss ugestréckt, an dës Erhéijung wäert och net alles retten. Natierlech hu si vill Problemer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat läit virun allem dorunner, dass, wann een zu Lëtzebuerg wunnt, d'Präisser, haaptsächlech fir ze wunnen, am Verglach zum Ausland enorm héich sinn an ee groussen Deel, ee vill ze groussen Deel vum Loun geet an dësen Deel vum Wunnen, also an d'Wunnpräisser. Am Kanton Esch wunnen déi meeschte Leit, déi de soziale Mindestloun kréien, 35,4%, an duerno kënnt de Kanton Lëtzebuerg mat 21,9%.

Déi Leit, déi de Mindestloun kréien, si ganz no derbäi, fir an d'Aarmut ofzerutschen, well d'Käschte fir ze liewen einfach ze héich sinn an ee klengen Incident de vie dësen dach fragillen Équiliber séier un d'Wackele bréngt an domadder d'Spiral fir an d'Aarmut séier lassgetratt ass.

De soziale Mindestloun spillt natierlech haaptsächlech fir déi, déi net vun engem Kollektivvertrag kënne profitéieren an déi also un esou Upassungen, wéi déi vun haut, ugewise sinn, fir en Ajustement vun hirem Loun ze kréien.

Ee Phenomeen dierfe mer och net aus den Ae loossen. De Phenomeen vun den „working poor", vun deenen also, déi trotz Aarbecht, déi, trotzdeem dass se all Dag opstinn, fir schaffen ze goen a sech drunzeginn, net genuch hunn, fir hiert Liewen a gudde Konditiounen, ënner uerdentleche Bedéngunge kënnen ze liewen. Dat muss engem Suerge maachen an deene Leit musse mer entgéintkommen, fir dass d'Liewe liewenswäert fir si bleift a si net ofrutschen, mat alle Konsequenzen, déi dat fir eis Gesellschaft huet.

An ech stinn heibannen net eleng do, wann ech der Iwwerzeegung sinn, dass, wann ee 40 Stonnen éierlech a gutt schaffe geet, een och muss d'Recht hunn, uerdentlech ze liewen an net fäerte muss, beim klengsten Incident ënnert d'Rieder ze kommen an d'Enner net méi beieneen ze kréien.

Dir Dammen an Hären, mir schwätzen hei vun enger grousser Zuel vu Leit. 57.747 Leit schaffen hei am Land fir de Mindestloun. Dat sinn iwwer 16%. D'Zuel vun de Mindestlounempfänger ass säit 2012 ëm 5.673 Leit an d'Luucht gaangen, a par rapport zu 2008, also viru siwe Joer, do waren et der nach 34.000, also ass et eng Progressioun vun 23.608 Leit, déi elo méi de Mindestloun kréie wéi 2008.

Dat spigelt natierlech och erëm, wat zurzäit an den Entreprisë lass ass, wou d'Kris nach ëmmer spillt a wou et deemno och nach ëmmer eng defensiv Haltung gëtt par rapport zu de Léin.

Ronn 26.000 Frae si Mindestlounbezéier, ronn 31.000 Männer si Mindestlounbezéier. Dat mécht, dass den Taux vun de Fraen, déi schaffe ginn an déi de Mindestloun kréien, zimlech héich ass, well manner Fraen u sech schaffe ginn.

Frae schaffen haaptsächlech am Commerce an am Horeca-Beräich. Bei de Männer ass et haaptsächlech de Bau, de Commerce an nach eng Kéier den Horeca-Beräich.

De geschatene finanziellen Impakt vun der Erhéijung mécht fir all d'Salairen d'Zomm vun 1,3 Milliounen aus. D'Hausse vun de Cotisatioune fir de Patron mécht 340.000 Euro aus a fir de Fonds pour l'Emploi ass et eng Méiausgab vun 80.450 Euro.

Den 28. November 2014 huet d'Regierung mat de Gewerkschaften en Accord getraff, dass de Mindestloun ëm 0,1% an d'Luucht goe soll. D'Chambre des Salariés gradesou wéi och de Statsrot hu bemierkt a kritiséiert, dass et déi zweete Kéier hannereneen ass, dass bei der Upassung vum soziale Mindestloun net parallell den RMG och mat gehéicht gouf. De Statsrot bemierkt zousätzlech, dass d'Regierung déi Analys iwwer RMG, soziale Mindestloun a Chômage soll an Ugréff huelen.

D'Chambre des Métiers opposéiert sech aus Prinzip zu all Erhéijung vum soziale Mindestloun. Den Avis vun der Chambre de Commerce, deen ass eréischt de Moien erakomm, an d'Chambre de Commerce kann dës bescheiden Erhéijung vum soziale Mindestloun approuvéieren. Ech mengen, dass dat säit laange Joren erëm eng Kéier eng Première ass!

D'Chamberskommissioun huet sech an enger Réunioun dëse Projet de loi ugekuckt an huet à l'unanimité dësem Projet den Aval ginn. Ech géif Iech duerfir bieden, och hei dësem Projet de loi mat engem unanime Vote Är Zoustëmmung ze ginn an domadder e kloert Zeeche fir dëse solidaresche Modell ze setzen.

Ech ginn domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt emol dem Här Engel Merci soe fir deen detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien huet déi meeschte Saache gesot, soudatt et net méi néideg ass, datt ech op eenzel Detailer aginn.

Wichteg ass awer ze soen, datt u sech de Mindestloun an déi regelméisseg Erhéijung vum Mindestloun e wichtegen Aspekt vun der sozialer Kohäsioun an eisem Land ass. Dat muss ee ganz kloer soen. Et ass just iwwert dëse Wee, dee mer haut maachen, dee mer all zwee Joer maachen, wou mer regelméisseg de Mindestloun un d'Entwécklung, un d'Lounentwécklung upassen, datt déi do Leit eppes bäikréien, engersäits iwwert den Index an anerersäits just iwwert dëse Moyen, well se jo quasi net alleguerten ënner e Kollektivvertrag falen an u sech iwwert dee Wee näischt bäikréien.

Duerfir ass et also wichteg, och wann et - an och dat huet de Rapporteur gesot -, wann et eng minimal Upassung ass, dann ass et awer wichteg, datt se geschitt. An dann ass et awer extrem wichteg, datt mer u sech déi Prozedur net ënnerbriechen, mä datt mer an där bekannter Regelméissegkeet weiderfueren.

Ech wëll zum Ofschloss och nach soen, datt et, mengen ech, och fir eis Wirtschaft, all Kéiers dann, wa mer de Mindestloun erhéijen, géif ech emol behaapten, datt déi Sue virun allem eiser Wirtschaft...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, fir de Moment huet just den Här Aly Kaes d'Wuert!

M. Aly Kaes *(CSV).*- ...zeguttkommen, well déi do Leit net onbedéngt déi sinn, déi den Haaptdeel vun hirem Akommes ausginn, fir Vakanzen ze maachen!

Mä leider hu se déi Moyenen net a mussen u sech fir den dagdeeglechen, bon, fir hiert dagdeeglecht Liewen déi Suen ausginn. Et ass schonn de Loyer genannt ginn, mä och all déi aner Elementer vum dagdeegleche Liewen, déi ginn domadder ofgedeckt. An ech mengen, da bleiwen net méi allze vill Suen, fir net ze soen, keng Sue méi iwwreg.

Dat heescht, all Euro, deen déi Leit kréien, kënnt der Lëtzebuerger Ekonomie zegutt. An duerfir kann ech dat nëmmen ënnerstëtzen, wat den Här Engel sot, datt u sech fir déi do Leit, datt mer ëmmer erëm, datt et wichteg ass, no deenen dote Leit ze kucken, well déi brauchen d'Suen am néidegsten!

An deem Sënn wëll ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Et ass un Iech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg Georges Engel Merci soe fir säi Rapport, deen hien hei gemaach huet, fir, mengen ech, déi klengsten Upassung vum soziale Mindestloun virzehuelen an der Geschicht vum soziale Mindestloun.

D'Regierung huet an engem Dokument vun iwwer 30 Säiten d'Evolutioun an d'Berechnung vum soziale Mindestloun festgehalen a konnt dann, opgrond vun deene Berechnungen, déi am Gesetz virgesi sinn, de Mindestloun op den 1. Januar 2015 ëm 0,1% héijen. Selbstverständlech net, datt déi Leit elo mengen, se kéinten direkt vill Geld ausginn, wëll ech hei betounen, datt dat brutto ass an net netto, wat se do bäigesat kréien.

Wat seet dee Chiffer vun 0,1% eis? Ma e seet eis an enger éischter Stell, datt d'Lounentwécklung an deene leschten zwee Joer och minimal hei am Land war. Et war also quasi keng Lounaugmentatioun mat 0,1%. A wann een dann awer weess, datt awer an deem engen oder anere Kollektivvertrag Lounaugmentatioune waren, da sinn op där anerer Säit d'Léin dann och zréckgaang!

Ech mengen, dat muss een also emol festhalen, well jo och verschiddentlech gesot gëtt, d'Lounaugmentatiounen hei zu Lëtzebuerg, déi hätten eng terribel grouss Progressioun. Ech mengen, hei ass eng Berechnung gemaach ginn, déi am Fong festhält, datt mer an deenen zwee Joer 2012 an 2013 keng Lounaugmentatiounen hei zu Lëtzebuerg haten.

0,1%, wéi gesot, dat ass déi klengsten Augmentatioun, déi mer jeemools haten. An et hu Virriedner elo hei geschwat vun engem staarken Zeechen, vun enger moralescher Ënnerstëtzung an Unerkennung, déi déi 0,1% do hunn. Mä ech mengen, wa mer et e bësse méi global kucken a mer gesinn, datt déi Leit dann, déi de Mindestloun hunn, 1,93 Euro brutto de Mount bäikréien - 1,93 Euro brutto! -, an déi vum qualifizéierte Mindestloun kréien 2,33 Euro de Mount bäi.

Déiselwecht Leit mussen awer vum 1. Januar un och méi TVA bezuelen, vun den 3% bleiwen déi 2%, méi TVA bezuelen. Se mussen och... een Deel vum Mindestloun musse se déi 0,5% Steier bezuelen an och déi Steier, déi se kréien...

(Interruption)

Dach, si mussen och een Deel bezuelen. En ass net ganz fräi, de Mindestloun.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Neen, neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass e ganz fräi oder dräi Véirels?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- En ass ganz fräi.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass e ganz fräi? Dann zéien ech dat zréck. Dann hunn ech dat net gesot. Also ech war der Meenung elo, et wieren dräi Véirels vum Mindestloun, wat fräi wier.

(Interruptions diverses)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Maacht eis net méi schlecht wéi mer sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, dat ass zwar schwéier, fir Iech nach méi schlecht ze maachen, Madame Loschetter, wéi Der sidd. Also dat bréngen ech emol net méi fäerdeg. Dat maacht Dir esou exemplaresch selwer, datt ech do souguer machtlos heiansdo sinn, fir Iech nach méi schlecht ze maachen, wéi Der sidd. Do muss een Iech drëm beneiden. Et huet selten een dat esou séier fäerdegbruecht, wéi d'Gambia dat fäerdegbruecht huet!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Adresséiert Iech och elo erëm direkt un d'Chamber, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt vollkomme recht. Et huet, Här President, nach ni eng Regierung esou séier et fäerdegbruecht, fir sech esou schlecht dohinnerzestellen, wéi d'Gambia dat gemaach huet. Ech wollt, Här President, der Chamber dat ausdrécklech nach eng Kéier soen.

(Brouhaha)

Et ass elo ze hoffen, datt d'Leit mat där Augmentatioun vun deenen zwee Euro net och nach an eng aner Grupp vun de Steiere falen, Här President, well da misste se och nach méi Steiere bezuelen. Dat kéint och nach de Fall sinn.

A wat een awer och nach feststellt, dat ass, datt d'Zuel vun de Mindestlounbezéier enorm an de leschte Joren, de Kolleeg Engel huet dat hei genannt, enorm an d'Luucht geklommen ass, datt mer haut bei quasi 57.000 Leit ukomm sinn, déi musse mat dem Mindestloun hei zu Lëtzebuerg liewen.

Wann Der haut, Här President, d'„Tageblatt" gelies hutt, dat huet op der Säit 2 eng relativ interessant Publikatioun gemaach, wou et am Fong seet, datt d'Verméige vun deenen 80 räichste Mënschen op der Welt sech tëschent 2009 an 2014, dat heescht also a fënnef Joer huet deenen hiert Verméige sech verduebelt. Verduebelt a fënnef Joer vun deenen 80 räichste Leit vun der Welt!

An 80% vun der Mënschheet hu 5,5% vum Wuelstand vun der Welt. An 2010 huet et nach 388 Milliardäre gebraucht, fir de Wuelstand vun 80% ze representéieren. An déi hunn haut esou vill Räichtum, esou vill Geld, datt am Fong 80 Milliardären haut duerginn, fir de Räichtum duerzestellen, deen 80% vun der Mënschheet zesummen als Räichtum hunn!

An dat sinn am Fong déi Chifferen, déi eis global mussen ze denke ginn. Datt mer amgaang sinn, eng Entwécklung ze maachen, wou mer eng Zwouklassegesellschaft schafen a wou ëmmer méi eng kleng Zuel vu Mënschen op der Welt vill méi räich gëtt an d'Mass vun de Leit gëtt ëmmer méi aarm!

A mir mussen dat och hei zu Lëtzebuerg gesinn. Well wann d'Zuel vun de Mindestlounbezéier sech quasi an de leschten zéng Joer verduebelt huet a mer haut op 57.000 sinn, wat ongeféier 16% vun de Leit, déi schaffe ginn, ausmécht, déi hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun oder ëm de Mindestloun verdéngen, da musse mer eis doriwwer eng Fro stellen.

Well gläichzäiteg hu mer festgestallt an deene leschte Joren, datt d'Zuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Aarmutsgrenz falen, datt déi vun 10, 11, 12, 13, 14 op elo 15% eropgaangen ass. Mir hunn also praktesch esou vill Leit hei am Land, déi de Mindestloun verdéngen, wéi mer och gläichzäiteg Leit hei am Land hunn, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

An duerfir ass et dach awer schonn e bësse gelungen - fir mech net aneschters auszedrécken -, wa mer hei elo dat als eng grouss Errun-

genschaft duerstellen, datt mer de Mindestloun haut ëm 0,1% héijen, wéi wann dat e symboleschen Akt wier, eng moralesch Unerkennung wier. Ëm Gottes wëllen! Leit, wou mer hei zu Lëtzebuerg eng Debatt féieren, fir deenen emol keng zwee Euro de Mount bäizesetzen, dat ass natierlech... sollte mer da selwer soen, datt mer dat dote gemaach hunn, mä mir sollten et wann ech gelift net iwwert de grénge Kléi och nach luewen.

Et ass an der Lescht och nach en Accord getraff ginn tëschent der Regierung an der UEL, wou am Fong de bestehende Mindestloun, wat de qualifizéierte Mindestloun ubelaangt, sollt enger Reform ënnerzu ginn. Mir wieren och frou, wann den Här Aarbechtsminister eis géif vläicht e bësse méi prezis soen, wat am Fong domadder geduecht ass.

Well et ka jo net sinn, datt mer nach eng Verschlechterung vum Mindestloun oder vum qualifizéierte Mindestloun géifen unhuelen. Well alleguer déi Leit, déi hei am Land musse mat deem dote Mindestloun liewen, dat sinn, op gutt Lëtzebuergesch gesot, lauter aarm Schwäin. Dat si lauter aarm Schwäin, well déi Leit musse wierklech all Euro, och déi manner wéi zwee Euro, déi se derbäikréien, siwemol ëmdréien, ier se e kënnen ausginn, wann ee weess, wat alles kascht.

Et ass haut vum Logement geschwat ginn, mä et ass net nëmmen de Logement. Kuckt emol, wat déi Leit do getraff gi vun enger TVA-Erhéijung! Kuckt emol d'Taxenerhéijungen nëmmen, déi d'Gemenge maachen um Waasser, op de Poubellen! Eis gréng Kolleege soen, mir sollen net iwwert de Präis schwätzen, mä mir sollen iwwert den Dreck schwätzen. Neen, d'Leit géifen och gären iwwert de Präis schwätzen.

Kuckt emol, wéi vill héich Rechnungen d'Gemengen haut ausstellen, wat d'Waasser, d'Ofwaassertaxen, d'Kanaltaxen, alles ubelaangt, wat dat d'Leit kascht! Dat si méi wéi zwee Euro de Mount, wou déi Leit do musse vill weider verdéngen. A schwätzt emol mat de Gemengen, an et si jo vill Buergermeeschteren heibannen, gitt emol bei Äre Receveur kucken a frot emol, wéi ëmmer méi Leit Problemer kréien, fir hir Rechnungen an de Gemengen ze bezuelen! Do sinn alleguer déi dote Leit direkt betraff!

An et ass e bëssen heuchleresch, wa mer hei an der Chamber soen, mir mussen eng Politik maachen, wou mer grad déi Leit um ënneschten Niveau net treffen, datt mer solle kucken... Et ass ëmmer geschwat gi vun de breede Schëlleren, déi solle méi droe wéi déi schmuel Schëlleren. Mä wat ass d'Resultat vun där Politik, déi mer permanent hei maachen?

Mir schwätzen zwar dovun, déi breet Schëllere solle méi droe wéi déi schmuel Schëlleren. An da komme mer hei mat 0,1% a maachen, wéi wa mer Gott weess wat elo fir déi Leit um ënneschten Niveau gemaach hätten! A parallell dozou hiewe mer d'TVA, d'Steieren, d'Taxen an esou virun, wou déi Leit honnertmol méi getraff gi wéi déi zwee Groschen, déi se hei bäigesat kréien!

Et ass wichteg, datt mer dee Projet stëmmen, mä, wann ech gelift...

(Interruption)

Majo sécher ass et wichteg, datt mer e stëmmen!

(Interruptions diverses)

Ma et wier och nach gefeelt, Dir hätt se gekierzt! Ma ech wëll Iech awer just...

(Interruption par M. Georges Engel)

Neen, neen. Ech wëll Iech just hei de Spigel virun d'Gesiicht halen, wou Der hei opgetratt sidd,...

(Interruption par M. Georges Engel)

...Är Majoritéit opgetrueden ass, wéi wa Gott weess wat mat deenen 0,1% geschitt wier. An Dir hutt ganz vergiess de Leit ze soen, wat Der deeneselwechte Leit an deene leschte Wochen a Méint duerch Är politesch Décisiounen opgebrummt hutt. Dat ass dat Honnertfacht vun deem, wat Der elo hei bäigitt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här André Bauler. D'Explikatioun zu där e bësse méi onorthodoxer Riedfolleg: Vu dass mer de Mindestloun haut derbäigeholl hunn, war déi lescht Versioun nach net bei mir ukomm. Entschëllegt, Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Irren ist menschlich. Dat ass kee Problem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen, wéi gesot, haut eng ganz kleng Erhéijung vum gesetzleche Mindestloun. Et kéint ee bal soen, datt et bei esou enger niddreger Hausse bal net derwäert gewiescht wier, fir e Projet de loi ze maachen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt dat e falscht Signal vun der Politik gewiescht wier, fir den Automatismus bei den Upassungen ze ënnerbriechen. Duerfir ass et richteg, datt dësen Text haut zum Vote steet.

Här President, ech erlabe mer, fir an dësem Kader e klenge Bléck iwwer eis Grenzen ze geheien. An deene meeschte Länner vun der Europäescher Unioun, et sinn der 21 vun deenen 28, ass de gesetzleche Mindestloun e feste Bestanddeel vun der Politik, wann een emol vu Groussbritannien ofgesäit, dat sech nach ni esou richteg mat engem staarke Sozialstat konnt ufrënden.

Et ass net verwonnerlech, datt eise Mindestloun mat bal 11 Euro d'Stonn deen héchsten an Europa ass, während zum Beispill a Bulgarien, a Rumänien knapp 1 Euro d'Stonn bezuelt gëtt. Hei däerf een natierlech déi ënnerschiddlech ekonomesch Situatioun a Liewensbedéngungen net vergiessen. Mä awer weisen dës Zuelen, datt et an der Europäescher Unioun e ganz staarkt Loungefäll gëtt.

Zanter dem 1. Januar 2015 gëllt och an Däitschland e gesetzleche Mindestloun vun 8,50 Euro d'Stonn. Dëst ass fir Lëtzebuerg, fir d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser Ekonomie, eng gutt Saach, well et muss ee sech nämlech ëmmer nees virun Aen halen, datt Lëtzebuerg, eist Land, staark konkurrenzéiert gouf, well de groussen däitschen Noper kee Mindestloun hat a plazeweis, kann ee souguer soen, abstrus niddreg Stonneléin bezuelt huet!

Här President, Lëtzebuerg ass e Land, dat esou Verhältnisser vun Dumpingléin an „working poor", generell gekuckt, net kennt. Ausser et handelt sech ëm Mëssbräich, zum Beispill ëm Leit, déi net ugemellt sinn oder wieren.

Mir hunn, am Géigesaz zu Däitschland, eng laang Traditioun mam Mindestloun. An d'DP huet traditionell all Mindestlounerhéijung gestëmmt a wäert mat där Traditioun och haut net briechen.

Den 18. Dezember 2008 hat mäi Kolleeg Alexander Krieps zu deemselwechte Sujet Positioun fir eis Fraktioun bezunn. Deemools, also kuerz nodeem d'Kris ausgebrach war, an och e puer Joer méi spéit, nämlech 2012, koum et hei am Land zu enger Adaptatioun vum gesetzleche Mindestloun. Dës Upassung soll grad deene Salariéen hëllefen, déi um ënneschten Träpplek vun der sozialer Leeder stinn an dacks riskéieren, vun Aarbechtslosegkeet getraff ze ginn, well se net héich qualifizéiert sinn an duerfir meeschtens enger stereotyper oder méi einfacher Aarbecht noginn, déi zimlech séier ewechrationaliséiert ka ginn.

Et sinn dëst Leit, an dat solle mer op kee Fall aus den Ae verléieren, fir déi de sougenannten „soziale Lift" manner oder guer net spillt. Si heescht et ze schützen, zemools wou si enger Schaff noginn, déi net ëmmer déi agréabelst ass a fir déi si etlech Mol e wäite Wee hin an zréck op sech huelen. Si schaffen op enger Plaz, wou se net vun engem Kollektivvertrag profitéieren, deen hinnen een dezente Loun garantéiert.

Ech wëll nach eemol drun erënneren, wat de Kolleeg Alexander Krieps schonn 2008 ganz treffend hei op dëser Tribün sot: „D'Adaptatioun vum Mindestloun", sot hien, „dat ass de Kollektivvertrag vun deene Leit, déi keen esou ee Vertrag hunn."

Här President, aus reng mënschlecher a sozialer Siicht ass a bleift et richteg a wichteg ze soen, datt een, dee schaffe geet, och vu senger Aarbecht muss kënne liewen. Mir als DP stinn zu dëser Ausso! De Mindestloun ass e Garant derfir.

De soziale Mindestloun muss awer och a sengem ekonomesche Kontext gekuckt ginn. Wa mer héich Léin allgemeng bezuele wëllen, da spille Facteure wéi Konkurrenzfäegkeet, d'Besteierung vun de Betriber, d'Produktivitéit an esou weider eng net ze ënnerschätzend Roll. Doriwwer eraus ass och d'Weiderbildung vum Personal an de Betriber eng Bedéngung, fir datt ee Salarié sech, vu sengem Loun hier gekuckt, weiderentwéckele kann.

Här President, ech wëll awer och emol drop hiweisen, datt et Patrone gëtt, déi net héich qualifizéierte Leit d'Chance ginn, fir sech an engem Betrib duerch hiren Engagement an duerch Fläiss ze beweisen a sech esou och eropzeschaffen. Ech selwer hu schonn d'Experienz gemaach, wou Patronen aus dem Mëttelstand jonke Leit, déi sech beméien an asetzen, e méi héije Loun bezuele wéi de virgeschriwwene gesetzleche Mindestloun.

Ech warnen also och hei virun enger Stigmatiséierung vun de Patronen, och wann et ënner hinnen ëmmer nees vereenzelt schwaarz Schof ka ginn, déi kengem eng Chance ginn. Mä wou gëtt et dës schwaarz Schof net? Do froen ech och léiwer net no, wéi gutt an esou enge Betriber den Aarbechtsklima entwéckelt ass a wéi sech esou eng Ambiance op d'Qualitéit vum Service nidderschléit. Do, wou „hire and fire", wéi dat esou schéin heescht, um Menü stinn, ka keng gutt Aarbecht geleescht ginn. Esou Betriber riskéieren dacks, Schëffbroch ze erleiden.

Här President, fir eis als DP ass de Mindestloun, wéi scho gesot, en Element vun der sozialer Gerechtegkeet. An duerfir stëmme mir och fir dëse Projet de loi. Mir wëllen awer och e feste Bléck op d'Lounentwécklung behalen an alles drusetzen, datt sech méi Betriber derzou engagéieren, fir Leit anzestellen, déi net weider qualifizéiert sinn, déi awer bereet sinn, ze schaffen, an déi och net scheien, fir sech an de Betriber eropzeschaffen, sief et duerch hiren alldeeglechen Asaz an hire Fläiss, sief et duerch Weiderbildungen, déi si méi fit fir den Aarbechtsmaart maachen.

Ech schléissen of, Här President, andeems ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Goerges Engel, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht Merci soen, a ginn natierlech dann och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här André Bauler. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia, mat der Riedfolleg, d'selwecht Erklärung. Ech hat déi virlescht Fiche consultéiert. Autant pour moi. Et ass un lech.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech un dee Merci vu mengem Virriedner un, un de Rapporteur Georges Engel, fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi gréng frou sinn, dass mir zu Lëtzebuerg deen Automatismus vun der Iwwerpréiwung vun all zwee Joer hunn.

Och wann déi Kéier eben déi Augmentatioun ganz kleng ausfält, mat deenen 0,1%, si mer der Meenung, dass dat awer eng Errungenschaft ass, déi et net an all europäeschem Land ginn ass. An duerfir soll een dat och als positiv ervirsträichen.

Heimat géif ech och den Accord vun där gréng er Fraktioun fir dëse Projet de loi erabréngen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Anzia. Dann huet d'Wuert den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Selbstverständlech wäerte mir och fir déi Erhéijung vum Mindestloun vun 1,93 Euro brutto stëmme fir déi vill Leit, déi dervu betraff sinn. Et ass schonn hei gesot ginn, et sinn de Moment, mengen ech, 40.000 Leit am Land, déi fir de Mindestloun schaffe ginn. An doriwwer leien och nach ganz Kategorië vu Leit, déi net vill méi verdéngen. Dat heescht, dee Phenomeen vun den „working poor", vun deem schonn hei geschwat ginn ass, dat heescht vun deene Leit, déi aarm sinn, obscho se schaffe ginn, ass och zu Lëtzebuerg eng Realitéit.

De Rapporteur huet gesot, eis Nopeschlänner, déi géifen all méi en niddrege Mindestloun bezuelen. Ech muss do soen, den Nettomindestloun am Verglach zur Aarmutsgrenz, dee läit zu Lëtzebuerg ganz kloer ënnert der Aarmutsgrenz, während en an den Nopeschlänner, wéinstens do, wou et e schonn eng Zäit laang gëtt, iwwert der Aarmutsgrenz läit, obschonn en elo net am Montant vläicht iwwer eisem Mindestloun läit.

Dat heescht, esou brillant steet eist Land guer net do, wat de Mindestloun ugeet. Wat awer selbstverständlech net wëllt heeschen, dass et net eng gutt Saach ass, dass de Mindestloun och un d'Lounentwécklung ugepasst gëtt. Wat natierlech problematesch ass, dat ass, dass d'Lounentwécklung am Duerchschnëtt esou niddreg ass a souguer zréckgaangen ass.

Zum Beispill huelen ech ee Secteur, de Botzsecteur, do ass et ganz kloer, dass ganz schlecht Léin ausbezuelt ginn. Ech soen och souguer hei: D'Regierung ass net onschëlleg dorunner. Well grad an deem Secteur gëtt scho jorelaang, zéng Joer laang, de Kampf gefouert fir d'Unerkennung vun de qualifizéierte Mindestléin vun deene Leit, déi do schaffen, dee viru Kuerzem en Deelerfolleg virun de Geriichter kritt huet.

An elo gëtt am leschten Accord mam Patronat deen Acquis social, deen zéng Joer laang prozesséiere kascht huet, net vun enger eenzelner Persoun, vun Honnerte vu Persounen, fir dass se hir Situatioun, wat eng qualifizéiert Situatioun ass, no enger gewëssener Zäit, dass déi endlech unerkannt gëtt. Wat mécht d'Regierung elo? Si seet: Mir ginn de Patrone recht a mer ënnersichen emol, ob dat net zu Onrecht décidéiert ginn ass do vun de Geriichter.

Et gëtt gesot, dat däerf keen absolutten Automatismus sinn, dass do de Loun einfach no zéng Joer klëmmt, wann net eng entspriechend Qualifikatioun domat verbonnen ass. Dobäi muss ech awer soen, och an deenen Uerteeler ass dat souwisou Bestanddeel dovunner, dass gekuckt gëtt prezis, déi Persoun, ob se och eng gewësse Qualifikatioun konnt kréie während där Zäit, wou se geschafft huet. Do mussen Zeie gehéiert ginn an esou weider. Dat ass also keen Automatismus, wéi ech emol héieren hunn dorëmmer, wat déi Fro do ugeet.

Den Här Engel huet virdru gesot, an dat huet mech awer e bësse rose gemaach, e kéint net méi dat Wuert „Austeritéit" héieren. Ech verstinn, dass en d'Argumenter vun de Gewerkschaften net méi kann héiere bei all deem, wat d'Regierung mécht, well dat si grad d'Gewerkschaften, déi vun Austeritéit schwätzen. Ech mengen, dass dat Ganzt sech areit an eng gesamt Politik vun der Regierung, déi drop erausleeft, fir d'sozial Rechter, déi zu Lëtzebuerg effektiv staark strukturéiert sinn, iwwer verschidde Methoden, an de Mindestloun ass sécher eng Method dovunner...

Déi Liberal, déi Wirtschaftsliberal sinn ëmmer géint de Mindestloun gewiescht. Firwat? Well se dergéint sinn, dass iwwerhaapt iergendeng Instanz, iergende Stat sech amëscht an d'Fixatioun vun de Léin. An duerfir ass och ëmmer d'Ofschafung vun deenen Automatismen, oder wéinstens d'deelweis Ofschafung dovunner, eng Fuerderung vun der Union des Entreprises, vun der Chambre des Métiers, déi iwwregens ganz gutt liewen, den Här Kuhn an esou weider, vun deenen Opträg vun der Regierung. Och de Botzsecteur lieft ganz gutt vun den Opträg vun der Regierung.

An dobäi handelt et sech a béide Secteuren ëm Aarbechtsplazen, déi un den Territoire gebonne sinn. Do kann een net soen „d'Konkurrenz vu baussen" an esou weider, wéi ech den Här Schneider héieren hunn. Déi Aarbechtsplaze sinn hei gebonnen. Déi Büroe sinn hei zu Lëtzebuerg, wou gebotzt gëtt. Et gëtt also keng Ursaach, fir mat Argumenter vun internationaler Kompetitivitéit do Saachen a Fro ze stellen. An déi Saache ginn awer a Fro gestallt. Déi Saache gi ganz kloer elo a Fro gestallt, wat de qualifizéierte Mindestloun ugeet, wou een hanner Uerteeler erëm wëllt zréckkommen.

An do ass d'Regierung schold dorunner, dass se deen Accord mat de Patronen ënnerschriwwen huet.

E weidere Beräich vun deenen Ugréff, dat ass de Salaire social minimum formation, vun deem vill geschwat gëtt. Ech huele jo net un, dass déi Leit, déi eng Formatioun maachen, méi Mindestloun solle kréien, mä dass se manner Mindestloun solle kréien.

Dat ass erëm eng Kéier esou en Agréff an deen Automatismus, dee mer hei vum Mindestloun hunn, deen automatesch all Mount festleet, wann d'Léin insgesamt klammen, dass och de Mindestloun klëmmt. Dat ass erëm esou en Agréff doranner, iwwerhaapt an d'Fixatioun vun engem Mindestloun, well do gëtt jo gesot: De Mindestloun fir déi Leit, déi a Formatioun sinn, ass net emol déi Zomm, déi mer hei genannt hunn an déi kaum duergeet, fir ze liewen, mä et ass nach manner.

Duerfir mengen ech, dass et keen Ulass gëtt, fir hei ze ruffen: „Kuckt emol, wat hu mir fir e flotte Sozialstat hei!" Et ass e Sozialstat, deen amgaangen ass, scheibcheweis a schréttweis ofgebaut ze ginn. An dat ass den eigentleche Problem. Et géif och nach wierklech feelen, dass Der de Mindestloun allgemeng géift ofschafen!

Nach eng Kéier: Ech stëmme selbstverständlech fir dee Projet hei, mä ech wollt awer d'Geleeënheet net verpassen, fir e puer Saachen hei nach un de Mann ze bréngen.

Merci.

(Interruption)

An un d'Fra.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dir Dammen an Dir Hären, ech soen natierlech dem Rapporteur villmools Merci, mä ech muss e puer Observatioune maachen, well ech hunn d'Impressioun, datt verschidde Leit net dat nämlecht héieren hunn, wat ech héieren hunn.

Éischtens hunn ech bei kengem eng absolutt Begeeschterung festgestallt fir dee Projet hei. Ech hunn net hei héieren, datt ee gesot hätt,

dat wier elo ee vun deene gréisste Projeten, dee mer an der leschter Zäit oder an der nächster Zukunft wäerte stëmmen.

Hei geet et ganz einfach ëm eng Mécanique. An déi Mécanique ass d'Upassung vum Mindestloun un déi normal Evolutioun vun de Salairen. An ech deelen dat, datt d'Salairen an deene leschten zwee Joer praktesch net geklomme sinn. Dat stelle mer fest. A besonnesch déi, wou mer jo ëmmer héieren, datt Lëtzebuerg dat Land ass, wou d'Salairen explodéieren, kréien eigentlech hei bewisen, datt d'Salairen hei zu Lëtzebuerg, déi zwee lescht Joren, wat jo och Jore waren, wou Lëtzebuerg affektéiert war vun der Kris, souwuel am Bankesecteur wéi och an anere Secteuren, datt hei d'Salairen net déi Spréng gemaach hunn, déi ons ëmmer presentéiert ginn.

Dat Zweet ass, ech hunn och keen heibannen héieren, Här Urbany, deen de Mindestloun a Fro gestallt hätt. Ech hu jiddweree ganz kloer sech expriméieren héieren, datt de Mindestloun e wesentleche fundamentale Bestanddeel vun eisem Sozialsystem ass. An et ass kee Mënsch, deen dee Mindestloun a Fro stellt.

A grad well mer de Mindestloun als en essenzielle Bestanddeel vun eisem System ugesinn, hu mer décidéiert, déi marginal Augmentatioun vun 0,1% ze maachen. Wat hätt Dir gesot, wa mer gesot hätten: „Boff, 0,1%, manner wéi 2 Euro brutto - wéi Der richteg sot -, dat ass net derwäert, fir hei d'Chamber elo esou laang ze mobiliséieren, a mir ginn einfach doriwwer ewech a mir setzen dat iergendwou hin a mir kucken dat vläicht an engem oder an zwee Joer unzepassen."? Dann hätt ech Iech gär héieren, wat Der da gesot hätt! Wat wier dann Är Reaktioun gewiescht?

Duerfir gëtt och ëmmer vergiess... Et ass sécher, datt gewësse Punkte vun Upassungen an esou weider stattfannen. Mä et gëtt awer och derbäi vergiess, datt de Mindestloun indexéiert ass, wéi all déi aner Salairen och, an dës Regierung décidéiert huet, datt den Index en vigueur bleift. Dat heescht, bei all Indextranche, déi erfollegt... A wann et jo all déi Augmentatioune gëtt, déi Dir jo beschriwwen hutt, dann heescht dat jo och, datt de Mindestloun dann ugepasst gëtt ëm net 0,1, mä 2,5%. Mir hunn also weider hei zu Lëtzebuerg d'Indexatioun, déi sech och op de Mindestloun applizéiert.

Ech hunn och net verstanen, wou d'Afrostellung vum qualifizéierte Mindestloun soll sinn. Wat mer natierlech mussen diskutéieren, dat sinn d'Situatiounen, wou effektiv d'Recht op de qualifizéierte Mindestloun kënnt, wat an deenen Texter, déi am Code du Travail stinn, net ganz prezis duergeluecht ass. An ech mengen, et muss méiglech sinn, doriwwer mat de Sozialpartner ze diskutéieren.

Iwwregens, dee Secteur, deen direkt concernéiert ass, Här Urbany, an Dir hutt et mentionnéiert, ass komescherweis net e Secteur, wou et kee Kollektivvertrag gëtt. Am Botzsecteur gëtt et e Kollektivvertrag, och wann déi Négociatioune momentan blockéiert sinn.

Wat mer awer feststellen, dat ass, datt et an all deene Secteuren, wou héich Proportioune vu Salariéen de Mindestloun kréien, kee Kollektivvertrag gëtt. Et gëtt Secteuren, wou 60% vun deene Leit, déi do schaffen, de Mindestloun kréien. An dat si praktesch ëmmer Secteuren, wou et kee Kollektivvertrag gëtt. A mir mussen also driwwer och nodenken, awéiwäit mer och musse probéieren, d'Kollektivvertragswiesen hei zu Lëtzebuerg weider auszedehnen.

An dann, d'Thema vun der Pauvretéit ass en Thema, wat iwwert de Mindestloun ewechgeet. Natierlech ass et essenziell, datt et, éischtens emol, derwäert ass schaffen ze goen - ech mengen, do si mer all d'accord -, mä datt et awer och richteg ass, datt, wann ee schaffe geet, een net an d'Aarmut ka gestierzt ginn. An dat ass natierlech e Problem, dat geet iwwert de Mindestloun eraus.

Dat ass e Problem vu Loyeren, dat ass e Problem vun alle méigleche Käschten, déi op d'Leit zréckfalen. An duerfir hu mer jo awer och - dat muss ee jo awer derbäisoen - eng ganz Rei vun Ausgläichsmoossnamen, déi iwwer Complémente bezuelt ginn, besonnesch bei deene Familljen, wou de Verdénger e Mindestlounbezéier ass, an déi Kanner an déi Familljen hunn, wou dann iwwer aner Mechanismen en Ausgläich geschitt.

An ech mengen, dat ass d'Wichtegkeet, dat ass d'fundamental Wichtegkeet vum Sozialstat. A kee Mënsch huet d'Elementer vum Sozialstat jee hei a Fro gestallt. An ech mengen, mir sinn ons bewosst, datt mer derfir suerge mussen, datt d'Lëtzebuerger Gesellschaft net auserneebrécht an datt et net Leit gëtt, déi komplett décrochéieren. Da musse mer och déi Mechanisme weider halen an heiansdo och upassen, voire ausbauen.

An ech mengen, an deem globale Kontext muss een och déi Décisioun hei gesinn, datt mer eben de Prinzip ganz einfach hei wëllen affirméieren, datt de Mindestloun net dierf décrochéiere par rapport zu der allgemenger Entwécklung vun de Léin.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6766 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6766 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer. A vun deene 60 Deputéierten, déi ofgestëmmt hunn, hu sech der 60 fir de Projet ausgeschwat.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

An domat bleift mer just nach d'Fro ze stellen, ob Der d'Dispens vum zweete Vote gitt.

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Réunioun ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Debatt zu der Erklärung vum Statsminister vun de Mëtten.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)

SÉANCE 21

MERCREDI, 21 JANVIER 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communication

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg

- *M. Gast Gibéryen*
- *Débat: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler), M. Alex Bodry (M. Roy Reding pose une question) (dépôt d'une résolution et d'une motion), M. Claude Adam (M. Claude Wiseler intervient), M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Serge Urbany intervient), M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (M. Claude Wiseler intervient), M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (M. Claude Wiseler intervient), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Fernand Kartheiser (fait personnel)*
- *Résolution 1: M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Motion 1: M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, M. Michel Wolter (parole après ministre), M. le Ministre Etienne Schneider, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Statsminister.

2. Communication

Ech wollt dann der Chamber matdeelen, dass säit gëschter dat sougenannt „Benelux-Parlament", dat bis elo Conseil interparlementaire consultatif de Benelux geheescht huet, säin Numm geännert huet an Assemblée interparlementaire Benelux. Fir eis bleift et d'Benelux-Parlament.

(Hilarité)

A fir eis huet den Ambassadeur Jean-Jacques Welfring déi Konventioun ënnerschriwwen.

Communication du Président - séance publique du 21 janvier 2015

Depuis hier le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux s'appelle «Assemblée interparlementaire Benelux».

En effet, hier a eu lieu la signature officielle à Bruxelles de la Convention sur l'Assemblée interparlementaire Benelux en présence des représentants gouvernementaux des trois pays (en l'occurrence, l'Ambassadeur Jean-Jacques Welfring pour le Luxembourg).

Sou, mir géifen dann iwwergoen zu eisem Ordre du jour, dem Débat iwwert d'Erklärung vum Statsminister iwwert den Accord tëschent der Regierung an deene verschiddene Glawensgemeinschaften. Ier ech dem éischte Riedner, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn, hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Gaston Gibéryen. Zum Ordre du jour?

3. Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Mir hu gëschter an der Presidentekonferenz en Temps de parole festgehale fir déi Debatt haut de Mëtteg. Ech hunn och vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu deem Temps de parole ginn an ech wëll och elo net, datt mer en aneren Temps de parole huelen.

Ech wollt just froen, ob Der, an Ärer Gentillesse, wéi Der dat ëmmer maacht, haut kéint vläicht e bësse méi tolerant sinn, wann eng oder déi aner Minutt géif iwwerzu ginn, datt dat an deem Débat, mengen ech, net onwesentlech wier, fir datt een da kéint awer vläicht déi eng oder déi aner Minutt weider brauchen, fir ze schwätzen, ouni datt mer en aneren Temps de parole huelen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dir hutt dat ganz fei gesot. Mir wäerten dann och déi gewinnte Kulanz weisen.

Éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. A politesche Kreesser, hei an der Chamber oder anzwousch anescht, gëtt oft d'Fro gestallt, ob d'Relioun eng Privatsaach wier. D'Äntwert op déi Fro, och d'Äntwert, déi mir ginn, dat ass: „Jo, natierlech ass d'Relioun eng Privatsaach. Definitiv eng richteg Privatsaach!"

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass privat, et ass perséinlech a jiddweree soll säi Glawen oder säin Netglawen esou kënne liewen, wéi en dat fir richteg empfënnt. Fräi liewen, esou wéi en dat mat sengem Glawe fir richteg empfënnt. Säi Glawe wiesselen, ophalen, alles dat ass jiddwer eenzelnem Mënsch seng Privatsaach.

Mä ech mengen, datt déi do Fro, wann ee se esou stellt, net duergeet an net déi Fro ass, déi een an de politeschen Enceinten, wou doriwwer nogeduecht gëtt, als eenzeg Fro ka stellen. D'Fro ass a mengen Aen: Ass Relioun nëmmen eng Privatsaach? Ass Relioun nëmmen eng Privatsaach? A wann et net nëmmen eng Privatsaach ass, wie geet d'Relioun nach eppes un? De Stat, d'Politik, d'Parteien? A wéi geet deen een oder deen aneren, de Gleewegen, d'Kierchen, d'Politik, d'Parteien, d'Institutiounen, d'Chamber mat deenen dote Froen ëm?

D'Politik (veuillez lire: D'Relioun) ass fir eis definitiv eng Privatsaach. Mä ganz sécher awer gradesou gutt net nëmmen eng Privatsaach! D'Politik (veuillez lire: D'Relioun) schreift sech an den ëffentleche Raum an a schreift sech an d'Gesellschaft an, hei zu Lëtzebuerg an iwwerall anescht op der Welt! D'Politik huet... pardon, d'Relioun schreift sech an d'Gesellschaft an an huet och an deene leschte Jorhonnerten, Jordausenden un der Geschicht vun de Länner matgeschriwwen op déi eng oder op déi aner Aart a Weis.

Fir eis, haut, als CSV, sinn d'Glawensgemeinschaften hei zu Lëtzebuerg - d'Glawensgemeinschaften! - e wichtegen Deel vun eiser Gesellschaft an och vum Zesummeliewe vun eiser Gesellschaft. A mat deem Méi un Diversitéit, déi mer hunn an deene leschten 20, 30 Joer, déi jo vill méi grouss ginn ass, net nëmmen, wat d'Nationalitéiten ugeet, mä och, wat d'Kulturen ugeet, och wat d'Reliounen ugeet, stellt déi Fro sech ëmmer méi als eng Zentralfro. A mir soe kloer an däitlech als Partei, datt de Fait religieux der Politik net kann egal sinn. An ech gi souguer weider, datt de Fait religieux der Politik net däerf egal sinn!

Sech net als Politiker, als Institutiounen, Chamber, Regierung ëm de Fait religieux, ëm d'Reliounen, ëm d'Glawensgemeinschafte bekëmmeren, wär an eisen Aen, haaptsächlech haut, a méi wéi jee haut, e ganz schwéiere politesche Feeler. D'Politik huet eng Rei Responsabilitéiten. D'Politik muss responsabel sinn, an dat zweifelt jo och keen un hei am Sall, fir d'Liberté des cultes, fir d'Liberté d'exercer le culte, fir den Zoutrëtt zu de Reliounen, fir den Austrëtt aus de Reliounen, datt dat alles an der Fräiheet vu jiddwerengem Eenzelnem sengem private Glawen oder Netglawen ka goen.

A mir mengen och, datt d'Politik eng Responsabilitéit huet fir d'Relatiounen, déi d'ëffentlech Institutioune mat de Kierchen am Allgemengen hunn. An et ass eng eminent Responsabilitéit vun der Politik, haut méi wéi jee, wann ee kuckt, wat an der Welt geschitt, datt déi politesch Responsabel, datt d'Institutioune wësse wat lass ass an deene verschiddene Glawensgemeinschaften, datt se am Dialog mat de Glawensgemeinschafte konstant an ëmmer sinn.

An den Dialog kann een nëmme féieren op eng uerdentlech Aart a Weis, op eng konstruktiv Aart a Weis, wann ee Relatioune mat de Kierchen, mat de Glawensgemeinschaften huet a wann een ordonnéiert a koordinéiert, festgeschriwwen, organiséiert Relatioune mat de Glawensgemeinschaften huet.

Dofir si mir ganz kloer als CSV der Meenung, datt et evident ass, datt an eiser Constitutioun de Fait religieux, dat heescht d'Relatioun mat de Kierchen, esou wéi se am Artikel 22 war, op eng moderniséiert, op eng aner Form - well dat, wat den Artikel 22 haut seet, ass manifestement iwwerlieft - muss der Welt vun haut gerecht ginn, mä datt et net kann ersatzlos gestrach ginn. An datt eng aner Formule op enger anerer Plaz an der Constitutioun muss hir Plaz fannen, ass fir eis eng Evidenz.

En Artikel ersatzlos sträichen, wär mat der CSV net méiglech. De Fait religieux, d'Relatioune mat de Kierchen an d'Relatiounen tëschent der Kierch an dem Stat, muss an eisen Ae seng Plaz an der Constitutioun fannen, op eng moderniséiert oder eng adaptéiert Aart a Weis.

An dofir war et fir eis wichteg an där Diskussioun, déi mer an deene leschten Deeg haten, dat war heiansdo eng Diskussioun, wou mer auserneelouchen, eng Diskussioun, wou mer aner Meenunge vertrueden hunn, mä eng Diskussioun, wou ech awer muss soen, datt mer diskutéiert hunn. A schonn dat ass wichteg, dee Sujet. Eng Diskussioun, wou dräi Saache fir eis wichteg waren:

Dat eent, dat ass, datt déi Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat mussen evidenterweis impartial an neutral sinn. Dat ass eng Diskussioun, déi schonn zwee, dräi Joer dauert, wou verschidden Auteuren, den Här Meyers, den Här Bodry, sech schonn driwwer a verschiddenen Diskussiounen an der Institutiounskommissioun derfir ausgesprach haten. Wou och am Kader vun där Etüd, déi vun der Kommissioun a vum François Biltgen sengerzäit als Kultusminister an Optrag gi gouf, d'Etüd iwwert d'Relatiounen tëschent Kierchen a Stat, déi Notiounen erëmkomm sinn. Fir eis ass dat wichteg, datt dat preziséiert ginn ass.

Déi Notioun vu Separatioun ass fir eis och net eng Notioun gewiescht, déi eis Problemer gestallt huet. D'Notioun vu Separatioun, jiddweree muss kënnen, d'Kierchen, de Stat, seng Autonomie hunn, seng organesch, wou keng organesch Lienen dertëschent bestinn. Mä awer Relatioune mateneen hunn. En Dialog mateneen hunn. An déi Separatioun, dat heescht, déi jo d'Trennung vun den organesche Lienen op där enger Säit an op där anerer Säit déi Relatiounen an deeselwechten Artikel schreiwen, ass fir eis dat, wat soll si fir déi nächst Joren, wa mer d'Beschreiwung vun de Relatiounen tëschent Kierch a Stat maachen.

Deen zweete Punkt, dee fir eis wichteg war, dat ass, datt mer eis géifen eens ginn iwwert de Fait, datt an d'Constitutioun och soll kommen, datt d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat um gesetzleche Wee solle geregelt ginn. Datt och d'Reconnaissance, déi de Stat de Kierche gëtt, soll gesetzlech festgehale ginn an d'Kritären dovunner och kloer an däitlech definéiert ginn. Kloer an däitlech definéiert sinn.

Dat huet eis och absolutt eng Nécessitéit geschéngt, huet eis evident geschéngt, wëssend, datt déi verschidde Kritären haut baséieren op enger Motioun, déi den 18. Juni 1998 an der Chamber gestëmmt ginn ass, wou a sech déi eenzel Punkten opgezielt waren, wou och jiddwer Partei sengerzäit domadder d'accord war. Mä et war fir eis evident, datt an deenen Zäiten, déi kommen, just sech op eng Motioun referéieren a keng gesetzlech Basis hunn, net géif duergoen, fir an Zukunft déi Relatiounen ze gestalten.

Dofir war fir eis absolutt wichteg, datt de Fait, datt e Gesetz géif an d'Constitutioun ageschriwwe ginn, de Fait, datt d'Relatioune mat de Reliounen eng gesetzlech Basis géife kréien, en absolutt wesentleche Punkt.

An esou engem Gesetz mussen am Fong och all déi Rechter an déi constitutionnel Fräiheeten, den Ordre public respektiv d'Valeurs démocratiques, an deem sech d'reliéist Liewe muss aschreiwen, kloer an däitlech nach eng Kéier gesot ginn, mussen déi Problemer vum Proselytismus ugeschwat ginn, geléist ginn. Et mussen all déi Froe vun den Égalitéiten, vun der Égalité des traitements, vun de Fraerechter kloer an däitlech definéiert ginn, an déi sech den Exercice vun de Reliounen hei zu Lëtzebuerg muss aschreiwen. An et muss en fin de compte am Intérêt général gehandelt ginn an dat muss och kloer an däitlech an esou engem Gesetz drastoen.

An dann, an dat war den drëtte Punkt, war fir eis wichteg, datt an Zukunft och kéint d'Méiglechkeet vun de Konventiounen an der Constitutioun ageschriwwe bleiwen, op där enger Säit, an op där anerer Säit, datt och kloer géif gesot ginn, datt eng Konventioun, déi mat enger Glawensgemeinschaft gemaach géif ginn, och misst duerch d'Chamber goen, och misst an der Chamber akzeptéiert ginn.

Mir kënnen eis net virstellen, datt d'Regierung ouni den Accord vun der Chamber esou Konventiounen ofschléisst respektiv ëmännert. Et war och net d'Intentioun vun der Regierung, weder vun dëser nach vun där virdrun, mä et ass gradesou gutt a gradesou kloer, et ass och an der Constitutioun tel quel festgehalen.

Dofir si mer a sech frou, datt mer de Moie konnten an der Institutiounskommissioun déi dräi Punkten no eisen Diskussiounen zréckfannen, well fir eis se d'Basis waren, fir kënne mat op esou e Wee ze goen.

Deen anere Punkt, dat ass den Artikel 106 iwwert de Finanzement vun de Ministres des cultes, vun de Paien an de Pensioune vun de Ministres des cultes. Dir wësst, datt mer säit Méint hei an der Chamber soen, datt fir eis déi do Referendumsfro, esou wéi se gestallt war, net ganz vill Sënn mécht, well se am Fong ee klenge Punkt ass aus enger Diskussioun, déi ëm d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat geet. Just ëm d'Paien, just ëm d'Pensiounen eng Fro ze stellen, huet eis ni ganz sënnvoll geschéngt an dat hu mer méi wéi eng Kéier hei op dëser Chamberstribün gesot, well se reduzéiert de Problem op wierklech e klengen Deel, wat net d'Essenz ass vun deem, wou en Ofkomme muss driwwer kommen.

Elo, wou en Accord tëschent de Kierchen an dem Stat do ass - an ech kommen duerno méi op den Accord zréck -, fir déi Konventiounen ofzeschléissen, ass an eisen Aen dat, wat mer zwar scho säit engem, zwee Joer soen, d'Plaz vun deem Artikel 106 an der Verfassung, an enger neier Verfassung net méi ginn, a si mer och bereet, fir dee falen ze loossen. Den Artikel falen ze loossen a selbstverständlech d'Referendumsfro an deem Kontext och falen ze loossen, well déi huet an eisen Aen nach ni Sënn gemaach. Mä nom Fait, datt mer elo en Accord fonnt hunn, datt d'Regierung en Accord fonnt huet mat de Kierchen, mécht se iwwerhaapt kee Sënn méi, well d'Fro geléist ass.

Mir waren, wat déi Referendumsfro ugeet, am Fong ëmmer der Meenung, datt se am Fong just an de Referendum ageschriwwe gi war, well et eng Aart a Weis war, fir Drock auszeüben. Well mir hunn ni verstanen - ni verstanen -, datt ee konnt engersäits higoen a soen: Mir sëtzen eis un den Dësch mat de Kierchen, well mer wëllen diskutéieren, wéi an Zukunft déi Konventioune sollen ausgesinn, wéi an Zukunft sollen déi Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat ausgesinn - a fir eis ass dat dee richtege Wee, sech un den Dësch ze sëtzen an dat ze diskutéieren -, an dann am selwechten Otemzuch ze soen: A mir stellen d'Referendumsfro! An dann an deene leschte Wochen hu mer jo gesinn, fir ze soen: Wa mer eis elo net eens ginn, da kënnt se wierklech, a wann Der se wëllt eraus, da musse mer eis eens ginn!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir musse kloer an däitlech soen, déi Aart a Weis, fir ze verhandelen, hu mer net gutt fonnt, well se just intentionnéiert war, an eisen Aen, fir Drock ze produzéieren. A mir si frou, datt Der am Dialog dat do, well dat dee richtege Wee ass, konnt maachen.

Ech soen awer och nach gär hannendrun, et gëtt och nach eng aner Fro, dat ass déi vum Auslännerwahlrecht, wou mir och der Meenung waren, datt een hätt sollen higoen, an dofir hu mer als CSV eng Propositioun op den Dësch geluecht gehat, wou et zumindest derwäert gewiescht wär, datt ee sech zesummegesat hätt an eng Ronn diskutéiert hätt, ob een net eng Solutioun doriwwer fonnt hätt!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat war eise Wonsch, an ech soen Iech, Här President, dat ass nach ëmmer eise Wonsch! Well och do soll een op Dialog setzen.

Mir hunn dee ganze Prozess, esou wéi en awer war, obwuel mer op den Dialog gesat hunn, als extrem problematesch empfonnt, well vill Drock, well och an der leschter Zäit vill Gehetz war, well ee vill presséiert war, fir alles dat mussen ze maachen.

Mir hu gëschter Moien an der Kommissiounssëtzung vun der Institutiounskommissioun deen Accord ausgedeelt kritt a mir sollen haut, 24 Stonnen duerno, iwwert deen Accord do en Entscheed huelen. Ech muss Iech éierlech soen, fir mech, fir eis als Fraktioun ass dat net seriö! Et ass net seriö, well mer net d'Méiglechkeet haten, wierklech net d'Méiglechkeet haten, fir all déi Punkten, mir hunn zwar Explikatiounen nogelauschtert, der Regierung hir Explikatiounen nogelauschtert, mä et ass esou technesch, datt et ganz schwiereg ass, alles nozevollzéien, an esou vill Froe bleiwen nach fir eis op, datt mer déi Aart a Weis, wéi dat elo hei zu engem Ofschloss kënnt, als richteg, richteg problematesch empfannen!

E puer Beispiller vun deene Froen, déi sech an eisen Ae stellen.

Zum Beispill, et gëtt gesot, datt déi Enveloppe vun der kathoulescher Kierch vu 24 Milliounen Euro op ronn 6 Milliounen, 6,7, wa meng Erënnerung gutt ass, erofgesat gi wär. Ech wëll wëssen, an dat hunn ech gëschter gefrot, do krut ech deelweis eng Äntwert: Wéini ass dat dann? Wéini trëtt dat an? Dat ass a 15, 20 Joer. Meng Fro ass: Wat heescht dat da fir d'nächst Joer? Wéi geet dat fir d'nächst Joer? Wat sinn déi Budgetszuelen iwwert de Pluriannuel, deen elo kënnt? Do hu mer einstweile keng Äntwerte kritt.

Fir mech ass et awer wesentlech, datt mer wëssen, wat an deenen nächste Joren, wat dat fir déi nächst Joren heescht a vu wat fir enge Gréisstenuerdnunge mer hei schwätzen. Keng Äntwert kritt.

Enseignement: Am Enseignement ass et och wichteg, datt mer wëssen, a wat fir eng Richtung déi Programmer ginn, déi an Zukunft kommen. Ech weess, datt een den Detail net ka wëssen haut, well nach vill Aarbechte musse lafen. D'Richtung wär awer wesentlech gewiescht.

An da sinn och eng ganz Rei Froen, wat d'Reprise vun den Enseignanten ugeet, wou an den Aussoen, déi an deem Pabeier, deen eis virläit, sinn, een net weess, wat et heescht. Et ginn „perspectives professionnelles" kreéiert. Wat sinn dann déi Perspectives professionnelles? Wat heescht dat da prezis fir all déi Leit, déi direkt do concernéiert sinn?

Et steet och dran, datt d'Regierung déi Instances concernées oder compétentes géif encouragéieren, Propositioune virzeleeën, fir datt déi heuteg Enseignantë kéinten an de Beräich vun der Éducation nationale eriwwergoen. Wat geschitt dann, wann deen Encouragement, wat gutt gemengt ass, an ech stellen dat jo emol guer net a Fro, wann do eng Fin de non recevoir kënnt? Wa vun deenen Instances compétentes gesot gëtt: Mä mir wëllen dat net, mir kënnen dat net! - war et et dann? Oder wat geschitt dann? Wesentlech Froen, déi keng Äntwerten hunn an déi, wann een dann no 24 Stonne muss Jo oder Nee soen, engem déi Äntwert total onméiglech maachen!

D'Kreatioun vun engem neie Fong, do stelle sech och eng ganz Rei fundamental Froen, och Verfassungsfroen. D'Fro vun der Proprietéit a vum Transfert de propriétés.

Une voix.- Exakt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi soll dat goen? Wéi soll dat goen, och verfassungsméisseg, an engem Gesetz eng Proprietéit, déi enger Kierchefabrik gehéiert, an e Fong ze iwwerschreiwen? Kucke mer emol! Ech weess net, wéi et soll goen. Ech wëll och keng definitiv Äntwert ginn an dësem Moment.

Wéi ass et mat der Gemengenautonomie? Ech kommen duerno nach dorobber zréck. Wéi ass et, wann d'Gemengen net matspillen an deem ganze Kontext?

A wéi ass et mat den Donatiounen? Leit, déi eng Donatioun gemaach hu fir eng prezis Kierchefabrik, fir e prezisen Zweck an net fir en aneren, déi dat och notariell aktéiere gelooss hunn, wat geschitt domadder, wann dat elo iwwerwise gëtt? Gëtt dat mat iwwerwisen? Wat fir juristesch Froe kommen do op? Wéi gi se geléist? Eng ganz Rei Punkten, déi net geklaert sinn.

An ech sinn och net der Meenung, datt alles muss kënnen oder muss an esou engem Sujet geklaert ginn. Ech soen awer, wann ech dat do liesen, dann, mengen ech, datt eng Rei Froen net kënne geklaert ginn, wann ech eise juristesche System, eis konstitutionell Basis kennen. An da wënschen ech deenen, déi dat solle maachen, ganz vill Freed, fir et an der Realitéit hinzekréien!

Aner Froen: Zum Beispill déi Konventioun, déi elo soll a Kraaft trieden, déi kritt, oder déi Konventiounen, loosse mer et emol esou ausdrécken, déi elo sollen a Kraaft trieden, déi trieden a Kraaft am Kader, wann ech dat richteg verstanen hunn, an ech mengen, et geet net anescht, ënnert der aler Constitutioun, der aler, dat heescht déi heuteg, aktuell Constitutioun.

Ech stellen awer fest, datt déi Konventioune beinhalten, datt d'Ministres des cultes net méi bezuelt ginn. Or, an der Constitutioun, déi aktuell ass an ënnert där déi Konventiounen elo a Kraaft trieden, steet dat awer nach als Titel an als Artikel kloer an däitlech dran! Wéi soll dat da goen? Bei eis ass dat e richtege Problem.

Ass dann déi al Constitutioun, deen Artikel 106, deen awer elo nach ëmmer existéiert, och wa mer d'accord sinn, en ofzeschafen, ass deen dann déi ganzen Zäit en suspens? A wann...

(Interruption)

Dat ka jo net sinn! A wann dat esou ass, ass et awer eng schlampeg Aart a Weis, mat där mer hei mat der Constitutioun ëmginn. A mir wëllen eis net de Kompliz dovunner maachen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien! Ganz richteg!

Une voix.- Dat ass net méiglech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Zäitschinn: Wéi geet dat mat deenen Texter, wéi vill Texter ginn et iwwerhaapt, déi an der Konventioun sollen ëmgesat ginn? Och dat ass an eisen Aen net kloer. An all déi Proprietéitsfroen, déi sech stelle ronderëm d'Kierchefabricken. An ech hunn de SYFEL gelies, wat fir eng Froen déi sech stellen, respektiv de Syvicol, da sinn do déi Transferts de propriétés vun deem engen zu deem aneren nach e richtegen an e risege Problem.

Datselwecht stellt sech fir d'Iwwergab an de Widdersproch mat der Gemengenautonomie. Hei ginn eng Rei Froen, hei ginn eng Rei Problemer ugeschwat, déi och am Kader vun der Gemengenautonomie net geléist ginn. Zum Beispill ass décidéiert, datt d'Gemenge mussen an d'Négociatioune goe mat deenen eenzelne Kierchefabricken, fir ze kucken, wat mat de Gebaier geschitt. Esou steet et am Prinzip do. Et steet „Négociatiounen tëschent Gemengen an de Kierchefabricken" an Ärem Text.

Sinn d'Gemenge consultéiert ginn, ier Der dat do als Accord maacht? An en cas de désaccord, sot Der, seet den Text, datt de Législateur géif décidéieren, wien dann - d'Kierchefabrik oder d'Gemeng - d'Proprietéit géif kréien. Ass dat mat de Gemengen esou ofgemaach? A wéi steet et do mat der Gemengenautonomie?

An da steet och am Artikel 20, datt de Kofinanzement vun de Gemengen an Zukunft exclu wär. An an deemselwechten Artikel, e wéineg méi spéit, do steet, datt d'Obligation d'entretien en collaboration tëschent de Gemenge respektiv deem neie Fong géif gemaach ginn, wann do Problemer wären. Wéi passen déi zwee Texter zesummen? Fir d'Eischt Financement exclu op där enger Säit. Dräi Reien ënnendrënner steet, datt awer sech deene Chargen a Kollaboratioun mat de Gemenge géif ugeholl ginn. Dat passt a mengen Aen net zesummen. A mir waarden do gespaant op déi Explikatiounen, déi kommen.

Anere Punkt, deen onkloer ass: Den Artikel 7 seet, datt an Zukunft d'Gehälter an d'Paie jo net méi géifen zréckbezuelt ginn, mir huele jo den Artikel 106 aus der Constitutioun eraus, mä datt déi finanziell Relatiounen iwwer eng Enveloppe géife gemaach ginn. Eng Enveloppe, steet dann do, déi „en fonction de l'importance" vun deene jeeweilege Kierche géif gemaach ginn. Dat ass jo och okay.

Just, et ass awer, et wär net onwichteg, ze wëssen, ier een derfir/dergéint stëmmt, no wat fir enge Kritären dann déi Enveloppe respektiv déi Importance géif ausgerechent ginn. Alles dat steet awer net an der Konventioun. Ech ginn awer dovunner aus, datt natierlech Kritären ugewant gi sinn, soss wären déi Zommen, déi elo drastinn, jo net komm. Mä et ass natierlech fir een, deen dat viru 24 Stonne krut, eng wesentlech Fro, fir ze wëssen: Wéi geet dat weider? No wat fir enge Kritären ass dat momentan gerechent?

A schlussendlech ass datselwecht och nach iwwert d'Prärogative vun der Chamber, déi awer zu engem groussen Deel och hei empiétéiert ginn, well am Text, an der Formulatioun, wéi en elo ass, eng Rei Décisiounen drastinn, déi geholl ginn, déi awer den Accord vun der Chamber présupposéieren. All déi Décisiounen, déi am Kader vun der Éducation nationale drastinn, a wann ech emol nëmmen déi huelen, an et sinn nach eng ganz Rei anerer, dofir brauch ee mindestens e Gesetzestext.

Hei stinn awer schonn Décisiounen dran, ouni emol ze referéieren, datt den Accord préalable vun der Chamber awer eng absolutt Noutwendegkeet wär, fir déi Punkten, déi hei am Accord stinn, ëmzesetzen. Hei gëtt och op d'Prärogative vun der Chamber empiétéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ee Punkt, deen ech och nach wëll soen an dee fir mech och wesentlech ass, en inhaltleche Punkt, deen doranner besteet, datt hei eng Décisioun geholl ginn ass, fir de Reliounsunterrecht an e Cours unique ëmzewandelen. Dat stoung an Ärem Regierungsprogramm. Mir hunn ëmmer gesot an där leschter Zäit, datt mer déi Meenung an déi Zilsetzung wierklech net géifen deelen, well mer der Meenung sinn, hei wéi an anere Punkten - hei wéi an anere Punkten! -, datt de Choix net un der Regierung ass, mä datt ee soll higoen an dee Choix den Elteren iwwerloossen an dee Choix de Kanner iwwerloossen.

Wat ass dann de Problem, ob se esou wielen oder anescht wielen, wa se no hirer fräier Wahl kënnen déi Décisiounen huelen? Wat ass dann de Problem, fir dee Choix ze loossen? Op déi hu mer nach keng Äntwert kritt. Mir hu just gesot kritt: „Et steet am Regierungsprogramm an duerfir maache mer et esou!"

Domat hu mer e fundamentale Problem, well hei eng Fräiheet, eng Fräiheet méi de Leit ewechgeholl gëtt, a vum Prinzip hier kënne mer net d'accord sinn.

Mir si frou zwar, datt an där ganzer Diskussioun, wann dann déi Décisioun do geholl gëtt, de Prinzip vun de Pacta sunt servanda drasteet. Mä ech wëll awer och trotzdeem soen, niewent dem Prinzip vun de Pacta sunt servanda, dee mer begréissen, sinn awer déi ganz Rei Froen, déi ech scho virdrun ugeschwat hunn, nach ëmmer grouss op.

Wat fir eng Perspektives professionnelles ginn dann deene Leit ginn? Et steet do, datt se an Zukunft am Kader vun der Éducation nationale schaffen. Jo, okay, mä wat fir een Typ vun Aarbecht steet dann do? Alles dat ass onprezis, alles dat ass flou an alles dat mécht eis et onméiglech, fir dësem Text zouzestëmmen, well mer wesentlech Punkten, déi Leit direkt concernéieren, momentan ignoréieren.

Ech hunn et scho gesot, et gëtt gekuckt, fir déi Instances responsables ze encouragéieren, eng Formation continue unzebidden. Wat geschitt, wa se et refuséieren? Wat bidde se un als Formation continue, fir de Wiessel vun enger Carrière zur anerer ze maachen? Ech weess net, ob Der do scho Saache mat hinnen ofgemaach hutt, mat de Leit, déi concernéiert sinn op där enger Säit, oder mat der Universitéit oder mat soss engem Formatiounsinstitut op där anerer Säit. Mä op jidde Fall, mir wëssen et net, an am Accord steet guer näischt dran. Wann do scho Saache bekannt sinn, wäre mer awer zumindest frou, déi gewuer ze ginn!

Eng aner Fro, dat ass, et gëtt e Cours unique agefouert. Wien hält déi Coursen an Zukunft? Och dat, wat do drasteet, ass net onproblematesch. Et gëtt gesot, d'Enseignanten hale se. Meng Fro ass: Kréien d'Enseignanten eng Formation continue, fir de Cours ze halen? Wat fir eng Formation continue kréie se?

Bei dem Secondaire steet dran, et ginn an Zukunft, dat heescht, déi Enseignanten, déi haut déi Coursen halen, d'Reliounsenseignanten an d'Enseignantë vun der Formation morale et sociale, ginn duerno Enseignants spécialisés. Wat fir eng Enseignantë sinn dat, déi spécialisés? Wat fir eng Formatioun musse se gemaach hunn? Wie kann dann an Zukunft ënnert deem Titel „Enseignant spécialisé" fir Reliounscourse Relioun halen a wien haaptsächlech net? Alles dat si Froen, déi an eisen Aen net geklaert sinn an déi eis et onméiglech maachen, dësem Text zouzestëmmen.

Als Konklusioun géif ech soen, datt mer eng Solutioun fonnt hunn am Kader vun der Referendumsdiskussioun. An ech sinn och frou, datt mer do konnten e Stéck weiderkommen. An ech sinn och frou, datt mer déi do Diskussioune konnten hei am Kader vun de politesch Responsabelen, vun de politesch Gewielte féieren an eng juristesch Solutioun fannen, déi jiddwerengem dat gëtt, wat him wichteg ass, och der CSV. An déi dräi Punkten, déi mir gär gehat hätten, déi stinn och an deem Text do mat dran.

Mir sinn awer, wat déi Konventioun ugeet, weder mat der Method nach mat den Äntwerten, déi mer kruten, nach mam Inhalt d'accord a mir kënnen op kee Fall fir déi hei Konventioun eisen Accord ginn. A mir waarde mat ganz vill Spannung, wéi dann elo deen Accord, dee jo wahrscheinlech dann ënnerschriwwen an ugeholl gëtt, wéi deen dann an d'Realitéit ëmgesat gëtt. Well all déi Froen, déi ech elo am Numm vu menger Fraktioun hei gestallt hunn, all déi Froen, déi bleiwen net nëmmen hei gestallt, mä déi wäerten, wann Der deen Accord duerno wëllt an d'Realitéit ëmsetzen, erëmkommen a mussen all eng ganz prezis Äntwert fannen, wa mer se da wëllen am Gesetz, am Reglement oder an enger definitiver Konventioun ëmsetzen.

Dofir kënne mer deem Accord do net zoustëmmen. D'CSV-Fraktioun wäert also dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet gëschter vun engem historesche Moment, vun engem historeschen Accord geschwat. Ech kann deem eigentlech nëmme voll a ganz zoustëmmen, well dës Regierung huet eppes fäerdegbruecht, en Dénouement an engem schwierege gesellschaftspoliteschen Dossier fonnt, wou jorzéngtelaang driwwer diskutéiert, heiansdo gestridden, oft geschwat ginn ass, mä wou ni eppes Konkretes derbäi erauskomm ass. Dës Regierung huet eppes bougéiere gedoen, wat jorelaang komplett figéiert an immovabel war. Dës Regierung huet et fäerdegbruecht, d'Basis ze leeë fir eng Neiregelung vun de Relatiounen tëschent Kierchen a Stat am Sënn vun der Trennung vu Kierchen a Stat.

Ech wëll duerfir dëser Regierung och ganz besonnesch félicitéiere fir déi Aarbecht, fir déi Verhandlungen, déi se gefouert huet. Si huet eng exzellent Aarbecht gemaach. Si huet och an engem Zäitraum déi Aarbecht gemaach, deen och net ze laang gedauert huet. Praktesch an engem Joer sinn déi Aarbechte respektiv déi Diskussiounen, déi jo keng einfach waren, ofgeschloss ginn.

Ech wëll awer op där anerer Säit och deenen anere Partner, déi do um Dësch souzen, Merci soen. Ech war zwar net derbäi, mä ech hunn awer matkritt, datt do ganz kooperativ a ganz konstruktiv diskutéiert a geschafft ginn ass.

Dësen Accord ass also zesummen entstanen am Dialog, a Verhandlunge mat de concernéierten Akteuren. Mir haten dat och gesot. Ech hat dat och hei op der Tribün gesot, wéi d'Regierung hire Regierungsaccord hei déposéiert hat: Mir wëllen an deem Dossier kee Kulturkampf kréien, an esou engem sensibelen Dossier. Mir hunn och kee kritt! Wat schlussendlech stattfonnt huet, dat ware verstänneg a konstruktiv Diskussiounen. Op béide Säiten ass gutt verhandelt ginn. An ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass, d'Aart a Weis - l'art et la manière - huet hei och gestëmmt.

Déi eng oder aner hunn an de leschten Deeg sech zu Wuert gemellt a gemengt, si hätten och eventuell missen um Dësch derbäisëtze bei deene Verhandlungen. Ech sinn net där Meenung, well et jo hei ëm Verhandlungen tëschent spezifesch concernéierte Parteie gaang ass, Parteien am Sënn vu Verhandlungsparteien, à savoir op där enger Säit de Stat, op där anerer Säit déi verschidde Kierchen.

Et ass och kritiséiert ginn op där enger oder anerer Plaz, et wär net genuch Transparenz gewiescht an deenen Diskussiounen. Och do muss ee kloerstellen, op alle Fall op der Säit vun der Regierung. Am Virfeld hat dës Koalitioun sech jo am Regierungsprogramm ganz kloer festgeluecht, wat se wéilt erreechen an dësem Dossier, wéi se géif d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschafte gesinn. Duerfir war jo eigentlech och gewosst, mat wat fir enge Positiounen d'Regierung an déi Verhandlungen eragaangen ass. Si huet also näischt verstoppt am Virfeld. Vun Ufank u war déi Transparenz ginn.

An ech wëll och rappeléieren, datt dat, wat d'Regierung ausgehandelt huet, jo och muss hei duerch d'Chamber goen, datt also en dernier lieu natierlech d'Chamber och hiert Wuert huet, fir datt dann och dat kann ëmgesat ginn, datt also dat Ganzt ëmmer indirekt respektiv direkt ënnert der Kontroll vun der Chamber geschitt ass, ënnert der Kontroll vun der Chamber négociéiert respektiv d'Resultater guttgeheescht ginn.

Ech mengen, Här President, et ass kloer, datt eis Gesellschaft geännert huet, sech verännert huet an deene leschte Joren, Jorzéngten, a keen hei an der Chamber, mengen ech, keen zweifelt drun, datt eng Neiregelung vun de Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat néideg war, sech wierklech opgedrängt huet. Ech hat virdru scho gesot, mir hunn eigentlech scho Jorzéngten, op alle Fall déi lescht zwee Jorzéngten hei an der Chamber ganz oft doriwwer diskutéiert. Soulaang ech hei derbäi sinn, war dat ëmmer e Sujet, dee regelméisseg diskutéiert ginn ass.

Vläicht ganz kuerz zu dem Inhalt, zu deenen dräi grousse Voleten, e puer kuerz Bemierkungen. Ech mengen, et ass herno un der Regierung, och un den eenzelne concernéierte Fachministeren, déi jo och um Dësch mat souzen, fir vläicht méi en détail op déi eng oder aner Froen och ze äntwerten, déi vu mengem Virriedner hei opgeworf gi sinn.

D'Regierung proposéiert an deem Accord en éischte Punkt, dat ass deen, dee beseet, datt d'Ministres des cultes net méi vum Stat solle bezuelt ginn. Dat ass eng Dispositioun, déi hautdesdaags vu ville Leit a Fro gestallt ginn ass. Vill Leit hunn dat als iwwerlieft ugesinn a fir vill Leit ass dat och eng essenziell Fro vun der Trennung tëschent Kierchen a Stat. Ech mengen, dat hei ass och, déi Dispositiounen oder déi verschidden Artikelen an der Konventioun si jo och dann a ganz enkem Zesummenhang mat dem Artikel 106 aus der Verfassung ze gesinn. An Zukunft wäerten also d'Paie vun de Ministres des cultes net méi vum Stat bezuelt ginn.

Eng kleng Klammer op, ech maache se direkt zou: Et war och net ëmmer, mä an der leschter Zäit kloer, wat genau e Ministre des cultes war. D'Leit haten ëmmer am Kapp, datt dat de klasseschen, ech soen emol den „klasseschen" Paschtouer war. Mä am aktuelle Stand waren dat och eng ganz Rei aner Leit, soen ech emol, déi och am Intérêt vun der Kierch geschafft hunn.

D'Regierung proposéiert awer och eppes als Contrepartie, fir nämlech iwwer eng Konventioun, iwwert déi Konventioun hei mat klore Kritären dann eng minimal finanziell Hëllef deene verschiddene Kierchen oder Reliounsgemeinschaften zoukommen ze loossen, dat a Fonctioun ebe vun hirer realer Bedeitung an Importenz am Land. Sécherlech wäert do eng Iwwergangszäit sinn, datt dee System net direkt ganz wäert voll spillen.

Mä déi gesamt Enveloppe wäert, au bout du procès wäert déi da mëttelfristeg also erofgoen. Zum Beispill bei der kathoulescher Kierch, déi hautdesdaags ronn 23 Milliounen all Joers kritt, déi wäert dann, wann dee Prozess ofgeschloss ass, nach ronn 6,5 Milliounen Euro d'Joer kréien.

Deen Accord, deen d'Regierung eis hei proposéiert, dee se ausgehandelt huet, geet awer och iwwert déi reng Finanzéierungsfroe vun de Culten eraus. Et ass och zu engem Accord komm mat de Glawensgemeinschaften iwwert de Wäerteunterrecht an der Schoul. Och dat entsprécht ganz kloer der Linn vun deem, wat am Koalitiounsaccord stoung.

Den Accord gesäit vir, datt et een eenheetlechen, harmoniséierte Wäerteunterrecht gëtt, fir eben deen aktuellen, wéi een esou schéi seet, Moralescours an och den aktuelle kathoulesche Reliounsunterrecht ze ersetzen. Ech wëll och drun erënneren, datt dat eng jorelaang Propos vun der DP war, déi mer och regelméisseg all Kéiers an eise Wahlprogrammer stoen haten, an datt mer also och dat do ganz begréissen.

Firwat ass d'Demokratesch Partei fir en allgemenge Wäerteunterrecht? Eng Iddi. Ech ginn elo net am Detail drop an. Ech hunn dat schonn hei op dëser Tribün an der Vergaangenheet och méi wéi eng Kéier gemaach.

Ech mengen, et ass fir eis wichteg, datt d'Kanner zesummen - zesummen - an der Schoul an esou engem Cours sinn, dee rassembléiert an net dividéiert. An ech mengen, fir eis ass et jo

och grad an esou engem eenheetleche Wäerteunterrecht, datt dat d'Méiglechkeet, d'Chance deenen eenzelne Kanner gëtt, fir de Choix ze maachen, datt se do eigentlech déi ganz Panoplie virgestallt kréie vun de Wäerter, vun de Reliounen, an datt se eigentlech do da selwer kënnen déi Choixen treffen, wéi se hiert Liewe wëlle gestalten, datt also en eenheetleche Wäerteunterrecht eigentlech carrément oder wierklech dee Choix eigentlech eréischt opmécht, dee mer alleguerten och gäre wëlle maachen.

Une voix.- Richteg!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech stelle just fest an enger Zwëschebemierkung, de Claude Wiseler huet virdru gesot, datt dat fir si e ganz grousse Problem wier, deen hei Punkt an der Konventioun. Ech hunn erkläert, firwat datt fir eis deen onbedéngt huet missen an der Konventioun sinn. Ech wëll awer just rappeléieren, datt am CSV-Wahlprogramm 2013 den allgemenge Wäerteunterrecht fir de Secondaire op alle Fall an hirem Wahlprogramm stoung. Ech weess elo net, ob se do d'Meenung geännert hunn, respektiv datt se eventuell awer fir e Wäerteunterrecht am Secondaire keng Problemer hätten.

Ech mengen, d'DP ass och...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass ënner enger Rei Konditiounen, déi och an eisem Wahlprogramm relativ kloer ausgedréckt sinn. A fir d'Primärschoul war et kloer an däitlech, wat de Wahlprogramm gesot huet. Do ass et net a Fro komm, datt mer op dee Wee kéinte matgoen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, wéi gesot, Här President, ech stellen nëmme fest, datt fir de Secondaire do eng aner Vue, op alle Fall emol virun de Wahlen, zum Ausdrock komm war.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Sécherlech net deen, deen elo hei an der Konventioun steet.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech wëll soen, datt och hei an der Konventioun, an dat war fir d'Demokratesch Partei awer och wichteg, datt hei eng kloer, eng uerdentlech Solutioun fir dat Personal fonnt gëtt, wat de Moment haaptsächlech an der Grondschoul de Reliounsunterrecht hält. Ech mengen, am Secondaire sinn déi Froe manner problematesch. Et ass kloer, datt déi Enseignanten oder Chargéë vum Reliounsunterrecht vum Stat iwwerholl ginn, datt se dann och déi néideg Ënnerstëtzung kréie mat Formation continue, Formatiounen ugebuede kréien, fir datt da fir jiddwereen individuell berufflech Solutioune kënne fonnt ginn.

Ech muss awer och soen op där anerer Säit, et gi jo och aner Säiten, déi hei Befierchtungen hunn, datt herno den eenheetleche Wäerteunterrecht exklusiv vu fréiere Reliounsenseignantë géif gehale ginn. Ech mengen, dat wäert och net de Fall sinn. Dat ass awer och fir deene Leit, déi do Suergen hunn, de klore Message ze ginn, datt dat net de Fall wäert sinn.

Ech mengen, de Claude Meisch wäert wahrscheinlech herno do kuerz drop agoen, datt déi Leit also, déi déi néideg Qualifikatioun hunn, an e Pool de remplaçants wäerte kommen an dann déi normal Regele spille beim Pool de remplaçants - esou hunn ech et verstanen. An dat fannen ech och nëmme richteg als fréieren Enseignant, datt esou e Fach eigentlech prioritär vum Titulaire vun enger Klass soll gehale ginn. Dat ass fir mech, ouni et mussen elo ze motivéieren, mä als fréieren Enseignant eigentlech immens wichteg.

Den drëtte Volet, Här President, dat ass dee vun de Kierchefabricken, wou jo bis ewell ëmmer d'Gemengen hu misse fir den Defizit vun de Kierchefabricken opkommen. Och do nëmme ganz kuerz. Et ass esou, datt do e Fong kreéiert gëtt an datt dann do déi Kierchen drakommen, déi sollen an der Gestioun vun der Kierch bleiwen, an datt aner Kierchen dann eventuell vun de Gemengen iwwerholl ginn. Och dëse Punkt, ouni am Detail drop anzegoen, entsprécht dem Koalitiounsaccord an entsprécht och deem, wat mir an eisem Wahlprogramm stoen haten.

E lescht Wuert nach zu der Konventioun. Ech stelle just fest, datt eng Rei Froen opgeworf gi sinn, déi sécherlech zum Deel pertinent sinn, wou ech awer mengen, datt mer souwuel gëschter an der Kommissioun eng Rei Äntwerte scho krute wéi datt mer wahrscheinlech och haut de Mëtteg nach wäerten déi eng oder aner Äntwert kréien.

Ech stelle just fest, datt also d'CSV awer hei eng Rei Froen huet zu där Konventioun, wou d'Kierchen, d'Glawensgemeinschaften an och déi kathoulesch Kierch awer an de Verhandlunge manner Froen hate respektiv awer domadder konnten d'accord sinn, soss hätte se jo awer net hiren Accord dozou ginn.

(Brouhaha général)

Une voix.- Dat gleeft kee Mënsch!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Berger, mir sinn net d'kathoulesch Kierch a mir waren och an de Verhandlungen net derbäi.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et ass nëmmen eng Feststellung, Här President, et ass einfach eng Feststellung! Ech weess net, firwat elo d'CSV nervös ass. Et ass einfach eng Feststellung. Op där enger Säit...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An dat war eng Kloerstellung vun eis.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Datt op där enger Säit d'Glawensgemeinschaften domat d'accord sinn; d'CSV, mä dat ass awer ganz, ganz an der Rei, datt d'CSV do eng Rei Problemer huet a sech Froe stellt. Wéi gesot, wou ech awer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, an elo lauschtere mer dem Riedner no an e gëtt net méi ënnerbrach! Ech mengen, bis elo ass dat ganz gutt gelaf. Da soll dat och weider esou lafen! Merci.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Also ech sinn op alle Fall ganz zouversiichtlech, datt déi verschidde Froen och kënnen zur Satisfaktioun vun der CSV beäntwert ginn.

Fir mech ass hei d'Konklusioun, wat d'Konventioun ubelaangt, datt d'Regierung hei op dräi ganz wesentleche Punkten, déi d'Relatioun tëschent de Reliounsgemeinschaften an dem Stat betreffen, datt mer do en Accord fonnt hunn, datt domadder och d'Regierung hire Koalitiounsaccord, hir Verspriechen aus dem Koalitiounsaccord ageléist huet. An, ech mengen, dat ass awer och, ech stinn hei als Vertrieder vun der Demokratescher Partei, dat entsprécht och deene Fuerderungen, mat deene mir an d'Wahle gaange waren.

Ech mengen, et ass natierlech kloer, dësen Accord, dee mécht och déi Diskussiounen iwwert d'Artikelen 22 an 106 an der Verfassung, déi Diskussioune sinn erëm nei belieft ginn. Et sinn eng ganz Rei nei Momenter hei gewiescht. Et ass jo esou, datt mer an deene leschte 15, 20 Joer praktesch schonn, haut de Moien huet de Paul-Henri Meyers eis rappeléiert, datt praktesch scho 15 Joer an der Chamber iwwert d'Verfassungsreform oder verschidde Punkten diskutéiert gëtt, datt mer also scho ganz laang amgaange sinn.

An et ass eis haut de Moie gelongen, op deene Punkten en Accord ze fannen, haut de Moien an der Institutiounskommissioun. An ech fannen, dat ass eigentlech och scho bal an deem Sënn en historesche Moment an der Chamber selwer, an enger Kommissioun, well mir hunn en Accord fonnt, eng konstitutionell Majoritéit, fir datt mer sollen den Artikel 106, wou et ëm d'Bezuele vun de Ministres des cultes geet, datt mer dee solle sträichen.

(Interruption)

Voilà! All Fraktioun, all Sensibilité politique huet hiren Accord ginn, fir deen Artikel ze sträichen. Dat heescht, wann ech dat richteg interpretéieren, hu mer hei an der Chamber, wann et ëm d'Verfassungsreform wäert goen, beim Artikel 106 60 Deputéierten - alleguerten -, alleguerten d'Volleksvertrieder sinn domat d'accord, fir deen Artikel ze sträichen. Ech mengen, dat ass jo evident.

Duerfir ass et da kloer, datt déi Fro sech am Referendum vum 7. Juni, datt déi eigentlech kee Sënn méi mécht. Wa mer eis wierklech alleguerten hei an der Chamber, alleguerten, 60 Volleksvertrieder, déi jo alleguerten d'Leit, d'Biergerinnen, d'Bierger dobausse representéieren, wa mer eis do eens sinn, da brauche mer déi Fro net méi am Referendum ze stellen.

Well ech wëll jo rappeléieren, firwat eigentlech déi véier Froen à l'origine waren. Well mer jo ebe bei deenen Aarbechten, déi alt schonn iwwer 15 Joer daueren, bei e puer Froen ni eng konstitutionell Majoritéit fonnt hunn. Et waren och nach déi Froen, zum Beispill, ech erwähnen déi nëmmen als Beispill, well ech jo do och déi eng oder aner parlamentaresch Initiativ geholl hat, vum Erofsetze vum Wahlalter fakultativ op 16 Joer. Och do huet ee keng konstitutionell Majoritéit bei den Aarbechten, wou d'Verfassung diskutéiert gëtt. Duerfir sinn et esou Froen, déi mer dann de Biergerinnen a Bierger dobausse stellen, fir ebe Kloerheet och vun hinnen ze kréien, fir eis Aarbechten hei an der Chamber weider ze maachen.

Mä hei ass et also kloer, mir sinn eis eens, datt alleguerten d'Deputéierten deen Artikel wëlle sträichen. An dodduerjer eriwwregt et sech, datt mer déi Fro dann och nach spezifesch an engem Referendum stellen.

Ech wëll awer soen trotzdeem de Biergerinnen a Bierger dobaussen am Land, datt mer 2016 all d'Biergerinnen an d'Bierger awer nach eng Kéier froen iwwert de gesamten Text vun der Verfassung, deen neien Text, wou also déi eenzel Artikelen och jo dann eng Kéier zur Diskussioun stinn, an datt do awer d'Biergerinnen an d'Bierger kënnen dann och nach eng Kéier hir Zoustëmmung, hiren Accord ginn.

Här President, mir haten haut de Moien eng grouss Majoritéit, eng Unanimitéit effektiv, fir den Artikel 106 ze sträichen. Mir haten awer och eng ganz grouss Unanimitéit, eng konstitutionell Majoritéit, déi sech do ofgezeechent huet, fir den Artikel 22 aus der Verfassung ze sträichen an en neien Artikel - Artikel 117 wäert et wahrscheinlech ginn - an d'Verfassung anzeschreiwen. Mir kënne mat deem neien Artikel an der Verfassung net nëmme liewen, mir fannen och, datt dee richteg dosteet. Firwat?

Well dann och an d'Verfassung verschidde Saachen ageschriwwe ginn, déi fir eis richteg sinn. Da gëtt de Prinzip vun der Neutralitéit a vun der Separatioun an d'Verfassung ageschriwwen. Dat ass eppes, wat fir eis och wichteg ass.

Mir mussen awer och wëssen, wann ee seet „Separatioun", dat heescht net, datt ee keng Relatiounen huet mat de Glawensgemeinschaften. Duerfir brauche mer eben och e Reliounsgesetz, wou déi Relatioune kloer beschriwwe ginn.

Jo, et ass och virdru gesot ginn, de Fait religieux, d'Kierchen, déi sinn en Deel vun eiser Gesellschaft. Mir kënnen dat net verneinen. Duerfir ass et och gutt, datt mer dat an d'Verfassung aschreiwen, fir datt et awer och kloer ass, datt den Ordre public, datt deen och ëmmer iwwert deenen Ordres religieux steet, datt et am Endeffekt ëmmer d'Chamber ass awer, wat den Ordre public ass, an datt deen och respektéiert gëtt. Ech mengen, dat steet jo och ganz kloer an der Konventioun am Artikel 2.

Här President, duerfir kann ech hei am Numm vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung brénge vun eiser Fraktioun fir déi Konventioun, déi ausgehandelt ginn ass. Duerfir wäerte mer och, den Alex Bodry wäert déi Motioun och hei déposéieren. Mir hunn déi natierlech mat ënnerschriwwen. Mir wäerten déi natierlech och honnertprozenteg ënnerstëtzen.

An, mir wäerten och eis Zoustëmmung ginn zu enger Resolutioun, wou eben d'Chamber mat enger Majorité constitutionnelle sech engagéiere wäert, fir den Artikel 106 aus der Verfassung ze sträichen an en neien Artikel 117, wou déi Elementer drastinn, déi ech och elo kuerz skizzéiert hunn, wou déi dann an d'Verfassung wäerte kommen.

Ech mengen, Här President, meng Konklusioun ass déi, datt mer hei wierklech frou sinn, datt mer an engem wichtege gesellschaftspolitesche Dossier, datt mer dee konnten ofschléissen, datt mer endlech kënnen de Wee opmaache fir eng Neiregelung vun de Relatiounen tëschent Kierchen a Stat am Sënn vun Trennung vu Kierch a Stat.

Ech mengen awer och, dës Konventioun erméiglecht och de Reliounsgemeinschaften, datt déi kënnen uerdentlech fonctionnéieren op Basis vun där Konventioun an datt se och hir Roll kënne méi onofhängeg an der Gesellschaft an Zukunft spillen.

An deem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Statsminister huet eigentlech gëschter den Toun uginn, dee fir esou e Sujet a fir esou eng Debatt eigentlech ubruecht ass. Roueg, sober, bestëmmt huet en Erklärunge ginn iwwert dee politeschen Accord an iwwert dee Konventiounsentworf, dee vun der Regierung iwwert déi lescht Méint mat den eenzelne Glawensgemeinschaften ausgehandelt ginn ass.

Dës Koalitioun setzt Akzenter am Beräich vun der Moderniséierung vum Stat a vun der Neidefinitioun vun de Rapporten tëschent dem Stat an den eenzelne Glawensgemeinschaften. Et ass ugaange mat der Neiorganisatioun vun eisen nationale Feierlechkeete fir Groussherzogins Gebuertsdag. An a knapp engem Joer ass méi beweegt ginn, wéi an deene leschte 15 Joer virdrun an deem heite Gebitt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat kënnt net vun ongeféier. Dat kënnt, well dës Koalitioun de festen, gemeinsame Wëllen huet, fir der Iddi vun enger Trennung vu Kierch a Stat konkret Formen ze ginn, fir d'Prinzipie vun Neutralitéit, Onparteiegkeet vum Stat par rapport zu de Reliounen an zu de Reliounsgemeinschaften ëmzesetzen.

Esou eng Trennung schränkt d'Reliounsfräiheet net an. Och wann iwwert dee Punkt net bis elo hei geschwat ginn ass, besteet awer zënter éiweg e Konsens hei an dësem Parlament, dass an dëser Constitutioun wéi an enger nächster Constitutioun d'Reliounsfräiheet wäert eng fest Plaz an den Opzielunge vun den éffentleche Fräiheete kréien. Dat ass och a kengem Mooss tangéiert duerch déi Debatten an déi Konventiounen, déi haut Géigestand vun dësen Debatte sinn!

Ech mengen esouguer, dass am Géigendeel dës Trennung den eenzelne Glawensgemeinschaften, den eenzelne Kierche méi Fräiheeten, méi Autonomie gëtt, sech selwer ze organiséieren, wéi si et fir richteg fannen, ouni dass een hinne vu baussen draschwätzt. De Stat mëscht sech net an d'Interna vun de Kierchen an, an d'Kierchen hu sech net an d'Interna vum Stat anzemëschen.

D'Recht, seng reliéis Iwwerzeegung ze liewen, bleift voll a ganz unerkannt. Toleranz a géigesäitege Respekt vu Gleewegen ënnereneen an tëschent Gleewegen an Netgleewegen ass d'Fundament vun enger demokratescher an offener Gesellschaft, wéi mer se glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer kennen.

An och an deene Relatiounen iwwerweien, dat vergiesse mer oft bei deenen Debatten, déi mer heiansdo hunn, an all deene Relatiounen iwwerweien eigentlech d'Gemeinsamkeete géintiwwer den Divergenzen, déi ee kann emol op deem engen oder deem anere Punkt hunn.

Eng Trennung, wéi se sech aus dem Neutralitéitsprinzip ergëtt, heescht net, dass d'Relioune solle vum Stat ignoréiert ginn, esou maachen, wéi wann et keng géif ginn. Dat wär grad an dësen Zäiten, ech mengen, et ass jiddwerengem bewosst ginn, dass dat eigentlech eppes Falsches ass. An och a Frankräich geet jo eng Diskussioun ronderëm deen dote Froekomplex un, wéi wäit dee franséische Begréff vun der Laizitéit wierklech duerchzesetzen ass an och eigentlech a senger allerleschter Konsequenz gutt ass fir eng Gesellschaft oder och net.

Si sollen net ignoréiert ginn, well se wéi aner gesellschaftlech Bewegungen e feste Bestanddeel vun eisem Zesummeliewe sinn. Dat wäert sech och net änneren. Mä aus engem System vun enger dominanter Reliounsgemeinschaft, mat gewëssene Privilegien aus der Vergaangenheet a sécherlech staarke Verbindungen zum Statsapparat, komme mer elo an en neie System eran. E System, deen de reliéise Pluralismus fërdert an dem Gläichheetsprinzip eng zentral Bedeitung gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Trennen heescht net, dass guer keng Rapporten tëschent dem Stat an de Reliounen a Kierche bestinn. Eng Plaz fir Kontakter, jo eng gewëssе Kooperatioun, geregelt Kooperatioun soll och an Zukunft weiderhi bestoe bleiwen.

Näischt aneschters steet och am Wahlprogramm vu menger Partei, der LSAP, vun 2013, deen oft relativ karikaturhaft zitéiert gëtt. Dee sech selbstverständlech, an do maache mer jo e grousse Schratt, fir d'Trennung vu Kierch a Stat ausschwätzt, mä awer och gläichzäiteg d'Méiglechkeet vu Konventiounen, also och vun Deelfinanzéierung vun de Kierche mat deenen unerkannte Glawensgemeinschaften, als Géigeleeschtung fir bestëmmte Leeschtunge fir d'Gesellschaft, virgesäit.

Jo, an deem Programm vun de Sozialiste steet och d'Aféierung vun engem eenzegen, allgemenggültege Wäerteunterrecht, net nëmmen am Lycée, mä och an der Grondschoul. Dat ass e Punkt, dee wäert ëmgesat ginn, deen och e Bestanddeel ass vun deem Gesamtaccord, dee mat de Glawensgemeinschaften ausgehandelt ginn ass, am Respekt selbstverständlech vu vergaangenen Engagementer, déi besonnesch par rapport zum Personal geholl gi sinn.

E Wäerteunterrecht, deen a sengem Programm wäert breet ausgeriicht sinn, mä dee selbstverständlech och de Relioune wäert eng Plaz loossen an deem dote Programm. Iwwert d'Relioune muss och an engem Wäerteunterrecht geschwat ginn.

(Coups de cloche de la présidence)

An eisem Programm stoung eng fundamental Reform vun de Relatioune vun de Gemengen an de Kierchefabricken. D'Gemenge sollten net méi fir d'Defiziter vun de Kierchefabricken opkomme mussen, wéi och vun der Verflichtung befreit ginn, gratis fir d'Paschtéier eng Wunneng zur Verfügung ze stellen. Alles dat ass de toute façon konträr zum Gläichheetsprinzip par rapport zu anere Reliounen an ass eigentlech an den heutegen Zäiten och am Geescht vun enger Autonomie vun de Reliounsgemeinschaften net méi ze vertrieden.

Net méi genotzte Kierchegebaier sollen neien ëffentlechen Zwecker kënnen zougefouert ginn. A grad an deem doten drëtte Volet vun der Konventioun ginn eis Fuerderungen aus dem Wahlprogramm zu 100% erfëllt, och wa selbstverständlech déi praktesch Duerchféierung an déi juristesch Handhabung vun där Zentraliséierung, déi elo préconiséiert gëtt vun den Aktiva a Passiva vun de Kierchefabricken, net wäert einfach sinn. Däers ass sech och d'Regierung an d'Koalitioun bewosst. Do muss nach vill mateneen diskutéiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Bodry, erlaabt Der, dass den Här Reding eng Fro stellt?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat stéiert mech net.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Villmools Merci. Ech hunn eng ganz kuerz Zwëschefro. Dir sot, de Gemengen erlaben, Kierchen enger anerer Bestëmmung zouzeféieren. Gëschter sot den Här Kersch, wann ech richteg verstanen hunn, op RTL, d'Gemenge géifen déi Gebaier souzesoen d'office desakramentaliséieren. Ass also virgesinn, datt déi Gebaier, déi a Gemengenhand sinn, kënne virun als Kierch benotzt ginn, oder musse se enger anerer Bestëmmung zougefouert ginn?

Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also ech sinn der Meenung, dass Kierchegebaier, déi nach fir Kierchenzwecker benotzt ginn, solle weider dat kënne sinn. Da gi se natierlech an de Besëtz iwwer vun de Kierchen. Da mussen d'Kierche sech drëm bekëmmeren. Wa se net méi fir kierchlech Zwecker benotzt ginn, da schéngt et normal ze sinn, dass se sollen an d'ëffentlech Hand kommen.

Natierlech bedéngt dat Verhandlungen. Dat do schéngt mer e ganz einfache Prinzip ze sinn. An ech mengen, dass och de Minister Kersch näischt anescht gesot huet wéi dat, wat ech elo hei grad gesot hunn.

Une voix.- Richteg!

Une autre voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wann ech dat doten also virun Aen hunn, wann ech mer och virun Ae féieren, dass mer mat deem heite Schratt e wesentlecht traditionellt Element vum Grondsazprogramm vun der LSAP konkret amgaange sinn ze verwierklechen, dann ass dat sécherlech fir eis alleguerten op de sozialistesche Bänken e staarke Moment. E Moment, dee mech och erënnert un deen Asaz, dee vill och vun eise Memberen a Militanten haten.

Mä déi aussergewéinlech, déi historesch Dimensioun, déi an där Neidefinéierung vun de Rapporten tëschent der ëffentlecher Hand an de Glawensgemeinschafte läit, ergëtt sech a mengen Aen nach vill méi doranner, dass dës Entwécklung net ouni Schwieregkeeten, mä awer schlussendlech an engem gemeinsamen Accord, schréftlechen Accord vun alle Concernéierten en Nidderschlag fonnt huet.

E schréftlechen Accord, deen deels juristesch, deels politesch verflichtend ass, dat hätt ech mer sécherlech ëmmer gewënscht, mä ech hätt mer eigentlech net kënne virstellen, dass et kéint esou goen. An ech sinn echt frou, dass dat dote méiglech war!

Dëse grousse Sprong no vir ass net géint d'Kierchen also gemaach ginn, mä schlussendlech mat de Kierche gemeinsam gemaach ginn. Wien hätt dat virun e puer Méint fir méiglech gehalen?! Hei ass net mam Briecheisen operéiert ginn, mä mat Verhandlungsgeschéck. Verhandlungsgeschéck op béide Säite vum Dësch.

An dass elo bei alle Vertragsparteie selbstverständlech déi eng oder aner Konzessioun huet misse gemaach ginn, dass ee sech op deen aneren huet missen zoubewegen, dass et normal ass an esou Froen, e Kompromëss schlussendlech als Resultat vun esou laangen a schwierege Verhandlungen ze hunn, dat schéngt mer näischt Aussergewéinleches ze sinn. Dat läit an der Natur vun der Saach, dass dat esou ass. Duerfir stéiert et mech och net, wa vläicht och vun eiser Säit deen een oder deen aneren Ofstrach huet misse gemaach ginn.

Et ass virun allem awer, mengen ech, gewise ginn, dass sech Reformen, déif gräifend Reformen hei zu Lëtzebuerg duerchféiere loossen, wann ee se richteg ugeet a bestëmmt ugeet, ouni irreparabel Grief an der Gesellschaft opzemaachen, déi een herno net méi zoukritt. Dat ass hei net geschitt. An dat ass immens wichteg, dass dat hei net geschitt ass. An duerfir och vusäite vun der LSAP-Fraktioun en éierleche Merci un all d'Akteure vun deenen heite Verhandlungen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Fir eis Fraktioun war entscheedend, dass, iwwert dee renge Finanzvolet eraus, e globalen Accord ausgehandelt ginn ass, dee sämtlech relevant Aspekter vun de Relatiounen tëschent Kierchen a Stat betrëfft. Mir wäerte selbstverständlech och no deem Accord hei genau weiderhin drop oppassen, dass deen Accord do sécherlech zäitlech verschuppt, mä awer am Endeffekt an all sengen Elementer fristgerecht wäert ëmgesat ginn.

Fir eis ass d'Zil, dass am Schouljoer 2016-2017 den neie Wäerteunterrecht wäert a Lycéeën a Grondschoule kënnen a Kraaft trieden.

Fir d'Ofschafung vun den alen Texter iwwert d'Kierchefabricken ass de Stéchdatum spéitstens den 1. Abrëll 2017. Do waart sécherlech vill komplizéiert legislativ, regulativ an administrativ Aarbecht op d'Regierung an deelweis och op d'Chamber. Dat geet u bei der Formuléierung vum Approbatiounsgesetz, wat d'Regierung nom aktuellen Artikel 22 muss an der Chamber abréngen.

Wat dës Kéier méi komplizéiert gëtt, well mer et hei zum Deel mat engem Accord ze dinn hunn, wou eng Rei vu Saache sech direkt applizéieren. Déi kann een an dat Gesetz iwwerhuelen. Anerer awer, politesch Absichtserklärunge sinn a gewëssenen Délaien, gewësse Reformen duerchzezéien. Et ass méi komplizéiert, dat an e verbindlechen Text elo schonn eranzebréngen.

Do ass also nach eng Feinaarbecht ze leeschten an deem dote Punkt. Op jidde Fall wäerte mir hei nach eng Kéier eng zweete Kéier an der Chamber iwwert dann de Projet d'approbation vun där Konventioun ze diskutéiere kréien.

Ech bedaueren e bëssen, dass sech d'CSV schlussendlech net konnt inhaltlech hannert dat Verhandlungsresultat stellen. Et si vill formell Grënn ugefouert ginn, mä awer och eng Rei vun inhaltleche Grënn. Dat stéiert mech manner fir d'Regierung. Et kann een der Meenung sinn, dass eng Oppositiounspartei nëmmen do ass, fir Oppositioun ze maachen.

Mä fir mech ass et dach awer och e klenge Schlag an d'Gesiicht vun där anerer Verhandlungspartei, wou gewosst ass, dass och an de Kierchen dat Resultat hei net onëmstridden ass. A sécherlech wär e Signal vun enger breeder Zoustëmmung hannert deem Accord, deen hei fonnt ginn ass, och e Signal vun Appaisement gewiescht a Richtung vun enger gewëssener Onrou, déi sech an eenzelne Vertragsparteien dach awer schéngt bemierkbar ze maachen.

(Brouhaha)

Ech sinn enttäuscht, mä ech sinn awer, ech wëll dat gläichzäiteg soen, och berouegt, well d'CSV ka sech och an der selwechter Saach vun hirer gudder Säit weisen.

(Interruptions diverses)

Dat huet se de Moie gemaach. Ech weess ni, wéi laang dass et bei hir unhält, mä...

(Hilarité)

...si huet dat awer de Moien zumindest an der Institutiounskommissioun gemaach vun dësem Parlament, wou se gewisen huet, dass hir Oppositiounsstrategie net onbedéngt an eng Obstruktiounshaltung muss eskaléieren.

Mir hunn nämlech de Moien, no enger Rei vu Virgespréicher, déi mer déi lescht Deeg haten, en Accord an der zoustänneger Kommissioun hei fonnt, wat eis Propositiounen ugeet fir de Volet Culten an enger neier Verfassung fir Lëtzebuerg. Am Kloertext heescht dat, dass den aktuellen Artikel 106, deen iwwert d'Bezuele vun de Paien a vun de Pensioune vun de Ministres des cultes, an den Artikel 22 iwwert d'Konventiounen net méi wäerten am neie Verfassungstext erëmzefanne sinn.

Dat geschitt net, et hat ee bal den Androck, op fuerchtbaren Drock vun der CSV, well net méi spéit wéi virun e puer Wochen huet d'CSV nach gemengt, et misst een op déi véiert Fro am Referendum kloer Nee soen! Véiermol Neen, sot se, also och véiermol, ënner anerem och dergéint, dass déi Verfassungsbestëmmung, dass d'Paien an d'Pensioune vun de Ministres des cultes musse vum Stat iwwerholl ginn, soll aus enger Verfassung erauskommen.

Mä si huet sech beweegt. Si huet sech hei, an där heiter Fro ëm 180 Grad beweegt. Si huet sech an anere Froe vläicht nëmmen ëm 90 Grad beweegt. An doduerjer, dass d'Positioun net méi déiselwecht ass, déi d'CSV haut huet, wéi se se nach virun e puer Wochen op deenen dote Punkten hat, war et méiglech, iwwerhaapt en Accord ze fannen.

Och wa se elo, zënter e puer Deeg seet, si wär nach éiweg der Iwwerzeegung gewiescht, dass de Prinzip vun der Neutralitéit misst an déi Verfassung erakommen! Ben, ech hu keen Text gesi vun engem CSV-Auteur, deen dat dote proposéiert huet. Ech hunn et proposéiert gehat am Abrëll 2013, a mir hu keen Accord nach op deem dote Punkt fonnt gehat.

Ech hunn och nach schnell den CSV-Wahlprogramm nogelies, dee villes seet iwwert d'Relatioune Kierch a Stat, mä deen net seet, dass d'CSV sech géif elo staarkmaachen, dass den Neutralitéitsprinzip géif an d'Verfassung integréiert ginn. A selbstverständlech hunn ech och bis elo nach ni ee vun der CSV héieren, dass en d'accord wär, fir de Prinzip vun der Separatioun an eng Verfassung eranzeschreiwen.

Also, d'CSV huet sech hei beweegt. Si huet sech richteg beweegt.

Op där anerer Säit, selbstverständlech, war och Bewegung do. Dir wësst, dass déi éischt Positioun, déi insgesamt an de Kommissioune war, fir ze soen, den Artikel vun der Konventioun, dee sollte mer ganz sträichen. Mir hunn eis schlussendlech op en Text gëeenegt, wat en neien Artikel ass, dee wierklech eng nei Definitioun mécht vun de Verhältnisser tëschent Kierchen a Stat.

Mir kommen aus engem renge Konventiounssystem eraus, an deem mer haut dra sinn, mat enger verfassungsméisseger Obligatioun, fir sämtlech Paien a Pensioune vun de Ministres des cultes ze iwwerhuelen, an e System eran, wou e Gesetz iwwert d'Relioune besteet am Kader vun der Neutralitéit vum Stat géintiwwer de Reliounsgemeinschaften, am Kader vun der Trennung vum Stat an de Reliounsgemeinschaften.

Dat ass e ganz anere System, mat der Méiglechkeet, fakultativ Konventiounen ze maachen, déi als Exekutioun geduecht si vun de Virgabe vum neie Reliounsgesetz. Reliounsgesetz, dat war e Punkt, wou mer eis effektiv ënnereneen eens waren. Dat ass e Punkt, dee fënnt een an deenen zwou ale Propositiounen erëm.

Hei ass also versicht ginn, en Accord ze fannen. Ech mengen, dass hei e gudden Text erauskomm ass, wou et méiglech war, eng breet Majoritéit ronderëm ze bannen. Dorëms geet et: kloer Aussoen ze maachen, eng breet Majoritéit ronderëm eng nei Definéierung vun de Relatioune vu Kierchen a Stat ze maachen. Et gi keng, et ass net, dass guer keng Relatioune méi bestinn, et bestinn der nach.

Ech huelen ëmmer d'Beispill, net well ech mengen, dass d'Kierche géifen zum Stat gehéieren, mä d'Beispill vun der Trennung vun de Gewalten huelen ech ëmmer. Mir schwätzen och vun Trennung, Separatioun vun de Statsgewalten. A kengem Land, a scho guer net zu Lëtzebuerg, ass dat eng absolutt Separatioun!

Och an engem separative System hues de ëmmer nach Relatiounen tëschent der Exekutiv an der Legislativ, soss géife mer hei net zesummesëtzen. Wa mer eng Separatioun hätten, missten déi Hären an Dammen hei aus dem Sall erausgoen a mir wären ënner eis. Dat ass net de Fall, an duerfir fannen ech, mengen ech, dass een déi Diskussioune ronderëm déi Separatioun soll e bëssen entkrampfen an eigentlech do ronderëm net eppes dropsetzen, wat net de Fall ass.

Wichteg allerdéngs ass effektiv fir mech vläicht nach méi den Neutralitéitsprinzip, dass de Stat par rapport zu Reliounen an Ideologië muss neutral sinn. Dat ass e Prinzip, deen a Frankräich vun de Geriichter ugewant ginn ass, fir de Laizitéitsprinzip praktesch unzewenden um Terrain.

De Laizitéitsprinzip ass jo och e relativ schwammege Begréff, an d'Geriichter hu misse probéieren, sech un aner Konzepter festzebannen, fir kënnen u sech praktesch ze jugéieren, wat da Laizitéit konkret heescht um Terrain, wa se mat esou Kloe befaasst waren. Do ass et den Neutralitéitsprinzip, deen am meeschten erugeholl ginn ass, fir de laizistesche Prinzip an der Praxis kënnen unzewenden. Ech mengen also schonn, dass aus deem doten ervirgeet, dass mer hei e staarke Punkt eigentlech no vir maachen.

Domadder, duerch den Accord, dee mer hunn, gëtt déi véiert Fro aus dem Verfassungsreferendum hifälleg, well mer Unanimitéit hunn. Et ass nach net de Fall bei allen Artikelen. Mir hunn oft Majorité qualifiée. Mä dass mer Unanimitéit hunn, dat hu mer de Moien an der Kommissioun festgestallt, op där Fro, dass mer d'accord sinn, net méi an d'Verfassung anzeschreiwen, dass de Stat d'Obligatioun huet, fir fir d'Paien an d'Rente vun de Ministres des cultes opzekommen.

An déi Unanimitéit, soen ech ganz éierlech, mécht déi dote Fro an engem Referendum wierklech iwwerflëssig. Ech kéint mer eis Debatte schlecht virstellen, wa mer do ronderëm den Dësch géife sëtzen an d'Leit begeeschteren, do dann eng Äntwert op déi dote Fro ze ginn.

Et hätt ee kënnen drun denken, an ech hunn och dru geduecht, ob ee kéint déi dote Fro duerch eng aner Fro ersetzen an deem Beräich vun de Relatioune Kierchen a Stat. Mä deen Accord, dee mer de Moien hei fonnt hunn an der Institutiounskommissioun, seet mer, dass och do e ganz breeden, wann och keng Eestëmmegkeet, awer e ganz breede Konsensus op deenen neie Prinzipie besteet, wou mer déi Relatioune wëllen opbauen.

Ech hunn och do keng Fro fonnt, déi esou kloer wär, dass mer mat der Äntwert herno och eppes kéinte konkret ufänken. Well et geet net duer, eng Fro ze formuléieren, herno muss ee sech iwwert d'Interpretatioun an d'Konsequenz vun der Äntwert och eeneg sinn. An dat ass schwéier, praktesch onméiglech, esou eng Fro hei ze fannen.

Här President, ech géif am Numm vun enger Rei vu Kolleegen hei am Haus, vun deenen dräi Koalitiounsparteien, mä och de Kolleeg Wiseler huet hei mat ënnerschriwwen, eng Resolutioun abréngen, wou mer eigentlech deen Accord, dee mer haut fonnt hunn an der Institutiounskommissioun ronderëm d'Verfassung, wollten och hei an de Plenum bréngen an dorauser dann och en Engagement maache vun der ganzer Chamber, wou et also ganz kloer drëm geet, fir dass den aktuellen Artikel 106 a sengem Inhalt net méi soll an eng nei Verfassung erakommen, an dass mer an eisem Projet de révision géifen en neien Artikel proposéiere mat deene Punkten, déi ech virdrun opgezielt hunn, déi d'Relatioune vu Kierch a Stat ausmaachen, an dass doduerjer géif déi véiert Fro aus der Proposition de loi vum Referendum vum 7. Juni entfalen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant les travaux parlementaires menés depuis 2009 sur la proposition de révision de la Constitution (doc. parl. n°6030) et l'accord réalisé au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle;

- considérant la proposition de loi n°6738 sur le référendum constitutionnel consultatif qui prévoit, dans sa quatrième question, de consulter les électeurs luxembourgeois sur le principe du maintien dans la Constitution de l'obligation pour l'État de financer les traitements et pensions des ministres des cultes;

- considérant le projet de convention entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés religieuses, d'autre part, sur la conclusion d'une nouvelle convention qui porte notamment sur les trois volets 1. du financement des cultes reconnus, 2. de l'avenir des fabriques d'église, et 3. de l'introduction d'un cours unique d'éducation aux valeurs dans l'école luxembourgeoise;

décide

- de ne pas reprendre l'article 106 actuel de la Constitution dans le corps du texte de la proposition de révision de la Constitution (doc. parl. n°6030);

- d'insérer un article nouveau dans le corps du projet de révision de la Constitution qui fait état de la neutralité de l'État en matière religieuse et idéologique ainsi que de son impartialité en vertu de la séparation de l'État et des communautés religieuses, qui prévoit que les relations entre l'État et les communautés religieuses soient réglées par la loi et qui mentionne la faculté de préciser le détail de ces relations par la voie de conventions à approuver par la Chambre des Députés;

- de retirer la quatrième question de la proposition de loi n°6738 sur le référendum constitutionnel consultatif.

(s.) Alex Bodry, Claude Adam, Eugène Berger, Claude Haagen, Claude Wiseler.

Da géif ech och nach am Numm dës Kéier awer vun de Majoritéitsfraktiounen eng Motioun abréngen, eng Motioun, déi sech berifft op de Regierungsprogramm, déi feststellt, dass déi Virgabe vum Regierungsprogramm iwwert déi ausgehandelt Accorden a Konventiounen hei respektéiert sinn.

Déi och Akt hëlt dovunner, dass sech an der Institutiounskommissioun eng Majorité qualifiée gemaach huet ronderëm déi nei Texter, wat d'Cultë betrëfft, an enger neier Verfassung. An d'Chamber géif mat der Ofstëmmung vun dëser Motioun d'Regierung opfuerderen, deen Accord, dee se mat de Reliounsgemeinschaften huet, ze formaliséieren a fir an nächster Zäit déi néideg Initiativen ze huelen, fir d'Mise en œuvre fir deen doten Accord ze maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le programme gouvernemental qui retient que: «Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négocia-

tions avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'église sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises. Il sera introduit un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels „Formation/Éducation morale et sociale" et „Instruction religieuse et morale" dans l'enseignement fondamental et secondaire.»;

- considérant que les négociations menées entre le Gouvernement et les représentants des cultes ont abouti à un accord global entre toutes les parties qui reflète entièrement les objectifs fixés par le programme gouvernemental;

- considérant qu'un accord à majorité qualifiée s'est dégagé au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur l'ensemble des dispositions relatives aux cultes dans le cadre de l'examen de la proposition de révision constitutionnelle;

invite le Gouvernement

- à formaliser l'accord avec les communautés religieuses au Luxembourg qui permettra de redéfinir les relations entre l'État et les cultes dans le cadre d'une nouvelle convention conformément aux objectifs fixés dans le programme gouvernemental

et

- à prendre les initiatives législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la mise en œuvre de cet accord.

(s.) Alex Bodry, Claude Adam, Eugène Berger, Claude Haagen, Lydie Polfer.

Dat gesot, bréngen ech selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Merci dem Här Bodry. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Premier huet gëschter gesot, mir géife mat dëser Konventioun Geschicht schreiwen. An déi gréng gesinn dat geneesou. D'Resultater vun den Négociatiounen tëschent Reliounsgemeinschaften, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, an der Regierung kënne wierklech als historesch bezeechent ginn. Mir hunn hei en historesche Kompromëss, en historeschen Accord virleien.

Mir Gréng si frou iwwert dës Konventioun. Mir begréissen d'Resultat vun de Verhandlungen ausdrécklech. Mir hu scho laang, zum Beispill och an engem Débat d'orientation vum 7. Juni 2011, d'Relatiounen tëschent dem Stat, de Gemengen an de Kierchen thematiséiert. Ech hunn och meng Ried vum Juni 2011 nach eng Kéier gelies gëschter a festgestallt, datt bal alles, wat do thematiséiert ginn ass, eng Äntwert fonnt huet, an zwar eng positiv Äntwert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir si frou iwwert déi Konventioun, well mer net zu deene Leit gehéieren, déi wëlle Leit, déi reliéis sinn, géint Leit, déi net reliéis sinn, ausspillen oder ëmgedréit. Et geet am 21. Jorhonnert an der westlecher Welt net méi ëm den Ënnerscheed tëschent deenen, déi gleewen, an deenen, déi net gleewen, et geet villméi ëm den Ënnerscheed tëschent deenen, déi interesséiert sinn, an deenen, déi onberéiert bleiwen. Dat ass en Zitat, dat ass net vun iergendengem Atheist oder Agnostiker, mä dat ass zréckzeféieren op den Abbé Pierre.

Ech kéint dat och op „Gréng" esou ausdrécken: Ob ech mech fir d'Biodiversitéit oder fir den Erhalt vun der Schëpfung asetzen, ass der Natur, ënnert dem Stréch, zimlech egal.

Mir si frou iwwert dës Konventioun, well se zwar eng ganz Rei juristesch Froen opstoe léisst, awer op eng ganz Rei politesch a mënschlech Froen eng Äntwert gëtt an, wéi mir mengen, eng richteg Äntwert gëtt!

Ech ginn net op all Punkte vun der Konventioun an, si ass jo mëttlerweil publique. An et ass jo och scho vu menge Virriedner villes gesot ginn.

Mir sinn der Meenung, datt et gutt ass, datt d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Relioune geregelt ginn. Mir mengen, datt de Phénomène religieux ee gesellschaftleche Fait ass. Mir huelen den Artikel 19 vun eiser Constitutioun: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses sont garanties.» Genausou wichteg wéi den Artikel 20: «Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.»

Et gëtt eng Rei gutt Grënn, datt mer d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschafte regelen. Eng Ursaach ass zum Beispill d'Transparenz. Eng weider ass den noutwendegen Dialog. Och wann de Stat sech net an déi intern Reliounsugeleeënheeten amëscht, ass et net onwichteg, datt de Stat weess, wat op sengem Territoire leeft.

Duerfir ass d'Präambel zu der Konventioun och e wichtegen Deel vum Ganzen. Gutt a wichteg ass, datt do steet, datt déi reliéis Communautéiten eis konstitutionell Rechter a Fräiheeten, d'Mënscherechter, d'demokratesch Wäerter an d'Gläichstellung vu Mann a Fra musse garantéieren, wa se wëllen eng Konventioun mam Stat maachen. Wie sech net drun hält, kritt keng Suen!

Eng Reliounsgemeinschaft huet d'Recht, ze soen, datt se net frou ass iwwer verschidden Aussoen, ob dat Texter, Biller oder Karikature sinn. Dat fält an eisen Aen ënnert d'Meenungsfräiheet. Eng Reliounsgemeinschaft däerf awer net d'Pressefräiheet a Fro stellen, well d'Pressefräiheet ass ebe grad ee vun den elementaren demokratesche Wäerter vun eiser Gesellschaft.

(Interruption)

D'Press an d'Oppositioun hu gemengt, datt et séier gaangen ass, fir zu de Konventiounen ze kommen. Dat ass net ganz richteg an och net ganz falsch. Et ass net esou séier gaangen. D'Regierung verhandelt schonn iwwer ee Joer mat de Reliounsgemeinschaften! Et ass just, an dat ass eigentlech erstaunlech am Jorhonnert vun de Leaken, näischt un d'Effentlechkeet gedrongen. An awer, jo, mir fannen och, datt et séier gaangen ass. Virun engem Joer hätt ech net geduecht, datt et esou schnell zu engem esou ëmfaassenden Accord géif kommen!

Den honorabele Fraktiounschef vun der CSV huet gëschter op der Tëlee gemengt, den Accord géif vill Froen oploossen. Hien huet der haut an der Chamber eng Rei opgezielt. En hat souguer gëschter op der Tëlee gesot, do wier net seriö geschafft ginn!

Datt den Här Wiseler der Regierung esou eng Zensur ausstellt, gehéiert jo wuel zu senger Roll als Chef vun der gréisster Oppositiounspartei. Datt hien der Kierch implizit mat ënnerstellt, net seriö geschafft ze hunn an hiren Accord zu enger onseriöer Konventioun ze ginn, dat ass awer schonn e bësse verwonnerlech. An ech mengen, den Här Bodry huet et gesot, den Här Berger huet et gesot, an ech stellen och fest, datt dat och en Deel vun deem historesche Moment ass, vun deem ech virdru geschwat hunn.

Mir hunn den historesche Moment, datt d'CSV net enger Konventioun zoustëmmt, déi d'Regierung mat sämtleche Vertrieder vun de Culten ausgeschafft huet. Dat ass der CSV hiert gutt Recht. Ech bedaueren et awer och, grad wéi den Här Bodry, well ech mengen, et wier e flott Zeeche gewiescht fir déi Konventioun, déi och nach wäert an Zukunft ganz vill diskutéiert ginn, well do eben nach eng Rei Froen op sinn, wou mer musse gemeinsam Léisunge fannen. Et wier e flott Zeeche gewiescht. Mä gutt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn awer och, Här Adam, beschriwwen, ënner wat fir enge Konditioune se entstanen ass a wat och déi jeeweileg Leit gesot hunn, déi se mat négociéiert hunn, wéi den Drock exercéiert ginn ass. Hunn ech och beschriwwen, Här Adam!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här Wiseler. Dir hutt mer keng Fro gestallt, da brauch ech lech och net dorobber ze äntwerten.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass gär geschitt, Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech kommen zu den Inhalter vun deem, wat an där Konventioun, an deem Ofkommes steet.

Éischtens, d'Konventioun selwer. Virun där Konventioun, déi mer dann elo hei virleien hunn, stoung am Artikel 106 vun der Verfassung, datt d'Paien an d'Pensioune vun den unerkannte Relioune vum Stat musse finanzéiert ginn. An am Artikel 22 stoung, datt dat iwwert d'Konventioune geregelt misst ginn. Déi Konventiounen haten eng onbegrenzte Lafdauer a konnten eigentlech net gekënnegt ginn. An iwwert dee Wee si ronn 25 Milliounen Euro d'Joer virun allem un déi kathoulesch Kierche gefloss.

Mir haten als Gréng ëmmer gefuerdert d'Ofschafe vun den Artikelen 106 an 22 an d'Aféiere vun enger fräiwëlleger Kierchesteier. Den Accord hält elo fest, den Artikel 106, deen de Finanzement vum Kierchepersonal duerch de Stat virgesäit, gëtt gestrach. Den Artikel 22, dee virgesäit, datt d'Relatiounen tëschent Stat a Reliounen duerch Konventioune geregelt ginn, gëtt bäibehalen, awer ëmgeännert, soudatt e just nach d'Relatioun tëschent dem Stat an de Relioune beschreift, awer net méi vu Finanzéierung schwätzt.

Déi al Konventioune ginn opgeléist an neier ënnerschriwwen. Et gëtt eng Iwwergangsperiod, déi virgesäit, datt déi aktuell Paschtéier am Déngscht an an der Pensioun an hirem Modell bleiwen. Déi nei falen ënnert den neie Modell. Den neie Modell gesäit vir, all unerkannte Culte kritt e Sockelmontant, fir säi Fonctionnement ze assuréieren. Doriwwer eraus kënnen d'Cultë sech iwwert d'steierlech ofsetzbar Memberbäiträg selwer finanzéieren an d'Sockelmontantë stinn och an der Konventioun.

D'Konventioune sinn u bestëmmte Kritäre gebonnen. Zum Beispill Toleranz, Meenungsfräiheet, Minderheeteschutz musse garantéiert sinn. An d'Konventioune gëlle fir 20 Joer. De Finanzement vun de Reliounsgemeinschaften huet deemno kee Verfassungsrang méi.

Et gëtt elo esou gemaach, wéi wann dat vu virera fir kee Mënsch e Problem gewiescht wär. Ech mengen, et ass awer och drun erënnert ginn, datt mer 15 Joer doriwwer diskutéiert hunn. A mir si frou, datt mer dann elo dozou komm sinn.

Ech mengen, d'Regierung muss nach ee grousse Kommunikatiounseffort maachen insgesamt, wat d'Ofkommes betrëfft, awer och besonnesch, wat de Punkt betrëfft, datt mer eng Konventioun mat der moslemescher Communautéit maachen. Fir déi gréng ass et kloer, datt mer dës Communautéit mussen unerkennen. Et handelt sech hei ëm déi zweetgréisste reliéis Communautéit hei am Land.

Mat der Konventioun erkenne mer dëse Fait endlech un. Mir huelen dës Communautéit awer och an d'Flicht. Si musse sech kloer zu den Aussoe vun der Präambel bekennen. Il est temps de régler et de réglementer. Mir mussen eis der gesellschaftlecher Realitéit an eisem Land stellen.

En zweete Volet sinn d'Kierchefabricken. Virun deem Ofkommes hei, d'Kierchegebaier sinn all vun der Kierch genotzt ginn, während d'Gemengen den Ënnerhalt finanzéiert hunn. Eis Fuerderung war, d'Gemengen trieden d'Kierchegebaier un d'kathoulesch Kierch of, an d'Kierch muss dann och selwer fir den Ënnerhalt vun hire Gebaier opkommen. D'kathoulesch Kierch kann da selwer entscheeden, wéi vill Gebaier se behalen an ënnerhale wëllt. Déi Gebaier, déi se net brauch, ginn dann zréck un d'Gemengen a kënnen dann eng nei Destinatioun kréien.

An den Accord seet am Fong geholl genau dat, wat mir ëmmer gefrot hunn. De Bistum décidéiert, wéi vill a wéi eng Kierchegebaier fir seng Zwecker weiderbenotzt ginn. Déi Gebaier ginn dann iwwer e spezielle Fong an net méi iwwert d'Kierchefabricke vun der Kierch selwer finanzéiert. D'Gemenge sinn eigentlech komplett aus dem Spill. Déi Gebaier, déi de Bistum net wëllt, gi via Virverkafsrecht un d'Gemeng oder un de Stat. Déi Gebaier gi vum Bistum desakraliséiert a kënnen da fir aner Zwecker genotzt ginn.

D'Gemengen an d'Kierch hu bis den 1. Abrëll 2018 Zäit, fir en Accord ze fannen. Datt do vill driwwer diskutéiert wäert ginn, läit an der Natur vun der Saach! Fir eis ass d'Rumm awer kloer: Deen, deen den Notzen huet, dréit och d'Käschten. Mir stellen eng Relatioun hier tëschent de Käschten an den Notzen. Mir sinn also och, wat den Notze vun de Kierchegebaier ugeet, an der reeller Welt ukomm.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- En drëtte Punkt, de Wäerteunterrecht. Mir haten a mir hunn nach ëmmer eng Opdeelung vun de Schüler an de kathoulesche Reliounsunterrecht an an d'Morale laïque. Eis Fuerderung war ëmmer, d'ëffentlech Schoul soll weltanschaulech neutral fonctionnéieren an däerf keng Relioun privilegéieren. E Wäerteunterrecht fir all Kanner an eise Schoulen anzeféieren, ass déi Léisung, déi mir ëmmer ënnerstëtzt hunn.

Mir sinn der Meenung, datt de Stat seng Missioun vun enger Erzéiung am Geescht vun Toleranz an dem Respekt vun de Mënscherechter muss eescht huelen. De Stat däerf net nokucken, wa mer Tendenzen zu méi Gewalt an Desolidariséierung an eiser Gesellschaft musse feststellen. E gemeinsame Wäerteunterrecht wäert bestëmmt net all Problemer léisen, mä nach méi falsch ass et, op esou ee gemeinsame Wäerteunterrecht ze verzichten.

Am Accord steet, de Wäerteunterrecht kënnt. A mir si mat de Modalitéiten, wéi e soll kommen, averstanen. De Wäerteunterrecht gëtt ee Schoulfach, wat fonctionnéiert wéi all déi aner Schoulfächer och. An domat ass eigentlech alles gesot. Mä well dat awer en Thema ass, wou am Virfeld scho vill komesch Kommentaren an d'Welt gesat gi sinn a wou och nach haut Froen opgeworf gi sinn, wëll ech mech nach ee Moment mat dësem Sujet befaassen.

Eng Programmkommissioun schafft ee Programm aus. Déi Kommissioun brauch selbstverständlech net bei null unzefänken, mä kann op eng zolidd Viraarbecht zréckgräifen, déi schonn an der Vergaangenheet gemaach ginn ass. Natierlech däerfe souwuel d'Leit vun de Cultë wéi och all aner interesséiert Leit, sief et vu Gewerkschaften oder agnosteschen oder atheisteschen Associatiounen, hiren Avis zu deem Programm ginn.

Et ass awer de Ministère, deen d'Lerninhalter festhält, an déi fléissen dann an de Plan d'étude eran, genee eréi bei all anerem Schoulfach. An et ass och dann den Titulaire de classe, deen décidéiert, ob hien dat Fach wëllt selwer halen oder engem aneren Enseignant wëllt ofginn, esou wéi hien dat am Kader vu senger Tâche an am Interessi vun der Schoulorganisatioun fir all aner Fach och ka matbestëmmen.

An da si mer endlech an där Situatioun, wou de Schoulinspekter fir 100% vum Schoulunterrecht d'Surveillance huet an net just fir 93%, wéi bis elo.

déi gréng fannen et richteg, datt, wéi dat och déi ganzen Zäit vun der Regierung gesot ginn ass, keng Leit, déi de Reliounsunterrecht bis elo gehalen hunn, op d'Strooss gesat ginn. Natierlech bedeit dat awer eng berufflech Erausfuerderung an eng Emstellung fir all déi Leit. Et ass allerdéngs och kloer, datt keng extra Wurschte gebrode ginn. Dat heescht, datt mer op déi bestehend Méiglechkeeten zréckgräifen an de Leit, esou wéi et nëmme méiglech ass, hëllefen, sech berufflech nei ze orientéieren.

Mir begréissen dat och. Datt Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, fir an de Pool de remplaçants ze kommen, dat och kënne maachen, dat schéngt eis eng Selbstverständlechkeet. Alles anescht wier eng negativ Diskriminatioun opgrond vu reliéisen Iwwerzeegungen. An dat ass an eisen Aen net tragbar.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dann, mäi leschte Punkt, wou ech nach wëll drop agoen: d'Referendumsfro. Déi véiert Fro zu de Cultë fält ewech. D'Fro war déi, ob de Stat soll verflicht ginn, fir d'Paie vun de Ministres des cultes opzekommen oder net. Et stoung soss näischt an där Fro. Ech hu se och nach eng Kéier erausgeschnidden. Also, et ass esou evident, déi Fro war esou prezis, si huet just geheescht: Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt de Stat net méi d'Verflichtung huet, d'Paien an d'Pensioune vun de Kultusdénger - mir haten nach laang misse kucken, wéi mer da géifen d'Ministres des cultes op Lëtzebuergesch iwwersetzen -, vun de Kultusdénger vun de Glawensgemeinschaften ze iwwerhuelen?

Mir hunn och, déi huet also, well mer eben eens gi sinn op där do Fro, an den Historique ass jo, datt mer Froe gestallt hunn, wou mer e verfassungsrechtleche Problem haten. Mir hunn also en Accord fonnt a mir waren eis eens, datt mer den Artikel 106 géifen aus der Verfassung eraushuelen. An duerfir si mer och der Meenung, datt et richteg ass, fir déi Fro net méi zum Vote ze stellen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass net fir lech.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ah. Här President, ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just am Contraire.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, meng Auer weist näischt un hei. Dir hutt gesot, Dir wiert generéis mat der Zäit. Mä ech sinn am Moment...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, et war e bëssen Onrou am Sall.

(Brouhaha général)

An ech wollt, dass de Sall...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... sech komplett op Iech konzentréiere géif.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eng Oflenkung.

(Interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et war vun Ufank un, dat wëll ech awer vun eiser Säit aus betounen, ni de Wëllen, fir e Vote fir oder géint d'Relioun ze maachen. Et war e Vote fir oder géint en Artikel, deen an der Constitutioun

stoung an deen et a sech hat, dat muss een awer soen!

Gutt, mir sinn eis eens, mir zéien dat zréck. Also si mir och der Meenung, datt mer déi Fro dann net méi brauchen ze stellen.

Mir hunn och en Accord fonnt, fir den Artikel 22 net ewechzeloossen, wéi déi gréng dat am Ufank gefrot hunn, mä fir e substanziell ofzeänneren. Dat ass e Kompromëss, mat deem mir Gréng gutt liewe kënnen.

Den neien Artikel 22, deen elo op enger anerer Plaz an der Verfassung kënnt a wahrscheinlech dann den Artikel 117 gëtt, hält fest, datt de Stat a reliéisen an ideologesche Froen neutral ass. Dat ass wichteg! Datt d'Relatiounen tëschent dem Stat an de reliéise Communautéiten iwwert d'Gesetz geregelt ginn, an datt dës Relatiounen iwwert d'Konventioune geregelt kënne ginn, net musse ginn!

Mir hunn eis mat deem Kompromëss ugefrënnt, well éischtens de grousse Prinzip, datt de Stat neutral an onparteiesch ass, do erëmzefannen ass. A well, zweetens, d'Realitéit an der Welt an an eisem Land eis weist, datt et falsch ass, de Fait religieux ze ignoréieren oder ze niéieren.

Duerfir ënnerstëtze mer den Dialog am Land mat alle Reliounsgemeinschaften a mir soe ganz kloer, datt d'Reliounsgemeinschafte sech solle fräi entwéckelen, mä mat där net onwesentlecher Aschränkung, datt dat an der Rumm vun dem Respekt vun eise gesellschaftleche Rechter a Fräiheete muss sinn. Ob dat elo géint „die reine Lehre" vun engem laizistesche Stat verstéisst oder net, doriwwer kann ee gären diskutéieren. A mengen Aen ass dat awer net wesentlech.

Sinn déi gréng dann elo op 100% vun hire Fuerderunge komm?

Neen! Mir haten zum Beispill d'Recht op d'Selbstbestëmmung ëmmer gefrot, dat ass net an der Konventioun. Mir haten ëmmer d'Meenung vertrueden, datt et misst ee Recht op Autodeterminatioun ginn, ob een dann elo wéilt an eng Relioun investéieren oder net. Mir haten eis souwuel den däitsche Modell ugekuckt vun der Reliounssteier wéi och déi italienesch Otto per mille. Weder dat eent nach dat anert ass zréckbehale ginn. Dat ass eben esou. Kompromëss ass Kompromëss.

Eis Fuerderungen hu mer wäitgehend ëmgesat. Den zivillen Akt fir Nationalfeierdag ass scho laang ëmgesat. Den neutralen a gemeinsame Wäerteunterrecht kënnt. D'kathoulesch Kierch kënnt selwer fir den Ënnerhalt vun hire Kierchegebaier op. D'Kierchegebaier, déi de Bistum net brauch oder net wëllt, ginn ëmfunktionaliséiert. De Finanzement vun de Relioune gëtt aus der Verfassung gestrach. D'staatlech Bäihëllefen un d'Relioune ginn drastesch erof, vu 25 op 8 bis 9 Milliounen.

Ech wëll am Numm vun der grénger Partei e grousse Merci de Regierungsmemberen ausdrécken, déi an deene Verhandlungen derbäi waren. Och e grousse Merci un den Här Alex Bodry, dee maassgeblech do matdiskutéiert huet an zu engem gudden Accord komm ass. An och selbstverständlech e Merci un d'Vertrieder vun deene verschiddene Reliounsgemeinschaften, datt mer zu deem, wéi ech mengen, positiven Accord komm sinn.

An ech brénge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu där Konventioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Karheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt an dësem Dossier sécher eng ganz gutt Neiegkeet, dat ass, datt d'Koalitiounsparteien elo esou lues um Enn si vun hirem ideologesche Programm a wahrscheinlech, esou hoffe mir op jidde Fall, elo Zäit hunn, fir sech ëm d'Problemer vum Land ze këmmeren!

Dat ass zum Beispill de Chômage, dat ass de Wunnengsbau. Dat sinn déi reell Problemer. Mir wäre frou, wann déi Steierreform, wann d'Regierung elo géif an deenen nächste Méint a Jore weisen, datt se deenen Aufgaben och gewuess ass an net nëmmen an ideologesche Reforme sech austoobt!

An dësem Projet, dee mer haut hei gesinn, Projet vun enger Konventioun, do musse mer feststellen, datt déi Rhetorik iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat, déi mer an deene leschte Méint a Joren héieren hu vun deene Parteien, eigentlech elo net ëmgesat gëtt. Mir froen eis, wéi Är Basis da reagéiert op dat, wat elo schlussendlech zréckbehale ginn ass.

Mir stelle fest, datt d'Kierchen...

(Interruption)

Dat gesi mer!

...datt d'Kierche weider vum Stat bezuelt ginn. Et ass sécher wouer, datt de Volumen, de Finanzvolumen zréckgeschrauft gëtt, dee sech awer der normaler Entwécklung vum Klerus, esou wéi et am Ableck ausgesäit, upasst.

Et kënnen och weider Konventiounen ofgeschloss ginn. Ech erënnere mech nach u vill Interventiounen, déi sech prinzipiell géint Konventioune gedréit haten. Elo ass zréckbehalen, et kënne weider Konventiounen ofgeschloss ginn. D'Paschtéier behalen de Rôle vum Officier de l'État civil bei de Begriefnisser. Eng weider Kultuscommunautéit ass unerkannt ginn, nämlech déi moslemesch, déi och eigentlech dee grousse Gewënner ass vun dëser Konventioun.

Dat sinn alles Saachen, wou déi Rhetorik, déi mer an deene leschte Joren héieren hate vun de Gambia-Parteien, elo net iwwereneestëmmt mat deem Resultat, wat hei verhandelt ginn ass.

Virun allem ass et awer och wichteg, fir festzestellen, datt dat Verhandlungsresultat iwwerhaapt net kann an net däerf ëmgesat ginn, soulaang d'Constitutioun net geännert ginn ass! Mir kënne jo hei weder en Accord ginn nach Gesetzer stëmmen, keen Accord de principe an och keng Gesetzer stëmmen an näischt ëmsetzen, wat déi aktuell Constitutioun verletzt.

An och wa mer hei mat Stëmme vun enger Majoritéit, déi vläicht zustane kënnt, eng Déclaration d'intention maachen, datt d'Constitutioun soll an engem bestëmmte Sënn geännert ginn, da kann awer nach näischt gemaach ginn, soulaang d'Constitutioun nach net ëmgeännert ass. Dat heescht, deen Text, dee mer elo hei leien hunn, dee bleift ganz laang Zäit um Pabeier. E kann elo net ëmgesat ginn.

Mir hunn och gesinn oder héiere gëschter, datt dat heiten d'Resultat vun intensive Verhandlunge gewiescht wär, ee Joer laang. Mä da muss ech soen, datt dat Verhandlungsresultat net iwwerzeegend ass. Et ass net ganz, et ass voller Lacunnen. Et gëtt zum Beispill näischt gesot iwwert dee wichtege Rôle vun de Communautés religieuses, vun de Kierchen am soziale Beräich, am karitative Beräich, am medezinesche Beräich, wou jo awer och all Kéiers finanziell an aner Aspekter matspillen. An duerfir wär et och interessant gewiescht, wann och déi Aspekter hätte kënne beliicht ginn.

Et gëtt iwwer verschidde reliéis Communautéite guer näischt gesot, nämlech déi, déi net an der Konventiounslogik vun der Regierung sinn, wéi d'Bahai oder eng Rei vu méi klenge chrëschtleche Communautéiten oder och iwwert déi moslemesch Communautéiten, déi net an der Schura sinn. Iwwer all déi gëtt näischt gesot, esou als géife se net existéieren. Si hunn awer och hir Problemer, och si hunn hir Relatioune mam Stat an de Stat mat hinnen. A verschiddener vun hinne sinn och vläicht Problemer fir eis am Alldag, wou mer dann och musse kucken, wéi d'Relatioune mat hinne kënne geregelt ginn.

Et stelle sech och Froen, well de Stat jo hei an deem Text, deen Dir proposéiert, sech dat Recht hëlt, reliéis Communautéiten unzëerkennen. Dat ass jo deen Term, deen Der zréckbehalen hutt. Da stelle mir eis allerdéngs d'Fro: Wat sinn dann d'Kritäre vun enger Unerkennung? Déi stinn hei net dran. Et wär jo awer interessant, fir ze wëssen, wat dann an den Ae vun der Regierung, wéi eng Kritären da muss eng Kierch, eng reliéis Communautéit erfëllen, fir unerkannt ze ginn.

Da muss een och soen, datt grondsätzlech d'ADR déi Virstellung vun Trennung vu Kierch a Stat, esou wéi Dir se an Ärer Konventioun vertrëtt, net deelt! Mir haten ëmmer gesot, datt mir de wichtege Rôle vun de Kierchen an de Reliounen an der Gesellschaft positiv unerkennen. Mir haten net mat deene matgejaut, déi elo do de Kierchen de Prozess gemaach hunn.

Mir hunn eng Trennung virgeschloen tëschent Kierch a Stat, déi den Interesse vun de Kierche géif entspriechen a gläichzäiteg den eenzelne Leit vill méi Rechter géif ginn. Déi gläichzäiteg de Leit géif erlaben, op hirer Steiererklärung, deen Ableck, wa si bezuelen, selwer ze décidéieren, ob se wëllen eng Kierch finanzéieren, wa jo, wéi eng Kierch, oder léiwer keng Kierch wëlle bezuelen, wa se dat dann eben net wëllen aus iergendengem Grond, an duerfir awer léiwer enger karitativer oder sozialer Organisatioun dee Bäitrag zoukomme loossen. Dat wär d'Fräiheet gewiescht iwwert den italienesche System vum Otto per mille, dee mir de Leit proposéiert hätten an dee mir hinnen nach ëmmer proposéieren.

Awer mir soen och, gläichzäiteg hätte mer awer derfir gesuergt, datt d'Kierch hätt kënnen esou fonctionnéieren, datt déi spirituell an aner Aufgaben, déi se wouerhëlt, datt déi och hätte kënne weider erfëllt ginn. Mä deen Otto per mille, dat ass dee System vu Fräiheet, dee mir de Leit proposéieren.

An och wat d'Finanzéierung vun de Kierchen ugeet si jo ganz vill Froe bei Iech net gekläert. Wéi ass et zum Beispill mat engem ganz epinösen Dossier, dat ass d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten aus dem Ausland? Wann Dir enger gewëssener Communautéit 300.000 oder 400.000 Euro gitt a si kréie gläichzäiteg Milliounen eventuell aus anere Länner, da froen ech mech: Wéi soll de Stat sech dann dozou verhalen? An anere Länner an Europa gëtt doriwwer légiféréiert. Dir sidd elo an engem Ableck, wou Der hei eng Konventioun proposéiert an dee wichtegen an aktuellen Dossier net emol uschwätzt!

Dir hutt och hei bei de Kierchefabricken, wou mir prinzipiell soen, et ass gutt, datt dee System, deen ass iwwerkomplizéiert, dee mer elo do hu mat de Kierchefabricken, datt dee soll reforméiert ginn. Mä Dir proposéiert eis e Wee, wou mir och juristesch Bedenken hunn an net wëssen, ob sech iwwerhaapt iwwer e Gesetz e Genre vun Transfert de propriétés, fir net vun Expropriatiounen oder anere Saachen ze schwätzen, realiséiere léisst.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Hei sinn eng ganz Rei...

Merci, Här President.

Hei sinn eng ganz Rei juristesch Onsécherheeten, och wa mer, wéi gesot, d'Reform vun de Kierchefabricke grondsätzlech begréissen.

De Reliounsunterrecht ass natierlech en aneren, well Dir wahrscheinlech als acquis betruecht, datt deen elo soll mat der Morale laïque och ofgeschafe ginn an duerch en eenheetlechen, wéi Dir en nennt, „Wäerteunterrecht" ersat ginn.

D'ADR bekennt sech kloer zum Choix. Dat ass fir eis ganz wichteg, datt d'Mënschen, d'Elteren, d'Kanner, déi jonk Leit kënne selwer décidéieren, wéi se d'Sënnfroen an hirem Liewe wëllen ugoen. A mir wieren eis dergéint! Mir wieren eis dergéint, datt de Stat sech umoosst, wéi et elo hei de Fall ass, e Monopol ze hunn an der Wäertevermëttlung an der Gesellschaft! Dat wor gutt an der DDR. A wéi déi emol eriwwer waren, déi diktatoresch Systemer, du wor et fir déi Leit eng Befreiung, eng Hoffnung, datt ebe just an deenen zentrale Liewensfroen emol e Choix méiglech war. Hei hu mer en a mir schafen en of aus ideologesche Grënn.

Dir schwätzt vun Neutralitéit, mä Dir musst wëssen, datt d'Neutralitéit och eng Ideologie ass. Déi Manéier, wéi Dir d'Relioune beschreift, fir eng staatlech Neutralitéit ze proklaméieren a Froen, wou vläicht eng Neutralitéit net ëmmer appropriéiert ass, och dat ass eng ideologesch Approche. An et soll een net esou maachen als wär dat eng vornehm Retenue, well dat ass nëmmen eng Deelwourecht. Esou ass et net!

Mir wëllen och e Reliounsunterrecht, an dat muss een éierlech och soen, fir datt mer kënnen eng Kontroll iwwer e Reliounsunterrecht ausüben. Elo an der ëffentlecher Schoul, do kann ee kontrolléieren, wat den Inhalt vum Reliounsunterrecht ass. Wann awer elo d'Communautés religieuses dat net méi an der ëffentlecher, oder net kënnen an der ëffentlecher Schoul maachen, dat an hiren Infrastrukture maachen a Sproochen, déi net déi si vun der ëffentlecher Schoul, dann entzitt sech dat eiser Kenntnis, eisem Contrôle.

A wien d'Zoustänn an eisen Nopeschlänner kuckt a se verfollegt a versteet, deem misst dat dach eng Warnung sinn, fir net op deen dote Wee ze goen, mä fir ze kucken, datt och den Enseignement religieux ebe just an déi ëffentlech Sphär integréiert gëtt, an enger Transparenz, an enger Oppenheet, an enger Diskussioun mat eisen Instanzen. Dat verhënnert Dir duerch eng ideologesch Approche, fir de Reliounsunterrecht aus de Schoulen erauszedrängen.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Verhältnis tëschent... An et sinn eng ganz Rei aner Froen, déi Der guer net uschwätzt an deem Text, déi awer d'Verhältnis tëschent dem Stat an de Reliounen essenziell betreffen. Zum Beispill gëtt weider drop insistéiert, datt dat Zivillbestietnis muss virun engem reliéise sinn. Dat ass fir eis en essenzielle Facteur, eng Garantie a villerlee Hisiicht fir déi Leit, virun allem fir d'Fraen, déi bestuet ginn.

Wéi ass et mat engem klore Verbuet vun enger paralleller Geriichtsbarkeet a gesellschaftleche Froen, enger Scharia? Hätt ee kënne verbidden hei. An dat hutt Der och verpasst!

Firwat gouf net preziséiert, datt ee muss dat Recht hunn, am Kader vun der Reliounsfräiheet och keng Relioun ze hunn oder d'Relioun ze wiesselen? En elementaren Deel vun der Reliounsfräiheet, esou wéi mir se verstinn. Och dat gouf net ernimmt.

Firwat wëllt de Stat, dee jo eng Trennung wëllt, seet en, tëschent dem Stat an de reliéise Communautéiten, firwat wëllt Der dann nach de Chef vun engem Culte confirméieren? Ass dat dann nach d'Aufgab vum Stat, wann Der net méi an enger Konkordatslogik sidd, datt Der sot, de Chef vun engem Culte soll confirméiert ginn? Da froe mir eis, no wéi enge Kritären.

(Interruptions)

Muss et dann zum Beispill e Lëtzebuerger sinn? Muss e Lëtzebuergesch schwätzen? Dat wäre Kritären. Wéi eng Kritären huelt Der dann?

Ech mengen, den Här Justizminister wëllt mer eng Fro stellen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech hat och déi Impressioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen. Dann ass et gutt. Jo, majo, dann hate mer zu zwee déi Impressioun!

An dann, hunn déi Leit dann en Droit de recours, wann dat eng administrativ Décisioun ass? A wat heescht dat am Artikel 2, datt do „écarter de l'organisation de la communauté tout membre" an esou weider, dee sech net u verschidde Saachen hält? Wéi soll dat da fonctionnéieren?

Wat geschitt mat Neibaute vu Kierchen a Moscheeën? Ech erënneren drun, datt den Här Bettel viru Kuerzem nach gesot huet, hie wéilt net, datt, wann eng nei Kierch gebaut gëtt, datt eng nei Kierch nach kann e Kierchtuerm kréien. Dat wär och interessant fir ze wëssen, wat domadder ass.

An dann, vläicht nach e Wuert iwwert d'Proprietéite vun de Kierchen. Mir hätte gär, datt emol en Inventaire gemaach gëtt iwwert d'Kierchen, fir Konschtwierker, och hiren immaterielle Wäert, wat se bedeite fir déi lokal Communautéiten. A mir hätte gär, datt et méiglech bleift, datt d'Renovatioun vun de Kierchen och staatlech subventionéiert bleift, well duerfir enorm Mëttelen, materiell Mëttelen néideg sinn, fir d'Kierche kënne gutt ze ënnerhalen. Mir wëllen net, wéi et am Ausland zum Deel de Fall ass, an eng Situatioun kommen, wou dee wäertvolle Patrimoine culturel, deen d'Kierchen dacks duerstellen, an e Verfall geréit aus Mangel u finanzielle Mëttelen.

Mir wëllen och déi Problemer net hei net uschwätzen, déi sech mat där Iddi do vun engem Iwwergang vun enger Rei vu Kierchen an d'Proprietéit vun de Gemenge stellen. Déi Gemengen, wann do eng Majoritéit, zum Beispill eng Gambia-Majoritéit an enger Gemeng ass, ka se jo d'Kierchen elo forcéieren, déi Kierchen ze desakraliséieren. An da wësse mir net, wat dermat geschitt. Si kënnen der Spéculation immobilière déngen, si kënnen e Bistro ginn, si kënnen enger anerer Reliounsgemeinschaft zur Verfügung gestallt ginn oder si ginn ofgerappt - mir erënneren eis nach un de Fall zu Déifferdeng, dee jo nach net laang hier ass.

Op jidde Fall ass fir eis en Zentralelement, datt déi Kierfechter, déi jo am Allgemenge ronderëm eng Kierch sinn, an Dignitéit bleiwen. Mir kënne jo net och dann d'Kierfechter desakraliséieren, et sief dann, se géife verluecht. An dat si jo awer och wichteg Froen, déi do...

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Bodry, dat ass déplacéiert! Also éierlech gesot, éierlech gesot, et ass déplacéiert!

(Brouhaha)

Mir schwätzen hei iwwer eppes Helleges, an Dir schwätzt hei...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt en Hellegeschäin um Kapp!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Op jidde Fall, wa mat deene Kierchen, wann do esou verfuer gëtt, wéi ee sech et ka virstellen, datt dermat verfuer gëtt, wann ee gesäit, mat wéi enger Nonchalance hei iwwer esou Saache geschwat gëtt, da wësse mer, datt mer elo an eng Zäit komme vun emotionale Verletzungen, vu Verdross an och, fir d'Wuert ze benotzen, de Risiko vu Kulturkampf sech muncheruerts stellt. An ech mengen, datt den Don Camillo an de Peppone hei am Land nach eng reell Zukunft kënnen hunn!

Une voix.- Wie sidd Dir dann?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wa mer de Fazit...

Den Don Camillo.

Wann de Fazit hei gezu gëtt, da wëll ech Iech soen, datt mer hei keng richteg Trennung vu Kierch a Stat hunn. Dat ass de Fazit vun deem, wat Der hei proposéiert, an datt den Islam, d'Communauté islamique den De-facto-Gewënner ass vun Ärer Propositioun.

Mir hu manner Fräiheet an de Schoulen, manner, mir hunn awer e staatleche Monopolusproch op d'Wäertevermëttlungen. Mir hu virprogramméiert Problemer bei de Proprietéitsfroen. A mir kënne soen, mir stelle fest, datt d'Kierch net méi am Duerf bleift, mä datt se riskéiert, ofgerappt ze ginn!

Eng Fro nach, fir opzehalen: Et ass fir eis erstaunlech, datt déi reliéis Communautéite mat munchem vun deem, wat hei drasteet, konnten d'accord sinn! Et ass zum Deel de Contraire vun deem, wat se laang Zäit behaapt hunn a fir dat se agetruede sinn. Eis Angscht ass, datt, well se materiell jo net esou schlecht ewechkomm sinn, do Konzessioune gemaach gi sinn an deenen anere Referendumsfroen, also haaptsächlech beim Auslännerwahlrecht, wat jo verschidde vun deene Communautés religieuses hei am Land staark betrëfft. A mir wäerten och an där Hisiicht a mat deem Gedanke genau verfollegen, wéi d'Diskussioun an deenen nächste Wochen a Méint an deem do Beräich verleeft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Kartheiser. An ech géif mer wënschen, dass d'Debatten op déiselwecht fair an net ënnerstellend Aart a Weis weidergefouert géife ginn, wéi dat bis elo virun 13 Minutten de Fall war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Domat hat en Iech gemengt, net eis!

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Dat hunn der awer 57 anescht verstanen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jiddwereen, dee viséiert ass, schneit sech e Stéck dovun of. Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Bodry ass roueg.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Kann ech ufänken?

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Well de Compteur leeft schonn. De Compteur leeft schonn! Ech huelen un, dass dat dann ofgerechent gëtt.

Plusieurs voix.- Joo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech mengen, et muss een awer soen hei am Ufank, d'Relatiounen tëschent dem Stat a besonnesch der kathoulescher Kierch waren ëmmer Géigestand vu gesellschaftlechen Ausenanersetzungen, während enger laanger a kontroverséierter Geschicht, och an dësem Land!

Et goung dobäi ëmmer net ëm e kulturelle Kampf, et goung ëmmer ëm de Widderstrait vun de Meenungen a vun den Interessen tëschent deenen, déi Unhänger ware vun engem reliéis neutralen a laizistesche Stat, an den Akteure vun engem Afloss, vun engem Amësche vun der Kierch an de Stat.

Déi Relatioune ware ganz hefteg am 19. Jorhonnert a bis 1919. Si hunn déi liberal, biergerlech Kräften an déi sozialistesch a gewerkschaftlech Kräften iwwregens zesummegefouert, deemools, géint d'Rietspartei, den Alliéierte vun der Kierch, déi heiteg CSV.

Zënterhier, schreiwen d'Experte vun engem Rapport, dee mer virleien hunn, wieren déi Relatioune méi friddlech ginn. Si si virun allem awer och méi friddlech ginn duerch d'Iwwergewiicht, dat d'CSV kritt huet an den Institutiounen, natierlech duerch d'Aféierung vum allgemenge Wahlrecht 1919, mä och duerch eng Partie vun anere Facteuren: duerch d'Wahlrecht, duerch d'Roll vun der Monarchie an der Gesellschaft an duerch dat institutionellt Gewiicht vun der Kierch iwwert de Reliounsunterrecht an iwwert d'Präsenz vun der Kierch am ëffentleche Liewen.

Dee fréieren „Wort"-Direkter André Heiderscheid, deen iwwregens och Paschtouer war, huet emol d'CSV bezeechent als dee verlängerten Aarm vun der Kierch an der Chamber.

Une voix.- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech wëll virun deem Hannergrond an deenen zéng Minutten, déi ech hunn, meng Impressioun soe vun deem, wat eis hei virläit, wat ouni Zweifel eng nei Etapp ass.

Jo, vun hirer Uluecht hier ënnerscheet dës Konventioun sech vun all deene vu virdrun, déi si och abrogéiert.

Et ass éischtens eng Konventioun mat alle Reliounsgemeinschaften zesummen, och mat der muslimescher, wat mir ausdrécklech begréissen! Dat ass wichteg, well domadder deem elo erëm opbeschwuerene Kulturkampf an dem Reliounekampf de Buedem entzu gëtt. „The Clash of Civilisations", op dee Verschiddener bauen, wäert net hei stattfannen. Lëtzebuerg ass eng multikulturell, eng zesummewuessend Gesellschaft, an dat ass, menge mir, hir Stäerkt!

Dës Konventioun mécht, zweetens, och e Broch mat de konstitutionellen Dispositiounen, déi de Stat derzou zwéngen, d'Gehälter vun der kathoulescher Kierch ze bezuelen, an de Stat och derzou zwéngen, an hirem aktuelle Wuertlaut nach, Konventioune mat hir ze maachen.

Mir begréissen och ausdrécklech déi Aussoen, souwuel vun der Regierung wéi vun der Kierch, dass dee Broch och esou gewollt ass, dass dat och d'Philosophie vun deem Accord ass, dee getraff ginn ass, an dass et net méi de Verfassungsoptrag vum Stat ka sinn, Reliounen ze finanzéieren, mä dass et drëm geet, am Kader vun der Reliounsfräiheet, och Reliounen, esou wéi aner Organisatiounen, eventuell ze ënnerstëtzen, och finanziell ze ënnerstëtzen.

A mir froen eis, firwat dat dann net elo an där Kloerheet an an där Däitlechkeet vun deenen zwou Parteien, déi deen Accord hei ënnerschriwwen hunn, an d'Verfassung soll kommen.

D'Verfassungskommissioun huet de Moien, géint eis Stëmm, e faule Kompromëss - eiser Meenung no - mat der CSV geschloss. Déi kloer Formuléierung, déi anscheinend vun der Majoritéitsparteie virgeschloe war, wéi mer an der Press liesen - mir hunn awer deen Text ni offiziell zougestallt kritt -, ass duerch en onprezisen a schwammegen Text ersat ginn.

An deem éischten Text stoung kloer dran: «Les églises et communautés religieuses sont séparées de l'État.» Dat wier eng kloer Formuléierung gewiescht. Dat wier eng Formuléierung gewiescht, mat där mer och hätte kënnen d'accord sinn.

Zousätzlech kënnt nach derbäi, dass d'Relation entre l'État et les communautés religieuses e Recht kréien op en eegent Ënnerkapitel am Kapitel „Statsverwaltungen" an eiser Verfassung.

Hunn och aner Associatiounen Ënnerkapitelen an der Verfassung? Si komme guer net vir an der Verfassung! Souguer d'Beruffskummeren, wat jo institutionell Organisatiounen hei am Land sinn, déi et scho laang gëtt, kommen net vir an der Verfassung, wéinstens net an deem Text, wéi e bis elo virläit! Ech fannen, dass dat e Réckschrëtt ass, déi Formuléierung, déi do virgesinn ass.

An, ech mengen, grad dat ënnersträicht, wéi privilegéiert weiderhin d'Kierchen an där neier Verfassung bleiwe sollen, laut deem Text do. Alt erëm eng Kéier, fanne mer, huet d'CSV hiert Kuckucksee hei an d'Verfassungsnascht geluecht.

Obscho mer ëmmer nach der Meenung sinn, esou wéi och vill Regierungsparteien, dass eigentlech deen Artikel 22 iwwert d'Relatioune vun der Kierch mat dem Stat soll ganz aus der Verfassung erauskommen, wat awer net méiglech war, hätte mer déi Formuléierung akzeptéiert, déi proposéiert ginn ass an aus där ech virdrun zitéiert hunn a wou de Prinzip vun der Trennung vu Kierch a Stat kloer formuléiert gi wier.

A mir hunn och zousätzlech yirgeschloen, fir d'Confirmatioun vum Stat als État laïc kloer an den Artikel 1 vun der Verfassung ze schreiwen, wou drasteet: «Le Luxembourg est un État démocratique...», an esou weider, wou verschidde Prinzipien, déi wichteg sinn, ervirgehuewe ginn. Do hätt ganz dra gepasst, wann do dra géif stoen: «Le Luxembourg est un État laïc.» Dat hätt eigentlech dem Sënn an der Philosophie vun deenen, déi déi Konventioun do geschloss hunn, wéinstens laut hirer Duerstellung, déi se elo maachen, ganz gutt entsprach.

An dann hätt een de Wieler awer solle froen zu där véierter Fro, déi natierlech an deem Sënn hätt missen ëmformuléiert ginn. Dozou kënnt et elo net. Dat ass de Moien décidéiert ginn. An dat bedauere mer zudéifst.

Mir mengen, dass ze dacks d'Vollek, och dat laizistescht Vollek iwwregens, hei am Land net berücksichtegt ginn ass an dass et gutt gewiescht wier, wann d'Leit gefrot gi wieren. Ech stëmmen dofir och géint déi Motioun, déi eis hei virschléit, op déi véiert Referendumsfro ze verzichten.

Mir begréissen awer, drëttens, dass de Reliounsunterrecht souwuel aus dem Sekundarwéi aus dem Primärunterrecht soll verschwannen. Mir félicitéieren der Regierung och, dass se standhaft an där Fro bliwwen ass. Wat awer net heescht, dass mer mam Detail vun deem Accord, grad op där doter Fro, d'accord sinn. Ech kommen nach drop zréck.

An, véiertens, mir fannen och, dass den Accord iwwert d'Gemenge méi Kloerheet geschafen huet, wat d'Besëtzverhältnisser ugeet, méi Kloerheet bei den Obligatioune vun de Gemengen, obschonn och do nach vill Froen op si wéi zum Beispill déi vum finanziellen Impakt op d'Gemengen, gradesou wéi, natierlech, vill aner Froen och opbleiwen.

Wann ech d'Fro gestallt kréien: „Sidd Der dann d'accord awer, dass d'Regierung deen Accord do ënnerschreift?", da soen ech awer gradesou däitlech: Neen, ech sinn net d'accord, dass d'Regierung deen Accord elo ënnerschreift. Well éischtens ass deen Accord elo eréischt public zënter 24 Stonnen. Verschidden Organisatiounen hu gefrot, mat abezunn ze ginn an d'Diskussiounen - dat ass elo net méi méiglech wahrscheinlech. Dat sinn awer Organisatiounen, déi ganz laang gefrot hunn, dass de Prinzip vum laizistesche Stat duerchgesat gëtt hei am Land an déi ni recht kritt hunn, an elo, wou se hallef recht kréien, mengen ech, wier et gutt, wa se awer och géifen erklären kréien, wat dat genau elo an der Praxis bedeit.

Mir schloen dofir vir, dass e Moratoire kënnt, fir déi Konventioun do ze ënnerschreiwen, an dass en Débat an der Gesellschaft stattfënnt doriwwer, wat dat heescht, wat déi Prinzipie sinn, déi do ëmgesat ginn, wéi dat soll an Zukunft an der Praxis ausgesinn. An ech fannen, dat géif eis guttdoen, wa mer dat géifen esou virgesinn.

Well et ass jo och eng Konventioun, muss een awer derbäi soen, déi fir déi nächst 20 Joer gëllt! Et ass zwar keng méi fir d'Éiwegkeet, wéi déi Konventiounen alleguerte virdrun, mä et ass awer ëmmerhin nach eng, déi fir eng ganz laang Zäit eis engagéiert.

Ech wëll och eng Partie Kriticke maachen un där Konventioun. An ech fannen, dass dat soll iwwerduecht och ginn. Mir fannen, dass de Prinzip nämlech vun der Trennung vu Kierch a Stat, virun allem am Schoulberäich, an dat virun allem, wat d'kathoulesch Kierch natierlech ugeet, déi do präsent ass, net konsequent genuch vollzu gëtt.

De Groupe d'experts, deen den Här Biltgen nach agesat hat, deen iwwregens ganz timide Virschléi gemaach huet an eigentlech net richteg wollt de Prinzip vun der Trennung vu Kierch a Stat aféieren, huet dräi Propositioune gemaach, wéi een eventuell kéint de Reliounsunterrecht änneren, vun deem en awer behaapt huet, dass en awer ganz populär wier an dass en eigentlech sollt bäibehale ginn.

Eng éischt Méiglechkeet wier en interkonfessionelle Cours gewiescht, wou all Reliounen dru bedeelegt gewiescht wieren, oder e Cours vu Culture religieuse oder e Cours d'éveil culturel et religieux, mat däitlechem Hiwäis op de Wäerteunterrecht am Neie Lycée zu Miersch. A mir hunn deen däitlechen Androck, dass et grad dat ass, wat hei ëmgesat gëtt.

Mir hunn och e Problem mat deem Wuert „Wäerteunterrecht". Dat ass jo e schrecklechen Ausdrock! Wéi wann ee Wäerter kéint léieren, esou wéi ee Grammatik léiert. Deen neie Cours soll grad kee weltanschauleche Cours ginn, eiser Meenung no, esou wéi d'Formation morale et sociale et och elo ass, an et gëtt och guer kee Grond, fir weltanschaulech Organisatiounen oder reliéis Organisatiounen an de Programm a quasi als Surveillance vun deem Cours mat eranzehuelen. Wat awer elo geschitt!

De Conseil des cultes gëtt regelméisseg consultéiert. Dat ass dat neit kollektiivt Organ vun de Kierchen. Och beim neie Wäerteunterrecht gi se consultéiert. Et sollen zwar och aner Akteure gefrot ginn. Mä ech halen et prinzipiell mam André Hoffmann, deen an enger Ausernanersetzung mam Norbert Campagna, zwee Philosophieprofesseren, am „Forum" schonn 2008 geschriwwen hat: «(...) je maintiens que le discours philosophique (rationnel) et le discours religieux n'appartiennent pas au même genre (...)». An ech fannen, dass hei eng Vermëschung vun de Genrë geschitt, wann einfach déi zwee Coursen zesummegewürfelt ginn.

Mir fannen et duerfir och bedenklech zum Beispill, dass de Paschtoueschseminär weider nach soll speziell ënnerstëtzt ginn, wéinst senge Missions de formation et de recherche. Ech fannen, dass et net zu de Missioune vum Stat gehéiert, déi dote Formation an déi dote Recherche finanziell ze ënnerstëtzen. Dat ass och en Aschnëtt schonn eigentlech zum Prinzip vun Trennung vu Kierch a Stat. Wann een dann och nach weess, dass d'Uni Lëtzebuerg gläichzäiteg Kreditter gekierzt kritt!

Ech stellen och fest, dass d'Kierchen hei den Index während 20 Joer garantéiert kréien. Wou ass eng sozial Kategorie hei am Land, déi den Index während 20 Joer garantéiert kritt? D'Leit mat Kanner bestëmmt net!

Et stellt sech och d'Fro, wat fir eng Relatiounen et soll an Zukunft gi mat deem Institut für Religionspädagogik vun der Kierch. Hei solle jo Leit zum Bachelor ausgebilt ginn, déi och eng Ustellung solle fanne bei där neier Formatioun. An alles deit drop hin, dass déi och sollen do virrangeg habilitéiert ginn, fir den Zougang zu deem neie Wäerteunterrecht ze kréien. Op deem Institut léiere se awer, et brauch een nëmmen hire Site ze kucken: Exegese, Fundamentaltheologie, Dogmatik, Ethik, Kirchengeschichte, Pastoraltheologie, Liturgik. Ech hunn näischt dogéint. Dat ass d'Reliounsfräiheet an Aktivitéit.

Mä ech hunn awer eppes dogéint, dass se an deem neie Cours sollen, ouni eng Rei vu Bedéngungen, déi musse geschafe ginn, eng Ustellung kréien. D'Optioun iwwerhaapt, déi Aarbechtsplazgarantie, déi do geschafe gëtt fir déi eng Kategorie vu Leit, déi aus der Reliounkommen. A fir déi aner Leit, déi aus der Morale laïque kommen, gëtt et do och eng Aarbechtsplazgarantie? Ech hunn nach näischt dovun héieren! Dobäi sollen awer Aarbechtsplaze verschwannen, wa Klassen zesummegeluecht ginn.

De Contenu vun deem neie Cours ass net bekannt, an och net déi Ausbildung, déi domadder verbonnen ass. Dat soll nach ausgeschafft ginn. Wien ass an där Commission des programmes? Sinn och Reliounsvertrieder do dran?

Et ass vill Aarbecht geleescht ginn am Ministère de l'Éducation déi lescht Zäit, fir d'Grondlage vun enger Philosophie pratique auszeschaffen. Do si Bicher geschriwwe ginn. Do sinn Etüde gemaach ginn. Et ass sech op Erfahrungen am Ausland beruff ginn. Dat, wat do ausgeschafft ginn ass, huet vill Beuechtung fonnt och am Ausland bei Leit, déi eppes dovu verstinn.

Op meng Fro hin an der Kommissioun, sot awer den Éducationsminister, et géifen zwar Elementer doraus iwwerholl ginn, wa se an dat neit Konzept passen. Dat heescht, et gëtt en neit Konzept ausgeschafft.

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President. Ech mengen awer, dass et net däerf zu engem laiziséierte Reliounsunterrecht hei kommen. A wann ee weess, dass et e Wäerteunterrecht soll ginn, dann ass et zimlech no beim Reliounsunterrecht.

Ech hu verzielt kritt, e Kand hätt an enger Klass vu Morale laïque fir déi Zesummefaassung vun deenen zwee Unterrechten en neien Term geschafen, et huet dat „Moralioun" genannt. An ech fannen, dozou soll et net kommen!

Voilà, meng Zäit ass ofgelaf. Ech hätt nach villes ze soen. Ech wäert op jidde Fall net déi Motiounen hei (veuillez lire: déi Resolutioun an déi Motioun hei) stëmmen, déi hei virleien - wou déi eng eis oprifft, fir déi véiert Fro aus dem Referendum zréckzezéien, an déi aner d'Regierung oprifft, fir den Accord ze formaliséieren, dat heescht ze ënnerschreiwen -, aus deene Bedenken, déi ech virdru geäussert hunn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an de Statsminister huet d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. De Minister Meisch an de Minister Kersch wäerten och duerno d'Wuert nach ergräifen.

Ech wëll hei deene meeschte Spriecher e grousse Merci soe fir déi konstruktiv, solennel a virun allem respektvoll Rieden, déi se hei gehalen hunn, ob dat den Här Bodry, den Här Adam, den Här Wiseler oder den Här Berger war. Ech soen Iech véier extra Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- A mir net?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Well et ass wichteg, dass een hei weist, dass de Respekt vis-à-vis vun der Verschiddenheet, vun aneschters denken, eppes ass, wat fir eis Demokraten eng Prioritéit ass!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat schéngt zwar net de Fall hei an der Chamber ze sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn... ech reagéieren net...

Une voix.- Neen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...op Extremisten an Dir braucht mech och net ze provozéieren!

(Hilarité)

Dat huet kee Wäert, wann ee probéiert, eis Gesellschaft just ze splécken.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da wëll ech awer formell dogéint protestéieren. Ech hunn d'Gesellschaft net gespléckt. Ech hu gesot, dass déi Konventioune souguer d'Méiglechkeet bidden, fir d'Gesellschaft zesummenzeféieren, och déi reliéis Gesellschaft, egal wéi se ausgesäit.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war net fir Iech elo gemengt, Här Urbany.

Une voix.- Aah!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt mech awer virdrun net beim respektvollen Ëmgang erwähnt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä ech hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif Iech bieden, dass mer esou géife virufueren, wéi bei deene véier erwähntene...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Beim Här Bettel ass ee séier Extremist!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... Riedner. An déi Leit, déi...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir laaft déi Gefor jo net méi, Här Kersch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An déi Leit, déi wëllen hei an den Débat agräifen, bieden ech, wéi ech dat déi leschte Kéier scho gesot hunn, opzestoen, aus Respekt virum Parlament. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci, esou wéi ech deene véier Riedner virdrun och Merci gesot hunn.

Här President, ech erlabe mer just, hei en Extrait vum Koalitiounsaccord virzeliesen.

«Cultes. Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.

Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'église sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises.

Il sera introduit un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels „Formation/Éducation morale et sociale" et „Instruction religieuse et morale" dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Dès 2014 les célébrations officielles de l'État pour la Fête nationale connaîtront un acte central à caractère civil.»

Ech wëll Iech hei matdeelen, dass d'Kapitel iwwert d'Cultë mat deem Vote, wann Der haut d'Resolutioun an d'Motioun unhuelt, zou ass. Dann ass dat - wéi wann een Hausaufgaben huet oder et huet een esou Karoen, déi ee muss ausfëllen -, „done", et ass gemaach. A mir hunn et fäerdegbruecht, zesummen.

An duerfir hunn ech dorop, Här President, gëschter esou insistéiert, all zesummen et ze maachen. Et si Leit, déi hu probéiert, eis auserneenzedreiwen. Et si Leit, déi hei nach probéieren, nach bei deem engen oder bei deem aneren, Polemik ze maachen, fir sech selwer d'Fro ze stellen, ob déi Legitimitéit vun deenen Décisiounen, déi getraff gi si vun de Vertrieder, richteg ass oder net. Mir loossen eis net auserneendreiwen.

Jo, dës Regierung ass agetruede fir eng Trennung vu Kierch a Stat. An ech zitéieren de Monseigneur Hollerich, deen et selwer gesot huet, et ass eng Trennung vu Kierch a Stat. Do soll een elo net probéieren, ze soen, et ass keng Trennung, et ass net hei, et ass net do. De Stat huet keng Obligatioune méi vis-à-vis vun de Communautés religieuses!

An dat ass selwer relevéiert ginn, soulevéiert ginn, an ech soen net elo, Applaus gewiescht, mä awer vun de Communautés religieuses akzeptéiert ginn a gesot ginn, dass dat en Neistart ass fir de Stat, mä och fir d'Communautéiten, fir net méi vun deem finanzielle Baxter vun engem Stat ofhängeg ze sinn. An ech zitéieren och nach de Generalvikar Gillen, deen de Moie gesot huet, dass d'Culten elo nees am Fong dohi ginn, vu wou se kommen, bei d'Leit.

An ech mengen, et huet keen ze verléieren an haut soll och keen hei erausgoen, fir ze soen, mir hu gewonne géint deen een oder géint deen aneren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat heiten ass ee Punkt, wou mer sollen zesummen - an dat ass dat, wat mer wierklech an der grousser Majoritéit an där Chamber hei Freed gemaach huet - eis bewosst sinn, dass et verschidde Meenunge ginn, mä dass mer se respektéieren, déi verschidde Meenungen.

An, Här President, ech hunn e puer Informatiounen, déi ech Iech och wollt matdeelen. Dat Éischt ass, d'Motioun an d'Resolutioun, selbstverständlech freeë mer eis, dass d'Resolutioun, wou am Fong d'Chamber sech jo selwer engagéiert, aus de Prinzipie vun enger Resolutioun, am Fong seet, dass déi Verfassungsännerunge kënne kommen. Well dat war eng vun de Conditio sine qua non vun de Konventioune mat de Culten, déi mer wollte maachen. A wa mer do bis gréng Luucht hunn, wa mer do bis d'Garantie hunn, kënne mer och an den nächsten Deeg déi Konventiounen ënnerschreiwen. A mir hunn de Rendez-vous scho fir Méindeg fixéiert, fir d'Konventiounen och ze ënnerschreiwen.

Jo, an et ass och deen een oder deen aneren Deputéieren oder och déi eng oder aner Persoun, déi gesot huet, am Text ass hei nach e Wuert ze vill oder e Saz ze vill gewiescht. Ech muss Iech zouginn, dass am „Word" Informatiksproblemer, déi mer haten, dass och eppes verrutscht ass, an duerfir ass beim Här Kersch direkt niewendrun och am Domän vun de Kierchefabricken - an et ass och en Deputéierten, deen eis dorop opmierksam gemaach huet, Här Eicher, e grousse Merci -, déi definitiv Versioun, déi och komm ass, well mam Correcteur ass do eppes falsch gelaf. Mä et ännert selbstverständlech näischt um Fong! Fir eis ass et dat, wat wichteg ass.

An hei sinn och Froe gestallt ginn: Wéi ass et dann elo ganz genau mat där oder mat där doter Fro? Mir kréien haut vun Iech gréng Luucht. Mir kréie vun Iech haut gréng Luucht an et steet précisément an där Motioun, wéi et soll sinn: «à prendre les initiatives législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la mise en œuvre de cet accord». Dat ass dat, wat mer haut froen. Dat ass dat, wat mer haut brauchen!

Duerfir, et soll kee mengen, dass d'Regierung gären hir Rechter dépasséiert a gären der Chamber hir Rechter court-circuitéiert. Au contraire! Mir wäerten déi verschidden Texter, déi mer musse maachen, déi verschidde Reglementer, déi verschidden administrativ Mesuren, déi mer musse maachen, fir déi doten Texter en vigueur ze setzen, och déposéieren. Mä mir brauche vun Iech, Dir sidd den éischte Pouvoir, gréng Luucht, fir déi Texter och kënnen auszeschaffen an ze finaliséieren.

Duerfir soen ech Merci, well ech, wa mäi Versteesdemech richteg ass, verstanen hunn, dass et eng Zweedrëttelmajoritéit gëtt hei an dësem Haus, fir d'Artikele vun der Verfassung ze änneren, fir dass déi Modifikatiounen, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord drastoung, kënne gemaach ginn.

An ech soe jiddwerengem Merci, an ech soen et nach eng Kéier, virun allem fir déi konstruktiv, respektvoll Debatt. Ech soen et nach eng Kéier, hei ass keen, dee wëllt gewannen, oder een, dee verléiert. Hei geet et drëms, eist Land 2015 un d'Realitéiten unzepassen. An ech soen Iech Merci, well ech weess, dass et net evident war. A wa verschidde Leit haut soen: „Mir sinn ëmmer derfir gewiescht." Ech weess, dass et vläicht an anere Koalitiounen net méiglech gewiescht wär!

Mä ech soen awer Merci, dass haut, 2015, jiddweree sech bewosst ass, a wéi eng Direktioun mer d'Leit, d'Land probéieren ze kréien op déi modern Schinn an dass mer et virun allem fäerdegbréngen, e Land zesummenzehalen. Jo, well d'Cohésion sociale - dat war mäi Schluss vu gëschter an et ass och mäi Schluss vun haut -, d'Cohésion sociale ass haut méi wichteg wéi jee! An et wier schrecklech gewiescht, wa mer deen ee géint deen aneren hei opgestëppelt hätten.

Well, wann ech verschidde Leit héieren, ass dat hire Fonds de commerce, fir ze probéieren, deen ee vis-à-vis vun deem aneren net ze respektéieren. Dat maache mir net an ech sinn och duerfir frou, dass mer déi Zweedrëttelmajoritéit hei fannen, fir d'Land zesummenzehalen, fir déi néideg Mesuren ze huelen a virun allem fir eist Land och ze moderniséieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Parole après ministre.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir verstitt, datt ech Parole après ministre hei huelen no der Interventioun vum Här Statsminister, déi hien elo grad hei gemaach huet.

Den Här Statsminister huet seng Interventioun ugefaangen, am Fong, datt e gesot huet, datt e frou wier, datt, wat déi politesch a reliéis Gemeinschaften ubelaangt, datt ee vis-à-vis vun deem anere Respekt viru senger Meenung hätt. En huet zum Schluss nach eng Kéier gesot: Mir respektéieren déi verschidde Meenungen.

Datt e Statsminister no enger Debatt hei an der Chamber net heihinner kënnt an all Intervenant oder all Partei Merci seet fir dat, wat e gesot huet, dat ass de bonne guerre. Ech mengen, virun allem, wann een net op der Linn vun der Regierung läit, dann erwaart ee sech och net, datt de Statsminister heihinner kënnt an engem Komplimenter mécht an datt en ee lueft. Alles dat schéngt ganz normal ze sinn.

Datt awer e Statsminister, Här President, de Culot huet, fir eng Partei heibannen, no där Interventioun, déi mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser hei gemaach huet, als Extremisten hei ze bezeechnen, dat schléit dem Faass de Buedem aus! Dat verwerfe mir formell!

Ech mengen, den Här Statsminister weess net, wat Extremiste sinn. Kéint Der eis vläicht erklären, wat Extremiste sinn? A kéint Der eis erklären, Här Statsminister... Här President, kéint den Här Statsminister eis erklären, wat Extremistesches un där Deklaratioun war, déi de Fernand Kartheiser haut gemaach huet? Et war eng Meenung, wou mer op verschiddene Punkten net averstane sinn. Et ware Froen an et waren Deklaratiounen. Wat war Extremistesches un esou enger Fuerderung, un esou enger Interventioun, fir datt de Statsminister hei op dës Plaz kënnt an esou eppes hei äussert?

Ech fannen, dat ass eng hondsgemeng Frechheet vis-à-vis vun enger Partei a vis-à-vis vun all hire Wieler!

An, Här Bettel, ech hunn Iech als Statsminister bis haut geschat. Mä ech géif Iech invitéieren, dat doten ze relativéieren. An ech géif Iech och invitéieren, dat doten zréckzezéien. Well dat dote loosse mir eis net gefalen!

D'ADR ass eng demokratesch gewielte Partei, wéi all aner Partei heibannen. An d'ADR vertrëtt hei hir Meenung, déi si fir richteg hält. Si léisst sech kee Maulkuerf opsetzen a si léisst sech virun allem net als Extremisten hei betitelen!

An dat, wat Dir hei gemaach hutt, ech sinn elo 25 Joer hei an deem Parlament, dat huet nach kee Statsminister sech erlaabt, hei op dëser Tribün ze soen! An et si schonn dacks ganz aner Wierder vu verschiddene Parteien a vu verschiddenen Deputéierten heibanne gefall.

Ech géif Iech duerfir bieden, Här Statsminister, ëm eiser Relatioun an Zukunft wëllen, Är Wierder nach eng Kéier hei ze widderhuelen oder, besser gesot, déi Wierder do zréckzezéien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Regierungsvertrieder, den Éducationsminister, den Här Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et sinn eng Rei vu Froen, wat selbstverständlech ass, och iwwert d'Aféierung vun engem eenheetleche Wäerteunterrecht, gestallt ginn. Et ass ëm de Programm gaangen. Et ass ëm d'Reprise vum Personal gaangen. Et ass ëm d'Fro gaangen: Wien hält herno dee Cours do?

All déi Froen hunn eis an de leschte Méint beschäftegt. Op all deene Froen hu mer eigentlech allgemeng Prinzipie festgehalen, wat normal ass. An ech denken och, datt et normal ass, datt een, jo, bei deene Prinzipien op dësem Stadium op jidde Fall huet misse bleiwen.

Wat de Programm zum Beispill ubelaangt, wär et jo awer scho gelunge gewiescht, wa mer méi Detailer vun engem Schoulprogramm - well den allgemenge Wäerteunterrecht, den eenheetleche Wäerteunterrecht ass herno e Fach wéi all anert -, an enger Konventioun tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschafte festgehalen hätten. Dat wär op jidde Fall bis elo eenzegaarteg gewiescht. An ech denken, datt et och net esou gemengt war, wann hei gesot ginn ass, et hätten zu dësem Stadium méi Detailer missen iwwert de Programm vum eenheetleche Wäerteunterrecht virleien.

Ech denken och, well et bis elo ni esou de Fall war, datt och net gemengt ginn ass, datt mer ewell Schoulprogrammer hei op der Chambertribün diskutéieren. Ech verstinn awer, datt ee seet: Wat soll dee Programm leeschten, wat ass d'Ambitioun vun deem Programm, wat soll en de Kanner, deene Jugendlechen, deene Jonke mat op hire Liewenswee ginn? Well et jo awer vläicht, och wann et e Schoulfach wéi all anert ass, vläicht net ëmmer wéi all anert ass, well et hei wierklech ëm Wäerter geet, ëm Orientéierung geet, wéi e Mënsch sech d'Liewen, säin eegent Liewen, seng Zukunft virstellt, wéi e sech a Relatioun mat senger Ëmwelt gesäit.

Duerfir hu mer Prinzipie festgehalen, och Prinzipie festgehalen, wat dee Programm soll leeschten. E soll virun allem, an ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen, Informatioune bidden.

Informatiounen iwwert déi Wäertevielfalt, déi mer an enger pluralistescher Gesellschaft haut hunn, selbstverständlech iwwert d'Reliounen, selbstverständlech iwwer net reliéis Denkrichtungen, selbstverständlech iwwert déi verschiddenste philosophesch Approchen.

E soll dat méiglechst no un der Liewensrealitéit festmaache vun deene Jonken. E muss natierlech altersgerecht sinn. An déi Liewensfroen, déi Kanner sech och scho stellen a Jonker sech stellen, altersgerecht och thematiséieren. E muss deene Jonken d'Méiglechkeet ginn an hinnen d'Stäerkt mat op de Wee ginn, fir sech hiren eegene Wäertetableau kënnen opzestellen, fir selwer erauszefannen: Wat fir ee Mënsch sinn ech? U wat gleewen ech oder gleewen ech net? A wéi verhalen ech mech an deenen essenziellen ethesche Froen?

An e soll duerfir virun allem deene Jonken de Choix ginn, selwer de Choix ginn, hiert Liewen esou ze féieren, dono mat deenen Informatiounen, déi se kritt hunn, mat där Orientéierung, déi se do kritt hunn, mat all deene Méiglechkeeten, déi se eigentlech do opgezeechent kritt hunn. An duerfir denken ech, datt den eenheetleche Wäerteunterrecht herno méi Choix bitt.

Well de wierkleche Choix, de Choix, wéi een op eenzel Froen, op eenzel Liewensfroen äntwert, kritt ee jo net, wann een eigentlech dès le départ muss soen: Ginn ech an dee Cours oder ginn ech an dee Cours? E wierkleche Choix kritt een, wann een alles kenneléiert. E wierkleche Choix kréien ech, wann ech léieren, driwwer ze diskutéieren. E wierkleche Choix kréien ech, wann ech weess, datt et och aner Meenungen an aner Positioune gëtt an ech mech emol muss mat deenen ausenanersetzen an och Toleranz übe par rapport zu anere Meenungen an Iwwerzeegungen. An dat ass dat, wat de Wäerteunterrecht soll leeschten.

Mir wëllen op jidde Fall hei zesummeféieren, d'Kanner an déi Jonk alleguerten zesummeféieren an engem eenheetleche Cours iwwer Valeuren an hinnen do de Choix ginn, iwwert déi Weeër, déi se dono an hirem Liewe kënnen aschloen.

A mir soen och: Nieft deem allgemenge Wäerteunterrecht soll et och de Choix bleiwen. An duerfir si mer jo mat der kathoulescher Kierch iwwereneekomm, fir och nach 40 ETPe bei der Kierch ze loossen, hinne weiderhin zur Verfügung ze stellen an därselwechter Logik, wéi eigentlech d'Ministres des cultes och weiderhi finanzéiert gi vum Stat, fir datt och d'kathoulesch Kierch kann hire Reliounsunterrecht, de kathoulesche Reliounsunterrecht, nach an enger Iwwergangszäit op jidde Fall, mat staatleche Gelder weider finanzéieren an dono dat och selwer, wann d'Demande do ass, kann droen.

Soudatt och do deen, deen haut seet: „Ech wëll wierklech de Choix behalen", och kann an e kathouleschen Unterrecht goen, datt dat och nach an Zukunft méiglech ass, awer net an der ëffentlecher Schoul, net am Programm vun der ëffentlecher Schoul, mä ausserhalb vun der Schoul, an zwar dann an de Gebaier vun der kathoulescher Kierch.

Mir wäerten dann... An dat war eng vun de groussen Ambitiounen, datt mer eigentlech net dérogéieren zu all deem, wat d'gängeg Praxis ass, souwuel wat d'Regelen an der Fonction publique ubelaangt a virun allem d'Regele vun der Éducation nationale ubelaangt. Mir wëllen dann dee Programm opstellen an enger Programmkommissioun, wou Enseignanten dra sinn, wou Experten hei awer och derbäi kommen, wou e Moderator derbäi kënnt.

Mir denken, datt et e Sujet ass, deen esou diskutéiert ginn ass an och weider wäert disku-

téiert ginn, datt souwisou e ganz groussen Interessi do ass, soudatt mer och déi Diskussioun, dee gesellschaftlechen Débat ronderëm dee Programm wëllen organiséieren, soudatt mer dès le départ gesot hunn, datt e Conseil des cultes an datt awer och aner Associatiounen, AHA zum Beispill, an anerer, sollen do organiséiert hiren Avis kënnen derzou ofginn, deen och erafléisst an d'Diskussiounen an der Programmkommissioun, an datt et finalement ass, wéi an all deenen anere Schoulfächer och, datt de Minister de Programm wäert arrêtéieren.

D'selwecht, no den normale Prinzipie vun der Éducation nationale, wäert et sinn: Wien hält dee Cours? An ech verstinn eigentlech net, datt och haut hei nach erëm eng Kéier gesot ginn ass, do géif et e gewëssenen Doute ginn. Et wär iergendzwousch en däischtere Plang. Do géif dann dropstoen, datt déi Reliounsenseignantë vun haut sollen eng Formatioun maachen, fir dono spezifesch kënnen de Wäerteunterrecht ze halen. Ech héieren dat nach ëmmer, mer hunn et haut de Mëtteg nach eng Kéier héieren.

Esou ass et net. Et ass e Fach, en allgemengt Fach, e Fach wéi all déi aner, an duerfir gëtt et och gehale wéi all déi aner. Den Titulaire de classe am Fondamental, deen décidéiert, ob en dat Fach hält. Wann en et net selwer hält, dann ass en aneren Enseignant oder en anere Chargé de cours, deen dee Kader wäert mat iwwerhuelen, deen dat Fach da wäert assuréieren. An dee muss all déi Konditiounen erfëllen, fir kënnen an der Schoul ze intervenéieren. An e muss sech och an der Reiefolleg, wéi dann eben d'Klasse verdeelt ginn, sief et am Arrondissement, sief et herno an der Schoul, op där richteger Plaz klasséiert hunn.

Jo, et ass theoretesch méiglech, datt een, deen haut de Reliounsunterrecht hält, mat iwwerholl gëtt vum Stat,...

(Interruption)

...zum Beispill an d'Réserve des suppléants kënnt, dono och kann déi eng oder aner Stonn Wäerteunterrecht halen, wann en da wéi all déi aner och déi Formatioun do matmécht. Mä en ënnerläit dann awer och all de Regele vun all deenen aneren Enseignanten och. E gëtt d'selwecht kontrolléiert a superviséiert vum Inspektorat. A mir ginn dovunner aus, datt all déi Leit, déi an eise Schoule schaffen, sech un déi Regelen, déi Programmer halen, déi se virgi kréien.

Wat d'Reprise ubelaangt, do huet de Claude Wiseler virun allem Froe gestallt. Jo, do ass nach net kloer: Wat geschitt da mat deenen eenzelnen? Et geet hei ëm 220 individuell Fäll. An all Fall ass aneschters. A mir hunn och do d'Prinzipie ganz kloer festgehalen, wou ech awer och denken, datt dat deene Leit eng ganz Rei vu Garantië gëtt, wéi et och an hirem individuelle Fall herno wäert ausgesinn. Mä se sinn alleguerten aneschters.

Mir hunn d'Prinzipie festgehalen, datt mer do op d'Basisformatioun kucken. Dat schéngt mer evident ze sinn. Mir hunn d'Prinzipie festgehalen, datt mer och op d'Beruffserfahrung kucken. Och dat schéngt mer evident ze sinn. A mir hu Prinzipie festgehalen, datt een och soll kucken, méiglechst vill Méiglechkeeten ze fanne vu Weiderbildung. An och dat schéngt mer evident ze sinn, well mer denken, datt dat souwisou an de Schoule vläicht nach e Stéck méi misst gemaach ginn, wéi et haut gemaach gëtt.

Mer wäerten duerfir individuell Offeren herno opgrond vun deenen dote Prinzipien ausschaffen. An och dat sinn erëm eng Kéier gängeg Prinzipien. Déi gëlle fir all déi Leit, déi mer iwwert deen dote Wee elo eriwwer bei de Stat wäerten huelen. Déi Prinzipien do gëllen awer och fir all anere Bierger vun dësem Land, wa se wëllen eng Validation des acquis des expériences professionnelles maachen, wa se wëllen eng Weiderbildung maachen, wa se wëllen och herno op en anere Posten, zum Beispill beim Stat oder an der Éducation nationale, kommen. Da stinn déi Weeër do jiddwerengem op.

An och déi Formatioun, déi hei ugeschnidde ginn ass, wou mer gesot hunn: „Jo mir schwätze mat der Uni, well mer eis net fir d'Uni kënnen engagéieren, well d'Uni onofhängeg ass vum Stat an hei net Kontraktpartner war", dann ass dat och eppes, wat net nei war. Esou eng Formatioun huet et och schonn eng Kéier virun enger Rei vu Jore ginn, wou deemools ganz besonnesch Chargé-de-coursë konnten iwwer eng speziell Offer vun der Uni Lëtzebuerg de Bachelor-Diplom, fir Enseignant ze ginn, nomaachen.

An dat wär eppes, wat sécherlech hei eng ganz Rei vu Reliounsenseignanten an hirer heiteger Situatioun géif interesséieren. A wann ee mat der Uni do eens gëtt, dann, denken ech, wär dat eng ganz staark Plus-value.

Här President, ech denken, den Här Wiseler wëllt eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Minister, ech wollt awer just soen, ech mengen, dass an deenen normale Verhandlungen déi Diskussioune mat der Uni hätte misse virdru geschéien, datt et...

Une voix.- Et héiert een näischt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kann och méi haart schwätzen, dat ass kee Problem.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Datt déi doten Diskussioune mat der Uni hätte misse virdru geschéien, éier een hei eng Ënnerschrëft drënner setzt, datt déi Leit och wëssen, wat se genau erwaart, an iwwerhaapt, ob d'Uni iwwerhaapt mat op esou e Wee geet. Ech verstinn en Engagement net, wat just doranner besteet, datt Dir een encouragéiert, ouni sécher ze sinn, datt iwwerhaapt e Resultat do erauskënnt.

An dat ass dat, wat ech beanstanden. Mir hunn hei eng ganz Rei Fragezeichen hanner Prinzipien, déi extrem vag formuléiert sinn, stoen. A firwat hu mer dat net fir d'Éischt, an et war elo Zäit genuch do... Meng Fro ass: Firwat hu mer dat dann net fir d'Éischt preziséiert, datt ee genau wéisst, wou ee géif higoen? An et sinn net 240 individuell Fäll, mä déi Fäll loosse sech a véier, fënnef, sechs Kategorië grosso modo andeelen, wou een duerchaus hätt kënne wesentlech méi prezis Saache festhalen, wéi déi generell Prinzipien, déi elo hei festgehale gi sinn.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Bon, mir hu virun allem ebe probéiert, datt mer eis op generelle Prinzipien ëmmer erëm géifen zréckfannen, well mer eben hei net wollten extra an nei Prinzipien och schafen, fir déi Reprise, déi hei ze maachen ass, an och fir d'Affektatioun duerno vum Personal, déi jo da virun eis läit.

Duerfir hu mer gesot: Wa mer Formatiounen ubidden, da sinn dat Formatiounen, déi souwisou och ugebuede ginn, déi net nëmme reng si fir déi jëtzeg Reliounsenseignanten, mä déi och anere Leit wäerten oppe stoen. Et gëtt zum Beispill eng Formatioun, déi ech mer ganz gutt ka virstellen, déi souwisou geplangt war an eisem Ministère. Déi ass emol net an der Konventioun opgefouert. Dat ass eng Formation en cours d'emploi, fir den Éducateursdiplom kënnen ze maachen. Do denken ech, dat passt ganz gutt, virun allem fir eng Rei vu Leit, déi Reliounsenseignant sinn, déi kee Bac hunn.

Mä et gëtt do Méiglechkeeten, an et wäerten der sécherlech am Laf vun deenen nächste Joren och nach derbäikommen. Mir wollten awer ganz kloermaachen, datt et net isoléiert Mesurë sinn, mä datt dat Mesurë sinn, déi fir jiddwereen zougänglech sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn och dem Riedner vun der ADR ganz genau nogelauschtert, virun allem och am Kapitel, wat den eenheetleche Wäerteunterrecht ubelaangt. An ech wëll eigentlech op all déi Froen, déi opgeworf goufen, net hei am Detail agoen, well ech mengen, ech hu villes dozou gesot gëschter an der Kommissioun, haut a menger Interventioun hei. A sécherlech kréie mer an den nächste Méint d'Geleeënheet, virun allem an der Kommissioun, déi eng oder déi aner Kéier drop zréckzekommen.

Wat mech allerdéngs wonnert, dat ass, wann de Spriecher vun der ADR haut hei, Januar 2015, esou eng kloer Positioun vertrëtt fir déi jëtzeg Regelung vum Reliounsunterrecht a géint en eenheetleche Wäerteunterrecht, wéi et méiglech war, datt den 10. Oktober 2007 hei eng Resolutioun erakomm ass, déi ofgestëmmt gouf, awer ofgelehnt gouf, déi net nëmmen d'Ënnerschrëft gedroen huet vun der Madame Brasseur, déi se abruecht huet, net nëmme vun der Madame Flesch, vum Här Adam a vum Här Bodry, wou een dat jo alles hätt kënne verstoen, mä och nach vum Här Gibéryen.

A wat gëtt gefuerdert an där Resolutioun?

(Interruption)

Wat gëtt gefuerdert an där Resolutioun? Ma d'Chamber an d'Éducatiounskommissioun vun dësem Haus solle sech dach wann ech gelift emol intensiv mat der Introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise ausenanersetzen.

(Interruptions)

Do stellen ech mer allerdéngs d'Fro, Här President:...

(Interruption)

...Wat vertrëtt d'ADR dann an den nächste Joren zu deenen doten Themen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Eise Wahlprogramm.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann et 2007 dat dote war, 2015 ass et dat doten. Wat ass et dann 2016, '17, '18, an esou weider?

(Interruption)

Déi Fro muss ee sech dann awer stellen. An ech denken, datt esou Interventiounen dann net digne sinn zu dësem Sujet, ëmmer de Choix. Mir huelen eng Kéier dat eent an eng Kéier dat anert. Dat ass d'Philosophie vun Ärer Partei,...

(Interruption)

...op jidde Fall zu esou eeschten Theme wéi deenen heiten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

(Interruption)

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech kann zur Konklusioun kommen. Fir mech ass et wichteg, datt mer herno en eenheetleche Wäerteunterrecht hunn an eisen ëffentleche Schoulen, datt et bei deem Programm net, wéi deelweis och hei an der Interventioun gefaart ginn ass, eppes Zesummegewürfeltes ass tëscht deem, wat haut an deem engen an an deem anere Fach besteet, mä awer eppes Ganzes ass, dat no enger eenheetlecher Approche entstanen ass, an datt mer alles dat, wat muss ronderëm diskutéiert ginn, e Programm erstellen, d'Personal iwwerhuelen, d'Affektatioun vum Personal an den ëffentleche Schoulen, ëmmer no deene gängege Regele wäerten handhaben.

An ech si gäre bereet, Här President, dozou all Moment zréckzekommen, virun allem an der Éducatiounskommissioun vun dësem Haus, fir Iech Rapport ze maachen iwwert de Fortgang vun den Aarbechten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Erzéiungsminister. Dann huet elo den Innenminister, den Här Dan Kersch, d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President, fir d'Geleeënheet, och nach eng Rei Prezisiounen ze ginn zu deem Accord, dee mer fonnt hunn am Kader vun de Kierchefabricken. Ech si vläicht, fir unzefänken, ganz eens mam Här Wiseler, dass dësen Accord selbstverständlech net all Froe geklärt huet. Mä ech hoffen awer, dass hien och ka mat mir d'accord sinn, dass en awer zumindest de Virdeel huet, dass en eng ganz Rei vu Froen opgeworf huet an dass en och eng ganz Rei vu Froen enger Léisung kéint zoufëiere fir d'Zukunft.

Eng Rei Detailfroen, an dat huet den Här Wiseler hei kloergemaach, mussen an deenen nächste Méint, oder Wochen a Méint, iwwert de legislative Wee geklärt ginn, also hei an der Chamber geklärt ginn. Dat schéngt mer evident ze sinn. An et huet och nach bis elo keen de Géigendeel behaapt.

Ech ginn awer och dervun aus, dass den Här Wiseler eis net virwerft, dass elo verschidde Froen, déi am Kader vun de Relatiounen tëscht de Gemengen an der Kierch opkomm sinn an déi actuellement iwwert den Dekret vun 1809 geregelt ginn, elo am Joer 2015 nei wëlle reglementéieren. An dofir ginn ech och dervun aus, dass se am Fong mat där Approche, déi mer gewielt hunn, kënnen d'accord sinn, och wa se mat deem engen oder anere Punkt, wéi et herno sollt konkret ausgesinn, vläicht hir Schwieregkeeten hunn.

Den CSV-Fraktiounspresident huet virdrun d'Fro opgeworf, ob déi nei Regelung, déi mer elo hei ustriewen, iwwerhaapt iwwert de gesetzleche Wee méiglech wär. Et ass ouni Zweifel eng berechtegt Fro, déi mer eis och am Kader vun de Verhandlunge selbstverständlech gestallt hunn. Eng endgülteg Äntwert op déi Fro hu mer net fonnt, mä mir hunn eis am Fong dräi Géigefroe gestallt: Wat ass dann d'Alternativ dozou? Solle mer nach eng Kéier 200 Joer waarden, fir endlech dësen Dossier unzepaken? A mir sinn zum Schluss komm, dass dat net déi richteg Approche wär.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hätt kënnen ee Mount waarden an d'Fro...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- An déi zweet Fro... Här Wiseler, 1809-2015. An eng zweet Fro, déi ech direkt wëll uschléissen: Wien aneschters wéi de Législateur sollt déi Fro dann do iwwerhaapt kënne léisen?

(Interruption)

An drëttens: Wat ass dann iwwerhaapt dorun auszesetzen, dass mer am Accord mat der kathoulescher Kierch probéieren, eng Léisung ze sichen, déi jiddwerengem Satisfaktioun gëtt, ouni Kulturkampf, ouni Sträit, mä am Geescht vun enger partizipativer Approche?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Et ass awer och derwäert, dat Thema vun der Gemengenautonomie e bësse méi genau unzeschwätzen. An den Här Wiseler huet dat zu Recht gemaach. An och wann ech selwer ëmmer e bësse skeptesch sinn, wa just d'CSV d'Thema vun der Gemengenautonomie opwerft, huet d'Regierung sech - an dat kann ech hei soen - där Fro natierlech net entzunn.

An et muss een dann den État des lieux maachen. Wou sti mer dann haut actuellement an dëser Fro vun de Kierchefabricke bei der Gemengenautonomie? D'Gemengen hunn een, fir net ze soen, si hu kee Choix. Si mussen nämlech fir den Defizit vun de Kierchefabricken opkommen an domat hir ëffentlech Mëttelen zur Verfügung stellen, fir déi Defiziter ze decken. Si ginn emol net gefrot. Si si gesetzlech obligéiert, dës Defiziter, wéi ech et gesot hunn, ze decken.

Mat där vun eis proposéierter Léisung kréie se elo endlech Bewegungsfräiheet. Éischtens musse se nëmme méi fir déi Kierchen opkommen, déi hinnen och wierklech gehéieren, an zweetens kënne se an Zukunft selwer décidéieren, wat se mat dëse Gebaier maachen. An ech kann Iech soen, dass et vill gutt Iddie gëtt, fir mat dësen Édificer ganz sënnvoll Projeten ze realiséieren, ouni d'Gefiller vun de Leit ze blesséieren. Well et steet jo och expressément an dësem Accord dran, dass déi Kierchen och an Zukunft eng Verwendung musse kréien, déi hirem Charakter an der Dignité des lieux entsprécht.

D'Gemengenautonomie gëtt also net méi kleng, mä si gëtt méi grouss duerch dësen Accord. An dat ass och gutt esou.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech war och e bëssen erstaunt, dass just den Här Wiseler d'Fro opgeworf huet, ob de Législateur de Gemengen einfach kéint verschidde Gebaier zouspriechen am Fall, wou et um lokale Plang net zu enger Eenegung géif kommen. Ech hu mech an deem Kontext erënnert un eng ganz Hällewull vu Gesetzer, déi emol komm sinn, fir de Gemengen iwwert de gesetzleche Wee d'Stroossen zouzeschoustere respektiv se ewechzehuelen, ouni dass d'Gemenge gefrot gi sinn, ouni déi geréngste Consultatioun vun de Gemengen. An hei maache mer en ähnleche Wee. Hei betrëfft et ebe just d'Kierchen. Awer et gëtt e wesentlechen Ënnerscheed, nämlech mir probéieren d'Gemengen an dee Prozess mat anzebannen a se ëm hir Meenung ze froen.

Ech sinn och e bëssen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et zwar net grad, well et ware bei de Stroossen ëmmer Diskussioune mat de Gemengen, wéi déi Échangë solle geschéien, a large Consultatiounen. An an deene leschte Joren, déi Zäit wéi ech Travaux-publics-Minister war, sinn an alle Gemengen Diskussioune gewiescht a Gemengeréit, déi Motiounen ugeholl hunn, fir Échangen ze maachen oder net Échangen ze maachen. Ech wëll Iech just soen, datt déi Beschreiwung do awer net esou einfach ass.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech stellen also fest, dass Der sot, dass et e Präzendenzfall gëtt fir déi Virgehensweis, déi mer elo wëllen hei bei de Kierche maachen. An ech soen Iech Merci fir déi dote Prezisioun, och wann ech selwer bei esou Consultatiounen, wéi Dir et genannt hutt, emol schonn derbäi war. An do war et einfach d'Politik: „Vogel friss oder stirb. Et ass esou, wéi mer et soen, oder mir maachen et esou wéi mer denken." An ech mengen, dass eng Rei Buergermeeschteren hei am Sall sëtzen, deenen et net vill aneschters gaangen ass wéi mir deemools.

Mä, Här Wiseler, ech wëll Iech berouegen. Déi Échoen, déi ech aus de Gemenge kréien...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn zwar net nervös.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech si frou, wann Dir net nervös sidd, ech si jo och net nervös.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kommt, mir adresséieren eis elo dann erëm direkt un d'Chamber!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech soen der Chamber dann, dass ech frou sinn, dass den Här Wiseler net nervös ass.

(Hilarité)

Här Wiseler, ech sinn iwwerzeegt, an dat sinn déi Échoen, déi ech aus de Gemenge kréien,

dass an deenen allermeeschte Gemenge wäerte verstänneg Leit do um Dësch sëtzen, déi probéiere Léisungen ze sichen, déi, wéi ech et virdrun ausgedréckt hunn, jiddwerengem Satisfaktioun ginn, an déi virun allem am Respekt vun de Gefiller vun de Leit Léisunge wäerte sichen, déi net wäerten d'Leit verletzen. An et ass och dat, wat mer zesummen ustriewen. Et ass dat, wat de Geescht war vun deene Verhandlungen, déi mer hei gefouert hunn. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat, wat mer um nationalen Niveau fäerdegbruecht hunn, och um lokale Plang ka widderholl ginn.

Dann, Här Wiseler, probéiert Der - an ech veriwwelen Iech dat net -, de Syvicol an och de SYFEL als Zeie fir Är Argumentatioun opzebauen.

(Interruption)

De Syvicol, Dir sot, Dir hätt dat gelies, wat déi gesot hunn. Ech hu bis elo keng offiziell Stellungnahm vum Syvicol gelies, an ech mengen och net, dass et esou eng gëtt zu dësem Thema, mä ech hunn de President vum Syvicol héieren, eng Meenung ausdrécken - hien hat d'Chance, als President dat och op der Televisioun ze maachen -, ech hunn awer och scho mindestens dräi Vizepresidente vum Syvicol fonnt, déi gesot hunn, dass se déi heiten Approche méi wéi deelen an dass se bereet sinn, mat der Regierung op dëse Wee ze goen.

(Interruptions et hilarité)

Ech hoffen, dass de Syvicol dat mécht, wéi en dat och an der Vergaangenheet gemaach huet, dass e seng Membergemenge wäert konsultéieren, ier en offiziell Positioun bezitt. An ech ka mer schlecht virstellen, dass dat an deene leschte 24 Stonne geschitt ass, Här Wiseler.

Beim SYFEL, do gëtt et e bësse méi komplizéiert, an ech bieden Iech awer, dat e bësse méi ze bedenken. De SYFEL ass jo dann dee sougenannten „Daachverband" vun de Kierchefabricken. D'Kierchefabricken, dat wësse mer, hunn eng gesetzlech Basis. Si sinn iwwert den Dekret vun 1809 kreéiert ginn.

(Brouhaha)

An, an dat ass net onwesentlech, an deene Kierchefabricke sinn d'Gemenge vertrueden. An et ass och keen Zoufall, dass d'Gemengen an deene Kierchefabricke vertruede sinn, well se, wéi ech et virdru gesot hunn, jo och mussen den Defizit vun deene Kierchefabricken decken. An, an dat wësst Der och, d'Gemenge mussen all déi grouss Transaktiounen, déi d'Kierchefabricke maachen, an hirem Gemengerot och approuvéieren. An och dat mécht säi Sënn opgrond vun deenen anere Bestëmmungen, déi an deem Dekret stinn.

An da kënnt do een hin, ouni demokratesch, ouni juristesch Legitimatioun, a fillt sech beruff, am Numm vun alle Kierchefabricken ze schwätzen. Esou eng Roll ass awer an deem Dekret iwwerhaapt net virgesinn. An ech géif souguer soen: Si ass souguer contraire zu där ganzer lokaler Organisatiounsstruktur vun de Kierchefabricken.

Dofir kann ech Iech nëmme warnen, weiderhin op déi doten Organisatioun ze lauschteren, déi a mengen Aen iwwerhaapt keng Legitimatioun huet, fir an dësem Dossier matzeschwätzen. Wou se a mengen Aen e Recht huet, gehéiert ze ginn, ass am Kader vun deenen Diskussiounen, déi innerhalb vun der Kierch gefouert ginn.

An déi Ausenanersetzungen, déi Sträitdiskussiounen, déi mer zum Deel jo och de Moien um Radio héieren hunn, déi de SYFEL do opgeworf huet, déi adresséiere sech a kengster Weis, esou hunn ech et jiddefalls net opgeholl, un d'Regierung, mä si adresséiere sech un de Bistum. An esou wéi ech et gesot hunn, mengen ech och, dass mir gutt berode sinn, eis doraus erauszehalen. An ech géif si dofir och net gären hei an d'Diskussioun mat integréieren.

Erlaabt mer, nach ee Wuert och zu de Gemengen ze soen. Kee vun de Signatairë vun dësem Accord, weder d'Regierung nach d'kathoulesch Kierch, kann a wëllt d'Gemengen zwéngen, ze verhandelen, wéi Der dat hei ugedeit hutt. Wa Gemengen e Refus vu Verhandlunge maachen, dann ass et kloer, dann ass den Désaccord etabléiert an da mussen d'Regierung an de Législateur hir Verantwortung iwwerhuelen. Och dat steet formal an deem Accord dran. An dat ass och gutt esou. An ech mengen, dass domadder och déi Argumentatioun vun Iech, Här Wiseler, widderluecht wär.

Ausdrécklech oder ofschléissend wëll ech wierklech alle Mataarbechter, awer och de Verhandlungspartner Merci soe fir haart, dat wëll ech hei ganz kloer soen, fir haart, awer fair Verhandlungen. Villes ass geschriwwen, ëmgeschriwwen, dann erëm gestrach an nei geschriwwe ginn an nei verhandelt ginn. Schlussendlech ass awer en Accord erauskomm, deen dëst Land weiderbréngt. An dorëms ass et gaangen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. De Statsminister freet d'Wuert nach eng Kéier.

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt just dem Här Gibéryen soen, dass ech hie bestëmmt net perséinlech treffe wollt. A wann dat säi Feeling ass, ass dat wierklech net meng Intentioun.

Ech wollt just soen, dass ech probéieren, dat Gefill an dat, wat am Ausland, an eisem Nopeschland geschitt, wou een deen anere probéiert auserneenzedrécken, hei ze vermeiden! A wa Leit aus Ärer Fraktioun Messagë vu PEGIDA deelen, wou haut de President als Hitler mat enger Hitler-Coupe a mam Schnauz an der Zeitung publizéiert ginn ass, da fannen ech dat net gutt, an et mécht mer Suergen.

An duerfir erlaabt mer just, Här President, dass ech dem Här Gibéryen soen, dass ech… Oder „Je suis PEGIDA." vun anere Memberen; ech wollt Iech bestëmmt net treffen, mä ech probéieren zu Lëtzebuerg, dass mer zesummenhalen. An ech mengen, dass dat eis all muss gelëngen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech hunn hei zwou Wuertmeldunge vum Här Gibéryen a vum Här Kartheiser fir…

Den Här Kartheiser.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ech wollt dem Här Statsminister och äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, okay. Parole après ministre.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech sinn op där enger Säit frou, datt den Här Statsminister hei vis-à-vis vu menger Persoun déi Wierder zréckgezunn huet, déi e virdrun hei geäussert huet. Hien huet awer virdru vun „Extremisten" geschwat an en huet domadder eis hei gemengt als Grupp an als Partei.

An ech verwiere mech dergéint, datt dat elo op mech hei reduzéiert gëtt. Hei si Leit, eis Partei ass hei ugegraff ginn, an eis dräi Deputéierte sinn hei ugegraff ginn. A fir elo heihinnerzekommen an en Amalgam ze maache mat PEGIDA, wou mir jo näischt dermat ze dinn hunn, a wann haut eng Karikatur iergendwou annoncéiert ginn ass mam PEGIDA-Chef als Hitler, ech hunn déi iwwregens och um Internet haut gesinn: Wat huet dat mat där Debatt hei a wat huet dat mat eis ze dinn?

Ech fannen, dat do ass schonn erëm eng Ënnerstellung. An engersäits gëtt sech entschëllegt an zréckgezunn an anerersäits gëtt schonn erëm eng nogeheit, andeem datt mir elo hei mat enger Karikatur, déi haut Gott weess wien an der Welt publizéiert huet, wou de PEGIDA-Chef do als Hitler ass, elo gëtt do deen Amalgam erëm mat eis gemaach. Ech fannen, dat ass einfach schrecklech, wéi einfach hei Leit higinn an do Amalgamer maache vun deem enge mat deem aneren.

Wann Der komm wäert an Dir hätt elo Iech vis-à-vis vu mir korrekt gemaach a gesot: „An dat zielt och vis-à-vis vun Ärer Partei.", an Dir hätt dann e Punkt gemaach, da wier d'Saach an der Rei gewiescht. Mä fir dann erëm direkt en Amalgam mat eppes ze maachen, wou mir jo net… Gott weess, wat elo vläicht erëm een um Internet an d'Welt setzt.

Wat huet dat domadder ze dinn, de PEGIDA-Chef, datt do haut eng Karikatur ass, wou deen als Hitler drop gemoolt ass, wat huet dat hei mat där Debatt ze dinn?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass eng Foto!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja, et ass eng Foto, mä wat huet dat mat eis ze dinn? A wat huet dat mat dëser Debatt ze dinn? Firwat bréngt Der dat, wann Der…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ma, dat huet kee vun eise Spriecher gepost. Dat huet kee vun eis gepost. Ma et sinn der vill… Här Statsminister…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Här President, den Här Statsminister ass jo… Den Här Statsminister ass jo vill op Facebook, da misst e jo och wëssen, wéi dat fonctionnéiert. Mir hunn dat dote scho gëschter gesinn. A mir hunn dat gëschter direkt kontroléiert alles. Vun eise Leit huet keen et gepost. Vun eise Leit huet dat kee gepost, well mir observéieren déi Saachen do och.

An dofir fannen ech et schlëmm, datt op där enger Säit sech hei entschëllegt gëtt a gläichzäiteg gëtt erëm eppes aneschters, en Amalgam an d'Welt gesat. Mir distanzéieren eis formell als Partei dovunner, a mir hunn och domadder näischt ze dinn. An dofir hunn ech gesot, ech wier frou, wann den Här Statsminister déi Ënnerstellungen net nëmme vis-à-vis vu mir - well en huet vun „Extremisten" geschwat -, mä vis-à-vis vun eiser Partei an eise Leit géif zréckzéien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech. Ech géif och bieden, dovun auszegoen, dass mer hei 60 Deputéierten hunn an déi alleguer gewielten Deputéierte sinn, déi also alleguer déiselwecht Legitimitéit hunn. Ech ginn dann dem Här Kartheiser d'Wuert fir Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Statsminister huet hei eppes gemaach, wou ech mech elo net wëll an emotionell Elanen hei erasteigeren, ech wëll awer vläicht e puer Wuert soen.

Wann ee Statsminister ass vun engem Land, wéi Dir et sidd, dann huet een eng ganz héich Verantwortung an et ass een och Vertrieder vun enger gewësser politescher Kultur.

Déi Verantwortung, déi Dir hutt, an dat ass déi alleréischt, dat ass emol, ze wëssen, den Ënnerscheed ze maachen tëschent Meenungen am demokratesche Meenungsspektrum an extremistesche Meenungen. Dat ass keng Saach, déi ee kann op déi liicht Schëller huelen, do hänkt ganz vill drun. An ech mengen, e Minister vun enger Regierung, dee jo awer konfrontéiert ass, och geheimdéngschtlech Informatioune kritt, d'Aktualitéit an der Welt kuckt, misst jo awer capabel sinn, politesch, intellektuell a moralesch den Ënnerscheed ze maachen tëschent enger Debatt an engem Parlament, wou och kontradiktoresch Meenungen openeestoussen, a Saachen, déi wäit ausserhalb vun engem demokratesche Meenungsspektrum sinn an déi kéinte mat Extremismus an och mat anere Saachen associéiert ginn, déi domadder zesummenhänken, wéi eng gewëss Gewaltbereetschaft oder aner Saachen.

Mir hunn hei am Land, glécklecherweis, déi Situatioun, datt mer am Prinzip esou en Extremismus net hunn! Fir dann hinzegoen an an engem Parlament, wou et dat scho guer net gëtt, esou Meenungen ze äusseren, fir e politesche Géigner ze diskreditéieren, dat stellt Är Kredibilitéit als Statsminister a Fro, well et weist, datt Der dat wichtegt Ënnerscheedungsvermëigen net hutt, oder op jidde Fall et net weist!

Wat Är Argumentatioun do ugeet, den Här Gibéryen huet gesot, dat hätt jo mat eis näischt ze dinn, wat fir eng Debatten do am Ausland gefouert ginn. Ech wëll awer och dozou ee Wuert soen. Wat mir zentral schéngt a wat och an Däitschland ze bedaueren ass: Mir sinn an enger Zäit ukomm, wou mer verléiert hunn, leider, oder vill Leit verléiert hunn - d'ADR sécher net! -, datt et an engem demokratesche Stat muss eng Fräiheet ginn, déi net nëmmen an der Constitutioun steet.

Eng Meenungsfräiheet an och eng Demonstratiounsfräiheet, déi musse kënne gelieft ginn, ouni datt déi Leit dofir schlechtgemaach ginn, datt se demokratesch Grondrechter notzen. A wann do Leit op d'Strooss gi fir Uleiessen, déi hinne wichteg sinn, da soen ech: Si hunn dat Recht, dat ze maachen. Egal wien dat ass. Soulaang se keng Gewalt benotzen, egal wien et ass, hunn d'Leit d'Recht, hir Meenung ze soen an enger demokratescher Gesellschaft. Dofir sti mir, net nëmmen ech perséinlech, mä mir och als Partei an.

Et gëtt jo dee Saz, deen dem Voltaire prêtéiert gëtt, deen awer net vun him ass: „Ech sinn net d'accord mat Iech, mä ech si bereet ze stierwen, fir datt Dir Är Meenung kënnt soen!" Dat ass eng demokratesch Kultur, déi mer erëm solle léieren.

Datt Dir als Statsminister elo heihikommt an Demonstratiounen an Däitschland do huelt, fir hei Argumentatiounsketten opzeriichten, déi mat eiser Realitéit am Land näischt ze dinn hunn, ass en Zeeche vu Schwächt. Dir hätt wierklech besser gehat, dat do net ze maachen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Elo hunn ech d'Wuert, Här Statsminister! Ech hunn d'Wuert an ech hunn…Ech soen Iech nach…

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech nach ee Saz, Här Statsminister, an huelt et als gutt gemengte Rot.

(Brouhaha)

Dir sidd net nëmme Statsminister vun enger Regierung an engem demokratesche Land, wat Iech déi Verantwortung gëtt, déi ech probéiert hunn, ze beschreiwen, Dir sidd och nach Member an enger Partei, an där ech och laang Member war, déi heescht „Demokratesch Partei", déi sech an hirer Parteikultur laang Zäit, haut anscheinend net méi, dat weess ech net, zu deene Grondwäerter bekannt huet vun engem liberale Statswiesen. Méi - well dat wor eigentlech dat, wat si sech op d'Fändele geschriwwen hat -, Dir misst den Ierwe sinn.

(Brouhaha général)

Dir misst den Ierwe si vun der demokratescher Kultur vun Ärer eegener Partei. An ech wäert probéieren, op jidde Fall - ech hu jo gesot: ech wëll mech net opreegen - an där Argumentatioun, déi mir hunn, deen Niveau ze halen, deen enger demokratescher Kultur entsprécht!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

(Interruption par M. Xavier Bettel et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Merci. Da kéiert elo erëm Serenitéit an d'Parlament.

(Brouhaha)

Ech géif feststellen, dass d'Debatt eriwwer ass. Mir si saiséiert mat enger Resolutioun an enger Motioun.

Résolution 1

Ech géif fir d'Éischt d'Resolutioun zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung bréngen. Ech ginn dovun aus, dass zu der Resolutioun alles gesot ass. Ausser… Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Här President, ech wollt kuerz zur Resolutioun Stellung huelen. Si begräift dräi Punkten. Mat de Punkten 1 an 3 kënne mir absolutt d'accord sinn. Ech mengen, eis Partei ass fir d'Trennung vu Kierch a Stat. Dat steet och an eisem Wahlprogramm. Dofir si mer ganz d'accord, datt den Artikel 106 vun der Constitutioun gestrach gëtt. Do hu mer jo och eng Propositioun gemaach, wéi en alternatiivt Finanzement vu Communautés religieuses ee kéint virgesinn duerch en Otto per mille, wou den eenzelne Bierger géif décidéieren, wouzou seng Kontributioun benotzt gëtt.

Par contre kënne mer net d'accord si mam zweete Paragraf, wou d'Insertioun vun engem neien Artikel proposéiert gëtt. Deen neien Artikel, deen do soll kommen, schreift sech an an e Kapitel 8: «De certaines dispositions relatives à l'administration de l'État». An do soll dann eng nei Sektioun kommen: «les relations entre l'État et les communautés religieuses». Dat schéngt jo dann, wéi wa bei de Communautés religieuses géif en Amalgam gemaach gi mat Administration de l'État, wat fir eis jo schonn de Contraire ass vun enger Trennung vu Kierch a Stat.

Dann ass deen Text, deen haut de Moien…, wou en Accord fonnt ginn ass vu 55 Deputéierten, dee seet: «En matière religieuse et idéologique l'État respecte, en vertu du principe de séparation, les principes de neutralité et d'impartialité.» Dat schéngt mer e Saz ze sinn, dee parfaitement superflu ass, vu datt mer jo den Artikel 2 hunn an eiser Constitutioun, dee seet, datt de Stat onofhängeg ass an neutral, wéi dat jo och soll sinn! Mir musse jo elo net virun all eenzelnen Artikel vun der Constitutioun soen: De Stat ass impartial. Selbstverständlech muss de Stat impartial sinn an neutre à l'égard de tout le monde, ob e croyant ass oder ob en net croyant ass.

Da seet deen Text virun: «La loi règle les relations entre l'État et les communautés religieuses ainsi que leur reconnaissance.» Ass dat eng Trennung vu Kierch a Stat, wa mer soen, eng Communauté religieuse oder eng Église misst unerkannt ginn? Ma, ech däerf dach eng Communauté religieuse hunn, ouni musse vum Stat unerkannt ze ginn.

Da seet deen Text virun: «Dans les limites et formes fixées par la loi, des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'État et les communautés religieuses reconnues.» Mir brauche keng Constitutioun, déi eis als Chamber autoriséiert, Gesetzer ze huelen. Mir däerfen an alle Matièrë Gesetzer huelen, soulaang wéi d'Constitutioun eis et net verbitt.

A wat heescht „les relations“? Heescht dat „le financement“ oder net? Ech mengen net, dass an enger Constitutioun sollt esou e flouen Text stoen. An dann nees eng Kéier „les communautés religieuses «reconnues»“. Alt nees eng Kéier moosst de Stat sech un, gewëss Communautéiten unzëerkennen an anerer net.

Dat ass an eisen Ae keng Trennung vu Kierch a Stat. Dat doten ass genau de Contraire dervun. Et ass rengen Etiketteschwindel. An dofir wäerte mir déi Resolutioun als ADR net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hat elo scho virdrun erkläert, firwat mer se net stëmme wäerten. Et fält mer elo op, et steet souguer dran, hei géif de Prinzip vun der Séparation de l'État et des communautés religieuses agefouert gi mat deem Text, deen de Moien ugeholl ginn ass. Ech stellen awer fest, dass dat an deem Text net drasteet. Dat stoung an deem urspréngleche Text dran. Do stoung kloer dran: «Les églises et communautés religieuses sont séparées de l'État.»

Elo steet eng ganz vag Formulatioun dran, déi schwätzt vun engem Principe de séparation, deen emol net extra erkläert gëtt. Et weess een emol net d'Separatioun vu wiem mat wiem.

An da kënnt nach derbäi, ech hunn et och scho gesot, dass dat en eegent Kapitel soll ginn an der Verfassung. A mir fannen, dat ass Contraire zu deem grousse Prinzip vun der Separatioun, deen eigentlech misst a grousse Letteren an deem neie Constitutiounstext drastoen, grad wéi de Prinzip vun engem État laïc misst drastoen.

Dofir, och wa mir mat enger anerer Formuléierung d'accord gewiescht wieren, dass dat hei drastoe kënnt, kënne mer deen Text hei net stëmmen. Mir si selbstverständlech derfir, dass deen Artikel iwwert d'Gehälter erausgeholl gëtt. Do gëtt et jo Unanimitéit anscheinend hei an der Chamber.

Mir sinn och net d'accord, dass déi véiert Fro net gestallt gëtt. Well souguer, wa mer eis alleguerten hei iwwert d'Formulatioun eeneg wieren, si mir der Meenung, dass d'Vollek awer soll gefrot ginn. Déi Fro ass ugekënnegt. Et ass ugekënnegt, dass de Laizitéitsprinzip an den Trennungsprinzip am Stat e wichtege Prinzip ass an dass doriwwer d'Vollek gefrot gëtt. Et geet elo net, fir am leschte Moment, opgrond vun engem Accord politique, deen onzefriddestellend ass - och nach derbäi! -, déi Fro zréckzezéien. Aus där Ursaach stëmme mer géint déi Resolutioun hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soss keng Wuertmeldunge méi? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Resolutioun.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer. D'Resolutioun ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Motion 1

Da géife mer iwwergoen zu der Motioun. Dozou Wuertmeldungen? Den Här Reding huet d'Wuert. Ech wëll Iech allerdéngs just soen, dass nach ganz wéineg Zäit iwwreg bleift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech hale mech dann extrem kuerz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, léif Kolleegen, wat d'Motioun ugeet, bei allem Verständnis fir d'Euphorie iwwer e présupposéierten historeschen Accord, deen an eisen Ae keen ass, sinn ech awer als Verfassungsrechtler der Meenung, datt eng Chamber net kann dozou opruffen, en Text ze maachen, deen antikonstitutionell ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Am Moment ass dat, wat hei virläit, net konform zu eiser Constitutioun. Dat kann änneren, wa mer eng nei Constitutioun kréien. Dat présupposéiert awer e Vote hei an der Chamber, dee vu 40 Deputéierte gedroe gëtt, an dat présupposéiert, datt an deenen dräi Méint duerno d'Vollek mat méi wéi 50% och d'Ratifikatioun virhëlt. Mir kënnen also zum jëtzegen Zäitpunkt net de Gouvernement invitéieren, en Accord ze formaliséieren, deen antikonstitutionell ass. Dat verbitt eisen Eed, Här President.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Urbany. Datselwecht gëllt wéi fir den Här Reding. D'Zäit ass...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hale mech ganz kuerz, Här President. Mir fannen, dass deen Accord hei - deen ech virdrun och am Detail kritiséiert hunn, deen och gewësse positiv Saachen awer enthält, dat wëll ech hei ganz däitlech betounen - géif u Kredibilitéit gewannen, wann en nach eng Zäit kéint och an der Gesellschaft diskutéiert ginn. An duerfir hu mir virgeschloen, e Moratoire anzeféieren, dat heescht sech eng Zäit ze setze bis zu deem den Accord soll ënnerschriwwe ginn, fir dass en enger breeder Diskussioun kann ënnerzu ginn. Dat ass offensichtlech net de Wëlle vun der Regierung. Duerfir kënne mer och déi Motioun hei net stëmmen, a mir wäerten dergéint stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Weider Wuertmeldungen zur Motioun?

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Motioun ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Domat hätte mer dësen Deel vum Ordre du jour ofgeschloss. Ech soen Iech Merci a géif dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. An do geet et ëm de Projet de loi 6533, deen d'Organisatioun vum Pëtrolsmaart betrëfft. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Frank Arndt.

4. 6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsprodukter regelt, gouf den 28. Januar 2013 vum Minister fir Ekonomie an Aussenhandel déposéiert. An de Méint duerno gouf de Projet vun de Beruffschamberen an och eng éischte Kéier vum Statsrot aviséiert. D'Ekonomieskommissioun huet sech eng éischte Kéier de 6. Februar 2014 mat deem Projet auserneegesat a mech als Rapporteur bestëmmt.

Datt et awer elo nach bal e weidert Joer gebraucht huet, bis de Projet konnt an d'Plénière kommen, läit dorun, datt et opgrond vun den Aarbechten an der Kommissioun noutwendeg war, zweemol Amendementer ze maachen, déi jeeweils an engem Avis complémentaire vum Statsrot aviséiert goufen. D'Kommissioun huet sech net manner wéi 15-mol gesinn, fir dëse Projet de loi auszeschaffen, an dat, well et net nëmmen eng einfach Emsetzung vun enger Direktiv war, wéi Der elo wäert gesinn.

Mëttlerweil ass et wierklech dréngend ginn, datt mer dëse Projet de loi hei an der Chamber stëmmen. Et geet hei nämlech ënner anerem ëm d'Emsetzung an d'nationaalt Recht vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Verflichtung vun de Memberstaten, fir Mindestreserven u Pëtrolsprodukter prett ze halen.

Als Erënnerung: Dës Direktiv hätt misse bis Enn 2012 ëmgesat gi sinn. Scho wéi de Projet de loi virun zwee Joer déposéiert ginn ass, ware mir deemno a Verspéidung. De 25. September 2014 krute mer vun der EU-Kommissioun en Avis motivé, well mer d'Direktiv nach ëmmer net ëmgesat haten, soudatt et elo héich Zäit gëtt, fir eis endlech a Konformitéit mat dem europäesche Recht ze setzen.

D'Zil vun der Direktiv ass et, ee Mechanismus ze verbesseren, deen am Fall vun enger Verknappung vun de Pëtrolsliwwerunge muss gräifen. D'Regelen, déi dofir opgestallt goufen, setzen op d'Solidaritéit tëscht de Memberstaten. Si suergen derfir, datt d'Mechanismen, déi am Noutfall a Kraaft trieden, zouverlässeg an transparent kënne fonctionnéieren.

Zu deene wichtegste Bestëmmunge gehéiert, datt all Memberstat Pëtrolsreserve muss prett halen, déi an der Quantitéit mindestens 90 Deeg dem duerchschnëttlechen deeglechen Nettoimport entspriechen. An den Annexe vun der Direktiv ass genau geregelt, wéi dës Quantitéite berechent ginn. An der Direktiv gëtt och festgehalen, wéi déi Stocke geféiert ginn, wéi den Accès geregelt gëtt, wéi iwwert d'Reserve muss Buch gefouert ginn an esou weider.

Laut der Direktiv kënnen d'Memberstaten een net kommerziellen Organismus grënnen, dee sech ëm den Akaf a Verkaf vum Pëtrol an zum Deel ëm aner Gestiounsaufgabe këmmert.

D'EU-Kommissioun sammelt detailléiert Informatiounen iwwert déi bestehend Reserven an der Europäescher Unioun a si kann iwwerpréiwen, wéi gutt déi eenzel Memberstaten op eng Krisesituatioun virbereet sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pëtrolschock vun 1973 huet verdäitlecht, wéi wichteg datt eng Reserv vu Pëtrolsprodukter ka sinn. Deemools ass während dem Jom-Kippur-Krich vun der OPEC en Embargo operluecht ginn op d'Liwwerung vu Pëtrolsprodukter u Länner, déi Israel ënnerstëtzt hunn, wat derzou gefouert huet, datt de Präis vum Barrel dramatesch an d'Luucht gaangen ass.

Zu Lëtzebuerg hu mir, fir de Secteur vun de Pëtrolsprodukter ze regelen, am Moment just e groussherzoglecht Reglement vum 31. Oktober 1973, dat am Laf vun der Zäit adaptéiert gouf, mä awer net méi ganz aktuell ass.

De Projet de loi, deen Iech hei virläit, schaaft d'Reglement of, iwwerhëlt awer eenzel Bestëmmungen doraus an iwwerhëlt och an enger adaptéierter Form d'Deklaratiounsprozedur vun den Importateure vu Pëtrolsprodukter aus dem Reglement vun 1973. De reglementaresche Kader, deen d'Importateure musse respektéieren, fir datt eng permanent Sécherheetsreserv garantéiert ass - dat heescht eng Reserv, déi 93 Deeg vum duerchschnëttlechen deeglechen Nettoimport entsprécht -, gëtt esou méi transparent a komplett.

Eng ganz wichteg Neierung ass d'Schafe vun enger nationaler Agence de stockage. Domadder notzt Lëtzebuerg d'Optioun, déi an der Direktiv virgesinn ass, fir eng Rei vun Aufgaben an deem Beräich un eng spezialiséiert Agence ze iwwerdroen. Op den Detail dovunner kommen ech nach eemol zréck.

D'Ekonomieskommissioun huet sech ausféierlech mat den Avise vun de Beruffschamberen a vum Statsrot auserneegesat an déi néideg Erklärunge vun de Mataarbechter vum Ekonomiesministère kritt. Do e grousse Merci un d'Mataarbechter aus dem Ekonomiesministère fir déi gutt Virbereedungen, déi mir all Kéiers haten.

Ee Punkt, dee besonnesch diskutéiert gouf, war d'Demande vun dem Lëtzebuerger Groupement Pétrolier, fir de Krees kënnen auszedehnen, dee fir de regionalen Niveau vum Stockage gëllt. D'Kommissioun huet Versteesdemech gehat, datt de Pëtrolssecteur gäre gehat hätt, datt Rotterdam mat an de Krees abezu gi wier, well dat fir si ekonomesch am gënschtegste gewiescht wier. Allerdéngs iwwerweit fir d'Kommissioun den Aspekt vun der Versuergungssécherheet.

Souwuel vun der Distanz wéi vun den Transportméiglechkeeten hier bitt Rotterdam net déi optimal Bedingungen, fir an enger Krisesituatioun eng schnell a verlässlech Versuergung kënnen ze garantéieren. Et ass awer méiglech, datt 33 Deeg vun deene virgeschriwwenen 93 Deeg zu Rotterdam kënne stockéiert ginn. Och ass et méiglech iwwer e Règlement grand-ducal eng gewësse Flexibiliéit fir déi strategesch Reserve festzeleeën. Des Weidere schléit d'Kommissioun vir, eng Phase transitoire anzeféieren. Antwerpen huet eng Uelechpipeline op de Site de stockage vu Feluy an der Wallonie. Ee vun den Haaptstocken, vu wou Lëtzebuerg beliwwert gëtt. An der Praxis ännert sech op deem Punkt also wéineg.

Ofgesi vun dem kommerzielle Stockage ass all Land, dat Member ass vun der Agence internationale de l'énergie, eben och verflicht, strategesch Reserve fir 90 Deeg unzeleeën, déi nëmmen am Fall vun enger Kris kënne genotzt ginn. Lëtzebuerg deet sech schwéier, dee Minimum ze erreechen. An der Vergaangenheet krute mer scho Verwarnungen, well mer dës Verflichtung net agehalen hunn. Verschidde Jore konnte mer dëst Zil just erreechen, well mer en Deel vun eise Sécherheetsreserven am Ausland stockéiert hunn.

Fir e klengt Land läit esou eng Léisung natierlech op der Hand, am Ausland ze stockéieren. Et bedeit awer och, datt mir mussen un d'Diversitéit oder d'Flexibilitéit vun den Transportméiglechkeeten denken. Well mir riskéieren dann, wann zum Beispill op der Eisebunn gestreikt gëtt, wann d'Autobunnen duerch Äis oder Schnéi zou sinn, wann d'Musel wéinst Dréchent kee Waasser huet oder ze vill Waasser bei Héichwaasser, datt mer da Gefor lafen, hei zu Lëtzebuerg net méi deen néidege Volume vu Pëtrolsprodukter zur Verfügung ze hunn, fir datt eis Wirtschaft kann dréinen.

Wa mer elo kucken, wat hei am Land soll stockéiert sinn, si schonn elo no den aktuelle Bestëmmunge vun eisem Règlement grand-ducal eis Stockagecapacitéiten um Lëtzebuerger Territoire vill ze kleng. Derbäi kënnt, datt d'Capacitéite sech an de kommende Joren nach däitlech kënne reduzéieren, well verschidden Autorisatiounen auslafen. Et besteet also Handlungsbedarf.

Dofir ass d'Kommissioun och der Meenung, datt mir wéinstens tëscht aacht an zéng Deeg hei am Land musse lageren an datt eng Reserv fir 35 Deeg regional grenziwwerschreidend muss gelagert ginn.

Eng wichteg Roll an dësem Kontext wäert déi nei Agence nationale de stockage spillen. Si huet als Éischt emol d'Aufgab, déi néideg Stockagecapacitéiten ze bauen an ze exploitéiere respektiv ze lounen oder ze kafen. Weider Missioune sinn anschliissend de Kaf a Verkaf vu Pëtrolsprodukter, d'Uleeën an d'Gestioun vu kommerziellen a strategesche Reserven. Ënner bestëmmte Bedingunge kann d'Agence och Participatiounen an Institutiounen oder Entreprisen huelen. Op Demande vum Minister verfollegt d'Agence d'Evolutioun vum Pëtrolssecteur hei zu Lëtzebuerg.

Länger Diskussioune goufen et doriwwer, wat déi am beschte gëeegent juristesch Form wier fir esou eng Agence nationale de stockage. Dobäi goufen d'Missioune vun der zukünfteger Agence genau gekuckt an nei bestëmmt. Dës Missioune kënnen nëmmen dann erfollegräich ausgefouert ginn, wann deen néidegen Handlungsspillraum do ass. Esou war et zum Beispill net méiglech, doraus e Service de l'État à gestion séparée ze maachen, well d'Agence domat keng eege Personnalité juridique gehat hätt an och de finanzielle Kader net hätt kënne fonctionnéieren.

Och wa mir all wëssen, datt et net ganz zefriddestellend ass, datt mer am Laf vun der Zäit ëmmer erëm nei Établissement-publicke geschafen hunn, déi leider net all nom selwechte Modell fonctionnéieren an net allgemenge Regelen ënnerlejen, esou ass et dach um Enn d'Form vum Établissement public, déi hei am beschte fir déi nei Agence nationale de stockage gepasst huet an och zréckbehale gouf.

Zum Schluss nach e puer Erklärungen zum finanziellen Impakt vun dësem Projet de loi. Dee wichtegsten Deel vun den Ausgaben entsteet dee Moment, wou d'Agence nationale de stockage geschafe gëtt an déi éischt Stocke vu Pëtrolsprodukter kaaft ginn. Duerno kann d'Agence de Pëtrolsimportateuren d'Fraisen, déi mat der Gestioun an dem Erhale vun de Sécherheetsreserve verbonne sinn, verrechnen.

Iwwer eng jährlech Dotatioun vum Stat muss de Bau respektiv d'Locatioun oder de Kaf vun der Infrastruktur finanzéiert ginn. Datselwecht gëllt, wann d'Agence Participatiounen an enger Entreprise fir de Stat hëlt.

Wann d'Agence bis gegrënnt ass, stellt si en Direkter an, dee vun engem Employé ënnerstëtzt gëtt. Fir dat éischt Joer stellt de Stat 200.000 Euro zur Verfügung. Dës Zomm entsprécht de gesamte Frais de fonctionnement vun der Agence fir dat éischt halleft Joer respektiv de Frais d'exploitation fir déi zweet Halschent vum éischte Joer, déi net a Verbindung sti mam Stockage.

D'Fraise fir de Stockage kënnen integral dem Importateur vun de Pëtrolsprodukter verrechent ginn. An deene Joren duerno ginn 100% vun de Frais de stockage - also d'Personalkäschten, Experts- a Conseilskäschten, déi mam Stockage zesummenhänken - un d'Importateure weiderverrechent. Deen aneren Deel vun de Fraisen, déi net dem Stockage ugerechent kënne ginn, wäert iwwer eng Dotatioun aus dem Statsbudget bezuelt ginn.

D'Detailer iwwert d'Diskussiounen, déi mir an der Ekonomieskommissioun iwwert déi eenzel Artikelen, Avise vun de Beruffschamberen a vum Statsrot gefouert hunn, fannt Dir am schréftleche Rapport.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech just soen, datt ech aus zwee Grënn frou sinn, datt mir déi Aarbechten un dësem neie Gesetz haut kënnen ofschléissen. Mir kommen domat nach just zurzäit eisen internationale Verflichtungen no, fir net nach méi mat substanzielle Sanktioune vun der EU-Kommissioun konfrontéiert ze ginn. Virun allem leeë mir awer heimat endlech no laange Jore vu Stagnatioun d'Grondlag, fir eis Versuergung mat Pëtrolsprodukter och am Noutfall ofzesécheren.

Mir mussen eis bewosst sinn, datt et aus deenen ënnerschiddlechste Grënn vun engem Moment op deen aneren zu enger Verknappung vun de Pëtrolsprodukter um Marché ka kommen. An dann hänkt alles dervun of, wéi gutt mir op esou Ausnahmesituatioune virbereet sinn. Et ass gutt, datt mir am Kader vun der Europäescher Unioun a vun der Agence internationale de l'énergie an e gutt fonctionnéierend Netzwierk agebonne sinn an op d'Solidaritéit vun eisen Nopeschlänner kënnen zielen. Mä mir mussen och op eisem eegenen Territoire déi néideg Konditioune schafen, fir Alternativen ze hunn, wann déi üblech Versuergungsweeër ënnerbrach sinn.

Op dëser Plaz ee Merci un d'Kommissiounsmemberen, fir dësen dach techneschen Dossier mat esou villen Argumenter ze beliewen, dem Sekretär vun der Kommissioun fir déi wäertvoll an net ëmmer einfach Aarbecht op dësem Projet de loi. An ech däerf Iech och hei den Accord zu dësem Projet de loi vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänke mat deem un, woumat de Rapporteur opgehalen huet. Och vu menger Säit fir d'Alleréischt e grousse Merci un hien als Rapporteur fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport. Dat war net ëmmer einfach, well et awer ganz technesch war, well mer vill Diskussioune mat de Beamten haaptsächlech haten, den Hin an Hier mam Conseil d'État. Mä schlussendlech hu mer et awer esou hikritt an engem Text, dee vun der Technizitéit hier awer elo verständlech ass an, ech mengen, och jiddwerengem Satisfaktioun gëtt.

De virleiende Gesetzesprojet setzt am Fong déi europäesch Direktiv vum 14. September 2009 an eis national Gesetzgebung ëm. An no dëser Direktiv sinn d'Memberstaten derzou verflicht, minimal Stocke vu Pëtrol oder Pëtrolsproduite virzegesinn. Dës europäesch Richtlinn setzt zouverlässeg an transparent Mechanisme fest, déi op der Solidaritéit vun den europäesche Memberstate berouen. An d'Virgoensweis am Fall vun enger staarker Verknappung ass kloer definéiert. An den Hannergrond vun dëser Direktiv ass de Constat, datt d'Verwaltung vun de Pëtrolsreserven an der leschter Zäit sécherlech Mängel opgewisen huet.

D'Kommissioun huet de Reservesystem vun der EU iwwerpréift. Pëtrol ass a bleift déi wichtegst Energiequell um europäeschen Niveau. An et ass dowéinst extrem wichteg, d'Versuergungssécherheet ze verbesseren an esou d'Auswierkunge vun enger eventueller Kris ofzefiederen.

Dës Risike sinn evidenterweis net reng theoretesch. Zanter de 70er Joren huet de Risiko vun enger Perturbatioun um Pëtrolsmaart net ofgeholl. Am Géigendeel, deen ass nach ëmmer extrem aktuell. An dat huet ganz oft mat de Produktiounscapacitéiten ze dinn. Dat huet och mat de geopoliteschen Tensiounen ze dinn. A wann ee weess, wat haut am Noen Oste lass ass, wann ee weess, wéi d'Pëtrolspräisser an der leschter Zäit op- an ofgaange sinn: Haut si se déif, mä wie weess, wat muer geschitt? Wie weess, ob net eng Rei Staten op eemol décidéieren, d'Produktiounscapacitéiten aus welche Grënn och ëmmer staark ze limitéieren, soudatt dee Moment d'Capacitéit bei eis Problemer stellt?

Dat kann och vun Naturkatastrophen ofhänken. Ech weess net, wie sech nach un 2005 erënnere kann, wéi de Wirbelstuerm Katrina an den USA d'Pëtrolscapacitéiten esou erofgesat hat, datt et an den USA, och weltwäit, Problemer gouf mam Approvisionnement. Alles dat si Saachen, déi net wäit vun eis ewech leien an déi all Moment kënne virkommen a wou ee muss e System an Europa opbauen, dee logesch an dee sënnvoll ass.

Ech ka mech d'ailleurs och nach erënneren, datt mir virun dräi, véier Joer - dat ware sengerzäit dem Här Schneider säi Virgänger, den Här Krecké, an ech selwer - duerch d'Land gepilgert sinn an enger Zäit, wou mer e ganz, ganz staarke Wanter fir zwou, dräi Wochen haten, dee mat sech bruecht hat, datt op där enger Säit d'Stroossen zougefruer waren, deelweis d'Autobunnen am Ausland zougemaach gi sinn, an datt op där anerer Säit en Accident op der Musel an um Rhäin war, deen och de Waasserwee zougemaach huet. Dat heescht, et ware keng Schëffer méi komm. An zur selwechter Zäit hate sech eng Rei Grèven op der Bunn déclenchéiert, soudatt den Approvisionnement iwwert den Zuch och net konnt gemaach ginn.

Dee Moment war et effektiv net evident. Ech war do méi concernéiert mat de Salzreserve fir Ponts et Chaussées. Den Här Schneider war concernéiert mat de Pëtrolsreserve sengerzäit. An do huet ee gesinn, u wat fir engem seidene Fuedem dat heiansdo hänkt, wann een déi Reserve vun deem engen an deem aneren net huet, net gréffbereet huet, net präsent huet zu deem Moment, wou ee se brauch, wéi schnell et ka goen a wéi schnell een iergendwou a Problemer kann erakommen.

Dat ass elo e ganz klengt Beispill. Ech mengen, déi europäesch Direktiv, déi geet nach op ganz aner Problemer an. Mä dat war just, fir am Fong ze beweisen, wéi wichteg et ass, datt mer an deem ganze System do zu Lëtzebuerg matmaachen.

D'Energieversuergung ass haut zu Lëtzebuerg duerch e Reglement vum 31. Oktober 1973 geregelt. Dat gesäit ënner anerem eng Lagerungsverflichtung, eng Obligation de stockage, um nationale Plang vir, wéi och eng obligatoresch Deklaratiounsprozedur fir den Importeur, wéi och d'Verflichtung fir déi betraffe Persounen, gewësse Reserven ze halen. D'Reglement vun '73 gëtt mam virleiende Projet de loi ofgeschaaft, mä eng ganz Rei vu Moossnamen, vun Dispositioune ginn iwwerholl, wéi zum Beispill de Prinzip vun enger Obligation de stockage oder d'Deklaratiounsprozedur fir den Importeur, déi ënner enger adaptéierter Form weidergefouert gëtt.

Mir hunn also elo schonn eng Rei vu pertinente Moossnamen, déi mer och weider behale wäerten, mä mir optiméieren haut de Kader. De Kader gëtt méi komplett a méi kloer, wat och d'Obligatioune fir den Importeur ugeet, fir zu all Moment sécherzestellen, datt e gewëssene Sécherheetsniveau disponibel an zougänglech ass. De Prinzip vum Stockage um nationalen Niveau bleift erhalen, mä do dernieft gëtt och d'Méiglechkeet vun engem Stockage um regionalen an um europäeschen Niveau agefouert.

Et ass ganz kloer, datt d'Reserve solle prioritär zu Lëtzebuerg stockéiert ginn. Et muss een awer och der Realitéit vun eisem Land Rechnung droen. Mir sinn e klengt Land an eis Lagerungscapacitéite ginn net duer. An de Statsrot huet a sengem Avis d'Méiglechkeet fir den Importeur, de Stockage de sécurité och ausserhalb vu Lëtzebuerg ze halen, zwar kritiséiert. Obwuel dës Kritik berechtegt ass, ass et awer fir eis inévitabel, datt mer fir eng Partie vun de Sécherheetsstocken och d'Méiglechkeet hunn, fir se am noen Ausland ze lageren. D'ailleurs, mengen ech, gesäit... net mengen ech, mä weess ech, datt d'Direktiv déi Méiglechkeet och tel quel virgesäit.

Wat wichteg ass, ass, datt garantéiert gëtt, datt eng Partie vum Stockage de sécurité no bei eis wäert sinn an datt d'Reserven esou ouni Weideres op Lëtzebuerg kënne bruecht ginn.

De virleiende Projet gesäit nach eng Rei vu Moossnamen, vu Punkten oder wichtegen Elementer vir, op déi ech momentan net wëll agoen, well de Rapporteur dat an allem Detail gemaach huet. Et ass nach ee Punkt, deen ech wëll hei opgräifen. Dat ass d'Kreatioun vun enger Agence nationale de stockage, déi geschafe soll ginn.

Dës Agence soll ënner anerem d'Pëtrolsstocke kafen, erhalen, géréieren oder nach verkafen. Si soll kënne wéi all aneren Operateur um Pëtrolsmaart agéieren. Dës Agence soll ënnert der Form vun engem Établissement public fonctionnéieren. D'Direktiv vun 2009, déi hei transposéiert gëtt, gesäit d'Méiglechkeet vir, fir zentral Entitéiten ze schafen, mam Zil, den nationale Lagerungssystem ze verbesseren.

D'CSV gesäit net richteg d'Opportunitéit, en Établissement public ze schafen. Am Mee d'lescht Joer hate mer an der Kommissioun en Échange de vues mam Minister a mat senge Beamten doriwwer. Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt d'Missioune vun dëser Entitéit, esou wéi se am Gesetz libelléiert sinn, duerchaus vum Ministère selwer kéinten iwwerholl ginn.

D'Explikatioune vum Minister a vu senge Beamten, déi vun der Flexibilitéit a vun der Onofhängegkeet vun esou engem Établissement public geschwat hunn, hunn eis dee Moment an och haut net iwwerzeegt, éischtens, well mer mengen, datt d'Onofhängegkeet, déi d'Regierung gären an d'Vitrinn stellt, fir hire Choix ze rechtfertegen, dach zimlech relativ ass, wann een d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration kuckt. Sécher ass den Artikel 52 ofgeännert ginn, wou déi Beamten net méi hire Ministère respektiv hire Minister representéieren. Nach kann een hei net, wann ee wëllt vun enger Onofhängegkeet schwätzen, dat esou an d'Vitrinn stellen.

Mir gesinn hei, datt och an der Zesummesetzung vun deem Établissement public, deen a sech aus engem Conseil d'administration besteet, wou siwe Membere genannt ginn - dräi aus dem zoustännege Ministère, een aus der Ekonomie, een aus dem Budget, een aus den Travaux public, een aus den Transports -, datt hei siwen héich Beamten an engem Conseil d'administration zesummekommen, fir an enger éischter Etapp emol een Direkter an een Employé anzestellen.

Mir fannen, datt déi Organisatioun, esou e Conseil d'administration, deen esou ausgestatt ass, fir a sech déi Aarbechtskräften dann anzestellen an ze géréieren, awer eng Aart a Weis ass, fir deelweis mat Kanounen op Spatzen ze schéissen an domat eng Administratioun an en Apparat en place ze setzen, deen iwwerdisproportionéiert ass fir dat, wat en fin de compte duerno soll aus där ganzer Saach erauskommen.

En résumé: Mir begréissen d'Mise en place vun där Transpositioun vun der Direktiv an d'Gesetz. Mir deelen och déi Zilsetzungen, déi hei stinn. Mir deelen net dee Choix, dee gemaach ginn ass, deen net eng Obligatioun vun der Direktiv ass, fir hei en Établissement public ze kreéieren. An aus deem Grond wäerte mir eis hei bei dësem Gesetz enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schréftlechen awer och mëndleche Rapport.

D'Haaptzil vun dësem Projet de loi ass et ze garantéieren, dass eist Land genuch Pëtrolsreserven huet, fir weiderhin ze fonctionnéieren, falls d'Pëtrolsversuergung vu Lëtzebuerg ënnerbrach wier. Dëst kéint zum Beispill de Fall si bei enger Terrorattack, bei enger Naturkatastroph oder wann e Krich a pëtrolproduzéierende Länner géif ausbriechen, mä och, wann zum Beispill e Feier an enger Raffinerie entstéing, Autobunne gespaart wieren oder e Streik bei der Bunn wier.

Här President, Lëtzebuerg ass e klengt Land, dat 100% vu senge Pëtrolsproduiten importéiere muss. Fir mech ass et wichteg, dass trotz dëser Ofhängegkeet bei eis eng Versuergungssécherheet garantéiert ass. Et ass net nëmme fir eis Ekonomie, mä och fir eis Bierger wichteg, dass eist Land nach ka weider fonctionnéieren, wann e puer Deeg keng nei Liwwerunge méi mat Pëtrol kommen. Duerch dëst Gesetz gëtt garantéiert, dass eis Reserven, déi mer huele mussen, duerginn, fir dass esou eng Situatioun ni antriede wäert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Nieft dem obligatoresche Stock, deen der Quantitéit vun 90 Deeg entsprécht, musse mer och garantéieren, dass dëse Sécherheetsstock, deen och „stock dormant" genannt gëtt, permanent disponibel an accessibel ass. Lëtzebuerg muss och detailléiert Buch féieren, fir dass d'Europäesch Kommissioun à tout moment weess, wéi vill Reserve mer hunn, wou eise Sécherheetsstock sech befënnt a wéi en zesummegestallt ass.

D'Pëtrolsimportateuren, déi hir Produiten hei am Land verkafen, ginn awer och an d'Verantwortung geholl a mussen dofir dës Reserve lageren. Momentan gëtt nach duerch Ausnahmeregelungen toleréiert, dass e Pëtrolsimportateur seng Reserven integral am Ausland däerf stockéieren. Domat wäert elo Schluss sinn, soudass jiddwer Importateur genuch Reserven hei am Land muss stockéieren. Vu dass d'Lagercapacitéiten hei am Land awer begrenzt sinn, wäert e groussherzoglecht Reglement festleeën, wat fir eng Quantitéit si hei am Land, an der Groussregioun an och doriwwer eraus musse stockéieren.

Fir genuch Reserven ze hunn, muss een awer och genuch Lageren hunn, fir dës Reserven ze stockéieren. An do gesinn ech e Problem. Momentan hu mer zu Lëtzebuerg Stockagecapacitéite vun 196.000 m³ fir de Stock commercial an de Sécherheetsstock. Well fir verschidden aktuell Pëtrolsdepoten d'Autorisatiounen auslafen an net gewosst ass, ob dës verlängert ginn, riskéieren eis Stockagecapacitéite bis 2020 op just nach 70.000 m³ ze falen.

Zu Mäertert ass elo e Kommodo ugefrot gi fir d'Erweiderung vun de Lagercapacitéiten, fir déi vu 60.000 m³ op 90.000 m³ ze erhéijen. Dës Erweiderung, déi scho säit 2007 geplangt ass, ass och batter néideg. Ech perséinlech fannen de Standuert Mäertert fir zousätzlech Lagercapacitéiten ideal. D'Liwwerunge kënne per Schëff oder Zuch ëmweltfrëndlech a bëlleg ukommen. En plus ass d'Autobunnsopfahrt op nëmmen 100 m.

Mä och hei muss garantéiert sinn, dass déi elementar Sécherheetsregelen an Distanzen agehale ginn, fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger aus den Nopeschgemengen net ze beaflossen. Ech verstinn och déi Leit, déi keen Tanklager virun hirer Hausdier wëllen. Ech als Dippecher Jong si mat engem Tanklager a menger Gemeng grouss ginn. Ech hu mech dowéinst awer ni onsécher gefillt. Als Pompjee weess ech och, dass streng Sécherheetsmesuren agehale musse ginn an dass d'Rettungsdéngschter regelméisseg den Noutfallzeenario üben.

Bei Tanklageren ass et besonnesch wichteg, dass déi néideg Distanzen zu Wunngebidder respektéiert ginn. Et däerf nämlech net sinn, dass en Tanklager d'Liewensqualitéit vun de Leit beaflosst. Et muss och séchergestallt sinn, dass déi adequat Sécherheetsmesurë getraff sinn, sief dat beim Schutz vum Grondwaasser, mä och, wat de Brandschutz ugeet.

Här President, d'Stockagecapacitéiten zu Lëtzebuerg si limitéiert. Momentan huet Lëtzebuerg Stockagecapacitéite fir plus/minus 20 Deeg, woubäi d'Halschent dovun als nationale Sécherheetsstock blockéiert ass. Dat heescht also, dass de Stock commercial, also deen Undeel, deen d'Pétrolieren um Marché verkafe kënnen, just fir zéng Deeg Consommatioun duergeet.

D'Consommatioun vu Pëtrolsproduiten ass déi lescht Jorzéngte stänneg an d'Luucht gaangen. Et ass awer net sécher, dass deen Trend unhält. Momentan gëtt nämlech villes ënnerholl, fir d'Consommatioun vu Pëtrolsproduiten ze reduzéieren. Dofir ass et méiglech, dass an Zukunft de Besoin u Pëtrolsproduiten net méi klëmmt, mä éischter nach ofhuele wäert.

Eis Gesellschaft huet déi lescht Jore vill Progrèse gemaach a Saachen Energieeffizienz. D'Camionen an d'Autoe verbrauche manner Sprit. D'Mazoutsheizunge ginn ëmmer méi rar a ginn duerch Gasheizungen oder, besser nach, duerch Pelletsheizungen ëmweltfrëndlech ersat. Duerch Efforten, déi bei der Isolatioun vun eise Gebaier gemaach ginn, sief et bei Passivhaiser oder Niddregenergiehaiser, muss och manner gehëtzt ginn. Elektroautoe verbrauche souguer guer kee Bensin. An d'Industrie probéiert, hir Käschten ze drécken, andeems se méi energieeffizient produzéiert. All dës Efforten droen dozou bäi, dass d'Consommatioun u Pëtrolsproduiten an Zukunft éischter ofhuele wäert.

Donieft ass eis Bevëlkerung awer rasant geklommen. Mä d'Lagercapacitéite fir Pëtrolsproduite sinn net erweidert ginn. Neen, et riskéieren der souguer éischter ewechzefalen. Momentan ass just d'Erweiderung zu Mäertert geplangt. Dofir ass et wichteg, dass mir eis Gedanke maachen, fir déi néideg Lageren unzeleeën, déi mer brauche fir eis obligatoresch Reserven.

Här President, ech wëll awer och hei betounen, dass dëse Projet de loi net definéiert, wou nei Tanklagere wäerten entstoen. Et geet also net drëm ze debattéieren, wou se sollen entstoen,

mä et muss ee sech bewosst sinn, dass der mussen entstoen!

Wat elo d'Agence nationale de stockage de produits pétroliers ugeet, déi duerch dëse Projet de loi virgesinn ass, wëll ech Folgendes soen: Esou eng Agence gëtt et a bal all eisen Nopeschlänner. Dës Agence wäert als Haaptmissioun d'Gestioun vun eisem nationale Sécherheetsstock u Pëtrolsproduiten hunn. Fir deen ze géréieren, ka se Stockagecapacitéite lounen oder bauen.

Ech sinn der Meenung, dass déi bescht Léisung wier, dass dës Agence Investisseure fënnt, fir Lagercapacitéiten ze bauen, an dës da bei hinne lount, fir hiren Obligatiounen nozekommen.

Et ass och esou, dass d'Pëtrolsimportateuren, déi hei um Marché täteg sinn, net alleguer selwer Lagercapacitéiten hei zu Lëtzebuerg besëtzen. Déi, déi keng hunn, musse Lagercapacitéite bei deene lounen, déi der hunn. An do kann et da schlëmmstefalls zu wettbewerbsverzerrende Situatioune kommen. Dofir ass et wichteg, dass dës Agence, déi jo als Aufgab wäert hunn, en Deel vun den obligatoresche Reservestocke vun den Importateuren ze géréieren, schnellstens entsteet. Si muss derfir suergen, dass et tëscht all den Akteuren op deem Marché hei zu Lëtzebuerg en „level playing field" gëtt, wat d'Lagere vun obligatoresche Reserven ugeet.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci dem Frank Arndt fir säin exzellenten, ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Eng ganz Partie Saache sinn opgegraff ginn, virun allem och zu där nei ze schafender Agence de stockage, wourop ech dofir elo hei net méilt am Detail agoen. Mä e puer Iwwerleeungen hunn ech awer elo hei unzebréngen, déi mat deem Projet de loi verbonne sinn.

Fir d'Éischt emol den Titel vum Projet de loi, dee kéint een e bëssen irleeden, fannen ech. Well hei geet et jo net drëm, de Maart vun den Uelechprodukter zu Lëtzebuerg nei oder anescht ze organiséieren, mä et geet un éischter Stell drëm, d'Reservecapacitéiten zu Lëtzebuerg fir all d'Pëtrolsprodukter, sief et Bensin, Diesel, Mazout, Kerosin oder anerer, sécherzestellen an en neie legislative Kader dofir festzeleeën.

Mir sinn zu Lëtzebuerg jo och an enger ganz spezieller Situatioun, dass mer am Moment eng Gesetzgebung hu vun 1973, wou u sech eng Reservecapacitéit virgesinn ass vu 45 respektiv 55 Deeg a wou mir awer aktuell nëmmen eng Capacitéit hu vun zirka 20 Deeg, entspriechend 200.000 m³. Mir ginn also dër aler Gesetzgebung net méi gerecht an dofir musse mer och elo hei aktiv ginn.

Op där anerer Säit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do sidd Der jo all mat mir averstanen, dass de Verkaf vu Pëtrolsprodukter an de leschte 40 Joer staark zougeholl huet. Mir sinn am Moment op enger Consommatioun vun zirka 10.000 Fudder pro Dag. Erschwéierend kënnt an deem Dossier och nach derzou, dass vun eise bestehende Sitte vu Bartreng, Hollerech, Leideleng, Findel, Mäertert, Dippech der musse bis 2020 eng Rei zougemaach ginn, well se eben de Bestëmmungen net méi entspriechen, sief et ze no beim Wunnraum sinn oder Ähnleches. Ech denken do just u Bartreng, wou déi Lageren, eis gréisst Lageren, u sech quasi mëtten an engem Wunngebitt leien.

Bis 2020 geet eis also hei am Land eng grouss Capacitéit verluer. Mir ginn erof vun deenen zirka 20 Deeg op nach zirka 7 Deeg, wann net elo gehandelt gëtt. An dofir, menger Meenung no, muss och elo gehandelt ginn.

Richteg ass awer och, dass mer eng Reservecapacitéit - ausserhalb vun deenen 20 Deeg - am Moment vun 73 Deeg am Ausland reservéiert hunn, sief et an der Belsch, an Holland oder a Frankräich. An ech fannen, dat ass och vertrietbar, wann ee weess, dass mir vun dëse Länner och de Gros vun alle Pëtrolsprodukter bezéien. Eng eenzeg Ausnahm mécht do Däitschland, wou mer zwar zirka 17% bezéien, awer keng dër Reservecapacitéiten hunn.

Mir kënnen eis och elo hei zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Kiischte vum Kuch stibitzen. Mir mussen och, soen ech emol, de Kuch baken an d'Miel lageren, wëllt heeschen, Verantwortung iwwerhuelen. Wa mer op dër enger Säit d'Suen aus dem Tanktourismus wëllen an eise Budget mat eranhuelen, da musse mer op där anerer Säit och natierlech d'Nuisancen akzeptéieren. An dozou gehéiert ënner anerem, nieft dem Verkéier, och de Stockage vun dëse Produkter.

Déi Nuisancë mussen awer esou kleng wéi méiglech gehale ginn. An natierlech muss „la meilleure technologie possible" agesat ginn, dat am Sënn vum Schutz vum Mënsch a vun der Ëmwelt. Mir däerfen och eis Verflichtunge grad am Ëmwelt- an am Klimaschutzberäich net vergiessen, net aus den Ae verléieren, wou mir dës Ofhängegkeet vum Tanktourismus menger Meenung no, der Partei hirer Meenung no, och mussen an Zukunft sécherlech hannerfroen. Mir si jo och amgaang, grouss Efforten ze maachen am Beräich vum Wunnen, vum Isoléiere vun den Haiser.

Wat elo d'Planung an d'Verdeelung vun dëse Reservecapacitéiten hei zu Lëtzebuerg an Zukunft ugeet, esou muss ee vun den Haaptkritären natierlech dee si vun der Sécherheet, dem Zougang zu deene Lageren, also vum Transportnetz. D'Ubannung un d'Autobunn, un den Zuch an un d'Schëff sinn do en Haaptkritär.

En zweete Kritär muss sécherlech awer och dee geografesche Verbrauch am Moment sinn. Dat heescht, eis Pëtrolslagere mussen natierlech och dohinner gebaut ginn, wou eis gréisst Tankstellen, eis gréisst Consommateure sinn.

Wa mer also op där enger Säit d'accord sinn, dass am Statsbudget all Joers Recettë vun de Steiere vun de Pëtrolsprodukter ageschriwwe ginn, da musse mer op där anerer Säit och domat d'accord sinn, dass déi bestehend an nei Sitten zu Lëtzebuerg - dat ass de Revers vun der Medail - och musse gebaut ginn. Dat musse mer a Kaf huelen. Alles anescht wier net éierlech!

Mä opgepasst, et gëtt am Liewen näischt fir näischt! Wa mir do zirka 750 Milliounen Euro Steieren am Budget hunn, déi mer duerch den Tanktourismus ënner anerem erakréien, da stinn och Käschte fir Klimaschutz, Stroosseninfrastrukturen an ëffentlech Ausgabe fir d'Gesondheet vun de Leit deem géigeniwwer.

Ërem eng Kéier zréck zum Projet de loi: Vu dass mer vun der Europäescher Kommissioun schonns de 25. September 2014 eng Mahnung kruten, well mer d'Délaien zu Lëtzebuerg fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2009 net agehalen hunn, da wëll ech elo hei dee Prozess och net méi laang ophalen a ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Anzia. Da fir den ADR den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Ech faasse mech ganz kuerz. Et ass bal alles gesot ginn zu dësem Projet, just nach net vu jiddwerengem.

D'Leit vum Ministère vum Här Schneider hunn hei eng exemplaresch Aarbecht geleescht. Et ass e ganz, ganz gudden Text, dee mir och wäerte matstëmmen. Ech deelen allerdéngs d'Kritik vum Här Wiseler, vum Kolleeg Wiseler, datt siwe Leit an engem Conseil d'administration vun enger Agence nationale vläicht e bësselche wäit gegraff sinn. Mä nom CSV-Stat muss jo och de Gambia-Stat kucken, datt e seng Leit ënnerkritt.

Da ginn ech och de grénge Kolleege ganz recht, wat d'Lageren ugeet. Et geet net duer, datt mer hei e Gesetz maachen iwwert d'Reserven, mir mussen och nach wëssen, wou mer déi Lageren opriichten.

Mä dem Kolleeg Max Hahn soen ech: Maacht Iech keng Gedanken! Dir wäert gesinn, et geet wéi ëmmer an der Lëtzebuerger Politik, déi lokal rout, blo, gréng, schwaarz Leit wäerte jäizen dergéint. Dir sidd derfir. An dann um Schluss kritt jiddwereen déi Stëmme vun deene Leit, wou e wunnt, an dann hutt Der nees Är Majoritéit. Voilà!

Also, mir stëmmen trotzdeem deen heiten Text. Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Reding. Ech gesi kee vun déi Lénk. Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Ech proposéieren, fir dem Här Minister Etienne Schneider direkt d'Wuert ze ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Madame Presidentin. Wéi Der wësst a wéi de Rapporteur dat richteg gesot huet, geet et hei drëm, eng Direktiv vum September 2009 ëmzesetzen, wat de Stockage pétrolier ugeet. Et ass och esou, dass mer entretemps an enger Procédure d'infraction si vusäite vun der Europäescher Kommissioun, vun där mer en Avis motivé kritt hunn. Dofir sinn ech Iech ganz dankbar, dass mer dat haut evakuéiert kréien an dann aus där Problematik erauskommen.

Et geet hei drëm, fir de Stockage national vun de Pëtrolsproduiten ze regelen, dat souwuel op nationalem Plang wéi och op regionalem Plang. An ech wëll hei dat ënnersträichen, wat de fréieren MDDIs- an Transportminister, de Claude Wiseler, gesot huet: Mir waren zäitweis ganz, ganz no drun, dass mer um Dréchene gesiess hätten, well mer net genuch Capacitéiten hei zu Lëtzebuerg haten. Mir haten, ech mengen, virun zwee oder dräi Joer war et, viru Chrëschtdag, do hate mer nach genee fir een Dag Reserven. Wann dat dee Moment bekannt gi wär, wär natierlech all Mënsch an engem Rush op d'Tankstelle gerannt an dann hätte mer dréchegeleeën. Mir hunn dat deemools mat e puer, ech soen elo emol, Astucë verhënnert kritt.

Mä et ass esou an et bleift esou, dass mer mussen - an ech sinn och dem Här Anzia dankbar fir seng Aussoen - eis Responsabilitéiten huelen, dass mer net op där enger Säit just kënne vum sougenannten „Tanktourismus" profitéieren an op där anerer Säit eis Responsabilitéiten net huelen, fir de Stockage ze maachen.

An ech mengen, dat war deen eenzege Punkt, wou ech elo aus der Debatt héieren hu vum Här Wiseler, iwwert déi Agence de stockage, dass et do eng Différence de vue gëtt.

D'Agence internationale de l'énergie huet eis un d'Häerz geluecht an deene ville Gespréicher, déi mer mat hir haten, fir esou eng Agence de stockage ze maachen, aus deem einfache Grond, well et qualitativ méi Garantien doduerch gëtt, dass eise Stockage dann och kloer geregelt an assuréiert ass.

Dir musst wëssen, mir importéiere jo all eis Pëtrolsproduiten a mir hu keng eege Raffinerien hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir sinn drop ugewisen, dass mer op dat, wat mer hei stockéiere respektiv wat mer an der Groussregioun stockéieren, och Accès hunn an domat eis Versuerungssécherheet kënne garantéieren. Mir hunn och mat deene Länner geschwat, déi esou Agencë geschafen hunn, wéi mir se elo haut hei schafen, an déi hunn alleguerte ganz positiv Erfahrunge gemaach.

An da vläicht zu deem Punkt vum Här Wiseler, wat den Établissement public ugeet: Do ass et effektiv esou, dass mer op en Établissement public wëllen zréckgräifen, fir méi flexibel ze sinn, souwuel wat den Approvisionnement ugeet, dat heescht den Akaf vu Pëtrolsproduiten, wéi och de Verkaf vu Pëtrolsproduiten.

De Problem ass, wann een dat iwwert de Ministère géif regelen, wéi Dir dat proposéiert, Här Wiseler, dann hu mer ëmmer erëm budgetär Problemer, well mer da mussen Engagementer maachen a well dat alles Zäit kascht. A beim Pëtrol ass et e bësse wéi bei Aktien, do kënnt et op dee richtege Moment un, fir zouzegräifen. Zemools an deene Quantitéiten, vun deene mer schwätzen, geet et heiando ëm Minutten oder Stonnen, dann ass de Präis en aneren. An déi ganz budgetär Prozeduren, déi een hätt, wann een dat iwwert de Ministère géif regelen, géifen eis do Geld kaschten.

Wat de Conseil d'administration ugeet, Här Wiseler, do hutt Der fonnt, dass ze vill Ministèren dora vertruede sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass, wéi Dir nach zoustännege Minister waart, Äert Haus drop gehalen huet, dra vertrueden ze sinn.

Une voix.- Ooh!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech kann Iech hei soen, dass ech ganz gären…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn net gesot „ze vill Ministèren", mä „ze vill Leit" am grousse Ganzen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech kann Iech garantéieren, Här Wiseler, dass ech ganz gär och déi Agence de stockage selwer géréieren, ouni dass nach aner Ministèren dra sinn. Mä dat war deemools op Är Demande…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da kann et jo schéi ginn, sot.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat war deemools op Är Demande hin.

(Interruption)

Une voix.- Dat ass scho laang hier.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass scho laang hier. Ech wëll awer och hei betounen, dass mer den Text op Är Demande hin oder op Är Kritik hin awer dohigoend geännert hunn, dass mer zwar wuel als Ministère Leit doran designéieren, mä dass dat keng Beamte musse vun deene jeeweilege Ministèrë sinn, mä dass dat duerchaus kënnen Experten oder extern Experte sinn.

Et ass awer wichteg, dass déi verschidde Ministèrë vertruede sinn, fir eng Vue op deen Dossier do ze hunn, deen awer net onwichteg ass. Fir de Rescht ass et esou, dass déi meescht Agencen, déi mer an den europäesche Länner hunn - a se si bal an hinnen alleguerten -, separéiert si vum Ministère selwer, dee sech ëm d'Energie këmmert. An dofir, mengen ech, si mer hei um richtege Wee.

Voilà. Dat gesot, soen ech dem Rapporteur nach eng Kéier e grousse Merci. Ech soen alle Riedner e grousse Merci an ech soen alle Fraktiounen e Merci fir déi wierklech jorelaang Diskussiounen, déi mer op deem Projet haten, an dass mer en elo haut hei stëmme kënnen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wolter huet Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt e puer Wierder trotzdeem soen, an enger duebeler Fonctioun, déi ech bekleeden, well ech drop gewaart hunn, ob den Här Minister géif oder net e Sujet uschwätzen, deen awer vun enger Rei Virriedner ugeschwat ginn ass.

Et ass mengen Informatiounen no nämlech net esou, dass d'Sitte géife gesicht ginn. Et ginn ëmmer Sitte gesicht, mä ech ka mech drun erënneren, dass viru véier Joer - fënnef Méint virun de Gemengewahlen - de Buergermeeschter vu Suessem an ech selwer d'Visite hate vun zwee Ministeren, déi eis gesot hunn: „Et muss d'urgence eppes geschéien. A mir hunn eng Flächenetüd gemaach iwwert d'ganz Land, d'Landesplanung, de Stockage, den Arrivage iwwert den Zuch an iwwert d'Strooss an iwwer alles. A mir hunn dräi Sitten erausgesicht." Dat ass e Site am Mäerterter Hafen, dat ass e Site zu Leideleng, deen awer och tangéiert op d'Gemeng Lëtzebuerg, an et ass e Site, deen an der Gemeng ass, an dër ech Buergermeeschter sinn.

Et ass also mengen Informatiounen no net esou - oder Dir misst eis dat elo soen, dass Der amgaange sidd, komplett nei Sitten ze sichen -, mä et steet fest: Viru véier Joer - a kuerz virun de Gemengewahlen, wéi gesot - ass dat geschitt!

An dunn hunn zwou Gemenge gesot, si wären absolut net domadder d'accord. An dat wëll ech nämlech och soen, iwwert den NIMBY: Et huet eng Gemeng gesot, si wär net onbedéngt dergéint, well se géif agesinn, dass landesplaneresch an approvisionnementsméisseg an esou weider e Site, deen annerhallwe Kilometer vun der éischter Uertschaft ewech wär, scho géif Sënn maachen, besonnesch wann et am Süde vum Land wär, deen no regionale Kritäre jo och do ausgesicht ginn ass.

An dat, wat ech Iech wëll soen, Här Minister, dat hunn ech Ärem Virgänger scho gesot, an ech hunn et och Ären anere Kolleege gesot: Wann ee sechs Méint oder fënnef Méint virun de Gemengewahle bei Buergermeeschtere geet, fir hinnen ze soen: „Mir hunn eng relativ désagréabel Neiegkeet fir Iech. Sidd Dir bereet, dat ze maachen?", an et seet ee Jo, an duerno héiert ee véier Joer näischt méi - véier Joer näischt méi! Keen ee Kontakt, vu kengem Ministère, an deem Dossier! Je trouve ça pas très sérieux!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Merci dem Här Wolter. Dozou den Ekonomiesminister.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, ech wëll just dem Här Wolter soen, wann e vu véier Joer schwätzt, da kann e mech net gemengt hunn als Minister, dee bei him war, well ech sinn à tout casser dräi Joer Minister. Also muss do en Iertum virleien.

Ech menge just, eent ass ganz kloer: Mir hunn dräi Sitten definéiert. Dir hutt se opgezielt a mir stinn natierlech zu deene Sitten. Mä ech sinn haut express net op déi Sitten agaangen, well ech hei keng Polemik iwwer Sitten haut wollt hunn. Dovun ofgesi sinn déi an de Plansectoriellen dra virgesinn a se ginn och an deem dote Kader diskutéiert, souwuel mat de Gemenge wéi och mam Public. An dofir wollt ech et dobäi beloossen.

Mä wann Der wëllt, kënne mer awer och nach gär eng Debatt iwwert déi Sitten an hir Protagonisten, respektiv déi, déi sech dergéint wieren, féieren. Mä ech mengen net, dass dat an de Kader vun deem heite Gesetz passt.

Mä eent ass kloer: wa mer déi Agence de stockage do grënnen, dass mer och parallell musse Sitten hunn, wou mer de Stockage pétrolier kënnen assuréieren. An ech mengen, dass eng Rei Riedner dorobber agaange sinn.

Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt dem Här Schneider dorobber äntwerten, dass ech a kengem Moment gesot hunn, hie wär do gewiescht. Ech hu gesot: „D'Regierung war do mat zwee Ministeren", an ech hunn him kee Reproche gemaach. Ech hu just d'Fro opgeworf, wann de Stat vun de Gemenge gäre Saachen hätt an et kritt ee véier Joer, nodeem ee gebiede gouf, innerhalb vun enger Woch ëffentlech Versammlungen ze maachen - véier Joer duerno!, egal, wien de Minister ass, egal, wat fir eng Faarf dass et ass -, als Gemeng ni méi e Feedback - ni méi! -, ech hunn d'Fro gestallt: „Fannt Der dat seriö?"

Meng Äntwert ass: Ech fannen dat net seriö! Besonnesch wa jiddwereen heibanne seet, wéi noutwendeg et ass, wéi wichteg et ass, dass mer déi Lager hunn. Et gëtt een zesummegetrommelt an duerno geschitt näischt méi!

Wann also d'Regierung sech heiansdo wonnert, dass d'Gemengepolitiker - dat war eigentlech de Message, deen ech dem Här Minister wollt ginn - net méi esou schrecklech begeeschtert sinn, fir eng Rei Saachen ze maachen, da soll ee sech heiansdo d'Fro stellen, firwat dass dat ass! An deem heite prezise Punkt hunn ech eng ganz konkret Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, de Message war kloer, an ech mengen, de Message ass och verstanen. Dofir kënne mer…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech mengen, de Message, dee gëllt jo da fir een CSV-Minister an ee fréieren LSAP-Minister. Mä ech huelen en awer gäre mat op de Wee fir dann d'Zukunft.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just soen, datt den Energieminister responsabel ass fir d'Implantatioun vun den Tanken. Den CSV-Minister, deen Dir gemengt hutt, ass responsabel fir de Contournement vun der Strooss. Ech wëll lech just ganz kloer soen, wéi d'Rollenopdeelung war an ass!

(Brouhaha général)

Une voix.- Ech schenken dem Här Wolter meng Tanken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, doriwwer kënne mer och nach eng Kéier en Débat maachen, mä mir sinn awer haut den Owend um Enn vun dësem ukomm an ech géif dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6533 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6533 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57 Deputéiert hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 34 hu mat Jo gestëmmt, bei 23 Abstentiounen. Ech ginn dovunner aus, dass d'Abstentioune motivéiert sinn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ech wollt awer trotzdeem froen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

(Interruption)

Jo, et war zwar en zaghafte Jo, mä et war e Jo.

Da soen ech Iech Merci, a mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet 6667, eng Ofännerung vun enger Direktiv iwwert d'Autorerechter. An do huet direkt d'Wuert de Rapporteur, den Här Claude Haagen.

5. 6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 6667 huet als Objet, d'EU-Direktiv 2011/77 ëmzesetzen an dat bestehend Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert d'Droit-d'auteuren, d'Droits voisins an d'Bases de données ze änneren, fir datt eis national Gesetzgebung konform zu dësen europäeschen Normen ass. Déi nei Direktiv modifizéiert och déi al Direktiv 2006/116, déi d'Dauer vum Schutz vum Urheberrecht concernéiert.

Dëse Projet de loi gouf de 17. Mäerz 2014 vum Wirtschaftsminister déposéiert. D'Ekonomieskommissioun huet sech déi éischte Kéier den 2. Oktober 2014 mat dem Projet auserneegesat, an den Avis vum Statsrot ass op deem Datum an där Kommissioun analyséiert ginn. De 25. November 2014 huet de Statsrot an engem Avis complémentaire d'Amendementer positiv aviséiert, an d'Kommissioun huet dëse Rapport vun dem Projet de loi de 15. Januar vun dësem Joer ugeholl.

D'Direktiv 2011/77 hätt scho sollen den 1. November 2013 transposéiert sinn. Dowéinst krute mer de 16. Oktober 2014 en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun. An deem Kontext soll awer och gesot ginn, datt mer hei zu Lëtzebuerg net vill Jurisprudenzen an dësem Domän virleien hunn, soudatt d'Regierung op d'Transpositioun vun dëser Direktiv vun eise belschen a franséischen Nopere gewaart huet.

Den Haaptobjektiv vun dëser Direktiv an domadder dësem Projet de loi ass, de Kënschtler an Duersteller, also deene Leit, déi virdroen, en adequaten Niveau u Schutz ze garantéieren. Heimadder soll hir kreativ kënschtleresch an artistesch Kontributioun a Leeschtung unerkannt ginn. A genau dowéinst soll ënner anerem och d'Dauer vum Urheberrecht verlängert ginn. Fir prezis ze sinn, hei geet et ëm Kënschtler, déi vun den Droits voisins, oder aneschters genannt dem Leeschtungsschutzrecht, profitéieren.

Ech erënneren drun, datt Lëtzebuerg schonn 1997 d'Dauer vun der Protektioun vun 20 op 50 Joer fir déi ausübend Kënschtler an Tounträgerproduzenten, also am Audioberäich, verlängert huet. Elo gëtt déi Dauer, an dat ass am Fong den Haaptmessage, op 70 Joer eropgesat. Dëst ass e vertrietbare Schrëtt, wann ee bedenkt, datt d'Kënschtler ëmmer méi jonk ufänken an datt d'Dauer vun deene 50 Joer ze kuerz ka sinn, fir vun deene Revenue vun hire Wierker bis zum Liewensenn ze profitéieren.

No der Prestatioun oder der Veröffentlechung fänkt d'Urheberrecht beim Kënschtler, beim Artist un. Wat d'Produzente vu Phonogrammen ugeet, also och Audio-Opzeechner genannt, gëtt fir si d'Dauer och op 70 Joer verlängert, ausser si hätten net an deenen éischte 50 Joer eng zoulässeg Kommunikatioun gemaach.

Kënschtler hunn an der Realitéit oft Schwieregkeeten, d'Revenue vun hire Wierker bis zu hirem Liewensenn ze kréien, oder Problemer, fir hir Rechter anzekloen, dëst aus Käschtegrënn, Noweisgrënn oder Zäitgrënn.

D'Artiste brauche schonn eleng aus soziale Grënn eng finanziell…

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir Lexen aus der zweeter Rei!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Da sinn ech frou, datt ech an der éischter Rei sinn.

(Hilarité)

Wéi gesot, d'Kënschtler hunn oft Schwieregkeeten, d'Revenue vun hire Wierker bis zu hirem Liewensenn ze kréien, oder Problemer, fir hir Rechter anzekloen. Dat hunn ech elo grad gesot. Dofir brauche se schonn eleng aus soziale Grënn eng finanziell an eng zäitlech Ofsécherung vun eben hire Wierker. Dës a weider Änneruge féieren dozou, datt et an deem Domän vill méi gerecht zougeet.

Ech wëll hei nëmmen op e puer Punkte vun dësem Projet de loi ganz kuerz agoen. D'Ofsécherung gëtt also am Audioberäich, bei den Tounträger, vu 50 op 70 Joer gehuewen. D'Rechter an d'Protektioun vun de Filmproduzente bleiwe bei 50 Joer.

D'Kënnegung vun de bestehende Kontrakter tëschent den Artisten an de Kënschtler mat de Producteure ass an der internationaler Konventioun zum Schutz vun den Artiste verankert an och determinéiert. No engem Préavis vun engem Joer kann dëse Kontrakt gekënnegt ginn, wann de Producteur oder de Radiosender hir Obligatiounen net anhalen.

En anere Punkt betrëfft d'Cessiounskontrakter oder d'Transferrechter tëschent de Producteuren an den Artisten. De Producteur muss 20% vum Total vun de Rechter - Distributiounsrechter, Reproduktiounsrechter, d'Mise à disposition an esou weider - garantéieren, an dat fir all ganzt Joer no deene virgenannte 50 Joer.

Mat dësem Projet de loi gëtt och de Prinzip agefouert, datt d'Artiste während der Verlängerung vun hire Rechter Redevancen oder Rémunératioune kréien, déi net an de bestehende Kontrakter waren oder definéiert sinn.

D'Harmonisatioun vun der Dauer vun der Protektioun vun de musikalesche Kompositiounen, wou Musek an Texter entstane sinn, fir zesummen opgefouert oder gespillt ze ginn, ass e weidere Punkt vun dësem Projet de loi. D'Énnerscheeder, d'Differenze vun der Protektiounsdauer an der Gesetzgebung vu verschiddenen europäeschen État-membrë souwéi de Principe vun der libre Circulation vun de Servicer a vun de Wuere brénge mat sech, datt d'Rechter während 70 Joer nom leschte Verstuerwenen, an dësem Fall entweder dem Auteur vum Text oder dem Compositeur vun der Musek, garantéiert sinn.

All weider Detailer zu dësem Projet de loi fannt Der a mengem schréftleche Rapport, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Haagen. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Fir d'Alleréischt Merci dem Rapporteur, deen an engem technesch schwierege Sujet eng exzellent Aarbecht gemaach huet, souwuel schréftlech wéi mëndlech.

Mir wäerten och dee Projet stëmmen, allerdéngs net mat där allergréisster Begeeschterung. Net wéinst deem heite Projet, mat deem mer parfaitement kënne liewen, mä et muss ee jo wëssen: Hei geet et elo just ëm d'musikalesch Rechter an déi, déi dovunner ofhänken. Déi nächst Etapp wäert kommen. Do kommen dann och all déi aner Leit, déi Autorerechter ze kréien hunn, notamment am Film, am Bild. Déi wäerten natierlech elo déiselwecht Extensioun vum Délai froen. An do muss eiser Meenung no awer iergendwéi eng Kéier eng Brems ageluecht ginn.

A mir hunn an der Kommissioun vun deem zoustännege Beamten och héieren, datt d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung elo net onbedéngt eng wär, déi géif doranner bestoen, ëmmer do matzelafen, well si och déi dote Schwieregkeete gesäit. Dofir wëlle mir nach eng Kéier op deen dote Punkt insistéieren, datt een awer muss e bësselche virsiichteg sinn, well mir sinn amgaangen, eigentlech dee ganzen Esprit an d'Essenz vun den Autorerechter hei bei hirer Substanz ze huelen.

Dann eng zweet Bemierkung, Här Minister, wou ech wëll dovu profitéieren, fir op e Problem opmierksam ze maachen, dee mer scho ganz laang an dem Land hunn an dee mer net richteg geléist kréien: Dat ass d'Problematik vun den Autorerechter bei de Kabeloperateuren.

Do ass et nämlech nach ëmmer esou, datt an de Kabelnetzer eng ganz Rei vu Programmen net kënne legal agespeist gi wéinst enger Thematik vun Autorerechter. An do besteet dann natierlech eng Konkurrenz mat de Satellitten, déi deen dote Problem net hunn, wat derzou féiert, datt de Kabel ëmmer manner attraktiv gëtt, de Satellit méi attraktiv gëtt. Wat awer - an ech gesinn d'Ëmweltministesch doniewent sëtzen - net onbedéngt gutt ass fir d'Ëmwelt, wa mer do zu enger Multiplikatioun vu Satellittenantennen op den Diech, niewent den Diech, op de Fassaden an an de Gäert kommen.

Dofir nach eng Kéier, Här Minister, et wär vläicht net schlecht, wann Der géift deen ähnlechen Exercice maachen, deen Der an engem aneren Domän gemaach hutt, nämlech deem zoustännege Kommissär eng Kéier e Bréif schreiwen, fir dorop opmierksam ze maachen, datt hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Programmer net kënnen agespeist gi wéinst Autorerechter. An ech ginn lech just ee Programm, wat awer net deen am mannste wichtegen ass, dat ass d'BBC. Déi kann, leider, nach ëmmer hei net agespeist ginn.

A wéi gesot, dofir deen Appell un de Minister, deen, wat ech och weess, eng Sensibilitéit fir dee Sujet huet. Et wär gutt, wann Der do nach eng Kéier géift hannert deen zoustännege Kommissär goen.

Dat gesot, wäerte mir dee Projet stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar. Nächste Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'Éischt d'Geleeënheet notzen, fir dem Claude Haagen, dem Rapporteur, Merci ze soe fir säi Rapport.

Erlaabt mer nach e puer Gedanken. Nom Zweete Weltkrich huet d'SACEM zu Lëtzebuerg ugefaangen, d'Droit-d'auteure vun de franséische Chansonnieren anzekasséieren, déi op Radio Lëtzebuerg gespillt goufen. E grousse Meilestee war dann och deen, wéi d'SACEM 2003 zu Lëtzebuerg eng eegen Entitéit geschaaft huet. Op d'Beméie vu véier Leit, déi an der Musekszeen zu Lëtzebuerg beschtens bekannt sinn, an zwar de Bob Krieps, de Gast Waltzing, den Alexander Mullenbach an den Olivier Toth, ass d'SACEM Luxembourg als Société civile enstanen.

Dëst huet et erlaabt, datt d'Redistributioun vun den Droit-d'auteuren endlech der Lëtzebuerger Realitéit Rechnung gedroen huet an déi einheimesch Kënschtler méi dovunner haten. Zanterhier ass d'SACEM Luxembourg zu Lëtzebuerg zoustänneg, fir d'Rechter vun den Auteuren, de Compositeuren an Éditeuren am Museksberäich ze verdeedegen. Si suergt derfir, datt dës eben eng gerecht Bezuelung fir hiert kënschtlerescht Schafen erhalen. Fir Lëtzebuerger Kënschtler ass dat eng wichteg finanziell Énnerstëtzung, déi et hinnen erlaabt, weiderhi kreativ täteg ze sinn.

Momentan zielt d'SACEM Lëtzebuerg iwwer 800 Memberen, déi 2014 zesummen iwwer eng Millioun Euro u Droit-d'auteuren ausbezuelt kruten. Jiddwereen,dee Musek ofspillt, muss dës Droit-d'auteuren un d'SACEM bezuelen. Dat gëllt net nëmme fir d'Tëlee an d'Radiossenderen, mä awer och fir all Buttek, Restaurant, Café, Buvette an Disco, an och aner Geschäfter natierlech.

Dës Sue ginn dann no engem Schlëssel, deen der Realitéit vun der Diffusioun Rechnung dréit, un d'Auteure vun de Wierker weiderginn. Esou muss zum Beispill en Duerfveräin, deen e Bal organiséiert, 6,41% vun de Recetten op den Entréesbilljeeën un d'SACEM bezuelen. Mellt den Organisateur de Bal am Viraus bei der SACEM un, esou kritt en eng Remise vun 12,5%.

Här President, d'Haaptuleies vun dësem Gesetz, wat d'Direktiv 2011/77 ëmsetzt, ass eben, fir, et ass gesot ginn, d'Dauer vum Schutz vun den Droit-voisine vu 50 op 70 Joer ze erhéijen. Et muss ee wëssen, datt d'Droit-d'auteuren elo schonns bis 70 Joer laang nom Doud vum Auteur geschützt sinn. Den Ennerscheed tëscht den Droit-d'auteuren an den Droits voisins ass eben deen, datt d'Droits voisins notamment un d'Interpreten an d'Produzente vu Lidder oder Texter ginn, déi en Auteur geschaaft huet an déi also scho bestinn.

Et muss ee wëssen, datt, wat d'Droits voisins ugeet, also d'„verwandte Schutzrechte", wéi déi Däitsch dat nennen, Lëtzebuerg eent vun de wéinege Länner ass, wou dës guer net opgehuewe ginn. Et gëtt effektiv keng Firma zu Lëtzebuerg, déi sech dorobber spezialiséiert huet. Dat heescht, datt e Lëtzebuerger Interpret, ob dat e Rockmuseker, en Cellist aus dem OPL, e Gittarist aus engem Jazzensembel oder all anere Performer ass, keng Droit-voisinen aus enger Lëtzebuerger Perceptioun kritt, obwuel him dës Rechter eigentlech genausou wéi engem Créateur-auteur zoustinn.

D'Lëtzebuerger Musekszeen ass déi lescht Joren awer esou gewuess an huet sech och esou diversifizéiert, datt et un der Zäit wier, datt dës Kënschtler och hir gerecht Rémunératioun kréichen. Lëtzebuerg ass e Land, wou de Schutz vun der Propriété intellectuelle groussgeschriwwe gëtt. Dëst si Wäerter, déi och mir als

Demokratesch Partei verteidegen an ëmmer nees verteidegt hunn. Dofir wier et och nëmmen normal, wann d'Droit-voisinen och hei zu Lëtzebuerg un eis Kënschtler géifen ausbezuelt ginn. Leider ass, wéi gesot, nach keen do, deen dëst mécht, wéi d'SACEM dat bei den Droit-d'auteure ganz gutt mécht.

Et muss ee wëssen, datt d'Interpreten dat net selwer an d'Hand huelen. Dat muss schonns an der Form vun enger Gestion collective gemaach ginn. Ech hoffen, datt d'Basis, also déi concernéiert Kënschtler aus der Musekszeen, genau wéi dat och bei der SACEM 2003 geschitt ass, sech staark maachen, fir sech fir hir Rechter anzesetzen, an datt esou eng Firma erkennt, datt d'Lëtzebuerger Musekszeen et derwäert wier, fir hei och d'Droit-voisinen anzesammelen an auszebezuelen.

Ech fannen et nämlech fundamental, datt och hei zu Lëtzebuerg all Rechter rémunéréiert ginn, siefen dat déi vum Auteur oder déi vum Interpret oder Produzent. D'Droit-d'auteuren an d'Droit-voisine ginn Hand an Hand.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif weider keng Ausféierung méi zu deem Projet de loi ginn an d'Zoustëmmung vun eiser gréngер Fraktioun dozou ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass... - ah, ech hat den Här Kartheiser hei stoen - den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Mir wäerten als ADR dësen Text stëmmen, deen exzellent ass. Effektiv, ouni Droit-d'auteuren, siefen dat elo Droits d'auteur proprement dits oder Droits voisins, gëtt et keng Kreatioun. D'Essenz ass d'Rémunératioun vum Schafenden, vum Konschtschafenden, vum Komponist, vum Auteur, vum Interpret. An dat ass esou e wichtegt Uleies, datt mer dat onbedéngt sollten hei ënnerstëtzen.

Nodeem den Här Mosar eng Lanz gebrach huet fir d'Kabelbedreiwer an den Här Bauler fir d'SACEM an am Rahme vun der Transparenz iwwer eise Lobbyismus deklaréieren ech dann, datt ech Membre associé si vun der SABAM. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. No dësem kollektiven Outing...

(Hilarité)

...géif ech da froen, ob nach eng Wuertmeldung do ass.

Dat ass net de Fall. Dann huet de Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech soen dem honorabele Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Och alle Spriecher vun deene verschiddene Fraktioune soen ech e Merci, an och dem Här Mosar. Seng Kritik ass gehéiert. An ech ginn em och recht. Mir selwer waren als Regierung och net ganz glécklech iwwert den Detail vun där doter Direktiv, hunn eis awer leider op europäeschem Niveau net zu méi kënnen duerchsetzen oder net méi wäit kënnen duerchsetzen. Mä mir wäerte weider do en A drop halen.

An domat soen ech Iech alleguerte Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6667 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6667 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58 Deputéierter hu selwer oder par procuration um Vote deelgeholl an 58 hu sech der mat Jo ausgedréckt. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se d'Dispens gëtt.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum virleschte Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6700, en Amendement zum Kyoto-Protokoll. An ech wollt direkt drop insistéieren, dass dëse Projet laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme brauch. De Vote par procuration ass hei net zougelooss, soudass jiddweree weess, wou en drun ass. An de Rapporteur, den Här Henri Kox, huet direkt d'Wuert.

6. 6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Da kann ech d'Ried op deem Punkt e bësse verkierzen, dann ass dat scho gesot. Effektiv geet et ëm d'Ratifikatioun vum Kyoto-Protokoll, an dëst vun der Convention-cadre vun der UNO, déi den 8. Dezember 2012 zu Doha geholl ginn ass.

Dir hutt an de leschten Deeg oder Wochen an der Press kënne liesen: Säit 2000 waren all déi Joren hannendrun déi wäermste säit der Klimaoossung. Insbesondere 2014 war eent vun deene wäermsten, an dat och net nëmmen international an deenen anere Länner, mä och hei zu Lëtzebuerg. Dat kënnt net vun ongeféier an et gëtt och schonn des Éftere confirméiert a ganz renomméierte wëssenschaftleche Rapporten. Dee leschte Rapport, deen erauskomm ass, dat ass dee vun der UNO, vun de Klimaexperten, deen am Oktober erauskomm ass. Dat war de fënnefte Bericht successiv, deen dat nach eng Kéier bestätegt.

Wat huet dee Bericht gesot? Dräi Moossname vläicht, déi wichteg sinn: Éischtens, de Klimawandel ass eendeiteg. A säit 1950 gëtt en och successiv bestätegt. Fir d'Zweet ass e vu Mënschenhand gemaach, an dat ass och eppes, wat och haut net méi contestéiert gëtt. An drëttens, dat ass, dass d'Länner alleguerten opgefuerdert ginn, eppes ze ënnerhuelen. An dat ass och nach eng Kéier zu Lima am Dezember vun deenen 195 Länner, déi an deem Accord mat verhandelen, bestätegt ginn.

Dat heescht fir eis a fir mech ganz perséinlech, dass d'Lutte géint de Klimawandel eng Prioritéit muss vun all de Regierunge sinn. Dat soll och eis Chamber interesséieren. Dofir hu mer jo och en Débat d'orientation mat Rapport geplangt, dee mer hoffen, virum Summer awer kënnen hei dann ze debattéieren an dann och Moossname fir Lëtzebuerg kënnen auszeféieren.

Wat seet dat Gesetz selwer? Dir wësst, dass de Klimawandel säit 1992 an der Diskussioun ass. An dat ass duerch déi Convention-cadre vun der UNO an d'Liewe geruff ginn. '94 gouf se hei zu Lëtzebuerg ratifizéiert, '95 ginn eréischt d'Diskussiounen un a '97 si mer eréischt a sech zu deem Kyoto-Accord komm.

Wat huet dee gesot? Deen huet a sech gesot, dass all d'Länner, déi dee ratifizéieren - dat waren a sech d'Industrielänner -, 5% vun hire klimaschiedegende Gasen an der Period 2008 bis 2012 sollte reduzéiere par rapport zum Joergang 1990.

Et hätt sollen zu engem zweete Kyoto-Accord kommen, an dat no 2012. Et ass awer net zu deem Accord komm. An dofir ass et just zu engem Amendement zu deem Kyoto-Accord komm. An dat ass dat, wat mer haut ratifizéieren.

Wat huet dee gesot? Deen huet gesot, dass dann d'Period vun 2013 bis 2020 leeft an net méi 5% musse reduzéiert ginn, mä am Ganzen 18%. Dat heescht, et ass an d'Luucht gaangen. Et ass awer och nach e weidere Klimagas derbäikomm, dat ass de Stickstofftrichlorid. Ech wëll déi aner Stoffer net mat opzielen, mä dee bekanntesten ass den CO_2, deen am meeschten ëmmer an de Mënner ass.

Wéi gesot, et muss ratifizéiert ginn, fir dass e kann ugewannt ginn, dësen Accord, dat heescht, op d'mannst vun dräi Véirels vun deenen 192 Länner, déi deemools de Kyoto-Accord mat ënnerschriwwen hunn.

Wat heescht dat fir d'Europäesch Gemeinschaft? D'Europäesch Gemeinschaft huet gesot: 20% reduzéieren. An do deklinéiert sech dat Ganzt op Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg huet och gesot, et géif reduzéieren, an dat och ëm 20%, awer net par rapport zu 1990, mä par rapport zu 2005. An där neier Period bis 2020 muss Lëtzebuerg eben déi Efforte maachen.

Zu der legislativer Prozedur nach dräi Datumen. De 24. Juni 2014 gouf dëst Gesetz déposéiert. Den 21. Oktober 2014 huet de Statsrot säin Avis gesot. An den 30. September huet d'Chambre des Métiers och eppes gesot. An den - also véier Datumen - 20. November gouf ech als Rapporteur zu dësem Projet ernannt.

De Conseil d'État huet gesot, dass déi Zwee-Drëttel-Majoritéit hei muss genannt ginn. Den Här President huet dat scho virdru gesot. D'Chambre des Métiers hat a sech keng Observatioun.

Dofir géif ech mengen, dass deen Accord, wou et sech just ëm een Artikel handelt, och vun eis sollt kënne mat grousser Majoritéit gestëmmt ginn. An ech brëngen dofir och den Accord vun der gréngер Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madame Ministesch, erlaabt mer am Ufank, wéi dat hei am Haus üüblech ass, dem Henri Kox Merci ze soe fir dee schréftlechen an och säi mëndleche Rapport. Hie wor a senge Gedanken an Ausféierunge ganz wäit gaangen. Ech wëll dozou näischt méi bäifügen, wollt awer am Numm vun der CSV mer e puer Gedanken zum Klimawiessel maachen.

Mir hunn hei gesot kritt, dass am Kyoto-Protokoll en Amendement gemaach ginn ass. An deen ass jo awer esou geplangt, dass en 2020 zu Enn soll kommen. Mä maache mer eis dach näischt vir: Wann deen zu Enn soll kommen, de Klimawiessel geet virun! Zënter dem Akraafttriede vun dësem Protokoll am Joer 2005 sinn d'Dreifhausgasen net erofgaangen, mä au contraire, si sinn eropgaangen. All Joers hu mer en neie Rekord gebrach. An dat kënnt, well an der ganzer Welt, a ville Schwellelänner och mëttlerweil fossill Energien agesat ginn.

Momentan bedroen d'Emissioune schonn 43 Milliarden CO_2-Equivalent. Dat si 50% méi wéi 1992! Dobäi war den Energieverbrauch an de leschte Joren duerch d'Kris erofgaangen. Interessant op alle Fall: Wann een dës Emissiounen op d'Weltbevëlkerung iwwerdréit, da leie mer bei sechs Tonne pro Kapp! Dem Weltklimarot no, deen elo kuerz ugesprach ginn ass, mussen déi awer bis 2050 op 20 Milliarden erofgedréckt ginn, dat heescht nach just zwou Tonnen op de Kapp fir déi Leit, déi dann nach liewen. Ech net méi, mä déi Jonk vun eis, déi liewen dann nach.

An der Europäescher Unioun ass d'Moyenne néng Tonnen. A Lëtzebuerg huet natierlech ëmmer e Spëtzewäert vu 27 Tonnen. Do kënnt Der lech virstellen, wat fir eng Aarbecht virun ons läit, fir op zwou Tonne während deenen nächste Joren erofzegoen. An dobäi huet dann d'Europäesch Unioun, dat muss een awer soen, vill gemaach, well mir hunn nach just 11% vun de weltwäiten Emissiounen.

De Cocktail vun de gëftege Gasen an der Atmosphär huet negativ Auswierkungen, Dir wësst et: Waasserknappheet, Iwwerschwemmungen an esou virun, d'Uklamme vum Mieresniveau. D'Joer 2014, et ass elo grad gesot ginn, dat lescht Joer war dat wäermstent zënter de Moossungen, zënter 1854. Dobäi huet Lëtzebuerg souguer och seng Moyenne ëm 1,5 Grad eropgehuewen. A mir kënnen hoffen, dass et net esou weidergeet!

Bei der rezenter Ëmweltkonferenz zu Lima, wou d'Madame Ministesch jo derbäi war, ass zu Recht bemängelt ginn, dass déi gutt Usätz am Kyoto-Protokoll net weider befollegt si ginn. Et ass nach schlëmmer agetratt: Vill Länner hunn opgehale matzemaachen, si souguer aus dem Protokoll erausgetrueden. An domadder huet d'Effikassitéit jo och ofgeholl.

Wa mer keng Remedur maachen, dann ass dat Zil, dat mer eis ginn, 2 Grad net ze iwwerschreiden, net haltbar! An d'Klimatologe soen eis jo schonn, dass et wahrscheinlech dräi bis véier Grad wäerte méi ginn. Mir hunn also hei d'Ausmoossungen total verfeelt (veuillez lire: d'Ausmooss total ënnerschätzt)!

An de leschte Joren, muss een awer soen, sinn awer hei a Lëtzebuerg e puer Moossnamen ergraff ginn. Mir sollen net maachen, wéi wann näischt geschitt wier. Mir hunn am Amendement festgehalen, et ass elo grad gesot ginn: Eng éischt Period, do sollte mer ëm 5% erofgoen; déi zweet Period, do sollte mer ëm 18% erofgoen. D'Europäesch Unioun als Virreider seet: „Mir maachen 20%." A si wëllt souguer 40% maache bis 2030. Also, mir ginn eis do ganz ambitiéis Ziler! Hoffe mer, dass déi aner matmaachen.

Niewent dem ETS-Zertifikatiounssystem fir d'Industrië mussen awer och déi aner Beräicher, d'Net-ETS, Mesuren ergräifen, fir den Energieverbrauch erofzesetzen an domadder och dann d'Dreifhausgasemissiounen.

Ech dierf awer drun erënneren, wat e bëssen dramatesch ass, dass mëttlerweil d'Tonn vun CO_2 mat manner wéi 5 Euro gehandelt gëtt. An et war tabléiert ginn, haut wiere mer bei 30, 40; also wäit ewech dovunner! An dat mécht d'Saach och net einfach. Bis zum Joer 2020 muss de Präis eropgehuewe ginn, well mer probéiere jo, iwwerall Reduktiounen anzeféieren.

Am Bau hei am Land ass ganz kloer en Dréi geholl ginn, well mer duerch Passivhaus- an Niddregenergiebauweis virukommen. An ech muss och soen, de Klimapakt hei am Land huet a bal 106 Gemenge gegraff. An et kann ee jo nëmmen houfreg sinn, dass d'Leit um Terrain matmaachen.

Ee Beräich awer, wou mer versot hunn - ech géif do soen, mir hu kollektiv versot -, ass de Verkéier. Ech dierf just drun erënneren: Am Joer 1998, do hate mer 9,8 Milliounen (veuillez lire: 9,8 Milliounen Tonnen) Emissiounen. An dat war minus 28%, déi mer eis selwer ginn haten. Mä leider ass doropshin awer den Tanktourismus esou geklommen, dass mer haut erëm bal bei 12 Millioune leien.

Eng kleng Note nach dozou. D'Europäesch Kommunikatioun 689 aus dem Joer 2014 huet gesot gehat, Lëtzebuerg wäert seng Ziler bis 2020 ëm plus 23% iwwerschreiden. D'europäesch Moyenne ass minus 1%. Dir kënnt lech virstellen, wat mer do erëm eng Kéier eng Aarbecht virun ons hunn! An ech denken, dass d'Madame Ministesch e puer Wuert dozou wäert soen.

Si soen och an hirem Pabeier, der Kommunikatioun: Mir mussen eis Kraaftstoffer eroptaxéieren. Wéi mer dat hei maache wäerten, dat soll da gemeinsam organiséiert ginn. Mä ech denken, d'Etüd „Tanktourismus", déi wäert eis do nei Weeër soen. An ech soe ganz kloer: De Klimawandel, net all Mënsch erkennt dat, do muss awer - an ech mengen, dat maachen déi meescht Leit mat - e Mentalitéitswandel kommen!

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech wollt just soen, wa mer eis net ustrengen, da wäerten déi Käschten, déi hei ufalen - net fir ons, fir mech, mä fir meng Kanner oder fir Är Kanner a Kandskanner -, ganz grouss Käschten ervirruffen. A mir kënnen hoffen, dass deen nächste Vertrag zu Paräis hei en neit Resultat wäert bréngen!

An ech bréngen den Accord vun der CSV mat a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Oberweis. Dann huet den Här Roger Negri d'Wuert gefrot.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Henri Kox e grousse Merci fir seng Rapporten, déi mëndlech, schréftlech, déi ganz komplett waren. An dofir wëll ech och just e puer Wierder aus der Siicht vun der LSAP soen.

Mir stinn effektiv virun enger duebeler Erausfuerderung, souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi als Member vun der Europäescher Unioun. An och wann de Klimaschutz aus der politescher Aktualitéit verschwonnen ass, ass en nach ëmmer do an e gëtt net méi kleng, wat mer méi laang waarden.

Mir hunn zu Doha leider misse feststellen, dass zwee Länner haaptsächlech, d'USA a China,

net matmaachen an där zweeter Kyoto-Etapp. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Europäesch Unioun hei un engem Strang zitt an hir Responsabilitéit hëlt an dat net nëmmen a Sonndesriede mécht, mä an effektiv rechtlech verbindlechen Ziler och ëmsetzt. An dat kënne mir och nëmme weider ënnerstëtzen.

A wann d'Prognose vu renomméierten Experten och nëmmen e bësse stëmmen, dann ass et ganz kloer, dass mer hei gefuerdert sinn, a besonnesch hei zu Lëtzebuerg, wou mer en héije Liewensstandard hunn. D'Verbesserung virun allem vun der Energieeffizienz an d'Entwécklung vun neie Materialien an Technologien hei an der Recherche - ech mengen, mat deenen neien CRPen hu mer jo do déi Méiglechkeet - sinn e ganz wesentlecht Element am Kampf géint de Klimawandel.

Verbindlech Klimaziler, déi an der ganzer EU Uwendung fannen, ënnerstëtzen eis dobäi, grad an engem Moment, wou d'Energiepräisser esou niddreg sinn a wou mir alleguer natierlech versicht sinn, do net esou spuersam mat dëser Ressource ëmzegoen.

An deem Sënn wollt ech vläicht eis Ministesch froen, ob se eis kéint e puer Detailer ginn, wat no der Konferenz vu Lima Enn d'lescht Joer erauskomm ass, besonnesch en vue vum nächste Sommet, wou jo dann en definitiven Accord soll fonnt ginn, zu Paräis, an dat am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence.

An deem Sënn géife mir als LSAP dëse Projet ënnerstëtzen a ginn och domadder den Accord.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. Dann huet den Här Max Hahn d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech soe fir d'Éischt op dëser Plaz dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche schréftlechen awer och mëndleche Rapport.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir de Mëtten diskutéieren, gesäit en Amendement zum Kyoto-Protokoll vun 1997 vir, an dat fir sécherzestellen, dass de Klimaschutz och weiderhin eng Prioritéit bleift. Wéi scho gesot ginn ass, verlängert dës Ännerung och déi lëtzebuergesch Engagementer op dësem Niveau; elo emol bis 2020.

Här President, ech mengen, jiddwereen heibannen ass d'accord, dass mer op eis natierlech Ressourcen oppasse mussen. Dëst, fir dass sech eis Gesellschaft op laang Dauer weiderentwéckele kann a mir eise Kanner eng Welt hannerloossen, déi liewenswäert ass. Et wier onverantwortlech, wa mir eis Ëmwelt haut esou beschiedege géifen, dass et fir eis Kanner muer onméiglech wier, vun enger bestëmmter Liewensqualitéit ze profitéieren. Dofir mengen ech, dass de Klimaschutz en Thema ass, wat iwwert d'Parteigrenzen erausgeet.

An dësem Sënn hat dëst Haus och 2001 de Kyoto-Accord guttgeheescht, an deem mir eis engagéiert hunn, den Ausstouss vu gefëierleche Gase bis d'Joer 2010 ëm 28% par rapport zum Stand vun 1990 ze kierzen. Jo, dëst war en ambitiéist Zil, an et ass bestëmmt net falsch, fir an dësem Beräich éiergäizeg ze sinn.

Et muss een awer och realistesch sinn an agestoen, dass mer trotz ville Beméiungen et net fäerdegbruecht hunn, eis Ziler ze erreechen. Amplaz vun deenen ugepeiltenen 28% hu mer nëmme ganzer 8% gepackt. Dëst soll awer kee Grond sinn, de Kapp hänken ze loossen. Et soll vill méi eng Opfuerderung un eis alleguer sinn, fir nei Weeër ze fannen, wéi mer d'Energie méi effizient a méi propper notze kënnen, ob dat am Beräich vun de Privatpersounen oder vun de Betriber ass.

Jo, et ass richteg, sech weider ambitiéis Ziler ze setzen, esou wéi mir dat och haut de Mëtten hei maachen. Mä mir brauchen och eng Diskussioun iwwert d'Moyenen, wéi mer et fäerdegbréngen, eis Ziler hei am Land ze erreechen.

Här President, an dësem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass d'Sous-kommissioun, déi den Débat d'orientation zum Thema virbereet, sech dëst zum Zil gesat huet. Et geet hei drëms, d'Potenzialer beim Klimaschutz erauszeschielen, fir festzestellen, wou mer hei am Land nach Méiglechkeeten hätten, fir eis Energie méi effizient ze notzen.

Erlaabt mer dann awer och, kuerz drop hinzeweisen, dass d'Demokratesch Partei während deene leschte Joren d'Konzept vun der Klimabank ëmmer weider virugedriwwen huet an ech am Oktober d'Geleeënheet hat, eis Iddi vun enger Klimabank ganz konkret ze erklären.

Et handelt sech dobäi ëm eng Kooperatioun tëscht dem Stat an agréémierte Banken hei am Land, bei deenen een e Prêt logement kréie kann, fir säin Haus ze renovéieren an et domadder energetesch ze verbesseren. Well ee jo no esou enger Renovatioun manner Heizkäschten huet, kann ee mat dësem Erspuernis de Prêt zréckbezuelen. De Stat géif an dësem Fall d'Zënse vum Prêt iwwerhuelen, soudass et e Crédit à taux zéro géif ginn. An anere Wierder: De Stat hëlleft de Leit, hiert Haus energetesch ze sanéieren, andeems hien en Deel vun de Käschten duerch eng Virfinanzéierung iwwerhëlt.

Dës Iddi mécht a villerlee Hisiicht Sënn: Éischtens ass et besser, mir investéieren hei am Land, wéi dass mer d'Sue fir Projeten am Ausland ausginn; zweetens gëtt esou d'Bausubstanz hei zu Lëtzebuerg erneiert; drëttens kréien eis lokal Handwierksbetriber méi Opträg, a véiertens ginn d'Privatstéit duerch d'Aspuerunge bei den Heizkäschte finanziell entlaascht.

Här President, d'Klimabank ass also e Moyen, wéi een eng nohalteg Klimapolitik an eng iwwerluechte Wirtschaftspolitik zesummebrénge kann. De Mëtte gi mir eis weider Klimaschutzziler. Elo ass et un der Zäit, fir Konzepter op den Dësch ze leeën, mat deene mir eis éiergäizeg Ziler erreeche wäerten. Eist Land huet vill Potenzialer. Et geet drëms, dës fräizesetzen!

Ech soen Iech Merci, an ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'ADR kann hei e Bäitrag leeschten, andeems se vläicht méi e realistesche Bléck op déi Debatt hei an déi Problematik haut proposéiert. Mir huelen, wéi all Partei hautzudaags, den Ëmweltschutz extrem eescht, inklusiv selbstverständlech de Schutz vun der Atmosphär. A mir begréissen et, datt an engem Accord, wéi elo zu Doha, och ëmmer weider Gasen a méiglech Dreifhausgasen do op déi Lëschte gesat ginn an datt dat zu enger Ustrengung féiert, fir d'Natur méi ze schounen.

Trotzdeem muss een awer och realistesch sinn a feststellen, datt de System, deen zu Kyoto agefouert gouf, largement ineffikass ass. Ech wëll hei just e puer Zitater vun eisem Rapport aus der Cour des Comptes vun 2013 bréngen, déi dat ganz kloer soen.

D'Cour des Comptes sot, éischtens, datt deen Objektiv, dee mir eis als Lëtzebuerg gesat haten, «complètement irréaliste» wär. Dat Zweet, wat d'Cour des Comptes gesot huet, dat ass, datt déi Mechanismen, déi agefouert gi sinn, «très critiquables d'un point de vue écologique» wären. An déi drëtt Constatatioun, dat wor, datt deen «marché de quotas d'émission de gaz à effet de serre», deen do agefouert gouf, «s'est avéré comme un échec.» Dat ass dat, wat d'Cour des Comptes gesot huet.

A mir musse jo och gesinn, wa mer Europa insgesamt gesinn an d'Emissioune weltwäit - verschidde Virriedner hunn op Aspekter do schonn opmierksam gemaach -, mä an Europa ass dee gréissten Deel vun der Reduktioun vun den Emissiounen där Tatsaach ze verdanken, datt déi osteuropäesch Industrien eben no 1990 ofgebaut goufen a keng Emissioune méi bréngen.

Deen Amendement, dee mer haut hei solle stëmmen, betrëfft maximal 15% - et gëtt geschat 13% - vun de Weltemissiounen an Equivalent CO_2. Do sinn déi wichteg Staten ausserhalb der Europäescher Unioun iwwerhaapt net vertrueden. Also, et sinn u sech d'Europäesch Unioun an e puer anerer, déi deen do Engagement op sech huelen.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, datt mir bei deenen 13% mat 0,000... Ech weess net, ob d'Regierung genau weess, wat do genau eise Pourcentage ass, mä deen ass fir d'Welt, net fir eis, mä fir d'Welt an d'Emissioune weltwäit absolut négligeabel!

Mir mussen eis awer froen: Déi do Kontributioun, déi mir bréngen, wat bedeit déi fir eis an eis Ekonomie? Mir hunn, an dat wësse mer, Problemer op der Finanzplaz a mir hunn als Land e Problem, datt mer ze vill ofhängeg si vun de Servicer vun engem Secteur vun der Ekonomie. Et ass also dofir wichteg, datt mer d'Méiglechkeete vun der Diversifikatioun ëmmer nees préiwen an och no vir dreiwen. An et ass och wichteg, datt mer déi aner Industrien oder aner ekonomesch Akteuren am Land, wéi d'Industrien, net découragéieren an net delokaliséieren.

Elo seet awer d'FEDIL eis ganz kloer, datt si enorm Problemer huet. D'Energiepräisser sinn ze héich a si ënnersträicht de Risk vun der Delokalisatioun vu Betriber aus der Europäescher Unioun eraus, och aus Lëtzebuerg eraus, wat also dann eis Ofhängegkeet géintiwwer vum Finanzsecteur nach méi géif erhéijen an Zäiten, wou awer do genuch Problemer sinn.

Mir mussen also kucken, datt mer elo net nëmmen, wa mer hei iwwer Klimaschutz schwätzen, déi eng Dimensioun gesi vun deem Bäitrag, dee souwéisou fir Lëtzebuerg négligeabel ass, mä mir mussen de Gesamtbléck op eis Ekonomie an eis ekonomesch Interessen an op d'Noutwendegkeet vun der Diversifikatioun vun eiser Industrie och huelen.

Mir hätte gär als ADR, datt mer selbstverständlech eng éierlech a realistesch an ëmsetzbar Ëmweltpolitik féieren. Mir hätten awer och gär, datt mer ouni Ideologie a mat Realismus op d'Interesse vun eiser Ekonomie oppassen. A mir hätte gär, datt mer net aus ideologesche Grënn eng wichteg finanziell Kontributioun zu eisem Statsbudget - an dat ass den Tanktourismus - elo einfach op d'Spill setzen, wou mer souwéisou schonn e Budgetsdefizit hu beim Stat, wou mer souwéisou schonn Ausfäll hunn duerch d'Ewechfale vun de Steieren am Beräich vum elektroneschen Handel an esou virun. Et ass net an där Situatioun - och egal wéi wichteg elo d'Ëmweltpolitik eis ass -, fir liichtfankeg mat deenen anere finanziellen an ekonomeschen Interesse vum Land ëmzegoen!

Et ass also méi verlaangt wéi en eesäitege Bléck op déi reng Ëmweltaspekter, wéi gesot, déi fir Lëtzebuerg souwéisou an dëser Problematik net ganz bedeitend sinn, weltwäit gesinn.

A wat mer nach als leschte Punkt wëlle bréngen, ass eben deen Aspekt, datt mer hei souverän Rechter ofginn an engem Domän, wou dat net néideg ass!

Mir sinn als ADR souwéisou ëmmer der Meenung, datt mer sollen déi Saachen, déi mer kënnen national décidéieren, sollen national décidéieren. Wa mer souverän Rechter ofginn, muss dat an engem Sënn sinn, datt et eng temporär Derogatioun ass. Esou steet et jo och an eiser Constitutioun. Et soll eis eng Souveraineté partagée ginn. Et soll eis gläichzäiteg méi Handlungsméiglechkeete bréngen. Vun deene Kritären ass hei keen erfëllt. Dofir si mir am Prinzip och net dermat d'accord, datt mer an dësem Beräich souverän Rechter ofginn.

Mir wëllen, wéinst der Wichtegkeet och, deen den Ëmweltschutz fir eis huet, net géint dës Ratifikatioun stëmmen, mä aus all deenen anere Considératiounen, déi ech hei hu kënne bréngen, wëlle mer eis enthalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. De leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wëll zu där Debatt hei just soen, dass mer eist Kyoto-Zil, dat heescht eng Reduktioun vun 28%, grandios verfeelt hunn! Mir hu just 8% aus eegener Kraaft gepackt, an déi sinn och just zréckzeféieren op d'Émstellung vun den traditionellen Héichiewen op Elektrostolwierker an den 90er Joren. Déi feelend 20% hu mer erkaaft iwwer Kompensatiounsmoossnamen, wéi se och am Kyoto-Protokoll erlaabt sinn an deene sougenannten „flexibele Mechanismen".

D'Cour des Comptes huet dës Praxis virun engem Joer an engem Avis schaarf kritiséiert. D'Klimapolitik, huet se gesot, géif hei als e renge Kontabilitéitsexercice gesi ginn, andeem zousätzlech Emissiounsrechter kaaft ginn oder Kompensatiounsmoossnamen an deene Länner finanzéiert ginn, wou se am bëllegste sinn, an net do, wou se am meeschte Sënn géife maachen.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias S.A. / Polygraphic S.A., Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg S.A. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress S.A. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

An esou e massive Réckgréff op Kompensatiounsmesurë wier - esou d'Cour des Comptes deemools, an dat gëllt och haut nach - och guer net am Sënn vum Kyoto-Protokoll, deen déi Mesuren nëmmen als complémentaire gesäit niewent deenen nationale Beméiungen am Land selwer. Während hei am Land am Fong geholl et ëmgedréit funktionéiert an déi real Mesuren hei an der Wirtschaft éischter als complémentaire a fakultativ ugesi ginn.

Zu Lëtzebuerg huet den Emissiounshandel iwwerdeems zu enger Festleeung vun engem Wirtschaftsmodell gefouert, deen op fossille Brennstoffer baséiert an Investitiounen a reell Klimaschutzpolitik gebremst a blockéiert huet.

D'Versoen an d'Onkontrolléierbarkeet vun dësem Zertifikatsmarché huet och derzou gefouert, dass grouss Konzerner a Spekulanten drop sëtzen an dermat massiv Geld verdéngen. Virop natierlech - Dir wësst et alleguer - ArcelorMittal, déi esou Zertifikater am Wäert vun iwwer 300 Milliounе besëtzt, déi se fir näischt kritt huet an elo net méi wëllt zréckginn.

Esou en Instrument kann net Deel vun enger Klimaschutzpolitik sinn. Et steet där éischter am Wee. An déi zu Doha décidéiert Verlängerung vum Kyoto-Protokoll verflicht d'EU elo zu enger Reduzéierung vun 20% bis 2020; wat e schwaacht Zil ass, wéinstens wann een den Ëmweltorganisatiounen nolauschtert an och wann ee gewësse Wëssenschaftler nolauschtert, déi sech dozou geäussert hunn. Déi fuerderen e Minimum vun 30%.

Wat Lëtzebuerg ugeet, muss fir dës zweet Period just nach e Minus vun 20% par rapport zu 1990 virgewise ginn. D'Europäesch Ëmweltagentur huet awer an hirem leschte Rapport ausgerechent, dass Lëtzebuerg mat der aktueller Politik, wann déi fortgefouert gëtt, e Stéck méi wäert ausstousse wéi nach 1990, souguer méi wéi haut nach. A souguer mat zousätzleche Mesurë géifen eis Emissioune konstant bleiwe par rapport zu 1990.

Wa mer elo deen Amendement hei stëmmen zum Kyoto-Protokoll, verflichte mer eis am Kader vun der EU genee dozou. Méi net, och net manner. Dobäi wier et, menge mir, grad wichteg, an d'Zukunft ze investéieren, net nëmme wéinst Kyoto, mä och aus aneren Ursaachen, wéinst der wirtschaftlecher Diversifikatioun, wéinst der Liewensqualitéit generell hei am Land.

E Beispill ass den Ausbau vun den erneierbaren Energien, wou den Undeel um Gesamtverbrauch de Moment bei 3,1% nëmme läit, wat en immens niddregen Undeel ass am Verglach och zu deem am Fong geholl wéineg ambitiéisen Zil, dat Lëtzebuerg sech gestallt hat, vun 11%.

Mir mengen och, dass de massiven Ausbau vum ëffentlechen Transportréseau néideg wier, fir méi Autoen a Camione vun der Strooss ze kréien, an net fir méi Autoen a Camionen op d'Stroossen ze kréien, wéi dat bei verschiddene Contournementen de Fall ass, vun deenen och schonn an där Debatt hei virdru geschwat ginn ass, déi géint all Prinzipie vun der Landesplanung verstoussen, och well se a Konkurrenz stinn zu enger vill befuerener a vill benotzter Eisebunnsstreck an där Géigend.

D'Verlängerung vum Kyoto-Protokoll, menge mer awer, wier hei noutwendeg a wichteg, och wann et just e Minimalkonsens ass. Et ass en Iwwergangsinstrument bis 2020. A mir hoffen, dass duerno e méi ambitiéist - hoffe kann ee jo ëmmer! - a wierksamt Ofkommes a Kraaft trëtt, dat och de Kader setzt fir eng Klimaschutzpolitik op internationalem an europäeschem Plang, déi deen Numm och verdéngt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. An dann hätt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Ëmweltminister Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, éischtens emol e grousse Merci engersäits dem Henri Kox fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport an awer och den eenzelne Fraktioune fir dee Soutien, dee mer hei kréien, fir déi Ënnerstëtzung a fir déi engagéiert Wierder.

Déi engagéiert Wierder och vum Här Oberweis, vum Här Negri, vum Här Hahn, dat weist, de Klimawandel ass eng Realitéit, et beweist, dass et hei an och…

(Interruption)

…genau, och vum Här Urbany…

(Interruption)

Genau!

(Brouhaha)

Op jidde Fall, un Iech alleguerten e grousse Merci…

(Hilarité)

..fir déi Ënnerstëtzung!

De Klimawandel ass keng ideologesch Astellung. De Klimawandel ass Realitéit an de Klimawandel ass haut scho sichtbar an d'Auswierkungen dervun. Si si bei eis sichtbar. Mir mussen Adaptatiounsmesuren huelen. Aner Länner hunn eng national Sécherheet, déi se musse protegéieren, si hu Land, dat verschwënnt. An dat ass dat, vun deem mer, ënner anerem och, zu Lima schwätzen! Dat ass dat, vun deem mer op internationalem Niveau schwätzen.

An ech si frou, dass mir als Lëtzebuerg hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Eng Responsabilitéit engersäits, wéi och den Här Hahn et gesot huet, vis-à-vis vun eise Kanner. Eng Responsabilitéit vis-à-vis vun engem Liewen, wat nach kënnt a wat sech och hei soll entwéckelen.

Wa mer vu Klimawandel schwätzen an dann d'Ekonomie mat an d'Spill huelen, Här Kartheiser, da muss ech Iech soen, dass mir eis eng nohalteg Ekonomie wënschen, eng, déi op déi Challengen ageet, déi sech hir stellen. Eng innovativ an eng, déi Effizienz och am Beräich vun der Energie gesäit an och am Beräich vun den Emissiounen.

Ouni gesond Loft, ouni proppert Waasser an ouni e gudde Buedem ka sech hei a Lëtzebuerg an néierens op der Welt eng gesond Ekonomie entwéckelen an ass och keng Wirtschaft méiglech. Dofir ass dat de Grond, firwat et wichteg ass, fir géint de Klimawandel anzetrieden.

Et ass e grousst Zeechen, grad well mer och d'Présidence hu vu Lëtzebuerg, wa mer dat Amendement vun Doha elo ratifizéieren, am Virfeld vu Paräis.

Et ass och esou, an doriwwer sinn ech ganz frou, dass mer zu Lima nieft dem Basisdokument - an do ginn ech op dem Här Negri seng Fro an -, nieft dem Basisdokument vu véier Säite plus 37 Säiten - also vun 41 Säiten insgesamt -, wat eis all Weeër oplëscht, och op europäeschem Niveau konnten dank ville Sëtzungen en Accord fannen, dass mer dat Doha-Amendement zum Kyoto-Protokoll och op europäeschem Niveau kënne guttheeschen, soudass mer de 17. Dezember konnten als Ëmweltminister soen: „Dat doten akzeptéieren all europäesch Länner." Dat war wichteg. Polen hat bis zu deem Zäitpunkt nach blockéiert an no Lima hate mer do e gemeinsamen Accord.

A Lëtzebuerg ass elo eent vun deenen éischten, wat dat och a Musek ëmsetzt. Dofir e grousse Merci! Ech denken, dass et och net ass, well anerer net matmaachen, dass een net soll als EU dat gutt Virbild sinn. Als EU e Leader bleiwen, dat ass dat, wat mer musse maachen! Déi positiv Geschicht erzielen, net nëmmen d'Erausfuerderungen nennen, mä och d'Chancë gesinn, déi sech opdi fir eis Wirtschaft, d'Chancë gesinn, wéi och den Här Hahn et gesot huet.

Ech soen Iech e grousse Merci fir Är Ënnerstëtzung!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Minister. Da wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6700 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

Keng Procuratiounen, sorry! Dat ass „die Macht der Gewohnheit". Keng Procuratiounen! An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Et hu 57 Deputéierter selwer ofgestëmmt, 54-mol Jo an 3 Enthalungen. Domat ass de Projet mat enger qualifizéierter Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An et bleift mer just nach ze froen, ob de Projet eng Dispens vum zweete Vote kritt.

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dëst ass och en Accord... Mir brauchen nach eng Kéier eng Dräivéierelsmajoritéit.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi dee leschten...

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä...

Jo! Also, mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6716, erëm e Protokoll, dës Kéier iwwert den Zougang zu genetesche Ressourcen. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gérard Anzia.

7. 6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo hei zu spéider Stonn ënnerwee an et ass net méi gradesou einfach, dann déi ganz Konzentratioun dofir opzebréngen,…

(Brouhaha général)

…wat eis awer bestëmmt nach wäert gelëngen. Ech probéieren, mech esou kuerz wéi méiglech ze faassen an esou laang wéi néideg d'Ausféierungen ze maachen.

Et geet also elo ëm d'Approbatioun vum Nagoya-Protokoll, déi mer um Programm stoen hunn. E Protokoll, deen un éischter Stell enger gewësser Biopiraterie soll entgéintwierken, dat heescht, der Notzung vun natierlechen a genetesche Ressourcen ouni d'Averständnis vun deem Land, wou déi Ressourcë sech befannen, an ouni dass dat Land dofir entlount gëtt.

Et geet an dësem Protokoll drëm, d'Biodiversitéit ze erhalen an ze schützen an e juristesche Kader ze setze fir d'Notzung vun de genetesche Ressourcen. Och ginn d'Rechter an d'Flichte vun deenen eenzelnen Akteure festgehalen. Dat sinn op där enger Säit d'Länner, déi déi genetesch Ressourcen hunn, an op där anerer Säit déi industriell a kommerziell Notzer, déi déi Ressourcen exploitéiere wëllen, zum Beispill an der Kosmetik, der Pharmaindustrie an nach villen anere Beräicher.

Et si véier grouss Prinzipien, déi an dësem Protokoll niddergeschriwwe sinn:

Éischtens, et ass festgehalen, dass d'Notzung vun de Ressourcen nëmmen a géigesäitegem Averständnis ka geschéien.

Zweetens, dass a Contrepartie zu der Notzung eng gerecht an équitabel Deelung vun den Avantagen, vun den Uwendungen a vun de Ressourcë geschitt. Dat kann a Form vu Suen, Retour vu Fuerschungsresultater an/oder och vun Technologietransfert geschéien.

Drëttens, dass dat Land, dat déi Ressourcë besëtzt, awer och muss den Accès zu de Ressourcë garantéieren an esou regelen, dass den Accès gerecht an net willkürlech ass.

A véiertens, zu gudder Lescht, sinn déi zwou Partien, also déi, déi d'Ressourcen notzen, an déi, déi d'Ressourcë besëtzen, opgefuerdert, eng nohalteg Notzung ze garantéieren an d'Biodiversitéit op der Plaz ze erhalen.

Eng oppe Fro ass an der Kommissioun awer nach bliwwen: Wat geschitt, wann déi zwou Parteie sech net eens ginn? De Protokoll ass do net ganz eendeiteg. An dës Fro muss nach an de Verhandlungen zwëschen deene verschiddene Parteien da gekläert ginn.

Elo nach zum prozeduralen Deel. De Protokoll vun Nagoya ass den 29. Oktober 2010 ugeholl ginn. Lëtzebuerg huet dee Protokoll den 23. Juni 2011 ënnerschriwwen. Den Europäesche Conseil huet de Protokoll de 14. Abrëll 2014 approuvéiert. De Projet de loi ass den 11. September vum leschte Joer an der Chamber déposéiert ginn. De Protokoll ass zwëschenzäitlech den 12. Oktober 2014 a Kraaft getrueden, well dunn eben 51 Länner e ratifizéiert haten.

Den Avis vun der Chambre des Salariés ass de 27. September, dee vun der Chambre de Commerce de 7. November 2014 erstallt ginn. Déi hunn alle béid de Projet de loi approuvéiert.

De Conseil d'État huet säin Avis den 11. November 2014 erstallt a bemierkt, dass e sech hätt kënne virstellen, dass de Protokoll zesumme mat den Ausféierungsreglementer an engem Gesetz hätt kënne regruppéiert ginn, an approuvéiert de Projet de loi awer mat enger klenger kosmetescher Korrektur vun engem Bindestréch.

D'Ëmweltkommissioun huet dunn den 3. Dezember 2014 de Rapporteur genannt an de 15. Januar 2015 de Rapport ugeholl. Domat wär ech um Enn vu mengem Rapport ukomm.

Ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Anzia. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Protokoll, dee mer dann elo kënnen, wa mer wëllen, approuvéieren, steet an der direkter Suite vun der Rio-Konferenz an der Konventioun iwwert d'Biodiversitéit an ass deen éischten Erfolleg u sech an der Suite vun deene Konferenzen zanter dem Kyoto-Protokoll, dee mer viru Kuerzem - jo elo just - nach diskutéiert hunn.

Lëtzebuerg war zu Nagoya duerch de Marco Schank vertrueden. Ech weess et net, mä ech mengen - ech si ganz sécher -, datt seng Präsenz a seng Matdiskussioun do mat derfir gesuergt hunn, datt dëse Succès konnt zustane kommen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- An dofir gi mer och mat Freed den Accord vun eiser Fraktioun a soen dem Rapporteur Merci fir d'Erklärungen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Zeimet. An dann den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur Gérard Anzia e grousse Merci soe fir seng exzellent Rapporten a ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Negri. Den Här Max Hahn huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

Une voix.- Ech ginn den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An dat kann lech net ëmstëmmen?

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Wat eng Freed!

(Interruption et hilarité)

Wat eng Freed! Här President, Dir Dammen, Dir Häre, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur a mengem fréiere Professer Merci soen…

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions)

M. Max Hahn *(DP).*- …fir säin ausféierlechen a ganz schnelle Rapport. Ech wäert probéieren, dann och eng ganz kuerz Interventioun ze maachen.

Wéi ech den Objet vun deem heite Projet gelies hunn, hunn ech mer gesot: Et ass dach evident, dass déi Länner, déi genetesch Ressourcen hunn, derfir entschiedegt ginn. Ech konnt mer net virstellen, dass hautdesdaags nach eng Zort Biopiraterie géif herrschen.

Une voix.- Et gëtt alles!

M. Max Hahn *(DP).*- Fir déi Leit, déi net wëssen, wat Biopiraterie ass, wollt ech lech dat kuerz un engem klenge Beispill erklären.

(Brouhaha)

Jiddefalls si Biopirate keng Piraten, déi Bioproduiten am Supermarché klauen.

(Brouhaha et interruption)

Neen, Spaass beiseit! E sougenannte Biopirat ass e Fuerscher vun enger Firma, deen zum Beispill an den Amazonas geet a sech do als Tourist ausgëtt. Hien heuchelt e staarkt Interessi un deem, wat déi Eenheemesch mat hire Planzen a Blumme maachen. Hien observéiert, wéi dat Vollek déi verschidde Wierkstoffer asetzt, fir zum Beispill eng Krankheet ze heelen.

Heemlech hëlt hien en Échantillon vun dëser exotescher Planz mat a léisst se am Labo vu senger Firma analyséieren. Do gëtt da mam Wierkstoff vun dëser Planz gefuerscht an, deemno wéi, en neit Medikament oder och en exotesche Parfum dorauser hiergestallt. Déi Firma léisst sech dës „Inventioun" da patentéieren, ouni dass déi Leit, déi d'Wësse vun där Planz scho säit Jore benotzt hunn, eppes dovunner hätten an och finanziell dofir géife belount ginn. Dëst ass en einfacht Beispill, wéi Biopiraterie an der Praxis ka fonctionnéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Dofir begréisst d'Demokratesch Partei et ausdrécklech, dass et zu dësem Protokoll komm ass. De Protokoll stellt nämlech kloer, dass esou Ressourcen an och d'Wësse ronderëm dës Ressourcen net méi ouni Contrepartie dierfen „geklaut" ginn.

Här President, de Protokoll stellt och kloer, dass, wann esou eng Ressource gebraucht gëtt, éischtens, d'Besëtzer vun dëser Ressource mussen au courant sinn an och averstane sinn, dass dës Ressource benotzt gëtt. Zweetens muss eng Firma, déi op Basis vun esou enger Ressource en neie Produit op de Marché bréngt, dem Fournisseur vun der Ressource eng gerecht Entschiedegung derfir ginn, sief dat a Form vu Suen oder andeems d'Besëtzer vun de Ressourcen - vun der Erfahrung - vun dëser Erfindung mat profitéieren.

Et muss och an deem Sënn kloergestallt ginn, dass dës Contrepartie vun den Entreprisë sécherstellt, dass d'Biodiversitéit an där Géigend erhale bleift. Da gëtt awer och nach kloergestallt, dass d'Besëtzer, déi hir Ressourcen den Entreprisen zur Verfügung stellen, an och d'Entreprisen, déi se mathuelen, d'Ëmwelt respektéieren an all Handel mat dëse Ressourcen eng nohalteg Entwécklung respektéiert.

Dëst gesot, ginn…

Une voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- …ech den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

A wann ech gelift, wann ech gelift, nach…

Une voix.- Pscht!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …e bësse Gedold an e bësse Rou. Merci!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Och an der zweeter Rei!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir wësst jo elo, wat Biopiraterie ass. Dofir wëll ech mech eigentlech op déi Aspekter beschränken, déi ech wollt der Madame Minister mat op de Wee gi fir d'Suite elo vun deem Ganzen.

Mir wäerten dat hei als ADR och matstëmmen, mä no deenen Diskussiounen, déi mer an der Ëmweltkommissiounen haten, mengen ech, sinn awer eng Partie praktesch Kommentaren néideg fir d'Suite, wéi mer déi Konventioun sollen ëmsetzen.

Dat Éischt, mengen ech, dat ass, datt et wichteg ass, wann déi Texter dem Parlament virgeluecht ginn, datt mer besser informéiert sinn iwwert d'Implikatiounen, déi wierklech fir Lëtzebuerg domat verbonne sinn. Dat betrëfft hei an dësem Fall zum Beispill d'Statslaboratoiren, mä och d'Industrien. A mir hätten eis gewënscht, datt och d'Regierung dee Reflex hätt, fir déi Partner besser anzebannen a se virdrun ze froen.

Wa mer elo higinn a mir maachen en Ëmsetzungs-, en Exekutiounsgesetz, wat mer relativ séier brauchen, da wollte mir als ADR Iech mat op de Wee ginn, fir d'Implikatiounen op d'Patentrecht besonnesch ze kucken. Well d'Ressourcen, déi an der Fuerschung do…, oder d'Fro ass eigentlech, ob d'Fuerschung all déi Sourcen, déi se huet, muss oppeleeën, muss bekannt ginn, wann e Patent ugemellt gëtt. Well mir wëllen einfach verhënneren, datt do spezifesch Nodeeler fir déi lëtzebuergesch Fuerschung par rapport zur Konkurrenz kënnen entstoen.

Den Zweck vum Protokoll ass jo eigentlech, andeem een d'Biopiraterie zwar verhënnert, den Zougang zu genetesche Ressourcen awer ze erliichteren. Dat ass jo eigentlech dee Grond oder deen Interessi, dee mir op eiser Säit hunn, fir esou e Protokoll matzedroen. An dofir ass et wichteg, datt mer eng Rei Saachen, déi och eis Ekonomie kënne betreffen, mat berücksichtegen.

Dat Éischt ass: Mir mussen op déi Propriété intellectuelle, déi schonn existéiert, oppassen, fir datt mer déi net a Fro stellen. Dat gëllt och fir dat sougenannt „traditionellt Wëssen" an deem Protokoll, dat awer schonn am Domaine public ass.

Mir wëllen och keng administrativ Belaaschtung vun eise Fuerschungsariichtungen oder vun den Entreprisen. A mir insistéieren och drop, datt d'Gültegkeet vum Nagoya-Protokoll ausschliisslech natierlech sech op déi Länner bezitt, déi och Partie si vum Nagoya-Protokoll, an datt de Geltungsberäich net kann doriwwer ausgedehnt ginn.

Da si wichteg fir Lëtzebuerg nach zwou Saachen: Mir mussen déi Firme schützen, déi zwar eis national an d'EU-Gesetzgebung an deem Domän respektéieren, déi awer trotzdeem an den Hierkunftslänner vu genetesche Ressourcë kënne Prozesser kréien.

Dat ass besonnesch de Fall mat Indien, wou verschidden Transportentreprisen oder Tëschenentreprisen am logistesche Beräich kënne mat Prozesser konfrontéiert ginn, obscho se an den Ae vun der Europäescher Unioun oder och vun nationalen Autoritéite konform gehandelt hunn. A fir e Land, wat am Transportsecteur oder an der Logistik awer eng gewësse Bedeitung huet, ass et wichteg, datt mer bei der Ëmsetzung vum Nagoya-Protokoll déi Aspekter mat berücksichtegen.

Da wëlle mer och am selwechte Geescht zum Schutz vun eisen Entreprisen an eise Fuerschungsariichtungen évitéieren, datt et och hei kann zu enger Ëmkéierung vun der Beweislaascht kommen. Dat gëllt bei deenen zwou Exigenze vum Protokoll vum „prior informed consent", wou mer op d'Responsabilitéit vun den Hierkunftslänner insistéieren, an och bei den „mutually agreed terms", déi mussen dokumentéiert ginn op eng Manéier, fir eis Entreprisë duerno kënnen ze schützen.

Dat gesot, wäerte mir dat als ADR matdroen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Ëmweltministesch huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ech maachen et kuerz. Ech wollt dem…

(Brouhaha)

…Gérard Anzia villmools Merci fir säi Rapport soen an alle Fraktioune fir hir Ënnerstëtzung, an ech huelen all Remarquë mat.

Villmools Merci.

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Ëmweltminister.

Hei war virdrun d'Fro opgeworf ginn no der qualifizéierter Majoritéit…

(Interruption)

…oder net.

(Interruption)

Eist Generalsekretariat seet: „Wahrscheinlech net" oder „neen". Mä mir maachen esou wéi wann, an da kucke mer…

(Hilarité)

Am schlëmmste Fall géife mer d'Procuratiounen ewechloossen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6716 et dispense du second vote constitutionnel

Also, Kolleegen, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An, wahrscheinlech, d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hate 57 Deputéierter, déi heibanne waren, an insgesamt 59 Stëmmen. Dovun 59 Jo, mir hunn also all Zorte Majoritéit, déi mer gären hätten. A mir sinn domat an dréchenen Dicher.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Si mer och d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci.

Da si mer um Enn vun enger laanger Sëtzung ukomm. Villmools Merci a kommt gutt heem! Déi nächst Sëtzungswoch ass déi vum 24. bis de 26. Februar. Merci.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 19.03 heures)

Sommaire des séances publiques nos 20 et 21

20e séance

Ouverture de la séance publique p. 296

Communications p. 296

Ordre du jour p. 296

Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg p. 297

6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national p. 297-298

6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord p. 298-301

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 302-306

6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail p. 306-308

21e séance

Ouverture de la séance publique p. 309

Communication p. 309

Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg p. 309-319

6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers p. 319-322

6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données p. 322-323

6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012 p. 323-325

6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010 p. 325-326

Extraits du rapport 2014

Avant-propos de la médiateure

L'Ombudsman - Un concept à géométrie variable

La révolution numérique a transformé la vie des sociétés. Les voies et outils de communication abolissent les distances matérielles et établissent de nouveaux espaces relationnels.

Les nouvelles technologies ont modifié notre façon de communiquer. La proximité virtuelle a créé une nouvelle géographie en supprimant les distances réelles mais au lieu d'améliorer la qualité de la communication interhumaine celle-ci en a été affectée.

La facilité matérielle des moyens de communication réduit les interactions directes entre les personnes et les innombrables messages envoyés et lus à la va-vite contribuent à créer de nombreux malentendus. Bien que joignables à tout moment les personnes sont de moins en moins disponibles et de moins en moins à l'écoute des besoins de leurs interlocuteurs.

Dans ce contexte complexe la médiation est censée apporter une réponse contemporaine et alternative aux problèmes de communication voire au traitement de conflits, en parant au déficit de communication directe entre les membres de notre société que ce soit dans le domaine familial, scolaire, judiciaire ou social.

La médiation est une méthode dont le but - avant même d'être un traitement alternatif des conflits - est de faciliter la circulation des informations, la communication et l'établissement voire le rétablissement des relations.

Le terme «médiation» apparaît de plus en plus souvent dans le langage courant, dans les médias et les discours politiques où elle est parfois présentée comme un remède à tous les maux sociaux.

Si la médiation n'est pas une un remède miracle, il n'en est pas moins vrai qu'elle répond au besoin d'un «meilleur» moyen de communication, de nouvelles formes de résolution de conflits, de nouveaux lieux de socialisation.

L'expansion de la médiation a inévitablement mené à une diversification croissante de celle-ci.

Paradoxalement, on constate que plus l'emploi du terme se multiplie - comme un terme à la mode à connotation positive - moins il est utilisé à bon escient. Sous la dénomination de médiation on retrouve à la fois des lieux et des acteurs différents, ce qui provoque des confusions conceptuelles qui vont à l'encontre d'une promotion efficace de la médiation, de la communication et du traitement extrajudiciaire des litiges.

C'est donc opportunément que la Résolution 1959 (2013) du Parlement européen recommande (4.3) de ne pas multiplier les institutions de type médiateur, si cela n'est pas strictement nécessaire pour la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, au risque de voir les citoyens ne plus s'y retrouver entre les différentes voies de traitement des litiges qui s'offrent à eux.

En somme, le terme de médiation est employé sans qu'il ne désigne la médiation proprement dite. Il en résulte que plus le terme est mal utilisé, plus le concept perd en signification réelle, en rigueur initiale et en force symbolique ou réelle d'action.

Les nombreuses facettes de la médiation rendent particulièrement ardue la description de son contenu et de sa signification.

Il importe de clarifier le concept même de médiation pour en dégager la spécificité par rapport à d'autres moyens de traitement alternatif des conflits afin que le lecteur attentif comprenne la signification précise des termes comme transaction, négociation, arbitrage et conciliation d'un côté et du jugement de l'autre:

- la transaction est l'arrangement d'une solution à l'amiable entre deux personnes sans l'intervention d'un tiers;

- la négociation est le l'arrangement transactionnel d'une solution sans l'intervention indispensable d'un tiers;

- l'arbitrage consiste à s'en remettre à un tiers librement choisi par les parties en conflit qui tranchera le conflit (en droit);

- la conciliation est généralement préalable à un jugement et implique l'intervention d'un tiers investi d'un pouvoir de conciliation ce qui est le cas de différents juges dont la mission est aussi celle «de concilier les parties si faire se peut» avant de décider par jugement.

À côté de ces moyens dits alternatifs existe la solution classique de résolution des conflits: la justice.

Précisons d'emblée que les notions de «juge» et de «médiateur» sont antinomiques. Bien que les deux termes impliquent l'impartialité et l'indépendance du tiers professionnel, leur rôle respectif dans le traitement du litige est différent. Tandis que le juge tranche en droit une affaire, le médiateur lui, la dénoue en rétablissant la communication entre les parties qui cherchent elles-mêmes leur propre solution qui doit être conforme au droit en la matière.

La médiation est censée apporter une «réponse contemporaine» à des situations personnelles ou sociales complexes et variées, ce qui par ailleurs explique l'existence d'une pluralité de définitions qui ne permettent pas toujours d'exprimer le caractère intrinsèque de la médiation, ni sa signification précise par rapport à d'autres modes alternatifs de traitement de différends.

«La médiation est une pratique qui se caractérise par un processus structuré dans le sens d'une pratique sociale», selon Michèle Guillaume-Hofnung, voire même, selon Jean de Munck, «un processus de transformation des sociétés démocratiques permettant la formulation des litiges dans un langage qui dépasse celui, formel, du droit».

La médiation: un concept précis

La médiation ne peut se passer de la présence d'un tiers indépendant, dont l'indépendance doit être à la fois personnelle, institutionnelle et financière. À cette indépendance s'ajoute la nécessaire apparence d'indépendance.

Le tiers médiateur doit être neutre quant à la solution à trouver, celle-ci devant être celle des parties.

Le tiers médiateur doit être impartial et n'avoir aucun droit de décision c'est-à-dire écouter avec empathie chacun des médiés, sans pour autant prendre partie pour l'un ou l'autre.

Comme la médiation se déroule dans le cadre d'un processus particulier, la compétence spécifique du médiateur est sa formation au processus de médiation, qui vient parfaire une formation de base et une pratique professionnelle variée. Il importe de préciser que le médiateur est responsable du seul processus, mais non du résultat de la médiation.

Toute médiation doit être confidentielle et volontaire pour toutes les parties concernées ainsi que le médiateur. Elle se caractérise aussi par l'absence de pouvoir de décision du médiateur.

Le besoin de clarification des concepts s'impose également au niveau européen en raison d'une nouvelle directive (2013/11/UE) relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement n°2006/ 2004 et la directive 2009/22/CE qui devrait être transposée en droit national pour le 9 juillet 2015.

Cette directive concerne des litiges de consommation y inclus les services prestés aux personnes privées par les professionnels indépendants. La directive définit en effet les professionnels «comme toute personne physique ou morale, qu'elle soit publique ou privée, qui agit, y compris par l'intermédiaire d'une personne agissant en son nom ou pour son compte dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale».

Cette directive est le signe indubitable que l'Union européenne encourage le traitement extrajudiciaire des conflits et établit des exigences harmonisées pour les entités et les procédures de traitement extrajudiciaire des litiges pour garantir aux consommateurs l'accès à des mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges de grande qualité, efficaces, transparents et équitables dans toute l'Union européenne.

La médiation de droit public est-elle de la médiation au sens précis du terme?

L'élément sine qua non c'est-à-dire existentiel de toute médiation est l'entremise du tiers indépendant, neutre, pluri-partial et sans pouvoir de décision dans le cadre d'un processus structuré. Ces critères comme celui de la confidentialité et du caractère volontaire de la médiation sont rarement respectés dans toute la signification du terme pour les médiateurs institutionnels nommés généralement par les parlements.

Si son caractère de représentant du particulier face à l'Administration impose à l'Ombudsman de rendre compte de son activité par un rapport annuel devant la Chambre des Députés, l'exercice de ses fonctions n'en est pas moins indépendant et confidentiel.

Cependant l'apparence d'indépendance du médiateur n'est pas entière du fait que celle-ci par rapport à l'Administration n'est jamais totale puisque le médiateur fait généralement partie de la fonction publique dont il doit contrôler le fonctionnement correct. On pourrait en conclure que l'apparence de l'indépendance du médiateur serait renforcée si son statut était externe à la fonction publique comme tel est le cas du Défenseur des droits français.

L'article 14 de la loi sur le médiateur précise à l'alinéa 4 que les collaborateurs du médiateur ont la qualité de fonctionnaires. Le médiateur lui-même ainsi que les membres de son secrétariat faisant partie de la Fonction publique, font du médiateur un responsable de service particulier qui recrute forcément selon les besoins généraux de la Fonction publique.

Un assouplissement du statut des collaborateurs du médiateur lui permettrait de recruter des agents dont le profil professionnel lui paraît particulièrement adapté sans obliger le candidat de passer par l'examen d'accès à la fonction publique.

L'indépendance fonctionnelle du médiateur luxembourgeois est précisée dans la loi à l'article 1er; il n'en est pas de même de l'indépendance personnelle et de l'indépendance financière.

Dans un souci d'indépendance, l'Ombudsman doit être financièrement indépendant comme l'indique l'article 17 de la loi qui fixe la ligne de crédit du médiateur comme un crédit non limitatif et sans distinction d'exercice. Cette terminologie devrait permettre à l'institution de pouvoir adapter en cours d'exercice les fonds budgétaires alloués en cas d'imprévus et de pouvoir transférer d'un poste à un autre et d'une année à une autre comme tel est le cas pour les services de l'État à gestion séparée (règlement grand-ducal du 3 février 2006).

Toute médiation doit être volontaire pour toutes les parties concernées. Or, en médiation publique seul l'administré/le réclamant a réellement cette liberté; alors que le médiateur et les administrations y sont obligés «ex officio» pour ainsi dire.

Par ailleurs la confidentialité n'existe pas en totalité dans la médiation publique en raison du fait que les médiateurs publics ont l'obligation de présenter un rapport d'activité qui ne garde que l'anonymat des administrés concernés, mais non celles des administrations.

Quant à la mission proprement dite des médiateurs publics, on note que les textes en la matière assignent souvent à ces derniers une mission de conciliation. C'est le cas de la loi luxembourgeoise dont l'article 4 alinéa 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, est libellée comme suit: «le médiateur suggère toutes les recommandations aux services visés et aux réclamants qui lui paraissent de nature à permettre un règlement à l'amiable». Il s'agit donc bien d'un pouvoir de conciliation axé sur l'obtention d'un résultat, ce qui n'est pas compatible avec la médiation dans le cadre de laquelle le médiateur est responsable du seul processus et non du résultat du litige, qui relève de l'exclusive responsabilité des médiés en tant qu'experts de leur propre conflit.

Il résulte des éléments ci-dessus décrits que la loi sur le médiateur ne comprend pas tous les éléments intrinsèques à la médiation proprement dite tout en s'y apparentant sur quelques autres éléments constitutifs.

Pour être clair il y a lieu de préciser qu'il y a entre le médiateur privé et public des similitudes aussi bien que des différences.

Dans les deux cas, le médiateur est un tiers impartial et indépendant qui ne reçoit d'instructions de personne et qui n'a d'intérêt personnel dans la solution du litige. Les deux types de médiation ont pour but principal de: permettre la recherche de solutions «sur-mesure», acceptées par les médiés, et conformes au droit existant.

En revanche, la médiation publique n'organise qu'exceptionnellement des rencontres entre les parties et le médiateur dépourvu de pouvoir de décision a néanmoins le pouvoir d'enquête et celui de faire des recommandations. Par ailleurs, la médiation publique n'est volontaire que pour la partie privée dont l'anonymat reste préservé. Finalement la gratuité de la médiation publique qui est appréciée par les particuliers constitue une des différences avec la médiation privée qui elle est normalement payante.

Dans le souci d'utiliser le terme «médiation» à bon escient et d'en assurer la promotion efficacement, la question de la dénomination du service du «médiateur» s'impose.

À la vue des développements législatifs européens ainsi que de certains pays voisins sur les moyens alternatifs de traitement des conflits, certains changements concordants pourraient être apportés à la loi instituant l'Ombudsman luxembourgeois.

Le nom de l'institution

La clarification terminologique impose le remplacement du terme de «médiateur» par un terme plus approprié à la fonction pour assurer une concordance avec les textes nationaux et internationaux.

Il est par ailleurs, dans l'intérêt d'une communication non équivoque, plus judicieux, voire indispensable, de ne retenir qu'un seul nom qui sera évidemment celui qui correspond au mieux à la signification du terme employé de par sa définition.

Il est proposé de garder le seul terme d'«Ombudsman» pour éviter toute équivoque avec les médiateurs privés.

Le concept de l'Ombudsman trouve son origine en Suède où, dès le début du dix-neuvième siècle, un médiateur est désigné par le Parlement pour protéger le citoyen contre les abus de pouvoir de la justice.

Le modèle de l'Ombudsman parlementaire s'est ensuite largement répandu au cours de la seconde moitié du vingtième siècle partout dans le monde. Ce développement n'est pas fortuit alors qu'il tend d'une part à améliorer la relation entre le citoyen et les autorités et de l'autre à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Administration. Le but final de l'institution étant de renforcer, par l'amélioration du fonctionnement du service public, la confiance de la population en l'État.

En pratique, la tâche de l'Ombudsman consiste à fournir une information correcte, à lever des malentendus et à remédier au manque de communication, autrement dit à améliorer la compréhension réciproque entre l'individu et l'Administration.

Bien que l'homologue suédois actuel ait des pouvoirs plus étendus - tels que le droit d'autosaisine et le pouvoir de prendre des décisions juridiques généralement acceptées par l'Administration -, ce terme parait plus cohérent à la fonction décrite par la loi luxembourgeoise sur le «médiateur». En effet, selon notre loi certains pouvoirs sont ceux d'un Ombudsman tel que le droit d'investigation et celui de faire des recommandations.

La loi sur le médiateur luxembourgeois correspond également à la définition de l'Ombudsman telle qu'établie par l'Institut International Ombudsman (IIO): «Sa tâche est de répondre aux plaintes du public au sujet de décisions, d'actions ou d'omissions de la part de l'administration publique. Le rôle de l'Ombudsman est de protéger la population contre les violations de droits, les abus de pouvoir, les erreurs, la négligence, les décisions injustes et la mauvaise gestion. Son action contribue à améliorer l'administration publique, elle rend les actions du Gouvernement plus transparentes et responsabilise les administrateurs publics envers les citoyens.»

Par ailleurs, le terme Ombudsman en suédois est un titre neutre, le terme «man» avec un «n» signifiant «personne». Le service du médiateur a acquis une notoriété certaine au sein de la population luxembourgeoise et frontalière qui connaît le service essentiellement sous le terme d'Ombudsman, qui signifie «porte-parole des griefs du peuple».

Le changement officiel de nom règlerait également la confusion avec le médiateur civil et

commercial mis en place en 2012, comme avec ceux qui seront institués par la nouvelle directive dans le domaine de la protection des droits du consommateur.

Cette solution a déjà été suggérée lors des débats parlementaires sur la loi sur la médiation civile et commerciale de 2012 par l'ancien Ministre de la Justice qui a conclu son discours en disant que l'existence du médiateur judiciaire rendait nécessaire le changement du titre de médiateur institué en 2003, pour éviter toute confusion.

Promotion et protection des droits de l'Homme

L'article 41 de la Charte des droits fondamentaux stipule que «le citoyen européen a le droit à une bonne administration».

Cet article constitue l'argument incontournable et la preuve irréfutable que la mission de l'Ombudsman relève indubitablement des droits humains. Ce n'est donc qu'à titre subsidiaire que nous développons ici d'autres arguments qui n'ont pas encore été développés auparavant.

Depuis sa création, le médiateur a été chargé de nouvelles missions: ainsi en 2011 du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté c'est-à-dire du contrôle du respect des droits humains des personnes majeures et mineures, privées de liberté (mécanisme national de prévention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le cadre du contrôle externe des lieux privatifs de liberté). En 2012, le médiateur a été chargé de la mission de promotion et de protection des droits des personnes handicapées sans que de nouvelles compétences ne lui aient été confiées à cet égard.

Ces trois missions du médiateur font référence à des conventions internationales ayant trait aux droits de l'Homme, ce qui fait que la mission du médiateur s'inscrit dans le cadre des droits humains.

Selon Victor O. Ayen, les médiateurs contemporains sont autant des organismes de protection et de promotion des droits de l'Homme que des institutions de justice administrative.

La protection des droits humains fait partie intégrante de la fonction de médiateur qui est inextricablement liée au caractère fondamental de l'institution. L'Ombudsman d'aujourd'hui est indéniablement une institution des droits de l'Homme.

La protection des droits de l'Homme n'est donc pas une fonction accessoire de l'Ombudsman, mais une raison fondamentale de son existence. Il ne suffit en effet pas de fixer les droits des citoyens, mais il faut aussi en garantir l'application.

En ce sens Barbara vonTigerstrom a justement constaté à propos du fondement philosophique de la fonction que «le rôle dans la protection des droits de l'Homme vient naturellement à l'Ombudsman».

L'institution de l'Ombudsman est fondée sur les principes de dignité humaine et de justice et se consacre au traitement juste et équitable de tous les individus dans la société. Une fonction essentielle du service de l'Ombudsman est d'établir un équilibre du pouvoir entre les gouvernants et les gouvernés, en offrant aux gens les moyens de se plaindre et de corriger un échec possible de la part des dirigeants à remplir leurs obligations et à respecter les droits des gouvernés. Tout ceci relève des droits humains fondamentaux. L'Ombudsman est particulièrement bien placé pour faire respecter ces droits de l'Homme.

Victor O. Ayen relève à juste titre qu'il n'y a pas de mur de séparation réel entre les principes utilisés par un Ombudsman et une organisation des droits de l'Homme pour prendre leurs décisions; plutôt, il y a chevauchement évident. Alors que les deux types d'organisation peuvent parfois fonder leurs décisions sur différents ensembles de principes, ces principes ne sont pas distincts les uns des autres et partagent un certain nombre de caractéristiques communes, y compris les concepts importants d'égalité et de non-discrimination.

Deux groupes de principes sont, au mieux, complémentaires: Les droits humains sont les principes selon lesquels les États doivent finalement être jugés, mais l'adhésion aux principes de la justice administrative est une condition nécessaire pour l'accomplissement des obligations en matière de droits humains d'un État.

L'adoption du «guide des bonnes pratiques administratives» peut également servir à humaniser les rapports des administrés avec les administrations (voir recommandation n°49/2012).

Sans l'efficacité administrative les droits humains peuvent en effet être violés par l'État, quelle que soit la loi en vigueur.

L'Administration est le mécanisme par lequel l'État s'acquitte de ses obligations, y compris les obligations liées au respect des droits de l'Homme. Si l'État se doit d'être efficace dans la promotion et la protection des droits de l'Homme, il semble que l'administration efficace, efficiente et juste est une nécessité voire une condition sine qua non.

Par conséquent, selon Victor O. Ayen, l'idée d'un droit à une bonne administration a un poids philosophique qui est intrinsèquement lié à ce que font les médiateurs. Comme garants des normes de bonne administration et de justice administrative, de part leur travail, les médiateurs - si l'on accepte le principe d'un droit humain à une bonne administration - protègent alors les droits de l'Homme.

Il est entendu que la protection desdits droits s'inscrit dans le cadre des seules compétences de l'Ombudsman et que les médiateurs sont, par la nature même du rôle qu'ils jouent, inévitablement amenés à traiter les plaintes qui sont directement ou indirectement liées aux questions des droits de l'Homme et ce, indépendamment du mandat législatif de l'institution.

L'article 2 alinéa 1 de la loi organique du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose clairement que celui-ci a pour obligation de veiller au respect des conventions, lois et règlements en vigueur.

Il est évident que cette disposition inclut les Conventions internationales parmi lesquelles l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux est primordial. Ledit article stipule que tout citoyen européen a le droit à une bonne administration. Il est en fait à la base de tout Ombudsman ou médiateur. C'est donc en vertu de cet article, qui concerne le contrôle de légalité, que la protection des droits humains fait partie intégrante des missions du médiateur dès son origine.

Le médiateur n'a pas la prétention d'être seul investi de la mission du contrôle des droits de l'Homme alors qu'il existe la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH), le CET (Centre pour l'égalité de traitement) et l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand); le Gouvernement entend réunir tous ensemble dans une «Maison des droits de l'Homme» où le médiateur actuel respectivement l'Ombudsman et le médiateur de la Santé devraient trouver leur place.

S'il est vrai que la CCDH est la seule structure agréée selon les principes de Paris il n'en reste pas moins que ses compétences sont exclusivement consultatives. Les missions de la commission et de l'Ombudsman sont donc en fait complémentaires les unes des autres.

Pour conclure, l'Ombudsman est impliqué dans la protection des droits humains. Il ne s'agit pas là de lui octroyer des pouvoirs supplémentaires, mais ce rôle mérite l'inclusion de l'Institution dans notre Constitution.

Garantie constitutionnelle pour l'institution et le droit de faire une réclamation contre les administrations

L'Ombudsman luxembourgeois n'est pas mentionné dans la Constitution.

Afin de préserver l'indépendance et la neutralité de l'Ombudsman, éléments essentiels au bon fonctionnement de cette institution, il est important - selon la Commission de Venise - que le statut de cette institution repose sur une base législative solide. Il est hautement souhaitable que l'existence de l'institution soit garantie au niveau constitutionnel, fut-ce dans le chapitre des droits de l'Homme.

Selon les normes européennes et internationales en vigueur, une garantie constitutionnelle pour la fonction de l'Ombudsman est considérée comme préférable pour la stabilité de l'institution. Le Conseil de l'Europe dans sa Recommandation 1615 (2003) et la Commission de Venise dans son avis vont dans le même sens tout comme la résolution de l'AOMF tel qu'elle a été acceptée au Congrès de Dakar en 2013.

En raison de ce qui précède je suggère d'inscrire l'Ombudsman dans la Constitution sous le chapitre des droits humains en ces termes: «la personne qui se plaint du fonctionnement correct de l'Administration a le droit de faire une réclamation à l'Ombudsman», inspirés par la formulation de la loi française.

Les compétences spécifiques de l'Ombudsman

Sans aucun doute, l'Ombudsman est compétent pour tout litige mettant en cause un service public à savoir ministères, administrations et établissements étatiques et communaux.

Il va de soi que l'Ombudsman n'est pas compétent dans les litiges d'ordre privé, il serait pourtant nécessaire d'inclure, suivant le modèle français, les organismes investis d'une mission de service public.

La loi française dispose:

«Le Défenseur des droits peut être saisi: 1° Par toute personne physique ou morale qui s'estime lésée dans ses droits et libertés par le fonctionnement d'une administration de l'État, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'un organisme investi d'une mission de service public» (art 5 Loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits).

Nombreux sont les organismes investis d'une mission de service public et revêtant un statut de droit privé, tels que certains hôpitaux (qui tomberont sous la compétence du médiateur de la Santé), écoles privées, CIPA (Centres intégrés pour personnes âgées) et services de garde pour enfants dont le fonctionnement échappe actuellement à tout contrôle externe.

Cofinancées par des deniers publics, les structures prémentionnées devraient logiquement être soumises à un contrôle externe, même si ce contrôle ne doit pas rentrer forcément pour chacune d'elles dans le champ de compétence de l'Ombudsman alors que des médiateurs sectoriels peuvent être nommés, comme tel est le cas pour le médiateur de la Santé par exemple.

Pouvoir d'investigation

a. L'inefficacité du délai fixe pour les réponses et les recommandations de l'Ombudsman

Selon l'article 6, le médiateur luxembourgeois peut demander tout renseignement nécessaire dans des délais qu'il fixe aux fins d'obtenir satisfaction. Cependant, un délai fixe à lui seul ne garantit pas que ce délai soit respecté par l'administration.

La loi belge renforce l'efficacité du pouvoir d'investigation en qualifiant d'«impératif» le délai en question.

L'article 11 de Loi organique belge instaurant le médiateur fédéral du 22 mars 1995 stipule que les médiateurs peuvent fixer des délais impératifs de réponse aux agents ou services auxquels ils adressent des questions dans l'exécution de leurs missions.

Il est souhaitable, pour des raisons d'efficacité, que ce délai contraignant soit également repris dans notre législation même si toute révision d'une décision administrative et la mise en œuvre des propositions et suggestions pratiques relèvent en fin de compte de l'administration.

b. Droit d'investigation exceptionnel pour maladministration constatée dans un cas concret dans l'hypothèse d'un éventuel dysfonctionnement systémique

En pratique et dans un souci d'intérêt général, on a pu constater l'importance de pouvoir, à partir d'une requête individuelle, traiter d'un cas en général au lieu de rester cantonné au cas isolé de la requête. Il serait fortement souhaitable d'instaurer un droit d'investigation pour contrôler à partir d'un cas concret afin d'assurer au-delà du règlement d'un problème individuel tout éventuel dysfonctionnement systémique. Dans le cas d'une investigation exceptionnelle c'est-à-dire dans le cas où un dysfonctionnement systématique est suspecté, un pouvoir d'enquête élargi serait par ailleurs de mise.

c. Les experts

En pratique, l'Ombudsman se fait déjà assister par certains professionnels, notamment des médecins ainsi que par des experts dans d'autres domaines.

Il serait partant opportun d'ajouter expressis verbis la possibilité de se faire assister par des experts tel que prévu par la loi belge et française.

Recommandations

Comme le médiateur privé, l'Ombudsman n'a pas de pouvoir de décision mais contrairement au médiateur privé, il a un pouvoir de recommandation. Ces recommandations ne sont pas contraignantes ce qui explique que sur 50 recommandations, 25 n'ont pas été suivies d'effet au Luxembourg. À titre d'exemple, la Belgique a exécuté en 2014 80% des recommandations de l'année précédente.

De ce fait, il arrive que des recommandations mêmes acceptées en principe ne soient pas traduites dans les textes. La Commission de Venise préconise que la loi fixe un délai imparti pour la prise de position du Gouvernement et si la position du Gouvernement était négative, un délai pour la publication d'une motivation du refus de transposition de la recommandation.

Un délai adapté à ce stade serait de 3 mois.

Il serait opportun d'emprunter la démarche recommandée ci-avant pour modifier l'article 4 alinéa 1 sur les moyens d'action du médiateur en ce sens et de prévoir qu'en cas d'acceptation du principe d'une recommandation, celle-ci soit transposée dans un délai raisonnable.

Les autres moyens d'action du médiateur

La loi française prévoit à l'article 4 alinéa 6 que le médiateur peut donner son avis sur des questions relevant de son domaine de compétence de la loi c'est-à-dire en matière de médiation, d'avis et de recommandations émises dans le cadre d'une réclamation concrète dont l'Ombudsman a été saisie.

La médiateure luxembourgeoise en fait de même sans que ce ne soit précisé dans la loi; il serait partant opportun de l'y ajouter expressis verbis pour plus de clarté et de transparence. En ce sens, l'article 26 de la loi française dispose: «Le médiateur peut procéder à la résolution à l'amiable des différends entre parties par voie de médiation (et) de conciliation.» Une telle précision compléterait utilement la loi luxembourgeoise en son article 4 alors qu'elle permettrait expressis verbis la médiation sans la prescrire.

Interruption ou suspension des délais de recours?

L'article 3 de la loi de 2003 précise que la réclamation adressée au médiateur n'interrompt pas les délais de recours, devant les juridictions compétentes.

L'Ombudsman ne pouvant prendre des recommandations contraignantes, la suspension des délais de recours semble bien nécessaire comme l'a à juste titre reconnu le Parlement européen dans la directive 2013/11/UE ainsi que certaines législations de nos pays voisins.

La Belgique a introduit un tel délai de suspension de trois mois (renouvelable une fois) qui correspond à celui prévu dans le cadre de la médiation civile et commerciale sous l'article 1251-12(6) de la médiation judiciaire luxembourgeoise, il est recommandé de reprendre cette idée dans les termes suivants: «Lorsque les parties demandent conjointement une médiation, les délais de procédure qui leur sont impartis sont suspendus à dater du jour où elles formulent cette demande.»

Précisons que la suspension des délais de forclusion se justifie par le fait qu'il est dans l'intérêt du citoyen d'éviter des frais judiciaires inutiles quand une médiation est en cours tout en évitant que la médiation ou d'autres moyens de règlement extrajudiciaire des litiges (REL) ne soient utilisés comme moyen dilatoire.

Démarches préalables

La loi luxembourgeoise prévoit que la réclamation doit être précédée des démarches administratives appropriées auprès des organes mis en cause aux fins d'obtenir satisfaction. Comme les formalités de cette démarche ne sont pas précisées, la compréhension de l'article pose problème et mérite d'être révisé.

Il est partant recommandé de remplacer «démarches administratives appropriées» par la formulation suivante: «L'administré a le droit de saisir l'Ombudsman s'il n'a pas obtenu satisfaction auprès de l'autorité compétente.»

L'Ombudsman, la formation et les compétences requises

L'article 34 de la loi française prévoit que le défenseur des droits contribue à la mise en œuvre d'un programme de formation à la médiation et au sein de son secrétariat.

La loi luxembourgeoise gagnerait en précision à reprendre cette idée. En fait, la médiateure a contribué à la formation en médiation au sein de l'INAP (Institut national d'administration publique) et du CMCC (Centre de Médiation Civile et Commerciale). Elle a aussi fait des séances d'information dans les écoles et à l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration). Le premier médiateur a lui aussi fait des séances d'information à l'INAP sur le fonctionnement de la loi sur le médiateur.

Il serait utile de reprendre le texte de la loi française dans notre loi à l'article 4 alinéa 7 pour lever toute incertitude à cet égard.

Les compétences requises de l'Ombudsman

Que ce soit pour le médiateur public, l'Ombudsman ou le médiateur privé, sa formation revêt une importance particulière.

Le code de conduite des médiateurs européens précise que les médiateurs doivent être compétents et bien connaître la procédure de médiation. Ils doivent notamment posséder une bonne formation de base et continuer à se former constamment sur le plan théorique et pratique, en fonction notamment des normes ou systèmes d'accréditation en vigueur dans le domaine de la médiation privée.

On ne saurait souligner assez l'importance de la formation des médiateurs aux outils de la médiation pour garantir le succès de ce moyen de traitement alternatif des conflits. La médiation étant essentiellement un processus structuré, que l'on se doit de maîtriser de sorte qu'il ne s'agit donc pas seulement de savoir mais aussi de savoir-faire.

Concernant la formation, la directive 2013/11/UE exige à son article 332-5 des «compétences nécessaires» en précisant qu'il n'est pas important d'avoir une formation accomplie dans le domaine dans lequel un médiateur est amené à travailler, mais qu'une compréhension générale de la matière devrait suffire.

Une formation spécifique en résolution extrajudiciaire des litiges est obligatoire et sera fixée par règlement grand-ducal.

La procédure de nomination de l'Ombudsman

L'article 9 alinéa 1 de la loi sur l'institution du médiateur prévoit que le médiateur est élu à la majorité simple des députés présents sans que la procuration ne soit possible. Selon la Commission de Venise, il est recommandé de faire élire le médiateur à une majorité qualifiée pour éviter qu'il ne soit considéré comme le candidat de la majorité gouvernementale en place au moment du vote.

L'indépendance de l'institution de l'Ombudsman découlant de celle de son titulaire, il serait judicieux de modifier le texte de l'article 9 alinéa 1 en ce sens pour renforcer la nécessaire apparence d'indépendance et l'impartialité de l'Ombudsman.

En outre, la nomination de l'Ombudsman par une majorité renforcée des députés garantirait le soutien indirect d'une grande partie de la société, avec comme conséquence incontestable un gain en termes d'apparence d'indépendance et d'impartialité.

Comme les deux premiers médiateurs ont été élus avec une franche majorité un texte en ce sens ne devrait pas poser de problème d'ordre pratique.

Le serment des médiateurs et de l'Ombudsman

Tout médiateur agréé et l'Ombudsman étant bel et bien des professionnels à part entière, ils sont partant incontestablement des professionnels formés entre autres à la médiation.

Dans cet ordre d'idées, l'agrément des futurs professionnels devrait partant être précédé ou suivi par l'affirmation solennelle d'exercer leurs fonctions dans le respect des règles déontologiques des médiateurs européens et luxembourgeois.

L'engagement de respecter les règles déontologiques des médiateurs européens viendrait partant compléter logiquement l'actuel serment du fonctionnaire prévu dans la loi de 2003.

Ce serment concernerait plus spécialement l'engagement sans faille à l'impartialité, la neutralité et la confidentialité dans l'exercice de leur fonction.

Finalement on peut s'interroger s'il ne serait pas logique que l'Ombudsman prête serment devant le Président de la Chambre des Députés puisque c'est elle qui le désigne.

Remarques finales

La cohérence des textes légaux passe par l'emploi correct des termes qui désignent des pratiques semblables mais non identiques.

Cette indispensable cohérence revêt une importance particulière en raison de la directive européenne 2013/11/UE qui devrait être transposée pour le 9 juillet 2015. Cette directive modifiant celle de 2009/22/CE qui introduit la loi sur la médiation civile et commerciale signifie une extension sensible des structures de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation c'est-à-dire des plaintes des consommateurs contre des professionnels, y compris les prestations de service par des professionnels indépendants.

Il importe donc de clarifier de façon globale et cohérente les fonctions, la formation initiale et continue et la dénomination correcte des personnes en charge du REL, qu'elles soient actives dans le domaine public ou privé.

Dans un souci d'harmonisation, il va falloir réformer également la loi sur la médiation pénale, organiser la formation initiale et continue ainsi que la supervision des professionnels en charge des REL et autres médiations.

Le code de conduite européen pour les médiateurs constitue à cet effet la base éthique de la profession.

Ce code de conduite énonce une série de principes que les médiateurs peuvent volontairement s'engager à respecter, sous leur propre responsabilité. Il pourrait être adapté par les médiateurs intervenant dans tout type de médiation en matière civile et commerciale ainsi que par toute personne morale, offrant des services de médiation, qui devrait aussi s'engager à respecter et faire respecter le code de conduite européen pour les médiateurs, et exiger des médiateurs travaillant sous leur égide de respecter ledit code.

Comme tous les professionnels REL seront censés respecter le code de conduite européen pour les médiateurs, il serait logique de songer à la façon par laquelle ils et elles s'y engageront.

La prestation d'un serment devrait compléter l'agrément des futurs professionnels de la médiation. Il paraît en effet logique qu'après avoir acquis les outils de la médiation, l'accession au métier s'accompagne d'un serment comprenant l'engagement de respecter le code de conduite européen pour les médiateurs.

Le titre de médiateur n'est à ce jour soumis à aucune restriction. Il serait partant utile de songer à établir des critères que tout service de médiation devrait respecter. Après l'euphorie initiale, le besoin se fait à présent ressentir (entre autres dans le chef des médiateurs eux-mêmes) de s'accorder sur les objectifs ainsi que sur les modalités de la fonction de médiation dans le contexte luxembourgeois.

Lydie ERR

Partie 1

1.1. Statistiques

Nombre de réclamations par mois:

janvier 2014:	82
février 2014:	58
mars 2014:	66
avril 2014:	61
mai 2014:	51
juin 2014:	68
juillet 2014:	58
août 2014:	33
septembre 2014:	48
octobre 2014:	63
novembre 2014:	54
décembre 2014:	47

Relevé global - du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres médiateurs, des affaires que la médiateure a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

→ taux de correction: 82,53%

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre total de réclamations	**689**
Dossiers en cours	154
(y compris 7 dossiers clôturés provisoirement)	
Dossiers clôturés	535
Transmis à un autre médiateur	0
Réclamations non fondées	189
Désistement du réclamant	62
Pas de correction obtenue	40
Correction partielle obtenue	46
Correction totale obtenue	143
Demandes irrecevables	25
Refus d'examiner	30

Ventilation détaillée

Demandes irrecevables	25
Jugements coulés en force de chose jugée	4
Incompétence ratione materiae	20
Incompétence ratione loci	0
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	1
Refus d'examiner	30
Demandes prématurées	19
Demandes manifestement non fondées	8
Absence de démarches préalables	3
Actio popularis	0
Obscurum libellum	0

Légende:

***dossiers clôturés**: les dossiers dont l'instruction est clôturée*

***réclamations irrecevables**: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence de la médiateure, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public*

***refus d'examiner**: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants*

***désistement des réclamants**: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant*

***clôtures provisoires**: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant*

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, visas, passeports

Nombre d'affaires	62
Affaires clôturées	47
Affaires en cours	14
(y compris 1 clôturée provisoirement)	
En cours	15
Correction totale/partielle	15
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	16
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	5
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 88,24%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires	38
Affaires clôturées	28
Affaires en cours	10
En cours	10
Correction totale/partielle	13
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	8
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	5
Désistement du réclamant	0
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 86,66%

1.1.1.3. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires	78
Affaires clôturées	58
Affaires en cours	20
En cours	20
Correction totale/partielle	30
Pas de correction	5
Réclamations non fondées	17
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	4
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 85,17%

1.1.2. Affaires relevant des communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires	18
Affaires clôturées	12
Affaires en cours	6
En cours	6
Correction totale/partielle	1
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	4
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 50%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	63
Affaires clôturées	44
Affaires en cours	19
En cours	19
Correction totale/partielle	9
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	11
Refus d'examiner	5
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	13
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 60%

1.1.3. Affaires concernant les établissements publics relevant de l'État ou des communes (y compris l'ADEM, la CNPF, le FNS)

1.1.3.1. Affaires de sécurité sociale

Nombre d'affaires	114
Affaires clôturées	83
Affaires en cours	31
En cours	31
Correction totale/partielle	32
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	40
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 84,22%

1.1.3.2. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires	62
Affaires clôturées	55
Affaires en cours	7
En cours	7
Correction totale/partielle	19
Pas de correction	5
Réclamations non fondées	28
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 79,17%

1.1.3.3. Caisse nationale des prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires	33
Affaires clôturées	29
Affaires en cours	4
(y compris 3 affaires clôturées)	
En cours	4
Correction totale/partielle	8
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	13
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 80%

1.1.3.4. Fonds national de solidarité (FNS)

Nombre d'affaires	21
Affaires clôturées	17
Affaires en cours	4
(y compris 1 affaire clôturée)	
En cours	4
Correction totale/partielle	4
Pas de correction	2

Réclamations non fondées	9
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	0
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 66,67%

Partie 2

2.1. Recommandations de la médiateure et suites y réservées par les autorités compétentes

La médiateure constate que sur 50 recommandations faites depuis 2004, 25 n'ont pas été suivies d'effets.

Ce constat regrettable mérite une réflexion approfondie sur la façon dont le suivi de ces recommandations est assuré.

En ce qui concerne l'historique de la Recommandation 42, il est renvoyé au Rapport de 2013 à la page 77 et pour la Recommandation 45 à la page 80 et suivantes

Recommandations 42 et 45

Réponse

Le médiateur regrette de constater qu'au cours de l'année 2014, aucune suite effective ne semble avoir été réservée aux divers projets, que ce soit par les différents ordres et chambres professionnels ou par la FTI (Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants Asbl) dans son ensemble.

En mars 2014, je me suis renseignée sur l'état d'avancement du projet d'un service de médiation commun des membres de la FTI. J'ai été informée que l'instauration d'un service type «médiateur» au sein de la FTI a été abordée lors de l'assemblée générale de celle-ci. Il aurait été retenu qu'il faudrait diviser cette tâche entre une phase d'instruction et une phase de médiation/conciliation.

Selon le coordinateur, il aurait été retenu que l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg élabore une proposition de texte avec une telle procédure qui me sera présentée dès validation par le Conseil d'Administration de la FTI.

Ayant essayé à plusieurs reprises de me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet, j'ai appris fin 2014 qu'en raison de la Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 qui impose à chaque État membre de mettre en place des entités extrajudiciaires de règlement amiable des litiges de consommation entre professionnels et consommateurs, la FTI avait suspendu tout travail sur le projet convenu.

Entre-temps, le Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation a été déposé le 16 janvier 2015. Je salue le fait que le nouveau texte prévoit, dans l'intérêt du consommateur, la possibilité de régler un éventuel litige avec un professionnel en dehors du système judiciaire.

Je suis toutefois d'avis que toute instance de médiation en matière de consommation est vouée à l'échec si le recours à celle-ci reste volontaire pour la partie professionnelle.

Bien que la médiation soit habituellement volontaire pour toutes les parties, cette caractéristique d'une médiation conventionnelle pose problème lorsqu'il s'agit de réclamations adressées par un client à l'égard d'un professionnel indépendant. Mis à part les problèmes de disponibilité des professionnels, la nature des rapports contribue à ce que l'intérêt de résoudre un problème n'est jamais vécu de la même façon des deux côtés d'un litige donné. Il est nécessaire de prévoir des moyens d'incitation pour encourager la participation des professionnels à la médiation et cela d'autant plus que la situation du professionnel risque déjà d'être perçue comme privilégiée par rapport à celle de son client.

Je tiens à signaler qu'au cours de l'année 2014, le Secrétariat de la médiateure a reçu de nombreuses réclamations à l'encontre de membres de plusieurs chambres et ordres professionnels indépendants, provenant notamment de clients de ces derniers.

En raison de ce qui précède, il est important que le projet de loi susmentionné offre des réponses adéquates à ces problèmes.

D'après une étude d'impact récente du Parlement européen dénommée «„Rebooting" the Mediation directive: assessing the limited impact of its implementation and proposing measures to increase the number of mediations in the EU», le taux de satisfaction en médiation civile et commerciale est de 70% au niveau européen. Il me semble évident qu'un tel taux de satisfaction ne saurait être atteint par le règlement judiciaire des litiges.

Dans l'intérêt de la qualité des futures médiations en matière de consommation, je suis d'avis qu'il serait indispensable d'exiger un agrément spécifique de la part de tout médiateur, intervenant dans ce domaine. Finalement une formation spécifique en médiation de la consommation devrait être requise parmi les critères d'agrément.

En ce qui concerne l'historique de la Recommandation 49 relative à l'introduction d'un code (guide) de bonne conduite ainsi que sur les principes du service public, il est renvoyé au Rapport 2013 page 89

Recommandation 49

Réponse

Cette recommandation se base sur le «Code européen de bonne conduite administrative» qui a été approuvé par une résolution du Parlement européen C 50302/2001 du 6 septembre 2001. Il s'agit d'une synthèse des principes de bonne administration communément admis.

La plupart des Ombudsmans appliquent un code de bonne conduite administrative qu'ils ont eux-mêmes élaboré et publié. L'objet d'un tel code ne se limite pas à formuler des règles déontologiques s'appliquant personnellement aux agents publics mais consiste à présenter une vue systématique des critères d'évaluation de l'action de l'administration en tant que telle.

Il est important de souligner que ces principes de bonne administration constituent un droit flexible („soft law") et supposent toujours une appréciation au cas par cas. C'est pourquoi une formulation de ces principes en tant qu'obligations légales et précises est hors de question. Il n'est donc pas question de consacrer les principes proposés dans la Recommandation n°49 dans un texte législatif ou réglementaire.

La médiateure est d'avis que ces principes devraient néanmoins faire l'objet d'une reconnaissance officielle de préférence au niveau de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne l'historique de la Recommandation 50 concernant les conditions de recevabilité de la demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance, il est renvoyé au Rapport 2013 page 93

Recommandation 50

Réponse

Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a proposé de maintenir pour le moment la date limite actuelle (l'âge de 65 ans). Il part de l'idée que normalement les affiliés introduisent leur demande en vue de l'octroi d'une pension de vieillesse avant d'atteindre l'âge de 65 ans et ainsi un recours à l'achat rétroactif resterait possible. En outre, la CNAP serait à la disposition des affiliés pour les informer de leurs droits à pension dès l'âge de 55 ans. En outre, une campagne de sensibilisation a été lancée en 2013 qui aurait amélioré l'information du public en matière d'achat rétroactif de périodes d'assurances.

La médiateure n'entend cependant pas renoncer à cette recommandation. Certes, il n'est pas aisé de se faire une idée précise de l'ampleur du problème posé par cette date limite auprès des assurés. Même si le nombre des personnes qui s'adressent à la médiateure à ce sujet ne s'élève qu'à deux ou trois personnes par an, il peut néanmoins s'agir d'un problème de taille pour les personnes concernées.

Il n'en reste pas moins qu'à côté des assurés bien au courant des dispositions légales, il y a les autres, mal informés de leurs droits qu'il s'agit de protéger.

Monsieur le Ministre a d'ailleurs invoqué la pratique suivie par la Caisse Nationale d'Assurance de Pension (CNAP) qui accepte les demandes de rachat d'assurés introduites après l'âge de 65 ans (donc après la date limite) à condition qu'une demande de pension ait été introduite auparavant. Cette pratique favorable aux assurés n'est cependant pas conforme au texte légal. Si la CNAP elle-même a estimé nécessaire d'introduire dans sa pratique une dérogation à la date limite, il faut en déduire qu'il est nécessaire de modifier le texte légal.

La prolifération dans notre législation de délais de forclusion souvent très brefs est problématique et recèle toujours un élément d'équité. Les personnes défavorisées pour lesquelles ces prestations ont précisément été créées sont aussi les moins bien informées. Le souci de simplification administrative exige de revoir ces délais de forclusion, surtout ceux qui ne sont pas vraiment justifiés au niveau administratif comme le délai inscrit à l'article 174 du Code de la sécurité sociale.

2.2. Recommandations et suggestions à la Chambre des Députés, au Gouvernement et aux administrations

1. Retour à meilleure fortune

Conformément à l'article 28 (1) a) de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de solidarité réclame les montants versés à titre d'allocation complémentaire contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune. Le Fonds national de solidarité interprète très largement cette notion. Suivant les termes employés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, «toute attribution d'une somme-capital qui n'est pas un revenu professionnel» tombe sous cette notion de sorte qu'un réel enrichissement n'est même plus nécessaire.

L'allocation de dommages-intérêts en réparation d'un préjudice subi, le versement d'une rente d'accident en capital suite à une demande de rachat d'une rente viagère, le paiement d'un prix de vente en cas de cession d'un bien meuble donnent lieu au versement d'une «somme-capital» et constituent un retour à meilleure fortune sans qu'il n'y ait d'enrichissement. La médiateure suggère que le législateur définisse plus restrictivement cette notion. Sous couvert d'être revenus à meilleure fortune, les bénéficiaires d'RMG sont en fait soumis à un régime d'incapacité de recevoir toute «somme-capital».

2. Délai de prescription trentenaire

La médiateure suggère que dans tous les cas d'application du délai de prescription trentenaire, l'administration applique dans ces demandes de remboursement ou de paiement un délai de prescription décennal en attendant la transposition de la recommandation n°44 du 21 décembre 2010 relative à la réduction du délai de prescription de droit commun.

3. Couverture sociale en cas d'incapacité de travail

Le salarié a droit à une indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident de travail. Or selon la jurisprudence actuelle qui est suivie par l'Administration du contrôle médical, seule «l'inaptitude générale d'exercer tout travail rémunérateur» est indemnisée à ce titre. Cette interprétation restrictive risque de jeter dans la précarité les salariés qui ont récupéré une certaine capacité de travail mais sont toujours hors d'état d'occuper leur poste de travail. Étant donné que la couverture sociale en cas d'incapacité de travail est une composante fondamentale de tout système de sécurité sociale, le législateur devrait examiner cette problématique et améliorer la prise en charge de ces salariés.

4. L'information des chômeurs indemnisés dans un délai acceptable de la fin de leurs droits

Dans le cadre d'un dossier, le réclamant n'a été averti par écrit que 6 mois après l'arrêt de versement des indemnités de chômage complet et suite à l'intervention de son avocat de sorte qu'il était privé de son droit de recours pendant cette période. La médiateure a suggéré, comme l'année dernière, de veiller systématiquement à ce qu'une information complète écrite et orale soit assurée à chaque clôture d'un dossier. Une telle procédure serait conforme à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes. Cette disposition prévoit que «sauf s'il y a péril en la demeure, l'autorité qui se propose de révoquer ou de modifier d'office pour l'avenir une décision ayant créé ou reconnu des droits à une partie, ou qui se propose de prendre une décision en dehors d'une initiative de la partie concernée, doit informer de son intention la partie concernée en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir».

5. Respect d'un délai de réponse raisonnable par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

La médiateure suggère au Ministère de répondre dans un délai raisonnable à toutes les questions posées et de motiver les décisions qui doivent être communiquées dans un délai raisonnable alors qu'en attendant les personnes concernées ne peuvent ni comprendre ni réagir à une décision qui leur porte préjudice.

6. Détachement d'un fonctionnaire luxembourgeois - congé parental

Au cas où des fonctionnaires luxembourgeois sont détachés à un poste auprès d'une institution européenne ou internationale pour représenter le Grand-Duché de Luxembourg et ne peuvent pas rester affiliés au système de sécurité sociale luxembourgeois pendant ce détachement, la médiateure suggère de modifier la législation en matière de congé parental en ce sens que la période de détachement est assimilée à une affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise.

S'il n'était pas possible de prévoir une telle exception en matière de congé parental, elle suggère aux ministères pouvant être concernés par la problématique de prévoir une solution pour leurs agents, comme par exemple une indemnisation comparable à l'indemnité de congé parental permettant à ces agents de prendre un congé parental indemnisé comme tout autre travailleur remplissant les conditions.

7. Formulaires et informations données par les administrations

La médiateure constate que souvent les formulaires ou informations données sur les sites internet des administrations ne sont pas clairs ou incomplets. Les usagers risquent de se tromper sur des informations données ou n'arrivent pas à correctement remplir un formulaire.

Ainsi, la médiateure suggère aux administrations de revoir régulièrement leurs formulaires et sites internet et de les compléter, voire les simplifier, le cas échéant.

8. Importance de la communication directe

Dans le cadre du traitement de ses dossiers, la médiateure constate que la communication entre l'administration et les administrés mérite d'être améliorée. Pour cette raison, il serait bénéfique que les administrations soient prêtes à rencontrer les administrés à la médiature pour clarifier les faits. Il se trouve en effet que souvent les entretiens et les courriers sont sources de malentendus.

La médiateure invite dès lors les administrations et notamment les communes à répondre positivement à une demande de rencontre ayant pour but de clarifier des faits et de s'expliquer en vue d'une issue amiable d'un litige.

9. Le dispositif du reclassement interne et externe

a) Aux termes de l'article L.515-5 paragraphe (2) du Code du travail «si, au terme de la durée légale de paiement de l'indemnité de chômage, y compris la durée de prolongation, le salarié visé à l'article L.551-1 n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie de l'indemnité d'attente».

Suivant un arrêt de principe de la Cour de cassation du 2 juillet 2009 (n°47/09), le terme de la durée légale de paiement de l'indemnité de chômage dont question à l'article L.551-5 (2) ne constitue pas une condition à laquelle le paiement de l'indemnité d'attente est subordonné, mais indique seulement le point de départ du paiement de l'indemnité d'attente.

Le paiement d'indemnités de chômage ne peut donc constituer une condition à laquelle le versement de l'indemnité d'attente est soumis. Celle-ci ne peut être refusée à une personne bénéficiaire d'un reclassement externe qui n'a pas rempli les conditions pour l'octroi d'indemnités de chômage ni avant le reclassement externe ni après.

Il est évident que si le versement de l'indemnité d'attente est refusé faute d'attribution préalable d'indemnités de chômage, celle-ci est nécessairement érigée en condition sine qua non du versement de l'indemnité d'attente.

La CNAP résiste à cette interprétation de l'arrêt de la Cour de cassation en maintenant que «pour obtenir une indemnité d'attente, il faut donc bien, à un moment ou un autre, avoir bénéficié d'indemnités de chômage».

La médiateure estime qu'il appartient au législateur de clarifier ce point.

b) Il n'est pas rare que des assurés en congé de maladie prolongé se voient accorder sur avis du Contrôle médical une pension d'invalidité avec effet rétroactif.

En cas de reclassement interne, le salarié en congé de maladie reçoit en remplacement de son salaire des indemnités pécuniaires de maladie et continue de bénéficier de l'indemnité compensatoire versée par le Fonds pour l'Emploi.

En cas d'indemnités pécuniaires versées par une caisse de maladie luxembourgeoise, les arrérages de pension d'invalidité seront assignés à la caisse de maladie conformément à l'article 190 al. 2 du Code de la sécurité sociale. Dans le même article, le législateur a prévu que le montant à rembourser à la caisse de maladie ne pourra pas dépasser le montant des arriérés de la pension d'invalidité.

Le Fonds pour l'Emploi demande lui aussi le remboursement des indemnités compensatoires versées au salarié reclassé durant son congé de maladie dans la mesure où celui-ci se

recoupe avec la période de rétroactivité de la pension d'invalidité.

La médiateure suggère au législateur de prévoir que le montant maximal du remboursement prévu par l'article 190 al. 2 du Code de la sécurité sociale s'applique aussi aux demandes de remboursement des indemnités compensatoires du Fonds pour l'Emploi et que les arrérages de pension d'invalidité dus pour la période en question constituent toujours le montant maximal à rembourser par le salarié.

c) Le texte coordonné du Projet de loi portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe dans sa version du 10 juillet 2014 a modifié le paragraphe 2 de l'article 551-6 du projet de loi initial.

Suivant le projet de loi initial, «le salarié en reclassement professionnel interne qui perd son emploi pour une raison indépendante de sa volonté, est en droit de saisir la Commission mixte endéans les vingt jours à partir de la fin du contrat de travail en vue d'un reclassement professionnel externe».

La nouvelle version écarte toute possibilité pour un salarié en reclassement interne ayant perdu son emploi d'obtenir un reclassement professionnel externe sauf le cas exceptionnel prévu à l'article L.125-1, paragraphe (1) du Code du travail (cessation des affaires de l'employeur).

En revanche, la nouvelle version maintient l'ancienne formulation pour le salarié en reclassement professionnel externe: s'il perd son nouvel emploi pour une raison indépendante de sa volonté, il garde son statut de personne en reclassement professionnel sous condition d'inscription dans un délai de vingt jours comme demandeur d'emploi auprès de l'ADEM.

Le salarié en reclassement interne qui perd son emploi est donc beaucoup moins bien traité que le salarié en reclassement externe se trouvant dans la même situation. Cette divergence de statut est discriminatoire.

Elle aboutit aussi à traiter la personne en reclassement interne moins bien qu'un travailleur susceptible d'être reclassé suivant les conditions de l'article L.551-1, paragraphe 2, point 2 du Code du travail: «(…) peut encore bénéficier d'un reclassement externe, le bénéficiaire de l'indemnité pécuniaire dont le contrat de travail a été résilié après la vingt-sixième semaine d'incapacité de travail pour un motif autre que celui prévu à l'article L.124-10 ou dont le contrat de travail a pris fin pour une autre cause indépendante de la volonté de l'assuré (…) mais qui présente une incapacité pour exécuter les tâches correspondantes à son dernier poste de travail».

La médiateure suggère au législateur de réexaminer cette question pour voir si effectivement un alignement du statut du reclassé interne à celui du reclassé externe donne lieu à trop d'abus.

d) Suivant la jurisprudence du Conseil supérieur de la sécurité sociale n°2013/0171 du 15 novembre 2013, l'article L.551-1, paragraphe 2, point 2 ouvrant le bénéfice du reclassement externe au bénéficiaire de l'indemnité pécuniaire ne s'applique pas en cas de licenciement intervenu avant la vingt-sixième semaine d'incapacité de travail. Dans la mesure où ce licenciement est intervenu pour un motif autre que celui prévu à l'article L.124-10, la médiateure suggère de ne pas exclure ces personnes du reclassement.

e) En cas de reclassement externe, l'indemnité compensatoire n'est due qu'à condition que la personne reclassée ait été assignée par les services de l'ADEM. Cette disposition est discriminatoire pour les personnes qui font des efforts personnels et parviennent à trouver un emploi par leurs propres efforts.

10. Longs délais concernant les avis du Service médical de l'Immigration

En ce qui concerne les longs délais d'attente en matière de sursis à l'éloignement, le Service médical de l'Immigration de la Direction de la Santé, qui analyse les certificats médicaux produits à l'appui des demandes, accuse un retard certain dans le traitement des dossiers en raison du nombre important de ceux-ci.

Dans un de ces dossiers, le ministre en charge de l'Immigration et de l'Asile a informé la médiateure qu'il était intervenu auprès du Ministre de la Santé afin de lui faire part de ce problème et pour que le nécessaire soit fait pour raccourcir le délai de traitement.

La médiateure souhaite souligner la nécessaire rapidité de traitement de ce genre de dossier pour éviter tout inconvénient d'ordre médical aux demandeurs.

11. Nécessité de renforcer le nombre du personnel de la Direction de l'Immigration

Il est apparu à l'occasion d'un dossier de désistement de prise en charge, que la Direction de l'Immigration est confrontée à un nombre important de demandes en obtention de titre de séjour et de demandes assimilées, demandes que la Direction de l'Immigration ne traite pas avec la rapidité nécessaire en raison du manque d'effectif.

Dans le dossier en question, les personnes se sont adressées à plusieurs reprises à la Direction de l'Immigration par courriers et par téléphone et se sont rendues sur place, sans obtenir la moindre réponse concrète à leur question et ce pendant trois mois.

Bien que les services de la Direction de l'Immigration traitent avec diligence les dossiers qui leur sont soumis, il est inacceptable que le manque d'effectif engendre ce genre de problèmes, de sorte que l'augmentation du personnel devrait sérieusement être considérée.

12. Informations détaillées au sujet de la qualité de «bénéficiaire» d'aides au logement tenu au remboursement des aides

Étant donné l'intérêt considérable pour les personnes qui ont bénéficié d'aides au logement, il est absolument nécessaire que le Ministère du Logement publie des informations détaillées au sujet de l'étendue des obligations de remboursement susceptibles de naître dans les diverses situations pouvant survenir en pratique (colocation, hébergement temporaire, union libre, partenariat, mariage).

13. L'imposition des associations religieuses à l'impôt minimum

Les congrégations et associations religieuses au sens de l'article 159 alinéa (1), point A, chiffre 3 L.I.R. sont soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités et elles sont donc également visées par l'impôt minimum.

Étant donné les difficultés de définir la notion d'association religieuse par rapport aux associations et fondations sans but lucratif poursuivant des buts cultuels, charitables ou d'intérêt général, la médiateure suggère une modification législative en vue d'éliminer les diverses rigueurs qui sont apparues dans l'application pratique de l'impôt minimum.

14. Simplification de la législation fiscale

La médiateure est d'avis qu'un constant effort doit être entrepris en vue de simplifier la législation fiscale. Ce souci de simplification devrait se traduire par la création d'un organisme ayant pour mission d'émettre des recommandations au Gouvernement.

15. Partenariat du fonctionnaire européen

En raison de l'article 14 du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, les fonctionnaires européens sont censés avoir gardé leur domicile fiscal dans leur pays d'origine. Ainsi, bien qu'ils aient cohabité en fait au Luxembourg, il ne leur est pas possible, en cas de partenariat, de bénéficier de l'imposition collective au Luxembourg.

La médiateure suggère de modifier la loi afin de permettre aussi à ces partenaires d'opter pour l'imposition collective.

2.3. Suggestions concernant l'amendement portant sur la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur

Pour toute motivation il est renvoyé à la préface.

I. Dénomination de l'institution

Pour éviter une confusion avec les médiateurs privés œuvrant dans des domaines divers il est proposé d'opter pour la dénomination unique d'Ombudsman.

II. Attributions et pouvoirs

1. Mention des droits de l'Homme dans la compétence générale de l'Ombudsman.

2. Extension des compétences de l'Ombudsman aux organismes investis d'une mission de service public.

3. Extension exceptionnelle de la saisine de l'Ombudsman au-delà d'une réclamation individuelle concrète dont l'Ombudsman a été saisie pour remédier à d'éventuels dysfonctionnements systémiques.

Extension dans cette hypothèse des pouvoirs d'enquête de l'Ombudsman au-delà de l'objet d'une réclamation individuelle et concrète dont il a été saisi et dans le cadre de laquelle il existe une suspicion d'un dysfonctionnement systémique.

Investigation sur place, dans les lieux ou locaux de l'administration même non ouverts au public.

Droit d'entendre toute personne susceptible de fournir des informations ou des explications.

Accès à l'information auprès d'autres administrations non directement visées par la réclamation, mais détenant des informations nécessaires ou utiles pour la solution du différend.

4. L'Ombudsman peut consulter ou se faire assister dans ses travaux par tout expert de son choix.

5. L'Ombudsman peut donner, dans le cadre de la procédure législative, son avis sur des questions concernant la médiation ou relevant d'un sujet auquel son attention a été attirée par une réclamation.

6. Concernant le suivi des recommandations, il est proposé, conformément à l'avis de la Commission de Venise, que le Gouvernement prenne position de principe dans un délai de 3 mois à partir de sa publication et exécute les recommandations en cas d'acceptation de principe dans un délai fixe voire raisonnable.

III. Réclamations

1. Formulation plus impérative des dispositions relatives au délai dans lequel une administration est appelée à prendre position par rapport à une réclamation.

2. Suspension des délais de recours contre les décisions administratives pendant une durée de trois mois prenant cours à la date de la saisine de l'Ombudsman.

3. Remplacer les termes «démarches administratives appropriées» par la formulation suivante: «L'administré a le droit de saisir l'Ombudsman s'il n'a pas obtenu satisfaction auprès de l'autorité compétente.».

4. L'Ombudsman peut procéder à la résolution à l'amiable des différends dont il est saisi par voie de médiation et/ou par voie de conciliation.

5. Évaluation du fonctionnement de l'Administration au regard de normes de bonne conduite administrative communément admises.

IV. Statut organique

1. Attribution à l'Ombudsman d'un pouvoir de délégation de signature voire de délégation de compétences / de pouvoirs.

2. Mention du droit des particuliers de porter plainte auprès de l'Ombudsman dans la Constitution.

3. Renforcement de l'indépendance budgétaire et de l'apparence d'indépendance.

4. Assouplissement du statut du personnel assistant l'Ombudsman dans ses fonctions, afin de permettre un recrutement des agents du secrétariat en dehors de la fonction publique.

5. L'élection de l'Ombudsman à une majorité renforcée des députés présents au moment du vote. Prestation d'un serment concernant son engagement à l'impartialité, à la neutralité et à la confidentialité dans l'exercice de ses fonctions, le cas échéant devant le Président de la Chambre.

6. La formation des médiateurs, de l'Ombudsman et du personnel de son équipe comprendra une formation en médiation selon les critères fixés par la directive européenne sur les REL (règlement extrajudiciaire des litiges).

(Le rapport d'activité intégral peut être consulté sur www.ombudsman.lu.)

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0836	Martine Hansen	Présence de l'Administration de la Nature et des Forêts sur le réseau Facebook
0837	Marc Spautz	Fermeture des routes CR106 et CR164
0838	Diane Adehm, Gilles Roth	Politique fiscale du Gouvernement
0839	Marc Angel	Droits des enfants intersexes et trans'
0840	Justin Turpel	Précarité énergétique
0841	Diane Adehm, Gilles Roth	Restrictions au niveau de la chasse
0842	Jean-Marie Halsdorf	«Passenger name record»
0843	Martine Hansen, Marco Schank	Mesures écologiques compensatoires
0844	Roy Reding	Echinococcus multilocularis
0845	Fernand Kartheiser	Renforcement des droits du père
0846	André Bauler	Tourisme
0847	Marco Schank	Reclassement de la vallée Mamerdall
0848	Aly Kaes, Marco Schank	Assainissement des eaux usées de la localité de Rodershausen
0849	André Bauler	Ancienne Maison de retraite de Vianden
0850	Laurent Mosar	Lutte contre le terrorisme
0851	Guy Arendt	Population des sangliers
0853	Gilles Baum	Différentiation interne dans l'enseignement fondamental
0854	Gilles Baum	Passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire
0855	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Hausse des loyers des baux commerciaux
0856	Françoise Hetto-Gaasch	Sous-représentation des hommes dans l'enseignement
0857	Diane Adehm, Gilles Roth	Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire
0858	Claudia Dall'Agnol	Monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville
0859	Laurent Mosar	Bâtiment Jean Monnet
0860	Martine Mergen	Vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg
0861	Gusty Graas	Utilisation d'écocombis
0862	Marc Spautz	Mesures de protection acoustique à apporter aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois
0863	Josée Lorsché	Réforme de l'assurance dépendance
0864	Diane Adehm, Gilles Roth	Décisions fiscales anticipées des autorités étrangères
0865	Gilles Baum	Nombre de communes permettant la célébration d'un mariage civil les samedis
0866	Martine Hansen, Marco Schank	Cartes des zones inondables et cartes des risques d'inondation
0867	Laurent Mosar	«Roaming»
0868	Sylvie Andrich-Duval	Services de taxis
0869	Gilles Roth	Passage à niveau de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen
0870	Justin Turpel, Serge Urbany	Priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2015
0871	Justin Turpel	Protection des données à caractère personnel sur Facebook
0872	Diane Adehm, Gilles Roth	Taxation des voitures de «leasing»
0873	Martine Hansen, Félix Eischen	Attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures
0874	André Bauler	Élaboration d'un code de déontologie pour les élus communaux
0875	Gusty Graas	Limitation de vitesse en dessous des 90 km/h sur les voies publiques autres que les autoroutes en dehors des agglomérations
0876	André Bauler	Projet de modernisation et de réaménagement du site de la gare de Clervaux
0877	André Bauler	Espace rural
0878	Marcel Oberweis	Protection contre l'abus de boissons énergisantes
0879	Marco Schank, Emile Eicher	Centre d'émissions radio de Marnach
0881	Martine Hansen	Aide financière de l'État pour études supérieures
0882	Diane Adehm, Gilles Roth	Jeux de hasard
0883	Cécile Hemmen, Taina Bofferding	Introduction de quotas de femmes dans les conseils d'administration
0884 cf. 0885	Claudia Dall'Agnol	Service médico-sportif
0885 cf. 0884	Nancy Arendt	Service médico-sportif
0886	Laurent Mosar	Vente des participations d'E.ON et RWE dans Enovos International SA
0887	Taina Bofferding	Transport de personnes atteintes d'un handicap
0888	Nancy Arendt	Contrôles dans les cafés et les discothèques
0889	Martine Hansen	Réforme de la formation professionnelle
0890	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente des actions de l'État dans LuxConnect
0891	Serge Wilmes	Exécution du budget de l'État pour l'exercice 2014
0892	Alex Bodry	Affaire «Swiss Leaks»
0893	Sylvie Andrich-Duval	Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes et de la Convention CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)
0894	Marcel Oberweis	Émission de particules fines PM10
0895	Claude Adam	Éducation linguistique des enfants
0896	Laurent Mosar	«Patent boxes»
0897	Max Hahn	Déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire
0899	Josée Lorsché	Ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique («Convention d'Istanbul»)

Question 0836 (13.01.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **présence de l'Administration de la Nature et des Forêts sur le réseau Facebook:**

L'Administration de la Nature et des Forêts a récemment partagé sur le réseau social Facebook une série d'articles intitulée «Der unsichtbare Preis des Fleisches» publiée par un quotidien luxembourgeois et qui porte sur les conséquences sur l'environnement de la production de viande et de fourrage au Luxembourg comme à l'étranger. Or, le contenu de ces articles n'est pas neutre et certains raisonnements sont plus que contestables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quels sont les critères sur base desquels l'Administration de la Nature et des Forêts décide de publier respectivement de partager des articles sur le réseau social Facebook?

2. Quel est le but poursuivi par l'Administration de la Nature et des Forêts par le partage de ces articles sur les réseaux sociaux?

3. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que toute publication sur le site Facebook ou tout autre site Internet d'une administration publique devrait refléter une certaine objectivité et surtout informer de façon neutre les citoyens?

4. Madame la Ministre partage-t-elle le contenu des articles susmentionnés?

5. Madame la Ministre partage-t-elle l'affirmation avancée dans le deuxième article publié que «Die lokale Fleisch- und Futtermittelproduktion in Luxemburg stellt eine schwere Belastung für die Umwelt dar»?

6. Dans l'affirmative, quelles sont les vues de Madame la Ministre sur la production de denrées alimentaires au Luxembourg?

Réponse (12.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Il m'importe de préciser que les trois articles auxquels fait référence l'honorable Députée ont été publiés par la chercheuse Madame Aline Schaltz dans le quotidien luxembourgeois «Luxemburger Wort». Ils constituent une sorte de résumé du travail de Master de Madame Schaltz réalisé sous la direction du Professeur Frank Scholzen à la «Faculty of Science, Technology and Communication» de l'Université du Luxembourg. Les affirmations faites dans les trois articles sont le fruit d'une recherche approfondie de la littérature relative au sujet du mémoire.

Quant aux questions posées:

Ad 1. L'Administration de la Nature et des Forêts (par la suite ANF), de par sa mission définie dans la «loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts», doit assurer «la mission de sensibilisation du public dans les domaines de la nature et des forêts». Dans le cadre de cette mission l'ANF utilise aussi le vecteur des réseaux sociaux et y publie régulièrement des informations sur les activités de l'administration (p. ex. annonces de visites guidées). De plus, l'ANF partage également des informations ou articles sur des sujets d'actualité ayant trait à ses missions dans

les domaines de la protection de la nature, de la chasse et de l'exploitation forestière.

Ad 2. Le domaine de la protection de la nature a des liens étroits avec le secteur agricole qui cultive deux tiers des zones vertes. Le but de la publication était de partager les trois articles intéressants parus dans le «Luxemburger Wort» pour information aux citoyens qui suivent le profil de l'ANF.

Ad 3. Je suis d'avis que le résumé d'un travail de Master réalisé selon une déontologie scientifique et basé sur une recherche approfondie de la littérature à l'Université du Luxembourg est suffisamment objectif pour pouvoir être mis à disposition du grand public par une administration. Par ailleurs, la publication respecte les critères énoncés par le «Guide d'utilisation des médias sociaux» du Gouvernement, qui invite les services du Gouvernement à se limiter à la communication d'informations «neutres et factuelles» sur les médias sociaux.

Ad 4., 5. et 6. Je considère que le travail scientifique de Madame Schaltz est une contribution intéressante au débat autour de l'orientation de la politique agricole et environnementale au Luxembourg. Il est indéniable que certaines pratiques agricoles nuisent à l'environnement naturel et peuvent constituer un risque à long terme pour la qualité de vie des citoyens. Ainsi les pesticides constatés il y a peu dans certaines nappes phréatiques obligent non seulement le Gouvernement, mais tout le secteur agricole à remettre en question le principe de la maximisation de la productivité au dépens de l'environnement. Personne ne pourra nier le fait que le maintien de la qualité de vie au Luxembourg repose sur la qualité de nos ressources naturelles, principe d'ailleurs consacré par l'article 11bis de la Constitution en tant que droit fondamental. Il est primordial que la politique mette en œuvre des aides ciblées et un système de conseils agricole intégrés pour favoriser des pratiques agricoles durables. C'est d'ailleurs dans ce but que l'accord de coalition stipule qu'«une préoccupation majeure du Gouvernement consistera à la conciliation de la politique agraire avec les défis de la protection de la nature et des ressources naturelles, notamment l'eau potable et les terres agricoles».

Dans un autre contexte, on peut constater que l'apport de l'agriculture à l'évolution des émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, n'est pas négligeable. En effet, même si on observe une légère réduction depuis quatre à cinq ans, la consommation d'énergie a doublé dans le secteur agricole par rapport à l'an 2000 (source: Statec). Pour l'ensemble des pratiques agricoles (énergie, élevage et cultures), les chiffres de 2012 estiment les émissions de gaz à effet de serre à 727.000 tonnes par an, ce qui correspond à 43% des émissions du trafic routier national (1,7 mio to en 2012).

Question 0837 (13.01.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fermeture des routes CR106 et CR164:**

Suite au glissement de terrain entre Esch et Mondercange le CR106 est fermé depuis plusieurs mois. En outre, en raison de travaux, le CR164 entre Noertzange et Bergem est barré à toute circulation depuis mai 2014. La circulation est entre autres déviée par le rond-point de Schifflange (rue de Hédange) ce qui entraîne des bouchons aux heures de pointe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il délester le trafic à court terme?

- Monsieur le Ministre peut-il informer dans quels délais les CR en question pourront être ouverts au trafic?

- Dans la négative, est-ce que de nouvelles routes de déviation sont en train d'être planifiées?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention d'accroître la capacité du rond-point afin d'éviter les bouchons permanents?

- Est-ce que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures mène des discussions avec les communes concernées?

Réponse (23.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire du 13 janvier 2015, l'honorable Député Marc Spautz s'inquiète sur les problèmes de circulation dans la région Mondercange-Esch-sur-Alzette-Schifflange.

Effectivement, deux routes sont actuellement barrées au trafic dans cette région:

Le chemin CR106 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange qui a été détruit suite à un éboulement important de la décharge de Mondercange en date du 14 mars 2014 ainsi que le CR164 entre Noertzange et Bergem qui a été barré au trafic à partir du 26 mai 2014 à cause des travaux de reconstruction d'un pont vétusté OA69 enjambant l'Alzette. Pour ces routes barrées des déviations ont été mises en place comme la déviation signalée pour la reconstruction du pont OA69 sur le chemin CR164 se fait par Schifflange ou Huncherange.

Le chemin CR164 entre Noertzange et Bergem sera réouvert à la circulation en juin 2015 tandis que la date de réouverture du CR106 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange est tributaire de l'évolution des acquisitions des diverses emprises nécessaires pour dévier la route. L'Administration des Ponts et Chaussées est en train de finaliser le dossier pour le tracé de déviation.

Une réouverture d'une des deux routes et à l'aide de nouvelles routes de déviation locale n'est pas possible du point de vue technique à court terme.

En ce qui concerne les bouchons au niveau du rond-point CR168/CR169 «Général Patton» à Schifflange, je peux vous confirmer que la capacité du giratoire sera augmentée par l'aménagement d'un by-pass dans le cadre des travaux de réorganisation de l'échangeur de Schifflange, travaux qui sont programmés de débuter en 2015 conformément à l'échelonnement annuel des liquidations du Fonds des routes.

Il est évident que tout chantier routier est organisé en étroite collaboration avec les communes concernées. Ainsi, dans le cas de l'éboulement de la décharge de Mondercange, les communes d'Esch-sur-Alzette et de Mondercange sont représentées dans le comité de suivi technique.

Question 0838 (14.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **politique fiscale du Gouvernement:**

Selon les informations relayées récemment par la presse, le DP s'est prononcé dans le contexte d'une future réforme fiscale contre l'introduction d'un impôt sur les successions en ligne directe. Le DP a par la même occasion marqué son opposition à l'égard d'un nouveau taux d'imposition maximal pour personnes physiques («Räichesteier»).

D'autre part, les présidents successifs du parti politique LSAP Alex Bodry et Claude Haagen ont fait savoir à diverses reprises qu'une «Räichesteier» fera son entrée dans l'arsenal fiscal luxembourgeois.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0680 du 5 novembre 2014 des Députés Laurent Mosar et Gilles Roth *(cf. compte rendu n°4/2014-2015)*, Monsieur le Premier Ministre a entendu préciser que «la réforme fiscale englobante qu'envisage le Gouvernement se fera à la suite d'un large processus de consultation, processus auquel les partenaires sociaux seront intégrés dès la phase préparatoire de la réforme en 2015. Il serait dès lors à mon avis particulièrement malvenu d'hypothéquer ces consultations par des déclarations prématurées concernant les contours de la réforme».

Nous voudrions dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que la position du DP visant à exclure dans le cadre d'une future réforme fiscale l'introduction d'un impôt sur les successions en ligne directe tout comme l'introduction d'un nouveau taux d'imposition maximal pour personnes physiques («Räichesteier») est partagée par l'ensemble des membres du Gouvernement?

- Est-ce que Monsieur le Premier Ministre n'est pas d'avis que les propos du DP vont à l'encontre des principes qu'il a lui-même défendu il y a à peine six semaines dans sa réponse à la question parlementaire n°0680 précitée, à savoir que des déclarations prématurées concernant les contours d'une future réforme fiscale risquent d'hypothéquer les consultations avec les partenaires sociaux?

Réponse (27.01.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans leur question n°0680, Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles Roth m'avaient invité à «clarifier personnellement une fois pour toutes la situation en répondant de manière non équivoque» à une série de questions concernant les principaux éléments de la future réforme fiscale. C'est dans cette perspective que je m'étais exprimé au nom du Gouvernement en répondant que des déclarations prématurées concernant les contours d'une future réforme fiscale risquaient d'hypothéquer les consultations avec les partenaires sociaux, engageant en cela le seul Gouvernement. Les partis politiques demeurent évidemment libres de mettre en avant leurs idées et suggestions concernant la réforme fiscale et je m'abstiendrai de commenter à ce stade les propositions des uns et des autres.

Question 0839 (15.01.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **droits des enfants intersexes et trans':**

Depuis dix ans, de plus en plus d'initiatives internationales s'intéressent aux droits fondamentaux des personnes transgenres et intersexes.

Récemment, le rapport «Les droits des enfants intersexes et trans' sont-ils respectés en Europe? Une perspective» rédigé par Monsieur Erik Schneider et publié par le Conseil de l'Europe est paru. Selon ce rapport, on entend par enfant trans' les enfants qui ressentent un décalage entre ce qu'ils sentent être et les attentes de leur entourage fondées sur le sexe qui leur a été assigné à la naissance. Les enfants intersexes sont définis comme «des enfants dont les caractères sexués sont atypiques ou non conformes aux normes généralement admises».

Selon l'auteur du rapport, la situation des enfants trans' et intersexes n'est pas assez prise en compte, notamment au sein du système de santé. Ainsi il existerait un manque de connaissances généralisé sur les questions trans'. L'absence d'analyse spécifique des besoins des enfants intersexes et trans' aurait des conséquences sur l'absence d'élaboration de prestations sociales appropriées. Ainsi, il ne serait pas rare qu'une approche fondée sur la correction explicite des comportements de l'enfant (approche dite «correctrice») et consistant à réprimer chez l'enfant tous les comportements qui s'apparentent à ceux du sexe considéré comme opposé soit appliquée, alors qu'elle est particulièrement préjudiciable et traumatogène pour l'enfant. Par ailleurs, le rapport souligne que des opérations de «normalisation» sont souvent effectuées sur des jeunes enfants intersexes.

Ces traitements sont contestés par des personnes pour lesquelles ils ont eu des effets dévastateurs. En effet, le mauvais sexe serait assigné à l'enfant dans 8,5% à 20% des cas, voire 40%, c'est-à-dire que ces enfants finissent par rejeter le sexe qui leur a été assigné. De grandes atteintes à l'intégrité psychique de l'enfant en résultent. De plus, des traitements hormono-chirurgicaux de normalisation pratiqués sur un enfant intersexe qui n'est pas en mesure de donner un consentement éclairé sont contraires à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre peut-elle renseigner sur l'encadrement et le suivi réservés aux enfants intersexes ou trans' et à leurs parents au Luxembourg? Des approches correctrices ou de «normalisation» sont-elles appliquées?

- Le Luxembourg soutient-il le retrait du transsexualisme de toute rubrique sur les pathologies mentales lors des discussions en cours à l'OMS sur la révision de la Classification internationale des maladies?

- Est-il envisagé de remplacer le terme de «syndrome de dysphorie de genre» dans les statuts de la CNS (Caisse Nationale de Santé) par une terminologie non pathologisante comme, par exemple, celle retenue dans le projet actuel de l'OMS: «non-concordance de genre» ou encore celle de «réassignation sexuée»?

Les jeunes trans' souhaitant initialiser une hormonosubstitution doivent, selon un règlement de la CNS, présenter un «rapport médical détaillé établi par un médecin spécialiste en psychiatrie documentant le suivi de la personne protégée au cours de son expérience en vie réelle pendant la durée d'au moins douze mois permettant au Contrôle médical de la sécurité sociale de conclure au caractère indispensable du traitement médicamenteux envisagé». Selon le rapport de «l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) de 2014, cela voudrait dire que la jeune personne en question doit vivre pendant un an en public sous l'identité de genre recherchée sans avoir pu commencer les changements de son apparence physique qui reste opposée à son vécu intérieur. Cela revient à un «outing» prématuré et imposé qui mettrait ces jeunes en danger.

- Monsieur le Ministre suivra-t-il la recommandation de l'ORK en abrogeant cette condition d'expérience de vie réelle qui, selon l'ORK, n'est conciliable ni avec les droits de l'enfant, ni avec les droits de l'Homme?

Réponse commune (13.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les services du Ministère de la Santé ne sont pas au courant de l'existence d'enquêtes ou de données sur des approches correctrices et le suivi réservé aux enfants intersexes ou transsexuels respectivement à leurs parents.

Toujours est-il que l'encadrement et l'accompagnement des enfants intersexes ou transsexuels dans leur parcours scolaire, voire dans leurs différents milieux de vie, sont fonction des besoins de même manière que pour tout enfant ayant des besoins spécifiques.

Le projet d'accompagnement individualisé peut être initié dès identification du besoin spécifique de l'enfant, ses caractéristiques et son envergure dépendant du plan de prise en charge établi par les professionnels impliqués, de la demande de l'enfant et des parents, et des besoins du personnel enseignant et pédagogique. Si une situation particulière est connue, si une collaboration de confiance entre tous les impliqués a pu être établie, un accompagnement de qualité peut se développer, qui au surplus est attentif aux signes de mal-être ou de détresse qu'un enfant ou un adolescent peuvent vivre dans le parcours intersexe ou transgenre.

Actuellement, les services de la Direction de la Santé accompagnent déjà plusieurs enfants et jeunes concernés, ainsi que leurs familles, dans leur parcours scolaire. Toutefois, ce sont uniquement des situations rares et fort probablement il y a bien plus d'enfants et d'adolescents touchés qui ne sont pas suivis tels que leurs besoins le nécessitent.

En ce qui concerne plus particulièrement les dispositions statutaires, celles-ci sont entrées en vigueur le 1er janvier 2014. Elles ont été mises en place devant le constat d'abord de la réalité du besoin de la prise en charge des personnes transsexuelles, transgenres ou de genre non conforme, ensuite de l'absence au Luxembourg d'un cadre légal ou réglementaire tant pour les personnes concernées que pour les professionnels de santé dans le cadre de leur prise en charge médicale et psychologique et finalement celui de l'absence, au Luxembourg, de centres de référence permettant une prise en charge intégrée des personnes transsexuelles, transgenres ou de genre non conforme par des équipes multidisciplinaires spécialisées.

Les statuts avaient pour finalité de garantir l'accompagnement des concernés dans un contexte psychologique et médical complexe, voire difficile, souvent irréversible et coûteux. Les auteurs des statuts avaient conscience de la variété des options thérapeutiques et du fait que le nombre, le type et la chronologie des interventions peuvent varier d'un individu à un autre.

En vertu de l'article 23 alinéa 1er du Code de la sécurité sociale «les prestations à charge de l'assurance maladie (...) doivent être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale». La prise en charge des soins accordés aux personnes transsexuelles, transgenres ou de genre non conforme ne saurait se soustraire à ce prérequis légal qui constitue même un droit fondamental pour le patient, ce en vertu de l'article 4 (1) de la loi relative aux droits et obligations des patients.

Lors de la rédaction des statuts, la Caisse Nationale de Santé (CNS) et le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ont pris connaissance des recommandations de bonne pratique existantes en la matière et se sont fondés notamment sur «les Standards de soins pour la santé des personnes transsexuelles, transgenres et de genre non conforme» de la «World Professional Association for Transgender Health» (WPATH), ainsi que sur la «Leitlinie 028/014» intitulée «Störungen der Geschlechtsidentität im Kindes- und Jugendalter» de la «Deutschen Gesellschaft für Kinder- und Jugendpsychiatrie, Psychosomatik und Psychotherapie» (DGKJP).

Il y a lieu de constater que les sociétés scientifiques internationales se heurtent parfois à un manque de consensus en ce qui concerne les stratégies thérapeutiques à privilégier, situation qui s'accentue dans le contexte de la prise en charge des enfants et des adolescents.

Sur base de l'expérience acquise au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur des dispositions statutaires, le CMSS et l'administra-

tion de la CNS restent convaincus de la pertinence des prémisses retenues lors de l'élaboration des statuts qu'était le juste équilibre entre:

- la prise en charge de la personne souhaitant bénéficier de la contribution financière de l'assurance maladie pour son traitement face aux dépenses importantes auxquelles elle est confrontée, sa situation sociale éventuellement difficile, son état de santé fragile,

- la conscience de la situation du corps médical face à l'absence de cadre réglementaire et déontologique précis,

- les contraintes de l'assurance maladie légalement obligée de ne prendre en charge que les soins correspondant aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

Une proposition d'adaptation ponctuelle sera proposée au Comité-directeur de la CNS lors d'une de ses prochaines réunions. Conformément à cette proposition l'expérience en vie réelle dont la pertinence et le caractère indispensable ne sont pas vraiment contestés est maintenue, mais ne précédera en tout état de cause plus que les interventions entièrement irréversibles, en particulier celles de la chirurgie de réassignation sexuelle.

Il convient, en effet, de rappeler que l'hormonosubstitution constitue une étape délicate, étant donné que, d'une part, elle aboutit à des résultats partiellement irréversibles pour la personne et que, d'autre part, elle place le médecin prescripteur en dehors du cadre juridique de l'autorisation de mise sur le marché et du cadre statutaire de la prise en charge par l'assurance maladie.

Les contraintes juridiques tout comme l'absence d'unanimité et de courant majoritaire au niveau des standards internationaux sur le bon moment de l'expérience en vie réelle, avaient amené la CNS et le CMSS à opter pour une position de prudence lors de l'initialisation de la prise en charge financière de l'hormonosubstitution sur base d'un rapport médical documentant aussi les démarches en vie réelle.

Il semble toutefois actuellement que les courants plaçant l'expérience en vie réelle devant la seule chirurgie de réassignation sexuelle prédominent, ce qui a amené les auteurs à adapter leur position.

Le CMSS, amené à aviser les dossiers et en contact régulier avec les associations représentatives des personnes concernées, de même qu'avec le collège médical, a conscience de la problématique et traite ces dossiers dans une démarche de dialogue et de progrès.

En ce qui concerne la question de la terminologie à adopter en vue de la dé-psychopathologisation et d'une déstigmatisation des personnes, la CNS et le CMSS ne sont pas d'avis qu'il faut à ce stade changer le terme «dysphorie de genre». Alors qu'au niveau des classifications officielles la terminologie n'est pas univoque (dysphorie de genre, incongruence de genre...), il faut considérer que les prestations dont la prise en charge par l'assurance maladie est sollicitée visent à atténuer la souffrance causée par la discordance entre l'identité de genre d'une personne et son sexe d'assignation à la naissance et que toute «non-concordance de genre» ne nécessite un traitement à charge de l'assurance maladie.

Dans ce contexte «World Professional Association for Transgender Health» écrit dans son actuelle version des «Standards de soins»: «Ainsi les personnes transsexuelles, transgenres et de genre non conforme, ne sont pas des personnalités pathologiques. C'est plutôt la détresse liée à la dysphorie de genre, quand elle est présente, qui est l'élément préoccupant à diagnostiquer et pour laquelle différentes options de traitement sont disponibles. L'existence d'un diagnostic de dysphorie facilite souvent l'accès au système de soins et peut guider jusqu'à nouvel ordre des recherches de traitements efficaces. La recherche mène à de nouvelles nomenclatures de diagnostics, et les termes changent tant dans le DSM (…) que la CIM. Pour cette raison, ces termes familiers sont employés dans les SDS et leurs définitions sont explicitées lorsque ce sont des termes émergents».

Question 0840 (15.01.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **précarité énergétique:**

„Viele Haushalte haben große Probleme, ihre Strom- und Gasrechnungen zu begleichen. In eintausend Fällen hat Enovos daher im vergangenen Jahr beantragt, dass Haushalten, die ihre Rechnungen nicht zahlten, der Energiehahn zugedreht wird. Zwei Jahre zuvor, 2012, war dies nur 400-mal der Fall." (cf. lessentiel.lu am 9. Januar 2015) Diese Beschreibung spiegelt die drastische Zunahme des Phänomens der Energiearmut in den letzten Jahren auch in Luxemburg wider.

Laut Gesetz über die Regulierung des Strom- und Gasmarktes ist der Strom- oder Gaslieferant im Falle einer Zahlungsunfähigkeit eines Haushaltes verpflichtet, dies dem zuständigen Sozialamt („office social") zu melden. Falls das Sozialamt die Kosten nicht übernimmt, sperrt der Netzbetreiber, nach schriftlicher Aufforderung des Lieferanten, die Strom- resp. Gaszufuhr des betroffenen Haushaltes innerhalb von 30 Tagen (von 2007 bis 2012 innerhalb von 14 Tagen) ab.

Ich möchte darauf hinweisen, dass die Regierungserklärung „die konsequente Bekämpfung der Energiearmut" als eine ihrer vorrangigen Aufgaben vorsieht. Als energiearm werden oftmals Haushalte bezeichnet, die mehr als 10% ihres Einkommens für Energie (Strom, Heizung, Warmwasser) ausgeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich der für Familie und Integration zuständigen Ministerin sowie dem für Energie zuständigen Wirtschaftsminister folgende Fragen stellen:

1. Wie hat sich - über das angegebene Beispiel von Enovos hinaus - die Anzahl der zahlungsunfähigen Haushalte bei den verschiedenen Strom- und Gaslieferanten in den letzten fünf Jahren entwickelt? Welches ist die Lage in Bezug auf Heizöl?

2. Wie sind die personelle Zusammensetzung und die Einkommenssituation dieser Haushalte?

3. In wie vielen Fällen wurden die Kosten vom betreffenden Sozialamt übernommen, in wie vielen Fällen kam es zum Absperren der Strom- resp. Gaszufuhr (in den letzten fünf Jahren) und in wie vielen Fällen wurde vom Lieferanten - und aus welchen Ursachen -, trotz Nichtzahlung, auf eine Absperrung verzichtet? Wie groß waren im Falle von Absperrung die Zeitspannen bis zur Wiederherstellung?

4. Gibt es eine umfassende Studie über die Energiearmut, über Ursachen, Betroffene, gesamte und regionale Entwicklung und Konsequenzen sowie internationale Vergleiche in Luxemburg? Wenn ja, wo ist diese Studie zugänglich? Wenn nicht, beabsichtigt die Regierung, eine solche in Auftrag zu geben? Wann?

5. Welche Maßnahmen gedenkt die Regierung zu ergreifen, um ihr Vorhaben zur „konsequenten Bekämpfung der Energiearmut" zu verwirklichen?

Réponse commune (16.03.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

In seinem jährlichen Bericht über die Entwicklung des Strom- und des Gasmarktes in Luxemburg stellte das Institut luxembourgeois de régulation (ILR) im September 2014 fest, dass im Jahr 2013 die Stromlieferanten 3.360-mal eine Prozedur eingeleitet haben, um eine Abschaltung der Kunden, die ihre Rechnung nicht bezahlt hatten, vorzunehmen. Im Gasbereich waren es in der gleichen Zeitspanne 1.979 solcher Fälle.

Die umgeänderten Gesetze vom 1. August 2007 zur Organisation des Strom- bzw. des Gasmarktes sowie das umgeänderte Gesetz vom 18. Dezember 2009 zur Organisation der Sozialhilfe sehen Aufgaben sowohl für die Energielieferanten als auch für die Kommunalbehörden in Bezug auf die minimale Energieversorgung und die Unterstützung von schutzbedürftigen, zahlungsunfähigen Haushaltskunden vor.

So beschreiben Artikel 2, Absatz 8 des Gesetzes zur Organisation des Strommarktes und Artikel 12, Absatz 5 des Gesetzes zur Organisation des Gasmarktes die Prozedur, die die Energieversorger befolgen müssen, wenn ein Haushaltskunde in Zahlungsverzug gerät: Zwei Wochen nach dem Fälligkeitsdatum der Rechnung muss eine erste Zahlungserinnerung dem Kunden zugesandt werden und nach weiteren 14 Tagen muss eine zweite Zahlungsaufforderung erfolgen mit der Mitteilung, dass der Kunde innerhalb von 30 Tagen abgeschaltet wird. Gleichzeitig sind die Versorger gehalten, das zuständige Sozialamt zu informieren, welches innerhalb von zehn Tagen dem Energieversorger gemäß Artikel 30 des Gesetzes über die Sozialhilfe eine Rückmeldung geben muss, ob es sich um schutzbedürftige Kunden handelt und gegebenenfalls deren Energierechnung übernommen werden kann.

Die Mindestfristen von jeweils 14 Tagen zwischen dem Fälligkeitsdatum der Rechnung und der ersten und der zweiten Zahlungserinnerung sowie von 30 Tagen zwischen der zweiten Zahlungsaufforderung und des eigentlichen Abschaltens fallen laut Informationen der Energielieferanten in der Praxis deutlich länger aus. Auf Anfrage bei den Strom- und Gaslieferanten wird eine derartige Abschaltprozedur in der Regel, je nach Lieferanten, erst ab dem Versenden von zwei bis vier Mahnungen eingeleitet. Bevor die Kunden aber tatsächlich abgeschaltet werden, nehmen die Lieferanten im Allgemeinen persönlichen Kontakt mit den zahlungsunfähigen Kunden auf. Falls das Sozialamt mitteilt, dass der Kunde nicht als schutzbedürftig anzusehen ist, beantragt der Lieferant beim zuständigen Netzbetreiber eine Abschaltung des Kunden. Bis es zu einer Abschaltung kommt, können noch einmal mindestens 30 Tage bis zu mehreren Monaten vergehen. Die meisten Energielieferanten beantragen darüber hinaus auch keine Abschaltung während der Wintermonate.

Zur Übersicht sind in der folgenden Tabelle die von der Regulierungsbehörde ILR veröffentlichten Zahlen seit 2010 aufgeführt. Die endgültigen Zahlen des Jahres 2014 liegen zurzeit noch nicht vor.

	Einleitung einer Abschaltprozedur		Antrag zur Abschaltung beim Netzbetreiber		Tatsächlich durchgeführte Abschaltungen	
	Strom	Gas	Strom	Gas	Strom	Gas
2010		6.128		4.493		923
2011	4.313	1.120	2.574	202	779	202
2012	3.496	1.430	1.666	240	496	233
2013	3.360	1.979	1.069	219	746	216

Aus diesen Zahlen lässt sich erkennen, dass lediglich etwa 20% der Haushaltskunden, die ihre Rechnung nicht bezahlt hatten, auch tatsächlich abgeschaltet wurden. Die Rechnungen der restlichen Kunden wurden dann nachträglich selber bezahlt oder, im Falle von schutzbedürftigen Kunden, vom zuständigen Sozialamt übernommen.

So haben die 30 Sozialämter die Möglichkeit, diesen zahlungsunfähigen Kunden, die Sozialhilfe empfangen können, eine finanzielle Hilfe zu gewähren, um Energierechnungen begleichen zu können.

Folgende Tabellen geben Auskunft über die Gesamtzahl der Hilfeempfänger pro Energiequelle:

Tabelle A: Anzahl der Hilfeempfänger pro Energiequelle (30 Sozialämter)

	Strom	Gas	Heizöl
2010	k. A.	k. A.	k. A
2011	367	112	34
2012	298	54	35
2013	309	70	45
2014	252	57	26

Tabelle B: Gesamtbetrag der ausbezahlten Hilfen pro Energiequelle (30 Sozialämter)

	Strom	Gas	Heizöl	TOTAL
2010	k. A.	k. A.	k. A	
2011	155.122 €	69.780 €	24.484 €	249.386 €
2012	139.519 €	37.041 €	29.197 €	205.757 €
2013	144.697 €	43.858 €	36.000 €	224 555 €
2014	111.173 €	52.163 €	19.057 €	182.393 €
TOTAL	550.511 €	202.842 €	108.738 €	862.091 €

Im Rahmen der Ausarbeitung der Gesetze zur Organisation des Strom- und des Gasmarktes wurden bereits in den Jahren 2006 und 2007 intensive Diskussionen über mögliche Lösungsansätze geführt, mit dem Ziel, eine angepasste Lösung zu finden, die eine adäquate Antwort für diesen Problembereich darstellt. Den Ergebnissen dieser Diskussionen wurden in den vorgenannten Gesetzen Rechnung getragen und sie haben den Grundstein gelegt für die Berücksichtigung der Problematik der Energiearmut der einkommensschwachen Haushalte. Die entsprechenden Regelungen sind im August 2007 in Kraft getreten.

Im Rahmen der Arbeiten am Gesetz über die Organisation der Sozialhilfe wurden die Diskussionen über die Fragen der Energiearmut zwischen den zuständigen Ministerien ebenfalls aufgegriffen, um damit eine optimale Verzahnung zwischen der Sozialgesetzgebung sowie der Gesetzgebung im Energiebereich zu erzielen. Die entsprechenden Regelungen sind Anfang 2011 in Kraft getreten.

Um die Umsetzung der in der Sozial- sowie in der Energiegesetzgebung enthaltenen Regelungen optimal begleiten zu können, wurden im Jahre 2010 Gespräche mit den betroffenen Sozialämtern sowie mit den Hauptakteuren aus dem Energiesektor gesucht, um eine optimale Umsetzung der Regelungen zu garantieren.

Die derzeitigen Regelungen geben damit eine angemessene Antwort auf die Risiken der Energiearmut, da mittels der getroffenen Maßnahmen die Versorgung mit Energie bei den einkommensschwachen Haushalten abgesichert werden kann.

Es gilt abschließend noch zu unterstreichen, dass myenergy, die nationale Struktur für Information und Beratung in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien, im Jahre 2014 ein Pilotprojekt mit einem ausgewählten Sozialamt durchgeführt hat, um weitere Erkenntnisse bei der Begleitung von einkommensschwachen Haushalten zu gewinnen. Hier wurden insbesondere die Möglichkeiten des konkreten Energiesparens analysiert, mit dem Ziel, die Möglichkeiten der vorhandenen Einsparpotenziale zu identifizieren und neue Wege im Bereich der Energieeinsparung bei einkommensschwachen Haushalten zu entwickeln. Die ersten Erfahrungen sollen durch weitere Projekte weiterentwickelt werden, um auf einer soliden Basis neue Ansätze zu entwickeln, die auf nationaler Ebene Anwendung finden könnten.

Question 0841 (16.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **restrictions au niveau de la chasse:**

Il nous revient que le Conseil de Gouvernement compte adopter aujourd'hui un règlement grand-ducal sur la chasse interdisant entre autres la chasse du renard sur toute l'année et la chasse du sanglier pendant six semaines durant la période allant de mars à avril.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'élaboration d'un tel règlement grand-ducal et son adoption au sein du Conseil de Gouvernement?

2. Quelles sont les raisons pour lesquelles Madame la Ministre veut interdire la chasse du renard définitivement?

3. Quelles sont les raisons pour lesquelles Madame la Ministre veut limiter la chasse du sanglier?

4. En cas de dommage causé par le gibier, le locataire de la chasse est d'après la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse responsable du

dommage causé par le gibier. Dans le cas où la chasse du sanglier sera interdite pendant six semaines tous les ans, qui sera alors responsable du dommage causé par le gibier pendant cette période?

5. Madame la Ministre compte-t-elle intervenir dans les contrats de bail de chasse conclus actuellement ou seront-ils réformés en ce sens que le locataire ne paiera pas de loyer pendant les six semaines durant lesquelles la chasse du sanglier sera interdite? Le cas échéant, qui paiera alors les indemnités pendant les six semaines en question au propriétaire de la chasse?

Réponse (16.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. Oui. En application de l'article 9 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, un règlement grand-ducal est en élaboration qui a été adopté par le Gouvernement en Conseil en date du 16 janvier 2015 et qui sera valable du 1er avril 2015 au 31 mars 2016.

Néanmoins, contrairement aux informations des deux députés, la chasse au sanglier ne sera pas fermée pendant six semaines durant la période allant de mars à avril. Elle ne pourra cependant être exercée qu'en plaine pendant ces six semaines.

Ad 2. Premièrement, ce n'est pas une fermeture définitive de la chasse au renard étant donné que le règlement grand-ducal n'est valable que pendant une année.

Deuxièmement, dans une époque où le fait de tuer des animaux uniquement pour le plaisir respectivement sans aucune raison n'est plus accepté, il incombe aux chasseurs de fournir de bonnes raisons pour chasser une espèce. Or, de tels arguments n'ont pas été fournis lors des discussions menées dans le Conseil supérieur de la chasse. Au contraire, il n'existe quasiment pas d'utilisation du renard, que ce soit pour sa fourrure ou que ce soit pour sa viande.

Ad 3. Pendant la période du 1er au 15 avril 2015, et du 1er au 31 mars 2016, toute chasse est suspendue. La seule exception est justement la chasse au sanglier en plaine en vue de garantir la prévention contre les dégâts sur les terrains agricoles. Une chasse au sanglier en plaine combinée avec l'arrêt de la chasse en forêt résultera en une réduction des dégâts.

Il y a lieu de rappeler qu'avant l'apparition de la peste porcine classique il y a environ douze ans, la chasse était également fermée pour certaines catégories de poids du sanglier, et ce pendant une période beaucoup plus longue que six semaines. Pendant ces temps, personne ne se demandait si les dégâts en agriculture étaient faits par un sanglier de 60 kg (fermé à la chasse) ou par un sanglier de 30 kg (ouvert à la chasse).

Ad 4. Comme mentionné ci-avant, la chasse au sanglier ne sera pas interdite. Cette question est donc basée sur des informations erronées.

Par ailleurs et pour information aux députés Roth et Adehm, les tableaux de chasse du sanglier (et par conséquent également les populations) ainsi que les dégâts de sanglier sont en baisse depuis quelques années.

En outre, je tiens à signaler que l'ouverture de la chasse au sanglier pendant les six semaines en question ne signifierait pas qu'il n'y aurait pas de dégâts pendant cette période, étant donné que pendant cette période il n'y a quasiment pas d'activités cynégétiques.

Ad 5. Non, je ne compte pas intervenir dans les contrats de bail étant donné que ces contrats ont été conclus entre les syndicats de chasse et les locataires de chasse. Comme les députés Roth et Adehm ne l'ignorent certainement pas, il n'incombe pas à l'État d'intervenir dans des contrats entre parties privées.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que les contrats de bail conclus contiennent le paragraphe suivant: «Die Jagd ist bei Genehmigung des Pachtvertrages auf Gefahr und Kosten des Pächters; dieser kann Einwendungen nicht erheben noch sonst ein Recht geltend machen, die auf Minderung des Jagdpreises oder auf Schadenersatz wegen Erschwerung oder Behinderung an der Ausübung der Jagd abzielen, selbst dann nicht, wenn diese Erschwerung oder Behinderung auf einen gewöhnlichen oder außergewöhnlichen, vorhergesehenen oder unvorhergesehenen Zufall zurückzuführen sind; ähnlich verhält es sich bei der Ausführung von Arbeiten oder von Bewirtschaftungsmaßnahmen, bei Änderungen des Nutzungsmodus oder der Kulturart, die die Eigentümer an ihren Grundstücken, auf denen die Jagd verpachtet ist, vorzunehmen für gut finden. Im Falle von außergewöhnlichen Umständen, welche gewichtige Auswirkungen auf die Ausübung der Jagd haben, kann der Jagdpächter eine gerichtliche Auflösung des Jagdpachtvertrages fordern».

Finalement, je tiens à rappeler que des changements aux périodes d'ouverture de la chasse sont effectués chaque année.

Question 0842 (16.01.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **«passenger name record»:**

Le «passenger name record» (PNR) est un fichier des passagers aériens qui comporte toutes les données collectées par les compagnies aériennes auprès des voyageurs quand ils achètent leur billet d'avion: nom et prénom du passager, adresse, numéro de téléphone, moyen de paiement du billet, numéro de carte de crédit, date et itinéraire du voyage, escales, infos sur les bagages, numéro de siège et aussi nom de l'agence de voyage. Les autorités américaines ont largement accès à ces données depuis les attentats du 11 septembre 2001. Depuis cette époque, les compagnies qui assurent des liaisons passager au départ, à destination et via les États-Unis, sont obligées de mettre à disposition les données PNR aux autorités américaines. Dans la lutte contre le terrorisme, les services de renseignement et de police peuvent croiser les PNR avec des listes de personnes dangereuses.

En France, la loi antiterroriste de novembre 2014 prévoit que les autorités aient un accès facilité aux PNR. Le système devrait être prêt pour septembre 2015. Les autorités françaises demandent que ce système fonctionne au niveau européen pour une meilleure efficacité. Le but est d'éviter par exemple que, pour échapper au PNR français, un Français soupçonné de terrorisme quitte le territoire en voiture pour prendre ensuite un avion dans un pays européen pour se rendre finalement en Syrie. Mais pour l'instant la mise en place d'un PNR au niveau européen est bloquée au Parlement européen qui estime ce système trop intrusif. Or, suite aux évènements récents à Paris, il semble que les douze ministres européens de l'Intérieur réunis dimanche 11 janvier à Paris soient tombés d'accord sur le PNR.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au PNR?

- Le Gouvernement entend-il légiférer au niveau national ou attend-il une initiative européenne?

Réponse (18.02.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Dans sa résolution sur les mesures de lutte contre le terrorisme adaptée d'une large majorité le 11 février 2015, le Parlement européen s'engage à tout mettre en œuvre pour finaliser la directive PNR d'ici fin 2015, c'est à dire sous Présidence luxembourgeoise. Le Parlement encourage par ailleurs le Conseil à progresser parallèlement sur le paquet législatif relatif à la protection des données.

Les chefs d'État et de Gouvernement, par leur déclaration commune lors du Conseil informel du 12 février 2015 se sont engagés à assurer la sécurité des citoyens de l'UE tout en soulignant leur attachement aux valeurs fondamentales et aux droits de l'Homme.

Le Gouvernement luxembourgeois reste profondément convaincu de la nécessité d'un PNR européen assorti de dispositions solides en matière de protection des données.

Question 0843 (19.01.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **mesures écologiques compensatoires:**

En réponse à notre question parlementaire n°0097 du 3 février 2014 *(cf. compte rendu n°4/ session extraordinaire 2013)*, Madame la Ministre avait annoncé dans le contexte des mesures écologiques compensatoires de renforcer la collaboration entre l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Office national du remembrement afin de dégager suffisamment tôt les surfaces les moins conflictuelles pour accueillir de telles mesures. Des pistes devraient être discutées en détail avec les représentants du milieu agricole «dans les semaines à venir».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles sont les pistes dégagées par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Office national du remembrement?

2. Est-ce que ces pistes ont fait l'objet d'une discussion avec les représentants du milieu agricole?

3. Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces discussions?

Réponse (16.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. L'ANF et l'ONR ainsi que l'ASTA et le SER et le département de l'Environnement se sont mis d'accord sur une répartition des charges dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion des mesures compensatoires. Alors que l'ANF sera chargée du volet de la planification, de la mise en œuvre et du contrôle des mesures, l'ONR interviendra de manière privilégiée au niveau des opérations foncières (achat, échange et, le cas échéant, remembrement) nécessaires. Un comité de gérance, réunissant les acteurs principaux dans ce domaine, sera institué à travers une modification y relative dans la loi modifiée du 19 janvier 2004.

L'analyse de conflits et convergences des projets précis est en cours et il est trop tôt pour l'instant de dégager des conclusions concises.

Ad 2. Non. Une telle discussion sera menée une fois l'analyse précitée achevée.

Ad 3. Cette question est sans objet pour l'instant.

Question 0844 (19.01.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**echinococcus multilocularis:**

An Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Juegd op Fiiss sinn ech nees op eng Krankheet opmierksam ginn, déi vun deenen Déieren iwwerdroe gëtt: de Fuussebandwuerm. Dofir wëll ech dës Froen un d'Madame Gesondheetsministesch stellen:

1. Gouf et zu Lëtzebuerg déi lescht zéng Joer Fäll, wou Mënschen um Fuussebandwuerm erkrankt sinn, a wa jo, wéi vill?

2. Ass dës Kränkt heelbar?

Réponse (11.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

De Fuussebandwuerm ass e Bandwuerm, dee beim Fuuss am Daarm lieft a sech duerch Eeër, déi an der Fuusslousung ausgescheet ginn, verméit. Wann déi Eeër an den Daarm vu Mais zum Beispill kommen, schlüpfen heirauser Larven, déi sech dann am Kierper vun deenen Déieren, dem normalen Zwëschewiert, festsetzen a sech do verméien. Wann de Fuuss dann esou eng befale Maus frësst, da verwandelt déi Larv sech am Fuuss sengem Daarm zum Bandwuerm an den Zyklus ass geschloss.

De Mënsch kann awer duerch onglécklech Émstänn zoufälleg e puer esou Eeër ofschlécken an da geschitt datselwecht wéi beim normalen Zwëschewiert: d'Larve schlüpfen a kënne sech an der Liewer festsetzen an do no laanger Zäit, eng etlech Méint oder Joren, e Schued verursaachen, deen zum Doud ka féieren, wann en net behandelt gëtt. Wéi et derzou kënnt, dass de Mënsch solch Eeër ophëlt, ass net richteg erfuescht. Hënn oder heiansdo Katze kënnen och emol Iwwerträger vun deem Wuerm sinn a spillen no rezenten Énnersichungen eng gewësse Roll bei mënschleche Fäll.

Déi Krankheet ass meldeflichteg zu Lëtzebuerg. Se ass éischter rar bei eis an et sinn an deene leschten zéng Joer zwee mënschlech Fäll vun Echinococcose beim Gesondheetsministère gemellt ginn.

Jee no Stadium ginn et Behandlungsmethoden, wéi zum Beispill eng Entfernung aus der Liewer duerch e chirurgeschen Agréff: Esou kann een eventuell déi Krankheet heelen. Wann dat net méiglech ass, gëtt et eng Therapie mat Medikamenter, déi d'Verschlëmmerung vun der Krankheet verhënnert an iwwer laang Jore muss geholl ginn.

Folgend Virsiichtsmoossname sinn unzeroden:

1. Hënn a Kaze regelméisseg entwuermen.

2. No der Aarbecht dobaussen (Gaart, Feld, Bësch...) soll ee sech d'Hänn gutt wäschen.

3. Kot, dee kéint vun engem Hond, enger Kaz oder engem Fuuss sinn, net beréieren, wa méiglech entsuergen a sech duerno ëmmer gutt d'Hänn wäschen.

Question 0845 (19.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **renforcement des droits du père:**

Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet am Fall vun enger Koppel, déi iwwert d'Émgangsrecht vum Papp gestridden huet, d'däitsch Justiz gerügt. D'Gesetzer hätte Lacunnen an d'Rechter vum Papp géingen an Däitschland net konsequent genuch verdeedegt ginn. D'Geriicht huet gefuerdert, mat Geldstrofen d'Recht vum Papp duerchzesetzen an d'Prozedure viru Geriicht méi kuerz ze maachen. Duerfir meng Froen un den Här Justizminister:

1. Ass dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg zur Kenntnis geholl ginn?

2. Denkt den Här Minister drun, d'Lëtzebuerger Gesetzer am Liicht vun dësem Stroossbuerger Uerteel unzepassen?

Réponse (12.02.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

De Justizministère stellt fest, datt dat Uerteel géint Däitschland vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ganz rezent ass an huet et zur Kenntnis geholl.

Déi viregt Regierung huet den 11. Abrëll 2008 e Gesetzesprojet iwwert d'Responsabilité parentale an der Chamber déposéiert. Do ass virgesinn, am Intérêt vum Kand, eng Égalitéit an de Rechter vun deenen zwee Elteren ze schafen. D'Regel gëtt e gemeinsamt Ausübe vun der Autorité parentale, ausser a grave Fäll.

Am Moment schaffen d'Servicer vum Justizministère un enger fundamentaler Reform, déi souwuel déi gemeinsam elterlech Rechter consacréiert fir all Elteren a fir all Situationen, wéi och d'Schafe vun de sougenannten „JAF", d. h. Juges aux affaires familiales, fir d'Prozedure fir d'Rechter vun de Kanner an och den Elteren ze vereinfachen a méi schnell ze maachen.

Question 0846 (20.01.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **tourisme:**

Le tourisme constitue une branche dynamique de notre économie dont la contribution à la formation du produit intérieur brut (PIB) est entre-temps comparable à celui de l'industrie manufacturière.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques clés de la branche touristique, notamment en termes de création d'emplois, de part dans le PIB et de types d'entreprises qui se sont spécialisées en ce domaine?

2. Quelles sont les offres ou formules touristiques qui attirent le plus grand nombre de voyageurs étrangers au Luxembourg? Quels sont les attractions et sites les plus fréquentés? Quel rôle joue la capitale dans ce contexte? Et quelles sont les forces et faiblesses de son hinterland?

3. Est-il possible de dresser un profil des touristes qui rendent visite au Luxembourg (âge, nationalité, durée de la visite, services demandés, sites visités, etc.)?

4. Quelles sont les initiatives que le Gouvernement se propose de lancer durant les années à venir afin de diversifier davantage l'offre touristique de notre pays? Dans ce contexte, les stratégies d'information à l'étranger qui sont développées essentiellement par l'Office National du Tourisme (ONT) seront-elles soumises à une analyse critique? La stratégie «nation branding», actuellement en cours de développement, englobera-t-elle également le domaine du tourisme?

5. Les initiatives des Offices Régionaux du Tourisme (ORT) feront-elles également l'objet d'une analyse mettant en évidence leurs forces et faiblesses?

Réponse (24.02.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Le Ministère de l'Économie dispose des chiffres émanant des rapports du «World Travel & Tourism Council» (WTTC), qui estime qu'en 2013 le domaine du tourisme représentait 8,7% de l'emploi total, ce qui équivaut à 19.700 emplois qui dépendent directement ou indirectement du secteur. L'emploi direct est estimé à 5.500 unités en 2013 et WTTC prévoit une augmentation à 8.000 emplois jusqu'en 2024. La contribution directe et indirecte du secteur au PIB est estimée à 6,5%, la contribution directe se situant à 1,9% du PIB.

L'Horesca a communiqué que leurs membres ont recruté 2.830 personnes en 2014, dont 738 occupent des emplois nouvellement créés. 76% de ces emplois créés sont des contrats à durée indéterminée.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie a constitué un groupe de travail composé des représentants du secteur de l'hébergement (Horesca, Camprilux, Centrale des Auberges de Jeunesse), du Statec et de la police afin de réformer la fiche d'hébergement qui sert à recenser les arrivées et nuitées des touristes, ceci en vue d'une simplification administrative pour les hébergeurs. Le Ministère de l'Économie espère ainsi disposer moyennant le futur dispositif de statistiques plus fiables. Par la suite la mise en place d'un «compte satellite du tourisme» sera examinée.

Ad 2. Les motivations des voyageurs étrangers arrivant au Luxembourg sont très diverses.

Selon les enquêtes de l'Office National du Tourisme, le tourisme d'affaires représente 60,3% des nuitées réalisées dans l'hôtellerie. Faisant partie du segment tourisme d'affaires, le secteur MICE («Meetings, incentive, conventions, events») compte pour 14% de l'ensemble des nuitées dans l'hôtellerie. Le Gouvernement considère que le segment MICE possède un fort potentiel de développement pour notre destination. C'est la raison pour laquelle le Ministère de l'Économie a pris l'initiative de créer un cluster MICE Luxembourg avec les acteurs du secteur. À ce jour, ce cluster regroupe 27 membres.

En ce qui concerne le tourisme de loisir, les motivations dominantes pour un séjour au Luxembourg sont les «city trips», le tourisme actif (randonnée, vélo, VTT), la gastronomie et l'œnologie ainsi que l'offre culturelle. Ces sujets seront également le plus mis en avant dans la promotion touristique nationale au cours de l'exercice 2015.

La capitale est le principal pôle d'attraction. 40% des nuitées sont générées dans la capitale (Source: Statec) et 66% des touristes interviewés lors d'une enquête réalisée en août 2014 sur des sites touristiques à travers le pays ont visité la ville de Luxembourg lors de leur séjour.

Top 8 attractions	Visiteurs 2014	Variation par rapport à 2013
Visites guidées, Luxembourg-ville	254.080	+3,7%
Parc Merveilleux	247.655	+9,4%
Château de Vianden	160.161	+5,2%
Casemates	130.296	+7,4%
Mudam	79.435	+12,5%
Télésiège Vianden	73.442	+13,3%
Hop-on hop-off	59.278	+10,3%
Pétrusse Express	45.652	+20,4%

Source: Office National du Tourisme

Ad 3. Traditionnellement les marchés émetteurs les plus importants pour le tourisme au Luxembourg sont nos pays voisins ainsi que les Pays-Bas. Selon les enquêtes de l'ONT les Pays-Bas représentaient 25% des nuitées en 2014, la Belgique 17%, l'Allemagne 12% et la France 9%. 11% des nuitées en 2014 ont été réalisées par des hôtes émanant de l'intérieur du pays.

L'évolution du marché touristique mondial et les efforts de promotion des dernières années ont cependant permis de développer de nouveaux marchés (p. ex. Chine ou Japon).

Selon les enquêtes de l'ONT, la durée moyenne de séjour en 2014 se situait à 1,91 nuits dans l'hôtellerie et à 7,55 nuits sur les campings.

En ce qui concerne l'âge des visiteurs, les enquêtes de l'ONT montrent qu'en 2014 16% des nuitées dans l'hôtellerie ont été réalisées par des personnes de plus de 55 ans et 12% par des familles avec enfants. Sur les campings, les visiteurs de plus de 55 ans représentaient 28% et les familles avec enfants 53% de l'ensemble des nuitées.

Ad 4. Le plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique est l'outil permettant au Gouvernement de soutenir le développement de l'offre des infrastructures touristiques. Par ailleurs, il appartient aux structures conventionnées avec le Ministère de l'Économie, et plus précisément aux Offices Régionaux du Tourisme de développer des offres touristiques attractives qui puissent faire l'objet d'une promotion à l'étranger.

Afin de renforcer l'équipe de l'Office National du Tourisme, le ministère a décidé de rapatrier les effectifs des agences à l'étranger et de les intégrer dans l'équipe de l'ONT afin de mener une communication plus centralisée et cohérente moyennant le recours à des outils de communication modernes.

L'ONT mise dans sa stratégie d'information sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de communication du marketing comme p. ex. le SEO ou le SEA («search engine optimisation» ou «search engine advertising»).

La présence ciblée du Ministère de l'Économie sur les foires touristiques à l'étranger et sur des workshops spécialisés dans le domaine du tourisme à l'étranger viennent compléter cette stratégie.

Depuis que le tourisme fait partie des attributions du Ministère de l'Économie, le secteur participe aux missions économiques à l'étranger afin de promouvoir le Luxembourg en tant que destination touristique.

Les acteurs des secteurs du tourisme et de la culture sont directement impliqués dans les travaux d'élaboration d'une image de marque forte et cohérente du Luxembourg. Dès lors que la phase de définition de cette image de marque aura abouti, les éléments pertinents seront intégrés dans la communication et la promotion touristique du Grand-Duché.

Ad 5. Les initiatives des ORT ont été prises en compte et seront dorénavant davantage synchronisées avec la stratégie nationale. Par ailleurs, la collaboration des ORT avec l'ONT a été renforcée.

Des KPI («key performance indicators») font désormais partie intégrante des nouvelles conventions qui lient le ministère aux ORT.

Question 0847 (20.01.2015) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **reclassement de la vallée Mamerdall:**

L'arrêt du 23 décembre 2014 de la Cour administrative confirme un jugement du Tribunal administratif du 3 juillet 2014 annulant le règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 qui classe en zone protégée d'intérêt national la réserve naturelle et le paysage protégé de la vallée Mamerdall. Les juges avaient relevé que le règlement en question avait comme base la loi du 19 janvier 2004 relative au Plan National de Protection de la Nature qui classe la vallée Mamerdall en zone protégée, mais sur une étendue de 285 hectares et non 2.378 hectares comme le prévoyait le règlement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les réactions de Madame la Ministre suite à l'arrêt de la Cour administrative cité ci-dessus? Envisage-t-elle une possible réduction de la zone en question, le cas échéant à 285 hectares, avec des conséquences défavorables pour l'environnement et la biodiversité de la vallée Mamerdall?

- Madame la Ministre, quelles sont les suites possibles dans le dossier du reclassement de la vallée Mamerdall?

- Par quelles mesures Madame la Ministre pense-t-elle protéger davantage l'environnement et la biodiversité dans la vallée Mamerdall?

Réponse (24.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Vu l'importance de la vallée de la Mamer pour la diversité biologique de notre pays, la Ministre de l'Environnement regrette l'annulation du règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 classant zone protégée d'intérêt national la réserve naturelle et le paysage de la vallée Mamerdall par la Cour administrative.

En effet, la Cour a conclu à une divergence substantielle entre le cadre défini par le premier Plan National de la Protection de la Nature (par la suite PNPN) et la délimitation de la zone protégée telle qu'opérée par le règlement grand-ducal.

Étant donné que la procédure de révision du PNPN de 2007 est actuellement en cours et sera finalisée avant la fin de cette année, le Gouvernement disposera dans quelques mois d'un nouveau cadre politique en matière de protection de la nature.

Suite à l'adoption du deuxième PNPN un nouveau règlement grand-ducal de classement de la vallée de la Mamer sera soumis au Gouvernement en Conseil. Une réduction majeure de la surface de la future zone par rapport à la zone protégée annulée n'est pas prévue.

En ce qui concerne l'état de la biodiversité dans la vallée de la Mamer, il y a lieu de rappeler que cette dernière fait partie de la zone Natura 2000 «Vallée de la Mamer et de l'Eisch» (LU0001018) et qu'elle bénéficie de ce fait d'ores et déjà d'un certain statut de protection.

Il importe encore de souligner qu'il ne suffit pas de protéger l'existant par des actes réglementaires, mais que la gestion des forêts et des terrains agricoles par les propriétaires tant privés que publics soit respectueuse de l'environnement afin d'éviter toute détérioration de nos ressources naturelles. Les événements des derniers mois ont montré à quel point l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques présente des risques à long terme pour le cycle écologique de l'eau.

Par ailleurs, un rôle important incombe également aux autorités communales, responsables pour l'épuration des eaux usées et, par conséquent, de la qualité écologique des cours d'eau, dont la Mamer.

Question 0848 (21.01.2015) de **MM. Aly Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**assainissement des eaux usées de la localité de Rodershausen:**

Afin de traiter de façon adéquate les eaux usées de la localité de Rodershausen, le Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord (SIDEN) avait proposé de raccorder Rodershausen via Kohnenhof à la station d'épuration de Stolzembourg mis en service en 2014. Cette solution présentait non seulement des avantages financiers mais également de nettes améliorations écologiques et environnementales pour le cours d'eau récepteur de l'Our. Or selon nos informations, cette proposition a été récemment refusée par le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles sont en détail les raisons pour le refus du raccordement de la localité de Rodershausen à Stolzembourg?

2. Existe-t-il à travers le pays d'autre cas de refus de raccordement de localités à une installation d'épuration existante et, le cas échéant, pour quelles raisons?

3. Au niveau de la politique d'assainissement, le Gouvernement entend-il encourager à l'avenir des solutions décentralisées par rapport aux solutions centralisées et, le cas échéant, pour quelles raisons?

Réponse (24.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. La construction de la station d'épuration Rodershausen est inscrite dans le programme de mesures qui fait partie intégrante du plan de gestion de district hydrographique déclaré obligatoire pour le cycle 2009-2015 par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 déclarant obligatoire le plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse du Grand-Duché de Luxembourg. Partant, sa mise en œuvre est rendue obligatoire non seulement par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 précité, mais aussi par le paragraphe 3 de l'article 28 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Le projet de construction de la station d'épuration Rodershausen dispose d'une approbation et d'un engagement ministériels de 2011 concernant le cofinancement par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau. Par conséquent, le chantier aurait déjà pu être soumissionné en même temps que les travaux de construction des stations de pompages et bassins d'orages du réseau d'assainissement de Rodershausen actuellement en cours.

L'Administration de la Gestion de l'Eau favorise une philosophie décentralisée dans le domaine des infrastructures d'assainissement dans le but d'éviter l'évacuation d'eaux usées par de longs et coûteux collecteurs. Dans le cas d'un raccordement des eaux usées de la localité de Rodershausen à la station d'épuration de Stolzembourg l'obtention des droits de passage nécessaires pour la pose du collecteur constitue un facteur d'incertitude non négligeable, et ceci tout aussi bien sur le territoire luxembourgeois que sur le territoire allemand étant donné qu'il s'agissait d'un projet purement national d'évacuation des eaux usées, et non d'un projet transfrontalier pour lequel l'association des autorités allemandes est nettement plus facile.

Du point de vue de la qualité et de la protection des eaux de surfaces, il s'agit d'éviter un rejet ponctuel trop important issu d'un cumul de plusieurs agglomérations dans les cours d'eau et d'en diminuer l'impact en optant pour la solution plus écologique de diverger la charge polluante vers plusieurs rejets plus faibles.

Les stations d'épuration sont planifiées pour une période de 25 ans en ajoutant trois ans pour la construction. Les réserves en charges polluantes sont évaluées en tenant compte de l'évolution démographique des agglomérations connectées. La station d'épuration de Stolzembourg a été planifiée en tenant compte de l'évolution démographique des localités prévues pour être connectées lors de sa conception. Si l'on utilisait les réserves en capacités épuratoires pour le raccordement de Rodershausen, il y a lieu de renoncer à d'autres réserves, sous risque de devoir procéder à un agrandissement prématuré et non prévu de la station d'épuration de Stolzembourg.

Ad 2. Des décisions similaires ont été prises dans des projets concernant entre autres les communes de Beaufort (raccordement de Beaufort à la station d'épuration d'Echternach) et Buschdorf.

Ad 3. Le Département de l'Environnement compte maintenir la philosophie préconisée de l'aménagement décentralisé des ouvrages de traitement des eaux usées et de leurs ouvrages connexes.

Au niveau de l'impact sur le prix de revient de l'eau, l'évaluation des coûts au niveau communal a démontré que l'aménagement de longs réseaux engendre une augmentation disproportionnée du prix de l'eau facturé aux citoyens.

En général, la conception et la réalisation de longs collecteurs se voient confrontés à des problèmes signifiants au niveau de l'obtention des droits de passage et des différentes autorisations requises.

Les cours d'eau récepteurs luxembourgeois sont caractérisés par de faibles débits et la dilution des effluents des stations d'épuration s'en trouve impactée. Une émission ponctuelle de grande envergure engendrée par une station centralisée a, par conséquent, des effets plus négatifs sur la qualité de l'écosystème que plusieurs effluents moins chargés et répartis le long du cours d'eau.

Question 0849 (21.01.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ancienne Maison de retraite de Vianden:**

Situés à côté de l'église historique des Trinitaires, les bâtiments de l'ancienne Maison de retraite de Vianden ont été fermés en 2013 après l'ouverture de la nouvelle Maison de soins Servior, sise rue de la Frontière. À l'heure qu'il est, les bâtiments susdits, qui sont la propriété de l'État, ne sont pas occupés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir un historique succinct de l'édifice en question qui se situe au noyau de l'ancienne ville?

2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils informer sur une éventuelle rénovation ou réaffectation de l'ancienne Maison de retraite de Vianden? Quelles sont les administrations qui seraient chargées de la gestion de ce dossier et quel serait leur rôle respectif?

3. Quelle pourrait donc être la nouvelle destination de cet immeuble? Des idées précises en

la matière auraient-elles déjà vu le jour? Un projet concret serait-il élaboré, le cas échéant, en collaboration avec les autorités municipales de Vianden?

Réponse commune (06.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1. Les constructions de l'ancien cloître ainsi que de la maison de maître (Maison König), dans leurs configurations actuelles, remontent à 1753.

L'État a successivement acquis:

- l'ancienne maison de retraite en 1953 (ancien cloître),

- l'annexe en 1963,

- et la maison de maître, ayant servie de maison pastorale, en 1972.

L'ancienne maison de retraite ouvrit ses portes en 1958. Dans le cadre du «programme national pour personnes âgées» en 1992, l'ancienne maison de retraite devint un CIPA, Centre intégré de l'État pour personnes âgées. Le CIPA déménageât en avril 2013 dans son nouveau bâtiment sis 4, rue de la Frontière à Vianden, laissant l'ancien immeuble inoccupé depuis lors.

Bien que l'immeuble en question ne soit pas classé, il y a lieu de préciser que l'église des Trinitaires, appartenant à la commune de Vianden et directement adjacente à l'ancien immeuble du CIPA, est classée monument national.

Voilà pourquoi cet ensemble de bâtiments représente une valeur historique et architecturale manifeste dans le noyau de Vianden.

Ad 2. Le bâtiment en question est inoccupé suite au déménagement du Centre intégré pour personnes âgées vers son nouveau bâtiment en 2013. Les services compétents du Ministère des Finances ont été chargés d'analyser les possibilités de réaffectation de l'ancienne maison de retraite. Les administrations appelées à se charger de la gestion de ce dossier ainsi que leurs rôles respectifs dépendront de la nouvelle affectation de l'immeuble.

Ad 3. Selon les informations dont disposent mes services, aucun projet concret quant à la nouvelle destination de l'immeuble n'a été retenu jusqu'à présent. Toutefois, il importe de préciser que, compte tenu de l'agencement du bâtiment, ce dernier se prêterait plutôt à la réalisation de logements. Il est évident que les autorités communales seront mises au courant dès qu'un projet de réaménagement se concrétise.

Question 0850 (22.01.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **lutte contre le terrorisme:**

Suite aux événements en France et en Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg devra également intensifier la lutte contre le terrorisme. Lors du dernier briefing à la presse le 16 janvier 2014, le Ministre de la Sécurité intérieure a exposé une série de mesures envisagées, dont le renforcement de la CAT (cellule antiterroriste) de la Police grand-ducale et du Service de Renseignement et la mise en place d'un dispositif d'alertes en cas de menace terroriste à l'échelle nationale.

À l'occasion du Conseil «Affaires étrangères» le 19 janvier 2015 à Bruxelles, le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères a de son côté critiqué une collaboration insuffisante des services compétents au sein de l'Union dans le contexte de la sécurité des citoyens face à ce type de menaces.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Qu'implique l'état actuel de «vigilance accrue» pour les forces de l'ordre et pour la population au Luxembourg?

- Qu'entend Monsieur le Ministre concrètement par un renforcement de la CAT de la Police grand-ducale?

- Monsieur le Ministre peut-il dévoiler de plus amples renseignements au sujet du dispositif d'alertes à l'échelle nationale?

- Comment se positionne Monsieur le Ministre par rapport à une collaboration plus étroite entre les différents Services de Renseignements de l'Union européenne dans le cadre de la sécurité des citoyens? Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter la réforme du Service de Renseignement de l'État du Luxembourg dans le sens d'une coopération plus efficace sur le plan international?

Réponse (18.02.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le Gouvernement luxembourgeois a intensifié ses efforts d'évaluation de la menace par la Police grand-ducale ainsi que par le Service de Renseignement de l'État.

Dans le même contexte, le directeur général de la police a invité tous les membres de la police à respecter scrupuleusement les mesures de sécurité à l'occasion de leurs interventions. Par ailleurs, la police a également adapté son dispositif général de sécurité.

La cellule antiterroriste a été renforcée de manière à permettre un suivi rapide des informations lui parvenant et de la sorte parfaire l'évaluation de la menace, conformément aux besoins annoncés par le Service de police judiciaire.

Le groupe de coordination «terrorisme» (GCT), sous la responsabilité du Haut-commissariat à la Protection nationale (HCPN), a été chargé d'élaborer un plan d'alerte au plan national. Le 6 février 2015 le Haut-commissaire a dressé un premier bilan des travaux à Monsieur le Premier Ministre et a été chargé de continuer ses travaux en concertation étroite avec le directeur général de la police et le directeur du Service de Renseignement de l'État.

Outre la coopération bilatérale entre Services de Renseignement, il existe, au niveau de l'Union européenne, une enceinte assurant la coopération en matière de lutte antiterroriste entre les Services de Renseignement des États membres, à savoir le groupe antiterroriste (GAT), mis en place à la suite des attaques du 11 septembre 2001. Ce groupe réunit régulièrement les chefs des unités antiterroristes des Services de Renseignement de tous les États membres de l'Union européenne. Ce réseau favorise l'échange d'information en continu, le suivi de l'évolution de la menace et le partage de bonnes pratiques.

Comme il n'y a pas lieu de remettre en question cette coopération tant au niveau bilatéral que multilatéral, le Gouvernement estime qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des dispositions supplémentaires portant sur la coopération internationale lors de la réorganisation du Service de Renseignement. Un des principaux objectifs du projet de loi actuellement en préparation et portant sur la réorganisation du Service de Renseignement vise justement, par le biais d'une définition explicite des moyens et méthodes de renseignement, à hisser le Service de Renseignement au niveau des capacités dont disposent les principaux services européens ce qui facilitera la coopération et les échanges au niveau du renseignement entre le Luxembourg et ses principaux partenaires internationaux. Par ailleurs, une bonne coopération nécessite des relations de confiance entre les Services de Renseignement des pays concernés. À cet égard, l'arrêt 104 du 25 octobre 2013 de la Cour constitutionnelle a considérablement contribué à consolider cette confiance mutuelle.

Question 0851 (23.01.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **population des sangliers:**

Le projet de règlement grand-ducal concernant l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015-2016 vient d'être adopté par le Conseil de Gouvernement le 16 janvier 2015.

Il y est prévu d'interdire la chasse sur le renard pendant toute l'année et de réduire la période de chasse sur le sanglier.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0547 *(cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2013-2014)*, Madame la Ministre de l'Environnement a confirmé que les populations de sangliers ont connu une augmentation dramatique depuis les années 1980. Elle affirme également que les plans de tirs des années 2013-2015 visent une réduction massive de la population vu les dégâts agricoles élevés. Cependant, elle admet que les plans de tir prévus pour cette période (13.470 sangliers) ne pourront être réalisés par les chasseurs car cela impliquerait qu'ils devraient encore tirer 10.100 sangliers jusqu'à la fin de la période cynégétique en cours.

Dans la même réponse, Madame la Ministre affirme que les populations de sangliers pourraient être réduites sous condition que les chasseurs fassent preuve d'une volonté ferme et nette pour aider à atteindre cet objectif.

Vu ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Vu l'augmentation dramatique de la population des sangliers au Luxembourg et vu que les chasseurs n'arrivent pas à atteindre les plans de tirs fixés et vu le souhait de Madame la Ministre que les chasseurs fassent preuve d'une volonté ferme et nette pour aider à réduire les populations de sangliers, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que le fait d'interdire la chasse sur le sanglier pendant six semaines va à l'encontre des propos énoncés dans sa réponse à la question parlementaire n°0547?

2. L'avis du Conseil de la Chasse concernant l'introduction d'une période de «repos» pour le gibier ainsi que l'interdiction de la chasse du renard a-t-il été favorable?

3. Dans la négative, pourquoi l'avis de cet organe n'a pas été pris en compte?

4. Madame la Ministre peut-elle me dire si des cas de grippe porcine africaine ont déjà pu être constatés au Luxembourg? Les mesures prises par ledit règlement ne favorisent-elles pas la propagation de cette grippe?

5. Madame la Ministre dispose-t-elle de statistiques sur la population des renards au Luxembourg qui auraient servi de base pour motiver l'interdiction de la chasse du renard? Madame la Ministre ne craint-elle pas une surpopulation de renards suite à cette interdiction?

6. Est-ce que des mesures sont prévues pour dédommager les dégâts futurs causés par les renards aux agriculteurs?

7. Est-ce que des mesures sont prévues pour faire en sorte que les renards restent en dehors des milieux urbanisés?

Réponse (18.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. La chasse au sanglier reste autorisée toute l'année en plaine. La fermeture en forêt peut avoir comme effet que l'effort de chasse se concentre sur la zone la plus sensible aux dégâts pendant cette période, à savoir le milieu ouvert. Comme au Luxembourg, selon les indications des chasseurs, environ 80% du tableau en sangliers est réalisé aux chasses en battue, cette mesure de fermeture partielle, qui ne concerne que six semaines sur les 52 pendant lesquelles le sanglier peut être chassé à l'approche et à l'affût n'empêchera pas les chasseurs de réaliser leurs plans de tir. À titre indicatif, pendant la période de peste porcine classique, où la chasse, même aux petits marcassins, était très intense, seulement 2,8% et 3,3% du tableau de sangliers des années 2002, 2003 et 2004 étaient tirés en mars et avril respectivement (10.165 pièces au total).

En outre, nombreux sont les chasseurs qui ont peu ou pas chassé le sanglier pendant cette période principale de mise bas de sangliers pour réduire le risque de tirer une femelle ayant des marcassins à peine nés et qui ne la suivent pas encore.

Ad 2. Non. Sur douze membres présents, cinq ont marqué leur accord à cette mesure, et sept ont marqué leur désaccord.

Ad 3. L'avis étant purement consultatif, les responsables ont préféré se baser sur les argumentaires et les avis d'experts plutôt que sur le résultat d'un vote.

Ad 4. Il y a lieu de suggérer au Député Arendt de s'adresser au Ministre de l'Agriculture pour la première question, ce dernier étant responsable des aspects vétérinaires.

Pour ce qui est de la deuxième question, je suis d'avis que les mesures prises par ledit règlement ne favorisent pas la propagation de cette grippe. Comme expliqué plus haut, le nombre de sangliers tirés ne risque pas d'être influencé par la mesure.

Ad 5. Le Ministère dispose de statistiques de tir basées sur les chiffres indiqués par les locataires de chasse à la fin de chaque année cynégétique. Ces chiffres montrent une régression de 57% du nombre de renards tirés, depuis 1998. La même évolution s'observe dans d'autres pays d'Europe, comme p. ex. en Suisse. Dans une étude sur l'impact de la chasse sur le renard, publiée dans le journal de renommée «Nature» (2002; vol. 419, page 34), les chercheurs britanniques Baker, Harris et Webbon sont venus à la conclusion suivante: «Our results argue against suggestions that fox populations would increase markedly in the event of a permanent ban on hunting.»

Il semble donc que la chasse au renard n'ait guère d'influence sur les populations et qu'une surpopulation n'est pas à craindre.

Ad 6. De quels dégâts parle le Député Arendt? Il n'existe pas de mesures pour dédommager des dégâts de renards. Il ne faut pas perdre de vue qu'en général, le renard est bel et bien très utile à l'agriculture, de par sa consommation massive de micromammifères dont surtout des rongeurs.

Ad 7. Ce problème est indépendant de l'ouverture de la chasse au renard. Même durant les périodes de chasse intense le renard s'est approprié le milieu urbain et il est utopique d'imaginer qu'on puisse le «garder en dehors».

Une sensibilisation du public pour expliquer la cohabitation avec le renard, et les précautions à prendre, a été élaborée sous forme de brochure par l'ANF et distribuée aux acteurs multiplicateurs de la protection de la nature. Par ailleurs, un exemplaire de cette brochure a été envoyé à tous les locataires de chasse, dont également l'honorable Député Monsieur Guy Arendt.

Question 0853 (23.01.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **différentiation interne dans l'enseignement fondamental:**

La population scolaire au Luxembourg devient de plus en plus hétérogène, les défis pour les enseignants de l'enseignement fondamental ne cessent de croître.

La différenciation interne au sein d'une classe ne permet non seulement d'investir plus de moyens en les élèves à apprentissage difficile, mais également de motiver les élèves qui n'ont pas de difficultés et de leur proposer d'autres tâches.

Force est de constater que la différenciation tarde à faire son entrée dans maintes classes de notre pays.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il encourager les enseignants du fondamental à miser plus sur la différenciation interne?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les moyens pédagogiques sont suffisants?

- La différenciation trouve-t-elle une place adéquate dans la formation des futurs enseignants respectivement dans le futur stage des enseignants nouvellement admis à la fonction?

- Monsieur le Ministre compte-t-il mettre un accent spécial sur la différenciation au sein de la formation continue obligatoire?

Réponse (16.02.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Du point de vue de la législation en place, l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que chaque titulaire de classe est tenu «d'amener, par des mesures de différenciation pédagogique, ses élèves à atteindre les objectifs définis par le plan d'études». Dans le même contexte, l'article 22 de la loi précitée dispose que «pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixes par le plan d'études dans le temps imparti, les équipes pédagogiques s'appuient sur les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants:

1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières;

2. des mesures de décloisonnement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence;

3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle;

4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève.»

Pour aider à mettre en œuvre les dispositifs de différenciation les équipes multiprofessionnelles nouvellement créées comptent parmi leurs missions celle qui consiste à conseiller le titulaire de classe et l'équipe pédagogique dans la mise en œuvre de mesures de différenciation. Il en est de même pour les instituteurs-ressources dont la fonction a été créée, entre autres, afin d'assurer l'accompagnement des équipes pédagogiques et des instituteurs nouvellement nommés notamment dans le domaine de la gestion de classe et de la différenciation des apprentissages.

D'autre part, il incombe aux inspecteurs de l'enseignement fondamental de s'assurer de la bonne marche des écoles et de veiller à l'observation des lois, règlements et directives officielles.

Depuis le lancement de la réforme de l'enseignement fondamental, l'élaboration de nou-

veaux manuels et de matériels didactiques a été axée sur la mise à disposition d'un matériel qui facilite aux enseignants la mise en œuvre de la différenciation des apprentissages, ce qui a pu être initié notamment pour les cours de mathématiques aux cycles 2 à 4 et de langue allemande au cycle 3.

Il est clair que des efforts supplémentaires sont à prester dans le domaine du développement de programmes et de matériels innovants qui fait partie des neuf axes prioritaires de la politique éducative de mon département, définis conformément au programme gouvernemental du 3 décembre 2013. Dans cette optique, les manuels et matériels didactiques continueront à être revus et mieux adaptés aux besoins d'un enseignement individualisé.

En ce qui concerne la formation initiale des enseignants à l'Université du Luxembourg, le syllabus du Bachelor en sciences de l'Éducation comporte plusieurs modules portant essentiellement sur la différenciation des apprentissages. Par ailleurs les cours de didactique sont axés sur la différenciation interne et l'évaluation formative des élèves. Il en est de même pour les organismes étrangers de formation. Aucune formation initiale préparant au métier d'enseignant ne peut faire l'impasse sur la différenciation pédagogique des apprentissages qui figure obligatoirement parmi les sujets qui sont à approfondir pour le concours de recrutement des instituteurs.

Dans le même ordre d'idées le futur stage est conçu de manière à offrir un soutien concret au jeune enseignant au niveau professionnel et personnel dès son entrée en fonction. Le contenu du stage sera centré sur l'activité en classe.

Pour ce faire, le parcours de formation pendant le stage est individualisé pour chaque enseignant en fonction de sa formation initiale, de son contexte professionnel et des domaines de développement individuels identifiés dans le cadre de l'accompagnement par un conseiller pédagogique formé et compétent.

Les cours prennent appui sur des situations critiques en classe, contextualisent les contenus de la formation initiale, les approfondissent et les éclairent sous de nouveaux points de vue, afin de développer des pistes pour une transformation de la pratique professionnelle.

Au-delà de cette différenciation du parcours de professionnalisation du stagiaire, le programme de formation proposé aux stagiaires comprendra des modules de formation au choix sur la différenciation dans les divers domaines de développement et d'apprentissage du plan d'études.

L'obligation de formation continue est instaurée par l'article 70 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental:

«Le personnel intervenant et les inspecteurs ont le droit et le devoir d'entretenir et de perfectionner leurs compétences professionnelles moyennant la formation continue.

Le Ministre veille à assurer la formation continue du personnel intervenant par des offres régulières proposées, si possible, en dehors des heures de classe. Il fixe chaque année des domaines prioritaires de la formation continue et il désigne les unités de formation continue qui sont obligatoires.»

Depuis l'année scolaire 2009-2010, la différenciation interne figure parmi les domaines de formation prioritaires.

Pour l'année scolaire 2014-2015, le libellé relatif à la différenciation interne dans les priorités en matière de formation continue est le suivant:

«Priorité 1: l'enseignement et l'apprentissage dans le cadre d'une approche par compétences

- concevoir et faire évoluer des dispositifs de différenciation…»

Il est à noter également que de nombreuses écoles fondamentales ont inscrit dans leur Plan de Réussite Scolaire (PRS), établi pour la période 2014-2017, un objectif en lien avec la différenciation et que, parmi les mesures de mise en œuvre du PRS, figure souvent une formation interne d'école ou d'équipe sur cette thématique.

Le nombre global d'inscriptions à des formations continues sur la différenciation ainsi que le nombre de formations internes d'école ou d'équipes est en nette progression, preuve de l'importance accordée par les enseignants à cette thématique.

Les formations continues portent soit sur la différenciation des apprentissages en général, soit sur des dispositifs de différenciation dans les divers domaines de développement et d'apprentissage du plan d'études.

L'Institut de Formation continue du SCRIPT met à disposition des enseignants et des écoles différents formats de formation sur la différenciation afin de répondre aux besoins variés:

- séminaires: séances ponctuelles d'une durée variable comprise entre un et deux jours consécutifs,

- formations séquentielles: plusieurs séances de formation rythmées dans le temps et permettant une mise en pratique autonome en classe entre les séances de formation ainsi qu'un suivi dans des séances d'approfondissement,

- «hospitations»: visites de classe entre professionnels favorisant l'échange de pratiques et d'expériences.

Question 0854 (23.01.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire:**

Il est un secret de polichinelle que le passage des élèves de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et secondaire technique pose des problèmes pour beaucoup d'élèves, notamment au niveau de l'évaluation et du contenu des programmes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les branches dans lesquelles les élèves rencontrent le plus de problèmes?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à mettre en place un groupe de travail dont l'objectif serait de faciliter le passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et secondaire technique?

- Dans l'affirmative, quelle serait la composition d'un tel groupe et dans quels délais pourrait-il commencer ses travaux?

Réponse (09.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et secondaire technique est un moment clé du parcours scolaire d'un élève. La procédure actuelle a été introduite en 2012-2013. Elle prévoit une prise de décision par un conseil d'orientation sur base d'un profil de l'élève qui renseigne sur ses progrès et ses performances dans les différentes branches et notamment sur le degré de maîtrise des compétences en allemand, en français et en mathématiques, ainsi que sur ses dispositions, ses intérêts et ses aspirations. La procédure dépasse ainsi la prise en compte d'indicateurs de performance isolés de certaines branches.

Suite à une évolution préoccupante des résultats de la procédure d'orientation - de moins en moins d'élèves sont orientés vers l'enseignement secondaire et de plus en plus d'élèves sont orientés vers le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique - j'ai décidé de mener une analyse approfondie des dynamiques et des processus dans le contexte de ladite procédure.

À cette fin a été créé un groupe de réflexion qui réunit des représentants du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental, des collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, des enseignants expérimentés de l'enseignement fondamental, des collaborateurs du Centre de psychologie et d'orientation scolaires ainsi que des collaborateurs de mon ministère. Dans les mois à venir, le groupe de réflexion discutera les constats de l'analyse avec les différents acteurs scolaires. Des recommandations sur base de ces constats seront présentées d'ici la fin de l'année scolaire. J'envisage d'adapter la procédure d'orientation actuelle dans les meilleurs délais.

Les analyses statistiques des résultats de la procédure d'orientation montrent une consistance remarquable entre les évaluations des performances des élèves en allemand, en français et en mathématiques, tant au niveau des bilans de fin de cycle qu'au niveau des résultats aux épreuves communes. Par conséquent, il s'avère difficile d'identifier la branche qui pose le plus de problèmes aux élèves. Il semble plus opportun d'analyser les raisons pour lesquelles un certain nombre d'élèves n'atteignent pas les degrés de savoirs et d'aptitudes tels qu'ils sont attendus pour une certaine tranche d'âge et à un certain moment de la scolarité et de déterminer des pistes afin de prévenir cette situation voire d'y remédier.

À ce stade de réflexion, une révision de la pratique actuelle qui prévoit un conseil d'orientation pour chaque élève s'impose. La concordance élevée entre la décision d'orientation de l'équipe pédagogique et l'avis d'orientation des parents (82,9% de concordance en 2012-2013 et 82,8% en 2013-2014) remet en question la nécessité d'un conseil d'orientation pour chaque élève. Limiter le nombre de conseils aux seuls cas où les avis respectifs des parents et de l'équipe pédagogique divergent réduira considérablement le temps de concertation des conseils d'orientation et permettra de se concentrer davantage sur les cas les plus délicats. Cette manière de procéder présenterait l'avantage que l'équipe pédagogique ainsi que les parents seraient davantage responsabilisés dans le processus d'orientation.

Un rapprochement entre l'école fondamentale et postfondamentale en dehors de cette procédure à grand enjeu est d'ailleurs indispensable. Il est nécessaire de multiplier les moments significatifs de collaboration entre enseignants du fondamental et du secondaire et de promouvoir l'échange entre les deux secteurs à tous les niveaux. Ceci en vue de clarifier les attentes des deux côtés, d'assurer une cohérence entre les programmes et les objectifs à atteindre à différents moments cruciaux de la scolarité d'un élève ainsi que de créer ou promouvoir des réseaux régionaux des écoles et lycées.

année scolaire	formations confirmées	dont formations internes d'école	inscriptions	formations annulées faute d'inscriptions
2012-2013	10	5	163	4
2013-2014	10	8	186	4
2015-2015	15	11	243	1

Question 0855 (26.01.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **hausse des loyers des baux commerciaux:**

Il nous revient que bon nombre de commerçants sont actuellement confrontés à un surenchérissement continu et important des loyers des baux commerciaux, souvent provoqué sous l'effet de la pression foncière exercée par les groupes étrangers désireux de s'installer à Luxembourg respectivement par des spéculateurs immobiliers. Cette situation risque de mettre en danger des emplois et de nuire à la mixité commerciale.

Afin de contrecarrer cette situation sur le terrain et de garantir une certaine sécurité de planification et de développement pour les commerçants, le Gouvernement avait marqué son accord en date du 4 octobre 2013 avec un avant-projet de loi sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil et de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. L'objectif du projet de loi était de renforcer les droits des commerçants preneurs de bail dans le contexte d'un accroissement des pratiques abusives et de la spéculation en matière de baux commerciaux, dans le but de garantir la viabilité et la planification des commerces et avec cela la pérennité des emplois attachés à ces commerces.

Dans son programme, le Gouvernement a annoncé que la législation sur le bail commercial sera adaptée afin de pouvoir éviter à l'avenir des situations abusives envers les locataires et que l'avant-projet de loi portant sur le bail commercial serait amendé.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Comment le Gouvernement entend-il endiguer la hausse des loyers des baux commerciaux?

- Le Gouvernement entend-il donner une suite favorable à l'avant-projet de loi susmentionné?

- Sur quels points le Gouvernement envisage-t-il d'amender cet avant-projet de loi?

- Quand le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi sur le bail commercial à la Chambre des Députés?

Réponse (03.03.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les honorables Députés ont posé plusieurs questions.

En ce qui concerne le nécessaire «endiguement de la hausse des loyers des baux commerciaux», la question postule, d'une part, que les loyers seraient trop élevés et, présume, d'autre part, que l'autorité publique devrait donc limiter le montant de ces loyers.

Il convient de noter, d'emblée, que seule la ville de Luxembourg est réellement concernée par ce type de loyers commerciaux particulièrement élevés, et encore seulement certaines rues prestigieuses.

Il ne faut en outre pas perdre de vue qu'il ne s'agit ici pas de loyers correspondant à des logements, mais attenants à une activité commerciale, donc soumis en toute logique à la loi du marché.

Enfin, l'occupation des meilleures adresses par des enseignes prestigieuses est un phénomène généralisé, correspond au standing desdites adresses et à leur fréquentation, notamment par de nombreux touristes, dont les quelque 140.000 asiatiques qui parcourent le centre-ville chaque année.

Or, si naturellement les commerçants espèrent toujours des loyers aussi bas que possible afin de limiter leurs frais de fonctionnement, s'ils se plaignent à juste titre que les loyers leurs paraissent excessifs, il semble néanmoins qu'ils soient comparables à des villes régionales dynamiques (Bâle, Zurich, Cologne, Düsseldorf, Munich...), voire même à ceux des meilleures artères commerciales de métropoles cosmopolites, comme Bruxelles.

Quant aux loyers d'adresses comparables à Paris ou à New York, ils sont jusqu'à dix à 30 fois plus élevés.

Une limitation des loyers commerciaux ne va donc pas de soi sur le plan des principes, y compris constitutionnels, et semble en outre très difficile à mettre en œuvre, sans compter sur le phénomène alors inévitable de pas de portes et rétributions occultes destinées à compenser un éventuel plafonnement des loyers.

Il n'est pas inutile de rappeler que la piste d'un plafonnement des loyers avait été écartée - sans doute pour les raisons évoquées plus haut - dans l'avant-projet de loi adopté par le Gouvernement précédent en date du 4 octobre 2013.

En ce qui concerne «la suite que le Gouvernement entend donner à l'avant-projet de loi» portant sur le bail commercial et les «points que le Gouvernement envisage d'amender», ainsi que la date de dépôt d'un projet de loi, il convient de rappeler que le projet de loi déposé par l'ancien Gouvernement a été retiré aux fins de réexamen de la situation, notamment en ce qui concerne les droits des preneurs et afin de procéder aux consultations usuelles, sans céder à la précipitation qui a caractérisé l'élaboration du texte original.

Cet exercice a été effectué, les chambres professionnelles ont été consultées et ont émis leurs suggestions, soumis leurs doléances et apporté des contributions utiles. Le texte initial sera donc amendé en conséquence, notamment en améliorant la situation du preneur et de son fonds de commerce, et ce sans pour autant affecter les droits légitimes du bailleur, ainsi qu'en élargissant la liberté des parties, qui sont réputées rompues aux pratiques du commerce.

Un projet de loi devrait partant pouvoir être adopté au cours du 1er semestre 2015.

Question 0856 (26.01.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **sous-représentation des hommes dans l'enseignement:**

Le 30 avril prochain, les élèves âgés de douze à 20 ans peuvent à nouveau participer au «Girls' Day - Boys' Day» pour découvrir des métiers et professions atypiques. Ce serait par ailleurs une bonne idée pour justement faire connaître la profession de l'enseignant aux garçons, sachant que les hommes sont sous-représentés dans l'enseignement fondamental. Le domaine de l'enseignement est aujourd'hui très féminisé.

Dans ce contexte, et selon mes informations, plusieurs garçons se sont malheureusement vus refuser une place de stage pour le «Girl's Day - Boy's Day» dans une école précoce et préscolaire par l'inspecteur responsable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces refus?

- Quelles mesures le Gouvernement veut-il prendre pour rendre la profession de l'enseignant plus attractive aux garçons?

Réponse commune (02.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Depuis le 15 janvier 2015, les entreprises et institutions peuvent déclarer des places de stage pour l'édition de cette année du «Girls' Day - Boys' Day».

D'après les informations reçues par le service d'Orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi, qui est en charge de la coordination de l'offre et de la demande des places de stage, quatre écoles fondamentales ont déclaré des places de stage pour garçons.

Le service n'a pas connaissance des faits relatés par l'honorable Députée, à savoir du refus par l'inspectorat responsable, de places de stage à des garçons dans une école précoce et préscolaire.

Lors de la dernière réunion du collège des inspecteurs, il a été retenu que pour l'année 2016 un contingent défini à l'avance de postes pour des garçons au sein du cycle 1 sera offert. Pour cette année scolaire, les inspecteurs acceptent les demandes pour le cycle 1 selon les disponibilités des écoles et en fonction de toutes les demandes de stage adressées aux écoles. Ils informeront les enseignants concernés. Il revient aux patrons de stage de certifier le stage à l'intéressé.

D'une manière générale, le Gouvernement soutient la diversification des choix professionnels et s'engage, dans ce contexte, à combattre les stéréotypes et préjugés au niveau de l'orientation professionnelle. Pour atteindre cet objectif, seront notamment réalisés des projets de sensibilisation et de formation continue en matière de politique du genre s'adressant particulièrement aux professionnels en la matière.

Question 0857 (26.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**impôt d'équilibrage budgétaire temporaire:**

La contribution pour l'avenir des enfants, encore appelée impôt d'équilibrage budgétaire temporaire qui, aux termes de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, constitue un prélèvement sur le revenu des personnes physiques, donc à l'exclusion des personnes morales, soulève un certain nombre d'interrogations.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- L'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire de 0,5% viendra-t-il s'ajouter à la retenue à la source sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière de 10% qualifiée «libératoire» par la loi du 23 décembre 2005 dans le chef des résidents?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il indiquer si seuls les produits souscrits depuis le 1er janvier 2015 tomberont dans le champ d'application de ce nouvel impôt ou si, indépendamment de la date de souscription, la date du paiement des intérêts sera déterminante, i. e. après le 1er janvier 2015?

- À supposer que la retenue à la source de 10% reste libératoire, le Ministre entend-il le préciser via règlement grand-ducal?

Réponse (25.02.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les intérêts soumis à la retenue libératoire de 10% ne font partie ni de la base d'assiette prévue à l'article 33 du Code de la sécurité sociale, ni des revenus nets visés soit à l'article 10, soit à l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. En conséquence, ni le Centre commun de la sécurité sociale, ni l'Administration des Contributions directes ne prélèvent l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire sur ces intérêts.

L'article 7, paragraphe 8 de la loi budgétaire pour l'exercice 2015 du 19 décembre 2014 prévoit qu'un règlement grand-ducal peut majorer les taux des différentes retenues prévues par la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu au titre de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire. Or, ce règlement grand-ducal n'a pas été émis.

Pour le reste, il importe de signaler aux honorables Députés que les paiements d'intérêts soumis à la retenue libératoire de 10% le sont en vertu des dispositions de la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, et non pas en vertu d'un taux prévu par la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Ainsi, seule une modification législative du taux de 10% pourrait, le cas échéant, tenir compte de l'introduction de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire en matière d'imposition des intérêts en question.

Question 0858 (27.01.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville:**

D'après différents médias luxembourgeois et lorrains (notamment «L'essentiel» et le «Républicain Lorrain»), la députée-maire de Thionville Anne Grommerch aurait, dans le cadre d'un conseil communal, proposé la faisabilité d'un monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville, à l'instar du projet canadien entre Québec et Montréal.

Toujours d'après les médias cités, «il y a quelques années», le maire de Terville Patrick Luxembourger aurait déjà lancé l'idée d'une nouvelle infrastructure de transport le long de l'A31.

Avec ce monorail suspendu, Anne Grommerch pense avoir trouvé la technologie idoine. Il s'agirait de bâtir une structure en acier supportant deux rails, sur lesquels seraient suspendues des petites capsules d'une soixantaine de personnes, reliant Thionville à Luxembourg-ville en une vingtaine de minutes seulement. «Cette technologie présente deux avantages majeurs» est citée Anne Grommerch. «Elle est écologique parce que 100% électrique. Mais elle est aussi économique: il n'y aurait aucune acquisition foncière à faire puisque les piliers supportant les rails peuvent être implantés sur le terre-plein central de l'A31. Je demande simplement que cette possibilité soit mise à l'étude», aurait conclu Anne Grommerch son exposé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces propos précités de la députée-maire de Thionville, respectivement des idées formulées «il y a quelques années» du maire de Terville?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à un monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville? Est-ce qu'un tel projet respectivement l'étude d'un tel projet serait envisageable par le Gouvernement luxembourgeois?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Claudia Dall'Agnol, porte sur la proposition d'un monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville, tel que le projet canadien entre Québec et Montréal qui est censé circuler à 250 km/h.

En ce qui concerne mes connaissances en matière des propositions d'un monorail de la députée-maire de Thionville, je me suis déclaré, par l'intermédiaire de ma porte-parole, très surpris de la sortie médiatique de Madame Anne Grommerch.

En effet, celle-ci avait lancé cette idée lors d'un débat dans le cadre d'une discussion sur des nouvelles solutions pour la mobilité transfrontalière sans en avoir thématisé le sujet au préalable avec les responsables politiques au Grand-Duché de Luxembourg.

En ce qui concerne le projet du monorail canadien auquel il est fait référence, il y a lieu de savoir que celui-ci est actuellement une idée élaborée par un physicien canadien et soutenue par un ex-député.

D'après le site Internet qui soutient ce projet du monorail, celui-ci nécessiterait tout d'abord un programme de recherche et de développement qui exigerait un investissement de 200 à 225 M$ et qui se poursuivrait sur une période de cinq ans afin de développer tous les systèmes nécessaires et afin de réaliser un banc d'essai de cinq kilomètres pouvant permettre d'optimiser les éléments du système et de faire la démonstration de l'efficacité et du fonctionnement du monorail.

Il ne s'agit donc pas d'un projet mais clairement d'une idée pour laquelle une recherche très importante devra être menée et dont la faisabilité devra encore être démontrée avec tous les risques qui y sont rattachés.

Or, notre transport public transfrontalier nécessite aujourd'hui la mise en œuvre de projets concrets, éprouvés dont les budgets et plannings sont contrôlables.

À cet effet, le Gouvernement luxembourgeois a retenu en concertation avec les autorités françaises un nombre important de projets pour améliorer la mobilité franco-luxembourgeoise. Ainsi, on peut citer entre autres le dédoublement de la ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg, l'agrandissement et la construction des P&R ainsi que des extensions de l'offre de service sur le rail et les lignes de bus transfrontalières. Y contribuent également la construction du tramway dans la ville de Luxembourg ainsi que l'élargissement à trois voies de l'autoroute A4.

Tous ces projets s'intègrent parfaitement dans la stratégie MoDu et dans le SMOT réalisé entre le Luxembourg et la Lorraine. Ils sont réalisables à court ou moyen terme et les procédures y relatives sont soit en cours ou conclues. Nous disposons pour tous ces projets de lois de financement et ils sont prévus dans le programme pluriannuel des dépenses de l'État.

Tous ces investissements sont donc consacrés à des projets d'infrastructure concrets améliorant la qualité du service, ayant une plus-value importante et permettant ainsi une augmentation considérable des capacités de transport.

En ce qui concerne la transposition du projet canadien sur la relation Thionville-Luxembourg, on ne peut trouver que très peu d'informations. On peut cependant d'ores et déjà noter les éléments suivants:

- Le monorail entre Thionville et Luxembourg ne présente pas un avantage considérable en ce qui concerne le temps de parcours annoncé (20 minutes), étant donné que les trains nécessitent aujourd'hui 25 minutes (30 minutes pour le train avec arrêts intermédiaires).

- Il en est de même pour la capacité du train qui a une capacité dix fois plus élevée que le monorail (678 contre 60/75 places assises). Il faudrait donc mettre en place un nombre très important de navettes roulant à une cadence élevée. Or, on sait que les cadences élevées combinées avec les vitesses élevées présentent toujours un risque en termes de fiabilité et de sécurité.

- En ce qui concerne l'infrastructure à mettre en place, il y a lieu de noter que sur le trajet Thionville et Luxembourg, une trentaine de ponts devraient être traversés par le monorail, engendrant ainsi des surcoûts importants. Comme la structure soutenant les rails devrait être installée à une hauteur permettant de surpasser les ponts, l'impact visuel pour la population de même que les conséquences négatives pour les oiseaux et ainsi sur l'environnement ne seraient pas à négliger.

- En ce qui concerne les piliers supportant les deux rails à implanter dans le terre-plein central de l'autoroute, il est à considérer que tout obstacle latéral peut représenter un risque pour un véhicule en détresse. En conséquence ces obstacles (piliers) sont à protéger par un dispositif de retenue (mur de protection en béton/mur californien). En considérant les exigences à un tel dispositif de retenue (zone d'influence W = largeur de l'élément + déplacement en cas de choc), la largeur du terre-plein central n'est pas suffisante pour recevoir les piliers du monorail.

L'on constate par conséquent que cette idée n'est nullement prête à être réalisée, le coût d'investissement est totalement inconnu et ne constitue donc aucunement une alternative, ni à court terme, ni à moyen voire long terme à tous les projets en voie de réalisation sur base du MoDu précité.

Question 0859 (27.01.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **bâtiment Jean Monnet:**

Les 1.600 fonctionnaires de la Commission européenne hébergés dans le bâtiment Jean Monnet au Kirchberg auraient dû être évacués à partir de l'été 2014 en raison de la présence d'amiante dans l'édifice. Selon plusieurs organes de presse, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a promis de trouver une solution définitive d'ici mi-février. Le Gouvernement et la Commission européenne sont depuis environ six mois à la recherche de nouveaux locaux pour reloger le personnel.

Le journal «d'Lëtzeburger Land» a par ailleurs précisé dans son édition du 23 janvier 2015 qu'il serait question de l'ancien bâtiment de la société «PricewaterhouseCoopers» sis à la Cloche d'Or. Dans un article paru aujourd'hui dans la presse électronique, les cas de maladie dus à l'exposition à l'amiante dans le bâtiment Jean Monnet seraient désormais au nombre de quatre. Les fonctionnaires concernés se sentent de plus en plus délaissés et craignent pour leur santé mise en danger à cause de procédures trop lentes du côté des autorités compétentes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les cas de maladie dus à l'exposition à l'amiante détectée dans le bâtiment Jean Monnet?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ancien siège de la société «PricewaterhouseCoopers» est envisagé comme site provisoire?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer les coûts de location du bâtiment? Peut-il déterminer la clé de répartition de la prise en charge de ces frais locatifs?

4. Monsieur le Ministre peut-il fixer l'échéance du transfert des fonctionnaires?

Réponse (05.02.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Laurent Mosar, le Ministre des Affaires étrangères et européennes confirme que, suite à la décision de la Commission européenne de quitter le bâtiment Jean Monnet pour cause de présence d'amiante dans le bâtiment, le Gouvernement a travaillé en étroite coopération avec la Commission pour trouver des solutions afin de lui permettre de continuer à fonctionner dans les meilleures conditions possibles à Luxembourg.

Un groupe de travail de haut niveau regroupant des représentants du Gouvernement et de la Commission, assure le suivi du relogement des agents du bâtiment Jean Monnet. Le ministre des Affaires étrangères et la commissaire en charge des ressources humaines et de la sécurité, la vice-présidente, Madame Kristalina Georgieva, se sont rencontrés à trois reprises depuis novembre 2014 pour faire faire le bilan des préparations en cours. Il est prévu qu'un accord global sera finalisé dans le courant de ce mois.

Ad 1. Le Ministre des Affaires étrangères ne peut pas confirmer que les cas de maladie des agents en question sont dus à l'exposition à l'amiante détectée dans le bâtiment Jean Monnet. Les autorités luxembourgeoises n'ont pas eu accès aux dossiers médicaux des personnes en question et n'ont pas eu connaissance de leurs lieux d'affectation successifs. Il convient par ailleurs de souligner que la période de latence entre l'exposition à l'amiante et le développement de la maladie est généralement de 20, voire de 30 ans. Le Gouvernement luxembourgeois et la Commission européenne ont pris connaissance de la présence d'amiante dans le bâtiment en 1997, suite à une étude, qui, tout en constatant la présence d'amiante dans le bâtiment, affirmait qu'elle n'était pas de nature à mettre en danger la santé des occupants de l'immeuble. Depuis ce moment, toutes les mesures de protection nécessaires étaient prises. Des prélèvements de la qualité de l'air sont réalisés périodiquement pour vérifier que les seuils autorisés ne sont pas dépassés. Notons encore que le bâtiment a reçu une autorisation d'exploitation de l'Inspection du travail et des mines (ITM) compétente en matière de sécurité des personnes dans les bâtiments de bureaux jusqu'en 2020.

Ad 2. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes n'est pas en mesure de confirmer que l'ancien siège de la société «PricewaterhouseCoopers» est envisagé comme site provisoire. La Commission européenne a lancé en août 2014 un appel à prospection immobilière et les autorités luxembourgeoises n'ont pas encore eu confirmation des bâtiments retenus par la Commission.

Ad 3. Si le Gouvernement s'est engagé à participer aux frais de relogement, la clé de répartition, ainsi que la nature des contributions, sont encore en train d'être finalisées.

Ad 4. Tous les éléments qui permettront de retenir l'échéancier du transfert des fonctionnaires ne sont pas encore connus. Le choix des bâtiments retenus, mais également les aménagements de ces bâtiments détermineront la suite du transfert. Les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure de préciser le temps dont la Commission aura besoin pour déménager ses services ainsi que les locaux techniques et le centre de données.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes tient encore à assurer à l'honorable

Député que la santé et sécurité des agents sont au centre des préoccupations des autorités luxembourgeoises et de la Commission et que tous les efforts sont entrepris pour assurer les meilleurs conditions de travail et de vie aux agents de la Commission.

Question 0860 (28.01.2015) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg:**

Exprimant son inquiétude relative aux conséquences du trafic aérien nocturne pour l'environnement et les riverains, Monsieur François Bausch avait déposé le 15 novembre 2012, en tant que membre de la Chambre des Députés, une motion dans laquelle il demandait au Gouvernement entre autres la fermeture systématique de l'aéroport entre 23.00 heures et 06.00 heures.

Alors que le principe de l'interdiction des vols de nuit demeure en l'état, force est de constater dans les statistiques existantes que l'évolution des vols enregistrés pendant la fermeture nocturne de l'aéroport, soit entre 23.00 heures et 06.00 heures, se traduit par une hausse notable, le nombre de mouvements passant de 1.256 en 2012 à 1.554 en 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer cette évolution du nombre de mouvements de nuit à l'Aéroport de Luxembourg depuis 2012?

2. Monsieur le Ministre peut-il expliquer le cas échéant les raisons de cette évolution?

3. Monsieur le Ministre est-il toujours en faveur d'une fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 heures et 06.00 heures, tel qu'il l'avait revendiqué en 2012? Monsieur le Ministre approuve-t-il toujours la publication mensuelle des vols de nuit, complétée par les raisons des autorisations?

4. Dans l'affirmative, comment et dans quels délais Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en pratique de la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 heures et 06.00 heures?

Réponse (09.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Mergen, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

Ad 1. Il y a effectivement eu 1.256 vols de nuit en 2012 et 1.554 en 2014.

Ad 2. Le nombre de mouvements commerciaux internationaux est passé de 59.785 mouvements en 2012 à 62.260 mouvements en 2014. L'augmentation du nombre de vols de nuit est corrélée à l'augmentation des mouvements en général.

Ad 3. + 4. En ce qui concerne la fermeture systématique de l'aéroport, une interdiction totale des vols de nuit à l'aéroport unique du pays aurait certainement une incidence sur l'économie luxembourgeoise. Il ne faut pas oublier, avec tous les efforts fournis pour réduire les nuisances sonores, que 20.000 emplois directs ou indirects dépendent de l'activité aéroportuaire qui génère 4,8% du PIB luxembourgeois.

Par ailleurs, une fermeture nocturne complète de l'aéroport n'est pas envisageable étant donné que certains avions doivent toujours avoir la possibilité d'atterrir ou de décoller en pleine nuit.

Pour réduire les nuisances nocturnes, une des mesures qui a d'ores et déjà été mise en œuvre, avec effet au 1er janvier 2015, est la modulation renforcée des redevances d'atterrissage des avions en fonction de la performance acoustique et des plages horaires.

Depuis le 1er janvier 2015, une redevance terminale a remplacé la taxe d'atterrissage perçue. Cette redevance terminale (TNC) est due pour chaque décollage de l'aéroport et prend en considération deux facteurs environnementaux, le bruit réel et l'heure de départ.

Le facteur multiplicateur de la TNC est de 1,5 entre 23.00 heures et minuit, respectivement deux entre minuit et 06.00 heures.

Le poids maximum au décollage de l'avion est également utilisé pour le calcul de la redevance terminale.

Il est escompté que cette mesure qui est directement liée au niveau du bruit émis soit de nature à décourager les opérateurs à effectuer des vols pendant ce créneau horaire et à les inciter à reprogrammer, dans la mesure du possible, leurs opérations en faveur d'autres créneaux horaires diminuant ainsi l'impact du bruit en période nocturne et d'utiliser des machines moins bruyantes durant toute la période de jour et de nuit.

L'État luxembourgeois est le premier pays européen à avoir introduit le principe du pollueur-payeur dans la modulation de la taxe terminale. Cette taxation des avions les plus bruyants et des vols de nuit suit les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé.

Mes services ont été priés de revoir l'organisation des vols de nuit afin d'arriver à une diminution de leur nombre de 5% par rapport à la moyenne des trois dernières années.

Pour terminer, les statistiques mensuelles des vols de nuit sont publiées sur le site Internet de l'ANA. Une publication des raisons qui ont amené à ce que ces autorisations soient accordées n'est pas prévue. Cependant, les informations relatives à chaque autorisation et à chaque refus de vol de nuit au départ de Luxembourg sont notées dans un fichier informatisé au sein de l'ANA.

Il convient d'ajouter que les autorisations sont accordées le plus restrictivement possible dans le respect de l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg. Selon cet article, les vols réguliers retardés par rapport à leur horaire programmé ont le droit de décoller jusqu'à minuit et d'atterrir durant toute la nuit. En revanche, bien que l'article 13 autorise également le décollage après minuit pour les vols réguliers retardés, chaque départ programmé après minuit doit faire l'objet d'une demande dûment motivée par l'opérateur et recevoir l'autorisation des services concernés de l'ANA.

Question 0861 (28.01.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation d'écocombis:**

Dans certains pays (e. a. Pays-Bas, les pays de la Scandinavie), les écocombis, un type de camion allant jusqu'à 25,25 mètres de longueur et pouvant atteindre une charge totale de 60 tonnes, sont légalement utilisés sur le réseau routier. En effet, la directive 96/53/CE du 25 juillet 1996 prévoit la possibilité pour les États membres d'autoriser la circulation de ce type de camion sur le territoire national. Dans ce cadre, des projets pilotes sont menés à de plus en plus grande échelle en Allemagne. Les défenseurs de cette technologie indiquent que leur utilisation se traduit par une réduction des émissions de CO_2 de 33% (en tonnes-km par litre) vu leur longueur supérieure par rapport aux camions conventionnels.

Les premières expériences en matière d'écocombis seront effectuées sous peu également en Flandre belge. Selon des experts en la matière, ce projet d'écocombis serait bénéfique pour la compétitivité des pays du Benelux. Actuellement un document juridique permettant la circulation transfrontalière d'écocombis dans les pays du Benelux est en préparation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures concernant l'utilisation d'écocombis?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des initiatives belges et néerlandaises afin de créer une base juridique autorisant l'utilisation d'écocombis au niveau du Benelux?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Luxembourg serait prêt à participer à l'élaboration d'un tel document?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage les opinions des experts au sujet d'une compétitivité accrue pour le Benelux, donc également pour notre pays?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures concernant l'utilisation d'écocombis, les initiatives belges et néerlandaises concernant la création d'une base juridique autorisant l'utilisation de ces véhicules, les intentions afférentes du Luxembourg et, finalement, la position du Luxembourg concernant un éventuel renforcement de la compétitivité du Benelux dû à l'utilisation d'écocombis.

La circulation des véhicules longs et lourds a été sujet de discussion tant au niveau européen, c'est-à-dire dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international, qu'au niveau du Benelux où un avant-projet de décision du Comité des Ministres Benelux afférent est en voie d'élaboration.

Dans les deux cas, le Luxembourg s'est toujours opposé à une circulation de véhicules longs et lourds (VLL) sur son territoire.

L'autorisation des VLL au Luxembourg est clairement en contradiction avec ses efforts déployés sur le terrain pour encourager le transport de marchandises par rail. S'y ajoutent des aspects relatifs à la sécurité routière et à l'infrastructure.

La présence de VLL a en effet des répercussions négatives sur la sécurité des autres usagers de la route et, en particulier, des usagers vulnérables, surtout lorsque les VLL se déplacent en milieu urbain. En outre, une analyse détaillée de l'infrastructure routière en place est préalablement requise afin de vérifier si le réseau routier satisfait aux exigences découlant de la circulation de ces véhicules. À titre d'exemple, un rond-point standard ne satisfait certainement pas à l'heure actuelle aux exigences des VLL.

En ce qui concerne enfin l'avant-projet de décision du Comité des Ministres Benelux, il y a lieu de noter tout d'abord que ce projet de texte ne permettra pas automatiquement la circulation de VLL au sein du Benelux, mais stipule qu'une autorisation explicite de chaque pays concerné (en Belgique des régions) doit être émise par les autorités compétentes avant que le trafic international des VLL soit possible.

Partant, à l'instar de sa politique poursuivie dans le passé, le Luxembourg n'autorisera pas la circulation de VLL sur son territoire. D'ailleurs, en marge du prochain Conseil européen des Ministres des Transports, je suggère à mes homologues belge et néerlandais de renoncer à une «solution Benelux» et de recourir en contrepartie à des accords bilatéraux dans ce domaine.

Question 0862 (28.01.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **mesures de protection acoustique à apporter aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois:**

En 2012, le Gouvernement de l'époque avait annoncé un certain nombre de mesures de protection acoustique apportées aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois.

Les responsables avaient notamment accordé une priorité à la voie ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette. Grâce à la modernisation du viaduc ainsi qu'à l'installation de murs antibruit, les mesures prévues pour la ville d'Esch ont été achevées. À l'arrêt de Noertzange certaines mesures ont été réalisées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement accorde-t-il toujours une priorité aux mesures annoncées en 2012?

- Quelles sont les mesures de lutte contre le bruit envisagées sur le tracé en question à Schifflange, à Noertzange, à Fennange, à Bettembourg et à Berchem?

- Quels sont les priorités et les délais pour la mise en œuvre de ces mesures?

- La mise en œuvre est-elle assurée par la SNCFL?

Réponse (10.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0862 du 28 janvier 2015 l'honorable Député Marc Spautz souhaite s'informer sur les mesures de protection acoustique à apporter aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois.

Le projet pilote de mise en œuvre de mesures antibruit à l'endroit de l'arrêt de Noertzange est finalisé et l'installation d'un mur antibruit sur le viaduc d'Esch-sur-Alzette est également achevée. En se basant sur l'expérience acquise sur le projet pilote de Noertzange et après finalisation en 2013 d'une étude acoustique des protections à mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Schifflange, en y intégrant d'ores et déjà les éléments des projets des suppressions des trois passages à niveau 91, 91a et 92, l'avant-projet détaillé est en cours de finalisation. Après l'obtention d'une motion de la Chambre des Députés fin 2014 pour le projet de mise en œuvre de mesures antibruit à travers l'agglomération de Schifflange, les barrages de ligne nécessaires au projet intégrant la suppression des trois passages à niveau, la reconstruction de l'arrêt ferroviaire et la construction des murs antibruit ont déjà été réservés pour 2017. Le projet global s'étendra sur trois années.

En ce qui concerne les autres sites mentionnés par Monsieur le Député Spautz, les études de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg sont en train d'être finalisées. Elles intègrent le volet concernant les protections antibruit à réaliser à travers l'agglomération de Bettembourg (murs antibruit et absorbeurs de rail). Considérant la complexité du projet de la nouvelle ligne ferroviaire intégrant un grand nombre de phases de travaux, la réalisation des mesures antibruit à Bettembourg est programmée à l'horizon 2020.

Après la relance du projet de reconstruction (mise en conformité) de l'arrêt de Berchem, il est possible d'envisager d'intégrer à ce projet la mise en œuvre des mesures antibruit à travers la commune de Berchem et éventuellement étendre ces travaux aux communes de Fennange et Noertzange, tout en sachant que si l'on considère la globalité de ce projet, les mesures antibruit de ces trois sites devront certainement faire l'objet d'une nouvelle motion à faire approuver par la Chambre des Députés. Des travaux sur site ne sont pas planifiables avant 2020. Il faut aussi rappeler que ces trois sites n'ont pas la même priorité d'un point de vue du bénéfice acoustique par rapport au nombre d'habitants que les sites de Schifflange ou de Bettembourg (donnée extraite du plan d'action de 2010).

Finalement, toutes les mesures antibruit nécessaires et possibles sont planifiées selon le plan d'action en vigueur depuis 2010 tout en tenant compte des budgets alloués, des autres projets ferroviaires déjà planifiés et pouvant présenter une symbiose avantageuse d'un point de vue technique et économique pour le budget du Fonds du rail, ainsi que l'effectif disponible pour la réalisation de l'ensemble des projets.

Question 0863 (28.01.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **réforme de l'assurance dépendance:**

Le bilan de l'assurance dépendance, établi en 2013, a clairement souligné la nécessité d'une réforme structurelle du système actuel. Lors d'un débat de consultation ayant eu lieu en juillet 2014, Monsieur le Ministre a posé à la Chambre des Députés un certain nombre de questions essentielles relatives à la réforme envisagée. Lors de son discours, il a par ailleurs informé les députés qu'un groupe de travail interne aurait pour mission de tirer un bilan sur le fonctionnement du système en vigueur depuis 15 ans et d'analyser la législation actuelle afin de pouvoir entamer la mise en œuvre de la réforme en bonne et due forme.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quels sont les acteurs internes qui ont été impliqués dans les missions du groupe de travail en question et quelles sont les conclusions que ce groupe peut d'ores et déjà tirer, notamment quant à une éventuelle adaptation des principes fondamentaux qui sont à la base de notre système d'assurance dépendance de haute qualité?

2. Est-ce que des acteurs externes, tels que la Confédération des prestataires et ententes dans les domaines de la prévention, de l'aide et des soins aux personnes dépendantes (COPAS) ainsi que les partenaires sociaux représentant les intérêts du personnel concerné sont également impliqués dans l'élaboration de la réforme et quelle est, le cas échéant, leur attitude générale face à la réforme?

3. Quels sont les moyens que Monsieur le Ministre entend mettre en place afin d'assurer une plus grande transparence au niveau des mesures de soutien et d'aide et afin de prévenir d'éventuels abus dans ce domaine hautement sensible?

4. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la réforme et notamment de sa mise en œuvre?

Réponse (03.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1. Les acteurs internes impliqués

En réponse à la première question, il y a lieu de relever que les travaux relatifs à la réforme de

l'assurance dépendance sont suivis par un comité de coordination, composé de représentants du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la sécurité sociale, de la Cellule d'évaluation et d'orientation et de la Caisse Nationale de Santé. En vue de faciliter la coopération entre les départements ministériels, des représentants des départements de la Famille et de la Santé ont été adjoints au comité de coordination.

Ce comité est chapeauté par un comité de pilotage présidé par le Ministre de la Sécurité sociale et regroupe un représentant du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la sécurité sociale, de la Cellule d'évaluation et d'orientation et de la Caisse Nationale de Santé. Les décisions dans le cadre de la réforme sont prises par ce comité de pilotage.

Des groupes de travail, auxquels des missions concrètes ont été assignées, étudient actuellement les divers sujets en vue de proposer une réforme de l'assurance dépendance permettant de garantir des aides et soins de qualité aux bénéficiaires, tout en maîtrisant les coûts pour assurer la viabilité du système pour les générations futures.

Ces travaux sont guidés par une réaffirmation des principes qui avaient déjà guidé les rédacteurs de la loi du 19 juin 1998 relative à l'assurance dépendance.

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit une révision de l'actuel processus d'évaluation et de détermination de la dépendance par la Cellule d'évaluation et d'orientation, devant permettre notamment un regroupement et une forfaitisation des actes de l'assurance dépendance. Une telle approche permettrait d'assurer une plus grande flexibilité dans la fourniture des aides et soins et une simplification des procédures.

Constatant les limites de l'actuel outil d'évaluation et de détermination de la dépendance utilisé par la Cellule d'évaluation et d'orientation, le comité de pilotage a décidé d'acquérir ou d'exploiter un nouveau programme informatique permettant de supporter un outil qui soit scientifiquement validé.

Les travaux relatifs au regroupement et à la forfaitisation des actes constituent l'élément principal de la réforme, les décisions à prendre dans ce domaine ayant un impact sur toutes les autres mesures envisagées.

Ces autres mesures concernent notamment la qualité des aides et soins et le contrôle de celle-ci, le rôle de l'aidant dans la fourniture des aides et soins en cas de maintien à domicile, les activités de soutien et de conseil, la prise en charge des tâches domestiques, la documentation des aides et soins et les échanges transparents d'informations et la coordination entre les acteurs.

2. La collaboration avec les acteurs externes

Il tient à cœur au Ministre de la Sécurité sociale, comme à son prédécesseur, de consulter toutes les parties concernées par la réforme de l'assurance dépendance, dès le début des travaux de conception.

Ainsi, en 2012, la fédération COPAS a présenté une série de réflexions au sujet de la réforme de la législation sur l'assurance dépendance annoncée par le Gouvernement en place.

Suite à la présentation du bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'assurance dépendance, une entrevue présidée par Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale en fonction à cette époque, avait eu lieu au mois de juillet 2013 entre les représentants du département de la Sécurité sociale et la COPAS. En conséquence, la COPAS a complété sa prise de position en mars 2014.

Les idées évoquées dans ces deux documents ont été discutées avec une délégation du conseil d'administration de la COPAS lors d'une réunion commune organisée en mars 2014.

En juillet 2014, l'avis des députés a été pris lors d'un débat de consultation à la Chambre des Députés. Les résultats des discussions menées lors de ce débat sont pris en compte dans les analyses du comité de coordination précité.

Dans un souci d'impliquer tous les acteurs concernés, une réunion a été organisée le 10 novembre 2014 entre les membres du comité de coordination précité et les délégués d'organisations représentant tant les prestataires d'aides et de soins (COPAS, Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeois ANIL, Association Luxembourgeoise des Aides-Soignants ALAS) que les ayants droits («Patiente Vertriedung», Conseil supérieur des personnes âgées CSPA).

Les acteurs concernés apprécient d'être associés aux travaux de la réforme de l'assurance dépendance, conscients que des mesures doivent être prises pour assurer la viabilité financière d'un système offrant des prestations de qualité.

3. Transparence des mesures de soutien

Les mesures de soutien constituent l'un des sujets d'analyse du comité de coordination de la réforme de l'assurance dépendance et de ses groupes de travail. Les concepts envisagés doivent être mis en parallèle avec les concepts retenus au niveau international et compris dans l'outil d'évaluation et de détermination de la dépendance qui sera choisi pour jouir d'une reconnaissance scientifique.

Ces analyses, comme toutes les autres, sont guidées par le souci de pouvoir assurer, dans le cadre de l'assurance dépendance, la prise en charge des aides et soins requis aussi bien pour les ayants droits actuels que pour la génération future.

4. Délais de finalisation

Compte tenu de l'envergure des travaux et études à réaliser, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un nouvel outil pour l'évaluation et la détermination de la dépendance, le regroupement et la forfaitisation des actes tout en conservant une certaine individualité des aides requises par les bénéficiaires et les adaptations informatiques importantes à réaliser au niveau des différents départements de la sécurité sociale, le dépôt du projet de loi à la Chambre des Députés n'est envisageable qu'en automne 2015. La réforme en projet pourrait entrer en vigueur au 1er janvier 2017.

Question 0864 (29.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **décisions fiscales anticipées des autorités étrangères:**

D'après un article paru sur tageblatt.lu, un accord en matière d'échange d'informations relatives aux décisions fiscales anticipées aurait récemment été trouvé entre les autorités luxembourgeoises et les autorités belges.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la base (légale) qui règle l'échange d'informations en cette matière?

- Quel est le contenu exact de l'accord trouvé avec les autorités belges?

- Des accords similaires ont-ils été conclus/sont-ils en voie d'élaboration avec d'autres pays de l'UE et/ou en dehors?

- Au vu des décisions fiscales anticipées accordées par les autorités étrangères aux entreprises luxembourgeoises, le Ministre pourrait-il nous informer du déchet fiscal qui en résulte pour le Luxembourg?

Réponse (02.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'échange d'informations relatif aux décisions anticipées entre les autorités fiscales luxembourgeoises et belges se base sur la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, transposée en droit interne luxembourgeois par la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

En date du 5 février 2015, les Gouvernements luxembourgeois et belge ont convenu, à l'intérieur du cadre juridique actuel de l'échange d'informations sur demande, d'échanger des renseignements relatifs aux décisions anticipées impliquant leurs contribuables respectifs et vraisemblablement pertinents pour l'autre État.

Des pourparlers entre le Luxembourg et la France sont actuellement en cours afin de définir exactement les modalités du traitement de la demande d'assistance transmise par les autorités compétentes françaises à l'autorité compétente luxembourgeoise en décembre 2014.

En ce qui concerne le déchet fiscal éventuel en rapport avec des décisions anticipées accordées par les autorités étrangères aux entreprises luxembourgeoises, il importe de préciser qu'une décision anticipée n'est que la confirmation écrite des dispositions incluses dans la loi. Pour cette raison, une relation directe entre l'émission d'une décision anticipée et un éventuel déchet fiscal ne peut être trouvée.

Question 0865 (29.01.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **nombre de communes permettant la célébration d'un mariage civil les samedis:**

Selon l'article 165 du Code civil, «le mariage sera célébré publiquement devant l'officier de l'état civil de la commune et dans la commune où l'un des époux aura son domicile ou sa résidence à la date de la publication prévue par l'article 63. et, en cas de dispense de publication, à la date de la célébration». La date de la célébration du mariage est en principe fixée par l'officier de l'état civil de la commune de sorte qu'une partie des mariages civils célébrés au Luxembourg ne peuvent avoir lieu que les jours ouvrables.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il du nombre de communes qui offrent la possibilité de procéder au mariage civil les samedis?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun le fait qu'un grand nombre de communes se limite aux jours ouvrables quant aux dates de célébration du mariage offertes aux futurs époux?

Réponse (04.03.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas de statistiques renseignant sur le nombre de communes offrant la possibilité de célébrer le mariage civil les samedis.

Suivant les dispositions de l'article 75 du Code civil, le jour de la célébration du mariage est désigné par les parties, implicitement en accord avec l'officier de l'état civil de la commune. Le Ministre de l'Intérieur ne peut se prononcer sur l'opportunité d'une telle décision, émanant notamment des autorités communales et ce conformément au respect du principe de l'autonomie communale.

Il est à préciser que dans certaines communes la célébration de mariages civils se fait les samedis, dimanches, voire les jours fériés.

Question 0866 (29.01.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **cartes des zones inondables et** les **cartes des risques d'inondation:**

En date du 17 septembre 2014, Madame la Ministre a présenté des cartes des zones inondables et des cartes des risques à la Commission de l'Environnement. Au cours de cette réunion, Madame la Ministre a précisé que ces cartes permettront désormais une extension, sous certaines conditions, du périmètre de construction. Cette annonce constitue une véritable nouvelle parce que jusqu'à présent toute construction dans une zone inondable est interdite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à étendre le périmètre de construction dans des zones inondables respectivement dans des zones à risque d'inondation?

- Quelles sont les conditions qui rendent désormais possible la construction dans une zone inondable?

- Est-ce que des mesures écologiques compensatoires doivent être réalisées en cas de construction dans une zone inondable et, le cas échéant, lesquelles?

- Madame la Ministre peut-elle nous dire combien de hectares de terrain peuvent être viabilisés par cette extension du périmètre de construction?

Réponse (03.03.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les annonces relatives aux constructions dans les zones inondables faites par la Ministre de l'Environnement en date du 17 septembre 2014 à la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés ne constituent pas une nouvelle approche, mais se basent sur les dispositions concernant la gestion des risques d'inondation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

Les cartes de zones inondables («Hochwassergefahrenkarten») indiquent les zones géographiques susceptibles d'être inondées et ont été établies conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 30 décembre 2010 concernant les aspects techniques du programme directeur de gestion des risques d'inondation pour trois scénarios différents, en l'occurrence des crues de faible probabilité (scénarios d'évènements extrêmes), des crues de probabilité moyenne (période de retour probable de 100 ans) et des crues de forte probabilité (période de retour de dix ans), et montrent, pour ces trois scénarios les hauteurs d'eau et l'étendue de la crue. Les cartes des risques d'inondation («Hochwasserrisikokarten») renseignent pour les mêmes scénarios sur les conséquences négatives potentielles associées aux inondations et comportent une évaluation des dommages que peuvent encourir les personnes, les biens et l'environnement. La publication des cartes de zones inondables et des cartes des risques d'inondation par voie de règlement grand-ducal est imminente. Conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, les relevés cartographiques susmentionnés font partie intégrante en tant que zone superposée des plans d'aménagement généraux des communes, des plans d'occupation du sol, des plans d'aménagement particuliers et des plans directeurs ainsi que de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement général.

Les conditions relatives aux constructions dans les zones inondables et à la désignation d'une nouvelle zone urbanisée ou destinée à être urbanisée à l'intérieur des zones inondables sont établies par l'article 39 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée. De façon transitoire, les règlements grand-ducaux pris en application de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire déclarant obligatoire la partie du plan d'aménagement partiel «zones inondables et zones de rétention» pour le territoire des communes confrontées à l'aléa d'inondation sont restés en vigueur conformément aux dispositions de l'article 71 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, leur abrogation étant imminente.

Ainsi une construction nouvelle dans une zone inondable fixée par la cartographie susmentionnée est soumise à l'autorisation du ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions dans la mesure où elle ne fait que combler une lacune dans le tissu construit existant et à condition que toutes les mesures appropriées soient prises pour compenser la perte de volume de rétention ou pour prévenir les dommages pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Une nouvelle zone urbanisée ou destinée à être urbanisée peut être désignée ou une zone urbanisée ou destinée à être urbanisée existante peut être agrandie ou changée d'affectation à l'intérieur des zones inondables susmentionnées, si le volume de rétention perdu peut être compensé et s'il n'en résulte aucune augmentation du risque de dommages pour les personnes, les biens ou l'environnement liés à des inondations, ni à l'intérieur de la zone en question, ni dans des zones inondables situées en amont ou en aval. Ces mesures sont également soumises à une autorisation du ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions.

Étant donné que la désignation de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées relève de la compétence et de l'autonomie des autorités communales, il n'est pas possible d'en évaluer la superficie. À titre d'exemple, il y a lieu de noter que les projets d'urbanisation planifiés au niveau de la «Nordstad» ne sont possibles que sur base des dispositions prémentionnées.

Question 0867 (30.01.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le «**roaming»:**

D'après un article paru sur latribune.fr, le Conseil européen souhaiterait reporter de trois ans la fin des frais d'itinérance facturés par les opérateurs mobiles, alors qu'il a été prévu de supprimer ces frais d'ici la fin de l'année.

Étant donné que, toujours d'après l'article précité, cette décision sera très probablement entérinée lors du Conseil européen de la semaine prochaine, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Il semble que le Gouvernement luxembourgeois ait donné son accord à la proposition lettone de reporter la fin du «roaming» de trois ans, voire sa proposition de créer un quota de communications au tarif local. Le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené le Gouvernement luxembourgeois à soutenir cette position, alors que celle-ci est préjudiciable pour les consommateurs européens et luxembourgeois?

Réponse (02.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Monsieur le Député fait référence à une proposition législative soumise par la Commission européenne en septembre 2013 qui visait, entre autres, à encourager les opérateurs à renoncer aux surcharges pour les communications en itinérance à partir de juillet 2016. Dans la procédure législative qui suit une telle proposition, le Parlement européen a pris position en avril 2014 en proposant l'abolition des surcharges d'itinérance sur tous les appels, SMS et transfert de données (Internet) à partir du 15 décembre 2015, sous réserve toutefois de certaines limites. Le Conseil de l'Union européenne est de son côté en train de finaliser sa position de façon à lui permettre d'entrer en négociation avec le Parlement européen, dans le but d'arriver à un accord entre les deux colégislateurs. Ceci dit, la suppression à terme des frais d'itinérance reste l'objectif déclaré des trois institutions européennes, ce qui est fortement soutenu par le Gouvernement luxembourgeois.

L'abolition des frais d'itinérance signifie un alignement des coûts des communications européennes sur les tarifs nationaux (appelé «roam like at home»). Or, l'ORECE, l'organe des régulateurs des États membres, souligne dans son rapport de décembre 2014 que l'itinérance comporte des coûts et qu'in fine une des parties prenantes au dispositif devra supporter ces coûts.

Les personnes en déplacement utilisent le réseau du pays visité, mais ils ont leur abonnement auprès d'un opérateur de leur pays de résidence. Ce dernier devra alors indemniser l'opérateur du réseau utilisé par son client dans le pays visité. En raison du déséquilibre des déplacements en Europe (certains États membres sont des destinations touristiques typiques, d'autres moins), ces versements entre opérateurs ne se compensent pas. Les opérateurs des pays les plus visités sont bénéficiaires nets de ces paiements, mais ils doivent aussi investir dans leurs réseaux pour que ceux-ci ne soient pas congestionnés par le trafic accru pendant la saison touristique. Les opérateurs des autres États membres devront donc leur payer une compensation quand leurs clients se déplacent. Si on applique le «roam like at home», ils ne pourront plus récupérer ces coûts auprès de l'abonné. Ils subiront donc une perte sur les communications de leurs clients en voyage dans l'Union européenne, et ils chercheront à compenser cette perte par une hausse des tarifs nationaux. Pour cette raison le Conseil, et le Luxembourg également, s'inquiète de ce qu'une démarche trop brusque ne s'accompagne d'une hausse des prix nationaux qui porterait finalement préjudice aux consommateurs. De surcroît, les consommateurs qui ne voyagent jamais, ou peu, en dehors de leur pays, seraient doublement pénalisés puisqu'ils seraient amenés à payer - via la hausse du prix de leur abonnement national - pour les communications de ceux qui peuvent se permettre de passer leurs vacances à l'étranger.

Pour éviter cet effet non désiré de l'abolition des frais de «roaming», la Présidence lettone propose de réduire encore une fois très fortement les frais d'itinérance, mais d'atténuer, dans une première phase, l'approche «roam like at home» par le maintien d'une surcharge minimale qui permettrait aux opérateurs de récupérer leurs coûts, tout en mettant définitivement fin aux profits excessifs retirés du «roaming». En même temps, chaque utilisateur pourrait bénéficier d'un quota fixe mais limité d'appels, de SMS et de données sans surcharge. Ces propositions sont toujours en négociation.

Le Gouvernement considère qu'une telle approche plus progressive - sans pourtant renoncer à l'objectif ultime qui reste l'abolition des frais d'itinérance - évitera des effets contre-productifs d'une abolition trop radicale, aux dépens des consommateurs.

Question 0868 (30.01.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **services de taxis:**

Les services de taxis ont récemment fait la une des journaux. Alors que d'un côté les exploitants se plaignent de ne pas avoir voix au chapitre, les chauffeurs de taxis ne sont pas tous satisfaits de leurs conditions de travail.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien d'exploitants de services de taxis sont actuellement enregistrés auprès des autorités publiques luxembourgeoises?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de «plaintes» formulées à l'encontre des exploitants de services de taxis par les chauffeurs pour non-respect des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière de droit du travail? Combien de dossiers sont actuellement pendants devant l'Inspection du travail et des mines (ITM)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer combien de contrôles l'ITM a réalisés au cours des dernières années dans le secteur des taxis? Quels ont été les résultats de ces contrôles?

- Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de m'informer si la commission paritaire des contrats, instituée par la convention collective des chauffeurs de taxis déclarée d'obligation générale, a pris des décisions interprétatives en la matière? Si oui, lesquelles?

Réponse commune (10.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur la réforme des services de taxis.

En ce qui concerne la première question relative aux nombre exact d'exploitants de taxis enregistrés au Luxembourg, l'on précise tout d'abord qu'à l'heure actuelle, le régime légal des taxis relève de la compétence communale à l'exception de l'Aéroport de Luxembourg. Par conséquent, il n'existe pas de données centralisées en matière d'exploitants de taxis enregistrés auprès des autorités étatiques. Cependant, les derniers chiffres disponibles se rapportant à l'année 2013 de la part de la Chambre des Métiers indiquent un total de 224 exploitants de services de taxis.

En ce qui concerne la question sur les plaintes reçues et les contrôles effectués les dernières années par l'Inspection du travail et des mines, l'on précise qu'il y a eu entre 2012 et 2015 97 saisines de l'ITM par des salariés-chauffeurs de taxis qui ont donné lieu:

- au titre de la mission de conseil à 56 interventions;

- au titre des contrôles à 28 interventions sur des contestations salariales;

- à sept interventions pour non-respect de la convention collective d'obligation générale pour chauffeurs de taxis dont une pour non-application de la convention;

- à deux contrôles pour travail illégal dont un au titre de l'emploi illégal de ressortissants de pays tiers.

Pour les contestations salariales deux cas sont pendants devant le Tribunal du travail, une autre intervention ayant abouti aux paiements des sommes redues. Une intervention a été entreprise dans le cadre d'un licenciement, mais le salarié a dû en fin de compte se pourvoir devant le Tribunal du travail.

Dans le cadre des contrôles du respect de la convention collective des chauffeurs de taxis, certaines irrégularités ont été relevées en particulier dans l'application de l'article 15 concernant le salaire minimum et le salaire effectif lié aux recettes du chauffeur, de l'article 17 concernant les feuilles de contrôle et l'obligation d'annexer le rapport mensuel des courses à la fiche de salaire ainsi que de l'article 18 relatif à la fiche de salaire elle-même.

Actuellement, une réclamation de 2015 est en cours de traitement.

Enfin, en ce qui concerne la question relative aux décisions interprétatives de la commission paritaire instituée par la convention collective pour chauffeurs de taxis, l'Inspection du travail et des mines n'a pas eu communications ou informations par les partenaires sociaux ou par les membres de la commission elle-même d'une quelconque décision interprétative intervenue à ce jour.

Question 0869 (30.01.2015) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **passage à niveau de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen:**

Il s'avère que récemment le délai d'attente devant le passage à niveau de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen s'est fortement allongé. Cela a pour conséquence des files de plusieurs centaines de mètres, surtout lors des heures de pointe.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons à la base de ce temps d'attente prolongé?

- Par quels moyens le Gouvernement entend-il y remédier?

Réponse (09.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0869 du 30 janvier 2015 l'honorable Député Gilles Roth souhaite s'informer sur le délai d'attente devant le passage à niveau n°81b situé sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen.

Dans le cadre du projet Eurocap-Rail, les nouvelles installations de contrôle-commande, de signalisation et de télécommunication de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen ont été mises en service en date du 30 novembre 2014. La modernisation de ces installations sert essentiellement à optimiser les circulations ferroviaires sur cette ligne.

En ce qui concerne le délai d'attente devant le passage à niveau en question, des analyses des temps de fermeture ont été effectuées et il en résulte que:

- Le temps de fermeture moyen du passage à niveau se situe à environ trois minutes et 20 secondes.

- À l'heure de pointe, le matin entre 07.30 heures et 08.30 heures, le passage est fermé au total pendant environ 30 minutes.

- Les temps de fermeture varient entre une minute 50 secondes et sept minutes. Ils dépendent de la vitesse et du sens de circulation des trains, ainsi que du fait que lors de la desserte de l'arrêt de Capellen par les trains en provenance de Kleinbettingen le temps d'arrêt a un impact sur le temps de fermeture du passage. Lors du croisement de trains entre Mamer et Kleinbettingen et en fonction de la cadence des trains, le temps de fermeture peut se rallonger dans des cas rares jusqu'à sept minutes.

Afin de remédier à cette situation et en considérant que le trafic routier ne semble pas diminuer à court terme sur cette route (CR103), l'idée de la suppression du passage à niveau et la mise en place d'un ouvrage de substitution adéquat devra être analysée.

Question 0870 (30.01.2015) de **MM. Justin Turpel** et **Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant les **priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2015:**

De juillet à décembre 2015, le Luxembourg assurera pour la douzième fois la Présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Assurer la Présidence du Conseil de l'UE signifie, entre autres, de planifier et de présider les sessions du Conseil des Ministres et une série de réunions de ses instances préparatoires. En plus, la Présidence tournante représente le Conseil de l'UE dans ses relations avec les autres institutions européennes, notamment avec la Commission européenne et le Parlement européen et elle s'occupe de la mise en œuvre de ces rapports avec d'autres institutions de l'UE. La Présidence veille au déroulement harmonieux du processus législatif ainsi qu'à une bonne coopération entre les États membres.

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009, les pays assurant la Présidence, par groupes de trois, coopèrent de manière renforcée. Ce trio définit ses tâches sur le long terme et élabore le programme commun pour les 18 mois à venir. Ainsi, les priorités de l'actuelle troïka (Italie, Lettonie et Luxembourg) qui préside au processus législatif de l'UE du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2015, ont été fixées le 17 juin 2014 dans le document du Conseil 10948/1/14.

Nonobstant, chaque Présidence fixe ses propres priorités et son programme semestriel, qu'il présente au Parlement européen. Le programme de la Présidence luxembourgeoise du Conseil sera ainsi présenté au début du mois de juillet 2015.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelles sont les priorités que le Gouvernement a l'intention de proposer pour la Présidence du Conseil de l'UE pendant le deuxième semestre 2015?

2. Le Gouvernement est-il d'accord de présenter ses vues de ces priorités dans toutes les commissions parlementaires concernées?

3. Le Gouvernement est-il d'accord pour mener un débat de consultation au sein de la Chambre des Députés sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE?

4. Le Gouvernement est-il d'accord pour consulter les organisations de la société civile sur les priorités de la Présidence? Dans l'affirmative, sous quelle forme et dans quels délais une telle consultation pourrait avoir lieu?

5. De quelle façon les citoyens peuvent-ils contribuer par leurs idées et actions à l'élaboration des priorités, de même qu'à la préparation et au déroulement de la Présidence?

6. En vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Gouvernement a annoncé la mise en ligne d'un site Internet spécifique à l'adresse www.eu2015lu.eu. À partir de quand ce site sera accessible et quel sera son contenu (structure)?

7. Sachant que les préparatifs ainsi qu'un certain nombre d'embauches ont déjà été effectués, quel est le budget global que le Gouvernement entend consacrer à la préparation et au déroulement de la Présidence? Comment ce budget est-il ventilé?

Réponse (03.03.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Le programme de la future Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, qui comprend les priorités luxembourgeoises, est actuellement en cours d'élaboration. Comme il est de coutume, ledit programme sera présenté au niveau européen à partir du 1er juillet 2015. Les priorités de la Présidence luxembourgeoise seront définies, dans leurs grandes lignes, en tenant compte de quatre documents clés, à savoir:

- le Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement, approuvé par le Conseil européen en juin 2014;

- le programme de Monsieur Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne («Un nouvel élan pour l'Europe: mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique»);

- le programme annuel de travail de la Commission européenne;

- le programme du trio des Présidences italienne, lettonne et luxembourgeoise de l'UE.

Ad 2. Le Gouvernement est disposé à présenter un aperçu de l'état des préparatifs du programme de la future Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE à la Chambre des Députés, en cas de souhait exprimé par celle-ci. Il appartient à la Chambre des Députés de déterminer dans quel cadre une telle présentation pourrait avoir lieu. Un état des lieux des travaux préparatoires de la Présidence luxembourgeoise a d'ailleurs été fourni au début de l'année à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration à l'occasion de la présentation du rapport annuel sur la politique européenne.

Ad 3. Le Gouvernement est également disposé, en cas de souhait exprimé par la Chambre des Députés, à participer à un débat à la Chambre sur les futures priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE. Ce sujet a déjà été évoqué à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Ad 4. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) assure la coordination de la politique européenne du Luxembourg à travers le Comité de coordination de la politique européenne (CICPE). À ce titre, le MAEE est régulièrement destinataire de prises de positions d'organisations de la société civile luxembourgeoise qui sont prises en considération dans le processus décisionnel interne. Le Ministère accueille également des organisations de la société civile pour recueillir leurs vues et participe également à des forums de discussions publiques sur les grands dossiers européens afin d'y expliquer l'action et la politique du Gouvernement en matière européenne. Il est également renvoyé dans ce contexte au site Internet europaforum.lu, qui constitue une plateforme d'information, de dialogue et de discussion sur le Luxembourg et l'Europe.

Un processus de consultation formel de la société civile au niveau national dans le cadre de la préparation des priorités de la Présidence luxembourgeoise de l'UE n'est actuellement pas prévu. Il convient de noter qu'au niveau européen, la Commission européenne organise régulièrement des consultations publiques afin de permettre aux différentes parties prenantes

de participer activement à l'élaboration des politiques de l'Union européenne. Ces consultations sont organisées tout au long du processus législatif - de la formulation des politiques à l'adoption définitive d'un acte par le législateur et à sa mise en œuvre, en passant par la présentation des propositions de la Commission.

Ad 5. Voir supra.

Ad 6. En vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, un site Internet spécifique sera accessible à l'adresse suivante: www.eu2015lu.eu. On y trouvera notamment les principaux événements de la Présidence. Ce site multilingue, qui sera le principal vecteur d'information et de communication de la Présidence luxembourgeoise, sera accessible dans sa version finale vers le milieu du mois de juin 2015. Le site sera structuré selon un schéma traditionnel recommandé par le Conseil de l'Union européenne. La structure de ce site se présentera comme suit:

- 1. La Présidence

• 1. À propos de la Présidence

1. Qu'est-ce que la Présidence du Conseil ?; 2. Programme et priorités; 3. Qui est qui; 4. Le logo de la Présidence; 5. Lieux des réunions; 6. Programme culturel; 7. Sponsors; 8. Présidences précédentes

• 2. À propos de l'UE

1. Les institutions et organes de l'UE; 2. Les Groupes de Travail du Conseil; 3. Démocratie et prise de décision au sein de l'UE; 4. Financement de l'UE; 5. L'initiative citoyenne européenne; 6. Comprendre le jargon européen; 7. Dates charnières de l'UE

• 3. Les domaines d'action de l'UE

1. Affaires générales; 2. Affaires étrangères; 3. Affaires économiques et financières; 4. Justice et affaires intérieures; 5. Emploi, politique sociale, santé et consommateurs; 6. Compétitivité; 7. Transports, télécommunications et énergie; 08. Agriculture et pêche; 9. Environnement; 10. Éducation, jeunesse, culture et sport

• 4. Le Luxembourg et l'UE

1. Le Luxembourg et l'Europe au fil du temps; 2. Le Luxembourg, siège des institutions européennes; 3. Les Luxembourgeois dans les institutions européennes; 4. Musée européen Schengen

- 2. À propos du Luxembourg

1. Visiter le Luxembourg - Conseils pratiques (en synergie avec www.luxembourg.lu); 2. Se déplacer au Luxembourg; 3. Le Luxembourg en bref; 4. Le Luxembourg politique; 5. L'économie luxembourgeoise; 6. Géographie et population

- 3. Actualités

1. Articles d'actualité; 2. Communiqués; 3. Discours; 4. Interviews; 5. Ordres du jour; 6. Notes de fond; 7. Conclusions du Conseil

- 4. Calendrier/Agenda

- 5. Espace presse

1. Accréditation; 2. Informations aux médias; 3. Contacts; 4. Galerie photo; 5. Galerie vidéo; 6. «News widget» (éventuellement); 7. Centre de presse

La tâche du site est d'expliquer les enjeux d'une question à laquelle la Présidence est confrontée et de narrer les événements qui y sont liés. Il mettra en avant la fonction de législateur et de colégislateur du Conseil et de la Présidence, qui est depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne plus que jamais en charge de trouver les compromis nécessaires au sein du Conseil et avec le Parlement européen.

Ad 7. Le budget total estimé de la Présidence s'élève à 93 millions d'euros pour la période 2014-2016.

Le budget Présidence 2015 voté par la Chambre des Députés le 18 décembre dernier s'élève à 71 millions d'euros, dont 61,5 millions d'euros sont gérés par le Ministère des Affaires étrangères et européennes. La différence de 9,5 millions d'euros est constituée par le budget Présidence alloué à la Police grand-ducale ainsi qu'à l'Administration des bâtiments publics, les deux seules autres administrations qui disposent d'un budget spécifique Présidence à côté du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le budget Présidence 2015 de 61,5 millions d'euros du Ministère des Affaires étrangères et européennes est constitué de quatre articles budgétaires, à savoir les frais de personnel (20,9 millions d'euros); les frais de route et de séjour à l'étranger (quatre millions d'euros); les frais de matériel, de réunion et de réception (36,5 millions d'euros) ainsi que les dépenses en capital (ordinateurs, machines de bureau, mobilier: 100.000 euros).

Q120

Question 0871 (02.02.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **protection des données à caractère personnel sur Facebook:**

Ab 1. Februar 2015 ändert Facebook seine Allgemeinen Geschäftsbedingungen (AGB), um die Daten, Bilder, Nachrichten, Kontakte, Verknüpfungen, Neigungen und Vorzüge der Nutzer dieses Netzwerkes für kommerzielle Zwecke, unter anderem für gezielte Werbung, zu nutzen. Den Nutzern dieses Netzwerkes bleibt nur die Option, die neuen AGB zu akzeptieren oder das Netzwerk zu verlassen. Sogar beim Verlassen ist nicht abgesichert, dass der Benutzer alle gespeicherten Daten und Verbindungen ausgehändigt bekommt und/oder löschen lassen kann. Facebook ist nicht ein marginales Netzwerk, sondern hat in diesem Bereich den Stellenwert eines Quasimonopolisten, der sich dementsprechend verantwortlich verhalten müsste.

Bei einer Anhörung im Rechtsausschuss des Bundestages vorgestern, am 29. Januar, wurde bekannt, dass die neuen AGB von Facebook auf jeden Fall gegen deutsches Recht verstoßen.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem für Datenschutz zuständigen Staatsminister und dem Justizminister folgende Fragen stellen:

1. Entsprechen die AGB von Facebook, so wie sie ab 1. Februar gelten, dem Luxemburger Recht, insbesondere in Bezug auf den Schutz der Daten und der Privatsphäre?

2. Entsprechen die AGB von Facebook, so wie sie ab 1. Februar gelten, dem europäischen Recht, insbesondere in Bezug auf den Schutz der Daten und der Privatsphäre?

3. Kann eine Einverständniserklärung, wie sie Facebook von seinen Nutzern verlangt, allgemeingeltende rechtliche Bestimmungen außer Kraft setzen?

4. Welches ist die Meinung der Datenschutzkommission zu diesen drei Fragen?

5. Im Falle von Widersprüchen zum Luxemburger oder zu europäischem Recht, was gedenkt die Regierung respektive die Datenschutzkommission zu tun?

6. Falls formale Vereinbarkeit zu Luxemburger oder zu europäischem Recht bestehen sollte, was gedenkt die Regierung zu tun, um bestehendes Recht an die Notwendigkeit eines wirklichen Datenschutzes und Schutzes der Privatsphäre anzupassen?

7. Ist es möglich, in Erfahrung zu bringen, wie viele Menschen in Luxemburg Facebook benutzen und also von der Veränderung der AGB betroffen sind?

Réponse commune (06.03.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

In Luxemburg gibt es keine Facebook-Niederlassung. Facebook hat seinen europäischen Sitz in Irland (Facebook Ireland Ltd.). Der europäische Nutzer, der ein Facebook-Konto eröffnen will, muss demnach die von Facebook Ireland Ltd. festgelegten Nutzungsbestimmungen anerkennen und in die Datenverarbeitung von Facebook Ireland Ltd. einwilligen. Der vom Nutzer abgeschlossene Vertrag mit Facebook Ireland Ltd. unterliegt demnach irischem Recht und der Aufsicht der irischen Datenschutzbehörde („Data Protection Commissioner").

Das luxemburgische Datenschutzrecht findet also keine Anwendung. Ob die neuen Nutzungsbedingungen von Facebook gegen europäisches Datenschutzrecht verstoßen, kann nur durch den Europäischen Gerichtshof endgültig geklärt werden.

Eine Einverständniserklärung, wie Facebook sie von seinen Nutzern verlangt, darf nicht gegen das irische Datenschutzrecht und allgemeingültiges Recht verstoßen.

Sowohl die luxemburgische Datenschutzbehörde als auch die „Artikel 29 Datenschutzgruppe" (in welcher alle europäischen Datenschutzbehörden Mitglieder sind) verfolgen die weitere Entwicklung in dieser Angelegenheit. Die Niederlande, Belgien und Deutschland (in denen es im Gegensatz zu Luxemburg Facebook-Niederlassungen gibt und somit diesen Behörden ein Anknüpfungspunkt gegeben ist) haben eine „Task Force" gegründet, die mit der Überprüfung der neuen Nutzungsbedingungen von Facebook beauftragt ist, um festzustellen, ob diese Nutzungsbedingungen der europäischen Datenschutzrichtline 95/46/EG entsprechen. Diese „Task Force" wird eng mit der irischen Datenschutzbehörde zusammenarbeiten und der „Artikel 29 Datenschutzgruppe" Bericht erstatten.

Die Europäische Union arbeitet zurzeit an einer Datenschutzreform, welche als Ziel die Stärkung des Datenschutzes innerhalb der Europäischen Union verfolgt. Da die neuen Regeln in einer Verordnug festgelegt werden, werden diese bei ihrer Annahme verbindlich und unmittelbar in jedem Mitgliedstaat gelten.

Jeder luxemburgische Nutzer, der seine Privatsphäre auf Facebook verletzt sieht, kann zurzeit und auch nach der Reform seine Beschwerde an die luxemburgische Datenschutzbehörde richten. Die CNPD leitet diese Beschwerden dann an die zuständige Stelle, sowohl bei Facebook Ireland Ltd. als auch an die irische Datenschutzbehörde weiter.

Laut der Internetseite „http://www.internetworldstats.com/europa.htm" wurde die Zahl der in Luxemburg angemeldeten Facebook-Nutzer am 31. Dezember 2012 auf 227.520 festgelegt. Die aktuellen Zahlen kennt nach Ansicht der CNPD nur Facebook selbst.

Question 0872 (02.02.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **taxation des voitures de «leasing»:**

La taxation des véhicules donnés en «leasing» est un sujet récurrent qui a de nouveau fait surface à l'approche du festival de l'automobile. Alors que les uns réclament une hausse des impôts à son égard pour des raisons économiques et environnementales, d'autres plaident au moins pour un statu quo.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le Gouvernement a l'intention d'augmenter la taxation des voitures de «leasing» dans l'immédiat, voire dans le cadre de la réforme fiscale?

- Le Ministre peut-il nous renseigner sur les impacts positifs et négatifs d'une telle hausse sur l'économie luxembourgeoise et les finances publiques?

Réponse (02.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La détermination de la valeur de l'avantage résultant de la mise à la disposition d'une voiture de «leasing» peut être réalisée de manière forfaitaire, basée sur le prix global d'acquisition du véhicule à l'état neuf, y compris options et TVA, diminué, éventuellement, de la remise accordée à l'acquéreur. Dans le cas d'un contrat de «leasing» ou de location, la même valeur doit être mise en compte. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'une voiture d'occasion.

La valeur mensuelle de l'avantage est fixée à 1,5% de la valeur du véhicule neuf telle que décrite ci-dessus.

Si, à l'expiration du contrat de «leasing», le salarié rachète un véhicule de service à un prix de faveur, cet avantage supplémentaire peut éventuellement donner lieu à une imposition supplémentaire. Cet avantage successif à la mise à la disposition du véhicule est cependant plafonné. L'imputation successive au salarié bénéficiaire des deux avantages en nature, à savoir mise à disposition gratuite et rachat à un prix favorable, est limitée au prix d'acquisition global tel que défini ci-dessus, diminué des participations aux frais de la part du salarié reconnues comme déductibles. En cas de dépassement de ce plafond lors du rachat, l'avantage du salarié est à diminuer du montant correspondant.

Le taux de 1,5% de la valeur du véhicule neuf a récemment été confirmé par la circulaire L.I.R. n°104/1 du 20 novembre 2014, et, il n'est pas envisagé de majorer celui-ci dans un futur proche.

Pour cette raison, les impacts positifs et négatifs d'une hausse sur l'économie luxembourgeoise et les finances publiques n'ont pas été examinés.

Question 0873 (03.02.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant l'**attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures:**

La loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures a introduit le nouveau système géré par le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES).

De nombreux étudiants font état d'un traitement très tardif de leur demande en vue d'une aide financière de l'État dans le cadre de leurs études supérieures. Cette situation provoque chez certains étudiants de réels problèmes financiers, notamment chez ceux qui ne disposent d'aucune autre source de financement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien de demandes le CEDIES a-t-il reçu pour le 1er semestre de l'année académique 2014-2015? Parmi ces demandes, combien ont été acceptées et combien ont été refusées?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il les délais importants alors même que 4,5 postes supplémentaires ont été créés au sein du CEDIES?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'éventuelles complications concernant l'établissement par les administrations étrangères compétentes des documents requis dans le cadre des dispositions anticumul?

- Monsieur le Ministre compte-t-il remédier aux cas de détresse financière dus à une longue attente de l'attribution des bourses et des prêts, sachant que les dossiers ont été remis dans les délais et de manière complète? Dans l'affirmative, de quelle manière?

- De manière générale, comment le Gouvernement envisage-t-il d'optimiser le système d'attribution des aides financières en place?

Réponse (04.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0873 de Madame la Députée Martine Hansen et de Monsieur le Député Félix Eischen.

En ce qui concerne le semestre d'hiver de l'année académique 2014-2015, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été saisi de 27.100 dossiers de demande concernant une aide financière, dont 18.400 ont été acceptés et 1.200 ont été refusés. Les 7.500 dossiers restants seront clôturés dès que leur complétude est établie.

Concernant les 4,5 postes supplémentaires mentionnés, il y a lieu de signaler que le CEDIES a déjà eu recours aux services de trois personnes sous contrat intérimaire pour traiter tous les dossiers de l'année académique 2013-2014, ceci suite à la loi du 19 juillet 2013. Ainsi l'augmentation nette des postes pour traiter les dossiers de l'année académique 2014-2015, par rapport à l'année académique précédente, a été seulement de 1,5 équivalents temps plein.

La mise en place d'un nouveau «back office» informatique ainsi que les tests nécessaires en vue de la stabilisation de l'outil informatique au courant du mois d'août 2014 ont occasionné un retard unique d'un mois au niveau du traitement des dossiers dans la mesure où l'administration ne pouvait pas entrer en phase de traitement de dossiers pendant cette période. L'application et l'implémentation d'une nouvelle législation nécessite en outre un temps de rodage pour les agents.

Finalement il faut préciser que le délai de traitement des dossiers de demande est étroitement lié à leur date de dépôt. Ainsi, à titre d'exemple et sans préjudice de la complétude des dossiers, une demande introduite en août 2014 était traitée dix fois plus rapide que celle introduite fin novembre 2014.

En ce qui concerne la complétude des dossiers de demande, notamment ceux des étudiants non résidents, il y a lieu de souligner que les documents requis dans le cadre du dispositif anticumul ainsi que les informations sur le revenu du ménage font le plus souvent défaut. Afin d'améliorer le degré de la qualité des dossiers, le CEDIES informe régulièrement aussi bien les étudiants que les administrations nationales et étrangères sur les exigences de la législation luxembourgeoise en matière d'aide financière pour les études supérieures. En outre il est prévu d'offrir aux étudiants pour la rentrée académique 2015-2016, une introduction électronique du dossier de demande via le Guichet.lu. Cet outil permettra d'informer le requérant, dès la constitution du dossier, sur les documents manquants.

Dans un souci d'égalité de traitement et de transparence, l'administration n'accorde pas de traitement préférentiel. En cas de détresse financière évidente, un traitement sur mesure, comme dans le passé, reste cependant possible.

Question 0874 (03.02.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**élaboration d'un code de déontologie pour les élus communaux:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0430 du 29 juillet 2014 concernant l'introduction d'un code de conduite pour élus locaux *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)*, Monsieur le Ministre avait signalé que, «le Gouvernement élaborera un code de déontologie pour les élus communaux et ce en étroite collaboration avec le Syvicol, travaux qui pourraient s'inscrire dans le cadre de la refonte générale de la loi communale».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Ministère de l'Intérieur est-il en train d'élaborer un éventuel projet de texte en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Syvicol n'a pas encore présenté, de sa propre initiative, un papier de réflexion, voire une prise de position en relation avec un code de déontologie pour les édiles communaux?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à inviter le Syvicol à s'exprimer clairement sur ce sujet d'une importance particulière?

Réponse (04.03.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Il y a lieu de rappeler qu'actuellement les devoirs de délicatesse qui touchent au secteur communal sont entre autres établis par l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 qui stipule:

«Il est interdit à tout membre du corps communal, au secrétaire et receveur:

1) d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote;

2) d'intervenir comme avocat, avoué ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la commune. Il ne pourra, en la même qualité, servir la commune, si ce n'est gratuitement;

3) de prendre part, directement ou par personne interposée, à aucun marché de travaux, de fournitures ou de services pour la commune. Cette interdiction s'applique également aux sociétés civiles, en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée dans lesquelles le membre du corps communal, le secrétaire ou le receveur est associé, gérant ou mandataire salarié ainsi qu'aux sociétés par actions ou coopératives dans lesquelles il est administrateur chargé de la gestion courante ou employé dirigeant.

Cette interdiction s'applique encore aux sociétés par actions et sociétés coopératives dans lesquelles un membre du collège des bourgmestre et échevins appartient au conseil d'administration.

L'interdiction visée aux alinéas qui précèdent sub 3) ne s'applique pas aux fournitures et prestations urgentes de faible envergure faite par un commerçant ou artisan, lorsqu'aucune autre entreprise de la même branche n'existe dans la commune ou dans le voisinage.

Elle ne s'applique pas non plus aux sociétés visées à l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1900 concernant la création de syndicats de communes.»

Les travaux préparatoires relatifs à la refonte générale de la loi communale se trouvant en pleine phase de finalisation, il est de mise de décider à ce stade en collaboration avec le Syvicol sous quelle forme juridique les futurs devoirs déontologiques des élus communaux devront être établis.

En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer qu'aucune contribution du Syvicol au sujet du code de déontologie pour édiles communaux ne m'est parvenue à l'heure actuelle. Toutefois, ce dernier s'est engagé à contribuer à l'élaboration d'un code de déontologie pour élus communaux à l'occasion d'une entrevue que j'ai eue avec les membres du bureau du Syvicol en date du 25 février 2015.

Question 0875 (03.02.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **limitation de vitesse en dessous des 90 km/h sur les voies publiques autres que les autoroutes en dehors des agglomérations:**

Ces jours, la presse allemande s'est fait l'écho de propos d'experts de la sécurité routière préconisant la fixation de la vitesse maximale autorisée en dehors des agglomérations sur les voies publiques autres que les autoroutes à 80 km/h au lieu des 100 km/h actuellement permis en Allemagne. Selon des études, une telle mesure contribuerait à minimiser les accidents de la route. La législation luxembourgeoise fixe la limite de vitesse à 90 km/h pour les routes de cette catégorie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'études conseillant une limitation de vitesse en dessous des 90 km/h sur le type de route mentionné?

- Dans l'affirmative, serait-il prêt à mener des réflexions dans le sens de réduire cette limitation de vitesse sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur une réduction de la limitation de vitesse en dehors des agglomérations sur les voies publiques.

Le plan d'action «sécurité routière» 2014-2018, validé par tous les acteurs concernés le 8 décembre 2014, est basé sur trois piliers visant les usagers de la route, les infrastructures routières et les véhicules.

Hormis les projets en cours, comme la réforme du permis à points et l'installation de radars, d'autres mesures y sont prévues, dont celle d'étudier l'opportunité voire la faisabilité de réduire la vitesse maximale hors agglomération.

La discussion sur ce point a été lancée avec tous les acteurs concernés qui analysent en particulier l'opportunité de l'introduction dans notre législation d'une réduction générale de la vitesse hors agglomération voire d'une éventuelle réduction de la vitesse de 110 à 90 km/h sur les tronçons à trois voies sans séparation médiane. Il va de soi que les réflexions menées par nos experts nationaux prendront en considération les études et les expériences menées à l'étranger.

Question 0876 (03.02.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **projet de modernisation et de réaménagement du site de la gare de Clervaux:**

Il m'a été signalé que le Gouvernement se propose de moderniser et de réaménager le site de la gare de Clervaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre aurait-il la possibilité de présenter le projet en question (programme de construction, coût estimatif, etc.)?

- Dans quelle mesure ce projet tiendra-t-il compte de la construction du futur Lycée de Clervaux (LCL)? Y aura-t-il des quais spéciaux réservés aux lycéens et personnels du LCL?

- À l'heure qu'il est, combien de personnes passent tous les jours ouvrables par la gare de Clervaux? Comment leur nombre pourra-t-il évoluer dès l'ouverture du LCL en 2018?

- Dans la perspective d'un réaménagement du site de la gare de Clervaux, Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'évolution du nombre d'emplacements pour voitures automobiles aux alentours de cette infrastructure ferroviaire (état actuel/état futur)?

Réponse (09.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0876 du 3 février 2015 l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer sur le projet de modernisation et de réaménagement du site de la gare de Clervaux.

Dans leur mission de gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, les CFL ont été approchés par l'Administration des bâtiments publics en 2012 afin d'apporter leur contribution au projet du nouveau Lycée de Clervaux. À ce titre, les CFL ont été mandatés par l'Administration des bâtiments publics pour la reconstruction du Pont Rivière situé au point kilométrique 77,509 de la ligne du Nord, suite à une demande à ce propos par l'Administration de la Gestion de l'Eau.

En effet, une étude hydraulique réalisée par les bureaux d'études a mené à la conclusion que la reconstruction du pont susmentionné s'avérait nécessaire afin de supprimer une pile intermédiaire et de planifier le nouvel ouvrage en biais et non plus perpendiculaire à la ligne de chemin de fer. Complémentairement à d'autres mesures hydrauliques planifiées par la maîtrise d'ouvrage du futur lycée, ces mesures permettront de garantir la sécurité du nouveau lycée par rapport à un risque d'inondation. Le coût de ces travaux a été intégré à la loi de financement du nouveau lycée.

La voie de garage en gare de Clervaux sera supprimée afin de pouvoir créer un accès piétonnier allant du futur lycée vers le quai 2 de la gare. À l'heure actuelle, une nouvelle gare routière est planifiée entre le lycée et la gare. La gare routière existante dispose de 145 emplacements, mais elle ne pourra être agrandie qu'en la déplaçant.

En ce qui concerne le futur, à court terme, de la gare de Clervaux, il y a lieu de spécifier qu'il n'existe actuellement pas de projet de modernisation de cette gare au plan d'investissement décennal du Fonds du rail. Les futurs lycéens chemineront en sécurité vers la gare par le nouvel accès planifié par l'Administration des bâtiments publics et ils utiliseront les infrastructures existantes de la gare (quais, souterrains, escaliers, salle d'attente).

Depuis l'augmentation de la cadence des trains avec effet au 14 décembre 2014 (deux trains par heure dans les deux sens), la capacité de prise en charge nécessaire est garantie pour les futurs lycéens désirant utiliser le train comme moyen de transport, tout en sachant que 1.372 voyageurs montants ou descendants par jour au mois de janvier dernier en gare de Clervaux ont été comptés.

Question 0877 (03.02.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**espace rural:**

L'espace rural forme un milieu de vie dominé des siècles durant par l'agriculture. Depuis des années, il se caractérise par un processus de transformation sociologique et économique qui mérite bien une analyse creusée, une réflexion prospective et donc tout l'intérêt des décideurs politiques nationaux et européens.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Quelles sont les communes du pays définies comme appartenant à l'espace rural? Combien de citoyens vivent actuellement dans ces communes?

2. Quelle est l'évolution du nombre et de la taille des exploitations agricoles dans les différents cantons du Grand-Duché depuis 2004? Combien de personnes travaillent dans ces exploitations?

3. Quels ont été les projets phares financés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) depuis 2007?

4. Quels ont été les projets phares financés par le Programme LEADER depuis 2007?

5. Quels sont les accents ou projets développés par le Gouvernement au bénéfice des communes dites rurales au cours de cette législature?

Réponse (05.03.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ad 1. Dans le cadre de la nouvelle législation concernant le soutien au développement rural il est prévu de désigner 79 communes, réparties sur cinq des six régions d'aménagement du territoire national, à savoir les régions Nord, Centre-Nord, Est, Centre-Sud et Ouest, parmi les 105 communes luxembourgeoises comme «communes en milieu rural» au Luxembourg.

Au courant de la période de programmation 2007-2013 93 sur 116 communes au total du pays étaient considérées comme «communes en milieu rural». Uniquement la région d'aménagement Sud densifiée ne représente que des communes urbaines.

Ainsi, les 26 communes désignées «urbaines» et à exclure de l'espace rural au Luxembourg sont-elles dans l'ordre alphabétique: Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Erpeldange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Hesperange, Käerjeng, Kayl, Kopstal, Luxembourg, Marner, Mondercange, Pétange, Rumelange, Sandweiler, Sanem, Schieren, Schifflange, Steinfort, Strassen et Walferdange.

Les 79 communes en milieu rural, avec une superficie totale de 2.125,44 km^2 occupent 82,2% du territoire national de 2.586,36 km^2. Les 79 communes des zones rurales du pays, avec un total de 206.001 habitants, représentent quelque 37,48% de la population résidente totale de 549.680 habitants au Grand-Duché de Luxembourg (Statec, 01.01.2014).

Au vu d'une moyenne nationale en densité de population de 212,5 hab/km^2, les communes en milieu rural présentent une moyenne en densité de population nettement inférieure, à savoir 96,9 hab/km^2.

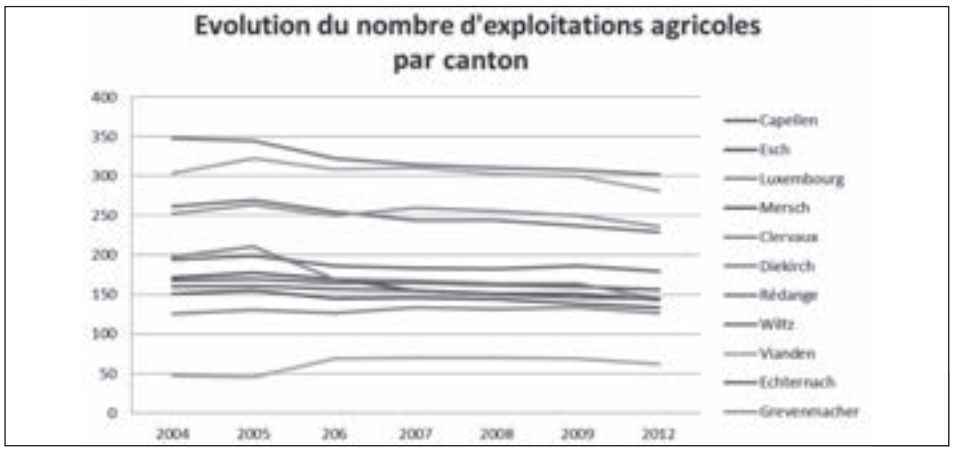
En général, les 79 communes en milieu rural des cinq régions d'aménagement du territoire ont une population résidente communale entre 1.000 et 3.000 habitants, avec une très large fourchette en termes de densité de population, allant d'un minimum de 31,7 hab/km^2 à un maximum de 243,7 hab/km^2. Sont à notifier tout de même trois exceptions de communes plus densifiées, à savoir la ville de Wiltz (277,1 hab/km^2), la ville de Grevenmacher (282,0 hab/km^2) et la ville de Remich (650,9 hab/km^2). En tant que centres de développement et d'attraction (CDA), ces petites villes à l'échelle du Grand-Duché de Luxembourg, avec une population communale résidente de <5.000 habitants, sont situées dans leur entités territoriales respectives, à caractère nettement rural et à faible densité de population moyenne, à savoir le canton de Wiltz (56,5 hab/km^2) ainsi que les cantons de Grevenmacher (129,1 hab/km^2) et de Remich (158,0 hab/km^2).

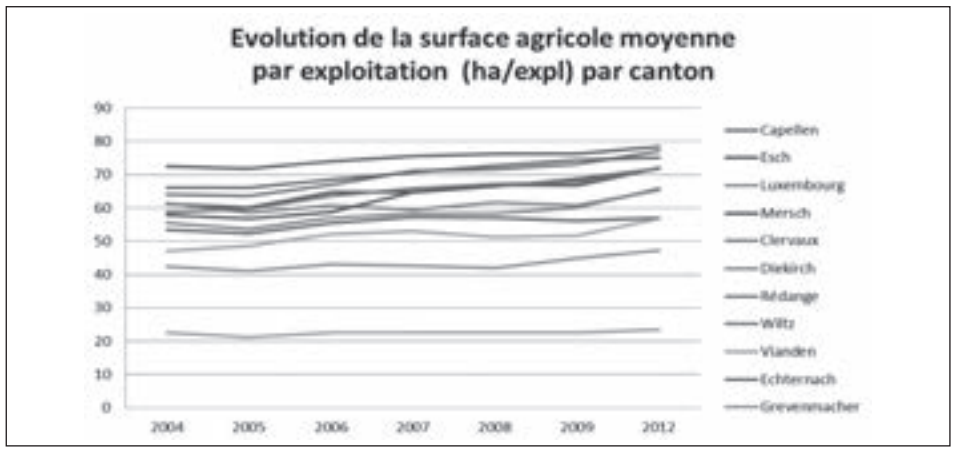
D'autre part, les 26 communes des espaces urbains du pays comptent un total de 343.679 habitants, soit 62,52% de la population résidente totale au Grand-Duché de Luxembourg (Statec, 01.01.2014), avec une moyenne en densité de population de 745,6 hab/km^2, nettement supérieure à la moyenne nationale.

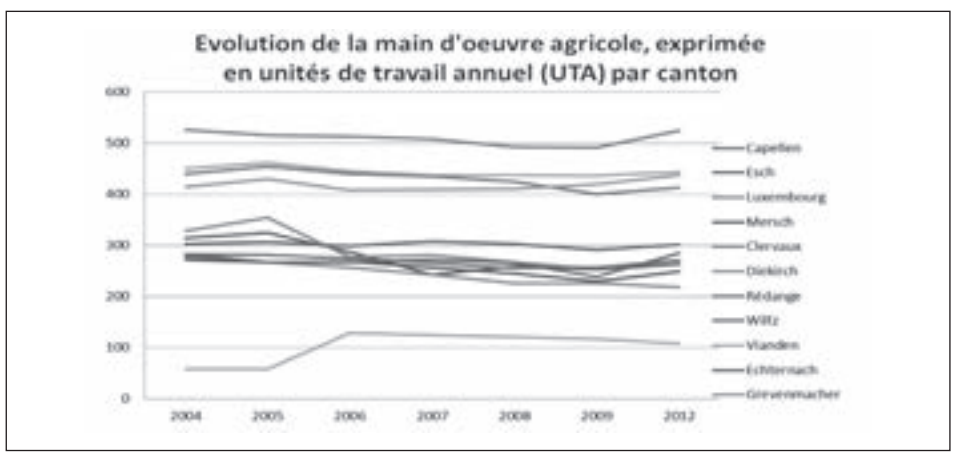
Ad 2. L'évolution du nombre d'exploitations agricoles, de la taille des exploitations agricoles, exprimée en hectares de surface agricole utilisée par exploitation et de la main-d'œuvre agricole, exprimée en unités de travail annuel, par canton est retracée dans les graphiques ci-dessous qui couvrent la période 2004 à 2012. Les données sont issues de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles du Statec.

Les principaux résultats de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles sont disponibles sur le portail «statistiques» www.statistiques.public.lu sous la rubrique entreprises/agriculture/structure des exploitations agricoles.

Un aperçu régional des structures des exploitations agricoles pour l'année 2012, basé sur les données par canton, est donné dans la publication «Bulletin du Statec 3/2013» intitulée «La structure des exploitations agricoles en 2012 et les méthodes de production agricole en 2010». Voir sous: http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletin-statec/2013/03-13-structure-agricole/index.html







Ad 3. Afin de soutenir le développement des zones rurales qui couvrent plus de 90% du territoire du Grand-Duché, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (MAVPS) a élaboré le Plan stratégique national du Grand-Duché de Luxembourg pour la période de programmation 2007-2013 en concordance avec les orientations stratégiques de la communauté. Il a été élaboré en concertation étroite avec le secteur agricole, les autorités et les organismes nationaux concernés ainsi qu'en collaboration avec la Commission européenne.

Les aides au développement rural peuvent être réparties en deux volets: d'une part, il existe des aides cofinancées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et, d'autre part, des aides d'État financées uniquement par des moyens financiers nationaux.

Le Programme de développement rural (PDR) 2007-2013 du Grand-Duché de Luxembourg regroupe les aides cofinancées par le FEADER.

L'ensemble des mesures du PDR sont regroupées sous quatre axes prioritaires définis par le Conseil européen (règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le FEADER).

Une enveloppe budgétaire de 393 millions d'euros, cofinancés par une participation du FEADER avec un taux de cofinancement moyen de 23,7%, est investie par la main publique pour l'exécution du PDR au Grand-Duché de Luxembourg pendant la période de programmation 2007-2013.

La répartition de l'enveloppe se fait en fonction des axes prioritaires:

Axe 1 - Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier: 156 mio. d'euros.

Axe 2 - Amélioration de l'environnement et de l'espace rural: 209 mio. d'euros.

Axe 3 - Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et la diversité de l'économie rurale: 15 mio. d'euros.

Axe 4 - Approche LEADER: mise en œuvre des stratégies locales de développement: 13 mio. d'euros.

Comme les axes 3 et 4 sont traités dans le cadre des questions 3. et 4., il y a lieu de traiter sous la question sous analyse les axes 1. et 2. Les projets phares ont été mis en œuvre dans le cadre des mesures suivantes:

Formation professionnelle et actions d'information:

Cette mesure vise la formation professionnelle et les actions d'information, y compris la diffusion des connaissances scientifiques et des pratiques novatrices, pour les personnes actives dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier.

Installation des jeunes agriculteurs

L'objectif est de développer des exploitations agricoles par l'installation de jeunes à titre principal. Cette installation est encouragée notamment par le paiement de primes à l'installation et par un complément d'aide à l'investissement.

Modernisation des exploitations agricoles

Les objectifs de cette mesure phare sont multiples. Outre le maintien de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire luxembourgeois, le soutien aux investissements vise surtout à maintenir ou améliorer la productivité et les conditions de travail en agriculture, ainsi que les structures de production. L'innovation constitue un autre objectif poursuivi par cette mesure, dont notamment l'investissement dans des installations de bio-méthanisation.

Indemnité compensatoire

L'indemnité compensatoire vise les agriculteurs qui exploitent des surfaces agricoles dans une zone défavorisée pour compenser le handicap naturel auquel ils sont soumis et qui fait que leur situation économique est moins favorable que celle de leurs collègues dont l'exploitation n'est pas située dans une zone défavorisée. Au Luxembourg, plus que 95% de la surface agricole utile est éligible à cette mesure.

Paiements agro-environnementaux

Les agriculteurs, les horticulteurs, les pépiniéristes et les viticulteurs dont l'exploitation est située sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui exploitent une surface minimale et respectent une série de conditions ayant trait notamment à l'exploitation des surfaces, à l'entretien des éléments du paysage, à la fumure organique et minérale, à la charge de bétail, à la rotation et à l'utilisation de matériel d'épandage techniquement au point, peuvent bénéficier de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse dé l'environnement.

D'autres mesures, plus ciblées, visent à soutenir l'agriculture biologique, le maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores, la réduction des fertilisants azotés dans des cultures arables, la réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques, la prévention de l'érosion, l'amélioration des techniques d'épandage de lisier et de purin, l'extensification des prairies, l'entretien des vergers traditionnels, l'entretien des haies sur et en bordure des champs, la gestion extensive des bordures des champs, la création de bandes herbacées, le retrait de terres agricoles et gestion de terres abandonnées ainsi que la conservation de races locales menacées.

Ad 4. Au cours de la période de programmation LEADER 2007-2013, 139 projets ont été approuvés par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs avec un engagement financier (étatique + communautaire) total s'élevant à 13.623.325,51 euros. En tout, cinq régions rurales ont pu bénéficier d'un soutien financier dans le cadre de l'approche LEADER, à savoir les régions rurales des Groupes d'Action Locale (GAL) Redange-Wiltz, Clervaux-Vianden, Müllerthal, Miselerland et Lëtzebuerg West.

Les chiffres suivants démontrent le succès de l'approche LEADER: 58 communes et 89 organisations ont participé dans les GAL. La zone LEADER a couvert une superficie totale de 1.629,16 km^2 avec 125.965 habitants.

Les projets LEADER se caractérisent surtout par leur caractère innovateur, par l'approche ascendante basée sur le partenariat ainsi que par une grande diversité thématique: loisirs, culture et tourisme, agriculture, sylviculture et viticulture, produits régionaux, économie, nature et environnement, affaires sociales, jeunesse et participation, formation et conseil, communication.

Des brochures régionales regroupant tous les projets LEADER réalisés depuis 2007 seront publiées en juillet 2015. Comme il s'avère très difficile de citer un projet phare par région - cette sélection revêtirait un caractère absolument subjectif - il y a lieu de renvoyer aux sites Internet des cinq GAL ou les projets réalisés peuvent être consultés:

- GAL Redange-Wiltz: www.rw.leader.lu;

- GAL Clervaux-Vianden: www.cv.leader.lu;

- GAL Müllerthal: www.mu.leader.lu;

- GAL Miselerland: www.leader.miselerland.lu;

- GAL Lëtzebuerg West: www.letzebuergwest.lu.

Reste à noter que le Luxembourg est le seul pays en Europe où tous les GAL ont réussi à mettre en œuvre au moins un projet de coopération transnationale au cours de la période de programmation 2007-2013. Les douze projets de coopération transnationale réalisés se caractérisent tous par une qualité extraordinaire et ils ont apporté une plus-value considérable à leur région respective. Finalement, dans ces projets ont été impliqués non seulement des GAL partenaires des trois pays voisins, mais également des GAL d'Italie, d'Autriche, de la Suède, de la Finlande et d'Estonie.

Ad 5. Les accents ou projets développés par le Gouvernement au bénéfice des communes dites rurales au cours de cette législature sont les suivants:

- La planification communale intégrée PDC (Plan de développement communal):

Le MAVPG accompagne activement les communes dans l'élaboration des programmes et Plans de développement rural (PDR) depuis plus d'une vingtaine d'années avec une envergure de participation étatique moyenne de quelque 220.000,00 euros par exercice budgétaire.

Outre une assistance logistique et technique, il participe aux frais d'élaboration des programmes de planification communale, avec un taux maximal de 50% du coût total à charge des communes commettantes.

Dans l'optique d'une planification concertée, le MAVPG met à la disposition des communes intéressées et des groupements d'études mandataires un contrat-type PDC ainsi qu'un cahier des charges relatif aux prestations PDC définies. Les dernières actualisations des dispositions d'élaboration et de concertation intégrées sur la planification PDC datent d'août 2012.

Pour l'élaboration respectivement l'actualisation des Plans de développement communaux (PDC), les communes engagent un groupement d'études interdisciplinaire mandataire de leur choix ainsi qu'en fonction de leurs priorités.

Jusqu'à la fin d'exercice 2014, un total de 88 sur les 105 communes des différentes régions du pays et pour la plupart à prédominance rurale, s'étaient intéressées et informées sur la planification intégrée «PDC».

En tout, 85 communes en milieu rural se sont concrètement engagées, soit dans l'élaboration d'une planification communale PDC, soit dans l'actualisation des concepts de développement, ou encore dans la mise en œuvre de projets sectoriels de développement rural intégré.

À la fin de l'exercice 2014, 74 des communes engagées avaient parcouru les différentes phases de planification PDC. L'inventaire, l'analyse, la stratégie et les concepts étaient concertés avec le conseil communal et présentés au public.

Au cours de la démarche PDC intégrée et participative, les responsables communaux, les acteurs ruraux intéressés et les groupements d'études mandataires développent un diagnostic des localités sur base d'un inventaire détaillé pour les différents axes thématiques du PDC:

- le contexte régional, l'évolution démographique, les structures socio-économiques et équipements collectifs;

- l'habitat et le milieu habité, l'aménagement communal et le développement urbanistique;

- l'environnement naturel et humain, l'écologie en milieu habité;

- les activités socioculturelles, l'identité locale et les lieux de rencontre.

L'interdisciplinarité d'une telle évaluation globale met en évidence les atouts et les faiblesses de la commune avec ses localités, son cadre de vie et ses activités socio-économiques. Elle relève également les potentialités et synergies de développement à favoriser, tout comme les déficiences et antagonismes de certaines évolutions à contrecarrer ou à redresser.

- La mise en œuvre de l'axe 3: Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale:

Au-delà de la planification PDC le MAVPC poursuit l'accompagnement et la coordination de projets communaux retenus également à un autre niveau. Leur mise en œuvre est soutenue dans le cadre du PDR.

Pour la période de programmation 2007-2013, les différentes mesures affichent une envergure de participation publique (étatique + communautaire) de 32.517.000,00 euros aux divers porteurs de projets (publics et privés).

Quatre mesures sont déployées surtout au bénéfice des 79 communes en milieu rural:

- l'aide à la création et au développement des PME (petites et moyennes entreprises);

- les activités récréatives et touristiques en milieu rural;

- les services de base et essentiels pour la population rurale;

- la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel des villages.

L'évaluation d'un 1er appel aux projets, lancé en juillet 2008, a su rassembler un total de 186 projets publics signalés voire engagés par les acteurs communaux, en plus de la notification/l'engagement de 24 projets privés ou associatifs. La grande majorité des projets signalés étaient éligibles sous une des mesures proposées.

À la fin de l'exercice 2014 et après une analyse des priorités de mise en œuvre des projets, opérée ensemble avec les communes concernées, un nombre total de 94 projets communaux restent inscrits dans le cadre des seuils d'investissement accordés. 56 communes en milieu rural ont ainsi été retenues.

Q122

Question 0878 (04.02.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **protection contre l'abus de boissons énergisantes:**

La caféine est devenue un sujet controversé dans l'Union européenne, particulièrement depuis qu'elle fait l'objet d'allégations de santé, ce qui amène certains États membres à s'interroger sur le signal qui est donné. La Lituanie par exemple a décidé fin 2014 d'interdire la vente de boissons énergisantes aux moins de 18 ans pour des motifs sanitaires.

La caféine est un stimulant présent dans un grand nombre de boissons et de produits alimentaires: les boissons énergisantes peuvent en contenir entre 70 et 400 mg par litre et parfois plus. Les principaux effets de la caféine résultent de la stimulation du système nerveux central, ce qui contribue à accroître la vigilance et la concentration, mais peut aussi causer une hypertension artérielle et des troubles du rythme cardiaque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la situation de la consommation de boissons énergisantes au Luxembourg?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de suivre l'exemple de la Lituanie?

- Dans la négative, quelles mesures Madame la Ministre vise-t-elle prendre pour informer notamment les jeunes adultes des conséquences de l'abus de ces boissons énergisantes ainsi que pour attirer leur attention sur les possibles effets nuisibles provoqués par l'adjonction d'alcool dans ces boissons ou par mélange avec d'autres drogues?

Réponse (06.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Face à une insuffisance en matière de données relatives à la consommation de boissons «énergisantes» constatée au sein de l'Union européenne (UE), la Commission européenne a chargé l'EFSA (Autorité européenne de la sécurité alimentaire) de mener une étude à ce sujet en 2013.

L'étude portait sur plus de 52.000 personnes issues de 16 des 27 États membres sélectionnés

pour représenter de manière adéquate la population de l'UE et les différents schémas de consommation qu'on y rencontre.

L'objectif de l'étude était de rassembler pour la première fois des données relatives à la consommation de boissons énergisantes par des groupes cibles spécifiques, à savoir les adultes, les adolescents et les enfants. L'étude fournit également une estimation du degré d'exposition à certains principes actifs présents dans les boissons énergisantes, principalement la caféine, la taurine, et le D-glucuronolactone. Enfin, l'étude a également analysé les habitudes spécifiques de consommation, telle la consommation concomitante avec l'alcool ou la consommation avant ou pendant la pratique d'une activité physique intense.

Les principaux résultats de l'étude sont les suivants:

- Adultes: (18 à 65 ans):

30% d'entre eux ont déclaré avoir consommé des boissons énergisantes au moins une fois au cours de l'année écoulée;

12% d'entre eux ont déclaré une consommation «élevée et chronique», à savoir quatre à cinq jours par semaine ou plus, et quatre à cinq litres par mois en moyenne;

11% ont déclaré consommer au moins un litre en une fois, ce qui équivaut à quatre canettes de 250 ml (consommation «élevée et aiguë»).

- Adolescents: (dix à 18 ans):

68% d'entre eux ont déclaré avoir consommé des boissons énergisantes au moins une fois au cours de l'année écoulée; ce pourcentage grimpe à 73% chez les 15 à 18 ans;

12% d'entre eux ont déclaré une consommation «élevée et chronique», à raison de sept litres par mois en moyenne;

12% d'entre eux ont déclaré consommer au moins un litre en une fois (consommation «élevée et aiguë»).

- Enfants: (trois à dix ans):

18% d'entre eux ont déclaré avoir consommé des boissons énergisantes au moins une fois au cours de l'année écoulée;

16% d'entre eux ont déclaré une consommation «élevée et chronique», à savoir 0,95 litre par semaine en moyenne, donc près de quatre litres par mois;

- Consommation associée avec celle d'alcool:

56% des adultes et 53% des adolescents ont déclaré avoir eu une consommation concomitante de boissons énergisantes et d'alcool.

- Consommation associée à la pratique d'activités sportives:

52% des adultes et 41% des adolescents ont déclaré consommer des boissons énergisantes durant la pratique d'une activité sportive.

- Contribution des boissons énergisantes à l'exposition totale à la caféine:

La part de boissons énergisantes dans la consommation totale de caféine représentait 8% chez les adultes, 13% chez les adolescents et 43% chez les enfants.

Les principaux composants des boissons énergisantes et leurs effets sur notre métabolisme, sont les suivants:

- La caféine:

On en trouve 70 à 400 mg par litre de boisson énergisante, sachant qu'une tasse de café bien serré en contient 80 mg.

La caféine est un stimulant du système nerveux central et du système cardio-vasculaire. Une absorption rapide et massive peut être dangereuse, car la caféine induit de la dépendance, des effets cardio-vasculaires (hypertension, tachycardie), digestifs, respiratoires (difficultés à respirer), urinaires (effet diurétique), et neuro-comportementaux (anxiété, irritabilité, tremblements, nervosisme).

- La taurine:

Est présente en dose élevée dans les boissons énergisantes (de l'ordre de 1.000 mg par cannette de 250 ml), sachant que cela représente la quantité moyenne de taurine consommée en huit jours de consommation alimentaire normale.

La taurine est un acide aminé naturellement présent dans le corps humain et dans certains aliments (huîtres, œufs, viande). Elle joue un rôle dans le système nerveux central, le système cardio-vasculaire, et les fonctions musculo-squelettiques. C'est une substance réputée pour améliorer les performances sportives, augmenter la résistance au stress et lutter contre l'épuisement.

- Le D-glucuronolactone:

Il s'agit d'un composant chimique produit naturellement par le corps humain, faisant partie du composant structurel des tissus conjonctifs. Il s'agit d'un dérivé du glucose qui a la réputation d'avoir un effet positif sur la mémoire, la concentration, et agirait comme un stimulant et un antidépresseur. Une cannette de boisson énergisante peut en contenir 600 mg, alors que les apports journaliers sont de 1 à 2 mg/jour en moyenne dans une alimentation normale.

- Autres composants:

des glucides (saccharose et glucose);

des vitamines du groupe B (B2, B3, B5, B6, B12);

de l'eau gazéifiée;

de l'inositol (édulcorant);

des arômes;

des colorants (E 150, E 129);

des correcteurs d'acidité (E 331);

des acidifiants (acide citrique, citrate de sodium);

de la théobromine (proche de la caféine);

des conservateurs (sorbate de potassium (E 201)).

Les boissons énergisantes sont commercialisées pour leurs effets réels ou perçus en tant que stimulants, énergisants et améliorateurs de performance.

Elles jouissent d'un engouement spécifique auprès des jeunes consommateurs.

Elles suscitent des inquiétudes lorsqu'elles sont consommées fréquemment, en volumes de consommation élevés, surtout par des adolescents et des enfants.

Des habitudes de consommation à risque particulier sont leur consommation concomitante avec l'alcool, ce qui peut entraîner des intoxications alcooliques aiguës, car l'alcool est consommé en plus grandes quantités puisque le ressenti des effets désagréables de l'ivresse est contrebalancé par l'effet stimulant de la boisson énergisante. Les épisodes d'alcoolisation massive peuvent en plus se prolonger, car la vigilance est accrue par l'effet de la boisson énergisante. La prise de risque (conduite en état d'ivresse, accidents, violences) peut en être majorée significativement en conséquence.

Contrairement à l'exemple suivi par la Lituanie, le Luxembourg a cependant toujours promu une approche harmonisée européenne en matière de réglementation alimentaire.

Dans cette optique, le Ministère de la Santé va promouvoir des actions de prévention et des campagnes d'information, ainsi que de sensibilisation ciblant préférentiellement les jeunes, qui auront pour objectifs la prévention des conduites addictives, la promotion des modes de vie sains, l'éducation nutritionnelle, la lutte contre les effets nocifs de l'alcool et de la surconsommation de caféine et d'autres stimulants.

Le Gouvernement préconise, comme développé dans le programme gouvernemental, la création d'un «Fonds pour la Santé».

Actuellement, les services du Ministère et de la Direction de la Santé sont en train de préparer une étude scientifique qui aura comme objectif d'étudier en détail les avantages, voire les inconvénients d'une taxe destinée à alimenter ce fonds, et qui serait prélevée sur les ventes de produits et de substances dont la consommation nuit à la santé. En effet, plusieurs pays européens, comme la France, la Hongrie ou la Roumanie, se sont déjà lancés dans la même voie. L'analyse des expériences vécues par ces pays sera également prise en considération dans le cadre de cette étude.

Question 0879 (04.02.2015) de **MM. Marco Schank** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **centre d'émissions radio de Marnach:**

Depuis des années les riverains du centre d'émissions radio de Marnach se mobilisent contre les nuisances provoquées par le rayonnement autour du site. Il nous revient dans ce contexte qu'un émetteur d'ondes électromagnétiques a été récemment mis à l'arrêt et démonté.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Le Gouvernement a-t-il trouvé un accord avec la BCE (Broadcasting Center Europe) sur la mise à l'arrêt du centre d'émissions radio de Marnach?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur un tel accord?

- Est-il prévu que les émetteurs qui sont encore opérationnels vont être mis à l'arrêt d'ici la fin de l'année?

Réponse (27.02.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Je suis en mesure d'informer les honorables Parlementaires que le Gouvernement a en effet trouvé un accord avec RTL relatif aux activités de radiodiffusion sur le site de Marnach.

Cet accord prévoit que toutes les activités de radiodiffusion sur ce site seront définitivement et irrémédiablement arrêtées à la fin de cette année 2015.

Une première antenne a déjà été démantelée. Les équipements résiduels seront démantelés dans la foulée de l'arrêt de la radiodiffusion.

L'État se portera acquéreur en 2016 des terrains du site de radiodiffusion au prix du marché.

Question 0881 (04.02.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**aide financière de l'État pour études supérieures:**

En vigueur depuis l'année académique 2014-2015, la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures définit les différentes bourses et modifie une série de dispositions, dont l'anticumul. Approchant la fin du 1er semestre académique, un bilan s'avère indiqué et certains éléments du nouveau système d'aide financière méritent d'être éclaircis.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien d'étudiants, résidents et non résidents, ont pu bénéficier de la bourse sur critères sociaux et selon quel échelonnage?

- Quel est le montant moyen des bourses accordées aux étudiants résidents et non résidents? Quid des prêts?

- Concernant les dispositions anticumul, Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste exhaustive des aides et avantages financiers découlant du fait que le demandeur est un étudiant au sens de la loi sous rubrique?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les allocations familiales dont bénéficient les étudiants de parents frontaliers ne sont pas cumulables avec l'aide financière de l'État luxembourgeois? À combien s'élève le montant moyen de ces allocations?

Réponse (05.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0881 de Madame la Députée Martine Hansen relative à la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

L'aide financière pour études supérieures versée à l'étudiant, est une aide de substitution accordée par année académique. Partant d'un plafond défini et identique pour tout étudiant, l'aide financière, le cas échéant, accordée par l'État luxembourgeois, est calculée en tenant compte des aides financières dont le concerné peut bénéficier dans son État de résidence et de tout avantage financier découlant du fait d'être étudiant. Conformément à l'article 8 de la loi précitée, le montant relatif aux avantages cités ci-avant est déduit de l'aide financière accordée au semestre d'hiver.

Ainsi les dispositions législatives concernant l'anticumul pèsent, le cas échéant, beaucoup plus lourd au semestre d'hiver qu'au semestre d'été. Il m'importe d'attirer votre attention sur le fait que, par conséquent, les informations fournies ci-après ne reflètent pas l'effet de la loi sur une année académique.

En ce qui concerne le semestre d'hiver de l'année académique, le CEDIES a été saisi de 27.100 dossiers de demande, dont jusqu'à présent 18.400 ont abouti à une réponse favorable impliquant une aide financière de la part de l'État. 7.500 dossiers devront encore être complétés avant qu'une décision en la matière puisse être prise.

Le pourcentage des étudiants, résidents au Luxembourg, à qui une bourse sociale a été accordée est de 57% sur un total d'environ 14.000 bourses liquidées pour le semestre d'hiver. Le pourcentage des étudiants non résidents à qui une bourse sociale a été accordée est de 75% sur un total de 4.400 bourses liquidées pour le semestre d'hiver.

Pour le semestre d'hiver, le montant moyen des bourses accordées aux étudiants, résidents au Luxembourg, est d'environ 2.400 €. Vu les explications présentées ci-avant concernant le calcul de l'anticumul, notamment le fait que celui-ci affecte essentiellement le semestre d'hiver, les étudiants non résidents jouissent d'une bourse moyenne d'environ 650 € pour le semestre d'hiver et liquidée par l'État luxembourgeois. Ce montant est payé on top des avantages dont les étudiants non résidents profitent dans leur pays de résidence respectif.

En ce qui concerne les prêts pour le semestre d'hiver de l'année académique 2014-2015, les montants moyens accordés aux étudiants résidents et non résidents ne varient guère. En effet, le montant moyen des prêts accordés aux étudiants non résidents s'élève à environ 3.600 € pour le semestre d'hiver, celui accordé aux étudiants résidents à 4.000 €.

En ce qui concerne les aides et avantages financiers considérés dans le calcul de l'anticumul, il est impossible d'établir une liste exhaustive reprenant tous les avantages proposés par les États membres de l'Union européenne, ainsi que les autres pays. À titre d'exemple, citons les aides et avantages financiers suivants qui sont considérés: CROUS, bourses régionales et APL alloués par la France, les allocations d'études allouées par la Belgique, la bourse Bafög allouée par l'Allemagne et les aides communales spécifiques allouées au Luxembourg.

Les allocations familiales, attribuées dans certains pays parce que la personne concernée poursuit des études, tombent sous le champ d'application de l'anticumul. Elles sont par conséquent déduites du plafond théoriquement attribuable. Comme les systèmes d'attributions sont très différents d'un pays à l'autre, il est impossible de fournir un montant moyen représentatif.

Question 0882 (04.02.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **jeux de hasard:**

Le Centre de Prévention des Toxicomanies a mené en février 2013 à la demande de divers ministères une enquête auprès des lycéens afin de connaître leur pratique des jeux de hasard. Cette enquête a révélé que les jeux les plus fréquentés étaient les jeux de grattage (71%). Les jeux de cartes, tels que le Poker (58,4%) furent également régulièrement cités, de même que Euro Millions (31,1%), les paris sportifs ou les pronostics (28%).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quels sont les enseignements que Messieurs les Ministres ont tirés de cette enquête? Quelles sont les mesures concrètes adoptées depuis lors? Des campagnes de sensibilisation des élèves sont-elles prévues? Messieurs les Ministres envisagent-ils d'interdire les jeux de hasard pour les mineurs en instaurant des sanctions pénales aux vendeurs de ces jeux?

- Messieurs les Ministres ont-ils, le cas échéant, demandé que l'enquête menée en 2013 soit actualisée et approfondie? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de cette nouvelle enquête?

- Alors que le prix et l'accessibilité des jeux de hasard semblent expliquer l'attrait des jeunes pour ces jeux, quelles sont les mesures préconisées par Messieurs les Ministres pour inverser la tendance?

Réponse commune (10.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'enquête «LXGS 2010 Luxembourg Gambling Survey 2010» sur la pratique des jeux de hasard auprès des élèves des écoles secondaires luxembourgeoises a été commanditée par le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Elle a été réalisée avec le soutien du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et du Service National de la Jeunesse (SNJ).

Cette étude cible le comportement particulier des jeunes au niveau de la problématique de l'addiction aux jeux en général et elle décrit certaines pratiques des jeunes.

Le plan d'action annuel de l'initiative gouvernementale BEE SECURE prévoit une campagne dont le thème est chaque fois choisi de manière à répondre à une problématique urgente

et de manière à compléter utilement et durablement la panoplie des thèmes des actions de sensibilisation de BEE SECURE dans les écoles et maisons de jeunes.

Le thème des jeux de hasard a été abordé une première fois dans le cadre de la campagne «Bee Balanced» qui s'est déroulée pendant l'année scolaire 2013-2014. Cette campagne abordait le sujet des jeux en ligne sous l'aspect de l'éventuelle perte d'argent, mais aussi sous l'aspect de la dépendance au medium engendrant des pertes de temps et d'ancrage social.

La surconsommation de l'internet a été thématisée pour la première fois durant l'année scolaire 2013-2014 dans les écoles. Annuellement environ 700 sessions de sensibilisation sont organisées dans les écoles, lycées et maisons de jeunes. En outre, la documentation élaborée dans le cadre de ladite campagne continue à être utilisée. À noter qu'une table ronde sur la dépendance en ligne à destination du grand public a été organisée en automne 2013 en partenariat avec «Anonym Géckspiller».

Les jeunes qui ne pensent pas pouvoir gérer seuls leur consommation excessive peuvent être dirigés vers l'asbl «Anonym Glécksspiller» qui est responsable du site www.ausgespillt.lu. Finalement, le Centre de Prévention de la Toxicomanie (CePT) peut intervenir de manière ciblée à la demande des écoles.

Dans le cadre d'une étude sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) réalisée en 2014 par l'Université du Luxembourg et financée par le SNJ, coordinateur de BEE SECURE, le volet des jeux de hasard en ligne a été analysé. Les résultats de ce sondage sont attendus d'ici l'été 2015.

La problématique des dépendances aux jeux de hasard, de même que les dépendances aux jeux vidéo en ligne, est abordée dans le cadre de la mission de prévention du CPOS et des SPOS.

Le CPOS organise régulièrement des formations, des journées d'études et des conférences axées sur la prévention et le bien-être des jeunes, à l'attention d'un public de professionnels des champs psycho-socio-éducatifs, d'enseignants et de parents.

Ainsi, en novembre 2014 le CPOS a organisé la journée d'études intitulée «Les écrans et les adolescents dans tous leurs états: risques et vertus du virtuel» avec plus de 130 participants. La veille, la conférence «Les parents face aux écrans de leurs adolescents» a réuni deux spécialistes de l'enfance, de l'adolescence et du numérique proposant un dialogue avec les parents et les professionnels de l'enfance autour de questions en relation avec l'usage intensif des écrans en tentant d'apporter quelques pistes de réflexion sur la façon de bien vivre avec la réalité virtuelle aujourd'hui.

La question de l'interdiction légale générale des jeux de hasard aux mineurs fait déjà partie des travaux d'un groupe de travail interministériel qui sont actuellement en cours en vue d'une réforme globale du cadre légal des jeux de hasard au Luxembourg, de même que la mise en œuvre au Luxembourg de la recommandation 2014/478/UE de la Commission européenne du 14 juillet 2014 relative à des principes pour la protection des consommateurs et des joueurs dans le cadre des services de jeux d'argent et de hasard en ligne et pour la prévention des jeux d'argent et de hasard en ligne chez les mineurs.

En ce qui concerne les exploitants de jeux de hasard qui relèvent de la compétence du Ministère de la Justice sur base de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, il convient de préciser que deux sociétés allemandes, à savoir Lotto Rheinland-Pfalz GmbH et Saartoto GmbH, disposent actuellement des autorisations requises par la loi pour exploiter des paris sur épreuves sportives ainsi qu'une loterie dénommée «Glücksspirale». Les conditions d'exploitation de ces paris sportifs et de cette loterie, déterminées par les autorisations précitées, excluent formellement la participation de mineurs. Le non-respect de cette interdiction est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, en application des articles 14 et 17 de la loi précitée du 20 avril 1977.

Il en est de même pour les jeux de hasard offerts par le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains, où l'admission aux jeux de mineurs est interdite par l'article 75, alinéa 2, du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives.

En ce qui concerne les produits offerts par la Loterie nationale, dont l'organisation est confiée à l'Œuvre nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, il convient de noter que la Loterie nationale veille à informer clairement le public des chances réelles de gain pour chaque type de produit proposé et organise régulièrement des campagnes d'information sur les risques économiques, sociaux et psychologiques liés à la dépendance au jeu. Elle collabore par ailleurs avec les autorités compétentes et les diverses associations œuvrant dans le secteur en vue d'une politique active et coordonnée de prévention et d'assistance en matière de dépendance au jeu.

Q124

Question 0883 (05.02.2015) de **Mmes Cécile Hemmen** et **Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**introduction de quotas de femmes dans les conseils d'administration:**

L'introduction de quotas en vue d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision, prévue par le programme gouvernemental, fait actuellement l'objet de discussions animées sur les réseaux sociaux et dans les médias. Une partie des opposants aux quotas se réfèrent à un «sondage» dans lequel une majorité de personnes se serait exprimée contre l'introduction de tels quotas.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Madame la Ministre de l'Égalité des chances les questions suivantes:

- Madame la Ministre est-elle au courant de ces discussions?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance du «sondage» auquel se réfèrent les opposants aux quotas?

- Comment Madame la Ministre considère-t-elle la pertinence de ce «sondage»? Les chiffres avancés sont-ils fiables?

- Comment Madame la Ministre évalue-t-elle la position de la population par rapport à une politique en faveur d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision en général et par rapport aux quotas en particulier?

Réponse (10.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Il m'est effectivement revenu que les opposants à l'introduction de quotas électoraux légaux au Luxembourg, prévus par le programme gouvernemental de 2013 et faisant partie intégrante de la stratégie du Gouvernement pour un meilleur équilibre entre hommes et femmes, adoptée en septembre 2014, se réfèrent aux résultats d'un «mini-sondage» publié sur le portail Internet du Ministère de l'Égalité des chances.

En l'occurrence, les données en question ne sont que le résultat de «polls» sur un site Internet. Ils ont été recueillis parmi les utilisateurs de ce site durant les années 2011 à 2013 et ne constituent nullement un échantillon représentatif de la population, mais uniquement une réaction «à chaud» de certains utilisateurs de ce site.

Dans ce contexte, j'ai chargé les gestionnaires du site mega.public.lu de modifier les dénominations utilisées dans les différentes rubriques du site afin d'éviter à l'avenir des malentendus de la sorte.

Je suis convaincue que l'introduction de quotas légaux en matière politique trouve une assise solide dans la population.

En effet, d'une étude scientifique et représentative sur l'égalité des femmes et des hommes réalisée par TNS ILReS entre septembre et octobre 2014, il ressort que 69% de la population se prononcent en faveur de l'introduction de quotas sur les listes de candidats des partis politiques. Ce pourcentage varie légèrement en fonction du sexe: la proposition trouve l'approbation de 77% des femmes et de 60% des hommes interrogés.

L'intégralité des résultats de l'étude est disponible sur le site mega.public.lu.

Question 0884 (05.02.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **service médico-sportif:**

Un article de presse d'aujourd'hui relate les difficultés du service médico-sportif de faire face aux nombreuses demandes de rendez-vous pour effectuer les examens médicaux obligatoires pour les sportifs souhaitant obtenir une licence sportive ou prolonger la validité de leur licence. Ces longues attentes pour obtenir un rendez-vous au service médico-sportif constituent un réel problème pour les sportifs qui ne peuvent pas participer à des compétitions sans licence valable.

De plus, il semblerait que le service souffre d'un problème d'ordre logistique, car un grand nombre de médecins du sport ne disposeraient pas de bureaux attribués, mais doivent se partager une pièce avec les responsables de la médecine scolaire. Cette situation ne permettrait pas un échange d'information efficace entre les médecins du sport.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- De quel montant le budget du service médico-sportif a-t-il été réduit?

- Quelle est la durée moyenne d'attente pour obtenir un rendez-vous?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin d'écourter le temps d'attente?

- Qu'entend entreprendre Monsieur le Ministre afin de faciliter l'échange d'informations?

- Les examens médicaux doivent être faits pour les sportifs âgés de douze, 15, 18, 22, 26, 30, 35, 40, 45 et 50 ans. Serait-il envisageable de déléguer un certain nombre de ces analyses à des médecins généralistes afin de soulager le service médico-sportif?

Question 0885 (05.02.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **service médico-sportif:**

Tous les sportifs qui souhaitent obtenir ou renouveler une licence de compétition d'une fédération sportive doivent se soumettre à un contrôle médico-sportif. En absence d'une telle licence, les sportifs ne peuvent pas participer à des concours officiels. Or, selon un article apparu dans le «Luxemburger Wort», les concernés doivent attendre plusieurs semaines, voire des mois, pour recevoir un rendez-vous auprès de l'un des 16 centres médico-sportifs du pays. À cela s'ajoute le problème que les centres ont des heures d'ouvertures différentes et beaucoup de médecins se partagent les locaux avec le service médical scolaire. Cette situation ne facilite pas le travail des centres médico-sportifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Les ministres peuvent-ils me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, quelle est la durée moyenne d'attente pour recevoir un rendez-vous dans un centre médico-sportif?

- Les ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le nombre de concernés (enfants et adultes) qui n'ont pas pu participer à des compétitions officielles à cause de ces longs délais d'attente?

- Comment le Gouvernement envisage-t-il remédier à cette situation?

- Les ministres ne jugent-ils pas opportun de revoir l'organisation générale des centres médico-sportifs afin de garantir aux sportifs un examen dans les meilleurs délais?

Réponse commune (26.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Les faits relatés dans un article de presse paru dans un quotidien luxembourgeois en date du 5 février 2015 font l'amalgame de plusieurs éléments:

- Pour les contrôles médico-sportifs, un montant de 748.113 € était inscrit au budget de l'État pour 2014; pour 2015, un montant de 765.867 € est prévu. Il n'y a donc pas de réduction au niveau budgétaire. Néanmoins, il est envisagé de diminuer ce montant pour 2016 et au-delà en trouvant des recettes supplémentaires, une des pistes pouvant être, sans préjudice d'une concertation préalable avec le COSL, de faire payer les athlètes ou clubs pour des rendez-vous non pris comme expliqué ci-dessous.

- Les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous varient entre un jour et un mois dans les différents centres répartis à travers le pays, celui de Luxembourg-ville accusant les délais les plus importants.

Ces délais peuvent être raccourcis avec une volonté accrue de discipline des clubs et athlètes. En général, les clubs ou athlètes sont censés savoir exactement à partir de quel jour ils doivent renouveler leur licence et ils disposent, si les informations entre club et athlète circulent bien, d'une année entière pour régler les formalités. Ils ont donc largement le temps de prendre leurs dispositions, comme ils le feraient pour n'importe quel autre rendez-vous médical. Si les athlètes ou clubs ne prennent pas leur rendez-vous suffisamment en avance, il peut arriver qu'il n'y a plus de plage horaire disponible. De plus, les clubs ou athlètes prennent plusieurs rendez-vous à la fois pour être sûrs d'en obtenir un seul et de ce fait bloquent des plages pour d'autres athlètes, sans pour autant prendre soin d'annuler les autres rendez-vous «non utilisés» lorsqu'ils ont passé l'examen, ce qui vient augmenter les délais d'attente.

À préciser que plusieurs centres réagissent aux nombreuses demandes par une grande flexibilité en proposant des rendez-vous pendant les vacances scolaires, ou par la prolongation des heures de visite.

- Un rappel à la discipline et à l'autoresponsabilisation des athlètes et clubs est une possibilité pour remédier au problème, encore faut-il que les parties impliquées, fédérations, clubs et athlètes, jouent le jeu pour mettre fin à un absentéisme trop important et coûteux d'un point de vue deniers publics.

- Le Ministre des Sports ne dispose pas d'informations quant au nombre de sportifs qui n'auraient pas pu participer à des compétitions en raison d'un non-renouvellement de leur licence dans les délais.

- En ce qui concerne l'échange d'informations, il est préconisé de mettre en place une plateforme de prise de rendez-vous centralisée, accessible aux clubs, dans le respect de la protection des données. Cependant une telle mise en place comporte un certain coût et nécessite un certain délai.

- Pour ce qui est de déléguer un certain nombre des analyses à des médecins généralistes, il faut prendre garde à ne pas alourdir outre mesure le régime actuel. Par ailleurs, le médecin ayant l'autorisation de faire ces examens a une qualification spécialisée en médecine du sport, permettant de porter un regard différent sur ses patients sportifs qu'un médecin généraliste. Donc l'intérêt de déléguer une partie des analyses à des médecins généralistes n'est pas évident.

- Dans certains centres, les locaux servent à la fois pour les examens dispensés dans le cadre de la médecine scolaire et ceux du contrôle médico-sportif, ce qui n'est pas idéal. Les locaux scolaires mis à disposition pour ces examens relèvent de la compétence des communes.

- Ceci étant, le système luxembourgeois du contrôle médico-sportif est unique en son genre et compte, à côté de l'Italie, parmi les meilleurs en Europe.

Question 0886 (05.02.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **vente des participations d'E.ON et RWE dans Enovos International SA:**

D'après des informations concordantes de la presse internationale et luxembourgeoise, la vente des actions détenues par E.ON et RWE dans le capital d'Enovos International SA serait sur le point d'être actée.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il donner de plus amples détails quant à l'exercice par l'État luxembourgeois respectivement la SNCI de son droit de préemption?

- Monsieur le Ministre avait indiqué en mai dernier que, vu les réserves élevées de la SNCI, il aurait une préférence de voir la SNCI financer la majeure partie, voire l'intégralité de cet investissement. Peut-il confirmer que tel est actuellement le cas? À combien se chiffre l'investissement de la SNCI et, le cas échéant, de l'État dans ce contexte et pour combien de parts?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations relatives à la personne restée anonyme intéressée à se joindre à Ardian, l'État, la ville de Luxembourg et la SNCI pour l'achat des titres vendus par E.ON et RWE dans Enovos International SA?

Réponse (09.03.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar relative à la vente des participations d'E.ON et RWE dans Enovos International SA, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Pour rappel, Enovos International SA a été créée en 2009 à l'issue de la fusion de Cegedel, Saar Ferngas et Soteg. Les actionnaires initiaux étaient l'État luxembourgeois, la SNCI, Arcelor-Mittal, RWE, E.ON et Electrabel.

Après qu'en juillet 2012, AXA Private Equity (aujourd'hui sous la nouvelle dénomination Ardian) ait repris la participation d'ArcelorMittal dans Enovos International, l'actionnariat actuel d'Enovos International SA se compose comme suit:

État luxembourgeois: 25,44%,

SNCI: 10,01%,

ville de Luxembourg: 8,00%,

Ardian (anc. AXA Private Equity): 23,48%,

RWE: 18,36%,

E.ON: 10,00%,

GDF Suez (Electrabel): 4,71%.

Début mars 2014 l'État a été informé individuellement par E.ON et RWE que ces deux actionnaires considéraient vouloir éventuellement aliéner leurs participations dans l'actionnariat d'Enovos International SA dans le cadre des stratégies globales des groupes respectifs. Entre-temps les vendeurs potentiels ont initié un processus commun ayant fait appel aux acteurs du marché, tout en respectant les règles prévues par le pacte d'actionnaire.

Comme précisé dans ma réponse à la question parlementaire n°0214 du 11 avril 2014 de l'honorable Député Frank Arndt *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)*, il reste de l'intention commune de l'État, de la SNCI et de la ville de Luxembourg d'analyser en détail l'option de profiter de leur droit de préemption respectif afin d'acquérir ensemble une majorité dans l'actionnariat d'Enovos International SA.

Comme indiqué en introduction, si transaction il y aura, cette transaction est pilotée par les vendeurs potentiels qui contrôlent ce processus. Dans la mesure où le processus de vente initié par E.ON et RWE est en cours, il n'est pas possible de communiquer des informations précises quant aux acheteurs potentiels, les parts exactes ou encore les prix potentiels de cette transaction commerciale.

Il est toutefois important que l'actionnariat d'Enovos International SA continue à se composer à côté des actionnaires publics d'autres actionnaires privés, qu'ils soient du secteur financier ou industriel, et qui sont tous intéressés à apporter leur expérience et leurs connaissances en vue du développement durable de l'entreprise.

Question 0887 (06.02.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **transport de personnes atteintes d'un handicap:**

Selon les informations transmises par les médias, le transport de personnes atteintes d'un handicap fera l'objet de changements.

En effet, jusqu'à présent les personnes handicapées travaillant sur le premier marché de l'emploi pouvaient profiter d'un transport gratuit entre leur domicile et le lieu de travail. Dorénavant, pour faire ces trajets, les personnes concernées devront payer un abonnement régulier de 440 euros par an ou 50 euros par mois.

Ces informations ont été transmises par courrier aux personnes concernées le 30 janvier dernier en vue d'une entrée en vigueur au 1er mars 2015.

Or, selon les personnes concernées, différents problèmes se posent:

Tout d'abord les informations transmises ne sont accessibles ni aux personnes malvoyantes ou aveugles, ni aux personnes atteintes d'un handicap mental. Le même problème se pose par ailleurs au sujet du formulaire à remplir pour faire la demande d'un abonnement de transport public.

Ensuite, il semble que malgré l'abonnement à payer, les personnes atteintes d'un handicap devront continuer à payer 5 respectivement 8 euros par course avec le NOVABUS, si elles doivent se déplacer en dehors de trajets professionnels, p. ex. pour se rendre chez le médecin. Ces courses ne peuvent se faire qu'entre 7 et 22 heures et sont limitées au nombre de 15 - indépendamment d'autres facteurs, comme p. ex. du fait que les personnes concernées disposent ou non d'un véhicule privé adapté à leurs besoins grâce aux aides publiques, qu'elles puissent ou non se déplacer à l'aide du transport public ordinaire.

Par ailleurs, les personnes atteintes d'un handicap travaillant dans un atelier protégé pourront continuer à profiter du transport gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre ainsi qu'à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils me confirmer les changements concernant le transport des personnes atteintes d'un handicap?

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre ne pensent-ils pas que les informations transmises tout comme les formulaires à remplir devraient être accessibles également aux personnes malvoyantes, aveugles ou atteintes d'un handicap mental?

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre sont-ils d'accord pour dire qu'en ce qui concerne l'utilisation du NOVABUS, le nombre des courses tout comme le prix devraient mieux tenir compte de la situation particulière des personnes concernées?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur les modifications proposées dans le cadre des transports spéciaux et en particulier dans le domaine du NOVABUS.

En effet, l'on peut confirmer les changements énoncés dans les médias concernant les deux services de transports spéciaux offerts par le département des transports c'est-à-dire, d'une part, le service gratuit CAPABS, (Transport Complémentaire d'Accessibilité pour Personnes à Besoins Spécifiques concernant en particulier le transport vers les ateliers thérapeutiques, ateliers protégés, centres Ediff, etc.) et, d'autre part, le service Adapto (anciennement le NOVABUS concernant les besoins occasionnels et les trajets vers le marché du travail primaire).

Tout d'abord, je précise que de manière générale, les personnes invalides ont toutes, indépendamment de la nature de leur handicap, accès gratuit aux transports publics nationaux, conformément au règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, lorsqu'elles sont en possession d'une des cartes d'invalidité prévues par la loi modifiée du 23 décembre 1978 sur les cartes d'invalidité et de priorité.

En outre, dans le passé, un certain nombre de personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé et ayant d'importants problèmes de mobilité, ont été transportées depuis leur domicile vers leur lieu de travail sur le premier marché de l'emploi, dans le cadre des transports dits Ediff, renommés CAPABS.

Or, ces transports Ediff sont réglés de façon générale par les articles 4 et 6 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics ainsi que par la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts de services d'éducation différenciée qui prévoit la gratuité des transports pour les enfants à particularités mentales, caractérielles ou sensorielles, ainsi que par la loi du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique qui prévoit que le ramassage des élèves soit fixé par règlement grand-ducal. D'ailleurs, la loi budgétaire précise depuis des années qu'il s'agit du «transport effectué pour le compte des élèves fréquentant les établissements de l'éducation différenciée et de l'intégration scolaire, des personnes fréquentant les centres pour handicapés physiques et polyhandicapés, ainsi que des travailleurs handicapés et des jeunes en mal d'insertion professionnelle».

Par conséquent, l'on a dû réformer complètement cette situation.

Suite à la réorganisation des transports spéciaux et après une soumission publique dans ce domaine, ces transports ne rentrent plus dans les nouvelles conditions appelées CAPABS. Dorénavant et conformément aux textes précités, ceux-ci se limiteront strictement aux transports vers les centres et ateliers spéciaux et thérapeutiques.

Les autres personnes qui ont un travail sur le premier marché de l'emploi, à savoir quelque 70 à 80 personnes, continuent à jouir d'un transport individuel spécial vers leur lieu de travail par les services spéciaux Adapto (anciennement NOVABUS) tout en supprimant en leur faveur certaines restrictions d'utilisation généralement inhérentes à ce service. Ils bénéficient donc d'un transport journalier adapté à leurs besoins, les frais du transporteur étant portés par l'État suivant les modalités d'un contrat de concession bilatéral.

Cependant, ces transports ne seront dorénavant plus gratuits. La proposition que ces personnes devront se procurer un abonnement au même prix que les abonnements ordinaires existants dans les transports publics (abonnement mensuel ou annuel), ne fait que preuve d'une égalité de traitement entre tout autre salarié et les personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé.

Dans cette même logique, les services occasionnels spécifiques de transports de personnes adaptés aux personnes à mobilité réduite, connus actuellement sous le nom de NOVABUS et renommés Adapto font l'objet d'une certaine réforme qui sera prochainement discutée avec les associations du secteur.

En effet, à l'époque en 2008, lors de l'introduction du NOVABUS, le département des transports a voulu faciliter l'accès et la participation autonome à la vie sociale aux personnes fortement réduites dans leur mobilité en leur offrant un moyen de mobilité adapté à leurs besoins. La condition qui était requise pour avoir accès à l'utilisation de ces transports consiste en la détention d'une carte d'invalidité telle que définie par la loi précitée du 23 décembre 1978, de type B (invalidité >50%) ou C (invalidité >75%).

Or, les critères d'obtention pour une carte d'invalidité de type B ne correspondent pas aux attentes du département des transports alors que l'invalidité du détenteur n'avait parfois aucun rapport avec sa mobilité. La conséquence en est une clientèle en forte croissance et des dépenses dépassant actuellement déjà les 10 millions d'euros.

Par conséquent, une réforme s'impose pour limiter ce service uniquement aux personnes qui n'ont pas la possibilité d'utiliser les transports publics ordinaires et pour pouvoir offrir un service plus adapté à leurs besoins.

Enfin, en ce qui concerne le reproche que les courriers émis par mon département n'étaient pas accessibles aux personnes malvoyantes, aveugles ou atteintes d'un handicap mental, l'on consent que certes, de manière générale, les administrations ne sont pas équipées en ce qui concerne l'accessibilité de documents à des personnes aveugles ou en état mental tel qu'ils ne peuvent pas remplir des formulaires. Cependant, je me permets toutefois de relever que des prestations spécifiques notamment de la part de l'assurance dépendance existent et qui sont destinées à subventionner des équipements spéciaux pour l'accessibilité à des documents aux personnes qui en ont besoin.

Question 0888 (06.02.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **contrôles dans les cafés et les discothèques:**

En juillet 2013 la Chambre des Députés a voté une loi qui renforce celle de 2006 relative à la lutte antitabac. Ainsi, depuis le 1er janvier 2014, une interdiction générale de fumer dans les lieux publics est en vigueur au Luxembourg. Par conséquent il est dès lors aussi interdit de fumer dans les cafés et discothèques. Selon un reportage par RTL Radio, diffusé le jeudi 5 février 2015, un contrôle récent par la police aurait révélé qu'un cafetier n'aurait pas respecté les interdictions prévues par la loi. Le propriétaire aurait reçu un avertissement taxé ainsi que certains de ses clients.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Combien de contrôles ont jusqu'à présent été effectués dans les établissements visés par la loi susmentionnée?

- Combien de propriétaires et combien de clients ont été condamnés à des amendes?

- La conformité des fumoirs est-elle régulièrement contrôlée?

- Dans ce contexte, combien de fumoirs ont été contrôlés?

- En tout état de cause, le Gouvernement a-t-il constaté des problèmes au niveau de la mise en pratique de la loi susmentionnée, notamment en ce qui concerne la conformité des fumoirs?

Réponse (06.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Depuis l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2014, de la loi du 18 juillet 2013 modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, il est interdit de fumer dans tout débit de boissons. Cette loi crée la possibilité d'exploiter, sous certaines conditions, un fumoir dans les débits de boissons, dans les établissements de restauration, ainsi que dans les locaux à usage collectif des établissements d'hébergement.

Je tiens à rappeler que les discothèques sont des endroits non fumeurs pour lesquels le législateur n'a pas prévu l'option de l'installation d'un fumoir.

Dans le cadre notamment de ses contrôles relatifs au droit de cabaretage et de la législation sur la sécurité alimentaire, l'Administration des Douanes et Accises contrôle accessoirement et systématiquement aussi le respect de l'interdiction de fumer dans des établissements tombant dans le champ d'application de la loi modifiée du 11 août 2006.

Ainsi un contrôle en matière d'hygiène dans un établissement de restauration s'est soldé par deux avertissements taxés dressés à l'encontre du personnel employé qui ne respectait pas l'interdiction de fumer dans la cuisine.

L'Administration des Douanes et Accises est intervenue huit fois de façon ciblée en relation avec l'interdiction de fumer.

Deux contrôles ont été effectués dans des établissements de restauration sur demande du Ministère de la Santé.

Six contrôles ont été effectués dans des restaurants, cafés et établissements de petite restauration suite à des dénonciations.

Les prescriptions relatives à l'installation d'un fumoir prescrit par la loi précitée du 18 juillet 2013 étaient respectées dans les deux contrôles effectués sur demande du Ministère de la Santé.

Dans les autres cas aucune infraction n'a été constatée. Les propriétaires/gérants invités de veiller à l'affichage relatif à l'interdiction de fumer obligatoire correct se sont conformés et ont régularisé la situation de suite.

Les agents de la Direction de la Santé sont plus particulièrement chargés de contrôler si les exigences légales et réglementaires concernant un fumoir sont remplies avant que l'autorisation d'exploitation ne puisse être accordée par la Ministre de la Santé. La conformité de l'ensemble des fumoirs autorisés a été contrôlée.

Au 6 février 2015 le Ministère de la Santé a été saisi de 65 demandes en vue de l'exploitation d'un fumoir. La conformité des fumoirs en projet a été contrôlée par les agents de la Direction de la Santé. 30 fumoirs ont finalement été autorisés.

Certaines demandes d'autorisation de fumoirs ne répondaient pas aux exigences de la loi relative à la lutte antitabac. Les demandeurs ont été invités à rendre leur installation conforme à cette législation. Au cas où ceci n'a pas été fait, le fumoir n'a pas été autorisé.

Question 0889 (06.02.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réforme de la formation professionnelle:**

Plusieurs aspects de la réforme de la formation professionnelle restent non résolus et contribuent à une grande inquiétude parmi les concernés. En ce qui concerne l'organisation des modules non encore réussis, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale répond à une question parlementaire du 10 décembre 2014, que: «Les dispositions prévues par l'avant-projet de loi et ses projets de règlements grand-ducaux prévoient des dispositions spécifiques pour les élèves qui ne terminent pas les études dans la durée normale prescrite par la législation de 2008. En ce qui concerne l'organisation des différents modules à rattraper, des discussions sont en cours.»

Pourtant le projet de loi 6774 portant modification 1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, ne prévoit aucune démarche concrète pour les élèves qui se trouvent dans le système actuel. Ainsi, les règlements grand-ducaux ne sont pas encore disponibles.

Un autre problème persistant concerne l'accès des techniciens aux études techniques supérieures. En absence d'un système de notes chiffrées, les diplômes luxembourgeois sont assimilés à la note la plus basse dans les universités étrangères. Les élèves se retrouvent alors au bout du classement et se voient souvent refuser l'accès aux études. Dans une réponse à une question parlementaire du 13 novembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0707 / compte rendu n°04/session ordinaire 2014-2015)*, le Ministre souligne que: «Le Ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a retenu de mettre en place un système de conversion des mentions du système actuel de la formation professionnelle vers un système de notes chiffrées. Cette information sera transmise dès la mise en place du système de conversion à tous les lycées concernés pour informer les élèves en début de l'année 2015.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

1. Quel est l'état actuel des «discussions en cours» et quelles «dispositions spécifiques» sont prévues dans le contexte de l'organisation des modules à rattraper?

2. Dans l'espoir qu'à partir de cette année l'accès à la formation universitaire soit plus juste pour les diplômés luxembourgeois, le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations concernant la mise en place d'un système de notes chiffrées?

3. Quand le Ministre envisage-t-il informer les lycées et les élèves concernés de ce changement?

Réponse (10.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Avant de répondre aux questions de l'honorable Députée, je me permets de fournir les informations liminaires résumant les principales modifications prévues dans le cadre de l'adaptation du règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la progression des élèves de la formation professionnelle.

Les projets de règlements grand-ducaux relatifs au projet de loi portant modification:

1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

2) de la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

3) de l'article L.222-4 du Code du Travail,

ont été soumis au Gouvernement en Conseil en date du 27 février 2015.

Le projet de règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la progression des élèves de la formation professionnelle prévoit notamment les modifications suivantes:

1. L'évaluation des modules:

Actuellement, la réglementation en vigueur dispose:

- une compétence est «acquise» ou «non acquise»;

- un module est «réussi» ou «non réussi» avec une éventuelle mention «bien» ou «très bien»;

- un module est réussi si 80% des compétences obligatoires sont acquises.

Ces principes ne sont pas modifiés, cependant il est prévu de donner à l'enseignant ou au formateur la possibilité d'apprécier un module comme «réussi» s'il juge que l'élève a fait preuve d'un degré satisfaisant d'acquisition des compétences évaluées dans leur globalité, et ce même si la condition des 80% des compétences obligatoires acquises n'est pas remplie. Cette nouvelle disposition donnera davantage de liberté pédagogique aux enseignants et formateurs et elle renforcera les principes d'une évaluation selon une approche holistique des compétences qui forment un module.

2. Il est prévu d'introduire le principe d'une progression annuelle:

- Il est introduit un nombre seuil qui est un nombre entier arrondi à l'unité la plus proche et qui équivaut à 10% du total des modules obligatoires des deux premières années de la formation.

- En classe de 10e, la progression de l'élève est autorisée si le nombre de modules obligatoires non réussis (dont au plus un module fondamental) ne dépasse pas le nombre seuil. Les modules non réussis sont rattrapés en classe de 11e.

- En classe de 11e, le conseil de classe dresse un bilan intermédiaire qui est réussi si le nombre de modules obligatoires non réussis ne dépasse pas le nombre seuil (à noter que tous les modules fondamentaux doivent être réussis et au plus deux modules de l'enseignement professionnel peuvent être non réussis).

Si le bilan intermédiaire est réussi, l'élève accède à la classe de 12e et ne doit plus rattraper les modules non réussis des classes de 10e et de 11e.

Le risque que l'élève cumule trop de rattrapages est banni; l'organisation des rattrapages est simplifiée d'autant plus que le rattrapage peut être offert comme mesure de remédiation, en dehors des heures de cours.

- À noter qu'en formation CCP, le nombre seuil de modules obligatoires non réussis est de 20%.

- L'élève en échec à la classe de 10e peut, sous certaines conditions, être autorisé par le conseil de classe à s'inscrire une deuxième fois dans la même classe. Pour toutes les autres classes, une autorisation «partielle» de progresser peut être accordée par le conseil de classe. Le conseil de classe peut aussi décider une réorientation vers une formation mieux adaptée.

- Après le bilan intermédiaire: pour les formations d'une durée de quatre ans, une décision de progression est également prise à la fin de la classe de 12e, suivie d'un bilan final en classe de 13e et en cas de réussite de ce bilan, de l'épreuve du projet intégré final. Si la formation a une durée de trois ans, le bilan final est dressé à la fin de la classe de 12e suivi de l'épreuve du projet intégré final en cas de réussite de ce bilan. À noter qu'à partir de la classe de 12e, un nouveau nombre seuil est calculé sur base des modules obligatoires restants suivant la grille horaire de la formation.

- L'élève peut profiter de deux années supplémentaires (au lieu d'une actuellement) pour réussir la formation. Ces années supplémentaires peuvent être prises suite à la classe de 11e, de 12e ou de 13e si l'élève ne peut pas progresser.

3. Dorénavant un projet intégré final est introduit en formation CCP.

4. Pour les formations DAP et DT, le projet intégré intermédiaire est aboli pour les classes à plein temps et mixtes et maintenu pour les formations concomitantes dès la classe de 10e.

5. En classe de 10e et de 11e, une réunion avec les parents est obligatoire en début d'année.

6. Sous certaines conditions, le directeur à la formation professionnelle peut autoriser l'inscription de l'élève à une formation même si celui-ci ne remplit pas toutes les conditions d'accès.

7. La possibilité de limiter le nombre de postes d'une formation plein temps ou mixte est prévue. Une commission décide de l'admission.

À condition que le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 concernant la réforme de la formation professionnelle soit voté, le nouveau dispositif réglementaire devrait entrer en vigueur à partir de l'année scolaire 2015-2016.

Ci-après, les réponses aux questions posées par l'honorable Députée.

Ad 1. Dans le règlement grand-ducal déterminant l'évaluation et la progression des élèves de la formation professionnelle, des dispositions transitoires sont prévues pour les élèves inscrits actuellement dans le système de la formation professionnelle:

- Les élèves actuellement en classe de 11e devront rattraper tous les modules non réussis au cours de l'année scolaire 2015-2016. Si certains modules ne sont toujours pas réussis à la fin de l'année scolaire, ils sont comptabilisés pour la décision de progression ou du bilan en fin d'année.

- Les élèves en classe de 12e ou de 13e bénéficient de dispenses pour des modules complémentaires non réussis dans les classes de 10e et de 11e. Le nombre de dispenses est au plus égal au nombre seuil calculé selon les dispositions du point 2. À noter que le nombre de dispenses concernant les modules obligatoires non réussis de l'enseignement professionnel, y compris le cas échéant l'enseignement général spécifique, doit être au plus égal à 2.

Le conseil de classe décide des dispenses des modules complémentaires à accorder à l'élève. À cet effet, le directeur du lycée convoque le conseil de classe au début de l'année scolaire 2015-2016.

Les modules non réussis et non dispensés sont rattrapés pendant l'année scolaire 2015-2016. S'ils ne sont toujours pas réussis, ils sont comptabilisés pour la décision de progression ou le bilan en fin d'année.

- Pour la décision du bilan intermédiaire des élèves qui suivent une classe de 11e pendant l'année scolaire 2015-2016, le conseil de classe remplace le nombre seuil par le nombre de modules obligatoires non réussis de la classe de 10e au cas où celui-ci serait supérieur au nombre seuil. En cas de réussite du bilan, l'élève accède à la classe de 12e mais doit rattraper un nombre de modules correspondant à la différence entre le nombre seuil et le nombre de modules obligatoires non réussis de l'élève à la fin de la classe de 11e. Le conseil de classe décide des modules que l'élève est tenu de rattraper.

Les lycées et les élèves seront informés de ces nouvelles dispositions au début du 3e trimestre de l'année scolaire 2014-2015.

Ad 2 et 3. D'après les informations disponibles, seules les universités et écoles supérieures allemandes demandent, à l'heure actuelle, un certificat attestant la correspondance des mentions et des résultats luxembourgeois par rapport au système de notation allemand.

Le Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est concerté avec le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour convenir d'une démarche permettant la conversion des mentions et des résultats du système actuel de la formation professionnelle vers le système de notation allemand.

Ainsi, à la demande de l'intéressé, un certificat attestant la correspondance de la mention du diplôme et des résultats obtenus dans les modules obligatoires d'une certaine formation par rapport au système de notation allemand sera fourni.

Les élèves, par le biais de leur lycée, seront informés par écrit de la possibilité d'obtention de ce certificat.

Q126

Question 0890 (09.02.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **vente des actions de l'État dans LuxConnect:**

Dans un communiqué de presse, Monsieur le Ministre des Communications et des Médias annonce la vente des actions de l'État (99,92%) dans LuxConnect SA à l'opérateur Telecom Luxembourg Private Operator.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communication et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quel a été le coût pour monter le réseau de fibres optiques reliant le pays aux centres primaires d'accès à Internet situés en dehors des frontières du Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs indiquer à quel prix l'État luxembourgeois a vendu ses actions dans LuxConnect?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si l'entreprise des P&T avait fait une offre pour l'acquisition des titres détenus par l'État? Dans l'affirmative, pourquoi cette offre a-t-elle été écartée?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin expliquer pourquoi l'État n'a pas voulu rester un des actionnaires majeurs de cette société?

Réponse (06.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés, Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth, se réfèrent à un communiqué de presse diffusé le 6 février dernier et repris ci-dessous. Dans ce communiqué, il est question de la vente du réseau international de LuxConnect SA.

Le coût d'investissement du réseau international s'élevait à EUR 1.624.725. De plus amples informations sur la vente sont reprises dans le projet de cession publié au Mémorial.

À souligner que LuxConnect restera active dans les marchés des centres de données et de la connectivité nationale.

Une vente des actions détenues par l'État dans la société LuxConnect n'a pas été et n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement.

- Début du communiqué de presse -

Communiqué de presse

06.02.2015

Connectivité internationale du Luxembourg: mission accomplie pour LuxConnect

Le Ministre des Communications et des Médias Xavier Bettel a autorisé la société anonyme LuxConnect à mettre en vente son réseau de fibres optiques reliant le pays aux centres primaires d'accès à Internet situés en dehors des frontières du Luxembourg.

Il s'agit d'une nouvelle étape pour LuxConnect. La société fut créée en 2006 par le gouvernement pour améliorer notamment la connectivité internationale du Luxembourg. Cet objectif est aujourd'hui atteint: alors que le Luxembourg disposait de trois connexions en fibre optique vers l'étranger en 2005, il en dispose désormais de 23, faisant du Luxembourg le premier pays mondial quant à la bande passante internationale par internaute. En plus, il s'agit d'un marché largement concurrentiel, étant donné que pas moins de neuf opérateurs nationaux et internationaux proposent leurs services dans ce domaine.

«LuxConnect a accompli sa mission de connecter le Luxembourg à l'étranger», explique Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, «il est donc utile et logique que l'État, qui détient 99,92% des parts de la société, se retire de ce marché devenu concurrentiel, au profit d'un acteur purement privé. Toute l'équipe de LuxConnect a fourni un travail remarquable et je l'en félicite».

Suite à un processus de sélection lancé par LuxConnect en juin 2014, l'offre de l'opérateur Telecom Luxembourg Private Operator a été retenue.

Les marchés des centres de données et de la connectivité nationale n'ayant pas encore atteint le même niveau de maturité que celui de la connectivité internationale, LuxConnect restera active dans ces domaines.

À travers des investissements conséquents dans la connectivité et dans les centres de données hautement sécurisés, le Luxembourg s'est forgé au cours des dernières années une image de marque de centre international de haut niveau pour le commerce électronique et la distribution de contenus numériques, efforts qui seront poursuivis entre autres dans le cadre de «Digital Lëtzebuerg».

Communiqué par le Service des médias et des communications

Fichier joint: Représentation schématique de la connectivité internationale du Luxembourg en 2005 et 2014.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0891 (09.02.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**exécution du budget de l'État pour l'exercice 2014:**

Le 23 janvier 2015, Monsieur le Ministre des Finances a entre autres informé la Commission des Finances et du Budget (Cofibu) de la Chambre des Députés sur l'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2014, ceci sur base de chiffres provisoires au 31 décembre 2014.

Selon les informations relayées dans la presse, Monsieur le Ministre s'est félicité de la bonne exécution de ce budget et du fait que les objectifs et prévisions tels que fixés par le Gouvernement aient été réalisés.

En mars 2014, lors du dépôt du projet de budget 2014 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement avait ficelé un «Spuerpak» se chiffrant à 230 millions d'euros. Il avait expliqué que le Gouvernement avait activé les leviers sur lesquels il pouvait agir directement et à court terme, en l'occurrence les frais de fonctionnement de l'État, les investissements publics et la rémunération des fonctionnaires et employés publics.

Dans ce contexte, permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous poser les questions suivantes:

- Est-ce que la progression des dépenses de consommation intermédiaire (couvrant l'essentiel des frais de fonctionnement) de 57,3 millions d'euros ou +6,3% telle que présentée à la Cofibu est compatible avec l'objectif fixé d'une réduction du niveau absolu des dépenses de fonctionnement de l'État de 8,5% par rapport à son niveau de 2013? Au cas où l'objectif ne serait pas atteint fin décembre 2014, est-ce que l'objectif est susceptible d'être atteint au terme de la période complémentaire?

- Est-ce que l'évolution des investissements directs (formation de capital) et indirects (transferts en capital) telle que présentée à la Cofibu (-1,6 millions d'euros) est bien compatible avec l'objectif annoncé d'une réduction des investissements de 137,2 millions d'euros? Au cas où l'objectif ne serait pas atteint fin décembre 2014, est-ce qu'il est susceptible d'être atteint au terme de la période complémentaire?

- Fin décembre 2014, le poste «rémunération des salariés» a évolué de +168,9 millions d'euros ou +6%. Dans quelle mesure cette évolution est compatible avec l'annonce de freiner significativement l'évolution des effectifs - et partant de la masse salariale - de l'État par rapport à l'exercice 2013, sachant qu'en 2013, le poste «rémunération des salariés» a évolué de +132,3 millions d'euros ou +4,8%?

Réponse (10.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'exercice budgétaire 2014 n'étant pas encore clôturé, il n'est actuellement pas possible de tirer des conclusions définitives sur l'évolution des dépenses budgétaires de l'exercice 2014. C'est la raison pour laquelle le Ministre s'est concentré lors de la Cofibu du 23 janvier 2015 sur l'analyse des recettes de l'État en 2014 qui elles sont connues plutôt que sur les dépenses. Pour celles-ci en effet, la date du 31 décembre ne constitue pas la date de clôture puisque d'après la législation sur la comptabilité de l'État, les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril 2015.

La discussion sur l'exécution du budget 2014 est à l'ordre du jour de la réunion de la Cofibu prévue pour le 19 mai 2015.

Question 0892 (09.02.2015) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**affaire «Swiss Leaks»:**

Le consortium international de journalistes ICJC (www.icij.org) vient de publier une nouvelle série de documents révélant cette fois-ci des données confidentielles concernant une centaine de milliers de clients d'une banque privée suisse, filiale d'un grand groupe bancaire britannique.

Les données ont été saisies par les autorités françaises fin 2008 et ont été offertes par la suite aux administrations fiscales de nombreux pays. En France, cette saisie a entraîné l'ouverture d'enquêtes judiciaires à l'encontre de 62 personnes et a provoqué une vague de régularisations fiscales dans de nombreux autres cas.

Selon les informations mis en ligne, parmi la centaine de milliers de cas dévoilés, 222 auraient un lien direct avec le Luxembourg, représentant un volume de 2,9 milliards de USD.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Luxembourg s'est-il vu proposer les données bancaires en question par les autorités françaises ou par une autre voie?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations concernant le Luxembourg (222 clients, 2,9 Mrd $ dont presque la moitié en relation avec un seul client)? Depuis quand les autorités luxembourgeoises disposent-elles de ces données? Quelles ont été les démarches administratives et/ou judiciaires entamées en conséquence?

- Dans la négative, le Gouvernement respectivement l'Administration des Contributions directes ont-ils l'intention de se procurer ces informations et d'y donner, le cas échéant, les suites qui s'imposent?

Réponse (11.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Selon mes informations, le Luxembourg n'a pas reçu de renseignements bancaires de la part des autorités françaises en rapport avec l'affaire dite «Swiss Leaks». Toutefois, lors de la visite officielle du Président Hollande au Luxembourg, celui-ci a indiqué que les autorités compétentes françaises réserveraient une suite favorable à toute demande conforme aux dispositions internationales qui leur serait faite en ce sens.

Il appartient à l'Administration des Contributions directes (ACD) de s'assurer que chaque contribuable s'acquitte correctement des impôts dus, et c'est en ce sens qu'elle fait le suivi du dossier. La transmission de données bancaires par les autorités compétentes n'est pas le seul moyen envisageable pour arriver aux fins voulues. En ce sens, l'ACD épuisera en particulier les voies domestiques avant de recourir, le cas échéant, aux instruments juridiques en matière d'assistance internationale dans le domaine fiscal.

Question 0893 (09.02.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes et de la Convention CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes):**

Dans la déclaration gouvernementale de 2004 le Gouvernement luxembourgeois s'est donné l'outil pour contrôler la mise en œuvre de la Convention CEDAW et des documents de la plate-forme d'action de Pékin (PFA) qui préconisent la mise en œuvre de la politique d'égalité des femmes et des hommes.

Ainsi, le Gouvernement a lancé en 2006 un premier Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes (PAN Égalité) qui prévoit des mesures ciblées à réaliser par les départements ministériels et qui a été reconduit, après trois ans et une évaluation externe, pour la période de 2009 à 2014. Le dernier plan est, partant, arrivé à échéance fin 2014.

Madame la Ministre avait annoncé la présentation du nouveau PAN Égalité pour la prochaine période lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé, de l'Égalité des chances et du Sport du 18 novembre 2014 pour le mois de décembre 2014.

De même le 6e rapport périodique CEDAW du Luxembourg est venu à échéance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Le deuxième PAN Égalité a-t-il été évalué par un agent externe? Si oui, lequel et quels ont été les résultats de cette évaluation?

- Quand Madame la Ministre envisage-t-elle de présenter et de publier le nouveau PAN Égalité valable à partir de 2015?

- Quand le Gouvernement entend-il présenter le 6e rapport périodique CEDAW du Luxembourg?

Réponse commune (10.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1. La mise en œuvre du PAN Égalité 2009-2014 a fait l'objet d'un processus d'accompagnement permanent par un expert externe dont la mission comprenait, en cas de besoin, des conseils aux acteurs concernés. Les travaux en question avaient été confiés au Professeur Robert Plasman de l'Université Libre de Bruxelles qui peut se prévaloir d'expériences établies et d'expertise à la fois en ce qui concerne le contexte luxembourgeois qu'en ce qui concerne la matière du gender mainstreaming.

Le rapport d'évaluation est disponible sur le site mega.public.lu

Il a été tenu compte des principales conclusions de cette évaluation dans le cadre de l'élaboration du Plan d'égalité des femmes et des hommes pour les années 2015-2018.

2. La présentation du Plan d'égalité des femmes et des hommes 2015-2018 figurait à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Gouvernement du 11 février 2015. Le document définitif est en voie de finalisation et sera validé sous peu. Je me tiens à disposition de la Commission parlementaire compétente pour une présentation dans un délai rapproché.

3. L'élaboration des 6e et 7e rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est en cours. Le Gouvernement a introduit une demande pour pouvoir profiter d'une procédure simplifiée pour la présentation et la soumission desdits rapports et est actuellement dans l'attente d'une réponse de la part du comité d'examen de la convention.

Question 0894 (09.02.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**émission de particules fines PM10:**

Selon une étude de l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région Île-de-France réalisée pour la municipalité parisienne («Airparif»), pas moins de 41% des particules fines PM10 émises par le trafic routier proviendraient de l'abrasion des pneus, du revêtement routier et du freinage des véhicules. Ces particules s'avéreraient par conséquent aussi dangereuses que celles issues des pots d'échappement.

Un article paru le 20 janvier 2015 dans le journal «Le Monde» a relaté qu'aux États-Unis le taux de cuivre contenu dans les plaquettes de frein ne pourra excéder 5% à partir de 2020 et devra même disparaître complètement à partir de 2025. L'Union européenne de son côté a fixé l'objectif dans le cadre de «Horizon 2020» de réduire à 50% les émissions issues de l'abrasion des freins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'étude conduite par «Airparif»?

- Quels sont le niveau et l'évolution des particules fines PM10 mesurés à travers les six stations localisées dans le Grand-Duché depuis les dernières années?

- Les valeurs limites concernant les particules fines imposées par la réglementation communautaire sont-elles toujours respectées au Grand-Duché?

- Le Gouvernement juge-t-il suffisamment adapté l'objectif fixé dans le programme «Horizon 2020»? Le cas échéant, est-il en faveur d'une réglementation plus stricte par rapport à l'émission des particules PM10 due à l'abrasion des freins?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations concernant l'émission de particules fines PM10.

L'étude en question a été réalisée par l'Association de surveillance de la qualité de l'air en région Île-de-France («Airparif») et consiste dans la mise à jour de l'inventaire des émissions atmosphériques de la région Île-de-France calculées pour l'année 2012. Selon cette étude, l'abrasion des routes, pneus et freins contribue à raison de 41% aux émissions de particules fines PM10 du trafic routier. Sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, un pourcentage de 65% de ces émissions a déjà été atteint en 2013.

Le niveau moyen annuel des particules fines PM10 dans les différentes stations de mesure du Luxembourg a évolué d'un niveau de 27 µg/m³ en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 16 et 24 µg/m³ selon le site de mesure. La valeur limite annuelle dans l'Union européenne est de 40 µg/m³.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m³ à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Le nombre de jours avec dépassement varie entre deux et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007, avec une marge de sécurité confortable.

L'«Horizon 2020» est le programme européen en faveur de la recherche et de l'innovation pour la période allant de 2014 à 2020, adopté par une décision de la Commission européenne en juillet 2014. Ce paquet de mesures vise notamment des projets dans le domaine des transports à faibles émissions dont le développement des méthodes de limitation des émissions dues à l'abrasion des freins, avec un objectif de réduction de 50%.

Le Luxembourg ne peut qu'approuver ces programmes de recherche et serait également en faveur de l'introduction au niveau européen d'une limitation par rapport aux émissions de particules fines dues à l'abrasion des freins. En effet, l'impact relatif des émissions de particules issues du freinage des véhicules devient de plus en plus important avec la progression des nouvelles normes Euros applicables aux moteurs à combustion.

Question 0895 (10.02.2015) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**éducation linguistique des enfants:**

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait remarqué le 8 juillet de l'année passée que les enfants des familles luxembourgophones sont souvent confrontés à des faiblesses en français, tandis que les enfants de familles immigrées se voient souvent confrontés à des problèmes en allemand et luxembourgeois. Comme l'apprentissage des langues et l'acquisition d'une langue étrangère semble se faire avec plus de facilité à un jeune âge, Monsieur le Ministre réclame que les crèches luxembourgeoises devront jouer un rôle plus important dans l'éducation linguistique des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

1. Au Luxembourg, combien de crèches publiques existe-t-il et combien d'enfants y sont inscrits?

2. Combien de crèches privées, non conventionnées existe-t-il et combien d'enfants y sont inscrits?

3. Combien de crèches privées, conventionnées existe-t-il et combien d'enfants y sont inscrits?

4. Combien d'enfants vont actuellement dans une crèche à régime linguistique luxembourgeois?

5. Combien d'enfants vont actuellement dans une crèche à régime linguistique français?

6. Existe-t-il des crèches qui fonctionnent sous un autre régime linguistique, et, le cas échéant, quelles sont les langues employées?

7. Quel est le nombre de crèches qui offrent actuellement un régime bilingue/multilingue? Combien d'enfants sont concernés?

8. Quels régimes linguistiques sont offerts par ces crèches bilingues/multilingues?

9. Est-ce que le MEN dispose de données fiables quant à la première langue parlée au domicile des enfants, ou bien de la nationalité de ces enfants? Dans l'affirmative j'aimerais bien voir les réponses aux questions 1. à 8. réparties selon ces critères.

Réponse (16.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. - 3. Le nombre de services d'éducation et d'accueil (maisons relais, foyers de jour, crèches) agréés au Luxembourg s'élève à 346 unités à vocation commerciale et à 409 unités bénéficiant d'une convention financière avec l'État.

Un arrêté ministériel définit la capacité d'accueil maximale des services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale et des services conventionnés avec l'État. Il est à préciser qu'une même place peut être occupée par plusieurs enfants à des plages horaires différentes.

Au niveau des services d'éducation et d'accueil conventionnés (maisons relais, foyers de jour et crèches), l'offre s'élève à 35.579 places, dont 4.786 places pour les enfants non scolarisés (zéro à quatre ans) et 30.793 places pour des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Au niveau des services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale (maisons relais, foyers de jour et crèches), l'offre, en décembre 2014, s'élevait à 10.371 places, dont 8.870 places pour des enfants non scolarisés (zéro à quatre ans) et 1.501 places pour des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Le service de l'éducation et de l'accueil du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas de chiffres relatifs au nombre d'enfants inscrits dans les différents types de services d'éducation et d'accueil.

Le dispositif du chèque-service accueil renseigne cependant sur le nombre de factures émises par les différents services. Ainsi 38.978 factures ont été émises pour la période de facturation de décembre 2014.

Les services d'éducation et d'accueil conventionnés ont émis 29.174 factures:

- 4.843 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants non scolarisés (zéro à quatre ans).

- 24.331 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Les services à vocation commerciale ont émis 9.804 factures:

- 7.927 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants non scolarisés (zéro à quatre ans).

- 1.877 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Ad 4. - 9. Le service de l'éducation et de l'accueil du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose actuellement ni de données statistiques complètes relatives aux concepts pédagogiques ni de données relatives au régime linguistique employé par les différents services d'éducation et d'accueil. Les données collectées actuellement par le dispositif du chèque-service accueil sont de nature à permettre en premier lieu une facturation des prestations réalisées par les services d'éducation et d'accueil et par les assistants parentaux et ne renseignent que subsidiairement et de manière limitée sur le contexte démographique et social des bénéficiaires.

Toutefois les mesures d'assurance qualité prévues au projet de loi 6410 sur la jeunesse devraient permettre de disposer de données pertinentes quant aux modes de fonctionnement des crèches. Le Ministre souhaite ainsi mettre en exergue que le projet de loi 6410 prévoyant notamment la création d'un «Observatoire de l'Enfance» dont une mission principale consistera dans la mise en place d'un suivi statistique plus détaillé permettant une analyse plus profonde.

En effet le recueil de données quant à la première langue parlée au domicile des enfants serait plutôt à traiter dans le cadre d'une étude scientifique, ceci en vue du nombre de familles multilingues, multiculturelles, recomposées. Il faut aussi souligner que nationalité ne rime pas forcément avec langue parlée.

Question 0896 (10.02.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **«patent boxes»:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 18 août 2014 *(cf. question parlementaire n°0470/compte rendu n°11/session ordinaire 2013-2014)* Monsieur le Ministre des Finances a indiqué que «ce sujet est en discussion au sein du Forum sur les pratiques fiscales dommageables de l'OCDE» et que ces régimes fiscaux seraient analysés «sous l'angle de la substance des activités de recherche et de développement menées dans ledit pays».

Le 6 février 2015 l'OCDE a diffusé les informations suivantes sur son site Internet:

«Le projet BEPS compte aussi parmi ses principaux objectifs l'examen des régimes en matière de propriété intellectuelle (tels que les patent boxes) et des autres régimes préférentiels, afin de déterminer s'ils constituent, ou non, des pratiques fiscales dommageables. À Brisbane, les dirigeants du G20 ont retenu la solution proposée par l'Allemagne et le Royaume-Uni pour déterminer la présence d'une activité substantielle aux fins d'un régime en matière de propriété intellectuelle. Cette proposition - qui repose sur une «approche du lien» et permet à un contribuable de bénéficier d'avantages au titre d'un revenu provenant d'un élément de propriété intellectuelle à proportion des dépenses engagées pour générer ce revenu - a depuis été entérinée par tous les pays de l'OCDE et du G20. Les pays ont également défini des dispositions transitoires applicables aux régimes existants, comme la date limite de juin 2016 après laquelle aucun nouvel adhérent ne sera admis, et travaillent actuellement à leur mise en œuvre.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Gouvernement? A-t-il appuyé la solution proposée par l'Allemagne et le Royaume-Uni?

- En quoi consiste cette solution concrètement? Quelles en sont, le cas échéant, les implications pour le Luxembourg?

Réponse (03.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Concernant la première question, il convient de faire part de ce qui suit:

Des travaux intensifs ont été poursuivis tant au niveau de l'OCDE (au «Forum of Harmful Tax Practices») qu'au niveau de l'Union européenne dans le cadre du code de conduite (fiscalité des entreprises) afin de dégager une approche du critère d'activité substantielle concernant les régimes fiscaux favorables applicables aux biens incorporels, ceci dans l'objectif d'une évaluation de tels régimes.

Les discussions au niveau de l'OCDE s'inscrivent dans le cadre des travaux BEPS («Base erosion profit shifting»), à savoir de l'Action 5 du Plan d'action BEPS.

Pour ce qui est du groupe code de conduite, il a été invité par le Conseil ECOFIN du 10 décembre 2013 d'analyser pour la fin du mois de juin 2014 le troisième critère énoncé dans le mandat du code de conduite (à savoir celui de l'octroi d'avantages fiscaux même en l'absence de toute activité économique réelle). Il a encore été invité par le Conseil à évaluer tous les régimes fiscaux favorables aux brevets, y compris ceux ayant déjà fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen, et ce pour la fin de 2014, en cohérence avec le principe de l'égalité de traitement et dans le contexte des développements internationaux, y compris ceux en rapport avec l'initiative BEPS de l'OCDE.

Or, trois méthodes différentes pour exiger la présence d'activités substantielles dans un régime de propriété intellectuelle ont été discutées dans ces enceintes (une approche référant à la création de valeur, une approche de prix de transfert et une approche du lien). Ces trois approches sont décrites dans le rapport de l'OCDE de septembre 2014 intitulé «Lutter plus efficacement contre les pratiques fiscales dommageables, en prenant en compte la transparence et la substance».

Beaucoup de pays ont été dès le début favorables à l'approche du lien modifiée («modified nexus») autorisant un contribuable à bénéficier d'avantages fiscaux prévus par un régime de propriété intellectuelle uniquement s'il peut prouver qu'il a lui-même supporté les dépenses engagées pour générer un revenu de propriété intellectuelle, comme par exemple celles de recherche & développement. Certains pays dont notamment le Luxembourg avaient pourtant une préférence pour la méthode de prix de transfert permettant à un régime d'accorder des avantages à tout le revenu généré par la propriété intellectuelle à trois conditions: que le contribuable ait localisé un nombre donné de fonctions importantes dans la juridiction offrant ce régime, qu'il soit propriétaire légal des actifs donnant lieu aux avantages fiscaux et qu'il utilise les actifs en question, et qu'il supporte les risques économiques liés aux actifs donnant droit aux avantages fiscaux.

Afin de parvenir à un consensus, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont soumis une proposition qui a été approuvée par l'ensemble des membres de l'OCDE et du G20. Il s'agit donc d'un nouveau standard pour les régimes de propriété intellectuelle qui vient ainsi d'être consacré sur le plan international, et qui sera applicable à tous les États en garantissant ainsi un «level playing field».

Le Gouvernement du Luxembourg s'est lui aussi rallié à cette approche.

À noter en outre que suite à ce consensus au niveau de l'OCDE, le groupe code de conduite a également atteint fin 2014 un accord en vue de l'interprétation du troisième critère du code de conduite, ce dont le Conseil ECOFIN a pris note le 9 décembre 2014.

Concernant ensuite la deuxième question:

L'approche convenue est décrite dans un rapport de 2015 de l'OCDE/G20 dans le cadre de BEPS, intitulé «Action 5: Agreement on a modified nexus approach for IP regimes».

Elle conserve le principe fondamental de l'approche du lien modifiée exposée dans le rapport pré-mentionné de l'OCDE de septembre 2014, mais y apporte certaines modifications décrites brièvement ci-dessous[1]:

- Majoration de 30% des dépenses éligibles - les dépenses qu'un contribuable engage pour créer la propriété intellectuelle et qui peuvent être prises en compte dans les calculs effectués selon l'approche du lien peuvent, dans certaines circonstances, être majorées de 30%.

- Fermeture des anciens régimes aux nouveaux adhérents - les pays dont le régime de propriété intellectuelle n'est pas conforme à l'approche du lien devront, dès 2015, prendre des mesures visant à adapter ce régime. En outre, ces régimes de propriété intellectuelle ne pourront accueillir aucun nouvel adhérent après le 30 juin 2016.

- Clauses de sauvegarde et transition - les contribuables bénéficiant d'un régime existant ne respectant pas l'approche du lien ne pourront plus bénéficier des avantages fiscaux correspondants à compter du 30 juin 2021.

À mentionner que des travaux relatifs à la mise en œuvre pratique de l'approche du lien se poursuivent notamment à l'OCDE. Ils portent essentiellement sur trois domaines:

1. Développer une approche plus détaillée sur la manière dont les entreprises peuvent suivre les dépenses et les recettes afin de prouver qu'elles appliquent correctement l'approche du lien.

2. Envisager des mesures de protection (par exemple exigence d'une transparence renforcée et d'un «monitoring» des nouveaux entrants dans les régimes existants de propriété intellectuelle) afin d'empêcher que de nouveaux adhérents utilisent indûment la période de transition.

3. Mettre au point des indications afin de clarifier la définition des actifs de propriété intellectuelle éligibles.

Il est prévu que les travaux relatifs à la mise en œuvre pratique de l'approche du lien au niveau de l'OCDE seront achevés pour le 30 juin 2015 et que l'approche convenue, ainsi que les indications supplémentaires, seront réunies dans le rapport d'étape 2015 sur l'Action 5.

Il convient encore de mentionner que le Conseil ECOFIN du 9 décembre 2014, après avoir tenu compte de l'accord également atteint au sein du code de conduite, a lui aussi mis en exergue qu'il sera nécessaire d'entamer déjà en 2015 le processus législatif afin de modifier les différents régimes fiscaux favorables à la propriété intellectuelle et a demandé au groupe code de conduite de surveiller ce processus.

Pour ce qui est des implications pour le Luxembourg, il résulte de cet accord qu'il conviendra d'entamer encore en 2015 la procédure législative en vue de l'adaptation du régime de propriété intellectuelle du Luxembourg ancré à l'article 50bis L.I.R. conformément à ce nouveau standard international pour les régimes de propriété intellectuelle, à savoir de prévoir l'abolition du régime existant et l'application d'une période transitoire dans les délais relevés ci-avant ainsi que de concevoir le nouveau régime suivant les critères de l'approche du lien modifiée telle qu'elle a été convenue sur base de la proposition de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

[1] Cf. le document explicatif de l'OCDE concernant l'accord sur l'approche du lien modifiée des régimes de PI publié sur le site Internet de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/ctp/document-explicatif-beps-action-5-accord-sur-approche-du-lien-modifiee-des-regimes-de-PI.pdf).

Q128

Question 0897 (10.02.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire:**

Les gouvernements belge et luxembourgeois ont annoncé lors de leur réunion conjointe de la Gäichel VIII la mise sur pied d'un groupe de travail pour avancer vers une tarification unique des déplacements transfrontaliers belgo-luxembourgeois. Ils constatent en effet dans une déclaration jointe que «Les prix des tickets de train luxembourgeois sont (...) inférieurs aux prix pratiqués en Belgique». Selon le Statec, le marché du travail luxembourgeois compte actuellement environ 165.000 frontaliers, dont 82.000 ressortissants français, 41.000 ressortissants belges et 41.000 ressortissants allemands.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame le Ministre à la Grande Région:

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de statistiques sur le nombre quotidien de frontaliers belges, français et allemands se rendant au Luxembourg par voie ferroviaire?

- Madame et Monsieur les Ministres jugent-ils opportun l'idée de proposer aux autorités françaises, allemandes et belges la mise en place d'un abonnement ferroviaire «Grande Région»? Ceci dans le but de créer un tarif unique pour tous les déplacements transfrontaliers et d'abolir ainsi toutes les inégalités existantes de nos jours pour les frontaliers venant travailler au Luxembourg à partir de nos trois pays voisins.

- Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres envisagent-t-ils des négociations avec les autorités politiques françaises et allemandes afin d'aboutir à une tarification moins élevée des déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire?

Réponse commune (10.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire n°0897 du 10 février 2015 l'honorable Député Max Hahn souhaite s'informer sur les déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire.

Le nombre d'abonnements transfrontaliers vendus en 2014 se présente comme suit:

Pays d'origine	Abonnements vendus en 2014	Vente mensuelle/ moyenne
Allemagne	21.541	1.795
Belgique	22.695	1.891
France	95.781	7.982

Les chiffres communiqués sont basés sur les ventes des abonnements réalisées en 2014 par les CFL ainsi que par la DB, la SNCB et la SNCF.

En ce qui concerne l'idée de proposer aux autorités françaises, allemandes et belges la mise en place d'un abonnement ferroviaire «Grande Région», il y a lieu de relever que la quote-part mensuelle à payer par tous les frontaliers pour l'emprunt de l'ensemble des transports publics au Grand-Duché de Luxembourg se chiffre à 42,50 euros en 2e classe de voiture et le prix de l'Oeko-Pass national de 2e classe étant de 50 euros pour la même validité géographique.

Il faut aussi préciser que les prix de vente des abonnements mensuels valables au départ de Thionville (85,80 euros), Arlon (91,50 euros) et Trèves (85,00 euros) sont très rapprochés, les menues différences de prix étant générées par les quotes-parts des entreprises ferroviaires étrangères, celles-ci basées sur la tarification nationale respective.

Question 0899 (11.02.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique («Convention d'Istanbul»):**

La Convention d'Istanbul est un outil qui vise à lutter efficacement contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en général et plus particulièrement contre le problème des mutilations génitales féminines pratiquées en Europe. En date du 11 mai 2011, la convention fut adoptée par le Conseil de l'Europe et a jusqu'à présent été ratifiée par 16 pays. En date du 25 novembre 2014, Amnesty International et le Conseil de l'Europe ont par ailleurs publié un guide destiné à attirer l'attention des responsables politiques sur la lutte contre les mutilations génitales dans le contexte de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul.

Le Luxembourg, un des premiers pays signataires, n'a toujours pas ratifié la convention. J'aimerais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Les Ministres peuvent-ils confirmer mes informations selon lesquelles l'élaboration d'un projet de loi de ratification a été lancée fin avril 2014?

2. Une analyse détaillée de la jurisprudence luxembourgeoise relative à la prévention contre toute sorte de violence à l'égard des femmes a-t-elle été réalisée dans ce contexte afin de dépister les points communs à la convention?

3. Dans l'affirmative, quelle est l'échéance prévisible pour le dépôt du projet de loi portant sur la ratification de la Convention d'Istanbul?

Réponse commune (10.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit la ratification par le Luxembourg de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).

Le Gouvernement a mis en place un groupe de travail interministériel qui est en train d'effectuer une analyse détaillée des différents articles afin d'identifier les dispositions législatives nationales, réglementaires et/ou pratiques correspondantes respectivement les articles qui nécessiteront, le cas échéant, une intervention du législateur.

Il importe de rappeler qu'il s'agit d'un texte à la fois complexe et multidisciplinaire dont l'examen nécessite l'apport et l'expertise d'une multitude de départements ministériels et d'administrations.

Le groupe de travail peut baser ses recherches sur une riche documentation disponible et notamment sur les rapports annuels du comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, qui centralise et étudie les statistiques présentées par les différentes instances représentées au sein du prédit comité, à savoir les parquets auprès des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch, la Police grand-ducale et le Service d'assistance aux victimes de violence domestique, et qui examine la mise en œuvre et les éventuels problèmes d'application pratiques de la loi.

Le prédit comité transmet, sous la forme d'un rapport écrit, les statistiques et le résultat des examens susvisés au Gouvernement, par l'intermédiaire de la Ministre de l'Égalité des chances.

L'élaboration d'un projet de loi portant ratification de la Convention d'Istanbul sera finalisée dans les meilleurs délais dès la fin des travaux d'analyse en cours.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

N°09
2014-2015

REFERENDUM

JO

NEE

Wat ass d'Roll vun der Verfassung a wou ass hir Plaz an der interner Rechtsuerdnung?

D'Verfassung ass en Ensembel vu juristesche Regelen, déi d'Grondrechter an d'Fräiheete vun de Statsbierger garantéieren an d'Organisatioun vun de Pouvoir-publicke souwéi d'Relatiounen tëschent hinne regelen. D'Grondrechter a -fräiheete sollen de Bierger net nëmmen a senge Relatioune mat deenen anere Bierger, mä och viru Willkür vun der Statsgewalt schützen. D'Akte vun deenen duerch d'Verfassung agesate Pouvoiren - de legislative Pouvoir, den exekutive Pouvoir an de Pouvoir judiciaire sinn op dräi verschidden Organer opgedeelt - kënne weder d'Applikatioun vun der Verfassung suspendéieren nach vun der Verfassung ofwäichen.

An der Ranguerdnung vun den Norme steet d'Verfassung effektiv iwwert de Gesetzer, mä ënnert dem internationale Recht (z. B. der Konventiounw fir de Schutz vun de Mënscherechter an de Grondfräiheeten) an och ënnert dem Recht vun der Europäescher Unioun, dat Virrang virum nationale Recht huet.

De Grondsaz vun der Supérioritéit vun der Konstitutioun bedeit, datt d'Gesetzer konform mat der Verfassung musse sinn. Dem Artikel 95*ter* vun der Verfassung no ass et dem Verfassungsgeriicht seng Aufgab, a posteriori iwwert d'Konformitéit vun de Gesetzer mat der Verfassung ze befannen.

Quel est le rôle de la Constitution et sa place dans l'ordre juridique interne?

La Constitution constitue un ensemble de règles juridiques qui garantissent les droits fondamentaux et les libertés des citoyens et règlent l'organisation des pouvoirs publics et les rapports entre eux. Les droits fondamentaux et les libertés publiques visent à protéger le citoyen non seulement dans ses relations avec les autres citoyens, mais aussi contre l'arbitraire du pouvoir étatique. Les actes posés par les pouvoirs institués par la Constitution - les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont répartis entre trois organes différents - ne peuvent ni suspendre l'application de la Constitution ni déroger à celle-ci.

En effet, dans la hiérarchie des normes, la Constitution jouit d'un rang supérieur aux lois, mais elle est inférieure au droit international (p.ex. Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales) et au droit de l'Union européenne, qui prime le droit interne.

Le principe de la supériorité constitutionnelle signifie que la loi doit être conforme à la Constitution. Ainsi, en vertu de l'article 95*ter* de la Constitution, la Cour constitutionnelle est appelée à statuer a posteriori sur la conformité des lois à la Constitution.

Welche Rolle spielt die Verfassung in der innerstaatlichen Rechtsordnung und welchen Platz nimmt sie darin ein?

Die Verfassung bildet eine Gesamtheit von Rechtsvorschriften, die die Grundrechte und Freiheiten der Bürger gewährleisten und den Aufbau der Staatsorgane und deren Beziehungen untereinander regeln. Die Grundrechte und die verfassungsmäßigen Freiheitsrechte sollen nicht nur den Bürger in seinen Beziehungen mit den anderen Bürgern, sondern ihn auch vor der Willkür der Staatsgewalt schützen. Die Handlungen der durch die Verfassung eingesetzten Gewalten - die gesetzgebende, die vollziehende und die rechtsprechende Gewalt sind auf drei verschiedene Organe aufgeteilt - können weder die Anwendung der Verfassung aussetzen noch von dieser abweichen.

Informatiounsversammlungen a Meenungsaustausch
Réunions d'information et échange de vues
Informationsversammlungen und Meinungsaustausch

Ufank/Début/Anfang 19:30

08.05.2015	**Mamer,** Centre culturel Kinneksbond
11.05.2015	**Grevenmacher,** Lycée Technique Joseph Bech
18.05.2015	**Diekirch,** Al Seeërei
19.05.2015	**Luxembourg-Limpertsberg,** Centre sportif, culturel et scolaire Tramsschapp
21.05.2015	**Mersch,** Mierscher Kulturhaus
22.05.2015	**Esch-Belval,** Maison du Savoir, Université

www.referendum.lu

So genießt die Verfassung in der Normenhierarchie einen höheren Rang als Gesetze, steht jedoch unter dem Völkerrecht (beispielsweise Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten) und dem Recht der Europäischen Union, das dem innerstaatlichen Recht vorgeht.

Der Grundsatz des Verfassungsvorrangs bedeutet, dass das Gesetz verfassungsgemäß sein muss. So wurde gemäß Artikel 95*ter* der Verfassung der Verfassungsgerichtshof mit der nachträglichen Entscheidung über die Verfassungsgemäßheit der Gesetze betraut.

Firwat brauche mir eng Verfassung?

D'Verfassung schéngt dee beschte Garant géint d'Willkür vum politesche Pouvoir ze sinn, well si all Bierger de Respekt vu senge Grondrechter garantéiert. Ausserdeem definéiert si kloer d'Rapporten tëschent deene verschiddenen Organer, andeems si hinnen d'Méiglechkeet gëtt, sech géigesäiteg ze kontrolléieren.

Wa keng Verfassung existéiert, gëtt sech geméinlech op d'Coutume bezunn, fir d'Organisatioun vum Stat festzeleeën.

Pourquoi a-t-on besoin d'une Constitution?

La Constitution apparaît comme le meilleur garant contre l'arbitraire du pouvoir politique dans la mesure où elle garantit à chaque citoyen le respect de ses droits fondamentaux. En plus, elle définit clairement les rapports entre les différents organes en leur donnant la possibilité de se contrôler mutuellement.

En cas d'inexistence d'une Constitution, on se réfère d'habitude à la coutume pour déterminer l'organisation de l'État.

Weshalb bedarf es einer Verfassung?

Die Verfassung stellt sich insoweit als der beste Garant gegen die Willkür der politischen Kräfte dar, als sie jedem Bürger die Wahrung seiner Grundrechte gewährleistet. Dazu legt sie eindeutig die Beziehungen zwischen den verschiedenen Organen fest, indem sie ihnen die Möglichkeit verschafft, sich gegenseitig zu kontrollieren.

Bei Nichtbestehen einer Verfassung bezieht man sich normalerweise auf das Gewohnheitsrecht, um die Staatsorganisation festzulegen.

Wéi kann d'Verfassung geännert ginn?

D'Verfassung kann nëmmen iwwert de Wee vun enger spezieller Revisiounsprozedur geännert ginn, dëst fir hir eng gewësse Stabilitéit an der Zäit ze garantéieren a si virun ze heefegen an duerch déi jeeweileg Ëmstänn bedéngten Ännerungen ze schützen.

Den Artikel 114 vun der Verfassung regelt d'Prozedur, déi unzewennen ass, a schreift Folgendes vir:

„All Revisioun vun der Verfassung muss mat deemselwechte Wuertlaut vun der Chambre des Députés an zwee sukzessive Votten, déi an engem Intervall vu mindestens dräi Méint stattfannen, adoptéiert ginn.

Fir adoptéiert ze gi muss eng Revisioun op d'mannst zwee Drëttel vun de Stëmme vun de Chambersmembere kréien, woubäi d'Ofstëmme par procuration net erlaabt ass.

Iwwert den Text, deen an éischter Liesung vun der Chambre des Députés adoptéiert gouf, gëtt an engem Referendum ofgestëmmt, deen den zweete Vote vun der Chamber ersetzt, wann dat an deenen éischten zwee Méint no der éischter Ofstëmmung entweder vu méi ewéi engem Véierel vun de Chambersmemberen oder vu fënnefanzwanzegdausend Wahlberechtegten, déi fir d'Legislativwahlen op de Wielerlëschten agedroe sinn, gefuerdert gëtt. D'Revisioun gëtt nëmmen dann adoptéiert, wa si mat der Majoritéit vun de gëltege Stëmmen ugeholl gëtt. D'Modalitéite fir d'Organisatioun vum Referendum ginn duerch d'Gesetz geregelt."

Comment peut-on modifier la Constitution?

La Constitution ne peut être modifiée que selon une procédure de révision spéciale afin de lui assurer une certaine stabilité dans le temps et de la protéger contre des modifications trop fréquentes au gré des circonstances.

L'article 114 de la Constitution règle la procédure à suivre. Il dispose que:

«Toute révision de la Constitution doit être adoptée dans les mêmes termes par la Chambre des députés en deux votes successifs, séparés par un intervalle d'au moins trois mois.

Nulle révision ne sera adoptée si elle ne réunit au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre, les votes par procuration n'étant pas admis.

Le texte adopté en première lecture par la Chambre des députés est soumis à un référendum, qui se substitue au second vote de la Chambre, si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite soit par plus d'un quart des membres de la Chambre, soit par vingt-cinq mille électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives. La révision n'est adoptée que si elle recueille la majorité des suffrages valablement exprimés. La loi règle les modalités d'organisation du référendum.»

Wie lässt sich die Verfassung ändern?

Die Verfassung kann nur nach einem besonderen Änderungsverfahren geändert werden, um ihr eine gewisse zeitliche Beständigkeit zu sichern und sie vor zu häufigen Änderungen je nach Sachlage zu schützen.

Artikel 114 der Verfassung regelt das einzuhaltende Verfahren. Er bestimmt:

„Jede Verfassungsänderung muss von der Abgeordnetenkammer mit demselben Wortlaut in zwei aufeinander folgenden Abstimmungen, die durch eine Zeitspanne von mindestens drei Monaten getrennt sind, angenommen werden.

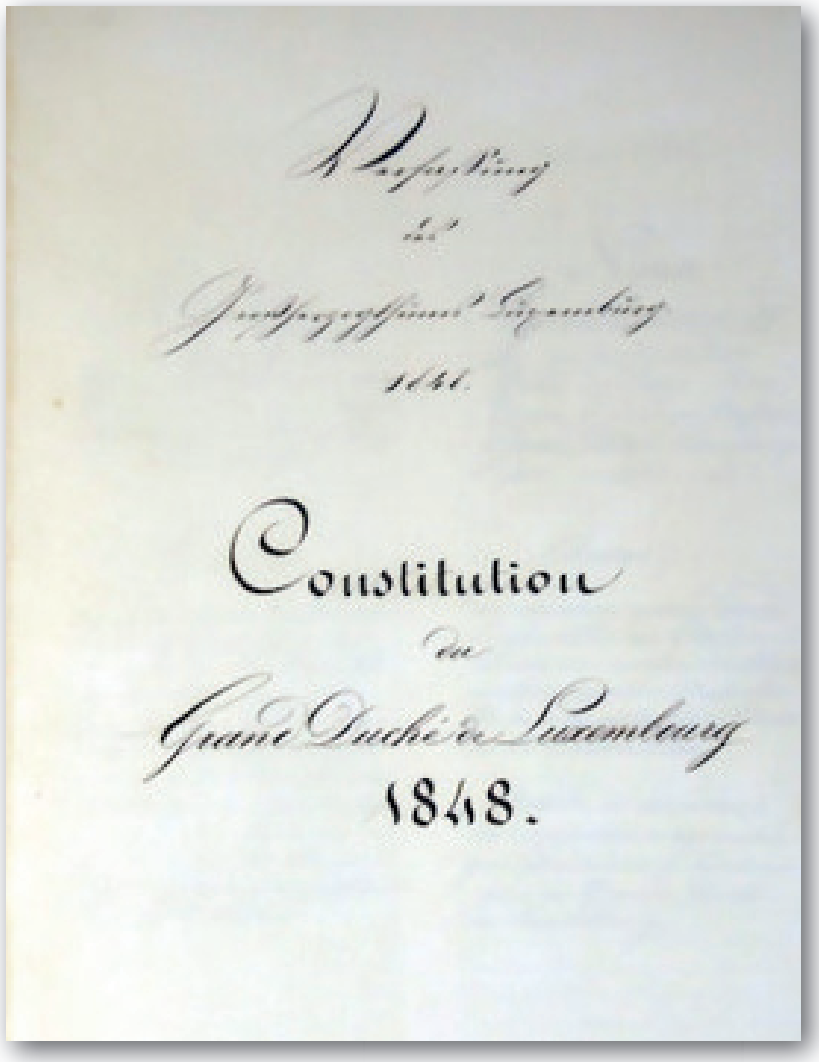
Eine Änderung gilt nicht als angenommen, wenn sie nicht mindestens zwei Drittel der Stimmen der Mitglieder der Kammer erhält, wobei die Stimmabgabe durch Vertreter nicht zulässig ist.

Der in erster Lesung durch die Abgeordnetenkammer angenommene Wortlaut unterliegt einem Referendum, das die zweite Abstimmung der Kammer ersetzt, wenn dies innerhalb von zwei Monaten nach der ersten Abstimmung von entweder mehr als einem Viertel der Mitglieder der Kammer oder von fünfundzwanzigtausend auf den Wählerlisten für die Parlamentswahlen eingetragenen Wahlberechtigten beantragt wird. Die Änderung gilt nur als angenommen, wenn sie die Mehrheit der abgegebenen gültigen Stimmen erhält. Die Modalitäten zur Abhaltung des Referendums werden durch ein Gesetz geregelt."

Firwat gëtt d'Verfassung vu Grond op iwwerschafft?

D'Fro no enger Refonte vun der Verfassung gouf schonn oft opgeworf an hat esouguer d'Regierung, déi aus de Landeswahle vun 1984 ervirgoung, derzou beweegt, eng grouss national Debatt iwwert den Intérêt an den Ëmfang vun esou enger Refonte ze lancéieren, un där sämtlech Force-vivë vun der Natioun bedeelegt waren, d.h. déi op nationalem Plang representatiivste professionell, politesch, gewerkschaftlech a reliéis Organisatiounen, déi juristesch oder wëssenschaftlech Milieuen, verschidde konsultativ Organer souwéi Associatiounen, déi sech mat eisem mënschlechen Ëmfeld a mat der Liewensqualitéit befaassen. Dës Debatt hat trotzdeem net zu enger Gesamtreform vun der Verfassung gefouert.

Och déi nei Regierung, déi sech no de Legislativwahle vum 13. Juni 1999 gebilt hat, huet dëse Wëllen, fir d'Verfassung vu Grond op ze iwwerschaffen, gedeelt. De Koalitiounsaccord, deen der Deklaratioun vum Statsminister virun der Chamber vum 12. August 1999 bäigefüügt war, schwätzt sech fir d'Verfaasse vun enger neier Konstitutioun aus: *„Och wann déi geännert Verfassung vum 17. Oktober 1868 sech bewährt huet, ass d'Regierung der Meenung, datt et ubruecht ass, um Ufank vun dësem neie Jordausend en neit Grondgesetz opzesetzen, dat*



deenen neie verfassungsrechtlechen a politesche Realitéite vum Land Rechnung dréit. D'Weiderentwécklung vum internationalen an europäesche Recht, de Fonctionnement vun de staatlechen Institutiounen an déi rezent Kreatioun vun engem Verfassungsgeriicht fuerderen, dass d'Fundament, dat d'Verfassung dem Stat gëtt, konsolidéiert a preziséiert gëtt."

A sengem Avis vum 9. Dezember 2008 iwwert de Revisiounsprojet vum Artikel 34 vun der Verfassung (Document parlementaire Nr. 5967[2]) huet de Statsrot sech besuergt gewisen iwwert déi ëmmer méi kuerz Ofstänn tëschent de Verfassungsrevisiounen an ënnerstrach, datt *„et onweigerlech zu enger Banaliséierung vun de Verfassungsrevisioune kënnt. Dës Tendenz huet en negativen Afloss op d'Stabilitéit vun der Verfassung, déi ze liichtfankeg de vergänglechen a kuerzfristege Besoine vun der Politik nogëtt. Op Dauer ass dës Entwécklung eng Gefor fir d'Rigiditéit, déi awer eng eminent wichteg Garantie fir d'Superioritéit vun der Verfassung par rapport zu de gewéinleche Gesetzer ass. Der Opfaassung vum Statsrot no ass et wichteg, dësen Aspekt bei enger zukünfteger Refonte vun eisem Grondgesetz net aus den Aen ze verléieren."*

Dës Approche vum Statsrot, fir sech fir eng Refonte vun der Verfassung anzesetzen, gouf och vun der Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun gedeelt, soudatt d'Revisiounspropositioun 6030 iwwert d'Änderung an d'Neiuerdnung vun der Verfassung den 21. Abrëll 2009 déposéiert an den 28. Abrëll 2009 fir recevabel erkläert ginn ass.

Pourquoi une refonte de la Constitution?

La question d'une refonte de la Constitution avait déjà été soulevée à maintes reprises et avait notamment conduit le Gouvernement issu des élections législatives de 1984 à lancer un grand débat national sur l'intérêt et la portée d'une telle refonte qui associait toutes les forces vives de la nation, c'est-à-dire les organisations professionnelles, politiques, syndicales et religieuses les plus représentatives sur le plan national, les milieux juridiques ou scientifiques, divers organes consultatifs ainsi que des associations soucieuses de notre environnement humain et de la qualité de vie. Or, ce débat n'avait toutefois pas abouti à une réforme d'ensemble de la Constitution.

Cette volonté de procéder à une révision d'ensemble de la Constitution était partagée par le nouveau Gouvernement formé après les élections législatives du 13 juin 1999. L'accord de coalition joint à la déclaration du Premier Ministre devant la Chambre des Députés le 12 août 1999 préconise la rédaction d'une nouvelle Constitution: *«Même si la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 a fait ses preuves, le Gouvernement estime qu'il y a lieu, à l'aube du nouveau millénaire, de procéder à la rédaction d'une charte fondamentale nouvelle qui tient compte des réalités constitutionnelles et politiques du pays. Le développement du droit international et européen, le fonctionnement des institutions de l'État et la création récente d'une Cour constitutionnelle exigent de consolider et de préciser l'assise que la Constitution fournit à l'État.»*

Dans son avis du 9 décembre 2008 sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution (document parlementaire numéro 5967[2]) le Conseil d'État a exprimé son inquiétude à l'égard du rythme toujours plus soutenu des révisions constitutionnelles, en soulignant qu'*«Il en résultera inexorablement une banalisation des révisions constitutionnelles. Cette tendance va au détriment de la stabilité de la Constitution qui cède trop facilement aux besoins passagers et momentanés de la politique. Cette évolution mettra à la longue en cause la rigidité, garantie pourtant essentielle à la supériorité de la Constitution par rapport aux lois ordinaires. Il importe aux yeux du Conseil d'État de ne pas perdre de vue cet aspect dans le contexte d'une refonte future de notre Charte fondamentale.»*

Cette approche du Conseil d'État prônant une refonte de la Constitution a été partagée par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés, de sorte que la proposition de révision 6030 portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution a été déposée le 21 avril 2009 et déclarée recevable le 28 avril 2009.

Weshalb wird die Verfassung überarbeitet?

Die Frage einer Überarbeitung der Verfassung war bereits mehrmals aufgeworfen worden und veranlasste namentlich die aus den Parlamentswahlen von 1984 hervorgegangene Regierung, eine landesweite Debatte über die Bedeutung und die Tragweite einer derartigen Überarbeitung in Gang zu setzen, an der alle tragenden Kräfte der Nation, das heißt die auf Landesebene repräsentativsten Berufs-, politischen, gewerkschaftlichen und religiösen Organisationen, die juristischen oder wissenschaftlichen Kreise, verschiedene Beratungsgremien sowie die Verbände beteiligt werden sollten, die sich um unsere menschliche Umwelt und die Lebensqualität kümmern. Allerdings hatte diese Debatte keine Gesamtreform der Verfassung zur Folge.

Dieser Wille zur Vornahme einer Gesamtänderung der Verfassung wurde von der neuen Regierung geteilt, die nach den Parlamentswahlen vom 13. Juni 1999 gebildet wurde. In der der Erklärung des Premierministers vor der Abgeordnetenkammer vom 12. August 1999 beigefügten Koalitionsvereinbarung wird die Abfassung einer neuen Verfassung befürwortet: *„Auch wenn sich die geänderte Verfassung vom 17. Oktober 1868 bewährt hat, vertritt die Regierung die Auffassung, dass es am Beginn des neuen Jahrtausends geboten erscheint, die Abfassung einer neuen Grundlagencharta vorzunehmen, die den verfassungsrechtlichen und politischen Realitäten des Landes Rechnung trägt. Die Weiterentwicklung des Völker- und des Europarechts, die Arbeitsweise der Staatsorgane und die kürzlich erfolgte Errichtung eines Verfassungsgerichtshofs erfordern die Stärkung und genauere Bestimmung des Fundaments, das die Verfassung dem Staat liefert."*

In seiner Stellungnahme vom 9. Dezember 2008 zum Entwurf der Änderung von Artikel 34 der Verfassung (Parlamentsdrucksache Nr. 5967[2]) äußerte der Staatsrat seine Besorgnis hinsichtlich des zunehmenden Tempos der Verfassungsänderungen und hob dabei hervor: *„Daraus ergibt sich unweigerlich eine Banalisierung der Verfassungsänderungen. Dieser Trend geht auf Kosten der Beständigkeit der Verfassung, die zu leicht den vorübergehenden und kurzfristigen Bedürfnissen der Politik nachgibt. Durch diese Entwicklung wird mit der Zeit die Unantastbarkeit, gleichwohl eine grundlegende Gewähr für die Vorrangstellung der Verfassung gegenüber den einfachen Gesetzen, in Frage gestellt. Aus der Sicht des Staatsrats kommt es darauf an, diesen Gesichtspunkt im Zusammenhang mit einer künftigen Überarbeitung unserer Grundlagencharta nicht aus den Augen zu verlieren."*

Diese Vorgehensweise des Staatsrats, die sich für eine Überarbeitung der Verfassung einsetzt, wurde vom Ausschuss für Institutionen und Verfassungsänderung der Abgeordnetenkammer geteilt, so dass der Änderungsantrag 6030 zur Änderung und Neuordnung der Verfassung am 21. April 2009 eingebracht und am 28. April 2009 für zulässig erklärt wurde.

Wat sinn d'Grënn fir déi aktuell Verfassungsrevisioun?

Den Auteure vun der Revisiounspropositioun 6030 no gouf et dräi Haaptgrënn, déi fir eng Revisioun vun der Verfassung geschwat hunn: 1. d'Moderniséierung vun der Terminologie, déi plazeweis vereelzt ass, 2. d'Noutwendegkeet, d'Texter un déi tatsächlech Ausübung vun de Pouvoiren unzepassen, an 3. d'Verankerung an der Verfassung vun den Dispositiounen aus der Pratique coutumière, déi an aneren Texter, op déi de Législateur keen Afloss huet, ze fanne sinn.

Quelles sont les raisons de l'actuelle révision constitutionnelle?

D'après les auteurs de la proposition de révision 6030, il existait trois raisons majeures plaidant en faveur d'une révision constitutionnelle: 1. la modernisation de la terminologie désuète par endroits, 2. la nécessité d'adapter les textes à l'exercice réel des pouvoirs et 3. l'inscription dans la Constitution des dispositions relevant d'une pratique coutumière et inscrites dans d'autres textes échappant à l'intervention du législateur.

Welche Gründe gibt es für die derzeitige Verfassungsänderung?

Laut den Verfassern des Änderungsantrags 6030 gab es drei wichtige Gründe, die für eine Verfassungsänderung sprechen: 1. die Modernisierung des stellenweise veralteten Sprachgebrauchs, 2. die Notwendigkeit der Anpassung der Vorschriften an die tatsächliche Ausübung der Befugnisse, und 3. die Aufnahme von Bestimmungen in die Verfassung, die unter den herkömmlichen Brauch fallen und in anderen Vorschriften aufgenommen sind, auf die der Gesetzgeber keinen Zugriff hat.

Wéi eng Haaptännerunge si geplangt?

Zënter der uerdentlecher Sëtzungsperiod 2012-2013 huet d'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun sech an hire Reuniounen haaptsächlech mat der Revisiounspropositioun 6030 befaasst. Wat déi Punkten ubelaangt, déi zu laangwieregen Diskussioune gefouert hunn, do kann een ënner anerem d'Statssymboler nennen, haaptsächlech de Sproocheregime, eng Rei vun Artikelen aus dem Kapitel iwwert de Groussherzog an d'Artikelen iwwert d'Glawensgemeinschaften, dëst nom Rapport iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an de reliéisen oder philosophesche Communautéiten zu Lëtzebuerg, dee vun engem Grupp Experten ausgeschafft an am Oktober 2012 veröffentlecht gouf, an dem Accord, deen am Januar 2015 tëschent dem Lëtzebuerger Stat an deenen zu Lëtzebuerg etabléierte reliéise Communautéiten ofgeschloss gouf.

Ënnert den Ännerungen, déi d'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun (am Folgenden d'„Kommissioun" genannt) virgeschloen huet, sinn déi heite besonnesch ervirzehiewen:

° D'Kapitel 1. - De Stat, säin Territoire a seng Awunner regruppéiert d'Elementer, déi de Lëtzebuerger Stat charakteriséieren, nämlech seng politesch Form, d'Souveränitéit, de Statschef, den Territoire an d'Dispositiounen iwwert d'Nationalitéit.

Dësen Text innovéiert op zwee Punkten: engersäits gëtt d'Monarchie ausdrécklech an d'Verfassung opgeholl, fir de Lieser vun Ufank un iwwert de politesche Regime zu Lëtzebuerg ze informéieren, an anerersäits ginn, nom Modell vun aneren europäesche Konstitutiounen, d'Statssymboler an der Verfassung ernimmt. Et handelt sech dobäi ëm de Sproocheregime, den nationalen Emblème, dat heescht den dräifaarwege rout-wäiss-bloe Fändel, d'Wopen an d'Nationalhymn.

° D'Kapitel 2. - D'Rechter an d'Fräiheeten befaasst sech mat de Grondfräiheeten an de Grondrechter vun de Bierger.

Et gëtt proposéiert, hei explizit ënner anerem folgend Elementer opzezielen: d'Onantastbarkeet vun der mënschlecher Würd, d'Verbuet vun der Folter an aneren onmënschlechen an entwürdegende Strofen oder Traitementer an d'Obligation de moyens vum Stat, derfir ze suergen, datt all Persoun mënschewierdeg liewe kann an iwwert e gëeegente Logement verfüügt.

Déi nei Verfassung enthält eng „transversal Klausel", déi virschreift, datt all Aschränkung, duerch subaltern Rechtsquellen, vun der Ausübung vun de Grondrechter, de Grondfräiheeten an de Rechter vum Justiciable, déi d'Verfassung virgesäit, de wesentlechen Inhalt vun dëse Rechter a Fräiheete respektéiere muss.

° D'Kapitel 3. - De Grand-Duc regruppéiert ënner enger éischter Sektioun d'Dispositiounen, déi sech mam Statschef befaassen, an an enger zweeter Sektioun déijéineg iwwert d'konstitutionell Monarchie, d.h.: d'Trounfolleg, d'Régence an d'Lieutenance.

Festzehalen ass, datt dee vereelzte Begréff vun den „Prérogativen" vum Grand-Duc fale gelooss gëtt, fir ze ënnersträichen, datt de Statschef am Kader vun de Kompetenzen, déi hien zougesprach kritt, net iwwer e Pouvoir discrétionnaire fir ze handelen oder net ze handele verfüügt. Bei sengen Attributiounen handelt et sech effektiv ëm Chargen, déi aus senger Funktioun ervirginn. Seng institutionell Roll ass duerch d'Verfassung definéiert a limitéiert, an deemno handelt et sech ëm d'Ausübe vun enger Kompetenz, déi domat verbonnen ass („*Compétence liée*").

Wat d'Theorie vun de Compétence-liéeën ubelaangt, do ass d'Kommissioun der Opfaassung, datt an der neier Verfassung, d'selwecht wéi an der schwedescher an an der hollännescher Konstitutioun, en Artikel agefouert gi muss, dee sech mat de Mesurë befaasst, déi ze treffe sinn, wann e Statschef seng konstitutionell Attributiounen net erfëllt.

° D'Kapitel 4. - D'Chambre des Députés gesäit nieft e puer klengen Adaptatioune verschidde méi wichteg Ännerunge vir:

- wat d'Inkompatibilitéiten ubelaangt, do ass d'Kommissioun der Meenung, datt et besser ass, op eng generell Formulatioun zréckzegräifen, amplaz dës Inkompatibilitéiten eenzel opzezielen, dëst fir de Risiko vun der Onvollständegkeet ze ëmgoen. Aus Grënn vun der Rechtssécherheet schléit d'Kommissioun awer vir, d'Inkompatibilitéit vum Mandat vun engem Europadeputéierte mam Mandat vun engem nationale Parlamentarier an déi nei Verfassung opzehuelen;

- an den Ae vun der Kommissioun mécht d'Organisatioun vun der Chamber op der Basis vu Sessioune kee Sënn méi. Der neier Konzeptioun no funktionéiert d'Legislatur de manière continue a gëtt deemno net méi duerch Sessiounen ënnerbrach, soudatt souwuel d'Verfassung wéi och d'Reglement vun der Chamber dorop verzichte sollen, vun enger Ënnerdeelung vun der Legislaturperiod a Sessiounen ze schwätzen;

(suite en page R3)

N°09
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Référendum national en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution p. 333
Modification du système de pétition publique p. 366
Sommaire des séances publiques nos 22-24 p. 369
Sommaire des questions parlementaires p. Q129
22e séance Mardi 24 février 2015
23e séance Mercredi 11 mars 2015
24e séance Mardi 17 mars 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Échange de vues avec M. Phil Hogan sur la politique agricole européenne

Le système administré des quotas laitiers, mis en place en 1984 pour diminuer les excédents de production du continent européen, est révolu depuis le 1er avril. De cette révolution pour les agriculteurs et les industriels du lait, il fut notamment question à la fin mars lors de l'entrevue à la Chambre des Députés entre M. Phil Hogan, Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, et les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

«Il s'agit maintenant de trouver de nouveaux marchés et, de préférence, ceux aux meilleurs prix», s'est prononcé le Commissaire européen sans oublier de préciser qu'en 2014 la production du secteur laitier s'est accrue de 5% par rapport à 2013.

Dans l'Union européenne, l'agriculture biologique est soumise à trop de régimes différents. Face aux 63 standards existants, il faudrait harmoniser les règles afin de mieux faire fonctionner le marché qui, selon Phil Hogan, pourrait continuer sa croissance et offrir de bonnes opportunités d'emploi.

Alors que pèse sur ses épaules la lourde charge de devoir défendre les intérêts des agriculteurs sans s'attirer l'inimitié des consommateurs ou des écologistes lors des délicates négociations sur le traité de libre-échange transatlantique (TTIP), M. Hogan a rassuré ses interlocuteurs qu'il ne s'agit pas de sacrifier les bons standards européens.



Le Commissaire européen Phil Hogan entouré des membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et du Ministre de l'Agriculture.

Le membre de l'exécutif européen a profité de l'occasion pour présenter de nouveaux instruments de financement mis à disposition du secteur agricole par la Banque européenne d'investissement (BEI), servant notamment à pallier aux restructurations du secteur laitier ou à venir en aide aux jeunes fermiers.

La viticulture et les instruments de promotion du vin ainsi que la simplification administrative en matière de politique agricole commune ont également figuré à l'ordre du jour des discussions.

Pour finir, M. Hogan s'est étendu sur les défis à venir des exploitations agricoles étant donné qu'au sein de l'Union européenne, 69% d'entre elles cultivent moins de 5 ha, ce qui pourrait poser des problèmes d'efficience. Ce n'est que depuis deux ans que l'agriculture européenne exporte plus qu'elle n'importe; la production couvrirait donc dorénavant les besoins internes de l'Union européenne.

Pétitions: modification du Règlement de la Chambre des Députés

Le 17 mars 2015 la proposition de modifier le Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'une pétition qui permettra le cumul des signatures en ligne et sur un formulaire papier pour une seule pétition, a été adoptée par les parlementaires. Ce changement entrera en vigueur au 1er juin prochain. La Commission des Pétitions a par ailleurs ajouté quelques précisions quant au retrait du formulaire papier qui permettra de rassembler des signatures en plus de celles introduites par voie électronique.

Dans ce contexte, les députés ont pris les décisions suivantes:

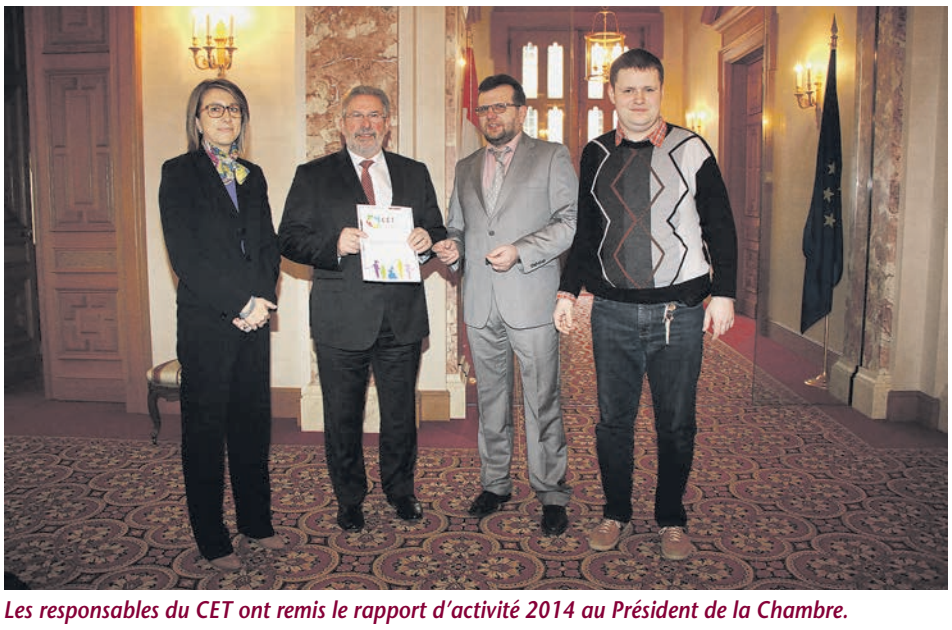
- le formulaire qui comportera l'intitulé de la pétition, son numéro d'entrée ainsi qu'un code-barres, pourra être retiré par le pétitionnaire ou toute autre personne;

- la demande du formulaire pourra se faire par e-mail (petition@chd.lu) ou par téléphone;

- la remise du formulaire pourra se faire par e-mail (petition@chd.lu), à la réception de la Chambre des Députés ou encore par courrier postal.



M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions



Les responsables du CET ont remis le rapport d'activité 2014 au Président de la Chambre.

Rapport d'activité du Centre pour l'égalité de traitement

À l'occasion de la remise du rapport d'activité 2014 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les responsables du Centre pour l'égalité de traitement (CET) ont pu dévoiler les dernières tendances et chiffres en matière de discrimination.

Au cours de l'année écoulée, le CET a été saisi de 145 nouveaux cas de discrimination, en plus de huit dossiers hérités des années précédentes non encore clôturés. Parmi les motifs de discrimination, le handicap conserve la première place, suivi par le sexe et l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie. Les requérants ont été majoritairement de nationalité luxembourgeoise.

Un souci majeur du CET concerne les offres d'emploi qu'il analyse systématiquement depuis 2011. Selon le CET, de nombreux employeurs ne respectent pas l'égalité de traitement dans les offres d'emploi publiées. En 2014, le CET a déniché 159 offres d'emploi discriminatoires: dans la plupart des cas, les employeurs ont omis de préciser que le poste recherché s'adressait aux deux sexes. Dès qu'il constate une discrimination, le Centre interpelle l'employeur.

Dans son récent rapport, le Centre pour l'égalité de traitement regrette finalement que ses recommandations ne soient toujours pas assez entendues et transposées ainsi que ses avis trop souvent ignorés, comme l'a tenu à souligner le Président du CET, M. Mario Huberty, lors de la remise du rapport au Président de la Chambre.

Le Secrétaire général de l'OCDE au Parlement

«Le meilleur temps pour réparer sa toiture, c'est lorsque le soleil brille»: c'est en citant John F. Kennedy, ancien Président des États-Unis, que M. Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a félicité le Grand-Duché pour sa bonne gestion de la crise tout en le mettant en garde devant les défis qui l'attendent.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), créée en 1961 à Paris et comptant aujourd'hui 34 pays membres à travers le monde, prévoit pour le Luxembourg une croissance de 2,25% en 2015 et même plus de 2,5% en 2016, ce qui le situerait au-dessus de la moyenne de la zone euro.

Le Secrétaire général de l'organisation parisienne a cependant mis en garde les membres de la Commission de l'Économie de la Chambre des Députés de ne pas trop céder à ces pronostics optimistes en énumérant les défis qui à long et moyen termes risquent de jeter une ombre sur cette «success story», à savoir la forte dépendance de l'économie luxembourgeoise du secteur financier ou encore les énormes dépenses liées au vieillissement de la population. D'après l'OCDE, celles-ci sont appelées à augmenter d'environ 5,25 points de PIB d'ici 2030.

L'OCDE recommande particulièrement aux autorités du pays d'investir davantage dans l'innovation. Les investissements des pouvoirs publics et des entreprises dans la recherche et le développement seraient faibles comparés aux efforts consentis par d'autres pays en la matière.



M. Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Visite du Représentant spécial de l'UE pour le Sahel



La région africaine du Sahel est l'une des plus pauvres au monde et connaît, depuis plusieurs années, des problèmes croissants d'insécurité et de terrorisme. De passage au Luxembourg pour une visite de travail, M. Michel Reveyrand-de Menthon, Représentant spécial de l'Union européenne pour la région du Sahel depuis 2013, en a référé fin mars à une délégation de parlementaires.

Accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Laurent Mosar, M. Reveyrand-de Menthon a insisté sur la nécessité d'une étroite coopération entre l'Union européenne (UE) et les États de la région du Sahel. Cette collaboration serait «cruciale» pour la région dans ses efforts de surmonter sa crise permanente. En ce sens, le Représentant spécial suggère aux pays de l'UE une nouvelle approche en matière d'aide au développement liée à une obligation de résultat.

M. Michel Reveyrand-de Menthon (5e de gauche) reçu par le Président de la Chambre et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Analyse des élections de 2013 et 2014

À la lumière de l'étude «Elect 2013-Euro 2014», l'enseignant-chercheur de l'Université du Luxembourg, M. Philippe Poirier, et son équipe ont analysé les scrutins des élections législatives anticipées de 2013 ainsi que les élections européennes de 2014. Présentée à la Chambre des Députés début mars, l'étude retient qu'en 2013 il y a eu davantage de votes de liste que par le passé. La tendance s'est donc inversée, revenant à des taux comparables à ceux observés lors des élections législatives de 1974 et 1979.

En même temps les votes panachés ont reculé à 41% par rapport à 48% pour les législatives de 2009. Concernant le choix de vote des Luxembourgeois, la crise économique et le chômage ont été identifiés comme éléments décisifs.

Pour ce qui est des élections législatives de 2013, la catégorie des 50 à 64 ans s'est révélée comme la plus représentative avec 36% de l'électorat total. 60% des électeurs ayant voté émanaient du secteur privé: un chiffre en nette augmentation par rapport aux scrutins législatifs précédents.

En général, on note que les Luxembourgeois sont fortement satisfaits de la démocratie luxembourgeoise, sans pour autant trop faire confiance aux partis politiques ou encore à l'Union européenne.


Présentation de l'étude «Elect 2013-Euro 2014» par M. Philippe Poirier (3e de droite) et son équipe de chercheurs suivie d'un échange de vues avec les parlementaires et journalistes.


Échange de vues du général Patrick de Rousiers avec des parlementaires

Entrevue avec le Président du Comité militaire de l'UE

Composé des chefs d'état-major des armées des États membres de l'Union européenne (UE), le Comité militaire de l'Union européenne (CMUE) est l'organe militaire le plus élevé établi au sein du Conseil.

Le CMUE a pour mission de diriger toutes les activités militaires de l'UE et de formuler des avis et des recommandations dans le domaine militaire. Il intervient au niveau de la prévention de conflits et de la gestion des crises dans différentes parties du monde.

Son Président, le général Patrick de Rousiers, a été reçu à la mi-mars à la Chambre des Députés. Accueilli par le Vice-Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, le général de Rousiers a eu un échange de vues avec les parlementaires de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Lors de l'entretien, il a été question de la situation et des perspectives du CMUE et de sa marge de manœuvre face aux États membres. La coopération du comité avec l'OTAN ainsi que les stratégies pour résoudre des situations de crise - dont la lutte contre le terrorisme - ont également été thématisées.

Examen du rapport Artuso



M. Vincent Artuso présente son rapport aux parlementaires.

Début février, lors de la présentation du rapport Artuso - rapport de l'historien luxembourgeois Vincent Artuso sur la «question juive» au Luxembourg entre 1933 et 1945, analysant le rôle de «l'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies» - par le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, ce dernier avait exprimé le vœu que la Chambre se penche sur ce chapitre noir et peu glorieux de l'histoire luxembourgeoise.

Chose due, chose faite. Le 12 mars, la Conférence des Présidents et la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle se sont réunies une première fois avec comme objectif avoué d'organiser au Parlement un débat de consultation sur les conclusions à tirer de ce rapport, commandité par le gouvernement précédent.

À cette occasion, M. Vincent Artuso - entouré des membres du conseil scientifique ayant encadré ses travaux - a présenté les points essentiels de ses recherches avant de réagir aux remarques et aux questions des députés qui touchaient plus particulièrement à la reconnaissance, à la légitimité, au rôle ou encore au poids de la commission administrative.

Le 26 mars un tour de table entre députés a donné un aperçu des points qui pourraient faire l'objet d'une ou de plusieurs motions soumises au vote lors d'un débat sur le rapport Artuso en plénière.

Le 2 avril sur invitation de la Chambre des Députés, des représentants du Consistoire israélite se sont exprimés devant les mandataires publics afin de livrer leurs impressions sur le rapport Artuso. Faisant savoir que les recherches de l'historien ont renforcé leur conviction qu'il existait à Luxembourg entre 1933 et 1945 des tendances anti-juives, MM. Claude Marx et François Moyse se sont prononcés pour un message clair à l'égard de la communauté juive. Le Consistoire aimerait que l'injustice du sort infligé aux Juifs du Luxembourg soit enfin reconnue. Dans ce contexte, MM. Marx et Moyse ont salué l'intention des autorités gouvernementales d'ériger un monument du souvenir et de créer une Fondation pour la mémoire de la Shoah.

Lors d'une prochaine réunion, fixée au 23 avril, les députés discuteront des éléments susceptibles de faire partie du débat de consultation à venir, débat qu'ils aimeraient voir évacuer encore avant les vacances d'été.

132e Assemblée de l'UIP à Hanoï

Créée en 1889, l'Union interparlementaire (UIP) est l'organisation internationale des Parlements. Foyer de la concertation interparlementaire à l'échelle mondiale, l'UIP œuvre pour la paix et la coopération entre les peuples et l'affermissement de la démocratie représentative, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) dont elle partage les objectifs et appuie les efforts.

Elle coopère en outre avec les organisations interparlementaires régionales et les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'inspirent des mêmes idéaux.

Du 28 mars au 1er avril s'est tenue à Hanoï (Vietnam) la 132e Assemblée de l'UIP. La Chambre y fut représentée par son Président, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que par MM. Alex Bodry et Eugène Berger, membres de la Conférence des Présidents et du Bureau.



MM. Eugène Berger, Mars Di Bartolomeo et Alex Bodry ont représenté la Chambre des Députés à l'Assemblée de l'UIP.

L'ordre du jour, bien rempli par pas moins de neuf points, fut surtout marqué par le débat général sur le thème «Les objectifs du développement durable: passer des mots à l'action». Dans la Déclaration de Hanoï, qu'ils ont adoptée à l'issue de leurs délibérations, les représentants des Parlements du monde entier ont réaffirmé leur conception du développement durable, qui doit être bâti, selon eux, sur les droits de l'Homme, la lutte contre la pauvreté, la paix et la sécurité. La déclaration adoptée appelle ainsi les Parlements nationaux

- à définir un nouveau système de gouvernance de l'eau,
- à mettre en œuvre les résolutions et traités internationaux sur la gestion de l'eau,
- et à faire respecter le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement au moyen de lois et d'enveloppes budgétaires,

sous peine de voir éclater des conflits entre communautés et entre États.

Un autre point à l'ordre du jour focalisa plus particulièrement l'attention des parlementaires, étant donné qu'il risque de constituer dans les années à venir une grave menace pour la paix et la sécurité mondiale: la cyberguerre. Dans une résolution consacrée à ce sujet, l'Assemblée de l'UIP demande aux Parlements nationaux de travailler avec le pouvoir exécutif et la société civile à l'élaboration d'une stratégie sur la cyber-sécurité et les engage à veiller à ce que les lois et règlements nationaux ne permettent pas d'utiliser la cyber-technologie pour fomenter des conflits internationaux.

En ces temps marqués par des attentats dans plusieurs endroits du globe - Paris, Copenhague, l'université de Garissa au Kenya, pour ne parler que des plus récents et médiatisés -, les parlementaires regroupés au sein de l'UIP ont uni leurs voix à travers une résolution d'urgence pour réclamer une série de mesures en vue de contrer la vague croissante de terrorisme qui déferle sur le monde.

Tout en reconnaissant que le terrorisme n'est pas l'apanage d'une religion, d'une nationalité ou d'un même groupe ethnique, les mandataires publics ont fait part de leur inquiétude face à la menace permanente que des groupes terroristes, à l'image de Daech, Al-Qaïda ou encore Boko Haram, font peser sur la paix et la sécurité internationales.

Saisissant la balle au bond, les parlementaires ont également condamné la destruction délibérée et le pillage systématique des biens culturels et ont demandé à ce que les responsables de ces actes soient traduits en justice.

Finalement, l'UIP appelle les Parlements à adopter une stratégie commune sur la question

- des personnes qui rejoignent les groupes terroristes,
- de la lutte contre la propagande terroriste,
- du recrutement de combattants via Internet et les réseaux sociaux.

La coopération militaire au sein du Benelux

Quelle coopération militaire face aux menaces extérieures et au terrorisme international? Le Benelux, pourrait-il jouer un rôle précurseur en allant plus loin en matière de coopération militaire? C'est à ces questions qu'ont essayé de répondre les participants à une conférence-débat organisée par l'Assemblée interparlementaire Benelux.

L'ancien secrétaire général de l'OTAN, M. Willy Claes, a dépeint un tableau détaillé de la situation géostratégique mondiale dans lequel l'Union européenne est à la traîne aussi bien sur les questions politiques et budgétaires que technologiques. En effet, faute de vision commune concernant un futur rapprochement militaire, il ne reste à l'Union européenne que l'option, et pas des moindres, d'une intégration des armées de ses États membres, tout en maintenant sa coopération transatlantique. Dans tout cela le Benelux pourrait jouer son rôle de laboratoire en matière de sécurité à condition qu'il se montre plus ambitieux dans l'organisation de sa structure de commandement.



Les participants à la conférence-débat organisée par l'Assemblée interparlementaire Benelux.

L'actuel Président du Conseil des Ministres de la Défense de l'Union européenne et Ministre de la Défense de Lettonie, M. Raimonds Vējonis, a attiré l'attention sur la question de l'organisation des groupements tactiques européens qu'il fallait résoudre avant de s'attaquer à la constitution d'une armée européenne. Dans ce cadre, la coopération Benelux pourrait livrer des réponses à moindre échelle qui pourraient ensuite servir d'exemple au niveau européen.

Le Directeur de la Défense du Grand-Duché de Luxembourg, M. Conrad Bruch, s'est penché plus longuement sur les possibilités concrètes qui sont données au Benelux en matière de rapprochement militaire. Selon lui, si une armée Benelux est une idée assez lointaine et presque utopique, la réalisation à moyen terme d'une politique de planification commune semble tout à fait plausible. Celle-ci s'accompagnerait d'un contrôle parlementaire afin de garantir un appui politique. Finalement, il rejoint l'idée répétée par plusieurs orateurs de créer un «cluster» d'armées nationales intégrées dont le Benelux pourrait être le précurseur.

La Chambre des Députés y était représentée par sa délégation auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux composée de MM. Roger Negri, Marcel Oberweis, Gusty Graas, Gilles Roth, Gast Gibéryen et Mme Diane Adehm.

Colloque sur la citoyenneté

Le 20 mars 2015, le droit de vote des étrangers fut au centre des discussions à la salle plénière de la Chambre des Députés - non pas dans le cadre d'un débat parlementaire, mais à l'occasion d'un colloque organisé par la Chambre et l'Université du Luxembourg intitulé «Un nouvel horizon de la démocratie? Le droit de vote des étrangers aux élections nationales».

Des chercheurs de différentes disciplines (philosophie, droit, sciences politiques, sociologie) et de différents pays et continents (Europe, Océanie) y ont creusé les diverses facettes de l'ouverture ou non du droit de vote pour les élections législatives nationales aux étrangers et ont réfléchi, de manière générale, sur les transformations de la citoyenneté à l'heure actuelle.

Le colloque s'est inscrit dans le contexte du référendum du 7 juin prochain à l'occasion duquel les électeurs luxembourgeois seront appelés à se prononcer entre autres sur l'octroi du droit de vote actif (mais non passif) pour les élections législatives à tous les étrangers résidant depuis dix ans au Grand-Duché et y ayant déjà participé à une élection communale et/ou européenne.

À l'heure qu'il est, les étrangers (dont 86,1% sont ressortissants d'un État membre de l'Union européenne) forment 45,3% de la population résidente.



La salle plénière a accueilli le colloque sur la citoyenneté.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu ...



...S. E. M. Gediminas Varvuolis, Ambassadeur de la République de Lituanie.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Reconnaissance mutuelle en matière pénale

6677 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et modifiant, en vue de favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée, 1) l'article 634 du Code d'instruction criminelle; 2) la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires; 3) la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution et d'adapter la législation nationale à la suite de l'adoption de la décision-cadre 2009/299/JAI portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et 2008/947/JAI renforçant les droits procéduraux des personnes et favorisant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée lors du procès.

Les décisions-cadres précitées s'inscrivent dans le processus d'élaboration d'un espace judiciaire européen par le biais de la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle en matière pénale. La déclaration du Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999 a en effet opté pour la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle des décisions de justice plutôt que d'harmoniser les législations nationales, en proclamant que la reconnaissance mutuelle «devrait devenir la pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière tant civile que pénale au sein de l'Union».

La décision-cadre 2008/947/JAI précitée a pour objectif de faciliter la réhabilitation sociale des personnes condamnées, d'améliorer la protection des victimes et de la société en général, et de faciliter l'application de mesures de probation et de peines de substitution appropriées lorsque l'auteur de l'infraction ne vit pas dans l'État de condamnation. En vue d'atteindre ces objectifs, la décision-cadre définit les règles selon lesquelles un État membre autre que celui où la personne a été condamnée reconnaît les jugements et, le cas échéant, les décisions de probation et surveille les mesures de probation prononcées sur la base d'un jugement ou les peines de substitution qu'il comporte et prend toute autre décision en rapport avec ledit jugement, sauf si la décision-cadre en dispose autrement. Elle s'applique donc uniquement à la reconnaissance de jugement et, le cas échéant, de décisions de probation, au transfert de la surveillance de mesures de probation et de peines de substitution et à toute autre décision liée aux décisions précitées et non pas à l'exécution des jugements en matière pénale portant condamnation à une peine ou mesure privative de liberté ou à la reconnaissance et à l'exécution des sanctions pécuniaires et des décisions de confiscation qui entrent dans le champ d'application des décisions-cadres 2008/2009/JAI, 2005/214/JAI et 2006/783/JAI.

La simplification et l'uniformisation du transfert d'une personne faisant l'objet d'une mesure de probation ou d'une peine de substitution vers l'État membre dans lequel il a sa résidence habituelle, réglé jusqu'à présent par la Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition à laquelle ont adhéré une série d'États membres du Conseil de l'Europe, revêt un grand intérêt pratique pour le Luxembourg dont la population carcérale est composée en grande majorité de ressortissants communautaires.

La décision-cadre 2009/299/JAI précitée a pour objectif de renforcer les droits procéduraux des personnes faisant l'objet d'une procédure pénale, tout en facilitant la coopération judiciaire en matière pénale et en particulier en améliorant la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires entre les États membres. La décision-cadre vise également à favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée. En vue d'atteindre cet objectif, la décision-cadre établit des règles communes qui précisent les critères de refus de reconnaissance d'une décision par défaut rendue dans un autre État membre de l'Union européenne avec l'objectif de limiter les causes de refus.

À cet effet, elle porte modification des décisions-cadres 2002/584/JAI relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, 2005/214/JAI concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, 2006/783/JAI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, 2008/909/JAI concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne et 2008/947/JAI concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution.

Le projet de loi sous rubrique transposant la décision-cadre 2008/947/JAI et la loi du 28 février 2011 transposant la décision-cadre 2008/909/JAI tiennent déjà compte des modifications apportées par la décision-cadre 2009/299/JAI. Le projet de loi sous rubrique porte modification de la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne et de l'article 634 du Code d'instruction criminelle.

Les décisions-cadres 2003/577/JAI et 2006/783/JAI n'ont pas encore été transposées en droit luxembourgeois.

Comme tout autre instrument de reconnaissance mutuelle, les décisions-cadres transposées par le projet de loi sous rubrique ne sauraient avoir pour effet de modifier l'obligation de respecter les droits fondamentaux et les principes juridiques fondamentaux consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne.

SÉANCE 22

MARDI,
24 FÉVRIER 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Dépôt d'un rapport par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour

- *M. Justin Turpel*

6. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

- *M. Justin Turpel*

7. Ordre du jour (suite)

- *M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel, M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

8. Motion de M. Justin Turpel relative aux négociations de l'Eurogroup avec les représentants du Gouvernement de la Grèce

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président (renvoi de la motion en commission)*

9. Heure de questions au Gouvernement

Question n°81 du 23 février 2015 de M. André Bauler relative à la publication du PAG ainsi que du règlement sur les bâtisses sur les sites Internet des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. André Bauler - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°82 du 24 février 2015 de M. Marc Spautz relative à la lutte contre le chômage, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *M. Marc Spautz - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°83 du 24 février 2015 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Ministère de la Famille et de l'Intégration quant à la mise en place de structures de logement encadré, CIPA et maisons de soins en fonction de l'évolution de la pyramide des âges des personnes habitant dans les établissements ci-devant ainsi que sur le contrôle de qualité respectif de l'encadrement et des soins donnés, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Roger Negri - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°84 du 24 février 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la publication des résultats des élections européennes, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n°85 du 24 février 2015 de M. Claude Adam relative à l'opportunité de créer un site Internet regroupant l'offre en cours de langues, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°86 du 24 février 2015 de Mme Martine Mergen relative à la couverture vaccinale, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *Mme Martine Mergen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°87 du 24 février 2015 de Mme Taina Bofferding relative à la vente de titres de transport dans les autobus de la ligne 16, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *Mme Taina Bofferding - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°88 du 24 février 2015 de M. Marco Schank relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

10. Question élargie n°4 de M. Marcel Oberweis sur le «PIB du bien-être»

- *M. Marcel Oberweis - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

11. Changement de composition d'une commission parlementaire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

12. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Alex Bodry, M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État)*

13. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

- *M. Claude Wiseler (M. Alex Bodry intervient)*

14. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry), M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler), M. Franz Fayot (interventions de M. Claude Wiseler), M. Claude Adam, M. Roy Reding (M. Alex Bodry pose une question), M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

15. 6600 - Projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'un rapport par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Regierung wëll ech der Chamber haut offiziell de Rapport vum Historiker Vincent Artuso iwwerreechen. Et ass eng wëssenschaftlech Aarbecht iwwert d'Roll vun der Commission administrative während dem Zweete Weltkrich, woubäi den Aspekt vun der Judeverfolgung eng speziell Roll och hei an dësem Rapport huet. Et ass och den Aspekt analyséiert gi vun dëser Persécutioun virum Zweete Weltkrich.

Jo, Här President, mir waren net all Helden! Et goufen am Zweete Weltkrich vill Leit, déi sech mat hirem Liewe fir aner Leit agesat hunn oder sech och am Alldag engagéiert hunn, fir géint d'Oppressioun a fir d'Fräiheet ze kämpfen. Vill hunn der gelidden! Et goufen och där anerer, déi sech dreiwe gelooss hunn oder mam Stroum geschwomme sinn. Jo, mir waren net all Helden, mir waren net all op der Säit vun deene Gudden!

Et ass elo endlech un der Zäit, fir dës Geschicht opzeschaffen. Et ass och un der Zäit, Luucht an déi méi däischter Ecken ze bréngen. Et ass un der Zäit, Verantwortung ze iwwerhuelen a sech och ze bekennen. Mam Rapport vum Vincent Artuso ass elo en Ufank och gemaach. Déi ganz Gesellschaft soll sech um historeschen Effort bedeelegen. D'Institutiounen haten am Zweete Weltkrich eng Verantwortung, an déi soll och thematiséiert ginn.

Ech froen dofir d'Chamber, fir dee Wee matzegoen, Här President. Hei op dëser symbolescher, wichteger Plaz soll an aller Serenitéit kënnen iwwer eis Geschicht och geschwat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech déposéieren haut de Rapport a froen, fir en Débat de consultation iwwert dëse Sujet hei an der Chamber organiséiert ze kréien.

(M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, dépose le rapport final de M. Vincent Artuso sur «La question juive au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies».)

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Statsminister. Mir wäerte selbstverständlech där Invitatioun nokommen. An där leschter Presidentekonferenz hu mer iwwert de Wee vun der Diskussioun hei an der Chamber diskutéiert a mir wäre ganz frou, wa mer an enger éischter Etapp de Rapport offiziell an der Chamber géife virgestallt kréien an da selbstverständlech, anschliessend, deen Débat de consultation géife maachen, deen Dir ugefrot hutt.

Ass dat eng Formule, mat där Dir liewe kënnt?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, d'Chamber ass selbstverständlech souverän, fir hir Aarbecht ze organiséieren. Ech fannen dat doten eng ganz gutt Propositioun, dass Der hei mat den Deputéierten och en Échange kënnt mam Här Artuso hunn. Et gëtt nach aner Literatur och iwwert deen dote Sujet, dat heite war eng Demande vun der viregter Regierung, fir och déi doten Aarbecht ze maachen. Ech mengen, et ass Zäit, dass mir an der Chamber eng Kéier hei en toute sérénité iwwert de Sujet diskutéieren an och d'Konklusiounen zéien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da maache mir dat esou.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte läit um Büro hei.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung déposéiert gi sinn, ass un d'Fraktioune verschéckt ginn.

4) Dann als weider Matdeelung: Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 7 Paragraf 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an an den Artikelen 115 bis 126 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes als Ersatz fir e Membre démissionnaire opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 27. Mäerz vun dësem Joer. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend. Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht:

- d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn,

- am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn,

- déi néideg moralesch Garantië virweise kënnen,

- déi néideg kierperlech Viraussetzungen hunn,

- am Besëtz vun engem universitären Diplom sinn, dee beweist, dass de Kandidat e kompletten Zyklus vu véier Joer gepackt huet an engem vun de folgende Fächer: Ekonomie, Révision d'entreprises, Droit oder Politik.

Ech erënneren Iech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun där festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beleet.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

5) Weider Kommunikatioun: Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, deelen ech mat,

dass de 27. Januar 2015 de President vum Statsrot matgedeelt huet, dass nom Départ vum Här Georges Pierret e Poste vu Statsconseiller vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Conseiller d'État opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 27. Mäerz vun dësem Joer. Den Datum vum Poststempel gëllt. Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn. Dat heescht:

- d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn,

- am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn,

- am Grand-Duché residéieren,

- den Alter vun 30 Joer erreecht hunn.

E spezifesche Profil ass eis vum Conseil d'État matgedeelt ginn. Wat dëse spezifesche Profil ugeet, esou huet de Conseil d'État matgedeelt, dass en eng Preferenz huet fir e Kandidat, deen en Droits-Studium vu véier Joer huet, oder e Master oder en Doktorat am Droit. Eng Formatioun oder eng Erfahrung am Droit pénal ass gewënscht.

Ech erënneren Iech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beleet.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 24 février 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6771** - Projet de loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 27.01.2015

***6772** - Projet de loi modifiant la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne; et transposant la directive 2014/60 du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024/2012 (refonte)*

Dépôt: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 28.01.2015

***6773** - Projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.01.2015

***6774** - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, 2) de la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers, 3) de l'article L. 222-4 du Code du Travail*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.01.2015

***6777** - Projet de loi ayant pour objet d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée et portant modification de*

1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

et

2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 02.02.2015

***6775** - Projet de loi relatif à l'accueil des demandeurs de protection internationale au Luxembourg*

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 06.02.2015

***6778** - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre national d'Intervention et de Secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 12.02.2015

***6779** - Projet de loi*

1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire;

2. modifiant

- la loi modifiée du 10 août sur la profession d'avocat,

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration,

- la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19.02.2015

3) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**479** - Pour le soutien et la promotion publique de la nutrition végétarienne et végétalienne*

Dépôt: 15.01.2015 par M. Camille Muller

*Demande de pétition publique n°**478** - Stop à la fourrure*

Dépôt: 23.01.2015 par Mme Manon Gaudron

*Demande de pétition publique n°**480** - Petitioun géint Frais-de-Dossiere bei Kreditter a Prêten*

Dépôt: 30.01.2015 par M. Benoît Junk

*Demande de pétition publique n°**481** - Cannabis fir medezinesch Zwecker ze legaliséieren*

Dépôt: 01.02.2015 par M. Patrick Diederich

*Demande de pétition publique n°**482** - Recht op Lëtzebuerger Sprooch*

Dépôt: 01.02.2015 par M. Rick Theisen

*Demande de pétition publique n°**483** - Pétition contre le Règlement grand-ducal «ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16» / Petition gegen die Ausführungsbestimmung (RGD) «ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16»*

Dépôt: 04.02.2015 par M. Georges Jacobs / Fédération St-Hubert

*Demande de pétition publique n°**484** - L'histoire du Général Patton*

Dépôt: 12.02.2015 par Mme Romy Thilmany

*Demande de pétition publique n°**485** - Fir dass Propriétairen d'Immobilièreskäschte bezuelen amplaz de Locataire*

Dépôt: 12.02.2015 par Mme Manon Gaudron

*Demande de pétition publique n°**486** - Fir d'Ofschafe vun der Lëtzebuerger Souveränitéit an Onofhängegkeet a fir d'Annexioun un d'belscht Kinnekräich*

Dépôt: 18.02.2015 par M. Pascal Hansen

*Demande de pétition publique n°**487** - «Nonante-neuf au lieu de quatre-vingt-dix-neuf»*

Dépôt: 21.02.2015 par M. Joseph Kiefer

*Demande de pétition publique n°**488** - Égalité des chances: Parkings «Maman et Bébés - Papa et Bébés»*

Dépôt: 22.02.2015 par Mme Marianne Beissel

*Demande de pétition n°**489** - Contre la fermeture de la Clinique Ste-Marie à Esch-sur-Alzette*

Dépôt: 23.02.2015 par M. Thomas Klein / Délégation du personnel

4) Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 114 à 126 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 27 mars 2015, l'estampille de la poste faisant foi.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) offrir les garanties de moralité requises;

4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction (certificat médical);

5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques, études de réviseur d'entreprises, droit ou sciences politiques (copie des diplômes, certificats et homologations).

5) Par courrier du 28 janvier 2015, Mme la Présidente du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés qu'à la suite du départ du Vice-Président du Conseil d'État, M. Georges Pierret, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 27 mars 2015, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) résider au Grand-Duché (certificat de résidence);

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Un profil spécifique du candidat pour le mandat à pourvoir a été établi par le Conseil d'État. Le Conseil d'État exprime une préférence pour un candidat disposant d'une formation d'un cycle universitaire de quatre années au moins en droit ou d'un diplôme de master en droit ou de docteur en droit - une formation et/ou une expérience en droit pénal serait souhaitable. La Chambre des Députés établira la liste des trois candidats en séance publique sur base des candidatures introduites.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Dann hunn ech e Changement an der Kompositioun an enger vun eise Kommissioune matgedeelt kritt vun der DP-Fraktioun duerch hire Bréif vum 29. Januar, wou se ufreet, dass den Här Eugène Berger d'Madame Simone Beissel all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6675 iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement de l'État ersetzt an dat bis zum Enn vun där Prozedur.

Ass d'Chamber mat där Ännerung d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Mir kommen dann elo zum Ordre du jour, wou ech direkt eng Wuertmeldung hu vum Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, ech hätt eng Question préalable zum Ordre du jour. Ech kéim dann erop.

Merci. Ech géif proposéieren, eng Ännerung um Ordre du jour ze maachen, an zwar, datt mer géifen ee Punkt derbäisetzen iwwert d'Verhandlunge vum Eurogroup mat der griichescher Regierung.

6. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

Ech géif och dozou eng Motioun déposéieren, déi verdeelt gëtt, iwwert déi mer dann herno kéinten a Rou diskutéieren.

Wann ech gelift, Här President.

Motion

relative aux négociations de l'Eurogroup avec les représentants du Gouvernement de la Grèce

La Chambre des Députés

- considérant les discussions actuellement en cours entre l'Eurogroup et le nouveau Gouvernement grec sur le prolongement des mesures de financement;

- comprenant le souci de la population grecque et du nouveau Gouvernement relatif à une simple prolongation des mesures ayant conduit le pays vers une crise humanitaire et sociale sans précédent;

- constatant l'augmentation de la dette de l'État à un niveau inégalé au niveau européen, due surtout à une récession économique de 20%;

- considérant qu'il devient de plus en plus évident aux yeux de nombreux observateurs que des changements structurels de fond s'imposent à l'économie grecque;

- considérant les propositions du Gouvernement grec concernant des changements substantiels au niveau d'une imposition juste et effective, du fonctionnement performant des administrations publiques comme d'une justice sociale tenant compte de la réalité de la crise;

- considérant donc la nécessité de rediscuter entre partenaires les termes et les modalités de l'aide financière et des obligations réciproques y liées, à court terme comme à échéance plus lointaine;

- décidant de suivre de près les négociations actuellement en cours et de s'y impliquer, puisqu'elles concernent le fonctionnement général des mécanismes européens;

invite le Gouvernement luxembourgeois

- à s'engager au sein de l'Union européenne et de l'Eurogroup en faveur de négociations dans le respect mutuel avec le Gouvernement grec;

- à œuvrer en vue d'ouvrir de nouvelles perspectives sociales et économiques à la Grèce, basées sur un programme d'investissements sur le long terme et un renforcement du pouvoir d'achat;

- à soutenir de véritables réformes structurelles de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, les politiques clientélistes et la corruption;

- à œuvrer en faveur d'une politique de relance et de dépassement des simples politiques d'épargne et de récession au niveau de la zone euro et de l'Union européenne;

- à inclure la Chambre des Députés dans ces réflexions et ces renégociations;

- à consulter la Chambre des Députés avant toute décision importante.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn an engem entscheedende Moment vun der europäescher Geschicht ukomm. Et ass fir d'Éischt, wou de Laf vun der Europäescher Unioun esou offen a Fro gestallt ass wéi elo. Et pour cause!

„D'Milliarden, déi scheinbar a Griichenland gaange sinn, si virun allem fir d'Stabiliséierung vum Finanzsecteur genotzt ginn. 80% sinn direkt un d'Banke gaangen a just 11% an de griichesche Budget. Gläichzäiteg ass dat Land mat enger brutaler Kierzungspolitik an déi déifst Rezessioun a gläichzäiteg an déi déifst Statsverscholdung vun der gesamter EU gedriwwe ginn.

D'Konsequenz dovunner ass eng sozial an humanitär Kris ouni Beispill an Europa! Een Drëttel vun der Bevëlkerung lieft an Aarmut. D'sozial Ofsécherung gouf massiv geschwächt, de Mindestloun ëm 22% gekierzt, d'Tarifvertragssystemer an d'Schutzbestëmmunge vun de Beschäftegten demontéiert. An ausgerechent déi ënnescht Akommesgruppe sinn zousätzlech steierlech belaascht ginn. De Chômage", Dir wësst et, „läit no bei 27%, bei de Jugendleche souguer iwwer 50%. Vill Mënschen hunn net genuch ze iessen, kee Stroum, keng Heizung oder Wunneng. E groussen Deel vun der Bevëlkerung huet keng Krankeversécherung méi a kritt just am Noutfall Zougang zu medezinescher Betreiung.

D'Resultat vun de Wahle vum 25. Januar ass en zerschmetternd Uerteel iwwert déi verfeelte Politik!"

Alles dat, wat ech Iech bis elo gesot hunn, ass en Zitat, an zwar aus engem Opruff vum Reiner Hoffmann, President vum DGB, Frank Bsirs (ver. di), Detlef Wetzel (IG Metall) an anere Gewerkschaftsvertrieder aus Däitschland, deen och elo an anere Länner massiv ënnerschriwwe gëtt. An déi verfeelte Politik do betrëfft net nëmme Griichenland, mä ganz Europa, souwuel déi Länner, déi mat därselwechter falscher Medezin behandelt solle ginn, wéi och déi aner, déi d'Konsequenze vun der falscher Ofbau- a Kierzungspolitik matdroe mussen.

Net fir näischt begréisse vill Bierger a ganz Europa dee Choix vum griichesche Vollek, esou och an engem Opruff, dee wäit iwwer 100 Per-

séinlechkeeten aus Lëtzebuerg gemaach hunn, dorënner de Jean-Claude Reding, Guy Greivelding, Jean-Claude Thümmel, Alvin Sold, Benoît Majerus, Renée Wagener, Sammy Wagner, Véronique Bruck, Paul Matzet, Vera Spautz.

Aus der Finanzkris vun 2008 gouf eng Wirtschaftskris an dorauser eng Sozialkris vun ni gekanntem Ausmooss. Do muss eng Kéier geholl ginn! Dat ass net evident, och net bei de Verhandlunge vum Eurogroup mat de Vertrieder vum griichesche Vollek.

Bei deene Verhandlunge sinn zwou Linnen openeegetraff: déi vu Merkel a Schäuble, déi fir en Nord-Käreuropa mat engem Nord-Euro agetruede sinn an dofir bereet waren, déi aner Länner falen ze loossen, an d'Linn vun deenen, déi soen, et misst een déi falsch Politik vun der Troika änneren a mat Griichenland e Kompromiss op Aenhéicht fannen.

An et ass déi zweet Linn, net déi vu Merkel a Schäuble, déi sech am Pabeier vum 20. Februar duerchgesat huet.

Gradesou wéi SYRIZA gesinn och mir als Lénk zu Lëtzebuerg eng Rei Saache sécherlech anescht wéi dat, wat de Moment mam Eurogroup verhandelt gëtt. Mir sinn der Meenung, datt net nëmmen d Troika, mä virun allem hir katastrophal Politik, esou wéi se d'Institutiounen zum Deel weiderféiere wëllen, ofgeschaaft misste ginn. Mir sinn der Meenung, datt d'Schold vu Griichenland, och déi vu Portugal, Spuenien, Italien, Irland an esou weider, duerch en Audit misst iwwerpréift ginn an déi illegitim Schold gekënnegt ginn.

Mä - an dorëms geet et - an de Verhandlunge mam Eurogroup mat Griichenland geet et net dorëms, mä ganz konkret ëm dat, wat déi griichesch Regierung an hire Finanzminister do virgeschloen hunn. An dat ass net d'Kënnegung vun der Schold, mä d'Streckung an d'Erëmbezuelen ënnert der Konditioun, datt Griichenland keng Moossname méi imposéiert kritt, déi d'Wirtschaft oder d'Leit an de Ruin dreiwen.

Bei der Virstellung vun der Motioun kann ech méi am Detail dorop zréckkommen.

7. Ordre du jour (suite)

Elo geet et awer emol drëm, datt mir déi Motioun iwwerhaapt op den Ordre du jour setzen, fir datt och dës Chamber, wéi iwwregens och aner Parlamenter an Europa, soe kann, wéi si wëllt, datt ee mat de Griichen an de Verhandlungen am Eurogroup ëmgeet. Déi Diskussioun solle mir elo an net eréischt am Mäerz féieren! An dofir froen ech, fir dee Punkt op den Ordre du jour ze stellen, fir datt all Fraktioun sech dozou äussere kann.

Dobäi geet et net ëm d'Virschléi vu Reformen, déi haut d'Griichen am Eurogroup hannerleeën, mä et geet ëm de Prinzip, wéi ee mateneen ëmgoe soll. An ech géif lech Merci soen, wa mer dat kéinten herno diskutéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn hei eng Demande, fir e Changement am Ordre du jour ze maachen. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, mir haten de Moien an der Finanzkommissioun rieds iwwert déi dote Fro a mir waren eis eens ginn eigentlech de Moien an der Finanzkommissioun, an do hunn ech och keng Géigestëmm vun deene Lénken héieren, dass mer géifen an enger nächster Sitzung de Finanzminister bieden, an déi zoustänneg Finanzkommissioun ze kommen, well mer effektiv all der Meenung waren, dass dat doten eng Fro ass, déi och bei deenen zoustännege Stellen och vum Lëtzebuerger Parlament soll diskutéiert ginn.

An ech géif proposéieren, dass mer op där doter Linn bleiwen an net hei ofwäichen. An där Logik géif ech eigentlech richteg fannen, dass mer déi Motioun och géifen an d'Finanzkommissioun verweisen, wou se da kann diskutéiert ginn, zesummen dann och mat den Explikatiounen, déi mer vun der Regierungssäit wäerten zu deem Thema kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Ech ginn dann dovun aus, dass mer iwwer eng Ännerung respektiv eng Bestätegung vum Ordre du jour hei ofstëmme wäerten. A jee nodeem, wéi déi Ofstëmmung ausgeet, géife mer dann dee Moment déi Motioun an enger éischter Phas un d'Finanzkommissioun iwwerweisen.

Den Här Turpel nach eng Kéier kuerz.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hate schonn och virdrun ugekënnegt, datt mer déi Motioun haut géifen déposéieren. Ech hunn dat de Moien an der Finanzkommissioun esou verstanen, datt et drëm géif goen, datt de Finanzminister eis erklärt, wéi hien och zu deem Moossnamekatalog an zu enger Rei aneren Aspekter steet, déi elo an der konkreter Diskussioun sinn.

Hei geet et mir ëm déi prinzipiell Haltung! An ech fannen, d'Chamber soll d'Chance notzen an all Fraktioun, fir sech prinzipiell dozou ze äusseren, onofhängeg vun deem, wat mir da vu konkrete Moossname mam Finanzminister an enger vun deenen nächste Kommissiounssitzungen diskutéieren. Dat maachen aner Chamberen och, zum Deel, well se et musse maachen, zum Deel, well se et wëlle maachen. Mä ech mengen, et géif an esou enger wichteger Fro eiser Chamber gutt zu Gesiicht stoen, wa mer eis herno géifen déi Véierelstonn huelen, déi mer bräichten, fir datt jiddweree seng Meenung dozou kéint soen, iwwert déi Diskussioun iwwert d'Detailer, déi mer herno mam Finanzminister kréien, ewech.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir hunn also hei den Ordre du jour, wéi e proposéiert ginn ass vun der Presidentekonferenz. Et ass d'Froestonn, d'Question élargie, dann d'Proposition de loi iwwert d'Organisatioun vum Referendum an de Projet iwwert de Réseau Vëlospisten. Dat ass déi eng Optioun.

Wien also mat deem Ordre du jour d'accord ass, géif mat Jo ofstëmmen. Wie gär eng Ännerung hätt, also d'Motioun elo gär diskutéiert hätt, géif mat Nee stëmmen. Ass dat eng kloer Froestellung?

(Affirmation)

Den Här Gibéryen dozou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Fir datt mer eis do just kloer sinn: Wa mer beim Ordre du jour vun haut bleiwen, wat geschitt da mat der Motioun?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi geet dann an d'Finanzkommissioun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Geet se dann an d'Finanzkommissioun?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An da kënnt se...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass just, fir dat ze preziséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da kënnt se zréck. Voilà.

Also, ass d'Froestellung kloer? Deen, dee mam Ordre du jour, wéi en ursprénglech proposéiert war, d'accord ass, stëmmt mat Jo. Deen, dee fir d'Propositioun vum Här Turpel ass, géif mat Nee stëmmen.

Vote sur l'ordre du jour

De Vote ass lancéiert. Perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir haten 58 Leit, déi sech direkt oder indirekt um Vote bedeelegt hunn. Den Ordre du jour ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme bestätegt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

8. Motion de M. Justin Turpel relative aux négociations de l'Eurogroup avec les représentants du Gouvernement de la Grèce

Also verfuere mer nom urspréngleche Ordre du jour an d'Motioun geet an d'Finanzkommissioun, wou ech de Wonsch vun de Kolleege verstanen hunn, dass dat esou schnell wéi méiglech soll geschéien.

Da komme mer elo zu dem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Den Ordre du jour fänkt u mat enger Froestonn un d'Regierung. D'Spillregele kennt Der: Den Deputéierten huet zwou Minutten, fir seng Fro ze développéieren. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

An déi éischt Fro kënnt vum André Bauler, riicht sech un den Innenminister a betrëfft d'Publikatioun vun de PAGen a vun de Bautereglementer. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

9. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°81 du 23 février 2015 de M. André Bauler relative à la publication du PAG ainsi que du règlement sur les bâtisses sur les sites Internet des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un den Här Innenminister stellen.

D'Stad Lëtzebuerg huet souwuel hiert Bautereglement wéi och hiren allgemenge Bebauungsplang PAG op hirem Internetsite publizéiert. Och d'Stad Ettelbréck huet dat esou gemaach. Dat erlaabt dem Bierger, fir sech op ee Bléck méi e komplett Bild vun der Klasséierung vun engem bestëmmten Terrain, enger bestëmmter Immobilie ze maachen.

An anere Gemengen hirem Internetoptrëtt fënnt ee weder d'Bautereglement nach d'Partie graphique an écrite vum PAG, oder et fënnt ee just d'Bautereglement. Fir all Detail, deen de Bebauungsplang betrëfft, muss een dann all Kéiers am technesche Service oder am Gemengesekretariat virstelleg ginn. De Fall vun der Stad Lëtzebuerg oder dee vun der Stad Ettelbréck sinn eigentlech Exemples à suivre an deem Kontext.

Dofir wollt ech froen, iwwer wat fir ee Wee den Här Innenminister gewëllt ass, d'Gemengen ze invitéieren, den integrale Bebauungsplang souwéi d'Bautereglement am Sënn vu méi Transparenz am Netz ze veröffentlechen an esou de Propriétairen, de Planer an aneren Interesséierten entgéintzekommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An den Här Innenminister, dee schonn hei ass, huet direkt d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Den Här Bauler stellt déi berechtegt Fro, wou e seet, et wären zwou Gemengen, déi hei d'gutt Beispill géife weisen, andeem se hire PAG an hiert Bautereglement op hirem Internetsite géifen integral publizéieren. Ech muss soen, dass et der wesentlech méi sinn, déi dat doten haut scho maachen. Mä Dir hutt awer recht, et sinn net alleguerten d'Gemengen, déi deen dote Wee gewielt hunn.

Am Moment ass et esou, dass iwwert den Artikel 12 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal d'Gemenge forcéiert sinn, bei der Prozedur vun der Ëmännerung vun engem PAG an der Annonce vun der Zeitung unzeginn, wou e Resümee - ech betounen: „e Resümee" - vun deem Projet de PAG ze fannen ass.

A mir hu virgesinn, wann Der lech kënnt erënneren, dass mer am Omnibusgesetz genau deen doten Artikel 12 wëllen ofänneren an deem Sënn, dass an Zukunft net nëmmen e Resümee vun deem Projet de PAG muss publizéiert ginn um Internet, mä de gesamte PAG misst publizéiert ginn. Och am Sënn, wéi Der et gesot hutt, vu méi Transparenz a vun enger besserer Informatioun vum Bierger, dee sech dann och ka besser op déi ëffentlech Sitzunge preparéieren, déi mam Schäfferot da sollen organiséiert ginn.

Wat elo d'Publikatioun vum fäerdege PAG, fir et emol esou ze nennen, ugeet, ass dat esou, dass dat e Reglement ass wéi alleguerten déi aner Reglementer, wou jo iwwert den Artikel 82 vum Gemengegesetz regléiert ass, wéi d'Publikatioun dovunner muss gemaach ginn: Engersäits selbstverständlech en Aushank vun deem Reglement an op där anerer Säit kënnt dat natierlech och an de Mémorial stoen. Do ass och net virgesinn, fir dat an nächster Zukunft ze änneren.

Wat awer virgesinn ass - an dat gëtt mer d'Geleeënheet, nach eng Kéier op déi Initiativ hinzeweisen, déi mer als Regierung geholl hunn, wéi mer dee berühmten „Guide Urbanisme" presentéiert hunn -, et ass also ugeduecht, dass an Zukunft iwwert dee Guide Urbanisme all Indicatiounen oder all Prozeduren, déi un engem Terrain hänken, wann een e wëllt revaloriséieren, dass een déi praktesch an deem Guide Urbanisme kann zesummesichen, fir dass all Mënsch weess, wat en an alle Beräicher vun der Gesetzgebung un Autorisatioune bräicht.

Dat setzt natierlech viraus, dass mer alleguerten d'PAGen an Zukunft an informatescher Form wäerten am Intérieur kënne vereenegen, wou mer och amgaange sinn, dat ze maachen. Déi allermeescht Gemenge ginn och dee Wee an Zesummenaarbecht mat deene Bureaud'études, déi se erausgewielt hunn, dass se dat och op dem informatesche Wee maachen.

Mä mir selwer hunn eis am Intérieur elo och opgestallt. De 15. Mäerz wäert ee Beamten ufänken, deen eng Formatioun huet als Geograf an och eng Formatioun huet, fir mat deene geografeschen Informatiounssystemer ëmzegoen, soudass mir och am Intérieur kënnen eng zentraliséiert Fassung vun alle PAGen aus dem Land virfannen oder ausschaffen, déi mer dann och kënnen iwwert de Géoportail an dee Guide Urbanisme mat aspille loossen, soudass am Fong all Mënsch herno weess, wéi een Terrain wéi am Land klasséiert ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Innenminister. Mir kommen dann un déi nächst Fro. Déi ass vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz un den Aarbechtsminister betreffend d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- Question n°82 du 24 février 2015 de M. Marc Spautz relative à la lutte contre le chômage, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, meng Fro geet un de Beschäftegungsminister. D'Beschäftegungszuelen hei zu Lëtzebuerg si vum Dezember, am Januar an enger positiver Entwécklung. 3.605 Aarbechtsplaze si bäikomm. A vum Januar 2014 op de Januar 2015 sinn 10.162 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschafe ginn. Par contre bleift de Chômage awer stabill bei 19.468 Leit stoen. Dobäi si 5.326 Leit 24 Méint oder scho méi laang am Chômage.

Elo ass meng Fro un de Minister: Wat fir eng Moyene gesäit hien, wéi mer kënne kucken, dass déi Offer vun 10.162, déi jo do gewiescht wier - wann een do eng Mëllechmeedcherechnung mécht, da seet een, dann hätt de Chômage missen ëm 10.000 Plazen erofgoen -, wat kënne mer do maachen? Ass do d'Ofschafung vum qualifizéierte Mindestloun - oder wéi een dat soll nennen - e Moyen, deen d'Regierung gesäit?

Wat fir eng Influenz huet d'Garantie jeunes dorop gemaach?

A wann ech d'Statistike richteg gelies hunn, sinn et virun allem de Sozial- an de Gesondheetsberäich, déi vill Aarbechtsplaze geschafen hunn. Gëtt de Marché hei zu Lëtzebuerg a gëtt d'Schoul do net genuch Plazen hier, fir dat kënnen ze maachen? A wat ass de regionalen Aspekt op deenen eenzelne Plazen?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet direkt den Här Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech mengen, Dir hutt natierlech elo de Fanger op ee vun deene spezielle Punkte vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart geluecht. An dat ass jo net säit gëschter! Ech mengen, mir kennen deen Trend säit Joren, dass effektiv d'Zuel vun der Création nette d'emplois an d'Luucht geet, dass den Emploi hei zu Lëtzebuerg permanent steigt. Wann ee kuckt: Iwwert déi lescht zéng, fofzéng, zwanzeg Joer hu mer e permanenten Zouwuess gehat vum Emploi hei zu Lëtzebuerg, wat jo u sech eng ganz positiv Evolutioun ass, ouni déi mer ganz aner Problemer hätte par ailleurs.

Mä mir stellen natierlech awer och fest, datt iwwert déi lescht fofzéng, zwanzeg Joer de Chômage net... heiansdo erëm liicht zréckgeet, mä eng gewësse Konstanz huet, fir an d'Luucht ze goen.

Ech stellen natierlech och fest - mat enger klenger Satisfaktioun -, datt iwwert déi lescht Méint, a besonnesch elo vun Dezember op Januar, de Chômage sech zumindest emol ze stabiliséiere schéngt. Wat ëmmerhin emol e positivt Zeechen ass, datt mer net méi an där Courbe no uewe sinn, mä datt mer ganz liicht no ënne ginn, wat jo och eng gewësse Satisfaktioun bréngt!

Mä de Paradox vum Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg ass awer d'Création nette d'emplois op där enger Säit an awer e Chômage, deen op engem héijen Niveau bleift.

Nun ass, Dir hutt et selwer gesot, déi Pseudoéquatioun, déi een do kéint maachen, eng Mëllechmeedcherechnung. Well esou fonctionnéiert den Aarbechtsmaart jo net. Dir wësst dat, Här Spautz, den Aarbechtsmaart ass eppes, wat vill méi komplex ass. Mir hunn all Joer 120.000 Changementer op deem Aarbechtsmaart! 120.000! Et sinn net déi 9.000, et sinn der 120.000: Kontrakter, déi ophalen, Kontrakter, déi nei ufänken. Dat heescht also: eng grouss Mobilitéit op deem Aarbechtsmaart, wou natierlech och ons Ekonomie an enger permanenter Transformatioun ass an och ëmmer erëm nei Métieren, nei Jobben entstinn, wou mer natierlech musse probéieren, fir effektiv déi richteg Leit duerfir ze fannen.

Nun ass et net esou, datt ënner all deene Leit, déi am Chômage sinn, jo ni ee géif eng Aarbechtsplaz fannen! Dat ass jo net esou, déi 19.000 sinn net ëmmer déi nämlecht! Verstitt Der, dat sinn net ëmmer déi nämlecht, well et sinn ëmmer Leit, déi erauskommen, an et sinn der, déi erakommen. Duerfir ass et wichteg, net déi 19.000 ze kucken. Dat, wat besonnesch wichteg ass, dat ass ze kucken, wéi laang een am Chômage bleift!

Well besonnesch déi, déi nei op en Aarbechtsmaart kommen, déi ginn am Prinzip - net ëmmer, mä ganz oft - sech emol aschreiwen op d'ADEM, an dann, no engem, zwee Méint, wann et ganz gutt geet - respektiv heiansdo och vill méi laang, wa se eng Aarbechtsplaz verluer hunn -, da fanne se en Job. An dat, wat e wichtegen Indicateur ass: Wéi séier fannen d'Leit en Job? Wéi schro ass d'Laangzäitaarbechtslosegkeet? Dat ass e Problem, deen ee muss méi am Detail kucken.

Nun ass et ganz kloer: De Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ass en Aarbechtsmaart, deen no alle Säiten op ass. Dat heescht, mir sinn an engem Aarbechtsmaart, deen net zu Sterpenich ophält. An och net op der Grenz mat Frankräich, scho guer! An och net iergendwou zu Waasserbëlleg. Mir sinn an engem Aarbechtsmaart, dee wäit an d'Groussregioun erareecht!

An ech géif soen, emol als eng éischt Remarque: Gott sei Dank! Well wa mer déi 160.000-170.000 Frontalieren net hei zu Lëtzebuerg hätten, déi hei schaffen, da géif ech mech froen, wéi ons Spideeler géife fonctionnéieren a vill aner Betriber kéinte fonctionnéieren. Dat ass ganz sécher.

Mä mir mussen natierlech derfir suergen, datt déi 19.000, déi jo zwar net ëmmer déi nämlecht sinn, mä déi am Chômage sinn, besser ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir an déi Jobben ze kommen, déi effektiv hei zu Lëtzebuerg all Joer geschafe ginn. An do stellt ee fest, datt en anere Problem vun dem lëtzebuergesche Chômage deen ass, datt 45%, heiansdo souguer, wann ee verschidde Kategorien derbäihëlt, iwwer 50% vun de Leit net qualifizéiert sinn!

Zwou Remarquen: Éischtens, de Chômage vun deene Jonken huet eng positiv Evolutioun. Dee geet zréck. Den Undeel vun deene Jonken ass iwwer 2% elo zréckgaange vu Joer zu Joer, Januar op Januar. Dat féieren eck haaptsächlech drop zréck, datt déi Mesure vun der Garantie pour la jeunesse elo ufänkt, seriö ze gräifen. Wat e ganz positivt Element ass, well mir bréngen et eigentlech fäerdeg, datt déi Jonk net laang oder net méi esou laang am Chômage bleiwen. A fir déi Jonk ass de Laangzäitchômage nach méi schlëmm wéi fir anerer!

Déi zweet Fro: Natierlech, de Gesondheetssecteur ass ee vun deene Secteuren, déi am meeschten Jobbe kreéieren. A mir mussen do mat alle Moyene kucke mat den Akteuren - an ech hunn och Gespréicher mat der COPAS an esou weider -, fir méi Leit an déi Beruffer ze kréien, fir do Leit ze forméieren, déi déi Jobben huelen.

An ech mengen, déi grouss Offensiv, déi mer hei zu Lëtzebuerg musse maachen, dat ass eng Offensiv vum Investissement an d'Leit, an d'Mënschen, an d'Formatioun! Et dierf net sinn, datt d'Formatioun mat der Schoul ophält - an heiansdo net ëmmer mat där gréisster Réussite -, mä et muss d'Méiglechkeet bestoen, och wann d'Schoul vläicht net ëmmer d'Réussite war, datt een duerno d'Méiglechkeet huet, sech requalifizéieren ze loossen. An dat ass dat, wat mer elo wëllen nach méi aktiv an deenen nächste Méint a Joren duerchféieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Ech hunn Iech net ënnerbrach, well Der zu enger wichteger Fro Stellung geholl hutt. Ech géif Iech awer bieden, fir lech systematesch un déi Riedezäit ze halen, och wann et bei esou engem vaste Sujet vläicht méi schwéier ass wéi bei där enger oder anerer Fro. Merci fir d'Versteesdemech.

(Interruption)

Voilà, an Är Kolleege ware ganz disziplinéiert, soudass dat récupéréiert ass.

Déi drëtt Fro riicht sech un d'Familljeministesch, kënnt vum Här Roger Negri a betrëfft d'Strategie iwwert de Beräich vum Logement encadré, CIPA an d'Fleegehaiser. Den Här Negri huet d'Wuert.

Erëm e vaste Sujet!

- Question n°83 du 24 février 2015 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Ministère de la Famille et de l'Intégration quant à la mise en place de structures de logement encadré, CIPA et maisons de soins en fonction de l'évolution de la pyramide des âges des personnes habitant dans les établissements ci-devant ainsi que sur le contrôle de qualité respectif de l'encadrement et des soins donnés, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Wéi mer alleguerte wëssen, geet d'allgemeng Liewenserwaardung vun eisen eelere Matmënschen ëmmer méi an d'Luucht an ab engem bestëmmten Alter brauche se alleguer och Hëllef vun anere Leit, engersäits doheem an anerersäits a Strukture wéi „Betreit Wunnen", wou ee kann higoen, wann ee sech net méi selwer kann ëm säin Haus oder Appartement bekëmmeren. Hei, mengen ech, géif e grousse Besoin bestoen, wou d'éffentlech Hand méi verstäerkt an d'Locatioun vu betreite Wunnengen investéiere kéint.

An der zweeter Struktur, de CIPAen, de Centres intégrés pour personnes âgées, mussen d'Leit, fir eranzekommen, nach autonom sinn, wou se da bis zu hirem Liewensenn jo kënne bleiwen. Hei schéngt de Ratio sech duerch d'Assurance dépendance ëmmer méi a Richtung vu méi hëllefsbedürftege Leit ze änneren.

Dat bréngt mech dann zur drëtter Struktur, de Maisons de soins - d'Hospicen -, wou nëmme fleegebedürfteg Leit erakommen, an och hei, duerch d'Assurance dépendance - wat jo vill Leit arrangéiert - méi laang kënnen doheem bleiwen, bis et dann awer doheem guer net méi geet.

D'Fro, déi ech der Ministesch stelle wéilt, ass, wéi Dir déi zukünfteg Entwécklung gesitt, mat eventuell engem Akzent op méi betreite Wunnengen a méi Hospicen. Wéi grouss sinn de Moment d'Listes d'attente fir d'CIPAen an d'Hospicen? Ech fannen et dramatesch, dass eeler Leit alt mussen am Ausland ënnerbruecht ginn!

Dat bréngt mech zur leschter Fro, ob hei am Land eng Qualitéitskontroll stattfënnt. Ech weess, dass vu Personal, Direktiounen a Verwaltungsréit gutt Aarbecht geleescht gëtt, mä et héiert een ëmmer erëm Saachen, wou ee sech awer Froe stellt.

Kloer ass, dass dëst e ganz sensibelt Thema ass, wou Ofhängegkeete kënnen entstoen, an dat op béide Säiten. Esou stellt sech d'Fro vun externen Auditen a Kontrollen, an dat, mengen ech, net vun der COPAS, de Patronatsorganisatiounen, iwwer zum Beispill hygienesch Konditiounen, d'Qualitéit vum Iessen. Ech hat dat och scho virun e puer Joer op dëser Plaz eemol ugeschwat am Kader vu regelméissege Berichter vun auslännesche Medien iwwer Gewalt an Altersheimer.

Am Resümee, Madame Ministesch, ziilt meng Fro dorop eraus, ob a wéi d'Politik sech an dësem Secteur, deen ëmmer méi wiisst, versécher, dass eis eeler Matmënsche korrekt an an aller Serenitéit bis zu hirem Liewensenn begleet ginn. Well dorop huet all Mënsch en elementaart Recht!An domadder soen ech Iech Merci, Madame Ministesch, fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Dann huet d'Madame Familljeministesch d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, also, et ass wouer: D'Populatioun wiisst a gëtt ëmmer méi al. D'Leit ginn ëmmer méi al. Mir kënnen zum Beispill feststellen, dass 2030 117.000 Leit méi wéi 65 Joer al wäerte sinn. 2060 sinn dat der 197.000. An am Moment sinn et der just 77.000.

D'Zil ass allerdéngs net, dass d'Leit ëmmer méi al ginn. D'Zil ass natierlech dat, dass mer alleguer ëmmer gutt al ginn a bei beschter Gesondheet am Fong geholl al ginn. An dat ass am Fong dat Zil, wat mer ons musse setze fir d'Zukunft, wa mer vum Wuesstum vun den eelere Leit schwätzen, zu deene mer dann och iergendwann eng Kéier wäerte sécherlech zielen.

Mir hunn am Moment, fir dat eng Kéier ze soen, 31 CIPAen hei am Land, mat 3.747 Better. Mir hunn 20 Maisons de soins mat 2.193 Better. A mir hunn zéng Logements encadrés mat 451 Better. Plus all Kéiers nach Vakanzebetter, déi ech elo net hei preziséiert hunn. D'Kritären, fir iwwerhaapt an esou en Haus eranzekommen, dat kann natierlech den Alter sinn, mä et kann awer och d'Fragilitéit vun der Persoun sinn a wéi séier se dat brauch.

Dofir géif ech och vläicht fir d'Éischt op de Logement encadré agoen, wou Der mer d'Fro gestallt hutt. Där ginn et der eben e puer. Et ass natierlech och e Wëlle vun der Regierung, fir dat ze ënnerstëtzen, de Logement encadré, fir d'Leit eben och esou laang wéi méiglech doheem ze hale respektiv an engem Emfeld ze halen, wou se sech wuelfillen a wou se wéi doheem oder respektiv doheem sinn. Dat ass och de But vun der Fleegeversécherung gewiescht, fir d'Leit eben esou laang wéi méiglech och doheem ze betreien, esou laang et ebe méiglech ass.

Et ginn och ganz vill Immobilieprojeten, esou Résidences seniors, wou elo d'Regierung net direkt mat involvéiert ass. Mä allerdéngs këmmere mir ons do dann awer drëms, dass och dat agrémentskonform ass respektiv dass do och alles respektéiert gëtt, fir och Litigen ze évitéieren.

Et ginn och Logements sociaux fir eeler Leit, wéi zum Beispill d'Fondation Chomé, fir déi, déi sech et vläicht manner kënne leeschten, fir an e Logement encadré ze plënneren, déi kënnen dann och vun esou engem profitéieren.

Mir sinn och amgaangen ze schaffen un de Gesetzer iwwert d'Accessibilitéit, den Design for all, fir dass d'Leit eben och an Zukunft esou laang wéi méiglech kënnen doheem bleiwen, och wa se emol vläicht manner gutt ze Fouss sinn.

Da sinn de Familljeministère an de Conseil supérieur des personnes âgées zesummen amgaangen, och de Projet „Seniorenfreundliche Gemeinden" nees ze relancéieren. Dat ass den „Leitfaden zur Umsetzung eines Seniorenkommunalplans", fir eben d'Gemengen och ze encouragéieren a mat de Gemengen ze kucken, fir d'Leit esou laang wéi méiglech doheem ze halen, an och ze kucken, wat d'Besoine si vun de Senioren an de Gemengen, fir justement dat da kënnen och esou anzeriichten.

De Maintien à domicile, wéi gesot, ass eent vun den Ziler, och vun dëser Regierung. Allerdéngs brauche mer natierlech CIPAen, zwar ëmmer manner, well, wéi Der och richteg gesot hutt, d'Leit kommen doduerch ëmmer méi spéit natierlech an en Haus a sinn och ëmmer méi fleegebedürfteg, wa se an en Haus kommen. Dat heescht, d'Maisons de soins kréie méi eng grouss Wichtegkeet, woubäi d'CIPAen eng méi kleng Wichtegkeet awer mat der Zäit da wäerte kréien.

Wat d'Listes d'attente ugeet, do ass et am Fong geholl schwéier soen. Et gi ganz, ganz laang Listes d'attente. Allerdéngs soen alleguer d'Haiser, dass se, wa se e Bett fräi hunn, musse bis op déi 12., 13., 14. Positioun uruffen, bis iwwerhaapt emol een iwwerhaapt drun denkt ze considéréieren, an d'Haus ze goen. Firwat ass dat? Jo, d'Leit schreiwe sech prophylaktesch an aus Angscht, vläicht muer oder d'nächst Joer net méi gutt ze sinn, a fir dann awer vläicht op där Liste d'attente ze sinn an eng Plaz ze kréien.

Et ginn awer och ganz vill Fäll, wou d'Leit zum Beispill operéiert ginn an dann eng Zäit net gutt sinn. Da mengt jiddwereen: Oh mei, elo geet dat net méi eleng! An dann, mat Kiné a mat där néideger Rééducatioun geet et dann awer op eemol nees. An da rifft d'Altersheim un an da soen d'Leit: „Ah neen, neen, elo geet et nees. Elo bleiwen ech emol nees eng Kéier e Stéck doheem." Dat heescht, et kann een am Fong net richteg op déi Listes d'attente goen, well d'Leit sech awer ganz dacks dorop aschreiwen, ouni elo wierklech do nach e Besoin direkt ze hunn.

Just ganz séier nach fir d'Qualitéitskritären: Do sinn d'Gestionnairen am Fong ganz gewëllt, fir där der ganz vill anzeféieren. Mir hunn där och vill. Ech nennen der e puer: Zum Beispill hu mer natierlech national Campagnen, wat d'Hygiène ugeet, wéi elo déi lescht Campagne iwwert d'Hännwäschen. Si schaffen och alleguer ganz enk mat der Inspection alimentaire, mat der Inspection sanitaire a mat der ITM zesummen. Si schaffe mat Diététiciennes gériatriques.

Ëmmer méi sinn d'Haiser amgaangen, Outilen en place ze setzen, fir eben d'Bientraitance och ze moossen an ze kucken, dass et de Leit och wierklech gutt geet an deenen Haiser. D'Formation continue vum Personal ass an deem Kontext och ganz wichteg, géif ech och gären eng Kéier soen.

Da fir d'Plainten, do gëtt et natierlech eng Procédure, fir eng Plainte ze maachen. Et gëtt och de Seniorentëlefon, wëll ech nach eng Kéier soen. An natierlech hu mer den Agrément, an de Ministère, dee mécht ganz vill Kontrollen all Joers, fir ze kucken, ob och alles agrémentskonform ass. Esou hate mer d'lescht Joer zum Beispill 43 Kontrollen, 33 sur place...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Minister, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech si gläich fäerdeg.

...an zéng Kontrollen op Dossieren. Voilà, an dat heescht, där maache mer der relativ vill. A wat d'Besoinen ugeet, si mer amgaangen, nach ze kucken, fir dass dat och geografesch gläichméisseg am Land verdeelt ass, do, wou een esou Haiser brauch.

Ech soen Iech villmools Merci a Merci fir d'Zäit, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et soll net systematesch iwwerzu ginn, wann ech gelift. Also nach eng Kéier: Véier Minutte si laang, et kann ee villes soen. Also en Appell un d'Regierung, sech dorun ze halen, an un eis Kolleegen Deputéiert, wann ech gelift d'Handyen op Fluchmodus ëmzestellen. Merci.

An als nächsten huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert. E stellt eng Fro un de Premier- a Statsminister iwwert d'Publikatioun vun de Resultater vun den Europawahlen.

- Question n°84 du 24 février 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la publication des résultats des élections européennes, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Här Statsminister, dës Fro erlaabt eis, eng Kéier kuerz zréckzeblécken op d'Europawahlen zejoert. Mä si ass nach ëmmer aktuell, well si riicht sech e bëssen an d'Zukunft.

Dir erënnert Iech bestëmmt, datt mer hu misse waarde bis eelef Auer owes, bis hei am Land d'Resultater publizéiert goufen. An d'Iddi dobäi war, datt sollt iwwerall an Europa gewaart ginn, bis d'Wahllokaler an all europäeschem Land sollten zou sinn, fir datt d'Resultater vun engem Land net sollten d'Resultater an engem anere Land kënne beaflossen.

Gutt, fir déi, déi sech drun erënneren, mir hu jo d'Aktualitéit deen Owend verfollegt an ech mengen, Lëtzebuerg wor dat lescht Land, wat seng Resultater publizéiert huet. Mir ware vläicht déi Eenzeg, déi sech un e Rapport vun der Kommissioun gehalen haten aus dem Mäerz vum Joer virdrun - ech mengen 2012 -, wou d'Kommissioun dat do recommandéiert hat.

Dofir stellt sech d'Fro: Wéi wor dat do wierklech an der Praxis? Solle mer dat do bäibehalen? Oder solle mer et net maache wéi déi aner Länner och?

Dofir hunn ech eng Kéier gekuckt op d'Base légale. An d'Base légale vun deem Ganzen, déi seet eigentlech just - dat ass eng kleng Note gewiescht am Traité Euratom, do fënnt een dat, dat ass eng Décisioun Euratom aus dem Joer 2002, déi e puermol modifizéiert gouf -, do steet just, d'États membres sollen net „de manière officielle" den „résultat du scrutin" publizéieren. Mä mir hu gesinn, datt se et alleguer dann „de manière inofficielle" gemaach hunn, wäit virun eelef Auer owes.

An dofir ass d'Fro: Wëllt d'Regierung dat dann déi nächst Kéier net och esou maachen, datt awer déi offiziös Resultater - déi offiziell komme jo souwisou eréischt e puer Deeg duerno - deen Ableck publizéiert ginn, wann och ausgezielt ginn ass?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Premier- a Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Villmools Merci, Här President. Den Här Kartheiser seet och richteg, dass d'Base légale, den «Acte portant élection des représentants au Parlement européen», a sengem Artikel 10 seet: «qu'un État membre ne peut rendre public d'une manière officielle le résultat de son scrutin qu'après la clôture du scrutin dans l'État membre où les électeurs voteront les derniers.»

Mir haten den 28. Januar 2014 den éischte Règlement grand-ducal geholl, dee virgesinn hat, dass um zéng Auer sollten d'Resultater offiziell bekannt ginn. An dunn hunn d'Italiener am Abrëll matgedeelt, dass si eréischt um eelef Auer géifen d'Wahlbüroen zoumaachen. Dunn hu mer dann op der Journée de l'Europe, den 9. Mee, e Règlement grand-ducal geholl, fir dann eben d'Durée vun zéng op eelef Auer ze reportéieren.

Den Text gesäit dat esou vir, tatsächlech soe se „officielle". Ech, Här President, deen ech responsabel si fir d'Organisatioun vun de Wahlen als

Ministère d'État an der Regierung, hunn awer guer kee Problem, dass mer an der Institutiounskommissioun sollten driwwer diskutéiere kënnen, wat „offiziell" oder „offiziös" ass. Ech wëll mech awer un d'Texter halen, dat heescht, dass d'Regierung offiziell Resultater matdeele kann eréischt op dem Délai, wéi et och do virgesinn ass, an dat ass awer eelef Auer.

Wann een de manière officieuse eppes sollt matdeelen, do muss d'Chamber... Ech huelen déi Verantwortung net, fir mech net un d'Texter ze halen! Wann awer d'Chamber an hirer grousser Majoritéit der Meenung wier, dass een offiziös dat sollt matdeelen, da fügen ech mech selbstverständlech dem éischte Pouvoir, Här President. Mä am Moment ass dat an den Texter net virgesinn.

An ech hu keng véier Minutte gebraucht.

(Hilarité)

D'Regierung huet dräi Minutte Bonus, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da loosse mer dat alt gëllen. Villmools Merci, Här Statsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Claude Adam an dréit sech ëm d'Opportunitéit vun engem Internetsite, deen den Iwwerbléck gëif ginn iwwer all Sproochecoursen. Den Här Adam huet d'Wuert.

- Question n°85 du 24 février 2015 de M. Claude Adam relative à l'opportunité de créer un site Internet regroupant l'offre en cours de langues, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Éducatiounsminister, mir hate schonn oft d'Geleeënheet a mir wäerte se och nach oft kréien, fir iwwert d'Léiere vu Sproochen an eisem Land ze schwätzen. Hei geet et awer elo net ëm d'Schoul, mä et geet wierklech ëm d'Leit am Land.

Mir hunn eis dräi offiziell Sproochen. Englesch ass iwwerall. Mir hunn och eng grouss portugisesch Populatioun. A mir wëssen alleguer, datt den Intérêt, fir eng Sprooch ze léieren, ganz grouss ass. Et gëtt och ganz vill ugebueden an deem Beräich. Et gëtt jo och all Joers eng Kéier eng Broschür vum Ministère de l'Éducation nationale publizéiert, wou all Coursen, an net nëmmen d'Sproochecoursen, drastinn.

An trotzdeem ass et net ëmmer einfach, dat ze fannen, wat ee sicht.

Fir et vläicht méi däitlech ze maachen: Ech hat viru Kuerzem... Mir hate jo eng Interpellatioun hei iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch am November, wou mer gesot hunn, et geet..., mer waren zu enger grousser Majoritéit, déi gesot huet, et geet der Lëtzebuerger Sprooch esou gutt wéi nach ni. An dat mécht een ënner anerem och dru fest, datt immens vill Leit wëllen d'Lëtzebuerger Sprooch léieren.

Elo hat ee Mënsch aus menger Noperschaft mech gefrot, fir him hëllefen ze sichen, fir esou e Lëtzebuergeschcours ze fannen, dee géif op hie passen. An dunn hunn ech festgestallt, datt dat awer guer net esou einfach wier. Et gëtt Coursen, déi sinn am Uelzechtdall vun der Convention Uelzechtdall ugebueden. Et gëtt Coursen, déi am Institut national des langues zu Miersch ugebuede ginn. Mä d'Iwwersiicht ze behalen, ass wierklech net einfach.

Dofir wollt ech froen, ech hunn héieren, datt d'Stad Lëtzebuerg wéilt op de Wee goe vun engem Internetsite, wou alleguerten d'Sproochecoursë géifen ugebuede ginn, wou een och geséich eventuell, ob do nach Méiglechkeet wier, Plaze fräi sinn, fir sech anzeschreiwen. An ech wollt froen, Här Minister, ob et net sënnvoll wier, och um nationale Plang op esou e Wee ze goen, datt ee wierklech méi Einfachheet hätt, fir sech souwuel ze informéiere wéi sech och anzeschreiwe fir dee Sproochecours, deen op ee géif passen.

An ech soen Iech am Viraus Merci fir d'Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An den Éducatiounsminister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci dem Här Adam fir déi interessant Fro, well ech denken, datt net nëmmen e Mënsch aus Ärer Noperschaft sech déi Fro do gestallt huet, mä all Dag stelle Leit sech déi dote Froen. An zwar net ze knapps, well d'Formatioun am grousse Ganzen e wichtegt Thema ass, d'Formation continue e ganz wichtegt Thema ass a well virun allem hei zu Lëtzebuerg an esou engem plurikulturelle Kontext, deen eist Land jo awer wierklech zanter Laangem schonn auszeechent, d'Sproocheformatioun e ganz, ganz wichtegt Thema ass.

Sproochecoursen droen dozou bäi, datt ee sech besser an eis Gesellschaft kann integréieren, datt eis Gesellschaft besser zesummenhält, datt mer fir d'Cohésion sociale eppes kënne maachen. Sproochecoursen droen awer och dozou bäi, datt mer deem engen an deem anere et favoriséieren, d'Integratioun an den Aarbechtsmaart erëm ze réusséieren, well do d'Sproochekompetenz och eng vun deene wichtege Barrièren ass, déi een oft muss iwwersprangen, fir op eng sécher Plaz kënnen eropzekommen.

An et gëtt eng ganz, ganz grouss Offer an eng villfälteg Offer. Et gëtt den Institut national des langues, deen an der Stad Lëtzebuerg, awer och zu Miersch Formatiounen ubitt, wou mer awer och amgaange sinn ze kucken, ob déi net nach méi staark missten dezentraliséiert ginn, dat och am Kontext vun deenen Aarbechten, déi am INL momentan vu Renovatiounsaarbechte gemaach ginn, och fir emol ze kucken: Wéi ass et mam Interessi, wa mer dat méi staark an d'Regiounen och nach ausdehnen?

Et si ganz, ganz vill Gemengen, déi do aktiv sinn, sécherlech virun och d'Stad Lëtzebuerg, mä awer och ganz vill aner Gemengen, déi zanter Laangem Sproochecoursen ubidden. Et gëtt och ganz vill Asblen, déi dat maachen, och heiansdo am ländleche Raum, wou probéiert gëtt do, wou d'Gemengen et oft net zesumme gemaach hunn, datt Asblen dann déi Aufgab mat iwwerhuelen. An et gëtt awer och eng Hällewull vu privaten Instituter, déi och Sproochecoursen ubidden an déi quasi alleguerten och kofinanzéiert gi vum Ministère. Den INL natierlech, als staatlechen Institut direkt, leeft iwwert de staatleche Budget. An déi aner lafen iwwer Kofinanzementer, sief et iwwert d'Formation professionnelle continue respektiv iwwert d'Formation des adultes.

Wat elo d'Promotioun ubelaangt vun deene Coursen, d'Informatioun ubelaangt, wat fir eng Coursen datt et gëtt, wou ee sech kann aschreiwen, wat fir en Niveau vu Cours datt et gëtt, och ob nach Plaze fräi sinn, dat ass natierlech e wichtege Punkt. Woubäi een awer och feststellt, datt et eigentlech kee Problem ass, déi Coursë voll ze kréien. Et ass wierklech net esou, wéi wann do eng Offer géif bestoen, déi op keng Nofro géif stoussen. Et ass éischter esou, datt d'Nofro ganz, ganz grouss ass.

Et hänkt natierlech och vun der jeeweileger Sprooch of, mä awer déi Sproochen, déi einfach wichteg sinn, fir d'Integratioun an d'Land eran ze realiséieren, d'Lëtzebuerger Sprooch, awer och d'franséisch Sprooch, gi ganz, ganz staark nogefrot.

An d'Initiativ vun der Stad Lëtzebuerg, denken ech, ass hei ze begréissen, woubäi - wann ee sech d'Fro stellt, ob de Ministère net eng ähnlech Initiativ kéint huelen um nationale Plang - ech wëll drop hiweisen, datt mer dat eigentlech maachen iwwert den INFPC, deen den Internetsite bedreift: www.lifelong-learning.lu. An do si sämtlech Formatiounen drop, déi vum Stat kofinanzéiert ginn, an och natierlech all déi Sproochecoursen, déi ënnert deen doten Domän falen. Do kann een also souwuel erausfannen, wie wat wou ubitt, och wat fir eng Coursen et nach gëtt a wéini datt se ugebuede ginn.

An den Interessi un där Websäit ass ganz, ganz grouss. An der Monatsmoyenne hu mer do 10.700 Visiteuren. A wann ee kuckt, wat dann do nogesicht gëtt, da sinn et virun allem d'Sproochecoursen, well déi leien op der éischter Plaz mat ronn 12% vun de Visiteuren op dem Internetsite www.lifelong-learning.lu. An ech kéint mer virstellen, datt een dat och an Zukunft mat der Stad Lëtzebuerg zesumme géif maachen, datt een eng Partnersäit géif maache respektiv dat géif vernetzen a verlinken. Dann hätt een eigentlech de Gros vun deenen Informatiounen direkt scho parat fir d'Bierger vun der Stad Lëtzebuerg, awer och fir de Rescht vum ganze Land.

Et geet allerdéngs net nëmmen drëms, datt mer Informatiounen ubidden. Eng vu mengen Haaptsuergen ass et - an et ass och en nächste Chantier, dee mer mussen ugoen -, d'Qualitéit vun all deene Sproochecoursen och do ze assuréieren. An net nëmme vun de Sproochecoursen, mä och vun all deenen anere Formatiounen am Domän vun der Formation continue.

Dofir si mer amgaangen ze kucken, wéi mer en Instrument eis kënne ginn, dat eng Zort vun Agence vun Akkreditéierung soll sinn, soudatt an Zukunft och een, dee Sproochecoursen oder aner Formatioune wëllt ubidden, eng Akkreditéierung brauch, soudatt mer och kënnen d'Qualitéit vun där Formatioun do certifiéieren. Dat schaaft e Stéck wäit méi Transparenz och nach: datt een net nëmme weess, wat ugebuede gëtt, wou et ugebuede gëtt a wou ee sech muss aschreiwen, mä och nach, wat de Cours wierklech finalement wäert ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir kommen dann zur nächster Fro, vum Martine Mergen, iwwert d'Impfofdeckung hei am Land. An d'Fro riicht sech un d'Gesondheetsministesch.

- Question n°86 du 24 février 2015 de Mme Martine Mergen relative à la couverture vaccinale, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Virun zwee Deeg ass zu Berlin e Kand un de Riedele gestuerwen, well et net oder net genuch geimpft war an ugestach gouf vun engem anere Kand oder vun enger anerer Persoun, déi ebenfalls net oder net genuch geimpft war.

Säit der Mëtt vum leschte Jorzéngt erliewe mer a Länner, an deenen Impfunge flächendeckend ugebuede ginn, en Opflackere vu Krankheeten, déi eigentlech missten ausgerott sinn. Och wann dat fir aner Krankheete gëllt, wëll ech bei de Riedele bleiwen. Dës Krankheet ass immens ustiechend a kann ëmmerhin an engem vun dausend Fäll zu enger Gehirentzündung féieren, déi ëmmer déidlech ausgeet!

D'Zuel vun de Riedelefäll ass generell säit der Aféierung vun der Impfung op 0,04% vun där aler Zuel zréckgaangen. Mir wëssen, dass déi méi rezent Epidemien an de leschte Joren - 400 Fäll zu Salzburg 2008, an Däitschland waren et der 2006 2.300, dovunner sinn der dräi gestuerwen - nëmme méiglech waren, well a verschiddene Kreesser Impfskepsis verbreet gëtt mat philosopheschen a pseudowëssenschaftlechen Argumenter.

Esou war zum Beispill den anthroposophesche Guru Rudolf Steiner der Meenung, d'Péng misst een erdroen an de Mënsch géif u senger Krankheet wuessen! Esou ass et och net erstaunlech, dass d'Epidemien heefeg vun Institutiounen ausginn, wou Elteren encouragéiert ginn, hir Kanner net ze impfen.

Elo gëtt et och bei ons säit enger Zäit - ausser de bekannten anthroposopheschen Ariichtungen a Schoulen - d'Bestriewen, Elteren op anere Weeër ze influenzéieren, wou ënner anerem behaapt gëtt, de Réckgang vun de gefaarten Infektiounskrankheete wier net op Impfungen zréckzeféieren. Do gëtt et eng Gesellschaft, déi erlaabt sech, Déplianten un d'Eltere vun neigebuerene Kanner heem ze schécken, fir se ze encouragéieren, hir Kanner net ze impfen!

Wann een also un dee ganze Misär denkt, deen d'Impfunge säit Joren, säit Jorzéngte verhënneren, wann ee weess, wéi onfundéiert d'Argumenter vun den Impfgéigner sinn, wann een awer och ëmmer gesäit, dass leider ganz vill Elteren en Ouer fir esou Argumenter hunn, imposéiere sech folgend Froen un d'Madame Minister:

Wéi gutt ass bei ons d'Couverture vaccinale a gëtt et och hei Informatiounen, dass si säit ongeféier zéng Joer zréckgaange wier?

Kann d'Madame Minister d'Existenz vun dëser oder aneren Associatioune confirméieren? A wa jo, si Mesuren engagéiert, fir dëse Stréimungen entgéintzewierken? Huet d'Madame Minister Informatiounen, wéi dës Associatioun sech finanzéiert?

Ech si mer awer bewosst, dass ech dësen zweeten Deel vu menger Fro net a menger Fro geschriwwen hunn. Ech mengen, eng schréftlech Äntwert op deen zweeten Deel géif mech awer och zefriddestellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Mergen. An d'Wuert huet d'Gesondheetsministesch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech wëll och fir dës Fro Merci soen, déi mir d'Méiglechkeet gëtt, fir Aussoen ze maachen iwwert d'Couverture vaccinale hei zu Lëtzebuerg, wat natierlech eng Fro ass, déi ganz vill Leit och erëm wéinst deem rezente Virfall vun engem Stierffall opgrond vun enger Infektioun mat Riedele justifiéiert (veuillez lire: beschäftegt).

Bon, fir d'Éischt emol wëll ech soen, dass mir hei zu Lëtzebuerg keng Obligation légale hunn, fir ze vaccinéieren. Mir hunn zwar wuel e Vaccinatiounskalenner, dee regelméisseg adaptéiert gëtt no den internationale Recommandatiounen an och no de Recommandatioune vum Conseil Supérieur des Maladies Infectieuses. Dat ass déi konsultativ Autoritéit, déi mir hei hunn am Beräich vun den ustiechende Krankheeten.

Ech wëll och betounen, dass mir déi Vaccine gratis zur Verfügung stellen.

Wat an deem Zesummenhang wichteg ervirzesträichen ass, ass, dass mir eng multidisziplinär Kooperatioun hunn an de medezinesche Milieuen, déi mat Vaccinen a Verbindung kommen, zum Beispill d'Pädiateren, d'Generalisten, d'Médecine scolaire, d'Médecine du travail, wou regelméisseg Kontrolle stattfannen a wou och eng onermiesslech Aarbecht um Terrain geleescht gëtt.

Firwat hu mir trotzdeem hei zu Lëtzebuerg e ganz, ganz héijen Taux vu Kanner, déi geimpft ginn? Majo, ech féieren dat haaptsächlech dorobber zréck, dass mir hei zu Lëtzebuerg e ganz performanten Informatiounssystem hunn, wat d'Vaccinen ubelaangt. Ech selwer deelen och déi Aschätzung vun der Froestellerin, déi mengt, dass déi rezent Tendenzen, déi mer iwwerall an der Welt gesinn, vu Leit, déi sech oplehne géint d'Vaccinatioun... (veuillez lire: geféierlech sinn). Ech gesinn awer net, dass mir hei zu Lëtzebuerg Gefor lafen, fir iwwerrullt ze gi vun deenen Associatiounen, op déi d'Froestellerin agaangen ass, wou ech gäre bereet sinn, och Recherchen ze maachen, wéi se sech finanzéieren.

Bon, et ass hei d'Fro am Detail gestallt ginn, wéi héich deen Taux bei eis ass. Majo, bei eis läit deen Taux iwwer 95% vun alle Kanner, déi am Alter vu 25 bis 30 Méint geimpft ginn (veuillez lire: bei eis läit deen Taux vun de Kanner, déi am Alter vu 25 bis 30 Méint geimpft ginn, bei iwwer 95% vun alle Kanner). Dat ass en enorm, enorm héijen Taux de couverture! Vläicht ass et jo och grad, well et keng Obligation légale ass, dass et bei eis am Land net déi fanatesch Approche zu där doter Fro gëtt. Mir hunn éischter duerch Iwwerzeegungsaarbecht an duerch eng gutt Informatioun an och eng gutt pluridisziplinär Aarbecht um Terrain déi dote Situatioun erreecht.

Ech wëll awer och net verstoppen, dass mir hei zu Lëtzebuerg e Système d'incitation financière hunn, fir d'Surveillance médicale vun den neigebuerene Puppelcher hei am Land ze maachen an och vun de klenge Kanner am Virschoulalter. Dat ass iwwer Jorzéngte gewuess an dat ass onermiesslech, wat d'Bedeitung fir eise Lëtzebuerger Gesondheetssystem ubelaangt.

Am Kloertext heescht dat, dass am Kontext vun der Allocation de naissance a vun der Allocation postnatale sechs Examens médicaux préventifs obligatoresch sinn. A bei deenen obligatoreschen Exame fir d'Puppelcher tëscht 0 a 24 Méint gi vun de Pädiateren och déi Vaccinatioune recommandéiert an d'Eltere ginn am Detail informéiert, wat d'Benefisser dovunner sinn. An dofir hu mer och deen héijen Taux.

Bon, mir maachen och dauernd eng Evaluatioun - all fënnef Joer - vun deem Taux de couverture, dee sech an deene leschte Joren zu eiser vollster Satisfaktioun entwéckelt huet. Mir maachen och ëmmer eng grouss Enquête, wou 83% vun den Eltere matmaachen, déi eis dann och hir Appréciatioun dozou ginn. An déi Tauxe sinn och kontinuéierlech an d'Luucht gaangen.

Wat speziell d'Rougeole ubelaangt - an da sinn ech och schonn um Schluss ukomm -, esou hu mer vun 1996 un en Taux, deen ëmmer méi an d'Luucht gaangen ass. An dee leschte Verglach, dee mer opgestallt hunn, deen ass vun 2007, do ware mer bei 96,2%. A mir sinn elo 2012 - dat war déi leschte Kéier, wou mer dat gemooss hunn - bei 99%.

Dat heescht, mir hunn eng enorm héich Akzeptatioun an ech kann nëmmen allen Akteuren um Terrain Merci soen! An ech sinn och ganz confiante, dass d'Impfgéigner deen doten Taux de réussite, dee mir hu fir d'Santé publique hei am Land, net kënnen zunichte maachen!

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Minister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Taina Bofferding an dréit sech ëm de Verkaf vu Billjeeën op der Linn 16.

- Question n°87 du 24 février 2015 de Mme Taina Bofferding relative à la vente de titres de transport dans les autobus de la ligne 16, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Wann Dir fäerdeg sidd, da brauch ech näischt méi ze soen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäin Uleies riicht sech un de Minister vun der Nohaltegkeet, wéi de President scho grad richteg gesot huet, an et geet ëm d'Linn 16 mam Trajet Hesper, Houwald, Bouneweg, Gare, Zentrum, Kierchbierg a Fluchhafen. Do ass neierdéngs an e puer Busser affichéiert op engem Bildschierm, dass et sech ëm e Bus - ech zitéieren - „à haut niveau de service" géif handelen, wou d'Leit net

méi kënnen direkt am Bus selwer en Ticket kafen, mä entweder solle se sech am Virfeld virun der Fahrt schonn en Ticket besuergen oder ebe sech eng App eroflueden, M-Ticket-App, wou se da kënnen iwwer hire Smartphone esou den Ticket bezuelen.

Ech hunn och hei e Bild dobäi, dat ech selwer gemaach hu vum Affichage, fir mech selwer dann och ze renseignéieren, well eben dee Problem do vun e puer Leit u mech erugedroe ginn ass.

An deem Kontext hunn ech fënnef ganz konkret Froen un de Minister:

1) Wat ass ganz genau dat Konzept, wat do hannendrunnerstécht, vun esou engem Bus „à haut niveau de service"?

2) Wat sinn d'Ursaachen dofir, dass d'Leit net méi kënnen direkt am Bus hiren Ticket kafen?

3) Limitéiert sech déi Handhabung just nëmmen op d'Linn 16, oder vläicht nach op aner Linnen, respektiv si vläicht nach aner Buslinnen envisagéiert?

4) Besteet net vläicht hei de Risque, dass iwwer esou e Manque u Service bannen am Bus domadder vläicht den ëffentlechen Transport un Attraktivitéit kéint verléieren?

Da 5) a meng lescht Fro: Wat maachen déi Leit, déi kee Smartphone hunn oder vläicht grad keen Internetaccès hunn, fir déi App ze benotzen, oder carrément vläicht dee Moment net op enger Haltestell sinn, wou se kënnen nach spontan en Ticket kafen? Respektiv: Wëssen déi Leit, wa se an de Bus eraklammen, dass se eben an esou engem neie spezielle Bus sinn a gegebenenfalls keen Ticket méi kënne kafen?

An dësem Sënn soen ech Iech, Här Minister, dann emol scho villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Bofferding, där ech jo awer nach vill Froen iwwerlooss hat. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeets- an Transportminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, a Merci och der Deputéierter, der Madame Bofferding, fir déi Froen. E Bus à haut niveau de service, dat ass am Fong e Bus, deen eng ganz héich Capacitéit huet, fir ze transportéieren, an dee méiglechst op engem Tracé fiert, wou e Prioriséierung, also Prioritéit huet, dat heescht, datt en net an de Verspéidungen hänke bleift.

Et geet drëms eben, fir esou Buslinnen ze schafen op Tracéen, wou mer haaptsächlech an de Spëtzestonne ganz héich Capacitéite brauchen, fir datt mer déi méiglechst schnell vun A op B transportéiert kréien.

Hei ass nach eng gewësse Spezifissitéit: Dir frot mech, ob dat an Zukunft, wann esou Bus à haut niveau de service geschafe ginn, ëmmer esou muss sinn, datt ee keen Ticket kritt. Neen, dat ass net de Fall. Hei hu mer eng spezifesch Situatioun, datt et en duebel artikuléierte Bus ass, en „ExquiCity", esou nenne se déi, an déi hunn eng zoue Kabinn.

Et ass esou, datt et do och Sécherheetsdiskussioune gëtt. Dat ass eng grouss Diskussioun, déi mer jo de Moment hunn am ëffentlechen Transport iwwert déi Fro: Soll de Chauffer zoue Kabinnen hunn oder net? Wéinst Sécherheetsgrënn, well mer vill Schwieregkeeten haten. Dat hei si Busse vun enger Firma, déi dat hunn. A bon, dat ass awer elo net esou, datt mer dat virschreiwe bei all de Bus à haut niveau de service. Et ass awer allerdéngs och esou, datt ee muss soen, datt natierlech op esou enger Linn méiglechst wéineg Zäit soll verluer goe fir de Chauffer, datt e sech ka konzentréiere wierklech op d'Fueren, fir keng Zäit ze verléieren a weiderzekommen.

Bon, Dir hutt et selwer gesot, et gëtt eng Rei Méiglechkeeten, fir den Ticket ze kafen haut: elektronesch duerch zum Beispill déi nei App am Kader vum M-Ticket, déi mer agefouert hunn. Dir sot: „Wann dann elo ee kee Smartphone huet, wat mécht deen dann?" Or, do hu mer eng zweet Méiglechkeet: Et kann een och en SMS4Ticket kafen. Dat geet op all Handy. Dat heescht, do brauch een emol kee Smartphone. Ech ginn awer dovunner aus, ech mengen, et gëtt kaum nach e Bierger, dee keen Handy méi huet, soudatt een och mat engem ganz banalen, einfachen Handy dat ka maachen.

(Sonnerie de téléphone portable)

Dat ass mäin, deen do schellt. Jo, maacht mer en aus!

(Hilarité)

Ech soen der Deputéierter, der Madame Hetto, villmools Merci. Dat ass e Smartphone.

Also, wéi gesot, et kann een et och mat engem normalen Handy maachen. Mir hunn awer hei och nach d'Méiglechkeet op där Linn..., also um Fluchhafen, um Centre Hamilius, op der Gare centrale, do sinn Automaten opgestallt ginn, dat heescht, do kann een och um Automat Tickete kafen. A mir wëllen natierlech kucken, méiglechst op groussen Arrêten den Automatesystem nach méi auszebauen, soudatt ech awer mengen, datt ënnert dem Strëch genuch Méiglechkeete wäerte bestoe fir de Client, fir Ticketen ze kafen, och wann en, wéi gesot, kee Smartphone huet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An denkt un de Fluchmodus! Merci, Här Minister.

Da kënnt déi lescht Fro vum Marco Schank. Déi adresséiert sech un d'Madame Émweltministesch a betrëfft d'Reform vun der Administration de l'Environnement. Den Här Schank huet d'Wuert.

- Question n°88 du 24 février 2015 de M. Marco Schank relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt effektiv eng Fro un d'Émweltministesch. An zwar geet et ëm d'Reform vun der Émweltverwaltung.

Et ass esou, datt, wann ech mech richteg erënneren, mer den 30. Abrëll 2014 eng Presentatioun an der Chamber gemaach kruten, wéi d'Ministesch dat wëllt weiderféieren. Dir erënnert Iech, datt déi al Regierung déi Reform entaméiert hat. An et ass och esou, datt - dat muss den 23. Abrëll gewiescht sinn, dat heescht, eng Woch virun der Presentatioun - eng extern Presentatioun war vun der Émweltministesch vis-à-vis vun anere Ministèren, vu Verwaltungen, awer och, denken ech, vun ONGen, vun Interessegruppen, fir ze kucken, wéi een do virgeet, also eng Aart Workshop.

An nieft dëser externer Presentatioun sollten och Aarbechte gemaach ginn, krute mer deemools gesot, innerhalb vun der Verwaltung. Zum Beispill sollt mat den Agente vun der Verwaltung eng Enquête gemaach ginn, et sollten Informatiounssëancë sinn, et sollt e Groupe de suivi geschafe ginn, a ganz wichteg, et sollten och Simulatioune gemaach gi vis-à-vis vun de Procéduren - ech mengen, eppes Wesentleches!

A meng Fro ass eigentlech ganz einfach: Wou ass d'Reform vun der Émweltverwaltung drun, well mer awer elo eng Zäitchen näischt méi héieren hunn als Chamber par rapport zu deene verschiddene Punkten, déi ech opgezielt hunn?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet d'Émweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, villmools Merci un den Här Schank fir dës Fro. Et gëtt mer d'Geleeënheet, e klenge Punkt ze maachen, wou mer grad sinn.

De facto ass et esou, mir hunn dat doten am Abrëll virgestallt a mir wëllen eng méi modern, méi eng flexibel an och méi eng serviceorientéiert Administratioun schafe fir eis Bierger an och fir eis Betriber, an dofir gëtt se nei organiséiert.

Et gouf deemools souwuel bei der Presentatioun fir d'ONGe wéi och an der Chamber gesot, dass mer déi Simulatioune géife maachen. Déi sinn entre-temps gemaach ginn.

Et gouf och Réuniounen innerhalb vun der Verwaltung, déi elo intern och schonn hir ganz Aarbecht gemaach huet. Déi waren am November ofgeschloss. Do gouf et eng lescht grouss Ronn, déi mer haten. Am Dezember hu mer alle Participanten, vun den ONGen iwwert déi aner Administratiounen an aner Ministèren, déi Neiopstellung geschéckt, zesumme mat der Simulatioun, déi mer iwwert de Summer gemaach hunn, wéi dann elo deen neie Workflow, dee méi effizient gëtt, gemaach gëtt. Dat hu mer alle Concernéierte geschéckt. Elo kann ech Iech dat ganz gären och weiderleeden.

Et ass esou, dass mir mat eisem Avant-projet souwäit derduerch sinn. Et ass awer och esou, dass déi bishereg Verwaltungsgesetzgebung Carrièrë virgesäit an dass mer elo drënglech drop waarden, dass d'Reform vun der Fonction publique duerchgeet, fir dass mer net den Text direkt mussen amendéieren. Soubal dat geschitt ass, wäerte mer dann och domadder kommen an an d'Prozedur goen.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Émweltminister. Mir géifen dann zu der Question élargie vum Här Marcel Oberweis iwwergoen. An déi Fro dréit ëm de PIB du bien-être. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

10. Question élargie n°4 de M. Marcel Oberweis sur le «PIB du bien-être»

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Bruttoinlandsprodukt, och de BIP genannt, ass dee wichtegsten Indicateur vum Wuelstand fir e Land. Mat him ginn all déi Produkter, déi am Land hiergestallt ginn, an all déi verriicht Déngschtleeschtunge während engem Joer finanztechnesch erfaasst an a Milliarden Euro ausgedréckt. De BIP, wéi mir e kennen, berout op de Recherchë vum amerikaneschen Ökonom, dem Simon Kuznets, aus den 30er Jore vum leschte Jorhonnert.

Erhéicht sech de BIP, da bedeit dat, et geet dem Land wirtschaftlech gutt. Eng Erhéijung vun zum Beispill 3% all Joers bedeit eng Verdueblung vun der Wirtschaft bannent 23 Joer. Mä domat erhéije sech awer och de Ressourcëverbrauch an d'Belaaschtung vun de wichtegste Liewensressourcen.

Dass mir eis hei op engem fatalen Ierwee mat där Berechnung befannen, huet schonn deemools am Joer 68 vum leschte Jorhonnert de Robert Kennedy gesot. En huet gesot: „De BIP moosst alles, ausser dat, wat eist Liewe liewenswäert mécht." Kuerz drop huet de Club of Rome mat sengen Aussoen zu den „Grenze vum Wuesstum" virun allem op dat permanent Uwuesse vum BIP higewisen an domadder och op déi endlech Grenze vun onsem Planéit.

Kuckt ee sech awer elo déi Berechnung un, dann erkennt een, dass Facteure wéi d'Bildung, d'Gesondheet, d'Noperschaftshëllef, d'Kannererzéiung, d'Haushaltsaarbecht an déi nohalteg Ressourcennotzung net dra virkommen. D'Déngschtleeschtungen, déi a kenger Weis zur Erhéijung vun der Liewensqualitéit bäidroen, wéi zum Beispill d'Reparaturkäschte bei Autosaccicenter, d'Verschrottung vu Produkter, d'Entseuchung vu verknaschten Terrainen an d'Botze vu verschmotzte Gewässer, ginn awer mat abezunn.

Eleng déi finanziell Suitë vun Autosaccidenter mat Doudegen a Schwéierblesséierten hunn, an eisem Land, am Joer 2013 zu 104 Milliounen am BIP bäigedroen. De BIP ass praktesch zu engem Instrument verkomm vun enger net nohalteger Entwécklung.

Mir mussen dofir hannerfroen, ob eng Croissance vum BIP d'Liewensqualitéit an de Wuelstand nach erhéicht. D'Berechnungsmethod fir de BIP muss méi ekologesch a sozial Kritären abezéien, an dat am Sënn vu méi Gerechtegkeet.

Ee Saz hei kuerz ageflasht: Däerf et da sinn, dass déi Räichsten, déi 80 räichste Mënschen op der Welt hei de Géigewäert an der Täsch hu vun deem vu 3,6 Milliarde Mënschen op dëser Welt?

An de leschte Jore goufen eng ganz Rei vun nohaltege Berechnungsmethoden entwéckelt. E puer Stéck erausgepickt: D'Vereenten Natiounen hu schonn am Joer 1990 hiren alternative Wuelstandsindicateur, „the Human Development Index" - HDI -, virgestallt. Mat dësem sollte Begréffer wéi Liewenserwaardung, de Bildungsgrad vun de Mënschen an d'Ernährung berücksichtegt ginn.

Däerf ech hei un d'Stiglitz-Kommissioun erënneren, déi den „Better Live Index", de Wuelstands-BIP vun der OCDE, am Mee 2011 virgestallt huet? Dësen enthält dann eelef Kritären: Aarbechtslosegkeet, Wunnengssituatioun, d'Gesondheet, d'Verhältnis vun Aarbecht a Fräizäit, d'Gläichgewiicht tëschent dem Beruffsliewen an dem Schaffliewen (veuillez lire: Privatliewen), an dann Émweltqualitéit. An da gëtt et jo nach dee bekannten „nationale Glécksindex" aus dem Land Bhutan, mä dee wëll ech net weider mat sengen néng Kritären hei erwähnen.

Awer wichteg ass hei de Gini-Koeffizient, dee vun dem italienesche Statistiker Corrado Gini entwéckelt gouf. Dëse Koeffizient erlaabt, d'Ongläichheet an engem Land ze bestëmmen. Hei zu Lëtzebuerg ass den Gini-Koeffizient tëschent de Jore ´85 an 2012 vun 0,25 op 0,29 eropgaangen. Da muss ee wëssen, dass eent eng total Ongläichheet bedeit. Dat heescht, mir wuesse lues a sécher an eng grouss Ongläichheet eran.

Dësen Trend gouf och dann duerch d'Etüd vum Thomas Piketty am leschten November ënnerstrach, deen nogewisen huet, dass sech d'Ongläichheet an de leschten 30 Joer weltwäit massiv erhéicht huet. A ganz kierzlech och hei am Land huet de Professer Enrico Giovannini an der Chambre de Commerce e Virtrag gehalen. En huet sech do ganz kritesch mat der aktueller Berechnung vum BIP auserneegesat. En huet dunn och dat italienescht Instrument, de BES, virgestallt. An dëse berout awer op den Iwwerleeunge vum „Better Live Index" an dem Glécksindex vu Bhutan.

Kuerz meng Froen dann: Déi viregt Regierung hat sech fir d'Iwwerschaffe vun der BIP-Berechnung ausgeschwat an de Conseil Économique et Social domat beoptragt, eng Etüd dozou auszeschaffen. Zesummen huet de CES mat dem Conseil supérieur vun der nohalteger Entwécklung e Rapport erstallt. En huet geheescht gehat: de „PIB du bien-être". Mat enger ganzer Rei vu gudden Iddien ass en am Joer 2013 am Oktober virgestallt ginn. Leider ouni Suivi säitens der aktueller Regierung, soudass den CES am Januar e Bréif geschriwwen huet un d'Regierung a gefrot huet, fir eng Entrevue ze kréien.

Well nach keng Informatiounen zu dësem Rapport iwwert de Wuelstands-BIP virgeluecht si ginn, froen ech dann den Här Wirtschaftsminister, éischtens: Wou stinn d'Iwwerleeunge fir d'Berechnung vun dësem Wuelstands-BIP, wéi den Aarbechtsgrupp CES an CSDD se ausgeschafft huet?

An dann, dëse Grupp huet och gefrot gehat, dass d'Regierung hinnen d'Aufgab iwwerdréit, déi aktuell Lëscht vun 63 Indicateure bei der Berechnung vum BIP ze hannerfroen a wichteg Parameteren, déi net considéréiert sinn, mat anzebezéien. Dat hu se nogewisen an hirem Text. Sinn do scho konkret Schrëtt erfollegt?

An da vläicht déi lescht Fro, et ass e bësse kéng, Här Minister: Ass schonn en Datum festgeluecht ginn, bis wéini dëse PIB du bien-être hei am Land a Kraaft triede kann?

Merci fir d'Nolauschteren. An ech si gespaant op Är Äntwerten, Här Minister.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Oberweis. An den Ekonomiesminister huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, wéi den honorabelen Deputéierte gesot huet, dass den 23. Abrëll 2010 d'Regierung de CES zesumme mam CSDD, mam Conseil supérieur du développement durable, beoptragt huet, fir e System vun Indicateuren auszeschaffen, fir de PIB du bien-être kënnen ze rechnen. Dat ass gemaach ginn an Zesummenaarbecht mam Observatoire de la Compétitivité um Wirtschaftsministère a mam Statec.

An et ass och richteg, wéi Der gesot hutt, dass Ufank 2013 de CES zesumme mam CSDD hire Rapport ofginn hunn, wou en Tableau de bord virgesinn ass mat deene verschiddenen Indicateuren a wou och virgeschloe ginn ass, dass deen all zwee Joer soll adaptéiert ginn.

Wat déi jëtzeg Regierung ugeet, ass et esou, dass am Regierungsaccord steet, dass mer dee PIB du bien-être wéilten esou schnell wéi méiglech an d'Realitéit ëmsetzen. An et ass och elo esou, dass de Statec dat néidegt Personal elo krut, fir dat doten ze maachen, fir dee PIB du bien-être mat Liewen ze fëllen.

Ech wëll just hei, an enger Klammer, drop hiweisen, dass de Conseil national de la statistique an engem Avis gesot huet, dass eng éischt Prioritéit vum Statec awer nach ëmmer déi misst sinn, fir d'Statistiken am Kader vun de Reglementatioune vun der Communautéit ze erstellen, dass de PIB du bien-être awer misst an deem Sënn eng zweet Prioritéit sinn. Dat just fir ze soen, dass dat aus Personalmangel eng Kéier eng Diskussioun war. Mä et ass awer elo esou, dass mer dat Personal elo hunn an dass mer dat elo wäerten an d'Realitéit ëmsetzen.

En Datum kann ech Iech leider elo net ginn. Mä et ass emol virgesinn, dat heiten esou schnell wéi méiglech hinzekréien. Elo muss ee kucken, wéi laang dat dauert. Mä ech kann Iech elo leider keen Datum ginn. Mä mir schaffen awer seriö drop, fir esou ee PIB du bien-être ze erstellen.

Ech wëll just, hei op dëser Plaz, awer nach drop opmierksam maachen, dass et där Indicateuren entre-temps esou vill gëtt, déi mer an alle méigleche Beräicher maachen, dass ee muss oppassen, dass een hei net iwwerdreift, fir net herno iwwerhaapt keng Iwwersiicht méi ze hunn iwwer all méiglech Indicateuren, déi herno och net matenee vergläichbar sinn. Dat hei ass allerdéngs een, dee mir fir wichteg fannen an dee mer och wäerten ëmsetzen.

Mä et ass awer gradesou, dass den normale PIB, esou wéi mer e kennen, dass deen awer ëmmer nach weider muss gemaach ginn, dass deen och ëmmer nach priméiert. Eleng nëmme wéinst de Comparaisounen, déi mer musse maachen op europäeschem Niveau. Wann ech kucken, wat d'Politiques économiques ugeet,

de Solde public, de Pourcentage vum PIB, dee mer a Recherche-Développement investéieren, eis Produktivitéitsrechnungen, et cetera.

Dat heescht ganz kloer: Et bleift natierlech als éischt Prioritéit bei deem normale PIB. Mä de PIB du bien-être, dee wäert deemnächst kommen. Voilà, Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

11. Changement de composition d'une commission parlementaire

Ier mer zu der Proposition de loi iwwert d'Organisatioun vum Referendum iwwerginn, wollt ech der Chamber nach eng kuerz Matdeelung maachen. Op Demande vun der Fraktioun vun deene Gréngen ass ugefrot ginn, fir den Här Claude Adam all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6675 duerch d'Madame Viviane Loschetter ersetzen ze loossen, ob d'Chamber domat d'accord ass?

(Assentiment)

Merci. Dann ersetzt bei deem dote Punkt an Zukunft d'Madame Loschetter den Här Claude Adam. Villmools Merci.

Mir géifen dann iwwergoen zu der Proposition de loi iwwert d'Organisatioun vum Referendum vum 7. Juni. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur a Coauteur, den Här Alex Bodry.

12. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), coauteur-rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Gesetzesvirschlag, deen ech de 4. November d'lescht Joer zesumme mat der Kolleegin Viviane Loschetter a mam Kolleeg Eugène Berger an der Chamber abruecht hunn, geet et drëm, fir dëse 7. Juni en nationale Referendum iwwer verschidde Froen, déi eis Verfassung betreffen, ze organiséieren.

D'Iddi, op dës wäitreechend an exzeptionell Form vu Biergerbedeelegung zréckzegräifen, geet eigentlech op Enn 2012 zréck, wou se fir d'Éischt an d'ëffentlech Debatt bruecht ginn ass.

Dës Iddi, an engem fréie Stadium, also ier den definitiven Text vum Verfassungsentworf arrêtéiert ass, d'Wieler zu eenzelne Verfassungsaspekter ëm hir Meenung ze froen, ass fir Lëtzebuerg Neiland. An trotzdeem huet dëse Virschlag vu Biergerbedeelegung bei der Ausschaffung vun eiser neier Constitutioun säi Wee relativ schnell gemaach. Iwwer eenzel Wahlprogrammer ass en an de Koalitiounsaccord vun 2013 agefloss.

A well et sech ausschliisslech ëm Verfassungsfroen handelt, déi per Referendum dem Wieler wäerte virgeluecht ginn, ass et och net un der Regierung, mä um Parlament, als Pouvoir constituant, fir an dësem Beräich d'Initiativ ze huelen. Dat hu mer gemaach. An doduerch diskutéiere mer haut net iwwer e Gesetzesprojet vun der Regierung, mir diskutéieren iwwer eng Proposition de loi, déi vun Deputéierten hei an der Chamber abruecht ginn ass.

Dëse Gesetzesvirschlag Bodry-Berger-Loschetter ass an der zoustänneger Chamberskommissioun net nëmmen debattéiert ginn, mä och am Virfeld, ier den Dépôt stattfonnt huet, virbereet ginn. D'Majoritéitsparteien hu véier Froevirschléi agereecht. An déi aner Fraktiounen a Parteien, déi an der Chamber vertratt sinn, sinn offiziell a schréftlech opgefuerdert ginn, eege Verfassungsfroevirschléi fir dëse Referendum anzereechen.

D'CSV an d'ADR hunn aus prinzipiellen Ursaachen dat ofgelehnt. An déi Lénk hunn eege Propositiounen erabruecht, déi awer bei deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéiten an der Kommissioun keng Ënnerstëtzung fonnt hunn.

Zréckbehalen - dat war de Géigestand vun dem initialen Text vun der Proposition de loi - sinn also véier Froe gewiescht. An zwar:

Éischtens, d'Erofsetzung vum allgemenge Wahlalter beim aktive Wahlrecht vun 18 op 16 Joer, an dat op enger fakultativer Basis;

zweetens, d'Opmaache vum aktive Wahlrecht bei Chamberswahle fir Netlëtzebuerger, an dat ënnert der duebeler Bedéngung, dass d'Leit zéng Joer hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn an och virdru bei Wahlen hei am Land matgemaach hunn;

drëttens, d'Aféierung vun enger Begrenzung vun der Mandatsdauer vu Regierungsmemberen op maximal zéng Joer an engem Stéck, an, véiertens, d'Ofschafe vun der Verfassungsobligatioun fir de Stat, sämtlech Gehälter a Pensioune vun de Kultusdénger ze droen.

Dës Froe sinn opgrond vun dräi Kritäre festgehale ginn: éischtens d'Verfassungsrelevanz. Et war vun Ufank u kloer, dass dëse Referendum am direkten Zesummenhang steet mat der Ausaarbechtung vun enger neier Verfassung fir Lëtzebuerg, a sämtlech Froen hunn also misse Verfassungscharakter hunn.

Zweete Kritär war de kontroverse Charakter vun der Fro. Et ass effektiv relativ beméilech, fir eng Consultatioun vu sämtleche Bierger ze maachen, wann hei am Parlament, am Pouvoir constituant, eng Eestëmmegkeet oder eng Quasieestëmmegkeet besteet, fir op engem Punkt déi bestehend Verfassung ëmzeänneren.

Duerfir hu mer bewosst eigentlech de Choix getraff op Froen, déi kontrovers waren, wou eigentlech am Kader vun der Ausaarbechtung vun enger neier Verfassung weder eng qualifizéiert Majoritéit bestanen huet, fir den aktuellen Text bäizebehalen, nach eng qualifizéiert Majoritéit bestanen huet, fir eng Änderung vum bestehenden Text ze maachen. Dat war den zweete Kritär vun der Auswahl vun deenen dote Froen.

An den drëtte Kritär war dee vun der Onméssverständlechkeet vun der Äntwert. Et hu misse Froe sinn, déi, wa se per Referendum mat Jo oder Neen eng Äntwert kréien, och domadder tranchéiert sinn, an net Froe sinn, déi eigentlech, wa mer d'Äntwert hunn, herno nach zousätzlech Froen opwerfen an eigentlech de Problem net hëllefe léisen.

Dat waren déi dräi Grondkritären, déi eis derzou bruecht hunn, fir grad déi dote Froen zréckzebehalen, an och aner Froen, déi an der Diskussioun waren, net zréckzebehalen, well déi zumindest engem vun deenen doten dräi Selektiounskritären net entsprach hunn.

Dorauser ergëtt sech natierlech och d'Noutwendegkeet, déi Iddien, iwwert déi per Referendum soll ofgestëmmt ginn, verständlechst a méiglechst prezis ze formuléieren. Dem Wieler muss kloer sinn, iwwer wat hien ofstëmmt, an d'Chamber muss herno mat der Antwert d'Verfassungsfro geléist kréien.

Duerfir ass och am Kader vun eisen Aarbechten an der Kommissioun d'Optioun festgehale ginn, d'Froe relativ kuerz an einfach probéieren ze formuléieren an net mat ze villen Detailer a Schachtelsätz ze belaaschten. Et gëtt iwwer Iddien ofgestëmmt, an net iwwer juristesch bis op dee leschte Punkt a Komma ausgefeilte Verfassungsbestëmmungen. Dat kënne mer am Detail eréischt maachen, wa mer dee gesamte Verfassungstext hunn an och wëssen, wou mer déi eenzel Punkten an dee Verfassungstext, deen neie Verfassungstext erabréngen.

Allerdéngs hu mer eigentlech vun den Aarbechten an eiser Kommissioun och profitéiert, iwwert dee schréftleche Rapport an haut iwwer mäi mëndleche Rapport, fir eenzel Interpretatiounshëllefen ze ginn iwwer e puer Detailpunkten, déi mer och d'Geleeënheet haten, ënner eis ze diskutéieren, fir dass mer eng méiglechst eenheetlech Ausleeung vun deenen dote Froe kréien, an op jidde Fall vereinfachen. Op den Detail kommen ech nach méi spéit zréck.

Ähnlech ewéi de Statsrot dat a sengem Avis gemaach huet, wëll ech elo awer am nächsten Deel vun dësem mëndleche Rapport op e puer méi grondsätzlech Aspekter agoen, déi am Zesummenhang mat deem Referendum ze kucke sinn a bei deenen een och mierkt, dass dobaussen och eenzelner vun deene Punkten haut diskutéiert ginn. Duerfir ass et also wichteg, e puer Froe kloerzestellen.

Fir d'Éischt emol nach eng Kéier, fir op d'Fro zréckzekommen: Firwat eigentlech dëse Referendum?

Dëse Referendum ass eng eemoleg Chance eigentlech, fir e Prozess vun der Verfassungsrevisioun, deen elo méi wéi zéng Joer an dësem Parlament leeft, an d'ëffentlech Diskussioun eranzekréien, fir Iddie kënnen auszetauschen, fir kënnen ze debattéieren an de Bierger konkret och un deene Verfassungsaarbechte mat ze bedeelegen. Dat ass eis bis elo net gelonge gewiescht. Mir hoffen, dass et mat dësem Referendum méiglech gëtt.

D'Biergerparticipatioun soll sech net op e Jo an en Neen zu engem fäerdege Verfassungstext beschränken, wann all Diskussiounen hei an der Chamber gelaf sinn, wou et dann net méi méiglech ass, och iergend nëmmen e Komma un deem Text ze änneren. Mä et geet hei drëm, dass mer d'Leit méiglechst fréi mat an déi allgemeng Debatt erakréien an domadder och profitéieren, dass eng Rei vu kontroverse Froen och duerch d'direkt Consultatioun vum Bierger eng éischt Äntwert kënne kréien.

Och an anere Länner - Island an Irland - si se bei hire Verfassungsrevisiounen en ähnleche Wee gaange vun enger Préconsultatioun eigentlech vun de Bierger, ier et zu engem definitiven neie Verfassungstext koum. Firwat soll esou ee Stéck vu méi direkter Demokratie a Verfassungsfroen net zu Lëtzebuerg méiglech sinn?

Zweet Fro: Wat ass déi juristesch Grondlag vun deem Referendum?

D'juristesch Grondlag vun dësem Referendum ass den Artikel 51 (7) vun eiser Verfassung, dee seet: «Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.» D'Gesetz, dat heescht d'Chamber, leet d'Froe fest, déi dem Wieler per Referendum virgeluecht ginn. D'Parlament ass fräi, déi Froe festzeleeën. Do gëtt et keng Aschränkungen.

D'Organisatioun vum Referendum gëtt iwwer en allgemenge Gesetzestext, d'Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwer national Referendumen, geregelt, soudass mer bei dësem Spezialgesetz eigentlech just brauche praktesch d'Froe festzeleeën an den Datum vun der Consultatioun.

Dëse Referendum ass net ze verwiessele mat dem Referendum, deen am Artikel 114 vun eiser Verfassung virgeschriwwen ass. Do geet et ëm e spezifesche Referendum iwwer eng Ofstëmmung, déi schonn hei an der Chamber stattfonnt huet, wat d'Revisioun vun der Verfassung ugeet. An zwar gesäit den Artikel 114 ewell vir - virdrun huet d'Chamber ëmmer missen opgeléist ginn eigentlech, ier et konnt zu enger Verfassungsännerung kommen -, gesäit elo vir, dass am Prinzip zweemol hannereneen d'Chamber, als Constituante, iwwert den Text vun enger Verfassungsrevisioun ofstëmmt, an dass, nodeem eng éischte Kéier eng Zweedrëttelmajoritéit vun der Chamber sech hei derfir ausgeschwat huet, deen zweete Vote kann ersat ginn duerch eng Direktbefroung vun de Leit, déi dann dee gesamte Prozess ofschléisst.

Et ass also en décisive Referendum, deen an deem dote Kader virgesinn ass. Mä, wéi gesot, e setzt viraus, dass sech virdrun d'Chamber iwwerhaapt iwwer en Text mat qualifizéierter Majoritéit eens gesat huet, soss kann déi dote Form vum Referendum net spillen.

Esou e Referendum ass och virgesinn, dass en am Kader vun der neier Verfassung vu Lëtzebuerg soll stattfannen, wann eis Aarbechten zu deem dote Punkt ofgeschloss sinn a wa mer et fäerdegbréngen, op engem neie Verfassungstext hei an der Chamber eng qualifizéiert Majoritéit ze kréien.

Optimistescherweis kéint ee mengen, dass esou eppes scho kéint 2016 de Fall sinn. Ech mengen awer, wann een all déi Aarbechte kuckt, déi mer nach mussen um gesamte Verfassungstext maachen, mat den Navetten am Statsrot, déi musse stattfannen, och mat Modifikatiounen un eenzelne Gesetzestexter, déi parallell mussen duerchgezu ginn, dass et éischter wahrscheinlech ass, dass mer deen dote Referendum eréischt 2017 kënnen duerchféieren. Firwat net gläichzäiteg mat de Gemengerotswahlen am Oktober 2017? Et ass un der Chamber, fir am Endeffekt dat dote mat ze décidéieren.

Drëtt Fro ass: Wien däerf beim Referendum matmaachen a wéi bannend ass den Ausgang vum Referendum?

Déi dote Froe sinn net nei. Déi si bei all Referendum diskutéiert ginn, eng leschte Kéier, fir déi Leit, déi deemools schonn hei waren, 2005, wéi et ëm d'Organisatioun gaangen ass vum Referendum zum Europäesche Verfassungstraité. An d'Äntwerten, déi mer haut ginn, sinn eigentlech keng aner ewéi déi, déi mer virun zéng Joer hei an der Chamber op déiselwecht Froe ginn hunn.

All Referendumen, déi op der Basis vum Artikel 51 (7), fréieren Artikel 52, vun eiser Constitutioun ofgehale ginn, hunn e konsultative Charakter. Dat heescht, se sinn, streng juristesch geholl, net bannend. Dat war mat alle Referenden de Fall, déi bis elo hei zu Lëtzebuerg duerchgefouert gi sinn.

Dass dat esou ass, steet net an engem normativen Text dran. Et steet weder formal an eiser Verfassung dran nach steet et an dëser Proposition de loi dran. Mä dat ergëtt sech awer duerch eng Interpretatioun, déi d'Doctrine gemaach huet vun eiser Verfassung a besonnesch am Artikel 50, dee seet: «Les députés votent sans en référer à leurs commettants...» Do ass keng Ausnahm virgesinn. Aus deem Saz gëtt ofgeleet, dass eigentlech d'Referendumen, mat Ausnahm vun deem spezielle Referendum am Kader vum Artikel 114, hei zu Lëtzebuerg e konsultative Charakter hunn.

De Statsrot huet seng traditionell Positioun, och an där doter Fro, nach eng Kéier hei rappeléiert a sengem Avis. Juristesch net contraignant, huet natierlech den Ausgang vum Referendum e politeschen Impakt, deen een net kann an och net däerf ignoréieren.

Wat bréngt et effektiv, de Wieler ëm seng Meenung ze froen, wann dann den Ausgang vum Referendum net soll respektéiert ginn?

Et ass mir eigentlech, perséinlech, onvirstellbar a wär och, a mengen Aen, konträr zu allgemengen demokratesche Prinzipien.

Ech erlabe mer hei de Pierre Majerus - kee Revolutionär - ze zitéieren. De Pierre Majerus, deen a sengem Referenzwierk iwwert den État luxembourgeois an der Versioun vun 1948 Folgendes zu där doter Fro gesot huet - ech zitéieren: «Il est évident que le résultat du référendum pèsera chaque fois lourdement dans la balance politique et qu'il sera déterminant dans la plupart des cas, à moins que des circonstances de force majeure n'empêchent le législateur de s'y conformer.» Souwäit d'Meenung vum Jurist Pierre Majerus zu där doter Fro.

Et ass sech och, wann een d'Verfassungsgeschicht vu Lëtzebuerg kuckt, ausnahmslos eigentlech ëmmer un d'Resultat vum Referendum gehale ginn, och wann dat Resultat ganz knapp war. Beispill dozou ass de Referendum iwwert dat sougenannt „Maulkuerfgesetz" vun 1937, wou eng ganz knapp Majoritéit - 50,7% - Nee gesot huet zu deem dote Gesetz a wou awer d'Majoritéit deemools vun der Chamber dat do respektéiert huet, och wann et knapp war.

Et war just an engem Fall aneschters, dat war, wat d'Wirtschaftsunioun mat Frankräich ugeet, wou sech gutt 70% derfir ausgeschwat hunn am Referendum 1919, mä wou awer d'Fransousen eigentlech net wollten eng Wirtschaftsunioun mat Lëtzebuerg maachen. An do ass dann dem Kapp nogefollegt ginn an net dem Häerz no, a schlussendlech ass eng Wirtschaftsunioun mat der Belsch, sengerzäit, ofgeschloss ginn. Dat kann een, mengen ech, mam Cas de force majeure vum Här Majerus hei definéieren.

Wie kann elo mat ofstëmmen?

Do ass och d'Äntwert relativ kloer. D'Recht, fir un engem nationale Referendum deelzehuelen, ass fir de Moment un d'Wahlrecht bei den nationale Wahle gekoppelt. Dat ergëtt sech aus der Artikulatioun vun de Verfassungsbestëmmungen am Artikel 4 iwwert d'Deputéiertechamber, wou och déi Dispositiounen iwwert de Referendum drastinn.

Och hei huet de Statsrot seng bekannten Interpretatioun an Erënnerung geruff. 2005 hat e souguer op deem dote Punkt eng Opposition formelle zum deemolege Regierungsvirschlag, wat den Traité européen ugeet, ageschriwwen, an d'Chamber huet sech sengerzäit inclinéiert. An duerfir ass et och hei kloer, dass d'Wahlrecht bei dësem Referendum op déi Leit beschränkt ass, déi och d'Wahlrecht bei de Legislativwahlen hunn.

Beim nationale Referendum besteet d'Wahlflicht. Och dat ass eng Fro, déi een oft gestallt kritt dobaussen. Et besteet d'Wahlflicht, wéi dat bei politesche Wahlen hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Et ass dat den Artikel 37 vum allgemenge Referendumsgesetz vun 2005, deen dat virschreift. Ech zitéieren: «Le vote est obligatoire conformément aux articles 89 et 90 de la loi électorale.»

D'Bréifwahl ass virgesinn, wéi dat bei anere Wahlen och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. An dee leschten Délai, fir d'Bréifwahl unzefroen, dierft hei, wann et soll zum 7. Juni zu engem Referendum kommen, beim 8. Mee dëst Joer leien.

Wéi gëtt d'Resultat bestëmmt?

D'Froe vum Referendum stinn op engem Wahlziedel - op engem Wahlziedel - an déi mussen an deenen dräi offizielle Sproochen ausgedréckt ginn, an der Reiefolleg Franséisch, Lëtzebuergesch, Däitsch, all Kéiers mat zwou Casen, lénks Neen a riets Jo, nieft dem Non an dem Nein an dem Oui an dem Ja.

D'Resultater, déi Fro ass nach gëschter - dat hunn ech matkritt - an enger Sitzung tëschent Parteien opgeworf ginn, ginn determinéiert pro Fro. A bei der Determinatioun vun dem Resultat zielen eigentlech déi ongülteg an déi wäiss Ziedelen net. Et ginn eigentlech just kontabiliséiert a géintiwwergestallt déi Leit, déi pro Fro mat Jo a mat Nee geäntwert hunn. Doraus ergëtt sech dann d'Resultat vum Referendum. Dat ass keng Erfindung, mä dat ergëtt sech eigentlech aus den Dispositiounen, wéi se am allgemenge Referendumsgesetz vun 2005 festgehale sinn.

Loosse mer dann elo op déi eenzel Referendumsfroe selwer ze schwätze kommen.

Vun deene véier virgeschloene Froe bleiwen der schlussendlech nach dräi iwwreg. Déi ursprénglech véiert Fro iwwert de staatleche Finanzement vun de Gehälter a Pensioune vun de Kultusdénger fält ewech. Dat ass geschitt, nodeems d'Chamber hei mat grousser Majoritéit eng Resolutioun gestëmmt huet, wou se

dat dote freet, an och virdrun awer en Accord unanime eigentlech bestanen huet, wat nach virun e puer Méint net de Fall war, fir an eng nei Verfassung déi heiteg Bestëmmung vum Artikel 106 iwwert d'Bezuele vun de Gehälter an de Pensioune vun de Ministres des cultes net méi ze iwwerhuelen. Dat war genau de Géigestand vun der véierter Fro.

Doduerjer, dass mer eestëmmeg der Meenung sinn, dass mer esou eng Dispositioun an der neier Verfassung net méi wëlle virgesinn, fält natierlech déi dote Fro ewech. Well dann eigentlech de Kritär vun der Kontroversitéit vun der Fro, deen ech virdru genannt hunn, och net méi ginn ass, well mer souguer hei op esou enger Fro ewell Eestëmmegkeet hei an der Chamber hunn.

Et bleiwen dräi Froen nach, déi de 7. Juni dem Wieler gestallt ginn. Ech gi ganz kuerz op se an.

Déi éischt Fro ass: Sidd Dir mat der Iddi averstanen, dass d'Lëtzebuerger, déi tëschent 16 an 18 Joer al sinn, d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei de Wahle fir d'Chamber, d'Europaparlament an de Gemengerot wéi och de Referendume matzemaachen?

Lëtzebuerg huet déi eelste Wahlbevëlkerung an Europa. An ähnlech wéi dat haut an anere Länner wéi Éisträich an eenzelnen däitsche Bundesländer de Fall ass, gëtt also hei d'Iddi opgeworf, fir fir dat aktiivt Wahlrecht bei alle politesche Wahlen de Mindestalter vun 18 op 16 Joer erofzesetzen. Fir déi jonk Leit besteet allerdéngs direkt keng Wahlflicht. Si musse sech aschreiwen an déi Wahllëschten. Wa se sech awer dann ageschriwwen hunn, da musse se och wiele goen.

Si kréien heimadder net dat passiivt Wahlrecht, also d'Recht, fir Kandidat ze sinn, zougestanen. Et handelt sech hei ausschliisslech ëm d'Recht, fir wielen ze goen.

Et schéngt eis selbstverständlech ze sinn, wann herno op déi zweet Fro iwwert d'Auslännerwahlrecht géif mat Jo geäntwert ginn, dass dann och logescherweis déi jonk Netlëtzebuerger ab 16 Joer an de Genoss misste kommen, fir kënnen hei bei Legislativwahle matzemaachen.

Zweet Fro: Sidd Dir mat der Iddi averstanen, dass d'auslännesch Matbierger d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei Chamberswahle matzemaachen, an dat ënnert der besonnescher duebeler Bedéngung, dass se op d'mannst während zéng Joer zu Lëtzebuerg gewunnt hunn a virdru scho bei Gemengen- oder Europawahlen zu Lëtzebuerg matgemaach hunn?

Hei ass also d'Iddi déi, fir, ënner verschiddene Viraussetzungen, den Netlëtzebuerger dat aktiivt Wahlrecht bei Chamberswahlen ze ginn. Zurzäit, an dat wësse mer, si ronn 45% vun den Awunner vun dësem Land Auslänner. Wann deen Trend sech iergendwéi fortsetzt an deenen nächste Joren, wäerten an aacht bis zéng Joer d'Majoritéit vun deene Leit, déi hei wunnen, Netlëtzebuerger sinn. Do stellt sech also eng spezifesch Lëtzebuerger Fro, wat de Fonctionnement vun der Demokratie ugeet, wann eigentlech eng Wahlbevëlkerung just nach eng Minoritéit vun der effektiver Bevëlkerung vun dësem Land ausmécht.

Dës Ouverture vum Wahlrecht ass op dat aktiivt Wahlrecht beschränkt. Et muss een eng Residenzdauer vun zéng Joer opweisen. Allerdéngs kann déi och ënnerbrach gewiescht sinn. Dorobber ware mer eis an der Interpretatioun eens. An duerch d'Matmaache bei Gemengen- an Europawahle virdru weist ee jo och als Bierger vun engem Land, dass een Interessi huet un der Politik an um gemeinschaftleche Liewen.

Dëst Wahlrecht ass fakultativ, wéi dat och haut de Fall ass bei all Auslännerwahlrecht, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Et muss ee sech also an eng Wielerlëscht aschreiwen. A wann ee sech bis an déi Wielerlëscht ageschriwwen huet, da besteet d'Wahlflicht fir deen Eenzelnen.

Drëtt a lescht Fro an deem heite Referendum: Sidd Der mat der Iddi averstanen, d'Zäit, während där eng Persoun ouni Ënnerbriechung Member vun der Regierung däerf sinn, op maximal zéng Joer ze begrenzen? Dëst ass an der politescher Debatt hei zu Lëtzebuerg eng relativ nei Iddi, fir eng personell Alternance an eng Erneierung vun der Exekutiv ze förderen.

Eise Wahlsystem, dee mer alleguerte kennen, gekoppelt un de System vun de Koalitiounsregierungen, huet zu enger, och am internationale Vergläich, onheemlecher Laangliewegkeet vum politesche Personal bis hin an der Regierung gefouert. Duerch d'Aféierung vun enger maximaler fortwährender Dauer vu Regierungsbedeelegung als Minister oder Statssekretär solle personell Veränneruge promouvéiert ginn an eng méiglech Beliewung vun der Demokratie erreecht ginn.

Dës nei Regel, déi, wéinst hirem Impakt op d'politesch Rechter an och op d'Ernennungskompetenz vum Statschef, muss an der Verfassung verankert ginn, gëllt nëmme fir d'Regierung. Si gëllt net fir d'Chambersmemberen. A si kann och, juristesch gesinn, net réckwierkend applizéiert ginn. Ech hunn awer Notiz dovunner geholl, dass dës Regierungsmembere schonn deklaréiert hunn, dass si bereet wären, fir sech selwer déi doten Dispositioun, wa se sollt iwwerholl ginn, dann ab dem éischten Dag vun hirer Mandatsperiod am Dezember 2013 réckwierkend ze applizéieren. Dat ass eng politesch Entscheedung, dat ass elo keng juristesch bannend Entscheedung.

Mir sinn der Meenung, dass déi Ënnerbriechung, déi ka kommen, wann een déi doten Zéngjoresregelung wëllt suspendéieren, muss mindestens d'Dauer vu fënnef Joer hunn, mindestens d'Dauer vun enger normaler Legislaturperiod hunn.

Als Kommissioun hale mer drop, an ech si frou, dass de Bureau vun der Chamber an och d'Conférence des Présidents dat net aneschters gesinn, dass am Virfeld vun dësem nationale Referendum, a grad och, well och d'Chamber als Constituante hei mat implizéiert ass, d'Chamber an där doter Fro eng besonnesch wichteg Roll vun Informatioun ze spillen huet.

Iwwer Chamber TV, iwwer Internetsite awer och iwwer regional ëffentlech Diskussiounsronne solle mer, mengen ech, den Enjeu vun dëser Verfassungsreform kloermaachen, solle mer awer besonnesch d'Bedeitung, de Pro a Kontra vun deenen eenzelne Referendumsfroe kloerstellen.

An och d'politesch Parteien - ech erënneren, déi sinn an der Verfassung verankert mam Optrag, fir zur Meenungsbildung, zur ëffentlecher Meenungsbildung bäizedroen - sinn hei als eenzel Parteie gefuerdert, wéi et och wënschenswäert ass, an dat geschitt jo och zum Deel scho fir de Moment, fir dass d'Zivilgesellschaft sech an deen dote Referendum mat implizéiert.

Ech hoffen hei, dass déi bevirstehend Diskussioune mat deem néidege Respekt virun der Meenung vun deem anere gefouert ginn. Et geet och drëm, fir ze weisen, dass an enger representativer Demokratie, wéi Lëtzebuerg eng ass a bleift, Elementer vun direkter Demokratie kee Friemkierper duerstellen, mä awer eng gewëss Beräicherung fir eist Zesummeliewen, eist Zesummeplange sollen duerstellen.

Et ass en Exercice vu méi Biergerbedeelegung, dee mer hei woen, a wou mer selwer mussen de Bewäis erbréngen, dass mer räif sinn; dass mer räif sinn, fir och kontrovers Theme sachlech a fair auszediskutéieren, an net eng Volleksbefroung zu engem Plebiszit géint oder fir eppes aneschters ze maachen.

Et geet ëm eis Verfassung, et geet ëm Sachfroen, déi hei ze diskutéieren an ze léise sinn, an ëm näischt aneschters. Et ass eng gemeinsam Verantwortung, déi mer ze droen hunn, dass mer an deem doten am Viraus definéierte Kader déi dote Campagne an deenen nächste Méint a Wochen uginn.

An ech mengen, dass an engem Land, wat awer eng gewëss demokratesch Erfahrung huet iwwer laang, laang Jorzéngten, et och muss méiglech sinn, iwwer kontrovers Theme fair a sachlech ze diskutéieren. Et wär, a mengen Aen, ëm eis Demokratie hei am Land schlecht bestallt, wann een esou Diskussiounen net méi iwwerhaapt dierft hei zu Lëtzebuerg féieren. Duerfir solle mer, mengen ech, déi Diskussioun net fäerten, mä mir sollte se mat der néideger Seriositéit, awer och mam néidegen Enthusiasmus eigentlech ugoen.

Den 29. September 1919: Referendum iwwert d'Statsform an iwwer d'Wirtschaftsunioun. De 6. Juni 1937: Referendum iwwert dat sougenannt „Maulkuerfgesetz". Den 10. Juli 2005: Referendum iwwert den Europäesche Verfassungstraité. A schlussendlech de 7. Juni 2015, wou et eréischt déi véierte Kéier ass, dass Lëtzebuerg sech uschéckt, iwwer en nationale Referendum politesch eng Fro ëffentlech ze diskutéieren.

Loosse mer alleguerten derzou bäidroen, aus deem dote Rendez-vous mam Wieler vläicht och e bëssen e Rendez-vous mat der Geschicht ze maachen. Dat wär, mengen ech, am Sënn vun eiser Demokratie, déi e bëssen zousätzleche Sauerstoff ka gebrauchen. A virun allem ass et awer och wichteg fir dee grousse Projet, dee mer elo zéng Joer hei gemeinsam droen, fir Lëtzebuerg endlech eng nei Verfassung ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. E Vote iwwer e Gesetz, wat e Referendum organiséiert, ass schonns eppes Aussergewéinleches. Aussergewéinlech zu Lëtzebuerg, mä och aussergewéinlech an Europa an an eisen Nopeschlänner, vläicht mat Exceptioun vun der Schwäiz. Wann een e wéineg duerch Europa kuckt, da gesäit een, datt national Referende relativ rar sinn. Dat ass net de Fall fir regional, dat ass net de Fall fir lokal Referenden.

Vun eisen Nopeschlänner ass Frankräich dat Land, wat am meeschten an deene leschte Jorzéngte Referendume gemaach huet. A wann ee kuckt, wat fir eng Referendume se gemaach hunn, da waren ëmmer Referendumen dann, wann an der franséischer Geschicht wichteg Momenter do waren a wann et drëm gaangen ass, Décisiounen, wegweisend Décisioune fir d'Land ze huelen.

1958 d'Aféierung vun der Cinquième République, 1961 d'Autodéterminatioun vun Algerien, 1962 Accords d'Évian. Och de Suffrage universel, wou de President gewielt gëtt, wat eng majeure Réforme vun der franséischer Constitutioun war. 1969 d'Regionalisatioun. 1972 den Élargissement vun der CEE. Duerno d'Autodéterminatioun vun Neikaledounien, den Traité vu Maastricht, d'Reduktioune vun de Presidentschaftsmandater, den Traité vun Europa. All Kéiers dann ass zu engem Referendum gegraff ginn, wann e wesentleche Punkt an der franséischer Geschicht op der Säit geschriwwe ginn ass, déi just opgeschloe war.

Mir hunn och gesinn, wann een d'Referendumen a Frankräich analyséiert, datt haaptsächlech, net haaptsächlech, mä ëmmer et ëm institutionell Froe gaang ass oder ëm Froe vun Transfert vu Souveränitéit gaang ass.

Wann een dann an eisen aneren Nopeschlänner kuckt: An der Belsch stelle mer fest, datt 1950 dee leschte Referendum gemaach ginn ass. Dee Moment, wou et ëm d'Zréckkéiere vun dem Kinnek Léopold III. gaang ass, ëm d'Froe vun der Monarchie sengerzäit. 2004 wollt oder sollt ee gemaach ginn, do ass dat an der Belsch net gaang, well gesot ginn ass, mä Dir hutt eng Démocratie représentative an de Referendum huet doranner keng Plaz!

An Däitschland si keng Referendume gemaach ginn an et sinn der just virgesinn, wann et ëm Froe vu Grenzenännerunge geet. A Spuenien ass just 1986 ee gemaach ginn, fir an der NATO ze bleiwen an 2005 fir de constitutionnellen Traité. An Holland, 2005, just fir de constitutionnellen Traité. A Portugal och 2005 fir de constitutionnellen Traité an 2007 iwwert d'Fro vun der Interruption volontaire de grossesse: Jo oder Neen dozou.

Zu Lëtzebuerg, den Här Bodry huet dat gesot, bis elo dräimol. Dräimol, och all Kéiers a wesentleche Froe vun eiser Geschicht. 1919 iwwert d'Fro, wou mer eis géifen uschléissen, Belsch oder Frankräich, respektiv ëm d'Fro vun der Fortféierung vun eisem Regime iwwerhaapt, wéi et soll weidergoen zu Lëtzebuerg mat all deenen Demandë vun deene Länner, déi ronderëm eis waren, fir eist Land ze annexéieren. Fir eis Independenz ze markéieren ass e Referendum gemaach ginn.

1937, an enger Zäit, déi mer alleguer kennen, de Premierminister huet virdrun de Rapport Artuso déposéiert, hei sinn d'Virleefer scho mat Froe vu Fräiheet, wou et ëm d'Maulkuerfgesetz gaang ass, wou driwwer ofgestëmmt ginn ass sengerzäit, wou dem Resultat och Rechnung gedroe ginn ass, inklusiv mat all senge Konsequenzen d'ailleurs! 2005 den Traité constitutionnel hei zu Lëtzebuerg.

Wesentlech Momenter vun der Lëtzebuerger Geschicht, wou Froe vum Regime, vun eise Fräiheeten, vum Abandon vun der Souveraineté nationale am Raum stoungen. An domat schreiwe mer eis am Fong, mat deene Referendumen hu mer eis an d'Traditioun vun den europäesche Referendumen a wesentleche Froen ageschriwwen.

Haut ass eng Diskussioun, déi ass virdru vu mengem Virriedner genannt ginn, iwwert déi partizipativ Demokratie. An iwwert déi ass och eng Diskussioun ze féieren. Just, datt mir als CSV soen, mir befannen eis awer momentan an engem Regime vu representativer Demokratie. A mir mengen, datt d'Politik an hirer Komplexitéit, esou wéi se haut ass, an och an Zukunft net wäert anescht ginn, net kann, net soll mat Äntwerten op ganz eenzel Froe sech léisen. Mä d'Froe mussen, an hirer Komplexitéit, an hiren Zesummenhäng, geléist ginn an am Kader, zu engem ganz groussen Deel fir eis, vun der representativer Demokratie.

Datt domat muss méi d'Implicatioun vun de Leit gesicht ginn, méi Participatioun an eiser Demokratie gesicht ginn, ass natierlech enorm wichteg. Och fir eis. A villes ass an deene leschte Jore gemaach ginn. D'Petitiounsrecht. De fräien Zougang zur Informatioun: ass nach amgaang, gemaach ze ginn. Biergerforumen, Zukunftsdëscher mat der Zivilgesellschaft, Initiatives populaires, Referendumen, inklusiv op lokalem Niveau an och op nationalem Niveau. Mä nach muss ee wëssen, ëm wat een esou Referendumen dréie léisst.

Et ass vun der Regierung versprach ginn, méi partizipativ Demokratie. An dann ass awer direkt am Regierungsprogramm dekretéiert ginn, wat fir eng véier Froen, dräi sinn et der nach haut, dann elo géifen an engem Referendum kommen. Dovun ass vun deenen dräi, déi gestallt gi sinn, sécherlech, an eisen Aen, eng, déi vun dem Auslännerwahlrecht, wat eng Fro ass, déi vun der Importenz, vun der Wichtegkeet hier sécherlech kann e referendare Charakter hunn. Dat ass an eisen Ae fir déi aner Froe wesentlech manner de Fall.

Ech stelle just fest, datt, mat deem Schrëtt, deen d'Majoritéit mécht, mer ewech vun enger Rei Prinzipien awer kommen! Éischte Prinzip, dat ass, datt mer a groussen historesche Momenter vun eiser Geschicht - do, wou et drëm geet, Weeër frësch opzeweisen, an dann de Referendum als Instrument benotzen -, datt mer vun deem Prinzip ewechkommen.

Zweete Prinzip, vun deem mer ewechkommen, dat ass, datt mer constitutionnel Ännerungen an engem grousse gesellschaftleche Konsens wëlle maachen, mat grousse gesellschaftlechen a parlamentaresche Majoritéiten. Déi hu mer an deene Froen net!

An et gëtt e Referendum gemaach, an deem gesot gëtt, mir wëlle méi partizipativ Demokratie, fir am Fong dee grousse Konsens an der Gesellschaft, an der Chamber op enger Rei Froen ze ëmgoen an iwwer e Referendum ze ëmschiffen. Wat fir eis e wesentleche Punkt ass an der Argumentatioun vun dësem Referendum.

D'Participatioun an déi Biergerbedeelegung, déi ganz oft ervirgestrach gëtt, kënnt eis ganz oft wéi e Virwand vir! Et steet am Exposé des motifs vum Text, an ech zitéieren: «Les auteurs de la proposition de loi entendent associer les citoyens à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, dont le projet est en voie d'élaboration depuis maintenant dix ans.» An den Här Bodry huet et och nach eng Kéier, genau esou, justifiéiert.

Ech soen, dat ass awer nëmmen hallef wouer. Dat ass awer nëmmen e Prétexte. Well wann Der e wéineg weiderliest am Rapport an Dir liest, firwat déi Froen hei erausgewielt gi sinn, da steet dodran: «Il s'agit de questions institutionnelles sur lesquelles il n'existait pas de majorité large au Parlement pour le maintien du statu quo respectivement pour une modification des règles en vigueur.»

(Interruption)

Richteg. Dofir soen ech, dat éischt Argument, dat ass keen Argument, wat richteg ass. Dat zweet Argument ass dat, wat richteg ass. Et war keng grouss, large konsensuell Majoritéit weder an der Gesellschaft nach an der Bevëlkerung, fir déi Froen ze beäntwerten. Dir gitt iwwer e Referendum, fir am Fong d'Meenung vun der CSV, grousser Partei, d'Meenung vun der CSV, ouni déi Der déi constitutionnel Majoritéit hei net an der Chamber hutt, fir déi en fin de compte ze ëmschiffen.

De Claude Adam huet et ganz gutt an engem Artikel, an engem Interview resüméiert am „Journal" vum Februar 2015: „Es handelt sich um Fragen, bei denen wir uns im Rahmen der Verfassungsreformen nicht einigen konnten. Wäre es zu einer Einigung gekommen, ähnlich wie in der Debatte um die Priestergehälter, hätten sich auch diese Fragen erübrigt." Zitat. Ech weess net, ob d'Zitat richteg ass oder net, mä esou steet et emol do.

Et geet net drëm, d'Leit ze froen iwwer hir Meenung an iwwert déi Froen, déi d'Leit kéinten interesséieren. Et geet hei drëm, déi eng oder déi aner Partei an der referendarescher Diskussioun ze ëmgoen, mat engem Referendum! Wär een interesséiert gewiescht an där Referendumsdiskussioun un deem, wat d'Leit wierklech denken, an un deene Froen, déi se wierklech interesséieren, dann hätt ee jo och eng ganz Rei aner Froe kënne stelle wéi just déi, déi erausgewielt gi sinn, well eng vun de Parteien, oder méi wéi eng vun de Parteien net domadder d'accord waren.

Et hätt ee kënnen d'Fro stellen zum Beispill vun de Bezierker. Gëtt et véier Bezierker, gëtt et an Zukunft nëmmen ee Bezierk? Et hätt ee kënnen d'Fro stellen iwwert d'Zuel vun den Deputéierten, iwwert d'Aufgabe vun de Gemengen, iwwer eise Wahlsystem, iwwert d'Aufgabe vum Conseil d'État, iwwert d'Roll vun de Parteien, iwwert d'Recht vun den Elteren, fir hir Kanner fräi ze erzéien, fräi ze bestëmmen, wéi déi Erzéiung soll geschéien,...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...iwwert de Fonctionnement vun der Justiz oder aner constitutionnel Froen.

A firwat am Fong just constitutionnel Froen? Och bei wichtegen Décisiounen, net constitutionneller, an 1937, wëll ech just soen, ass eng Fro gestallt ginn am Referendum, déi net constitutionneller Natur war. D'Maulkuerfgesetz, wéi een et nennt, war net e constitutionnelt Gesetz. D'Fro ass awer gestallt ginn.

Et hätt ee kënnen d'Fro stelle bei der Allocation d'éducation. Wann een interesséiert gewiescht wär, wat d'Leit soen, dann hätt een och kënnen déi Fro stellen.

(Interruption)

Firwat net? Ech wëll Iech just éierlech soen, Dir sot, et sinn an der Schwäiz e puer...

Ech hunn net gesot, Dir sollt déi Froe stellen. Mir hu se d'ailleurs och net proposéiert!

Une voix.- Dir hätt Froe kënne proposéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu se d'ailleurs och net proposéiert!

(Brouhaha)

An dat wollt ech genau soen, well ech jo wousst, dofir hunn ech...

(Brouhaha)

Dofir hunn ech dat do jo elo provozéiert, well ech jo wousst, datt Der géift mat där doter Äntwert kommen!

Mir hunn natierlech keng proposéiert, well mer der Meenung waren, datt mer dee Referendum, mat deene Froen, déi hei virgesi waren, net kéinten ënnerstëtzen, net kéinten domadder d'accord sinn an en net wéilten duerch zousätzlech Froen, déi mer als richteg géifen empfannen, legitiméieren. Dofir hu mer keng Froe proposéiert, well mer mam Prinzip mat dëse Froen net konnten, net wëllen d'accord sinn. An dat hu mer vun Ufank un an aller Kloerheet an an aller Däitlechkeet gesot!

Wann ech elo op déi individuell Froen aginn - ech wëll dat haut net am Detail maachen, mir hunn nach véier Méint, fir dat kënnen ze maachen, mä trotzdeem -, d'Formulatioune vun deene Froe si fir eis extrem vag an net prezis. Hei gi Froe gestallt iwwert d'Iddi: Sidd Dir d'accord mat der Iddi, datt soll eppes gemaach ginn? Dat ass awer nu wierklech alles anescht wéi eng prezis Fro, wou dann eng prezis Äntwert drop soll kommen!

De Conseil d'État gesäit et genau d'selwecht an e seet, ech zitéieren de Conseil d'État, à son avis: «La formule retenue peut toutefois mener à des ambivalences dans la mesure où l'on peut approuver l'idée elle-même, tout en répondant par la négative à la question posée pour des raisons liées aux circonstances concrètes de celle-ci et aux modalités de leur mise en œuvre.» Par conséquent il se demande, de Conseil d'État, «dès lors si les questions n'auraient pas avantage à être reformulées plus clairement en abandonnant notamment la référence à l'„idée" qui sous-tend les questions envisagées.» Eng kloer Meenung, déi hei vum Conseil d'État ausgedréckt ass. Dat ass awer net geschitt!

Wann een elo op déi eenzel Froen zréckkënnt, da muss ech och do soen, et sinn eng Rei Saachen, déi an dem Commentaire gesot ginn, déi awer net an der Fro gesot ginn. Ech huelen déi eenzel Froen duerch.

Bei där Fro iwwert d'Ministeschmandater vun zweemol fënnef Joer, den Här Bodry huet et ënnerstrach, et steet och am Commentaire, gëtt gesot: „Mir maachen eng Paus vu fënnef Joer an da kënnen erëm eng Kéier déi zéng Joer do lassgoen." Déi Paus vu fënnef Joer, déi steet awer net an der Fro. Déi steet am Kommentar. Mussen d'Leit dann elo Chamber TV oder de Kommentar, Chamber TV kucken oder de Kommentar liesen, fir ze wëssen, wéi déi Fro genau formuléiert ass? Mir fannen et onprezis an am Fong net passend fir esou e Referendum.

Déi zweet Fro, dat ass déi vun de 16 Joer. Do steet dran op eng explizit Aart a Weis, also op eng Aart a Weis, datt et sech hei nëmmen ëm d'Wieler handelt. De Kommentar dovunner ass awer net evident. «Elle tient à souligner», seet d'Kommissioun, «que dans le cadre de la campagne référendaire, les partis politiques pourront expliquer la portée juridique exacte de la première question.» Dat heescht, du muss, fir déi Fro genau ze verstoen, op d'Versammlunge vun de politesche Parteie goen, fir déi richteg Explikatiounen dofir ze kréien, soss kriss de net genau de Contenu vun där Fro mat! Dat fanne mer och net normal an esou enger preziser Saach wéi de Referendum awer soll sinn.

Beim Auslännerwahlrecht ass en ähnleche Problem dran, an deen ënnersträicht och de Conseil d'État. De Conseil d'État freet: «avoir résidé pendant au moins dix ans» am Land, ob dat géif heeschen, eng Résidence continue oder net eng Résidence continue. Am Rapport ass d'Explikatioun: «La commission estime que le résident ne doit pas avoir résidé au Luxembourg de manière ininterrompue pendant les dix ans précédant l'inscription sur les listes électorales pour les élections législatives. La question est à trancher et à comprendre dans ce sens.»

Du muss also de Commentaire des articles liesen, fir kënnen déi genau Interpretatioun vun der Fro ze maachen. Or, wann s de an der Kabinn stees, hues de awer de Commentaire des articles net derbäi, fir ze liesen, wat et heescht! Och déi Fro fanne mer relativ large ausgedréckt an net passend fir déi Prezisioun, déi awer esou wichteg Froe missten hunn.

Ech wëll dann och e puer politesch Remarquen, ewech vun deenen techneschen, e puer politescher awer maachen iwwert déi eenzel Froen. Déi Fro vun de 16 Joer, Wahlrecht mat 16 Joer, gëtt justifiéiert mat Argumenter, datt haaptsächlech den Interessi vun deene jonke Leit un der Politik domadder géif suscitéiert ginn.

Ech fannen dat Argument jo e besonnescht. Wéi wann d'Wahlrecht, eenzeg an eleng d'Wahlrecht, wat een engem gëtt, géif garantéieren, datt elo den Interessi un der Politik suscitéiert ass! Déi Politikverdrossenheet, déi hei am Land ass, ass jo net just eng Politikverdrossenheet vu Leit ënner 18 Joer, net just vu Jugendlechen. Et ass eng Politikverdrossenheet vu ganz ville Leit, déi d'Wahlrecht hunn a wou d'Wahlrecht awer net iwwert d'Politikverdrossenheet ewechhëlleft.

Dofir, dës Problematik just wëllen ze léise mat dem Fait, datt een elo de Jugendlechen d'Wahlrecht gëtt, mengen ech, ass wierklech net déi richteg Äntwert. Déi Problematik verlaangt eng ganz aner Diskussioun, verlaangt eng ganz aner global Äntwert.

Froen iwwert d'Schoul stelle sech hei, Froen iwwert d'Attributioune vum Jugendparlament, iwwert d'Kollaboratiounen an de Gemengen. A wann ech déi moer Explikatioun vun deene sechs Sätz, déi am Commentaire des articles steet, liesen, da steet just ee klenge Saz doriwwer: «Il est évident que cette possibilité de participation politique accordée aux jeunes doit être accompagnée d'efforts supplémentaires dans le domaine de l'instruction civique, notamment à l'école.» Dat ass alles, wat doriwwer dosteet.

Ech soen Iech, wann een op déi do Fro, wat awer eng wichteg Fro ass, just déi Äntwert gëtt, da verfeelt een awer de Sujet! Da verfeelt een awer de Sujet mat där Fro. Ouni globaalt Konzept, ouni seriö Explikatioun eng Fro einfach esou ze stellen, fanne mer net richteg, fanne mer net derwäert.

An da soen ech och nach, déi Äntwert, déi hei suggeréiert gëtt: firwat da 16 Joer? Firwat 16 Joer? Firwat net 17, esou wéi den Här Kollwelter an den Här Zanussi et sengerzäit virgeschloen hate fir legislativ Wahlen 1996? Oder firwat net 16 beim kommunale Wahlrecht, wéi si et och virgeschloen haten, mä dann aktiivt a passiivt Wahlrecht? Dat war eng Propositioun aus Äre Reien 1996. Firwat dat aktiivt an net dat passiivt? Firwat fräiwëlleg an net obligatoresch? Wéi sinn all déi Implikatiounen, déi sech domadder stellen op d'Zivilrecht, op d'Penalrecht?

Keng Äntwerten, keng Diskussioun, déi gefouert ginn ass, keng Justifikatiounen! Just ee Saz, just eng Propositioun, déi eis awer de Problem, dee sech richtegerweis stellt an deen och richteg erkannt ginn ass, déi awer de Problem, ob se esou oder anescht beäntwert gëtt, net wäert léisen.

Déi duebel Mandater vun de Ministeren, zweemol fënnef Joer maximum.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat misste mer onbedéngt maachen!

(Hilarité et brouhaha)

Da géife mer de Sozialisten e Gefale maachen. Da géife se e puer Stéck lassginn, déi se gäre lass wieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä, Här Gibéryen, ech stelle mir just d'Fro: Wou kënnt déi Fro do hier?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma vun de Sozialisten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zweemol fënnef...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vun de Sozialisten! Et sinn e puer Leit, déi se da géife lassginn.

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wou ass se scho gestallt ginn? A firwat ass se wichteg? Déi Solutioun, déi hei proposéiert gëtt, ass a sech och néierens justifiéiert. Sot mir emol, zweemol fënnef Joer: firwat zweemol fënnef Joer? Firwat net eemol fënnef? Firwat net dräimol fënnef? Wou kënnt een un déi zweemol fënnef? Firwat eng Paus vu fënnef Joer? Firwat net eng Paus vun zéng Joer? Firwat net eng Paus vun engem Joer? Firwat iwwerhaapt nach duerno kënne weiderfueren? Wéi explizéiert Der dat? Wat fir eng Logik, wat fir ee Sënn - wann een d'accord wär mat dem Fait -, mä wat fir ee Sënn mécht déi hei Propositioun? Firwat just déi do Zuelen?

Da gëtt gesot, d'Argument, fir dat hei ze froen, dat ass: Mir brauche méi Erneierung. Ech kommen dorop zréck. An den Här Bausch, deen huet awer och en anert Argument - well en elo hei ass, muss ech dat awer soen -, en anert Argument, ech mengen, et war an enger RTL-Emissioun, gebraucht, wou hie seet: „No siwen, aacht Joer ass ee midd an ausgelaugt an där Fonctioun." Här Bausch...

(Brouhaha)

Jiddweree muss fir sech schwätzen.

Une voix.- Hien huet keng Ausdauer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jiddweree muss do...

(Interruption)

Jiddweree muss do fir sech schwätzen. Aner Leit sinn net midd an ausgelaugt. Mä Verschiddener sinn dat schonn no zwee, dräi Joer, midd an ausgelaugt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat hänkt dovunner of, wéi ee sech asetzt a sengem Ministère!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ganz genau!

Une voix.- Hien ass e Sprinter. Hien ass e Sprinter, Här Wiseler.

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also kuckt emol, wéi vill Ministeren an Ärer Regierung scho méi laang do waren!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här Wiseler...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A jugéiert Är Wierder un deem, wat do gesot ginn ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Bausch ass nach guer net midd.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat anert Argument, dat ass dat vun der Erneierung, wat och den Här Bodry hei gebraucht huet: „Mir brauchen Erneierung am Personal." Mä ech soen Iech awer och ganz éierlech, wann ee gären Erneierung hätt, a wann eng Partei gären Erneierung hätt bei hirem Personal, da sot mer: Firwat décidéiert d'Partei dat dann net selwer? Firwat brauche mer dann dofir e Gesetzestext, fir dat ze maachen?

(Interruptions)

Firwat, wann Der eng Rei Ministeren net méi wëllt an enger Regierung, décidéiert Der net, se erauszehuelen? Dat kënnt Der jo maachen!

(Brouhaha général)

Dat kënnt Der jo maachen. An et sinn der zwee, déi iwwer zéng Joer schonn hei sinn.

(Brouhaha général)

Dann huelt se...

(Coups de cloche de la présidence)

Dann huelt se einfach eraus!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift, bis elo hate mer e ganz gudden Niveau an der Diskussioun. Kommt, mer fueren esou virun!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä ech wëll awer meng Fro beäntwert kréien.

Firwat imposéiert Der - an dat ass awer elo seriö -, firwat imposéiert Der de Leit iwwer Gesetz eng Solutioun, déi, wann Der se wëllt, jiddwer Partei fir sech kann décidéieren? Firwat? Firwat? Firwat huelt Der de Leit déi Fräiheet ewech, déi Leit ze wielen, déi se wëllen, an der Perspektiv, datt se an d'Regierung kommen, well se se gär an d'Regierung hätten? Firwat huelt Der déi Fräiheet ewech? Just well Dir sot...

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déi Iddi do...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just well Dir sot: Mir hätte gär Erneierung.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...awer net vun de Leit.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just well Dir sot: Mir hätte gär Erneierung.

Da stelle mer och nach d'Fro hannendrun, da sot mer emol: Firwat maacht Der dat do just bei de Ministeren? Firwat maacht Der et net bei den Deputéierten?

(Interruptions)

Firwat maacht Der et net bei de Buergermeeschteren a bei Schäffen?

(Interruptions)

Firwat?

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...nach 100 Joer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä ech hätt awer emol gären eng Explikatioun. Mir wëllen, Här Bodry, weder dat eent nach dat anert!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma da maacht Dir et!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A mir wëlle weder dat eent nach dat anert!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat, wat mer lech proposéieren...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, mir wëlle weder dat eent nach dat anert! Mir froen lech just, firwat Dir dat eent maacht an net dat anert a wat den Ënnerscheed ass tëschent deem engen an deem aneren. Firwat een am Exécutif national ka sinn a firwat een an engem Exécutif an der Gemeng ka méi laang sinn. Firwat? Wat ass d'Argument derfir?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- ...bei deem engen décidéiert...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass net... Sot mer et nach eng Kéier, ech hunn et net verstanen!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Bei der Chamber décidéiert de Wieler, ob en lech nach hei wëllt sëtze gesinn oder net. Bei der Regierung décidéieren d'Parteien.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo, da kënnen d'Parteien dat jo duerchaus décidéieren. Firwat wëllt Der et dann an d'Gesetz aschreiwen?

(Interruptions)

Dat ass jo genau d'Fro.

(Interruptions)

Dat ass jo genau d'Fro: Firwat wëllt Der et dann an d'Gesetz aschreiwen, Här Schneider?

(Brouhaha)

Une voix.- ...dofir ass et an der Fro. An den Här Berger huet vläicht Angscht, erauszefléien.

(Brouhaha, hilarité et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Firwat wëllt Der de Leit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

Wann ech gelift, lauschtert dem Riedner no!

Une voix.- Si sinn nervös.

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Firwat wëllt Der de Leit e Recht ewechhuelen? Firwat wëllt Der déi Fräiheet ewechhuelen? Firwat wëllt Der och en Atout ewechhuelen, dee mer an eisen Aen duerch de Fait hunn, datt eng Rei Leit eng grouss Experienz hunn, notamment um europäesche Gebitt, an domat e grousse Respekt hunn an europäesche Kreesser, deen een duerchaus kann ausspillen?

Ech soen elo, den Här Asselborn huet, duerch vill Respekt, deen en huet, déi zwee Joer, déi en elo am Conseil de Sécurité war, dat gutt kënne maachen. Hätt en dat net gehat, hätt hie sech vläicht a verschiddenen Dossiere net esou duerchsetze kënnen, wéi e sech elo konnt duerchsetzen. Ech wëll dat just soen.

No Ärer Rechnung hätt e scho laang missen dobausse sinn, hätt e scho guer net méi an der Regierung däerfe sinn! Firwat privéiere mer eis vun deem Avantage? Firwat?

(Interruption)

E Minister, dee Premierminister wëllt ginn...

(Interruption)

Här Bettel, Dir sidd elo net am Fall. Mä an engem klassesche Fall, fënnef Joer an der Regierung, kann e fënnef Joer Premier sinn, muss e goen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir maacht Dir elo Är Paus.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fënnef Joer Minister kann e sinn, fënnef Joer Premier, da muss e goen. Ech fannen dat net normal. Ech fannen et schiedlech fir d'Land, well mer eis een Atout ewechhuelen, wann dat hei géif duerchkommen. An ech hoffen, datt mer déi Diskussioun och dobausse kënne seriö féieren, well ech weess, wéi op esou Froe relativ intuitiv vun de Leit geäntwert gëtt. A mir musse mat den Argumenter virgoen,...

Une voix.- Also schiedlech fir d'Land... Dat ass awer...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir déi Äntwerte respektiv fir déi Argumenter och eriwwerzebréngen.

Mir fannen déi do Fro onnéideg. Si ass och ouni Débat virdru gewiescht. Et ass just eng Fro, fir eng Fro ze stellen. A mer fannen, datt hei e populisteschen Débat déclenchéiert gëtt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat d'Ausländerwahlrecht ugeet, ass et sécherlech,...

Une voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...an ech hunn et virdru gesot, sécherlech eng referendaresch Fro. De Corps électoral gëtt geännert, an dat ass wichteg.

D'Fro, ob een awer déi do Fro an dësem Moment soll stellen, ob d'Opportunitéit vun dëser Fro, mat all deem, wat u schwieregen Diskussiounen op eis zoukënnt, elo ass, hu mer oft genuch gesot. Ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen.

Richteg ass awer, datt 45% vun Netlëtzebuerger hei am Land e Besoin vun zousätzlecher Participatioun noutwendeg maachen. An déi Zilsetzung, soen ech ganz kloer, deele mir och als Partei. Dofir hu mer proposéiert, eng Solutioun fir déi hei Fro iwwert d'Nationalitéitegesetz ze fannen.

Mir deet et nach ëmmer leed, datt mer dofir net konnte gemeinsam eng gréisser Diskussioun mateneen organiséieren. Well et wär besser gewiescht, déi Diskussioun ze féieren op eng calme Aart a Weis, wéi elo se an e Referendum ze ginn, wou se duerchaus emol kann ausrutschen, wat dësem Land géif richteg schueden. An Dir hutt et selwer ënnerstrach.

Wann een dat awer elo mécht, da muss ech mech just froen, Dir schlot hei eng Solutioun vir, wou Der sot, et muss een zéng Joer am Land sinn an et muss een eng Kéier scho mat wiele gaange sinn. Da stellen ech mer d'Fro: Firwat déi do Konditiounen? Wou kommt Der un déi do Konditiounen? Wat bezwecken déi Konditiounen? Wat brénge se?

Mir sinn nämlech der Meenung, datt, wann Der wierklech d'Participatioun vun den Netlëtzebuerger wëllt an Dir stellt esou restriktiv Konditioune wéi déi do, da kritt Der net déi Äntwert - wann dat hei géif duerchgoen -, net déi Äntwert op déi Fro, déi Der gären hätt. Dir kritt net déi Participatioun an déi Zuele vu Participatioun, déi Der braucht.

Déi Propositioun, déi mir gemaach hunn iwwert d'Nationalitéitegesetz, wäert eis wesentlech méi Effikassitéit bréngen, wesentlech méi Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien an déi duerno kënne mat wiele goen, aktiv a passiv mat wiele goen, wéi déi Propositioun, déi Dir maacht.

Ech mengen, datt d'Participatioun wesentlech méi duerch deen Text wäert ënnerstëtzt ginn, wéi duerch déi Propositioun, déi Der do maacht. An ech froe mech och: Firwat just déi hei Propositioun? Et wären 100 aner Solutioune méiglech gewiescht. A se ass och néierens justifiéiert, weder déi zéng Joer nach de Fait, datt een eng Kéier soll derbäi gewiescht sinn. Néierens justifiéiert!

Ech froe mech d'ailleurs, firwat net déi do Froestellung anescht ugaange ginn ass. Firwat kann een hei just mat Jo an Neen äntwerten? Firwat huet een net d'Fro gestallt vun der Participatioun, ob een déi wëllt iwwert d'Nationalitéitegesetz, iwwer zéng Joer an eng Kéier schonn derbäi oder iwwer fënnef Joer hei am Land? Et hätt ee jo och kënnen esou e Referendum organiséieren.

Et wär d'ailleurs net fir d'Éischt gewiescht, datt e Referendum mat enger Rei Alternativen organiséiert gi wär. De Referendum vun 1919 iwwert d'Dynastie war genau e Referendum mat véier Alternativen: éischtens, de Maintien vun der Grande-Duchesse Charlotte (veuillez lire: Marie-Adelheid), zweet Alternativ war de Maintien vun der Dynastie, mä mat enger anerer Grande-Duchesse. Déi drëtt Äntwert, dat war d'Opsetze vun enger anerer Dynastie. An déi véiert Äntwert war d'Republik. Et konnt ee bei véier Alternativen tëschent där enger an där anerer wielen.

Hätt ee wëlle wierklech d'Fro stellen, wéi d'Leit d'Participatioun brauchen, hätt ee jo duerchaus kënnen all d'Alternativen, déi eng an déi aner uginn an d'Leit richteg wiele loossen tëschent verschiddene Systemer, déi méiglech sinn, mat därselwechter Zilsetzung, déi mer jo deelen. Mä firwat just déi hei? Firwat d'Reduktioun vum Choix? Eng Äntwert, déi an eisen Aen net vill, wann net näischt bréngt! A mir mengen, datt et just gewiescht ass aus Angscht, well en hätt kënnen, dee Referendum, eventuell schifgoen. Hei ass eng Chance, datt e vläicht mat Jo ausgeet.

Mä ech fannen et net uerdentlech, net korrekt, net seriö, wéi dat do gemaach gëtt. Et geet just drëm, den Nationalitéiteprinzip hei aus dem Text erauszehuelen. En éischte klenge Schrëtt ze maachen, deen näischt zur Participatioun bäidréit. A wann een de Prinzip eng Kéier dobaussen huet, da kann ee jo déi nächst Etappen an deenen nächste Jore maachen. An dat ass fir eis problematesch als Usaz.

13. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

Ech wëll och, fir ze ënnersträichen déi Wichtegkeet vun deem hei Sujet - a well mer eng Propositioun gemaach hunn -, och hei ganz offiziell dem Parlamentspresident eng Proposition de loi iwwerreechen. Här President, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Iwwert déi Propositioun, déi mer gemaach hunn, iwwert déi Propositioun, déi a sech d'Nationalitéitegesetz ëmännert, fir d'Residenzklausel vu siwen op fënnef Joer erofzeschrauwen, fir e groussen Deel Droit du sol anzeféieren, nom franséische System. Dat heescht auslännesch Leit, auslännesch Kanner, déi hei op d'Welt komm sinn, gi mat 18 Joer automatesch Lëtzebuerger, ouni iwwerhaapt eng Demande méi mussen ze maachen. Se sinn et einfach mat 18 Joer.

Iwwert de Fait, datt s de keng Condition de résidence méi brauchs ze hunn, wann s de mat engem Lëtzebuerger bestuet gëss, iwwer eng Facilitatioun vun eiser Kontroll am Sproochesystem an iwwert d'Dispens vun iwwerhaapt enger Sproochekontroll, wann s de 20 Joer hei am Land bass.

Ech wëll awer och soen, well ech wëll korrekt sinn, datt deen Text, dee mer elo agereecht hunn, zu engem groussen Deel den Text vum Projet de loi 6561 vum François Biltgen ass, dee mer nach eng Kéier agereecht hunn, mat deenen Ännerungen awer dran, déi ech elo gesot hunn, wou mer e gutt Stéck nach méi wäit ginn, wéi den Text vum François Biltgen sengerzäit gaangen ass.

***6781** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.*

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Deen Der virun zwee Joer net wollt. Ech war bei de Verhandlungen derbäi.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen Iech ganz kloer, datt d'Evolutioun vun den Diskussiounen natierlech ass, an Dir gesitt och d'Evolutioun vun där doter Fro an deene leschten 20 Joer, datt Schrëtt fir Schrëtt gemaach ginn ass. Dir wäert eis jo elo net reprochéieren, Här Bodry, deen Text hei ze déposéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, d'Welt dréit sech net ronderëm d'CSV.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ginn Iech domadder 100%eg recht, Här Bodry, d'Welt dréit sech net ronderëm d'CSV, wéi och net ronderëm aner Parteien.

Ech wëll awer e leschte Passage...

Une voix.- ...wat een am Parlament seet...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä se si jo och richteg. Ech wëll vläicht just nach...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat ass elo déi richteg Iwwerzeegung vun der CSV, ech weess et net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Här Wiseler, fuert Dir virun!

14. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (suite)

Discussion générale (suite)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fuere ganz gär weider, Här President. Ech wëll nämlech nach eng lescht Fro hei opwerfen, e puer Wuert soen iwwert déi Fro, déi net méi am Referendum ass: d'Relatioun tëschent Kierch a Stat, wat fir eis och e wichtege Sujet ass. An d'CSV war och der Meenung, datt een op dësem Sujet misst bougéieren. Dir kënnt eise Wahlprogramm liesen, Dir hutt en d'ailleurs gelies.

Et ass e Sujet, dee komplex ass. Mir hunn ëmmer gesot, en ass vill ze vill komplex, fir eng einfach Fro am Referendum doriwwer ze stellen. Et stelle sech d'Froen iwwert d'Gehälter. D'ailleurs hutt Der se an där Konventioun, déi Der gemaach hutt, och wesentlech méi vast ugeschwat wéi an der Referendumsfro, déi gestallt gi war. Froen ëm d'Gehälter, ëm de Reliounsunterrecht, ëm d'Kierchefabrécken, Froen awer och iwwert de Contrôle, deen de Stat iwwert d'Kierche soll oder net soll exercéieren. Eng komplex Fro an e wichtege Sujet!

Mä an där Fro, déi Der am Referendum gestallt hat, hutt Der awer just ee Sujet ugeschwat, an dat war dee vun de Ministres des cultes. Sot mir just, firwat Der, wann Der esou eng wichteg Fro wëllt ugoen, déi esou komplex ass wéi déi do, se just wëllt ugoen an engem Referendum an dann d'Fro iwwert déi sougenannte Paschtéieschgehälter frot, oder d'Gehälter vun de Ministres des cultes. Firwat just déi Fro? Firwat net déi aner Froen? Firwat net eng Fro stellen dee Moment scho vun Ufank un iwwert...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well et eng Fro ass, déi haut an der Verfassung geregelt ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, aner Froe mussen och an der Verfassung geregelt ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do ass et awer net aneschters...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- De Contrôle, deen de Stat huet iwwert déi eenzel Reliounsgemeinschaften, ass och eng Verfassungsfro. Mir hunn d'ailleurs en Artikel 22 dofir ëmgeännert, fir déi Fro do an de Gréff ze kréien oder anescht ze formuléieren. Firwat hutt Der déi Fro dann net gestallt sengerzäit? Datt mer se elo eraushuelen, well se zu engem Deel beäntwert ass, fannen ech normal. Mä firwat just d'Fro stellen iwwert d'Paschtéieschgehälter?

An ech soen Iech, well dat nu wierklech d'Aart a Weis war, fir de Problem unzegoen, well ee wëllt de Referendum einfach op seng Säit entscheet kréien, ouni déi richteg Froen ze stellen! D'Fro iwwert d'Paschtéieschgehälter an d'Gehälter vun de Ministres des cultes ass dach net déi richteg Fro, déi Der hei an där ganzer...

D'Fro iwwert d'Responsabilitéit vum Stat par rapport zu de Reliounen: Wéi wäit ass de Stat responsabel, fir ze wëssen, wat do geschitt? Dat ass déi richteg Fro! Hätte mer déi gestallt, hätte mer eng ganz aner Diskussioun kritt. Eng ganz aner Diskussioun, eng richteg Diskussioun, eng wichteg Diskussioun kritt. Dat wollte mer awer net als Diskussioun. Do hätt ee kënnen de Referendum net gewannen, an dat wär jo net richteg gewiescht.

Mir hunn dat populistesch als Approche fonnt, well mer fonnt hunn, datt déi richteg Problemer net hei ugeschwat ginn an datt déi Froen nëmme gestallt gi sinn, an et ass Iech och gelongen, fir Drock auszeüben. Déi Konventioun ass op Basis vun deem Drock ënnerschriwwe ginn, an d'Fro konnt du vum Dësch geholl ginn. Mä d'Intentioun nëmmen, fir Drock auszeüben, fannen ech a sech net korrekt.

Ech kommen zur Konklusioun. Dës Referendumsfroe si just, esou wéi se elo hei gestallt sinn a formuléiert ginn, aus parteipolitesche Grënn gestallt an an enger Froestellung, déi an eisen Aen net objektiv ass. Déi virgeschloen Alternative loosse sech an eisen Aen net seriö justifiéieren. A mir fannen, datt et hei e Mëssbrauch vum Instrument vum Referendum ass fir parteipolitesch Zwecker an datt et laanscht d'Leit geet. Dat Instrument vum Referendum ass eis extrem wichteg, mä esou ugewannt fanne mer et net seriö an et ass kee Courage, fir déi Froen ze stellen, déi a sech d'Leit interesséieren.

Ech soen awer och hannendrun, elo kréie mer eng Diskussioun, elo kréie mer eng Campagne an deenen nächste véier Méint. Ech ginn dovunner aus, datt dat Gesetz haut gestëmmt gëtt, egal wat ech soen, datt dat Gesetz haut gestëmmt gëtt, an da kréie mer déi Campagne. An ech soen och ganz kloer fir meng Partei, datt mer déi och probéieren, mat Argumenter ze maachen. Hei si mer jo an der Chamber.

Dobausse gi mer bei d'Leit an eis Versammlungen a mir wëllen och op déi Froen äntwerten. Mir wëllen och mat eisen Argumenter erklären, firwat mer esou an net anescht äntwerten, an dat seriö ugoen. Dat soen ech och kloer an däitlech hei. Ech soen och, dat ass jo just e konsultative Referendum.

Ech soen awer och hannendrun, datt natierlech d'Resultater vun deem Referendum, wéi se och ëmmer sinn, an eisen zukünftegen Iwwerleeungen nom Referendum, datt mer an eisen Iwwerleeungen deene Resultater wäerte Rechnung droen. Mä et muss een natierlech kucken, wat sech do ausdréckt, wéi et sech ausdréckt, wéi d'Diskussioun an der Campagne leeft, an haaptsächlech och, wéi d'Proportioune vun de Resultater sinn. Op jidde Fall gëtt dëse Referendum e wichtegt Element an eisen zukünftegen Iwwerleeungen nom Referendum.

An ech soen nach hannendrun, datt och dës Majoritéit eng grouss Responsabilitéit hélt, wa se dat do mécht. Haaptsächlech duerno, wann deen nächste Referendum nom Artikel 114 vun der Constitutioun kënnt.

Mir waren ëmmer der Meenung, datt ee Constitutiounsännerunge sollt mat engem grousse gesellschaftleche Konsens maachen. Kommen elo hei Resultater, étriquéiert Resultater eraus, déi Der duerno wëllt an d'Constitutioun mat iwwerhuelen, d'Constitutioun, déi Der dann erëm wëllt an e Referendum stellen, an där kommen zwee oder dräi mat all deenen Onzefriddenheeten, déi schonn duerch aner Diskussiounen, zum Beispill déi Reliounsdiskussioun zesummekommen, da stellt Der déi zéng Joer Aarbecht, déi awer gemaach gi sinn, an déi Nécessitéit an déi Wichtegkeet, déi eng nei Constitutioun vu Lëtzebuerg hätt, awer uerg a Gefor! Eng grouss Responsabilitéit, déi Der domat hutt. Ech wëll et just eng Kéier an aller Däitlechkeet hei gesot hunn.

An aus all deene Grënn wäert d'CSV zu dësem Text net kënne mat Jo äntwerten, mä mat Neen äntwerten.

Domat wär ech normalerweis fäerdeg. Ech wëll just nach eppes hannendrusetzen, eng technesch Fro, den Här Bodry huet se och schonn ugeschwat, well se gëschter opkomm ass an där Diskussioun, wéi dann elo ausgezielt gëtt an deem Referendum hei. An dem Här Bodry seng Explikatioune sinn och richteg.

Et ass just ee Punkt, also et ass elo e wéineg méi spontan hei, et ass just ee Punkt, deen ech net richteg verstinn, an dat ass deen, et ass jo méiglech, vu datt dräi Froen op engem Bulletin sinn, datt verschidde Leit op eng Fro äntwerten an op zwou Froen net. Dat ass méiglech. An da gëtt dee Bulletin fir déi eng Fro valabel erklärt, deeselwechte Bulletin fir déi aner Froen awer net valabel erklärt. Dat fannen ech awer juristesch e richtege Problem.

Dann hätt een et a priori besser mat dräi separate Bulletine gemaach. Sou wéi et elo gemaach gëtt, ass och a kengem Gesetz fixéiert en fin de compte, datt mer de Bulletin eng Kéier als valabel an eng Kéier als net valabel erklären. Ech hu mech awer gefrot, ob dat net wierklech e reelle juristesche Problem ass, wa mer do zu de Resultater kommen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Politik méi no um Bierger, d'Politik méi no mam Bierger ze gestalten, dat ass en Zil, dat sech d'Majoritéitsparteien op de Fändel geschriwwen hunn. An de Referendum vum 7. Juni ass e wichtege Schrëtt, fir dëst Zil ze erreechen.

Jo, de Referendum dëst Joer ass en historesche Moment, well mer nei Weeër gi bei der demokratescher Abannung vum Vollek bei wichtege Gesellschaftsfroen. Esou eng partizipativ Démarche vun der Chamber, am Endeffekt, ass et an deem Mooss an deene leschte Jorzéngten nach net ginn, well mir banne mat dem Referendum d'Biergerinnen an d'Bierger direkt an d'Aarbechte vun eisem wichtegste Gesetz, nämlech d'Aarbechte vun der Verfassung banne mer se domadder an.

Ech wëll nach eng Kéier och kuerz de Kontext vun den Aarbechten um Referendum hei skizzéieren. De Rapporteur huet dat scho gemaach. Mä et ass awer wichteg, fir nach eng Kéier de Kontext ze setzen. D'Chamber beschäftegt sech schonn zéng Joer oder méi, op alle Fall e Jorzéngt mat enger Neifaassung, mat enger Moderniséierung vun deem wichtegsten Text an eisem Rechtssystem. An d'Koalitioun huet och an hiren Accord geschriwwen, datt se wëllt déi Verfassungsreform elo och an dëser Legislatur ofschléissen, datt mer endlech d'Aarbechte kënne fäerdeg maachen.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren - ech mengen, hei ass dat vläicht an dësem Haus iwwerflëssig, mä ech maachen et awer nach eng Kéier -, ech wëll rappeléieren, datt d'Verfassung dat wichtegst, dat iewescht Gesetz ass. Et regelt d'Organisatioun vum Stat, et garantéiert eis Grondrechter an et setzt och de legale Kader, deen dann all Gesetz an all Reglement och muss respektéieren.

An, Här President, mir wëssen et alleguerten, et ass e Fait, scho bal eng Banalitéit, fir et ze soen, mä eis Gesellschaft, eng Natioun, e Stat, deen evoluéiert, verännert sech. An duerfir huet dës

Reform vun der Verfassung jo als Zil, fir d'Verfassung un d'Gesellschaft, un eis Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, och besonnesch vum 21. Jorhonnert unzepassen an och eng Rei Inkohärenzen, déi am Laf vun de Joren, well jo awer emol déi eng oder aner kleng Textveränneerunge gemaach gi sinn, wou dann och net nëmmen de Risiko vun, mä heiansdo Inkohärenzen entstane sinn, aus der Welt ze schafen.

Wéi gesot, déi Aarbechten, déi si scho laang amgaang hei an der Chamber. Vill Artikele sinn an der Kommissioun an deene leschte Joren iwwerschafft ginn am grousse Konsens, Zoustëmmung. Aner Artikele musse nach ofgeklärt ginn. An et ginn och verschidde Froen, déi an eisen Ae besonnesch wichteg sinn. Firwat datt déi Froen hei besonnesch wichteg sinn, déi dräi, dat ass, well se ronderëm d'Participatioun dréien, also ëm d'Basisrechter an enger Demokratie. An do, bei deene wëlle mir also d'Bierger froen, fir eis beim Schreiwe vun der definitiver Verfassungsreform ze guidéieren.

Mäi Virriedner, deen huet jo ënner anerem Beispiller aus anere Länner geholl a gesot, firwat datt déi déi eng oder déi aner Fro geholl hunn. An en huet gemengt, et wier keng Logik, oder et wier eng aner Ursaach derbäi, fir déi Froen esou ausgewielt ze hunn.

Neen, et ass ganz kloer: Et si Froen, déi, éischtens, direkt mat der Verfassung ze dinn hunn. Et si prezis Artikele vun der Verfassung, déi concernéiert sinn. A virun allem sinn et awer och Froen, déi ganz vill mat der partizipativer Demokratie an eisem Stat ze dinn hunn, wéi d'Matbestëmmung vun den auslännesche Matbierger, wéi zum Beispill d'Matbestëmmung vun deene jonke Matbierger hei am Land. Et ass also do awer ganz kloer eng Guideline, déi an deene Froen ass.

Et geet also ëm Froen, wou ee wëllt d'Meenung vun de Bierger kréien an eben och Kloerheet kréie fir eis Aarbechten, fir dann eis Verfassungsreform fäerdeg ze schreiwen. Ech mengen, et ass wierklech kloer, dorëms geet et an ëm soss näischt aneschters!

An ech mengen, duerfir kann een als éierleche Politiker och net d'Responsabilitéit vun der Regierung un den Ausgang vun engem Referendum koppelen. Et geet net dodrëms. De Wieler, wat mécht deen de 7. Juni? Dee stëmmt iwwert dräi ganz wichteg Froe fir d'Moderniséierung vun der Demokratie an eisem Land of, an net iwwer eng Regierungsaarbecht. Punkt. Dat ass et de 7. Juni.

Et gi Vertrieder vun de Parteien hei an der Chamber, och mäi Virriedner huet dat gemaach, déi de Sënn an och d'Legitimitéit vun engem Referendum respektiv vun dësem Referendum a Fro stellen. Ech muss soen, déi aktuell Positioun vun der CSV iwwerrascht dach an engem gewëssene Mooss.

Am Dezember 2013, do huet nach de viregte Fraktiounschef vun der CSV, den aktuelle Kommissiounspresident, deen huet du bei senger Ried deemools zum Koalitiounsaccord vun der neier Regierung gesot, datt d'CSV mat der Iddi vun dem Referendum kéint d'accord sinn. En huet natierlech och gewarnt virun deenen engen oder aneren Diskussiounen, datt déi net sollten aus dem Rudder lafen. Firwat wëllt elo d'CSV eigentlech näischt méi dovunner wëssen?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Berger, wann Der géift e puer Reie weiderliesen, da géift Der och kënne soen, datt den Här Juncker gesot hat, e géif heibäi, esou wéi d'Froe gestallt wären, sech froen, ob dat net en Abus vun der Referendumsprozedur wär. Dir musst ëmmer den Text ganz liesen, éier Der Zitatioune maacht, wann ech gelift!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hunn effektiv den Text déi lescht Deeg eng Kéier duerchgelies an do steet op alle Fall och, datt d'CSV kéint awer mat der Iddi vum Referendum d'accord sinn, datt sech Froe gestallt gi sinn eben iwwert, ech soen net d'Gefäierlechkeet, mä awer iwwert de Risiko, datt bei verschiddene Froen herno am Débat an der Populatioun do kéint...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, an och iwwert déi aner Froen, Här Berger. An et ass genau déi Meenung, déi mer haut och nach deelen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wiseler, wann ech gelift, den Här Berger huet eleng d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Op alle Fall stellen ech fest, Madame Presidentin, datt elo d'CSV näischt méi wëllt vum Referendum wëssen. Si huet dat jo och elo grad virdru wësse gedoen. Firwat eigentlech? Eng Vollekspartei, huet déi eigentlech Angscht virun der Meenung vum Vollek?

Och am CSV-Wahlprogramm, wann een dee liest, steet, datt eng Verfassungsrevisioun soll mat breeder Biergerbedeelegung gemaach ginn. Dann ass eigentlech awer d'Fro: Wat maache mer dann aneschters elo hei bei dësem Referendum, wéi datt mer eng breet Biergerbedeelegung organiséieren? Wat verstitt Dir dann ënner breeder Biergerbedeelegung, déi Der an Ärem Wahlprogramm erageschriwwen hutt an déi Der awer elo net méi wëllt? Dann hätt Der jo och wierklech misse preziséieren, datt et nëmmen ëm absolutt fundamental Froe géif goen, déi sech vläicht an anere Länner gestallt hunn, mä awer net bei eis.

Ech fannen et einfach, Madame Presidentin, schued. Ech bedaueren, datt d'CSV sech elo net konstruktiv abréngt an d'Diskussioun ëm de Referendum a si décidéiert huet, da géint all déi Froen ze sinn. Si huet och souguer an engem Zeitungsartikel vun Erpressung geschwat. Och virdru konnt een dat hei esou eraushéieren.

Madame Presidentin, d'Bierger ëm hir Meenung froen, ass dat Erpressung? Ech sinn net där Meenung, datt dat Erpressung ass. Au contraire! Wann een och Sondagë ka gleewen, do gëtt jo deen een oder anere gemaach - ee vun deene leschte vun der ILRES, ech mengen, mat dem „Wort" zesummen -, do ass jo och erauskomm, datt 77% vun de Leit hei zu Lëtzebuerg, déi gefrot gi sinn, der Iwwerzeegung sinn, datt awer e Referendum eng gutt Saach ass. Also ass dat jo awer och eppes, wou mer op e gewëssene Besoin, op e gewëssene Wonsch, e gewëssenen Ausdrock vun de Bierger kënne reagéieren.

An ech mengen awer och, ech sinn iwwerzeegt, datt e Referendum, eng besser Abannung vun de Bierger och e Moyen géint d'Politikverdrossenheet ass. Wa mer elo all déi Débate wäerte féieren an den nächste Wochen, ass dat d'Méiglechkeet, fir mam Bierger an d'Diskussioun ze kommen, fir mam Bierger iwwert déi Froen ze diskutéieren an den Intérêt vun de Bierger un der Politik nees ze verbesseren an och ze erhéijen.

D'DP, déi ass op alle Fall kloer en faveur vun de Volleksbefroungen. Firwat? Well een domadder d'Biergerinnen an d'Bierger mat a wichteg Entscheedunge kann abannen. Referende sinn e Stéck vu partizipativer Demokratie, well een eben domat den ëffentlechen Débat iwwer wichteg Froe mat de Leit hei am Land ka gestalten.

Madame Presidentin, d'DP, déi wäert de Leit nolauschteren an den Débaten. Mir wäerten och d'Meenung vun de Bierger de 7. Juni respektéieren. Et ginn der elo schonn, déi soen: Jo, mä de Statsrot huet gesot, datt e Referendum, egal wéi en ausgeet, net muss bindend sinn, net muss respektéiert ginn. Dat ass zwar sécher wouer.

Et ginn der och, déi soen, datt se eventuell kucken, jee nodeem wéi de Referendum ausgeet, datt se sech et da géifen iwwerleeën. Fir eis ass et kloer, och wa mer dräi Positiounen am Virfeld hunn zu deene Froen am Referendum, fir eis ass et op alle Fall ganz kloer, egal wéi de Referendum ausgeet, datt mir dat Resultat wäerte respektéieren an da mat an eis Aarbechten an der Verfassungskommissioun huelen. Ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass. D'DP, déi wäert de Wielerwëlle vum 7. Juni respektéieren. Dat gëllt fir eis an ech weess och, dat gëllt och fir eis Koalitiounspartner.

An ech hoffe just, datt och déi aner Parteien de Wielerwëllen an d'Meenung vum Bierger wäerten da respektéieren. A virun allem däerf dee Referendum net herno fir parteipolitesch Spiller instrumentaliséiert ginn.

Madame Presidentin, ech kommen zu deenen dräi Froen.

Déi éischt Fro, déi vum Auslännerwahlrecht, ass sécher eng ganz sensibel, jo kontrovers Fro. Et muss ee wëssen, eng Demokratie, déi lieft vun enger gréisstméiglecher politescher Bedeelegung vun hirem Vollek. En Débat iwwert d'Auslännerwahlrecht also an engem Land wéi Lëtzebuerg mat 44%, 45% vu Bierger, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, drängt sech jo da fërmlech op, deen ass net ze vermeiden.

44%, 45% vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, hunn net eis Nationalitéit, an déi Situatioun, déi féiert jo dann onweigerlech zu där Fro, ob ee weiderhi bal d'Halschent vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung, déi hei schaffen, liewen, gären hei liewen, Steiere bezuelen, zum Räichtum, jo, do musse mer och éierlech sinn, ganz oft zum Fonctionnéiere vun eisem Land, vun eiser Ekonomie bäidroen, ob een déi ka komplett vun der Participatioun vu Legislativwahlen ausschléissen.

Oder et kéint een et och aneschters nach formuléieren: Kann ee vu bal der Halschent vun der Populatioun all Flichte verlaangen an hinnen op där anerer Säit awer net all d'Rechter ginn, déi déi aner 50% vun der Populatioun hunn? Ech mengen, dat ass eng vun deene kruziale Froen hei.

Oder et kéint een och nach d'Fro stellen: Wëlle mer dorobber histeieren, datt an Zukunft eng Minoritéit hei am Land iwwer eng Majoritéit bestëmmt?

Ech wëll och an deem Kontext soen, datt d'Wahlrecht fir auslännesch Matbierger jo awer keen Novum hei am Land ass. Dat ass keen Neiland, wat mer hei betrieden. Mir hunn de Maastrichter Vertrag vun 1992, do ass dat festgehale ginn, wou och Lëtzebuerg domat d'accord war: All EU-Bierger dierf an all EU-Land no verschiddene Kritäre bei Kommunalwahle jo zum Beispill mat wiele goen. A mir hunn dat zu Lëtzebuerg jo och nach weider ausgedehnt: datt souguer och Net-EU-Bierger bei eis kënne bei de Kommunalwahle mat wiele goen. Et ass also u sech: D'Wahlrecht fir Matbierger, déi net eis Nationalitéit hunn, dat ass näischt absolutt Neies, wat mer hei froen. Mir hunn also och schonn Erfahrung domadder.

Et ginn och aner Länner, wou dat esou ass. Ech hunn elo hei Lëtzebuerg als Beispill geholl, well jo elo déi Fro hei eis concernéiert. Mä nëmmen als Illustratioun, an anere Länner gëtt et dat och: Schwäiz, Amerika - also USA -, Kanada, do kënnen d'Auslänner un de Regionalwahlen deelhuelen. Et ginn och Länner wéi Chile, Neuseeland, do kënnen Auslänner och, wa se gewësse Konditiounen erfëllen, un all den nationale Wahlen deelhuelen.

Mir wëllen also als Koalitioun, och d'Demokratesch Partei, e Schrëtt an d'Richtung vun enger verbesserter Participatioun vun den auslännesche Matbierger goen. Wéi soll dat ausgesinn? Mir hunn och hei kloer Kritären a Limitten dragesat.

Zum engen ass et jo esou, fir datt ee kann - dat ass jo eis Iddi -, fir an Zukunft dierfe mat wielen ze goe bei de Legislativwahlen: Éischtens ass et en aktiivt Wahlrecht, kee passiivt Wahlrecht. Et kann een also mat wiele goen.

Et ass och fakultativ. Dat heescht, et ass net obligatoresch. Et ass also och eng Differenz: De Lëtzebuerger Bierger, deen net..., oder de Bierger, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt an net de Lëtzebuerger Pass huet, dee muss also och eng gewëssen Démarche maachen, esou wéi dat och bei de Gemengewahlen ass, fir sech an d'Wielerlëschten anzedroen. E muss also säin Intérêt och doduerjer scho manifestéieren. Dat ass eigentlech och eng Differenz nach zu deem, wat d'Lëtzebuerger als Wahlrecht hunn.

Dann ass et och esou, datt e muss verschidde Konditiounen erfëllen. E muss mindestens zéng Joer hei zu Lëtzebuerg gelieft hunn. Et kann also net sinn, datt ee muer oder iwwermuer oder dräi Woche viru Wahlen oder ee Mount virun de Wahlen op Lëtzebuerg kënnt an da sech kann aschreiwe goen. E muss zéng Joer hei gelieft hunn.

Et ass och esou, datt en - an dat ass fir mech och eng ganz, net interessant, mä awer och wierklech eng ganz signifikativ Konditioun -, datt en och scho bei enger anerer Wahl hei zu Lëtzebuerg matgemaach muss hunn, forcément bei enger kommunaler Wahl. An dat ass jo awer och, wou en da gewisen huet, datt en interesséiert ass un der Politik, datt e wëllt eppes matmaachen. Ech mengen, all deene Bierger hei zu Lëtzebuerg, déi dat scho bewisen hunn, firwat soll een deenen dat Recht net kënnen zougestoen?

Et si Kritären eigentlech, wou Verschiddener och soen: „Si sinn nach relativ streng", datt een eigentlech hätt misse méi wäit goen an et méi no un d'Wahlrecht vun de Lëtzebuerger upassen. Dat sinn der vun alle Säiten. Och zum Beispill, wat ech gelies hunn, sinn do verschidde Leit aus enger Denkfabrik vun der CSV oder CSJ, déi fannen, datt se éischtens derfir sinn, datt d'Participatioun vun den Auslänner bei de Wahlen opgemaach gëtt. A si fannen, datt eigentlech déi heite Propositioun nach vill ze streng wier.

Ech wëll awer och eppes hei betounen, Madame Presidentin, dat ass, datt mer awer och weiderhin op där anerer Säit mussen all Efforte maachen, fir eng gesellschaftlech a politesch Integratioun ze maache vun de Leit. Duerfir soll natierlech och weiderhin e prioritäre Wee praktesch fir d'Integratioun sinn, datt een och d'Auslänner iwwerzeegt, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen, wat also sécherlech e wichtegt Element ass vun der Integratioun.

Mä nach eng Kéier: Et muss ee wierklech ënnerscheeden tëschent enger Nationalitéit an op där anerer Säit engem Wahlrecht. Dat sinn an eisen Aen zwou verschidde Saachen, besonnesch an engem Land ebe wéi eisem, wou ronn 45% vun de Bierger hei net d'Nationalitéit hunn. Do sinn et der och, wou dat och net méiglech wier, well se zum Beispill aus engem Land kommen, dat d'duebel Nationalitéit net erméiglecht. Do ginn et eng Rei Länner nach an Europa, zum Beispill Dänemark, Holland, Éisträich, Polen, do ass dat net méiglech. Dat heescht, fir déi Leit hei, wa mer deene soen: „Jo, kuckt iwwert de Wee vun der duebeler Nationalitéit!", fir déi ass dat onméiglech.

(Interruption)

Wéi gesot, eng Oplockerung vun engem Nationalitéitegesetz bedeit eng wesentlech Verbesserung an eiser Integratiounspolitik. Si léist awer net alleguerten d'Problemer vun der politescher Participatioun.

An hei wëll ech awer och nach eng Remarque maachen zu deem, wat mäi Virriedner, den Här Wiseler, gesot huet. En huet jo och hei eng Proposition de loi erabruecht fir dann eben elo an déi Richtung, déi si wëlle favoriséieren - wat awer an eisen Aen net eppes derzou bäidréit zu der politescher Participatioun -, datt een elo géif eben dat vereinfachen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen ze erlaangen.

Ech muss soen, ech sinn nëmmen erstaunt, datt elo d'CSV dat proposéiert: vu siwen op fënnef Joer erof! Nach virun e puer Joer huet den deemolege Minister Biltgen plädéiert, fir ebe grad et eropzesetzen an och d'Sproochenufuerderungen eropzesetzen. Elo geet et also erëm eng Kéier genau deeselwechte Wee no hannen. A praktesch zwee, dräi Joer oder emol net fënnef Joer, nodeems se fir dat eent hei plädéiert hu mat grousser Ferveur, plädéiere se elo fir eigentlech genau de Géigendeel. Do gesinn ech ganz wéineg Kohärenz derhannert.

(Interruption)

Madame Presidentin, d'DP steet dozou, datt och Netlëtzebuerger, déi bewisen hunn, datt se sech hei am Land wuelfillen, sech hei integréiert hunn an och politesch interesséiert sinn, datt déi hei kënnen, dierfe wiele goen! An ech mengen, déi streng Kritären, déi stellen och sécher, datt elo keen Ausverkaf vun eiser Demokratie hei bedriwwe gëtt an datt dat hei och éischter en Zeechen ass vun enger besserer, enger richteger Participatioun.

Mir hate jo och schonn ähnlech Diskussiounen deemools, wéi d'Wahlrecht fir d'Auslänner op kommunalem Niveau agefouert ginn ass. Ech mengen, do sinn heiansdo ähnlech Argumenter ugefouert ginn. A mir hu jo am Endeffekt gesinn, datt d'Welt hei zu Lëtzebuerg net zesummegebrach ass, mä au contraire, datt mer eigentlech haut, wann een de Bilan zitt vun deem, wat an de Gemengewahle mëttlerweil vun der Participatioun bei de Wahle stattfënnt - d'Auslänner, déi sech aschreiwen an esou weider -, datt mer eigentlech bedaueren, datt der net genuch drun deelhuelen, an datt mer eis eigentlech géife wënschen, datt der do och nach méi sech géifen abréngen an dat lokalpolitescht Geschéien, d'Matbestëmmung. An och hei mengen ech, wa mer géifen déi Bestëmmung bis an eis Verfassung schreiwen, datt do net géif vun haut op muer hei d'Welt ënnergoen.

Et ass natierlech kloer, de Referendum iwwert d'Auslännerwahlrecht ass eng Fro iwwert déi gesellschaftlech Kohäsioun, iwwert d'Integratioun an de generellen Emgang mat all de Bierger hei zu Lëtzebuerg, déi hei wunnen, schaffen a liewen. An et ass eng sensibel Fro. Duerfir soll een och hei wierklech net a bëllege Populismus verfalen.

Ech mengen, et ass hei e Kompromiss, eng Kompromissformel, déi hei proposéiert gëtt. An et ass do wierklech och meng - net nëmme meng - Suerg, datt mer hei an deenen nächste Wochen, wa mer d'Débaten hunn, do anstänneg Diskussiounen hunn, datt mer do net versichen, d'Land ze splécken op déi eng an op déi aner Säit, datt mer net an de Populismus verfalen.

An ech mengen, do ass et och wichteg, datt d'Chamber hir Aufgab iwwerhëlt - mir hu jo do eng Rei Débaten, déi mer wäerten organiséieren -, datt mer d'Leit informéieren, datt mer do, op gutt Lëtzebuergesch gesot, Niveau behalen a wierklech d'Saachen objektiv kënnen duerstellen. Ech mengen, dat ass eppes, wat all Volleksvertrieder, mengen ech, och muss sech als Virsaz huelen: datt mer respektvoll mat deenen aneren, awer och respektvoll vis-à-vis vun deene verschiddenen Iddien iwwer eis Matbierger, datt mer do respektvoll domadder ëmginn an datt also och d'Chamber do eng grouss Aufgab huet, fir eng uerdentlech Campagne ze maachen. Ech mengen och, an deem Kontext hunn och sécherlech d'Medien eng wichteg Roll ze spillen.

Ech kommen zu där nächster Fro. Dat ass déi vum Wahlrecht ab 16 Joer. Ech hu selwer als Auteur vu verschiddene Proposition-de-loien an deem Kontext hei méi wéi eng Kéier op der Chamberstribün schonn driwwer geschwat an argumentéiert. A mir haten hei och scho Chamberssitzungen, wou dat als Proposition de loi diskutéiert ginn ass.

Duerfir kann ech och net dat Argument novollzéie vu mengem Virriedner, datt mer hei nach

ni driwwer geschwat hätten, datt den Exposé des motifs oder d'Argumentatioun an der Proposition de loi elo relativ moer wieren. Ech mengen, mir kënne genuch Débaten an der Chamber noliesen, wou mer doriwwer hei diskutéiert hunn an deem Plenum, an datt och scho ganz vill an der Bevëlkerung, och ënnert deene Jugendlechen, doriwwer diskutéiert ginn ass.

Ech mengen, et sinn e puer, ech wëll och net... Wéi gesot, als Auteur vu Propositions de loi zu deem Sujet kéint ech elo hei ganz laang, stonnelaang driwwer schwätzen. Vläicht nëmmen e puer Haaptiddien, dat ass: Déi politesch Entscheedunge vun haut, déi beaflosse jo awer ganz vill natierlech déi aktuell Generatioun, mä awer och déi nächst Generatioun, déi scho praktesch hannendrun ass. An eigentlech awer huele mir, déi aktuell Generatioun, Décisioune fir déi, déi net kënne selwer matbestëmmen, wat sécherlech net ideal ass.

Mir hunn och eng Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, déi natierlech dann och eng grouss Lobby duerstellt. A sécherlech ass och e grousse Risiko do, datt herno d'Politiker da vläicht éischter d'Tendenz hunn, no de Besoinen an den Intérête vun enger méi eelerer Populatioun ze kucken an déi Jonk, déi eventuell net kënne matbestëmmen, net kënne mat wielen, dann natierlech e bëssen op der Säit loossen.

Ech mengen, et ass kloer, datt och hei eben eng Form ugestrieft gëtt, fir ebe concernéiert Bierger hei zu Lëtzebuerg mat anzebannen an en Décisiounsprozess, wéinstens se kënne mat anzebannen, datt se iwwert déi Leit kënnen décidéieren, déi fir si Décisioune sollen huelen.

Wéi gesot, och d'DP, déi fuerdert scho säit Joren en Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer. Ech hunn op meng Proposition de loi verwisen. A virun allem hei weist sech jo och, firwat datt déi Fro eng absolutt Berechtegung am Referendum huet.

Bei där leschter Diskussioun iwwer eng Proposition de loi zu deem Sujet huet de Statsrot nämlech gesot, dat wier keng technesch Fro am Endeffekt. En hat keng Problemer mat den Artikelen, déi ech geschriwwen hat, an och mat där Argumentatioun. Mä d'Konklusioun, dat kann een noliesen, vum Statsrot war, et ass eigentlech keen techneschen, juristesche Problem, et ass eng politesch Fro. Eng politesch Fro, déi ee muss op enger anerer Plaz léisen. Voilà, ëmsou méi, ech mengen, do seet eis jo awer de Statsrot, et ass eigentlech praktesch eng Invitatioun, fir esou eng Fro iwwert de Referendum klären ze loossen.

Et gëtt jo och da gäre gesot, datt déi Jonk sech vläicht net esou interesséieren oder net fäeg sinn, fir do responsabel sech eng Meenung ze maachen. Jo, sécherlech muss ee kucken, datt een deene Jonken eng gewëss politesch - „politesch" tëschent Gänseféisercher -, also eng politesch neutral Bildung gëtt an datt een dann do den Intérêt an d'Responsabilitéit fir d'Politik awer och kann erwächen.

Op där anerer Säit muss ech awer soen, déi Argumenter, déi een ëmmer fir déi vu 16 a 17 uféiert, datt déi net genuch politesch Bildung hätten, net genuch Responsabilitéit, datt dat da fir déi vun 18, vun 23, vu 37, vun 43 net méi soll gëllen. Ech mengen, sécherlech soll een dat hei maachen. Mä méi generell solle mer eis awer och emol déi Fro stellen, wéi insgesamt eis Leit dobaussen, eis Biergerinnen a Bierger informéiert sinn, politesch responsabel denken an esou weider. Ech muss heiansdo soen, wann ech Saache liesen op Foren, an de Medien, do kann ech mer awer Froe stellen!

Och hei muss ech betounen, et ass e fakultativt Wahlrecht. Et ass also net e komplett Wahlrecht eigentlech wéi fir déi ab 18 Joer. Dat heescht, et kann ee wiele goen. Wann ee sech prett spiert, kann ee mat wiele goen, et muss een net mat wiele goen. Et ass grad wéi fir déi mat 75 Joer. Virun e puer Joer ass dat jo och hei agefouert ginn. Do ass och net d'Diskussioun gewiescht: firwat net mat 74, mat 77? Et ass du gesot ginn, mat 75 Joer. An och do huet een zum Beispill awer praktesch deeselwechte System, datt et fakultativ ass.

Och hei vläicht e Bléck eriwwer an d'grouss, wäit Welt respektiv an d'Nopeschlänner. Zum Beispill an Däitschland gëtt et néng Bundesländer, wou déi mat 16 a 17 Joer un de Kommunalwahle kënnen deelhuelen, véier Bundesländer, wou déi un de Landtagswahle kënnen deelhuelen, zum Beispill zu Hamburg. Virun zwou Wochen, mengen ech, war et, hunn déi 16- a 17-Jähreg dierfe mat wielen. An Éisträich ass et ab 16 Joer fir Kommunal- a Landeswahlen. A Brasilien ass et och ab 16 Joer fir alleguerten d'Leit am Land.

Op alle Fall, wat ee gesäit zum Beispill an Däitschland, déi verschidde Bundesländer, déi hu positiv Erfahrunge gemaach mat dem Wahlalter ab 16. Do gesäit een, datt awer dann déi Jonk, déi kënnen, si mussen net, mä déi kënne mat wiele goen, déi interesséiere sech däitlech méi fir Froe vun der Politik, fir Froe vun der Gesellschaft, wéi zum Beispill déi, déi nach net kënne mat wiele goen. Well déi soen, et concernéiert mech souwisou jo net, et ass eréischt fir méi spéit. An dann entwéckele se vläicht net dee responsabele politesche Geescht, wou et awer gutt ass, wa mer deen esou fréi wéi méiglech kënnen entwéckelen.

Dann nach déi lescht Fro, déi beschäftegt sech mat der Limitatioun vun de Ministermandater, wat jo virdru fir méi héich Wellen hei gesuergt huet. Ech mengen, et ass kloer, eise Lëtzebuerger Wahlsystem, dee favoriséiert d'Wiel an doduerjer natierlech och d'Mise en place vu Käpp, déi méi bekannt sinn, déi scho laang vläicht och an enger Regierung waren.

Wat bedeit dat am Endeffekt, egal wéi, wa Ministere laang kënnen am Amt sinn? Dat bedeit - da si jo och d'Parteigrenzen ewech, dat ass elo net un déi eng oder aner Partei geriicht -, datt dann e Renouveau innerhalb vun enger Regierung nëmme lues virugeet. Ech mengen, mir kennen d'Beispiller. Mir hunn der jo virdrun och héieren, wou Ministere praktesch eng Institutioun gi sinn, déi bal inamovible waren!

Mir sinn iwwerzeegt, datt och um Niveau vun der Exekutiv, vun der Regierung muss eng Alternance, eng demokratesch Alternance do sinn. Dat ass gesond fir all Demokratie. An ech mengen, och grouss, wichteg Länner, déi Weltmuechte sinn, wéi zum Beispill d'USA, déi praktizéiere jo déi demokratesch Alternance. Do kann zum Beispill de President net méi wéi zweemol gewielt ginn. Ech mengen, dat ass also och eppes, e kloert Signal hei virun allem, datt mer wëlle soen: Politik - dat ass och eis Iwwerzeegung -, Politik, dat ass kee Beruff, et ass e representatiivt Mandat fir eng begrenzten Zäit.

An ech mengen, grad bei Ministeschposten, wou jo och vill Pouvoir domadder verbonnen ass, ass et och wichteg, datt do eng regelméisseg Erneierung kënnt, fir datt eventuell och - einfach, ech soen et elo abstrakt - awer de Risiko vun Abusen net soll gi ginn. An nei Gesiichter an der Politik sinn eben einfach wichteg, wann ee wëllt neie Wand, nei Iddie mat erabréngen.

An déi virgeschloe Fro hei, déi erméiglecht jo dann, ebe mat enger politescher Alternance an Erneierung, eben dann, oder déi politesch Alternance duerch regelméisseg Ministermandater ze erneieren, fir dann déi Alternance ze förderen.

Ech wëll och kloer soen - dat war virdrun och hei kuerz zitéiert ginn -, jo, et ass eppes aneschters, wéi wann een elo géif soen, mir verbidden dem Wieler, fir nach eng Kéier Leit kënnen ze wielen. Dat ass och kloer. Hei geet et wierklech nëmmen ëm Regierungsmemberen, déi designéiert ginn. Mir wëllen nämlech net, datt de Bierger dobaussen net méi de Choix hätt, fir kënnen e Politiker ze bestëmmen oder e Politiker an d'Chamber ze huelen. Dat wëlle mer wierklech net. Dat wier eigentlech konträr zu dem partizipative Gedanken, dee mer wëlle weider förderen.

Madame Presidentin, ech kommen zu de Konklusiounen. Ech mengen, d'Majoritéit huet hei équilibréiert Froe fir de Referendum vum 7. Juni formuléiert. Et si Froen, déi et eis erlaben, eis Verfassung, eis Demokratie un dat 21. Jorhonnert unzepassen, ouni d'Gesellschaft ze splécken.

D'DP ass eng Partei vum Fortschrëtt, eng Partei, déi net zu allem Nee seet, mä sech kloer fir eng Weiderentwécklung an eng Moderniséierung vun eiser Gesellschaft asetzt, dëst an engem demokrateschen a partizipative Prozess. Duerfir steet d'DP och fir dräimol Jo de 7. Juni.

Dëse Referendum ass aussergewéinlech an eiser Geschicht, well en et wäert erméiglechen, datt wichteg gesellschaftlech Froen net laanscht d'Vollek, mä mat de Leit beäntwert ginn.

Duerfir kann ech, Madame Presidentin, och de vollen Accord vu menger Partei zum Gesetz, zu engem Referendum, dësem Gesetz vun engem Referendum de 7. Juni an deene verschiddene formuléierte Froen abréngen. An duerfir ginn ech also och den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Eugène Berger. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Madame President. Madame President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wa mer haut iwwert dës Proposition de loi Bodry-Loschetter-Berger diskutéieren an ofstëmmen, ass dat e wichtege Schrëtt an d'Richtung vun der Ëmsetzung, net nëmme vum Regierungsprogramm ënnert dem Kapitel „Renouveau démocratique", mä och vum LSAP-Wahlprogramm vun 2013. De Prinzip vun enger Verfassungsreform mat direkter Volleksbedeelegung iwwer zentral Froen ass am Programm vun eiser Partei virgesinn.

Besonnesch wat d'Wahlrecht ugeet, huet d'LSAP sech fir d'Opmaache vum aktive Wahlrecht fir Auslänner a fir mannerjähreg Lëtzebuerger tëschent 16 an 18 Joer, an deenen zwee Fäll op enger fräiwëlleger Basis, staarkgemaach. Mir begréissen dofir, dass onse Parteiprogramm zu engem gudden Deel vum Regierungsprogramm iwwerholl gouf an elo mam Vote vun dëser Proposition de loi um gudde Wee ass, ëmgesat ze ginn.

Zweck vum Auslännerwahlrecht ass et, e reellen Demokratiedefizit an eisem Land ze behiewen. Mat 44% Auslänner ass eist Land weltwäit an enger eenzegaarteger Situatioun. Déi Auslänner, déi hei liewen, wunnen a schaffen, sollen duerch d'aktiivt Wahlrecht mat an de politeschen Entscheedungsprozess agebonne ginn. Dëst ass en zentraalt Uleies an engem Land, dat sech gären op eng modern Opfaassung vum demokratesche Rechtsstat berifft.

Déi zweet Fro betrëfft dat aktiivt Wahlrecht fir jonk Lëtzebuerger tëschent 16 an 18 Joer op enger fakultativer Basis fir all Wahlen. Hei geet et drëm, déi Jonk un d'Politik erunzeféieren, op jidde Fall déi, déi sech derfir interesséieren, a se esou an d'Politik anzebannen. Fir dat fäerdegzebréngen, muss onst Land an d'politesch Bildung investéieren.

Mä och déi drëtt Fro iwwert d'Begrenzung vun der Dauer vun de Ministeschmandater op zéng Joer ouni Ënnerbriechung huet mam gudde Fonctionnéiere vun engem moderne Stat ze dinn. An et geet hei net drëm, wéi muncher dat behaapten, der CSV eng auszewëschen. Et geet net drëm, ze verhënneren, dass sech erëm e Besch, e Werner, e Santer oder e Juncker kann opbauen, deen dann 20 Joer oder méi Premier ka bleiwen, mä et geet hei villméi ëm eng reell Erneierung vum politesche Personal an esou och vläicht Leit dozou ze bewegen, Politik ze maachen, ouni sech e Liewe laang exklusiv enger politescher Carrière ze verschreiwen oder fir ëmmer hir berufflech Carrière mussen opzeginn.

D'Begrenzung vun der Dauer vun de Ministeschmandater op zéng Joer ouni Ënnerbriechung gëtt dofir vun der LSAP-Fraktioun begréisst an och ënnerstëtzt. Et war jo och ursprénglech d'Iddi vun eisem Spëtzekandidat Etienne Schneider, déi hire Wee iwwer eise Wahlprogramm an de Regierungsprogramm fonnt huet. Mir hoffen, dass dëst e Sënneswandel an d'Erneierung an d'Diversifizéierung an eisem politesche Personal mat sech bréngt.

Dat gesot, däerf een awer net verkennen, dass d'Longévitéit vum politesche Personal zu Lëtzebuerg enk mat eisem Wahlsystem zesummenhänkt. An enger gutt fonctionnéierender Demokratie ass d'Alternance Normalitéit. An et ass an alle parlamentareschen Demokratien aussergewéinlech, dass Ministere méi wéi zéng Joer onënnerbrach am Amt sinn. Am Fong misst dës Regel, iwwert déi mer d'Bierger elo consultéieren an déi et an där Form, menges Wëssens op alle Fall, néierens gëtt, ganz seelen zum Spille kommen, oder si misst vun de Parteie selwer duerchgesat ginn.

Mä hei spillt eisen extrem personaliséierte Wahlsystem eng net onwesentlech Roll: Well d'Parteien an engem System mat Panachage ofhängeg vu populäre Perséinlechkeete sinn, ass eng Mise à l'écart vun engem besser gewielte Minister zugonschte vun engem manner gutt gewielte Kandidat keng Selbstverständlechkeet. Souguer wann dës Regel kënnt, iwwert déi mer elo an dësem Referendum wëllen ofstëmmen, an d'Meenungsëmfroe weise jo, dass dëst ganz probabel ass, kënnt een hei nawell net laanscht eng Reflexioun iwwer eng Reform vun eisem Wahlsystem.

Madame President, déi zwou wuel wichtegst Froen an deem konsultative Referendum betreffen d'Wahlrecht vun den Auslänner a vun de mannerjährege Lëtzebuerger.

Wat d'Wahlrecht vun den Auslänner ugeet, esou ass en zentraalt Argument, wat een ëmmer erëm dergéint héiert, dat vun der Kopplung vum Wahlrecht mat der Nationalitéit. An et héiert ee jo vum CSV-Spriecher, dass dëst och am Fong nach ëmmer de Lien ass, deen d'CSV wëllt oprechterhalen, deen tëschent Wahlrecht an Nationalitéit. D'Wahlrecht wär en fait en Attribut vun der Nationalitéit, dat deene Leit virbehale wär, déi Lëtzebuerger sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Mä et gëtt och eng aner, an den Ae vun der LSAP-Fraktioun vill méi valabel an der heiteger Zäit besser ugepasste Statstheorie. Héich diversifiéiert Gesellschafte ginn haut gepräägt duerch ganz diversifiéiert Populatiounen.

Dat ass fir Lëtzebuerg näischt Neies, well et do, wou et geopolitesch läit, am Laf vu senger Geschicht Migratiounen ausgesat war. Ons Gesellschaft kennt Immigratioune vu villen Zorten: Si kennt de fréien Zougang während méi oder wéineger laange Periode vun Aarbechter, Kaderen, Spezialisten, Experte vun allen Zorten, also vu Mënschen a Familljen aus aller Häre Länner, déi heihinnerkommen. Lëtzebuerg ass e gutt Beispill fir esou eng Zort modern Gesellschaft, déi näischt méi mat där Gemeinschaft ze dinn huet, wéi mer se nach viru 50 Joer a méi kannt hunn.

An esou enger Gesellschaft gëtt et e staarke Lien: nämlech dee vun dem Grondgesetz, vun der Verfassung. D'Verfassung schaaft Norme fir de Stat a fir déi, déi zu dësem Stat gehéieren, egal wou se hierkommen a wéi hir Vergaangenheet ass. Dës Normen erlaben en Zesummeliewen an en Zesummeschaffen. Dës Iddi ass net nei, et fënnt ee se schonn zu Roum am Cicero senger „Republik". Och fir den Cicero war d'Biergerschaft d'Rechtsgemeinschaft vun de Bierger, déi op d'Grondgesetzer baséiert.

De Philosoph Immanuel Kant huet de Stat als eng „Vereenegung vu Mënschen ënner Rechtsgesetzer" bezeechent.

Eng ähnlech Konzeptioun fënnt een och an der franséischer Constitutioun, direkt no der Franséischer Revolutioun. Do kann ee liesen, an der Constitutioun vu 1793 am Artikel 4: «Tout étranger âgé de 21 ans accomplis, qui, domicilé en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger enfin qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, tout étranger est alors admis à l'exercice des droits de citoyens français.» E schéinen Text!

Wie sech der Norm ënnerwerft, déi an de Gesetzer an an der Verfassung vun engem Land festgeluecht ass, deen ass also e Bierger vun deem Land, ass en Deel vun der Rechtsgemeinschaft, déi an deem Land besteet. Déi Rechtsgemeinschaft ass demokratesch regéiert, wann déi Leit, déi dorunner deelhuelen, d'Wahlrecht hunn.

An esou enger Konzeptioun vum Stat als Contrat social tëschent gläichberechtegte Bierger, déi sech all engem gemeinsame Grondgesetz an engem Korpus vu Gesetzer ënnerwerfen, ass d'Wahlrecht kee Privileg méi, dat mat der Nationalitéit zesummenhänkt. Et ass e Mënscherecht!

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- D'CSV wëllt bekanntlech éischter iwwert de Wee vun der Naturaliséierung vun Auslänner un d'Fro vum Wahlrecht erugoen. Si wëllt deenen Auslänner, déi Lëtzebuerger wëlle ginn, de Wee zur Nationalitéit elo - relativ neierdéngs - méi liicht maachen, zum Beispill iwwer manner schwéier Sproochenufuerderungen, an domat och den Zougang zum Wahlrecht fir esou vill wéi méiglech Auslänner opmaachen.

Dat heescht awer nach ëmmer, dass d'Wahlrecht, also d'Recht, am Stat matzebestëmmen, vun der Statszougehéieregkeet ofhänkt. Déi Awunner, déi dat Wahlrecht net hunn oder net wëllen hunn, aus verschiddenaartege Grënn, sinn zwar de Gesetzer an hirem individuelle Liewen ënnerworf, kënnen awer net dozou bäidroen, déi Gesetzer matzebestëmmen.

Et gëtt eng aner Konzeptioun vum Statsrecht, déi seet, dass et eng Menschenwürde gëtt, onofhängeg vun der Statszougehéieregkeet, déi d'Basis vun de Grondrechter ass an och vun der Demokratie.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An där Optik kann een d'Wahlrecht vun der Nationalitéit lassléisen a se och op Biergerinnen a Bierger iwwerdroen, déi an engem Land liewen, schaffen, Kanner erzéien, Steiere bezuelen, Verflichtungen hunn an esou weider, awer net d'Nationalitéit vun deem Land hunn.

Déi Theorië sinn net op menger Mëscht gewuess. Si kann een zum Beispill noliesen, notamment an der Interventioun vum Professer Thomas Groß, Professer fir Verfassungsrecht zu Osnabrück, deen dat an engem Hearing beim Däitsche Bundestag gesot huet 2013, an och an engem Artikel vun engem anere Professer, dem Professer van Ooyen, deen dat publizéiert huet an enger Note vun der Friedrich-Ebert-Stiftung iwwert déi Froen.

Et muss een natierlech zouginn, dass déi traditionell Verbindung vu Wahlrecht - egal op wat fir engem Niveau - an Nationalitéit nach ëmmer déi heefegst an der Welt ass, well an de meeschte Länner d'Zuel vun den auslännesche Bierger relativ niddreg ass. Mä och do ass an deene leschte Jorzéngten eng Entwécklung festzestellen: D'Migratiounen huelen zou, net nëmmen, well Mënschen zum Beispill no Europa komme wëllen, fir do e bessert Liewen ze hunn, mä virun allem awer brauchen déi héich

entwéckelt Länner - wéi mir an Europa oder an den USA - Aarbechtskräften, well hir Demografie dat net méi hiergëtt. An dofir gëtt et déi Diskussioun iwwer Nationalitéit a Wahlrecht iwwerall.

Esou Entwécklunge sinn net ëmmer einfach, weder fir d'Mënschen, déi kommen, nach fir déi, déi do sinn. Si verlaangen, zesummen ze sinn an net géinteneen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Déi Entwécklunge si besonnesch an den zwee leschte Jorzéngte weidergaangen an hunn ons Gesellschaften ëmmer méi oppe gemaach. Si hunn awer och ëmmer erëm zu Spannunge gefouert a féieren och haut nach zu esou Spannungen, wann een zum Beispill rietsextrem Tendenzen a Länner ronderëm ons gesäit opkommen.

Et muss een drun erënneren, wéi schwéier et fir Lëtzebuerg war, beim Vertrag vu Maastricht 1993 d'europäesch Biergerschaft an domat d'kommunaalt Wahlrecht fir net Lëtzebuerger Uniounsbierger anzeféieren. Déi gréissten Horrorzeenarie goufe vu verschiddene Säiten deemools évoquéiert: D'Auslänner géifen d'Muecht am Land an an de Gemenge mat héijen Auslännerzuelen iwwerhuelen.

Lëtzebuerg huet deemools nëmme mat gréisster Virsiicht dat Wahlrecht ugeholl. Et gëtt elo nach eng Ausnahmeregelung fir ons am Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, am Artikel 22 Paragraf 2, dat heescht fir Länner, déi méi wéi 20% Auslänner an hirer Bevëlkerung hunn. An d'Europäesch Kommissioun mécht all Joer e Rapport iwwert d'Situatioun an deene Länner.

Lues a lues hu mer awer an deene leschten zwanzeg Joer agesinn, dass dat Wahlrecht keng Katastroph fir Lëtzebuerg war an och nach ëmmer keng ass! Mir hunn duerno souguer dat kommunaalt Wahlrecht op Bierger aus Drëttstaten ausgedehnt. A Lëtzebuerg ass doduerch nach ëmmer net zesummegebrach, bien au contraire! Lëtzebuerg huet sech brillant entwéckelt, wirtschaftlech grad wéi kulturell. Mir hunn eng ganz oppen, tolerant Gesellschaft, an där d'Lëtzebuerger mat villen Auslänner gutt eens ginn.

Mä déi wichteg verfassungsrechtlech Lektioun aus dem Vertrag vu Maastricht war an ass eben, dass duerch d'Citoyenneté européenne d'Wahlrecht, an zwar dat aktiivt a passiivt, vun der Nationalitéit getrennt gouf. Et war fir d'Eischt, dass et méiglech war ze wielen, wou ee gelieft huet, dat heescht matzebestëmmen, ouni Lëtzebuerger ze sinn.

Am Ausland gëtt et e puer Länner, e puer Beispiller: Chile, Uruguay, Ecuador, Neiseeland, wou d'Wahlrecht fir Auslänner och fir Legislativwahlen agefouert gouf. Neiseeland ass e speziell liberaalt Beispill, well et do keng Residenzkonditioun gëtt. Dat Land huet dat gemaach. Et ass och e Land mat enger grousser auslännescher Bevëlkerung. An do gesäit een, dass d'Wahlrecht fir all Institutiounen absolutt akzeptéiert ass, mat exzellenten Erfahrungen.

Iwwert d'Auswierkunge vun esou enger Politik schreiwen zwee Auteuren am „New Zealand Journal of public and international Law", dass déi Participatioun vun Immigranten de Prozess vun der politescher Integratioun accéléréiert huet an doduerch tëschent Immigranten an Autochthonen eng harmonesch Gemeinschaft entstanen ass, déi op alle Pläng ganz schnell zesummewiisst.

Wat d'europäesch Biergerschaft ugeet, huet et sécher laang gedauert, bis auslännesch Biergerinnen a Bierger no an no vun där Zort vu Participatioun Gebrauch gemaach hunn. An och haut ass dat nach net evident, Auslänner dozou ze bréngen, sech fir d'Lëtzebuerger Politik ze interesséieren.

Mir hunn dofir Ustrengungen op alle Pläng ënnerholl. Mir hunn onst Wahlgesetz geännert, fir op d'Netlëtzebuerger zouzegoen, zum Beispill, dass mer d'Délaie verkierzt hunn, fir sech an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, dass mer d'Openthaltsdauer verkierzt hunn. D'Parteien hunn och matgespillt, soudass haut eigentlech am Land eng positiv Stëmmung besteet, fir eng politesch Gemeinschaft tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger opzebauen.

Mä et bleift fir en Netlëtzebuerger schwéier, sech an dat Lëtzebuerger politescht Liewen ze knéien, et ze verstoen a matzemaachen. Och an de Parteien, wou mer net Lëtzebuerger Biergerinnen a Bierger integréieren, gesi mer, dass een d'Wahlgesetz an déi spezifesch politesch Mentalitéiten a Praktiken erkläre muss, déi historesch entstane sinn. An esou wäert et och wuel mam Auslännerwahlrecht fir d'Chamber goen.

Dofir ass d'Diskussioun net nëmmen déi vum Wahlrecht, mä virun allem vun der Manéier, wéi dat Wahlrecht exercéiert gëtt, wéi d'politescht Liewe praktizéiert gëtt, wéi d'Kommunikatioun organiséiert gëtt. An do sti mer ganz am Ufank vun der Reflexioun. An Däitschland hu se en Institut fir politesch Bildung. A villen demokratesche Länner gëtt et Stëftungen, déi déi politesch Reflexioun an Diskussioun weiderdreiwen.

Mir sinn zu Lëtzebuerg net ganz wäit komm, bis elo, an deene Saachen. Ech sinn zwar der Meenung, dass mer parallell zu der Mesure vum Auslännerwahlrecht wéi och beim Wahlrecht vu 16 Joer un ons eppes afale loosse mussen, fir d'Gestaltung vun der Politik an d'Verständnis vun de politesche Prozesser méi verständlech ze maachen. Et wär interessant, wéi dat am Regierungsprogramm an och an onsem Parteiprogramm steet, d'Iddi vun de politesche Fore weiderzedreiwen. Et geet net mat enger Versammlung duer! Et muss een der schonn eng Partie organiséieren, fir unzekommen an iwwert d'Medien an d'sozial Netzwierker Iddien eriwwerzebréngen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...d'LSAP bekennt sech kloer zum Jo zum Wahlrecht fir Auslänner, déi säit zéng Joer hei am Land gewunnt hunn an déi scho virdru bei Gemengen- oder Europawahlen hei am Land matgemaach hunn. Fir d'LSAP ass dëst Wahlrecht e wichtegen Deel vun der Integratioun a vum Zesummeliewen an engem modernen an oppene Land wéi eisem.

Et huet awer näischt mat der Nationalitéit ze dinn. An dofir soll een dës Diskussioun an eisen Aen och net mat där iwwert d'Nationalitéitegesetz vermëschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen awer net nëmmen iwwert d'Auslännerwahlrecht, mä och iwwert d'Wahlrecht fir mannerjähreg Lëtzebuerger tëschent 16 an 18 Joer. International gëtt et zéng Staten, wou jonk Lejt ënner 18 Joer wiele kënnen. An der EU ass Éisträich dat eenzegt Land, wou dat méiglech ass.

Et gëtt vill Argumenter, fir déi Jonk méi an de politesche Prozess anzebannen, an zwar scho ganz fréi. Duerch d'Participatioun un de Wahle gi si responsabiliséiert. Si kënne bei Décisioune matschwätzen, déi si an hirem ganze Liewe bestëmmen. Well d'Gesellschaft ëmmer méi al gëtt, ass et gutt, och déi Jonk méi staark erunzezéien. D'Politik brauch och de Point de vue vun deene Jonken. Ons Zäit ass eng vun der méiglechst breeder Participatioun an der Gesellschaft. Firwat géife mer do déi Jonk ausschléissen?

Nu constatéiert een awer an de Sondagen, dass déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer selwer net begeeschtert sinn, bei der Politik matzemaachen. Och dat ass ënnersicht ginn. De Grond fir dee Mangel u Begeeschterung wär eng Mëschung vun Onsécherheet a Seriositéit: d'Onsécherheet, capabel ze sinn, dee ganze System ze verstoen, an d'Entfremdung - et kann een dat wuel och „Politikverdrossenheet" nennen -, eng Incompréhensioun virun der Politik.

De Professer Hurrelmann, deen d'Shell-Studien iwwert déi Jugendlech pilotéiert huet, interpretéiert déi Haltung esou: Déi 12- bis 17-Jähreg hunn e ganz komplext Bild vun der Manéier, wéi Politik fonctionnéiert. Fir si ass de politesche System eppes extrem Friemes, eppes Komplizéiertes, wat se mengen net meeschteren ze kënnen, an dofir wëlle se sech do eraushalen.

Dofir gëtt dann och staark op déi politesch Bildung gepocht. Déi meescht Impulser fir e Jugendlechen, sech fir Politik ze interesséieren, kommen, den Ëmfroen no, aus de Familljen oder vu Frënn a Kolleegen, mä net aus der Schoul.

Fir politesch Participatioun ze schafen, kann allerdéngs d'Schoul net eleng responsabel gemaach ginn. Et kann een d'Schoul net mat all neiem Problem belaaschten. Vill aner Akteuren hunn och do eng Verantwortung. Ech denken do an éischter Linn un d'Elterenhaus.

D'Parteien a besonnesch d'Jugendorganisatioune vun de Parteie musse sech ëm déi Jugendlech bekëmmeren, an zwar net déi vun 30 bis 35 Joer. Neen, déi vu 15 bis 18 Joer! Si solle Seminären organiséieren, déi Jugendlech oppen an objektiv informéieren, se léieren, d'Problemer ze erkennen, d'Politik net als eppes héich Theoretesches ze gesinn, mä als eppes Konkretes, wat dat dagdeeglecht Liewe bestëmmt. Jugendlecher solle mat eelere Politiker zesummekommen a léieren ze diskutéieren a sech auszedrécken. Dofir huet d'Parteiefinanzéierung Mëttele virgesinn. An och do sinn d'politesch Parteie gefuerdert.

Do huet d'Jugendparlament sécher och eng wichteg Roll ze spillen. Et gëtt nun eben och bei de Jugendleche politesch Käpp, déi anerer matzéie kënnen a matrappe kënnen. Esou kann een e Milieu schafen, wou méi passiver a méi ängschtlecher mat aktive Jugendlechen zesummekommen a matgerappt ginn.

Mä d'Schoul huet och eng Verantwortung. D'LSAP proposéiert, an den ënneschte Klassen am Secondaire ze investéieren, d'Biergererzéiung - Instruction civique - anzeféieren an d'politesch Participatioun an de Schoulen ze förderen. Aus enger Studie vun der Friedrich-Ebert-Stiftung vun 2013, „Politikunterricht im Fokus", geet ervir, dass, wat een dat méi fréi an der Schoul mécht, wat ee méi fréi ufänkt mat der politescher Bildung, wat een doduerch eng besser Abannung vun de Jonke kritt. An dës Studie weist och, dass, wann dat net geschitt, besonnesch déi sozial Schwaach aus dem politesche Liewen ausgeschloss bleiwen. Raison de plus, fir et ze maachen, fir jiddweree mat an deen Effort do anzebannen.

Am augenblickleche Programm vun der Instruction civique geet och iwwert d'Parteie rieds. Mä et hänkt vun den Enseignanten of, wat a wéi do iwwer Politik, Parteien, politesch Prozesser geschwat gëtt. Et ass net nozevollzéien, ob dat e frontale Cours mat Fakten an Informatiounen ass oder éischter e partizipative Cours. Et wär ze wënschen, dass d'Schoul léiert ze diskutéieren, Faiten ze sammelen an opzeschaffen, perséinlech Aarbechte fir den Astieg a politesch Problemer ze privilegéieren.

Et ass sécher eng wichteg Diskussioun am Zesummenhang mam Wahlalter, wéi d'Instruction civique op d'Erzéiung vum Bierger an aller Objektivitéit an Toleranz weiderentwéckelt ka ginn a wat fir eng Roll den Enseignant dobäi ze spillen huet. Eng Roll, déi sécher net einfach ass an enger Matière, wou d'Meenunge sech gäre géintiwwerstinn.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat dësem Referendum geet d'Chamber nei Weeër an der partizipativer Demokratie an eisem Land. D'LSAP begréisst dat ausdrécklech!

Et ass scho gesot ginn, mir hunn zu Lëtzebuerg am Fong keng Referendumskultur. Dofir sinn déi véier Referenden, déi mer säit 1919 haten, ze vill ënnerschiddlech vläicht. 1919 goung et engersäits ëm d'Statsform, anerersäits iwwert d'wirtschaftlech Ubannung u Frankräich oder d'Belsch. 1937 hu mer iwwer e Gesetz ofgestëmmt, wat schonns vun der Chamber ugeholl war: d'Maulkuerfgesetz. An 2005 hu mer an zweeter Liesung iwwert den europäesche Vertrag ofgestëmmt.

Elo stëmme mer de 7. Juni iwwer dräi Froen of. An déi Befroung ass konsultativ. Dobäi ka kee sech verstoppen an d'Parteie mussen alleguer Faarf bekennen.

Wat d'sozialistesch Fraktioun ugeet, wäerte mir eis kloer un d'Resultat vun dësem Referendum halen. Mir wäerten de Wëlle vum Lëtzebuerger Vollek respektéieren. Bei anere Parteie schéngt dat net esou kloer ze sinn.

Mir hunn elo just héiere vum CSV-Spriecher - an och gelies haut am „Lëtzebuerger Wort" -, dass d'CSV sech géif fräihalen, fir d'Resultater vum Referendum ze interpretéieren, dass d'CSV sech géif virbehalen - an dat ass haut gesot gi vum Fraktiounschef vun der CSV -, fir a Fonctioun vun der Proportioun vum Resultat, a Fonctioun vum Déroulement vum Débat sech ze entscheeden, wéi se sech géif verhale par rapport zu deem Resultat vun deem Referendum.

Ech mengen, d'Leit dobausse sollen dat wëssen. D'Leit solle wëssen, dass d'CSV, déi grouss Oppositiounspartei, sech fräihält, fir de Wëlle vum Souverain à sa guise, no Kritären, déi si sech fräi festsetzt, ze interpretéieren a fir a Fonctioun dovunner dann ze décidéieren, wéi se sech verhält!

(Protestations)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir misst awer vläicht nolauschteren, wat genau gesot gëtt, anstatt emol einfach Saachen esou ze behaapten! Lauschtert no...

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Am Endeffekt...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...oder liest et no!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Am Endeffekt mam Resultat - wann dat dann esou ausgeet; kommt, mir ginn dovunner aus vläicht, dass op där enger oder anerer Fro d'Resultat knapps ass -, dass d'Minoritéit nun emol sech géif u sech duerchsetzen an dëser Diskussioun, dass elo emol de Wëlle vun der Minoritéit méi wichteg wär wéi dee vun enger Majoritéit, souguer wa se ganz knapps ass. Ech mengen, dat muss een hei an aller Kloerheet soen. An d'Leit dobausse sollen dat wëssen an dëser Diskussioun!

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- D'LSAP hofft, dass de Rendez-vous mat de Bierger an deenen nächste Méint e flotte Moment vun direkter, vu geliefter Demokratie gëtt. Ech wënsche mer, dass dësen Débat op eng konstruktiv Aart a Weis gefouert gëtt. An et ass un de Parteien, de Parteien hei an der Chamber, fir dësen Débat mat Liewen ze fëllen.

Den Alex Bodry huet vun enger „sachlecher a kontroverser Diskussioun" geschwat. En huet sech gefrot, ob mer räif wären, fir dës Diskussioun op déi Aart a Weis ze féieren. An ech mengen, et gëtt effektiv en Test!

Ech muss soen, wann ech der CSV hir Attitüd hei gesinn an dëser Diskussioun an hir nawell virulent Aart a Weis, fir un dës Diskussioun erunzegoen, an, jo, ech muss soen, op eng obstruktiv Aart a Weis an net ouni mauvaise Foi - wéi se déi Froen auserneenhélt, wéi hei alles, alles a Fro gestallt gëtt, wéi alles auserneegepickt gëtt, wéi alles contestéiert gëtt, wou ee mat näischt d'accord ass, souguer net mam Prinzip...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wou mer nach ëmmer keng Äntwert kruten!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...vun dësem Referendum! -, da gëtt et mer e bësse baang, muss ech soen!

An da muss ech mech froen, ob hei net au contraire vun der Oppositioun eng politesch Instrumentaliséierung vun dësem Referendum gemaach gëtt,...

(Interruption)

...ob net hei vun der Oppositioun justement probéiert gëtt, fir dëse Referendum an eppes ëmzewandelen, wat en net ass, fir en ëmzewandelen an e Plebiszit, an eng Ofstëmmung géint d'Regierung! Dat ass meng Angscht. An ech hoffen, dass dat eng onbegrënnt Angscht ass. Mä ech fäerten dat, wann ech déi Discoursen héieren.

Ech mengen och, dass, wa mer déi Diskussioun féieren, mer se musse féiere scho mam Bléck op deen zweete Referendum, deen 2017 wäert stattfannen ënnert dem Artikel 114 vun der Verfassung, well justement dës dräi Froen net lassgebonne si vun der globaler Reform vun der Verfassung. Si sinn net am loftleere Raum entstanen, contrairement zu deem, wat Verschiddener versichen, hei ze soen. Si sinn en Deel vun engem Ganzen. Et ass en Deel vun enger Verfassung fir Lëtzebuerg fir d'21. Jorhonnert!

A meng Fraktioun wäert sech ganz kloer dräimol mat Jo heizou prononcéieren. Mir wäerten alles maachen, dass dee Referendum gewonne gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Eischt emol dem Rapporteur vun där Proposition de loi Merci soen, dem Alex Bodry, fir säin ausféierleche schréftlechen an nach méi ausféierleche mëndleche Rapport, deen a mengen Aen och näischt un Däitlechkeet ze vermësse gelooss huet an deen och fir mech ganz verständlech war.

Ech wëll och all deene Kolleegen, déi viru mir geschwat hunn, Merci soe fir eng Rei ganz interessant Punkten, déi awer och hei an der Diskussioun opkomm sinn. An ech wëll zu gudder Lescht och der Madame Loschetter, menger Fraktiounscheffin, Merci soen, déi als Coauteurin vun där Proposition de loi kee Problem dermat hat, datt ech als Member vun der Institutiounskommissioun fir déi gréng Fraktioun hei däerf Stellung huelen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Gär geschitt!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir hu jo deen dankbare Modell 2, dee mer et erlaabt, och e bësselchen den Historique ze maachen, wéi mer zu där Diskussioun, déi mer haut féieren, iwwerhaapt komm sinn. An am Géigesaz zum Här Bodry an och zu enger Rei anere Virriedner wëll ech net op de Referendum agoen, mä eigentlech op d'Constitutioun, d'Constitutioun, déi mer hunn.

Déi éischt, déi mer kritt hunn, déi éischt demokratesch Verfassung, dat war den 9. Juli 1848. Mir haten deemools eng konservativ Regierung, déi hat d'Zensuswahlrecht bäibehalen, mä déi liberal Fraktioun vun deemools konnt awer eng Verfassung nom belsche Virbild duerchsetzen. Lëtzebuerg ass eng konstitutionell Monarchie ginn. An de Prinzip vun der Souveränitéit vum Vollek war awer deemools nach net an der Verfassung festgehale ginn.

Déi Verfassung ass och eng Zäit ausser Kraaft gesat ginn. An d'Constitutioun vum 17. Okto-

ber 1868, déi ass eigentlech haut nach en vigueur, och wann et natierlech am Laf vun der Zäit eng ganz Rei Ännerunge goufen. Déi Constitutioun vun 1868 war ronn 50 Joer guer net geännert ginn. 1990, also nom Éischte Weltkrich, koum...

(Interruption)

1919! Hat ech net esou gesot, Här Meyers? Dann hat ech mech verschwat, entschëllegt!

1919 koum et zu wichtegen Ännerungen. Du war et erëm roueg ëm d'Verfassung, bis et nom Zweete Weltkrich, am Joer 1948, zu enger ganzer Rei wichteger Neierunge komm ass, well d'Demokratieverständnis sech weiderentwéckelt hat. An duerno sinn nach vill Ännerunge komm, op déi ech natierlech net all wëll agoen. Mä e puer ass et mer awer wichteg hei ze ernimmen.

Zum Beispill: Mat der Revisioun vum 29. Abrëll 1999 ass den Artikel 18 an eis Constitutioun komm. An do steet dran: «La peine de mort ne peut être établie.» Dat ass een Artikel, dee mir perséinlech ganz wichteg ass. An duerfir hunn ech mer och elo e Pleséier gemaach, en nach eng Kéier hei ze zitéieren, obschonn en eigentlech näischt mam Sujet weider ze dinn huet. Mä ech brénge meng aner Beispiller awer, déi si ganz enk un de Sujet vun haut gebonnen.

An zwar wëll ech nach op d'Ännerung agoe vun 1972. Do hate mer den aktive Wahlalter vun 21 op 18 Joer erofgesat an de passive Wahlalter vu 25 op 21 Joer. An et huet och gedauert bis 2003, wou mer erëm eng Ännerung vun der Constitutioun gemaach hunn, wou dat passiivt Wahlrecht och op 18 Joer fixéiert ginn ass.

Mir haten och, an dat ass dann déi lescht wichteg Revisioun vun der Constitutioun, déi ech wëll ernimmen, den 23. Oktober 2008 hate mer eng Rei Ännerunge vun der Constitutioun gemaach wat d'Nationalitéit vum „Lëtzebuerger sinn" oder „Lëtzebuerger ginn" betrëfft.

Am 21. Jorhonnert ass et du mat Ännerungen an engem ganz schnelle Rhythmus weidergaangen. Mir haten Ännerungen 2000, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, an dunn ass et zu engem Avis vum Statsrot komm, dee gesot huet: „Majo, dat ass jo awer eigentlech net ganz seriö. Wier et net besser, Dir géift d'Verfassung eng Kéier ganz iwwerschaffen, anstatt datt Der permanent eenzel Artikelen ofännert?"

A well d'Chamber déi Meenung vum Statsrot gedeelt huet, ass den 21. Abrëll 2009 d'Proposition de révision 6030 vum honorabelen Här Paul-Henri Meyers déposéiert ginn. Domat wollt d'Chamber évitéieren, datt et zu enger, ech zitéieren, „banalisation des révisions constitutionnelles" kéim.

D'Constitutioun ass dee wichtegsten Text, dee mer hunn. Dir wësst, datt mer eng Ännerung just kënne maachen, wa mer eng Zweedrëttelmajoritéit vun den Deputéierten hunn an datt et kee Vote par procuration gëtt. Den Text, deen an enger éischter Lektür votéiert ass, muss duerch en zweete Vote confirméiert ginn, an dat fréiestens no dräi Méint. Et sief dann, et géif een, ënnert den noutwendege Konditiounen, den Text engem Referendum ënnerzéien. Dat wier dann awer eng aner Zort Referendum wéi deen, vun deem mer haut schwätzen. Dee Referendum ass och ugekënnegt, mä net fir haut. Esou wäit si mer nach net.

Firwat soen ech dat alles? Majo, d'Institutiounskommissioun vun der Chamber schafft mindestens zënter 2009 un enger Reform vun eiser Constitutioun. Do ass vill a gutt Aarbecht gemaach ginn. Et gëtt och probéiert, ëmmer no engem gréisstméigleche Konsens ze sichen. Wann een d'Aarbechtsdokument kuckt - déi lescht Versioun vum Aarbechtsdokument ass vum 10. November 2014 -, da stellt ee fest, datt ganz vill Ännerunge proposéiert ginn an datt dat alles an engem grousse Konsens geschitt ass, vläicht esouguer an der Unanimitéit.

An der Diskussioun loosse sech vill Differenze léisen an op ee gemeinsamen Nenner bréngen, awer net alleguerten. Déi Differenzen, déi sech net am Konsens léise loossen, ware bekannt. An dat hat d'Regierung derzou verleet, fir an hire Regierungsprogramm ze schreiwen, datt mer 2015 géifen d'Leit, d'Vollek ënner Form vu Referendum zu e puer essenziell wichtege Froe befroen.

An déi wichteg Froe waren: de Finanzement vun de Ministres des cultes - an et ass kloer, datt et déi Froe waren, well dat eben och aus der Verfassung kënnt; dat steet genau esou an der Verfassung - ech kommen nach dorop zréck -, iwwert d'Droits politiques des citoyens non luxembourgeois, iwwert d'Bedeelegung vun deene Jonke vu 16 Joer un an iwwer eng Limitatioun vun der Zäit vun de Ministeren, vun der Mandatsdauer vun de Ministeren.

D'Diskussioun an der Institutiounskommissioun stoung op. Déi Lénk hunn och eege Propositioune bruecht vu Referendumsfroen, interessant Propositiounen, déi allerdéngs net aus de jorelaange Verfassungsdiskussiounen an der Institutiounskommissioun erausgaange sinn an duerfir och kee Konsens fonnt hunn.

De Referendum ass kee Selbstzweck, an dës Regierung huet och net an hirem Programm stoen, fir an dëser Legislaturperiod e Modell vun direkter Demokratie anzeféieren, wéi mer en zum Beispill aus der Schwäiz kennen. Mir wollten an der Fro vun der Reform vun eiser Verfassung weiderkommen, an duerfir wollte mer op Positiounen, wou mer scho jorelaang campéieren, zu enger Décisioun kommen.

D'CSV an d'ADR fannen et keng gutt Iddi, fir e Referendum ze organiséieren, an hu sech net un der Diskussioun bedeelegt.

Op enger Pressekonferenz hat ech virun zéng Deeg ënner anerem gesot, an den Här Wiseler hat et och hei schonn ugefouert, datt et natierlech schued wier, datt d'CSV hire Memberen a Sympathisante géif recommandéieren, fir bei den dräi Referendumsfroen dräimol mat Neen ze stëmmen. Ech hunn och gesot, dat wier allerdéngs konsequent vun der CSV an duerfir och net weider verwonnerlech.

Schliisslech stinn déi Referendumsfroe jo am Zesummenhang mat der Revisioun vun der Verfassung, iwwert déi scho jorelaang diskutéiert gëtt. An eben op dëse Punkte war keen Accord mat der CSV ze fannen.

Ech hat och gesot, wann d'CSV hire Sympathisante proposéiert hätt, dräimol mat Jo ze stëmmen, da wier dat engersäits super gewiescht. Dann hätte mer jo e politesche Konsens gehat. Anerersäits hätte mer e Problem, wat den ugekënnegte Referendum vum 7. Juni 2015 betrëfft, well dee bräichte mer jo dann net méi.

D'CSV hat schonn eng Kéier hir Meenung geännert. Si hat nom Accord vun der Regierung an de Reliounsgemeinschaften akzeptéiert, fir den Artikel 106 «Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.» aus der Constitutioun ze sträichen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Nodeems en Accord war mat der Kierch, wat mer vun Ufank u gesot haten, datt deen Accord sollt probéiert ginn ze kréien. Dat war och relativ konsequent.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Très bien! Ech huelen dat gären zur Kenntnis, Här Wiseler.

Nodeems Der laang net dermat d'accord waart, waart Der d'accord, fir den Artikel 106 aus der Constitutioun ze sträichen. Mir hunn doropshi gesot, majo, déi Referendumsfro, an et war genau déi, si war formuléiert: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt de Stat net méi d'Verflichtung huet, d'Paien an d'Pensioune vun de Kultusdénger vun de Glawensgemeinschaften ze iwwerhuelen?" Déi hat op eemol e grousse politesche Konsens fonnt. Dat hat zur Konsequenz, datt mer déi véiert Fro aus der Proposition de loi vum Referendum gestrach hunn.

Wann d'CSV och bei deenen dräi anere Froen hir Positioun geännert hätt, dann hätte mer eis logescherweis missen iwwerleeën, ob mer dann iwwerhaapt ee Referendum géife maachen.

Et gëtt vill Froen, zu deenen ee kann ee Referendum organiséieren, Här Wiseler. Dir hutt jo och gesot, Dir hätt der vill. Mä Dir hutt se awer och net an d'Diskussioun erabruecht. A mir hunn ëmmer kloer gesot, datt d'Absicht vun eis wär, ech hunn et scho virdru gesot, net fir an dëser Legislatur op de Schwäizer Wee vun der direkter Demokratie ze goen, mä fir Kloerheet ze kréien, wéi eng Richtung verschidde Punkten an eiser Verfassung solle kréien.

Déi dräi Froen, déi elo nach iwwreg bleiwen, ginn allen dräi an d'Richtung vu méi Matbestëmmung. Méi Leit solle sech an der Politik abréngen. Méi Leit solle participéieren, sollen d'Méiglechkeet kréien, sech politesch ze engagéieren a responsabel ze handelen. Méi Leit solle sech kënnen u politesche Wahlen als Wieler bedeelegen.

Déi dräi Froen, déi iwwreg bliwwe sinn, an do deelen ech d'Astellung vum Här Bodry, déi erfëllen eigentlech déi dräi Kritären effektiv. Si si verfassungsrelevant. Si si kontrovers. Awer och erëm net esou kontrovers, datt schonn eng Majoritéit do wär. A si sinn och, wat d'Äntwert betrëfft, onmëssverständlech. Do kann d'Institutiounskommissioun weiderschaffen, wa mer d'Äntwerte vum Vollek op déi dräi Froen hunn.

Déi éischt Fro: „Sidd Der averstane mat der Iddi, datt d'Lëtzebuerger, déi tëschent 16 an 18 Joer al sinn, d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei de Wahle fir d'Chamber, d'Europaparlament an de Gemengerot souwéi bei Referende matzemaachen?". déi gréng hu scho laang an hirem Wahlprogramm stoen, datt mir fir d'Wahlrecht vu Jonker vu 16 Joer u sinn. Mir wëssen, datt dat ëmstridden ass. Net nëmmen a konservative Kreesser, souguer bei enger Rei Jonker selwer.

Meeschtens leeft d'Diskussioun drop eraus, datt déi Eeler, an zum Deel och déi Jonk selwer, jonke Leit mat 16 oder 17 Joer keen oder kaum ee politescht Uerteel zoutrauen. Si mengen, déi Jonk hätte keen Interessi un der Politik, géife sech liicht beaflosse loossen, hätte keng Ahnung vu Politik.

Deem setze mir entgéint, datt et och vill Leit iwwer 18 Joer gëtt, déi keen Interessi un der Politik hunn, déi sech liicht beaflosse loossen an deenen hiert politescht Uerteel net reng op Fakte berout.

Et gëtt och nach heiansdo argumentéiert, datt d'Wahlrecht misst un d'Groussjähregkeet gekoppelt sinn. Do gëtt d'Bild vun engem Jonke vermëttelt, dee viru sengem 18. Gebuertsdag méiglechst näischt däerf, a vun deem Dag un, wou en da seng 18 kritt, op eemol all Diere soll opgemaach kréien. Dat ass e Bild vum Mënsch, dat mir net deelen.

Fir eis ass erwuesse ginn e Prozess, eng Entwécklung, déi Schrëtt fir Schrëtt virugeet. A mir hunn där Schrëtt schonn e puer gemaach. Zum Beispill Auto fueren, ass jo wichteg och bei eis am Land, Conduite accompagnée däerf ee scho mat 17 maachen. D'Schoulflicht geet bis 16 an net bis 18. Mir mudde Jonken zou, schaffen ze goen, Steieren ze bezuelen, awer wielen däerfe se net goen.

Eist Strofrecht mécht natierlech, an zu Recht, en Ënnerscheed tëschent engem Mineur an engem Majeur, mä och ee Jugendleche vu 16 oder 17 ka vum Jugendriichter un e Strofgeriicht verwise ginn.

Mir erwaarden eis, datt déi Jonk an d'Schoule sech méi wäerte fir d'Politik interesséieren, wa Jonker kënne wiele goen. Mir sinn der Meenung, datt et e Gewënn fir eis alleguer ass, wa mer deene Jonken d'Méiglechkeet ginn, sech méi fréi politesch ze engagéieren an ze responsabiliséieren.

Bei de Chamberswahlen 2013 ware ronn 240.000 Wieler ageschriwwen. Ech weess net genee, wéi vill Jonker mer zu Lëtzebuerg hunn, déi tëschent 16 a 17 Joer al sinn. Ech weess awer, datt ee Joergang zu Lëtzebuerg eng ronn 5.000 Leit duerstellt. Dat si graff déi Zuelen, déi sech aus de Schoulstatistiken erausliese loossen. Da schwätze mer hei vun engem Potenzial vu ronn 10.000 zousätzleche jonke Wieler, an dovu sinn der vill Netlëtzebuerger. An d'Aschreiwe vun deene Jonken ass jo och nach fräiwëlleg.

D'Wielerpotenzial gëtt also net gewalteg an d'Luucht gesat. déi gréng sinn der Meenung, datt et eisem Land an eiser Politik guttdeet, wa mer déi Jonk encouragéieren, sech fir Politik, also fir d'Gestaltung vun deem Land, an deem si méi laang nach wäerte liewe wéi mir alleguerten heibannen, fir si derfir ze interesséieren.

déi gréng sinn der Meenung, datt bei eis den Undeel vun de Wieler, déi net méi am aktiven Aarbechtsprozess sinn, verhältnismëisseg grouss ass. Eng Verjüngung vun der Wielerschaft ass an eisen Aen eng richteg Décisioun. D'Leit ginn ëmmer méi al haut, dat huet nach de Mëtteg eis Familljeministesch gesot, dat ass och gutt esou. Mä mir fannen et awer och wichteg, datt mer duerfir eng Verjüngung kréien, datt déi Jonk och kënne wiele goen.

Mir wäerten eis drëm beméien, bei villen Diskussiounen, bei Ronndëschgespréicher, Versammlunge mat de Medien, déi eis zur Dispositioun stinn, méiglechst vill Mënsche fir de Jo zu dëser éischter Referendumsfro ze iwwerzeegen an ze begeeschteren. Et geet, wuel bemierkt, hei just ëm dat aktiivt Wahlrecht. Et ass net gefrot an och net virgesinn, den Alter fir dat passiivt Wahlrecht erofzesetzen.

Et geet hei och just ëm Lëtzebuerger Wieler. Dat ass fir kloer dës Fro vun der zweeter Fro ze trennen, fir datt mer déi Froen och kënnen onofhängeg vunenee weiderverschaffen an eisen Aarbechte vun der Reform vun der Constitutioun.

Ech kommen dann zu der zweeter Fro: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'auslännesch Matbierger d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei Chamberswahle matzemaachen, an dat ënnert der besonnescher duebeler Bedéngung, datt se op d'mannst während zéng Joer zu Lëtzebuerg gewunnt hunn a virdru scho bei Gemengen- oder Europawahlen zu Lëtzebuerg matgemaach hunn?"

Den 1. Januar 2014 hu ronn 550.000 Leit zu Lëtzebuerg gewunnt. Mir wëssen, datt dovu praktesch 45% Netlëtzebuerger sinn. A mir wëssen och, datt déi Tendenz weider wäert klammen.

An der Stad Lëtzebuerg hunn den 31. Dezember 2014 107.340 Leit gewunnt. Dovu waren 69% Netlëtzebuerger. D'Stater Buergermeeschtesch ka vu sech soen, si wier Buergermeeschtesch vun enger Stad, wou ee groussen Deel vun de Bierger d'Méiglechkeet huet, si ze wielen. Well mer an der Stad wéi eben an all Lëtzebuerger Gemeng d'Méiglechkeet hunn, datt d'Netlëtzebuerger och kënne wiele goen. Datt se net genuch dovunner profitéieren, ech mengen, dat hu mer an der Politik och als wichtege Sujet erkannt. Mä d'Méiglechkeet besteet, an dat ass jo ëmmerhin den éischte Schratt, fir och méi Participatioun ze kréien.

Bei de Chamberswahle geet dat net. An eiser aktueller Constitutioun steet: «Pour être électeur, il faut:», éischte Punkt, «1° être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise; (...)» Mir wëllen, wann d'Majoritéit vun de Bierger mat Jo stëmmt bei der Fro, eng kleng a bescheiden Ouverture maache fir déi vill Netlëtzebuerger, déi bei eis wunnen a schaffen, déi bei eis akafe ginn, Steiere bezuelen, deenen hir Kanner bei eis an d'Schoul ginn an déi hir Fräizäit bei eis verbréngen, eng Ouverture, se ënner gewësse Konditiounen och u Chamberswahlen deelhuelen ze loossen.

Ech nennen et eng kleng a bescheiden Ouverture. Et si Konditioune gesat: zéng Joer am Land wunnen a schonn zumindest un enger Wahl deelgeholl hunn. An da geet et hei och nëmmen ëm dat aktiivt Wahlrecht. Dat passiivt Wahlrecht bleift de Lëtzebuerger virbehalen.

Dat si Konditiounen, déi méi Leit ausschléisse wéi se zu de Wahlen zouloossen. déi gréng wieren och gär bereet, déi Ouverture e bësse méi grouss ze maachen. Mir stinn awer selbstverständlech zu deem Kompromëss, dee mer fonnt hunn. An och wann ech gesot hunn, et ass eng kleng a bescheiden Ouverture, dann ass et awer eng wichteg a symbolträchteg. Mir mengen, datt et richteg ass, déi Ouverture ze maachen.

D'Virstellung, mir géifen eng Kéier hei sëtzen an däitlech manner ewéi d'Halschent vun de Leit, déi hei wunnen, hätten nëmme méi d'Recht, fir eis ze wielen, dat ass fir eis keng schéi Virstellung. Mir sinn der Meenung, datt et wichteg ass, deen Débat zu Lëtzebuerg ze féieren, wou mer stinn a wou mer hiwëllen. Mir sinn der Meenung, datt, wa mer méi politesch Participatioun wëllen, da musse mer méi Leit et erméiglechen, Zougang zu de Wahlen ze kréien.

An ech soen och hei ausdrécklech dem Franz Fayot Merci fir seng interessant Bemierkungen, déi e gemaach huet, wat et heescht, Bierger an enger heiteger Gesellschaft ze sinn. Dat ass e flotten Argumentaire, Här Fayot. Ech hoffen, Dir erlaabt mer, datt ech och nach wäert dorop zréckgräifen, wa mer an der Diskussioun dobausse mat Argumenter nach weider fir déi Iddi hei antrieden.

D'CSV mengt, de Wee zu méi Participatioun misst iwwert d'Nationalitéitegesetz goen. Ech si frou iwwert déi Ouverture. An den Här Wiseler kléngt 2014 esou wéi den Här Braz 2008 geklongen huet.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo! Jo!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Residenzzäit méi kuerz, Sproocheklausel net esou streng. Mir freeën eis op déi Diskussioun. A wann den Här Wiseler och virdru gemengt huet, en huet e bësse gedroht, wa mer elo hei aus der Constitutioun eraushuelen, datt een net méi muss Lëtzebuerger sinn, a mer hunn elo nach hei Konditiounen, mä da maache mer d'Dier op, wie weess, vläicht kënnt nach eng Kéier, huelt emol déi Zäit vun der Residenzdauer, gi mer vun zéng op aacht Joer erof, oder op fënnef.

Här Wiseler, dat ass denkbar. Ech mengen net, datt mer hei stoe bleiwen, mä alles zu senger Zäit. An, Här Wiseler, Dir sidd jo och net stoe bliwwen. Dir hutt lech jo an der Nationalitéitefro hei immens beweegt. An dat ass jo flott. Et ass och flott, wann Dir, zwar mat engem gewëssene Retard, awer och mat der Zäit matgitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir mengen awer, datt dat eng Diskussioun ass, wat d'Nationalitéitegesetz betrëfft, déi eng aner ass wéi iwwert d'politesch Participatioun. Et gëtt gutt Grënn, den Zougang zu der Lëtzebuerger Nationalitéit net onnéideg schwéier ze maachen. Et gëtt gutt Grënn, fir d'Participatioun zu de Chamberswahlen e bësse méi einfach ze maachen. Déi Grënn iwwerschneide sech, jo, mä si sinn net identesch.

A wann Der just wëllt iwwert d'duebel Nationalitéit fueren, Här Wiseler, da muss een, an och den Här Berger huet dat scho gesot, da

muss een awer trotzdeem der CSV soen, datt Der eng ganz Rei Leit diskriminéiert, déi aus Länner kommen, déi keng duebel Nationalitéit kennen. Ech hunn un Éisträich an u Spuenien geduecht. Den Här Berger huet och nach Holland, Dänemark a Polen ernimmt. Dat wier jo och zweeërlee Mooss, dat mer da géife mat deene Leit maachen, déi bei eis am Land wunnen.

Une voix.- Et sinn och souverän Staten, déi décidéiere fir sech.

Une autre voix.- Dat ass net eise Problem.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net oflenken, Här Adam!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir wäerten eis derfir asetzen, fir méiglechst vill Leit dovun ze iwwerzeegen, datt mir Lëtzebuerger net méi aarm ginn, wa mer e Stéck vun eise Wahlprivilegien un eis net Lëtzebuerger Résidenten ofginn, mä am Géigendeel, datt dat fir all Awunner hei am Land e Gewënn wäert sinn.

Déi drëtt Fro: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, d'Zäit, während där eng Persoun ouni Ënnerbriechung Member vun der Regierung däerf sinn, op maximal zéng Joer ze begrenzen?"

Dës Fro ass och verfassungsrelevant, well se d'Rechter vun eenzelne Mënschen aschränkt. Et geet hei net ëm de Cumul vu Mandater. Do wiere mir Gréng ganz wäit matgaangen, mä iergendwéi schéngt nach keen esou richteg wëlle mat eis an déi Richtung ze goen. An et ass och kloer: Esou e Wee kann een net eleng goen. Dat ass schonn eng gemeinsam Décisioun, déi d'ganz politesch Klass muss droen.

Hei geet et ganz einfach ëm d'Fro, ob een no zéng Joer Regierungsaarbecht soll eng Paus maachen oder net. Mir sinn der Meenung: Dach, et soll een eng Paus maachen.

Déi Paus ka gären an der Chamber gemaach ginn. Et ass ëmmer erëm schéin ze erliewen, wéi e fréiere Minister ganz engagéiert en Dossier verteidegt, deen hien nach aus senger fréierer Regierungszäit kennt. Mir sinn och der Meenung, datt et genuch talentéiert Leit am Land gëtt, datt mer kee mussen éiweg halen, well et ouni hien net géif goen. De Kierfecht läit voller Leit, déi gemengt hunn, et géif net ouni si goen. An och Politiker sinn, ënnert dem Strëch, stierflech.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn der Meenung, datt mer keng Ministere brauchen, déi Erfahrung hunn, fir jorelaang Problemer auszesëtzen! Do schénge mer dann eng aner Meenung ze hu wéi déi gréisst Oppositiounspartei.

Den honorabele Marc Spautz hat op der CSV-Pressekonferenz gemengt, seng Partei wier géint d'Beschränkung vun der Mandatszäit vun engem Regierungsmember. Et wier jo de Wieler, deen engem géif den Optrag ginn, an d'Regierung ze goen, an duerfir sollt een dem Wieler dat net ewechhuelen. Dobäi weess den Här Spautz ganz genee, wéi mir och alleguer, datt de Wieler d'Leit an d'Chamber wielt, datt e gutt Wahlresultat sécherlech hëlleft, Chancen op e Regierungsposten ze kréien, mä datt dat awer keng Selbstverständlechkeet ass.

Dës Regierung - a bal all Regierung virdrun - huet Leit an d'Regierungséquipe opgeholl, déi net extra gutt gewielt waren, an och Leit, déi guer net u Wahlen deelgeholl hunn.

Mir huelen och, an dat ass mer awer och extrem wichteg, mir huelen de Leit näischt ewech! Ech weess net, Här Wiseler, wéi Der kënnt soen, mir wéilten de Leit eppes ewechhuelen. Mir verbidden hinnen och näischt. Mir stellen eng Fro! Mir stellen eng Fro a mir hunn och alleguerten erkläert, datt mer eis wëllen un déi majoritär Äntwert halen. Wann d'Leit majoritär soen: „Dat ass eng gutt Iddi. Mir sinn och fir de Renouveau, datt e bësselche Bewegung kënnt!", dann akzeptéiere mer dat. A wann d'Leit do mat Nee stëmmen, da soe mir: „D'Leit wollten dat net." Da respektéiere mer dat och.

Et ass scho gesot ginn: Wien däerf wiele goe bei dësem Referendum? Nëmme Lëtzebuerger. Mir hu keng aner gesetzlech Basis.

Mir hunn och am Virfeld eng Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg gehat. Déi Viraarbecht, déi Zesummenaarbecht ass net gekënnegt an och net ofgeschloss. Et muss een allerdéngs och kloer an däitlech soen, datt d'Uni Lëtzebuerg eis ka wëssenschaftlech begleeden, awer net eis politesch Aarbecht ka maachen. Eis politesch Aarbecht, déi musse mir nach ëmmer selwer maachen.

Et ass och ugekënnegt ginn, datt no deem heite Referendum weider un der Constitutioun geschafft géif ginn. An da steet en nächste Referendum - an dat gëtt dann en aneren, mat bindendem Charakter - iwwert déi ganz Verfassung am Raum. Dat gëtt nach e spannende Moment, mä do si mer nach net derbäi.

Op alle Fall, ech hoffen, et ass kloer a mengen Ausféierunge ginn: déi gréng wäerte sech asetzen, fir méiglechst vill Leit ze begeeschteren an ze iwwerzeegen, bei den dräi Referendumsfroe mat Jo ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Dir hutt d'Wuert, Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wollt dem Franz Fayot besonnesch Merci soe fir seng interessant Ried, wou ech zwar mat kaum eppes d'accord sinn, mä doriwwer kréie mer nach interessant Diskussiounen. E sot: „Mir hu keng Referendumskultur." Ech gi méi wäit an ech soen: Mir hunn heibanne keng Verfassungskultur!

Generatioune vun Deputéierte kommen heihinner virun dëst Pult a schwieren en Eed, d'Verfassung ze respektéieren. A Generatioune vun Deputéierten hu Gesetzer gestëmmt, déi duerno vun eiser Cour constitutionnelle als net verfassungskonform festgestallt goufen! A wat war déi traureg Reaktioun dorobber, ganz oft, net ëmmer? Hu mer d'Gesetz geännert? Neen, mir hunn d'Verfassung geännert!

Dat ass e bësselchen deen Tenor, deen ech och hei gesinn, well och hei gëtt nees e Gesetz gestëmmt, wat net verfassungskonform ass a mengen Aen. Eng Verfassungsännerung ass keng liicht Saach. Kéint een eng Verfassung jee no politescher Majoritéit all fënnef Joer änneren, ma da wier et jo keng Verfassung! Da wier et eppes wéi e Gesetz.

D'Verfassung, ass hei gesot ginn, beinhalt d'Grondrechter vun de Bierger, d'Grondregele vum Fonctionnement vum Stat a vu sengen Institutiounen. An den Här Adam huet mer e ganz besonnesche Pleséier gemaach, wéi en den Artikel 18 zitéiert huet: «La peine de mort ne peut être établie.» Wat wier esou en Artikel wäert, Här Adam, wa 50,01% vun der Bevëlkerung e kéinten änneren? E steet ebe just an der Verfassung, fir datt net 50,01% vun der Bevëlkerung oder vun den Deputéierten heibannen e kënnen änneren, mä zwee Drëttel, an dat si 66,66%!

Eng Verfassung mécht also absolutt kee Sënn, kee Sënn, wa se ka mat enger klenger Majoritéit geännert ginn! A genau duerfir gesäit eis Verfassung, wéi iwwregens praktesch all Verfassunge vun der Welt, spezifesch Regele vir, wéi se ka geännert ginn. Déi Regele si ganz, ganz kloer. Den 19. Dezember 2003 hunn heibannen 59 Deputéiert vu fënnef Parteien, also bis op d'Ausnahm vun engem eenzegen Deputéierten d'Deputéiert hei alleguerten, den Artikel 114 geännert. Virdrun huet d'Chamber missen opgeléist ginn, fir datt d'Verfassung konnt geännert ginn. Dat gouf ofgeschaaft.

A säit deem Dag seet eis Verfassung am Artikel 114, wéi se ka geännert ginn: «Toute révision de la Constitution doit être adoptée dans les mêmes termes par la Chambre des Députés en deux votes successifs», an zwar avec «au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre, les votes par procuration n'étant pas admis.» Esou kann d'Verfassung geännert ginn, an nëmmen esou kann d'Verfassung geännert ginn!

Wann Dir e Sondage wëllt maachen, wat d'Leit denken, maacht e Sondage! Mä nennt en net en «référendum constitutif», well et ass kee Référendum constitutif!

Plusieurs voix.- Consultatif!

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, neen, neen! Consultatif ass e souwéisou nëmmen. Neen, „constitutif" huet den Här Professer Dokter Heuschling vun der Uni Lëtzebuerg dee Referendum genannt, deen Der hei maacht.

Et gëtt eng Majorité constitutionnelle. An déi Majorité constitutionnelle, Här Bodry, dat ass net eng kleng Majoritéit! Dat ass och net de Wëlle vum Vollek mëssuecht, wann ee seet, eng Majorité constitutionnelle si 66,6%!

(Interruption)

Déiselwecht gréng, rout a blo Parteien, déi den Artikel 114 hei matgestëmmt hunn, wéi déi Verfassung ka geännert ginn, genau déi...

(Interruption)

...setze sech elo iwwert déi Verfassung hei ewech a wëllen eis hei, well se genau wëssen, datt net zwee Drëttel vun den Deputéierte mat hire Positiounen d'accord sinn, iwwert dëse Referendum eppes ënnerjubelen!

Här Bodry, Dir däerft mer eng Fro stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Éischtens, et muss eng Prezisioun sinn, dass de Professer Heuschling awer ni a Fro gestallt huet, dass e Referendum zu deenen dote Froe kéint hei zu Lëtzebuerg stattfannen. An e fënnt och, dass déi Froen an de Referendum u sech verfassungskonform sinn. Nëmme fir dat kloerzestellen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi zweet Fro ass - do ass en also net Arer Meenung -, déi zweet Fro ass: Wann Der sot, fir d'Verfassung géif nëmmen zielen eng Zweedrëttelmajoritéit, wéisou ass et da méiglech, dass am Artikel 114 steet, dass den zweete Vote vun der Chamber ersat gëtt duerch e Referendum? An do geet eng einfach Majoritéit duer.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här Bodry. Genau dat doten: Eng einfach Majoritéit geet duer, nodeem heibannen eng Majorité constitutionnelle vu 66,66% war! An alles aneschters si Wénkelaffekotstricken,...

(Exclamations)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir sidd gutt placéiert! Dir sidd gutt placéiert, fir dat ze jugéieren!

M. Roy Reding *(ADR).*- Alles aneschters si Wénkelaffekotstricken, fir d'Verfassung, fir den Artikel 114 vun der Verfassung, deen Dir selwer gestëmmt hutt, ze ëmgoen! D'Verfassung, Dir violéiert d'Verfassung! D'Verfassung ass bei lech kee Fascht wäert!

(Interruption)

Dëse Referendum ass kee Référendum constitutif, et ass e Gimmick, et ass e Gadget, et ass e Sondage! Mä dee Sondage, an ech si frou, datt mer hei an den Oppositiounsparteien do enger Meenung sinn, mir loossen eis do...

(Interruptions)

...net virun Är Kar spanen. An à moins, datt eng Majorité constitutionnelle do wier, dat géife mer dann emol gesinn,...

(Interruptions)

...hale mir eis als ADR un eise Wahlprogramm!

D'Doppelzüngegkeet, wat d'Referenden ugeet... Här Bausch, Dir grinst grad esou schéin! Här President, däerf ech dem Här Bausch soen: Wéi mir heibannen den Tramreferendum gefrot hunn, sot den Här Angel, ech zitéieren en elo net wuertwiertlech: „Doriwwer gouf et schonn e Referendum, an dat waren d'Wahlen! Dir als ADR waart déi eenzeg Partei, déi géint den Tram war. Dir krut nëmme 7%. Also sinn 93% vun der Bevëlkerung fir den Tram. Also brauche mer kee Referendum."

(Interruption)

Ma mat deemselwechten Argument soen ech lech: Och d'Wahlrecht fir Auslänner stoung an de Programme vun de Parteien. An heibannen ass eng Majoritéit, eng „constitutif" Majoritéit, déi ganz kloer an hire Wahlprogrammen hat, datt se net fir dee Wahlprogramm (veuillez lire: fir dat Wahlrecht) war! Also brauche mer kee Referendum, well mir wëssen, datt mer keng Majorité constitutionnelle hunn heibannen...

(Interruption)

...heibannen hu fir eng Ofännerung vun der Verfassung, wat d'Wahlrecht fir Auslänner ugeet.

(Interruptions diverses)

Déiselwecht Doppelzüngegkeet hate mer net nëmme beim Tramreferendum, mir hunn och e Referendum proposéiert iwwert d'Bestietnis vun den Homosexuellen! Ass dat net eng gesellschaftlech Fro, wou een hätt kënnen d'Bierger froen? An dat war e Gesetz! An do, jo!, do wier och eng kleng Majoritéit, 50,01, déi wier och do determinant gewiescht.

Also nach eng Kéier, ganz kloer: Den eenzege Référendum constitutionnel, deen et gëtt, dat ass deen zweete Referendum nom Vote hei an der Chamber. Deen ass vun der Verfassung virgesinn, an do stëmmen d'Bierger jo och of iwwer e ganz prezisen Text, iwwer genau deen Text, dee mer hei festhalen! Net den Artikel xy, mä den Artikel 1, den Artikel 2, den Artikel 3 an esou weider. An natierlech ass dee Vote décisiv! An natierlech, wa méi wéi 50% vun der Bevëlkerung, also vun de Wieler deen Text géifen oflehnen, dann ass e vum Dësch.

Zur Opportunitéit vun de Froen ass hei scho vill gesot ginn. Et ass scho gutt gelaacht ginn. Net zu Onrecht huet den Här Wiseler op genau déi Punkten higewisen, déi mir u sech och doranner deelen. Ech freeë mech jiddefalls drop, wann déi Fro zum Beispill iwwert déi zéng Joer Ministeschzäit géif mat enger Majoritéit beluecht ginn, op dem Här Asselborn seng Demissioun den 8. Juni, fir d'Konsequenz ze zéien aus dem Vollek sengem Wëllen.

Mä firwat goufen déi dote Froen erausgewielt a keng aner? Et ass virgehäit ginn, mir als Oppositioun hätte keng Propositioune gemaach. An do soen ech och datselwecht wéi de Fraktiounschef vun der CSV: Mir hu keng Propositioune gemaach, well mer géint de Prinzip selwer vun deem Referendum sinn, well mer dee Prinzip selwer fir anticonstitutionnel halen.

Mä wa mer awer elo aginn an engem Débat op déi Froen, déi een hätt kënnen oder hätt solle stellen: Kommt, mir schwätze vum Artikel 1! Am Artikel 1 schwätze mer haut vun eisem Land als dem „Grand-Duché de Luxembourg". Dir wëllt dat änneren an an Zukunft soll Lëtzebuerg „Luxembourg" heeschen. Et deet mer leed, datt den Etienne Schneider net méi hei ass, soss hätte mer iwwer Nation Branding kënne schwätzen: Wéi vill Diere mécht dat eis op an der Welt, well mir deen eenzege Grand-Duché sinn op der Welt?! Ass dat net en Atout, dee mer hunn? A wier net e Changement de nom eppes gewiescht, wou mer d'Vollek hätte kënne froen?

De Statschef: Bis elo hu mer e Grand-Duc. An der neier Verfassung, wéi Dir se proposéiert, schwätze mer nach just vun engem „Chef de l'État". Et ass en germe d'Ofschafen oder déi potenziell Ofschafung vun der Monarchie. Firwat hutt Der déi Fro net gestallt? D'Kolleege vun der Partei vun déi Lénk hunn dat proposéiert. Firwat ass déi net gestallt ginn?

Firwat stellt Der keng Fro iwwert de Wahlsystem? Et wier jo eng interessant Fro, fir ze wëssen, firwat datt zum Beispill eis Wieler am Osten, déi eis mat 8,7% gewielt hunn, heibannen absolutt net vertruede sinn! Ass dat direkt Demokratie? Ass dat Är partizipativ Demokratie, déi Der gären hätt?

Also ganz kloer, fir eis ass dat doten e Gimmick, e Gadget. Mir wäerten eise Wieler proposéieren, eisem Kongress proposéieren, datt en eise Wieler proposéiert, datt se dräimol mat Nee stëmme bei deenen dote Froen. A fir de Rescht freeë mer eis op eng ganz interessant an hoffentlech och heiansdo hëtzeg Debatt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann ech de Reding esou..., den Här Reding, pardon!

(Hilarité générale)

Une voix.- Dir waart elo richteg lancéiert!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Pardon, et war e Lapsus, et war net...

(Interruption)

Wann ech den Här Reding esou hei héieren, da mengen ech bal, mir wieren amgaang, eng total Illegalitéit hei ze maachen. Dobäi ass de Referendum eppes, wat an der Verfassung virgeschriwwen ass!

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- A mir sinn eis driwwer eens...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

A mir sinn eis driwwer eens, dass en eng konsultativ Wierkung huet bei der Verfassungsännerung, wou selbstverständlech all Partei - och d'ADR! - hir Verantwortung muss iwwerhuele vis-à-vis vun deem,...

(Interruption par M. Roy Reding)

...wat d'Majoritéit vum Vollek wäert esou oder esou soen. An dee ganzen Zirkus, deen hei opgefouert gëtt, mat „Gimmick", angeblechem Gimmick an esou weider, dat ass jo just e Gimmick, fir vun der Verantwortung vun der ADR ofzelenken, déi sech wäert stellen nom Referendum! Ganz kloer!

(Interruptions)

Wéi se sech och wäert stellen...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...vun all Partei. Wéi se sech wäert stelle vun all Partei heibannen!

(Interruptions diverses)

Une voix.- D'Décisioun ass elo schonn do, virum Referendum!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, déi Referendumsdiskussioun hei ergëtt sech jo aus deenen ongeléiste Froen aus der Verfassungsdiskussioun, an zwar deene Froen, op deenen et keng Zweedrëttelmajoritéit gëtt. Do si mer eis eens. Mir mengen awer, dass aner Froe fir eis an och fir vill Leit dobausse gradesou wichteg wieren.

A mir hunn - am Géigesaz zur CSV - iwwregens déi Froen agereecht an d'Kommissioun, während d'CSV hei seet, si hätt hir Froen net agereecht, déi se hei opgezielt huet, well se de Referendum net wollt legitiméieren. Si wollt also de Referendum delegitiméieren hei, andeem se keng Froen agereecht huet, déi jo hirer Meenung no esou wichteg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll also op dräi Froekomplexer hei agoen, déi eiser Meenung no hätte misse behandelt ginn.

Éischte Froekomplex: Wéi sinn d'sozial Rechter an der neier Verfassung formuléiert? Si se staark formuléiert? A sinn et Rechter, déi och aklobar sinn? A kann de Stat am Artikel 1 vun der Verfassung nëmmen als „demokratesch" definéiert ginn, an net och ausdrécklech als „sozial" definéiert ginn? Mir haten dat als Referendumsfro formuléiert. Et ass ofgelehnt ginn. Mir hunn och konkret Ännerungsvirschléi an der Verfassung an déi Richtung gemaach. Déi sinn och alleguerten ofgelehnt ginn, iwwregens vun alle Parteien, déi ausser eiser an der Verfassungskommissioun sinn.

Deen zweete Froekomplex: Wéi ass et grad an dësen Zäiten, wou et ëmmer méi Detailer gëtt iwwer Internet- an Dateniwwerwaachung, wat do reell geschitt, wéi ass et do mat dem perséinleche Recht op Dateschutz, mat der sougenannter „informationeller Selbstbestëmmung"? Dat heescht, och mam Recht, fir selwer kënne mat ze décidéieren, wat mat sengen Date geschitt, am Kader vun engem Gesetz natierlech.

Dat war eng weider zousätzlech Fro, déi mer wollten am Referendum stellen. Déi ass och ofgelehnt ginn. Allerdéngs ass do d'Diskussioun nach net fäerdeg, wat d'Formuléierungen am Verfassungstext selwer ugeet. Do ginn d'Diskussiounen och an der Verfassungskommissioun weider an do wäerte mer och weider eng konstruktiv Roll dobäi spillen.

Drëtte Froekomplex, an dat ass fir eis e ganz wichtegen: Ass et net un der Zäit, bal 100 Joer nom leschte Referendum vun 1919 iwwert d'Monarchie, dass d'Leit erëm gefrot ginn, ob se d'accord sinn, dass an den Artikel 2 vun deem neie Verfassungstext, deen an der Ausaarbechtung ass, soll stoe kommen, dass d'parlamentaresch Demokratie zu Lëtzebuerg d'Form vun enger konstitutioneller Monarchie soll unhuelen?

Ech wëll hei betounen, dass e ganzt Kapitel vum neie Verfassungsentworf - an dat soll virun dat stoe kommen iwwert d'Chamber - der Familljeregelung vum Grand-Duc consacréiert soll ginn. Dat, wat ee fréier „Fürstenrecht" genannt huet, gëtt also Deel vun der Verfassung, also Froe vu Filiatioun - eigentlech sinn dat jo biologesch Froen, wann ech dat richteg verstanen hunn - vum Statschef a vu sengen Nofolger. Déi biologesch Froe stinn elo an engem Grondtext iwwer Demokratie, iwwert d'Regelung vun der Demokratie hei am Land!

Mir fannen dat e bëssen eng komesch Situatioun. A mir fannen och, dass een d'Leit doriwwer hätt kënne froen, besonnesch well jo gesot gëtt, dat wier ee vun de wichtegen Aspekter, d'Neiuerdnung an der Verfassung vun der Relatioun vis-à-vis vum Grand-Duc.

A wann d'Leit dann déi Fro vun der konstitutioneller Monarchie mat Jo beäntwert hätten, dann hätt sech fir eis och als zweet Fro gestallt: Wat sollen dann d'Rechter vun deem Monarch sinn? Soll en zum Beispill weiderhi kënne Gesetzer eleng a sengem Numm erloossen? – „Promulguer!" - Solle kënnen all Uerteeler a sengem Numm ausgefouert ginn? Sollen all Traitéë vun him ënnerschriwwe ginn an all Statsbeamte vun him agestallt ginn, wéinstens formell? Esou ass et virgesinn! Oder soll de Grand-Duc net eng reng symbolesch Roll kréien, wéi a Schweden zum Beispill?

Ech mengen och nach, dass sech dohannert aner Froe verstoppe wéi déi vun de Relatiounen tëschent der Regierung, déi jo eigentlech de Grand-Duc vertrëtt an der Realitéit, vis-à-vis vun der Chamber. Mä ech hu keng Zäit, dorobber anzegoen.

Mir mengen awer, dass d'Fro vun der Statsform eng vun deene wichtege Froen ass, déi sech an dëser Verfassungsfro stellt. A wann dat keng „konstitutiv" Fro ass oder eng konstitutionell Fro ass - fir et richteg ze soen -, da froen ech mech, wat esou eng Fro ass.

Leider hu mer et net fäerdegbruecht, fir eng Referendumsfro dozou duerchzekréien, déi mer awer formuléiert haten.

Prinzipiell menge mer zu där ganzer Verfassungsdiskussioun, dass, wa mer eng nei Verfassung maachen, dat ëmmer och eng Richtungsdebatt an der Gesellschaft viraussetzt. Wat ass de Sënn vun enger neier Verfassung, wa se keng nei Weeër opmécht? A wann ee wëllt nei Weeër goen, da muss een och zesummen an am Virfeld mat de Leit iwwert déi Weeër diskutéieren, se och zum Deel zesumme mat de Leit ausschaffen.

Wéi zum Beispill an Island et sech gewisen huet, wou eng Verfassung op enger breeder Basis, an engem breede konsultativen, participative Prozess mat de Leit ausdiskutéiert ginn ass. Mir hu vun deem Modell vill geschwat. Mir hunn en awer ni esou ëmgesat, mat enger klenger Ausnahm, dat ass déi Debatt, déi mer elo wëlle féieren iwwer Internet, wou Leit kënne Froen eraschécken zur Verfassung, wou se kënne Formuléierunge selwer zur Verfassung eraginn.

Mir gesinn och, wéi den Här Fayot, d'Verfassung éischter als e Grondvertrag tëschent de Bierger an net als e Grondvertrag tëschent de Parteien hei an der Chamber. Duerfir menge mer och, dass d'Haltung, déi hei d'CSV prinzipiell, net am Detail vun de Froen, ageholl huet, dass dat eng falsch ass, wa se der Majoritéit reprochéiert, de verfassungsméissege Konsens hei an der Chamber violéiert ze hunn, andeem se déi Froen do dem Vollek wëllt stellen, dass dat am Fong geholl e Mépris ass vun der Participatioun vum Vollek, un der Ausaarbechtung vun den demokratesche Regelen a vun der gronddemokratescher Regelung, an ëm déi geet et jo hei bei der Verfassung.

Mir ënnerstëtzen duerfir och d'Décisioun vun de Regierungsparteien, dee Referendum hei ofzehalen. Mir fannen, dass dat eng richteg Décisioun ass.

Doriwwer eraus si mer der Meenung, dass och aner Froen, ech hunn et scho gesot, sollen diskutéiert ginn, dass muss d'Debatt och iwwert déi gesamt Verfassung méi an der Effentlechkeet elo Fouss faassen. An ech hoffen och, dass dat wäert de Fall sinn an där Internetdiskussioun. Mir selwer hu beschloss zum Beispill, en alternativen Text vun enger Verfassung als déi Lénk auszeschaffen an och där breeder Diskussioun do ze ënnerwerfen.

Wat déi virleiend Froen elo ugeet, esou ënnerstëtze mer hir Richtung och grondsätzlech. A mir hunn et schonn e puermol gesot, dass mer recommandéieren, mat Jo ze äntwerten op all Fro, déi gestallt ass. Am léifsten hätte mer jo recommandéiert, véiermol mat Jo ze äntwerten.

Leider huet d'Majoritéit de Referendum ëm eng véiert Fro amputéiert. Eise Virschlag, fir déi Fro vun der Laizitéit a vun der Trennung vu Kierch a Stat ëmzeformuléieren an och esou kloer de Leit beim Referendum ze stellen, ass leider net ugeholl ginn, en ass vun alle Parteien an der Kommissioun ofgelehnt ginn. Ech wëll awer betounen, dass d'ADR net an där Kommissioun vertratt ass.

De Problem bleift och nach, dass DP, LSAP a Gréng sech eens gi si mat der CSV, fir en Text an d'Verfassung ze schreiwen, en eegent Kapitel an d'Verfassung ze schreiwen, wat heescht: „Des relations entre l'État et les communautés religieuses". Mir fannen, dass d'Kierchen do extra ervirgehuewe ginn an institutionell an d'Verfassung agebonne ginn. Ënner Trennung vu Kierch a Stat stelle mir eis eppes aneschters vir. Virun allem ass awer erëm eng Geleeënheet verpasst ginn, fir an der Effentlechkeet de Prinzip vun der Laizitéit breet ze diskutéieren.

A Wierklechkeet sinn also véier Froe vun eis ofgelehnt ginn, wann een déi nach derbäirechent vun der Laizitéit. Mir hunn eis duerfir och beim Rapport enthalen. Mir hunn eis nëmmen enthalen an net dergéint gestëmmt, well mer prinzipiell mat der Ausriichtung vun deenen dräi verbleiwende Froen d'accord sinn, obscho mer och do a verschiddenen Detailformulatiounen aner Virstellungen hunn.

Éischtens, d'Fro vum Awunnerwahlrecht. Mir touchéieren do natierlech de Fong vun der Demokratie. Honnert Joer no der Verallgemengerung vum Wahlrecht 1919 op d'Leit alleguer an och op d'Fraen, hu mer haut erëm de Problem, dass bal d'Halschecht vun den Awunner kee Wahlrecht huet.

Et si scho vill Argumenter hei gebraucht ginn, déi ech alleguerten deelen, fir d'Aféierung vun deem Wahlrecht. Een Argument schéngt eis awer wesentlech ze sinn. An dat ass dat, dass d'Salariéen aus dem Privatsecteur an hirer Majoritéit keng Lëtzebuerger Nationalitéit an also och kee Wahlrecht hunn. A mir fillen eis do zum Deel erëm zréck an d'Zäite versat vum Zensuswahlrecht am 19. Jorhonnert vis-à-vis vun engem Deel vun deene Leit, déi schaffe ginn. En Deel vun de Salariéen huet zu Lëtzebuerg kee Wahlrecht. Dat muss ee ganz kloer esou soen.

Dat ass och en Aspekt vun de wuessende sozialen Ongläichheeten, déi et gëtt an alle Länner. E Politolog vun Tréier huet haut am „Lëtzebuerger Wort" eng richteg Bemierkung dozou gemaach, dass am Fong geholl déi wuessend sozial Ongläichheeten e wichtegt Element vun der Demokratie sinn, wéi d'Demokratie soll ausgesinn. A mir mengen, dass dozou och d'Wahlrecht eng wichteg Roll misst spillen.

Et héiert een hei heiansdo, wéi wichteg et wier fir d'Integratioun, fir dass d'Leit Lëtzebuerger géife ginn. An ech muss soen, déi Remarquë kommen deelweis vun deeneselwechte Leit, déi ëmmer zum Beispill géint d'duebel Nationalitéit waren. D'ADR zum Beispill war ëmmer géint d'duebel Nationalitéit. Mir hunn dat elo zwar net vum Här Reding héieren, mä mir hunn et bei anere Geleeënheeten héieren, dass d'Nationalitéit soll un d'Wahlrecht gebonne sinn.

Déi Remarquë kommen och vu Leit, déi ëmmer de Fouss op der Brems haten, wann et ëm d'Ausweitung vun der Nationalitéit gaangen ass. Ënnert dem Här Frieden vun der CSV sinn et Réckschrëtter gi virun e puer Joer, wat d'Nationalitéitegesetz ugeet. An den Historiker Denis Scuto huet an deem Kontext vun Nationalpopulismus an Ethniséierung vun der Debatt ëm d'Nationaliséierung geschwat.

Dat ass ausgaange vun der CSV deemools. Duerfir wonneren ech mech, dass elo op eemol e Projet de loi hei déposéiert gëtt, deen nach verbessert ass par rapport zum Här Biltgen sengem. An ech mengen, dass déi konservativ Droite scho laang mat hirer Retizenz, déi se huet, fir den Auslänner d'Nationalitéit ze ginn, den Débat iwwert d'Wahlrecht nom Awunnerprinzip eigentlech richteg opgemaach huet.

An deen Débat ass net méi zréckzedréien. En ass net méi zréckzedréien, well geschwë 50% vun den Awunner d'Nationalitéit net hunn. En ass net méi ëmzedréien, well d'Bewosstsäin och an Europa gewuess ass, dass d'Wahlrecht a ville Fäll net méi un d'Nationalitéit gebonnen ass. Wann ech als Europäer an en anert Land wunne ginn, och nëmme fir kuerz Zäit, dann hunn ech do d'Wahlrecht, och vice versa.

(Interruption)

Ech schwätze jo net vun de Chamberswahlen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dann hunn ech d'Wahlrecht... Majo, dann hunn ech d'Wahlrecht bei Gemengewahlen, dann hunn ech d'Wahlrecht bei den Europawahlen. Dat ass awer schonn e wesentlechen Aschnëtt...

(Interruption)

...an de Prinzip, dass e Wahlrecht nëmmen un d'Nationalitéit ka gebonne ginn. A selbstverständlech huet den Auslänner hei déiselwecht Rechter. Mir hunn awer och laang versicht, him se ze verwieren, dat muss een awer och derbäisoen.

(Interruption)

Da kommen ech zum Wahlrecht fir déi Jonk. Déi Debatt ass jo am Ausland scho laang lancéiert. Et ginn och do positiv, mengen ech, Experienzen. An ech mengen, dass grad an dëser Zäit, wou sech grouss Froen an der Gesellschaft stellen, wou déi Jonk deelweis méi schlecht Perspektiven hu wéi hir Elteren, wéi se deeselwechten Alter haten, wou sech weltwäit Froe vu Fridden a Krich stellen, méi akut wéi virdrun, menge mir, dass déi Jonk déi sinn, déi am meeschten an am längsten d'Konsequenze mussen droe vun enger falscher Politik, déi haut kann décidéiert ginn.

Mir mengen duerfir, dass se och sollen un där Politikausschaffung bedeelegt ginn. An et gëtt absolutt keng Ursaach, fir dervun auszegoen, dass ee Jonken, dee mat 16 Joer ka schaffe goen, net déi intellektuell Fäegkeeten oder déi sozial Kompetenzen hätt, fir kënnen op d'mannst dat aktiivt Wahlrecht auszeüben a wielen ze goen.

Zur Begrenzung dann nach, zum Schluss, vun der Ministerzäit. Et geet och hei ëm eng demokratesch Fro. A mir mengen, dass et enger Demokratie net gutt geet, wann ëmmer déiselwecht Persounen op deeneselwechte Poste sëtzen. Dat ass och schonn e bëssen e monarchistesche Prinzip. Och Parteie ginn iwwregens ofhängeg dovunner, wéi vun enger Drog, wëll ech soen. An ech mengen, d'CSV weess, vu wat ech schwätzen.

(Interruption)

Iwwregens setzt dee Prinzip vun enger Mandatsbegrenzung jo och viraus, dass no enger Paus déiselwecht Leit erëm kënnen hir Talenter als Minister an den Déngscht vun der Allgemengheet stellen, wann d'Allgemengheet dat nach ëmmer wëllt. Iwwregens ass dee Prinzip eis jo och sympathesch, well en eng gewëssen Analogie huet mam Rotatiounsprinzip, deen déi Lénk a gewielte Gremie praktizéiert. Mir praktizéieren en, well en ausser enger Mandatsbegrenzung och nach de Virdeel huet vun enger Erneierung an Erweiderung vun de politesche Mandatairen.

Aus all deene Grënn an trotz deene Kritiken, déi ech am Ufank gemaach hunn un der Virgoensweis vun der Regierung, wäerten déi Lénk dee Gesetzesprojet hei stëmmen, well e fir d'Éischt zënter Laangem erëm eng Befroung vun der Bevëlkerung, allerdéngs, wat mer e bësse bedaueren, net vun der auslännescher Bevëlkerung, mä nëmme vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung virgesäit. An dat och nach zu e puer Froen, déi mer als wichteg empfannen, och wa mir der Meenung sinn, et wieren nach aner Froe ginn, déi een hätt kënne stellen.

Ech soen Iech Merci. Mir stëmmen also fir dat Gesetz hei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll den Intervenantë Merci soen, dem Rapporteur virun allem, deen och e ganz komplette Rapport gemaach huet.

Här President, erlaabt mer, dass ech fir d'Éischt op e Wuert zréckkommen, wat oft vun deem engen oder vun deem anere gebraucht ginn ass vu Wahlbedeelegung an op där anerer Säit vu Politikverdrossenheet. Dat eent huet mat deem aneren eppes ze dinn. Well wann de Wieler all fënnef Joer eng Méiglechkeet huet, fir seng Stëmm ofzeginn, ass en och frou, wann en d'Méiglechkeet kritt, bei wichtege Froen, wéi eng Orientatioun vun engem Land, matschwätzen ze kënnen.

Hei si Froen, déi déi eng an engem Parteiprogramm haten, déi aner net, a wou eng Koalitioun sech fonnt huet, déi gesot huet: Kommt, dat heite si Froen, wou mer der Meenung sinn, dass mer de Bierger solle froen.

De Bierger, ech ginn elo net op d'Zuelen an, wéi vill Prozent dat musse sinn. Mä de Message muss kloer si fir de Bierger, dass, wa kloer eng Majoritéit - 50,01% ass och eng Majoritéit - eng Décisioun hélt, mir op jidde Fall, an ech schwätze vun den dräi Majoritéitsparteien, dat respektéieren. Dans les deux sens! Wa 50,01% vun de Leit Nee soen, da solle mer net duerch iergenden Trick probéieren, dann awer déi Texter iergendwéi, op iergendeng Manéier ze proposéieren ze änneren. Dat ass e Respekt vun enger Demande, déi de Bierger da kann tranchéieren, ob hien der Meenung ass oder net.

Hei si Beispiller geholl gi vu Referendumen, déi am Ausland scho gestallt gi sinn. Ech wëll just soen, dass Frankräich och eng representativ Demokratie ass. An de Fraktiounschef vun där gréisster Oppositiounspartei huet eng Zuel vu Referendumen opgezielt, och mam Intitulé. An ech muss awer och soen, dass zum Beispill eng Fro, ob de President vu siwen op fënnef Joer d'Mandat erofgestallt soll kréien, fir mech op d'mannst - op d'mannst! -, wann ech hei vun enger Bedeelegung vun engem groussen Deel vun der Populatioun froen, op d'mannst esou wichteg, wann net méi wichteg ass, wéi einfach ze froen, ob d'Leit averstane sinn, dass ee vu siwen op fënnef Joer erofgeet. An dat an engem Land, wou och eng Représentation démocratique op jidde Fall ass. An duerfir sinn ech och der Meenung, dass ee keng Angscht soll hu virun engem Referendum.

Mir kréien hei virgeworf als Koalitioun, dass ee just sech op véier Froe limitéiert hätt. Ech wëll just erënneren, dass am Koalitiounsaccord „notamment" steet. „Notamment" heescht, dass dat keng aner Froen ausschléisst. Haut kréie mer reprochéiert, dass, well ee géint e Prinzip vum Referendum ass, da keng Froe stellt. Dat ass fir mech, muss ech Iech soen, Här President, keng kohärent Äntwert.

Well et zielt een eis duerno, firwat et keng véier Bezierker ginn, firwat d'Zuel vun den Deputéierten net gestallt gëtt, firwat d'Aufgabe vum Conseil d'État net diskutéiert ginn, firwat net de Fonctionnement vun der Justiz, d'Aufgabe vun de Gemengen, et cetera an et cetera, als Beispill geholl ginn. Mä dann hätt déi Partei, wann déi Froe jo esou wichteg sinn, d'Méiglechkeet gehat, déi Froen ze stellen, wann déi fundamental wichteg si fir d'Orientéierung vun eisem Land.

An duerfir bleiwen ech, Här President, bei der Meenung, dass et schued ass, dass keng aner Froen och erakomm si vun deene grousse Majoritéitsparteien (veuillez lire: Oppositiounsparteien), déi eis haut de Virworf maachen, dass se géint de Prinzip wären. Jo, déi Lénk hu Propositioune gemaach, déi keng Majoritéit fonnt hunn. Mä vun deenen zwou aneren Oppositiounsparteien hu mer keng Propositioune gemaach kritt. Duerfir fannen ech et haut e bësse schued, dass een da seet: Jo, mir si géint de Prinzip.

Wat ass de Prinzip vun engem Referendum?

(Interruption)

De Prinzip vun engem Referendum ass, dass d'Traditioun vum Referendum, kréien ech da gesot, zu Lëtzebuerg net do wier. Et si vill Saachen, déi zu Lëtzebuerg net do sinn. An ech kann Iech et soen, Här President, dass dat Éischt, wat ech ëmmer am Ministère gesot kritt hunn, war: „Här Bettel, et wor awer ëmmer esou."

(Hilarité)

Wann dat Politik ass, dass ee seet, „et wor ëmmer esou, duerfir dierf sech näischt änneren",

dann ass dat heiten net déi richteg Koalitioun! Jo, well dës Koalitioun sech engagéiert huet, dëst Land och ze moderniséieren. An d'Moderniséierung heescht och Participatioun vum Bierger bei Décisiounen. An hei dann ze soen, mir ginn an Otage geholl, an dann duerno mussen d'Leit fir eis décidéieren. Se hunn eis awer e Mandat ginn a mir sinn Deputéierten.

Hei si Froen, wou mer eis soen: Wéi e Lëtzebuerg wëlle mer muer?

An erlaabt mer kuerz, dass ech op déi dräi Froen - ech wollt am Ufank net op déi dräi Froen agoen, well haut wor fir mech de But jo, de Vote ze huelen, an dann, dass d'Campagne sollt ufänken, dass dann all Partei d'Méiglechkeet huet, an hirer Campagne ze soen, firwat se fir de Jo oder firwat se fir den Neen ass. Mä well jiddwereen zu deene Froe Positioun geholl huet, erlaabt mer, dass ech kuerz awer erklären, firwat een der Meenung ass als Regierung, dass et awer wichteg ass. Well et Méiglechkeete ginn.

An ech si perséinlech der Meenung, Här President, dass eng Chamber, eng Regierung, e politesche System do ass, fir engem Bierger Fakultéiten ze ginn. Engem d'Méiglechkeet ze ginn, dat heescht, dass en d'Recht kritt, eppes ze maachen. An net mir décidéieren, ob e Rechter soll hunn oder net, wann et Saache sinn, wou een individuell kann eng Entscheedung huelen.

Et gëllt keng Wahlflicht fir déi tëschent 16 an 18 Joer, et gëtt eng Wahlméiglechkeet. Mir soe jo net... An ech zitéieren hei och de President vun der CSJ, deen och seet, dass se fir den Droit de vote vun 18 op 16 Joer erof ass. Ech muss Iech éierlech gesot soen, dass ech vis-à-vis vun der ADRenalin - wa se nach esou heescht - a vis-à-vis vun der CSJ, wou jonk Leit sech engagéieren, fir Politik ze maachen, wou se Loscht hunn, fir sech fir eng aner Gesellschaft ze engagéieren, oder op jidde Fall fir déi Positiounen, un déi se gleewen, sech wëllen engagéieren, gesot kréien: Jo, mä mat 16 Joer hutt Der nach net déi Capacitéiten, déi Kompetenzen, dat Wëssen, fir kënnen ze wielen. Dat fannen ech traureg.

Ech wäert op jidde Fall an enger anerer Qualitéit, als President vun enger vun de Majoritéitsparteien, déi Proposition de loi, déi och den Deputéierten Eugène Berger gemaach huet, ënnerstëtzen. An déi Positioun, déi och de Marc Zanussi virdru geholl huet an eng Rëtsch vun Deputéierte scho geholl hunn, ënnerstëtzen, well ech mer einfach soen, dass mer hei jo de Leit eng Fakultéit ginn.

Et muss keen! Deen, deen net wëllt, muss net goen. Mä deen, dee wëllt, deen, dee wëllt un der Demokratie deelhuelen, deen, dee wëllt mat décidéiere kënnen, fannen ech et schued, wann ee géif duerno soen: Jee, mir sinn der Meenung, deen ass net amstand, dat ze maachen.

A ganz vill vun Iech heibannen hu selwer och a Jugendmouvementer ugefaangen. A wa se da géife gesot kréien, jo, mä, da misst ee sech d'Fro stellen, firwat een iwwerhaapt scho mat 16 Joer an ee Jugendmouvement kéint kommen. Well da kéint ee jo och soen, ab 18 Joer kanns de jo eréischt mat décidéieren, da misst de eréischt 18 Joer al sinn, fir kënne matzemaachen.

An ech muss Iech perséinlech soen, dass ech et do schued fannen - just als Erklärung, firwat mer als Koalitioun och der Meenung sinn, dass et wichteg ass -, engem eppes ze verbidden.

Da bei der Fro vum Auslännerwahlrecht. Ech nennen et net méi Auslännerwahlrecht. Ech kann et net méi héieren, dass déi ganzen Zäit vun „Auslännerwahlrecht" geschwat gëtt.

(Interruption)

Et ass en Awunnerwahlrecht, Här President. Et ass de Fait, dass een an engem Land wunnt. Et ass e Fait, dass een an engem Land Racinnen huet. Mä et gëtt e risegen Ennerscheed, an hei gëtt deen net gemaach, tëschent enger Naturalisatioun an engem e Recht ze ginn.

Dat eent ass eng Démarche, wou ech soen, a verschiddene Länner muss ech souguer meng Nationalitéit opginn, fir kënnen déi lëtzebuergesch ze huelen, fir da vun deem Recht och ze profitéieren, dat déi Nationalitéit mer bréngt.

An hei ass en anere Prinzip, andeem ee seet, wann s du eng Rëtsch vu Konditiounen erfëlls - a se sinn zimlech streng: Et muss een zéng Joer hei wunnen, et muss ee schonn eemol matgemaach hu bei Wahlen -, dass een dann d'Méiglechkeet kritt, kënnen ze soen: Okay, ech wier awer interesséiert, ech bezuele meng Steieren hei, ech participéieren zum Wuel vun deem Land, ech deele mäi Liewen hei, ech liewen hei, firwat kéint ech net d'Méiglechkeet kréien, fir kënnen nieft där Participatioun, déi ech all Dag maachen, och eng Participation politique ze hunn, all fënnef Joer, fir kënne bei de Wahle matzemaachen?

Ech wëll just soen, dass mer och als Land jo scho méi wäit ginn, wéi ganz vill aner Länner. Bei de Gemengewahle kann och scho jiddweree matmaachen. A bei den Europawahlen, bei Maastricht. Ech wëll net un den Débat, Här President, vun deemools erënneren, wéi d'Leit Angscht gemaach kritt hu bei Maastricht, wat dann elo op se duerkéim, wien nach Buergermeeschter a Schäffen an de Gemenge kéint bleiwen, mat där Invasioun, déi mer elo géife kréien. Ech wëll just drun erënneren. Dat ass net geschitt.

An am Fong, hei imposéiere mer och kengem eppes. An et ass net, fir dann iergendengem eppes ewechzehuelen. Hei gëtt jo gemaach, wéi wann een en Awunnerrecht géif schafen an am Fong deem aneren, deen elo d'Wahlrecht huet, eppes géif ewechhuelen. Dat ass och falsch, Här President, well am Fong maache mer do eng Fakultéit, fir dass deen, deen - ech soen et nach eng Kéier - eng Rëtsch vu Joren hei gelieft huet, och Rechter ka kréien.

An ech muss Iech soen, dass ech da gesot kréien: Mir mussen d'Naturalisatiounsgesetzer änneren. Also wann d'Katarina Witt haut Chamber TV gekuckt huet, wäert se ganz neidesch sinn iwwert der CSV hir Pirouetten. Dat wor impressionnant, Här President.

(Exclamations)

Ech ka mech erënneren... Jo, mä d'Katarina Witt huet ganz vill Pirouettë gemaach, Madame Arendt - Madame Arendt, ganz vill Pirouetten! -, an iwwert déi vun Ärer Partei haut, déi als progressistesch Partei gären aus dëser Chamber erausgeet, déi déi ass, déi seet: „Deen Délai ass ze laang an déi Konditioune sinn ze streng."

Ech wor deemools als Deputéierten hei am Haus, wou d'CSV bei all Mesure, déi komm ass, gesot huet: Et geet net wäit genuch, et muss méi streng sinn, et muss méi selektiv sinn, et muss méi schwéier sinn, mir mussen de Krunn zoudréien. Ech ka mech ganz gutt drun erënneren! An haut awer d'Bild ze ginn: Mir sinn déi, déi der Meenung sinn, et muss alles anescht gemaach ginn.

Tant mieux, wann haut dat d'Positioun vun der CSV ass! An deemools, muss ech soen, Här Wiseler, hat Der och net déi Roll, déi Der haut hutt an Ärer Partei. An ech si frou, wann Der dann d'Leit, op jidde Fall, an déi Richtung kritt hutt.

An nach eng Kéier: Erlaabt mer, Här President, déi jonk chrëschtlech-sozial Jugend ze zitéieren. Déi soe selwer: «La finalité du droit de vote pour étrangers, c'est la réduction d'un déficit démocratique qui ne cesse de croître.»

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kann dat mat zwou Hänn ënnerschreiwen!

An d'CSJ huet vollkomme recht, Här President, wa se hirer Mammepartei seet: „Jo, mir sollen dat dote maachen, well mir woren deemools schonn, 2007, als CSJ Membres fondateurs de la plate-forme «refresh democracy!»." Dat heescht, et kënnt net, et muss een net mengen, dass et e konservativen an net konservative Bord gëtt.

Ech wëll och hei drun erënneren, dass den LCGB op sengem Kongress eestëmmeg fir d'Auslännerwahlrecht, also fir d'Awunnerwahlrecht gestëmmt huet. Eestëmmeg!

Ech wëll drun erënneren, dass een da ganz oft jo mengt, dass een da muss déi méi Konservativ oder alles, wat dann éischter reliéis wier, dass do eppes dergéint wier. De Bëschof och huet en Appell gemaach, dass ee soll dat heiten ënnerstëtzen.

Dat rassuréiert vläicht elo net déi Lénk.

(Hilarité)

Mä ech wëll elo just awer soen, Här President, dass een hei net soll maachen, wéi wann et e méi konservative Bord géif ginn an e manner konservative Bord géif ginn. Hei geet et just drëms, d'Fro ze stellen, a wéi eng Richtung mer wëlle goen.

An ech hoffen, wéi gesot, d'Regierung, all Partei huet duerno hir Verantwortung ze iwwerhuelen. Dir wësst jo, dass dat heiten och kee Sondage ass. Well hei ass vu Sondagë geschwat ginn, wéi d'Leit deen een oder deen anere gutt fannen. Hei geet et drëms, dass de Bierger d'Méiglechkeet emol eng Kéier kritt an der Geschicht, ze soen: Jo, ech hätt gären, dass d'Land an dës Richtung geet, oder ech hätt gären d'Land an déi aner Richtung. Dat ass säi Choix.

An da kommen déi zéng Joer fir Minister. Et mengt een, et wier eppes ganz Neies. Et gëtt et schonn an anere Länner. Et gëtt vill driwwer diskutéiert. Ech fänken elo net un, ze zitéieren, wat da bei deem enge gesot gëtt, dass et duerno éischter eng Monarchie bis gëtt. Dat heescht, dass e Premier bal eng Monarchie ass, e Monarch ass. An dann, dass een op eng Kéier d'Distanz net méi hëlt vis-à-vis vu senger Aarbecht, mä dann ze vill Distanz hëlt, et cetera. Et gi ganz vill Argumenter.

Hei geet et just drëms, dass een der Meenung ass, no zéng Joer ass et wichteg, och e Changement ze hunn. Ech sinn elo net den Affekot vum Här Wilmes heibannen, dee sech jo freeë géif, wann déi Mesure séier a Kraaft géif trieden, wa seng Partei nees an d'Regierung géif kommen. Mä hei geet et drëms, dass een einfach an enger Demokratie och Changementer brauch.

Virdrun ass hei gesot ginn: „Jo, et hänkt of, wéi séier ee schafft." Mir hu verschidde Ministeren, déi woren 30 Joer an enger Regierung zu Lëtzebuerg. 30 Joer!

(Interruption)

Jo, si si gewielt ginn! Si sinn demokratesch gewielt ginn als Deputéierten, wëll ech nach eng Kéier soen, net als Minister, mä als Deputéierte gewielt ginn. An, ech mengen, no 30 Joer, also, wann ech... Ech hunn dëse Weekend mat engem Minister giess, e Premierminister am Ausland, an dunn hunn ech em gesot: „Weess de, mir hunn elo e Referendum zu Lëtzebuerg, do ass e Maximum vun zéng Joer an der Regierung." Du sot deen: „Bei eis, mengen ech, ass nach ni een, deen d'Halschent vun där Zäit gepackt huet!"

(Hilarité et interruption)

Dowéinst ass et, et ass kee Beispill, Här President, fir elo ze soen, wéi laang et bei deem engen oder wéi laang et bei deem anere geet. Mä et ass...

(Interruption)

An erlaabt mer am Fong nach eng Kéier deen Artikel, deen d'CSJ zitéiert, hei nach eng Kéier ze zitéieren, Här President, well et geet hei ëm „refresh democracy!". Dat heescht, d'Demokratie erfrëschen. An ech si perséinlech der Meenung, Här President, dass deen heite Referendum eng Méiglechkeet ass. An ech si frou, dass och eng Majoritéit fir dee Schrëtt awer ass, dass mer iwwerhaapt d'Leit kënne froen. Well déi Leit, déi haut Nee soen, sinn der Meenung, dass een iwwerhaapt d'Leit net soll froen.

Do sinn ech der Meenung, dass een awer éischtens sech soll freeën, dass mer déi Referendumsfroe stellen. An et soll net en „one-shot" sinn. Firwat net och an enger nächster Koalitioun sech soen, do sinn och nach Punkten. Et muss ee jo net d'Gefill hunn, dass, well et elo gemaach gëtt, et ni méi soll kommen. Mir brauchen elo net all sechs Méint wielen ze goen. Mä firwat net och an enger nächster Koalitioun sech nees verschidde Froe stellen, wou ee sech seet: Firwat soll een do och net e Referendum organiséieren?

Här President, et geet ëm eng nei Constitutioun fir eist Land. Et ass e grousse Moment fir Lëtzebuerg. Domat gëtt d'Zesummeliewen am Fong vun eisem Land nei definéiert. An et ass d'Geleeënheet, fir d'Fundamenter ze géisse vun enger moderner an zukunftsorientéierter Gesellschaft.

Mir wëllen dat zesumme maachen. Mir wëllen dat zesumme mat de Parteien, mat der Regierung, mam Parlament maachen, an do soll den Débat och an der Effentlechkeet stattfannen. A mir sollen dës Punkten och maache mat engem Optrag vum Vollek. Och dat, Här President, ass den Ufank vun engem Emdenken hei zu Lëtzebuerg.

Et ass richteg an et ass och wichteg, dass et an engem Land kritesch Stëmme ginn zu dëse Froen, déi am Kader vum Referendum gestallt ginn. Mir froen net, dass 100% vun de Leit mam Kapp wénken a soen, Dir hutt recht. Mir brauchen d'Diskussioun an der Effentlechkeet iwwer wat eist Zesummeliewe fir d'Zukunft och bestëmmt.

D'Regierung ass och ugetruede fir méi Demokratie bei den Décisiounsprozesser an am Dialog mam Bierger. A mir gesinn dat, mir hunn dat gesinn, wou eng Rëtsch vu Ministeren och duerch d'Land gaange sinn, fir verschidde Projete virzestellen. Dat ass alles dat, wat mer nennen „méi Demokratie, méi Transparenz", an duerfir steet och dës Regierung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An ech géif proposéieren, dass mer elo iwwert d'Proposition de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6738 et dispense du second vote constitutionnel

Déi, déi dermat d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dräimol Jo, Här President!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Bréngt mech elo net duerjerneen! An déi, déi net dermat d'accord sinn, stëmme mat Neen. D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Vote par procuration. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Et hunn 58 Deputéierten direkt oder indirekt drun deelgeholl. Et waren der awer 59 präsent. 34-mol Jo, 24-mol Neen. Also ass d'Proposition de loi ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la proposition de loi 6738 est adoptée par 34 voix pour et 26 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 6600, an et geet dobäi ëm de Vëlospisteréseau. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché, huet direkt d'Wuert.

15. 6600 - Projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Ech si sécher, e Referendum iwwer besser Vëlospiste géife mer direkt gewannen. D'Fro gëtt awer net gestallt.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der wësst,...

(Interruption)

...soll den net motoriséierte Verkéier bis zum Joer 2020 e Véierel vun alle Bewegungen am Land ausmaachen. Dat ass op alle Fall d'Zil, wat mir eis virun e puer Joer am Kader vum Mobilitéitskonzept MoDu gesat hunn.

Wa mer dëst Zil wierklech wëllen erreechen, musse mer Gas ginn, net am Auto, mä an der Aarbecht. Mir sinn nach wäit dovun ewech.

Nodeems viru 16 Joer en éischt Vëlospistegesetz a Kraaft getrueden ass, geet et haut net duer, un deem Gesetz erëmzepléischteren. Aus deem Grond huet de fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler mat dësem Projet de loi méi e couragéierte Wee ageschloen, mam iwwergräifenden Zil, e Paradigmewiessel an der Mobilitéitspolitik anzelauden. Dat heescht, d'Roll vum Vëlo opzewäerten an eben de Vëlo net méi prioritär an de Beräicher Fräizäit, Tourismus oder Sport unzesiedelen. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt de Vëlo als gläichberechtegt Verkéiersmëttel unerkannt a soll am deegleche Beruffstrafic zum Asaz kommen, grad wéi fir vill aner alldeeglech Bewegungen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee weess, datt 40% vun den Trajeten, déi an eisem Land zréckgeluecht ginn, manner wéi dräi Kilometer hunn, an datt 13% vun deenen Trajeten nëmmen um Vëlo oder ze Fouss stattfannen, da kënnt een natierlech zur Konklusioun, datt am Vëlostrafic nach e grousst Potenzial stécht. Natierlech muss et mobiliséiert ginn. Duerfir musse mer d'Konditiounen erfëllen.

Dat bedeit éischtens, datt souwuel d'Sécherheet wéi och d'Offer an awer och d'Qualitéit vun de Vëlosweeër verbessert musse ginn.

An zweetens, datt d'Vëlosnetz méi kohärent muss ginn, fir ze verhënneren, datt een ebe mam Vëlo iergendwou an der Pampa stoe bleift oder op enger geféierlecher Kräizung an net méi weess, wou de Wee weidergeet.

Et si grad déi Facteuren, déi entscheedend sinn, fir datt méi Leit op de Vëlo klammen. An et sinn och déi Moossnamen, déi d'Leit sech dobaussen um Terrain erwaarden, fir ebe just méi oft op de Vëlo ze klammen.

Ech verweisen an deem Kontext op eng Enquête, déi kierzlech am Optrag vum Nohaltegkeetsministère realiséiert ginn ass an déi genee zu där doter Konklusioun koum. Esou vill zum generelle Kader vun dësem Projet de loi.

Ausgeschafft gouf e vum Groupe interministériel „Mobilité douce", ënnert der Leedung vum Verkéiersbond, zesumme mat zéng weideren Akteuren, vun deenen ech besonnesch d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ wéilt erwähnen, déi säit Jorzéngten en haarde Match féiert, en onermiddleche Kampf fir d'Promotioun vum Vëlo, oft géint Wandmille kämpft an eise Respekt verdéngt.

Ech kéim dann zum konkreten Deel, an zwar zu den Aarbechten, déi nom Dépôt vum Gesetz stattfonnt hunn.

Nodeems de Projet, wéi gesot, vum Här Wiseler déposéiert gi war - den 30. Juli 2013 -, ass en nom Regierungswiessel vum neien Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch iwwerschafft an ausgebaut ginn. An deem Kontext ass d'Zuel vun den Itinérairë vu ganzer 28, déi urspréngléch virgesi waren, op 41 eropgesat ginn, wat et erlaabt huet, zousätzlech 110 Kilometer auszeweisen.

Dem Minister - an dat wéilt ech betounen - ass et dobäi geziilt drëms gaangen, déi dräi grouss Entwécklungspôlë vum Land méi vëlosfrëndlech ze gestalten an de Vëlo grad do, wou vill Aarbechtsplaze wäerten entstoen, an d'Alldagsmobilitéit anzeplangen a vun Ufank un ze integréieren.

Fir de Süden ass dat d'Regioun ronderëm de Site Belval, d'Nonnewisen an de Lallenger Lycée, mat enger Verbindung a Richtung Frankräich. Am Zentrum ass et éischtens eng transversal Ost-West-Verbindung vun der Coque iwwert d'Rout Bréck bis op Märel hin, an zweetens eng Nord-Süd-Verbindung vun der Aktivitéitszon Houwald iwwert d'Stater Gare bis hin an d'Uewerstad an de Stater Park. A schliisslech am Norde fir d'Nordstad eng zentral Achs, déi vun Ettelbréck bis Dikrech-Gare a Campus Merten verleeft.

Alles an allem wäert d'Längt vum aktuelle Vëlosréseau, dee bei 600 Kilometer an eppes driwwer läit, méi wéi verduebelt ginn an eng Längt vun etwa 1.400 Kilometer erreechen. D'Lokalisatioun an de Verlaf vun den 41 Itinérairë fannt Dir a mengem schréftleche Rapport grad wéi och op der Kartografie hannen op der leschter Säit.

Well d'Detailplanung nach net ganz ofgeschloss ass, ass et och schwéier, de Moment ganz prezis Kilometerzuelen ze nennen oder ebe prezis Streckeféierungen unzeginn. Dat wäert an Zukunft awer méiglech sinn. Woubäi ech wéilt betounen, datt d'Kritäre fir d'Ausweise vun engem Vëloswee an Zukunft méi flexibel wäerte ginn, fir op déi Manéier eben e Maximum vu Weeër erauszeschloen, souwuel national wéi kommunal.

Domat sinn ech bei de Gemengen, déi an dësem Gesetzesprojet eng grouss Roll spillen. Iwwert dëse Projet de loi ginn d'Gemengen encouragéiert, hir lokal Vëlosweeër un den nationale Réseau unzebannen, fir op déi Manéier méi Kohärenz an de Réseau ze brëngen. Fir eng deementspriechend Investitioun kann eng Gemeng mat enger Subventioun vum Stat vu bis zu 30% vum Total rechnen, woubäi d'Cellule mobilité douce vum Ministère de Gemengen och nach berodend zur Säit wäert stoen.

Dernieft bleiwen d'Gemenge weiderhin zoustänneg fir den deeglechen Ënnerhalt vun de Weeër, déi op hirem Terrain leien, während de Stat sämtlech Infrastrukturaarbechten an déi direktionell Beschëlderung vun de Vëlosweeër iwwerhëlt, vun all Wee, deen am Gesetz ausgewisen ass. Den nationale Réseau ass esou ausgeriicht, datt d'Bëschweeër, d'Feldweeër an d'Gemengeweeër an de Réseau kënnen integréiert ginn, well déi Approche vill Opwand a Geld spuert. Dat heescht, et ginn net nëmmen nei Weeër gebaut, mä dat, wat do ass, gëtt esou wäit wéi méiglech profitéiert.

Fir d'Sécherheet ze erhéijen, an dat ass wichteg, sollen d'Vëlosweeër op groussen Achse generell vum Autostrafic getrennt ginn. An där Logik mussen op geféierlechen Nationalstrossen a CRe speziell Iwwerquerunge fir de Vëlo entstoen.

D'Geféierlechkeet vun enger Strooss gëtt dee Moment op Basis vun der Visibilitéit, der Vitesse an der Densitéit vum Verkéier gemooss, woubäi d'Zuel vu 5.000 Véhiculen am Dag als Moosssstaf festgehale ginn ass. Dernieft wäert et och weiderhi méiglech sinn, gemeinsam Tronçone fir de Vëlo an aner Verkéiersmëttel respektiv de Foussgänger auszeweisen. D'Modalitéiten an déi technesch Charakteristike vun den Infrastrukture ginn iwwer e Règlement grand-ducal definéiert.

Ech kéim dann zu deene verschiddenen Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakomm sinn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés datéiert vum 12. November 2013, dee vun der Chambre de Commerce vum 22. November 2013, dee vun der Chambre des Métiers vum 23. Januar 2014. Déi dräi Beruffskummere stoungen dësem Projet de loi generell ganz positiv vis-à-vis, woubäi ënner anerem och de gesondheetleche Benefiss vum Vëlofueren als positive Facteur op d'Santé publique ervirgehuewe ginn ass.

De Statsrot war, wéi gewinnt, méi kritesch, fir net ze soe péngelech. Säin éischten Avis datéiert vum 12. November 2013, säin éischten Avis complémentaire ass vum 7. Oktober 2014 a säin zweeten Avis complémentaire vum 19. Dezember 2014.

Well ech net op all Punkte kann agoen, déi am Kontext vum Avis vum Statsrot zur Diskussioun stoungen, wéilt ech just déi wichtegst ervirhiewen.

Den éischte Punkt betrëfft den Intitulé vum Gesetz, dee schonn direkt fir Diskussioun gesuergt huet. Urspréinglech ass rieds gaange vum «Réseau national de pistes cyclables». Dat huet dem Statsrot net gefall. De Statsrot huet drop higewisen, dass den Term «pistes cyclables» schonn haut zur Konfusioun géif féieren, well en am Sproochgebrauch eng aner Bedeitung huet wéi am Code de la Route a wéi an den internationale Reglementatiounen.

Fir deem Rechnung ze droen, ass am Intitulé dee méi neutralen Ausdrock «Réseau cyclable national» respektiv «Réseau cyclable communal» festgehale ginn, während an den Artikele vum Gesetzestext den Numm „Itinéraire" benotzt wäert ginn. Dat heescht, «pistes cyclables» ass net méi am Gebrauch, offiziell. Wat awer keen drun hënnere soll, weiderhi vun „Vëlospisten" ze schwätzen.

De Statsrot war dernieft der Meenung, datt et net ubruecht wär, d'Promotioun vun der Mobilité douce am Titel ze erwähnen, well dëst virun allem eng Kompetenz vun de Gemenge wär. D'Kommissioun huet där Kritik Rechnung gedroen, huet awer bedauert, datt dem Titel domat eng gewëss Symbolik verluer gaangen ass.

En zweeten, vill diskutéierte Punkt waren d'Besëtzverhältnisser vun den Terrainen, iwwert déi e Vëloswee leeft. Hei huet sech d'Fro gestallt, ob et sech ëm eng Expropriatioun mat Recht op Entschiedegung géif handelen am Fall, wou de Stat eng Vëlosinfrastruktur op enger privater Propriétéit realiséiert.

Engem Uerteel vum Verfassungsgeriicht no ass dat prinzipiell de Fall bei allen Infrastrukturen, déi de Stat op Basis vun engem Gesetz fir ëffentlech Zwecker baut. Allerdéngs hunn d'Vertrieder vum Ministère eis versécher, datt dee Problem sech an der Realitéit net stellt, well de Stat am Besëtz ass vun den Terrainen, déi virgesi sinn, fir eng Vëlospist drop ze bauen. Fir déijéineg, déi nach a Privathand sinn, lafen d'Verhandlungen am Hibléck op de Kaf oder den Tosch vun deenen eenzelne Parzellen.

Wat dann de Gemengesecteur ugeet, esou besteet hei keng legal Basis, déi et géif erlaben, de Bau vun engem Vëloswee als Utilité publique unzëerkennen. Aus deem Grond falen an dësem Gesetzesprojet just déi staatlech Vëlosweeër an awer och d'Konnexioun vu kommunale Vëlosweeër un den nationale Réseau ënnert d'Bestëmmung vum ëffentlechen Notzen.

Eng Dispositioun, déi wéinst enger Opposition formelle vum Statsrot net konnt zréckbehale ginn, war déi...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Am Moment huet just d'Rapportrice d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President.

Eng Dispositioun, déi wéinst enger Opposition formelle vum Statsrot net konnt zréckbehale ginn, war déi, d'Gemengen ze encouragéieren, hir sougenannten „points d'intérêt majeur" un d'Vëlosnetz unzebannen. Dat hätt bedeit, datt zum Beispill Garen, Schoulen, Sportinfrastrukturen, touristesch Attraktiounen oder Aktivitéitszonen, grouss Geschäftsflächen an esou weider als Points d'intérêt majeur unerkannt gi wären.

Well et net méiglech ass, prezis Kritären ze definéiere fir esou Sitten, an d'Aschätzung vun der Wichtegkeet vun deene Sitten exklusiv an der Hand vun de Gemenge läit, huet d'Kommissioun décidéiert, dës Dispositioun erëm aus dem Text ze sträichen. Wat awer och hei net verhënnert, datt d'Gemengen dës sënnvoll Moossnam trotzdeem realiséieren an hir Schoulen a Sportshalen un de Vëlosréseau ubannen. Ech denke schonn, datt de Ministère deem positiv vis-à-vis steet.

Weider Detailer zu den Aarbechten an der Kommissioun fannt Dir am Commentaire des articles, deen eng ganz Rei Säiten a mengem schréftleche Rapport fëllt.

Zum Schluss wéilt ech de Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun e grousse Merci soe fir hir konstruktiv a sachlech Mataarbecht - et sinn och nach Amendementer ugeholl gi vun zwee Memberen, dem Här Engel an dem Här Hahn -, grad ewéi och der Madame Rachel Moris, eiser Sekretärin, déi eis ëmmer kompetent zur Säit steet. Merci dann awer och de Mataarbechter an de Mataarbechterinne vum Nohaltegkeetsministère an de Ponts et Chaussées. A besonnesch awer och dem Här Christophe Reuter, deen an dësem Dossier eng ganz grouss Verantwortung iwwerholl huet an eis Aarbecht vun Ufank u kompetent begleet huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems d'Nohaltegkeetskommissioun mech de 25. Juni 2014 als Rapportrice genannt huet, huet se mäi Rapport de 4. Februar 2015 eestëmmeg ugeholl. Haut hat ech d'Freed, dee laang erwaarte Gesetzesprojet virzestellen. An ech wär frou, wann net nëmmen déi gréng e géife stëmmen, mä Dir alleguer. Nëmmen da wäert et méiglech sinn,...

Une voix.- Dorun zweifelen ech awer!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...engem fréieren Transportminister definitiv ze beweisen, datt et an eisem Land weder ze vill hiwweleg ass nach datt et an eisem Land ze vill reent, fir mam Vëlo ze fueren.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Rapportrice.

Éischten ageschriwwene Riedner, dee scho prett ass, ass den Här Aly Kaes.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ee vun eisen disziplinéiertsten Deputéierten.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ah! Hutt Der dat héieren!

(Hilarité)

Merci, Här President, fir déi léif Wierder. Dir hutt lech domadder e bësse revanchéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt natierlech fir d'Éischt der Rapportrice an der Presidentin vun der Kommissioun Merci soe fir deen detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll dann awer och d'Geleeënheet notzen, fir am Numm vun der CSV der Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, déi jo awer nu wierklech an deene leschte Joren och ganz vehement fir den Ausbau vun de Vëlospiste sech engagéiert huet, och fir hiren Engagement ze félicitéieren. An an der Zukunft solle se selbstverständlech deen Engagement weiderféieren.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, d'Vëlofuere gëtt ëmmer méi beléift. Wann ee bei eis och u sech nach net vill Leit gesäit, déi mam Vëlo op d'Aarbecht fueren, wéi dat an Holland, an Dänemark oder a villen däitsche Stied de Fall ass, jo, esou ass de Vëlo dach awer e populäert Sports- a Fräizäitmëttel hei am Land ginn, dat u sech vu ville Leit benotzt gëtt, fir sech fit ze halen. An et ass och eng gutt Geleeënheet, fir op eisen elo scho bestehende Vëlospisten, déi an eenzelne Regioune méi dacks do si wéi an aneren, dach awer och als Famill e flotten Tour an d'Natur ze maachen.

Déi bestehend Vëlospiste sinn awer net nëmmen attraktiv fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, si stellen och eng touristesch Attraktioun duer fir d'Leit, déi aus de Grenzgebidder kommen, mä och besonnesch fir déi Leit, déi an eist Land, déi hei op Lëtzebuerg an d'Vakanz kommen an d'Schéinheeten ebe vun eisem Land mam Vëlo wëlle kenneléieren. Déi éischt Vëlospiste sinn iwwregens vum Ministère du Tourisme finanzéiert ginn. Duerno si se deels vum Tourismusministère an deels vun den Travaux publics bezuelt ginn.

Wat d'Vëlofueren, fir op d'Aarbecht an d'Schoul oder akafen ze goen, ugeet, feelt et nach ëmmer un deenen néidegen oder u villen néidegen Infrastrukturen. Duerfir diskutéiere mer haut iwwer e Projet, mat deem d'Netz, dat scho besteet, ausgebaut gëtt a souwuel déi lokal wéi och déi regional Pisten an den nationale Réseau ageglidd ert ginn, fir domadder e kohärent Vëlosnetz hei am Land ze schafen.

Mat der Expansioun vun de Vëlospiste kréie mer also e komplett Vëlosnetz, dat duerch d'ganzt Land féiert. Esou kann ee mam Vëlo oder och ze Fouss déi schéinste Plazen an eisem Land erreechen. Dat setzt natierlech eng gutt Zesummenaarbecht tëschent alle concernéierte Parteie viraus. Wann alles gutt openeen ofgestëmmt ass, muss et méiglech sinn, och grad touristescht Kapital aus dëser Initiativ ze zéien.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn net nëmmen interessant Strecken a puncto Vëlotour, déi da geschafe ginn, si hunn och e volleksverbannende Charakter. Europa gëtt net nëmmen duerch seng gemeinsam Währung, Agrar- oder Sécherheetspolitik gebaut, Europa gëtt besonnesch duerch de Kontakt vun de Mënschen aus deenen eenzelne Länner gebaut. Grenziwwerschreidend Vëlospiste sinn duerfir sécher e flott Mëttel, heizou e Bäitrag ze leeschten.

Dëse Gesetzesprojet féiert net nëmmen zu engem kohärente Vëlosnetz hei am Land, mä erméiglecht och e gudden Uschloss, eng gutt Ubannung un eis dräi Nopeschlänner Däitschland, Frankräich an d'Belsch. Als positive finanziellen Nieweneffekt kann een nach soen, datt grenziwwerschreidend Vëlospisten och nach ganz kloer d'Ënnerstëtzung vu Bréissel kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Rapportrice huet schonns déi wichtegst Bemierkungen zu dësem Gesetzesprojet virgedroen. Erlaabt mer trotzdeem nach eng Kéier op e puer Punkten anzegoen.

D'Verbindungen an d'Stied an an d'Uertschafte si vill ze laang net genuch ausgebaut ginn. An och den ëffentlechen Transport an eis Garen a Kombinatioun mam Vëlo wore bis elo ganz schlecht équipéiert. Mä fir en nationaalt a globaalt - fir en nationaalt a globaalt - Vëlosnetz ze entwéckelen, muss ee souwuel d'Garë wéi och d'Zentre vun de Lokalitéite ganz kloer mat abannen. De Réseau muss och an den Uertschafte fonctionnéieren, wann een net wëllt, datt de Vëlo just eben en Tourismus- oder Fräizäitsportmëttel ass.

Wéi am Gesetzesprojet geschriwwen ass, ass de Vëlo mëttlerweil e ganz wichtegt Transportmëttel. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt a puncto Tracéféierung och eng ganz Rei vun neien Elementer ëmgesat ginn, wat dëse Gesetzesprojet jo och virgesäit.

Bon, als Gemengepapp interesséiere mech natierlech och d'Dispositiounen iwwert d'Gestioun vun de Vëlospisten. Hei gesäit de Gesetzesprojet vir, datt de Stat d'Piste baut, mä datt u sech d'Gemenge se sollen ënnerhalen. Dat heescht also, all Gemeng muss deen Deel ënnerhalen, deen op hirem Gemengenterrain läit. Ech kann also nëmmen hoffen, datt alleguerten d'Gemenge mat deem néidege Flichtbewosstsäin un dës Aufgab eruginn an esou garantéieren, datt dat ganzt Vëlospistennetz an engem impeccabelen Zoustand ass.

D'baulech Reparature gi selbstverständlech vun der Bauverwaltung duerchgefouert. Deementspriechend sinn dann och d'Responsabilitéite verdeelt. Geschitt en Accident, zum Beispill duerch Erëmleien op der Pist vun Ascht oder Steng oder sinn Hecken net geschnidden oder aner Saachen, dann ass dat ganz kloer an der Responsabilitéit vun der Gemeng. Ass awer e Lach an dem Vëloswee oder gëtt et aner baulech Mängel, dann ass dat natierlech kloer d'Responsabilitéit vum Stat.

De Bau vun esou engem Vëlosnetz hei zu Lëtzebuerg ass u sech och noutwendeg, fir datt een deene Leit, déi, jo, déi sech mam Vëlo déplacéieren - an et ass schonn och virdru gesot ginn -, méi eng grouss Sécherheet ka ginn. Mam zouhuelende Verkéier ass et eng Tatsaach, datt de Vëlosfuerer respektiv de Foussgänger am schlechtsten ewechkënnt. Duerfir ass et noutwendeg, datt mer e kohärent Vëlosnetz bauen, wou déijéineg, déi sech mam Vëlo an ze Fouss déplacéieren, dat an aller Sécherheet kënne maachen, ouni dauernd an der Gefor vun den Autoen an de Motorrieder ze sinn.

Hei muss een natierlech och soen, datt mer haut an där enger oder anerer Stad, fir net méi prezis ze ginn, eng Rei Vëlospisten hunn, déi awer nu wierklech net den Numm „Vëlospist"verdéngen, well dach awer duerch hir Tracéféierung och permanent d'Vëlosfuerer enorme Geforen ausgesat sinn. Wa mer also d'Mobilité douce wëlle förderen an eescht huelen, da musse mer eist Vëlosnetz an allen Hisiichten attraktiv a sécher gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner Remarque wollt ech iwwert d'Emwelt-

moossname virbréngen. Et ass einfach noutwendeg ze soen, datt, wann een déi Vëlospiste schaaft an dozou bäidroe wëllt, jo, datt d'Mënsche sech méi an der Natur bewege kënnen, ee leider feststelle muss, datt eng ganz Rei Projete vum Ëmweltministère an der Ëmweltverwaltung erschwéiert, jo souguer verhënnert ginn. Jo, d'Fauna an d'Flora sollen a musse geschützt ginn, dat an deenen néidege Proportiounen. Et kann een awer alles iwwerdreiwen.

Bon, als Beispill wëll ech Iech u sech dee geplangte Vëloswee, de PC 23 vu Gilsdref op Veianen zitéieren. Bon, eng wonnerschéin idyllesch Streck op der fréierer Eisebunn, dem Benny sengem Tracé. De Benny ass zu Fueren duerch en 150 Meter laangen Tunnel gefuer. De lokale Syndicat d'initiative an d'Gemeng Tandel wiere frou, wann an der Zukunft d'Vëloen an d'Foussgänger dësen Tunnel och kéinten notzen. Et wier ganz sécher och eng weider touristesch Attraktiouun, ouni och op d'Sécherheet vun de Vëloen op där dach vill befuerener Kräizung, op d'Sécherheet vun de Foussgänger an de Vëloen do anzegoen.

Nun, zwou Fliedermais, déi do gesi gi sinn, hu laang Zäit dës Benotzung vun deem Tunnel a Fro gestallt. Fir mech, Dir Dammen an Dir Häre, einfach disproportionéiert. Mir hunn näischt, ech betounen, mir hunn an eiser Gemeng wierklech näischt géint Fliedermais, am Géigendeel!

(Brouhaha)

Une voix.- Aah!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Zu Baastenduerf am Tuerm vun der Kierch - a lauschtert gutt! - heegen a fleege mer méi wéi 600 där Déieren! Et solle souguer ganz selte Rasse sinn. An eng vun de Rassen huet anscheinend an der Kierch do déi gréisste Populatioun hei am Land.

(Brouhaha)

Här Minister,...

(Brouhaha)

Här Minister, ech wollt Iech hei nach eng Kéier froen, ob deen Dossier dann elo wierklech deblockéiert ass, wéi Der mer dat viru Kuerzem eng Kéier gesot hutt. Also, ech muss Iech éierlech soen, ech kann et nach ëmmer net esou richteg gleewen, mä ech sinn iwwerzeegt, Dir wäert herno...

(Interruption par M. François Bausch)

Dir wäert herno nach eng Kéier dorop agoen an da vläicht dat, wat Der mer gesot hutt, nach eng Kéier hei op der Chamberstribün confirméieren.

Ech géif mer op jidde Fall wënschen, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi ronn 1.400 km Vëlospisten, déi an deenen nächste Jore solle gebaut ginn, oder bis op 1.400 km Vëlospiste gebaut ginn, ënnert dem Respekt vun der Natur a vun den natierleche Ressourcë geschitt.

Da misst een awer och tëschent dem Bauteministère an dem Ëmweltministère e Modus Vivendi fannen, fir eng Infrastruktur ze schafen, déi en Niewenteneen a Mateneen tëschent Mënsch an Déier respektiv Natur erméiglecht. Eng Léisung muss ëmmer ze fanne sinn, déi déi zwou Säiten zefriddestellt, soudatt mer, jo, datt mer net nëmmen um Plang déi 1.400 km Vëlospisten hei am Land stoen hunn, mä datt mer se lues a lues och an d'Praxis kënnen ëmsetzen.

Dëse Gesetzesprojet, Dir Dammen an Dir Häre, wäert villen Touristen a ville Lëtzebuerger Fräizäitsportler méi eng flott Infrastruktur an Ofwiesslung a puncto Vëlospiste brëngen. Si kënnen hire Lieblingssport ënner bessere Konditiounen ausüben. Vläicht wäerten dann nach vill méi Leit Spaass um Vëlo kréien an domadder eppes fir hir Gesondheet maachen.

(Coups de cloche de la présidence)

A wie weess, vläicht denke mer ëm a vill notzen an der Zukunft de Vëlo fir op d'Schaff. Sollt dat geschéien, jo, dann hu mer wierklech eppes geschafft.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, aus all deem, wat ech eben elo hei virgedroen hunn, ginn ech selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktiouun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéilt ech der Présidente-rapportrice e grousse Merci soe fir hir exzellent schréftlech a mëndlech Rapporten.

Haut stëmme mer iwwert d'Extensioun vum bestehenden nationale Vëlosréseau of, dat mat dem éischte Gesetz vum 6. Juli 1999 iwwer 950 km sengerzäit vum deemolege Bauteminister Robert Goebbels initiéiert gouf. Dovunner sinn der bis haut 600 km gebaut ginn an et kommen der elo nach eng Kéier 1.100 km derbäi.

Ech wëll och hei am Kader vun eisen Aarbechten an der Kommissioun déi gutt Initiativ vun eisen zwee Kolleege Georges Engel a Max Hahn ervirhiewen, déi extra Amendementer abruecht hunn, duerch déi dann am Ganze mer elo vun 38 op 41 Vëlospiste kommen. An ech fannen, dass dat eng gutt parlamentaresch Aarbecht ass.

Ech wëll awer nach e puer aner Zuelen nennen, déi och schonn deelweis genannt gi sinn, a se nach eng Kéier kuerz rappeléieren.

Den Objektiv vum MoDu, MoDu-Konzept ass, dass bis zum Joer 2020 25% vun alle Verkéiersbewegungen hei am Land ze Fouss oder mam Vëlo realiséiert ginn. Wat déi restlech 75% vun de motoriséierten oder spéider och elektreschen Déplacementer uginn, esou sollen déi sech zu 25% op den ëffentlechen Transport an zu 75% op den Individualverkéier opdeelen, wat global gesinn heescht, dass 19% sech op den ëffentlechen Transport - Zuch, Tram a Bus - verdeelen a 56% op den Individualverkéier, also d'Autoen an d'Motoen.

Am Moment weist d'Mobilité douce, also mam Vëlo oder ze Fouss, awer just en Taux vun 13% op. An och, wéi scho gesot ginn ass, 40% vun den Trajete sinn ënnert dräi Kilometer laang. An do ass effektiv dann elo, wéi hei mam Projet de loi, de Vëlo gefuerdert. Wann een dovun ausgoe kann, dass en Trajet vu bis zu 750 m op d'Aarbecht oder soss enzwousch sech gutt ze Fouss maache léisst, esou ass doriwwer eraus de Vëlo bis zu dräi Kilometer wierklech dat ideaalt Transportmëttel, wann d'Konditiounen dozou stëmmen. Dozou spéider méi.

An d'Haaptkonditioun, déi et fir eis als LSAP ze erfëlle gëllt, ass, d'Sécuritéit vum Vëlosfuerer ze garantéieren, esou wéi mäi Virriedner, den Aly Kaes, dat och scho gesot huet. An dat geet am beschten, wann een net oder esou mann ewéi méiglech a Konflikt mam Autosverkéier kënnt. Dat geet am beschten, wann de Vëlo en site propre, oder anescht op Franséisch en site protégé op getrennte Vëlospiste fuere kann, dat souwuel iwwer Land wéi och an d'Stied eran.

Woubäi de geuerdnete Wee an d'Agglomeratiounen zu de Konnexioune vu Stied an Dierfer besonnesch suergfalteg ze plangen ass, wéi zum Beispill duerch Zon-30-Beräicher. An hei si mer zefridden, dass de Minister François Bausch och zouginn huet, dass d'Zon 30 net, wéi bis elo, nëmme méi op Gemengestroosse méiglech ass, mä an Zukunft och op Statsstroossen, Chemins repris, CRen, an d'Lokalitéiten era méiglech ass.

E wichtege Punkt ass dat fir eis, well wann e CR queesch duerch eng Uertschaft féiert, ass fir den Autosfuerer net ze verstoen, dass hei zum Beispill zwou verschidde Vitessen an engem bestëmmte Quartier gëllen.

De Wëlle vun der Regierung, fir d'Vëlofueren ze promouvéieren, gëtt ënner anerem och doduerch ënnerstrach, dass déi elo 41 Vëlospisten als Utilité publique deklaréiert ginn. Wann zukünfteg also e Propriétaire vun engem Terrain, no Verhandlungen, net domadder d'accord ass, fir säi Grond fir eng Vëlospist ze verlounen oder ze verkafen, da gëtt domadder d'Prozedur fir d'Expropriatioun an d'Weeër geleet.

Zum Stéchwuert vu getrennte Vëlospisten um Site protégé wëll ech un dat exemplarescht Beispill vu Kopenhagen erënneren, wou vill Vëlospisten an der Stad selwer tëschent Strooss an Trottoir hir eege Pist hunn, also an der Mëtt dovunner, déi mat enger Bordure jeeweils getrennt ass a wou duerch e puer Zentimeter Héichtenënnerscheed déi dräi Beräicher ënnerenee getrennt ginn.

Dat kann ee ganz gutt gesinn op där Foto, déi ech erausgeholl hunn aus dem Projet vum Règlement grand-ducal zu dësem Projet de loi, wou ee gesäit, dass do effektiv getrennte Sitte sinn, déi och nach e klengen Héichtenënnerscheed hunn, fir dass jiddwereen och weess, op wat fir enger Säit en do ka goen. Dat gëtt genannt mat dem sougenannten „Copenhagen Lane".

(M. Roger Negri montre ladite photo à la Chambre des Députés.)

Dass als Modell oft Kopenhagen zitéiert gëtt, huet ganz vill mat der jorelaanger exemplarescher Planungsaarbecht vum Urbanist Jan Gehl ze dinn. De Jan Gehl ass haut 77 Joer jonk a säit e puer Joer schonn ee vun deene meeschte gefroten, sollicitéiertsten Urbaniste weltwäit. Hien ass et nämlech, deen haaptsächlech derfir verantwortlech ass, dass Kopenhagen an net allze laanger Zäit zu deem ginn ass, wat et haut ass, nämlech eng vun deene liewenswäerteste Stied weltwäit. An diversen internationale Klassementer vun de Wuelfill-Stied, vum Bien-être, Här Oberweis, placéiert sech Kopenhagen regelméisseg ënnert deenen dräi Éischten.

Fakt ass, wéi de Jan Gehl et och ëmmer erëm ënnersträicht, dass an deene véier Jorzéngten, wou dorunner geschafft ginn ass, déi den Embau méi oder wéineger am Ganze gedauert huet, d'Awunner vun der dänescher Haaptstad dësen ëmmer erëm gespuert hunn, duerch d'Chantieren, gespaarte Stroossen, Verkéiersëmleedungen an esou weider, mä et huet een awer ni d'Stad doduerch souzesoe lahmgeluecht, well den Embau permanent a konsequent war an d'Leit och den Notzen, de Méi u Liewensqualitéit ëmmer erëm konkret virgefouert kruten.

D'Beispill Kopenhagen mat sengem Ëmland weist, dass et net nëmmen duergeet, vun de Leit ze verlaangen, einfach op de Vëlo ëmzeklammen; et muss ee fir d'Éischt déi néideg Infrastrukturen dozou schafen. Et muss een d'Bierger vun der Saach, vum Méiwäert vun der Saach iwwerzeegen.

Eng Mentalitéit ze änneren, ass, wann dat iwwerhaapt geet, nëmme ganz schwéier méiglech. A maache mer eis näischt vir: D'Lëtzebuerger Mentalitéit a Saachen Transport ass eng - fir et salopp emol auszedrécken - „Autosmentalitéit"! Vun engem Dag op deen anere gi mer also net zu enger Vëlosnatioun. An dat ass jo och net de But. Schonn eleng aus topografescher Siicht ass dat hei net méiglech. Ech mengen, dat wësse mer alleguer. Et kann een also deemno och net alles matenee vergläichen.

A Saache Mobilité douce ass an eisen zwou gréisste Stied hei am Land, zu Lëtzebuerg an zu Esch, an deene leschte Joren an där Hisiicht scho ganz vill geschitt, fir de Vëlo an de Foussgänger weider ze promouvéieren. De Verleihsystem vum vel'oh! ass e volle Succès. De Bewäis ass, dass d'Zuel vun de Vëlosfuerer ëmmer méi zouhëlt. E Succès sonner Zweifel.

Net vergiesse sollt een dann och, dass an all Zuch ee säi Vëlo gratis mat transportéieren däerf.

Mat dësem Projet de loi gi mer eis deemno d'Méiglechkeet, e Paradigmewiessel a Saache Mobilitéit anzeleeden, vum Vëlo just fir de Spaass oder fir an der Fräizäit hin op de Vëlo als praktescht, alldeeglecht Fortbewegungsmëttel. Wat elo net heescht, dass jiddwereen hei zu Lëtzebuerg ëmmer alles soll mam Vëlo maachen. Zumindest kuerz- a mëttelfristeg, vläicht och souguer op laang Siicht ass esou eng Iddi total onrealistesch.

Realistesch ass awer, esou wéi et och am Rapport zum Projet de loi duergeluecht ass, Madame Rapportrice, fir déi infrastrukturell Basis ze leeën an d'Leit esou dozou ze animéieren, virun allem bei deene kuerzen Distanze méi op de Vëlo zréckzegräifen. A besonnesch am Beräich vun de kuerzen Trajeten, bis zu dräi Kilometer, besteet wierklech en enormt Potenzial, fir d'Notzung vum Vëlo ze steigeren an domadder den Undeel vun der Mobilité douce un allen Déplacementer ze verbesseren.

Niewent der Zilsetzung vun der Steigerung vun der Mobilité douce ass fir d'Regierung d'Steigerung jo vum Notze vum ëffentlechen Transport déi Haaptprioritéit a Saache Mobilitéit, woubäi der Interkonnexioun vum ëffentlechen Transport an der Mobilité douce eng entscheedend Bedeitung zoukënnt. Stéchwuert multimodal Plattformen, also Garen an esou weider, wou - zum Beispill op Zuch- oder Bus-Garen, Park & Riden an esou weider - en Ëmsteige vum Auto op den ëffentlechen Transport bezéiungsweis vum ëffentlechen Transport op de Vëlo oder eng Kombinatioun vun allen Transportmëttele schnell an effizient méiglech ass.

Fir de Vëlo bedeit dat, dass, niewent deene schonn ugeschwate Méiglechkeeten, dëse mam Zuch oder spéiderhin och mam Tram ze transportéieren, op deene multimodalen Échangeplaze genuch Plaze virgesi sinn, fir de Vëlo ofzestellen. Optimal ass et, wann op deene Plazen, wéi dat elo schonn op der Stater Gare de Fall ass mat deene sougenannten „M-Boxen", och déi Vëloe sécuriséiert sinn, fir Vollen a Vandalismus ze verhënneren.

Och ee wichtege Punkt ass, dass op deene multimodale Plattformen, esou wéi virdrun um Beispill vun der Stad Lëtzebuerg ënnerstrach, d'Méiglechkeet besteet, schnell an onkomplizéiert e Vëlo ze lounen.

Här President, de Projet de loi leet och e ganz grousse Wäert op de Sécherheetsaspekt. An internationalen Etüden an Ëmfroen, wéi zulescht nach déi viregt Woch am Fahrradklimatest vum „Allgemeinen Deutschen Fahrradclub", dem ADFC, wou iwwert d'Vëlosfrëndlechkeet vu Stied an eisem Nopeschland sondéiert ginn ass, ënnersträichen déi Befroten ëmmer erëm, dass d'Sécherheet vu Vëlosweeër ee vun deenen allerwichtegste Kritären ass, fir op de Vëlo zréckzegräifen oder och dann eben net.

Zum Thema Sécherheet ass dann awer och ze soen, dass, egal wéi, allgemeng mer eng nei Fuerkultur am Verkéier brauchen. All Verkéiersteilnehmer musse sech bewosst sinn, dass si Rechter, awer och Flichten hunn, dass et Regele gëtt, un déi ee sech muss halen. Virun allem mussen déi Stäerkst am Verkéier besonnesch Rücksicht op déi méi Schwaach huelen. Den Autosfuerer muss de Vëlosfuerer a Foussgänger méi respektéieren. An och de Vëlosfuerer muss sech un d'Spillregelen, sprëch Verkéiersregelen aus dem Code de la Route halen.

A wann ech gesinn, dass vill Vëloen owes, besonnesch am Wanter, ouni hënnescht Luucht dorëmmer fueren, dann ass dat och vum Vëlosfuerer net responsabel vis-à-vis vun engem Autosfuerer, deen en ongewollt ustéisst, ouni derfir ze kënnen, mat awer oft fatale Konsequenzen!

An och fir de Foussgänger gëllt nach ëmmer, och um Foussgängersträifen no riets an no lénks ze kucken, ier en op d'Strooss trëppelt, an dat zu senger eegener Sécherheet!

Nëmmen am géigesäitege Respekt wäert et eis geléngen, den Individualverkéier mat der Mobilité douce am ëffentleche Verkéier mateneen erfollegräich ze verbannen.

An ech wëll och hei vläicht op e Beispill agoen. An deem Kader wëll ech och dem President vun der Vëlosinitiativ, dem Här Gust Muller, e grousse Merci soe fir déi vill Efforten, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn am Sënn vun der Promotioun vum Vëlo. An déi ugeschwate Problematik ass, dass effektiv och virun allem op de Kräizungen, wéi ech elo scho virdru gesot hunn, op de Konfliktpunkte mat dem Vëlo an dem Auto opgepasst gëtt.

An notamment dat Beispill, wann den Tram elo gebaut gëtt, Här Minister, um Kierchberg respektiv op dem Rond-point Schuman, dass dann och un de Vëlo do geduecht gëtt.

An do géif ech dann och de Minister froen, ob en dann och dat an deem Kader mat virgesäit, zousätzlech zu der Tramstrace, dass een och do mam Vëlo eriwwer ka fueren. Awer ech géif dorëm bieden, dat parallell ze maachen an net queesch doriwwer,...

(Interruption)

...well wann een eng Kéier an déi Rill geréit vun enger Tramsschinn, dann huet dat oft fatal Folgen. An dofir, mengen ech, wär et gutt,...

(Interruptions diverses)

...wann ee géif dat virdrun och mat der Vëlosinitiativ nach eng Kéier ofschwätzen.

Vill Leit oder Organisatioune stinn der Weiderentwécklung vum Vëlosfuerer hei zu Lëtzebuerg och am Alldag positiv géintiwwer. Oft aus engem bestëmmte Grond, aus urbanisteschen, gesondheetlechen, Ëmweltschutz oder nach och aus ekonomesche Grënn ruffe se dozou op, méi op de Vëlo zréckzegräifen.

Zwar ass all eenzelne Grond fir sech geholl scho Grond genuch, fir d'Promotioun vum Vëlo virunzedreiwen, mä am Endeffekt ass et sécherlech d'Zomm vun all dëse Punkten, déi mécht, dass dem Vëlo an Zukunft einfach méi eng grouss Roll am alldeeglechen Transport hei zu Lëtzebuerg zoukomme sollen. Net ëmsoss nennen eis franséisch Noperen de Vëlo och nach „la petite reine".

An deem Sënn géif ech den Accord vu menger Fraktiouun zu dësem Projet de loi ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

(Interruptions diverses)

M. Max Hahn *(DP).*- Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Max Hahn *(DP).*- ...mäi Kolleeg Lex Krieps huet gemengt, ech dierft mech just vun deenen ënnerbrieche loossen, déi méi Vëlo géife fuere wéi ech!

(Interruptions et hilarité)

Dëst gesot, Spaass beisäit, Spaass beisäit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Och wann an der Fuesvakanz mat Sécherheet méi Lëtzebuerger op de Schipiste wéi op de Vëlospisten ënnerwee waren, ass et onbestridden, dass d'Férdere vun der Mobilité douce och hei zu Lëtzebuerg Sënn mécht. Ob mat de Schi oder mam Vëlo hors piste ze fueren, ass gefëierlech!

Une voix.- Awer schéin!

M. Max Hahn *(DP)*.- D'Rapportrice huet schonn déi wichtegst Zuele genannt; trotzdeem kommen ech net derlaanscht, déi impressionnantsten ze widderhuelen, well si ënnermaueren d'Wichtegkeet vun dësem Gesetz.

60% vun de Leit notzen den Auto an net de Vëlo fir Distanzen ënnert dräi Kilometer. An dobäi maachen déi Distanzen ënnert dräi Kilometer sater 40% vun den alldeeglechen Trajeten aus. Wann een déi Zuel vu 60% Autosfuerer op esou kuerze Strecken op 0% drécke géif, kéint een den Autosverkéier, oder besser gesot de Verkéierschaos op eise Stroossen ëm bal 25% verréngeren.

All véierten Auto géif op eise Stroosse verschwannen; dat géif fir manner Stauen, fir manner ëmweltschiedlech Ofgase suergen a gläichzäiteg d'Loftqualitéit an d'Liewensqualitéit vun eis all erhéijen. Net nëmme wier de Stressfacteur op eise Stroossen net méi esou grouss, mä och de Portmonni vu souwuel dem Vëlosfuerer wéi och dem Steierzueler géif massiv geschount ginn. Et ass jo schliisslech de Steierzueler, dee fir de Bau an d'Reparatur vun eise Stroosse muss opkommen. Ech mengen, dass d'Bierger, déi laanscht vill befuere Stroosse wunnen, sech och net driwwer géife beschwéieren, wann e bësse manner Trafic bei hinne wier.

Dës Zuelen, déi ech Iech genannt hunn, schénge bal ze schéin, fir wouer ze sinn. An awer huet et e gudde Grond, firwat dës Zuelen haut net Realitéit sinn. Wa mir nämlech wëllen, dass d'Leit hiren Auto stoe loossen an amplaz de Vëlo benotzen, musse mir och d'Bedéngunge schafen, fir dass jiddwereen, deen de Vëlo als Verkéiersmëttel benotze wëllt, dat och sécher a bequem ka maachen. 23 bestehend Vëlospisten zu Lëtzebuerg iwwer 600 km ginn dofir sécherlech net duer!

Mat dësem Projet de loi ginn et der elo insgesamt 1.100, verdeelt op 41 Vëlospisten. Dat neit Gesetz ass deemno e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et gëtt wesentlech méi attraktiv, de Vëlo och nieft der Fräizäit als alternatiivt Verkéiersmëttel ze benotzen.

D'Zuel aus enger rezenter TNS ILReS-Ëmfro beleet heibäi ganz kloer d'Potenzial vum Vëlo als Transportmëttel. 60% vun de Befroten hunn nämlech uginn, am leschte Joer mam Vëlo gefuer ze sinn an - an dat ass ganz wichteg -, dass si och an Zukunft nach verstäerkt de Vëlo wëlle benotzen. 2014 wieren, laut deem Sondage, héichgerechent 325.000 Vëloen zu Lëtzebuerg ënnerwee gewiescht. Et brauch een allerdéngs kee Sondage, fir ze wëssen, dass de Confort stëmme muss, wann een en Ëmdenke bei de Leit wëllt erreechen.

Dëst neit Gesetz kann do awer nëmmen en éischte Schrëtt sinn. Et stelle sech nämlech nach eng ganz Partie Problemer a Froen, op déi d'Politik, besser fréi wéi spéit, eng Äntwert muss liwweren.

Déi éischt Fro, déi ech mir gestallt hunn, wéi ech déi enorm Zuel vun 1.100 km Vëlospist héieren hunn, war: Wéi laang dauert et wuel, bis déi fäerdeg sinn? Wann ee bedenkt, dass vun deenen 950 geplangte Kilometeren, déi 1999 am ale Gesetz virgesi waren, der haut, also 16 Joer méi spéit, just 600 ëmgesat goufen, fänkt een un, liicht Zweifel iwwert d'Faisabilitéit vum aktuelle Projet ze kréien.

Här President, gëschter si gutt Frënn vu mir Eltere ginn.

(Interruptions)

Ech hoffen, dass hiert klengt Milla net muss waarden, bis et groussjähreg ass, bis et op deenen zousätzleche 500 km Vëlospist fuere kann.

Natierlech kënne mir déi 500 km Vëlospist net all an engem Joer bauen. Ech mengen, dat liicht och jiddwerengem an. Dofir muss ee sech elo ganz kloer Prioritéite setzen, mat wat fir enge Vëlospiste mer wëllen ufänken. Dofir muss ee kläre, wéi eng Vëlospisten deene meeschte Leit, an zwar esou séier wéi méiglech, d'Vëlofuere vun hirem Doheem bis op hir Aarbechtsplaz erméiglechen.

Do dernieft musse mir eis awer och d'Fro stellen, ob et net besser wier, all Joers e bësse méi am Budget fir d'Vëlospiste virzegesinn, fir dës esou méi séier ze bauen. Mir kéinten dann nämlech och méi séier vun hirem positiven Nieweneffekt, der Entlaaschtung vun eisem Stroossennetz, profitéieren, déi hirersäits jo och erëm zu finanziellen Aspuerunge féiert.

Et geet awer net duer, nëmmen nei Vëlospisten ze bauen, Dir Dammen an Dir Häre, et muss derfir gesuergt ginn, dass de bestehende Réseau richteg ënnerhale gëtt. E Vëloswee, deen nämlech net méi sécher ze befueren ass, zum Beispill wéinst Rëss am Belag oder Dreck, Bulli, Pill, Schnéi, Äis op der Pist, ass net nëmme gefäierlech, mä féiert och dozou, dass vill Leit de Vëlo net als alternatiivt Verkéiersmëttel notzen.

Hei mussen och d'Gemengen an d'Flicht geholl ginn, fir zesumme mam Stat fir anstänneg a sécher Vëlospisten am ganze Land ze suergen. Ech muss dann awer och soen, dass d'Zesummespill tëschent de staatlechen Administratiounen an de Gemengen am Allgemenge besser muss ginn. Just esou kënne mir méi effikass bauen an domat Zäit a Geld spueren.

Ech hu mat ville Gemengeresponsabele geschwat, an alleguer soe mir, dass d'Genehmegungsprozedure fir lokal Vëlospisten immens laang daueren, bezéiungsweis, dass d'Dossiere ganz oft och net séier genuch traitéiert ginn.

Awer och de Belag vun enger Vëlospist ass ganz oft Grond fir Onmutt bei de Gemengen. De präiswäerte Makadamm gëtt hei oft net zougelooss, mat der Argumentatioun, dass e waasseronduerchlässeg ass. Amplaz vum Makadamm gëtt een da quasi forcéiert, méi deier Alternativen ze benotzen, déi awer bal kee Vëlosfuerer wëllt benotzen, obwuel den Drainage vun dëse vill méi deiere Beläg och no kuerzer Zäit net méi fonctionnéiert. Wat e Quatsch also!

An dat soen net nëmmen ech, dat soen och d'Experten. Deemno onnéideg Dépensen, méi Entretien, null ëmwelttechnesch Virdeeler, awer eng Haaptursaach fir d'Netbenotze vum Vëlo als alternatiivt Verkéiersmëttel.

Et geet nämlech net duer, fir nëmmen den nationale Vëlospisteréseau a Makadamm ze bauen. D'Leit mussen och aus den Uertschaften eraus iwwer kommunal Vëlospiste confortabel op dëse Réseau kommen. Och innerhalb vun de Gemenge mussen d'Vëlospisten esou kënne gebaut ginn, dass d'Bierger bereet sinn, de Vëlo als alternatiivt Verkéiersmëttel ze benotzen.

Als Beispill kann ech hei en Tour a menger Gemeng nennen, deen eis véier Dierfer matenee verbënnt an amgaangen ass fäerdeggestallt ze ginn. Dee wier och mam Vëlo befuerbar, wann dann de Belag am Makadamm wier. Et ka kee Mënsch sech virstellen, wat dat e Gedeessems ass, fir e Belag kënnen ze benotzen, deen och anschliissend vun de Bierger wäert benotzt ginn.

E richtegen a gudde Schrëtt ass et awer dann, dass mam neie Gesetz eng staatlech Bedeelegung virgesinn ass, wann d'kommunal Vëlospisten un den nationale Réseau ugeschloss ginn. Dëst ass batter néideg, fir endlech e kohärent Netz ze kreéieren, fir dann effizient vun A op B ze kommen.

Ech appeléieren awer och hei nach eng Kéier un d'Verwaltungen, fir d'Genehmegungsprozeduren e bëssen ze beschleunegen.

Mir däerfen eis et awer och net ze einfach maachen. D'Vëlospisten eleng bewege wahrscheinlech déi mannste Leit, dës och nieft hirer Fräizäit als alternatiivt Verkéiersmëttel ze benotzen.

De Vëlo ass an de Käpp vun de Leit nach en Deel vun hirer Fräizäit an eben nach net e Verkéiersmëttel. Ech hunn et virdru schonn ernimmt, de Confort muss einfach stëmmen, an zwar vum Départ bis bei d'Zil. Och breet Trottoire mussen dem Vëlosfuerer kënnen zur Verfügung gestallt ginn. Ech mengen, dat ass eppes, wat mäi Kolleeg, den Deputéierte Gusty Graas, schonn des Éfteren an der Kommissioun opgeworf huet. Am Ausland kréie mir dat op ville Plaze virgemaach.

Dofir heescht et elo, d'Saach anstänneg ze plangen an och ëmzesetzen, an dat och bei Infrastruktursprojeten, déi net direkt e Lien zu dësem Gesetz hunn. Sou sollt all Stroosseprojet an Zukunft enger Aart Stresstest ënnerfalen, ob e wierklech mobilité-douce-frëndlech geplangt ginn ass an ob och un de Vëlosfuerer geduecht ginn ass. Ënner- an Iwwerféierunge vu Stroossen a vu Schinne solle wa méiglech vëlosfrëndlech, also op d'mannst zum Deel och ouni Trape geplangt ginn. Esou Detailer sinn an der Vergaangenheet oft vergiess ginn a suergen haut fir vill Problemer, déi all Vëlosfuerer bekannt sinn.

Mir brauchen awer och eng kloer an eenheetlech Beschëlderung op de Stroossen an op de Vëlospisten, fir dass een direkt erkennt, wou een ass a wou een hi muss. Ënnerschiddlech Beschëlderungen irritéieren net nëmmen d'Vëlosfuerer, mä och d'Autosfuerer. Ech denken hei och un d'Touristen an un déi Leit, déi net all Dag an eisem Ländchen ënnerwee sinn. Eist Land muss nämlech och fir d'Vëlostouristen nach vill méi interessant ginn.

Hei géif och eng Erweiderung a Verbesserung wéi och e bessert Promouvéiere vu bestehende Guiden a Kaarten, wéi de Guide vun der CFL oder och d'Kaart vun der Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, e wichtegen Déngscht leeschten.

Wann ech vun der CFL schwätzen, denken ech och direkt un eng besser Ubannung vum Vëlo un aner Transportméiglechkeeten. D'Vëlosfrëndlechkeet vun Zuch a Bus muss hei weider ausgebaut ginn. Ganz oft geet och ee Wagon am Zuch net méi duer fir d'Vëlosfuerer, an dat haaptsächlech am Summer. Bei nei geplangte Garë sollten d'Vëlosfueren an d'Vëlosfuerer och direkt mat agerechent ginn.

Schlussendlech ass et och de Beruffstrafic, deen duerch dëst Gesetz entlaascht kéint ginn. Hei missten och onbedéngt d'Patrone méi mat agebonne ginn. An ech denken hei virun allem un d'Gemengen an un de Stat, mä natierlech och un de Privatsecteur. Bei all ëffentlechem Gebai sollte Vëlosstännere virgesi ginn. An deem Kontext kéint een och Elektrobornen, fir Elektroautoen opzelueden, do virgesinn. Dëst wier souwuel en Déngscht fir de Bierger wéi awer och fir déi Dausende Statsbeamten, déi mam Vëlo op d'Schaff kéinte fueren.

Eppes, wat op deen éischte Bléck vläicht als witzeg oder iwwerflësseg empfonnt kéint ginn, sinn Duschen op der Aarbechtsplaz. Ech schwätzen do aus Erfahrung, als een, deen am Summer quasi all Dag mam Vëlo an d'Stad gefuer kënnt. Bei kierperlechen Ustrengunge kënnt een un d'Schweessen. Dat ass en natierleche Prozess. Ech sinn op alle Fall frou, dass d'Chamber eng Dusch parat huet an dass ech mech esou och nach virun enger Réunioun ka kuerz frësch maachen.

(Brouhaha)

Zum Schluss wëll ech dann awer och nach op en Detail an dësem Gesetz agoen. Ech hat an der Kommissioun eng Gesetzesëmännerung agereecht, fir eng zousätzlech national Vëlospist vu Käerjeng a Suessem iwwert d'Schuller Gare, d'Dippecher Gare a Bartreng an d'Stad ze schafen. Ech hunn dat gemaach, éischtens, well den urspréngleche Gesetzestext vum fréieren zoustännege Minister Wiseler an deem Raum keng Vëlospiste virgesinn hat, an zweetens, well d'Distanzen an d'Topografie bis an d'Stad ideal sinn, fir dës mam Vëlo ze bewältegen.

D'Zil vun dëser Gesetzesëmännerung ass et deemno, dass och d'Awunner aus dem Süden iwwert d'Gemenge Suessem, Käerjeng, Dippech a Reckeng sécher a schnell mam Vëlo an d'Stad kënne fueren. De Virdeel vun der zousätzlecher Vëlospist PC 38 ass, dass dës haut scho gréisstendeels besteet, an zwar duerch Feld-, Bëschweeër a kommunal Vëlosweeër. Et gëllt elo nach Tëscheverbindungen ze schafen, de Pistebelag unzepassen an déi passend Beschëlderunge virzegesinn. Ech fueren 12 km vun dëser Streck haut schonn a 40 Minutte vu Betteng an d'Stad.

Plusieurs voix.- Bravo!

Une voix.- Et ass verbesserungsfäeg.

M. Max Hahn *(DP)*.- Am Beruffstrafic...

Jo, et ass verbesserungsfäeg, dat ass wouer, jo. Ech schaffen u menger Konditioun.

Am Beruffstrafic, léif Frënn, brauch een déi Zäit och mam Auto. Et ass allerdéngs net esou gesond, vill méi stresseg a méi ëmweltschiedlech. Hëllef fir deen optimale Verlaf vun dëser Vëlospist krut ech vum Arsène Berger, dem Nico Roob an dem Camille Hierzig, deenen ech op dëser Plaz wëll Merci soen.

Confirméiert krut ech meng Gesetzesëmännerung souwuel vun der nei geschafener Cellule de la mobilité douce, mat virop dem Här Christophe Reuter, awer och ganz grouss Ënnerstëtzung krut ech vun der Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, mat virop hirem President, dem Gust Muller, deenen ech och Merci soe fir hiren Asaz am Intérêt vun de Vëlosfuerer, am Intérêt vun der Saach.

Dës Gesetzesëmännerung ass dunn eestëmmeg an der zoustänneger Chamberskommissioun ugeholl ginn. No Récksprooch mat der Famill Didier-Diederich soll dës zousätzlech Vëlospist no der Péitenger Vëloslegend Bim Diederich benannt ginn. Ech sinn dofir och ganz frou, d'Carole Didier heibannen ze hunn an him soen ech da Merci. D'Carole Didier ass net nëmmen d'Enkelin vum Bim Diederich, mä och d'Meedche vum Lucien Didier an d'Schwëster vum Laurent Didier.

Une voix.- Wonnerbar!

(Interruptions diverses)

M. Max Hahn *(DP)*.- Vëlosfueren attraktiv maache fir Fräizäitzwecker an als alternatiivt Verkéiersmëttel, am Ausland kréie mir gewisen, wéi dat geet an dass et geet. Dëst Gesetz gëtt eis d'Méiglechkeet, dës Attraktivitéit och hei zu Lëtzebuerg ze kréien an ass immens wichteg, fir d'Verkéierssituatioun zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Eis Stroossen, eis Nerven, eis Gesondheet, eise Portmonni, virun allem awer och eis Emwelt packen de Status quo a Schlëmmeres net méi laang.

E bessere Réseau fir Vëlosfuerer a Foussgänger ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. Dofir ginn ech am Numm vun der Demokratescher Partei eisen Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ech hoffen awer och, dass meng Bemierkungen, wat een nach alles am Sënn vun de Vëlosfuerer verbessere kéint, net op daf Ouere gestouss sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn den Androck, datt schonn e puer vun den Aspekter zimlech intensiv beliicht gi sinn elo hei vun de Vëlospisten. Dofir wëll ech mech op e puer Kommentaren am Numm vun der ADR beschränken.

Deen éischten ass e ganz häerzleche Merci un eis Rapportrice, déi jo eis de Projet ganz gutt presentéiert huet, an och un all déi, déi beim Projet matgehollef hunn, a selbstverständlech och der Vëlosinitiativ an anere begeeschterte Leit an deem dote Beräich. Ech mengen, op déi Manéier hu mer e ganz interessante Projet hei leien.

E puer Bemierkungen awer.

Et muss een awer wëssen, a wéi engem Exercice mer eis hei befannen. Et ass sécher, an der Motivatioun hei vum Projet de loi ass gesot ginn, dat wär dann, fir eng Infrastruktur ze maachen, datt ee kann déi kuerz Distanzen do um Vëlo zréckleeën, Trajets domicile-lieu de travail, Courses ménagères an esou weider an esou virun. Dat ass awer net deen Exercice, an deem mer elo hei wierklech sinn. Ech mengen, déi Vëlospisten, déi geplangt sinn, dat si Pisten, déi uechtert d'Land ginn, dat si fir déi mannste Leit de Wee op d'Aarbecht oder de Wee bis an d'Épicerie oder de Wee bis an d'Crèche. Dat ass en aneren Exercice.

Wat mer hei maachen, dat ass u sech eng Verbesserung vun der sportlecher an der touristescher Infrastruktur vum Land. Dat anert gëtt et sécher, awer dat mécht e klenge Prozentsaz aus vun deenen Trajeten, déi wierklech kënne remplacéiert ginn. Wann d'Leit moies den Auto huelen, huele se den Auto aus Sécherheetsgrënn, wa se mat Kanner ënnerwee sinn. Si huelen e vläicht och, well einfach d'Verkéierssituatioun iwwerhaapt net gëeegent ass, fir de Vëlo ze huelen. Si huelen en och wéinst dem schlechte Wieder. An ech ka mer kaum virstellen, datt fir ganz vill Courssen elo hei déi nei Vëlospisten en Auto wäerten ersetzen.

Mä ech mengen, dat hënnert eis net drun, datt mer eis domat d'accord erklären, datt d'Vëlospisten hei am Land ausgebaut ginn. Dat ass eng richteg Initiativ. Mä et muss ee wëssen, firwat een et mécht.

Mä wann ee seet, et ass ganz kloer och eng Verbesserung vun de sportlechen an touristeschen Infrastrukturen, dann heescht dat och, datt dat muss e Gesamtkonzept sinn. Et ass éischtens emol kloer, an dat ass scho gesot ginn, wéi bal alles scho gesot ginn ass, mä datt d'Beschëlderung op deene Strecke ganz wichteg ass, datt Guiden existéieren, datt eng och international Ubannung vun deene Pisten existéiert, fir datt se och kënnen touristesch wierklech benotzt ginn. Deen Abléck ass et wierklech e Plus fir eis alleguer an och fir den Tourismus hei am Land.

Dat Zweet, wat mer wëlle soen, ass, datt bei neie Stroosse vun Ufank u sollen och d'Vëlospiste mat agerechent ginn an d'Emprisen och direkt sollte geholl ginn, fir ze erméiglechen, net nodréiglech mussen deier Pisten dann ze bauen.

Dat Drëtt ass, datt ee soll kucken, fir sécher Vëlospisten ze maachen. A sécher Vëlospisten heescht och, bei deene Gelänneren a Sécherheetsmoossnamen, déi laanscht d'Piste getraff ginn, keng gefäierlech Virriichtungen opzeriichten. Heiansdo, wann ee mam Vëlo ënnerwee ass, da freet ee sech, ob et net ganz gefäierlech wär, op verschidde Gelänneren ze falen, déi awer elo laanscht d'Vëlospisten existéieren.

Mir wéilten och insistéieren, datt, wann et scho Weeër ginn, déi kënne benotzt ginn, Landstroossen, also des Chemins forestiers, ruraux, vicinaux, déi kleng Weeër, déi et gëtt, datt déi wa méiglech och sollte benotzt ginn, fir se zu Vëlosstrecken auszebauen oder ëmzebauen, an net datt, wann et scho Weeër gëtt, fir dann nach en zweeten derniewent ze bauen. Ech mengen, och dat ass eng rational Notzung deen Abléck vun der Landschaft, op dee muss opgepasst ginn.

Mir géifen och da recommandéieren, datt mer déi gefäierlech Saachen, déi am Abléck existéieren, iwwerpréiwen, wéi zum Beispill d'Erlaabnis, datt d'Vëloe kënne géint d'Fahrtrichtung a Stroossen erafueren. Mir hunn dat op e puer Plazen am Land, an et ass fir den Autosfuerer wéi fir de Vëlosfuerer eng ganz désagréabel Surprise, wann een an eng gefäierlech

Situatioun erageréit, wann een ëm eng Kéier gefuer kënnt oder esou. Dat sinn Entwécklungen, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn. An ech mengen, dat sollt een iwwerpréiwen. Ronn 5% vun de Schwéierverletzten oder vun den Doudege si Vëlosfuerer oder Foussgänger.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, mä bestëmmt och dorënner. Ech soen net, datt se alleguer...

(Interruption par M. François Bausch)

Gutt, mir diskutéieren dat, Här Minister. Ech streiden elo net mat Iech iwwert déi 5%.

Op jidde Fall, mäin Argument ass, datt et geféierlech ass fir Vëlosfuerer, fir kënnen a Géigerichtung ze zirkuléieren. An dofir bieden ech Iech, dat ze iwwerpréiwen, well dat ass, wéi gesot, bei deem Prozentsaz, bei deenen Doudegen oder Schwéierverletzten, déi Vëlosfuerer sinn, wahrscheinlech eng vun den Ursaachen.

Dann d'selwecht. Et misst een da kucken, wann Dir an Ärem Projet de loi de Réseau hei beschreift, Här Minister, de Réseau beschreift, deen Der wëllt bauen, da stellt sech awer d'Fro vum Gesamtkäschtepunkt. Mir hunn an deem Projet de loi net gesinn, wéi de Gesamtkäschtepunkt sech zesummesetzt a wéi héich e sech beleeft. A mir wäre ganz frou, vun Iech Erklärungen ze héieren, wéi deier deen dote Projet gëtt an a wéi engem Zäitraum en da soll realiséiert ginn. Genausou wäre mer och frou gewiescht, wann et méiglech gewiescht wär, fir de Gemenge méi wäit entgéintzekomme fir déi Subventionéierungen, déi virgesi sinn.

Da vläicht nach ee Kommentar iwwert den Zoustand vun de Vëlospisten. Et ass jo hei vun e puer Virriedner gesot ginn, wéi d'Zoustännegkeete verdeelt sinn tëschent de Gemengen an dem Stat, wat d'Vëlospisten ugeet. Et schéngt eis awer wichteg ze sinn, well mir wësse jo, ech mengen, déi Leit, déi Vëlo fueren, wëssen et ganz gutt, datt verschidde Gemenge sech net ganz intensiv mat der Instandhalung vun de Vëlospiste beschäftegen.

Duerfir ass et wichteg, e Modus Vivendi ze fannen tëschent de Ponts et Chaussées an de Gemengen, fir ze kucken, wéi een dat do ka wierklech géréieren. Well wa mer wëllen en touristeschen Atout an eben e sportlechen Atout aus deene Piste maachen, musse se an engem gudden Zoustand bleiwen.

Voilà, dat ware vun eiser Säit aus nach e puer Bemierkungen zu deem Projet. Mä dat gesot, gi mer och ganz gär den Accord vun der ADR dofir. Villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Nächsten a leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

Ech hoffen, dass de Mikro un ass. Da soen ech et nach eng Kéier: Leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Zäit leeft nach ëmmer vum Här Kartheiser hei. Bon, okay, soit.

Wéi 1989 den Transportminister Marcel Schlechter zu der nach jonker Vëlosinitiativ an hirem nach jonke President gesot huet, un d'Häerz geluecht huet, d'Vëlosweeër op sonndes moies ze beschränken, dunn ass d'Vëlofueren nach ëmmer als Fräizäitaktivitéit an als Sportzäitaktivitéit ugesi ginn.

Haut ass d'Vëlofueren, am Géigesaz zu deem, wat d'ADR mengt, net nëmme méi eng Fräizäitbeschäftegung, mä mir wëssen, datt d'Vëlofueren an d'Zefoussgoe gesond si fir de Mënsch a fir d'Natur. An ech mengen, d'Vëlosinitiativ huet an all deene Jore ganz vill dozou bäigedroen. D'Mobilité douce, dat heescht d'Vëlofueren an d'Zefoussgoen, ass ee wichtege Bestanddeel gi vum Fortbewege vum Mënsch. An dee Bestanddeel soll ausgebaut ginn.

Duerfir brauche mir, an ech mengen, doriwwer schéngt jo dann hei eng Unanimitéit an deem Sall ze sinn, duerfir brauche mir e Vëlosnetz, wat kohärent ass, wat zesummenhängend ass, mat deenen noutwendegen Iwwergäng, wat ouni Ëmweeër vun där enger op déi aner Plaz féiert, souwuel iwwer Land wéi och an de Stied. Ech wëll soen, datt een dacks Ëmweeër muss maachen, déi wierklech een decouragéieren, fir bestehend Vëlospisten ze notzen. An dorunner muss geschafft ginn.

Mä, wéi seet de Richard Graf an engem Kommentar op RTL den 20. Februar: Alles dat kënnt „25 Joer ze spéit!". An e seet et net mat Fragezeichen, mä e seet et mat Ausrufezeichen. Duerfir, mengen ech, solle mer driwwer nodenken, wat ee muss maachen, fir dat Zil, wat mer eis ginn hunn, ze erreechen, nämlech fir bis 2020 den Undeel un der Mobilité douce op emol 25% - do si mer nach wäit ewech vun deene 40 - vum Verkéier auszebauen. Dat heescht, fir d'Mobilité douce, d'Vëlofueren an d'Zefoussgoen, méi wéi ze verduebelen innerhalb vu fënnef Joer, wat eng Zilsetzung ass, déi wäit geet an déi heescht, datt ee ganz schnell misst maachen.

D'Viraussetzung derfir ass awer net nëmmen, datt een et fäerdegbréngt, fir aus 600 km Vëlosnetz der 1.100 ze maachen. Mä d'Viraussetzung ass, an ech wëll op e puer Saachen hiweisen, fir mech och eng haaptsächlech vun der Sécherheet. Ech mengen, d'Sécherheet ass ee vun den Haaptaspekter, déi vill Leit dovunner ofhalen, fir de Vëlo ze huele fir deeglech Bewegungen och ënnert dräi Kilometer.

Mir wëssen, datt sécherlech méi Accidenter op de Schipiste geschéien, wéi beim Vëlo. Mä et geschéien net keng Accidenter beim Vëlo an et besteet eng gewëssen Angscht, haaptsächlech do, wou gemëschte Verkéier ass, dat heescht, wou de Vëlosfuerer forcéiert gëtt, fir seng Strooss oder säin Trottoir mam Foussgänger ze deelen oder souguer mam Auto ze deelen. An déi gemëschten, dat heescht, déi net getrennte Pisten hale vill Leit vum Vëlofueren of.

An ech mengen, datt mer dat Zil vun der Verduebelung vun de Bewegungen nëmme kënnen erreechen, wa mer et wierklech fäerdegbréngen, ofgeséchert, getrennte Pisten ze maachen, déi dem Vëlosfuerer kuerz Weeër erlaben an net laang bei roude Luuchte mussen ze halen. Dat ass op jidde Fall eng Viraussetzung, déi immens wichteg ass, déi schonn hei ervirgestrach ginn ass, mä déi ech onbedéngt wëll ënnersträichen, well mer wëssen, datt dat soss net wäert funktionéieren.

En aneren Aspekt ass natierlech dee vun der Rücksicht, vun der géigesäiteger Rücksicht, vun der Rücksicht vun den Autosfuerer op d'Vëlosfuerer. An dat ass net ëmmer evident. Ech mengen, duerfir bräicht een och zousätzlech Moossnamen, fir plazeweis den Autosverkéier ze bremsen, beispillsweis ronderëm d'Schoulen.

Ech mengen, mir missten et fäerdegbréngen, ronderëm eis Schoulen Zonen anzeriichten, wou den Auto nëmmen 20 oder 30 maximal fiert, oder emol wierklech wéi an Amerika e Perimeter maachen, wou während gewëssenen Zäite keen Auto fiert. Well soss wäerte vill Eltere sech net trauen, hir Kanner mam Vëlo an d'Schoul fueren ze loossen, an d'Loscht, mam Vëlo ze fueren, an och um Zefoussgoen, soll um Schoulwee ugoen. Ech sinn der Meenung, datt d'Kanner ee Recht hunn op ee Schoulwee. A mir hunn d'Flicht, fir hire Schoulwee esou ofzesécheren, datt se deen ouni Gefor kënne maachen.

Rücksicht heescht awer och, ass och eng Saach vu Géigesäitegkeet. Mir wëssen och, datt vill Vëlosfuerer, déi sech méi - loosse mer soen -, méi à l'aise fillen, ganz dacks - an dat mierkt een am Stadverkéier, mä och am Landverkéier - einfach versichen, sech eng Prioritéit ze ginn, déi d'Regele vum Verkéier hinnen net erlaben. Duerfir ass et wichteg, datt mer kloer Regelen hunn, datt mer géigesäitege Respekt hunn, datt mer och baulech Moossnamen hunn, fir Konflikter ze évitéieren. An do pochen ech nach eng Kéier op esou wäit wéi méiglech getrennte Pisten.

Mir mussen eis awer och d'Fro stellen, ob mer net sollen, wéi dat emol eng Kéier ee Verkéiersminister virdru genannt huet, deen och heisëtzt, een „Code du vélo" maachen, wourënner ech mer virstellen, datt mer am Code de la Route d'Rechter vun de Vëlosfuerer méi kloer definéieren, awer och d'Flichte ganz kloer ervirsträichen.

Dat gesot, heescht dat, mir mussen ee Mentalitéitswiessel hunn, fir dat Zil do ze erreechen, souwuel bei den Autoritéiten op allen Ebenen - um Niveau vun de Gemengen, um Niveau vum Stat, um Niveau vum Städtebau, um Niveau vum Landesbau - wéi och bei de Verkéiersteilnehmer, a jiddwerengem am Verkéier op der Strooss déi Plaz ginn, déi hie brauch, fir virunzekommen. An do ass et kloer, datt een dee schwaache Partner muss schützen, an duerfir brauche mer déi getrennte Pisten, iwwert déi hei schonn e puermol geschwat ginn ass, déi net an alle Plazen am Projet dra sinn.

An ech géif et wichteg fannen, datt de Minister eis géif soen, wéi mer an där Hisiicht virukéimen, fir de Leit och dat Gefill ze gi vu Sécherheet, wat se brauchen, fir esou massiv op de Vëlo ze klammen, wéi et wierklech gutt ass fir de Mënsch an d'Natur.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, de François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol en décke Merci un d'Madame Rapportrice fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport a selbstverständlech un alleguerten d'Riedner vun haut de Mëtteg. An natierlech dann och e grousse Merci fir déi grouss Unanimitéit, déi sech hei ofzeechent par rapport zu deem Gesetz. Ech mengen, dat ass e gutt Zeechen, fir datt mer och déi néideg politesch Ënnerstëtzung hunn, datt mer déi 25%, déi am MoDu drasti fir d'Mobilité douce, kënnen erreechen.

Ech wollt och e Merci soen u mä Virgänger, deen hei de Projet déposéiert hat a senger éischter Fassung, an deen ech zwar op enger ganzer Rei Punkten net geännert hunn, mä der éischter nach dropgetässelt hunn. Dat koum deelweis duerch Recommandatioune vum Statsrot, mä deelweis natierlech och vu Saachen, déi mir eben um Häerz louchen, well dat Saache waren, déi ech och vu menger, loosse mer soen, Vergaangenheet hier a menger Roll, déi ech hat politesch virdrun op enger anerer Platz, als wichteg empfonnt hunn. Mä alles dat zesumme mécht, huet gemaach, datt mer, mengen ech, elo e gudde Projet hei kritt hunn, dee mer och wéi gesot unanime jo wäerten hei stëmmen.

Et ass virdru vum Max Hahn gesot ginn hei, datt d'Autofuerer sech am Fong sollte freeën driwwer, wann esou vill Vëlospiste gebaut ginn, an datt dat e grousse Bäitrag wier och, fir datt mer d'Stroosse géifen entlaaschten. An ech sinn em dankbar fir déi Remarque, well ech wollt souwisou domadder ufänken. Well ëmmer erëm, wann ech iergendwou eppes schreiwen oder iergendwéi op soziale Medien eppes poste ronderëm de Vëlo, da kommen ëmmer erëm där Remarquen: Wat soll dat Ganzt do iwwerhaapt? D'Vëloen hënnere just d'Autofuerer!

Bon, onofhängeg dovunner, datt dat eng komesch Attitüd ass, wann ee mengt, de Stroosseraum wier just do fir den Auto an net fir aner Verkéiersteilnehmer. Mä et ass och grondsätzlech falsch! Well effektiv all Vëlo, dee mer méi am Stroosseraum oder op enger Vëlospist hunn, dat ass en Auto manner a léisst Plaz fir déijéineg, déi den Auto wierklech brauchen.

Duerfir sollen déi Autofuerer, déi den Auto wierklech brauche respektiv déi elo nach vläicht net drun denken, well se och verschidde Saachen nach net esou richteg vläicht - loosse mer soen - an hirem Bewosstsäin matkritt hunn, wat fir eng Virdeeler datt de Vëlo ka bidden, déi sollen duerfir immens frou sinn iwwer alles dat, wat gemaach gëtt fir de Vëlo, well dat ass an hirem eegenen Intérêt, wa se wëlle mam Auto fueren.

An och déi sougenannten „Véloskultur", wou ëmmer gesot gëtt, Lëtzebuerg hätt do eng spezifesch Situatioun, mir hätte schlecht Wieder, mir hätten eng schrecklech Topografie fir de Vëlo, mir géife souwisou ni op en Niveau komme vun den Hollänner a vun de Belsch, do wollt ech éischtens emol soen, datt dat net richteg ass, well et gëtt Länner a Stied, do ass zum Beispill de Klima vill méi brutal wéi zu Lëtzebuerg.

Wann ech Kopenhagen huelen, do ass de Wanter vill méi brutal wéi bei eis. Et läit méi Schnéi, et ass méi kal, et reent méi oft wéi zu Lëtzebuerg, et ass méi oft a méi laang däischter wéi bei eis, well dat läit jo méi nërdlech. Zu Kopenhagen ass den Undeel vum Vëlo innerhalb vun der Stad am Gesamtverkéier 35%. 35%, dat heescht, all drëtt Bewegung, déi gemaach gëtt an der Mobilitéit an der Stad Kopenhagen, déi ass mam Vëlo. Dat heescht, de Klima kann also keen Argument sinn.

An och d'Topografie ass keent, well et gëtt an Norwegen eng Stad, déi heescht Trondheim, déi ass an den Hiwwele gebaut. Do ass et vill méi géi wéi zu Lëtzebuerg. Do ass de Vëlosundeel 28%. Elo kënnt Dir mer soen: Sinn déi alleguerten..., wéi maachen déi dat da bei esou stäilen Hiwwelen? Mä et ass investéiert ginn an Infrastrukturen, déi och maachen, datt verschidde méi schwiereg Momenter kënne besser iwwerwonne ginn.

An de President vun der Vëlosinitiativ seet ëmmer zu Recht: Et ass e bësse witzeg, wann iwwert de Vëlo geschwat gëtt, da gëtt emol net dru geduecht, datt am Fong den Auto, dee jo e Motor an der Hauf huet, do hu mer all déi Infrastrukture längstens gebaut, Brécken a Gott weess wat net nach alles, fir datt den Auto bequem iwwer en Dall kënnt. Woubäi den Auto jo mam Motor duerfir esou erof an erop kéim, well deen huet jo e Motor, deen en undreift, et brauch jo keen ze drécken. Mä beim Vëlo stellt dat alles Schwieregkeeten duer.

An ech mengen, dat ass dat, wat mer musse verstoen, datt awer den Invest, dee mer do musse maache fir déi Hëllefsmëttelen, déi mer kënne schafen, Brécken, Liften, wat och ëmmer, eigentlech extrem geréng ass par rapport zum Auto an en immens grousst Resultat kann awer herno bréngen.

Et si scho vu verschiddene Leit och hei verschidden Elementer ervirgestrach ginn, wou de Vëlo alles kann agesat ginn, och am Tourismus. Ech wëll Iech just soen, de Cyclotourismus ass an Europa immens am Opstieg, a grad e Land wéi Lëtzebuerg mat eise schéine Landschaften, déi mer hunn, eegent sech extrem gutt derfir. A wa mer déi Infrastrukturen hei schafen zum Beispill, da wäert dat dozou bäidroen, wa mer dat bis alles gebaut hunn, datt mer do fir den Tourismus vill maachen.

Dat heescht, mir hunn do och e Return on investment, deen immens héich ass, deen a kengem Verhältnis steet par rapport zu Investissementer, déi mer maachen an Infrastrukturen zum Beispill fir den Auto, wou den Invest oft dat Zéngt-, Zwanzegfacht, Drëssegfacht ass a wou mer bäi Wäitem net dee Rendement hunn, weder an der Effikassitéit a scho guer net och ekonomesch gesinn, dee mer hei hu bei deem, wat mer hei mussen investéieren.

Ech kommen och nach herno drop ze schwätzen, wat dat heescht „investissementsméisseg", well de Budget... Wa mer d'Gesetz haut stëmmen, dat ass jo eng Saach, da musse mer jo kucken, wéi gi mer eis d'Moyenen, fir datt mer dat doten effektiv, an net, wéi de Max Hahn richteg gesot huet, a 50 Joer, mä awer an engem seriéis valabelen Zäitpunkt och ëmgesat kréien.

Et ass och esou, datt déi ganz Diskussioune ronderëm d'Virdeeler vum Vëlo oft falsch diskutéiert ginn. Wann een als Haaptargument dobausse wëllt de Leit soen, firwat datt de Vëlo interessant ass, dann ass d'Ëmweltargument dat allerschwächst. Dat ass och eent, natierlech, iergendwou um Schluss. Mä et ass esou, datt de Gros vun de Leit net op de Vëlo klammen, well se mengen, se géifen eppes domadder fir d'Ëmwelt maachen. An dat ass och net den Haaptvirdeel vum Vëlo.

Den Haaptvirdeel vum Vëlo ass éischtens, datt ech méi schnell weiderkommen. Ech sinn op kuerzen Distanzen net ze schloen, par rapport zu näischt. An ech hunn déi Wett schonn oft gewonnen, wann ech se gemaach hunn. Ech hu kee Problem, also ech si méi schnell, also ech hu kee Problem, fir eng Parkplaz ze sichen. Ech kann d'Stad nei entdecken. Ech ka stoe bleiwen, wou ech wëll, zu all Sekonn. Ech brauch nëmmen einfach stoen ze bleiwen, de Fouss erofzesetzen an da kann ech mat engem schwätze ronderëm. Ech kann d'Stad nei entdecken. Mäi Champ de vision ass einfach vill méi grouss.

Am Auto sëtzen ech do an där Këscht, déi zou ass, an ech gesi viru mech, ech muss op de Verkéier mech konzentréieren. Um Vëlo sëtzen ech do souverän uewendrop an ech gesi lénks a riets, no uewen, vill besser wéi am Auto. Also, ech entdecke Saachen an der Stad op mengem Wee, deen ech net hunn (veuillez lire: wat ech soss net kann). Dat heescht, et gëtt enorm Virdeeler, firwat een de Vëlo kann huelen.

Da gëtt et och nach e gesondheetlechen derbäi. Et gëtt international Studien, déi soen, wann Der pro Dag 20 Minutte mam Vëlo fuert, also net sportlech, einfach gemittlech fuert, wann dat géif gemaach ginn, generell, da géifen déi kardiovaskulär Risiken an eiser Gesellschaft ëm 30% gesenkt ginn. Rechent Iech emol nëmmen eleng dee Benefiss aus, deen Der do hutt, wat dat manner kascht fir d'Krankekeesen an esou weider, den ekonomesche Benefiss, deen Der do hutt!

Dat heescht, et sinn dat d'Virdeeler, déi ee muss erausträichen an déi och d'Leit relativ séier verstinn, well ech hunn esou vill Leit begéint, déi ech iwwerzeegt kritt hunn an deene leschte Joren, fir emol ze probéiere mam Vëlo, an déi am Ufank gesot hunn: Oh, dat ass alles schéin a gutt!, mä iergendwann eng Kéier duerno begeeschtert gi sinn, well se eigentlech déi Saachen dann erëm nei entdeckt hunn.

Natierlech ass d'Infrastruktur eng Viraussetzung. An natierlech muss d'Infrastruktur, gutt sinn, si muss sécher sinn. An ech mengen, dat Gesetz hei setzt éischt Viraussetzungen.

Ech kommen dann och zum Budget an zum Käschtepunkt, dee jo de Géigesaz ass zu dem Benefiss, deen ech hunn. De Benefiss ass hei op villfältegem Niveau ganz héich. An de Käschtepunkt ass awer net an deem Verhältnis. Ech wëll Iech soen, datt mer an deenen nächste Joren de Budget wäerte substanziell eropschrauwen, de Pluriannuel, fir dat Vëlospistennetz hei ze bauen.

2013 hate mer am Budget 2,5 Milliounen virgesinn, fir nei Vëlospisten ze bauen. 2014 sinn ech eropgaangen op 3,5 Milliounen an 2015 op 4,5. A mir ginn 2016 op 8 Milliounen erop a wäerten 2017 och 8 Milliounen an 2018 och 8 Milliounen investéieren an de Réseau. Dat heescht, an där ganzer Legislaturperiod 32 Milliounen Euro. An domadder kënne mer et

erreechen, datt mer en enorme Sprong no vir maachen, datt mer wäerte vun Norden no Süden a vun Osten no Weste mindestens schonn en duerchgängege Réseau hunn.

All déi Lücken, déi wäerte mer als Éischt schléissen, mä et geet drëms, datt mer herno, no deene véier Joer, wierklech kënne soen: Hei zu Lëtzebuerg kann een no Norden, Süden, Osten a Weste fuere mam Vëlo, ouni datt ee Schwieregkeeten huet, datt déi PCen an datt déi Vëlospisten ofgeséchert sinn.

Elo kann ee mer soen: Wat, 32 Milliounen Euro fir de Vëlo! 32 Millioune si jo natierlech och vill, et ass net, datt dat näischt ass. Dat ass jo vill Geld. Mä setzt dat emol an d'Verhältnis zu anere Projeten, déi mer hei diskutéieren! A kuckt emol, wat mer erauskréien!

(Interruption)

Am September dëst Joer maache mer d'Nordstrooss op. Do hu mer fir 12, 13 Kilometer Strooss 700 Milliounen investéiert! 700 Millioune fir 13 Kilometer Strooss!

Ech wëll elo kee Jugement doriwwer ofginn, mä ech wëll dat just en rapport setzen hei vun 32 Milliounen an zu deem, wat ech am Ufank erkläert hunn, wat eigentlech de Benefiss ass, dee mer hei kënne kréie bei deem klengen Asaz, dee mer eigentlech hei maachen. An duerfir ass et wierklech derwäert, datt mer och déi nächst Joren eis déi Méiglechkeete substanziell ginn. Dat heescht, datt mer dee Pluriannuel substanziell eropsetzen, fir datt mer beschleunegt dee Réseau do ëmgesat kréien.

Bon, ech kann natierlech nëmmen elo bis 2018 hei e Verspriechen ofginn. Ech weess net, wat de Wieler duerno décidéiert. Mä ech géif mer awer op alle Fall wënschen, ob ech nach do sinn oder wien och ëmmer do ass, datt deen do Rhythmus weidergefouert gëtt. Well wa mer deen nämlech dann esou weiderféieren, dann hu mer, an engem Zäitraum vu siwen, aacht, néng Joer, dat Ganzt ëmgesat, hu mer eppes Substanzielles gemaach.

Dann ass gesot ginn hei: De Réseau bréngt näischt, et wier eng Illusioun, ze mengen, dat géif eppes brénge fir de Vëlo am Alldag. Dat ass net richteg! Well ech wëll drun erënneren - dat ass mindestens déi substanziell Ännerung, déi ech virgeholl hunn: Ech hunn 110 km bäisetze gelooss. An dovu sinn 80 km dovunner, also aacht PCen dovunner, net 80 km, pardon, also aacht PCen dovunner, mä et mécht awer ongeféier tëschent 80 an 90 km aus, dat sinn der am urbane Raum.

Dat heescht, dat ass eben den Uschloss duerch déi urban Raim, deen do virgesinn ass. An da sinn eng ganz Rei Instrumenter jo hei dra virgesinn, ënner anerem de Subsid vun 30%, deen d'Gemenge kënne kréien, wa se hir PCen uschléissen, also, pardon, wa se hire Réseau schafe bei sech innerhalb vun der Gemeng an deen un den nationale PC uschléissen. Deen Ureiz ass an d'Gesetz dragesat ginn, fir ze beschleunegen, datt innerhalb vun de Gemengen och Vëlospisten ugeluecht ginn.

An do ass nach vill Nohuelbedarf. An ech wëll lech just soen: Am Moment sinn et nëmme fënnef Gemenge vun deenen 105, wou wierklech substanziell Vëlosréseauen existéieren. An 100 Gemengen existéiert näischt innerhalb vum Gemengenterritoire! Oder nëmmen esou brochstéckaarteg eppes. Dat heescht, do ass nach vill ze maachen. An duerch dee Subsid - fir dëst Joer si scho 500.000 Euro Subsid virgesinn am Gesetz -, mä ech mengen, dëst Joer geet et och emol virun allem drëms, fir ze kucken, datt mer Hëllefstellung ginn un d'Gemengen.

An duerfir hunn ech jo am Ministère déi Cellule de la mobilité douce geschafen. An net ze vergiessen, an der Administratioun vu Ponts et Chaussées hunn ech eng nei Divisioun geschafen, déi heescht Division de la mobilité écologique an déi beschäftegt sech hei haaptsächlech mam Vëlo. Do ass och e Chef de division genannt ginn am Januar.

An déi zwou Entitéiten zesummen, dat heescht, sougutt deen Deel am Ministère mat där neier Divisioun an de Ponts et Chaussées, déi sollen hëllefen, fir de Gemengen deen néidegen Input ze ginn, fir datt se kënnen hir Réseauen opbauen, ouni datt se direkt emol Käschten hunn um Ufank. Zum Beispill, datt se da mussen deier Etüde bestellen an esou weider an esou fort.

An do, fir dat ze vermëttelen an och d'Gesetz méi no ze bréngen, wat fir eng Méiglechkeeten dat Gesetz wäert bidden, hunn ech décidéiert, fir eng Roadshow ze maachen duerch d'ganzt Land. Mir wäerten eng zéng bis zwielef lokal Versammlunge maachen, kräiz a quer duerch d'Land, Norden, Süden, Osten, Westen, wou och ëmmer. Et sinn der schonn en Deel décidéiert. D'Gemenge sinn och ugeschriwwe ginn. De Syvicol mécht och do mat.

Et geet mer drëms, datt mer dann op den Terrain ginn a mat enger flotter Powerpointshow weisen, wat fir eng Méiglechkeeten et elo gëtt an och wat fir eng Méiglechkeete vun Ënnerstëtzung vum Ministère do sinn, fir datt d'Gemenge gehollef kréien, datt mer do méi séier weiderkommen.

Natierlech sinn d'Gemengen e wichtege Partner an där ganzer Evolutioun hei. An duerfir musse mer och kucken, datt mer déi méiglechst mobiliséiert kréien. Ech sinn awer, muss ech awer soen, frou, well de Christophe Reuter huet scho bei mir am Ministère den Tour relativ vill gemaach. An hie muss soen, e seet, en ass immens begeeschtert iwwert de Feedback, deen e kritt huet vum Gemengenterrain, datt en immens grousse Wëllen do ass, fir do matzemaachen. An dat ass eng gutt Virausetzung, datt mer och weiderkommen.

Da sinn eng Rei spezifesch Froen nach gestallt ginn.

Dat Éischt ass vum Här Negri. Hien huet gefrot... Neen, pardon, fir d'Éischt hat den Här Kaes nach déi Fro opgeworf mat de Fliedermais vu Fueren. Also, éischtens ass dee Problem positiv geléist. Am Tunnel wäert e falsche Plaffong kommen op där Plaz, wou déi Déiercher sech ophalen. An et gëtt och derfir gesuergt, datt de Mikroklima am Tunnel esou erhale bleift, datt déi Déieren do weider och kënnen existéieren. Et handelt sech natierlech ëm eng ganz rar Zort, déi sech do ophält. Mä ech ginn lech awer honnertprozenteg recht: Et mussen haaptsächlech par rapport zur Mobilité douce Léisunge fonnt ginn.

A wat den Här Hahn opgeworf huet, ass och richteg, wou e gesot huet, d'Beläg, déi oft virgeschriwwe ginn, do gëtt et nei Regelen. De Christophe Reuter hat eng Studiefahrt gemaach op Würzburg, wou ee kann all déi Beläg, déi et ginn, déi Méiglechkeeten, déi villfälteg, déi et ginn, wou een déi konnt kucken. A mir hunn eng nei Richtlinn, de Camille Gira huet matgehollef do am Environnement, datt mer déi hikritt hunn, soudatt an Zukunft kee Projet méi wäert verhënnert ginn duerch esou verréckte Konflikter.

Well et gëtt do par rapport zur Mobilité douce, an der Regel, ëmmer Léisungen. An et gëtt der och, do hutt Der och honnertprozenteg recht, déi ganz sécherlech manner deier si wéi déi, déi oft ëmmer préconiséiert ginn. An do si mer um ganz gudde Wee, kann ech lech soen. Ganz vill Konfliktpotenzial ass do scho geregelt ginn.

Dann nach d'Fro vum Här Negri mat dem Tram. Et ass en Aarbechtsgrupp agesat, dee soll sech drëm këmmeren, fir um ganzen Tracé, well do maache mer jo eng Reurbaniséierung vum ëffentleche Raum, da geet dat an engems, datt mer och do separat Vëlospiste kréien. Dat leeft.

Dann ass och gesot ginn, déi Fro mat Kompromësser, zum Beispill a verschiddenen Uertschaften, ob een d'Trottoire soll notzen oder net. Am Prinzip soen ech net. Ganz kloer. Mä et gëtt natierlech Situatiounen, wou een einfach kee Raum huet. Mir kënnen net en Haus ofrappen, hein, fir eng Vëlospist ze bauen. An do muss een natierlech Kompromëssléisunge sichen. An och do gi mer gär nei Weeër, fir ze kucken, datt een an esou Fäll kann Ausnahmeregelunge kréien. Déi kritt een dann, also déi hu mer schonn décidéiert, fir dat kënnen ze maachen.

An da wëll ech och soen, datt déi ganz Fro vun de Zones 30 oder Zones de rencontre 20, ob et viru Schoulen ass oder anere Plazen, dat sinn natierlech wichteg Elementer. An enger Zon 30 zum Beispill brauch ech keng Vëlospist, well do ass de Verkéier, oder an enger Zon 20, Zone de rencontre scho guer net, well do gëtt lues gefuer, do kann de Vëlo mam Verkéier matfueren. Dat ass och am Ausland iwwerall d'nämlecht.

An och do gëtt et eng nei Richtlinn, déi mer ausgeschafft hunn déi lescht aacht Méint. De Syvicol krut se och scho virgestallt. An do gëtt et ganz nei aner Méiglechkeeten, déi mer wëllen ubidden, fir mat de Gemengen zesummen op dee Wee weiderzegoen.

Dann ass nach déi Fro vum Vëlo an dem Géigeverkéier. Éischtens emol wëll ech lech soen, datt dat net richteg ass, well de Géigeverkéier gëtt fir de Vëlo just opgemaach, wann et an enger Zon 30 ass. Dat heescht, et geet nëmmen do, wou wierklech lues gefuer gëtt.

An dat Zweet, dat ass, do hu mer zu Lëtzebuerg d'Rad net nei erfonnt, dat gëtt et am Ausland schonn immens laang. An dat ass och bewisen duerch x Studien, datt dat iwwerhaapt net geféierlech ass. Au contraire, do geschéien déi allermannsten Accidenter. Aus engem ganz einfache Grond: well den Autofuerer an de Vëlofuerer sech an d'Ae kucken. Et ass vill méi geféierlech fir e Vëlofuerer, wann en den Auto am Réck huet, wéi datt ech e gesinn, wou e fiert, wou eck da ka genau mech esou verhalen. An et gëtt iwwerhaapt keen ee Problem bis elo an där... Also, ech wëll net soen, datt nimools eng Kéier op esou enger Plaz en Accident ka geschéien, mä op alle Fall ass de Risiko vill méi kleng wéi op anere Plazen.

Da war nach d'Fro komm vun den ëffentleche Gebaier. Do ass et esou, datt mer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kënnt Der esou lues zur Konklusioun kommen, Här Minister?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Här President, ech sinn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Zäit ass ofgelaf.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn nach zwou, dräi Froen, da sinn ech fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dann, wann d'Chamber do dermat d'accord ass?

(Brouhaha général)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Soss kann ech déi Froen net beäntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci un d'Chamber.

Et war nach gefrot gi bei den ëffentleche Gebaier,...

(Brouhaha général)

...ob do net sollt d'office eppes virgesi sinn och fir Vëlosparkplazen. Do ass et esou, datt de Christophe Reuter mat der Administration des bâtiments publics schonn eng Réunioun hat, a mir sinn amgaang, eng Etüd ze maachen, wéi mer systematesch beim Bau vun ëffentleche Gebaier d'office dat virgesinn, fir do mam gudde Beispill virzegoen.

An da bei der Eisebunn, ech hu mat der Eisebunn zesummen elo gekuckt, déi hunn e Plan d'investissement pluriannuel opgestallt, fir bei de Garen déi M-Boxe relativ séier iwwerall opzestellen. Op de Pôle-d'échangë si se souwisou virgesinn, d'office, wa mer déi bauen. Duerfir ass dee Problem och domadder geléist.

Voilà, Här President, domat, mengen ech, hunn ech de Gros vun de Froe beäntwert. Wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi grouss Zoustëmmung fir dee Projet hei!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Domat si mer um Enn ukomm a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 6600.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6600 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

Sou, d'Ofstëmmung ass eriwwer. A mer schléissen den Owend mat Eestëmmegkeet of.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 60 Deputéierten hu sech fir de Projet ausgeschwat.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Emile Eicher), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Joëlle Elvinger), M. Lex Delles (par Mme Simone Beissel), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Mir bleift just nach ze froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da villmools Merci.

Kommt gutt heem! A mir gesinn eis dann am Mäerz fir déi nächst Sëtzungen erëm.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 20.43 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 23

MERCREDI,
11 MARS 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. 6781 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

- *Déclaration de recevabilité*

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Justin Turpel*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°89 du 9 mars 2015 de M. Gusty Graas relative à la carte de mobilité dite «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°90 du 11 mars 2015 de M. Serge Wilmes relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°968 du 9 mars 2015 de Mme Claudia Dall'Agnol relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gusty Graas, M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°91 du 11 mars 2015 de Mme Diane Adehm relative aux conclusions du sommet Benelux à Den Haag le 4 mars 2015, adressée à M. le Ministre des Finances

- *Mme Diane Adehm - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°92 du 11 mars 2015 de M. Roger Negri relative au déménagement de l'Université du Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- *M. Roger Negri - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

Question n°93 du 11 mars 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à l'inamovibilité des juges, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *M. Fernand Kartheiser - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n°94 du 11 mars 2015 de Mme Josée Lorsché relative aux mutilations génitales féminines, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *Mme Josée Lorsché - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n°95 du 11 mars 2015 de Mme Martine Hansen relative à la désignation de nouvelles zones de protection spéciale (zones Natura 2000), adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *Mme Martine Hansen - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°96 du 10 mars 2015 de M. André Bauler relative à la sécurité des usagers de trains, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°97 du 11 mars 2015 de Mme Cécile Hemmen relative à la sécurité dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. André Bauler, Mme Cécile Hemmen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°98 du 11 mars 2015 de M. Franz Fayot relative à l'état d'avancement des travaux en vue de la création d'un Institut d'Histoire du Temps Présent, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- *M. Franz Fayot - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

7. 6677 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et modifiant, en vue de favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée,

1) l'article 634 du Code d'instruction criminelle;

2) la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires;

3) la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen

- *Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6724 - Projet de loi portant approbation des amendements au texte et aux annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Henri Kox, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, François Bausch, Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg Iech alleguer. Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Justizminister.

2. Communications

D'Chamber huet eng Rei vu Kommunikatiounen ze maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

2) Grad eréi d'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung erakomm sinn, un d'Chamberfraktioune verdeelt ginn ass.

3) D'Lëscht vun de Petitioune gradesou.

4) Iwwer Arrêté grand-ducal de retrait gouf de 5. Mäerz 2015 de Projet de loi 5400, deen d'Gesetz iwwert déi lëtzebuergesch Bedeelegung bei Friddenserhalungsoperatiounen am Kader vun internationalen Organisatiounen ofännert, vum Rôle gestrach.

Communications du Président - séance publique du 11 mars 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6780** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et dans le secteur sanitaire*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 20.02.2015

***6782** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.02.2015

***6783** - Projet de loi relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 02.03.2015

***6784** - Projet de loi portant:*

- modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée;

- modification de la loi du 27 mai 1977 portant:

a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973;

b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets;

- modification de la loi du 27 mai 1977 portant:

a) approbation du Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington, le 19 juin 1970;

b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets;

- introduction de sanctions pénales en matière de marques et de dessins ou modèles

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 02.03.2015

***6785** - Projet de loi portant approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège, le 3 octobre 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.03.2015

***6786** - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.03.2015

***6787** - Projet de loi ayant pour objet:*

a) l'organisation de la Maison de l'orientation;

b) la cohérence de l'orientation scolaire et professionnelle et modifiant:

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

4) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle continue,

5) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

6) la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.03.2015

***6788** - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.03.2015

3) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**490** - Fir en héijen Niveau am Stausei*

Dépôt: 01.03.2015 par M. Pierre Kieffer

*Demande de pétition publique n°**491** - Instauration d'une législation définissant clairement les*

devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de «mobbing»

Dépôt: 03.03.2015 par M. Jean-Claude Bisenius

*Pétition n°**492** - Fir e sënnvollen „Stage d'entrée en fonction" an der Grondschoul*

Dépôt: 26.02.2015 par Mme Sonja Delli Zotti, OGBL-SEW

*Demande de pétition publique n°**493** - Ech wëll, datt an eisem Land d'Fach Lëtzebuergesch als en obligatorescht Haaptfach an der Schoul ugebuede gëtt.*

Dépôt: 07.03.2015 par M. Pierre Turk

4) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 7 juillet 2010, le projet de loi n°5400 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 5 mars 2015.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6781 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

Déclaration de recevabilité

Dann hunn ech der Chamber matzedeelen, dass d'Presidentekonferenz an hirer Sëtzung vum 5. Mäerz sech iwwert d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6781, déi d'Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit ofännert, ausgeschwat huet. Déi Proposition de loi gouf de 24. Februar vum Här Claude Wiseler deponéiert. An d'Presidentekonferenz huet sech fir d'Recevabilitéit ausgeschwat.

Deelt d'Chamber déi Meenung?

(Assentiment)

Voilà, dann ass dat esou décidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Dann hunn ech Iech e Changement an enger parlamentarescher Kommissioun matzedeelen. Bei der Commission du Règlement huet d'CSV-Fraktioun an hirem Bréif vum 5. Mäerz 2015 ugefrot, dass den Här Marco Schank den Här Léon Gloden all Kéiers fir de Punkt vun der Proposition de modification vum Reglement 6690 iwwert d'Petitiounsprozedur ersetzt, an dat bis um Enn vun deenen Diskussiounen an der Kommissioun.

Ass d'Chamber och mat där doter proposéierter Modifikatioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz an hirer selwechter Sëtzung den Ordre du jour festgeluecht fir haut de Mëtteg. Dir hutt deen zougestallt kritt, soudass ech en net brauch opzezielen.

Sidd Der mam Ordre du jour d'accord?

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Turpel. Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech géif proposéieren, eng Ännerung um Ordre du jour ze maachen. Mir hunn net esou vill um Ordre du jour an et ass och elo nëmmen een Dag virgesinn, wou der urspréinglech dräi virgesi waren. An zwar betrëfft dat déi Interpellatioun, déi mer gefrot hunn iwwer LuxLeaks. Et ass esou, datt LuxLeaks een aktuellt Thema ass. LuxLeaks huet vum November un d'Welt gerëselt, d'Finanzwelt op jidde Fall, mä awer och vill Leit zu Lëtzebuerg, déi op eemol festgestallt hunn, datt hei Firmaen ugesiedelt sinn, déi manner Steiere bezuele wéi en normalen Aarbechter.

A wat och schnell kloer ginn ass, ech mengen, doriwwer si mer eis all eens, dat ass, datt LuxLeaks net nëmmen e Problem vu Steieroptiméierung zu Lëtzebuerg ass, mä datt do vill méi Länner betraff sinn, datt et een europäesche Problem ass. Och wann d'Konkurrenz tëschent de Staten, déi weider besteet, heiansdo esou maache léisst, wéi wann et awer nëmmen ee Problem vu Lëtzebuerg wier.

Et muss ee wëssen, an Dir wësst dat, datt an Europa dausend Milliarden Euro all Joers de State verluer ginn duerch esou Praxisse vu Steieroptiméierung. An datt Lëtzebuerg do eng Roll spillt, ass evident.

Ech wëll erënneren un d'Wierder vum Ausseminister Jean Asselborn, dee gesot huet, datt eigentlech och zu Lëtzebuerg misst Schluss si mat esou Steiertricksereien. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer offen zesummen driwwer schwätzen, wéi eng Tricksereien datt dat sinn, an doriwwer diskutéieren. Lëtzebuerg huet och versprach iwwerall, fir sech ze verbesseren, wéi et heescht. Mä mir sollen driwwer diskutéieren, wat mer wëlle verbesseren a wat net. Och doriwwer solle mer offe schwätzen.

Ech proposéieren, déi Diskussioun elo ze féieren, net - fir datt kee Malentendu opkënnt -, net well ech am Abrëll net méi Member wäert si vun dëser Chamber. Ech sinn iwwerzeegt, datt mäin Nofolger, mam Serge zesummen, dat mindestens gradesou gutt mécht. Mä ech proposéieren, dat elo ze maachen, well et aktuell ass a well mer näischt ze verstoppen hunn.

Dir wësst, datt d'EU-Kommissioun amgaangen ass, eng Enquête ze maachen. Dir wësst och, datt d'Europaparlament eng Spezialkommissioun agesat huet, déi sech gëschter Owend een Aarbechtsprogramm ginn huet, deen och virgesäit, datt se an eenzel Länner ginn, datt se mat nationale Parlamenter wëlle schwätzen. Lëtzebuerg ass opgezielt gi bei den nationale Parlamenter, och wann den Aarbechtsprogramm elo eréischt an zwou Woche genee festgeluecht gëtt.

A fir eis ass et wichteg, datt mer déi Diskussioun och an eiser Chamber net weider verschieben. Mir hunn eng Rei Diskussioune gefouert a Kommissiounen, zum Deel hanner zouenen Dieren. An déi Diskussioun, déi soll elo op déi transparent Aart a Weis déi Froen opwerfen an der Steierpolitik, déi eben noutwendegerweis an dësem Kontext mussen diskutéiert ginn.

Et ass och esou, datt d'Europaparlament, d'Spezialkommissioun sech virgeholl huet, fir alles opzeschaffen, wat sech do hannendru vu Mechanisme verstoppt, an och Virschléi ze maachen, wéi esou Saachen an Zukunft kënne verhënnert ginn. Mir sollen net waarden, bis datt déi Spezialkommissioun op Lëtzebuerg kënnt. Mir solle virdrun offen driwwer schwätzen.

An dowéinst géif ech Iech proposéieren, datt mer den Ordre du jour vun dëser Séance géifen deementspriechend upassen, datt mer géifen effektiv dann dee Punkt haut oder - firwat net? - muer, well esou vill hu mer net um Ordre du jour, derbäisetzen. Ech mengen, un der Zäit feelt et net. Et ass éischter eng Saach vu Wëllen. A wann ech richteg verstanen hat, hat d'Conférence des Présidents jo och de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament, gefrot, e soll op Säit vun der Regierung kucken, wéi et méiglech wier, fir déi Debatt do esou schnell ewéi méiglech ze féieren.

Ech mengen, den Zäitpunkt ass do a mir sollen dat net méi verschieben. Ech géif Iech Merci soen, wa mer dat esou kéinte maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Turpel. Aner Wuertmeldungen? Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. D'Regierung ass net der Meenung, dass ee soll den Ordre du jour vun haut änneren. Mä et ass Är Décisioun.

Déi Diskussioun, déi vum Här Turpel gewënscht gëtt, ass eng Diskussioun, vun där d'Regierung och der Meenung ass, dass mer se solle féieren. Et ass eng wichteg Diskussioun. Et ass och de Moie schonn ugefrot gi beim zoustännege Minister, dem Här Gramegna, wéini dass dat mat sengem Agenda kompatibel wier. An en huet kee Problem, fir am Laf vum Mount Abrëll en Datum och ze fannen. Wéi gesot, en fonction vu sengen, am Moment, ganz zahlreichen internationalen Engagementer, déi hie muss honoréieren.

D'Regierung wëllt déi do Diskussioun esou séier wéi méiglech féieren, do gëtt et keen Dissens tëschent dem Auteur vun der Interpellatioun an der Regierung. Mir froen awer Versteesdemech dofir, dass mer net kënnen elo um zwou eng Décisioun huelen, fir esou eng seriö Diskussioun, wa se da wierklech soll seriö gefouert ginn, dass mer déi dann am Laf vun dësem Nomëtteg nach sollte féieren. Ech mengen, dat geet net wierklech gutt.

Awer vun der Regierung hirer Säit aus ass de Wëllen do, fir déi do Diskussioun ganz séier ze féieren. Vläicht och nach a Präsenz vum Här Turpel selwer. Also, et geet hei net drëms, dass en anere fir déi Lénk muss schwätzen.

Dofir hätte mer, wann Der d'accord sidd, Här President, selbstverständlech Verständnis fir d'Demande, mä mir géifen dann och ëm e bësse Verständnis derfir bieden, dass mer déi do Debatt kënne seriö preparéieren an, en fonction vum Agenda vum Här Gramegna, da ganz séier am Abrëll bereet sinn, déi heibanne mat Iech ze féieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister. Soss keng aner Wuertmeldungen? Jo, den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech géif Merci soen, datt mer et da fäerdegbréngen, am Abrëll déi Debatt awer dann ze féieren. Ech sinn och frou, datt d'Regierung unerkennt, datt et noutwendeg ass, fir déi Debatt do offen ze féieren. Et ass bedauerlech, datt mer elo esou laang gebraucht hunn. Mä ech sinn da frou, wa mer dat am Abrëll kënne maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. Ech kann och nëmme bestätegen, dass d'Presidentekonferenz, déi lescht Presidentekonferenz och intervenéiert ass, fir dass mer en Datum vun der Regierung kréie fir déi doten Interpellatioun. Voilà, et ass alles gesot.

An ech géif dann d'Fro stellen, wie mam vun der Presidentekonferenz festgeluechten Ordre du jour d'accord ass.

Ass en elektronesche Vote gefrot, Här Turpel?

(Négation)

Gutt, da maache mer dat mat erhuewener Hand.

Vote sur l'ordre du jour

Wie mam Ordre du jour d'accord ass, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, Hand an d'Luucht! Géigeprouf. Jo, dat schéngt mer eng Majoritéit ze sinn.

(Interruption)

Also bleiwe mer bei eisem Ordre du jour.

An déi Dagesuerdnung geet u mat enger Froestonn un d'Regierung, wou ofwiesselnd Deputéierte vu Majoritéit an Oppositioun zum Zuch kommen. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass de Froesteller zwou Minutten huet an d'Regierung der véier. Dat si keng dräi oder fënnef. Dat sinn der zwou a véier.

Voilà, dat gesot, géife mer zu der éischter Fro kommen, wou mer direkt dräi Froesteller hunn, déi Froen zu deem Sujet eraginn hunn. An ech wollt dann do mat der Stoppauer fueren. Déi éischt Fro, déi erakomm ass, ass déi vun der Madame Dall'Agnol. An do geet et ëm d'Mobilitéitskaart, „mKaart" genannt. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°89 du 9 mars 2015 de M. Gusty Graas relative à la carte de mobilité dite «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question n°90 du 11 mars 2015 de M. Serge Wilmes relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question écrite n°968 du 9 mars 2015 de Mme Claudia Dall'Agnol relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, wéi gesot, et sinn dräi Leit, déi déi nämlecht Fro gestallt hunn. Mir hunn also am Ganze sechs Minutten, fir déi ganz Froen ënnerzebréngen. Ech wäert mech dann och bewosst kuerzfaassen. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, datt zënter Juni 2014 den e-go duerch d'mKaart ersat ginn ass. Fir déi Leit, déi dat net wëssen: Dat ass, wann Der Zuch oder Bus fuert, fir Ären Ticket dropzelueden, eng elektronesch Kaart.

Elo ass et awer esou, datt et Problemer gi mat deene Bornen, déi déi Tickete solle liesen. Ech selwer hunn alt schonn emol d'Erfahrung gemaach, datt d'Borne iwwerhaapt net gaangen ass. Du sinn ech bei de Schaffner gaangen an hu gefrot, ob e mer kéint mäin Ticket entwäerten. Dat ass awer allerdéngs och net gaangen. Du sinn ech dann alt bis an d'Stad schwaarzgefuer.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Ech ginn dat elo hei zou!

(Brouhaha général)

Dir hutt dat notéiert, de Schaffner huet et och notéiert an huet och gemellt, datt d'Borne net géif goen. Ech hoffen alt, datt déi puer Honnert Leit, déi no mir vun Diddeleng an d'Stad gefuer sinn, dat net och hu misse maachen! Dat kann ech awer leider net nokontrolléieren.

Duerfir wëll ech Iech froen, Här Minister: Hutt Dir Kenntnis dovunner, datt et Problemer beim Liese vun den Tickete gëtt, respektiv och, wéi ech elo grad gesot hunn, datt Bornen Informatiksfeeler hunn an emol ausfalen? Hutt Dir Iech selwer en Délai gesat, fir dat doten ze kontrolléieren?

Handelt et sech vläicht och nëmmen ëm Ufanksschwieregkeeten, wann ee weess, datt dee System jo nach net esou laang a Betrib ass?

A vläicht als Lescht nach: Ass och dru geduecht ginn, fir vläicht de System nach e bësse méi user-friendly ze maachen?

Domat géif ech Iech Merci soen, an déi nächst zwee Riedner hu sécherlech nach e puer Froen un Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Dall'Agnol. Nächsten an der Rei ass dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, vu datt ech da méi lues si mat der Stoppauer, mengen ech, maachen ech dat och vun hei ënnen, well ier ech bis douewe sinn an erëm erof sinn, da wier d'Zäit schonn erëm ëm.

D'Madame Dall'Agnol huet u sech déi wesentlech Froen hei gestallt. Et ware jo elo e puer Artikelen an der Press, déi sech och e bësse widdersprach hunn. De Moie konnt een nach liesen, datt de Verkéiersverbond och Positioun bezunn huet. Deen huet dat Ganzt relativéiert.

Ech muss mech uschléissen. Ech hunn och schonn e puer méi schlecht Erfahrunge mat menger Kaart gemaach, hat allerdéngs net de Courage, fir schwaarzzefueren.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gusty Graas *(DP).*- Mä duerfir hoffen ech awer, wéi gesot, duerfir hoffen ech, datt de System ugepasst gëtt.

Mä vläicht awer nach eng zousätzlech Fro, déi nach net hei gestallt ginn ass: Déi Kaart huet jo eng gewësse Multifunktionalitéit. An an engem Artikel an der Press ass eriwwerkomm, datt u sech eng ganz Rei Benotzer dat net wëssen oder net wëssen, domadder ëmzegoen. Doweinst meng zousätzlech Fro nach, Här Minister: Ass dat esou, datt vläicht nach muss méi Informatioun gemaach ginn, datt d'Leit och musse genee informéiert ginn, wéi déi Kaart dann an Zukunft soll benotzt ginn?

Mä wéi gesot, et wier wichteg, wann dat awer do géif nogekuckt ginn, well et ass e wesentlechen Aspekt vum ëffentlechen Transport. A wann ee mat esou enger Kaart op eemol awer Problemer kritt, fir sech ze déplacéieren, dann huet dat net onbedéngt e positiven Effet op d'Notze vu Bus an Zuch.

Ech soen Iech Merci.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An dann den Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech kann et kuerz maachen: Ech schléisse mech deene Froe vun de Kolleegen un, well et waren déi, déi ech och hunn. Dofir kuerz a bündeg: déiselwecht Froe wéi si un de Minister.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ginn dann dovun aus, datt d'Madame Dall'Agnol, datt déi jo d'parlamentaresch Immunitéit huet an duerfir nach näischt u se kënnt dës Kéier!

(Hilarité et interruptions)

Si huet hei um Pult et zouginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Net dass Der se a flagranti erwëscht!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Se ass jo net a flagranti erwëscht ginn. Neen, Spaass bäisäit, ech mengen, d'Fro ass berechtegt an ech sinn och eigentlech den Deputéierten dankbar, datt se déi Fro hei gestallt hunn. Dat erlaabt mer, vläicht nach e puer Prezisiounen ze ginn - wat mer awer schonn zum Deel versicht hunn ze ginn - par rapport zu deem klenge Problem, deen do opgedaucht ass.

An et ass e klenge Problem, duerfir huet et och kee Wäert, pauschaliséiert Aussoen ze maa-

chen, de System géif net fonctionnéieren. Dat stëmmt net. Et muss ee wëssen: Éischtens ass dat heiten en elektroneschen Ticket. Dat ass am Fong en Endprodukt vun der Telematik. D'Telematik ass um Ursprong. Dat ass am Fong dee ganze System, datt d'Bussen an herno och eng Kéier d'Zich, datt dat iwwer e GPS lokaliséiert gëtt, datt doduerjer natierlech d'Leit op hiren Arrêten den Temps réel gesinn, datt se op hire Smartphone kënnen Informatioune kréien.

Dat heescht, dat sinn alles fir d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport ganz wichteg Saachen, déi och schonn zum Deel elo de Moment ganz gutt fonctionnéieren, wou d'Leit an d'Clienten dobausse vill dovu profitéieren. An natierlech, déi mKaart hei ass do drugehaangen an déi mKaart, déi bitt eis och ganz villfälteg Méiglechkeeten an Zukunft. Déi sinn nach laang net alleguerten ausgeschëpft. Well et ass esou, datt op déi Kaart herno net nëmme kann e Busticket dropkommen. Dat kann ee bal onendlech ausbauen op all méiglech Déngschtleeschtunge ronderëm den ëffentlechen Transport, déi ee sech kann do eroflueden. An dat soll och gemaach ginn an der Zukunft.

Wat ass hei den Haaptproblem? Den Haaptproblem ass, datt natierlech wéi ëmmer, wann eppes nei agefouert gëtt, liicht kleng technesch Schwieregkeeten opdauchen, déi dann no an no behuewe ginn. Mä hei ass awer een, dat ass kee grondsätzleche Problem, mä et ass méi e Problem, deen den Utilisateur betrëfft. Dat ass, datt d'Leit am Fong oft bei deene Bornen, zumools wa se e puer Fonctionnalitéiten drophunn, d'Kaart net laang genuch zum Beispill bei d'Borne halen.

Déi meescht wëschen eng Kéier derlaanscht, an dat geet net duer. Et muss ee scho wierklech se do derbäihalen, bis d'Signal kënnt, datt och wierklech detektéiert ass. A jee nodeem, wat een drop huet, kann dat emol e puer Sekonnen daueren. Dat ass ee grousse Grond dovunner, firwat datt vill Leit d'Impressioun hunn, datt et net géif fonctionnéieren.

Et ass awer esou, datt ech dovun ausginn... Mir wäerten eng gréisser Campagne elo nach maachen, fir méi prezis ze informéieren, wéi een domadder soll ëmgoen. Also net mir, de Verkéiersverbond wäert déi maachen, am Numm natierlech vum Ministère oder fir de Ministère. An ech ginn dovun aus, datt dann, wéi gesot, an deenen nächste Méint dat sech wäert wesentlech verbesseren.

Et ass och wichteg, datt ee versteet, datt, wann een d'Kaart bei d'Borne hält, e Signaltoun muss kommen an och e grëngt Opliichte muss kommen. A wéi gesot, et muss een einfach heiansdo vläicht da Gedold hunn, dat ze maachen.

Mä wéi gesot, et ass awer net e grondsätzleche Problem vum System. Et brauch elo keen ze fäerten, datt hei déi nämlecht Schwieregkeete géifen opdauchen, wéi vläicht emol beim fréiere System. Et huet wierklech strictement näischt domat ze dinn. An et sinn déi typesch Ufanks-, kleng Kannerkrankheeten, déi bei esou neie komplexe Systemer entstinn. An déi wäerte relativ séier behuewe ginn, duerfir Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Diane Adehm an dréit sech ëm d'Konklusioune vum Benelux-Sommet.

- Question n°91 du 11 mars 2015 de Mme Diane Adehm relative aux conclusions du sommet Benelux à Den Haag le 4 mars 2015, adressée à M. le Ministre des Finances

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt de Finanzminister froen: D'lescht Woch ass en Ofkommes ënnerschriwwe gi vu Verdeedegungsministeren, dem belschen, dem hollänneschen. Lëtzebuerg war duerch säin Ambassadeur vertrueden. An do ass gesot ginn, dass an Zukunft d'hollännesch an d'belsch Kampfjetten de ganze Benelux-Raum géifen iwwerwaachen an dass Lëtzebuerg gegebenenfalls och kéint dës Iwwerwaachung ufroen.

An deem Zesummenhang wollt ech de Finanzminister froen, ob Lëtzebuerg sech un de Käschte vun där Iwwerwaachung vum Benelux-Flugraum bedeelegt, a wa jo, wéi vill dass dat de Lëtzebuerger Stat kascht.

Et ass och rieds gaange vun engem Benelux-Gipfel, op deem geschwat ginn ass iwwer Steier- a Fiskalpolitik, wou och erëm eng Kéier d'belsch an d'hollännesch Regierung gréisstendeels vertruede war, wou Lëtzebuerg erëm eng Kéier just duerch säin Ambassadeur vertruede war.

An deem Zesummenhang wollt ech froen, firwat dass Lëtzebuerg dann op deenen zwou Plazen och just duerch säin Ambassadeur vertrueden ass a firwat dass kee Member vun der Regierung do war. An ech wollt och de Finanzminister froen, wat dann elo iwwert d'Steier- a Fiskalpolitik diskutéiert ginn ass a wat d'Konklusioune vun deenen Diskussioune sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Adehm. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also fir d'Éischt emol géif ech gären hei soen, dass ech ganz frou sinn, wann d'Lëtzebuerger Regierung duerch hiren Ambassadeur vertrueden ass.

(Brouhaha)

An ech muss soen, dee Qualificatif, fir ze soen „nëmmen" vu sengem Ambassadeur vertrueden ze sinn, schockéiert mech wierklech! Den Ambassadeur ass de Vertrieder vum Grand-Duc. En ass de Vertrieder vu sengem Land. En ass de Vertrieder vum Grand-Duc an ass de Vertrieder vu sengem Land an ass ëmmer en connaissance de cause op enger Réunioun derbäi. Dat wëll ech emol virausschécken.

Dat Zweet, wat ech wëll virausschécken, dat ass, dass d'Fro, wéi se gestallt war, extrem vag war, vun engem „Sommet Benelux". Wat ass en „Sommet Benelux"? Ech muss Iech soen, vun der Lektür vun Ärer Fro, Madame Adehm, hunn ech entholl, dass Der vun engem Sommet Benelux um Niveau vun de Premierministere geschwat hutt. An esou een huet net stattfonnt. Dee war zwar geplangt am Mäerz, an dee fënnt eréischt an Zukunft statt.

Dat heescht, déi Réuniounen, op déi Dir elo Allusioun maacht, dat sinn intermédiaire Réuniounen, wou da verschidde Sujeten diskutéiert ginn. A wann och d'Press seet, do wäre Konklusioune geholl ginn, ech kann Iech net bestätegen, wéi definitiv déi Konklusioune sinn.

Wat elo déi éischt Partie vun Ärer Fro ubelaangt mat deene Saachen, déi méi mat Défense a mat der Matière militaire ze dinn hunn, do muss den Här Schneider, den Här Etienne Schneider, Iech drop äntwerten, wann en dann hei ass. En ass elo haut leider net disponibel, soudass ech dorop keng Äntwert ka maachen.

Op déi zweet Fro wëll ech Iech just soen - well dat ass mäin Domän -, an der Fiskalitéit sinn d'Diskussioune permanent amgaangen am Benelux. An ech wëll hei ganz kloer soen, dass ech mengen, dass mer Intérêt hätten, am Benelux méi Kohärenz ze hunn an der Manéier, wéi mer eis duerstellen, wéi mer eis positionéieren. Well ech mengen, dass mer ëmmer méi mierken, dass déi kleng Staten oder déi mëttel Staten an Europa an an der Welt ëmmer méi stigmatiséiert ginn au détriment vun deene groussen.

Ech kommen erëm vum Eurogroup, wou net méi spéit wéi gëschter eng Diskussioun war iwwert de Respekt vum Pacte de stabilité et de croissance a wou ganz vill Staten ënnerstrach hunn, dass se d'Gefill hunn, dass déi kleng Staten an den Eck gedréckt ginn, wa se d'Regelen net respektéieren, an déi grouss gutt ewechkommen.

(Interruption)

An ech mengen, mir musse gutt als Lëtzebuerg oppassen, dass dat eis och an der Fiskalitéit net geschitt. Dofir, ech kann Iech nëmmen als Versécherung ginn, dass mer an den nächste Wochen a Méint wäerten enk am Benelux zesummeschaffen, fir och an der Fiskalitéit vläicht gemeinsam Positiounen auszeschaffen.

Ech wëll och soen zu där Réunioun, déi elo war, wou doriwwer geschwat ginn ass, iwwer Fiskalitéit, dass do guer keng Konklusioune geholl, gezu gi sinn. Dat ass eng Diskussioun, déi an der Progressioun ass, wou de Moment nach kee Fazit draus ze zéien ass. Mä ech kann Iech just versécheren, dass mer wäerten als Benelux versichen, do gemeinsam un engem Strang ze zéien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un de Statssekretär am Héichschoulministère an dréit ëm d'Plënnere vun der Uni op Belval.

- Question n°92 du 11 mars 2015 de M. Roger Negri relative au déménagement de l'Université du Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Statssekretär Marc Hansen eng Fro stellen am Kader vun der geplangter Eröffnung am Hierscht 2015 vun der Universitéit um Belval, déi jo fir eist Land e groussen a wichtege Schrëtt gëtt, fir eis Unisstanduerter ze konsolidéieren, an et domadder erlaabt, méi eng kloer Glidderung vun deene verschiddene Fakultéiten ze kréien.

Wéi eng Gebaier wéi beluecht ginn, net nëmmen um Belval, mä och an der Stad Lëtzebuerg, wéi eng Gebaier fräi ginn op deenen anere Sitten a wat dat fir Implikatiounen huet a puncto Loyerskäschten an deenen nächste Joren, wollt ech den Här Statssekretär froen. Sënngemëiss wëll ech déiselwecht Fro och fir d'CRPen, d'Centres de recherche publics, stellen, déi jo a gewësser Relatioun mat der Uni Lëtzebuerg stinn.

Eng kuerz Fro, Här Statssekretär, wou d'Äntwert sécherlech méi laang ausfält, mä fir déi ech elo scho Merci soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. An d'Wuert huet den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dat an deene véier Minutten ze packen, mä d'Lëscht ass laang vun deenen Entitéiten, déi plënneren.

E klengen Historique: Virun engem Joer, do krute mer verschidden Zeenarien am Ministère presentéiert. Een dovunner war vun der Universitéit, dass se eréischt géifen 2017, 2018 kënne plënneren, soudass déi Gebaier um Belval, déi fäerdeg waren, eidel géife stoen. Et waren u sech keng Miwwelen do. Mir hunn hei an der Chamber nach de premier Équipement nogestëmmt vun 140 Milliounen Euro. E ganze Koup u Situatiounen hunn dunn nach missen deblockéiert ginn, well d'Informatioun vis-à-vis vun den Akteure ganz schlecht gelaf war, soudass mer no deenen Diskussiounen och nach verschidde Leit konnte regruppéieren, fir d'Meter carréé besser auszenotzen.

D'Situatioun ass elo déi, dass fir d'Rentrée vun dësem Joer am September - d'Rentrée académique ass de 25. September - d'Uni Lëtzebuerg mat der Faculté des Sciences humaines de Campus Walfer ganz wäert verloossen. De LIST, wat jo d'Fusioun vun Tudor a Lippmann ass, dee verléisst d'Gebai JFK um Kierchbierg komplett, fir op de Belval ze zéien.

Dann hu mer de LISER, wat de fréiere CEPS ass, dee geet aus deem rouden RBC-Dexia-Gebai eriwwer och an déi nei erbaute Gebailechkeeten. Den FNR a Luxinnovation, déi ginn aus hire Gebailechkeeten an der Chambre de Commerce eraus um Kierchbierg. D'LIS, wat d'Luxembourg Income Study ass, déi geet vun dem Cents, wou se gelount huet, och mat op de Belval. Nei mat derbäi an där Lëscht vun deenen, déi op de Belval plënneren, ass dann och de CVCE, de Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe. Déi sëtzen am Suessemer Schlass, déi ginn och mat eriwwer, fir eben do nach Meter carréé kënnen ze besetzen. An den IUIL, déi am Moment am Schlass vu Mënsbech sëtzen, déi plënneren och mat eriwwer.

D'Gebai JFK, wat um Kierchbierg da fräi gëtt duerch den Transfert vum LIST op de Belval, dat gëtt dann der Uni zur Verfügung gestallt. A wann ech soen, dass dat zur Verfügung gestallt gëtt, kënne mer och de Constat maachen - an dat war och eng vun deene Froen, déi Der gestallt hutt -, dass et e puer Unitéite vun der Uni gëtt, déi och a private Gebailechkeete Loyer bezuelen, déi plënneren dann an déi Gebaier, déi elo grad ernimmt goufen, entweder op de Belval oder op de Kierchbierg.

An déi Suen, déi do gespuert ginn, dat si fir Enn 2015 an d'Joer 2016 ronn fënnef Milliounen Euro. An ech mengen, wann een dat dann eng Kéier géif héichrechnen an den Zeenario vun 2017-2018, da spuere mer awer e ganze Koup u Geld doduerch, dass mer déi Transferten do maachen.

Dat doten ass am Schnellverfahren eng Kéier just déi Nimm genannt. Den Detail, mengen ech, hate mer eng Kéier an der Chamberskommissioun presentéiert, an deen hate mer och der Press matgedeelt. Mä ech mengen, dat doten ass an der Globalitéit nach eng Kéier dat, wat Der an Ärer Fro wollt wëssen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Kartheiser an dréit sech ëm d'Inamovibilitéit...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Vun de Riichter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...vun de Riichter.

- Question n°93 du 11 mars 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à l'inamovibilité des juges, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro un den Här Justizminister: Mir hunn an eiser Verfassung den Artikel 91, dee kloer seet, e Riichter kann net géint säi Wëlle versat ginn. Dat ass e wichtege Prinzip am Rechtsstat, well mer eis jo eens sinn, datt e Riichter, dee vläicht onbequem ass oder Saachen esou géréiert, wéi et verschiddene Leit vläicht net gefält, net däerf vun deem Posten ewechgeholl ginn. Donc d'Justiz muss onofhängeg sinn. An dozou gehéiert dann och, datt de Riichter net ka géint säi Wëlle versat ginn.

Elo ass et awer esou, datt mer hei 2012 - déi Majoritéit vun deemools - e Gesetz gestëmmt hunn, wat dee Prinzip a Fro gestallt huet. A kuerz drop ass eng Proposition de loi gemaach ginn hei am Parlament, fir dat erëm ze redresséieren, an déi de Respekt virun deem Prinzip erëm soll hierstellen.

An deen Deputéierten, dee Kolleeg vun eis, deen dat deemools déposéiert huet, dat Gesetz, ass haut: de Justizminister!

(Interruption)

Dofir ass elo festzestellen, datt awer, zënter datt déi nei Regierung un der Muecht ass, an deem Dossier sech nach net vill beweegt huet. Ech sinn awer elo gewuer ginn, datt de Conseil d'État dat Gesetz oder déi Proposition de loi anscheinend gëschter aviséiert huet.

Fir eis ass et wichteg, och well déi Saach international contestéiert ass an net nëmmen hei am Land - mir haten Interventioune vum Conseil consultatif des juges européens, mir haten d'Association Européenne des Magistrats, déi alleguer hir Suerge matgedeelt hunn an d'Regierung an deem Sënn ugeschriwwen hunn -, datt déi Anomalie, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg hunn, wat d'Onofhängegkeet vun der Justiz am Abléck concernéiert, déi dat betrëfft, datt dat soll redresséiert ginn.

Dofir ass et an eisen Ae wichteg, datt där do Fro och an eise parlamentareschen Aarbechten eng Prioritéit zoukënnt an datt mat deem néidegen och politesche Wëllen déi Fro ugaange gëtt, fir datt mer erëm komplett d'Onofhängegkeet vun de Riichter hei am Land kréien.

Meng Fro un den Här Justizminister, dee sech jo wierklech an der Vergaangenheet och ëm dësen Dossier verdéngt gemaach huet, ass also: Wéi stellt sech elo d'Regierung zu dëser Fro? D'Regierung selwer als Verfassungsorgan huet nach net Stellung bezunn. Dofir wëll ech vun der Regierung wëssen: Wéi stellt sech den Här Justizminister elo zu där do Problematik?

An notamment ass och festzehalen, datt bis elo de Justizminister et vläicht nach net gemaach hat, well de Parquet kritesch war. Dofir déi Fro un den Här Minister.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Justizminister Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll d'Fro, déi den honorabelen Här Kartheiser gestallt huet, vläicht och aus engem anere Bléckwénkel beäntwerten. D'Fro, déi den Här Kartheiser stellt, ausgehend vun enger Proposition de loi, ass eigentlech als Éischt un d'Chamber selwer geriicht.

Et läit eng Proposition de loi um Rôle vun der Chamber. Déi Proposition de loi ass zënter gëschter vum Statsrot aviséiert, mat e puer kritesche Remarquen, awer trotzdeem favorabel an der Konklusioun par rapport zum proposéierten Text, mat enger ganz klenger textueller Modifikatioun. An d'Chamber selwer, an hirer Souveränitéit an am Respekt vun der Gewaltentrennung, décidéiert selwer, ob si déi Proposition de loi an den nächste Wochen a Méint an der Chamber virubréngt oder net, elo wou se aviséiert ass.

Meng Meenung zu der Problematik huet och net geännert. Déi Proposition de loi, déi ech deemools déposéiert hunn, déi ass och net zréckgaangen op eng Initiativ, déi ech als eng reng perséinlech géif qualifizéieren, mä si ass zréckgaangen op eng Diskussioun an der Commission juridique, wou mer mam Groupement des Magistrats eis iwwert déi dote prezis Fro ënnerhalen hunn. An et gouf an der Commission juridique queesch duerch d'Parteien eng Unanimitéit, fir genee dat doten ze maachen.

Well awer vun der Majoritéitssäit deemools keng Initiativ du komm ass, fir dat doten ëmzesetzen... Wann ech mech gutt kann erënneren - ech soen dat, andeems ech den Här Roth kucken, deen deemools d'Kommissioun presidéiert huet -, dann hate mer dat virum Summer diskutéiert a mir hunn eigentlech versprach gehat, direkt bei der Rentrée géife mer als Gesamtkommissioun en Text proposéieren.

Well dat dunn net geschitt ass, hunn ech mer erlaabt, en Text selwer ze initiéieren, deen awer am Fong nëmmen erëmgëtt, wat d'Kommissioun - an hirer net „Majoritéit", mä an hirer „Unanimitéit" - zréckbehalen huet.

Ech denken also, dass dat an dësem Parlament keng parteipolitesch Fro méi ass. Et gouf Eenheet op där doter Fro. Et kann ee gedeelter Meenung driwwer sinn. Et gëtt es derfir an dergéint, et ass keng schwaarz-wäiss Diskussioun. Mä d'Chamber war deemools der Meenung, eestëmmeg, fir op deen dote Wee ze goen. Ech géif also perséinlech dovun ausgoen, dass et, wann an der Chamber d'Initiativ elo, wou se aviséiert ass, géif opgegraff ginn, keng Schwieregkeet dierft duerstellen, déi dote Fro och weiderhin an der Eestëmmegkeet hei ze verabschiden.

Géif dat net geschéien, wier ech als Justizminister der Meenung, dass et do eng Fro gëtt, déi ze klären ass. An ech wier dann encouragéiert, fir dat an engem Projet de loi, oder am Kader vun engem anere Projet de loi mat dran eranzehuelen.

Ech hunn och virun enger Woch eng Entrevue gehat mam nei forméierte Groupement des Magistrats, eng ganz konstruktiv Réunioun. Déi dote Fro ass fir si nach ëmmer eng ganz wichteg. A wann d'Chamber d'Proposition de loi, déi elo aviséiert ass, virubréngt, brauch d'Regierung keng Initiativ ze huelen, an ech ginn och dovun aus. Sollt dat net de Fall sinn, wäert d'Regierung eng Initiativ huelen, esou wéi se dat mam Groupement des Magistrats beschwat huet. Mä an der Logik vun der Saach, géif ech mengen, wier de Ball elo bei der Chamber, fir déi aviséiert Proposition de loi virunzebréngen. Ech denken, dat wier Eestëmmegkeet och heibannen, fir op dee Wee ze goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Lorsché, riicht sech un deeselwechte Justizminister an dréit ëm genital Mutilatioune bei Fraen.

- Question n°94 du 11 mars 2015 de Mme Josée Lorsché relative aux mutilations génitales féminines, adressée à M. le Ministre de la Justice

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei menger Fro geet et, wéi gesot, ëm de Kampf géint d'Mutilations génitales, déi jo nach ëmmer a verschiddene Länner praktizéiert ginn an eng grav Atteinte op d'Gesondheet an op d'Würd vun der Fra duerstellen.

De Lëtzebuerger Code pénal grad wéi d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille verbidden all Zort vu Kierperverletzungen, an dorënner fale jo och d'Mutilations génitales. Et ass awer esou, datt eis Gesetzgebung nëmmen deene Fäll Rechnung dréit, déi zu Lëtzebuerg praktizéiert ginn. Eng Fra, déi zu Lëtzebuerg wunnt an am Ausland enger Mutilation génitale ausgesat gëtt, gëtt eigentlech net vun eisem Code pénal geschützt.

An deem Sënn wollt ech Iech froen, Här Minister, ob Dir envisagéiert, eise Code pénal an deem Sënn auszeweiden, datt en eben op dësem Punkt och am Ausland kann applizéiert ginn, wann et sech, wéi gesot, ëm Fraen handelt, déi zu Lëtzebuerg normalerweis wunnen an awer am Ausland betraff sinn. Woubäi ech wéilt bemierken, datt Frankräich esou eng Dispositioun am Code pénal huet fir Mineuren, déi a Frankräich liewen an déi am Ausland d'Affer gi vun enger Mutilation génitale.

Ech wéilt och drun erënneren, ech hat dem Här Biltgen als fréierem Justizminister déi Fro gestallt. Hien huet gemengt, datt dat eng ganz interessant Fro wär, déi e Suivi verdéngt hätt, mä opgrond vu sengem Départ ass dat dunn net geschitt. An duerfir ziele mer elo op Iech.

An deem Sënn scho villmools Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché. An de Justizminister huet d'Wuert elo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci och der Madame Lorsché fir d'Fro. Ech kann d'Fro eigentlech ganz kuerz beäntwerten, nach méi kuerz wéi déi dräi (veuillez lire: véier) Minutten, déi engem zoustinn.

D'Madame Lorsché huet drun erënnert, dass se schonn eng Fro an deem dote Sënn un de viregte Justizminister, den Här Biltgen, gestallt hat. En Thema, wat ech och fir e ganz wichtegt halen, och wa mer manner dovu betraff si wéi vläicht aner Länner. Dat hänkt domadder zesummen, dass mir manner Migratioun hunn aus Länner, wou dat doten éischter d'Praxis ass.

De Parquet Lëtzebuerg ass och bis haut nach net eng eenzeg Kéier saiséiert ginn duerch esou gelagert Affären. Dat ass elo kee wierkleche Phenomeen zu Lëtzebuerg, mä et ass awer eng wichteg Fro. A fir déi Leit, déi et betrëfft, och wann et der net vill sinn, mengen ech, do si mer awer vläicht gefuerdert, fir ze reagéieren.

Ech verweisen op d'Regierungserklärung an de Koalitiounsaccord vun dëser Majoritéit, wou drasteet, dass d'Regierung eng legislativ Initiativ wäert huelen, fir all Forme vu Mutilation génitale ze verbidden. Dozou steet d'Regierung. Et wäert also eng Initiativ an deem dote Beräich ginn.

Ech wëll preziséieren, dass et am Moment am Code pénal keng..., dass dee richtegen Term eigentlech d'„excision" ass an dass déi bis haut am Lëtzebuerger Code pénal en tant que tel net spezifesch viséiert ass. Wat zur Uwendung ka kommen, dat ass den Artikel 398 vum Code pénal vun de Coups et blessures volontaires, deen ee kéint applizéieren. Mä mir hu bis haut, wéi gesot, keng spezifesch Infractioun mam Term vun der Excisioun.

Mä d'Regierung huet sech an hirer Regierungserklärung dozou engagéiert, an dat wäert och geschéien!

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Martine Hansen, riicht sech un de Statssekretär am Ëmweltministère an dréit sech ëm déi nei Zones de protection spéciale.

- Question n°95 du 11 mars 2015 de Mme Martine Hansen relative à la désignation de nouvelles zones de protection spéciale (zones Natura 2000), adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Enn Februar hunn d'Madame Minister Dieschbourg an den Här Statssekretär Gira der Press déi nei Natura 2000-Zone virgestallt. Et handelt sech heibäi ëm 23.000 ha. Dovu si 17.000 ha landwirtschaftlech Fläch, ëmmerhi ronn 14% vun der gesamter landwirtschaftlecher Notzfläch. Och wann ech weess, datt dës Flächen zum Deel op europäeschen Drock hin ausgewise gi sinn, esou hunn ech dach an dësem Zesummenhang eng Rei vu Froen:

1. Wéi sinn déi betraffe Baueren an awer och d'Propriétairen heivunner informéiert ginn, ausser iwwert déi sechs regional Versammlungen? Well do sinn nach eng Partie Froen opstoe bliwwen.

2. Sinn déi betraffe Baueren an Eegentümer driwwer informéiert ginn, wéi si kënne Recours hei huelen?

3. Sinn déi betraffe Baueren an Eegentümer iwwert déi mëttel- a laangfristeg Konsequenze vun dëser Klassifizéierung informéiert ginn? Wësse si, wéi eng Servituden elo op hiren Terraine leien?

4. Firwat hutt Der ronderëm d'bestehend Betribsgebaier net eng gewësse Pufferzon ausgewisen? Wéi sinn dës Betriber an hirer zukünfteger Entwécklung ageschränkt? Kënne si nach eng Genehmegung fir zum Beispill eng Vergréisserung kréien?

Ech wëll Iech just soen, datt et Betriber ginn, déi mat quasi 100% vun hire Flächen a mat hire Betribsgebaier an dësen Zone wäerte leien. Wéi eng zousätzlech Oplage kommen an esou engem Fall op de Betrib duer? Mussen dës Betriber elo alleguer am Virfeld eng Étude d'impact maachen? Wéi eng zousätzlech Käschte sinn heimadder verbonnen?

An eng lescht Rei vu Froen: Wéi eng Konsequenzen entstinn duerch d'Bewirtschaftung vun dëse Flächen? Kréien dës Betriber zum Beispill an Zukunft nach eng Genehmegung, fir hir Drainagë propper an oppen ze halen? Kënne si hiert Grénglan nach ënnert landwirtschaftleche Gesiichtspunkten zum optimalen Zäitpunkt notzen? An esou weider.

Ech wëll just nach eemol rappeléieren, datt et sech ëm ronn 14% vun der gesamter landwirtschaftlecher Notzfläch handelt, also et ass net näischt!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. An d'Wuert huet den Här Statssekretär Camille Gira.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech si ganz dankbar fir d'Fro vun der Madame Hansen. Da kann ech och direkt an engem Saz soen, dass duerch déi Natura 2000-Gebidder fir d'landwirtschaftlech Betriber keng eng nei Oplag kënnt, déi net souwisou an der Zone verte ass! Dat zu hire Froen.

Fir de Rescht ass et awer interessant, e bëssen den Historique vun deem Dossier ze kucken: Déi viregt Regierung huet 2009 iwwer e Règlement grand-ducal 60 Natura 2000-Zonen ausgewisen, ouni - an ech betounen „ouni" - d'Gemengen ze informéieren an ouni d'Propriétairen ze informéieren an ouni och nëmmen eng Informatiounsversammlung ze halen! Esou ass et fréier gelaf.

(Brouhaha)

2011 huet d'Europäesch Kommissioun festgestallt, dass déi Zonen net duerginn, fir d'Vulleschutzdirektiv korrekt ëmzesetzen.

Zënterhier, kann ech der Madame Hansen soen, si mer ënnert dem Radar vun der Kommissioun a befannen eis an der Phase précontentieuse. An ech wëll och soen, dass duerch d'Inaktivitéit vun der viregter Regierung mer de Moment an deene sechs Zonen een De-facto-Blocage hunn.

2012 huet d'Uni vu Wageningen eng wëssenschaftlech Etüd gemaach, déi dat confirméiert huet, wat d'Kommissioun gesot huet, an d'Gebidder méi genee delimitéiert. Fir Iech och ze soen, dass déi Zonen hei net am Kapp vun iergendengem Statssekretär oder enger Ministesch oder engem Beamten oder Beamtinnen um Ministère entstane sinn, mä streng wëssenschaftlech Kritären ausgewise ginn, fir déi Ziler, déi mer opgrond vun deenen zwou Direktiven hunn, anzehalen.

Ech wëll Iech souguer soen, dass duerch d'Netaktivitéit mer een De-facto-Blocage haten a keng Baugenehmegung méi konnte ginn. Dat heescht, d'Betriber waren, bis elo, an deenen Zone blockéiert.

2013, soen eis Servicer mir, dass alles prett war am Ministère. Den deemolegen delegéierte Minister huet awer d'Prozedur net ageleet. Ech kann Iech net äntwerten, firwat. Ob et mat de Wahlen am Oktober 2013 ze dinn hat, weess ech net. Ech géif der Madame Hansen proposéieren, den Här Schank selwer ze froen.

Mir hunn dunn den Dossier 2014, well mer ënner Drock sti vun der Kommissioun, opgeholl, hunn eng Rei liicht Adaptatioune gemaach am Kontext vum Ofstëmme mat de PAGen, hunn dunn och am Regierungsrot de 4. Juli 2014 den Accord geholl, fir déi net virgesinne Procédure publique, déi mir elo maachen, anzeleeden.

Mir haten dunn de 27. Januar, an aller Transparenz, 48 Gemenge geruff, fir d'Schäfferéit als Éischt iwwert d'Répercussioune vun deenen Zonen ze informéieren, a sinn elo amgaangen mat enger flotter Campagne, déi mer genannt hunn «Vive le Grand-Duc d'Europe», dat ass dee gréissten Uhu, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, a wou mer och frou sinn, dass de Lëtzebuerger Grand-Duc déi Campagne och patronéiert huet, well hie ganz interesséiert ass un der Natur. Do si mer amgaangen, Réuniounen ze maachen.

An ech géif d'Madame Hansen ganz häerzlech invitéieren: Déi Campagne ass nach net eriwwer, an Dir kënnt muer ganz gär bei eis op Kiischpelt kommen oder iwwermuer op Bech. Ech kann Iech a véier Minutten hei net alles erklären, mä do hu mer dee ganzen Owend Zäit, fir Iech ze soen, wat elo geschitt.

Mir hoffen, dass mer bis de Summer d'Prozedur fäerdeg hunn, e Règlement grand-ducal publizéieren. An dann hu mer endlech den Déblocage, deen op deenen 215 km², wéi Der richteg gesot hutt, de Moment do ass, da kréie mer endlech emol erëm Méiglechkeeten, am Ëmweltministère Genehmegungen an deem Secteur erauszeginn.

An da wëll ech drun erënneren, dass mer bis 2019 e Reporting op Bréissel musse maachen. Ech wëll hei kloer an däitlech betounen: Dat dote si keng klassesch Naturschutzgebidder. Mir hu keng Obligation de moyens, mir hunn eng Obligation de résultats. Mir mussen de gudden Zoustand erhalen. An dofir kommen och weder Servituden nach Verbueder. An dofir ass et einfach net néideg, dass een individuell Propriétairen informéiert, well déi iwwerhaapt keng perséinlech Servituden hunn.

An dofir ass natierlech och kee Recours méiglech. Mä mir waren awer der Meenung, dass mer sollten an aller Transparenz dat dote virgesinn, well mer der Meenung sinn, dass am Kontext vum doucen Tourismus d'Natura 2000-Gebidder en absolutten Atout sinn. 80% vun den Touriste komme bei eis wéinst där schéiner Natur, wéinst der Landschaft. An dës Regierung wëllt déi schéi Landschaft erhalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär.

Déi nächst zwou Froen hunn deeselwechten oder bal deeselwechte Sujet, komme vum Här Bauler an der Madame Hemmen, an et geet ëm d'Sécherheet vun de Leit an den ëffentlechen Transportmëttele respektiv méi spezifesch an den Zich. An hei hale mer och erëm eng Kéier eis un d'Chronologie. D'Wuert huet den Här Bauler.

- Question n°96 du 10 mars 2015 de M. André Bauler relative à la sécurité des usagers de trains, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister stellen. Déi rezent Virfäll an eisen Zich féieren dozou, datt vill Leit, besonnesch eeler Leit, sech Suergen ëm d'Sécherheet am Zuch maachen, zemools den Dag iwwer an owes méi spéit, wann net méi esou vill Leit ënnerwee sinn.

(Coup de cloche de la Présidence)

D'Kontrollere sinn zwar präsent, fir d'Billjeeën ze kucken, ma wa si bis passéiert sinn, kënnt et alt vir, datt ee si fir länger Zäit net méi erëmgesäit. Ech hunn an der Zeitung gelies, datt awer eng Rei Kontrollere bei der CFL gesicht an agestallt solle ginn.

Dofir wollt ech folgend Froe stellen: Wäert d'CFL d'Kontrollen an den Zich verstäerken? Wat fir eng weider Mesurë si geplangt, fir d'Sécherheetsgefill am ëffentlechen Transport ze steigeren?

Gëtt eng Evaluatioun, ob d'Kamerainstallatiounen an de Voituren zu engem Réckgang vun Aggressioune gefouert hunn, duerchgefouert?

A letzlech wollt ech den Här Minister froen, ob en drun denkt, eventuell eng nei Campagne, fir d'Sécherheet ze verbesseren an d'Leit an den Zich besser ze encadréieren, ze starten.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An ech ginn direkt d'Wuert weider un d'Madame Hemmen.

- Question n°97 du 11 mars 2015 de Mme Cécile Hemmen relative à la sécurité dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, meng Fro bezitt sech eigentlech op e Virfall vum leschte Weekend, wou an engem Linnebus e Mann mat engem Gewier opgefall ass, deen domadder dann och d'Passagéier an Oprou an an Angscht versat huet. An, wéi gesot, dat bréngt mech derzou, dës Fro opzewerfen, ob a wéi den Usager vum ëffentlechen Transport, an dësem Fall dann an eise Bussen, sécherheetsméisseg encadréiert ass.

D'Gewalt gehéiert jo leider zum Alldag a schläicht sech mëttlerweil och iwwerall an. Dofir géif ech gäre vun Iech emol wëssen, Här Minister, wann ech gelift, ob d'Buschauffeuren an hirer primärer Formatioun oder eventuell och emol spéider an enger Formation continue och elo mëttlerweil geziilt geschoult ginn, fir mat gewalttätegen oder awer suspekte Passagéier ëmzegoen.

Hu si deemno dann och Instruktiounen, respektiv wat sinn hir Befugnisser, fir eventuell selwer anzegräifen, oder musse se eventuell op d'Police waarden oder hu se och vläicht e Moyen, fir privilegéiert mat der Police a Kontakt ze trieden, falls eppes esou op hirem Wee géif opfalen?

Här Minister, et ass wichteg, fir d'Vertraue vun de Leit an den ëffentlechen Transport ze garantéieren. Mir wëllen e jo esou attraktiv ewéi méiglech gestalten. An do gehéiert, a mengen Aen, de Sécherheetsfacteur ganz kloer derzou.

Merci, Här Minister, fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hemmen. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt deenen zwee Deputéierten och Merci fir déi Froe soen, well déi sinn effektiv vun enger gewësser Aktualitéit. An ech wëll och soen, datt et hei net nëmmen ëm d'Sécherheet geet vun de Clienten an den Zich an an de Bussen, mä och vun deene Leit, déi do schaffen, well déi si genausou bedrot.

A well mer dat seriö huelen an dat och an der Vergaangenheet scho seriö geholl ginn ass, gi vill Efforte gemaach a si vill gemaach ginn.

Der Eisebunn hir Strategie baut op dräi Pilieren op: Dat Éischt ass d'mënschlech Präsenz; dat ass déi Fro, déi jo gestallt ginn ass mat de Kontrolleren an den Zich. Dat Zweet sinn technesch Mesuren, dat ass dann éischter Kameraiwwerwaachung an esou weider. An dat

Drëtt sinn Actions de sensibilisation, dat heescht, all méiglech Campagnen ze maachen, fir op déi ganz Problematik ze sensibiliséieren.

Ech wëll och direkt soen, virausgeschéckt, well dat och gefrot ginn ass, datt natierlech d'CFL-Personal, sougutt d'Buschauffeuren eréi och déi, déi an den Zich sinn, spezifesch Formatioune kréien, wéi se sollen ëmgoe mat Konfliktsituatiounen.

Ech wëll awer och direkt derbäisoen, datt ee Volet dovunner ass, datt se gesot kréien, si sollten net den Held spillen, well si sinn net Agents de sécurité, keng Polizisten. Si sollen do sinn, fir duerch hir physesch Präsenz an duerch Hëllefstellung natierlech derfir ze suergen, datt méiglechst alles roueg ofleeft.

Wann awer Problemer sinn, da si se an enkem Kontakt mat der Police. A mir hunn e Policekommissariat direkt an der Gare Lëtzebuerg. Et wäert och nach eent zu Ettelbréck an déi nei Gare kommen. Soudatt gekuckt gëtt, fir eng Präsenz méiglechst grouss och ze hunn, datt och d'Police ka matzäit do sinn op de Garen, wann eppes geschitt.

Ech wëll Iech och soen, datt doriwwer eraus awer och immens vill Suerg gedroe ginn ass an de Garë ronderëm. Also, zum Beispill, et gëtt 31 Leit, dat ass Sécherheetspersonal, wat fir d'Eisebunn de Moment schafft fir d'Sécherheet an de Garen a ronderëm d'Garen. Dat ass virun allem Ettelbréck, d'Stad Lëtzebuerg, Esch an esou weider.

Dann, doriwwer eraus, sinn och vill Kameraen installéiert ginn an dem Zuchmaterial. Et ass esou, datt mat Ausnahm vun den Automotricë vun der Serie 2000 alleguerten de Matériel roulant vun der CFL mat Kameraen équipéiert ass. Dat heescht, insgesamt hänken an den Zich 936 Unités de caméra. Dat sinn der relativ vill, soudatt vun där Wart hier och dat zu der Sécherheet bäidréit.

An dat ass och beluecht, datt, generell gesinn, dat awer natierlech effikass ass an datt dat an den Zich derzou gefouert huet, datt manner Incidente sinn. Ganz kritt ee se souwéisou ni ausgeschloss an der Gesellschaft, wou mer liewen, mä et muss een de Maximum maachen do derfir.

Dann ass et awer och esou, datt an den CFLs-Bussen och Kameraen installéiert sinn. Och do ass et esou, datt 62 Bussen équipéiert sinn domadder. An da sinn awer och nach op den Halten an de Garë Kameraen installéiert, do deelweis, also an deene meeschte grousse Garen an Halte sinn der. E puer feelen der nach, zum Beispill an der Gare Ettelbréck, do si se en cours, fir opgehaangen ze ginn. Do wäerten der elo nach vläicht bäikommen. Mä am Total ass dat awer scho vill. Et sinn iwwer..., also 1.955 Kameraen, déi op der CFL, Info, Zich an an de Garen doruechter hänken. Dat ass immens vill. Dat ass jo en héije Käschtepunkt, deen domat verbonnen ass.

An dann ass et och esou, datt haut d'Arrêten an d'Garë ganz anescht konzipéiert gi wéi fréier. Éischtens méi frëndlech, méi clientsfrëndlech, méi beliicht, keng doudeg Ecker. Ech mengen, den Urbanismus spillt eng immens wichteg Roll, wann et ëm d'Sécherheet geet.

An dann, wéi gesot, Sensibiliséierungscampagnë gi regelméisseg gemaach a wäerten och an nächster Zäit nach gemaach ginn. A wat d'Bussen ubelaangt, do gëtt et en zousätzlechen Dispositif. An de Bussen ass et esou, datt duerch d'Telematik, déi mer agefouert hunn, de Chauffeur haut e Knäppchen huet, datt, wann eppes am Bus geschitt, eng Bedroung oder eppes, dann dréckt en déi Tast an dann héiert d'office d'Leitstell alles mat, wat am Bus geschitt.

A vu datt déi jo och wëssen, wou de Bus ass, well de Bus jo iwwer GPS geort ass, kënnen déi direkt d'Police op déi richteg Plaz schécken, soudatt dat hei vu menger Säit aus och en Appell ass un all déi Leit, déi Schlechtes wëlles hunn, se solle léiwer net probéieren an de Bussen an Zukunft, well do gëtt et genuch Équipementer, déi derfir suergen, datt se relativ séier mindestens gepëtzt ginn. An dat ass duerch déi Installatioun vun der Telematik haut och méiglech, an dann ass et och méi einfach méiglech, ze intervenéieren.

Bon, dat sinn natierlech immens Moyenen, déi haut schonn agesat ginn. Déi wäerten nach vervollstännegt ginn an nächster Zäit, och mat Campagnen. Dat kascht och vill Geld, vill Opwand an ass awer noutwendeg, ganz sécher. Mä, wéi gesot, honnertprozenteg kréie mer et net ausgeschloss.

Et muss een och soen: Dee Fall, deen zu Kautebaach geschitt ass, dee war awer nu wierklech ganz spezifesch, well déi Persoun sech och net gemellt huet. An et ass esou an den Zich, datt d'Bildmaterial fënnef Deeg gehale gëtt, da läscht dat sech vum selwen.

Bon, elo kann ee sech soen: Misst een dat net méi laang halen? Mä ech géif awer net derfir plädéieren, well dat heiten huet jo och mat Dateschutz ze dinn an esou weider. D'Protection de la vie privée an esou Geschichte spillen hei mat. An ech mengen och, datt esou Fäll, wéi deen doten, awer wierklech exzeptionell sinn, well an der Regel, wann awer am Zuch eppes geschitt, d'Leit sech relativ séier vum selwe mellen, an dat dote vläicht awer Eenzelfäll sinn.

Mä doriwwer eraus, wéi gesot, ass haut d'Situatioun grosso modo awer scho ganz sécher an den Zich, an e Maximum gëtt geschafft an investéiert, fir datt se nach besser gëtt an Zukunft.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Mir kommen dann zur leschter Fro, gestallt vum Här Franz Fayot. An do dréit et sech ëm d'Bauaarbechte vum Institut d'Histoire du Temps Présent. Se riicht sech un de Statssekretär fir d'Héichschoul.

- Question n°98 du 11 mars 2015 de M. Franz Fayot relative à l'état d'avancement des travaux en vue de la création d'un Institut d'Histoire du Temps Présent, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech mengen, bei de Bauaarbechte si mer nach net, mä effektiv ass et eng Fro, wou et ëm den Zoustand geet vun der Planifikatioun vun deem Institut d'Histoire du Temps Présent.

De Rapport Artuso iwwert d'Period nom 10. Mee 1940 an d'Roll vun der Lëtzebuerger Zivilverwaltung an der Juddeverfolgung, mat deem mer eis muer wäerten an der Institutiounskommissioun, an enger élargéierter Institutiounskommissioun auserneesetzen, dee Rapport ass sécher eng Zäsur an der Lëtzebuerger Geschichtsschreiwung, well e weist, a seng Konklusioune weisen, dass et néideg ass, och zu Lëtzebuerg, fir mat verschiddene Mythen, mat enger gewësser Zort vu Geschichtsschreiwung opzeraumen, déi méi mat „storytelling" a mat Mémoire ze dinn huet, wéi mat objektiver Historiografie.

An dat ass d'ailleurs eppes, wat a ville Länner, a villen europäesche Länner scho virun 30 a 40 Joer geschitt ass. A mir gesinn, dass mir eis haut, notamment mam Rapport Artuso, mat genee deenen Theme beschäftegen, mat der Resistenz, mat der Roll vun der Zivilverwaltung, déi zréckbliwwen ass no der Invasioun duerch d'Nazien, wéi dat a villen anere Länner geschitt ass. An dofir, just aus deem Grond steet am Regierungsprogramm, dass d'Regierung wäert en Institut d'Histoire du Temps Présent schafen, dee sech wäert der Studie vun der zäitgenëssescher Geschicht widmen an eng seriö Opschaffung vun deenen Theme maachen.

Ech hat schonn am November 2014 eng Fro gestallt iwwert den IHTP, och un den Här Statssekretär. An deemools ass mer gesot ginn, haaptsächlech - an ech zitéieren: «En effet, l'Institut d'Histoire du Temps Présent ne sera pas créé ex nihilo mais à partir des institutions existantes qui en constitueront le noyau de base.»

Dohier meng Froen:

Éischtens, wat fir eng Institutions existantes sinn dat? Ass dat, wéi virgesinn, de Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé an deen iwwert d'Resistenz?

Zweet Fro: Wou ass d'Planung vun deem IHTP fir de Moment drun? Wat ass d'Zäitschinn? Wéini gedenkt d'Regierung, do e Projet virzeleeën?

An dann, drëttens: Soll deen IHTP onofhängeg gi par rapport zu der Uni Lëtzebuerg? Ech mengen, dat wär wichteg, mä dat ass och eng Fro.

An dann, véiertens: Gëtt et och schonn e Programme de recherche fir deen Institut?

Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot, mam Wonsch, dass e soll op d'Auer kucken. Merci. Dann huet d'Wuert de Statssekretär fir d'Héichschoul.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci natierlech och un den Deputéierte fir déi dote Fro, well et ass e sensibele Sujet, mat deem mer eis natierlech och intensiv beschäftegen. Den Deputéierte Fayot huet de Regierungsaccord zitéiert. Do steet notamment och dran, dass deen Institut fir d'Zäitgeschicht «pour mission une recherche scientifique, critique et objective sur notre histoire contemporaine» huet.

An et ass och dofir, dass de Regierungsrot den 3. Oktober 2014 décidéiert huet, fir d'Tutelle vun dem Kulturministère eriwwerzeginn an de Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dat hate mer och an der zoustänneger Kommissioun bei der Presentatioun vum Budget eng Kéier kuerz ugerass, dass elo d'Tutelle changéiert hätt. Do gouf et ronderëm den Dësch relativ Zoustëmmung, dass dat elo bei eis am Ministère géif doheem sinn.

Mir sinn an deene leschte Méint amgaang gewiescht, dorunner ze schaffen. Dir hutt e puer Instituter hei opgezielt. Ech géif der nach e puer, ouni se alleguerte wëllen ze ernimmen, awer och nach mat an d'Diskussioun ginn, mat deene mer och schwätzen fir esou eng Kreatioun. Mir schwätzen natierlech mat der Universitéit doriwwer. Mir schwätze mat dem CVCE doriwwer. Mir schwätze mat dem Centre d'études et de recherches Robert Schuman doriwwer. A mir schwätzen natierlech och nach mat aneren Akteuren iwwert d'Kreatioun vun esou engem Institut fir d'Zäitgeschicht.

Wou si mer drun? Et gëtt konzeptuell den Ament geschafft. Mir hoffen, dass mer virum Summer nach kënnen déi grouss Linne presentéiere vun deem Institut fir d'Zäitgeschicht. An da kann ech Iech soen, dass do nach keen definitive Programme de recherche steet. Dat gëtt am Moment an der Consultatioun mat deene verschiddenen Akteuren nach ëmmer weider diskutéiert. A wa mer bis eng Kéier esou wäit sinn, wäerte mer natierlech och d'Presentatioun maache vun deem Institut an och wéi et herno wäert ausgesinn a wou et eventuell och situéiert wär.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär.

Mir wären dann um Enn vun der Froestonn ukomm a géifen dann zu eisem éischte Projet de loi iwwergoen. Et handelt sech ëm de Projet de loi 6677 betreffend d'Application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution. Voilà, dat ass den Inhalt vum Gesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den Här Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt.

7. 6677 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et modifiant, en vue de favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée,

1) l'article 634 du Code d'instruction criminelle;

2) la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires;

3) la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen

Rapport de la Commission juridique

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6677, wéi den Här President et scho gesot huet, beschäftegt sech mat zwou europäesche Kaderdécisiounen, déi mer a lëtzebuergescht Recht sollen ëmsetzen. Dat ass fir d'Éischt d'Kaderdécisioun 2008/947/JAI, déi d'géigesäitegt Unerkenne vun Uerteeler a Bewährungsdécisiounen am Hibléck op d'Iwwerwaachung vu Bewährungsmoossnamen an alternative Sanktiounen afeiert.

Zweetens musse mir awer och eis Legislatioun upassen, nodeems d'Unhuele vun der europäescher Kaderdécisioun 2009/299/JAI eng ganz Partie aner Kaderdécisioune modifizéiert huet, fir d'prozedural Rechter vu Persounen ze stäerken, déi net bei hirem Prozess derbäi woren.

Mat dem Ëmsetze vun den Dispositiounen aus dësen zwou Kaderdécisioune komme mir dem Zil vun engem europäesche Rechtsraum nees méi no. D'Visioun vun esou engem europäesche Rechtsraum an enger besserer europäescher Kooperatioun am strofrechtleche Beräich ass net nei.

Sou huet den Traité vu Maastricht d'Basis fir den deemolegen drëtte Pilier vun der Europäescher Unioun, der sougenannter „Coopération en matière de justice et affaires intérieures" geluecht. Den Traité vun Amsterdam schwätzt fir déi éischte Kéier vum „Espace judiciaire européen".

Eng richteg Dynamik ronderëm dëse gemeinsamen europäesche Rechtsraum gouf awer eréischt 1997 um Conseil vun Tampere a Finnland ausgeléist. Et war während dësem Conseil, dass d'Stats- an d'Regierungscheffen décidéiert hunn, net op de Wee vun enger Harmonisatioun vun den eenzelnen nationale Legislatiounen, mä éischter vum Principe de reconnaissance mutuelle vu Geriichtsentscheedungen ze goen.

D'Memberstaten erkennen also d'Décisioune vu Geriichter aus anere Memberstaten un, fir esou mat gemeinsame Regelen déi national Legislatioune lues a lues uneneen erunzeféieren. Als bekanntst Instrumenter vum Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung si virun allem den europäeschen Haftbefehl an d'géigesäitegt Unerkenne vu Geriichtsuerteeler ze nennen, déi 2004 respektiv 2011 an d'Lëtzebuerger Recht transposéiert goufen.

Ech wëll hei just kuerz op déi zwou Kaderdécisiounen agoen, déi vun dësem Projet de loi ëmgesat solle ginn. Den Detail fannt Dir am schréftleche Rapport.

Nom Avis vum Conseil d'État huet d'Kommissioun Amendementer agereecht, an de Conseil d'État huet en Avis complémentaire eraginn. D'Kaderdécisioun 2004/947 huet zum Zil, den Transfert vu Persounen, déi vun enger Bewährungsmoossnam oder enger alternativer Sanktioun, eréi zum Beispill en obligatoreschen Drogenentzuch oder gemeinnützeg Aarbecht, betraff sinn, an hiert Heemechtsland ze erliichteren. Bis elo ginn déi Fäll iwwer eng europäesch Konventioun geregelt, déi eng Rei Memberstate vum Conseil de l'Europe ratifizéiert hunn.

Et geet hei drëms, uniform Regelen ze schafen, déi et engem Memberstat erlaben, d'Respektéiere vun de Bewährungsoplage vun engem auslännesche Résident ze kontrolléieren, deen dës Oplagen an engem anere Memberstat operluecht kritt huet. Dëst soll d'Victimmen an d'Gesellschaft am Allgemenge besser schützen, andeems déi concernéiert Persoune sech an hirem gewinnten Ëmfeld besser sozial rehabilitéiere kënnen. D'Demandë vun an u Lëtzebuerg, fir Transferten ze realiséieren, ginn ënnert der Autoritéit vum Procureur général d'État géréiert.

Et ass nach interessant ze bemierken, dass de Contrôle vun der duebeler Incriminatioun, wéi esou oft am Kader vum Principe de reconnaissance mutuelle, bei enger Lëscht vu graven Infraktiounen, wéi dem Terrorismus oder der organiséierter Kriminalitéit, entfält. D'Ëmsetze vun dëser Kaderdécisioun ass fir eis vu grousser Wichtegkeet, well zu Lëtzebuerg eng relativ grouss Zuel u Persoune vun esou Mesurë betraff sinn.

Déi zweet Kaderdécisioun 2009/299 huet zum Zil, d'prozedural Rechter vu Persounen ze stäerken, déi vun engem Prozess betraff sinn, besonnesch, wann déi Persoune selwer net um Prozess deelhuele kënnen. Zu deem Zweck ginn d'Grënn limitéiert, déi e Memberstat kann ufëieren, fir d'Unerkenne vun enger Décisioun ze refuséieren.

De Projet de loi 6677 dréit deem Rechnung an adaptéiert an dësem Sënn d'Gesetz vum 23. Februar 2010 iwwert d'Applikatioun vum géigesäitegen Unerkenne vu Geldstrofen, d'Gesetz vum 17. Mäerz 2004 iwwert den europäeschen Haftbefehl souwéi den Artikel 634 vum Code d'instruction criminelle.

Zwou aner Kaderdécisiounen, déi eigentlech och vun der Kaderdécisioun 2009/299 viséiert goufen, sinn nach net an dat lëtzebuergescht Recht ëmgesat ginn.

Allgemeng muss ee feststellen, dass esou wichteg Instrumenter vun der europäescher Zesummenaarbecht am Strofrecht leider nëmme ganz lues an de Memberstate vun der Europäescher Unioun ëmgesat ginn. Hei kéint all Land méi Efforte maachen, besonnesch, wann ee bedenkt, dass et ganz oft ëm net manner wéi d'Sécherheet vun eise Bierger geet.

Erlaabt mer zum Ofschloss, nach e puer allgemeng Remarquen zu der strofrechtlecher Kooperatioun an der Europäescher Unioun ze maachen.

En Europa ouni Grenze suergt fir ganz vill Fräiheeten a Virdeeler fir seng Bierger. Fir dass de Projet Europa, ewéi mir en haut kennen, allerdéngs net riskéiert ze versoen, mussen all d'Memberstaten derfir suergen, dass eng bestëmmte Kategorie Leit eise Sënn vu Fräiheet net mëssbrauchen. Ech schwätzen och, mä net nëmme vum Terrorismus.

D'Zesummenaarbecht vun all de Memberstaten an der Bekämpfung vu Kriminalitéit an Terrorismus ass vun immenser Wichtegkeet. Dëst gëtt engem an de leschte Méint erëm nei a méi bewosst.

Eng gutt Zesummenaarbecht verlaangt allerdéngs och e gewësst Vertrauen tëschent de

Memberstaten. De Prinzip vun der Reconnaissance mutuelle steet a fält mat deem Vertrauen. Vertrauen, dass d'Strofen no dem Ausliwwere vu Persounen an hiert Heemechtsland korrekt applizéiert ginn. Vertrauen awer och, dass d'Mënscherechter zu all Moment vun enger Prozedur am Kader vum Principe de reconnaissance mutuelle respektéiert ginn.

Et ass wichteg, dass mir mat dësem Projet de loi net nëmmen e weidere Schratt a Richtung europäesche Rechtsraum gemaach hunn, mä dass och d'Rechter vun de concernéierte Persounen am Kader vum Principe de reconnaissance mutuelle gestäerkt goufen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an den Accord vun der CSV-Fraktioun ukënnegen, well dat hei e Gesetz ass, wat eng Rei positiv Elementer mat sech bréngt a biergt.

Et ass sécherlech fir d'Alleréischt emol e weidere Mosaiksteen um Wee fir den europäesche Rechtsraum. Et stäerkt och déi prozedural Rechter vun de Betraffenen, an et ass geduecht, fir deenen hir sozial Reintegratioun an hirem Heemechtsland eigentlech ze förderen, onofhängeg dovun, datt och eng Vereinfachung vun de Prozeduren insgesamt virgesinn ass.

Dëst Gesetz kann also ganz interessant a praktesch fir Lëtzebuerg sinn. Et bleift sécherlech awer ze kucken, ob a wéi vill drop zréckgegraff gi wäert hei am Land, respektiv wéi et sech an der Praxis entwéckele wäert.

Meng Fro un den Här Minister, zum Ofschloss: Hutt Dir eventuell aktualiséiert, aktuell an aktualiséiert Statistike vun Transferten op Lëtzebuerg hin, op där enger Säit, respektiv vu Lëtzebuerg en application vun den haut scho bestehende Konventiounen an der Gesetzgebung, déi schonn a Kraaft ass op anere Punkten natierlech wéi deem vun der Peine de substitution?

Merci. A wéi gesot den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Modert. Den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Arendt, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Dat hei ass, mengen ech, e Projet, deen net fir grouss parteipolitesch Ausenanersetzunge suergt, mengen ech, well et e gutt Beispill ass, wéi Europa och am Justiz- a Sécherheetsberäich eis ka weiderbrénge. Well, wann d'Länner op sech gestallt wären, fir un déi dote Froen erunzegoen, da wär et sécherlech vill méi schwéier, eng schnell Äntwert ze fanne bei der praktescher Fro: Wéi kann een Uerteeler unerkenne respektiv ausféieren, déi an engem anere Land geholl si ginn?

(Problèmes techniques de sonorisation)

…spezifesche Beräich, wéi ee kann eenzel Uerteeler am Strofberäich exekutéieren.

Et huet sech, mengen ech, och als richteg erwisen, dass een an deem ganze Beräich vun deem europäesche Rechtsraum net op de Wee gaangen ass, fir eigentlech eng Harmoniséierung vun deene selllechen nationale Bestëmmungen unzestriewen, wat bal zu 28 onméiglech wär, fir ze maachen, mä dass ee gesot huet: Mir kucken haaptsächlech virunzekommen am Unerkennen, am géigesäitegen Unerkenne vun Décisiounen, déi an anere Memberstate geholl si ginn. Genau dat gëtt hei gemaach. An dat ass, mengen ech, dee richtege Wee. An dat ass konkret och eppes, wat fir Lëtzebuerg ka spillen.

Et ass schonn drop opmierksam gemaach ginn, et ass also net reng Theorie, mä dat hei ass eng Dispositioun, eng Décision-cadre. Et sinn Décision-cadren, déi sécherlech och hire praktesche Notze wäerten hunn, wann et drëm geet, notamment och ze gewährleeschten, dass bei Leit, déi hei zu Lëtzebuerg veruerteelt gi sinn, u sech dann och déi Bedéngungen, déi an deem Uerteel festgeluecht si ginn, herno och kënnen dann an engem anere Land weiderverfollegt ginn.

Et ass also eppes, wat wichteg ass, an duerfir wäert dat doten och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. An ageschriwwen ass dann d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och am Numm vun der grénger Fraktioun e Merci un den Här Arendt als Rapporteur. An den Accord vun der Fraktioun ginn ech och gär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Loschetter. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

(Interruption)

Ah, jo, ma da si mer fäerdeg mat der allgemenger Diskussioun. D'Wuert huet den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur, dem Guy Arendt, dee wierklech ganz explizit an och am Detail de Projet virgedroen huet. Ech wëll dann och dat net widderhuelen.

Ech wëll just op een, zwee Aspekter hiweisen. Den éischten, op deen ass den Alex Bodry och scho kuerz agaangen, fir drun ze erënneren, dass vun Tampere un 1999 d'Ambitioun, de gemeinsamen europäesche Rechtsraum a Raum fir Sécherheet a Fräiheet opzebauen, dass dee Versuch sécher kee liichten ass, mä et ass awer mat Sécherheet e Beräich, wou et Sënn mécht.

De Beräich vun der Justice ass een, deen am Alldag vun de Bierger eng grouss Bedeitung huet a wou Fortschrëtter ganz oft kënnen e praktesche Mehrwäert hunn. Zu Tampere ass och d'Optioun geholl ginn, fir net onbedéngt ze probéieren, d'Legislatiounen an den 28 Länner all Kéiers mussen ze änneren, mä dass ee géif probéieren, iwwert dat méi souplet Instrument vun der géigesäiteger Unerkennung wëllen ze fueren, notamment am Beräich vun de Geriichtsdécisiounen.

Déi géigesäiteg Unerkennung gëtt et. Hei gëtt se elo eigentlech preziséiert am Beräich vu Mesuren, déi eng Strof applizéieren, am Beräich vu Mesures de probation an anerer. D'Finalitéit dovun ass eng, mengen ech, déi mer alleguerte kënnen ënnerstëtzen.

D'Finalitéit ass am Fong och déi, deene betraffene Condamnéierten hir Rehabilitatioun, hir Resozialisatioun och doduerch kënnen ze erliichteren, datt se eventuell déi aménagéiert Peinen och an hirem eigentleche Pays de résidence kënnen ausfëllen. Dat, mengen ech, ass richteg. Et ass en Instrument, wat keen Zwang ausüübt. Et ass kee forcéiert, dat ze maachen, mä et ass eng Méiglechkeet, déi geschafe gëtt, an zwar bei deenen, wou et sech géif positiv kënnen auswierken.

Lëtzebuerg huet bei dëser Dispositioun vläicht en Intérêt, dee statistesch e bësse méi grouss ass, wéi dee vun anere Länner. Mir hunn zu Schraasseg vill Leit, déi keng Lëtzebuerger Résidentë sinn. An domat mengen ech net Leit, déi hei zu Lëtzebuerg als Lëtzebuerger Résident condamnéiert gi sinn, mä Leit, déi wierklech och virun hirer Condamnatioun keng Lëtzebuerger Résidentë waren. Déi kënne vun dëser Mesure Gebrauch maachen.

Fir Lëtzebuerg géif dat bedeiten, dass vläicht méi Leit net méi hei zu Lëtzebuerg vun de Lëtzebuerger Autoritéite misste kontrolléiert ginn an am A behale ginn. Dat wär mat Sécherheet eng Erliichterung. Dofir, iwwert déi nobel Grënn eraus, gëtt et och fir Lëtzebuerg schonns praktesch Grënn, fir dës Legislatioun, dëst Stéck europäesch Legislatioun ze ënnerstëtzen.

Dofir, mengen ech, ass et och gutt, wann hei am Haus eng Eestëmmegkeet ass op där doter Fro. Dat gesot, nach eng Kéier Merci fir d'Ënnerstëtzung.

D'Fro vun der Madame Modert: Ech hunn déi aktuell Zuel net. Déi misst ech beim Procureur général froen. Ech maachen dat, an dann, wann Der d'accord sidd, géife mer Iech déi aktualiséiert Zuelen an der nächster Commission juridique matdeelen.

Dat gesot, Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister.

Mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6677 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6677 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6677 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Ass de Wonsch do, fir d'Abstentiounen ze motivéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da bleift mir just nach d'Fro ze stellen, ob mer dem Projet d'Dispens vum zweete Vote ginn.

(Assentiment)

Ma dann ass dat esou décidéiert. Villmools Merci.

Mir kommen dann zum nächste Projet. Dat ass de Projet de loi 6724. An do geet et ëm Amendementer zum Protokoll iwwert d'Konventioun, déi d'grenziwwerschreidend Loftverschmotzung duerch Schwéiermetaller betrëfft. An d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den Här Roger Negri.

8. 6724 - Projet de loi portant approbation des amendements au texte et aux annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schwéiermetaller, Bläi, Cadmium a Quecksëlwer sinn déi dräi toxesch Schwéiermetaller, déi eis Loft am meeschte polluéieren, an dat och iwwer laang Distanzen ewech.

Den Objet vum Projet de loi vun haut ass deemno d'Approbatioun vun enger Rei vun Amendementer vum Protokoll iwwert d'Schwéiermetaller, déi de 24. Juni 1998 zu Aarhus ënnerschriwwe gi sinn. Dee Protokoll war den Objet vum Gesetz vum 24. Dezember 1999 an ass den 29. Dezember 2003 a Kraaft getrueden.

Et handelt sech prezis ëm Amendementer vun den Annexen II, IV, V a VI, déi den 13. Dezember 2012 zu Genève op der 31. Sessioun vun der Exekutiv iwwert d'Konventioun vun der grenziwwerschreidender Loftverschmotzung op laang Distanz adoptéiert goufen. De franséischen Numm dovun ass „Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance" an ass materialiséiert duerch d'Décisioun 2012/5.

Och wann et sech ëm eng Formalitéit handelt, déi allerdéngs awer zimlech technesch ass, erlaben ech mer, e bësse méi wäit auszehuelen, fir dee legislativen Akt vun haut an de Kontext ze setzen.

Grondsätzlech geet et ëm den internationalen Effort, fir d'Loftverschmotzung ze reduzéieren. D'Loftverschmotzung huet ganz grav Auswierkungen op eis Gesondheet, op déi natierlech Ëmwelt an och op d'Ekonomie. Sou verursaacht d'Loftverschmotzung Gesondheetsprobleemer um Niveau vun den Otemweeër an och Häerzkreeslafproblemer a beanträchtegt do derniewent d'Planzen- an d'Déierewelt a schiedegt och eis Ekosystemer. Vun de Wirtschaftssecteuren ass besonnesch d'Landwirtschaft betraff.

Aus där Erkenntnis eraus hu schonn 1979 déi europäesch Staten, d'USA, Kanada an d'Sowjetunioun zu Genève eng Konventioun ënnerschriwwen, déi géint eng wäitraimeg, grenziwwerschreidend Loftverschmotzung sech agesat huet. Dës Konventioun ass de 16. Mäerz 1986 a Kraaft getrueden. 51 State sinn haut un dës Konventioun gebonnen.

D'Anhale vun der Konventioun gëtt vun der Wirtschaftskommissioun fir Europa vun de Vereenegten Natiounen iwwerwaacht. Op Basis vun der Konventioun goufen eng Rei vu Protokoller ausgeschafft, déi sech mat méi spezifeschen Aspekter vun der Loftverschmotzung beschäftegen, wéi zum Beispill Schwiefelemissiounen oder Stéckstoffemissiounen oder, wéi am Fall vum Aarhus-Protokoll, ëm deen et jo haut geet, mat den Emissioune vun de Schwéiermetaller Bläi, Cadmium a Quecksëlwer.

Dës dräi Schwéiermetaller gëllen als besonnesch toxesch. Mir huele se zum Deel iwwert d'Loft, awer och iwwer Liewensmëttel op. Si räichere sech am Kierper un a brénge schwéierwiegend Gesondheetsrisike mat sech. Et ass also deemno wichteg, dass weltwäit gekuckt gëtt, wat déi wichtegst Emissiounsquelle vun dëse Schwéiermetaller sinn, fir dann déi Emissiounen och konsequent ze reduzéieren. Genau dat geschitt am Kader vum Aarhus-Protokoll.

Mat dem Bäitrieden zu deem Protokoll hu sech d'State verflicht, hir Emissioune vun deenen dräi Schwéiermetaller ënnert d'Wäerter vun 1990 ze reduzéieren. Betraff sinn un éischter Stell bestëmmten Typpe vun Industrieanlagen, woubäi duerch d'Verbrennungsprozesser héich Emissiounen entstinn. Dat si virun allem d'Kraaftwierker am Energieberäich, der Stolindustrie, Cimenterien an esou weider, awer och Müllverbrennungsanlagen oder - zum Gléck ëmmer manner - Länner, déi nach mat verbläitem Bensin an hiren Autoe fueren.

E Schwéierpunkt vum Aarhus-Protokoll ass et, dass an deenen Anlagen déi beschtméiglech Technologien, „meilleures techniques disponibles", agesat ginn, fir d'Emissiounen esou geréng wéi méiglech ze halen, mä eben och, esou wéi dat beim verbläite Bensin ass, fir virun allem op den Asaz vun deene Schwéiermetaller ze verzichten. D'Palett vun deene betraffene Produiten ass ganz grouss. Dat kënne Batterië sinn, dat kënne Moossinstrumenter sinn, dat kënne Pestizide sinn, Faarwen an esou weider.

D'Amendementer, deene mer mat dem virleiende Projet de loi vun haut zoustëmmen, betreffen als Haaptpunkten d'Grenzwäerter, déi bindend mussen agehale ginn. Et gëtt Referenz gemaach op en Orientéierungsdokument, dat déi beschtméiglech Technologien definéiert a regelméisseg kann ugepasst ginn. D'Zil ass et, d'Exigenze vum Protokoll entspriechend der technescher Entwécklung eropzeschrauwen, fir dass e realen Ureiz bestoe bleift, weider Efforten ze maachen, fir d'Emissioune vun dëse Schwéiermetaller ze reduzéieren.

Doduerch, dass déi méi streng Normen zum Deel nëmme fir déi State verbindlech sinn, déi déi ugesprachen Amendementer och unhuelen, oder verschidden Transitiounsphase bestinn, déi haaptsächlech bis den 31. Dezember 2019 ginn, ass fir déi Staten, déi dem Protokoll elo nei bäitriede wëllen, domat méi e groussen Ureiz geschafe ginn. An déi State sollen domat encouragéiert ginn, sech dem Protokoll unzeschléissen.

Et ass ganz wichteg, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Approbatioun zu dësen Amendementer ginn, well dës eréischt kënnen a Kraaft trieden, wann zwee Drëttel vun de Staten, déi schonn de Protokoll ugeholl hunn, och d'Amendementer guttheeschen.

D'Valeurs limites d'émission, ofgekierzt VLE, ginn a Milligramm pro Meter Kibb pro Joer ausgedréckt a stinn an der Annex V vum Protokoll. Ech erspueren Iech, déi elo all opzezielen, well d'Transpositioun vum Gesetz jo och an engem eenzegen Artikel resüméiert ass, nämlech der unilateraler Iwwerhuelung vun den Amendementer vum Protokoll iwwer Schwéiermetaller vum 13. Dezember 2012 zu Genf.

Här President, an der Praxis ännert sech fir Lëtzebuerg am Fong duerch dat Gesetz vun haut net wierklech eppes. Eis gesetzlech Normen, wat d'Schwéiermetaller betrëfft, leede sech schonn aus EU-Direktiven a -Reglementer of, déi dem Protokoll vun Aarhus a groussen Deeler schonn e Schratt viraus sinn. Esou zum Beispill d'Direktiv 2009/30 iwwert d'Qualitéit vun de Carburanten; d'Direktiv 2006/66 iwwert d'Batterien an d'Accumulateuren, d'Akkuen also; d'Direktiven 2012/96 an 2011/65 iwwer elektresch an elektronesch Offäll, an dann déi ganz Direktiven am Kader vu REACH iwwer chemesch Produiten, déi mer jo hei an der Chamber schonn ëmgesat hunn.

Woubäi besonnesch nach ervirzehiewen ass, am Beräich vun de meilleures Techniques disponibles, dass duerch eis Ëmsetzung vun de Gesetzer vum 6. Januar 2011 an 9. Mee 2014

de Beräich vun den industriellen Emissioune fir d'Stolindustrie, Klinker, Zement an Haushaltsoffall den Emissiounslimitte vum Protokoll scho méi laang ënnerläit. Déi Norme sinn deemno elo scho konform mat deene geplangten Amendementer oder si gi scho ganz oft doriwwer eraus.

Um EU-Niveau muss just nach d'Konventioun vu Minamata iwwert de Quecksëlwer ëmgesat ginn, wat eng Adaptatioun vun engem entspriechenden EU-Reglement verlaangt, mä dës Reglementer si jo dann och direkt applikabel.

Et bleift déi erfreelech Feststellung, dass d'Emissioune vu Schwéiermetaller an deene leschte Jorzéngten effektiv drastesch zréckgaange sinn an dass all déi Efforten, fir toxesch Stoffer no an no duerch manner schiedlech Produiten ze ersetzen, an d'Reduktioun vun dësen Emissiounen duerch optiméiert Verbrennungsprozesser a besser Filteranlagen effektiv hir Friichten droen.

Dee Fortschrëtt muss virugoen. Déi am wäitsten entwéckelt Länner dierfe sech net op hire Lorbeeren ausrouen a mussen den Drock op d'Verursaacher vun toxeschen Emissioune weider héichhalen. Gläichzäiteg mussen Efforte gemaach ginn, fir d'Länner, déi nach net esou wäit sinn, esou schnell eweí méiglech mat op de leschte Stand vun der Technik ze brénge respektiv ze begleeden.

An domat, Här President, ginn ech den Accord vu menger LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet den Här Marcel Oberweis als éischten ageschriwwene Riedner.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer um Ufank, wéi ëmmer, dem Roger Negri Merci ze soe fir dee mëndlechen an och dee schréftleche Rapport, deen hei virgedroe ginn ass. Hien huet déi wichtegst Elementer schonn hei virgedroen.

Ech erlabe mer just nach, e puer Punkten derbäizesetzen, déi iwwert de Kontext erausginn. De Gesetzesprojet selwer traitéiert jo e wichtegt Element vun der nohalteger Entwécklung, notamment d'Belaaschtung vun der Ëmwelt, an hei am Speziellen de grenziwwerschreidenden Transport vu Schuedstoffer an der Atmosphär. An dës stelle jo, wéi gesot, eng grouss Gefor fir de Mënsch an och fir d'Ëmwelt duer.

D'Amendementer, déi hei virgedroe si ginn, vun der Aarhus-Konventioun, berouen awer, wéi hei och gesot ginn ass, op der Konventioun iwwert déi grenziwwerschreidend atmosphäresch Verschmotzung vum 13. November 1979. Dës huet sech deemools am Speziellen op d'Emissioune vum Schwiefeldioxid bezunn, well erkannt ginn ass, dass de Gas grouss Schied op de Mënsch an op d'Ëmwelt, notamment op d'Bëschstierwen, ervirgeruff huet. Dat war, wéi gesot, an de 70er Joren.

Net vergiesse mer - ech hunn e bëssen nogesicht gehat: Dës Konventioun huet awer als Grondlag déi schlëmmste Smog-Katastroph zu London. An do sinn, tëschent dem 5. an dem 9. Dezember am Joer '52, ronn 12.000 Mënsche gestuerwen. An dat huet, no 30 Joer eréischt, bal 30 Joer, d'Entwécklung vun der Konventioun an d'Liewe geruff.

Mëttlerweil ginn all Ustrengungen ënnerholl, fir d'Emissioune vu Schwéiermetaller, wéi gesot Cadmium, Bläi, Zénk a Quecksëlwer an déi metallesch Legéierungen, ze reduzéieren. Et gëtt dofir an dësem Gesetzesprojet ervirgehuewen, bei de Betriber, notamment d'Industrien, déi beschtméiglech Technologien anzesetzen, fir esou dës Emissiounen un de Quelle schonn ze reduzéieren, esou wäit wéi méiglech. Wat de Quecksëlwer ubelaangt, esou ass gesot ginn, dass d'Konventioun vu Minamata ze ënnerschreiwen ass. Da kann och déi Saach an de Gréff geholl ginn.

Mä wa mir bei de Betriber esou streng Oplage maachen, misst een och hannerfroen, wéi mer bei den Haushalter mam Verkéier verbleiwen. Well just beim Verkéier bleiwen ech hänken hei. Duerch den LKW- an de PKW-Verkéier gi grouss Mengte vu Schuedstoffer an d'Atmosphär ausgesat, a mëttlerweil hu mer erkannt, dass niewent den Ofgasen och Feinpartikelen a souguer Ultrafeinpartikelen de Mënschen an der Ëmwelt d'Liewe sauer maachen. Et gi wuel mëttlerweil gutt Technologien, fir e groussen Deel zréckzebehalen, awer mir kënnen net verhënneren, dass grouss Mengten, Tonnen an d'Longe vun de Mënsche kommen an do geféierlech Krankheeten ervirruffen.

An deem Zesummenhang zwee Beispiller. Déi lescht Woch huet an der Belsch eng Informatioun fir vill Oprou gesuergt: d'Emissioune vun Ultrafeinpartikelen duerch d'Verbrenne vu Kerosin um Flughafe vun Zaventem. Et ass nämlech festgestallt ginn duerch Etüden, dass e Fliger vum Typ 747 - där landen och bei ons hei - tëschent 1,5 bis 2,5 Tonne Kerosin während dem Décollage - schlecht - verbrennt. Niewent den CO_2-Emissioune kënnt et och dann zu der Emissioun vun Ultrafeinpartikelen, déi ongebremst an d'Longesystemer vun de Mënschen andréngen, déi ronderëm de Flughafe vun Zaventem liewen.

Engem Artikel aus der Dagespress, kuerz drop, konnt een enthuelen, dass d'Feinpartikelen duerch d'Verbrennen an och d'Emissioune vu Schwéiermetaller de fréizäitegen Doud vu ronn 430.000 Mënschen an der Europäescher Unioun ervirruffen. Dës Feinpartikelen an Ultrafeinpartikele sinn d'Resultat vun enger schlechter Verbrennung vu fossille Brennstoffer.

A souguer d'WHO ass op de Plang getrueden an huet gesot: D'Loftverschmotzung dréit weltwäit zu dem gréisste Gesondheetsrisiko bäi a rifft de fréizäitegen Doud vu ronn siwe Millioune Mënschen ervir. Duerch d'Loftqualitéit!

Wa mir se bei ons verbesseren, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der eng Kéier an d'Drëtt Welt gitt, do kënnt Der erliewen, wat sech nach do vill ofspillt. An och do musse mer dann déi bescht Technologien uwenden.

Eng ganz rezent Etüd vum Wëssenschaftler Jean-Noël Lebrun iwwert de Flughafen Schiphol seet da Folgendes: D'Mortalitéit duerch déi héich Ëmweltbelaaschtungen an d'Feinpartikele ronderëm de Flughafen ass 3 bis 6% méi héich wéi dat gréissert Ëmfeld.

Meng Fro dofir: Misste mir net, niewent den Emissioune vu Schwéiermetaller, déi mir an de Betriber ëmmer weider reduzéieren an déi duerch de Wand jo ronderëmgedroe ginn, och dës Emissioune bei de Flughäfen, wou aner Saachen optriede kënnen, méi staark an de Mëttelpunkt vun eisen ökologesche Betruechtunge setzen, wuel wëssend, dass och do ökonomesch Iwwerleeungen hannendru sinn?

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren, ginn den Accord vun onser Fraktioun, a Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Oberweis. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Här President, fir d'Éischt wëll ech dem Här Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen, awer insbesondere fir säi mëndleche Rapport. Do ass alles gesot ginn. Och dem Virriedner hei, dem Här Oberweis, nach eng Kéier Merci fir déi Explikatiounen dozou.

An ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun, deene Gréngen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Wann e Rapport esou komplett ass, wéi deen heite vum Kolleeg Roger Negri, da bleift net vill ze soen. Ech géif et eigentlech op zwou Saache beschränken: déi eng ass, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir deen ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, an op där anerer Säit ginn ech heimat dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un de Rapporteur fir dee komplette Rapport.

Eng Fro wollte mer stellen, an déi betrëfft den Artikel 15 Paragraf 3, wou eng nei Prozedur virgesinn ass: d'Procédure accélérée. Wa mir eis elo mat deem Approbatiounsinstrument, wat mer haut hei décidéieren, d'accord erklären, mat der Applikatioun vun deenen neie Regelen an der Konventioun, musse mer eis awer d'Fro stellen, wéi wäit dat am nationale Recht sënnvoll ass, wa mer net esou eng Erklärung no Artikel 15 ofginn, well jo villes iwwer europäesch Reglementer an dësem Beräich geregelt ass.

Et wär also d'Fro un d'Regierung, ob mer net als Lëtzebuerg misste bal eng Erklärung no Artikel 15 ofginn, fir net der Legislatioun um europäesche Plang…, also, fir kohärent da kënnen um europäesche Plang virzegoen, wann all EU-Memberstat dann och esou eng Erklärung ofgëtt. Ech mengen, dat wär, am Sënn vun der Kohärenz vun eiser Legislatioun, an dësem Beräich vläicht nach ze berücksichtegen.

Also dofir d'Fro un d'Regierung: Wëllt d'Regierung beim Dépôt vum Approbatiounsinstrument eng Erklärung no Artikel 15 Alinea 3 ofginn oder net?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Déi Aarhus-Konventioun, zu där mer hei zwéin Zousätz ofstëmmen, ass eng immens wichteg Konventioun, huet se dach erlaabt, fir grad am Beräich vun der Informatioun vun der Effentlechkeet wierklech ee grousse Schrack no vir ze maachen, den Zougang vun der Effentlechkeet zu Ëmweltdaten, deen hei wierklech emol eng Kéier geregelt ginn ass, och wann en nach net ëmmer esou Applikatioun fënnt, wéi jiddweree sech dat erwaart.

Mä ech ginn och dervun aus, datt mer zu Lëtzebuerg déi Diskussioun och kréien, spéitstens dann, wa mer iwwert de Projet de loi iwwert den Zougang vun de Bierger zu den Informatioune vum Stat, de Gemengen an esou weider diskutéieren, fir dann déi Lacunnen, déi do bestinn, och nach ze behiewen.

Zweetens ass et esou, datt an deem, wat mer haut hei ofstëmmen, do och eng Rei Verbesserunge virgesi sinn, wat d'Grenzwäerter ugeet, wou also ee ka feststellen, datt et eng Tendenz gëtt och zu der Verbesserung vun deene Wäerter am Sënn, datt se méi streng ginn. Ech zielen déi Beispiller elo net op. Déi fënnt jiddwereen an der Dokumentatioun erëm.

Et stelle sech awer e puer Froen an deem heiten Zesummenhang oder Suergen; ech wier och frou, wann ech déi kéint un d'Regierung weidergi respektiv eng Äntwert kréien.

Déi éischt Suerg, déi mir hunn, dat ass, et ass am Moment eng Tendenz, also e Versuch, fir déi Konventioun och auszedehnen op méiglechst vill Länner, wat jo u sech eng gutt Saach ass. Mä parallell zu deem Versuch, fir se auszedehnen op méiglechst vill Länner, gëtt et awer och d'Tendenz, fir heiansdo Saachen ze verwässeren an da Konzessiounen ze maachen. An dat ass eppes, ee Phenomeen, dee mécht eis Suergen, also net d'Ausdehnung, mä d'Verwässerung.

Deen zweete Problem, dee sech fir eis stellt, dat ass: D'Informatiounsflicht stëmmt fir d'éffentlech Hand, mä si stëmmt net fir d'privat Betriber. An et ass awer ganz dacks a private Betriber, wou mer och Problemer hunn, wou mer Ëmweltdate bräichte vu private Betriber. Ech wëll elo net ArcelorMittal hei erauszeechnen, obschonn och do d'Fro sech stellt, mä se stellt sech och op anere Plazen, och an anere Länner.

Ech wëll drop hiweisen, datt d'Norweger emol eng Kéier proposéiert haten, fir d'Obligatioun, fir d'Ëmweltdaten ze publizéieren, auszeweiten op d'Privatbetriber, an net just op d'éffentlech Hand. An dat ass eppes, wat vun der EU-Kommissioun a vun der EU direkt ofgeblockt ginn ass. Also, mir stellen eis awer d'Fro, ob dat net ee Schratt wier, dee mir sollte vu Lëtzebuerg aus férderen, fir déi Obligatioun vun der Matdeelung och op d'Privatbetriber auszedehnen.

An déi drëtt Fro, déi sech stellt, mä dat léisst sech vläicht einfach klären, dat ass: Et geet jo och hei ëm de grenziwwerschreidende Beräich, iwwert den transfrontalieren Austausch, deen och net ëmmer evident ass. Vläicht, well en net ëmmer déi noutwendeg Opmierksamkeet kritt. Mä et gëtt Leit, déi a Grenzgebidder liewen, dat kenne mer jo och duerch Cattenom, obschonn et hei elo net ëm nuklear Stoffer geet, mä hei geet et ëm Bläi, Cadmium a Quecksëlwer haaptsächlech an der Loft an an de Stëbser. Mä deen transfrontalieren Austausch, wéi geschitt deen? Geschitt dee sur demande oder geschitt deen automatesch? Do, menge mer, géifen nach eng Rei Problemer bestoen.

Dat gesot, soe mer, datt dat heiten awer e Fortschrëtt ass par rapport zu deem, wat virdru bestanen huet. A mir wiere wierklech frou, wa mer kéinten och an der Ausdehnung vun der Obligatioun vum Datenaustausch op d'Privatbetriber do ee Schrack no vir maachen. Mä dat ass net an dësem Projet virgesinn. Mä mir wieren awer frou, wann dat eng Kéier kéint och vun der Kommissioun mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg ugaange ginn.

Dat gesot, wann et esou eppes géif ginn tëschent Derfirstëmmen an Enthalung, da géif ech dat maachen, mä en attendant stëmme mer dann hei derfir, wéinst deene Verbesserungen, déi dat huet, trotz deene Froen, déi mer vläicht elo beäntwert kréien, an deene Bedenken, déi mer hunn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An de Statssekretär am Ëmweltministère huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Jo, Merci, Här President. Ech wollt dem Här Negri Merci soe fir dee méi wéi kompletten an detailléierte Rapport, soudass ech eigentlech zum Projet selwer näischt méi ze soen hunn, ausser Merci ze soen, him, mä och der Chamber, dass mer hei en unanimë Vote kréien an domadder och derzou bäidroen, dass dësen Amendement esou séier wéi méiglech a Kraaft trëtt, well et awer wichteg ass, dass net nëmme mir hei zu Lëtzebuerg héich Standarden hunn, mä dass mer lues a lues weltwäit esou héich Norme kréien. Well mer ebe grad gesinn, dass mer hei an engem Domän sinn, wou doudsécher d'Landesgrenzen net derfir suergen, dass eng Rei Schadstoffer wäerten opgehale ginn.

Ganz kuerz eng Remarque zu deem, wat den Här Oberweis gesot huet. Dës Regierung ass sech voll bewosst, dass déi ganz Problematik Loftverschmotzung e ganz grave Problem ass, ech mengen, e Problem, deen och insgesamt an der Vergaangenheet ënnerschat ginn ass. Hien huet eng Rei absolutt pertinent Zuele genannt. A wann ee géif de Schued vun deene Schadstoffer héichrechnen, da wiere mer bei enorme Fraisen.

An dofir huet dës Regierung, och op Wonsch vum Nohaltegkeetsministère, en extra Groupe de travail interministériel zur Problematik Qualité de l'air agesat. Déi sinn amgaange mat schaffen. Dat huet ënner anerem och domat ze dinn, dass mer als Lëtzebuerg net nëmme bei den CO_2-Emissioune jenseits von Gut und Böse sinn, wann ech dat esou däerf soen, mä och bei de Stéckoxider, an dass mer do riskéieren, als Nächst vu Bréissel ganz stramm ënner Drock ze geroden.

A wann ech Iech soen, dass op europäeschem Plang och nach eng Diskussioun leeft, ob och do éischter „fuel sold" geholl gëtt fir d'Berechnung wéi „fuel used", da brauch ee sech net ze froen, a wéi eng Problematik dass mer do erakommen. An da si mer och erëm am Kontext Tanktourismus.

Den honorabelen Här Oberweis krut haut vun eisem Ministère eng Äntwert op seng Fro, dass mer bis elo - bis elo, ech paken Holz un - glécklecherweis bei zumindest de PM10, deenen e bësse méi grousse Stëbspartikelen, nach eenegermoossen - ech betounen: eenegermoossen - gutt dostinn, op jidde Fall nach e gudde Krack ënnert den europäeschen Normen. A mir wëllen och dat Netz vu Miessungen, elo onofhängeg vum Flughafen, wat den Här Oberweis opgefouert huet, ausbauen op d'PM2,5 - dat ass eng nei Problematik -, vun deene gewosst ass, dass déi eventuell nach méi problematesch si wéi d'PM10. An dofir musse mer eis och e Budget ginn. Mä mir huelen déi Problematik vun der schlechter Loftqualitéit ganz eescht.

Dem Här Kartheiser kann ech hei op der Plaz spontan net äntwerten. Dat ass geduecht, dass mer eis do koordinéieren, och op europäeschem Niveau. Ech kann dat awer mathuelen. A wann déi Koordinatioun um Niveau vun den Ëmweltministèren ass, da ginn ech em ganz gären eng Äntwert, wéi mer eis dann och do positionéieren.

Zu de Froe vum Här Turpel. Ech mengen net, dass mer an deem heiten Domän awer doduerch, dass mer méi Länner kréien, eng Verwässerung kréien. Dir hutt jo gesinn, dass een Deel vun deenen Amendementen hei ass, fir awer och e Stufemodell anzebauen. Ech mengen, dat muss een awer Einsteigerstate ginn. Mir kënnen déi Leit jo och net direkt mat der Guergel huelen.

Dir hutt jo awer, mengen ech, aus dem detailléierte Rapport vum Här Negri héieren, dass mir zu Lëtzebuerg hei op jidde Fall eis net, souguer wann eng Verwässerung géif kommen, géife beandrocke loossen. An Dir hutt héieren, dass mer an dëser Direktiv, wéi an aneren, ganz oft der Zäit viraus si beim techneschen Ëmweltschutz, wat ganz oft och, stelle mer fest, de Betriber schlussendlech am Beräich vun der Kompetitivitéit zeguttkënnt.

Esou ass et, hu mer elo festgestallt, dass eng nei Direktiv ënnerwee ass am Beräich och vun der Loftqualitéit. An do sinn eng Rei Firmaen zu Lëtzebuerg esou gutt opgestallt haut, dass mer virgesinn hunn, am Kader vun engem informelle Conseil des ministres eng vun deene Firmae kucken ze goen, fir ze weisen, dass Lëtzebuerg e Standuertvirdeel huet.

Ech mengen, bei der Veröffentlechung vun den Dokumenter hu mer ganz kloer Regelungen. An ech mengen, alles, wat ënnert déi aner Aar-

hus-Konventioun fält, net déi heiten, mä déi iwwert d'Obligatioun vun de Staten am Kontext vun der Offeleeung vun Ëmweltdaten, do hale mer eis strikt un dat, wat kënnt.

(Interruption)

Neen, do gëtt et jo och Jurisprudenzen, déi, mengen ech, Greenpeace hei am Land gemaach huet.

(Interruption)

Jo, ech mengen, et ass e Kompromiss tëschent der Konventioun vun Aarhus an dem Secret industriel. An ech mengen, alles, wat mir kënnen erausginn an däerfen erausginn, dat wäerte mer selbstverständlech maachen.

Wann Der awer mam Kontext ArcelorMittal kommt, da wësst Der, dass mer méi wäit ginn. Mir hunn e problematesche Site um Belval, dat hutt Der déi lescht Zäit matkritt. Mä do waarde mer net, bis Leit Informatioune froen, mä do ass e Comité de suivi, wou och Ëmweltorganisatiounen dra sinn, zesumme mat der ARBED a mat eiser Ëmweltverwaltung. Do ginn all Daten offegeluecht. Dernieft ass et awer esou, dass Der ganz vill op eisem Internetsite fannt. A wann Demandë kommen, si mir déi Éischt, déi Saachen erausginn. Mir hu keen Intérêt, do iergendeppes ze verstoppen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statssekretär.

Domat wäre mer um Enn vun den Diskussiounen zum Projet de loi 6724 ukomm a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6724 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6724 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Martine Mergen), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6735, deen der Regierung et soll erlaben, sech un der Kapitalerhéijung vun der BIRD, der Internationaler Bank fir Entwécklung a Rekonstruktioun, ze bedeelegen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Guy Arendt.

9. 6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer op dëser Plaz Rapport maachen, ass den 28. Oktober 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis ofginn an d'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet no dem Avis an der Sëtzung vum 24. Februar iwwert de Projet geschwat, an de schréftleche Rapport ass den 3. Mäerz ugeholl ginn.

Am Gesetzesprojet, dee mer de Mëtteg diskutéieren, geet et drëms, der Regierung ze erlaben, sech un enger Kapitalerhéijung vun der Banque internationale pour la reconstruction et le développement ze bedeelegen.

A mengem Exposé wëll ech kuerz op verschidde Punkten an dësem Kontext agoen:

1) Wat mécht dës Bank genau?

2) Firwat brauch si méi Kapital wéi bis elo?

3) Firwat ass et wichteg, dass Lëtzebuerg bei där Transaktioun matmécht?

D'Banque internationale pour la reconstruction et de développement ass en internationaalt Finanzinstitut, dat 1944 an deene bekannten Accorde vu Bretton Woods festgehale gouf.

Ech brauch heibannen net ze soen, wéi wichteg et nom Zweete Weltkrich war, fir eis Ekonomien erëm fit ze maachen. An et war dës Bank, déi eis gehollef huet, erëm op d'Been ze kommen. Ouni d'Investissementer, déi nom Krich och an eist Land gefloss sinn, sténge mer elo net do, wou mer stinn. Dës Bank steet also fir d'Solidaritéit mat deene Länner, deenen et net esou gutt geet.

Ab deem Moment, wou hir éischt Missioun erfëllt war, huet d'Bank hire Fokus op d'Entwécklungslänner geluecht. An deem Sënn bitt se haut ganz konkret Servicer un, fir Länner bei hirer wirtschaftlecher Entwécklung ze ënnerstëtzen an d'Aarmut ze bekämpfen.

Ausser verschiddene Finanzproduite bitt d'Bank awer och hir Hëllef bei strategesche Froen un, andeems se mat Studien drop hiweist, wat fir eng Mesurë bei wéi enge Länner eppes brénge kéinten. D'Funktiounsweis vun der Bank berifft sech op de kooperative Modell, soudass haut 188 Länner an dëser Bank vertruede sinn. D'Bank bezitt e groussen Deel vun hire Finanzmëttelen iwwert déi international Marchéen, soudass se zënter 1946 iwwer 500 Milliarden Dollar un Entwécklungslänner schécke konnt, woubäi nëmme 14 Milliarden Dollar vun de Memberlänner zur Verfügung gestallt goufen.

Et sinn awer genau dës Sue vun de Memberlänner, déi et der Bank erlaben, schonns zënter 1959 vun dem Triple-A-Rating ze profitéieren, wat et hir erlaabt, Suen zu gudde Konditiounen um Privatmarché ze kréien. D'Bank mécht nëmmen eng kleng Marge, just genuch, fir hir Administratioun ze bezuelen.

Et handelt sech heibäi also ëm e Finanzakteur, dee souwuel bei den Investisseure wéi och bei den Entwécklungslänner gutt ugesinn ass.

Zweetens ginn ech dann elo kuerz op d'Fro an, firwat d'Bank méi Eegekapital brauch. An de Joren 2008 an 2009 huet d'Finanzkris derzou gefouert, dass d'Besoine vun den Entwécklungslänner u Prête staark gestiege sinn. Wann elo méi Eegekapital zur Verfügung steet, kann d'Bank natierlech och méi Suen um Privatmarché unzéien an esou méi investéieren.

Et war och an dëser Zäit, wou d'Bank iwwerluecht huet, hir intern Regelen ëmzeänneren, fir dass d'Entwécklungslänner besser representéiert wieren, wat d'Stëmme bei den Décisiounen ugeet.

Sou gouf 2009 festgehalen, fir de Pool u Stëmmen ze vergréisseren a fir dem afrikanesche Kontinent méi Pouvoir ze ginn, andeems Afrika ee Sëtz bäikrut. 2010 gouf dunn décidéiert, fir eng Kapitalerhéijung duerchzeféieren, duerch déi d'Entwécklungslänner och erëm méi Pouvoir zougesprach kruten. Dëst, well verschidden Entwécklungslänner sech bei dëser Transaktioun méi staark bedeelege wéi anerer. Doduerch klëmmt den Undeel u Stëmme vun den Entwécklungslänner vun elo 42,6 op da 47,19%. Besonnesch China, Brasilien an Indien kréien esou méi Matsproocherecht an der Bank.

Fir Lëtzebuerg änndert sech beim Stëmmrecht näischt. Eisen Undeel bleift bei 0,12%.

Ech wëll net ze vill Wierder verléieren iwwert déi technesch Aspekter vun der Kapitalerhéijung, ausser dass dës Detailer an zwou Décisioune vum 16. Mäerz 2011 festgehale goufen, an zwar sinn dat d'Resolutiounen N°612 a 613.

Kuerz nach zum finanziellen Impakt: Lëtzebuerg wäert 637 Aktien am Wäert vu jee 120.635 Dollar ënnerzeechnen, woubäi awer nëmme 6% vum Gesamtwäert fräigesat musse ginn, soudass dat 4.610.670 Dollar ausmécht. Wéi vill dat elo genau an Euro gëtt, hänkt vum Wiesselcours vum Dag vun der Transaktioun of. Esou, wéi de Cours de Moment ass, wär de Géigewäert ongeféier 4.245.800 Euro, also duerch de Fall vum Wäert vum Euro eng substanziell Erhéijung vun dem Invest am Verglach mat dem Datum vum Dépôt vum Projet de loi.

Et ass nach ze soen, dass mer bal a Verzuch sinn, well mir hu bis zum 15. Abrëll, fir déi Augmentatioun ze zeechnen. D'Regierung huet en Ausstand vun engem Joer gefrot, soudass mer eigentlech dann awer kee Problem hunn.

Drëttens, d'Fro: Firwat ass et wichteg, dass Lëtzebuerg bei dëser Transaktioun matmécht?

Wéi ech dat kuerz erkläert hunn, handelt d'BIRD am Gedanke vun der Solidaritéit, enger Solidaritéit, déi eisem Land nom Krich zeguttkomm ass; enger Solidaritéit, déi elo anere Länner zegutt soll kommen.

Zudeem hänkt d'Liewensqualitéit hautdesdaags och vun der Entwécklung vun deenen anere Länner ronderëm eis of. An enger globaler Wirtschaft, wéi mer se haut hunn, kann et eis nëmme guttdoen, wa Länner wéi China, Brasilien oder Indien och wuessen, wann d'Leit an dëse Länner d'Moyene kréien, fir sech hir Liewensqualitéit opzebauen. Et ass duerfir wichteg, dass dës Länner bei hirer Entwécklung gehollef kréien.

Dass eist Land seng international Responsabilitéiten iwwerhëlt, steet ausser Fro, dat, fir den Image vun eisem Land, mä och aus Solidaritéit, fir dass aner Länner sech esou entwéckele kënnen, wéi och eist Land dat gemaach huet.

Zum Schluss wëll ech dann och nach dem Finanzminister a senge Leit Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. A well mir vum virleiende Gesetzestext iwwerzeegt sinn, bréngen ech och heimat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur fir d'Éischt Merci fir säin ausféierleche schréftlechen, mä och gudde mëndleche Rapport.

En huet drun erënnert, dass mer eigentlech vun där Bank do, déi en Deel vun dem Grupp vun der gesamter Weltbank ass, profitéiert hunn, fir eist Land erëm opzebauen no dem Krich. Et ass also en historesche Kontext. Den historesche Kontext, deen huet eigentlech geännert, well ee gesäit, dass mat där neier Kapitalerhéijung eigentlech déi Schwellelänner méi Stëmmrechter kréien, e bëssen au détriment vun den traditionellen Ekonomien.

Fir eis ass et awer och wichteg, an duerfir wäerte mer als CSV dëse Projet droen, well de Fait, dass mer Member sinn als klengt Lëtzebuerg an deenen Institutiounen, dat heescht och, dass mer an engem verännerte Weltbild eis Plaz op der Weltkaart nach ëmmer verdéngt hunn.

Den zweete Punkt ass deen: Wat ass de budgetären Impakt? Dat muss an Dollare bezuelt ginn. Dat ware beim Datum vum Dépôt, ech mengen, 4,5 Milliounen Dollar, deemools. Do ass et ëmgerechent ginn, an dat waren deemools - mat engem Cours, mengen ech, vun 1,33 US-Dollar par rapport zu dem Euro - 3,4 Milliounen. Elo sinn et 800.000 Euro weider.

D'Resolutioune gesinn eigentlech vir, dass een déi Souscriptiounsperiod kënnt verlängeren. Fir deen een Accord geet se méi kuerz, mä fir deen aneren, mengen ech, ass eng Verlängerung vu bis zu siwe Joer méiglech. An duerfir wollte mer de Finanzminister froen, ob en déi Souscriptiounsperiod wëllt nach weider erauszéien, an der Hoffnung, dass erëm eng Kéier de Cours sech géif änneren.

Fir de Rescht soen ech Iech op jidde Fall Merci an ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi, wou den Ursprong eigentlech nach op déi fréier Regierung och zréckgeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech soen och dem Rapporteur Guy Arendt Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der gréng er Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus wëlle mer dem Kolleeg Guy Arendt Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, en ass ganz am Detail op de Sënn an Zweck vun dësem Projet de loi agaangen.

An ech mengen, et ass wichteg, wéi meng Virriedner dat och ënnerstrach hunn, datt mer als Lëtzebuerg eise Bäitrag do leeschten an datt mer déi Unerkennung dohinner ginn, wou se gehéiert, well mir an der Vergaangenheet jo och dovunner konnte profitéieren.

Duerfir Merci an d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'BIRD ass eng vun de fënnef Institutioune vun der Weltbank, wéi Der wësst. An eigentlech de Virleefer, déi Weltbank, déi zu Bretton Woods gegrënnt ginn ass 1944. Ursprénglech, an doru kann ee sech vläicht erënneren, war eigentlech de Sënn ee vill méi staark interventionisteschen.

Et kann een drun erënneren, datt de Keynes - dee britesche Gesandte war zu Bretton Woods an Haaptverhandler - an och d'Amerikaner am Fong geholl, de Roosevelt, eng Rei Leit geschéckt hunn, wéi den Harry White oder den Henry Morgenthau, déi am Fong geholl eigentlech Unhänger vum Keynes waren, iwwerzeegt waren, datt ee misst eng „keynesianesch" Politik bedreiwen. Natierlech ass et den Amerikaner awer dorëms gaangen, fir hir imperial Interesse weltwäit duerchzesetzen, an och an den europäeschen Nokrichslänner, dorënner zwou Kolonialmuechten, Groussbritannien a Frankräich, fir den amerikaneschen Export ze sécheren.

An den Ae vum Roosevelt dréit d'Wall Street d'Schold um Fiasko vum Zweete Weltkrich. 1929, d'Kris huet Däitschland dozou bruecht, fir 1931 am Fong geholl seng Scholde vis-à-vis vun den Englänner, Frankräich, der Belsch an Italien anzestellen a seng Aussenhandelsschold ze kënnegen. Als Äntwert huet d'USA dunn hir Kapitalexporter an hir Importer gekierzt, wat dann déi nächst Kris, wat d'Weltkris am Fong geholl verschäerft huet.

De Problem vun den USA ass deen, datt souwuel d'Wall Street wéi d'Amerikaner ëmmer Drock gemaach hunn, fir datt am Fong geholl d'Weltbank net däerft op Prête vum private Maart zréckgräifen, pardon, net däerft Prête maache vun de private Mäert, mä datt am Fong geholl déi Fonds propres, déi d'Weltbank wollt opmaachen, net zustane komm sinn.

De Roosevelt huet och derfir gesuergt, datt am Fong geholl déi dräi Haaptpropose vun der Weltbank, datt déi fale gelooss gi sinn: nämlech eng Eenheetswährung vun der Weltbank, „Unitas" oder „Bancor", wéi de Keynes et genannt huet, an d'Weltbank net direkt, an dat ass dat, wat ech wollt soen, däerf Prête verginn aus eegene Fongen, mä muss op de Privatmaart léine goen. An en drëtt Uleies, wat am Fong geholl fale gelooss ginn ass, ass d'Stabilitéit vun de Coursë vun de Rohstoffer.

De Prinzip vun der Weltbank, an dat ass dat, wou mer hei dermat konfrontéiert sinn, ass net dee vun „engem Land, eng Stëmm", mä déi verschidde Länner hunn hir Stëmme proportional zu der Gewiichtung, déi se wirtschaftlech duerstellen. Och doriwwer ass et vill Sträit ginn. Dat heescht, et ass praktesch en Zensuswahlrecht, iwwert dat et vill Sträit ginn ass. 1947 ass am Fong geholl festgehale ginn, datt déi grouss kapitalistesch Natioune 70% vun de Stëmme géifen totaliséieren, Afrika 2,34% a Südostasien 11,66%, de Mëttleren Orient 2,24% a Südamerika insgesamt 8,38%.

Den Haaptuleies vun deem, wat mer haut stëmmen, déi zwou Resolutioune 612 a 613, ass jo een duebelen: engersäits déi selektiv Augmentatioun vum Kapital, dat heescht eng nei Gewiichtung vun de Stëmmrechter, wéi dat hei erkläert ginn ass, zugonschte vun den Entwécklungslänner. Dat heescht en Transfert vu 4,99% zugonschte vun de Pays en développement et en transition. Dorënner awer haaptsächlech déi sougenannte BRICS-Staten: China, Brasilien, Russland an Indien. An zweetens eng generell Augmentatioun vum Kapital, also d'Erhéijung vum globale Kapital vun der BIRD als Folleg vun der Finanzkris.

D'Gewiichtung vun de Stëmmrechter ass ee klenge Schrack, well se an der Ëmverdeelung... well se am Fong geholl awer nach weider dominéiert gëtt vun deene grousse kapitalisteschen Natiounen.

Mä wat deen anere Volet ugeet, deen een onbedéngt muss ervirsträichen, dat ass, datt am Fong geholl d'Weltbank d'Débiteuren, an dësem Fall déi sougenannten Entwécklungslänner en voie de développement et de transition, forcéiert huet, fir Strukturreformen ze maachen, déi katastrophal waren. An deem Sënn ass och de Bilan vun der Weltbank katastrophal!

Ech zielen elo net op, wat d'Weltbank alles vun Diktaturen ënnerstëtzt huet, bis dozou, datt se verschiddene Regimmer erlaabt huet, hir Arméisbudgeten ze verfënneffachen, wat zum Beispill am Ruanda derzou gefouert huet, datt herno d'Waffen do ware fir de Génocide géint d'Tutsien. Mä ech zielen net alleguerten déi Regimmer op.

Ëmgedréit muss een awer och drop hiweisen, datt och eng Rei aner Regimmer, datt déi boykottéiert gi sinn, wéi zum Beispill fortschrëttlech Regimmer am Iran, a Brasilien, d'Sandinisten an den Allende, während awer dann d'Apartheid a Südafrika an de Salazar erëm ënnerstëtzt gi sinn.

Den FMI huet d'Länner forcéiert, Scholden zréckzebezuelen, déi no internationalem Recht eigentlech net méi däerfte bezuelt ginn, well et am Fong geholl Kolonialscholde waren. An d'Weltbank huet derzou bäigedroen, datt vill Länner sech iwwerschëllt hunn, datt immens vill huet musse privatiséiert ginn, datt desindustrialiséiert ginn ass, datt Kapitalflucht organiséiert ginn ass. Alles Punkten, op déi ech elo net ka weider agoen, well mer ebe festgehalen hunn, datt dat hei ee Modèle de base ass vu fënnef Minutten.

An dofir wëll ech dann domadder schléissen, datt ech soen, datt aus all deenen Ursaachen do mir deem Projet do net zoustëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt e grousse Merci un de Guy Arendt fir säin ausféierleche schréftlechen an exzellente mëndleche Bericht hei an och fir de flotten Historique, deen do gemaach ginn ass.

Mir hunn zwee Grënn, firwat mer dat heiten haut hei mat enger breeder Majoritéit wëlle stëmmen. Dat Éischt ass e Gefill vu Solidaritéit mat den aarmen, oder mat de Schwellenner, wéi dat richteg hei ausgedréckt ginn ass. An déi Solidaritéit besteet jo ebe säit dem Enn vum Zweete Weltkrich an dat solle mer weiderféieren.

Ech wëll och soen, dass déi Zifferen, déi genannt gi sinn, dass déi Mécanique, dass ee 16 Milliarden abezilt an domat 500 Milliarde Prête ka maachen, jo beweist, dass de System gutt fonctionnéiert huet. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng BEI, déi ähnlech opgestallt ginn ass, mat engem klengen initiale Kapital, an haut dee gréissten Emprunteur an de gréisste Prêteur op der Welt ass. Dat ass alles deemools lassgaange mat den Accorde vu Bretton Woods.

Den zweete Grond, firwat hei déi Ännerunge geschéien, ass well effektiv e Rééquilibrage an der Gewiichtung vun den entwéckelte Länner par rapport zu den ënnerentwéckelten oder Schwellelänner geschitt ass. 5% ass elo en faveur, also tëschent den entwéckelten an de Schwellelänner décidéiert ginn, soudass de Poids vun deene Länner elo vun 42% op 47% geet. Dat begréisse mir als Lëtzebuerg.

Ech ënnersträichen, dass Lëtzebuerg stabel bliwwen ass op 0,12%. Ech fannen, dat ass eng gutt Saach. Doduerch, dass mir stabel bleiwen, beweise mer, dass mer am Esprit vu Bretton Woods eis Roll hei spillen.

Dat Zweet, wat vill ervirgestrach ginn ass, wat och wichteg ass, dat ass, wéi de Projet eragedroe ginn ass, war dat, wat ze bezuele war, 4,6 Milliounen Dollar ofgeronnt. An dat ware virun e puer Méint nach 3,5 Milliounen Euro. An dat sinn der haut 4,3. Do gesäit een, wat den Impakt natierlech vun der Währung ass. Ech mengen, dat soll eis ze iwwerleeë ginn och fir ganz vill aner Sujeten.

Et kann ee sech vill freeën, dass den Euro sech ofschwächt, mä dat huet och Konsequenzen, wa mer eis Importer musse bezuelen oder wa mer hei mussen eis Kontributiounen an Dollar bezuelen.

Mir wäerten dat natierlech maachen, eis Kontributioun bezuelen. Mir hunn eng Extensioun vum Délai gefrot vun engem Joer, fir am Respekt vun den Délaien ze bleiwen. Deen Accord, fir ee Joer Verschiebung ze kréien, krute mer. Dat ass och wierklech nëmmen eng Formalitéit. Dat gëtt eis elo déi néideg Marge de manœuvre, fir d'Ausbezuelung ze maachen.

Op d'Fro, déi gestallt ginn ass, wéini mer dann d'Bezuele maachen, géif ech soen: Mir beginn eis do elo net a ganz grouss Spekulatiounen eran. Well wie weess schonn, wou den Euro an engem Mount oder a sechs Méint steet? Mir wäerten awer an deenen nächste Wochen dat bezuelen, well mer dann och den Accord vun lech hunn, fir dat ze maachen. A mir wäerten do net spekuléieren.

Ech soen alleguerten deenen, an dat ass bal all Mënsch ronderëm hei, Merci fir d'Ënnerstëtzung zu dësem Projet, deen, mengen ech, gutt zum Gesiicht passt vun engem Land wéi Lëtzebuerg, wat international aktiv a kredibel wëllt sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister.

Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6735 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6735 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6735 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun der Sëtzung vun de Mëtteg ukomm. A mir gesinn eis d'nächst Woch fir dräi ëffentlech Sëtzungen erëm.

Merci villmools. An d'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.07 heures)

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 24

MARDI,
17 MARS 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Vœux de rétablissement
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. 6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant

1) les articles L.311-5 et L.311-6 du Code de la consommation,

2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures pose une question)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Gast Gibéryen posent des questions, M. Alex Bodry intervient), Mme Sylvie Andrich-Duval, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6750 - Projet de loi modifiant

a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
- *Rapport de la Commission juridique: M. Roy Reding*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Rapport de la Commission juridique: M. Roy Reding*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Justin Turpel*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6690 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Marco Schank*
- *Discussion générale: M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

11. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz et François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

D'traditionell Fro un d'Regierung: Här Statsminister, hutt Der eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer zu de Kommunikatioune vun der Chamber iwwer.

2. Communications

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte ass hei deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung hei abruecht gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn, grad eméi d'Lëscht vun deenen neie Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 17 mars 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6790** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission Resolute Support en Afghanistan*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 10.03.2015

***6791** - Projet de loi modifiant l'article 5 quinquies, paragraphe 1er, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 11.03.2015

***6792** - Projet de loi portant modification*

1. des articles L.126-1, L.251-1 et L.426-14 du Code du Travail;

2. de l'article 1 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

3. de l'article 1bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de l'article 1bis de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5. de l'article 454 du Code pénal

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.03.2015

***6793** - Projet de loi concernant la compatibilité électromagnétique*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.03.2015

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**494** - Pour la personnalisation complète des plaques d'immatriculation*

Dépôt: 12.03.2015 par M. Ben Dahan

*Demande de pétition publique n°**495** - Pour la reconnaissance du travail des chasseurs*

Dépôt: 14.03.2015 par M. Simone Di Pentima

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition d'une commission parlementaire

Op Demande vun der DP-Fraktioun wäert, wann Dir domadder d'accord sidd, den Här Eugène Berger d'Madame Simone Beissel all Kéiers fir de Punkt vun der Proposition de loi 6589B iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement de l'État an der Institutiounskommissioun ersetzen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz den Ordre du jour fir déi nächst dräi Deeg festgehalen. Dir hutt deen Ordre du jour zougestallt kritt. Et ass just eng Ännerung vis-à-vis vun der urspréngleche Propositioun: Mir hu bei engem Projet de Basismodell duerch de Modell 1 bei de Riedezäiten ersat.

An ech wollt och nach sécherstellen, dass mer déi international Projeten, déi Accorden, dass mer déi mat engem Rapport a mat enger Diskussioun kënnen traitéieren.

Ass d'Chamber do dermat d'accord? Dat war aus dem Ordre du jour net esou ervirgaangen. Mä wann ech mech gutt erënneren, hate mer an der Presidentekonferenz...

Une voix.- Modell 1, an der Presidentekonferenz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, de Modell 1 hate mer an der Presidentekonferenz als Prinzip festgehalen. Ass dat esou, wéi d'Chamber sech dat wënscht?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Vœux de rétablissement

Ech wollt dann och d'Chamber kuerz informéieren, dass eise Kolleeg Marc Angel, deen de leschte Freideg an engem Busaccident en Aarmbroch erlidden huet, haut operéiert ginn ass, dass et em gutt geet an dass en lech alleguer häerzlech gréisst. An Ärem Numm géif ech em alles Guddes wënschen, fir dass e séier erëm hei ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci!

Da géife mer zu dem Ordre du jour iwwergoen. Als éischte Projet hu mer de Projet 6695 iwwert d'Rechter vun de Passagéier. An do huet d'Wuert direkt d'Madame Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché.

6. 6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant 1) les articles L.311-5 et L.311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 6695 geet et ëm d'Transpositioun an eis national Gesetzgebung vum europäesche Reglement 181/2011. D'Haaptzil besteet doran, d'Rechter vun de Passagéier ze schützen a gläichzäiteg d'Qualitéit an d'Effikassitéit vum Transport am Autocar an Autobus ze verbesseren, woubäi d'Wuert „Autobus" gebraucht gëtt fir d'Gefierer, déi relativ kuerz Distanzen am Alldagsverkéier assuréieren, während „Autocar" fir Gefierer steet, déi méi laang Distanzen am Beräich vum Fräizäittransport oder vum Vakanzentransport zréckleeën.

An deem Kader gesäit de virleiende Gesetzesprojet Sanktioune vir am Fall, wou d'Rechter vun de Passagéier net respektéiert ginn. Konkret geet et hei ëm d'Recht op Transport vu behënnerte Mënschen oder Mënsche mat ageschränkter Mobilitéit, ëm d'Recht op Informatioun iwwert d'Tariffer, ëm d'Disponibilitéit vun de Billjeeën, ëm d'Reservatiounen, och ëm Entschiedegung am Fall vu Verloscht vun de Bagagen oder nach ëm d'Regelen, déi bei enger Annullatioun oder enger Verspéidung musse gëllen.

D'europäescht Reglement ass applikabel fir all Persounentransport am Autobus an Autocar am Fall, wou den Ufank oder d'Enn vum Trajet vum Passagéier sech an engem Memberstat befënnt an en eng Distanz vun 250 Kilometer oder méi huet. Eenzel Dispositiounen zielen och fir Distanze vu manner wéi 250 Kilometer, wat fir eist Land jo och noutwendeg ass. Bei Annullatiounen oder Verspéidunge muss d'Distanz an alle Fäll 250 Kilometer oder méi hunn, fir dass d'Dispositioune kënnen a Kraaft trieden.

Zu Lëtzebuerg gëtt d'Applikatioun vum europäesche Reglement iwwert d'Communauté des Transports ofgeséchert. Dat heescht, dass d'CdT Plainten entgéinthëlt an deem betraffenen Transportunternehmen, dem Chauffeur, Agent oder enger anerer responsabeler Persoun d'Sanktioun kann ausschwätzen, jee no Gravitéit vum Vergoen. D'Kompetenze vun der CdT ginn an de Code de la consommation an an d'Gesetz iwwert den ëffentlechen Transport integréiert.

De betraffene Passagéier muss seng Plainte schrëftlech motivéieren, muss se ënnerschreiwen an de Grond vun der Plainte och ganz prezis beschreiwen. D'Communauté des Transports hirersäits huet duerno dräi Méint Zäit, fir dem Passagéier hir Décisioun matzedeelen.

Éier eng Sanktioun däerf ausgeschwat ginn, huet dee Beschëllegten d'Recht, vun der Communauté des Transports gehéiert ze ginn an Observatiounen zu der Plainte ze maachen. Am Fall vun Oneenegkeet huet déi beschëllegt Partei dann och nach d'Recht op e Recours virum Verwaltungsgeriicht.

Déi eenzel Obligatiounen, déi vun den Transporteure musse respektéiert ginn, sinn a ganzer 18 Artikele vum europäesche Reglement definéiert. D'Sanktioune sinn administrativer Natur a mussen innerhalb vun engem Délai vun 30 Deeg vum Enregistrement agezu ginn. Jee no Gravitéit belafen d'Sanktioune sech op 500 Euro respektiv op 2.000 Euro a kënnen am Fall vu widderhuelte Feelhandlungen innerhalb vun engem Joer verduebelt ginn.

Fir behënnerte Persounen oder Persoune mat ageschränkter Mobilitéit e bessere Schutz ze garantéieren a fir der Diskriminatioun vun deene Persounen och am Transport virzebeugen, gëtt d'Feelverhale vis-à-vis vu grad deene Persoune méi streng sanktionéiert. Dernieft ass ab dem Joer 2016 och eng Formatioun virgesi fir all déi Beschäftegt, déi an direktem oder indirektem Kontakt mat Passagéier mat Handicap oder à mobilité réduite sinn.

Dës Dispositioun war eigentlech net an deem kuerzen Délai verlaangt, mä an der Kommissioun si mer eis eens ginn, dass den Délai vun 2016 sollt respektéiert ginn. Dat, fir en Zeechen ze setzen a Richtung Inklusioun vu behënnerte Mënschen a Respekt virun hire Problemer.

De Projet de loi bezitt sech iwwregens och op de Persounentransport am Beräich vun der interner Navigatioun, déi natierlech zu Lëtzebuerg net an d'Gewiicht fält; mir schwätzen net vu Paddelbooter op der Sauer.

Ech kommen zum Oflaf vun de Prozeduren an zu den Aarbechten an der Kommissioun. De Projet de loi ass den 10. Juni 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister déposéiert ginn. Den Avis vun der Chambre des Métiers ass vum 13. Juni 2014. Den éischten Avis vum Statsrot koum de 24. Juni 2014 a säin Avis complémentaire de 24. Februar 2015.

Den 10. Dezember 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert. An därselwechter Sëtzung huet se sech mam Gesetzesprojet a mam éischten Avis vum Statsrot befaasst. Da komme mer op d'Joer 2015. De 7. Januar 2015 huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer am Text virgeholl. Den 3. Mäerz 2015 huet d'Kommissioun sech mam Avis complémentaire vum Statsrot befaasst. An den 12. Mäerz 2015 huet se mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Zum Avis vum Statsrot bleift ze soen, dass doran eng ganz Rei vun Opposition-formellen dra ware géint den initialen Text, dee geschriwwe gi war. Eng vun de wichtegsten Oppositiounen huet sech op déi initial Approche vun den Auteure bezunn, engersäits e Gesetz an anerersäits e Règlement grand-ducal ze schafen. Dat heescht, dass urspréinglech d'Dispositioune vum europäesche Reglement sollten an d'Gesetz integréiert ginn, während d'Bestëmmungen, déi sech speziell op Lëtzebuerg bezunn hunn oder och an Zukunft wäerte bezéien, an de Règlement grand-ducal sollten integréiert ginn.

Dës zweegleiseg oder dual Approche huet dem Statsrot net gefall an ass opgrond vun enger Opposition formelle dunn och vun der Kommissioun fale gelooss ginn, mam Resultat, dass d'Kommissioun sämtlech Dispositiounen an de Gesetzesprojet integréiert huet.

Weider Kriticke vum Statsrot ware méi legistescher oder juristescher Natur a sinn alleguer am Commentaire des articles vu mengem schrëftleche Rapport nozeliesen. Do ginn ech elo net an d'Detailer. Dat si ganzer, mengen ech, 30 Säiten, déi de Rapport huet, et war eng „mer à boire".

Ofschléissend soen ech der Madame Josiane Pauly an och der Madame Félicie Weycker aus dem Nohaltegkeetsministère e grousse Merci wierklech fir hir kompetent Berodung an hir juristesch Begleedung an dësem Dossier, deen, wéi gesot, zimlech komplizéiert war.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet. Ech wéilt och nach d'Madame Trmata erwähnen, déi och eng grouss Roll an dësem Dossier gespillt huet.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech der Madame Lorsché villmools Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Si huet am Fong geholl dat meescht gesot, duerfir kann ech mech ganz kuerzfaassen.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech wëll just betounen, datt d'CSV selbstverständlech begréisst, datt dat EU-Reglement ëmgesat gëtt an domadder u sech d'Rechter an d'Sécherheet vun de Passagéier verstäerkt ginn. D'Positioun vun de Passagéier gëtt ganz kloer virun allem domadder gestäerkt, datt och e Strofregime agefouert gëtt. D'Madame Lorsché ass op déi eenzel Tariffer do agaangen, et eriwwregt sech also, se nach eng Kéier ze widderhuelen.

Viséiert sinn natierlech och d'Regele fir Leit mat Handicap a Leit mat enger reduzéierter Mobilitéit. Och dat ass e wichtegt Element. A schlussendlech gëtt et och nach Informatiounen iwwert d'Tariffer, d'Billjeeën, d'Reservatioune respektiv iwwert d'Indemnisatiounen, wann d'Gepäck ze spéit respektiv guer net ukënnt oder verluer geet.

Da wollt ech och nach just soen zum Schluss, datt mer selbstverständlech och där Meenung si wéi de Statsrot, datt et net gutt gewiescht wier, wéi d'Madame Lorsché sot, „zweegleiseg" ze fueren: deels Dispositiounen am Gesetz an deels am Reglement. Et ass effektiv méi transparent, datt mer dat Ganzt elo am Gesetzestext erëmfannen.

Dat gesot, géif ech mer dann erlaben, d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéilt ech och der Rapportrice, dem Josée Lorsché, e grousse Merci soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir begréisse virun allem, dass d'Communauté des Transports d'Autorité compétente elo gëtt, fir déi Sanktiounen auszeschwätzen an dësem Beräich. Ech mengen, dat ass virun allem wichteg fir de Schutz vum Client am ëffentlechen Transport.

Des Weidere wëlle mer och nach zousätzlech eng Kéier soen, dass mir wierklech begréissen, dass déi handicapéiert Persounen och elo absolut geschützt sinn, dass also all Transporteur muss derfir suergen, dass déi handicapéiert Leit kënnen transportéiert ginn.

An deem Sënn gi mer och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll drun erënneren, datt zënter dem 1. Mäerz 2013, wou jo elo dat Reglement a Kraaft getrueden ass um europäesche Plang, d'Europäesch Unioun deen éischte geografesche Raum op der Welt ass, wou u sech elo d'Rechter vun de Leit méi respektéiert ginn um Niveau vum Fluch-, vum Zuch- a vum Busverkéier. Op där anerer Säit, wat och schonn hei richteg ënnerstrach ginn ass, ass et wichteg, datt och elo deene Leit mat Mobilité réduite respektiv deenen, déi en Handicap hunn, méi Rechter zouerkannt ginn.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt d'Communauté des Transports elo eng zousätzlech wichteg Missioun kritt. Ech verheemlechen net, datt d'Demokratesch Partei viru Jore vläicht e bësse méi reservéiert war, wéi déi Communauté des Transports geschafe ginn ass. Mir erkennen awer haut un, datt sech dorauser awer trotzdeem eng wichteg Institutioun entwéckelt huet. Si kritt jo elo u sech juridictionnelle Charakter op eng Manéier, well se jo och däerf elo Strofen ausspriechen um administrative Plang.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt et trotzdeem awer och ze hoffen ass, datt elo net ze vill Abuse gemaach ginn, datt awer och elo net ze vill Leit mengen, si kéinten elo bei all Klengegkeet hei eng Plainte déposéieren.

Vläicht eng lescht Remarque nach: Dat ass awer, datt et och wichteg ass, datt dat Gesetz hei, wat elo vläicht net dee ganz groussen Écho dobausse fënnt, awer eng grouss Wichtegkeet huet an datt et awer an deem Sënn och opportun wier, wann eng geziilt Informatiounscampagne elo géif gemaach gi bei de Leit dobaussen, fir datt se awer och wëssen, datt se an Zukunft zousätzlech Rechter hunn, also déi Leit, déi mam Bus ënnerwee sinn. Duerfir wier et och vläicht gutt, wann d'Communauté des Transports respektiv de Ministère sech där Saach géif unhuelen.

Selbstverständlech steet d'Demokratesch Partei zu deem Gesetzesprojet hei. An ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir der Madame Lorsché nach Merci ze soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen an och mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Josée Lorsché Merci soe fir dee mëndlechen a virun allem dee schrëftleche Rapport. Si huet et mat treffende Wierder gesot, datt et e relativ komplexen Text war. Mä si huet et awer verstanen, gutt ze resüméieren an hei gutt ze erklären.

Ech wëll mech duerfir all deene Wierder, déi meng Virriedner hei geschwat hunn, uschléissen. Just, datt ech mengen, datt mir dat eenzegt Land sinn, wat déi Direktiv hei net kann op nationalem Territoire ëmsetzen: Et muss ee schonn iwwert d'Grenz fueren, fir datt een drënnerfält. Well, ech mengen, de Minimum sinn 250 Kilometer, wann ëmmer. An duerfir, wéi gesot, ass et awer gutt fir déi Leit, déi dann an d'Ausland fueren, déi falen heidrënner.

All déi Virdeeler, déi dat Gesetz hei mat sech bréngt, hu souwuel d'Rapportrice wéi meng Virriedner gesot, an duerfir ass et selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun eiser Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och Merci un d'Rapportrice fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an un all d'Deputéiert fir déi kuerz, awer konsistent Interventiounen.

Ech freeë mech, datt de Projet unanime gestëmmt gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6695.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6695 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber och bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Villmools Merci.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 6770 iwwert d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. An d'Wuert huet elo erëm direkt d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché.

7. 6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Majo, dann nach eng Kéier villmools Merci, Här President. An nach eng Kéier: Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6770 erlaabt de Finanzement vun der zweeter Phas vun der multimodaler Plattform tëschent Diddeleng a Beetebuerg. E modifizéiert den Artikel 10 vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur duerch en entspriechenden Zousaz. Éier ech zu den Detailer vun dëser zweeter Phas kommen, wéilt ech awer kuerz op de Gesamtkontext vun dësem Projet agoen.

Wéi Dir bestëmmt alleguer wësst, ass de Bau vun der éischter Phas vun der multimodaler Plattform schonn iwwert d'Gesetz vum 27. August 2013 accordéiert ginn. Iwwert dat Gesetz sinn 182 Milliounen Euro gestëmmt ginn - also e Batz méi wéi haut -, fir de Gros vun den Aarbechten ze finanzéieren. Haut geet et ëm de Vote vu weideren 39 Milliounen, déi et sollen erlaben, d'Suite vun deenen Aarbechten an Ugréff ze huelen, mam Objektiv, dass de Site spéitstens Enn 2016 voll funktiounsfäeg ass.

D'Gréisst vun der Plattform gëtt par rapport zu hirer aktueller Gréisst verdräifacht a kritt eng Superficie vun 32 ha.

Mat engem Gesamtinvestissement vun iwwer 200 Milliounen Euro besteet d'Haaptzil vun dësem Eisebunnsprojet doran, d'Fracht vun der Strooss op d'Schinn ze verlageren an d'CO_2-Emissiounen am Beräich vum Schwéiertransport ëm 70% ze reduzéieren. Oder anescht ausgedréckt: D'Aspuerung vun CO_2 soll sech bis zum Joer 2025 an dësem Beräich méi wéi verdräifachen. Woubäi ee ka bemierken, dass den Transport vu Gidder op der Strooss momentan 40% vun den CO_2-Emissiounen am Transportwiese verursaacht. De Projet huet also eng ganz kloer ekologesch Ausriichtung.

Parallell dozou geet et awer och drëms, d'Entwécklung vum Logistiksecteur zu Lëtzebuerg weiderzedreiwen a Synergien ze schafen tëschent der Plate-forme multimodale an der Logistik, déi um ugrenzende Site mam Numm Eurohub um Entstoen ass.

Opgrond vun der zentraler Lag vu Lëtzebuerg eegenen dës Synergië sech gutt, fir Lëtzebuerg europawäit am Logistiksecteur ze positionéieren. Déi multimodal Plattform verbënnt Lëtzebuerg nämlech mat zwee groussen Eisebunnskorridoren: notamment mat deem tëschent dem Nordmier, dem Baltesche Mier, der Méditerranée an enger Rei europäeschen Industriezentren an anerersäits och mam Korridor tëschent Rotterdam, Antwerpen, Beetebuerg, Basel a Lyon. Beetebuerg huet also eng wichteg Roll op deem Korridor ze spillen.

Doriwwer eraus erlaabt de Projet Multimodal d'Kreatioun vu schätzungsweis 500 Aarbechtsplazen, déi vun der Logistik net emol agerechent. Dës Aarbechtsplaze kommen notamment enger Géigend zegutt, déi duerch d'Kris an der Siderurgie an awer och duerch d'Schléissung vum Site op der WSA staark gelidden huet. Bei der WSA eleng sinn iwwer 400 Aarbechtsplazen deemools verluer gaangen.

Déi ekonomesch a sozial Ausriichtung vun dësem Projet soll also och net ënnerschätzt ginn.

Ech kommen zu de Prozeduren, déi bei dësem Projet de loi zimlech rapid ofgelaf sinn.

De virleiende Projet de loi ass den 19. Januar, also dëst Joer, 2015, vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. De 4. Februar 2015 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert an huet sech eng éischte Kéier mam Projet befaasst.

Den Avis vum Statsrot datéiert vum 24. Februar 2015. Den 3. Mäerz 2015 hat d'Kommissioun en Échange de vues mat de Vertrieder vun CFL a Ponts et Chaussées, fir d'Verkéiersproblematik an der Regioun ze beliichten. Donieft huet se sech an dësselwechter Sëtzung och mam Avis vum Statsrot befaasst.

Den 12. Mäerz 2015, dat ass nach net laang hier, huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

D'Aarbechten, déi mat dësem Projet de loi solle finanzéiert ginn, zielen ech kuerz op, verweisen awer fir déi vill technesch Detailer an Erklärungen op mäi schréftleche Rapport. An deem Kontext wéilt ech virun allem dem Här Jeannot Poeker vun CFL e grousse Merci ausdrécke fir seng kompetent Ënnerstëtzung an dësem extrem techneschen a spezialiséierte Gebitt.

Generell handelt et sech bei de geplangten Aarbechten ëm d'Mise en place vum Génie technique, deen aus aacht verschiddenen Elementer besteet, dann och ëm d'Installatioun vum Exploitatiounssystem an enger Rei vu méi klengen externen Aménagementer an donieft och nach ëm d'Sécurisatioun um Site. Derbäi kënnt dann nach de Bau vun engem Parkhaus mat ganzer 250 Emplacementer op véier Stäck a vun engem Gebai fir d'Administratioun fir 273 Leit mat enger Restauratioun.

Zum Avis vum Statsrot gëtt et hei net vill ze soen, well déi héich Kierperschaft de Projet a senger Integralitéit begréisst huet. Donieft ass et dem Statsrot awer net entgaangen, dass d'Regierung säit Januar 2014 ganzer - haalt lech un! - 882 Milliounen Euro fir Eisebunnsprojeten zur Verfügung gestallt huet. Dat weist d'Envergure vun den Investissementer, déi momentan an d'Eisebunn gestach ginn. Vu Spuerpolitik kann also hei net rieds goen.

Ofschléissend wéilt ech nach kuerz op eenzel Punkten agoen, déi an der Kommissioun zur Diskussioun stoungen. Eng grouss Suerg vun enger Rei Deputéierten, virun allem vun deenen, déi an der Géigend wunnen an och do Gemengekape mat gedroen hunn, war net de Projet en tant que tel, mä vill méi d'Verkéiersproblematik, déi sech schonn haut am Raum Beetebuerg/Diddeleng stellt.

Aus deem Grond sinn den 3. Mäerz 2015 net nëmmen déi Responsabel vun den CFL an d'Kommissioun invitéiert ginn, mä och d'Vertrieder vu Ponts et Chaussées, a si stoungen den Deputéierte Ried an Äntwert zu där ganzer Problematik. Hei goung et ganz speziell ëm de Bau vum Échangeur Helleng, deen zum Verkéierskonzept an der Regioun gehéiert, ëm d'Accèsen zum Site, ëm deen och schonn haut extrem héijen Trafic an der ganzer Regioun Diddeleng/Beetebuerg, deen och vill Duerchgangsverkéier an den Uertschafte mat sech brëngt. Da goung et awer och ëm de Risiko, dass d'Camioneuren net um Site bleiwen, mä an d'Uertschaften tanke ginn oder och nach akafe ginn, an awer och ëm d'Uleeë vu Vëlosweeër an allgemeng vu Weeër fir d'Mobilité douce tëschent Diddeleng a Beetebuerg a ronderëm. Ech ginn dovun aus, dass verschidde Riedner wäerten dorop zréckkommen.

En anere Punkt, deen an der Kommissioun opgeworf ginn ass, war de Stockage an den Transport vu geféierleche Substanzen. Hei ass preziséiert ginn, dass d'Lëscht vun den erlaabte Substanzen nach wäert genee definéiert ginn, mä dass awer elo scho feststeet, dass explosiounsufälleg Gase kengesfalls wäerten zougelooss ginn.

Déi europäesch Reglementatioun a puncto Transport vu geféierleche Substanzen iwwert d'Eisebunn mam Numm RID: „Regulations concerning the international carriage of dangerous goods by rail" ass op dësem Site net applikabel, well et haaptsächlech ëm de Stockage geet vu Gidder a Substanzen, an net ëm den Transport als solchen.

Allerdéngs muss dofir en aneren europäeschen Accord respektéiert ginn, deen huet e ganz schéinen Numm: En heescht ADR...

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...„European agreement concerning the international carriage of dangerous goods by road" - also eng Propos, wéi Dir lech kënnt ëmnennen -,...

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...deen den Transport vun...

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass awer e bësse gefëierlech, dat do.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...deen den Transport vu geféierleche Substanzen iwwert d'Strooss europawäit reglementéiert.

Aner Froen, déi an der Kommissioun opgeworf goufen, hu sech op d'Sécherheet um Site bezunn, och op d'Personal an op d'Formatioun vum Personal am Beräich vun der Sécherheet, op de sécuriséierte Parking an op d'Infrastrukturen, déi de Camioneuren, déi jo eng Zäit um Site verbréngen, wäerten zur Verfügung stoen.

Well dës Elementer grad wéi d'Kompenséierungsmoossname scho beim Vote vun der éischter Phas virun zwee Joer virgestallt gi sinn an och diskutéiert gi sinn - an eben net Objet vun dësem Projet de loi sinn -, ginn ech net weider drop an.

Ech wéilt awer op eng ganz wichteg Modifikatioun hiweise par rapport zum initiale Projet: Am Gesamtprojet war am urspréngleche Text net virgesinn, dass Lärmschutzmoossname sollten installéiert ginn. Si sinn och net an dësem Projet virgesinn, mä am Gesamtprojet, inklusiv wou d'Stroosse mat definéiert sinn, ebe just, well den Infrastrukturminister François Bausch der Meenung war, dass de Leit hire Suerge soll Rechnung gedroe ginn. En huet nodréiglech Lärmschutzmoossnamen an de Projet integréiert fir de Käschtepunkt vun iwwer zwou Milliounen. De Finanzement wäert net iwwert dëse Fong oflafen, mä iwwert dee vum Budget vun de Ponts et Chaussées. An dowéinst ass en eben och net Objet vun dësem Projet de loi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär et schonn. Ofschléissend wéilt ech alle bedeelegte Mataarbechter a Mataarbechterinne vun CFL, vum Nohaltegkeetsministère an de Ponts et Chaussées nach eng Kéier e grousse Merci ausdrécke fir hir kompetent Begleedung am ganzen Dossier, grad wéi och der Madame Rachel Moris, der Sekretärin vun der Nohaltegkeetskommissioun. Dat gesot, ginn ech nach eng Kéier den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech och nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Rapportrice. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt der Rapportrice, der honorabeler Madame Lorsché, e grousse Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Gesetzesprojet gëtt, wéi mer grad héieren hunn, gréng Luucht fir déi zweet Phas vum Projet vun der CFL-Multimodal-Plattform, déi an der nationaler Aktivitéitszon Schéleck IV amgaang ass, ausgebaut ze ginn.

Zënter hirer Entstehung am Joer 1979 huet dës Plattform eng fulgurant Entwécklung matgemaach, bedéngt duerch eng Neiorientéierung vum internationale Wuerentransport, déi am Sënn vun der Ëmwelt vun der Strooss op d'Schinn ëmklëmmt, well jo bekanntlech ronn 40% vun den CO_2-Emissiounen aus dem Transportsecteur grad vum Wuerentransport kommen. Si stellt mam Logistikpark Eurohub Sud e Ganzt duer, eent vun den dräi Standbeen, nieft dem Fluchhafen an dem Hafe vu Mäertert, vun enger nationaler Nischepolitik am Logistikberäich, déi vun där viregter Regierung souzesoe wuertwiertlech „op d'Schinnen" gesat gouf.

Grad an der Logistik gi Leit mat manner Qualifikatioune gebraucht, d'Madame Rapportrice huet och schonn drop higewisen, Leit, déi soss an der Industrie ënnerkomm sinn an de Moment schwéier aus dem Chômage erauskommen. Eng Politik, déi vun der CSV begréisst a matgedroe gëtt!

D'Chambre de Commerce bedauert awer an hirem Avis vum 6. Mäerz zum virleiende Gesetzesprojet, dass weder bei der éischter Phas vum Projet nach an dem initiale Reglementsprojet vum Plan sectoriel «Transports» eng Verstäerkung vun der Verbindung tëschent der CFL-Multimodal-Plattform an dem Hafe vu Mäertert via eng deelweis Verstäerkung vun der Zuchstreck N°3 Lëtzebuerg-Waasserbëlleg-Grenz virgesinn ass. Doduerch wär den Uschloss op der däitscher Grenz op der Héicht vum Mäerterter Hafe méiglech. Ech wollt heizou froen, ob den Här Minister déi do Appréciatioun deelt.

Déi gënschteg zentral Lag souwuel um Schinnennetz wéi um internationalen Autobunnsnetz mécht de Site Beetebuerg/Diddeleng zu enger Dréischeif an Europa fir d'Groussregioun mam Containerterminal, der Autoroute ferroviaire op der Nord-Süd-Achs an dem Logistikpark.

Déi verschidden Ëmluedetechnike vun de Semiremorquen a Containere vum Camion op den Zuch oder vum Zuch erof op de Camion soit mat engem Kran, soit engem mobille Gefier, soit mat der Modalohr-Technik erlaben et, um CFL Multimodal schnell a konkurrenzfäeg ze schaffen. Den Ausbau vum Site erméiglecht et, d'Manipulatioune vun elo 88.000 op 300.000, d'Capacitéit vun de Semi-remorquë vu 47.200 op 300.000 an d'Aarbechtsplaze vun ëm déi 300 op 640 ze steigeren, an dat um Horizont 2025, wat dann och d'maximal Capacitéit wäert sinn.

Zugläich kënnen d'Waardezäite fir d'Chauffeuren op e Minimum, gradesou wéi och d'CO_2-Emissiounen ëm 525 Tonnen (veuillez lire: 525.000 Tonnen) pro Joer bis 2025 reduzéiert ginn. De Projet entsprécht also de Kritäre vun enger nohalteger Mobilitéit, esou wéi se am MoDu-Konzept festgehale gouf vum viregten Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler.

Déi grouss Nofro weist drop hin, dass e Besoin fir esou eng international Plattform besteet, an ech zitéieren de Rapporteur Aly Kaes vum Gesetz vum 27. August 2013, wéi mer déi éischt Phas, also d'Virbereedungsaarbechten an déi éischt Partie vun der Plattform, gestëmmt hunn, wou schonn deemools op d'Dréngleechkeet vum Projet higewise gouf. Ech zitéieren: „D'Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire hält an hirem Avis vum 12. Mäerz 2013 fest, datt déi zwou éischt Phase vun dësem Projet mussen u sech virun Enn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Vize-President!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- ...2015 ofgeschloss sinn, fir datt mer, jo, fir datt mer déi Éischt an der Groussregioun sinn, déi u sech esou eng Infrastruktur kënne virweisen." Enn vum Zitat. Déiselwecht Kommissioun ënnersträicht dëst iwwregens nees eng Kéier an hirem Avis vum 10. November 2014. Fir d'CFL e groussen Challenge, deen déi Verantwortlech bis elo mat Bravour gemeeschtert hunn!

De Projet ass en Deel vun enger Rei vun Efforten, déi d'Regierung mécht, fir den Eisebunnsréseau ze förderen, a mir encouragéieren och den Här Minister, dass hien de lëtzebuergeschen CFL-Réseau mat Nodrock am Kader vun de Verhandlunge vum véierten europäesche Paquet ferroviaire wäert verteidegen.

Entre-temps hunn déi zwee Gemengeréit Beetebuerg an Diddeleng de PAG ëmgeännert an déi betraffe Parzellen als spezifesch national Aktivitéitszon ëmklasséiert. De Site CFL Multimodal ass awer nëmmen een Deel vun engem groussen Aktivitéitspark vun zirka 340 ha vun industriellen, kommerziellen, handwierklechen Aktivitéiten, déi elo schonn oder deemnächst sollen am Raum Beetebuerg/Diddeleng stattfannen.

Nieft de bestehenden nationalen Aktivitéitszone Schéleck I bis V, Krakelshaff, Wolser a Riedgen solle laut Plan sectoriel, wann deen dann eng Kéier a Kraaft trëtt, Wolser an de Krakelshaff ausgebaut ginn an eng nei spezialiséiert national Aktivitéitszon, déi bis elo kommunal war, bäikomme fir Gesondheetstechnologien, dëst direkt nieft dem Nationale Gesondheetslabo, wuer zënter Oktober 2013 all Dag ëm déi 200 Leit schaffe kommen. Och nei Commercen, Supermarché an Tankstell, mat Wunngebitt sollen derbäikommen an der kommunaler Zon Helper zu Diddeleng, grad wéi op Beetebuerger Säit e grousse Supermarché.

Den Accès zum Site CFL Multimodal fir déi Leit, déi do schaffen, an d'Clienten, sprécht d'Camionen, déi dohinnerkommen, ass eng Saach, e globale Konzept fir de ganze Raum gemäss IVL-Virgaben „Schaffen, liewen, wunnen" zesummenzebréngen, ass eng aner Saach. Dofir hunn och déi zwee Gemengeréit respektiv Schäfferéit vu Beetebuerg an Diddeleng drop insistéiert, net nëmmen den Impakt vun deem heite Projet eleng ze kucken, mä et an deem breede Kontext ze kucken, besonnesch wat d'Verkéiersplanung ugeet, well hei en immensen Drock entsteet. Well wa méi Leit dohinner schaffe kommen, da wëllen och méi Leit dohinner wunne kommen, an do musse se alles kënne fannen, wat se brauchen, fir ze liewen. Da musse mer och d'Konditioune schafen, fir dass dat méiglech ass.

Mir investéiere viraussiichtlech insgesamt 250 Milliounen Euro iwwert de Fonds du rail, fir d'Camionen op den Zuch ze kréien. Eng gutt Nouvelle, dass vun deenen éischten 182 Milliounen, déi mer 2013 gestëmmt hunn, anscheinend konnten, laut Aussoe vun de Responsabelen, schonn elo 5% bis 10% agespuert ginn.

Déi ugekënnegt Gréisstenuerdnung vum Finanzement vun der zweeter Phas vun den techneschen Équipementer an dem administrative Gebai mat iwwerdaachtem Parking fir d'CFL Multimodal a fir d'CFL cargo louch deemools bei 28 Milliounen Euro. De Montant, dee mer awer haut stëmmen, läit bei 39 Milliounen Euro. An deem Kontext wërft och d'Chambre de Commerce an deemselwechten Avis - a mat hir och ech - d'Fro op un d'Regierung, firwat de Projet elo 11 Millioune méi deier gëtt wéi dat ufanks ugeduecht war.

An déi drëtt Enveloppe, wann da sollt e weideren Ausbau néideg sinn, fir Parkraum fir Semiremorquen a Stockageraum fir Containeren op sechs Etage gradesou wéi e véiert administratiivt Gebai bäizebauen, ass op 30 Millioune geschätzt. Iwwregens gëtt op där leschter Plaz en attendant e Parking fir zirka 50 Plazen aménagéiert.

Den Zäitplang gesäit vir, fir Enn 2016 déi zwou Phase fäerdeg ze hunn, a laut Zouso vusäite vun de Bedreiwer vun der multimodaler Plattform sollen d'Aktivitéiten um Site progressiv gesteigert ginn. De komplette Site soll dann ab 2018, 2019 funktiounsfäeg sinn. Voll dréine wäert de Site ab 2025. Si wäerten och net vun haut op muer vun 1 op 100 dréinen a kënnen deementspriechend dat och eréischt maache mat engem gewëssene Rhythmus, an deem Rhythmus och, wéi nämlech gläichzäiteg d'Strooseninfrastrukturen do sinn, déi einfach zu där neier Plattform gehéieren. Dat schéngt eng Selbstverständlechkeet ze sinn an dat misst och am Endeffekt esou bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV-Fraktioun dréit de Projet selbstverständlech mat, am Sënn vun enger wirtschaftlecher an nohalteger Entwécklung.

Luewenswäert bei dëser zweeter Phas ass déi polyvalent Notzung vun den administrative Gebaier, wou d'Douane direkt ënnerbruecht ass, awer och Firme kënne Lokalitéite lounen an e Konferenzzentrum wéi och Formatiounssäll zur Verfügung stinn. Begréissenswäert ass och fir d'Leit um Site, dass ronderëm den Areal vun den administrative Gebaier mat der Kantin an enger Terrass eng gréng Erhuelungszon mat engem Bioweiher aménagéiert gëtt, déi vum Kaméidi duerch e Schutzwall aus Buedem vun dräi Meter Héicht ofgeschiermt ass.

Dann awer e groussen „Mä" zu de Belaaschtungen a puncto Kaméidi, Trafic an Ëmwelt, déi riskéieren, sech op d'Liewensqualitéit vun den Awunner nidderzeschloen. Par rapport zum Vote vum éischte Projet sinn entre-temps eng ganz Rei Froe méi kloer, och well, dat muss ee soen, déi zwee Gemengeréit respektiv Schäfferéit vu Beetebuerg drop insistéiert haten, wéi schonn aganks gesot,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An Diddeleng.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Pardon, Beetebuerg an Diddeleng! Jo, selbstverständlech, ech war selwer derbäi.

...dass also den Impakt hei méi grouss ze gesinn ass wéi vun deem Projet eleng, an och, well mir an der Nohaltegkeets- an Infrastrukturekommissioun hei an der Chamber déi dote Suerge mat Nodrock geäussert hunn. Dofir begréisst och d'CSV, dass d'Kommissioun konnt den 3. Mäerz en Austausch hu mat de Verantwortleche vu Ponts et Chaussées a vun der CFL, fir eng Rei Aspekter unzeschwätzen, a wou mer versécher kruten, dass si enk géifen zesummeschaffen, fir dass d'Awunner esou mann wéi méiglech ënnert de Belaaschtunge vun deem zukünftege massiven Trafic géife leiden.

D'Ponts-et-Chaussées-Verwaltung huet begréissenswäerterweis och eng zousätzlech regional Verkéiersetüd fir de Raum Beetebuerg/Diddeleng an Optrag ginn, wou och elo d'Mobilité douce matabegraff ass an déi och elo eréischt deemnächst, anscheinend fir den Abrëll, wäert fäerdeg sinn, nodeems a Concertatioun mat den zwou Gemengen an dem Transportdepartement lescht Moossname festgehale solle ginn. De Moment leien awer just éischt grouss Konklusioune vir.

Och soll laut Ausso vum Här Minister de Kritikpunkten an de Suerge vun dem lokalen Aktiounskomitee „Biireng21" zum CFL Multimodal, déi déi geäussert hunn, elo Rechnung gedroe ginn. An ech verweisen och do op eng gemeinsam Äntwert mat der Familljeministesch (veuillez lire: mat der Ëmweltministesch) op déi parlamentaresch Ufro N°281 vum 13. Mee 2014.

An och a menger Question parlementaire N°325 vum 3. Juni 2014 hat ech zudeem de Problem vun den 200 Mann Personal vum Nationale Gesondheetslabo opgeworf, déi nach ëmmer keng Bushaltestell hunn a mam Auto iwwer eng provisoresch Strooss, déi vun der Gemeng Diddeleng aménagéiert gouf, op de Site erakommen, awer eng Schlauf iwwert de klenge Rond-point Biereng musse maachen, fir erauszefueren, wou si besonnesch dann zu de Spëtzestonne laang am Stau stinn, an dat, bis eng eegen Zoufahrt iwwert den neie Rond-point Diddeleng/Biereng gebaut ass. An dat wäert nach eng Zäitchen daueren!

E weidere Kritikpunkt vun den Notzer vum LNS - vum Labo - ass, dass net genuch Parkplazen do wären an dass et gutt wär, fir eng Stroosseverbindung zur Näerzengerstrooss hin ze schafen, eppes, wat déi lokal CSV iwwregens och schonn zënter Längerem gefrot hat. An zemools, wou jo den Areal vun de Koibestrachen laut dem Projet vum Plan sectoriel soll eng spezialiséiert national Aktivitéitszon am Beräich vun de Gesondheetstechnologië ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwen an den Ae vun der CSV awer nach eng Rei Onkloerheete bestoen. An ech hunn eng Rei Froen zu verschiddenen Aspekter, déi sech nach stellen.

Eng Fro, wat de Kaméidi ubelaangt: Nieft deenen dräi detailléierten Etüden, déi d'CFL gemaach huet iwwert de Kaméidi vum Trafic an den Aktivitéiten um Site, wou besonnesch den Nuetskaméidi e Problem ass, huet den Här Minister jo nach eng supplementar Etüd maache gelooss iwwert den Traficskaméidi vun der A13, dee bei Wäitem d'Normen iwwerschreit. Hei soll jo en Écran géint de Kaméidi op enger Längt vu 1.500 Meter laanscht d'Autobunn kommen.

An hei och meng Fro: Sollt dat net méi wäit goen an och de Fuerderunge vun den Awunner vläicht Rechnung gedroe ginn, fir dee Schutzwall do op 2,5 km auszeweiden? Och eng Fro ass, ob d'Émweltverwaltung sech hei zu deem Projet schonn ausgeschwat huet.

Op der Informatiounsversammlung zu Diddeleng huet den Här Minister vun engem Käschtepunkt vun 2,5 Milliboune geschwat an dass d'Aarbechte kéinten 2015 ufänken. Dofir meng Fro, wéini dat elo da soll konkret ugoen an och, wien et installéiert. Sinn dat och d'Ponts et Chaussées, vu dass si de Budget hunn?

Dann nach eng Rei Froen zum Trafic: Et ass esou, dass, obschonn d'Mobilitéit innerhalb vum Site en „modal split" huet vu 64/36 an domat iwwert der nationaler Moyenne läit, awer d'Cadence vun de Camionen op 1.700 pro Dag eropgeet. A wann de Site voll operabel ass, komme mer also op 2.500 Camionen den Dag, wat enorm ass, ouni d'Fernlasteren ze zielen, déi op dem Logistiksareal Eurohub, fréier WSA, wäerten erakommen! An hei soll jo e Schutzwall kommen, wann de Lärmpegel e gewëssen Niveau iwwerschreit. Dofir meng Fro: Wien ass zoustänneg, fir dat ze kontrolléieren? De Bedreiwer? Oder ass et eng extern Kontroll?

Dann, fir den Trafic besser an de Grëff ze kréien, sollen elo dräi Accèse fir de Site kommen. De Rond-point Diddeleng/Biereng soll ëmgebaut ginn, kritt eng Gréisstenuerdnung vum Irgäertchen a soll déi Haaptachs ginn, fir iwwert d'Nationalstrooss 31, also d'Lëtzebuergerstrooss, den Zougank zum Site ze kréien, an dat op direktem Wee, ier d'Leit, ier d'Camionen an de Rond-point kommen, dass se da kënnen um Site oflueden. Den Diddelenger Gemengerot huet sech och scho mat den Ëmännerunge vum PAG befaasst an hinnen och schonn zougestëmmt.

Mä déi éischt Partie vum Rond-point Biereng ass laut de Responsabele vu Ponts et Chaussées an der Realisatiounsphas an d'Soumissioune sinn amgaang approuvéiert ze ginn. Well de Käschtepunkt vum Projet awer mat ongefeier 36 Milliounen Euro ugesot ass an domat just ënnert dem Seuil vu 40 Milliounen Euro läit, fir dass mer opgrond vun dem Artikel 99 vun der Verfassung en Accord vun der Chamber misste ginn, fir déi Suen zur Verfügung ze stellen, verfüge mer awer als Chamber hei iwwer keng Pläng.

Dofir meng Fro: Eigentlech ass et mer net esou kloer, ob d'Camionen och kënnen dann op deem direkte Wee nees op d'Autobunn eropkommen oder ob alles duerch deeselwechte Punkt op deem Rond-point dee Moment muss fueren. Dat wär nämlech eng zimlech Katastroph! An dat dann trotz där neier Strooss, déi soll parallell zur Collectrice du Sud do kommen an déi d'Lëtzebuergerstrooss mam Chemin repris 161 Richtung Helleng soll yerbannen, an och trotz dem komplett neien Échangeur Dudelange/Centre, wou jo dann d'Camionen elo direkt vun der Autobunn vu Frankräich erfort kënnen erofkommen a laanscht d'Aktivitéitszon Riedgen an de LuxConnect en direkten Accès op dee Logistiksite laanscht d'A13 kënne kréien. An do kënnt jo och nach en direkten Accès op d'A3 Richtung Frankräich derbäi, wat ganz begréissenswäert ass.

An dann ass jo och nach d'Desserte iwwert den Hellenger Échangeur laanscht de Krakelshaff virgesinn, déi elo soll d'Haaptstrooss ginn, wärenddeem d'N13 laanscht de Beetebuerger Park soll zréckgestuuft ginn an doduerch eng Verkéiersberouegung an en Duerchfuerverbuet fir d'Camionen do agefouert soll ginn. Dofir wäre mir frou, wann den Här Minister do kéint soen, wéi dat elo konkret mat deem Rond-point Biereng ausgesäit, fir de Retour also op d'Autobunn.

Dann eng weider Fro, déi sech stellt: wéi de Projet vun der Landschaftsgestaltung vun deem Site ausgesäit, deen de viregten delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank de 25. Juli 2013 als préalabel Konditioun gestallt hat, ier d'Aarbechten um Rond-point géifen ufänken.

Geplangt ass och den dräispuregen Ausbau vun der A3, direkt vum Diddelenger Wal aus bis d'Aire de Berchem. Do ergëtt sech an enger spéiderer Phas souguer eng Émstrukturéierung vum Beetebuerger Kräiz mat der Verbreederung vun den Autobunnsbrécken. Meng Fro ass och: Wéini gëtt deen do méi wéi dréngenden dräispuregen Ausbau gemaach? An ob net envisagéiert ass, fir deen Ausbau awer nach méi wäit ze maachen, wéi initial geduecht, a Richtung Arel.

Da sinn och eng Rei Moossname fir de regionale Verkéier zu Diddeleng a Beetebuerg geplangt, vu Busarrêten iwwer Vëlos- a Foussgängerweeër bis Verkéiersberouegung duerch rout Luuchten oder Stroosseverengungen an Ubannungen un d'Schinnennetz mat Ewechfale vun diverse Barrièren. An ech wär och ganz frou, wann den Här Minister eis all déi Mesuren - déi jo, wéi gesot, bis Enn Abrëll anscheinend sollte ficeléiert sinn - kéint vläicht eng Kéier an d'Chamberskommissioun virstelle kommen, well dat am Kader vun haut natierlech ze wäit féiert, fir do an all d'Detailer ze goen.

Da muss ech nach eppes a puncto Trafic awer bemierken, dat ass deen aktuelle Camionstrafic a Richtung Tankstellen an der Entrée Biereng/Diddeleng. Nieft dem jorelaange regelméissege Stau zu de Spëtzestonnen an den Entréeën a Sortië vun Diddeleng ass dës Entrée iwwert dee klenge Rond-point zu Biereng regelméisseg blockéiert duerch Camionen, déi net nëmmen dohinner tanke kommen, mä dann och souguer hir reglementär Pausen op deenen Tankstellen ofhalen.

Um neie Site CFL Multimodal kënne se awer op e CRS, dat heescht e Centre routier sécurisé zréckgräifen, wou se alles offréiert kréien, vun der Hygiène an der Restauratioun iwwert d'Tanke mat Drugstore a Schlofpaus bis op d'Sécherheet inklusiv kleng Reparaturen. A vu dass dat en „CRS multicard" ass, deen also all Zorte vu Camionen zouléisst, misst ee kënnen évitéieren, dass d'Camionneuren op der Lëtzebuergerstrooss erausfueren, mä dass se direkt also op dee Site do dirigéiert ginn duerch eng ugepasst Beschëlderung.

Dofir zwou weider Froen, oder dräi, un den Här Minister: Wéini prezis ass déi Tankstell op dem Site Multimodal operabel? Well soss fueren d'Camione jo awer nach weider erof an d'Entrée vun Diddeleng. A wäert Dir och bereet, esou Verbuetsbeschëlderunge fir den Transitverkéier an där Sortie do unzebréngen?

An eng weider Fro: Wär et net sënnvoll, effektiv emol de Code de la Route ënnert d'Lupp ze huelen op deem dote Punkt, well hei och Feelinterpretatioune méiglech sinn, well d'Tanke vun de Camionneuren oft als Rupture de charge interpretéiert gëtt. Dat heescht, dat gëtt dat considéréiert, wéi wa se eppes géife liwweren, wat se awer en fait net maachen.

Dann nach eng Rei Remarquen oder Froen, wat den Ëmweltaspekt ubelaangt. Esou sinn d'Terrassementsaarbechten, déi zënter 2013 op dem 32 ha grousse Site gemaach goufen, enorm, wéi mer dat konnte bei dem Spuetstéch am Dezember 2014 gesinn.

D'Finanzéierung vun de Moossnamen, fir dës Versigelung ze kompenséieren, war jo schonn duerch de Vote vun der éischter Phas vum CFL Multimodal ofgedeckt. Säitens dem fréieren delegéierte Minister Marco Schank war awer rieds vu weidere Kompensatiounsmoossnamen ausserhalb vun deem Site, an déi sollten nach décidéiert ginn zesumme mat der Natur- a Bëschverwaltung. Hei wollt ech den Här Minister froen, ob dës Décisioune scho geholl sinn a wéi eng Moossnamen dat sinn an ob dat och supplementar Käschte fir de Projet bedeit.

Weider wollt ech och wëssen, ob d'Etüde vun der Loftqualitéit gemaach si ginn.

An eppes, wat mer nach um Häerz läit, ass de sécuriséierten Areal um Site, dee fir de Stockage vu geféierleche Gidder virgesinn ass. An der Kommissioun si mer gewuer ginn, dass de Kommodo-Inkommodo fir geféierlech Produkter nach net ofgeschloss ass. An et war och rieds dovun, dass de Seveso-Rayon, an deem Gas- oder explosiv Stoffer kéinte stockéiert ginn, eventuell zréckgestuuft géif ginn an dass eng nei europäesch Seveso-Direktiv sollt ëmgesat ginn. Hei kéint vläicht den Här Minister och nach eng Kéier - oder d'Regierung - méi Preziséune ginn, wat dat prezis fir dee Site bedeit.

Doraus ergëtt sech nämlech och d'Fro, wann dee Projet hei ëmgesat ass, wéi et do steet mat der Virbereedung an der Koordinatioun, wat d'Sécherheet op deem Site ubelaangt, mat de lokale Pompjeescorpse vu Beetebuerg an Diddeleng, respektiv ob do nach aner Pompjeescorpse musse mat bäigezu ginn, vu d'Envergure vun deem ganze Site.

A last but not least wollt ech och nach wëssen, wat fir Contrainten op d'Benotzer vum Stroossennetz an d'Awunner duerkomme während der Chantiersphas. Wéi leeft d'Koordinatioun tëscht all deene Chantieren, inklusiv dem Échangeur a Rond-point Helleng, wou jo ugefaange ginn ass elo mat de Bauaarbechten? Mir hu jo gesinn, wat et fir e Verkéierschaos ginn ass déi lescht Woch, wéi d'A13 op der Héicht vu Fréiseng huet misse gespaart ginn, dass et do zu stonnelaange Staue komm ass!

Da wollt ech och nach zum Schluss wëssen, op wéi enger Zäitschinn all déi verkéierstechnesch Moossnamen, déi ech virdrun opgezielt hunn an déi den eigentleche Fonctionnement vum Site eréischt méiglech maachen, solle realiséiert ginn.

Här President, wäert Kolleeginnen a Kolleegen, in fine begréisst d'CSV, dass duerch dëse Gesetzesprojet d'Aarbechten um Site vun der CFL Multimodal virugedriwwe ginn. De Projet ass vu kruzialer Wichtegkeet fir eis national Wirtschaft an déi wirtschaftlech Entwécklung vun der Südost-Regioun vun eisem Land. D'Zäit drängt, well d'Konkurrenz schléift net. An obschonn et bekanntlech heescht: „Wou gehuwwelt gëtt, fale Spéin", muss een onbedéngt Suerg derfir droen, dass d'Belaaschtunge fir d'Émwelt an d'Awunner vum Raum Beetebuerg/Diddeleng, besonnesch vum Quartier Biereng an esouguer och vun den Nopeschuertschafte Keel a Fréiseng, op e Minimum reduzéiert musse ginn.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir dëse Projet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Andrich. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer jo iwwert déi zweet Phas vum Projet Multimodal zu Beetebuerg of, wou et drëm geet, Containeren ze beluede respektiv ëmzelueden. Wéi Der all wësst, ass d'Plate-forme multimodale virun allem och en „hub d'interchange/d'interface", wéi dat esou schéin heescht, wéi eis Rapportrice gesot huet. Da wëll ech och elo hei villmools Merci soe fir Äre gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a fir och déi gutt Aarbecht, déi mer an der Kommissioun geleescht hunn.

Dëse Projet ass e ganz wichtege Projet fir den ëffentlechen Transport. Wéi eis Rapportrice gesot huet, sinn et elo schonn iwwer 40% vun dem Stroosseverkéier par rapport zum Autosverkéier op eise Stroossen. An hei geet et einfach drëm, fir effektiv ze versichen, de Camion vun der Strooss ze kréien, an dat duerch e modernt Transportmëttel, wéi dat eben haut am Containerberäich de Fall ass.

Et ass och e ganz wichtege Projet vum ekonomesche Standpunkt fir eist Land, well iwwer 400 Plaze geschaaft ginn, an domadder och net nëmme Plaze fir héich qualifizéiert Leit, mä och, wéi dat eise Wirtschaftsminister ënnerstëtzt, fir Leit, déi eng manner héich Qualifikatioun hunn, wat domadder virun allem am Beräich vum Jugendchômage och eng ganz wichteg Notioun fir eist Land ass.

Dëse Projet ass am Fong jo, wéi gesot, d'Rallonge, wou mer schonn eng Kéier 182 Milliboune gestëmmt hunn an nach eng Kéier elo 39 Milliounen derbäistëmmen, fir am Prinzip déi administrativ Gebaier do ze bauen an de Parking, wéi och elo scho gesot ginn ass, fir 250 Leit a virun allem och déi „génies techniques", wéi dat heescht. Dat heescht, déi Ënnerbauinfrastrukturen, wou et och vläicht eng Kéier wichteg ass oder interessant ass, drop hinzeweisen, dass et e ganz flotte System ass, fir dass d'Iwwerflächewaasser, wat jo op deem groussen Areal a Masse kann afalen, am Fong opgefaange gëtt net duerch, wéi dat soss üblech ass, e Regenüberlaufbecken, mä wéinst der Plaz gëtt dat ënnerierdeg iwwer 4 km laang a grousse Réier gemaach, déi och dann hei zu Lëtzebuerg fabrizéiert gi sinn. Ech nennen Iech keen Numm, mä Dir kënnt Iech e bestëmmt denken. Och dat ass eng wichteg Notioun fir d'Ekonomie.

Wat an deem Sënn och eng ganz wichteg Notioun ass, dass virun allem - an dat huet de Minister gemaach, dat huet eis d Virriednerin Sylvie Andrich jo och scho gesot -, dass wierklech derfir gesuergt ginn ass - an ech mengen, Dir hutt déi Suerg och nach eng Kéier nei ausgedréckt -, dass virun allem déi ëmwelttechnesch Moossname wéi Lärmschutzwall an esou weider, dass de Minister och do zougesot huet, fir déi Moossnamen ze huelen. Ech mengen, Dir hutt nach eng Partie Froen dozou gestallt.

Mir halen als LSAP awer drop, dass déi Moossnamen och ëmgesat ginn, virun allem e Lärmschutzwall. Well mir wëssen alleguerten, dass de Gros vum Gütertransport, dat kann ech Iech aus menger Erfahrung soen, natierlech och nuets spillt, nuets iwwert d'Bühn geet. An dofir ass et natierlech, dass och dann do eng Partie Kaméidi sech konzentréiert.

Ech wëll awer just vläicht och drun erënneren, dass Beetebuerg/Diddeleng nach ëmmer en eisebunnstechnesche Knuetpunkt war, wou scho sengerzäit, schonn 1976, dee groussen Triage gebaut ginn ass, wou am Beräich vun dem Voyageurstrafic och schonn ëmmer grouss Dépôte waren an och elo scho säit 20 Joer e Containerterminal do ass, deen am Fong geholl elo moderniséiert gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An domadder mengen ech schonn, wann elo deenen zousätzleche Mesuren do am Ëmweltberäich Rechnung gedroe gëtt, dass mer dann e flotte Projet kréien, deen och vun de Leit matgedroe gëtt an akzeptéiert gëtt.

Wat awer wichteg ass, an ech mengen, et ass och schonn do drop higewise ginn, et ass wichteg, wann dee Projet jo elo an Etappen a Betrib geholl gëtt - an déi éischt Phas ass jo ëm 2016, wéi eis Rapportrice eis gesot huet -, da si mer och an enger Situatioun, dass een awer muss oppassen, dass de Suivi vun deem Stroossebau, wou déi Camionen do erafueren, dass deen och do nokënnt. Net dass herno wierklech awer d'Camione mussen duerch déi zwou Uertschaften do fueren, wat natierlech och d'Leit géif, wéi soll ech soen, „rose maachen". An dann, mengen ech, kréie mer do vläicht, no deene Virgespréicher mat de Leit, onnëtz Gespréicher, déi een net soss soll siche goen. Dofir géife mir nach eng Kéier froen, ob dann de Suivi vun de Ponts et Chaussées och do ka matzéien, fir déi Projeten do ze realiséieren.

An deem Sënn wollt ech och nach eng Kéier dem Minister am Fong félicitéiere fir déi Äntwert, déi en d'lescht Woch ginn huet am Beräich vun deene grousse Camionen, deene sougenannten „Gigaliner", deene 60 t-Camionen, wou hie jo op eng parlamentaresch Ufro eis gesot huet, dass dat am Fong fir Lëtzebuerg net a Fro kéim. Well fir eis als LSAP ass et jo awer ganz wichteg, eng Kéier ervirzesträichen, dass mer jo net engersäits higinn an iwwer 220 respektiv bal 250 Milliounen ausginn, fir de Camion vun der Strooss op d'Schinn ze setzen, an dann herno am Beräich vun der Strooss da géifen soen, da setze mer esou grouss Camionen an, déi méi Transportlaascht kënnen huelen, wou da gemengt gëtt, da géif et manner Camionen op der Strooss ginn, wat en Trugschluss ass! Well et muss ee ganz einfach gesinn, dass am Ausland, wou déi Projete vun deene Gigaliner lancéiert gi sinn, do och schonn erëm deelweis d'Retourkutsch ugetruede ginn ass an dass dat virun allem eng ganz kloer Konkurrenz zur Schinn ass.

Also dofir, déi Suerg, dass herno d'Gigaliner géifen op den Échange multimodal zu Beetebuerg fueren, ech mengen, dat ass eng Illusioun. Mir musse just ebe kucken, mir wëssen, dass am Kader vun der Benelux do Projet-pilotte lafen, fir an Holland - an den Niederlanden, pardon - an an der Belsch, fir esou e Projet pilote do duerchzeféieren. Do ass natierlech vläicht e ganz klenge Problem mam Traité. Dat muss een da kucken.

Mä ech sinn am Fong frou, dass de Minister eng kloer Äntwert ginn huet, dass fir d'Gigaliner hei zu Lëtzebuerg keng Plaz ass. Net nëmme keng Plaz aus transportpolitesche Grënn, mä och wierklech aus Grënn vun der Plaz vun de Stroossen, well déi eis Strooss géife futtimaachen. An ech wëll guer net drun denken, u vill méi laang Bremsweeër an esou weider, dat heescht, wat d'Geféierlechkeet am normale Stroosseverkéier géif op jidde Fall staark erhéijen.

An deem Sënn wëlle mir als LSAP nach eng Kéier eis voll Ënnerstëtzung zu dësem Projet de loi ginn. An ech ginn domadder och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Negri fir déi interessant Erläuterungen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Gusty Graas vun der DP-Fraktioun. Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Raum Beetebuerg/Diddeleng eegent sech jo u sech ideal fir wirtschaftlech Aktivitéiten. Hei hu sech zënter den 80er Joren eng ganz Rei wichteg a grouss Betriber niddergelooss, déi jo och ganz vill Aarbechtsplaze geschafen hunn.

Firwat just an deem Raum? Mä ganz einfach, well et eben do ganz gutt Infrastrukture ginn. Ech denken un den Uschloss un d'Eisebunnsnetz, ech denken awer och un den Uschloss un d'Autobunnsnetz. Mir hunn do véier grouss Zonen, déi sech entre-temps do entwéckelt hunn: Wolser, Riedgen, Schéleck an de Krakelshaff.

De Projet, dee mer jo haut diskutéieren - et ass u sech déi zweete Kéier, datt mer iwwert dee Projet hei diskutéieren -, huet natierlech och eng ganz wichteg Dimensioun. A wann een d'Entwécklung vum CFL Multimodal elo kuckt, da muss ee feststellen, datt deen eng ganz interessant Evolutioun hanneru sech huet. Ech mengen, duerch d'Gesetz vum 27. August 2013 war jo déi éischt Phas hei décidéiert ginn. De Site vu Beetebuerg/Diddeleng, dee läit jo, kann ee bal soen, am Häerz vun Europa. Et ass och e Site, deen op der Kräizung vun zwee grousse Wuerestréim läit, wat u sech da mat sech bréngt, datt eben d'Attraktivitéit hei sech an deene leschte Joren ouni Zweifel nach erhéicht huet.

De leschten 2. September gouf jo iwwregens och eng nei Route op Duisburg opgeholl. An déi nei Linn vergréissert dann och de Réseau tëschent Spuenien, Frankräich an de skandinavesche Länner.

En anere wichtege Virdeel vum CFL Multimodal ass natierlech och d'Technik, fir eben d'Camionen op d'Zich ze verlueden. Da muss een op där anerer Säit awer och soen, datt e weidere flotte Projet do amgaangen ass, sech ze entwéckelen: Dat ass um Niveau vun dem fréiere WSA-Site den Eurohub-Logistikzenter. An et kann een elo scho soen, datt tëschent deenen zwee Projeten u sech och eng direkt Relatioun besteet, well een deen anere komplettéiert, an dat wäert sech och fir d'Zukunft nach méi positiv auswierken.

Ech ka mech erënneren, datt 2005 am Logistikzenter 10.967 Leit geschafft hunn. Haut sinn et der schonn iwwer 13.000. Et gesäit een also, datt dat e Pilier vun eiser Ekonomie ass, deen amgaangen ass, sech ze développéieren. Eng Ekonomie, déi ouni Zweifel muss nach ëmmer diversifizéiert ginn, an dowéinst war et och richteg, viru Joren dorobber den Akzent ze setzen.

Mir mussen och natierlech kompetitiv bleiwen, well mir wëssen och, datt no bei Diddenuewen och en ähnleche Logistikzenter geplangt ass, fir do den Handel mat China u sech weider opzebauen. Dofir ass et och interessant, gewuer ze ginn, datt CFL Multimodal och elo nach nei zousätzlech Verbindunge plangt op Calais an op Posen.

Wichteg ass awer och, datt dee Projet hei dobaussen international vermaart gëtt. Mir däerfen eis hei net verstoppen. Mir mussen eis dobausse weisen. Mir mussen de Leit dobaussen erklären, wat fir Potenzialer datt hei am Land bestinn. Dowéinst ass et och ënnerstëtzenswäert, datt déi Responsabel dann op déi verschidden Ausstellunge ginn, ënner anerem jo och op Istanbul op d'Foire Logitrans.

Ech wëll dann natierlech och hei ënnersträichen - dat ass schonn e puermol hei gesot ginn, et ass awer wichteg, et nach eng Kéier ze rappeléieren -, datt dee Projet hei sech awer och wierklech an den Esprit vun der Nohaltegkeet areit, nom Motto: „Erof vun der Strooss, erop op d'Schinn". Et ass jo och gewosst, datt 40% vun den CO_2-Emissiounen duerch den Transport eben entstinn an datt dovunner ronn 10% duerch de Wuerentransport sech do entwéckelen. Mir kënnen also och duerch dee Projet hei e wierklech wichtege Bäitrag zu der Reduzéierung vun den CO_2-Ausstéiss bréngen. An am Joer 2020 rechent zum Beispill d'CFL cargo mat enger Erspuernis vu 465 Tonnen CO_2 (veuillez lire: 465.000 Tonnen CO_2), wat jo mat Sécherheet net näischt ass.

Dann huet natierlech och opgrond vu senge grousse Luedcapacitéiten den Zuch méi eng grouss Rentabilitéit wéi natierlech och de Camion. Dat ass ouni Zweifel de Fall. De Moment ginn d'Gidderzich jo praktesch bis op eng Längt vun 950 m. Et gëtt jo och driwwer nogeduecht, fir déi Längt nach ze vergréisseren, bis hin op 1.500 m.

Et däerf een allerdéngs net vergiessen, nieft dem ekologeschen Aspekt awer virun allem och den ekonomeschen Aspekt hei ervirzesträichen. Mir däerfen also net nëmmen hei de reng ekologeschen Aspekt ënnersträichen, esou wichteg en och ass, mir mussen awer och dee wirtschaftlechen Aspekt hei ënnersträichen. A wéi gesot, et ass net nëmmen eng Ofsécherung vun deene bestehenden Aarbechtsplazen de Moment, mä et ass virun allem och virgesinn, datt also mindestens 300 nei Aarbechtsplaze sollen op deem Site do kreéiert ginn. Et ass awer och de Beweis, datt international e Besoin besteet u sougenannte Plattformen, an dowéinst, wéi gesot, ass dee Projet vun deem Standpunkt hier och nach duebel interessant.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt awer och nach e puer Remarquen zum eigentleche Projet vun haut maachen. Mir hu jo, wéi gesot, virun annerhallwem Joer hei scho méi am Detail iwwert déi ganz Problematik diskutéiert.

D'Situatioun um aktuelle Site ass jo op eng Manéier net grad ideal. Wann ee kuckt, wat fir eng Problemer do sinn - wéi gesot, ech schwätze vun do, wou den CFL Multimodal de Moment implantéiert ass -, do hu mer eng ganz Rei vu Problemer, déi sech bemierkbar maachen:

Ech erënneren zum Beispill un déi hygienesch Zoustänn, déi net grad glécklech sinn. Ech denken awer och un déi wëll Parkplazen, déi sech do lues a lues kreéiert hunn, déi natierlech och derzou bäidroen, datt do eng gewëssen Onuerdnung an deene leschte Joren entstanen ass. Soudatt et awer interessant ass, datt den aktuelle Site jo och soll da réaménagéiert ginn an datt dat u sech soll e sougenannten „truck stop" ginn, wou dann herno och déi Leit, déi oft vu wäit hierkomme mat hire Camionen, awer emol e bësse méi mënschewürdeg - kann ee scho bal soen - Zoustänn virfannen, fir do, wéi gesot, dann och ze iwwernuechten oder soss sech op iergendeng Manéier do ze ravitailléieren.

Wat dat administratiivt Gebai ubelaangt, esou ass dat natierlech no reng fonctionnelle Kritäre konzipéiert ginn, wat jo och richteg ass. An trotzdeem muss ee soen, datt et eng agréabel modern Architektur ass. De Restaurant an och eng Rei vu Konferenzraim erhéijen ouni Zweifel och de Confort vun de Leit, déi do schaffen.

Dann, wat interessant ass, datt jo am Block C vun deem Gebai oder vun deene Gebailechkeeten och elo kënnen zousätzlech Firmen ënnerbruecht ginn, déi natierlech eng direkt Relatioun mat den Aktivitéiten um Site hunn, wat allerdéngs de Virdeel huet, datt vläicht och oft administrativ Weeër kënne méi kuerz ginn. Wéi gesot, dat ass eng Iddi, déi mir u sech och ouni Zweifel begréissen.

Et wier zwar och interessant, emol gewuer ze ginn, wat fir eng Betriber méi genee dohinnerkéimen a wéi vill Leit datt och do herno géife schaffen.

Richteg ass och, datt u sech de Site zur Autobunn opaque ass, dat heescht, datt u sech d'administratiivt Gebai e Lärmschutzwall direkt duerchstellt. Well et däerf een net vergiessen, hei leien déi Aarbechtsplazen awer - besonnesch denken ech un déi Leit, déi och an de Büroe schaffen - direkt un der Autobunn, quitte datt et d'Collectrice du Sud ass, déi net gradesou befuer ass wéi d'A3. Mä et muss een awer trotzdeem hei ënnersträichen, datt awer relativ héich Kaméidissourcen do bestinn. An dofir ass et och gutt, datt dat neit Gebai u sech e Lärmschutzwall direkt dann duerstellt.

Mir begréissen et och, datt u sech d'Container mat geféierleche Produite besonnesch traitéiert ginn. Et ass virdrun hei schonn ugeschnidde ginn. Et wier natierlech awer interessant, gewuer ze ginn, wat fir eng Produiten datt herno dann do gelagert ginn. Well een, deen dee Raum do kennt, dee weess, datt jo awer do gewësse Stoffer gelagert ginn - net nëmmen tëschegelagert ginn -, déi heiansdo kéinten am schlëmmste Fall och zu enger gewësser Katastroph féieren. Et ass also ganz wichteg, datt virun allem och hei den Akzent op eng prophylaktesch Sécuritéit geluecht gëtt.

Ech wëll dann hei eng Iddi ënnersträichen, déi och mäi Kolleeg Max Hahn schonn e puermol ënnerstrach huet: datt et wichteg ass, datt een op esou Sitten och Wierkpompjeeën - hunn ech et elo richteg ausgedréckt, jo? - schaaft, well et ebe wichteg ass. An dowéinst géif een och vläicht en Appell un d'Eisebunn maachen, fir datt se beim Rekrutement herno och Leit rekrutéieren, déi direkt och d'Kompetenz hunn um Niveau vun der Feierwier.

Well et ass virdrun och hei vun deenen zwou Wiere vu Beetebuerg a vun Diddeleng geschwat ginn, mä et däerf een net vergiessen: Déi fonctionnéieren alleguer um Niveau vum Bénévolat! A wann et eng Kéier do zu enger gréisserer Katastroph kënnt, an an der Vergaangenheet hat ee jo awer schonn e puer Incidenten, déi sech awer zu enger ganz grousser Katastroph hätte kënnen entwéckelen, dann ass et wichteg, datt awer direkt ka vu kompetente Leit agegraff ginn. Dowéinst: Déi Iddi vun der Wierkfeierwier soll hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn.

Et ass och wichteg, datt dee Site optimal protegéiert gëtt. Well et däerf ee jo och net vergiessen, datt jo awer ganz vill Produiten do tëschegelagert ginn, déi awer, wéi ech scho virdru gesot hunn, eng gewësse Gefor a sech behalen. An et mussen all Moossname getraff ginn, fir datt illegal Aktivitéiten, ech schwätze souguer gegebenenfalls vu kriminellen Aktivitéiten, sech net do kënnen entwéckelen. Well et däerf een net vergiessen, datt jo awer ganz vill Wuere vun ënnerschiddlecher Valeur do wäerten tëschestockéiert ginn.

De Parking, deen och schonn hei ernimmt ginn ass, fält trotz allem nach ëmmer relativ grousszügeg aus. Et besteet jo och nach d'Méiglechkeet, fir deen eng Kéier auszebauen. Et ass zwar en Detail, mä net onwichteg ass, datt awer elo d'Parken u sech am Haus selwer méi einfach gemaach gëtt duerch eben eng nei Bauaart.

Dann ass et och interessant, datt d'Aussewänn solle méi begréngt ginn, well et ass jo och e Site, deen u sech jo elo ganz vill Betong wäert generéieren. D'Zerstéierung vun der Landschaft, déi do entsteet, wäert natierlech dann awer och den Nodeel hunn, datt mer do manner Gréngs zur Verfügung hunn. Ech kommen herno nach kuerz drop zréck.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen, datt déi Leit jo awer och d'Méiglechkeet hunn, den ëffentlechen Transport ze notzen. Dofir ass et awer scho richteg, datt een hei net onbedéngt en extrem grousszügege Parking aménagéiert. Et leien zwou Garen an der direkter Proximitéit, an och déi Betriber aus deenen Industriezonen do sinn opgefuerdert, vläicht emol nach méi intensiv en Navettësystem ze organiséieren.

Et kann net sinn, datt eng Gemeng muss hire Flexibus zur Verfügung stellen, fir datt do Leit kënne bei hir Aarbechtsplazen transportéiert ginn. Dofir sinn déi Flexibussen op alle Fall net geduecht. An dofir och nach eng Kéier hei, wéi gesot, den Appell, fir an där ganzer Zon - an do, mengen ech, muss awer de Ministère och eng Hand mat upaken -, e Gesamtkonzept opzestellen, wéi ee vun deenen zwou Garë Beetebuerg an Diddeleng kann am beschten op déi Sitte kommen. An dat kann een natierlech nëmmen am Verbond mat de Betriber, mat de Gemengen a mat dem Ministère organiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer vläicht nach e puer generell Punkten, och wat d'Situatioun natierlech vum Verkéier ubelaangt. Dat ass evident, wann een dee Raum do jo relativ gutt kennt, da mécht ee sech vill Gedanken doriwwer. D'Sylvie Andrich ass och schonn am Detail drop agaangen, wat d'Situatioun och gutt kennt. Dat ass evident, mengen ech, datt et déi Responsabel aus dem Raum Beetebuerg/Diddeleng natierlech préoccupéiert, wat do amgaangen ass ze entstoen.

Dofir, et ass net alles Gold, wat glänzt, well déi héich wirtschaftlech Aktivitéiten an deem Raum do generéieren natierlech automatesch zousätzleche Verkéier, wat awer och eng Rei negativ Konsequenze wäert fir d'Populatioun do mat sech bréngen. An déi zoustänneg Lokalpolitiker aus deem Raum do, déi sech jo elo scho méi intensiv zënter enger Rei Méint, Joren, kann ee scho bal soen, mat deem Dossier beschäftegen... Ech wëll och nach eng Kéier op deen Aarbechtsgrupp hei ze sprieche kommen, deen um Niveau vun de Ponts et Chaussées kreéiert ginn ass mat deenen Diddelenger respektiv mat deene Beetebuerger Lokalautoritéiten zesummen, vun deem jo elo sollen dann an deenen nächste Wochen definitiv Resultater presentéiert ginn.

Ech soe ganz éierlech: Ech gehéiere vläicht zu deenen, déi net esou schrecklech erwaardungsvoll sinn a wëssen, datt do och net déi ganz grouss Léisunge wäerte presentéiert ginn. Mä eppes ass ganz kloer: datt déi zwou Gemengen net méi wäerten akzeptéieren, datt nach zousätzlech Camionen duerch hir Uertschafte rullen!

Ech mengen, mir si genuch - genuch! - betraff vun deem ganze Verkéier, deen an deem ganze Raum do sech an deene leschte Joren entwéckelt huet. Et géif elo esou lues den Zäitpunkt kommen, wou ee géif ganz seriö Moossnamen an d'Wee leeden, fir wierklech dann emol net nëmmen eng Stabiliséierung vum Verkéier do ze erreechen, mä wa méiglech och eng Reduzéierung!

Et däerf ee jo net vergiessen, datt elo scho 1.700 Camione virgesi sinn, déi op dee Site do fueren, och wann déi Stéchstrooss do gebaut gëtt an och wann de Réaménagement vum Échangeur Biereng virgeholl gëtt - wat eng Noutwendegkeet ass! An ech wëll och hei ënnersträichen, datt dat am Fong de Préalabel misst sinn, ier iwwerhaapt géif op deem Site do weider investéiert ginn, datt fir d'Éischt emol deen Échangeur aménagéiert gëtt, datt déi Stéchstrooss emol aménagéiert gëtt an dann nach aner Moossname geholl ginn, ier déi 1.700 Camionen do rullen! An et sollen der jo och nach spéider 2.500 sinn.

Ech hoffen, datt de Minister an och aner Leit Verständnis hunn, wann een och emol heiansdo eng aner Kap opdeet, datt ee sech dann och Suerge mécht iwwert dat Verkéiersopkommen, wat sech an deem Raum do jo ëmmer méi bemierkbar mécht. Well den Échangeur Biereng - an déi Leit, déi déi Plaz kennen, wëssen, datt dat jo de Moment schonn eng onzoumuttbar Situatioun ass, d'Sylvie Andrich ass schonn drop agaangen -, et brauch een elo nëmmen an enger gudder..., jo, ëm dës Zäit schonn dohinnerzegoen, da steet een do schonn am Stau, all Dag, well et onméiglech ass, vun där Autobunn do erofzefuere respektiv eropzefueren!

En anere Problem, dee sech och ëmmer weist mat de Camionen: Et mierkt een och, datt se nach ëmmer vill de Wee awer duerch d'Uertschafte sichen. Da freet ee sech: Firwat? Da gëtt een oft gewuer, datt déi Camionen oft am Besëtz si vu vereelste GPS-Systemen. Bon, dat ass elo e Problem, deen aner Leit betrëfft, mä et ass awer erstaunlech, wann een da weess, datt dat oft d'Ursaach ass, firwat datt déi de Wee net richteg fannen.

Wat een och nach muss feststellen, ass, datt d'Beschëlderung op der Autobunn zum Deel awer och nach ze wënschen iwwreg léisst. An do maachen ech och e kloren Appell hei: Wa bis déi Infrastrukturen definitiv aménagéiert sinn, da muss eng kloer, däitlech Beschëlderung och op den Autobunne respektiv op den Zoufahrtsstroosse gemaach ginn, fir datt am Fong geholl d'Direktioune ganz kloer ugewise sinn!

Et däerf een deen heitege Projet, wa mer vun der gesamter Verkéiersproblematik schwätzen, natierlech och net isoléiert gesinn, well an deem Raum ass nach ganz villes um Entstoen. Ech denken un de Statslaboratoire, ech denken natierlech un den Eurohub. Och do wäert natierlech nach d'Verkéiersopkommen an deenen nächste Joren zouhuelen. Dat heescht, dat alles bewierkt eng gewësse Sogwierkung. Et wäert also nach zousätzleche Verkéier, virun allem Schwéiertransport, do opzéien.

Dann däerf een net vergiessen, datt jo och tëschent Beetebuerg an Diddeleng, am Ausgang vun der Uertschaft Beetebuerg, och nach en neie Supermarché wäert entstoen. Och dee wäert natierlech erëm zousätzleche Verkéier generéieren. Mir sinn also do an engem ganze Raum, wou u sech nei Erausfuerderungen op eis duerkommen, wou muss e kloert, däitlecht Konzept opgestallt ginn, fir datt dee Verkéier beschtméiglech an Zukunft dann och kann do géréiert ginn.

Wat, wéi gesot, de Verkéier ubelaangt, da si mer natierlech och séier beim Échangeur Helleng. Och dat ass schonn hei ugeschwat ginn. Gott sei Dank hu mer jo do dat néidegt Gesetz de leschten 10. Juli 2014 hei gestëmmt. Dat kann natierlech och zur Konsequenz hunn, datt eng Rei vu Camionen och zu Helleng schonn d'Autobunn verloossen an da versichen, iwwert d'Mondorferstrooss an den CR161 a Richtung Diddeleng ze fueren.

An och do erneieren ech nach eng Kéier ganz kloer hei d'Fuerderung, déi ech och an enger Question parlementaire schonn ënnerstrach hunn, datt d'Virfahrt do - „Abknickung" gëtt dat jo am Fachjargon genannt - aneschters geregelt gëtt virum Parc Merveilleux; wéi gesot, datt d'Mondorferstrooss eng Niewestrooss gëtt, datt den CR161 eng Haaptstrooss gëtt, fir datt d'Camionneure ganz genee wëssen, datt se net kënnen a Richtung Beetebuerg fueren, mä datt se mussen, wéi gesot, no lénks iwwert den CR161 fueren. Do solle jo menge leschten Informatiounen no elo Luuchten hikommen.

Mir ass et egal, wat dohinnerkënnt, mä d'Haaptsaach ass, et geschitt emol eppes, datt net méi kann zougelooss ginn, datt dee Boulevard jo am Fong dozou verleet, fir nëmmen an d'Uertschaft eranzefueren, datt deen emol zréckgebaut gëtt an och do ganz kloer

d'Limitte gewise ginn, wéi wäit datt een u sech nach ka mam Camionsverkéier sech duerch eng Uertschaft do schlängelen.

Wéi gesot, den Aarbechtsgrupp, op deen ech schonn agaange sinn, da loosse mer eis emol iwwerraschen, wat deen an deenen nächste Wochen da wäert Geneeës dann u Resultater vu sech ginn!

En aneren Aspekt, deen een awer och hei muss uspriechen, dat ass natierlech deen dach enorme Landverloscht, deen an deene leschte Jorzéngten do an deem Raum och viru sech gaangen ass. Dat ass evident, datt een dann och muss awer fir Kompensatioune suergen. A wéi ech d'Rieden nogelies hu vun de leschten Débaten, déi hei gefouert gi sinn, do ass op eemol - ech mengen, den Här Bodry hat dat erwähnt - vun engem Bësch vun 2 ha als Kompensatioun geschwat ginn.

Ech hunn elo näischt méi dovunner héieren. Leeft dat awer?

(Interruption)

Okay. Ass e schonn ugeplanzt?

Une voix.- Mir waren all zesummen dohinner.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, okay. Dat ass eng gutt Saach, mä 2 ha ginn net duer. Doweinst wier et also wichteg, datt och nach zousätzlech géife Begréngungen an deem Raum do virgeholl ginn, an net nëmmen Thujaen do ronderëmsetzen, mä datt och nach misst…

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

Jo, mä dat waren déi kleng Beemercher do! Ech schwätze vun deem groussen…

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, sécher. Ech…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Graas, konzentréiert lech op…

(Brouhaha général)

Dir Dammen, loosst den Här Graas vläicht virufueren!

(Brouhaha général)

Här Graas, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et ass ëmmer schlëmm, wann een net richteg verstane gëtt. Bon, soit!

Mä neen, nach eng Kéier, wat wierklech wichteg ass: datt mer an deem Raum do nach e Maximum un zousätzleche Begréngunge virhuelen! Ech mengen, dat ass déi Suerg, déi ech wollt hei ausdrécken, datt all, wéi gesot, Méiglechkeeten, déi bestinn, solle genotzt ginn, fir datt eng zousätzlech Begréngung virgeholl gëtt, well eben och doduerch ganz vill ekologesch Substanz verluer gaangen ass.

Ech kommen dann och op d'Renaturéierung vun der Diddelenger Baach ze schwätzen. Ech muss awer éierlech soen: Wéi ech deen éischte Plang gesinn hu vun där Diddelenger Baach, dat ass als Renaturéierung verkaaft ginn, mä dat hat mat Renaturéierung iwwerhaapt näischt ze dinn! Dat war just eng Verleeung a Réier! Méi war dat net. Ech maachen lech elo kee Virworf hei. Dat waren d'Auteure vun deem Projet. Mä ech muss awer soen,…

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

…datt awer entre-temps do dann awer agewierkt ginn ass, soudatt elo déi Renaturéierung plus ou moins - plus ou moins, muss ee soen - gutt gëtt.

Voilà, ech wollt awer dann nach zum Schluss och nach op de Problem vun der Loftqualitéit hiweisen. Och dee gëtt munchmol hei ënnerschat. Och do wier et wichteg, wann dee ganze Site bis operationell ass, datt een och regelméisseg Moossungen do virhëlt, well et weess ee jo, datt do zousätzlechen héije Camionsverkéier sech wäert astellen. Dofir ass et och wichteg, datt besonnesch och am Intérêt vun deene Leit, déi do schaffen, dat awer regelméisseg géif iwwerwaacht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no der éischter Enveloppe vun 182 Milliounë stëmme mer dann, wéi gesot, haut eng zweet Enveloppe vun 39 Milliounen. An et kann ee jo dovun ausgoen, datt gegebenenfalls och nach eng drëtt Enveloppe derbäikënnt, soudatt ee kann dovun ausgoen, datt de Gesamtprojet bal bis zu 250 Millioune wäert am Endeffekt kaschten.

Dofir ass et natierlech och interessant, an där ganzer Diskussioun awer och emol ze froen: Wéi rentabel ass de Projet? Wat sinn d'ekonomesch Retombéeën? Ech weess, dat ass guer net esou evident, fir dat kënnen ze chiffréieren. Wann een déi Iwwerleeung mécht, wëllt een natierlech awer och d'Erspuernis vun dem CO_2 mat aberechnen. Wa mer haut Businesspläng opstellen, da gëtt deen ekologeschen Aspekt meeschtens negligéiert. Et wier also och net oninteressant, fir dann och esou Aspekter mat ze considéréieren.

An et muss ee jiddefalls hoffen, datt déi Perspektiven, déi opgestallt gi fir den Ausbau vun dem CFL Multimodal, sech och wäerten an Zukunft erfëllen. Ech wëll just drop hiweisen, datt d'Europäesch Kommissioun mat enger Augmentatioun vu 55% bis d'Joer 2020 vun der Eisebunnsachs Antwerpen-Beetebuerg-Basel-Lyon gerechent huet. Déi fréier Regierung war awer nach vill méi optimistesch, wat d'Entwécklung vun dem Site CFL Multimodal ubelaangt. Si huet do vun enger Augmentatioun vun 300% deemools geschwat.

Erlaabt mer zum Schluss vläicht nach, ganz kuerz eng Remarque ze maachen och iwwert dat, wat den Här Negri hei ugeschwat huet vun de Gigaliner. Jo, ech wëll just soen, datt jo awer um Niveau vun der Benelux do eng Rei Initiative geholl ginn, fir déi Gigaliner trotzdeem awer op deem Niveau anzeféieren. Ech hu selbstverständlech och d'Positioun vum Minister hei zur Kenntnis geholl.

Meng Fro ass einfach: Kann net d'Situatioun awer eng Kéier a fënnef, zéng, fofzéng Joer esou sinn, datt awer esou Camionen op eemol och zougelooss ginn? Wéi gesot, et ass nëmmen eng hypothetesch Fro, déi hei soll gestallt ginn. Net, datt mer eis elo fir eppes vläicht verschléissen, wat an Zukunft sech kéint awer emol eng Kéier trotzdeem och op eisem Réseau hei entwéckelen.

Wéi gesot, ënnert dem Strëch ass dat heiten e ganz interessante Projet. Et ass virun allem eng wichteg Sprëtz och fir eis Ekonomie, mat all deenen dach e puer negative Punkten, déi sech noutgedrongen eben astellen. Dat ass nun eben esou, wann een nei wirtschaftlech Aktivitéite realiséiert, da sinn natierlech och eng Rei Defiziter, déi sech kënne realiséieren.

Mir mengen awer trotzdeem als Demokratesch Partei, datt dat hei e ganz wesentleche Projet ass, net nëmme fir déi Regioun Beetebuerg/Diddeleng, mä et ass e wesentleche Projet och fir d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Et beweist, datt et richteg ass, och um Niveau vun der Logistik nei Investitiounen ze maachen. An doweinst, wéi gesot, gi mir och eis Zoustëmmung.

Ech wëll awer ofschléissend och der Madame Lorsché nach eng Kéier Merci soe fir dee flotten an ausféierleche Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas fir seng breet gefächert Interventioun. Als Nächste kënnt en aneren Här aus dem Secteur, den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll am Ufank der Madame Josée Lorsché Merci soe fir hire formidabel gudde Rapport, dee si hei gemaach huet. Ech mengen, dat hei ass d'Suite vun engem Projet, wou mer 2013 hei déi éischt Phas gestëmmt hunn, wou et haaptsächlech ëm d'Infrastruktur gaangen ass, deemools e Projet vun 182 Milliounen. An ech mengen, datt deen och deemools schonn heibannen eng grouss Zoustëmmung fonnt huet, wat och d'Wichtegkeet an d'Unerkennung vun deem Projet beweist!

Wann een haut laanscht dee Projet fiert, da gesäit een, datt déi Aarbechten immens gutt weiderginn, datt et en immens grousse Projet ass. Et kann ee sech dat bal net virstellen, wat do alles an deene leschte Méint vun Äerdbewegunge gemaach ginn ass. An et gesäit een elo emol lues a lues, wat fir eng Dimensioun dee ganze Projet do wäert kréien. An et stellt ee sech och elo scho Froen, wa spéiderhin dat eng Kéier fonctionnéiert an dann do Honnerte Camione sinn, Dausende vu Containeren, déi openeegestallt ginn, ob een dat alles gesäit.

An ech wollt duerfir direkt vun Ufank u soen a froen, ob och do geplangt ass, fir esou wäit wéi méiglech dat mat Beem ze entouréieren, fir datt een net grad d'Vue op dee ganze Site kritt, dee wahrscheinlech jo net dee schéinste wäert sinn, wann do Dausenden an Dausende vu Containere sinn, mä datt een dat do elo sollt och scho mat plangen. Net eleng als Kompensatiounsmoossnamen, déi jo ëmmer musse bei esou enger Saach gemaach ginn, oder reng aus akusteschen Iwwerleeungen, mä och aus opteschen Iwwerleeungen, mengen ech, wier ee gutt beroden, wann een dee Projet herno géif esou vill wéi méiglech mat héije Beem ëmplanzen.

Haut stëmme mer elo déi zweet Phas, wou et am Fong méi ëm déi administrativ Gebaier, d'Technik, de Génie civil an alles, d'Infrastrukture fir d'Sécherheet an esou viru geet, mat engem Käschtepunkt vun 39 Milliounen. Zesummen, meng Virriedner hunn et scho gesot, däerften hei ongeféier 250 Milliounen investéiert ginn, wat een enorme Chiffer ass!

Wa mer bedenken, wa mer eng Kéier géifen a Frangen zréckgoen, dann hu mer zéng Milliarden al Lëtzebuerger Frangen, déi mer an esou e Projet hei investéieren. Ech erënneren drun, wat fir eng Debatte mer virun enger Rei vu Joren haten, wéi mer de Pei-Musée gebaut hunn. Do hu mer vu véier Milliarde geschwat. Hei investéiere mer zéng Milliarden!

Mä ech sinn iwwerzeegt, datt déi zéng Milliarden haut besser investéiert si wéi déi véier Milliarden, déi mer deemools an de Pei-Musée investéiert hunn. Dat hei ass e Projet, dee wierklech fir eis Ekonomie enorm wichteg ass. An duerfir, mengen ech, ass et och kloer, datt mer hei dëse Projet als Parlament weider ënnerstëtzen.

Ech hätt eng weider Fro un den Här Minister, Madame Presidentin, dat ass, ech mengen, mat der Zäit wësse mir jo och, datt mir net eleng déi sinn, déi versichen, ëmmer méi an déi Richtung ze goen an ze investéieren. Ech wollt just eng Fro un de Minister stellen, well ech déi Informatiounen net hunn: Si mer sécher, ob net an anere Länner oder an der Groussregioun oder an der Géigend ähnlech Saachen amgaang sinn ze entstoen, déi kéinten eng Konkurrenz fir eis op dësem Gebitt duerstellen? Wat da selbstverständlech net grad zum Positive fir eis wier, mä wou mer wahrscheinlech da keen Afloss hätten. Mä wat een awer misst wëssen: ob esou eppes Neies an der Belsch zum Beispill, Holland, wat jo an déi Richtung geet, ob et dat gëtt.

Ech wëll da méi spezifesch hei nach op en anere Problem agoen, deen och meng Virriedner zum Deel ugeschnidden hunn, dat ass d'Verkéiersproblematik an deem ganzen Eck. Ech mengen, mir wëssen haut alleguer, datt mer schonn elo an enger katastrophaler Situatioun an deem ganzen Eck sinn. Alles, wat u Frankräich ustéisst, huet déi Situatioun. Dat ass vun Esch eriwwer bis op Mondorf, do ass alles owes a moies op de Stroosse blockéiert. An et gesäit een, datt dat vun Dag zu Dag zouhëlt.

Ech ka mech erënneren, 1982 ass d'Diddelenger Autobunn opgaangen an déi Zäit virdrun, do war zu Fréiseng deen eenzege Grenziwwergang. Do stoungen d'Autoen an d'Camionen Dag an Nuecht an der Schlaang, kilometerweis, duerch Helleng, Fréiseng, fir iwwert d'Grenz ze fueren. Dunn ass d'Autobunn opgaangen an dunn huet déi Schlaang opgehalen an et war keen Auto a kee Camion méi do. Awer wierklech keen!

An ech ka mech erënneren, datt deemools d'Pompisten zu Fréiseng op der Grenz, déi Dag an Nuecht Bensin do verzaapt hunn, do stoungen ze kräischen, well se sech däers net zoukomm sinn, datt se Dag an Nuecht Bensin verzaapt hunn a vun enger Minutt op déi aner war kee Camion a keen Auto méi do!

Haut huet d'Situatioun erëm geännert. Haut stinn am Dag, a virun allem moies an owes, erëm kilometerweis Schlaangen do, fir duerch déi Uertschaften ze fueren. Dat beweist, datt déi Autobunnen, déi mer virun 30 Joer gebaut hunn, haut esou surchargéiert sinn, datt einfach erëm d'Autoen op d'Nationalstroossen eriwwergaange sinn, fir do ze fueren.

An duerfir mengen ech, wann een hei esou e Projet mécht - a mir maache jo nach hei derniewent eng Rei vun anere Projeten, déi an deem do Eck geplangt ginn -, da musse mer verschidde Viraussetzunge maachen, fir datt dat ka fonctionnéieren, ouni datt mer nach méi zousätzlech Belaaschtungen an déi Uertschaften an an déi Stied do ronderëm kréien.

Mir hunn dräi Projeten heibannen, déi mer scho gestëmmt hunn. Dat ass de Rond-point Biereng: Ech mengen, et ass eng Viraussetzung, datt de Rond-point Biereng muss fäerdeg sinn, ier dat heite kann opgoen. Aneschters kann et, menger Meenung no, net fonctionnéieren. De Rond-point Helleng ass och gestëmmt. Dee misst och fäerdeg sinn, well soss kréie mer do e Problem. An ech mengen, d'Aarbechten op der Saarautobunn, wat de Bypass Helleng ubelaangt, déi hu jo och elo ugefaangen, esou datt een och misst dovun ausgoen, datt dee Projet misst fäerdeg sinn. Déi dräi Projete mussen, menger Meenung no, fäerdeg sinn, ier mer iwwerhaapt kënnen hei dee Site opmaachen, well soss kréie mer eng Katastroph an deem ganze Raum!

Wa mer hei schwätze vu 1.700 - 2.500 zousätzleche Camionen, déi Dag fir Dag dohinnerkommen, dann hu mer dat schonn hei diskutéiert, wéi mer iwwert de Rond-point Biereng geschwat hunn, wou och d'Fro war: Packt dee Rond-point dat? Deemools ass gesot ginn: „Si ginn dervun aus." Et weess een et net! Ech mengen, et ass jo och esou, datt e gudden Deel vun deem Verkéier nuets leeft, duerfir weess een net, wéi dat sech herno wäert apendelen.

Mä ech hat deemools d'Fro opgeworf an ech géif se haut nach eng Kéier hei stellen, ob Terrain awer reservéiert ass fir de Fall, wou dee Rond-point et net packt. Da misst et méiglech sinn, datt een tëschent dem Rond-point Biereng an der Autobunn Diddeleng-Thionville - do dertëschent ass Plaz genuch an do läit dee Site - géif eng Op- an eng Offahrt maachen, déi direkt vun der Autobunn kéint op deen heite Site erafueren, ouni datt d'Camione missten iwwert de Rond-point Biereng fueren. Ech wëll elo net soen, datt et net klappt. Mä ass zumindest Terrain reservéiert elo op deem Site, fir datt ee spéiderhi kann déi dote Punkten ausbauen?

Ech mengen, wa mer haut dee Raum do kucken, dann ass de Stau iwwerall. An och, wa mer dee Rond-point Biereng do bauen, gëtt duerfir d'Verkéierssituatioun zu Beetebuerg an Diddeleng an an der Entrée Diddeleng doduerch net besser. Ech géif souguer soen, datt se vläicht nach méi schlëmm gëtt. Well wann d'Autoe besser do op d'Autobunn erop- respektiv erofkommen, da fuere wahrscheinlech och nach méi Autoen do erof an dann hu mer de Problem fir an Diddeleng eran an duerch Diddeleng. Dee gëtt net méi kleng, dee bleift bestoen.

A mir wëssen och haut, datt zu Beetebuerg och an de Spëtzestonnen de Stau riicht duerch Beetebuerg geet. Dee gëtt och net méi kleng, esou datt een net derlaanscht kënnt, datt een och dee Problem muss méi grouss kucken an net nëmme kucken, datt mer vun der Autobunn dann op dëse Site kommen, mä et muss een och kucken, wéi de Verkéier besser duerch déi Dierfer ronderëm leeft.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la Présidence.)

Ech wëll awer hei och eppes soen - well déi meescht vun eis si jo och Lokalpolitiker: Mir sinn dann als Lokalpolitiker - ech war et an ech weess awer duerfir, wéi et ass, ech schwätzen aus Erfahrung -, mir sinn als Lokalpolitiker alleguer frou, wa mer soen: „Ma elo kréie mer de Statslabo op Diddeleng!", „Elo kréie mer e Supermarché op Beetebuerg." Mä mir sinn eis dann awer net konsequent, datt mer dann och de Leit musse soen: „Wa mer dat kréien, hu mer automatesch och muer méi Verkéier." An et kann een dann net higoen, datt ee seet: „Oh, elo hu mer méi Verkéier!", a fir d'Éischt ass ee frou gewiescht, datt een dat kritt huet. Dat eent hänkt mat deem aneren zesummen!

Wa mer also méi Industrien a méi Betriber a méi Geschäfter an déi Géigend lackelen, da musse mer wëssen, datt mer bei déi katastrophal Verkéierssituatioun, déi mer elo hunn, dann och nach wäerten zousätzlech e puer Verkéiersproblemer schafen. Net nëmmen déi Leit, déi dohinner akafe fueren, mä déi Leit, déi do schaffen, alles dat generéiert neie Verkéier.

Duerfir ënnerstëtzen ech och déi Iddi, datt ee muss onbedéngt kucken, fir engem groussen Deel vun deene Leit an deem ganze Raum e besseren éffentlechen Transport unzebidden. An dee kann, menger Meenung no, praktesch nëmme vun der Gare Beetebuerg aus goen, datt ee versicht, esou vill wéi méiglech Leit op den éffentlechen Transport ze kréien. An da muss et natierlech an deem ganzen Eck, wou jo dann awer herno Dausenden an Dausende vu Leit schaffen an dohinnerfueren, fir anzekafen an esou, e gudde Busservice ginn, dee vun der Beetebuerger Gare aus geet, fir alles dat do kënnen ze maachen.

Gläichzäiteg dozou, fir datt net nach méi Autoen duerch Diddeleng an duerch Beetebuerg fueren - déi fuere jo duerch Diddeleng an duerch Beetebuerg, well d'Diddelenger Autobunn, déi vun Thionville op Lëtzebuerg kënnt, saturéiert ass, well do de Stau perfekt ass -, muss also och den Ausbau vun der Autobunn Diddeleng-Lëtzebuerg op dräi Spuren eng absolut Prioritéit hunn an dee muss esou séier wéi méiglech kommen! An e muss och, menger Meenung no, méi wäit goen, wéi dat Stéck, wat elo geplangt ass, well soss kréie mer méi Verkéier an d'Uertschaften a mer kréien es net manner an d'Uertschaften. Wann d'Autobunne voll sinn, da fueren d'Leit nun emol eben an d'Uertschaften.

E leschte Punkt nach, deen ech wëll…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, entschëllegt. Wann Der erlaabt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll lech just froen, Dir sot: „…méi wäit, wéi et elo geplangt ass". Wat mengt Der domadder?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma eiser Meenung no misst et méi a Richtung Stengefort goen. Well dee ganze Verkéier, ma déi musse vun der Grenz u bis an d'Stad. A mir mussen och op där anerer Säit wéinst dem Verkéier..., well mir hu jo och Richtung Arel de Stau, do hu mer jo deeselwechte Problem, datt do d'Autoen alleguer och erëm duerch Stroossen an all déi Dierfer fueren, well d'Autobunn voll ass. A wa mer hinnen net d'Méiglechkeet ginn, fir iwwert d'Autobunn ze fueren, fuere se an d'Dierfer, well mer ëmmer méi Verkéier heihinnerzéien - an hei zéie mer erëm méi Camionen an Autoen heihinner! Mir kréien déi jo net op den ëffentlechen Transport. Wa mer se op den ëffentlechen Transport géife kréien, wier et jo gutt, mä mir kréie se net drop!

An e leschte Punkt - Här President, ech gesinn, meng Zäit ass zwar ofgelaf, mä ech wier frou, wann Der mer nach zwou Minutte géift ginn -, dat ass d'Tankstell. Dat ass d'Tankstell an et ass nach net doriwwer geschwat ginn. Mir gesinn, datt haut zum Beispill d'Aire de Berchem an d'Aire de Capellen iwwerfëllt sinn. Et ass ëmmer geschwat ginn, datt op der Saarautobunn misst eng Tankstell kommen. Wa mer elo nach méi Verkéier dohinner kréien a mir kréien nach méi Camionen dohinner, da wier et vläicht net schlecht, wann ee souguer op deem Site selwer géif eng Tankstell...

(Interruption)

Ah, ass dat dann? All Respekt, dann ass de Problem...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da brauch ech Iech och elo keng zwou Minutte méi ze ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da geet et elo mat 30 Sekonnen duer, Här President, well dann ass een Deel vun deem Problem, deen ech uschneiden, hei mat dësem Projet geschitt.

An dat freet mech, esou datt ech dann nach mat méi Iwwerzeegung kann d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Ech mengen, domat wäre mer um Enn vun der Riednerlëscht ukomm. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, de François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci un éischter Stell der Madame Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an och allen Deputéierte fir hir Interventioune respektiv déi breet Zoustëmmung. Ech wëll duerfir versichen, op eng Rei Froen, déi gestallt gi sinn, hei Äntwerten ze ginn, eng Rei Remarquen ze maachen.

De Verkéier, ech wëll vläicht domadder ufänken, well dat aus verständleche Grënn jo all d'Deputéiert heibanne beschäftegt, mech och. An ech kann Iech soen, wann et ee Projet ginn ass, deen an deene leschten zwee, dräi Joer - mäi Virgänger huet schonn domadder ugefaangen an ech hunn do d'Relève geholl an ech sinn do weidergefuer -, vill diskutéiert a vill geännert ginn ass, dann ass et deen heite Projet. Wann Der Iech erënnert, wéi deen éischten Deel gestëmmt ginn ass vun der Chamber, a kuckt, wou mer haut sinn, wat mer alles virgesinn hu vu stroossebauleche Mesuren, vu Méiglechkeeten ze schafen, fir datt d'Camionen direkt kënnen an de Multimodal erafueren, fir datt se eben net duerch d'Uertschafte fueren, dat ass scho substanziell, wat sech iwwert déi Zäit un deem Projet hei geännert huet.

An ech mengen, dat sinn Ännerungen, déi komm sinn op Basis vu Reflexioune vun de Verwaltunge respektiv der Eisebunn am Kader vum Projet. Et sinn awer och Veränneru ngen, déi gemaach gi sinn duerch Diskussiounen natierlech mat de betraffene Gemengen oder Suggestiounen, déi aus der Kommissioun komm sinn, mä awer och vun der Biergerinitiativ, déi lokal war, wou d'Leit sech Suerge gemaach hunn, aus verständleche Grënn, hisiichtlech dem Verkéier, deen do kënnt.

An all déi Mesuren, déi sinn agefloss an e Gesamtkonzept, wat ausgeschafft ginn ass vu Ponts et Chaussées, vun der Stroossebauverwaltung. An dat Gesamtkonzept - fir vläicht och déi Fro ze beäntwerten, déi vun e puer Leit gestallt ginn ass -, dat ass am Detail duerchgerechent. Dat heescht, wa mer dat alles bis ëmgesat hunn, da wäert de Stroosséreseau ganz kloer déi Capacitéiten och packen, déi sech ze erwaarde sinn duerch dee Multimodal.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer haut 700 Camionen hunn, déi dohinnerfueren, an dat geet progressiv erop op 1.700 - am Joer 2025! Dat heescht, et ass elo net esou, datt, wann deen neien Terminal opgeet 2017, datt dann ab 2017 scho 1.500 oder 1.700 Camionen do wäerten eragefuer kommen. Dat geet progressiv an d'Luucht, esou datt eigentlech do de Risiko och par rapport zu dem Terminal selwer, wat d'Stroossecapacitéit ubelaangt - datt déi Stroossen net fäerdeg wären -, relativ geréng ass, well déi Projete jo awer gréisstendeels um Lafe sinn.

Ech wëll der e puer opzielen: Dat Éischt ass emol a Richtung Osten, wou een direkt op den Terminal iwwer e Bypass kënnt, ouni mussen duerch Rond-pointen ze fueren, a wou och keen... D'Fro war gestallt ginn: „Brauche mer duerfir e Gesetz?" Neen, mir brauche kee Gesetz, fir dat ze bauen. Mir leie largement ënnert de 40 Milliounen. Geschat gëtt et de Moment bei 35, 36 Milliounen. Awer do si mer schonn an den Detailstudien dran, esou datt mer dovun ausginn, datt mer do kee Gesetz brauchen.

Da sinn awer och all déi aner Projeten, déi scho gestëmmt gi sinn, respektiv all déi aner Mesuren, déi sinn definitiv an der Planung oder souguer schonn usazweis an der Ëmsetzung. A mir ginn dovun aus, datt mer et packen, fir all déi Projeten am Zäitrahmen ëmzesetzen. Och um Bypass zu Helleng sinn d'Aarbechte jo elo amgaangen. Dee wäert termingerecht ëmgesat ginn, esou wéi et am Gesetzesprojet virgesinn ass.

Dat heescht am Fong, dee ganzen iwwergeuerdnete Stroosseréseau, deen ebe soll verhënneren, datt d'Camione sollen duerch d'Stroosse goen (veuillez lire: duerch d'Uertschafte fueren), dat wäert geschéien. An et ass och hei scho bemierkt ginn, mir hu profitéiert vun deenen Detailanalysen, déi gemaach gi sinn am Zesummenhang mat dem ze erwaardende Verkéier, an do si mer souguer vill méi wäit gaangen: Mir hunn och gekuckt, wéi mer Beetebuerg mat Diddeleng zum Beispill kënne besser verbanne mat der Mobilité douce, wou mer e ganzt Konzept elo hunn, wat och schrëttweis wäert ëmgesat ginn.

Mir gi souguer esou wäit, datt mer mat deenen zwou Gemenge versichen, och ze kucken, an hire Gemenge verkéiersberouegend Moossnamen ze maachen. Ech hat gëschter d'Gemeng Beetebuerg bei mir am Ministère, wou mer eis eens gi sinn iwwer e Projet, dee si betrëfft, en éischten Deel. An ech mengen, eng ganz Rei anerer wäerten nach nokommen, esou datt mer an deem Gesamte Schrëtt fir Schrëtt, jee nodeem, wéi den iwwergeuerdnete Réseau fäerdeggestallt gëtt, mengen ech, awer d'Situatioun am Grëff behalen.

Ech wëll awer direkt soen: Et soll elo kee mengen, datt mer elo, wann dat alles gebaut ass, vun haut op muer keng Autoe méi an deenen Uertschaften hätte respektiv de Verkéier massiv géif erofgoen. Déi Erwaardung hunn ech de Moment net. Well de Verkéier ass einfach immens héich an dat huet jo net nëmmen ze di mat der Entwécklung ronderëm Beetebuerg/ Diddeleng, mä generell domadder, wéi vill Aarbechtsplaze mer zu Lëtzebuerg schafen. De Verkéier, deen a Richtung Haaptstad geet an esou weider, ech mengen, alles dat spillt eng Roll.

Mä mir wäerten et awer fäerdegbréngen, datt mer et am Grëff behalen, par rapport zu deem Projet ganz sécher, vun deem mer haut hei den zweeten Deel stëmmen, respektiv duerch zum Beispill och den Ausbau vun der A3, also der Autobunn vun Diddeleng, esou wéi et elo virgesinn ass vu mir, datt vun Diddeleng bis op d'Helfenter Bréck d'Autobunn op sechs Spuren ausgebaut gëtt. An do wäert ech de Gesetzesprojet vun der éischter Phas nach virum Summer hei déposéieren. Dat heescht, mir wëlle kucken, séier weiderzekommen, well do ganz kloer eng absolut Urgence ass, fir ze bauen!

Ech hunn nach deen Éischten ze fannen, dee mir beweist, datt et ouni deen Ausbau geet. De Réseau vun Diddeleng op d'Gaasperecher Kräiz ass komplett à saturation. Mir leien deelweis..., also mir leien an der Moyenne do vun der Notzung bei tëschent 70% an 80%. Mä an de Spëtzestonnen, do brauche mer net driwwer ze schwätzen! A wann iergendee Problem ass, iwerhaapt net méi driwwer ze diskutéieren! Also mir mussen onbedéngt ganz kloer dat doten ausbauen!

Dat ass och am Intérêt vum Zesummespill herno mam ëffentlechen Transport. Ech mengen, ech hunn dat schonn e puermol och gesot. Dat huet och Impakter natierlech op d'Nationalstroossen, wou mer da Raum fräi kréien, fir méi Prioritéit ze gi fir den ëffentlechen Transport, haaptsächlech Busverbindungen. Ech mengen, mir musse kucken, vu Frankräich Richtung Fréiseng erof zum Beispill och nach zousätzlech d'Busverbindungen ze verstäerken, an och dee ganzen ëffentlechen Transport wäert ganz kloer an deem Eck verstäerkt ginn.

Ënner anerem wëll ech Iech soen, datt ab dem nächste Joer am Mee d'SNCF wäert... Et gëtt jo déi Streck vu Lonkech erof iwwert de Belval, déi gëtt jo net méi bedéngt mat deenen Zich, well dat näischt bruecht huet. Ech mengen, wann eppes näischt bréngt, huet et kee Wäert, datt een dat krampfhaft oprechterhält.

An déi Zich do ginn awer net ofgeschaaft, déi ginn all eriwwertransferéiert op de Raum Nanzeg-Metz-Thionville Richtung Lëtzebuerg. Dat heescht, do wäert eng substanziell Capacitéitssteigerung nach eng Kéier kommen. Mir wäerten do dann un d'Limitten natierlech goe vun der aktueller Streck an da musse mer waarden, bis déi nei Beetebuerger Streck ausgebaut ass vun der Eisebunn, ier mer nach e Schratt kënne méi wäit goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der, dass d'Madame Andrich…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … entweder eng Fro stellt oder eng Prezisioun freet?

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Jo, eng Prezisioun. Den Här Minister war elo esou séier virugaangen. Ech war do bei dem Punkt vun dem Ausbau vun der Autobunn A3 also op sechs Spuren. Do huet den Här Minister jo gesot, bis d'Helfenter Bréck. Et war awer och d'Fro opgeworf, ob et net méi sënnvoll wär, nach weider bis Richtung Stengefort ze verbreederen, well do ass den Drock jo och grouss.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, den Drock ass do vun der Helfenter Bréck op Stengefort manner grouss, éischtens, an zweetens hu mer do aner Projeten am ëffentlechen Transport mat der SNCB zesummen, ënner anerem dee Park & Ride, dee bis 10.000 Plaze soll goen, zu Viville.

An da wëll ech Iech och soen - souguer, wann ech et wéilt maachen -, ech wëll Iech just soen: Ech weess net, wéi d'Deputéiert sech dat virstellen, wéi mer dat alles iwwerhaapt am Gesamte packen!

Mir hunn de Moment virgesi fir déi nächst fënnef Joer, fir eng Milliard an de Stroossebau ze investéieren an 1,5 Milliarden Euro an de Schinnebau. Dat heescht, 2,5 Milliarden Euro ginn an den Transport, an d'Mobilitéit investéiert! Also net nëmmen, datt dat natierlech och e Käschtepunkt ass, dee jo substanziell ass, mä och vun der Méiglechkeet, fir dat Ganzt ze verschaffen, fir d'Baubranche an esou weider, ass dat reng en Déng vun der Onméiglechkeet!

Mir kënnen net honnert Saache matenee maachen. Dat packe mer ganz einfach net! An duerfir wëll ech mech elo konzentréieren op dat, wou wierklech eng absolut Urgence ass. An dat ass ganz kloer fir mech, net nëmme wéinst dem Multimodal zu Beetebuerg, mä och nach wéinst anere Punkten, dat ass ganz kloer vum Süden hier a Richtung Stad. Also, dat heescht vun der Autobunn geschwat: vun Diddeleng op d'Helfenter Bréck. Do ass déi absolut Urgence. A mir wëllen elo duerfir Gas ginn, datt mer do weiderkommen, fir do den Ausbau ze maachen.

Da waren nach e puer Froe gestallt ginn iwwert d'Kompensatiounsmesuren…

Iwwregens wëll ech awer och nach soen, Madame Andrich, Dir hat geschwat vun der Kommissioun. Bon, ech muss Iech soen: Ech sinn e bëssen doriwwer iwwerrascht, well meng Leit waren dräimol an der Kommissioun, an am leschten Detail sinn déi Stroossebauprojeten alleguerten an der Nohaltegkeetskommissioun virgestallt ginn.

Ech hu kee Problem, also ech mengen, wann d'Chamber freet, ech kommen ëmmer, wann d'Chamber gär hätt, datt ech soll komme mat menge Beamten. Mä mir hunn awer am Detail dat schonn eng Kéier an der Kommissioun - also elo schonn dräimol - presentéiert, an eng leschte Kéier nach op Ufro. Ech mengen - ech weess net méi -, dat war, well e bësse widderspréchlech Aussoe gemaach gi waren am Kader vun der Virstellung vun där zweeter Phas Multimodal, wou d'Stroossebauverwaltung nach eng Kéier zréckkomm ass, fir Detailer ze diskutéieren.

Wéi gesot, also, ech wär awer och frou, wann dann awer och d'Deputéiert, do gëtt et jo awer Rapporten, déi géifen eng Kéier konsultéieren. Do steet awer eigentlech alles dran, wat alles geplangt ass.

Dann zu de Kompenséierungsmesuren. Et ass esou, datt eng Rei Saache jo schonn um Lafe sinn. D'Renaturéierung vun der Baach, dat ass scho gesot ginn. An, bon, ech mengen, den Här Graas sot, den éischte Projet hätt net den Numm verdéngt. Bon, dat mag sinn. Mä nach ass ze soen, datt et par rapport zu deem, wéi et haut ass, ëmmerhin awer egal wéi eng Verbesserung war.

A wann een awer zum Beispill do kuckt, wat do Efforte gemaach gi sinn an der Verbesserung en cours de route, duerch Diskussiounen natierlech och mat de Biergerinitiativen, mat de Gemengen an esou weider, kann een awer elo soen, datt dat, wat mer elo maachen, wierklech en zolitte Schratt ass.

An do ronderëm ass jo och virgesinn, datt eleng do 2 ha Bësch ugeplanzt ginn. Fir déi, déi et net matkritt hunn: Ech stoung mam Etienne Schneider elo kierzlech an de Gummisstiwwelen am Bulli zu Beetebuerg, fir déi éischt Beem ze setzen.

(Brouhaha)

Dat heescht, dat ass scho gemaach. Déi Plantatioune si scho gemaach.

Da ginn och nach 1,2 ha Bergen ugesat. Also, ronderëm d'Diddelenger Baach ginn e ganze Koup Beplanzunge gemaach. An dann ass virgesinn, nach zousätzlech südlech vun der Autobunn nach eng Kéier 4 ha Bësch unzesetzen. Dat heescht, déi Kompenséierungsmesuren, déi virgesi sinn am Gesetz, also déi d'Gesetz eis virschreift, déi ginn alleguerte gemaach. Entweder si se scho gemaach oder wäerten an nächster Zäit virgeholl ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, Här Minister, ech fannen déi Iddien do gutt. Ech wollt just froen: Déi Bauschuttdeponie tëschent Diddeleng an Helleng, déi ass jo elo praktesch um Enn. Dat ass jo elo e klenge Bierg ginn, wat awer gutt an d'Natur erapasst. Dat misst sech jo menger Meenung no och eegnen, fir datt do kéint wierklech en Naturschutzgebitt gemaach ginn, well dat kann net als Agrarterrain genotzt ginn. Do kéint ee wierklech eppes Flottes maachen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Bon, ech mengen, ech si gär bereet, dat ze kucken.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass e riseg groussen Terrain.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kann Iech elo net do…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Alex Bodry, wann Der erlaabt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et muss ee vläicht do gesinn, wann ech a mengem Wëssen als fréiere Buergermeeschter kann e bësse puiséieren: Dat ass Privatbesëtz, deen doten Terrain. Mä d'Oplagen, déi gemaach si gi sengerzäit bei der Bauschuttdeponie, gesi vir, dass dat dote sollt begréngt ginn. Also, dat soll schonn eigentlech…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ah, souwisou schonn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …ganz naturno behandelt ginn. Dat kënnt e bëssen op déi doten Iddi eraus. Mä et ass privaten Terrain.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wonnerbar. Merci, Här fréiere Buergermeeschter, fir déi Informatioun.

Da wollt ech nach e puer Wuert soen iwwer… Ah jo, da war nach gefrot ginn no Pompjeeën. Do huet d'CFL jo déi Iddi vun enger Équipe de première intervention. Dee Projet leeft. D'Eisebunn ass och amgaangen ze kucken, fir datt dat konkret ëmgesat gëtt.

Da war och gefrot ginn: Maache mer hei net eppes - bon, et ass jo jiddwereen derfir -, mä maache mer hei net eppes, wou mer Konkurrenz riskéieren an der Groussregioun?

Ech wëll Iech just soen, datt et am Ausland kee vergläichbare Projet gëtt. Et gouf eng Iddi zu Thionville. Mä dovun hu mer net méi vill Konkretes héieren. A mir hunn op alle Fall hei elo en enorme Virsprong, konkurrenzméisseg gesinn. Dat heescht, deen, deen elo nach nodréiglech eppes wëllt décidéieren, dee muss dat awer décidéiere par rapport zu eisem Projet a muss sech a Konkurrenz setzen zu eisem Projet.

Ech mengen och, datt d'Eisebunn mat deem Know-how, dee se huet am Multimodal, deenen Erfahrungen, déi se huet, wou se gutt „connections" opgebaut huet a wou och groussen Interessi besteet fir eng Zesummen-

aarbecht mam Multimodal - ech wëll déi Firmen elo net opzielen hei -, datt mer do wierklech um gudde Wee sinn, fir awer en zolitte Virsprong ze hunn.

An ech kann Iech och soen: Ech verpasse keng Geleeënheet, egal wou ech higinn, fir bei Gespréicher am Ausland ze versichen, dee ganze Site och mat ze vermaarten. An do lafen och eng Rei Kontakter nach, déi net oninteressant si fir d'Zukunft, op déi ech awer elo nach net wëll agoen. Esou datt ech mengen, datt mer wierklech bei deem Projet do e grousse Virsprong hunn, deen och ekonomesch gesinn effektiv fir eis ganz, ganz wichteg ass.

Dann ass och nach gesot ginn, déi Fro opgeworf gi vun de Gigaliner, respektiv: Gëtt et do en Zesummenhang mam Multimodal? Ma, et gëtt natierlech en Zesummenhang an deem Sënn, datt dat hei just de Contraire ass vun deem, wat de Gigaliner effektiv duerstellt. Also, et ass esou, datt mer hei jo wëllen d'Gidder erofkréie vun der Strooss an op d'Schinn, zum groussen Deel och an Zesummenaarbecht natierlech mat den Entreprisë vun der Strooss, vum Stroossebausecteur. An do gëtt et och no an no en Emdenken. Et gëtt natierlech och ëmmer nach déi Iddi vun de Gigaliner.

Ech wëll Iech just soen awer, datt an Amerika, wou ee jo kéint mengen, datt d'Stroosse sech jo géifen immens eegnen, fir dat ze maachen - immens vill Ligne-droitten, wou een Honnerte vu Kilometere riichtaus fiert duerch Wüstegéigenden -, mä souguer do si se zréckkomm vun deem Ganzen. An et gëtt just nach zwee Staten, mengen ech, wou se domadder fueren. Et si souguer verschidde Staten, déi hu se carrément erëm verbueden.

An an Europa gëtt et am Europaparlament eng ganz, ganz grouss Oppositioun dergéint. Dat ass iwwregens och de Grond, firwat ëmmer da versicht gëtt vun eenzelne Länner, wou dann d'Lobbyen natierlech eng grouss Präsenz hunn, et anzefiéieren. Bon, Holland ass eent vun deene Länner. Et gëtt versicht, dann erëm iwwer aner Weeër et anzefiéieren, well se wëssen, datt se am Parlament net duerchkommen. An duerfir, och déi Benelux-Initiativ, déi kënnt haaptsächlech vun hollännescher Säit. Mä bon, mir hunn hinnen awer ganz kloer gesot, datt mir do net matmaachen.

Dat ännert awer näischt drun, wann d'Belsch an Holland dat zesumme wëlle maachen, kënne se dat maachen. Duerfir brauche se eis eigentlech och net. Do gëtt et Méiglechkeeten och, fir dat dann anzeleeden. Mä ech maache mer also keng Illusiounen.

Ech wëll och do elo net méi soen, mir komme jo an d'Kommissioun, do maachen ech Iech jo en Dossier mat all den Nodeeler vun deem Ganzen an de Risiken, déi et och bedeit. Nëmmen esou kleng Detailer: datt zum Beispill eis Rond-pointen an alles iwwerhaapt net gëeegent si fir esou eppes, also datt esou Camione quasiment net kéinten derduerchfueren. A mir hu jo awer och op enger Autobunn souguer Route-secondaires, déi mer musse fräihalen, wann d'Autobunn zou ass, wa mer de Verkéier mussen erofleeden. Do géife mer stieche bleiwen am Verkéier. An da sinn eis Autobunne souwisou extrem saturéiert. Ech mengen, mir sollen eis net esou eppes undinn a versichen, esou eppes unzezéien.

Mä fir de Multimodal zu Beetebuerg huet et kommerziell iwwerhaapt keng Bedeitung. Au contraire, et ass just, wéi gesot, de Géigendeel. An, wéi gesot, ech maache mer och elo keng Illusiounen, datt wierklech esou séier europawäit dat dote sech wäert duerchsetzen, well duerfir gëtt et an deene meeschten europäesche Länner vill ze vill Oppositioun do dergéint.

Nach just e lescht Wuert, dat ass d'Gesamtkonzept fir den ëffentlechen Transport. Ech hu gesot: „Mir hunn e ganze Koup Saachen, déi jo lafen." An d'CdT ass amgaangen, och ze kucken, fir fir déi ganz Südregioun am Zesummenhang och mat deem, wat do soll kommen, e Konzept ausgeschaffen, ze analyséieren nach méi prezis an dem Detail, esou datt ech mengen, datt mer och do wäerten nach zousätzlech flott Propose kréien.

Do spillt natierlech un alleréischter Stell dat eng Roll, wat mer am Süden eng Kéier musse maachen, nämlech en „bus à haut niveau de service", wat elo emol op alle Fall an enger éischter Phas do noutwendeg ass. Awer en site propre brauche mer deen, well soss bréngt et eis näischt! Well, wann en net en site propre fiert, da bréngt de Bus eis strictement guer näischt. Mä och do gëtt et Iddien a mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen.

Merci, Här President, wéi gesot, nach eng Kéier der Chamber, fir déi breet Zoustëmmung. An ech hoffen, datt mer séier weiderkommen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6770…

(Interruption)

D'Madame Andrich huet d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Entschëllegt, Här President, mä den Här Minister huet awer déi eng oder aner Fro nach net beäntwert, déi ech gestallt hat, notamment doriwwer, wat d'Chambre de Commerce opgeworf huet vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg-Grenz an och iwwert de Budget vun den 39 Milliounen, deen elo ëm 11 Millioune geklommen ass. An och meng Fro vum Lärmschutz, fir deen eventuell op 2,5 km ze verlängeren. An dann déi lescht Fro war nach, wann d'Camionen op d'Autobunn nees eropfueren, ob se da mussen duerch deen neie Rond-point Diddeleng-Biereng.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, also déi lescht Fro: Jo.

An zum Lärmschutz wëll ech Iech just soen: Do si jo Analyse gemaach ginn, do gëtt et jo Grenzwäerter, déi festgeluecht sinn, an do ass eng genau Studie gemaach ginn, wéi de Lärmpegel ass op där ganzer Streck vun der Autobunn. A fir méi wéi dat ze maachen, wat mer do maachen, ergëtt kee Sënn, well do, wou Dir elo verlaangt, datt mer solle verlängeren, do ass de Lärmpegel ënnert dem Grenzwäert.

An ech wëll awer dobäi ze bedenke ginn, datt et awer en héijen Investissement ass. Et kascht jo och net näischt. An et huet awer kee Wäert, datt mer e Lärmschutz maachen op enger Plaz, wou mer ënnert de Grenzwäerter leien.

Dann de Käschtepunkt - effektiv, dat hat ech vergiess, Dir hutt recht. Do gëtt et zwou Erklärungen. Dat eent ass: Am Beräich vum Génie civil sinn Ännerunge virgeholl ginn, déi gemaach hunn, datt et liicht méi deier ginn ass. An dann ass och d'Gebai méi grouss ginn, wéi et urspréinglech virgesi war, well d'Douane och mat drakënnt. Dat war och urspréinglech net virgesinn.

Da war nach déi lescht Fro iwwert déi Waasserbëlleger Streck. Och do kann ech Iech dat positiv beäntwerten. Natierlech ass et esou, datt et Sënn mécht, fir eng Aart „dual hub strategy" ze maachen tëschent dem Multimodal zu Beetebuerg an dem Mäerterter Hafen. D'Eisebunnsstreck ass och esou aménagéiert, datt et dat hiergëtt.

Ech hoffe just natierlech, datt mer beim Ausbau vum Mäerterter Hafen net ëmmer erëm déi nämlecht Diskussioune kréien, well soss bréngt et eis natierlech näischt. Ech wëll Iech just soen: Dat setzt natierlech viraus, datt mer de Mäerterter Hafen och kënnen esou ausbauen, datt et ka kombinéiert ginn a vun do aus och natierlech mat der Héichsee, mat dem Schëffswee ka kombinéiert ginn op der Héichsee an esou weider.

Mä, wéi gesot, mir hu jo elo mam Tanklager..., ëm dee gëtt et jo elo e bëssen Diskussiounen, an ech hoffen, datt mer net bei all Ausbau, deen do soll gemaach ginn, déi nämlecht Diskussioune kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da komme mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6770 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An de Projet 6770 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze ginn?

(Assentiment)

Jo, da soen ech Iech Merci. An dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Projet. Dat ass de Projet 6750, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Beruff vum Affekot. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Reding.

8. 6750 - Projet de loi modifiant
a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;
b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant
1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Rapport de la Commission juridique

M. Roy Reding *(ADR), rapporteur.*- Här President, Merci fir d'Wuert. An dësem Gesetz ännere mer zwee Gesetzestexter of. Dat eent ass den Text iwwert den „home title" an dat zweet ass d'Affekotegesetz.

De Projet gouf déposéiert duerch den Här Justizminister hei an der Chamber den 3. Dezember d'lescht Joer. De Conseil d'État huet säin Avis ginn den 13. Januar. An der Kommissioun vum 25. Februar huet d'Justizkommissioun sech mat deem Text befaasst an ech gouf als Rapporteur genannt. Mir hu mäi Rapport an der Kommissioun ugeholl an der Réunioun vum 4. März 2015.

Et geet also ëm zwou Saachen: Dat eent ass d'„Home title"-Gesetz, wat erlaabt, datt Affekoten aus anere Memberlänner vun der Unioun hei am Land kënnen exercéieren ënnert der Beruffsbezeechnung aus hirem Hierkunftsland. A vu datt Kroatien opgeholl ginn ass, musse mer dann also déi kroatesch Bezeechnung fir „Affekot" an déi Lëscht ophuelen. Dat ass „Odvjetnik" oder „Odvjetnica". An dat maache mer da mat dësem Text.

Dat Zweet, wat mer maachen, ass de Gesetzestext iwwert d'Assistance judiciaire komplettéieren. D'Assistance judiciaire, dat wësst Der, dat ass, wann de Stat d'Käschte vum Affekot iwwerhélt ënner gewësse Konditiounen, wann d'Leit net genuch verdéngen. Dat ass eng Matière, wou et vill Problemer gëtt, déi mer och an der Kommissioun schonn identifizéiert hunn a mat deene mer eis nach wäerte viru beschäftegen.

Dat heiten ass éischter eng méi technesch Adaptatioun. An zwar war et och bis elo nach ëmmer esou an der Praxis, datt, wann déi Assistance judiciaire refuséiert gouf oder zréckgezu gouf, datt dat selbstverständlech geschitt ass op Basis vun enger motivéierter Décisioun. Dat stoung awer esou net an eisem Text. An dat gouf vun europäescher Säit bemängelt. Duerfir maache mer elo déi heiten Ännerung, fir och am Gesetz ze verankeren, wat et an der Praxis scho gëtt.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An éischte Riedner ass den Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur, mengen ech, huet schonn alles gesot. Et ass nach just vläicht ervirzesträichen: Datt mer dee Saz do bäisetzen, datt d'Décisioun muss motivéiert ginn, dat bräicht een am Fong net. Ech mengen, doriwwer ass och geschwat ginn, well mir hu jo d'PANC-Prozedur hei zu Lëtzebuerg. Mä ech mengen, et schuet näischt, wa mer et preziséieren.

Ervirzesträichen ass och nach, datt mer an dësem Kader och eng Mise en demeure kruten an och en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun, an duerfir ass et höchste Eisenbahn, datt mer dat hei ëmsetzen.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech géif och gären dem Här Reding Merci soe fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech géif den Accord vun der LSAP-Fraktioun abréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi a soen dem Här Reding Merci fir de schréftlechen a virun allem mëndleche Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann d'Madame Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Virop och mäi Merci dem Här Reding fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet jo drëm elo hei, fir d'Lëtzebuerger Situatioun ze regulariséieren, fir där neier EU-Memberschaft vu Kroatien Rechnung ze droen a fir sengen Affekoten déiselwecht Rechter ze garantéieren.

Et geet och hei drëm, d'Sécurité juridique an d'Luucht ze setzen duerch de Fait, dass ebe just beim System vun der Assistance judiciaire, beim Retrait an dem Refus, do d'Recourse preziséiert ginn, an, wéi de Léon Gloden et schonn ënnerstrach huet, hu mer nach extra derbäigesat „décision dûment motivée", wat bei eis an eisem System zwar gängeg ass.

An duerch de Fait, dass mer hei wierklech d'Sécurité juridique vun all de Justiciablen an d'Luucht setzen a mer och hei an der Optik si vum Mieux légiférer, ginn ech gär den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet den Här Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen. Et ass jo och net esou üüblech, dass e Member vun der Oppositioun Rapporteur ass. Dofir en ausdréckleche Merci. Ech fannen dat - ech hat och d'Geleeënheet, dat an der Kommissioun schonn ze soen - eng ganz flott Praxis an där Kommissioun. An dat däerf sech roueg nach an der Zukunft widderhuelen. Dofir e grousse Merci.

De Rapporteur huet och alles gesot, wat ze soen ass. Mir hätten dat doten eigentlech net musse maachen zu Lëtzebuerg, well mer dee Prinzip vun der Motivatioun vun den Décisions de refus an eise generelle Prinzipie vum Lëtzebuerger Recht souwéisou schonn hunn - den Här Gloden huet et erwähnt -, an der PANC-Prozedur. D'Kommissioun wollt dat awer an dësem spezifesche Gesetz och nach eng Kéier kënnen erëmliesen. Mir hunn dat da gemaach, fir onnëtze Schwieregkeeten a Streidereie mat der Kommissioun en Enn ze setzen. Et wier net noutwendeg gewiescht en droit, mä et ass noutwendeg gewiescht, fir dem Sträit aus dem Wee ze goen.

Ganz hu mer der Kommissioun dunn awer net wëlle follegen: Mir hunn den Term, dee si gebrauchen, vum „rejet" awer ersat duerch de Lëtzebuerger Term, dee mir kennen, vum „refus". An do hu mer eis dann awer dunn duerchgesat.

Dofir, Merci am Viraus scho fir Är Ënnerstëtzung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6750 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6750 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 6750 ass och eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme

Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da ginn ech jo dovun aus, dass mer och d'Dispens vum zweete Vote ginn. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann iwwergoen zu der Proposition de loi 6754, enger Ofännerung vum Wahlgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Roy Reding.

9. 6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission juridique

M. Roy Reding *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Justizminister, Dir gesitt, Dir hutt Iech gewënscht, datt d'Oppositioun méi oft de Rapporteur stellt. Är Wënsch ginn erfëllt.

Déi Proposition de loi, iwwert déi ech elo hei de Rapport maachen, ass eng Propositioun, déi sech emol eng Kéier mat eis als Deputéiert selwer beschäftegt. Den Objet vun der Propositioun ass, fir e Problem bei der Pensioun vu verschiddene vun eise Kolleeginnen a Kolleegen heibannen ze léisen.

Ech mengen, déi eng vun eis kommen aus dem Privatsecteur, si Salarié, Fräiberuffler, pensionéiert oder och - tëschent Gänseféisercher - „nëmmen Deputéiert". Anerer kommen aus dem ëffentleche Secteur a sinn ënnert deem neie Pensiounsregime oder dem Iwwergangsregime. Bedéngt duerch déi verschidde Situatiounen hu mir och ganz verschidde Pensiounsregimmer.

Déi meescht vun ons hunn d'Méiglechkeet, fir op eng ganz Pensioun ze cotiséieren. Mir hunn awer och e puer Kolleegen a Kolleeginnen heibannen, déi nëmmen Deputéiert sinn an duerch déi eng oder aner gesetzlech Bestëmmung duerfir net kënnen zousätzlech cotiséieren an déi och also nëmme kënnen op d'Halschent vun hirer Indemnité parlementaire cotiséieren, an deenen hir Pensioun dann och deementspriechend méi kleng ass.

Dëse Problem ass zënter ganz Laangem bekannt an et ass vill driwwer diskutéiert ginn, hunn ech mer soe gelooss, an och geschriwwe ginn. An d'Resultat vun all deenen Diskussiounen huet säin Nidderschlag fonnt an dëser Proposition de loi, déi de 4. Dezember d'lescht Joer vun allen hei an der Chamber vertruedene Parteien ënnerschriwwe ginn ass.

Déi Proposition de loi gesäit vir, datt an Zukunft deen Deputéierten, dee wëllt, kann op der ganzer Indemnité parlementaire cotiséieren. Hie muss awer dann esouwuel d'Part salariale wéi och d'Part patronale bezuelen, esou datt fir de Budget vun der Chamber duerch dës Mesure keng zousätzlech Belaaschtung entsteet.

De Conseil d'État huet sech kritesch ausenanergesat mat dëser Propositioun. En huet a sengem Avis vum 24. Februar fir d'Éischt all déi bestehend gesetzlech Méiglechkeeten opgefouert, déi et am Ableck scho gëtt a wourënner déi meescht Deputéiert falen a fir déi och kee Problem besteet.

De Statsrot erkennt awer och un, datt e Problem fir verschidden Deputéiert besteet, an ass och bereet, fir déi eng Léisung ze fannen. Als problematesch huet de Statsrot ugesinn, datt an der Proposition de loi eng Léisung proposéiert gouf, déi en optionnelle Charakter huet, dat heescht, datt ee kann derfir optéieren. Duerfir hat de Statsrot en neien Text proposéiert, dee gesot huet, all Deputéierten, dee kee Revenu cotisable huet, misst dann op der ganzer Indemnité parlementaire eng Cotisatioun bezuelen.

D'Kommissioun huet no enger éischter Analys eigentlech wëllen dem Statsrot senger Propositioun suivéieren, well jo och domadder deene concernéierte Kolleegen hire Problem geléist gi wier. Mä et ass awer dunn opgefall, datt doduerch, datt de Statsrot a senger Propositioun schreift, datt all Deputéierten, dee kee Revenu cotisable huet, misst op där ganzer Indemnité parlementaire cotiséieren, en neie Problem géif geschafe gi fir déi Kolleegen a Kolleeginnen, déi am Ableck kee Problem hunn, awer och kee Revenu cotisable hunn.

Am Kloertext: En Deputéierten, dee schonns pensionéiert ass, oder en Deputéierten aus der Fonction publique, deen ënnert den Iwwergangsregime fält an d'office pensionéiert ass, huet kee Revenu cotisable an hätt also missen an Zukunft dann eng Cotisatioun bezuelen op seng ganz Indemnité parlementaire. Dat wier net nëmmen onlogesch, datt ee misst als Pensionär eng Cotisatioun bezuelen, ouni eppes dovunner ze hunn, mä et wier och eng nei Ongerechtegkeet gewiescht!

Well d'Propositioun vum Statsrot wuel de Problem vu verschiddene Kolleege behuewen hätt, gläichzäiteg awer nei Ongerechtegkeete geschafen hätt, ass d'Kommissioun erëm op hir ursprünglech Proposition de loi zréckkomm.

E weidere Punkt, dee vum Statsrot opgeworf ginn ass, war deen, ob et net méi opportun gewiescht wier, dësen Text an de Code de la sécurité sociale ze setzen amplaz an d'Loi électorale, wéi mer dat hei maachen. D'Kommissioun war awer der Meenung, well an der Loi électorale all d'Bestëmmungen stinn, wat den Deputéierten ugeet - seng Indemnitéiten, Pensiounen an esou weider -, sollt dat alles zesummen an engem Gesetz beienee bleiwen.

Et bleift nach ze soen, datt d'Entrée en vigueur vun dësem Text op den 1. Januar 2015 festgesat gouf. De Rapport ass an der Commission juridique vum 11. Mäerz eestëmmeg ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a gi gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Da géif ech dem Här Wiseler als Éischtem d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, just fir dem Här Reding Merci ze soe fir deen explizitte Rapport an d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ze ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, léif Kolleegen, ech géif och den Accord brénge vu menger Fraktioun a Merci soe fir dee Rapport, deen hei virbruecht ginn ass. Ech wëll awer och bei där Geleeënheet hei ënnersträichen, dass deen heite Projet weist, wéi schwiereg et ass, e kohärente System eigentlech vu Bezuelung an och vun Usprëch ze hunn, opgrond vun der Diversitéit vun de perséinleche Situatiounen, déi mer hei an der Chamber hunn.

Dat gëtt ëmmer erëm den Androck vun engem gewëssene Bricolage, dee mer amgaang sinn ze maachen, fir ze probéieren, a Form vun Équitéit eigentlech d'Regele festzeleeën. Woubäi awer, wéi gesot, d'Situatiounen esou grondverschidden heiansdo sinn, dass et schwéier ass, een deem anere gläichzestellen. Dat gëllt och fir deen heite Projet, wou probéiert gëtt, op eng spezifesch Situatioun hin ze reagéieren, wou ee riskéiert, deemno wat fir ee Wee dass mer gaange wären, op anere Plazen dann erëm en Déséquiliber eigentlech eranzekréien.

An eisen Aen ass déi eenzeg Léisung eigentlech op laang Siicht, fir do wierklech e kohärente System ze kréien, dass mer en eenheetleche Statut fir den Deputéierte kréien. Anescht, mengen ech, brénge mer et ni fäerdeg, do eng uerdentlech Situatioun komplett hierzestellen.

Et ass an deem Sënn, wou mir eis och wéilte staark maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. D'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir soen dem Här Reding Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madame Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci. Och eise Merci dem Här Reding fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An heimat brénge ech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Beissel. Dann den Här Turpel, wann ech mech net iren.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, et ass egal, ob ech et elo soen oder herno beim Vote: Ech hat och dat virdru schonn ugekënnegt, datt mir eis wäerten enthalen. Ech wëll dat kuerz begrënnen. Dat, wat hei opgeworf gëtt, ass e reelle Problem - ech mengen, doriwwer si mer eis alleguerten eens -, deen och soll geléist ginn. A well et e reelle Problem ass an eng Léisung proposéiert ginn ass, hunn ech déi Léisung och mat ënnerschriwwen. An dofir gehéieren ech och zu deenen, déi d'Proposition de loi mat déposéiert hunn.

Ech muss awer soen, datt de Statsrot a sengem Avis eng Rei Froen an eng Rei Problemer opwërft, och vun Équitéit, wou e recht huet. An ech hu mech vum «il déconseille vivement de suivre cette voie», ech hu mech vum Statsrot beléiere gelooss, datt eigentlech de Problem esou net geléist ass.

De Problem ass awer deen, datt dat, wat de Statsrot proposéiert, och net funktionéiert. Ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens. Doméinst ass am Fong geholl d'Majoritéit op déi éischt Propositioun zréckkomm, dobäi bliwwen. An ech fannen dat net gutt. Eigentlech brauche mer eng ganz aner Léisung. Ech mengen, den Alex Bodry huet dat och elo ugedeit, datt een eigentlech misst eng ëmfaassend aner Léisung hunn, wat awer an esou kuerzer Zäit net méiglech war.

Dofir wäerte mir eis enthalen a mir hoffen, datt mer schnell op déi Problematik esou kënnen zréckkommen, datt mer d'Équitéit vun alle Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, kënne wahren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert den Ensembel vun der Proposition de loi 6754 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6754 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Proposition de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi klassesch Fro: Gitt Der d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote?

(Assentiment)

Si ass ginn. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zu eisem nächsten a leschte Punkt fir de Mëtteg kommen, dat ass en Ännerungsvirschlag un eisem Chambersreglement, en Ännerungsantrag, dee méi speziell d'Petitiounsrecht betrëfft. An ech ginn dann direkt dem Rapporteur, dem Här Marco Schank, d'Wuert fir d'Presentatioun vun där Ännerung.

10. 6690 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique

Rapport de la Commission du Règlement

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wollt ech soen, datt dës Propositioun, fir eist Chambersreglement ëmzeänneren, den 12. Mee 2014 an der Chamber déposéiert gouf, an deen Text ass déi alleréischte Kéier vun der Reglementskommissioun de 25. Juni 2014 examinéiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just ee Moment. Ech géif d'Kolleege bieden, dem honorabele Rapporteur Marco Schank nozelauschteren. Ech weess, dass et och hei am Haus wichteg Diskussioune ginn, mä déi kënnen awer och op enger anerer Plaz gefouert ginn.

Merci.

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. De 25. Juni, wéi gesot, d'lescht Joer ass déi éischte Kéier deen Text an der Reglementskommissioun gekuckt ginn. An duerno ass en diskutéiert ginn an amendéiert gi vun der Petitiounskommissioun an net manner wéi fënnef Sëtzungen, an zwar tëschent September 2014 a Februar 2015.

Déi Amendementer sinn duerno, nodeem datt se och eestëmmeg ugeholl goufen an der Petitiounskommissioun, virugereecht ginn un d'Reglementskommissioun, an zwar mat Courrier vum 4. Februar dëst Joer, an den 12. Mäerz, dat heescht d'lescht Woch, ass de Rapport, deen Der virleien hutt, dunn och vun der Reglementskommissioun eestëmmeg adoptéiert ginn.

Den Objet vun dëser Reglementsännerung ass en duebelen: fir d'Éischt emol, fir d'Pétition publique an d'Reglement anzeschreiwen, an zweetens, fir eben och eng Partie Regelen ze klären, déi applikabel sinn, wat insgesamt, generell d'Petitiounsrecht ugeet. An zwar ginn do dräi Artikelen ugepasst aus eisem Reglement: den 154, den 155 an en neien Artikel 155bis.

Als Éischt, mengen ech, ass wichteg festzehalen, datt et een eenzegt Petitiounsrecht gëtt. Et gi keng zwee oder dräi. Et gëtt eent, awer mat zwou Modalitéiten, wat d'Instruktioun vun deemselwechten ubelaangt. Dat heescht, engersäits huet de Pétitionnaire d'Méiglechkeet an de Choix, fir eng normal - ech kommen nach drop ze schwätzen -, eng sougenannt „Pétition ordinaire" ze wielen, dat ass déi traditionell Prozedur, respektiv huet en d'Méiglechkeet, eng Pétition publique ze maachen, wou en dann duerno och d'Méiglechkeet, wann e gewësse Konditiounen erfëllt, vun engem Débat public an der Chamber, an der Plénière kritt.

Fir d'Éischt ee Wuert zur Pétition ordinaire. Do ass et esou, datt mir och däitlech gemaach hunn als Kommissioun, als Petitiounskommissioun, datt mir un deem einfache Petitiounsrecht wëlle festhalen, datt et méiglech muss sinn, datt ee Mënsch op enger - ech soen emol -, op enger Fatz Pabeier seng Revendicatioun kann un d'Chamber stellen, mat senger Ënnerschrëft a mat soss kenger, ouni iergendwelch Konditiounen, wat d'Form ubelaangt, keng Konditiounen, wat den Dépôt ubelaangt, keng Konditioun, wat den Alter vun dem Pétitionnaire ubelaangt, keng Konditioun, wat de Contrôle oder den Délai ubelaangt. Also: keng Konditioun, wat d'Form ubelaangt.

Allerdéngs, et gëtt eng eenzeg Konditioun, dat ass eng inhaltlech: Et muss ëmmer den Intérêt général gewährleescht sinn. Et kann net sinn, datt een individuell Intérêten do an de Mëttelpunkt stellt.

Dofir huet d'Kommissioun vun de Petitiounen och däitlech gemaach: D'Petitiounsrecht ass e Moyen élémentaire fir d'Biergerinnen an d'Bierger, fir datt se sech un d'Autoritéite kënne wenden an hir Cause vertriede respektiv se weidergefouert kréien.

D'Pétition publique, par contre, gëtt zënter dem Abrëll d'lescht Joer hei vun der Chamber praktizéiert. An do ass et esou, datt jo just um Internet, also als Online-Petitioun déi Petitioun erageréecht konnt ginn. Dat heescht, et koumen och eng Partie Kriticken, wou gesot ginn ass: „Majo, elo ass et awer net méiglech, datt een och um Pabeier kann en Débat public erreechen." An d'Fraktiounen hu sech och d'accord erkläert, alleguerten, fir ze soen: „Majo, mir wëllen dat änneren." An dofir ass d'Kommissioun higaangen, d'Petitiounskommissioun, an huet gesot: „Mir wëllen d'Viraussetzunge schafen, datt een och e Cumul ka fäerdegbréngen." Awer mir hunn och profitéiert, fir vun deenen zéng Méint déi Erfahrung, déi gesammelt gouf mat de Petitiounen, fir déi och anzeschreiwen.

Et ass also eng Serie vun Amendementer komm. Ech wäert elo just déi wichtegst nennen. Ech gi virun allem op den Artikel 155bis an.

Wie kann en Dépôt maachen? All Persoun, déi am Registre national des personnes physiques agedroen ass, déi wéinstens den Alter vu 15 Joer huet, kann dat maachen. Si ginn op engem spezifesche Formulaire - dat ass de Paragraf 2 -, deen disponibel ass um Site Internet, erageréecht.

Den drëtte Paragraf seet däitlech, datt den Intérêt général muss gi sinn - dat hunn ech virdrun erwähnt - an datt de Pétitionnaire och gehalen ass, genee ze argumentéieren, wat seng Petitioun soll, an eventuell se och motivéieren. An do hu mer en Délai ageschriwwen, deen hate mer am Ufank net, fir datt awer de Pétitionnaire reagéiert, datt mer net waarden a waarden an et kënnt keng Reaktioun méi. Dat, mengen ech, ass ganz wichteg gewiescht.

Dann ass et och esou, datt d'Conférence des Présidents Juge ass vun der Recevabilitéit, am Endeffekt op Avis vun der Petitiounskommissioun, an de Pétitionnaire gëtt och informéiert dann iwwert d'Décisioun vun der Conférence des Présidents.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias S.A. / Polygraphic S.A., Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg S.A. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress S.A. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

De Paragraf 4 seet, datt d'Pétition publique op ass, fir ënnerschriwwen ze ginn, während 42 Deeg an datt gläichzäiteg eng Plattform stattfënnt, dat heescht, e Forum, wou diskutéiert ka ginn am Kontext vum Sujet vun därselwechter Petitioun.

Dann d'Fro am Paragraf 4: Wien däerf ënnerschreiwen? Do sinn et déiselwecht Konditioune wéi bei deem, deen den Dépôt däerf maachen: och ageschriwwen ze sinn am Registre national des personnes physiques, an en Alter vu 15 Joer ass virginn. An da ginn den Numm, de Virnumm, dann de Wunnuert vum Signataire publizéiert, et sief dann, deeselwechte wëllt dat net, da kann et maskéiert ginn. Dat heescht, d'Chamber weess, wien ënnerschriwwen huet, awer um Internet fënnt sech dat net erëm.

Dann, kuerz zum Pabeier: Parallell zu der Online-Petitioun ass et da méiglech, mat eisen Amendementer an der Propositioun, fir mat engem spezielle Formulaire an Zukunft dann e Cumul ze maachen, oder eventuell nëmmen um Pabeier, fir dann och den Débat public ze erreechen. Op deem spezielle Formulaire sinn d'Nummer vun der Petitioun an den Intitulé do virginn. A fir d'Pétition publique um Pabeier gëllen déiselwecht Konditioune wéi fir d'Online-Petitioun: den Alter, ageschriwwen ze sinn an dem Registre national des personnes physiques, an och den Délai vun 42 Deeg ass genau deeselwechten, an och de Contrôle - do soen ech nach e Wuert derzou - ass genau deeselwechten.

Déi Ënnerschréften, déi awer geleescht ginn um Pabeier während deenen 42 Deeg, déi figuréieren natierlech net um Internet. Well jo, par la force des choses, eréischt no sechs Wochen d'Ënnerschréften um Pabeier wäerte virleien.

Am Paragraf 6 selbstverständlech ee Saz: datt eng Pétition publique nëmme vun (veuillez lire: nëmmen eemol vun) enger selwechter Persoun däerf ënnerschriwwe ginn.

De Paragraf 7: D'Chamber ass autoriséiert, fir e Contrôle ze maachen. Si mécht deen och. Si mécht en och elo scho bei den Online-Petitiounen, Échantillonen zwëschen 10% an 20%, och emol méi, wann et no un deene 4.500 drun ass, wann et net wäit driwwer ass, fir sécher ze sinn, datt alles korrekt leeft.

A wann eng Pétition publique dann de Seuil vu 4.500 Ënnerschréften erreecht, da fënnt an der Chamber hei an der Plénière eng Réunion jointe statt, wou e Maximum vu sechs Pétitionnairen derbäi ass, wou d'Ressortkommissioune mat der Petitiounskommissioun zesummen derbäi sinn, plus d'Regierungsvertrieder entspriechend dem Objet vun där Petitioun.

Et fënnt en Débat public statt, een Deel ëffentlech, eng Stonn, wou dann och déi verschidden Akteuren optrieden, an eng hallef Stonn non public, wou dann d'Konklusioune gezu ginn, fir datt een och virukënnt an där Cause, ënner Ëmstänn, a wou sech dann d'Deputéiert eens maachen. Do derbäi gëtt dann deen Débat public vun der Televisioun vun der Chamber iwwerdroen, respektiv d'Press ass och derbäi, ouni awer elo an den Débat anzegräifen.

Dann, wann een dee Seuil vu 4.500 Ënnerschréften net erreecht, ass et esou, datt de Pétitionnaire gefrot gëtt, ob e wëllt, datt d'Instruktioun vu senger Petitioun virugeet. Wann en dat net wëllt oder en net äntwert an engem gewëssen Délai, dann hale mir stall, da soe mir: „Hei, elo clôturéiere mer déi Petitioun." Wann net, gëtt se wéi eng Pétition ordinaire natierlech weidergefouert, mat all deene Mesuren, déi mir kënnen huelen, fir datselwecht ze erreechen, ob ee mat de Ressortkommissioune schwätzt respektiv ob een eng Prise de position vum Minister oder der Ministesch freet, an aner Méiglechkeeten.

Da wollt ech soen, datt mer op de Kritär vun dem Intérêt national renoncéiert hunn, datt eleng den Intérêt général spillt an datt dee Kritär och d'selwecht ass fir déi zwou Kategorië vu Petitiounen.

Domat, mengen ech, wier dat Wichtegst zum Pabeier gesot. Vläicht nach ee Saz, deen net onwesentlech ass: datt mir als Kommissioun, als Petitiounskommissioun via eist Sekretariat wierklech op d'Leit duerginn. Dat heescht, wann ee Problemer huet - zum Beispill och elo an Zukunft mat där neier Méiglechkeet um Pabeier -, dann déi Petitioun ze maachen, u sech gëtt den Dépôt ëmmer iwwer Internet gemaach, wann och een domadder Schwieregkeeten huet, kann e sech un eist Sekretariat wennen, da maache mir dat fir deeselwechten. Hie kann heihinnerkommen. Mir maachen dann den Dépôt fir hien, well dee muss gemaach ginn, schonn eleng wéinst der Plattform vun den Diskussiounen, déi jo solle lafe während där Kommissioun (veuillez lire: während där Zäit). Dat heescht, mir encadréieren d'Leit do wierklech ganz staark.

Ee Saz zum Contrôle. Mir hunn eis do un der Initiative citoyenne vun der Europäescher Unioun inspiréiert, déi och e System huet. Dat heescht, an Zukunft steet um spezielle Formulaire, deen d'Leit da kréien, ënner anerem de Gebuertsdatum drop an de Code postal. Déi ginn ofgeglach vum Scanner, well d'Maschinn besser Zuelen erkennt wéi Buschtawen. Mir hu gesot kritt, datt mer do eng Fiabilitéit vun zwësche 85% a 95% wäerten hunn. An ech mengen, dat gëtt eis do eng gewëss Sécherheet.

Dann dee Moment, wou d'Ënnerschréften opgi fir d'Petitioun, gëtt dee Formulaire un de Pétitionnaire adresséiert iwwer Internet. Wann dat net geet, kann en och vun eis hei ee kréien, respektiv wa se zréckkommen no 42 Deeg, kann dat och iwwer Internet gemaach ginn oder mat normalem Courrier oder d'Leit kënnen eis hir Pabeierënnerschréften zu där Petitioun och hei an d'Chamber an d'Sekretariat brëngen.

Vläicht nach ee Saz zur Technik, well dat relativ vill Opwand ass, fir den Outil vun der Informatik esou wäit ze kréien, datt mer dat do alles kënne reibungslos lafe loossen. Dat dauert bis Mëtt Mee, gëtt geschat, dat heescht, dofir hu mer och an der Proposition de modification vum Reglement virgesinn, datt d'Entrée en vigueur décaléiert gëtt, an zwar op den 1. Juni 2015.

Zum Schluss wollt ech als Éischt menge Kolleeginnen a Kolleegen an der Petitiounskommissioun Merci soe fir virun allem déi gutt Diskussiounen, déi mer haten am Kontext vun der Evaluatioun vum System vun der ëffentlecher Petitioun. Och wann dat net ëmmer esou einfach ass, war et eng ganz konstruktiv (veuillez lire: konstruktiv Approche) an am Endeffekt och eng Eestëmmegkeet bei der Propositioun vun deenen Amendementer - do sinn ech ganz houfreg drop! -, no ëmmerhi fënnef Kommissiounssëtzungen.

Dann deen zweete Merci, ech mengen, dee gëllt eisem Sekretariat, den Dammen Anne Tescher a Vera Haas, déi och hir Experienzen abruecht hunn an déi Modifikatiounen, déi mer haut proposéiere fir d'Chambersreglement, an déi och direkt mat de Pétitionnairen am Kontakt stinn. An ech mengen, datt dat och een Aspekt vu Biergerbedeelegung ass, wann d'Chamber direkt mat de Leit schwätzt. Dat geet jo net ëmmer iwwer E-Mail oder Courrier, do gëtt och den Télefon geholl, fir d'Saache kloerzemaachen. An ech mengen, datt dat och de richtege Wee ass.

Just zwou Zuelen: Zënter dem Abrëll, zënter datt d'Online-Petitioune lafen, hu mer 151 ëffentlech Petitiounen erakritt. Dovunner sinn der just 19 irrecevabel deklaréiert ginn. Fënnef vun deene Petitiounen hunn et gepackt, fir iwwert de Seuil vu 4.500 Ënnerschréften ze kommen. An déi goufen och hei debattéiert. Dovunner waren der dräi, déi mam Déiereschutz ze dinn haten. Dann hate mer nach eng géint den Tram a mir haten och eng iwwert d'Schoul, iwwert d'Bourses d'études.

Vläicht dann nach ee Saz. Natierlech kann een iwwert déi eng oder aner Petitioun och emol de Kapp rëselen oder schmunzelen. Nach ass et net un eis Volleksvertrieder, fir ze jugéieren, wat de Leit dobausse wichteg respektiv net wichteg ass. Au contraire, mir Deputéiert ginn, mengen ech, iwwert déi Petitiounen och gewuer, wou de Leit de Schung dréckt. An donieft kënne jo och déi Petitiounen Ureegunge liwwere fir eis Aarbecht, d'Aarbecht vun den Deputéierten, fir eventuell eis national Legislatioun ze verbesseren.

A beim allergréissten Deel vun deene Petitiounen, déi mer kruten, do spiert een, datt d'Leit eigentlech ganz genee observéieren, wat d'Chamber mécht, wat d'Regierung mécht, a si wëlle sech iwwert dee Wee vun enger Petitioun och abréngen. Mä et ass eis Aufgab als Chamber, a besonnesch déi vun der Petitiounskommissioun, fir de Biergerinnen a Bierger ze hëllefen, hir Cause, hir Doléancen ze thematiséieren an hinnen eben och Gehéier ze verschafe mat all deene Mesuren, déi eis zur Verfügung stinn. An do ass och d'Regierung gefuerdert, hiren Deel bäizedroen.

Mat där neier ëffentlecher Petitioun ass eis Chamber méi no bei d'Leit geréckelt, ganz sécher, no un d'Uleies vun de Leit, no un d'Stëmm vum Vollek, wann ech dat däerf soen. An ech mengen, datt dat och der Institutioun Chamber ganz gutt zu Gesiicht steet.

Zum Schluss dofir den Accord vu menger Fraktioun fir d'Ofännerung vum Chambersreglement, wéi ech se elo proposéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur, dee gläichzäiteg och President vun der Petitiounskommissioun ass. A mir géifen da mam éischte Riedner, dem Här Roger Negri, ufänken.

Discussion générale

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och e grousse Merci un de Rapporteur Marco Schank fir säin exzellente Rapport an och seng Presentatioun hei. Mä awer och e Merci un hien als President vun der Petitiounskommissioun, wou ëmmer vill an och oft kontradiktoresch diskutéiert gëtt - dat ass jo och gutt esou -, mä wou hien et awer mat vill Fangerspëtzegefill ëmmer fäerdegbréngt, dass mer herno mat enger Meenung zur Dier erausginn. An duerfir villmools Merci un hien!

D'Pétition publique, déi mer elo lancéiert hu säit engem Joer, ass wierklech e gutt Instrument an e weidere Wee zu enger méi participativer Demokratie. A virun allem och d'Zesummeschloen, dass dat elo méiglech ass och a Pabeierform, ass sënnvoll an deem Sënn vu méi Demokratie, virun allem, well et jo och eng aner Form erméiglecht: Wann zum Beispill Ënnerschréfte gesammelt ginn, kann een dat dann och maachen, wéi dat fréier üüblech war, dass een do seng Ënnerschréft gëtt, quitte dass een, wéi de Rapporteur elo gesot huet, dee Formulaire vun der Chamber muss gebrauchen. Mä dat ass jo da kee Problem.

A wa mer déi nei Instrumenter elo och informatesch dann am Juni a Betrib kënnen huelen, mengen ech, ass dat eng zousätzlech Mesure, wou mer dann herno op deemselwechte Wee, wéi de Rapporteur gesot huet, zu enger Petitioun zréckkommen.

Wat ech awer och gutt fannen, dat ass, dass wierklech de Pétitionnaire, deen net déi 4.500 Ënnerschréfte kritt, d'Méiglechkeet huet, selwer doriwwer ze décidéieren, innerhalb vun engem Mount, seng Petitioun kënne weiderlafen ze loossen als normal Petititoun, Pétition ordinaire, oder se awer zréckzezéien, wann en zum Beispill net ganz vill Ënnerschréfte kritt huet.

An deem Sënn, mengen ech, hu mer jo och an der Commission du Règlement festgehalen, dass den opportune Moment, wéini eng Pétition publique op de Site gesat gëtt, dass mer dat nach eng Kéier an der Kommissioun vun de Petitioune géifen diskutéieren. Domadder, mengen ech, sti mer voll hannert deem Instrument.

Ech mengen, et ass och ganz kloer, dass d'Kommissiounsreglement vun de Petitioune wäert e liewegt Dokument bleiwen, un deem mer mat der Zäit opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer wäerte maachen, och nach déi eng oder aner Ëmännerung wäerte maachen.

An deem Sënn gi mer ganz gär den Accord zu dëser Reglementsëmännerung.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. Nächste Riedner ass de Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech och dann dem President vun der Petitiounskommissioun an zäitgläich och dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen, awer och schréftleche Rapport.

Et kënnt also elo zu Upassungen, wat d'reglementaresch Basis vum Petitiounssystem ugeet. Firwat kënnt dat? Dat ass, well mer eis eigentlech an der Petitiounskommissioun vun Ufank u gesot hunn, dass mer wéilten esou eng Aart Testphas der Petitioun ginn, fir ze kucken, wéi de Petitiounssystem sech dobaussen um Terrain da géif weisen.

Mir hunn also Erfahrunge gesammelt. Mir hu gesinn, wéi eng Dispositiounen d'Strooss gehalen hunn. Mir hunn awer och gesinn, wou nach misst nogebessert ginn.

Regele ginn, dat ass wichteg, net nëmmen hei fir d'Petitiounen. Mä et ass wichteg, fir dass mer ee wéi deen anere behandelen, dass mer eis Regele ginn, un déi mer eis dann och halen. Dat vermeit, dass et zu onnëtzen Diskussioune kënnt, voire zu Frustratiounen.

Eng ganz grouss Neierung an deem heite Kontext ass sécherlech de Cumul vun den Ënnerschréften, dass mer eigentlech déi elektronesch an d'Pabeierënnerschréfte kënnen zesummeleeën. An dat vermeit sécherlech och, dass et zu esou Fäll kënnt, wéi mer der leider an der Vergaangenheet och an eiser sougenannter „Testphas" dann haten, wou d'Pétitionnairë souguer virun den Tribunal administratif gaange sinn.

Den neie Petitiounssystem ass sécherlech eng ganz gutt Saach, wat d'Richtung vu méi Biergerparticipatioun ugeet. De Bierger kritt et net nëmme méi einfach, fir eng Petitioun ze ënnerschreiwen, mä souguer de Pétitionnaire kritt et méi einfach, fir fir seng Petitioun och Reklamm ze maachen. Dat Ganzt gëtt eigentlech ganz flott gemaach iwwer sougenannten „share buttons", wou een dann iwwer Facebook an Twitter och déi sozial Netzwierker ka mat abezéien.

Op där anerer Säit selbstverständlech, fir déi Leit, déi elo vläicht net esou bewandert sinn an allem, wat de Computer ugeet, kann een dann, wéi de Rapporteur et gesot huet, virgefertegt Pabeiersformulairë kréien, déi ee sech souguer noutfalls - wann een dann emol net de Moyen hätt, fir sech iwwert de Computer dee virgefertegte Formulaire auszedrécken - kann hei vum zoustännege Personal vun der zoustänneger Chamberskommissioun ausdrécke loossen.

Dat heescht, Dir gesitt, et ass eigentlech un alles geduecht ginn, an ech denken, dass dat sécherlech dozou wäert féieren, dass mer och an noer Zukunft nach vill flott Débaten hei wäerte kënne féieren. De President huet et gesot, de President vun der zoustänneger Chamberskommissioun: Mir hate fënnef Débaten heibannen.

Ech wëll awer vläicht eppes ënnersträichen. De Marco Schank, de Rapporteur, huet virdrun dovu geschwat, dass bei där enger oder anerer Petitioun, déi emol eragereecht gëtt, een da vläicht muss schmunzelen. Ech ginn dem Rapporteur do op alle Fall recht. An ech ginn em awer och recht a senger Konklusioun, dass et eigentlech net un eis als Deputéiert ass ze jugéieren, ob eng Petitioun elo vläicht sënnvoll ass oder manner sënnvoll. Dat ass un de Leit dobaussen. A mir hunn e Seuil vu 4.500 Ënnerschréften, déi musse gesammelt ginn. Ginn déi 4.500 Ënnerschréfte gesammelt - selbstverständlech wann d'Konditiounen erfëllt gi sinn -, da féiert dat zu engem Débat.

Et däerf een awer net mengen, dass, wann een en Débat hei an der Chamber zu welchem Thema och ëmmer huet, dass eleng d'Erreeche vun deem Seuil vu 4.500 Ënnerschréften dozou géif féieren, dass och d'Deputéiert da mat der Positioun vun de Pétitionnairen averstane sinn. Ech denken do beispillsweis un den Débat, dee mer haten iwwert den Tram.

Dir Dammen, Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Nach eng Kéier, ech freeë mech op nach vill interessant Débaten an noer Zukunft, well Petitiounen an d'Weeër ze leede gëtt, denken ech, duerch dee Vote hei méi einfach a méi interessant.

An ech géif dann heimat och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn a soen Iech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit: Merci, Marco Schank! De Rapport war exzellent, esou wéi s de och deng Kommissioun féiers. Déi Diskussiounen, déi mer do hunn, si wierklech net ëmmer einfach. Mä et ass awer ganz, ganz flott, do matzeschaffen.

Op alle Fall, ech mengen, datt alles gesot ginn ass vun Iech an och vum Här Hahn an och vun eise Kolleegen, dofir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. An, wéi gesot, ech wënschen nach flott Débaten an eiser Kommissioun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och ausdrécklech dem Kolleeg Marco Schank Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech géif, mengen ech, an deem Merci déi ganz Membere vun der Petitiounskommissioun mat aschléissen, déi hei mam Personal zesumme relativ séier eng ganz gutt Aarbecht gemaach hunn.

Haut gi mer am Fong deem Petitiounsrecht, dat mer de Leit zënter enger längerer Zäit oder elo annerhallwem Joer ginn hunn, eng legal Basis doduerch, datt mer d'Prozeduren an d'Bestëmmungen, wat déi Petitioun ubelaangt, an eist Reglement abauen.

Bis elo ass dat am Fong esou eng Erfahrungsphas gewiescht, wat do opgrond vun engem Accord, engem Text, dee festgehale gi war an der Petitiounskommissioun, fonctionnéiert huet. Mä, wéi gesot, et hat nach keng legal Basis. Dat kritt et elo haut mat deem Vote hei, deem mir och als ADR wäerte selbstverständlech zoustëmmen.

Ech mengen, wa mer eng Rei vun Zäit haten, wou mer elo eng gewëssen Erfahrung gemaach hunn, dann hat dat scho säi Wäert, datt mer eis déi Zäit geholl hunn, ier mer en definitiven Text gemaach hunn.

Den Ausléiser, mengen ech, fir eng nei Diskussioun ass am Fong gi ginn, nodeem mer eng Rei vu Petitioune lafen haten an dunn zum Beispill bei der Petitioun iwwert de Schutz vum Kand déi Organisateuren iwwer 4.500 Ënnerschrëfte kruten; mä si krute se net iwwer eisen elektronesche System, mä si hunn och iwwer Petitiounen, déi si selwer gemaach hunn, Ënnerschrëfte gesammelt.

Dat huet natierlech dunn zu enger Diskussioun gefouert, well engersäits hei vun der Petitiounskommissioun argumentéiert ginn ass, datt laut deem bestehenden Text, deen zu där Zäit en vigueur war, am Fong nëmmen déi elektronesch agereechten Ënnerschrëfte kéinte geholl ginn. An et koum dunn zu där Diskussioun an zu deem Sträit, dee komm ass. An déi Leit sinn dunn am Fong och enttäuscht gewiescht, datt hir iwwer 4.500 Ënnerschrëften awer net an dës Prozedur erakomm sinn an datt si am Fong dann an enger Kommissiounssëtzung méi einfach - wéi soll ech soen? - „ofgespeist" si ginn.

Dat Ganzt huet awer dozou gefouert, datt d'Petitiounskommissioun hir Texter dunn iwwerschafft huet. An ech mengen, d'Resultat, wat mer haut virleien hunn, wat am Fong dann de Cumul virgesäit vun den elektroneschen Ënnerschrëfte mat deene Pétitions publiques, déi um Pabeier gemaach ginn, ass e gudde Fortschrëtt, andeem mer hei am Fong de Leit d'Méiglechkeet ginn, souwuel iwwert deen ee Wee wéi iwwert deen aneren Ënnerschrëften ze sammelen. A wa se dann op hir 4.500 kommen, dann huet déi Petitioun dann och de Quorum erreecht, fir datt se kann an enger ëffentlecher Sëtzung hei debattéiert ginn.

Ech wollt awer nach e puer Wuert schwätzen: Well mer eis och elo eens sinn iwwert d'Wichtegkeet vun deene Petitiounen an datt et och net automatesch ass, datt d'Parlament oder d'Deputéiert oder d'Parteien mussen d'Meenung vun de Pétitionnairen iwwerhuelen, musse mer dach awer oppassen, net datt mer de Leit elo hei d'Méiglechkeet ginn, Petitiounen ze kréien, an datt d'Petitiounen och d'Zuel vu 4.500 erreechen, an datt systematesch näischt geschitt! Well da si mer an enger Situatioun, wou d'Leit och soen: „Ma firwat huet dat Ganzt nach e Wäert? Elo däerfe mer wuel eng Petitioun maachen, mä et kënnt kee Feedback dovun!"

An ech mengen, duerfir musse mer eis och eiser Responsabilitéit als Politiker bewosst sinn, quitte datt net ëmmer kann direkt reagéiert ginn. Dat huet vläicht a spéidere Projeten, et huet och vläicht eréischt spéider a Wahlprogramme vun de Parteien en Afloss. Mä dann ass jo awer eppes bewierkt ginn an der Politik, datt dat säi Wee hëlt, wéi och vill aner Projeten hir Zäit brauchen.

Et ass also eiser Meenung no wichteg, datt mer de Leit net herno iergendwéi d'Gefill ginn, datt dat just eng Alibipetitioun wier, mä datt och wierklech e Suivi hannendrukënnt.

Ech huelen och en anere Punkt, mengen ech, wat mer net däerfe maachen, wéi zum Beispill bei deem Débat public iwwert d'Petitioun vum Tram, wou dunn am Fong d'Regierung, de Minister hei war an eng hallef Stonn eng Virféierung an eng Propaganda fir säi Projet gemaach huet!

Ech mengen, och dat däerf et menger Meenung no net sinn, well déi Petitioun, déi riicht sech a priori un d'Chamber! Et ass also d'Chamber, déi un éischter Stell muss mat de Pétitionnairen an den Dialog kommen. An et kann net sinn, datt dann d'Regierung heihinnerkënnt an dann een Débat dominéiert. Och do, mengen ech, musse mer aus deem, wat mer do erlieft hunn, déi néideg Responsabilitéiten huelen, wa mer dat zesumme maachen.

Mir hunn elo wierklech d'Instrument an esou e Kader gesat, datt dat wierklech kann elo gutt fonctionnéieren. Et ass elo un ons zesummen och, fir ze kucken, datt do eng positiv Suite kënnt an datt dat wierklech zu deem féiert, woufir mir aus Iwwerzeegung alleguer heibannen et agefouert hunn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo de leschte Riedner, den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Pétition publique, déi agefouert ginn ass, ass eng gutt Saach. Ech mengen, doriwwer si mer eis alleguerten eens. Et hunn eng Rei Débat-publicke stattfonnt an och déi sinn eng Beräicherung vun eisen Diskussiounen.

Ech muss soen: D'Petitiounskommissioun ass eng ganz äerdeg an eng ganz aktiv Kommissioun ënnert dem Marco Schank senger Presidentschaft, deen dat wierklech ganz flott mécht, mat ganz flottem Austausch, ganz liewegen Debatten an och wichtegen Erfahrungen, déi eis alleguerten zeguttkommen. Dat ass awer nëmmen doduerjer méiglech, datt mer effektiv e Sekretariat hunn an der Chamber, wat wierklech ganz vill Aarbecht mécht, an ouni déi Aarbecht do wier dat wierklech net méiglech.

Wat mer jo hei änneren, sinn am Wesentlechen dräi Saachen, déi ech net méi brauch am Detail ze soen, well se erkläert sinn. Dat Eischt ass, datt mer aus zwou Petitiounen eng maachen, also déi ordinär an déi elektronesch, an datt een d'Ënnerschrëften och ka cumuléieren, datt mer awer d'Méiglechkeet vun enger Pabeierpetitioun och op fräiem Pabeier bäibehalen.

Zweetens, datt mer drop gehalen hunn, datt de Site vun der Chamber méi, loosse mer soen „userfrëndlech" gëtt a méi zougänglech gëtt och fir Leit mat Problemer, fir mat esou Instrumenter ze schaffen. Et war net kloer, ob een net misst dee ganze Site vun der Chamber nei maachen an iwwerschaffen eng Kéier oder ob elo emol deen Deel iwwert d'Petitioune soll gemaach ginn.

Eng Rei Saache si scho gemaach. Mä ech mengen, et soll een och net aus den Ae verléieren, fir dee ganze Site vun der Chamber eng Kéier wierklech esou schnell wéi méiglech ze iwwerschaffen a méi no un d'Bierger ze bréngen, wat eng ganz Rei Utilitairen och ugeet, déi een op deem Site net huet. Et ass ëmmer komesch, wann ee muss iwwer Google fueren, fir eppes op engem Site ze sichen, deen déi Fonctioun selwer net huet, déi mir als Deputéiert dann awer hunn op eisem interne Site.

An drëttens ass et esou, datt hei eng ganz Rei Modalitéite gekläert gi sinn opgrond vun den Erfahrungen iwwert d'Form, iwwert d'Kontroll, op déi ech elo net méi aginn.

Ech wollt zwee Punkten ervirsträichen, déi ech opgeworf hat, wou mer keng Léisung fonnt hunn. Also, bei enger ganzer Rei Saachen, déi ech opgeworf hunn, si mer eis och eens ginn, mä et sinn zwee Punkten, wou mer keng Léisung fonnt hunn.

Deen éischte Punkt, wou mer keng Léisung fonnt hunn, dat ass d'Relatioun zwëschen eenzelne Persounen, déi eng Petitioun maachen, an ONGen. Et ass ganz dacks esou, datt eng ONG oder eng Associatioun während Joren op engem Thema schafft a ganz aktiv ass, an da kënnt eng eenzel Persoun, déi zu deem Thema eng Petitioun mécht, déi da kann deckungsgläich si mat deem, wat déi ONG mécht, déi awer och ka liicht anescht sinn, wat net onbedéngt där ONG do dann hëlleft.

Mir hunn eis d'Fro gestallt, ech hunn d'Fro opgeworf, ob et net méiglech wier, fir ze kucken, wéi een déi kéint zesummebréngen: d'ONGen, déi op engem Thema aktiv sinn, mat deenen eenzelne Persounen. Mir haten eis iwwerluecht, ob ee soll en zousätzlechen Délai aféieren. Dat wollte mer awer och net, fir d'Saach net erauszezögeren. Ee vun deenen, déi déi Fro opgeworf hunn, ass de Manuel Huss op sengem Blog. Et ass eng berechtegt Fro.

Mir sinn awer zur Konklusioun komm, datt mer keen esou een zousätzlechen Délai sollen aféieren, mä datt mer de Moment géifen emol dobäi bleiwen, datt souwisou all ONG kann eng eenzel Persoun, déi eng Petitioun start, kontaktéieren, an dann, wa se sech wierklech eens ginn, fir en aneren Text ze maachen oder déi Petitioun gemeinsam ze lancéieren, da muss eben déi initial Petitioun zréckgezu ginn an dann eng nei Petitioun gemaach ginn. Dat ass nach e bëssen ëmständlech. Et ass sécherlech en Thema, op dat mer sécher sollen zréckkommen.

Deen zweete Punkt, deen ech opgeworf hunn, dee menger Meenung no nach net zur ganzer Satisfaktioun geléist ass, dat ass d'Roll vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung. D'Praxis vun der Petitiounskommissioun ass jo déi, datt se éischtens d'Recevabilitéit kuckt, zweetens Avisen ufreet bei der Regierung, bei de Fachkommissiounen, an drëttens da mediéiert mat de Pétitionnairen, fir ze soen: Gëtt dat do Iech Satisfaktioun? Gëtt et Iech keng Satisfaktioun?

Dat heescht, d'Petitiounskommissioun setzt sech eigentlech ganz wéineg mam Inhalt vun de Petitiounen auserneen. An Däitschland am Bundestag hu se eng aner Praxis. Do ass et esou, d'Petitiounskommissioun vum Bundestag, déi geet hin a se zitt eng eege Konklusioun aus enger Petitiounsdiskussioun a se geet mat där Konklusioun an de Bundestag, an d'Plénière mat enger Motioun. An dat ass eppes, wat mer eis iwwerluecht hunn. Ech mengen, d'Meenunge waren och net onbedéngt esou negativ dozou, mä mir hunn et net finaliséiert kritt.

Mir sinn eigentlech zur Konklusioun komm, datt och an eiser jëtzeger Reglementatioun all Deputéierten oder souguer d'Kommissioun als solch, d'Deputéiert zesumme kënnen esou eng Motioun an d'Chamber bréngen. An ech géif mech freeën, wa mer et géife fäerdegbréngen, fir zu eenzelne Motiounen (veuillez lire: zu eenzelne Petitiounen) heiansdo och an der Plénière dann eng Konklusioun ze zéien an net nëmme Bréifboîte ze sinn zwëschen der Regierung an de Pétitionnairen.

Zum Schluss wollt ech drop hiweisen, datt d'Petitioun, esou wéi se leeft, ee klengt Stéck ass vu méi Participatioun, eng Participatioun, déi mer eigentlech méi fundamental eng Kéier missten diskutéieren. Dozou gehéiert och den Zougang vun de Bierger zu den Informatioune vum Stat, wouriwwer mer jo eng Proposition de loi kréien, eng nei, déi, fäerten ech, leider net vill anescht ass wéi déi, déi mer haten, an déi eigentlech ganz anescht misst sinn.

Mä et misst een awer och kucken, ob d'Bierger net missten d'Méiglechkeet kréien, sech ze organiséieren, fir Gesetzesvirschléi ze maachen, an eng ganz Rei aner Moyenen, mat deenen ee méi wäit ka goen, wat d'Rechter an d'Participatioun vum Bierger ugeet. Ech ginn awer elo net dorobber an hei, well meng Zäit ofgelaf ass a well dat sécherlech eng Diskussioun ass, déi mer eng Kéier sollen am Fong féieren, iwwert d'Méiglechkeete vu méi Participatioun vum

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Bierger. An et ass sécherlech eppes, op dat mir oder meng Kolleege wäerte ganz gären zréckkommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir d'Diskussioun iwwer eist amendéiert Petitiounsrecht. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Ännerung vum Reglement, vun eisem eegene Reglement also.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification 6690 du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Ännerung vum Reglement 6690 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

11. Changement de composition d'une commission parlementaire

Kolleeginnen a Kolleegen, ier mer d'Sëtzung ofschléissen, wollt ech Iech nach eng Ännerung an enger Kommissioun virschloen, wéi se vun der Fraktioun vun deene Grénge proposéiert ginn ass. Deemno soll d'Madame Viviane Loschetter den Här Claude Adam all Kéier fir de Punkt vun der Proposition de loi iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement an der Commission des Institutions ersetzen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. Ech ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen. Merci.

(Fin de la séance publique à 17.21 heures)

Sommaire des séances publiques nos 22, 23 et 24

22e séance

Ouverture de la séance publique p. 327

Dépôt d'un rapport par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 327

Communications p. 327-328

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 328

Ordre du jour p. 328

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 328-329

Ordre du jour (suite) p. 329

Motion de M. Justin Turpel relative aux négociations de l'Eurogroup avec les représentants du Gouvernement de la Grèce p. 329

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°81 du 23 février 2015 de M. André Bauler relative à la publication du PAG ainsi que du règlement sur les bâtisses sur les sites Internet des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 329

- Question n°82 du 24 février 2015 de M. Marc Spautz relative à la lutte contre le chômage, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 329-330

- Question n°83 du 24 février 2015 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Ministère de la Famille et de l'Intégration quant à la mise en place de structures de logement encadré, CIPA et maisons de soins en fonction de l'évolution de la pyramide des âges des personnes habitant dans les établissements ci-devant ainsi que sur le contrôle de qualité respectif de l'encadrement et des soins donnés, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 330

- Question n°84 du 24 février 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la publication des résultats des élections européennes, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 330-331

- Question n°85 du 24 février 2015 de M. Claude Adam relative à l'opportunité de créer un site Internet regroupant l'offre en cours de langues, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 331

- Question n°86 du 24 février 2015 de Mme Martine Mergen relative à la couverture vaccinale, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 331

- Question n°87 du 24 février 2015 de Mme Taina Bofferding relative à la vente de titres de transport dans les autobus de la ligne 16, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 331-332

- Question n°88 du 24 février 2015 de M. Marco Schank relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 332

Question élargie n°4 de M. Marcel Oberweis sur le «PIB du bien-être» p. 332-333

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 333

6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution p. 333-343

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler p. 336

6600 - Projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux p. 343-348

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 349

Communications p. 349-350

6781 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise p. 350

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 350

Ordre du jour p. 350

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°89 du 9 mars 2015 de M. Gusty Graas relative à la carte de mobilité dite «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question n°90 du 11 mars 2015 de M. Serge Wilmes relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

- Question écrite n°968 du 9 mars 2015 de Mme Claudia Dall'Agnol relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 350-351

- Question n°91 du 11 mars 2015 de Mme Diane Adehm relative aux conclusions du sommet Benelux à Den Haag le 4 mars 2015, adressée à M. le Ministre des Finances p. 351

- Question n°92 du 11 mars 2015 de M. Roger Negri relative au déménagement de l'Université du Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 351

- Question n°93 du 11 mars 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à l'inamovibilité des juges, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 351-352

- Question n°94 du 11 mars 2015 de Mme Josée Lorsché relative aux mutilations génitales féminines, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 352

- Question n°95 du 11 mars 2015 de Mme Martine Hansen relative à la désignation de nouvelles zones de protection spéciale (zones Natura 2000), adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 352

- Question n°96 du 10 mars 2015 de M. André Bauler relative à la sécurité des usagers de trains, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 352

- Question n°97 du 11 mars 2015 de Mme Cécile Hemmen relative à la sécurité dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 352-353

- Question n°98 du 11 mars 2015 de M. Franz Fayot relative à l'état d'avancement des travaux en vue de la création d'un Institut d'Histoire du Temps Présent, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 353

6677 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et modifiant, en vue de favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée,

1) l'article 634 du Code d'instruction criminelle;

2) la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires;

3) la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen p. 353-354

6724 - Projet de loi portant approbation des amendements au texte et aux annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998 p. 354-356

6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011 p. 356-357

24e séance

Ouverture de la séance publique p. 358

Communications p. 358

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 358

Ordre du jour p. 358

Vœux de rétablissement p. 358

6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant

1) les articles L.311-5 et L.311-6 du Code de la consommation,

2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics p. 358-359

6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 359-365

6750 - Projet de loi modifiant

a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés p. 365-366

6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 366

6690 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique p. 366-369

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 369

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0852	Martine Hansen Aly Kaes, Félix Eischen, Emile Eicher	Effets de l'augmentation de la TVA sur les agriculteurs
0898	Marco Schank	Tarification transfrontalière en matière de transports en commun
0900	Laurent Mosar	Cérémonie d'institution du nouveau directeur général de la Police grand-ducale
0901	Diane Adehm, Gilles Roth	Rémunération des fonctionnaires de l'État
0902	Claudia Dall'Agnol	Cérémonie de passation des pouvoirs à la direction de la Police grand-ducale
0903	Marc Spautz	Séjour au pair en Australie
0904	Marcel Oberweis	Trafic de tabac et des cigarettes
0905	Gusty Graas	Système de vignettes de couleur
0906	Nancy Arendt	Assurance dépendance
0907	Nancy Arendt	Système des chèques- services pour les activités sportives
0909	Claudia Dall'Agnol	«Coachs sportifs» et «entraîneurs personnels»
0910	Justin Turpel	Politique d'investissement du Gouvernement et du «Fonds de Compensation» commun au régime général de pension
0911	Josée Lorsché	Nouvelles règles et principes transcrits dans le code antidopage luxembourgeois
0912	Taina Bofferding	Reproches de discriminations dans l'octroi des bourses d'études par les autorités luxembourgeoises formulés par le GEIE (groupement européen d'intérêt économique)
0913	André Bauler, Edy Mertens	Début des travaux de gros œuvre concernant la construction du Lycée de Clervaux (LCL)
0914	Alex Bodry	Augmentation du fonds dit «Reynders-Juncker»
0915	Gusty Graas	Tests salivaires utiles afin de détecter la somnolence des conducteurs routiers
0916	André Bauler	Travaux de rénovation de la Maison de Stolzembourg du Château féodal de Bourscheid
0917	Françoise Hetto-Gaasch	Élimination des déchets chimiques et biologiques dans les établissements scolaires
0918	Marc Spautz	Pratique de motocross
0919	Laurent Mosar	Demande de prolongation des programmes de sauvetage de la Grèce
0920	Lex Delles, Guy Arendt	Règlement grand-ducal du 15 juin 1979 modifiant le règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location
0921	Marc Spautz	Législation sur les droits et obligations du patient et son exécution
0922 cf. 0924	Laurent Mosar	Espionnage de la société néerlandaise Gemalto par les services de renseignement américain et britannique
0923	Justin Turpel	Fuite de capitaux de la Grèce vers le Luxembourg
0924 cf. 0922	Justin Turpel	Vol probable de plusieurs millions de clés d'encryptage de cartes SIM de la société Gemalto par le service secret anglais GCHQ et le NSA américain
0925	Marc Spautz	Secteur touristique
0926	Marc Spautz	Crise ukrainienne
0927	Marcel Oberweis	Cycles à pédalage assisté
0928	Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser	Taxes communales
0929	Marc Spautz	Suppression des chèques-services pour l'enfant concerné durant le congé parental à plein temps
0930	Guy Arendt	Demandes de remboursement d'aides au logement indûment touchées envoyées par le Service des aides au logement
0932	Marc Spautz	Politique d'externalisation de la société Cargolux
0933	Laurent Mosar	Décision de la société Apple de ne pas investir au Luxembourg
0934	Claude Adam	Choix entre cours de mathématiques enseignés en langue française ou en langue allemande
0935	Gusty Graas	Ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169)
0937	Marc Spautz	Zone industrielle «Um Monkeler»
0938	Nancy Arendt	Prévention de maladies annoncée dans le programme gouvernemental
0939	Léon Gloden	Possibilité de construction d'un P&R dans la région transfrontalière lorraine
0940	Martine Hansen, Aly Kaes	Gare de Wiltz
0942	Nancy Arendt	Suppression des chèques-services pour les activités sportives
0943	Diane Adehm, Gilles Roth	Zone franche à l'Aéroport de Findel
0944	Justin Turpel	Imposition de la société «McD Europe Franchising sàrl»
0945	Justin Turpel	Pollution autour de l'aciérie d'ArcelorMittal à Esch/Belval
0946	Justin Turpel	Redémarrage des réacteurs nucléaires de Tihange et de Doel
0947	Justin Turpel	Mission économique du Luxembourg et la situation des droits de l'Homme aux Émirats Arabes Unis et au Qatar
0948	Diane Adehm, Gilles Roth	Liberté de presse

Question 0852 (23.01.2015) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Aly Kaes**, **Félix Eischen**, et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant les **effets de l'augmentation de la TVA sur les agriculteurs:**

Par la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, l'article 58 §1 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée a été modifié comme suit: «Les biens visés aux points a) et b) qui, ultérieurement à leur livraison avec application du taux forfaitaire, font l'objet d'une livraison soumise au régime commun de TVA, ne peuvent dans la suite plus être livrés avec application du taux forfaitaire.» Ces dispositions sont en vigueur depuis le 1er janvier 2015.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il prévu aucune période transitoire pour les agriculteurs en ce qui concerne l'application du réaménagement susmentionné du régime de la TVA?

- Le Gouvernement envisage-t-il, malgré ces modifications, de maintenir le régime forfaitaire à long terme?

- Quelles sont les répercussions économiques de ce changement de régime de la TVA pour les exploitations agricoles en général et pour les entreprises d'élevage et d'engraissement en particulier?

- Les entreprises d'engraissement disposent-elles dans le régime forfaitaire d'un avantage en termes de TVA si elles achètent des porcelets et des veaux à l'étranger? Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que les entreprises d'élevage et d'engraissement sont exposées à un réel désavantage et, le cas échant, comment le Gouvernement entend-il prévenir ce risque?

- Quelles peuvent être les répercussions de ce nouveau régime de la TVA sur les programmes et labels de qualité tels que les produits du terroir, Marque nationale et autres?

- Une entreprise agricole qui ponctuellement procède à des achats supplémentaires d'animaux, doit-elle déposer une déclaration d'impôt ou est-ce qu'un système simplifié est prévu pour ces cas précis?

Réponse commune (24.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

En réponse aux questions des honorables Députés, il convient en premier lieu de signaler que, pour simplifier l'application du nouvel article 58 de la loi TVA, il a été décidé de ne pas prendre en considération les livraisons qui avaient eu lieu avant le 1er janvier 2015. En pratique ceci constitue une forme de mesure transitoire.

En outre importe-t-il de souligner que l'abrogation du régime d'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture n'est pas prévue au programme gouvernemental.

En ce qui concerne les répercussions économiques de ce changement de régime de la TVA pour les exploitations agricoles en général et pour les entreprises d'élevage et d'engraissement en particulier, il y a lieu de rappeler que les exploitations agricoles ont le choix entre le régime forfaitaire et le régime normal de la TVA. Le changement du régime de la TVA à partir du 1er janvier 2015 avec un nouveau libellé de l'article 58 §1 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, appelée par la suite «loi de la TVA», ne concerne que les exploitations agricoles qui ont opté pour le régime forfaitaire de la TVA et qui n'ont donc pas d'obligation de faire une déclaration de la TVA. Les répercussions économiques globales sur le secteur sont a priori négligeables, le système de la TVA étant fiscalement neutre.

Un impact plus ou moins important peut être donné au niveau de l'exploitation individuelle si l'exploitation en question a été favorisée par une surcompensation dans le cadre du système d'avant 2015, cet effet produisant ainsi un manque à gagner à l'avenir. Les répercussions économiques du nouveau libellé de l'article 58 §1 de la loi de la TVA sur les exploitations agricoles ayant opté pour le régime forfaitaire de la TVA varient largement en fonction du type de production ainsi que de l'organisation de la filière de production et de commercialisation.

Au cas où la vente des animaux entre exploitations agricoles (p. ex. entre naisseur et engraisseur) se fait directement d'agriculteur à agriculteur sans intervention d'un tiers, le changement du système de la TVA n'a pas de répercussion économique sur les exploitations engagées dans ce type de commercialisation.

Lorsque les exploitations ont recours pour cette commercialisation à un tiers qui agit comme prestataire de service (commissionnaire), le coût de cette prestation de service, qui n'était jusqu'à présent pas externalisé, fera désormais l'objet d'une externalisation (facture) complète, ce qui aura une répercussion économique sur les ex-

ploitations agricoles engagées dans cette opération, le commissionnaire devant être rémunéré pour sa prestation de service.

Lorsque la commercialisation se fait selon les nouvelles modalités de l'article 58 §1 de la loi de la TVA (déclaration de la TVA partielle portant sur l'engraissement des animaux commercialisés selon le régime normal par l'engraisseur), l'impact économique du changement au niveau de la TVA peut varier dans de larges proportions d'exploitation à exploitation, sachant que les paramètres micro-économiques sont également fort variables d'une exploitation à une autre.

Étant donné que l'article 58 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée assure un traitement identique en matière de TVA des livraisons subséquentes aux achats provenant du Luxembourg et de l'étranger, les entreprises d'engraissement ne disposent pas d'un avantage en termes de TVA si elles achètent des porcelets et des veaux à l'étranger.

Différents labels d'origine et/ou de qualité ont été mis en place par les autorités nationales et les organisations professionnelles au niveau des productions de viande bovine, porcine et autres. Les aides dispensées par l'État en faveur de ces labels sont multiples et se situent à différents niveaux.

L'impact du changement au niveau du régime forfaitaire de la TVA en agriculture sur l'approvisionnement et le déroulement de ces labels peut difficilement être estimé et dépend dans une large mesure de la volonté des acteurs de la filière de préserver et de développer le label. Dans la mesure où le label offre un cadre pour organiser et structurer toute la filière, les avantages procurés par le label ne se situent pas seulement au niveau du prix de vente du produit et de la meilleure sécurisation du prix au producteur, mais le label procure indirectement des avantages à tous les acteurs de la filière par une meilleure assise et une meilleure visibilité de la filière. Des efforts substantiels sont nécessaires au niveau de la promotion pour assurer la pérennité et le développement des schémas de consommation de produits locaux et régionaux. Les labels occupent une place de première importance dans le développement de ces schémas et ont besoin de l'attention nécessaire au niveau politique.

Afin de permettre aux entreprises, qui réalisent des opérations dans le régime normal de la TVA, de bénéficier de toutes les possibilités de déduction de la taxe en amont prévues par les dispositions légales et réglementaires, il n'est pas prévu d'introduire une déclaration de TVA simplifiée pour lesdits assujettis. Néanmoins, des explications ont été fournies aux représentants du secteur sur la façon comment les formulaires de déclaration standards peuvent être utilisés de manière simplifiée.

Question 0898 (11.02.2015) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **tarification transfrontalière en matière de transports en commun:**

Au cours de la 8e réunion conjointe des Gouvernements belge et luxembourgeois («Gäichel VIII») qui s'est tenue le 5 février 2015 à Bruxelles, les deux Gouvernements ont abordé la question de la tarification transfrontalière en matière de transports en commun. Dans ce contexte, les deux pays se sont mis d'accord sur le principe de mettre sur pied un groupe de travail pour avancer vers une tarification unique d'ici juillet 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sur quels trajets transfrontaliers cette tarification unique va-t-elle s'appliquer?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entamer des pourparlers avec les autorités allemandes et françaises afin d'introduire une tarification unique pour les transports en commun transfrontaliers allemands et français?

Réponse (03.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Monsieur le Député Marco Schank requiert des informations concernant une tarification transfrontalière ferroviaire entre la Belgique et le Luxembourg.

En effet, j'aimerais préciser que suite à une entrevue avec mon homologue belge, Madame la Ministre Jacqueline Galant, un accord de principe a été retenu par la suite lors de la réunion conjointe des deux Gouvernements belge et luxembourgeois le 5 février dernier pour charger un groupe de travail d'élaborer un projet d'une tarification unique qui devrait se faire entre la société nationale des CFL et la SNCB, sur la mise en place d'une tarification transfrontalière réduite pour la gare d'Arlon ainsi que pour la future desserte d'un nouveau point d'arrêt «Stockem» projeté et qui est censé assurer la desserte ferroviaire d'un P&R d'une certaine capacité.

En ce qui concerne une tarification transfrontalière unique entre le Grand-Duché et respectivement l'Allemagne et la France, je tiens à relever qu'une telle tarification existe depuis plusieurs années déjà dans les moyens de transports publics par route.

En effet, sur les lignes du RGTR, il existe un système de tarification appelé «RegioZone» avec des titres de transport similaires à ceux des transports publics nationaux; des billets et abonnements mensuels uniques peuvent être utilisés tant sur les lignes RGTR vers l'Allemagne que sur celles vers la France.

De son côté, les CFL ont prévu d'étendre le M-Pass au frontaliers belges, à l'instar de ce qui se fait déjà avec la France: ainsi le M-Pass pourra être combiné à un supplément d'abonnement pour les parties Kleinbettingen-frontière + réseau belge, et ce à partir d'octobre 2015 en principe.

L'on précise encore que d'un point de vue tarifs transfrontaliers, les abonnements ferroviaires envers les trois pays voisins ont aujourd'hui un niveau de prix comparable. Ainsi un abonnement mensuel coûte 85,80 euros pour Thionville, 91,50 euros pour Arlon et 85,00 euros pour Trèves.

Question 0900 (11.02.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **cérémonie d'institution du nouveau directeur général de la Police grand-ducale:**

D'après un article paru dans le «Luxemburger Wort», le Ministère de la Sécurité intérieure organiserait une cérémonie de passation des pouvoirs de Romain Nettgen, actuel directeur général de la Police grand-ducale, à Philippe Schrantz, futur directeur général de la Police grand-ducale.

Remercier un directeur général pour ses précieux services rendus à la tête d'une administration, telle la Police grand-ducale, est en soi louable. Cependant, en temps de rigueur budgétaire que le Gouvernement s'est lui-même imposée, il convient toutefois de s'interroger sur l'opportunité d'une cérémonie d'une telle envergure. Selon le «Luxemburger Wort», l'évènement aurait en effet lieu à la LuxExpo, une salle ayant été louée pour l'occasion et plus de 350 personnes seraient invitées à l'occasion. Il est estimé que le coût total s'élèvera à environ 30.000 €.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations divulguées par le «Luxemburger Wort»?

- À considérer ces informations sont exactes, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une passation des pouvoirs plus décente aurait fait l'affaire, notamment eu égard à la volonté affichée du Gouvernement de ne procéder qu'aux dépenses jugées indispensables?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer via quel poste budgétaire ces dépenses seront financées?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les motifs de l'annulation de la «Journée de la Police»? Est-ce que cette journée aura lieu à une date ultérieure?

Réponse (16.02.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les informations relatives au coût de l'organisation de la cérémonie de passation des pouvoirs qui ont été publiées récemment par la presse sont erronées. Une estimation des coûts réels est actuellement établie à 11.000 euros. Considérant les conditions climatiques hivernales en février, la cérémonie doit être organisée sous toit, ce qui explique la majorité des frais engendrés.

En 2015, le budget global de la police s'établit, hors frais de personnel, à 33.616.819 euros. Les dépenses liées à l'organisation de la cérémonie sont couvertes par l'article budgétaire réglant les frais de représentation, de cérémonies et de réceptions officielles de la police.

La «Journée de la Police» du 4 juillet 2015 a été annulée début janvier 2015, sur proposition de la direction générale de la police, et ce pour des raisons purement opérationnelles. Dans le cadre de la Présidence 2015 qui débute le 1er juillet 2015 et lors de laquelle la police doit fournir des efforts sécuritaires d'envergure, le week-end du 4 juillet est marqué par des festivités de la Commission européenne à Luxembourg à l'occasion du début de la Présidence. Par ailleurs, la police est mobilisée pour le concert «Rock a Field» 2015 qui aura lieu les 3, 4, et 5 juillet et pour le «City Jogging» qui est organisé le 5 juillet 2015. Il y a lieu de relever qu'aucune «Journée de la Police» n'a été organisée pour le grand public en 2014, cette journée ayant été remplacée par une journée d'information en interne.

La cérémonie de passation des pouvoirs en particulier, tout comme les cérémonies de prestation de serment au sein de la Police grand-ducale en général, marquent un moment fort pour la cohésion du corps et s'inscrivent dans un esprit d'ouverture à l'encontre des acteurs civils d'importance. Ces deux composantes jouent un rôle prépondérant dans la mission régalienne assurée par la Police grand-ducale.

Question 0901 (11.02.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **rémunération des fonctionnaires de l'État:**

La fiche de rémunération du mois de février des fonctionnaires de l'État a été accompagnée d'un avis important de la part du Ministère. Cet avis informe, sans motivation aucune, qu'à partir du mois de mars 2015, les rémunérations des fonctionnaires de l'État seront à l'avenir virées le 3e dernier jour ouvrable du mois au lieu du 8e dernier jour ouvrable.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les raisons de ce report de paiement des rémunérations des fonctionnaires de l'État?

- Monsieur le Ministre s'attend-il à un effet de trésorerie via cette mesure? Quel est cet effet? Y aura-t-il un impact positif sur les recettes de l'État?

- Monsieur le Ministre s'est-il au préalable concerté avec la CGFP au sujet de cette mesure?

Réponse (26.02.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans leur question parlementaire n°0901 du 11 février 2015, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth notent que la fiche de rémunération du mois de février des fonctionnaires de l'État a été accompagnée d'un avis important informant, sans motivation aucune, qu'à partir du mois de mars 2015 les rémunérations seraient à l'avenir virées le 3e dernier jour ouvrable du mois au lieu du 8e dernier jour ouvrable. Les honorables Députés demandent si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut indiquer les raisons de ce report. Par ailleurs, ils demandent quel sera l'impact de trésorerie de cette mesure et s'il y aura un impact positif sur les recettes de l'État. Finalement les honorables Députés posent la question si Monsieur le Ministre s'est concerté au préalable avec la CGFP au sujet de ladite mesure.

En réponse, je puis informer les honorables Députés d'abord que cette information n'a pas seulement été communiquée au mois de février 2015, mais que la fiche de rémunération des fonctionnaires de l'État, des employés de l'État et des bénéficiaires d'une pension de l'État a été accompagnée pour les mois de décembre 2014, de janvier et de février 2015 d'un «avis important» informant les personnes concernées qu'à partir du mois de mars 2015 leurs rémunérations seraient virées le 3e dernier jour ouvrable, et non plus le 8e dernier jour ouvrable du mois sur leur compte chèque postal (CCP). En même temps, les intéressés étaient invités à changer, le cas échéant, à partir du mois de mars 2015 au plus tard, le jour d'exécution de leurs ordres permanents effectués en fin de mois à partir de leur CCP. Un calendrier détaillé des opérations de calcul et de paiement des rémunérations pour l'année 2015 était en outre joint à la fiche de rémunération envoyée au mois de janvier 2015.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que les raisons à la base de cette modification s'inscrivent essentiellement dans une optique plus générale de simplification administrative et d'optimisation des processus de gestion des rémunérations payables d'avance (praenumerando). Jusqu'à présent, ces rémunérations étaient virées le 8e dernier jour du mois, tandis que celles des salariés de l'État, payables postnumerando, l'étaient le 3e dernier jour du mois. Verser l'ensemble des rémunérations dues le même jour du mois permet de regrouper et de mieux coordonner les opérations de saisie et de contrôle des données ainsi que de calcul et de paiement y relatives pour les différents acteurs concernés qui sont surtout l'Administration du Personnel de l'État, la direction du contrôle financier, la Trésorerie de l'État et le Centre des technologies de l'information de l'État.

Finalement, je voudrais informer les honorables Députés que la CGFP a été informée de ce changement au cours d'une réunion de concertation en octobre 2014.

Question 0902 (11.02.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **cérémonie de passation des pouvoirs à la direction de la Police grand-ducale:**

Selon un article de presse, une cérémonie de passation des pouvoirs à la direction de la Police grand-ducale serait prévue pour le 27 février 2015. Cette cérémonie aurait un coût avoisinant les 33.000 euros et 350 personnes seraient invitées à cette occasion.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, l'envergure de cette cérémonie lui semble-t-elle appropriée?

- Le coût de l'organisation de la cérémonie de la passation des pouvoirs se trouve en quelle relation avec le budget de la Police grand-ducale?

Toujours selon cet article de presse, le budget utilisé aurait été initialement prévu pour l'organisation de la «Journée de la Police» le 4 juillet 2015 qui aurait dû, dans le contexte de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, être cofinancée par la Commission européenne. Or, il semble qu'un délai pour la demande d'un tel subside auprès de la Commission n'ait pas été respecté, ce qui aurait amené l'annulation de la «Journée de la Police».

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Existe-t-il un lien entre la cérémonie de passation des pouvoirs prévue pour le 27 février et l'annulation de la «Journée de la Police»?

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre est-il d'avis que, au vu de l'effort de consolidation budgétaire, les dépenses pour l'organisation de cérémonies et d'autres événements pourraient être réduites?

Réponse (16.02.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Une cérémonie de passation des pouvoirs du directeur général de la police est organisée en date du 27 février 2015. Les informations relatives au coût de la cérémonie publiées récemment par la presse sont erronées. Une estimation des coûts réels est actuellement établie à 11.000 euros. Considérant les conditions climatiques hivernales, la cérémonie doit être organisée sous toit, ce qui explique la majorité des frais engendrés.

Plusieurs membres du Gouvernement, des députés membres des commissions parlementaires de la force publique et des affaires étrangères, des représentants de ministères et d'administrations ainsi que d'autorités judiciaires assisteront à la cérémonie. Par ailleurs, considérant la coopération policière étroite et indispensable avec nos pays voisins, des membres de différentes forces de police des pays limitrophes ainsi que d'Europol sont également invités. La cérémonie s'inscrit non seulement dans le sillage d'une longue tradition militaire, mais marque également un moment de «renouveau» pour la Police grand-ducale.

Le budget 2015 de la Police grand-ducale s'établit, hors frais de personnel, à un total de 33.616.819 euros. Les dépenses liées à l'organisation de la cérémonie sont couvertes par l'article budgétaire réglant les frais de représentation, de cérémonies et réceptions officielles de la police. Partant, les dépenses prévues pour l'organisation de la cérémonie de passation des pouvoirs du 27 février prochain représentent 0,03% du budget global.

La «Journée de la Police» du 4 juillet 2015 a été annulée début janvier 2015 sur proposition de la direction générale de la police, et ce pour des raisons purement opérationnelles. Dans le cadre de la Présidence 2015, qui débute le 1er juillet 2015 et lors de laquelle la police doit fournir des efforts sécuritaires d'envergure, le week-end du 4 juillet est marqué par des festivités de la Commission européenne à Luxembourg à l'occasion du début de la Présidence.

Par ailleurs, la police est mobilisée pour le concert «Rock a Field 2015» qui aura lieu les 3, 4, et 5 juillet ainsi que pour le «City Jogging» qui est organisé le 5 juillet 2015. Il y a lieu de relever qu'aucune journée de la Police n'a été organisée pour le grand public en 2014, cette journée ayant été remplacée par une journée d'information en interne.

La cérémonie de passation des pouvoirs en particulier, tout comme les cérémonies de prestation de serment au sein de la Police grand-ducale en général, marquent un moment fort pour la cohésion du corps et s'inscrivent dans un esprit d'ouverture à l'encontre des acteurs civils d'importance. Ces deux composantes jouent un rôle prépondérant dans la mission régalienne assurée par la Police grand-ducale.

Question 0903 (11.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **séjour au pair en Australie:**

Partir en Australie pour devenir un au pair tout en étudiant l'anglais et en visitant le pays, est souvent une expérience unique pour les jeunes.

En Australie, les au pairs sont considérés et traités comme des salariés ordinaires et nécessitent ainsi un permis de travail approprié appelé «Working Holiday Visa». Seuls les citoyens de certains pays, avec lesquels l'Australie a signé un accord spécifique, peuvent appliquer pour le «Working Holiday Visa». La Belgique par exemple a signé avec l'Australie en 2002 le «Agreement on a Working Holiday Visa». Par cet accord, de jeunes belges âgés entre 18 et 30 ans peuvent désormais effectuer un séjour au pair en Australie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Est-ce que le Luxembourg et l'Australie ont entamé des négociations en vue de signer un accord dit «Agreement on a Working Holiday Visa»?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des précisions sur l'état actuel des négociations?

Réponse commune (27.02.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les départements du Ministère des Affaires étrangères et européennes sont en contact avec les ambassades d'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande au vu de négocier des accords bilatéraux «Working Holiday Scheme».

Le «Working Holiday Scheme» est un accord permettant aux jeunes ressortissants d'un pays signataire, âgés entre 18 et 30 ans, de voyager, travailler et faire des études dans l'autre État partie à cet accord bilatéral.

À cette fin, l'État hôte délivre au demandeur un visa appelé «Working Holiday Visa», valable pour une durée d'un an.

En ce qui concerne la question de Monsieur le Député Marc Spautz de savoir si le Luxembourg a entamé des négociations avec l'Australie en vue de la conclusion d'un tel accord, le Ministère des Affaires étrangères et européennes informe que le nouveau Gouvernement australien a décidé de revoir sa politique en matière d'immigration et de visa.

Dans ce contexte, les autorités australiennes nous ont notifié qu'elles n'étaient pas prêtes de s'engager dans des pourparlers avec le Luxembourg à ce stade.

Question 0904 (12.02.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **trafic de tabac et des cigarettes:**

Selon le règlement grand-ducal, entré en vigueur le 1er janvier 2015, le Luxembourg baisse les accises sur le tabac et garde ainsi des prix avantageux par rapport à ses voisins.

Avec la hausse régulière des prix du tabac en Europe, le trafic des cigarettes bon marché a parallèlement pris une ampleur phénoménale. Pour citer un exemple, la Belgique constitue un lieu de stockage et de transit pour ce commerce illégal. Selon le Ministre belge des Finances Johan Van Overtveldt 170.660.180 pièces ont été saisies chez notre voisin belge pendant le premier semestre 2014. Les cigarettes ont été principalement issues de la Chine, de la Biélorussie, de la Russie et de la Pologne. De plus, la plupart de ces cigarettes sont de vulgaires contrefaçons et sont fabriquées à l'aide de substances nocives pour la santé.

Le Luxembourg est aussi considéré comme un pays de transit pour la contrebande du tabac.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de cigarettes et de tabac à rouler de contrebande a-t-on découverts pendant les trois dernières années?

- De quels pays provenaient-elles principalement et à quels pays étaient-elles surtout destinées?

- Combien de personnes ont été arrêtées, pendant les trois dernières années, du fait de leur implication dans le trafic de cigarettes ou de tabac à rouler de contrebande?

- Comment la police luxembourgeoise lutte-t-elle contre la contrebande de cigarettes?

Réponse commune (17.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

En premier lieu, il y a lieu de préciser que le Luxembourg n'est pas un pays cible de contrebande de cigarettes contrefaites. Toutefois, en tant que plateforme logistique en essor et en tant que pays de transit, le Luxembourg doit néanmoins assumer sa part dans la lutte contre le banditisme, la piraterie et la contrefaçon en général et concernant les cigarettes en particulier.

Durant les trois dernières années, quatre cas de contrebande de cigarettes ont été découverts et traités par les services de l'Administration des Douanes et Accises:

- en 2012, 25.310.000 cigarettes ont été saisies. Les cigarettes, acheminées par voie aérienne en provenance de Dubaï, ont été saisies à l'Aéroport de Luxembourg. Les cigarettes étaient des contrefaçons d'une marque particulière et ont eu comme destination probable le Royaume-Uni;

- en 2014, 11.880.000 cigarettes contrefaites ont été saisies. Les cigarettes, acheminées par la route et découvertes au moyen du scanner mobile de l'Administration, ont eu comme provenance la Chine et ont probablement été destinées pour la revente en France;

- encore en 2014, l'Administration des Douanes et Accises a intercepté deux envois en courrier express. Les 212.520 cigarettes saisies en total ont eu comme provenance la Chine et comme destination le Royaume-Uni.

En cas de constatation d'infractions de contrebande, le service de Police judiciaire procède aux devoirs d'enquêtes nécessaires conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Question 0905 (12.02.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **système de vignettes de couleur:**

Le 4 février 2015 le Gouvernement français s'est doté d'une feuille de route dans le cadre de la transition écologique. Parmi les mesures proposées à mettre en place dans le proche futur se trouve l'idée d'introduire un système de vignettes de couleur. Délivrés aux automobilistes et visiblement apposés à l'intérieur de la voiture, ces certificats indiqueraient la quantité d'émissions nuisibles par le véhicule en question. Par la suite, certains avantages pourraient être attribués aux véhicules émettant peu de gaz toxiques, comme la possibilité de stationnement gratuit en milieu urbain.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Vu la problématique des oxydes d'azote, émis en quantité considérable avant tout par les voitures à moteur diesel, les Ministres estiment-ils que des mesures plus contraignantes devraient être prises dans le domaine du transport pour améliorer la qualité de l'air?

- Est-ce que les Ministres sont d'avis que l'introduction d'un système de vignettes de couleur comparable au modèle français pourrait constituer une piste d'action en cette matière?

Réponse commune (02.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les mesures à entreprendre pour améliorer la qualité de l'air et particulièrement sur l'introduction d'une vignette écologique indiquant la quantité d'émissions nuisibles par véhicule.

En ce qui concerne la ville de Luxembourg, l'élaboration du premier plan de qualité de l'air en 2010 avait effectivement considéré l'instauration d'une zone à faibles émissions comme une mesure potentielle d'amélioration de la qualité de l'air. Pourtant, l'analyse de l'impact d'une interdiction de l'accès aux voitures les plus polluantes avait relevé que pour le cas concret de la ville de Luxembourg, seulement une faible réduction de la pollution était à réaliser ainsi.

En prenant encore en considération des charges administratives élevées, l'instauration d'une zone à faibles émissions n'avait finalement pas été retenue. Les mesures les plus efficaces retenues dans le plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg, actualisé en décembre 2011, sont notamment la modernisation de la flotte des autobus, la mise en place d'un tramway et l'amélioration des infrastructures ferroviaires.

Toutefois, en fonction de l'évolution de l'impact des différentes sources d'émissions responsables et des normes d'émissions des moteurs à combustion (normes Euro), un système attribuant des avantages aux véhicules moins polluants serait à évaluer lors de toute actualisation du plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg.

En ce qui concerne le reste du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, l'analyse de l'impact des différentes sources d'émissions responsables et des mesures potentielles envisageables est actuellement en cours dans le contexte de l'élaboration d'un plan national de qualité de l'air. À ce stade, la création de l'une ou l'autre forme de zone à faibles émissions n'est pas à exclure.

Néanmoins, l'introduction d'un système de vignettes avec un système de classification des véhicules sur base des normes Euro peut s'avérer inadapté.

À noter à toutes fins utiles que la feuille de route 2015 pour la transition écologique présentée par le Gouvernement français prévoit l'introduction d'un «certificat de qualité de l'air». À cette fin, plusieurs certificats de couleurs différentes seront créés en fonction des seuils d'émissions polluantes des véhicules. La Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Madame Royal, a annoncé que ces certificats donneront des avantages aux véhicules les plus propres, mais que le dispositif technique devrait encore être finalisé. Elle reste cependant muette sur les détails de ces avantages.

Actuellement en tout cas, l'introduction d'une telle vignette n'est pas prévue au Luxembourg.

Question 0906 (12.02.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**assurance dépendance:**

Si l'assurance dépendance a été créée par la loi de 1998, les exigences en termes de contrôles et d'assurance de la qualité dans toutes ces composantes se sont affirmées au fil des années.

Ainsi, la Caisse Nationale de Santé procède à des analyses régulières des données récoltées dans le cadre de la facturation des prestations de l'assurance dépendance.

La Cellule d'évaluation et d'orientation est chargée quant à elle de contrôler, non seulement la qualité des prestations fournies, l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les besoins de la personne dépendante notamment au vu de la documentation de soins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Combien de contrôles en matière de qualité d'aides et de soins ont été effectués les trois dernières années?

- La Cellule d'évaluation et d'orientation doit-elle annoncer les contrôles au préalable?

- Le Ministre dispose-t-il d'études ou de sondages concernant la satisfaction des personnes âgées et/ou de l'entourage de la personne dépendante avec les soins et les prestations fournis?

- Le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant le nombre d'abus qui sont faits au détriment de l'assurance dépendance par le biais d'actes facturés mais non prestés?

- Dans l'affirmative, comment le Ministre envisage-t-il d'y remédier?

Réponse (17.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Contrôle en matière de qualité d'aides et de soins

Les contrôles sont réalisés actuellement de façon ad hoc suite à des problèmes signalés par des bénéficiaires ou leurs proches, et gérés dans le cadre de la gestion des plaintes de la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) de l'assurance dépendance. Au cours des années 2013 et 2014, 129 plaintes ont été enregistrées par la CEO, qui a procédé à 42 visites sur site, soit au domicile du demandeur, soit en établissement d'aides et de soins.

Il est à noter que chaque déplacement d'un professionnel de la CEO auprès d'un bénéficiaire représente un moyen d'évaluer l'état de la prise en charge et des prestations réalisées auprès de la personne dépendante par le prestataire ou son entourage. Suite à des mesures d'amélioration des processus internes, la CEO a accru sa présence sur le terrain et effectue de façon régulière et systématique des révisions des prestations afin de garantir une mise à jour la plus actuelle possible des informations concernant la personne dépendante ainsi que de l'adéquation du plan de prise en charge et des conditions de sa mise en œuvre.

Dans le cadre des travaux relatifs à la réforme en cours, les modalités du contrôle qualité et la mise en place d'indicateurs nationaux seront précisées afin de garantir dans le futur un contrôle systématique dans chaque structure auprès de chaque prestataire ou auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires.

Annonce des visites de contrôle

Toute visite de la CEO dans le cadre d'un contrôle est annoncée à l'avance. Afin d'accomplir sa mission de contrôle, la CEO a besoin d'un accès à la documentation de soins et d'un échange avec un responsable de soins/de service ou un soignant ayant une bonne connaissance du bénéficiaire d'aides et de soins. À cela s'ajoute, en général, un entretien avec ce bénéficiaire ou un de ses proches.

Il est donc indispensable, en termes organisationnels, d'annoncer toute visite. Des visites impromptues sont possibles, mais très peu réalisées. Elles se font, le cas échéant, uniquement auprès de la personne dépendante elle-même.

Satisfaction des personnes âgées et/ou de l'entourage de la personne dépendante

Plusieurs études de satisfaction au niveau national ont été réalisées.

- La première enquête «assurance dépendance» depuis la création de la branche «Dépendance» de la Sécurité sociale, a eu lieu en 2006, en collaboration avec le CEPS/Instead. Administrée en face à face au domicile des bénéficiaires, elle a été complétée par 83% de l'échantillon.

En résumé, les bénéficiaires se disaient satisfaits ou très satisfaits de la manière dont leur dossier a été traité ainsi que de leurs prestations. 84% des bénéficiaires déclaraient être «satisfaits» ou «très satisfaits» de la manière dont leur dossier fut traité par la Cellule d'évaluation et d'orientation. On notera toutefois que les dossiers des participants à l'enquête ont tous été positivement évalués. Quant aux prestations, la satisfaction était légèrement moins prononcée, mais restait néanmoins très élevée: 72% des bénéficiaires se disaient «satisfaits» ou «très satisfaits».

Étant donné l'état de santé et l'âge parfois très élevé de la population dépendante, les enquêteurs ont reçu pour consigne de solliciter l'aide d'une tierce personne présente dans le ménage si le bénéficiaire n'était pas en mesure de répondre lui-même à l'ensemble ou à certains volets du questionnaire.

Seulement un tiers des bénéficiaires ont répondu eux-mêmes aux questions de l'enquêteur. Le second tiers a été aidé, et pour le dernier tiers, c'est une autre personne qui a répondu à l'enquêteur.

- La deuxième enquête au niveau national a été menée entre août 2009 et avril 2010 auprès de 361 personnes résidant en établissements d'aides et de soins à séjour continu, bénéficiant de l'assurance dépendance, ne présentant pas de troubles cognitifs ou psychiatriques.

Cette enquête a été réalisée par interview en face à face, par le CRP-Santé, sur un échantillon aléatoire représentatif de la population bénéficiant de l'assurance dépendance en institution. Elle a été complétée par une enquête par questionnaire auprès des directions des établissements.

Les résultats de cette enquête ont été comparés, lorsque cela était possible avec ceux de l'enquête menée en 2006 auprès des bénéficiaires de l'assurance dépendance pris en charge par les réseaux de soins à domicile.

L'étude montrait dans l'ensemble un degré de satisfaction élevé et même très élevé de la part

des bénéficiaires. La satisfaction des résidents est très importante pour de nombreux domaines, surtout pour les aspects matériels de l'institution, tels que le logement, les locaux, les repas, la sécurité, les activités de loisir, l'aménagement des espaces. Pour certains domaines, le bilan était toutefois plus nuancé et méritait la mise en œuvre d'efforts d'amélioration comme l'organisation des soins, surtout en ce qui concerne l'information du bénéficiaire sur ses soins ou la gestion de la douleur, de l'anxiété et de la dépression.

Les résultats de ces deux enquêtes nationales ont été présentés à la presse et sont disponibles sur le site Internet www.mss.public.lu rubrique dépendance. (Publication)

En raison des spécificités de la population à interviewer, des ressources à mobiliser pour réaliser des enquêtes par interviews et des coûts engendrés par le recours à un prestataire externe, d'autres enquêtes de cette envergure n'ont pas été réalisées depuis 2010.

La CEO a cependant décidé de réaliser, avec ses ressources internes et via questionnaire autoadministré, deux enquêtes de satisfaction, en 2011 et en 2013. Ces enquêtes visaient notamment à suivre l'application de ses engagements dans le cadre de sa charte d'accueil et de service. L'échantillon a été composé de demandeurs ayant introduit une première demande d'aide et soins à domicile. Ainsi, les questionnaires ont été envoyés à chaque 3e demandeur ayant reçu une décision positive ainsi qu'à chaque 3e demandeur ayant reçu une décision négative. Le taux de réponse est très élevé avec 52% de participation.

Pour la moitié des questionnaires renvoyés, le demandeur a participé activement à cette enquête. Pour l'autre moitié, le questionnaire a été rempli par un membre de la famille ou une personne de l'entourage. On constate que le 92% des personnes qui ont répondu au questionnaire sont satisfaites des services offerts par la CEO, 43% sont même très satisfaites.

81% des personnes interrogées sont satisfaites de la durée du traitement de leur dossier, alors que 12% ont exprimé leur insatisfaction par rapport à cette durée (plutôt liée à des durées pour la mise à disposition d'un élévateur d'escaliers et/ou d'une adaptation du logement).

La CEO compte effectuer en 2015 une nouvelle vague d'enquête, via questionnaire autoadministré, auprès des demandeurs et bénéficiaires de prestations d'aides et de soins.

Abus au détriment de l'assurance dépendance

La Caisse Nationale de Santé (CNS) effectue des contrôles de plausibilité en ce qui concerne les prestations facturées au vu des dotations en personnel disponibles. Dans les cas avérés de surfacturation, les prestataires sont sommés de restituer le trop perçu à la CNS. Dans le cadre des contrôles de plausibilité, la CNS récupère annuellement entre un et deux millions d'euros.

Question 0907 (12.02.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **système des chèques-services pour les activités sportives:**

Selon une étude récente de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), le Grand-Duché se classe au troisième rang européen en matière d'obésité. Ainsi 23% des résidents luxembourgeois sont en surpoids, contre 17% en 2002.

Le nouveau Gouvernement a souligné notamment sa détermination à promouvoir dans les cantines scolaires et dans les structures d'accueil une alimentation saine. De même, il veut davantage encourager les élèves dès le plus jeune âge aux activités physiques, tel qu'aussi suggéré par le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois dans son concept intégré pour le sport au Luxembourg de 2014.

Depuis le 15 septembre 2009, les parents disposent de la possibilité d'utiliser le système des chèques-services auprès de services d'animation et de formation sportive au niveau associatif agréé. Cette extension avait entre autres pour objectif de faciliter l'accès des enfants aux clubs sportifs. Or, le Gouvernement a annoncé cette semaine vouloir supprimer l'aide accordée aux parents pour entre autres les activités sportives.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enfance, à Madame la Ministre de la Famille, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Sports:

Q132

- Mesdames et Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que la suppression des chèques-services pour les activités sportives est incompatible avec le programme gouvernemental sachant que ce dernier prévoit notamment le renforcement et l'amélioration des initiatives favorisant une éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes que ce soit dans des situations d'éducation formelle ou non formelle?

- De quelle manière le Gouvernement veut-il promouvoir une alimentation saine et des activités physiques dans les établissements scolaires?

- Mesdames et Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que l'accès aux clubs sportifs ne devienne problématique pour les familles à revenus modestes qui ne pourront plus assurer les coûts d'inscription qui avaient fortement diminué grâce au système des chèques-services?

- Sachant que de nombreux clubs ont pu, en tant que prestataires du système «chèque-service accueil», développer leurs activités notamment au travers de l'engagement de nouveaux entraîneurs, Mesdames et Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que ces derniers risquent d'être licenciés et que la qualité de l'encadrement n'en pâtisse?

Réponse commune (23.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

En réponse à la question parlementaire sous rubrique, notons d'abord que Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration n'est plus concernée par la question des chèques-services depuis la formation du nouveau Gouvernement et le volet précédemment traité par le Ministère de la Famille est repris par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

La suppression du chèque-service accueil pour les prestataires issus du monde sportif ne constitue nullement un désaveu du Gouvernement envers une politique favorisant un encadrement qualitatif des enfants au niveau des associations sportives.

Il s'agit plutôt de simplifier de manière significative la procédure administrative liée au calcul de l'aide. Le système complexe du CSA sera ainsi aboli à partir de l'année scolaire 2016-2017 afin que les fonds puissent être directement versés aux associations sans devoir passer par la procédure actuelle, moyennant une clé à déterminer et dans le respect des conditions de qualification.

Actuellement, pour le sport comme pour les autres domaines dans lesquels les CSA sont valables, les démarches suivantes doivent être observées: les parents doivent, dans une première étape, adhérer au système CSA, ce qui présuppose un passage obligatoire auprès de l'administration communale de résidence de l'enfant pour que le revenu du ménage puisse être documenté. Seuls les enfants vivant dans un ménage disposant d'un revenu inférieur à trois fois et demie le salaire social minimum peuvent bénéficier des avantages du CSA. Ces enfants disposent de «trois heures gratuites» qu'ils peuvent faire valoir à la fin de l'année scolaire au niveau du CSA dans le domaine du sport. À la fin de l'année scolaire, ces heures sont comptabilisées et versées directement par le ministère à l'association sportive bénéficiaire. Les fonds ainsi récoltés doivent être impérativement investis par le club bénéficiaire dans une amélioration de l'encadrement des jeunes du club.

Par ailleurs, l'attribution des contributions étatiques n'avait pas comme objectif ni effet généralisé une diminution des coûts d'inscription auprès des clubs de sport. Il est vrai que certains clubs ont utilisé les fonds leur attribués pour réduire les frais d'inscription aux parents sans qu'ils y aient été incités par les règlements du chèque-service accueil. Une comparaison des frais d'inscription aux clubs des fédérations impliquées fait d'ailleurs état de différences considérables.

Les ministres impliqués se sont engagés à définir des modalités qui respectent, comme par le passé, le principe de subsidiarité envers le monde associatif sportif et qui définissent un encadrement de qualité pour les enfants presté par des entraîneurs disposant d'une qualification spécifique pour cet encadrement. Des changements concernant l'accès aux clubs de sport pour familles à revenus modestes ne subiront pas de changements notables vu que les fonds «anciennement chèque-service accueil» restent acquis aux clubs pour autant que ceux-ci remplissent les conditions de qualité d'un encadrement sportif d'enfants, objectif déjà visé par les règles concernant l'attribution de fonds dans le cadre du système chèque-service accueil actuel.

Bien que le système chèque-service accueil soit aboli dès 2016-2017, les fonds actuellement inscrits au budget du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant le sport seront transférés au budget du Ministère des Sports, et ceci à partir de l'année budgétaire 2016. Pour ce qui est des coûts d'inscription aux clubs sportifs, le versement direct des fonds aux clubs répondant aux critères permettra, le cas échéant, de contrebalancer le coût des inscriptions dans l'intérêt des personnes rencontrant des problèmes de pouvoir payer une carte de membre.

Étant donné que les fonds ne seront pas perdus, mais seulement redistribués et éventuellement intégrés dans d'autres subsides, la question de licenciements d'entraîneurs engagés dans le cadre des CSA devient sans objet pour autant que les entraîneurs que le club met à la disposition des jeunes du club répondent, comme par le passé, aux conditions de formation fixées.

Par ailleurs, le Gouvernement continue à promouvoir une alimentation saine et des activités physiques dans les établissements scolaires comme prévu par le programme national «GIMB - Gesond iessen, Méi bewegen». Ce programme repose sur une politique interministérielle commune, adoptée en 2006 initialement entre les Ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Famille et des Sports. À cette démarche interministérielle se sont associés plus tard le Ministère de l'Agriculture, notamment dans le cadre du projet «Fruit@school», ainsi qu'en 2011 les ressorts ministériels des Transports, de l'Intérieur et de l'Égalité des chances dans le cadre de l'extension du plan d'action GIMB concernant plus spécifiquement le volet de l'activité physique.

Le programme national GIMB vise trois objectifs principaux:

- une sensibilisation et information sur l'importance des modes de vie favorables à la santé physique, psychique et sociale, notamment par des initiatives interdisciplinaires, locales et durables;

- une alimentation saine et équilibrée, entre autres par l'élaboration de politiques alimentaires saines au niveau des collectivités, spécifiquement celles accueillant des enfants et des jeunes;

- une augmentation, en quantité et en qualité, de l'activité motrice de la population, notamment des enfants et des adolescents.

Question 0909 (12.02.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les «**Coachs sportifs» et «entraîneurs personnels»:**

Nous constatons que de plus en plus de «coachs sportifs» et d'«entraîneurs personnels» offrent leurs services sur Internet, via les réseaux sociaux ou encore dans les salles de fitness. Il est avéré que les «coachs sportifs» qui effectuent un suivi d'une personne souhaitant améliorer sa condition physique ou se rétablir d'une maladie jouent un rôle important dans la prévention des maladies et contribuent donc aussi à la réduction de problèmes de santé publique.

Or, il semblerait que cette profession n'est pas correctement encadrée juridiquement. Ainsi, n'importe qui peut s'autoproclamer entraîneur ou «coach sportif» sans être en possession d'un quelconque diplôme légitimant son activité. Ceci est d'autant plus dangereux lorsqu'il s'agit d'élaborer des entraînements pour des populations à risque, comme par exemple les enfants obèses, les personnes diabétiques ou présentant une scoliose. Dans ces cas, un entraînement mal adapté peut faire plus de mal que de bien.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Les services du Ministère des Sports connaissent-ils le nombre de «coachs sportifs» exerçant sans qualification appropriée?

- Monsieur le Ministre prévoit-il de réglementer cette profession en créant par exemple un statut de «l'entraîneur personnel»?

- Quelles seraient, selon l'avis de Monsieur le Ministre, les qualifications minimales dont devraient disposer les «entraîneurs personnels» pour pouvoir exercer?

Réponse (06.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Pour pouvoir parler de «coach sportif», il faut qu'il y ait un titre protégé en la matière. Or, ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.

Pour cette même raison, il est impossible de connaître un chiffre exact, ni approximatif, de tels «coachs sportifs» pouvant exister au Luxembourg. Pour l'instant, les seuls professionnels pouvant se prévaloir d'une qualification sanctionnée par un diplôme en la matière sont les professeurs d'éducation physique et sportive.

Dans l'actuel programme gouvernemental, il est spécifié que les métiers du sport feront l'objet d'une réglementation. Un groupe d'experts auprès de la Commission européenne, auquel participent activement des représentants du Ministère des Sports, traite d'une harmonisation des diplômes au niveau européen. Au niveau national, c'est l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) qui est compétente en matière de formation des formateurs. L'ENEPS est en train de procéder à une adaptation de ses formations, notamment au niveau du moniteur du sport-loisir du cycle inférieur, afin de pouvoir proposer une offre de formations compartimentée répondant aux besoins sur le terrain. Ainsi, une formation spéciale en fitness ou de «coach sportif», par exemple, pourrait faire partie d'une telle offre.

En ce qui concerne la qualification minimale requise pour pouvoir exercer en tant qu'entraîneur personnel, il faut être en possession du brevet de moniteur de sport-loisir, ce qui implique une formation de base comprenant 120 heures de cours théoriques, de stage pratique ainsi que d'exercices pratiques. Une telle formation pourrait donner droit à un brevet d'État.

Question 0910 (12.02.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **politique d'investissement du Gouvernement et du «Fonds de Compensation» commun au régime général de pension:**

Unter dem Motto „Divest Lëtzebuerg" demonstrierten Klima-AktivistInnen gestern Morgen auf der Place Clairefontaine gegen öffentliche Investitionen in fossile Energien und die Atomenergie sowie für den Ausbau der erneuerbaren Energien. Zu der Demonstration hatten die in der Plattform Votum Klima zusammengeschlossenen luxemburgischen Nichtregierungsorganisationen aufgerufen; Unterstützung erhielten sie zudem durch die luxemburgische Transition-Bewegung. Mit dieser Aktion machte Votum Klima darauf aufmerksam, dass der „Fonds de Compensation" (FdC) des luxemburgischen Pensionsfonds bedeutende Summen in Unternehmen investiert, die in den Bereichen fossile Energien und Atomenergie tätig sind.

Dabei stellt Votum Klima fest, dass, einer Untersuchung des Geschäftsberichts von 2013 zufolge, der Fonds de Compensation - über Aktien und Obligationen - mehr als eine halbe Milliarde Euro alleine in die Erdölbranche investiert, was rund 4,4% des Gesamtvolumens des FdCs entspräche. Hinzu kämen etwa 7 Millionen Euro, die in Unternehmen der französischen Nuklearindustrie investiert würden, sowie Investitionen in Konzerne der Kohlebranche. Der FdC halte Beteiligungen an 48 der 100 größten Kohlefirmen sowie Beteiligungen an 75 der 100 größten Ölfirmen, darunter Shell, Gazprom und ExxonMobil, und fördere mit seiner Investitionspolitik Konzerne, die die Umwelt und das Klima zerstörten sowie Menschenrechte missachteten.

Die Organisationen forderten die Regierung auf, kurzfristig keine weiteren Investitionen in Fossil- und Atomenergie vorzunehmen und mittelfristig ein Umschichten des Portfolios zugunsten der erneuerbaren Energien in die Wege zu leiten. Sie appellierten an die Regierung, öffentliche Gelder nachhaltig zu investieren, z. B. in den lokalen Ausbau der erneuerbaren Energien.

In diesem Zusammenhang möchte ich von dem für den luxemburgischen öffentlichen Pensionsfonds zuständigen Minister wissen:

1) Kann der Minister die Feststellungen aus der Untersuchung des Geschäftsberichtes 2013 durch Votum Klima bestätigen?

2) Wenn nicht, worin unterscheiden sich die Feststellungen der Regierung von denjenigen von Votum Klima?

3) Wenn ja, teilt die Regierung die Einschätzung, dass eine solche Investitionspolitik in Konzerne, die die Umwelt und das Klima zerstören sowie Menschenrechte missachten, unzulässig ist?

4) Wie verhält es sich mit den indirekten Investitionen, die bisher im Bericht nicht erfasst werden, wie etwa der hohe Anteil an Investitionen in den Bankensektor, der seinerseits in die fossile Branche investiert? Wie hoch sind dabei die Investitionen in klimaschädliche Aktivitäten?

5) Teilt die Regierung die Forderung der genannten Organisationen nach einer Umschichtung des Portfolios des FdC zugunsten erneuerbarer Energien, ebenso wie die Forderung, öf-

fentliche Gelder nachhaltig zu investieren, z. B. in den lokalen Ausbau der erneuerbaren Energien?

6) Wenn ja, wie und mit welcher Zielsetzung will die Regierung dabei vorgehen und wie sieht der Zeitplan dazu aus?

Réponse (06.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) und 2) Der Fonds de Compensation (FdC) publiziert auf seiner Internetseite www.fdc.lu die hauptsächlichen Orientierungen seiner Investitionspolitik sowie seine Optionen in puncto sozialverträgliche Anlagepolitik und die diesbezügliche Ausschlussliste. Zudem veröffentlicht die Internetseite aus Transparenzgründen die Jahresberichte, welche alle durch die SICAV-FIS zum 31. Dezember des Jahres getätigten Investitionen auflisten. So hat jeder Bürger die Möglichkeit, die vom FdC getätigten Investitionen abzurufen und auszuwerten.

Ad 3) Die derzeitige Investitionspolitik des FdC, welce von der Regierung gutgeheißen wird, hat eine Minimisierung des Risikos zum Ziel, welches durch eine maximale Diversifizierung der Investitionen erreicht werden soll. Diese Diversifizierung führt dazu, dass der FdC eine sehr große Anzahl an Beteiligungen besitzt, jedoch mit einem jeweils sehr niedrigen Anteil am Börsenkapital der betreffenden Unternehmen. Von daher haben die Investitionen des FdC keinen Einfluss auf die Zielsetzungen und Orientierungen der besagten Unternehmen. Der FdC investiert in keine Unternehmen, welche die von Luxemburg unterzeichneten internationalen Konventionen nicht respektiert, und dies insbesondere in den Bereichen Umwelt, soziale Verantwortung, Arbeitsrecht und Menschenrechte. Besagte Unternehmen, in welche nicht investiert werden kann, sind in jener Ausschlussliste eingetragen, welche auch auf der Internetseite veröffentlicht wird.

Ad 4) Bezüglich der indirekten Investitionen in Unternehmen aus dem Gebiet der fossilen Energiequellen, unter anderem durch den Bankensektor, muss man hervorstreichen, dass dieser, wie alle anderen Bereiche, in welche investiert wird, Teil der Referenzindizes ist, welche den einzelnen Abteilungen der SICAV-FIS des FdC zugeordnet sind. Da der Finanzsektor sehr oft der hervorragende Sektor innerhalb dieser Indizes ist und da die Referenzindizes den Bereich der zulässigen Investitionen bestimmen, ist offensichtlich, dass Investitionen einer bestimmten Höhe in diesem Bereich getätigt werden. Der FdC hat keine Informationen betreffend den Impakt dieser indirekten Investitionen.

Ad 5) und 6) Die Regierung befürwortet die aktuelle Politik des FdC, welche auf der Minimisierung des Investitionsrisikos durch eine Maximierung der Investitionsvielfalt basiert, sowie die sozial verträgliche Ausrichtung der Investitionen. Der FdC ist nicht befugt, andere parteiliche Investitionspraktiken zu verfolgen, für die er keinen offiziellen Auftrag hat. In Anlage befindet sich ein Brief des FdC vom 27. Mai 2011, in dem die Investitionspolitik des FdC bestimmt wurde.

Question 0911 (13.02.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **nouvelles règles et principes transcrits dans le Code antidopage luxembourgeois:**

Le Code mondial antidopage vise à harmoniser les politiques et réglementations antidopage des organisations sportives et des autorités publiques au niveau international. À ce jour, ce code a été accepté par plus de 660 signataires et notamment par la plupart des organisations nationales antidopage.

Le 1er janvier 2015, l'Agence mondiale antidopage (AMA) a publié son nouveau code, qui modifie celui de 2009. L'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) a par la suite transcrit les nouvelles règles et principes dans le code antidopage luxembourgeois.

Compte tenu du fait que le nouveau Code mondial impose désormais une localisation des sportifs 24 heures sur 24, la France se montre très réservée quant à la mise en œuvre de cette nouvelle disposition. Pour protéger la vie privée des sportifs, le Conseil d'État français a d'ailleurs exigé l'accord préalable de la personne visée pour que le contrôle puisse se faire pendant la nuit, ce qui pourrait limiter sa portée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la mesure d'instituer des contrôles au domicile des sportifs à toute heure du jour et de la nuit porte atteinte à la liberté des sportifs de circuler et de vivre librement?

2. Cette disposition n'est-elle pas disproportionnée à l'égard des résultats escomptés?

3. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la façon de mettre en œuvre la nouvelle disposition au Luxembourg afin de garantir aux sportifs le respect de leurs droits les plus fondamentaux?

Réponse (04.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Ad 1. et 2. L'article 5.2 du nouveau Code mondial dispose que «tout sportif peut être tenu de fournir un échantillon à tout moment et en tout lieu par une organisation antidopage ayant autorité pour le soumettre à des contrôles». Non seulement le Conseil d'État français, comme le dit l'honorable Députée, mais également le Sénat français, se sont montrés soucieux que la transcription de cette exigence dans le droit interne français soit respectueuse du principe de l'inviolabilité du domicile, du droit à la vie privée et garantisse une stricte proportionnalité entre les atteintes portées aux droits des sportifs et les enjeux de la lutte contre le dopage en termes de loyauté des compétitions sportives et de préservation de la santé publique.

Si le principe énoncé à l'article 5.1 du nouveau Code mondial ne figurait pas encore dans l'ancienne version du Code mondial, il reprend en fait une règle déjà contenue à l'article 11.1.4 de l'ancien «Standard international de contrôle» en vertu de laquelle un sportif doit être disponible pour un contrôle «à tout moment». À la lecture du début de l'article 5.2, on est tenté de croire que le sportif peut effectivement être soumis à un contrôle à son domicile non seulement à toute heure du jour, mais également de la nuit. Considérée isolément, la disposition est susceptible de porter atteinte à la «liberté des sportifs de vivre librement» et est «disproportionnée à l'égard des résultats escomptés».

Ad 3. Or, la disposition en début de l'article 5.2 du Code mondial est tempérée dans la suite par l'affirmation que chaque organisation antidopage sera compétente pour les contrôles en compétition et les contrôles hors compétition. Aussi, l'article 5.2 fait-il partie de ces articles du Code qui laissent aux signataires une certaine latitude quant à leur mise en œuvre.

Un sportif peut être contrôlé en compétition ou hors compétition. Dans le deuxième cas, il peut arriver que les contrôleurs se présentent à l'entraînement, l'autre cas de figure étant celui où un échantillon est prélevé au domicile du sportif. Qu'il s'agisse d'une compétition ou d'un entraînement, le contrôle peut être programmé à tout moment. Rien d'anormal que l'Agence luxembourgeoise antidopage ait repris à son compte la disposition qu'un sportif qui relève de sa compétence pour les contrôles doit fournir un échantillon à tout moment et en tout lieu pour couvrir ces hypothèses (article 5.2.2 du Code ALAD).

Les contrôles effectués à domicile par contre sont régis par des règles très strictes avec cette précision aussi que ne sont soumis à ces règles que les membres du groupe cible de l'ALAD, à savoir les membres des cadres sportifs du COSL et les membres de la section des sportifs d'élite de l'armée. Il y a lieu ici de se reporter à l'article 5.6.1 du Code ALAD suivant lequel «les sportifs, identifiés comme appartenant au groupe cible de l'ALAD sont tenus de fournir des renseignements précis et actualisés sur leur localisation, de préférence via le système ADAMS ou exceptionnellement par d'autres moyens de communication convenus avec l'ALAD. Les données de localisation sont transmises avant le premier jour de chaque trimestre. Le sportif doit indiquer pour chaque jour, de 06.00 h à 23.00 h une période de 60 minutes pendant laquelle il peut être joint en vue d'un contrôle». L'expérience montre que les sportifs indiquent presque toujours leur domicile comme lieu où ils se tiennent disponibles pour un contrôle et que la période se situe le plus souvent tôt le matin avant le départ du sportif à son travail ou à l'entraînement.

Question 0912 (13.02.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **reproches de discriminations dans l'octroi des bourses d'études par les autorités luxembourgeoises formulés par le GEIE (groupement européen d'intérêt économique):**

D'après un article paru sur le site Internet lequotidien.lu, les travailleurs frontaliers regroupés au sein du GEIE (groupement européen d'intérêt économique) «Frontaliers européens» déplorent encore des discriminations dans l'octroi des bourses d'études par les autorités luxembourgeoises.

Une des critiques formulées concerne les aides aux logement que l'État français accorde à ceux qui remplissent certaines conditions de revenus, qu'ils soient étudiants ou non. Il se trouverait que le CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur) déduirait ces aides du montant des bourses pour les enfants de non-résidents, alors que les enfants des résidents sont tout autant éligibles à ces aides appelées APL en France. D'après le GEIE, le formulaire pour les enfants de résidents ne les questionnerait même pas pour savoir s'ils bénéficient ou non d'une aide au logement dans le pays de leurs études.

De plus, le groupement pointe du doigt le traitement des enfants non biologiques, issus de familles recomposées. Ces enfants se seraient vu refuser l'aide financière, sous la loi de 2013 encore, au motif qu'ils ne seraient pas des enfants directs. Alors que les mêmes enfants seraient fiscalement à charge des deux parents et qu'avant la réforme des bourses d'études de 2010, ces mêmes enfants auraient eu droit aux allocations familiales, si le parent non biologique travaillait au Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des critiques formulées par le GEIE «Frontaliers européens»?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'exactitude de la critique qu'en matière d'aides aux logements françaises, étudiants résidents et non-résidents seraient traités de manière inégale? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de résoudre les problèmes soulevés? Si oui, par quels moyens et dans quel délai?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la déclaration qu'encore sous la loi de 2013, des enfants non biologiques se seraient vu refuser l'aide financière? Est-ce qu'il en est toujours de même sous la loi de 2014? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de résoudre les problèmes soulevés? Si oui, par quels moyens et dans quel délai?

Réponse (16.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0912 de Madame la Députée Taina Bofferding.

Je peux d'ores et déjà vous confirmer que j'ai pris connaissance des critiques formulées par l'association des travailleurs frontaliers.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que l'aide financière pour études supérieures accordée à l'étudiant résident ainsi qu'à l'étudiant non-résident est une aide de substitution telle que définie à l'article 8 de la loi du 24 juillet sur les aides financières.

L'application de l'article 8 précité entraîne que les aides au logement (APL) que l'État français accorde entre autres aux étudiants, tombent dans le champ des dispositions relatives à l'anticumul pour les résidents en France, mais pas pour les résidents d'autres États.

À partir de l'année académique 2014-2015, il est tenu compte du ménage dont l'étudiant non-résident fait partie pour définir certains aspects de l'éligibilité à une aide financière de l'État luxembourgeois. Il n'y est plus fait référence à la descendance biologique.

À la fin de l'année académique 2014-2015, une analyse détaillée des répercussions des différentes dispositions de la loi sur les aides financières sera réalisée.

Question 0913 (13.02.2015) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **début des travaux de gros œuvre concernant la construction du Lycée de Clervaux (LCL):**

Le Gouvernement avait annoncé que les travaux de gros œuvre concernant la construction du Lycée de Clervaux (LCL) débuteraient en 2015.

Voilà pourquoi nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Les Ministres peuvent-ils nous présenter les conclusions de la procédure de soumission publique?

2. À quelle date la pose de la première pierre pourra-t-elle avoir lieu?

3. Quelle sera la durée probable des travaux de construction dans leur ensemble?

Réponse commune (26.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Étant donné que la procédure relative à la soumission publique du 17 novembre 2014 des travaux de terrassement, d'assainissement et de gros œuvre est en cours de finalisation, des conclusions ne peuvent actuellement être communiquées. Suite à l'analyse des offres et aux demandes de renseignements supplémentaires, la passation de la commande est actuellement prévue pour avril 2015.

Ad 2. Par conséquent le début des travaux tout comme le premier coup de pelle auront lieu dans les deux mois qui suivent la date de la commande.

Ad 3. Le planning prévisionnel prévoit l'achèvement du lycée pour la rentrée scolaire 2018. De ce chef, le Lycée de Clervaux ouvrira ses portes en septembre 2018. Il est prévu que le lycée démarre avec les classes de la division inférieure de l'enseignement secondaire et du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique y compris le régime préparatoire visant à régionaliser l'offre scolaire.

Question 0914 (16.02.2015) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**augmentation du fonds dit «Reynders-Juncker»:**

Lors d'une réunion commune à Bruxelles le 5 février 2015, les Gouvernements luxembourgeois et belge ont conclu l'accord «Gäichel VIII» qui prévoit e. a. que le Luxembourg portera sa participation au fonds dit «Reynders-Juncker» de 18 à 30 millions d'euros par an, ce qui représente une hausse de près de 70%. Il s'agit de dotations que l'État fédéral belge redistribue aux communes de la région frontalière à titre de compensation financière en relation avec la présence de travailleurs frontaliers sur leur territoire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut donner des explications concernant l'augmentation des dotations aux communes limitrophes belges de 18 à 30 millions d'euros? Quelles sont les considérations économiques, financières et politiques à la base du calcul de ce montant?

- Ces dotations pourront-elles augmenter au-delà de 30 millions d'euros? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Monsieur le Premier Ministre a-t-il connaissance de revendications financières similaires des régions limitrophes allemandes ou françaises?

Réponse commune (17.03.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Alex Bodry sollicite un certain nombre de renseignements concernant l'accord dit «Gaïchel VIII», conclu par les Gouvernements luxembourgeois et belge lors d'une réunion commune en date du 5 février 2015 à Bruxelles.

Même si l'honorable Député s'enquiert surtout au sujet de l'augmentation de la compensation financière des communes limitrophes belges, il y a lieu de relever que cette disposition fait partie intégrante d'un ensemble plus large de mesures à connotation fiscale négociées dans l'intérêt mutuel tant du Luxembourg que de la Belgique.

Ainsi, le paquet renferme en outre un accord amiable et un avenant à la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique préventive de la double imposition et concernant le traitement fiscal des professions dépendantes instaurant un seuil de tolérance de 24 jours ouvrables concernant la présence physique en dehors de l'État d'activité habituel. Moyennant cette disposition, qui permet d'acquiescer à une revendication luxembourgeoise, l'exercice de l'activité en dehors de l'État d'activité habituel ne modifie plus, à compter du 1er janvier 2015, le pouvoir d'imposition si la durée des activités exercées en dehors de cet État est inférieure à 25 jours.

Par ailleurs, les autorités compétentes des deux États contractants ont convenu des modalités concernant les preuves de la présence physique sur le territoire d'un État. Le «Vademecum» amendé correspondant, qui sera publié avant avril en vue de garantir une sécurité juridique accrue à toutes les parties concernées, prévoit

en particulier une gradation en matière de preuves en fonction de l'activité exercée par le travailleur. Ainsi, pour les employés qui exercent une activité pour laquelle la présence sur le lieu de travail est indispensable, il suffit de présenter un contrat de travail dans lequel il est clairement mentionné quelles sont les fonctions exercées et l'endroit où elles sont exercées. En outre, il existera la possibilité, sous des conditions déterminées, d'invoquer les preuves réunies pour une année récente pour attester la présence au cours d'une année antérieure.

Pour ce qui est des questions soulevées par l'honorable Député, il y a lieu de préciser ce qui suit:

- Depuis 2002 et pour tenir compte dans le cadre particulier du régime des recettes communes de l'UEBL, des effets induits par le travail frontalier, et afin de permettre à l'État fédéral belge d'assurer le financement des communes belges dont un nombre significatif de résidents exercent une activité professionnelle au Luxembourg, un montant forfaitaire a été défalqué de la part des recettes communes revenant au Grand-Duché de Luxembourg pour être ajouté à la part revenant à la Belgique. Ladite compensation a évolué comme suit:

• année 2002: 24.000.000 euros;

• année 2003: 20.000.000 euros;

• année 2004: 15.000.000 euros;

• année 2005: 15.000.000 euros.

Ce montant de 15.000.000 euros a été indexé annuellement au taux de 2% pour la première fois en 2005.

- Sur la base de l'article 3 §2 de la Décision du Comité de Ministres UEBL, les autorités belges ont revendiqué une adaptation du montant forfaitaire en raison de l'évolution du flux frontalier belgo-luxembourgeois. En effet, le nombre de travailleurs frontaliers belges, qui est entretemps passé à quelque 40.000, et le montant correspondant des revenus professionnels d'origine luxembourgeoise justifient la majoration du montant actuel de 18,3 millions d'euros à 30 millions pour l'année 2015.

- Le projet de Décision du Comité des Ministres de l'Union économique belgo-luxembourgeoise modifiant la décision du 24 octobre 1975 concernant l'application de l'article 8 de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise prévoit que la compensation financière au profit des communes belges sera adaptée, à la hausse ou à la baisse, à un rythme trisannuel sur la base des revenus professionnels d'origine luxembourgeoise. Une première révision peut avoir lieu au plus tôt en 2018. Les communes belges prises en considération sont celles pour lesquelles les taxes additionnelles fictives à l'impôt des personnes physiques représentent plus de 5% de l'ensemble des taxes additionnelles fictives et réelles à l'impôt des personnes physiques de ces communes.

- Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas connaissance de revendications financières similaires des régions limitrophes allemandes ou françaises. Étant donné que la compensation est à situer dans le cadre particulier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise toute doléance comparable manquerait de cadre légal.

Question 0915 (19.02.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **tests salivaires utiles afin de détecter la somnolence des conducteurs routiers:**

En France, des chercheurs sont en train de mettre en place un dispositif qui devrait permettre de mesurer le degré de privation de sommeil des personnes à partir de l'analyse d'un échantillon de salive. Considérant qu'un certain nombre des accidents de la route sont causés par un manque de sommeil, les experts suggèrent que de tels tests salivaires pourraient être utiles afin de détecter la somnolence des conducteurs routiers.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de recherches dans le domaine de tests salivaires pouvant indiquer l'état de vigilance des personnes?

- Est-il d'avis que de tels tests pourraient être utilisés au Grand-Duché de Luxembourg comme moyen de prévention d'accidents de la route?

Q134

Réponse (10.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la détection de la somnolence des conducteurs de la route au moyen de tests salivaires.

Étant donné que les recherches en la matière n'ont pas encore abouti et que pour l'instant l'équipe de chercheurs français et américains, qui travaillent sur le projet évoqué par l'honorable Député, n'ont pas encore réussi à isoler le marqueur salivaire en question, il s'avère prématuré de se prononcer au sujet de l'opportunité d'introduire, comme moyen de prévention d'accidents de la route, des tests salivaires permettant de mesurer le degré de privation de sommeil.

D'une manière générale, il y a lieu de poser la question quant à la proportionnalité d'un tel moyen.

Question 0916 (19.02.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux de rénovation de la Maison de Stolzembourg du Château féodal de Bourscheid:**

Il y a des années il avait été décidé de rénover la Maison de Stolzembourg du Château féodal de Bourscheid, l'immeuble réservé à l'accueil des visiteurs et la maison du concierge (l'ancienne porte fortifiée). Jadis il avait été annoncé que les travaux pourraient commencer en 2011 et que les coûts estimatifs se chiffraient à 1,7 millions d'euros.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils en mesure de fournir une chronologie succincte des travaux réalisés jusqu'à présent?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils décrire brièvement les chantiers entamés ou projetés dans ce contexte?

- Quand les travaux en question peuvent-ils être clôturés au plus tôt?

- Est-il possible de respecter les budgets prévus initialement par les ministères compétents?

- Est-il prévu de développer de nouveaux concepts autour de ce site médiéval afin de le promouvoir davantage sur les plans touristique, culturel et pédagogique?

Réponse (26.03.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

En 2012 et 2013, le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a mis en place un nouvel accueil pour les visiteurs du château de Bourscheid. Cet espace sert encore de shop et de buvette. Une terrasse panoramique a été installée sur le toit de cet édifice et qui sera accessible dès que les autres travaux d'infrastructure seront achevés sur le site.

Quant à l'annexe à construire près de la Maison de Stolzembourg, ainsi que le réaménagement de cette dernière, les travaux de planification sont achevés depuis un certain temps. Au vu de mon analyse de tous les travaux projetés par le SSMN sur les sites médiévaux, j'avais pris la décision, en avril 2014, de faire réaliser d'ici juin 2015 ces travaux dans le respect des budgets initialement prévus.

Dans la Maison de Stolzembourg, une brasserie sera aménagée et qui pourrait fonctionner tous les jours. L'annexe hébergera des espaces pour le vestiaire et le stockage. Une cuisine et des sanitaires y seront installés, de même qu'un ascenseur qui amènera le public au 1er étage de la Maison de Stolzembourg.

Une fois achevées, ces infrastructures serviront à promouvoir davantage le site. À cette fin, j'ai demandé à l'association en charge du site de me soumettre un plan de gestion.

Question 0917 (19.02.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**élimination des déchets chimiques et biologiques dans les établissements scolaires:**

Durant des cours de biologie et de chimie dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, les élèves utilisent des produits chimiques et biologiques pour des expériences.

Ainsi il incombe aux écoles de veiller à ce que ces produits utilisés soient éliminés conformément aux normes environnementales. Or, selon mes informations, dans plusieurs établissements scolaires, les déchets chimiques et biologiques sont éliminés dans les lavabos et s'écoulent ainsi dans les canalisations d'eaux usées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres, pourraient-ils me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, comment les Ministres envisagent-ils remédier à ce problème?

- Existe-t-il une circulaire pour les établissements scolaires afin d'assurer une élimination correcte des déchets chimiques et biologiques?

Réponse commune (27.03.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Selon les dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, il incombe à tout producteur de déchets initial ou à tout autre détenteur d'assurer que ses déchets soient évacués en conformité avec les dispositions de la loi.

L'article 42 de cette loi interdit l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets. Le déversement de déchets dans la canalisation constitue une telle activité interdite.

Ces dispositions légales sont censées être connues et appliquées par toutes les personnes, y inclus les responsables des lycées.

En ce qui concerne la problématique soulevée, ni le Département de l'Environnement, ni l'Administration de l'Environnement n'ont des connaissances concrètes quant à des pratiques de déversements dans les lycées de déchets chimiques et biologiques dans les lavabos.

Sur l'ensemble des lycées du Luxembourg, 43 lycées se sont raccordés à la «SuperDrecksKëscht fir Betriber», dont la mission consiste notamment dans le conseil des établissements en matière de gestion de déchets. Seulement trois lycées ne se sont pas encore raccordés à cette action.

Sur les 43 lycées rattachés à la «SuperDrecksKëscht fir Betriber», 27 se sont vus attribuer le label de qualité de la «SuperDrecksKëscht». Les critères à respecter pour l'attribution du label de qualité concernent:

- la motivation du personnel;

- la mise en œuvre de mesures de prévention;

- des stations de collecte bien visibles et accessibles;

- l'entreposage sûr et conforme des déchets;

- la collecte séparée des différents types de déchets;

- la valorisation et l'élimination transparentes et à un niveau de qualité élevé des déchets;

- une gestion respectueuse de l'environnement.

Sont pris en considération pour l'attribution du label l'ensemble les déchets résultant de l'ensemble de l'établissement et non seulement les déchets de produits chimiques.

Dans le cadre du raccordement d'un lycée à la «SuperDrecksKëscht», un inventaire détaillé des substances chimiques utilisées dans l'établissement concerné est établi en coopération avec un expert en produits chimiques de la «SuperDrecksKëscht». Cet inventaire comporte également des instructions concernant la collecte, l'emballage et l'étiquetage conformes des déchets résultant de l'utilisation de ces produits.

Selon les informations dont dispose l'Administration de l'Environnement, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a adressé au cours de l'année 2008 deux circulaires aux lycées et lycées techniques les invitant entre autres à établir un inventaire des substances chimiques utilisées, à éliminer les substances dangereuses qui ne sont pas indispensables, à assurer une information et une formation appropriées des enseignants et des personnes responsables des laboratoires et des salles spéciales.

Dans la mesure où il subsiste des indices selon lesquels des produits chimiques et biologiques sont encore déversés dans la canalisation, j'ai convenu avec Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse qu'il adresse une circulaire commune aux lycées et lycées techniques les invitant à respecter scrupuleusement les dispositions légales en matière de gestion des déchets et instruire ceux qui ne disposent pas encore du label de qualité de la «SuperDrecksKëscht», de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'acquérir dans les plus brefs délais ce label.

Question 0918 (19.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pratique de motocross:**

On a récemment pu lire dans la presse que l'autorisation du Ministère de l'Environnement pour l'exploitation du circuit de motocross de Bockholtz-Goesdorf serait venue à expiration et que seules quelques courses pourraient se tenir à l'avenir sur le site.

Alors qu'il s'agissait de la dernière piste au Luxembourg ouverte à la pratique du motocross, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Comment le Gouvernement entend-il à l'avenir soutenir la pratique du motocross?

- Est-ce que le Gouvernement est en train de chercher un site alternatif au circuit de Bockholtz-Goesdorf pour notamment permettre les entraînements de motocross?

- Dans l'affirmative, quels sont ces sites?

- Dans la négative, quel appui le Gouvernement réservera-t-il à l'avenir aux motocyclistes concernés?

Réponse (06.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Les propos publiés dans la presse auxquels il est fait référence dans la présente question parlementaire et d'après lesquels l'exploitation du circuit de motocross de Bockholtz-Goesdorf serait venue à expiration sont erronés en ce que ladite autorisation a été transférée du club de Motocross au département ministériel des Sports, aujourd'hui Ministère des Sports, en date du 6 mai 2013.

Le problème de la piste réside dans le fait qu'elle se situe dans une zone verte, ce qui comporte certaines contraintes. Tant que le terrain sur lequel se situe la piste de motocross ne se trouve pas dans le plan d'aménagement général de la commune, toute modification pouvant garantir et améliorer la sécurité sur la piste, aussi menue soit-elle, n'est pas possible. La commune ne s'oppose pas à la pratique de motocross, mais souhaite que toutes les mesures de sécurité soient respectées. Pour l'heure, la commune n'a pas déposé la demande d'intégration du terrain en question dans son PAG. Des solutions sont sondées au sein du Gouvernement afin de trouver une approche plus souple pouvant satisfaire toutes les parties impliquées, dans le respect des lois et règlements existants.

Étant donné que la pratique du motocross n'est pas interdite sur le site de Bockholtz, la recherche d'un site alternatif devient sans objet. Transférer toute activité sportive sur un autre site, tant que les adaptations légales et réglementaires n'ont pas abouti ne semble pas opportun. Les courses de motocross restent possibles et font l'objet d'autorisations séparées auprès du Ministère de l'Environnement. Jusqu'à présent, aucune course n'a été interdite.

Question 0919 (19.02.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **demande de prolongation des programmes de sauvetage de la Grèce:**

Plusieurs médias ont annoncé que les autorités grecques auraient officiellement demandé la prolongation des programmes d'aides financières en faveur de leur pays. Il apparaît toutefois que le ministre des Finances allemand aurait déjà fait savoir que la lettre ne contenait aucune proposition de résolution des problèmes auxquels la Grèce fait face. Il s'agirait en réalité d'une demande visant à obtenir un prolongement du financement sans contrepartie.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement à l'égard de la demande des autorités grecques?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis des autorités allemandes?

Réponse (20.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le 18 février 2015, les autorités grecques demandaient une extension de l'accord-cadre d'assistance financière («Master Financial Assistance Facility Agreement» ou MFAFA). Pour la Commission, le MFAFA est le «terme juridique pour décrire en détail le programme actuel». Ce texte, signé en 2012, prévoit que la disponibilité de l'assistance du Fonds européen de stabilité financière (FESF) est conditionnée «au respect par l'État bénéficiaire des mesures inscrites dans le protocole d'accord (le MoU)» et à la décision favorable pour un versement des États garants du FESF, sur base des conclusions des missions régulières. Des aménagements à l'accord-cadre sont possibles, mais ne doivent pas changer substantiellement le programme.

Au cours de la réunion de l'Eurogroup du 20 février 2015, une déclaration commune de tous les États de la zone euro a été agréée.

Elle contient des garanties et assurances données par le nouveau Gouvernement grec (notamment quant à l'engagement de rembourser les créanciers et à éviter des mesures unilatérales mettant en danger les équilibres financiers agréés dans le MoU) et prévoit de la flexibilité pour le Gouvernement grec dans la mise en œuvre du MoU qui reste le cadre de référence.

Dans ce contexte, l'Eurogroup a validé une extension de quatre mois de l'accord-cadre aux fins de travailler à une conclusion positive de la dernière mission de suivi des institutions (Commission, BCE, FMI) et de se donner le temps de discuter d'un possible arrangement de suivi.

Question 0920 (19.02.2015) de **MM. Lex Delles** et **Guy Arendt** *(DP)* concernant le **règlement grand-ducal du 15 juin 1979 modifiant le règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location:**

Afin de garantir un niveau de confort adéquat aux locataires, un certain nombre de dispositions, dont notamment en matière d'infrastructures, ont été fixées par le règlement grand-ducal du 15 juin 1979 modifiant le règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location.

Au vu des évolutions techniques dans le domaine du logement depuis ces jours-là, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Comme certaines des dispositions inscrites au règlement grand-ducal mentionné font référence à une terminologie relative, comme par exemple la notion d'«habitabilité normale», Madame et Monsieur les Ministres jugent-ils que ces termes sont actuellement d'une nature suffisamment précise afin d'assurer une certaine qualité des logements mis en location?

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que les dispositions de ce règlement reflètent encore de manière appropriée les réalités de nos jours?

- Dans la négative, quelles sont les modifications proposées au règlement grand-ducal en question?

Réponse commune (23.3.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location fait actuellement l'objet d'une refonte complète. Il s'est en effet avéré que les textes ne répondent plus aux exigences de nos jours, une partie de la terminologie n'étant d'ailleurs plus en concordance avec d'autres textes applicables en la matière (p. ex. législation sur l'aménagement communal, règlement sur les bâtisses).

Aussi les dispositions sur les critères de location, de salubrité et d'hygiène datant de 1979 seront actualisées dans les meilleurs délais dans le cadre de la réforme de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Un groupe de travail a été mis en place au sein du Ministère du Logement pour élaborer un nouveau texte en la matière. Participent à ce groupe de travail des représentants du Ministère du Logement, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Famille et des représentants du secteur communal, à savoir de la Ville de Luxembourg et de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Un avant-projet de règlement grand-ducal est en train d'être élaboré par ledit groupe de travail. Parmi les modifications proposées, figurent une révision complète des définitions, des exigences de santé et de sécurité et des équipements élémentaires dont devront disposer les logements locatifs y visés ainsi que la radiation des dispositions inappropriées du texte actuel. Au vu de l'étendue de la réforme projetée, le texte de la loi de base devra être adapté en même temps que le règlement d'exécution.

Question 0921 (19.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **législation sur les droits et obligations du patient et son exécution:**

La loi du 24 juillet 2014 a eu l'ambition de renforcer les droits des patients. Alors que cette loi fut publiée au Mémorial A du 31 juillet 2014, beaucoup attendent avec impatience l'adoption du règlement grand-ducal prévu à l'article 15 de cette loi afin d'obtenir des précisions e. a. sur le contenu minimal du dossier patient à tenir par les différentes catégories de professionnels de santé.

Alors qu'il existe une urgence certaine en la matière j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que le droit à un dossier patient soigneusement tenu à jour soit primordial pour garantir des soins de santé de qualité?

- Quelles sont dès lors les raisons à la base du retard pris par la ministre dans l'exécution de la disposition législative susmentionnée?

Réponse (25.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient dispose en son article 15 (1) que «le patient a droit, de la part du prestataire de soins de santé, à un dossier patient soigneusement tenu à jour. Le dossier patient retrace, de façon chronologique et fidèle, l'état de santé du patient et son évolution au cours de la prise en charge. Il renseigne toute information pertinente pour la sécurité et l'évolution de l'état de santé du patient».

Je rejoins l'honorable Député, en ce qu'il souligne à juste titre que le droit à un dossier soigneusement tenu à jour constitue une avancée de la nouvelle loi et un droit primordial du patient.

Le prédit article 15 (1) de la loi du 24 juillet 2014 habilite le pouvoir réglementaire de déterminer le contenu minimal du dossier patient tenu par les différentes catégories de professionnels de santé, ainsi que de fixer le format, les codifications, les standards et les normes à utiliser aux fins d'assurer l'interopérabilité des dossiers, de faciliter la tenue de bases de données communes standardisées, de tableaux de bord, et de permettre à l'aide de techniques d'anonymisation la conservation et l'extraction de données relatives au fonctionnement, à la performance et à la gestion du système de santé ainsi qu'à des fins statistiques, de recherche et d'amélioration continue.

Mes services viennent d'élaborer un avant-projet de règlement grand-ducal visant à préciser les dispositions générales de la loi relatives au dossier individuel du patient à tenir en milieu hospitalier. Cet avant-projet se propose, d'une part, d'en fixer la structuration, le contenu minimum, le format des pièces qu'il contient et, d'autre part, de définir les modalités nationales de codification des données administratives, des diagnostics et des prestations médicales. L'avant-projet sera soumis à la consultation du secteur avant l'été.

Le développement d'une réglementation cohérente encadrant le contenu minimal et la structuration du dossier patient tenu par les professionnels de santé actifs en dehors du secteur hospitalier constitue en même temps un chantier d'avenir important, notamment afin de soutenir la construction d'un système national d'information en santé performant, en veillant à l'impératif d'une interopérabilité fonctionnelle des systèmes d'information hospitaliers et extrahospitaliers.

La réglementation sera ainsi complétée dans les années à venir au-delà des efforts entrepris actuellement. Une priorisation de la réglementation du dossier individuel du patient hospitalier s'est cependant imposée, étant donné le rôle important du secteur hospitalier dans notre système de santé et l'urgence de disposer d'informations structurées dans ce secteur aux fins de planification sanitaire.

En attendant ces précisions et efforts d'harmonisation, les différents prestataires de soins de santé restent néanmoins tenus de réaliser la mise à jour du dossier patient conformément à la loi. Sur base des caractéristiques propres à leur activité, il leur appartient ainsi de déterminer eux-mêmes le contenu et la structure du dossier patient. Ce faisant, ils sont tenus d'appliquer les exigences générales de la loi, conformément auxquelles le dossier patient doit retracer, de façon chronologique et fidèle, l'état de santé du patient et son évolution au cours de la prise en charge, ainsi que toute information pertinente pour la sécurité du patient et l'évolution de l'état de santé de ce dernier.

Question 0922 (20.02.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**espionnage de la société néerlandaise Gemalto par les services de renseignement américain et britannique:**

Plusieurs médias en ligne rapportent que la société Gemalto a fait l'objet d'activités d'espionnage par les services de renseignement américain et britannique. Ces derniers auraient réussi à décrypter des codes de cartes SIM commercialisées par ladite société. Il existe dès lors un risque que des données personnelles relatives aux utilisateurs de ces cartes SIM soient tombées entre les mains de ces services de renseignement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que des cartes SIM de clients luxembourgeois, voire leurs données personnelles aient été dérobées, voire que leurs communications mobiles aient été interceptées dans le cadre de ces opérations de renseignement?

- Alors que la société LuxTrust utilise le matériel de Gemalto, telles des «smartcards» pour l'e-banking, les Ministres peuvent-ils exclure que des données sensibles détenues par les banques luxembourgeoises aient pu être soustraites? Quid des opérateurs de téléphonie mobile implantés au Luxembourg?

- Les Ministres peuvent-ils exclure que les administrations publiques aient fait l'objet de telles activités d'espionnage?

Question 0924 (23.02.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **vol probable de plusieurs millions de clés d'encryptage de cartes SIM de la société Gemalto par le service secret anglais GCHQ et le NSA américain:**

En 2013, 2014 et 2015, les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden ont contribué à faire connaître au grand public l'ampleur des renseignements collectés par les services secrets américain et britannique. Elles ont notamment mis en lumière les programmes PRISM et XKeyscore de collecte des informations en ligne, le programme GENIE d'espionnage d'équipements informatiques à l'étranger, l'espionnage de câbles sous-marins de télécommunications intercontinentales et d'institutions internationales comme le Conseil européen à Bruxelles ou le siège des Nations Unies, ainsi que de nombreuses pratiques en cours au sein de l'agence pour parvenir à ses fins. Hier le site «The Intercept» révéla que l'analyse continuée des documents de Snowden a permis de dévoiler une des intrusions les plus importantes de l'histoire de la communication moderne. Ainsi, «en 2010 et 2011, une unité spéciale formée d'opérateurs du service secret anglais GCHQ et de la NSA américaine aurait piraté des clés d'encryptage inscrites dans des cartes SIM par Gemalto et possiblement d'autres fabricants. (…) il s'agirait d'une tentative pour atteindre le plus grand nombre de téléphones portables possible dans le but de surveiller les communications mobiles sans l'accord des opérateurs et des usagers». (Information publiée par gemalto.com le 20.02.2015). Rien que pendant trois mois en 2010 les services secrets américain et britannique se seraient emparés de plusieurs millions de clés d'encryptage, permettant de suivre toute communication sur les appareils où ces cartes SIM ont été installées.

Gemalto, société de droit néerlandais, est le leader mondial des cartes SIM qu'elle fournit à 450 opérateurs dans 85 pays. Selon «Le Monde» de ce jour, «cette société de sécurité informatique conçoit et commercialise également des puces sécurisées pour cartes bancaires, pour les cartes d'identité et permis de conduire de plusieurs pays, dont l'Afrique du Sud et les Pays-Bas, ou encore les passeports biométriques de la Belgique». Tout ceci concerne directement le Grand-Duché de Luxembourg, aussi bien en ce qui concerne les appareils téléphoniques que les cartes bancaires et autres moyens de communication et d'identification. En plus, LuxTrust SA, dont l'État luxembourgeois est actionnaire et associé, est en charge de la sécurité de la signature électronique mise en place au Luxembourg. Pour gérer et débloquer un code PIN, LuxTrust SA recommande aux utilisateurs d'installer sur leur PC le logiciel Middleware de Gemalto.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias et de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer dans quels appareils de communication, cartes bancaires, «smartcards», «signing stick», «token», cartes d'identité, passeports, permis de conduire, certificats SSL ou autres produits de communication ou d'identification sont installés des cartes SIM fournies par Gemalto?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que les cartes SIM d'autres fabricants sont concernées par le vol de clés d'encryptage de la part des services secrets américain et britannique?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le vol des clés d'encryptage permet aux services secrets concernés d'intercepter les communications, même encryptées, venant ou à destination des appareils concernés?

4. Les clés d'encryptage permettent-elles d'avoir accès aux données personnelles des appareils, certificats SSL et pièces d'identification concernées, les communications via signature électronique ou encore les données détenues par les banques et accessibles via e-banking?

5. Dans quelle mesure les logiciels fournis par Gemalto, tel le logiciel Middleware proposé par LuxTrust SA pour gérer et débloquer un code PIN, permettent de suivre des communications ou d'accéder à des données personnelles ou confidentielles?

6. Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que les services ayant opéré le vol incriminé aient eu accès aux données stockées par les opérateurs de services de communication dans le cadre de la rétention de données («Datenvorratsspeicherung»)?

7. Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que le Service de Renseignement de l'État Luxembourgeois (SREL) ait été impliqué dans les opérations de vols de clés d'encryptage?

8. Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que le SREL reçoive ou utilise des informations provenant de l'utilisation des clés d'encryptage volées par les services américain et britannique?

9. Le Gouvernement demande-t-il au parquet d'enquêter dans cette affaire qui concerne presque tous les citoyens demeurant ou travaillant au Luxembourg, de même que beaucoup d'entreprises et d'administrations publiques y installées?

10. Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger les citoyens, entreprises et administrations par rapport à de telles pratiques inadmissibles?

Réponse commune (19.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les questions posées par Messieurs les Députés prennent comme point de départ les informations qui ont été publiées dans la presse au sujet d'un éventuel accès non autorisé, voire d'un éventuel piratage de clés d'encryptage émises par la société Gemalto dans le cadre de la commercialisation des cartes SIM fabriquées par elle, actes qui auraient été commis par les services secrets américain et britannique.

La société Gemalto, une société de droit néerlandais établie aux Pays Bas, a - dans un communiqué publié peu après la divulgation de ces allégations dans la presse relatives à des agissements qui remontent aux années 2010 et 2011 - présenté sa version des faits et a confirmé qu'une enquête interne était en cours.

Pour ce qui est des questions à caractère plus général de Messieurs les Députés concernant notamment l'utilisation des produits fournis par la société Gemalto, la question de savoir si d'autres fabricants pourraient avoir été visés par des attaques du genre de celles relatées dans la presse ou encore concernant l'impact précis d'un accès non autorisé aux clés d'encryptage, une réponse fondée et détaillée nécessiterait que l'État luxembourgeois ait accès de son côté à des informations techniques et commerciales qui sont la propriété d'entreprises privées. Tel ne peut évidemment être le cas.

En ce qui concerne maintenant les autres questions posées par Messieurs les Députés et qui ont trait à des aspects du problème qui relèvent directement ou indirectement du champ d'intervention de l'État, les réponses sont les suivantes:

D'après les informations dont dispose le Gouvernement, les fournisseurs de services et de réseaux de communication électroniques qui opèrent au Luxembourg ne sont pas clients de la société Gemalto. Il s'ensuit notamment que le Gouvernement qui fait appel aux services d'un des fournisseurs de services de communication électroniques établis au Luxembourg pour ses communications mobiles n'a pas été exposé aux agissements allégués.

Par ailleurs, et d'après les informations fournies par la société LuxTrust, le prétendu vol de clés d'encryptage ne concerne pas non plus le type de carte utilisé par elle, y compris lorsque ces

cartes sont utilisées pour effectuer des opérations e-banking, mais des cartes SIM. En ce qui concerne les cartes LuxTrust, les clés utilisées pour effectuer une signature électronique sont créées à l'intérieur de la puce de la carte. Cette puce est construite de façon à ce que ces clés ne puissent pas la quitter.

Le logiciel Middleware Gemalto, qui sert d'interface de communication entre la carte à puce et un ordinateur, n'est pas concerné par l'attaque dont question dans la presse.

Les clés relatives aux certificats SSL de LuxTrust sont gérées par l'utilisateur qui est responsable lui-même de la sécurisation de celles-ci et qui, à son choix, peut les stocker sur des supports software encryptés ou dans des systèmes hardware spécialisés.

Le Service de Renseignement de l'État (SRE) n'est pas impliqué dans les agissements relatés par la presse et attribués aux services secrets américain et britannique. La collecte d'informations du SRE est strictement réglementée par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et se fait dans le respect des dispositions prévues par le cadre légal luxembourgeois.

Les services de renseignement occidentaux échangent régulièrement des informations entre eux. Cet échange est d'ailleurs primordial dans des domaines comme la lutte contre le terrorisme. Une des règles cardinales régissant cet échange est la protection de la source impliquant que ces échanges d'informations ne sont pas assortis d'indications détaillées sur la provenance exacte de ces informations. Cette mesure de précaution est prise notamment en vue de protéger des sources humaines ou des méthodes spécifiques de renseignement. Dans le cadre de la coopération internationale, le SRE part du principe que les informations qu'il reçoit de la part de services partenaires d'autres pays ont été collectées dans le respect du cadre légal national respectif régissant les activités de ces services partenaires.

Le Ministère de la Justice a par ailleurs transmis les questions parlementaires n^{os}0922 et 0924 au parquet en application de l'article 23 (2) du Code d'instruction criminelle.

La sécurité des réseaux et systèmes d'information est une des priorités de l'action du Gouvernement. Une mise à jour de la stratégie cybersécurité est en cours et aura entre autres pour objet de renforcer nos dispositifs dans le domaine de la prévention et de la gestion des attaques et menaces qui auraient pour cible les infrastructures de communication, notamment par la mise en place d'une Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), en charge de la protection des réseaux classifiés et non classifiés de l'État et des infrastructures critiques.

En 2014, la ratification de la convention de Budapest sur la cybercriminalité a par ailleurs permis de compléter l'éventail des infractions en la matière de sorte que les actes du type de ceux dont la société Gemalto aurait été victime pourront faire l'objet de poursuites au Luxembourg.

Enfin, il échet de mentionner la législation en matière de protection des données qui érige en infractions pénales certaines atteintes aux données à caractère personnel.

Question 0923 (20.02.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **fuite de capitaux de la Grèce vers le Luxembourg:**

Selon des informations de presse, la Grèce est à nouveau victime de fuites de capitaux. Comme dans le passé le Luxembourg a souvent été un des pays destinataires de telles fuites, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1. si lui-même, le Ministère des Finances ou bien la CSSF ont connaissance de telles fuites de capitaux vers le Grand-Duché du Luxembourg;

2. si ces mêmes instances ont connaissance de fuites de capitaux à partir de la Grèce.

3. Quels sont les moyens du Luxembourg pour s'enquérir de telles fuites?

4. Quels sont les moyens du Luxembourg pour s'opposer à de telles fuites?

5. De quels moyens le Gouvernement grec dispose-t-il pour s'enquérir de telles fuites vers le Luxembourg et de quels moyens ce dernier dispose-t-il pour les empêcher?

Réponse (23.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Ni le Ministère des Finances ni la CSSF ne font la collecte de données concernant les mouvements de capitaux en Europe et ne sont dès lors pas les mieux placés pour apprécier s'il y a d'éventuelles fuites de capitaux à partir de la Grèce vers le Luxembourg. Des informations agrégées sur les flux de capitaux transfrontaliers, tout particulièrement en ce qui concerne les investissements directs étrangers, peuvent être trouvées sur le site d'organisations internationales telles que Eurostat.

Dans le cadre d'enquêtes pénales ou de lutte contre le blanchiment de capitaux ou de lutte contre le financement du terrorisme, les autorités compétentes grecques ou luxembourgeoises peuvent demander aux professionnels du secteur financier des informations sur des transferts de fonds de la Grèce vers le Luxembourg, dans les limites et suivant les modalités prévues dans le droit national et le droit de l'Union.

Sous réserve des cas de telles enquêtes concrètes, le droit luxembourgeois ne permet pas de s'opposer en général à des transferts de fonds en provenance de la Grèce.

Au niveau du droit européen, la libre circulation des capitaux constitue l'une des quatre libertés fondamentales établies par le TFUE. Aux termes de son article 63, «toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites». Pour autant, l'article 65 permet aux États membres, en l'occurrence à la Grèce, «de prendre toutes les mesures indispensables pour faire échec aux infractions à leurs lois et règlements, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique».

Question 0925 (23.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **secteur touristique:**

Lors de la présentation du bilan touristique 2014 du 17 février 2015, Madame la Secrétaire d'État à l'Économie a avancé les chiffres du secteur touristique récoltés par l'Office National du Tourisme. Dans ce contexte, la Secrétaire d'État a également mentionné la possibilité d'une aide financière de l'État aux organisateurs privés et publics de congrès, conférences, colloques ou de manifestations d'une certaine envergure au Grand-Duché sous réserve de certaines conditions.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Combien de congrès, conférences, colloques ou autres manifestations similaires en collaboration avec le Gouvernement et profitant d'une aide financière ont eu lieu depuis ces 18 derniers mois?

2. Dans le cadre du «nation branding», combien d'initiatives ont été prises par le secteur du tourisme?

3. En vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, quels moyens sont mis à disposition de l'État respectivement du Ministère compétent pour le secteur touristique?

4. Le Gouvernement envisage-t-il de promouvoir le secteur du tourisme à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise? Dans l'affirmative, comment et avec quels moyens? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (24.03.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Au cours des 18 derniers mois, trois congrès ont bénéficié du soutien financier du Gouvernement. Le montant total des subsides versés s'élève à 90.000 € pour les trois congrès.

Le 17 février 2015 les nouvelles conditions relatives au soutien de l'organisation de congrès ont été présentées. Depuis lors, dix demandes d'aide y relatives ont été introduites auprès du Ministère de l'Économie, dont cinq ont été avisées favorablement, deux ont dû être refusées, et trois sont encore en cours d'instruction.

Ad 2. L'élaboration d'une image de marque forte et cohérente du Luxembourg («nation branding») implique toute une série d'acteurs. Les représentants du secteur y participent activement avec tout leur savoir-faire et toute leur expérience. Une fois que le processus aura abouti à la définition de l'image de marque, les éléments la composant seront naturellement intégrés dans la communication et la promotion touristique du Grand-Duché. D'ici là, les efforts pour promouvoir le Luxembourg en tant que destination touristique auprès des publics cibles se poursuivent, notamment par le biais de l'Office National du Tourisme, responsable de la promotion touristique du pays.

Un sondage réalisé en août 2014 auprès des touristes en vacances au Luxembourg a révélé que 95% des visiteurs ont une appréciation positive voire très positive de leur séjour au Luxembourg. La moitié (51%) changent d'avis sur l'image qu'ils se faisaient du Luxembourg et repartent avec une meilleure image du pays que lors de leur arrivée. 88% sont prêts à recommander le Luxembourg en tant que destination de voyage à leurs amis et famille.

Ad 3. Le Ministère de l'Économie ne dispose pas de moyens supplémentaires destinés spécifiquement au secteur touristique pendant les six mois de la Présidence. Une enveloppe extraordinaire de 50.000 € lui a été accordée en vue de l'organisation du Forum européen du tourisme. C'est un évènement annuel organisé conjointement par la Présidence du Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne et qui aura lieu au Luxembourg les 17 et 18 septembre 2015.

Ad 4. Pendant les six mois de Présidence un nombre important de personnes se déplacera au Luxembourg pour de très nombreuses réunions, ce qui aura certainement un effet positif direct sur le secteur touristique, ne serait-ce qu'en termes de nuitées dans l'hôtellerie.

Dans le cadre des nombreuses manifestations de la Présidence assorties d'un programme de loisir, les atouts touristiques du Luxembourg seront évidemment mis en valeur afin d'éveiller parmi nos hôtes, en déplacement professionnel, également la curiosité de revenir à des fins privées pour découvrir les nombreuses facettes de notre pays voire de recommander une visite au Luxembourg à leurs connaissances.

Des informations pratiques concernant l'offre touristique et culturelle très diversifiée au Luxembourg sera mise à disposition des délégués dans leur hôtel.

Afin de répondre à l'intérêt accru des médias étrangers pendant la période de notre Présidence, le Service information et presse du Gouvernement, ensemble avec l'Office National du Tourisme, leur proposera des informations complémentaires intéressantes et des images attractives du Luxembourg pour accompagner leurs articles et reportages liés à la Présidence du Conseil de l'Union européenne. De plus, il est prévu d'installer un stand de promotion touristique dans la salle de presse du Centre de Conférence.

Question 0926 (23.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **crise ukrainienne:**

Les nouvelles violences qui se sont déroulées dans l'est de l'Ukraine avec notamment la prise de la ville stratégique de Debaltseve par les séparatistes, les combats actuels entre les forces ukrainiennes et les rebelles prorusses près de Marioupol, autre ville stratégique dans le sud de l'Ukraine et l'attentat lors de la marche patriotique à Kharkiv causant deux morts ont aggravé davantage les tensions dans le conflit opposant les dirigeants des pays occidentaux à la Russie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Comment le Gouvernement luxembourgeois analyse-t-il les récents événements ayant une nouvelle fois terni les espoirs d'un cessez-le-feu?

2. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux «accords de Minsk 2»?

3. Comment le Gouvernement se positionne-t-il par rapport à d'éventuelles sanctions supplémentaires à l'encontre de la Russie?

Réponse (26.03.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, destinataire de la question parlementaire n°0926, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives à la crise ukrainienne et le prie de trouver ci-dessous les réponses apportées à ces dernières.

Ad 1. Le «Paquet de mesures pour la mise en œuvre des accords de Minsk» signé le 12 février 2015 par les membres du Groupe de contact trilatéral (Ukraine, Russie, OSCE) ainsi que les représentants des séparatistes prévoit un cessez-le-feu bilatéral en vigueur à partir du 15 février 00.00 heures. Dans une déclaration conjointe, les Chefs d'État ou de Gouvernement des quatre pays du format Normandie (Allemagne, France, Russie, Ukraine) ont affirmé leur soutien pour la mise en œuvre de l'accord.

En dépit des engagements pris par les signataires du Paquet, le cessez-le-feu a été violé à maintes reprises à plusieurs endroits le long des lignes de cessez-le-feu. Les combats ont été particulièrement virulents autour de la ville de Debaltseve qui a été conquise entre-temps par les forces séparatistes en contravention aux accords conclus à Minsk.

Le Gouvernement luxembourgeois condamne les violations du cessez-le-feu conclu dans le cadre du «Paquet de mesures pour la mise en œuvre des accords de Minsk».

Les derniers développements permettent cependant un optimisme prudent quant au respect du cessez-le-feu et à la poursuite du retrait des armes lourdes conformément aux paramètres agréés à Minsk.

Ad 2. Le Gouvernement luxembourgeois est convaincu qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique à la crise ukrainienne. Il se félicite de l'effort diplomatique franco-allemand qui a permis la conclusion des accords de Minsk du 12 février 2015.

La priorité devra être maintenant la mise en œuvre complète des accords conclus, y compris le retrait des armes lourdes le long des lignes de cessez-le-feu, l'organisation d'élections locales sous la loi ukrainienne, la définition des modalités régissant la reprise des liens socio-économiques entre le Gouvernement et les régions dans l'est contrôlées par les séparatistes, ainsi que la restitution du contrôle ukrainien sur sa frontière orientale avec la Fédération de Russie.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient les efforts en cours au sein de l'OSCE et des pays réunis en format Normandie (Allemagne, France, Russie, Ukraine) en faveur de la mise en œuvre complète des accords conclus.

Ad 3. Le Gouvernement luxembourgeois est d'avis qu'il faut attendre et donner une chance à une mise en œuvre effective des «accords de Minsk» avant de se positionner par rapport à d'éventuelles mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la Russie. Vu l'évolution actuelle suggérant une tendance allant dans le sens d'une désescalade, le Gouvernement luxembourgeois ne saurait en aucun cas soutenir un renforcement des mesures.

Question 0927 (23.02.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **cycles à pédalage assisté:**

Dans ma question parlementaire du 28 juin 2013 *(cf. question parlementaire n°2796, compte rendu n°13/session ordinaire 2012-2013)*, je me suis enquis de la sécurité et des perturbations de fréquences électromagnétiques des cycles à pédalage assisté type Pedelec. Dans leur réponse commune, les Ministres de l'Économie et du Développement durable et des Infrastructures de l'époque avaient fait mention d'une campagne européenne lancée dans le courant de 2014 dans l'objectif de vérifier la situation de ce type de moyen de déplacement au niveau européen. Les ministres ont en outre fait savoir que si des problèmes de non-conformité existaient effectivement, des mesures adéquates seraient prises.

Dans un article paru le 18 février 2015 dans «La Libre Belgique», force est de constater que d'autres pays s'inquiètent de l'insécurité et de la hausse d'accidents liés à l'usage de ce type de locomotion et envisagent des contrôles plus soutenus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les Ministres ont-ils pu prendre connaissance des résultats de la campagne lancée l'année dernière? Quelles conclusions en tirent-ils et y a-t-il lieu de prendre des mesures adéquates? Dans l'affirmative, en quoi consistent ces dernières?

2. Les Ministres disposent-ils de statistiques détaillées concernant le nombre et les causes d'accidents liés à l'usage de cycles à pédalage assisté?

Réponse commune (24.03.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. La Commission européenne a organisé plusieurs réunions du groupe d'experts ADCO-EMC responsable pour préparer la campagne sur les effets électromagnétiques des vélos électriques Pedelec. Lors de ces réunions et après une analyse approfondie, les experts ont décidé que les problèmes rencontrés auprès des vélos électriques Pedelec n'étaient pas significatifs et qu'il valait mieux donner priorité aux produits qui causent des perturbations plus si-

gnificatives dans le domaine de la compatibilité électromagnétique. Ainsi la campagne Pedelec a été repoussée à une date ultérieure non encore définie. Dans le cas où les autorités de surveillance du marché respectivement les autorités de gestion des fréquences constateraient des problèmes de non-conformité majeurs liés aux vélos électriques Pedelec, une campagne européenne serait lancée rapidement.

Les autorités de surveillance allemandes et néerlandaises ont réalisé des essais de compatibilité électrique sur les vélos électriques Pedelec et ont confirmé qu'ils n'ont pas pu détecter de perturbations majeures.

Ad 2. Des statistiques concernant les cycles à pédalage assisté impliqués dans des accidents de la route ne sont pas disponibles, alors que ceux-ci sont assimilés, selon l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), aux cycles.

Question 0928 (23.02.2015) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **taxes communales:**

Mir wären un enger Rei vu kommunalen Donéeën interesséiert, fir eng Iwwersiicht iwwert den aktuelle Stand vun de Gemengentaxen oder Gemengesteieren ze kréien, wéi och iwwer hir Entwécklung an deene leschte Joren. Duerfir wéilte mir den Här Banneminister bieden, dës Donéeën an engem Tableau fir d'Joren 2009-2015 ze presentéieren. Synoptesch, pro Joer a pro Gemeng, sollten op d'mannst dës Taxen oder Steieren opgeféiert sinn:

- Waasser;
- Ofwaasser- resp. Kanaltaxen;
- Offall;
- Grondsteier;
- Gewerbesteier;
- Hondssteier.

Réponse (24.03.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés demandent la présentation de différents taxes et impôts par commune des années 2009 à 2015 sous forme d'un tableau synoptique.

Vu le volume des données, je me vois cependant obligé de fournir l'évolution des taxes sur les chiens, des taux de l'impôt foncier, de l'impôt commercial et des taxes d'hygiène et de salubrité sous forme de plusieurs tableaux.

Je tiens à préciser que les taux relatifs à l'impôt commercial communal et à l'impôt foncier sont annuellement arrêtés par le Grand-Duc et publiés au Mémorial.

Les taxes d'hygiène et de salubrité publiques (eau, épuration, déchets) sont communiquées chaque année au secteur communal par voie de circulaire ministérielle.

Finalement, conformément aux dispositions de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, mention de chaque règlement afférent est faite au Mémorial.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0929 (23.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **suppression des chèques-services pour l'enfant concerné durant le congé parental à plein temps:**

Madame la Ministre de la Famille et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont annoncé que des concertations étaient en cours entre le Gouvernement et les partenaires sociaux pour moderniser le congé parental et réviser le système des chèques-services.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Comme le bénéfice du chèque-service accueil est réservé aux enfants, les Ministres ne jugent-ils pas que chaque enfant devrait en bénéficier, indépendamment du type du congé parental choisi par les parents?

- Dans la négative, les changements prévus n'auraient-ils pas pour conséquence que l'égalité de traitement ne soit plus garantie entre les enfants?

- Lors des actuelles concertations, le Gouvernement prend-il en considération le principe de l'égalité devant la loi et les conventions internationales de l'ONU, du BIT et du Conseil de l'Europe?

Réponse commune (26.03.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Député, nous nous devons de renvoyer à notre réponse à sa question parlementaire n°0762 du 3 décembre 2014 *(cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2014-2015).*

Les services compétents du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sont en train d'analyser d'un point de vue administratif et juridique les différentes possibilités et modalités d'octroi du CSA durant le congé parental.

Le principe de l'égalité devant la loi est évidemment de la plus haute importance et guide l'ensemble des travaux et discussions qui sont en cours dans ce contexte.

La question de l'honorable Député est donc prématurée et il ne nous est par conséquent pas possible d'y apporter une réponse à l'heure actuelle.

Question 0930 (23.02.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **demandes de remboursement d'aides au logement indûment touchées envoyées par le Service des aides au logement:**

Concernant les demandes de remboursement d'aides au logement indûment touchées envoyées par le Service des aides au logement, il semble que de plus en plus de telles demandes soient apparemment expédiées par ledit Service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

1. Bien qu'il incombe au Ministère du Logement de réclamer aux bénéficiaires le montant des aides indûment touchées, Madame la Ministre peut-elle indiquer quels sont, en général, les motifs des demandes de remboursement en question?

2. Madame la Ministre peut-elle confirmer que le nombre d'envois en question a effectivement augmenté au cours des derniers mois? Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut expliquer les raisons?

Réponse (10.03.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Ad 1. Motifs des demandes de remboursement d'aides indûment touchées

Conformément aux articles 39 et 47 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement, les aides en intérêt (subvention d'intérêt et bonification d'intérêt) accordées mensuellement aux ménages varient notamment en fonction du taux d'intérêt des prêts hypothécaires conclus par ceux-ci.

Or, depuis 2009, il y a eu sur le marché financier plusieurs baisses successives des taux d'intérêt des prêts subventionnés, ce qui a amené le Service des aides au logement à demander des informations supplémentaires - en l'occurrence un historique du taux des prêts en question - aux bénéficiaires d'une aide en intérêt. Bien qu'informés, il s'avère que dans de nombreux dossiers, les bénéficiaires ont omis, en général sans mauvaise foi, de signaler les baisses de leur taux débiteur au Service, ce qui a alors rendu nécessaire un recalcul des aides en intérêt afin de déterminer le montant indûment touché.

De plus, une condition fondamentale pour obtenir une aide au logement est de ne pas être propriétaire ou usufruitier d'un autre logement - au Grand-Duché ou à l'étranger - que celui pour lequel une aide au logement est demandée (article 11 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement). Au cours des dernières années, il a été constaté que de plus en plus de demandeurs respectivement bénéficiaires d'aides sont propriétaires d'un 2e logement (respectivement de plusieurs autres logements). Le Service a alors été contraint de changer sa méthode de traitement des dossiers en demandant régulièrement une «déclaration sur l'honneur». Suite à l'envoi de cette déclaration aux demandeurs/bénéficiaires d'aides, un nombre assez important de clients ont finalement informé le Service des autres logements dont ils sont propriétaires.

S'ajoute à ceci les redressements nécessaires au vu des nombreux changements de la situation familiale des ménages bénéficiaires, notamment en ce qui concerne le nombre d'enfants à considérer pour le calcul des aides au logement, conformément aux articles 1er, 39 et 47 du prédit règlement grand-ducal.

Au vu de ce qui précède, et comme un réexamen peut avoir lieu à tout moment sur demande du Service ou des personnes concernées, il est facilement compréhensible que le nombre des demandes de remboursement a fortement augmenté au cours des dernières années.

Ad 2. Augmentation du nombre d'envois de demandes de remboursement

Comme le nombre des dossiers en question a fortement augmenté au cours des dernières années (2012: 1.489; 2013: 2.314; 2014: 3.940 dossiers), il en est de même du nombre d'envois de demandes de remboursement y relatifs.

Une autre raison de l'augmentation actuelle du nombre d'envois est due à des retards accumulés suite au déménagement du Service des aides au logement en juillet 2013 dans les nouveaux locaux à la rue de Hollerich et à plusieurs absences de longue durée pour congé de maternité, congé parental et maladies prolongées, ayant rendu nécessaire une réorganisation du personnel du Service. Les employés ont ainsi dû être formés afin de pouvoir assumer leurs nouvelles tâches. Bien que le Service ait fait de son mieux pour traiter les dossiers en cause, le nombre restreint de l'effectif du personnel réellement disponible ne permettait pas de tenir à jour tous ces dossiers.

Fin 2014, l'effectif du personnel se retrouvait de nouveau presque complet. Le Service des aides au logement est donc en train de récupérer le retard qui s'est accumulé dans le traitement des dossiers, sans oublier les nouveaux dossiers concernés par des aides indûment touchées, ce qui implique forcément une augmentation des envois aux bénéficiaires d'une aide au logement.

Question 0932 (24.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **politique d'externalisation de la société Cargolux:**

Le Gouvernement s'est fixé l'objectif de changer la perception du Luxembourg à l'étranger et de travailler à l'élaboration d'une image de marque via le concept de «nation branding». Avec ce concept, le Gouvernement essaie également de modifier les images perçues auprès de potentiels investisseurs étrangers respectivement de conquérir de nouveaux investisseurs. L'Aéroport de Luxembourg avec la société de fret Cargolux fait partie de cette image de marque.

Or, depuis un certain temps cette même société, dont l'État est actionnaire, est en train d'externaliser certaines activités à l'étranger. Cette manière de procéder est un mauvais signe envoyé aux investisseurs potentiels et va à l'encontre du concept de «nation branding».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il approuver la politique poursuivie par la société Cargolux, un des fleurons de l'économie luxembourgeoise et a fortiori un élément important de l'image de marque et de la perception du Luxembourg à l'étranger?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la politique d'externalisation de la société Cargolux?

Réponse commune (24.03.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter la gestion interne d'une société commerciale de droit privé et le Gouvernement estime que les décisions afférentes sont à prendre par les organes de décision compétents en la matière selon les statuts de ladite société et le droit commercial.

Concernant le «nation branding», nous aimerions signaler que ses objectifs sont:

- construire la notoriété et la réputation d'un pays dans le monde;

- renforcer son attractivité vis-à-vis des touristes, des investisseurs, des entreprises et de la main-d'œuvre qualifiée;

- augmenter son influence culturelle, politique et économique.

Dans ce contexte, il s'agit d'œuvrer à une collaboration efficace de toutes les parties prenantes afin d'aboutir à la définition de la marque du pays qui doit refléter notre identité nationale, tout en accentuant les points forts de manière attrayante.

Question 0933 (24.02.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **décision de la société Apple de ne pas investir au Luxembourg:**

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures indique sur Twitter que: «Apple investéiert enorm an zwee nei Rechenzentren an Irland an an Dänemark. Fir de Choix entscheedend war d'Versuergung mat Ökostroum.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures? L'absence d'approvisionnement suffisante en électricité verte a-t-elle été le critère déterminant d'Apple de ne pas retenir le Luxembourg pour y investir?

- Alors que Monsieur le Ministre s'était rendu aux États-Unis la semaine dernière pour y rencontrer e. a. les responsables d'Apple, peut-il m'informer si ce sujet a été évoqué à cette occasion?

- La société Apple envisage-t-elle de localiser d'autres activités au Luxembourg?

Réponse commune (26.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par communiqué de presse, la société Apple a annoncé le 23 février dernier vouloir investir 1,7 milliards d'euros dans la construction de deux centres de données en Europe, à savoir en Irlande et au Danemark. Si le communiqué se réfère à plusieurs reprises aux aspects écologiques des projets, les raisons spécifiques qui ont poussé Apple à implanter les deux centres de données dans les pays en question n'y sont toutefois pas précisées.

Le Gouvernement était en discussions avancées avec Apple depuis plusieurs années déjà concernant la localisation d'un de leurs centres de données en Europe. C'était notamment la disponibilité de sources d'énergie dites «vertes», ainsi que la politique de centres de données «Green IT» poursuivie par l'État luxembourgeois dans les centres dans lesquels il participe directement ou indirectement (LuxConnect et ebrc) qui avaient valu au Luxembourg de se positionner dans la course pour un centre de Apple. Toutefois, le projet a récemment dû être revu à la hausse par rapport aux spécifications initiales, la firme californienne s'étant aperçue qu'elle avait largement sous-estimé ses besoins. Vu la taille du terrain finalement recherché, il n'a pas été possible de proposer une solution satisfaisante à brève échéance à Apple.

Il ne faut pas non plus oublier que, outre la question de la taille du terrain, ce genre de dossier est soumis à une concurrence ardue de nombreux pays qui désirent également se positionner dans ce domaine et son issue dépend, in fine, toujours d'une série d'éléments qui interviennent conjointement dans le processus décisionnel.

Le dossier, ainsi que d'autres points d'actualité pertinents, ont été évoqués lors de l'entrevue du Ministre des Communications et des Médias avec le management de Apple à Cupertino, CA.

Question 0934 (24.02.2015) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **choix entre cours de mathématiques enseignés en langue française ou en langue allemande:**

Le Lycée Technique Joseph Bech de Grevenmacher propose depuis septembre 2014 aux élèves de 7e ST de choisir leurs cours de mathématiques en français ou en allemand en vue de réduire l'échec dans cette matière.

Comme ce projet est censé donner des résultats immédiats et comme il constitue une idée innovante pouvant servir de modèle, j'aimerais recevoir les informations suivantes:

1. Est-ce que des projets similaires furent mis en place dans d'autres lycées luxembourgeois? Dans l'affirmative, combien de lycées et combien d'élèves sont concernés? Dans la négative, est-ce que le Ministère entend promouvoir ce projet dans d'autres lycées en cas de résultats positifs?

2. Quels sont les nombres respectifs d'élèves fréquentant les cours de mathématiques en français et en allemand?

3. Quel est jusqu'ici le pourcentage de notes insuffisantes pour les cours donnés en français

et pour les cours donnés en allemand (1er trimestre)?

4. À titre de comparaison, quel était le pourcentage de notes insuffisantes pour les cours de mathématiques au 1er trimestre de l'année scolaire précédente (2013-2014)?

5. Est-ce que le Ministère pense à élargir ce projet à d'autres matières?

Réponse (31.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. La loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit à l'article 3 que «… les lycées peuvent engager des actions autonomes dans le domaine pédagogique, dans le domaine de l'organisation administrative et dans le domaine financier afin d'adapter l'enseignement du lycée à des besoins et des priorités qui lui sont propres, tels qu'exprimés par la communauté scolaire».

Conformément aux dispositions de la loi, la communauté scolaire du Maacher Lycée fut à l'initiative de ce projet. Il s'inscrit parfaitement dans la démarche du Gouvernement de soutenir l'initiative autonome des lycées afin de donner une solution locale à un défi local.

Aussi faut-il préciser que des études démontrent que le choix de la langue véhiculaire et son utilisation ont un impact sur la réussite scolaire. Voilà pourquoi j'ai donné mon aval au projet d'innovation pédagogique proposé par le Maacher Lycée d'offrir en classe de 7e ST, à côté d'un cours de mathématiques en français, un cours de mathématiques en allemand. À côté du Schengen-Lycée pour qui l'usage de la langue véhiculaire diffère pour la plupart des branches, aucun lycée n'offre pour l'instant un cours de mathématiques pour les classes de 7e ST en allemand.

Je me suis engagé à faire suivre le projet par le SCRIPT et à le faire soumettre à une évaluation entreprise en collaboration avec l'Université du Luxembourg.

J'entends par la suite disséminer les projets qui ont fait leurs preuves; par contre je n'entends pas les imposer pour respecter la démarche «autonomie» des lycées.

Ad 2. Actuellement, le lycée offre une classe de 7e ST avec 22 élèves fréquentant le cours de mathématiques en allemand; 56 élèves sont inscrits dans le cours de mathématiques en français.

Ad 3. Pour les cours donnés en français le pourcentage est de 27,3% et pour les cours donnés en allemand, il est de 26,8%. Toutefois, comparer uniquement le nombre de notes insuffisantes ne fait pas de sens sans les mettre en relation avec le niveau scolaire général des élèves.

Ad 4. En 2013-2014 le taux de notes insuffisantes en mathématiques pour les classes de 7e ST au Maacher Lycée a été de 23,9%. Dans ce contexte, il faut cependant noter qu'en 2013-2014, les élèves ayant présenté à l'école fondamentale des faiblesses dans certaines branches ont été regroupés dans des classes 7AD (7e ADAPT) dans les lycées. Ce regroupement n'est plus proposé à partir de l'année scolaire 2014-2015, et les élèves sont tous regroupés en classes de 7e ST.

Ad 5. Dans le cadre de la démarche «autonomie», j'entends soutenir chaque projet qui est proposé par une communauté scolaire, sous condition qu'il soit porté par l'ensemble des acteurs (enseignants, parents et élèves), qu'il propose une solution à un réel défi identifié localement, qu'il soit bien défini dans ses objectifs, sa démarche et son évaluation et qu'il ne soit pas contraire aux priorités du Gouvernement.

Question 0935 (24.02.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169):**

Le 12 juin 2012 la Chambre des Députés a approuvé à l'unanimité une motion portant sur la ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169). Sans nouvelles de la ratification, le Député Marc Angel s'est adressé en mars 2014 dans une question parlementaire (n°0174) au Ministre des Affaires étrangères *(cf. compte rendu n°4/session extraordinaire 2013-2014)*. Ce dernier a assuré dans sa réponse que la procédure de ratification avait été lancée au sein du Ministère des Affaires étrangères en juillet 2012 et que le projet de loi serait soumis sous peu à la Chambre des Députés.

Il me revient par voie de presse (voir «Brennpunkt n°287», février 2015) que le Ministère du Travail, finalement responsable du projet de loi, ne considérait plus la ratification de la Convention comme priorité et qu'en conséquence le processus législatif aurait été suspendu avec l'argument que le Luxembourg ne comptait aucun peuple indigène sur son territoire. Il s'agirait ici d'une réponse de décembre 2014 du Ministère du Travail à des ONG s'étant renseignées à plusieurs reprises sur le processus de ratification.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire:

1. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères est-il au courant de la position du Ministère du Travail? Le cas échéant, partage-t-il ce point de vue?

2. Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas opportun de ratifier la Convention sachant que la ratification du Luxembourg contribuerait activement à la mise en œuvre du seul instrument international contraignant en la matière et signalerait ainsi l'attachement du Luxembourg au respect et à la protection effective des droits de l'Homme?

Réponse commune (26.03.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. En ce qui concerne la question de la ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail, il y a eu une réunion de concertation entre les ministères concernés et dès lors, le Ministre des Affaires étrangères et européennes est au courant de la position du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et il se rallie à cette position qui est celle du ministère compétent pour les dossiers de l'Organisation Internationale du Travail.

Ad 2. Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a pris la décision de ne pas procéder à la ratification de la Convention comme il estime que l'objectif, à savoir une meilleure protection des populations indigènes, ne sera pas atteint par une ratification de la Convention par le Luxembourg. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères se rallie à la décision du Ministère du Travail, qui est le ministère compétent dans ce dossier.

Cette décision est basée sur la finalité des instruments normatifs de l'OIT qui s'imposent aux Gouvernements quant à leur territoire national respectivement aux territoires non métropolitains dont ils assurent les relations internationales et qui consiste à mettre en œuvre toutes les dispositions prévues par le Convention, et le cas échéant de procéder à des modifications légales afin de suffire aux exigences imposées par celle-ci.

Une autre obligation qui découle de la ratification est imposée aux États par l'article 22 de la Constitution de l'OIT qui dispose que chacun des Membres s'engage à présenter au BIT un rapport annuel sur les mesures prises par lui pour mettre à exécution les conventions auxquelles il a adhéré.

Dans ce contexte, et en cas de ratification, le Gouvernement luxembourgeois devrait notamment développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits des peuples indigènes et tribaux et de garantir le respect de leur intégrité (article 2 de la Convention).

Or, le Luxembourg ne pourrait s'engager que pour des peuples indigènes et tribaux vivant sur le territoire national et vu l'absence de tels peuples rien ne plaide en faveur de la mise en vigueur de telles mesures.

Par ailleurs, une ratification par le Luxembourg n'aurait aucune influence positive sur les politiques des États qui abritent des peuples indigènes et tribaux et ne serait pas non plus un facteur déclencheur de la mise en vigueur de la Convention alors qu'en application de l'article 38, qui dispose que la Convention n°169 entre en vigueur douze mois après la ratification de la part de deux membres, l'entrée en vigueur est intervenue le 5 septembre 1991.

Quant aux soucis exprimés par les auteurs de la motion relatifs à la protection des populations indigènes du bassin amazonien, il y a lieu de noter que tous les pays directement concernés (Brésil, Équateur, Pérou, Colombie, l'État plurinational de Bolivie et la République bolivarienne du Venezuela) ont ratifié la Convention n°169.

Q138

Question 0937 (25.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **zone industrielle «Um Monkeler»:**

Dans le cadre des discussions sur le projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de bitume dans la zone industrielle «Um Monkeler», le représentant du Gouvernement avait publiquement annoncé la construction d'un nouvel accès à l'autoroute pour délester le trafic.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des lieux des planifications?

- Comment ce nouvel accès à la zone industrielle sera-t-il aménagé?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà contacté et eu des concertations avec les communes concernées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle des travaux?

Réponse (02.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le cadre de l'élaboration d'un plan directeur pour le réseau routier étatique pour l'agglomération «Esch-sur-Alzette, Schifflange et Belvaux», un groupe de travail fut instauré en fin d'année 2013 sous l'égide des Ponts et Chaussées avec la participation des services techniques des communes concernées. Lors des multiples réunions, le problème de l'accès à la zone d'activité «Um Monkeler» figurait sur l'ordre du jour parmi d'autres sujets ayant trait à la mobilité. Pour délester l'accès actuel et pour faire face aux problèmes de circulation que posent surtout les poids-lourds, Monsieur le Secrétaire d'État Camille Gira avait évoqué en début 2014 de faire analyser l'opportunité éventuelle d'un nouvel accès à partir de l'autoroute A4. Lors des analyses relatives à ce zoning, il a été conclu qu'un accès direct à l'échangeur de Lallange sera tout à fait opportun et faisable, compte tenu de tous les développements possibles. Dès lors, cette idée a été intégrée aux études d'avant-projet du réaménagement de l'échangeur de Lallange, qui sont en cours et qui interfèrent également avec le projet d'un couloir bus sur l'autoroute A4.

La disposition au nord de l'autoroute est illustrée sur le schéma ci-après.

Vu que le projet de l'accès direct de la zone industrielle «Um Monkeler» se trouve seulement au stade d'avant-projet sommaire, aucune information quant à la planification de ce projet ne peut être avancée.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0938 (25.02.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **prévention de maladies annoncée dans le programme gouvernemental:**

Dans son programme gouvernemental, la coalition souligne que la prévention de maladies sera renforcée par le biais de programmes d'activités physiques spécifiques à élaborer en collaboration avec des médecins spécialistes en la matière.

Dans le cadre du Plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen» (GIMB), le nouveau Gouvernement s'est engagé à mettre l'accent entre autres sur le renforcement et l'amélioration des initiatives favorisant une éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes notamment dans le cadre des futurs Plans d'encadrement périscolaires (PEP). Il s'agit notamment du développement et de la mise en œuvre de projets similaires aux cinq projets pilotes actuellement en cours visant un ensemble cohérent d'offres d'activités motrices, physiques et sportives dont entre autres la mise en place de programmes spécifiques de fidélisation, notamment pour les jeunes filles.

Le Grand-Duché se classe au troisième rang européen en matière d'obésité, selon une étude récente de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Le surpoids et l'obésité entraînent de graves conséquences pour la santé comme le diabète, des maladies cardiovasculaires ou des troubles dits musculo-squelettiques. Une situation qui engendre un surcoût pour les services de santé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me renseigner si les projets prévus dans le programme gouvernemental ont déjà été mis en œuvre?

- Dans l'affirmative, dans quelles structures ces projets sont-ils exactement entamés? Et quels en sont les résultats?

- De quels «projets pilotes» s'agit-il exactement?

- Les Ministres peuvent-ils me donner de plus amples informations sur la collaboration «avec des médecins spécialistes en la matière»?

- Les Ministres peuvent-ils me fournir des chiffres concernant l'obésité chez les enfants et les adolescents au Luxembourg?

- De quelle manière, le Gouvernement veut-il promouvoir l'activité physique, notamment chez les jeunes filles?

Réponse commune (26.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Le Plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen» (GIMB) lancé en 2006 et ayant subi une extension pour le volet de l'activité physique en 2011 est certainement un plan très ambitieux à la hauteur de l'enjeu sociétal concerné. Il comprend plus d'une centaine de mesures possibles réparties dans six centres d'intérêt; c'est la raison pour laquelle il s'avère difficile de mettre en œuvre toutes les mesures à la fois.

Parmi les mesures préconisées, celles concernant l'éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes jouent un rôle prépondérant. À côté, et en plus des mesures faisant partie du plan GIMB, une certaine dynamique s'est développée autour de ce thème et d'autres initiatives ont vu le jour.

En ce qui concerne les «projets prévus dans le programme gouvernemental», il y a lieu de préciser que l'analyse des cinq projets pilotes actuellement en cours n'a pas encore pu être bouclée. Elle contiendra des éléments précieux pouvant inspirer voire guider de futurs projets qui, eux, seront plutôt basés sur des initiatives locales de partenaires particulièrement intéressés et motivés, des projets au sein de PEP étant une des options possibles. De nouveaux projets pourront bénéficier d'un soutien étatique d'après des modalités encore à définir.

Dans le domaine Sport et Santé, des discussions quant à la mise en place d'un système de prise en charge de patients ayant de sérieux problèmes d'obésité ou encore ayant des besoins d'encadrement après des traitements purement médicaux et au-delà de la réhabilitation classique, ont lieu actuellement et n'en sont qu'à un stade préliminaire.

En ce qui concerne une collaboration avec les médecins spécialistes, il existe une coopération étroite avec les professionnels de la santé, notamment avec les pédiatres, diabétologues, médecins sportifs, cardiologues, neurologues, médecins scolaires, gastroentérologues, gériatres.

De bonnes collaborations sont également entretenues avec diverses associations de professionnels et associations de patients: diététiciens, maison du diabète, infirmiers…, lesquelles sont soutenues, au besoin, dans la meilleure mesure possible.

Dans ce contexte, il est important de mentionner les sujets de collaboration:

• promotion des habitudes de modes de vie sains en ce qui concerne l'alimentation équilibrée saine et la pratique de l'activité physique régulière ciblant la population globale, en insistant sur l'accès pour tous, des offres diversifiées, soutenant le plaisir de bouger, chacun selon ses ressources et possibilités;

• collaborations avec des spécialités médicales particulières dans le contexte de patients souffrant de pathologies particulières pour la mise en place de mesures de réhabilitation, de prévention et de promotion de la santé, adaptées à la situation particulière du patient, par exemple:

- patients diabétiques;

- patients cardiologiques;

- patients avec AVC;

- patients souffrant d'obésité morbide;

- patients souffrant d'un cancer.

Les chiffres en matière de surcharge pondérale et d'obésité des enfants et adolescents se présentent comme suit:

• % des élèves des écoles fondamentales présentant un BMI >25:

2010-2011	8,2%*
2011-2012	7,5%*

*Données non exhaustives au niveau national, basées sur des recueils de données par classe sur support papier

• % des élèves des lycées de l'enseignement secondaire présentant un BMI >25:

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
BMI >25	11,8%	12,3%	13,9%	12,7%	11,9%	11,9%	11,6%	11,7%	12,0%

Réf: Rapports d'activité Ministère de la Santé/Division de la médecine scolaire

Chez les élèves de l'enseignement secondaire, depuis 2008 est constatée une stabilisation du taux BMI ≥25, les variations annuelles de ce taux ne présentant pas de différences significatives. Pour ce groupe de la population, le Luxembourg répond ainsi aux buts recommandés par l'OMS, à savoir l'interruption de la tendance croissante et la stabilisation des taux d'obésité et de surcharge pondérale (BMI ≥25).

• Taux BMI ≥25 (surcharge pondérale ou obésité) population au travail/STM:

année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
% de femmes	40,5	41,4	41,7	43,4	43,9	43,9	45,7	44,3	44,4	48,2	50,2	50,3	49,7	48,1
% d'hommes	56,3	58,6	58,1	59,1	59	59,9	61,1	62,4	62,4	66,8	66,2	68,2	66,8	66,3
% de la population totale	50,1	51,8	51,6	52,8	52,8	53,3	54,6	54,8	54,7	58,7	59,1	60,2	59,2	58,1

Réf: Statistiques de l'OCDE sur la Santé 2014/Données Service de Travail Multisectoriel/Examen médicaux d'embauche et de suivi

En ce qui concerne les chiffres publiés dans le rapport OCDE, ceux-ci se limitent aux seuls examens d'embauche du Service de Travail Multisectoriel et ne sont donc pas représentatifs pour la totalité de la population.

Les problèmes d'obésité (BMI ≥30) ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies dans la plupart des pays de l'OCDE. Au Luxembourg, le taux d'obésité parmi la population adulte (basé sur des données de poids et de taille mesurés) a progressé de 16,3% en 2000 à 23,0% en 2012. Bien que ce taux reste moins élevé qu'aux États-Unis (35,3% en 2012) et au Royaume-Uni (24,7%), cette forte augmentation de la population obèse devrait entraîner un accroissement des maladies chroniques qui y sont liées (comme le diabète et les maladies cardiovasculaires) et un accroissement des dépenses de la santé publique dans les années à venir.

Toujours est-il qu'un changement dans notre société est en train de s'opérer à plus long terme. En effet, depuis quelques années, on note une augmentation considérable de l'intérêt ainsi que de la popularité de diverses activités physiques dans la population (jogging, vélo, marche populaire…) et l'intérêt pour l'adoption d'habitudes alimentaires plus équilibrées.

Quant à la question sur la promotion de l'activité physique auprès des jeunes filles, le Ministère des Sports s'orientera d'après deux axes: celui de la sensibilisation des clubs de sport et celui de la collaboration du secteur jeunesse avec son potentiel d'avoir accès aux jeunes traditionnellement réfractaires à l'adhésion à des clubs. Un premier contact a déjà eu lieu avec le COSL en vue d'analyser les possibilités d'une diversification des offres des clubs de sport et, en même temps, d'analyser le phénomène de la migration et du drop-out au sein des clubs de sport.

Au-delà de tels projets, le Ministère des Sports a pris des initiatives ayant pour but de faire avancer la prise de conscience et la recherche de solutions dans le domaine de l'encadrement des enfants en matière d'éducation motrice:

- un groupe de travail, composé de collaborateurs du Ministère des Sports, de professionnels du secteur de l'enseignement, de l'accueil et de l'encadrement extra-familial s'investit dans des recherches et analyses en vue de l'élaboration d'un document qui servira de guide pratique dans le domaine de l'éducation motrice des enfants de zéro à douze ans;

- un groupe de travail et de réflexion «promotion de la motricité» agissant en accord avec les principes et politiques conclus au niveau du comité interministériel «Gesond iessen, Méi bewegen», rassemblant des acteurs sur le terrain, est devenu une plateforme précieuse d'échanges de bonnes pratiques et d'informations mutuelles.

Ce groupe de travail constitue une bonne base pour planifier à l'avenir des actions et initiatives concertées voire communes, ce qui pourra contribuer au développement de ce secteur;

- à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Ministère des Sports portera le sujet de l'éducation motrice pour les tout petits enfants («early childhood») sur l'agenda des réunions, tant des directeurs des sports que sur celui des ministres des sports de l'UE et organisera des séances d'information et de discussion sur ce sujet à l'intention du grand public, mais surtout à celle des parents et des professionnels de l'éducation formelle et non formelle.

Finalement, il y a lieu de signaler que depuis le lancement du programme national la promotion de l'activité physique a été soutenue, outre les cinq projets pilotes mentionnés par l'honorable Députée, par maintes initiatives différentes, dont un nombre impressionnant sont répétées annuellement. Le Ministère de la Santé tient d'ailleurs à la disposition de la Parlementaire une liste de l'ensemble des initiatives lancées depuis la mise en place du Plan d'action national GIMB.

Question 0939 (26.02.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **possibilité de construction d'un P&R dans la région transfrontalière lorraine:**

In den letzten Jahren kannte die Ortschaft Bad Mondorf einen starken Anstieg des Pendlergrenzverkehrs, sodass momentan rund 10.000 Bewegungen pro Tag gezählt werden. Dies beeinträchtigt nicht nur die Lebensqualität der Einwohner an den Hauptverkehrsstraßen sondern belastet auch die Umwelt.

Im Juli vergangenen Jahres zeigte der Minister für Infrastrukturen in Arlon großes Interesse an einer P&R-Lösung in Stockem betreffend den Grenzverkehr aus Belgien kommend, um ab da verstärkt auf den öffentlichen Transport nach Luxemburg zu setzen.

Wohl wissend, dass vermutlich zwischen Diedenhofen und Mondorff (Frankreich) genügend ländlicher Raum zur Verfügung stehen würde, um auch einen solchen öffentlichen Parkplatz einzurichten, möchte ich folgende Fragen an die zuständigen Minister stellen:

- Besteht ein grundsätzliches Interesse seitens unserer Regierung an einem solchen P&R-System im lothringischen Grenzgebiet?

- Falls ja, würde der Luxemburger Staat gegebenenfalls ein solches Projekt mitfinanzieren?

- Wäre die Regierung bereit, Sondierungsgespräche mit den Verantwortlichen in Mondorff und Lothringen zu führen?

Réponse commune (02.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

Als Antwort auf die parlamentarische Frage N°0939 des Abgeordneten Léon Gloden möchte ich daran erinnern, dass 2012 ein nationales P&R-Konzept erstellt wurde, welches sowohl den Bestand an P&R-Stellplätzen wie auch die zukünftig geplanten Stellplätze festhielt. Aus Kompetenzgründen enthielt dieses Konzept bloß die nationalen P&R-Anlagen, da die luxemburgische Regierung die Planungshoheit bloß auf luxemburgischem Gebiet genießt.

Zusätzlich wurden allerdings viele bilaterale Gespräche geführt mit lokalen oder regionalen Entscheidungsträgern aus unseren Nachbarländern. Zweck dieser Gespräche war es jedes Mal, Maßnahmen zu identifizieren, um den grenzüberschreitenden öffentlichen Transport zu fördern und zu verbessern. Dazu gehören maßgeblich P&R-Anlagen im Grenzgebiet mit attraktiven ÖV-Verbindungen zu den Ballungszentren Luxemburgs.

Die so identifizierten P&R-Anlagen werden zurzeit im Rahmen der SMOT-Strategien mit unseren Partnern aus den Nachbarländern analysiert und, falls interessant, zurückbehalten. Auf diese Art und Weise ergänzt sich das nationale P&R-Konzept um einen wichtigen Baustein und so wurde zum Beispiel auch das P&R von Stockem zurückbehalten. Dieses wird anfangs eine Kapazität von 500 Stellplätzen haben und dann etappenweise ausgebaut, immer in Funktion der Nachfrage.

Was die Achse von Mondorf angeht, gibt es schon das P&R in Frisingen mit 268 Stellplätzen. Dieses wird in den nächsten Jahren ausgebaut. Außerdem ist mir bekannt, dass einige regionale französische Autoritäten bereits dabei sind, P&R-Projekte an strategisch wichtigen Punkten auszuarbeiten. Diese werden auf jeden Fall auf luxemburgischer Seite untersucht. Sollten sich zusätzlich Gemeindeverantwortliche bereit erklären, größere Gelände zwecks Einrichtung von P&R-Anlagen zur Verfügung zu stellen, bin ich gerne bereit, diese zwecks Anbindung an das luxemburgische ÖV-Netz analysieren zu lassen. Falls diese ausländischen Standorte sich als interessant herausstellen, bin ich der Auffassung, dass in puncto Kostenaufteilung das luxemburgische Nachhaltigkeitsministerium die Betriebskosten der Buslinien übernimmt und die öffentliche Hand aus dem ausländischen Grenzgebiet für die Kosten sowie den Unterhalt des P&R aufkommen sollte.

Question 0940 (26.02.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **gare de Wiltz:**

Selon nos informations, le quai de départ n°2 à la gare de Wiltz serait difficilement accessible pour les usagers de trains et en particulier pour les personnes âgées ou à mobilité réduite. Les usagers devraient traverser la voie à pied afin de passer d'un quai à l'autre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les faits susmentionnés?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation et d'améliorer l'accessibilité au quai n°2 à la gare de Wiltz?

Réponse (03.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°0940 du 26 février 2015, les honorables Députés Martine Hansen et Aly Kaes souhaitent s'informer sur l'accessibilité de la gare de Wiltz aux personnes à mobilité réduite.

Le quai n°2 en gare de Wiltz est accessible aux personnes à mobilité réduite.

En effet, même si la gare de Wiltz ne dispose pas des toutes dernières technologies en matière d'accessibilité des personnes à mobilité réduite, à savoir un passage souterrain avec des ascenseurs au niveau de chaque quai, les CFL ont fait le choix, lors de la rénovation de la gare début des années 2000, de mettre en place un passage planchéié avec des rampes d'approche à pente douce en bout de quai. La ligne Kautenbach-Wiltz avec terminus à Wiltz est desservie exclusivement par des trains réversibles de sorte que ce point de passage piétonnier n'est en aucun moment engagé par des mouvements de manœuvre de trains.

L'accessibilité des infrastructures ferroviaires pour les personnes à mobilité réduite a toujours été un point important pour l'ingénierie des CFL et cela bien avant l'édition de la réglementation y afférente.

Question 0942 (27.02.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **suppression des chèques-services pour les activités sportives:**

Le 11 février 2015, le Ministre de l'Éducation nationale a présenté le projet de loi sur la jeunesse. Parmi les changements annoncés, il est à noter que les chèques-services pour les activités sportives et musicales seront supprimés. Il a été pourtant précisé que les Ministres d es Sports et de la Culture vont chercher des mesures compensatoires à ces aides.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Est-ce que les Ministres peuvent confirmer que le budget transféré du Ministère de l'Éducation nationale au Ministère des Sports s'élève à seulement 400.000 € pour compenser l'aide accordée dans le cadre du chèque-service accueil dans le secteur du sport?

2. Dans l'affirmative, comment est-on arrivé à la somme de 400.000 €?

3. Monsieur le Ministre, quel a été la dépense pour l'année 2013 et 2014 des mesures CSA tant relatives au niveau des associations sportives que des institutions d'enseignement musical?

4. Quels sont les associations sportives respectivement les types de sports, qui ont bénéficié le plus du système des chèques-services jusqu'à présent?

5. Les Ministres peuvent-ils expliquer le modèle qu'ils comptent mettre en place pour remplacer les chèques-services accueil dans le secteur du sport?

6. De quelles manières et par quels critères le Ministère des Sports va-t-il accorder prochainement les subventions qui remplacent le modèle des chèques-services aux associations sportives?

7. Est-ce que les associations peuvent toujours bénéficier du nouveau modèle de subvention pour les enfants nouvellement inscrits dans leurs clubs?

8. Dans l'affirmative, le Ministère des Sports envisage-t-il d'augmenter le budget de 400.000 € progressivement avec une hausse du nombre d'enfants inscrits dans les associations?

Réponse commune (30.03.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Ad 1. - 4. Le système actuel du chèque-service accueil (CSA) dans le domaine du sport et de la musique sera aboli à partir de l'année scolaire 2016-2017. Les fonds actuellement inscrits au budget du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse seront transférés au budget du Ministère des Sports et du Ministère de la Culture à partir de l'année budgétaire 2016 ou 2017, selon le modèle adopté. Les montants à transférer aux ministères respectifs seront calculés en fonction des montants alloués dans le cadre du CSA pour l'année scolaire 2015-2016.

Le montant CSA versé aux associations sportives s'élevait à 916.000 € pour l'année scolaire 2012-2013 et à 323.800 € pour l'année sco-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

laire 2013-2014. Pour 2015-2016, il est probable que la somme va encore diminuer étant donné que bon nombre de clubs ne remplissent pas les critères requis. La réduction importante de la somme allouée dès 2013-2014 s'explique par deux raisons: d'une part la non-éligibilité des enfants dont les parents ont un revenu au-delà de 3,5 fois le revenu minimum, d'autre part l'application stricte des conditions de formation des entraîneurs après une période transitoire de quatre ans.

Le montant CSA versé aux bénéficiaires du CSA au niveau des institutions d'enseignement musical au niveau communal s'élevait à 477.000 € pour l'année scolaire 2012-2013 et à 185.000 € pour l'année scolaire 2013-2014.

Pour l'année 2013-2014, les associations sportives bénéficiant du CSA se répartissaient comme suit:

2013-2014		
nom de la fédération	nombre d'associations bénéficiaires du CSA	montant du CSA versé aux associations
FLF - Football	28	131.000
FLAM - Arts Martiaux	19	45.700
FLBB - Basketball	13	26.300
FLT - Tennis	9	12.000
FLGym - Gymnastique	9	48.400
FLTT - Tennis de Table	7	8.200
FLNS - Natation et sauvetage	5	13.700
FLH - Handball	5	21.400
FELUBA - Badminton	4	4.700
FLA - Athlétisme	3	5.000
FLE - Escrime	2	1.100
FLVB - Volleyball	2	500
FLSG - Sports de Glace	1	4.400
FSCL - Cyclisme	1	1.400
Total	108	323.800

La moyenne des contributions étatiques était, en 2013-2014, d'environ 3.000 €. Il s'agit de préciser que cinq clubs ont reçu plus de 10.000 €. On est donc loin des 30.000 à 35.000 € dont il est question dans les médias.

Ad 5. - 6. Au niveau du fonctionnement du nouveau dispositif, les ministres impliqués se sont engagés à définir des modalités qui respectent, comme par le passé, le principe de subsidiarité envers le monde associatif sportif et qui définissent un encadrement de qualité pour les enfants presté par des entraîneurs disposant d'une qualification spécifique pour cet encadrement.

Ad 7. - 8. Il est prévu que le nouveau dispositif s'applique à tous les enfants inscrits à l'association sportive. Le crédit disponible pour le budget 2017 sera calculé en fonction des fonds alloués pour l'année scolaire 2015-2016.

Question 0943 (27.02.2015) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **zone franche à l'Aéroport de Findel:**

D'après des informations concordantes véhiculées par voie de presse, l'investisseur principal du Freeport Luxembourg aurait été mis en garde à vue à Monaco.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conséquences pour le Freeport Luxembourg?

Réponse (06.03.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Eléments de réponse:

1. Il est vrai que Monsieur Yves Bouvier a été brièvement mis en garde à vue à Monaco. Entre-temps il a retrouvé sa liberté, a quitté Monaco et continue l'exercice de ses fonctions. Il est rappelé dans ce contexte le principe de la présomption d'innocence qui joue aussi à l'égard de Monsieur Yves Bouvier.

2. La situation personnelle de Monsieur Yves Bouvier est sans relation avec le bon fonctionnement du Luxembourg Freeport qui continue d'opérer normalement, dans le cadre tracé par le législateur luxembourgeois et en conformité avec les dispositions communautaires afférentes.

Question 0944 (27.02.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**imposition de la société «McD Europe Franchising sàrl»:**

Le 25 février 2015, un rapport réalisé collectivement par une coalition de syndicats européens et des États-Unis d'Amérique intitulé «Unhappy Meal: € 1 Billion in Tax Avoidance on the Menu at McDonald's», met en lumière que la chaîne de restauration rapide aurait, dans le cadre d'une politique d'évasion fiscale structurée, fait perdre plus d'un milliard d'euros d'impôts à différents pays d'Europe sur la période 2009-2013.

Ce montage s'est réalisé notamment via une filiale du groupe installée au Luxembourg, «McD Europe Franchising sàrl» et une autre structure installée en Suisse. Toujours selon ce rapport, cette filiale, qui n'emploie que 13 salariés, aurait réalisé un chiffre d'affaires cumulé avoisinant les 3,7 milliards d'euros, mais n'aurait payé que 16 millions d'euros d'impôts.

De plus, le rapport souligne qu'en conséquence, pour l'année 2013, la filiale aurait bénéficié d'un taux d'imposition effectif de 1,4%, ce qui est particulièrement bas par rapport au taux d'imposition déjà fort réduit sur les redevances et la propriété intellectuelle, qui se situe normalement à quelque 5,8%.

Il est aussi frappant de constater la disproportion entre d'un côté la croissance des redevances perçues, allant de 587 millions d'euros en 2009 à 833 millions d'euros en 2013, et, de l'autre côté, la relative stagnation des impôts payés fluctuant entre 2,6 millions et 3,8 millions d'euros sur les cinq années prises en considération. Pourtant, le rapport des comptes annuel de la filiale pour les années 2010 à 2013 rapporte que les réductions fiscales dues aux coûts des cotisations sociales, des frais sur les redevances et des dépenses salariales ne sont en aucune mesure comparables avec les montants perçus par les redevances et ne justifient donc en aucun cas de telles réductions d'impôts.

Le rapport en conclut que la filiale ne peut qu'avoir bénéficié d'un rescrit fiscal particulièrement favorable.

Suite à cette révélation, le groupe ALE/Les Verts au Parlement européen a annoncé qu'il demandera une audition des auteurs du rapport, de la direction de la chaîne de restauration rapide ainsi que des autorités suisses et luxembourgeoises dans le cadre de la Commission spéciale sur le dumping et l'évasion fiscale. En Belgique, le syndicat FGTB-Horval (Horeca) demande aux autorités fiscales belges l'initiation d'une enquête sur les constructions dans lesquelles McDonald's Belgique pourrait être impliqué.

Dans ce contexte, je demande à Monsieur le Ministre des Finances de me fournir les réponses nécessaires à chacune des questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si la société «McD Europe Franchising sàrl» a bénéficié d'un rescrit fiscal lors de son installation au Luxembourg en 2009?

2. Monsieur le Ministre peut-il s'informer si des rescrits fiscaux sont toujours en cours pour cette filiale?

3. Monsieur le Ministre estime-t-il que le rescrit fiscal concerné correspond à la Note de service du directeur des Contributions directes et des Accises (L.G./N.S. n°3 du 21 août 1989), notamment au point 5. stipulant: «Des renseignements à l'effet de lier l'administration ne sont pas fournis dans les cas où la préoccupation d'obtenir un avantage fiscal est le souci primordial (p. ex. l'examen de schémas aux fins d'épargner des impôts dits «Steuersparmodelle», la fixation de limites pour échapper aux éléments constitutifs de la simulation et de l'abus de droit)?

4. Quelles démarches le Gouvernement compte-t-il entreprendre envers la filiale «McD Europe Franchising sàrl» pour aboutir à une fiscalité correcte et équitable?

5. Le Gouvernement est-il d'accord pour collaborer avec la Commission spéciale sur le dumping et l'évasion fiscale du Parlement européen sur ce cas précis?

6. Monsieur le Ministre serait-il d'accord de participer ensemble avec des responsables de «McD Europe Franchising sàrl», à inviter à cette fin, à une réunion de la Commission des Finances et du Budget portant sur ce sujet afin d'obtenir des renseignements supplémentaires sur le modèle économique et la stratégie fiscale de la filiale en question, tel qu'il a été le cas pour des commissions de finances d'autres parlements de pays européens dans des cas similaires?

7. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il y a lieu de revoir, à la lumière des éclaircissements récents, d'autres rescrits fiscaux (décisions anticipées)?

Réponse (27.03.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les dispositions du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) portant sur le secret fiscal s'opposent à la révélation des données des dossiers fiscaux des contribuables.

En ce qui concerne la question sur la collaboration du Gouvernement avec la Commission spéciale sur le dumping et l'évasion fiscale du Parlement européen, il y a lieu de faire savoir à l'honorable Député qu'il n'y a pas moyen de définir à l'heure actuelle la portée et les modalités exactes d'une telle coopération.

D'une façon générale, le Gouvernement participe pleinement et de façon constructive aux travaux menés à l'Union européenne et auprès de l'OCDE sur BEPS («Base Erosion and Profit Shifting»).

Quant à la question 6., il convient de relever qu'il appartient à la Chambre des Députés elle-même de décider si elle compte inviter les responsables de l'entreprise «McD Europe Franchising sàrl».

Question 0945 (02.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **pollution autour de l'aciérie d'ArcelorMittal à Esch/Belval:**

Am 25. Februar 2015 informierten „Mouvement écologique" und „Stop Dioxin" in einer Pressemitteilung, dass während der vergangenen Jahre immer wieder Überschreitungen der Grenzwerte sowohl am Kamin des Elektrostahlwerkes in Esch/Belval als auch im Gemüse der angrenzenden Gärten „an Elsebrech" festgestellt worden seien.

Vor fünf Jahren sei im Rahmen der Kommodo-Inkommodo-Genehmigung betreffend die Verbrennung von Altreifen ein „comité de suivi" eingesetzt worden, um den Respekt der Umweltauflagen des Arcelor-Elektroofens auf Esch/Belval zu begleiten. Mitglieder dieses Gremiums seien neben dem Betreiber die Umweltverwaltung, die betroffenen Gemeinden und die Umweltorganisationen „Mouvement écologique - Regionale/Süden" und die „Biergerinitiativ Stop Dioxin".

„Mouvement écologique" und „Stop Dioxin" stellen aufgrund der monatlichen Messresultate für TOC (totaler organischer Kohlenstoff, aus Verunreinigungen im Schrott durch Öle, Farbe usw.) der letzten beiden Jahre eine quasi tägliche Überschreitung fest. Auch bei anderen Schadstoffen wie PAK (polyaromatische Kohlenwasserstoffe, als höchst krebserregend eingestuft), SO_2 (Schwefeldioxid) und CO (Kohlenstoffmonoxid, ungebunden stark giftig, verbindet sich in der Atmosphäre mit Sauerstoff zum Treibhausgas CO_2) würden die Grenzwerte systematisch überschritten.

Zudem würden Immissionsmessungen die überhöhte Schadstoffkonzentration in der direkten Nachbarschaft des Elektrostahlwerkes bestätigen, wo die Escher Gemeindeverantwortlichen seit Jahren durch das Biomonitoring-Verfahren die Schadstoffkonzentration in Moosen, Gräsern („graminées") und Gemüse überprüfen lassen. Schwerpunkt ist hier die Gartenanlage „an Elsebrech", wo auf 130 Parzellen Gemüse für ca. 1.000 Personen gezüchtet wird und auf denen das neue „Südspidol" gebaut werden soll. Dabei seien die Resultate der Messungen äußerst gravierend: Die Messkampagne von 2014 ergebe die höchste Konzentration von Pb (Blei) in Gräsern und Gemüse seit Beginn der kommunalen Messkampagne im Jahr 2006! Infolgedessen hätten die Escher Gemeindeverantwortlichen wiederholt das Alarmsystem ausgelöst, das die Besitzer der Gartenanlage „an Elsebrech" auffordert, das kontaminierte Gemüse nicht zu verzehren bzw. nicht an Tiere zu verfüttern.

In diesem Zusammenhang möchte ich von der Umweltministerin wissen:

1. Kann die Umweltministerin die regelmäßige Überschreitung besagter Grenzwerte bestätigen?

2. Wie haben sich die Werte für TOC, PAK, SO_2 und CO in den letzten fünf Jahren entwickelt?

3. Welche Resultate hat das Biomonitoring der Schadstoffkonzentration in Moosen, Gräsern („graminées") und Gemüse ergeben?

Außerdem werfen „Mouvement écologique" und „Stop Dioxin" dem Umweltministerium resp. der Umweltverwaltung vor, nicht konsequent genug gegen die Überschreitung der Grenzwerte von Emissionen und Immissionen reagiert zu haben. Außerdem stellen sie fest, dass die Betriebe in dieser Hinsicht nicht gleich behandelt werden. Konkret werfen sie der Umweltverwaltung vor, den Betreiber des Stahlwerkes in Esch/Belval, ArcelorMittal, vorteilhafter zu behandeln als andere, beispielsweise Twinerg. Letztere sei am 10. September 2014 mittels Brief aufgefordert worden, einen Bericht abzuliefern, der die Ursachen des Vorfalls vom 1. September und die geplanten Maßnahmen zur Behebung der Fehlfunktionen beschreiben soll. Nachdem dieser Aufforderung keine Folge geleistet worden sei, sei am 2. Oktober ein Brief an Twinerg ergangen, der festgehalten habe, dass die Anlage bis auf Weiteres außer Betrieb zu bleiben habe, bis den Forderungen aus dem Brief vom 10. September nachgekommen worden sei. Der zuständige Minister habe sich demnach im Fall Twinerg konsequent auf das Gesetz vom 9. Mai 2014 berufen, und zwar spezifisch auf Art. 8. und Art. 9, und damit innerhalb von nur 57 Tagen zusätzliche technische Maßnahmen beim Betreiber durchgesetzt, was im Falle von ArcelorMittal und dem Stahlwerk in Esch/Belval nicht der Fall sei.

Dazu möchte ich von der Umweltministerin wissen:

4. Kann die Ministerin diese Darstellung bestätigen und weshalb wurde die Überschreitung der Grenzwerte durch das Stahlwerk von ArcelorMittal in Esch/Belval so lange geduldet?

5. Welche konkreten Maßnahmen hat die Umweltverwaltung resp. das Umweltministerium in den letzten Jahren unternommen, um die Überschreitung der Grenzwerte zu unterbinden?

6. Wie gedenkt das Ministerium jetzt vorzugehen, um eine Überschreitung der Grenzwerte kurzfristig zu unterbinden?

7. Ab wann ist mit der Respektierung der Grenzwerte durch das Stahlwerk von Esch/Belval zu rechnen?

Réponse (03.04.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Prinzipiell gilt es zwischen Emissionen am Kamin des Elektrostahlwerks (hier COT, PAK, SO_2, CO) und Immissionen zu unterscheiden. Man kann nicht direkt von Ersteren auf Letztere schließen.

Der „Mouvement écologique" bezieht sich in seiner Pressemitteilung auf die Werte, die von „BioMonitor" im Auftrag der Stadt Esch/Alzette im Gemüse in einem umliegenden Garten ermittelt wurden. Diese erhöhten Werte führt die Vereinigung direkt auf die Emissionen des Elektrostahlwerks zurück.

Die erhöhten Immissionen in den Gärten können jedoch nicht direkt mit den Emissionen des Stahlwerks verglichen werden, da vielfältigere Ursachen für diese Belastung vorliegen können und geprüft werden müssen. Einer der Orte, an denen Immissionen durch Biomonitoring überwacht werden, ist der Messort Esch/Alzette-„an Elsebrech", an dem verschiedene Emissionen einwirken: aus der Schlackenhalde (schwarze Schlacke) von ArcelorMittal, aus dem Elektrostahlwerk (gefasste und diffuse Quellen) und aus Bodenarbeiten im Rahmen der verschiedenen Baumaßnahmen auf dem Gebiet von Belval. Diese Stäube fallen je nach Wetterlage als Niederschlag im nahen Umfeld, insbesondere „an Elsebrech" (Hauptwindrichtung).

Im Rahmen dieser Antwort wird sich auf Ergebnisse des Biomonitorings der Umweltverwaltung bezogen, die ein eigenes Messnetz betreibt und die in der parlamentarischen Anfrage genannten Emissionen der Stoffe (COT, PAK, SO_2, CO) untersucht.

Ad 1. a) Emissionen des Kamins des Elektrostahlwerks:

- Die Grenzwerte für COT („carbone organique total", gesamter organischer Kohlenstoff) wurden in der Tat in der Vergangenheit systematisch überschritten. Ein großer Teil - um die 75% - dieses Summenparameters stammt aus

unverbranntem Erdgas (Methan CH_4), also nicht aus Schrottverunreinigungen.

- Die Grenzwerte für PAK (polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe) wurden bei den drei Messkampagnen in 2014 überschritten; in diesem Summenparameter überwiegt Naphthalin; dieses entsteht z. B. auch bei Verbrennung von fossilen Energieträgern. Verunreinigungen im Schrott könnten also eine Ursache dafür sein.

- Der Grenzwert für SO_2 (Schwefeldioxid) wurde bei einer der drei Messkampagnen im Jahr 2014 überschritten.

- Der Parameter CO (Kohlenmonoxid) wurde bei den drei Messkampagnen im Jahr 2014 überschritten. Der Parameter CO sagt etwas über den Verbrennungsprozess aus, ist aber für die Umweltverschmutzung kein aussagekräftiger Parameter.

- Der Grenzwert für Blei (100 µg/Nm³) am Kamin des Elektrostahlwerks wird eingehalten; er liegt übrigens deutlich unter dem maximal möglichen Grenzwert von 0,5 mg/Nm³.

b) Immissionen in der Gartenlage „an Elsebrech":

Die Grenzwerte für Blei für Blattgemüse, welche in der „Verordnung (EG) N°1881/2006 der Kommission vom 19. Dezember 2006 zur Festsetzung der Höchstgehalte für bestimmte Kontaminanten in Lebensmitteln" festgehalten sind, wurden in der Gartenanlage „an Elsebrech" seit 2003 etwa bei jeder vierten Messkampagne überschritten. Die erhöhten Werte wurden insbesondere in der Messkampagne von September 2013 bis September 2014 festgestellt.

Ad 2. Im Laufe der letzten fünf Jahre sind 15 Messkampagnen erfolgt. Es erfolgen pro Messkampagne für jeden Parameter mindestens drei Messungen.

Im Fall COT ist es wenig sinnvoll, einzelne Messergebnisse zu betrachten, denn es liegen halbstündliche Messergebnisse vor: Die Auswertung der Letzteren ergibt, dass die Tagesmittelwerte in den letzten fünf Jahren im Schnitt 28,1 mg/Nm³ betrugen.

Wichtig ist zu betonen, dass es in diesem Bereich zu einer deutlichen Verbesserung der Situation gekommen ist: Ende 2014 hat der Betreiber des Stahlwerks, ArcelorMittal, einige Änderungen an seinen Anlagen vorgenommen, die zur besseren Verbrennung beitragen sollen. Der durchschnittliche Tagesmittelwert von Januar 2015 betrug danach 15,4 mg/Nm³; es konnte also eine deutliche Reduzierung festgestellt werden. In den nächsten Monaten wird sich zeigen, ob diese Verbesserung von Dauer ist.

Die mittleren Messwerte für PAK wurden bei 7 der 15 Messkampagnen überschritten, dies insbesondere bei den rezenteren Kampagnen.

Die mittleren Messwerte für SO_2 wurden bei 2 der 15 Messkampagnen überschritten.

Die mittleren Messwerte für CO wurden bei 13 der 15 Messungen überschritten.

Ad 3. Beim Biomonitoring werden Moose und Blattgemüse auf Blei untersucht. Im Raum Esch/Alzette wurden im Zeitraum September 2013 - September 2014 bei zwei Moosproben (Rämerich, „an Elsebrech") erhöhte bzw. hohe Bleikonzentrationen und bei zwei von vier Blattgemüseproben („an Elsebrech") Überschreitungen des Grenzwertes festgestellt.

Die Überwachung von Dioxinen, Furanen und PCB durch Biomonitoring ergab keine Überschreitung des „seuil sanitaire préventif".

Ad 4. Die Aussage, dass Betriebe ungleich behandelt werden, stimmt so nicht. Die Umweltverwaltung verfolgt generell das Ziel, die Einhaltung der Kommodo-Genehmigung bei allen Unternehmen durchzusetzen.

Die Verschmutzung durch die Gasturbine und die Verschmutzung durch das Stahlwerk sind jedoch nicht vergleichbar: Erstere stammte aus einem außerplanmäßigen Vorfall, während letztere aus dem kontinuierlichen Betrieb entsteht. Deswegen sind auch die von der Verwaltung und der zuständigen Ministerin eingeleiteten Schritte nicht vergleichbar.

Im Fall Twinerg kam es zu einem Vorfall, der dem Gasturbinenbetreiber - der ja mehr als eine dieser Zentralen betreibt - bisher unbekannt war. Ursachenforschung musste also betrieben werden; als Mitverursacher stellte sich der lange Stillstand der Zentrale heraus. Die Genehmigung der Twinerg wurde deswegen um Auflagen im Falle von Stillständen ergänzt.

Im Fall ArcelorMittal handelt es sich um ein weitaus vielschichtigeres Problem: Neben einem nicht optimalen Verbrennungsprozess - daher auch das unverbrannte CH_4 - und den Anlagen zur Abluftreinigung spielt auch die Qualität des verwendeten Stahlschrotts eine Rolle. Dieses Problem kann nur langfristig gelöst werden. Betreiber und Umweltverwaltung stehen deswegen in engem und intensivem Kontakt, um kontinuierliche Verbesserungen durch neue Investitionen zu erreichen.

Ad 5. Wie alle genehmigungspflichtigen Betriebe wird auch ArcelorMittal nach jeder Grenzwertüberschreitung schriftlich aufgefordert, die Grenzwerte einzuhalten, die Ursachen für diese darzulegen und Maßnahmen zu ergreifen, damit die Grenzwerte zukünftig eingehalten werden.

Anlässlich dieser Überschreitungen wird versucht herauszufinden, weshalb es zu den COT- und PAK-Grenzwertüberschreitungen kommt. Erst durch diese Forderungen der Umweltverwaltung konnte die unvollständige Verbrennung der organischen Stoffe im Ofen deutlich gemacht werden.

Seither unternimmt ArcelorMittal Versuche, diese in den Griff zu bekommen: Die Umweltverwaltung wird regelmäßig informiert, welche Maßnahmen geplant sind und ob sie sich als kontraproduktiv, ineffizient oder vielversprechend herausstellen.

Folgende Maßnahmen wurden getroffen:

- Um die Verbrennung zu optimieren, wird seit einiger Zeit z. B. die Frischluftzufuhr automatisch über eine neu installierte Sauerstoffmesssonde geregelt.

- Des Weiteren wurden Ende 2014 die bestehenden Absauggebläse durch bessere ersetzt. Auch andere Adsorptionsmittel wurden getestet.

- Ein weiterer Ansatz besteht in der Verbesserung der Stahlschrottqualität. Es ist wegen der Inhomogenität und der Lieferform nicht möglich, durch visuelle Kontrollen komplett auszuschließen, dass organische Stoffe (Holz, Farben...) oder andere Metalle im Elektroofen landen. In diesem Frühjahr wird eine Anlage, die einen Teil des stärker verschmutzen Schrotts von Verunreinigungen befreit, in Betrieb genommen. Auch diese Maßnahme dient dazu, den Anteil von Fremdmaterial vor der Schmelze zu verringern. Erst nachdem diese Anlage in Betrieb genommen wurde, wird man feststellen können, ob sich diese Maßnahme positiv auf die Luftreinhaltung auswirkt.

- Des Weiteren wurde die Betriebsgenehmigung so abgeändert, dass seit 2012 die punktuellen, zweijährlichen Kontrollmessungen dann erfolgen, wenn vermehrt potenziell stärker verunreinigter Schrott, unter Einsatz von Reifen, geschmolzen wird. Somit wird gewährleistet, dass die Emissionsmessungen den ungünstigsten Fall widerspiegeln.

- Ebenfalls auf Anfrage der Umweltverwaltung wurde eine Messsonde für den Methangehalt des Abgases installiert, damit auch die Messung der nichtmethanösen organischen Stoffe kontinuierlich erfolgt.

Ad 6. Die einzige Möglichkeit, die Grenzwertüberschreitungen kurzfristig zu unterbinden, wäre die Schließung des Stahlwerks. Mittelfristig verfolgen das Nachhaltigkeitsministerium und die Umweltverwaltung weiterhin den Betrieb der Anlage engmaschig mit dem Ziel, dass weitere Verbesserungsmaßnahmen erarbeitet und umgesetzt werden. Zu diesem Zweck erfolgen auch regelmäßige Arbeitstreffen zwischen Vertretern der Umweltverwaltung und ArcelorMittal. Fortschritte wurden bereits erzielt und eine weitere Zusammenkunft mit den Verantwortlichen des Elektrostahlwerks steht unmittelbar bevor.

Ad 7. Wie bereits oben erwähnt wurden kürzlich verschiedene Maßnahmen ergriffen, um die Situation zu verbessern. Weitere Maßnahmen sind noch geplant oder vor der Umsetzung. Es bleibt zu überprüfen, welchen Impakt diese Maßnahmen auf die Verbesserung der Emissionssituation haben werden. Es kann deshalb zurzeit noch keine verbindliche Aussage gemacht werden.

Question 0946 (02.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **redémarrage des réacteurs nucléaires de Tihange et de Doel:**

Selon des informations de presse et suite aux précisions que l'Agence fédérale du contrôle nucléaire belge (AFNC) vient de donner hier en ce qui concerne les deux réacteurs de Tihange 2 et de Doel 3, révélant notamment qu'en raison de la modification de la méthode de détection, la taille et le nombre des défauts constatés auraient augmenté considérablement. Dans ce contexte, Madame la Ministre de la Santé Lydia Mutsch et Madame la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg auraient été unanimes pour déclarer: «Dans l'état actuel des connaissances, un redémarrage des deux réacteurs ne serait pas acceptable!»

- Tout en souscrivant à cette déclaration, j'aimerais savoir de Mesdames les Ministres de la Santé et de l'Environnement ce que le Gouvernement luxembourgeois compte entreprendre et avec quels moyens il estime empêcher le redémarrage des deux réacteurs concernés.

Réponse commune (02.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Gouvernement luxembourgeois s'échange régulièrement avec le Gouvernement belge afin d'assurer la sécurité nucléaire.

Concernant les défauts détectés dans les cuves des réacteurs nucléaires de Tihange 2 et de Doel 3, il y a lieu de noter qu'il y a eu des entretiens tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des autorités et administrations compétentes.

La position luxembourgeoise est inchangée: «Tant que les résultats des études ne peuvent pas démontrer incontestablement que les propriétés mécaniques de l'acier des cuves permettent de garantir l'intégrité des cuves dans toute situation possible dans la conduite des réacteurs, un redémarrage des deux réacteurs ne serait pas acceptable.»

Les résultats intermédiaires, qui sont connus aujourd'hui, ne permettent en effet pas une telle conclusion.

Plus précisément, lors d'une visite du Premier Ministre du Royaume de Belgique au Luxembourg, le 5 novembre 2014, celui-ci a assuré le Premier Ministre luxembourgeois que la précaution du côté belge est «maximale» et s'est engagé lors d'une conférence de presse à «veiller à informer de façon permanente sur la situation en Belgique» et que le Gouvernement a «l'obsession de garantir la sécurité et la sûreté».

Une déclaration similaire a été faite lors de la réunion conjointe des Gouvernements belge et luxembourgeois, le 5 février 2015, notamment que «toute décision concernant un redémarrage éventuel des réacteurs doit se fonder sur des arguments et analyses scientifiques non contestables».

Question 0947 (02.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **mission économique du Luxembourg et la situation des droits de l'Homme aux Émirats Arabes Unis et au Qatar:**

Il me revient que vous dirigez une mission financière, présidée par le Grand-Duc Héritier et accompagnée d'une délégation d'une soixantaine de représentants d'entreprises luxembourgeoises du secteur financier, aux Émirats Arabes Unis du 1er au 3 mars et au Qatar du 4 au 5 mars 2015. La mission aurait pour objet de faire la promotion de la place financière dans la région et de renforcer les relations politiques et économiques avec ces pays.

Vous n'êtes pas sans savoir que dans ces États les droits de l'Homme les plus élémentaires ne sont guère respectés (pour plus d'informations, voire sous http://www.justin-turpel.lu/mission-financiere-emirats-arabes-et-qatar/).

Dans ce contexte, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre est-il disposé à intervenir dans le cadre de la mission actuelle auprès des autorités des Émirats Arabes Unis et du Qatar afin de faire respecter les droits de l'Homme et les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et d'honorer l'engagement que «le Luxembourg attache beaucoup d'importance aux droits de l'Homme»?

2. Ne serait-il pas opportun de restreindre les relations politiques et économiques avec ces pays, aussi longtemps que les droits de l'Homme les plus élémentaires n'y sont pas respectés?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les relations diplomatiques entre le Luxembourg et les Émirats Arabes Unis remontent à 1980. Elles se sont intensifiées au courant des dernières années avec l'ouverture, fin 2011, de l'ambassade luxembourgeoise à Abu Dhabi, la seule représentation diplomatique du Grand-Duché dans la région du Golfe, voire au Moyen-Orient au sens large. Les relations avec le Qatar se sont également intensifiées ces dernières années, notamment depuis la visite d'État de S.A.R. le Grand-Duc en 2011. Ces pays constituent donc pour le Luxembourg des partenaires de choix dans la région. À noter qu'ils font tous les deux partie de la coalition contre l'État Islamique.

Conformément au programme gouvernemental, le Luxembourg, dans sa politique extérieure, œuvre en faveur des droits fondamentaux, des libertés publiques et de la promotion de l'État de droit. Le sujet est régulièrement soulevé dans les enceintes et contextes appropriés, dans l'esprit d'une approche constructive.

Question 0948 (02.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **liberté de la presse:**

Depuis un article paru au Luxemburger Wort en rapport avec le coût de la cérémonie d'adieu de l'ancien directeur général de la Police grand-ducale et d'investiture du nouveau directeur général, beaucoup d'encre a coulé de part et d'autre.

Hier wort.lu indiquait que les responsables du Ministère de la Sécurité intérieure recherchaient activement la personne responsable de la fuite d'information.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les informations diffusées sur wort.lu?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que cette façon de procéder porte atteinte à la liberté de la presse?

Réponse (05.03.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth, j'ai l'honneur de vous informer que l'information publiée sur wort.lu, en relation avec une supposée recherche active par le Ministère de la Sécurité intérieure de la personne responsable de la fuite d'information, dont question, est dénuée de tout fondement.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

(suite de la page R2)

- d'Notioun vun „Opléisung" vun der Chamber gëtt gestrach an duerch déi vun „virgezunne Wahlen" ersat. Et ass virgesinn, datt de Statschef, ënner gewësse Konditiounen, virgezunne Wahle fixéiere kann. Dobäi ze bemierken ass, datt am Joer no de Wahle keng virgezunne Wahle stattfanne kënnen;

- wat d'Pouvoire vun der aler Chamber tëschent dem Dag vun de Wahlen an der Assermentatioun vun deenen nei gewielten Deputéierten ubelaangt, gëtt preziséiert, datt aus Grënn vun der Rechtssécherheet déi al Chamber voll a Funktioun bleift an all hir Rechter behält bis zum Dag, wou déi nei gewielten Deputéiert vereedegt ginn;

- d'legislativ Initiativ vum Bierger gëtt an déi nei Verfassung ageschriwwen: déi Wahlberechtegt kënnen d'Initiativ ergräifen, fir der Chamber eng motivéiert Propositioun fir ze légiféréiere virzeleeën;

- den Droit d'enquête vun der Chambre des Députés gëtt an deem Sënn geännert, datt eng Enquêtëkommissioun agesat muss ginn, wann dat vu mindestens engem Drëttel vun den Deputéierte gefuerdert gëtt.

° D'Kapitel 5. - D'Regierung gëtt vu Grond op geännert. Ervirzehiewen ass, datt déi op Initiativ vun der Chamber gestëmmte Motion de censure formell an der Verfassung verankert gëtt, grad esou wéi d'Méiglechkeet vun der Regierung, hir politesch Responsabilitéit direkt no hirer Entrée en fonction ze engagéieren.

° D'Kapitel 6. - De Statsrot gëtt ergänzt duerch Dispositiounen iwwert d'legislativ Prozedur.

° D'Kapitel 7. - D'Justiz gesäit nieft enger Rei vun Textadaptatiounen och nach e puer méi wichteg Ännerunge vir:

- d'Onofhängegkeet vun de Riichter a vum Parquet gëtt an der neier Verfassung kloer duergestallt;

- et ass virgesinn, eng Cour suprême un der Spëtzt vun der Geriichtshierarchie anzeféieren, fir d'Geriichtswiesen ze vereinfachen. Si soll d'Cour supérieure de Justice an d'Cour constitutionnelle ersetzen, déi hirersäits ofgeschaaft ginn;

- d'Kreatioun vun engem Conseil national de Justice, dee komplett onofhängeg vum legislativen an exekutive Pouvoir handele kann, ass virgesinn. Dëse Conseil huet déi duebel Missioun, fir d'Onofhängegkeet vun de Justizbehörden a fir eng gutt Administratioun vun der Justiz ze suergen;

- et gëtt virgeschloen, d'Fro vun de Konsequenze vun engem Arrêt vun der zukünfteger Cour suprême, déi als Verfassungsriichter statuéiert, an der neier Verfassung ze regelen.

° Beim Kapitel 8. - Verschidden Dispositiounen iwwert d'Statsverwaltung gëtt besonnesch higewisen op d'Erweiderung vun der Interventioun vum Législateur beim Kaf a Verkaf vu Bien-mobiliere fir de Stat an op déi nei Sektioun 3 iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an de reliéise Communautéiten, déi d'Grondsätz vun der Trennung, der Neutralitéit an der Impartialitéit vum Stat an déi nei Verfassung aféiert.

Déi nei Verfassung regelt weiderhin d'Relatiounen tëschent dem Stat an de reliéise Communautéiten, mä d'Obligatioun vum Stat, fir d'Paien an d'Pensioune vun de Kultusvertrieder opzekommen, gëtt gestrach.

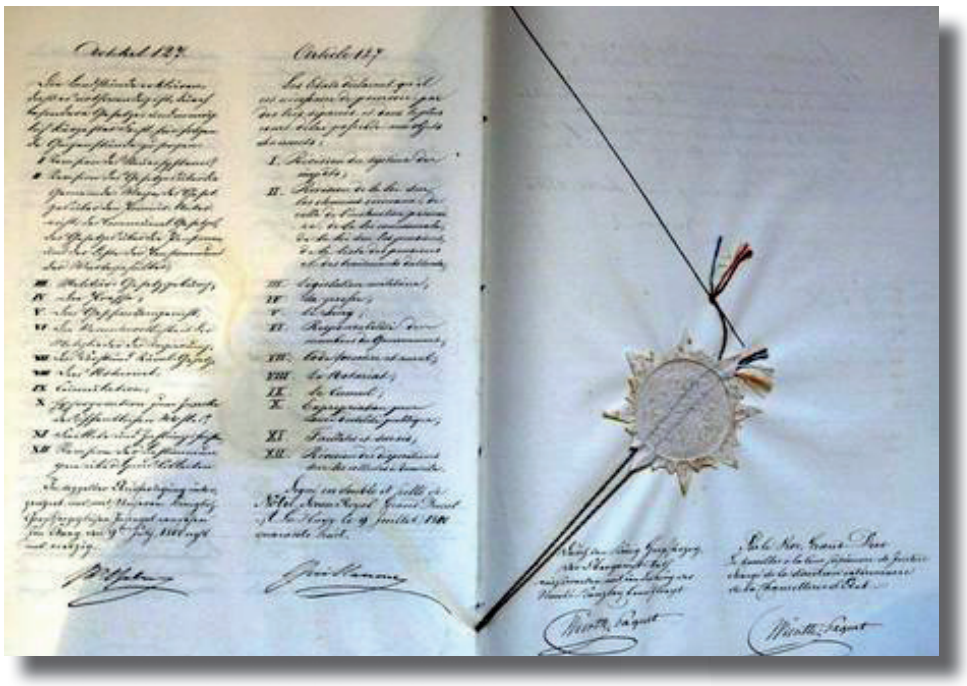
° D'Kapitel 9. - D'Etablissement-publicke vum Stat an d'Beruffsstänn soll sech ënner anerem mat der Fro vum Pouvoir réglementaire vun den Etablissement-publicken an den Organer vun de liberale Beruffer befaassen. Doriwwer eraus gëtt proposéiert, op där Plaz och nach d'Kreatioun vu Beruffskummeren an d'Existenz vu réglementéierte Beruffer unzeschneiden.

° Beim Kapitel 10. - D'Gemengen ass den Textvirschlag ervirzehiewen, dee fir de Stat d'Obligatioun virgesäit, derfir ze suergen, datt d'territorial Kollektivitéiten iwwert déi adequat Mëttel verfügen, fir hir Missiounen erfëllen ze kënnen.

° D'Kapitel 11. - D'Revisioun vun der Verfassung enthält d'Dispositiounen iwwert d'Prozedur fir Verfassungsrevisiounen.

° D'Kapitel 12. - Ofschléissend Dispositiounen regruppéiert d'Iwwergangsdispositiounen, déi fir eng soupel Transitioun vum aktuelle Verfassungsregime op déi nei Konstitutioun geschafe musse ginn, an d'Dispositiounen, no deenen déi aktuell Verfassung ofgeschaaft an d'Akraaftriede vun der neier Konstitutioun festgeluecht gëtt.

An deem vun der Kommissioun proposéierte koordinéierten Text kann een am Detail d'Ännerungsvirschléi fir d'Revisiounspropositioun, déi entweder vum Statsrot a sengem Avis vum 6. Juni 2012 oder vun der genannter parlamentarescher Kommissioun (an deem Fall handelt et sech ëm parlementaresch Amendementer) ënnerbreet gi sinn, verfollegen. Et gëtt drop higewisen, datt dës Amendementer dem Statsrot fir en Avis complémentaire virgeluecht ginn, deen dann nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert gëtt. Et handelt sech deemno op kee Fall ëm en definitiven Text, mä ëm en Text, deen nach geännert ka ginn.



Wann een deen Text duerchliest, stellt ee fest, datt et hei net méi ëm eng Neiuerdnung oder ëm eng global Refonte vun den existenten Dispositioune geet, mä ëm e Projet iwwert d'Verfaasse vun enger neier Konstitutioun. Aus deem Grond huet d'Kommissioun an hirer Sëtzung vum 11. Mäerz 2015 décidéiert, den Intitulé vun der Revisiounspropositioun 6030 ze änneren.

Quelles sont les principales modifications envisagées?

Depuis la session ordinaire 2012-2013, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré la majeure partie de ses réunions à l'instruction de la proposition de révision 6030. Quant aux points ayant suscité d'abondantes discussions, l'on peut citer, entre autres, les symboles de l'État, notamment le régime linguistique, une série d'articles du chapitre relatif au Grand-Duc et les articles ayant trait aux cultes suite au rapport relatif aux relations entre l'État et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg élaboré par un groupe d'experts et publié en octobre 2012 et à l'accord conclu entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et les communautés religieuses établies au Luxembourg au mois de janvier 2015.

Parmi les modifications proposées par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (ci-après la «commission»), il y a lieu de relever, notamment:

° Le Chapitre 1er. - De l'État, de son territoire et de ses habitants regroupe les éléments qui caractérisent l'État luxembourgeois, à savoir sa forme politique, la souveraineté, le chef de l'État, le territoire et les dispositions sur la nationalité.

Ce texte innove sur deux points: d'une part, la monarchie est expressément inscrite dans la Constitution afin d'informer le lecteur dès le début sur le régime politique du Luxembourg et, d'autre part, par référence à d'autres constitutions européennes, les symboles de l'État sont évoqués dans la Constitution. Il s'agit du régime linguistique, de l'emblème national qui est le drapeau tricolore rouge, blanc, bleu, des armoiries et de l'hymne national.

° Le Chapitre 2. - Des droits et libertés a trait aux libertés publiques et aux droits fondamentaux des citoyens.

Il est proposé d'y énumérer explicitement, entre autres, l'inviolabilité de la dignité humaine, la prohibition de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants et l'obligation de moyens de l'État visant à veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.

La nouvelle Constitution contient une «clause transversale» disposant que toute limitation de l'exercice des droits fondamentaux, des libertés publiques et des droits du justiciable prévus par la Constitution par le biais de sources de droits subalternes doit respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés.

° Le Chapitre 3. - Du Grand-Duc regroupe sous une première section les dispositions ayant trait au Chef de l'État et sous une deuxième section celles concernant la monarchie constitutionnelle, à savoir: la succession au trône, la régence et la lieutenance.

Force est de constater que la formule surannée de «prérogatives» du Grand-Duc est abandonnée afin de souligner que le Chef de l'État ne dispose pas d'un pouvoir discrétionnaire d'agir ou de ne pas agir dans le cadre des compétences qui lui sont attribuées. Ses attributions sont bel et bien des charges résultant de sa fonction. Comme son rôle institutionnel est défini et limité par la Constitution, il s'agit de l'exercice d'une compétence liée.

Au regard de la théorie des compétences liées, la commission considère qu'il faut introduire dans la future Constitution, à l'instar des Constitutions suédoise et néerlandaise, un article relatif aux conséquences à tirer dans le cas où le Chef de l'État ne remplit pas ses attributions constitutionnelles.

° Le Chapitre 4. - De la Chambre des Députés prévoit, en dehors de plusieurs adaptations mineures, quelques modifications plus importantes:

- quant aux incompatibilités, la commission est d'avis qu'il vaut mieux recourir à une formulation générale plutôt que d'énumérer les incompatibilités afin d'éviter le risque de ne pas être exhaustif. Dans un souci de sécurité juridique, la commission propose toutefois d'inscrire l'incompatibilité entre le mandat de député européen et le mandat de parlementaire national dans la nouvelle Constitution;

- aux yeux de la commission, l'organisation de la Chambre des Députés en sessions n'a plus de sens. Selon la conception nouvelle, la législature fonctionne de manière continue et n'est partant plus interrompue par des sessions, de sorte que tant la Constitution que le Règlement de la Chambre des Députés doivent faire abstraction de l'évocation de la subdivision de la période législative en sessions;

- la notion de «dissolution» de la Chambre des Députés est supprimée et remplacée par celle d'«élections anticipées». Il est prévu que le Chef de l'État peut, sous certaines conditions, fixer des élections anticipées. À noter, qu'aucune élection anticipée ne peut avoir lieu dans l'année qui suit une élection;

- en ce qui concerne les pouvoirs de l'ancienne Chambre des Députés entre le jour des élections et l'assermentation des députés nouvellement élus, il est précisé, dans un souci de sécurité juridique, que celle-ci reste entièrement en fonction et garde tous ses pouvoirs jusqu'au jour où les députés nouvellement élus seront assermentés;

- l'initiative législative citoyenne est inscrite dans la nouvelle Constitution: des électeurs peuvent prendre l'initiative de transmettre à la Chambre des Députés une proposition motivée aux fins de légiférer;

- le droit d'enquête de la Chambre des Députés est modifié en ce sens qu'une commission d'enquête doit être instituée à la demande d'un tiers au moins des députés.

° Le Chapitre 5. - Du Gouvernement fait l'objet d'une modification d'ensemble. À relever que la motion de censure votée à l'initiative de la Chambre des Députés est mentionnée de façon formelle dans la Constitution au même titre que la possibilité du Gouvernement d'engager sa responsabilité politique dès son entrée en fonction.

° Le Chapitre 6. - Du Conseil d'État est complété par des dispositions concernant la procédure législative.

° Le Chapitre 7. - De la Justice prévoit, en dehors de quelques adaptations de texte, quelques modifications plus importantes:

- l'indépendance des magistrats du siège et du ministère public est énoncée dans la nouvelle Constitution;

- l'instauration d'une Cour suprême au sommet de la hiérarchie judiciaire visant à aboutir à une simplification de l'organisation judiciaire est prévue. Elle est censée remplacer la Cour supérieure de Justice et la Cour constitutionnelle, qui disparaîtront;

- la création d'un Conseil national de Justice qui agit en toute indépendance des pouvoirs législatif et exécutif est prévue. Il aura la double mission de veiller à l'indépendance des autorités judiciaires et à une bonne administration de la Justice;

- il est proposé de régler la question des conséquences d'un arrêt de la future Cour suprême statuant en tant que juge constitutionnel dans la nouvelle Constitution.

° Pour le Chapitre 8. - De certaines dispositions relatives à l'administration de l'État, il y a lieu de noter tout particulièrement l'extension de l'intervention du législateur à l'aliénation et à l'acquisition de biens mobiliers pour le compte de l'État et de relever la nouvelle section 3 relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses introduisant les principes de séparation, de neutralité et d'impartialité de l'État dans la nouvelle Constitution.

La nouvelle Constitution continue à régler les relations entre l'État et les communautés religieuses. L'obligation pour l'État de prendre en charge les traitements et pensions des ministres des cultes est toutefois supprimée.

° Le Chapitre 9. - Des établissements publics de l'État et des organes professionnels vise, entre autres, à traiter la question du pouvoir réglementaire des établissements publics et des organes des professions libérales. Par ailleurs, il est proposé d'y évoquer également la création de chambres professionnelles et l'existence de professions réglementées.

° Pour le Chapitre 10. - Des communes, il convient de relever la proposition de texte prévoyant l'obligation pour l'État de faire en sorte que les collectivités territoriales disposent de moyens adéquats pour s'acquitter de leurs missions.

° Le Chapitre 11. - De la révision de la Constitution reprend les dispositions relatives à la procédure de révision de la Constitution.

° Le Chapitre 12. - Des dispositions finales regroupe les dispositions transitoires à prévoir en vue d'un passage souple du régime constitutionnel en place vers la nouvelle Constitution ainsi que les dispositions abrogeant la Constitution actuelle et déterminant l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

Le texte coordonné proposé par la commission permet de suivre en détail les propositions de modifications à la proposition de révision suggérées, soit par le Conseil d'État dans son avis du 6 juin 2012, soit par la commission parlementaire précitée (il s'agit dans ce cas d'amendements parlementaires). À noter que ces amendements sont soumis au Conseil d'État pour avis complémentaire, lequel sera rediscuté en commission. Il ne s'agit donc aucunement d'un texte définitif, mais d'un texte qui est encore sujet à modifications.

À la lecture de ce texte, force est de constater qu'on n'est plus en présence d'un nouvel ordonnancement voire d'une refonte globale des dispositions en place, mais d'un projet de rédaction d'une nouvelle Constitution. Voilà pourquoi, la commission a décidé au cours de sa réunion du 11 mars 2015 de modifier l'intitulé de la proposition de révision 6030.

Welche hauptsächlichen Änderungen sind geplant?

Seit der ordentlichen Sitzungsperiode 2012-2013 widmete der Ausschuss für Institutionen und Verfassungsänderung den größten Teil seiner Sitzungen der Untersuchung des Änderungsantrags 6030. Von den Punkten, die aus

giebige Diskussionen hervorriefen, lassen sich unter anderem erwähnen: die Staatssymbole, insbesondere die Sprachenregelung, mehrere Artikel des Kapitels in Bezug auf den Großherzog und die Artikel, die die Glaubensgemeinschaften betreffen, im Anschluss an den Bericht über die Beziehungen zwischen dem Staat und den Religions- bzw. weltanschaulichen Gemeinschaften in Luxemburg, der von einer Sachverständigengruppe ausgearbeitet und im Oktober 2012 veröffentlicht worden war, sowie im Anschluss an das Abkommen zwischen dem Staat des Großherzogtums Luxemburg und den Religionsgemeinschaften in Luxemburg vom Januar 2015.

Von den vom Ausschuss für Institutionen und Verfassungsänderung (nachstehend der „Ausschuss" genannt) vorgeschlagenen Änderungen sind insbesondere hervorzuheben:

° In Kapitel 1. - Der Staat, das Staatsgebiet und seine Einwohner sind die Merkmale zusammengefasst, die für den luxemburgischen Staat kennzeichnend sind, nämlich seine Staatsform, die Souveränität, der Staatschef, das Staatsgebiet und die Bestimmungen zur Staatsangehörigkeit.

Mit diesem Text werden zwei Neuerungen eingeführt: Einerseits wird die Monarchie ausdrücklich in die Verfassung aufgenommen, um den Leser von Anfang an über die politische Ordnung Luxemburgs zu unterrichten, und andererseits werden in Anlehnung an andere europäische Verfassungen die Staatssymbole in der Verfassung erwähnt. Hierbei handelt es sich um die Sprachenregelung, das Hoheitszeichen, die dreifarbige Flagge rot-weiß-blau, das Staatswappen und die Nationalhymne.

° Das Kapitel 2. - Rechte und Freiheiten betrifft die verfassungsmäßigen Freiheitsrechte und die Grundrechte der Bürger.

Es wird vorgeschlagen, hierin ausdrücklich unter anderem die Unantastbarkeit der Menschenwürde, das Verbot der Folter und einer unmenschlichen und erniedrigenden Strafe oder Behandlung sowie die Verpflichtung des Staates zur Erbringung einer Dienstleistung mit dem Ziel aufzuführen, dafür zu sorgen, dass jede Person in Würde leben und über eine angemessene Wohnung verfügen kann.

Die neue Verfassung enthält eine „Querschnittsklausel", wonach jede Beschränkung in der Ausübung von Grundrechten, von verfassungsmäßigen Freiheitsrechten und von Rechten des Rechtsbürgers, die in der Verfassung mittels nachrangiger Rechtsquellen vorgesehen sind, den wesentlichen Inhalt der genannten Rechte und Freiheiten zu beachten hat.

° In Kapitel 3. - Der Großherzog sind im ersten Abschnitt die Bestimmungen über den Staatschef und im zweiten Abschnitt die Bestimmungen über die konstitutionelle Monarchie, nämlich die Thronfolge, die Regentschaft und die Stellvertretung, zusammengefasst.

Hierzu ist festzustellen, dass die veraltete Formel von „Vorrechten" des Großherzogs aufgegeben wird, um zu betonen, dass der Staatschef im Rahmen der ihm übertragenen Aufgaben nicht über eine Ermessensbefugnis verfügt. Seine Aufgaben sind sehr wohl Amtspflichten. Da seine institutionelle Rolle durch die Verfassung festgelegt und beschränkt ist, liegt hier die Ausübung einer gebundenen Zuständigkeit vor.

In Anbetracht der Theorie der gebundenen Zuständigkeiten vertritt der Ausschuss die Auffassung, dass in die künftige Verfassung nach dem Vorbild der schwedischen und der niederländischen Verfassung ein Artikel über die verfassungsrechtlichen Folgen für den Fall einzuführen ist, dass der Staatschef nicht seine verfassungsmäßigen Aufgaben erfüllt.

° Kapitel 4. - Die Abgeordnetenkammer sieht außer mehreren geringfügigen Anpassungen einige bedeutendere Änderungen vor:

- In Bezug auf die Unvereinbarkeiten vertritt der Ausschuss die Auffassung, dass man besser auf eine allgemeine Formulierung anstatt der Aufzählung der Unvereinbarkeiten zurückgreifen sollte, um die Gefahr der Unvollständigkeit zu vermeiden. Aus Gründen der Rechtssicherheit schlägt der Ausschuss jedoch vor, die Unvereinbarkeit zwischen dem Mandat als Europa-Abgeordneter und dem Mandat als Abgeordneter des nationalen Parlaments in die neue Verfassung aufzunehmen;

- aus der Sicht des Ausschusses ist die Organisation der Abgeordnetenkammer in Sitzungsperioden nicht mehr sinnvoll. Nach der neuen Konzeption läuft die Legislaturperiode kontinuierlich und wird demnach nicht mehr durch Sitzungsperioden unterbrochen, so dass sowohl die Verfassung als auch die Geschäftsordnung der Abgeordnetenkammer von der Erwähnung der Aufteilung der Legislaturperiode in Sitzungsperioden absehen müssen;

- der Begriff „Auflösung" der Abgeordnetenkammer wird gestrichen und durch den Begriff „vorgezogene Neuwahlen" ersetzt. Es ist geplant, dass der Staatschef unter bestimmten Voraussetzungen vorgezogene Neuwahlen ansetzen kann. Hierzu ist anzumerken, dass eine vorgezogene Neuwahl nicht in dem Jahr stattfinden kann, das auf eine Wahl folgt;

- in Bezug auf die Befugnisse der ehemaligen Abgeordnetenkammer zwischen dem Wahltag und der Vereidigung der neu gewählten Abgeordneten wird aus Gründen der Rechtssicherheit angegeben, dass diese uneingeschränkt im Amt bleibt und alle ihre Befugnisse bis zu dem Tag behält, an dem die neu gewählten Abgeordneten vereidigt werden;

- das Volksbegehren wird in die neue Verfassung aufgenommen: Wahlberechtigte können die Initiative ergreifen, um der Abgeordnetenkammer einen mit Gründen versehenen Vorschlag zum Zweck der Gesetzgebung zuzuleiten;

- das Untersuchungsrecht der Abgeordnetenkammer wird dahingehend geändert, dass auf Antrag von mindestens einem Drittel der Abgeordneten ein Untersuchungsausschuss eingesetzt werden muss.

° Das Kapitel 5. - Die Regierung wird insgesamt geändert. Hervorzuheben ist, dass der auf Initiative der Abgeordnetenkammer angenommene Misstrauensantrag in der Verfassung ausdrücklich ebenso wie die Möglichkeit der Regierung erwähnt wird, ab ihrer Amtsübernahme die politische Zustimmung zu ihrer Tätigkeit zu beantragen.

° Das Kapitel 6. - Der Staatsrat wird durch Bestimmungen über das Gesetzgebungsverfahren ergänzt.

° In Kapitel 7. - Die Justiz sind außer einigen Textanpassungen einige bedeutendere Änderungen geplant:

- In der neuen Verfassung ist die Unabhängigkeit der Richterschaft und der Staatsanwaltschaft aufgeführt;

- geplant ist die Errichtung eines Obersten Gerichtshofs an der Spitze der Justizhierarchie mit dem Ziel, zu einer Vereinfachung der Gerichtsverfassung zu gelangen. Er soll den Oberen Gerichtshof und den Verfassungsgerichtshof ersetzen, die beide verschwinden;

- geplant ist die Gründung eines Nationalen Rats der Justiz, der völlig unabhängig von der gesetzgebenden und der vollziehenden Gewalt tätig wird. Er hat die zweifache Aufgabe, auf die Unabhängigkeit der Justizbehörden und auf eine gute Verwaltung der Justiz zu achten;

- es wird vorgeschlagen, in der neuen Verfassung die Frage der Konsequenzen einer Entscheidung des künftigen Obersten Gerichtshofs in seiner Eigenschaft als Verfassungsgericht zu regeln.

° Zum Kapitel 8. - Einige Bestimmungen zur Staatsverwaltung ist insbesondere der erweiterte Zugriff des Gesetzgebers auf die Veräußerung und den Erwerb von Mobiliarvermögen für Rechnung des Staates anzumerken und der neue Abschnitt 3 über die Beziehungen zwischen dem Staat und den Religionsgemeinschaften hervorzuheben, mit dem die Grundsätze der Trennung, der Neutralität und der Unparteilichkeit des Staates in die neue Verfassung eingeführt werden.

Die neue Verfassung regelt weiterhin die Beziehungen zwischen dem Staat und den Religionsgemeinschaften. Allerdings entfällt die Pflicht des Staates, die Gehälter und Pensionen der Kultusverteter zu übernehmen.

° Mit Kapitel 9. - Anstalten des öffentlichen Rechts und berufsständische Gremien soll unter anderem die Frage des Verordnungsrechts der Anstalten des öffentlichen Rechts und der Gremien der freien Berufe behandelt werden. Im Übrigen wird vorgeschlagen, darin auch die Errichtung von Berufskammern und das Bestehen reglementierter Berufe zu erwähnen.

° Zu Kapitel 10. - Die Gemeinden ist der Textvorschlag hervorzuheben, der für den Staat die Verpflichtung vorsieht, dafür Sorge zu tragen, dass die Gebietskörperschaften über angemessene Mittel verfügen, um ihre Aufgaben erfüllen zu können.

° Kapitel 11. - Änderung der Verfassung übernimmt die Bestimmungen zum Verfahren der Verfassungsänderung.

° In Kapitel 12. - Schlussbestimmungen sind die vorzusehenden Übergangsbestimmungen im Hinblick auf einen flexiblen Übergang von der bestehenden Verfassungsordnung zu der neuen Verfassung sowie die Bestimmungen zusammengefasst, durch die die derzeitige Verfassung aufgehoben und das Inkrafttreten der neuen Verfassung festgelegt wird.

Mit dem vom Ausschuss vorgeschlagenen koordinierten Text lassen sich die Änderungsvorschläge zum Änderungsantrag ausführlich nachverfolgen, die entweder vom Staatsrat in seiner Stellungnahme vom 6. Juni 2012 oder vom vorgenannten Parlamentsausschuss (in diesem Fall handelt es sich um parlamentarische Änderungsanträge) angeregt wurden. Hierzu ist anzumerken, dass diese Änderungsanträge dem Staatsrat zur ergänzenden Stellungnahme vorgelegt werden, die im Ausschuss erneut beraten wird. Somit handelt es sich keineswegs um einen endgültigen Text, sondern um einen Text, der noch geändert werden kann.

Beim Durchlesen dieses Texts ist festzustellen, dass man es nicht mehr mit einer Neuordnung bzw. einer Gesamtüberarbeitung der bestehenden Bestimmungen, sondern mit dem Entwurf der Abfassung einer neuen Verfassung zu tun hat. Deshalb also hat der Ausschuss in seiner Sitzung vom 11. März 2015 beschlossen, den Titel des Änderungsantrags 6030 zu ändern.

Wat ass e Referendum?

De Referendum ass en Instrument vun der „direkter Demokratie". Et ass eng exzeptionell Prozedur, bei där déi Wahlberechtegt opgefuerdert ginn, an engem Vote iwwer eng oder méi Froen direkt ofzestëmmen, andeems si mat „Jo" oder „Nee" äntweren an domat hire politesche Choix ausdrécke kënnen.

De Referendum vum 7. Juni baséiert um Artikel 51, Paragraf (7) vun der Verfassung, dee virgesäit, datt: *„déi Wahlberechtegt an deene Fäll an ënnert deene Bedéngungen, déi vum Gesetz festzeleeë sinn, kënnen opgefuerdert ginn, sech iwwer e Referendum ze äusseren"*.

Aus der Lecture vun dësem Artikel geet ervir, datt de Referendum, wann et ëm d'Gesetzgebung geet, nëmmen op Initiativ vum Législateur stattfanne kann, an zwar a Form vun engem Gesetz, dat déi allgemeng fir dësen Zweck virgeschriwwe Bedéngunge fir d'Ofstëmmen an d'Adoptioun erfëllt. Et gëtt drop higewisen, datt dëse Referendum um formelle Plang nëmmen e **konsultative Charakter** huet, d.h. datt de Verdikt aus dësem Referendum **juristesch net bindend** ass fir de Législateur. Dat war bis elo bei alle Referenden, déi zu Lëtzebuerg ofgehale gi sinn, de Fall.

Qu'est-ce qu'un référendum?

Le référendum constitue un instrument de «démocratie directe». Il s'agit d'une procédure exceptionnelle par laquelle les électeurs sont appelés à se prononcer directement par un vote sur une ou plusieurs questions, en répondant par «oui» ou par «non», leur permettant de manifester un choix politique.

Le référendum se base sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution qui prévoit que: *«Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.»*

Il ressort de la lecture de cet article que le référendum en matière législative ne peut avoir lieu qu'à l'initiative du législateur prise sous forme d'une loi répondant aux conditions de vote et d'adoption généralement prévues à cet effet. À noter qu'il n'a sur le plan formel qu'un **caractère consultatif**, c'est-à-dire que le verdict référendaire n'est **pas juridiquement contraignant** pour le législateur. Tel a été le cas pour tous les référendums pratiqués jusqu'ici au Luxembourg.

Was ist ein Referendum?

Das Referendum bildet ein Instrument der „direkten Demokratie". Dabei handelt es sich um ein außergewöhnliches Verfahren, bei dem die Wahlberechtigten dazu aufgerufen sind, sich unmittelbar über eine Abstimmung zu einer oder mehreren Fragen zu äußern, indem sie mit „Ja" oder „Nein" antworten, wodurch sie eine politische Wahl zum Ausdruck bringen können.

Grundlage des Referendums ist Artikel 51, Absatz (7) der Verfassung der besagt: *„In den Fällen und unter den Voraussetzungen, die das Gesetz bestimmt, können die Wahlberechtigten dazu aufgerufen werden, sich über ein Referendum zu äußern."*

Aus diesem Artikel geht hervor, dass das Legislativ-Referendum nur auf Initiative des Gesetzgebers stattfinden kann, die in Form eines Gesetzes erfolgt, das den hierzu allgemein vorgesehenen Abstimmungs- und Annahmevoraussetzungen entspricht. Hierzu ist anzumerken, dass es formal nur **konsultativen Charakter** hat, das heißt, dass der Referendumsausgang für den Gesetzgeber **rechtlich nicht bindend** ist. Dies war bei allen bisher in Luxemburg durchgeführten Referenden der Fall.

Déi 3 Froen

Déi Wahlberechtegt ginn opgefuerdert, de 7. Juni 2015 an engem Referendum mat „Jo" oder mat „Nee" op déi folgend Froen am Zesummenhang mam Schafe vun enger neier Verfassung ze äntweren :

Les 3 questions

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit de consulter le peuple par voie de référendum consultatif sur des questions essentielles, notamment:

Die drei Fragen

Im Regierungsprogramm von 2013 ist die Befragung der Bevölkerung über ein Konsultativ-Referendum zu wesentlichen Fragen vorgesehen, namentlich:

+16

„Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'Lëtzebuerger, déi tëschent 16 an 18 Joer al sinn, d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei de Wahle fir d'Chamber, d'Europaparlament an de Gemengerot souwéi bei de Referende matzemaachen?"

«Approuvez-vous l'idée que les Luxembourgeois âgés entre seize et dix-huit ans aient le droit de s'inscrire de manière facultative sur les listes électorales en vue de participer comme électeurs aux élections pour la Chambre des Députés, aux élections européennes et communales ainsi qu'aux référendums?»

„Befürworten Sie die Idee, dass die Luxemburger im Alter zwischen sechzehn und achtzehn Jahren das Recht erhalten, sich fakultativ in die Wählerlisten einzutragen, um sich als Wähler an den Wahlen zur Abgeordnetenkammer, dem Europaparlament und dem Gemeinderat sowie an den Referenden zu beteiligen?"



„Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'ausländnesch Matbierger d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei Chamberwahle matzemaachen, an dat ënnert der besonnescher duebeler Bedéngung, datt si op d'mannst während zéng Joer zu Lëtzebuerg gewunnt hunn a virdru scho bei Gemengen- oder Europawahlen zu Lëtzebuerg matgemaach hunn?"

«Approuvez-vous l'idée que les résidents non luxembourgeois aient le droit de s'inscrire de manière facultative sur les listes électorales en vue de participer comme électeurs aux élections pour la Chambre des Députés, à la double condition particulière d'avoir résidé pendant au moins dix ans au Luxembourg et d'avoir préalablement participé aux élections communales ou européennes au Luxembourg?»

„Befürworten Sie die Idee, dass ausländische Mitbürger das Recht erhalten, sich fakultativ in die Wählerlisten einzuschreiben, um sich als Wähler an den Wahlen zur Abgeordnetenkammer zu beteiligen, und dies unter der besonderen doppelten Bedingung, während mindestens zehn Jahren in Luxemburg gewohnt und sich vorher bereits an Kommunal- oder Europawahlen in Luxemburg beteiligt zu haben?"



„Sidd Dir mat der Iddi averstanen, d'Zäit, während där eng Persoun ouni Ënnerbriechung Member vun der Regierung däerf sinn, op maximal zéng Joer ze begrenzen?"

«Approuvez-vous l'idée de limiter à dix ans la durée maximale pendant laquelle, de façon continue, une personne peut être membre du Gouvernement?»

„Befürworten Sie die Idee, die Dauer, während der eine Person ohne Unterbrechung Mitglied der Regierung sein darf, auf maximal zehn Jahre zu begrenzen?"

N°10
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Débat de consultation:
- développement spatial durable au Luxembourg p. 387
Modernisation et extension de la ZithaKlinik p. 382

Sommaire des séances publiques nos 25 et 26 p. 410
Sommaire des questions parlementaires p. Q142

25e séance Mercredi 18 mars 2015
26e séance Jeudi 19 mars 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Mars Di Bartolomeo à la Conférence des Présidents de Parlement de l'UE

«Nos droits fondamentaux ne doivent pas s'arrêter à nos frontières»

Les Présidents de Parlement des pays membres de l'Union européenne (UE), des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis à Rome les 20 et 21 avril 2015 pour la traditionnelle Conférence des Présidents de Parlement qui s'était concentrée cette fois-ci sur les droits fondamentaux, l'Europe au-delà de la crise, le rôle des Parlements nationaux dans les négociations des traités internationaux et le renforcement du dialogue politique.

Le Parlement luxembourgeois était représenté par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés.

Dans son intervention en tant qu'un des rapporteurs pour le sujet «Le continent des droits fondamentaux: l'Europe de la liberté, de la solidarité et de la sécurité», le Président de la Chambre des Députés a évoqué notamment les tragédies qui se déroulent actuellement en Méditerranée, à quelques kilomètres des côtes européennes. «Je m'incline devant les efforts consentis par l'Italie, notamment dans le cadre



© M. Umberto Battaglia
M. Mars Di Bartolomeo lors de la présentation de son rapport

de la mission Mare Nostrum, pour venir en aide aux migrants en détresse.», a-t-il précisé dans son intervention, en insistant que cette mission soit reprise incessamment avec le soutien de l'UE.

«Les États européens les plus exposés à l'arrivée de migrants et de demandeurs d'asile voient souvent leurs capacités d'accueil dépassées. Quelle réponse faut-il apporter pour que les droits des migrants soient garantis quels que soient le lieu d'accueil et les contraintes existantes?

Face à ce défi, il est manifeste qu'une plus grande solidarité européenne est nécessaire. Pour éviter une surcharge dans certains pays, chaque État devrait consentir à un effort substantiel et accueillir une proportion comparable de demandeurs d'asile. Afin de s'assurer qu'un tel système est pérenne, il doit comporter des règles communes permettant de garantir la confiance mutuelle et d'assurer les droits des demandeurs d'asile.»

À propos du rôle des Parlements dans les négociations des traités internationaux, les Présidents de Parlement ont salué la décision du Conseil d'autoriser la Commission à rendre publics un plus grand nombre de textes de négociation déjà partagés avec les États membres et le Parlement européen en ce qui concerne le TTIP, en réduisant également le nombre de documents à accès limité et en fournissant l'accès aux textes relatifs au TTIP à tous les membres du Parlement européen.

Les Présidents ont invité la Commission européenne à assurer le même accès aux parlementaires nationaux et ont réaffirmé «la nécessité d'accorder aux Parlements nationaux la possibilité d'exercer une compétence spécifique sur le plus grand nombre possible d'accords de libre-échange et, plus généralement, un meilleur accès aux informations sur les négociations en cours, afin qu'ils puissent exprimer leurs orientations sur les négociations elles-mêmes et ne pas voir leur capacité d'intervention limitée au seul processus de ratification.»

À noter que la Chambre des Députés organisera la prochaine conférence au mois de mai 2016.

3e rapport sur l'euthanasie

La loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit que la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation de l'application de cette loi établisse tous les deux ans un rapport à l'attention de la Chambre des Députés.

Le 23 avril dernier, des représentants de cette commission ont remis leur troisième rapport, basé sur les années 2013 et 2014, au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

La commission a reçu huit déclarations d'euthanasie en 2013 et sept en 2014. Les demandes concernaient quatre hommes et onze femmes. L'âge des patients se situait majoritairement au-dessus de 60 ans et le décès a eu lieu pour la plupart des personnes à l'hôpital. Onze des 15 personnes ayant eu recours à l'euthanasie en 2013 et 2014 souffraient d'un cancer.

Le Vice-Président de la Commission, Dr Carlo Bock, a présenté le rapport ainsi que certaines recommandations, notamment celle de la nécessité d'une amélioration de l'information, tant vis-à-vis des citoyens que des médecins, éventuellement par l'instauration d'une consultation médico-éthique par un médecin. En ce qui concerne la formation des médecins, la commission recommande que les divers cycles d'enseignement postuniversitaire et de formation continue incluent une formation sur l'euthanasie.

Le Dr Bock ne voit aucune nécessité pour le moment de changer la loi existante, «l'application de la loi n'ayant pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient des initiatives législatives».

C'est sur ce dernier point que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a exprimé sa satisfaction: «Il n'y a pas d'explosion du nombre de cas, les chiffres restent stables avec 15 personnes en 2013-2014 contre 14 en 2011-2012. Le but recherché n'est pas d'atteindre des chiffres élevés, mais d'informer et d'aider les personnes concernées.»

Il a ensuite remercié les membres de la commission pour leur travail sérieux et informé que le rapport sera transmis à la Commission de la Santé et à la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés.



Remise du rapport de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation

Référendum du 7 juin 2015

Réunions d'information régionales

En vue du référendum du 7 juin prochain, la Chambre des Députés organise six réunions d'information à travers le pays.

Ces réunions, qui débuteront à 19:30 heures, se dérouleront:

- le vendredi 8 mai 2015 au centre culturel «Kinneksbond» à Mamer,
- le lundi 11 mai 2015 au Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher,
- le lundi 18 mai 2015 à la «Al Seeërei» à Diekirch,
- le mardi 19 mai 2015 au centre sportif, culturel et scolaire «Tramsschapp» à Luxembourg-Limpertsberg,
- le jeudi 21 mai 2015 au «Mierscher Kulturhaus» à Mersch,
- le vendredi 22 mai 2015 au grand auditoire de la Maison du Savoir de l'Université du Luxembourg à Esch-Belval.

Au cours de ces réunions, des représentants des six partis représentés au Parlement exposeront leurs points de vues respectifs sur les trois questions du référendum avant de répondre aux questions du public et de prendre position face aux opinions venant de l'assistance.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.referendum.lu
de Site vun der Chamber fir de Referendum
vum 7. Juni
op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch

Informatiounen iwwer
- d'Verfassung an hir Geschicht
- de Referendum
- déi dräi Froen, etc.

an eng Rubrik
fir Är Iddien a Virschléi
fir déi nei Constitutioun

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Les tragédies humaines au centre des débats



(de gauche à droite) M. Marc Spautz, Mme Anne Brasseur et M. Marcel Oberweis

La deuxième partie de la session ordinaire de 2015 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui s'est tenue du 20 au 24 avril 2015 à Strasbourg, était marquée par deux débats d'actualité respectivement d'urgence: «La tragédie humaine en Méditerranée: une action immédiate est nécessaire» et «La situation politique et de sécurité en Ukraine et ses implications».

Selon le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland, qui a répondu aux questions des membres de l'Assemblée, une première mesure à prendre est d'amender la Constitution de l'Ukraine afin que le processus de décentralisation puisse être lancé. Une réorganisation des municipalités pourrait se faire ensuite. La décentralisation asymétrique des pouvoirs, en tenant compte des différences entre les régions et de la situation des minorités, telle que proposée par les experts de la Commission de Venise, serait à entamer. Il reviendrait pourtant aux autorités ukrainiennes elles-mêmes de décider sur leur avenir et de prendre les initiatives au sein du Parlement.

Face à la situation dramatique en Méditerranée, plusieurs mesures s'imposeraient: traquer les auteurs de cette traite des êtres humains, sauver les naufragés, partager le fardeau qui pèse sur les nations européennes qui reçoivent sur leur territoire ces migrants et stabiliser la situation sociale et économique des pays de la Méditerranée du Sud.

Un autre débat portait sur les conséquences humanitaires des actions menées par le groupe terroriste connu sous le nom d'«État islamique». Le rapporteur, au nom de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, a rappelé la situation disparate en Syrie quatre ans après le début du conflit. Entre 10 et 11 millions de Syriens sont soit réfugiés, soit déplacés dans leur propre pays. La montée en puissance de l'horreur et les crimes de guerre commis appellent à l'urgence humanitaire. Le travail remarquable de la Turquie et les efforts de la Jordanie, de l'Irak et de l'Iran d'accueillir des réfugiés syriens en grand nombre fut souligné. Au cours de la discussion, les délégués ont mis l'accent sur plusieurs éléments, dont la nécessité d'arrêter les crimes contre l'humanité, la responsabilité de l'occident, le fardeau disproportionné de la Turquie accueillant de loin le plus de réfugiés syriens, et le recrutement de jeunes candidats européens au djihad.

D'autres sujets de cette deuxième partie de la session ordinaire de 2015 étaient les opérations de surveillance massive, la discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe, la législation et la pratique de retrait d'enfants de leurs familles dans les États membres du Conseil de l'Europe, les drones et exécutions ciblées et la réforme de la gouvernance du football. Les résolutions votées sont accessibles au site Internet www.coe.int.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Marc Spautz, Yves Cruchten et Marcel Oberweis, membres de la délégation, ainsi que par Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Au cours des débats, M. Marc Spautz a pris la parole au sujet de la tragédie humaine en Méditerranée. Les interventions de M. Yves Cruchten portaient sur les drones et exécutions ciblées ainsi que sur la réforme de la gouvernance du football.



M. Yves Cruchten lors de son discours

Changement climatique: en route vers un accord COP 21 à Paris

Les membres des commissions en charge des questions environnementales et du changement climatique des Parlements nationaux et du Parlement européen se sont rencontrés à Bruxelles pour faire le point sur les négociations actuellement en cours en vue de trouver un accord qui doit succéder au protocole de Kyoto. La Chambre des Députés était représentée par M. Henri Kox et M. Marcel Oberweis.

En effet, des représentants de tous les États membres des Nations Unies se retrouveront à Paris du 30 novembre au 15 décembre 2015 à l'occasion de la 21e Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) afin de conclure un accord contraignant qui vise à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. Cette réunion coïncide avec la Présidence tournante du Conseil de l'UE que le Luxembourg assumera au cours du deuxième semestre 2015.

Actuellement, les travaux préparatoires en vue d'un accord contraignant à Paris sont en cours et chaque pays est invité à soumettre au cours du premier semestre une indication sur les contributions nationales (Intended Nationally Determined Contributions INDC) qu'il estime pouvoir réaliser. Dans le cadre des négociations de l'accord, l'Union européenne occupe un rôle charnière. L'Union européenne et ses États membres ont déjà fixé leur plan de contribution à l'occasion du sommet de Riga. Cet engagement prévoit la réduction d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Cet engagement est en accord avec l'objectif de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% jusqu'en 2050.

Le financement des actions pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C constituera le point crucial de tout nouvel accord contraignant. Il convient de rappeler que les pays développés ont accepté de contribuer, à partir de 2020, à hauteur de 100 milliards de dollars chaque année au Fonds vert pour le climat qui aide les pays en voie de développement à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique.

Les députés nationaux et européens se sont retrouvés en présence de M. Miguel Arias Cañete, Commissaire chargé de l'action climatique et de l'énergie pour apporter leur appui au processus de négociation. Les parlementaires étaient d'accord sur le fait que leur travail avait déjà commencé et qu'ils devaient s'assurer de communiquer leurs positions à leurs gouvernements respectifs en vue d'un accord à Paris.

Le Luxembourg assumant la Présidence du Conseil de l'UE au cours du deuxième semestre 2015, M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la Commission de l'Environnement a été invité à s'exprimer comme intervenant clé. Il a souligné qu'il est impératif de conclure un accord ambitieux, contraignant et dynamique qui permettra de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. L'orateur a expliqué qu'en dépit de l'absence d'un accord mondial sur le climat, les efforts pour la protection du climat commencent à prendre de l'ampleur aux niveaux local et régional. C'est la raison pour laquelle il a jugé nécessaire d'inclure la société civile pour la mise en œuvre de l'accord. Aussi devrait-on s'inspirer de l'expérience aux niveaux local et régional, car les autorités locales sont les premières à constater si des stratégies fonctionnent sur le terrain.

M. Kox a estimé qu'afin d'assurer le succès de tout accord, il faudrait définir des objectifs tangibles, développer un plan d'action coordonné, veiller à la cohérence des politiques de réduction d'émissions et d'autres objectifs politiques tels que la santé, l'économie et la qualité de vie, permettre la participation des citoyens et assurer le suivi des résultats.

Il a souligné que les députés présents portent également une grande responsabilité et ont un rôle politique à jouer en tant que législateurs, mais aussi en tant que défenseurs des objectifs de l'UE d'une seule voix. L'orateur a déclaré partager les positions exprimées par d'autres intervenants que le financement de la politique climatique prend une position clé dans l'accord et il a souhaité que la conférence puisse se mettre d'accord sur un tel plan. Pour conclure, il a assuré que la Présidence luxembourgeoise fera tout ce qui est dans son pouvoir pour garantir que le sommet de Paris soit couronné de succès.



M. Marcel Oberweis et M. Henri Kox (à droite)

2e étude de l'OCDE: recherche et innovation au Luxembourg



M. William Danvers entouré d'une délégation de l'OCDE, du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, des membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, et du Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Marc Hansen.

Le 24 avril 2015, le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, M. William Danvers, a présenté aux membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace la deuxième étude de l'OCDE sur le dispositif de la recherche et de l'innovation au Luxembourg.

Assistaient également à cette présentation le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Marc Hansen.

Le rapport permet d'analyser le suivi qui a été accordé aux recommandations formulées dans le cadre de la première étude, publiée en 2007, de dresser un état des lieux du système actuel de la recherche et de l'innovation, ainsi que de dégager des pistes en vue d'améliorer encore ce dispositif.

Parlementaires et sénateurs canadiens à la Chambre des Députés

À la mi-avril, une importante délégation de l'Association parlementaire Canada-Europe, composée de parlementaires et de sénateurs canadiens, a été reçue à la Chambre des Députés. Sur son programme de travail de deux jours au Grand-Duché figuraient notamment des échanges de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec des députés issus de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de l'Économie.

Vis-à-vis de M. David Tilson, Président de la délégation canadienne, M. Mars Di Bartolomeo a estimé que le Canada et le Luxembourg sont deux pays plus proches qu'il ne semble à première vue. Preuve en est par exemple la remarquable proximité des systèmes sociaux qui vient s'ajouter aux étroites relations économiques et culturelles qu'entretiennent les deux pays.

Lors de l'échange - auquel assistaient également, du côté luxembourgeois, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Eugène Berger - il était aussi question de mesures antiterroristes. Au Canada, ce sujet fait actuellement l'objet de débats tendus au Parlement qui fut lui-même cible d'un attentat en 2014. Dans ce contexte, M. Di Bartolomeo a insisté sur le nécessaire équilibre entre sécurité et liberté dans la mise en place de lois antiterroristes renforçant à terme les pouvoirs des services de renseignement.



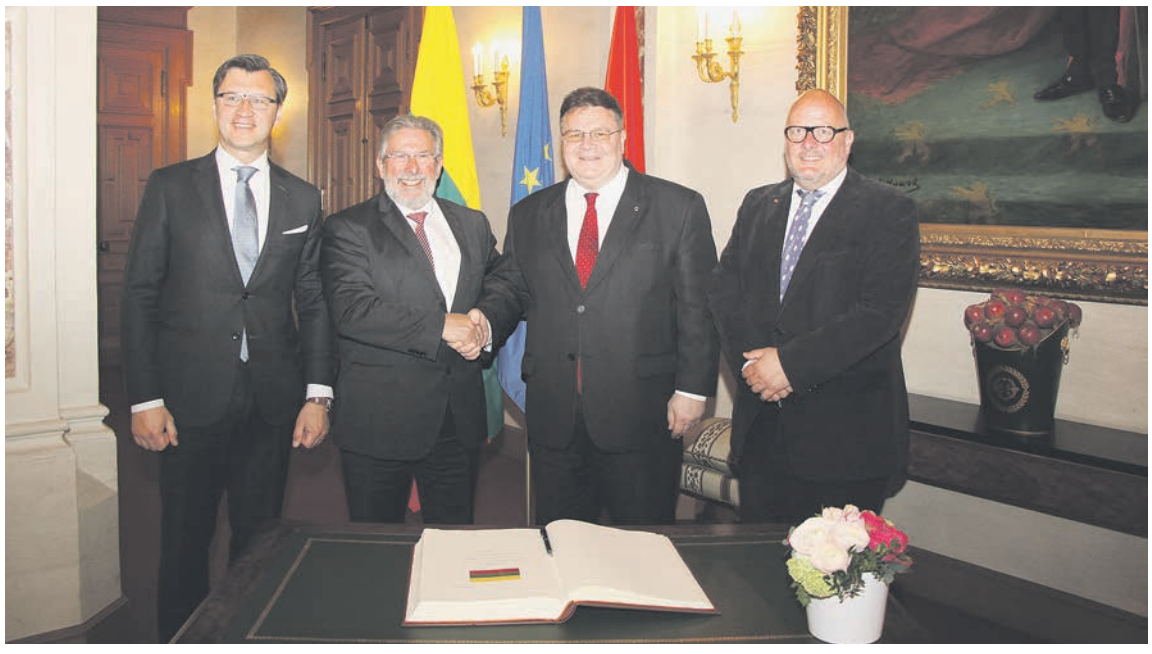
Échange de vues de députés luxembourgeois avec des parlementaires et sénateurs canadiens.

Pour ce qui est de l'accord CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) - accord économique et commercial global signé entre le Canada et l'Union européenne le 26 septembre 2014 -, le Président de la Chambre a insisté sur l'importance d'une ratification non seulement par le Parlement européen, mais aussi par les Parlements nationaux. Une approbation en deux étapes donc de cet accord, allant à l'encontre de la volonté canadienne qui plaide pour une ratification rapide - idéalement sous Présidence luxembourgeoise - afin de favoriser la croissance économique tant au sein de l'Union européenne qu'au Canada.

Les parlementaires et sénateurs canadiens ont regretté que d'aucuns «font dire à cet accord ce qu'il ne dit pas», entendant par là que les préoccupations européennes face à certaines dispositions de l'accord sont, à leurs yeux, injustifiées.

À la fin du compte, ils espèrent que l'accord de libre-échange CETA ne sera pas considéré comme un accord mixte nécessitant l'aval et du Parlement européen et des 28 Parlements nationaux de l'UE.

Relations au beau fixe entre la Lituanie et le Luxembourg



L'amitié entre le Luxembourg et la Lituanie est au beau fixe. Ce constat a pu être réitéré à l'occasion de la visite du Ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie, M. Linas Linkevičius à la Chambre des Députés où celui-ci fut reçu par le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel. En témoignent les nombreuses rencontres tant au niveau gouvernemental que sur le plan parlementaire des dernières années ainsi que le soutien réciproque dont se gratifient les deux pays au sein de l'Union européenne et des Nations unies.

Alors que le Luxembourg vient de terminer son mandat au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Lituanie y siège encore pour un an. Dans ce contexte, M. Linkevičius a tenu à souligner son souhait d'un débat public du Conseil de sécurité sur la protection des journalistes en zones de conflit, en vue d'une éventuelle résolution de l'ONU à ce sujet, tout en exprimant son admiration pour la qualité du travail diplomatique et européen fourni par le Luxembourg.

Critique à l'égard de la Russie dans le contexte de la crise ukrainienne, le Ministre des Affaires étrangères lituanien a estimé qu'il ne faut pas baisser la garde et s'assurer que les accords Minsk I et II soient effectivement mis en œuvre. Les trois hommes politiques ont conclu leur rencontre en réaffirmant leur volonté d'une plus grande solidarité entre les pays de l'Union européenne ainsi qu'avec ses pays partenaires.

Le Ministre des Affaires étrangères lituanien, M. Linas Linkevičius, reçu par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères.

Generalversammlung vun der AAD

De 26. Mäerz huet d'Associatioun vun de fréieren Deputéierten (AAD) hir Generalversammlung zu Dikrech ofgehalen.

Bei där Geleeënheet gouf de Büro nei bestëmmt, deen sech elo esou zesummesetzt: Norbert Haupert, President; Niki Bettendorf, Vizepresident; Mario Castegnaro, Trésorier; Aloyse Bisdorff, Robert Mehlen, Nico Loes, Nicolas Strotz a Camille Weiler, Memberen.

De Camille Dimmer gouf zum Éierepresident an de René Hubsch zum Éierevizepresident ernannt.



D'Membere vun der AAD mam Député-maire virun der Gemeng zu Dikrech

NOUVELLES LOIS

ZithaKlinik

6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik

Le projet de loi vise à autoriser l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik à Luxembourg, pour un montant ne pouvant dépasser 55.593.942 euros, valeur indice 749,40 d'octobre 2014.

Le projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik inclut trois axes prioritaires:

- l'amélioration du confort pour le patient dans les unités de soins;

- une modernisation de l'outil de travail médico-technique pour ses médecins et ses collaborateurs;

- une augmentation des capacités de traitement ambulatoire en service d'hospitalisation de jour parallèlement à une réduction du nombre de lits stationnaires.

Le projet de modernisation et d'extension prévoit trois grandes étapes:

- les mesures préparatoires avec création d'un nouveau service de dialyse, d'une mise en commun provisoire de deux sites de blocs opératoires et la création d'un service provisoire d'endoscopie;

- la démolition puis construction du bâtiment E, situé rue d'Anvers, avec comme contenu essentiel, outre des places de parking au sous-sol et les aspects techniques, un nouveau service de radiologie, d'endoscopie, un nouveau bloc opératoire, un hôpital de jour ainsi que deux unités de soins modernes;

- la mise en conformité des bâtiments existants en fin de projet avec agrandissement de la policlinique, création d'un nouveau service de réanimation et de soins intensifs.

À noter que les travaux de modernisation et d'extension envisagés concernent les bâtiments A, B, C et D (dialyse de la ZithaKlinik), ainsi que le bâtiment E (Centre médical). Tandis que le bâtiment E sera remplacé par une nouvelle construction, les bâtiments A, B, C et D seront modernisés.

La finalisation intégrale du projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik est prévue pour l'année 2020.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.07.2013
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

10.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.02.2015	Présentation et examen d'un projet de rapport
11.03.2015	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015
Loi du 16 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°77, page 1742

Comité du risque systémique

6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique a comme objet la mise en place d'un comité du risque systémique, autorité macroprudentielle nationale. Il implémente ainsi deux recommandations du Comité européen du risque systémique («CERS») qui visent à renforcer les dispositifs de surveillance financière de nature systémique.

Une fois que l'envergure des conséquences de la crise financière de 2008 devenait de plus en plus apparente, la Commission européenne a ordonné une étude concernant les causes des événements. Les travaux réalisés ont montré que c'est une évaluation trop laxiste des risques de la part des acteurs, dissimulée par la nature complexe des produits financiers mis en place, qui a amené le système financier à une vulnérabilité progressivement plus élevée. Une fois que des doutes ont émergé par rapport à la solvabilité de certains acteurs, un effondrement de la confiance a déclenché une crise systémique.

En outre, il a été constaté que trop souvent les autorités nationales ne disposaient pas d'informations détaillées sur les produits financiers et sur l'ampleur de leur usage, de sorte qu'elles n'ont pas été en mesure de pratiquer une surveillance systémique. En effet, ce contrôle s'est le plus souvent réduit à une approche microprudentielle, les autorités de surveillance s'attachant à examiner la solidité financière, la solvabilité et les risques encourus par des établissements ou groupes bancaires individuels, négligeant les dynamiques entre les établissements de crédit, voire entre les établissements de crédit et le système financier en général. C'est aussi dans cette ligne de pensée que les auteurs suggèrent la mise en place au niveau européen d'un nouvel organisme, dénommé «Conseil européen du risque systémique» (recommandation 16).

En 2010, un tel «Comité européen du risque systémique» (CERS) a vu le jour avec comme mission d'assumer la «surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union, dans le but de contribuer à la prévention ou à l'atténuation des risques systémiques pour la stabilité financière de l'Union[1]». Par la suite, cet organe émet plusieurs avis, parmi lesquels deux ayant trait au projet de loi sous rubrique.

- La recommandation CERS/2011/3, émise le 22 décembre 2011 et concernant le mandat macroprudentiel des autorités nationales, a invité les États membres à désigner une autorité chargée de la conduite de la politique macroprudentielle, dont les compétences sont attribuées soit à une institution, soit à un collège composé de plusieurs autorités dont les mesures ont une influence importante sur la stabilité financière; dans ce contexte une attention particulière est à porter au rôle à jouer par la banque centrale nationale. Des mécanismes de coopération entre les autorités compétentes sont à mettre en place, ainsi qu'un échange d'informations au niveau transfrontalier, notamment en informant le CERS des mesures prises.

- La recommandation CERS/2013/1, émise le 4 avril 2013 et concernant les objectifs intermédiaires et les instruments de la politique macroprudentielle, a précisé des instruments macroprudentiels à utiliser afin de maintenir la stabilité du système financier dans son entièreté.

Désormais le centre de gravité de l'architecture institutionnelle qui gouverne la surveillance du secteur financier, tant microprudentielle que macroprudentielle, ne se trouve plus au niveau national, mais au niveau européen. Cette évolution s'est produite via la mise en place, début 2011, du système européen de surveillance financière (SESF) et plus récemment avec l'avènement de l'Union bancaire, dont le premier pilier, i.e. le mécanisme de surveillance unique est pleinement opérationnel depuis le 4 novembre 2014. Pour ce qui est de la surveillance des banques et de la surveillance macroprudentielle de manière plus générale, c'est désormais la BCE et par extension le CERS, qui en est au centre.

[1] règlement (UE) n° 1092/2010 du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatif à la surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union européenne et instituant un Comité européen du risque systémique

nancier et dont les mesures ont une influence importante sur la stabilité financière. Il s'agit en l'occurrence:

- du Ministère des Finances,

- de la Banque centrale du Luxembourg (BCL),

- de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et

- du Commissariat aux Assurances.

La composition et la gouvernance du comité du risque systémique, telles que prévues par le projet de loi, sont le fruit d'une étroite concertation entre toutes les autorités qui seront membres du comité et tirent d'ores et déjà les leçons des modifications législatives récentes introduites par d'autres États membres de l'Union européenne, qui certifient que le modèle préconisé est à la hauteur des recommandations. Elle s'inspire des modèles de surveillance macroprudentielle mis en place dans certains de nos pays voisins, notamment l'Allemagne, en veillant aux particularités du Luxembourg et de son secteur financier.

Le comité a pour mission de coordonner la mise en œuvre de la politique macroprudentielle. Il est donc appelé à renforcer la résilience du système financier en diminuant l'accumulation de risques systémiques et à contribuer ainsi à assurer une contribution durable du secteur financier à la croissance économique. In fine, il contribue au maintien de la stabilité du système financier dans son ensemble; son mandat couvre l'ensemble du système financier luxembourgeois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

11.11.2014	Désignation d'un rapporteur
22.01.2015	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.01.2015	Échange de vues avec le Ministre des Finances et des représentants de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et du Commissariat aux Assurances (CAA)
29.01.2015	Adoption d'une série d'amendements
13.03.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015
Loi du 1er avril 2015
Mémorial A: 2015, n°64, page 1294

Droits des passagers de bus

6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et

modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant

1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation,

2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le projet prévoit le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011, qui a pour objet la sauvegarde des droits des passagers dans le transport par autobus et autocar, notamment en matière de droit au transport pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, d'informations sur les tarifs, de disponibilité des billets et des réservations, d'indemnisation en cas de retard ou de perte de bagages. Alors que les auteurs du projet de loi avaient initialement prévu de faire adopter à la fois un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal en la matière, le Conseil d'État a souhaité voir intégrées dans le projet de loi les dispositions du projet de règlement grand-ducal.

C'est ainsi que le projet de loi reprend également les dispositions du projet de règlement grand-ducal et vise notamment à:

- désigner la Communauté des transports (CdT) comme autorité compétente en matière de protection des intérêts des consommateurs;

- donner le pouvoir de sanction administrative à la CdT;

- définir les sanctions;

- demander des dérogations aux dispositions du règlement européen, qui s'appliquent aux services réguliers de transport par autobus et autocar dont la distance parcourue est inférieure à 250 km;

- charger la CdT de l'application de ces dispositions législatives et lui conférer le droit d'agir en tant qu'instance de recours pour les plaintes de voyageurs n'ayant pas été réglées;

- intégrer les compétences attribuées à la CdT également dans les articles correspondants du Code de la consommation, ainsi que dans la loi sur les transports publics.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2014
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

10.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.01.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
03.03.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015

Brevet européen

6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013

Le brevet européen à effet unitaire est une nouvelle option pour le déposant d'un brevet européen. Lors de la délivrance de son brevet européen, le déposant pourra choisir entre les effets d'un brevet européen classique - c'est-à-dire un faisceau de droits nationaux de brevet en vigueur dans les États qu'il désigne - ou l'effet d'un brevet européen à effet unitaire qui sera en vigueur de manière uniforme dans les États participant à la coopération renforcée. Il sera également possible d'obtenir un brevet unitaire pour les États participants et un brevet européen pour les autres États membres de l'Organisation européenne des brevets.

Après délivrance, le brevet unitaire continue à être entièrement géré par l'Office européen des brevets qui maintient le registre (inscription de transferts de propriété, licences, etc.) durant toute la vie du brevet et qui encaisse les taxes annuelles de maintien en vigueur des brevets, alors que pour le brevet européen, ces démarches administratives sont gérées séparément par chaque office national des brevets dans les États dans lesquels le brevet est en vigueur.

En ce qui concerne les traductions des brevets délivrés, un régime transitoire est mis en place, pendant lequel le titulaire du brevet devra produire la traduction intégrale de son brevet en anglais, ou si le brevet a été délivré en anglais, dans une autre langue communautaire de son choix. Cette exigence disparaîtra lorsqu'il aura été décidé que les traductions par ordinateur ont atteint un niveau de qualité suffisant, et au plus tard après 12 ans. Après cette phase transitoire, une traduction «humaine» devra uniquement être produite par le titulaire dans le cadre d'un litige portant sur le brevet. D'autre part, le règlement prévoit un régime de compensation financière pour les déposants communautaires qui ont une langue autre que les langues de travail de l'OEB.

Alors que pour un brevet européen, les taxes annuelles de maintien en vigueur sont déterminées indépendamment par chaque État, le barème des taxes annuelles pour le brevet unitaire est fixé par un comité des États participants, selon des critères tenant compte de la nécessité de promouvoir la compétitivité des entreprises européennes.

L'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet est un accord international ouvert à tous les États membres de l'Union européenne. Il comporte en annexe les statuts de la juridiction. Un règlement de procédure sera adopté par le comité administratif institué à l'article 11 de l'Accord.

Le choix de créer cette juridiction par accord international a l'avantage de pouvoir conférer aussi à cette juridiction une compétence en matière de brevets européens classiques (à effet non unitaire), ce qui fait que la nouvelle juridiction pourra immédiatement être saisie de litiges portant sur tous les brevets européens déjà en vigueur, alors que le nombre de brevets unitaires devra démarrer à zéro. Il était initialement envisagé que l'Accord serait également ouvert à l'adhésion d'États membres de la Convention sur le brevet européen qui ne sont pas membres de l'Union européenne (entre autres la Suisse, la Norvège et la Turquie). Toutefois l'avis n°1/09 sur la compatibilité du projet d'accord avec les traités de l'Union européenne rendu en mars 2011 par la Cour de justice de l'Union européenne, à la demande du Conseil, a conclu que cette possibilité devrait être écartée.

La juridiction unifiée du brevet comprendra un tribunal de première instance, une cour d'appel et un greffe. La première instance de la juridiction consistera en une division centrale et des divisions locales et régionales, ces deux dernières catégories étant mises sur pied par les États ou groupes d'États qui le souhaitent. L'activité de la division centrale a été répartie entre trois localités: son siège sera à Paris, des sections seront créées à Londres et à Munich. Les affaires portées devant la division centrale seront réparties conformément à l'annexe II de l'Accord. Les États sont encouragés à créer des divisions régionales communes au lieu de divisions locales.

La cour d'appel et le greffe de la juridiction seront établis à Luxembourg. Conformément à l'article 9, la cour d'appel est composée de trois juges qualifiés sur le plan juridique et de deux juges qualifiés sur le plan technique. Les chambres de la cour d'appel seront toujours composées de manière multinationale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.06.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Ange):

06.10.2014 Désignation d'un rapporteur

20.10.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°72, page 1352

Émissions de métaux lourds

6724 - Projet de loi portant approbation des Amendements au texte et aux Annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998

Le projet de loi a pour objet d'approuver les amendements au texte et aux annexes II, IV, V et VI du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance signée à Genève le 17 novembre 1979. Ce Protocole, relatif aux métaux lourds, a été signé à Aarhus le 24 juin 1998. Il a pour objet de lutter contre les émissions de métaux lourds (plomb, cadmium, mercure) résultant d'activités humaines, transportées dans l'atmosphère sur de longues distances et étant susceptibles d'avoir des effets nocifs sur la santé et l'environnement. Les amendements au Protocole procèdent notamment à:

- la révision des valeurs limites d'émission pour le cadmium, le plomb et le mercure,

- la définition des meilleures techniques disponibles dans un document d'orientation adopté par les parties lors d'une session de l'organe exécutif, de manière à rendre ce document plus facilement adaptable aux évolutions ultérieures,

- l'adoption de dispositions transitoires spécifiques en cas d'introduction de nouvelles catégories de sources ou de nouvelles valeurs limites applicables à toute source fixe nouvelle,

- l'instauration au profit de toute partie à la Convention devenant partie au Protocole entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2019, de dispositions transitoires adaptables concernant les meilleures techniques disponibles et les valeurs-limites d'émission.

www.chd.lu

Dépôt par M. M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.09.2014

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Henri Kox):

15.01.2015 Désignation d'un rapporteur

22.01.2015 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26.02.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2015

Accord d'association UE-Géorgie

6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

L'accord d'association fait partie de la nouvelle génération d'accords avec les pays du partenariat oriental. Reflétant l'importance stratégique des relations entre l'UE et la Géorgie, il participe au processus de consolidation des relations entre les deux parties en leur offrant une base durable, sans préjuger du développement futur des relations de la Géorgie avec l'UE.

L'accord adopte une approche ambitieuse et novatrice, incluant l'établissement d'une zone de libre-échange complète et approfondie. Il rappelle les valeurs communes à la Géorgie et l'UE et vise à mettre en place un cadre approprié pour un dialogue politique renforcé dans tous les domaines d'intérêt commun. Les buts principaux sont le soutien des réformes clés, la croissance économique, la bonne gouvernance et la coopération sectorielle. L'accord pose les jalons pour exploiter le potentiel inhérent aux relations entre l'UE et la Géorgie. Il est en fait un agenda de réforme pour la Géorgie, basé sur un programme de transposition du droit européen dans la loi géorgienne.

L'accord s'inscrit dans une approche européenne globale: l'aide de l'UE à la Géorgie est étroitement liée à l'agenda de réforme tel qu'il résulte des négociations de cet accord. L'UE soutiendra la Géorgie durant la phase de mise en œuvre de l'accord via l'assistance financière, mais aussi d'autres mesures de soutien de l'UE: assistance technique, formation, renforcement des capacités et des institutions.

L'accord est soutenu par un agenda d'association qui indique les priorités de coopération pour la période de 2014 à 2016. L'agenda a été adopté par le Conseil de coopération entre l'UE et la Géorgie le 26 juin 2014, la veille de la signature de l'accord d'association, remplaçant ainsi le plan d'action défini dans le cadre de la politique de voisinage en 2006. L'agenda offre un cadre pragmatique et adapté pour achever l'association politique et l'intégration économique entre la Géorgie et l'UE, intégrant à la fois des éléments politiques ainsi qu'économiques et commerciaux.

L'accord couvre tous les domaines d'intérêt. Il accorde une attention particulière à la mise en œuvre de l'accord et aux mesures de monitoring, y inclus un calendrier précis et l'établissement d'une structure institutionnelle et administrative créant un degré de prévisibilité adéquat, surtout pour les opérateurs économiques.

Le Parlement géorgien a ratifié l'accord d'association le 18 juillet 2014 à l'unanimité. Conformément à l'article 431 de l'accord, certaines parties, dont notamment les dispositions relatives à la zone de libre-échange, s'appliquent à titre provisoire depuis le 1er septembre 2014.

Pendant la période d'application provisoire, les dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, qui a été signé à Luxembourg le 22 avril 1996 et est entré en vigueur le 1er juillet 1999, continuent d'être appliquées dans la mesure où elles ne sont pas concernées par l'application provisoire du présent accord.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par écrit par chaque partie (Titre VIII, article 427). Les parties s'engagent à mener une évaluation du progrès effectué dans les différents domaines endéans cinq ans.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

19.01.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Accord d'association UE-Moldavie

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

L'accord d'association fait partie de la nouvelle génération d'accords d'association avec les pays du partenariat oriental. Reflétant l'importance stratégique des relations entre l'UE et la Moldavie, il participe au processus de consolidation des relations entre les deux parties en leur offrant une base durable. Il ne préjuge pas du développement futur des relations de la Moldavie avec l'UE. Dans ce cadre, il est à noter que le Premier Ministre moldave Leancă a décidé de se fixer l'objectif d'adhésion de la Moldavie à l'UE d'ici 2019.

L'accord adopte une approche ambitieuse et novatrice, incluant l'établissement d'une zone de libre-échange complète et approfondie. Il rappelle les valeurs communes à la Moldavie et l'UE et vise à mettre en place un cadre approprié pour un dialogue politique renforcé dans tous les domaines d'intérêt commun. Les buts principaux sont le soutien des réformes clés, la croissance économique, la bonne gouvernance et la coopération sectorielle. L'accord pose ainsi les jalons pour exploiter le potentiel inhérent aux relations entre l'UE et la Moldavie. Il est de fait un agenda de réforme pour cette dernière, basé sur un programme de transposition du droit européen dans la loi moldave. L'accord s'inscrit dans une approche européenne globale: l'aide de l'UE à la Moldavie est étroitement liée à l'agenda de réforme tel qu'il résulte des négociations de cet accord.

Le cadre juridique et institutionnel créé par l'accord pour la coopération politique et économique se fonde sur l'article 217 TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

Il s'inscrit dans le cadre de la politique commerciale extérieure de l'UE.

L'accord est soutenu par un agenda d'association qui indique les priorités de coopération pour les trois prochaines années. Cet agenda a été adopté par le Conseil de coopération entre l'UE et la Moldavie le 26 juin 2014, remplaçant ainsi le plan d'action défini dans le cadre de la politique de voisinage en 2005.

L'accord contient des provisions légales et couvre tous les domaines d'intérêt. Il accorde une attention particulière à la mise en œuvre de l'accord et aux mesures de monitoring, y inclus un calendrier précis et l'établissement d'une structure institutionnelle et administrative créant un meilleur degré de prévisibilité surtout pour les opérateurs économiques.

Le Parlement moldave a ratifié l'accord le 2 juillet 2014, moins d'une semaine après sa signature, avec 59 voix en faveur de l'accord, 4 voix contre et 38 abstentions. Conformément à l'article 464 de l'accord, certaines parties, dont notamment les dispositions relatives à la zone de libre-échange, s'appliquent à titre provisoire depuis le 1er septembre 2014.

Pendant la période d'application provisoire, les dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, qui a été signé le 28 novembre 1994 à Luxembourg et est entré en vigueur le 1er juillet 1998, continuent d'être appliquées dans la mesure où elles ne sont pas concernées par l'application provisoire du présent accord.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par écrit par chaque partie (Titre VII, article 460). Les parties s'engagent à mener une évaluation du progrès effectué dans les différents domaines endéans cinq ans.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

19.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°69, page 1332

Accord d'association UE-Ukraine

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

L'Ukraine est un pays partenaire prioritaire de la politique européenne de voisinage et du partenariat oriental. Depuis 1998, les relations entre l'Union européenne (UE) et l'Ukraine reposaient sur un accord de partenariat et de coopération (APC). Conçu initialement pour une période de dix ans, l'APC a fourni, avec le plan d'action l'accompagnant, le cadre légal et opérationnel pour les relations entre l'Ukraine et l'UE.

Les évènements politiques de 2004 ont accéléré le rapprochement entre l'UE et l'Ukraine: d'un côté la „révolution orange" qui a fait preuve de la détermination de l'Ukraine à renforcer le processus de réforme démocratique, de l'autre côté l'élargissement de l'UE du 1er mai 2004, établissant une frontière commune entre l'UE et l'Ukraine. Le 22 janvier 2007, le Conseil a autorisé la Commission européenne à ouvrir des négociations avec l'Ukraine en vue de la conclusion d'un nouvel accord entre l'UE et l'Ukraine, destiné à remplacer l'accord de partenariat et de coopération. Les négociations liées à ce nouvel accord, plus ambitieux, ont été lancées en mars 2007. Le but du nouvel accord devait être de promouvoir un rapprochement progressif et stratégique entre l'UE et l'Ukraine, sur la base de valeurs communes, et d'accroître l'association de l'Ukraine aux politiques de l'UE, contribuant à son développement et à sa croissance économique. En 2008, les dirigeants de l'UE et de l'Ukraine ont convenu que ce prochain accord devait être un accord d'association.

En février 2008, une fois l'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) confirmée, l'UE et l'Ukraine ont lancé des négociations concernant la mise en place d'une zone de libre-échange approfondie et complète, désormais composante essentielle de l'accord d'association. Dans ce contexte il faut noter que l'UE est le premier partenaire commercial de l'Ukraine (avant la Russie). En 2013, le commerce avec l'Ukraine représentait 1,4% des exportations de l'UE et 0,8% de ses importations, l'Ukraine occupant la 22e place des partenaires du commerce extérieur de l'UE.

Lors du 15e sommet Ukraine-UE en décembre 2011, les dirigeants de l'UE et le Président ukrainien Ianoukovitch sont parvenus à une entente concernant le texte de l'accord d'association. Le 30 mars 2012, les négociateurs en chef des deux parties ont paraphé le texte de l'accord, qui comprenait des dispositions sur la mise en place d'une zone de libre-échange approfondie et complète faisant partie intégrante de l'accord. L'accord sur la zone de libre-échange approfondie et complète a été paraphé le 19 juillet 2012.

Il était prévu que la signature de l'accord ait lieu lors du sommet du partenariat oriental, à Vilnius, les 28 et 29 novembre 2013. Le 21 novembre 2013, l'Ukraine a toutefois annoncé la suspension des préparatifs pour la signature de l'accord, y compris du volet portant sur la création d'une zone de libre-échange. Cette décision du Président Ianoukovitch a été le principal facteur contribuant aux troubles qui ont commencé à Kiev dès le lendemain, l'opposition ukrainienne pro-européenne descendant massivement dans la rue. „Les évènements du Maidan" ont mené à la destitution du Président Ianoukovitch par le Parlement ukrainien le 22 février 2014, à un gouvernement intérimaire et finalement à de nouvelles élections débouchant sur l'investiture de Petro Porochenko le 7 juin 2014 en tant que Président de l'Ukraine.

Dans ce nouveau contexte politique, la coopération entre l'UE et l'Ukraine s'est renforcée et a débouché sur la signature du volet politique (préambule, article 1 et titres I, II et VII) de l'accord d'association lors du Conseil européen du 21 mars 2014. Le volet politique reconnaît notamment „les aspirations du peuple ukrainien à vivre dans un pays basé sur des valeurs, la démocratie et l'État de droit". La signature du volet économique a été décalée parce qu'elle impliquait une levée des barrières douanières ukrainiennes visant à protéger de la compétition européenne directe les paysans et les aciéries dans l'Est. La signature des titres restants, y inclus les dispositions relatives à la zone de libre-échange approfondie et complète, et des annexes et protocoles correspondants a eu lieu en marge du Conseil européen le 27 juin 2014 à Bruxelles.

Le contexte politique et notamment la situation en Ukraine de l'Est a conduit l'UE, l'Ukraine et la Russie à tenir des consultations trilatérales pour discuter des conséquences de la mise en œuvre de l'accord d'association sur l'économie russe et sur la zone de libre-échange de la Communauté des États indépendants (CEI). Des consultations ont eu lieu en janvier, mars, juin et août 2014 à des niveaux différents. Elles ont confirmé des divergences de vue entre les parties, la Russie réitérant sa position que l'économie russe souffrira de grandes pertes suite à l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la zone de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine.

Lors de la réunion du 12 septembre 2014 entre le Commissaire européen au commerce De Gucht, le Ministre des Affaires étrangères ukrainien Klimkin et le Ministre du Développement économique russe Ulyukayev, la Commission européenne a proposé de décaler l'entrée en vigueur provisoire des dispositions relatives à la zone de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine jusqu'au 31 décembre 2015. Cette proposition a été faite dans un contexte politique difficile, en vue de contribuer au processus de paix et à la stabilisation de la situation en Ukraine. Les mesures commerciales autonomes prises par l'UE à l'encontre de Kiev suite à la décision du Conseil européen le 6 mars 2014 d'accorder à l'Ukraine des mesures aidant à stabiliser son économie face aux défis politiques, économiques et en matière de sécurité, resteront en place. Elles montrent d'ailleurs des premiers résultats: les exportations ukrainiennes vers l'UE ont déjà augmenté de 14% depuis leur entrée en vigueur.

Selon la déclaration ministérielle commune du 12 septembre 2014 sur la mise en œuvre de l'accord d'association et de l'accord de libre-échange, les consultations trilatérales seront poursuivies afin d'étudier les inquiétudes russes. La Russie et l'Ukraine ont confirmé qu'entre-temps elles continueront à appliquer le régime commercial préférentiel de la zone de libre-échange de la CEI.

L'accord d'association vise à accélérer le renforcement des relations politiques et économiques entre l'UE et l'Ukraine et l'intégration graduelle de cette dernière au sein du marché intérieur européen. L'accord est une voie concrète pour mieux exploiter le potentiel de coopération entre l'UE et l'Ukraine tout en se concentrant sur le processus de réformes, sur la croissance économique, sur la gouvernance et la coopération sectorielle. L'accord constitue de fait un agenda de réforme pour l'Ukraine, basé sur un programme exhaustif de transposition de la législation européenne dans le droit ukrainien.

Le Parlement européen et le Parlement ukrainien ont ratifié l'accord le même jour, le 16 septembre. Les États membres de l'UE étant également parties à l'accord, ils doivent le ratifier selon leurs procédures internes. Suite aux consultations trilatérales avec la Russie et contrairement à ce qui était prévu avant le 12 septembre, l'accord ne sera pas appliqué à titre provisoire (article 486) après ratification par l'Ukraine et notification par l'UE de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet, mais son entrée en vigueur sera décalée jusqu'à la fin de l'année 2015.

Pendant la période d'application provisoire qui s'ensuivra après le 31 décembre 2015, les dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, qui a été signé le 14 juin 1994 à Luxembourg et est entré en vigueur le 1er mars 1998, continuent d'être appliquées dans la mesure où elles ne sont pas concernées par l'application provisoire du présent accord.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par écrit par chaque partie (Titre VII, article 481). Les parties s'engagent à mener une évaluation du progrès effectué dans les différents domaines endéans cinq ans

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

19.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°69, page 1333

Augmentation du capital de la BIRD

6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le gouvernement luxembourgeois à participer à une augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

La partie majeure des ressources de la BIRD provient des marchés financiers internationaux à travers l'émission d'obligations. En 2008 et 2009, la BIRD et d'autres institutions financières internationales ont majoré de manière significative leurs emprunts afin d'aider les pays en voie de développement à surmonter les effets de la crise financière internationale. C'est aussi à ce moment que la Banque mondiale a initié une réforme de sa structure de gouvernance avec comme objectif principal de renforcer la représentation des pays en développement et en transition. Ce processus s'est déroulé en deux phases; au cours de la deuxième phase une injection de 86,2 milliards US$ dans le capital de la BIRD dans le cadre d'une augmentation générale et sélective du capital est approuvée. Cette deuxième phase porte le total des voix des pays en développement et en transition de 42,60% à 47,19%. Le pouvoir de vote du Luxembourg restera fixe à 0,12%.

Le projet de loi sous rubrique autorise le gouvernement à souscrire 637 actions nouvelles valant chacune 120.635 US$. Vu que seuls 6% sont à libérer, l'impact budgétaire se chiffre à 4.610.669,70 US$. Sur base d'un taux de change €/US$ de 1,3366 la contribution luxembourgeoise à l'augmentation de capital de la BIRD a initialement été estimée à 3.499.550,90 €. Suite à la variation du taux de change €/US$ (1,13) au cours des derniers mois, l'impact budgétaire passe cependant à environ 4 millions d'euros à la fin février 2015. Le taux de change étant celui du jour du paiement des tranches respectives, il est impossible de déterminer pour le moment l'impact budgétaire exact en euros.

Les résolutions 612 et 613 prévoient l'encaissement immédiat du capital à verser.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.10.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

24.02.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

03.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2015

Profession d'avocat

6750 - Projet de loi modifiant

a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Le projet de loi a pour objet d'adapter les deux lois luxembourgeoises qui transposent la directive 77/249/CEE et la directive 98/5/CE en droit luxembourgeois en y ajoutant à chaque fois le terme croate désignant un avocat, à savoir «Odvjetnik/Odvjetnica», et de consacrer la pratique existante en matière de refus et retrait du bénéfice de l'assistance judiciaire qui veut que ces décisions soient bien entendu dûment motivées et attaquables par un recours.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014
Rapporteur: M. Roy Reding

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

25.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015
Loi du 1er avril 2015
Mémorial A: 2015, n°63, page 1290

Pensions des députés

6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

La proposition de loi telle que déposée a pour but de modifier une situation injuste pour certains députés issus du secteur privé ou du secteur public tombant sous le nouveau régime des pensions, en partant du constat que ces députés étaient interdits de cotiser en vue d'une future pension correcte, à la fois en tant que personne privée et en tant que député. En tant que personne privée, il leur est interdit de cotiser au-delà d'un plafond ne tenant compte que de niveaux de salaires anciens et en tant que député la loi électorale ne leur permet que de cotiser sur la moitié imposable et cotisable de l'indemnité parlementaire. Les auteurs de la proposition de loi entendent remédier à cette situation en permettant aux députés de prendre la décision en vue de cotiser sur l'intégralité de leur indemnité parlementaire.

Dépôt par M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel et M. Claude Wiseler, Députés, le 04.12.2014
Rapporteur: M. Roy Reding

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

11.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015
Loi du 12 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°77, page 1472

Cité policière

***6764* - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck»**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'acquisition de l'immeuble dénommé «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck», sis à Sandweiler. Il est contractuellement prévu que l'immeuble, actuellement loué par l'État luxembourgeois, pourra par la suite être acquis par ce dernier.

Le contrat de bail conclu le 5 juin 2009 prévoit les conditions du bail pour l'heure actuelle. Or, dès le départ il avait été prévu de donner la possibilité à l'État de devenir propriétaire de cet immeuble, ceci au vu de la haute technicité du bâtiment suite aux investissements importants, d'un ordre de grandeur de 9 millions d'euros, réalisés par l'État dans des équipements nécessaires au travail de la Police grand-ducale. Ainsi le contrat de bail prévoit deux options d'achat, dont la dernière peut être levée par l'État au plus tard en avril 2015 pour un montant de 86,390 millions d'euros. L'immeuble en question compte 14.410 m² de surface de bureaux, 5.000 m² de surfaces techniques et d'archivage, 298 places de parking sous-terrain et 32 places de parking à l'extérieur.Il y a lieu de préciser les deux avantages majeurs qui résultent d'une telle transaction: Premièrement, une fois propriétaire de cet immeuble, l'État économisera une charge de loyer importante.Deuxièmement, l'État s'affranchira ainsi d'une contrainte potentielle pesant sur tout locataire, à savoir de devoir un jour quitter les lieux ou d'accepter de nouvelles conditions de bail exigées de la part du propriétaire. Or, en raison des installations techniques réalisées par l'État dans cet immeuble, il va de soi qu'un déménagement futur est peu envisageable. De plus, l'immeuble est de construction récente et de bonne qualité.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

03.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
13.03.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015
Loi du 1er avril 2015
Mémorial A: 2015, n°65, page 1298

Cession d'un terrain au FDC

6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension

Le projet de loi a pour objet l'autorisation de la vente de gré à gré, au prix du marché, d'un terrain au Fonds de compensation commun au régime général de pension, établissement public créé par la loi du 6 mai 2004 (FDC). Il s'agit d'un terrain d'une surface de 76,78 ares situé au quartier de la gare centrale de Luxembourg entre la rue de Hollerich, la rue Mercier et la rue du Fort Wedell et adjacent à l'immeuble administratif du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

Le prix de cession du terrain en question, estimé à une valeur d'au moins 90 millions d'euros, a été évalué en fonction du prix du marché et sur base d'une transaction d'envergure similaire réalisée dans le quartier. En tenant compte d'une surface constructible estimée à 37.000 m², il se dégage un prix de l'ordre de 90 millions d'euros pour le terrain. Le coût final par m² comprendra la charge foncière et le coût de construction qui dépendra de la qualité d'exécution de la construction choisie par le FDC.

Outre la recette prévue, ce projet permettra en coopération avec l'État et la Ville de Luxembourg, la réalisation d'un projet immobilier d'envergure en plusieurs phases dont la première portera précisément sur les terrains cédés et comportera la construction d'au moins 37.000 m² de surfaces de bureaux, hypothèse tablant sur une densité de construction identique à celle des alentours.

Cette surface sera suffisante pour permettre de reloger les administrations occupant actuellement l'immeuble des Assurances sociales sis au 125, route d'Esch à Luxembourg-Hollerich, à savoir la Caisse nationale de Santé, l'Association d'assurance contre les accidents, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale, la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance et l'Agence e-santé (environ 900 personnes).

Il y a également lieu de relever que par cette opération le FDC réalise un investissement à long terme sur le marché immobilier luxembourgeois, se rapprochant ainsi de l'objectif retenu par sa stratégie d'investissement visant à investir une quote-part de 5 pour cent dans l'immobilier au Luxembourg.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

03.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
13.03.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015
Loi du 1er avril 2015
Mémorial A: 2015, n°65, page 1299

TVA

6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a deux objets: il s'agit, d'une part, d'adapter le taux de compensation du régime d'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture, et, d'autre part, d'étendre le champ d'application des dispositions de ce régime aux activités de production de semences respectivement de plants.

Premièrement, les taux de compensation respectifs de l'agriculture et de la sylviculture, établis par l'article 58, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, sont calculés en fonction de la charge moyenne de TVA qui grève les éléments utilisés pour les besoins des exploitations agricoles respectivement sylvicoles. Cette méthode suit les prescriptions des articles 297 à 299 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. En effet, ces pourcentages forfaitaires de compensation sont déterminés sur la base des données macroéconomiques relatives aux seuls agriculteurs forfaitaires des trois dernières années. Les pourcentages peuvent être arrondis au demi-point inférieur ou supérieur. Les données en question sont établies par la division des comptes économiques et des statistiques agricoles du Service d'Économie rurale (SER) du Ministère de

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2015
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

04.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.03.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec des représentants des CFL et de l'Administration des Ponts et Chaussées
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015
Loi du 12 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°75, page 1460

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 25

MERCREDI,
18 MARS 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg
- *M. Gast Gibéryen*

3. 6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck»
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Frank Arndt, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

9. 6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché (Mme Lydie Polfer intervient), M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, Jean Asselborn, Fernand Etgen, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg, eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Den Här Gibéryen freet sech d'Wuert. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

2. Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt ech d'Wuert kritt hunn, fir an enger perséinlecher Saach hei kënne Stellung ze bezéien. Ech si gëschter Owend an engem Bericht, deen RTL Televisioun gemaach huet am Zesummenhang mat mengem Parteikolleeg, deen am Ableck an der zweeter Instanz an engem Prozess verurteelt ginn ass, gefrot ginn, wat ech dovu géif halen. An ech hu fir d'Éischt erkläert, datt ech der Meenung sinn, datt an der Constitutioun steet, wat d'Bedéngunge sinn, fir datt ee kann Deputéierte sinn: Lëtzebuerger, 18 Joer, d'Zivilrechter hunn.

An ech hunn dunn e Saz gesot, dat ass deen, deen op der Televisioun komm ass: „Wa mer géifen higoen a mir géife soen, wann een Deputéierten an iergendenger Form condamnéiert gëtt..., da misste vill Deputéierter vun hirer Fonctioun zrécktrieden."

Ech war mer net direkt bewosst, wat ech do gesot hunn, an eise President war esou „fein", géif ech soen, fir mech de Moien dorobber opmierksam ze maachen. An ech hu mer deen Text dunn nach eng Kéier ugehéiert, a wéi ech en du gelies hunn, du wousst ech och, wat ech falsch gemaach hat. Well dat, wat ech wollt soen, wat ech am Kapp hat, ass awer net dat, wat ech gesot hunn. Wat ech wollt soen, war: Wann an der Vergaangenheet all Kéiers, wann en Deputéierten oder e Politiker condamnéiert gi wier, en hätt missen zrécktrieden, dann hätten der misse scho vill zrécktrieden.

Dat hunn ech awer net gesot! Dat, wat ech gesot hunn, dat ass esou gesot, wéi wann dat sech op dat heite Parlament géif bezéien. An dat ass faktesch falsch! An duerfir wëll ech mech hei vis-à-vis vun de Kolleeginnen an de Kolleegen an Iech, Här President, entschëllege fir déi Ausso, déi ech do gëschter Owend gemaach hunn, well déi ganz einfach falsch ass.

Mir ass net bekannt, datt iergendwéi een aneren heibannen ass - ausser deem Prozess, dee momentan vis-à-vis vum Roy Reding usteet -, deen an iergendenger Form während senger Mandatszäit iergendwéi e Prozess gehat hätt a condamnéiert gi wier. Et ass net meng Manéier, fir Politik ze maachen, fir de Mann ze treffen! Ech maache gären haart Politik, mä ech si gär fair vis-à-vis vun de Kolleeginnen a Kolleegen an ech wëll beileiwe keen a senger perséinlecher Éier blesséieren. Mat dëser Ausso hätt kënne jiddweree sech heibanne getraff fillen.

A wann een als Deputéierten esou eng Ausso mécht, da weess ech dat, da gëtt gesot: „Ma de Gibéryen huet gesot «e puer»", deen Dag drop sinn et der vill, an déi Kéier drop ass et bal d'ganz Chamber, déi an där Situatioun ass. Dat ass net de Fall.

An duerfir, wéi gesot, Här President, wëll ech mech hei offiziell... (veuillez lire: offiziell entschëllegen), duerfir wollt ech dat och an ëffentlecher Sitzung maachen. An ech hunn och RTL driwwer informéiert, datt ech dat maachen, fir datt si kënnen och hir Nolauschterer..., do hunn ech zwar keen Afloss, mä ech hu se awer gebieden, fir hir Nolauschterer iwwert déi falsch Ausso, déi ech gëschter Owend gemaach hunn, do ze informéieren an et an dat richtegt Bild ze stellen.

An ech hoffen, datt Der meng Entschëllegung unhuelt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech soen dem Här Gibéryen Merci an ech mengen am Numm vun de Kolleegen an de Kolleeginne kënnen ze schwätzen, dass déi Entschëllegung ugeholl ass an dass dat, wat en iwwert dëst Parlament elo gesot huet, absolut richteg ass. Merci.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet de loi 6653 iwwert d'Schafe vun engem Comité du risque systémique. An de Rapporteur vum Projet, den Här Eugène Berger, huet direkt d'Wuert.

3. 6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2008 ass eis globaliséiert Finanzwelt vun enger Zort Äerdbiewe gerëselt ginn, wéi mer et an esou engem Ausmooss nach net kannt haten. Et kann ee soen, mat Schockwellen, mat engem Tsunami, dee sech als Kris praktesch iwwert déi ganz Welt, iwwert de ganze Planéit ausgedehnt huet a wou mer haut nach mat de Schied an den Dégâte vun deemools ze schaffen hunn.

Dir wësst alleguerten, ech schwätze vun der Finanzkris an der Wirtschaftskris, déi duerch déi sougenannten „subprimes" an den USA 2008 ausgeléist gi sinn. Ech ginn elo net méi an den Detail vun deene ganze Geschichten an. An zwee, dräi Sätz: Ech mengen, Dir wësst, do waren zum Deel vill Banken, déi hu massiv wackeleg Prêten, Kreditter ginn am Immobiliesecteur, oder de Leit ginn, déi domadder sech awer iwwerfuerdert hunn.

Op där anerer Säit sinn och eng ganz Rei riskant, komplex Finanzproduiten, déi herno guer kee méi verstanen huet - Montagen - agesat ginn, fir Risikoe vermeintlech kënnen ofzedecken. Et kann een eigentlech soen, datt do ganz vill ongedeckte Schecken ausgestallt gi sinn, ebe mat all deene Konsequenzen, déi mer do kannt hunn. An et war jo och esou, datt do net eng eenzel Bank, en eenzelt Institut dran implizéiert war, mä dat war e System. Do waren e ganze Koup, eng Hällewull vun Instituter weltwäit, déi doranner implizéiert waren. An dat war jo och dat, wat deen enorme Risiko war.

Mir kennen d'Suiten alleguer: Dat Kaartenhaus ass zesummegefall ebe mat deene Répercussiounen. Et hat net nëmme Répercussiounen op eng, zwou Banken, mä op eng ganz Rëtsch vu Banken, Instituter op der ganzer Welt. Och aner Secteure ware betraff, den Immobiliemarché, Assurancësecteur an esou weider. Mir hate Faillitten, déi ganz Ekonomie ass weltwäit an d'Wackele komm, Aarbechtsplaze si verluer gaangen an esou weider. An eigentlech, déi Kris vun 2008 mat deene Répercussiounen op d'Weltwirtschaft, déi hu mer eigentlech haut nach. Also et sinn do nach Effeten, déi eis haut nach sauer - kéint ee soen - opstoussen.

Och Lëtzebuerg ass net verschount bliwwen, mir wëssen dat. Et kann een och kucken, wann een d'Budgeten oder d'Zuele vun deemools kuckt - 2008, 2009 -, da gesäit een, wat dunn och hei zu Lëtzebuerg lass war. An ech mengen, mir jo och als Finanzplaz waren do och mat betraff. Mir hate jo och hei zu Lëtzebuerg systemesch Banken, déi do a Schwieregkeete komm sinn. Dat deet ëmmer wéi, esou eng Saach, wann een eng wichteg Finanz- a Bankeplaz ass.

Firwat koum et zu esou engem globale Kollaps? Firwat zu esou enger enormer systemescher Kris? Jo, ebe well et an den USA, well et an Europa deemools keng Surveillance macroprudentielle gouf. 2009 huet d'Europäesch Kommissioun e Rapport erstallt, wou dann och ebe kloer mam Fanger op déi Lacunne gewise ginn ass, wou ebe gewise ginn ass: Et gouf eng limitéiert Surveillance vun eenzelnen Instituter, eenzelnen Entreprisen, mä et hat ee keng Vue d'ensemble vun deem Ganzen.

Et muss een och soen, déi national Autoritéiten haten deemools - ech mengen, an den USA, mä och op anere Plazen, an Europa - oft keng prezis Informatiounen iwwert déi komplex Finanzproduiten, iwwer hir Ausmoossen, iwwert d'Verstréckungen iwwert d'ganz Welt. Et muss een och wëssen, datt do zum Deel falsch Informatioune gestreet gi sinn. Ech denken nëmmen un déi Ratingen, déi do dann deemools och an Amerika zum Beispill ausgestallt gi sinn.

Bref, et gouf bei der Iwwerwaachung vun den Instituter eng exklusiv Approche microprudentielle, an domadder war een ebe blann fir d'Relatiounen zwëschent den eenzelnen Instituter an eben och d'Interdépendance vun all deene Systemer, vun all de Secteuren, wann do grouss Risikoen opgebaut gi sinn.

An Europa war, wéi een esou schéi seet, „lessons learned" ugesot an duerfir gouf dunn 2010 en europäesche Comité du risque systémique an d'Liewe geruff, mat dem Zil eben, fir e macroprudentielle Contrôle vun de Finanzsystemer an der Europäescher Unioun an d'Weeër ze leeden an eben och domadder dann déi finanziell Stabilitéit an Europa ze garantéieren. Et wollt een eigentlech - ech hat virdru vun Äerdbiewe geschwat - eng Aart Fréiwarnsystem opbauen, fir datt et net méi zu engem neien Äerdbiewe kéim respektiv datt et net méi géif zu Schied an Dégâte kommen.

Et sinn zwou Recommandatioune vun deem CRS, vun deem europäesche Comité du risque systémique ausgestallt ginn, eng 2011 an eng 2013. Wat soen déi Recommandatiounen? Ben, all Memberland soll eng national Autoritéit chargéiere fir de Contrôle macroprudentiel. Déi national Autoritéite solle sech dann och Instrumenter ginn, fir eben dëse Contrôle effikass auszeféieren. Si solle sech och Objektiver setzen, fir d'Standfestegkeet vum Finanzsystem ze stäerken a virun allem ze kucken, datt sech net ze vill systemesche Risk usammelt.

An dat ass eigentlech genau dat, wat mer dann elo hei, Här President, mat deem Projet de loi, dee mer haut de Mëtten diskutéieren an hoffentlech och wäerte stëmmen, ëmsetzen. Mir setzen déi Recommandatiounen ëm a mir setzen dann zu Lëtzebuerg hei e Comité du risque systémique en place.

Kuerz déi puer Haaptelementer vum Gesetz, éischtens d'Zesummesetzung vun deem Comité: De Comité ass zesummegesat aus Vertrieder, Représentantë vum Finanzministère - de Finanzminister selwer am beschte Fall -, vun der Banque centrale vu Lëtzebuerg, der CSSF an dem Commissariat aux Assurances. Et sinn Diskussioune ginn, ob dat déi richteg Zesummesetzung wier, ob een net kéint eng aner Méiglechkeet hunn. Et gi verschidde Modeller an Europa. An der Belsch an a Frankräich zum Beispill, do ass et éischter d'Banque centrale, déi lokal oder déi zoustänneg national Banque centrale, déi dee Comité oder déi Surveillance mécht. Et ginn awer och Länner, wéi Däitschland, wou dann och éischter e Comité mat enger Rei vun Institutiounen dran ass.

Bon, et ass esou, datt mir eben dee Wee hei gewielt hunn. Et muss ee soen, datt d'Banque centrale européenne en Avis och geschriwwen hat, déi eigentlech och insistéiert huet fir dee Modell mat der Banque centrale als Haapt- oder als eenzegem Comité. Den Avis vum Statsrot ass éischter an déi aner Richtung awer gaangen, eben an déi Richtung fir dat, wat mir oder wat d'Regierung proposéiert huet. Ech muss soen, datt mer e ganz interessanten, flotten Austausch haten och mat deenen Akteuren - ënner anerem CSSF, Banque centrale du Luxembourg, Commissariat aux Assurances -, wou mer awer - dat ass kloer dobäi erausgaangen - e grousse Konsens hunn ebe fir dee proposéierte Modell mat deene véier Instanzen.

An et muss ee jo och kucken: Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Mir hunn eigentlech schonn eng Rei Aufgaben, Kompetenze vu Contrôle, vläicht net an deem Sënn macroprudentiel, awer trotzdeem esou sektoriell Contrôlen, déi jo och schonn elo bei der CSSF, beim Commissariat aux Assurances, bei der Banque centrale leien, an déi kéint een deene jo och eigentlech net ewechhuelen. Ech mengen, et ass eigentlech hei d'Grondiddi, fir all déi Kompetenzen, all deen Know-how, déi Capacitéite fir eben d'Surveillance ze bündelen an engem Comité.

Am Avis vun der Banque centrale européenne, wann Der dee gelies hutt, déi insistéieren op alle Fall op déi wichteg Roll vun der Banque centrale nationale. An et muss een och soen, hei an eisem Modell behält och d'Banque centrale an deem Comité eng wichteg Roll. Si assuréiert de Sekretariat. Si stellt de Sekretär eigentlech duer. An dat ass awer eng wichteg Fonctioun an esou engem Comité, well déi jo awer am Endeffekt d'Avisen ausstellen, d'Recommandatiounen, d'Informatioune sammelen, esou datt een also do awer e wichtege Posten trotzdeem innerhalb vun deem Comité bekleet.

Et muss een och soen: D'Banque centrale kann net bei Décisiounen an deem Comité oder bei Avisen iwwergaange ginn. Et ass esou, datt mer dat an d'Gesetz ageschriwwen hunn, datt also all Décisiounen, Publikatiounen, Avisen mussen à l'unanimité geholl ginn am Comité. Et ass eigentlech en anere Wee, fir ze soen, datt eigentlech och jiddwereen e Vetorecht am Prinzip hätt. Dat heescht, wann een net domat d'accord ass, zum Beispill d'Banque centrale, da kéint dee jo awer och verhënneren, datt et dann zu enger Décisioun kënnt. Ech mengen, dat ass also e wichtege Punkt oder et sinn e puer Erklärungen, firwat dee Comité esou ausgesäit a wéi en dann och wäert fonctionnéieren.

Bon, ee Punkt, deen och - ech ginn net en détail op alles an -, mä ee Punkt, deen de Statsrot och opgeworf huet, wou en och eng Opposition formelle an d'Spill bruecht huet, dat ass dee vun der Confidentialitéit vun den Informatiounen, déi d'Vertrieder vun deene verschiddene Gremie mat an de Comité bréngen. Dat ass och d'Fro vun dem Secret professionnel.

Mir sinn och an engem neien Artikel dorop agaangen. Et muss jo kloer sinn, datt déi eenzel Memberen - dat si jo nëmme Représentantë vun hiren Instituter oder Gremien - musse kënnen déi Informatioune mat erabréngen, well dat si jo déi Informatiounen, op déi herno eventuell..., wou ee gesäit: Hei, do ass e Problem, do musse mer eventuell eng Recommandatioun maachen. Et brauch ee jo eigentlech déi Informatiounen. Wann een déi net kéint mat erabréngen an dee Comité, da wier dat fir d'Aarbecht eigentlech wierklech kontraproduktiv.

An et ass eigentlech awer esou, datt mer dann ebe gekuckt hunn, fir dat esou ze schreiwen, datt eigentlech deen neie Comité dann och, et kéint ee soen, eng „communauté de confidentialité" ass, fir datt eben dann déi sensibel Donnéeën awer innerhalb vun deem Comité kënnen ausgetosch ginn an awer innerhalb vun deem musse kënne bleiwen.

Ech mengen, et ass och kloer, datt déi Leit, déi an deem Comité sinn, ëmmer nëmme Représentantë vun hirem Ministère oder vun hire Gremie sinn an datt se do natierlech net en tant que personne privée, mä eigentlech als Représentant stinn. An et muss ee jo och da wëssen, datt déi eenzel Leit, zum Beispill an der CSSF oder am Commissariat aux Assurances, déi hunn an hire Loi-organiquen dat och geregelt vun där Responsabilitéit.

Mir hunn och gesinn, oder mir hunn dunn och hei d'Geleeënheet genotzt - well bei der Loi organique vun der Banque centrale, déi jo och eigentlech ëmmer am Intérêt public handelt, dat do eigentlech net virgesi war vun där Fro vun der Responsabilitéit, vun där perséinlecher Responsabilitéit -, fir datt mer also hei och an engems d'Loi organique vun der Banque centrale an deem Punkt, ech géif soen, „verbesseren".

Ech hat virdru scho vum Fonctionnement vun deem Comité geschwat. Et ass esou, datt d'Présidence beim Finanzminister läit, d'Sekretariat, wéi gesot, bei der Banque centrale. Si solle minimum zwou Réuniounen d'Joer hunn. Si kënnen der awer och méi maachen. D'Membere kënne sech ersetze loossen. Décisioune kënnen awer nëmmen an deem Gremium geholl ginn, wa mindestens zwee „Haaptrepréséntanten", fir et emol esou ze formuléieren, do sinn.

Wat sinn d'Aufgabe vun deem Comité?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Rapporteur, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ah, ech versichen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gitt e bësse Gas!

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ech versichen, dat dann esou schnell wéi méiglech ze maachen, Här President.

D'Aufgab vum Comité ass also, fir Informatiounen ze sammelen, ze analyséieren, ze erkennen, ob iergendwou e Risiko besteet. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg komme véier, fënef systemesch Banke virun allem a Fro. Wa se gesinn, datt e Problem ass, da mussen eigentlech déi Clignotanten ugoen. Si mussen also en Avis formuléieren, eng Recommandatioun formuléieren, fir deem entgéintzewierken.

Mä wat mécht ee mat deenen Avisen, Recommandatiounen, déi Concernéiert? Dat heescht natierlech, déi Leit, déi am Comité sinn, deenen hir Gremien, mä awer och déi Finanzakteuren, Finanzinfrastrukture kréien dat zougestallt an déi musse sech dann explizéieren, dat heescht, nom Prinzip „comply or explain". Dat heescht, si mussen do déi Saache suivéieren oder soen, firwat datt se dat net maachen. Ech mengen, en dernière instance kann een natierlech och als Législateur do intervenéieren, wann ee wierklech gesäit, do ass e grousse Problem.

Här President, ech fueren dann e bësse méi schnell. Ech war mer net esou bewosst, datt ech...

Et ass de Modell 1, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass de Modèle de base.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ah, dat ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir hunn en zesumme fixéiert.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, ech ka mech... Entschëllegt, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech mengen, de Fraktiounspresident a Rapporteur muss mam gudde Beispill virgoen.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo! Neen, do ginn ech lech honnert Prozent recht, Här President! Ech war wierklech elo..., ech ka mech erënneren, datt mer an der Conférence des Présidents de Modell 1 an d'Spill bruecht haten. Mä dann entschëllegt, da maachen ech dann nach méi schnell, fir awer da mam gudde Beispill virzegoen.

(Hilarité)

Mä ech wollt awer eng Explikatioun ginn an, ech mengen, nach ee Wuert just zur Publicitéit vun deenen Avisen: Et ass natierlech kloer, datt do perséinlech Donnéeën oder Donnéeën, déi sensibel sinn, net solle publizéiert ginn, well dat jo och kéint negativ Répercussiounen op en Institut kréien, mä datt se awer an engem jährleche Rapport sinn.

An dat war nach - dat ass da mäi lescht Wuert - e wichtegt Uleies vun der Cofibu: Dat ass awer och, datt d'Cofibu jee nodeem, wa wierklech e gréissere Problem ass, datt déi kann à tout moment informéiert ginn, datt een also och déi Méiglechkeet weiderhin huet.

Voilà! Här President, ech soen lech Merci fir Är Indulgence, datt Der mer do e bësse méi Zäit ginn hutt. Ech sinn op alle Fall frou, datt mer elo esou e Comité du risque systémique an d'Liewe ruffen. Dat ass am Intérêt vun der Stabilitéit vun eiser Finanzplaz, vum Standuert Lëtzebuerg. An ech géif hei och den Accord vu menger Fraktioun eraginn.

Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Och wann dat net nom Reglement virgesinn ass, géif ech mengen, dass dann en Deel vum Retard récupéréiert ass iwwert de mandatéierte Spriecher. Also nach eng Kéier en Appell u jiddwereen, sech un d'Riedezäit ze halen! Mir kréien elo eng Rei vu Sëtzungen, wou dat ganz wichteg gëtt. A mir wëlle jo och net bis an d'Nuecht hei sëtzen. Merci!

Dann huet deen nächste Riedner d'Wuert, den Här Franz Fayot.

(Interruption)

Ah, entschëllegt!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech si schonn hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här President, Dir sidd esou präsent ëmmer, datt ech lech bal vergiess hätt.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, dat ka virkommen an deene beschte Familljen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Comité du risque systémique muss een eigentlech am Zesummenhang gesinn op där enger Säit mat eiser Legislatioun iwwert d'Bankenunioun, awer och op där anerer Säit mat engem anere Projet de loi, dee mer an deenen nächste Woche wäerten och hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kréien, nämlech d'Surveillance vum Finanzsecteur.

All dës Projeten hunn a sech een Objektiv, nämlech deen, eis Finanzplaz op méi stabill Féiss ze setzen, andeem se se och engem méi intensive Contrôle ënnerwerfen. An ech mengen, an deem Kontext muss een och de Projet de loi vun haut de Mëtte gesinn, deen a sech e wichtege Mosaiksteen an där ganzer Surveillance duerstellt, well en niewent deem Contrôle microprudentiel, deen eigentlech eng CSSF ausüübt, eigentlech elo en Element vu macroprudentielle Vuë mat erabréngt. An ech mengen, dat ass en interessante System vu Fréiwarnung.

An de Rapporteur, deem ech wëll fir seng detailléiert a sachkundeg Berichterstattung Merci soen, huet jo och virdrun déi eenzel Elementer vun dësem Comité vum systemesche Risk beschriwwen, soudatt ech mech op ganz e puer Observatioune ka limitéieren.

Aleedend, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, bedauere mir e bëssen, datt et trotzdeem esou laang gedauert huet, ier mer dëse Projet de loi konnten op den Instanzewee setzen. Ech mengen, et hätt enger Finanzplaz wéi Lëtzebuerg guttgedoen, wa mir zu deenen éischte Länner gehéiert hätten, déi dëse Projet ëmgesat hätten. Leider Gottes ass dat aus enger Rei vu Grënn net méiglech gewiescht. Mir hoffen op jidde Fall, datt bei anere Projeten, op déi ech och elo nach ze schwätze kommen, datt mer do da vläicht e bësselche méi schnell virukommen.

Wat de Fong vum Projet ubetrëfft, wollt ech eigentlech just nach eng Kéier soen, datt mir och d'Approche vun der Regierung begréissen, net op de Wee ze goen, dee Comité an déi Missiounen do enger Zentralbank, wéi et an anere Länner de Fall ass, ze iwwerdroen, mä hei eng eegen Institutioun dohinnerzesetzen, déi aus deene véier groussen Autoritéite besteet, déi jo och dann haaptsächlech responsabel fir d'Gestioun vun eiser Finanzplaz sinn.

Erlaabt mer, och nach do eng Kéier drop hinzeweisen, datt mer frou sinn, datt d'Zentralbank awer hei de Sekretariat mécht. An an deem Kontext a well ech einfach vun der Geleeënheet wëll profitéieren, a well ech och hei uewe stinn, wollt ech awer och nach eng Kéier de Finanzminister froen, wéi et do mat der Kapitalopstockung ass. Dat ass e Sujet, deen och erëm eng Kéier de President dovunner an d'Diskussioun bruecht huet. Do wäre mer vläicht herno och frou, wann de Minister eis kéint eng Äntwert ginn.

Eng zweet Iwwerleeung, déi och scho vum Rapporteur hei virbruecht ginn ass, ass déi, datt mer mengen, datt déi Avisen a Recommandatioune vun deem Comité sech natierlech net an engem lofteidele Raum solle bewegen, mä datt et och do soll zu engem Austausch vun Informatioune kommen. Austausch, bien entendu, um europäeschen Niveau, notamment mam europäesche Comité vum Risque systémique, awer och en Austausch hei zu Lëtzebuerg, notamment mam éischte Pouvoir, nämlech mat der Chamber, wou et och wichteg wär, datt regelméisseg iwwert déi Avisen diskutéiert gëtt.

Eng drëtt Observatioun, déi ech wollt hei maachen, ass déi, datt mer elo net nëmmen duerch dëse Projet de loi, mä och duerch eng Rei aner Projet-de-loien awer amgaange sinn, d'Contraintë fir d'Finanzplaz a fir hir Akteuren, ganz besonnesch fir d'Banken, wesentlech méi grouss ze maachen. An eleng de Fait, fir sech un d'Standarde mussen unzepassen, wäert derzou féieren, datt de Käschtepunkt vun där Reglementatioun fir d'Banken an hir Akteuren ëmmer méi grouss wäert ginn. An do solle mer eis näischt virmaachen, dat wäert ganz besonnesch fir méi kleng Banke ganz schwiereg ginn. An ech mengen, do soll een och net ënnerschätzen, datt dat effektiv kéint emol derzou féieren, datt eng Rei méi kleng Banke wäerte mussen ophalen, well se einfach dee Käschtepunkt dovunner net méi wäerte packen.

Dann als allerlescht Observatioun, Här President - an da sinn ech och schonn um Enn vu mengen Ausféierungen -, wollt ech och nach eng Kéier op déi Problematik hiweise vum „level playing field". Mir sinn amgaangen hei an der Europäescher Unioun, d'Lat ëmmer méi héich ze leeën, wat d'Regulatioun vun de Finanzsecteuren ubetrëfft, wat a sech och eng positiv Saach ass. Et mierkt een awer ëmmer méi, datt eis amerikanesch Partner amgaange sinn, do net richteg méi nozekommen. Si hunn eng ganz Rei vu wichtegen Accorden - ech nennen hei nëmme Basel II, Basel III, MiFID - nach ëmmer net ëmgesat an et gëtt een d'Gefill och net lass, datt si eigentlech och net richteg wëlle sech do den europäesche Standarden upassen.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint do zousätzlech Erausfuerderunge kréien am Kader vum TTIP, am Kader vum TiSA, wou sech och d'Fro stellt, ob d'Amerikaner iwwerhaapt bereet sinn, mat op de Wee vun enger Reglementatioun ze goen. Mir, an dat wëll ech awer hei och nach eng Kéier nohalteg ënnersträichen, mussen op jidde Fall ëmmer erëm drop insistéieren, datt deen „level playing field" net nëmmen an der Europäescher Unioun weider Gültegkeet huet, mä och ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Dat gesot, Här President, géif ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zum Projet de loi bréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar. An nächste Riedner ass dann elo de Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, ech

géif gäre mengen zwee Virriedner Merci soen, a besonnesch dem Eugène Berger, dem Rapporteur, fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Här President, d'Finanzkris vun 2008 huet gewisen, dass och scheinbar gesond Banken a Finanzinstituter, déi eenzel gutt supervisiéert a kapitaliséiert sinn, net resistéiere kënnen, wann de perfekte Stuerm kënnt oder den „Tsunami", wéi de Rapporteur et genannt huet. Fir deen nächste perfekte Stuerm fréizäiteg ze erkennen an dogéint eppes ënnerhuelen ze kënnen, schafe mer haut de Comité du risque systémique.

Ech wëll déi puer Minutten, déi ech hei hunn, notzen - bei dësem ganz wichtegen, trotz Modèle de base e ganz wichtege Projet de loi -, fir e puer Remarquen ze maachen zu dësem Projet de loi. Et ass scho vill gesot gi vu menge Virriedner, an haaptsächlech iwwert d'Missioun an de Fonctionnement vun dësem Comité, soudass ech do net méi muss drop agoen.

Déi éischt Observatioun ass, dass d'Aarbecht - de Laurent Mosar huet dat och schonn indiquéiert - vun dësem neie CRS sech wäert an engem neien europäesche Kontext vun der Supervisioun vum Finanzsecteur areien. Säit 2011, dat wësst Der, hu mer schonn u sech d'Supervisioun um europäeschen Niveau mam Système européen de surveillance financière. An dëse Mouvement gëtt mat der Union bancaire nach verdéift. Säit dem 4. November 2014 hu mer de Mécanisme de surveillance unique an ab 2016 wäerte mer och e Mécanisme de résolution unique hu fir d'Ofwécklung vu marode Banken.

Eist Land verléiert do, an dësem wéi an aneren Texter, e gewëssent, e klengt Stéck Souveränitéit an der Ausriichtung vun der Iwwerwaachung vu sengem Finanzsecteur. Hei muss een awer, mengen ech, iwwert den Tellerrand kucken an et muss ee gesinn, dass et trotz allen nationale Retizenze fundamental wichteg ass, richteg ass, dass de Finanzsecteur an insbesonnesch systemesch Finanzinstituter europäesch musse surveilléiert ginn, souwuel um microwéi och um macroprudentielle Plang.

Et ass diskutéiert gi vu menge Virriedner och d'Roll vun der Lëtzebuerger Zentralbank an dësem CRS. Der Europäescher Zentralbank ass se net wäit genuch gaangen. An ech mengen, dass deen Text, dee mer elo hunn - an do hu mer och an der Cofibu driwwer geschwat -, u sech jiddwereen zefriddestellt, och d'Lëtzebuerger Zentralbank. E baut op op den däitsche Modell, de Modell vum Collège, deen och u sech relativ gutt der Lëtzebuerger Traditioun vum Dialog entsprécht zwëschent deene verschiddenen Autoritéiten, y compris dem Ministère des Finances, wéi dat sech och an där leschter Finanzkris vun 2008 erwisen huet. Et ass also an eisen Aen eng gutt Léisung.

Mir hunn och an der Cofibu, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, iwwert de Secret professionnel geschwat. Et war ganz kloer fir eis, an de Statsrot huet déi Diskussioun jo u sech lancéiert, et war ganz kloer fir jiddwereen, dass et do misst effektiv kënnen en Échange ginn an deem Comité an dass déi Secreten, deenen déi verschidden Autoritéiten (veuillez lire: deenen déi verschidden Autoritéiten ënnerleien), déi Member si vun deem Comité du risque systémique, net dierften dozou féieren, dass déi néideg Informatioune fir eng effikass Aarbecht an deem Comité net kéinte partagéiert ginn, soudass dat u sech am Fong eng relativ evident Léisung ass. An d'Gesetz huet jo och do verschidde Modifikatioune gemaach a Loi-sectoriellen, Loi-organiquë vun deenen Autoritéiten, déi dat nach net haten.

Et ass och eng Diskussioun gefouert ginn an der Cofibu iwwert d'Zoustännegkeet vun dësem CRS fir de Secteur vum „shadow banking". Den „shadow banking" ass trotz sengem liicht däischteren an ominéisen Numm am Fong näischt aneschters wéi en fait de Secteur, dee parallell ass zu de Banke fir d'Verdeele vu Kredit, dat heescht fir d'Kreditvergab. Et ass also eng Realitéit, déi extrem breet ass an déi immens Volummen elo schonn unhëlt.

De Financial Stability Board huet de Volume vun dësem Secteur fir 2013 op ganzer 75 Trilliarden Dollar estiméiert, wat enorm ass! A wat u sech och munch Leit derzou féiert, ze denken, dass wann deen nächste grousse Stuerm kënnt, dann ass e vläicht an deem Secteur vum „shadow banking", soudass et extrem wichteg ass, dass dee CRS sech ka mat där Realitéit och beschäftegen, wann et da muss sinn.

Et ass gesot ginn, dass muncher vun deenen Akteuren, déi aktiv sinn am „shadow banking", elo scho reguléiert sinn, d'Fongen zum Beispill. Anerer sinn et net. Ech denken do un onreguléiert Titrisatiounsgesellschaften. Mä et ass kloer, dass dee Secteur muss gekuckt ginn.

Et ass och geschwat ginn iwwert d'Informatioun vun der Chamber duerch dee Comité du risque systémique. Et ass kloer, dass dee Comité jo muss e Rapport abrégé publiéieren all Joers. An et ass awer gewënscht ginn an der Cofibu, dass iwwert dee Rapport abrégé do eraus d'Cofibu misst eng komplett - an d'Chamber misst eng komplett - Informatioun kréien och zu deene Recommandatiounen, Alerten an Avisen, déi zwar émettéiert ginn, déi awer net veröffentlecht ginn.

Ech kommen zu engem Schluss, Här President, ech weess, dass ech schonn iwwert der Zäit sinn.

D'LSAP begréisst ausdrécklech, dass dëse CRS elo kënnt. Et ass richteg, dass mer als Land do net am Peloton de tête sinn, mir si souguer éischter bei deene Leschten, déi esou e Comité kréien. Dat ass effektiv regrettabel. Dat ass och haaptsächlech vun der Zentralbank monéiert ginn, well mer effektiv am Ableck réputationnel souwéisou net esou gutt dostinn, soudass et eis gutt zu Gesiicht gestanen hätt, wa mer e bëssen éischter domat komm wären. Dat ass awer sécher net eleng de Feeler vun dëser Regierung. Déi fréier Regierung huet och do sécher eng Responsabilitéit dobäi.

Voilà, ceci dit, begréisse mer dëse Comité. Dee wäert zu enger méi sécherer a resilienter Finanzplaz bäidroen, am Sënn vun der Wirtschaft vun dësem Land an och vun de Leit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun. An ech entschëllege mech fir de Retard.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegung ugeholl! Dir sidd bis elo a gudder Gesellschaft.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, den nächste Riedner ass den Här Henri Kox,...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Ech denken, dass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... deen elo de Retard ophëlt.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech huelen dann de Retard op. Mengen dräi Virriedner däerf ech da Merci soen, well si sinn ausféierlech op de Rapport agaangen. Fir d'Éischt wëll ech awer dem Rapporteur fir déi ausféierlech mëndlech Presentatioun Merci soen, awer och fir déi schréftlech.

Déi zwee Virriedner hunn d'Detailer scho beschwat. Och mir als gréng Fraktioun si mat dësem Projet averstanen. Et ass en typesche Lëtzebuerger Modell, wat mer fonnt hunn, wou mer déi dräi institutionell Kommissioune beoptragt hunn, fir dee Comité ze bilden, an dann d'Supervisioun, respektiv zesumme mam Ministère hei dann deen CRS, also dee Comité du risque systémique opzebauen.

Ech denken, mir kënnen domadder ganz zefridde sinn. A mir ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kox. Ech mengen, da wär et um Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Rapporteur an och den honorabele Franz Fayot hunn eigentlech gewisen, datt et schued ass, datt mer dee Punkt hei mam Modèle de base behandelen, well et wierklech schwéier ass, fir a fënnef Minutten esou ee wesentleche Punkt ofzehaken. Ech versichen awer mäi Bescht!

E Paradigmewiessel an der europäescher Finanzpolitik ass ons versprach ginn. Dofir, esou heescht et, sollen d'Konsequenzen aus der Finanzkris vun 2008 gezu ginn. Mä grad dat ass net geschitt! Esou gëtt zwar festgestallt, datt net nëmmen onreglementéiert Hypothéikekreditter - Stéchwuert „subprimes" -, mä virun allem och den Handel an d'Spekulatioun domadder, d'Sich no maximalem Rendement an no ongebremstem Profit ouni Rücksicht op Risiko a Verloschter a verstoppt hannert onduerchsiichtege Finanzproduiten zur Kris vun 2008-2009 gefouert hunn, mä d'Léieren draus ginn net gezunn.

Déi éischt Léier, déi net gezu gëtt, ass déi: Haut geet d'Spekulatioun mat deeneselwechten an ähnleche Produite mat vollem Elan weider, och zu Lëtzebuerg!

Zweet Léier: 2008-2009 hunn d'EU-Staten - virun allem hir Bierger - d'Banken europawäit mat 1.600 Milliarde gerett, entgéint alle Regele vum Verursaacherprinzip. An et geet hinne gutt! D'Bonien an d'Dividende sinn haut méi grouss wéi jee.

Trotzdeem hunn d'Banken an d'Fongen haut och nach net déi noutwendeg Kapitaldecken, fir hir Risikoe vun hirer weidergeféierter Spekulatiounspolitik selwer ze droen. D'Stresstester, déi dat sollten iwwerpréiwen, hunn zwar eng Rei Upassunge verlaangt, sinn awer vill ze niddreg ugesat an hunn eng ganz Rei Beräicher ausgeklammert, Stéchwuert „Shadow-Banken", iwwert déi mer jo och schonn an der Kommissioun diskutéiert hunn a wou et awer net nëmmen ëm Kreditter geet an et och grad zu Lëtzebuerg wichteg ass, datt ee grad dee Beräich am A behält.

Ech wëll Iech e Beispill ginn zu deem, wéi dat gelaf ass: Déi däitsch CDU/CSU-SPD-Regierung huet d'Hypo Real Bank verstaatlecht an d'Obligatioune mat iwwerholl. Doduerjer krut d'Deutsche Bank, bei där d'Hypo Real Bank 20 Milliarde Schold hat, déi 20 Milliarden aus der däitscher Statskeess zréckbezuelt. Esou finanzéieren déi däitsch Bierger net d'Griichen, wéi si virgemaach kréien, mä hir eege Banken, déi méi Benefisser maache wéi jee.

Drëtt Léier: D'Europäesch Zentralbank däerf haut nach ëmmer kengem Stat direkt Sue léinen. Och dozou e Beispill: 2011 huet d'Europäesch Zentralbank der Deutsche Bank - fir da bei där ze bleiwen - eng Milliard fir 1% Zënse geléint. D'Deutsche Bank huet Griichenland an Irland déi Sue weiderverléint fir 13% respektiv 10% Zënsen an huet also esou iwwer Nuecht all Joers 100 bis 120 Milliounen Euro verdéngt, ouni eppes dofir gemaach ze hunn. An déi bezuelen déi griichesch an iresch Bierger duerch hir Austeritéit a Sozialkierzungen, während déi däitsch Bierger Hartz IV octroyéiert kréien an et de Banquieren exzellent geet!

Wann ech dat héieren, Här President, da muss ech immens oppassen op mäi Mëttelfanger, datt ech do net deen däitsch-griichesche Krämpchen dra kréien, mä dat mécht ee rosen!

An elo wëllt d'Europäesch Zentralbank de Banken europawäit all Mount 60 Milliarden - innerhalb vun 19 Méint insgesamt 1.140 Milliarden Euro - am Austausch zu zum Deel faule Pabeiere ginn, an der Hoffnung, datt déi se an d'Realwirtschaft investéieren. Mä näischt ass méi sécher (veuillez lire: méi onsécher) wéi dat. D'Gefor ass grouss, datt déi Suen éischter - genee wéi virun 2008 - an d'Spekulatioun an an dubiéis Produkter investéiert ginn an domadder déi nächst Kris net nëmmen net verhënnert gëtt, mä virbereet gëtt. D'Ursaache vun esou enger Politik leien op der Hand. D'Banklobby, d'Finanzkapital regéiert an Europa a weltwäit, och zu Lëtzebuerg!

Natierlech ass eng europäesch Opsiicht iwwert d'Finanzinstituter noutwendeg, mä datt grad d'Europäesch Zentralbank déi maache soll, dat kann net fonctionnéieren. Net nëmmen, well dat eng Vermëschung ass mat aneren Aufgaben a Funktiounen, déi d'Europäesch Zentralbank huet, mä am Europaparlament huet missen driwwer gestridde ginn, datt d'Europäesch Zentralbank an hirer Funktioun als Opsiichtbehörd dem Europaparlament iwwerhaapt minimal Informatiounen iwwert den Zoustand vun der europäescher Finanzindustrie liwwere soll. Woubäi d'Europäesch Zentralbank an där Funktioun sech eigentlech der Kontroll vum Europaparlament ënnerwerfe misst!

Ähnlech ass et zu Lëtzebuerg, wou d'Parlament - am Géigesaz zu verschiddenen Illusiounen, déi nach schéngen ze bestoen - ausser engem Rapport all Joers net vill matzeschwätze kritt iwwert d'Aarbechte vum Comité du risque systémique, deen haut soll agesat ginn an an deem nieft dem Vertrieder vum Finanzministère just Vertrieder vun der Finanzlobby sëtzen. E Comité, dee seng Ziler, genannt „objectifs intermédiaires", selwer fixéiert a kenger demokratescher Kontroll ënnerläit!

Aus all deenen Ursaache wäerte mir géint dee Projet de loi do stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet elo de Finanzminister.

An ech géif d'Kolleeginnen a Kolleege bieden, wa se wichteg Saache mateneen ze beschwätzen hunn, dat wann ech gelift net heibannen ze maachen. Merci.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, fir d'Éischt e grousse Merci un de Rapporteur, den honorabelen Eugène Berger, fir säi mëndlechen an och ausféierleche schréftleche Rapport.

Trotzdeem dass mer e Modèle de base hei gewielt hunn - oder Dir e gewielt hutt -, mengen ech, entgeet kengem d'Wichtegkeet vun dësem Gesetz. Wat ganz richtegerweis gesot ginn ass: dass dëst Gesetz an engem Mosaik vu villen anere sech areit an dass mer d'Diskussiounen iwwert de Kader, dee ronderëm eis Finanzplaz kënnt, wäerten oft hei féieren.

Dee Kader evoluéiert ganz séier. An dat ass e Resultat vun der Weltfinanzkris, iwwert déi ee sech kann esou vill opreege wéi ee wëllt, déi nun eben einfach eng Realitéit ass, déi stattfonnt huet, an do gëtt et ganz vill Gremien, déi sech drëm bekëmmeren, fir dat an d'Riicht ze kréien.

D'Europäesch Unioun ass ganz bestëmmt déi Plaz, wou déi meeschte Regelunge geholl gi sinn. Do kann ee sech zum Deel driwwer opreegen, dass aner Plazen net esou vill Regelungen unhuelen, mä domat ass d'Europäesch Unioun awer dann, wéi esou oft, a verschiddene Sujeten de Pionéier an deen, deen de Wee weist.

Mir als Lëtzebuerger Regierung an als Lëtzebuerger Parlament froe jo ëmmer e Kader, dee méi global ass. Mir nennen dat op Englesch dann „level playing field". Dir kënnt drop zielen, dass d'Regierung dat ëmmer verteidegt a sech asetzt, fir dass d'Spillregele weltwäit déiselwecht solle sinn.

Ech wëll awer och soen, dass et fir Lëtzebuerg eng Chance ass an deem heite Kontext, dass Europa vill légiféréiert huet - an ech kucken do iwwert de Projet vun haut ewech -, well dat eis vill méi Sécuritéit gëtt. Wa mer elo eng Bankenunioun hunn, eng gemeinsam Supervisioun vun de systemesche Banken, wa mer muer, vun 2016 un e gemeinsame Fong hu fir d'Resolutiounen, en fait d'Faillitte vun de Banken ze regelen, jo, da kréie mir en europäesche Präbbeli, deen eis protegéiert. A mir brauchen net wäit kucken ze goen, wat geschitt ass an deene Länner, déi ebe keen esou e Präbbeli hunn, wat fir Konsequenzen dat huet!

Et ass vill iwwert d'Zentralbank geschwat ginn, zu Recht. Déi huet eng ganz wichteg Roll ze spillen. A verschiddene Länner an Europa ass d'Zentralbank de Superviseur. Do war et einfach, do louch et op der Hand, dass dann dee Superviseur, deen dann „Zentralbank" an deene Länner heescht, och de Comité du risque systémique en fait iwwerhëlt.

Dat mécht an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat mécht och an engem Land wéi Däitschland oder Frankräich awer kee Sënn, well mir déi Responsabilitéite vun der Supervisioun eben opgedeelt hunn. An dofir hu mir de Modell vun Däitschland a Frankräich geholl, net nëmmen, well dat eis zwee grouss Nopeschlänner sinn, mä well mir eng ähnlech Aarbechtsverdeelung hei hunn. Mir hu fir d'Supervisioun d'CSSF an de Commissariat aux Assurances, dat ass eben eng Realitéit. An dofir wollte mer där Realitéit Rechnung droen.

Ech mengen, et ass awer och wichteg ze verstoen, dass mer, andeem mer elo e Collège hei maachen, doduerch eis Gesetzgebung och respektéieren. Wa mer elo e Comité du risque systémique gemaach hätten, deem mer speziell Kompetenzen a Befugnisser ginn hätten, jo, da wären déi a Kontradiktioun zum Deel gewiescht oder an Oppositioun mat Pouvoiren, déi existéierend Institutiounen zu Lëtzebuerg hunn. An dat wollte mer onbedéngt évitéieren.

Ee Wuert vläicht grad zur CSSF, déi net vill ernimmt ginn ass, mä déi och eng ganz wichteg Roll hei spillt. D'CSSF superviséiert jo d'Banken haut an huet ganz vill Pouvoiren a soll déi och behalen. An et ass, well d'CSSF en fait scho macroprudentielle Regelungen a Betruecht gezunn huet, dass déi Lëtzebuerger Banken, déi vu Frankfurt aus gekuckt ginn, esou gutt dostinn. Ech erënneren drun, dass déi sechs Banken, déi dann zu Lëtzebuerg systemesch sinn, alleguerte gréng Luucht krute bei der Banque centrale européenne, well se alleguerten d'Liquiditéiten an alleguerten d'Kritären anhalen. Et bien, och dofir, well d'CSSF extra Pufferen, extra Coussine scho virgesinn huet, ier mer de Comité du risque systémique haten.

Dofir sinn ech och ganz zouversiichtlech, dass mer wäerten eng grouss Kohärenz zu Lëtzebuerg fannen an deem Comité, wou ech dann als Minister, deen zoustänneg ass fir d'Finanzplaz, wäert selwer dra siégéieren. Ech freeë mech, dass mer och e Konsensus zwëschent allen Institutioune fonnt hunn, fir der Zentralbank d'Sekretariat vun dësem Comité du risque systémique ze ginn, wat déi speziell Roll vun där Institutioun soll ënnersträichen. An et ass och an där Hisiicht wichteg, well de Comité du risque systémique vu Lëtzebuerg muss jo a Koordinatioun schaffe mam Comité du risque systémique, deen et um europäeschen Niveau an der Europäescher Zentralbank gëtt.

E Wuert zu der net rapider Transpositioun vun der Direktiv. Dat ass net gutt! Ech kann Iech just soen, dass mer versichen, fir all déi aner,

déi nach um Wee sinn, séier ze schaffen. Dat ass an deem heite Kontext net einfach! Dat ass och nach net méi einfach gemaach ginn, well en fait den Avis vum Conseil d'État an den Avis vun der Lëtzebuerger Zentralbank an entgéintgesate Richtunge gaange sinn a mer och do hu missen e Kompromëss fannen. Ech muss zwar soen, dass dat ons, mengen ech, gutt gelongen ass an dass d'Diskussioun an der Cofibu a mengen Aen exzellent war an ech nëmme ka soen, dass mer aus där Experienz kënne léieren, wéi mer och esou e wichtege Projet an der Cofibu kënne konstruktiv mateneen diskutéieren.

D'Informatioun vun den Institutiounen zu Lëtzebuerg ass e wichtege Punkt, deen ënnerstrach ginn ass. D'Chambre des Députés an de Conseil de Gouvernement kréien e Rapport annuel. A mir wäerten all Joers op d'mannst eng Réunioun an der Cofibu hunn, fir iwwert d'Aktivitéit vum Comité du risque systémique ze schwätzen. An ech mengen, dat ass ganz gutt esou.

Ech mengen, mir hunn also domat en équilibréierte Projet. Ech freeë mech, dass d'grouss Majoritéit vun den Deputéierten hei wäert kënnen dozou positiv stëmmen. Dat ass wichteg! Dat ass wichteg fir eis Finanzplaz. Dir wësst, an ech soen et bal all Kéiers, wann ech d'Geleeënheet hunn, iwwer eis Finanzplaz hei ze schwätzen, dass ech do alles drusetzen, fir an der Kontinuitéit ze schaffen, déi iwwert déi lescht Jorzéngte bestanen huet. Wat net heescht, dass mer verschidde Saache sollen anescht maachen, mä dass mer iwwer esou wichteg Gesetzer wéi dat heiten esou eng breet Majoritéit hunn, fannen ech eng ganz gutt Saach!

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, well ech eng Fro iwwert d'Lëtzebuerger Zentralbank krut, obwuel dat elo net wierklech de Sujet hei ass, fir awer e puer Wuert driwwer ze soen. D'Ennerkapitalisatioun, déi vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg selwer ënnerstrach ginn ass, ass e Problem, dee bekannt ass an deen et säit laanger Zäit gëtt. Dës Regierung huet schonn am Laf vum leschte Joer mat der Zentralbank doriwwer geschwat an et bestoung scho virun deenen Deklaratiounen, déi gemaach gi sinn, e Verständnis, dass am Laf vun dësem Joer dozou eng Léisung muss fonnt ginn.

Ech kann nëmmen hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Regierung wëlles huet, dëst Joer Léisungen ze degagéieren, fir d'Augmentatioun vum Kapital esou ze gestalten, dass d'Kapital vun der Zentralbank adequat ass. A mir wëlle Léisunge fannen, déi an der Zäit sech strecken, déi also progressiv geschéien. Mir wëllen eng Léisung fannen, déi der Zentralbank op der Zäitachs, dat heescht an der Durée Satisfaktioun gëtt. D'Zentralbank ass e wichtegt Stéck vun eisem Land. Et ass e wichtegen Akteur an der Kredibilitéit vun eiser Finanzplaz an dofir wäerte mer derfir suergen, dass dat doten elo alles schëtzeg geschitt.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Finanzminister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6653 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6653 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen.

(Interruptions)

Une voix.- Et war mir ze séier gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ouh? Ech hunn awer 60 Leit, déi ofgestëmmt hunn.

(Interruptions)

Dat ass kee Problem. Et ass jo „Jo"?

Une voix.- Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Okay, Merci villmools! Dat gëtt berücksichtegt. Ech mengen, et ass schonn!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Merci an dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen direkt zum nächste Punkt iwwergoen. Och do ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur huet d'Wuert zum Projet de loi 6764 iwwert d'Cité policière.

Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

4. 6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, zu deem mer elo de Rapport maachen, ass ufanks des Joers vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce hunn hiren Avis ofginn. De Statsrot huet säin Avis den 10. Mäerz ofginn. A mir hunn de Rapport an der Finanz- a Budgetskommissioun den 13. Mäerz ugeholl.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit vir, dass de Stat dem sougenannten „Fonds de compensation commun au régime général de pension" en Terrain verkeeft, op deem da ka gebaut ginn. Den Terrain ass 76,78 Ar grouss, huet eng Bebauungsfläch vu 37.000 m² a läit am Garer Quartier hei an der Stad, an dat méi genau tëschent der Rue de Hollerich, der Rue Mercier an der Rue du Fort Wedell. Dës Transaktioun wier am Wäert vu minimal 90 Milliounen Euro.

Wann de Pensiounsfong dësen Terrain bis huet, wäerten hei nei Bürosgebaier entstoen. Hei kënnen eng ganz Rei Administratiounen zentraliséiert ginn, an dorënner haaptsächlech d'Servicer vun der Sécurité sociale, déi am Moment an der Escher Strooss sinn. Dat sinn ëm déi 900 Leit, déi dann op d'Gare komme géifen.

Dat wier emol an enger éischter Phas. Spéider ass nämlech nach geduecht, fir och nach aner staatlech Administratiounen op d'Gare ze kréien, esou dass de Bierger hei op enger Plaz ganz vill verschidden Ulafstelle beieneen hätt. Ech mengen, dat géif de Leit d'Liewe bestëmmt méi einfach maachen, wa se alles beieneen hätten. An dat ass jo och am Sënn vun der Simplification administrative.

Da just nach: Wéi beim Gesetz, dat mer duerno wäerte stëmmen, stoung och dës Mesure d'lescht Joer am Zukunftspak an och hei hat de Statsrot proposéiert, iwwer en eenzelt Gesetz ze verfueren.

Duerch de Verkaf un de Pensiounsfong vun engem groussen Terrain wäerten d'Administratioune vun der Sécurité sociale op enger Plaz zesummekommen, an dat no bei der Stater Gare, esou dass d'Leit net wäit lafe mussen, fir hir Démarchë kënnen ze maachen. Wéi am Zukunftspak schonn ugesprach ginn ass, muss d'Politik d'Uleies vun de Bierger ëmmer am Hannerkapp behalen. An dat ass hei sécherlech de Fall!

E Merci un d'Leit vum Finanzministère fir déi gutt Zesummenaarbecht! An ech ginn hei den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Et schéngt beim Här Rapporteur zu enger klenger Verwiesslung vu senge Riede komm ze sinn, well deen zweeten...

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Ups, jo!

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Et ass awer net weider schlëmm! Ech mengen, d'Chamber ass flexibel, an den Här Roth ass schonn an de Startbléck.

Dir hutt berichtegt, dass et hei ëm d'Cessioun vun engem Terrain geet un de Fonds de compensation, an net ëm d'Cité policière! Den Här Rapporter ass herno direkt nach eng Kéier dru fir d'Cité policière. Also, Dir hutt déi richteg Ried direkt, Här Roth?

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hat Gott sei Dank opgepasst, dass ech net elo zur Cité policière géif schwätzen.

Dem Rapporteur Guy Arendt awer Merci fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet zum Schluss vu senger Ried gesot, dass dëse Projet urspréinglech an dem Spuerpak d'lescht Joer virgesi war an dass de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet, déi och formhalber war: nämlech, dass de Statsrot gesot huet, wann een en Engagement financier mécht am Akaf oder am Verkaf vum Stat, deen iwwer 40 Milliounen erausgeet, da muss een e Spezialgesetz huelen. Dat ass eng eigentlech strikt Lektür, déi de Statsrot vun der Verfassung mécht, an déi sollt een och am Kapp hu fir eventuell aner Gesetzer respektiv Projet-de-loien, déi nach en cours sinn.

Ech wëll nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass et och an dem neie Joer fir d'CSV keng Spuermoossnam ass, wann de Stat en Terrain veräussert! Ëmsou méi dësen Artikel, wéi d'Bauere géife soen, „an éischtklasseger Lag" op der Gare läit, mat direkter Ubannung un den ëffentlechen Transport, souwuel den Zuch wéi de Bus.

De Präis vun dësem Terrain, dee läit, wéi de Rapporteur et ënnerstrach huet, bei ronn 90 Milliounen Euro, déi de Stat géif kréien, wann en déi 77 Ar géif verkafen. Et muss een awer eppes derzousoen: dass an der Finanzkommissioun preziséiert gouf, dass dee Präis vun dem Terrain festgeluecht gouf eigentlech op déi potenziell Bürosfläch, déi ee kéint bauen, an dat sinn 2.500 m² pro Bürosfläch (veuillez lire: dat sinn 2.500 Euro pro Meter carré Bürosfläch), déi errechent goufen. Dat heescht net, dass d'Gebai géif 2.500 Euro de Meter carré kaschten, mä et ass déi potenziell Notzung vun dem Terrain, déi de Präis vun dem Terrain sollt mat bestëmmen. Et geet een dervun aus, dass dat 37.000 m² sinn, wann ee vun engem CMU (coefficient maximum d'utilisation du sol) vu 5 ausgeet. Sollt de PAG vun der Stad Lëtzebuerg eng méi grouss Notzung erlaben, da géif de Präis kënnen no uewen ugepasst ginn. Duerfir steet och an dem Gesetzesprojet, dass et „au moins" 90 Milliounen Euro sinn.

An ech mengen, do bemierkt de Statsrot mat Recht, dass eigentlech keng Kritäre festgeluecht goufen oder keng Konventioun bei dem Gesetzesprojet bäiläit, wéi de Präis géif evoluéieren, wa méi eng grouss Notzungsfläch machbar wier, wat eigentlech am Privatsecteur ëmmer de mise ass.

Et muss een awer hei soen, dass de Verkaf net un e privaten Entrepreneur oder private Promoteur geschitt, mä dass et un de Fonds de compensation ass an de Fonds de compensation bei sech selwer an de Statute stoen huet, dass e minimum 5% vu sengen Investissementer sollt an Immobilie maachen.

Mir stëmmen och duerfir als CSV-Fraktioun dëse Projet, well mer dat vun dem Objet hier sënnvoll fannen: éischtens, dass de Fonds de compensation deen Achat mécht, an zweetens, dass virun allem d'Notzung vun deem Terrain fir e Gebai geholl gëtt, wat de Sozialversécherungen au sens large wäert zougeséchert ginn.

An ech mengen dee wichtegste Punkt ass deen, dass éischtens emol dat Gebai op der Escher Strooss, 125, route d'Esch, dass dat aus Asbestgrënn an anere Grënn net méi ka genotzt ginn. An zweetens, et muss een awer och ënnersträichen, dass déi Leit, déi hei an dat Gebai ginn, d'Bierger, dass dat der vill all Dag sinn an dass déi d'Ubannung un den ëffentlechen Transport op der Gare hunn. Duerfir kënne mir dëse Verkaf vun dem Stat un de Fonds de compensation nëmmen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Roth. An nächste Riedner ass de Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur Guy Arendt Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech mengen, et gëtt deem net weider vill bäizefügen, soudass ech den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Fayot, deen den Accord vu senger Fraktioun bruecht huet - fir déi, déi et net héieren hunn.

(Hilarité)

An domat huet den Här Kox d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, och vun der grénger Fraktioun e Merci un de Rapporteur. An ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir stëmmen derfir, datt de Fonds de compensation deen Terrain do solle kënne kréie fir 90 Milliounen. Ech wëll ervirsträichen, wat den Här Roth och gesot huet, datt sech hei baséiert gëtt am Bericht och dorobber, datt et ee vun de strategeschen Objektiver vum Investissement vun deem Fong soll sinn, fir e Minimum vu 5% an den Immobilier ze investéieren.

Ech erlabe mer awer, an deem Zesummenhang zwou Froen opzewerfen. Déi éischt Fro ass déi: Deen Immobilier, dat sollen eiser Meenung no awer net nëmme Büroe sinn, mä et soll ee wierklech haart driwwer nodenken, datt de Fonds de compensation och méi aktiv gëtt am Wunnengsbau. Ech kéint mer virstellen, datt de Fonds de compensation kéint effektiv de Leit, déi Sue brauchen, Kreditter zur Verfügung stellen zu engem Taux, dee fir d'Leit akzeptabel ass an och fir de Fong akzeptabel ass. Et ass sécherlech eng Diskussioun, déi mer solle féieren.

Zweetens, wat d'Investitiounspolitik vum Fonds de compensation ugeet, wëll ech drun erënneren, datt viru Joren den André Hoffmann hei d'Politik vun Investitiounen a Firmaen, déi Minne produzéieren, opgeworf huet. Dorobber hin ass eng Ännerung geschitt. Mir stellen awer haut nach fest, datt awer trotzdeem och nach eng ganz Rei Investissementer geschéien an aner méi dubiéis Firmaen, siefen et der, déi am Produktiounsberäich vun de Waffen täteg sinn, sief et, wéi d'Klimabündnis, also Kyoto..., also „Votum Klima" drop higewisen huet, datt se a Firmaen investéieren, déi am Émweltberäich an och am Kyoto-Beräich ganz schiedlech sinn.

Dofir begréisse mir et och ausdrécklech, datt mer an der zoustänneger Kommissioun op Initiativ vun deene Gréngen deemnächst eng Diskussioun wäerte kréien iwwert d'Investitiounspolitik vum Fonds de compensation.

Ech hat jo och eng Question parlementaire dozou. Deen zoustännege Minister ass och hei an hien huet sech an der Äntwert just am Fong geholl op dat beruff, wat bis elo décidéiert wier als Kader, un deen d'Gestionnairë vum Fong sech missten halen. Wann dat de Fall ass, solle mer wierklech zilstrebeg dorobber hischaffen, fir dee Kader eng Kéier ze iwwerschaffen an unzepassen, fir datt esou Saachen net méi virkommen.

Dat gesot, stëmme mir elo punktuell fir dee Punkt do an deem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Turpel. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech, dass mer Unanimitéit hunn op deem heite Projet.

Fir d'Éischt emol: Effektiv ass hei e juristesche Punkt vum Conseil d'État opgeworf ginn, dee mer mussen zur Kenntnis huelen, dass en eng Interprétation stricte huet, dass, wann ee Gebailechkeeten oder eben en Aktiv keeft, deen iwwer 40 Milliounen Euro - 42 Milliounen Euro - ass, ee muss dann e Gesetz stëmmen. Dat hu mer dann och hei gemaach. Ech sinn och frou, dass mer dat konnte séier maachen, well et waren Délaie mat där ganzer Operatioun verbonnen, a mir sinn nach hei an den Délaien.

Zweetens zum Präis: Effektiv ass eng gewësse Flexibilitéit dran, wat, mengen ech, och ganz responsabel ass, et ass ervirgestrach ginn. A vu dass den Acheteur de Fonds de compensation ass, ass dat eng Méiglechkeet gewiescht, fir déi Flexibilitéit anzebauen, ouni ze vill an den Detail ze goen, méi Méiglechkeeten ze hunn, eng Adaptatioun ze maachen.

En drëtte Punkt ass richteg ënnerstrach gi vu villen, dat ass, dass déi Lag vun deem Terrain extrem gënschteg ass. A wa mer effektiv vill Clienten, vill Bierger hunn, déi dohinner wäerte goen, déi wäerten appréciéieren, dass se do mam Zuch kënnen hikommen. Dat ass also och gutt fir d'Mobilitéit a fir de Service client.

Véierte Punkt, dee gemaach ginn ass, ass, dass de Fonds de compensation soll 5% an Immobilien investéieren, wat eng Politik ass mat enger gudder Diversifikatioun. Hei sinn elo Bürosgebaier. Ech weess net, wat den Detail vun der

Politik ass. Ech kéint mer virstellen, dass de Fonds de compensation och interesséiert wär, Logementer ze kafen.

Dat Eenzegt, wat ee muss am Sënn hunn, dat ass, dass de Fonds de compensation, dee géréiert jo d'Surplusse vun eiser Pensiounskeess an hien huet do Kritäre vu Rendement. En ass also net do, fir Sozialpolitik ze maachen, en ass awer do, fir justement de Rendement vun deenen Avoiren, déi en do huet, esou gutt wéi méiglech ze maachen.

Mä d'Iwwerleeung, vu dass de Logement esou eng grouss Préoccupatioun ass am Land, soll een op jidde Fall féieren.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister.

Domat wäre mer um Enn vun den Diskussiounen a mer géifen iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6765 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6765 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. A schonn ass de Vote ofgeschloss.

Jo, et ass méiglech, dass ech een net erfaasst hunn. Huet een net kënnen ofstëmmen?

Ech hunn 59... Den Här Gibéryen. Also 60. Unanime ass de Projet de loi 6765 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Ech soen Iech Mrci.

Da géife mer zu deem Punkt kommen, wou erëm eng Kéier de Guy Arendt als Rapporteur virgesinn ass a wou e senger Zäit viraus war. Et geet dës Kéier ëm de Projet 6764 iwwert d'Cité policière.

5. 6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck»

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Richteg. Här President, am Fong ass mer eppes gelongen, ech hu mech ëmmer gefrot, ob ee kéint den Ordre du jour esou ëmwiesselen. Et ass mir jo dann dës Kéier gelonge gewiescht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass awer fir d'Éischt a fir d'Lescht!

(Hilarité générale)

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Ech verspriechen Iech dat.

Gutt, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi vun der Cité policière ass och ufanks Januar vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet en Avis ofginn. De Statsrot och. An d'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet de schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 13. Mäerz ugeholl.

Am Gesetzesprojet haut de Mëtteg geet et drëms, der Regierung ze erlaben, d'Gebai vun der Cité policière op der Kalchesbréck ze kafen, an dat am Wäert vun eppes iwwer 86 Milliounen Euro. Dat si sécherlech vill Suen. Mä wann de Stat dëst Gebai elo keeft, amplaz weider ze lounen an en deiere Loyer ze bezuelen, huet dat eng Rei Avantagen, an haaptsächlech finanzieller Natur.

Éischtens, iwwert d'Jore sinn Investitioune vun ëm déi néng Milliounen Euro an dëst Gebai gestach ginn, an dat, fir et mat där Technik auszerüsten, déi eis Police brauch, fir effikass schaffen ze kënnen. Et ass an deem Sënn besser, mir hunn et selwer, well mer da sécher kënne sinn, dass mer dat Material op där Plaz notze kënnen. De Stat ass dann och sécher, dass en net ënner Drock ka gesat ginn an de Kontrakt nëmmen zu onméigleche Konditioune kéint verlängert ginn.

Ech mengen, jiddwereen heibanne weess, wéi wichteg eis Police ass. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer hir Gewëssheet ginn, dass se an deene kommende Joren esou weiderschaffe ka wéi bis elo. Et wär hinne bestëmmt net gehollef, wa se an e puer Joer plënnere missten.

Zweetens, andeems de Stat selwer Propriétaire ass, fält dee jährleche Loyer an der Héicht vu 6,3 Milliounen Euro ewech. Wann ee weess, dass den Immeuble an engem ganz gudden Zoustand ass a mer elo 86 Milliounen derfir gi wäerten, dann dauert et keng 15 Joer, bis mer duerch dës Transaktioun Sue spuere wäerten. Dat Gebai ass awer geschat, fir 50 Joer kënnen duerzehalen.

Mir mussen zwar elo eemol bezuelen, mä duerno hu mer vill manner Dépensë mam Gebai. D'DP huet schonn, zënter Laangem, gesot, dass eise Stat effizient funktionéiere misst. Hei ass genau esou e Beispill, wou mer déi ëffentlech Ressourcë relativ einfach besser asetze kënnen an dat och wäerten.

Just nach eng kuerz Bemierkung zur Reform vum Gesetz. Dës Mesure stoung d'lescht Joer schonn am Zukunftspak. An de Statsrot huet dunn awer proposéiert, dass dëst iwwer e separat Gesetz sollt gemaach ginn a misst gemaach ginn. Et ass dëst Gesetz, wat mer haut de Mëtteg virleien hunn. Duerch de Kaf vum Policegebai op der Kalchesbréck gi mer der Police Planungssécherheet an dem Stat d'Méiglechkeet, de jährleche Loyer anzespueren. Domadder fänke mer direkt zwou Mécke mat engem Schlag.

Ech soen dem Finanzminister a senge Leit Merci fir déi produktiv Zesummenaarbecht a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Arendt. An dann huet d'Wuert direkt erëm den Här Roth.

Plusieurs voix.- Très bien!

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Och dem Guy Arendt Merci fir säin zweete Bericht, dës Kéier iwwert déi richteg Cité policière.

Dat Wichtegst virop: D'CSV steet zu dësem Kaf vun deem Gebai. Mir sinn eigentlech prinzipiell der Meenung, dass de Stat sollt, besonnesch wann et ëm Ministèrë geet oder och Institutiounen oder Servicer, déi sougenannt „fonctions régaliennes" fir de Stat exercéieren, dass dann de Stat sollt déi Gebailechkeeten, wou déi Servicer ënnerbruecht sinn, kafen.

Hei drängt sech de Kaf eigentlech ëmsou méi op, well fir d'Police par définition duerch hir Missioun gréisser Emännerungsaarbechten an der Zäit gemaach gi sinn, an och d'Police sech, egal wat fir e Propriétaire, eigentlech do kengem Drock ausgesat soll fillen, wa se herno misst e Bail verlängeren.

En éischte Punkt ass deen, dass sécherlech duerch en Ukaf vu Gebailechkeeten oder Immobilien dem Stat seng Liquiditéiten erofginn. Et muss een awer ëmmer bedenken, dass, grad ewéi bei Gemengen oder aner ëffentlechen Institutiounen och, e Géigewäert do ass. An ech mengen, mat Immobilien, déi an der Stad oder an direktem Ëmlaf vun der Stad leien, geet eigentlech de Wäert vun den Immobilien net onbedéngt erof.

Den zweete Punkt ass deen, dass och den Ukaf vun dësem Gebai ursprénglech an dem Spuerpak virgesi war; et war déi sougenannte Spuermoossnam 51. Aus formelle Grënn huet och hei de Statsrot drop opmierksam gemaach, dass den Artikel 99 vun der Verfassung strikt ze liese wier an dass een duerfir misst e Spezialgesetz schafen, wat mat dësem Projet de loi geschitt.

Ech wëll awer soen, dass mir als CSV net nëmmen aus deem formelle Grond, mä och aus deem materielle Grond sengerzäit drop opmierksam gemaach haten, dass fir eis dat hei keng Spuermoossnam ass. Et ass richteg, wéi de Guy Arendt ënnerstrach huet, dass ee mëttelfristeg net méi de Loyer vu 6,3 Milliounen Euro wäert bezuelen. Mä fir dass een dozou kënnt, muss een der awer fir d'Éischt emol 86 Millioune bezuelen, nämlech d'Uschafungskäschte vun deem Gebai.

Et ass och esou, dass et eigentlech keng Fiche financière gëtt - et ass keng Kritik, dat ass wahrscheinlech net an de legislative Prozess mat agefloss -, wou schwaarz op wäiss verdäitlecht wier, firwat dësen Ukaf sech eigentlech finanziell géif lounen. Och mécht d'Chambre de Commerce, d'Handelskummer, mengen ech, zu Recht drop opmierksam, dass een net eng Oplëschtung huet vun den Niewekäschten, déi mat dem Ukaf och vun esou engem Gebai verbonne sinn.

Ech mengen, déi Observatioun, déi kann een deelen. Dat ass awer fir eis als CSV-Fraktioun keng Ursaach, fir dëse Projet de loi net ze stëmmen. Notamment opgrond vun den Explikatiounen, déi vum Finanzministère an der Finanzkommissioun geliwwert goufen, nämlech, dass een hei an der Branche generell e Rendement huet, oder soll hunn, vu 5,5%. A wann een de Loyer vu 6,3 Milliounen Euro héichrechent, da géif een op en De-facto-Präis vun 110 Milliounen Euro kommen.

Et muss een natierlech dann och d'Amortissementer vun deem Gebai, wat eng gewëss Zäit schonns a Betrib ass, ofrechnen, soudass fir eis dee Präis justifiéiert ass. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif och dem Guy Arendt gär nach eng Kéier Merci soe fir säi Rapport, schréftlech a mëndlech, zu dësem Projet de loi. An ech géif den Accord och gi vu menger Fraktioun heizou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Majo, nach eng Kéier Merci dem Guy Arendt fir de mëndlechen a schréftleche Rapport zu dësem Projet. An ech bréngen och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dee Projet de loi, mir stëmmen deem zou, och well mer ganz einfach der Meenung sinn, datt ëffentlech Déngschtleeschtunge sollen an ëffentlecher Hand sinn. An net nëmmen d'Déngschtleeschtungen, mä och d'Gebaier sollen an ëffentlecher Hand sinn, net nëmmen déi an hoheitsrechtleche Beräicher, wéi den Här Roth gesot huet, mä och déi, wat d'Schoulen ugeet, den Transport an esou weider. An zu den ëffentlechen Déngschtleeschtunge gehéiert d'ëffentlech Sécherheet ganz kloer mat dran.

Ëffentlech Sécherheet ass eng ëffentlech Déngschtleeschtung, déi soll garantéiert ginn. An duerfir ass et och normal, datt och d'Police soll Gebaier hunn, wou se dat kënne maachen. An et ass eng schlecht Tendenz, déi doranner besteet, fir ëffentlech Sécherheet, esou wéi verschidde Gemengen dat sech amgaang sinn ze iwwerleeën, ze privatiséieren. Duerfir brauch d'Police déi noutwendeg Leit an déi noutwendeg Gebaier, fir déi Tendenz ze verhënneren, wat net onbedéngt heescht, datt ech ëmmer mat allem d'accord sinn, wat d'Police mécht. Mä dat ass eng aner Diskussioun.

Ech hunn awer eng Fro an deem Zesummenhang, also elo net vun dem Amortissement, well dat schéngt mer relativ plausibel awer ze sinn, datt, wann een hei op eng Period vun 20 Joer rechent mat den Amortissementer, dat ongefëier opgeet an d'Gebai dann awer nach e Wäert huet, deen awer net null ass.

Mä ech hunn nach eng aner Fro, dat ass déi: Eent vun den Argumenter ass dat, datt hei néng Milliounen an d'Technik investéiert gi sinn, wat jo sécherlech och noutwendeg ass, och wann ech vläicht do net mat allem d'accord sinn, wat an der Technik geschitt, mä dat ass och erëm eng Kéier eng aner Diskussioun. Déi sinn investéiert ginn. Dat gëtt elo als Ursaach geholl, fir ze soen: Et ass besser, et iwwerhëlt een d'Gebai, wéi datt ee sech ënner Drock setze léisst, fir en héije Loyer ze bezuelen oder op eng aner Plaz ze plënneren.

Da stellt sech awer d'Fro, wien dee Fait accompli eigentlech a wien déi Décisioun geholl huet, fir effektiv déi Investitioun an där Héicht ze maachen, déi een elo soll dozou bréngen, fir eigentlech missten d'accord ze sinn, fir dat Gebai ze iwwerhuelen, wann een net gréissere Schued wëllt maachen.

Dat gesot, stëmme mir dem Projet zou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet de Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech och hei iwwert d'Unanimitéit iwwert dëse Gesetzesprojet.

Éischte Punkt: Et schéngt och e grousse Konsensus ze ginn, dass effektiv de Stat soll kucken, Propriétaire ze si vun deene Gebaier, wou en ëffentlech Déngschtleeschtungen ubitt. Dat gesäit d'Regierung och esou.

Den zweete Punkt ass eng gewësse Planungssécherheet fir d'Police. Dat schéngt mer effektiv extrem wichteg. Et ass eng Fonction régalienne. Et ass och vill an dat Gebai vum Stat selwer investéiert ginn. Dofir mengen ech, dass déi Investissementer eis dann an der Durée zeguttkommen.

Drëtte Punkt: Zum Präis, do sinn elo eng Rëtsch ganz richteg Saache gesot gi vu verschiddenen Orateuren, déi op verschidden Aart a Weisen op d'Konklusioun komm sinn, dass de Präis, dee mer bezuelen, e Präis ass, dee relativ no beim Marché ass, mä awer och relativ gënschteg ass fir de Stat. De Calcul, dee mir och bei eis gemaach haten, ass deen, ze soen, dass een, wann een de Loyer kuckt vu 6,3 Milliounen, an de Präis, dee mer bezuelen, hu mer en fait mat 14 Joer Loyer den Akafspräis erreecht.

An déi meescht Experte soen engem, dass, wat ee méi ënner 20 Joer kënnt, wat de Präis e gënschtegen ass. Et kann een de Calcul natierlech och mat de Präisser maachen, wéi e vum Här Roth gemaach ginn ass. Alles dat geet op a beweist, dass dat doten e gudden Investissement ass. Et ass jo kloer och, dass dëse Projet de loi muss gekuckt ginn am Zesummenhang mat deem, dee mer virdru gestëmmt hunn, wou mer fonnt hunn, dass, wa mer effektiv en Aktiva verkafen, och direkt en anert kafen, soudass dat sech bal kompenséiert.

An zum Schluss wéilt ech dann dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir seng ausféierlech Kommentaren, souwuel mëndlech wéi schréftlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6764 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6764 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6764 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann op eisen nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 6767 iwwert d'TVA. Erëm eng Kéier ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger.

6. 6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech maachen Iech op dëser Plaz de Rapport zu engem Gesetzestext, deen zwou Modifikatioune vum TVAs-Gesetz vun 1979 virgesäit. De Projet ass de 15. Januar 2015 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet hiren Avis den 23. Januar ugeholl an de Statsrot huet säin Avis de 24. Februar finaliséiert. Den Avis vun der Chambre de l'Agriculture datéiert vum 3. Mäerz 2015. D'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet dunn hire Rapport an der Sëtzung vum 13. Mäerz ugeholl.

Här President, just virop: De Gesetzesprojet, iwwert dee mer hei diskutéieren, betrëfft eng aner Mesure wéi déi Mesure aus dem Zukunftspak, déi och d'Bauere betraff huet. Dat just fir kloerzestellen, dass et sech hei ëm eng reng technesch Adaptatioun handelt. Ech wëll och duerfir net allze vill an den Detail goen.

Op där enger Säit gëtt de sougenannten Taux de compensation du régime d'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture vun elo 10% op 12% eropgesat. Dës Annerung betrëfft souwuel d'Bauere wéi och d'Wënzer an d'Pépinièren an dréit der néideger Evolutioun vun dësem Secteur Rechnung. Duerch dës Erhéijung setze mer och dat ëm, wat déi respektiv europäesch Direktiv virgesäit. Op där anerer Säit wäert d'Produktioun vu Saatgut och elo ënnert dëse Régime forfaitaire falen, wat bis elo nach net de Fall war.

Här President, dëse Gesetzestext gesäit zwou kleng Adaptatioune vum TVAs-Gesetz vir, déi awer wichteg si fir eis Baueren a Wënzer. Duerfir soen ech och dem Finanzminister Merci a ginn den Accord vun der liberaler Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Elvinger. An éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun, well dat hei ass, wéi d'Rapportrice gesot huet, eng technesch Adaptatioun, déi sech eigentlech...

(Coups de cloche de la présidence)

...aus der Adaptatioun vun den Tauxe vun der TVA ergëtt.

An ech wëll nach eng Kéier soen, dass d'CSV selbstverständlech d'Interesse vun eise Baueren an eise Wënzer ënnerstëtzt.

Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An ech géif dann dem Här Arndt als Nächstem d'Wuert ginn. Déi aner Kolleege géif ech bieden, Plaz ze huelen, fir dass een den Här Arndt gesäit. Här Adam!

(Brouhaha)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Joëlle Elvinger, Merci fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport. Ech wëll och virewechhuelen, datt mir natierlech och den Accord hei ginn zu dësem Projet de loi.

Mä et ass mer awer wichteg, datt een ernimmt, datt dee Secteur e ganz wichtegen ass an datt mer hei eng Moossnam huelen, wou et awer drop higeet, datt mer de Bauere respektiv de Wënzer oder deenen, déi ebe Planze schafen, hëllefen. An ech denken, datt een an dem ekonomeschen Deel dat net däerf vergiessen an datt mer muer an de Plan-sectorielle jo nach méi wäerten an d'Déift goen oder méi kënnen op d'Thema agoen.

Dofir ass et vu menger Säit awer ganz kloer, a fir eis Fraktioun och kloer, datt et ee Secteur ass, wou mer net dierfen d'Ziler aus den Ae verléieren. An dofir ass et ganz wichteg, datt deen heite Wee gesicht ginn ass, fir do anzegräifen. An dësem Sënn ass et och esou, datt d'LSAP de Projet an deem Sënn begréisst an eben och den Accord dozou gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Arndt. Nächste Riedner ass den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wéi meng dräi Virriedner gesot hunn, et ass alles zu dësem Projet ausféierlech erkläert ginn, an ech bréngen den Accord. Awer fir d'Éischt wëll ech der Madame Elvinger Merci soe fir de mëndlechen an de schréftleche Rapport.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet d'Wuert direkt d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt Merci der Madame Joëlle Elvinger fir hire Bericht an hir mëndlech Ausféierungen.

Et ass en technesche Projet, dat ass ganz richteg. Mä en ass awer fir de Secteur vun de Baueren, vun de Wënzer, vun de Pépiniéristen a vun deenen, déi Saatgutproduktioun maachen, wichteg. An dofir wollt ech ënnersträichen, dass mer och dofir séier gehandelt hunn, fir dës Adaptatioun vum Taux forfaitaire ze maachen. Well dat geschitt jo en fait am éischten Trimester vun deem Joer, nodeem d'TVA-Erhéijung stattfonnt huet.

Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Calcullen, déi mer gemaach hunn, fir deen Taux forfaitaire auszerechnen, op 11,61 erauskomm sinn, an dass mer dat no uewen opgeronnt hunn, och andeem mer am Sënn hunn, dass et fir d'Baueren an d'Wënzer an d'Pépiniéristen net ëmmer eng einfach Zäit ass. An dofir hu mir dat dann och gemaach. Ech freeë mech, dass mer och dofir hei Unanimitéit hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6767 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6767 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6767 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Simone Beissel), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ech ginn dann dervun aus, dass en och d'Dispens vum zweete Vote kritt. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci villmools.

Nächste Projet ass de Projet de loi 6696 iwwert d'Breveten. An d'Wuert huet d'Madame Rapportrice Claudia Dall'Agnol.

7. 6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Accord, ëm deen et an dësem Projet de loi geet, dee betrëfft eng eenheetlech Juridictioun fir Breveten. En ass den 19. Februar 2013 zu Bréissel ënnerschriwwe ginn, an zwar vu 25 Länner. Eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, huet de Projet de loi dozou de 16. Juni 2014 hei an der Chamber déposéiert. D'aussepolitesch Kommissioun huet mech dunn an hirer Réunioun vum 6. Oktober datselwecht Joer zur Rapportrice genannt. A ganzer zwou Woche méi spéit, den 20. Oktober also, krut d'Kommissioun de Projet de loi scho virgestallt.

De Projet de loi ass am Zesummenhang ze gesi mat de laangjährege Beméiunge vun der Europäescher Unioun, fir e Brevet communautaire ze schafen, deen nieft deem klasseschen europäesche Brevet op Basis vun der Münchener Convention sur le brevet européen vun 1973 bestoe sollt. Et ass drëms gaangen, e Brevet ze schafen, deen net d'Nodeeler vum klassesche Brevet européen huet. Dee klassesche Brevet kann een zwar zentral fir verschidde Länner beim Europäesche Patentamt ufroen, mä en entsprécht am Endeffekt nëmmen engem Ensemble vun nationale Breveten.

D'Procédure, déi ass och relativ deier an opwenneg, notamment duerch déi gefuerdert Iwwersetzungen. An am Fall, wou an e puer Länner géint de Brevet verstouss gëtt, musse juristesch Schrëtt an all deene betraffene Länner geholl ginn, wat och erëm, wéi Der Iech kënnt virstellen, mat vill Opwand verbonnen ass an deementspriechend och deier gëtt.

D'Aarbechten um Brevet communautaire, deen déi grad beschriwwen Nodeeler behiewe soll, lafe säit Jorzéngten. An en Duerchbroch, deen ass eis eréischt viru Kuerzem gelongen. En Haaptproblem war ëmmer erëm d'Fro vun den Iwwersetzungen an eben, wéi gesot, déi domadder verbonne Käschten.

Dat war och esou beim Projet de règlement vun 2010 iwwert de Régime linguistique, dee Spuenien an Italien net akzeptéiert hunn. An där Fro ass awer d'Unanimitéit am Conseil verlaangt. D'Situatioun war also erëm eng Kéier blockéiert.

Dofir ass dunn 2011 décidéiert ginn, op de Mechanismus vun der Coopération renforcée zréckzegräifen, déi et engem Grupp vu Länner erlaabt, méi wäit ze goen an an engem bestëmmtene Beräich eben ze kooperéieren.

Déi zwee concernéiert europäesch Reglementer, eent iwwert de Brevet, genannt schliisslech „Brevet européen à effet unitaire", op lëtzebuergesch „Europäescht Patent mat eenheetlecher Wierkung", an dat anert iwwert d'Iwwersetzungsmodalitéiten, sinn am Januar 2013 a Kraaft getrueden. Wierksam ginn déi zwee Reglementer dee Moment, wou och dat drëtt Element vum Paquet „brevet", den Accord iwwert d'Juridiction unifiée a Kraaft trëtt.

Den Accord relatif à une juridiction du brevet, iwwert deen et bei dësem Projet de loi also geet, ass kuerz duerno am Februar 2013 ënnerschriwwe ginn. Et läit op der Hand, wa mer e Brevet à effet unitaire hunn, deen a 25 Länner wierksam ass, da brauch een och eng eenheetlech Geriichtsbarkeet. Esou kënne Verstéiss géint e Brevet an enger eenzeger Geriichtsprozedur behandelt ginn an d'Décisioune vun der Juridictioun sinn dann direkt wierksam an alle concernéierte Länner.

Dës Juridictioun wäert an Zukunft souwuel zoustänneg si fir d'Litigë betreffend de Brevet européen à effet unitaire wéi och fir déi klassesch europäesch Breveten. D'Juridictioun besteet aus engem Tribunal de première instance an enger Cour d'appel an engem Greffe, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert wäerte sinn.

Den Tribunal de première instance besteet dann erëm aus enger zentaler Divisioun mat Sëtz zu Paräis a Sektiounen zu München a London an aus regionalen oder lokalen Divisiounen. Lokal oder regional Divisioune ginn op Demande vun de State gegrënnt.

Lëtzebuerg huet de Moment net vir, fir eng lokal Divisioun ze schafen, well et hei praktesch keng Litigen am Zesummenhang mat Brevete ginn. Dat bedeit konkret, dass am Fall vu Lëtzebuerg déi zentral Divisioun an éischter Instanz zoustänneg ass.

E Centre de médiation et d'arbitrage ass zu Ljubljana an zu Lissabon virgesinn, an e Centre de formation ass schonn zu Budapest ageweit ginn. D'Juridictioun ass eng gemeinsam Juridictioun fir d'Staten, déi bei der Kooperatioun matmaachen. Si ass en integrale Bestanddeel vum juristesche System vun dëse Staten an och vum juristesche System vun der Europäescher Unioun, och wa se duerch en internationalen Accord geschafe gëtt.

D'Juridictioun huet d'Obligatioun, d'Uniounsrecht ze applizéieren an ze respektéieren, a se soll, wéi och all aner national Geriichtsbarkeeten, mat der Cour de justice vun der Unioun kooperéieren, andeems se där hir Jurisprudenz applizéiert a se, wann néideg, mat Questions préjudicielles befaasst.

Scho ganz am Ufank vun den Négociatiounen huet eis Regierung sech staark derfir agesat, dass d'Cour d'appel an de Greffe vun där neier Juridictioun sollen op Lëtzebuerg kommen. An dat ass hir och gelongen. Dës Implantatioun ass sécher eng gutt Saach fir Lëtzebuerg als Standuert vun europäeschen an och internationale Geriichtsbarkeeten. An derbäi kënnt, dass Aarbechtsplaze geschafe ginn. An et gëtt sech erwaart, dass eng Rei vun Affekoten a Conseilsbüroe sech bei eis etabléiere wäerten.

Wéi all déi aner Länner, déi eng lokal oder regional Divisioun opmaachen, oder déi Länner, déi de Sëtz vun der zentraler Divisioun hunn, ass Lëtzebuerg als Sëtz vun der Cour d'appel a vum Greffe gehalen, déi néideg Infrastruktur zur Verfügung ze stellen. An enger éischter Iwwergangsphas vu siwe Joer muss Lëtzebuerg en plus dat néidegt administratiivt Personal stellen. A wéi all Member musse mer eng Contribution initiale leeschten, fir d'Mise en place vun der Juridictioun ze assuréieren.

D'Juridictioun soll sech dann awer à terme autofinanzéieren, virun allem duerch d'Frais de procédure. De Budget an d'Clé de répartition, déi mussen nach bestëmmt ginn. D'Chifferen, déi mer bis elo iwwert de Budget an eis spéider Kontributiounen hunn, sinn also nëmmen Estimatiounen. De Finanzement vun der Geriichtsbarkeet hänkt natierlech enk mam Volume vum Contentieux zesummen.

Bis elo hu sechs Länner den Accord ratifizéiert, dat sinn Éisträich, d'Belsch, Dänemark, Frankräich, Malta a Schweden. E Comité préparatoire, wou mir als Lëtzebuerger och deelhuelen, schafft un all den Aspekter vun der Mise en place vun där neier Juridictioun. Do gëtt an Aarbechtsgruppe geschafft, an zwar iwwert d'Finanzen, d'juristesch Aspekter, d'Ressources humaines, den Informatiksystem an och d'Gebailechkeeten.

E Règlement de procédure ass och do nach an der Preparatioun. Fir a Kraaft ze trieden, muss den Accord vun 13 Länner ratifizéiert ginn. Dorënner och déi Länner mat de meeschte Breveten an Europa, nämlech Däitschland, Frankräich souwéi Groussbritannien. De Moment gesäit et aus, an dat hänkt dann och vun de Ratifikatiounen of, dass d'Juridictioun wahrscheinlech net wäert virun Enn 2015 opgoen.

Voilà, dat gesot, léif Kolleegen a Kolleeginnen, Madame Minister, géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech profitéieren dovunner, fir och direkt den Accord vu menger Fraktioun, de Sozialisten, zu dësem Projet de loi ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn elo... Ah, voilà, Här Wiseler!

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci. Merci, Här President. Ech wëll just der Rapportrice villmools Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an och domat den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et ass gutt, datt an där komplexer Matière hei elo eng eenheetlech juristesch Struktur geschafe gëtt. Lëtzebuerg profitéiert jo u sech och elo vun där neier Juridictioun do. Ech mengen, dat ass och gutt fir d'Image de marque vun eisem Land.

Et ass och gutt, well jo doduerch nei Débouchéen opgi fir Affekotebüroen, fir Büroe vu Conseilleren. An an deem Sënn ass et evident, datt d'Demokratesch Partei dësem Gesetzesprojet hir Zoustëmmung gëtt. An ech profitéieren och nach vun der Geleeënheet, fir der Madame Dall'Agnol Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Bericht ze soen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Madame Loschetter.

(Hilarité)

Si geet doran a si kënnt hei eraus. Ech kann zauberen.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech just den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet ginn an der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, Merci soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Loschetter. An dann huet d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass e Projet, deen eisem Land bestëmmt guttdeet. Dofir ass d'Regierung duerch d'Madame Gesondheetsminister vertrueden, wat eis hei freet.

Ech wollt awer am Numm vun der ADR e puer Bemierkungen hei ubréngen, well dee Projet ass interessant ze liesen, mä et sinn awer eng Rei Froen dran, déi awer kënne Suerge maachen.

Dat Éischt ass de Prinzip vun der Coopération renforcée an dëser Matière. Mir gesinn d'Ursaach, firwat hei eigentlech eng Coopération renforcée gemaach gëtt - ech soen der Madame Dall'Agnol Merci fir dee Rapport, dee se gemaach huet, well si huet dat jo och duergestallt -, eigentlech doranner, fir zwee „Einsprucher" vun der Europäescher Unioun ze ëmgoen. Well ouni déi Insistance vu Spuenien a vun Italien op hir Sproochen, wat mir awer legitim schéngt, hätte mer net op eng Coopération renforcée an dëser Matière missen zréckgräifen.

D'Fro un d'Regierung ass also, oder eng éischt Fro un d'Regierung ass, ob dat doten net och e bëssen en Détournement vun der Idée initiale vun der Coopération renforcée war, an ob et och am Sënn vun engem Land wéi Lëtzebuerg ass, fir eng Coopération renforcée zouzeloossen, fir de Sproocheregime, deen awer allgemeng an der Europäescher Unioun gëllt, fir deen awer ze ënnerlafen.

Eng zweet Fro sinn déi Considératiounen, déi am Rapport stinn iwwert d'Traduktioun. Hei gëtt eigentlech gesot: Mir gräifen zréck op eng Traduction par ordinateur, no enger gewësser Zäit ass et nëmmen nach Traduction par ordinateur an d'Traduction humaine soll d'Ausnahm ginn.

Ass dat eng Entwécklung, déi mir wierklech wëllen? Ass et eng, déi mer mënschlech kënnen akzeptéieren? Ass et eng, déi mer als zouverlässeg gesinn? An ass et net och e Risiko an engem gewësse Sënn fir de Siège fir Lëtzebuerg, well jo awer trotzdeem beim Siège, och mam Centre de traduction vun der Unioun, awer e wichtegen Aspekt, e wichtege Facteur eben déi mënschlech Traduktioun ass?

Et ass also eng zweet Fro, wou mer eis Froe stellen, ob dëst blannt Vertrauen, wat hei an d'Traduction par ordinateur gesat gëtt, ob dat wierklech justifiéiert ass.

Eng drëtt Considératioun huet mam Siège Lëtzebuerg ze dinn. Mir freeën eis natierlech, wéi jiddwereen heibannen, datt de Siège duerch dëse Geriichtshaff verstäerkt gëtt. Dofir stëmme mer dat och mat. Mä zur Diskussioun steet awer och d'Institutioun, also d'Infrastrukturen, déi mer als Lëtzebuerg mussen zur Verfügung stellen. Mir hunn dat schonn an aneren Diskussiounen hei gehat, den EFTA-Geriichtshaff, elo kënnt deen heiten iwwer Breveten derbäi, mä dee Klenge Kueb, un dee geduecht gëtt och an dësem Fall, deen ass eigentlech iwwerhaapt net gëeegent, fir esou Infrastrukturen a Geriichtshäff ënnerzebréngen. A wa mer wëllen eng kredibel Siègepolitik zu Lëtzebuerg hunn, da musse mer eis awer iwwerleeën esou lues, ob mer net missten de Klenge Kueb esou ëmbauen oder Infrastrukture schafen, déi et méiglech maachen, fir esou engem Siège en anstännege Kader ze ginn.

Dann an den Dispositiounen, déi am Accord selwer virgesi sinn, an notamment am Artikel iwwert d'Revisioun vum Traité, do steet jo dran, datt eng Revisioun ka mat dräi Véierel vun de Votte vum Comité administratif gemaach ginn. Awer déi Revisiounsklausel betrëfft och den Artikel 87 iwwert de Siège. Dat heescht dann, datt eng Revisioun méiglech ass och géint de Vote vu Lëtzebuerg. De Statsrot huet dat akzeptéiert, mat där Aschränkung, datt et jo da méiglech ass, eng Statekonferenz anzeberuffen. Mä wann dat souwisou de Fall ass, wann déi Méiglechkeet virgesinn ass, da froe mir eis als ADR, firwat net den Artikel 87 direkt de Konsensus virgesinn huet, zemools well jo och déi Question de siège ka betraff sinn.

Eng lescht Fro, déi mer wëlle stellen, dat ass déi vun der Berodung an dem Rechtsschutz fir Lëtzebuerger, déi e Patent umellen. Ech mengen, et wier eng wichteg Aufgab fir d'Regierung och, fir deene Leit, déi hei op hir Propriété intellectuelle wëllen zréckgräifen, fir déi och esou ze beroden, datt déi Patenter a beschtméigleche Konditioune kënnen ugemellt ginn. Dat heescht, et soll een eng Rechtsberodung kréien, wat elo dee beschte Wee ass: de Brevet unitaire européen oder deen aneren traditionelle System.

An dann, erlaabt mer nach eng lescht Bemierkung vu politescher Natur. Wa mer dee Rapport liesen, da gesi mer, datt awer Millioune fir Lëtzebuerg um Spill stinn. Et kascht eis - wéi gesot, mir akzeptéieren de Prinzip ganz gär -, mä et kascht eis an zwou Hisiichten. Dat Éischt ass, datt mer op gewëss Recetten iwwert deen aktuelle Brevetsystem musse verzichten. An deen aneren Aspekt ass eben deen, datt mer an de Siège vun deem zukünftege Geriichtshaff investéieren.

Wat awer sécher net gutt ass an der Formulatioun vun dësem Rapport oder vun dem Projet de loi, wéi d'Regierung eis e proposéiert, dat ass, datt eng Rei vu Milliounen u Recetten einfach als négligeabel duergestallt ginn. Wann een hei d'Diskussiounen iwwert den Zukunftspak matgemaach huet, wou mer eng Regierung hunn, déi hei 10.000 Euro hëlt, do 50.000 Euro an 259 Mesuren zesummestellt, vun deenen der ganz vill nëmmen e puer Dausend Euro erginn, déi awer och kënne Leit wéidoen, déi sollt dach, wann ech gelift, net an engem Projet de loi schreiwen, op där anerer Säit, dass e Verloscht vu Recetten a Milliounenhéicht négligeabel ass. Ech mengen, dat wär net gerecht géigeniwwer deene Leit, déi musse Sacrificen hinhuelen am Kader vum Zukunftspak.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun, an d'Wuert huet d'Regierung, wa se d'Wuert wëllt. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, ech mengen, deen Débat, deen ass an d'Déift hei gaangen a mer wäerten…

(Hilarité)

Ech hunn net grad alles matkritt, mä mir kucken alles no, och wat den Här Kartheiser gesot huet. Ech wëll awer och der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, e grousse Merci soen. A wann iergendee Problem ass, da wäert d'Regierung och do sinn, fir dann dono ze kucken. Mä alles, wat gutt ass fir de Siège fir Lëtzebuerg, ass och gutt fir Lëtzebuerg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6696 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6696 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hunn 58 Deputéiert, déi um Vote deelgeholl hunn. De Verdikt ass unanime fir de Projet 6696.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat bleift just d'Fro, ob Der mat der Dispens vum zweete Vote d'accord sidd.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci villmools.

Mir géifen dann zu dräi Projeten iwwergoen, dat sinn d'Projeten 6730, 6731 a 6732. Et geet do all Kéiers ëm international Accorden: mat Georgien, mat Moldawien a mat der Ukrain. Mir wollten déi dräi Projeten zesummefaassen an engem Débat nom Modell 1. An d'Rapportrice vun de Projeten, d'Madame Dall'Agnol, huet direkt d'Wuert.

8. 6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), en remplacement de M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass gutt, ech zéien dat zréck, Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn näischt héieren!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), en remplacement de M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.*- Dat heescht, ech... Hunn ech d'Wuert?

(Interruption)

Okay, dann huelen ech emol e Schotz.

Merci, Här President. Wéi Der ganz richteg sot: Dir braucht mer nëmmen nach eng Kéier nozelauschteren, mir maachen dat heiten an engem Rapport. Ech vertrieden dann op dëser Plaz och deen eigentleche Rapporteur vun de Projet-de-loien, eise Kolleeg a Frënd, de Marc Angel, deen, wéi Der jo wësst, de leschte Freideg Affer vun engem klengen Accident ginn ass. Et geet em awer gutt an ech ginn dovunner aus, datt de Marc Angel elo viru Chamber-TV sëtzt, fir ze kucken, ob ech en hei würdeg vertriede wäert.

(Brouhaha)

Dat däerft Dir dann herno jugéieren, ob dat esou war. Mä ech profitéieren op alle Fall nach eng Kéier, fir em vun eis alleguerten eng gutt Besserung ze wënschen an em ze wënschen, datt e séier erëm hei ass an d'nächste Kéier seng Rapporten da selwer hei ka virstellen.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), en remplacement de M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.*- Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deenen dräi Projets de loi, iwwert déi mer dann elo wäerte schwätzen, handelt et sech ëm dräi Accords d'association, tëschent der Europäescher Unioun a Georgien, der Republik Moldau an der Ukrain.

Dës dräi Accorde gehéieren zu enger neier Generatioun vun Accorden, déi mat de Länner vun der Éstlecher Partnerschaft ofgeschloss ginn. Déi Éstlech Partnerschaft, dat wësst Der, déi ass 2009 an d'Liewe geruff ginn a si ass am Zesummenhang ze gesi mat der Europäescher Noperschaftspolitik, déi hirersäits 2004 entwéckelt gouf.

D'Zil vun all deene Beméiungen ass et, zesummen ze kooperéieren, d'Zesummenaarbecht op politeschem, ekonomeschem, sozialem a kulturellem Plang ze verdéiwen, fir esou e Bäitrag zu méi Stabilitéit, Sécherheet an awer och Wuelstand an deene betreffende Regiounen ze leeschten.

D'Europäesch Noperschaftspolitik steet an engem direkte Lien zur EU-Osterweiderung och vun 2004. Esou si vun deenen dräi Partnerländer, iwwert déi mer haut schwätzen, duerch dës Osterweiderung zwee Staten direkt Nopere vun der Europäescher Unioun ginn: éischtens d'Ukrain, déi mat Polen, der Slowakei, Ungarn a Rumänien, mat véier EU-Memberstaten, gemeinsam Grenzen huet. D'Republik Moldau grenzt just un een EU-Memberstat, u Rumänien, während da Georgien e bësse méi wäit am Oste läit a keng gemeinsam Grenz mat engem EU-Memberstat huet.

D'Europäesch Noperschaftspolitik genau wéi och déi regional Éstlech Partnerschaft wéi och elo déi bilateral Ofkommesse mat deenen dräi State bidden de concernéierte Länner eng privilegéiert Partnerschaft, déi op der Unerkennung vu gemeinsame Wäerter berout an déi dës Wäerter dann och färdere soll: Demokratie, Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet, „good governance", d'Prinzipie vun der Maartwirtschaft an der nohalteger Entwécklung. D'Unnäherung vun dëse Länner un d'Europäesch Unioun gëtt gefërdert genau wéi och d'Kooperatioun tëschent de Partnerländer ënnereneen.

Nieft deenen dräi Staten, ëm déi et hei geet, gehéieren och nach Armenien, den Aserbaidschan a Wäissrussland zur Éstlecher Partnerschaft. En Accord mat Aserbaidschan ass amgaangen, ausgehandelt ze ginn, mä den ekonomesche Volet kënnt net virun, soulaang den Aserbaidschan net der OMC bäigetrueden ass.

Bei Armenien ass et d'Décisioun, der eurasescher Zollunioun bäizetrieden, déi hei e Weiderkomme verhënnert. Dee fäerdeg verhandelten Accord mat Armenien konnt net paraphéiert ginn, well eng Memberschaft an enger Zollunioun net kompatibel mat engem EU-Fräihandelsofkommes ass.

Mat Wäissrussland ass guer net verhandelt ginn, dat och, well d'Ratifikatioun vum Accord de partenariat et de coopération mat deem Land schonns säit 2007 agefruer ass. Problematesch sinn a Wäissrussland d'Situatioun vun de Mënscherechter, Repressioune géint d'Zivilgesellschaft - elo muss ech wierklech e Schotz huelen, soss geet et net méi -, d'Oppositioun an d'Medien an Onregelméissegkeete bei de Wahlen.

Déi dräi nei Accords d'association mat Georgien, mat der Republik Moldau a mat der Ukrain remplacéieren d'Accords de partenariat et de coopération, déi mat dëse Länner an der zweeter Halschent vun den 90er Joren ofgeschloss gi waren.

Deen Accord, deen der Éffentlechkeet sécherlech am bekanntesten ass, betrëfft dee mat der Ukrain, an dat natierlech wéinst der Virgeschicht vun deem Accord an der ganz kritescher Situatioun an der Ukrain, déi ganz Europa säit méi wéi engem Joer intensiivst beschäftegt. Méi dozou wäert ech dann um Enn vu menger Interventioun ernimmen.

Déposéiert goufen dës Projet-de-loien den 21. Oktober d'lescht Joer, och vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, dee jo och de Mëtteg hei ass. Den 19. Januar dëst Joer sinn dës dräi Projet-de-loien an der aussepolitescher Kommissioun presentéiert ginn, an de Marc Angel, deen ech jo hei vertrieden, gouf deemools och Rapporteur genannt. De Statsrot huet d'Projet-de-loien de 6. Februar aviséiert a säin Averständnis ginn. An den 9. Mäerz schlussendlech goufen d'Rapporten zu dësen dräi Projet-de-loien an der aussepolitescher Kommissioun ugeholl.

Elo eppes zum Contenu vun dësen Accorden. All dës Accorde beinhalten e politeschen, mä awer och en ekonomesche Volet. Si gesinn eng breet Zesummenaarbecht an alle méigleche Politikfelder vir an doriwwer eraus d'Aféiere vun enger verdéifter an ëmfaassender Zone de libre-échange, déi Georgien, der Republik Moldau an der Ukrain en Accès zum Marché intérieur vun der EU erlabe sollen.

Déi dräi Accorde sinn Dausende Säite schwéier a si enthale fir d'Éischt ëmmer eng Präambel, en éischten Artikel mat den Ziler an dann ee Kapitel iwwert déi generell Prinzipien, iwwert d'Valeure vun der Kooperatioun: de Respekt vun den demokratesche Prinzipien, de Mënscherechter an de Grondfräiheeten, d'Prinzipie vun der Maartwirtschaft, der nohalteger Entwécklung an engem wierksame Multilateralismus.

Essenziell sinn natierlech och de Respekt vun de Rechtsstatsprinzipien, eng gutt Regierungsféierung, d'Fërdere vu gudden Noperschaftsrelatiounen, d'Kooperatioun bei der Preventioun an der Bekämpfung vu Korruptioun a vun organiséierter Kriminalitéit.

D'Accorde gesinn iwwerdeems e politeschen Dialog vir an alle gemeinsamen Domaines d'intérêt, dorënner och, wat d'Froe vun der Aussen- a Sécherheetspolitik ubelaangt wéi och innenpolitesch Reformen. Bei dësen innenpolitesche Reforme geet et méi prezis ëm de Rechtsstat, d'Mënscherechter, déi demokratesch Institutiounen, ëm d'Justizwiesen an eng effikass a virun allem och transparent Fonction publique.

D'Accorde gesinn dann alleguerten eng Zesummenaarbecht am Beräich vun der Justiz,

der Fräiheet, mä awer och der Sécherheet vir. Dat betrëfft zum Beispill d'Kooperatioun am Domän vum Asyl, de Migratiounen a vun der Grenzsécherheet, der Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit, vu Korruptioun an natierlech och vun Terrorismus.

Donieft ass an all Accord eng sektoriell Zesummenaarbecht an deene verschiddenste Politikfelder ageschriwwen. Dat si grosso modo ëmmer déiselwecht Domäner, ëm déi 30 Stéck, déi an deene jeeweilege schrëftleche Rapporte vum Rapporteur, dem Marc Angel, genee opgelëscht sinn.

D'Accorde schafen eng Plattform vun den Zivilgesellschaften, déi dem jeeweilege Conseil d'association Recommandatioune kënnen ënnerbreeden. Dee Conseil d'association iwwerwaacht a begleet d'Applikatioun, d'Ëmsetzung an de Fonctionnement vun den Accorde par rapport zu sengen Ziler. E setzt sech zesummen aus Membere vum Rot vun der EU a Membere vun der Europäescher Kommissioun engersäits, a Membere vun der Regierung vum betreffende Stat anerersäits.

Et ass och an all Accord eng parlamentaresch Dimensioun virgesinn, déi vun europäescher Säit aus vum Europäesche Parlament assuréiert gëtt. Et ginn och, wéi üüblech, Mechanismen, fir Differenze bäizeleeën, wann ieren esou Differenzen iwwert d'Ausleeung oder d'Ëmsetzung vun deenen Accorden optauchen, an et ginn och Monitoringmechanismen, déi et erlaben, kontinuéierlech d'Progrèse bei der Ëmsetzung vun dësen Accorden ze suivéieren.

Wesentlech bei deenen dräi Accorden ass jeeweils d'Aféiere vun der verdéifter an ëmfaassender Zone de libre-échange - op Englesch heescht dat „Deep and Comprehensive Free Trade Area" -, déi méi wäit geet wéi eng klassesch Zone de libre-échange. Nieft der Förderung vum Handel an den Investissementer, notamment eben duerch d'Ewechfale vun den Zolltariffer, gëtt eng Assistance offréiert, wat d'Reformen am Beräich vun der Handelspolitik ubelaangt, dat mam Zil, fir zu méi Wuesstum a Kompetitivitéit an de Partnerlänner bäizedroen.

Am Fall vun der Ukrain ass d'Ëmsetzung vun der Zone de libre-échange bis den 31. Dezember 2015, dëst Joer also, ausgesat ginn, wat e Resultat war vun de Gespréicher tëschent der EU, der Ukrain a Russland vum September 2014.

Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zesummenaarbecht mat deenen dräi Länner ass e Prozess, eng Reformagenda, där mer mat de betreffenden Accorden e rechtleche Kader ginn. Virun allem intern Reformen an de Partnerlänner ginn heimat encouragéiert. Tout court geet et bei dësen Accorden ëm eng ëmfaassend Moderniséierung vun dëse Länner. A mir wëssen, datt et op deem Niveau an de leschte 25 Joer gehappert huet.

Net nëmmen d'Europäesch Unioun, mä och déi dräi Länner sinn der Meenung, datt de Wee vu Reforme sech am Endeffekt loune wäert, och wann e laang a beschwéierlech riskéiert ze ginn. Dat gesäit een net zulescht, wann ee kuckt, wéi positiv sech déi baltesch Länner entwéckelt hunn, oder Polen, alles Länner, an deenen d'Liewensbedéngunge vun de Mënsche viru 25 Joer kaum besser waren, wéi se haut a Georgien, der Republik Moldau an awer och an der Ukrain sinn.

Nach e puer Wierder iwwert den Timing an d'Opportunitéit, dës Accorden ebe just elo ze ratifizéieren. Dat betrëfft virun allem, dat wonnert Iech sécher net, den Accord mat der Ukrain. Mä loosse mer net vergiessen, datt och Georgien an d'Republik Moldau an territorial Konflikter verwéckelt sinn, an deene Russland eng net onwesentlech Roll spillt.

Den Accord, iwwert deen d'Europäesch Unioun an d'Ukrain am Dezember 2011 am Fong d'accord waren, ass 2012 vun de respektive Verhandlungsdelegatioune paraphéiert ginn, mä et war schlussendlech de Verzicht vun deenen deemolege politesche Responsabele vun der Ukrain, dësen Accord ze ënnerschreiwen, deen eng innenpolitesch Kris ausgeléist huet.

Mir kennen alleguerten d'Evenementer, déi déclenchéiert goufen: Masseprotester um Majdan, d'Flucht vum President Janukowytsch, d'Bildung vun enger Iwwergangsregierung, Neiwahlen an déi militäresch Ausenanersetzunge mat bis elo scho villen Doudesaffer.

D'Ratifikatioun vun dësen Accorde geschitt also an enger Zäit vu schwéierer Kris. Dat soll wuel berücksichtegt ginn, awer net dozou féieren, datt dee ganzen Accord komplett a Fro gestallt gëtt. Mat der Iwwergangsregierung an duerno deem neie President Poroschenko gouf d'Kooperatioun tëschent der Ukrain an der Europäescher Unioun jo erëm relancéiert.

De politesche Volet vum Accord gouf am Mäerz 2014 ënnerschriwwen, den ekonomesche Volet de 26. Juni zu Bréissel, iwwregens zäitgläich mat den Accorde mat Georgien a mat der Republik Moldau. Eng grouss Majoritéit vun den Deputéierte vum Europäesche Parlament huet de 16. September 2014 fir den Accord mat der Ukrain gestëmmt. 535 Deputéiert waren derfir, 127 dergéint, a 35 vun hinnen hu sech enthalen, dat Ganzt iwwregens deeselwechten Dag, wéi dat ukrainescht Parlament Jo gesot huet. Déi zwee Parlamenter waren deen Dag iwwer eng Videokonferenz matenee verbonnen.

Mat deenen Ofstëmmunge si mer dem Endpunkt vun engem Prozess méi no komm, dee säit 2007 leeft. Et war nämlech 2007, wou de Conseil der Kommissioun d'Autorisatioun ginn huet, fir mat deene Verhandlungen unzefänken. Mir sinn also elo no beim Schlusspunkt no laangjährege Verhandlungen, déi scho laang virun der Kris an der Ukrain ugefaangen hunn.

Den Ofschloss vum Accord ass den Ofschloss vun enger Zesummenaarbecht vun der Europäescher Unioun mat engem souveräne Stat, déi zu kengem Zäitpunkt géint Russland geriicht war. Am Contraire, mir wëssen all, datt gutt Relatioune mat Russland vu wesentlecher Bedeitung sinn, esouwuel fir d'Europäesch Unioun an hir Memberstate wéi och fir Georgien, d'Republik Moldau an d'Ukrain. Besonnesch d'Hierstelle vun enger friddlecher a stabiler Regioun ass net ouni eng gutt Kooperatioun mat Russland ze maachen.

Méi politesch an ekonomesch Zesummenaarbecht tëschent der Europäescher Unioun an deenen dräi Länner soll awer net verhënneren, datt dës Länner an Zukunft weider intensiv mat Russland zesummeschaffen.

Anerersäits ass et awer och esou, datt Russland ebe just net d'Recht huet, d'Kooperatioun tëschent der Europäescher Unioun an deenen dräi Staten am Kader vun dësen Accords d'association ze stéieren. Déi dräi Länner, déi hunn e Recht op Selbstbestëmmung a kënnen dobäi op d'Solidaritéit vun der EU zielen.

D'Suerge vu Russland iwwert d'Konsequenze vum Accord d'association mat der Ukrain op déi russesch Ekonomie sinn iwwregens duerchaus eescht geholl ginn. Am Kader vun den trilaterale Konsultatiounen tëschent der Unioun, der Ukrain a Russland ass jo am September 2014 décidéiert ginn, d'Akraafttriede vun der Zone de libre-échange bis op den 1. Januar 2016 ze reportéieren. Dat, fir Zäit ze hunn, déi russesch Bedenke genee ze iwwerpréifen.

Dëse Report ass en Zeeche vu guddem Wëlle vun der EU, déi weist, datt se op ass fir de politeschen Dialog, wat sécherlech net evident ass, wann een déi inakzeptabel Aktioune vu Russland a leschter Zäit am Hannerkapp behält, sief et d'Annexioun vun der Krim zimlech genee virun engem Joer oder de Rôle vu Russland an der Ostukrain.

Et geet eben net nëmmen ëm Russland an dëser Diskussioun, mä och ëm d'Ukrain, déi de klore Wëllen huet an och d'Recht huet, dëse Rapprochement zur Europäescher Unioun ze maachen. Dëst, well se sech eppes vun där Zesummenaarbecht erwaart: eng oppen a fräiheetlech Gesellschaft, méi Demokratie, méi Wuelstand a sozial Rechter.

Et ginn e puer Grënn, firwat Lëtzebuerg d'Ratifikatioun vun dësen dräi Accorden als Prioritéit ugesäit, déi et séier ëmzesetze gëllt. Éischtens, well dës Accorde wichteg sinn - dat hunn ech elo hei en long et en large beschriwwen - a well mer scho säit laange Jore mat de betreffende Länner op den Ofschloss vun dësen Accorden hischaffen.

Wat elo just den Accord mat der Ukrain ubelaangt, do ass en Akraafttriede vum Accord virun Enn des Joers néideg, wa verhënnert soll ginn, datt d'Dispositiounen iwwert d'Zone de libre-échange eng weider Kéier reportéiert musse ginn. Mir hoffen natierlech entre-temps, datt déi trilateral Consultatiounen zu konkrete Resultater wäerte féieren.

Last but not least handelt et sech ëm eng Prioritéit, well Lëtzebuerg am zweeten Hallefjoer 2015 - dat wësst Der - d'Présidence vun der Europäescher Unioun huet an en plus, well den 21. an den 22. Mee, also zimlech genau an zwee Méint, de Sommet vum Partenariat oriental zu Riga ass.

Als verlässleche Partner an der Europäescher Unioun gehéiert et sech nun emol, seng Hausaufgabe séier a seriö ze maachen, also dës Accorde séier duerch eis national Instanzen ze schécken, ouni dobäi awer den Inhalt ze vernoléissegen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, dat gesot, hoffen ech, datt Der der Meenung sidd, datt ech de Rapporteur, de Marc Angel, hei würdeg vertratt hunn. Ech profitéieren dann och dovunner, fir den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësen Accorden ze ginn an ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, mat deenen dräi Associéierungsofkommen, déi mer de Mëtten hei wäerten - huelen ech un - mat enger grousser Majoritéit ofstëmmen, komme mer effektiv op e Schlusspunkt vu laangjährege Verhandlungen, déi mat der Europäescher Unioun an deenen dräi concernéierte Länner gefouert gi sinn. An dat ass en äusserst positiven Ofschloss, dee sécherlech am Interessi vun der Europäescher Unioun, awer och ganz besonnesch am Interessi vun deenen dräi concernéierte Länner ass, déi, wéi mer wëssen, wirtschaftlech an enger schwiereger Situatioun sinn a wou sécherlech dës Ofkommen hinne wäerte substanziell virunhëllefen.

Ech deelen hei och d'Meenung vun der Madame Rapportrice, fir ze soen, datt et wichteg ass, datt mer grad elo dës Associéierungsofkommen diskutéieren an och positiv ofstëmmen. Dat ass e wichtegt Signal, net nëmme par rapport zu der Ukrain - ech wäert mech herno e bësselche méi domadder beschäftegen -, mä och haaptsächlech vis-à-vis vun deenen zwee anere Länner: Georgien a Moldawien. Well et huet ee ganz oft d'Tendenz, wann ee vun dësen Ofkomme schwätzt, haaptsächlech d'Ukrain ze gesinn. Wéi gesot, et ginn och zwee aner Länner, déi mindestens gradesou vill Interessien dorunner hunn.

Ech wëll fir d'Alleréischt hei e grousse Merci soen un déi zwee Rapporteuren, wann ech dat esou ka soen. Fir d'Alleréischt dem Marc Angel, deem ech och nach eng Kéier vun dëser Säit eis bescht Besserungswënsch mat op de Wee ginn. An ech mengen, mir kënnen en alleguer berouegen, an en huet dat da wahrscheinlech selwer live und in Farbe op Chamber TV gesinn: En ass exzellent remplacéiert ginn. Ech muss just soen, et ass e bësse méi schnell gaangen, well d'Madame Dall'Agnol schwätzt e bësselche méi schnell wéi den Här Angel, wat mir dann och d'Geleeënheet gëtt, e bëssen éischter mat menger Interventioun unzefänken.

Ech mengen och, datt souwuel de schrëftleche Rapport vum Här Angel wéi dee mëndleche vun der Madame Dall'Agnol esou komplett waren, wat de Contenu ubetrëfft, datt eigentlech net vill do derbäizefügen ass, soudatt ech mech net weider wëll mat deem Contenu befaassen, mä eigentlech vun der Geleeënheet profitéieren, wéi mer dat och e bëssen an der aussepolitescher Kommissioun ofgemaach haten, fir eis mat der Situatioun an der Ukrain ze beschäftegen, déi nach wie vor ganz beonrouegend ass.

Här President, säit mer bei Geleeënheet vun der aussepolitescher Deklaratioun justement entre autres och iwwert déi Situatioun hei diskutéiert haten, ass munches geschitt. An d'Lag, ganz besonnesch an der Ostukrain, ass net onbedéngt méi iwwersiichtlech ginn, och wann deen zweeten Akt vum Minsker Accord ee sécherlech kann e bësselche méi optimistesch stëmmen, och grad wat d'Ëmsetzung vun deenen Dispositioune vun deem Accord ugeet.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll dann och an deenen nächste Minutten e bësselche versichen, d'Situatioun opzezeechnen, vläicht manner par rapport zu Russland, mä éischter och, wat déi intern schwiereg Situatioun an der Ukrain selwer ugeet.

Ee Joer no der zweeter Majdan-Revolutioun, an haaptsächlech no der Flucht vum fréiere President Janukowytsch, ass d'Ukrain weider - an ech mengen, dat muss ee leider esou soen - an enger verzweifelter Situatioun, souwuel um politeschen, mä vläicht nach vill méi um wirtschaftleche Plang. D'Land läit komplett um Buedem. An hei brauch et a sech e risege finanziellen Effort, dee sécherlech dat ukrainescht Vollek net wäert kënnen eleng stemmen, mä wou et op d'Ënnerstëtzung vun der internationaler Communautéit ugewisen ass.

Wéi konnt et awer souwäit an der Ukrain a ganz besonnesch am Oste vun deem Land kommen? Nom Erfolleg vun der Majdan-Bewegung hätt et virun allem Rou an Zäit gebraucht, fir 23 Joer no der Onofhängegkeet endlech zu enger stabiller staatlecher a gesellschaftlecher Gestalt ze kommen. Et hätt Zäit a Rou gebraucht, fir d'Iddien an d'Motiver, déi d'Majdan-Bewegung ugedriwwen hunn, a real Reformpolitik ëmzesetzen. Dat hat virun allem - an do, mengen ech, soll een och hei Kloertext schwätzen -, dat huet de Wladimir Putin verhënnert, deen duerch d'Annexioun vun der Krim a ganz besonnesch duerch de Krich am Oste vun der Ukrain dëst Land gezwongen huet, sech exklusiv op seng Selbstverteidegung ze konzentréieren.

D'Ukrain huet an deene leschten 23 Joer, awer och ganz besonnesch an deene leschte Méint a Joren awer och, an dat muss ee gradesou kloer ënnersträichen, d'Geleeënheet verpasst, sech demokratesch ze erneieren. Datt se dat net fäerdegbruecht huet, huet sécherlech mam Personnage vum Wladimir Putin a mat Russland ze dinn. Mä et huet awer och mat dem eegenen Onverméigen ze dinn. An et ass dofir och net akzeptabel, datt déi aktuell ukrainesch Regierung ëmmer erëm versicht, sech hannert dem Krich mam Putin ze verstoppen, fir ze évitéieren, iwwerliewenswichteg Reforme mussen unzegoen.

Praktesch, Här Ausseminister, all fréier State vum Warschauer Pakt hunn et fäerdegbruecht, demokratesch Reformen ëmzesetzen, an dat deelweis géint de Widderstand vun ale Statsapparater. Nëmmen an der Ukrain - a säit dem Fall vun der Mauer ass do Kontinuitéit, leider Gottes, ugesot - sinn all Versich, fir d'Justiz zu engem Liichttuerm vum Rechtsstat ze maachen, gescheitert um Widderstand vun all deenen, déi de Justizapparat an der Hand haten an deelweis och elo nach hunn.

Genausou wéineg ass et gelongen, leider Gottes, de System vun der Bestiechung an der Korruptioun zréckzedrängen. An dat, wat an de sowjeteschen Zäite gegollt huet, gëllt leider Gottes elo nach ëmmer. Wien eng Plaz, eng Concessioun, en Terrain wëllt an deem Land hunn, ka sech leider net op den offizielle Wee verloossen a muss ëmmer erëm bestiechen, fir zu sengem Zil ze kommen. Och ass leider op d'Institutiounen an der Ukrain kee Verlooss. An dat erkläert sech - net nëmmen, awer schlussendlech och - doduerch, datt sech an der Ukrain bis elo keng Parteien erausgebilt hunn, déi eise westleche Parteien ähnelen.

A vläicht e Wuert zum Parteiesystem an der Ukrain: Déi ukrainesch Parteie gruppéiere sech dann och haaptsächlech ëm Persounen, an éischter Linn - et muss een dat leider feststellen - Oligarchen, a bezeechnenderweis heescht dann och déi stäerkste Partei am Moment Partei „Block Poroschenko". Bei all dëse Parteie sinn, an dat muss ee leider ëmmer erëm feststellen, weider politesch a privatwirtschaftlech Interessen enk matenee verquickt, awer virun allem sti se net fir politesch Iddien, Ziler a konkret Konzepter.

Déi aktuell politesch Féierungséquipe, déi am Westen deelweis, a vläicht och zu Recht, fir hir aussepolitesch Méritter geschätzt gëtt, kënnt deenen a si gesaten Erwaardungen awer am Inland net no. An et huet een och d'Gefill, datt déi Regierung sech haaptsächlech am Moment op de Krich an der Ostukrain konzentréiert.

Stellvertriedend kann een hei och e bëssen de President Poroschenko nennen - an ech gi mer oft d'Geleeënheet, d'Interviewe vum President Poroschenko ze liesen -, deem seng Interviewe sech virun allem ëmmer erëm ëm de Krich an der Ostukrain dréien an dee sech haaptsächlech, an dat gesäit een och an der Duerstellung, ëmmer erëm als Patriot duerstellt a vill manner als Reformer. A wann een déi eenzel Interviewen, an ech hunn et virdru gesot, liest, da stellt een ëmmer erëm fest, datt quasiment just déi lescht Froen ëm d'Reformen an deem Land ginn, an et spiert een dann och, datt déi wierklech net zu där alleréischter Prioritéit vun der Regierung gehéieren.

Et gëtt een dann och d'Gefill net lass - an dat ass eppes, wat ech och perséinlech bedaueren -, datt de President Poroschenko an och e Groussdeel vun där Regierungséquipe eigentlech kee richtegt Gespier hu fir dee gewaltege Reformdrock, deen awer vun där Majdan-Bewegung ausgaangen ass.

A mir sollen eis och, Här Ausseminister, hei keng Illusioune maachen. Säit dem Ëmbrochjoer 1989 ass elo quasiment e Véierelsjorhonnert vergaangen, an déi, déi deemools an hire beschte Jore waren, kënnen haut leider kee glorräiche Bilan vun deene leschte 25 Joer zéien, well si kucken op zwou Revolutiounen zréck, vun deenen déi éischt verluer gaangen ass an déi zweet elo schonn erëm riskéiert, verluer ze goen.

Här President, Revolutioune mécht een net esou einfach. An zwou an engem ganze Liewe sinn der scho vill. D'Gefor besteet, datt och déi Revolutiounsenergie, déi een awer ëmmer erëm bei den Ukrainer feststellt, lues a lues opgebraucht ass an datt se zum Schluss eventuell kann ersat ginn duerch eng grouss Resignatioun, wat dann erëm eng Katastroph fir d'Ukrain an d'Vollek vun der Ukrain wär.

An et ass dann och hei, mengen ech, an do si mer eis alleguerte sécherlech an dësem Haus eens, wou d'Europäesch Unioun gefuerdert ass! Well déi Reformen, déi mussen ëmgesat ginn, kënnen dat nëmme ginn, wann d'EU mat hirem Know-how, awer och mat enger substanzieller finanzieller Ënnerstëtzung dëse Reformprozess begleet.

Op där anerer Säit mussen awer och d'Regierung an der Ukrain an d'Institutiounen alles ënnerhuelen, fir zu engem Rechtsstat ze ginn, deen och den Numm verdéngt! An dat wäert och nach an deenen nächste Wochen a Méint den Ukrainer gewalteg Ustrengungen ofverlaangen.

Ech wollt dann och zum Schluss awer vläicht mat enger méi optimistescher Note ophalen, well net méi spéit wéi gëschter huet den ukrainesche President Poroschenko jo zwee Gesetzesprojeten an d'ukrainescht Parlament erabruecht, déi de Regioune vum Oste vun der Ukrain e larget Autonomiestatut sollen accordéieren. Ech hoffe perséinlech, datt dëst den Ufank vun enger méi positiver Entwécklung ass an datt och elo um politesche Plang an deenen nächste Wochen e bësse méi Rou och an der Ostukrain wäert akéieren.

An de leschten Deeg, Madame Presidentin, gëtt vu villen Observateuren am Kontext vu Griichenland vun engem sougenannten „Marshall-Plang" geschwat. Ech géif behaapten, datt d'Ukrain mindestens gradesou dréngend eppes wéi e Marshall-Plang bräicht, wa se da mëttel- a laangfristeg staatlech an institutionell op feste Bee wëllt stoen.

Bréngt d'Ukrain dës Herkulesaufgab mat Ënnerstëtzung vun der EU, awer och vum Internationale Währungsfong an aneren internationalen Institutiounen net fäerdeg, besteet, Dir Dammen an Dir Hären, déi reell Gefor, datt d'Ukrain zu eppes gëtt, dat keen an Europa wëllt, nämlech engem „failed state". Dat wär net nëmme fir d'Ukrain, mä och fir Europa eng absolutt Katastroph!

An dësem Sënn, mengen ech, ass d'Europäesch Unioun gefuerdert, mat all deenen hir zur Verfügung stehende Mëttelen, dëst Land a sengem Reformprozess ze ënnerstëtzen. An an deem Sënn ass dat Associéierungsofkommen, wat mir de Mëtten haut wäerten diskutéieren a stëmmen, en éischte wichtege Schrëtt. An dofir ginn ech och am Numm vu menger Fraktioun eis Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Mosar. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi dräi Länner Georgien, Moldawien an d'Ukrain si jo Staten, déi u sech nach ganz wäit ewech si vu Standarden, wéi mir se jo hei a Westeuropa kennen. Ech denken do net nëmmen un de materielle Wuelstand, mä ech denken do virun allem och u rechtsstaatlech Normen, déi jo u sech nach ganz staark ënnerentwéckelt sinn.

An déi dräi Staten hu jo - leider, muss een och soen - nach permanent territorial Konflikter mat Russland. An deem aarme Moldawien, ee Stéchwuert: Transnistrien; d'Problematik ëm Georgien ass engem och nach ëmmer ganz gutt am Verhalt. Ech denken un d'Joer 2008, un de Südossetien-Konflikt, dee jo dunn nees nei ausgebrach ass an dunn och zum Kaukasus-Konflikt gefouert huet, mat de Konsequenzen, déi mer kennen. Well Moskau huet jo dunn d'Onofhängegkeet vun Abchasien a Südossetien unerkannt.

D'Ofschléisse vun deenen dräi Accorden, déi mer elo haut hei diskutéieren, huet jo ouni Zweifel awer och d'Relatioun zwësche Bréissel a Moskau, loosse mer dat emol esou ausdrécken, net onbedéngt verbessert, well jo eben, wéi gesot, dat heiten awer e gewëssen Afloss op déi Relatioun hat. An et muss een och hei soen, datt Russland jo mat Sécherheet net onbedéngt ëmmer ganz frou ass, wann d'Europäesch Unioun sech an de Fonctionnement vu fréiere Sowjetrepublicken amëscht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem natierlech den Accord mat der Ukrain huet seng speziell Bedeitung. Et ass och doweinst, firwat datt mer an der aussepolitescher Kommissioun jo décidéiert haten, fir de Modèle de base duerch e Modell 1 ze ersetzen, fir ebe méi spezifesch kënnen op d'Situatioun hei anzegoen. An d'Krim, wéi gesot, déi jo méi spezifesch den Ausléiser vun der ganzer Problematik ass, huet jo och eng ganz wiesselvoll Geschicht hannert sech.

Et däerf een net vergiessen, datt d'Krim 1954 vum Chruschtschow deemools un d'Sowjetrepublik Ukrain geschenkt gi war. 1991 war et iwwregens schonn eng Kéier zu engem Opstand komm, an deem Sënn, datt och déi prorussesch Partisanen deemools schonn e Referendum wollten organiséieren, deen awer konnt verhënnert ginn.

Wéi den Accord de partenariat et de coopération mat der Ukrain 1998 ënnerschriwwe gouf, du konnt natierlech kee virausgesinn, datt nëmmen eng hallef Dose Jore méi spéit u sech grad dëst Land sollt am Fokus vun der internationaler Politik stoen. An et kann ee souguer behaapten, datt duerch déi ganz Kris do am Fong geholl de Weltfridden zum Deel och a Gefor gerode war. Well et soll ee sech näischt virmaachen: D'Ukrain-Kris ass nach net iwwerstanen. An et kann een och nach net aschätzen, wéi u sech elo d'Relatioune mat Russland sech wäerten an der nächster Zukunft entwéckelen.

Jiddefalls, de Refus vum deemolege President Janukowytsch, deen ënner russeschem Drock den Accord net ënnerschriwwen hat, hat jo derzou bäigedroen, datt et zu deene bekannten Entwécklunge komm ass. Pro- an antieuropäesch Partisanen hunn am Fong um Majdan dunn derzou bäigedroen, datt et och wierklech zu ganz schlëmmen Ausenanersetzunge komm ass a leider och Doudeger do deemools ze vermierke waren.

Den Accord hei huet jo och ganz kloer geopolitesch Ausmoossen ugeholl. E souveräänt Land, wat a senger aussepolitescher Ausriichtung vun engem anere Land ënner Drock gesat gëtt, bréngt natierlech dee Moment awer och d'Europäesch Unioun op de Plang. An et ass evident, datt d'Europäesch Unioun och hei net konnt einfach nokucken, well eben aus westlech-demokratescher Siicht hier gekuckt esou Entwécklungen net ze akzeptéiere sinn.

Genau elo virun engem Joer, dat heescht vill méi de 16. Mäerz 2014, ass jo d'Hallefinsel Krim, déi iwwregens zéngmol méi grouss ass wéi Lëtzebuerg a wou iwwer 2,5 Milliounen Leit wunnen, nees russesch ginn. Déi prowestlech Féierung vun der Ukrain an de Weste gesinn dat natierlech als e Broch vum Vëlkerrecht.

Ze bemierken ass awer och, datt entre-temps, an de Virriedner huet dat och schonn hei ënnerstrach, natierlech d'Entwécklung an der Ukrain um wirtschaftleche Plang dramatesch Formen ugeholl huet. Ech wëll och drun erënneren, datt besonnesch um Niveau vun der Krim déi Kris sech virun allem bemierkbar gemaach huet. Do ass d'Industrieproduktioun 2014 zum Beispill ëm 10% zréckgaangen. An dee wirtschaftleche Réckgang dréckt sech och an den Zuele vum Réckgang vun den Touristen aus. Während 2013 nach 5,9 Milliounen Leit d'Krim besicht hunn, waren et d'lescht Joer, 2014, nëmmen nach 3,8 Milliounen. Déi Annexioun vun der Krim duerch Russland huet also ouni Zweifel och zu wirtschaftlech negativen Entwécklunge gefouert.

Datt d'Europäesch Unioun an d'USA dunn och Sanktioune géint Russland ausgesprach hunn, war eng gewëss Evidenz. Obwuel een och hei muss ënnersträichen, datt dee Schrëtt natierlech och net iwwerall, och am Westen, gedeelt ginn ass.

A wann natierlech och elo keen Alenke vu Moskau an deenen nächste Wochen a Méint ze erkenne wäert sinn, da muss ee leider fäerten, datt d'Situatioun nach kann eskaléieren. An et sinn elo scho Spezialisten, déi fäerten, datt leider de Sport och erëm kéint eng Kéier zur Geisel vun der Politik ginn, well eben dann och vläicht déi Fussballweltmeeschterschaft, déi jo 2018 a Russland soll sinn, riskéiert, dann och zum Deel boykottéiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann däerf een natierlech awer och net ignoréieren, datt déi ganz Entwécklung och negativ Répercussiounen op déi fréier Sowjetrepublicken huet. Ech denken do an éischter Linn un déi baltesch Staten. Och do, wann een a leschter Zäit emol eng Kéier do war, da spiert een dat och, datt eng gewëssen Angscht an deene Länner virherrscht, datt se vläicht erëm géife vun hirer Vergaangenheet ageholl ginn. Jiddefalls um Beispill vun der Krim kann een eng Gefor fir déi gesamt Friddensuerdnung gesinn.

D'EU ass natierlech och do an enger gewësser schwiereger Situatioun. Engersäits, wa se sech baséiert op hir traditionell demokratesch Wäerter, ass et evident, datt se déi Politik verfollegt, déi se de Moment verfollegt. Op där anerer Säit weess se awer och, datt doduerch nei Spannunge mat Russland entstinn, datt sech do e Konfliktpotenzial entwéckelt, wat sech natierlech gegebenenfalls zu enger ganz grousser Katastroph kéint entwéckelen. An heiansdo huet een e bëssen d'Gefill, et géif erëm nom Kale Krich hei richen.

Trotzdeem muss awer ganz ouni Zweifel d'Diplomatie nach wie vor d'éischt Roll spillen. An och wann d'Geschicht weist, datt d'Diplomatie och hir Grenzen huet an eng iwwerdriwwen Diplomatie och kann an eng Katastroph féieren - ech wëll dat awer elo net hei weider verdéiwen -, ass et awer wichteg, wéi gesot, datt d'Diplomatie hei nach wie vor de Lead huet.

Et huet ee jo och bei der Ënnerschreiwung vun deem Accord hei festgestallt, datt trilateral Gespréicher jo gefouert goufen zwëschen der EU, der Ukrain a Russland, fir am Fong geholl och déi wirtschaftlech Konsequenz fir Russland an d'CEI, dat heescht d'Communauté des États indépendants, ze diskutéieren. Bewosst ass jo och d'Akraafttriede vun dem Accord mat der Ukrain elo emol provisoresch op Enn Dezember vun dësem Joer festgehale ginn.

Op där anerer Säit muss een awer och hei ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt op d'Accorde vu Minsk weiderhin opgebaut gëtt. Den Dialog tëschent der Regierung vu Kiew an de Separatisten am Oste muss natierlech weiderhin och méiglech sinn.

An deem Kontext hei muss een awer och ënnersträichen, datt et Gott sei Dank nach ëmmer den Dialog och gëtt, wat de Problem vum Gas ubelaangt. An net méi spéit ewéi de Freideg treffe sech dann och Vertrieder vun der Ukrain a Russland zu Bréissel, fir ënnert der Vermëttlung vun der Europäescher Unioun iwwert déi Problematik vun der Gasliwwerung ze diskutéieren.

An dann, net méi spéit wéi gëschter huet jo och d'Parlament zu Kiew, den leweschte Rada, beschloss, datt d'Gemengewahlen u sech eng Viraussetzung solle sinn, fir datt awer d'Separatistegebidder am Donbass de geplangte Sonderstatus kënne kréien. An dat ass och virdrun nach hei scho richtegerweis ënnerstrach ginn. Et ass awer zumindest e positive Schrack an déi richteg Richtung, wann een elo gesäit, datt e Sonderstatus hei envisagéiert gëtt, och wann dat verbonnen ass, wéi gesot, mat der Oplag vun de Gemengewahlen.

Leider ass awer um Terrain d'Situatioun net esou roseg, well et sinn awer nach gewëss Plazen, wou Kämpf registréiert ginn. Ech denken do un d'Uertschaft Schirokine, déi net wäit ewech läit vu Mariupol.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng kruzial Fro, déi sech natierlech an där ganzer Diskussioun och hei stellt, dat ass, inwiefern d'Europäesch Unioun a virun allem natierlech och d'NATO um militäresche Plang vläicht gegebenenfalls méi aktiv musse ginn. Mir hu jo gemierkt an deene leschte Wochen a Méint, datt do gewësse Manöver sech vollzunn hunn. Dat leet natierlech och derzou, datt awer d'Situatioun mat Sécherheet vläicht nach e bësse méi ugespaant wäert ginn.

An deem Kontext muss een och op déi Ausso vläicht vum Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker hiweisen, dee sech jo an deene leschten Deeg fir eng europäesch Arméi ausgeschwat huet, fir eben och op déi Menacë vu Russland kënnen op eng Manéier ze reagéieren.

Dat ass natierlech och keng nei Iddi. An de 50er Jore war d'Iddi scho vun der Kreatioun vun enger europäescher Arméi opkomm. An deemools ass dat duerch e Vote 1954 an der Assemblée nationale zu Paräis awer verhënnert ginn.

Déi ganz wichteg Fro ass natierlech och déi vun de Sanktiounen. Wat fir eng Positioun soll Europa an Zukunft anhuelen? Ech ginn dervun aus, datt dat Thema wäert muer an iwwermuer zu Bréissel um Sommet och diskutéiert ginn.

Ech wëll an deem Kontext hei och de liberale Fraktiounschef aus dem Europaparlament, de Guy Verhofstadt, zitéieren, deen nach d'lescht Woch drop higewisen huet, datt et, wéi gesot, souguer um Niveau vum Conseil selwer net ëmmer eng Unanimitéit gëtt, wat eben d'Applikatioun vu Sanktiounen ubelaangt. Hie schwätzt sech am Fong elo fir eng „two-track approach" aus, andeem en am Fong wëllt e kloren Ënnerscheed maachen tëschent engersäits dem Regime Putin an anerersäits awer och der Populatioun an de Kleng- a Mëttelbetriber. Well en ass der Meenung, d'Sanktioune sollte jiddefalls net esou ausgeriicht sinn, datt se direkt d'Wirtschaft treffen an datt se och direkt d'Populatioun a Russland treffen, mä datt se sollen de Regime u sech direkt méi an d'Viséier huelen.

Ech wëll awer op dëser Plaz och op nach e puer aner Institutiounen hiweisen, déi eng wichteg Roll de Moment an där ganzer Problematik hei ze spillen hunn, an éischter Linn de Conseil de l'Europe, vun deem eis Kolleegin Anne Brasseur jo Presidentin ass. Si selwer huet op dëser Plaz schonn e puermol op dee wichtege Rôle vum Conseil de l'Europe higewisen.

Ech wëll dann awer och op d'OSZE hiweisen, vun där jo net méi spéit wéi virun dräi Wochen zu Wien eng Tagung war, wou mir als Lëtzebuerg jo och vertruede waren a wou et ganz kloer ëm d'Problematik vun der Ukrain gaangen ass, wou ee ganz gutt a kloer erausgespuert huet, datt de Wëllen do ass, fir, wéi gesot, déi Eskalatioun esou schnell wéi méiglech awer kënnen hei ofzebremsen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi dräi Accorden hei - op deenen hiren Inhalt ech net brauch anzegoen, déi si schonn des Laangen an des Breeden hei kompetent duerchdiskutéiert ginn -, dat kann een awer och ënnert dem Strëch soen, kann d'Europäesch Unioun hei och un aussepoliteschem Gewiicht gewannen. Well wann ee versicht, dës Länner - a mir wëssen, a wat fir enger Situatioun, besonnesch ekonomescher Situatioun, déi dräi Länner sinn - graduell awer och an den europäesche Bannemaart ze integréieren, dann ass dat net nëmmen zum Virdeel vum wirtschaftleche Wuesstum vun deene Länner, mä et ass och zum Virdeel vun enger Europäescher Unioun, déi doduerch awer och kann u Gewiicht gewannen. An och déi sektoriell Kooperatioun an deenen eenzelnen Domänen, sief dat um Niveau Ëmweltschutz, Landwirtschaft, Sozialpolitik, Jugend- a Kulturpolitik, wäert ouni Zweifel zur Liewensqualitéit vun den Awunner an deenen dräi betraffene Länner bäidroen.

Vun der konkreter ukrainescher Situatioun ofgesinn, muss ee sech natierlech och an deem ganze Kontext d'Fro stellen, wat d'Ausriichtung vun der Politique européenne de voisinage (PEV) vun der EU ass, déi natierlech och eng gewëss Bedeitung hei huet, zemools wann ee bedenkt, datt d'europäesch Baussegrenzen jo am Fong geholl och direkt hei un déi Länner ustoussen an datt ee sech och muss d'Fro stellen: Wéi entwéckelt sech déi ganz Situatioun an deem Raum do?

Jiddefalls si mir der Meenung, datt d'PEV muss eng Partie intégrante vun der europäescher Aussepolitik ginn, mat enger gemeinsamer Approche um EU-Niveau an och um Niveau vun den EU-Memberlänner.

Sécher, d'Ukrain wéi iwwregens och déi zwee aner Länner, Georgien an d'Mongolei (veuillez lire: Georgien a Moldawien), hunn nach e laange Wee viru sech, fir eng Kéier e Rechtsstat ze ginn, wa se et dann eng Kéier sollte ginn. Mä ech mengen, et ass awer op alle Fall eis Missioun, fir ze hëllefen, op deem Wee weiderzegoen. D'Mënscherechter loossen ouni Zweifel nach ze wënschen iwwreg. D'Korruptioun ass nach staark vertrueden an d'Justiz ass mat Sécherheet och net ëmmer onofhängeg. Dofir fält, wéi gesot, dësen Accorden eng ganz grouss Bedeitung zou, well et jo awer virun allem och hei ëm d'bonne Gouvernance geet.

Ech si jiddefalls iwwerzeegt, datt d'Europäesch Unioun zesumme mat der OSZE an och zesumme mam Conseil de l'Europe der Ukrain an och deenen zwee anere Länner wäert déi néideg an och muss déi néideg Ënnerstëtzung ginn, fir datt déi hehr Ziler och kënnen erreecht ginn.

An Enn Mee ass jo dann, et ass schonn hei gesot ginn, de Sommet vum Partenariat oriental zu Riga, e ganz wichtege Sommet, wou dann eben, wéi gesot, iwwert déi ganz Ausriichtung vun der europäescher Politik an deem Raum do wäert nach méi am Detail diskutéiert ginn a wou mir als Lëtzebuerg natierlech immens gefuerdert sinn, well mer eben d'Présidence iwwerhuelen. Doweinst ass et och gutt a wichteg, datt mer elo schonn iwwert déi dräi Accorden hei ofstëmmen, well mer dann dee Moment awer e gutt Zeechen no bausse ginn, datt mer eis Hausaufgab gemaach hunn.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei bekennt sech ganz kloer zu der Ausriichtung vun der Politik, wéi d'Europäesch Unioun se de Moment vis-à-vis vun deenen dräi Länner do bedreift. Mir sinn och iwwerzeegt, datt mat dësen Accorden an deene Länner méi Fridden, méi Liewensqualitéit a virun allem och méi rechtsstaatlecht Denke wäert do entstoen. Dofir ass et evident, datt ech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei zu deenen dräi Accorde ginn.

Ech wëll awer ofschléissend souwuel der Madame Dall'Agnol Merci soe wéi awer och eisem Frënd Marc Angel, deem een dann och vun dëser Plaz aus all Guddes soll wënschen an datt en esou séier wéi méiglech erëm ënner eis ass.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Graas. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Mir hunn haut dräi Gesetzesprojeten um Ordre du jour, mat deene mer Associatiounsaccorden tëschent der EU an da jeeweils Georgien, Moldawien an der Ukrain ratifizéieren. Déi Accorde sinn alleguerten de

27. Juni 2014 zu Bréissel ënnerschriwwe ginn a si hunn eigentlech alleguerten déiselwecht Ziler: Et geet ëm d'Ariichte vun enger Fräihandelszon tëschent der Europäescher Unioun an all Kéiers deenen dräi Länner. An d'Relatiounen tëschent dëse Länner an der EU sollen dauerhaft gefestegt ginn.

Do derniewent, an ech mengen, dat ass genausou wichteg, soll awer och duerch dës Accorden derzou bäigedroe ginn, d'Demokratie an d'Institutiounen ze stäerken an dëse Länner an zu enger politescher Stabilitéit bäizedroen.

Déi Accorden, déi Lëtzebuerg an der Vergaangenheet mat dëse Länner hat, bleiwe bestoen, souwäit se net duerch déi nei Accorden iwwerflësseg ginn. Och wann d'Zilrichtung ëmmer déiselwecht ass, gëtt et awer eng Rei Nuancë bei de Verträg. An dat huet ganz vill mat der Ausgangssituatioun an der Geschicht vun deenen eenzelne Länner ze dinn.

Ech brauch net op den Detail vun dësen Accorden anzegoen. Dat huet d'Madame Dall'Agnol mat enger grousser Perfektioun gemaach. Ech soen hir Merci duerfir. An dann eben och Merci dem Marc Angel, deen, mengen ech, awer och un där Aarbecht bedeelegt ass.

Kuerz zu den eenzelne Länner: Georgien huet sech 1991 onofhängeg erkläert. D'Enn vun der Sowjetunioun huet fir Georgien awer och e gewaltege wirtschaftleche Kollaps bedeit. D'Produktioun an Industrie a Landwirtschaft sinn däitlech zréckgaangen. D'Aarbechtslosegkeet war enorm an et ass eng Hyperinflatioun ginn. Do war d'Situatioun an deenen anere fréiere Sowjetrepublicken ähnlech.

D'Relatioune mat Russland sinn och haut nach ëmmer gespaant a Georgien, ënner anerem och, an dat ass scho gesot ginn hei, duerch de Südossetien-Konflikt, duerch deen et 2008 zu engem oppene Krich mat Russland komm ass. D'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Georgien sinn zënter 1999 duerch en „partnership and cooperation agreement" geregelt. Den Associatiounsaccord mat Georgien ass zënter 2010 verhandelt ginn. A Georgien huet deen Accord den 18. Juli 2014 ratifizéiert.

Da steet och am Rapport, datt d'Europäesch Unioun dee wichtegsten Handelspartner vu Georgien ass. 2012 wiere 27,2% vun den Handelsaktivitéite vu Georgien mat der EU gewiescht. Duerch deen Accord sollen och Produiten aus dem Agrarberäich, bis op e puer Ausnahmen, vun Taxe befreit ginn.

Duerch d'Fräihandelszon soll de georgesche PIB ëm 4,3% pro Joer klammen. Esou steet et am Rapport iwwert de Projet de loi. Dat sinn allerdéngs Aussoen, déi schwéierlech kënne verifizéiert ginn. An ech géif dat awer trotzdeem e bësselchen an de Beräich vun der Spekulatioun setzen. Et ass ëmmer delikat, wann een esou wäit wëllt an d'Zukunft kucken an da prezis chiffréiert Aussoen do maachen.

Trotzdeem, déi gréng brénge selbstverständlech hiren Accord zum Projet de loi 6730. Mir sinn der Meenung, datt dat e gudden Accord ass tëschent der Europäescher Unioun a Georgien.

Zu Moldawien: Och Moldawien ass zënter 1991 onofhängeg. A Moldawien hu sech zwee Lager gebilt, déi ongeféier gläich staark sinn. Déi eng sichen d'wirtschaftlech Zesummenaarbecht éischter an der Eurasescher Wirtschaftsunioun, déi aner zitt et zu der Europäescher Unioun. Am Moment ass et d'Lager, dat zur Europäescher Unioun zitt, wat an der Regierung ass.

Am Rapport vum Gesetz steet, de Premierminister géif eng Adhésioun vu Moldawien an d'EU fir 2019 upeilen. Dat schéngt mer allerdéngs iwwerdriwwen optimistesch. Moldawien ass eent vun den ärmste Länner vun Europa an dierft och mëttelfristeg nach net als Bäitrëttskandidat a Fro kommen. Moldawien hänkt wirtschaftlech och vu Russland of, a Russland weist och, datt se do net frou sinn iwwert de Rapprochement zu der Europäescher Unioun.

Zu weidere Spannunge mat Russland dréit och d'Situatioun an Transnistrien bäi, engem Deel vu Moldawien, dee sech als onofhängeg deklaréiert huet a wou russesch Truppe stationéiert sinn.

Den Associatiounsaccord mat Moldawien ass och zënter 2010 verhandelt ginn. D'moldawescht Parlament huet en den 2. Juli 2014 ratifizéiert. D'Bierger aus Moldawien kënnen zënter engem Joer ouni Visa an d'EU reesen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Fir Moldawien gëllt eng länger Iwwergangszäit fir eng Rei sensibel ekonomesch Secteuren. Dat ass och gutt esou. D'Liberaliséierung geet manner wäit wéi bei Georgien, an trotzdeem ass d'Approche vu Moldawien méi ambitiéis, wat d'Reguléierung vun industrielle Produiten ugeet. Moldawien ass gewëllt, seng Legislatioun, déi déi industriell Produktioun regelt, vill méi wäit un EU-Normen unzepasse wéi Georgien. An ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 6731.

Da komme mer zum drëtten Accord an dat ass dee mat der Ukrain. Do ass natierlech de Fokus vill méi drop wéi op deenen aneren. Dat huet engersäits dermat ze dinn, datt mer mat Georgien mat engem Land ze dinn hunn, wat 4,5 Milliounen Awunner huet, Moldawien huet der ongefeier 3,1 Milliounen, an d'Ukrain, déi huet 45 Milliounen Awunner an ass dat zweetgréisst europäescht Land. Also schonn eleng vun der Dimensioun vun deem Land hier ass deen Accord hei anescht gewiicht. A selbstverständlech ass och do d'politesch Situatioun nach méi spannend wéi an deenen anere Länner.

Dësen Accord, deen ähnlech gelagert ass wéi dee mat Georgien a Moldawien, dee gëtt och heiansdo als den Origine vun der aktueller Kris an der Ukrain bezeechent. Dat ass vläicht net ganz falsch, mä sécher ass dat awer och net ganz richteg.

D'Zesummebrieche vun der Sowjetunioun war zu engem gudden Deel d'Folleg vun den Onofhängegkeetsbewegunge vun hiren ënnerschiddlechen Nationalitéiten. Déi national Fro war op kenger Agenda vun de sowjetesche Politiker, an och net op där vum Gorbatschow.

Och Tschernobyl oder éischter d'Verharmlosung vun der Katastroph vun Tschernobyl duerch déi sowjetesch Administratioun zu Moskau an zu Kiew huet vill Leit an der Ukrain mobiliséiert. D'ökologescht Bewosstsäin war an der Ukrain duerch Tschernobyl gestäerkt ginn a war e wichtegt Element vun der politescher Oppositioun ginn.

An den 80er Jore sinn eng ganz Rei historesch Tabue gefall. Et ass iwwert d'ukrainesch Volleksrepublik vun 1918-1919 an och iwwert d'Hongersnout vun 1932 an 1933 geschwat ginn.

Am August 1991 deklaréiert d'Parlament an der Ukrain d'Onofhängegkeet vun der UdSSR, vu Russland. An engem nationale Referendum am Dezember wielen 90% vun de Leit fir d'Onofhängegkeet. Och op der Krim stëmmt eng Majoritéit fir d'Onofhängegkeet, mä do war d'Wahlbedeelegung allerdéngs äusserst geréng an d'Majoritéit war och éischter eng knapp.

D'Onofhängegkeet ass der Ukrain praktesch an de Schouss gefall. D'Land war allerdéngs net gutt op déi Onofhängegkeet virbereet. De President Kutschma huet seng Kompetenze permanent erweidert an ouni Rücksicht och op d'Legislativ an op d'Justiz agewierkt. D'Medie goufe kontrolléiert, kritesch Journaliste goufe bedroht. De Fall vun dem regierungskritesche Journalist Gongadse, deen ëmbruecht gouf a wou et net kloer war, wien alles seng Fangeren am Spill hat, huet zum Enn vun der Ära Kutschma bäigedroen.

D'ukrainesch Politik war duerch e schlechte Wahlsystem, den Afloss vun Oligarchen a Korruptioun gekennzeechent. An natierlech sinn déi Problemer, an de Laurent Mosar huet dat och beandrockend erzielt hei, haut och nach ëmmer aktuell. Déi sinn nach wäit vu geléist. An natierlech stoung d'Ukrain esouwuel an enke Relatioune wéi och an engem permanente Spannungsverhältnis zu Russland.

D'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Ukrain sinn also eng historesch Entwécklung a mussen och esou verstane ginn.

Eng éischt Krim-Kris war schonn '92 bis '94 ausgeléist ginn duerch de Sträit tëschent Russland an der Ukrain iwwert de Status vun der Flott an der Krim-Regioun. Déi Kris ass 1994 zu Enn komm, nodeems Russland d'Krim als Deel vun der Ukrain unerkannt hat.

2004 hate mer déi „orange Revolutioun", wou dann den Oppositiounsleader Juschtschenko d'Presidentschaftswahlen an engem zweeten Essai am Dezember 2004 gewonnen hat.

Ech war 2010 selwer zu Kiew als Wahlbeobachter. 2010, dat war also da praktesch no sechs Joer Iwwergangsregime no der oranger Revolutioun, do waren d'Leit esou enttäuscht vun deem, wat se erlieft haten. Dat ware Leit, déi zum Deel 2004 wochelaang campéiert hate bei äisegen Temperaturen um Majdan. Déi waren extrem enttäuscht vun deem, wat geschitt war.

Déi hunn erkläert, datt de Regime vum Janukowytsch zwar korrupt war, mä datt een awer wéinstens wousst, wou ee mat der Korruptioun dru war. Wann ee wousst, wien ee sollt schmieren, da konnt ee seng Geschäfter maachen. No sechs Joer Juschtschenko an Timoschenko war d'Korruptioun nach eemol esou grouss wéi d'anert, mä all Dag huet deen, deen d'Hand opgehalen huet, fir bestach ze ginn, gewiesselt. D'Situatioun war fir d'Leit wierklech net besser ginn.

Gutt, déi politesch Situatioun ass weidergaangen. Ech mengen, déi rezent Evenementer si schonn hei opgezielt ginn, duerfir wëll ech dat net nach eng Kéier maachen.

Aus Rücksicht op russesch Interessen ass den Accord iwwert de Libre-échange tëschent der Europäescher Unioun an der Ukrain bis den 31. Dezember 2015 ausgesat ginn. Déi eesäiteg vun der EU accordéiert Mesurë vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vu Kiew vum Mäerz 2014 sinn awer bäibehale ginn, fir d'Ekonomie an der Ukrain ze stäipen.

Et ass och virdrun nach vum Tourismus geschwat ginn. Ech mengen, d'Ukrain ass en immens flott Land. Déi lescht Jore virun 2014, ënner anerem och duerch déi Fussballmeeschterschaft, war eng gewëssen Entwécklung an der Tourismusbranche entstanen. Selbstverständlech sinn alleguerten déi Efforten, déi do gemaach gi sinn, haut ënnergaangen.

Mir haten och am Conseil de l'Europe eng ganz hefteg, schonn zwou hefteg Diskussiounen iwwert d'Situatioun an der Ukrain. Zu menger Satisfaktioun hu sech d'Hardliner net duerchgesat. Mir hunn zwar Sanktiounen ergraff, mä déi Sanktioune sinn awer tragbar a virun allem si se net op eng allze vill laang Zäit ugeluecht.

Ech muss an deem Kontext och nach soen, datt en héije russeschen Diplomat mech kontaktéiert hat a menger Funktioun als Member vun dem Conseil de l'Europe an zu mer gesot huet: „Wann Der fir Sanktioune stëmmt, da stëmmt Der fir de Krich. A wann Der géint Sanktioune stëmmt, da stëmmt Der fir de Fridden." Wéi ech dunn zum Mann gesot hunn: „Majo, dat ass jo eng flott Approche, déi Der do hutt, mä da gitt mer emol eppes an de Grapp, fir datt ech och ka géint Sanktioune stëmmen!", dunn huet e gesot: „Probéiert Der elo, mech ze erpressen?". Souwäit meng Erfahrungen och mat enger gewësser Zort vun „Diplomatie".

An deem Sënn wëll ech och hei den Accord vun deene Grénge bréngen zu dësem Accord mat der Ukrain. Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt, obschonn d'Diplomatie schwéier ass an deem heite Fall, et keng Alternativ zur Diplomatie gëtt. Mir sinn der Meenung, datt en Oprüsten an där dote Géigend vun Europa kengem hëlleft an och keng Konflikter ka léisen. Duerfir, och wann et schwéier fält, mir gesi keen anert Mëttel, wéi ëmmer erëm déi diplomatesch Beméiunge mat Russland a mat der Ukrain weiderzefëieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, ech mengen, et ass agréabel, eng Diskussioun hei am Lëtzebuerger Parlament iwwert d'Ukrain nozelauschteren, wann ee soss an Europa den Toun héiert, deen am Ableck ugeschloe gëtt. Hei sinn awer all Riedner, muss ech soen, moderat an hiren Usiichten, am Vergläich op jidde Fall zu deem, wat een héiert op Plaze wéi Riga, wou elo d'EU-Présidence ass a wou Verschiddener vun eis viru Kuerzem nach op Konferenze waren a wou een d'Gespier krut derfir, wéi staark heiansdo den Haass, gemëscht mat Angscht viru Russland, an deene Länner ass a wéi eng Rhetorik ugeschloe gëtt, déi engem awer kann Angscht maachen, well se der aktueller Situatioun weder entsprécht nach virunhëlleft.

Et ass also wichteg, mengen ech, datt mer alleguer mat Mooss a mat Virsiicht op déi Situatioun reagéieren. An och hei am Parlament elo, mat allem gudde Wëllen, deen een awer ka vu verschiddene Säite spieren - an et ass och gutt esou -, muss een oppassen, datt een eben net seet, et géif e Krich gi mam Putin an der Ukrain. Gott sei Dank ass keng international Krichssituatioun do, och wa Russland natierlech e groussen Afloss do huet.

An et ass och zwar richteg, fir ze soen, datt Russland eng Roll spillt souwuel a Georgien wéi a Moldawien, mä wann een d'Situatioun kuckt vun deene Konflikter an deenen zwee Länner, dann ass déi awer och mat verursaacht duerch en Nationalismus - deen een och erëm ka verstoen - no der Opléisung vun der Sowjetunioun. A Georgien, do wor et zum Beispill de President Saakaschwili, dee Südossetien ugegraff hat 2008, fir déi Regioun erëm a Georgien eranzeglidderen. An et war eréischt duerno, wou Russland do intervenéiert huet an de Fënnefdeegkrich da lassgaangen ass.

Ech mengen, et ass scho wichteg, fir eben op d'Verantwortung vu Russland hinzeweisen, awer Verantwortung heescht net onbedéngt Schold. An déi Situatioune sinn esou komplex an esou subtill heiansdo ze verstoen, datt ee wierklech sech soll déi Zäit huelen, fir se ze reflétéieren an zemools an enger Krisesituatioun, wéi mer se haut kennen, mat där gréisster Virsiicht Termen ze benotzen.

Ech zécken och ëmmer, fir vun enger „Annexioun" vun der Krim ze schwätzen. En héijen Offizéier vum Militärstab vun der Europäescher Unioun huet souguer viru Kuerzem an enger Ried gesot: „Russia conquered the Crimea." Dat ass net richteg! Och do muss een déi genau Chronologie vun deenen Evenementer am A behalen an einfach gesinn, datt och de Wëlle vun der Bevëlkerung op der Krim - ob deen Ableck russescht Militär do war oder net - awer och dee war, fir zréck bei Russland ze kommen. An et muss een niewent der territorialer Integritéit vun de Staten awer och kucken, datt d'Selbstbestëmmungsrecht vun deenen engen a vun deenen anere mat considéréiert gëtt, ier een zu enger juristescher Analys a Konklusioun kënnt.

Mat Georgien ass net vill ze soen. Ech wëll och just e puer Wuert iwwert d'Ukrain soen. Georgien ass awer an deem Sënn vläicht interessant, well Dir kennt jo all déi Rankingen, déi ëmmer gemaach ginn, vun der ekonomescher Fräiheet an esou weider, déi mir och als Lëtzebuerger gär zitéieren: Georgien ass op dem Ranking vun der ekonomescher Fräiheet am Ableck eng Plaz hanner Lëtzebuerg. Et ass interessant, ech mengen, dat ass vun enger amerikanescher Stëftung, déi dee Ranking ëmmer opstellt. Lëtzebuerg ass do op déi 21. Plaz zréckgestuuft ginn, Georgien op déi 22. Plaz eropgestuuft ginn, trotz där ganzer Korruptioun an deem Land. Ech mengen, esou frou ee ka fir Georgien sinn, datt et op déi 22. Plaz komm ass, esou kann ee sech awer froen, ob Lëtzebuerg wierklech just eng Plaz viru Georgien soll sinn.

Mä zur Ukrain. D'Ukrain ass fir eis eng Erausfuerderung. An zwar musse mer eis wierklech och emol froen, ob d'Europäesch Unioun keng Feeler gemaach huet an där ganzer Kris. D'Europäesch Unioun, dat ass och vu verschiddene Virriedner hei betount ginn, wëllt jo méi eng staark Roll an der Baussepolitik hunn, wëllt sech affirméieren um europäesche Plang a kredibel fir Wäerter antrieden. Da muss se sech awer froen, ob net och d'Europäesch Unioun an dëser Kris falsch Zeeche setzt oder heiansdo Drock ausgeüübt huet an éischter zu der Kris oder zur Genèse vun der Kris bäigedroen huet, déi mer haut kennen.

Natierlech ass dat éischt Beispill dat vun deem Accord d'association. Et ass wouer, datt Russland Drock op den Här Janukowytsch ausgeüübt hat. D'Europäesch Unioun awer och! A vill europäesch Politiker hunn dat och kritiséiert, och bekannt europäesch Politiker, déi gesot hunn, datt mer e Feeler gemaach hunn, fir deen Ableck op deem Sommet den Här Janukowytsch ënner Drock ze setzen, fir en Accord ze ënnerschreiwen, deen e bannepolitesch einfach net konnt aushalen deen Ableck, wou dann déi Signature sollt ustoen. An dat net nëmme wéinst russeschem Drock, mä einfach och wéinst ekonomesche Realitéiten, op déi ech nach ze schwätze kommen.

Dat Zweet ass de Format, an deem am Ableck d'Europäesch Unioun probéiert, Afloss ze huelen an och vertrueden ass. Deen Normandie-Format, deen elo virgesinn ass, ass zwar vun de Ministere méi oder manner akzeptéiert, well et ebe vläicht keng aner Méiglechkeet gëtt, och politesch, mä e steet a kengem Traité! A mir hunn eng europäesch Ausseministesch, déi net „Ausseministesch" heescht, mä eng „Héich Vertriederin" a Vizepresidentin vun der Kommissioun, déi u sech fir d'Baussepolitik soll zoustänneg sinn, d'Madame Mogherini, déi awer do kee Rôle oder praktesch kee Rôle spillt, well Däitschland a Frankräich déi Vertriedung iwwerhuele fir d'Europäesch Unioun, awer dofir keen - wéinstens vertragsgeméisst - Mandat hunn!

Mir mussen eis also froen a Krisesituatiounen: Huet d'Europäesch Unioun deen Ableck eng Legitimitéit a wéi artikuléiert sech déi Legitimitéit? Firwat d'Madame Merkel an den Här Hollande - esou gutt wéi se et mengen an esou frëndlech se och vun hire Kolleege vläicht ënnerstëtzt ginn -, mä firwat dee Format, fir an dëser Situatioun ze verhandelen?

Eng drëtt Fro, déi mer eis musse stellen, ass déi, ob mer e richtegt Zeeche setzen, wa mer vu Waffeliwwerunge spekuléieren am Ableck oder wann den Här Juncker eng europäesch Arméi an d'Gespréich bréngt an esou enger kritescher Situatioun, wéi mer se am Ableck hunn. Datt ee kann iwwer eng europäesch Arméi nodenken, schéngt mer legitim ze sinn, och wann d'ADR déi Meenung net deelt. Mä datt een dat muss maachen an enger Situatioun,

déi awer ëmmer erëm riskéiert ze dérapéieren, dat ass eng Fro vu politescher Opportunitéit, wou ee sech wierklech muss d'Fro stellen, ob dat richteg war.

Mir mengen, et wor wahrscheinlech net richteg, fir dat an deem Abléck ze maachen, well: Wéi gëtt esou e Signal zu Moskau opgeholl, wat jo awer, an ech mengen, keen heibanne stellt dat an Zweifel, e wichtege Partner an där ganzer Diskussioun ass?

Elo fir op de Fong ze goen: Ech mengen, wien déi ganz Kris wëllt verstoen, muss deen ekonomeschen Hannergrond verstoen. An et ass jo net normal, si mer dach éierlech, datt mer en Accord hei virgeluecht kréien, dee mer solle ratifizéieren, deen an zwee gedeelt ass: e politeschen Deel, deen direkt soll a Kraaft trieden, en ekonomeschen Deel, vun deem mer eréischt méi spéit décidéiert hunn, datt seng Mise en vigueur elo op Enn vum Joer festgesat ass. A wie weess, wéini e wierklech a Kraaft trëtt?

Dat weist jo awer, datt e Feeler an deem ganzen Négociatiounssystem bestanen huet, e Feeler an deem Accord ass, soss hätt et jo net missen zu där Zweedeelung kommen. An dee Feeler, dee geschitt ass, dat ass eben, datt déi ekonomesch Situatioun vun der Ukrain zwar an der Optik vun der Europäescher Unioun analyséiert gouf, awer net an der ganzer Komplexitéit an ouni d'Rücksicht op russesch Interessen, déi awer extrem wichteg sinn.

Firwat sinn déi wichteg? Si si wichteg souwuel fir d'Ukrain wéi fir Russland. Fir Russland wor d'Ukrain e wichtegen Handelspartner um selwechten Niveau praktesch wéi d'Europäesch Unioun. Dat ass den Intérêt économique vun der Ukrain. An déi zwee Länner gehéieren zur Zone de libre-échange vun der Communauté des États indépendants. Déi zwou Ekonomië sinn zënter de Sowjetzäite komplett anenee verstréckt.

Dat heescht, datt all Ännerung an der ekonomescher Landschaft vun der Ukrain natierlech Konsequenzen huet op d'Ekonomie vu Russland. An dat geet ganz wäit, dat geet zum Beispill a Chaînes de production: Et gëtt Helikopteren, et gëtt Fliger, déi zum Deel a Russland produzéiert ginn, dann en Deel an der Ukrain, dann erëm zréck. Dat gëllt fir vill industriell Produkter, an all Ännerung vun der Ekonomie, vun der Struktur vun der Ekonomie an der Ukrain huet selbstverständlech Répercussiounen op Russland.

Wann also elo d'Standarde gewiesselt gi vun der Ekonomie an der Ukrain, well se den Acquis communautaire mussen iwwerhuelen an eis Standarden applizéieren an hirer Industrie, bedéngt dat éischtens enorm Investitiounen, mä et bedéngt och eng Incompatibilitéit an Zukunft tëschent der Ekonomie vun der Ukrain a vu Russland, wat natierlech eng Perte fir Russland ass, dat sech jo och da muss ëmstellen.

Dat heescht, datt déi gemeinsam Produktioun vu verschiddene Saachen net méi ka fonctionnéieren. Et heescht, datt déi Produiten an der Ukrain, déi während der Iwwergangszäit produzéiert ginn, net méi kënnen écouléiert ginn an hiren traditionelle Mäert an och net hei kënnen écouléiert ginn, well se d'Standarde vun der Europäescher Unioun net erfëllen, mat där Konsequenz, datt se dann zu Dumpingpräisser an deenen anere Länner vun der Wirtschaftszon vun der Gemeinschaft vun den onofhängege State verkaaft ginn. Och dat huet negativ Répercussiounen op Russland.

Dat heescht, Russland steet virun enger ganz schwéierer Situatioun: Éischtens, duerch déi gemeinsam Zollunioun, déi da soll kommen, kënne Produite vum Weste relativ liicht a Russland kommen a russescher Produktioun op der Plaz Konkurrenz maachen. Zweetens, duerch d'Wiessele vun de Standarde kann déi gemeinsam Produktioun net oprechterhale ginn a russesch Produite kënne jo och dann net méi an der Ukrain verkaaft gi wéi bis elo, well déi russesch Standarden net méi deene vun der Europäescher Unioun entspriechen, déi jo dann an der Ukrain gëllen. An drëttens ass et de Risiko vun engem Dumpingécoulement an der Ukrain.

Dat alles sinn eescht Considératiounen a si hätte misse gekuckt ginn deen Abléck, wou deen Accord négociéiert gouf.

Ech gesinn, meng Zäit ass bal eriwwer, dofir wëll ech mech elo ganz kuerzfaassen.

Fir eis als ADR ass et kloer, datt mer wëllen och deen Accord mat der Ukrain ratifizéieren, well et ass jo am Interessi vun deem Land, datt seng Ekonomie sech verbessert. Awer mir wéilten dat maachen, wa mer e Gesamtpak hei leien hunn, fir datt mer wëssen, datt och déi russesch ekonomesch Interesse mat berücksichtegt sinn. Well dat géif och dozou bäidroen, fir déi ganz Krisesituatioun an der Ukrain ze entschäerfen.

Dofir enthale mir eis bei deem Projet iwwert d'Ukrain an hoffen, datt et méiglech ass, um Négociatiounswee, deen deen eenzeg richtegen a vernünftegen ass, eng Léisung ze fannen, déi alle Partner an alle Parteien an dëser Situatioun - a geféierlecher Situatioun! - awer esou wäit entgéintkënnt, datt mer dee Konflikt net méi hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. A leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci. Bon, Här President, ech wëll meng awer trotzdeem relativ kuerz Riedezäit dozou benotzen, fir nozeweisen, dass d'Problemer zwar deelweis och op der Plaz selwer - a Georgien, a Moldawien, an der Ukrain - leien, mä dass d'Problemer awer och an de Verträg selwer leien, déi mer hei sollen unhuelen, an dass déi Verträg selwer och d'Situatioun an deene Länner méi komplizéiert maachen.

Déi Verträg heesche jo Associéierungsverträg. Mä entgéint deem, wat den Numm suggeréiert, handelt et sech ëm Verträg, déi déi europäesch Regelen aféieren an deene Länner. Et handelt sech net ëm gläich Verträg tëschent Länner.

De Rapport vun der Rapportrice seet dat och ganz onverblimmt. Et steet am Rapport dee Saz: «L'accord constitue de fait un agenda de réforme pour l'Ukraine» - déiselwecht Formuléierung fënnt ee bei Georgien a bei Moldawien erëm -, «basé sur un programme exhaustif de transposition de la législation européenne dans le droit ukrainien (géorgien, moldave).»

Huele mer zum Beispill ganz konkret den Accord mat der Ukrain. 355 vu bal 465 Säiten, ouni d'Annexen, si Fräihandelsaccord. Et geet ëm d'Ofschafung vun den Handelsbarrièren, wat jo nach normal ass bei engem Fräihandelsaccord, mä et geet awer och ëm dee ganzen Deel vun den europäeschen Traitéen, deen d'fräi Zirkulatioun vun de Wueren, vum Kapital, vun de Servicer, vun der Propriété intellectuelle betrëfft. Et geet ëm d'Opmaache vun de Marchés publics. Et geet ëm d'Begrenzung vun de Statshëllefen an deene Länner. An och wa gewësse Sauvegarden zwar an eenzelnen Accorden drastinn, handelt et sech en fait ëm de wirtschaftlechen Uschloss vun deene Länner un d'Europäesch Unioun.

De Rapport seet jo selwer: Déi Accorde gi méi wäit wéi klassesch Fräihandelsaccorden. Et muss een derbäisoen: Déi Accorde maachen am Fong geholl déi politesch-ekonomesch Standarde vun der Europäescher Unioun och zu politesch-ekonomesche Standarde vun deene Länner.

Also mam Resultat, dass bei der Ëffnung vun deene Länner zu de Weltmäert, déi jo och als eent vun den Ziler hei genannt gëtt vun deenen Accorden, d'EU automatesch mat derbäi ass. An dat geet bis an déi intern Gouvernance vun deene Länner eran. Do sollen déiselwecht makroekonomesch Prinzipie gëlle wéi an der EU, also déiselwecht eesäiteg neoliberal Reformen.

Zum Beipill den Artikel 343 vum Accord mat der Ukrain - et wonnert mech iwwregens, dass hei keen eng Duerstellung mécht iwwerhaapt zu deem, wat an deenen Accorde steet -, am Artikel 343 vum Accord mat der Ukrain steet, dass d'Ukrain alles a Bewegung setze muss, fir hir Politicke progressiv deene vun der EU unzepassen, no de Leitprinzipie vun der makroekonomescher Stabilitéit.

A wéi mer wëssen, och aus eiser eegener Erfahrung, gëtt et do e ganzen Apparat vu Kritären an Instrumenter, fir dat ze moossen, ausgeriicht no der Angebotsekonomie, dat heescht, no den Interesse vun de privaten Investisseuren a Geldgeber, an net no den Interesse vun de Statsbudgeten, vun de Salariéen, vun de Konsumenten. Do sinn och spezifesch technokratesch Kontrolle virgesinn, e sougenannte Monitoring. An anere Wierder: D'EU deet deene Länner en ekonomesche Corselet un, deen hire politeschen Handlungsspillraum an domat automatesch hir demokratesch Souveränitéit aschränkt.

An am Fräihandelsaccord ass esouguer e ganz zwéngende Mechanismus virgesinn, dat ass dee sougenannten „règlement des différends".

Wourëm handelt et sech do? Et handelt sech ëm déi ominéis Schiedsgeriichter, vun deene vill rieds geet bei internationalen Handelsaccorden, beim TTIP mat Amerika. Déiselwecht Schiedsgerichter also, géint déi an Europa d'Zivilgesellschaft Stuerm leeft - Gewerkschaften, Associatiounen, Ëmweltverbänn an esou weider -, ginn hei duerch den Drock vun der EU an esou Verträg erageschriwwen.

An et versteet een dann och besser d'Verhandlungstaktik, déi jo esou geheim ass, vun de Verhandler vun der Europäescher Unioun an deene Verträg. Et versteet een da besser, firwat et eigentlech ëm d'Aféierung vun deene Schiedsgeriichter geet beim TTIP, beim TiSA, obschonn no bausse gesot gëtt, dass nach doriwwer muss diskutéiert ginn. An et versteet een och besser, firwat am CETA-Vertrag zum Beispill mat Kanada déi Schiedsgeriichter drastinn.

Weider wëll ech nach agoen op en aneren Aspekt vun deenen Accorden. E steet an allen Accorden dran, an dat ass deen, dass d'Ukrain, Georgien, Moldawien sech solle bedeelegen an hir Bedeelegung nach solle steigeren un zivillen a militäreschen Operatioune vun der Europäescher Unioun bei der Krisebewältegung. „Zivillen" a „militäreschen" steet ausdrécklech dran. A well jo d'militäresch Kooperatioun vun der EU gebonnen ass un déi mat der NATO, dat ass en Zil vum Lissabon-Vertrag, schléisst dat selbstverständlech esou eng Kooperatioun och mat der NATO mat an.

A mir wëssen och, dass déi Kooperatioun mat der NATO an der Ukrain selwer oder zum Beispill a Georgien eng Roll spillt, scho jorelaang! Iwwregens d'Ukrain war och um Irak-Krich, um illegalen Irak-Krich vun den USA, bedeelegt als „willing partner" deemools an der Koalitioun vun deenen, déi fräiwëlleg mat den USA mat an de Krich gezu sinn, deen illegal war nom Vëlkerrecht.

Et handelt sech also hei, wann een d'Bilanz zitt vun deenen Accorden, ouni Zweifel ëm e souwuel strategescht wéi politescht wéi wirtschaftlecht Abezéie vun deene Länner an dat, wat een normalerweis nennt: den „westlechen Aflosskrees", obschonn een och doriwwer laang kann diskutéieren, well et freet ee sech, wat Australien zum Beispill oder Japan mam Westen ze dinn hunn, geografesch.

Déi Accorde reie sech och an a geopolitesch Iwwerleeungen, a mir mengen, dass déi Iwwerleeungen, déi do méiglecherweis dohannertstinn, op Dauer net kënne friddensstëftend sinn, och wa se sech hanner wichtegen a richtege Begréffer vun Demokratie a Mënscherechter verstoppen. Well, et ass och schonn hei vun anere Riedner gesot ginn, an all deene Länner gëtt et eng komplizéiert Zesummesetzung, wat d'Populatioun ugeet wéi och d'Ausriichtung vun de Wirtschaftsrelatiounen.

Mir kennen d'Problematik an der Ukrain. A Moldawien huet eng Ëmfro d'lescht Joer erginn, dass 44% vun de Leit fir e Rapprochement mat der EU sinn a 40% fir e Rapprochement mat deem sougenannten „euraseschen Raum. D'Vollek ass also och do gespléckt. Och a Georgien gëtt et autonom Provënzen, déi éischter no Russland kucken.

Et steet eis net un, fir dat ze bewäerten, déi Fakten, déi do bestinn. Mä ech mengen, mir musse se awer a Betruecht zéien. An ech mengen, mir däerfen eis net als EU wéi en Elefant am Parzeläinsbuttek do verhalen. An ech mengen awer, dass mer dat deelweis maachen.

Mir kënnen duerfir, Här President, deenen dräi Accorden hei, dat si jo dräi Votten, net eis Zoustëmmung ginn, an dat aus zwou Haaptursaachen:

Éischtens, déi Accorden hei enthalen alles dat, wat mer un der Ausriichtung vun der Europäescher Unioun kritiséieren. A mir si fest dovun iwwerzeegt, dass déi Accorden och an deene Länner wäerte souwuel ekonomesch wéi sozial an eng Sakgaass féieren. Zum Beispill huet déi ukrainesch Regierung schonn eng ganz Rei vu Mesuren ugekënnegt, wat d'sozial Leeschtungen ugeet, den Ofbau vu Leeschtungen, Entloossungen am ëffentlechen Déngscht, Reduzéierunge vun de Léin, Präiserhéijungen. Och well e Kredit dohannert ass vum Internationale Währungsfong, deen, wéi mer jo wëssen och aus anere Länner, zu esou Moossnamen zwéngt, an och d'Europäesch Unioun zwéngt zu esou Moossnamen. Dat sinn déi Reformen, déi verlaangt ginn.

Et muss een iwwregens och hei bedenken: Mir diskutéieren hei net iwwer e Bäitrëtt zur Europäescher Unioun. Hei ginn zwar nei Wirtschaftsraim geschafen, virun allem am Intérêt vun de westeuropäesche Länner, mä d'Leit, déi an deene Länner wunnen, kréien net am Géigenzuch den Avantage, fräi reesen ze kënnen zum Beispill, a si kréien och net den Avantage, politesch matzebestëmmen an der Europäescher Unioun.

Zweetens si mer géint déi Verträg, well déi Verträg mat deene Länner aus deene fréiere Sowjetrepublicken an där doter Form an zu där doter Zäit riskéieren, eng schonn ugespaante Situatioun weider zouzespëtzen.

Fir direkt kloerzestellen: Mir mengen net, dass Russland iergendeppes ze bestëmmen huet iwwert déi dräi Länner do. Dat menge mir net. D'Europäesch Unioun awer och net!

Mir hunn d'Annexioun vun der Krim zum Beispill ganz kloer condamnéiert. Mä et ass wuel hei an dësem Raum awer net ze contestéieren, an ech mengen, et gëtt och net contestéiert, dass den Associatiounsvertrag mat der Ukrain - an dat war virun der Annexioun vun der Krim - den ekonomeschen Hannergrond war vun enger geféierlecher Eskalatiounsspiral, op déi ech hei aus Zäitgrënn net kann agoen.

Et gëtt och an deenen dräi Länner grouss ekonomesch Relatioune mat Russland, an allen dräi Länner, an an der Ukrain anscheinend souguer méi, a Prozenter, wéi mat der Europäescher Unioun.

Mir mengen duerfir, dass een d'Bréckefunktioun vun deene Länner soll betounen, dass ee keng exklusiv Handelsverträg soll maachen. Dee Vertrag hei ass jo, wat säin Handelsundeel ugeet, deen awer zwee Drëttel vun deem Ganzen ausmécht, suspendéiert bis Enn vum Joer. Mä wann do keng Eenegung fonnt gëtt, dann trëtt en a Kraaft, well mir stëmmen en elo mat sengem ganzen Inhalt. Mir stëmmen net en Deel dovun haut, mir stëmmen de ganzen Inhalt.

Duerfir mengen ech ofschléissend, Här President, dass dës Accorden net wäerten derzou bäidroen, déi wirtschaftlech, sozial, politesch a militäresch Lag an deene Länner ze berouegen. Au contraire, si wäerte se nach verschlëmmeren, an duerfir kënne mir deen Text hei net stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. An elo huet direkt den Ausseminister d'Wuert, den Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernemant

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech war perséinlech dobäi, wéi op d'Initiativ vu Polen - am September, mengen ech, war et, oder Oktober 2008 -, virun allem vun der polnescher Säit gesot ginn ass: „Bon, mir hunn de Processus de Barcelone, mir hunn d'Union pour la Méditerranée. Mir brauchen och elo eng Struktur am Osten, ausserhalb vun Europa, nämlech déi Éstlech Partnerschaft." An déi ass dann dunn, wéi och hei gesot ginn ass, 2009 jo zu Prag an d'Liewe geruff ginn.

Vläicht fir direkt de Sprong ze maachen elo op 2013 an den November, op déi berühmt Réunioun zu Vilnius, do ass jo mat Georgien a mat Moldawien en Accord paraphéiert ginn, an d'Ukrain ass zimlech am leschte Moment ofgesprongen.

Bon, dunn ass eng aner Evolutioun komm, soudass no de Wahlen am Mee an der Ukrain et méiglech ginn ass, fir den Associatiounsaccord mat Georgien, mat Moldawien an dann och mat der Ukrain ze ënnerschreiwen, well eng nei Regierung do war, déi domadder d'accord war.

Nun, ech mengen zu deem, wat den Här Urbany och hei évoquéiert huet, dass een net soll ze vill wäit siche goen.

Wat ass d'Zil vun deenen Accorden? Et däerf een net alles verdäiwelen. D'Zil ass et a mengen Aen, dass een am Energieberäich, dass een am Transportberäich, dass een am Ëmweltschutz, dass een an der Industrie, dass een am Mëttelstand, an der Éducatioun eng besser Zesummenaarbecht kritt tëschent der Europäescher Unioun, de Länner vun der Europäescher Unioun an eben de Länner aus der Éstlecher Partnerschaft.

Ech géif och mengen, Här Urbany, mir däerfen net... Bon, intellektuell ass alles méiglech, mä TTIP, Investoreschutz, ISDS, et kéint een alles op d'Tapéit bréngen. Mä ech wëll awer hei soen, dass Investoreschutz jo vu vireran näischt Negatives ass! Investoreschutz duerch Arbitrage ka méi fair sinn, méi propper sinn, wéi wann een der Justiz aus Länner ausgeliwwert ass, déi net der Rechtsstaatlechkeet entspriechen.

An och an der Europäescher Unioun gëtt et esou Länner. Ech kann Iech eent nenne mat engem U, bei deem ech net sécher sinn, ob d'Justiz wierklech fräi ass, ob se souverän ass, ob se net ofhängeg ass vun der Regierung.

An duerfir, kommt, mir diskutéieren doriwwer, wa mer iwwert den TTIP schwätzen. Do kréie mer nach Geleeënheet, iwwert den ISDS ze diskutéieren. Do ass jo virun allem och vun der Zivilgesellschaft d'Kritik dorop hinachséiert, ob een tëschent den USA an der Europäescher Unioun - Länner, déi alleguerte praktesch an der OCDE sinn -, ob een do deen Investoreschutz an där Form, wéi en elo besteet, brauch. Mä do si jo Aarbechten amgaangen, fir dovunner ewechzekommen.

Ech géif och ënnersträichen hei an der Chamber, Här President, dass mer déi Accorden do net nëmme mat der Östlecher Partnerschaft maachen, mat deene Länner, mä dass mer och amgaange sinn, mat Tunesien a mat Marokko esou Accorden auszeschaffen.

Vläicht ass dat e wéineg ze kuerz komm, obschonn déi Debatt hei mer ganz gutt gefall huet, mä d'Visumfräiheet ass och an deem Kader vun der Östlecher Partnerschaft diskutéiert ginn, fir d'Kontakter tëschent de Gesellschaften, tëschent de Leit méi ze intensifiéieren. A mat Georgien an och mat der Ukrain ass de Prozess amgaangen. A mat Moldawien ass schonn e ganz gutt Resultat ze verzeechnen.

Ech wëll och hei soen, Här President, dass Der beim Accord, deen Der hei an der Chamber wäert ofstëmmen, berouegt kënnt sinn, dass deen Accord och am Kapp vu kengem géint ee geriicht ass! En ass och net géint Russland geriicht, doudsécher net.

Vläicht kënnt Der Iech drun erënneren, wann Der déi Debatt 2008-2009 suivéiert hutt, dass Russland eigentlech och gefrot gi war, fir matzemaache bei där Östlecher Partnerschaft. Ech muss och hei soen, dass leider d'Europäesch Unioun a mengen Aen net genuch insistéiert huet, leider, wann een d'Entwécklung kuckt, wat fir eng Tournure dass se kritt huet.

Wat Russland ugeet, vläicht nach ee Wuert: Mir haten 2005, wéi Der wësst, déi lescht Présidence. An do hu mer, do huet de Premierminister Juncker déizäit - dat war jo nach deen ale Regime - als Vertrieder vum Conseil vun der Europäescher Unioun zu Moskau am Mee, genee den 9. Mee 2008, fir d'Europäesch Unioun mam President Putin déi véier „space agreements" ënnerschriwwen, wat schonn en immenst Stéck war no vir an der Kooperatioun tëschent der Europäescher Unioun a Russland.

A mir waren um Punkt - mir waren um Punkt! -, mir hunn 2008 ugefaange mat engem vill méi déiwen Associatiounsaccord mat Russland, dee vill méi déif nach war, wéi dee mat deenen dräi Länner, deen Dir zum Vote hutt. Bon, dat ass dann du gescheitert, well d'russesch Säit eng aner Direktioun geholl huet, nämlech fir déi ekonomesch Unioun mat Wäissrussland a mat Kasachstan an och mat Armenien, déi jo haut dra sinn, ëmzesetzen.

Vläicht ass och wichteg, dass mer als Lëtzebuerger ëmmer erëm widderhuelen: D'Noperschaftspolitik an d'Politik fir den Élargissement, also d'Erweiderungspolitik, dat sinn zwou verschidde Saachen, och wann natierlech déi eng déi aner net ausschléisst vu vireran. Mä mir hunn och an der Terminologie elo fir Riga dee richtege Wee fonnt, wou selbstverständlech gesot gëtt, dat wier net dee leschte Schrëtt an der Zesummenaarbecht tëschent deene Länner an der Europäescher Unioun. Mä do gëtt et eng grouss Nuance oder grouss Differenzen, wann ech esou däerf soen, an der Europäescher Unioun, wat déi méi östlech Länner ugeet a wat d'Pays fondateurs zum Beispill ugeet, wat ee soll aus der Noperschaftspolitik eraushuelen.

Ech wëll vläicht ganz kuerz och dann op déi verschidde Punkten nach hei agoen. D'Europaparlament huet, wéi Der wësst, déi dräi ratifizéiert am September, am November an am Dezember. A vläicht liesen ech Iech och déi Länner vir, déi scho ratifizéiert hunn: Bulgarien, Dänemark, Estland, Lettland, Litauen, Malta, Rumänien, Schweden an d'Slowakei. An et sinn néng Länner esou wäit wéi mir, fir dat och elo ze maachen an den nächste Wochen: Irland, Ungarn, Polen, Spuenien, Kroatien, Finnland, Frankräich, Holland a Groussbritannien.

Dat heescht, ech wëll wierklech am Numm vun der Regierung Iech Merci soen, dass mer och virum Sommet vu Riga dee staarke Message hei ginn, an ech wëll der Madame Claudia Dall'Agnol Merci soe fir hir Aarbecht hei, a selbstverständlech och dem Här Angel, deen hoffentlech ganz séier erëm op d'Bee kënnt an an Zukunft och net fäert, fir erëm an e Bus ze klammen.

(Hilarité)

Här President, Georgien. Georgien: d'Rechtsstaatlechkeet, d'territorial Integritéit, d'Demokratie, de Respekt vun de Mënscherechter, dat si Valeuren, déi mer wëlle wierklech mat deene Länner méi deelen. An dat ass vun enger enormer Wichtegkeet an enger Regioun, wou nach immens vill Konfliktpotenzial besteet, wéi Der dat wësst, am Südkaukasus. Tbilissi zum Beispill hat e President, dee gewësse Particularitéiten huet. Mä dat huet sech awer alles geluecht. An déi europäesch Normen, wa mer mat hinnen driwwer schwätzen, si kritiséieren eis, mir kritiséiere si vläicht, mä et kënnt een awer virun domat.

Ech mengen awer och, et war ugeschwat ginn och hei, wat d'Resultater wiere bis elo. Ech kann Iech just matdeelen, dass e Plus vu 50% - vu 50%! - am Commerce de Moment schonn ze verzeechnen ass mat Georgien.

Wat Moldawien ugeet, do ass alles richteg hei gesot ginn. De Méindeg hate mer zu Bréissel eng Réunioun vun den Ausseministere mat der neier an aler Ausseministesch Natalia Gherman. De Premierminister, eise Premierminister huet och de Premierminister vu Moldawien gesinn. Bon, ech hoffen, dass déi nei Regierung an deem nämlechte Sënn virufiert wéi déi virdrun. Et ass en anere Premier do, mä och a Moldawien ass et esou, dass d'Korruptioun - d'Korruptioun -, fir dass de Stat ka fonctionnéieren, un alleréischter Plaz steet.

Hei si mer bei de Visumliberaliséierungen. Här President, do sinn 300.000 Moldawen, déi hunn, zënter dass dat a Kraaft ass, d'Europäesch Unioun besicht, ouni grouss Problemer. An och dat ass eppes, mengen ech, wat een awer muss positiv kënnen ervirsträichen. Och: D'Moldawen hunn 2.000 europäesch Standarden elo adoptéiert, dat sinn 11% vun alle Kritären, déi an deem Accord virgesi sinn. Wat d'Exportatiounen ugeet vu Moldawien an d'Europäesch Unioun, esou si se ëm 20%, Här Adam, schonn eropgaangen, a souguer ëm 31% an dem Beräich vun de Landwirtschaftsprodukter.

Bon, Moldawien: Deen Accord ass gemaach fir déi ganz Republik Moldawien, och fir Transnistrien, well 80% vum Commerce vun der Regioun gi mam Rescht vu Moldawien an d'Europäesch Unioun eragefouert.

Nun zu der Ukrain e Wuert oder zwee. Also, den Här Gusty Graas huet dat jo ganz fein hei gesot: „D'Diplomatie muss de Lead hunn." Bon, an der Aktioun, mä natierlech muss een och, wann ee vläicht net am Parlament ass, mä an enger Regierung ass, sech dann e wéineg bezähmen.

Mä ech géif dat heite soen: D'Ukrain ass, Här Mosar, doudsécher keng ideal Demokratie. Do si mer eis eens. Mä - mä! - ech soen Iech awer hannendrun: Et gëtt awer keng Ursaach, dass d'Ukrain sech et muss gefale loossen, militäresch destabiliséiert ze ginn! Dat, mengen ech, musse mer awer an eisem Kapp hunn, wa mer iwwert d'Ukrain schwätzen. Do ass eppes geschitt, a mengen Aen, wat awer trotzdeem géint d'internationaalt Recht geet.

Den Här Kartheiser huet gesot, et sollt een net vun Annexioun schwätzen, mä d'internationaalt Recht erlaabt net, dass ee mat militäresch Gewalt een Deel vun engem Land ewechhëlt an et domadder annektéiert. Wann dat d'Regel ass, da si mer an engem Domän, wou d'Gesetz vun deem Stäerkste priméiert, an ech mengen, als klengt Lëtzebuerger Ländchen hei solle mer wierklech ganz, ganz gutt oppassen, wa mer dat kommentéieren. Dat ass dat, wat et ass, net méi, awer och net manner. An duerfir: Loosse mer do vläicht och hei an der Chamber eng Linn drabehalen! Dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeegung.

Ech mengen och, dass deen Associatiounsaccord e wichtegt Signal ass vu Solidaritéit mat der Ukrain. Bon, et kann een de Majdan interpretéieren, wéi ee wëllt. An ech géif och direkt soen, fir verschidde Kriticken, déi hei opbruecht gi sinn, och mat ze deelen: War et richteg, war et falsch, dass d'Europäesch Unioun am Fong viru Vilnius d'Ukrain virun de Choix gesat huet, entweder Russland oder Bréissel, entweder Russland oder d'Europäesch Unioun? A mengen Ae war dat net ganz richteg!

Mir hunn dat aus enger Perspektiv deemools gesinn, dass ee gesot huet: Et muss een Drock opbauen. Et muss een dat maachen, soss gëtt dat näischt. Dir hutt gesinn, dass Armenien ofgesprongen ass an deem Moment. Mä trotzdeem, haut gëtt et jo awer e ganz anere Reflex vis-à-vis vun Armenien. Wa mer elo op Riga ginn, gëtt versicht, fir Armenien erëm iergendwéi mat an d'Boot eranzekréien. An ech mengen, dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeegung, wann een haut dat ze maachen hätt, géif ee mat méi enger grousser Sensibilitéit dorun erugoen. D'Ukrain ass russesch, an d'Ukrain ass och europäesch. An ech mengen, dass mer an der Unioun do wollten eng Trennlinn maachen, déi net fonctionnéiert huet.

Bon, Dir wësst, dass Gewalt Géigegewalt produzéiert huet an der Ukrain. Dorobber brauch ech net anzegoen an ech sinn och effektiv mat jiddwerengem d'accord, dee seet, dass de Problem haut vun der Ukrain selbstverständlech awer un alleréischter Plaz déi Destabiliséierung ass. Wann een an esou engem Land ze liewen huet, wou bis elo 6.000 Leit gestuerwe sinn, wou Honnertdausenden op der Flucht sinn, da muss een domadder ufänken: An der Ukrain ass Krich! An der Ukrain ass militäresch agegraff ginn, an ech mengen, d'Souveränitéit vun der Ukrain, et muss ee ganz kloer ënnersträichen, dass dat géint dee Prinzip geet!

Natierlech ass de Problem vun der Ukrain d'Korruptioun. Ech hoffen, dass och wat d'Verfassung ugeet, dass wat d'Wahlrecht ugeet, dass do jo en Usaz elo do ass, dass déi Reforme weidergedriwwe ginn. A mir hunn dat bei alle Geleeënheeten och als Europäesch Unioun eise Partner vun der Ukrain matgedeelt.

D'Fro, déi sech gestallt huet - ech mengen, et war den Här Kartheiser: Firwat d'Normandie-Format? Bon, do kéint ee laang driwwer streiden, ob dat richteg ass oder falsch ass. D'Resultat, dat mer awer trotzdeem erauskritt hunn, ass, dass Däitschland a Frankräich um Niveau vun hire Presidenten et fäerdegbruecht hunn - wat héchstwahrscheinlech keen aneren an der Struktur vun der Europäescher Unioun fäerdegbruecht hätt -, fir dat Minsk II do op d'Been ze kréien.

Ech hat mer e Méindeg erlaabt, fir ze soen, dass Minsk II eng ganz zaart Planz ass, déi een net däerf ofbriechen, wou ee muss ëmmer erëm Waasser derbäischëdden, fir dass se wiisst. Rien n'est fait! Et sinn och no Minsk II, nom - de wéivillte war et, den 13. Februar, 11. Februar? - nach vill Leit ëmkomm an där Regioun. Mä trotzdeem muss een awer festhalen: Déi schwéier Waffen - an der Tendenz - schéngen awer ewechzekommen. Et sinn Efforte gemaach ginn, fir d'Prisonnéier ze libéréieren.

A wann dat och gemaach gëtt, wat jo eigentlech den „core" dovunner ass, dass d'OSZE d'Méiglechkeet kritt, vu 500 op 1.000 Observateuren ze kommen, da mengen ech, dass awer och eng kleng Chance do ass, fir dass op jidde Fall emol d'Waffe rouen! A wann d'Waffe bis rouen, dass een dann an eng Situatioun erakënnt, wou kënnen och politesch Gespréicher da gefouert ginn, wat ee mat deem Deel vun der Ostukrain mécht.

Ech géif warnen do virdrun, dass mer do einfach akzeptéieren, dass dat en zweet Transnistrien gëtt oder en zweet Abchasien gëtt. Wann dat d'Resultat ass, dann huet och d'Europäesch Unioun mat versot! Et ass evident, an duerfir kéint ech mer awer virstellen, dass - an ech soen nach e Wuert zu de Sanktiounen - wierklech och mer probéiert hunn, deen Drock opzebauen op Russland, fir dass déi Stabilitéit vun der Ukrain erëm kann hiergestallt ginn.

Dir hutt hei indirekt d'Sanktiounen ugeschnidden. D'Sanktiounen, emol virewech, dat ass ee Moyen, een Instrument vun der Diplomatie. Sanktioune stinn zu New York an der Charte des droits de l'Homme mat um Fächer vun all deene Méiglechkeeten, déi een huet.

Mir hunn de Moment véier Zorte vu Sanktiounen: Déi éischt Sanktiounen, déi mer décidéiert haten, dat waren déi géint de Janukowytsch a géint verschidde Leit a sengem Krees ronderëmmer. Déi sinn elo verlängert gi bis de 6. Mäerz 2016.

(Interruption)

Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Minister, Är Zäit leeft fort...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dann halen ech op, dann halen ech op! Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, maacht d'Konklusiounen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, ma neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Maacht d'Konklusioun, wann Der wëllt.

(Interruption)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, ech muss net hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, Dir maacht d'Konklusioun, mä Dir hutt...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, neen, ech wollt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass nun emol d'Reglement an dat gëllt fir jiddwereen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, also ech respektéieren Aert Reglement. Wann Der mer nach zwou Minutte gitt, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann d'Chamber domat d'accord ass?

Plusieurs voix.- Jo!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...dann huelen ech déi véier Sanktiounen, d'accord?

Plusieurs voix.- Bien sûr!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, do gesitt Der!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dir sidd mëtschgieweg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir musst net direkt ophalen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Sou, déi éischt... Ech muss elo erëm eng Kéier ufänken, soss verstitt Der näischt.

(Hilarité)

Déi éischt Sanktioune ware géint de Janukowytsch - da lauschtert! -, déi si verlängert elo de Moment bis de 6. Mäerz 2016. Déi zweet Sanktioune ware géint d'Separatisten a géint den „inner circle". Déi si verlängert bis de 15. September 2015. Déi drëtt Sanktioune waren en rapport vun der Krim - et deet mer leed: vun der „Annexioun" vun der Krim -, déi sinn och fir ee Joer verlängert. Bis den 23. Juni 2014 hu se gezielt, déi ginn ee Joer verlängert bis dann ee Joer do duerno.

An da kommen déi wichtegst, dat sinn déi sektoriell Sanktiounen, d'Sanktiounen, déi verschidden ekonomesch Gebidder betreffen. Déi sinn décidéiert ginn den 31. Juli 2014 an déi gëlle bis den 31. Juli 2015.

Sou, mir - Lëtzebuerg, entgéint aneren an der Europäescher Unioun - hunn eis derfir staark gemaach an deene leschten Deeg - an ech hoffen, dass dat och d'Resultat ass vum Conseil européen -, dass mer elo de Moment am Mäerz um Conseil européen keng Décisioun doriwwer huelen, dass mer déi huelen am Juni an dass mer also Sputt hunn, fir ze kucken, wéi Minsk evoluéiert.

Dat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung. Et ass och d'Positioun vun anere Regierungen. Net vun allen. Et ware Länner do, gëschter nach zu Bréissel, déi gesot hunn, mir missten eigentlech elo direkt déi Sanktioune verlängere fir e Joer. Dat ass net eis Positioun. Ech wollt dat just hei soen.

Mir sinn als Lëtzebuerg solidaresch ëmmer gewiescht mat deenen Décisiounen a mir bleiwen dat och an Zukunft. Mä mir mengen awer, dass d'Sanktioune géint Russland oder géint..., virun allem géint Russland jo keng Fin en soi sinn, mä dass et e Mëttel ass, fir Bewegung eranzebréngen, a wa Bewegung erakënnt, wann de Fridden eng Chance kritt, dass een da selbstverständlech och muss iwwert d'Sanktiounen nodenken, op Englesch gesot, iwwert den „reverse" vun de Sanktiounen.

Merci, Här President, an entschëllegt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kee Problem. Dir gesitt, wéi interesséiert d'Chamber un der Aussepolitik ass. A wann et muss sinn, kritt den Ausseminister dann eben e puer Minutte méi. Merci.

Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm. Ech géif Iech proposéieren, esou wéi dat soll sinn, eenzel iwwert déi Projeten ofzestëmmen. Fir d'Éischt de Projet 6730 betreffend Georgien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6730 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Deen Accord ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

D'accord. Merci.

Da komme mer zum Accord betreffend Moldawien. Dat ass de Projet 6731.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6731 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vote ass eriwwer.

Datselwecht Resultat: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

D'Dispens vum zweete Vote, sidd Der d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An dann dee leschten Accord ass dee betreffend d'Ukrain, de 6732.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6732 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An nach eng Kéier: Dispens vum zweete Vote?

(Brouhaha)

Jo?

Plusieurs voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*-Merci. Dann ass dat och esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Projet vun de Mëtten. Do geet et ëm de Projet 6598. Et ass de Finanzementsprojet fir d'Bauaarbechten un der ZithaKlinik an d'Madame Cécile Hemmen als Rapportrice huet direkt d'Wuert.

9. 6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Modell 1, wat d'Riedezäit ugeet.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Jo. Merci villmools.

Här President, Dir Dammen an Hären, Madame Minister, Här Ausseminister, mat Ongedold gëtt dësen Dag vum Vote hei an der Chamber erwaart. Bestëmmt net nëmme vun de sëlleche Patienten, déi elo scho joran joraus an d'ZithaKlinik ginn a sech eng séier Modernisatioun vun dëser Klinik erhoffen. Neen, och d'Fondation des hôpitaux Robert Schuman, där d'ZithaKlinik zanter der Fusioun 2014 ugehéiert, huet an engem Schreiwes drun erënnert, dass d'Ausbauaarbechten eigentlech ganz uewen op der Prioritéitslëscht stoungen, wéi mer am November d'lescht Joer hei iwwert de Plan hospitalier debattéiert hunn.

De Projet de loi, deen de Stat soll autoriséieren, fir sech um Finanzement vun de Moderniséierungs- an Ausbauaarbechte vun der ZithaKlinik ze bedeelegen, gouf am Juli 2013 an der Chamber deposéiert. Den 8. Oktober huet de Conseil d'État du säin Avis derzou ofginn.

Dass d'Aarbechten an der Kommissioun zu dësem Projet awer dunn net direkt konnten traitéiert ginn, hat allerdéngs dermat ze dinn, dass de Concept médical, deen dem Gesondheetsministère am Virfeld pour approbation sollt zougestallt ginn, nach ëmstridde war. Eng Mediatioun huet sech dunn där Saach ugeholl an eréischt am November 2014 ass de Concept du vum Groupe Hôpitaux Robert Schuman validéiert ginn.

Den 10. Februar 2015 hat ech dunn d'Éier, fir Rapportrice genannt ze gi vun dësem Projet, an den 11. Mäerz ass de Rapport unanime ugeholl ginn.

Den Objet vum Gesetz ass eigentlech ganz séier résuméiert. Et geet drëms, fir dem Stat gréng Luucht ze ginn, fir sech mat ronn 55,6 Milliounen Euro un den Aarbechte vun der ZithaKlinik ze bedeelegen.

Firwat muss dann elo eigentlech esou ee spezifescht Gesetz gestëmmt ginn? Abee, dës Décisioun berout ënner anerem op dem Finanzéierungsgesetz vum 21. Juni 1999, wou de Statsrot e puermol drop higewisen huet, dass all eenzelne Projet säi Gesetz a seng eegen Enveloppe financière sollt kréien an net an engem globale Montant vu verschiddenen Investissementer gruppéiert sollt sinn.

Zanter dem Januar 2011, wou d'Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Reform vum Gesondheetswiesen a Kraaft ass, gëtt den Artikel 80 vum modifizéierte Budgetsgesetz applizéiert, dee seet, dass all Realisatioun um Niveau vun den Infrastrukturen oder Gebaier, wou d'Zomm vu 40 Milliounen iwwerschratt gëtt, iwwer e spezifescht Gesetz muss autoriséiert ginn. A mat dësem Projet si mer deemno an dësem Cas de figure.

E klenge Réckbléck soll drop hiweisen, dass d'ZithaKlinik oder d'Clinique Sainte-Thérèse schonn déi Blesséiert am Éischte Weltkrich opgeholl huet, an ëm 1925 sinn déi éischt Spidolsinfrastrukturen hei entstanen. No an no huet d'Gebai evoluéiert an zielt haut 226 Kliniksbetter, mat engem derzougehéierenden techneschen Équipement an 30 Plaze fir d'Rééducation gériatrique.

Onnëtz op dëser Plaz ze soen, dass trotz all den Efforten, déi am Laf vun de Jore gemaach goufen, et elo wierklech héich Zäit gëtt, fir eng global Modernisatioun an d'A ze faassen an esou den Exigenze vum Confort vun de Patiente bis hi bei d'Sécherheets- an d'Hygiènesmoossnamen (veuillez lire: d'Sécherheets- an d'Hygiènesnormen) nozekommen.

Ech erënneren drun, dass d'ZithaKlinik am Spidolsplang vun 2009, deen de Moment jo nach en vigueur ass, ëmmerhin aklasséiert ass als Hôpital général, wou d'Aktivitéite spezifesch op déi medezinesch a chirurgesch Prise en charge fir déi Erwuessen ausgeriicht sinn.

De Projet vum neie Spidolsplang, deen den 11. Februar am Regierungsrot guttgeheescht gouf an elo beim Statsrot läit, considéréiert natierlech d'Fusioun vun der ZithaKlinik mat der Fondation François-Elisabeth, déi elo zesumme mat der Clinique Dr. Bohler, dem Hôpital Kirchberg an der Clinique Sainte-Marie vun der Fondation des hôpitaux Robert Schuman géréiert gëtt.

Aus dësem Projet geet ënner anerem ervir, dass op den 1. Januar 2017 ronn 600 Kliniksbetter solle virgesi ginn, géintiwwer 631 am Joer 2014, mat deenen de Grupp bis elo geschafft huet.

Et ass deemno eng absolutt Nécessitéit, dass d'ZithaKlinik elo op schnellstem Wee Moderniséierungs- an Ausbauaarbechten an Ugréff hëlt, an dat ganz am Sënn vum Confort vum Patient, der Moderniséierung vun de medico-technesche Servicer an der Augmentatioun vun de Capacitéite fir ambulant Traitementer. Dat heescht, sech méi Moyene ginn, fir de kuerzen Dagesopenthalt mat dem derzougehéierenden Ofbau vun de stationäre Better.

Opgrond vun engem gutt iwwersiichtleche grafesche Plang hunn d'Membere vun eiser Santéskommissioun d'Aarbechten an hire verschiddenen Etappe gewisen an och erkläert kritt.

D'Preparatiounsaarbechte beinhalten d'Schafe vun engem neie Service de Dialyse, eng provisoresch Zesummeleeung vun den zwee Sitte mat den Operatiounsbléck an dem Schafe vun engem provisoresche Service fir Endoscopien.

Weider Etappe sinn dann d'Ofrappen an och den Opbau vum Gebai an der Antwerpenerstrooss, wou nieft de Parkplazen am Sous-sol, an och soss Raim fir d'Haustechnik, nei Servicer wäerten hikommen, wéi Röntgen oder awer d'Endoscopie, en neien Operatiounsblock, en Hôpital du jour an zwou modern Unités de soins.

En drëtte Volet ass d'Mise en conformité vun de bestehende Gebailechkeeten. Den Ausbau vun der Policlinique an d'Schafe vun engem neie Reanimatiounsservice an enger Intensivstatioun.

Et ass deemno esou, dass véier Gebailechkeeten haaptsächlech moderniséiert a vergréissert ginn an dass dat sougenannte Gebai E, de Centre médical, duerch eng komplett nei Konstruktioun ersat gëtt. Sämtlech Aarbechten an der ZithaKlinik solle viraussiichtlech 2020 ofgeschloss sinn.

Den initiale Gesamtpräis, deen de Fonds pour le financement des infrastructures soll iwwerhuelen - an ech referéiere mech do un de Chiffer, dee mam Accord vum Statsrot op Oktober 2014 indexéiert ass -, läit bei ganz prezisen 69.364.773 Euro.

E Virfinanzement vu ronn 13,8 Milliounen huet scho stattfonnt, an dat op Basis vum Gesetz vum 21. Juni 1999 iwwert d'Finanzéierung vu Modernisatiouns- a Bauaarbechten u Spidolsgebaier. Deemno bezitt dat heite Gesetz, iwwert dat mer haut elo wäerten ofstëmmen, sech op de Montant vu prezis 55.593.942 Euro, indexéiert op den 1. Oktober 2014.

Firwat ass dann elo de Projet an der ZithaKlinik esou wichteg iwwerhaapt an der ganzer Spidolslandschaft zu Lëtzebuerg?

Ech erënneren dofir nach eemol un de Concept médical, dee verlaangt war, ier de Projet iwwerhaapt konnt säi Wee goen. Dës Oplo ass ze gesinn am Kader vun der Reform vum Gesondheetswiesen zu Lëtzebuerg. D'Regierung ënnersträicht domat hire Wonsch, dass muss verhënnert ginn, dass all Klinik déiselwecht Servicer ubitt an dass et dann zu enger onkontrolléierter Offer an de Spideeler kënnt.

Am Kontext vun eisem Gesetz vun haut wéilt ech duerfir just d'Servicer vun der ZithaKlinik eraussträichen, déi sech awer an dat ganzt Konzept vun der Fondation des hôpitaux Robert Schuman areien.

D'Missiounen an d'Schwéierpunkte vun der ZithaKlinik leien deemno um Service viscéral an Oncologie, d'Unité tête et cou, de Service gériatrie, d'Policlinique, d'Soins intensifs, d'Imagerie an d'Activités opératoires.

Et ass wichteg, dass d'ZithaKlinik duerch seng geographesch Situatioun am Quartier vun der Gare an der Stad och weiderhi mat der Policlinique seng Aufgab an der Médecine de proximité iwwerhëlt.

Et fält vläicht op, dass de Service vun der Psychiatrie net opgefouert ass. Déi Kompetenz ass um Kierchbierg ënnerbruecht. Mä et sief awer drop higewisen, dass d'Leit mat engem Problem vun Ofhängegkeet och weiderhin an der ZithaKlinik am Centre d'addictologie opgeholl ginn.

Hei nach e puer Zuelen: Ech hat scho vun de globale Bettenzuele geschwat fir dee ganze Groupe FHRS. Fir d'Zitha bedeit dat, dass am ambulante Beräich d'Zuel vun de Plaze vun 19 op 38 soll eropgoen an d'Kliniksbetter ginn deemno vun 226 op 204 erof.

Fir de Service vun der Dialyse geet et vun 11 op 13 Plazen erop. D'Better respektiv d'Places de repos no enger Endoscopie gi vu sechs op aacht erop. D'Zëmmere ginn no den aktuellen Norme gebaut an och opgebessert an et sinn och véier Isolatiounszëmmere virgesinn.

An der Policlinique wäerten et méi Ënnersichungsraim ginn an déi ginn och regruppéiert. D'OP-Bléck ginn och regruppéiert an et bleiwen der och an Zukunft nach sechs.

D'Unzuel vun de Röntgeraim ännert net, si ginn awer de jëtzegen Normen no adaptéiert.

D'Gesamtfläch geet vu 15.916 m^2 op prezis 19.007 m^2 erop, wat eng Vergréisserung vu ronn 20% ausmécht fir dëse Projet.

Wat d'Avisen ubelaangt: De Statsrot hat keng speziell Awendungen zu dësem Gesetzesprojet a war mat der Adaptatioun vum Präis un den Index vum Oktober 2014 averstanen.

D'Commission permanente fir de Spidolssecteur huet de Projet op seng Legalitéit an op seng Funktionalitéit an d'Conformitéit mam finanzielle Kader gepréift an huet och e positiven Avis dozou ofginn.

De Collège médical huet de Projet och favorabel aviséiert, mä huet awer d'Fro opgeworf iwwert de Sënn vun esou engem héijen Investissement fir en Etablissement, wat jo eigentlech fusionéiert huet.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et bleift mer nach lech de Rapport ze maache vun deem, wat an der Kommissioun diskutéiert gouf.

Zum enge ware mer eis alleguerten eens, dass mer et hei mat engem wichtege Projet ze dinn hunn, dass d'Investissementer an d'Spidolsstrukturen onbedéngt misste gemaach ginn, an dat an deem Sënn och, well d'Gesetz relativ séier misst an deem Sënn ëmgesat ginn. Voilà, dat heescht, mir sollten dat eigentlech och dann an der Urgence traitéieren.

Dass d'ZithaKlinik seng Plaz op der Gare an der Stad huet an och wéinst de Soinen an der Proximitéit do soll behalen, dat war och e weidere Punkt, iwwert dee mer eis alleguerte séier eens waren.

De Projet huet eis awer och nach eemol d'Geleeënheet ginn, fir iwwert de Virage ambulatoire ze diskutéieren, wou ervirgehuewe gouf, dass et gutt wier, wann op Landesniveau eng Linn géif ausgeschafft ginn, fir d'Bettenzuel ze reduzéieren an net onbedéngt au cas par cas.

Des Weidere missten och d'Patiente sensibiliséiert an och encouragéiert ginn, fir sech - an dat esou wäit wéi et méiglech ass - ambulant behandelen ze loossen. An deem Kontext wier et och wichteg, dass den Encadrement vun de Patienten no enger ambulanter Interventioun stëmmt, eng Aufgab vum Fleegepersonal, wat an der Reform vun der Assurance dépendance muss mat erafléissen.

An ëmmer nach am Beräich vun den ambulante Behandlungen ass och driwwer geschwat ginn, dass den Transport e wichtege Facteur ass. An dozou kann ech lech soen, dass d'ITM an och d'Ëmweltverwaltung hir Stellungnahm doriwwer un d'Architekte weidergeleet hunn.

Dass de Virage ambulatoire vill diskutéiert gouf, huet net zulescht och domat ze dinn, dass d'Fondation des hôpitaux Robert Schuman elo schonn dës nei Organisatioun mat an de Projet vun den Aarbechte vun der ZithaKlinik afléisse gelooss huet.

Natierlech gouf och iwwert d'Sue geschwat an der Kommissioun. Zum engen iwwert d'TVA-Erhéijung vu 15% op 17%, déi jo elo natierlech voll op dëse Gesetzesprojet wäert falen. An doriwwer eraus och nach op déi eng Millioun, déi nach opsteet vum Prefinanzement.

Et ass och nach vläicht wichteg ze wëssen, dass och fir dëse Projet ronn 5% virgesi si fir Imprévuen. Well mer et hei jo awer net nëmme mat engem Neibau, mä och mat Transformatiounsaarbechten ze dinn hunn, ass et op dësem Stadium nach ze fréi, fir sech festzeleeën, ob dëse Spillraum vu 5% och duergeet.

D'Membere vun der Kommissioun waren och gewuer ginn, dass während den Aarbechten d'ZithaKlinik normal wäert funktionéieren an dass och alles drugesat gëtt, dass d'Leit aus der Noperschaft esou mann wéi méiglech ënnert dem Chantier wäerten ze leiden hunn. Och krute mer confirméiert, dass eng zentraliséiert Apdikt an en zentraliséierte Labo virgesi sinn.

Voilà, souwäit dat, wat ech lech zu dësem wichtegen an och dréngende Projet ze soen hunn. Wéi schonn éinescht gesot, gouf de Rapport unanime an der Kommissioun ugeholl.

Ech soen alleguerten de Membere vun der Kommissioun e grousse Merci fir déi flott Diskussiounen an déi konstruktiv Zesummenaarbecht. An ech ginn heimadder dann och den Accord vu menger LSAP-Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci

der Madame Rapportrice. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech der Madame Rapportrice Merci soe fir dee ganz exhaustive schréftlechen a mëndlechen a gudde Rapport. An dëse Projet ass jo dann och an der Unanimitéit ugeholl ginn an e wäert och haut an der Unanimitéit hei gestëmmt ginn. Esou muss een dervun ausgoen, well en autoriséiert jo dann de Stat, fir déi Moderniséierung an déi Vergréisserung vun der ZithaKlinik ze maache mat enger Participatioun vun 80%. De Konsensus, deen ass evident, well effektiv eng Erneierung sech opdrängt.

Mä wa mer wëllen déi 80% och, an dat hu mer jo och an der Chamberskommissioun diskutéiert, Madame Minister, Här President, da muss ee kucken, dass den Effet vun der TVA, déi vu 15 op 17% geet, neutraliséiert gëtt. An et muss een och kucken, dass déi Erhéijung vun der Nomenclature oder déi Erhéijung vun de Präisser vun dem Ordre des architectes et ingénieurs, d'Nomenclature, dass een déi och da kompenséiert kritt.

Mir hu gesot kritt an der Kommissioun, dat géif an déi 5% vun den Imprévuen erafalen. Mä do muss ech mech deem ralliéieren, wat och d'Madame Rapportrice gesot huet. D'Fro ass, wann et effektiv eng Moderniséierung ass oder eng Verbesserung vun enger Struktur ass, da kënnen och Imprévue kommen, soudass et net kloer ass, ob déi 5% duerginn. Ech mengen awer, egal wéi misst de Bauträger déi Sue kréien. Wann dann do aner Imprévue kommen, da mussen do Solutioune gesicht ginn.

Doriwwer eraus sollen déi Aarbechte jo fënnef Joer daueren. Dat ass eng laang Zäit. An dofir hu mer jo och drop insistéiert, dass de Projet schnell sollt evakuéiert ginn, fir eben déi néideg Planungssécherheet ze kréien, déi een ëmmer brauch, fir Rou ze behalen.

Hei huet effektiv déi legislativ Mille während 21 Méint gedréit. Dat ass vun deem Moment un, wou de Projet déposéiert ginn ass, bis haut, wou mer e stëmmen. Wann ech dee Moment huelen, wou den Avis vum Statsrot koum, da sinn et genau 18 Méint. Mä et gëtt jo Erklärungen derfir, firwat dat esou ass. Well op där enger Säit huet de Bauhär imposéiert kritt, dass e misst e medezinescht Konzept maachen, dat och elo kloer ass, d'ailleurs, wou keng Redondancen dra sinn. Dat heescht, wou keng Aktivitéiten am Fong geholl am Grupp op zwou Plaze gemaach ginn, wëssend, dass de Grupp besteet aus dem Kierchbierger Spidol, aus der ZithaKlinik, aus der Bohler an aus der Sainte-Marie. An dat ass sécherlech net einfach.

A wann een och nach weess, wou dee ganze Grupp vu Spideeler do hierkënnt, do brauch een nëmmen… Ech wëll rappeléieren, dass den Hôpital du Kirchberg knapps zéng Joer huet an dass nach vu virun Enn 90er Jore bis ufanks vun dësem Jorhonnert op fënnef Plazen Aktivitéite gemaach si ginn, individuell Aktivitéiten. Dat heescht, do waren déi Aktivitéiten op fënnef Sitten: Dat war an der ZithaKlinik, an der Sainte-Thérèse, et war am Sacré-Cœur, an der Bohler an esou weider. Ech mengen, do sinn op fënnef Plazen, och zu Esch, déi Aktivitéite gemaach ginn. Haut ass dat op enger Plaz.

An duerfir, mengen ech, kéint ee souguer soen: Déi Konzentratioun, fir alles op een Niveau ze bréngen, dofir kann ee praktesch dem Grupp félicitéieren, dass deen esou ee globale Modell esou schnell opgesat huet.

Et sinn nach ëmmer déck Diskussiounen, dat wësse mer, mä dat sinn éischter Detailfroen. Mä de Wee war net einfach, well et war schéi gequëtscht ginn. An et ass jo elo gutt, dass dëse Projet elo kann haut an hei gestëmmt ginn, deen d'Unanimitéit huet, well et e Confort bréngt fir d'Patienten. Mir wëssen, dass Toiletten a Buedzëmmere bei déi eenzel Zëmmere kommen. Mir wëssen, dass de Médico-technique verbessert gëtt, a mer wëssen, dass eben den Hôpital du jour, den Ambulatoire ausgebaut gëtt, wat gutt Saache sinn.

An doriwwer eraus wësse mer, dass et och eng Plus-value ass, well mat dësem Spidol behale mer am Fong geholl an der Proximitéit am Quartier Gare nach e Spidol, wou dann eng Policlinique ass, déi vu moies aacht bis owes aacht op ass. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach.

An ech muss dat da rappeléieren, wat och virdrun d'Madame Rapportrice gesot huet: Dass et net gutt ass, dass mer kee Konversiounsschlëssel hunn, wéi een am Fong geholl aus engem akute Bett eng Plaz mécht, fir ambulatoire ze traitéieren. An dësem Fall hei ass et esou gemaach ginn, wat am Fong misst ee Projet pilote sinn, well et ass déi éischte Kéier, dass mer am Fong geholl bei engem Spidol effektiv vum Hospitalier op den Ambulatoire zouginn, wou mer den Hospitalier ofbauen, den Ambulatoire ausbauen. Do gi mer da vun 19 Plazen op 38 erop, wat eben ambulatoire Plaze sinn. An déi akut Better gi vun 226 op 204 erofgesat.

Wat ech bedaueren, dat ass, dass keng strikt Regelen do sinn. A bei engem Virage ambulatoire bräicht een awer, dat steet och esou am Rapport, ee kohärente Kader a Ligne-directricen. Dat géif zur Transparenz bäidroen an et géif eis och e bessert Bild gi vun där finanzieller Situatioun, wat dann och wahrscheinlech erkläert, dat hunn ech nogekuckt nach eng Kéier, wann ech dee Budget nouvelle génération, dee mer jo dann hei an der Chamber presentéiert kréien, kucken, do ass ee Punkt dran, ebe justement de Virage ambulatoire, deen ass leider net chiffréiert, dee konnt net chiffréiert ginn. Well mer ebe keng Regelen hunn, ass et schwéier, deen ze chiffréieren.

Wat an deem Sënn och, a mengen Aen, dann iwwerraschend war, dat ass, dass mer et awer fäerdegbréngen, fir ze dekretéieren, dass am Land, iwwert d'ganzt Land, déi akut Better mussen ëm 5% erofgesat ginn, am Sënn vum Virage ambulatoire. Wou déi 5% hierkommen, dat hunn ech bis haut nach net verstanen, well ech hu keng Zuele gesinn. Ech muss also dervun ausgoen, dass do e gewëssenen Arbitraire dobäi ass. Wa mer awer als Zilsetzung gesat hunn, d'Ressourcen optimal ze notzen an deem Secteur, weess ech net, wéi dat soll geschéien.

Mir wësse kloer, dass eis Demografie, dass eist Land wiisst. Mir wëssen: D'Bevëlkerung gëtt méi al. Mä ech gesi keng objektiv Elementer. Ech hunn hei keen Duerchbléck. An ech weess dann och net, wéi am Detail dee Virage ambulatoire da soll do fonctionnéieren. Ëmsou méi och nach d'Konditiounen um Terrain déi sinn, dass keen Avantage do ass, wann een haut eppes, wat am Hospitalier gemaach ginn ass, elo am Ambulatoire mécht. Dat bréngt näischt, well et fir de Patient méi deier gëtt. Also, dee Moment muss also dee Modell ëmgesat ginn, soudass et en Avantage huet fir den Dokter, fir de Patient a fir de Spidolsträger, wann een eng Interventioun net méi hospitalier méi mécht, mä ambulatoire. Do musse mer ons Incitatiffen aféieren. An ech mengen, dat wäert dann och an deenen nächste Méint kommen.

Ech hu gesot, den Duerchbléck feelt hei, mä wa mer iwwer e Spidol schwätzen, dat also eng Infrastruktur ass an eisem Land, dann hunn ech mer och Gedanke gemaach: Wéi soll dann eis Spidolslandschaft vu muer ausgesinn?

An do ass et och net esou einfach, fir sech do erëmzefannen. D'Spillregele kenne mer. Eng hu mer jo dekretéiert oder net dekretéiert, eng stelle mer fest: Eisen Ambulatoire zu Lëtzebuerg ass schwaach par rapport zu eisen Nopeschlänner. Also kréie mer méi där Better.

An zweetens wësse mer, säit et déi Directivecadre gëtt iwwert d'Soins transfrontaliers, duerch déi d'Patienten also a ganz Europa sech kënne behandele loossen, datt dat sécherlech och um Terrain Effeten op de Lëtzebuerger Spidolssecteur huet. An duerfir musse mer eis dofir opstellen. An do musse mer performant bleiwen. An dofir musse mer dann ebe kucken, wéi mer eis organiséieren.

An do hunn ech Schwieregkeeten ze gesinn, wéi dat soll an deenen nächste Joren iwwert d'Bühn goen. Mir hunn zwar gesot: Wann den Ambulatoire kënnt, da gëtt dat am Verbund gemaach mam Hospitalier. Wat eng Iddi ass, déi ech kann deelen, mä et muss een do kucken, wéi dat elo evoluéiert. Et ass also e kloert Bekenntnis.

Mä ech gesi wierklech kee globaalt detailléiert Bild vun de Spidolsinfrastrukturen hei am Land, wat awer a mengen Aen eng Viraussetzung zum Beispill wär, wann ech wëll eng „medical school" aféieren. Mir hunn dëser Deeg an enger Chamberskommissioun doriwwer geschwat.

Wann ech esou eppes wëll maachen, da muss ech awer wëssen: Wouhi ginn dann herno déi Leit, déi do ausgebilt ginn? A wéi engen Haiser geschitt dat? A wéi geschitt dat iwwert d'Land? Wéi garantéieren ech, dass, egal wou ech am Land sinn, déiselwecht Leeschtunge bruecht ginn?

Doriwwer eraus hu mer beim Spidolsplang gesot: Et gëtt keng Regioun méi. Definitiv gëtt et awer nach ëmmer déi dräi Regiounen. Mir plangen och nach esou. An et gëtt och ëmmer gesot, mer hätte keng privat Spideeler méi a keng ëffentlech Spideeler méi, mä si wären all d'selwecht. Et stëmmt: Se sinn all d'selwecht. Se ginn all zu 80% vum Stat finanzéiert. Mä et ass awer ganz oft esou, dass awer nach anescht geduecht gëtt.

An duerfir mengen ech, wann een dann eng Kéier d'Situatioun wëllt evaluéieren, an ech wëll dat nach kuerz hei maachen, da muss ee kucken, wou een hierkënnt a wou et higeet. Hier komme mer aus enger Zäit, wou e groussen Ofbau komm ass vu justement deene private Spideeler an deene leschten 20 Joer. Et sinn och e puer ëffentlech Spideeler, mä besonnesch déi méi privat Haiser si grouss ofgebaut ginn. Dat muss ee wëssen.

An haut wësse mer just konkret eng Saach, an déi hunn ech och nogelies am Budget nouvelle génération, do steet nämlech dran, d'Mesure de mise à niveau vum Escher Spidol a vum HPMA géif zréckgesat ginn. Dat heescht also, do gëtt…, ech weess net genau, wat dat konkret heescht, mä ech hoffe jo dann och, dass d'Aarbechtskonditiounen do déiselwecht bleiwen. Mä mer spuere mat deem Exercice 4,2 Milliounen. An zwar 1,705 Milliounen am Joer 2016 an 2,4 Milliounen am Joer 2017.

Dat Eenzegt, wat ech doraus liesen, dat ass effektiv, dass e Wëllen do ass, dat zweet Spidol esou séier wéi méiglech ze kréien.

Well, dat huet d'Ministesch och an enger Kommissioun viru Kuerzem gesot, mir si prett, sot si, am Joer 2020 net nëmmen, dass dann den Hôpital, also d'ZithaKlinik dann och fäerdeg ass, mä och wier dann d'Südspidol fäerdeg an deen neie Centre hospitalier wier och fäerdeg. Esou steet et am Rapport, deen ech nach eng Kéier nogelies hunn dëser Deeg. Da musse mer emol kucken. Dat geet awer da ganz séier. An ech fannen dat wierklech ganz, ganz optimistesch.

Ëmsou méi nach vill Froen opstinn, notamment de Käschtepunkt. Dat ass eng Geschicht, do wäerte mer nach driwwer ze diskutéiere kréien hei an der Chamber. An och wat mat deenen aneren Haiser geschitt. Wat geschitt mam Nidderkuerer Spidol oder dem HPMA, wa mer dee Wee do ginn? Wat geschitt mam Diddelenger Site? Oder wat geschitt mam alen Escher Spidol, mam Escher Spidol, wat mer haut hunn?

Dat Eenzegt, wat mer wëssen, dat ass, dass d'Sainte-Marie zougemaach gëtt no 2019. Gutt, do stellt sech awer och eng Virfro: Wann déi Better all verschwannen - do kënnt jo nees een Deel an d'Stad, also an d'Zentralregioun -, wéi soll dat iwwert d'Bühn goen? Do wësse mer och nach net genau wéi dat soll geschéien. Ech wär frou, wann d'Ministesch eis en temps venu da seet, wéi dat soll goen.

Mä eng Fro, déi ech mer wierklech stellen, dat ass: Mécht et wierklech Sënn, dat Haus do zouzemaachen? Well dat Haus huet säin Obulus scho ginn, notamment wat den Ofbau vun den akute Better betrëfft. Do waren et der 118. Et waren der definitiv awer nëmmen 99 do. Et ass eng Auslaaschtung, dat steet jo och an deene Petitiounspabeieren an och wat d'Gewerkschafte soen an och d'Personal: 76,5% vum Spidol sinn ausgelaascht. Ce qui n'est pas mal. An et si 17 Milliounen ausgi gi fir Investitiounen, also Steiergelder, wat och wierklech eng grouss Zomm ass, fannen ech.

A wann d'Strukture wierklech nach zäitgeméiss sinn, an dat si se jo nach, firwat muss dat verschwannen? Firwat kann een net eventuell eng Logik spille loossen, par analogie zu der ZithaKlinik, dass ee vläicht seet: Okay, mir kënnen och en zweet Haus an der Proximitéit hunn an där zweeter Stad vum Land, an der Stad Esch. Dat wier net abwegeg. Well ech mengen, den Ambulatoire am ORL-Beräich fonctionnéiert gutt, d'Psychiatrie juvénile fonctionnéiert gutt, d'Gériatrie, d'Rééducation, d'Réhabilitation, déi fonctionnéiere gutt. Also ech hu vill Versteesdemech fir déi Petitioun an och fir dat Personal, dat sech wiert a gären hätt, dass hiert Haus soll bestoe bleiwen.

Wann ech dann an den Zentrum kommen, déi aner Regioun, wou jo dann och soll de CHL nei gebaut ginn, do hunn ech net verstanen, wat d'Plus-value ass, fir eben effektiv déi Suen do auszeginn, en Neibau ze maachen. Ech wier och frou, wa mer kéinten en temps utile eng Kéier vun der Ministesch gesot kréien, wat dann do dee grousse Virdeel ass, fir dat ze maachen.

An do stelle sech dann déiselwecht Froen: Wat geschitt mam ale CHL, mat deene Gebailechkeeten? Ginn déi ofgerappt? A wat geschitt och mat Eech? Well mer do jo och net wëssen, wou dat genau higeet.

Déi eenzeg Plaz am Land oder déi eenzeg Regioun am Land, wou et méi kloer ass, wat d'Infrastrukturen ugeet, dat ass den Norden. Well effektiv do elo Wolz an Ettelbréck, déi hu sech fonnt. Ech mengen, do ass elo en Équiliber fonnt ginn. De Rapprochement mam Hôpital neuropsychiatrique ass amgaang ze goen. Mä do ass et nach net esou kloer. Mä dat schéngt awer och eng Saach ze sinn, déi sech da realiséiert.

Wat awer manner kloer ass, ech wëll dat nach eng Kéier hei répétéieren, dat ass: Wéi geet et mat den Activités médicales an der Nordstad weider? Wat däerfe se do maachen? Wéi däerfe se et maachen? Bon, de Spidolsplang wäert eis dat soen an d'Ministesch wäert eis dann och an deenen nächste Méint do um Lafenden halen.

Ech wollt also ofschléissend soen, dass ech der Meenung sinn, wann een eng responsabel Politik wëllt maachen, da muss een effektiv, de Minister muss do e Kader setzen. Mä Fakt ass awer hei am Land, leider, dass mer keen esou ee Kader hunn. Fakt ass, dass d'Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois am Fong geholl eng grouss Plaz huet an der Lëtzebuerger Spidolslandschaft. A Fakt ass och, dass ech ëmmer nëmme punktuell Ännerunge gesinn. Wa mer déi nei Landschaft opstellen, da geschitt emol eppes hei, emol eppes do. Et ass näischt Globales, wat sech mécht.

An dat fannen ech net gutt. Ech hätt léiwer, et wier ee Kader do. Da kéint een eng Steierung maache mat alle Leit, déi um Terrain sinn. Da kéint een all déi Leit, déi um Terrain sinn, d'selwecht behandelen. An da géif dee Rééquilibrage vun engem Hospitalier an en Ambulatoire, da wier dee sécherlech besser méiglech a sécherlech kéint een och déi ganz Gestioun vum Secteur méi effizient maachen, wat och Effeten hätt op de Käschtepunkt.

Fir mech ass et kloer, eng kloer Struktur bréngt och kloer Positioune vun alle Partner, bréngt e proaktiivt Handelen. An dat brauche mer onbedéngt. Well mir brauchen dat hei zu Lëtzebuerg, wa mer weider wëllen e performante Gesondheetssystem hunn, en dynamesche Gesondheetssystem. D'Erausfuerderunge si grouss. An do ass d'Conditio sine qua non, fir den aktuellen héije Standard vu Leeschtungen, qualitativ héije Standard vu Leeschtungen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, musse mer zesummeschaffen an optimiséieren.

Voilà, dat war dat, wat ech heizou wollt soen. Ech wollt nach den Accord bréngen vun der CSV zu dësem Projet de loi.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps. Entschëllegt! Alexander.

M. Alexander Krieps *(DP).-* Merci, Här President. Dir entschëllegt meng rau Stëmm haut. Dat wäert un der Rhetorik e bëssen ännere, mä awer net un der Dialektik, déi elo kënnt. Entschëllegt. Ech muss fir d'Éischt d'Rapportrice félicitéiere fir hire komplette Rapport an hire schréftleche Rapport.

Ech hunn zwar vun e puer Aussoe mech stéiere gelooss, well et ass hei geschwat ginn, dee Projet de loi géif dréngend ëmgesat ginn an dat ass de Mérite vum heitege Chamberspresident an deemolege Gesondheetsminister, dee vu viru méi wéi fënnef Joer deen heite Projet deponéiert huet. Dunn ass natierlech gesot ginn herno, dee Projet kéim an de Verzuch weinst dem Concept médical a wéinst anere Considératiounen. Mä déi Notioun vum Concept médical, déi ass eréischt am Dezember 2013 am Regierungsprogramm festgehale ginn. Entschëllegt. An...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Dir misst bei den Dokter goen.

M. Alexander Krieps *(DP).-* Jo.

(Hilarité)

Jo, ech muss soen, bei de Longendoktere si mer ganz gutt versuergt, zumindest am Zentrum an all de Spideeler. Mä ech hu mech awer net getraut, dohinner ze goen.

Dat gesot, mengen ech, de Prinzip vum Concept médical ass eréischt am Dezember 2013 vun der Majoritéit, vun där neier Majoritéit festgehale ginn. An d'Fusioun vun der Zitha mat dem Kierchbierger Grupp eréischt 2014 formaliséiert ginn. Dofir louch dee Projet véier Joer prett mat sengem Avis vum Conseil d'État, awer et ass net virugaangen. Dofir, ech mengen, all déi, déi haut froe firwat, déi musse sech héchstwahrscheinlech selwer mat der Nues huelen!

Zum Historique vun der Zitha ass virdrun ugeklongen, am Éischte Weltkrich war et e Lazarett an d'Klinik ass eréischt '21 entstanen, Modernisatioune waren der scho '85 a '97. An da wëll ech lech soen, fir eng Kéier sinn ech am Fong mam OGB-L d'accord, mä nëmmen op ganz punktuellen Déngen. A sengem Avis zum Projet de règlement grand-ducal huet den OGB-L de Virage ambulatoire als éischte Punkt mentionnéiert, wat ganz gutt ass. An do muss ech awer dann op d'Zuele vun der Zitha zréckkommen. Am Joer 2014 si plus ou moins d'Halschent vun hiren Operatiounen ambulant gemaach ginn. Ech weess elo net, ob dat nëmmen Talgdrüse waren oder aner Operatiounen,

mä et waren och anerer vill. Dat heescht, d'ZithaKlinik huet an de leschte fënnef Joer den ambulante Secteur méi wéi verduebelt!

An dann hir Policlinique, dat ass virdrun hei ugeklongen, vu siwe moies bis siwen owes, do ginn 125.000 Patiente consultéiere pro Joer. Dir musst Iech dat also virstellen. An dann hu se eng Hickecht gutt qualifizéiert Dokteren déi lescht 30 Joer agestallt. A se hunn 800 Leit am Ganzen als Personal. E Budget vu 75 Milliounen d'Joer. Dat si ganz impressionnant Zuelen!

Also ech begréissen do dem OGB-L säi Standpunkt vun der Médecine ambulatoire. Et huet zwar laang gedauert bis se dropkomm sinn, mä ech mengen, et kann ee sech jo ëmmer verbesseren. En dréngend...

(Interruption)

Jo, dach. Ech hunn hei viru 15 Joer scho gesot - dat kënnt Der alles nokucke goen, den 13. Dezember 1999 -, do hu se an Amerika d'Knéie schonn ambulant operéiert. An oft souguer an de Praxissen, net an de Spideeler! Soll dat e Beispill sinn? Dat iwwerloossen ech Iech.

Eng aner Considératioun, natierlech, et ass elo virdru gesot ginn, et wier dréngend gewiescht, mä dofir hunn ech mer d'Fro gestallt, firwat de Volume vum Investissement op de Bauindex vum Oktober 2014 eropgeschrauft ginn ass, quasi 10%, an et ass am Verglach gewiescht zum Bauindex 2009. Dofir däerf kee soen, dat wier e ganz rezente Projet.

Ech muss Iech och dräi Wuert vu menger perséinlecher Relatioun mat der Zitha soen, well ech kréien dat jo ëmmer hei an dem Parlament gesot, ech brauch mech do net ze schummen.

Ech war fir d'Éischt an der Zitha 1971, dat ass ganz laang hier, mat mengem Frënd Bob Steinmetzer, deen am Conseil um Kierchbierg sëtzt, an do hu mer e Stage gehat. An ech muss Iech soen, dat waren heroesch Zäiten, well dat war déi Zäit, ier d'Sécherheetsgurten an d'Airbagen an den Autoe waren. Dat war relativ dramatesch nuets, wann d'Accidenter erakomm sinn. An déi Zäit waren där och, well d'Autoen net vill gedaacht hunn. An ech hunn nach heiansdo an der Nues de Melange vu Blutt an Äther, deen do an der Loft houng. Dat war ganz impressionnant, do denkt een drun.

An ech hat déizäit och vill Kolleegen, déi ganz vill Asaz hate fir d'Patienten. An ech wollt och haut e Wuert soe vun der Schwëster Josepha Kayser, déi deemools d'dreiwend Kraaft an deem Haus war an zimlech vill am Gréff hat. Ech wëll dat soen.

Och nach haut, a méi wéi jee, sinn d'Direktioune vun de Spideeler gefuerdert, fir dass d'Fonctionnement vun deene Spideeler ganz gutt leeft. A si sinn och responsabel fir d'Performance vun hiren Dokteren a fir dem ganze Personal seng Performance. Et sinn net d'Meter Kibb an d'Meter carré, déi an dësem Fall an der Zitha ëm 20% an d'Luucht ginn, d'Meter carré. Déi puer Better, déi ofgeschafe ginn, ech mengen, wann dat besser fonctionnéiert, da ginn déi och wettgemaach. Mä ech wëll soen, et sinn net d'Meter Kibb an d'Meter carré, déi hei et ausmaachen. Et ass also schonn d'Qualitéit vum Personal, vum ganze Personal.

Net d'accord sinn ech mam Avis vum Collège médical, dee gesot huet, datt dësen Invest iwwerflësseg wier. Ech muss emol eng Kéier nach dee Conseil nokucken, wien do an deem Collège médical sëtzt. Do war jo e President, deen an der Zitha selwer laang geschafft huet. Ech gleewen net, dass deen dee Rapport gemaach huet. Ech hoffen net wéinstens. Ech muss emol eng Kéier nokucken, wien déi Avise schreift, well dee leschten Avis, dee se ginn haten zum Plan hospitalier, dee war och relativ seichtes Geplätscher, also.

Ech schwätzen och hei - well virdrun ass et ugeklongen, an dat ass wichteg -, d'Proximitéit vun der ZithaKlinik, wat jo eng ekonomesch Kraaft ass am Garer Quartier, do ass jo keen Zweifel. An ech erënneren drun un déi sëlleche Motioune vum Stater Gemengerot, wou d'Madame Polfer, d'Lydie Polfer, d'Soen elo huet, déi hunn net labber gelooss, fir dat Spidol am Zentrum vum Garer Quartier ze halen.

Mir wësse jo, dat hunn ech och schonn eng Kéier hei gesot viru laanger Zäit, et war jo ëmmer eng Tendenz, fir d'Spideeler ausserhalb vun de Stied ze maachen oder an d'Périphérie, genau wéi d'Unisgebaier, well d'Studenten ongemelleg sinn. Et ass jo natierlech kloer, dass d'Kierfechter an d'Pampa gaange sinn. Dat ass jo evident.

De Lien hospitalier-extrahospitalier, dass deen net fonctionnéiert oder net esou gutt fonctionnéiert, dat kann ech bezeien. An déi lescht Faillite an deem Secteur war jo d'Introductioun vum Médecin référent, wou et elo geschwënn un der Zäit wier, do nach eng Kéier e Bilan ze maachen, ier dat erëm opgeluecht gëtt. Dir wësst jo, dass de Médecin référent wéinst legalen Ursaache suspendéiert ass. Ech hoffen net, dass dee System erëmkënnt, well dat kascht nëmme méi Suen.

De Stat ass och responsabel fir d'Ëmsetzung vun dëse Projeten. An dofir, dat hei ass eng déck Enveloppe, 50 Milliounen. D'Zitha selwer leet nach eng Staang Milliounen do drop. An ech mengen, dat ass extrem wichteg.

Wat ech net verstanen hunn, an dann halen ech op, wat ech net verstanen hunn, dat ass, mir sëtzen zu sëlleche Kolleegen, den Edy Mertens, deen och ëmmer d'Stater Spideeler verdeedegt niewent sengem Ettelbrécker a Wëlzer Spidol, zu Recht, an den Edy Mertens a mäi Kolleeg Gusty Graas sinn net eng Kéier an 18 Méint zu dësem Projet vum neien „Nonneradio", RTL, zu enger Stellungnahm gefrot ginn. Net eng eenzeg Kéier! Also, dont acte.

Domadder wëll ech Iech Merci soen. An et ass kloer, dass d'Demokratesch Partei deen heite Projet de loi stëmmt, an da soen ech Iech och, Madame Minister, Merci, dass Der dat elo ëmsetzt.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Alexander Krieps. An nächst Riednerin ass d'Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun wënschen ech dann emol dem Här Alexander Krieps eng besser Stëmm fir déi nächst Ried.

Als eng vun de wéinegen, eenzege Klinicken an eisem Land, déi den Numm Clinique de proximité nach verdéngt, ass d'Zitha wierklech eng aussergewéinlech Klinik. Hir Beléiftheet ass net nëmmen d'Resultat vun enger gudder a relativ schneller Prise en charge vum Patient, si erfëllt och säit bal 100 Joer eng wichteg sozial Missioun am Quartier vun der Stater Gare, dee jo, soziologesch gesinn, net deen einfachsten ass.

Leider erweist d'Infrastruktur sech scho laang - an dat huet d'Madame Hemmen des Laangen an des Breeden erkläert - als ze kleng an och deelweis vétuste a se ass och net méi grad patientefrëndlech. Och d'Installatiounen entspriechen net méi den Ufuerderunge vun enger moderner Medezin a si renovéierungsbedürfteg. Dat Eenzegt, wat eigentlech nach komplett fit ass, dat ass d'Personal.

D'Madame Hemmen ass am Rapport op all d'Detailer vum Projet de loi agaangen, esou dass ech déi net wëllt widderhuelen. Dofir hir awer am Numm vun der grénger Fraktioun e grousse Merci.

Aus de genannten Ursaache vum Alter vum Gebai, gëtt scho laang op d'Moderniséierung an awer och op den Ausbau vun dëser Infrastruktur gewaart. Ech wëll awer och en anere Grond erwähnen, deen zu engem gewëssenen Drock gefouert huet, an dat war d'Fusioun vum Spidol vum Kierchbierg mat der Clinique Dr. Bohler, der Zitha an der Sainte-Marie zu Esch.

D'Existenz vun der Zitha ass ebe just och mat där Fusioun eng Zäit a Fro gestallt ginn, jiddwerfalls an hirer aktueller Form. Ech hunn e Bréif erëmfonnt, deen den Här Xavier Bettel 2009 un de Verwaltungsrot geschéckt huet mat der Suerg, dass en ebe fir de Fortbestand géif antriede vun deene wichtege Soinen, déi do en place waren. Natierlech war de Bréif och ënnerschriwwe vum gesamte Schäfferot. An ech gesinn d'Madame Polfer ganz interesséiert heihi kucken. Dir hat Är Suerg, dass den..., och d'Madame Loschetter...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Mir hunn dat...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et ass...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Mir hunn dat am Dezember nach eng Kéier gemaach...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An Dir hutt et nach eng Kéier widderholl...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Mir haten eng Motioun, déi à l'unanimité ugeholl gouf.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Soudass mer dovun ausginn, dass op alle Fall déi ganz Gemeng dohanner steet. D'Fusioun huet och stattfonnt, mä, wéi gefaart, aus der Zitha ass net eng Gériatrie ginn - wat ee Moment ugeholl ginn ass -, déi all gängeg Aktivitéite medezinescher Natur géif opginn. D'Zitha bleift d'Zitha a se gëtt souguer nach verbessert zum Wuel vum Patient an awer och zum Wuel vum gesamte Quartier vun der Stater Gare.

Mat där Léisung ass net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg zefridden, mä och mir als gréng Fraktioun. Mir begréissen haaptsächlech, dass dës Klinik eng Clinique de proximité wäert bleiwen, mat wichtege medezineschen an awer och mat soziale Missiounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems de Projet vun der Moderniséierung a vum Ausbau vun der Zitha schonn am Joer 2009 lancéiert ginn ass - ech sinn elo bei der virdru schonn ugeschwater Verschleefung oder wéi een et kann nennen -, ass en deementspriechende Projet de loi de 24. Juli 2013 déposéiert ginn. An am Juli 2014 ass dunn e medezinescht Konzept vum Groupe Robert Schuman virgeluecht ginn. Dora si souwuel déi verschidden Aktivitéitspolen, de Qualitéitsmanagement awer och déi allgemeng Gestioun, d'Logistik an déi transversal Zesummenaarbecht vun der Zitha mat aneren Antennen definéiert ginn, wat mir eng ganz sënnvoll Approche fannen.

Jo, de Projet ass a Verzuch geroden. Mä trotzdeem begréisse mir d'Approche vun der Regierung, dorop ze waarden. Op de Konzept ze waarden, fir dëse Projet de loi net nëmme baulech, mä och inhaltlech u kloer Kritären ze bannen.

Déi 69 Milliounen insgesamt, oder 55 Milliounen, déi fir dëse Projet de loi zur Verfügung gestallt ginn, ginn domat net just a Steng investéiert, mä an d'Zukunft vun eisem Spidolswiesen, wéi am neie Spidolsplang festgehalen ass. D'Spidolswiesen ass doran definéiert, jiddwerfalls d'Zukunft. An dëse Projet de loi entsprécht där Logik.

Bekanntlech geet et drëms, d'Kompetenzen do ze bündelen, wou et Sënn mécht - dat gëtt hei gemaach - an déi finanziell Mëttel esou anzesetzen, dass se net nëmme just enger Minoritéit, mä der grousser Majoritéit vun Assuréën zegutt kommen. Och wann eenzel Adaptatioune mussen erfollegen, mir haten am Débat d'orientation doriwwer rieds, esou gëtt déi allgemeng Zilsetzung vum Plan hospitalier awer vu kengem Mënsch heibannen a Fro gestallt.

Op de Projet de loi vun haut déclinéiert, heescht dat, dass de Concept médical, dee vum Spidolsverband Robert Schuman ausgeschafft ginn ass, kloer op Kompetenz a Qualitéit setzt. Ee Volet, dee mir awer besonnesch wëllen ervirsträichen, e steet ganz kleng am Konzept, ech hunn en awer net iwwersinn, sinn d'Efforten, déi vum Grupp gemaach ginn, fir d'Kontinuitéit vun de Soine mam sougenannten Exercice personnalisé vun der Medezin ze verbannen.

Fir eis spillt déi personaliséiert Approche grad an der Zitha, als Clinique de proximité, eng wichteg Roll. Säit Jorzéngten dréit dës Approche nämlech zum positiven Image vun deem Spidol bäi an och zu der Beléiftheet bei de Leit. Woubäi de Gesondheetszentrum besonnesch ervirzehiewen ass, well en op d'Wuelbefanne vum Mënsch am Beruffsalldag setzt an net op de kranke Mënsch an d'Behandlung. E spillt eng wichteg Roll an der Preventioun vu Krankheeten. Och dat gëtt et net an all Klinik.

Mam Ausbau a mat der Moderniséierung vum Gebai muss dës Traditioun, déi an der Zitha en place ass, déi de Kontakt mam Patient an de Bien-être vum Patient an de Mëttelpunkt stellt, op alle Fall bestoe bleiwen. Dëst ass eng sozial Plus-value, an déi soll nach verstäerkt ginn. Se ka verstäerkt ginn, andeems geziilt op Servicer gesat gëtt, déi d'Prise en charge an den Traitement vun extrem vulnérable Persounen ofsécheren. Dës Servicer sinn net esou visibel wéi anerer, mä se sinn net manner wichteg.

Un éischter Stell denken ech hei un d'Addictologie, déi alkohol- an drogenofhängeg Persounen ophëlt an um Site momentan mat 14 Better funktionéiert. Menges Wëssens sollen déi 14 Better ofgeséchert bleiwen. Allerdéngs gëtt dëse Service net als zukünftegen Aktivitéitspol vun der Zitha affichéiert. Jiddwerfalls net an deem Tableau, dee mer ze gesi kritt hunn.

De Beleeungsgrad, hunn ech mer soe gelooss, vun deene Better fir d'Toxicomanen ass iwwregens ganz héich, vill méi héich wéi an anere Servicer. E läit bei 90%, während den Taux vun der Beleeung an anere Servicer just bei 77% oder manner läit.

Als Gréng géife mir et sënnvoll fannen, dëse Service net einfach an der Policlinique ënnerzebréngen an him domat eng gewëssen Anonymitéit ze ginn. Opgrond vun där komplexer Problematik, déi der Addictologie zugronn läit, gesi mir éischter d'Schafung vun enger onofhängeger Struktur, fir dee Service an Zukunft op d'Been ze setzen. Hei geet et bekanntlech ëm d'Behandlung vu villfälteg ofhängege Mënschen, déi net nëmme psychiatresch behandelt musse ginn, mä och internistesch vun Dokteren. Dat heescht, do muss eng Synergie stattfanne vun enger ganzer Équipe. Dëst natierlech opgrond vum kierperleche Schued, deen duerch en iwwerdriwwene Konsum vun Drogen an Alkohol ugeriicht gëtt.

Wat eis e wéineg stutzeg mécht, ass, dass ëmmer manner Toxicomanen an der Zitha hospitaliséiert ginn, obschonn d'Zuel vun den Toxicomanen eisen Informatiounen no permanent zouhëlt. D'Zuel vun den Hospitalisatiounen ass am Laf vun e puer Joer vu 500 Fäll op 300 Fäll am Joer 2014 erofgaangen. Ee vun de Grënn gesi mir doran, dass deene Patienten den Accès zu internistesche Soine verwiert bleift, soulaang wéi se net komplett fräi vun Drogekonsum sinn. Dat heescht, dass déijéineg, déi zwar an engem Sevrage sinn an och psychiatresch behandelt ginn, net onbedéngt op der Statioun vun der Médecine interne oder der Gastro-entérologie opgeholl ginn.

Dat zielt net nëmme fir d'Zitha, dat ass eng allgemeng Regel vun de Spideeler. Och wann dës Regel eng gewësse Logik huet an novollzéibar ass, si mir der Meenung, dass no Léisunge muss gesicht ginn, fir och deenen dote kranke Persoune méi adequat ze hëllefen a fir medezinesch Interventiounen och bei deene Leit op d'Strooss ze bréngen.

Well internistesch Interventiounen am Foyer Abrigado oder Foyer Ulysse, wou déi Leit sech ganz oft ophalen, net méiglech sinn, gesi mir just eng Léisung, an zwar déi, wéi ech gesot hunn, an direkter Proximitéit vun der Zitha en onofhängege Service d'addictologie ze schafen, fir d'Aarbecht vun de Psychiatere beschtméiglech mat där vun den Internisten ze verbannen. Esou ee Modell géif net nëmmen e gewëssen Tabu briechen, mä e géif och Liewe rette vun deene Leit, déi herno op der Strooss landen. Eiser Meenung no ass dëst keng Fro vu Geld oder op d'mannst net vun allze vill Geld, mä éischter eng Fro vu Wëllen a vun Organisatioun.

En anere Punkt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op deen ech kuerz wéilt agoen, ass dee vum Neibau och vun der Partie É, dat ass jo dann e ganz groussen Deel. Mir gesinn, dass do vill Opportunitéiten opginn.

Eiser Meenung no eegent deen Deel sech zum Beispill fir d'Verloune vu medezinesche Praxen un d'Dokteren aus der Klinik. Dës Approche géif verhënneren, dass d'Doktere permanent tëschent hirer Praxis am Quartier an dem Spidol mussen hin- an hierlafen, mä dass se op engem eenzege Site ënnerbruecht ginn. Och de Patiente géif dee Wee zeguttkommen, well se just nach eng Ulafstell am Quartier hätten, an zwar eben am Spidol.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Da kéim ech zum Virage ambulatoire, dee jo schonn oft erwähnt ginn ass. Mir mengen, dass do nach e ganz grousse Mangel un Informatiounen an der Bevëlkerung besteet. Den Informatiounsbedarf ass grouss. Dat mierkt een, wann ee mat de Leit schwätzt.

Dobausse gëtt de Bettenofbau am Beräich vun de Soins aigus zugonschte vun de Better vun de Soins ambulatoires nämlech oft esou interpretéiert, wéi wann d'Patiente géint hire Wëlle praktesch aus dem Spidol géife fléien a sech duerno hëlleflos selwer iwwerlooss wären. Dat ass net meng Meenung, mä ech héiere se awer ëfters. Dës Ängschten erlieft een ebe besonnesch bei eelere Leit a se sinn och duerchaus novollzéibar, ëmsou méi, wann déi Leit eleng liewen an och an enger grousser Distanz zum Spidol sech ophalen. Hei muss engersäits méi Wäert op Informatioun vum Public allgemeng geluecht ginn, fir dass den eigentlechen a positive But vun enger ambulanter Behandlung méi bekannt dobausse gëtt. An da gëtt en och akzeptéiert. Anerersäits muss awer och eng effikass Noversuergung duerch d'Infirmières relais beispillsweis garantéiert a bekannt gemaach ginn.

Eng Iddi, déi ech an deem Kader emol einfach wéilt an de Raum geheien, ass déi vun neie Versuergungsmodeller, wéi zum Beispill deem vum Patientenhotel zu Lausanne, deen 2016 seng Diere wäert opmaachen. Dat ass elo net an dësem Projet virgesinn, ech wéilt et trotzdeem nach eng Kéier erwähnen, well et am Ausland ufänkt, entwéckelt ze ginn.

Hei geet et drëms, de Patient nom Verloosse vum Spidol net direkt heemzeschécken, mä him an enger oppener a frëndlecher Tëschestruktur eng sozial a gesondheetlech Begleedung unzebidden, ouni dass do massiv op d'Doktere muss zréckgegraff ginn. Dat bis zu deem Moment, wou de Patient seng komplett Autonomie zréckhuet a säi Wëlle besteet, heemzegoen, ouni dass e sech muss Suerge maachen.

Mir sinn eis natierlech bewosst, dass esou e Modell net vun haut op muer ëmzesetzen ass, an dass en, wéi an der Schwäiz, och muss enger Käschten-Notzen-Analys ënnerzu ginn an dass och eng Rei Prozeduren hannendru musse geregelt sinn. Jiddwerfalls si mir iwwerzeegt, dass Modeller wéi deen do, déi jo elo am Ausland entstinn, virun allem der wuessender Zuel vun eeleren an elengstoende Leit,

awer och deene Leit, déi manner mobill sinn, zegutt géife kommen. Dee Moment wär de Problem vum Transport schonn d'office geléist, well se bräichte sech net méi ze déplacéieren.

E leschte Punkt, deen ech dann nach wéilt kuerz erwähnen, ass dee vum Traitement vun der Douleur chronique, der sougenannter Algologie. Well dës Problematik op eis Demande hin - dofir soen ech och Merci - um Ordre du jour vun enger nächster Santéskommissioun steet, wëll ech dëser Diskussioun net virgräifen.

Ech wéilt awer drop hiweisen, dass sech dem Cercle d'algologie no eng Rei Problemer an deem Beräich stellen, och an der Zitha. Beispillsweis leien d'Waardezäite fir en éischte Rendez-vous fir den Traitement vun der Douleur chronique an der Zitha bei véier bis fënnef Méint, während de Remboursement nach just de Kriibspatienten a Leit a graver Détresse zeguttkënnt.

Am Kontext vun dësem Projet de loi werfen ech déi Fro op an ech wéilt wëssen, wéi et mat der Schmäerztherapie an der Zitha weidergeet respektiv wéi eng Mëttelen an Zukunft fir dës Disziplin fräigesat wäerte ginn. Och do menge mer, dass mer do e groussen Apport zu der Preventioun kéinte bréngen.

Wat d'Zukunft vun der Clinique Sainte-Marie zu Esch ubelaangt, wäerte mir och déi Fro an enger folgender Kommissioun mat der Petitiounskommissioun behandelen, soudass et och net drëms geet, elo scho laang driwwer ze schwätzen. Déi Geleeënheet wäert sech erginn.

Duerfir just kuerz: Als Gréng si mir ganz frou, dass d'Madame Minister schonn Aussoe gemaach huet. Si huet gesot, dass si um Erhalt vun den Aarbechtsplaze festhält. An dat begréisse mer ganz staark.

Eisen zousätzleche Wonsch ass awer deen, dass d'Diskussioun ronderëm d'Clinique Sainte-Marie sech net just op déi Personalfro beschränkt, quitte dass se muss zum Gudde geléist ginn. Mir mengen, et wier och un der Zäit, fir iwwert d'Zuel an d'Form vun dréngend gebrauchte Geriatrien ze schwätzen, queesch duerch d'Land, net nëmmen zu Esch, mä am ganze Land.

Eis demografesch Entwécklung mam massiven Zouwuess vun eeleren, vulnérablen an oft eleng liewende Mënsche verlaangt ganz einfach, dass mir eis méi wéi jee mat deem Phenomeen auserneesetzen a Verantwortung iwwerhuelen an alle Regioune vum Land.

Dat gesot, kommen ech zréck an d'Stad a bei d'Zitha a wënschen dem neie Chantier e flotten, einfachen Oflaf an hoffen, dass en 2020 da fäerdeggestallt gëtt, dass sech keng weider technesch Problemer stellen, a gi selbstverständlech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché. Dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert. Als Zentrumsdeputéierten an nach vill méi als Stater Bierger kann ech natierlech d'Modernisatioun vun der ZithaKlinik nëmme begréissen. Si gouf 1925 opgemaach, zu engem Zäitpunkt, wou dee Quartier nach souzesoen e Randgebitt war vun der Stad Lëtzebuerg, och wann en deemools schonn a voller Expansioun war. Haut läit dëst Spidol awer matzen an der Stad an ass och nach no bei der Gare.

Schonns eleng aus dëser Ursaach ass et derwäert, dës Klinik mat deenen néidege Moyenen ze ënnerstëtzen, fir datt se sech op hirem aktuelle Site ka moderniséieren a vergréisseren, och wann dës méi grouss Efforten an der Planung an och bei de Käschte mat sech bréngt, wéi wann een op enger grénger Wiss géif eppes Neies bauen. Grad well dës Klinik esou zentral läit, muss och derfir gesuergt ginn, datt all déi néideg Servicer do ënnerbruecht ginn.

An do muss ech ausdrécklech bedaueren, datt viru ronn zwee Joer den Zentrum fir chronesch Schmäerzen, de Centre antidouleur huet missen zougemaach ginn, mangels Ënnerstëtzung säitens dem Gesondheetsministère.

An ech schléisse mech do der Fro vun der Kolleegin Lorsché un d'Ministesch un, wou deen Dossier drun ass a wéi deene Leit an Zukunft besser ka gehollef ginn.

Och wann d'Medezin Fortschrëtter mécht an ee glécklecherweis hautdesdaags ëmmer manner Zäit an de Spideeler läit: Mir brauche Spideeler a mir brauche Better an de Spideeler. Dëst och, well ons Bevëlkerung rasant wiisst, a grad hei an der Stad Lëtzebuerg, wou mer jo elo wäit iwwer honnertdausend Awunner hunn.

An och am Gesondheetswiesen ass Konkurrenz gesond, eiser Meenung no. An et wier net gutt, wann alles géif zentraliséiert a staatlech gelenkt ginn. De Patient huet an eisen Aen och e Recht op de fräie Choix vum Dokter. An och den Dokter soll de fräie Choix hunn, ob e säi Beruff wëllt als Indépendant oder als Salarié ausüben.

Mir stëmmen hei iwwer ee Projet vun eppes iwwer 55 Milliounen Euro of, Geld wat sënnvoll ugeluecht ass an eisen Aen, an duerfir bréngen ech den Accord vun der ADR-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt virausschécken, dass mer dee Projet hei och stëmme wäerten.

D'ZithaKlinik ass en traditionellt Stater Spidol, dat eenzegt Quartiersspidol am Fong geholl, wat am Zentrum vun der Stad nach iwwreg bliwwen ass. Ech wëll natierlech och erënneren un déi Motioun am Stater Gemengerot 2013, wou et ëm den Erhalt gaangen ass vun der Policlinique an och ëm genügend medezinesch Aktivitéiten am Garer Quartier.

Dat war jo um Ufank vun der Fusiounsdiskussioun, déi ugefaangen huet mam Spidol um Kierchbierg. Haut si mer um Punkt ukomm, wou den Erhalt, d'Moderniséierung an och d'Vergréisserung vum Spidol an engem Projet konkretiséiert ginn, un deem sech de Stat mat maximal 55 Millioune bedeelegt.

Ech mengen och domat, dass schlecht Erfahrungen aus der Vergaangenheet mat deeneselwechte Bedreiwer, wéi zum Beispill wat de bekannten Operatiounsroboter ugaangen ass, wou Décisioune geholl gi sinn ouni Accord vum Gesondheetsministère, dass déi Zäiten op jidde Fall an deem heite Fall eriwwer sinn.

Hei ass diskutéiert gi fir d'Éischt emol iwwer e Konzept, an eréischt, wéi dat Konzept virlouch a verännert ginn ass, ass och dee Projet de loi hei definitiv weidergedriwwe ginn um Instanzewee.

Ech wëll elo net op d'Aktivitéiten an deem neie Spidol agoen. Ech wëll just eppes soen zu de Kriticke vun engem vun den Doktere vun der Klinik, déi dee gemaach huet an der Zeitung „Quotidien" den 19.1.2015. Den Dokter Hirsch, Rhumatologue, huet de mangelnden Dialog kritiséiert säitens vun der Direktioun vun deem neie Grupp, zu deem d'Zitha elo gehéiert, dem Groupe Robert Schuman. E fäert, dass déi, wéi e seet, „participativ Gestiounstraditioun a -kultur" an der ZithaKlinik sech net wäert erëmfannen an deem neie Grupp. An e fäert och, dass den Équipëgeescht an deem „grousse Schlass", wéi e seet, dat elo besteet aus véier Sitten, wäert verluer goen.

A wann een e bësse weess, wéi och d'Gestiounspraktike si vun deem Grupp do, da muss ech soen, muss een tatsächlech fäerten, dass eng relativ intransparent, kommerziell ausgeriichten an technokratesch Denkweis an deem Grupp do Iwwerhand hëlt, an zwar net nëmme vis-à-vis vun den Dokteren, mä och vis-à-vis vum Personal. Mir mengen och, dass deen neie Spidolsplang an och déi nei Gesondheetspolitik éischter déi Erugoensweis do, déi technokratesch Erugoensweis férdert.

Mir hate scho Geleeënheet, beim Débat iwwert dee Spidolsplang den 19. November 2014, op déi eenzel Aspekter dovunner anzegoen. Mir haten déi generell a mechanesch Reduzéierung vun den Akutbetter kritiséiert. Et ass keng wierklech Bedarfsanalys deemools gemaach ginn, op d'mannst net virgeluecht ginn. An et sinn deemools an, wéi mer héieren hunn, och haut nach gréisstendeels keng Alternativen a Form vun där versprachener ambulanter Medezin virgeluecht ginn. Wann do an der ZithaKlinik an de leschte Joren eng aner Praxis war, kann een dat nëmme begréissen.

Mir fannen och, dass d'Schléissung vun der Clinique Sainte-Marie, an dat huet och mat deemselwechte Grupp ze dinn, eng schlecht Iddi ass, well se deenen Aarbechtsplazen, deene villen Aarbechtsplazen an deene verschiddenste Beräicher, déi et do gëtt, keng sécher Perspektive fir d'Zukunft bitt. A mir mengen och, dass e Besoin wier, fir dat Spidol zu Esch bäizebehalen.

Mir haten och kritiséiert, dass d'Personal net an d'Qualitéitskontroll géif agebonne ginn an de Spideeler. Mir stellen allerdéngs fest, dass an deem neie Reglement do eppes derbäikomm ass iwwert d'Participatioun och vun de Vertrieder vum Personal an dem Contrôle bei de Comités d'évaluation, a mir fannen dat eng gutt Saach.

Mir hunn deemools d'Kierzung vun der Enveloppe vun der Gesondheetskeess bedauert. Mir hunn eis och skeptesch gewise par rapport zu den „Fallpauschalen", wéi dat heescht, déi an der Maach sinn an déi riskéieren, zu enger Zwouklassemedezin ze féieren.

Mir hunn och op de käschtendreiwenden Afloss vun der liberaler Medezin higewisen a gefrot, d'Méiglechkeet ze schafen, fir méi Dokteren net am liberale Statut, mä am Salariatsstatut anzestellen. A mir mengen, dass dat eng Formel wier, déi ee sech och misst iwwerleeën, wann elo déi nei Strukturen am Süden zum Beispill kommen, mam Südspidol, déi ee sech onbedéngt méi misst iwwerleeën, well dat och Strukture sinn, an e Verhältnis ass, en Ugestallteverhältnis ass, wat och vill jonk Doktere misst interesséieren.

Mir hu bei där Debatt och op dee groussregionalen Aspekt vun de Spideeler higewisen. Mir mengen, dass een net eleng kann no geografeschen an inhaltleche Strukture fueren, déi fir den enke Raum nëmme vum Lëtzebuerger Territoire vu Wichtegkeet sinn, mä dass een och muss kucken, wéi d'Situatioun vun de Spideeler ronderëm eist Land ausgesäit.

Mir wëssen, dass verschidde Spideeler zoumaachen, net nëmmen hei am Land, mä och an de Géigende ronderëm. A mir fannen, dass et wichteg wier, dass een an den Iwwerleeunge fir esou ee Spidolsplang méi och géif dee Facteur mat abezéien.

Mir mengen do och an deemselwechte Kontext, dass et weiderhi wichteg ass, och mat den universitäre medezineschen Zentere ronderëm ze kooperéieren, wat d'Ausbildung ugeet. An ech mengen, dass een dat och soll diskutéieren am Kader vun där diskutéierter „medical school", dass déi ganz am Kader och vun der Kooperatioun an der Groussregioun a vun de Complémentaritéiten, déi et do gëtt, muss gesi ginn. Dat däerf net eng nei Standuertdiskussioun an eng nei Standuertkonkurrenz gi mat bestehende Strukture ronderëm.

Mir mengen, dass all déi Froen net geléist sinn an deem neie Plan hospitalier, och net an där Form, wéi en elo virgeluecht ginn ass, no eiser Diskussioun. Mëttlerweil läit jo och den Avis vun der Chambre des Salariés vir zu deem Reglement. D'Chambre des Salariés huet hiren Désaccord dran ausgedréckt a fuerdert eng, wéi si seet, Remise à plat mat allen implizéierten Akteuren. An dat ass och meng Konklusioun am Fong geholl haut.

Dat huet awer näischt ze di mat deem konkrete Projet, deen eis hei virläit an dee mer wäerte stëmmen, trotz alle Kriticken, déi ech hei ubruecht hunn um Groupe Robert Schuman, zu deem e gehéiert, an un der Regierungspolitik.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vum Débat an d'Madame Gesondheetsministesch Lydia Mutsch huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Déi vill a gutt Interventiounen, virun allem den detailléierte Bericht vun der Rapportrice vum Projet erlabe mir et, fir zimlech kuerz ze sinn. Ech fannen, dass hei konstruktiv Ausféierunge vun alle Säite komm sinn, déi mer natierlech op verschiddene Plaze mat op de Wee huelen.

Mir sinn en attente vum Avis vum Statsrot zu eisem Plan hospitalier. Mir hunn elo an deenen nächste Wochen eng ganz Rei vu Réunioune vun der Chamberskommissioun, ënner anerem fir iwwert d'Fro vun der Douleur ze schwätzen, ënner anerem fir iwwer aner Spideeler ze schwätzen, d'Sainte-Marie, déi iwwert de Spi-

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

dolsplang fir déi nächst fënnef Joer jo ofgeséchert ass. Dofir erlaben ech mer, kuerz op déi verschidden Interventiounen anzegoen.

Ech wéilt gären de Bau, den Neibau oder d'Moderniséierung vum Spidol am Garer Quartier, der ZithaKlinik, an de Gesamtkontext vun engem Secteur setzen, dee sech enorm verännert huet an deene leschte Joren. Grouss Fusiounsprozesser, déi stattfonnt hunn, eng nei Regierung, déi sech agesat huet, fir déi Haiser, déi mer hunn, ze moderniséieren. Am Duerchschnëtt fléissen iwwer 30 Millioune pro Budgetsjoer an de Fonds hospitalier, deen dat Instrument ass, wou iwwer 80% vun de Spidolsinvestitioune getätegt ginn.

An ech wëll hei soen, dass mer an deenen nächste Joren, virun allem iwwer 2017 eraus, dee Fong massiv mussen zousätzlech alimentéieren, fir dass déi vill Modernisatiounen an och Neibauten, déi mer um Instanzewee hunn, ech denken net nëmmen un d'ZithaKlinik, mä ech denken och un dat neit Südspidol, eise CHNP, d'Rehaklinik...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Ech denken awer och un den Neibau vum CHL, dass mer dat och an der Zukunft kënne maachen. An ech zielen do op de Support vun der Chamber, wann et herno ëm déi Diskussiounen och geet.

Bon, wat d'ZithaKlinik selwer ubelaangt, esou ass hei vun alle Säite betount ginn, dass et e ganz dynamescht Quartiersspidol ass mat engem exzellente Ruff. Ech kann dat nëmme bestätegen. Dat ass eng wierklech gutt gefouert Klinik ëmmer an der Vergaangenheet gewiescht. An et ass och nach ëmmer de Fall. Et ass eng Klinik, déi och zum Deel schonn dat préparéiert huet, wat am neie Plan hospitalier ugeduecht ginn ass an och schonn agefloss ass. Ech denken do zum Bespill un de Virage ambulatoire.

Elo ass natierlech, an ech kann dat ëmmer nëmmen ënnersträichen, d'Instrument vun engem Plan hospitalier dat, wat et ass, nämlech e groussherzoglecht Reglement, wou mer net all konzeptuell Diskussiounen dra kënne verpaken, déi mer gäre géifen. Do bleiwen nach vill Diskussiounen op, déi mer op engem anere Plang musse féieren. Ech denken un eist Spidolsgesetz, wat mer mussen op de Leescht huelen a wou dann och esou Iddien, wéi déi, déi hei op den Dësch komm sinn an déi iwwert d'Referenzen an d'Definitiounen, déi an dësen Plan hospitalier agefloss sinn, nach mussen zousätzlech an eis Gesetzer erakommen, wou mer dat och nach kënne maachen.

Zum Projet selwer wëll ech Merci soen, dass mir am Fong den Aval kritt hunn, fir déi Klinik kënnen ze moderniséiere fir e Gesamtkäschtepunkt vun 62,6 Milliounen, wat vill Sue sinn, awer gutt investéiert Suen, déi gebraucht ginn, virun allem och gebraucht ginn an deem dote Quartier.

An deem Zesummenhang gouf och hei d'Fro gestallt, wat d'Addictologie ugeet. Bon, hei kann ech Iech rassuréieren, dass am Concept médical, deen de Gesamtgrupp eis am Summer d'lescht Joer virgestallt huet an am Hierscht d'lescht Joer confirméiert huet, de Pôle psychiatrique massiv ausgebaut gëtt, virun allem um Site vum Kierchbierg, awer dass och e Service virgesinn ass, deen exklusiv sech ëm d'Addictologie këmmert an déi d'Offre de soins iwwert d'Policlinique complétéiert an doweinst grad an der ZithaKlinik, an engem awer net ëmmer ganz einfache Quartier, hir Daseinsberechtegung huet.

An ech mengen, dass dat och e ganz wichtegen Deel ass vum Gesamtkonzept vun der Psychiatrie adulte an och vun engem Service national de psychologie juvénile, wou dat heiten natierlech e wichtege Bestanddeel dovunner ass. An ech mengen, dat wier och déi richteg Plaz, fir dat virzegesinn. Do hu mer eng Sëtzung virgesinn.

Am Plan hospitalier sinn zwee Services de la douleur virgesinn, dovunner een an der ZithaKlinik, an Zesummenaarbecht mam Rehazenter. An dat, mengen ech, wier och e ganz wichtege Message an och eng wichteg Ausriichtung vun deem Haus, wat an der zukünfteger Spidolslandschaft seng Positioun domat stäerkt, an och duerch déi Modernisatioun an déi Extensioun, déi mer maachen, säi Stellewäert an där Spidolslandschaft nach weider ënnermauert.

Ech wëll ofschléissend - mat alle Froen, déi mer nach zousätzlech an den nächste Wochen a Méint kënnen tranchéieren - nach eng Kéier hei soen, dass et wierklech eng ganz gutt gefouert Gesondheetskommissioun ass, déi mer hei an der Chamber hunn, mat ganz konstruktive Virschléi, net nëmmen am Zesummenhang mat eise Spidolsgebailechkeeten, mä och am Zesummenhang mat deenen aneren Instrumenter, déi mer hunn, fir eis Offre de soins hei zu Lëtzebuerg kontinuéierlech ze moderniséieren an eis Spidolslandschaft zum Gudde vum Patient weider auszebauen.

An duerfir geet mäi grousse Merci un all d'Intervenanten an un Iech, Här President, an un d'Kolleege fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Minister. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen zu dësem Projet ukomm an ech géif Iech proposéieren, zum Vote iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6598 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6598 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

Sou, elo schéngt et eriwwer ze sinn. Kënnt kee méi bäi?

56 Participanten um Vote, 56-mol Jo. Domat ass de Projet eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Lex Delles), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen Iech nach just, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci villmools.

Da si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer de Mëtteg ëm zwou Auer fir d'Consultatiounsdebatt.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)

SÉANCE 26 JEUDI, 19 MARS 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2
   - *M. Félix Eischen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
3. Débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?»
   - *Exosé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
   - *Débat: M. Michel Wolter (interventions de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur), M. Yves Cruchten, Mme Josée Lorsché, M. Max Hahn, M. Gast Gibéryen (Mme Josée Lorsché intervient), M. Justin Turpel (intervention de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur), M. Marc Lies, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Henri Kox (dépôt d'une motion), Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt*
   - *Prises de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Justin Turpel et de M. Michel Wolter), M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (interventions de Mme Martine Hansen et de M. Aly Kaes)*
   - *Motion: M. Michel Wolter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
   - *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, François Bausch, Mme Maggy Nagel, MM. Dan Kersch et Claude Meisch, Ministres; M. Camille Gira et Mme Francine Closener, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Justizminister. Ier mer elo op eis Konsultatiounsdebatt kommen, proposéieren ech, dass mer d'Question urgente virzéien. Et ass d'Question urgente 1006 vun der Madame Martine Hansen an dem Här Félix Eischen iwwert d'Examensfroe vum Zyklus 4.2 an der Grondschoul, déi ëffentlech zirkuléieren.

D'Madame Hansen respektiv den Här Eischen an dësem Fall hu fënnef Minutten Zäit, fir d'Fro ze presentéieren, an d'Regierung, den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch, huet zéng Minutten, fir dorop ze äntwerten. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären dem Éducatiounsminister eng Fro stellen am Kontext vun der Fuite vun den Examenskopien am Cycle 4.2.

D'Martine Hansen a meng Wéinegkeet hate scho virun zwee Deeg doriwwer eng Question parlementaire gestallt an de Minister drop opmierksam gemaach, dass eisen Informatiounen no Kopië vun den Épreuven am Émlaf wieren. Déi Kopië sinn zesumme mat engem Bréif vum Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques vum Éducatiounsministère erausgeschéckt ginn.

Haut dunn huet sech eis Vermutung, déi mer an der Question parlementaire geäussert haten, bestätegt, dat souwuel an der Press wéi awer och vum Här Minister selwer. Souwuel d'Schoulmeeschteren aus dem Cycle 4.2 wéi och verschidden Eltere sinn am Besëtz vu Kopien. Well d'Épreuven nach dës Woch an theoretesch och d'nächst Woch nach sinn, haten elo natierlech verschidde Schüler en Avantage vis-à-vis vun deenen, déi déi Kopië vun den Épreuven net haten.

Wéi de Minister scho confirméiert huet, mussen an esou engem Kontext d'Épreuven nach eng Kéier frësch gemaach ginn. D'Kanner ginn also zanter Méint op déi Tester preparéiert. Et ass u sech och déi éischte Kéier an hirer schoulescher Carrière, dass se richteg getest ginn. Fir si, d'Kanner, ass den Timing och kloer gewiescht: D'Fuesent geet et lass, Ouschteren ass et eriwwer.

Ass et engem Kand elo zouzemudden, dee ganze Stress elo erëm eng Kéier vu vir unzefänken? Och fir d'Elteren heescht dat zousätzleche Stress.

Elo hunn ech an deem Kontext, Här Minister, e puer Froen un Iech. Wéi kann et sinn, dass déi Kopien zesumme mat engem Bréif vum Service de Coordination erausgeschéckt goufen?

An deem Kontext handelt et sech jo dann net ëm eng Pann, wann esou eng Diffusioun mat engem offizielle Bréif gemaach gëtt. Firwat stoung och net „strictement confidentiel" an deem Bréif dran, a just „pour votre gouverne"?

De Minister sot, dass hien de Méindeg vun dëser Fuite au courant gesat ginn ass an dass doropshin eng intern Enquête lancéiert gouf. Firwat reagéiert de Minister dann eréischt haut? Mir sinn Donneschdeg. Wann de Minister de Méindeg au courant gesat ginn ass, firwat sinn d'Épreuvë vun dëser Woch dann net scho geännert ginn?

D'Épreuvë ginn also zum Deel nei gemaach, mä déi éischt Tester ginn och elo net all annuléiert. Wéi ginn dann elo d'Épreuvë berechent, déi al, déi nei? Wéi eng Gewiichtung hunn déi éischt? A wéi eng Gewiichtung hunn déi Épreuven, déi eréjscht solle geschriwwe ginn? Firwat gi just d'Écriten nei gemaach an net d'Orallen? Ass et iwwerhaapt richteg, nei Tester ze maachen?

Le mal est fait! D'Kanner sollen also elo dat musse riichtbéien, wat e puer verantwortungslos Erwuessener an Ärem Ministère, Här Minister, an de Sand gesat hunn! Dir sidd hei an der Responsabilitéit,...

(Exclamations)

...wat fir eng Konsequenzen envisagéiert Dir?

Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat géift Dir da proposéieren? Dat eent a säi Contraire!

Une voix.- Oh Mamm, oh Mamm!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Populismus pur!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif dem Här Eischen frëndschaftlech roden, nach eng Kéier eist Reglement nozeliesen, wat d'Question-parlementairen ugeet a wat d'Commentairen a Question-parlementairen ugeet. À bon entendeur salut!

An den Här Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President!

Also, ech ka jiddwerengem seng Enttäuschung, seng Verwonnerung, seng Roserei och verstoen. Mir deele se mat ganz ville Leit am Land, virun allem mat ganz ville Schülerinnen a Schüler. An ech kann Iech soen, datt de Moie mäin Handy net opgehalen huet ze vibréieren, well ech permanent Maile kritt hunn, Télefone kritt hunn, SMSe kritt hunn, Bréiwer vu Schoulklassen - hei vum Teresa, vum Rick, vum Pedro, vum Tina, vum Nelly, vum Jenny, vum Nicolas -, déi sech d'Fro stellen, wéi dat dote ka sinn, déi sech d'Fro stellen, firwat si elo, well iergendzwousch effektiv e Feeler - also e grave Feeler, e ganz grave Feeler! - geschitt ass, déi musse sinn, déi eventuell Épreuven nach eng Kéier musse maachen.

(M. le Ministre Claude Meisch montre une lettre à l'audience.)

An hir Froe beschränke sech net dorobber. Et ass eng Säit voller Froen, op déi ech och Schwieregkeeten hunn, d'Äntwerten alleguerten direkt ze formuléieren. Well wann ee gesäit, wat mer do detektéiert hunn, mat wat fir enger Energie, zum Deel awer och Systematik do Froe weidergereecht goufe vun Tester, déi elo net ausschlaggebend si fir d'Orientatioun tëscht dem Fondamental an dem Secondaire, mä awer eng wichteg Roll ze spillen hunn, da schuddert et een!

Duerfir wëll ech fir d'Alleréischt emol soen, datt meng Gedanke bei deene Kanner sinn. An ech verstinn eigentlech och net, wéi mer et fäerdegbréngen als Erwuessener, oder wéi e puer Erwuessener et fäerdegbréngen - Enseignanten, zum Deel dann awer och Elteren -, de Kanner d'Gefill mat op de Wee ze ginn, datt d'Fuddelen eppes Guddes wär...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ...an datt ee mat Fuddele géif hëllefen! An ech verstinn eigentlech och weder d'Enseignanten nach déi Elteren, déi gemengt hunn, andeems se déi Schüler do iwwert deen dote Wee, deen absolutt net ze toleréieren ass, nach eng Kéier besser op deen Test do géife preparéieren, datt se hinnen eppes Guddes géifen undinn. Well: Menge mer wierklech, wa se falsch orientéiert herno sinn an an där falscher Klass sëtzen, well se gefuddelt hu mat der Hëllef vun Elteren a vun Enseignanten, datt dat hinnen da wierklech op Dauer eppes géif bréngen? Ech mengen, dat bréngt hinnen nu wierklech guer näischt! Duerfir sinn dat heiten awer Saachen, déi mer festgestallt hunn, wou d'Wierder mer..., wou d'Wierder mer feelen!

D'Fro stellt sech natierlech, a mir hu probéiert, ganz schnell eng Äntwert dorobber ze formuléieren: Wat maache mer elo? Déi Froen, déi den Här Eischen opgeworf huet, sinn, jo, berechtegt. Ech mengen, datt mer se net alleguerte mateneen a voller Kohärenz beäntwert kréien. Ech denken, datt mer awer eng Reaktioun musse weisen.

Mir kënnen net einfach elo soen: Jo, et waren der vläicht 3 an och vläicht 300 oder 30 oder 500 Kandidaten, déi déi Froen am Virfeld haten, a mir maachen d'Aen zou an dat ass et dann a mir bleiwe bei dëser éischter Épreuve. Dat wëlle mer net! Well do géif ëmmer den Doute bleiwen, ob dann net deen een oder deen aneren da vläicht awer besser orientéiert gi wär, grad well en deen doten Avantage sech verschaaft hätt oder verschaaft kritt hätt. An deen Doute ass net gutt!

Mir wëllen duerfir op de Wee goen, fir éischtens emol déi Épreuven, déi nach net stattfonnt hunn, an dat sinn der iwwert Textproduktiounen, déi d'nächst Woch stattfannen am Franséischen an am Däitschen, wou allerdéngs haut de Moien dann och an enger Dageszeitung d'Froen an d'Themen zu deenen Textproduktiounen annoncéiert goufen, datt mer déi stattfanne loossen, selbstverständlech mat anere Sujeten a mat anere Froestellungen, soudatt mer fir deen Deel, vun deem éischte Volet vun der Épreuve emol sécherlech d'Garantie hunn, datt dat korrekt ofgelaf ass.

Da gi mer hin a mir soen: Mir maachen eng zweet Épreuve op deene schréftlechen Épreuven, déi scho stattfonnt hunn am Franséischen an am Däitschen, well mer do kënne feststellen, ob dann do gravéierend Differenze sinn. A mir denken, datt herno de Comité d'orientation oder d'Commission d'orientation, déi jo net nëmmen d'Resultater vun deenen Épreuven do kuckt...

An aus Ärer Froestellung hunn ech eraushéieren an aus ville Commentairen, och aus deem, wat an de Medie gesot a geschriwwe ginn ass, an a ville Froen, déi ech och am Laf vum Dag esou héieren hunn, hunn ech festgestallt, datt déi ganz Orientatiounsprozedur eis net alleguerten ëmmer esou präsent ass, wéi se da wierklech ofleeft: Da gi mer déi zwou Evaluatioune vun deenen zwou Épreuvë mat an déi Kommissioun. An et ass jo net nëmmen dat, wat gekuckt gëtt: wat d'Resultat an deenen Tester ass. Dat ass een Element nieft de Bilanen, de Bilans intermédiaires an de Bilans de fin de cycle. Et sinn d'Avise vun den Elteren, déi mat afléissen. Et sinn aner Produktioune vun de Schüler, déi och kënne mat considéréiert ginn. An op Wonsch kann et och nach en Test psychologique sinn.

Et sinn also fënnef verschidden Elementer. An an dësem Fall wären et der da sechs verschiddener, déi zu engem Gesamtbild vun de Kompetenze vum Schüler solle féieren, fir datt déi Kommissioun sech e méiglechst globaalt Bild ka maachen, fir en Avis d'orientation kënnen auszeschwätzen.

Wann elo - huele mer emol e Beispill - an de Bilanen aus deene Jore virdru sech ergëtt, datt de Schüler mëttelméisseg Leeschtunge bruecht hätt a mëttelméisseg Kompetenzen dann och zustane bruecht hätt, an en hätt an där éischter Épreuve elo formidabel gutt ofgeschnidden an an där zweeter wär et awer erëm éischter méi mëttelméisseg gewiescht, dann denken ech, da weess och déi Kommissioun, wat se do ze maachen huet a wat hiren Avis d'orientation wär.

Woubäi duerno jo nach ëmmer d'Méiglechkeet ass vun engem Recours, a fir dann un engem Exame kënnen deelzehuelen a wou dann d'Resultat vum Examen da finalement zielt.

Soudatt ech denken, datt mer hei - bei allem Negativen, wat och vläicht dës Prozedur nach huet - dee beschte Wee gewielt hunn, fir propper do erauszekommen, am Respekt vum Effort vun de Schüler, dee se bis elo gemaach hunn, awer och fir eng méiglechst grouss Chancëgläichheet an Egalitéit um Départ vun esou Épreuvë kënnen ze garantéieren.

Wat mer enorm leed deet, dat ass, datt hei wahrscheinlech duerch d'Feelverhale vun e puer Eenzelnen e ganze Beruffsstand och erëm eng Kéier a Mësskredit riskéiert ze kommen.

Mir hu keng Indicatioun, datt dat dote wierklech flächendeckend iwwert d'Land gemaach gi wär. Mir hu keng Indicatioun dorobber, datt systematesch Enseignanten an all eise Schoulen dat dote gemaach hätten, datt se déi Froen do weiderginn hätten.

Mir hunn awer ganz kloer Indicatiounen, datt et an eenzelne Fäll weidergi ginn ass. Mir wëssen net vu wiem. Mir wëssen ongeféier wou.

De Moien an enger Dageszeitung stoung, et wär am Oste vum Land gewiescht. Ech kann dat confirméieren. Mir kenne ganz prezis Fäll am Oste vum Land. Mir kennen awer grad esou prezis Fäll am Norde vum Land. Mir hunn och munches schonn héieren, wat de Süde vum Land ubelaangt.

An där interner Enquête, déi mer gemaach hunn zanter de Méindeg, si ganz prezis Saachen dach awer zudag komm. Mir hu festgestallt, datt do, wou d'Froen zirkuléiert sinn, se quasi bei der ganzer Klass waren, datt allerdéngs och eenzel Elteren sech bei eis manifestéiert hunn zanter de Méindeg, déi gesot hunn: „Mir wëllen dat doten net a mir wëllen lech drop opmierksam maachen, datt dat dote geschitt." An duerfir leeft eis intern Enquête zanter de Méindeg bis gëschter Owend.

Mir kënnen net ganz genau quantifizéieren, wéi vill Schüler do am Fall sinn, bei wéi villen Épreuven, mä trotzdeem mierke mer, datt et awer mat enger gewësser Systematik gemaach ginn ass. Firwat mat enger gewësser Systematik? Wann een iwwer E-mailen dat verschéckt, wat ee gescannt huet aus deem ganze Pak vun all den Épreuven, als PDF, y inclus all déi Audio-Fichieren, déi nach drunhänken, dann denken ech, ass dat scho mat enger gewësser Intentioun gemaach ginn. An dann ass dat net, datt ee se emol iergendzwouch vläicht eng Kéier fonnt huet a leie gelooss huet an et war net agespaart, et war net am Tirang. Et ass nämlech dat, wat mer festgestallt hunn, dat och geschitt ass.

Duerfir denke mir, datt mir mat eiser Enquête esou wäit konnte kommen, wéi mer kënne kommen um administrative Plang, a mir hunn duerfir de Moie Plainte déposéiert beim Parquet, fir datt sech d'Justice dëses Dossier hei unhëlt, well mer op d'mannst emol awer feststellen, datt Leit sech hei net un de Beamtestatut gehalen hunn, datt mer op d'mannst emol dovunner aus musse goen, datt, och wann net kloer markéiert ass „strictement confidentiel" an net kloer op där Enveloppe, déi zougepecht ass, eng Prozedur steet, wéini ee se dann dierf opmaachen, et muss kloer sinn, datt et awer Froe si fir en Test an datt déi confidentiel ze handhabe sinn. Dat misst evident sinn.

An et ass eigentlech eng intellektuell Frechheet, de Leit dat nach eng Kéier op de Bréif ze schreiwen, fir datt et eigentlech esou misst gehandhabt ginn. Wou wäre mer dann, wa mer jiddwerengem dat doten nach eng Kéier misste preziséieren an dësem Fall, wou et ëm en Test geet an der Orientatiounsprozedur?!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mir wëllen och, an dat hunn ech d'lescht Woch schonn annoncéiert, generell iwwert déi gesamt Orientatiounsprozedur nodenken, dat éischter als Reaktioun op déi Orientatioun, déi mer haten am Laf vun deene leschte Joren, awer och iwwer eng Rei vun anere Schwaachpunkten, déi haut schonn detektéiert goufen. Do wëll ech elo net am Detail drop agoen, dat kënne mer op enger anerer Plaz awer gären am Detail och eng Kéier maachen. Mä an deem Kontext muss sécherlech och nach eng Kéier gekuckt ginn, wéi mer ganz genau mat deenen Tester do wäerten da verfueren.

Déi Fro, déi Der gestallt hutt, déi ech awer net verstanen hunn, dat ass, wéi Der de Lien maacht tëscht deem Begleitbréif bei deenen Enveloppë mat den Épreuven an elo dem Fait, datt déi Épreuven iergendzwouch weidergereecht gi wären. Datt een do e Begleitbréif dobäi mécht, schéngt mer evident ze sinn, an datt dat Iech interpelléiert huet, muss ech soen, dat hunn ech net ganz richteg verstanen, firwat datt grad dee Fait Iech op de Plang geruff huet. Dir kënnt mech do awer ganz ganz gäre beléieren.

Ech denken awer, datt - an dat hu mer och nach eng Kéier gekuckt - déi Procédure, wéi se en place ass, wéi se vum Ministère och prezis definéiert ass, eigentlech kee Spillraum léisst fir iergendwelch Feeler oder Zoufäll, déi dat doten hätte kënne verursaachen, datt also schonn iergendzwouch och hei géint déi Prozeduren an eigentlech och géint de klore Mënscheverstand verstouss ginn ass, tëschent deem, wat bei der Definitioun an der Ausaarbechtung vun deene Questionnairë geschitt ass, bis dann déi Tester an der Klass stattfonnt hunn. Do hu Leit sech eben net un d'Prozedur gehalen. Hätte se sech dru gehalen, dann hätt dat doten net kënne geschéien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass zwar an der Prozedur net virgesinn, mä wann den Här Minister domat d'accord ass, dass eng Niewefro gestallt gëtt…

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann et der Klärung déngt, da kann ech dat gären akzeptéieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech wollt just nach eng Kéier déi éischt Fro preziséieren. Dat heescht, d'Questionnairë si jo u sech erauskomm, well de Ministère se verschéckt huet un d'Leit, un d'Membere vun der Commission d'orientation. D'Commission d'orientation, dat si jo net nëmmen d'Schoulmeeschteren an d'Jofferen aus dem 6. Schouljoer, déi d'Questionnairë maachen, déi u sech den Examen oder den Test ofhalen, mä dat sinn och Enseignante vum Secondaire, vum Technique, dat sinn d'Psychologen an esou weider.

An do stellt sech fir mech déi fundamental Fro: Firwat sinn déi Questionnairen erausgeschéckt ginn, pour votre gouverne, ier u sech d'Tester eriwwer waren? Well, wann ee se erausschéckt, ier d'Exame gelaf sinn, da besteet egal wéi ëmmer de Risiko, datt déi awer op eemol diffuséiert ginn.

An duerfir wollte mer u sech froen: Firwat sinn déi erausgeschéckt ginn an ass net gewaart ginn, bis datt d'Examen eriwwer wieren, an da wiere se pour votre information erausgeschéckt ginn?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mä ech gesinn do keen Zesummenhang domadder, datt herno déi Informatiounen erauskomm sinn, well fir datt se konnten erauskommen… A wa se schonn e Joer virdrun erausgeschéckt gi wären oder dräi Woche virdrun oder zwee Deeg virdrun, wann do Leit higinn a se diffuséiere se wëssentlech, dann ass dat de Problem an et ass dat de Fait. An dogéint musse mer och virgoen an dat kënne mer net akzeptéieren. Da läit sécherlech net de Feeler doranner, datt se méi fréi erausgeschéckt gi wären.

Ech muss awer kënnen dovunner ausgoen, datt all déi Leit, déi an där doter wichteger Prozedur mat Liewensentscheedunge preparéiere fir Schüler, datt déi awer déi Confiance hunn, déi Gewëssheet hunn, déi gewëssenhaft Aarbecht leeschten, datt se dat doten eben net weiderginn, och wa se et eng Woch vläicht méi fréi kréien. Wa mer dat net hunn, an dat Vertrauen net hunn an déi Leit, da mengen ech, da musse mer déi Kommissioun aneschters besetzen an Zukunft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. An domat, mengen ech, wär déi heite Fro traitéiert a mir kënnen zum normalen Ordre du jour eriwwergoen.

De Mëtteg féiert d'Chamber eng Consultatiounsdebatt op Propositioun vun der Regierung doriwwer, wéi mer Lëtzebuerg zesumme wëllen entwéckelen. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht an d'Wuert huet direkt den Här Nohaltegkeetsminister, de François Bausch.

Vu dass mer souwisou virun enger laanger Sëtzung stinn, bieden ech all d'Kolleegen ëm déi noutwendeg Disziplin. Villmools Merci.

3. Débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?»

Exposé

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert.

Dir Dammen an Dir Hären, viru genau engem Joer huet dës Regierung mat villem politesche Courage décidéiert, fir déi véier sektoriell Pläng virum Summer 2014 op den Instanzewee ze schécken. An ech wëll vläicht do och emol zwou Virremarquë maachen, well ech och heiansdo de part et d'autre an der Press Saache liesen, iwwert déi ech e bëssen erstaunt sinn.

Dat Éischt, wat ech liesen, ass, datt gesot gëtt: Jo, firwat huet d'Regierung dann déi Pläng einfach an d'Prozedur ginn? Hätt se net besser gehat, si hätt se am Detail nach eng Kéier iwwerschafft, respektiv wa se relativ séier Virahnunge kritt huet, datt par rapport zum Landesplanungsgesetz Saachen net an der Rei gewiescht wären, hätt se net besser gehat dann, wéi gesot, d'Pläng komplett och deementspriechend ze adaptéieren?

Ech wëll dozou soen, ech hätt gären heibannen an och dobaussen déijéineg all gesinn, wann d'Regierung ugekënnegt hätt d'lescht Joer am Fréijoer, loosse mer soen Abrëll, Mee, Juni - ech ka mech erënneren, an der Chamberskommissioun sinn ech schonn am Februar ënner Drock gesat ginn oder et ass versicht ginn, mech ënner Drock ze setzen, wéini mer dann endlech déi Pläng elo géifen an d'Prozedur bréngen, well déi wäre jo fäerdeg -, an ech hätt gären déi Diskussioun gesinn, déi mer am Land gehat hätten, de part et d'autre, wann d'Regierung gesot hätt: „Mir maachen dat elo emol net a mir huelen ons mol nach eng Kéier zwee Joer och gutt Zäit, fir se weider am stillen Kämmerlein ze diskutéieren an ze analyséieren, well mir sinn der Meenung, do si Saachen hei an do net an der Rei.", - da wär gesot ginn, dat wär eng Sauerei, d'Regierung géif net wëllen d'Transparenzkaart spillen. An iwwerhaapt, et wär alles fäerdeg an esou weider an esou fort. Ech mengen, mir kennen déi Leieren, déi een dann ëmmer muss héieren.

A well ech dat net wollt an d'Regierung dat net wollt, hu mir et vill méi richteg fonnt, fir endlech, no zéng Joer Viraarbecht, déi ronderëm déi Pläng gelaf sinn a verschiddenen Aarbechtsgruppen, domadder an d'Prozedur ze goen, an awer hu mer dobäi ëmmer betount, vun Ufank un, datt mer dat als oppene Prozess géife gesinn, datt mer dialogbereet wären, datt mir keng honnertprozenteg virgefaasste Meenung hätten.

An da kommen ech zum zweete Punkt vu menge Virremarquen: mengem Erstaunen driwwer, wann ech de part et d'autre liese muss, wéi d'Leit dann domadder ëmginn, wann een esou an e Prozess geet. Wou da gesot gëtt: Jo, wat soll dat, huet d'Regierung keng eege Meenung? Wat soll dat? Hätt d'Regierung net besser gehat, awer hei an do eppes anescht ze zielen? Oder huet se hir Meenung elo geännert? Dat gëtt gesot.

Ech hunn elo nach missen an engem Artikel liesen, datt mer am Juli an d'Prozedur gaange wären an am Oktober hätt ech meng Meenung scho geännert. Mä, wat ass da Schlechtes drun, wann eng Regierung an eng Prozedur mat esou engem komplexe Wierk wéi deem heite geet, a vun Ufank u seet, se wier bereet - mir hunn d'Wourecht net selwer gepacht -, se wier bereet, hei oppen do dran ze goen, ze diskutéieren, nozelauschteren an deementspriechend, wa se vum Terrain uerdentlech Saache kritt, déi och ze berücksichtegen?

Dofir nach eng Kéier, et war richteg, dat ze maachen. An d'Diskussioun, déi mer kritt hunn, beleet et, datt et richteg war. Et ass insgesamt eng gutt Diskussioun. Si ass insgesamt och ganz konstruktiv verlaf. A mir hu ganz vill positiv Réckmeldunge kritt. An déi wäerten och elo all an dat Ganzt mat afléissen.

Véier Aarbechtsgruppen hu virdrun zu Lëtzebuerg getaagt iwwer zéng Joer, wéi gesot, fir un deene Pläng ze schaffen. Awer gréisstendeels, an dat ass de groussen Énnerscheed par rapport zu deem, wat mer elo zanter engem Joer maachen: à huis clos! Et wousste ganz wéineg Leit Bescheed, wat wierklech à huis clos diskutéiert ginn ass. Déi Aarbechtsgruppen hunn ni sech ëffentlech geäussert, oder kaum. Et sinn heiansdo emol kleng Tëschebilane gemaach ginn zu engem - haaptsächlech dem PST -, mä grosso modo net.

An et war vun Ufank un och gesot ginn, vun eis, wéi gesot, datt mir deen oppene Prozess wéilte wielen. Deen oppenen Dialog, deen huet och stattfonnt. A wa juristesch Feeler am Landesplanungsgesetz vun 2013 et net méi erlaabt hunn, déi Pläng mat där néideger juristescher Sécherheet a Rou ze iwwerschaffen, esou wéi mir eis et virgeholl haten, dann, mengen ech, war et och richteg, fir déi Konsequenz ze zéien, déi mer iwwregens, an dat huet mech och gefreet, gezunn hunn an der Kommissioun, an der Chamberskommissioun am November 2014 mat alle Parteien zesummen. Dat heescht, all Parteien zesumme waren der Meenung, datt et dat Richtegt wär, fir dann duerno déi néideg Rou ze hunn an déi néideg Zäit ze hunn, fir déi sektoriell Pläng a Rou ze diskutéieren, ze iwwerschaffen an esou weider.

An dëse sécherlech net ageplangten, mä néidege Schrëtt stellt awer den ageschloene Wee och dofir vun der Regierung a puncto Landesplanung iwwerhaapt net a Fro. Au contraire! Mir sinn der Meenung, datt déi grouss Richtlinnen nach ëmmer hir Gültegkeet hunn. A firwat och? Well eis Problemer a puncto Flächeverbrauch, déi sinn zanter 15 Joer bekannt. Si gi just mat all neier landesplanerescher Etüd nach eemol ënnerstrach. An d'Zuele mussen ëmmer erëm no uewe korrigéiert ginn. Dat heescht, ech stelle fest, datt eigentlech déi Zeenarien, déi ëmmer erëm festgehale ginn, éischter vun der Realitéit nach dépasséiert gi wéi de Contraire.

An duerfir erlaben ech mer och, e puer Fakten aus dem Rapport ervirzesträichen. Mir hunn nach ëmmer e Mangel u Wunnengen, trotz méi wéi 700 ha am Land, déi mer am Bauperimeter hunn, déi kuerzfristeg kéinte bebaut ginn. An trotz enger iwwerstanener Wirtschaftskris vun 2008 an 2009, déi natierlech nach ëmmer a gewëssene Moossen och hir Suitten huet, mä awer, géif ech emol soen, wann ech elo kucken, wéi de Wuesstum, de Wirtschaftswuesstum sech entwéckelt huet d'lescht Joer an och elo dëst Joer, wéi et elo ausgesäit, mengen ech, si mer aus deem Schlëmmste jo awer eraus.

De Choix, fir méi no bei senger Aarbechtsplaz ze wunnen, dee stellt sech fir vill Leit net méi, well déi Wunnengspräisser, duerch deen Drock, dee mer hunn um Logement fir vill Familljen am Land, deen ass esou staark, datt vill Familljen am Land sech dat net méi kënne leeschten.

Dës Evolutiounen, déi brénge mat sech, datt de Wunnengsbau net do geschitt, wou en am sënnvollste wär, zum Beispill do, wou d'Aarbechtsplaze sinn. An eben och fir Wunnengsbau ze maachen, datt mer an der Logik si vun enger gudder Landesplanung, nämlech vun der Ophiewung vun der Trennung vun de Fonctionnalitéiten: wunnen, schaffen a Fräizäit. An d'Leit sinn dofir op hiren Auto ugewisen.

Vill ländlech Gemengen, déi wuessen zwar, mä déi verkommen awer éischter zu „Dortoirs-Dierfer". Dat heescht dat huet och negativ Konsequenze fir de ländleche Raum, wou ee just nëmmen nach hifiert, fir owes ze schlofen. Mä d'Aktivitéiten, déi wirtschaftlech, respektiv d'Aarbechtsplaz an och oft, wat ronderëm ass, gréisstendeels vill méi wäit dovun ewech stattfannen.

Eise Wirtschaftswuesstum ass bäi Wäitem méi dynamesch wéi an eisen Nopeschregiounen. Mir leie souguer néngmol méi héich wéi de Rescht vun Europa! A mir hunn an de Joren no der Kris trotzdeem nach 10.000 Aarbechtsplaze pro Joer zu Lëtzebuerg geschafen. Dat heescht, mir sinn an enger total atypescher Situatioun par rapport zum Rescht vun Europa!

An d'Konzentratioun vun den Aarbechtsplaze virun allem an a ronderëm d'Stad, déi ass frappant. Eleng an der Stad Lëtzebuerg kommen op 1.000 aktiv Awunner 3.800 Aarbechtsplazen. Dat ass en absolute Rekord an Europa! Just, fir lech ze soen: Zu Frankfurt sinn et op 1.000 Awunner ongeféier 1.400 Aarbechtsplazen. Dat ass och en Defizit. Mä hei ass keen Defizit, dat hei ass einfach véiermol esou een héijen Defizit, wéi et eigentlech misst sinn. Dat heescht, et ass guer keen Équiliber méi do!

An et kléngt dofir och trivial, mä vill nei Awunner, vill nei Aarbechtsplazen, an dat méiglecherweist Vuneneen-ewech-Wunnen, also dat bedeit natierlech massiven Trafic. A mëttlerweil hu bal all d'Gemengepäpp a -mammen, déi ech bei mir am Ministère empfänken, an dat waren am leschte Joer se bal alleguerten, géif ech soen, déi hu quasi unanime ëmmer déi nämlecht Suergen: Dat ass den Trafic, also d'Verkéiersproblematik an hiren Uertschaften.

An da kommen oft natierlech an der Nout an an der Verzweiflung lokal Plooschteren op d'Tapéit. Dat sinn dann all méiglech Contournementen, déi jiddweree gären hätt. Verschiddener si berechtegt, verschidde Contournementen, mä nach laang net alleguerten. An do kommen dann awer... Bal all Gemeng verlaangt entre-temps och e Contournement. Mä dat ass just eigentlech eng Symptombehandlung, déi de Problem als solche jo eigentlech verlagert.

An esou wéi rezent Zuelen et ënnermaueren, ass et esou, datt d'Suerge vun de Leit ëmmer méi grouss ginn, haaptsächlech wann ech den Autobunnsréseau vum Süde vun eisem Land a Richtung Stad kucken, wou iwwerhaapt näischt méi geet, wou d'Stauen d'Regel sinn, wou d'Leit wierklech net méi vum Fleck kommen an de Spëtzestonnen, wou d'Saturatioun an der Moyenne schonn iwwer 80% läit an an de Spëtzestonnen ëmmer bei 100. A wann eppes passéiert, wéi elo kierzlech en Accident, da geet guer näischt méi!

An zanter 2011 kann den Dagesverkéier zum Beispill um Gaasperecher Kräiz net méi zouhuelen, well mer d'Capacitéit scho laang erreecht hunn. Mir leien do bei 80.000 bis 90.000 Autoe pro Dag. Dat ass wierklech d'total Saturatioun! Zum Beispill virun 20 Joer louche mer do nach bei 40.000 Gefierer pro Dag. An 1985 waren et der nëmmen 12.000. Dat heescht, mir hunn eng Versiwen-, Veraachtfachung fäerdegbruecht bannent 30 Joer am Verkéier op där doten Achs. An dat betrëfft awer net nëmmen déi doten Achs. Dat do ass nëmmen ee Beispill. Et kënnt een der eng ganz Rei anerer ginn op anere Knuetpunkten, wou et d'nämlecht ass.

Mä net nëmmen am Stroosseverkéier, och am ëffentlechen Transport hu mer extrem Capacitéitsenkpäss entre-temps. Dat wollte mer och bewosst am Rapport emol eng Kéier ënnersträichen. Well de Moment gëtt ëmmer nëmme gesot, d'Stroossen hätten Capacitéitsproblemer, mä d'Schinn huet der entre-temps och, den ëffentlechen Transport. Alles, wat mer bauen an nei maachen, all Zuch, deen nei agesat gëtt, soubal mer en agesat hunn, ass en deen aneren Dag voll.

Iwwerall do, wou mer vum Stonnen- op den Hallefstonnen-Takt erofgi beim Zuch, zum Beispill wéi elo kierzlech op der Nordstreck, huet dat e risegen Erfolleg. An d'Zich sinn, wéi gesot, struppevoll. Also, den Ausbau, dee vum ëffentlechen Transport virgesinn ass, an och u flächendeckenden Alternativen, fir mam Vëlo oder ze Fouss ze goen, fir Weeër zréckzeleeën, un deem schaffe mer zwar, mä mir lafen och zum Deel awer, muss ee ganz éierlech soen, gnadenlos der Wuesstumssituatioun hannendrun.

An dobäi ass eis Landschaft zu Lëtzebuerg schonns elo vill méi zerschnidde wéi an eise Grenzregiounen. D'Lëtzebuerger Landschaft ass esou zerschnidde wéi d'Regioune ronderëm Köln, Düsseldorf oder d'Banlieue vu Paräis. Dat heescht, och do si mer komplett atypesch par rapport zu dem Rescht vun Europa.

Am Schnëtt ginn och zu Lëtzebuerg zwee Hektar den Dag verbaut. Dat ass esou vill wéi ee Fussballsterrain oder, fir et nach méi krass auszedrécken, 730 ha pro Joer, wat ongeféier der Gréisst vun den zentrale Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg entsprécht. A wa mer esou weider géife fueren an dat lafe géife loossen, wéi dat doten, da wär an 120 Joer alles verbaut, ausser d'Bëscher zu Lëtzebuerg, vum Territoire. An ech mengen, dat ass sécherlech eppes, wat mer net dierfen hinhuelen. Do musse mer ëmdenken!

An d'Urbaniséierung breet sech och dobäi eigentlech net méi eleng an den urbane Gebidder, deene klasseschen, aus, mä laanscht all d'Haaptverkéiersachsen, dat heescht och ëmmer méi am ländleche Raum, amplaz datt mer als Éischt d'Baulücken an den Zentre géife versichen ze fëllen, fir eng uerdentlech urban Wunnkultur zum Beispill ze kréien.

An ech muss och do soen, wa mer iwwer Logement schwätzen, dann ass dat dote sécherlech e Punkt an och ee Feeler, dee ganz sécherlech geschitt ass bei der Ausschaffung vun de Plans sectoriels an der Zäit, datt beim Ausweise vun de „grands projets d'envergure" sech ze vill konzentréiert ginn ass op nei Projeten, déi um Rand vun den Uertschafte leien, respektiv éischter, loosse mer soen, op der grénger Wiss leien, an net genuch gekuckt ginn ass: Wat gëtt et innerhalb vum Perimeter vu Baulücken, vun urbanem Raum, dee mer kënnen uerdentlech opfëllen, fir dann och d'Qualitéit vum urbane Raum ze verbesseren? An et ass genau dat, wat muss nogeholl ginn.

An deen zweete Punkt géif ech awer och gär ervirsträichen, dee steet net esou am Rapport dra beschriwwen, mä dat ass awer och ee wichtegen, wa mer wëllen de Landverbrauch stoppen an awer déi Wunnenge bauen, déi mer musse bauen, dat ass, datt mer un d'Frichen denken am Land, déi vill Frichen, déi mer hunn.

Dat sinn der am Süden eng ganz Rei. Do denken ech net nëmmen un Esch/Belval, mä och zum Beispill un Diddeleng, mä awer och am Norden u Wolz, oder och am Zentrum gëtt et der nach eng Rei. Dat heescht, all déi Frichen, déi et gëtt, do musse mer kucken, datt een déi méi och mat abezitt, wa mer an Zukunft iwwer Wunnengsbau zum Beispill schwätzen.

D'Fro stellt sech jo elo: Wéi kréie mer dat an de Grëff? Mä andeems mer éischtens emol déi mëttlerweil iwwer zéng Joer al Strategiepabeieren, wéi den IVL zum Beispill, déi et scho gëtt, emol endlech och seriö huelen an dat ëmsetzen, wat do dra scho geschriwwe stoung.

Dës Strategiepabeiere sinn zwar vun den Zuelen hier iwwerholl ginn, well - wéi ech virdru gesot hunn -, d'Dynamik esou grouss war, datt zueleméisseg gesinn, nach alles méi séier geschitt ass, wéi dat do dran enthalen ass. Dir wësst, den Einwohner- an de Pendlerzeenario hu mer jo. Mir hätten eis sollen décidéieren 2003. Mir hunn déi zwee längstens schonn erfëllt, an net, wéi virgesi war, 2020, mä schonn 2015. Mä dat ännert awer näischt drun, datt d'Villzuel u Projeten, déi 2003 am IVL definéiert gi waren, hir Richtegkeet behalen an datt een déi endlech esou muss ëmsetzen.

Dat ass éischtens: Mir hunn en Zentrum, deen op der internationaler Bühn ka mathalen, nämlech d'Stad Lëtzebuerg an d'Randgemengen. Derniewent sollen d'Südregioun an d'Nordstad entwéckelt ginn. Dat ware wichteg Prémissen am IVL an déi hunn och nach ëmmer haut hir voll Gültegkeet.

Zweetens: Zwëschent deenen dräi Pôlë solle gréng Korridore verhënneren, dass déi Aflëssraim zesummewuessen. Och dat ass nach ëmmer richteg. Dat ass ee Grond och, firwat zum Beispill Zone-verten definéiert gi sinn an de Plan-sectoriellen.

An drëttens: Donieft mussen déi sougenannte Centres de développement et d'attraction, déi berühmte CDRen, dat heescht, datt déi a ländleche Regiounen eng Perspektiv kréien, datt och déi ländlech Regiounen - pardon -, datt déi eng Perspektiv kréien zu deenen dräi grousse Pôlen, a virun allem och a puncto Service an Aarbechtsplazen.

Elo stellt sech natierlech d'Fro: Firwat konnte mer déi Strukturen, déi do virgesi waren, bis elo net iwwerall festegen respektiv net iwwerall a Musek ëmsetzen? Bon, een éischte Grond war deen, well d'Landesplanung net just an engem Departement vun engem Ministère stattfënnt, mä vun allen Akteure muss gedroe ginn, vun alle Ministèren a Verwaltungen, iwwert d'Gemengen a vun der Gesellschaft als Ganzt.

Dat ass natierlech e schwierege Prozess, well da muss ee vill transversal zesumme schaffen an denken. An dat ass leider zu Lëtzebuerg bis elo net an eise Gewunnechte gewiescht, mä ass e wesentleche Punkt, firwat et net bis elo fonctionnéiert huet.

An dann deen zweete Grond, dat ass nach vill méi en einfachen: Well een d'Friichte vun enger nohalteger Landesplanung eréischt no zéng bis 15 Joer dobaussen erkenne kann, muss een als Minister also immens iwwerzeegt sinn, dat unzegoen, well dat, wat ee mécht, dat heescht dat, wat mer haut maachen, och als Chamber hei zesummen diskutéieren, dovunner wäerte mir politesch net d'Friichten dervundroen, mä an zéng, 15 Joer ganz anerer d'Lorbeeren derfir kréien. A mir wëssen, d'Politik deet sech nawell gär schwéier, fir Saache courageiert unzegoen, wa se weess, datt eréischt d'Friichten anerer wäerten droen an zéng, 15 Joer. Dat ass nun eemol bei der Landesplanung de Fall.

An oft steet awer och dat kuerzfristegt Denken, dat Striewen no séiere Benefisser an eisen ongebremsten Individualismus enger koordinéierter Landesplanung am Wee.

An dann ass natierlech virun allem och den Thema Privatbesëtz gutt ze spieren hei an deem Kontext. Wéi gesot, ech wëll wierklech hei betounen, datt et der Regierung an och mir net an de Kapp kënnt, fir elo ze mengen, et soll een net de Privatbesëtz weider..., datt deen e gewëssene Schutz verdéngt. Mä et muss een awer kucken, de Privatbesëtz gëtt zu Lëtzebuerg verdeedegt, och wann zum Beispill richteg oder wichteg Projeten, déi dem Allgemengwuel déngen, doduercher blockéiert ginn. Dat heescht, mir hunn en iwwerdriwwene Schutz vun der Privatsphär. Dee gëtt et och nëmmen an deem Mooss zu Lëtzebuerg.

Et ginn aner ganz liberal Länner, wéi d'Schwäiz zum Beispill, wou et dat net gëtt. An dat ass och de Grond, firwat datt déi Länner natierlech méi séier weiderkommen, wann et drëms geet, landesplaneresch uerdentlech Décisiounen ze huelen. An dat ass och de Grond, firwat natierlech do d'Länner an d'Regioune besser a méi gutt wuessen, wéi bei eis. A wann ech d'Schwäiz - fir dobäi ze bleiwen - kucken, dat ass e Land, wou de Wuesstum och substanziell ass. En ass vläicht net gradesou héich wéi zu Lëtzebuerg, mä et ass awer ëmmer e Land, wat ekonomesch ganz gutt dostoung, och souguer d'Kris gutt iwwerstanen huet. Mä ech mengen, jiddwereen, deen d'Schwäiz kennt a weess, wéi d'Schwäiz organiséiert ass, weess, datt dat awer e bësse besser organiséiert ass a gehandelt ginn ass wéi bei eis.

An dat huet eben och domat ze dinn. An dofir muss oft jorelaang verhandelt ginn, zum Beispill fir wichteg Remembremente vun Terrainen ze maachen. Och Kompensatiounsmesurë bleiwe stiechen dowéinst. An duerfir kréien och da wichteg Infrastrukturprojeten immens Retarden an och de Wunnengsbau a wichteg Wunnengsbauprojete ginn doduerjer zolidd blockéiert.

An et bleift dobäi: D'Fro, ob d'Utilité publique méi wäert ass wéi de Privatbesëtz, déi riskéiert bei all Projet an all Ausweisung vun Zonen, erëm op en Neits juristesch opgewiee mussen ze ginn. An dat ass awer déi Fro, déi mer wierklech eng Kéier och musse seriö diskutéieren a kucken, datt mer do en anert Verständnis kréien.

Also, et gëtt an deem Sënn keng honnertprozenteg juristesch Sécherheet fir eng Hällewull vu legislativen Instrumenter vun der Landesplanung. Zum Beispill d'Ëmklasséierung vun Terrainen, d'Reservéiere vun Transportkorridoren, Aktivitéitszonen an esou weider.

Eng iwwerduechte Landesplanung brauch awer och finanziell Ureizer. Am positive Sënn natierlech iwwer eng kohärent Subsidepolitik an awer och am negative Sënn iwwer Taxen. An och wann déi budgetär Situatioun keng riseg Spréng zouléisst, sou mussen awer Entwécklungsfonge fir déi dräi grouss Pôlen hei am Land zum Beispill geschafe ginn. Zwee vun deenen dräi hunn der iwwregens och schonn.

Wann ech kucken, wat an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn ass: De Fonds de Kirchberg ass en typescht Beispill vun engem Entwécklungsfong. An dat, wat um Kierchbierg geschitt ass, hätt sech ouni dee massive Geldasaz, deen de Stat do an de Grapp geholl huet, fir do ze investéieren, jo ni kënnen do entwéckelen. An Esch/Belval ass genau dat nämlecht. Mä déi ländlech Gemengen mussen och finanziell Perspektive kréien, fir sech aus der Wuesstumsspiral ze befreien. An zum Beispill muss deen drëtte grousse Pôle, dat ass Ettelbréck/Dikrech, dee mer jo definéiert haten, déi nämlecht Perspektive kréien, eiser Meenung no, wéi déi zwee Pôlen am Zentrum an am Süden, well soss kann et net fonctionnéieren.

Mir sinn awer och der Meenung, datt bebaubaren Terrain, wann en einfach leie gelooss gëtt an näischt domadder gemaach gëtt, muss besteiert ginn, wann e sech net entwéckelt. Dat ass eng Viraussetzung fir d'Zukunft, wa mer wëlle wierklech innerhalb vum Perimeter weiderkommen.

A staatlech Subventioune fir Infrastrukture sollen eiser Meenung no do fléissen, wou et och landesplaneresch Sënn mécht. Dat ass net nëmme méi effikass, mä dat ass och finanziell méi korrekt. Well ech mengen, wa mer esou Saachen, wéi dat... Wa mer d'Subsiden esou verginn, da kënnt et derzou, datt d'Zesummenaarbecht besser ass. An da maache mer net alles dräi- a véier- a fënneffach, wat och mat enger zweefacher Ausféierung zum Beispill géif duergoen.

An ech sinn och frou, dass vill vun deenen zitéierten Iddie mëttlerweil vun de Gemengen a selbstverständlech souwéisou vum Intérieur ausgeschafft ginn. Ech muss soen, dat huet eis immens positiv iwwerrascht, datt an de Gemengenavisen an och an dem Avis vum Syvicol déi dote Froen och an deem Mooss esou ugeschwat gi sinn.

Eng baulech Entwécklung fënnt nämlech net automatesch do statt, wou se ekonomesch, gesellschaftlech an ekologesch am beschte wär. An do hunn de Stat an d'Gemengen och eng Verantwortung, fir awer dann eben ze kucken, datt se do stattfënnt, wou se ekonomesch, gesellschaftlech an ekologesch och am beschte wär. Well dat ass d'Viraussetzung, fir datt eise Modell iwwerhaapt nach och kann an deene Jore fonctionnéieren.

Wéi kann ee landesplaneresch Mesuren ëmsetzen, ouni d'Gemengenautonomie ze ënnergruewen? Dat ass eng wichteg Fro, déi natierlech zu Recht an de Gemengenavisen opgeworf gëtt. Ben, ech sinn iwwerzeegt, dass do déi regional Approche dee richtege Mix ass tëschent Autonomie communale a staatlechem Pouvoir.

Iwwregens freeën ech mech och do, dass de Syvicol dat genausou gesäit a sengem Avis. Hei virun allem natierlech hu si dat opgeworf am Beräich vun de Wunnengsbauziler. Mä ech mengen, et kann een dat duerchaus och gesinn an anere Beräicher.

An duerfir soen ech: Kommt, mir sëtzen eis regional zesummen a ginn eis gemeinsam Entwécklungsstrategien, wou regional bestëmmt gëtt, wéi vill Wuesstum eng Regioun ka verkraften. An ech mengen, da komme mer aus deem Dilemma och eraus, dee mer haten, deen e bëssen an de Pläng drastoung, wou eigentlech déi Wuesstumsfro nëmmen op eenzel Gemenge baséiert ginn ass. Ech mengen, d'Regioun ass dat, wat muss an de Vierdergrond réckelen. Da kréie mer besser Perspektiven.

An et ginn och ewell scho vill konventionéiert Regioune mat mengem Ministère, déi entretemps gutt fonctionnéieren, wou ech fannen, datt mer och eng nei Dynamik an deene leschte Méint geschafe kritt hunn. An déi Zesummenaarbecht leeft jo och op e puer Regiounen - zwar scho méi laang, schonn zënter zéng Joer - , war zwar, muss ech soen, e bëssen an d'Stocke geroden, well och net vill, genuch Konkretes do erauskomm ass fir d'Gemengen. Ech mengen, dat si mer amgaangen, wierklech ze änneren, mat ganz positive Resultater.

An ech sinn och prett, fir deen nächste Schratt ze goen, a bauen op eng konstruktiv Zesummenaarbecht an där Hisiicht mat alle Gemengen, well déi Gemengen, déi nach net an engem regionale Syndikat zum Beispill zesummeschaffen, déi kënnen dat nohuelen a selwer bestëmmen, zu wéi enger Regioun si mengen, datt se am beschte passen. D'Dier vun der Landesplanung steet op alle Fall ëmmer grouss op fir déi Gemengen, déi bereet sinn oder Loscht hu fir eng regional Ofstëmmung vun hirer Entwécklung, fir mat op de Wee dohinner ze goen, déi ze wëllen. Wien eleng schafft, deen addéiert just, a wien zesumme schafft, dee multiplizéiert. An ech mengen, däers muss jiddweree sech bewosst sinn. Do kënne mer, mengen ech, vill Flottes zesumme maachen.

D'Regierung wëllt och elo d'Zäit notzen, fir eis Planungsinstrumenter zum Aménagement du territoire nei unzepaken. D'Landesplanungsgesetz muss méi wäit aushuelen, virun allem wann d'Servituden definéiert ginn, déi am Extremfall fir déi betraffe Propriétairë vun Terrainen enger Expropriatioun gläichkommen. Mä wéi gesot, eng absolutt Rechtssécherheet wäerte mer wahrscheinlech awer ni kréien. Do wäerten och nach ëmmer mussen herno Jurisprudenze kommen, déi dat beleeën. Mä ech mengen awer, esou wéi et elo ass, kann et net sinn. Mir mussen awer eng maximal Rechtssécherheet versichen ze schafen. An déi ass och méiglech, wa mer d'Landesplanungsgesetz deementspriechend iwwerschaffen.

An d'Plan-sectoriels-Texter, déi mussen eiser Meenung no vereinfacht ginn. Deelweis kënnen Dispositiounen a bestehende Gesetzer ënnerbruecht ginn. E puer Beispiller: De Parkraum-Management zum Beispill an de PST, do mengen ech, datt dat méi sënnvoll ass, datt mer dat ganz eraushuelen aus dem Plan sectoriel an dat separéiert an e Gesetz setzen an och vereinfachen an nach doriwwer eraus gesinn.

Wa mer dat maachen, da behale mer an de Plans sectoriels wierklech dat, wat just noutwendeg ass. Dann ass et méi visibel fir d'Gemengen, méi einfach novollzéibar, och méi einfach vérifiabel fir den Intérieur, dee jo schlussendlech d'PAGe vun de Gemenge muss zum Beispill kontrolléieren am Zesummenhang mat de Plan-sectoriellen herno.

Mä dat wëllt awer net heeschen, datt déi Saachen, déi mer eraushuelen, solle verluer goen, mä do soll gekuckt ginn, fir déi op aner Plazen ze tässelen: a Gesetzer respektiv an de Plan directeur de l'aménagement du territoire. Ech mengen, dann erreeche mer ganz déiselwecht Ziler. An ech mengen, et ass jo dat, wat mer wëllen.

All onprezis Dispositioune mat fënnef bis zéng Ausnahmeregelunge sinn einfach net räif an do musse mer deen enke Corselet, dee bei verschiddene Reglementstexter besteet, wierklech oplackeren. An duerfir bitt een neie Programme directeur sécherlech eng besser Bühn. Duerfir wäerte mer och intensiv dorunner schaffen.

Mir hunn och elo duerfir déi véier Aarbechtsgruppen zu de Plans sectoriels schonn erëm agesat, dat heescht «Zones d'activités», Plan sectoriel «Transports» an och den «Logement» respektiv de Plan sectoriel vun de Landschaften hu mer erëm agesat.

An den Interplan sectoriel hu mer eng Neiegkeet erabruecht, an zwar, datt mer do d'office wëllen d'Gemenge mat associéieren. Firwat grad do? Majo, well do lafen d'Informatiounen aus deenen Diskussioune vun deene véier Pläng souwéisou zesummen. Ech mengen, et géif kee Sënn maachen, de Syvicol matanzebannen an déi aner véier Aarbechtsgruppen, well all déi Informatioune kréie se am Interplan sectoriel souwéisou mat.

Dat huet de grousse Virdeel par rapport zu virdrun, datt mer natierlech den Terrain, d'Gemengen, direkt matabezunn hunn. Den Intérieur ass souwéisou sougutt an den Aarbechtsgruppe vertruede wéi am Interplan. An den Intérieur muss dat jo och sinn, well e spillt eng wichteg Roll als Partner an deem Ganzen hei.

A parallell fänken dann och d'Aarbechten u fir d'Iwwerschaffe vum Programme directeur, niewent dem Fait, datt mer natierlech och d'Landesplanungsgesetz wäerten - do si mer amgaangen, also et gëtt dru geschafft - iwwerschaffen, wou da gekuckt gëtt, déi eenzel Pläng, wou ech gesot hunn, déi Saachen, déi mer a Gesetzer wëllen eraushuelen. Dat heescht, dat ass natierlech villes, wat elo wäert parallell lafen iwwert dat Joer. Mä ech mengen awer, datt déi Approche richteg ass a mer herno da wäerte wierklech kënnen Neel mat Käpp maachen.

Souvill also zu där nationaler Approche. Mä vill vun eise Problemer, dat sinn net nëmmen eleng national Problemer, déi schwappen op eis Grenzregioun eriwwer. Mir brauchen also, fir all Problem unzegoen, déi gëeegent Bühn mat deene gëeegenten Akteuren. Och dat war an der Vergaangenheet, mengen ech, e bëssen ze kuerz komm.

Mir sinn duerfir der Meenung, datt zum Beispill déi grenziwwerschreidend Mobilité douce, fir dat als Beispill erauszehuelen, um Belval am Kader vum GECT Alzette-Belval verbessert ka ginn, enger Kooperatioun vu véier Lëtzebuerger Gemenge mat hire franséischen Nopeschgemengen, enger extrem nëtzlecher a wichteger Kooperatioun, wou ee konkret esou Saache ka maachen. Oder och d'Tariffdiskussiounen am ëffentlechen Transport si beispillsweis besser op där enger Säit um nationalen Niveau ze klären, mä natierlech an engem Kontext och vu grenziwwerschreidender Iwwerleeung, wat mer amgaange sinn ze maachen.

An dann och informell muss et zum Reflex ginn, säin Noper ëm Rot ze froen. Hei spillt d'Landesplanung ganz sécherlech e wichtege Rôle an der Groussregioun. A beispillsweis hu sech eis Nopeschregiounen alleguerten zu eise Plans sectoriels geäussert. An ëmgedréit ginn ech och ëmmer fir Avise gefrot, och schonn haut, bei Strategiepabeieren, déi an eisen Nopeschregioune fir déi ausgeschafft ginn. Dat heescht, dee Reflex zum Austausch, fir datt mer gemeinsam zesumme kënne wuessen, méi geuerdnet, dee besteet schonn, dee musse mer nach just méi festegen a méi ausbauen an och méi konkret maachen.

Aus mengen éischte 16 Méint als Landesplanungsminister zéien ech duerfir vill positiv Elementer. Et gëtt erëm iwwert d'Landesplanung geschwat, sief et hei an der Chamber oder och dobaussen an der Zivilgesellschaft. An dat ass och gutt esou, well et geet net aneschters! Iwwer esou eng komplex Matière wéi déi heite muss ee vill dialoguéieren an diskutéieren. An d'Avisen zu de Plans sectoriels, déi ech Enn 2014 kritt hunn, ware vu ganz héijer Qualitéit, muss ech soen. Et sinn eenzel Gemengen, déi sech carrément nach souguer Büroe mat bäigeholl hunn, fir sech ganz vill Méi ze maachen, wéi se sollen an Zukunft sech als Gemeng entwéckelen.

Mä déi Avise spigelen natierlech och de Kär vum Problem vun der Landesplanung erëm. An dat ass, datt d'Force-viven, de Conseil supérieur vun der Landesplanung a virun allem d'Gemengen déi sektoriell Pläng begréissen, mä och gläichzäiteg natierlech d'Angscht hunn, hir Autonomie ze verléieren. An ech mengen, et ass an deem Wiesselspill, wou mer musse kucken, zesummen déi Ängschten ofzebauen an einfach och ze vermëttelen, datt d'Landesplanung net duerfir do ass, fir d'Autonomie ewechzehuelen, mä éischter de Contraire: fir ze hëllefen, datt eng besser Entwécklung um lokalen oder regionalen Niveau sech mécht.

Duerfir ass d'Regierung och bereet, hir Positiounen am Dialog mat de Gemengen ze iwwerschaffen. Dat war esou ugekënnegt ginn an dozou sti mer och. An dozou wäerte mer och an der nächster Zäit stoen. Ech wëll och soen, datt net nëmmen deen Débat haut an der Chamber hei stattfënnt. Mir wäerten am Mee (veuillez lire: de 15. Juni) e ganzen Dag e Colloque organiséiere mat allen Akteure vun der Société civile, dat heescht selbstverständlech dem Gemengesecteur, mä awer och de Beruffskummeren an enger Rei anerer Associatiounen, wou mer e ganzen Dag wëllen intensiv iwwert dat Ganzt diskutéieren an och wëllen da Feedback kréien an deen och mat afléisse loossen an eis Iwwerleeungen dann, fir Texter auszeschaffen duerno.

Bon, ech mengen, et wäerten awer och weider nach Grenze musse ginn, en attendant, datt mer hei schaffen a weiderkommen. Zum Beispill iwwerdimensionéiert Akafszentren op der grénger Wiss, Parkplazen esou vill, wéi ee wëllt, kommunal Aktivitéitszonen op all Kilometer, iwwerdriwwene Wunnengsbau a Géigenden, déi haut schonn en Aarbechtsplazdefizit hunn, alles dat féiert an der Zomm, dat wësse mer, just zu Chaos, Stau an iwwerdriwwenem Flächeverbrauch. An do gëtt et haut Instrumenter och schonn, iwwert déi mer kënnen - sougutt am Environnement wéi beim Intérieur op Basis vun den Texter, déi et ginn, am Plan directeur an esou weider - derfir suergen, datt net egal wat ka gemaach ginn elo, en attendant, datt mer hei dee Prozess zu Enn féieren.

An dat wäerte mer och maachen, well ech mengen, am Endeffekt, dat wësse mer jo awer entre-temps duerch dee Constat, dee mer och erëm eng Kéier hei virleien hunn, datt dovunner laangfristeg gesi keen eppes huet. Au contraire, mir wäerten eis laangfristeg all zesummen domadder just blockéieren.

D'Fro ass, ob mir prett sinn als Gesellschaft, eise Grond a Buedem responsabel ze verwalten. Dat ass, mengen ech, déi zentral Fro, déi d'Landesplanung muss beschäftegen. A wat mir virschloen, ass, datt mer déi ëmmer méi knapp Ressource Buedem, well dat ass eigentlech d'Essenz, ëm wat et bei der Landesplanung geet, datt mer déi knapp Ressource Buedem uerdentlech verwalten, datt mer déi esou verwalten, datt eist Land net an zwou bis dräi Generatioune komplett verbaut ass.

Ech mengen och, datt dat net esou wäit géif goen. Ech mengen éischter, datt mer dann och wirtschaftlech gesinn extrem Problemer géife kréien, wéi gesot, eise Wirtschaftsmodell souguer géife blockéieren, niewent dem Fait, datt d'Liewensqualitéit komplett géif verluer goen.

Duerfir brauche mer e gesonde Mix aus Mesuren. Dat Éischt sinn natierlech reglementaresch Instrumenter wéi zum Beispill d'Plans sectoriels, déi awer an deem Mooss mussen op dat reduzéiert ginn, wat ech virdru gesot hunn.

Mir brauchen zweetens e prezisen, accessibele Programme directeur als zentraalt Dokument vun der Landesplanung, un deem sech d'Gemenge beim Ausschaffen, bei hire PAGen, un deem se sech da sollen orientéieren.

An drëttens: mat engem Ausbau vu regionale Kompetenzen, déi et erméiglechen, eng national Zilsetzung ëmzesetzen an trotzdeem lokal an interkommunal Particularitéiten ze berücksichtegen. Och dat ass e wichtegt Element, wéi gesot, déi regional Zesummenaarbecht.

Dann nach véiertens, eis Landesplanung: Eng Landesplanung ze maachen, déi net op der Grenz ophält, ass wichteg.

Fënneftens, last but not least, et si finanziell Ureizer ze setzen, fir och nach dee Leschten dovunner ze iwwerzeegen, datt eist Land méi geuerdnet a gesond muss wuesse wéi an der Vergaangenheet, well et soss net méi ka fonctionnéieren.

Zum Schluss bleift mer nach just ze soen, datt eist Land virun enger Kräizung steet. Op deem engen „laangen" Wee ginn et landesplaneresch Leitplanken, fir eise Wuesstum esou ze leeden, datt en de Kritäre vun der Nohaltegkeet entsprécht. Deen anere Wee wär deen, op den aneren „kuerzen" Wee ze goen a keng Grenzen ze gesinn. Dat heescht, jiddwereen däerf fueren, wou e wëllt, a maachen, wéi e wëllt.

An ech mengen, datt deen zweete Wee net ka fonctionnéieren, dat wësse mer, an datt deen éischten eigentlech ënnert dem Stréch och vill méi sécher ass a vill méi Sënn mécht, dat wësse mer och alleguerten. Duerfir muss dëse Wee iergendwann eng Kéier esou konkret ginn, datt deen anere Wee, dee sech an enger Sakgaass géif verlafen, net méi kann a Fro kommen. Well spéitstens, wa mer an där Sakgaass géife landen, da géif d'Wirtschaft ënnert dem Manktum vu Strukturen am Land grouss den Houscht kréien.

Duerfir erhoffen ech mer de Mëtteg hei an deem Sënn eng flott Debatt. An ech hoffen, datt d'Regierung de Mëtteg vun der Chamber eng Meenung kritt, déi eis och hëlleft an eisem weidere Prozess am Laf vun dësem Joer. Esou ass déi Debatt hei geduecht. D'Regierung wollt net heihinnerkommen, fir nëmmen hei virgefaasste Meenungen dohinnerzeleeën. Eis interesséiert der Chamber hir Meenung an duerfir freeën ech mech elo op d'Bäiträg vun deenen eenzelnen Deputéierten a Fraktiounen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. D'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Michel Wolter.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert. Ech géif dem Här Minister Merci soe fir seng Introduktioun. Villes vun deem, wat en de Mëtteg hei gesot huet, kéint och aus dem Mond stame vu sengen direkte Virgänger. An de Plädoyer, deen e gemaach huet fir e responsabelen Emgang mat de Ressourcen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, ass eigentlech de kontinuéierleche Wee gewiescht, deen d'Landesplanung säit 1999 probéiert huet ze goen.

Well et muss een, wann een eng Debatt wéi déi heite féiert, kucken, dass d'Landesplanung awer e relativ rezenten Outil nach an eiser Politik ass. Mir hate wuel e Gesetz vun 1974, mä wann Der dat eng Kéier géift liesen, da géift Der feststellen, dass do net ganz vill dra war.

Ech erënneren drun, dass d'Gemenge scho vun 1937 un e Gesetz haten iwwert d'Aart a Weis, wéi se eigentlech d'Bebauung vun hirer Gemeng solle maachen, an dass eigentlech eréischt kuerz virun de Wahle vun 1999 e Landesplanungsgesetz komm ass, wat wierklech deen Numm verdéngt a wat och gekoppelt war un e Programme directeur d'aménagement du territoire, deen an deem Moment nei Weeër gaangen ass an deen d'ailleurs jo haut nach d'Basis ass eigentlech vun der Aarbecht, mat där d'Landesplanung schafft.

Mir hunn 2002-2003 dunn den IVL als Ëmsetzung vun de Prinzipie vun der Landesplanung publizéiert. 2002-2003 huet den IVL eng manner gutt Akzeptanz kritt wéi dat, wat ech elo aus de Wierder vum Minister eraushéieren hunn, deen eigentlech rappeléiert huet, dass déi Grondprinzipien, déi deemools développéiert gi sinn, dass een déi eigentlech och als Grondprinzipien haut vum Développement vun eisem Stat kéint gesinn.

Et war de Versuch, d'Wunnen, Schaffen, Bewegen - eigentlech déi dräi Haaptaspekter vun der Landesplanung - beieneenzebréngen an och, fir eng Rei vu Prinzipien ze leeën an och konkret Mesurë virzeschloen, wéi een eigentlech d'Landesplanung op den Terrain hei zu Lëtzebuerg kéint bréngen.

Wat dorauser entstanen ass, ass eng Debatt gewiescht iwwert den „700.000-Awunner-Stat". Woubäi contrairement zu deem, wat haut nach an de Käpp vu ganz ville Leit ass, d'700.000-Awunner-Stats-Debatt net den IVL ausgeléist huet, mä eigentlech den IVL d'Debatt iwwert de 700.000-Awunner-Stat bruecht huet, mat all deene Verwerfungen, déi déi Diskussioun an eis Gesellschaft bruecht huet.

Déi Diskussioun huet dann och opgewisen, a wat fir engem Spannungsfeld sech eigentlech d'Landesplanung déizäit beweegt huet. D'Spannungsfeld, an deem se sech haut och nach beweegt - an dat ass eng vu mengen éischte Kriticken: Mir sinn eigentlech op ganz ville Punkten net wesentlech weiderkomm, fir ze probéieren, d'Spannungsfelder vun der Landesplanung an hirem Gesamtkontext weiderzebréngen.

Jo, et huet ee souguer d'Impressioun zum Deel och an deem Pabeier, deen ausgedeelt ginn ass, dass mer nees wëllen ufänken, Froen ze diskutéieren, déi eigentlech schonn à la base vun der Reflexioun vum Gesetz vun 1999 a vum IVL 2002 waren, wou ech eigentlech der Meenung war, dass mer Äntwerte ginn hätten, déi een an de Raum misst ëmsetzen.

Ech gesinn zwou zentral Froen, wat d'Landesplanung ubelaangt, deenen hir Äntwerten eigentlech och d'Approche, déi een zur Landesplanung huet, konditionéieren. An op deenen et kee Konsensus a mengen Ae gëtt, an dat mécht d'Landesplanung och komplizéiert.

Dat Éischt ass d'Fro, ob d'Landesplanung eigentlech den Développement vum Land steiert oder steiere soll, déi Ambitioun soll hunn - dat ass jo d'Positioun vun enger Rei vu Leit -, oder ob d'Landesplanung eigentlech den Développement vun engem Land soll begleeden, dee sech duerch aner Politicken ergëtt, déi eben net um Niveau vun der Landesplanung sinn, a beschtefalls déi Entwécklung anticipéieren a probéieren, Äntwerten dorobber ze fannen.

Et ass e Spannungsfeld tëscht der Fro: Wéi vill Wuesstum wëlle mer?, op déi et keng konkret Äntwert gëtt - jee nodeem, wien den Interlocuteur ass, ginn et do ganz verschidde Meenungen -, an der Fro: Wéi vill Wuesstum brauche mer? Dat ass deen eenzege Punkt, op dee mer eng konkret Äntwert hunn. Well wa mer dee ganze Sozialstat, Wuelstandsstat, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen, dee mer an deene leschten 30 Joer opgebaut hunn, wëllen halen, wësse mer, dass mer e Wuesstum vu 4% pro Joer mussen hunn, fir dee kënnen oprechtzeerhalen. An eng drëtt Fro: Wéi vill Wuesstum kréie mer?, wat nees eng Fro ass, déi kee ka beäntwerten, well d'Glaskugel net am Beräich vum Normalstierflechen ass.

Perséinlech sinn ech der Meenung... Et ass meng perséinlech Meenung, dofir kann ech meng Partei och net an hirer Integralitéit do engagéieren, well a mengen Aen - dat ass och ee vu menge Credoen - Landesplanung keng parteipolitesch Approche ass, mä et ass eng Approche, wou s de dru gleefs oder wou s de net dru gleefs, a wou s de an all Parteien och Nuancen hues an der Aart a Weis, wéi wäit dass de wëlls an der integrativer Approche vun der Landesplanung goen oder net.

A mengen Aen ass et d'Wirtschaftspolitik, Sozialpolitik, Familljepolitik, Aarbechtspolitik, d'Fro: Wéi gi mer mat der Zukunft vun eise Jonken ëm? Wat ass d'Zukunft vun den eelere Matbierger? Dat konditionéiert eigentlech d'Entwécklung vun engem Land an d'Noutwendegkeet, fir sech weiderzedéveloppéieren. An dass d'Landesplanung eigentlech, a mengen Aen, muss kucken - an dat huet den IVL deemools gemaach -, sech d'Fro ze stellen: Wat fir eng Entwécklung kann dat Land dann ënner gewëssen Hypotheese kréien? A wat fir eng Äntwerte musse mer ginn, fir eigentlech déi Erausfuerderungen do kënnen unzegoen?

Menger Meenung no muss d'Landesplanung och d'Viraussetzung schafen, fir op engem klenge Raum - do rejoigniéieren ech de Minister, dee mer hunn, a mir hunn e klenge Raum! - méiglechst gutt matenee kënnen ze liewen an op eng optimal Aart a Weis dann deen Zoufloss vu Bierger, deen s de kriss, kënnen ze kanaliséieren.

Et ass scho klassesch, et hu schonn honnert Leit et gesot, mindestens, ech soen et dann och nach eng Kéier: D'Saarland huet mat därselwechter Fläch deen duebele Montant vu Leit do wunnen, ass awer organiséiert. Wann ech duerch d'Saarland fueren, hunn ech net d'Impressioun, dass et net méiglech ass, eenzel Fonctioune beieneenzekréien. An d'Erausfuerderung, déi mer eigentlech hunn, dat ass déi, fir ze kucken, falls dat Land um Niveau vun der Bevëlkerung weider wiisst, eigentlech d'Konditiounen ze setzen, dass et ënner méiglechst beschte Konditioune ka geschéien.

Wéi dat organiséieren? Dat ass dann déi zweet Fro: Wéi organiséiert sech d'Landesplanung? An ech mengen, dass eigentlech dorauser déi meescht Konflikter entstinn, well einfach d'Intérête vun deenen eenzelnen Intervenanten an engem Land net déiselwecht sinn. Hätt jiddwereen deeselwechten Intérêt, wär d'Landesplanung wesentlech méi einfach ze organiséieren.

Mir hunn zum Beispill de Stat, de Stat, deen zentral muss kucken, e Land ze organiséieren. Et gëtt ëmmer gesot: vun uewen erof. Dat ass jo méi einfach an och manner sympathesch wéi vun ënnen erop. Mä dat ass nun eben emol d'Aufgab, déi de Stat huet.

Mä innerhalb vum Stat ginn et och Konflikter. De Stat en tant que tel gëtt et net. De Stat ass opgedeelt an eng ganz Rei vu Ministèren, an eng ganz Rei vu Verwaltungen, déi och net ëmmer um selwechte Strang zéien, déi net ëmmer déiselwecht Positiounen hunn, déi Schwieregkeeten hunn, mateneen ze schwätzen, sech ze koordinéieren. Mir hunn et bei de Plan-sectoriellen och gesinn: Déi eenzel Plan-sectorielle schwätzen net déiselwecht Sprooch. Et gesäit een, dass verschidden Ënnerschrëften, verschidden Timberen eigentlech op deenen eenzelne Plan-sectorielle sinn.

An da gëtt ëmmer vun de Gemenge geschwat, vun deene wonnerbare Gemengen, déi sech esou eens wären, déi alleguerten d'selwecht wären. An och dat ass eigentlech - wéi soll ech soen? -, dat ass esou eppes, wat gesot gëtt a wat et net gëtt!

Et gëtt ëmmer nëmme gesot, wéi wann d'Gemengen der Meenung sinn, dass de Stat eigentlech net dat mécht, wat si gären am Kader vun hirer Autonomie hätten. Mä „d'Gemeng" gëtt et net, well mir hunn 105 oder 106 verschidde Gemengen zurzäit. Hoffentlech an nächster Zäit e gudde Strapp nach manner, fir dass mer d'Landesplanung och besser kënnen hikréien!

Och Gemengen hu verschidden Intérêten. Et gi grouss Gemengen, et gi kleng Gemengen, et gi Flächegemengen, et gi Gemengen, déi ganz vill Uertschaften hunn, et ginn der, déi wéineg Uertschaften hunn. An all Gemeng versicht natierlech och an deem Spill do, hiren Intérêt op hir Aart a Weis kënnen ze verteidegen, ob dat hiren Intérêt ass als Gemeng selwer, heiansdo ass et och gutt, fir dat dann als Regioun ze maachen. Et ass awer als Regioun ëmmer nëmme gutt, wann dat dann och hinnen alleguerte profitéiert. Wann et Konflikter ginn an der Regioun, da si mer scho wesentlech manner erpicht, fir ze kucken, regional Solutiounen ze fannen.

An et gëtt een drëtten Intérêt. Deen drëtten Intérêt, dee säi Wiertchen och matschwätzt am Développement, dat ass de Privatintérêt. An och de Privatintérêt deklinéiert sech jo net uniform. De Privatintérêt ass en Intérêt, deen d'Form emol unhëlt vun enger Gesellschaft, en hëlt emol d'Form u vun enger Persoun, déi Propriétaire ass, emol ass et d'Form vun enger Persoun, déi e Logement sicht a kee fënnt.

Dat heescht, deen Intérêt, deen ass och net uniform. An dat brëngt mat sech, dass eigentlech déi verschidden Niveauen, déi verschidden Intervenanten, déi sech och nach net ëmmer eens sinn, wou jiddwereen eigentlech och op seng Hierarchie an op säin - wéi soll ech soen? - Entwécklungspotenzial pocht, dass dat natierlech mat sech brëngt, dass d'Landesplanung Schwieregkeeten huet, fir an deem ganze Gefüge vu ganz villen Intérêten eigentlech hir Plaz ze fannen.

D'Fro also vum Dirigismus géint de Liberalismus, vum Dirigismus géint de Laisser-faire, Laisser-aller, de Laxismus souguer op verschidde Plazen, wann et drëm geet, fir d'Entwécklung ze steieren, d'Fro vum Zentralismus géint déi lokal Autonomie, vum kollektive géint den individuellen Intérêt, dat si Spannungsfelder, déi een d'ailleurs och net an engem Gesetz ka faassen. Et si Spannungsfelder, déi an enger Gesellschaft sinn, déi en fonction vun den Intérête vun deenen engen a vun deenen anere sech eben artikuléieren.

Jee, jiddweree kuckt a bewäert d'Landesplanung eigentlech aus senger nécessairement ageschränkter, zum Deel interesséierter, souguer materieller Siicht.

A mir selwer... Ech hunn elo e Beispill geholl aus der Zirkulatioun: Selwer ertappen ech mech heiansdo, dass ech op därselwechter Plaz zwee verschidde Reflexer hunn. Ech fuere mam Auto iwwer eng Plaz, da regen ech mech op iwwert de Foussgänger, dee mer iwwert de Wee leeft. An ech sinn den Dag drop op därselwechter Plaz als Foussgänger a rege mech dann op iwwert den Auto, dee mech net iwwert d'Strooss léisst. Och mir selwer si jo eigentlech an der Aart a Weis, wéi mer (veuillez lire: wéi mer de Verkéier léisen) - an de Verkéier an d'Aart a Weis, wéi mer de Verkéier léisen, si jo en Deel och vun der Landesplanung -, jee nodeem, ob mer als Akteur op där enger Säit oder op där anerer Säit sinn, net nécessairement mat eis selwer ëmmer därselwechter Meenung.

An d'Leit - wann ech dat dann esou kucken dobaussen -, déi gesinn d'Konsequenze vun deem Ganzen, sinn onzefridden, well se net verstinn, wat geschitt, well se onroueg sinn an ongedëlleg sinn, well se eigentlech gären hätten, dass d'Problemer geléist ginn.

A wat eis eigentlech als Politik feelt, dat ass, dass mer et net fäerdegbréngen, de Leit eigentlech d'Konsequenzen, dat heescht den deiere Wunnraum, d'iwwerfëllten Zich a Stroossen, d'onstrukturéiert Wuessen duerzestellen als eng Folleg vun den Ursaachen! D'Ursaachen, firwat dass mer et trotz villem gudde Wëllen nach net fäerdegbruecht hunn, fir eng Koordinatioun, eng Hierarchie, eigentlech e klore System och an d'Décisiounen an eng Transparenz an d'Décisiounen eranzekréien, déi esou ass, dass een eigentlech d'Akzeptanz fir d'Landesplanung kéint kréien.

Meng zweet Partie, Här President, ass dann déi, dass ech mer d'Fro gestallt hunn, well den IVL jo elo esou eng spektakulär Remontée mécht an nees - net nëmmen als dräi Buschtawen, mä wierklech och an deem Pabeier, dat d'Regierung gemaach huet - als en Usaz zréckbehale gëtt, dass ech emol probéiert hunn, mech nees an d'Welt vum IVL ze beginn a mer d'Fro ze stellen: Wat hu mer dann eigentlech aus deem IVL 2002 gemaach? Et ass jo flott, wann een eng Period huet vun zéng, fofzéng Joer - et ass dat, wat de Minister virdru gesot huet, wat ee jo esou bräicht an der Landesplanung -, fir ze kucken: Majo, hu mer dann an deenen eenzelne Felder vum IVL déi Ziler erreecht, déi mer eis deemools ginn hunn?

Ech hunn der emol sechs opgeschriwwen. Sechs, et sinn der héchstwahrscheinlech méi, mä et ware fir mech eigentlech déi wesentlechst als Minister, dee responsabel war, fir den IVL ze maachen.

Dat Éischt ass d'Fro vum Entwécklungszeenario. Wat si mer net 2002 vun alle Säite kritiséiert ginn, dass mer gesot krute bei den Entwécklungszeenarien, déi mer gemaach hunn, dass mer ze vill héich géife gräifen, dass mer de Leit wéilten Angscht maachen, dass mer eigentlech domadder nei Stroossen, neien ëffentlechen Transport an esou weider wéilten eis organiséieren! A wat gesi mer haut? Dass mer eigentlech fënnef Joer nom Endstadium, dee mer gekuckt hunn deemools 2002, schonn dat iwwerholl hunn, deen Déngen iwwerholl hunn, deen - wéi soll ech soen? -, deen optimisteschsten - a villen Ae pessimisteschsten! - Zeenario, deen hu mer eigentlech iwwerschratt.

Et ass also e kompletten Déphasage tëschent deem, wat deemools am IVL ugeholl ginn ass, och diskutéiert ginn ass op ganz ville Plazen, an deem, wéi d'Gesellschaft an eist Land sech eigentlech - pardon, net d'Gesellschaft, mä eist Land -, wéi dat sech entwéckelt huet: Déi ganz Diskussioun iwwert de 700.000-Awunner-Stat, ech wëll se net nach eng Kéier widderhuelen.

A mir ginn an de 700.000-Awunner-Stat! Well, wa mer wëlle 4% Wuesstum halen oder wa mer och nëmme wëllen 3% Wuesstum halen... An ech sinn ee vun deenen, déi der Meenung sinn, dass mer dat iwwerhaapt net kënne steieren, wéi vill Wuesstum dass mer hunn, mä dass et dervun ofhänkt, ob mer attraktiv genuch bleiwen als Land, fir dass mer auslännesch Investisseuren op Lëtzebuerg kréien.

An ech woen iwwerhaapt net, mer d'Fro ze stellen, wat geschitt, wa mer dat net erreechen! Wat geschitt, wa mer op Dauer nëmmen 0,5% oder 1% Wuesstum hätten, wa mer also emol net méi an der Situatioun wären, dass mer iwwer Landesplanung géife schwätzen, well mer dann iwwer ganz aner Saache géifen diskutéieren, iwwer Aarbechtslosegkeet géifen diskutéieren, iwwer Paie-Reduktioune géifen diskutéieren!

Kuckt dat, wat an der Lorraine passéiert ass, déi et net fäerdegbruecht hunn, fir eben aus der Kris eraus - an den 80er, 90er Joren - sech ze développéieren. Wëlle mer dann, just well mer der Meenung sinn, dass mer eis net wëllen adaptéieren, e Land ginn, wou d'Leit musse fortgoen? Ech wëll dat net! Ech hätt gären e Land, wat dynamesch weider wiisst, a gewësse Limitte weider ka wuessen an an deem d'Landesplanung eigentlech dee Stellewäert kritt, dee se gären hätt.

Mä den IVL, Dir Dammen an Dir Hären - well e gëtt ganz oft op dat reduzéiert -, huet awer nach eng ganz aner Rei vu Propositiounen, ganz konkrete Propositiounen zum Deel gemaach. Deen zweete Punkt war d'Projektioun vun der soziologescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Mir hunn eis intensiivst am IVL mat de Froe beschäftegt: Wéi ass d'Composition des ménages? Wéi wäert déi sech entwéckelen? Wéi wäerte mer mat de Froe konfrontéiert ginn, dass d'Fraen ëmmer méi an den Aarbechtsmarché eraginn? D'Froe vun der Mobilitéit um Niveau vum interregionale Grenzverkéier.

A mir hunn e Plädoyer deemools gemaach, fir méi variabel Wunnformen ze maache wéi dat, wat deemools gebaut ginn ass, nämlech déi klassesch Lotissementer an de Gemengen nom Schema: Ech huele siwen oder aacht Ar, ech setzen en Haischen drop, ech planzen Thujaen a kucken, dass ech mäi Wues geméit kréien.

Mir hunn am IVL e Plädoyer dofir gemaach, an zwar complétéiert mat engem zweete Plädoyer, deen d'ailleurs genausou aktuell ass wéi dat, wat ech virdru gesot hunn, dass mer gesot hunn: Wa mer d'Versigelung vun eisem Land wëlle manner staark maachen, da musse mer méi konzentréiert Bauforme kréien. Mir brauchen Innenverdichtungen. A mir musse kucken, méiglechst spuersam mat der Erweiderung vum Perimeter ëmzegoen, wëssend, dass ëmmer Erweiderunge vun de Perimetere musse gemaach ginn, wa sech d'Unzuel vun de Leit weiderentwéckelt.

Kënnt Der Iech nach un d'Reaktiounen erënneren deemools? D'Reaktioune waren: „De Wolter wëllt keng Eefamilljenhaiser méi mat Gaart!" Dat war d'Diskussioun 2002-2003! Et ass e Punkt, op deem vill geschitt ass! Et ass ganz vill geschitt op deem dote Punkt, awer net, well mir et gesteiert hunn, mä well de Präis vum Ar, well de Präis vum Wunnen ëmmer méi deier ginn ass a well d'Leit sech iergendwann eng Kéier hir siwen, aacht Ar net méi konnte leeschten an d'Promoteuren dunn higaange sinn, nécessairement, fir iwwerhaapt nach hir Objeten op de Marché ze kréien, higaange sinn a gesot hunn: „Mir musse méi kleng Dénger maachen."

Ech muss allerdéngs och soen, dass an de Gemengen e Bewosstsäin komm ass an deene leschten zwielef, dräizéng Joer, fir méi variabel Wunnformen ze maachen, fir de Leit an hiren Uertschaften och am Alter kënnen eng Wunneng unzebidden, déi altengerecht ass. Also, op deem dote Punkt si mer e gudde Strapp méi wäit komm, wéi mer virun 13, 14 Joer waren.

Ech zielen och dozou, bei alle Kriticken, déi ech selwer iwwert dat Gesetz haut maachen, d'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, dat Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, wat als Zil hat, fir de Gemenge besser Moyenen zur Verfügung ze stellen, wéi d'Gesetz vun 1937 dat hat, fir dee komplexe Sujet vun der Innenverdichtung, fir dee komplexe Sujet vum Développement vum Gemengenterrain, wann een dat emol esou ka soen, fir deen ze entwéckelen.

Ech sinn haut, an dat soen ech kloer an däitlech, och e Verfechter vum Gesetz vun 2011 ginn, well ech als Complément zum Gesetz vun 2004 gesinn, dass d'Gesetz vun 2011 duerch eng aner Aart a Weis, wéi mer d'Ratioe rechnen, de Gemenge méi Flexibilitéit, méi Verantwortung, méi Méiglechkeeten eigentlech gëtt, wéi d'Gesetz vun 2004 dat gemaach huet. Dat war e Manktum am Gesetz vun 2004, deen am Gesetz vun 2011 verbessert ginn ass.

Als e Buergermeeschter, deen elo de 27. Abrëll wäert de Vote am Gemengerot iwwert de PAG hunn - ech mengen, als siwent Gemeng wäerte mer dat maachen -, wëll ech soen, dass et eng enorm Erausfuerderung ass, fir de PAG ze maachen. Ech sinn awer fest dervun iwwerzeegt, dass d'Kombinatioun vum Gesetz vun 2004 an 2011 duerno eng wesentlech vereinfacht, verbessert, méi rationell Handhabung vum Gemengenterrain mat sech brëngt, an allen Erausfuerderungen, deenen d'Gemenge sech stellen!

An dozou, de Minister huet et virdru gesot, gehéiert selbstverständlech d'Innenverdichtung vum Raum, déi een allerdéngs muss och do nees nuancéieren: D'Stad Lëtzebuerg an d'Gemeng Rammerech hunn net déiselwecht Erausfuerderungen, wann et drëm geet, fir ze kucken, wéi sech den Terrain an der Gemeng soll entwéckelen. An dat Gesetz gëtt eigentlech de Gemengen och déi néideg Handhab, fir eben en fonction vun der Situatioun, an där d'Gemeng dran ass, dat ze maachen.

Mir hunn dann, véiertens, eng Rei Propositioune gemaach iwwert d'Raumglidderung. An elo muss ech selwer laachen, well Dir kënnt lech nach un den Term vun der „déconcentration concentrée" erënneren! Wéi deen Term fir d'Éischt hei benotzt ginn ass, du war richteg eppes lass! Mir hunn deemools kee Lëtzebuerger Term fonnt. Ech fannen d'ailleurs haut nach keen Term dofir.

Mä d'Zilsetzung war awer richteg! An d'Zilsetzung fannen ech eigentlech am Dokument vun der Regierung elo nees erëm, fir ze soen: Mir mussen ewechkomme vun deem Iwwergewiicht vun der Stad Lëtzebuerg a mir mussen op eng konzentréiert Aart a Weis eigentlech d'Saach auserneenzéien. Dat, wat op der Säit 28, mengen ech, vum Dokument steet, déi Ziler, déi mer eis deemools gesat hunn: fir d'AggloLux ze maachen, d'Nordstad ze maachen, an am Süden eigentlech, zu der Südregioun, déi net als eng Regioun ze gesinn, mä eigentlech als dräi, also eng Regioun mat dräi Südregiounen; dat ass fir mech bis haut eigentlech d'Aart a Weis, wéi mer dat Land sollen développéieren.

An deem Sënn sinn ech frou, dass dat Konzept nees opgegraff gëtt, quitte dass ech vläicht net mat allem d'accord sinn. Ech komme méi spéit dorobber zréck, wat dat elo eventuell als Diskussioun géif beinhalten. Vläicht iren ech mech och doranner, mä ech fannen, dass eigentlech de Mehrwäert, d'Plus-value vum IVL an deem heite Punkt déi gréisst war um Niveau vun der Konzeptioun, well mer um Niveau vun der Konzeptioun probéiert hunn, der Realitéit an der Entwécklung vun deem Land, wat mer kréien, eigentlech virzegräifen.

Dozou gehéiert de Prinzip vun der Dezentralisatioun. Dozou gehéiert awer och eng Nordstad, eng AggloLux, iwwert déi net méi geschwat gëtt. A kengem Dokument fannen ech iwwerhaapt d'Agglolux nach erëm! Ech bleiwen der Meenung, dass et wichteg gewiescht wär, dass d'Stad Lëtzebuerg sech mat den Nopeschgemengen op eng strukturéiert Aart a Weis... Mir haten dat deemools probéiert unzeleieren. Den Här Helminger war Buergermeeschter. Ech hunn iwwert d'AggloLux a leschter Zäit net méi ganz vill héieren. Plus eben och dee Wëllen, fir déi Korridoren, déi gréng Korridoren ze maachen, fir d'Land net iwwerall ze... (veuillez lire: ze verbauen), fir d'Land ootmen ze loossen op eng gewëss Aart a Weis, dat war eigentlech den A und O.

Wat ass geschitt mat deem ganzen Usaz? Belval ass geschitt, jo. Belval, wou eigentlech all d'Kritäre vun der Landesplanung erfëllt gi sinn: d'Restrukturatiouun, d'„Re-Benotzung", d'Neibenotzung eigentlech vun engem Terrain, dee scho benotzt war, doduerch manner Buedemverbrauch, Dezentralisatioun, well de Stat décidéiert huet, eng Rei vun Administratiounen dohinnerzesetzen, Dekonzentratioun, well et en Deel war ebe vun deem Konzept, fir ewechzekomme vun der allengeger Konzentratioun op d'Stad Lëtzebuerg, Wunnen a Schaffe beieneebréngen, wat amgaangen ass, e Konzept och am Kader vun der Uni ze ginn, op deem ee wäert plangen.

An dann och: nei Perspektive ginn, enger Regioun nei Perspektive ginn, déi et drengend gebraucht huet, nei Perspektiven ze kréien! An d'Integratioun an den ëffentleche Verkéier: Doduerch, dass mer net op en „modal split" gaange si vu 25%, mä op en „modal split" vu 40% op deem Site, hu mer eigentlech d'Kritäre vun der Landesplanung op deem Terrain alleguerte kënnen erreechen.

Aner Frichë wäre prett! Ech erënnere mech u mäi Kolleeg Buergermeeschter vu Péiteng, dee säit Joren den „Grand-Bis" gäre géif développéieren, dee ganz vill Schwieregkeeten huet. Ech mengen, en ass elo am 16. oder am 17. Joer, fir de „Grand-Bis" ze développéieren, well ëmmer nees iergendeppes Neits fonnt gëtt. 2000 ass et ugaangen, mir sinn also am 15. Joer.

Ech mengen och, dass ee méi couragéiert an deene leschte Joren a méi konsequent hätt missen aner Frichen emol op d'mannst konzeptuell, net nécessairement am Développement, ugoen. Ech mengen, mir hunn nach ëmmer fir d'Terres Rouges zu Esch ganz wéineg eigentlech e Konzept entwéckelt. D'Frichen tëschent Déifferdeng a Suessem, och de Crassier vun Éilereng, wat mat deem geschitt, do wär et effektiv - Dir hutt et gesot, Här Minister - un der Zäit, dass een, wann net an der Realisatioun, mä zumindest awer an der Konzeptioun géif e bësse méi wäit komme wéi dat, wat geschitt ass.

D'Nordstad, do hunn ech perséinlech méi eng negativ Erënnerung, well ech einfach niewent ville Faiten och vill lokal Egoisme gesinn hunn, och vill eigentlech Onwëllen, fir sech an eng nei Welt eranzeginn, vill Festhalen un alle Strukturen, déi doudsécher an der Nordstad derzou gefouert hunn, dass mer net esou wäit sinn, wéi mer dat wären.

Contrairement zu deem, wat an der Nordspëtz geschitt ass vum Land, wou mer ganz aktiv waren ugangs den 2000er Joren a wou sech eng Rei vu Fusioune gemaach hunn, fir eng Stäerkung vun der Regioun hierzekréien, wou sech och eng komplett aner regional Kooperatioun gemaach huet um Niveau vun der Gestioun notamment vun den Industriezonen, wat ech als e ganz gutt Beispill gesinn hunn. Wat als Beispill awer héchstwahrscheinlech och doduerch komm ass, well déi Leit, déi do Responsabilitéit gedroen hunn, gesinn hunn, dass duerch d'Entfernung, déi si par rapport zur Stad haten, nëmmen „unir pour agir" eigentlech dee richtege Motto war, an doduerch eigentlech och genuch Driff dohannert war an der Nordspëtz, fir aner Weeër ze goen.

D'CDAe si fale gelooss ginn - net ganz fale gelooss ginn, mä se sinn erweidert ginn eigentlech. D'Zuel vun deene méi prioritäre Gemengen ass quasi verduebelt ginn an e Konzept vun ebe Communes prioritaires, déi och am Pacte Logement jo op eng gewëssen Aart a Weis behandelt si ginn. Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Wat net geschitt ass, dat ass awer d'Reorganisatioun vun de Gemengefinanzen, déi noutwendeg gewiescht wär, fir enger Rei vun deene Saachen dann och deen Driff ze ginn, deen een hätt missen hunn. Ech wëll soen, vu dass ech selwer zéng Joer Innenminister war - ech kommen och nach kuerz dorobber herno zréck -, dass ech kengem e Reproche maachen, well et ass eng vun deene sauerste Matièren, déi s de kanns hunn, an dee jëtzege Minister wäert nach gesinn, wann e Propose mécht, wéi sauer et wäert ginn, wann een an engem Dëppen, wat net méi grouss gëtt, eng Emverdeelung muss maachen! Well da komme Saachen, déi ënne leien, déi kommen erop, a fir déi, déi eropkommen, ginn anerer erof. A wat eropkënnt, dat richt net ëmmer esou, wéi een et gären hätt!

AggloLux! AggloLux, ech kommen dorop zréck, well ech fannen, dass ee vun deene wesentlechste Feeler, déi eigentlech nom IVL geschitt sinn, d'Oncapacitéit vun de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg war - et huet sech entre-temps e bësse verbessert, awer nach net zu honnert Prozent -, fir eigentlech op de Wee vun enger anerer Stellplazpolitik ze goen. D'Stad Lëtzebuerg huet - ganz couragéiert an deem Moment! - eigentlech d'Unzuel vun de Stellplaze par rapport zu den Aarbechtsplazen erofgesat, well se gesot huet, dat wär deen eenzege Moyen, fir kënnen op den ëffentlechen Transport ze kommen.

An d'Konsequenz war, dass d'Nopeschgemeng, an ech nenne se beim Numm, d'Gemeng Leideleng, just de Contraire gemaach huet, déi huet d'Unzuel vun de Stellplazen an d'Luucht gesat! Mat der Konsequenz, dass gutt Lëtzebuerger Betriber - ech nenne se net, Dir kennt se awer alleguerte ganz gutt, well Dir sidd entweder bei hinnen assuréiert oder Dir maacht Är Bankgeschäfter bei hinnen oder aner Saachen - sech aus dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg eraustransportéiert hunn a sech do an enger Zon etabléiert hunn, déi eigentlech iwwerhaapt net dofir geduecht war. Déi Zon, déi natierlech elo iwwerpeupléiert ass mat Leit, déi moies mat hirem Auto kommen, owes mat hirem Auto nees wëllen heemkommen, a wou d'Landesplanung iwwerhaapt net kann - iwwerhaapt net kann! - kuerzfristeg déi Problemer léisen, wann ee wéilt den ëffentlechen Transport an esou Zone bréngen.

Ech hunn et dofir a menger Ried och bruecht, well ech einfach do gesinn, dass Schwieregkeete waren.

Mir hu Propose gemaach, fir d'Entwécklung raimlech ze faassen. „Projets de grande envergure", dat ass näischt Neits, dat ass eng Propositioun, déi am IVL dra war! E bëssen aneschters: Mir hu gesot, mir mussen op enger Rei vu Plaze groussraimeg, wa mer wëllen de Logementsproblem an de Gréff kréien, Citéë schafen -, andeem mer groussraimeg virginn. Allerdéngs war d'Propositioun vum IVL, fir et do ze maachen, wou den ëffentlechen Transport ass! Also net eng Ofso, fir et op der grénger Fläch ze maachen, mä fir et op der grénger Fläch ze maachen do, wou den ëffentlechen Transport wär.

Dat ass fale gelooss ginn, eigentlech fir an eng Richtung ze goen - déi ech awer ka verstoen, wann een ënner Drock ass -, fir ze soen: Mä mir orientéieren eis dohinner, wou mer Terrain hunn. Well do, wou mer Terrain hunn, komme mer éischter virun, wéi wa mer keen Terrain hunn. Während déi Terrainen, déi am IVL ausgewise gi sinn, net nécessairement an der ëffentlecher Hand, an der Gemengenhand respektiv an der Hand ware vu Leit, déi och wollten développéieren.

Och do: keng Kritik. Ech soe just: Wann ech gelift, loosst d'Projets de grande envergure net falen! Ech mengen, dass et en Outil ass, deen noutwendeg ass. Mä kuckt vläicht, e Recentrage ze maachen och a Richtung ëffentleche Verkéier, well et ass eigentlech, wa mer Wunnen, Schaffen a Sech-Bewege beieneekréien, datt mer eng Rei vu Problemer kënnen an de Gréff kréien.

Mir hunn d'Zones d'activités deemools wollte fixéieren. Och do hu mer gesot, d'Zones d'activités solle sech do développéieren, wou den ëffentlechen Transport ass, wou e soll hikommen. A mir hunn den ëffentlechen Transport definéiert, datt mer gesot hunn, mir hätte gären e „modal split" vu 25%. De „modal split", deen d'ailleurs haut nach ëmmer d'Basis ass och vun den Iwwerleeungen.

Woubäi den IVL kloer an däitlech gesot huet - et gëtt vu verschiddene Leit ëmmer nees vergiess -, datt, souguer wa mer alles dat géife maachen, wat iwwert den ëffentlechen Transport am IVL gestanen huet, a souguer wa mer op e „modal split" géife komme vu 25%, mer nawell eng Augmentatioun vu 50 bis 60% vum Individualtrafic hätten. An doduerch huet den IVL net nëmme Propose gemaach, fir den ëffentlechen Transport aneschters ze gestalten, mä en huet och Propose gemaach, fir den individuellen Transport aneschters ze gestalten.

Et ass e vibrante Plädoyer gewiescht fir d'Ausféierung (veuillez lire: den Ausbau) vun de Capacitéite vum Zuch: Duebelgleisegkeet Richtung Metz, Duebelgleisegkeet Richtung Péiteng. Déi eng ass ofgeschloss, déi aner, déi kënnt elo lues a lues un d'Goen.

Mir hunn deemools de Plädoyer gemaach, datt mer de Findel géifen uschléissen. Dat ass fale gelooss ginn. Ech fannen et e Feeler, landesplaneresch, datt mer de Findel fale gelooss hunn. Et ass eng Gare souguer dohinner gebaut ginn. An dat wäert Der gesinn, iwwer fënnef oder zéng oder 15 Joer wäert d'Iddi, fir de Findel un den ëffentleche Réseau unzebannen, eng vun de kruziale Froe ginn, wann et drëm geet, den Développement vum Land Richtung 700, 750 (veuillez lire 700.000, 750.000) an doriwwer eraus ze organiséieren, respektiv och de Cargos-Trafic, fir deen op aner Weeër ze kréien, falls sech an Europa déi Tendenz sollt weider entwéckelen, datt ee manner iwwert d'Stroosse soll fueren a méi iwwert den Zuch.

Mir hunn deemools gesot, mir mussen eng Ringleitung ronderëm d'Stad Lëtzebuerg leeën. Eng Ringleitung am Sënn vun, datt den ëffentlechen Transport d'Leit vun där Plaz, wou se sinn, iwwert den ëffentlechen Transport op eng gewëss Plaz bréngt, déi net méi d'Gare de Luxembourg ass, an da maache mer den Dispatching an déi eenzel Industriezonen. Do si mer net genuch weiderkomm. Ech soen dat kloer an däitlech!

Déi Gare um Houwald ass net gebaut ginn. Déi Gare zu Zéisseng ass net gebaut ginn, déi e wesentleche Bestanddeel war. An och de Bustransport, deen als Ringleitung sollt, wéi et an anere Stied fonctionnéiert, nämlech fir d'Leit op eng gewëss Plaz ze bréngen an da vun do aus d'Aktivitéitszonen unzeéien, dat ass net geschitt.

Ech bleiwen där Meenung, datt dat, wat deemools do definéiert ginn ass, dee richtegen Usaz war. Ech bleiwen der Meenung, datt et e Feeler ass, fir alles weider op d'Gare de Luxembourg ze konzentréieren an dann eigentlech d'Leit nees vun der Gare de Luxembourg erauszekréien.

Wann Dir eng Persoun hutt vun Habay-la-Neuve an Dir sot zu där, se soll op Leideleng oder se soll op d'Cloche d'Or fueren, an Dir sot zu där, elo fiers de emol fir d'Éischt op Arel, dann hëls de do den Zuch an da fiers de an d'Gare de Luxembourg an dann hëls de do de Bus an dann däerfs de vun do aus nach eng Kéier 20 Minutten an deng Aktivitéitszon fueren. Da soen ech Iech, dat ass einfach mathematesch, de Mënsch ass esou, da fiert dee mam Auto. A wann e gréng am Gesiicht gëtt, fiert dee mam Auto op seng Plaz!

An et ass och aus deem Grond, datt mer deemools gesot hunn, datt...

(Interruption)

Jo, ech sinn en iwwerzeegte Landesplanungspolitiker an deem Punkt. An dofir hu mer eigentlech och deemools am IVL den Tram net als déi éischt Prioritéit ausgewisen, mä gesot, den Tram ass een Element vun enger gesamter Léisung. An eigentlech soll een den Tram asetzen, wann dat anert gemaach ginn ass.

Bon, d'Politik huet dat aneschters décidéiert. Ech hu meng Meenung dozou gesot. Iergendwann eng Kéier muss ee sech jo och ginn. Mä ech bleiwen der Meenung, datt den Tram, besonnesch déi Versioun, déi elo gebaut gëtt, de Problem léist fir d'Stad Lëtzebuerg a fir de Kierchbierg an eigentlech dat, wat ronderëm d'Stad ass a wat och misst geregelt ginn, net regelt. E kann och net d'Ambitioun hunn, fir dat ze maachen, well et eben nëmmen een Deel ass vun enger gesamter Ausriichtung. Mä ech mengen, et soll een de Leit net d'Impressioun ginn, an ech mengen, Dir maacht dat och net, datt den Tram d'Problemer alleguerte géif hei zu Lëtzebuerg léisen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der, Här Wolter, datt den Nohaltegkeetsminister...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass selbstverständlech bei Ärer Zäit.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Gutt. Ech soen Iech Merci. Dat erlaabt mer nämlech och, eng kleng Schlupp ze huelen.

(Hilarité)

Ech hu mech elo e bëssen an den Äifer geriet.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt just dem Här Wolter soen, datt ech dat, wat en elo gesot huet, eigentlech honnertprozenteg deelen, an dat ass awer och dat, wat am Konzept, wat elo virgesinn ass, dran ass. Parallell zu dem Tram ginn eelef Pôles d'échanges gebaut. Dorënner ass natierlech och deen um Houwald zum Bespill dobäi, Findel an esou weider. An deen Zéissenger gëtt och gebaut. An et ass och virgesinn, datt am Phasage bis 2021, wou dee ganzen Tracé vum Tram gebaut gëtt, déi all fäerdeg sinn. Den Arrêt Pont Rouge zum Beispill ass och een dovunner.

An ech mengen, dat ass richteg, wat Der sot, datt dat Ganzt nëmme Sënn mécht am Zesummespill mam Rescht. Mir kënnen elo laang driwwer, loosse mer soen, kräischen, datt mer dat vläicht an der Vergaangenheet net séier genuch gemaach hunn. Mä et ass awer elo esou, mir sinn elo um gudde Wee, fir dat Konzept esou ze realiséieren, datt den Tram, am Zesummespill mat deene Pôles d'échanges, fonctionnéiert.

Dat ass iwwregens och, do ginn ech Iech och honnertprozenteg recht, ee vun de Punkten, firwat dobaussen net genuch Verständnis ass, well den Tram ëmmer nëmmen isoléiert gekuckt gëtt vun de Leit, wa se e kritiséieren, an dat Zesummespill net gekuckt gëtt. Mä Dir hutt honnertprozenteg recht an Ärer Analys. An ech mengen, de Wëllen ass do a mir hunn och d'Gesetzer elo esou gestëmmt, datt dat soll esou gemaach ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wa mer dann zesumme kënnen déi Garë virun deenen nächsten zwielef Joer aweien, da si mer e gutt Stéck virukomm.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech maache mäi Bescht.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà! An ech mengen, dat ass e Punkt, do sinn ech e bësse méi kritesch wéi anerer. An Dir kennt meng Vergaangenheet. Mir hunn och Propose gemaach zur Neigestaltung vum administrativen Opbau vun eisem Land, well mer eis d'Fro gestallt hunn: Wéi kënne mer déi Erausfuerderungen do, wéi kënne mer déi ugoen, notamment mat enger Gemengelandschaft deemools vun 118 Gemengen? Wéi kënne mer um Niveau vun der Organisatioun et esou beienee bréngen, datt mer eis besser kënne strukturéieren?

Doraus si Proposen entstanen, wéi d'Gemengen op 3.000 Awunner ze hiewen am ländleche Raum, fir ze kucken, keng Gemenge méi ënner 10.000 Awunner ze hunn am städtesche Raum, fir einfach och de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, politesch a personell, fir deenen Erausfuerderungen, déi aus deene verschiddenen Deeler vun der Politik entstinn, kënnen entgéintzegoen.

Et ass d'Propos vu mir deemools komm: 60 Gemengen, 60 Deputéierten, Trennung vun de Mandater, Aféiere vun enger Chambre des élus locaux, déi jo entre-temps och vum Syvicol eigentlech iwwerholl ginn ass, d'Gemengefinanzreform an eng regional Zesummenaarbecht, déi dann op en aneren Niveau géif kommen.

Ech bedaueren, datt mer eigentlech an deenen Domänen net genuch virginn. Well ech fannen, datt zu deene ville gudden Usätz vun der Landesplanung deen doten Usaz och gehéiert. An ech soen Iech: Dir hutt eng Rei vu Saache gemaach, wou Der elo nees déi regional Zesummenaarbecht wëllt. Ech kommen och nach dorobber ze schwätzen. Wa mir weider esou eng grouss Disparitéit behalen am Gefüge, kritt Der weder eng uerdentlech Organisatioun nach eng uerdentlech Landesplanung an och keng gutt Gemengefinanzreform hin.

Et sinn néng Referenden an deene leschte Jore gemaach ginn. Et sinn der siwe positiv gewiescht. Nëmmen iwwert déi zwee anerer gëtt eigentlech diskutéiert. Mir hunn als CSV gefrot, datt mer 2017 géifen en nationale Referendum maachen iwwer eng Reorganisatioun vun deem Ganzen, nodeem mat de Gemengen a mat de Leit och dobausse seriö géif diskutéiert ginn, fir eben d'Akzeptanz och ze kréien, fir de Lien ze maachen tëscht der Gemengepolitik an der Landesplanung.

Well Gemengepolitik ass jo net nëmmen de Fait, datt ech aus mengem Duerf direkt a meng Gemeng ka goen, fir datt ech mäin Dokument kréien. Dat ass een Deel vun der ganzer Geschicht. Mä hannendru lafen awer ganz vill Prozesser of, déi a mengen Aen net genuch behandelt ginn.

Mir sinn da bei der regionaler Zesummenaarbecht, déi Der jo als ee vun Äre fënnef Punkten och uginn hutt. Ech fannen, datt et e gudden Usaz ass. Et war jo och en Usaz vum IVL, fir ze soen: Mir musse kucken, regional zesummenzeschaffen. Mir hu jo deemools notamment de PRO-SUD, de PRO-NORD, um Ufank gouf dat jo den Observatoire genannt, mir hunn do eng Rei vun... ORENORD an ORESUD, an am Süden ass dat jo zum PRO-SUD ginn.

Mä wann ech awer kucken, wéi déi regional Zesummenaarbecht fonctionnéiert an engem Syndikat, wat awer elo schonn eng Dose Jore fonctionnéiert, do soen ech Iech awer: Wann Der net gewalteg Ustrengunge maacht, fir datt mer dat op en aneren Niveau kréien, a soulaang do eigentlech de renge lokalen Intérêt méi wichteg ass wéi de regionalen Intérêt,

wäerte mer net ganz vill Avancen op deem Punkt maachen.

De PRO-SUD ass an deene leschte Joren haaptsächlech opgefall doduerjer, datt en eng Kéier eng Broschür iwwert d'Helleg Barbara erausginn huet, déi erausgi gouf vun der Madame Mutsch als Presidentin an duerno flächendeckend am Süde vun anere Leit ofgeschoss ginn ass.

Ech hätt léiwer gehat, de PRO-SUD wär an deene leschte Joren iwwer konkret Initiativen am Kader vun der Raumplanung opgefall. Mä wat mer eigentlech net fäerdegbruecht hunn a wou ech meng Zweifelen hunn, datt mer et wäerten an Zukunft fäerdegbréngen, dovu soen ech e puer Beispiller.

Ech fannen et net gutt, datt, wann ech e Syndikat hunn, wat op d'Prémisse opbaut eigentlech, datt d'Buergermeeschtere sech sollen zesummesetzen aus enger Regioun, fir kënnen iwwer Saachen ze diskutéieren, déi iwwert d'Grenze vun enger Gemeng erausginn, datt an deem Syndikat no enger Dose Joren eigentlech d'Halschent vun de Buergermeeschteren net méi präsent sinn.

Ech soen net, datt eng Gemeng net däerf duerch e Schäffe vertruede ginn. Mä am Prezise gesinn ech awer, datt, wann d'Buergermeeschteren net ronderëm den Dësch sëtzen, an d'Buergermeeschteren am Zweifelsfall nach gesot kréien, a wat fir eng Richtung se sollen diskutéieren, d'Tendenz nawell relativ séier do besteet, datt op der Gemengegrenz den Intérêt vun deem Ganzen ubelaangt (veuillez lire: ophält). Nach e schéinen, wonnerbare Projet, dat maache mer nach ganz gäre mat, mä wann et awer ëm potenziell konfliktuell Saache geet, dann ass d'Diskussioun net méi do.

Dir hutt, Här Bausch an Här Gira... Pardon, Här President: Den Här Bausch an den Här Gira hu sech Zäit geholl - an dat ass mer richteg héichgaangen -, am Kader vun de Plans sectoriels mat deenen eelef Gemengen aus dem Süde wëllen zesummenzekommen. Dir waart do. Dir waart do! Fënnef vun eelef Gemengen aus dem Süde waren net do! An et waren dräi Buergermeeschtere vun eelef do.

Ech verstinn, datt net all Buergermeeschter all Owend Zäit huet, fir an eng Réunioun ze kommen, wou zwee Ministeren, deen een aus dem Norden, deen aneren aus der Stad sech déplacéieren, fir mat hinnen iwwer Raumplanung ze diskutéieren, besonnesch wann et sech ëm e Syndikat handelt, dee jo haaptsächlech iwwer Raumplanung soll diskutéieren.

Ech verstinn awer net, datt fënnef vun eelef Gemengen net emol duerch e Schäffe vertruede waren! An dat weist mir eigentlech - et ass dat, wat ech Iech wollt soen -, dee grousse „gap", deen eigentlech tëscht der Theorie besteet - wou elo nees gesot gëtt: mir musse regional zesummeschaffen - an der Praxis um Terrain, wou den Intérêt eigentlech e ganz aneren ass, an déi Efforten, déi Der musst maachen, an déi an deene leschten zwielef Joer eben net duergaange sinn.

Mä ech weess och nach net esou richteg, wéi Der dat wëllt ustellen, fir d'Leit dozou ze bréngen...

(Interruption)

Jo, iwwert de „Grolles", dat ass an der Rei. Mä dee gëtt et net méi ze verdeelen an deem Mooss, wéi et en an der Vergaangenheet ze verdeele ginn ass.

Ech wollt et eng Kéier lassginn. Ech wollt et eng Kéier lassginn, well ech Iech soen, datt déi regional Kooperatioun nëmmen eppes gëtt, wann och un Ziler, u landesplanereschen Ziler muss geschafft ginn, déi ëmzesetze sinn. An net, wann et de Bon vouloir, an do si mer nees an der Diskrepanz tëschent lokaler Autonomie a Landesplanung, wann et drëm geet, datt eigentlech d'Leit dohinnerkommen, soulaang et schéin a flott ass, a soubal et ufänkt, e bësse sauer ze ginn, eigentlech soen: Sou, elo zéien ech mech léiwer op meng liegend Güter zréck.

An ech fannen, datt mer um Niveau vun der staatlecher Kooperatioun nach vill, vill kënnen a musse verbesseren. D'Aart a Weis, wéi d'Verwaltunge mateneen diskutéieren, wéi d'Ofstëmmung ass, wéi een d'Avisen och als Gemengen heiansdo kritt, wou ee manifestement d'Impressioun huet, datt net ëmmer déiselwecht Handschréft hannert deenen Saache ass.

Sou wéi ech och plädéiere fir e gudde Strapp méi Transparenz an de ganzen Dossieren. Ech hu mam Här Gira schonn e puermol driwwer diskutéiert. Ech wäert mech net kënnen domadder offannen, datt d'Natura-2000-Gebidder kënne gemaach ginn an datt d'Gemengen doriwwer nëmmen im Nachhinein vum Emklassement informéiert ginn; mä do muss eng Consultatiounsdebatt am Viraus gemaach ginn.

D'Regierung huet sech jo engagéiert...

(Interruption par M. Camille Gira)

Neen, hutt Der net gemaach, Här Gira!

(Interruption par M. Camille Gira)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann d'Zäit nees ofgerechent gëtt, Här President, well ech hunn nach zwee Kolleegen, déi och schwätzen. Net, datt déi keng Zäit méi hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech! Dat hei sollte mer vläicht klären.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech wollt dem Här Wolter soen, datt, am Géigesaz zu deene viregte Regierungen, déi et esou gemaach hunn, wéi hien et schildert, dës Regierung am Virfeld vun der Ausweisung vu sechs neien Natura-2000-Gebidder an enger éischter Phas 48 Gemengen an de Ministère geruff huet, fir hinnen am Detail ze soen, wat op se géif duerkommen, an enger zweeter Phas sechs Réunioune gemaach huet, wou d'Ministesch an ech present waren a genau dat gemaach hunn, wat Dir proposéiert hutt. Dat steet elo nach net am Naturschutzgesetz. Mir hunn et awer gemaach. Mä Dir kënnt sécher sinn, an där ofgeännerter Form vum Projet de loi fir d'Naturschutzgesetz kënnt dat do och drastoen, well mer absolut Ärer Meenung sinn, datt een net esou kann Natura-2000-Gebidder ausweisen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sidd Der dann der Meenung, datt, wa mir net mat der Ausweisung d'accord si vun der Zon, wéi Der se gemaach hutt - well mer zum engen déi hollännesch Etüd net richteg verstinn, déi op Englesch ass an déi net iwwersat ginn ass, déi mer absolut net kënnen novollzéien, well et eng Etüd ass, déi eng Fachetüd ass, déi d'Kompetenz vun de Gemengen total iwwersteigt -, mer net kënnen novollzéien, wéi vun där Etüd, déi eigentlech keng Propose mécht, et zu enger Ausweisung vun den Zone kënnt, sidd Der d'accord, datt mer iwwert d'Étendue vun den Zonen diskutéieren?

Dat stoung nämlech net an Ärem Bréif. An Ärem Bréif stoung: Eigentlech ass et keng Prozedur, mir mussen et notifizéieren opgrond vun engem europäeschen Déngen. Mir sinn transparent, mir informéieren Iech.

Informéieren heescht fir mech net, datt ech ka mäin Asproch erhiewen, datt ech kann eng Diskussioun driwwer féieren, datt ech kann challengen, datt ech opgrond vu Kaartematerial gesot kréien, wat eigentlech d'Ursaache sinn, datt et esou ass.

An ech muss Iech éierlech soen, wann ech e Sammelbréif kréien als Buergermeeschter, bon, dat geet elo an den Detail, an do gëtt meng Gemeng als „faisant partie du Lias moyen" - „Lias moyen", en Term, deen ech virdrun a mengem Liewen nach net héieren hat, neen, ech hunn en nach net héiere gehat - duergestallt, ginn ech net direkt dovun aus, datt ech concernéiert sinn. Do stoung op anerer Plaz, et ass deen Dall an et ass deen Dall.

An an deem Bréif steet net emol dran, datt ech vun iergendenger vun deenen Zonen, dat war esou eng Lettre circulaire, déi u jiddwereen, huelen ech un, gaangen ass...

(Interruption par M. Camille Gira)

Net? Ah! Ech weisen Iech de Bréif, Här Gira. Ech muss Iech ganz éierlech soen, mir sinn op déi Réunioun net komm, jo, well mir eis iwwer „Lias moyen" net ugesprach gefillt hunn, jo. Sou, elo weess ech, datt ech de „Lias moyen" sinn oder en Deel vum „Lias moyen". Mä virdru wousst ech et awer net.

(Hilarité)

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Wann ech just, Här President, wann ech dem Här Wolter eppes kann äntwerten: Dat beweist, datt anscheinend och eng Gemeng vun 10.000 Leit net duergeet, fir vläicht ee bei sech ze hunn, dee weess, wat de „Lias moyen" ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, dat ass richteg. Mä et war keen do. Gutt.

Meng Konklusioun heizou ass, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Landesplanung eppes Spannendes ass, eppes Interessantes. An eigentlech ass et eppes schrecklech Ointeressantes. Eppes schrecklech Ointeressantes, well een, wéi de Minister et gesot huet, net schnell Resultater kann opweisen. Et muss een heiansdo zéng, 15, 20 Joer dono - ech hat Chance, datt ech laang genuch dobäi war, fir hei no 13 Joer eigentlech kënnen de Werdegang vun enger kohärenter Approche, well ech mengen, dat hutt Der jo haut gesot, et geet hei ëm eng kohärent Approche an enger ganzer Rei vun Domäner - da kucken: Wat ass dann iwwer zéng, 15 Joer eigentlech aus engem kohärenten Dokument geschitt?

Versus eben eng Welt, an där s De muss schnell Resultater hunn. Eng Welt, an där e Wahlresultat vun der nächster Wahl eigentlech dorobber baséiert, dass du fei bass, gentil bass, kucks, d'Saache séier ze maachen, an déi méi désagréabel Saachen - an d'Landesplanung huet leider a villen Aspekter méi en désagréabelen Touch -, déi riskéieren op der Streck ze bleiwen.

D'Fro, déi ech mer also gestallt hunn: Hu mer de Programme directeur d'aménagement du territoire vun 1999 ëmgesat? Hu mer et fäerdegbruecht, fir d'Landesplanung e Stéck no vir ze bréngen? Ech menge schonn. Ech menge schonn, datt een 1999 mat 2015 net méi ka vergläichen, datt Wesentleches sech geännert huet. An dofir, an ech hunn dat gesot, sinn ech och e Verfechter vun de Plans sectoriels.

Ech perséinlech hunn d'Publikatioun vun de Plans sectoriels als eng weider Etapp gesinn. An et kann een dat beweisen, datt eng ganz Rei vun deene Plans sectoriels sech op d'Konzepter vum IVL eigentlech nach haut opbauen. Perséinlech hunn ech gesinn, wëssend wéi komplizéiert et ass, esou Saachen auszeschaffen, wéi komplizéiert et ass, wann s De ufänks mat de Leit dobausse Jore virdrun iwwer Saachen ze diskutéieren. Ech hunn do méi Toleranz fir d'Approche, fir verschidde Saachen aneschters ze maachen, wéi Dir eis et zoutraut. Mä et ass e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung gewiescht.

Do, wou ech net mat Iech d'accord sinn, an dat ass Är introductiv Remarque zu Ärer Ried, dat ass, datt Der sot: Ech hu kee Verständnis dofir, datt dat kritiséiert gëtt. Ech wëll kloer an däitlech soen, d'Kritik besteet net doran, fir ze soen, datt d'Plans sectoriels déposéiert gi sinn, mä d'Kritik huet doranner bestanen, fir ze soen, wéi eigentlech no der Publikatioun a virun der Publikatioun an an deene Méint duerno mat de Plans sectoriels ëmgaange ginn ass, an och mat deene Leit ëmgaange ginn ass, déi vun Ufank un awer relativ kritesch ware géintiwwer enger Rei vun Aspekter, wat sech herno och als richteg erausgestallt huet.

Fir mech bleift bei all Viraarbecht, déi gemaach gëtt vun iergendengem, datt dee responsabel ass, deen eppes an eng Prozedur eragëtt. Dee muss sech domadder identifizéieren. Dee muss soen: Dat do ass och mäi Projet.

Ech hätt ni eppes op den Instanzewee bruecht, just well iergendee géif soen: Elo hutt Der schonn esou vill Méint ze laang gewaart. Ech setzen eppes...

(Interruption par M. François Bausch)

Neen, ech reagéieren op dat, wat Der virdru gesot hutt. Ech bréngen eppes op den Instanzewee, wann ech mech domadder identifizéieren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann Der erlaabt, Här Wolter, ech hu just gesot: Stellt Iech just eng Sekonn vir, mir hätten et net gemaach, dann hätt ech deen anere Reproche gemaach kritt. Dat ass awer net de Grond, ganz sécher, firwat ech et op den Instanzewee ginn hunn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, dat ass och net de Grond vun der Kritik, mengen ech, wouhier se kënnt. Ech mengen, datt d'Kritik dohier kënnt, well Der am Ufank gesot hutt, Dir géift et elo ganz aneschters maache wéi déi Regierung virdrun.

Dir hätt jo och kënne soen: An der Suite vun deem, wat déi viregt Regierungen eigentlech ausgeschafft hunn, et après concertation, gi mer op de Wee, datt mer an der Kontinuitéit vun der Landesplanung déi Plans sectoriels hei op den Instanzewee ginn. Dat ass net geschitt. Et ass eigentlech probéiert ginn um Ufank... Haut sidd Der vill méi gedam, wéi virun engem Joer. Dir sidd...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir kënnt meng Rieden alleguer noliese goen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn an där ganzer Debatt keen ee polemesche Saz gesot an och ni gesot, datt an der Landesplanung virdrun näischt gelaf wär, respektiv datt déi Pläng, déi mer an d'Prozedur ginn hunn, natierlech, datt dat Resultat gewiescht wär vun enger Aarbecht vun zéng Joer virdrun. Dat fannt Der an all menge Rieden erëm.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An an Äre Rieden hunn ech och erëmfonnt, datt Der gesot hutt, datt Der elo emol dat géift maachen, wat déi viregt Regierung net à même war ze maachen, nämlech an d'Prozedur goen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Weist mir eng Kéier, wou ech dee Saz gesot hunn. Weist mir eng Kéier, wou ech dee Saz gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift. Et huet jiddwereen...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, mä, Här President. Här President, et kann een net esou eppes behaapten, wann een dat net ka beleeën. An dee Saz do fannt Dir a menge Rieden net erëm! A kenger vu menge Rieden, déi ech gesot hunn an deem leschte Joer.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Gutt. Ären Noper huet mam Kapp gewénkt, an deem Moment, wou Der dat doten elo gesot hutt.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Majo, Här Wolter, dat huet eppes domadder ze dinn, datt Dir den Här Bausch an den Här Kersch verwiesselt hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi Ausso vun Dir, déi Ausso vun Dir...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wolter huet elo d'Wuert an d'Regierung huet herno ganz vill Zäit, fir drop ze äntwerten.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi Ausso vun Dir huet sech jo net exklusiv op den Här Bausch bezunn, well niewent dem Här Bausch jo nach eng Rei vun anere Ministere communiquéieren. An ech kommen elo op eng Ministesch, déi ganz vill communiquéiert huet nom Dépôt vun de Plans sectoriels, déi d'ailleurs an d'Prozedur gaangen ass mat klore Servituden, déi verteidegt gi sinn. Ech war selwer a Réuniounen derbäi, wou gesot ginn ass: Dat wëlle mer kloer an däitlech op déi doten Aart a Weis maachen.

Datt dat herno juristesch d'Strooss net gehalen huet, reprochéieren ech Iech net emol, neen, reprochéieren ech Iech net emol! Well et kann een iwwersinn, datt een Uerteel vun 2013 am Oktober eigentlech d'Gesetzesbasis geännert huet. Dat ka virkommen. Esou komesch wéi et ass, kann et virkommen, datt, wann ee jorelaang op eppes schafft, datt een en Element vum Dossier, wat e wesentlecht Element ass, datt een dat vergësst.

Mä, wat ech Iech wëll soen, dat ass, datt eng ganz Rei Leit Iech dès le dépôt vun Äre Plans sectoriels drop higewisen hunn, datt Der Schwieregkeete géift kréien, well Der an der Prozedur géift riskéieren, Problemer ze kréien.

Ech hunn Iech, a menger Stellungnahm als Gemeng, geschriwwen, an dorobber gitt Der nach ëmmer net an - dat ass e weidere Kritikpunkt, deen ech hunn -: Dir wäert déi Prozedur net packen. Dir sot elo, d'Prozedur wier just en suspens. Dir fänkt d'Prozedur vu vir un, well Dir hutt e formelle Feeler gemaach, dee Moment, wou Der d'Plans sectoriels an d'SUP deeselwechte Moment op den Instanzewee ginn hutt. Dir hutt e formelle Feeler gemaach an um Geriicht wäert Der et verléieren.

D'Gesetz vun 2008 iwwert d'Konsequenze vun den Inzidenzen op enger Rei vu Projeten ass ganz kloer, ass glaskloer, an et gëtt en Uerteel vun der Cour administrative vum 30. Juni 2011 am Kader vun engem PAG, wat dat ganz kloer seet.

Dir kënnt natierlech elo nees de Kapp rëselen, wéi Der beim Här Krieger de Kapp gerëselt hutt, wéi deen Iech eng Rei vu juristeschen Argumenter... Dir kënnt et maachen, wéi d'Madame Nagel et gemaach huet, op d'Televisioun an op de Radio goen an de Geck mat där Persoun maachen a soen: Oh, Dir sicht jo nëmme Clienten. Deen als Affekot do, dee sicht jo nëmme Clienten.

Mä ech soen Iech, dat, wat den Här Krieger Iech do geschriwwen huet oder gesot huet, dat, wat eng Rei vu Gemengen Iech geschriwwen hunn, dat ass zu 80% deckungsgläich mam Avis vum Statsrot. Den Avis vum Statsrot huet Iech dozou bruecht, fir eigentlech d'Prozedur ofzebriechen. Dat schreift Der selwer an Ärem Déngen, datt et den Avis vum Statsrot war. Mä et war net den Avis vum Statsrot eleng, deen Iech dozou bruecht huet!

An dat ass eigentlech dat Eenzegt, wat mir an där ganzer Prozedur, an eis - mengen ech - och als CSV, eropstéisst: eigentlech, contrairement zu deem, wat Der elo sot, datt Der ergebnisfräi do wollt diskutéieren, eigentlech an deenen éischte Méint en totaalt Festharren op der Prozedur a sengem Inhalt an zum Deel um Niveau vum Plan sectoriel «Logement», souguer d'Ausso, datt et sech ëm dat zentraalt Emsetzungsstéck vun der Logementspolitik vun deenen nächste Jore géif handelen, versus dat, wat elo gesot gëtt, fir ze soen: D'Projets de grande envergure sinn eigentlech gestuerwen.

Ech wëll Iech soen: Et huet keen, oder quasi null... Ech hunn dem Här Bausch säin Interview vu virun dräi Wochen am „Lëtzebuerger Land" dobäi. De Gros wäert net méi ëmgesat ginn, dat hunn ech elo de Mëtteg nach gelies.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, dat ass och richteg, dat wäert och esou sinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wëll Iech just froen: Mat wiem hutt Der da geschwat? De Buergermeeschter vu Käerjeng steet hei virun Iech. Deen huet eng Kéier en Télefon kritt bei der viregter Regierung, fir ze froen: Bass De domadder d'accord, datt den Terrain an esou an esou, datt deen an e Projet de grande envergure geet?

Do hu mir gesot, mir hätte kee Problem domadder. Mir brauchen e Phasage selbstverständlech. Mir mussen oppassen, do ass e Bauer en exercice an esou weider. Dat nennen ech keng Consultatioun. Et ass zumindest awer den Hiwäis gewiescht, datt een do op iergendenger Lëscht iergendwann eng Kéier vläicht géif optauchen.

Wou ass dee Member vun der Regierung, deen an deene leschte sechs Méint bei mech als Buergermeeschter komm ass a gefrot huet: Haalt Dir un Ärem Projet de grande envergure fest oder net?

Ech wëll Iech soen, an d'Madame Nagel ass hei, si soll et héieren: Mir halen un eisem fest. Mir sinn Demandeur. Mir sinn Demandeur a mir sinn net eleng Demandeur! Mir sinn net eleng Demandeur, fir d'Projets de grande envergure duerchzezéien, allerdéngs mat engem Phasage, am Respekt vun deene Leit, déi do schaffen.

An déi Aart a Weis, fir eigentlech elo ze soen, d'Projets de grande envergure wäerten, de Gros wäert eigentlech verschwannen a mir ginn elo an eng Richtung vun Innenverdichtung an näischt méi op der grénger Wiss, dat hunn ech awer kloer an däitlech an Ärem Interview...

(Interruption par M. François Bausch)

Dann huet de Journalist Iech net richteg verstanen. Dat hat ech ëmmer schonn als Problem. Dann hutt Dir dat och elo als Problem.

Ech wëll Iech kloer an däitlech soen, datt mir als CSV politesch domadder net d'accord sinn. Mir hätte gär eng Reorientatioun vläicht, datt ee seet, op verschiddene Plaze muss een dat e bëssen aneschters handhaben. Mir hätte gär eng Reorientatioun, datt ee soll kucken, ob een net beim ëffentlechen Transport eng Rei vun Dénge kritt. A mir hätte gär eng seriö Diskussioun mat deene 27 Gemengen.

Ech weess net, ob ech deen Eenzege sinn, mat deem net geschwat ginn ass. Vläicht ass mat deenen anere 26 geschwat ginn. Ech hätt gär eng Diskussioun mat der Regierung iwwer mäi Projet d'envergure. Ech géif nämlech gär un deem festhalen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dee kritt Dir jo. Wou ass de Problem?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn d'Impressioun, datt d'Konklusioune scho gezu sinn. Wann dat net esou ass, huelen ech dat zur Kenntnis.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Eis Dier steet op jiddwer Fall op.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech muss awer soen, ech kann net novollzéien dee leschte Saz, deen den Här Wolter elo gesot huet. Meng Ried huet opgehalen domadder, datt ech gesot hunn, mir wäre bereet, mat alle Gemengen ze diskutéieren iwwert déi Projeten. An et wär ergebnisoffen. Mir wéilten net mat enger virgefaasstener Meenung heihinnerkommen. Duerfir kann ech net novollzéien, firwat dee Saz elo do gesot gëtt.

Dat Zweet ass, wat ech dem Här Wolter wollt soen, zu der Prozedur. Et kann een dat nach honnertmol widderhuelen: D'Prozedur ass net gestoppt gi wéinst där Fro vun der Rechtsonsécherheet am Kader vun de Servituden. Ech kann Iech soen, déi Amendementen, déi ech eraginn hat zum Landesplanungsgesetz vun 2013, hätten dat kënne regelen.

D'Prozedur ass gestoppt gi wéinst engem Punkt, dee keen, Här Wolter, weder Dir nach d'CSV, nach iergendeen heibannen an och net den Här Krieger, iwwerhaapt deemools gesinn hat! Nämlech datt e ganz aneren Artikel vum Landesplanungsgesetz de Problem duerstellt - iwwregens vun 2013, dat awer vun der viregter Chamber hei gestëmmt ginn ass, wou Dir och matgestëmmt hutt a kee Mënsch dat gemierkt huet, niewebäi bemierkt -, nämlech de Fait, wéi mer iwwerhaapt an d'Prozedur gaange sinn, an zwar iwwer eng simple Décision du Gouvernement en conseil, mer kéinten an d'Prozedur goen, wou dann herno natierlech Servitudë géife festgeluecht ginn. Dat heescht, am Fong iwwer Arrêté ministériel an d'Prozedur gaange sinn.

Dat huet kee gesot, weder den Här Krieger nach iergendeen, an och keen heibannen. An dat ass eréischt erauskomm duerch en Avis, deen ech selwer gefrot hu bei engem Bureau am Kader vun den allgemenge Schwieregkeeten. An et ass dee Punkt, deen definitiv d'Regierung dozou bruecht huet, fir der Kommissioun ze proposéieren an der Chamber, d'Prozedur ze stoppen, dat heescht, se komplett ausser Kraaft ze setzen, erëm effektiv, net bei Null unzefänken, mä awer effektiv d'Prozedur missen nei ze relancéieren.

An duerfir ass et net richteg, fir ze behaapten, datt ee Mënsch dat do hätt kënne viraussoen. Et deet mer jo awer schrecklech leed, dat Gesetz vun der Landesplanung ass am Summer 2013 um Schluss vun der leschter Legislaturperiod gestëmmt gi mat engem positiven Avis vum Statsrot.

Keng Zeil stoung an deem Avis vum Statsrot dran iwwert déi dote Problematik. Kee Mënsch huet dat opgeworf. D'Chamber huet et hei, mat de Géigestëmmen iwwregens vun deene Gréngen, gestëmmt. Ech soen awer éierlechkeetshalber, datt déi gréng Fraktioun net dowéinst deemools dogéint gestëmmt huet. Duerfir ass et einfach net richteg, ze soen, datt een dat hätt kënne wëssen. Dat ass eréischt en cours de procédure opgetratt an et huet och keen dat gemierkt.

Et ass natierlech ëmmer esou, wann d'Schwieregkeet bis detektéiert ass an een de Courage hat, fir dat dann ze soen an och deementspriechend d'Prozedur ze stoppen, da gëtt et Dausende vun Intelligenten am Land, déi dat alles scho laang woussten, a souwisou d'Regierung gewarnt haten a jiddwerengem dat gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Nohaltegkeetsminister, ech mengen, mir sinn de Mëtteg zesummen, fir driwwer ze diskutéieren, wéi mer d'Land wëlle weiderentwéckelen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Richteg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An dofir wär ech frou, wa mer net dauernd géifen iwwer Prozedurfroe schwätzen. Dat riicht sech elo net un Iech. Ech géif den Här Wolter da bieden, sech erëm un d'Chamber ze adresséieren an net den Dialog...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat war déi leschte Minutte ganz schwéier, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...an net den Dialog dauernd mat der Regierung ze féieren. Et sinn eng Rei vun anere Kolleegen, déi just drop waarden, fir och hire Pefferkär bäizefügen. An dofir géife mer elo den Här Wolter ganz eleng schwätze loossen an herno der Regierung d'Geleeënheet ginn, fir en bloc ze äntwerten. Ass dat an der Rei?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir hutt honnertprozenteg recht. Ech muss awer soen, ech fannen eigentlech, d'Debatt ass jo sachlech...

(Interruption)

Neen, d'Debatt ass jo sachlech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...an ech fannen, d'Chamber wënscht sech jo en Austausch mat...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...der Regierung. An ech fannen duerfir, ech hu kee Problem an ech mengen, den Här Wolter och net, datt mer heiansdo emol e liewegen Austausch hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech hunn och kee Problem do dermat, mä wann et iwwert d'Moossen erausgeet an herno déi wichteg aner Interventiounen um néng oder um zéng Auer drukommen, dann hu mer kengem gedéngt. An ech géif mer vun dëser Debatt och erwaarden, datt konkret Propositioune kommen, wéi mer eis als Land weiderentwéckelen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech si ganz mat Iech d'accord. An dofir kommen ech op de Punkt zréck, quitte dass ech nach eng Kéier wëll soen - neen, wierklech, well dat, mengen ech, de Plans sectoriels geschuet huet -, ech kommen nach eng Kéier op deen Televisiounsinterview, op dee Radiosinterview vun der Madame Nagel zréck, wou se eng Persoun, déi eng Rei prozedural Bedenke par rapport zu de Plans sectoriels geäussert huet, duergestallt huet wéi e renge Clientéliste.

An Dir sot elo, et wier een Element, wat Iech dozou bruecht huet, fir d'Plans sectoriels zréckzezéien. Ech soen Iech, dass et nach eng ganz Rei vun anere juristeschen Elementer gëtt, niewent deem do. A mäi Rotschlo ass, fir dass mer net nach eng Kéier an nach méi laang iwwert d'Prozedure schwätzen, dass Der Är Prozedur ab initio nach eng Kéier ufänkt, well Der riskéiert, op der...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Majo souwisou. Wou ass de Problem?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Majo, well Der net... Da muss ech nees deen doten Text huelen. Ech hunn an Ärem Dokument op der Säit 7 gelies,...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...dass d'Prozedur net zréckgezu wär, se wär just gestoppt a se géif weidergefouert ginn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ma neen. D'Diskussioun gëtt weidergefouert, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat steet och esou...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen, d'Prozedur.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, also...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Solle mer Iech da soen...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Entschëllegt, Här President, ech kann awer nëmme reagéieren...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä dat steet net esou am Text, wéi Dir dat behaapt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dach, dat steet esou am Text.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Liest Är Säit 7, Här Bausch. Soss muss ech Iech se virliesen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Onofhängeg dovunner, Här Wolter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei, wann ech gelift!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Däerf ech just eng Prezisioun, Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir loossen den Här Wolter elo ausschwätzen. Wa Saachen dobäi sinn, déi net korrekt sinn, kënnt Der déi jo herno rektifizéieren. Wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech liesen dat, wat den Här Bausch am Interview gesot huet a wat mech dozou bruecht huet, déi Remarque ze maachen, déi ech hei maachen. D'Fro war: „Bleibt es bei den 25 Großprojekten für Wohnungsbau auf der grünen Wiese?" „Die meisten werden wir fallen lassen." „Die meisten." „Aber nicht, weil kein Wohnungsbau im grossen Stil nötig wäre. Wir wollen auf Neuausweisungen außerhalb des Bauperimeters verzichten. Im Moment werden pro Jahr 730 ha Landesfläche verbaut. Das entspricht...", d'Dénge vun der Lëtzebuerger Strooss an esou weider. „Mir gi gären an d'Innenverdichtung."

Dorauser schléissen ech, kombinéiert mat enger Rei Aussoen, déi an Ärem Dokument stinn, dass eigentlech de Wëlle vun der Regierung besteet... D'Madame Nagel huet, wann ech dat dann nach eng Kéier och däerf soen, um Geheimsender 100,7 eng Kéier samschdes gesot, dass si schonn zefridde wär, wann zwee vu 27 Projeten iwwerhaapt nach géifen duergoen.

A meng politesch Ausso, déi vu menger Partei, ass, dass et mat zwee net duergeet! Meng politesch Ausso ass, dass bei deene 27, déi no jorelaangen Aarbechte probéiert gi sinn erauszefannen, der eng ganz Rei wäerte sinn, déi kënnen développéiert ginn, esou wéi se proposéiert gi sinn oder an enger reduzéierter Form.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Firwat hutt Dir dann ni een ëmgesat an deene leschten 20 Joer? Kënnt Der mer dat dann erklären,...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kenne Buergermeeschteren, déi hir Bereetschaft...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...wann dat esou einfach ass, wéi Dir dat sot?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kenne Buergermeeschteren, déi hir Bereetschaft erkläert hunn, mat Iech doriwwer ze diskutéieren. An ech wëll dat kloer an däitlech soen, als Buergermeeschter, ech huelen dann emol eng Kéier d'Kap och vun där Säit, dass ech net domadder d'accord wäert sinn, an Dir sidd jo elo esou, dass Der mer elo sot, dass dat net esou ass. Ech hätt awer kënnen zu där Konklusioun kommen. Ech hätt gären, dass eise Projet de grande envergure diskutéiert gëtt.

Sou, da fueren ech virun. Ech bedaueren och, mä et soll eng konstruktiv Kritik sinn, dass keng Evaluatioun virläit vun den Avise vun de Gemengen. Dir schreift zwar an Ärem Titel, et wär eng Evaluatioun, et ass d'Annex 2, déi Der eis nogereecht hutt de leschte Freideg, do steet am Titel „Évaluation". Fir mech, ech sinn net Franséischprof, mä „évaluer" heescht bewäerten. Et ass eng Compilation vun den Avisen. Et ass keng Evaluatioun vun den Déngen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- A sechs Méint, ouni dass ech elo wëll soen, dass Der Iech hätt missen total festleeën, hätt ech, fir dës Debatt och kënnen nach besser ze strukturéieren, wesentlech méi prezis Aussoe gäre gehat iwwert dat, wat Der aus den Avisen eigentlech, déi komm sinn, eraushuelt no där Evaluatioun. Dir sot, Dir hätt eng Evaluatioun gemaach. Dir hutt keng Evaluatioun gemaach! Et deet mer leed, fir dat ze soen.

Sou, da kommen ech bei dat Dokument, wat Dir „Perspectives d'un développement spatial durable" nennt, andeems ech nach eng Kéier soen, dass eigentlech ech mer erhofft hätt, dass an deem Dokument vu 47 Säite méi Indicatioune gewiescht wären, wéi Der gedenkt, virunzegoen. Ech verstinn, dass Der an enger Debatt net wëllt alles virknae schonn. Mä ech muss Iech soen, dass ech sur ma faim bliwwe sinn iwwert d'Konklusiounen, déi Der eigentlech aus deem Débat, dee bis elo gefouert ginn ass, zitt. Quitte dass Der gesot hat: Mir wëllen éischter an déi Richtung goen a mir hunn nach en Débat mat der Société civile.

Dir stellt eigentlech fënnef Froen an deem Dokument, esou hunn ech mer se notéiert. Dir sot, de Programme directeur d'aménagement du territoire géift Der gären adaptéieren. Selbstverständlech! De Programme directeur d'aménagement du territoire ass par essence en evolutiivt Dokument. Et ass en Dokument, wat no 15 Joer op de Leescht muss geholl ginn. Et ass en Dokument, wat aus der Vue vun, ginn ech emol dovun aus, 1996, 1997, geschriwwe ginn ass mam Développement vun deemools. An et schéngt mer logesch ze sinn, och besonnesch, wa mer gesinn, wat nom IVL komm ass, dass een am Joer 2015 de Programme directeur nei faasst, synthetiséiert, méi kuerz mécht, méi gréffeg mécht, wéi och ëmmer, mä dat ass... D'Äntwert vun eis ass selbstverständlech Jo dorobber.

Da sot Der, kommt, mer fänken nees un, iwwert d'CDAen ze diskutéieren. Wann ech Iech verstinn, dass Der iwwert d'Grondgerüst wëllt diskutéieren: d'Pôles Luxembourg, Nordstad, Süden als zentral Développementspôlë vum Land, kann ech domadder d'accord sinn. Wann Der awer elo wëllt iwwert déi eenzel CDAen nees diskutéieren, da kann ech Iech nëmme soen: De grâce, maacht dat net!

Maacht dat net, well de CDA, do wäert Der relativ séier gesinn, dass et de CDA vu Veianen ni ginn ass. Deen ass zwar aus historesche Grënn als CDA ausgewise ginn deemools, mä dee gëtt et net!

Ech hunn och Doutten, wann Der elo sot, Stengefort-Mamer, wat de CDA vun der Regioun am Weste wier. Ech hu ganz zolidd Doutten, wann Der géift d'Fro stellen, Iechternach-Jonglënster, ob dee CDA, dee mer am Joer 2002 ausgewisen hunn, ob dat nach ëmmer de CDA vun der Regioun ass oder ob eigentlech d'Regioun sech net aneschters développéiert huet, wéi dat geschitt ass.

Féiert eng Diskussioun driwwer, well ech mengen, et ass dat, wat gemengt ass, fir ze kucken: Wéi kënne mer déi Gemengen, déi solle wuessen, méi wuesse wéi déi aner, wéi kënne mer déi stäerken? Mä fänkt wann ech gelift net

eng Diskussioun un, an et deet mer leed, dat hunn ech gemengt, aus deem Dokument erauszeliesen, dass Der iwwert d'CDAe selwer wéilt diskutéieren. Do kann ech nëmmen do virdru warnen.

Ech wär frou, wa mer an der Nordstad géife virukommen.

(Interruption)

Jo, dat maacht Dir, dat hu mir och scho gemaach. Et muss ee just kucken, ob déi, déi an der Nordstad sinn, ob déi entre-temps prett sinn, fir matzemaachen. Well d'Nordstad ass e wesentlechen Développement vum Gerüst vun eisem Land.

An ech hu jo esou tëschent den Zeile gemengt ze héieren, dass Der och wëlles hutt, e puer Sou an de Grapp ze huelen, fir ze kucken, an der Nordstad eppes ze maachen. Och do kritt Der d'Ënnerstëtzung vun eiser Partei. Well ech fäerten, dass ouni e Projet de grande envergure, ouni iergendeppes ze maachen...

Mä bon, Dir verstitt, dass, wann ech déi ganz Diskussioune vun de leschte Joren, notamment iwwert den Agrarlycée, also och iwwert d'Implantatioun, wou dat da soll kommen, do ass nach vill Aarbecht ze maachen, fir dat net eben esou ze gesinn, dass ech et op mengem Territoire hunn, deen huet et op sengem Territoire, mä dass eigentlech och déi Nordstad sech als e Gesamt selwer gesäit.

Dir stellt dann d'Fro vun der Propriété privée par rapport zum Intérêt général. Dat ass eng Fro, iwwert déi kënne mer ganz vill a ganz laang nach diskutéieren. Wa mer déi awer elo ofwaarden, bis mer virufueren, da riskéiere mer, nach laang ze diskutéieren an net virunzekommen.

D'Positioun vun eiser Partei ass nach ëmmer déiselwecht: D'Propriété privée ass e fundamentaalt Recht, et ass e Grondpfeiler vum Fonctionnement vun eisem Stat. An et muss een, wann een un d'Propriété privée geet, kloer Regelen definéieren. Kloer Regelen definéieren, no deenen een, an aller Transparenz an am Kader vum Intérêt général, deene Regele wëllt dérogéieren.

Ech hu gelies - ech weess awer elo geschwënn net méi, wat ech nach soll gleewen -, ech hu gelies, dass Der wéilt an eng Richtung goen, fir Expropriatiounen ze maachen och am Perimeter an esou weider, op jiddwer Fall emol dorunner géift denken. Ech géif Iech warnen. Ech géif hoffen, dass Der aner Moyene fannt, fir déi Diskussioun do virunzebréngen, net dass mer an där Diskussioun nach ganz vill Zäit wäerte verléieren.

Mir si landesplaneresch fir d'Ëmsetzung vum Intérêt général. Allerdéngs, an et si jo Viraarbechten an deene leschten zéng, zwielef Joer gemaach ginn, ech mengen: d'Verfassung änneren, d'Gesetzer änneren, de ganzen Dossier Helleng huet jo..., et ass jo net, dass näischt geschitt ass. Ech mengen, d'Armatur ass jo och eng aner, wéi se viru 15 Joer war. D'Méiglechkeet ass, fir et ze maachen. Mä et muss ee wierklech mat ganz vill Fangerspëtzegefill un déi dote Fro erugoen, well et wierklech e Grondpfeiler ass. A mir mengen, dass d'Expropriatioun eng Ausnahmeprozedur soll bleiwen an net zur Regel soll ginn.

Den Développement durable à tarif zéro, do kann ech Iech soen: Jo, d'Regierung muss derfir suergen, dass déi Leit, déi d'Landesplanung maachen, d'Moyenen hunn, fir dass se dat kënne maachen, an iwwert d'Grenzen eraus grenziwwerschreidend Landesplanung maachen: Jo! Et muss ee just kucken, wéi wäit dass ee kënnt. Et ginn eng Rei Efforte gemaach. Et sinn der jo och scho gemaach ginn.

Wann ech also Äert Dokument kucken, déi fënnef Froen, déi Der stellt, dann hu mer, mengen ech, dorobber geäntwert. De President hätt jo gären, dass Inputte kommen. Ech mengen, dass ech mat Ausnahm ebe vun där prozeduraler Fro ganz vill Inputte ginn hätt.

Da kommen ech zur genereller Bewäertung vun de Plan-sectoriellen. Mir schléissen eis als..., also, nodeem ech nach eng Kéier wëll rappeléieren - a wéi kéinte mer dat och aneschters maachen? -, dass mer der Meenung sinn, dass den Dépôt vun de Plans sectoriels an den Inhalt vun de Plans sectoriels, falls se dann ëmgesat ginn a gutt ëmgesat ginn, e Meilenstein wäerte sinn an der Ëmsetzung vun der Landesplanung, well se eng Rei vu Saache méi kloer wäerte maachen.

Eng ganz Rei vu Kriticke si geäussert ginn. Mir sinn der Meenung, dass eigentlech déi bescht Synthèse vun de Kriticken den Avis vum Syvicol ass. Den Avis vum Syvicol ass extrem komplett. En huet eigentlech d'Froen, déi sech de Gemengesecteur stellt, mat relativ vill Konsistenz an och herno am Detail iwwerholl. Ech hu mer och d'Méi gemaach, eng Rei vun Avise vu Gemengen ze liesen, wou een erëmfënnt, dass ganz oft eigentlech déiselwecht Sujeten erëmkommen. Dir synthètiséiert déi och an Ärem Pabeier, probéiert, eng Rei vun Äntwerten dorobber ze ginn.

Ech mengen, dass d'Awänn, déi komm sinn, d'Landesplanung net onméiglech maachen. Ech fannen, dass villes, wat gesot ginn ass, ganz konstruktiv ass. An ech wëll nach eng Kéier soen, dass och déi Kritik oder déi Remarque, déi ech Iech maachen: „Passt op op d'Gesetz vun 2008, Plan sectoriel versus d'SUP, déi virdru gemaach gëtt!", dass ech dat als eng konstruktiv Kritik ugesinn, net dass mer an eng Situatioun kommen, wou mer eis herno iwwer e Geriichtsuerteel nach eng Kéier dräi oder véier Joer selwer blockéieren. An et ass relativ egal, ob Der d'Prozedur elo stoppt an nei lancéiert oder ob Der sot: Se ass just suspendéiert an da fuere mer virun.

Mir sinn d'accord domadder, dass Der wëllt eng ganz Rei Saachen op den Niveau vum Gesetz erophiewen. Ech mengen, dat ass einfach eng Evidenz aus deem Uerteel, wat komm ass, dass een do d'Regele muss aneschters definéieren. Mir si mat där Approche d'accord. Just, just: „Geschlagenes Kind scheut...", wat och ëmmer,...

Une voix.- Feuer!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...falls Der ënnendrënner just mat engem Manuel wëllt fueren,...

(Interruption)

...„ënnendrënner mat engem Manuel fueren", dat wäert ech zweemol an Ärem Dénge gelies hunn, dass Der wéilt eigentlech d'Grondprinzipien erophuelen an drënner mat esou engem „Vademecum", mat esou engem „Handbuch" fueren - „Manuel" iwwersetzen ech da mat Handbuch -, do hoffen ech, dass mer net an déiselwecht Situatioun nees geroden! Dass dat Handbuch, dass dat nees schwammeg ass. A jee nodeem, wéi mer an der Prozedur sinn a sech Refusen oder net Refusen um Niveau vun der Prozedur erginn, geet a mengen Aen och e Manuel net duer. Dat ass eng Gebrauchsanweisung. Dat ass eppes, wat ee kann uginn. Mä et muss ee ganz gutt oppassen, wann Der schonn den Effort maacht, fir d'Saachen op den Niveau vum Gesetz eropzehuelen, dass Der net eigentlech duerno nees um Niveau ënnendrënner an eng Situatioun kommt, dass mer déiselwecht Problemer kréie wéi déi, déi mer elo kennen.

Iwwerreglementéierung, e wesentleche Kritikpunkt. Den Här Bausch huet dorobber schonn e puermol geäntwert, och a sengem Interview, och a sengem Déngen och de Mëtten. Ech mengen, d'Regierung wëllt entschlacken, d'Regierung ass bereet, fir eng Rei Saachen aus de Plan-sectoriellen erauszehuelen, déi objektiv och guer näischt doranner verluer hunn. Ech mengen, dat ass e positiven Aspekt vun der Diskussioun.

Autonomie communale: Ech hunn, wéi gesot, aus menger laangjähreger Erfahrung méi en nuancéiert Bild vun der Autonomie communale wéi anerer. Verschiddener verstinn ënner Autonomie communale, dass si eigentlech op hirem Territoire plus ou moins kënne maachen, wat se denken. Ech war Landesplanungsminister, Innenminister, ech sinn der Meenung, dass een d'Autonomie communale no kloren, transparenten, novollzéibare Regele muss definéieren an dass an deem Kader dann d'Autonomie ka spillen.

Dat ass eng wesentlech méi nuancéiert, déi awer net elo fir jiddwereen a menger Partei zielt, dat wëll ech kloer an däitlech awer och soen. Mä heiansdo, Här Fraktiounspresident, sief et jo och erlaabt, dass een déi eng oder déi aner méi perséinlech Remarque erabréngt.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir wëllt aus enger Rei vu Prescriptioune Recommandatioune maachen. Och domadder si mer d'accord, sous condition, dass déi Recommandatiounen dann net e Refus herno an der Prozedur ginn, vu dass et jo nëmme sech ëm eng Recommandatioun handelt.

Dir wëllt d'Widdersprëch, déi zum Deel dach tëscht deene verschiddene Plan-sectorielle sinn, déi wëllt Der eraushuelen. Dat fannen ech gutt.

Dir wëllt d'Gemenge méi abannen. Wat fir ee Politiker géif zu Lëtzebuerg net soen, dass dat eng wonnerbar Iddi ass, fir d'Gemenge matanzebannen?! Et muss een natierlech kucken, dass, wann een d'Gemengen abënnt, wéi Der och am Interview gesot hutt, „mat interessante Projeten": Also, en interessante Projet ass en Deel vun der Landesplanung. An der Landesplanung ginn et och ganz vill oninteressant Saachen! An d'Abannung vun de Gemenge respektiv duerno d'Décisioun huelen, dat ass elo méi wéi just mat de Gemengen eigentlech iwwer interessant Saachen ze diskutéieren. Et muss een och iwwer manner interessant Saache diskutéieren.

Ech mengen, dass de Plan sectoriel «Paysages» - dat hunn och vill Leit geschriwwen - komplett muss iwwerschafft ginn: eng Vereinfachung vun de Léieren, méi eng transparent Duerstellung vun de Kritären, iwwerhaapt emol d'Publikatioun vun de Manuellen, déi à la base si vu verschiddenen Décisiounen. Ech ginn do haaptsächlech an den Dossier vun de Couloirs verts, wou een net ëmmer kann novollzéien, no wat fir enge Kritären eigentlech e Couloir vert gemaach ginn ass oder net.

Voilà, ech mengen, dat sinn déi generell Remarquen, déi vun eiser Partei ze maache sinn zu de Plan-sectoriellen. Mir wäerten duerch d'Martine Hansen nach méi am Detail op de Plan sectoriel «Paysages» agoen a mir wäerten och duerch de Marc Lies méi nach am Detail op de Plan sectoriel «Logement» agoen, well do Saachen nach ze soe sinn, déi an engem Degré de détail sinn, dee méi grouss ass.

Meng Konklusioun fir de Mëtten ass, an dat wäert lech net iwwerraschen: D'Landesplanung ass en zentraalt Element vun der Politik vun eisem Land. A vu dass eist Land an absehbarer Zäit net méi grouss gëtt a mer awer domadder musse rechnen, dass méi Leit zu Lëtzebuerg wäerte wunnen, gëtt et en Instrument, wat ëmmer méi wichteg ass. Et ass en Element, wat Courage an e laangen Otem brauch.

Ech kann d'Regierung nëmmen opfuerderen, mat de Plan-sectorielle virunzefueren. A ganz, ganz groussen Deeler fanne se d'Approbatioun vun eiser Partei, allerdéngs dat alles ënner transparenten an novollzéibare Regelen, déi esou sinn, dass jiddwereen d'Garantie huet, dass en d'selwecht behandelt gëtt, an dass se och Leit, déi net mat Iech d'accord sinn oder net mat eis d'accord sinn oder net mat deenen d'accord sinn, déi Landesplanung maachen an Zukunft, d'Méiglechkeete ginn, rechtlech gesinn, an aner Méiglechkeete ginn, fir déi Objektiounen, déi se par rapport zu deem hunn, wat an d'Prozedur geet a wat duerno décidéiert gëtt, fir déi och kënnen ze maachen.

Voilà, Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Well et e liewegen Débat ginn ass zwësche Regierung an dem Här Wolter, hu mer eis erlaabt, fir d'Interventioune vun der Regierung ze stoppen. A vu dass et eenzel Detailer waren, wou den Här Wolter op d'Regierung reagéiert huet, géife mer dann zousätzlech nach fënnef Minutte rechnen. Dat wären insgesamt 12, tëschent 12 an 13 Minutten, wou dee liewegen Débat kontabiliséiert ginn ass. Dat heescht, d'CSV huet ënnert dem Strëch nach ëm 26 Minutten.

(Interruptions)

Une voix.- ...minus zwielef?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, neen! Neen, déi siwe Minutte si gestoppt. All Kéiers, wann d'Regierung geschwat huet, hu mir d'Zäit gestoppt, an doriwwer eraus, well dat jo esou e liewegen Débat war, wou deen aneren Deel jo och contribuéiert huet a reagéiert huet, huele mer do nach eng Kéier fënnef Minutten ewech, soudass et, mengen ech, korrekt ofgerechent ginn ass.

Voilà, da fuere mer weider mat eisem liewegen Débat. An d'Wuert huet den Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech elo net bedeelegen un engem Pingpong hei oder un enger Diskussioun doriwwer, wat eng fréier Regierung vläicht gutt oder manner gutt gemaach oder eng nei Regierung net esou gutt gemaach huet. Ech mengen, mir sinn haut hei, fir en Débat ze féieren, deen ënnert dem Motto steet: „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen". An ech mengen, dass et wichteg ass, och dat Wuert „zesummen" nach eng Kéier ze ënnersträichen. An ech mengen, dass mer heibanne jo alleguerten enger Meenung sinn, dass dat doten... Mir sinn iwwerzeegt vun der Wichtegkeet a vun der Richtegkeet vun där Diskussioun, déi mer haut hei féieren. Dofir wëll ech mäi Bäitrag och dorobber limitéieren, op d'Problematik, déi sech stellt.

Ech wäert e puer generell Remarquë maachen zu dem Thema an duerno wäert ech mech nach e bësse méi am Spezielle mat dem Sujet Logement befaassen. An ech wäert duerno menge Kolleegen, dem Roger Negri an och dem Frank Arndt, d'Wuert gi fir dann déi aner Voleten, déi sech zu de Plan-sectoriellen zielen, do wäerte si d'Wuert kréien.

Tatsaach ass, dass Lëtzebuerg sech an deene leschte Joren onofhängeg vum politesche Wëlen entwéckelt huet, an dat mat enger Vitesse, déi all Prognosen iwwertraff huet. D'Zuel vun den Awunner ass eleng an deene leschten zéng Joer ëm ronn 100.000 an d'Luucht gaangen. Datselwecht géllt fir d'Aarbechtsplazen. D'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, ass an deemselwechten Zäitraum ëm ronn 50.000 an d'Luucht gaangen.

Doraus ergëtt sech automatesch e groussen Drock op eise Wunnengsmaart a mir sti virun der Erausfuerderung, fir am selwechte Rhythmus Infrastrukturen ze schafen an och den Transport esou ze organiséieren, dass mer net iwwer kuerz oder laang an deem ëmmer méi groussen Autoverkéier erstécken.

„Lëtzebuerg zesummen entwéckelen", dat bedeit, dass mer zesummen e Kader mussen ausschaffen, fir déi Entwécklung méi nohalteg ze maachen, fir dass mer net um Enn Affer vun eisem eegenen Erfolleg ginn. Deen enorme Wuesstum mécht e Stéck vun eisem Räichtum aus an erkläert zum Deel, wéisou et eis hei zu Lëtzebuerg däitlech besser geet wéi am Ausland.

Vill jonk bäigezunne Salariéen hëllefe mat hire Cotisatiounen, eise gudde Sozialsystem ze erhalen. Datselwecht géllt fir d'Frontalieren. Si bezuele Steieren, wat eisem Stat et erlaabt, och an Zäiten, wou et méi enk gëtt, d'Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen an domat den Emploi ze stabiliséieren.

Ëmgedréit ass et natierlech och richteg, dass de Räichtum vu Lëtzebuerg ëmmer nei Immigranten unzitt an dass jiddwereen, deen hei schafft, natierlech och Usprécher op Sozialleeschtungen huet. Dass eis Bevëlkerung weiderhi wiisst an Zäiten, wou dat fir de PIB net méi de Fall ass, erkläert sech ganz liicht doduerch, dass déi ekonomesch Situatioun an de Länner ronderëm eis an der Kris méi schlecht ass wéi bei eis.

D'Erausfuerderungen, mat deene mir um landesplanereschen Niveau konfrontéiert ginn, ginn deemno net méi kleng. D'Moyenen, déi mer hunn, fir se ze meeschteren, allerdéngs schonn. Dat bedeit, dass mer besser plange mussen, fir méi effizient ze ginn, an dass mer déi richteg Prioritéite musse setzen.

Dräi Prioritéiten ergi sech direkt aus der Entwécklung, déi ech elo grad ugeschwat hunn: de Logement, d'Aarbechtsplazen an den Transport. Dës dräi Aspekter hunn eppes gemeinsam: Si brauche Plaz. Plaz ass awer genee dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg net am Iwwerfloss hunn. Dës Erkenntnis ass net nei an dofir versiche mer jo schonn zanter Joren, der Raumplanung souwuel um nationale wéi um kommunalen Niveau en neie Kader ze ginn.

Et war vu virera kloer, dass et immens komplex ass, wann een eng Planung wëllt maachen, déi eise gesamten Territoire begräift an déi direkt an d'Autonomie communale agräift. Dofir goufe mam Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vun 1999 dräi Type vu Pläng agefouert: d'Plans directeurs régionaux, d'Plans directeurs sectoriels an, fir eenzel Projete vun nationaler Bedeitung, d'Plans d'occupation du sol. Op dës Manéier sollt souwuel eng Top-down- wéi eng Bottom-up-Approche genotzt ginn, fir zu deem gewënschte Resultat ze kommen.

D'Plans directeurs sectoriels sollten a grousse Linne festhalen, wou wat fir en Typ vun Aktivitéite sollt kënne stattfannen. D'Regionalpläng sollte méi am Detail ausgeschafft sinn, an engem gewësse Sënn e grousse PAG iwwer eng ganz Regioun duerstellen. Dobäi sollten déi betraffe Gemenge selwer kënne matbestëmmen, an dat an enger gemeinsamer Koordinatioun. Dat huet net geklappt!

Nom neie Gesetz iwwert den Aménagement communal vun 2004 huet all Gemeng am Prinzip bannent sechs Joer missen hire PAG ëmänneren. An deenen allermeeschte Gemengen huet déi Prozedur däitlech méi Zäit an Usproch geholl wéi um Ufank virgesinn, soudass den Délai 2005 an duerno och nach eng Kéier 2011 verlängert ginn ass. D'Gesetz ass nämlech och an anere Punkten iwwerschafft ginn. Vill Gemengen hunn ofgewaart, fir net mussen all Kéiers erëm eng nei Prozedur ze lancéieren.

Am selwechten Zäitraum sinn nei Prozeduren agefouert ginn, fir d'Effentlechkeet besser an d'Planung matanzebannen. Derbäi koumen nei Regelen iwwer Impaktstudien an eng nei Gesetzgebung zum Waasserschutz.

Et ass net fir näischt, dass mer schonn esou laang dovu schwätzen, wéi noutwendeg eng Simplification administrative wier. Mä mir wëssen och, dass dat e schwieregen Exercice ass, well vill Regelen op EU-Direktiven zréckginn an am Eenzelnen och Sënn maachen. Mir wëlle jo eng besser Waasserqualitéit, en héijen Niveau vun Ëmweltschutz an eng staark Biergerbedeelegung bei wichtegen Décisiounen.

D'Fro ass awer, wéi een all dës Prinzipie ka respektéieren, ouni a bürokratesche Virschréften

ënnerzegoen. Et muss ee sech zum Beispill d'Fro stellen, ob et wierklech Sënn mécht, bei verschiddene Prozeduren ëmmer nees eng SUP, also eng „strategische Umweltprüfung" ze maachen. Dat mécht eis Prozedure laang a komplizéiert. De Bierger huet do wéineg Versteesdemech derfir. An et ass ebe just do, wou mer an der Simplification administrative den Hiewel mussen usetzen.

Dat Ganzt hu mer zwar net selwer erfonnt, dat baséiert, wéi ech sot, natierlech op europäeschen Direktiven. Mä et ass awer och wouer, dass eis Verwaltung hei zu Lëtzebuerg eng ganz extensiv Interpretatioun vun den Texter mécht.

Fir d'Gemengen huet sech aus all deene Prozeduren e groussen administrativen Opwand erginn. Si hu missen deier Etüde bezuelen a konnten net ganz sécher sinn, ob no der nächster Gesetzesännerung net erëm eng nei Prozedur misst ugefaange ginn, fir de PAG unzepassen.

An deem Kontext ass et de Gemengen net gelongen, gläichzäiteg eng regional Koordinatioun ze maachen, zemools well d'Plans sectoriels nach net virlouchen. Dat hätt misse mat de regionale Pläng iwwerteneestëmmen. Um Enn gouf dat Konzept vun de Regionalpläng opginn.

Iwwreg bliwwe sinn deemno nach just d'Plans directeurs sectoriels. D'Mataarbecht vun de Gemengen, fir d'Detailer auszeschaffen, huet also gefeelt. D'Resultat dovunner war, dass eenzel Elementer vun de Plans directeurs sectoriels net prezis genuch waren, wéi zum Beispill d'Kaarte vun Naturschutzgebidder, déi net kadastergenau sinn an et de Gemengen net erlaabt hunn ze erkennen, ob se vläicht um Bord dovun nach eng Baugenehmegung kënne ginn oder net.

Et gëtt awer och Beispiller, wou d'Pläng Virschrëfte maachen, déi ganz staark an den Detail ginn. Esou leet de Plan directeur sectoriel «Transports» net nëmmen déi grouss Couloire fir den ëffentlechen Transport oder nach d'Stroossennetz fest, mä e gëtt och zum Beispill Indicatiounen iwwert d'Zuel vun de Vëlosstellplazen an enger Gemeng.

Dës Regierung hat sech virgeholl, an der Landesplanung esou séier wéi méiglech Neel mat Käpp ze maachen an déi Pläng, un deenen elo e Jorzéngt geschafft gouf an déi jo awer esou gutt wéi prett waren, just mat eenzelne Modifikatiounen an d'Prozedur ze ginn. Dës Prozedur ass duerno op Basis vu juristesche Froe contestéiert ginn, soudass d'Pläng hu missen zréckgezu ginn.

Et war awer gutt, dass dës Prozedur lancéiert gouf. Si huet deen Defizit ausgeglach, dass d'Gemengen net méi am Virfeld un den Aarbechte bedeelegt waren an d'Plans régionaux ewechgefall sinn. All Gemeng huet hiren Avis eraginn. Eenzel Syndikater, och de Syvicol, hu sech zu Wuert gemellt. An et hunn och ganz vill Privatleit en Avis geschéckt. Dës Meenunge si ganz dacks immens wäertvoll an et ass elo um Ministère, fir déi Avisen auszewäerten.

Dat gëtt d'Geleeënheet, fir d'Pläng ënner Abezéie vun deenen Avisen an am Dialog mat deene Betraffenen ze iwwerschaffen. Dobäi muss gepréift ginn, wat fir eng Virschrëfte wierklech mussen an déi Pläng, wou et wichteg ass, méi Prezisioun ze hunn, an ob net eenzel Elementer kënnen an déi spezifesch aktuell Gesetzgebung ageschafft ginn. D'LSAP hofft, dass dat relativ séier ka geschéien, fir dass mer a kuerzer Zäit all gesetzlech Instrumenter hunn, fir eng koordinéiert Landesplanung kënnen ze assuréieren.

Et ass awer net esou, wéi wa mer ouni déi Pläng net kéinte weider um Terrain schaffen. An déi heiteg Pläng, och wa se am Moment kee juristesch bannende Status hunn, kënnen awer als Orientéierung déngen, soulaang wéi déi iwwerschaffte Pläng nach net a Kraaft sinn. Mir sinn also trotz deene Komplikatiounen e gutt Stéck virukomm an der Landesplanung.

Am meeschten Diskussioune gouf et sécher iwwert de Plan sectoriel «Logement». Et ass gläichzäiteg dee Sujet, deen de Leit dobaussen am meeschte Suerge mécht. D'Präisser fir en Haus oder eng Wunneng klammen onënnerbrach. D'Dépensë fir d'Wunne belaaschten d'Lëtzebuerger Haushalter finanziell ganz staark. Gläichzäiteg sinn d'Méiglechkeete vum Stat, fir géigenzesteieren, ganz limitéiert.

De Präis vum Wunne schéngt mir dee wichtegsten ze sinn, wa mer iwwer sozial Problemer schwätzen. Et ass net esou, wéi wann eise Mindestloun ze niddreg wier oder eis Sozialtransferten net géifen duergoen. Et ass d'Wunnen, wat deene meeschte Bierger hir Keess plëmmt a si riskéieren deet, an den Aarmutsrisiko ofzedriften. Fakt ass awer och, dass d'Leit sech hir Wunneng esou eraussichen, wéi et hinne gefält respektiv - a vläicht nach am meeschten - entspriechend deem, wat se kënne bezuelen.

Esou wier et aus ekologesche Grënn wichteg, wann esou vill wéi méiglech Leit no bei hirer Aarbechtsplaz géife wunnen, well dat sech positiv ënner anerem op de Verkéier géif auswierken. Allerdéngs sinn déi meeschten Aarbechtsplazen am Zentrum, wou nëmmen e klengen Deel vun de Leit sech et ka leeschten ze wunnen. Och wann ee méi Wunnraum an a ronderëm d'Stad schaaft, ass d'Nofro esou grouss, dass d'Präisser doweinst nach ëmmer net erofginn.

Aus ekologescher Siicht ass et och gutt, wann d'Leit méi dicht beieneewunnen, am beschten an Appartementshaiser. Dat spuert Energie an och Terrain. Dat ass allerdéngs och eng Wunnform, déi vill Leit als manner agréabel empfannen, wéi an engem eegenen Haus ze wunnen, am beschte mat e bëssen Distanz zum Noper.

D'Tatsaach, dass een als Copropriétaire an enger Residenz ofhängeg ass vun aneren, fir Entretiens- a Verschéinerungsaarbechte kënnen ze maachen, dass ee gezwongen ass, Käschte vun aneren ze iwwerhuelen, wann déi hir Obligatiounen net erfëllen, an dass ee wéineg dergéint ka maachen, wann en Noper sech net un d'Hausreglement hält, vill Kaméidi mécht an esou weider, dat alles mécht d'Wunnen am Appartement net vill méi attraktiv.

Am Resultat kafen déi, déi sech et leeschte kënnen, meeschtens léiwer en Haus. Allerdéngs, et sinn awer net déi, déi am meeschte Plaz brauchen, déi finanziell am beschten dostinn. E ganz groussen Deel vun de Leit am Pensiounsalter si Propriétaire vun hirem Haus oder hirer Wunneng a si hu meeschtens och keng Hypothéik méi do drop. Dat ass gutt esou, well dat eng gewësse Garantie gëtt géint d'Altersaarmut.

Statistiken, déi drop hiweisen, dass zu Lëtzebuerg Wunnengen iwwerduerchschnëttlech grouss sinn, täuschen driwwer ewech, dass vill Stéit a ganz bëengte Verhältnisser liewe mussen. Esou wunnen eeler Leit, déi nach net op Hëllef am Alldag ugewise sinn, dacks eleng oder zu zwee an engem Haus, wougéint jonk Famillje mat Kanner sech heefeg nëmmen e klengt Appartement kënne leeschten. Chancen hunn déi Jonk, déi kënne vun hiren Eltere gehollef kréie bei hirer éischter Acquisitioun. Mä fir déi aner ass et bal onméiglech, gläichzäiteg Loyer ze bezuelen a sech genuch unzespueren, fir iergendwann e Prêt opzehuelen.

Un deenen Tatsaachen ännert awer och e Plan sectoriel näischt.

Wann e Plan directeur sectoriel «Logement» all dës Problemer net léist, firwat brauche mer en dann? Un éischter Plaz musse mer definéieren, wou an Zukunft nach Wunnraum kann entstoen a wou net, wou méi dicht soll gebaut ginn a wou net. Déi lescht Joren hu gewisen, dass ouni esou Reglementéierungen d'Zersiedlung vun eisem Land ëmmer méi grouss gëtt.

Entgéint deem, wat den IVL virgesinn hat, sinn et net déi bestehend urban Zentren, mä et ass de ländleche Raum, dee sech staark entwéckelt huet. Zum engen huet dat mam Pacte Logement ze dinn, deen all d'Gemengen encouragéiert huet, nei Lotissementer an hir PAGen eranzehuelen. Anerersäits ass et fir eng ländlech Gemeng méi einfach, de Bauperimeter opzemaachen. Am méi dicht bewunnten urbane Raum gëtt et héchstens nach Lächer, déi ee kann ausfëllen, mä dacks bleift nach just Sputt fir een oder zwee nei Projeten, an dann ass de Potenzial un Neibaugebidder och schonn ausgenotzt.

Wann dann nach méi Wunnraum muss geschafe ginn, geet dat virun allem nach an d'Héicht, andeems een a bestehende Wunnquartieren et erlaabt, nach een oder vläicht zwee Stäck oder méi dropzesetzen. Éischtens léisst sech dat nëmme stéckerchersweis iwwer eng laang Zäit realiséieren an zweetens ass d'Akzeptanz vun esou Mesurë vu Leit, déi an deem betraffene Quartier wunnen, net ëmmer ganz grouss.

Et kënnt nach derbäi, dass all Gemeng beméit ass, eng gewëss sozial Mixitéit ze behalen, wat net esou gutt geléngt, wann een een Héichhaus un dat anert knäppt. Den Dialog mat deenen eenzelne Gemengen ass dofir immens wichteg, fir vu Fall zu Fall ze klären, wéi vill Potenzial do ass, wou et Limitatioune gëtt, déi musse respektéiert ginn. Dobäi muss de Wunnengsbau och d'Capacitéite vun de Gemenge berücksichtegen, fir hir Infrastruktur un déi méi héich Awunnerzuelen unzepassen.

Et si jo dacks jonk Famillje mat Kanner, déi bäikommen. Dat heescht fir d'Gemeng, dass nei Crèchë musse gebaut ginn a Schoulraum muss geschafe ginn. Mä och manner visibel Infrastrukture mussen ugepasst ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Waasserversuergung, un de Kanal, un d'Kläranlagen, déi musse vergréissert ginn.

Et geet also net duer, en Terrain a Bauland ëmzeklasséieren an d'Promoteuren esou séier wéi méiglech bauen ze loossen. Wann ee bedenkt, wéi vill Wunnraum an deenen nächste Joren de Schätzungen no, op deenen de Plan sectoriel «Logement» berout, gebraucht gëtt, a wann ee probéiert, realistesch anzeschätzen, wéi vill Wunnraum mer a kuerzer Zäit kënne schafen, dann ass et kloer, dass dee Bedarf net esou séier ka gedeckt ginn, op d'mannst net an engem Mooss, dass d'Offer méi grouss wier wéi d'Demande an d'Präisser doduerch géife falen.

Bei allen Efforte wäert de Logement sécher och an deenen nächste Joren e problematesche Sujet bleiwen. Mir mussen dofir déi richteg Prioritéite setzen, fir dass och Leit mat wéineg Moyenen nach en Daach iwwert dem Kapp behalen. Och wa Lëtzebuerg e grousse Prozentsaz u Propriétairen huet an den Accès zur Propriétéit mat staatlechen Hëllefe vereinfacht gëtt, bleift een Deel vu Leit, déi sech et ni wäerte leeschte kënnen, eppes ze kafen, an déi musse loune goen.

An dësem Deel vun der Bevëlkerung fanne mer och déi erëm, déi am meeschten Ënnerstëtzung brauchen. Grad am Beräich vun de subventionéierte Mietwunnengen hu mer awer e groussen Defizit.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Enger Analys no, déi d'Caritas an hirem Sozialalmanach vum Joer 2013 gemaach huet, géif dësen Typ vu Wunnenge just 2% vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg ausmaachen. Dëse Chiffer ass haut vläicht net méi ganz aktuell, mä am Verglach mam Ausland ass et awer extrem, extrem wéineg. D'Regierung gesäit jo och vir, de Bestand u soziale Mietwunnengen ze vergréisseren. Mä och dat wäert leider net vun haut op muer goen.

An der Tëschenzäit misst awer fir all déi Betraffen eng Léisung fonnt ginn. Dofir brauche mer esou séier wéi méiglech eng Regelung iwwer e Mietzuschuss, dee speziell deene sozial schwaache Leit zeguttkënnt. Et sollt een och drun denken, dass grad dës Leit net d'Méiglechkeet hunn, an d'Grenzgebitt wunnen ze goen, wou et vläicht méi bëlleg ass, well awer eng Rëtsch Sozialleeschtungen dovun ofhängeg sinn, dass se hei am Land wunnen.

Ganz ofgesinn dovunner, dass mer emol eng Kéier décidéiert haten, den Einwohnerzeenario wëlle méi staark ze favoriséiere wéi de Pendlerzeenario. Et wier an deem Kontext net wënschenswäert, wann ëmmer méi Lëtzebuerger, déi hei am Land schaffen, an d'Grenzgebitt géife plënneren, well se hei um Marché keng Wunneng fannen, déi se sech kënne leeschten. Dat wier net nëmmen traureg fir eis als Natioun, mä doriwwer eraus eben och kontraproduktiv, wat d'Verkéierssituatioun an domadder och d'Belaaschtung vun der Ëmwelt an dann och eis Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre: „Laut Gesetz bestëmmt de Programme directeur de l'aménagement du territoire déi allgemeng Leitlinnen an déi prioritär Ziler vun der Regierung a Bezuch op déi nohalteg Entwécklung vum Liewensëmfeld vun der Bevëlkerung, d'Förderung vun den Human- an Naturressourcen, d'Entwécklung vun den Aktivitéite souwéi déi wichtegst Moossname vun hirer Emsetzung."

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës héichtrabend a villverspriechend Wierder stamen net vu mir, si stoungen an enger Broschür, déi de fréieren Innenminister - en ass zwar elo net heibannen -, den Innenminister Jean-Marie Halsdorf,...

(Interruptions)

...am Joer 2003 - e kënnt erëm - publizéiert huet, fir de Programme directeur vum Aménagement du territoire bekannt ze maachen.

Dee Moment hätt ee kënne mengen, d'Landesplanung wier endlech um richtege Wee. Mä leider war de Wee eng Sakgaass. Trotz dem gudde Wëlle vun enger Rei Innenministeren, dat streiden ech net of, gëtt et bis haut keng verbindlech Virgab, fir d'Entwécklung vum Land nohalteg ze gestalten.

Kee Wonner also, datt iwwerdimensionéiert Lotissementer a grouss Bauprojeten op der grénger Wiss konnten entstoen. A kee Wonner, datt Projete wéi dee vum nationale Fussballstadion mat groussem Akafszenter am Iwwerschwemmungsgebitt zu Léiweng iwwerhaapt konnte geplangt ginn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dëse Projet huet Welle geschloen, net eleng, well en am Iwwerschwemmungsgebitt louch, mä well e symbolesch steet fir dee ganze landesplanereschen Unfug, deen an der Vergaangenheet zu Lëtzebuerg iwwerhaapt emol méiglech war.

De Projet Léiweng steet awer och symbolesch fir d'Ofhängegkeet an d'Machtlosegkeet vun der Politik vis-à-vis vu Bauhären a Promoteuren.

Trotz der Décisioun vum fréieren Ëmweltminister Alex Bodry, der Gemeng Réiser d'Erweiderung vum Bebauungsplang 1991 op deem Site ze refuséieren, trotz dem Landesplanungsgesetz vun 1999, trotz dem Plan directeur vum Aménagement du territoire aus dem Joer 2003, trotz dem Gesetz vum Aménagement communal et développement urbain aus dem Joer 2004, trotz de gudde Virgabe vum IVL, déi net a Fro ze stelle sinn, och aus dem Joer 2004, trotz enger Rei Mobilitéitskonzepter, déi och all e gudde Wëllen haten an eng gutt Richtung virginn hunn - se hu sech am Laf vun der Zäit uneneegereit, mam MoDu als Kréinung -, an trotz dem negativen Avis vun der Commission d'aménagement vum 13. Juli 2007 huet déi viregt Regierung et als komplett normal ugesinn, eng Gréngfläch vu ganzer 20,9 ha an engem vun der EU-Vulleschutzdirektiv geschützten Iwwerschwemmungsgebitt fir e Fussballstadion mat groussem Akafstempel ze reservéieren.

Während de Besëtzer vum Terrain, dee jo zoufällegerweis keen onbekannte Promoteur war, schonn eng Rei Investisseuren un der Aangel hat, huet d'Regierung de Projet justifizéiert mam Argument, datt et am ganze Land keng besser Plaz géif gi fir en nationale Fussballstadion an datt déi grouss Akafsfläch, déi 76.000 m² sollt kréien an op deem Site geplangt war, eng grouss Plus-value fir déi ganz Regioun géif bedeiten.

Wéi Dir natierlech wësst, ass dee Projet net zustane komm. Allerdéngs net opgrond vu gesetzleche Virgaben, mä dank dem massiven Drock vun der Zivilgesellschaft, vu verschiddenen ONGen an de Geschäftsleit aus der Regioun, déi hei eng grouss Konkurrenz kritt hätten. Och als Gréng si mir géint de Projet Stuerm gelaf a mir hunn, Gott sei Dank, en Erfolleg gefeiert! Dat kënnt nach laang net ëmmer vir.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, et geet haut net drëms, iwwer soss näischt ze schwätzen, wéi iwwert de Fussballstadion, an déi ganz Diskussioun ronderëm dee Projet nach eng Kéier vu vir bis hannen opzewéckelen. Dofir bräichte mer souwisou méi wéi en Dag. Dës Debatt bitt awer eng gutt Geleeënheet, fir eng Léier a virun allem déi richteg Konsequenzen aus dëser an anere Bauzegkeeten ze zéien, déi bis haut an der Landesplanung eigentlech méiglech waren, och wa se net ëmmer gewollt waren; wann een an der Vergaangenheet iwwerhaapt vun „Planung" konnt schwätzen.

Nëmmen déi wéinegst Projeten, déi net sënnvoll waren, konnte verhënnert ginn. De Projet vu Léiweng an dee geplangten Agrarzenter bei Miersch, deen aus ähnlechen Ursaachen ëmstridde war, sinn déi grouss Ausnahme vun deene Projeten, déi net zustane koumen.

Am grousse Ganze kann ee festhalen, datt eist Land sech an de leschte Jore vu senger Entwécklung iwwerrasche gelooss huet, amplaz se gescheit ze plangen, an datt et riskéiert, vu senger eegener Entwécklung iwwerrannt ze ginn, wann d'Weichen net ëmgeluecht ginn. D'Weichen ëmleeën, dat heescht, verbindlech Instrumenter ze schafen, fir de Wuesstum an déi richteg Bunnen ze lenken an de Wuesstum net sech selwer ze iwwerloossen.

Am Dokument, fir dat mer och Merci soen, wat d'Regierung eis zougestallt huet, ass déi bedauerlech, mä och geféierlech Entwécklung, déi eist Land an de leschte Jorzéngten ze verzeechnen hat, beschtens dokumentéiert. Déi Fakten, déi virleien, weise ganz kloer, datt eist Land Gefor leeft, a sengem eegene Wuesstum ze erstécken, wann d'Politik net gestaltend agräift an de Bauhären d'Handwierk leet, do wou et muss geschéien.

De Minister huet d'Situatioun beschriwwen, ech wéilt se kuerz resüméieren:

- stonnelaang Stauen am Stroossentrafic,

- schlecht Loftqualitéit,

- ëffentlech Transportmëttel, déi a Spëtzestonnen aus allen Néit platzen,

- d'Ofhängegkeet vum Privatauto, déi mat enorme Käschte fir vill Famillje verbonnen ass, mat vill Opwand a mat Stress,

- wäit Weeër bis op d'Aarbecht, déi e groussen Zäitverloscht fir deen Eenzelnen, awer och fir d'Betriber bedeiten, an domat och fir d'Ekonomie,

- de Verloscht vum Eenzelhandel a villen Uertschaften a Regiounen,

- spannebeenaarteg Entwécklunge ronderëm d'Stied mat engem rasanten Zouwuess u Schlofgemengen, an deene kee méi säin Noper kennt,

- eng Verbauung vu 730 ha am Joer,

- en iwwerdriwwene Wuesstum vu ländlechen Uertschaften, déi hire rurale Charakter längst verluer hunn

- an eng regional Zesummenaarbecht, déi ze wënschen iwwreg gelooss huet.

All dës Phenomeener si bekannt, well mer se alleguer erliewen. Si änneren awer näischt drun, datt Lëtzebuerg eng speziell Unzéiungskraaft huet, hat a behält an datt et wiisst a wiisst. Souguer wann et ekonomesch biergof geet, geet d'Zuel vun den Awunner an d'Zuel vun den Aarbechtsplaze biergop. Am Joer 2009 war dëse Phenomeen besonnesch markant. Eng vun de Konsequenze vun dëser Entwécklung ass natierlech de steigenden Drock op d'Bauland, op deen ech nach wëll zréckkommen herno.

Bei ville Leit vermëttelen all dës negativ Phenomeener, déi ech elo opgezielt hunn, e gewësst Gefill vu Machtlosegkeet a ginn als onvermeidbaren Nieweneffekt vun eisem Wuelstand duergestallt. Wuelstand an deem Sënn, datt mir d'Friichte vum Wuesstum während 30 Joer an d'Täsch gestach hunn, ouni eis Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft! Déi wuessend Zuel vu Leit, déi an eisem Land schaffen, hunn effektiv fir Steierrecetten a fir gutt gefëllte Sozialkeese gesuergt an hunn och dozou bäigedroen, datt d'Renten, d'Gesondheetswiesen an d'Fleeg vun eelere Leit ofgeséchert konnte ginn. Mir kënnen de Frontalieren also nëmme Merci soen!

Wat awer net berechent gi war, sinn déi héich Zommen, déi an ëffentlech Infrastrukturen an an d'Basisversuergung hätte missen investéiert ginn, fir der rasanter Entwécklung standzehalen. D'Resultat ass folgend: Haut feelt et dem Land u Wunnengen, u Schoulen, un Eisebunnslinnen, u Kläranlagen.

Als Gréng si mir iwwerzeegt, datt dës Phenomeener net de Präis däerfe sinn - an net de Präis musse sinn -, dee mir fir eise Wuelstand solle bezuelen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt verknaschte Baachen, vergëft Grondwaasser, eng schlecht Loftqualitéit, Stau op der Strooss an d'Verbaue vun eise Landschaften net den onvermeidbaren Nieweneffekt vun der Entwécklung musse bleiwen!

D'Fro ass just déi, wéi mir eis wëlle weiderentwéckelen, wou mer eis wëlle weiderentwéckelen, wéi eng Ziler mer dobäi wëllen erreechen a wéi eng Mëttele mer mussen asetzen, fir datt et Realitéit gëtt.

En Zil brauch eng Ligne de conduite, déi de Wee ugëtt, an eng gutt Gestioun, déi eng konsequent Emsetzung vun de Moossname garantéiert. An anere Wierder: Fir eist Land nohalteg auszeriichten, brauche mer eng couragéiert Politik, déi de Kader setzt. A mir brauchen awer gradesou verbindlech Regelen - ouni Ausnahm -, net nëmme gutt gemengte Virgaben, weder wann et ëm Partikularinteresse geet vu Leit, déi gutt Relatiounen hunn, sief et mat der Regierung, sief et mat Promoteuren, nach wann et ëm Gemengepäpp geet oder Gemengemammen, déi sech aus elektorale Grënn aus hirer Verantwortung wëlle schläichen.

D'Plans sectoriels erhiewen den Usproch, dëse wichtege Kader endlech ze schafen, nodeems scho säit Joren dovu geschwat gëtt a verschidde Leit gemengt hunn, se kéimen ni aus der Këscht.

Eelef Joer nodeems mam IVL en éischte richtegen, mä erfolleglose Schrëtt a Richtung nohalteg Landesplanung ënnerholl gi war, an zwee Joer nodeems d'Plans sectoriels scho fäerdeg am Tirang louchen, hat déi nei Regierung de Courage, fir d'Kaz endlech aus dem Sak ze loossen: Si huet déi véier Pläng veröffentlecht an huet uschléissend insgesamt 1.700 Eenzelavisen, zousätzlech zu den Avise vun de Gemengen, dem Syvicol an den ONGen agezunn. Eleng d'Avise vun de Gemenge fëllen iwwer 1.350 Säiten!

Wéi de François Bausch virdrun erkläert huet, ass d'Prozedur duerno gestoppt ginn, net well d'Regierung kal Féiss kritt huet, mä opgrond vu juristeschen Onkloerheeten am Landesplanungsgesetz, déi dem Statsrot, komescherweis ereíischt nom Regierungswiessel, opgefall sinn an net bei der Élaboratioun vum Gesetz.

De sougenannten „standstill" vun der Prozedur ass awer keng Katastroph, mä éischter eng Chance. An zwar déi, datt d'Plans sectoriels, opgrond vun deene villen Avisen, déi elo virleien, nach eemol genee ënnert d'Lupp kënne geholl ginn. De Minister huet et erkläert. Dat erlaabt der Regierung, déi néideg Upassunge virzehuelen an d'Pläng awer och méi realitéitsno ze gestalten.

Mir wënschen eis jiddwerfalls, datt se endlech hiren negativen Image vun engem theoreteschen an ze vill realitéitsfriemen Apparat verléieren. Donieft bleift och Zäit, fir eng logesch Struktur an d'Gerüst vun der Landesplanung ze brëngen, vum Landesplanungsgesetz iwwert de Programme directeur, deene véier Plans sectoriels bis hin zu de PAGen an de PAPe vun de Gemengen, mat der zousätzlecher a fir eis ganz sënnvoller Décisioun vun der Regierung, eenzel Detailer aus de Plans sectoriels erauszehuelen, wéi zum Beispill de Parkraummanagement, an déi Detailer a spezielle Gesetzer ze regelen. Och dat schaaft méi Iwwersiicht a Kloerheet.

An der Mëtt vun deem Ganze Landesplanungsgerüst stinn natierlech déi véier Plans sectoriels, déi eng tragend Sail vun der Landesplanung wäerte bleiwen, well se sech nun emol am Detail op déi véier wichtegst Beräicher vun der territorialer Organisatioun konzentréieren an e verbindleche Charakter wäerte kréien, am Géigesaz zu alle Virgaben, déi mer virdrun haten, oder alle gutt gemengte Richtlinnen.

Éischtens hëllefe se de Regiounen, hir Potenzialer ze notzen an hir Charakteristiken opzewäerten. Zweetens schütze se déi ländlech Géigenden, déi scho vill gelidden hunn, virun engem iwwerdriwwene Wuesstum a förderen déi interkommunal Zesummenaarbecht, bannen awer och den Emgang mat Grond a Buedem un nohalteg Kritären an un d'Utilité publique, wou, wéi gesot, nach e juristesche Feinschléff muss stattfannen. Véiertens droe se och der regionaler Zesummenaarbecht Rechnung bis iwwert d'Grenzen eraus.

Fir d'Zivilgesellschaft mat an d'Boot ze kréien - déi war bis elo nach net dran -, ass et wichteg, datt dës allgemeng Ziler bekannt gemaach ginn, an datt d'Plans sectoriels net wéi an der Vergaangenheet an der schwaarzer Këscht vum Huis clos verstoppt bleiwen. Dowéinst begréisse mir, datt d'Opklärung an d'Matsproocherecht vun de Biergerinnen a Bierger, grad wéi och vun de Gemengen an der Lescht verstäerkt gi sinn. Et soll och esou weidergefouert ginn.

Natierlech si mir eis och bewosst, datt Konflikter net ausbleiwen, zemools an eisem Land. An engem Land, an deem net d'Aarbecht, mä de Besëtz vu Lännereien a Wunnengen, de Revenu op Lännereien a Wunnengen, d'Spekulatioun mat Lännereien a Wunnengen zu den Haaptursaache vum Räichtum gehéieren, bleiwen Interessekonflikter net aus. Allerdéngs däerfen d'Partikularinteresse vun deene Propriétairen an de Spekulante kee Grond sinn, fir datt d'Politik de Kapp an de Sand stécht.

Fir all Eenzelnen, mä och fir d'Verwaltungen an d'Gemengen, mussen et Regele ginn, déi dat ëffentlecht Interesse konsequent zum iwwergeuerdneten Interesse maachen, natierlech ënnert der Konditioun, datt de Rechtsschutz garantéiert ass. Fir eis als Gréng ass dëst jiddwerfalls déi gëlle Regel vun der Landesplanung.

Dozou gehéiert och d'Ëmwelt. Déi muss geschützt ginn, grad wéi d'Fro vum Wuelbefanne vum Mënsch als wichtege Facteur vun der Santé publique. Och wann de sougenannte PIB du bien-être net op enger Landkaart definéiert ka ginn, och net an engem Plan sectoriel, esou muss d'Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger, déi an eisem Land liewen a schaffen, awer de Moossstaf sinn, deen d'Landesplanung soll guidéieren.

Zum Bien-être gehéiert net nëmmen eng gutt sozial Ofsécherung oder gutt Aarbechtskonditiounen oder d'Sécherheet, datt d'Grondrechter an eisem Land respektéiert ginn, zum Bienêtre vum Mënsch gehéieren och déi natierlech Ressourcen an de Schutz vun deene Ressourcen. Si sinn déi wichtegst Liewensgrondlag vum Mënsch!

An deem Sënn si mir frou, datt de Plan sectoriel «Paysages» an d'Zones vertes endlech dee contraignante Charakter kréien, dee se brauchen, fir der massiver Zersiedlung vun eisem Land en Enn ze setzen. An der Zersiedlung si mir Weltmeeschter! Wéi gesot gi 730 ha am Joer zersiedelt. Wa mer esou weiderfueren, hu mer gläich keng gréng Faarf méi am Land.

Vill ze vill laang ass den Naturschutz just als lästeg europäesch Verflichtung duergestallt ginn, déi de Bauhären am Wee stoung, fir hir Zersiedlungsmanöver weiderzedreiwen. Fir dëse Paradigmewiessel konkret a konsequent ëmzesetzen, ass d'Regierung natierlech gefuerdert a se wäert och Géigewand verspieren. Se brauch dofir net nëmme politesche Wëllen, politesche Courage an e laangen Otem, och d'Kontinuitéit muss garantéiert sinn.

An der Vergaangenheet war et doudsécher kontraproduktiv, d'Landesplanung vun engem Ministère an deen aneren ze verschieben, ouni jeemools eng transversal Zesummenaarbecht queesch duerch d'Ministèren ze assuréieren. Als Gréng begréisse mir ganz ausdrécklech, datt dës Regierung eng nei Approche wielt, andeems se eng enk Zesummenaarbecht vu ganzer fënnef Ministèren assuréiert, mam Ministère du Développement durable et des Infrastructures als zentralen Akteur. Donieft begréisse mir, wéi gesot, datt méi wéi jee op Dialog mat der Zivilgesellschaft a mat de Gemenge gesat gëtt.

Domat sinn ech méi speziell bei de Gemengen als wichteg Partner vum Stat an och als wichteg Partner bei der Emsetzung vun de Plans sectoriels. Aus Zäitgrënn ginn ech net op all Punkt an, deen d'Gemengen an hiren Avisen thematiséiert hunn, beschränke mech dowéinst léiwer op déi Beräicher, déi all Gemengen eppes uginn, natierlech och eist Land am Allgemengen.

Den Yves Cruchten ass drop agaangen: De Logement ass e wichtege Volet an deem ganze Beräich. D'Bedenke vun enger Rei Gemenge kann ech novollzéien, wann et ëm de forcéierte Wuesstum geet, deen am Plan sectoriel «Logement» dach a verschiddene Gemenge virgesi war. De Plan sectoriel «Logement» huet vu verschiddene Gemengen e Wuesstum erwaart, deen déi Gemengen an och d'Bierger an deene Gemengen iwwerhaapt net wollten, a wann et och nëmme war aus Grënn vu Liewensqualitéit.

En anere Wuesstum, deen och verlaangt war vum Wunnraum, war op deene Plaze virgesinn, wou keen ëffentlechen Transport méiglech war a kenger Logik entsprach huet - Stéchwuert Käl, Projet d'envergure, dee jo elo fale gelooss ginn ass. An doriwwer si mir frou.

Dann awer och e Wuesstum, dee verschidde Gemengen a puncto Nofolgekäschte guer net hätte kënne verkraften. Et geet jo net duer, datt een d'Populatioun erhéicht, Haiser baut an net weess, wat duerno nach gebraucht gëtt. Ech erënneren un d'Schoulen, un d'Réseauen, un d'Verwaltung, déi musse wuessen. Och dat kascht Geld!

Trotzdeem stelle mir net a Fro, datt Wunnraum gebraucht gëtt. Mir brauche virun allem méi erschwéngleche Wunnraum, fir all Schichte vun der Bevëlkerung a fir Leit mat geréngem Akommes, egal a wéi engem Alter se sinn. Dobäi muss alles dru gesat ginn, fir datt d'Leit nees de reelle Choix kënne kréien, do ze wunnen, wou se schaffen.

Op engem héich spezialiséierten Aarbechtsmaart ass dat natierlech net méi esou einfach wéi ufanks vum 20. Jorhonnert oder virdrun, wou den Aarbechtsmaart manner differenzéiert a spezialiséiert war. Spezialiséiert Betriber ginn et nun emol net an all Gemeng a schonn eleng dat ass de Grond, datt vill Leit sech mussen déplacéieren.

Fir nees zum klasseschen Dräieck - wunnen, schaffen, Fräizäit - oder och nach Versuergung zréckzefannen, sinn an de leschte Joren allerdéngs schonn eng Rei Efforte gemaach ginn, déi mir begréissen. Sief et am Süde ronderëm de Site Belval, sief et an der Nordstad, wou nei Aktivitéiten ugezu ginn, dann awer och um Kierchbierg, wou besonnesch Fongen zur Verfügung gestallt gi sinn. Allerdéngs geet et an eisen Aen domat net duer, fir d'Wunnproblematik als solch ze léisen.

Aacht Joer nodeems de Pacte Logement an d'Liewe geruff ginn ass, fir d'Gemengen zu engem Wuesstum vu 15% innerhalb vun zéng Joer ze bewegen, geet et net duer, e Bilan ze zéien, wat dat Instrument bis haut bewierkt huet. Quitte datt dee Bilan net vu Muttwëll ass. Eiser Meenung no misst de Pacte Logement fundamental iwwerschafft ginn a méi geziilt no landesplanneresche Kritären ausgeriicht gi wéi an der Vergaangenheet. Dora gesi mir eng vun de Pisten, fir datt d'Wunnengen och wierklech do entstinn, wou se gebraucht ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ausserdeem muss de Stat senger Roll als soziale Promoteur vu Wunnraum méi gerecht ginn. E muss méi aktiv ginn am Beräich vun de Locatiounswunnengen - ech kommen op dat zréck, wat den Yves Cruchten och gesot huet -, wou Lëtzebuerg dem Ausland meilewäit hannendru leeft, obschonn dës Zort vu Wunnenge säit Joren a Jore gebraucht ginn. An deem Kontext muss och d'Konzept vum soziale Wunnengsbau iwwerduecht ginn. Natierlech brauche mir klassesch Sozialwunnengen, wéi et se ëmmer ginn huet, déi Leit am Fall vu grousser Détresse fir en niddrege Loyer zur Verfügung gestallt ginn.

Mir brauchen awer nach aner Modeller, zum Beispill fir déi Jonk. Souguer wa se studéiert hunn a beruffstäteg sinn an am Beruffsliewen ugefaangen hunn, si se op d'Ënnerstëtzung vum Stat ugewisen, fir iwwerhaapt zu enger Wunneng ze kommen. An dee Kontext gehéiert zum Beispill och d'Schafung vun engem Kader fir alternativ a méi abordabel Wunnformen, fir Wunngemeinschaften, Wunnkooperativen oder Méigeneratiounenhaiser, déi modulabel sinn, oder och d'Verloune vun Zëmmeren u Jonker, déi jo net ëmmer direkt eng Villa brauchen, wéi de klassesche Lëtzebuerger, mä déi oft net méi brauche wéi een, zwee Zëmmeren an engem Haus, wat praktesch eidel steet.

Donieft brauche mir méi Wunnengen, déi vun net profitorientéierte Wunnengsbaugesellschaften ugebuede ginn, zum Beispill iwwert de Bail emphytéotique. A mir brauche Wunnengen, déi erschwénglech sinn an trotzdeem un de soziale Kritär vun de Bauprimme gebonne sinn. Esou Wunnenge mussen natierlech méi laang am Circuit vun deene Leit bleiwen, déi e Recht op d'Bauprime hunn.

Dowéinst muss verhënnert ginn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt esou Wunnenge schonn no zéng Joer op de fräie Maart kommen a wéi vill aner Wunnengen Objet gi vu Spekulatioun. Nëmmen esou geet d'Offer u Wunnraum fir Leit mat niddregem Akommes an d'Luucht. Ech denken, dass mer eis ergänzen, Här Cruchten.

All dës Instrumenter si geduecht, fir de Plan sectoriel «Logement» net nëmmen u Flächen ze bannen - dat ass jo säin eigentlecht Zil -, mä de Plan sectoriel muss och u sozial Kritäre vum Wunnengsbau gebonne ginn. Als Gréng si mir jiddwerfalls iwwerzeegt, datt et Léisunge gëtt. Et ka genuch bezuelbare Wunnraum geschafe ginn, ouni d'Gemenge mat Projets d'envergure zouzetippen an ouni stänneg neit Bauland ausserhalb vum Bauperimeter auszeweisen.

Wann ee gesäit, dat ass och am Dokument ze gesinn, datt ganzer 2.700 ha am Bauperimeter vun de Gemenge leien an datt 758 ha kuerzfristeg mobiliséierbar sinn, da kennt een och d'Potenzial vun de Wunnengen, déi kënnen entstoen, ouni datt d'Natur zerstéiert gëtt. Dëst Potenzial gëllt et auszeschëpfen. Dat geet ëmsou besser, wat méi kompakt a flächespuerend gebaut gëtt. Ech schwätze vun der Innenverdichtung, déi och schonn hei erwähnt ginn ass.

Fir dës Hektaren ze erschléissen, féiert eiser Meenung no kee Wee laanscht d'finanziell Steierungsinstrumenter, déi verhënneren, datt eng Generatioun no där anerer Bauland brooch leie léisst a Wunnengen eidel stoe léisst, wuel bemierkt Bauland innerhalb vum Bauperimeter, mam Zil natierlech, deen héchstméigleche Präis erauszeschloen an drop ze waarden, datt de Präis natierlech wiisst, méi héich gëtt.

Hei lande mir natierlech beim klassesche Konflikt tëschent dem Interessi vun der Allgemengheet an dem Privatinteressi vum Eenzelne respektiv dem Recht vum Eenzelnen op Wunnengen, Haiser a Land. Op de Logement bezunn, heescht dat op där enger Säit, d'Recht fir jiddwer Mënsch op adequate Wunnraum, op där anerer, d'Recht vum Eenzelnen, esou vill Wunnengen ze hunn, wéi et him gefält a wéi en der am Laf vum Liewen unheeft, souguer wann déi Wunnengen alleguer eidel stinn.

Als Gréng sinn a bleiwe mir der Meenung, datt prinzipiell och hei d'Interesse vun der Allgemengheet Virrecht mussen hunn, an zwar d'Grondrecht vun all Mënsch op eng Wunneng. Dat heescht net, Enteegnung vun all Propriétaire, dee méi wéi eng Wunneng huet, an Dirigismus walten ze loossen. Et heescht awer, d'Propriétairen dozou ze bewegen, hir Terrainen a Wunnengen ze mobiliséieren. Dofir brauche mir Steierungsinstrumenter, wéi beispillsweis Subsiden, Taxen a Steieren. Den Numm kënnt net vun ongeféier: Steiere sinn dofir do, fir ze steieren!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

All dës Instrumenter mussen natierlech analyséiert ginn a weiderentwéckelt ginn. Zum Deel si se schonn do, well se, jee nodeem wéi se ausgesinn, eng grouss raimlech Wierkung hunn. Ugefaange bei der Grondsteier. Mir mierken emol net, dass mer se bezuelen. Se ass esou niddreg, datt se lächerlech ass. Am Ausland mécht se zäitweis 10% vun de Gemengerecetten aus.

Steierungsinstrumenter gesi mir allerdéngs net just am Beräich vum Logement. Och an anere Beräicher vun der Landesplanung kann ee mat esou Instrumenter villes bewegen, wéi zum Beispill an der Mobilitéit. Do hänken d'Verhalensmusteren an engem grousse Mooss dovun of, wéi eng Moossnamen am finanzielle Beräich agesat ginn a wéi eng Moossname vum Stat ënnerstëtzt ginn, duerch beispillsweis Subsi-

den, déi bezuelt ginn oder net. Dofir fanne mir et wichteg, souwuel d'Reform vum Gemengefinanzéierungsgesetz wéi och déi ustoend Steierreform un d'Kritäre vun enger nohalteger Landesplanung ze bannen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Volet, dee ville Gemenge Suerge mécht, ass de Verloscht vum Eenzelhandel, deen an de Kontext éischter gehéiert vum Plan sectoriel «Activités économiques». Amplaz stänneg vu groussen Industriezonen a Betriber ze schwätzen, wier et emol un der Zäit, fir nees méi un den Eenzelhandel ze denken, deen d'Gemengen nees mat Liewe géif fëllen a gläichzäiteg och eng ekonomesch Plus-value géif mat sech bréngen.

Ech denken un den Eenzelhandel net eleng, mä och un d'Handwierk, dat enk mam Eenzelhandel verbonnen ass. Och d'Handwierk muss an eisem Land opgewäert ginn, well et zum Handel gehéiert a ville Jonke Perspektive kann opmaachen. An der Nokrichszäit si souwuel an de Stadkäre wéi och an de Wunngebidder kleng Fachgeschäfter an Épicerien entstanen, déi d'Stied an d'Dierfer mat Liewe gefëllt hunn.

Mëttlerweil ass d'Land duerchzu mat groussflächege Fachmaartagglomeratiounen - dat ass schonn en onméiglecht Wuert -, déi d'Zoufahrtsstroossen um Stadrand privilegéieren. Ee Beispill: Féiz. Zu Féiz erlieft een d'Beispill vu „best practice", wéi et net soll goen! Leider ass dësen Trend nach net gebrach.

An awer ass parallell dozou e Comeback vun der Geschäftswelt an de Stadkären ze verzeechnen oder zumindest vun de Gemengepäpp a Gemengemammen erwënscht. Dëse Modell kann a muss gefërdert ginn, notamment doduerch, datt d'Stadkäre méi verkéiersberouegt ginn, well et sech dann do méi einfach ophale léisst, well et méi angenehm ass, do ze spadséieren.

Datt Zones de rencontre geschafe ginn, datt Foussgängerzonen entstinn a Vëlosweeër vum Ministère accordéiert ginn an ënnerstëtzt ginn, dofir wéilt ech och e Merci un den Här Minister ausdrécken, deen an der Lescht e gutt Zeeche gesat huet. Mir mengen, dass op déi Manéier, duerch d'Verkéiersberouegung an de Gemengen, e positive Wandel am Handel ze erreechen ass. Firwat net och duerch finanziell Ureizer, fir datt déi Geschäftswelt op d'Bee ka kommen?

Erlaabt mer zum Schluss nach just e puer Remarquen zu der regionaler Zesummenaarbecht, déi jo soll verstäerkt ginn, wat gutt ass. Déi feelend Usätz an dësem Beräich waren iwwregens de Grond, firwat mir d'Landesplanungsgesetz vum Juli 2013 net gestëmmt hunn. Mir si frou, datt d'Regierung sech elo dozou engagéiert, regional Synergien ze fërderen a méi Wäert op déi Zesummenaarbecht ze leeën.

Engersäits geet et hei ëm déi regional Zesummenaarbecht am Land selwer, anerersäits awer och ëm d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun. Déi zwee Volete sinn eiser Meenung no wichteg, mä net ëmmer einfach. D'Konkurrenzdenken ass oft méi staark wéi dat vun der Solidaritéit.

Op nationalem Niveau fonctionnéieren eng Rei Synergien, virun allem iwwert de Wee vun de Syndikater, déi méi oder manner gutt oflafen an zesummeschaffen. Datt och do net alles Gold ass, wat glänzt, weist d'Polemik ronderëm de Syndikat PRO-SUD, wou d'Léift tëschent de Gemenge sech a Grenzen hält - de Michel Wolter ass virdrun drop agaangen.

Well déi regional Zesummenaarbecht awer Sënn mécht, haaptsächlech well d'Kräften doduerch gebündelt ginn an d'Gelder méi effikass kënnen agesat ginn, ënnerstëtze mir all Initiativ vun der Regierung an déi Richtung.

Ee Beispill, wat ervirzehiewen ass, ass de Fënnefjoresplang am Sport - de Plan quinquennal -, wou ganz geziilt déi Infrastrukturen ënnerstëtzt ginn, déi regionale Charakter hunn. Ech denken, dat ass och e gutt Beispill fir aner Ministèren, un deem se sech kéinten inspiréieren. D'Subventioune si vill méi héich, wa regional Infrastrukturen entstinn, wéi wann d'Gemengen eleng an hirem Eck eng Infrastruktur opriichten.

An deem Kontext erënneren ech och un d'Iddi vun deene Grénge vu Regionalfongen, déi leider am Landesplanungsgesetz fale gelooss ginn ass.

Manner einfach wéi zu Lëtzebuerg selwer ass déi solidaresch Zesummenaarbecht, eiser Meenung no, an der Groussregioun.

Lëtzebuerg ass am Laf vun de Joren zu engem zentralen Entwécklungspôle erugewuess, während d'Regiounen hannert eiser Grenz hiert Entwécklungspotenzial zu engem groussen Deel verluer hunn an ekonomesch zimlech schlecht dostinn. Dat gesäit ee schonn, soubal een hannert eiser Grenz ass.

Dës Entwécklung kënnt net vun ongefëier. Säit Jorzéngte konzentréiert de Wuesstum sech op Lëtzebuerg an et ass och net allze vill ënnerholl ginn, fir deem entgéintzesteieren an de Gemengen hannert der Grenz op d'Féiss ze hëllefen.

Opgrond vun eiser staarker Wuesstumsdynamik kann déi Lëtzebuerger Bevëlkerung de Besoin vu Main d'œuvre scho säit 1983 net méi assuréieren. Natierlech ass d'Resultat dat, datt déi Leit, déi hannert der Grenz wunnen, dann och op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat heescht, datt säit iwwer 30 Joer Lëtzebuerg op Frontalieren ugewisen ass, fir déi gesamt berufflech Aktivitéiten ofzedecken, déi an eisem Land ofzedecke sinn.

Dee mëttlerweil groussen Déséquiliber tëschent der Fläch vun eisem Land an der héijer Zuel vun de Leit, déi mir um Aarbechtsmaart brauchen, stellt d'Politik virun e groussen Défi.

E konfrontéiert awer och d'Gesellschaft mat Froen, déi nach laang net ëmmer zugonschte vun enger méi gerechter Verdeelung an der Groussregioun beäntwert ginn.

Eleng de Bau vum Ikea un der belscher Grenz war Grond genuch fir en heftege Protest op Lëtzebuerger Säit. Net besser war et bei der Implantatioun vum Auchan zu Lëtzebuerg, géint deen d'Belsch Stuerm gelaf sinn, fir de Cora zu Messancy ze verteidegen. Dat heescht, wann ee Projet an engem Land entsteet, dann huet dat Land, wat direkt ugrenzend läit, e Problem.

Esou Beispiller si Grond genuch, fir drun ze zweifelen, datt aus der Groussregioun vun haut op muer e landesplaneresch Paradäis gëtt, an deem de Wuelstand gläichméisseg a gerecht verdeelt ass, gradesou wéi d'Aarbechtsplazen. Mir kréien d'Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg sinn, net an d'Ausland transferéiert.

Wat da bleift, ass natierlech d'Verbesserung vum grenziwwerschreidenden Transport, deen et soll erlaben, de Flux iwwert d'Grenze besser ze géréieren. An deem Sënn ass et duerchaus positiv, datt den Nohaltegkeetsminister konstruktiv Verhandlunge mat de Partner aus der Groussregioun féiert a schonn eng ganz Rei Resultater ze verzeechnen huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Feeler aus der Vergaangenheet kënnen net all behuewe ginn, woubäi ech net wëll soen, datt nëmme Feeler gemaach gi sinn.

Am Beräich zum Beispill vum ëffentlechen Transport hu mir d'lescht Joer eng ganz Rei Gesetzer gestëmmt, déi net vum aktuellen Nohaltegkeetsminister, mä vum fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler déposéiert gi sinn. Och dozou sti mir. Ehre, wem Ehre gebührt! De Konzept vum MoDu ass e gutt Konzept a mir halen dru fest.

Et sinn awer och Feeler gemaach ginn, déi ech net wëll widderhuelen. Ech hu se des Laangen an des Breeden opgezielt. Dës Feeler gëllt et alleguer ze erkennen an net méi ze widderhuelen.

An deem Sënn si mir iwwerzeegt, datt dës Regierung Neel mat Käpp wäert maachen an d'Entwécklung vum Land an d'Hand wäert huelen.

Instrumenter ginn et der genuch, se musse just mat Courage agesat ginn, fir Lëtzebuerg op e Wee ze kréien, deen eis alleguer an domat och eiser Emwelt endlech zeguttkënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vun deem Débat - deem flotten Débat, dee mer hei an der Chamber haut féieren - hunn ech mech mat enger ganzer Rei vun Akteuren zesummegesat, fir hir Avisen, déi se deelweis och am Kader vun der Consultatiounsprozedur zu de Plan-sectorielle virbruecht haten, mat hinnen ze beschwätzen. An ech wëll hinnen dofir e ganz, ganz grousse Merci soe fir hir Disponibilitéit, déi se hei haten, a wat fir mech e ganz, ganz wichtegen Input war am Kader vun der Preparatioun fir deen heiten Débat.

Dir Dammen, Dir Hären, firwat muss e Land geplangt ginn? Wéi ech mech mat där Fro beschäftegt hunn, hunn ech eigentlech festgestallt, dass ech eigentlech scho vill Erfahrung an där Matière konnt sammelen.

Zum engen sécherlech iwwer mäi Beruff als Ingenieur, wou ech déi praktesch Elementer vun der Landesplanung kennegeléiert hunn, mä sécherlech och duerch d'Gemengepolitik, wouduerch ech ganz, ganz vill Versteesdemech hu fir d'Gemengen a virun allem och fir hir Problemer, déi se hu beim Ausschafe vun engem PAG respektiv och souguer vun de PAPen.

Mäin alleréischte Kontakt mat der Landesplanung hat ech awer scho vill, vill éischter, am Alter vu fënnef Joer ongefëier, an zwar a mengem Kannerzëmmer, do hunn ech nämlech meng éischt Stad gebaut aus Legosteng.

Plusieurs voix.- Ooh!

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ech hunn deemools schonn, och wann ech et nach net realiséiert hunn, relativ séier geléiert, Choixen ze treffen. Och Budgetscontraintë ware mir net friem. Bestellen ech mer beim Kleeschen éischter eng Autobunn oder éischter eng Zuchgare?

(Hilarité)

Och Plazproblemer ware mir alles anescht wéi onbekannt, wollt ech nämlech mat menger Stad aus menger Kannerkummer expandéieren an de Gank, also soi-disant an eng Gréngzon, dann hunn ech nawell zolidd Kaméidi kritt. Ech hunn deemno, wéi bal all anere Bouf an engem ganz fréien Alter schnell, wann och onbewosst, geléiert, dass et ouni Plang an ouni Konzept net geet, sief et als Miniaturstad mat Legosteng oder sief et och am Moossstaf bei enger richteger Stad, voire bei engem richtege Land am Moossstaf eent zu eent.

Dir Dammen, Dir Hären, an der Landesplanung däerf een net de Feeler maachen, ze mengen, dass alles vun uewen erof diktéiert soll ginn. D'Stad Lëtzebuerg beispillsweis huet hire Charme, well villes historesch gewuess ass. An ech ka mer virstellen, wann een d'Stad Lëtzebuerg nei op engem wäisse Blat géif plangen, da géif villes ewechfalen. Ech denken do un eis schéin Alstad, ech denken do un eis schéi Gässelcher an der Stad. An dat wier sécherlech schued.

Landesplanung ass, eng Entwécklung steieren, ouni awer am Detail ze diktéieren. An dëst gëllt nach vill méi fir eis Landesplanung, mat där mer eis haut beschäftegen, wou mer vun enger Landesplanung schwätzen an net vun enger Städteplanung, wéi een dat beispillsweis am Ausland huet. Dat, wat mir mat der Landesplanung hei zu Lëtzebuerg maachen, ass am internationale Vergläich dach exzeptionell.

Wouriwwer mir eis awer mussen eens ginn, dat sinn déi grouss Prinzipien, no deene mir eist Land wëllen entwéckelen. Den IVL huet hei eng ganz Rei vu Virgabe ginn. Och wann d'Realitéit déi kéngsten Estimatioune vum IVL scho laang iwwerholl huet, hunn déi Prinzipien awer hir Richtegkeet behalen. Ech denken do ënner anerem un de Prinzip, fir wunnen, schaffen, bewegen a Fräizäitaktivitéite méi no beieneen ze bréngen.

Eis Mobilitéitsproblemer sinn nämlech effektiv ganz grave. A mëttlerweil verbrénge mer esou vill Zäit um Wee fir op d'Schaff, dass et ufänkt, e wirtschaftlechen Nodeel ze ginn.

Ech hat kierzlech mat engem Frënd vu mir, deen Elektriker vu Beruff ass, rieds, an en huet mir gesot, dass hien haut méi Zäit a senger Camionnette verbréngt, wéi en tatsächlech bei de Leit doheem um Chantier ass, fir dann tatsächlech do seng Aarbechten ze verriichten. Dat kritt selbstverständlech och ee verrechent, an dat ass den Endconsommateur.

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat war ee Beispill, fir ze illustréieren, awéiwäit och eis Mobilitéitsproblemer Afloss op eis Wirtschaft hunn.

Här President, un deene vill diskutéierte Plansectorielle gouf laang hannert zouenen Diere geschafft. Jorelaang huet en interministeriellen Aarbechtsgrupp mat der héchster Geheimhaltung un deene Pläng gedoktert, ouni dass mat de concernéierten Akteure geschwat ginn ass. Deemno hunn déi Pläng och ni e Realitéitstest misse bestoen. Ech fannen et dofir dach scho staarken Tubak, wann elo déi gréisst Oppositiounspartei der Regierung virgehäit, si hätt dës Pläng ze fréi erausginn.

Well, Här President, genau de Géigendeel ass de Fall. Déi Pläng si vill ze spéit un d'Effentlechkeet komm. Dës Pläng sinn näischt wäert, wann ee se net mat de concernéierten Akteuren um Terrain, dorënner mengen ech besonnesch d'Gemengen, diskutéiert. Landesplanung dierf keng intellektuell Denkübung sinn ouni Bezuch zur Realitéit um Terrain.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Et ass awer genau dat, wat d'CSV déi lescht Jore gemaach huet. Si hunn aus der Landesplanung e Statsgeheimnis gemaach, an déi, déi et am meeschte concernéiert, sinn am mannste gefrot ginn.

An ech kann Iech soen: Wier d'CSV haut nach an der Regierung, géifen déi Pläng haut nach am Tirang leien an déi wiere bis haut nach net presentéiert ginn, währenddeem eist Land sech weider virunentwéckelt, an dat net ëmmer an eng Richtung, déi ee gutt fënnt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- A wou leie se elo?

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- D'blo-rout-gréng Regierung huet d'Pläng op den Instanzewee bruecht, well näischt maachen ass definitiv keng Optioun. Dat war och genee dat Richtegt, aus deenen Iwwerleeungen, déi ech elo grad ugefouert hunn. D'Veröffentlechung vun dëse Pläng hunn en Débat ugestouss, deen Débat war batternéideg, mä dee konnt awer déi lescht Joren net gefouert ginn, well keng Diskussiounsbasis do war.

Endlech ass also Bewegung an deem heiten Dossier: Gemengen, Associatiounen, Privatleit, si all hu sech zu de Plan-sectorielle geäussert. Se hu sech domat ausenanergesat a se hunn hir Avisen ofginn. A vun deem, wat ech aus de Ministèren héieren, sinn do ganz vill pertinent Remarquen dobäi. Mir kënnen elo also endlech dee grondsätzlechen Débat féieren, deen d'DP schonn 2007 gefuerdert huet.

D'Plan-sectorielle ginn immens vill wichteg Pisten. Ma si sinn awer net a Stee gemeesselt. Dëst ass vun den zoustännege Ministeren op all Informatiounsversammlung gesot ginn, an - gleeft mer et - méi wéi eng Kéier. Et soll dofir och elo kee soen: D'Regierung wäert hei eppes imposéieren. Genau de Géigendeel ass de Fall. D'Plan-sectorielle sinn eng Basis, fir ze diskutéieren. Well effektiv, d'Veröffentlechung an de Lancement vun der Consultatiounsphas, wou all d'Akteuren ëm hir Meenung gefrot gi sinn, sinn den Ufank vun enger Prozedur a sécherlech net de Schluss.

Här President, ech wëll awer och nach kuerz op d'Grënn ze schwätze kommen, déi zum Zréckzéie vun de Plan-sectorielle gefouert hunn. Ouni op dëser Plaz an déi reglementaresch Detailer ze goen, wëll ech awer dorunner erënneren, dass de Problem op d'Landesplanungsgesetz vun 2013 zréckzeféieren ass. Als Erënnerung: Dëst Gesetz ass vum heitegen CSV-Fraktiounspresident, Claude Wiseler, op den Instanzewee bruecht ginn.

Une voix.- Deen ass schold.

M. Max Hahn *(DP)*.- D'DP hat schonn deemools op méiglech Problemer higewisen, ma d'Gesetz ass nawell vun der deemooleger Regierung gestëmmt ginn. All Versuch, elo dës Regierung derfir verantwortlech ze maachen, ass deemno intellektuell einfach net éierlech.

Ma zréck zum Inhalt vun de Plan-sectoriellen.

D'Veröffentleche vun de Pläng huet e puer Défaillancë vun dësen opgedeckt. Dat ass ganz kloer. Et huet sech zum Beispill erausgestallt, dass déi verschidde Pläng net ëmmer openeen ofgestëmmt waren. De Plan sectoriel «Logement» beispillsweis seet net ëmmer datselwecht, wéi de Plan sectoriel «Paysages». Et gëllt, elo all déi Inkohärenzen ze analyséieren. Och sinn d'Pläng net prezis genuch gezeechent ginn, soudass et bei verschiddenen Terrainen souguer onkloer war, zu wéi enger Zon si dann elo genau ausgewise wieren. Och hei muss nogebessert ginn.

Ma et muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob d'Pläng an där aktueller Form net de Gemengen ze vill am Detail virschreiwen, wéi se sech ze entwéckelen hunn. Et ass nämlech wichteg, de Gemengen eng gewëss Flexibilitéit ze loossen. Et sinn nämlech d'Gemengen, déi ganz vill Expertise an der Matière hunn an déi lokal Gegebenheeten am beschte kennen.

Et ass och dee Feedback, deen ee kritt, wann ee mat deem engen oder deem anere Gemengeverantwortleche schwätzt. En nationale Kader gëtt zwar absolutt gewënscht, mä deen däerf awer net de Gemengen d'Loft, fir ze ootmen, huelen.

Zesummegefaasst heescht dat fir d'Landesplanung, dass mir eng kloer national Orientéierung a Kombinatioun mat enger lokaler Flexibilitéit brauchen.

Fir dëst ze erreechen, brauche mir eng konstruktiv Zesummenaarbecht, wou souwuel de Stat wéi och d'Gemengen hiren Know-how mat afléisse kënne loossen.

Ech wëll awer an deem Kontext och drun erënneren, dass et nach en Niveau tëscht de Gemengen an dem Stat gëtt. Décisiounen an där enger Gemeng kënnen nämlech ganz grouss Répercussiounen op eng Nopeschgemeng hunn.

Ech denken do beispillsweis un de Contournement vun der Gemeng Käerjeng. Hei ginn et dräi Gemengen - Suessem, Käerjeng an Dippech - mat dräierlee Problemer, mat dräierlee Meenungen. D'Gemeng Käerjeng wëllt eng Emgehungsstrooss, fir hir Bierger ze entlaasch-

ten. D'Gemeng Suessem wëllt net, dass hir Noerhuelungsgebidder zerstéiert ginn. An d'Gemeng Dippech seet, wann d'Gemeng Käerjeng e Contournement kritt, da muss och d'Gemeng Dippech direkt ugeschloss ginn.

Och e grousse Logementsproblem…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da proposéiert eppes!

M. Max Hahn *(DP).*- Och e grousse Logementsprojet vun enger ganzer Gemeng ka gravéierend Verkéiersproblemer an den Nopeschgemenge no sech zéien. Eng regional Concertatioun ass dofir immens wichteg.

Här President, aus dem Avis vum Statsrot geet ervir, dass d'Dispositioune vun de Plan-sectoriellen iwwer e Gesetz lafe sollen. Ech froe mech allerdéngs, ob et net hei eng Alternativ wier, fir déi verschidden Elementer a bestehend Gesetzer afléissen ze loossen.

Ech denken do zum Beispill un d'Naturschutzgesetz, wat d'Dispositiounen aus dem Plan sectoriel «Paysages» ophuele kéint. Déi méi allgemeng Ausriichtung vun der Landesplanung kéint hir Plaz am Gesetz vum Aménagement du territoire fannen. Aner Elementer kéint een an de Programme directeur integréieren. Dat si reell Pisten, iwwert déi ee sollt nodenken. Dat géif et ausserdeem erlaben, eenzel Elementer relativ schnell ëmzesetzen. Mä dat just zur juristescher Form.

Här President, well een dem Phenomeen vun enger Zersplitterung vun eisem Land entgéintwierke muss, ass et eng richteg Iwwerleeung, fir de Wuesstum esou ze kanaliséieren, dass en do stattfënnt, wou eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport méiglech ass an déi néideg Infrastrukturen, wéi Schoulen a Crèchen, scho bestinn. Dëst ass eent vun de grondleeënden Elementer vun der Landesplanung.

Et ass deemno och logesch, déi méi urban Gemenge méi staark wuessen ze loossen a méi ländlecher deementspriechend manner. Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer just eng Fauschtregel. Selbstverständlech ginn et och ländlech Gemengen, wou et duerchaus Sënn kéint maachen, fir räsonabel ze wuessen. Ech denken do beispillsweis u ländlech Gemengen, déi haut schonn immens gutt un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn. An ech denken, dat ass jo eng vun deene groussen Erausfuerderunge vun der Landesplanung, fir wunnen, schaffen a bewege kohärent mateneen ze vernetzen.

Dëst setzt awer och viraus, dass mir eis grondleeënd Gedanken ëm d'Gemengefinanze musse maachen. Solidaritéit bei der Landesplanung heescht, dass vläicht déi eng oder déi aner Gemeng och emol op eng Aktivitéitszon verzichte muss, an deemno och op déi Recetten, déi domadder verbonne sinn. Dëse solidareschen Akt ass awer nëmme méiglech, wann ëmgedréint déiselwecht Solidaritéit bei de Gemengefinanze gëllt. Soulaang mir ee System hunn, deen d'Gemengen encouragéiert, aus finanzielle Grënn ze wuessen, onofhängeg vun hirer geographescher Lag, ass et schwéier, deenen Zersiedlungstendenzen entgéintzewierken.

Allgemeng muss méi geziilt gekuckt ginn, wou an a wat fir engen Dimensioune mir an Zukunft Industriezonen autoriséieren. E gutt Landesplanungskonzept muss dorop baséieren, dass esou vill Leit wéi méiglech do wunnen, wou Aarbechtsplaze sinn. Do spillt dann och erëm d'Wichtegkeet vun engem gudde Verkéierskonzept mat.

Als negativ Beispiller kann een hei sécherlech d'Aktivitéitszone vu Käerjeng a Kielen nennen, wou d'Transportweeër net bis zum Schluss duerchduecht waren an net un d'Entwécklung vun de Gemengen ugepasst goufen an d'Problemer eis haut ploen, a vill Bierger aus deene concernéierte Gemengen wëssen, vu wat ech schwätzen.

Dir gesitt, wéi bei der Landesplanung alles aneneleeft. Dat eent fonctionnéiert net ouni dat anert.

Här President, besonnesch beim Plan sectoriel vun de Landschafte sinn et vill Diskussiounen dorëms ginn, wat déi ëffentlech Hand däerf a wat se net däerf. Wann et dorëms geet, dass Stroossen oder Zuchtrasse musse gebaut ginn oder dass e Spidol op eng Plaz soll kommen, wou et landesplaneresch Sënn mécht, mussen all d'Moyene méiglech sinn. Wann an esou engem Fall de Stat et net packt, sech mam Propriétaire am Gudden eens ze ginn, kann eng Expropriatioun als lescht Mëttel an d'A gefaasst ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Hahn, erlaabt Der, dass de Michel Wolter...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt en Zeeche maachen un den Här Frieseisen, dass ech net a mäi Computer erakommen.

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Ech hätt dem Här Wolter et awer erlaabt. Vläicht spéider! Vläicht spéider!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Dat liicht jiddwerengem an. Vun engem Spidol profitéiert all Mënsch. E Spidol muss esou leien, dass et accessibel fir d'Leit aus der Regioun ass, a kann net um leschte Landeswupp ugesiedelt ginn. D'Mobilitéit ass e Bien public an d'Zoufahrtsweeër solle méiglechst schnell an direkt sinn. Ech mengen, ech brauch an deem Kontext net un déi onméiglech Situatioun zu Helleng ze erënneren, wat net nëmmen onkammoud fir d'Autofuerer ass, mä och e regelrechte Sécherheetsrisiko duerstellt.

An enger Zäit, wou et ëmmer méi Leit schwéierfält, sech eng Wunneng ze leeschten, huet een d'Tendenz, och de Wunnengsbau als därmoossen urgent unzegesinn, esou dass och do eng Utilité publique sollt spillen.

Ech perséinlech mengen awer, dass ee mat esou Interpretatioune ganz virsiichteg muss sinn. Fir d'DP ass a bleift eng Expropriatioun dat allerlescht Mëttel. An ech warnen ausdrécklech do virdrun, ze mengen, dass een de Wunnengsproblem mat Moyene wéi enger Expropriatioun kéint léisen.

D'Diagnos ass awer richteg. De Logement ass säit iwwer engem Joer d'Achillesfers vu Lëtzebuerg. Mir hunn an der Vergaangenheet net dee Wuesstum (veuillez lire: Wunnraum) geschafen, dee mir brauchen, mat deene bekannte Konsequenzen um Niveau vun de Präisser souwéi an der Mobilitéit. Et ass eng Realitéit, dass d'Leit moies ëmmer méi wäit musse fueren, fir hei op Lëtzebuerg schaffe kënnen ze kommen.

Eng Solutioun, déi de Plan sectoriel «Logement» virgesinn huet, ass d'Baue vu grousse Wunnkomplexer, déi sougenannten „projets de grande envergure". Et geet hei ëm d'Schafe vu groussen neie Wunnzonen, fir en erschwénglecht Wunnen ze erméiglechen. Fir d'DP ass dat nach ëmmer dee richtege Wee, well wëlle mir de Logementsproblem an de Gréff kréien, musse mer d'Offer an d'Luucht schrauwen.

Et läit awer op der Hand, an dat ass ganz wichteg, dass esou Projeten am Accord mat de Gemenge musse realiséiert ginn. D'Propos vun der Regierung läit um Dësch an elo muss diskutéiert ginn, wou deen een oder deen anere Projet ka realiséiert ginn. Ma och hei gëllt, dass et och méiglech muss sinn, deen een oder deen anere Projet a Phasen ëmzesetzen, voire op deen een oder deen anere Projet ganz ze verzichten oder Projeten an hirer Envergure, an hirer Gréisst unzepassen. Ech warne jiddefalls do virdrun, déi Potenzialer liichtfankeg falen ze loossen.

Här President, et gi wéineg Leit, déi bezweifelen, dass mir méi Wunnenge baue mussen. Et ginn awer Divergenzen, wat de richtege Wee ass, fir d'Offer um Marché ze vergréisseren. Leider maache mir de Constat, dass et an deene leschte Joren net gepackt ginn ass, weder bei den Autorisatiounen an nach vill manner bei de fäerdege Projeten, der Nofro och nëmmen ongeféier gerecht ze ginn.

Et ass dofir och net verwonnerlech, dass d'Präisser um Wunnengsmarché déi lescht Joren nëmmen ee Wee kannt hunn, an zwar riicht duerch de Plaffong. An egal, mat wat fir engem Instrument een et wëllt erreechen, d'Zil muss jiddwerengem kloer sinn: Mir mussen eis d'Rahmebedéngungen esou setzen, dass méi Wunnunitéiten esou séier wéi méiglech zur Verfügung gestallt ginn.

Här President, eng vun de Kärfroen, déi mir eis haut musse stellen, ass: Wéi kréie mer genuch Wunnunitéiten op de Marché, ouni eist Land ze verbauen, ouni de Kollaps an der Mobilitéit ze riskéieren, an dëst am beschten nach zu engem räsonabele Präis? Fir ze bauen, brauch een Terrain, an dëst am beschten am Bauperimeter. Dat gëllt iwwregens och fir d'Gemengen an de Stat. Et ass falsch, ze mengen, dass vill Gemengen Terrainen en masse besëtzen, déi se kéinte muer op de Marché geheien.

Déi kruzial Fro ass: Wéi viabiliséiere mer eist bestehend Bauland?

Am Pabeier, deen eis de Minister Bausch am Virfeld zoukomme gelooss huet, steet dran, dass ronn 2.700 ha am Bauperimeter leien, déi nach kéinte bebaut ginn. Ronn een Drëttel dovunner wier schnell mobiliséierbar. Dat wier da summa summarum en theoretescht Potenzial vu ronn 12.000 Wunnunitéiten, déi relativ schnell, dat heescht an zwee Joer, kéinte realiséiert ginn.

Dat kléngt a priori net schlecht, wann dann net dat klengt Wuert „theoretesch" wier. Et ass eng Illusioun ze mengen, dass muer op alle deene bestehenden Terrainen de Bagger géif stoen. Et kënne gutt Grënn ginn, firwat e Bauterrain brooch läit, an net all Grond huet eppes mat Spekulatioun ze dinn. Et muss ee beispillsweis och respektéieren, wann Eltere wëllen en Terrain fir hir Kanner an der Gemeng halen. An ech perséinlech mengen, dass dat ganz oft de Fall ass, wann ee bedenkt, dass ronn dräi Véierels vun deenen Terrainen an der Hand vu Privatleit sinn.

Et kann awer och sinn, dass déi Terraine guer net esou gënschteg leien, wéi een dat vläicht um Plang mengt, well beispillsweis kann e Fiels do hannendruleien an et kréich ee keen Dagesliicht eran. Oder et wier an engem Fiichtgebitt oder wéi och ëmmer. Ma selbstverständlech ass et sënnvoll, beispillsweis iwwert de Baulückeprogramm d'Leit ze sensibiliséieren, fir esou Terrainen esou séier wéi méiglech ze aktivéieren.

D'DP hat de Baulückeprogramm jo am Wahlprogramm stoen an d'Regierung ass amgaang, en ëmzesetzen. Dëse Modell huet an der Stad Lëtzebuerg jo scho gutt fonctionnéiert a soll op d'ganzt Land ausgedehnt ginn. De Prinzip hei vun ass relativ einfach: Et solle Plazen, déi deelweis souguer matzen am Duerf leien, genotzt ginn, fir dorobber ze bauen. Dëst ass sënnvoll, well den ëffentlechen Transport op deene Plaze scho besteet an och d'Infrastrukturen, wéi Schoule beispillsweis, an der Regel liicht accessibel sinn.

Et gëtt awer e groussen Ënnerscheed tëscht dem Baulückeprogramm vun der Stad Lëtzebuerg an der reeller Situatioun vu villen anere Gemengen. De Groussdeel vun den Terrainen, déi an enger Gemeng a Fro kommen, sinn nämlech net an ëffentlecher Hand.

Et sinn elo Gemengen higaangen, déi hunn Taxen agefouert. Et géif mech nawell interesséieren, wéi déi éischt Bilane vun dëser Mesure ausgesinn. Well ech hu reell Zweifelen, dass dës Mesure en fin de compte zu méi Bauaktivitéit féiert. En plus kann een dovunner ausgoen, dass déi Tax am Endeffekt op de Verkafspräis dropgeschloe gëtt, woumat da jo en fin de compte kengem gedéngt wier. Et däerf een awer och net vergiessen, wien dës Tax virun allem trëfft, nämlech déi Famill, déi een Terrain am Familljebesëtz huet, oft, fir dass spéider d'Kanner eng Kéier selwer do kënne bauen.

Fir et op de Punkt ze bréngen: Ech sinn der Meenung, dass d'Politik vun der Muert méi gerecht ass an och méi bréngt wéi d'Politik vum Bengel. D'Politik soll Ureizer schafen, an net bestrofen. Dofir froen ech mech, ob et net méi interessant Piste kéinte ginn. Bespillsweis denken ech do un eng Pist, wéi se schonn an de Joren tëscht 2002 an 2006 entaméiert ginn ass, an dat fir eng limitéiert Zäit, wou d'Besteierung op der Plus-value beim Verkaf erofgesat ginn ass. A gleeft een den Akteuren um Terrain, ginn haut nach Terraine bebaut, déi während där doter Period iwwert deen dote Wee konnte mobiliséiert ginn.

Selbstverständlech, Dir Dammen an Dir Hären, misst ee préiwen, wat d'Répercussioune vun esou enger Mesure op eise Budget wieren, ier een esou eng Décisioun kéint huelen.

Eng weider Iwwerleeung wier d'Méiglechkeet, no engem räsonabelen Délai, soe mer no sechs Joer, systematesch e Bauland an eng Zone d'aménagement différé zréckzestufen. Bei enger Gemeng wéi Dippech, déi d'Virgab huet, nëmme lues däerfen ze wuessen, hätt esou eng Mesure dee Virdeel, dass ee kéint sécherstellen, dass op deem klenge Bauperimeter och wierklech gebaut géif ginn.

Als Schäffen zu Dippech stellen ech nämlech ëmmer erëm fest, dass jonk Leit, déi sech formidabel an d'Gemengeliewen integréiert hunn, aus eiser Gemeng fortplënneren, well si keen Terrain, fir ze bauen, fannen. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass e grousse Verloscht fir eis Gemeng, awer och fir déi aner Gemengen. Dat ass e grousse Verloscht fir d'Veräinsliewen. Dat ass awer och e grousse Verloscht fir d'Bénévolat als solcht, an ech denken do haaptsächlech un eis Rettungsdéngschter.

Wa mer am Kontext vun der optimaler Notzung vum Bauland bleiwen, komme mer och net derlaanscht, eis eng Kéier mat der Aart a Weis ze beschäftegen, wéi mir bauen. Et huet sech an deem Punkt an deene leschte Jore scho vill gedoen. Neibauten op Terraine vun 10 Ar a méi sinn op den Immobiliesäite quasi ganz verschwonnen, wat selbstverständlech mat der Präisentwécklung vun den Terrainen ze dinn huet.

Ech mengen, bei der Baudensitéit wier awer nach Sputt no uewen. Net iwwerall - enger Gemeng muss et och erlaabt sinn, Quartiere mat Eefamilljenhaiser bestoen ze loossen. An awer ginn et nach vill Méiglechkeeten, fir méi dicht ze bebauen.

Et ass jo och e bëssen eng Kontradiktioun: Mir hätten all gär ëffentlech Plazen, e liewegen Duerfkär, eng Proximitéit zu de Geschäfter, an awer décidéieren d'Leit sech awer oft, iwwerspëtzt gesot, fir en Haus ganz, ganz wäit vum Noper a vun all Aktivitéit ewech ze bauen. Dofir soen ech, dicht baue kann och Liewensqualitéit sinn, well ee vläicht op 15 m e Bäcker huet, wou ee keen Auto brauch, fir sech säi Bréitchen oder seng Bréidercher sichen ze goen, well d'Kanner op enger ëffentlecher Spillplaz mat anere Kanner spille kënnen, amplaz am Gaart hannert dem Haus eleng ze spillen, an, an, an.

Mir musse fortkomme vum Gedanken, dass dicht bauen heescht, Plattenbauten ze erriichten. Architektonesch ass do ganz vill méiglech, an deelweis méi an d'Héicht bauen däerf och keen Tabuthema sinn. Selbstverständlech sollt dat sech och an d'Landschaftsbild afügen. Ech betounen awer, dass dat net heescht, dass ech der Meenung sinn, dass mir de Leit solle verbidden, méi groussraimeg ze bauen, ma mir brauchen dat eent an dat anert.

Vläicht ass et och elo Zäit, dass d'Gemengen hir Politik vun enger staarker Limitatioun vun den Unitéite bei den Appartementshaiser iwwerdenken. Musse mer do net awer e bësse méi flexibel ginn? Wat huet een dovunner, wann d'Resultat dovunner ass, dass a Résidencen eng Rei Appartementer mat iwwer 200 m² entstinn, déi quasi invendabel sinn? Ass et dann net méi logesch, wann aus esou engem eenzegen Appartement der zwee vun 100 m² gemaach ginn an deemno d'Wunnunitéite beispillsweis vu sechs op aacht an d'Luucht ginn?

Mir mussen awer och der Iwwerleeung Äddi soen, dass d'Quadratmeterzuel den entscheedende Facteur fir d'Liewensqualitéit ass. Mir brauchen do sécherlech e Mentalitéitswiessel. En Appartement vu 50 m² ka genee dat Richtegt si fir e jonke Beruffsufänger, dee vun doheem fort wëllt. Ma et ginn eng ganz Rei Gemengen, déi esou kleng Appartementer net zouloossen.

Här President, och wa Mesurë geholl ginn, fir den Terrain am Perimeter ze viabiliséieren, geet kee Wee derlaanscht, dass de Bauperimeter muss erweidert ginn, wa mir der wuessender Populatioun wëllen e Logement zur Verfügung stellen.

Dëst natierlech do, wou et Sënn mécht. Wa kee Wee derlaanschtgeet, de Bauperimeter opzemaachen - an dat ass meng Iwwerzeegung -, dann däerf een awer net den Denkfeeler aus der Vergaangenheet widderhuelen. Well eleng doduerch, dass eppes an de Bauperimeter kënnt, heescht dat nach laang net, dass och dorobber gebaut gëtt. Dofir plädéiert d'DP scho säit Jore fir d'Baulandverträg. An ech weess, dass d'Logementsministesch hei intensiv amgaangen ass, un engem Projet ze schaffen, dee mir an nächster Zukunft wäerte presentéiert kréien.

Baulandverträg heescht, en Terrain gëtt och wierklech nëmmen als Bauland klasséiert, wann deen Terrain innerhalb vun enger klorer Frist bebaut gëtt. Passéiert dat net, fält en erëm zréck an d'Gréngzon. Domat ass e substanziellen Ureiz do, dass eppes geschitt. An ech mengen, dat bréngt méi wéi all Stroftax!

Här President, ech wëll dann awer och nach ee Punkt uschwätzen, dee leider oft, an dat ganz zu Onrecht, am Débat ronderëm d'Landesplanung ausgeblent gëtt. Dat sinn d'Prozeduren. Ech gesinn zwee Niveauen, déi d'Entwécklung vu Lëtzebuerg carrément lähmen. Dat ass éischtens eis deelweis vill ze komplizéiert Gesetzgebung an zweetens d'Schnellegkeet oder besser gesot d'Netschnellegkeet vun de Prozeduren.

Mir sinn eis all heibannen eens, dass e Maximum u Kloerheet an eiser Legislatioun, egal a wat fir engem Beräich, eng absolut Prioritéit fir eis muss sinn. Dat geléngt eis zu Lëtzebuerg heiansdo méi an heiansdo manner. Besonnesch am Beräich vum Droit administratif, dee sech mam Urbanismus, der Landesplanung an esou weider beschäftegt, ass d'Gesetzgebung eng eenzeg Katastroph.

E Sammelsurium u Gesetzer, Règlements grand-ducaux a Règlements ministériels hu sech iwwert déi lescht Joren a Jorzéngten zu engem regelrechte Mosaik vu legislativen Texter forméiert, an deem ee sech nëmmen nach ganz schwéier erëmfënnt. Dat hunn ech mer och vu Juriste bestätege gelooss, déi selwer an deem Beräich schaffen a gesot hunn, dass et am Sträitfall heiansdo eng pur Glëckssaach ass, wie grad dee richtegen Text erëmfënnt, fir seng Intérêten drop ze baséieren.

Wou, Dir Dammen an Dir Hären, bleift do d'Kohärenz an eiser Gesetzgebung? Fir en Netjurist ass et eng Saach vun der absolutter Onméiglechkeet, fir an där Matière do kloer ze gesinn. Et geet hei net emol onbedéngt nëmmen ëm grouss PAPen, oft ginn d'Leit scho bei einfache Baugenehmegunge mat de Prozeduren an de Gesetzestexter net eens. Misst een déi vill Texter net vläicht einfach zesummeschloen, also eng kohärent an transparent Approche wielen? Onkloerheete kaschten - an dat ass kee Geheimnis - Zäit an domat Geld. Dat geet als Éischt op d'Käschte vum Promoteur, mä zu gudder Lescht ass et awer de Keefer, dee fir dat Ganzt berappe muss, well dës Fraise gi selbstverständlech un hie weidergeleet.

Här President, wat hunn elo d'Prozedure mat der Landesplanung ze dinn? Déi eng soen: näischt. Ech soen: ganz vill! Wieren d'Prozedure méi schnell, géif méi gebaut ginn an domat géif dem Wunnengsdrock besser standgehale ginn. Och den Drock, fir nei Terrainen auszeweisen, wier dann net esou grouss.

Natierlech gëtt et Fäll, wou d'Propriétairen, déi en Terrain am Bauperimeter oder souguer schonn e genehmegte PAP hunn, net baue wëllen, well se spekuléieren. Ma ech behaapten, dat ass net d'Regel, an dat däerf virun allem keng Excuse fir lues an ineffikass Prozedure sinn. Et kann net sinn, dass een, dee kéint bauen an och effektiv wëllt bauen, iwwer fënnef Joer oder am Extremfall souguer iwwer zéng Joer op d'Genehmegunge vu sengem PAP waarde muss!

Och hei gëllt d'Formule: Zäit ass Geld. Wat d'Prozedur méi laang dauert a wat d'Promoteure méi Geld virstrecke mussen, méi geléint Geld virstrecke mussen, wat de Wunnprojet duerno méi deier gëtt. Et ass den Endkeefer, also deen, dee mir eigentlech esou vill wéi méiglech entlaaschte wëllen, deen duerno an de sauren Apel bäisse muss, an dat ënner anerem, well eis Prozeduren net effikass sinn.

Fir ze verbildlechen, wat ech Iech elo grad erzielt hunn, hunn ech um Site vum Innenministère folgend Dokument erofgelueden.

(M. Max Hahn montre un document à l'audience.)

Et handelt sech ëm d'Version simplifiée vun der grafescher Duerstellung vun enger PAP-Prozedur. Ech muss Iech soen, fir eng vereinfacht Versioun gesäit dat scho relativ komplizéiert aus, a virun allem laangwiereg! Mä net dat ass den Haaptproblem. Den Haaptproblem ass, dass déi Délaien, déi hei eigentlech virgesi sinn, an der Praxis ganz oft nach net agehale ginn. Esou kann et emol virkommen, dass een Dossier, deen e puer Joer schleeft, muss waarden, bis en endlech realiséiert ka ginn.

Mir leeën alleguer ganz vill Hoffnungen an d'Omnibusgesetz, dat d'Simplification administrative ëmsetze soll. D'Simplification administrative ass e Schlagwuert, wat d'Leit dobaussen a wahrscheinlech och deen een oder deen aneren heibannen net méi héiere kënnen. An ech si frou, dass an deem Beräich sech an noer Zukunft ganz vill wäert doen.

Et ass souguer éischter esou, dass d'administrativ Démarchen an de leschte Joren awer oft nach méi komplizéiert a méi laangwiereg gi sinn. Vum Ëmweltvolet ass am Omnibusgesetz net ganz vill dran, well dat separat gekuckt soll ginn. Et ass awer oft genau dee Volet, deen d'Prozeduren am meeschten ophält a ganz oft d'Bauhären am meeschte Geld kascht. Hei muss een op alle Fall sécherstellen, dass keng duebel Belaaschtung entsteet, andeems ee gezwonge gëtt, Saache souguer deelweis zweemol ze iwwerpréiwen, dëst natierlech am volle Respekt vun den Ëmweltoplagen, déi bestinn.

Et kann och net sinn, dass d'Gesetzer a Reglementer vu verschiddene Beamten ënnerschiddlech interpretéiert kënne ginn. Mir brauchen hei kloer an objektiv Kritären, déi hautdesdaags net ëmmer gi sinn. Ech denken do u Kritäre vun „beauté" oder „ordre esthétique". Dat gëllt och fir d'Naturschutzgesetz, wou d'Gesetzer onbedéngt regruppéiert an d'Kritären objektivéiert musse ginn.

Och d'Interaktioun tëscht de Ministèrë muss nach besser ginn. Mir brauchen eng eenzeg Ulafstell, wou een all seng Dossiere kann eraginn, wou een direkt op seng Froen Äntwerte ka kréien. Nëmmen esou kann ee verhënneren, dass een zwou ënnerschiddlech Äntwerten zu enger eenzeger Fro kritt.

Eng Iwwerleeung, déi jo scho gemaach ginn ass, ass, ob net déi bestehend Cellule d'évaluation vill méi systematesch am Virfeld vun engem Projet sollt agebaut ginn. Mir hunn dës Cellule säit September 2014 an, souwäit ech dat vun den Akteuren um Terrain gezielt krut, fonctionnéiert déi nawell ganz gutt. Eng 50 Projete sinn entre-temps vun där doter Cellule traitéiert ginn.

An där Cellule sinn all d'ministeriell Akteuren, d'Gemengen an d'Bauhären un engem Dësch regruppéiert. A bekanntlech kënnt méi dobäi eraus, wann een d'Käpp zesummestreckt, wéi wa jiddwereen isoléiert schafft. Ech si mer jiddefalls sécher, dass ee vill um Niveau vun de Prozedure ka maachen an dass mer do nach ganz vill Zäit kënnen erausschloen. Sécherlech sollt d'Cellule d'évaluation do méi verstäerkt agesat ginn a manner d'Exceptioun, mä méi de Regelfall ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mir all dës Vereinfachunge géifen ëmsetzen, dass e PAP am Regelfall a maximal engem Joer ofzeschléisse sollt sinn. Zumindest sollt dat eist Zil sinn!

Ech wollt dann nieft dem PAP awer och nach op en anere Volet vum Aménagement communal agoen, an zwar d'PAGen. Do muss ee sech wierklech eng Kéier am Kapp zergoe loossen - oder op der Zong zergoe loossen, villméi -, wat d'Gemengen do zënter deem neie Gesetz hu missen duerchmaachen. Iwwer zéng Joer schaffen déi meescht Gemengen elo schonn un hirem neie PAG, mam Resultat, dass si ganz oft bis haut nach kee gëltegt Stéck a keen offiziellt Stéck Pabeier am Grapp hunn! Et gëtt Gemengen, déi hu wäit iwwer eng hallef Milliioun Steiergelder an Etüdebüroen investéiert, mam Resultat, dass si nach ëmmer keen offiziellt Stéck Pabeier am Grapp hunn.

Dat Stéck Pabeier ass awer immens wichteg, an zwar net nëmme fir déi allgemeng Entwécklung vun enger Gemeng, déi mat hirem ale PAG ganz oft blockéiert ass, mä och fir ganz vill individuell Projeten, déi jorelaang am Ongewësse gelooss ginn, wat si elo maache kënnen a wat net. Dat schaaft Onmut, dreift d'Spekulatioun op verschiddenen Terrainen un a blockéiert am Endeffekt, dass gebaut gëtt.

Dat alles ass zwar sécherlech positiv fir de Chiffre d'affaires vun den Etüdebüroen, mä carrément e Skandal, wat d'effikasst Notze vun eise Steiergelder ubelaangt. Hei gëllt also den nämlechte Grondsaz wéi bei de PAPen: Et muss méi séier goen, et muss souguer däitlech méi séier goen!

Här President, ech hunn elo e klengen Tour vun deenen Elementer vun der Landesplanung gemaach, déi mir besonnesch wichteg schéngen. Wéi Der vläicht gemierkt hutt, hunn ech de Volet vun der Landwirtschaft ausgeklamert - net, well se mer onwichteg erschéngt. Effektiv ass den Terrrainsdrock entre-temps op d'Landwirtschaft esou grouss, dass Terrainen am noen Ausland bewirtschaft ginn, well hei am Land keng Agrarfläch méi ze fannen ass. Mir mussen awer derfir suergen, dass d'Agraraktivitéite weiderhin hir Plaz hei zu Lëtzebuerg fannen. De Grond, firwat ech hei net weider drop aginn, ass, well mäi Kolleeg, de Gusty Graas, dozou nach d'Wuert zu engem spéideren Zäitpunkt wäert ergräifen.

Här President, domat sinn ech um Schluss vu menger Ried ukomm, ma erlaabt mer nach eng lescht Remarque: Landesplanung ass Zukunftsplanung. Mir däerfen aus der Entwécklung vun eisem Land keen akademesche Pabeiertiger maachen, dee kee Bezuch zur Realitéit um Terrain huet. De But vu Landesplanung muss sinn, de concernéierten Akteuren net nëmmen e Regelwierk, mä och eng Toolbox an d'Hand ze ginn, fir dass mer gemeinsam eist Land fir d'Zukunft kënne fit maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mat enger gudder Landesplanung eis Kanner an eis Kanneskanner net nëmmen eng héich Liewens- a Wunnqualitéit hei am Land wäerte genéissen, mä dass dës och méiglech wäert gi mat manner Stauen a mat manner Verkéiersproblemer wéi haut.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt, déi mer haut hei féieren, ass fir mech am Fong déi wichtegst Debatt, déi mer an dëser Legislaturperiod ze féieren hunn. All aner Problemer, iwwert déi mer mussen diskutéieren an décidéieren, si wichteg an hunn och mat der Zukunft ze dinn; dës global Diskussioun iwwert d'Zukunft vun eisem Land ass awer déi wichtegst.

Virun e puer Méint hu mer parteiiwwergräifend an der zoustänneger Chamberskommissioun mam zoustännege Minister, dem Här Bausch, beroden an décidéiert, der Regierung ze recommandéieren, déi ageschloe Prozedur vun de Plans sectoriels aus juristesche Grënn ze stoppen, wat d'Regierung och gemaach huet. Op d'Ursaache brauch ech net méi anzegoen.

An der Kommissiounssitzung selwer hunn ech proposéiert, vun där Geleeënheet ze profitéieren, vun där Zäit, déi mer elo kréien, fir eng déif gräifend Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Land ze féieren, den „Zukunftsdësch", wéi eis gréng Kolleegen dat an der Vergaangenheet genannt hunn. Den Här Minister Bausch huet och direkt an där Kommissioun gesot, datt och hien där Meenung wier an huet och dunn déi heiteg Debatt virgeschloen, scho proposéiert.

D'Diskussioun vun där Debatt haut gesinn ech duerfir och an där Optik. Den Débat vun haut dierf net eemoleg sinn a schonns guer net de Schluss sinn! Et muss éischter en Ufank sinn. Mir musse weiderdiskutéieren, net nëmmen heibannen, mä och dobausse mat der Zivilgesellschaft, mat Patronats- a Gewerkschaftsorganisatiounen. An ech sinn och der Meenung, datt mer missten Hearingen zu dësem Sujet hei an der Chamber organiséieren.

Den Débat ass enorm wichteg. Mir sollen eis net ënner Zäitdrock setzen. Déi iwwerschaffte Plans sectoriels mussen net um Enn vun dësem Joer fäerdeg sinn, och wa se wichteg sinn. Méi wichteg ass, datt mir ons fir d'Éischt eens ginn, wou mir als Land wëllen histeieren an d'Plans sectoriels opgrond vun där Zukunftsvisioun baséiere loossen.

Déi grouss Fro, déi mer eis musse stellen: Baue mir d'Zukunft vum Land op engem reng ekonomesche Wuesstum op, mat enger Perspektiv vu 4% Wuesstum - oder méi oder manner -, oder baue mer d'Zukunft vun dësem Land op enger ekonomescher Entwécklung op, déi dem Prinzip an dem Wuert „Nohaltegkeet" och gerecht gëtt? Dat ass d'Diskussioun, déi mer musse féieren. An déi Diskussioun hu mer menger Meenung no bis haut hei an der Chamber net genuch behandelt.

Ier mer awer iwwert d'Zukunft diskutéieren, musse mer fir d'Éischt e Bléck zréckwerfen. Huet deen iwwer Jorzéngten unhalende stramme Wuesstum hei am Land dat bruecht, wat mer eis erwaart hunn? Si mir haut méi zefridden a besser drun, wéi virun 20, 30 Joer? Sécherlech muss een déi Fro an enger Rei vu Punkte positiv beäntwerten: D'Duerchschnëttsverdéngschter si gutt. Den Duerchschnëttsfamilljen a -bierger geet et gutt hei am Land. Mir hunn eent vun deene beschte Sozialsystemer vun der Welt an esou weider.

Mir mussen awer och déi méi negativ Entwécklunge kucken.

D'Entwécklung vun der Populatioun: Déi lescht 30 Joer hu mer e Plus vun 185.000 Awunner, sinn haut op bal 550.000 Leit, déi hei am Land wunnen. Am Schnëtt 12.000 nei Awunner pro Joer!

De Chômage an d'Aarbechtsplazen: De Chômage louch virun 30 Joer bei 7.000 bis 8.000 Leit. An deemools huet d'Tripartite festgehalen, wa mer eng Kéier géife bei 10.000 Chômeure kommen, da wiere mer an enger Krisesituatioun. Haut si mer bei 25.000 ukomm, wa mer déi Leit an de Beschäftegungsinitiative mat derbäirechnen. D'Zuel vum Chômage ass enorm ugeklommen, trotz Rekordzouwuess un Aarbechtsplazen: haut 400.000 Aarbechtsplazen, am Schnëtt 10.000 zousätzlech Aarbechtsplaze pro Joer. Vun zéng neien Aarbechtsplaze ginn der sechs vu Frontaliere besat. Esouguer an de Krisejoren 2008-2009, d'Kolleegin Loschetter huet dat virdru schonn hei gesot,...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Lorsché, entschëllegt!

...huet sech e Minus am Wirtschafts..., wou mer kee Wirtschaftswuesstum, souguer e Minus haten - elo hat Der mech komplett duerjerneebruecht! -,...

(Hilarité et interruptions)

...e Minus am Wirtschaftswuesstum haten, sinn hei...

(Interruption)

Dach, dach, dach, et ass...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat freet mech awer!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...zwar voll gegléckt!

Wéi mer kee Wirtschaftswuesstum haten a souguer e Minus haten, hu mer hei am Land nach zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf, wat en eemolege Phenomeen ass.

De Statec rechent eis viraus, datt mer bei engem Wuesstum vun am Schnëtt 3% am Joer 2060 600.000 Aarbechtsplazen hei am Land hätten. An obwuel mer hei an de leschte Jorzéngten esou vill Geld verdéngt hunn, ass d'Zuel vun deene Leit, déi ënner eng Aarmutsgrenz falen, op 15% eropgaangen, mat steigender Tendenz; dovunner sinn et d'elengerzéiend Mammen, déi am meeschte betraff sinn.

D'Schoulwiesen: Obwuel mer deen deierste Schoulsystem vun der Welt hunn, loossen d'Resultater ëmmer méi ze wënschen iwwreg. Den Nivellement vers le bas steet zënter Joren um Ordre du jour.

De Wunnengsbau: Opgrond vun der staarker ekonomescher Entwécklung, mat Rekordzouwuess vun Aarbechtsplazen an Awunner, stëmmt d'Relatioun tëschent Offer an Demande net méi, soudatt d'Präisser vu Rekord zu Rekord klammen. 30.000 Lëtzebuerger sinn an d'Grenzregioun geplënnert, si selwer Frontaliere ginn. An de Prinzip, dee mer eis virgeholl hunn, Schaffen a Wunnen esou no wéi méiglech beieneenzebréngen, gëtt mat dëser Politik grad an déi aner Säit gedriwwen, well och déi 30.000 Frontalieren, vun deenen der vill hei am Land schaffen, mussen all Dag als Frontalier an iwwert d'Stauen hei an d'Land schaffe kommen.

De Landverbrauch: staarken Zouwuess u Wunnengen, awer och Industrie-, Handels- an Handwierkszonen, staarke Landverbrauch, 2 Hektar den Dag oder 730 Hektar d'Joer, déi mer zoubauen.

Den Transport: Permanent Thema ass den Transport, heibannen an dobaussen. D'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss. D'Zich an d'Busse platzen an de Spëtzenzäiten aus allen Néit. D'Infrastrukture kommen net méi no. Mir kréien net méi séier genuch Zuchstrecke gebaut, mir kréien net méi séier genuch d'Material ugeschaaft a Buslinnen opgeriicht. Mir kommen net méi no mat dem Autobunnenausbauen, Ëmgéiungsstroossen an esou weider. Awer och mat aneren Infrastrukturen, Schoulen, Spideeler, Crèchen, bis hin zu Prisongen, Kläranlagen, iwwerall komme mer net méi no. Mir sinn am Hannertreffen.

D'Familljen: Eis Familljepolitik ass ganz op d'Ekonomie ausgeriicht ginn. Papp a Mamm mussen hei zu Lëtzebuerg bal matenee schaffe goen, well se zum Deel musse schaffe goen, fir sech en Eegenheem nach kënnen hei ze leeschten oder fir d'Loyeren ze bezuelen oder hir Famill ze erhalen.

D'Kriminalitéit wiisst, mir brauche méi Polizisten, méi Leit an der Justiz a méi Prisongen.

A leider hu mer Rekordzuele vu Leit, déi sech an eiser sougenannter Wuelstandsgesellschaft suicidéieren! Lëtzebuerg läit do am internationale Verglach am Spëtzepeloton.

20, 30 Joer Héichkonjunktur, Statsfinanzen: Trotz dësem laange Rekordwuesstum mat Plusvaluen a Milliardenhéicht sinn haut keng Reserve méi do. Et ass kee Sou méi an der Keess. De Statsbudget mécht all Joers Defiziter, am Schnëtt an de leschte Joren eng Milliard pro Joer. D'Scholde klamme vu Joer zu Joer. Mir hunn haut keng Moyenen, fir Scholden zréckzebezuelen an iwwerloossen dat de kommende Generatiounen.

Alles dat ass leider Realitéit. Dat ass déi aner Säit vun der Medail. An ech zitéieren do eise fréiere Statsminister, deen eng Kéier hei an der Chamber gesot huet, datt se ausrechne gelooss hätten, datt de stramme Wuesstum just genuch géif ofwerfen, generéieren, fir eventuell seng eegen Nofolgekäschten ze finanzéieren. Haut, mengen ech, musse mer soen, datt et emol net méi duergeet!

Eis Sozialsystemer berouen, d'Finanzéierung, op deem staarke Wuesstum, virun allem eise Pensiounssystem, wou mer soen, mir misste 4% Wuesstum hunn, fir de Pensiounssystem laangfristeg ze finanzéieren. Dat ass menger Meenung no déi falschsten Hypothees, déi een nëmme ka maachen! Ech ginn Iech e Beispill: Fir eng Pensioun ze bezuelen, brauch een dräi Aktiver. Dräi Aktiver fir eng Pensioun! Wa mer 100.000 Pensionnairen hunn, brauche mer 300.000 Aktiver. Wa mer 200.000 Pensionnairen eng Kéier hunn, da brauche mer 600.000 Aktiver. A wa mer eng Kéier méi der hunn, 500.000 Pensionnairen, da bräichte mer theoretesch 1,5 Milliounen Aktiver.

Jiddweree gesäit also, datt déi Hypothees, fir ze soen, mir brauchen esou e staarke Wuesstum, fir eis Pensiounssystemer ze finanzéieren, datt déi de Problem net méi kleng mécht, mä datt déi de Problem méi grouss mécht, datt déi riicht an de Chaos féiert! Et gëtt natierlech Grenzen u Land an u Leit, a mir mussen duerfir Finanzéierungssystemer schafen, déi ons net an d'Ofhängegkeet bréngen, an der Moyenne mussen esou e staarken ekonomesche Wuesstum ze hunn.

Awer och bei neien Entreprisë musse mer eis eng Rei vu Froe stellen. D'Fro: Bréngt et eisem Land eppes, all déi nei Entreprisen, déi mer an d'Land huelen? Déi Fro hu mer bis elo nach ni eeschtlech gestallt, wa mer éierlech sinn.

An de leschte Joren hu mer all Joers 3.000 nei Betriber hei an d'Land opgeholl. Am Ableck hu mer 33.000 Betriber hei am Land. D'Kollektivitéitssteier vun dësen 33.000 Betriber: Déi

bezuelen 2012 1.551.000.000, 2013 1.520.000.000, 2014 1,5 Milliarden. Mir hunn an deenen dräi Joer 9.000 nei Betriber hei an d'Land bruecht, awer mir hu manner Kollektivitéitssteier erakritt. Mir kommen net derlaanscht - an déi Aarbecht muss d'Regierung eis maachen -, emol genau ze kucken, wat e Betrib eis bréngt. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer Betriber hei an d'Land gezunn hunn, déi awer global gesi fir d'Land negativ waren.

D'Froen, déi mir eis musse stellen: Wat brénge mir engem Betrib, wat musse mir engem Betrib eventuell ginn un Terrainen, Infrastrukturen oder soss Hëllefen? Wéi vill Leit beschäftegt de Betrib? Wat fir Leit? Héich qualifizéiert Leit mat engem héije Loun oder Leit mat Mindestloun? Hu mir déi Leit hei am Land? Oder musse mer se siche goen? Sinn dat Leit, déi Steiere bezuelen, oder sinn et just Leit, déi um Mindestloun leien? Sinn et Frontalieren oder sinn et Résidenten, deene mer mussen hei eng Plaz schafen, déi vläicht keng Steiere bezuelen als Frontalier, déi awer och vläicht keng..., wou de Stat awer muss d'Cotisatioun fir an d'Pensiounskeese bezuelen, Studentebourssen, Chômage, Transportproblemer? An och vläicht bezilt de Betrib keng Steieren. Oder bezilt e keng, huet awer vläicht e positiven Afloss op eis Ekonomie? All déi Froe musse mer eis stellen!

Mir kënnen net einfach Betriber ulackelen, ouni am Viraus ze kucken, ob de Betrib eppes bréngt oder net! D'Resultat vun esou Analyse kann och sinn, datt et besser wier, bestëmmte Betriber an der Grenzregioun unzesiedelen, wann do d'Leit wunnen, déi missten an déi Betriber schaffe goen, amplaz datt mer d'Betriber hei am Land usiedelen, näischt dervun hunn, an déi Leit musse sech alleguer aus der Grenzregioun hei op Lëtzebuerg déplacéieren.

Et ass eng Aufgab, sinn ech der Meenung, déi d'Regierung onbedéngt misst maachen: Kucken, wat déi eenzel Betriber an deenen eenzelne Secteure bréngen, an net blannemännerchers eng Politik maache vun ëmmer méi Betriber, ouni d'Resultat ze kucken.

Resüméiert musse mer eis dës Froen also stellen: Fanne mir et normal, datt mir all Joer zéngdausend nei Aarbechtsplaze schafen an de Chômage klëmmt vu Joer zu Joer? Fanne mir et richteg, datt mir souwuel Räichtum hei am Land schafen an trotzdeem ëmmer méi Familljen a Leit ënnert d'Aarmutsgrenz falen? Fanne mir et normal, datt deen deierste Schoulsystem vun der Welt ëmmer méi schlecht Resultater opweist?

Fanne mir et familljepolitesch richteg, datt Mamm a Papp musse schaffe goen, fir hir Famill kënnen ze erhalen? Fanne mir et normal, datt eis Kanner a vill Famillje mussen an d'Grenzregioun wunne goen? Fanne mir et richteg, datt mir haut Scholde maachen, fir eise Liewensstandard nach weider auszebauen, a fanne mir et richteg, datt déi Scholden, déi mir haut maachen, déi nächst Generatioune mussen zréckbezuelen?

Fanne mir et normal, datt, fir datt eise Sozialsystem laangfristeg kann iwwerliewen, mir déi zukünfteg Generatiounen an enger onléisbarer Situatioun zréckloossen? An zum Schluss: Wëlle mir eng Gesellschaft, wou de Mënsch nach just am Déngscht vun der Ekonomie ze stoen huet a just nach materiell Wäerter zielen?

Här President, all déi Froe musse mir eis stellen, ier mer iwwert d'Zukunft vum Land diskutéieren. Mir mussen de Courage hunn, och dës Froen ze stellen. Mir musse fir d'Éischt eng Analys maachen, wat vun deem stramme Wuesstum vun de leschten 30 Joer positiv an negativ ass. An da musse mer déi néideg Konklusiounen zéien, an dann décidéieren!

Ech ka mer virstellen, datt mir bei de Konklusiounen ons och ganz eens ginn, datt et net kann esou weidergoen. Et gëtt natierlech Grenzen u Fläch, Natur a Mënschen. Duerfir gleewen ech, datt mer eis eens op deem Punkt ginn, datt et net kann esou virugoen, wa mer net wëllen, datt déi kommend Generatioune voll an de Chaos rennen!

Méi schwéier gëtt et, aus de Konklusiounen Décisiounen ze zéien. Wa mir zur Konklusioun kommen, datt, wa mer weider esou e stramme Wuesstum upeilen, et dann an de Chaos féiert, da bedéngt dat konsequenterweis en Émdenke vun eiser ekonomescher Entwécklung an och konsequenterweis en Émdenke mat der Gestioun vun deem Geld, wat mir dann als Gesellschaft verdéngen.

An hei läit de Problem, well, wa mer éierlech sinn, kee vun eis alleguer bis haut de Courage hat, fir dat éierlech ze soen, Konklusiounen ze zéien an ze soen, wat fir eng Décisioune sech opgrond vun deene Konklusiounen opdrängen. Net, well kee vun eis weess, wat misst décidéiert ginn. Neen, villméi, well d'Politik - an ech soen d'Politik en général - Angscht huet, oppen auszeschwätzen, wat dat Émdenke verlaangt. De Mentalitéitswiessel an enger Gesellschaft, déi iwwer Joren, Jorzéngte mam Scheckheft bedéngt ginn ass, erbäizeféieren, ass net einfach, awer längst iwwerfälleg.

Duerfir musse mer net nëmmen als Politiker, mä zesumme mat der Zivilgesellschaft a mat de Leit am Land offen an ouni Tabu iwwer alles an déi gesamt Problematik diskutéieren. Duerfir hunn ech virdrun och hei gesot, ech sinn der Meenung, datt dat hei net däerf de Schluss, mä den Ufank vun enger Diskussioun sinn, an datt een och soll hei Hearingen iwwert dee Sujet maachen. Wat éischter, wat besser! Duerfir gesinn ech an där heiter Diskussioun, wéi gesot, en Ufank.

Landesplanung ass enorm wichteg an ass längst iwwerfälleg. Mä fir elo blannemännerchers an esou séier wéi méiglech Décisiounen iwwert d'Landesplanung ze huelen, wier falsch. Mir sollen zwar keng Zäit verléieren, awer mir musse virun den Décisioune wëssen, wou mer wëllen als Land a Gesellschaft histeieren an, ganz wichteg, wéi nohalteg eis Décisioune si fir déi zukünfteg Generatiounen.

Wa mer mengen, mir misste weider esou stramm wuessen, da sinn all Diskussiounen, déi mer bis elo haut hei gefouert hunn, ëmsoss! Wa mer mengen, mir missten e Plang elo séier maachen, deen iergendwéi gutt ass, awer och seng Grenzen huet, a mir kucken net, wéi mer de Wuesstum an Zukunft kontrolléiert kréien, a mir mengen, mir missten d'selwecht wuesse wéi an deene leschten 20, 30 Joer, da sinn déi Pläng, egal wat fir eng Pläng mer maachen an egal wéi gutt se geduecht sinn, déi Pläng, da sti mer spéitstens a fënnef Joer erëm hei a mer fänken erëm vu vir un ze diskutéieren a soen: Elo geet et net méi mat deene Pläng do duer a mir mussen elo erëm frësch denken!

Mir mussen eis ekonomesch Entwécklung an de Grëff kréien. An dat ass net einfach, well mir eleng net doriwwer décidéieren. Et sinn international Kritären, déi matspillen, mä et spillen awer och vill national Kritäre mat: d'Steierpolitik, Land, wat mer zur Verfügung stellen, ob mer Betriber ulackelen oder net ulackelen. A mer mussen d'Prozedur all Kéiers bis hannen duerchdenken.

Dat ass eng ganz schwéier Diskussioun. An duerfir ass et och net, fir mat där Politik eng klengkaréiert Parteipolitik ze maachen. Et solle keng Viraussetzunge ginn, et sollen och keng Tabuthemae ginn. An et soll och keen deem anere Virwërf maachen. A mer sollen och net zréckkucken a soen, déi do hunn dat falsch gemaach an déi hei maachen dat heite falsch, an dee mécht dat besser an deen aneren net. Esou komme mer net virun!

Mir sollen de Courage hunn, wierklech déi dote Froen emol eng Kéier ze diskutéieren, oppe mat eiser Gesellschaft. An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Leit am Land bereet sinn, och an déi Richtung ze goen. Well keen hei am Land wëllt, datt seng Kanner spéiderhin an enger Gesellschaft wunnen, wou alles zoubëtonéiert ass, wou alles am Stau steet a wou keng Liewensqualitéit méi ass. Wou mer just eng Politik gemaach hunn an eng Gesellschaft opgebaut hunn, déi sech reng op materiell Wäerter opgebaut huet an net op d'Liewensqualitéit vun den eegene Bierger.

An duerfir maachen ech mäin Appell, datt mer sollen als Parteien zesummen dee Courage hunn, déi Diskussioun ze féieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer déi richteg Konklusioune kréien. An aus de Konklusiounen dränge sech dann Décisiounen op, déi sécherlech net einfach sinn. Mä, wa mer dat Zil wëllen, komme mer net derlaanscht!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mir brauchen eng Zukunftsdebatt. Wéi soll Lëtzebuerg an 20, 30 Joer ausgesinn? Dat ass eng Fro, déi mer eis musse stellen an déi mer zesumme sollen diskutéieren.

Wéi ech an der Kommissioun virun e puer Méint gefrot hunn, wéi de François Bausch d'Plans sectoriels presentéiert huet, also d'Konklusiounen, gefrot hunn, fir iwwer strategesch Optioune vun der Landesplanung ze schwätzen, war de Minister Bausch direkt d'accord, fir esou eng Debatt hei an der Chamber ze féieren. An ech soen him och Merci derfir.

Ech mengen awer, datt d'Zäit, déi mir hei zur Verfügung steet, fir iwwer esou grondleeënd Froen ze schwätzen, net duergeet, fir eng seriö Debatt ze féieren. Duerfir wëll ech just e puer zentral Punkten ervirhiewen. Net nëmmen déi berechtegt Froen, déi mäi Virriedner, de Gast Gibéryen, opgeworf huet, mä ech versichen och eng Rei Léisungsvirschléi ze ginn.

Doriwwer eraus sinn ech och frou, datt de Virschlag vun der Diskussioun mat den ONGen, mat der Zivilgesellschaft, vum Minister ugeholl ginn ass, och wann ech et léiwer hätt, datt géif een ëffentlechen Hearing stattfanne mat deenen Organisatiounen, fir déi Froen och gemeinsam ze diskutéieren. Ech hoffen awer, datt mer an der Chamber och op déi Diskussiounen zréckkommen an, wat mäi Virriedner och gesot huet, haut d'Diskussioun net eriwwer ass, mä datt mer zesumme schwätzen, wéi mer déi grondleeënd Diskussioun do weiderféieren.

Bis elo ginn an der Landesplanung virun allem Feststellunge gemaach an Auswierkunge gekuckt. Wéi eng Auswierkungen hätt, hat an huet de Wuesstum zu Lëtzebuerg op de Flächeverbrauch, de Wunnengsbau, d'Émwelt, d'Recettë vum Stat, d'Sozialversécherungen? A wa mer iwwert d'Zukunft schwätzen, ass et meeschtens, fir ze kucken: Wat musse mer maachen, wann et esou weidergeet mam Wuesstum? Well et soll jo weidergoen. Wéi vill Fläch brauche mer fir Betriber, Wunnengen, Stroossen an ëffentlechen Transport? A wéi kënne mer dat gestalten?

Et gëtt awer wéineg gefrot: Ass et iwwerhaapt ze verkraaften, fir esou weiderzefueren? Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass net nëmmen: Wéi kënne mer de Wuesstum anescht kanaliséieren? Mä et ass déi: Ass déi reng quantitativ Wuesstumslogik - de Michel Wolter huet vu 4% geschwat, déi noutwendeg wieren - iwwerhaapt noutwendeg a wat sinn hir Konsequenzen?

An dozou zwou Feststellungen. Éischt Feststellung: De Wuesstum vum Bruttoinlandsprodukt ass net automatesch gutt fir d'Wuelbefanne vun de Bierger. Esou geet et zu Lëtzebuerg, trotz oder grad vläicht och wéinst kontinuéierlech steigendem Bruttoinlandsprodukt, dem Human Development Index no, dem Bierger net onbedéngt gutt. Mir stinn am internationale Ranking op 21. Plaz. A virun allem: Just an dräi europäesche Länner ass d'Wuelbefannen zréckgaangen, dat sinn Irland, Griichenland a Lëtzebuerg. An all den anere Länner huet d'Wuelbefanne sech, deem Index no, verbessert, ausser am Qatar, den Arabesche Vereenegten Emirater, Kuba a Lettland.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi zweet Feststellung, déi ass hei gemaach ginn - op déi ginn ech net weider méi laang an -, dat ass de Flächeverbrauch: 2 Hektar den Dag. Et kann net esou weidergoen! A berechtegterweis steet am Dokument, wat mer kritt hunn, Säit 24: «Si le laisser-faire persiste, la superficie restante sera consommée en 183 ans.» A wéi d'Presidentin vum Mouvement écologique de Moien nach eng Kéier richteg ervirgestrach huet: Op engem endleche Planéit kann een net onendlech wuessen!

Duerfir brauche mir Alternativen zu enger renger Wuesstumslogik. Et gëtt ëmmer gesot, fir d'Finanzéierung vun de Sozialversécherungen, vun de Pensioune brauche mer Wuesstum - mäi Virriedner huet och dovunner geschwat -, ëmmer méi Salariéen, fir d'Pensiounen ze bezuelen. An hien huet opgewisen d'Logik dovunner: Wann dat net géif geschéien, misste mer entweder méi laang schaffe goen oder mer kréichen d'Pensioune gekierzt. Mä déi Rechnung wäert net opgoen. Dat ass eng Spiral ouni Enn: ëmmer méi! An dat kann net onbegrenzt esou weidergefouert ginn. An duerfir brauche mer Alternativen, well soss kënnt et zu de Kierzungen oder zu méi laang schaffe goen, wéi dat schonn an enger Rei Länner de Fall ass.

An dat ass eng vun den éischten Alternativen, iwwert déi mer missten diskutéieren, well dat jo ëmmer erëm d'Ursaach ass, firwat datt d'Wuesstumslogik hei gerechtfertegt gëtt. Dat ass, mir bräichten eng zousätzlech Finanzéierungsquell vun de Sozialversécherungen an de Pensiounen. D'Leit ginn nämlech net ëmmer nëmme méi al, mä produzéieren och ëmmer méi Mehrwäert. Dovunner soll een Deel genotzt gi fir d'Finanzéierung vun de Sozialversécherungen, anstatt datt e puer Leit, deen ieweschten 1%, ëmmer méi akkumuléieren, an déi aner Leit ëmmer méi aarm ginn, inklusiv duerch d'Kierzung vun de Pensiounen.

Net all Wuesstum ass nohalteg. Ech mengen, dat ass ee Saz, dee kënnt bal jiddwereen heibanne scho gesot hunn.

D'Fro: Wat bréngt beispillsweis de massiven Ausbau vum Logistiksecteur, virun allem dem Transport, och iwwert d'Strooss, fir Lëtzebuerg? Wier beispillsweis den Ausbau vun der Produktioun vun erneierbaren Energien net besser a méi intelligent? Beispillsweis, ech wëll drun erënneren, datt am Tréirer Raum 30% erneierbar Energië produzéiert ginn, mir si bei dräi Komma eppes Prozent. Wéi solle mir d'Fransousen iwwerzeegen, datt ee Cattenom soll zoumaachen an op aner Energië setzen, wa mer et selwer net fäerdegbréngen?

Sou wéi mer iwwerhaapt missten iwwer méi eng intelligent Diversifikatioun vun der Wirtschaft schwätzen. En plus fänkt déi reng quantitativ Wuesstumslogik un, all Beräicher vun onsem Liewen ze duerchdréngen, op eng Aart a Weis, déi net ëmmer gutt ass. Beispillsweis bei der Kannererzéiung. Beispillsweis an de Schoulen, wou den Drock, produktiv ze sinn, ëmmer méi zouhëlt an ëmmer méi Kanner drënner leiden. Aner Modeller vun Aarbechtsplazen, och a Verbindung mat Kannererzéiung a sozialer Ofsécherung, doriwwer misst een nodenken.

Een zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Problematik vum Wunnen an den Aarbechtsplazen. Krass ass d'Situatioun virun allem an der Stad, wou op een Awunner 3,8 Aarbechtsplaze kommen. D'Zil misst et eigentlech sinn, fir an enger Géigend d'Verhältnis vu Wunnen/Schaffe beieneenzebréngen, dat heescht, fir d'Verhältnis Wunnen/Aarbechtsplazen 1:1 unzenäheren. Dat ass keen Zil, wat mer eis vu Gemeng zu Gemeng kënne ginn, mä dat musse mer eis an de Regioune ginn. An de Regioune mécht dat awer Sënn. Duerfir brauche mer och eng Regionalplanung vun Usiedlung vun de Betriber an den Aarbechtsplazen.

An esou wéi beim Wuesstum net nëmmen d'Quantitéit, mä och d'Qualitéit ziele muss, ass et och bei den Aarbechtsplazen. Wéi eng Aarbechtsplaze wëlle mer schafen? Fir wien? Fir wéi eng Chômeuren? Passe se? A wéi eng Qualitéit hunn déi Aarbechtsplazen? Ass d'Gefor net déi, datt ëmmer méi Aarbechtsplaze geschaf gi mat grousser Précaritéit? Sinn net och aner Modeller vun Aarbechtszäite méiglech? Wat alles Konsequenzen huet op d'Landesplanung, d'Mobilitéit an esou weider.

D'national Diversifizéierung vu Betriber an Aarbechtsplazen ass noutwendeg. Duerfir brauchen d'Regiounen eng regional Zesummenaarbecht, fir déi mer och entspriechend Strukture brauchen. Wéi eng Strukture sollen dat sinn? Doriwwer solle mer schwätzen.

Diversifizéierung heescht och Diversifizéierung an der Groussregioun. Ech hat, wéi mer hei zesummesouzen, wéi d'Regierung d'Konklusioune vun de Plans sectoriels presentéiert huet, gefrot: Wat sinn eis Instrumenter, wat ass eis legal Basis vun deem, wat am grenziwwergräifende Beräich méiglech ass? An d'Regierung huet eis jo och als Annex dat geschéckt. Wann een dat awer emol kuckt, mierkt een, datt eigentlech ganz wéineg Instrumenter do sinn an datt dat Ganzt eigentlech eng voluntaristesch Saach ass de Moment. An och doriwwer soll een nodenken, fir méi eng effikass Landesplanung an der Groussregioun ze kréien.

Ech géif et gutt fannen, wann de CPI, dat heescht d'Conférence parlementaire interrégionale, sech kéint mat där Thematik ofginn, fir zesumme mat de Parlamentarier aus deenen anere Länner iwwert déi Instrumenter nozedenken, déi mer bräichten, vu Strukturen, Institutiounen a Gesetzgebung, fir landesplaneresch an der Groussregioun ze schaffen.

Da kommen ech zum Wunnen a Wunnengsbau. Ech mengen, dat ass kee Geheimnis, dat ass ee groussen Échec. Een totalen Échec! Mir bräichten eigentlech all Joers 4.000 bis 5.000 Wunnengen, fir dem Bedarf u Wunnengen nozekommen. Mam Nohuelbedarf sinn et eigentlech scho bal 8.000 Wunnengen d'Joer, soudatt mer an engem Zäitraum vun zéng Joer eigentlech 60.000 bis 80.000 Wunnenge bräichten.

Mä weder d'ëffentlech Hand, mat deenen Instrumenter, déi se elo huet, nach de Privatsecteur kommen deem no. An déi Fro ass emol net ugehend (veuillez lire: usazweis) geléist! Se ass net geléist, well mer eis keng kloer Ziler ginn. An et misste kloer Ziler opgestallt ginn, wéi vill Wunnengen datt mer brauchen. An da misste mer zesumme festleeën, wéi mer déi Ziler erreechen. A mir mengen, datt se net ze erreeche sinn duerch de Privatsecteur oder d'Gemengen eleng!

Mir bräichten ëffentlech Wunnengsbaugesellschaften, eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft vum Stat, déi mat de Gemengen zesummen déi Wunnenge bauen, déi mer brauchen. Méi wéi, wann ech dat richteg verstanen hunn de Moien an der Logementskommissioun, déi 1.000 Wunnengen, wéi de President, den ehemolege President vum Fonds du Logement gesot huet, datt de Fonds du Logement kéint stämmen. Méi wéi... déi 1.000 Wunnenge ginn och net duer. Esou Wunnengsbaugesellschafte gëtt et. Déi schafen Aarbechtsplazen, déi forméiere Leit an déi sinn och eng Hëllef fir den Aarbechtsmaart.

Mir hunn am Bauperimeter vun de Gemenge vill Plaz, fir ze bauen, och méi dicht ze bauen. An och do soll iwwer nei Forme vu Wunnen a Wunnengsbau, Beispill Baugenossenschaften, Baugemeinschaften, Méigenerationshaiser no-

geduecht ginn, wat awer eng Debatt ass, op déi ech elo net hei kann agoen. Mä et ass jo eng Orientéierungsdebatt iwwert de Wunnengsbau virgesinn, wou ee sécherlech kann dorobber zréckkommen.

Mä mir sollen awer och oppassen, datt mer net alles zoubauen. Mir brauchen an eise Stied, an eise Quartieren, an eisen Dierfer, brauche mer ëffentleche Raum. Mir brauchen een Duerfkär. Mir brauchen ee Stadkär. Mir brauchen ëffentlech Plazen. Mir brauchen ee Commerce de proximité, dee sécherlech besser wier, wéi een Auchan matzen an de Wunnquartieren, wat fir mech eng Katastroph ass, déi mindestens gradesou grouss ass wéi déi vu Léiweng.

Mir brauche Plaz fir Schoulen, Crèchen, mir brauche Jugendhaiser. Mir brauche Plaz fir al a jonk Leit. An och dat muss geplangt ginn. Dat si strategesch Optiounen, déi eigentlech missten um Niveau vun de Gemenge festgeluecht ginn, déi awer ganz dacks beim Opstelle vun de PAGen ze kuerz kommen oder vergiess ginn. An ech mengen, et wär wichteg, datt mer e Schwéierpunkt géifen drop setzen, datt déi strategesch Optiounen, déi d'Gemenge sollen huele fir d'PAGen, an dobäi och d'Duerfkären a wat déi solle beinhalte vu gemeinsamen Infrastrukturen, an der Wichtegkeet sollen ervirgehuewe ginn.

An da brauche mer natierlech aner Präisser, déi de Moment vill ze vill héich sinn. Déi bedéngt sinn dacks duerch d'Spekulatioun um Terrain - am Géigesaz zu deem, wat d'DP gemengt huet -, duerch d'Gewënner, déi d'Promoteuren an d'Täsch stiechen. Och bedéngt duerch eis Mobilitéit, déi mer hunn, wou, wann een emol alles zesummerechent vu Garagen, Parkplazen, 20 bis 40% kéinten agespuert ginn. Mä ech ginn dovun aus, datt dat Punkte sinn, op déi mer an der Orientéierungsdebatt iwwert de Logement Enn Abrëll kënnen zréckkommen.

An dann zur Mobilitéit. Mir sinn haut nach am Denke vun der „Reichsgaragenordnung" vum Hitler vun 1939, deen drop gehalen huet, datt bei all Haus eng Garage ass, fir den Auto hinzestellen, de VW Käfer. An haut nach sinn d'Garagen...

(Interruption)

...haut sinn d'Garagen effektiv nach ganz dacks déi gréisste Raim an déi bescht geheizte Raim, déi mer an den Haiser hunn. Mir sinn haut nach an där Logik gefaangen, déi deemools effektiv op d'Schinne gesat ginn ass.

A wann den Hollande op Lëtzebuerg kënnt, fir ze soen, hie géif d'Autobunn vun Thionville op d'Grenz ausbauen, dann ass dat e Reflet dovunner. A wa souguer de Minister Bausch, dee jo eng aner Politik do vertrëtt, seet, e géif elo wëllen eng drëtt Autobunnsspur maachen, dann ass dat och ee Reflet vun där falscher Mobilitéitslogik.

An ech mengen, iwwerhaapt d'Tatsaach insgesamt, datt mer den Individualverkéier nach ausbaue wëllen an deenen nächste Joren, trotz IVL an trotz MoDu an esou weider, datt deen nach soll zouhuelen, weist, datt mer net do sinn, wou mer musse bei engem alternativen ëffentlechen Transport hikommen. Souwuel den ëffentlechen Transport wéi den Individualtransport, och am grenziwwerschreidende Beräich. Am grenziwwerschreidende Beräich, wou mer eis wahrscheinlech eens sinn, datt eng Schwebebahn vun Thionville op Esch oder an d'Stad net déi richteg Léisung ass, mä wou dann awer aner Léisunge mussen dohinnerkommen! An déi sinn de Moment net do!

Dann d'Fro...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, wat d'Capacitéiten awer ugeet, wäert et net duergoen, fir deem gerecht ze ginn, mä och dorobber komme mer dann zréck.

D'Fro vum Privatbesëtz, déi d'Regierung opgeworf huet, déi eng wichteg Fro ass: Am Dokument, wat mer kritt hunn, gëtt sech op der Säit 32 bezunn op d'Grande Charte vun 1215, fir ze soen, datt eis Opfaassung vu Grondbesëtz nach dorobber fousst, aus enger Zäit vu Leibeigenschaft a Latifundien, déi sech alles wollten uneegnen. Trotzdeem si mer elo 800 Joer méi spéit. Mä haut gëllen effektiv - an duerfir fannen ech et och richteg, datt dat opgeworf ginn ass - wäitgehend déiselwecht Regelen! Keng Angscht, och mir wëllen de Privatbesëtz net ofschafen, wat awer net heescht, datt der Akkumulatioun an der Usammlung vu Räichtum an eenzelnen Hänn, datt deem muss nogekuckt ginn.

Kloer ass awer: Eise juristesche System entsprécht net de gesellschaftleche Bedürfnisser an dem allgemengen Interessi vun haut. Wa beispillsweis en Terrain, dee reklasséiert gëtt aus enger Zone habitable an eng Zone différée, wann dat ugesi gëtt als Atteinte op de Privatbesëtz an do da muss praktesch Schuedenersaz bezuelt ginn - praktesch gläichgestallt mat enger Enteegnung -, ech mengen, dann hu mer e Problem! An dee Problem hu mer, an deen ass net geléist. Mir brauchen do grondleeënd nei juristesch Instrumenter, fir dat an de Gréff ze kréien, well soss wäerte mer et net fäerdegbréngen, fir déi Terrainen, déi bestinn, déi bebaubar sinn, fir déi deblockéiert ze kréien, wa mer esou weiderfueren, wéi d'Jurisprudenzen dat de Moment soen.

An Däitschland gëtt et am Grondgesetz den Artikel 14, deen Der kennt, deen heescht: „Eigentum verpflichtet." Dat heescht net nëmmen, datt ee säin Eegentum eventuell muss zur Verfügung stelle fir den allgemengen Intérêt, dat heescht awer och, datt een deen Eegentum, deen een huet, muss esou notzen, datt et e sozialverflichtend Notzen ass. Am däitsche Grondgesetz kënnt dat vläicht éischter aus der chrëschtlecher Sozialléier. Mä bei eis feelt awer de Géigepart, fir d'Eegentum am allgemengen Intérêt mussen ze notzen. Et ass keng Verflichtung bei eis, fir dat ze maachen. An dat ass eng Diskussioun, déi mer solle féieren, well och een, deen Terrainen huet oder eng Wunneng huet, Verflichtungen huet, déi ee vläicht zum Deel kann iwwer Steieren steieren, mä wou mer awer och musse méi wäit goen.

Ee Wuert zur Landwirtschaft,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Turpel,...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...well meng Zäit zimlech op d'Enn kënnt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir sidd schonn driwwer.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mir brauchen e Plan sectoriel «Landwirtschaft», menger Meenung no, deen déi verschidden Aspekter vum Plan sectoriel «Landschaften» a vum Plan de développement rural zesummefaasst an eng Approche, eng positiv Approche gëtt zu der Landwirtschaft. Wat ass hiren Zweck? Wéi a wou ka se schaffen? Well mir brauchen eng Landwirtschaft, Geméisubau an esou weider. Och dat ass ganz wichteg fir Aarbechtsplazen. Do misst och Plaz si fir aner Forme vu Kooperatioun a Kooperativen.

Dee leschte Punkt, deen ech wollt maachen, kann ech dann net méi maachen. Dat ass deen iwwert d'Finanzen. Mir mussen awer drop zréckkommen, well wann ech richteg gesinn, stinn Iwwerleeungen, fir eng nei Gemengesteier ze schafen, déi d'Bierger erëm eng Kéier solle bezuelen.

Zum Schluss wëll ech da soen, datt et wahrscheinlech nach eng ganz Rei aner Froe ginn, déi ee misst diskutéieren, op déi ech elo net wollt agoen, wéi d'Participatioun vun de Bierger, de Widdersproch tëschent den Interesse vun de Multien an der Allgemengheet. Mä do wäerte mer bei TTIP, CETA an TiSA nach drop zréckkommen, bis hin zu enger ganzer Rei anere Froe vun Ongläichheeten an Émverdeelung, déi och an der Landesplanung eng Roll spillen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Madame Presidentin!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Turpel.

Ja?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Madame Presidentin,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Minister.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ...ech hu mat grousser Opmierksamkeet dem Här Turpel elo déi ganzen Zäit nogelauschtert. A wann ech och villes kann deelen, wat en elo gesot huet, muss ech awer soen: Bei där leschter Ausso sinn ech e bëssen iwwerrascht! Ech mengen net, datt iergendwou ugedeit ass, eng nei Gemengesteier anzeféieren, déi d'Bierger géif belaaschten. Dat ass, mengen ech, net op der Dagesuerdnung vun der Regierung.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, ech mengen, Här Minister, ech hunn och näischt esou... Dat ass déi éischte Kéier, wou den Här Turpel dat seet. Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech kommen einfach an enger Question parlementaire drop zréck, well ech elo keng Zäit hunn, fir driwwer ze diskutéieren, mä...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, et ass gutt, well...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...ech sinn en opmierksame Lieser vun de Beroder vun der Regierung.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dat ass fein, Här Turpel, well Dir waart schonn eng Zäit iwwer Äre Maximum, an ech hunn Iech gewäerde gelooss, well Der esou am Jumm waart. Sou, elo kënnt den Här Marc Lies, fir dass mer e bësselchen hei l'Ordre dans la boutique halen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, den 28. November huet d'Regierung décidéiert, déi véier sektoriell Pläng zréckzezéie wéinst juristeschen Onsécherheeten. D'Regierung ass awer och gewëllt, datt d'Plans sectoriels ënner enger ugepasstener Form awer nees op den Instanzewee solle bruecht ginn. Deem schléisst sech d'CSV-Fraktioun natierlech och un.

De Plan sectoriel «Logement» ass natierlech ee vun den Haaptpiliere vun dëse Pläng, wat d'Weiderentwécklung vun eisem Land ugeet. Déi sëllechen Avisen, déi d'lescht Joer erageholl gi sinn, solle bei der Opstellung vun dësen neie Pläng natierlech mat afléisse gelooss ginn. D'Autonomie communale muss natierlech viru bestoe bleiwen. An et muss deene lokale kommunale Gegebenheeten och Rechnung gedroe ginn.

Nodeems an deene leschten zwielef Méint vill geschitt ass, wat d'Plans sectoriels ugeet, a vun de Majoritéitsparteie vill kritiséiert ginn ass, wat d'Pläng vun der viregter Regierung ugeet, lafe mer elo net awer Gefor, well nees alles eng Kéier nei soll iwwerschafft ginn, datt de Retard ëmmer méi grouss gëtt? Lafe mer net och Gefor, datt d'Spekulatioun op deenen nei ausgewisenen Terraine voll entbrennt?

Ech mengen, dës Spekulatioun ass definitiv schonn entbrannt. An do wier och d'Fro, vu datt de Max Hahn virdrun awer och op verschidde Saachen do ze schwätze komm ass, ob d'DP net och deeselwechte Risiko gesäit, datt opgrond vun der Ausweisung vu verschiddenen Terrainen do awer d'Spekulatioun massiv op verschiddenen Terraine schonn entbrannt ass.

Wat huet d'Regierung mat de Projets d'envergure wëlles? Sinn dës elo nees a Fro gestallt? Déi Fro, déi stelle mir eis. Sinn d'Communes prioritaires a complémentaires kee Sujet méi an Zukunft? Wéi geet et mat de PAGe vun de Gemenge weider? D'Fro, déi sech awer stellt: Hält d'Regierung un de Plans sectoriels en tant que tels fest oder soll éischter nom Prinzip vum IVL virugeschafft ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, Froen iwwer Froen, déi sech stellen an iwwert déi sech d'Fraktioun vun der CSV och hir Gedanken a leschter Zäit gemaach huet.

Ech wéilt Iech gär eng Rei vu Reflexioune mat op de Wee ginn, wat de Logement ugeet.

Éischtens ass ze wëssen, datt mir hei zu Lëtzebuerg an enger ganz spezifescher Situatioun sinn, wat de Populatiounswuesstum ugeet. Eist Land ass, bedéngt duerch seng geografesch an duerch seng wirtschaftlech Lag, an deene leschte Jore praktesch explodéiert, wat de Populatiounswuesstum ugeet. Op den 1. Januar 2014 hu 549.000 Leit am Grand-Duché gelieft. Den 1. Januar 1960, virun eppes méi wéi 50 Joer, hunn 313.000 Bierger hei zu Lëtzebuerg gewunnt. Dat ass eng Croissance vu 75,5% innerhalb vun eppes méi wéi 50 Joer.

Eis dräi Nopeschlänner - just am Verglach - hu folgende Populatiounswuesstum op déi lescht 50 Joer virzeweisen: Frankräich läit bei enger Croissance vu ronn 40%, d'Belsch bei 21% an Däitschland bei 13%. D'Europäesch Unioun verzeechent eng Croissance moyenne vu 25%. Am Joer 2013 louch de Solde migratoire an der EU bei 1,3‰, wat engem Zouwuess vu 653.000 Bierger entsprach huet. Lëtzebuerg läit hei bei engem Plus vun 19‰. Duerno kënnt Malta mat 7,6‰ a Schweden mat 6,8‰.

Lëtzebuerg ass dräimol esou séier gewuess wéi d'Moyenne an der EU an deene leschte 50 Joer. Am Joer 2013 si mir 2,5-mol méi séier gewuess wéi Malta, wat déi zweethéchst Croissance an der EU am Joer 2013 opzeweisen hat. Virun zéng Joer, op den 1. Januar 2004, huet eist Land 455.000 Awunner gezielt. Op den 1. Januar 2009, matzen an der Finanz- a Wirtschaftskris, hu 493.000 Leit hei am Grand-Duché gelieft. Am Zéngjoresverglach entsprécht dat enger Croissance vu ronn 21%. Am Fënnefjoresverglach, während de Krisejoren, entsprécht dat enger Croissance vun 11,5%.

Zwetens, d'Gréisst vun de Ménagen huet awer och am Laf vun de Jore geännert. Woren et am Joer 2001 nach 2,5 Persoune pro Ménage, esou läit d'Wohnungsbedarfsprognos fir d'Joer 2021 bei 2,3 Persoune pro Ménage. Dat heescht also, datt mir an de kommende Joren nach méi Wunnenge brauchen, fir der Demande Rechnung ze droen.

Dréttens, eis Wunnenge sinn am Duerchschnëtt nach ze grouss. Hei wier et ubruecht, och am Bestand derfir ze suergen, datt méi Wunnunitéiten autoriséiert kéinte ginn. Duerfir sollte mir eis verstäerkt Gedanke maachen iwwert d'Densificatioun innerhalb vum bestehende Perimeter.

A ville Bautereglementer steet beispillsweis ëmmer nach, datt de Späicher net aménageable ass. Wien notzt awer hautdesdaags net och dës verluere Meter carré um Späicher? Virun 30 bis 40 Joer, wéi eng sëllechen nei Citéë geplangt gi sinn, gouf anescht gebaut wéi haut. De Präis vum Bauland war och een anere wéi haut. Oft gouf doduerch déi ganz Baudéift, déi eigentlech erlaabt war, net ausgenotzt, well d'Leit déi Fläch deemools net gebraucht hunn.

Haut, par contre, gëtt all Zentimeter ausgenotzt, well de Grond a Buedem eemol ze vill deier ginn ass. Eefamilljenhaiser oder Maisons bifamiliales goufen an de leschte Joren awer deelweis esou ëmgebaut, datt an dësen Haiser méi Wunnengen entstane sinn. Oft goufen dës Embauaarbechten awer ouni d'Wësse vun deene jeeweilege Gemenge gemaach. Oft gouf och op d'Sécherheet vun den zukünftegen Awunner net genuch Rücksicht geholl.

Dës Embauaarbechten hunn awer dozou gefouert, datt méi Wunnraum entstanen ass. Op där anerer Säit hunn awer déi néideg Autorisatioune gefeelt, wat dann nees e Problem bei enger Vente oder enger eventueller Succession duergestallt huet. D'Iwwerleeung vun de Propriétairë war awer déi richteg, just datt dës Embauaarbechten awer am Accord zu der jeeweileger Gesetzgebung an dem kommunale Bautereglement ze erfollegen hunn.

Wéi kann een also fir eng Verdichtung och am bestehende Perimeter suergen? Et kéint ee beispillsweis an Zonen, wou eng faible Densité am Bautereglement virgeschriwwen ass, wou nëmmen Eefamilljenhaiser respektiv Maisons bifamiliales virgesi sinn, eng Modifikatioun vum aktuelle PAG virgesinn.

Elo am Kader vun der Reform vum PAG sollen d'Gemenge kucken, dës Zonen nei op de Leescht ze huelen an och op dëse Plazen zum Beispill Maisons trifamiliales virgesinn. D'Baufënster bleift weider déiselwecht. Doduerch, datt awer dräi Unitéiten hei kënnen autoriséiert ginn, gëtt all Niveau, vum Rez-de-chaussée bis an d'Combles, ausgenotzt. Dëst ass deelweis am Bestand ëmsetzbar, oder awer, wann nach Baulücken an dësen Zone sinn, da kënnen déi direkt esou gebaut ginn, datt dräi Logementer drapassen.

Dëst muss natierlech och esou ëmsetzbar sinn, datt d'Stellplazuerdnung nach funktionéiert. Iwwer ee Parkraummanagement, haaptsächlech am urbane Raum, soll awer och nogeduecht ginn, soudatt de Ratio vu Stellplaze räsonabel ugepasst gëtt. Do, wou regelméisseg ëffentlechen Transport zirkuléiert, soll de Ratio natierlech no ënnen ugepasst ginn. Mat der Applikatioun vun dräi Unitéiten, amplaz vun enger oder zwou Unitéiten, op enger Parzell an der faible Densité ass natierlech virprogramméiert, datt bestehend Haiser ewechgerappt ginn, fir aneren Haiser Plaz ze maachen, déi beim Neibau dee ganze Volume ausnotzen.

Et dréit awer zu enger Innenverdichtung bäi, wou d'Infrastrukturen, Waasser, Kanal, Stroum scho leien. Aus dësem Grond kann ech och net ganz novollzéien, datt a verschiddene Gemengen eng Innenverdichtung soll gebremst ginn. Den Terrain gëtt doduerch dévaloriséiert, woumat de Propriétaire sécherlech net d'accord ka sinn. Dës Haiser kënnen ni op een anstännegen Niveau bruecht ginn, wat d'Nohaltegkeet ugeet.

Deen eenzege Grond fir esou eng Décisioun ass deen, datt dës Haiser oder Stroossenzeilen eng gewësse Geschicht hunn an doduerch och sollten ënner Denkmalschutz gestallt ginn. All anert Argument wier kontraproduktiv, wat d'Weiderentwécklung vun eise Stied a Gemengen ugeet.

Ënner Innenverdichtung verstinn ech awer och, datt d'Baulücken an eise Quartieren no an no musse verbaut ginn. Den Här Bausch sot an engem Interview am „Land" de 27. Februar, datt hie sech virstelle kéint, verschidden Instrumenter, wéi zum Beispill d'Virkafsrecht an d'Enteegnung, och innerhalb vum Perimeter wëllen ze applizéieren. Wéi genau huet den Här Bausch sech dat awer virgestallt: Soll dat allgemeng op d'Baulücken applizéiert ginn oder nëmme punktuell?

D'CSV wéilt hei éischter op een anere Wee goen. Fir méi séier Parzellen am Beräich vun de Quartiers existants ze valoriséieren, proposéiere mir, datt de Législateur op de Wee vun enger Steiererliichterung soll goen, fir dem Propriétaire méi ee staarken Incentive ze ginn, seng Terrainen op de Marché ze bréngen. Mir kéinten eis beispillsweis virstellen, datt während enger Rei vu Jore keng Plus-value bei der Vente vun dëse Parzellen erhuewe gëtt, mat der Klausel, datt dës Propriétéit innerhalb vun enger Dauer vun zwee bis dräi Joer awer muss viabiliséiert ginn.

Dëst kéint dozou féieren, datt de private Propriétaire - deen ëmmerhin een Undeel vu 76% vun all de Propriétairen duerstellt a säin Terrain oder säin Immeuble net op de Marché wëllt bréngen, well hien heirop ze vill héich besteiert gëtt - dëst an Zukunft vläicht awer géif maachen. An de leschte Jore si vill Investisseuren hei op Granit gestouss bei der Fro, fir dës Terraine kënnen ze kafen.

De Propriétaire selwer kéint natierlech seng Terrainen och als Investitioun oder als Récklag fir d'Zukunft verbauen. Op dëse Parzelle kéint da Mietwunnengsbau bedriwwe ginn an et géif definitiv zu enger Innenverdichtung kommen. Och hei kéint een zousätzlech Ureizer iwwer eng Verlängerung vun den Ofschreifméiglechkeeten iwwert d'Dauer vu sechs Joer eraus schafen.

Mat der Annonce vun der Regierung, den TVA-Saz vun 3 op 17% an d'Luucht ze setzen, ass der Alternativ vum Mietwunnengsbau natierlech zanter dësem Joer ee fermen Dämpfer versat ginn an et ass sécherlech och kontraproduktiv, fir méi Wunnraum op de Marché ze bréngen.

Ënner Innenverdichtung ass awer och ze verstoen, datt déi 2.701 Hektar, déi sech nach am Perimeter befannen, oder déi 758 Hektar, déi séier ze mobiliséiere wieren, schnellstméiglech och mobiliséiert ginn. Hei läit deen ze maachenden Effort haaptsächlech bei de Gemengen, fir ze kucken, datt an dësen Zonen ee PAP erstallt gëtt. Hei sollten d'Gemenge kucken, fir dëst an Eegeregie ze maachen, fir datt ee komplett Konzept, wat d'Nohaltegkeet an awer och déi sozial Mixitéit ugeet, en place gesat gëtt.

Datt dës Efforten net einfach sinn, kann ech lech aus eegener Erfahrung soen. Et dréit awer dozou bäi, datt bei esou engem Projet all Facette beliicht gëtt, an et dréit dozou bäi, datt ee Propriétaire wéi deen anere behandelt gëtt.

De Problem bei esou engem Remembrement urbain ass awer dee vun der Zäit. Et dauert eng Éiwegkeet an et brauch ee vill Ausdauer, fir all Befindlechkeeten an Empfindlechkeete vun all Akteur och Rechnung ze droen! Wann d'Resultat herno passt, dann ass déi ganz Méi jo definitiv awer net fir näischt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Innenverdichtung ass ee Volet vun eiser Weiderentwécklung, sécherlech deen nohaltegsten a bëllegste Wee. Wat de Volet vun der Präisstabiliséierung ugeet, musse sécherlech awer nach aner Weeër gesicht ginn.

Déi viregt Regierung huet am Kader vun dem PSL gekuckt, fir a Richtung vu sougenannte Projets d'envergure ze goen. Projeten, déi op der grénger Wiss sollten entstoen, Terrainen, déi zu zwee Fënneftel schonn am Perimeter sinn, an dräi Fënneftel, déi ausserhalb leien. Dëst sollt dozou féieren, datt an dësen Zonen eng grouss Unzuel vu Wunnenge sollten entstoen, déi natierlech fir eng Präisstabiliséierung hätte solle suergen.

Déi viregt Regierung huet awer och gesot, datt vun deene ronn 500 Hektar, an enger éischter Phas, awer nëmme sollte véier bis fënnef Pilotprojeten ëmgesat ginn, wou och éischt Kontakter mat deene jeeweilege Gemenge scho geknäppt waren.

Fir nach méi séier virunzekommen, huet den deemolege Wunnengsbauminister gesot, datt dës Projeten iwwert de POS sollte bebaut ginn. Déi nei Regierung wollt déi 500 Hektar schnellstméiglech op de Marché bréngen, wat dunn zu groussen Onstëmmegkeeten an der Populatioun, awer och haaptsächlech an de Gemenge gefouert huet.

Vu datt eis d'Zäit elo fortleeft, ech hu geduecht, ech hätt e bësse méi Zäit gehat, mir sinn awer elo scho bei 79 Minutten a mir hunn der elo nach...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Zwielef.

M. Marc Lies *(CSV).*- Nach zwielef.

Une voix.- 20.

M. Marc Lies *(CSV).*- 20?

Une voix.- Mir hunn der 99.

M. Marc Lies *(CSV).*- Mir hunn der 99. Dann ass et gutt. Da kënne mer nach duerfueren.

War de Wortlaut vun der Madame Nagel dach iwwert dat ganzt lescht Joer: „D'Projets d'envergure sinn den A an den O vu menger Logementspolitik. De Bagger wäert elo deemnächst rullen." Dat waren d'Aussoen am leschte Joer.

Am Kader vun der Landesplanung brauche mir och dëser Projeten, wou de Stat d'Ficellen an de Grapp hëlt a kuckt, datt dës Terraine schnellstméiglech kënne viabiliséiert ginn.

Bei dëse Projete muss natierlech och derfir gesuergt ginn, datt deen néidege soziale Mix ugewannt gëtt. De Schlëssel vun deem, wat fir Mietwunnengsbau a fir subventionéierte Wunnengsbau geholl gëtt, muss natierlech no uewen ugepasst ginn, par rapport zu deem, wat momentan iwwert d'Gesetz vum Pacte Logement virgesinn ass.

Hei muss dem private Propriétaire wéi och dem private Promoteur seng Responsabilitéit spillen. Et soll zu enger Win-win-Situatioun fir all Akteur kommen. Dem private Promoteur oder Propriétaire seng Terraine gi viabiliséiert, doduerch muss hien awer och een Deel vu sengem Terrain ofginn, fir eben där Mixité sociale gerecht ze ginn. Iwwer ee Remembrement urbain kéint dëst fir jiddweree gerecht ëmgesat ginn.

Et huet d'CSV-Fraktioun virun e puer Wochen dach scho ferm erstaunt, wéi genau esou een Arrangement tëschent Promoteur privé a Promoteur public virum Parquet gelant ass. Eng Konventioun, déi soss näischt als Sënn an Zweck hat, fir eben ee gewësse Schlëssel ze kréien, wou ee soziale Mix ka bedriwwe ginn.

Pikanterweis hat d'Madame Minister dëst Areal zu Leideleng och nach am Kader vum Plan sectoriel «Logement» als Projet d'envergure ageschriwwe respektiv net aus dësem Plang erausgeholl. Madame Minister, Dir musst eis wierklech soen, wat Dir wëllt. Wëllt Dir subventionéierte Wunnengsbau a Mietwunnengsbau bedreiwen, jo oder neen?

Wann dës Zort Konventiounen, fir Terraine fir d'ëffentlech Hand ze kafen, an Zukunft a Fro gestallt gëtt, da kann all Promoteur public an da kënnen awer och alleguerten d'Gemengen hir siwe Saache paken a brauche guer net méi weiderzeschaffen, fir a Richtung Mietwunnengsbau oder subventionéierte Wunnengsbau ze goen!

Ech fuerderen Iech op, Madame Minister, heizou Stellung ze huelen, och op déi Question parlementaire, déi ech virun e puer Woche gestallt hunn, an eis heizou ze soen, wéi ee Promoteur public a wéi d'Gemenge sech an Zukunft solle verhalen, fir dëser Demande - Ärer Demande, Madame Minister! - vun 10.000 Wunnenge gerecht kënnen ze ginn.

Virun e puer Deeg gouf eis deen zweete Monitoring iwwert de Pacte Logement presentéiert. Wéi schonn an der Kommissiounssëtzung vun der CSV gefrot, géife mir Iech bieden, d'Methodologie vun dësem Monitoring ze iwwerschaffen, fir datt dëse Monitoring enger reeller Bestandsopnahm Rechnung dréit, enger Bestandsopnahm, déi zu 100% der Realitéit entsprécht.

Och soll heibäi deen néngte Wunnengsbauprogramm vun der Regierung esou agedeelt ginn, datt ausgewise gëtt, wéi vill Wunnenge schonn am Kader vun dësem Programm gebaut gi sinn, wéi vill Wunnengen an der Emsetzung sinn a wéi vill vun dëse Wunnengen eréischt duerch ee konkrete Projet an de kommende Joren an d'Prozedur ginn.

Aus Transparenzgrënn sollt hei och eng approximativ Zäitschinn ausgewise sinn. Dësen Outil kann eis an Zukunft dobäi hëllefen, eng besser Visibilitéit iwwert den Istzoustand ze kréien an doduerch d'Landesplanung, wat de Wunnengsbau ugeet, och besser kënnen ze steieren.

Wéi ech virop scho gesot hunn, ass eist Land an enger ganz spezifescher Situatioun, wat d'Croissance vun der Populatioun ugeet. Mir brauchen eng Rei pragmatesch Solutiounen um Terrain. Eis Gemenge sinn d'Haaptakteuren an der Emsetzung. Aus dësem Grond muss de Stat hinnen och déi néideg Outilen an d'Hand ginn.

Eng Iwwerleeung wier hei d'Ariichte vun enger Wunnengsbau-Fërdergesellschaft, fir de soziale Mietwunnengsbau virunzedreiwen. Eng aner Iwwerleeung ass déi, eis Gemenge logistesch iwwert de Ministère du Logement méi ze ënnerstëtzen. Eng Opstockung vum Personal an der Cellule vum Diane Dupont an dem Dirk Petry wier definitiv net vu Muttwëll. Steierlech Ureizer gehéiere sécherlech awer och an esou ee Konzept.

Schlussendlech mussen d'Genehmegungsprozedure vereinfacht ginn. An awer, an dat ass dat Wichtegst, all Akteur muss och bei där Emsetzung matzéien! D'Gier vun de Leit an hir perséinlech Problemer, wéinst deem engen oder deem aneren, sollen dem Allgemengwuel ënnerstallt ginn. Nëmmen eis Gesellschaft kann dëser prekärer Situatioun Här a Meeschter ginn.

Datt dëst awer wahrscheinlech bei engem Wunschdenke wäert bleiwen, an datt och, wéi virdru schonn ugekënnegt ginn ass, d'PAPen erwaardungsgeméiss eventuell scho kéinten no engem Joer ofgeschloss sinn, ech mengen, dat bleift viru Wunschdenken!

Wann d'Leit alleguerten um Terrain, och d'Propriétairen, där enger an där anerer, wann déi bei dëser Saach net matspillen, mengen ech, wäerte mer och an deenen nächste Joren nach Problemer hunn, wat d'Weiderentwécklung ugeet, wat d'Weiderentwécklung an de Wunnengsbau ugeet. Duerfir, mengen ech, nëmmen alleguerten zesumme kënne mer dat realiséieren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Ären Nolauschteren. Voilà, Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Lies. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, nieft dem Logement, dee mäi Fraktiounskolleeg Yves Cruchten am Numm vun der LSAP exzellent beliicht huet, ass d'Mobilitéit dee Beräich, deen de Bierger am direktste concernéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Béid Beräicher sinn dann och enk matenee verbonnen, woubäi a Saache Mobilitéit d'Dissensen tëschent deenen eenzelnen, net nëmme politesche Parteien awer hei net gradesou grouss dierfte sinn.

Dissens gëtt et nämlech scho guer kee bei der Beschreiwung vum Istzoustand. Jiddwereen, deen hei am Land méi oder manner regelméisseg mam Auto ënnerwee ass, weess, dass eise Stroosseréseau, haaptsächlech zu de Spëtzestonnen, seng maximal Capacitéite scho laang erreecht huet.

Am ëffentlechen Transport gesinn all déi Leit, déi Dag fir Dag mam Zuch a Bus ënnerwee sinn, dass et nach vill Verbesserungsméiglechkeete ginn. Vun der Vernetzung vun deene verschiddene Méiglechkeeten, fir sech fortzebewegen, scho guer net ze schwätzen!

Dës subjektiv Erfahrunge ginn dann och duerch déi offiziell Etüden an Zuele bestätegt. Am stäerkste betraff vun de Problemer a Saache Mobilitéit sinn hei zu Lëtzebuerg, net anescht wéi am Ausland, déi am stäerksten urbaniséiert Zonen. Déi Zonen also, wou net nëmme vill Leit wunnen, mä virun allem och schaffen. Vill Leit zitt et nämlech opgrond vun de Präisser um Immobiliemarché, wéi mer elo héieren hunn - an hei gesi mer dann d'Verbindung tëschent Logement a Mobilitéit ganz däitlech -, ëmmer méi a Géigenden, déi méi oder manner wäit ewech vun hirer Aarbechtsplaz leien.

Dëst weist sech ënner anerem doduerch, dass déi ronn 1,7 Milliounе motoriséiert Trajeten - 1,7 Milliounе motoriséiert Trajeten! -, déi hei zu Lëtzebuerg pro Dag gezielt ginn, am Duerchschnëtt ëmmer méi laang ginn. D'Aarbechtsplaze vun dëse Leit leien, wéi gesot, haaptsächlech an urbanen Zonen. An zesumme mat de Grenzgänger suerge se fir déi beschriwwe Problemer am Trafic. Zemools well sougutt d'Awunnerzuel vu Lëtzebuerg wéi d'Zuel vun de Frontalieren, Wirtschaftswuesstum oblige, konstant klammen.

Derbäi kënnt, dass opgrond vun der Politik aus der Vergaangenheet, déi doranner bestanen huet, zentral vill Parkraum ze schafen, vill Leit quasi dozou ugezu ginn, fir sech mam Privatauto ze déplacéieren. Am meeschte betraff vun der Mobilitéitsproblematik ass, ouni Iwwerraschung, d'Stad Lëtzebuerg.

E gutt Beispill vun der Evolutioun vun der Situatioun ass hei d'Gaasperecher Kräiz. 1985 goufen hei 11.000 Gefierer pro Dag gezielt. 25 Joer méi spéit sinn et der zu Spëtzenzäiten, esou wéi am Summer, scho bis zu 90.000! Eng Steigerung vun 800%. 800%! An all Owend ass zu 57,6% de Verkéier esou ralentéiert wéi an enger Zon 30 an zu 3,3% saturéiert, dat heescht Stau an oft vun engem bis zu engen etleche Kilometeren.

An och op aneren Autobunnsdeeler ronderëm d'Stad ass et net vill anescht, mam Resultat, dass an de Spëtzestonnen den Trafic zéiflësseg ass oder zum Deel d'Stroosse komplett iwwerlaascht sinn.

Awer och an Deeler vum ëffentlechen Transport gëtt et Problemer, kloer. Virun allem an de Spëtzestonne si verschidde Linnen, als Beispill kann een hei d'Zuchstrecke vu Metz-Thionville-Beetebuerg an d'Stad Lëtzebuerg an dann awer och déi Linn vu Péiteng-Esch-Beetebuerg-Lëtzebuerg nennen. An am Busréseau ass d'Gare Lëtzebuerg Richtung Stad iwwerlaascht. A gutt ass, dass hei eng Léisung a Siicht ass: den Tram. A wéi elo schonn am Summer, solle jo och d'RGTR-Bussen aus dësem Ballungsraum op d'Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg zréckgedréckt ginn.

Dës Beispiller weisen, dass et héich Zäit gëtt, ze handelen! An hei d'Stéchwuert Plans sectoriels, en allgemengt Konzept, eng zesummenhängend Strategie auszeschaffen, fir d'Problemer an der Mobilitéit, déi net manner ginn, virzeleeën.

D'Mobilitéit dierf awer kee Selbstzweck sinn. Dofir hu mir als LSAP och an eisem Wahlprogramm vun 2013 ënnerstrach, dass et dorëms geet, fir d'Fortbewegung esou ze gestalten, dass se méiglechst ouni Problemer ëmweltverträglech a sécher zu de gesellschaftleche Grondbedürfnisser bäidréit.

Ech zitéieren: „Die Herausforderung für die Politik besteht darin, öffentliche Gelder gezielt einzusetzen, damit sie den Ansprüchen einer Mobilität genügt, die einen wesentlichen Beitrag zum Klimaschutz liefert und auf folgenden Grundlagen beruht: einem gerechten, möglichst flächendeckenden Zugang; sozialverträglichen Tarifen; landesplanerischen Vorgaben; ökologischen Kriterien und einer optimalen Verkehrssicherheit", an da weider „landesplanerischen Vorgaben".

An dësem Sënn si mir als LSAP der Meenung, dass ee sech bei enger allgemenger Mobilitéitsstrategie soll un der MoDu-Strategie vun der viregter Regierung, déi um „mobil 2020"-Konzept vum deemolegen Transportminister Lucien Lux berout, weider orientéieren.

D'Zil muss eng integrativ Approche vun deene verschiddene Moossname sinn, déi et erlaabt, eng Äntwert op d'Erausfuerderunge vun der Mobilitéit vun haut an an der Zukunft ze ginn, d'Benotze vum ëffentlechen Transport respektiv vun der Mobilité douce ze favoriséieren. Och mussen déi infrastrukturell Prioritéite genau definéiert ginn, soudass d'Offer vun enger nohalteger Mobilitéit am selwechte Rhythmus an a Symbios mat der wirtschaftlecher an der urbaner Entwécklung evoluéiert.

Andeems dës Strategie sech um MoDu orientéiert, dréit se gläichzäiteg och dem integrative Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept, dem IVL, wéi mer haut schonn e puermol héieren hunn, Rechnung. Den IVL ass vu sengen zuelentechnesche Previsiounen hier net méi aktuell. Säi Modell fir d'raimlech Entwécklung vum Land ass konzeptuell awer nach ëmmer pertinent.

Et gëllt dofir, am Sënn vun enger effikasser an nohalteger Organisatioun, och vum Transport, um IVL-Grondmodell festzehalen. Dat gouf och bei den Ausaarbechtunge vun deem éischte Plan sectoriel, dorënner eben de Plan sectoriel «Transports», esou gehandhabt.

An och, wann aus diverse juristesche Grënn dës Pläng de Moment vum Dësch sinn, esou war déi an deem Konzept geleeschte Viraarbecht awer ganz sécher net ëmsoss. Esougutt d'Constate vun der Situatioun genau wéi och d'Objektiver fir déi zukünfteg Mobilitéitsstrategie - ob dës elo Plans sectoriels heeschen oder net, spillt hei keng Roll -, déi Konzepter bleiwen awer nach ëmmer gülteg.

A genau eréi dësen éischte Plan sectoriel «Transports» soll a muss säin Nofolger an den Detail vun deene verschiddene Projeten an deene verschiddene Mesurë vun der MoDu-Strategie agoen.

Weider soll deen neie Plang och dee reglementaresche Kader fir déi verschidde Projeten a Mesurë setzen. Heizou gehéiere virun allem d'Reservéiere vu Couloire fir Infrastrukturprojeten, d'Aféiere vun engem System fir déi konsequent Gestioun vu Parkplaze genau wéi d'Promotioun vun der Mobilité douce.

Den entspriechende Budget dozou ass jo scho jeeweils virgesinn an dréit deene ganz héijen Investitiounen och Rechnung. Dat si mer eis a Krisenzäiten och schëlleg, fir d'Ekonomie erëm ze relancéieren an am Endeffekt domat och de Chômage besser bekämpfen ze kënnen.

Dat muss awer no ganz kloere Prioritéiten oflafen. Ech wëll hei dräi Fallbeispiller konkret erausgräifen.

An deenen nächste Joren - hat den Här Nohaltegkeetsminister eis gesot - si ronn fënnef Milliarden am Stroossebau virgesinn.

Fallbeispill: Diddelenger Autobunn, Zéissenger Kräiz a Gaasperecher Kräiz bis op d'Helfenterbréck soll dräispureg ausgebaut ginn, duerno gesi mer dann op där Autobunn do weider.

Am Eisebunnsbau sinn néng Milliarden an deenen nächste Jore virgesinn. Fallbeispill hei: Déi nei Streck tëschent Beetebuerg an Diddeleng, déi onbedéngt néideg ass wéinst der virdru schonn ugesprochener Iwwersaturatioun vun der Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg, dat souwuel aus Richtung Frankräich, vun Esch, awer och a kloer vun Diddeleng, fir et ze erlaben, dass een och vun Diddeleng kann direkt mam Zuch an d'Stad fueren ouni ëmzeklammen, an dat net nëmmen eemol am Dag. Genau datselwecht gëllt och vun der Antenn vu Rëmeleng aus.

Als drëtte Schwéierpunkt de Bau vun der Tram vun der Gare Lëtzebuerg bis op de Kierchbierg mat de spéideren Extensiounen zum Flughafen an op den Houwald.

Als LSAP bleiwe mir weider der Meenung, dass och de Findel Richtung Kierchbierg mat misst ugeschloss ginn, an zwar mam Zuch. Mä do sinn de Moment jo d'Prioritéiten, och virun allem déi finanziell Prioritéiten, anescht gesat. Mä dann ass dat awer fir spéider.

Déi dräi virgenannte Prioritéiten, déi et elo heescht konsequent ëmzesetzen, wat eisen Nohaltegkeetsminister François Bausch jo amgaangen ass ze maachen, fannen eis voll Ennerstëtzung a mir droen déi och mat.

Här President, ech kommen domadder elo zum Plan sectoriel «Paysages», zum Naturschutz. D'Landesplanung huet als Aufgab, bestëmmten Zone vum Land ënnerschiddlech Fonctiounen zouzeweisen am Interessi vun engem Équiliber tëschent verschiddene mënschlechen Aktivitéiten an enger nohalteger Entwécklung.

Et geet also ëm eng effizient a rationell Notzung vum Terrain, enger Ressource, déi zu Lëtzebuerg besonnesch limitéiert ass. Et verschwannen de Moment - de Minister huet et virdru gesot - zwee Hektar pro Dag, 730 Hektar pro Joer vun der Natur. Esou kënne mer net virufuere mam Raubbau un der Natur!

Den Aménagement du Territoire ass deemno näischt anescht wéi d'Gestioun vun enger Ressource, déi eng fest Gréisst huet an net erweidert ka ginn.

Wéi dës Ressource genotzt gëtt, huet awer net nëmmen en Impakt op de Verbrauch vum Terrain, mä och op all aner natierlech Ressourcen, wéi zum Beispill Waasser an Energie, well do, wou Mënsche liewen a schaffen, gi Ressourcë verbraucht, Offall produzéiert, de Buedem, d'Loft an d'Waasser verschmotzt.

Wat de Mënsch méi Fläche fir Wunnraum, Transport an Industrie beusprocht, wat de Liewensraum fir Planzen an Déiere méi kleng gëtt. Mir brauchen also niewent Pläng fir Logement, Transport a Zones d'activités économiques och e Plang, dee festhält, wou déi genannten Aktivitéiten eben net oder nëmmen ageschränkt kënne stattfannen.

Dat ass keng Fro vun Ideologie, mä et geet ëm de rationalen Émgang mat natierleche Ressourcen, déi nëmme begrenzt zur Verfügung stinn.

Natierlech Ressourcen, also d'Natur, ass wéi e Budget, deen ee permanent amgaangen ass ze iwwerzéien. Dat geet eng Zäit an da kippt d'Situatioun, esou och an der Natur- an Ëmweltpolitik.

Wa mir haut Ëmweltschued verursaachen, musse mir herno bezuelen, fir dee Schued erëm wettzemaachen. Dat gëllt zum Beispill fir d'Waasseropbereedung oder d'Sanéierung vun industrielle Flächen.

Et ginn awer och Schied, déi net méi reversibel sinn. Iwwert de Schutz vu Ressourcen eraus, déi méi nohalteg musse genotzt ginn, hu mir och Verflichtungen am Beräich vum Naturschutz. A mir wëllen en Effort maachen am Beräich vum Landschaftsschutz, well mir eis bewosst sinn, dass d'Biodiversitéit e wichtegt Element fir eis Liewensqualitéit ass.

D'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser, vun eise Liewensmëttel a vun der Loft hunn e staarken Impakt op eis Gesondheet. Schéi Landschaften, Bëscher, Gäert a Wisen, déi eis ëmginn a wou mir eis Fräizäit kënne verbréngen, hunn och Auswierkungen op eis Liewensqualitéit, och wann déi manner gutt moossbar ass.

Wa mir eis virun Aen halen, dass eis Liewensqualitéit net eleng vun eisem materielle Wuelstand bestëmmt gëtt, a wa mir niewent dem PIB de PIB du bien-être mat a Betruecht zéien, da kënnt dem Ëmweltschutz an dem Landschaftsschutz eng Roll zou, déi genausou wichteg ass, wéi de wirtschaftleche Wuesstum.

Mir mussen also en Équiliber fannen tëschent de materiellen an den immaterielle Bedürfnisser vun enger ëmmer méi grousser Zuel vu Mënschen, déi wëllen hei liewen.

An dësem Beräich kann d'EU-Politik eng echt Plus-value duerstellen.

Éischtens, well vill Typpe vu Verschmotzung net lokal gebonne sinn an net un den nationale Grenzen ophalen. Gemeinsam Methoden, fir Risiken anzeschätzen, Qualitéitsstandarden ze setzen an ze kontrolléieren, sinn do vu groussem Wäert.

Et setzt déi eenzel Memberstaten - dorënner och Lëtzebuerg - awer och ënner Drock, fir dat, wat se um politeschen Niveau décidéieren, och an der Praxis ëmzesetzen.

Mir kenne genuch Beispiller, wou dat, wat mir eis virhuelen, um Terrain laang brauch, fir ëmgesat ze ginn.

Als Beispill wëll ech nëmmen de Waasser- a Gewässerschutz nennen. Obwuel et um politeschen Niveau en absolutte Konsens gëtt, dass dat e ganz wichtege Sujet ass, dee misst Prioritéit hunn, hu mer déi entspriechend Direktiv awer mat grousser Verspéidung ëmgesat a mir sinn trotz laanger Virwarnzäit um Enn verueerteelt ginn, well mer net schnell genuch iwwerall am Land eis Kläranlagen un d'Mindestufuerderungen ugepasst hunn, déi d'EU-Normen ebe ganz einfach virschreiwen.

Mir hu ganz vill contraignant Gesetzer a Reglementer am Beräich vum Ëmweltschutz, egal ob dat d'Loftverschmotzung ass, de Kaméidi oder d'Gestioun vum Offall betrefft. Nieft strenge Limitten hu mir och an alle Beräicher Fërdermoossnamen, fir Privatleit a Betriber ze encouragéieren, fir nach iwwert déi Normen eraus ze goen.

Wann de Plan sectoriel «Paysages» iwwerschafft gëtt, muss gekuckt ginn, ob net eenzel Elementer besser iwwer eng Adaptatioun vu bestehende Gesetzer kéinten ëmgesat ginn. Mir brauchen eng besser Kohärenz tëschent deene verschiddene Virschréften, Pläng a Schutzzonen.

Bei enger Revisioun vum Plan directeur sectoriel «Paysages» ass och elo d'Geleeënheet, fir dëst ze maachen. Gläichzäiteg muss een am Kader vun der Simplification administrative zu enger Harmoniséierung vun dëse Prozedure kommen.

Trotz deene Modifikatiounen, déi schonn an deem Beräich gemaach goufen, gëtt et ëmmer nach vereenzelt e Mangel u Prezisioun, deen zu Mëssverständnisser, Interpretatiounsdivergenzen a finalement zu zäitleche Verzögerunge féiert, déi wierklech onnéideg sinn.

Um gesetzleche Plang waarde mer an der Chamber och nach op eng iwwerschaffte Versioun vum Naturschutzgesetz. D'Ëmweltministesch an den zoustännege Statssekretär hu jo versprach, dass mer dat geschwë virgeluecht kréien. An dat ass och gutt esou.

Als Konklusioun stelle mer fest, dass mer ëmfaassend gesetzlech Regelen hunn, déi et eis erlaben, Ëmweltschued esou niddreg wéi méiglech ze halen a sensibel Zonen effikass ze schützen. Mir sinn och um gudde Wee, fir all déi Regele méi transparent, prezis a besser applikabel ze maachen a se och méi konform zur Aarhus-Konventioun, also méi participativ fir de Bierger ze maachen.

Wou mer eiser Meenung no awer nach en Effort misste maachen, dat wier bei der Kontroll, wann et dorëm geet, ze suergen, dass déi Regelen och agehale ginn. Wéi néideg dat ass, hu mer bei der Twinerg gesinn. Ech denken awer och u rezent Kriticken um Elektrostolwierk op Belval, wou et schéngt, wéi wa regelméisseg Emissiounswäerter net géifen agehale ginn.

Et ass richteg, dass mer Industrie hei am Land brauchen an et och onauswäichlech ass, dass domat Nuisancen an e gewëssent Mooss u Pollutioun verbonne sinn, mä mir mussen insistéieren, dass dës Emissiounen esou niddreg wéi méiglech gehale ginn an esou gutt, wéi et technesch och méiglech ass.

Domat, Här President, wär ech um Enn vu mengem Deel iwwert den «Transport» an den «Paysage» aus de Plans sectoriels an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Fraktiounskolleeg Max Hahn ass u sech op déi grondsätzlech Positioun vun der Demokratescher Partei zu där ganz interessanter Debatt hei agaangen. Ech wëll mech a menger kuerzer Interventioun hei éischter op de Volet Landwirtschaft limitéieren. Wa mer iwwer e Lëtzebuerg vu muer schwätzen, da komme mer net derlaanscht, dann däerfe mer net derlaanscht kommen, fir selbstverständlech och de Rôle vun der Landwirtschaft an deem Lëtzebuerg vu muer hei e bësse méi genee ze analyséieren.

D'Landwirtschaft, déi jo de Mëtten nach éischter marginal hei behandelt ginn ass, mengen ech, huet et awer verdéngt, datt se an där ganzer Debatt eng gewësse Roll awer anhélt. Well ënnert deem massive Landverbrauch - an déi Zuele si jo de Mëtten hei schonn e puermol opgelëscht ginn -, do ass et jo besonnesch d'Landwirtschaft, déi dorënner leit. An et ass awer en ekonomesche Secteur, deen awer net ze ënnerschätzen ass!

Ech wëll drop hiweisen - dat si leider déi rezentst Chifferen, déi ech fonnt hu beim Statec -, mä 2012 hate mer nach 2.137 Betriber hei zu Lëtzebuerg mat 3.783 Beschäftegten. An haut ginn et 444 Betriber mat iwwer honnert Hektar Land. An da wëll ech och nach eng Kéier ganz kuerz drop zréckkommen, wat d'Chambre d'Agriculture an hirem flotten Avis zum Budget 2015 geschriwwen hat. Do hu se ënner anerem ënnerstrach, datt all Joers tëschent 100 an 150 Milliounen am Agrarsecteur investéiert ginn. Duerfir kann een also do scho ganz kloer hei behaapten, datt dee ganze Secteur vun der Landwirtschaft ekonomesch gekuckt mat Sécherheet net ze ënnerschätzen ass.

Et ass och gewosst, datt natierlech dee Volet vun eiser Ekonomie e relativ schwéiere Stand huet. Wa mer d'Statistik kucke vun der Europäescher Unioun, do ass d'Realakommes vun der Landwirtschaft europawäit d'lescht Joer ëm 1,7% zréckgaangen. Hei zu Lëtzebuerg war dat - ënner Guillemeten - „nëmmen" 1%. An duerfir ass et also wichteg, datt mer dësem Zweig awer eng ganz grouss Opmierksamkeet ginn, wat d'Entwécklung vun eisem Land ubelaangt.

Ech mengen, et däerf een net nëmmen de reng wirtschaftlechen Aspekt hei considéréieren, wa mer vun deem Aspekt hei schwätzen, mä et muss een awer och souguer e sozialen, och souguer historesch Facteuren hei mat afléisse loossen.

Et däerf een net vergiessen, d'Landwirtschaft huet eist Land immens geprägt zënter senger Onofhängegkeet, vun 1839 bis wäit an d'50er Joren eran. A wann een haut zum Beispill den Norde vum Land hélt, da kann een deen net getrennt vun der Landwirtschaft gesinn, d'Landwirtschaft, déi och nach an deenen aneren Deeler vum Land relativ präsent ass. An da muss een natierlech och op den Oste vun eisem Land hiweisen, wou virun allem de Wäibau jo awer net nëmmen d'Regioun, mä och d'Leit u sech do forméiert huet. Dat sinn also Aspekter, déi een op kee Fall hei däerf ënnerschätzen.

Et ass virdrun hei schonn e puermol ënnerstrach ginn - et ass eng Zuel, mengen ech, déi eis alleguerten erschreckt, wa mer d'Entwécklung vu Lëtzebuerg kucken -, datt zënter 1990 bis 2013 de Landverbrauch jo zwee Hektar den Dag war. An et si jo och Previsiounen opgestallt ginn, wat dat géif u sech fir d'Zukunft bedeiten. Dann ass et evident, da kënnt ee ganz séier zur Konklusioun, datt mer hei mussen den Hiewel usetzen, datt mer hei mussen eng aner Orientatioun an d'Wee leeden.

Dat bréngt natierlech awer och mat sech, datt och wäertvollt Agrarland verluer geet. An och dat wäert natierlech negativ Répercussiounen hunn. Dowéinst sinn ech och frou, datt de Minister Fernand Etgen a sengem Bäitrag zu dem Pabeier „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen" geschriwwen huet: «L'étalement urbain, fort consommateur de terrain, grignote sur les terres agricoles.» An dat ass net méi wéi richteg! Et ass evident, wann de Landverbrauch weidergeet, datt automatesch natierlech och vill wäertvollen Terrain vun de Baueren domadder verluer geet.

1999, an et si jo nach eng Rei Kolleegen heibannen, déi kënne sech nach dorun erënneren, du war schonn deemools en ambitiéisen Nohaltegkeetsplang hei presentéiert ginn. Do war virgesinn, datt bis 2005 de Landverbrauch sollt u sech stabiliséiert ginn. A bis 2010 war sech d'Zil gesat ginn, bis ëm 50% ze reduzéieren. Bon, ech mengen, dozou brauch ee kee weidere Kommentar ze ginn. Mir wëssen, datt déi Previsiounen, esou gutt se och gemengt waren, sech leider net an der Realitéit ëmgesat hunn.

Mir sinn entre-temps natierlech och awunnerméisseg immens staark geklommen. Virdru sinn hei Chiffere scho genannt ginn. Dat bréngt natierlech och mat sech, datt mer eng Erhéijung vun der Liewensmëttelproduktioun, och op eisem Territoire, da wäerten hunn. Op där anerer Säit, wa mer natierlech zousätzlech un Terrain verléieren, bréngt dat eis dann och an en Enkpass mat eran.

A wann, wéi gesot, zousätzlech Terrain verluer geet och am Intérêt vum Wunnraum, da musse mer natierlech och do d'Diskussioun féieren, wat natierlech d'Entwécklung vun de Präisser vum Bauland ass. Well tëschent der Entwécklung vun deene Präisser an dem Präis vum Akerland besteet u sech och eng gewësse Relatioun, wat oft vergiess gëtt, well d'Akerland zum Deel och genotzt gëtt, fir Kompensatiounsmoossnamen duerzestellen. An op där anerer Säit däerf een och net vergiessen, datt - contrairement zu deem, wat oft gemengt gëtt - vill Baueren nach Land, Lännereie musse pachten, wat dann awer och derzou bäidréit, datt eben hir Coûten op deem Gebitt och deelweis wäerten an d'Luucht goen.

Ech wëll dann och e Wuert iwwert d'Kompensatiounsmoossname soen, Kompensatiounsmoossnamen, déi natierlech mussen an enger Rei Dossiere gemaach ginn, déi natierlech dann awer och oft derzou bäidroen, datt erëm eng Kéier e gewësse Landverbrauch dee Moment vir sech geet, soudatt déi Mesures compensatoires duerfir sollen an Zukunft och éischter op landwirtschaftlech manner wäertvollem Buedem stattfannen.

Et muss ee jo wëssen, datt d'Lännereien u sech an dräi Stufe kënne gesi ginn: Déi éischt Stuf natierlech, dat ass dat exzellent Land, wat eng héich Kulturproduktioun duerstellt. Dann hu mer déi zweet Stuf, dat ass gutt Land. An dann hu mer déi drëtt Stuf, Land, wat eben elo manner Qualitéit huet. Dowéinst ass et vläicht och wichteg, wa mer iwwer Kompensatiounsmoossname schwätzen, datt natierlech do net onbedéngt dat allerbescht Land zur Verfügung gestallt gëtt.

Landesplaneresch gekuckt ass et natierlech och wichteg, datt een eng Rei Projete festhält, déi an der Zukunft musse realiséiert ginn, sief dat um Niveau vu Stroossen, sief dat um Niveau och vun Zuchstrecken. Da si mer natierlech och ganz séier bei der Diskussioun iwwert d'Enteegnung.

Ech mengen, dat ass e ganz sensibelen Dossier. Dat ass eng ganz interessant Diskussioun. A wann ech dat emol de Mëtten hei alles esou verfollegt hunn an dierft eng kleng Synthèse maachen, da fënnt een natierlech ganz séier eraus, datt do mat Sécherheet keng Eenegkeet besteet, wat d'Interpretatioun vum Term „utilité publique" ubelaangt. Et si Leit, déi wëllen dat op engem relativ breeden Niveau gesinn. Et sinn och anerer, déi wëllen dat awer vill méi restriktiv astufen.

Ech gi gären zou, datt ech éischter zu där zweeter Kategorie gehéieren, datt ee mam Term „utilité publique" soll awer trotzdeem ganz virsiichteg ëmgoen. Ier mer, wéi gesot, op de Wee vun der Enteegnung ginn, soll een emol ganz kloer definéieren, wat „utilité publique" heescht. A besonnesch um Niveau vum Wunnraum, wou jo och ugeduecht gëtt, gegebenenfalls - virun allem bei Projets d'envergure, obwuel jo déi Zuel vun de Projets d'envergure erofgestutzt ginn ass - Enteegnunge virzehuelen. Dorënner kéinten natierlech dann och Bauere leiden.

Dat ass e Beräich, wou mir als Demokratesch Partei, loosse mer soen, éischter emol Reserve wëllen umellen an éischter emol zréckhalend sinn, wann et ëm d'Enteegnunge geet. Wann, wéi gesot, absolutt eng Noutwendegkeet besteet, da kann een dat emol an d'A faassen. Mä ech mengen, et ass evident, wann een e liberale Geescht huet, dann huet een eng gewëssen Approche zu Eegentum. An dann ass een net onbedéngt bereet, direkt zouzestëmmen, wann aus de Grënn vun zousätzlechem Zurverfügungstelle vu Wunnraum mussen Enteegnungen an d'A gefaasst ginn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Notzung vun de Baulücken, a besonnesch d'Gemengevertrieder wëssen, datt dat jo awer nach vill Potenzial hiergëtt. Mir mengen och, datt dat soll emol prioritär genotzt ginn, wann et ëm d'Erschléissung vun neiem Wunnraum geet.

Ech wëll och nach eng Kéier kuerz hei op déi Iddi vun de Baulandverträg ze schwätze kommen, déi meng Partei jo och lancéiert hat an déi och eng Pist ass, déi soll an Zukunft nach vill méi genee analyséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, tëschent dem Plan sectoriel «Paysages» an der Landwirtschaft gëtt et natierlech och eng enk Relatioun. Duerfir wollt ech zu deem spezifesche Plan sectoriel nach e puer Remarquen hei maachen, well jo an dem urspréngleche Text, an dem urspréngleche Plang dach eng Rei Hürden och agebaut gi waren, déi et ze meeschtere gëllt fir d'Landwirtschaft. Entretemps sinn natierlech och nei Iwwerleeungen elo komm, wat mer och begréissen.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt mer de Moment 130.000 ha Surface agricole utile hunn. Dovunner sinn der 23.700 als Zone de protection naturelle, Zone Natura 2000 oder Zone de protection des eaux klasséiert. Dat hei sinn Zuelen, déi ech mer vun der ASTA gi loossen hunn, soudatt se also och wäerte mat Sécherheet da stëmmen.

Et war jo ursprénglech och virgesinn, fir u sech déi Zuel vun Hektaren, déi ënner Schutz stinn, fir déi nach ze erhéijen, wat natierlech awer och dann zousätzlech Problemer...

(Interruptions)

Et war ursprénglech emol virgesinn - dat war och schonn zum Deel virun Ärer Zäit -, mä awer ursprénglech war ugedeit ginn, fir am Fong geholl nach zousätzlech Terrainen an déi Schutzzonen do eranzehuelen. Dann däerf ee jo awer, wéi gesot, net vergiessen, datt dat awer och erëm zousätzlech Problemer fir d'Landwirtschaft mat sech bruecht hätt.

Ech si mer natierlech bewosst, mir sinn hei an engem Spannungsfeld. Mir sinn an engem gewëssene Spannungsfeld, an de Virriedner Roger Negri ass drop agaangen: Wat ass u sech d'primäert Zil vun engem Plan sectoriel «Paysages»? Natierlech ass et an éischter Linn, fir ekologesch Aspekter ze considéréieren. Mä ech mengen, et muss een awer och op där anerer Säit drop hiweisen, datt mer hei awer och direkt am Beräich vun enger wirtschaftlecher Notzung vun Terraine sinn, datt dann awer och muss iwwerluecht ginn: Wéi kann een dat Zesummespill tëschent Naturschutz engersäits an anerersäits Notzung vun deenen Terraine besser herno duerstellen?

Duerfir ass et och wichteg, datt eng grouss Transparenz an Zukunft an déi Plan-sectoriellen do erakënnt, besonnesch, wéi gesot, de Plan sectoriel PSP, also vun den «Paysages».

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt den Dialog natierlech muss bei där ganzer Diskussioun besonnesch mat der Landwirtschaft geféiert ginn. An hei muss een dann der Regierung awer och elo emol nach eng Kéier félicitéieren. Ech mengen, de Statssekretär Gira huet an där leschter Woch hei op eng Question parlementaire ganz kloer Explikatioune ginn, wéi d'Regierung elo virgaangen ass bei der Ausweisung vun neie Gebidder am Kader vun Natura 2000.

Contrairement zu deem, wéi et fréier gaangen ass! 2009, et erënnert ee sech jo nach drun, do ass keen Dialog geféiert ginn. Mä hei sinn awer esou vill Gemengen, 48 Gemengen, mengen ech, déi sinn an d'Bild gesat ginn. Déi betraffe Leit sinn iwwert de Wee vun Informatiounsversammlungen informéiert ginn. An dat ass och dee richtege Wee!

An do gesäit ee jo och, wa mer den Dialog fleegen, da kënne mer och effikass no vir kommen. An et muss ee jo éierlech zouginn, et waren eng Rei Spannungen an deene leschte Wochen a Méint besonnesch am Milieu vun der Landwirtschaft opkomm. Et war jo och eng Manifestatioun zu Ettelbréck vun enger gewëssener Envergure. Et sinn eng Rei aner Problemer, déi d'Landwirtschaft natierlech de Moment beschäftegen, mat Sécherheet och zum Deel zu Recht. Mä ech mengen awer, et kann een awer haut hei ganz kloer ënnersträichen, datt den Dialog elo an deene leschte Wochen a Méint nei opgerullt ginn ass, positiv opgerullt ginn ass.

Ech wëll och drun erënneren, datt de Minister Etgen jo och elo en Zukunftsdësch wëllt aberuffen, fir déi ganz Problematik eben do och mat deene Concernéierten duerchzediskutéieren.

Duerfir si mer och zefridden, wéi gesot, datt eben elo an dem Dokument „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen" eng Rei nei Iwwerleeungen drakomm sinn, zum Beispill och, wat d'Virverkafsrecht ubelaangt. Well do hätte jo awer kënnen, wann deen éischte Volet ëmgesat gi wier, dach méi schlëmm Konsequenze fir d'Landwirtschaft entstoen. An ech sinn och frou, do kënnen elo ze liesen, datt dat och do confirméiert ginn ass, ënner anerem steet do: «Par ailleurs, un droit de préemption exercé sur des surfaces d'une étendue telle que projetée aurait nécessairement des conséquences néfastes sur l'activité agricole exercée sur la majorité des fonds concernés.» Ech mengen, dat ass kloer an däitlech!

An dann och an dem Programme de développement rural, dee jo och elo finaliséiert ginn ass, deen op Bréissel gaangen ass, ass sech mat där Problematik auserneegesat ginn. Do steet ënner anerem: «Dans le contexte des contraintes particulières auxquelles l'agriculture luxembourgeoise se voit soumise du fait de sa situation périurbaine généralisée, une protection de terrains réservés à un usage spécifiquement agricole de production d'aliments de qualité devient de plus en plus nécessaire, soit au moyen d'une définition d'un zonage prioritairement agricole, par exemple dans le cadre du PSP en cours d'élaboration au niveau national, soit par un autre moyen équivalent au niveau de la finalité.»

Duerfir, wéi gesot, muss een an deem Kontext och drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt de PSP net soll derzou genotzt ginn, fir elo nei naturschützeresch Moossnamen ze huelen, mä datt mer duerfir jo och schonn aner legislativ Moyenen hunn. An dat ass u sech och eng nei, eng gutt Philosophie, déi sech och elo do bemierkbar mécht.

Ech wollt nach kuerz op deen een oder deen anere klengen Detail agoen. Et war jo och geplangt oder et ass nach geplangt, fir sougenannten „zones tampons" vun 300 Meter ronderëm d'Zones activités ze maachen. Och dat hätt kënnen zu enger Rei negative Konsequenze fir d'Landwirtschaft féieren. Ech hu mer allerdéngs soe gelooss, datt dat jo elo awer méi punktuell an Zukunft dann och wäert gesi ginn.

Vläicht zum Schluss nach en aneren Aspekt, deen awer am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Landwirtschaft vu muer och eng gewësse Roll spillt: Dat ass d'Architektur, d'Architektur am ländleche Raum. Dat ass de Mëtten och scho vun deem engen oder deem anere Kolleeg hei undiskutéiert ginn.

Och do verweisen ech op d'Säit 23 vum Rapport iwwert den Débat de consultation, wou u sech awer och unerkannt gëtt, datt do an deene leschte Jorzéngte leider och gesënnegt ginn ass, datt u sech net genuch Soin op d'Substanz vun der Architektur geluecht ginn ass, besonnesch, wéi gesot, am ländleche Raum. An do konnt een da liesen: «Il y a également lieu de relever que l'intégration paysagère des nouvelles constructions, en particulier dans l'espace rural, laisse bien souvent à désirer.»

Elo soll een net ze vill pauschaliséieren. Et gëtt och positiv Beispiller. Mir hunn eng ganz Rei flott Entwécklungen an eenzelnen Dierfer queesch duerch d'Land. Mä et muss een awer soen, datt et wichteg ass, datt mer déi ländlech Struktur och um Niveau vun den Dierfer solle verstäerkt erhalen.

Da si mer natierlech bei der Diskussioun - de Max Hahn hat déi och schonn ugeschnidden -, ob et opportun ass, datt mer queesch duerch d'Land zousätzlech Zones d'activités aménagéieren, ob et richteg ass, landesplaneresch gekuckt, fir dann eben och a méi ländleche Raim do dann op eemol unzefänken, zousätzlech Aktivitéitszonen ze installéieren.

Ech weess, dat ass och eng ganz sensibel Diskussioun, well engersäits jo awer d'Ariichte vun neien Zones artisanales an économiques natierlech och verbonnen ass mat zousätzleche Rentréeë fir déi eenzel Gemengen. Op där anerer Säit, vum landesplaneresche Standpunkt aus gekuckt, ass dat awer oft méi negativ. An hei sinn e puer Beispiller genannt ginn. An eent, wat mir och esou spontan afält, ass ouni Zweifel och Kielen, wou eng Zon aménagéiert gouf, déi u sech vum landesplaneresche Standpunkt aus gekuckt ni hätt sollen do hikommen.

Op där anerer Säit däerf een natierlech awer och net vergiessen, datt mer dann erëm an där grousser Diskussioun sinn iwwer eng nei Strukturatioun vun de Gemengefinanzen. Och dat wësse mer awer, datt dat keng einfach Diskussioun ass. Mir wëssen, datt do ganz vill Lobbyaarbecht gemaach gëtt. Mir wëssen, datt do lwwerleeunge gefouert ginn, natierlech oft e bëssen...

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, Dir sidd net um Enn! Mä ech fäerten, dass Der deen een oder deen anere stéiert.

(Hilarité générale)

Une voix.- Also schwätzt emol méi lues!

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Okay dann! Ech kann lech berouegen, ech kommen och gläich zum Schluss.

Mä Dir hat mech awer elo e bëssen aus dem Konzept bruecht, well ech scho gemengt hat, meng Zäit wier ofgelaf.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wollt, wéi gesot, awer ofschléissend nach eng Kéier op deen Aspekt dann hiweise vun der Relatioun tëschent der Entwécklung vum ländleche Raum an der Konservéierung vun der Architektur an, wéi gesot, och der Implantatioun vun neien Industriezonen. An da si mer, wéi gesot, bei der Diskussioun iwwer eng Neiausriichtung vun de Gemengefinanzen. Virdrun huet schonn ee Kolleeg dat hei gesot, datt dat natierlech ganz, ganz schwiereg wäert sinn. Dat ass evident.

Mä mir mussen allerdéngs déi Diskussioun féieren, wa mer wëllen eng Landesplanung hunn, déi deen Numm verdéngt. Well wa mer an deem Sënn weiderfueren, nach ëmmer queesch duerch d'Land Stroossen ze bauen, nach ëmmer queesch duerch d'Land Zonen ze aménagéieren, da brauche mer eis och net ze wonneren, datt mer net déi Ziler erreechen, déi mer eis elo hei gesat hunn.

«L'aménagement du territoire est à la fois un art et une politique. Il prend en considération les données existantes, formule des objectifs et fixe des priorités.» Dat ass eng ganz flott Definitioun. An déi hunn ech am Statsrot sengem Avis iwwert d'Gesetz vun der Landesplanung vun 1999 fonnt. Natierlech huet d'Praxis hir eege Gesetzer. Entre-temps ass villes geschitt. Mä entre-temps ass awer och villes net onbedéngt an déi richteg Richtung gaangen.

Mir schwätzen haut, wéi gesot, ënnert dem Thema „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen". Dat ass e kloert, däitlecht Objektiv, wou allerdéngs d'Betounung da muss op „zesummen" geluecht ginn! An dat soll och den ofschléissende Message sinn: Wa mer déi Diskussioun hei féieren, dann däerfe mer déi Akteuren, déi eng wesentlech Roll an deem ganze Prozess spillen, net vergiessen! An do kommen ech, wéi gesot, dann nach eng Kéier op d'Landwirtschaft zréck. Ech mengen, grad d'Baueren, d'Wënzer, d'Gäertner spillen och an deem Prozess eng wichteg Roll.

Duerfir kann ech mech am Fong geholl och nëmmen deem Appell uschléissen, deen een am leschten „De Lëtzebuerger Bauer" konnt liesen, an duerfir liesen ech lech dat och ganz gäre vir, wou ënner anerem drasteet: „...dass bei der Landesplanung beziehungsweise einer Neuauflage der sektoriellen Pläne nicht nur dem unmäßigen Flächenverbrauch Einhalt geboten wird, sondern darüber hinaus die Interessen der Landwirtschaft voll und ganz berücksichtigt werden." Ech mengen, deem ass u sech vu menger Säit aus näischt hinzuzufügen.

Wéi gesot, ofschléissend wëll ech awer och hei Merci soe fir déi Dokumenter, déi mer kruten, fir déi Presentatioun, déi de Minister, de Statssekretär an d'Ministeren an deene leschte Woche gemaach hunn. Dat huet u sech derzou bäigedroen, datt ee konnt wichteg an interessant Reflexioune fir d'Zukunft maachen. A wéi gesot, d'Demokratesch Partei huet iwwert de Wee vum Max Hahn déi grondsätzlech Positioun schonn hei développéiert.

An ech soen lech Merci an entschëllege mech, wann ech deen een oder deen aneren da sollt gestéiert hunn - dixit President.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir si large. Mir si large!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Graas. Ech weess, dass et ganz laang ass, mä kommt, mir bleiwen nach e bëssen esou disziplinéiert wéi an deenen éischte Stonnen! Deen nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Et geet zum Schluss an dofir erlaben ech mer - ech wëll elo net schonn de Résumé maachen -, awer eng Motioun ze déposéieren. Ech mengen awer, dass sech vill Leit kënnen dodran zréckfannen. Si ass ënnerschriwwe vum Yves Cruchten a vum Max Hahn a vu mir selwer. Si steet natierlech och op fir aner Deputéiert hei aus dem héijen Haus.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- la décision du Conseil de Gouvernement de retirer de la phase procédurale des projets de règlements grand-ducaux déclarant obligatoires les plans directeurs sectoriels «logement», «transports», «paysages» et «zones d'activités économiques», suite à des problèmes d'ordre juridique inhérents à la procédure fixée par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

- que les plans directeurs sectoriels sont un instrument précieux dans l'intérêt d'un aménagement territorial qui permet de répondre aux défis posés par la forte évolution démographique du Luxembourg;

- que la croissance démographique considérable du Grand-Duché, d'un point de vue territorial, ne s'est pas distribuée selon les objectifs formulés dans l'IVL en ce qui concerne les communes rurales et urbaines;

- que le développement économique est freiné par le manque de zones d'activités appropriées et des procédures administratives qui font obstacle à l'implantation de nouvelles entreprises;

- que la forte croissance du marché de l'emploi, l'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers, l'allongement des distances parcourues par les travailleurs résidents, en raison, entre autres, des tendances passées du développement du territoire, concourent fortement à un accroissement de la mobilité;

- que la concentration des emplois dans la capitale et leur excédent par rapport aux logements ont pour conséquence que les transports en commun et les principaux axes routiers sont surchargés aux heures de pointe, ceci également au vu du nombre important de frontaliers travaillant sur le territoire du Grand-Duché;

- que la demande élevée de logements ne semble plus être liée à la croissance absolue du PIB au sein du Luxembourg;

- que le rapport de l'Agence européenne de l'environnement, qui illustre entre autres l'état de fragmentation des paysages de nombreux pays du continent européen, démontre que le paysage luxembourgeois est bien plus fragmenté que celui de ses régions voisines;

- que le secteur agricole subit une forte pression due à une réduction des surfaces agricoles et des contraintes normatives de plus en plus exigeantes;

- que les documents stratégiques de l'aménagement du territoire restent pertinents sur le plan conceptuel, même si les scénarios de croissance socio-économique étaient sous-estimés;

- que le statut que la société luxembourgeoise accorde à la propriété privée et à l'utilité publique détermine considérablement le pouvoir d'action des instruments visant un développement durable du territoire et que la jurisprudence actuelle impose d'évaluer le caractère d'utilité publique des projets d'infrastructures publiques au cas par cas;

- que les communes jouent un rôle central en matière d'aménagement du territoire et englobent à la fois une représentation des objectifs de développement et un dispositif de mise en œuvre;

- que pour un pays comme le Luxembourg, en position de frontière avec trois pays distincts et un bassin d'emploi qui dépasse largement les frontières nationales, les conséquences spatiales de ses activités économiques dépassent son propre cadre territorial;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre une politique de développement territorial qui obéit à une gestion durable en respectant les buts de l'aménagement du territoire dans l'accomplissement des tâches lui incombant;

- à modifier les projets de plans directeurs sectoriels «logement», «transports», «paysages» et «zones d'activités économiques» en tenant compte des avis formulés dans le cadre de la procédure de consultation antérieure et en s'engageant dans un dialogue direct avec les communes concernées;

- à fixer les grandes lignes de l'aménagement du territoire pour les années à venir de manière à ce qu'elles tiennent compte de la flexibilité nécessaire au niveau communal;

- à modifier la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire afin de lever les obstacles d'ordre juridique qui avaient amené le Gouvernement à retirer les quatre projets de plans directeurs sectoriels mis en procédure le 27 juin 2014;

- à préciser et mettre à jour le programme directeur d'aménagement du territoire, de transférer les dispositions ayant trait aux matières réservées par la Constitution à la loi au sens formel, et d'intégrer certaines dispositions dans des textes législatifs ou réglementaires existants;

- à mobiliser les terrains à bâtir et dynamiser la création de logements sociaux, avant tout du type locatif et de logements à prix abordables;

- à lutter contre la lenteur administrative de viabilisation de terrains;

- à mettre notamment en place l'instrument des contrats sur les terrains à bâtir nouvellement créés («Baulandvertrag»);

- à favoriser la prise en compte de la dimension transfrontalière;

- à utiliser des incitations financières pour mettre en œuvre les politiques de l'aménagement du territoire;

- à présenter une analyse des avis émis au sujet des plans sectoriels au sein d'une commission jointe de la Chambre des Députés.

(s.) Henri Kox, Yves Cruchten, Max Hahn.

Also, ech wëll just kuerz resüméieren, wat an där Motioun ze fannen ass: éischtens d'Feststellungen - et ass kloer, wann een elo de ganze Mëtten nogelauschtert huet -, dass et richteg a wichteg war, dass déi Règlement-grand-ducallen zréckgezu gi sinn, dass mer eng Sécherheet an der Prozedur kréien, dass et kloer ass, dass déi Instrumenter musse kommen, well mer dee Wuesstum net anescht kënne steieren, dee Wuesstum insbesondere, wat d'Bevëlkerung ubelaangt. Ech mengen, an 30 Joer en Zouwuess vun 185.000 Leit, dat ass net näischt. Et ass kee Land, wat esou an der Europäescher Unioun gewuess ass.

Dann natierlech, an dat ass awer och, fir dem Här Wolter dann e bësse recht och dorop ze ginn: Den IVL ass eng gutt Basis. Ech mengen, e baséiert ganz vill op dëser Entwécklung. Mir sollen deen entwéckelen, weiderentwéckelen. Ech komme méi spéit drop zréck, wou mer kéinten nach weider dru schaffen.

De véierte Punkt ass een - dat ass scho vu menge Virriedner gesot ginn - iwwert d'Schwéierfällegkeet heiansdo vun de Prozeduren. D'Prozeduren, do ass hei vum Max Hahn iwwert de PAP, PAG geschwat ginn. Ech mengen awer, dass dat Instrument, déi Guideline guer net esou schlecht ass. An et ass net ëmmer duerch, soe mer, d'Gemengen oder de Stat, mä och deels duerch d'Propriétairen, awer och d'Promoteuren, wou d'Lenteur hierkënnt.

Dann ass eppes ganz Wichteges, wat, mengen ech, an dem IVL net esou berücksichtegt ginn

ass, well eben einfach d'Entwécklung eis iwwerrannt huet, dat ass de Pendlerstroum, deen awer och haut bei 170.000 Pendler all Dag ass. Dat heescht, souwuel de Pendlerzeenario wéi den Awunnerzeenario vun deemools, wéi den Här Wolter dat och virdru gesot huet, sinn iwwerschratt ginn a mir lafen der Entwécklung hannendrun.

Dann ass eppes, e Punkt, deen awer och ganz wichteg ass. Dat ass, dass mer eng immens Konzentratioun vun den Aarbechtsplazen hunn. Mir hunn eng Konzentratioun vun den Aarbechtsplazen an der Stad. Et zitt alles an d'Stad. Dat ass e Constat, deen dann natierlech Auswierkungen op den Transport, insbesondere den ëffentlechen Transport huet. Déi Efforten, déi gemaach gi sinn, gi bäi Wäitem nach net duer, well d'Zich an d'Busser kommen nach net no. An och eist Stroossennetz ass deels iwwerlaascht, well d'Alternativ da vum ëffentlechen Transport net do ass.

E siwente Punkt ass de Wunnengsbau. Dat huet all Riedner hei festgestallt, dass e Manktum do ass an dass mer dann do och mussen Ustrengunge maachen.

En aachte Punkt - an dat ass dat, wat de Gusty Graas grad viru mer hei och développéiert huet -, dat ass den iwwerdriwwene Landverbrauch, dee Landverbrauch, deen enorm ass hei a Lëtzebuerg, dee par rapport zu der Groussregioun en héchsten duerstellt. An dat muss natierlech och berücksichtegt ginn, dass deen net méi an deem Rhythmus ka weiderlafen. An dat hu mir jo net gesot, mä dat ass eng Agence européenne de l'environnement, déi eis dat all Joers erëm mat op de Wee gëtt.

Da komme mer bei d'Landwirtschaft. Natierlech, d'Landwirtschaft huet dorënner e bëssen ze leiden. Wann de Landverbrauch op anere Secteuren ze grouss ass, dann ass den Drock op d'produktiv Landwirtschaft natierlech grouss. Awer d'Contrainten, déi vläicht do sinn, déi sinn awer och wichteg, déi Contrainten! Well soss kënne mer, zum Beispill, e proppere Waasserschutz net duerchzéien. Dat heescht, et muss am Aklang mat deem passéieren, dass mer dat diskutéieren, dass dat offen diskutéiert gëtt. An dat soll och gemaach ginn.

Da vläicht nach zwee, dräi Wierder iwwert d'Entwécklung vun de Gemengen. Ech mengen, d'Gemengen hunn an dësem Prozess d'Wichtegkeet erkannt. Dat huet de Minister och virdrun a senger Einleitung gesot, dass en déi Avise ganz seriö geholl huet, dass déi och solle weider mat agebonne ginn.

An dann: E klengt Land, wat ronderëm natierlech ugrenzt un dräi weider Länner an esou kleng ass, dat ass automatesch ofhängeg vun deem, wat och iwwert d'Grenzen eraus passéiert - dass dat mat berücksichtegt gëtt.

Dofir ass eis Fuerderung e bëssen, dass mer de Minister mat senger ganzer Regierung wëllen opfuerderen, zesummen do op dee Wee ze goen - ganz wichteg, an dat huet jiddwereen hei betount -, wa mer déi wichteg Tâche vun der territorialer Entwécklung maachen, dass mer da sollen d'Nohaltegkeet ganz uewen halen. Dat heescht, d'Entwécklung kann nëmmen an engem gesonden Aklang mat deenen dräi Kritären - dat sinn déi wirtschaftlech, sozial, awer insbesondere déi vun der Emwelt - sinn.

Den direkten Dialog, dee ganz wichteg ass, deen ass ugekënnegt. Ech mengen, dat wëlle mer hei ënnersträichen. Insbesondere mat de Gemengen, dass dee gemaach gëtt, dat ass gesot ginn.

Dass eng gewësse Flexibiliséierung misst do sinn, ass och gewosst. Déi Flexibiliséierung däerf natierlech net iwwer verschidden Normen erausgoen, mä ass fir déi eng oder déi aner Gemeng, mengen ech, wichteg.

Dann, d'Gesetzer mussen awer ugepasst ginn, dat ass ganz kloer. D'Gesetz vum 30. Juli 2013, dat ass gesot ginn, soll reforméiert ginn. Et ass ëmmer déi Conditionnalitéit. An d'Modalitéiten an den Zweck vun enger Emsetzung mussen an d'Gesetz. Dat ass jo och erkannt, dat ass jo och de Wëllen, gemaach ze ginn.

An dann ass awer ee Punkt - mäi Virriedner, de Gusty Graas huet dat gesot -, wou mer eng Diskussioun wäerte musse féieren, dat ass effektiv iwwert d'Propriété privée an den Intérêt général. Wéi wäit steet den Intérêt général iwwer enger Propriété privée? Ech mengen, dat ass déi Diskussioun, déi mer onbedéngt hei am Land musse féieren. An do ginn et jo ënnerschiddlech Vuen, déi hei schonn duergeluecht gi sinn. Ech mengen, et ass awer eng Conditio sine qua non praktesch, fir och am Wunnengsbau, mengen ech, herno besser weiderzekommen.

Sechste Punkt an deem Invite ass effektiv de Wunnengsbau. Do hu mer hei emol dräi Saachen ervirgehuewen:

Dat ass d'Mobiliséierung vun den Terrainen innerhalb vum Perimeter. Et stinn der haut 2.000 oder 600, mengen ech, Hektar zur Verfügung - 700 ass virdru gesot ginn -, déi direkt mobiliséierbar sinn. Déi sollten och kënnen ugemaach ginn.

D'Lenteur administrative, ech hunn et virdru gesot, soll gekuckt ginn. Mä et soll een awer och de Propriétaire an de Promoteur mat an d'Boot huelen.

An dann d'Baulandverträg; wa mer erweideren, dann ass dat e Kritär, deen duerchaus muss ënnersicht ginn.

Dann de siwente Punkt vum Invite ass: Effektiv, den IVL hat op de Grenzen opgehalen, mir mussen iwwert d'Grenz erausgoen. Besonnesch d'Grenzuertschafte sinn duerch de Verkéier ganz staark belaascht. Et ass déi Park & Ride-Diskussioun, déi gemaach gëtt, fir un der Quell direkt de Verkéier opzefänken an en da mat intelligentem ëffentlechem Transport op déi néideg Plazen ze bréngen.

En aachte Punkt ass, de finanziellen Ureiz ze ginn. Och de Minister brauch eng gewësse Flexibiliséierung. Et ass jo gesot ginn, dass déi dräi Pole mussen eng gewësse finanziell Envergure kréien. Mä ech muss awer och drun erënneren, dass mer och Kritäre kéinten aféieren, dass déi Grenzuertschaften oder déi Regiounen, déi am Touristeschen ënnerwee sinn, dass déi och eng gewëssen Ënnerstëtzung da brauchen.

An dann zum Schluss, dat ass de leschte Punkt an ass vum Här Gibéryen och hei gesot ginn, dat ass d'Abezéiung vun der Chamber. Ech mengen, et ass e wichtege Prozess ageleet ginn. Dee war éischtens schonn emol direkt bei der Presentatioun gemaach ginn. Och hei bei der Virbereedung zu dësem Débat ass ganz gutt Aarbecht geleescht ginn.

Dat sinn déi Punkten, déi mer an där Motioun wëllen hei déposéieren. Déi dräi hunn ënnerschriwwen. Si ass op fir d'ganzt Haus. An ech freeë mech op d'Zoustëmmung derzou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kox. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech e bëssen hei ronderëm kucken, da mengen ech, Dir sidd alleguer och schonn e bësse midd, an dofir loossen ech elo emol einfach meng Introduktioun fort.

Ech wëll awer gären, datt Der...

(Interruption)

Dann erwächt Der!

(Hilarité)

Ech hätt awer gären, datt Der Iech eng Kéier d'Lëtzebuerger Land kuerz virun Ae rufft, a wat een da feststellt, sinn a mengen Aen dräi Saachen: Dat Éischt ass, mir sinn net ganz grouss. Ech denken, dat weess jiddwereen. Dat Zweet ass, datt vun eiser Fläch ronn 35% Bësch sinn, an dat Drëtt ass, datt mer méi wéi 50% vun eiser gesamter Fläch landwirtschaftlech notzen.

Lëtzebuerg wäert an Zukunft nach weider wuessen, dat hu mer de ganze Mëtteg méi dacks héieren. A fir dës Entwécklung, dëse Wuesstum wäert och weider Land gebraucht ginn, Land, dat am Moment vun der Landwirtschaft bewirtschaft gëtt. Och wa mer dëse Landverbrauch gebremst kréien oder eventuell gebremst kréien, wat jo och een Zil vun eise Plan-sectoriellen ass, esou gëtt dach an Zukunft weider Land gebraucht. An et stellt sech ënner anerem d'Fro, ob esou nach eng nohalteg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg méiglech ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklung vun eisem Land, vum Wuesstum geet gezwongenerweis op d'Käschte vun engem Wirtschaftssecteur, der Landwirtschaft, an net nëmme vun der Natur. Däers musse mer eis bewosst sinn a virun allem musse mer eis der Problematik bewosst sinn, déi fir dëse Secteur doduerch entsteet. Ech weess natierlech, de Projet de règlement grand-ducal vum Plan sectoriel «Paysages» gesäit als eent vun den Ziler vun de Zones multifonctionnelles d'Bäibehale vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit vir. Dëst Zil ass awer zum Beispill bei der Zone pour la préservation d'un réseau écologique, wou méi wéi een Drëttel vun eiser landwirtschaftlecher Notzfläch draläit, guer net méi ernimmt. Firwat?, kann ech do nëmme froen!

Ech liesen Iech emol vir, wat am Landesentwécklungsplang vu Baden-Württemberg steet: „Zur Sicherung der Ernährungs- und Rohstoffbasis, zur Erhaltung und Pflege der Kulturlandschaft und zur Bewahrung der natürlichen Lebensgrundlagen ist die Land- und Forstwirtschaft als leistungsfähiger Wirtschaftszweig zu erhalten und", ech betounen, „in ihrer Wettbewerbsfähigkeit zu stärken."

Dir Dammen an Dir Hären, esou kloer Bekenntnisser zur Landwirtschaft hätte mer, hätt d'Landwirtschaft sech och am Plan sectoriel «Paysages» gewënscht. E landwirtschaftleche Secteur muss kënnen attraktiv a konkurrenzfäeg bleiwen. Och wann Der schreift, datt d'landwirtschaftlech Aktivitéite solle bäibehale ginn, a verschiddenen Zonen zumindest, da schwätzt Der awer kee Wuert vu Wettbewerbsfäegkeet.

Wann de Betriber Terraine verluer ginn, wann zousätzlech Notzungsaschränkungen duerch iergendwelch Moossnamen, duerch Kompenséierungsmoossnamen oder anerer, gemaach ginn, da riskéiere ganz sécher eng Partie Betriber hir Existenz. Firwat ass also am Plan sectoriel «Paysages» keen explizitte Schutz virgesi fir dës landwirtschaftlech Fläch?

Wa mer nach gären an Zukunft op qualitativ héichwäerteg regional Liewensmëttele wëllen zréckgräifen, dann däerfe mer dem Bauer net säin Haaptproduktiounsfacteur, de Buedem, forthuelen oder e mat ëmmer méi Virschréften a Servitudë beleeën.

Am Plan sectoriel «Paysages» vun der leschter Regierung war esou eng Zone agricole protégée virgesinn. Ronn 70.000 ha sollte fir d'landwirtschaftlech Produktioun geschützt ginn. Kompenséierungsmoossname sollten hei net oder nëmme begrenzt méiglech sinn. Iwwregens, och den deemolege Landwirtschaftsminister, den Här Romain Schneider, wollt dës Zon.

Op eng Question parlementaire vum Marco Schank a mir zu dësem Sujet huet d'Madame Minister Dieschbourg eis geäntwert, datt eng juristesch Analys bewisen hätt, datt duerch d'Servituden, déi esou op den Terrain géife geluecht ginn, dës Virgehensweis extrem problematesch gewiescht wär an datt doduerjer Entschiedegungen un de Propriétaire noutwendeg gi wären.

Heizou hunn ech elo eng Partie Froen: Firwat gëtt hei vu Servitudë geschwat, wann eng landwirtschaftlech Fläch muss weiderhi landwirtschaftlech genotzt ginn? D'Notzung bleift also déiselwecht, de Wäert vun der Fläch hëlt net of. Iwwregens gëtt et de Prinzip vun der Zone agricole protégée a Frankräich schonn zënter 1999 an et gëtt en zum Beispill och am Saarland.

Falls heiduerjer awer tatsächlech géife Servituden op den Terrain geluecht ginn, da muss ech mech als Netjurist awer froen, ob duerch déi Aschränkungen, déi am Plan sectoriel «Paysages» virgesi sinn, wéi zum Beispill am Réseau écologique, net ganz sécher da Servituden op d'Terraine geluecht ginn, déi riskéieren, Entschiedegungen noutwendeg ze maachen. Da misst een déi Zone jo och eventuell eraushuelen.

Elo hu mer also hei e Projet vun engem Plan sectoriel «Paysages», deen emol net konnt op enger Kaart zesummegefaasst ginn, deen awer emol net déi Fläch schützt, wou de Buedem den Haaptproduktiounsfacteur ass, nämlech déi landwirtschaftlech Fläch, dee virun allem dem Naturschutz déngt, deen als Haaptzil huet, d'Urbanisatioun op eenzelne Fläche vum Land ze verhënneren - wat jo u sech an der Rei ass. Da kann ee sech awer froen, ob mer esou e Plan sectoriel «Paysages» iwwerhaapt brauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an deem heiten Dokument net méi ganz vill iwwert de Plan sectoriel «Paysages» fonnt.

An an deem heiten Dokument, wat mer u sech déi lescht Woch kritt hunn,...

(Mme Martine Hansen montre deux documents à l'audience.)

...hunn ech erausfonnt, datt déi meescht Reklamatiounen zum Plan sectoriel «Paysages» komm sinn. An dofir wëll ech op dëser Plaz och nach eemol op eenzel Froen a Bezuch op déi verschidden Zonen agoen.

1) De Plan sectoriel «Paysages» gesäit sechs verschidden Zone vir. Vill vun hinnen ënnerscheede sech net ganz grouss. Sinn dës vill verschidden Zonen noutwendeg? Zousätzlech zu dësen Zone ginn et Reglementer zu den Natura 2000-Gebidder, de Biotopkadasteren, etc. Verschidde Fläche falen ënner zwou bis dräi esou Zonen oder Gebidder. Do kann ee sech froen: Ass dat noutwendeg? Der Iwwersiicht fir de Propriétaire, fir de Bewirtschafter, fir d'Gemengen hëlleft et op jidde Fall net. Et bréngt au contraire Duerjerneen a mat dem Duerjernee ganz dacks och Onsécherheet.

2) Dann zum Punkt «évaluation des incidences environnementales et études d'impact»: A wéi enge konkrete Fäll muss an Zukunft eng Étude d'impact gemaach ginn? Wéi vill kascht esou eng Étude d'impact an der Regel?

An der Zone prioritaire vum Réseau écologique ass all nei Konstruktioun respektiv all Vergréisserung vun enger Konstruktioun, déi Afloss op d'Integritéit vun der Landschaft huet, verbueden, ausser eng Evaluatioun oder eng Etüd géif beweisen, datt den Impakt net signifikativ ass.

Hei wëll ech nach eng Kéier op eng Fro zréckkomme vun der leschter Woch, déi ech dem Här Statssekretär Gira gestallt hunn. Ech wollt nämlech wëssen, wéi eng Konsequenzen d'Ausweisung vun den Natura 2000-Gebidder op d'landwirtschaftlech Produktioun an awer och op d'Bauen an der Zone verte respektiv d'Vergréissere vu bestehende Bauten an der Zone verte hätt. Den Här Gira huet mer garantéiert, datt sech fir d'Bauen näischt géif ännere vis-à-vis vun der Situatioun virun der Klasséierung u sech. Dat heescht, déi aktuell Bestëmmunge vun der Zone verte géife weiderhin zielen. Dat heescht konkret, datt all Konstruktioun muss vum Ëmweltministère autoriséiert ginn, awer net onbedéngt eng Étude d'impact noutwendeg ass.

Op enger vun den Informatiounsversammlungen huet d'Madame Dieschbourg awer laut mengen Informatioune gesot, datt an den Natura 2000-Gebidder eng Étude d'impact wäert noutwendeg ginn, fir eng Genehmegung ze kréien. Wien huet elo recht? Oder hu se allen zwee recht? Ass et vläicht esou, datt doduerjer, datt d'Natura 2000-Flächen an der Zone prioritaire leien, datt doduerjer elo d'Étuden obligatoresch gemaach ginn? Ech wär dankbar, wa mer hei kéinte Kloerheet kréien, well dës kleng net gesoten Nuancë kënnen awer vill Problemer fir déi betraffe Betriber bréngen.

Heizou wëll ech nach e puer Saache soen: Éischtens wëll ech hei just nach eemol drop hiweisen, wéi vill Problemer am Moment schonns besti beim Bauen an der Zone verte respektiv beim Ausbau vu bestehenden Haiser a Betriber an der Zone verte. Mir ass zum Beispill ee Fall bekannt, wou d'Leit elo hiert Haus opginn, wou hir Famill iwwer Generatiounen dra gewunnt huet, just duerch déi schonns bestehend Aschränkungen. Do froen ech mech ëmmer: Ass dat normal? Muss dat sinn?

Da wëll ech zu dësem Punkt nach eppes soen zur Landwirtschaft: De Bauer ass net méi erwënscht an den Dierfer. Hie passt och net méi richteg dohinner mat de Béischten, de schwéiere Maschinnen, dem Geroch an esou weider. An hie wäert, esou wéi d'Entwécklung vum Land geplangt ass, nach ëmmer manner an d'Duerf passen. Hie passt och net an eng Zone d'activité. Dir Dammen an Dir Hären, da muss en awer reell Entwécklungsperspektiven an der Zone verte hunn!

An dann nach zu deene Betriber, déi de Pech hunn, elo op eemol an dëser Zon ze leien: Si ginn duerch dës Aschränkungen an hirer Entwécklung komplett ofgebremst. Hir Zukunftsperspektive ginn zerstéiert! Wär et hei net zum Beispill méiglech gewiescht, eng gewëssen Zone tampon ronderëm d'bestehend Betriber, Haiser, etc. ze loossen? Dëst hat ech och zum Beispill d'lescht Woch a puncto Natura 2000 gefrot. Datt hei Onzefriddenheet a Mësstrauen opkënnt, ass verständlech!

3) Da kuerz nach zu de Zones multifonctionnelles, de Zones de préservation des grands ensembles paysagers, Zones vertes interurbaines a Coupures vertes. Den Här Statssekretär Gira seet an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort", ech mengen, den 2. Juli 2014, ech zitéieren: „Der Norden des Landes ist mit der Obersauerregion, dem Kiischpelt, dem Ourtal sowie teils auch dem Müllerthal und dem unteren Sauertal denn auch gleich von mehreren großen Landschaften geprägt, die laut sektoriellen Leitplänen schützenswert sind. Sei darunter auch kein generelles Entwicklungsverbot zu verstehen, so gelte es doch, jegliche Vorhaben in diesen Zonen doppelt und dreifach zu prüfen." Esou eng Aussoe maachen de Leit, maachen de Gemengen aus dem ländleche Raum Gedanken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen aus enger vun esou enge Regiounen, an där Leit sinn der jo nach e puer heibannen. Ech kann Iech soen, datt mir och gären eis schéi Landschaft behalen. Mä och eis Regioune musse sech nach entwéckele kënnen. Och d'Leit aus dem ländleche Raum hätte gären am léifsten Aarbechtsplazen an hirer Regioun, hätte gären anstänneg Transportméiglechkeeten, anstänneg Infrastrukturen. Et geet net nëmmen hei ëm d'Gemengefinanzen. Ech mengen, den Här Graas hat gesot, d'Zones d'activité wiere fir d'Gemengefinanze wichteg. Et geet net nëmmen dorëm!

Dofir froen ech: Mussen dës Restriktiounen alleguer sinn? Wär hei net e bësse méi Flexibilitéit erwënscht? Ech hunn an der Motioun jo héie-

ren, datt Der méi Flexibilitéit oder datt d'Majoritéitsparteien och méi Flexibilitéit froen. Da sinn ech berouegt.

Zousätzlech zu dëser allgemenger Fro wär et interessant ze wëssen, wéi d'Coupures vertes genau festgehale gi sinn. Et kann och hei net sinn, datt Betriber, Haiser, och wann et der net vill sinn, déi elo schonns an esou enger Coupure verte leien, elo komplett an hirer Entwécklung gebremst ginn. Hei muss och nogebessert ginn.

An nach eng lescht Fro zu dëser Zon: Firwat sollen d'Gemengen, am Fall vu bauen an der Zone verte an an der Zone de préservation des grands ensembles paysagers an an der Zone interurbaine elo zousätzlech zum Emweltministère nach kënnen aner Bestëmmunge festhalen? Dëst ass an eisen Aen net sënnvoll, contraire zu enger Simplification administrative. D'Prozedur géif nach weider erschwéiert ginn, d'Käschte wahrscheinlech weider an d'Luucht gedriwwe ginn, a mir géife riskéieren, grouss Ennerscheeder bei der Behandlung vun de verschiddenen Dossieren, jee no Gemeng, ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och nach kuerz op de Réseau écologique agoen. An ech rappeléieren nach eemol, datt an dëser Zon emol net d'Erhale vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit als Zil festgehale ginn ass. Dës Zon soll prioritär geholl gi fir Kompensatiounsmoossname vu gréissere Projeten, mat Virkafsrecht vum Stat. Et handelt sech hei net ëm Peanuts, mä Schätzunge vun der Landwirtschaftskammer no ëm zirka 40.000 Hektar landwirtschaftlech Notzfläch! Am Ganze sinn et der natierlech méi. Dat heescht, de Stat hätt ee Virkafsrecht fir iwwer een Drëttel vun der landwirtschaftlecher Notzfläch. Brauch de Stat wierklech ee Virkafsrecht fir Kompenséierungsmoossname fir esou vill Flächen? Ech mengen an ech hoffen net!

Allgemeng muss ee soen, datt eis Kompenséierungsmoossnamen onbedéngt am Sënn vun der Wettbewerbsfäegkeet, am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft mussen iwwerduecht ginn. An och hei muss de Flächeverbrauch reduzéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn nëmmen e puer Punkten, déi staark ze kritiséiere sinn. Zesummefaassend wëll ech nach eemol betounen, wann d'Regierung am Plan sectoriel «Paysages» der Landwirtschaft net wëllt déi néideg Bedeitung ginn an d'Entwécklung vun eisem Land zum groussen Deel op d'Käschte vun dësem Wirtschaftssecteur wëllt maachen, da kënne mer domadder net averstane sinn. D'Roll an d'Bedeitung vun der Landwirtschaft, an net nëmme vun der Ëmwelt, gehéiert an ee Plan sectoriel «Paysages», well schliisslech ass et d'Landwirtschaft, ass et d'Forstwirtschaft, déi de Paysage fleegt an esou geschafen huet, wéi mir en hunn.

Ech hunn et scho gesot, an dësem Plan sectoriel «Paysages» gi virun allem Ëmweltziler gekuckt. Wa sech heirop beschränkt gëtt, da kéinten dës genausou gutt am Naturschutzgesetz behandelt ginn, wat jo anscheinend virum Summer soll fäerdeg sinn.

Ech weess net, ob een heibannen oder och dobaussen d'Iwwersiicht huet, ob et iwwerhaapt nach Fläche gëtt, déi net an iergendenger Zon leien, sief dat an enger Zon vum Plan sectoriel «Paysages», enger Natura 2000-Zon, engem Biotop an esou weider. Verschidde Flächen, ech hunn et scho gesot, si sécher als e puer Zonen ausgewise ginn. Dëst misst alles iwwerkuckt ginn an et muss onbedéngt hei erëm eng Kéier, am Sënn och vun der Wettbewerbsfäegkeet vun der Landwirtschaft, am Sënn vun den Entwécklungsméiglechkeete vun de Gemengen, iwwerschafft ginn.

Och déi aktuell Kompenséierungsmoossname mussen iwwerduecht ginn. A falls dëst elo alles soll am Naturschutzgesetz geregelt ginn, esou soll dëst awer kee Fräifahrtsschäi sinn. Neen, am Géigendeel! De Secteur muss hei bei der Ausaarbechtung vum Naturschutzgesetz onbedéngt mat abezu ginn, an dëst mat Zäit. Dat heescht, wann d'Gesetz soll virum Summer gestëmmt ginn, géif ech mengen...

(Interruption)

D'Madame Minister Dieschbourg huet eis gesot, et wier virum Summer...

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Sera déposé.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Okay. Ech war der Meenung, mä egal, da mengen ech trotzdeem, datt et...

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Madame Hansen, d'Regierung stëmmt keng Gesetzer, si déposéiert se.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Pardon fir dee klenge Prezisiounsfeeler. Ech mengen awer, datt et esou lues un der Zäit wier, fir de Secteur, fir déi zoustänneg Chamberskommissioun a fir d'Gemenge mat anzebauen.

Dir Dammen an Dir Hären, hei, a virun allem och hei, well et ee ganz wichtegt Gesetz ass, ass Transparenz a Kommunikatioun an net nëmmen Informatioun gefuerdert. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. An d'Wuert huet elo dee leschte Riedner, den Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwen eis nach 32 Minutten. Tréischt lech, ech wäert se net ausnotzen. Neen, ech mengen, dat doen ech lech elo net un. Mä zum Débat de consultation „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen" hei nach e puer Iwwerleeunge vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Ekonomie an d'Landwirtschaft.

Wéi de Plang fir d'Zones d'activité ausgeschafft ginn ass, gouf als Éischt eng Aschätzung vun de Bedürfnisser gemaach, wat esou Zonen ugeet. Tëschent 2005 an 2006 gouf een Inventaire gemaach vun deene bestehende Flächen, deen zum Schluss komm ass, datt mir zu deem Zäitpunkt knapps 1.100 Hektar un Aktivitéitszonen haten an datt der bis d'Joer 2030 1.710 gebraucht ginn.

Mir schwätzen oft dovun, wéi wichteg et ass, eis Ekonomie ze diversifizéieren an datt mir probéiere mussen, manner ofhängeg vum Finanzsecteur ze ginn. Wa mir Industriebetriber, a virun allem och kleng a mëttelgrouss Entreprisë wëllen ënnerstëtzen, musse mir hinnen d'Méiglechkeet ginn, gëeegenten Terrain ze fannen, wou se sech kënnen nidderloossen. Dëst ass eng Tatsaach, där mir mat oder ouni Plan sectoriel musse Rechnung droen!

Datt mir bis elo keen esou ee Plang haten, huet awer oft dozou gefouert, datt vu Fall zu Fall no engem Wee gesicht ginn ass, oft mat vill Polemik an net ëmmer mat Erfolleg. Et ass wichteg, datt mir verbindlech Pläng kréien, déi et onnéideg maachen, eréischt dann no engem gëeegente Site ze sichen a gegebenenfalls ëmzeklasséieren, wann eng konkret Demande do ass.

Dat ass eng Prozedur, déi immens langwiereg ass an déi déi eng oder aner Entreprise ka motivéieren, sech an engem anere Land nidderzeloossen. Ee Plan directeur sectoriel iwwert d'Aktivitéitszone gëtt d'Geleeënheet, am Virfeld ze kucken, wou déi Terraine leien, déi am beschte gëeegent sinn. Do kann een ouni Zäitdrock déi Sitten eraussichen, déi am wéinegsten Impakt op d'Ëmwelt hunn, net ze no un de Wunnngebidder leien, gutt un de Verkéiersréseau ugebonne sinn an esou weider.

Well et där Flächen net esou vill gëtt, ass et ëmsou méi wichteg, fir se fräi ze halen, fir datt mir och an zéng oder 15 Joer nach ee gewëssene Spillraum hunn. Et kann een och ënnerschiddlech Zone fir verschidden Aktivitéite virdefinéieren, jee nodeems wéi staark d'Auswierkungen, d'Emissioune wéi Stëbs, Kaméidi, déi mat der Aktivitéit verbonne sinn, sinn.

De Plang, deen an d'Prozedur gaange war, huet och de Mérite, datt e sech ëm eng regional Verdeelung vun den Zone beméit huet an datt en eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëschent de Gemenge virgesinn huet. Dobäi sollen déi regional Aktivitéitszone prioritär dem Handwierk a klenge Betriber zur Verfügung stoen.

Et ass gutt, datt Aschränkunge virgesi sinn, wat de Commerce ugeet. Déi Zonen däerfen net direkt besat gi vun „grandes surfaces". De Commerce soll verstäerkt an den urbaniséierten Zonen ugesiedelt ginn, soudatt d'Wunnen, d'Schaffen an d'Akafen, wa méiglech, méi no beienee bruecht kënne ginn. D'Gemenge mussen d'Méiglechkeet behalen, kommunal Zonen auszebauen, wann déi Betriber, déi do sinn, sech wëlle vergréisseren.

D'Prioritéit sollen awer déi regional Zone behalen. Wéi bei all den anere Plans sectoriels gëtt et elo d'Geleeënheet, eenzel Aspekter ze iwwerschaffen an ze iwwerdenken, Beispill Pufferzone ronderëm d'Aktivitéitszonen. Ech mengen, et ass hei scho méi oft gesot ginn, et soll méi staark vu Situatioun zu Situatioun gekuckt ginn, wéi déi Zonen ausgesinn a wat sech ronderëm befënnt. Ze vill e rigide System ass an der Praxis net ëmmer ëmzesetzen a mécht och net ëmmer Sënn.

Generell muss een drop halen, datt d'Plans sectoriels een evolutive Charakter hunn. Et geet un éischter Stell drëm, sech d'Optioun fräizehalen, fir zukünftege Bedürfnisser Rechnung ze droen, esou wäit een dat dann haut ka virausgesinn.

Et ass awer och ganz kloer, datt déi reell Entwécklung ni ganz mat esou Projektiounen iwwereneestëmmt. An dofir mussen esou Pläng a regelméissegen Ofstänn adaptéiert ginn. Dat war jo och de Grond, firwat mer beim Ausschaffe vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire décidéiert haten, datt d'Plans sectoriels net solle per Gesetz, mä iwwer e Règlement grand-ducal definéiert ginn, obwuel de Choix net ganz onproblematesch ass.

Wann een d'Envergure an den Impakt vun engem Plan directeur sectoriel kuckt, ass et kloer, datt dat net e Règlement grand-ducal wéi all déi aner ass. Dofir hate mir jo eng extra Prozedur agefouert, wou d'Chamber mat agebonnen ass, an eng Konsultatiounsphas mat de Gemengen a Bierger dozou gehéiert.

Dat alles hu mir gemaach, well e Règlement grand-ducal méi schnell ka vun deem zoustännege Minister adaptéiert ginn, wéi wann een all Kéiers e Gesetz misst maachen, fir och nëmme ganz punktuell Ännerunge virzehuelen. D'Plans sectoriels sollen eis, wa se bis eng Kéier a Kraaft sinn, d'Liewe jo méi einfach maachen, well mir net bei all eenzelnem Projet endlos laang Prozedure mussen uleieren, fir e gëeegente Site ze fannen, well entspriechend Zone scho virdefinéiert sinn.

D'Plans sectoriels däerfen net dozou féieren, datt mir eis selwer blockéieren, obwuel Grënn, déi haut bestëmmten Aschränkunge sënnvoll erschénge loossen, spéider vläicht net méi valabel sinn. Dee komplizéierten an opwendegen Exercice, dee mir elo maachen, fir déi éischt Pläng an enger gudder, ofgestëmmter Form ëmzesetzen, muss eis et spéider méi einfach maachen, no feste Kritären déi Pläng ëmmer erëm un d'Realitéit unzepassen.

Esou Verännerungen an der Realitéit kënnen an zwou Richtunge goen. Et ka sinn, datt eng Zon, déi zu désem Zäitpunkt net fir déi eng oder aner Funktioun a Fro kënnt, opgrond vu Verännerungen awer aneschters notzbar gëtt. Et kann awer och sinn, datt eng Zon, déi haut gëeegent schéngt, sech esou verännert, datt se a 15 Joer déi Kritären net méi erfëllt. Do, wou haut eng Industriezon ass, kann an zéng oder 20 Joer d'Rekonversioun an ee Wunngebitt Sënn maachen. An do, wou haut net gebaut ginn ass, ka vläicht spéider eng wichteg ekologesch Nisch entstoen.

Esou enger Evolutioun muss ee kënnen zäitno Rechnung droen, woubäi et natierlech gutt wier, esou wäit wéi méiglech d'Industriefrichë weider als ekonomesch Aktivitéitszonen ze notzen a se net deier ze sanéieren. Ech schwätze vu Wolz, ech weess vu wat ech schwätzen. Mä et huet awer Sënn gemaach, fir déi Frichë mat eranzehuelen, well se ebe matzen am Zentrum leien, fir déi eben a Wunnraum ëmzewandelen a parallell Gréngzonen an nei Industriezonen ëmzeklasséieren.

Ech hunn awer och nach eng Remarque zu de Gréngzonen. Vu datt den Terrain zu Lëtzebuerg rar ass, deier ass, gëtt et ee groussen Drock, fir ëmmer méi Gréngzonen an de Bauperimeter eranzehuelen oder eben nei Zonen ze definéieren, wou ekonomesch Aktivitéite kënne stattfannen. Well deen Drock esou grouss ass an dee mëttelfristeg zu engem onverantwortleche Raubbau un der Natur féiert, wann een deem näischt entgéintsetzt, kënnt dem Plan directeur sectoriel «Paysages», op deen de Roger Negri virdrun ausféierlech agaangen ass, ee besonnesche Stellewäert zou.

E rationellen Ëmgang, souwuel mat nowuessende wéi och mat limitéierten natierleche Ressourcen, ass nun eemol eng Konditioun fir eis ekonomesch Viabilitéit a fir d'Liewensqualitéit an d'Gesondheet vun de Bierger. Mat de Plans directeurs sectoriels gëtt deemno versicht, een Équiliber hierzestellen tëschent de Bedürfnisser vun der Ekonomie, der Mobilitéit, dem Logement an dem Ëmwelt- a Landschaftsschutz.

Et gëtt awer ee wirtschaftleche Secteur, an et ass elo e puermol hei scho gesot ginn, deen dem Drock vun alle Säiten ausgesat ass an deem seng Interessen, menger Meenung no, net ëmmer genuch berücksichtegt ginn, an dat sinn d'Baueren an d'Wënzer. Si sinn een Deel vun eiser Ekonomie, mä hir Aktivitéit fënnt net an den Industriebrooche statt. Si brauche grouss Flächen, déi, bei all Ëmklasséierung zu Wunnraum, riskéiere méi kleng ze ginn. Elo kann ee soen, datt eenzel Bauere ganz gutt u solche Reklassementer verdéngt hunn, mä fir de Secteur stellt déi Reduktioun vu verfügbare landwirtschaftleche Flächen awer e seriöe Problem duer.

Derbäi kënnt de Widdersproch, datt de politesche Wonsch eng méi extensiv a manner op d'Masseproduktioun ausgeriichte Landwirtschaft ass, de Konsument am Allgemengen awer méiglechst bëlleg Liewensmëttel keeft, déi nëmmen an enger intensiver Landwirtschaft kënnen zu deem Präis produzéiert ginn. Et ass wouer, datt een Deel vun de Konsumenten zu engem méi héije Präis Bioprodukter keeft, an datt déi Demande nëmmen zum Deel iwwer eis eege Produktioun befriddegt ka ginn.

Et ass och esou, datt d'Baueren eng finanziell Ënnerstëtzung kréien, wa se ee besonneschen Effort am Sënn vum Ëmweltschutz maachen. Mä dat geet net wierklech duer, fir deenen héijen Usprëch gerecht ze ginn. Am Resultat hunn d'Bauerebetriber ëmmer méi grouss Problemer, fir deene widderspréchlechen Demandë vu Qualitéit, Naturschutz an niddrege Präisser gerecht ze ginn.

An Zuele gekuckt, ass den Agrarsecteur just ee klengen Deel vun eiser Ekonomie. Dat soll eis awer net doriwwer ewechtäuschen, datt d'Landwirtschaft ee ganz besonnesche Rôle an eiser Gesellschaft spillt, deen iwwer hire Bäitrag zu engem BIP erausgeet. Mir sinn an engem grousse Mooss vun Importer ofhängeg, wat eise Konsum vu Liewensmëttel ugeet. Mir sollen zumindest versichen, déi Produktiounsméiglechkeeten an déi Stäerkt, déi mir an dësem Secteur hunn, ze erhalen, fir eis nach e Rescht u Souveraineté alimentaire ze sécheren.

Et schéngt mir deemno wichteg, datt eng Landesplanung, déi nëmmen a groussen Zich op d'Bedürfnisser aus verschiddene Beräicher kann agoen, eng gewësse Flexibilitéit léisst, fir datt bei konkrete Problemer, mat gesondem Mënscheverstand an am Dialog, mat de Betraffene kann eng Léisung fonnt ginn. Dat wier eng Form vun Unerkennung fir e Wirtschaftszweig, deen ënner ëmmer méi schwierege Konditioune muss produzéieren a wou mir eng komplett Delokaliséierung net kënnen akzeptéieren.

Dat war et vu menger Säit. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. An direkt huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, de François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wollt alle Riedner Merci soe fir hir Interventiounen a fir hir Bäiträg an ech wollt vläicht op eng Rei Saache reagéieren, déi gesot gi sinn.

Dat Éischt ass emol déi Fro, déi den Här Wolter opgeworf huet, an en huet sech do baséiert op eisen Text, wou e seet, mir géife schreiwen, d'Prozedur wär net ënnerbrach, also d'Plans sectoriels, mir hätte kee Retrait gemaach. Ech wëll drop hiweisen, fir datt dat och kloer ass, dat steet och iwwregens esou am Text, well et steet hei: «Toutefois, l'interruption de la procédure ne signifie pas le retrait des plans sectoriels.» Domadder wollte mer soen, se sinn net an der Poubelle. Dat heescht, se sinn net verschwonnen, se sinn natierlech aus der Prozedur.

An dee Saz hannendru bestätegt dat och. Do steet: «La finalisation et la mise en procédure des plans sectoriels restent la première priorité.» Dat heescht, „la finalisation" vun de Pläng an d'Mise en procédure, dat heescht an déi nei Prozedur: Dat ass dat, wat mer wëlle maachen. Duerfir ass dat relativ kloer an duerfir wollt ech dat awer nach eng Kéier hei ënnersträichen.

Da war déi zweet Fro, et sinn e puer Leit, déi dat opgeworf hunn, ënner anerem och den Här Turpel, wou gesot ginn ass: Jo, dee Colloque. Wär et net besser, Hearingen ze maache mat der Société civile? Also ech wëll drop hiweisen, datt dat, wat de Ministère wäert organiséieren am Mee, dat ass en Hearing, am Ministère selbstverständlech. An do wäert d'ganz Zivilgesellschaft invitéiert ginn, dat heescht all d'Beruffskummeren, dat heescht d'Gewerkschafte sinn all do vertrueden, d'Patronat ass vertrueden an esou weider. Den OAI wäert vertruede sinn, de Mouvement écologique, also eng ganz... Mir hunn e bësse breet gekuckt, esou breet wéi méiglech ze streeën, fir effektiv d'Leit do dohinner ze kréien.

An an deem Hearing, do wäerte mer och en Dokument erstellen. An dat Dokument, d'Konklusiounen dovunner, wäerte mer selbstverständlech och der Chamber iwwermëttelen, wat dobäi erauskomm ass, dat heescht, wat vun deenen eenzelnen Akteuren do gesot ginn ass.

Da wollt ech am Ufank eng Remarque elo maachen. Et sinn eigentlech e puer interessant Saache gesot ginn, déi sech hei e bësse rejoignéieren. Et ass iwwert de Wuesstum geschwat ginn. Den Här Turpel huet driwwer geschwat, den Här Gibéryen huet driwwer geschwat, den Här Wolter huet driwwer geschwat.

Bon, déi éischt Fro emol, déi opgeworf ginn ass, dat ass déi: Kann een de Wuesstum steieren? Et ass diskutéiert ginn iwwert d'Quantitéit oder qualitative Wuesstum. Et ass iwwert de Präis vum Wuesstum geschwat ginn, dat war haaptsächlech den Här Gibéryen. An eigent-

lech sinn ech immens dankbar iwwer all déi Remarquen, well déi sinn natierlech alleguerte pertinent.

An effektiv, den Här Gibéryen huet hei richteg esou eng Lëscht opgezielt, wat de Käschtepunkt vum Wuesstum ass. Domat huet en natierlech vollkomme recht. An dat ass och e Phenomeen zu Lëtzebuerg, wou mer d'Tendenz haten, deen ze verdrängen an deene leschte Jorzéngten. A wa mer elo 1,4 Milliarden an de Schinnebau mussen investéieren an iwwer eng Milliard an de Stroossebau, dat heescht 2,4 Milliarden, dann ass dat een Deel vum Präis vun eisem Wuesstum. Dat ass ganz kloer.

An et ass och duerfir richteg, datt een dat eraussträicht an datt mer dat emol an d'Bewosstsäin kréien. Dat heescht, datt alles, wat mer décidéieren, an iwwer alles, wou mer vläicht och frou sinn, wat mer materiell direkt gesinn, datt mer wuessen, datt dat awer och en „Contre-Präis" huet. An da gesäit natierlech d'Balance aneschters aus vun deem Ganzen.

Dat Zweet, wat een dozou muss soen, dat ass d'Fro, dat huet den Här Turpel opgeworf, vun der Quantitéit oder vun der Qualitéit. An effektiv ass d'Fro vun der Qualitéit dat Wichtegst. Ech mengen, där Beispiller si jo elo genuch genannt ginn. De Mouvement écologique huet eng Stellungnahm geholl, wou se drop agaange sinn, fir ze soen: Majo, solle mer eis net déi Froen emol stellen, wat soll dann iwwerhaapt wuessen? Och d'Qualitéit vum Wuesstum.

An effektiv hu mer eis déi Fro an der Vergaangenheet och net genuch gestallt. Ech mengen, mir hunn als Gréng zum Beispill an der Vergaangenheet gekämpft fir, oder géint, pardon, esou Entreprisë wéi Kronospan zu Suessem, well mer ëmmer gesot hunn: Wat ass dann de qualitative Wäert vun deenen Aarbechtsplazen, déi mer do schafen, ausser datt et vläicht onqualifizéiert Aarbechtsplaze sinn, déi do gréisstendeels geschafe gi sinn, mä wat ass de qualitative Wäert, och ekonomesch, fir eise PIB, vun esou enger Entreprise?

An ech mengen, déi Fro hätt ee kënne bei villen Entreprisë stellen. An dat ass och richteg, déi Debatten opzewerfen, datt, wa mer an Zukunft gäre Wuesstum hätten, da musse mer virun allem déi qualitativ Elementer méi an de Vierdergrond réckelen.

Op d'Fro vum Här Wolter - déi zwou Schinnen -, wou e seet: Kann d'Landesplanung de Wuesstum steieren oder kann d'Landesplanung éischter den Développement just begleeden?, do ass meng Äntwert ganz kloer: D'Landesplanung ka ganz sécher de Wuesstum net steieren.

Dat ass scho guer net méiglech… Souwisou zu Lëtzebuerg géif ech wierklech warnen do virdrun. Mir sinn eng oppen Ekonomie wéi keng aner an Europa, total op Export orientéiert. Fir dat ze steieren, dat ass souwisou ganz, ganz schwiereg, fir net ze soen onméiglech. Mir sinn däermoossen ofhängeg vun deem, wat ronderëm eis geschitt. Mir kënnen awer d'Qualitéit steiere vum Wuesstum, do hu mer en Afloss drop.

Et ass och ganz sécher net de Rôle vun der Landesplanung, fir déi Fro ze klären. D'Landesplanung ass net do, fir ze definéieren, wou wëlle mer wuessen, wivill wëlle mer wuessen, mä d'Landesplanung ass do, fir ze kucken dat Ganzt nohalteg ze begleeden, fir datt, wa mer eppes décidéieren, et mindestens landesplaneresch kohärent ass, datt et deem Rechnung dréit, wat ech beschriwwen hu virdrun a menger Introduktioun, nämlech dem Fait, datt mer e beschränkte Buedem zur Verfügung hunn a mer mat deem musse rationell ëmgoen. Dat heescht, datt mer dat esou organiséieren, datt mer net de Buedem verschwenden. Well, wéi gesot, dat eis derzou féiert, datt mer iergendwann eng Kéier souwisou da gläich blockéiert sinn.

Duerfir, ech sinn dankbar fir déi Remarquen, déi do gemaach gi sinn, an déi hu sech zum Deel och ergänzt. Mä, wéi gesot, der Regierung hir Linn schéngt mer kloer ze sinn. Dat gesäit een och, wann ee kuckt, wat am Regierungsprogramm feststeet, wéi mer wëllen eis Wirtschaft diversifizéieren.

Dat sinn awer gréisstendeels qualitativ Secteuren, déi mer nei wëllen opbauen - ech wëll déi elo net alleguerten hei opzielen -, an dat passt also an déi Fro vum qualitative Wuesstum éischter wéi an de quantitative Wuesstum.

An och déi aner Geschicht, wéi gesot, datt mer dat iwwert d'Landesplanung wëllen nohalteg begleeden, ech mengen, dat ass och eng Décisioun, an dat geet och jo aus allen Texter ervir.

Da wollt ech e puer Wuert soen iwwert d'regional Zesummenaarbecht. Den Här Wolter huet vun der Agglolux geschwat. An da sot en, dat sténg haut net méi zur Diskussioun. Dat ass net ganz richteg, well den DICI, déi Konventioun DICI ass eigentlech e bëssen Nofolger vun der Agglolux - et sinn zwar net grad all déi nämlecht Gemengen dran, awer bal.

Ech mengen, am DICI-Raum si jo Bartreng, Stroossen, Leideleng, Hesper an d'Stad Lëtzebuerg dran, dat ass awer de Gros vum Ballungsgebitt. Wat e bësse feelt, dat ass e bëssen nach déi aner Säit vun der Stad Lëtzebuerg. Do gëtt et eng aner Konventioun - wou d'Stad Lëtzebuerg zwar net mat dran ass -, déi versicht déi Gemenge mat erunzezéien.

Mä den DICI-Raum ass awer e bëssen dat, wat fréier d'Agglolux war. Dat ass awer déi Konventioun, géif ech soen, wou et ganz vill Fortschrëtter gi sinn. Zum Beispill de Parkraummanagement: Do gëtt et en Accord op deem Gebitt, deen ass zwar nach net ganz ëmgesat vun all Gemeng - dat muss een natierlech derbäisoen -, mä mindestens gëtt et elo emol en Accord; dat war laang net evident.

An - bon, ech ginn natierlech och dem Här Wolter recht - et ass e schéint Zil, d'regional Zesummenaarbecht, si ass natierlech an der Praxis net ëmmer esou einfach. Ech mengen awer, datt d'Gemengen eppes verstanen hunn, dat ass - do schwätzen ech elo net nëmmen iwwert d'Ballungsgebitt Stad, mä och doriwwer eraus virun allem -, datt verstane ginn ass, wa mer wëllen déi Dezentraliséierung kréien, vun där och geschwat ginn ass de Mëtteg, a wann do aner Gemenge wëllen eng Chance kréien, zum Beispill géint d'Stad Lëtzebuerg, da geet et nëmmen iwwer regional Zesummenaarbecht.

Et ass chancëlos mat där Attraktivitéit, déi d'Stad haut huet, mat deenen Aarbechtsplazen, déi haut do sinn, ze mengen, et kéint een iergende Raum entwéckelen ouni regional Zesummenaarbecht géint déi Attraktivitéit, déi d'Stad nun eemol huet, duerch déi historesch gewuesse Situatioun, déi dat bruecht huet.

An ech mengen, datt dat awer och erkannt ginn ass an der regionaler Zesummenaarbecht, wa mir soen: Mir mussen et méi konkret ausriichte respektiv kucken, déi regional Zesummenaarbecht ze kréien, andeems mer de Leit an deene Regioune méi praktesch positiv Ureizer ginn.

Da wéilt ech d'Beispill eraushuele vum Uelzechtdall. Ech mengen, mir hu jo och Vertrieder aus dem Uelzechtdall an aus deene Gemengen hei sëtzen.

Mir haten elo eng ganz gutt Sëtzung am Uelzechtdall, an ech muss soen, mir sinn um gudde Wee, fir am Uelzechtdall e Syndikat kënnen draus ze maachen aus der Konventioun, mat dem éischten Zil, eng gemeinsam Aktivitéitszon ze kreéieren, wat natierlech en immense Qualitéitssprong wär. Dat huet sech och erginn, well natierlech just nach eng Gemeng haaptsächlech am Uelzechtdall e Potenzial iwwerhaapt huet, fir Aktivitéitszonen ze maachen. Déi Gemeng ass awer bereet, déi aner mat an d'Boot ze huelen. Alles dat mécht, datt mer um gudde Wee sinn, fir do e Syndikat kënnen ze schafen, wat een éischte Schratt ass vun enger ganz intensiver, enker Zesummenaarbecht a wat där Regioun, dann natierlech och ebe par rapport zu der Haaptstad, besser Chancë bitt, fir sech ze entwéckelen.

An dat nämlecht, mengen ech, muss ee maachen an deenen anere Konventiounsgebidder. Mir probéieren elo do an eng ähnlech Richtung ze goen, éischter um Gebitt vun der Mobilitéit am DICI-Raum. An der Nordstad geet et haaptsächlech drëms - menger Aschätzung no -, fir ze kucken eng Entwécklungsgesellschaft hinzekréien, fir där Nordstad eng Chance ze ginn, well do feelt et virun allem éischter un de Moyenen. An och do gëtt et positiv Entwécklunge vu Gemengen, déi ëmmer méi bereet sinn, wéi gesot, awer zesummenzeschaffen.

Domadder wëll ech natierlech net soen, datt elo alles wonnerbar ass a keng Rivalitéiten, Schwieregkeete méi géife bestoen, mä de Wëllen ass awer do. An och de PRO-SUD… Ech muss soen, deen neie Buergermeeschter vun Diddeleng ass ganz dynamesch, ganz oppen, a mir wäerten elo eng nei Konventioun ofschléisse mam PRO-SUD. An ech hunn och Gespréicher gehat mat Käl an och mat anere Gemengen.

Mir mussen natierlech kucken, deem Ganzen effektiv - an do ginn ech dem Här Wolter recht - eng ganz aner Ausriichtung ze ginn. Mä ech géif et elo schued fannen, wann zu dësem Zäitpunkt, wou mer eigentlech awer um gudde Wee sinn dohinner, wou mer iwwert dat erausginn, wat zu Recht de Mëtteg hei gesot ginn ass, datt et éischter war: Mir sinn do all zesummen, mä herno war all Gemeng ëmmer nëmmen interesséiert, wann ee Projet do diskutéiert ginn ass, dee grad si interesséiert huet, datt mer… Déi Bereetschaft, fir doriwwer eraus ze goen, ass awer de Moment do, an ech fannen, mir sollen déi positiv Elementer opfänken a kucken, eppes dorauser ze maachen. Op alle Fall wëll ech alles maachen, fir ze kucken, datt dat geléngt.

Dann ass gesot ginn de Mëtteg: Jo, d'Evaluatioun vun de Gemengenavisen, déi wär net gemaach ginn, oder mir hätte missen hei schonn - wéi soll ech soen? - nach méi zousätzlech Detailelementer ginn iwwert d'Avise vun de Gemengen.

Bon, éischtens emol muss ech soen, déi Evaluatioun ass nach net am Detail fäerdeg bei eis am Ministère, respektiv och am „interplan" hu mer se nach net diskutéiert. Mä mir hunn awer eng ganz Rei Haaptkritikpunkten, déi ëmmer erëmkommen an den Avisen, déi sinn awer hei am Text mat dran.

Ech wëll der awer e puer eraussträichen. Déi Fro: Prioritär, complémentaire Gemengen - dat ass och vum Här Lies ugeschwat ginn -, dat ass e Konzept, dat, menger Meenung no, ganz sécher muss staark iwwerduecht ginn. Ob et elo ganz fale gelooss gëtt, dat musse mer gesinn, wou mer herno erauskommen. Mä op alle Fall hunn ech do vollt Verständnis fir dat, wat vun de Gemenge kritiséiert ginn ass.

A wann ech och soen - an och am Text steet dat -, datt mer wëllen éischter zréckkommen op d'Konzeptioun vun den CDAen, ech mengen, dat ass jo éischter och en Hiweis drop, datt mer vun där doter Schinn wäerten ewechkommen. Do steet villes dran.

D'Autonomie communale hu mer ganz staark behandelt. Dat ass ee vun den Haaptkritikpunkten, deen erëmkomm ass. D'Komplexitéit vun den Texter, do sinn e puer Beispiller opgezielt ginn. Mir hunn esouguer um Beispill vum PST gewisen an eisem Pabeier, wéi mer eis virstellen, datt een deem ka gerecht ginn, deem ka Rechnung droen, deene Kriticken, déi d'Gemenge gemaach hunn. D'regional Komponent kënnt ganz vill erëm an den Avisen. Och dat gëtt traitéiert.

Also et ass awer net esou, wéi wa mer an eisen Text hei näischt geschriwwen hätten, mä, au contraire, et si ganz kloer grouss Linnen opgewisen. Mä Detailgeschichten… An ech wëll Iech och soen, vill Gemengen, déi hunn natierlech e ganze Koup Detailfroen drageschriwwen, déi si just als Gemeng betreffen. Dat geet da vun dem Wonsch vun engem eenzelne Contournement bis all méiglech méi kleng Detailer, déi eis awer eigentlech elo, mengen ech, an der genereller Debatt hei net vill weidergehollef hätten an der Diskussioun.

Mä et ass selbstverständlech - an dat steet jo och elo an der Motioun dran, déi déposéiert ginn ass -, datt d'Chamber gären eng Kéier méi eng detailléiert Evaluatioun hätt. Déi wäerte mer selbstverständlech der Chamber zur Verfügung stellen, soubal déi am Detail fäerdeg ass, soubal mer och nach eng Rei Gespréicher mat de Gemenge gefouert hunn, déi och nach musse gefouert ginn.

Dann zu der Fro vum Intérêt général par rapport zu der Propriété privée. Also éischtens emol wëll ech soen - dat hat den Här Lies gefrot, well ech dat och an engem Interview gesot hunn -: Wëllt d'Regierung dat zu enger allgemenger Regel maachen, datt den Intérêt général ëmmer Prioritéit huet? Neen, natierlech net. Et geet ganz kloer drëms - wéi soll ech soen? -, fir dat nëmmen an eenzelne Situatiounen ze maachen.

Ech ginn Iech awer e Beispill, fir konkret ze sinn. Bis elo hu mer den Intérêt général ëmmer nëmme spille gelooss bei Stroossebau gréisstendeels, beschtefalls nach bei Schinnegeschichten. Mä zum Beispill wann et ëm eng Schoul gaangen ass, fir eng Schoul ze bauen, do fannen ech et net normal, datt mer entre-temps am ländleche Raum Präisser bezuelen, wa mer eng Schoul wëlle bauen, wéi wa mer an der Haaptstad wären. Dat ass net normal!

An ech muss Iech och soen: Dat kann och net sinn! An do muss de Stat sech Moyene ginn, fir ze soen: Hei, esou geet et net! Da musse mer, menger Meenung no, d'Utilité publique eng Kéier an e Gesetz schreiwen, bei engem Schoulbau. An da spillt och d'Enteegnungsprozedur, wa mer eng Schoul musse bauen! Dat kann net sinn, datt mir Wucherpräisser musse bezuelen, déi einfach just méi wéi iwwerdriwwe sinn, well dat kënne mer eis wierklech net leeschten. An dat ass och net richteg. An ech kéint Iech do Beispiller zitéieren, well mer jo amgaange sinn de part et d'autre, fir Terrainen ze kréien, fir Schoulen ze bauen. Dat ass verréckt, wat do gemaach gëtt!

Dat heescht, et geet drëms, wierklech punktuell do anzegräifen, wou mer wierklech gesinn, datt de Marché verseet, datt de Maart komplett verseet! An do ass de Stat do, fir seng regulatoresch Roll awer ze spillen, fir ze soen, wann de Maart komplett échouéiert an net méi fonctionnéiert a Saache mécht, déi komplett géint den Intérêt général ginn, da muss de Stat intervenéieren. Dat muss d'Zil sinn. An ech mengen, esou wëlle mer och déi Diskussioun op alle Fall féieren a kucken, zu Léisungen ze kommen.

Dann ass geschwat ginn iwwert de Logement. Ech wëll do nëmmen e puer Saachen haut soen, éischtens emol zu där Fro vun de grands Projets d'envergure. Et ass net esou - ech mengen, den Här Wolter huet jo mäin Interview zitéiert, wou dat och aus dem Zitat ervirgeet -, ech hunn net gesot, si géifen alleguerten ewechgeholl ginn! Mä et ginn der vill fale gelooss. An et ginn der vill fale gelooss, firwat? Mä well mer ganz vill Kriticke kritt hu vun de Gemengen an den Avisen, extrem vill Kriticke kritt hunn, déi gesot hunn: „Mir wëllen déi dote Projeten net an eise Gemengen!"

Op där anerer Säit hu mer awer a Gespréicher mat de Gemenge festgestallt, datt et - am Bauperimeter! - vill Gemenge gëtt, déi eege Projeten hunn, déi net berücksichtegt waren, mä déi een awer kéint als grands Projets d'envergure berücksichtegen.

Ech ginn Iech e Beispill. Wat huet dat fir e Wäert, wann elo d'Stad Lëtzebuerg - ech huelen déi eraus, well ech déi jo am beschte kennen -, wann d'Stad Lëtzebuerg zu Gaasperech e groussen Terrain huet, wou e grand Projet d'envergure méiglech ass, deen en plus nach am Besëtz ass vun der ëffentlecher Hand, nämlech hei vun der Gemeng? Ma dann ass et dach besser, de Stat seet: „Kommt, mir kucken", mat deene Mechanismen, déi mer wollten hei aféieren, „mir kucken, eis op dee Projet ze konzentréieren", well dee jo och méi einfach ëmzesetzen ass, well mer do och Terrainen hunn.

An en plus, urbanistesch gesinn, maache mer eppes, wat méi kohärent ass, wat méi sënnvoll ass, well et am bebaute Gebitt schonn ass, wéi wa mer elo géifen décidéieren, iergendwou nach zousätzlech op der grénger Wiss, um Rand vun der Stad eppes ze maachen, wou mer d'Terrainen eventuell net hu respektiv wou mer keen ëffentlechen Transport hunn an esou weider an esou virun.

Also ech mengen, dat ass dat, wat mer wëlle maachen. Bei deene grands Projets d'envergure gëtt et der eng Rei, déi ganz sécherlech ëmsetzbar sinn. Et sinn der jo eng Rei, wou d'Terrainen och an der Propriétéit sinn entweder vum Fonds du Logement oder vun der SNHBM. Déi soll ee kucken an et soll ee kucken, do der eng Rei dovunner sécherlech ze maachen. Mä et gëtt der ganz vill, déi dra sinn, déi si weder vun de Gemenge gewollt, nach maache se och an deem Sënn, wéi den Här Wolter et gesot huet, par rapport zu den ëffentlechen Transportubannungen e Sënn, respektiv et gëtt besserer, déi een an deene Gemenge ka maachen, wou et méi einfach ass, och un d'Terrainen ze kommen. Da solle mer dat ebe genau kucken.

An ech muss Iech soen, ech weess jo awer och, firwat datt déi 500 Hektar an de Plan sectoriel «Logement» erakomm sinn. Dat war jo e voluntaristesche Wonsch, duerch den Drock, deen d'Regierung hat - wat ech awer verstinn, dat ass kee Reproche, deen ech der viregter Regierung maachen an dem fréiere Logementsminister maachen! Natierlech ass en immensen Drock gewiescht ëmmer op deene leschte Logementsministeren duerch déi Präisser, déi mer haut hunn. An duerch dee ganzen Drock ass gesot ginn: Mir mussen an deem Plan sectoriel herno do nach méiglechst Honnerten Hektaren ausweisen. Do sinn einfach Stécker an Terrainen erausgewielt ginn, déi landesplaneresch gesinn net ganz intelligent waren - dat muss een einfach haut esou soen, wéi et ass! -, well den Drock bestanen huet.

Wéi gesot, ech maachen do kee Reproche un dee fréiere Logementsminister. Mä et ass awer esou, wéi se drakomm sinn, déi Terrainen. Dat muss een awer einfach soen, wéi et ass! An ech mengen, datt een awer duerfir och e Bilan muss zéien an einfach wierklech muss kucken eben elo, och op Basis vun deenen Avisen, déi mer kritt hunn, fir dat ze maachen.

Ech si souwisou iwwerzeegt, wa mer, wat d'Präisser ubelaangt, wëllen erschwéngleche Wunnraum schafen oder Mietwunnengen - wou mer eis jo alleguerten eens sinn, datt de Gros dovunner muss iwwert de Stat kommen, dee Projete lancéiert -, ech gleewen net, soen ech Iech, esou wéi den Drock zu Lëtzebuerg ass an esou wéi de Wuesstum ass, dat gesi mer jo aus den Zuelen eraus vum Text, ech gleewen net drun, datt mir et fäerdegbréngen, um gesamten Immobiliemarché d'Präisser erofzedrécken.

Iwwregens wëll ech Iech soen: Dat ass och emol net wënschenswäert - brutal gesinn -, well dat géif eis a ganz aner Schwieregkeete

féieren, op engem aneren Niveau. Mä ech sinn awer der Meenung, datt et méiglech ass, datt de Stat mat de Gemengen zesummen, wann e selwer Projeten initiéiert... Dat kann natierlech och gemeinsam mat Private sinn - ech wëll net soen, datt de Stat alles muss eleng maachen -, dat ass duerchweegs machbar. Et gëtt der och, an do ginn ech verschiddene Riedner recht, och Privater, déi räsonabel sinn, déi wierklech och wëllen hëllefen, eppes ze maachen. Da soll dat gemaach ginn. Mä et gëtt der awer, et mussen der awer och vum Stat selwer gemaach ginn.

An do muss ech awer och soen: An der Vergaangenheet hu mer awer och do vill gesënnegt! De Stat huet selwer oft vill Projete gemaach. A wat huet e gemaach? Ma en huet se zum Maartpräis verkaaft. Kommt, mir kucken dach emol eng Kéier, wat an der Alstad hei geschitt ass!

De Fonds de rénovation de la Vieille Ville, zu wat fir enge Präisser datt do d'Appartementer verkaaft gi sinn, déi sinn zum Marchéspräis verkaaft ginn! Ech hunn eng Question parlementaire gemaach an der leschter Legislaturperiod. Du krut ech geäntwert dorobber, jo, mä de Stat bräicht och Suen an de Stat misst kucken, dann eben déi Suen... Okay, wann een dat seet, wann ee Budgetsschwieregkeeten huet! Mä da muss een awer esou éierlech sinn a soen: Mir hunn do awer och gesënnegt als Stat an der Logementspolitik. A mir hätte vläicht éischter misse soen: Ass et net um Stat, fir ze kucken, zum Beispill do, wou en Terrain huet...

An um Kierchbierg ass dat de Fall an duerfir wëll ech Iech awer hei och schonn emol annoncéieren, datt ech mam Fonds de Kirchberg amgaange sinn, mat der Logementsministesch ze kucken, fir elo e gréissere Projet ze maachen um Kierchbierg, ee mat ëm déi dausend Wunneenheeten, vun deene mer 70% wëllen ënnert dem Marchéspräis op de Marché bréngen. Ënner wat fir enge Konditiounen, dat gesi mer, Bail emphytéotique, wat och ëmmer, do gëtt et jo méi Modeller.

Mä ech mengen, dat ass de Wee, dee mer musse goen, fir erschwéngleche Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen, datt de Stat an d'Gemengen zesumme kucken, Bauprojeten ze lancéieren an dann natierlech duerch d'Neutraliséierung vum Terrain zum Beispill de Präis erofzedrécken a virun allem och esou Mietwunnengen ze schafen. Dat ass awer versäumt ginn an deene leschte Joren! An dës Regierung wëllt dat awer an deenen nächste Jore maachen, wëll ech Iech soen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, da wollt ech nach eppes soen zum Avis vum Syvicol. Bon, ech mengen, den Avis vum Syvicol, deen huet vill Äntwerte ginn aus der Siicht vun all de Gemengen. An et ass am Fong och e gudde Resümee vu villem - logescherweis jo och, well soss géif de Syvicol jo net déi Gemenge vertrieden alleguerten -, vun deem - wéi soll ech soen? -, wat d'Gemengen am Allgemengen, wat d'Generalitéiten ubelaangt, festgehalen hunn.

An et ass och esou, datt mer duerfir an eisem Text hei versicht hunn, eis natierlech gréisstendeels op dat ze baséieren, op d'Kriticken, déi komm si vum Syvicol. An dat ass och de Grond, well mer och fonnt hunn, datt an der Vergaangenheet do Feeler gemaach gi sinn, datt een d'Gemengen net mat an d'Boot geholl huet, firwat mer décidéiert hunn, fir ze soen, ma mir huelen de Syvicol elo direkt mat an de Groupe „interplan", fir datt e vu virera mat um Dësch sëtzt. Da kréie mer de Feedback vill méi séier vum Gemengenterrain. Ech mengen, dat huet jo och jiddwereen heibanne begréisst an duerfir wëlle mer, wéi gesot, dat och maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, nach eng Kéier, ech si frou iwwert déi allgemeng gutt Debatt, sachlech Debatt, déi de Mëtteg hei war. Ech mengen, wann ech hei d'Konklusioun wëll zéien, muss ech soen: Mir sinn eis, wat de Constat ubelaangt, zu honnert Prozent heibanne quasi eens! Et gëtt vläicht Nuancen, an dat ass jo och normal, soss wäre mer jo..., duerfir si mer jo nach ëmmer a verschiddene Parteien, géif ech och soen, et gëtt verschidden Nuancen u verschiddene Propositiounen a Léisungen, déi hei virgeschloe gi sinn.

Mä ech mengen awer, datt dat heiten eng gutt Basis ka bidden, an och dat, wat an der Motioun elo hei zréckbehale ginn ass, deen Optrag, deen d'Regierung do kritt, fir datt mer et kënne packen, aus deem Ganzen hei eppes Seriöes ze maachen. An ech ginn dem Här Gibéryen och recht: Et geet eis net drëms, fir dat iwwert de Knéi ze briechen. Mir wëlle versichen, bis Enn des Joers d'Basistexter fäerdeg ze kréien an déi natierlech dann eng Kéier och mat der Chamber ze diskutéieren.

Dat Eenzegt, wat ech awer wëll soen: Mir hätte gär, datt an dëser Legislaturperiod hei Neel mat Käpp gemaach ginn an datt d'Landesplanung dee Kader kritt, dee se verdéngt! Well ech mengen, mir wëssen et duerch de Constat, mir hu keen anere Choix méi. Mir kënnen eis et net leeschten, nach eng Kéier zéng oder fofzéng Joer ze verléieren!

Ech soen Iech Merci.

Den Här Gira wäert nach op d'Fro vun de Landschaftspläng agoen, op déi Froen, déi gestallt gi sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, däerf ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Majo, et geet ganz einfach drëm: Mir haten do geschwat vun deem Hearing, deen de Ministère wëllt maachen. Wier et méiglech, datt d'Chamber géif un deem Hearing do associéiert ginn, fir sech do wierklech och kënnen e Bild ze maachen dovun? Well soss mécht ee jo och double Emploi, d'Chamber, et huet jo kee Sënn, datt d'Chamber do deen Exercice nach eng Kéier mécht.

An déi zweet Fro, dat war déi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war eng Fro! Dir hat eng Fro.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Pardon! Däerf ech dann och nach eng zweet Fro stellen, Här President?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann den...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...Här Bausch domat d'accord ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Kee Problem, kee Problem!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Déi zweet Fro war déi: Bei der regionaler Zesummenaarbecht, do schaffe mer de Moment wierklech just op Konventiounsbasis. An ech hunn d'Fro gestallt, ob mer eis net missten iwwerleeën, ob mer do net trotzdeem méi wäit misste goen an de Strukturen, ob mer net Strukture misste schafen, déi déi regional Zesummenaarbecht op méi fest Féiss géife setzen. Ech wier och frou, wann Der dozou kéint Positioun huelen.

Merci.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also zur éischter Fro: Ech hu wierklech guer kee Problem. Bon, ech géif natierlech soen, da misste mer awer iergendeng Formule fannen, datt d'Chamber - ech soen elo emol - eng Delegatioun schéckt oder d'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun, well et sinn awer vill Leit do. An et geet jo awer drëms, datt haaptsächlech d'Zivilgesellschaft do zu Wuert kënnt. Mä, bon, mir kënnen awer ganz gär eng Formule sichen, datt vun all Sensibilité politique ee Vertrieder oder zwee dohinnerkënnt. Ech hunn domadder kee Problem. Ech mengen, da solle mer eng Formule fannen.

An zu Ärer zweeter Fro: Ech hu jo gesot, d'Zilsetzung ass et vun eis elo, fir déi Konventiounsgebidder relativ séier eriwwerzekréien an eng Struktur vu Syndikat. Am beschten, fir meng Begréffer, wären et Syndicats à vocation multiple. Soit datt am Ufank nëmmen een eenzegen Objet ka vläicht sinn, firwat ee sech zesummendeet. Mä ech mengen, datt dee Schratt, fir dohinner ze goen, déi enk Zesummenaarbecht verbessert, och d'Strukture verbessert.

Elo weess ech, do gëtt et oft Kriticken, déi soen: Jo, mä dat doten, dat ass e bësse gefëierlech, well da lagere mer alles an d'Syndikater aus an da sinn d'Gemengeréit net méi agebonnen.

Ech mengen dat awer net. Ech mengen, wann een... Et si jo keng honnert Saachen, déi a Fro kommen. Ech hu virdrun d'Aktivitéitszone beschwat. Ech ka mer d'Mobilitéit virstellen. Et sinn och nach vläicht zwee, dräi aner Punkten, wou ee sech ka virstellen. An ech mengen, wann een dat gutt organiséiert, wann een do och d'Statutten esou mécht, datt dem Gemengerot muss Rechenschaft ofgeluecht ginn, ass dat machbar. Mä dat schéngt mir awer e Wee ze sinn, deen ee soll goen, fir ze kucken, relativ séier dohinner ze kommen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt dem Här Bausch eng Fro stellen zu de Projets de grande envergure, well en huet do eng Rei Saache gesot. Ech mengen, Dir verstitt, Här Bausch, wann Der an engem Interview sot, dass d'Majoritéit vun deene Pläng zréckgezu gëtt, a wann op där anerer Säit d'Regierung nach viru sechs Méint gesot huet, dass et e wesentleche Bestanddeel vun der Emsetzung vun enger Logementspolitik wär, dass ee sech awer e bësse méi - wéi soll ech soen? - Informatioune géif erwaarden driwwer, wéi dann elo déi, déi erausgezu ginn, no wat fir enger Prozedur se erausgezu ginn.

Ass dat eng generell Prozedur? Geet dat au cas par cas? Gëtt einfach de schréftlechen Avis vun der Gemeng gekuckt? Ech weess vun enger ganzer Rei vu Gemengen notamment, dass se zwar net mat der Envergure d'accord waren, mä dass se awer duerchaus bereet sinn, iwwer hir Projets d'envergure matzediskutéieren, wann déi an enger anerer Rumm sinn.

Ginn d'Gemenge kontaktéiert individuell? Kréie se gesot, a wat fir eng Richtung dass et geet? Ech muss Iech ganz éierlech soen, ech wär net ganz frou als Buergermeeschter, wann ech iergendwann eng Kéier an der Zeitung géif liesen - an déi Impressioun hat ech e bëssen, eben duerch déi Aussoen; wann ech dat falsch verstanen hunn, dann ass dat an der Rei -, wann ech als een, deen dann do concernéiert wär, iergendwann eng Kéier géif an der Zeitung liesen, dass mäi Projet de grande envergure, dass dee gestuerwe wär, ouni dass awer do mat mir Récksprooch als Gemeng, als Schäfferot geholl gi wär, dass gesot ginn ass: Ass dat dann esou?

An ech si fest dovun iwwerzeegt, well net all Projet de grande envergure schlecht ass. Et ass net all Projet de grande envergure, deen eng Extensioun op der grénger Wiss wär. Et ass och net all...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...Projet de grande envergure, deen net an enger laangfristeger Entwécklung vun der Gemeng Sënn mécht. Dofir fannen ech, dass Der eng wesentlech méi nuancéiert Debatt misst hunn an Ärer Kolleegin, der Ministesch vum Logement, den Optrag sollt ginn, an der Regierung, fir mat de Gemengen och an deem dote Beräich an e Gespréich ze kommen, fir dat ze kucken.

D'Bereetschaft vu menger Gemeng kann ech Iech nach eng Kéier soen. Mir wären also Demandeur, fir de Projet de grande envergure ze maachen. Et misst een also dann awer, well et jo eng Priorité ass, och eng Kéier an e Gespréich kommen. Ënner wat fir enge Modalitéiten, wéi geet dat virun? Wat ass dat, wat de Stat eigentlech do wëllt mat erabréngen? Wie bekëmmert sech dann ëm d'Viabilisatioun? An esou weider an esou weider.

Also, et geet mer wierklech net drëm, fir Iech ze péngegen, mä et geet mer wierklech seriö drëm, dass mer net dee ganzen Effort, deen trotzdeem gemaach ginn ass, fir eng Rei Saachen ze fannen, dass mer dee verléieren. An et geet mer och virun allem drëm, dass mer net alleguerten déi Projeten do verléieren. D'autant plus, dass ech nu wierklech aus enger ganzer Rei vu Gespréicher weess, dass eng Rei Gemengen duerchaus bereet sinn, mat sech diskutéieren ze loossen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, éischtens péngegt Der mech guer net domadder. Au contraire, Dir rennt oppen Dieren an. An ech si perséinlech och der Meenung, an ech ginn och dovun aus, datt d'Regierung dat esou wäert maachen, dat heescht och d'Logementsministesch dat esou wäert maachen, datt natierlech mat de Gemengen driwwer geschwat gëtt.

Wéi gesot, wa mer hei an deem Text esou ee grousse Stellewäert leeën op d'Participatioun an d'Erunzéie vun de Gemengen, schéngt dat mer kloer ze sinn. An duerfir schéngt et mer och kloer ze sinn, datt iwwer all déi Projets d'envergure mer mat de Gemengen e Gespréich musse féieren. Dat heescht, do gëtt et der eng Rei, déi sinn, wéi gesot, aus landesplanneresche Grënn, mengen ech, muss een déi wierklech a Fro stellen entre-temps. An et gëtt awer eng Rei anerer, do musse mer dermat... Also ech mengen, egal wéi muss ee mat de Gemengen driwwer diskutéieren. Dat schéngt mir evident ze sinn.

An ech huelen dee Message gär mat. Ech ginn Iech deen awer och zréck, datt et... Fir mech sinn d'Gemenge Partner an ech fannen, datt een nëmmen, souwisou dee Problem do vum Logement, an de Gréff ka kréien...

De Stat eleng kritt en net an de Gréff an d'Gemengen eleng och net! Hei kënne mer nëmmen zesummen, de Stat mat de Gemengen, dat maachen. An duerfir mengen ech och, datt grad hei d'Parteipolitik soll wierklech ganz erausgehale ginn a wierklech fir d'Saach geschafft ginn, fir datt d'Leit zu Lëtzebuerg erëm erschwéngleche Wunnraum fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. An da kritt d'Wuert de Statssekretär am Emweltministère, den Här Camille Gira.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech war laang genuch an deem Haus hei, fir ze wëssen, dass ëm dës Zäit scho relativ vill Leit a Gedanken anzwousch anescht sinn. Et sinn awer grad zum Plan sectoriel «Paysages», mengen ech, eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Remarquen, och eng ganz Rei Saache gesot ginn, déi faktesch esou net ganz richteg sinn, dass ech mer awer nach géif erlaben, zum Schluss hei kuerz grad zu deem Plan sectoriel Stellung ze huelen.

Et ass de Mëtteg e puermol eng Zuel genannt ginn, 2.586 hunn déi eng gesot, 2.587 hunn déi aner gesot, Quadratkilometer. D'Wourecht läit genee bei 2.586,4. Dat ass déi Fläch, déi mer an deem Land hei, bis auf Weiteres, zur Verfügung hunn. An et ass gemengt ginn, déi géif net méi grouss ginn an et wier der net méi vill. Dat ass richteg!

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer, fir eist Land ze entwéckelen, fir Industriezonen ze bauen, fir Wunnengsquartieren ze bauen, fir ëffentlech Infrastrukturen ze maachen, do wëll ech awer drop opmierksam maachen, dass mer keng 2.586 hunn, mä vill, vill manner! Well, wann ech d'Debatten hei héieren hunn de Mëtteg, da si mer eis jo emol eens, dass mer déi 35% Bësch net touchéieren. Iwwregens ass dat och Gesetz, dass d'Surface vum Bësch net däerf zréckgoen.

Ech héieren hei eng grouss Unanimitéit, an dës Regierung deelt déi, dass mer déi wäertvoll landwirtschaftlech Fläche solle schützen. Do ass de Chiffer vu 70.000 ha genannt ginn. Ech gi jo och dovun aus, dass mer eis eens sinn, dass mer, wa mer dann elo eng Kéier d'Drénkwaasserschutzzonen ausgewisen hunn, dass mer dann awer muer net do Autobunnen, Tankstellen an ech weess net wat soss dra bauen, fir dass mer dat gutt Drénkwaasser dann definitiv verhonzen.

Mir hunn och Obligatiounen, wat de Biotopschutz an den Aarteschutz ubelaangt. Dat net nëmmen, well Bréissel dat gär esou hätt, mä well mir dat och wëllen. Well mer Réckzuchsgebidder fir déi Déieren- a Planzenaarte wëllen erhalen. Mä ech mengen och - an och do sinn ech frou, dass eng Rei Riedner dat gesot hunn -, well dat Waasser, wat d'Déieren drénken, datselwecht ass, wat mir drénken. Well déi Loft, déi d'Vullen ootmen, déiselwecht ass, déi mir anootmen. An dass ganz oft déi Réckzuchsgebidder, wou mer de Weekend, wa mer eng laang a stresseg Woch hanner eis hunn, wëllen higoen, ganz oft och déi sinn, wou déi Déieren- a Planzenaarten dra sinn.

Ech kann Iech soen, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn op eisem Ministère deen doten Exercice eng Kéier an engem anere Kontext gemaach, fir erauszefannen, wat dann nach bleift. Dir wësst, dass Bauschuttdeponien e permanenten Thema sinn. Iwwregens och d'Käschte vun eisem Wuesstum, déi och ni agerechent gi sinn. A wa mer déi dote Flächen alleguerten ofrechnen, da bleiwen nach 9% vu Flächen, wou mer iwwerhaapt kéinten, ech soen elo emol, mënschlech Aktivitéiten himaachen.

An da brauche mer keng 143 Joer, ier mer Lëtzebuerg zoubëtonéiert hunn. Mä wa mer dat dividéieren - kommt, mer soen emol, 10% vun der Fläch hätte mer nach -, duerch déi 700 ha, déi mer elo pro Joer verbrauchen, dann hu mer nach genee 35 Joer fir Flächen, déi aus enger Rei Ursaachen einegermoosse valabel si fir déi mënschlech Entwécklung, zur Verfügung. 35 Joer!

An alles, wat mer doriwwer eraus maachen, soen ech Iech, Dir Dammen an Dir Hären, wäert souwuel um Ufank zu extreme Käschte féieren, well mer natierlech duebel- an dräifach mussen oppassen, wat mer an deene sensibelen Zone maachen. Respektiv, wa mer dann net oppassen a mer mengen, mer missten déi Grenzen iwwerschreiden, wäerte mer herno immens Folgekäschten hunn.

An dat hu mer elo just erlieft. Ech ginn Iech e Beispill awer, vu wat mer schwätzen. Wa mer all déi Quellen, déi elo hu missen erausgeholl ginn, well mer keng Schutzzonen ausgewisen haten an net mat der Landwirtschaft zesumme mat Zäit op manner Pestizidasaz opgepasst hunn, wa mer déi Quelle muer erëm wëllen eranhuelen a se mussen opbereeden, dann ass dat fir d'Allgemengheet, léif Kolleegen a Kollee-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias S.A. / Polygraphic S.A., Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg S.A. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress S.A. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ginnen, e Käschtepunkt vu sechs Milliounen Euro d'Joer. Mir hunn ausgerechent, wa mer dat géifen op déi Hektare Raps ëmleeën, déi ugebaut ginn hei an deem Land, da wiere mer op engem Chiffer vun 3.000 bis 4.000 Euro den Hektar!

Ech hu mer soe gelooss vu landwirtschaftleche Kreesser, den Nettoverdéngscht vun engem Bauer op engem Hektar Mais si 700 Hektar. Ech stellen Iech da wierklech...

Plusieurs voix.- 700 Euro!

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- 700 Euro. 3.000 bis 4.000 Euro Käschte fir d'Allgemengheet, Nettobenefiss op engem Hektar Raps: 700 Euro.

Ech loossen déi Fro emol einfach am Raum stoen. Un engem Beispill, fir ze soen: Ass et wierklech derwäert, op mordicus komm raus, egal wou, egal wat ze erlaben, mat deene Käschten, déi mer kréien?

An dofir mengen ech, ass dat awer richteg, wat hei gesot ginn ass, dass mer, wa mer d'Land wëlle weiderentwéckelen an deenen dräi Beräicher, déi hei ugeschwat gi sinn, da gëtt et héich Zäit, dass mer op där anerer Säit ee Géigepoids maachen, fir dass mer awer och eise Kanner a Kandskanner nach e Land hannerloossen, wou et derwäert ass ze liewen.

An ech hunn och hei dat Gefill, dass zwar de Wäert vum Buedem als monetäre Wäert an deene leschte Joren natierlech en immense Sujet war an och ganz vill Leit sech do d'Hänn reiwen, wann dann eng Gemeng aus enger Kouwiss eng Bauplaz mécht. Ech mengen awer, dass grad well nach ni e Plan sectoriel «Paysages» gemaach ginn ass an de Wäert vun der Fläch a vun der Landschaft u sech fir säin eegene Wäert definéiert ginn ass, mer esou lamentabel noléisseg mat der Landschaft ëmgaange sinn.

An et erënnert mech ganz e bëssen un d'Problematik vum Waasser a vum Ofwaasser. Hätte mer zënter 40 Joer scho käschtendeckend Waasseran Ofwaasserpräisser, da wäre mer eis vill méi fréi bewosst ginn, wéi wäertvoll dat Waassergutt wär. Dat hu mer net gemaach. A jiddwereen ass einfach noléisseg mat deem Gutt ëmgaangen, mam Resultat, wat mer kennen. Mir hu Problemer an alle Beräicher a mir bezuelen eng Strof op Bréissel. Duerfir, mengen ech, sollte mer eis eens sinn, dass et héich Zäit ginn ass, dee Géigepoids ze maachen.

Ech wëll drun erënneren, dass eigentlech schonn zënter 1981 déi gesamt Flächen, déi an deem Plan sectoriel «Paysages» sinn, eigentlech festleien. Déi „grands ensembles paysagers", déi „coupures vertes interurbaines" - gitt hin, maacht Iech d'Méi (veuillez lire: maacht Iech d'Méi, dat ze liesen), ech weess net, ob déi Dokumenter iwwerhaapt schonn um Internet sinn, well et déizäit nach keen Internet ginn ass: Do ass näischt Wesentleches geännert bei der Ausweisung vun deenen Zonen. Dach, déi Flächen, déi an Tëschenzäit natierlech verbaut gi sinn, déi konnten net méi an dee Schutz do erakommen. Mä duerfir gëtt et héich Zäit, dass e Contrepoids gemaach gëtt.

An ech wëll och soen, dass déi ganz Zonen eigentlech fir de Privaten, ausser wierklech d'Coupures vertes, keng direkt Restriktiounen a Servituden hunn, mä éischter sech riichten un déi aner Ministèren, Verwaltungen an un d'Gemengen, fir wierklech ze soen, fir an deenen Zonen d'Zerschneidungseffeten, d'Urbaniséierungseffeten zréckzedreiwen.

An an deem Sënn ass dee beschte Schutz, dee mer fir déi landwirtschaftlech Fläche kënne maachen, ass, wa mer esou séier wéi méiglech dee Plan sectoriel «Paysages» hei ausweisen. Well all déi Zonen, déi do ausgewise sinn a wou dann net méi däerf egal wat gemaach ginn, sinn automatesch fir d'Landwirtschaft reservéiert. An deem Sënn ass d'Landwirtschaft dann, an ech kann dat nëmme widderhuelen, deen éischte Bénéficiaire, wa mer probéieren, all zesummen de Flächeverbrauch vu 700 ha pro Joer ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Vläicht nach ofschléissend e puer Äntwerten op eng Rei Remarquen, déi da méi spezifesch zu de Plans sectoriels komm sinn, och am Kontext mat der Landwirtschaft.

Mat der Madamen Hansen ass et net einfach. Si erënnert mech e bëssen un e bekannte réimesche Riedner. Ech mengen, et war de Cato, deen egal wéi eng Ried e gehalen huet, zum Schluss nach ëmmer gesot huet: „Carthaginem esse delendam - mir musse Karthago och nach zerstéieren." Bei der Madame Hansen hunn ech e bëssen datselwecht Gefill. Egal wat de Sujet ass, zum Schluss kommen ëmmer déiselwecht Froen: Ass et méiglech, nach Landwirtschaft an deem Land hei ze maachen? Wat sinn d'Käschten? An esou weider.

An da kënnt awer nach derbäi, Här President, dass se mer haut eigentlech genee, bal genee déiselwecht Froe gestallt huet wéi déi, déi se mer hei gestallt huet, wéi mer hei der gesamter Chamber oder fënnef Kommissiounen d'Plans sectoriels virgestallt hunn.

Ech hunn deemools hir Suerge schonn, mengen ech, kënne berouegen, dass ech gesot hunn - a liest dat wann ech gelift, Madame Hansen, am Projet de règlement grand-ducal, do steet et schwaarz op wäiss, op Franséisch -, dass duerch de Plan sectoriel «Paysages» net eng nei EIE-Etüd muss gemaach ginn. Dat Eenzegt, wat do drasteet, ass, wann duerch aner Gesetzgebungen eng EIE muss gemaach ginn, da steet am Plan sectoriel «Paysages» just, wat muss gekuckt ginn.

Et ass also esou, am Géigesaz zu där gewësser Onsécherheet, déi haut en Investisseur an der Zone verte huet, wou en net genee weess, wat kënnt dann elo op mech duer, dass, wann dat do bis gekläert ass, da weess jiddwereen, egal ob et en Aussiedlerhaff ass oder eng Gemeng, déi wëllen e Projet maachen, deen d'Utilité publique kritt, weess e ganz genee, wat do drasteet a wéi eng Facteuren - d'Landschaft, d'Biodiversitéit - en am Kader vun der EIE muss kucken. Et ass eigentlech just eng Preziséierung a méi net.

An ech mengen, kommt, mer geheien elo hei net zwou Saachen total duerjerneen. De Plan sectoriel «Paysages» huet näischt mat den Natura 2000-Zonen ze dinn. An et deet mer wierklech leed, dass d'Madame Hansen mengem Appell, fir an eng vun deene flotten Opklärungsversammlungen iwwert d'Natura 2000-Gebidder ze kommen, net nokomm ass. Dann hätt se gemierkt, dass um Terrain d'Konflikter tëschent Emwelt a Landwirtschaft wesentlech manner dramatesch sinn, wéi se vläicht vu gewësser Säit sollen héichgespillt ginn.

Ech kann Iech soen, Här President, mir hate sechs Versammlungen. Mir wäerte 400 Leit gesinn hunn am Ganzen. Dovu ware ganz vill Baueren. A mir hate ganz sachlech a mir hate ganz flott Diskussiounen. An um Enn vun de Réunioune si mer alleguerten auserneegaangen, hu gemengt, dass d'Landwirtschaft och e groussen Intérêt hätt, fir déi Natura 2000-Gebidder ze maachen, wou a puncto Bewirtschaftung och erëm net eng, awer och net eng direkt Aschränkung ass, a vu Servitudë scho guer net ze schwätzen ass. Dofir, kommz, mer halen op, ëmmer erëm hei Konflikter héichzespillen, déi net do sinn, an déi um Terrain iwwerhaapt net esou zum Virschäin kommen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, däerf ech...?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech. Här Gira, Dir hutt jo do kee Problem?

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Madame Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Merci, Här Statssekretär. Ech wollt just nach eemol froen, et si kontrovers Aussoen. Den Här Gira huet zu mir gesot, et géife keng Ännerunge kommen, et bräicht een net méi Études d'impact ze maache bei Natura 2000, wéi wann et keng Natura 2000 wier. D'Madame Minister Dieschbourg sot awer, et misst eng Étude d'impact gemaach ginn. Dat heescht, ech wollt ganz einfach gäre wëssen: Wat ass et? Wat ass richteg?

Merci.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Waart Dir an där Réunioun, Madame Hansen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen, ech war net an där Réunioun. Mä ech krut dat gesot...

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech géif Iech wierklech bieden...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da kënnt Der mer awer äntwerten.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech géif Iech wierklech bieden, wann Der Saache rapportéiert kritt, emol virsiichteg ze sinn, ze préiwen, da vläicht direkt bei eis ze froen. Also, nach eng Kéier: Wa muer e Betrib wëllt en Aussiedlerhaff maachen, da kucke mer, wou dee läit, an da kucke mer, wat do vun Environnementscontraintë sinn an da gëtt Fall fir Fall décidéiert, wat vun Etüden ze maachen ass. Dat ass elo esou, och an enger ganz normaler Zone verte, wa mir do op deem Espace eng Rei Biotopen entdecken, ech mengen, da muss souwisou déi doten Etüd gemaach ginn.

Ech wëll awer och emol soen, wann ëmmer hei vun Zousazkäschte geschwat gëtt: Mir kréien d'Dossieren eran, do gesi mer, dass en Aussiedlerhaff 1,5, zwou Millioune kascht. Déi Erfahrungswäerter, déi mer hunn, sinn esou, dass d'Études d'impact, déi gefrot gi vun eis, 6.000, 7.000, 8.000 Euro kaschten. Mir sinn eis jo awer eens, wann et drëm geet, eng ganz Rei Habitaten ze schützen, eng ganz Rei Déieren- a Planzenaarten, da wäerte bei engem Projet vun zwou Milliounen Euro, elo net déi 7.000, 8.000 oder 9.000 Euro eng Roll spillen. Dofir, Här President, ech géif wierklech bieden, dass mer keng Konflikter héichschüren, wou et keng gëtt.

An ofschléissend wier ech da ganz frou, wann d'Madame Hansen déi Suergen, och vun hirer Partei, fir d'Landwirtschaft ganz eescht hélt, wat ech ganz gutt verstinn, da soll se sech wann ech gelift net ëmmer nëmmen un eis adresséieren. Dir kënnt sécher sinn, dass dës Regierung alles wäert maachen, fir de gesamte Flächeverbrauch zréckzesetzen, dass grad déi Responsabel am Nohaltegkeetsministère vläicht méi streng wéi d'Virgänger virginn, wann et heescht, an der Zone verte egal wat vu Projeten ze maachen. Dofir kënnt den Drock op d'Landwirtschaft sécherlech net vun eis.

Mä ech ka se awer vläicht drun erënneren, da soll se vläicht eng Rei Buergermeeschteren oder och Kolleegen Deputéierten an hirer Partei emol zur Ried stellen. Wann ech Iech géif soen, wat de Flächeverbrauch am Éislek wier, wa mer dem Här Kaes senger Fuerderung, d'N7 op véier Spuren auszebauen, wierklech vun Ettelbréck bis op Housen, ech géif Iech soen, Här President, dat géif méi Flächeverbrauch am Norde maache wéi déi véier Plans sectoriels am Ganze maachen.

Ech géif dann och bieden, innerhalb vun där Partei, déi esou vill Kritik un den Nohaltegkeetsministère mécht par rapport zur Landwirtschaft, eng gewëss Kohärenz ze kréien. A fir an där Linn ze bleiwen, ech soen Iech och, Här President, ech soen Iech och, Här President...

(Brouhaha)

Här President, mir sinn net déi...

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dat ass net seriö. Hien hätt dat do kënne si loossen.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech wëll och hei betounen, dass d'Madame Dieschbourg an ech bestëmmt net déi sinn, déi d'Baueren an d'Zone verte dreiwen. Ech kann Iech awer och soen, Här President, mir hate mindestens zwee Fäll, wou mir zwee landwirtschaftleche Betriber um Rand vun der Uertschaft wollten eng Genehmegung ginn, fir e Stall oder eng Scheier bäizebauen, an dass duerch d'Oppositioun, jo duerch de Refus vun CSV-Buergermeeschteren eng Baugenehmegung ze ginn, elo schlussendlech d'Bauere mussen an d'Zone verte goen.

Dofir, ofschléissend zu dëser Diskussioun, wann ee gär hätt, dass do eppes soll geschéien, da soll een net nëmme sech un d'Regierung adresséieren, mä och kucken, innerhalb vu senger eegener Partei e bësse Kohärenz ze kréien.

Fir de Rescht sinn ech ganz frou,...

(Brouhaha)

...ech si ganz frou, dass, mengen ech, op deene meeschte Bänken de Rôle vun deem PSP erkannt ginn ass: derfir ze suergen, dass mer bei der zukünfteger Entwécklung net méi déi Feeler maachen, déi an deene leschten 30 Joer gemaach si ginn.

Fir de Rescht, wéi mer elo deene Kriticken, déi opkomm si beim PSP, beim Emsetze vum Naturschutzgesetz wäerte Rechnung droen, do kann ech Iech versécheren, Här President, soubal mer do en Text hunn, deen ze diskutéieren ass, da wäerte mer dat selbstverständlech mat den interesséierte Kreesser maachen, mat der Kommissioun.

Ech wëll awer och dorun erënneren, dass, wa mer e bësse méi laang ënnerwee si mat deem Naturschutzgesetz, dat natierlech mat de Plans sectoriels ze dinn huet, well mer déi Kriticken an awer och déi Konklusiounen, déi do gezu si ginn, elo scho wëlle beim Emsetze vun deem Gesetz maachen (veuillez lire: berücksichtegen).

Zweetens wëlle mer och enger Jurisprudenz - déi Der vläicht matkritt hutt - opgrond vum Naturschutzgebitt Mamerdall Rechnung droen, wou mer jo bei engem Projet, dee vun der viregter Regierung ageleet gi war, ganz ferm op d'Nues gaange sinn. A fir an Zukunft och esou Blamagen, wann ech dat emol esou däerf soen, ze verhënneren, probéiere mer och an deem neien Text, dat dote sécher ze maachen.

An deem Sënn kënne mer Iech awer verroden, dass mer alles wäerte maachen, fir bis virum Summer de Projet ze déposéieren. An dann ass et un der Chamber, e gudde Projet doraus ze maachen, wann en nach net gutt sollt sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn awer nach zwou Reaktiounen. Ech verweigeren déi elo net, soss kréie mer... - ah, et ass, wéi Der wëllt! -, soss kréie mer Parole après ministre.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech hu kee Problem!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah neen, ech hunn dat och net gesot, mä vu dass en...

(Interruption)

Voilà. D'Madame Hansen huet d'Wuert an duerno den Här Kaes.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Just ganz kuerz: Ech hunn net nëmmen op d'Neibauten an der Zone verte mech wëlle bezéien, mä och op d'Ausbauten, wa schonn e Betrib do läit am Natura 2000-Gebitt. An ech hat dat schonn déi leschte Kéier gefrot, ech hat do keng Äntwert kritt. Dofir hunn ech et elo nach eng Kéier gefrot: Wier et do net méiglech, an esou engen Zonen oder och an der Zone prioritaire écologique eng Zon ronderëm de Betrib, deen do ass, fräi ze loossen, fir net zum Beispill (veuillez lire: fir net zum Beispill esou eng Étude d'impact mussen ze maachen), déi trotzdeem, och bei engem Ausbau, awer eppes kascht oder eppes méi kascht wéi virdrun, datt een dat ebe kéint e bësse méi flexibel handhaben?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif vläicht dem Här Kaes direkt d'Wuert ginn, da kënnt Der op déi zwou Interventioune mateneen äntwerten. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt u sech den Här Gira just froen, wann ëmmer erëm op déi N7 geklappt gëtt, ob, wann een nei Schinne leet, wann een en Tram mécht, wou een Hektare Bësch ofholzt - elo kann een do driwwer schwätzen, ob dat positiv oder negativ ass -, wann een u sech e gesamte

Réseau vu Vëlospisten mécht - wouriwwer ech jo méi wéi positiv geschwat hunn, mä och do geet ganz vill Terrain verluer, soss kucke mer emol eng Kéier déi eenzel Tracéen; dat ass selbstverständlech, iwwerall do, wou ee sougutt fir den ëffentlechen Transport wéi och fir den Individualtransport eppes mécht -, an dann, wann een eng drëtt Spur an enger anerer Regioun bei der Autobunn mécht, ob do da keen Terrain gebraucht gëtt.

Ech fannen, dat ass eng bëlleg Argumentatioun, fir et esou duerzestellen, wéi den Här Gira dat duergestallt huet!

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Also, ech ka just...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, fir d'Emotioun elo erëm erofzehuelen, géif ech den Här Statssekretär da bieden...

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Jo. Ech wollt just e Beispill huelen, fir ze weisen...

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dat waren och nëmme Beispiller!

(Hilarité)

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- ...fir ze weisen, wéi ee mat enger Strooss méi Hektare kéint verbaue wéi mat de ganze Plans sectoriels.

Ech kann Iech berouegen, beim Tram sinn et siwen Hektar. Ech mengen, dat ass net immens vill. Fir de Rescht ass eben de Virdeel vum Tram, dass en am urbane Raum gebaut gëtt.

A mir sinn amgaangen, e Fënnefjoresplang fir d'Vëlospisten auszeschaffen. Do kann ech Iech och garantéieren, Här Kaes, de Gros vun deene Vëlospiste wäert iwwer bestehend Feldweeër goen a just eng Rei Verbindunge wäerten eng Rei Terraine brauchen. Mä tëscht enger véierspureger Ëmgehungsstrooss ronderëm Housen an engem Vëloswee vun 2,5 m, do gëtt et jo awer nach Differenzen!

Merci!

Une voix.- Kommt bis op Housen!

Une autre voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, da wäre mer elo um Enn vun eiser Diskussioun ukomm.

Motion 1

Mir sinn awer saiséiert mat enger Motioun, déi vum Här Kox abruecht ginn ass, wou ech och mengen, dass déi zur Genüge motivéiert ass. Ech wollt froen, ob et dozou Wuertmeldunge gëtt.

Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, ech wollt am Numm vun der CSV Stellung zu där Motioun huelen, déi mer net wäerte matstëmmen, an zwar aus enger ganzer Rei vu Grënn:

Zum Éischten, wat net üüblech ass an enger Motioun, fannen ech eng ganz Rei Considéranten, déi net duerch en Dispositif eigentlech hannendru suivéiert sinn. Ech fannen, dass e Considérant eigentlech soll op eng Konsequenz hiweisen, wat een hei an der Motioun net fënnt. Zum Beispill, d'Konzentratioun vun den Emploie ronderëm d'Stad, dat gëtt hei monéiert als eppes, wat ganz vill Trafic bréngt. An ech fannen awer am Invite net eng eenzeg Dispositioun, déi da seet, wéi dann d'Regierung soll opgefuerdert ginn, fir dat dann aneschters ze maachen - iwwer Dekonzentratioun, iwwer Dezentralisatioun oder iwwer aner Weeër.

Da muss ech leider - dat maachen ech net gär - soen, dass ech deen een oder deen aneren Tiret net emol verstinn! Zum Beispill, wann do gesot gëtt am Dispositif: «que les communes jouent un rôle central en matière d'aménagement du territoire et englobent à la fois une représentation des objectifs de développement et un dispositif de mise en œuvre;», da muss ech lech ganz éierlech soen, mat menge bescheidene Franséischkenntnisser, déi erlabe mir net ze verstoen, wat dee Saz do wëllt soen.

Wat dann den Dispositif ubelaangt, hunn ech zwou Zorte vu Remarquen ze maachen. Dat Éischt ass déi, wann ee schreift: «à lutter contre la lenteur administrative de viabilisation de terrains;», wär ee scho ganz begeeschtert gewiescht, wann een tant soit peu matgedeelt kritt hätt, wéi dat da soll geschéien. Mir verstinn net, wéi dat do soll da viru sech goen. Et steet do: «à utliser des incitations financières pour mettre en œuvre les politiques de l'aménagement du territoire;». Do wär een nawell frou, ier een esou eppes géif stëmmen, dass ee géif gewuer ginn, wéi dat da soll passéieren.

Ech verstinn net, wéi een de Rapprochement mécht vum Plan directeur d'aménagement du territorie PDAT an de Matières réservées à la Constitution et aux lois am selwechte Paragraf. Dat ass mer total net verständlech! Dat ass dee leschten Invite op der zweeter Säit.

A wann ee schreift: «à fixer les grandes lignes de l'aménagement du territoire pour les années à venir de manière à ce qu'elles tiennent compte de la flexibilté nécessaire au niveau communal;», muss ech och ganz éierlech soen, dass mer net ganz vill mat esou engem Tiret kënnen ufänken.

Et ass net, dass mer net wëlle matmaachen, ech mengen, dat hu mer à suffisance am Kader vun der Diskussioun hei gewisen, mä et wär een awer scho frou, wann ee schonn eng Motioun redigéiert, dass een tant soit peu tëschent dem Considérant an och dem Dispositif do e Lien kéint erëmfannen, dass een tant soit peu e bësse seet, wann een eppes gären hätt, a wat fir eng Richtung dass et soll goen. An dass d'Paragrafen esou redigéiert sinn, dass een och eng Chance huet, fir matzekréien, ëm wat dass et geet.

Et ass aus deene Grënn, wou mer eigentlech net à même sinn als CSV, fir déi Motioun hei matzestëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wolter. Den Här Gibéryen an dann den Här Turpel.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech kann och vun eiser Säit aus net d'Zoustëmmung zu dëser Motioun ginn. Ee vun der Rei vu Problemer, déi ech domat hunn, huet de Kolleeg Michel Wolter och elo hei opgesot. Mä et ass méi prinzipieller Natur. Wann een d'Motioun liest an et huet een och d'Aussoe vun de Ministeren héieren, dann huet een esou d'Gefill, datt hei géif elo versicht ginn, op enger Rei vu Punkte Bremsen anzesetzen. Wat u sech gutt wier! Mä dat kann awer nëmme fonctionnéieren, wann ee parallell herno dann och seet, wéi een de wirtschaftleche Wuesstum steiert.

Wann een higeet an et léisst een alles weider esou lafen, wéi et bis elo gelaf ass, an et kritt een esou vill Aarbechtsplaze weider, esou vill Verkéier weider, an et setzt een op där anerer Säit d'Kadere méi enk, da provozéiert een domadder nach eng Situatioun, wou een nach méi an de Chaos erakënnt an d'Baupräisser zum Schluss nach méi wäerten an d'Luucht goen, wéi se elo schonn an d'Luucht gaange sinn.

Duerfir feelt mir dobäi dat, wat ech de Mëtte virun allem hei ugeschnidden hunn, datt, wa mer wëllen dat Ganzt uerdentlech organiséieren, da muss ee fir d'Éischt eng Diskussioun féieren, wou mer wëllen histeieren. Elo loosse mer alles blannemännches esou weiderlafen, wéi et an deene leschten zéng Joer gelaf ass, de Wuesstum mat all senge Konsequenzen, an op där anerer Säit maache mer de Kader méi enk. An dat féiert onweigerlech an de Chaos an duerfir stëmmen ech déi Motioun net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wat ech e bësse bedaueren, dat ass, mir sëtzen elo vun zwou Auer un de Mëtteg hei, an datt mer am Fong geholl no siwen an eng hallwer Stonn eng Motioun virgeluecht kréien, wou vläicht awer d'Méiglechkeet bestanen hätt, fir virdrun zesummen driwwer ze schwätzen, wat ee kéint änneren. Dat ass leider elo an där kuerzer Zäit net méiglech.

Ech wëll soen, datt, éischtens, eng Rei Virwëtztuten an där Motioun dra sinn, wat den Här Wolter och schonn ervirgestrach huet, wou een net weess, op wat et erausleeft. Zweetens sinn eng Rei Objektiver, op wat mer wëllen erauslafen, si wierklech entweder net kloer oder falsch. Zum Beispill, wann an de Considérante vir steet, datt: «que le développement économique est freiné par le manque de zones d'activités appropriées» an esou weider, geet een, wéi den Här Gibéryen dat jo gesot huet, am Fong geholl dovun aus, datt een deen Développement économique esou wëll weidermaache wéi bis elo, wéi e bis elo gelaf ass.

An och, wann ee seet, datt een de Plan conceptuel, souguer wann d'Zeenarien dat ënnerschat hätten, de Wuesstum, datt een dee géif bäibehalen, mierkt een also, datt déi ganz Wuesstumslogik hei, wou ech awer verstanen hat, datt de Minister déi och kéint kritesch gesinn, déi Wuesstumslogik an do eng Rei aner Momenter, déi ginn hei guer net beréiert. Eng Rei Déséquiliberen, mat deene mer konfrontéiert sinn an de Regiounen, och wat d'Aarbechtsplazen, d'Wunnengen ugeet, ginn net beréiert.

Wat mer ganz gutt gefält, muss ech soen, dat ass den drëtten Tiret vum Invite, dee seet: «à fixer les grandes lignes de l'aménagement du territoire pour les années à venir». Dat ass eppes, wat mer gutt gefält, well dat ass eng absolut Noutwendegkeet! Soit datt et hannendru relativéiert gëtt, wou een net méi weess, op wat et sech dann elo bezitt. Bezitt et sech elo just op «de manière à ce qu'elles tiennent compte de la flexibilité nécessaire au niveau communal» oder ass dat een Zousaz zu deem éischten Deel vum Saz? Dat ass am Text net esou kloer. Mä wann ech nëmmen deen Textsaz géif, deen Deel vum Saz géif kucken, da wier dat eppes, wat mir immens gutt géif gefalen.

Mä da muss een awer och wëssen: Wou ginn dann déi grandes Lignes duerno diskutéiert? Fixéiert d'Regierung déi?

An dann zum nächste Paragraf: Mer setze se an d'Plans sectoriels an dann ass et gelaf?! Oder ass do eng Diskussioun iwwert déi grandes Lignes? Hu mer eng Diskussioun iwwert d'Konklusiounen, déi sech hei erginn aus där Debatt, déi mer haten iwwert d'Zukunft vum Land?

An déi Konklusiounen, déi misst een awer emol kennen an déi soll ee wierklech zesumme festleeën, ier ee se dann an d'Gesetz an an d'Plans sectoriels an an de Plan directeur afléisse léisst.

An do geet et mir net duer, datt mer dann am leschten Tiret soen, d'Kommissioun sollt d'Analys, oder d'Synthèse, egal wéi mer et elo wëllen nennen, vun den Avise vun de Gemengen duergestallt kréien. Also, domadder geet et mir net méi duer, datt d'Kommissioun dat soll duergestallt kréien. Also ech hätt awer wierklech gär, datt d'Chamber kéint associéiert ginn un d'Festleeë vun deene grousse Linnen, déi sech hei erginn aus där Debatt, wou hei vill Froen opgeworf gi sinn.

Mir hu mindestens vun eiser Säit aus versicht, eng Rei Propositiounen ze maachen, wéi een et kéint upaken. Mä mir wëssen net, wéi eng Konklusiounen d'Regierung dorauser zitt. An déi Konklusiounen, déi misst een onbedéngt kenneléieren an déi soll een dann och diskutéieren. An dat gesäit d'Motioun net vir an dat kënne mer och elo net méi esou kuerzfristeg änneren.

Dowéinst proposéieren ech, datt entweder déi Motioun, wa méiglech, net soll ofgestëmmt ginn, datt mer kéinten am Konsens eppes Uerdentleches draus maachen. Oder soss enthale mer eis, well mer och net géint all Aspekt sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Weider Wuertmeldungen zur Motioun?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ech gi jo dovun aus, dass d'Regierung déi ënnerstëtzt. An ech géif dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Motioun ass ugeholl mat 32 Jo-Stëmme géint 24 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. D'Abstentioune si motivéiert ginn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Cécile Hemmen), Claude Haagen (par Mme Tess Burton), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Marie Halsdorf), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher (par M. Michel Wolter), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis (par M. Gilles Roth), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech soen Iech Merci. Mir gesinn eis erëm deen nächsten Dënschdeg, fir ënner anerem d'Projeten iwwert d'Fonction publique ze diskutéieren. Kommt gutt heem.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.57 heures)

Sommaire des séances publiques nos 25 et 26

25e séance

Ouverture de la séance publique p. 370

Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg p. 370

6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg p. 370-373

6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension p. 373-374

6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck» p. 374

6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 375

6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013 p. 375-376

6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014;

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

et

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014 p. 376-382

6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik p. 382-386

26e séance

Ouverture de la séance publique p. 386

Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2 p. 386-387

Débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?» p. 387-410

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0941	Marc Spautz	«Luxembourg Future Fund»
0949	Justin Turpel	Composition des délégations de missions économiques
0951	Gusty Graas	Dépistage du cancer du sein
0952	Fernand Kartheiser	Politique du logement
0953	Justin Turpel	Congé pour raisons de santé des fonctionnaires communaux
0954	Laurent Mosar	Arrêt C-623/13 de la Cour de justice de l'Union européenne
0956	Diane Adehm, Gilles Roth	Centre de rétention
0959	Justin Turpel	Situation des lanceurs d'alerte
0960	Cécile Hemmen	Structure d'accueil d'urgence
0961	André Bauler	Sécurité à Ettelbruck
0962	Josée Lorsché, Claude Adam	Campus Walferdange
0963	Marc Lies	Fonds du Logement
0964	Marc Lies	Audit concernant le Fonds du Logement
0965	Jean-Marie Halsdorf	Fonds d'indemnisation en cas d'aléas thérapeutiques ou d'accidents médicaux
0966	Jean-Marie Halsdorf	Deuxième secteur de la médecine
0967	Alex Bodry	Ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et le droit administratif au Luxembourg
0969	Josée Lorsché	Tarification des transports ferroviaires dans la Grande Région
0971	Fernand Kartheiser	Finances du Fonds du Logement
0972	Fernand Kartheiser	Rapport de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945
0973	Laurent Mosar	«Zukunftspak»
0974	Gusty Graas	Armée commune européenne
0975	Justin Turpel	Catégories de revenus et de patrimoine
0976	Roy Reding	Frais du référendum du 7 juin 2015
0977	Martine Hansen	Participation des personnes handicapées en milieu culturel
0978	Léon Gloden	Fermeture des bureaux du cadastre régionaux
0979	Claudia Dall'Agnol	Carrières dans l'armée
0980	Laurent Mosar	Plan Juncker
0981	Diane Adehm, Gilles Roth	Capitalisation de la BCL
0983	Max Hahn	Mobilité douce
0986	Laurent Mosar	Recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne
0987	Diane Adehm, Gilles Roth	Abrogation du taux super-réduit de TVA
0988	Eugène Berger	Sous-capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg
0989	Marco Schank	Réactivation de la «Trierer Weststrecke»
0990	Nancy Arendt	Lutte contre la pédophilie
0991	Marc Angel	Classement international sur la transparence de l'aide au développement («Aid Transparency Index»)
0992	Justin Turpel	«Quantitative easing» (QE) prévu par la Banque centrale européenne (BCE)
0993	Justin Turpel	Plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, dit «plan Juncker», et Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)
0994	André Bauler	Fouilles sur un terrain romain à Schieren
0995	Marcel Oberweis	Voies réservées aux bus sur les autoroutes autour de la capitale
0996	Nancy Arendt	Projet «Chinese Table Tennis College - Europe in Luxembourg»
0997	Josée Lorsché	Apatridie
1002	Gusty Graas	Contraception d'urgence
1004	Octavie Modert, Léon Gloden, Gilles Roth	Taux de réinsertion sociale des détenus
1005	Marc Lies	TGV entre Strasbourg et Bruxelles
1018	Claudia Dall'Agnol	Office européen des brevets

Question 0941 (27.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **«Luxembourg Future Fund»:**

C'est en 2012 que les Ministres des Finances et de l'Économie de l'époque annonçaient la création d'un Luxembourg Future Fund. Ce fonds à créer sous forme de fonds d'investissement spécialisé (SIF) devait comporter plusieurs compartiments et une société d'investissement privée luxembourgeoise déjà désignée par l'ancien Gouvernement devait jouer le rôle de conseiller d'un de ces compartiments. Le choix en faveur de cette société d'investissement avait d'ailleurs été confirmé par le nouveau Gouvernement.

Ces derniers jours, divers organes de presse ont fait état de la mise à l'écart de la société prédite. Tant le Ministre de l'Économie que la Secrétaire d'État à l'Économie ont confirmé cette décision plutôt surprenante et ont mis en avant que cette décision avait été prise d'un commun accord et pour des raisons techniques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Ministre peut-il clarifier pourquoi la société luxembourgeoise n'a pas été retenue pour s'occuper du conseil voire de la gestion d'un des compartiments du fonds?

- Le «Luxemburger Wort» fait état dans son édition du 25 février 2015, que le Fonds européen d'investissement (FEI), associé au nouveau fonds, ne serait pas convaincu de l'aptitude de cette société d'investissement.

- Est-il exact que le FEI a procédé à une évaluation préalable («due diligence») de cette société?

- Est-il exact que cette évaluation s'est soldée par un avis négatif du FEI?

- Si tel est le cas, le Ministre peut-il communiquer l'avis du FEI à la Chambre des Députés?

Réponse (10.04.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Concernant les questions posées par l'honorable Député, il convient de signaler qu'il avait été retenu dès le départ que le gestionnaire du Sous-fonds «Investissements directs» serait sélectionné après avoir parcouru les procédures de sélection et de «due diligence» obligatoire du Fonds européen d'investissement.

Il s'est avéré par la suite que Genii Investment Management SA et, en particulier, Monsieur Gérard Lopez, n'était, en raison de ses autres obligations professionnelles, pas suffisamment disponible pour s'acquitter des tâches de gestionnaire de façon concordante avec les attentes du FEI. Aussi fut-il convenu d'un commun accord de clôturer le Sous-fonds «Investissements directs» et de réallouer l'enveloppe financière afférente aux Sous-fonds «Co-Investissements» et «Business angels & Family Offices Co-Investissements».

L'avis du FEI a été adressé à la SNCI seulement et tombe sous les clauses de confidentialité de cette dernière.

Question 0949 (02.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **composition des délégations de missions économiques:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0272 du 9 mai 2014 concernant la composition de la délégation du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014 *(cf. compte rendu n°7/session extraordinaire 2013-2014),* Monsieur le Premier Ministre m'avait fourni des explications détaillées sur la composition des délégations officielles lors de telles visites et avait joint un relevé exhaustif de la composition de la délégation officielle du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne. En réponse à ma question afférente, Monsieur le Premier Ministre avait également indiqué qu'à l'avenir rien ne devrait s'opposer à la publication de la composition de la délégation officielle luxembourgeoise lors de visites d'État.

En plus, Monsieur le Premier Ministre précisait, qu'en ce qui concerne la mission économique qui s'est déroulée en marge d'une visite d'État, la définition de la liste des participants relèverait de la compétence de la Chambre de Commerce.

Monsieur le Premier Ministre m'informa également que deux accords ont été signés dans le cadre de cette visite d'État, tout en précisant l'objet de ces accords.

Tout en saluant cette volonté de transparence, je n'ai malheureusement pas trouvé la publication de la composition de la délégation luxembourgeoise lors des visites suivantes, comme celle se déroulant actuellement aux Émirats arabes unis et au Qatar.

Voilà pourquoi je voudrais savoir si:

1. Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner si la composition des délégations luxembourgeoises lors de visites officielles a effectivement été publiée, conformément à sa réponse à ma question parlementaire n°0272 du 9 mai 2014?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il m'indiquer où cette publication a été faite et comment elle peut être accédée? Dans la négative, comment Monsieur le Premier Ministre compte-t-il honorer sa promesse, comment le Gouvernement ou le Ministère

d'État compte-t-il effectuer cette publication et comment peut-on y accéder?

3. Monsieur le Premier Ministre peut-il faire compléter cette publication par le relevé et les objets des accords signés à l'occasion de la visite respective?

4. Monsieur le Premier Ministre serait-il disposé à demander à l'institution compétente pour la composition de la mission économique, en l'occurrence la Chambre de Commerce, ou, le cas échéant de la mission financière, à savoir «Luxembourg for Finance» si je ne me trompe, ou bien à toute autre institution compétente, de publier, dans un souci de transparence, également la composition de cette partie de la délégation?

Réponse (26.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans ma réponse à la question parlementaire n°0272 du 9 mai 2014 de Monsieur le Député, je m'étais effectivement déclaré d'accord pour publier la composition de la délégation officielle luxembourgeoise lors de visites d'État. La dernière visite d'État a eu lieu en Pologne du 7 au 9 mai 2014, visite d'État au sujet de laquelle j'ai fourni toutes les informations demandées par Monsieur le Député.

À côté des visites d'État visées par la question n°0272, de nombreuses missions sont régulièrement organisées, sous des dénominations diverses, par différents organismes dans l'intérêt de la diversification économique. Tel est le cas des deux missions financières aux Émirats arabes unis et au Qatar auxquelles Monsieur le Député fait référence dans sa question. Les missions en question ont fait l'objet à chaque fois entre autres de communiqués publiés sur le site Internet du Gouvernement luxembourgeois, communiqués dans lesquels sont détaillés l'objet des missions, le programme des visites ainsi que des accords qui ont pu être signés à cette occasion. Dans le cas de la mission financière au Qatar, le communiqué comportait par ailleurs un renvoi au site Internet de «Luxembourg for Finance» pour des informations supplémentaires. Pour ce qui est finalement de la communication au sujet de leur participation à des missions économiques d'organismes comme la Chambre de Commerce, ceux-ci demeurent libres de l'organiser à leur guise.

Question 0951 (03.03.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **dépistage du cancer du sein:**

Il est un secret de polichinelle que la prise de bipsies et l'analyse de celles-ci pose nombre de problèmes pour les personnes concernées. Ainsi, de très longs délais d'attente pour connaître les résultats de l'analyse ne sont pas rares.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que dans le cadre du dépistage du cancer du sein au Luxembourg l'IRM n'est pas pratiqué pour faire des biopsies mammaires? Cette méthode est toutefois régulièrement pratiquée à l'étranger.

- Est-il exact qu'au Luxembourg ce type de matériel (antenne et aiguille) est apparemment disponible et permet de faire des biopsies? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ce dispositif n'est pas utilisé pour réaliser des prélèvements sous IRM?

Réponse (03.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les biopsies du sein se font dans le cadre de mise au point de lésions dont on veut connaître la nature avec précision, en l'occurrence lorsque le radiologue pense être en présence d'un cancer. Il s'agit de procédures qui font suite soit à un examen mammographique de dépistage, soit en cas de plainte de la patiente (lésion palpée).

Afin de gagner en précision, la position du matériel de biopsies (aiguille de diamètre variable), est contrôlée via diverses modalités: par mammographie, par échographie, par IRM. La biopsie guidée par IRM est indiquée dans les situations où les lésions ne peuvent être identifiées par les autres moyens d'imagerie (mammographie et échographie).

Selon un rapport de la Haute Autorité de Santé (France) de 2011, certaines conditions doivent être remplies pour que des biopsies sous IRM puissent être effectuées:

- le radiologue doit avoir une expérience suffisante et effectuer minimum dix procédures par an, avec une expérience préalable en IRM mammaire et en biopsies mammaires;

- le radiologue doit être encadré par des ATM formés;

- un accès (une heure) prolongé à l'IRM doit être assuré;

- le radiologue doit pouvoir étudier le dossier sénologique complet de la patiente et valider l'indication de la procédure. Le succès technique de la biopsie guidée par IRM dépend du bon contrôle par le radiologue de la totalité du dossier de la patiente, du strict respect des indications et de l'enjeu diagnostique. Une vraie expertise dans le domaine est considérée comme essentielle;

- la lésion doit être confirmée le jour de la biopsie; elle doit être accessible.

Les besoins en biopsies sous IRM sont en cours d'évaluation à la Direction de la Santé. Comme cela se fait dans les pays limitrophes, cette procédure ne pourrait être intégrée que dans un centre de compétence en pathologie mammaire (Clinique du Sein).

L'article 26bis de loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers m'autorise à déterminer les pathologies ou groupe de pathologies pour lesquels des centres de compétence seront susceptibles d'être autorisés suite à une demande de la FHL.

En se fondant sur le prédit article 26bis, le projet de règlement grand-ducal établissant le nouveau plan hospitalier prévoit qu'un centre de compétence pourra être créé pour la prise en charge du cancer du sein ainsi que d'autres cancers.

Ainsi, une fois déterminé dans le plan hospitalier pour la prise en charge de quels types de pathologies des centres de compétence pourront être créés, l'initiative revient à la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois (FHL) alors que l'article 26bis de la loi hospitalière dispose encore que «la demande d'autorisation est introduite par le groupement le plus représentatif des hôpitaux luxembourgeois sous forme d'un projet de centre de compétence».

Ce projet que la FHL soumet à la Ministre de la Santé doit préciser:

- les disciplines médicales impliquées, le domaine d'activité médicale projeté;

- les objectifs quantitatifs et qualitatifs visés;

- les ressources et équipements à y affecter spécifiquement pour atteindre ces objectifs, y inclus le nombre de lits et d'emplacements dans le ou les établissements abritant le centre;

- les modalités d'organisation médicale et soignante et de gestion du centre;

- les qualifications et compétences déterminant les modalités d'agrément des médecins et, le cas échéant, d'autres professionnels de santé collaborant dans le centre.

Finalement, suite à une telle demande de création d'un centre de compétence de la part de la FHL, je pourrai accorder ou refuser la création de celui-ci.

C'est la procédure qui a été instaurée par le législateur lors de la réforme de notre système de santé en 2010 et j'espère que la FHL jouera le rôle que le législateur lui a confié, à savoir de me soumettre des projets de centres de compétence pour la prise en charge des pathologies que j'ai déterminées dans le plan hospitalier, et notamment la prise en charge du cancer du sein.

Dans le cadre d'un tel projet de centre de compétence «cancer du sein», il sera également procédé à une évaluation des besoins en biopsies sous IRM.

Question 0952 (03.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **politique du logement:**

Op enger Manifestatioun vun der „Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg" (CGJL) ass de Problem vun de Wunnengen hei am Land en Haaptthema gewiescht, wéi an der Press ze liese war. Bei där Geleeënheet hätt de Fraktiounschef vun der Madame Wunnengsbauminister hirer Partei, dem „Luxemburger Wort" no, de Jugendorganisatioune vun der CGJL versprach, „dass die Miet- und Kaufpreise künftig gedeckelt und Baulücken vom Staat gefüllt" ginn.

Doweinst wéilt ech der Madame Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen, an zwar onofhängeg dovun, ob dat, wat an der Press stoung, esou gesot ginn ass oder net:

1. Huet Äre Ministère konkret Pläng, fir de Loyer hei zu Lëtzebuerg ze kontrolléieren an e Plaffong fir Loyere festzeleeën? No wéi enge Modalitéiten?

2. Huet Äre Ministère konkret Pläng, fir d'Kafpräisser fir Immobilien ze kontrolléieren an Héchstpräisser dofir festzeleeën? No wéi enge Modalitéiten?

3. Huet Äre Ministère konkret Pläng, fir vum Stat aus Baulücke mat Wunnraum ze fëllen?

4. Iwwer wat fir e Wee wéilt de Stat an dësem Fall d'Recht kréien, iwwer privat Grondstécker ze décidéieren? A wéi engem Zäitraum an a wéi enge Gemengen?

5. Wann et konkret Projete gëtt, sinn déi schonn esou sprochräif, datt de Fraktiounschef vun der DP kann dovu wëssen a si als fest Versprieche public maachen?

Réponse (01.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

D'Mietgesetz vum 21. September 2006 gesäit haut schonn e Plaffong fir Loyere vir (am Artikel 3): De Loyer vun enger Wunneng däerf pro Joer net méi héich si wéi 5% vum investéierte Kapital. Dëse Montant kann och nëmmen all zwee Joer vum Vermieter adaptéiert ginn. Dëse Plaffong vu 5% stoung och schonns am ale Mietgesetz dran.

D'aktuellt Mietgesetz gesäit och zum Beispill vir, dass de Locataire bei der zoustänneger Mietkommissioun vun der Gemeng eng Loyersreduktioun kann ufroen, wann de Vermieter am Virfeld domadder net d'accord war (no enger Frist vun engem Mount).

D'Regierung huet net d'Intentioun, fir an dëser Legislaturperiod d'Kafpräisser fir Immobilien ze plafonéieren, egal wéi een Typ vu Wunneng oder Immobilie. Esou eng Mesure wär och sécherlech net an engem Rechtsstat wéi onsem - mat der aktueller Constitutioun - méiglech.

Am Kader vum nationale Baulückeprogramm ass eng Kaart opgestallt ginn, wou sämtlech Baulücken aus dem ganze Land visualiséiert gi sinn. Et gëtt tëscht verschiddenen Zorte vu Propriétairen differenzéiert a mir hu festgestallt, dass iwwer 90% vun der Fläch vun de Baulücken dem Privatmarché gehéieren, nëmme 4% gehéieren de Gemengen an nëmmen 0,7% dem Stat.

De Ministère geet op d'Gemengen duer, fir mat all Gemeng ze definéieren, wéi d'Baulücken op hirem Territoire esou schnell wéi méigeleg kënne mat Wunnraum bebaut ginn. Do, wou d'Gemeng selwer am Besëtz vu Baulücken ass, huet de Stat d'Méiglechkeet, fir iwwert de Subventiounsprogramm vum Ministère du Logement nei Wunnbauprojeten ze kofinanzéieren.

Wat d'Aktivatioun vu privatem Bauland ugeet, do gëtt no Piste gesicht, fir op Gemengenniveau mat de Propriétairen an d'Gespréich ze kommen. Dës Sensibilisatioun gëtt am Laf vum Joer 2015 gemaach. De Stat gëtt awer och am Laf vum Joer 2015 op sengen eegenen Terrainen aktiv.

Question 0953 (03.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **congé pour raisons de santé des fonctionnaires communaux:**

Les dispositions du règlement grand-ducal du 21 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires communaux, tel qu'il a été modifié, dispose dans son article 16, que le fonctionnaire empêché d'exercer ses fonctions par suite de maladie ou d'accident doit en informer d'urgence son supérieur hiérarchique et solliciter un congé pour raisons de santé.

Contrairement à ce qui est prévu pour les salariés, «ce congé est accordé sans production d'un certificat médical pour une période de trois jours consécutifs au plus. Pour toute incapacité de travail dépassant trois jours le fonctionnaire doit présenter un certificat mentionnant la durée de l'incapacité de travail, le lieu de traitement (domicile ou hôpital) et, le cas échéant, les heures de sortie». L'article 16 du règlement précise encore que «le certificat médical prend cours le jour de sa délivrance».

Or, il y a des responsables communaux qui aimeraient déroger à ces dispositions en exigeant un certificat médical pour des congés pour raison de santé d'un jour, de deux jours ou de trois jours consécutifs.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, selon quel droit une autorité communale pourrait déroger aux dispositions d'un règlement grand-ducal, qui dispose qu'un congé pour raison de maladie «est accordé sans production d'un certificat médical pour une période de trois jours consécutifs au plus».

Une telle volonté de déroger à une disposition réglementaire prise en exécution d'une loi me semble d'autant plus douteuse que le même règlement grand-ducal prévoit, dans son article 18, d'autres instruments et procédures de contrôle pour éviter les abus qui pourraient se produire lors d'une telle absence de courte durée, à savoir: «Le collège des bourgmestre et échevins peut faire procéder à une visite du fonctionnaire porté malade par le médecin de confiance de la Fonction publique, même si la durée du congé sollicité ne dépasse pas trois jours.»

Réponse (24.03.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'obligation pour le fonctionnaire communal de produire un certificat médical en cas de congé pour raisons de santé est réglée par l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 21 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires communaux. L'article en question prévoit qu'un congé pour raisons de santé est accordé au fonctionnaire communal qui est incapable d'exercer ses fonctions par suite de maladie ou d'accident sans que l'agent en question ne doive présenter un certificat médical pour toute absence ne dépassant pas une période de trois jours consécutifs au plus.

Ce n'est qu'au cas où l'absence du fonctionnaire dépasse trois jours que celui-ci doit produire un certificat médical. En présence d'une disposition réglementaire fixant de façon claire et précise la matière visée, l'application d'une mesure plus contraignante n'est pas indiquée. En effet, une telle prescription, découlant soit d'une décision individuelle du collège des bourgmestre et échevins, soit d'une disposition réglementaire à prendre par le conseil communal, serait contraire au principe de la hiérarchie des normes de droit, en vertu duquel aucune décision à prendre par un corps communal ne doit être contraire à un règlement grand-ducal ou à une loi.

Je tiens toutefois à préciser qu'en exécution de l'article 18 du règlement grand-ducal du 21 octobre 1987 prémentionné, il est loisible au collège des bourgmestre et échevins de faire procéder à une visite du fonctionnaire porté malade par le médecin de contrôle dans la Fonction publique, même si la durée du congé sollicité ne dépasse pas trois jours.

Question 0954 (03.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**arrêt C-623/13 de la Cour de justice de l'Union européenne:**

Sur renvoi préjudiciel par le Conseil d'État français, la CJUE a indiqué qu'un ressortissant néerlandais, travailleur migrant aux Pays-Bas et soumis à la sécurité sociale dans ce pays, ne saurait être soumis en France (État de résidence) sur ses revenus à des prélèvements qui présentent un lien direct et suffisamment pertinent avec les branches de la sécurité sociale.

Cet arrêt qui fera sans aucun doute jurisprudence risquera d'avoir des conséquences substantielles sur la situation des ressortissants communautaires travaillant dans un autre pays que celui où ils sont domiciliés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quelles sont les conséquences de cet arrêt sur les salariés du Luxembourg domiciliés à l'étranger en général et ceux domiciliés en France en particulier?

2. Quid de ceux résidant au Luxembourg, mais travaillant à l'étranger? Est-ce que le Luxembourg procède à des prélèvements tels que décrits plus haut sur leurs revenus?

3. Si tel est le cas, sur quelle base? Monsieur le Ministre entend-il modifier les textes applicables en la matière?

Réponse (03.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. L'honorable Député Laurent Mosar soulève dans sa question parlementaire un aspect d'une problématique générale qui pose actuellement beaucoup de difficultés au niveau européen, à savoir le manque de coordination entre le droit de la sécurité sociale dans ses aspects relatifs au prélèvement de cotisations et le droit fiscal dans ses aspects de prélèvements fiscaux pour financer des prestations sociales.

Dans l'arrêt C-623/13 invoqué dans la question parlementaire, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a retenu dans le cas d'espèce qu'un prélèvement fiscal qui contribue au financement d'une branche de la sécurité sociale qui relève du règlement 883/2004 sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe, ne saurait être à charge d'une personne qui est soumise à un système de sécurité sociale d'un autre pays que celui de sa résidence.

Ainsi la France n'est pas en droit de prélever la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution pour le remboursement de la dette sociale (RDS) sur des personnes résidant en France, mais qui relèvent d'un système de sécurité sociale d'un autre pays.

La France a tiré les conséquences de cette jurisprudence et en référence au premier tiret de la question parlementaire on peut dire que les salariés du Luxembourg domiciliés en France ne doivent pas s'acquitter de ces deux prélèvements fiscaux cités.

Évidemment on ne peut pas exclure qu'il n'y ait pas d'autres États de l'Union européenne qui n'auraient pas tiré toutes les conséquences de cette jurisprudence. Ceci intéresse bien entendu des assurés du régime de sécurité sociale luxembourgeois qui résident dans un autre pays que la France et qui pourraient être forcés à payer des impôts dont la finalité est de financer directement ou indirectement des prestations de sécurité sociale.

Ad 2. Dans le deuxième tiret, la situation de salariés résidant au Luxembourg et travaillant dans un autre État en général et en particulier en France est visée. Étant donné qu'il y a une activité salariée dans cet autre État, ceci entraîne une affiliation au régime de sécurité sociale de cet État. Ces personnes sont donc bénéficiaires des couvertures sociales en vigueur dans cet État et non au Luxembourg.

En exécution de l'article 378 du Code de la sécurité sociale, l'Administration des Contributions détermine en principe la contribution dépendance à payer par les contribuables sur les revenus du patrimoine et sur certaines pensions imposables par voie d'assiette. Toutefois, deux groupes de contribuables ne sont pas soumis à la contribution dépendance, à savoir les non-résidents et les personnes qui ne rentrent pas dans le cercle des bénéficiaires de l'assurance dépendance, ce qui est le cas pour les personnes résidant au Luxembourg et soumis à la sécurité sociale d'un autre État.

Ad 3. La législation luxembourgeoise et l'application concrète qu'en fait l'Administration des Contributions sont donc en ligne avec les conclusions de l'arrêt C-623/13 de la CJUE.

Question 0956 (03.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **Centre de rétention:**

Il nous revient que des sans-papiers repris par les forces de l'ordre ne seraient pas amenés au Centre de rétention, faute de places disponibles dans celui-ci.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le degré d'occupation moyen mensuel du Centre de rétention depuis son ouverture?

- Quel est le nombre d'expulsions par mois depuis son ouverture?

- Quelles sont les instructions données aux forces de l'ordre lorsque le Centre de rétention affiche complet?

- Est-il prévu d'agrandir le Centre de rétention?

Réponse (20.03.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth quant au taux de remplissage moyen du Centre de rétention, il est de prime abord à relever que la capacité d'accueil maximale théorique dudit Centre est de 88 personnes. Il est toutefois à noter qu'en vertu de sa loi organique du 28 mai 2009, le Centre est divisé en quatre unités de logement distinctes, en l'occurrence deux unités à 16 chambres individuelles de 7,73 m² chacune, l'une de ces deux unités étant réservée aux hommes célibataires, l'autre aux femmes célibataires, une unité à 14 chambres doubles partiellement communicantes de 9,31 m² chacune pour hommes célibataires, étant précisé que ces chambres doubles sont considérées comme chambres individuelles en raison de leur exiguïté et conformément au vœu notamment du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du Conseil de l'Europe, et une unité à 14 chambres doubles partiellement communicantes de 9,31 m² chacune réservée aux familles. La capacité d'accueil maximale réelle s'établit donc à 16 femmes célibataires et 30 hommes célibataires, l'unité réservée aux familles n'étant utilisée que ponctuellement en cas de besoin.

Pour ce qui est du taux de remplissage moyen du Centre, celui-ci s'élève en 2012 à 79,69% pour les hommes et à 5,90% pour les femmes. En 2013, ce taux a baissé pour les hommes à 72,63% et est resté stable à 5,90% pour les femmes. En 2014, il s'est élevé à 94,24% pour les hommes et a diminué à 3,96% pour les femmes. Pour 2015, il est tablé sur une stabilisation du taux de remplissage moyen pour les hommes célibataires aux alentours de 95% (le taux de remplissage pour les mois de janvier à mi-mars s'établissant à 91,14%), tandis que pour les femmes, il est à relever que le Centre n'en a hébergé qu'une seule et qui plus est que pour une seule nuit depuis le 1er janvier de l'exercice en cours.

En ce qui concerne le pourcentage des retenus de sexe masculin éloignés du territoire (éloignements, transferts Dublin et retours volontaires), il s'établit pour 2012 à 54,11%, pour 2013 à 59,34% et pour 2014 à 67,94%. Concernant les femmes célibataires, le taux s'élève à 50% en 2012, 75% en 2013 et 64,70% en 2014. En chiffres absolus, 125 hommes célibataires et sept femmes célibataires ont été éloignés du territoire national en 2012, 127 respectivement douze en 2013 et 195 respectivement onze en 2014.

Lorsque les capacités du Centre de rétention sont épuisées, les instructions données aux forces de l'ordre peuvent varier en fonction du cas individuel. En règle générale, il est demandé à la Police grand-ducale d'établir un rapport contenant l'adresse de la personne interceptée.

Il n'est pas envisagé à l'heure actuelle d'agrandir le Centre de rétention. Toutefois, au vu du taux de remplissage éminemment faible de l'unité réservée aux femmes et compte tenu du fait que l'unité réservée aux familles n'est occupée que périodiquement pour un très court laps de temps, étant rappelé dans ce contexte que les familles accompagnées d'enfants ne peuvent séjourner au Centre plus de 72 heures, la direction du Centre entend procéder à une réorganisation interne en réaffectant l'unité actuellement réservée aux femmes aux hommes célibataires et en logeant les femmes, pour autant qu'il y en ait, dans l'unité réservée aux familles. La capacité d'accueil maximale pour hommes célibataires s'établirait dans cette hypothèse à 46 unités, celle pour femmes célibataires à 14. Cette réorganisation présuppose toutefois au préalable un renforcement des effectifs du Centre d'au moins cinq agents, le personnel dont il dispose actuellement n'étant guère pléthorique et ne permettant pas la gestion simultanée et permanente de trois unités sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

Question 0959 (04.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **situation des lanceurs d'alerte:**

Par lanceur d'alerte au sens de la présente, il y a lieu de désigner une personne ou un groupe qui estime avoir découvert des éléments qu'il considère comme menaçants pour l'être humain, la société, l'économie ou l'environnement et qui de manière désintéressée décide de les porter à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou de médias, parfois contre l'avis de sa hiérarchie.

Sans les Bradley, aujourd'hui Chelsea, Manning, Julian Assange, Edward Snowden, Antoine Deltour et autres, beaucoup de choses réfutables ne seraient jamais sorties en lumière.

Or, en contrepartie, les lanceurs d'alerte sont souvent mal protégés (voir le rapport de «Transparency International»: «Assurer une alternative au silence; Vers une plus grande protection et une meilleure assistance des lanceurs d'alerte dans l'UE, Rapport national: Luxembourg[1]». Ainsi, Antoine Deltour par exemple, le principal lanceur d'alerte des «Luxleaks», qui a contribué à révéler un vaste système d'optimisation fiscale des grandes multinationales, ayant fait réfléchir les responsables politiques européens et luxembourgeois à un système d'optimisation moralement et déontologiquement inacceptable: Bien que Monsieur Deltour ait agi de façon désintéressée et en citoyen européen responsable, il est poursuivi par la justice luxembourgeoise et risque une lourde peine.

Au Luxembourg, la protection des lanceurs d'alerte a été formellement introduite par la loi du 13 février 2011 renforçant les moyens de lutte contre la corruption. Ainsi, tout salarié, de même que le fonctionnaire de l'État et le fonctionnaire communal, est protégé contre les représailles en raison de ses protestations ou refus opposés à un fait qu'il considère, de bonne foi, comme étant constitutif de prise illégale d'intérêts, de corruption ou de trafic d'influence aux termes des articles 245 à 252, 310 et 310-1 du Code pénal concernant la corruption et le trafic d'influence.

«Transparency International» considère comme principal point fort de cette loi son existence et, par conséquent, l'acceptation politique de la protection des lanceurs d'alerte et du lancement d'alerte en général. Par contre, le point faible de la loi est l'absence de possibilité de dénoncer des faits à des tiers et à la presse. Seule une modification de la législation existante pourrait permettre à un lanceur d'alerte d'accéder à des tiers indépendants et impartiaux ainsi qu'à la presse dans certaines conditions.

Comme la protection des lanceurs d'alerte, qui, de manière désintéressée, portent à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou des médias des informations sur le fonctionnement réel d'activités douteuses, moralement ou déontologiquement condamnables, devient de plus en plus importante, j'aimerais savoir:

1. Monsieur le Ministre de la Justice partage-t-il l'appréciation qu'il serait utile de renforcer la protection des lanceurs d'alerte, tel que défini ci-dessus, au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quels sont les éléments de protection nécessaires à cette fin?

3. Quels sont les voies et moyens pour y parvenir?

Réponse (27.03.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député soulève des questions d'une actualité certaine. Il est prématuré d'annoncer à ce stade des pistes précises, mais le Gouvernement a engagé des réflexions et prévoit des consultations notamment avec «Transparency International».

Avant toute décision, le Gouvernement souhaite aussi s'entretenir avec la Chambre des Députés dans le cadre de la demande de mise à l'ordre du jour de différentes commissions d'un point relatif à la législation sur les lanceurs d'alerte, initiative prise par l'honorable Député en parallèle avec sa question parlementaire.

Question 0960 (04.03.2015) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **structure d'accueil d'urgence:**

Il me revient que le Gouvernement prévoit la construction d'une structure d'accueil d'urgence pour personnes sans-abri sur le territoire de la commune de Sandweiler. La capacité d'accueil se situerait autour de 380 personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer ces informations?

- Le cas échéant, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir des renseignements supplémentaires sur la stratégie nationale dans laquelle s'inscrit ce projet?

Réponse commune (09.04.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En septembre 2013, le Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ont convenu de la construction d'une structure d'accueil d'urgence multifonctionnelle sur un terrain propriété de l'État, adjacent à l'actuel Centre de rétention, et situé entre la route de Trèves et la route de Neudorf, sur le territoire de la commune de Sandweiler.

Ce projet s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de disposer d'une structure d'hébergement pouvant accueillir, dans l'urgence, différents publics cibles.

Ainsi, la structure d'accueil est destinée à héberger des personnes dans des situations d'urgence, dans lesquelles d'autres possibilités d'hébergement ne seront pas possibles.

La structure d'accueil est multifonctionnelle et modulable afin de pouvoir être adaptée rapidement aux besoins des publics accueillis. Il est ainsi prévu de pouvoir y accueillir les personnes sans-abri hébergées durant les mois d'hiver (décembre à mars) dans le cadre de la «Wanteraktioun» (en remplacement de l'ancien bâtiment «Computerland» actuellement en service), les demandeurs de protection internationale en cas d'afflux massif ainsi que des personnes se trouvant en situation de crise en raison d'une évacuation de l'institution qui les héberge habituellement. Dans un souci de flexibilité, la structure est composée de deux bâtiments, dont l'un est organisé en dortoirs et l'autre en chambres individuelles ou doubles. La capacité d'accueil maximal de la structure, telle que décidée en septembre 2013, est de 388 personnes.

Il convient de souligner enfin que l'hébergement au sein de cette structure revêt un caractère provisoire, en attendant que d'autres solutions d'hébergement plus stables aient été trouvées.

Les services de l'Administration des bâtiments publics planifient le projet depuis plusieurs mois en étroite collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

La phase «avant-projet détaillé» a été finalisée début février et la demande d'autorisation de construire a été introduite auprès de la commune de Sandweiler début février 2015.

Dans l'hypothèse que toutes les autorisations soient disponibles pour la mi-2015, une mise en service pourrait être prévue pour la mi-2016.

Le projet a été présenté lors d'une réunion jointe de la Commission de la Famille et de la Commission du Développement durable à la Chambre des Députés le 23 mars dernier et a également fait l'objet de discussions à la commune de Sandweiler en novembre 2014.

Une entrevue avec le collège échevinal de la commune de Sandweiler a eu lieu en date du 27 mars 2015 afin de présenter le projet en détail.

Question 0961 (05.03.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécurité à Ettelbruck:**

Suite au meurtre qui s'est produit lundi soir près de l'Hôtel de Ville d'Ettelbruck et au récent acte de violence dans l'avenue Salentiny, le sentiment d'insécurité éprouvé par la population locale est manifeste.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Comment les patrouilles de la police sont-elles généralement organisées? Les patrouilles se font-elles également en tenue civile?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est disposé à renforcer les contrôles policiers à Ettelbruck et environs, notamment durant la soirée et la nuit tout en mettant un accent particulier sur les zones critiques?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'élaborer, en collaboration avec les partenaires concernés, un nouveau concept de sécurité pour la Nordstad, notamment pour les lieux à risque élevé?

Réponse (10.04.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La ville d'Ettelbruck est desservie par le Centre d'intervention de Diekirch (24 heures sur 24/7 jours sur 7) et le commissariat de proximité d'Ettelbruck (disponible surtout en semaine de 07.00 à 20.00 heures et le week-end en fonction des manifestations locales). Complémentairement les autres unités de la région telles que le Service régional de police de la route ou le Service de Recherche et d'Enquête Criminelles (opérant en tenue civile) marquent leur présence. En général, les patrouilles de police sont organisées de manière à couvrir l'ensemble des territoires de compétence des unités de police respectives.

Le dispositif de patrouilles à pied ou en véhicule sont quotidiennes et coordonnées entre les différentes unités afin de maximiser l'effet de la présence policière. Considérant les événements récents, l'accent est mis sur les patrouilles à pied afin de favoriser une communication directe avec le citoyen. Par ailleurs, des opérations «coup de poing» cadencées avec un effectif renforcé notamment par le groupe canin de la police, sont organisées. Les missions s'exécutent aussi bien par du personnel en tenue que par du personnel en civil.

Entre le 1er septembre 2014 et le 31 décembre 2014, 256 patrouilles ont été effectuées sur le territoire de la ville d'Ettelbruck et depuis le début de l'année au total 154 patrouilles ont été faites en portant une attention particulière sur les points sensibles comme la Grand-rue ou encore le quartier de la gare. La cadence a donc été augmentée, ceci d'ailleurs avant l'évènement tragique récent.

Pour l'instant la Police grand-ducale a opté pour la stratégie de réaction policière rapide, ciblée, ponctuelle et adaptée en fonction de l'analyse criminelle. Ce choix tactique est à

[1] voir sous http://www.transparency.lu/wp-content/uploads/2013/12/Luxembourg-ATS-Providing-an-alternative-to-silence-Country-Report-FR-v4.11.2013-clean.pdf

considérer comme complémentaire au plan de sécurité établi avec les six communes de la Nordstad en 2009.

La police continuera à suivre de près l'évolution de la délinquance et est sensible au sentiment de sécurité de la population. Elle se met à disposition de tous les acteurs publics afin de rapidement faire évoluer la situation actuelle.

Question 0962 (05.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Campus Walferdange:**

Le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) a annoncé récemment le déménagement complet des activités universitaires du Campus Walferdange vers le Campus Belval pour la rentrée de septembre 2015. Le site de Walferdange servirait ensuite au regroupement de plusieurs services éducatifs.

Le MEN envisage en effet d'y installer notamment l'Institut de Formation à l'Éducation nationale, le Service de la restauration scolaire, le Service de documentation et production audiovisuelle du SCRIPT, l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, le Centre de gestion informatique de l'éducation, le collège des inspecteurs et certains inspectorats d'arrondissement ainsi que certaines équipes multiprofessionnelles, l'Institut pour déficients visuels, la Commission médico-psycho-pédagogique nationale, l'Office national de l'enfance ou encore le service Treff-Punkt des Maisons d'enfants de l'État.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres:

1. Est-ce que le Gouvernement prévoit d'y implanter également d'autres services ou institutions, non liés à l'Éducation nationale? Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir plus de précisions sur l'affectation à moyen et à long terme du site?

2. Est-ce que le Campus Walferdange doit subir des travaux de transformation respectivement de construction importants dans le cadre de sa réaffectation? Quelles sont les phases de réaménagement prévues et quelle sera la durée des travaux?

3. Qu'en est-il de l'implantation de deux lycées, annoncée par les Ministres Wiseler et Biltgen en réponse à la question parlementaire du député Claude Adam du 3 décembre 2012 *(cf. compte rendu n°5/2012-2013 - question parlementaire n°2450)* (lycée d'environ 20.500 m², lycée d'environ 7.700 m² et internat d'environ 2.500 m²)?

4. Est-ce que les autorités locales sont impliquées dans les discussions concernant le réaménagement du site?

Réponse commune (21.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

1. Le Gouvernement en Conseil a pris la décision en date du 27 février 2015 d'implanter différents services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), dont notamment l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) et l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC), sur le site de Walferdange.

Il est porté une attention particulière à une utilisation efficiente des surfaces disponibles au vu du fort potentiel qu'offre ce site.

Les divers services du MENJE n'occuperont toutefois pas l'ensemble des surfaces disponibles. En effet, certaines surfaces resteront dans un premier temps inoccupées afin de servir de réserves pour l'implantation d'éventuelles autres fonctions sur le site à moyen ou à long terme. Aucune décision n'a cependant été prise quant à la future affectation de ces surfaces de réserve.

2. Il n'est pas envisagé de réaliser de travaux de modification d'envergure à court terme, mais seulement des travaux de remise en état des bâtiments concernant notamment les revêtements de sol, la peinture, de même que des adaptations ponctuelles. Dès la libération des lieux par l'Université du Luxembourg, il est prévu de procéder au plus vite à ces travaux en vue d'une mise à disposition pour la rentrée scolaire 2015-2016. À noter toutefois qu'à moyen terme un assainissement énergétique et des travaux substantiels s'avéreront nécessaires.

Il n'est actuellement pas possible de se prononcer quant à un timing précis pour le réaménagement et les travaux prévus sur le site puisqu'ils dépendront des services destinés à s'y installer ainsi que du planning de déménagement des occupants actuels.

3. Il est exact que l'implantation de deux lycées fût envisagée sur le site de Walferdange suite à une étude de potentialité que l'Administration des Bâtiments publics avait fait élaborer en juillet 2011.

S'agissant d'un site historique inscrit à l'inventaire supplémentaire selon l'arrêté ministériel du 28 novembre 1979, la seule contrainte serait, selon l'avis du Service des Sites et Monuments Nationaux, la conservation du château avec les ailes latérales. En outre, le parc avec certains arbres remarquables sera également à conserver et à mettre en valeur. Les bâtiments plus récents ne présentent quant à eux pas de particularités historiques ou architecturales qui demanderaient absolument leur conservation.

La délibération quant à la nécessité d'un lycée supplémentaire dans la région Centre sera en grande partie dictée par le plan directeur sectoriel «Lycées» (PDSL) dont la finalisation est attendue prochainement.

4. Dans l'hypothèse de l'intégration d'une structure scolaire et d'un réaménagement important respectivement d'une réaffectation du site, il est évident que les autorités communales soient impliquées dans le projet lorsque ce dernier se concrétisera.

Question 0963 (05.03.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du Logement:**

Récemment, Madame la Ministre du Logement a informé le parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg sur une convention conclue entre le Fonds du Logement et un promoteur privé concernant un grand projet de construction à Schlewenhof dans la commune de Leudelange.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si elle entend remettre en question le principe des conventions conclues avec des promoteurs privés, communes ou personnes privées?

- Madame la Ministre estime-t-elle qu'une des missions principales du Fonds du Logement est l'acquisition de terrains pour la construction de logements à coûts modérés?

- Madame la Ministre estime-t-elle que les promoteurs privés devraient contribuer à la mise à disposition du foncier à des prix abordables, et le cas échéant, par quels moyens Madame la Ministre entend-elle encourager les promoteurs privés?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de maintenir et transposer les projets d'envergure tels que définis dans le plan directeur sectoriel «Logement» qui est retiré et actuellement en cours de révision?

Réponse (07.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Tant que les bases légales et réglementaires en vigueur sont respectées, le principe de la conclusion de conventions avec des promoteurs privés, des communes ou des personnes privées n'est pas remis en question.

Conformément à l'article 55 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement:

«L'action du fonds, dans le cadre du programme annuel ou pluriannuel prévu à l'article 19 et dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de développement urbain et rural ainsi que d'aménagement du territoire, consiste dans les missions suivantes:

- réaliser l'acquisition de terrains, l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que la construction de logements destinés à la vente et/ou à la location;

- constituer des réserves foncières conformément à l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et des réserves de terrains susceptibles d'être intégrées, à moyen ou long terme, dans le périmètre d'agglomération;

- créer de nouveaux quartiers de ville, de lieux d'habitat et d'espaces de vie;

- promouvoir la qualité du développement urbain, de l'architecture et de la technique;

- réduire le coût d'aménagement des terrains à bâtir;

- promouvoir le recours aux droits d'emphytéose et de superficie;

- agrandir le parc public de logements locatifs et contribuer à en assurer la gestion».

Pour pouvoir atteindre ses objectifs en matière de création de logements et afin de satisfaire la demande énorme de logements sociaux et à prix abordables, le Gouvernement entend également impliquer les acteurs privés dans la construction de logements. À cet égard, différentes options de collaboration sont analysées à la fois au sein du Ministère et au sein de groupes de travail avec des représentants du secteur privé.

À l'heure actuelle, le Ministère est en train d'analyser les avis que les communes ont formulés au sujet des plans sectoriels, et notamment les solutions alternatives proposées par les autorités locales. Le Ministère ne se prononcera sur l'avenir des projets d'envergure qu'après avoir achevé ce travail de synthèse.

Question 0964 (05.03.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**audit concernant le Fonds du Logement:**

Le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat fait actuellement l'objet d'un audit commandité par Madame la Ministre du Logement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Quelle est la lettre de mission exacte à la base dudit audit?

- La lettre de mission a-t-elle circonscrit le cercle des personnes devant être entendues dans le cadre dudit audit?

- Le cabinet d'audit chargé par Madame la Ministre a-t-il de son propre gré délimité le cercle des personnes devant être entendues?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons voire les critères qui sont à la base d'une telle délimitation?

Réponse (17.03.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

En date du 9 octobre 2014, le Ministère du Logement avait lancé un appel d'offres relatif à un diagnostic du «Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat», établissement public sous la tutelle de la Ministre du Logement.

À cette fin, un cahier des charges avait été élaboré précisant les points à évaluer pour le diagnostic convoité.

Lors de la réunion de lancement, en date du 13 janvier 2015, en présence de la Ministre du Logement ainsi que du Président du Fonds du Logement, le soumissionnaire retenu, en l'occurrence PricewaterhouseCoopers, a présenté l'approche générale de la mission avec, entre autres, le point: «Préparer et réaliser les entretiens avec les personnes clés identifiées.»

Lors des premières réunions de concertation entre PwC et le Ministère du Logement, une liste des personnes à interroger fut dressée, ceci sur base d'un organigramme fourni par le Fonds du Logement.

Par la suite, cette liste a dû être adaptée sur base d'un changement intervenu dans ledit organigramme, à savoir après le licenciement d'une personne clé auprès du Fonds du Logement.

Pendant la phase des interviews, certains collaborateurs du Fonds du Logement ont manifesté leur désir d'être entendus à leur tour. De même, le Président du Fonds du Logement a avancé ses souhaits quant aux personnes à entendre. Désireux de permettre au maximum le croisement des données collectées, la Ministre du Logement a autorisé PwC à entendre un nombre supplémentaire de personnes.

Finalement une bonne vingtaine de membres du personnel du Fonds du Logement auront été interviewés dans le cadre dudit diagnostic.

Annexe: Cahier des charges relatif à ladite mission

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0965 (06.03.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **fonds d'indemnisation en cas d'aléas thérapeutiques ou d'accidents médicaux:**

L'évacuation, en mai 2014, du projet de loi 6469 relatif aux droits et obligations du patient était accompagnée de l'engagement du Gouvernement de présenter dans le délai d'un an un nouveau projet de loi portant création d'un fonds d'indemnisation en cas d'aléas thérapeutiques ou d'accidents médicaux.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Les travaux préparatifs pour le projet de loi portant création dudit fonds d'indemnisation ont-ils déjà été entamés?

- Dans l'affirmative, endéans quel délai le projet de loi pourra-t-il être déposé?

- Dans la négative, le Gouvernement entend-il quand même respecter son engagement de mai 2014?

Réponse (25.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Je puis rassurer l'honorable Député de ma détermination d'avancer dans la création d'un fonds d'indemnisation des accidents médicaux, conformément au programme gouvernemental qui retient à cet égard que «dans le souci de faire valoir les droits des patients et de préserver leurs intérêts en cas d'incident ou de dommage encourus, un fonds d'indemnisation fixant aussi les conditions de prise en charge de l'aléa thérapeutique sera créé et géré en synergie avec les systèmes en place dans les pays voisins».

Pour le patient confronté à un dommage représentant une certaine gravité, la création d'un tel fonds d'indemnisation comportera deux innovations majeures: le droit à l'indemnisation par la solidarité nationale d'accidents médicaux d'origine non fautive («aléa thérapeutique») et la création d'une procédure extrajudiciaire de résolution des litiges graves par l'intermédiaire de ce fonds d'indemnisation.

En s'inspirant des systèmes mis en place en Belgique et en France, mes services ont d'ores et déjà élaboré un texte martyr qui est actuellement discuté au sein d'un groupe de travail auquel j'ai tenu à associer le Ministère de la Sécurité sociale. Sur base des conclusions des experts des deux ressorts ministériels, et après avoir consulté les milieux principalement intéressés, je ne manquerai pas de soumettre dans les meilleurs délais un avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement.

Question 0966 (06.03.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **deuxième secteur de la médecine:**

Dans son Info-Point n°17 de janvier 2015, le collège médical énumère un certain nombre d'exemples qui seraient selon lui la preuve qu'il existerait de fait dans l'exercice de la médecine un deuxième secteur de libre pratique, en dehors de la convention, pourtant obligatoire et automatique. Le collège médical suggère que l'on régularise ce deuxième secteur notamment afin de mieux protéger les patients.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quelles sont les solutions que le Gouvernement envisage afin de remédier à la situation décrite ci-dessus?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition du collège médical de régulariser le deuxième secteur?

Réponse commune (10.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale* et de ***Mme Lydia Mutsch,*** *Ministre de la Santé:*

Monsieur le Député Halsdorf fait référence dans sa question à la lettre collective du collège médical publiée dans l'Info-Point n°17 de janvier 2015. Si les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale rejoignent l'analyse du collège médical par rapport à ce qui se fait au niveau des médecins établis au Luxembourg, ils en tirent néanmoins des conclusions un peu différentes.

C'est le Ministère de la Santé qui accorde aux médecins l'autorisation d'exercer au Luxembourg, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire qui définit notamment les conditions que doit remplir le médecin pour avoir le droit d'exercer au Luxembourg. L'article 6 de ladite loi dispose plus précisément que, dès son installation, le médecin doit recueillir les informations nécessaires concernant les législations sanitaire et sociale et la déontologie applicables au Luxembourg.

Il est donc entendu que dès leur installation au Luxembourg, les médecins doivent prendre connaissance du fait que les conventions conclues entre la CNS et l'AMMD tant pour les médecins que pour les médecins-dentistes leur sont respectivement applicables.

On ne peut donc pas, à vrai dire, parler d'un deuxième secteur de la médecine, alors qu'en droit il n'est pas prévu et que les médecins exerçant au Luxembourg doivent obligatoirement se conformer aux dispositions légales, réglementaires, statutaires et conventionnelles leur applicables. Ceux qui ne les observent pas, sont en infraction avec ces dispositions et le Collège médical devrait exercer, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1999 qui détermine ses attributions, le pouvoir de discipline sur tous les médecins qui violeraient les prescriptions légales, réglementaires et déontologiques concernant l'exercice de leur profession.

Si le collège médical entend par régulariser le deuxième secteur de médecine, soumettre à une mesure de discipline tous les confrères qui ne se conforment pas aux dispositions légales, réglementaires, statutaires et conventionnelles, les ministres en charge de la Santé et de la Sécurité sociale ne peuvent que l'en féliciter. Une autre forme de régularisation ne pourra être envisagée par rapport à la législation actuelle. Il serait dans ce cadre intéressant de mettre en place un échange régulier d'informations entre le Collège médical et le Ministère de la Santé en vue de décider éventuellement du retrait de l'autorisation d'exercer à des médecins en infraction répétée avec les textes de loi.

Le Ministre de la Sécurité sociale est en train de réfléchir à la réalisation d'une campagne de sensibilisation des affiliés au conventionnement obligatoire des médecins et médecins-dentistes et aux conséquences qui en découlent pour leur facturation. En effet, la liberté tarifaire pour les médecins n'existe que pour les patients non assurés, voire pour les prestations qui ne figurent pas dans les nomenclatures et qui ne sont pas prévues par l'assurance maladie.

Si, de façon assez régulière, il est avancé de part et d'autre que les tarifs des actes et services des médecins ne seraient pas assez élevés et que ce fait serait à la base des fraudes rencontrées dans ce secteur, il faut dire que tant les statuts de la Caisse Nationale de Santé que les nomenclatures des actes et services pris en charge par l'assurance maladie prévoient un certain nombre de dérogations permettant aux médecins et médecins-dentistes de faire payer des suppléments aux patients - même s'ils sont appelés à les facturer avec modération et retenue - en relation avec les coûts supplémentaires que leur imposent certains traitements (convenances personnelles, facturation sur devis de certains soins dentaires, tarif spécial applicable aux actes des médecins professeurs, etc.).

Question 0967 (08.03.2015) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et le droit administratif au Luxembourg:**

Depuis une quinzaine d'années, il n'existe plus d'ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et le droit administratif au Luxembourg.

Certes, quelques publications juridiques récentes traitent de certains aspects du droit public dans notre pays.

Aucun de ces ouvrages ne peut cependant prétendre fournir une vue structurée et exhaustive de l'ensemble des institutions publiques et des règles régissant le fonctionnement de l'État luxembourgeois.

- Le Gouvernement partage-t-il ce constat?

- Alors que l'Université du Luxembourg est en plein essor, ne pourrait-on pas envisager de définir un projet avec cet établissement public en vue de doter le Luxembourg enfin d'un manuel de droit public moderne et complet?

Réponse (27.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement partage le constat dressé par l'honorable Député quant à la nécessité de doter notre pays d'un ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et administratif alors qu'aucune des publications actuellement disponibles ne permet d'avoir une vue d'ensemble sur le fonctionnement des institutions de l'État.

Ainsi le Gouvernement a déjà pris contact avec le Doyen de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg, Monsieur Stefan Braum, qui a marqué son accord de principe d'examiner la question de la publication d'un manuel de droit public actualisé.

Q146

Question 0969 (09.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **tarification des transports ferroviaires dans la Grande Région:**

Pour les usagers des liaisons ferroviaires en direction d'un pays limitrophe, les tarifs à payer au Luxembourg sont souvent considérablement plus élevés que les offres valables entre la première gare située dans le pays limitrophe et la destination souhaitée. Cette différence de prix s'explique en général par la validité strictement nationale des différents titres de transport. Par conséquent, les usagers partant du Luxembourg sont souvent forcés de se munir d'un billet supplémentaire rien que pour passer la frontière.

Dans le contexte de l'amélioration de la mobilité transfrontalière, Monsieur le Ministre a mené en juillet 2014 des entretiens bilatéraux avec Vincent Magnus, bourgmestre de la ville d'Arlon, et en janvier 2015 avec Jacqueline Galant, Ministre fédérale de la Mobilité en Belgique. Les entretiens ont notamment porté sur deux sujets d'une grande envergure pour le Luxembourg: l'introduction d'une tarification attractive et harmonisée entre la Belgique et le Luxembourg et l'aménagement d'un Park & Ride sur les terrains de la SNCB à Stockem.

Du fait qu'une tarification harmonisée fait également défaut au niveau des lignes ferroviaires vers la France et l'Allemagne, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. L'introduction d'une tarification commune entre la Belgique et le Luxembourg a-t-elle trouvé un accord lors des négociations avec les autorités belges et quelle sera, le cas échéant, l'échéance de sa mise en vigueur?

2. Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le projet de construction d'un Park & Ride à la frontière belge?

3. Est-ce que l'introduction d'une tarification harmonisée et attractive fait également l'objet de négociations avec les autorités allemandes et françaises?

4. Dans l'affirmative, quelle est la position de ces dernières face aux solutions envisagées par Monsieur le Ministre?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Madame Josée Lorsché porte sur l'introduction d'une tarification commune entre le Luxembourg et ses pays limitrophes et plus précisément sur le projet du P&R de Stockem.

Dans ce contexte, je tiens à informer qu'afin de favoriser la part modale du ferroviaire dans les déplacements transfrontaliers, le Luxembourg et la Belgique se sont mis d'accord sur le principe de mettre sur pied un groupe de travail pour avancer vers une tarification unique d'ici juillet 2015.

Il est ainsi prévu de se concerter ensemble avec la SNCB sur la mise en place d'une tarification transfrontalière réduite pour la gare d'Arlon et pour la future desserte du point d'arrêt de «Viville», qui est censé assurer la desserte ferroviaire du P&R projeté à Stockem.

S'y ajoute le SMOT (Schéma de mobilité transfrontalière) qui est en cours d'élaboration entre le Luxembourg et la Wallonie, afin de s'assurer d'une mobilité efficace et durable entre ces régions, qui traite également la problématique de la tarification transfrontalière.

Le P&R de Stockem quant à lui pourra être mis en place dès que les ateliers de la SNCB auront déménagé à Arlon. La SNCB est en train de faire les analyses nécessaires, afin de définir la capacité de départ de ce P&R qui pourrait se situer aux alentours de 500 à 1.000 places dans une première phase. Des extensions pourront se faire en fonction de la demande constatée par la suite. D'ailleurs ce projet de P&R, comme aussi son interaction avec les autres projets de P&R se situant dans le périmètre de la frontière Luxembourg-Belgique, est également analysé dans le cadre du SMOT.

En ce qui concerne une tarification transfrontalière unique entre le Grand-Duché et respectivement l'Allemagne et la France, je tiens à relever qu'une telle tarification existe depuis plusieurs années déjà dans les moyens de transports publics par route.

En effet, sur les lignes du RGTR existe un système de tarification appelé «RegioZone» avec des titres de transports similaires à ceux des transports publics nationaux; des billets et abonnements mensuels uniques peuvent être utilisés tant sur les lignes RGTR vers l'Allemagne que sur celles vers la France. L'introduction de l'opportunité d'un abonnement annuel pour les lignes du type «RegioZone» est en cours d'analyse.

Question 0971 (09.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **finances du Fonds du Logement:**

De Fonds du Logement schéngt eng Zäit laang finanziell Schwieregkeete gehat ze hunn, ass mir zougedroe ginn. Anscheinend war eng Kreditlinn ewechgefall, wouduerch de Fong eng Rëtsch Rechnungen net mat Zäit konnt bezuelen. Dat hat och zu wierkleche finanzielle Verloschter gefouert. Opgrond vun dësen Informatioune wëll ech der Madame Wunnengsminister e puer Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass Enn 2014 oder Ufank 2015 eng Kreditlinn vum Fonds du Logement ewechgefall ass an datt de Fong doduerch Rechnungen net konnt mat Zäit bezuelen?

2. Ass et richteg, datt dës Kreditlinn bei der Banque ING war? Iwwer wéi e Montant war dës Kreditlinn?

3. Iwwer wéi e Montant war d'Zomm vun den onbezuelte Rechnungen opgrond vun där opgeléister Kreditlinn?

4. Wat waren d'Grënn vun der Bank, ob nun ING oder eng aner, fir dës Kreditlinn opzeléisen?

5. Kann et sinn, datt dës Aktioun och eng Konsequenz vun den ugehollenen «Dysfonctionnementer» beim Fong war, déi am Dezember an der Press stoungen?

6. Wéi e Schued ass dem Fong duerch dës Aktioun entstanen? Sinn an där Zomm Strofen agerechent, déi wéinst net mat Zäit bezuelte Rechnungen fälleg waren? Wéi vill genee hunn esou Strofen ausgemaach?

Réponse (09.04.2015) de **M. Marc Hansen,** *Secrétaire d'État au Logement:*

Et ass richteg, dass Enn 2004 eng Kreditlinn vu fënnef Milliounen Euro fir de Fonds du Logement bei de ING gestoppt ginn ass. Dës Kreditlinn resultéiert aus engem Appel d'offres vum November 2013.

D'Bezuele vu Rechnungen an der Héicht vun ongeféier dräi Milliounen Euro huet missen ëm e puer Deeg verréckelt ginn.

Question 0972 (09.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapport de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945:**

Am Januar 2002 ass d'Spezialkommissioun fir d'Studien iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder zu Lëtzebuerg an de Krichsjoren 1940-1945 (Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945) eng éischte Kéier zesummekomm. Den 19. Juni 2009 huet dës Spezialkommissioun hire Rapport der Regierung iwwerreecht.

Zanterhier ass op dësem Dossier kee Fortschrëtt méi ze erkennen.

Doweinst wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Hunn déi successiv Regierungen zanter dem Juni 2009 Konklusiounen aus dësem Rapport gezunn a sinn dës z. B. an engem Regierungsrot festgehale ginn?

2. Sinn, op Basis vun dem Rapport, konkret Schrëtt ageleet ginn? Sinn, z. B., geschiedegt Bierger opgrond vun neien Erkenntnisser entschiedegt ginn?

3. Wann d'Äntwerten op déi zwou éischt Froe negativ wären, denkt déi aktuell Regierung drun, Konklusiounen a konkret Schrëtt aus dem Rapport vun der Spezialkommissioun fir d'Studien iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder zu Lëtzebuerg ze verbanne mat de Suitten aus dem aktuelle Rapport iwwert de Rôle vun der Verwaltungskommissioun während dem zweete Weltkrich («Rapport Artuso») ?

Réponse (03.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Zesummenhang mat de Recommandatioune vum Rapport vun der Spezialkommissioun iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder zu Lëtzebuerg an de Krichsjoren 1940-1945, deen 2009 virgeluecht gouf.

De Rapport mécht effektiv eng Rei Recommandatiounen un d'Regierung, vun deenen eenzelner méi immediat sinn, anerer méi à long terme geduecht sinn.

Wann de Rapport och nach net a gedréckter Form virläit, wat eng vun de Recommandatioune war, sou ass en awer um Internet zënter 2009 ze fannen. Eng Publikatioun ass iwwregens och virgesinn.

Zënter dem Ofschloss vun den Aarbechte vun der Spezialkommissioun goufen et regelméisseg Kontakter tëschent dem Statsministère an dem Consistoire. Bei dëse Kontakter ass iwwert d'Konklusioune vun dem Rapport an hir Ëmsetzung berode ginn.

Ufank September 2013 war eng Réunioun tëschent dem deemolege Premierminister a Vertrieder vum Consistoire, an där konkret Moossname festgehale goufen, déi e Schwéierpunkt op d'Mémoire leeën. Den Députéierte Ben Fayot ass duerno beoptraagt ginn, fir e Rapport zu der Kreatioun vun enger Fondation de la Mémoire de la Shoah auszeschaffen, Rapport, deen hien am Fréijoer 2014 virgeluecht huet.

Duerno huet d'Regierung sech konkret mat der Ëmsetzung vu verschiddene Moossname befaasst.

Sou soll effektiv eng Fondation de la Mémoire de la Shoah op d'Bee gestallt ginn. Si wäert ënner anerem aus dem Geld, wat op de sougenanntene Comptes dormants läit a wat net vun lerwe reklaméiert gëtt, gespeist ginn. Iwwert dës Comptes dormants gëtt momentan e Rapport geschriwwen.

Aktuell ass een Aarbechtsgrupp, deen aus Vertrieder vum Statsministère an dem Consistoire zesummegesat ass, chargéiert, d'Statuten an d'Missioune vun dëser Fondatioun auszeschaffen.

Och wäert e Monument fir d'Affer vun der Shoah opgeriicht ginn. D'Kontakter mam jiddesche Kënschtler, deen déi Skulptur soll schafen, sinn opgeholl, an de Kënschtler wäert an deenen nächste Wochen op Lëtzebuerg kommen, fir sech e Bild ze maachen, wéi déi Skulptur kann op der Plaz intégréiert ginn, wou si hikomme soll.

Den Deputéierte freet, ob, op Basis vun dem Rapport, geschiedegt Bierger opgrond vun neien Erkenntnisser entschiedegt goufen. Dat ass net de Fall.

Wat déi drëtt Fro vum Députéierten ubelaangt, wëll ech hien informéieren, datt d'Regierung de «Rapport Artuso» zur Kenntnis geholl huet an datt si hir Konklusiounen doraus wäert zéie bei der Konsultatiounsdebatt, déi momentan vun der Chamber preparéiert gëtt.

Question 0973 (10.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«Zukunftspak»:**

La mesure 115 du Zukunftspak prévoit l'introduction d'un impôt spécial en charge des assureurs dans l'intérêt des services de secours. Il y est précisé que cet impôt rapportera à l'État à partir de l'année 2016 des recettes de 2,8 millions euros par an.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la forme que prendra cet «impôt»? S'agira-t-il d'un impôt au sens strict du terme ou d'un prélèvement parafiscal?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cet «impôt» soit conforme au principe de l'égalité devant la loi, en ce qu'il ne touchera que les seules entreprises d'assurance?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

À l'instar de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie, il est proposé d'introduire un impôt spécial dans l'intérêt des services de secours, à charge de tout assureur souscrivant une assurance de responsabilité civile pour automoteur. Cet impôt est destiné à contribuer à la couverture des frais des services de secours liés aux accidents routiers.

La loi du 22 avril 1905 concernant l'établissement d'un impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie dispose que l'État perçoit dans l'intérêt du service d'incendie, outre les impôts généraux, un impôt spécial à charge de tout assureur faisant dans le Grand-Duché des opérations d'assurances contre les pertes causées par l'incendie. Cet impôt est de 3% du montant total des primes dues pendant l'exercice révolu pour l'assurance contre les risques d'incendie des immeubles et objets mobiliers se trouvant dans le Grand-Duché, ainsi que pour les risques locatifs, les recours de voisins, l'explosion de la foudre et du gaz ou tout autre accident de ce genre, de ces mêmes biens.

Le produit de l'impôt spécial est destiné exclusivement pour l'organisation et le fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers.

Or, les statistiques des services de secours montrent que de nos jours, le nombre des interventions techniques dépasse de loin le nombre des interventions causées par des incendies. Ainsi, en 2013, sur environ 13.500 interventions, seulement 2.300 concernaient la lutte contre l'incendie. Sur les autres 11.200 interventions techniques, 4.385 ont eu lieu sur la voie publique. Il s'agissait essentiellement d'accidents de la circulation (2.653) et d'enlèvements de traces d'hydrocarbures (896) ou de fuites d'hydrocarbures (255).

Ainsi, considérant qu'un nombre important des interventions est causé par les déplacements en véhicule automoteur, il est proposé d'introduire, à l'instar de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie, un impôt spécial dans l'intérêt des services de secours, à charge de tout assureur souscrivant une assurance de responsabilité civile pour automoteur.

Un dialogue aura lieu avec le secteur de l'assurance afin de déterminer les modalités et les détails de la mesure.

Il y a lieu de remarquer également que ce nouvel impôt ne couvrira qu'une partie du coût des services de secours. L'avant-projet de loi sur l'organisation des services de secours et créant un établissement public en charge de ces services est en cours de rédaction par le Ministère de l'Intérieur.

Question 0974 (11.03.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**armée commune européenne:**

Dans une interview accordée au journal allemand «Welt am Sonntag» le 8 mars dernier, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a avancé l'idée d'une armée européenne. En effet, il affirme que l'OTAN, compte tenu de sa structure et sa mission, ne peut assumer la défense exclusive de l'UE. Selon lui, une armée commune européenne permettrait à l'UE de réagir avec plus de crédibilité dans le contexte de sa politique étrangère et de sécurité commune. Une telle initiative renforcerait la défense des valeurs européennes et constituerait un signal fort sur la scène mondiale, notamment à l'adresse de la Russie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre partage-t-il le point de vue du Président de la Commission européenne au sujet d'une armée commune européenne?

- Dans l'affirmative, par quels moyens le Luxembourg pourrait assurer sa contribution dans la constitution de l'armée de l'UE?

- Est-ce que la création d'une armée de l'Union européenne n'entraînerait pas un affaiblissement de l'OTAN?

Réponse (07.04.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

1. L'Article 28A, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne (Traité de Lisbonne) spécifie que «la politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi». La mise en place, le moment venu, d'une telle «défense commune» déboucherait très probablement sur la création d'une armée européenne commune qui en constituerait l'outil militaire.

2. Compte tenu des réalités politiques au sein de l'UE, la réalisation d'une défense européenne commune - et a fortiori la création d'une armée européenne commune - constituent nécessairement des perspectives encore lointaines. Une défense et une armée européenne commune présupposeraient un consensus des États membres de l'UE sur de très nombreuses questions politiques complexes touchant à des prérogatives et traditions nationales (commandement, autorisation et contrôle d'éventuels déploiements etc.). Outre qu'une armée européenne commune pourrait contribuer à affirmer le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur de sa sécurité ainsi que de la sécurité autour de ses frontières extérieures, d'autres attraits parmi les plus évidents seraient les synergies et économies d'échelle rendues possibles, mettant en commun les efforts de tous les États membres. Cela pourrait avoir pour effet une réduction des coûts et une meilleure efficience militaire. Le moment venu et en fonction de la configuration retenue pour la mise en place d'une défense et d'une armée européenne communes, le Luxembourg assurerait de manière adéquate sa contribution.

3. La mise en place d'une défense et d'une armée européenne communes ne pourraient se faire que dans le plus parfait respect de la compatibilité et de la complémentarité avec l'OTAN, cela tout en excluant de manière catégorique toute duplication des structures.

4. Le débat actuel sur une armée européenne ne devrait aucunement détourner l'attention des défis actuels de la Politique de Sécurité et de Défense commune (PSDC) de l'UE. C'est la raison pour laquelle notre pays s'appliquera de manière très pragmatique et terre-à-terre à faire avancer la cause de la PSDC lors de sa Présidence de l'UE du deuxième semestre 2015.

Question 0975 (11.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **catégories de revenus et de patrimoine:**

Par ma question parlementaire n°0772 *(cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2014-2015)* du 5 décembre 2014, je m'étais adressé à Monsieur le Ministre des Finances pour savoir de quelle façon le Gouvernement prévoit de réunir les données relatives à tous les revenus, avoirs et fortunes de personnes résidant ou opérant au Luxembourg, ces données (anonymisées) étant indispensables à la discussion d'une réforme fiscale en connaissance de cause.

Dans sa réponse du 14 janvier 2015, Monsieur le Ministre des Finances m'informa que «la plupart de ces données, étant soumises à l'impôt et/ou à la sécurité sociale, sont rapidement disponibles à partir des fichiers de l'Administration des Contributions directes respectivement auprès de la Sécurité sociale.» Monsieur le Ministre des Finances continua en soulignant, que «l'interconnexion des données issues des différentes institutions de sécurité sociale avec celles issues des déclarations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aboutira à un outil d'analyse inédit qui comporte l'essentiel des revenus composant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'exception des revenus du capital qui font l'objet d'une retenue à la source libératoire. Les informations ainsi collectées pourront, le cas échéant, être utilement complétées par des renseignements à la disposition du Statec. En cas de besoin, des estimations et des simulations devront être effectuées pour des données qui ne seraient pas directement disponibles.»

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais soulever la problématique de plusieurs types de données, qui, à mon avis, ne sont actuellement pas disponibles auprès de l'ACD, de la Sécurité sociale ou du Statec, et pour lesquelles une estimation ou une simulation ne suffiront en aucun cas pour déterminer de façon assez précise l'ordre de grandeur par bénéficiaire (qui - et c'est important - pourra cumuler ces revenus ou avoirs avec d'autres revenus professionnels), à savoir:

1) Les revenus de capital mobilier et immobilier, dont les intérêts sur obligations, dépôts ou créances (imposés selon la retenue libératoire nationale à un taux de 10% à la source de sorte que l'administration fiscale ne connaît pas le bénéficiaire de ces intérêts). Beaucoup des personnes bénéficiant ainsi d'un taux libératoire de 10%, devraient payer un impôt de 40% sur leurs revenus d'intérêts, au cas où ceux-ci seraient cumulés avec leur revenu professionnel.

- Comment Monsieur le Ministre veut-il faire rassembler les données relatives à ces bénéficiaires, leurs revenus d'intérêts et leur revenu total?

2) La plus-value réalisée sur la vente de titres financiers (actions, obligations, dérivés, etc.) est un revenu non imposé après une période de détention de plus de six mois. Si les titres sont détenus plus de six mois, la plus-value réalisée n'est plus considérée comme un bénéfice de spéculation et l'Administration des Contributions ne demande même pas la déclaration de ces plus-values. Aucune administration ne connaît l'existence des plus-values et elles ne peuvent par conséquent figurer dans aucune statistique concernant les revenus. Même pour les enquêtes européennes (EU-SILC) effectuées par le Statec, ces plus-values ne devraient pas apparaître, puisque le calcul de la plus-value nécessite une comptabilité détaillée. Pour les personnes aisées disposant d'un portefeuille de titres, la réalisation de ces plus-values peut apporter des revenus non négligeables dépassant facilement les revenus professionnels. Dans la mesure où ces personnes aisées n'ont pas besoin de ces fonds pour couvrir leurs dépenses journalières, elles ne vont procéder à la vente de ces titres qu'au moment où elles sont certaines de réaliser une plus-value, plus-value qui n'est pas considérée comme revenu et n'est donc ni imposée, ni connue par les administrations en cause.

- Comment Monsieur le Ministre veut-il faire rassembler les données relatives à ces plus-values, leurs bénéficiaires et leur revenu total?

3) Les dividendes sur actions subissent une retenue à la source de 15%. Le contribuable doit déclarer les dividendes perçus, mais ils ne sont pris en compte comme revenu qu'à raison de 50%, sous le prétexte que l'autre moitié ait déjà été imposée au niveau de l'entreprise (tandis que l'affaire «LuxLeaks» a montré la réalité de l'imposition des bénéfices des grandes entreprises et multinationales). Comme l'impôt retenu à la source est pris en compte pour le décompte final des impôts dus, les données y relatives pourraient être accessibles pour l'Administration des Contributions.

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour faire rassembler les données relatives à l'entièreté des dividendes sur actions, leurs bénéficiaires et leur revenu total?

4) Les stock-options (en cas de vente) et les rémunérations des stock-options bénéficient également d'une imposition forfaitaire.

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour faire rassembler les données relatives aux plus-values de vente et de rémunération des stocks options, leurs bénéficiaires et leur revenu total?

5) L'impôt sur la fortune des personnes privées a été aboli et il n'existe pas d'impôt sur les successions en ligne directe, de sorte que l'administration fiscale ne dispose plus d'informations concernant le patrimoine des personnes.

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il faire rassembler les données relatives aux fortunes des personnes privées et aux successions en ligne directe?

Toutes ces données, leurs bénéficiaires, de même que le revenu total et le patrimoine total de leurs bénéficiaires (anonymisé) sont indispensables pour une discussion d'une réforme fiscale en connaissance de cause. Soulignons que la présidente du Comité économique et social (CES), Madame Pascale Toussing, dans une interview à «Paperjam» du 8 mars 2015, indiqua: «… je pense qu'il ne doit pas y avoir de tabou dans la discussion, pas d'a priori. D'où la nécessité de disposer d'un aperçu exhaustif des données de base sans lesquelles aucune conclusion ne serait possible.» Il s'agirait de «mettre préalablement chaque partie sur un même pied d'égalité en matière d'informations de base».

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre des travaux en vue de l'aboutissement de la réforme fiscale, le Gouvernement s'engage à récolter toutes les données statistiques disponibles et nécessaires auprès de l'Administration des Contributions directes, de la Commission de Surveillance du Secteur financier, du Statec et d'autres organismes, pour être en mesure de mener un débat objectif et exhaustif.

Ces renseignements ainsi rassemblés seront mis à la disposition de la Chambre des Députés et à toutes les forces vives de la Nation.

Question 0976 (11.03.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **frais du référendum du 7 juin 2015:**

Beim Gesetz vum 10. Februar 2015, dat d'Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert de Referendum op nationalem Niveau ännert, war keng „Fiche financière" derbäi, well keng zousätzlech Ausgabe fir de Stat ofzegesi waren. Duerfir wéilt ech elo den Här Banneminister Folgendes froen:

1. Wat kascht de Referendum vum 7. Juni d'Statskeess?

2. Kënnt Der ausféierlech oplëschten, wat déi eenzel Ausgabepunkte sinn, déi mat dësem Referendum verbonne sinn? Z. B. d'Impriméen, d'Participatioun un de Fraise vun de Gemengen oder d'Wahlbureauen.

Réponse (23.03.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte freet Detailer zu de Käschte vum Referendum vum 7. Juni 2015.

E genaue Chiffer kann ech dem Deputéierten zum jetzegen Zäitpunkt net nennen, well zum Beispill de Montant fir d'Indemnitéite vun de Memberen aus deenen eenzelne Wahlbureauen eréischt nom Referendum feststeet.

Ech kann dem Deputéierten awer schonns folgend Ausgabepunkten, déi direkt vum Stat bezuelt ginn, oplëschten:

- Impriméë fir d'Wahlbureauen: 67.000 €
- Wahlziedelen: 12.000 €
- Enveloppë fir d'Bréifwahl: 11.500 €
- Bureausmaterial: 500 €
- Avis an den Zeitungen: 4.000 €
- Postsendungen: 225.000 €
- Indemnitéite fir de Bureau centralisateur: 45.000 €

Total: 365.000 €

Dozou kommen déi Onkäschten, déi d'Gemengen hunn, an déi si vum Stat zréckbezuelt kréien. Dorënner falen d'Indemnitéite fir d'Leit aus de Wahlbureauen oder och d'Convocatioune fir d'Wieler.

De Montant wäert hei ronn 1.000.000 € sinn.

Am Ganze géif de Referendum, esou wéi d'Käschte bis elo bekannt sinn, also 1.365.000 € kaschten.

Question 0977 (11.03.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **participation des personnes handicapées en milieu culturel:**

Beaucoup de personnes en situation de handicap souhaitent s'intégrer en fonction de leurs capacités en milieu culturel (danse, théâtre, etc.). Malheureusement l'intégration de personnes handicapées dans des spectacles de niveau amateur ou professionnel reste très faible.

Il est pourtant essentiel de favoriser la mixité dans tout projet culturel en considérant la personne handicapée non pas uniquement dans un rôle de consommateur, mais également dans celui de créateur, d'acteur et d'artiste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Les Ministres peuvent-elles me confirmer la difficile intégration de personnes handicapées dans le milieu culturel?

2. Est-ce que les mesures actuelles engendrées en la matière sont suffisantes pour promouvoir la participation active des personnes en situation de handicap aux pratiques culturelles?

3. Comment les Ministres envisagent-elles de permettre aux personnes handicapées d'accéder davantage à la vie culturelle en tant qu'acteur, artiste et créateur?

Réponse (20.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

1. L'offre culturelle au service de la société s'adresse à un public le plus large et diversifié possible, indépendamment de son origine, de sa religion ou encore de sa situation économique ou physique.

Ainsi, dans la remarquable offre culturelle du Luxembourg, toute personne - y compris les personnes en situation de handicap - peut, en fonction de ses intérêts et de ses capacités physiques ou intellectuelles, s'intégrer et s'investir dans l'un ou l'autre projet culturel, et ce tout aussi bien en tant que consommateur qu'en tant qu'acteur.

2. Le droit à la culture est une réalité politique et juridique. Dès lors, l'accès à la culture a trait à sa reconnaissance formelle dans notre programme gouvernemental (2013-2018). Le Ministère de la Culture, par le biais de ses institutions et son milieu conventionné, veille à garantir le droit à la culture pour tous.

Cette prérogative ne vise pas seulement l'accessibilité matérielle et physique aux activités culturelles, mais aussi l'activité intellectuelle et la participation active à une culture diversifiée et de qualité.

Nombreux sont les projets qui encouragent la participation active de personnes en situation de handicap. Certains sont soutenus, que ce soit à travers des conventions ou des subsides ponctuels, par le Ministère de la Culture, d'autres par le Ministère de la Famille et de l'Intégration ou encore par le Ministère de la Santé:

- BlanContact: projet avec artistes professionnels et danseurs-acteurs amateurs, dont certains en situation de handicap physique;

- Danse ta différence: s'adresse à des groupes parents-enfants mixtes et/ou en situation de handicap;

- Théâtre Tuttifrutti: groupe de théâtre composé de jeunes, dont certains sont atteints de trisomie 21;

- Collectif Dadofonic: groupe de théâtre et de danse composé exclusivement de personnes en situation de handicap mental;

- Orchestre Taka Tuka: orchestre composé en partie de musiciens en situation de handicap mental;

- Art Co-opérations: ateliers d'art pour artistes en situation de handicap mental;

- solidArt: ateliers de peinture pour personnes en situation de handicap mental;

- et bien d'autres encore.

3. Convaincu qu'il y a toujours moyen d'améliorer toute chose, le Ministère a profité de la récente restructuration de ses conventions pour sensibiliser les acteurs encore davantage. Ainsi, un grand nombre de conventions nouvellement signées soulignent explicitement que l'acteur conventionné se doit de garantir la participation à la vie culturelle pour toutes les populations. Sont ici visés non seulement l'accès passif à une série de biens et de pratiques culturelles mais également la possibilité pour toutes les populations du territoire desservi de prendre part de manière active à ces pratiques culturelles.

De plus, le Ministère de la Culture participe activement, dans le cadre d'un groupe de travail interministériel institué par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à la mise en œuvre du plan d'action du Gouvernement luxembourgeois en faveur des personnes en situation de handicap et de l'application de la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées.

Les normes d'accessibilité sont transposées, dans la mesure du possible, lors de tout réaménagement ou rénovation d'infrastructures culturelles publiques existantes de manière à satisfaire aux exigences CRDPH. Beaucoup d'infrastructures culturelles sont aujourd'hui certifiées par le label EureWelcome, émis en 2010 par le Ministère du Tourisme en collaboration avec Info-Handicap pour désigner les efforts particuliers entrepris au niveau de l'accessibilité de l'accueil des personnes à mobilité réduite. Cette accessibilité est tout aussi importante pour une participation à la culture active que passive.

Question 0978 (11.03.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **fermeture des bureaux du cadastre régionaux:**

Gerüchten zufolge steht eine Schließung der regionalen Katasterbüros in Diekirch, Esch/Alzette, Grevenmacher und Mersch unmittelbar bevor. Sämtliche Büros würden in der Hauptstadt zentralisiert werden.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Finanzminister stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, was sind die Gründe für diese Zentralisierung?

- Ist die Regierung der Meinung, dass eine solche Zentralisierung im Einklang mit einem bürgernahen öffentlichen Dienst ist?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Im Rahmen des „Zukunftspak" wurden die Verwaltungen ersucht, Vorschläge zu unterbreiten, um ihre Effizienz weiter zu erhöhen.

In diesem Zusammenhang stellte sich heraus, dass die Katasterverwaltung am effizientesten mit den zwei Standorten Luxemburg und Diekirch arbeiten kann.

Drei regionale Büros der Katasterverwaltung in Grevenmacher, in Esch und in Mersch sind von den Maßnahmen betroffen. Die Büros werden nicht geschlossen, sondern sowohl in die Hauptstadt (Esch, Grevenmacher und ein Teil des Büros Mersch) als auch nach Diekirch (der andere Teil des Büros Mersch) verlegt. Jedes Büro bleibt auch in Zukunft zuständig für sein Gebiet.

Verschiedene Gründe für diese Zentralisierung können angeführt werden:

- ein immer größer werdender Anteil der Informationsanfragen wird über die Internetseite von „Géoportail" abgewickelt,

- die geringe Anzahl der Anträge für Vermessungen: 2014 wurden 196 Messanträge in Esch und 232 in Grevenmacher gestellt, das sind insgesamt genauso viele beziehungsweise weniger als in Mersch (428) oder in Diekirch (517),

- das Büro in Grevenmacher hat zudem das Problem, dass im Moment wegen (zeitlich unabsehbaren) Mangels an „géomètres officiels" das Büro stundenweise von einem Beamten aus der Hauptstadt mit geleitet wird. Einige Gemeinden werden jetzt schon seit über einem Jahr von Büros in der Hauptstadt aus bedient,

- die Büros in Grevenmacher und in Esch sind zurzeit gemietet, sodass in Zukunft Miete eingespart wird,

- das Gebäude in Luxemburg gehört dem Staat und bietet genügend Platz, da eine Dienststelle des Landwirtschaftsministeriums nach Dudelange in das nationale Gesundheitslaboratorium umzieht.

Die Zentralisierung erlaubt darüber hinaus einen besseren Arbeitsablauf. Die Regionalbüros sind in der Regel aus einem Vermessungsingenieur, zwei Technikern, zwei bis drei Messgehilfen und aus drei Zeichnern zusammengesetzt. Bei Krankheitsfällen und Urlaub können die Teams nur beschränkt arbeiten. Diese Problematik wird sich in Zukunft nicht mehr stellen. Fehlende Arbeitskräfte können aus dem in der Hauptstadt bestehenden Pool kurzfristig und schnell einspringen.

Des Weiteren wurden 2014 von privaten „géomètres officiels" im Raum Esch 233 und im Raum Grevenmacher 184 Vermessungsanträge gestellt. Insgesamt also 417 Anträge, eine Zahl die in etwa der Gesamtzahl an Anträgen an die beiden Katasterbüros entspricht. Die privaten Büros werden in Zukunft eine wichtigere Rolle spielen, so wie es der Gesetzgeber im Jahr 2002 vorgesehen hatte.

Bedingt durch technische Erneuerungen hat sich der Begriff der Bürgernähe geändert und erfordert nicht mehr eine direkte lokale Präsenz.

Question 0979 (11.03.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **carrières dans l'armée:**

Lors de son assemblée générale, le président du Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise (SPAL) a regretté le fait qu'il devienne de plus en plus difficile de trouver de nouvelles recrues pour l'armée. Parallèlement le taux de jeunes au chômage et inscrits à l'ADEM ne cesse d'augmenter.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Les placeurs de l'ADEM orientent-ils les jeunes vers les carrières et formations offertes par l'armée?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'armée puisse constituer un débouché intéressant pour les jeunes à la recherche d'un emploi?

- Serait-il envisageable de faire représenter l'armée à la Maison de l'orientation afin d'informer les jeunes sur les opportunités qui y sont offertes?

Réponse (26.03.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Chaque année, les services Placement et Orientation professionnelle participent aux journées d'information organisées par le Centre militaire et destinées aux élèves des différents ordres d'enseignement.

Par ailleurs, depuis 2014, lors des campagnes de sensibilisation de l'armée, des affiches et des flyers sont distribués dans les agences de l'ADEM, ceci avant la phase de recrutement de l'armée.

En outre, des actions ponctuelles ont eu lieu par le passé: en 2013 et en 2014 le service de l'emploi des jeunes a convoqué à l'ADEM des jeunes remplissant les conditions pour pouvoir intégrer l'armée; lors de cette action, des responsables de l'armée étaient présents pour présenter et expliquer les possibilités offertes par l'armée. Suite à cette présentation, les jeunes intéressés ont pu visiter le Centre d'instruction militaire.

Les conseillers du service de l'orientation professionnelle, situé au sein de la Maison de l'orientation, effectuent également depuis des années, dans le cadre d'une collaboration avec le service de reconversion de l'armée et l'École de l'Armée, des entretiens individuels avec les soldats volontaires en vue de faciliter leur intégration sur le marché du travail.

Finalement, il y a lieu de noter que depuis mars 2014 un représentant de l'ADEM siège au Conseil de reconversion à côté de représentants de l'armée, du Centre d'instruction militaire, du syndicat de l'Armée (SPAL) ainsi que du Ministère de l'Éducation nationale et dont l'objet est non seulement la reconversion des soldats volontaires mais également e. a. la collaboration entre les différents acteurs ainsi que les campagnes de sensibilisation.

Question 0980 (11.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **plan Juncker:**

Le site europaforum.public.lu rapportait en date du 2 mars 2015 que Monsieur le Ministre de l'Économie aurait indiqué à la radio 100,7 que du côté luxembourgeois, il n'était pas prévu à cette heure d'apporter une contribution au futur Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS).

Il paraît toutefois que Monsieur le Ministre des Finances n'a quant à lui pas exclu une participation au FEIS.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il m'indiquer la position du Gouvernement quant à une participation financière au FEIS?

- Quel montant le Luxembourg sera-t-il prêt à débloquer pour soutenir les investissements en Europe via le FEIS et à quelles conditions?

Réponse (21.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans sa séance du 2 avril 2015, le Conseil a décidé de réserver une enveloppe de 80 millions d'euros sur les fonds de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement pour favoriser le soutien de projets d'investissement éligibles pour un cofinancement dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS).

Question 0981 (11.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **capitalisation de la BCL:**

La presse électronique «paperjam.lu» vient de révéler un extrait d'une interview avec le président de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) dans lequel ce dernier critique un manque de ressources financières et une sous-capitalisation de son institution. La situation se serait par ailleurs aggravée suite au niveau historiquement bas des taux d'intérêt.

Le capital social s'élève actuellement à 175 millions d'euros et n'a pas été augmenté depuis 2009. Alors que le Gouvernement actuel s'est vu attribuer des missions et des responsabilités supplémentaires en matière de supervision bancaire et de politique macro-prudentielle, il n'y a pas eu d'évolution dans le cadre de la recapitalisation de la BCL, regrette le président de la BCL.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre des Finances:

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier au manque de ressources financières et à la sous-capitalisation de la BCL?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter le capital social de la BCL? Dans l'affirmative, de combien et dans quels délais?

- Monsieur le Ministre est-il en faveur de conférer à la BCL un droit de percevoir des redevances sur les opérateurs pour financer ses activités?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Monsieur le Premier Ministre et le Ministre des Finances ont déclaré qu'une solution sera trouvée encore cette année pour doter à l'avenir la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. La solution sera progressive et apportera des aménagements durables à une problématique qui est connue depuis de nombreuses années. À cet effet, différentes pistes seront explorées dont notamment une augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg.

Question 0983 (12.03.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **mobilité douce:**

L'accord de coalition prévoit en matière de mobilité et transport que «(l)'objectif est de prévoir une bonne desserte par les transports publics et de considérer la mobilité douce dès la planification de toute infrastructure routière et ferroviaire, de bâtiments publics (et) de nouveaux logements (...)».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu que le vélo est un moyen de transport durable, Monsieur le Ministre juge-t-il adéquate l'installation de systèmes de rangement de vélos devant tous les bâtiments publics?

- En outre, Monsieur le Ministre juge-t-il que l'implantation de bornes de recharge pour voitures électriques devant lesdits immeubles serait un moyen opportun afin de promouvoir l'électro-mobilité?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn porte sur l'installation de systèmes de rangement pour vélos et l'implantation de bornes de recharge pour voitures électriques devant tous les bâtiments publics.

Le programme gouvernemental prévoit de «considérer la mobilité douce dès la planification [...] de bâtiments publics». Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) met en œuvre cet engagement en trois étapes:

1. Depuis juin 2014, la Cellule Mobilité douce du MDDI avise les nouveaux projets de l'Administration des bâtiments publics afin d'optimiser leur attractivité pour les piétons et les cyclistes.

Cette phase pilote a permis d'identifier le type d'informations dont les architectes ont besoin au sujet de la mobilité douce.

2. En 2014, deux études ont été lancées pour identifier les «best practices» au niveau international: la première a porté spécifiquement sur le stationnement de vélos; la deuxième s'est intéressée à d'autres aspects, tels que l'accès au bâtiment, ses entrées ainsi que les installations à l'intérieur comme par exemple les vestiaires pour cyclistes et joggeurs.

3. Au courant de 2015, ces informations seront résumées dans une instruction ministérielle. Celle-ci formalisera l'obligation de l'Administration des bâtiments publics à intégrer de façon exemplaire la mobilité douce dans tout nouveau projet, et, dans la mesure du possible, dans tout projet de rénovation. Il est évident que le stationnement de vélos en sera un élément-clé.

Afin que les promoteurs privés puissent intégrer, s'ils le souhaitent, ces «best practices» dans leurs projets, le MDDI prévoit la publication d'une brochure illustrée. Le sondage effectué en 2014 au sujet de la mobilité douce au Grand-Duché a montré qu'il existe en effet une demande pour des bâtiments plus attractifs pour les vélos:

- Sur les 60% des résidents qui ont roulé à vélo au cours de l'année 2014, les deux tiers affirment que l'offre de places de stationnement pour vélos plus sûres au lieu de destination serait un facteur «déterminant» pour privilégier plus souvent leur vélo par rapport à la voiture au quotidien.

- Or, 78% des personnes habitant un immeuble résidentiel affirment qu'il n'y a pas de stationnement pour vélos.

En ce qui concerne les bornes de recharge pour voitures électriques, le MDDI et le Ministère de l'Économie ont élaboré un projet de règlement grand-ducal qui prévoit une infrastructure publique liée à la mobilité électrique en mettant en place jusqu'en 2020 un total de 800 bornes de recharge. La répartition de celles-ci est définie par un plan d'implantation général, qui prévoit, d'une part, 400 bornes de recharge pour les parkings relais, ainsi que, d'autre part, 400 bornes à proximité de points d'intérêt communaux. Les derniers étant définis comme «pôle d'attraction d'une commune tel que les quartiers centraux d'une localité, zones d'activité, infrastructures scolaires, sites touristiques, culturels et sportifs, hôpitaux, commerces, mairies et administrations». Il est cependant important de mentionner que ces emplacements, destinés au stationnement d'une voiture électrique, doivent soit être publics, soit faire partie d'un parking public au sens de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. En conséquence, les 800 bornes de recharge publiques prévues par le projet de règlement grand-ducal ne peuvent pas être installées sur des emplacements de bâtiments publics destinés exclusivement aux employés ou aux visiteurs. Cependant, rien n'empêche que les bornes de recharge publiques soient érigées à proximité de telles infrastructures.

En outre, il n'est pas exclu que des bâtiments publics soient équipés avec des bornes de recharge autres que celles faisant partie du projet de règlement grand-ducal mentionné. Par exemple dans le cas de l'acquisition d'une voiture de service électrique, l'installation d'un point de recharge pourra être envisagée.

Enfin, il est important de mentionner que, contrairement à la mise en place de systèmes de rangement pour vélos, le MDDI ne prévoit pas l'équipement systématique de bornes de recharge pour les bâtiments publics.

Question 0986 (12.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne:**

La recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne du 11 juin 2013 relative à

des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectifs en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union invite les États membres à mettre en œuvre les principes énoncés dans leurs systèmes nationaux d'ici le 26 juillet 2015. Il s'agit essentiellement des préjudices causés par le non-respect du droit de la consommation et de celui de la concurrence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-il exact que le Gouvernement n'a pas encore entamé les travaux en question malgré l'annonce d'une telle initiative dans le programme gouvernemental?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Est-ce que le Gouvernement est au courant que dans ce contexte l'ULC et l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg se sont déclarés favorables à la création d'un recours collectif organisé et balisé au niveau luxembourgeois?

- Comment le Gouvernement entend-il justifier au niveau communautaire l'absence de toute initiative respectivement le retard de sa mise en œuvre alors que la commissaire chargée de la justice et de la protection des consommateurs en a fait une priorité lors de son audition d'investiture au Parlement européen?

Réponse commune (07.04.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le programme gouvernemental de 2013, le Gouvernement s'engage à étudier la possibilité d'introduire des actions en groupe avec pour objectif une meilleure défense des droits des consommateurs.

En raison de l'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 portant constitution des ministères, plusieurs départements se partagent les attributions liées à la protection des consommateurs. Le Ministère de la Justice consulté sur la question estime qu'il est, bien que n'ayant pas de compétence de fond dans la matière de la protection des consommateurs, le cas échéant, concerné en marge de la matière susmentionnée pour le volet législation civile et procédure civile conformément aux attributions lui conférées par l'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 portant constitution des ministères.

Dès lors, le Gouvernement entend décider dans un proche avenir de la manière dont il faut organiser ses travaux préparatoires et du choix du ou des ministères appelés à coordonner l'analyse initiale. Pour ce qui est de la recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne, il faut bien garder à l'esprit qu'on n'est pas en présence d'une décision, d'une directive ou d'un règlement communautaire légalement contraignant pour les États membres. Une recommandation est un instrument d'action indirecte permettant de préparer une législation dans les États membres, ne se différenciant d'une directive que par l'absence de la puissance de l'obligation. En raison de ce qui précède, la date de mise en œuvre, le 26 juillet 2015, indiquée dans la recommandation 2013/396/UE de la Commission, n'est pas impérative ce qui se traduit par ailleurs dans la rédaction au conditionnel de cette disposition. Le Luxembourg n'aura donc pas de la sorte à se justifier devant la Commission européenne pour un éventuel retard.

Il n'empêche que le Gouvernement est bien conscient des attentes de l'ULC et de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et veillera, dans la mesure du possible, d'en tenir compte pour l'implémentation de la recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne.

Question 0987 (12.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**abrogation du taux super-réduit de TVA:**

Dans le contexte de l'abrogation du taux super-réduit de TVA de 3% pour les travaux de création de logements ne servant pas à des fins d'habitation, la loi budgétaire prévoit, à titre transitoire, que le régime antérieur continuera à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2016 aux travaux de création à condition que la demande d'autorisation en vue de bénéficier du taux super-réduit ait été introduite avant le 1er janvier 2015. Dans ce contexte, le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a publié le 24 octobre 2014 une circulaire invitant les assujettis intéressés de bénéficier de ce régime dérogatoire à présenter à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines avant le 1er janvier 2015 une copie d'un contrat dit de réservation et l'accusé de réception de la «demande de faire arrêter le tableau descriptif de division d'un immeuble collectif» émis par l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Vu le nombre important de demandes introduites, l'Administration du Cadastre et de la Topographie accuse des retards importants en vue de l'établissement du document dit «cadastre vertical». Étant donné que ce document est indispensable pour signer l'acte notarié de vente d'un immeuble, le début des travaux de construction des immeubles visés est retardé. Il en résulte que les assujettis se trouvent souvent dans l'impossibilité matérielle de finir les travaux de construction avant le délai précité du 31 décembre 2016.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le taux normal de 17% s'applique en principe aux parties de construction achevées et payées après le 31 décembre 2016 pour les immeubles pour lesquels une demande en vue de bénéficier du taux super-réduit de TVA a été introduite en bonne et due forme avant le 1er janvier 2015?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas indiqué, au vu des retards constatés au niveau de l'établissement du document dit «cadastre vertical», d'appliquer le taux de TVA super-réduit également aux parties de construction achevées et payées après le 31 décembre 2016?

Réponse (14.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne la première question des honorables Députés, c'est en effet le taux de TVA normal de 17% qui s'appliquera aux parties de construction pour lesquelles la TVA deviendra exigible après le 31 décembre 2016 en vertu des dispositions légales existantes.

L'article 53 de la loi budgétaire du 19 décembre 2014 prévoit que la période transitoire pour l'application du taux super-réduit en la matière s'achèvera au 31 décembre 2016. Il n'y a actuellement pas de disposition légale qui permettrait l'application du taux super-réduit au-delà de cette date.

Question 0988 (12.03.2015) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **sous-capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg:**

Dans une interview donnée à la presse, le président de la Banque centrale du Luxembourg déplore le manque de ressources financières et la sous-capitalisation de son institution. Il craint également que la BCL se trouve bientôt avec des fonds propres négatifs et qu'elle risque son indépendance financière et opérationnelle.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les affirmations et craintes du président de la BCL concernant la sous-capitalisation et la perte de l'indépendance de cette institution?

- Une augmentation du capital de la BCL est-elle prévue par les autorités luxembourgeoises?

- Le Gouvernement prévoit-il de doter la BCL du droit de percevoir des redevances sur les opérations qu'elle exerce?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution sera trouvée encore cette année pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. La solution sera progressive et durable, selon Monsieur le Premier Ministre. À cet effet, différentes pistes seront explorées dont notamment une augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg.

Question 0989 (13.03.2015) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **réactivation de la «Trierer Weststrecke»:**

Le 16 avril 2014, le Conseil de Gouvernement a approuvé la participation à la réactivation de la «Trierer Weststrecke» pour le trafic de voyageurs, une ligne qui est actuellement utilisée pour le trafic fret. La desserte de cette ligne avec cinq automotrices serait prise en charge par les CFL. Les CFL devraient en tout acquérir onze automotrices, dont six exclusivement pour le réseau national pour un montant total de 98,6 millions d'euros. Or, selon mes informations, aucune décision pour l'acquisition de ce matériel roulant par le Gouvernement n'a été prise jusqu'à présent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons aucune décision n'a été prise jusqu'à présent?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0989 du 13 mars 2015, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer sur la réactivation de la «Trierer Weststrecke».

En date du 18 mars 2015 le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec le projet d'acquisition par les CFL de 11 automotrices à deux niveaux de type «Stadler KISS», dont 5 pour la «Weststrecke» et 6 pour la desserte nationale.

En effet, la réactivation de la «Trierer Weststrecke» s'inscrit dans la politique du Gouvernement en vue d'un report modal de la route vers les chemins de fer et partant sur la création d'une prestation de service supplémentaire de transports publics par rail afin d'augmenter l'offre transfrontalière avec l'Allemagne de manière qualitative et quantitative.

Le projet s'inscrit également dans la politique menée depuis 2008 avec le Land de Rhénanie-Palatinat en vue d'augmenter l'offre transfrontalière et qui porte sur trois piliers:

a) Introduction du Rheinland-Pfalz Takt, à savoir un cadencement horaire entre le Luxembourg et Coblence (réalisé).

b) Participation du Luxembourg avec 8 millions d'euros au financement de la mise à double voie entre Igel et Igel-West (réalisé). Le Rheinland-Pfalz Takt et la «Weststrecke» profitent de l'augmentation de capacité ainsi réalisée.

c) Réactivation de la «Trierer Weststrecke» et création d'une nouvelle ligne régionale entre Wittlich et le nouvel arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg», desservant notamment la partie Ouest de Trèves et le quartier du Kirchberg.

Par ailleurs, le Land de Rhénanie-Palatinat investira 20 millions dans les arrêts ferroviaires à Trèves et financera intégralement le coût de fonctionnement de trains supplémentaires sur le territoire allemand entre la frontière à Wasserbillig et Wittlich.

Concernant l'augmentation de la capacité sur les lignes principales ferroviaires nationales, il faut noter qu'au cours des dernières années, la croissance annuelle du nombre de clients du rail a été de l'ordre de 5%. Ainsi, depuis 2004, la fréquentation des trains a augmenté de plus de 50% de sorte que, pendant les heures de pointe, le taux d'occupation moyen atteint les 100%. Une augmentation des clients du service public par rail d'ici 2018-2020 devra donc passer par une augmentation de la capacité des trains via l'acquisition de nouvelles automotrices.

Question 0990 (13.03.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **lutte contre la pédophilie:**

Des informations récentes font état de tendances inquiétantes en ce qui concerne les matériels pédopornographiques mis en ligne, notamment l'accroissement de la demande et la baisse de l'âge des victimes (selon Europol, 10% d'entre elles ont moins de deux ans).

Grace à un nombre élevé de logiciels (des systèmes de scan d'e-mails, des services de numérisation d'images automatisé, etc.), il est aujourd'hui plus facile à retrouver des pédophiles qui sévissent sur Internet. Mais selon mes informations, la police et les autorités judiciaires sont souvent surchargées par manque de personnel et de technologie.

Pour pouvoir gérer et analyser les quantités de matériel de pornographie infantile, saisies lors de perquisitions, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Comment la Police grand-ducale compte-t-elle intervenir et quelles mesures prévoit-elle pour contrer ce fléau qu'est la pédophilie?

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner si la Police grand-ducale a assez de personnel pour lutter efficacement contre la pédophilie en croissance?

- Est-ce que la Police grand-ducale est en possession de ces logiciels spécifiques de détection?

- Dans la négative, les Ministres envisagent-ils d'investir dans des meilleurs logiciels pour détecter plus vite du matérial déchargé sur des ordinateurs pour inculper une personne en possession du matériel pédopornographique sur son ordinateur?

- Au Luxembourg, quel est le délai moyen de traitement du matériel perquisitionné tenant des données pédopornographiques?

- Est-ce que ces délais suffisent pour analyser les données potentielles de pornographie infantile stockées sur les ordinateurs?

- Considérez-vous qu'il existe un lien de corrélation entre la libéralisation de la prostitution et le nombre de personnes qui vivent leurs envies pédopornographiques?

Réponse commune (16.04.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La pédopornographie constitue un phénomène international. Le Service de police judiciaire n'est donc pas seulement amené à mener des enquêtes judiciaires nationales, mais donne également un appui lors de l'exécution de commissions rogatoires internationales. À l'heure actuelle 27 affaires judiciaires sont en cours avec une tendance croissante. Il échet de souligner que la majorité de dénonciations viennent de l'étranger.

L'évolution permanente des affaires en cours nécessite dès lors une adaptation des moyens et une priorisation des affaires.

Le Service de police judiciaire ne dispose pas des logiciels spécifiques de détection. Cependant les services de police disposent d'un programme informatique performant permettant d'isoler les images à caractère pédopornographique. Il va sans dire que la progression incessante des moyens d'Internet nécessite une adaptation permanente des enquêteurs aux médias informatiques.

Tout ordinateur saisi est analysé par le service compétent et l'extraction de toutes les données informatiques ainsi que l'expertise prennent entre quatre et six mois. Les délais d'enquêtes varient selon le volume de données saisies.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'études scientifiques qui établiraient une corrélation entre la prostitution et la pédopornographie.

Question 0991 (13.03.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **classement international sur la transparence de l'aide au développement («Aid Transparency Index»):**

Selon une information diffusée par rtl.lu, le Luxembourg se classe 50e sur 68 pays dans la catégorie «very poor» selon le «Aid Transparency Index» de 2014. Ce score constitue une dégradation par rapport aux années précédentes, où le Luxembourg figurait déjà parmi les pays affichant un résultat plutôt médiocre d'après l'analyse de l'«Aid Transparency Index». Entre autres, le Luxembourg se fait critiquer du fait qu'il n'est pas membre de l'«International Aid Transparency Initiative».

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi le Luxembourg - qui fait un effort très considérable en matière de coopération au développement - affiche un résultat aussi mauvais dans un classement international sur la transparence de l'aide au développement?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Luxembourg n'est pas membre de l'«International Aid Transparency Initiative»?

Réponse (23.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. La coopération luxembourgeoise attache et a toujours attaché une grande importance à la transparence, prévisibilité et au contrôle de son action à tous les niveaux.

C'est la raison pour laquelle son cadre stratégique est public avec les stratégies sectorielles et thématiques. Les conditions générales de

fonctionnement avec les ONG de développement et d'action humanitaire sont également accessibles au public, tout comme les Programmes indicatifs de coopération (PIC) avec les pays partenaires. Je présente d'ailleurs en Commission des Affaires étrangères régulièrement les nouvelles démarches en matière de PIC et fais un débriefing sur chaque commission de partenariat. Depuis quelque temps nous publions des brochures par pays partenaire avec les indications sur le contenu de nos projets et programmes ainsi que sur les engagements financiers en la matière.

En matière de prévisibilité il est essentiel que nos partenaires dans le Sud soient assurés dans un cadre multiannuel des déboursements, détaillé par secteur et par localisation géographique, tout comme au niveau du rythme de déboursements. Le PIC donne cette clarté, qui est encore davantage précisée dans les documents de projets signés par les parties et ajoutent encore à la prévisibilité financière.

Celle-ci est aussi garantie de manière pluriannuelle dans nos accords-cadres avec les ONG luxembourgeoises agréées et dans les accords de partenariat stratégique avec les agences des Nations Unies qui nous sont les plus proches.

Finalement pour ce qui est du contrôle de nos engagements au niveau international, nous avons en tant que membre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE une obligation de rapportage très précis suivant les standards du Système de notification des pays créanciers (SNPC). L'OCDE n'est ici pas une simple instance d'enregistrement des chiffres de l'aide publique au développement, mais elle vérifie aussi les notifications et demande des corrections en cas de besoin.

2. Prenant en compte les conclusions de la 1ère réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace qui s'est tenue en avril 2014 à Mexico City et sachant qu'il faut aller plus loin en matière d'efficacité de l'aide, la coopération luxembourgeoise s'est dotée en automne 2014 d'un plan d'action pour l'efficacité du développement que j'avais l'honneur de présenter à la Chambre et qui énumère huit objectifs dont celui de la transparence et redevabilité mutuelle. Ce plan d'action qui couvre les années 2014-16 prévoit aussi de nous conformer à terme aux normes et via les canaux du mode IITA (IATI en anglais) et donc de pouvoir adhérer à cette initiative.

3. Les préparatifs sont en cours, mais nécessitent beaucoup de travail additionnel non seulement de mon département mais de tous les acteurs de la coopération luxembourgeoise, y compris des ONG. Il ne s'agit en effet pas d'adhérer simplement aux principes de la transparence que met en avant cette initiative, voire de les appliquer, mais de mettre en place un nouveau système statistique qui exige une mise à jour très régulière.

4. Pour une meilleure compréhension des exigences techniques je me permets de développer ici quelque peu l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide:

L'IITA est née en 2008 lors du Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Accra, en vue de suivre l'engagement pris par la communauté internationale pour une meilleure transparence de l'aide au développement envers les pays partenaires. L'IITA se veut complémentaire au rapportage déjà existant auprès du CAD de l'OCDE, notamment le Système de notification des pays créanciers (SNPC) et le «Forward Spending Survey».

Pour mesurer la transparence des pays donateurs, l'IITA a développé un index qui se mesure à partir de 39 indicateurs regroupés en trois catégories.

À travers une pondération des indicateurs, le poids de chaque catégorie pour déterminer l'index de transparence se présente comme suit:

Engagement vis-à-vis de la transparence: 10%

Organisation institutionnelle: 25%

Base de données informatique accessible en ligne: 65%

Les deux premières catégories analysent la transparence sur base de l'existence et de l'accessibilité d'un certain nombre de documents stratégiques: législation, stratégies, rapports annuels, budget, documents de projet. À ce niveau, l'IITA estime que le Luxembourg se classe de manière honorable: «It performs well on organisation planning information and scores higher than the Index average on the provision of project documents.»

Ce jugement clément de l'IITA peut s'expliquer par le fait que le site de la coopération au développement du Luxembourg et celui de notre agence d'exécution Lux-Development, donnent accès à une vaste gamme d'informations: législation, stratégies sectorielles, programmes indicatifs de coopération, résumés exécutifs des évaluations, rapports annuels, fiches signalétiques des projets, etc., qui répond en grande partie aux exigences des indicateurs de la catégorie et qui garantissent à nos partenaires une bonne transparence et prévisibilité.

Pour ce qui est de la 3e catégorie d'indicateurs, à savoir ceux liés à l'existence d'une base de données informatique, disponible en ligne, et listant l'ensemble des projets/programmes d'aide au développement selon certains critères, le résultat du Luxembourg est jugé insuffisant: «It performs poorly on financial data on individual activities and performance information (results, conditions and impact appraisals), particularly the latter for which it does not score any points.»

Cette évaluation négative s'explique par le fait que la coopération luxembourgeoise ne peut effectivement pas donner accès à une telle base de données à partir de son site Internet. Selon l'IITA, la base SNPC du CAD n'est pas suffisamment transparente, car elle ne propose que les déboursements effectifs mais aucune prévision. Selon l'IITA, les prévisions de déboursements devraient également être accessibles en ligne et mis à jour sur une base mensuelle, voire trimestrielle. Adhérer à ce principe, exigerait que chaque partenaire de la coopération luxembourgeoise, y compris les ONG, soumette chaque mois/trimestre la programmation financière de ses programmes sous forme électronique standardisée, afin que la Direction de la Coopération publie ces chiffres en ligne.

Considérant le poids de l'existence d'une telle base de données dans le calcul de l'index de transparence (65%), on comprend le faible score attribué au Luxembourg par l'IITA.

Il est certain qu'à l'avenir le Luxembourg œuvrera à améliorer son classement IITA, notamment en ajoutant des liens supplémentaires sur son site pour fournir de l'information complémentaire. Des discussions sont également en cours avec LuxDev pour disposer de la programmation financière des projets/programmes sous la forme standardisée exigée par l'IITA. Par ailleurs, la Commission européenne travaille elle aussi sur un nouveau standard commun de «reporting» financier.

Q150

Question 0992 (13.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **«Quantitative easing» (QE) prévu par la Banque centrale européenne (BCE):**

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 22 janvier 2015 son programme d'assouplissement quantitatif (QE - «quantitative easing») afin de combattre les tendances déflationnistes et de doper la croissance dans la zone euro via un accès facilité au crédit. Ce programme implique des rachats massifs de dettes publiques et privées à hauteur de 60 milliards d'euros par mois entre mars 2015 et septembre 2016, soit au total 1.140 milliards d'euros en 19 mois. Les rachats de dettes publiques, qui se feraient obligatoirement sur les marchés secondaires, seraient principalement exécutés par les banques centrales nationales qui - via ligne de crédit - porteraient également la majorité du risque (80% contre 20% mutualisé par la BCE) lié à leurs propres obligations d'État.

Ainsi, la Banque centrale du Luxembourg (BCL) est appelée à devenir active sur les marchés secondaires pour racheter la dette publique luxembourgeoise. Comme cette dernière est limitée et que le programme de la BCE stipule notamment que les banques centrales ne peuvent acquérir plus que 33% de la dette souveraine, la BCL a annoncé de racheter plutôt des dettes d'institutions européennes pour remplir son quota mensuel.

L'idée principale derrière le QE est que les banques concernées par les rachats investiront ces liquidités dans l'économie réelle (prêter aux entreprises ayant des projets afin de faire repartir l'économie). Or, rien n'est plus sûr que ça…

Dans ce contexte, je demande à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quel sera l'effet global du QE escompté pour l'économie européenne (en volume d'investissements supplémentaires et en surplus de croissance économique)?

2) Dans quelle mesure peut-il être exclu ou évité que les nouvelles liquidités soient utilisées en fin de compte à la spéculation financière (investies dans des fonds ou autres produits spéculatifs) et puissent contribuer ainsi à une nouvelle bulle spéculative, comme celle ayant abouti à la crise bancaire, financière et finalement économique et sociale de 2008?

3) Quels sont les autres dangers de l'opération?

4) Quelles seront les modalités pratiques pour le Luxembourg?

5) Quelles seront les dettes que la BCE prévoit de racheter? Le Gouvernement a-t-il une influence sur les choix et opérations de la BCE?

6) Quel sera l'effet escompté pour l'économie nationale?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) est garantie par les traités européens et la législation luxembourgeoise. Le Gouvernement n'intervient pas dans leurs choix et opérations.

Le programme annoncé par la BCE en date du 22 janvier 2015 prévoit l'achat, sur les marchés secondaires, de 60 milliards d'actifs par mois, de mars 2015 à septembre 2016 au moins. À travers ce programme, la BCE ajoute des achats d'obligations souveraines à ses programmes en vigueur d'achats d'actifs du secteur privé afin de faire face aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation.

Le programme est mis en œuvre de manière décentralisée, en mobilisant les ressources de l'Eurosystème dont fait également partie la BCL. Le Conseil des gouverneurs de la BCE garde le contrôle de l'ensemble des caractéristiques du programme et la BCE coordonne les achats, préservant ainsi l'unicité de la politique monétaire de l'Eurosystème.

La BCE a pris cette décision alors que la plupart des indicateurs de l'inflation effective et attendue dans la zone euro ont dérivé vers des planchers historiques, loin de l'objectif des 2%. Dans la mesure où des effets de second tour potentiels sur le processus de formation des salaires et des prix menaçaient d'affecter l'évolution des prix à moyen terme, une réaction vigoureuse de la politique monétaire était jugée indispensable par le Conseil des gouverneurs. La BCE surveille les données statistiques et indicateurs économiques pertinents, pour évaluer les résultats de la mise en œuvre du programme et réagir en conséquence.

Les achats d'actifs fournissent un soutien monétaire à l'économie dans un contexte de taux d'intérêt directeurs se situant à leur niveau plancher. Ils constituent un assouplissement des conditions monétaires et financières, réduisant le coût de l'accès au financement, donc facilitant les crédits en faveur des entreprises et des ménages, ce qui tend à soutenir l'investissement et la croissance dans la zone euro.

On constate par ailleurs que depuis l'annonce du programme, le cours de l'euro a significativement baissé, ce qui favorise les exportations de l'industrie européenne sur les marchés internationaux.

Ensemble avec le plan Juncker et les réformes structurelles en cours dans différents pays de l'Union, en conjonction avec les prix de l'énergie à des niveaux historiquement bas, le programme de la BCE contribue donc à une relance durable de la croissance de l'économie européenne, dont notre économie nationale, particulièrement ouverte, fait partie intégrante.

Question 0993 (13.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, dit «plan Juncker», et le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS):**

En novembre 2014, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a présenté un plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe. Ce plan devrait répondre à la baisse des niveaux d'investissement observée dans l'UE depuis la crise financière et économique mondiale. En effet, selon la Commission européenne, les investissements dans l'UE ont chuté d'environ 430 milliards d'euros en comparaison avec le maximum de 2007.

Le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS) sera le principal instrument du plan pour financer des projets présentant un profil de risque plus élevé, maximisant ainsi l'impact des dépenses publiques et libérant l'investissement privé. Ce Fonds sera établi au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI) et devrait mobiliser miraculeusement quelque 315 milliards d'euros à travers une contribution/garantie de départ de l'UE de 16 milliards et de la BEI de cinq milliards, soit au total 21 milliards, appelés à se multiplier par 15 pour arriver à un total de 315 milliards sur la période 2015 à 2017, dont environ 240 milliards pour soutenir l'investissement dans les infrastructures, en particulier les réseaux à haut débit et les réseaux d'énergie, les infrastructures de transport dans les centres industriels, l'éducation, la recherche et l'innovation, les énergies renouvelables, et environ 75 milliards pour les PME et entreprises à moyenne capitalisation. Le FEIS sera ouvert aux contributions des États membres, directement ou par l'intermédiaire des banques nationales de développement; il est prévu d'être opérationnel d'ici à juin 2015.

Lors du conseil EcoFin du 10 mars 2015, les Ministres des Finances ont insisté sur la mise en place d'une structure de gouvernance duale fondée sur les travaux d'un comité de pilotage chargé de fixer les orientations en matière d'investissement d'une part, et d'un comité d'investissement qui aurait pour mission de sélectionner les projets qui recevront le soutien du FEIS. En ce qui concerne les critères de sélection des projets, les ministres ont souligné l'importance de l'additionnalité, de la viabilité, de la valeur ajoutée européenne et de la mobilisation d'investissements privés.

Selon les informations de presse, Monsieur le Ministre des Finances du Luxembourg aurait indiqué à la sortie de la réunion EcoFin, que le Luxembourg serait «en train d'étudier la possibilité de mettre à disposition des financements supplémentaires par l'intermédiaire de sa banque nationale de développement», tandis que le Ministre de l'Économie, Etienne Schneider, aurait déclaré le 2 mars 2015 que le Gouvernement n'avait pas l'intention de contribuer au FEIS.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quelles sont les raisons de la baisse des niveaux d'investissement observée dans l'UE depuis la crise financière et économique mondiale d'environ 430 milliards d'euros en comparaison avec le maximum de 2007?

2) Cette somme est-elle identique à la perte de bénéfices en Europe pendant la période indiquée ou bien ne serait-il pas plus probable que les bénéfices réalisés ne soient plus réinvestis dans l'économie réelle, mais plutôt dans les produits financiers plus spéculatifs?

3) Quelles sont les sources des 16 milliards que veut contribuer l'Union européenne: est-ce que cet argent est pris dans les Fonds d'investissement existants ou s'agit-il de moyens budgétaires supplémentaires?

4) Le Luxembourg veut-il contribuer à un financement supplémentaire du EFSI ou bien à un cofinancement des projets sélectionnés?

5) Dans l'affirmative, quelle sera la grandeur de ce financement supplémentaire?

6) S'agit-il d'une contribution directe de l'État ou bien par la Banque nationale de développement, qui, au Luxembourg, est la SNCI ou bien la SNCI se partage-t-elle le risque avec les banques commerciales et les promoteurs des projets, tel qu'annoncé par le Gouvernement lors de la présentation des nouveaux instruments de financement de la SNCI le 24 octobre 2014?

7) Parmi les projets proposés par le Luxembourg dans le cadre du plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, éligibles pour un soutien par le FEIS,

a) quels sont les nouveaux projets, non encore prévus dans les plans d'investissement actuels et pour quel volume total d'investissement?

b) quels sont les projets déjà envisagés avant l'annonce du plan d'investissement pour l'emploi, dit «plan Juncker», et quel en est le volume total?

8) Au cas où les projets prévus sub b) seront sélectionnés, quel sera le volume d'investissement que l'État n'aura plus besoin de faire suite au soutien par le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)?

9) Quel sera l'effet final supplémentaire du «plan Juncker» sur l'économie luxembourgeoise?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Depuis le début de la crise, le niveau d'investissement dans les pays européens a connu une importante baisse. En effet, en 2013, le niveau de l'investissement, public et privé confondus, était inférieur de 430 milliards euros par rapport à son niveau en 2007. Ceci correspond à une baisse de 21% à 17% du PIB européen. Il s'agit cependant ici d'une moyenne globale qui ne reflète pas la situation individuelle de chaque État membre. En effet, la situation au

sein de l'UE est très hétérogène entre les différents États: ainsi, dans certains États membres comme l'Espagne ou la Grèce, la baisse de l'investissement pouvait avoisiner voire dépasser les 60%, alors que pour des pays comme la Suède ou le Luxembourg la baisse du niveau de l'investissement est beaucoup moins prononcée.

La baisse du niveau de l'investissement s'explique par de multiples facteurs et peut varier en fonction du secteur (investissement privé ou public) et de la situation structurelle des pays. Sans prétention à l'exhaustivité, le niveau d'investissement est dépendant des facteurs suivants:

- la crise économique et financière a conduit à une très grande incertitude macroéconomique face à laquelle les opérateurs économiques ont réagi en réduisant leurs plans d'investissement; la faible demande en résultant a renforcé cette spirale de réduction;

- dans certains États membres, l'explosion de bulles immobilières/construction, le besoin de désendettement des ménages et des entreprises, voire le besoin des systèmes bancaires de réparer leurs bilans ont pu davantage aggraver des restrictions de crédit pour le financement de nouveaux investissements;

- en matière d'investissements publics, les États membres qui ont connu des difficultés sévères dans leurs finances publiques ont dû procéder à des baisses dans le cadre de leurs stratégies de consolidation pour rétablir une situation saine de leurs finances publiques.

Un rapport[1] du 9 décembre 2014 de la task force temporaire sur l'investissement, dirigée par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, a analysé la faiblesse continue de l'investissement en Europe et procède à des recommandations pour y remédier.

Selon ce rapport, il n'existe pas de lien cohérent entre la baisse du niveau de l'investissement (public et privé confondus) de 430 milliards euros et la perte de bénéfices des entreprises à un niveau agrégé: i) le montant agrégé des investissements couvre des investissements publics qui ne génèrent pas directement des bénéfices pour les entreprises privées, ii) le bénéfice d'une entreprise est la résultante de nombreux facteurs où le niveau de l'investissement est un facteur parmi d'autres. En outre, pendant une partie du temps de la crise, les entreprises européennes multinationales, pour répondre à la baisse de la croissance des marchés en Europe, ont cherché des opportunités d'investissements sur des marchés plus prometteurs en dehors de l'Europe.

Quant aux sources de financement du Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS), il sera doté de 21 milliards d'euros, dont cinq milliards d'euros proviendront de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les 16 milliards restants proviennent de la garantie de l'Union, dont huit milliards seront versés en liquide dans un fonds de garantie. Le fonds de garantie sera progressivement doté de ce montant de huit milliards d'euros d'ici à 2020, grâce à des redéploiements provenant du budget général de l'Union. Il ne s'agira donc pas de dotations supplémentaires dans le cadre du budget annuel de l'UE, mais d'un redéploiement à l'intérieur du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Le financement des huit milliards d'euros nécessaires au provisionnement du fonds de garantie se décompose comme suit: 3,3 milliards d'euros provenant du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE); 2,7 milliards d'euros issus d'Horizon 2020 (H2020) et deux milliards d'euros provenant des marges non allouées sous les plafonds de dépenses du cadre financier pluriannuel (CFP 2014-2020).

Le Gouvernement favorise le modèle du cofinancement de projets à travers la SNCI. La SNCI et la BEI ne financent un projet qu'en partie seulement, le restant du financement devra, dans tous les cas, provenir des promoteurs privés et/ou des banques commerciales.

Le Ministère des Finances, en tant que coordinateur, se concerte avec les autres ministères concernés afin d'élaborer une liste de projets qui seraient éligibles à un cofinancement de la part de la BEI et du FEIS. Par ailleurs le Ministère des Finances entamera la même concertation avec les partenaires du secteur privé. Dans ce processus, la SNCI pourra endosser, suivant le type de projet, le rôle de partenaire financier.

À ce stade, le Gouvernement n'est pas en mesure de chiffrer des investissements spécifiques dans le cadre du FEIS. La Chambre des Députés et le public seront informés de la liste de projets nationaux dès que les travaux de concertation seront achevés. L'effet final sur l'économie luxembourgeoise du «plan Juncker», bien qu'estimé positif, ne saurait être analysé qu'une fois les projets d'investissement sélectionnés.

[1] http://ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-investment/plan/docs/special-task-force-report-on-investment-in-the-eu_en.pdf

Question 0994 (16.03.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **fouilles sur un terrain romain à Schieren:**

Le Centre national de recherche archéologique est en train de réaliser des fouilles sur un site romain à Schieren.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle préciser la nature des découvertes archéologiques sur le site en question? Quelle est l'importance scientifique du site et des vestiges mis au jour?

- Quelle est la durée estimée de ces investigations? Les archéologues peuvent-ils en estimer les coûts?

- Connaît-on d'autres sites romains sur le territoire de la région Nordstad? Dans l'affirmative, Madame la Ministre, est-elle en mesure de fournir des précisions sur ces sites?

Réponse (02.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

- Les fouilles archéologiques actuellement en cours à Schieren - «auf der Schlammgraecht» sous la direction du Centre national de recherche archéologique sont à voir dans le contexte du projet d'élargissement de la voie rapide B7 sur quatre voies. Informée de l'existence du corps principal d'une importante villa gallo-romaine à plan axial à cet emplacement, l'Administration des Ponts & Chaussées (Division des travaux neufs) a pris les devants pour anticiper et éviter des retards pour cause de fouilles d'urgence en faisant procéder au préalable à des investigations archéologiques dites «préventives». Le but de ces recherches est de reconnaître l'extension maximale de ce que les spécialistes appellent pars urbana de la villa, c'est-à-dire la maison de maître, puis de procéder à la fouille de l'aile nord qui doit malheureusement céder la place au projet de voirie. Dans les parties explorées, les archéologues ont déjà pu distinguer plusieurs phases de construction et de réaménagement ainsi que les traces de divers incendies. Une des zones sondées a révélé la présence d'importants restes de fresques murales probablement conservées dans leur totalité. Cette exceptionnelle découverte laisse supposer que cette demeure était richement décorée. En attendant que des décisions soient prises sur le devenir de l'ensemble de ce site archéologique et des moyens financiers à mettre ou non à disposition, des mesures conservatoires ont été prises pour préserver au mieux les peintures murales polychromes in situ.

- La villa gallo-romaine de Schieren fait partie des très grandes villas à plan axial au nombre estimé d'une dizaine seulement au Grand-Duché de Luxembourg (par exemple Echternach, Vichten). Son importance est due tant à son bon état de conservation en élévation (bien meilleur que celui de la villa d'Echternach), qu'au fait qu'elle pourrait être la première villa de ce type fouillée dans son intégralité puisque sa pars rustica, c'est-à-dire sa cour agricole avec ses bâtiments d'exploitation, a déjà été fouillée lors de la construction de la B7 en 1991-1992 et de l'aménagement d'un vaste lotissement résidentiel à l'aval de la B7 entre 2007 et 2012 (pour mémoire, on ne connaît que la pars rustica de la villa de Bertrange - «Bourmicht», et que la pars urbana de celle d'Echternach). Elle répond à la définition de l'article 1er de la loi du 18 juillet 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux et il est du devoir de l'État de faire procéder à la fouille de ce type de sites avant leur destruction partielle ou totale.

- L'intervention en cours porte, d'une part, sur l'aile nord de la villa vouée à disparaître et, d'autre part, sur une bande de sécurité le long du côté oriental de la route. Ces investigations sont cofinancées par l'Administration des Ponts & Chaussées et le Centre national de recherche archéologique. Elles devraient s'achever au cours de l'été 2016 pour un coût total estimé à 750.000 €. Ces estimations reposent sur les données transmises par le service technique de la Division des travaux neufs (APCh) pour le projet d'élargissement de la voie rapide.

Pour ce qui est de la partie du bâtiment antique située en dehors de l'emprise de la route (zones médiane et méridionale), un dossier est en cours pour faire classer ces substructions «monument national». Pour l'instant, dans l'attente d'un budget ad hoc, il n'a pas encore été décidé si l'importante partie restante de la villa qui recèle des fresques bien conservées, fera l'objet d'une étude archéologique exhaustive avec une mise en valeur consécutive de l'ensemble de la villa à des fins de tourisme culturel, ou bien si elle sera conservée enfouie comme «réserve archéologique» pour les générations futures.

- La base de données patrimoniales du Centre national de recherche archéologique recense plus d'une centaine de sites archéologiques toutes périodes confondues pour le territoire de la région Nordstad. Parmi eux se trouve notamment une villa gallo-romaine de type et d'importance équivalents à ceux de la villa de Schieren, cette dernière est recouverte par la ville de Diekirch. Régulièrement le suivi des aménagements urbains contemporains en révèlent et complètent le plan (présence de fresques, de mosaïques et de bassin rue de l'Esplanade par exemple).

Question 0995 (16.03.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **voies réservées aux bus sur les autoroutes autour de la capitale:**

Un article paru le 2 mars 2015 dans le «Figaro» mentionne les nouveaux aménagements sur les autoroutes pénétrant dans l'agglomération parisienne sur lesquelles la voie de droite existante est réservée exclusivement aux bus et taxis sur plusieurs kilomètres durant les jours ouvrables entre 7.00 et 10.00 heures. Dans certaines grandes villes européennes, le transport en autobus prend de plus en plus le dessus dans le secteur des transports publics.

Les axes autoroutiers luxembourgeois en provenance des pays voisins sont confrontés quotidiennement à des périodes de congestion intenses en raison notamment des afflux transfrontaliers, ce qui engendre des gros problèmes non seulement environnementaux mais aussi économiques. La Grande Région met déjà en place une multitude de services d'autocars qui circulent vers le Luxembourg et qui se trouvent également piégés dans les embouteillages sur les autoroutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cet aménagement des voies autoroutières réservées aux autobus dans certaines villes européennes?

- Dans le cadre de son programme de promotion des transports en commun, Monsieur le Ministre serait-il en faveur d'une telle mesure pour les axes autoroutiers autour de la capitale?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député porte sur le sujet de voies réservées aux autobus sur les autoroutes.

Effectivement, depuis plusieurs années différentes villes européennes ont aménagé, avec plus ou moins de succès, des couloirs réservés aux bus en service pendant les heures de pointe. Ces aménagements sont partiellement connus par mes services, mais ne sont pas nécessairement transposables dans la structure du réseau luxembourgeois.

Le réseau autoroutier luxembourgeois comprend en fait une seule autoroute pénétrante vers la capitale, c'est-à-dire l'autoroute A4 en provenance d'Esch-sur-Alzette. Les autres autoroutes (A1, A3 et A6) constituent des axes internationaux qui convergent certes vers la ville de Luxembourg, mais ils trouvent leur continuité dans le contournement de la ville de Luxembourg, qui doit recevoir aussi bien le trafic international que régional et même local. Avec leurs multiples échangeurs ces axes ne sont guère adaptés pour une gestion dynamique d'une voie de circulation.

Par contre sur l'autoroute d'Esch-sur-Alzette, il est prévu d'aménager un couloir bus jusqu'à Leudelange-Sud qui trouvera sa continuité sur la N4 pour desservir Leudelange et les quartiers de la Cloche d'Or. Ces travaux débuteront prochainement entre Leudelange-Sud et Pontpierre.

Question 0996 (16.03.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **projet «Chinese Table Tennis College - Europe in Luxembourg»:**

Le Luxembourg essaie depuis plusieurs années de s'établir sur la carte européenne comme pôle européen du sport. À côté du Centre de développement européen de volleyball qui s'est constitué en 2013, le «Chinese Table Tennis College - Europe» a été créé en début d'année 2014. Les contributions pour le fonctionnement annuel de ces projets sont inscrites à l'article 33.017 au budget de 2015 «Relations sportives avec des pays, fédérations ou institutions sportives, partenaires ou non d'un accord bilatéral ou multilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg; dépenses diverses». La contribution financière s'élève à 145.000 euros pour l'année 2015 par rapport à 10.000 euros en 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Sport:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les fédérations qui vont profiter de cette contribution financière de 145.000 euros?

- Quelle est la contribution exacte dont bénéficie spécifiquement le tennis de table?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si et de quelle manière la collaboration sino-luxembourgeoise et la contribution financière ont été jusqu'à maintenant avantageuses pour la fédération du tennis de table luxembourgeois?

- Le Ministre envisage-t-il d'entamer des coopérations similaires pour d'autres fédérations luxembourgeoises?

- Comment d'autres fédérations sportives, non bénéficiaires des 145.000 euros, pourront-elles s'engager sur la même voie comme par exemple la fédération du tennis de table pour pouvoir profiter d'une telle contribution financière?

Réponse (17.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Il est à préciser que l'article budgétaire vise, comme l'indique son libellé, les relations sportives avec les pays signataires d'un accord bi ou multilatéral avec le Luxembourg. Des participations aux frais des fédérations en cas d'accueil de sportifs et de cadres techniques peuvent être prises en compte pour toute fédération, pour autant qu'une contrepartie du côté du pays partenaire soit assurée.

Dans le cadre du «Chinese Table Tennis Collège - Europe» (CTTCE), la Fédération Luxembourgeoise de Tennis de Table (FLTT) ne profite que de façon indirecte de la somme globale de 125.000 euros prévue pour le projet.

La collaboration sino-luxembourgeoise a profité à la FLTT sous forme de stages dispensés au Luxembourg par des entraîneurs chinois de très haut niveau aux jeunes talents de la FLTT. Les stages sont prévus au nombre de quatre par année pour une durée totale de 15 jours par stage. Sont pris en charge les frais de déplacement des entraîneurs, leurs hébergement et frais de restauration à l'Institut National des Sports ainsi que leurs frais d'honoraires. Il est à souligner qu'une partie de ces frais reste à charge de la FLTT même. Par ailleurs, la joueuse de la Section des Sportifs d'Élite de l'Armée, Sarah De Nutte, a pu intégrer un stage du plus haut niveau en Chine.

En ce qui concerne des coopérations similaires pour d'autres fédérations luxembourgeoises, Madame la Députée peut relire à la page 4 du procès-verbal de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports du 27 novembre 2014, à laquelle elle a d'ailleurs assisté, que «Monsieur le Ministre [...] se dit ouvert à toute demande de ce genre. Il donne toutefois à considérer qu'il faudra disposer d'un concept clair, tel qu'il est le cas pour le projet chinois [...]».

Question 0997 (16.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**apatridie:**

Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, l'apatridie concerne plus de dix millions de personnes dans le monde.

L'apatridie ou le fait de n'être reconnu comme citoyen d'aucun pays a des conséquences désastreuses sur la vie des personnes, de leurs familles et de leurs communautés. Le fait d'avoir une nationalité ne confère pas uniquement un sentiment d'identité et d'appartenance, la nationalité détermine aussi la possibilité de bénéficier de la pleine protection de l'État et de jouir de nombreux droits fondamentaux (éducation, santé, emploi légal, propriété, participation politique, liberté de circulation…). L'importance fondamentale du droit à une nationalité est d'ailleurs reconnue par l'article 15 de la Dé-

claration universelle des droits de l'Homme, ainsi que par divers traités relatifs aux droits de l'Homme.

Le Luxembourg a ratifié en 1960 la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, mais n'a pas signé celle de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Combien de personnes apatrides le Luxembourg compte-t-il? Combien de mineurs sont concernés par cette situation?

2. Quelles sont les mesures, administratives ou autres, mises en place pour venir en aide à ces personnes?

3. Le Luxembourg compte-t-il adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie?

Réponse (20.04.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

L'étranger sans nationalité et résidant habituellement au Luxembourg peut demander le statut d'apatride conformément à la Convention de New York du 28 septembre 1954. Sa demande doit être adressée à la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, seul organe compétent pour accorder ce statut. Il convient de noter que la qualité d'apatride ne se présume pas. Elle doit être établie dans tous les éléments qui déterminent par des preuves suffisamment précises et sérieuses.

1. Actuellement il n'est pas possible de chiffrer le nombre exact d'apatrides résidant sur le territoire luxembourgeois ni celui des mineurs concernés.

Les données suivantes concernent la délivrance de titres de voyage pour apatride depuis 2011:

	Délivrance titre de voyage pour apatrides
2011	1
2012	1
2013	5
2014	5
Jusqu'au 25 mars 2015	2
	Renouvellement titre de voyage pour apatrides
2011	4
2012	9
2013	31
2014	18
Jusqu'au 25 mars 2015	3

2. Il convient de distinguer deux cas de figure. Une personne apatride bénéficiant du statut de réfugié se voit délivrer un titre de voyage pour réfugié et dispose de tous les droits découlant de son statut. Une personne apatride qui n'est pas bénéficiaire d'une protection internationale se voit délivrer un titre de voyage pour apatride. Ses droits découlent de la transposition des dispositions prévues à la Convention de New York du 28 septembre 1954 dans la législation nationale. À noter que la reconnaissance de l'apatridie ne donne pas automatiquement droit à un séjour. L'étranger auquel le statut d'apatride a été reconnu est considéré comme un ressortissant de pays tiers et doit remplir les conditions du droit d'entrée et de séjour conformément au Chapitre 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

3. La décision d'adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction de l'apatridie relève du ressort du Ministère de la Justice.

Le Ministère de la Justice nous informe que «l'une des préoccupations majeures de la communauté internationale est la prévention de l'apatridie. Le droit coutumier international veut que les États soient tenus, quand ils définissent qui sont leurs ressortissants, d'éviter les cas d'apatridie. La prévention de l'apatridie est étroitement liée au droit de la personne à une nationalité, étant donné que la non-réalisation de ce droit conduit à l'apatridie. Par l'adhésion envisagée à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, il s'agit de confirmer la volonté du Grand-Duché de lutter contre l'apatridie et de collaborer activement sur le plan international dans le domaine de la nationalité.»

Q152

Monsieur le Ministre des Affairés étrangères et européennes se rallie à la position du Ministère de la Justice, qui est le ministère compétent dans ce dossier.

Question 1002 (17.03.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **contraception d'urgence:**

À partir de février 2015, suite à une décision de la Commission européenne, il est possible de se procurer la pilule contraceptive d'urgence sans prescription médicale. Cette contraception d'urgence appelée aussi pilule du lendemain peut permettre, en cas de rapport sexuel non protégé, d'éviter une grossesse non désirée et cela jusqu'à 120 heures après l'acte.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

Selon mes informations, la brochure d'information sur la contraception d'urgence du Ministère de la Santé ne serait plus disponible dans les pharmacies.

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information? Dans l'affirmative, le Ministère envisage-t-il une réédition ainsi qu'une mise à jour de la brochure en question?

- Est-il exact que certaines pharmacies, malgré les nouvelles dispositions, continuent à demander une prescription médicale aux femmes pour la contraception d'urgence?

Réponse (17.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Mes services, et plus particulièrement la division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la Santé n'ont pas connaissance du fait que certaines pharmacies auraient refusé la délivrance de la pilule du surlendemain EllaOne aux femmes ne présentant pas de prescription médicale.

En effet, toutes les pharmacies sont informées électroniquement sur base régulière de tous les changements apportés à la liste des médicaments du fichier national. Tel a aussi été le cas pour EllaOne, dont le changement de statut du mode de délivrance est devenu effectif au 1er février 2015 (passage du mode soumis à prescription à la délivrance libre sans ordonnance). De même, tous ces changements sont publiés au Mémorial.

Le stock des brochures sur la contraception d'urgence n'est pas épuisé. À la demande des pharmacies, du matériel sur la santé sexuelle, la contraception, ainsi que sur la pilule du lendemain, peut leur être mis à disposition par les services du Ministère de la Santé.

Question 1004 (18.03.2015) de **Mme Octavie Modert**, **MM. Léon Gloden** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **taux de réinsertion sociale des détenus:**

D'après le programme gouvernemental, les réformes en matière de réinsertion sociale des détenus seront accélérées, le recours à une peine d'emprisonnement étant par ailleurs considéré comme peine de dernier ressort.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le taux de réinsertion sociale des détenus? Existe-t-il des différences de taux entre détenus résidents et détenus non résidents? Si oui, quels sont les facteurs expliquant ces différences?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer par quels moyens il entend faire en sorte que la peine de prison ne sera prononcée qu'en dernier ressort, alors qu'il appartient aux autorités judiciaires de fixer la peine? Le Ministre entend-il décriminaliser ou décorrectionnaliser certaines infractions? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (21.04.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Étant donné que la réforme pénitentiaire actuellement en cours d'élaboration a comme objectif principal d'améliorer les chances de réinsertion sociale des détenus, la question des moyens statistiques et autres nécessaires afin de pouvoir constater, au cas par cas, si et dans quelle mesure cette réinsertion sociale a réussi ou non est un aspect important de cette réforme.

À l'heure actuelle, les moyens statistiques requis ne sont pas encore opérationnels ce qui explique qu'il n'est pas possible de répondre aux différents volets de la première question posée par les honorables Députés. Cependant, les travaux y afférents sont en cours dans le cadre d'un projet plus large qui vise à pouvoir établir des statistiques cohérentes et concluantes en matière pénale de façon générale.

En ce qui concerne la deuxième question, il est évident, au vu du principe de la séparation des pouvoirs, que l'objectif de ne prononcer des peines de prison fermes qu'en dernier ressort ne saurait être atteint que par le biais de mesures législatives. Dans cet ordre d'idées, le projet de loi n°6381 relatif à la réforme de l'exécution des peines prévoyait déjà un certain nombre de mesures, comme par exemple une motivation spéciale dans les cas où une juridiction pénale saisie de faits correctionnels envisage de prononcer une peine de prison sans sursis (voir l'article 1er point 2) de ce projet de loi), ou encore le renforcement du recours à la surveillance électronique, tant pour éviter dans la mesure du possible le recours à la détention préventive - article 1er point 1) du projet de loi n°6381 - que pour aménager l'exécution des peines après le verdict (voir l'article 1er point 5) du même projet de loi, relatif aux articles 687 et suivants qu'il a été proposé d'insérer au Code d'instruction criminelle).

L'avant-projet de loi en cours d'élaboration qui est censé remplacer le projet de loi n°6381 suite aux observations critiques émises principalement par le Conseil d'État va cependant reprendre l'ensemble des mesures initialement proposées pour atteindre l'objectif susmentionné.

Actuellement, il n'est pas prévu de décriminaliser ou de décorrectionnaliser certaines infractions pénales.

Question 1005 (18.03.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **TGV entre Strasbourg et Bruxelles:**

Actuellement, il n'existe pas de liaison directe par TGV entre Strasbourg et Bruxelles. Selon les informations parues dans la presse internationale, une liaison TGV quotidienne directe sera créée au printemps 2016 entre Strasbourg et Bruxelles via Paris et Lille. Les deux capitales européennes devraient être reliées par deux allers-retours quotidiens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons le TGV de Strasbourg en direction de Bruxelles ne passe-t-il pas par le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre avait-il abordé ce sujet lors de la 8e réunion conjointe des Gouvernements belge et luxembourgeois qui s'est tenue le 5 février 2015 à Bruxelles et le cas échéant quelles en étaient les conclusions?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1005 du 18 mars 2015 l'honorable Député Marc Lies souhaite s'informer sur la création d'une liaison directe de TGV entre Strasbourg et Bruxelles.

Depuis la libéralisation du transport ferroviaire international de voyageurs au premier janvier 2010, l'exploitation des lignes se fait en autonomie commerciale par les entreprises ferroviaires sans intervention des États. Il s'ensuit que seules les relations les plus lucratives sont maintenues alors que d'autres, comme par exemple des trains directs Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Bâle, ont été supprimés. Il en est de même de nos relations IC avec l'Allemagne où les cinq trains de la DB Fernverkehr qui roulaient en autonomie commerciale ont été supprimés.

Alors que la desserte Luxembourg-Paris génère du bénéfice pour la SNCF, la desserte sur Strasbourg n'aura probablement pas le même potentiel, même si on y rajoute un prolongement vers le sud de la France. Par ailleurs, l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Metz-Strasbourg-Suisse, dit «Eurocap-Rail» alors qu'il est censé relier les trois capitales européennes (Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg) sera concurrencé par l'axe tout TGV Bruxelles - Paris - Strasbourg avec un temps de parcours plus avantageux en contournant le Luxembourg.

À partir du 4 avril 2016, le Luxembourg disposera néanmoins de deux allers-retours en TGV vers le sud de la France (un vers Marseille et un vers Montpellier) via Strasbourg sans rupture de charge.

À partir de la même date, les dessertes à partir de Luxembourg sur Paris et Strasbourg se feront en rames TGV de nouvelle génération à double étage dites «Euroduplex» équipées du système de sécurité ETCS exigé sur le réseau national luxembourgeois à partir de la mi-2017.

À l'occasion de la 8e réunion conjointe des Gouvernements belge et luxembourgeois, qui s'est tenue le 5 février 2015 à Bruxelles, le point a été fait sur l'état d'avancement du dossier relatif à l'axe Bruxelles-Luxembourg tant pour les aspects relatifs à l'infrastructure que pour ceux relatifs au matériel roulant. Le projet de modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg d'Infrabel a démarré en Belgique en 2007 afin de renouveler entièrement les composantes techniques de l'infrastructure ferroviaire avec pour objectif d'augmenter la vitesse de référence de la ligne à 160 kilomètres à l'heure.

Question 1018 (25.03.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**Office européen des brevets:**

Depuis ma question parlementaire (n°0338) du 6 juin 2014 au sujet du conflit social au sein de l'Office européen des brevets (OEB) *(cf. compte rendu n°9/2013-2014)*, un nouvel élément est venu s'ajouter au différend qui oppose une partie du personnel de l'OEB et leur syndicat, d'un côté, à la direction de l'OEB à Rijswijk (Pays-Bas), de l'autre, à savoir un arrêt de la Cour d'appel de La Haye qui ordonne l'annulation de mesures décidées par la direction de l'OEB à l'encontre du syndicat (entre autres interdiction de mener des actions syndicales, de mener des négociations collectives, de communiquer avec ses membres, etc.) au motif que ces dernières seraient contraires aux droits fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'Homme. Or, le Gouvernement néerlandais semble empêcher l'exécution de l'arrêt en invoquant l'immunité dont bénéficierait l'OEB en tant qu'organisation internationale dans les États parties.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces développements récents dans le dossier du conflit social au sein de l'OEB?

- Le Gouvernement luxembourgeois est-il d'avis que l'OEB en tant qu'institution internationale bénéficie d'une immunité totale dans les pays hôtes respectivement tous les États parties? Dans la négative, le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il intervenir auprès du Gouvernement néerlandais et/ou de la direction de l'OEB en vue de faire appliquer l'arrêt de la Cour d'appel de La Haye?

Réponse (23.04.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les questions posées par l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

- Je suis régulièrement tenu au courant des développements dans le dossier du conflit social au sein de l'OEB. J'ai également reçu un nombre de courriers de la part de représentants du personnel de l'OEB concernant le sujet évoqué dans votre question parlementaire.

- L'Office européen des brevets bénéficie d'une immunité juridictionnelle en vertu du Protocole sur les Privilèges et Immunités annexé à la Convention sur le brevet européen (http://www.epo.org/law-practice/legal-texts/html/epc/2013/f/ma5.html) et des accords de siège avec les États hôtes (Allemagne, Pays-Bas, Autriche).

Pour cette raison, l'arrêt n°200.141.812/01 de la Cour d'appel de La Haye du 17 février 2015 (http://uitspraken.rechtspraak.nl/inziendocument?id=ECLI:NL:GHDHA:2015:255) ordonnant d'annuler certaines décisions internes ayant trait aux activités syndicales au sein de l'Office n'est pas exécutable. Le Gouvernement néerlandais, considérant que le jugement n'est pas conforme aux obligations de l'État néerlandais vis-à-vis des organisations internationales siégeant sur son territoire, a ordonné aux huissiers de justice de suspendre l'exécution du jugement. À propos des mêmes éléments contestés devant les juridictions allemandes par le syndicat SUEPO dans deux autres procédures nationales, le tribunal social de Munich a respecté le principe d'immunité de l'OEB et rejeté les demandes du SUEPO dans deux décisions rendues les 13 et 15 janvier 2015 (affaires Ca 2864/14 et Ca 11705/13).

En ce qui concerne les litiges entre l'OEB et les membres de son personnel, la juridiction compétente est le tribunal administratif de l'Organisation Internationale du Travail (http://www.ilo.org/tribunal/lang-fr/index.htm).

Je suis toutefois convaincu que les conflits actuels entre les représentants du personnel et la direction de l'Office ne se prêtent pas à des procédures judiciaires mais devraient être réglés par la négociation. Le conseil d'administration a appelé lors de sa réunion du 26 mars 2015 à une amélioration du dialogue social dans l'Office, qui devrait notamment passer par une reconnaissance officielle des syndicats (http://www.epo.org/news-issues/news/2015/20150326.html).

matschwätzen

07.06.2015

REFERENDUM

JO

NEE

Regional Informatiounsversammlunge vun der Chamber
Réunions d'information régionales
Regionale Informationsversammlungen

Ufank/Début/Anfang 19:30

08.05.2015 **Mamer**,
Centre culturel Kinneksbond

11.05.2015 **Grevenmacher**,
Lycée Technique Joseph Bech

18.05.2015 **Diekirch**,
Al Seeërei

19.05.2015 **Luxembourg-Limpertsberg**,
Centre sportif, culturel et scolaire Tramsschapp

21.05.2015 **Mersch**,
Mierscher Kulturhaus

22.05.2015 **Esch-Belval**,
Maison du Savoir, Université

sech informéieren

www.referendum.lu

N°11
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Fonction publique: réforme et accord salarial p. 414
Interpellation sur «LuxLeaks» p. 452
Sommaire des séances publiques nos 27 et 28 p. 462
Sommaire des questions parlementaires p. Q153
27e séance Mardi 24 mars 2015
28e séance Mardi 28 avril 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Explikatiounen zum Referendum vum 7. Juni 2015

1. Fro: *„Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'Lëtzebuerger, déi tëschent 16 an 18 Joer al sinn, d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei de Wahle fir d'Chamber, d'Europaparlament an de Gemengerot souwéi bei de Referende matzemaachen?"*

Den Ament kritt all Lëtzebuerger mat 18 Joer automatesch d'Wahlrecht, besser gesot esouguer d'Wahlflicht: Wann en 18 Joer huet, kritt hie fir d'Wahlen eng Convocatioun geschéckt a muss da wiele goen. D'Fro ass déi, ob et an Zukunft net esou soll sinn, dass ee vu 16 Joer un d'Wahlrecht huet. Dat heescht, dass nëmmen dee Jonken, deen dat wëll, sech fir Wahlen aschreift. Dat gëllt och nëmme fir dat aktiivt Wahlrecht: En huet just d'Recht, wielen ze goen, an awer net d'Recht, gewielt ze ginn.

Eréischt vun 18 Joer u wär et da fir jiddwereen automatesch d'Wahlflicht - d'Obligatioun, fir wielen ze goen also - fir deen, dee sech scho virdru fir dat aktiivt Wahlrecht ageschriwwen hat, wéi och fir all déi aner.

2. Fro: *„Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'auslännesch Matbierger d'Recht kréien, sech fakultativ an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, fir als Wieler bei Chamberwahle matzemaachen, an dat ënnert der besonnescher duebeler Bedéngung, datt si op d'mannst während zéng Joer zu Lëtzebuerg gewunnt hunn a virdru scho bei Gemengen- oder Europawahlen zu Lëtzebuerg matgemaach hunn?"*

Och hei geet et just ëm d'Recht, wielen ze goen - ëm dat aktiivt Wahlrecht - an net ëm d'Recht, gewielt ze ginn. An och hei muss et e volontären Akt sinn, dat heescht, dass deen Auslänner, deen dat aktiivt Wahlrecht wëll kréien, et muss ufroen.

Dat ass awer nëmme méiglech, wann zwou Konditiounen - allebéid - erfëllt sinn:

- Et muss een zéng Joer hei am Land gelieft hunn

an

- et muss ee schonn emol bei enger Gemengen- oder Europawahl zu Lëtzebuerg matgemaach hunn.

Wie bis ageschriwwen ass, huet d'Wahlflicht a muss mat wiele goen.

Bei Gemengewahle kënne jo haut schonn all d'Auslänner, déi zënter fënnef Joer (oder méi) zu Lëtzebuerg liewen, mat wiele goen, wa se dat wëllen.

Bei Europawahlen däerf all EU-Bierger sech op d'Wielerlëschten androe loossen, deen hei zu Lëtzebuerg lieft.

3. Fro: *„Sidd Dir mat der Iddi averstanen, d'Zäit, während där eng Persoun ouni Ennerbrechung Member vun der Regierung däerf sinn, op maximal zéng Joer ze begrenzen?"*

Haut gëtt et keng Limitatioun. Theoretesch kéint een e Liewe laang Minister bleiwen. D'Fro, déi elo gestallt gëtt, ass eben déi, ob een dat net sollt op zéng Joer um Stéck begrenzen.

* * *

Rediffusioun vun zwou Table-ronden op Chamber TV bis de 5. Juni tëschent 20 an 22 Auer:

- Droit de vote à 16 ans? Limitation des mandats ministériels à dix ans consécutifs? Table ronde sur Chamber TV avec MM. Laurent Zeimet (CSV), Alex Bodry (LSAP), Eugène Berger (DP), Claude Adam (déi gréng), Fernand Kartheiser (ADR) et Marc Baum (déi Lénk).

- Droit de vote pour résidents non luxembourgeois? Table ronde sur Chamber TV avec MM. Claude Wiseler (CSV), Jean Asselborn (LSAP), Eugène Berger (DP), Claude Adam (déi gréng), Gast Gibéryen (ADR) et David Wagner (déi Lénk).

Dat also sinn déi dräi Froen, déi Dir de 7. Juni gestallt kritt am Referendum, dee jo e konsultative Referendum ass. Dat heescht, dass dat, wat ënnert dem Strëch erauskënnt, net schonn de 7. Juni owes esou décidéiert ass. D'Politik consultéiert d'Vollek mat deem Referendum; si freet d'Leit ëm hir Meenung. Mä d'Décisiounen, déi falen herno an der Chamber.

Réunions d'information en vue du référendum du 7 juin 2015





Mamer, *Centre culturel Kinneksbond (08.05.2015)*





Grevenmacher, *Lycée Technique Joseph Bech (11.05.2015)*





Diekirch, *Al Seeërei (18.05.2015)*

www.referendum.lu
Informatiounen iwwert d'Verfassung an hir Geschicht, de Referendum, déi dräi Froen, etc. an eng Rubrik fir Är Iddien a Virschléi fir déi nei Constitutioun







Luxembourg-Limpertsberg, *Centre sportif, culturel et scolaire Tramsschapp (19.05.2015)*





Mersch, *Mierscher Kulturhaus (21.05.2015)*





Esch-Belval, *Maison du Savoir, Université (22.05.2015)*

David Wagner, nouveau député de la sensibilité politique «déi Lénk»

Assermenté le 29 avril 2015 pour succéder à M. Justin Turpel, M. David Wagner vient de rejoindre les rangs de la sensibilité politique «déi Lénk» à la Chambre des Députés. Après des études en histoire, M. Wagner a notamment occupé de 2002 à 2004 la fonction d'attaché parlementaire de M. Serge Urbany aux côtés duquel il siégera désormais au Parlement pour le compte de «déi Lénk».

À l'issue des élections communales d'octobre 2011, il est devenu conseiller communal de la Ville de Luxembourg, place qu'il céda plus tard à M. Joël Delvaux.

Né en 1979, David Wagner posa un premier acte politique lors des grèves lycéennes de 1995 et 1996. Engagé au sein de la „Schülerdelegatioun Lëtzebuerg", il a adhéré par la suite à l'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL) qu'il a présidée de 2000 à 2002.

En 1996, il avait adhéré au LSAP et aux Jeunesses socialistes dont il était devenu le secrétaire général et le représentant au sein du comité directeur du LSAP, parti qu'il quitta en 1998.



M. David Wagner lors de sa prestation de serment

M. Jyrki Katainen promeut le «Plan Juncker» à la Chambre

«Il ne suffit pas d'un triple A en matière économique. Il faut aussi savoir décrocher un triple A en matière sociale.» Ce fut en substance le message adressé par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, à M. Jyrki Katainen, Vice-Président de la Commission européenne en charge de l'Emploi, de la Croissance, des Investissements et de la Compétitivité qui s'est déplacé au Luxembourg dans le cadre d'une tournée européenne destinée à convaincre tant les responsables politiques que les investisseurs privés de s'engager en faveur d'une plus grande croissance en Europe.

Réservant dès le début un accueil favorable au plan d'investissement pour l'Europe, dit aussi «Plan Juncker», la Chambre des Députés fonde ses espoirs sur celui-ci afin de relancer une croissance jugée trop atone pour créer de nouveaux investissements et emplois sur le Vieux Continent.

M. Jyrki Katainen, ancien Premier Ministre de la Finlande et responsable au sein de la Commission bruxelloise pour la mise en œuvre du plan d'investissement, a souligné lors de son entrevue avec M. Mars Di Bartolomeo, accompagné de MM. et Mme les Députés Alex Bodry, Marc Angel, Franz Fayot, Joëlle Elvinger et Serge Wilmes, l'importance d'inclure les Parlements nationaux dans le dialogue avec la Commission.

M. Di Bartolomeo, de son côté, précisant que le Grand-Duché, dès le début de la crise en 2008, a pratiqué une politique budgétaire anticyclique - axée non pas sur l'austérité, mais sur une politique d'investissement stable, une politique sociale solide et un budget tant soit peu équilibré -, fit savoir à son interlocuteur que le Luxembourg soutient pleinement le «Plan Juncker», censé libérer au moins 315 milliards d'euros d'investissements publics et privés pour l'économie réelle au cours des trois prochaines années.

Alors que le Gouvernement luxembourgeois a décidé de contribuer à hauteur de 80 millions d'euros au Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), M. Katainen s'est dit persuadé que le Luxembourg en profitera aussi en termes d'attraction de projets d'investissements. Par ailleurs, la mise en place d'une plate-forme nationale permettra de mieux coordonner de tels projets avec la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI), sise à Kirchberg.

Dans ses explications, le Vice-Président de la Commission européenne n'a pas manqué de mettre l'accent sur l'importance de favoriser des projets transfrontaliers, chose que les parlementaires luxembourgeois n'ont pu que saluer en insistant notamment sur la nécessité de transports publics transfrontaliers plus performants, surtout en direction de nos voisins directs que sont la France, l'Allemagne et la Belgique.

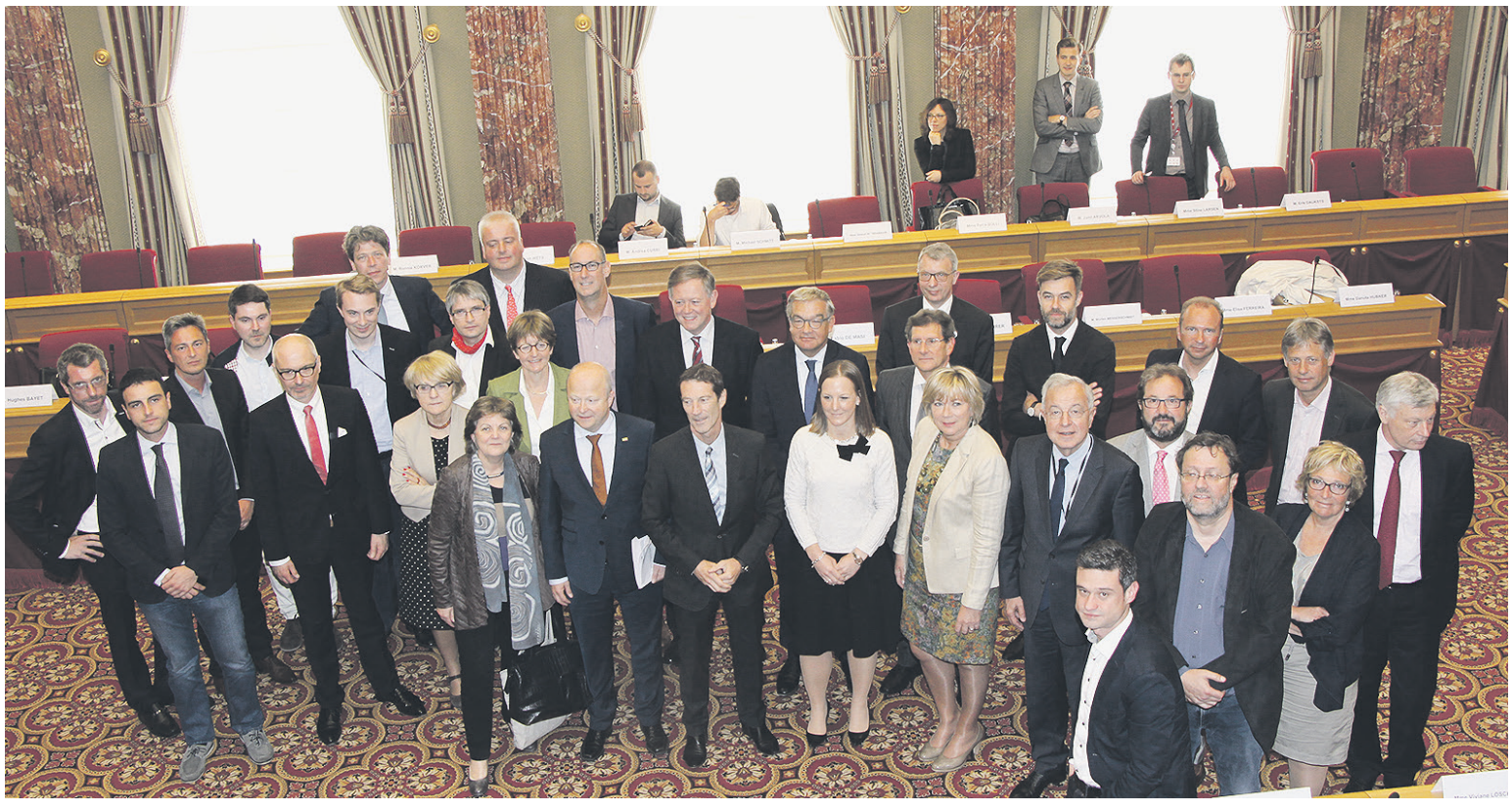


Échange de vues entre M. Jyrki Katainen et sa délégation avec le Président et des membres de la Chambre des Députés

Parmi les autres sujets abordés avec l'hôte bruxellois figuraient aussi les créations d'un marché unique des capitaux et d'un marché unique numérique européens.

Enfin, le Président de la Chambre a sollicité l'appui de M. Katainen afin qu'il pèse de tout son poids pour résorber le désavantage compétitif dont souffrent les importateurs luxembourgeois, obligés de passer par des fournisseurs belges pour commander leurs marchandises au lieu de pouvoir s'approvisionner directement en lieu et place auprès des différents producteurs internationaux.

La Commission spéciale TAXE du Parlement européen à la Chambre



Entrevue de parlementaires luxembourgeois avec des membres de la Commission spéciale TAXE du Parlement européen

En tournée dans six pays - après avoir rencontré les autorités belges et avant de se rendre encore en Suisse, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni -, la Commission spéciale TAXE du Parlement européen vient de faire étape au Luxembourg.

Mise sur pied par les chefs politiques du Parlement européen suite à l'affaire LuxLeaks qui avait éclaté en novembre 2014 - affaire pointant du doigt le système mis en place pour permettre aux multinationales d'optimiser leurs impôts -, la Commission spéciale TAXE a élargi ses missions aux 28 pays de l'Union européenne et ne vise pas seulement les «tax rulings» (rescrits fiscaux) - pratiques fiscales permettant d'attirer les multinationales - mais toutes les législations fiscales ou pratiques administratives qui pourraient aller au-delà d'une concurrence loyale entre pays européens.

Lors de leur entrevue à la mi-mai avec les députés issus des deux Commissions parlementaires des Finances et du Budget ainsi que des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, les parlementaires européens ont pu apprendre de la bouche de M. Eugène Berger tous les efforts que le Luxembourg a consentis en matière fiscale en vue d'une plus grande transparence et d'une meilleure situation concurrentielle en Europe. Le Président de la Commission des Finances et du Budget leur a notamment fait savoir que le Luxembourg a abandonné le secret bancaire en adhérant à l'échange automatique d'informations ou encore qu'une liste des «tax rulings», sous forme anonyme, sera désormais établie tous les ans.

Face aux questions des membres de la commission spéciale européenne quant à l'avenir de la politique fiscale luxembourgeoise, la coopération fiscale entre pays européens et la transparence fiscale, M. Berger a entre autres argué que les décisions luxembourgeoises en ces domaines seront conformes au droit national, européen et international.

Le débat entre députés européens et nationaux se poursuivra le 17 juin à Bruxelles, la Commission spéciale TAXE ayant invité les commissions compétentes des Parlements nationaux à une réunion publique dans la capitale belge.

Coopération humanitaire, pesticides et protection de l'eau dans la Grande Région

Sous la présidence de M. Roger Negri, la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI a organisé deux réunions au premier semestre 2015 portant, d'une part, sur la coordination de la coopération humanitaire et, de l'autre, sur une meilleure gestion des pesticides afin de préserver les ressources aquatiques au sein de la Grande Région.

La première réunion, organisée à Remich le 13 mars 2015 a réuni plus de 50 acteurs de la coopération humanitaire et des parlementaires issus de l'ensemble de la Grande Région. Dans le contexte de l'Année européenne de la coopération, M. Ben Fayot, nommé ambassadeur spécial pour cette occasion, a en particulier insisté sur les efforts luxembourgeois en la matière et la nécessité d'une cohérence des politiques menées à tous les niveaux: ceux des acteurs publics et des ONG, des pays, régions et organisations internationales, ainsi que les efforts sur le terrain, en vue d'éradiquer la pauvreté dans le monde.

Du côté luxembourgeois, MM. Michel Maquil et Joaquim Monteiro, responsables à l'agence ADA spécialisée dans la microfinance, ainsi que Mme Christine Dahm, directrice du Cercle de Coopération des ONG de développement, ont présenté aux élus leur action de terrain, tout en insistant sur les effets potentiellement contreproductifs d'accords de libre-échange sur l'essor économique et social des pays en développement.



M. Roger Negri, Mme Cécile Hemmen, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Justin Turpel et M. Emile Eicher ont représenté la Chambre des Députés à la réunion sur la coopération humanitaire dans la Grande Région.



Les participants à la réunion sur les pesticides et la protection de l'eau

La seconde réunion, à savoir celle sur les pesticides et la protection de l'eau, s'est pour sa part tenue au SEBES à Esch-sur-Sûre le 24 avril. À cette occasion, l'Ingénieur-Directeur du SEBES, M. Georges Kraus, le Directeur de l'Administration de la Gestion de l'Eau, M. Jean-Paul Lickes, ainsi que des experts d'organismes publics et des chercheurs universitaires ont insisté sur l'importance d'une plus forte réglementation de l'utilisation des pesticides afin de préserver la qualité de l'eau potable.

Outre les directives européennes et les législations nationales et régionales en la matière, la nécessité de fournir des informations et des formations adéquates et plus ciblées aux agriculteurs et horticulteurs a été soulignée afin que le recours aux pesticides ne continue pas à se traduire par des conséquences négatives sur les ressources aquatiques.

Les experts constatent aujourd'hui de sérieux problèmes d'omniprésence de produits phytopharmaceutiques dans notre environnement, avec des séquelles de santé et des influences éco-toxicologiques qu'on ne peut plus mettre en doute. Il faudra agir afin de réduire les concentrations de pesticides dans l'eau et trouver des alternatives. Il revient au monde politique d'initier les changements législatifs qui s'imposent. M. Roger Negri, M. Henri Kox, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas ainsi que le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, ont représenté la Chambre des Députés à cette deuxième réunion de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI.

Second sommet des Présidents de Parlement des pays de l'Union pour la Méditerranée

À l'occasion du second sommet des Présidents de Parlement des États membres de l'AP-UpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée) qui s'est tenu le 11 mai 2015 à Lisbonne, 30 Présidents ou Vice-Présidents se sont retrouvés pour discuter du sujet fixé par la présidence portugaise de l'Assemblée: la dimension humaine de l'immigration, de l'asile et des droits de l'Homme dans la région méditerranéenne.

Face à la tragédie humanitaire en Méditerranée, les Présidents de Parlement de l'AP-UpM ont voulu envoyer un signal clair et ont adopté une déclaration commune qui sera transmise aux Nations Unies ainsi qu'aux institutions européennes.

Au cours des débats, les participants ont souligné la nécessité de trouver au plus vite une solution, notamment parce que depuis le début de cette année, le nombre de morts en Méditerranée a augmenté de 30% par rapport à la même période en 2014. Les participants ont estimé que la crise en Libye, avec deux gouvernements parallèles qui se combattent et le vide de gouvernance qui en découle, est particulièrement préoccupante car elle permet aux groupes de passeurs de profiter de cette situation et de continuer à envoyer des migrants sur de frêles embarcations vers l'Europe. Toute solution doit dès lors également tenir compte de la situation en Libye.

Dans son intervention, Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre des Députés, a souligné que face à ces chiffres consternants, l'Union européenne ainsi que les États tiers ont l'obligation morale de réagir et de trouver une solution immédiate. Cette solution devrait comporter plusieurs volets: la sécurisation des frontières extérieures de l'UE en renforçant notamment la capacité opérationnelle de Frontex, l'intensification de la lutte contre les passeurs, mais également une augmentation de l'aide aux pays frappés le plus par la pression migratoire causée par la guerre en Syrie, à savoir le Liban, la Jordanie et la Turquie. À eux seuls, ces pays accueillent environ 4 millions de réfugiés syriens. Mme Beissel a répété qu'il faudrait se montrer solidaire aussi bien envers les pays de l'UE, en particulier l'Italie, qui se trouve en première ligne de ce phénomène, ainsi qu'envers les pays tiers.

La Vice-Présidente de la Chambre a expliqué que le Luxembourg a l'intention de mener sous sa présidence une politique de migration responsable combinant la stratégie sécuritaire à une nouvelle approche consistant à voir la migration légale comme une opportunité. Elle a insisté sur le message d'ouverture que le Luxembourg est en train de faire passer en organisant un référendum sur le droit de vote des citoyens non luxembourgeois. La migration a joué un rôle important dans le développement économique du pays, a rappelé l'oratrice. Dans ce sens, le Luxembourg entend jouer un rôle précurseur en Europe. Finalement, Mme Beissel a souligné que la solidarité, la compassion et l'humanité sont des valeurs fondamentales de l'Union européenne et que toute réponse de l'UE devrait respecter celles-ci.



(de gauche à droite) M. Eugeniusz Grzeszczak, Vice-Président du Parlement polonais, Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre des Députés, M. Pietro Grasso, Président du Sénat italien, et Mme Laura Boldrini, Présidente de la Chambre des Députés italienne

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

11e séance plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)



(de gauche à droite) Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Octavie Modert, Mme Simone Beissel

À l'occasion de la 11e séance plénière de l'AP-UpM, les membres des Parlements ont discuté sur un sujet plus qu'actuel: l'immigration, l'asile et les droits de l'Homme en Méditerranée. Différents volets du problème ont été mis en lumière: d'un côté, la nécessité de venir en aide aux réfugiés qui tentent de rejoindre l'Europe via la Méditerranée, l'extension de la protection internationale et le renforcement du soutien envers les pays d'origine pour contrer les causes de la migration, et, d'un autre côté, la protection des frontières de l'Union européenne et l'amélioration de la capacité opérationnelle de Frontex, le renforcement de la coopération avec les pays d'origine et de transit afin de garantir la réadmission ou le retour en protégeant les droits fondamentaux et le durcissement de la lutte contre la traite des êtres humains et les réseaux de passeurs.

L'AP-UpM représente un forum idéal pour un tel échange de vues sur les questions relatives à l'immigration parce qu'elle rassemble des parlementaires de pays des rives nord et sud de la Méditerranée, réunissant donc aussi bien les pays destinataires de la migration qu'une partie des pays d'origine et de transit.

Après cet échange de vues sur les migrations, les membres de l'Assemblée ont adopté les recommandations préparées par les différentes commissions au cours de l'année.

La recommandation de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation porte sur les aspects économiques de la migration, la protection des investissements dans la Méditerranée et la coopération au développement du secteur du tourisme entre les pays membres de l'Assemblée.

La recommandation de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau traite du tourisme écologique et durable, des énergies renouvelables, du renforcement de la campagne «Let's Do It Mediterranean» visant à œuvrer pour une Méditerranée propre et de la protection du milieu marin.

Les recommandations de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'Homme portent sur le rôle des Parlements dans la protection et la promotion des droits de l'Homme, la sécurité des migrants en Méditerranée et la lutte contre le terrorisme.

La Commission pour la promotion de la qualité de vie, les échanges entre les sociétés civiles et la culture a préparé une recommandation sur l'immigration en tant que facteur de croissance.

Finalement, la Commission des droits de la femme s'est penchée sur le thème «Femmes et médias».

La Chambre des Députés était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol (Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM), Mme Simone Beissel (Vice-Présidente de la Chambre des Députés) et Mme Octavie Modert.

L'AP-UpM se réunit en session plénière au moins une fois par an et comporte 280 membres, répartis à égalité entre les rives nord et sud de la Méditerranée. La composante nord comprend les États membres de l'UE, le Parlement européen ainsi que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, Monaco et le Monténégro. La composante sud comprend l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, Israël, le Liban, le Maroc, la Palestine, la Tunisie, la Turquie et la Mauritanie.

Réunion des Présidents des Commissions des affaires économiques et numériques

Sur invitation de la Présidence lettonne de l'Union européenne, des représentants des commissions des Parlements nationaux responsables en matière d'affaires économiques et numériques se sont réunis le 20 avril 2015 à la Saeima, le Parlement letton, à Riga pour discuter des enjeux européens liés aux mégadonnées, au cloud computing, à la cyber-sécurité et à la protection des données, ainsi qu'aux besoins en matière d'éducation et de formation des employés dans le domaine des nouvelles technologies.

Cette conférence s'inscrivait dans une des priorités de la Présidence lettonne, à savoir le développement d'une Europe numérique. La Chambre des Députés était représentée par le Président de la Commission de l'Économie, M. Franz Fayot.

Les débats furent divisés en trois sessions: la première fut consacrée aux opportunités que représentent les mégadonnées, le cloud computing et les données ouvertes (open data) pour les économies européennes.

Les panélistes et les intervenants insistèrent tous sur le fort potentiel lié à l'exploitation des mégadonnées (big data) dans des secteurs d'avenir, comme l'Internet des objets, les villes intelligentes ou encore le domaine de la santé et de l'énergie. Il s'agit de positionner l'Europe en tant que territoire favorable à l'accueil des entreprises qui s'engagent dans ces secteurs.

En ce qui concerne le cloud computing, il s'avère que cette technologie comporte de réels attraits et chances, notamment en termes de création d'emplois et de réduction de coûts d'infrastructure, aussi bien pour les PME que dans le domaine de la recherche scientifique.

Quant aux données ouvertes, la mise à disposition du public des informations collectées par les administrations publiques, elles pourraient contribuer à considérablement réduire les frais administratifs des États, d'après des prévisions de l'OCDE de 2013.

Les débats de la deuxième session ont traité de la sécurité et du respect de la vie privée dans l'espace numérique. Cette deuxième session rappelait les risques liés à un développement sans contrôle de marchés de données, que ce soit au moyen des mégadonnées ou du cloud computing.



M. Franz Fayot (au milieu) a participé à la réunion des Présidents des Commissions des affaires économiques et numériques à Riga.

Les intervenants étaient d'accord pour souligner l'importance d'une adoption rapide d'un nouveau cadre réglementaire sur la protection des données en Europe, afin d'assurer aux citoyens européens les garanties nécessaires à la protection de la vie privée et un droit à l'oubli.

Dans son intervention, M. Franz Fayot a rappelé que le Luxembourg est un pays qui a résolument investi dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), dans lequel il reconnaît un potentiel de croissance et de diversification certain.

Cependant, à l'instar de l'intervention de Mme Marju Lauristin, membre de la Commission des libertés publiques, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen, il a averti contre une analyse purement économique tendant à vouloir faciliter l'émergence des activités d'exploitation de mégadonnées et du cloud, sans auparavant assurer une protection adéquate des droits à la vie privée, d'un droit de regard sur les données collectées et du droit à l'oubli.

Les événements récents - des révélations d'Edward Snowden sur les activités de la NSA aux arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne dans les affaires Digital Rights et Google Spain, en passant par les discussions sur le TTIP - ont contribué à sensibiliser davantage le public et les parlementaires luxembourgeois à l'impératif de la protection des droits de l'Homme dans le monde numérique. Il ne faut pas ignorer cette sensibilité et ces craintes si l'on veut que les citoyens acceptent les réformes européennes futures.

Les discussions au cours de la dernière session portaient sur l'importance de l'éducation et de la formation en matière de «e-skills», en partant du constat de l'insuffisance de l'offre sur le marché de l'emploi de nombre de pays européens, dont le Luxembourg, pour satisfaire la forte demande dans les secteurs des TIC.

Des exemples de modèles de formation, de reconversion et de sensibilisation des élèves de tous les niveaux aux enjeux du monde numérique furent présentés et discutés.

Le Président a reçu...



...S. E. M. Abdulrazzaq Dharar Razzooqi, Ambassadeur de l'État du Koweït

Scheckiwwerreechung



Sportsbegeeschtert Leit vum Chamberspersonal hunn der Associatioun „Île aux clowns" e Scheck vun 1.100 € iwwerreecht. Dës Sue konnten duerch de Verkaf vun T-Shirte vun den „Deckelsmouke vun der Chamber" an duerch Spende gesammelt ginn.

Questions de sécurité internationale

M. Jean-Marie Halsdorf, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président de la délégation et Trésorier de l'Assemblée, M. Alexander Krieps et M. Henri Kox ont représenté la Chambre des Députés lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est déroulée du 15 au 18 mai 2015 à Budapest.

Les cinq commissions de l'Assemblée ont préparé une série de projets de rapport sur des sujets d'actualité internationale, comme la situation en Crimée, la situation économique de la Russie, l'Afghanistan après la FIAS, la notion de guerre hybride, le changement climatique en relation avec la sécurité internationale, ou encore la situation en Libye. Ces projets de rapport seront adoptés lors de la session annuelle de l'Assemblée qui se déroulera en octobre en Norvège.

En séance plénière, M. Marc Angel a profité de la présence du Secrétaire général délégué de l'OTAN, M. Alexander Vershbow, pour s'enquérir sur le maintien de la présence KFOR au Kosovo, en particulier en raison des développements récents dans la région. En sa qualité de Trésorier de l'Assemblée, le Vice-Président de la délégation luxembourgeoise a également présenté les états financiers de 2014 et fait des propositions sur l'affectation du surplus de 2014 et sur l'exercice en cours.

L'Assemblée a adopté une résolution sur l'élargissement de l'OTAN dans laquelle les membres invitent les Gouvernements et les Parlements des pays membres de l'Alliance à maintenir l'engagement pris lors du Sommet du Pays de Galles à l'égard de la politique de la porte ouverte et à fournir aux candidats à l'adhésion le soutien convenu lors du sommet. Sont visés plus particulièrement la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Monténégro et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Les Gouvernements et les Parlements des pays aspirant à devenir membres de l'Alliance ont par ailleurs été invités à redoubler d'efforts pour résoudre les questions en suspens sur la voie de l'adhésion.



(de gauche à droite) M. Henri Kox, M. Marc Angel, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Alexander Krieps

Modifications à apporter au contrôle de la subsidiarité



Le 13 mai 2015, M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés à Varsovie dans le cadre d'un groupe de travail analysant les améliorations qui pourraient être apportées au contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Les représentants des Parlements nationaux ont discuté plus particulièrement sur l'approfondissement de la coopération des Parlements nationaux en matière d'affaires européennes et sur une proposition d'analyser la proportionnalité à pied d'égalité avec le principe de subsidiarité.

D'autres points qui ont fait l'objet d'une discussion ont été les réponses fournies par la Commission européenne aux avis motivés des Parlements nationaux et l'éventuelle extension du délai pour introduire un avis motivé de huit à douze semaines.

Le Parlement polonais, initiateur de la réunion, a présenté des conclusions lors de la réunion de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée à Riga, les 1er et 2 juin 2015. La discussion continuera sous Présidence luxembourgeoise au deuxième semestre 2015.

M. Marc Angel (4e de droite) a représenté la Chambre à Varsovie.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



M. Christian Schmit (3e de gauche), nommé aux fonctions de rédacteur, fut assermenté le 28 avril 2015 par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (2e de gauche). La prestation de serment a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (3e de droite) et Mme Isabelle Barra, ainsi que des responsables du Service informatique, M. Carlo Linden (à gauche), et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à droite).

Rectificatif

5. Ordre du jour

Vote sur l'ordre du jour remplaçant celui publié à la page 329 du compte rendu n°9/2014 2015

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Vote ass lancéiert. Perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir haten 58 Leit, déi sech direkt oder indirekt um Vote bedeelegt hunn. Den Ordre du jour ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme bestätegt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et M. Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Rectificatif

3. 6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6653 remplaçant celui publié à la page 373 du compte rendu n°10/2014-2015

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6653 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen.

Ass d'Chamber bereet...

(Interruptions)

Une voix.- Et war mir ze séier gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ouh? Ech hunn awer 60 Leit, déi ofgestëmmt hunn.

(Interruptions)

Dat ass kee Problem. Et ass jo „Jo"?

Une voix.- Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, Merci villmools! Dat gëtt berücksichtegt. Ech mengen, et ass schonn!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

SÉANCE 27

MARDI, 24 MARS 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. 6454A - Projet de loi portant modification de:

1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Serge Urbany)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6457 - Projet de loi modifiant:
1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;
3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;
4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;
5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du corps diplomatique;
6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et
7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la fonction publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

6460 - Projet de loi modifiant:
1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;
2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- *Rapports de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur les projets de loi 6457, 6458, 6459, 6460, 6461, 6462, 6463 et 6465 ainsi que rappport de la Commission des Affaires intérieures sur le projet de loi 6757: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert (dépôt de deux motions) (M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative intervient), M. Yves Cruchten (dépôt d'une motion), M. Gusty Graas, M. Claude Adam (M. Justin Turpel intervient), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion) (interventions de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et M.Eugène Berger), M. Justin Turpel (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (dépôt de quatre motions et de 50 amendements), M. Lex Delles*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (interventions de Mme Octavie Modert et M. Justin Turpel)*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Amendements relatifs au projet de loi n°6457*
- *Vote sur l'amendement n°1 concernant l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 3 du projet de loi n°6457 (rejeté)*
- *Vote sur les amendements n°2 à n°9, n°12 et n°19 concernant les articles 5, 6, 7, 8, 18 et 36 du projet de loi n°6457 (rejetés)*
- *Vote sur l'amendement n°10 concernant l'insertion d'un nouvel article entre les articles 15 et 16 du projet de loi n°6457 (rejeté)*
- *Vote sur les amendements n°11, n°13 et n°14 concernant les articles 16, 18 et 27 du projet de loi n°6457 (rejetés)*
- *Vote sur les amendements n°15, n°16, n°17 et n°18 concernant l'article 32 et l'insertion de trois nouveaux articles entre les articles 32 et 33 du projet de loi n°6457 (rejetés)*
- *Vote sur l'amendement n°20 concernant l'ajout d'un paragraphe 2° à l'article 55 du projet de loi n°6457 (rejeté)*
- *Vote sur les amendements n°21 et n°22 concernant l'article 56 et l'insertion d'un nouvel article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457 (rejetés)*
- *Vote sur l'amendement n°23 concernant l'insertion d'un article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457 (rejeté)*
- *Vote sur l'amendement n°24 concernant l'insertion d'un article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6457 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6458 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Amendements relatifs au projet de loi n°6459*
- *Vote sur l'amendement n°1 concernant l'alinéa 1er du paragraphe 1 de l'article 5 du projet de loi n°6459 (rejeté)*
- *Vote sur les amendements n°2 et n°3 concernant les articles 7 et 16 du projet de loi n°6459 (rejetés)*
- *Vote sur les amendements n°4 et n°5 concernant l'article 16 du projet de loi n°6459 (rejetés)*
- *Vote sur les amendements n°6 et n°7 concernant l'article 16 du projet de loi n°6459 (rejetés)*
- *Vote sur les amendements n°8, n°9 et n°10 concernant l'article 37 du projet de lois n°6459 (rejetés)*
- *Vote sur les amendements n°11 et n°12 concernant l'article 41 du projet de loi n°6459 (rejetés)*
- *Vote sur l'amendement n°13 concernant l'ajout d'un alinéa au paragraphe 3 de l'article 44 du projet de loi n°6459 (rejeté)*
- *Vote sur les amendements n°14 à n°19 concernant les articles 43, 46, 47, 48, 49 et 50 du projet de loi n°6459 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6459 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6460 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6461 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6462 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6463 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Amendements relatifs au projet de loi n°6465: M. Justin Turpel*
- *Vote sur les amendements n°1 et n°3 à n°7 concernant les articles 7, 20, 61 et 63 du projet de loi n°6465 (rejetés)*
- *Vote sur l'amendement n°2 concernant la suppression de la première phrase du paragraphe (3) de l'article 7 du projet de loi n°6465 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6465 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6757 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions relatives aux projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465*
- *Motion 1 de Mme Octavie Modert (projet de loi n°6459), motion 4 de M. Fernand Kartheiser et motion 6 de M. Justin Turpel (projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465): M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry, M. Justin Turpel*
- *Vote sur la priorité à accorder à la motion modifiée n°3 (priorité accordée; motion n°1 retirée et motions n°4 et n°6 déclarées caduques)*
- *Vote sur la motion modifiée n°3 de M. Yves Cruchten (projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465) (adoptée)*
- *Vote sur la motion n°2 de Mme Octavie Modert (projet de loi n°6459) (rejetée)*
- *Motions n°5, n°7 et n°8 de M. Justin Turpel: M. Justin Turpel, M. Fernand Kartheiser et M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur la motion n°5 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6459) (rejetée)*
- *Vote sur la motion n°7 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6457) (rejetée)*
- *Vote sur la motion n°8 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6457) (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Romain Schneider, Félix Braz, Pierre Gramegna, Dan Kersch et Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen an Kolleegen, e schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Communications

Ech wollt Iech da folgend Kommunikatioune maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentaresche Froen an den Äntwerten ass hei deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit eiser leschter Sëtzung hei an der Chamber deponéiert gi sinn, ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

3) D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, idem.

4) An iwwer Arrêté grand-ducal de retrait gouf de Projet de loi 6583 iwwert d'Promotioun vum Logement a vum nohaltege Wunne vum Rôle gestrach.

Communications du Président - séance publique du 24 mars 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6794** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.03.2015

***6795** - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.03.2015

***6796** - Projet de loi portant rectification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.03.2015

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**496** - Mise en place d'un macadam permettant de réduire les nuisances sonores à l'arrivée en ville de l'autoroute A4, au niveau du parking Bouillon, sous le tunnel et avant le tunnel*

Dépôt: 17.03.2015 par M. Andrew Hall

*Demande de pétition publique n°**497** - Petitioun fir d'Nationalhymn „Ons Heemecht" als obligatoreschen a pädagogesche Léierstoff an de Schoulen*

Dépôt: 18.03.2015 par M. Joe Thein

4) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 13 mars 2015, le projet de loi 6583 relative à la promotion du logement et de l'habitat durables a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 24 mars 2015.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Jo, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wollt mer erlaben, d'Wuert ze froe fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dann hutt Dir d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dës Geleeënheet huelen, fir eng Proposition de loi ze deponéieren, déi sech ëm d'Assistance médicale à la procréation këmmert an och ëm Froe wéi zum Beispill d'GPA, also d'Gestation par autrui:

***6797** - Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation.*

Dat ass eng Debatt, déi mer am Ableck jo féieren am Kader vum Filiatiounsgesetz. Dat ass also eng Kontributioun zu deene Froen, déi am Ableck an där Kommissioun behandelt ginn. Villmools Merci.

Wann ech gelift, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun där Proposition de loi.

4. Ordre du jour

Dann zu eisem Ordre du jour. D'Presidentekonferenz huet fir d'Sëtzung vun haut deen Ordre du jour virgeschloen, deen Iech zougestallt ginn ass.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6454A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Assurancen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, déi och scho prett ass, d'Madame Joëlle Elvinger. Dir hutt d'Wuert.

5. 6454A - Projet de loi portant modification de:

1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, vun deem ech Iech elo de Rapport maachen, huet als Objet, eng EU-Direktiv ëmzesetzen, wat d'Gläichberechtegung vu Mann a Fra beim Ausstelle vun Assurancëproduiten ugeet.

De Projet de loi ass de 25. Juli 2012 vum deemolege Finanzminister déposéiert ginn, du mat der Nummer 6454. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 15. Oktober 2012 ugeholl, an de Statsrot huet säin Avis den 22. Januar 2013 finaliséiert. D'Observatioune vum Statsrot hunn dunn derzou gefouert, dass den initiale Gesetzestext opgedeelt ginn ass, soudass mer haut den éischten Deel vun den Dispositiounen am Projet de loi 6454A diskutéieren. Firwat dës Scissioun néideg war, erklären ech Iech méi spéit.

D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 17. Mäerz dëst Joer ugeholl.

Här President, d'Direktiv 2004/113/CE vum 13. Dezember 2004 gesäit vir, dass et am Prinzip keng Diskriminatioun tëschent Mann a Fra däerf ginn, wat den Accès zu Produiten a Servicer ugeet, an dat och am Assurancësecteur. Och wann den Artikel 5 Paragraf 2 eng Ausnahm zu dëser allgemenger Regel virgesäit,

esou huet d'Cour de justice vun der Europäescher Unioun den 1. Mäerz 2011 an engem Arrêt festgehalen, dass dës Exceptioun net konform ass.

An anere Wierder: No enger Transitiounsphas gëtt et keng Konditioune méi, ënnert deenen d'Netgläichberechtegung tëschent Mann a Fra nach berechtegt wier.

Dofir wäert et duerch dëse Gesetzestext elo net méi erlaabt sinn, d'Geschlecht vum Client als Kritär ze huelen, fir de Präis vun enger Assurance ze rechnen. Well mir bei der Mise en conformité op dësem Punkt eng bestëmmten zäitlech Urgence hunn, goufen déi Dispositiounen aus dem initiale Gesetzestext iwwert d'Assurancen N°6454, déi d'Gläichberechtegung uginn, erausgeholl, fir se elo an engem separate Projet, dem Projet de loi 6454A, ze diskutéieren.

An deem Sënn gouf elo d'Scissioun esou virgeholl, wéi de Statsrot dat a sengem Avis scho proposéiert hat.

Här President, de virleiende Gesetzestext gesäit zwou Gesetzesännerunge vir, fir sécherzestellen, dass eis Legislatioun konform mat den europäesche Gesetzer ass. Et ass wichteg, dass et keng absichtlech Diskriminatioun tëschent de Geschlechter gëtt, an dëst gëllt an eisem alldeegleche Liewen, also och, wa mer en Assurancëkontrakt ënnerschreiwen.

Ech soen dofir dem Finanzminister an och senge Beamte Merci a ginn den Accord vun der liberaler Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, fir d'Éischt e grousse Merci un eis Rapportrice, déi en exzellente schréftlechen a mëndleche Virtrag hei ofgeliwwert huet. Si huet erkläert, ëm wat et geet. Hei gëtt eng Gläichstellung zwësche Fraen a Männer och bei den Assurancëkontrakter gemaach. Mir wäerte mat Begeeschterung dee Projet de loi stëmmen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ass dem Här Fayot seng Begeeschterung och esou grouss?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech géif och dem Joëlle Elvinger gär Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An et ass alles gesot zu dësem Projet de loi. Ech géif dann och domat den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen?

Une voix.- Dach!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da ginn ech dovun aus… Ah, entschëllegt, d'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech wollt just kuerz d'Wuert ergräifen, fir der Rapportrice Merci ze soe fir hir Rapporten an den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou iwwert déi Begeeschterung iwwert d'Transpositioun vun der Jurisprudenz vun der Cour de justice, déi hei fir Gläichheet oder anescht ausgedréckt „absence de discrimination" sech asetzt och bei den Assurancëprimmen.

Mir hunn dat missen aus dem originale Projet eraushuelen, well d'Transpositioun vu Solvency II, wat e ganz décke Volume wäert ginn, och nach vill evoluéiert huet, och um europäeschen Niveau. Mir wäerten och eng Kéier dann d'Geleeënheet hunn, hei an der Chamber iwwer Solvency II ze schwätzen. Dat gëtt en fait den neie Code de référence fir alles, wat mat den Assurancen ze dinn huet. An do fäerten ech, dass eis Diskussiounen e bësse méi komplizéiert ginn.

Dofir sinn ech frou, dass mer deen heiten Deel konnten eraushuelen, an ech soen dann och der Rapportrice villmools Merci fir de schréftlechen a mëndleche Bericht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. Mir kéinten dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6454A iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6454A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruption)

Jo, okay. An de Vote ass ofgeschloss.

Mat deene Korrektiounen, déi ugekënnegt sinn, ass de Projet 6454A unanime bei deenen, déi elo en ligne waren, dat waren der 56, ugeholl. A mir korrigéieren dat selbstverständlech.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6454A est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Marie Halsdorf), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Félix Eischen), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Simone Beissel), Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Eugène Berger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter), Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech soen Iech Merci. A mir géifen dann direkt zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6751 an et geet do ëm en EU-Reglement iwwert d'Compétence judiciaire. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel, déi scho prett ass.

6. 6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet bei dësem Projet ëm d'Ëmännerung vum Nouveau Code de procédure civile am Kader vun der Applikatioun vun dem EU-Reglement N°1215/2012, och genannt Reglement „Bruxelles bis". Dat Reglement betrëfft d'Compétence judiciaire, d'Reconnaissance an d'Exekutioun vu Justizuerteeler en matière civile et commerciale an de Länner vun der EU.

Ganz kuerz zur Prozedur: Den Dépôt war den 3. Dezember 2014. De Statsrot huet den 20. Januar 2015 säin Avis ofginn, dee ganz positiv war. Ech si genannt ginn als Rapporteur an den 18. Mäerz huet d'Kommissioun dëse Rapport écrit ugeholl, deen Der jo kennt.

Zum Contenu: Et gëtt hei een Artikel mat dräi Paragrafen. Et geet drëm, fir en neien Artikel 685-4 an den Neie Code de procédure civile anzesetzen, dëst ebe mat Referenz op dee Reglement „Bruxelles bis", dee jo d'application directe ass an all eise Länner. D'Reglementer sinn d'application directe, mä heiansdo mussen Detailpunkte regléiert ginn, an dat ass den Objet vun dësem Projet de loi.

Hei geet et och drëm, fir d'Sécurité juridique ze héijen. De President vum Tribunal d'arrondissement kritt d'Kompetenz, fir iwwer all d'Demanden, déi d'Exekutioun oder de Refus d'exécution oder d'Absence de motifs vun enger Décision d'exécution betreffen, ze statuéieren. Et ass ageféiert ginn op Wonsch vum Statsrot, dass de System d'Prozedur vum Référé ass, dat heescht d'Schnellverfahren. An dat hu mer och ageféiert sougutt an éischter Instanz wéi am Appell.

De Règlement „Bruxelles bis" huet als Zil, fir de Principe de reconnaissance mutuelle ze renforcéieren an d'Zirkulatioun notamment vun alleguerten de Justizuerteeler intra-EU ze verbesseren.

Eng grouss Nouveautéit, déi dëse Projet mat sech bréngt, an doriwwer si ganz vill Affekote frou, dat ass, dass d'Exequatur an all eise Länner ofgeschaaft gëtt, d'Exequatur, ënnert där d'Affekoten ëmmer gelidden hunn, mat all de Formalitéiten.

De Créancier vun engem Uerteel, wat an iergendengem EU-Land geholl ginn ass, kritt elo automatesch eng Kopie, e Certificat d'authenticité, a wann et Force exécutoire an engem Land huet, kann dat Uerteel direkt an engem anere Land exekutéiert ginn. Dat heescht keng Formalitéite méi, vill manner Käschten, vill méi kuerz Délaien an dofir eng verbessert Sécurité juridique.

Et ass awer och esou: D'Sécurité juridique ass jo awer zu den zwou Säiten. Dat heescht, den Débiteur vun dem Uerteel ass awer och geschützt. Ech hunn Iech virdru gesot, dass et d'Méiglechkeet gëtt, fir ebe just seng Exekutioun virun dem President vum Bezirksgeriicht ze contestéieren, mat all de Voie-de-recoursen, déi do sinn.

Also, am grousse Ganzen ass dee Projet de loi hei ganz wichteg, well et ergëtt en „mieux légiférer", vun deem Der wësst, wat eng vun den Zilsetzunge vun Europa ass. D'Sécurité juridique ass garantéiert.

Mä wat och ganz wichteg ass, ass, dass mer hei op engem gudde Wee sinn, well ebe just en matière de compétence civile et commerciale et net esou evident ass, fir eben d'Legislatioune vun eise Länner net nëmmen ze rapprochéieren, mä deelweis souguer ze harmoniséieren a wierklech vill méi eng effikass Exekutioun vun den Uerteeler ze maachen.

Fir de Rescht verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Wëssend ëm d'Wichtegkeet vun dësem Projet, bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Rapportrice. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt och am Numm vun der CSV-Fraktioun der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Rapportrice ass op d'Nouveautéiten agaangen. Mir maachen hei wierklech e Paradigmewiessel, well op europäeschem Niveau gëtt et elo méi einfach, Jugementer ze exekutéieren, déi an engem anere Memberland geschwat gi sinn.

Et ass e Paradigmewiessel an deem Sënn, datt de Créancier elo net muss eng Requête maachen, mä den Débiteur muss eng Requête maache beim President vum Référé, wann e wëllt d'Exekutioun empêchéieren. Ech mengen, dat heiten ass e Gesetzestext, deen ee kann an déi Kategorie klasséieren, wou mer wierklech méi effizient kënnen d'Justiz op europäeschem Niveau ëmsetzen.

An d'CSV-Fraktioun gëtt natierlech hiren Accord zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Och vu mir e Merci un d'Simone Beissel fir hire ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, si huet alles gesot zu dësem Projet de loi. Et handelt sech hei effektiv ëm eng wichteg Améliioratioun. All d'Affekoten heibanne wëssen, wéi penibel et ëmmer war, fir déi Exequatursprozedur do ze maachen, wat jo u sech e Frein ass zu der fräier Zirkulatioun vun de Jugementer. Ech mengen, dat hei ass e klenge Projet de loi am Kader vun eiser heiteger Debatt, mä awer e ganz wichtegen.

An dofir bréngen ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Här President, just e puer Wierder, fir der Madame Beissel Merci ze soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Merci der Rapportrice. Mir kënnen als ADR eis leider Gottes deem positive Vote hei net uschléissen.

Et ass wouer, et ass net méi um Créancier, et ass um Débiteur, fir elo e Recours ze maache géint d'Exekutioun vun engem Uerteel hei zu Lëtzebuerg. An dat ass wahrscheinlech a 95%, an 98% vun de Fäll eng gutt Saach. D'Käschte ginn erof, d'Prozedure gi méi schnell. Mä vergiesse mer net, datt aner Länner an Europa zum Deel eng ganz aner Virstellung hu vu Justice an och eng gewëss Korruptioun. Dat ass einfach Fakt!

Ech schwätzen einfach elo emol ganz aus der Praxis. Zwee Belsch maachen eng Liquidatioun vun hirer Communauté. Dee Mann ass geplënnert op Lëtzebuerg, d'Fra verschweigt dat. De Mann kritt en Notaire genannt, fir hien ze vertrieden. Deen ënnerschreift en Acte de liquidation, wou de Mann op eemol ganz vill Sue schëlleg ass, an d'Fra exekutéiert dat dann zu Lëtzebuerg mat enger Saisie sur salaire, obwuel dee Mann nimools d'Méiglechkeet hat, sech ze verteidegen. Jo, en huet hei nach ëmmer eng Recoursméiglechkeet. Mä dat dote si Fäll, déi et gëtt.

Et gëtt Fäll, wou a Rumänien en Uerteel gesprach gëtt vun engem Divorce. Dat gëtt zu Lëtzebuerg transcrivéiert. D'Fra ass also gescheet a keeft en Immeubel. An doropshi geet hire Mann hin a freet a kritt a Rumänien d'Annullatioun vun deem Uerteel. Dat sinn alles Saachen, déi fir déi betraffe Leit extrem, extrem schlëmm sinn. An ech fannen, d'Rechtssécherheet soll net geaffert gi mat engem Text wéi deem heiten, obwuel en dann natierlech Commerçanten erlaabt, vill méi liicht ze exekutéieren oder Inkassoverfahren ze maachen.

Mä hei bleift fir de Bierger d'Rechtssécherheet e ganzt Stéck Wee op der Streck an duerfir wäerte mir dëse Projet net matstëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, mir wäerten och dee Projet hei net matstëmmen. Et si schonn Ursaachen hei genannt ginn. Eng aner Ursaach ass en déift Mësstrauen, wat mir einfach hu vis-à-vis vun deem Et-méi-einfach-Maachen, fir Uerteeler ze exekutéieren. Ganz einfach, well mer wëssen, dass déi, déi Uerteeler exekutéieren, meeschtens op där anerer Säit vun der sozialer Barrière stinn - net nëmmen, mä dacks, mä dacks! -, an och profitéieren zum Beispill vu Klauselen, déi festleeën, wou en Uerteel soll geholl ginn a wou en Uerteel soll exekutéiert ginn.

Dat sinn déi sougenannt Klauselen, wat de For ugeet, wat d'Geriicht ugeet, wou dann am Kontrakt festgeluecht gëtt, wat fir ee Geriicht dat soll sinn. Dat si Kontrakter, do kann ee sech net dergéint wieren. An duerfir kënne mir dee Projet hei, och wann et e Reglement ass, wat direkt applikabel ass am Prinzip, awer net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An den Här Justizminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. E grousse Merci un d'Madame Beissel fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech si ganz frou, dass deen heite Projet ganz séier duerch d'Chamber konnt goen. En ass ufanks Dezember vum leschte Joer déposéiert ginn. An et ass och gutt, dass mer virugemaach hunn, well en ass directement applikabel hei zu Lëtzebuerg zënter dem 10. Januar 2015.

Mir hunn awer e Gesetz trotzdeem musse maachen, fir am Gesetz och ze beschreiwen, wien hei zu Lëtzebuerg de Point national ass. Dat ass an eisem Fall de President vum Tribunal d'arrondissement, dee siégéiert wéi en matière de référé. Dofir hu mer e Gesetz séier gebraucht, well et ass, wéi gesot, directement applikabel zënter dem 10. Januar. Dofir der Chamber e grousse Merci!

Mir bewegen eis hei am méi allgemenge Kader, deen zréckgeet op d'Konventioun vu Bréissel vun 1968 schonn, a méi spezifesch och nach am Kader vum Conseil vun Tampere vun 1999, wou sech an Europa drop verstännegt konnt ginn, dass mer wëllen e gemeinsamen europäesche Raum de justice, de sécurité et de liberté schafen.

Dozou gehéiert, dass ee probéiert, all intermediär Exekutiounsprozeduren no Méiglechkeet bannent der Europäescher Unioun ze eliminéieren. Dat geschitt haut doduerch, dass mer d'Exequatur hei eliminéieren. Ech wëll dofir all deene Merci soen, déi dat hei ënnerstëtzen.

Dem Här Reding an dem Här Urbany wëll ech just kuerz äntwerten; dem Här Reding, fir ze soen, dass déi Argumenter, déi en opwërft, dass et an der Europäescher Unioun an eenzelne Länner um Niveau vun der Justiz Schwieregkeete gëtt, dass dat bien entendu stëmmt. Dat ass gewosst, dat ass näischt Neies. Mä et ass eigentlech keen Argument, fir deem heiten ze widderspriechen, well an där...

Une voix.- Et ass d'Ausnahm.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et ass éischtens eng absolutt Ausnahm an och an deem aktuelle Kader, dee mer hunn, Bréissel I, spillt genau datselwecht. An de Fait, dass mer eng Exequatur hunn, ännert dorunner strictement näischt.

Dass Der Iech elo verweigert, eng Exequatur ofzeschafen, déi jo um Fong op deem dote Punkt näischt ännert, ass eigentlech net zilführend. Déi Argumentatioun, doriwwer kann een diskutéieren, Här Reding, mä et ass awer keen Argument, fir de Vote heizou ze refuséieren, well dat, wat Dir bemängelt, gëtt net heiduerch agefouert. Dat hu mer och ënner Bréissel I, an dorunner musse mer schaffen.

An dofir gëtt et an Europa och mëttlerweil eng ganz Partie Direktiven, déi mer schonn zu Lëtzebuerg ëmgesat hunn, déi berühmt „ABC-Direktiven". Et sinn dräi weiderer ënnerwee an deem dote Beräich, och iwwert d'Présomption d'innocence, wat e ganz wesentleche Punkt ass. Dat ass jo d'Unerkennung, dass et Schwieregkeete gëtt. Mä déi Argumenter beleeën net, firwat dass ee soll net de Schratt maache vu Bréissel I op Bréissel Ibis an einfach d'Exequatur ofschafen. Sorry, dat Argument gräift fir meng Begréffer hei absolutt net!

Dem Här Urbany wëll ech just äntwerten, dass Äert Argument par rapport zu Verträg en Argument ass, wat nëmmen am Droit commercial stattfënnt, iwwert dat een och kann diskutéieren, Här Urbany. Dat maache mer haut net. Mä Dir hutt vläicht iwwersinn, hei geet et och ëm Droit civil, et geet och ëm Familljerecht. An dass Der Iech do verweigert, dass am Beräich vum Familljerecht Décisioune kënne ganz séier ëmgesat ginn, wann et ëm vital Intérête geet vu Kanner, vun Elteren, dorop musst Der dann awer och äntwerten. Ech fäerte ganz, Dir hutt Iech et e bësse liicht gemaach.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hu gesot, an der Majoritéit vun de Fäll kann et schlecht sinn, och wann et an enger Minoritéit vu Fäll kann en Avantage sinn.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Mä et ass net an der Majoritéit vun de Fäll, Här Urbany.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, domat si mer um Enn vun der Diskussioun a mir ginn zur Ofstëmmung iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6751 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Déi perséinlech Ofstëmmungen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6751 ass mat 55 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Eugène Berger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vun de Projet-de-loie 6457, 6458, 6459, 6460, 6461, 6462, 6463, 6465 a 6757 iwwert d'Reform vun der Fonction publique an den Accord salarial mat der Fonction publique. D'Riedezäit ass nom Modell 6 virgesinn. An den Débat gëtt mat engem Rapport an an engem Floss gefouert. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Yves Cruchten, dee scho prett ass.

Une voix.- Très bien!

7. 6457 - Projet de loi modifiant:

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la fonction publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

6460 - Projet de loi modifiant:

1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapports de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur les projets de loi 6457, 6458, 6459, 6460, 6461, 6462, 6463 et 6465 ainsi que rapport de la Commission des Affaires intérieures sur le projet de loi 6757

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi de President elo gesot huet, huele mer eis de ganze Mëtteg Zäit, net fir iwwer ee Gesetz ze schwätzen an ze stëmmen, mä direkt e ganze Pak vu Gesetzer.

Wéi Der op Ärem Ordre du jour gesitt, dréit sech de Mëtteg alles ëm de Stat a seng Beamten. Zu deem ganze Reformpak zielen eng aacht Gesetzer an derbäi kënnt och nach de Projet de loi 6757, mat deem mer déi nei Bestëmmunge fir den Trimestre de faveur zäitgläich bei de Gemengebeamten ëmsetzen.

Mir waren eis an der Kommissioun eens, datt mer haut de Rapport an och d'Diskussioun iwwert dat Ganzt féieren an net eenzel iwwer all Gesetz. Motivéiert hu mer dat, well éischtens all déi Gesetzer zesummenhänken, an zweetens, well se och zesummen ausgeschafft, zum Deel verhandelt an och déposéiert goufen.

Ech wëll direkt virausschécken, datt déi ganz Projeten zimlech technesch a komplizéiert sinn an dacks nëmme vu Spezialiste richteg ze verstoe sinn. Ech ginn d'Hoffnung awer net op, datt och deen een oder aneren Netspezialist heibannen, awer och dobaussen haut nolauschtert, an dofir hunn ech probéiert, mäi mëndleche Rapport esou einfach a verständlech wéi méiglech ze halen, an ech hu mer och vläicht déi eng oder aner Largesse erlaabt an der Terminologie, zemools wann ech vum Franséischen an dat Lëtzebuergescht iwwersetzen. Huelt mer dat wann ech gelift net ze vill iwwel! Natierlech kënnt Der ëmmer déi komplett schréftlech Rapporte derbäihuelen, fir eppes nozekucken, wann eppes net sollt kloer sinn.

Och kann ech beim beschte Wëllen net op all Aspekt vun dëse Reformen agoen. Dat géif de Kader vun haut de Mëtteg komplett sprengen, an ech fäerten, datt souwuel d'Nolauschterer op der Chamberstribün wéi och verschidde Kolleegen heibanne soss géife fortlafen. Ech limitéiere mech dofir a menger Ried op déi aus menger Siicht wichtegst Aspekter vun dëse Gesetzer.

Ëm wat fir eng Gesetzer geet et?

Ma fir d'Éischt geet et ëm de Statut vum Fonctionnaire. Et geet awer och ëm d'Paien, d'Carrièrë vun de Fonctionnairen a Beamte beim Stat. Et geet och ëm d'Mobilitéit bannent dem Statsdéngscht, grad eréi ëm d'Pensioune vun deenen, déi beim Stat, der Gemeng oder der Eisebunn schaffen. Zu gudder Lescht gehéiert zu dësem Reformpak och nach en Accord salarial, deen zäitgläich mat dëse Reformen tëschent Gewerkschaft a Regierung ausgehandelt gouf. Ausgangspunkt vun deem Ganze war de Regierungsprogramm vun 2009, deen eng Rei Reforme virgesinn huet, engersäits, an anerersäits Gehaltsfuerderunge vun de Beamten.

Dëse Reformpak baséiert sech also op e Kompromëss, dee fonnt gouf no laangen a ville Verhandlungen an de Joren 2010 bis 2011. Den Dépôt vun de Gesetzer war de 26. Juli 2012 duerch den Här Minister vun der Fonction publique François Biltgen an déi bäigeuerdnet Ministesch, d'Madame Octavie Modert, déi dann och als Member vun eiser Kommissioun dësen Dossier bis zum Schluss begleet huet.

Eng weider Verhandlungsronn mat der CGFP ass néideg ginn am Joer 2014, wou deen neie Minister vun der Fonction publique, den Här Kersch, nach en Accord fonnt huet mat der Gewerkschaft, fir ënner anerem dee Litige bäizeleeën, dee bestanen huet op dem Échelon, mat deem d'Stagiairë während hirem Stage rémunéréiert ginn.

Eis Kommissioun huet sech an deene leschte Méint dacks getraff: 36-mol hu mer eis mat all dëse Gesetzer ausenanergesat. Do goufen den Avis vun der Dateschutzkommissioun, awer virun allem och d'Avisen an d'Zousazavise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics grad eréi déi vum Statsrot analyséiert. D'Beruffskummer vun de Fonctionnairen huet eis e ganz nëtzlechen Avis ginn an eis op vill Problemer opmierksam gemaach, déi zum Deel och vum Statsrot opgeworf goufen.

Grad dësen hat vill Leit erféiert, wéi en den 21. Januar 2014 mat sengem éischten Avis eng gutt honnert Oppositions formelles presentéiert huet. Dat ass awer net verwonnerlech, wann een d'Envergure vun deem ganze Reformpak kuckt. Eleng d'Gesetzestexter kommen zesummen op 244 Säiten, a mäi schréftleche Rapport huet der net manner wéi 431. Dat mécht zesumme 675 Säiten. Wann een déi vill Oppositions formelles am Detail kuckt, da fält engem och op, datt eng ganz Rëtsch sech dacks widderhuelen.

Här President, d'Regierung huet am Joer 2012 e Gesetzesprojet fir en neie Statut vum Fonctionnaire déposéiert. Dat war néideg, well dëse wichtege Statut huet ewell 37 Joer um Bockel an et ass Zäit ginn, net méi just drun ze pléischteren, mä en eng Kéier ganz op de Leescht ze huelen.

D'Ziler vun de Projete ware ganz kloer: De Statut soll op enger ganzer Rei Plazen aménagéiert ginn, ouni datt en awer a Fro gestallt gëtt. D'Fonction publique soll méi modern ginn, der heiteger Zäit an och der heiteger Gesellschaft ugepasst ginn. D'Gestioun vum Personal grad eréi d'Bewäertungsmechanisme fir déi eenzel Beamten, awer och fir d'Verwaltung spillen hei eng grouss Roll.

Sou féiere mer endlech de System a vun der Gestion par objectifs, déi de Verwaltungen de Moyen gëtt, hir Performance op organisatoreschem Plang ze géréieren an d'Personal ze encouragéieren, seng individuell Performance ze verbesseren. Sou gëtt elo an all Verwaltung en Organigramm virgeschriwwen, och fir déi, déi bis elo nach keen haten.

Eng Postebeschreiwung definéiert d'Missioun an d'Aktivitéite grad eréi déi néideg Kompetenzen, fir dës kënnen ze erfëllen. All Fonctionnaire kritt elo en individuellen Aarbechtsplang, bei deem jiddweree kann novollzéien, wat en ze dinn huet a fir wat e Verantwortung dréit. Dëse Programm leeft iwwer dräi Joer an um Enn vum leschte Joer gëtt dann all Kéiers de Bilan gezunn. Dozou gehéieren natierlech och individuell Gespréicher tëschent de Beamten an hirem Virgesetzten.

D'Bewäertung vum Personal geschitt iwwert de sougenannten „système d'appréciation des performances professionnelles". Et sollen hei véier Niveaue ginn. Erreecht de Fonctionnaire den Niveau 4, sou kritt e fir seng gutt Aarbecht dräi Deeg Congé guttgeschriwwen. Erreecht de Fonctionnaire den Niveau 3, sou geschitt zwar direkt näischt, mä dee Betraffene weess awer, wou en drun ass. Sollt bei der Bewäertung nëmmen den Niveau 2 erauskommen, sou kritt dee Concernéierten un d'Häerz geluecht, Formatiounen ze beleeën, déi em bei senger Aarbecht hëllefe kënnen.

Den Niveau 1 déclenchéiert déi sougenannten „procédure d'amélioration des performances professionnelles". Do kritt de Beamte bis zu engem Joer Zäit, duerch zousätzlech Formatioune seng Performance ze verbesseren. Sollt allerdéngs dann eng zweete Kéier den Niveau 1 bei der Bewäertung festgestallt ginn, sou gëtt d'Prozedur vun der Insuffisance professionnelle déclenchéiert, déi och spillt zum Beispill am Fall vu manifester Inkompetenz oder nach Laxismus. Dës Prozedur kann entweder zu engem Déplacement, enger Reaffektatioun oder awer och enger Revokatioun, also enger Kënnegung féieren.

Et ass festzehalen, datt dëse ganze Bewäertungssystem net méi esou agefouert gëtt, wéi dat am urspréngleche Text virgesi war. Dësen hat eng dach zimlech komplizéiert an opwänneg Prozedur virgesi mat Asprochméiglechkeete bei enger Kommissioun oder nach e Mediateur. Och huet déi vereinfacht Prozedur... - elo hunn ech eppes iwwersprongen! Dësen hat eng komplizéiert an opwänneg Prozedur virgesinn -, an am neie Regime, an där neier Prozedur, déi mer hunn, huet dat och keen Effet méi op d'Pai vun de Beamten.

Et war de Statsrot, dee sech un enger Partie Dispositioune gestouss huet. A bei deenen zousätzleche Verhandlunge mat der Gewerkschaft huet deen heitege Minister vun der Fonction publique dës Vereinfachung virgeschloen, déi och vun der Kommissioun esou guttgeheescht gouf.

Wa sech d'Fonctionnairen an Zukunft direkt dräimol an hirer Carrière esou enger Bewäertung mussen ënnerzéien, sou ass et och nëmmen normal, datt och uewen an der Chefetage en „système d'appréciation des compétences de direction" agefouert gëtt.

Weider Neierungen am Statut sinn d'Aféierung vum Congé linguistique, wéi e schonn am Code du Travail virgesinn ass, oder nach eng Dispens fir déi Beamten, déi während hirer Beschäftegung zum Beispill en Universitéitsstudium ofschléissen. Hei valoriséiert de Stat seng Fonctionnairen, andeems en an hir Ausbildung, hiert Wëssen an hiert Kënnen investéiert.

De Projet de loi, sou wéi en déposéiert gouf, hat och eng ganz Rëtsch Neibestëmmunge virgesinn, déi mat der Deontologie, de Rechter a Flichte vun de Beamten ze dinn haten. De Statsrot huet eis awer e Strëch duerch d'Rechnung gemaach, wéi en direkt e puer Oppositions formelles doriwwer formuléiert huet. Ënner anerem hätt de Statsrot gäre prezis Definitioune gehat vun enger ganzer Rëtsch Prinzipien, déi do virgesi waren. Wann de Stat zum Beispill vu senge Beamten eng gewësse Loyau-

téit verlaangt, da muss ee sech froen: Wat ass da genee déi Loyautéit? Wou fänkt se un? Wou hält se op?

An der Kommissioun ware mer eis séier eens, datt mer déi komplex Froen do net auf die Schnelle geléist kriten. An et gouf dunn un engem Status quo festgehalen. Dat heescht, all déi Bestëmmunge vun haut iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Statsbeamte bleiwen den Ament nach bestoen an en neit, separat Gesetz iwwert d'Deontologie an d'Disziplin vun de Beamte gëtt ausgeschafft. Dat gëtt dem Minister vun der Fonction publique an och eis d'Méiglechkeet, nach eemol am Detail doriwwer mat de Gewerkschaften ze diskutéieren an och d'Meenung zum Beispill vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics anzehuelen.

Well souwuel de Statsrot wéi och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics d'Aféierung vun engem Rapport d'expérience professionnelle a Fro gestallt hunn an och well eis Kommissioun un der Plus-value vun esou engem Rapport gezweifelt huet, deen een am Fong eréischt schreift, ier een an d'Pensioun geet, gouf dës Iddi fale gelooss.

E weidere wichtege Punkt am neie Statut ass d'Reform vum Stage. Hei sollen an Zukunft all d'Beamten an d'Fonctionnairen d'selwecht behandelt ginn. Bis elo gouf et verschidde Stagë bei den eenzelne Carrièren oder guer kee Stage bei nach anere Carrièren. Vun elo un ass d'Dauer vum Stage op dräi Joer fixéiert, an zwar fir all d'Fonctionnairen, déi nei ufänken, egal a wat fir enger Carrière se sinn. Wéi Der wësst, leeft während dem Stage och eng Formatioun fir de Beamten. Schliisslech gëtt de Stage jo och mat engem Examen ofgeschloss.

Während der Stagezäit gëtt an Zukunft dem Fonctionnaire seng Pai op 80% vum drëtten Échelon aus dem Ufanksgrad während den éischten zwee Joer respektiv 90% vum véierten Échelon aus dem Ufanksgrad fir dat drëtt a lescht Stagejoer fixéiert.

Op dësem leschte Punkt gouf et en Dissens tëschent der CGFP an der viregter Regierung. Et war ee sech net eens, op wat fir enger Basis, also wat fir engem Échelon d'Ufanksgehälter am Stage sollte bezuelt ginn. Bei den Noverhandlungen zejoert konnt de Minister Kersch dëse Problem léisen an et gouf sech drop gëeenegt, datt am drëtte Stagejoer de véierten Échelon fir d'Berechnung geholl gëtt.

A wa mer scho bei den Ufanksgehälter sinn, da gëtt dat mer d'Geleeënheet, eriwwerzesprange bei de Projet de loi iwwert d'Traitementer, also d'Paien an d'Carrièrë vun de Fonctionnairen.

Et muss ee wëssen, datt deen heitege Regime a senger Substanz nach ëmmer opgebaut ass op deem aus dem Joer 1963. Et misst jiddwerengem kloer sinn, datt mer haut, 52 Joer duerno, dëse Regime un d'Situatioun vun haut mussen upassen. Et gëtt héich Zäit, datt de Stat seng Mataarbechter no hiren Diplomer bezilt, déi se op lëtzebuergeschen an och auslännesche Schoulen ausgestallt kréien. Natierlech musse mer do de Prozess vu Bologna respektéieren an applizéieren. Mä och d'Cheffen aus de Verwaltunge froen zënter Laangem, datt endlech de Bachelordiplom an der Verwaltung unerkannt gëtt an eng deementspriechend Carrière beim Stat geschafe gëtt.

Dat gëtt elo endlech ëmgesat an et gëtt an engems dovu profitéiert, fir déi Hällewull vu verschiddene Carrièrë beim Stat ze harmoniséieren an och ze vereinfachen. Eng nei Carrièrestruktur gëtt dofir geschafen. An Zukunft ginn d'Leit beim Stat no Kategorien agestallt. D'Kategorie A ass an zwee gedeelt a begräift e Grupp A1 fir déi, déi e Masterofschloss hunn, an e Grupp A2 fir déi, déi e Bachelordiplom an der Täsch hunn.

Am Grupp B fënnt een déi heiteg Carrière moyenne beim Stat, also déi Leit, déi e Premièresexamen hunn oder en equivalenten Diplom. D'Carrières inférieures sinn an zwou Kategorien agedeelt, de Grupp C fir déi, déi op d'mannst fënnef Joer Secondaire gemaach hunn, an e Grupp D fir déi, déi manner wéi fënnef Joer Lycée oder Lycée technique matbréngen.

Eppes, wat nach jiddwereen an der Fonction publique wäert betreffen, dat ass, datt déi sougenannte Kaderen, also ech schwätze vun den „cadres ouverts" oder „cadres fermés", ofgeschaaft ginn.

Et gëtt an Zukunft zwee Niveauen, den Niveau général an den Niveau supérieur, an enger Carrière. Hei zielt dann niewent dem Déngschtalter och d'Formatioun vum Beamten, fir kënnen ze avancéieren. Dës Avancementer sinn an Zukunft fréistens no dräi Joer, an d'Promotioun an den Niveau supérieur mécht sech bei alle Carrièrë fréistens no engem Minimum vun zwielef Joer. An och, wat de leschte Grad vun enger Carrière ugeet, sou huet een dee fréistens no 25 Joer zegutt.

Doduerch, datt d'Cadren ofgeschaaft goufen, gëtt et natierlech och net méi deen ominéise Placement hors cadre, wou verschidde Beamten eragesat goufen, zum Beispill, well se e Changement de carrière gemaach hunn. Domadder sollt u sech verhënnert ginn, datt ee Beamten deen anere bis un d'Enn vu senger Carrière ëmmer nees blockéiert a sengen Avancementer oder Promotiounen, wat awer anerséits zu enger Partie ganz cocassë Situatioune gefouert huet. D'Limitatiounen an deenen eenzelne Grade falen ewech an et ass da séchergestallt, datt keen deen anere méi drun hënnert, a senger Carrière virunzekommen.

Niewent e puer méi klengen Upassungen an der Gehältertabell ass awer virun allem de Reklassement vu verschiddene Beamten ervirzesträichen.

Wéi gesot kréien d'Beamten elo hire Bachelordiplom unerkannt a ginn dann direkt mat Akraafttriede vun dësem Gesetz, also sechs Méint nom Vote vun haut, an deen neie Grupp A2 gehuewen an an dee Grad, dee se och do zegutt hunn. Si evoluéieren dann an deem neie Grad bis zum Enn vun hirer Carrière, deen de Grad 14 ass. Heivunner sinn eng ganz Partie Leit betraff, ënner anerem d'Éducateurs gradués oder nach d'Ingénieurs techniciens.

E weidere Reklassement ass virgesinn zum Beispill fir d'Éducateurs diplômés. Dozou muss ee wëssen, datt déi Éducateurs diplômés bis elo an der Carrière inférieure evoluéiert hunn, obwuel se wéi hir Kolleege Redakteren e Secondairesofschloss haten. Hinne gouf allerdéngs ni zougestanen, an d'Carrière moyenne ze klammen. Mat dëser Ongerechtegkeet ass elo endlech Schluss!

Wien an Zukunft als Éducateur diplômé agestallt gëtt, kënnt an de Grupp B1 a gëtt dann och endlech senge Studien no bezuelt. Wien haut scho beim Stat als Éducateur diplômé schafft, gëtt direkt mat Akraafttriede vun der Reform an deen entspriechende Grad vu senger neier Carrière gehuewen an evoluéiert dann an där neier Carrière a kritt domadder um Enn vun der Carrière net manner wéi 39% méi an der Pai ewéi haut.

Wéi Der alleguerten heibanne wësst, sinn d'Éducateuren net ganz zefridde mat dësem System, hate si sech dach erwaart, datt déi, déi ewell beim Stat agestallt sinn, hir Déngschtzäiten nogerechent kriten, wéi wa si vun Ufank un an där neier Carrière agestallt gewiescht wieren. Et versteet een natierlech, datt déi, déi haut um Wupp vun hirer Carrière sinn, verlaangen, datt och si nach an de Genoss vun deenen neie Bestëmmunge kommen. Dofir gouf am Gesetz festgehalen, datt een, dee mat 55 Joer nach net am leschten Échelon vu sengem Grad ukomm ass, déi Differenz guttgeschriwwe kritt a Form vun engem Supplément de traitement.

Onnéideg ze preziséieren, datt dës Verbesserungen net nëmme fir d'Paie vun de Statsbeamten zielen, mä natierlech duerno och fir hir Pensiounen.

Dozou muss ee wëssen, datt eent vun den Ziler vun dëser Reform war, eng Partie Ongerechtegkeeten ze behiewen. Allerdéngs sollten all d'Verbesserungen, déi et bei där enger oder anerer Carrière ginn, op enger anerer Plaz agespuert ginn. D'Iddi derhannert war, datt déi ganz Reform, Accord salarial ausgeschloss, de Stat net méi géif kaschte wéi bis elo. An et gëtt net nëmme verdeelt an dëser Reform, mä et gëtt effektiv och op anere Plaze gespuert, Aspuerungen, déi sech lues awer sécher wäerte bemierkbar maachen. An dofir war et och net méiglech, op ee Coup all de Reklasséierten hir Déngschtzäiten nozerechnen, soss wier déi Rechnung um Enn sécher net opgaangen.

Wou gëtt dann elo zum Beispill agespuert? Ma, zum engen hale mer op mat der Majoration d'indice. Zanter 2000 kréien déi Beschäftegt beim Stat all Joers eng Avance op hiren nächsten Échelon vun der Pai an der Héicht vun der Halschent vun der Differenz zum nächsten Échelon.

Une voix.- Nach eng Kéier!

Une autre voix.- Très bien!

Une troisième voix.- Nach eng Kéier.

(Hilarité)

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Well dat esou e komplizéierten Numm huet, gëtt och ganz dacks beim Stat vun den „Annallen" geschwat. Dës ginn elo ofgeschaaft a mir kommen zréck op deen ale System vun de Biennallen.

En anere wichtege Punkt ass och, wéi scho gesot, d'Reform vum Stage, wou, nieft enger Harmoniséierung bei alle Carrièren op dräi Joer, d'Indemnitéite vun de Stagiairen op 80% respektiv 90% vun hirem Ufanksgehalt gekierzt ginn. Dëst soll laut dem fréiere Minister Biltgen hëllefen, d'Paie vum ëffentleche Secteur méi no un déi vum Privatsecteur erunzeféieren. Dat ass schonn eng substanziell Erofsetzung vun den Ufanksgehälter. Woubäi awer festgehale gouf, datt a kengem Fall d'Ufanksgehälter dierften ënnert de soziale Mindestloun vun haut 1.923 Euro falen.

Net nëmmen um Ufank vun der Carrière ginn et Changementer, och um Enn vun der Carrière. Dee sougenannten „grade de substitution", also u sech dee leschtméigleche Grad vu verschiddene Carrièren, gëtt ofgeschaaft. Dëst hänkt zesumme mat dem Ofschafe vun de Kaderen, déi ech ewell virdrun ernimmt hunn.

Den Accès op de Substitutiounsgrad gëtt ersat duerch déi nei Postes à responsabilité. Wien op esou engem verantwortungsvolle Posten ass, gëtt an Zukunft mat 10, 15, 20, 22 oder nach 25 Punkte belount. Et ass dëst en éischte Schratt an eng nei Richtung. Et ass déi éischte Kéier, datt mer net méi just an eleng den Déngschtalter considéréieren, fir d'Pai ze bestëmmen, mä heimadder sollen déi belount ginn, déi och Asaz weisen a bereet sinn, op hirer Aarbecht Verantwortung ze iwwerhuelen. Dee System, dee mer bis elo kannt hunn, huet net wierklech derzou verleet, sech méi anzebréngen op der Aarbecht. Elo soll dat awer belount ginn.

Natierlech kann een net jiddwereen op esou e Poste à responsabilité setzen, dat wier jo ze schéin. Dofir gëtt d'Zuel vun dëse Posten och op 15% vun där respektiver Carrière limitéiert. An enger Iwwergangszäit ginn déi 15% nach ëm 5% gehuewen, well eis opgefall ass, datt bei verschiddene Beruffer beim Stat, notamment bei der Police, haut scho vill méi Leit op esou engem Poste sinn. Dat hätt bedeit, datt esou bal kee méi kéint op dëst Endgehalt kommen, wat mer mat dëser temporärer Mesure, wann och net ganz, dann awer op d'mannst e bëssen offiedere kënnen.

E weidere grousse Changement ass dee vun der Reform vun der Allocation de famille, also dem Familljegeld. Net nëmme wäert an Zukunft dës Prime net méi tëschent 25 an 29 Punkte variéieren, deemno wat ee verdéngt, mä et wäert an Zukunft fir jiddwereen d'selwecht vill wäert sinn, nämlech 27 Punkten - a well net jiddweree mat deene Punkten eppes kann ufänken, soen ech, datt dat net grad 500 Euro sinn -, mä dës Reform geet e Schratt méi wäit a reit sech och an d'Linn vun der neier Regierung an, wat eng modern Familljepolitik ugeet: An Zukunft gëtt net méi dono gekuckt, ob ee bestuet, gepacst oder just gekummert ass, mä d'Familljegeld gëtt an Zukunft u sech fir dat ausbezuelt, fir wat et u sech och gemënzt ass: fir d'Kanner.

Jiddwereen, dee Kanner huet, weess, datt mat dem Nowuess d'Käschten am Stot substanziell klammen. Wie beim Stat schafft an e Kand huet, kritt vun elo un dës Allocation de famille, an zwar esou laang, wéi de Stot och Kannergeld vun der Kannergeldkeess bezitt. An zwar kënnen an Zukunft alle béid Partner an engem Stot dës Allocatioune kréien, wa se dann alle béid beim Stat schaffen oder hire Patron am Privaten hinnen esou eng oder eng ähnlech Prime ausbezilt.

Am Sënn vun der Simplification administrative kënne mer dann endlech domadder ophalen, all Joer, jo, all Joer erëm bei all Beamten ze kontrolléieren, ob hien a säi Partner net esou Allocatiounen oder Primme cumuléieren, wat bis elo net gaangen ass. Dat mécht et méi einfach fir d'Verwaltung, awer och fir déi eenzel Beamten, déi just nach eng Kopie vum Zertifikat vun der Kannergeldkeess mussen ofginn.

Wien haut aus dem Privatsecteur bei de Stat wiesselt, dee weess, datt seng Beruffserfahrung net onbedéngt ugerechent gëtt. Bis elo gouf just e Maximum vun zwielef Joer an d'Berechnung vun der Bonification d'ancienneté matgeholl an dat nach nëmmen zu 50% guttgeschriwwen, wann een aus dem Privatsecteur koum. Dat huet derzou gefouert, datt de Stat et schwéier hat, kompetent Leit aus dem Privatsecteur ze rekrutéieren, Kompetenzen, déi de Stat awer dacks brauch, zemools wann et ëm ganz spezifesch Missioune geet.

Allze dacks hunn d'Salariéen aus dem Privatsecteur ab engem gewëssenen Ament vun hirer Carrière net méi wëlle bei de Stat wiesselen, obwuel de Stat seng Leit gutt bezilt, an dat, well se am Privaten deen Ament méi, heiansdo och vill méi verdéngt hunn. Mat dësem neie Gesetz gi mer dem Stat besser Méiglechkeeten, dës Leit ze rekrutéieren an hir fir de Stat esou wäertvoll Beruffserfahrung och unzëerkennen.

Ze erwähnen ass nach eng Mesure transitoire. Déi betrëfft déi verdéngschtvoll Beamten, déi net méi kënne vun den neie Bestëmmunge vum Lifelong Learning profitéieren. Fir dës eenzel Fäll, déi haut schonn op d'mannst 15 Joer Anciennetéit hunn an op engem Poste à responsabilité sinn, gëtt eng speziell Prozedur agefouert, wou se bewäert ginn an e perséinlechen Travail de réflexion schreiwe mussen, fir dann eventuell de Groupe de traitement kënnen ze wiesselen.

Dat bréngt mech op e weidert Gesetz, wat mer haut stëmmen, nämlech dat vum Changement de carrière. Un dem Prinzip, dee mer elo hunn, gëtt festgehalen: E Beamten, deen zanter zéng Joer beim Stat schafft an all seng Formatiounen an Exame gepackt huet, ka sech mellen op e Posten aus deem Groupe de traitement direkt iwwer him. Also, zum Beispill kann en Expéditionnaire aus der Carrière inférieure sech mellen op e fräie Posten als Redakter an der Carrière moyenne. Dofir muss een e Cycle de formation préparatoire vun deem neie Grupp beleeën an och packen.

Am Ufank war och nach virgesinn, datt e Plan de qualification personnel géif opgestallt ginn. De Statsrot huet dat awer - mengen ech, berechtegterweis - a Fro gestallt an ënnerstrach, datt dëse kee Mehrwäert hätt par rapport zu der Formatioun, déi d'Beamte souwisou maachen. D'Kommissioun huet um Enn festgehalen, dee Plan de qualification personnel falen ze loossen an duerch e Mémoire ze ersetzen, deen de betraffene Beamte schreiwen an duerno virun enger Kommissioun verteidege muss.

Wichteg ass ze wëssen, datt dat heite souwuel fir d'Statsfonctionnairë wéi och fir d'Statsemployéen zielt. Dat ass eng gutt Bestëmmung, well mer dacks beim Stat an Uecht huelen, datt deen een oder anere Beamten d'Aarbecht vun engem mécht, deen u sech méi héich misst aklasséiert sinn. De Changement de carrière bleift allerdéngs limitéiert op 20% vun de Posten, déi et an der jeeweileger Carrière gëtt.

En anere Problem, dee mer beim Stat gutt kennen, ass dee beim Changement d'administration. Et kënnt vir, datt eng Verwaltung en neie Poste wëllt beleeë mat engem Beamten, deen eng gewëssen Ausbildung, Erfahrung oder Formatioun huet. An dann trëfft et sech gutt, wann op enger anerer Verwaltung vläicht ee sëtzt, dee genee deem dote Profil entsprécht. Haut ass dat relativ komplizéiert, fir dee Beamten aus där enger Verwaltung eraus- an an déi aner Verwaltung eranzehuelen. Dës Changementer si souguer nach méi komplizéiert, wa se tëschent Stat a Gemeng solle passéieren.

Dës Prozedur gëtt vereinfacht, souwuel fir de concernéierte Beamte wéi och fir d'Verwaltung. Mat dësem Gesetz gëtt d'Mobilitéit am Stat an tëschent de Verwaltunge verbessert.

Här President, wann Der mer elo gutt nogelauschtert hutt, dann ass lech opgefall,...

(Brouhaha et hilarité)

...datt ech déi eng Kéier...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, jo, selbstverständlech.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech si frou, datt Der mer alleguerten esou gutt nolauschtert hei. Ech soen lech villmools Merci. Dat freet e Rapporteur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll lech soen, dass de Rapporteur a geeschteger Harmonie mam President ass.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech gesinn lech net, Här President, mä ech spieren lech awer.

(Hilarité)

Ech hunn déi eng Kéier vun de Statsbeamten oder och nach vun de Fonctionnairen oder och nach vun de Employéë vum Stat geschwat. An de Lëtzebuerger Sproochgebrauch spillt eis hei eng kleng Spiicht. Et gëtt effektiv beim Stat Fonctionnairen an et gëtt Employés de l'État. Mir Lëtzebuerger schwätzen awer allze dacks an allze gäre vun den „Statsbeamten".

Dir gesitt, datt, wann een dat Wuert gebraucht, et schwéier ze erkennen ass, wéi eng Kategorie vun den Agente beim Stat gemengt ass. Fir elo ganz kloer ze sinn: Ech schwätzen hei vun den Employés de l'État. Ëm hire Regime an ëm hir Indemnitéite geet et am Projet de loi 6465.

Et gëtt heivunner profitéiert, fir eppes riichtzebéien, iwwert dat sech de Statsrot ewell zanter Jore beklot. Obwuel et e Gesetz gëtt, wat de Regime vun den Employés de l'État ugeet, goufe bis elo d'Indemnitéiten, also d'Paie fir si, ëmmer per Reglement fixéiert. A well mer hei eng grouss Reform maachen, profitéiere mer dervun, fir hei zwou Mécke mat engem Schlag ze kréien. Mir fusionéieren d'Reglementer an d'Gesetz, dat d'Employés de l'État ugeet, an engem eenzege Gesetz a mir iwwerhuelen direkt déi nei Bestëmmungen, déi mer och fir d'Statsfonctionnairen ëmsetze wëllen.

Dat ass net nëmme méi richteg, mä virun allem ass et och méi kloer fir all déi Leit, déi an deem dote Regime beim Stat schaffen. Si kréien dann elo ee Gesetz, wat sech ganz a komplett mat hinnen ofgëtt, a si mussen net méi lénks a riets wulle goen, fir erauszefannen, wat dann elo fir si applikabel ass a wat net.

Wéi gesot, déi Neierungen, wéi déi vun den neie Carrièren, déi den Diplomer vun de Leit ugepasst ginn, gi selbstverständlech och an deem heite Gesetz iwwerholl. Am grousse Ganze gëtt probéiert, eng gewëssen Harmoniséierung vun deenen zwee Regimmer ze kréien, obwuel et nach ëmmer ganz kloer ass, datt et sech ëm zwee verschidde Regimmer handelt an dat och esou bleift. An engems gëtt dervu profitéiert, fir eng Rëtsch technesch Inkohärenzen aus den alen Texter ze eliminéieren.

Wann Der mäi schréftleche Rapport liest, da mierkt Der och, datt de Statsrot eng Partie Remarquen zu dësem Projet de loi gemaach huet, déi sech widderhuele par rapport zu de Remarquen, déi e beim Statut oder beim Traitementsgesetz gemaach huet. An och hei gouf, par analogie, d'selwecht op déi Remarquë reagéiert.

Här President, ech hunn elo vill iwwert de Statut, also d'Konditioune fir d'Statsfonctionnairen, geschwat, iwwert d'Carrièrë vun de Fonctionnairen an den Employéen. Natierlech gehéiert zu esou enger Reform och e Volet iwwert d'Pensioun. Dëse Volet gëtt mat de Projets de loi 6460 a 6461 behandelt.

Mir hunn, wéi Der beschtens wësst, Här President, hei zu Lëtzebuerg direkt dräi verschidde Pensiounsregimmer: de Régime général, de Régime spécial fir d'Statsbeamten an de Régime spécial transitoire fir déi Statsbeamten, déi ewell virun der Reform vun 1999 am ëffentlechen Déngscht waren.

Mam Projet de loi 6460 geet et virun allem dorëms, de System vun der Retraite progressive anzeféieren, grad ewéi de Service à temps partiel pour raisons de santé.

Obwuel den Titel „Retraite progressive" eis scho seet, ëm wat et geet, hei just e puer Detailer: Mat dësem System gëtt et méiglech gemaach, sech lues a lues, also progressiv, aus dem aktive Beruffsliewen zréckzezéien. Sou kann een an Zukunft eng partiell Pensioun mat engem Service à temps partiel cumuléieren an esou nach 50% vun der Aarbechtszäit schaffe kommen a fir déi aner Halschent scho Pensioun bezéien. Amplaz hallef-hallef kéint een och optéiere fir e Ratio 75/25.

Et kann ee sech virstellen, datt esou e Modell och kann hëllefen, d'Transitioun op engem Posten ze assuréieren, wou vläicht en erfuerene Beamten, dee scho kéint an d'Pensioun goen, nach Deelzäit do ass, fir engem neie Beamten ënnert d'Äerm ze gräifen an dësen anzeweisen.

Zäitgläich schafe mer e Service à temps partiel pour raisons de santé. Den Titel seet hei och scho bal alles. Et kënnt vir, datt een am Laf vu sengem Liewe mat schwéiere gesondheetleche Problemer ze kämpfe kritt. An do huet een, deemno wéi, den Ament just zwou Méiglechkeeten: Entweder, et bleift ee ganz doheem, oder et plot ee sech op d'Schaff, mat dem Risiko, seng Gesondheet weider ze belaaschten an eventuell seng Missiounen an Obligatiounen ze negligéieren.

Dat ass keng gutt Situatioun, weder fir dee Betraffenen nach fir d'Verwaltung. Et kënnt nämlech vir, datt et duerchaus méiglech ass, wann och net méi Vollzäit, dann awer Deelzäit ze schaffen. Dat war bis elo net dran a soll elo am Gesetz verankert ginn. Och hei gewënnt souwuel dee Concernéierten ewéi d'Verwaltung. De Concernéierte ka seng berufflech Carrière zu Enn féieren an op där anerer Säit brauch d'Verwaltung net op d'Kompetenz an d'Erfahrung vun deem Beamten ze verzichten.

Mat dësem Gesetz kënnt och de Projet de loi 6461 iwwert de Régime de pension spécial transitoire. Hei ginn déiselwecht Méiglechkeeten iwwert d'Retraite progressive an de Service à temps partiel pour raisons de santé agefouert, an zwar fir déi Beamten, déi nach ënnert dee Regime falen, also virum 1. Januar 1999 agestallt goufen.

Donieft gëtt awer dervu profitéiert, fir all d'Gesetzestexter, déi dës dräi Regimmer betreffen, also d'Statsbeamten, d'Gemengebeamten, awer och d'Agente vun der Eisebunn, fir dës ze bündelen an engem eenzege Gesetz. Dëst war net Bestanddeel vun den Négociatioune mat der CGFP. Heimadder gëtt awer méi Transparenz geschafen. Wann Adaptatiounen ze maache sinn, kënne se op enger eenzeger Plaz gemaach ginn, an dat alles vereinfacht dach d'Aarbecht vun all deenen, déi domadder ze dinn hunn.

De Statsrot hat eis och zu dësen zwee Gesetzer eng Partei Remarquë gemaach an hei wéi och aneschtwou souguer Virschléi gemaach, wéi verschidde Problemer ze léise wieren, andeems en direkt mat senger Kritik oder Remarque eng Textpropos matgeliwwert huet, wat eis Aarbecht an der Kommissioun natierlech wesentlech vereinfacht huet.

Bei enger Remarque allerdéngs huet de Statsrot eis virun eng kniwweleg Fro gestallt. En huet nämlech d'Fro gestallt, wéi et dann elo wier, wann am Joer 2024 d'Liberaliséierung vum Passagéiertransport bei der Eisebunn géif a Kraaft trieden. Missten dann net déiselwecht Bestëmmungen, zum Beispill bei de Pensiounen, och fir déi Leit zielen, déi da vun engem eventuellen aneren, engem eventuelle privaten Operateur agestallt ginn?

Natierlech ass et derwäert, sech domadder ze beschäftegen. Allerdéngs stellt de Statsrot domadder dee ganze Statut vum Eisebunner a Fro. Et war fir eis Kommissioun ganz kloer, datt mer do net géife mam Statsrot op dee Wee goen, a mir hunn nach eemol festgehalen, datt mer un dem Statut an un de Pensiounsrechter vum Eisebunner géife festhalen.

Mir deelen also d'Aschätzung vum Statsrot net, datt d'Liberaliséierung automatesch den Eisebunnerstatut a Fro stellt. Mir gesinn éischter den ëmgedréite Risiko, datt sech d'Eisebunn aus Grënn vun der Kompetitivitéit un de Privatmarché upasse muss. Mir wëllen net op dësem Wee schonn eng Virlag dofir liwweren.

Wann Dir den Ordre du jour vun haut kuckt, da kéint Der vläicht mengen, datt sech do e Projet de loi ageschlach huet, deen näischt mat de Reformen ze dinn huet. An et stëmmt och, datt de Projet de loi 6757 näischt direkt mat de Reformen ze dinn huet. An awer!

En huet näischt mat deenen anere Gesetzer ze dinn, well en net Bestanddeel vum Reformpak ass, deen d'Regierung mat de Gewerkschaften ausgehandelt hat. Et geet hei am Konkreten ëm eng Mesure, déi d'Regierung am Kader vum Zukunftspak bei de Budgetsdebatten annoncéiert hat. Nämlech soll den Trimestre de faveur ofgeschaaft gi bei de Fonctionnairen, grad ewéi zum Beispill d'Proratiséierung vum Congé am Fall vun enger Pensionéierung soll agefouert ginn. Den Trimestre de faveur bleift allerdéngs bestoe bei enger Pension de survie, also enger Witwerent.

Am Géigesaz zu der Reform am grousse Ganzen, déi käschtenneutral soll sinn, geet et hei ganz kloer ëm Spuermoossnamen. Mir profitéieren haut dervun, datt mer de Statut reforméieren an déi dote Mesuren da kënnen an engems ëmsetzen. A well dat souwuel fir d'Stats- wéi fir d'Gemengebeamten zielt, musse mer och de Statut vun de Gemengebeamten direkt ofänneren, wëssend datt no dëser Etapp a kuerzer Zäit och de Statut an d'Gesetzer vun de Gemengebeamten no deeneselwechte Prinzipie wéi haut reforméiert ginn. Eent trëtt dann awer direkt a mateneen a Kraaft, an dat ass d'Ofschafung vum Trimestre de faveur mam Stéchdag 1. Mee.

Här President, ech sinn elo laang a breet op d'Verbesserungen an d'Neierungen, déi eng zugonschte vun de Statsbeamten, déi aner zuongonschten, agaangen. Et ass awer allgemeng gewosst, datt zäitgläich mat de Reformen och en Accord salarial mat der Statsbeamtegewerkschaft ausgehandelt gouf. Ech hu bewosst dëse Projet um Wupp vu menger Ried gelooss, well ech et géif schued fannen, wann den Owend oder muer an der Press eenzeg an eleng iwwert den Accord salarial géif geschwat ginn an all déi aner wichteg Aspekter, déi ech elo hei probéiert hunn ze développéieren, géifen ënnergoen.

Déi viregt Regierung hat bei de Verhandlunge mat der Statsbeamtegewerkschaft versprach, zäitgläich mat de Reformen en neien Accord salarial ëmzesetzen. Dee leschten Accord salarial ass aus dem Joer 2011. Déi lescht generell Lounopbesserung, also beim Stat ass dat d'Erhéijung vum Punktwäert, war am Joer 2009. Am Joer 2010 gouf wéinst der Kris a wéinst der Situatioun vun de Statsfinanzen dorobber verzicht, de Punktwäert ze erhéijen, an am Accord salarial ass et ëm aner Saache gaangen, zum Beispill ëm den Horaire mobile.

Zanter 2011 ass also en neien Accord salarial fälleg. Natierlech huet sech entre-temps och esou munches geännert par rapport zu fréier. Sou huet eist Land eng Kris vun de Statsfinanzen ze meeschteren. Et ass dofir ze begréissen, datt d'Gewerkschaften dat och erkannt hunn an dorobber verzicht hunn, iwwerdriwwen an onverantwortlech Fuerderungen ze stellen. Och ware si bereet, en neien Accord salarial op spéider ze verleeën, wa sech bis déi wirtschaftlech Situatioun an eisem Land verbessert huet.

Mir sinn elo um Wee vun enger wirtschaftlecher Stabiliséierung. An och de Wee aus dem Statsdefizit ass entre-temps virgezeechent an eis Regierung ass amgaangen, do hire Programm Punkt fir Punkt ëmzesetzen.

En neien Accord salarial huet also missen ofgeschloss ginn, e realisteschen an, par rapport zu fréieren Accorden, e moderaten Accord. Déi nei Regierung hat zougesot, den Accord, deen tëschent hirer Virgängerin an de Gewerkschaften ausgehandelt gouf, ze respektéieren. D'Regierung sot allerdéngs och, datt et keng weider generell Lounopbesserungen an den nächste Joren, also an dëser Legislaturperiod, wäerte ginn.

Zesummegefaasst heescht dat elo dat heiten: An der Vergaangenheet, zum Beispill tëschent de Joren 2000 an 2009, goufen all Joers eng Erhéijung vum Punktwäert respektiv eng Prime unique zougestanen. Tëschent 2009 an dann ebe viraussiichtlech 2018 gëtt et elo eng eenzeg Punktwäerterhéijung mat enger Prime unique, eng Erhéijung also bannent quasi zéng Joer.

Dësen Accord salarial gesäit zwou Saache vir: eng Erhéijung vum Punktwäert vun 2,2% ab dem 1. Januar 2015, déi sollt, wa mer se haut stëmmen, de Mount Abrëll, also mat der Pai vum Mee, ausbezuelt ginn, an zweetens, eng Prime unique vun 0,9% op der Period vum Juli 2013 bis Juni 2014, eng Prime, déi da kéint am Mount Mee, also mat der Pai vum Mount Juni, ausbezuelt ginn.

Här President, mat dëse Reforme kréie mer eng méi modern, eng méi effikass Fonction publique. Et gouf och Zäit, dës Fonction publique ze reforméieren. Ech wëll awer betounen, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng gutt Fonction publique hunn, en ëffentlechen Déngscht, dee sech ka weise loossen am Ausland. Eis Weeër si kuerz a rapid. Fir datt dat esou bleift, musse mer eben och bannent dem Stat dee Kader schafen, fir datt d'Beamten, d'Fonctionnairen, d'Employéen oder d'Aarbechter och kënnen evoluéieren.

Dat maache mer mat dëse Gesetzer. Wéi Der gesinn hutt, ass dëst e grousse Pak vu Reformen, mat villen Detailer, technesch a juristesch komplizéiert. Mir waren eis zesumme mam Minister eens, datt, esou wéi dat och schonn an der Vergaangenheet war, bei der praktescher Emsetzung et net wäert ausbleiwen, datt sech awer nach deen een oder anere Problem oder déi eng oder aner Froe wäerte stellen. Et gëllt, déi dann op de Leescht ze huelen, wat eis de Minister och zougesot huet.

Wann ech elo just sot, datt mer eng gutt Fonction publique hunn, da wëll ech Iech soen, Här President, datt mir als Deputéiert dat all Dag mierken, och hei am Haus. Dir hutt, Här President, wéi Der wësst, exzellent Personal an der Chamber, an ech ka mer schwéier virstellen, wéi mir als Deputéiert eis Aarbecht kéinte maachen, wa mer net op si kéinten zréckgräifen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech wëll op dëser Plaz hinnen e Merci soen - ech mengen, am Numm vun eis alleguerten -, speziell der Madame Anne Tescher, der Sekretärin vun eiser Kommissioun vun der Fonction publique.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Si hat et net ëmmer einfach mat eis.

(Hilarité)

Si huet awer séier, prezis a kompetent geschafft. Si war immens disponibel an huet eis vill gehollef, dës komplizéiert Dossiere gutt duerch eis parlamentaresch Aarbecht ze brénge.

Och dem Minister vun der Fonction publique an all senge Mataarbechter gehéiert e besonnesche Luef. Och si hunn hiert Bescht gemaach, fir dës Reformen ëmzesetzen.

E leschte Merci geet un d'Membere vun der Kommissioun, déi alleguerten net nëmme gutt matgeschafft hunn, mä och mat hirem Wëssen dozou bäigedroen hunn, dës Reformen zu engem gudden Ofschloss ze brénge.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur, deen déi vill Gesetzer an e gemeinsame Rapport konnt kleeden. An dann huet d'Wuert direkt déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madame Octavie Modert, déi och scho prett ass.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech wëll ufänken an dem Rapporteur, dem Här Yves Cruchten, Merci soe fir säi ganz kompletten an exzellent gemaache Rapport. Hien ass och als President vun der Kommissioun ëmmer mat roueger Hand virgaangen an en huet dat hei och ganz brillant virbruecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut eng grouss, eng substanziell Reform vun der Fonction publique. Et ass eng wichteg Strukturreform, déi déi viregt Regierung ugaangen ass, déi gréisst Reform am ëffentlechen Déngscht zanter 50 Joer. Et si besonnesch Reformen am Statut an et ass eng Gehälterreform, net just eng Gehälterrevisioun.

Effektiv geet déi aktuell Gehälterstruktur nach op 1963 zréck. Et ass awer net alles mat dëser Reform iwwer Bord gehäit ginn. Awer esou vill innovéiert a restrukturéiert wéi elo, dat ass zanter 1963 sécherlech nach net gemaach ginn.

Firwat ass déi Reform ageleet ginn? Ben, d'Entwécklung iwwer 50 Joer hin, déi ka jo sécher keen ofstreiden: Et sinn nei Aufgaben a Missioune mat der Zäit op den ëffentlechen Déngscht an op den eenzelne Beamten duerkomm. Et sinn och nei Beruffsbiller, nei Ausbildungen an Diplomer komm an d'Emsetze vum Bologna-Prozess stoung virun der Dier: Déi nei Diplomer an Ausbildungen, déi ginn och am ëffentleche Secteur gebraucht.

1963 ware mer nach am industriellen Zäitalter. Haut si mer am Wëssenszäitalter a mussen d'Gesamtgehälterstruktur der postindustrieller Zäit upassen. De Sprong vun der Schoul direkt bei de Stat als éischten an eenzege Patron, dat ass haut net méi systematesch de Fall. Dat muss et och net sinn, am Géigendeel. Mir mussen also deenen Entwécklunge Rechnung droen, se souguer férderen.

Et muss een haut och konsequent op Lifelong Learning setzen, och während der Carrière. Déi initial Ausbildungslinn geet net duer, Weiderbildung ass extrem wichteg, fir Kompetenze virunzëentwéckelen. Da musse Lifelong Learning, Validation des acquis de l'expérience,… gefërdert ginn. Dat sinn iwwregens och Elementer vum Bologna-Prozess.

Eng logesch Folleg do dervunner ass, d'Carrièrë méi ze décloisonnéieren: méi Opstiegsméiglechkeeten an eng Carrière uewendriwwer, an dat net nëmme méi just iwwer e System vun der Carrière ouverte, mä och de Mataarbechter d'Méiglechkeet ginn, fir Diplomer nozemaache mat Dispenses de service. Och Aarbechtszäitkonte sollten dofir benotzt kënne ginn - en Dossier, dee jo nach unhängeg ass. Vläicht kréie mer haut do och nach e puer Detailer driwwer.

Also, d'Carrièren an déi ganz Gehälterstruktur der postindustrieller Zäit upassen, dat ass wichteg gewiescht. Gradesou wéi datt net nëmme méi e Schouldiplom an d'Anciennetéit sollen zielen, mä Weiderbildung, Responsabilitéit a Leeschtung, Engagement a Verantwortung mat besseren Opstiegsméiglechkeete solle kënne gekoppelt ginn, onofhängeg vum Alter oder der Anciennetéit.

D'Motivatioun soll belount kënne ginn. Mat Flichte soll een och Rechter bäikréie kënnen.

Neie Beruffsbiller, neie Formatiounen, neien Diplomer, neie Besoinen an och neien Ufuerderungen a Missioune Rechnung droen: Sou muss de Fonctionnement vun enger moderner Verwaltung sécherlech haut aneschters ugaange gi wéi 1963, oder wéi 1979, wéi d'Gesetz vum Statut agefouert ginn ass. Mir sollen dofir eng Rei Instrumenter vu Moderniséierung vun der Gestioun aféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, vill Wierder sinn driwwer verluer ginn, wéi laang déi zoustänneg Ministere vun der viregter Regierung, de François Biltgen an ech selwer, un dësen neien Texter geschafft, „gedoktert", diskutéiert haten. Dat ass awer net anormal, well mir u ville Schrauwen a Schraiwercher geschafft hunn, fir e groussen Deel vun eiser Gesetzgebung am Beräich vun der Fonction publique ze iwwerschaffen an nei ze gestalten.

Nei Ufuerderungen a carrément Erausfuerderungen, déi mir ugaange sinn, leien an der Klassifizéierung vun de Carrièren, dem Gehälterfächer, dem Cloisonnement vun de Carrièren ënnereneen, der berufflecher Entwécklung vum eenzelne Beamte mat méi individualiséierte Méiglechkeeten an och der Moderniséierung vun der Fonction publique.

Ech kommen op den éischte Punkt zréck, d'Klassifizéierung vun de Carrièren an esou weider. Dat huet och bedéngt - an dat wollte mer onbedéngt maachen, fir de Bologna-Prozess ëmzesetzen -, ënner anerem d'Bachelorscarrière anzeféieren. Dat ass awer och d'Reduktioun vun der heiteger Zuel vu verschiddenaartege Carrièren. An et ass de Reklassement vu verschiddene Carrièren, an dat op Basis vun zwee Kritären: éischtens der Evolutioun vun de Studienufuerderungen an zweetens der Evolutioun vun de Missiounen a Sujétiounen an der Beruffsausübung.

Wa mer vu berufflecher Entwécklung schwätzen, da schwätze mer vu berufflecher Entwécklung vum eenzelne Beamte mat méi individualiséierte Méiglechkeeten. Mir wollten e besseren Zougang zu enger anerer Carrière am Laf

vum Beruffsliewe ginn: niewent där heiteger Carrière ouverte, Lifelong Learning, a während enger Iwwergangsphas awer och - dat ass déi drëtt Méiglechkeet -, während enger Iwwergangsphas vun zéng Joer iwwer eng „Voie expresse", en temporäre Mechanismus vu Changement de groupe; deen ass besonnesch wichteg fir verdéngschtvoll Mataarbechter, déi scho méi laang am ëffentlechen Déngscht schaffen, wann d'Reform a Kraaft trëtt, an doduerch net méi vun der Moossnam, déi ech virdru genannt hunn, profitéiere kënnen. E kënnt de Beamten aus der heiteger Redakteschcarrière entgéint, déi kënnen iwwert dëse Mechanismus hei direkt an d'Carrière A1 kommen.

Wat déi berufflech Entwécklung ugeet, géif ech gär folgend nei Moossnamen ernimmen: De Stage ass nei konzipéiert ginn: Begleedung duerch e Patron de stage an eng besser Formatioun.

Da si besser harmoniséiert Délaie fir Avancementer komm. Ofschafe vu verschiddenen Ongerechtegkeeten a Blockéierungen - dofir sinn d'Kaderen ofgeschaaft ginn. D'Prozentsätz vun den Effektiver am Cadre fermé hunn nämlech zu Blocagë gefouert a waren dofir net ëmmer équitabel.

Fir de Verlaf vun dem Eenzelne senger Carrière geet et drëm, net méi nëmmen den Déngschtalter, also d'Anciennetéit ze kucken, mä och Verantwortung an Engagement. Esou sinn d'Substitutiounsgraden ersat ginn duerch de System vun enger zweeter Filière vu Majoration d'échelon fir Postes à responsabilités particulières am Niveau supérieur, wou Verantwortung iwwerhuelen zielt an net méi nëmme just Anciennetéit zielt, an dat och éischter wéi eréischt am Endgrad.

Berufflech Entwécklung soll och heeschen, datt ee professionell Experienz besser unerkenne kann duerch nei Regele vu Computation d'ancienneté. Dat heescht, berufflech Erfahrung aus anere Secteuren net penaliséieren, mä d'Experienz erméiglechen: Dat war eis deemools e wichtegt Uleies.

Och de Changement d'administration wollte mer ausdehnen. E gëllt och elo fir d'Gemengebeamten an e ka fir d'Employéen zielen. Dat ass fir mech och e wichtege Punkt. D'Employéen iwwerhaapt, déi kréien nei Méiglechkeete mat, wéi gesot, dem Changement d'administration, mat dem Changement de carrière, mat Formatioun, mat enger allgemenggülteger Regelung fir d'Méiglechkeet vu Fonctionnariséierung a mat nei strukturéierte Carrièren. Si kréien och e Stage, ähnlech wéi bei de Beamten. Dofir hätte se och d'Onkënnegbarkeet éischter kréie kënnen, wéi elo am Schlusstext vum Gesetz virgesinn ass, well se och nei Konditiounen operluecht kritt hunn.

Här President, de Punkt vun der Moderniséierung vun der Fonction publique, dat bedeit Moderniséierung par rapport vun der Manéier fir ze schaffen a par rapport zum Funktionement vun den ëffentleche Servicer. Dat ass d'Qualitéit vum Service public, d'Effikassitéit vum ëffentlechen Déngscht.

D'Fonction publique ass haut vill méi grouss ginn, all Verwaltung, all Haus ass gewuess. Do kënne mer net méi nëmme beim ale Regelwierk bleiwen. Et muss ee sech eng Methodologie ginn, generell an allgemenggülteg Regele fir den Émgang mateneen op der Aarbechtsplaz - nei Approchen, déi net néideg waren, wéi d'Verwaltungen nach vill méi iwwerschaubar waren.

Dat bedeit och nei Gestiounsinstrumenter vun der Verwaltung. Mir hunn d'Gestion par objectifs agefouert. Souwuel d'Verwaltung wéi all Beamte fixéiere sech Objektiver an Ziler an enger bestëmmtener Referenzperiod. Mataarbechtergespréicher: Dat ass ëmmer e wichtege Moment, fir sech auszeschwätzen a fir sech ze implizéieren an d'Entwécklung vun der Verwaltung, an där ee schafft.

Berufflech Entwécklung, heizou gehéiert och d'Méiglechkeet, fir Mataarbechter mat Schwieregkeete virunhëllefen ze kënnen iwwer verschidde fest geregelt Weeër. Jo, dat ass d'Procédure d'amélioration des prestations professionnelles an och d'Procédure d'insuffisance professionnelle, falls néideg, déi net als Strof, mä als Handreechen a Virunhëllefe geduecht sinn.

Dozou hätt och de Mediateur an der Fonction publique gezielt als e wichtegt Instrument fir d'Schlichtung vun zwëschemënschleche Froen op der Aarbechtsplaz, dee leider gestrach ginn ass, ouni op dëse fir mech wierklech wichtegen Deel vu senge Missiounen anzegoen.

Ee Wuert nach vläicht heizou. Et ass ze bedaueren, datt e gestrach ginn ass, de Mediateur an der Fonction publique. Als Schlichter sollt en eng neutral Instanz si beim Stat, wou jiddweree sech hiwende kéint, fir datt Problemer geléist kënne ginn, wa se kleng sinn, amplaz datt se grouss riskéieren ze ginn ouni Léisung an an deem Moment just nach mat onadequate Mëttele kënnen ugaange ginn. D'Disziplinarrecht passt ganz dacks guer net op esou Fäll. A souwisou war d'Aféiere vum Schlichter geduecht, fir ze vermeiden, datt et iwwerhaapt bis op dee Punkt vun der Uwendung vum Disziplinarrecht komme géif.

Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer weider wichteg Elementer vun der Reform sinn de Congé thérapeutique oder ëmgenannt besser „service à temps partiel pour raisons de santé", also en neie Regime vu Gesondheetsdeelzäitaarbecht oder Krankheetsdeelzäitschaffen. Och dat ass e wichtege Punkt vu Respekt vun de Mataarbechter. Wa se viriwwergehend mat enger méi schwéierer Krankheet mussen eens ginn, während där se awer deelweis schaffe kënnten, dann ass dat wichteg fir dem Kranke säin - oder dem Rekonvaleszenten - säi Selbstwäertgefill oder och säi Liewensgefill.

Ech bedaueren e bëssen, datt, entgéint eisem urspréngleche Text, e Kranken nëmmen ee Joer laang 25% ka schaffen, woubäi verschidde Behandlungen an Therapië vu schwéiere Krankheete jo dacks méi laang dauere kënnen. Et ass awer wichteg, datt de Mënsch spiert, datt en nach eppes wäert ass a schaffe ka goen, och wann en zäitweileg net méi wéi 25% packt. Nach ass dat ëmmer besser wéi guer net schaffe goe kënnen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Leider ass och per Amendement d'Méiglechkeet ofgeschaaft ginn, fir Leit, déi méi laang krankgeschriwwe sinn, éischter begleeden ze kënnen, andeems se éischter wéi haut, also éischter wéi virum Oflaf vu sechs Méint scho kéinte vum Kontrolldokter suivéiert ginn. Well heiansdo sinn d'Leit méi gesond, wéi se gemaach ginn, an heiansdo méi krank, wéi et sech ugesäit.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn e ganze Koup nei Moossnamen agefouert ginn. Dozou gehéiert d'Retraite progressive; de Rapporteur huet se gutt beschriwwe gehat. Et handelt sech hei ëm e Mechanismus, fir den Ausstieg aus dem aktive Liewen ze flexibiliséieren a méi individuell unzepassen. Dat heescht, d'Verwaltung, de Patron also, benefisséiert méi laang nach vun der Erfahrung vun engem laangjährege Mataarbechter, deen awer och scho besser ka säin Ausstieg aus dem Beruff virbereeden.

Mir haten (veuillez lire: Mir haten am ursprüngleche Gesetzesprojet) och virgesinn, e Rapport de fin d'activités anzeféieren; deen ass jo gestrach ginn, de Rapporteur huet et gesot. Et sollt e kuerzen Ofschlossbericht sinn, e kuerzen Ofschlossbericht, fir ze hannerloossen a fir säi Wësse virunzeginn. Dofir war dee Bericht geduecht. Schued, datt e gestrach ginn ass. Wësse viruginn ass ëmmer e wichtege Punkt.

Ech ginn net op all aner Elementer vun dëser Reform an. Et sinn der nach vill. De Rapporteur Yves Cruchten huet eis se virdru gutt duergeluecht fir déi meescht vun hinnen, wéi d'Harmoniséierung an en neie System vun der Familljenzoulag - der Allocation de famille -, déi mir wollten hunn, wéi och d'Neesaféierung vun der Biennale, déi am Joer 2000 ersat gi war duerch eng Annale.

Mä, Här President, dat, wat ech elo gesot hunn, ass nëmmen e klengen Extrait vun dëser bedeitender Reform an hiren Enjeuen. Et weist, wéi eng Aarbecht vun Envergure hei geleescht ginn ass an datt et (veuillez lire: datt et an dëser Reform) guer net just ëm Ufanksgehälter geet an och wäit iwwer Carrièren erausgeet. Verschidde Punkte verlaangen dofir nach e bësse méi Kommentaren.

Een éischte Punkt, eigentlech eng Remarque préalable am Fong, ass d'Bäibehale vun engem separaten, spezielle Statut fir den ëffentleche Secteur, Beamten an Employéen. Doriwwer war eng grouss Eenegkeet heibannen an der leschter Legislaturperiod. Ech denken, dat ass nach ëmmer esou. Dee Statut, dee bedeit Aarbechtsplazgarantie, mä e bedéngt och Kontinuitéit, Neutralitéit an Onofhängegkeet vun der Fonction publique.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An deem zweete Punkt kommen ech op d'Ännerungen am Beräich vun der Struktur an dem Klassement vun de Carrièren ze schwätzen; déi sinn eent vun de wichtegen Elementer vun dëser Reform. D'Struktur an d'Klassifizéierung vun de Carrièrë sinn, wéi gesot, gréisstendeels nach op d'Gehältergesetz vun 1963 zréckgaangen. Dat Gesetz ass bis elo net substanziell a scho guer net a sengem Fëllement ëmgeännert ginn. Mir hunn awer nei Studiegäng, Formatiounen, berufflech Ufuerderungen, déi geännert hunn, nei Formatiounen, nei Diplomer, déi entstane sinn, virun allem och mam Bologna-Prozess.

1963 sinn et och nach keng technesch Carrièrë beim Stat ginn. Mat all deenen Entwécklungen hunn och d'Missiounen an déi domat verbonne Responsabilitéiten evoluéiert. An dës Entwécklunge mussen hautdesdaags hiren Néierschlag an der Struktur an am Klassement vun de Carrièrë fannen.

Dat hat d'CSV/LSAP-Regierung 2009 kloer an hirer Regierungserklärung drastoen. Si hat och gesot, datt d'Reform misst der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vum Land Rechnung droen. All Carrièrë kréie mat dësen neien Texter eng nei Struktur, bis op d'Magistratur, wou dat zesumme mat der grousser Justizreform virgeholl soll ginn.

Déi nei Struktur besteet, wéi gesot, an enger Kompressioun vun der Zuel vun de Carrièren an och duerch d'Fusioun an d'Regruppéierunge vun den aktuelle Carrièren an der Administration générale, Arméi, Police, Douane an am Enseignement, wou eng Carrière plane ersat ginn ass duerch eng Carrière hiérarchisée.

Firwat soen ech dat nach eng Kéier? Firwat d'Carrièrë fusionéieren?

Et gëtt eng grouss Zuel vu Carrièren haut, mat zum Deel ganz klengen Effektiver, wat hire Fonctionnement an der Praxis net vereinfacht an esou och net jiddwerengem déiselwecht Méiglechkeete bitt. An dat, hunn ech fonnt, sollte mer änneren. Mir kréien awer och mat där Carrièresreform d'Bachelorscarrière beim Stat agefouert, wat scho laang fälleg war. An eng Partie Carrièrë gi reklasséiert, fir ebe just der Evolutioun vun de Studie wéi och vun de Missioune Rechnung ze droen.

De Reklassement gëllt direkt fir jiddwereen, deen haut am Service ass. Et gëtt eng direkt Augmentatioun vum Gehalt, dëst awer nom Prinzip vun därselwechter Valeur d'échelon. Dat heescht, virun allem kréien all reklasséiert Carrièren eng méi interessant Carrièresperspektiv - also Carrièresentwécklung - wéi déi, déi se nom aktuelle System gehat hätten.

Et bleift, datt, obscho jiddweree mam neie Gesetz besser ewechkënnt wéi nach ënnert där aktueller Gesetzgebung, d'Reevaluéierung vun de Carrièren ee Volet vun der Reform ass, deen an der Lescht ganz vill am Gespréich war a vun eenzelne Carrièrë kritiséiert ginn ass. Verschidde Beruffssparte fuerderen esou méi eng komplett Rekonstitutioun vun hirer neier Carrière, mam Argument, datt déi, déi scho méi laang beim Stat agestallt sinn, benodeelegt géife gi par rapport zu den Agenten, déi eréischt an Zukunft agestallt ginn. An zwar waren dat d'Éducateuren, déi jo an de leschte Méint - an herno och nach haut heibaussen, wéi se ugekënnegt hunn - kloer hir Meenung véhiculéiert hunn an op dësem Punkt net frou mat der Reform sinn.

Si kréie wuel elo d'Méiglechkeet, op eng Majoration d'échelon ze kommen, woubäi hir Carrière virdru keng Substitutiounsgrade virgesinn hat. Et wär sécher derwäert gewiescht, fir vun offizieller Säit op dës Froe respektiv Afrostellung anzegoe mat vergläichende Calcullen an dem vergläichenden Duerstelle vu verschiddene Carrièresverleef, och der Objektivitéit halber.

Niewent den Éducateure ginn nach eng ganz Partie aner Carrièrë reklasséiert. Am Ganze ginn eng zwou Dose Carrièrë reklasséiert. Déi Zuel ass vläicht interessant eng Kéier ze nennen. Et gëtt also net just eng eenzeg Beruffsgrupp reklasséiert, et kann een dofir och net vun Diskriminéierung schwätzen. Natierlech hätt jiddweree gär och nach méi geholl. Allerdéngs, eng Reconstitution de carrière hätt en immensen Impakt op d'Statsfinanze gehat. Et sinn, wéi gesot, net nëmmen eng oder zwou Beruffssparten a Carrièrë concernéiert. Finanziell wär dat net dra gewiescht.

Aneschters gesot: Dann hätt et keng Reklassementer kënne ginn an d'Bachelorscarrière hätt net kënnen agefouert ginn, egal ob zu budgetär schwieregen oder gudden Zäiten. Dat heescht, et wär onméiglech gewiescht, eng Gehälterrevisioun mat dësem neie Gesetz virzehuelen. Domat wär déi a ganz weite Ferne geréckelt.

An dobäi ass et awer wierklech un der Zäit, der Evolutioun vu verschiddene Carrièren, wat d'Ausbildung oder och d'Responsabilitéiten ugeet, Rechnung ze droen. An et ass wierklech un der Zäit, fir d'Bachelorscarrière virzegesinn an anzeféieren.

Et muss een awer nach eng Kéier betounen: Vum Reklassement profitéiert jiddwereen. Kee kritt eppes ewechgeholl. Am Géigendeel, déi reklasséiert Carrièrë kréien all bäi.

Wuel ass awer kee System perfekt. Et ka sinn, datt et e bessere gëtt, fir dës Reklassementer ze maachen, bei ähnlechem Impakt. Vläicht gëtt eppes Besseres fonnt. Ouni d'CSV an der Regierung kann et jo am Fong nëmme besser sinn, net?

(Brouhaha)

Mir loossen eis och ganz gär op d'Diskussioun...

Jo, jo, jo!

(Brouhaha)

Mir loossen eis och ganz gär op d'Diskussioun vun alternative Mechanismen an, wann d'Regierung der presentéiert.

Egal wéi, et bleift, datt de System vum Reklassement verschidde flagrant Härtefäll opweise kéint, wann e bis an der Praxis ugewannt gëtt, besonnesch bei de Leit mat enger méi laanger Déngschtzäit. Dat misst iwwerpréift an am A behale ginn. Dee Moment misst een déi Härtefäll individualiséieren a kucken, adequat Äntwerten a Léisungen ze fannen, am Respekt vum budgetären Équiliber, falls et vill Fäll wären.

An deem Sënn hu mir och eng Motioun ausgeschafft, déi mir als CSV déposéieren an an där mir d'Regierung froen, déi verschidde méiglech Härtefäll ze individualiséieren a Léisunge virzeschloen, wéi een dësen Härtefäll kéint entgéintkommen, ouni de Budget ze iwwerstrapazéieren an ouni mat der Philosophie vun der Reform ze briechen.

Wann ech gelift, Madame Presidentin!

Motion 1

concernant le projet de loi 6459

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 6459, tout comme d'ailleurs les autres projets de loi qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour de la Chambre des Députés[1], reprennent et transposent les accords négociés entre les Gouvernements successifs et la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP);

- considérant que la classification des carrières de la fonction publique constitue un élément important de l'accord précité;

- rappelant que le Gouvernement précédent a tenu à adapter le système de classification d'un certain nombre de carrières, qui date de 1963, aux exigences d'une fonction publique moderne;

- rappelant que, si certaines modifications ponctuelles furent apportées au fil des années, le régime actuel des carrières ne tient pas compte des évolutions de ces dernières années au niveau des études et des formations, voire des missions, contraintes et responsabilités liées à l'exercice de certaines carrières;

- rappelant ainsi que le nouveau système de classification emporte le reclassement de certaines carrières et que ce reclassement profite à tous les agents en service qui bénéficieront d'une augmentation de traitement immédiate et surtout d'une expectative de carrière plus intéressante que celle à laquelle ils pourraient s'attendre en vertu du système actuel;

- considérant que la réévaluation de certaines carrières est au coeur d'une série de revendications de la part de certaines professions qui estiment qu'elle devrait emporter pour les agents déjà en place une augmentation immédiate plus substantielle, voire une reconstitution complète de leur carrière;

- rappelant que la réforme envisagée de la fonction publique doit répondre à deux objectifs, à savoir: moderniser la fonction publique tout en tenant compte de la situation économique et financière du pays;

- rappelant à nouveau que l'actuel Gouvernement comme le Gouvernement précédent s'est engagé sur la voie de l'équilibre budgétaire;

- constatant qu'une reconstitution des carrières aurait sans aucun doute un impact considérable sur les finances publiques de l'État;

- donnant cependant à considérer que, si le système de reclassement tel que prévu aboutit à des cas de rigueur, il échet néanmoins de rechercher une solution pour les éventuelles situations les plus flagrantes qui pourraient se présenter;

- rappelant toutefois que la recherche de solutions ne saurait remettre en cause le fondement même de la réforme ni impacter le budget de manière insoutenable;

invite le Gouvernement

- à individualiser les cas de rigueur les plus importants ou les plus flagrants;

[1] *Il s'agit des projets de loi 6457 et 6458, ainsi que des projets de loi 6460, 6461, 6462, 6463 et 6465.*

- à proposer une solution adéquate pour les cas de rigueur ainsi individualisés, tout en s'assurant que la solution ainsi proposée ne rompe pas la philosophie de la réforme et n'impacte pas de manière insoutenable le budget de l'État.

(s.) Octavie Modert, Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Den Här Minister huet jo elo kuerz an enger Zeitung gesot gehat: „Wa Saachen ze verbessere sinn, da këmmere mir eis drëm", och wann dat sécher vill Aarbecht géif verlaangen. Mir wäre frou, wann eis Motioun hei am Plenum eng grouss Majoritéit géif fannen.

Ech wëll nach op en anere Punkt ze schwätze kommen, dat ass d'Iwwergangsbestëmmung vu fënnef Joer am neie Gehältergesetz, den Artikel 41. D'Suerg war an ass déi, datt een d'Carrièresperspektive vun deene Fonctionnairë wollt erhalen, déi scho beim Stat schaffen, wann déi nei Gesetzgebung hei a Kraaft trëtt. Dës Fonctionnairë kënne während der Iwwergangszäit vu fënnef Joer vu maximal zwee Avancementer am Grad profitéieren, an zwar nom ale System, wann dëse méi favorabel fir si wär.

D'FEDUSE-Administratioun huet dës transitoresch Moossnam kritiséiert, well se d'Iwwergangsjoren ze restriktiv fënnt an heimat Härtefäll geschafe géife ginn. In fine si si a Mediatioun gaangen. De Mediateur huet elo kuerz dräi Avancementer maximal amplaz zwee virgeschloen, mat enger Verlängerung vun der Période transitoire vu fënnef op sechs Joer.

D'CSV-Memberen haten en ähnlechen Amendement an der Kommissioun virdrun hannerluecht - ausser datt eng Verlängerung vu fënnef op siwe Joer virgeschloe gi war -, fir ebe just eventuell Härtefäll ze vermeiden. Dësen Amendement ass an der Kommissioun verworf ginn.

Mir sinn eis bewosst, datt dat e kuerzfristegen, awer begrenzten Impakt op de Budget kann hunn. De Mediateur war sech däers sécher och bewosst. Mir denken awer, datt et Sënn géif maachen, deen Impakt einfach emol ausrechnen ze loossen an ze kucken, ob een net kéint eng Ännerung virschloen, déi souwuel der Philosophie vun der Reform wéi och dem budgetären Équiliber Rechnung géif droen.

Et geet jo hei och ëm méi: Domat kéint een dem Instrument Conciliatioun, Mediatioun säi Wäert loossen, deen déi Prozedur zweifellos huet. An dat ass och e ganz wichtege Punkt. Deementspriechend hu mer eng Motioun virbereet, Madame Presidentin, an och hei wäre mir frou, wa se mat grousser Majoritéit ugeholl géif ginn.

Motion 2

(Projet de loi 6459 dispositions transitoires relatives à l'avancement des fonctionnaires)

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 6459 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État prévoit en son article 41 (ancien article 37) des mesures transitoires relatives à l'avancement des fonctionnaires déjà au service de l'État au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions;

- considérant que ledit article 41 prévoit plus particulièrement une mesure permettant aux fonctionnaires en service de profiter pendant une période transitoire de cinq ans d'au maximum deux avancements en grade suivant les modalités de l'ancien régime si celui-ci s'avère plus favorable;

- considérant encore que pour des motifs d'équité, ces mêmes modalités ont été rendues applicables aux agents des anciennes carrières planes à avancements fixes;

- rappelant dans ce contexte que la Fédération des universitaires au service de l'État FEDUSE-Administration affiliée à la CGFP estime que les dispositions transitoires et plus particulièrement le maintien en vigueur pendant cinq ans à compter de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions des conditions d'avancement résultant du régime légal actuel et une limitation concomitante des avancements en grade à deux conduiront à des cas de rigueur;

- rappelant que la FEDUSE-Administration a proposé d'une part, que la période transitoire comporte un maximum de trois au lieu de deux avancements en grade en vue de maintenir également sous le régime légal en projet les expectatives d'avancement en grade auxquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure entrés au service de l'État avant le dépôt du projet de loi 6459 ont pu s'attendre sous le régime des dispositions actuellement encore en vigueur, et d'autre part que subsidiairement la période transitoire soit allongée pour que le bénéfice des trois avancements en grade puisse effectivement jouer;

- relevant encore que la FEDUSE-Administration a, après que la Commission de conciliation ait constaté le 9 janvier 2015 la non-conciliation dans le cadre du litige non généralisé concernant la carrière des universitaires relevant de l'administration générale de l'État, soumis une demande en médiation, et que le médiateur a conclu à l'impossibilité de concilier les points de vue des parties en cause;

- constatant cependant que le médiateur a néanmoins proposé in fine aux parties que soit examinée la possibilité de bénéficier de trois avancements en grade au maximum au lieu des deux prévus et d'allonger la période transitoire de 5 à 6 ans afin d'assurer à ces avancements en grade une possibilité réaliste de s'appliquer;

- constatant que le médiateur a encore ajouté que: «les solutions retenues par ailleurs pour faciliter la transition du régime légal actuel vers le nouveau régime (...) laissent transpercer la volonté politique certaine de maintenir en vigueur (...) un nombre relativement important de règles qui apparaissent plus favorables pour les fonctionnaires concernés.»;

- donnant encore à considérer que malgré ces règles des cas de rigueur peuvent continuer à se présenter;

- rappelant à nouveau que l'actuel Gouvernement comme le Gouvernement précédent s'est engagé sur la voie de l'équilibre budgétaire;

- rappelant dans ce contexte que la réforme envisagée de la fonction publique doit répondre à deux objectifs, à savoir: moderniser la fonction publique tout en tenant compte de la situation économique et financière du pays;

invite le Gouvernement

- à chiffrer la proposition du 28 janvier 2015 du médiateur telle qu'il l'a formulée dans le cadre du différend qui oppose la FEDUSE-Administration au Gouvernement;

- à proposer une solution adéquate pour les cas de rigueur dans le respect de l'institution de la médiation, tout en s'assurant que la solution ainsi proposée ne rompe pas la philosophie de la réforme et n'impacte pas de manière insoutenable le budget de l'État.

(s.) Octavie Modert, Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- E puer Wuert nach zu de sektoriellen Transpositioune vun den neien Texter.

D'Regierung huet am November 2014 en Accord mat den dräi national representative Gewerkschaften ënnerschriwwen, wouvun ee Punkt virgesäit, datt d'Reform vun der Fonction publique an den Accord salarial op de Spidolsa Fleegesecteur transposéiert ginn. Ech wéilt den Här Minister gär froen, wou d'Gespréicher iwwert d'Transpositioun dru sinn, déi mat dësem Secteur a mat sengen Organismen, déi déi sinn, déi dësen Accord ëmsetze missten, respektiv mat deene fir de Secteur zoustännege Ministeren a Ministèren dru sinn. Gëtt et do scho Konklusiounen? A wa jo, wéi eng? A wéi séier géif dann dës Ëmsetzung kommen?

An dëse Secteure sinn iwwregens vereenzelter vun de Carrièrë scho revaloriséiert gewiescht, déi mat dësen neie Gesetzer vun haut elo beim Stat reklasséiert ginn. Reklasséierungen, déi och deels doduerch bedéngt waren, well ebe verschidde Carrièren hir Diplomer an dësen assiméierte Secteure schonn unerkannt kritt hunn. De Stat zitt elo no.

Zur sektorieller Transpositioun: Kann d'Regierung eis och vläicht generell Informatioune ginn dozou? Dat heescht zu den Texter, fir de spezifesche Situatioune vu verschiddene Secteure Rechnung ze droen, spezifesch Texter fir déi sektoriell Transpositioun wéi fir de Gemengesecteur, d'Police, d'Arméi, d'CFL. Fir d'Éducatioun ass jo elo kierzlech en Text déposéiert ginn, wou sécherlech och nach wäert driwwer diskutéiert ginn a gekuckt ginn - wéi schwiereg et och heiansdo ass, do Transpositiounen ze maachen -, wéi se dann awer och gemaach ginn a gemaach kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Formatioun a Weiderbildung si Schlësselelementer an der Uneegnung vun neie Kompetenzen a si sollen an Zukunft méi eng wesentlech Roll spillen. D'Formatioun kritt och eng nei Bedeitung an der Reorientéierung vum Stage.

An Zukunft muss den zukünftege Beamten am Statsexamen, also dem Opnahmeexamen an den ëffentlechen Déngscht, net nëmme beweisen, datt en eppes weess, mä a senger dräijähreger Proufzäit och beleeën, datt en eppes kann. Dobäi soll en net eleng gelooss ginn a kucken, wéi e selwer eens gëtt, mä e soll eng richteg Aféierung an Insertioun op senger neier Plaz kréien, ënner anerem och mat engem Patron de stage, duerch eng verbessert theoretesch, awer och praktesch Ausbildung op der Aarbechtsplaz selwer. De Stage dauert dofir och nees am Prinzip dräi Joer laang.

Ech bedaueren allerdéngs, Här Minister, datt Dir déi schonn nëmme kuerz Phas vu Mobilitéit während dem Stage ofgeschaaft hutt, wou de Stagiaire och aner Verwaltungen a ganz anere Fachberäicher mat anere Sachzwäng kennegeléiert hätt. En Element géint spéidere Cloisonnement, dës Kéier an de Käpp, géint falsch verstanenen Esprit de corps a fir méi breet gefächert Erfahrungswäerter dem Stagiaire mat op de Wee kënnen ze ginn, dofir war et geduecht.

Jo, Ausbildung, Léieren a Bäiléieren ass wichteg, grad och am Ufank vun engem Beruffsliewen. Am Stage weess een nach net alles. Bis elo war déi Pai vum Stage awer gläichgestallt mat der Carrière vum vereedegte Beamten. Déi nei Stageindemnitéit setzt dodrënner un, bei 80% vum drëtten Échelon respektiv 90%, woubäi déi nei Regierung, am Géigesaz zu de Virgänger, zejoert de Mäerz déi 90% op dem véierten Échelon ugesat huet.

Ee Wuert nach zu der Stageindemnitéit. D'Ufanksgehälter leie beim Stat hautdesdaags aus enger ganzer Partie vun historesche Grënn héich par rapport zum Privatsecteur, zum Deel ganz héich. 1963 hunn d'Statsbeamten awer wéineg verdéngt a bis ausganks vun den 80er Jore souwisou manner wéi am Privatsecteur.

Haut ass et esou, datt d'Carrièrë beim Stat ganz gutt ufänken, awer och séier un de Schluss kommen. Wann ee wëllt bei de Stat schaffe goen, soll een awer net just goen, well d'Ufanksgehälter esou vill méi héich si wéi am Privatsecteur. Et muss een déi ganz Carrière kucken an eng ganz Ausbildung kucken. Et ass jo dofir, datt mir och wëllen e bessere Stage aféieren, fir déi Jonk besser op hir definitiv Schaff virzebereeden.

Et ass net einfach d'Astiegspaie gekierzt, mä et reit sech an an d'Philosophie vun enger gesamter Reform an et ass drëm gaangen, fir dat an engem Gesamtmouvement vun enger gesamter Reform ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Moderniséierung an der Fonction publique brauch och nei Instrumenter, mat enger Gestion par objectifs, wou souwuel Verwaltung wéi deen eenzelne Beamte sech Objektiver fixéieren, Ziler setzen - en Novum fir den ëffentlechen Déngscht, e Paradigmewiessel, wéi de Minister Biltgen et gär beschriwwen huet. Motivatioun, Leeschtung a Verantwortung sollten an Zukunft besser zielen. A Motivatioun an Asaz sollten och emol nees unerkannt kënne ginn. Sou war et gewollt an deem objektive Bewäertungssystem, deen transparent, novollzéibar an aklobar war a sech inspiréiert huet u bestehende Systemer, ouni awer deenen hir Feeler ze iwwerhuelen.

Ech weess, datt d'Gewerkschafte gedeelter Meenung besonnesch iwwert den Detail dovunner waren. Mä d'Bewäertung an der initialer Versioun vum Gesetzesprojet ass net nëmme vun uewen no ënnen erof-, mä och vun ënnen no uewen eropgaangen, an ouni datt d'Politik, dat heescht de Minister, doran intervenéiert hätt, dofir awer mat enger paritéitescher Kommissioun mat dem haaptberuffleche Mediateur fir d'Fonction publique, fir Neutralitéit - a géint Favoritismus - ze garantéieren.

Et war kee Selbstzweck, mä e Mechanismus fir Weiderentwécklung an Ännerungen an der Fonction publique. Et ware kloer an transparent Regelen, déi opgestallt gi waren, fir datt et net am Kader vun der Bewäertung zu verstoppten Disziplinarsanktioune komme kéint, wéi Déplacementer, aner Affektatiounen ouni explizitt Verfahren an esou weider.

Am staatleche Secteur huet d'Politik selwer net intervenéiert an där Bewäertungsprozedur, wéi se deemools opgestallt gi war. Am Gemengesecteur war de Schäfferot mat dru bedeelegt. Dat war iwwregens eng Konzessioun, déi mir als deemoleg Ministeren dem Syvicol op d'Demande vun hirem heitege President hin, deen haut hei bei eis op der Regierungsbänk sëtzt, gemaach haten. Hien huet duerno als Minister dee ganzen Deel vum Bewäertungssystem gestrach.

Am Fong kann ee bedaueren, datt elo d'Valeur vun deem Eenzelnen - wéi e schafft, säi Kënnen a säi Mérite - haaptsächlech gekuckt gëtt, wa se negativ ass, net méi, wa se positiv ass. D'Motivatioun war e wichtegen Aspekt. Och emol eng Kéier eng Unerkennung ze kréien, dat war wichteg. Dat ass et mat den Amendementen…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madame Modert!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- …vun der neier Regierung net méi ginn. Pardon?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madame Modert, erlaabt Der, dass den Här Minister Iech eng Fro stellt oder e Kommentar mécht?

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Jo, gären, sécher!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dat ass ganz léif, Madame Modert. Ech si jo ganz frou, dass Der meng Verdéngschter als President vum Syvicol hei ervirsträicht. Mä ech denken, dass dat keng Konzessioun vis-à-vis vum Syvicol war, mä ganz einfach eng Unerkennung vun de gesetzleche Realitéiten, déi am Gemengesecteur sinn. An do ass et nämlech esou, dass de Schäfferot einfach per Definitioun de Chef d'administration ass. An dat kann een net mat engem anere Reglement ausser Kraaft setzen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass richteg, Här Minister. D'Gesetzeslag oder d'reglementaresch Lag war déi. Et waren och nach aner Argumenter derbäi, fir et souwisou och nach ze froen.

Mä egal wéi ass dee System jo elo ofgeschaaft. Dir hutt déi Prozeduren do geännert, soudatt ech, wéi gesot, bedaueren, datt elo haaptsächlech d'Valeur vun deem Eenzelnen nëmme ka gekuckt ginn, wa se negativ ass, an net méi esou vill zielt, wa se positiv ass. Déi Motivatioun, ëm déi et eis gaangen ass, war e wichtegen Aspekt. A fir och emol eng Kéier kënnen eng Unerkennung ze kréien, dat war am Fong geholl de Punkt, deen eis och ganz wichteg war. Et gëtt och elo keng Bewäertungselementer méi vun ënnen no uewe mat där neier Prozedur.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach zum Accord salarial. De Rapporteur huet dat scho ganz gutt och exposéiert, datt 2010/2011 eng Nullronn war. Et ass scho ganz laang hier, datt beim Stat eng Nullronn war, déi leschte Kéier wuel an den 80er Joren, wéi d'Stolkris war. An ech denken, dat muss een och ënnersträichen an unerkennen.

Bei der Nullronn kënnt jo derbäi, datt d'Gehälterofkommes vun 2011 op zwee Joer ausgesat an no hanne geréckelt gi war. Och dat ass aussergewéinlech, a mir waren dankbar, datt d'CGFP 2012 op eis Demande agaange war, fir zwee Joer ze reportéieren, als Spuereffort zu Zäite vun der Kris. Dat heescht, datt et elo am Joer 2015 fir d'Éischt zënter 2009 eng Punktwäerterhéijung wäert ginn. Dat sinn dann ëmgerechent ongefeier 0,4% op d'Joer. Dat géif an anere kollektivvertraaglech organiséierte Secteure sécherlech net als iwwerdriwwe Gehälterpolitik gesi ginn.

Deemools hat am „Journal" gestanen, „die Staatsbediensteten" wäre mat dem „Manna ihrer Herren beglückt" ginn. Et sief awer bemierkt, datt sech 2011 um Tariffofschloss fir de Finanzsecteur inspiréiert gi war.

Mir hunn aus dem Mond vum Rapporteur dës Deeg an de Medien héieren, datt elo de Gehälteraccord ganz huerteg ausbezuelt wäert ginn. Dës Regierung huet jo och e wierklech gudden Drot zum Statsrot, soudatt deen extra eng Sitzung aberuff huet, fir muer de Moien iwwert d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze entscheeden. Domat kéinten d'Gesetzer, déi mir haut diskutéieren, och ganz séier promulgéiert ginn an a Kraaft trieden.

Do sinn der och sécher vill frou driwwer, dat kann och ganz gedeelt ginn. Dat waren Informatiounen, déi mir als Deputéiert sécherlech och gär an der Chamberskommissioun gehat hätten, well dat ass jo e wichtegt Element, dat och zum Akraafttriede vun deenen Texter hei gehéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, nach zwou lescht Bemierkungen, obschonn och de Rapporteur dat scho gesot hat. Mir hunn elo hei een eenzegen Text fir den transitoresche Pensiounsregime. Ech mengen, datt dat och e wichtege Punkt ass.

A mir hunn e Code de déontologie virgesi gehat, vun deem natierlech d'Basis am Gesetz vum Statut sollt geschaaft ginn, deen natierlech awer op d'Bedenke vum Statsrot hin elo net méi esou drasteet, wéi en do drastoung. Déi betreffend Passagë sinn erausgeholl ginn. D'Viraarbechte sinn allerdéngs geleescht. An ech denken, datt d'Regierung de separaten Text dann och sécher geschwë wäert virleeën. Vläicht kënne mer do och e puer Prezisiounen herno dozou kréien.

E lescht Wuert zu dem Statsrot sengen Oppositions formelles, well do jo vill Tënt driwwer gefloss ass an déi Zuel vun 100 ëmmer nees an de Mond geholl gi war.

Jo, et waren der eng gutt Zuel, awer et sinn och vill Texter, vill Artikelen. An et ass, an dat

muss ee bemierken, eng nei Jurisprudenz vum Verfassungsgeriicht komm gewiescht. Déi war postérieur zum Dépôt vun de Gesetzesprojete vun der Reform hei an der Chamber. Logescherweis konnt dat net antizipéiert gi beim Schreiwe vun den initialen Texter, soudatt een déi Opposition-formellen do guer net hätt kënne vermeiden.

An et si ganz vill rekurrent Oppositioune gewiescht. Et sinn en Deel technescher gewiescht, dat sinn der, wéi „notamment" ze sträichen, déi iwwregens keng Oppositions formelles kritt hunn an engem anere Gesetzestext, deem vum Artistestatut, do hat de Statsrot dat net mat enger Opposition formelle geahndet.

Et sinn och duerno, no den Amendementen, nach Opposition-formellë rescht bliwwen, och do rekurrenter zum Deel, och do technescher, och do e puer anerer. Ech mengen, datt esou grouss Texter an esou grouss Reforme wéi déi heite sécherlech och net ouni Feeler auskommen. Mir sinn ëmmer frou, wann de Statsrot se natierlech dann erausfënnt an eis seet, wéi mer et solle besser maachen.

Dir Dammen an Dir Häre, déi Texter kommen haut hei zur Ofstëmmung. Wéi gedenkt d'Regierung elo virzegoe fir d'Emsetzung?

Et war emol ugeduecht, en interne paritéitesche Begleetgrupp anzesetzen, fir d'Emsetzung vun der Reform virzehuelen. Ech weess net, wéi sech déi nei Regierung do derzou positionéiert. E ganze Koup nei Formatioune mussen nach ausgeschafft ginn. Am INAP mussen Ännerunge kommen, vläicht och an hirem Gesetzestext, an da wäerte sécherlech och nach Froe sech stellen. Härtefäll kommen och vläicht op. Dofir ass et och eng Fro, ob net vläicht an zwee, dräi Joer d'Regierung gedenkt, e Bilan vun der Mise en œuvre vun dësen Texter ze maachen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen zum Ofschloss vu menger Interventioun. Ech wëll betounen, an ech mengen, dat ass awer och eppes, wat ganz wichteg ass an aus dem Esprit vun dësem neie Gesetz erausgeet: Mataarbechter si wäertvoll am ëffentleche Secteur an an all Betrib. Ouni si géif een näischt maachen, kéint een näischt schaffen an näischt erreechen.

Et ass definitiv net d'Zil vun der Reform, d'Beamten ze bestrofen, mä d'Motivatioun ze förderen an d'Qualitéit vum ëffentlechen Déngscht ze verbesseren. Ouni e performante Service public och kee performant Land. E performanten an effikassen ëffentlechen Déngscht ass wichteg fir eng performant Ekonomie. An eng performant Ekonomie kënnt dem ëffentleche Secteur zegutt.

Ech hunn ëmmer gesot, datt et eis als deemoleg zoustänneg Ministeren ni dru geleeë war, fir ëffentlechen Déngscht a Privatsecteur géinteneen auszespillen, mä fir Brécken ze bauen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, et ware vill Verhandlungen ënnert där aler Regierung, et waren och nach Gespréicher, e puer, ënnert dëser Regierung. Mä mir, de François Biltgen an ech, wollten deemools déi gréisstméiglech Concertatioun. Sécherlech waren et laang an och alt schwiereg Verhandlungen, mä mir wollten den Dialog hunn. Dat wollt och déi ganz Koalitioun, déi ganz Regierung deemools.

Mir wollten den Dialog net ofbrieche loossen, och net duerch d'Conciliatioun oder an der Conciliatioun. Mir sinn der Meenung, datt den Dialog och virugefouert muss ginn.

Wësst Der, fir déi eng war d'Reform soss näischt wéi de Bewäertungssystem. Fir déi aner nëmmen d'Stageindemnitéiten. Fir nach anerer just e schlecht Reklassement. An dobäi ass et esou vill méi a kann net einfach op eent vun de villen Elementer vun der ganzer Reform reduzéiert ginn.

Ech gi mech och der Hoffnung hin, datt et och haut ënnert dëser Konstellatioun, ënnert der neier Majoritéit net nom Aschenputtelprinzip fir dës Texter wäert goen: Die Guten aus Ärem Töpfchen, die Schlechten, dat ware mir, déi Regierung virdrun.

Déi heiteg Regierung huet nach en Deel Ännerunge gemaach un den déposéierte Gesetzesprojeten, technescher a juristescher, och fundamentaler Natur, déi och net all op Bemierkunge vum Statsrot zréckginn. Falls dat esou wär, datt se nach mat anere Passagen, Elementer an Neierungen net d'accord gewiescht wär, déi aus der viregter Regierung hirer Fieder stamen, dann hätt se jo och dat nach kënnen änneren. Et kann een et sécher ëmmer besser maachen. An da muss een och nach besser Virschléi maachen a bréngen.

Loosse mir all zesummen net aus dëser Reform eppes maachen, wou jiddwereen eppes dergéint huet, egal aus wéi engem Secteur, egal aus wéi enge Reien, a wou keen eppes ze wannen huet.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, dat heiten ass eng grouss Reform. Dofir wëll ech fir ofzeschléissen en décke Merci ausdrécken un all déi, ouni déi dëse Pak net méiglech gewiescht wär: de Mataarbechter a Matdenker aus de Ministèren a ganz besonnesch dem Fonction-publiques-Ministère, aus der Chamberskommissioun an aus der Fraktioun. Merci, well dat hei war vill Aarbecht, an et bleift nach Aarbecht fir en Deel vun hinnen, elo wou et ëm d'Emsetze geet vun den Texter.

Et ass eng Substanzreform mat villen Neierunge fir d'Moderniséierung an der Fonction publique, ee Gesamtpak. Dofir ass et gutt, wann d'Reform vun enger breeder Majoritéit gedroe gëtt, och wann et plazeweis op eenzelne Punkte verschiddenaarteg Vuë ginn. Och d'CSV ass jo net mat allen Ännerunge vun den Amendementen d'accord. Awer am grousse Ganzen ass de Gesamtpak respektéiert an nach ëmmer grousse Linnen, mat deenen och mir eis weiderhin d'accord erkläre kënnen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech ginn heimat d'Zoustëmmung vun der CSV zu dëser Reform.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Villmools Merci, Madame Modert. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Hei sinn ech erëm. Aus verständleche Grënn dinn ech mech elo natierlech e bësse schwéier, fir dem Rapporteur ze gratuléiere fir seng Berichter,…

(Hilarité)

…mä sidd awer alleguerte verséchert, datt ech hannert deene Berichter stinn.

(Hilarité)

Ech hu virdru mäi Rapport opgehalen, andeems ech sot, datt mer eng gutt Fonction publique hunn hei zu Lëtzebuerg. An ech wéilt elo, wou ech fir eis Fraktioun schwätzen, och genee do weiderfueren.

Jo, mir hunn eng gutt Fonction publique. Als klengt Land brauche mer och eng gutt Fonction publique. Als klengt Land musse mer nämlech déiselwecht Flichten erfëllen an Déngschter leeschten, wéi déi grouss, sief dat, wann et ëm d'Sécherheet vun eise Bierger geet, d'Erzéiung, den ëffentlechen Transport, d'Gesondheetswiesen, d'Verwaltung insgesamt, oder nach, wann et ëm d'Emsetze geet vun deem, wat ënner anerem zu Bréissel décidéiert gëtt.

An do brauche mer de Verglach mam Ausland net ze scheien. Et ass net sielen, datt bei eis un engem europäeschen Dossier vläicht een oder zwee Mataarbechter sëtzen, während bei eisen däitschen Nopere sech e ganze Service mat direkt e puer Honnert Leit mat deemselwechten Dossier befaasst.

Wéi och am Ausland gëtt awer och hei zu Lëtzebuerg heiansdo iwwert d'Statsbeamten hiergefuer. Mir Lëtzebuerger si jo dacks a regelméisseg am noen Ausland. Dofir proposéieren ech Iech, huelt Iech emol Zäit, wann Der eng Kéier zu Tréier, zu Arel oder zu Diddenuewen sidd a gitt emol era luusse bei en Arbeitsamt oder en Umeldebüro vun enger Gemeng a kuckt Iech emol do d'Schlaange vu Leit un, déi do waarden, an de Service, deen do gebuede gëtt. Do fält engem séier op, datt mer zu Lëtzebuerg meeschtens gutt a rapid zerwéiert ginn an eise Verwaltungen.

A wann och sécherlech eis Fonction publique net verschount bleift vu Pannen, vu Mësselen oder Retarden, sou soll een net de Feeler maachen an dee ganzen Apparat an een Dëppe geheien.

Firwat soen ech dat alles? Ma, an der Lescht heefe sech alt nees d'Attacken op d'Statsbeamten an op hire Statut, dee mer haut wëlle reforméieren. Et schéngt mer dofir wichteg ze sinn, haut als Politiker e kloert Zeechen ze setzen an eis hanner eis Beamten an hanner eis Verwaltungen ze stellen.

Wien haut beim Stat, bei der Gemeng, op der Eisebunn schafft, dee genéisst eng besonnesch Protektioun - dat stëmmt. Dat muss och esou sinn, well dës Protektioun kënnt net eleng. Si kënnt zesumme mat enger Rëtsch Obligatiounen. De Statut vum Statsbeamte soll nämlech sécherstellen, datt de Bierger Impartialitéit an Neutralitéit garantéiert kritt am Emgang mat de staatleche Verwaltungen.

Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Enseignanten, déi jo speziell an d'Viséier geholl goufen deslescht. Si, d'Proffen, Léierinnen a Schoulmeeschteren, hunn eng vun de wichtegsten Aufgaben an eisem Stat, nämlech eis Kanner op d'Zukunft virzebereeden. Si hunn do eng ganz schwéier Aufgab. Dacks hu se et mat hétéroclitte Klassen ze dinn a mussen awer kucken, fir jiddwereen esou wäit, wéi et nëmme méiglech ass, virunzebréngen. Si gi sech vill Méi, an dat soll och emol eng Kéier gesot sinn.

Ech halen hei net de blanne Plädoyer fir d'Fonction publique, mä de Plädoyer fir e fairen an e sachlechen Discours an der Effentlechkeet iwwer eis Beamten an eis Verwaltungen. Berechtegt Kritik soll ee kënnen duerleeën. Domadder musse sech de Stat a säi Personal och ausenanersetzen. Mä ze behaapten, beim Stat géife lauter Lidderhanesse schaffen: Dat stëmmt net!

Anerersäits wëll ech awer och hei un eis Fonctionnairen a Beamten appeléieren, sech bewosst ze sinn, datt si an engem spezielle Regime sinn, deen hinne jo och gewëss Virdeeler bitt. Et stéisst dowéinst op ganz wéineg Versteesdemech am Privatsecteur, wa sech Beamten zum Beispill doriwwer opreegen, datt hir Pai elo dräi Deeg méi spéit ausbezuelt gëtt wéi soss. Dat zemools, wann ee weess, datt d'Beamte jo virbezuelt ginn an deemno wéineg Grond hunn, sech ze bekloen. Do rësele vill Leit am Land de Kapp an dat déngt de Beamten an hirer Saach nu wierklech net.

Am Privatsecteur goufen an de leschte Jore ganz moderat Lounopbesserungen accordéiert. Dat ass beim Stat net anescht gewiescht, och wann dat elo vläicht vill Leit verwonnert. Am Statec sengem Rapport „Travail et cohésion sociale" vun zejoert kann een noliesen, datt an de Joren 2008 bis 2012 de Salaire moyen nominal an der Administration publique an der Moyenne ëm 0,9% d'Joer gewuess ass, während zäitgläich am Privatsecteur de Salaire moyen nominal ëm 2,2% d'Joer an d'Luucht goung. Dee berühmten Ënnerscheed tëschent de Paien am privaten an am ëffentleche Secteur ass an de leschte Joren also e bësse méi kleng ginn.

D'Fonction publique kennt haut net méi déi regelméisseg Punktwäerterhéijungen aus der Vergaangenheet. Tëschent de Joren 2000 an 2009 gouf et fir d'Statsbeamten zum Beispill all Joers eng Punktwäerterhéijung oder eng Prime unique; an de leschte fënnef Joer allerdéngs näischt méi. Och wann den Écart zu munche Paien am Privaten nach ëmmer grouss bleift, sou soll een awer och fairerweis soen, datt och d'Personal vum Stat a vun de Gemenge sech bewosst ass, datt hei zu Lëtzebuerg d'Beem net méi an den Himmel wuessen, an datt och si, déi virun der Kris jo geschützt sinn, keng iwwerdriwwe Fuerderunge stellen.

Dësen Accord, et gouf schonns e puermol gesot, gouf ausgehandelt vun der viregter Regierung. Déi nei Regierung huet ugekënnegt, dësen Accord ze respektéieren. Zäitgläich awer huet se och ugekënnegt, datt se fir de Rescht vun der Legislaturperiod, also hoffentlech bis 2018, keng weider generell Lounopbesserunge wäert zougestoen.

Zielt een dat alles zesummen, sou kënnt eng Lounopbesserung vun 2,2% bannent quasi zéng Joer eraus. Dat ass räsonabel, well och wann eis ekonomesch Situatioun amgaangen ass, sech liicht ze verbesseren, an eis Statsfinanzen um Wee sinn, sech ze erhuelen, sou musse mer awer nach Fouss bei Mol halen.

Als LSAP sti mer hannert dësem Accord salarial, och well mer domadder d'Hoffnung verbannen, datt dat de Gewerkschaften am Privatsecteur nei a gutt Argumenter gëtt, zum Beispill bei hire Kollektivvertragsverhandlungen. Et ass also ze hoffen, datt déi positiv Entwécklung vun de Salairë beim Stat sech och op d'Paie vum Privatsecteur auswierkt.

An deene leschte Wochen a Méint hu mer als Fraktioun - a wahrscheinlech all d'Fraktiounen heibannen - eng sëlleche Beruffsorganisatioune vum Stat empfaangen. Mir hu mat hinnen iwwert dës Reformen diskutéiert a mir hunn eis och hir Vuen ugelauschtert.

D'Madame Modert sot dat elo grad zu Recht: Net all Mënsch beim Stat an net all Beruffsorganisatioun beim Stat ass zefridde mat dëser Reform, hunn dach verschidde Beruffsverbänn Fuerderungen, déi net an dësem Reformpak zréckbehale goufen. Et ass kloer, datt, wéi bei all Gesetzesprojet, et ëmmer Leit gëtt, déi mengen, si géifen ze kuerz kommen. Si solle wëssen, datt een net alles an ee Pak kann awéckelen, datt een net Bire mat Äppel ka vertauschen an datt de Stat de Kader fir aner Revendicatiounen net zoumécht, och wann dat an dësem Moment technesch a finanziell net méiglech ass.

Eis Regierung huet ugekënnegt, dat, wat tëschent hire Virgänger an der Gewerkschaft ausgehandelt gouf, ze respektéieren an ëmzesetzen, net méi, an awer och net manner. Domadder sinn d'Dieren awer net zou fir zukünfteg Verhandlungen. Well och, wa mer heimadder schonn eng Partie Ongerechtegkeete geléist kréien, esou bleiwen awer nach verständlech an zum Deel och berechtegt Fuerderungen am Raum, déi et gëllt fir d'Gewerkschafte bei den nächste Verhandlungsronnen op den Dësch ze leeën.

Ech denken do zum Beispill un d'Chargés de cours am Enseignement. Natierlech musse si anescht wéi hir Kolleege Professere behandelt ginn. Hei muss en Ënnerscheed bestoe bleiwen. Mä de Stat ass haut och op si ugewisen, fir datt ka Schoul gehale ginn. Enger Verbesserung vun hiren Aarbechtsbedéngungen, hire Kontrakter sollte mer eis dowéinst och net verschléissen. Och musse mer hinnen entgéintkommen, fir de Sprong an déi regulär Enseignantscarrièren ze packen. Well et ass jo dat, wat mer alleguerte wëllen: gutt ausgebilten a forméiert Enseignanten a Proffen, déi hir Exame gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech denken awer och un d'Éducateuren, déi haut virun der Chamber demonstréieren an hir Fuerderungen héichhalen. Si leeschte fir eis Gesellschaft e ganz wichtegen Déngscht, këmmere si sech dach ëm déi an eiser Gesellschaft, déi et am néidegsten hunn, gehollef ze kréien: eis Kanner, déi eeler Leit oder nach déi, ëm déi soss kee sech këmmert. Hire Beruff ass net där einfachster een. A wie sech derfir entscheet huet, Éducateur ze ginn, dee mécht dat aus Iwwerzeegung. An dat verdéngt och Respekt.

Wéi mir alleguerten heibannen huet eis Fraktioun vill Courrier kritt vun den Éducateuren, där diplomiérter oder och vun de Graduéen. Et spiert een an dëse Bréiwer, E-Mailen an Trakten, datt et e grousse Frust gëtt an deem Secteur. An dëse Frust kann een och gutt verstoen. Schliisslech goufe si jo jorzéngtelaang ënnerbezuelt beim Stat a bei der Gemeng, net par rapport zum Privatsecteur, mä par rapport zu anere vergläichbare Carrièrë beim Stat. Hir Diplomer goufe bis elo net esou unerkannt, wéi dat hätt misse sinn.

Domadder maache mer elo ee fir alle Mol Schluss. An Zukunft ginn d'Éducateurs diplômés an der Carrière moyenne an d'Éducateurs gradués an der Carrière supérieure agestallt a bezuelt. Déi, déi haut schonn als Éducateur schaffen, ginn direkt mat Akraafttriede vun de Reformen an deen neien, méi héije Grad vun hirer Carrière eropgeholl. An dëser neier Carrière evoluéiere si dann a kommen deemno och an de Genoss vun der Opwäertung vun dëse Carrièren. Et ass also falsch ze behaapten, si géife manner verdénge wéi hir Kolleegen, déi an Zukunft agestallt ginn.

Ech wëll hei och nach eemol rappeléieren, wat dës nei Carrièren ausmaache fir deen Eenzelnen. Ech sot virdrun, datt dem Éducateur diplômé säin Endgehalt ëm net manner wéi 39% gehuewe gëtt. A Punkten ausgedréckt sinn dat 131 Punkten; an Euro ausgedréckt mécht dat en Ënnerscheed vun iwwer 2.400 Euro. Wie kann dann do nach behaapten, e géif schlecht ewechkommen?

Mir kënnen déi Ongerechtegkeet aus der Vergaangenheet net réckgängeg maachen. Wat mer awer kënne maachen, dat ass derfir suergen, datt an Zukunft beim Stat ee behandelt gëtt wéi deen aneren. An dat maache mer mat dësem Gesetz.

Et sief awer och hei gesot, datt de finanzielle Kader vun dësem Gesetz net all d'Wënsch kann erfëllen. D'Situatioun vun de Statsfinanzen erlaabt et eis leider net, fir allen Doléancë vun alle Beruffsverbänn nozekommen.

Madame Presidentin, an dëser Reform féiere mer och d'Bewäertung vun de Beamten an. Eppes, wat et am Privatsecteur scho laang gëtt, gëtt och elo an der Fonction publique Realitéit. Och de Beamte muss sech vun Zäit zu Zäit a Fro stellen. An et ass jo och positiv, wann ee gesot kritt, wou ee wat gutt mécht a wou ee vläicht nach kann eng Schëpp uleeën.

Mir si ganz averstane mam Minister a mam Statsrot, fir déi Prozedur, déi am Ufank virgesi war, ze vereinfachen. D'LSAP huet sech vun Ufank un dergéint gewiert, hei e bürokratescht Monster ze schafen. Och averstane si mer domadder, datt d'Bewäertung keng direkt Konsequenze méi op d'Paien huet. Wichteg huet et eis awer geschéngt, esou wéi et och elo virgesinn ass, datt et muss Konsequenzen hunn, wann ee Beamte seng Aarbecht net mécht oder widderholl net anstänneg mécht. De Beamte muss gutt geschützt sinn op senger Aarbecht. Dëse besonnesche Schutz däerf awer net mëssbraucht ginn, fir Laxismus oder Onfäegkeet ze förderen. Dofir ass et richteg, datt an dëser Reform och eng Prozedur virgesinn ass, fir deem entgéintzewierken.

Dem Stat si seng Mataarbechter ganz wichteg. De Stage gëtt vereenheetlecht an der Fonction publique an dauert elo fir jiddwereen dräi Joer. Net nëmmen ass dat méi gerecht, mä domadder kënne mer och eng besser Formation initiale garantéieren an d'Leit esou besser op hir Exame preparéieren. Déi Formatioun soll de Leit eppes bréngen. Dofir muss an der Ëmsetzung derfir gesuergt ginn, datt de Contenu vun deene Formatioune sënnvoll ass an net just eng Widderhuelung vun eppes, wat se vläicht schonn an hire Studie gemaach hunn.

Datt de Stat vill Wäert op seng Mataarbechter leet, gesäit een och un der Neierung, datt an Zukunft d'Méiglechkeet geschafe gëtt fir d'Beamten, sech weiderzebilden an zum Beispill en Universitéitsofschloss niewent hirer Aarbecht ze maachen. Och hei wier et flott, wann dëst dem Privatsecteur géif als Inspiratioun déngen, fir eppes Vergläichbares och a senge Betriber ze erméiglechen.

D'Mobilitéit bannent dem Stat gëtt verbessert doduerch, datt mer de Changement d'administration vereinfachen. Wéi dacks kënnt et vir, datt mer déi richteg Leit beim Stat hunn, fir déi eng oder aner Missioun ze erfëllen, mä et dësen awer schwéier gemaach gëtt, fir d'Verwaltung ze wiesselen an esou hir Kompetenze mat eriwwerzehuelen. Hei huet sech eng nei Prozedur opgedrängt, zemools och fir de Wiessel tëschent Stat a Gemengen ze erméiglechen.

Mir féieren och mat dëser Reform d'Retraite progressive an och nach de Service à temps partiel pour raisons de santé an. Esou kann de Stat vun de Kompetenze profitéieren, déi sech vill Beamten an hirer Carrière opgebaut hunn, a mir bréngen e méi fléissenden Iwwergang zustanen, wann e Beamten an déi wuelverdéngte Pensioun geet an en neie Beamte muss agefouert oder ugeléiert ginn. Wiem seng Gesondheet ugeschloen ass, kann awer nach, wann och net méi Vollzäit, dann Deelzäit op d'mannst schaffe kommen. De Service à temps partiel mécht dat elo endlech méiglech.

D'LSAP begréisst, datt mer d'Carrièrë beim Stat regruppéieren an eng méi kloer Gruppéierung vun den eenzelne Carrièrë kréien. Och wann dës nei Tableauen eis haut nach e bësse friem virkommen, esou wäert et an Zukunft méi einfach ginn, sech do zurechtzefannen.

Datselwecht gëllt fir d'Ofschafe vun de sougenannte Kaderen. Och hei ginn eng Partie ganz cocasse Situatiounen ofgeschaaft an et ass séchergestallt, datt jiddweree beim Stat wäert a senger Carrière all d'Grade kënnen duerchlafen, wéi dat och virgesinn ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ee Punkt soll een hei speziell erwähnen, dat ass d'Aféiere vun de Postes à responsabilité an d'Ofschafe vun de Substitutiounsgraden. Hei gi mer endlech op de Wee beim Stat, datt Leeschtung soll belount ginn. Bis elo huet just an eleng den Déngschtalter gezielt. Et ass dëst zwar nach e ganz zaghafte Versuch, déi Leit ze belounen, déi och bereet sinn, Verantwortung am Betrib ze droen, an dach ass et e richtege Schratt an déi richteg Richtung.

D'LSAP ass der Meenung, datt mer an Zukunft méi mussen op dee Wee goen, fir kloerzestellen, datt et och honoréiert gëtt, wann een Asaz weist op senger Aarbecht.

D'Employés de l'État sollen an de Genoss vun deeneselwechte Verbesserunge komme wéi hir Kolleege Fonctionnairen. Ouni si géif eise Stat haut net méi fonctionnéieren. Dofir begréisse mer och, datt si elo hiert eegent Gesetz kréien, dat sech eleng mat hinnen a mat hire Carrièrë befaasst.

Et gëtt awer net nëmme verdeelt mat dëser Reform. D'Viraussetzung bei dëse Reforme war jo, datt se um Enn net méi dierfte kaschten. A wa mer nei Carrièrë schafen a verschidde Kategorië vu Beamte reklasséiert ginn, wat alles eppes kascht, da ginn op där anerer Säit d'Ufanksgehälter gekierzt op wéi gesot 80% respektiv 90% an déi sougenannten Annalle ginn erëm ofgeschaaft a mir kommen zréck op d'Échéances biennales.

Am Sënn vun der Simplification administrative an och am Sënn vu méi Gerechtegkeet begréisse mer déi nei Bestëmmunge fir d'Allocation de famille. Dës Prime, déi och alt emol deen ellenen Numm dréit „Chef de ménage", gëtt elo ausbezuelt un déi Beamten, déi Kanner hunn. Dat fanne mir richteg, bedeiten d'Kanner dach eng wesentlech finanziell Belaaschtung vun engem Stot. No hinne soll gekuckt ginn an net, ob ee bestuet ass oder net.

Här President, ech hunn ewell virdrun a mengem Rapport gesot, datt beim Ëmsetze vun dëse Reforme mat grousser Wahrscheinlechkeet nach wäerte Problemer optauchen, déi mer haut nach net kënne gesinn. De Minister Kersch huet eis an der Kommissioun versprach, datt dës sougenannten Härtefäll, falls se sollten optauchen, nach eemol genee ënnert d'Lupp geholl ginn. Dat fënnt eis Zoustëmmung.

Mir begréissen och ausdrécklech, datt dee Volet iwwert d'Deontologie fir de Fonctionnaire aus der éischter Fassung vun den Texter erausgeholl gouf. Dat, wéi ech virdru sot, well de Statsrot eis do e Strëch duerch d'Rechnung gemaach huet. D'Ausso vum Minister, fir elo beim Status quo ze bleiwen - dat heescht, déi aktuell Texter bleiwen elo emol nach a Kraaft - an dann an noer Zukunft e separat Gesetz ze preparéieren iwwer eben d'Deontologie an awer och d'Disziplin beim Stat, dat ass dee richtege Wee. Dat gëtt eis d'Geleeënheet, dëse wichtegen Deel iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Beamten am Detail ze kucken a mat de Gewerkschaften ze diskutéieren. Och do wäert eis den Avis vun der Chambre professionnelle ganz nëtzlech ginn.

Här President, mat dësem Reformpak léise mer natierlech net all d'Problemer vun eiser Fonction publique oder dem Funktionéiere vun eisem Stat. Mä en hëlleft eis awer e gutt Stéck weider op eisem Wee, de Stat méi effizient, méi dynamesch, jo, an och méi modern ze maachen. De Reformprojet, deen elo um Dësch läit, gëtt vun all deene Parteie gedroen, déi ganz objektiv dëse Prozess schonns zanter Jore begleeden.

Nieft dem Mérite vun der Politik musse mer awer och dee vun de Gewerkschaften ervirhiewen. Ouni hir Kollaboratioun wier dat net méiglech gewiescht. Dëse Reformpak ass e Kompromëss, a bei engem Kompromëss kann ee sech ëmmer eraussichen, ob d'Glas elo hallef voll oder hallef eidel ass.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Als LSAP si mir der Meenung, datt d'Glas hallef voll ass, net well mer onverbesserlech Optimiste wieren, mä well mer an dëse Reformen e gudden Usaz gesi fir eng zukunftsorientéiert Fonction publique.

Eng Fonction publique, déi am Déngscht vun de Bierger steet. A soumadder betrëfft dëst Gesetz net just eleng d'Beamten, mä d'Bierger alleguerten, déi op déi eng oder aner Manéier op d'Servicer, d'Déngschter vum Stat ugewise sinn. Si, d'Bierger, hunn e Recht op e gutt fonctionnéierende Service public, e Service vu gudder Qualitéit, jo, och e frëndlechen an e kompetente Service. Dee wëlle mer mat dëse Reformen och an Zukunft garantéieren.

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir och nach eng Motioun eranzereechen, Här President.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- vu le paquet législatif en matière statutaire et salariale dans le secteur public déposé à la Chambre des Députés en date du 26 juillet 2012, élaboré par le Gouvernement précédent sur base des accords signés avec la Confédération générale de la Fonction publique (CGFP) en date du 15 juillet 2011 et de l'avenant du 27 avril 2012;

- vu l'engagement du Gouvernement issu des élections du 20 octobre 2013 à respecter les accords conclus entre la CGFP et le Gouvernement précédent;

- vu l'accord conclu entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mars 2014 visant à revoir certains points critiques de la réforme projetée, à savoir les dispositions concernant le système d'appréciation, le rapport d'expérience professionnelle, la mobilité des agents pendant le stage ainsi que la fixation des indemnités de stage;

- considérant les modifications apportées aux projets de loi initiaux, qui tiennent compte des remarques, recommandations et oppositions formulées par les différents intervenants dans la procédure législative dans leurs avis respectifs;

- vu l'étendue des réformes soumises au vote des députés en ce jour et l'impact divergent que ces dernières auront sur les différentes carrières dans la fonction publique;

- considérant que ces réformes permettront de moderniser l'appareil étatique et en même temps d'abolir certaines injustices et incohérences existantes au sein de la fonction publique;

invite le Gouvernement

- à suivre de près la mise en œuvre de la réforme et de dresser un bilan, deux ans après son entrée en vigueur;

- à prendre, le cas échéant, les initiatives législatives et/ou réglementaires nécessaires afin de pallier les déficiences éventuellement constatées.

(s.) Yves Cruchten, Claude Adam, Gusty Graas.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools Merci. An domadder soen ech Iech Merci fir Är Gedold a ginn heimadder natierlech den Accord vu menger Fraktioun. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e gutt fonctionnéierende Rechtsstat brauch ouni Zweifel och eng équilibréiert a staark Fonction publique. A bei enger Gesamtreform, esou wéi mer se haut hei diskutéieren, däerf de Législateur sech et net einfach maachen.

An de Législateur huet sech et ouni Zweifel net einfach gemaach. Et war eng ganz laang Etapp, bis mir op der Arrivée ukomm sinn. Sécher ass net alles perfekt, dat ass de Mëtteg schonn hei e puermol ugeklongen. An d'Zukunft wäert weisen, wou nach een oder deen anere Bobbo besteet an datt och nach eventuell eng Rei vun Nobesserunge mussen an d'A gefaasst ginn.

Gesamt gesinn, kann een aus der Siicht vun der Demokratescher Partei soen, datt een net onzefridde mat deem ganze Reformpak hei ass. A wann ech déi eenzel Riedner bis elo hei héieren hunn, da kann een och soen, datt parteipolitesch gekuckt u sech keng grondleeënd Differenzen an Divergenzen hei ze erkenne sinn.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt natierlech de Gros vun der Aarbecht hei vun där fréierer Regierung gemaach gi war an datt jo deemools dee Pak zum Deel och un d'Ofschléisse vun dem Accord salarial gebonne war. Déi virgezunne Wahle vum 20. Oktober 2013 hunn natierlech d'Situatioun geännert. Et koumen nei Négociatiounen derbäi, mä grondsätzlech huet sech u sech am Fong dach net allze vill geännert.

Mir wëssen och aus der Vergaangenheet, datt d'Ofschléisse besonnesch vun Accords salariaux ëmmer ganz schwiereg ass, net nëmmen um Niveau vun der Fonction publique, mä doriwwer eraus an alle Secteuren, an datt dat mat ganz laangwieregen Diskussioune verbonnen ass. Ech wëll och hei ganz kloer nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei visà-vis vum Accord salarial vläicht méi eng reservéiert Haltung hat wéi aner Parteien heibannen.

D'DP ass eng Partei, déi bekannt ass dofir, datt se am Emgang mat ëffentleche Gelder ëmmer eng ganz virsiichteg, eng ganz räsonabel Astellung huet. Mir trieden ëmmer derfir an, datt d'Statsfinanzen an engem gewëssenen Equiliber sinn. An ech mengen, dës Regierung huet jo och en Zeechen an deene leschte Méint gesat, datt se versicht, déi finanziell Situatioun vun dësem Stat ouni Zweifel nach ze verbesseren. Duerfir däerf natierlech d'Fro gestallt ginn, awéifern datt en Accord salarial zu dësem Zäitpunkt gerechtfertegt ass, well et däerf ee jo och net vergiessen, datt esou en Accord salarial jo och nach Konsequenze fir de konventionéierte Secteur huet.

Ech wëll awer do zwou ganz kloer Aussoen am Numm vun der Demokratescher Partei hei maachen. Éischtens, wéi gesot, et ass schonn hei ënnerstrach ginn, deen Accord ass natierlech vun enger viregter Regierung ausgehandelt ginn. Dat ass fir eis eng ganz kloer kontraktuell Verflichtung, a mir sinn eng Partei, déi ganz kloer zu deem steet, wat ausgehandelt ginn ass. Mir loossen net zou, datt Accorden, onofhängeg dovun, wéini a vu wiem datt se ënnerschriwwe goufen, sollen nodréiglech net méi gëllen. An et däerf een och net vergiessen - an zu Recht -, wann een esou Accorden net géif respektéieren, datt dat gegebenenfalls och kéint geriichtlech Nospiller mat sech bréngen.

Zweetens...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wat stoung an Ärem Wahlprogramm?

M. Gusty Graas *(DP).*- Zweetens, an den 90er Joren - an et si jo Eenzelner heibannen, déi kënne sech och nach dorun erënneren - gouf et jo e bësse méi hefteg Ausenanersetzungen tëschent deenen deemolege politesche Verantwortlechen an der Fonction publique, an d'Demokratesch Partei huet deemools och ganz kloer eng Ausso gemaach: Pacta sunt servanda. Och deemools hu mer eis derfir ausgeschwat, datt déi Verträg, déi ënnerschriwwe goufen, misste respektéiert ginn.

Et waren deemools iwwert de Wee vu Gesetzer Ofmaachunge mat Beamte gemaach ginn. D'Demokratesch Partei huet deemools gesot, datt se net géif zouloossen, datt déi Verträg géife gebrach ginn. A mir stinn och nach haut dozou. Un eiser Grondphilosophie huet do absolutt näischt geännert. D'Demokratesch Partei steet also ganz kloer a ganz däitlech zu deem, wat fréier ofgemaach ginn ass, a mir wäerte selbstverständlech och deen Accord salarial hei matstëmmen.

Dës Regierung huet jo dann och kloer zum Ausdrock bruecht, datt eng weider Erhéijung vum Punktwäert an dëser Legislaturperiod net méi wäert méiglech sinn, ebe well déi finanziell Situatioun dach ugespaant ass. An ech hoffen an ech sinn och iwwerzeegt, datt um Niveau vun der Fonction publique déi Attitüd wäert och Gehéier fannen.

Dann däerf een och net vergiessen, datt jo awer an deene leschte Joren ëmmer nees eng Rei vu wichtegen Adaptatioune virgeholl goufen. Ech erënneren och drun, wéi d'Demokratesch Partei an der Regierung war, tëschent 1999 an 2004, du koum et insgesamt zu Erhéijunge vun 8,3%. 2005 sinn d'Gehälter ëm 1% dunn an d'Luucht gaangen an 2006 ëm 0,8%, 2009 war et nees 1,5%. Mir bleiwen och nach wie vor der Meenung, datt och an der Fonction publique solle regelméisseg Adaptatioune vun de Gehälter virgeholl ginn, virausgesat, datt natierlech déi finanziell Situatioun vum Stat dat och erlaabt.

Wa mer scho bei Gehälter sinn, muss een och hei ënnersträichen, datt et richteg ass, datt mer erëm zréckkommen op de System vun de Biennallen an datt mer, wéi gesot, de System vun den Annallen ofschafen. Well d'Fro däerf awer gestallt ginn, ob et gerechtfertegt ass, datt u sech all Joers d'Gehälter automatesch adaptéiert ginn.

Als Géigepol zum Accord salarial - oder als klenge Géigepol - kann ee vläicht hei och soen, datt jo eng Rei Moossname getraff goufen, déi u sech dozou dénge sollen, fir och natierlech d'finanziell Situatioun an deem Sënn beim Stat ze verbesseren.

Ech denken un d'Ofschafe vun dem Trimestre de faveur, dee mer haut - zwar iwwer en anert Gesetz - och am Gemengesecteur aféieren (veuillez lire: och am Gemengesecteur ofschafen). Och do, mengen ech, soll een awer eng éierlech, eng kloer Sprooch schwätzen: Och do kann d'Fro gestallt ginn, ob et gerechtfertegt ass, datt e Beamten, deen net méi aktiv ass, awer trotzdeem nach Urecht huet, dräi Méint duerno säi vollt Gehalt ze kréien.

Ech weess, et gëtt do historesch Ursaachen, an déi goufen eis jo och vu kompetenter Säit aus erkläert, firwat datt dat deemools agefouert ginn ass: fir eben et ze verhënneren an der Zäit, wéi et vläicht nach méi komplizéiert war, Pensiounen auszerechnen, fir dann ebe Leit während enger gewëssener Zäit praktesch ouni Akommes dosëtzen ze loossen. Haut liewe mer an engem aneren Zäitalter. Haut hu mer, géif ech jo awer mengen, eng gutt Informatik zur Säit, soudatt u sech dat manner dierft de Problem sinn.

Och wann Eenzelner nach ëmmer mengen, dat misst bäibehale ginn aus deene Grënn, esou ass d'Demokratesch Partei allerdéngs der Meenung, datt et richteg war, den Trimestre de faveur ofzeschafen. Am schlëmmste Fall kéint ee jo gegebenenfalls iwwer Akonte fueren, wa sech nach sollten esou Situatiounen astellen.

Op där anerer Säit muss een och nach vläicht e Wuert iwwert de Congé hei verléieren. Dir wësst jo, datt och nach ëmmer Congé ausbezuelt ginn ass proportionell zu där Zäit, wou een theoretesch nach am Déngscht während engem Joer gewiescht wier, och wann ee schonn éischter a Pensioun gaangen ass. Och do bleiwe mer awer der Meenung, datt et gerechtfertegt ass, datt dee Privileg u sech elo net méi ka bestoen.

E klengen Detail, deen u sech nach net weider hei ernimmt ginn ass, wat elo zwar méi de Gemengesecteur betrëfft, mä deen awer och an d'Logik vum Spuere sech areit, och wann et vläicht nëmmen e ganz klenge Prozentsaz ausmécht, dat ass déi Prime, déi nach um Niveau vum Gemengesecteur besteet, op déi Beamten u sech Urecht hunn, wa se dozou bäidroen, wa se duerch hir Iddien am Fong wëllen de Budget hëllefe sanéieren. Ech mengen, dat ass eng archaesch Prime, déi och elo zu dësem Zäitpunkt ofgeschaaft gëtt. Ech si bal iwwerzeegt, wann ee géif e klenge Sondage maachen, och bei de Gemengeresponsabelen, datt een oder deen aneren emol net wéisst, datt et esou eng nach géif ginn.

Den zweete Volet vum Accord salarial ass natierlech déi Prime unique. Duerch d'Gesetz vum 7. November 2007 war jo u sech de Prinzip vun där linearer Erhéijung an der Fonction publique also deemools gebrach ginn. A fir d'Éischt gouf dunn eng Prime unique agefouert fir d'Joren 2007 an 2008. Et ass dat e Modell, deen ee gegebenenfalls och a Krisenzäite soll a kann zréckbehalen.

Den drëtte Volet, d'Schafen, wéi gesot, vun zwou Crèchen an d'Erhéijung vum Congé so-

cial vu véier op aacht Stonne fënnt selbstverständlech och eis Ennerstëtzung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidert gréissert Element ass natierlech d'Aféiere vun enger neier Carrièresstruktur. Et muss ee sech natierlech dru winnen, fir vläicht elo net méi vu Carrièren ze schwätzen, mä mir musse jo ewell neierdéngs den Term „Kategorie" gebrauchen. Un déi nei Definitioune muss ee sech dann allerdéngs nach gewinnen.

Et ass evident, datt mer forcéiert waren, de Bologna-Prozess hei ëmzesetzen, an datt et och huet missen zu Adaptatioune vu Carrièrë kommen, de Bologna-Prozess, dee jo virun allem seng Répercussiounen an de Carrières supérieures huet mam Schafe vun de Kategorien A1 an A2.

D'Redaktere waren natierlech an enger Ufanksphas net esou ganz frou iwwert d'Schafe vun där neier Carrière supérieure, wat och zu engem gudden Deel novollzéibar ass. Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, datt jo awer de Moment nach ëmmer déi Disposition transitoire besteet, datt och e Redakter kann nach zu dësem Zäitpunkt bis an d'A1-Carrière wiesselen, virausgesat, datt en natierlech gewësse Kritären erfëllt.

Datt d'Employéen net an de Genoss vun dëser Iwwergangsregelung kommen, schéngt mer awer och iergendwéi normal ze sinn, well dat ass jo och aus dem Rapport ervirgaangen, datt ee soll nach wie vor eng gewëssen Differenz tëschent de Fonctionnairen an den Employéen och bäibehalen.

E groussen Avantage vun där neier Carrière A2 wäert sech awer virun allem um Niveau vum Gemengesecteur erausstellen. An et ass och do, wou déi Carrière kann an deem Sënn ganz interessant ginn, well et däerf een net vergiessen, an ech denken hei un déi zwou, dräi wichtegst Fonctiounen, obwuel all Fonctioun wichteg ass am Gemengesecteur, mä déi, déi natierlech awer de Pilier vun enger Administratioun duerstellen, ech denken un de Sekretär, ech denken un de Receveur, do ass et vläicht wichteg, besonnesch um Niveau vum Sekretariat, datt een do an Zukunft Leit huet, déi méi Kenntnisser am Droit hunn.

Dowéinst kann ee sech och virstellen, datt an Zukunft vläicht de Sekretär op de Gemenge muss e Bachelor am Droit hunn, wat mat Sécherheet wäert de Gemengesecteur an deem Sënn avantagéis begleeden, well, wéi gesot, an dat wësse lokal Autoritéiten am beschten, haut e Gemengesekretär jo och héich qualifizéiert Rechtskenntnisser muss hunn. Datselwecht gëllt wéi gesot och fir d'Receveuren, wou ee sech och ka virstellen, datt si e Bachelor an Zukunft wäerten hunn.

Op där anerer Säit muss een och hei soen, wa mer scho vun Titele schwätzen, dat war eng Diskussioun, déi elo vläicht net esou ganz grouss an der Fënster stoung, mä déi awer hannert de Kulisse fir eng gewëssen Onrou gesuergt huet, wat och verständlech ass. Well bei deenen iwwer 400 Carrièren, déi mer jo an der Fonction publique hunn, war et dann iergendwéi normal, well jo och do eng aner Carrièresstruktur geschafe ginn ass, datt een déi Titelen net méi esou an de Vierdergrond stellt.

Dat huet natierlech derzou gefouert, datt eenzel Leit - a wéi gesot, et ass ganz mënschlech - net esou ganz frou waren, datt se eben hannert hirem Numm elo net méi direkt den Titel stoen hunn. Mä et ass jo u sech do e Kompromëss an deem Sënn fonnt ginn, datt am internen Organigramm selbstverständlech nach ëmmer eng Persoun berechtegt ass, hirer Formatioun no den Titel ze droen.

Ech verstinn dat och, en Architekt, en diplomëierten Architekt, dee vläicht just duergestallt gëtt als Responsabele vun de Bauten, datt deen domadder net esou ganz zefridden ass, soudatt wéi gesot an dem internen Organigramm dat awer selbstverständlech ka weidergefouert ginn. An anere Beräicher, wéi an der Police, an der Arméi, hätt dat natierlech net kënnen op déi Manéier ëmgesat ginn, well et sech hei ëm méi hierarchesch Strukturen handelt.

Eng ganz wichteg Ännerung ass natierlech dann awer och d'Suppressioun vum System vum Cadre ouvert a vum Cadre fermé. Do goufen et jo awer am Laf vun de Joren a ganz villen eenzelne Beispiller vill Ongerechtegkeeten. Ech kommen op d'Carrière vun de Redakteren erëm ze spriechen: Do gouf et Redakteren, déi vläicht am Alter vu Mëtt 30 praktesch scho bal am Endgrad waren, an anerer, déi mat 50 nach net esou wäit waren, well se ebe bedéngt duerch de System vum Cadre ouvert an dem Cadre fermé net konnten avancéieren. Där Ongerechtegkeet gëtt jo elo en Enn gesat, wat jo u sech och nëmmen ze begréissen ass.

Natierlech ass och virgesinn, fir nach eng Période transitoire vu fënnef Joer anzeféieren, fir eben, wéi gesot, och gewëssen Härtefäll hei ofzefiederen, op déi schonn eenzel Riedner hei virdrun agaange sinn.

Ech fannen et och normal, datt gewësse Carrièren och vläicht eng speziell Avancementsklausel kritt hunn, sief dat um Niveau vum Sekretariat vu Regierungsmemberen, sief dat op engem aneren Niveau. An deem Kontext kann ee sech och d'Fro stellen, an ech weess, datt och schonn aner Parteien d'Iddi lancéiert haten, ob net awer sollt d'Fonctioun vum politesche Beamten emol op Regierungsniveau geschafe ginn.

Mir wëssen, datt et jo awer fir e Regierungsmember ganz wichteg ass, datt en encadréiert ass vu Leit, zu deenen en absolutt Vertraue kann hunn. Wat natierlech net ausschléisst, datt d'Leit, déi en place sinn, datselwecht Vertraue kënne bréngen. Mä mir wëssen awer ganz gutt, wann ee jorelaang zesumme mat engem geschafft huet op engem aneren Niveau, sief et um parteipolitesche Niveau, sief dat soss op engem Niveau, datt dat sech awer ka vu Virdeel auswierken, wann een deen herno och ka fir eng begrenzten Zäit mat an eng aner Fonctioun beim Stat eranhuelen. Soudatt een déi Diskussioun, déi jo och, mengen ech, vun deene grénge Kolleege schonn eng Kéier opgeworf ginn ass, ouni Zweifel och sollt eng Kéier vläicht méi am Fong nach féieren.

Mir fannen et dann och richteg - an och dat ass e Bewäis, datt dës Struktur, datt dës Neierungen am Fong dorop hinzilen, fir u sech eng Vereinfachung vun der Administratioun, vum administrativen Oflaf mat sech ze bréngen - zum Beispill, datt elo d'Posten net méi onbedéngt mussen op der grousser Place publique publizéiert ginn, mä datt vakant Posten och iwwer Internetsite kënnen dee Moment matgedeelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e wichtege Volet vun där ganzer Reform ass natierlech d'Stagezäit, déi hei och schonn am Detail diskutéiert ginn ass. Ech wëll duerfir vläicht op e puer Aspekter do agoen.

Mir fannen et als Demokratesch Partei gerechtfertegt, datt d'Stagezäit elo vun zwee Joer op dräi Joer eropgesat gëtt. Datt dat och verbonnen ass mat engem gewëssene Verloscht vun den Ufanksgehälter, ass awer, wann een dat e bësse méi am Fong analyséiert, och novollzéibar. Well et däerf ee jo awer och net vergiessen, datt e Stagiaire vu vireran natierlech noutgedrongen net kann deen Know-how mat sech bréngen, datt e Stagiaire muss encadréiert ginn, datt e Stagiaire och nach muss a Coursë goen. E kann also net dee vollen Asaz brénge wéi en normale Beamten.

An datt déi Stagezäit elo op dräi Joer eropgesat gëtt, ass an deem Sënn och erkläerbar, well eben haut och déi ganz Aarbecht vill méi komplex ginn ass a well et also wichteg ass, datt een e Maximum u Formatioun kritt, wat jo dann och erëm derzou bäidréit, datt d'Effizienz an der Fonction publique ka gesteigert ginn. Datt dowéinst och de Patron de stage elo zousätzlech Missioune kritt, datt déi nei formuléiert ginn, reit sech och an déi Logik an. An dann däerf ee jo awer och net vergiessen, datt eng gewësse berufflech Experienz awer och bei der Stagezäit kann ugerechent ginn.

Den Esprit vun enger méi effikasser Gestioun kann een dann awer och doranner erëmgesinn, datt zum Beispill exceptionnellement och elo Employéë kënne fir Poste rekrutéiert ginn, wou een normalerweis misst d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Am Ausnahmefall kann dat also hei elo net musse virgesi sinn.

Och dat ass e Bewäis, datt mer wëllen déi Fonction publique hei nach méi duerchschlagskräfteg gestalten, nach méi effikass gestalten, well et jo awer eng Rei Poste ginn, déi een einfach net vun haut op muer ka mat Fonctionnairë besetzen a wou et wichteg ass fir de Stat, wann e ka kuerzfristeg och op wichteg a gutt Main-d'œuvre aus dem Privatsecteur zréckgräifen. Ech denken un d'Finanzen zum Beispill, ech denken u Fiskalitéit, wou oft awer e groussen Know-how an dem Privatsecteur besteet. An datt mer et hei am Fong geholl elo méi einfach gestalten, fir deen Transfert vum Privé an de Public ze assuréieren, ass eiser Meenung no awer eng gutt Saach.

Virdrun ass schonn hei - zu Recht! - och e Plädoyer fir d'Fonction publique an deem Sënn gemaach ginn, well oft jo - an zu Onrecht - d'Meenung virherrscht, datt an der Fonction publique ee géif automatesch ëmmer avancéieren, datt een do automatesch Urecht hätt op seng Avancementer. Ech mengen, esou einfach ass et och net.

Et muss een dat och e bësse méi am Detail kucken. Déi meescht Carrièrë setze jo viraus, datt een och Exame muss maachen. An op där anerer Säit, wann ech schonn d'Stéchwuert „Examen" hei soen, soll een och nach eng Kéier drop hiweisen, datt och do déi Hürd jo elo u sech verschäerft gëtt! Fréier ass et duergaangen, wann een dräi Fënneftel vun de Punkten hat. Elo muss een zwee Drëttel vun de Punkten hunn. Also och do ass de Bewäis erbruecht, datt et contrairement zu deem, wat nawell gären dobaussen an der Opinion publique gesot gëtt, net esou evident ass, datt een einfach esou an der Carrière an der Fonction publique klëmmt.

Mir fannen et och richteg, datt den Ënnerscheed tëschent de Fonctionnairen an den Employéen u sech nach wie vor besteet. Dat soll natierlech keng Diskriminatioun vis-à-vis vun den Employéë sinn. Mä et däerf een awer net vergiessen, datt a ganz ville Carrièren d'Fonctionnairë mussen zousätzlech Exame maachen.

Op där anerer Säit hunn d'Employéen awer och de Virdeel, datt se kënnen ënner engem aneren Taux agestallt gi wéi de Fonctionnaire, deen nom klassesche 25%-50%-75%-100% fonctionnéiert. Par contre kann awer och den Employé en Taux dertëschent kréien.

Wat awer elo och méi einfach gemaach gëtt, an och dat kann ee begréissen, ech hu virdru geschwat vum Transfert vum Stat bei d'Gemengen, mä och ëmgedréit gëtt et jo elo méi einfach, wann Employéë vum Gemengesecteur bei de Stat wëlle wiesselen, well se eben och elo, wéi gesot, do déiselwecht Rechter kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Reformpak ass jo eng Mëschung aus Upassung un e modernt Statsbild a gläichzäiteg awer och enger Verbesserung vum Ugestalltestatut. Dozou zum Beispill, nieft deene verschiddene schonn opgezielten Adaptatiounen, muss een awer och d'Tatsaach zielen, datt an Zukunft bei enger Promotioun d'Verwaltung gehalen ass, jo och déi gënschtegst Léisung fir de Beamten zréckzebehalen. Och dat war bis dato net de Fall. An och dat ass de Bewäis, datt hei awer am Intérêt vum Beamte reagéiert gëtt.

Mir mussen natierlech och oppassen, datt d'Promotiounen nach wie vor no klore Kritäre musse respektéiert ginn. Wann zum Beispill de Passage an den Niveau supérieur vun der Gehälterskala mat der Obligatioun vun engem Cours iwwer Management public vu mindestens zwielef Deeg verbonnen ass, da soll d'Dispens awer och wierklech d'Ausnahm sinn.

Wann also, wéi gesot, eng Dispens ausgeschwat gëtt, da mussen och ganz kloer Kritäre virleien, firwat datt dat kann an deem Sënn esou virgeholl ginn. Déi Coursë sollen och net nëmmen eng Alibifonctioun hunn. An ech maachen hei eng Referenz och op dat, wat de Conseil État zu deene Coursë gesot huet, dee sech jo derfir ausgeschwat huet, datt praktesch do misst en Ofschlossexame gemaach ginn. Esou wäit muss ee vläicht net onbedéngt goen. Mä wéi gesot, nach eng Kéier: Déi Coursë mussen awer zumindest als Zil hunn, datt awer déi Formatioun och an deem Sënn bei deem eenzelne Beamten esou ukënnt, wéi dat sech virgestallt gi war.

Een Haaptobjektiv vun der Reform besteet jo virun allem doran, fir de Facteur Leeschtung an d'Fonction publique méi eranzebréngen. Well wann eppes zur Onzefriddenheet um Niveau vun der Fonction publique jo awer ëmmer erëm bäigedroen huet, da waren et jo awer och, loosse mer emol soen, déi horizontal Indemnitéiten, déi bezuelt goufen, well eben e Beamten, ob en elo gutt oder net gutt geschafft huet, am Endeffekt dovunner awer kee positivt Resultat hat.

Mir wëssen alleguerten, datt et natierlech zu enger Rei vu Frustratioune gefouert huet, wat jo och normal ass a wat och verständlech ass, wa Leit, déi an därselwechter Carrière sinn a vun deenen een awer eng vill besser, eng gréisser Leeschtung bréngt wéi deen aneren, trotzdeem awer am Revenu op deemselwechten Niveau sinn, datt dat noutgedrongen zu Onzefriddenheete féiert. Dowéinst, wéi gesot, ass et awer elo ze respektéieren, datt mat deem dote Prinzip hei gebrach gëtt, och wann de Bewäertungssystem natierlech net iwwerall op Géigeléift stéisst.

Mir hu jo och do eng Rei Adaptatioune virgeholl, mengen allerdéngs als Demokratesch Partei, datt dee Modell, deen elo zréckbehale ginn ass, och wann en net perfekt ass, awer trotzdeem derzou bäidréit, fir en Ureiz ze schafen, dach awer méi Leeschtung an der Fonction publique ze bréngen.

Natierlech kann een iwwert d'Objektivitéit vun esou engem Bewäertungssystem schwätzen. Ech perséinlech gleewen allerdéngs drun, datt an deene meeschte Fäll, fir net ze soe praktesch an alle Fäll wäert awer d'Objektivitéit hei priméieren an datt och d'Chefs hiérarchiques, déi an éischter Linn natierlech gefuerdert sinn, fir hei Bewäertungen ofzeginn, scho mat deem néidege Fangerspëtzegefill hei awer wëssen eng Appréciatioun opzestellen.

Dann däerf een net vergiessen, datt et jo elo net nëmme reng ëm d'Leeschtung geet, mä et geet zum Beispill och ëm déi sozial Capacitéit vun deem Eenzelnen. Och dat ass ganz wichteg am Zesummeliewen op enger Aarbechtsplaz, datt d'Leit ënnereneen, mateneen harmonéiere kënnen. An och do ass dat oft eng Ursaach, firwat datt et Problemer op der Aarbechtsplaz ginn. Dowéinst ass et wichteg, datt och deem Aspekt hei eng gréisser Opmierksamkeet reservéiert gëtt.

Wéi gesot, nach eng Kéier, mir erwaarden eis elo net déi ganz grouss Wonner vun deem neie System, mä et ass e wichtegen, et ass e gudden Ufank. A wann ech däerf e klenge Lien direkt op déi Motioun maachen, wou jo ënner anerem gefuerdert gëtt, fir no zwee Joer en éischte Bilan ze maache vun all deene Moossnamen, dann, mengen ech, soll virun allem dat heiten ee vun den Haaptaspekter sinn, wou ee sech soll dermat auserneesetzen, fir ze kucken, awéifern datt déi Bewäertungsmoossname sech do an der Realitéit gutt konnten ëmsetzen.

Et ass allerdéngs net nëmmen de Bewäertungssystem, deen zu enger Erhéijung vun der Leeschtung soll bäidroen, mä et sinn dernieft natierlech och nach d'Aféierung vum Système de gestion par objectifs an och festgehalen Organigrammen. Och dat feelt jo oft a Verwaltungen, datt kloer Strukture bestinn, datt kloer Verdeelungen opgestallt gi sinn, wie wat ze maachen huet.

An där Logik vu méi enger effikasser Aarbecht kann een natierlech dann awer och d'Unerkennung vun enger zousätzlecher Prime vun 20 Punkte fir Doktoranden hei ënnersträichen. Well et däerf ee jo awer och net vergiessen, datt och dat kann en Ureiz duerstellen, wann eng Persoun nieft hirem normalen Universitéitsstudium nach zousätzlech en Doktertitel gemaach huet, datt se an Zukunft do Urecht huet op eng zousätzlech Prime vun 20 Punkten. Woubäi ech awer ganz kloer wëll hei ënnersträichen: Och do däerf awer elo net Abus gemaach ginn. Wann en Doktertitel unerkannt gëtt, da muss en awer och an direkter Relatioun zu der Fonctioun beim Stat stoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Reformpak huet als Ambitioun, och d'Motivatioun vun de Beamten ze erhéijen. An de Projet de loi 6462 gëtt jo dann och de Fonctionnairë wéi den Employéen zousätzlech Méiglechkeeten, fir an hire Carrièren e Sprong ze maachen. Dat ass immens wichteg, well wann ee keng Perspektiven huet vun Avancementsméiglechkeeten, ass et evident, datt iwwert d'Joren d'Motivatioun mat Sécherheet net wäert zouhuelen. Ganz au contraire, se wäert ofhuelen.

Datt och do, bei der zousätzlecher Formatioun, ee souguer zum Deel op eng Dispens vun der Aarbecht kann zielen, och dat ass e wesentlecht Element. Och dat ass awer de Bewäis, datt hei der Formation continue e ganz grousse Raum reservéiert gëtt. An datt ee souguer nach an de Genoss ka vu sengem Gehalt bis zu 25% kommen - et soll also kee soen, datt een net och am fortgeschrattenen Alter nach kann op d'Schoulbänk goen. Och dat ass méiglech. Et ass just eng Affär vu wëllen. An dowéinst ass, wéi gesot, déi Iddi hei ouni Zweifel awer och ze begréissen.

Datt een natierlech awer muss gegebenenfalls déi Sue rembourséieren, wann ee virun zéng Joer de Stat verléisst, ass awer och eng Evidenz. Et kann een awer elo net nëmmen de Luussepätter hei spillen an dann op d'Käschte vum Stat sech weiderbilden an dann op eemol awer op eng aner Plaz goen.

Mir hu scho vill hei vu Carrière supérieure geschwat, Carrière moyenne. Et soll een awer och net vergiessen, et gëtt eng ganz Ribambelle vun anere Carrières inférieures, déi genau déi Wichtegkeet hu wéi all aner Carrièren. An dowéinst ass et och ze begréissen, datt hei jo och d'Méiglechkeete bestinn, fir Avancementer ze maachen, fir e Changement de carrière ze maachen, zum Beispill vum Portier zum Huissier.

Méi einfach gëtt et dann och elo, wéi gesot, fir de Changement vun enger Verwaltung duerchzezéien. Och dat war fréier vill méi - oder bis haut jiddefalls -, vill méi schwéierfälleg. Elo geet et jo u sech mat enger schréftlecher Prozedur duer. Och den Transfert vum Stat bei d'Gemenge soll jo da méi einfach gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Pak si jo eng ganz Rei familljepolitesch a sozialpolitesch Moossname virgesinn. Besonnesch begréissenswäert ass, wéi gesot, déi nei Regelung vun der Allocation de famille, déi jo elo uniform mat 27 Punkte festgeluecht gëtt, wat sech jo an éischter Linn och zum Virdeel vun deenen ënneschte Carrièrë wäert auswierken.

A wat och interessant ass a wichteg ass, an ech mengen, et spigelt awer och d'Approche vun dëser Regierung vis-à-vis vun der Entwécklung

an der Gesellschaft zréck: datt hei onofhängeg dovun, ob een elo bestuet ass, onofhängeg dovun, ënner wat fir enger anerer Form datt een zesummen ass, datt hei dat, wat zielt, d'Kand ass, fir datt een Urecht huet op déi Allocation familiale, wann ee Papp oder Mamm ass, an net onbedéngt, ënner wat fir enger Form d'Partenariat geregelt ass.

Déi sëlleche Primmen natierlech beim Stat mussen engem och Kappzerbrieches maachen. Och doriwwer ass diskutéiert ginn. Ech mengen, mir alignéieren eis och do un d'Meenung vum Conseil d'État, deen ënner anerem geschriwwen hat: «Le Conseil d'État regrette que les auteurs du projet de loi n'aient pas procédé à une réforme en profondeur en éliminant la plupart de ces primes et en intégrant dans le barème des traitements celles qui restent justifiées.»

Effektiv si mer och der Meenung als Demokratesch Partei, datt ee sech soll eng Kéier méi am Detail mat sämtleche Primmen auserneesetzen, kucken, wéi eng si justifiéiert, wéi eng si manner justifiéiert, an ob een net kann déi eng oder aner Prime och direkt an d'Grondgehalt integréieren. Et ass en Exercice, deen een ouni Zweifel soll maachen.

D'Pensioun ass et Stéchwuert, wat hei och schonn ënnerbreet ginn ass. Och dozou wëll ech kuerz Positioun huelen. Wat fir eis och ganz interessant ass, datt d'Méiglechkeet eben elo besteet, fir schrëttweis an d'Pensioun ze goen. Och dat beweist dee moderne Kader, dee mer hei setze fir d'Fonction publique.

Et muss een allerdéngs hei drop hiweisen, datt mer jo e relativ ugereegte Schréftwiessel och mam Conseil d'État haten - virdrun ass dat och schonn hei ugeschwat ginn -, wat natierlech de Statut vun den CFLs-Beamten ubelaangt. An och do si mer als Demokratesch Partei der Meenung, datt bis d'Joer 2024 jiddefalls, wou d'CFL déi Fonctioun ze erfëllen huet, déi se de Moment erfëllt, datt dat och soll an Zukunft esou respektéiert ginn.

Leider ass den Taux vun deene Leit, déi während der Aarbechtszäit krank ginn, déi net méi à même sinn, hir Aarbecht ganz auszeféieren, an de leschte Jorzéngte méi grouss ginn. Och do gëtt hei reagéiert. Och do gëtt gekuckt, fir awer zumindest deene Leit nach zäitweileg d'Méiglechkeet ze ginn, weiderzeschaffen.

Och dat ass eng wichteg sozial Moossnam. Et gëtt näischt méi Schlëmmes, wéi wann een einfach esou aus dem Aarbechtsliewen erausgerappt gëtt, op där anerer Säit awer nach gewësse Fäegkeeten huet. Dowéinst ass déi Entwécklung hei ze begréissen. Allerdéngs wëll ech och ganz kloer hei ënnersträichen: Et muss een awer oppassen, datt et net zu Abuse kënnt. Dowéinst ass et och wichteg, datt elo méi regelméisseg Kontrolle virgesi sinn.

An deem Kontext kann een och vläicht elo nach eng Kéier op de Compte épargne-temps hiweisen, dee jo scho laang diskutéiert ginn ass. Och iwwert dee kéint ee sech vläicht erëm eng Kéier Gedanke maachen. Ech mengen, dat ass jo scho bal iwwer e Jorzéngt hier, wou sech domadder auserneegesat ginn ass oder gekuckt ginn ass: Wéi kënne mer deen och an der Fonction publique afféieren?

Vläicht e kuerzt Wuert och iwwert d'Logements de service. Och do ginn et jo eng Rei Ännerungen, dat heescht, datt de Ressortminister elo ka Propositioune maachen. Sécher, dat ass eng Diskussioun, déi jo schonn op engem aneren Niveau gefouert ginn ass. Et muss een do e gewëssene politesche Courage beweisen. Mä och do, mengen ech, kann een awer hei ënnersträichen, datt et e Volet ass, en Aspekt ass, deen ee muss méi am Detail analyséieren. An d'Fro, déi muss gestallt ginn, bei engem ugespaantene Wunnengsmaart: ob et nach gerechtfertegt ass, datt de Stat nach Propriétaire ass vun enger Rei vu Wunnengen, respektiv ob déi Wunnengen nach sollen zu dach ganz favorabele Konditioune verlount ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer iwwert dee ganze Pak hei diskutéieren, da komme mer natierlech net derlaanscht, iwwer eng Rei vu sougenannten Härtefäll ze schwätzen. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, an dat ass och scho bei de Virriedner hei esou ugeklongen, datt dee Moossnamepak hei wäert natierlech eng Rei Härtefäll provozéieren. Ech verstinn och, datt elo gläich, oder schonn elo vläicht virun der Dier eng Rei Leit stinn, déi net zefridde sinn, esou wéi déi Dispositiounen hei zréckbehale ginn.

Ech wëll vläicht kuerz op eenzel Punkten agoen.

Fir d'Éischt de Problem vun den Éducateuren. Et ass och hei schonn ënnerstrach ginn, an zu Recht: Et gëtt keng Carrière, et gëtt keng Carrière, déi esou revaloriséiert gëtt, wéi déi vun den Éducateuren. An zu Recht. An zu Recht! A wann ee bedenkt, datt déi Leit jo praktesch scho während zwee Jorzéngte sech derfir asetzen, datt hir Carrière endlech soll, jo, hirer Ausbildung no reklasséiert ginn, an datt dat elo am Fong geholl eréischt geschitt, dann ass et ze verstoen, datt do eng gewëssen Onzefriddenheet ass.

Et kann een och Verständnis hunn, datt et eng Rei vu Leit gëtt, déi natierlech duerch déi Ëmsetzung hei vun deem Moossnamepak an duerch d'Schafe vun der Bachelorcarrière elo natierlech net an de Genoss vun där erwaartener Erhéijung kommen. Ech zielen allerdéngs do op de gesonde Mënscheverstand virun allem vun deene Betraffenen. Et gëtt nun ebe munchmol am Liewen Trennlinnen, déi ee muss zéien, Échéancen, déi ee muss setzen, Datumen, déi ee muss respektéieren. Hei si mer an deem Fall.

Wa mer hei d'Dier ze vill grouss opgemaach hätten, dann hätt dat natierlech eng Ribambelle vun aneren Demandë mat sech bruecht. An dowéinst, wéi gesot, bei allem Respekt, bei allem Versteesdemech mengen ech awer, datt de Législateur an deem Fall hei net aneschters konnt handelen. An d'Éducateure solle sech, wéi gesot, virun allem bewosst sinn - nach eng Kéier, bei der Gefor, mech ze widderhuelen, mä et ass wichteg, datt een et nach eng Kéier ënnersträicht: Et ass just hir Carrière, déi jo hei ganz considérabel opgewäert gëtt. A wéi gesot, dat hu se och verdéngt.

Mam Ofschafe vun de Grades de substitution entstinn natierlech och an anere Carrièren eng Rei vun Härtefäll. Och do muss een, wéi gesot, spéitstens no deenen zwee Joer, wa mer dee Bilan maachen, kucken, ob gegebenenfalls mussen Upassunge kommen.

Datselwecht gëllt natierlech och mat de Postes à responsabilités particulières. An da si mer natierlech och ganz séier bei der Police. Och do sinn natierlech eng Rei Onzefriddenheeten entstanen, well et ebe riskéiert, datt eenzel Leit déi Perspektiv vu Carrière elo net kréien, déi se sech virgestallt haten.

D'Demokratesch Partei ass sech däers och bewosst. Mir wäerten och mat Sécherheet eis zur Verfügung stellen, fir ze kucken, awéifern datt een och do ka gegebenenfalls gewëssen Adaptatioune virhuelen. An de Minister vun der Force publique huet jo och schonn duerchblécke gelooss, datt e bei der Reform iwwert d'Police wäert kucken, awéifern datt ee vläicht kann déi eng oder aner Adaptatioun do maachen.

Da muss een natierlech och drop hiweisen an där ganzer Problematik, datt jo awer dee Prozentsaz vu 15 kann temporairement op 20 gehéicht ginn, wat natierlech derzou bäidréit, datt d'Zuel vun deene Leit, déi u sech elo géifen theoretesch duerch déi Reform hei manner gutt ewechkommen, datt déi awer da géif erofgoen. Et ass jo u sech net definitiv festgesat, wéi laang datt déi 5% kënne bäibehale ginn, soudatt och do also eng gewësse Méiglechkeet besteet, fir där Problematik do entgéintzewierken.

Ech wëll och net hei verheemlechen, wa mer iwwert dee ganze Reformpak schwätzen a wa mer iwwer eng Rei vu Leit schwätzen, déi net ganz zefridde sinn - an och dat ass kee Geheimnis -, datt et och an der Armél, datt et och do Stëmme ginn, déi vläicht éischter wéilte méi e spezifeschen eegene Statut hu wéi deen, dee se elo de Moment kréien. Mä och do wäert mat Sécherheet d'Diskussioun net um Enn sinn. An och do kann een an deenen nächste Jore sech nach Gedanke maachen, awéifern datt mussen Adaptatioune virgeholl ginn.

Jiddefalls, et kann een hei ofschléissend ouni Zweifel behaapten, datt d'Fonction publique elo an en neit Zäitalter antrëtt, ouni Zweifel och a méi e modernt Zäitalter. Si gëtt méi effizient, an dat virun allem och am Intérêt vun den Haaptakteuren, de Fonctionnairen, de Beamten, allen Ugestallten an der Fonction publique, well eben och elo si virun allem méi Méiglechkeete kréien, hir Tâche méi breet auszeféieren.

Natierlech muss ee sech bei esou Reformen ëmmer e puer kruzial Froe stellen. A besonnesch meng Partei mécht sech ëmmer ganz kloer an däitlech Gedanken: Wivill Stat brauche mer iwwerhaapt? Dat ass natierlech eng Äntwert, déi elo hei net direkt erfuerdert ass. Mä trotzdeem ass et awer wichteg, datt ee sech permanent och do hannerfreet, wéi am Fong geholl de Stat am beschtméigleche ka fonctionnéieren.

A wann een awer hei eng genee Analys mécht vun deem ganze Reformpak, da fënnt een awer schonn zu engem gudden Deel den Esprit eraus, fir dee Stat hei, wéi gesot, méi effikass ze gestalten. Natierlech gëtt et eng Rei vu primären Aufgaben, déi ëmmer, ëmmer mussen an der Hand vum Stat bleiwen! Ech wëll se net all hei opzielen, mä wou mer eis mat Sécherheet eens sinn, dat sinn déi klassesch Verwaltungsaufgaben, d'Justiz, d'Fiskalitéit oder d'Sécherheet.

Ech hunn hei bewosst kee Wuert iwwert den Enseignement verluer, well mäi Kolleeg Lex Delles herno zu deem Beräich méi am Fong Stellung wäert huelen, well e jo och doranner vill méi de Spezialist ass.

Erlaabt mer zum Schluss awer, virun allem och dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, e ganz grousse Merci fir seng ganz Fläissaarbecht hei auszespriechen. Dat war net esou evident. Mir haten, wéi gesot, 36 Sitzungen! 36 ganz interessant Sitzungen, wou zum Deel natierlech, an zu Recht, kontradiktoresch diskutéiert ginn ass, awer ëmmer am Sënn vun der Saach.

Mäi Merci geet awer och un de Minister, virun allem awer och u seng sëlleche Mataarbechter, déi regelméisseg an de Kommissioune waren a wou ech awer ganz éierlech hei wéilt ënnersträichen, datt se an alle Situatiounen, an et ware jo och emol Situatiounen, déi vläicht net ëmmer esou einfach waren, eng ganz gutt Figur ofginn hunn. Si hu bewisen, datt se vill Kompetenz hunn.

A virdrun ass schonn hei e gewëssent Loblied op d'Fonction publique gesonge ginn - dat ass och richteg. Mir solle frou an houfreg sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng staark Fonction publique hunn. Duerch dee Pak hei droe mer ouni Zweifel dozou bäi, datt se déi Stäerkt behält.

Ech wëll dann awer och hei ofschléissend nach soen, datt et wichteg ass, datt déi ganz Moossnamen esou séier wéi méiglech och am Gemengesecteur kënnen ëmgesat ginn.

Fir eis jiddefalls als Demokratesch Partei ass dat hei e wichtege Schrëtt a Richtung vun engem moderne Stat. An deementspriechend wäerte mer selbstverständlech och eisen Accord zu deene sëlleche Gesetzer ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut of iwwer e Pak vun aacht Gesetzer, déi zesumme mat hiren Exposés des motifs e Volume vun iwwer 400 Säiten hunn, déi dräi Joer laang diskutéiert goufen, déi oft amendéiert gi sinn a wou déi verschidde Rapports finals zesumme ronn 660 Säiten ëmfaassen. Derbäi kënnt och nach en néngt Gesetz - och de Rapporteur huet dorop higewisen -, de Projet de loi 6757, deen net direkt zum Pak vun Ufank u gehéiert huet, mä deen awer och uschléissend derbäigesat ginn ass an och derbäigehéiert.

An der Zäit vum Dépôt vun de Projeten, dem 26. Juli 2012, bis dann haut, de 24. Mäerz 2015, ass vill geschitt. D'Ministeren hu gewiesselt: Biltgen, Modert, Kersch. D'Regierung huet gewiesselt, vun de Faarwe vun der Sandinistescher Befreiungsfront aus dem Nicaragua zu de Faarwe vum afrikanesche Stat Gambia.

D'Besetzung vun der Kommissioun vun der Fonction publique huet gewiesselt. De Rapporteur huet gewiesselt. Den Yves Cruchten huet d'Aarbecht vum Norbert Haupert iwwerholl.

Och bei déi gréng ass den Dossier e puermol weidergereecht ginn. 2012 war ech an der Kommissioun vun der Fonction publique, no de Wahle fir d'Éischt d'Christiane Wickler, duerno de Roberto Traversini. A wéi ech am Oktober 2014 erëm an déi Kommissioun hunn dierfe goen, du war den Dossier nach ëmmer um Ordre du jour!

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Un éischter Stell wëll ech duerfir och fir d'Alleréischt deene Leit Merci soen, déi un deem Dossier matgeschafft hunn. Fir d'Alleréischt gëllt dee Merci dem honorabele Rapporteur Yves Cruchten fir säin ausféierlechen, technesche schréftleche Rapport a fir säin ausféierlechen a gutt verständleche mëndleche Rapport, deen en de Mëtteg hei an der Chamber gemaach huet.

E weidere Merci geet un de Minister Dan Kersch, dee mat Rou a Sachverstand ëmmer präsent war an der Kommissioun. Merci de Kolleegen aus der Kommissioun, awer och speziell der Madame Tescher vum Sekretariat vun der Kommissioun an och de Beamte vum Ministère, déi och bereet waren, op Nofro hin zousätzlech Erklärungen ze ginn.

Well den Dossier esou voluminéis ass a well den Här Cruchten esou ausféierlech war - an déi Detailer, déi den Här Cruchten net gesot huet, déi hunn dann d'Kolleege viru mir, d'Madame Modert an den Här Graas, och ernimmt -, duerfir brauch ech a kann ech net op all Detail vun deem Gesetzesprojet agoen. Ech wëll awer kloer an däitlech Positioun fir déi gréng Fraktioun zu dësem Projet bezéien. Ech wäert selbstverständlech och op e puer méi kriddelech Punkte vun der Reform agoen an dozou Faarf bekennen.

Ech wëll och e Bléck op d'Fonction publique werfen am Kader vun der allgemenger Situatioun um Aarbechtsmaart. Dat ass eigentlech de Mëtteg net weider gemaach ginn. Ech wäert e kuerzen Historique vun deene wichtegsten Entwécklungen an der Fonction publique opzeechnen a kommentéieren. An ech wäert och erklären, firwat datt och an eisen Aen déi Reformen, déi mer haut votéieren, noutwendeg a richteg sinn, och wann ee se eventuell net onbedéngt muss als Jorhonnertreform bezeechnen. Dat huet emol de Generalsekretär vun der CGFP gëschter um Radio gemengt.

D'Fonction publique huet e spezielle Statut an eng wichteg Missioun an all Land ze erfëllen, och an eisem Land. De Statut vum Fonctionnaire garantéiert eng gewësse Kontinuitéit, steet fir Loyalitéit vum Personal a fir Onofhängegkeet vun deene Leit, déi do schaffen. D'Fonction publique ass awer och en Deel vun der Aarbechtswelt. An déi Leit, déi an der Fonction publique schaffen, sinn och Salariéen, déi e Patron hunn, de Patron Stat.

Mir wëssen alleguer, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg schaffen a wéi vill Leit bei eis wunnen. Ech brauch do net an den Detail ze goen. Am Graffen: Méi wéi 40% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, si Frontalieren. Manner wéi 30% sinn net Lëtzebuerger Résidenten a gutt 30% si Lëtzebuerger Résidenten. Wa mer eis ukucken, wou déi dräi Gruppe vu Salariéë schaffen, da bestätegt dat statistescht Material dat, wat eigentlech logesch ass a wat mer och alleguer wëssen: D'Lëtzebuerger schaffe gären am ëffentlechen Déngscht oder am assimiléierte Secteur.

Dat ass keng nei Erkenntnis: Den Historiker Vincent Artuso huet a sengem Rapport final iwwert d'Konfrontatioun vum Lëtzebuerger Stat mat den antisemitesche Persécutioune vun den Nazien en interessanten Artikel ugefouert. Deen ass vun 1938 an aus der Zäitschréft vum deemolegen LCGB. Am Här Artuso sengem Rapport steet: «Lorsqu'un Luxembourgeois cherchait à s'employer, il avait plutôt tendance à chercher un poste au sein d'une grande entreprise, financièrement plus solide et offrant de meilleures possibilités d'avancement, ou il préférait se faire engager par l'État, les communes ou les chemins de fer.» Dat schéngt och haut nach esou ze sinn, quitte datt déi grouss Entreprisen net méi esou gefrot sinn. De Stat als Patron ass awer nach ëmmer beléift.

88,2% vun de Salariéen an der Administration publique si Lëtzebuerger. 77,8% vun de Leit, déi fir d'Produktioun an d'Distributioun vu Stroum, Waasser a Gas schaffen, si Lëtzebuerger. D'Netlëtzebuerger schaffen am Privatsecteur. 75,8% vun de Salariéen an de Services domestiques, Botzfraen a Botzmänner, sinn auslännesch Awunner. 52,9% vun deenen, déi a Restaurationsbetriber an an den Hotelle schaffen, ebenfalls. 39,6% vun de Salariéen am Bauberäich sinn net Lëtzebuerger Awunner a 50,5% si Frontalieren. An eisen Industriebetriber sinn 61,9% vun de Mataarbechter Frontalieren, a spezialiséierten technesche Betriber an am Commerce sinn et jeeweils méi wéi 50%.

D'Lëtzebuerger gi gäre bei de Stat, Gemengen oder e Gemengesyndikat schaffen. Dat ass eng Feststellung. Dat ass keng Kritik.

D'Lëtzebuerger hunn och e puer Qualitéiten, déi se fir dës Carrière prädestinéieren: Si schwätze Lëtzebuergesch…

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- …a si schwätzen och alleguer déi aner offiziell Sproochen a si hunn eben d'Lëtzebuerger Nationalitéit. D'Aarbechtsplaze beim Stat sinn net den Ups and downs vun der Kris ausgesat an an der Regel gutt bezuelt.

Vill Leit hei am Haus kommen aus der Fonction publique. Ech selwer och. Wann ech dann awer d'Gefill hunn, net befaangen ze sinn, dann, well ech de Saz aus eisem Code de déontologie kennen, dee seet: «Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage» - mir hunn net an eisem Code stoen «ou un désavantage», vläicht misste mer dat nach derbäisoen - «du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.»

Une voix.- Richteg!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Eng Reform vun der Fonction publique ass ëmmer eng delikat Affär. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, mat där Konstellatioun vun Awunner an

Aarbechtswelt, wéi mir se nun eemol hunn, ass esou eng Reform eng ganz delikat Affär. Mir operéieren um oppenen Häerz vun enger grousser Zuel vu Wieler a Wielerinnen.

Et ass müüsseg, ëmmer erëm de Privatsecteur géint den ëffentleche Secteur opzerechnen. Fir eis ass et kloer: Ouni gutt funktionéierenden ëffentleche Secteur funktionéiert de Privatsecteur schlecht oder net. An ouni liewege Privatsecteur ka sech den ëffentlechen Déngscht net finanzéieren.

Wann een d'Lëscht vum Statec kuckt, wat déi gréisst Arbeitgeber zu Lëtzebuerg sinn, da steet och haut nach ëmmer un éischter Stell de Grupp ArcelorMittal mat 4.600 Leit. Duerno kommen d'BGL BNP Paribas, de Grupp Cactus, de Grupp Post an d'CFL mat ronn 4.000 Salariéen an u sechster Stell d'Goodyear mat 3.250 Leit. An da geet dat esou weider.

Deen allergréisste Patron ass awer nach ëmmer de Stat hei am Land. Am leschte Rapport d'activité vun der Fonction publique steet, datt den 1. Januar 2015 26.670 Leit beim Stat geschafft hunn, Fonctionnairen, Employéen a Salariéen. Haut sinn dat zu 52,2% Fraen. Déi praktesch Paritéit beim Personal ass awer ze relativéieren. Si kënnt doduerch zustanen, datt am Enseignement fondamental en däitlech méi héijen Undeel vu Frae wéi Männer schafft.

Ganz interessant ass och de Fait, datt déi Leit, déi am Enseignement schaffen, am Joer 2014 50,3% vum gesamten Effektiv vun de Fonctionnairen ausmaachen. 1970 huet den Enseignement nach nëmmen 32,2% vum Effektiv vun de Fonctionnairen ausgemaach. 5.600 Fonctionnairë schaffen an de verschiddenen Administratiounen, 2.250 bei Police an Arméi. 515 schaffen an der Magistratur, mä déi hu mer jo am Moment nach net an d'Reform ageschloss.

Ech hu bal d'Halschent vu mengem Liewen - vu mengem Liewe bis elo, ech hoffen, et kënnt nach eppes hannendrun - an enger Uertschaft gewunnt, wou déi meescht Leit entweder bei der ARBED - deemools huet dat vill méi einfach d'„Neelfabrik" geheescht - oder op der Goodyear geschafft hunn. Do hunn d'Leit ëmmer erëm Suerge gehat, Aarbechtsplaze géifen ofgebaut ginn oder hire Betrib géif delokaliséiert ginn. An déi Suerge ware berechtegt.

De Fait, datt d'Aarbechtsplaze beim Stat esou sécher, esou krisegeschützt sinn, kann een net chiffréieren. Mir hunn alleguer scho Geschichten héiere vun dem Salarié, ob Mann oder Fra, deen 30 Joer an enger Firma geschafft huet, seng Aarbecht gutt gemaach huet, sech näischt zuscholde komme gelooss huet an dunn awer praktesch vun haut op muer op der Strooss stoung, well säi Betrib, aus wéi enge Grënn och ëmmer, Faillite gemaach huet oder Aarbechtsplazen ewechrationaliséiert huet. An enger globaliséierter Welt verschwannen oft Aarbechtsplazen onverhofft a schnell. Dat ass schlecht esou. An der Fonction publique gëtt et dat, zumindest zu Lëtzebuerg, net. An dat ass gutt esou!

Dee gréisste Patron hei am Land, wat d'Zuel vun de Beschäftegten ugeet, ass de Stat. Dee gréissten eenzelne Ministère ass, bäi Wäitem, de Ministère de l'Éducation nationale. Dat ass scho méi laang esou. A mat dëser Regierung hu mer dat nach méi däitlech gemaach, well mer jo och nach un de Ministère de l'Éducation nationale d'Enfance an d'Jeunesse drugehaangen hunn. Am Enseignement schaffe ronn 10.000 Leit, déi bal zu 80% de Statut vum Fonctionnaire hunn.

Och wann déi Gesetzer, déi mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn, just d'Fonction publique betreffen, da wësse mer awer, datt nach eng ganz Rei aner Beräicher direkt oder indirekt mat un dës Reform gekoppelt sinn. Ech denken un de konventionéierte Secteur, ech denken un d'Eisebunn, ech denken un d'Gemengen. Eleng d'Stad Lëtzebuerg beschäftegt 3.800 Leit. Déi Reform, déi mer haut diskutéieren a beschléissen, betrëfft also ronn 27.000 Fonctionnairen, Employéen a Salariéë beim Stat direkt. Si betrëfft awer och nach eng Kéier méi wéi 45.000 Leit, déi méi oder manner direkt un der Fonction publique drunhänken. Si betrëfft d'Kafkraaft vu villen Awunner hei am Land. Si wäert och Auswierkungen op Secteuren hunn, déi net direkt eppes mat der Fonction publique ze dinn hunn.

D'Fonction publique ze reforméieren an ze moderniséieren ass alles, mä keng einfach Aufgab. Den Dossier schleeft scho jorelaang. déi gréng hunn am Ufank kritiséiert, datt et zu enger Vermëschung komm ass vu Saachen, déi besser net sollte vermëscht ginn: eng Reform an e Gehälteraccord. Eigentlech huet dat eent näischt mat deem aneren ze dinn. Et ass awer vun Ufank un esou eng Vermëschung gemaach ginn.

Mir hunn et hei mat engem Gesamtpak ze dinn. Ech si frou, datt mer hei esou e grousse politesche Konsens fonnt hunn, fir dee ganze Reformpak ze stëmmen. Déi véier gréisst Parteien hei an der Chamber hunn hiren Accord zu dëse Gesetzesprojeten ugekënnegt. Bei esou engem Gesamtpak fënnt een natierlech och ëmmer deen een oder anere Punkt, deen engem net passt. Wann een dann an der Oppositioun ass, da kann een op déi Punkten drécken. Dat fannen ech och normal an an der Rei.

Ech ginn allerdéngs och dem Minister Kersch recht mat sengem Kommentar iwwer eng ganz Unzuel vun Amendementer, déi eis Kolleege vun déi Lénk schonn an der Chamberskommissioun agereecht hunn. Et huet een den Androck, wéi wann déi Lénk bei allem, wou de Stat Suen ausginn huet, d'accord wieren, a bei allem, wou de Stat probéiert, Suen anzespueren, net d'accord wieren.

Dat ass natierlech och eng Linn. Déi ass och schonn a ville Länner gefuer ginn. Déi huet awer och hiren Deel derzou bäigedroen, datt et a verschiddene Länner zu ganz schwierege finanzielle Situatioune komm ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- déi gréng haten 2013 an hirem Wahlprogramm stoen: „déi gréng werden das vun der CSV/LSAP-Regierung ausgehandelte Gehälterabkommen respektieren", an: „das ausgehandelte neue Beamtenstatut respektieren".

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Kann ech dem Här Adam eng Fro stellen, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann den Här Adam domat d'accord ass.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Gären.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wéisst gären, a wéi enge Länner datt den Här Adam mengt, datt duerch déi Politik, wéi déi Lénk se vertrieden, Schwieregkeeten entstane sinn.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et gëtt eng Rei Länner, och an Europa, Här Turpel, wou e Beamtentum sech entwéckelt huet, wou einfach onendlech vill Leit beim Stat agestallt sinn, wat ganz vill mat enger Korruptioun vun enger gewëssener politescher Klass ze dinn hat, vun enger politescher Kast. Dat ass dat, wou ech drop ugespillt hunn. Ech mengen, Dir wësst och, a wéi eng Richtung datt ech domadder zilen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech mengen, da sidd Der awer och d'accord, fir ze soen, datt déi Kast déi responsabel ass an d'Oligarchen, déi d'Korruptioun steieren an déi d'Korruptioun ufëieren, an datt duerfir net eng Politik verantwortlech ass, déi seet, et muss een eng Émverdeelung an déi aner Richtung maachen. Merci.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Souguer, Här Turpel, wann ech onendlech Riedezäit hunn, ech hunn Iech op Är Fro geäntwert! An Äre Kommentar, deen huelen ech dann zur Kenntnis.

D'Reform vun der Fonction publique war iwwerfälleg. Den Exposé des motifs vum Projet de loi 6457 mécht e ganz interessanten Historique vun der Entwécklung an der Fonction publique a geet och op d'Aspekter vun der Modernisatioun an. Et ass derwäert, dat am Detail nozeliesen. Hei just an e puer Sätz e puer ganz wichteg historesch Momenter fir d'Fonction publique.

1963 hate mer eng grouss Gehälterreform. Do ass ënner anerem festgehale ginn, datt e System vu Points indiciaires géif agefouert ginn. Dat hat de Virdeel, datt ee bei linéairë Lounupassunge just de Punktwäert huet missen änneren.

Een aus eiser Vue genausou wichtege Punkt vum Gesetz vun '63 war d'Gläichstellung vun de Gehälter an den Aarbechtskonditioune fir Männer a Fraen. Virdrun hunn d'Frae just 90% vun der Pai vun engem männleche Kolleeg an därselwechter Carrière kritt.

1986 hate mer d'Härtefällgesetz, wat vill méi war, wéi den Numm ausseet, deen haut nach ëmmer fir dëst Gesetz gebraucht gëtt. Et war och eng Äntwert op eng Zäit vu Moderatioun no de Wirtschaftskrisen. An de 70er an Ufank den 80er Joren hate mer jo schliisslech déi Uelechkrisen. Déi finanziell Situatioun, zum Beispill fir e Schoulmeeschter, deen am Ufank vu senger Carrière stoung, huet sech duerch d'Härtefällgesetz fundamental verbessert.

1999 hate mer eng grouss Pensiounsreform, wou déi zwee Regimmer, dee vum Privatsecteur an dee beim Stat, wäitgehend ugepasst gi sinn. Ab 1999 bezuelen d'Statsbeamten och 8% an d'Pensiounskeess, wéi all aner Salariéen. D'Fënnef-Sechstel-Pensioun vum leschte Gehalt ass zënter 1999 en Auslafmodell ginn. Ënnerscheeder bestinn natierlech ëmmer nach. Et gëtt zum Beispill keng regelrecht Pensiounskeess beim Stat. Et leeft alles iwwert de Budget. Et gëtt keng Reserv. Eigentlech mécht dat d'Pensiounen an der Fonction publique méi onsécher wéi am Privatsecteur.

An der Legislaturperiod 2004-2009 war d'Regierung éischter virsiichteg, wat d'Gehälter a Reformprojeten ugeet. Ech zitéieren ee grénge Deputéierten, deen am Oktober 2007 den Accord vun der grénger Fraktioun zum Gehälteraccord ginn huet: „Mir mengen, datt eng kontinuéierlech moderat Lounpolitik nach ëmmer zu Lëtzebuerg ubruecht ass. Eise wirtschaftleche Wuelstand ass esou enk un de Finanzsecteur gestréckt, datt mir musse vun der aktueller gudder Situatioun profitéieren, fir an d'Zukunft an an d'Diversifikatioun ze investéieren. Mir sinn der Meenung, datt mer vum aktuelle Geldsege vun eiser Finanzplaz profitéiere sollen, fir zum Beispill an d'Recherche, an d'erneierbar Energien, an d'Kommunikatiounstechnologien an esou weider ze investéieren."

An deen Accord war 2007/2008 keng linéaire Erhéijung vum Punktwäert, just eng eemoleg Prime vun 0,9% an eng Punktwäerterhéijung vun 1,5% fir d'Joer 2009. Dat war, wéi gesot, 2007. Mir haten ëmmerhin e Wuesstum vum PIB vu 5-6%. Et huet schonn e bëssen no Subprime-Kris geroch. Mä richteg hu mir déi Kris eréischt ee Joer méi spéit ze spiere kritt. Den Zesummebroch vun der US-amerikanescher Groussbank Lehman Brothers war jo eréischt am September 2008.

Am Mee 2007 hat déi deemoleg Regierung schonn emol e Plan d'action en matière de réforme administrative ugeholl. Deen huet op dräi Piliere baséiert: éischtens Qualitéitsmanagement, virun allem duerch Plans de gestion an duerch Autoevaluatioun an der Fonction publique. Zweete Pilier war de Client. De Client, de Bierger, dee sollt an de Mëttelpunkt gestallt ginn. An drëttens, d'Motivatioun an den Engagement vum Personal sollte verbessert ginn, zum Beispill duerch Mataarbechtergespréicher, duerch e Code de déontologie, duerch finanziell Ureizer, duerch méi einfach Méiglechkeete vu Changementer innerhalb vun der Fonction publique.

Déi Iddie si bei de Gewerkschaften net mat oppenen Äerm empfaange ginn. D'Verhandlunge sinn ënnert der neier Regierung 2009 weidergefouert ginn. Am Juli 2011 ass et zu engem duebelen Accord mat der CGFP komm. Deen Accord hat virgesinn, datt et beim Stat nëmme méi géife véier Gehaltskategorië ginn, datt eng allgemeng Verlängerung vum Stage op dräi Joer kéim, eng Gestion par objectifs, en opwennege Bewäertungssystem fir all Beamten an d'Schafung vun engem Mediateursposten an der Fonction publique, wou de Beamte sech kéint hiwenden am Fall vun engem Litige mat sengem Supérieur hiérarchique.

Den zweete Volet war e Gehälteraccord. Och do sinn d'Donnéeë bekannt. Hien huet d'Ewechfale vun der Krisesteier vun 0,8% vum 1. Januar 2012 u virgesinn - dat ass och agetraff -, eng Prime unique vun 0,9%, déi sollt am Juli 2012 ausbezuelt ginn, an eng Hausse vun de Paie vun 2,2% fir den 1. Januar 2013.

Deen Accord gouf awer vun zwou Säiten a Fro gestallt. Am Parlament ass gemengt ginn, et wier par rapport zu der finanzieller Situatioun - mir spieren nämlech elo voll d'Auswierkunge vun der Finanzkris - praktesch onméiglech, de Leit dobaussen ze erklären, wéi mer et géife fäerdegbréngen, fir an der Fonction publique elo eppes ze ginn, wat mer dann an engem Spuerpak e puer Wochen oder Méint duerno erëm missten ewechhuelen. Mä och vun der Säit vun der CGFP-Basis goufen et vill Kriticke vis-à-vis vun dësem Accord.

Regierung a CGFP sinn an d'Conciliatiounsprozedur gaangen. Et ass zu engem neien Accord Enn Mäerz komm. Do war et e Kompromëss: D'CGFP huet akzeptéiert, datt déi finanziell Mesuren no hanne verréckelt gi sinn. D'Regierung huet akzeptéiert, datt d'Reform vun der Fonction publique eréischt kéim, wann och den Accord salarial ëmgesat géif ginn.

2014, Lëtzebuerg hat eng nei Regierung an d'Fonction publique hat en neie Minister, ass dunn den Avis vum Statsrot komm mat méi wéi 100 Oppositions formelles. Den neie Minister hat net vill Spillraum. An der Regierungserklärung steet, datt d'Engagementer vun der viregter Regierung géife respektéiert ginn, datt den Avise vun der legislativer Prozedur géif Rechnung gedroe ginn an datt de finanzielle Volet un de statutaresche Volet vun der Reform géif gekoppelt bleiwen.

Am Mäerz virun engem Joer ass et zu engem neien Accord komm. A groussen Zich ass de Projet vun der viregter Regierung bäibehale ginn. D'Regierung ass der CGFP allerdéngs och e gutt Stéck entgéintkomm. D'Stagegeld vum drëtte Joer ass däitlech an d'Luucht gaangen. Et gëtt elo 90% vum véierten Échelon an net vum drëtten Échelon, wéi et urspréinglech festgehale gi war. Dat kascht de Stat ëmmerhi ronn véier, fënnef Milliounen Euro méi. An enger Zäit, wou de Stat sech d'Spueren op de Fändel geschriwwen huet, ass dat net näischt.

Nach méi grouss war de Kompromëss, deen déi nei Regierung bei der administrativer Reform agaangen ass. Ee vun den Haaptknackpunkten, d'Evaluatioun vun de Beamten, ass frësch verhandelt ginn. D'Evaluatioun gëtt net méi un d'Carrière gebonnen. Et gëtt nach just eng Belounung mat e puer Congésdeeg.

D'Bewäertung hat virun allem an der Éducatioun fir vill Opreegung gesuergt. Wahrscheinlech wëssen déi Leit, fir déi d'Evaluatioun zu hirer alldeeglecher Aarbecht gehéiert, am beschten, wat dat fir e geféierlecht Instrument ka sinn. D'Evaluatioun ass ëm munneches méi einfach ginn a soll doduerch de Stat och manner Sue kaschten. Och de Mediateur ass aus dem Reformprojet gestrach ginn. Bäibehale ginn ass allerdéngs d'Procédure de l'insuffisance professionnelle, een Novum an der Fonction publique.

Wat sinn dann elo eigentlech weider grouss Neierungen an der Fonction publique?

Op den Accord salarial ginn ech net méi an. Dat ass jo schonn alles gesot ginn, och vu mir virun e puer Minutten.

Mat de Gesetzer, déi mer haut stëmmen, probéiere mer, d'Fonction publique ze moderniséieren. Am Moment sinn d'Carrièrë just op zwee Kritären opgebaut: den Diplom, mat deem ee beim Stat ugefaangen huet mat schaffen, an d'Ancienneté, also d'Déngschtjoren, déi ee beim Stat ugesammelt huet. An Zukunft wäert den Aspekter Responsabilitéit a Performance méi eng grouss Bedeitung zoukommen. Mir wëllen d'Fonction publique net op d'Kopp geheien, net revolutionéieren, mä just moderniséieren.

Eng grouss Neierung betrëfft de Stage fir Fonctionnaire ze ginn. D'Beamten, déi no der Reform, déi mer haut votéieren, hiren Déngscht beim Stat untrieden, mussen dräi Joer Stage maachen anstatt zwee Joer, wéi bis elo. Dës Mesure hat den deemolege Premier Jean-Claude Juncker a senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun de 6. Abrëll 2011 esou annoncéiert: „Fir e Statsbeamten ze sinn, geet et net duer, eppes ze wëssen, et muss een och eppes kënnen. Duerfir gëtt de Stage vun haut zwee op muer dräi Joer verlängert. (...) Wann een am Stage ass, dann ass een um Wee zum Statsbeamten, mä et ass een awer nach keen. Logescherweis brauch deen, deen eppes wëllt ginn, net d'selwecht bezuelt ze gi wéi een, dee schonn eppes ass."

Ech hat schonn deemools déi Formulatioun paternalistesch an onglécklech fonnt. Wollt deen deemolege Premier deene méi oder manner jonke Leit, déi méi oder manner laang studéiert hunn, vermëttelen, datt si näischt wieren?

Dobäi gëtt et eng einfach Erklärung, firwat déi dräi Joer Stage mat reduzéierter Entlounung agefouert gi sinn. Mir hu festgestallt, ënner anerem mat dem Gehältervergläich, dee mer am Mäerz 2010 virgeluecht kruten - dat war en Optrag vum deemolege Minister Wiseler -, datt d'Ufankscarrièrë beim Stat däitlech iwwert deenen am Privatsecteur géife leien: tëschent 12% an 19% beim Secteur, deen d'Fedil representéiert, tëschent 14% an 31% am Bankesecteur.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, datt der e puer vun lech och wëssen, wéi eng Ufanksgehälter esou renomméiert Boîtë wéi PwC oder KPMG bezuelen. Fir déi, déi et net wëssen: Déi bezuelen de qualifizéierte Mindestloun u gutt forméiert Universitären a loosse se duerfir och nach onbezuelten Iwwerstonne schaffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kee vun eis heibanne wëllt esou Zoustänn an der Fonction publique! D'Politik huet awer gemengt, déi Situatioun vun den Ufanksgehälter wier keng gesond a mir sollte reagéieren.

Dat, wat fir d'Ufanksgehälter stëmmt, stëmmt net onbedéngt fir déi ganz Carrièren. Fir net de ganze Gehältersystem op d'Kopp ze geheien, ass d'Iddi, fir d'Stagezäit manner ze bezuelen a se och nach op dräi Joer auszedehnen, zréckbehale ginn. Natierlech kann een driwwer diskutéieren, ob dräi Joer Stage an all Carrière sënnvoll sinn. Mä et läit awer um Patron Stat, déi dräi Joer Stage méiglechst sënnvoll ze gestalten. De Stage ass eng Mesure, fir d'Ufanksgehälter beim Stat e bësse méi niddreg ze halen, fir e speziellen Encadrement fir de Beruffsufänger zouzeloossen an eventuell och nach Suen ze spueren.

Well e besonnesch bei den zukünftege Schoulmeeschteren a Léierinnen am meeschten ëmstridden ass, wëll ech grad just un deem Beispill e bëssen op de Stage agoen.

D'Studente vu Walfer, Baaschtnech, Virton, Léck, Bréissel a Fribourg a vun de Chargés de cours vu Lëtzebuerg wiere sech géint d'80/80/90-Gehälterformule. No hirem laange Studium fanne si sech an eng ongënschteg Situatioun gesat, fir hiert eegent Liewen opzebauen. Een, dee manner verdéngt, kritt zum Beispill och net esou vill Sue vun enger Bank geléint fir seng privat Projeten. Jonk Beruffsufänger, déi vill Käschten a Méi am Studium op sech geholl hunn, brauchen eng hirem Diplom entspriechend Pai, fir kënnen en eegent a selbststännegt Liewen unzefänken. Och dat schreiwen déi Studenten an enger Petitioun, déi se och muer an d'Éducatiounskommissioun verteidege kommen.

Et ass kee frou, wa seng Rémunératioun, déi en zwar nach net huet, awer an Aussiicht gestallt kritt, déi éischt dräi Joer op zweemol 80% an eng Kéier 90% erofgeet. Déi Tatsaach gëtt vu ville Studenten, mat deenen ech geschwat hunn - an ech hu mat ville Studente geschwat -, awer net als wierklech problematesch ugesinn. D'Studente fir de BScE oder eppes Gläichwäerteges am Ausland wëssen, wat hir Kolleegen esou alles um Aarbechtsmaart erliewen. Si schätzen hir zukünfteg Pai als duerchaus korrekt an. Dat sinn déi Erfahrungen, déi ech gemaach hunn.

Ganz schwéier di se sech allerdéngs domat, datt si eventuell de Stage net géife packen. All Joer am Stage gëtt evaluéiert, all Joer muss gepackt ginn. Et kann een och nach am drëtte Joer gesot kréien: Du hues de Stage net gepackt, du däerfs net am Beruff bleiwen.

Mir sinn der Meenung, datt déi Konditiounen, déi an alle Beräicher gëllen, noutwendeg Konditioune sinn. E Stage, wou een net kann échouéieren, ass jo e Widdersproch u sech. Mir sinn allerdéngs och der Meenung, datt den Échec muss déi grouss Ausnahm bleiwen.

Bleiwe mer bei de Schoulmeeschteren. De Kandidat, deen an de Stage geet, huet jo schonn eng universitär Formatioun vu véier Joer ofgeschloss. Hien huet véier Joer Zäit, Energie, Suen investéiert a säi Studium. D'Allgemengheet huet och véier Joer an dee jonke Mënsch investéiert. Eigentlech musse mer dovun ausgoen, datt deen, deen e Brevet kritt, och ka Schoul halen. D'Studente fannen zu Recht, datt si scho vill Stagë gemaach hunn. Op der Uni Lëtzebuerg sinn dat am Ganzen 32 Wochen, also praktesch ee Schouljoer. De Stage, dee si elo musse maachen, fir eng fest Ustellung am Ministère ze kréien, kann also net deeselwechte si wéi dee vun der Uni, an dat ass jo och net de Fall.

Am Rapport zu engem Débat d'orientation iwwert déi verschidden Enseignantsberuffer an der Lëtzebuerger Schoul war schonn am Abrëll 2012 festgehale ginn: «Il conviendrait en effet d'analyser l'opportunité de prévoir un stage dans le cadre de l'insertion professionnelle.» Mir schwätzen hei vum Enseignement fondamental. «De fait, il ne faut pas perdre de vue que l'État en tant qu'employeur possède un devoir de formation de son personnel. Ce stage devrait miser sur une approche réflexive et pourrait prendre la forme d'un accompagnement du candidat dans sa pratique quotidienne.»

D'Studente vergiessen oft, datt d'Uni net identesch mam Stat ass. Ech behaapten emol, datt déi jonk Schoulmeeschteren zwar alleguer den Eed op d'Constitutioun ofleeën, sech awer kaum bewosst sinn, datt se och Fonctionnairë sinn. Ech hunn och mat engem Grupp Studenten am leschte Semester vum BScE nach d'lescht Woch driwwer diskutéiert, ob si sech bewosst wieren, datt se deemnächst Schoulmeeschter oder Léierin a Statsbeamte géife ginn, a wat dat fir si géif bedeiten.

Ech zielen Iech e puer Saachen op, déi als Diskussiounsbäiträg komm sinn: Do kann een eng gewëss Carrière beim Stat maachen. Et ass ee 24 Stonnen op 24 Stonnen a Fonctioun. Dat heescht, och ausserhalb vun der Schoul soll ee sech net de Batti stellen. Et leescht een en Eed. D'Streikrecht ass ageschränkt. Mir hunn déiselwecht Rechter a Flichte wéi aner Fonctionnairen. Et huet een eng gewëss Sécherheet, wat d'Aarbechtsplaz ugeet. Et kann een net niewent der Aarbecht beim Stat eng aner Aarbecht hunn. Mir sinn och un e Secret professionnel gebonnen.

An dunn ass natierlech d'Diskussioun op d'Veréffentlechung vun den Tester am 6. Schouljoer komm. A mir haten nach dëse Méindeg vum Éducatiounsminister erzielt kritt, wéi schwiereg et ass, vu senge Fonctionnairesenseignanten ze verlaangen, en Embargo op engem Regierungstext anzehalen, a wann et nëmme fir e puer Deeg ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll haut keng Debatt lancéieren, ob d'Enseignanten da wierklech mussen all Fonctionnaire ginn. Wann déi Diskussioun allerdéngs sollt geféiert ginn, mir ginn hir och net aus de Féiss. Mir sinn der Meenung, datt de Stage sollt als Ënnerstëtzung vun deene jonken Enseignanten organiséiert sinn an net als Kujenad.

Ech weess net, wéi vill Spillraum den Éducatiounsminister nach an der Ausriichtung vum Stage léisst. Mir stellen de Stage op kee Fall a Fro, kéinten eis awer nach verschidden Änneerunge bei den Ausféierungsbestëmmunge virstellen. Eppes mengen ech awer och schonn haut kënnen ze soen: Den neie Stage am Enseignement fondamental ass mat Sécherheet keng Spuermoossnam.

Mat der Reform gëtt der Neiorganisatioun vun deenen allermeeschte Studiegäng nom Bologna-Prozess Rechnung gedroen. Ee ganz wichtegen Aspekt bei der Reform ass d'Schafung vun enger neier Carrière, der Bachelorcarrière beim Stat. Dat bréngt mat sech, datt endlech eng Rei Bac+3-Leit do agestuuft ginn, wou se higehéieren, an zwar an eng Bac+3-Carrière.

Zu de gréisste Gewënner vun der Reform gehéieren ouni Zweifel - mir héiere se dobaussen - d'Éducateuren an d'Éducateurs gradués.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'Éducateuren an d'Éducateurs gradués waren zënter Jorzéngten, ech géif souguer soen zënter 1973, wou dëse Beruff geschafe gouf, net an där Carrière agestuuft, déi eigentlech hiren Diplomer entsprécht. Si si jorzéngtelaang vertréischt ginn, déi nächste Kéier wier et un hinnen.

Mat dëser Reform ginn endlech d'Éducateurs diplômés an déi Carrière agestuuft, déi hirem Diplom entsprécht, also an déi nei Carrière B, an net méi an d'Carrière vun den Expéditionnairen, wéi bis elo. Mat dëser Reform ginn endlech d'Éducateurs gradués an déi Carrière agestuuft, déi hirem Diplom entsprécht, also an déi nei Carrière Bachelor A2, an net méi an d'Carrière vun de Redakteren, wéi bis elo.

Ech fannen et awer erstaunlech, wann zwee Kolleege vun der CSV de 24. November 2014 eis d'Question parlementaire stellen, wou se op eemol wëllen entdeckt hunn, ech zitéieren: «Les éducateurs et éducateurs gradués ont une place importante dans notre société, pour laquelle ils veulent fournir un travail de qualité.»

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- 20 Joer näischt gemaach!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Wësse si net, datt d'CSV jorzéngtelaang dee Minister gestallt huet, wou déi meeschten Éducateuren agestallt gi sinn? Wësse si net, datt et CSV-Ministere waren, déi jorzéngtelaang iwwerhaapt näischt fir dës Beruffer gemaach hunn?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Näischt! Näischt!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- déi gréng konnte jo net vill maachen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dofir maache mer et elo. Genau dat!

(Interruptions diverses)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'CSV huet also wierklech...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sidd dach fei mateneen!

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'CSV huet also wierklech missen eng Kéier an d'Oppositioun kommen, fir de Wäert vun den éducativë Beruffer ze entdecken!

(Brouhaha général)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir hunn alleguerte vill Maile vun Éducateuren an Éducateurs gradués kritt, déi net zefridde si mat der Reform. A well ech fir déi gréng den Dossier traitéieren, hunn ech am Numm vu menger Partei a menge Kolleegen aus der Fraktioun op all Mail geäntwert, bal op all Mail, zumindest bis deen Dag, wou mer de Rapport an der Chamber ugeholl haten. Dunn hunn ech gemengt, da géif ech net méi äntwerten.

Ronn 200 Leit hu mer eng Zort Standardbréif geschriwwen. Si konnten nëmmen eng Standardäntwert kréien, déi ech hei nach eng Kéier kuerz resüméieren, a wann et nëmmen ass fir déi vill Éducateuren an Éducateurs gradués, déi mer keng Mail geschriwwen hunn.

Mat dëser Reform kréien dës zwou Beruffsgruppe kee Cadeau gemaach. Dat soll och kloer an däitlech sinn. Si kréien endlech dat, wat hinnen zousteet!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Eng gewëssen Onzefriddenheet am Secteur berout dorop, datt déi Leit, déi schonn am Beruff schaffen, zwar de Grad kréien, deen hirer neier Carrière entsprécht, awer nëmmen deeselwechten Échelon wéi deen, dee se hunn, respektiv deen Échelon just driwwer, wann et deeselwechten Échelon net an där neier Carrière gëtt.

Dës Regelung gëllt fir all Fonctionnairen. A kenger Carrière sinn allerdéngs d'Écarten tëschent der aler an der neier Carrière esou grouss wéi bei den Éducateuren. Duerfir mierkt een et hei am beschten, duerfir deet et hei wéi an duerfir schwätze mer jo och vun enger historescher Reevaluatioun vun deene Carrièren. Och wann d'Éducateuren net direkt an de Grad an an den Échelon vun der neier Carrière kommen, da komme se awer an de Benefiss vun den Avancementer vun den Échelone bis un d'Fin de carrière. Spéitstens mat 55 Joer kréie se deeselwechten Échelon de fin de carrière wéi déi Leit, déi an der neier Carrière ufänken.

Den Yves Cruchten huet dat eng Kéier schonn hei gesot an ech hunn deem näischt bäizefügen.

(Interruption)

Well et awer esou wichteg ass a well et nach ëmmer wouer ass, maachen ech mer och e Pleséier draus, et och nach eng Kéier ze soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Een Argument, dat ëmmer erëm an d'Spill bruecht gëtt, ass, datt et bei de Schoulmeeschtere viru Joren anescht gehandelt gouf. Dat ass en Argument, dat net aus der Welt ze schafen ass. Ech konnt jorelaang doheem all Mount vergläichen, wat e Schoulmeeschter a wat eng Éducatrice graduée verdéngt huet, an dat war zu enger Zäit, wou déi zwee Beruffer exakt déiselwecht Studienzäit haten. An dat war 20, 30 Joer esou!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir verweisen dann dorop, datt d'Zäite leider geännert hunn an datt den Accord vun der Reform soll käschtenneutral bleiwen. Ech weess, datt dat e schwaachen Trouscht fir déi Concernéiert ass. Ech ginn dovun aus, datt dës Faiten net vergiess ginn. Et ass jo och net esou, wéi wann an Zukunft keng Gehälterverhandlunge méi wieren a wéi wa keng Gespréicher méi wieren tëschent deene verschiddene Beruffsgruppen an de Ministèren.

Natierlech hu mer op déi vill Kettemailen och mat enger Standardmail geäntwert. Do huet sech dann awer och erausgestallt, datt eng Rei Leit net gutt informéiert waren iwwert d'Reform. Et hu sech Leit geiergert, déi eréischt ganz kuerz am Beruff waren, souguer eréischt ee Joer. Déi sinn nëmme minimal vun där Échelonsgeschicht betraff. Hir Carrière gesäit elo definitiv vill besser aus wéi zu deem Moment, wou se hiren Aarbechtskontrakt ënnerschriwwen hunn. Et ass esou, datt een, deen haut 50 Joer huet a 25 Joer am Éducateursberuff schafft, net déiselwecht Pai kritt wéi een, deen haut ufänkt, se kritt, wann deen da 50 Joer huet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et zirkuléieren awer elo Ängschten, datt elo Leit, déi nei ufänken, Leit mat deemselwechten Diplom, déi scho méi laang schaffen, an der Pai géifen iwwerhuelen. Ech ka mer keng esou eng Situatioun virstellen. Sollt dat awer iergendwou an iergendwann de Fall sinn, da schéngt et mer evident, datt mer mussen nei légiféréieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Relativ gekuckt, schaffe wéineg Éducateurs an Éducateurs gradués direkt an der Fonction publique. Déi grouss Mass vun hinne schafft am konventionéierte Secteur. An eis Regierung huet sech am November vis-à-vis vun de Gewerkschaften engagéiert, d'Opwäertung vun den erzéieresche Carrièrë mat an déi finanziell Enveloppe ze ginn, déi de konventionéierte Secteur an Zukunft kritt. D'Revalorisatioun betrëfft also net just déi kleng Zuel vun Éducateurs-fonctionnaires, mä all Éducateuren an Éducatricen.

Duerfir, Här President, si mir der Meenung, datt, besonnesch wat den éducativë Beräich betrëfft, dës Reform eng wichteg Verbesserung fir e ganze Beruffsstand bedeit.

An ech erlabe mer just hei e kuerzen Hiweis drop, datt et nach e ganz anere Problem gëtt am Beräich vun den éducativë Beruffer, an dat ass d'Definitioun, d'Protektioun vun deem Beruff. Mat der Aféierung vun der Uni 2003 ass zum Beispill den Éducateur gradué ofgeschaaft ginn. Mir hunn déi Carrière nach ëmmer, mä si ass de facto net méi geschützt, an do musse mer eis och zesummesetzen an handelen, well dat kéint wierklech och ganz negativ Auswierkungen op déi ganz éducativ Beruffswelt kréien.

Eng weider Beruffsgrupp huet hir Onzefriddenheet mat der Reform zum Ausdrock bruecht: d'Chargéen am Enseignement. Dank enger verfeelter Personalpolitik an der Vergaangenheet hu mir eng grouss Unzuel vu Chargéen an eise Schoulen. Wann de Stat op Employéen an eise Schoulen zréckgräift, da mussen déi och uerdentlech behandelt ginn. Et ass e Fakt, datt e Véirel vun de Coursë vu Chargéë gehale gëtt. Dës Chargéë mussen ënner faire Konditioune kënne schaffen.

déi gréng hunn d'Fuerderunge vun der ACEL zur Kenntnis geholl a mir sinn der Meenung, datt Handlungsbedarf besteet. Ech wëll awer och kloer soen, datt mer wierklech net all Fuerderung vun de Vertrieder vun de Chargéen deelen.

Ganz interessant ass, datt d'Chargéen endlech och d'Ënnerstëtzung vun de Gewerkschafte schéngen ze kréien. Den SEW zum Beispill versteet de Chargéen hir Roserei a fuerdert duerfir vun de politesche Responsabelen, datt de Chargéen hir Tâche un déi vun allen anere Kategorien alignéiert gëtt an endlech de Wäert vun de Chargés d'éducation an dem Enseignement unzëerkennen. Dat war net ëmmer esou.

Och d'Vertrieder vun der Policegewerkschaft hunn de Wee bei déi politesch Parteie fonnt. Dat ass och schonn haut ugeschwat ginn. Do schéngen och nach Gespréicher ze lafen tëschent der Policedirektioun an dem Minister vun der Force publique. An dann hoffen ech, datt een do och nach op deenen engen oder anere Punkte kann zu engem méi groussen Accord kommen.

D'Evaluatiounsprozedur ass vereinfacht ginn. Ech hat dat schonn am Ufank vu menger Ried gesot.

Positiv ze bewäerten un der Reform ass och d'Méiglechkeet, fir sech iwwer eng Zäit vun dräi Joer progressiv aus dem Beruffsliewen zréckzezéien an esou e fléissenden Iwwergang zur Pensioun ze erméiglechen. Sou gesäit dës Reform vir, datt een zu 50% oder 75% ka schaffen an da gläichzäiteg zu 50% respektiv 25% seng Pensioun an Usproch kann huelen. Mir begréissen dat ausdrécklech.

D'Exigenz, e Schlussrapport vun engem Beamten ze verlaangen, wann en an d'Pensioun geet, ass fale gelooss ginn. Mir fannen dat gutt esou, och wa wahrscheinlech d'Ewechfale vum Trimestre de faveur mat zu där Décisioun bäigedroen huet.

D'Mobilité interne ass méi liicht gemaach ginn.

Duerch d'Aféiere vun enger Gestion par objectifs komme mer enger Gestioun vun der Performance méi no. All Verwaltung soll hir Objektiver festhalen an dann hir Moyenen ofstëmmen, fir zu dësen Ziler ze kommen.

De Code de bonne conduite ass ënnerwee, och wann en elo komplett aus dem gesetzleche Volet vun haut erausgeholl ginn ass.

Am Sënn vun der Unerkennung vun den Diplomer gëtt mat der Reform och den Doktertitel an de Sciencen unerkannt. Sou ass eng Prime vun 20 Indexpunkte virgesi fir déi Leit, wou den Doktertitel, an dat ass wichteg, eng Valeur ajoutée fir d'Missioun um Poste bitt.

Duerch d'Prinzipie vum Lifelong Learning an d'Unerkennung vun der Beruffserfahrung ginn d'Carrièrë beim Stat dynamiséiert. Déi nei individualiséiert Approche gëtt de Beamten d'Méiglechkeet, duerch Weiderbildung an eng méi héich Carrière agestuuft ze ginn. Sou ass zum Beispill den Accès an d'Carrière supérieure duerch d'Redaktioun vun engem Mémoire méiglech.

Här President, mir stëmmen haut e wichtege Reformpak, dee jorelaang verhandelt gouf a wou véier Parteien an der Regierungsresponsabilitéit an de Verhandlungen implizéiert waren. déi gréng hunn ëmmer fir e staarken an effizienten éffentlechen Déngscht plädéiert. Mir hunn eis ëmmer géint eng ultraliberal Politik ausgeschwat, déi gemengt huet, just e méiglechst schlanke Stat wier e gudde Stat.

Éffentlech Déngschtleeschtunge sinn en Déngscht un der ganzer Gesellschaft. Ee Stat, dee gutt fonctionnéiert, ass kee Luxus. A fir datt e Stat gutt fonctionnéiert, brauch e genuch Beamten, déi gutt forméiert sinn, déi motivéiert sinn, déi loyal an onofhängeg sinn, déi sech selwer am Déngscht vun de Matbierger gesinn. E modernen éffentlechen Déngscht muss op Berodung an Ënnerstëtzung setzen an engem Ëmfeld, wou d'gesetzlech Prozeduren net ëmmer méi einfach ginn.

Ech kommen zum Schluss.

Ech hu mer natierlech och nach eng Kéier opmierksam den Optrëtt vum Generalsekretär vun der CGFP als Invité vun RTL gëschter Moien ugehéiert. Zwee Punkten hu mech haaptsächlech interpelléiert. Den Här Wolff seet, an ech ginn him recht, datt d'Aarbecht mat dësem Accord nach net ofgeschloss wier - den Här Cruchten huet an engem Interview gëschter oder haut am „Wort" datselwecht ge-

sot - an datt déi eigentlech Aarbecht eréischt géif ugoe mat der Emsetzung vun der Reform an deene verschiddene Secteure vun der Fonction publique. Hien huet vu groussen Härtefäll geschwat, déi da missten diskutéiert ginn, an indirekt d'Police, d'Éducateuren an d'Chargéen domat gemengt.

Wat seet eise Minister dozou? Wéi vill Spillraum huet hie bei der Emsetzung?

Dann huet den Här Wolff och gemengt, dat wier keng Jorhonnertreform, wat mer hei géife stëmmen, well ënner enger Jorhonnertreform géif hie sech eppes ganz anescht virstellen. A grad just dat géif mech wierklech interesséieren: Wéi stellt ee Generalsekretär vun der representativer Gewerkschaft aus dem ëffentlechen Déngscht sech eng Jorhonnertreform vum ëffentlechen Déngscht vir? Sollten déi Iwwerleeungen eng Kéier a Buchform oder an digitaler Form public ginn, ech wier en interesséierte Lieser.

Ech sinn esou fräi, och nach e klengen Denkustouss fir eng Reform ze ginn. Gëschter si bei eis doheem, bei eis privat doheem, zwee Ziedele fir d'Wahle vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics ukomm. Deen een, dee war fir d'Educateurs gradués an der Éditf, déi däerfen dann an der Grupp G wielen. D'Grupp G ass: «employés, chargés de cours et volontaires de l'Armée et de Police». E bësse komesch ass dat schonn.

An der Kategorie G gëtt et 10.343 Wieler a si däerfen zwee Vertrieder wielen. An der Kategorie B, der Carrière moyenne, gëtt et 4.423 Wieler. Si däerfe fënnef Vertrieder wielen. An an der Kategorie F vun de Ministres du culte catholique gëtt et 344 Wieler. Si däerfen ee Vertrieder wielen. Also déi Pensionéiert däerfe matwielen, duerfir sinn et der esou vill.

(Hilarité)

Mir kréie jo elo nei Kategorien. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer dann och méi eng gerecht Verdeelung vun de Vertrieder an der Statsbeamtekummer kréien.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech brénge den Accord vun der grénger Fraktioun zu deenen aacht Projets de loi aus dem Gesamtpak an zum Projet de loi 6757 an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech den Här Fernand Kartheiser op d'Tribün. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Dir Häre Ministeren, Vertrieder vun der Regierung, ech soen och als Alleréischt eisem Rapporteur, dem Här Cruchten, Merci fir e ganz interessanten a komplette Rapport an enger Matière, déi wierklech extrem komplizéiert ass. Ech mengen, et si jo zéng Joer Verhandlungen, och eng ganz Rei Sessioune vun der zoustänneger Chamberskommissioun sinn ënner senger Presidentschaft gewiescht. Do ass vill Aarbecht gemaach ginn an dat muss een och honoréieren.

Mir hunn als ADR jo och vläicht déi Roll, als éischt Partei ze schwätzen, déi dësen Accorde méi kritesch géintiwwersteet. Et ass jo esou, datt eben, wéi et och ënnerstrach ginn ass, déi dräi Regierungsparteien, awer och d'CSV hiren Accord zu dëse Projete ginn. Mir sinn do e bësse méi distant. Mir wäerten net all Projet matstëmmen.

Fir eis ass dat do elo emol eng hallef fäerdeg Reform. Et héiert ee jo och aus Regierungskreesser, no der Reform wär virun der Reform. An et héiert een hei souguer an der Chamber haut, de Vertrieder vun der DP hat et gesot: „Et ass eng Reform, déi Härtefäll provozéiert." Da froen ech mech awer, ob een als Regierung higoe kann an eis e Gesetz dohinnerleeë kann, wat en Härtefall provozéiert. Et wär eppes anescht, wann ee géif higoen an e Gesetz net stëmmen, oder wann ee géif soen: „Mir kënnen elo nach net alles léisen, et bleiwen nach Härtefäll a mir këmmeren eis gläich drëm." Mä fir eis e Gesetz dohinnerzeleeën, wat - Zitat - „Härtefäll provozéiert", dat ass awer eppes, wou mir mengen, datt dat net dee richtege Wee ass.

Et ass eng Reform, déi fir eis eng Rei Fragezeeche mat sech bréngt, wat de Contenu ugeet, dorobber kommen ech ze schwätzen. Wat den Zäitpunkt ugeet, hat den Här Gras a senger Interventioun gesot, mir wären och un Datume gebonnen. Ech weess net, ob e sech do op déi aktuell Sozialwahle wollt referéieren oder op soss eppes. Dat weess ech net. Mä awer och, wat déi Method ugeet, wéi déi heite Gesetzespropositiounen zustane komm sinn, hu mir gewësse Froen.

Ass do wierklech déi Dialogbereetschaft tëschent der Regierung an de Gewerkschafte gewiescht? Mir héieren déi Kriticke vun de Gewerkschaften, wann et heescht, dat wär net de Fall. An dat, wat mer elo op der Strooss hei erliewe virun der Chamber, datt eben esou vill Beruffsorganisatiounen, sou vill Leit sech mobiliséieren, fir ze demonstréieren an ze protestéieren, dat weist jo awer, datt vläicht net genuch Dialog geféiert ginn ass.

Eenzel Beruffsorganisatioune soen, si hätten iwwerhaapt keng Entrevuë kritt, obscho se bei hire Ministeren Entrevuë gefrot hunn. Dat ass vläicht d'Praxis vun enger Regierung, déi awer ugetrueden ass ënnert dem Fändel vun Dialog an Transparenz, Gespréichsbereetschaft, alles frësch, alles nei maachen. An awer sti mer virun enger Realitéit, déi deem Usproch net gerecht gëtt.

Wann hei d'Regierung seet, si wéilt d'Beamte bewäerten op hir sozial Kompetenz, dann denken ech, datt, wann d'Beamten haut missten d'Regierung bewäerten op hir sozial Kompetenz, kee ganz gutt Resultat dobäi géif erauskommen. Awer mir wësse jo, eng grouss Bewäertung kënnt 2018, an da kucke mer eis dat nach eng Kéier un.

(Interruption)

Mir begréissen als ADR déi Geleeënheet, déi eis haut offréiert gëtt, fir iwwert d'Fonction publique ze schwätzen. An et ass d'Geleeënheet och, fir de Bléck e bësse méi wäit ze werfen, op dat, wat mir eis virstellen ënnert der Fonction publique. Mir denke se op jidde Fall net géint de Privatsecteur, mir denken den ëffentleche Secteur an de Privatsecteur net géinteneen, mä mateneen. Ee brauch deen aneren.

Den ëffentleche Secteur ass niewent senge souveränen Aufgaben e wichtegen Déngschtleeschter fir de private Secteur, deen, dee garantéiert, datt eist Land gutt fonctionnéiert, eis Ekonomie ka fonctionnéieren. An dofir ass et och wichteg, eben déi zwee grouss Secteure vun eiser Gesellschaft mateneen ze denken.

A wien dat wëllt harmonesch gesinn, dee kann also och elo schlecht oprechnen, datt d'Fonction publique nëmmen aus Lëtzebuerger besteet oder zu engem groussen Deel aus Lëtzebuerger, an dorauser e Genre vun Désavantage oder vun enger Besonderheet wëlle kontrolléieren (veuillez lire: wëllen ofleeden). Dat ass an eisen Ae selbstverständlech, datt d'Fonction publique ebe vu Ressortissantë vun deem jeeweilege Land besat gëtt. Dat ass an all Land esou. Dat ass hei keng Ausnahm. Mir hu souguer als Lëtzebuerg verhältnismëisseg vill Auslänner an der Fonction publique schaffen, elo schonn.

Wat wënsche mir eis vun der Fonction publique? Mir hätte gär eng ëffentlech Funktioun, déi politesch neutral ass. Et wär also eng Geleeënheet gewiescht, fir eng Legislatioun ze schafen, déi politesch Cabinete fir Ministere virgesinn hätt. Mir hunn haut zwou Regierungsparteien héieren, souwuel d'Demokratesch Partei wéi och déi gréng, déi déi Méiglechkeet an d'A gefaasst hunn.

Wann zwou vun dräi Regierungsparteien dat wëllen, firwat ass et net gemaach ginn? Et wär dach gutt, wa mer elo net erëm an déi al Reflexen (veuillez lire: an déi al Reflexen géifen zréckfalen). Et gëtt jo ëmmer gesot, den CSV-Stat hätt sech doduerch charakteriséiert, ënner anerem, datt ebe Parteigänger vun der CSV op déi richteg Plaze gesat gi wären. Wann ech Presseartikele kucken, déi an der leschter Zäit publizéiert gi sinn, da si Lëschte vu Sozialisten, Demokraten, Gréngen elo a wichtege Regierungsfonctiounen opgeféiert ginn.

An da muss ee sech d'Fro stellen, ob dann net déi nei Équipe..., wann dat da wouer war vum CSV-Stat - ech perséinlech mengen, et war wouer -, mä dann ass dach awer de Reflex net, fir dat ze änneren, mä da kënnt elo de Gambia-Stat nom CSV-Stat!

Ass dat eng Verbesserung? Neen! Dann hätt ee sollen higoen an et hätt een déi Éierlechkeet sollen hunn an eng Rei vu politesche Funktiounen niewent de Ministeren dann definéiere vu Leit, déi mat de Ministere kënne kommen, eng Zäit dann do kënne bleiwen an déi mat hire Ministeren nees ginn. Awer ech mengen, dat wär eng éierlech Saach gewiescht. An domadder wär de Rescht vun der Fonction publique awer an der Situatioun vun der politescher Neutralitéit bliwwen. Dat ass e wichtegt Element.

Eng zweet Saach, déi mir och als ADR däitlech ënnersträichen, dat ass, datt d'Fonction publique en Deel ass vum souveräne Lëtzebuerg. An dat heescht - ech weess, datt verschidde Leit aus der Regierung déi Begréffer net méi esou gär benotzen, mä si sinn awer wouer a wichteg -, dat heescht, datt d'Fonction publique beim Ausschaffe vu Positioune bedeelegt ass, déi eis national Interessen erëmspigelen a se och international vertrieden.

Firwat soen ech dat hei? Ma, well dat a Fro gestallt ass duerch déi Diskussioun elo am Abléck ëm d'Auslännerwahlrecht. Mir hunn am Abléck an der Fonction publique eng Rei vu Funktiounen, déi Hoheitsfunktiounen, d'Fonctions régaliennes, déi reservéiert si fir Lëtzebuerger, déi souverän Funktiounen ausüben. Wa mer elo higinn a soe mer emol, et géif zur Aféierung vun engem Auslännerwahlrecht kommen, da kéinte jo d'Auslänner bei der Schafung vun de Gesetzer matwierken duerch hir Stëmm an et géif argumentativ ëmsou méi schwéier ginn, fir ze argumentéieren, datt se zwar bei der Bestëmmung vum politesche Pouvoir hei am Land kënne matwierken, awer bei der Ausféierung vun de Gesetzer net.

Mir géifen also ëmmer méi an eng Situatioun kommen, wou mer d'Justificatioun vun der Reservéiertheet vun den Hoheitsfunktioune fir Lëtzebuerger Statsbierger géifen a Fro stellen. Et gëtt do en Zesummenhang. Et ass eng vun deenen Ursaachen, firwat d'ADR sech géint en Auslännerwahlrecht ausschwätzt, well mer mengen, datt déi souverän Interesse vum Land sollte vu Statsbierger vun deem jeeweilege Land vertrueden an ausgeschafft ginn. Dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, dat gëllt fir all Land op der Welt.

Mir soen och, datt déi lëtzebuergesch Fonction publique soll, muss - net nëmme soll, mä muss! - Lëtzebuergesch schwätzen. Mir hunn hei och an deene Gesetzer, déi eis haut proposéiert ginn, Dispositiounen, déi soen: Et kann een op déi administrativ Sprooche vum Land verzichten, ënner gewësse Konditiounen, wann eng Rei dovunner erfëllt sinn: zwee Examen an et hätt sech kee gëeegnete Kandidat da gemellt an esou weider.

Dat ass dee falsche Wee! Mir sinn iwwerzeegt, datt, wa Leit wierklech eng Plaz an der Lëtzebuerger Fonction publique wëllen, déi och eng wichteg Qualifikatioun matbréngen, déi vläicht hei am Land net esou einfach ze fannen ass, mä se kréien doduerch eng flott Plaz, eng interessant Plaz, eng, déi hire Qualifikatiounen entsprécht, eng, déi am Verhältnis zum Ausland relativ gutt bezuelt ass, da fannen ech et normal, datt een, wann ee motivéiert ass, fir esou eng Plaz ze kréien, dann och higeet an et léiert een déi Sprooch, déi ee muss kënnen - nämlech Lëtzebuergesch -, fir déi Plaz dann och ze kréien.

Dat ass eng Erwaardung un en zukünftege Salarié, Fonctionnaire, Employé, déi méi wéi justifiéiert ass. Et gëtt keen anert Land op der Welt, souwäit ech weess, wou gesot gëtt: Du kanns zwar bei eis an der Fonction publique schaffen, mä du brauchs d'Sprooch vum Land net ze kënnen. Dat ass eng Evolutioun, déi falsch ass! Mir sollen deen Usproch integral behalen.

Et ass wichteg, datt d'Lëtzebuergescht d'Sprooch vun der Lëtzebuerger Fonction publique ass op allen Niveauen an alle Fonctiounen. An et ass wichteg, datt déi Fonction publique sech och op Lëtzebuergesch un d'Leit adresséiert, datt d'Sitte vun de Verwaltungen op Lëtzebuergesch sinn, datt de Wëllen do ass, Lëtzebuergesch duerchzesetzen.

An ech ka schlecht verstoen, datt mer hei eng Reform vun enger Verfassung presentéiert kréien, an där dann drasteet - endlech! -, Lëtzebuergesch ass d'Sprooch vum Land, qan da gi mer awer hin an de Beamtegesetzer a mir fänke schonn nees un, Ausnahmen ze redigéieren. Dat ass net logesch. Et ass net kohärent. Et ass fir eis och net akzeptabel!

Mir wëlle weider als ADR keng plethoresch Fonction publique. Mir wëllen natierlech, datt, wann de Stat Aufgabe kritt, genuch Leit do sinn, fir déi Aufgaben ze erfëllen ënner anstännege Bedingungen, och qualitativ. Mä mir wëllen net, datt d'Fonction publique ëmmer weider wiisst. Mir soen: esou vill Stat wéi néideg, awer och esou mann Stat wéi méiglech. An et ass wichteg, datt een och, wann een dee Prinzip unhëlt, wéi mir en unhuelen als ADR, datt een dann awer och konsequent weidergeet.

Wann een elo zum Beispill higeet, wéi dës Regierung, an d'Familljepolitik esou gestalt, datt d'Famill net méi gefërdert gëtt, am Hibléck, fir d'Familllje méi oder manner ze forcéieren, fir d'Kanner a Crèchen ze stiechen, da geet een hin an et schaaft een duerch esou eng Moossnam, duerch d'Vernoléissegung vun der traditioneller Famill, eng Situatioun, wou ëmmer méi Leit musse vum Stat oder vun ëffentleche Kollektivitéiten engagéiert ginn, fir da kënnen déi Plazen ze schafen.

Wann een higeet a wéi mir d'Famill fërdert an de Leit awer de Choix léisst, ob se och wëllen hir Kanner an enger Institutioun erzéien, an enger Crèche, dann heescht dat gläichzäiteg och, datt ee manner Emploien an der Fonction publique kreéiert an de Leit méi Zefriddenheet a méi Fräiheet léisst.

Mir wëllen och eng Fonction publique vu qualitativ héijem Niveau. Mir hu gesinn an deene leschte Joren, datt d'Examensresultater a villen Examen ëmmer méi schlecht gi sinn. Dat huet domat ze dinn, datt den Niveau an de Schoulen - loosse mer et dach éierlech zouginn -, an deene leschte Joren dramatesch gefall ass, dramatesch gefall! An d'Konsequenze ginn awer net gezunn.

Mir hätte jo gär Beamten, déi kënne redigéieren an deene verschiddene Sproochen, wou se et musse maachen. A mir hätte gär Schoulmeeschteren, déi net musse vun den Eltere korrigéiert ginn, well Feeler gemaach ginn am Franséischen. Ma da musse mer higoen an d'Konsequenzen zéien.

An d'Konsequenz kann nëmme sinn, datt mer de Schoulniveau erëm mussen an d'Luucht schrauwen. Dat gëtt awer net gemaach. An et ass awer dat, wat mer gär als Land hätten, datt mer eng Qualitéit gär hätten. Och an eiser Fonction publique ass dat net ze verhënneren an net ze évitéieren. Et ass dorunner och zu engem gudden Deel, wou d'Zukunft vum Land drunhänkt, un enger Verbesserung erëm vum Niveau vun eise Schoulen.

De Statut, dee mer elo virleien hunn, ass net deen, dee mir als ADR geschriwwen hätten. Et ass...

Une voix.- Gott sei Dank!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Gott sei Dank, jo. Well mir als Partei, mir hu ganz aner Iddien. Mir hunn zum Beispill vun Ufank u gesot, datt mir net fir e Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht sinn. A mir wësse genee firwat.

(Interruption)

Mir wësse genee, firwat mir net fir e Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht sinn an och net fir eng Gestion par objectifs. Dat ass emol fir unzefänken eng schrecklech Bürokratiséierung vun der Fonction publique. Dat heescht, datt de Stat sech ëmmer méi muss mat sech selwer beschäftegen. Dat kann dach net de Sënn an den Zweck sinn!

Mir hätte gär eng schlank Fonction publique, eng effikass. A wat maache mer oder wat proposéiert d'Regierung eis haut? Datt mer e gudden Deel vum Verwaltungsapparat benotzen, fir eng Gestion par objectifs ze definéieren, fir Detailbeschreiwungen auszeschaffen, wéi eenzel Fonctioune sollen ausgesinn, wat eenzel Beamte solle maachen.

Ech weess net, wéi Är Erfahrung ass. Meng ass, nodeems ech awer ganz laang beim Stat geschafft hunn, meng Erfahrung ass, datt dat alles vläicht e Joer gutt ass, vläicht zwee Joer, an da muss et erëm frëschgeschriwwe ginn. Well d'Zäiten änneren, well dee Fonctionnaire, déi puer Leit, déi mer hunn, flexibel musse sinn, well déi Verwaltunge sech dauernd mussen upassen un nei Erausfuerderungen. Oder Dir gitt hin an Dir maacht Beschreiwungen, déi vläicht eng laang Zäit gutt sinn, awer vun enger Banalitéit a vun enger Iwwerflächlechkeet, datt mer eis den Exercice direkt kéinte spueren!

Wa Beamten do sinn, déi Problemer hunn, da kritt Der dat souwisou... Och elo schonn, am aktuelle System, konnt een déi Saachen ugoen. Wann een awer higeet an et mécht een e Bewäertungssystem, esou wéi Dir en eis presentéiert hei, dann ass dat ganz schwéier duerchzezéien, aus psychologesche Grënn och. Dir hutt Verwaltungen, déi ganz kleng sinn. Déi ganz kleng sinn! Wann Der do higitt an Dir wëllt eng Bewäertung maachen, da stéiert Der de sozialen Zesummenhalt vun esou enger Verwaltung méi wéi Der Problemer kënnt opspieren, déi souwisou bekannt sinn, oder verbesseren.

Wann Der e Bewäertungssystem aféiert: A verschiddene Strukture beim Stat, do ass et bal net ze maachen. An der Magistratur, fir et ze nennen, oder am Enseignement - ech kommen nach vläicht dorobber zréck - ass et extrem schwéier, iwwerhaapt realistesch esou eppes duerchzezéie wéi e Bewäertungssystem.

Dir hutt eis hei Propositioune gemaach, wat d'Konsequenze vun deem Bewäertungssystem wären. Och dat ass infantil! Ech huelen emol d'Beispill vun engem Professer am Secondaire: Wann dee gutt schafft, da kritt e vläicht dräi Deeg Congé zousätzlech. Mä e Professer am Secondaire, dee wëllt keng dräi Deeg Congé supplémentaire. Déi hu genuch Congé. Ech hunn nach ni héieren, datt eng Proffenorganisatioun gesot hätt: Mir hätte gär méi Congé. Mä wann Der dat bei de Professeren net maacht, déi dräi Deeg Congé méi, wat ass dann den Avantage par rapport zu anere Beruffsgruppen? Ech mengen, alles dat ass net realistesch. Et ass esou e bëssen, wéi gesot, et ass e bësse kannereg.

Dir hutt och de groussen Nodeel, wann Der e Bewäertungssystem aféiert, dat ass an engem klenge Land wéi deem heiten - mir wësse jo, wéi d'Realitéiten dacks sinn - och de Risiko vun der Politiséierung. Gutt ass deen - an dat wär jo mat deem ale Modell nach vill méi schlëmm gewiescht, deen neien ass alt net grad esou schlëmm -, mä dee grousse Risiko ass ëmmer do, datt dee gutt ass, dee grad d'Parteikaart vum Minister huet.

Zemools bei deenen héije Fonctiounen, zemools bei den Direkteren a bei deene Fonctions dirigeantes, do geet et wahrscheinlech net drëm, datt en Direkter vläicht exzellent ass an och de Courage huet, kritesch ze si géintiwwer där enger oder anerer Propositioun vu sengem Minister, neen, do ass et da wahrscheinlech: Wie mir am beschte passt - an ech ginn Iech nach Beispiller herno -, dann ass et deen, dee gutt ass.

Et ass de Risiko vun der Politiséierung vun enger ëffentlecher Fonctioun, déi mir gär neutral hätten, well mer gär hätten, datt all politesch Partei an all Bierger hei am Land kann datselwecht Vertrauen an eis Fonction publique hunn. Wien d'Dier opmécht fir eng politiséiert Bewäertung oder Nepotismus, deen ass um falsche Wee!

Mir hätten op dee ganze Bewäertungssystem vun Häerze gär verzicht a mir hätten eppes anescht gemaach. Mir hätten do punktuell Verännerungen am Statut vun de Beamte virgeholl, wou richteg existéierend Problemer am Abléck net kënnen effikass genuch ugepaakt ginn. Dat wäre bei Eenzelfäll medezinesch Änerungen, dat gëtt et bei Alkoholiker, bei anere Saachen, wou Verbesserungen néideg gewiescht wären, fir déi Leit kënnen ze ënnerstëtzen, fir se aus Verwaltungen eng Zäit erauszehuelen, fir se besser kënnen a méi liicht a Kuren ze schécken, an esou weider an esou virun. Oder bei Disziplinarfäll hätte mer punktuell Reformen am Disziplinarrecht gemaach.

Mä fir esou Problemer elo unzegoen duerch eng ganz allgemeng Aféierung vun engem Bewäertungssystem, ass nach ëmmer e bürokratescht Monster. Ech gi gär zou, et ass net méi esou grouss, wéi et ugeduecht war an där Regierung virdrun, mä et ass nach ëmmer e bürokratescht Monster, wat u sech net vill bréngt oder guer näischt bréngt!

Mir hätten och aner Ännerunge gemaach, wéi zum Beispill d'Protection du fonctionnaire verbessert. Wéi dacks hu mer héiere vu Fonctionnairen, déi sech am Stach gelooss fille vun hirem eegene Stat, déi an eng Noutsituatioun geroden, wou se géife soen: „Majo, de Stat soll mer dach bäistoen, e soll u mech gleewen, ech sinn dach an enger Loyautéitsbezéiung zu mengem Patron."

Wéi zum Beispill d'Police. Wann engem Polizist eppes geschitt, firwat seet de Stat net direkt: „Ech stinn elo emol direkt zu mengem Polizist. Ech ginn dovun aus, deen ass onschëlleg. Ech vertrieden en."? A wann dann no engem Geriichtsprozess vläicht erauskënnt, datt e Feeler gemaach huet, datt de Stat eventuell en Droit de recours oder eppes huet, dat ass eng aner Diskussioun. Mä deen éischte Reflex vum Stat muss dach dee sinn, sech mat sengem Beamte solidaresch ze erklären.

Ech gesinn, den Här Minister wëllt onbedéngt eppes soen. En huet bestëmmt eng Fro.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Sécher hunn ech eng Fro! Ech wollt Iech just soen, dass dat Lescht, wat Der gesot hutt, Här Kartheiser, dass dat selbstverständlech och schonn esou ass beim Stat...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen,...

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- ...an dass mer eng ganz Rei vun Dossiere bei eis traitéieren, wou Leit juristesche Bäistand vum Stat froen an och kréien. Ech mengen, dat ass déi aktuell Gesetzeslag. Déi gëtt och net geännert mat deem heite Reformpaquet. Ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, dass dat, wat Der elo hei gefrot hutt, scho besteet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, Här Minister, ech kennen de Statut. Ech weess och, datt dat besteet. Ech weess och, datt et applizéiert gëtt. Mä ech soen Iech, et gëtt net genuch applizéiert. An et gëtt ëmmer erëm Problemer, wou Beamten, wou Polizisten notamment an enger Situatioun sinn, wou se sech misste kënnen direkt op déi onbürokratesch a spontan Solidaritéit vum Déngschthär verloossen a wou et net de Fall ass! An et ass dat meng Kritik. Ech weess och, datt et heiansdo gemaach gëtt. Mä ech soen, dat wär dee Punkt, wou mir et vill méi automatesch gemaach hätten.

Da wollt ech elo vläicht op e Sujet kommen, deen a mengen Aen ee vun deene graavste Problemer ass, dee mer an dëser Gesetzgebung hunn. Dat ass dee ganze Kapitel ad nutum amovilis, deen Artikel 53, wou et elo drëm geet, fir déi héich Beamte kënnen einfach esou ofzesetzen an notamment - notamment! - d'Cheffe vun der Police, vun der Arméi a vum Geheimdéngscht. Bis elo huet keen doriwwer geschwat.

Mä wa mir an engem demokratesche Rechtsstat sinn, da muss et dach eng Evidenz sinn, éischtens, datt all Beamte muss kënnen op déiselwecht Rechter, seng eege statutaresch Rechter zielen. De Statsrot huet dat kritiséiert. Ech wëll dat net hei alles widderhuelen, mä jiddwereen, dee sech fir d'Matière interesséiert, soll dat liesen, datt mer hei en dehors vum Droit commun, en dehors vun deenen normale rechtsstaatleche Prozeduren, higinn an héich Beamten ofsetzen, well se vläicht - an dat ass de Statsrot, deen dat elo seet -, vläicht well se net docile genuch sinn, vläicht well se hirem Minister net passen. An dat sinn net meng Formuléierungen, dat sinn déi vum Statsrot!

Do gëtt dann argumentéiert, dat wär da besonnesch wichteg, well dat wäre jo Cheffe vun der Force publique notamment, déi hätten esou vill Méiglechkeeten, fir Waffen anzesetzen oder fir d'Libertéiten anzeschränke vun de Leit. Dat ass wouer. Awer ech soen Iech, wou de Punkt läit: De Punkt läit doranner, datt et besonnesch wichteg ass, datt net d'Regierung duerch esou Willkür-Dispositioune sech praktesch d'Force publique ënneruerdnet, datt kee Chef de corps méi de Courage huet, engem Minister ze widderspriechen, zum Beispill aus rechtsstaatlechen Iwwerleeungen eraus, well e muss ëm seng Plaz fäerten. Et ass eng Aschränkung vun dem demokratesche Rechtsstat!

An ech maachen hei eng Bréck. An engem neie Verfassungsvertrag oder engem neie Verfassungsentworf, wéi Dir en eis wëllt proposéieren, gëtt jo net méi erwaart, datt de Grand-Duc dann de Chef vun der Arméi ass. D'Regierung selwer, déi gëtt sech elo méi Rechter doriwwer. An d'Regierung behält sech gläichzäiteg dat Recht vir, e Chef de corps oder och de Chef vum Renseignement op e Wénk ze entloossen, ausserhalb vun deenen normale Geriichtsprozeduren. An dat ass eng Gefor fir de Rechtsstat.

Fir mech, wéi ech dat hei gelies hunn, wor dat Éischt eng Lex Schiltz, wou mer jo wëssen, datt e Minister vun der Force publique fréier en héijen Offizéier wollt lassginn an do viru Geriicht gescheitert ass. Elo soll dat hei da sécher legal nodréiglech erméiglecht ginn. An d'Ofsetzung vum Service de Renseignement ass fir mech eng Lex Juncker, wou eppes Ähnleches soll a posteriori méiglech gemaach ginn, wat deemools net méiglech war.

Dat ass net richteg! Et ass och net richteg, well jo - an ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, ech wëll hei elo den Här Wiseler zitéieren, e sëtzt hei, ech si ganz frou, datt en hei sëtzt -, well de Sënn vun deem Gesetz hei ass jo an der Interpretatioun vun deene Parteien, déi et wëlle stëmmen, datt e Vertrauen, en absolutt Vertraue muss herrschen tëschent engem Minister a sengem Verwaltungschef, soss wär dat jo net gutt, soss misst e jo kënnen entlooss ginn, an notamment am Beräich vun der Force publique.

Elo hate mer awer d'lescht Woch e Fall vun engem héije Beamten, deen ofgesat ginn ass, aus Vertrauensmangel. De Minister, den zoustännege Minister, hat net méi dat néidegt Vertrauen an dee betreffende Beamten. An da liesen ech, wat den Här Wiseler an engem Interview seet: «Finalement,...», Numm vum Minister, «nous a avoué que le principal motif de récusation était la rupture de confiance et l'absence d'identité de vues. Mais si c'est le cas, tous les fonctionnaires ont du souci à se faire. Nous entrons alors dans une autre relation avec la fonction publique.»

Ce qui est bien vrai! Mä wann dat hei kritiséiert gëtt vun engem héije Vertrieder vun der CSV, dem Chef vun der CSV-Fraktioun, firwat soll dat dann elo hei Gesetz ginn? A firwat ass d'CSV dann domadder d'accord?

Wou ass déi Justificatioun rechtsstaatlech, fir den héije Beamten op en einfache Vertrauensbewäis, ouni all aner juristesch Prozedur, kënnen esou ze entloossen, an notamment déi vun der Force publique?

(Interruption)

Jo, a senger Funktioun. Also ech wëll elo net dee prezise Cas hei diskutéieren.

(Interruptions diverses)

Mir wësse genau, datt en awer als President vun enger bestëmmter Institutioun hei am Stat ofgesat gouf!

Dann, deen nächste Punkt, well ech wëll Iech jo net enttäuschen, Dir lauschtert jo bestëmmt gär no.

Plusieurs voix.- Oh neen! Neen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wousst et.

Wéi ass et méiglech, wéi ass et méiglech, datt an engem Land, wat jo awer - den Här Schneider ass elo leider net méi hei, den Här Etienne Schneider, Minister vun der Force publique -, an engem Land, dat jo awer dauernd Problemer huet, seng souverän Funktiounen a seng militäresch Obligatioune géintiwwer dem Ausland ze erfëllen, well net genuch Leit an der Arméi sinn, well net genuch Volontären an der Arméi sinn a well d'Regierung och keng Efforte mécht, fir genuch Volontären ze rekrutéieren, wéi ass et méiglech, datt mat dësem Gesetz zwou Carrièren, déi bis elo exklusiv de Volontäre vun der Arméi virbehale waren an domadder gehollef hunn, fir der Arméi awer de Rekrutement ze erliichteren, elo och fir aner Rekrutementsoptiounen opgemaach ginn?

Ech géif dat verstoen, wa mer genuch Volontären hätten an der Arméi. Oder ech géif et verstoen, wa gläichzäiteg d'Regierung géif aner Efforte maachen, fir genuch Volontäre fir d'Arméi ze rekrutéieren. Mä wat Dir hei maacht, dat ass fir d'Arméi manner attraktiv ze maachen, eng Arméi, déi scho Rekrutementsproblemer huet. Do ass och keng Kohärenz.

Wat elo d'Salairen ugeet an der Fonction publique, d'Paien, do wëll ech och emol vläicht ufänke mat där Interventioun, déi d'Demokratesch Partei hei de Mëtte gemaach huet.

Plusieurs voix.- Aah! Endlech!

(Brouhaha)

Une voix.- Et gëtt emol endlech interessant!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn de Wahlprogramm...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence.)

...vun der DP nogelies.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech liesen do:...

Une voix.- Ech hat en net nogelies.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...„Wir wollen nicht", den „wir" ass déi Kéier d'DP, „Wir wollen nicht auf der einen Seite die öffentlichen Gehälter verbessern und zur Gegenfinanzierung dieser Entscheidung auf der anderen Seite Ausgaben kürzen oder Steuern erhöhen." Dat ass vernënfteg.

Mä wann eng DP dat an e Wahlprogramm schreift, da wousst se jo och deen Abléck, wou se an d'Wahle gaangen ass, wat den aktuelle legale Stand da wär, nämlech en Accord tëschent der aler Regierung an der CGFP. Wéi kann een dann eppes dohischreiwen an e Wahlprogramm, vun deem een da weess, datt, wann een an d'Regierung kënnt, datt een et dann net anhält? Well un der legaler Situatioun hätt sech jo deen Abléck absolutt näischt geännert. Wien da seet: „Elo musse mer et maachen, well Pacta sunt servanda", dee wousst jo och am Wahlprogramm, wéi et da war!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir ginn Iech recht! Mir ginn Iech recht. Dir hutt jo recht. Well wat geschitt? Fir dat do ze finanzéieren, da maacht Der, mä Dir maacht jo Steiererhéijungen! Dir hutt am Zukunftspak jo eng Rei Verschlechterunge matgedroen. Et ass eng nei Steier vun 0,5% agefouert ginn. Dir hutt d'TVA erhéicht. Dir hutt d'TVA um Logement erhéicht. Dir hutt am Zukunftspak den Trimestre de faveur ewechgeholl. Dat si sechs Milliounen, déi Der gespuert hutt.

(Brouhaha)

Dir maacht dat dach! Dir huelt dach mat där enger Hand ewech, an zwar der Allgemengheet, wat Der braucht, fir op där anerer Säit dësen Accord kënne wéinstens zum Deel ze finanzéieren. An Dir kommt heihinner an Dir maacht esou, als misst Der dat elo maachen. Mä Dir wousst et och am Wahlkampf!

Mir soen als ADR: Mir sinn do anescht wéi d'DP. Mir hunn, mir soen...

(Brouhaha général et hilarité)

Jo! An ech soen Iech och, firwat mer anescht sinn: Well mir halen eist...

(Brouhaha général)

...Wuert, wat mer ginn.

(Brouhaha général)

Mir hunn nämlech am Wahlkampf gesot: „Mir stëmmen dat do net!" Mir stëmmen dat do net.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Une voix.- Gott sei Dank!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Well mir, mir hunn nämlech gesot am Wahlkampf: „Mir stëmmen dat do net." An ech stinn haut hei a mir stëmmen dat do net!

An zwar aus intellektuellen... Et wär jo méi einfach, mir géifen eis jo och méi beléift maachen an der Fonction publique, wa mer elo géife soen: „Mir stëmmen dat." Mir maachen dat net, well mir stinn zu eisem Wahlprogramm. Mir wëssen, an engem Stat... An ech wär frou, wann Der Iech bewosst wäert, datt mer jo hei net an engem Vase clos sinn. Mir liewen an engem Stat, dee staark verschëllt ass. Mir liewen an engem Stat, wou déi Regierungskoalitioun, déi mer elo hunn, eis nach ëmmer e Budget Joer fir Joer heihinnerleet, dee mat enger Milliard am Defizit ass.

(Interruption)

An da gitt Der hin... Mir hunn hei Spuerpropositioune gemaach! Kuckt meng Ried, déi ech gehalen hat, an do hu mir Spuerpropositioune gemaach!

Une voix.- Et war näischt dran ausser waarmer Loft!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä Dir gitt hin, Dir maacht weider Scholden op d'Käschte vun deene Generatiounen, déi kommen. Dir maacht weider Scholden an da gitt Der hin an Dir maacht elo hei e Cadeau fir en Deel vun der Fonction publique. Et ass net, datt mer deene Leit dat net gënnen, mä et ass gesamtwirtschaftlech net responsabel!

M. Eugène Berger *(DP).*- Eise Budget wäert 2018 am Équiliber sinn, Här Kartheiser!

Une voix.- Oh neen!

(Interruptions diverses)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass gesamtwirtschaftlech net responsabel.

Mir hunn och...

M. Eugène Berger *(DP).*- Eise Budget wäert 2018 am Équiliber sinn, Här Kartheiser.

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen, Här President, den Här Minister fir d'Fonction publique wëllt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir wëllt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Oh gär. Gär!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här Kartheiser, ech wëll Iech froen - no där leschter Ausso iwwert de Gehälteraccord hu mer jo Är Meenung matkritt: Sidd Der dann och der Meenung, dass déi Unerkennunge vun de Carrièren, dass dat och dee falsche Wee war, oder sidd Der der Meenung, dass dat e richtege Schrëtt war?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also ech kommen dorobber. Ech sinn awer frou, Här Minister, datt Der Iech scho freet op de Rescht vu menger Ried.

(Interruptions)

Also, wat hätte mir gemaach? Awer ech kommen..., bon, ech kann dat e bësse virzéien. Mir soen net... Wat mir soen, ass: Mir wëlle keng allgemeng Erhéijung vum Punktwäert, well mer et fir ekonomesch net responsabel fanne bei engem Stat, dee schwéier verschëllt ass. Dat heescht net, datt mir géint de Redressement vun Ongerechtegkeeten am Kader vun der Fonction publique wären. An dorop kommen ech, well dat ass nämlech eppes anescht, ob een higeet an et mécht een eng allgemeng Punktwäerterhéijung, déi de Stat ganz vill Geld kascht, oder et geet een hin an et redresséiert een Ongerechtegkeeten, déi et a bestëmmte Carrièrë gëtt. Dat ass dat awer, wat mir gemaach hätten. An ech kommen nach dorobber.

Mir hunn och déi Stagedispositiounen héieren. Et muss ee sech awer froen, ob wierklech... Well ech mengen, Dir wëllt dat harmoniséieren. Dat kann een och novollzéien, mä et muss ee sech awer wierklech froen, ob deeselwechte Stage fir all Carrière beim Stat wierklech néideg ass.

Et muss ee sech och froen, ob een net hätt misse méi punktuell virgoen. Et ass richteg, dat soe mir och, datt do, wou eng Konkurrenz existéiert tëschent den Handwierkerbetriber an dem Stat a wou d'Leit net méi wëllen an d'Handwierk goen, well eben de Stat vill besser bezilt, datt een do muss Moossnamen huelen, jo, selbstverständlech! Mir kënne jo net engem Secteur vun der Ekonomie schueden, fir nëmmen engem aneren ze notzen. Ech mengen, do muss een Arbitrage gemaach ginn.

Mä datt een higeet an et generaliséiert een elo déi dräi Joer Stage, wou et vläicht och an een-

zelne Beruffsweeër net onbedéngt néideg ass - och aner Parteien hunn dat schonn uklénge gelooss -, do muss ee sech awer froen, ob dat eng zilorientéiert Politik ass an ob se differenzéiert genuch op d'Problemer zougeet.

Mir hunn hei, wéi d'DP jo sot, et gëtt mat dësem Gesetz oder et gi mat deene Gesetzer, déi mer elo hunn, eng Rei vun Härtefäll geschafen. Ech wëll hei véier Kategorië vu Leit, vu Beruffer ernimmen, nëmmen als Beispiller, net fir exhaustiv ze sinn. Well et sinn der iwwer zéng. Et sinn iwwer zéng Kategorië beim Stat, déi wierklech Doléancen hunn, déi ee kann novollzéien. Mä ech nennen hei just Beispiller.

Dat Éischt sinn d'Professeren am Enseignement, déi verléieren d'Bis-Graden en fin de carrière. Hinnen entstinn och Nodeeler, well d'Carrière plane E ersat gëtt duerch déi A-Carrière. Ech mengen, Dir kennt dat. An d'Professeren hunn e bëssen dat Gefill, datt se och mat enger Hand eppes kréien a mat där anerer Hand et erëm ewechgeholl kréien. Da muss een och kucken, datt si, anescht wéi aner Carrièren, och nach duerch déi Affär vum Coefficient réducteur sech eesäiteg benodeelegt fillen. An et muss een och nach feststellen - dat ass eng Diskussioun, déi mir net féieren, mä déi awer am Ableck gefouert gëtt -, datt souguer Leit hei am Stat elo de Statut vum Fonctionnaire vun den Enseignanten a Fro stellen.

Gutt, ech mengen, dat ass elo d'Kategorie vun de Professeren. D'Éducateuren an d'Éducateurs gradués: Ech mengen, si hu jo déi Demonstratioun elo. An et ass wouer, datt hir aktuell Situatioun e Progrès ass géintiwwer deem, wat war, well se jo elo de Bachelor unerkannt kréien.

Mä mir verstinn awer absolutt als ADR hir Enttäuschung, datt se d'Anciennetéit net unerkannt kréien! Dat ass eppes, wat ee ka mënschlech novollzéien. A mir hu mat deene Leit geschwat - wéi mir alleguer heibanne mat hinne geschwat hunn - a mir hu gemierkt, datt et eng Verletzung ass vun der Éier, eng Verletzung vun den Erwaardungen. Well si hu jo, och géintiwwer eis, a ganz sécher och géintiwwer Iech, gesot, datt se scho frou gewiescht wären, wa wéinstens e Geste komm wär vun der Regierung. Mä och dee Geste ass jo refuséiert ginn! An d'Resultat ass eng berechtegt Roserei an eng Frustratioun, wéi se se elo dobaussen eis awer matdeelen.

Mir hätte gär, an ech kommen drop an enger Motioun, déi ech hei am Numm vun der ADR däerf déposéieren, datt d'Regierung emol higeet an eppes mécht, wat se bis elo net gemaach huet: emol déi Revendicatioune chiffréieren. Well mir hu keng Zuelen, wat dat géif kaschten. Kee Mënsch kann eis soen... Dir hutt et vläicht gerechent bei Iech am Ministère, mä déi Zuele sinn net bekannt, wat et géif kaschten, wierklech, déi Doléancen opzehiewen. Mir wëssen, wat d'Punktwäerterhéijung eis kascht, op jidde Fall wéinstens, wat den direkte Statsbudget ugeet, an da muss een nach kucken. Mä mir wëssen net, wat déi aner Doléancen, wat de Redressement vun deene géif kaschten.

Bei der Police ass d'Situatioun och dramatesch. Et ass jo elo och eng Conciliatioun, mengen ech, ugefaange ginn. An d'Police, déi mer all brauchen - mir brauchen och d'Éducateuren an esou weider, dorun ass jo guer keen Zweifel -, mä d'Police ass e Beruff, deen extrem schwéier ass, well déi Leit jo och hiert Liewen op d'Spill setzen an hir perséinlech Sécherheet.

A si hunn am Zukunftspak verschidden Avantagë verluer. Dir kennt se. Mir hunn och de Problem mat den Déngschtwunnengen elo, wou kee Konzept do ass. Bei der Douane ass en ähnleche Problem. Mir hunn de Problem vum Casernement bei dem zweete Joer an der Polizeischoul. D'Police huet schonn den Androck, an ech mengen och zu Recht, datt se vun dëser Regierung net gutt behandelt gëtt.

An da komme mer hin an dann hu mer eng objektiv Verschlechterung bei de Commissaires en chef, wat den Accès zu de Postes à responsabilité particulière ugeet. Et wär duergaangen, am Vergläich zum jëtzegen Zoustand keng Verschlechterung erbäizeféieren. Da wär d'Police zefridden. Mä Dir hutt eng Verschlechterung vun hirer Carrière agefouert. An dat ass, op jidde Fall fir eis, net nozevollzéien.

D'Police huet och recht, wa se seet, datt muss op de Rekrutement an op d'Astufung vun de Carrièrë bei hinne gekuckt ginn. Et ass wouer, datt d'Police ëmmer méi op dem Niveau vu fënnef Joer rekrutéiert. Et ass och néideg, dat ze maachen, well déi Protokoller, déi se schreiwen, déi Dokumenter, déi se produzéieren, déi musse viru Geriicht duerhalen. Si brauchen e Schoulniveau, deen héich genuch ass, fir esou ze redigéieren, datt déi Protokoller geriichtlech auswäertbar sinn.

D'Police muss mat der Zäit goen an hiren Niveau, och hire Schoulniveau, muss der Zäit ugepasst ginn. A wa si haut seet, datt se net an enger richteger Carrière agestuuft ass, dann ass dat fir eis op jidde Fall eng Opfuerderung, fir elo nach eng Kéier dee ganze Rekrutement bei der Police ze kucken. An dat heescht och, datt mer deene justifiéierte Revendicatiounen, déi d'Gewerkschafte vun der Police hunn, och Rechnung droen.

Genausou mat de Chargés de cours an de Chargés d'enseignement. Mir behandelen déi Leit an der Politik net gutt. An d'DP an déi gréng hunn dat viru Joren, genausou wéi mir, och schonn an de Chambersdebatten hei gesot!

Mir hunn nogelies, wat den Här Berger gesot huet, deen am Numm vun der DP geschwat hat sengerzäit, wou mer d'Gesetz geholl hunn iwwert d'Chargéen. An e seet och: „Si ginn also gebraucht. Si maachen déiselwecht Aarbecht, virun deeneselwechte Schüler, wéi een, deen iwwert de Concours agestallt ginn ass. Mä si gi manner gutt bezuelt a si hu méi schlecht Aarbechtskonditiounen. (...) Et gëtt een d'Gefill net lass", seet d'DP, „datt se als nëtzlech an als bëlleg Aarbechtskraaft benotzt gi sinn. An et ass och e bësselche schued."

An déi gréng sinn an déiselwecht Richtung gaangen. Ech wëll elo net hei déi ganz Debatten zitéieren, mä Dir kënnt se jo noliesen. Mir gesinn haut, datt eigentlech zwar Deelverbesserunge gemaach ginn, awer prinzipiell dee leschte Schrëtt, déi wierklech Unerkennung vun de Chargéen als en Deel vun eisem Enseignementssystem, natierlech net op deemselwechten Niveau wéi d'Professeren - dat froe se jo och net, mä datt se wéinstens anstänneg a mat Respekt behandelt ginn endlech -, dat ass nach ëmmer net de Fall!

No dëse puer Explikatioune muss ech Iech also soen, datt mir gär bereet sinn, déi Gesetzer matzestëmmen, déi fir d'Fonction publique wierklech Verbesserunge bréngen. Mä mir kënnen net d'accord si mat engem Statut, deen esou wäit geet, datt e souguer d'demokratesch Grondrechter a Fro stellt, wéi de 6457 bei deenen Ad-nutum-Dispositiounen, déi do ewell drastinn.

Mir kënnen net d'accord si mat engem Accord salarial, deen de Stat deier kascht an zwar am Kontext vun engem Statsdefizit, deen awer enorm ass. A mir kënnen net d'accord sinn, datt eenzel Gehältergruppen, eenzel Beruffsgruppe beim Stat duerch dëst Gesetz, an ech zitéieren dann nach eng Kéier d'Demokratesch Partei, „eréischt zu Härtefäll gemaach ginn". Dofir wäerte mir dräi vun deene Gesetzer net matstëmmen.

Mir wëllen awer och eng Motioun déposéieren, Här President, andeem mer eigentlech op dee Wee wëlle goen, fir deene recht ze ginn, fir deene Satisfaktioun ze ginn, déi gerechtfertegt Fuerderungen hunn.

Mir froen d'Regierung, fir eis eng Lëscht vun alle Revendicatiounen ze maachen, déi nach opstinn, fir datt mer emol e Gesamtiwwerbléck hunn.

A mir froen d'Regierung, fir dat ze chiffréieren, wat dat géif heeschen, datt mer dat emol wëssen. Well mir féiere jo hei eng Diskussioun, wou d'Regierungsparteien eis soen: „Dat kënne mer net maachen, dat ass ze deier!", ouni eng Ziffer, ouni iergendeppes op den Dësch ze leeën, fir eis dat ze weisen.

Mir wëllen, datt d'Regierung Stellung hëlt zu deene Fuerderungen, datt se de Courage huet ze soen, wat dann elo richteg ass a wat net a wat hirer Meenung no falsch ass.

A mir wëllen, datt mer e Kalenner hunn, wéini dann déi Ongerechtegkeete redresséiert ginn, déi et awer ouni Zweifel gëtt.

Ech däerf Iech déi Motioun iwwerreechen, Här President.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

- que la réforme du statut, des traitements et des carrières dans le secteur public, entamée par le Gouvernement précédent, a subi de nombreuses adaptations des textes ainsi que de changements;

- que le texte actuel ne tient pas compte ni offre de solutions pour de nombreuses situations litigieuses, dont certaines font l'objet de procédures de contentieux;

invite le Gouvernement

1. à présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de deux mois, une liste exhaustive des revendications et contestations émanant de carrières de fonctionnaires et d'employés au sein du secteur public, respectivement de leurs représentations ou syndicats, en rapport avec la réforme du statut, des traitements et des carrières dans le secteur public,

2. à chiffrer sur cette liste les coûts à imputer au budget de l'État des mesures qui seraient nécessaires pour satisfaire auxdites revendications et demandes,

3. à prendre position quant au bien-fondé des différentes revendications en rapport avec le statut, des traitements et des carrières dans le secteur public,

4. à présenter un calendrier relatif au redressement des injustices ou autres griefs repris dans cette liste.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat gesot, soen ech Iech villmools Merci. D'ADR wäert also d'Projete 6457, '58 an '59 net matstëmmen. Villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

(Hilarité)

Une voix.- Grouss Zoustëmmung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet dann deen nächste Riedner, den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Erlaabt mer, datt ech de Kolleeginnen a Kolleegen Deputéierte soen, datt dat hei eigentlech sollt meng lescht Sitzung sinn, mä datt deem awer elo net esou ass.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci!

(Hilarité)

Et ass nämlech esou, datt den 28. Abrëll den David Wagner sollt vereedegt ginn, an datt d'Regierung der Conférence des Présidents proposéiert huet, fir deen Dag d'Interpellatioun LuxLeaks ze maachen, soudatt dann déi Vereedegung vum David een Dag méi spéit wäert stattfannen.

Dat virausgeschéckt, kann ee soen: endlech.

(Interruption)

Ech mengen, datt d'Regierung sech dat soll iwwerleeën, ob se se soll verleeën oder net.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass, fir Iech kënnen ze halen, Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, et ass d'Conférence des Présidents, déi den Ordre du jour fixéiert,…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir halen eis ganz eraus, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...an dat, mengen ech, ass am Accord mat der Regierung geschitt.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Gutt. No 30 Joer Waarde kënnt et dann elo endlech zu enger Gehälterrevisioun, gekoppelt mat enger Reform vum Statut am gesamten ëffentlechen Déngscht.

Mä d'Geschicht ass fréi ugaangen. 1948 ass fir d'Éischt e richtegt Gehältergesetz gemaach ginn. Et ass schonn eng Zäitchen hier. '51, '54 sinn Upassunge gemaach ginn, plus ass dat Gehältergesetz op de Gemengesecteur iwwerdroe ginn. An et ass deemools, '54, wou ofgemaach ginn ass, datt all zéng Joer eng Gehälterrevisioun géif stattfannen, datt all zéng Joer géif gekuckt ginn: Stëmmen d'Fonctiounen, d'Diplomer nach mat de Gehältertabellen iwwerteneen?

Dat ass '63 och geschitt, duerch d'Aféierung vun enger Gehälterskala mat Graden, engem Punktesystem, esou wéi mer en haut nach kennen. Dat waren deemools Verhandlungen, déi hu gedauert vun 1959 bis 1963.

Zéng Joer duerno, 1974, '73-'74, ass eppes aneschters geschitt, wat wesentlech war a wat de Moment zum Deel a Fro gestallt gëtt, nämlech d'Opwäertung vun deenen ënneschte Carrièren. Vis-à-vis vun engem Handwierker oder engem Aarbechter am Privatsecteur bei der ARBED krut ee beim Stat déizäit Hongerléin.

An d'Leit hunn derfir gekämpft, mat hire Gewerkschaften zesummen, fir datt aus deenen Hongerléin een uerdentleche Loun sollt ginn. Si hu sech mobiliséiert a si hu sech duerchgesat. Ënner anerem mat engem Streik, mat enger Manifestatioun de 4. Abrëll 1974 vun de Buschaufferen, déi deemools schonn eng ganz wichteg Roll gespillt hunn an hirer Gewerkschaft, fir d'Opwäertung vun den ënneschte Carrièren.

An déizäit gouf et och nach Ministeren, sozialdemokratesch Ministeren, déi nach wossten, vu wou se hierkéimen, déi an der Regierung derzou bäigedroen hunn, datt déi Opwäertung géif geschéien.

1986 ass et esou, datt, dat ass virdru scho gesot ginn, d'Harmoniséierungs- an d'Härtefällgesetz gemaach ginn ass, ënnert dem Minister Marc Fischbach. An duerno näischt méi. Vun do un, vun 1986 un, waarden déi ëffentlech Beamten op déi längst fälleg Revisioun, déi 1996 hätt solle gemaach ginn, mä déi dunn net geschitt ass.

Wat ass '96 gemaach ginn? Majo, '96 ass gesot ginn: Anstatt eng Gehälterrevisioun maache mer elo d'Pensiounsreform. An déizäit huet d'Wuert „Reform" och schonn „Kierzung" geheescht, soudatt mer den 21. Juli 1998 an enger spezieller Chamberssëtzung bei zegdausende Leit um Knuedler, well déizäit huet d'Chamber an der Märei getaagt, datt mer eis do mobiliséiert hu géint dee falschen Ersatz fir d'Gehälterrevisioun, nämlech d'Pensiounskierzungen.

An ech ka mech nach erënneren, datt beim Minister Frieden gemengt ginn ass, e wier vun engem Pavésteen getraff ginn, mä et war just eng Tomat.

2006, zéng Joer duerno,…

(Interruption)

Et ass awer en Ënnerscheed. Et ass awer en Ënnerscheed, ob ee seet: „Hei gëtt mat Pavésteng gehäit.", oder ob eng Tomat flitt.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo. Ech muss awer soen, Här Turpel: Dat dote schockéiert mech e bëssen. Mir ginn alleguerten herno hei eraus, a fir dat doten esou duerzestellen, wéi wann dat eng Banalitéit gewiescht wär, dat fannen ech ganz schlëmm.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech hu just kloergestallt, datt deemools e Minister behaapt huet, an dat kënne mer nosiche goen iwwer Pressekonferenzen, hie wier mat engem Pavésteen behäit ginn. Fir Gewerkschaften, déi Manifestatiounen organiséieren, esou ze kriminaliséieren, ass net an der Rei. An dat huelen ech net un.

(Brouhaha général)

An et gëtt een Ënnerscheed, ob eng Tomat flitt. An et wäerten nach Tomate fléien, wann Der esou weiderfuert, och op anere Punkten.

(Brouhaha général)

Une voix.- Oh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et si Menacen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll Iech soen, dass et net an eise Gepflogenheeten ass, dass mat Pavésteng gehäit gëtt oder och mat Tomaten.

Une voix.- Et si Menacen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Also…

(Interruption)

Sou, ech géif Iech dann elo bieden, Här Turpel, an deem ganz sereinë Klima, dee mer bis elo haten, weiderzefueren.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Richteg. 2006, wéi déi nächst Gehälterrevisioun du sollt geschéien, do huet d'Regierung, déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung, op Niklosdag gesot: Et gëtt näischt. 2008 huet se eng Etüd ugekënnegt. An 2009 stoung erëm am Koalitiounsprogramm, et géif eng Gehälterrevisioun gemaach ginn, mä et gouf erëm näischt.

An am Abrëll 2010 gouf endlech e Regierungspabeier virgeluecht iwwert d'Konklusioun vun der Etüd, déi gemaach gi war, déi d'Ministere Biltgen a Modert de 27. Oktober 2010 um Kierchbierg allen am ëffentleche Secteur representative Gewerkschafte virgestallt hunn. Do goufen d'Eckpfeiler virgestallt. An net méi spéit wéi ee Joer duerno, de Juli 2011, gouf een Accord mat der CGFP zu der Gehälterrevisioun an zum Gehälteraccord ënnerschriwwen. Mä domadder war d'Reform nach net a ware mir nach net um Enn vun eiser Péng.

Elo, no enger ganzer Rei Upassungen, op déi ech net aginn, an Ännerungen, déi noutwendeg waren, hu mer ee Pak virleie mat souwuel Verbesserunge wéi Verschlechterungen a vill bleiwenden Onkloerheeten.

Ech wëll fir d'Éischt op déi positiv Aspekter vun där Reform do agoen. Een éischte Punkt, deen ee muss ervirsträichen, dee schonn e puermol ervirgestrach ginn ass, ass d'Vereinfachung vun de Carrièren, fir méi eng einfach Gehälterstruktur ze hunn a fir vun där einfacher Gehälterstruktur ze profitéieren, fir endlech och d'Unerkennung vum Bachelor als Diplom festzeschreiwen. Domadder verbonne war och eng

Reklasséierung vu verschiddene Carrièren, déi laang dorobber gewaart hunn, an op déi ech nach zréckkommen.

Een zweete positive Punkt war d'Harmoniséierung vun den Opstiegsbedéngungen, wat wierklech ee Problem war am Gesetz vun '63 an och nach vu '86, d'Harmoniséierung vun den Opstiegsbedéngungen, wou, jee nodeem wéi vill Leit viru mer waren, ech am Cadre fermé immens laang hu misse waarden, fir iwwerhaapt nach kënnen en Avancement ze kréien oder eng Promotioun ze kréien, wann ech et iwwerhaapt nach kritt hunn. Déi ginn elo harmoniséiert, och wa verschidde Waardezäiten elo méi laang si wéi virdrun. Zum Beispill, fir an den Niveau supérieur eropzekommen, deen ale Cadre fermé, muss een elo mindestens zwielef Joer hunn, wat virdrun net onbedéngt de Fall war. A fir an dee leschte Grad ze kommen, muss ee mindestens 20 Joer Déngscht hunn, wat virdrun och net de Fall war.

Eng drëtt Verbesserung, déi ech wëll ervirsträichen, dat ass d'Unerkennung vun der Experienz, déi een huet, wann ee bei de Stat schaffe kënnt, déi ee virdrun am Privatsecteur hat, wann een eng ähnlech Aarbecht gemaach huet. Do feelt awer nach de Règlement grandducal, fir ze preziséieren, op wat déi Unerkennung soll baséieren. Mä ech ginn awer dervun aus, datt déi Saache relativ schnell nogereecht ginn.

Souwäit zu de wesentleche Verbesserungen. Dann zu de Kierzungen. Well, ech hunn et virdru schonn ugedeit, d'Wuert „Reform" fänkt un, an deene leschten zéng, 20 Joer eng aner Bedeitung ze kréien. Soss huet „Reform" ëmmer geheescht „Verbesserung". An dat hunn d'Gewerkschaften ëmmer esou verstanen, dat hunn d'Leit dobaussen och esou verstanen. Mä am neien Troika-Jargon heescht „Reform" meeschtens „Verschlechterung". An do huet sech eppes agebiergert, wat hei zum Deel iwwerholl ginn ass, offiziell, fir déi Verbesserunge géigenzefinanzéieren, ech kommen nach dorobber zréck, mä a Wierklechkeet, fir enger Spuerpolitik, déi europawäit diktéiert ass iwwer Stabilitéitspak, Semestre européen, Genugtuung ze ginn.

Eng Austeritéitspolitik, eng Stabilitéitsplangpolitik, déi insgesamt méi wéi fragwürdeg ass an déi katastrophal Resultater an enger ganzer Rei Länner huet an total kontraproduktiv ass. An zu där, an dat wëll ech dem Här Adam da soen, et och Alternative ginn, um Niveau vu Steierreform, um Niveau vun Ëmverdeelung, déi onbedéngt misst geschéien.

Zu de Kierzungen. Déi éischt Kierzung, déi evident ass, dat ass déi, déi direkt dräimol a Bezuch op de Stage geschitt. Dräimol. Éischtens, well de Stage ëm ee Joer verlängert gëtt, oder, éischtens, well d'Indemnitéit während dem Stage gekierzt gëtt - 80/80% - a well se dann, zweetens, ëm ee Joer verlängert gëtt, wou dann nach ee Joer mat enger Kierzung vun 10% nach eng Kéier derbäikënnt.

Woubäi ee sech muss d'Fro stellen, an ech kommen erëm bei engem Amendement dorobber zréck, ob e Stage vu generell zwee Joer iwwerhaapt Sënn mécht an ob ee Stage vun dräi Joer dann elo méi sënnvoll ass, wat eh wierklech woen unzezweifelen. Et gëtt Carrièren, et gëtt Beruffer, do géif ee Stage vu sechs Méint duergoen. Et ginn anerer, do brauch een zwee Joer oder dräi Joer. Mä en eenheetleche Stage vun dräi Joer gëtt hei kloer agefouert, fir während där Zäit Suen ze spueren. Et schéngt, wéi wann dat 13,6 bis 30 Milliounen d'Joer wieren.

A wann da gesot gëtt, vläicht spuere mer net esou vill - d'Regierung sot dat -, vläicht spuere mer déi Suen net, well mer jo elo manner Leit astellen, also geet d'Rechnung net méi op, da fannen ech dat awer relativ allerhand an ënner aller Klarinett. Natierlech, wa mer manner Leit astellen, da spuere mer och bei manner Leit um Stage, mä insgesamt spuere mer awer vill méi wéi dat, wat mer géife spueren, wa mer just de Leit 80%, 90% vun hirer Stageindemnitéit géife ginn.

Déi drëtt Verschlechterung am Stage besteet doranner, datt d'Stagezäit an Zukunft net méi zielt fir d'Urechnung vun de Virdéngschtzäiten, déi een huet, wann ee seng Carrière opgestallt kritt. Déi dräi Joer, bis elo zwee Joer, hunn ëmmer 100% gezielt, fir d'Carrière opgestallt ze kréien. Déi dräi Joer zielen an Zukunft iwwerhaapt net méi. An dat bedeit ganz kloer eng Kierzung vun den Ufanksgehälter vu 5, 8 bis 10%.

Et gëtt Ausnahmen. Et gëtt Ausnahmen, dat sinn déi Leit, déi duerch d'breet Unerkennung vun enger Erfahrung am Privatsecteur näischt verléieren, well dat dat da kompenséiert oder souguer kann iwwertreffen. Mä fir déi meescht Leit, déi net aus dem Privatsecteur opgrond vun enger preziser Erfahrung rekrutéiert ginn, bedeit dat doten, an ech kann Iech Beispiller ginn, eng Kierzung vun den Ufanksgehälter vu 5 bis 10%. Inklusiv an der Pensioun, well och an der Pensioun schléit dat sech nidder, well déi Leit jo agestallt ginn am neie System. An am neie System zielt dat, wat een a senger Carrière bezilt, an net méi d'Endgehalt. Also ginn déi Leit och ëm dee Betrag do an hirer Pensioun bestrooft.

Een zweete Punkt vu Spuermoossnamen, dat sinn d'Majorations de l'indice, ass virdru gesot ginn, dat mécht 10 bis 14 Milliounen d'Joer, déi de Stat domadder aspuert. Dat sinn an der Regel, wann een dat kuckt, jee no Carrière 2%, déi d'Leit an hirer Carrière verléieren.

An da kommen déi Saachen aus dem Spuerpak derbäi. Spezifesch fir de Secteur public, wéi den Trimestre de faveur, dee mer och hei da sollen direkt fir d'Gemengebeamte matstëmmen. D'Proratisiérung vum Congé, deen een am leschte Joer nach zegutt huet.

Et kënnt derbäi d'Postes à responsabilité particulière, wou net d'Zuel ännert, mä wou ännert, wien esou ee Poste kritt. Dat heescht, d'Bis-Graden an d'Substitutiounsgrade ginn ofgeschaf a se ginn ersat duerch Postes à responsabilité particulière. An do sinn et net méi déi, déi zum Schluss vun der Carrière sinn, déi se kréien, mä do ka queesch duerch all Cas, duerch all Grade kënne Leit erausgepléckt ginn, fir dat ze kréien. Do wäerten also vill Leit a Pensioun goe mat méi enger niddreger Pai wéi déi, déi se sech eigentlech konnten erwaarden an déi se an hirer Expektativ haten. Ech kommen herno nach an engem Beispill dorobber zréck.

An dat lescht Beispill, wat ech wëll soe vu Kierzungen, ass awer trotzdeem och, datt de Gehälteraccord verschobe ginn ass, e puermol, an datt doduerjer och een Erspuernis fir de Stat effektiv sech ergëtt.

Zum Gehälteraccord selwer. D'Prime vun 0,9% respektiv d'Punktwäerterhéijung vun 2,2%.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer dat ausrechnen - an ech hunn d'Rechnung gemaach, ech wëll dat just net am Detail hei elo virleeën -, wa mer dat ausrechnen, da ginn déi Erhéijung vun deenen 2,2% an och déi Prime unique net duer, fir dat ze kompenséieren, wat d'ëffentlech Beamten an deene leschte Jore vu Reallounverloschter haten. Eleng d'Majoration de l'indice, déi kënnt an Zukunft, kascht jiddwereen an der Regel 2%. Eleng déi plus déi aner Saachen, déi derbäikommen. Also weder no hannen nach no vir geet et duer, fir dat ze kompenséieren, wat vu Reallounverloschter geschitt ass.

A wann dann, an et ass scho gesot ginn, d'DP an hirem Wahlprogramm, déi DP, déi 1999 ugetrueden ass, fir ze soen, Pacta sunt servanda, wann déi nämlecht DP dann 2013 an hirem Wahlprogramm schreift, et kéint net sinn, an aus den Hänn vun hirem Generalsekretär, d'DP géif net zu deem Accord salarial do stoen, et kéint net sinn, datt een eng Mehrwäertsteiererhéijung misst maachen, fir dat doten ze bezuelen, dann ass dat net nëmme politesch falsch, esou wéi et och falsch ass, datt d'ADR elo seet, et soll een dat net stëmmen - et ass elo kee méi do, bon soit -, datt et falsch wier, datt een dat soll stëmmen, mä da widdersprécht dat och Konventiounen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet!

D'OITs-Konventioun 151 seet ganz kloer, datt ee Parlament de Vertrag, deen tëschent enger Regierung gemaach ginn ass an hire Gewerkschaften en due forme, datt d'Parlament sech deem net kann entzéien.

Et ass wéi ee Verwaltungsrot an engem Privatsecteur. Wann d'Direktioun vum Privatsecteur - dat seet net d'Direktiv, mä dat soen ech -, wann d'Direktioun am Privatsecteur ee Vertrag ënnerschriwwen huet, dee gëtt jo och net vum Verwaltungsrot approuvéiert. Hei muss e vum Parlament approuvéiert ginn. Mä d'Direktiv seet ganz kloer, an och d'Erklärung zu der Direktiv sprécht „eine deutliche Sprache: Sie lassen nicht zu, dass «das Parlament ein Abkommen, das zwischen der Regierung und den Organisationen der öffentlichen Bediensteten abgeschlossen wurde, abändert oder verwirft»."

An dat ass kloer. Dat stëmmt natierlech fir d'Majoritéit vum Parlament. Dat stëmmt net fir all eenzelnen Deputéierten; dee muss kënne stëmmen, wéi e wëllt, dat ass kloer. Mä wann d'Majoritéit vum Parlament een Accord, deen ënnerschriwwen ass, net géif stëmmen, da géif se hei widderstousse géint d'OITs-Konventioun 151.

An da ginn esou Argumenter gebraucht, déi falsch sinn, well se op falschen Donnéeë baséieren, wéi zum Beispill d'ëffentlech Beamte kriten ëmmer bäi an anerer net. Neen, d'ëffentlech Beamte kréien net méi vill bäi a leschter Zäit! Et ass virdru scho gesot ginn, 2,2% op zéng Joer plus d'Prime ass net vill. An dat an enger Situatioun, wou d'Realléin zréckgaange sinn a leschter Zäit. Net d'Nominalléin, wéi de Rapporteur virdru gesot huet oder de Spriecher vun der LSAP. Ech weess net méi, ob en et am Ufank gesot huet oder herno, mä wou d'Realléin am ëffentleche Secteur ganz kloer zréckginn.

An da gëtt dacks versicht, fir deen ee géint deen aneren auszespillen. D'Gehälter vun den ëffentleche Beamte misste finanzéiert ginn duerch d'TVA-Erhéijung, déi jiddweree géif bezuelen. Et ass jo awer näischt méi falsch wéi dat!

Wie bezilt dann hei Steieren an deem Land, wann net souwuel d'ëffentlech Beamte wéi d'Leit, déi privat schaffen? A wie bezilt keng Steieren hei am Land? Net nëmmen hei am Land, mä och a Griichenland, Portugal, Spuenien? Wou kéipt sech de Räichtum op vun deem, wou jiddwereen hei derzou bäidréit, souwuel am ëffentlechen Déngscht wéi am Privatsecteur, fir deen ze schafen, a mat wéi enge Konsequenze vu Virbereedung vun enger neier Spekulatiounskris?

An, loosse mer net vergiessen, d'ëffentlech Beamten hunn zu Lëtzebuerg ëmmer mat hire Gehälter, souwéi d'Leit aus dem Privatsecteur och, hire Méiglechkeeten entspriechend derzou bäigedroen, datt mer Kleng- a Mëttelbetriber hunn, déi zu Lëtzebuerg fonctionnéiert hunn. Well d'ëffentlech Beamten hunn hir Paien dohinner gedroen, an de Commerce, villes a Konsum, déi d'Wirtschaft beliewe gedoen hunn, am Géigesaz zu deenen 1% oder 10% leweschten, déi hir Suen, déi se ofschäffelen, an d'Spekulatioun investéieren.

An dann, mengen ech, datt déi 2,2% op zéng Joer, datt dat net ee positivt Signal ass fir de Privatsecteur, fir déi Leit, déi do schaffen, mä e positivt Signal ass fir d'Patronen am Privatsecteur, déi dat dote wäerten notzen, fir och am Privatsecteur d'Léin ze bremsen. An ech mengen, dat ass eigentlech d'Iddi, déi och hannendrusteet.

Well et ass jo och dat, wat gesot gëtt, wann ee misst d'Gehälter an d'Ufanksgehälter kierzen, an dat ass jo elo hei geschitt, während dem Stage, mä och bei den Ufanksgehälter selwer gi se gekierzt, dat ass jo d'Argument, wat ëmmer gesot gëtt, den ëffentleche Secteur hëlt dem Privatsecteur all d'Leit ewech, well de Privatsecteur net dat ka bezuelen. Natierlech gëtt et och Betriber am Privatsecteur, déi dat net kënne bezuelen. Mä déi, déi et am haartste soen, dat sinn déi, déi et eigentlech kéinte maachen. An do gëtt net ugepaakt, fir datt korrekt Paien am Privatsecteur bezuelt ginn. Et gëtt ëmgedréit gemaach: D'Paien am ëffentleche Secteur gi gekierzt!

Den drëtte Punkt, op deen ech wollt agoen, dat sinn déi Deeler vum Gehälter-, also vum Pak, déi ongenügend behandelt sinn.

Deen éischte Punkt, deen ongenügend behandelt ass, dat sinn déi sougenannte Carrières reclassées, vun deenen elo schonn e puermol hei geschwat ginn ass a vun deenen zwou Kategorien dobausse stinn, fir fir hir Rechter an hir Unerkennung ze mobiliséieren. Dat sinn d'éducativ Beruffer, dat sinn awer och d'Gesondheetsberuffer an et sinn och eng Rei aner Fonctiounen, wéi Ingénieurs an esou weider an esou fort. Ech mengen, et ass wichteg, fir emol ze verstoen, wéi dee Mechanismus do ass, a wéi dat sech an deene leschte puer Joren entwéckelt huet, déi Diskussioun.

Fir d'Éischt waren alleguerten déi Leit, déi an deene Beruffer schaffen, emol frou, wéi gesot ginn ass vun där Regierung virdrun: Mir maachen elo eng Revaloriséierung vun der Carrière, jiddweree kritt säin Diplom unerkannt. Dat war: hurra! Net, well déi Leit dat da réckwierkend kriten, mä well se vun dësem Moment u Genugtuung krite fir d'Unerkennung vun hirem Diplom. A wéi se dunn emol dat Klenggedrécktent gelies hunn, hu se erausfonnt, datt do drastoung, an deenen éischte Projeten, datt dat awer eigentlech eréischt an zéng Joer wier! Datt eréischt an zéng Joer fir een, deen elo do ass, déi Unerkennung kéim, an datt och een, deen elo kéim, eréischt an zéng Joer drukéim.

An dunn huet de Minister Biltgen gesot: Okay, ech si bereet, fir op där Fro nozeverhandelen. Du si weider Diskussiounen entstanen. An du sinn déi zéng Joer gestrach ginn. An du war erëm eng Kéier: Hurra, elo hu mer endlech déi Unerkennung, déi mer brauchen, wéi se beispillsweis zum Deel och bei de Schoulmeeschtere geschitt ass, bei der Revaloriséierung vun hirer Carrière. Soit datt bei de Schoulmeeschteren eng kolossal Dommheet geschitt ass. Nämlech, datt et op d'Käschte gemaach ginn ass vun hirer Tâche, mat all deem, wat dat heescht, a vu Leit, déi sech haut krank maachen, well se déi Tâche net méi packen.

Mä déi zéng Joer sinn elo ewech. Déi zéng Joer sinn ewech. Dat ass kloer. Mä dowéinst kréien déi Leit awer net hir Unerkennung ab elo. Si kommen zwar an de Grad, mä si kréien, se behalen de facto den Échelon, dee se elo hunn. Wann et deen Échelon am neie Grad net gëtt, dann huele mer einfach deen driwwer, och wann dat dräi, véier Punkte méi sinn. Mä et sinn net déi dräi, véier Punkten, déi der Kaz e Bockel maachen, fir ze soen, se kriten elo déi Unerkennung.

A wann da gesot gëtt, et kéint een d'Vergaangenheet net änneren. Et geet deene Leit net drëm, fir d'Vergaangenheet ze änneren! Et geet net drëm, fir réckwierkend op hir Astellung, wou se bei de Stat komm sinn, déi Suen ze kréien. Déi Leit, déi wëssen, op wat se verzicht hunn. A rechent emol eng Kéier aus, op wat déi Leit wierklech verzicht hu während all deene Joren, wou jiddwereen haut d'accord ass, datt et eigentlech richteg ass, datt se déi Unerkennung kréien, datt dat hir Pai misst sinn, wat se all déi Joren net kritt hunn! An dowéinst wier et nëmmen normal, datt een deene Leit géif soen: Ab elo kritt Der dat, wat Der am Fong geholl scho laang verdéngt hätt, mä awer eréischt vun elo un.

A wann da gesot gëtt, et géif keen Neie bevirdeelegt gi par rapport zu engem, dee scho méi laang do ass, da stëmmt dat nëmmen am Absolutten. Natierlech wäert keen, deen elo erakënnt, een iwwerhuelen, deen elo schonn do ass. Dat ass kloer. Dat huet och, mengen ech, ni een esou gesot. A wann dat esou gesot ginn ass, da war et falsch. Da war et falsch, well dat ass net de Fall.

Wat awer de Fall ass, datt een, deen elo zéng Joer do ass, elo manner wäert hu wéi een, deen elo kënnt an deen dann zéng Joer do ass. Zéng Joer Anciennetéit wäerten och elo an a fënnef Joer an an zéng Joer net dat nämlecht sinn. Een, deen elo schonn 20 Joer do ass, oder elo zéng Joer do ass, dee wäert an zéng Joer, wou en 20 Joer do ass, manner hu wéi een, deen elo ufänkt an 20 Joer.

Dat heescht, d'Anciennetéit, d'Leit ginn net gläich behandelt. A Leit, déi scho méi laang do sinn, bleiwen hannendran, wat dee System do ugeet, bis datt se, wa se laang genuch derbäi sinn, effektiv dann déi Expektativ kënnen erreechen, oder bis datt se 55 Joer kréien. Déi Dispositioun ass jo Gott sei Dank awer mindestens emol nach drabliwwen.

An eigentlech ass jo jiddwereen d'accord, fir ze soen, déi Leit hätten dat zegutt, vun elo un. Mä da kommen ëmmer d'Finanze mat an d'Spill: Dat ass net ze bezuelen! Aner Saachen, ech wëll elo net hei polemesch ginn, déi sinn awer ze bezuelen, och beim Militär an NATO-Fligeren. Mä ech mengen, haaptsächlech d'Realitéit ass eng aner. D'Realitéit ass eng aner!

D'Verdeelung vun deem geschafene Méiwäert, vu jiddwerengem geschafen, am Privatsecteur an am ëffentleche Secteur, déi gëtt ëmmer méi ongläich. An ech brauch Iech net d'Statistike virzeliesen, ech brauch Iech net ze soen déi Rapporten, déi all Joers erauskommen, vun Oxfam, vun aneren Organisatiounen, vum Statec zu Lëtzebuerg, fir ze weisen, datt déi Iewescht ëmmer méi hunn an déi Ennescht ëmmer manner, an datt mer haut Situatioune kréie vun Aarmut, déi Ausmoossen unhuelen, déi iergendwann eng Kéier zu sozialen Explosioune wäerte féieren.

An dann zu Lëtzebuerg ass den Undeel, deen de Stat kritt um geschafene Räichtum, duerchweegs méi niddreg wéi an aneren europäesche Länner. Also, d'Sue si fir mech ganz kloer do ee Prätext, fir Austeritéitspolitik ze rechtfertegen, an net eng eigentlech Ursaach, fir deene Leit dat ze ginn, wat se zegutt hunn.

An duerfir begréissen ech, an ech hoffen, datt déi, déi hei sinn, dat och maachen, duerfir begréissen ech den Asaz vun deene Leit, déi dobausse sti fir hir Cause, fir hire Beruff. Well et geet och drëm, et geet och ëm ee Stolz, deen déi Leit hu fir déi Aarbecht, déi se maachen, déi net einfach ass. An déi Leit, déi stinn do, fir ze soen: Eis Aarbecht interesséiert eis. A wann Der sot, datt mer dat zegutt hunn als Unerkennung, da gitt eis et och a maacht net just de Géigendeel doduerch, datt mer elo esou laang musse waarden!

Ech hunn an deem Sënn och eng Motioun proposéiert, op déi ech herno zréckkommen, déi e Kompromëss soll maachen tëschent deenen zwou Positiounen, der Positioun vun der Regierung, fir ze soen: „Neen, just de Grad an net den Échelon.", an der Positioun vun deene Betraffenen, déi soen: „Neen, mir hätte gären d'Rekonstitutioun, net nëmmen, wat de Grad ugeet, mä och, wat den Échelon ugeet."

An eng aner Kategorie, déi dobausse steet, dat ass déi vun de Chargés de cours. D'Geschicht vun de Chargé-de-coursen ass och eng al, ass och eng laang Geschicht. Déi éischt Chargé-

de-coursen, déi agestallt gi sinn, dat war eng aner Kategorie wéi déi, déi elo agestallt ginn. Déi éischt Chargé-de-coursen, déi agestallt gi sinn, dat ware Leit, déi net den Diplom haten, déi awer gebraucht gi sinn, fir datt eis Schoul iwwerhaapt géif fonctionnéieren.

An ech hu laang mat deene Leit gekämpft, datt se d'Recht emol kriten op Existenz, datt et se iwwerhaapt gëtt, datt se Recht kriten op e feste Vertrag, datt de Secteur public an d'Schoul net eng aarbechtsrechtsfräi Zon wier zu Lëtzebuerg, wéi dat jorelaang de Fall war. A mir hu missen op d'Geriichter goen, fir dat duerchzesetzen. A fir e Recht ze kréien op Weiderbildung. Op Weiderbildung, déi esou wäit gaangen ass, datt iwwer 100, 150 vun deene Leit haut een Diplom hunn als Schoulmeeschter, deen opbaut op hirer Erfahrung plus Weiderbildung plus Coursen an esou weider. Duerfir huet misse gekämpft ginn.

An och dee Kampf ass nach net fäerdeg. E gëtt just elo begleet vun engem zweete Kampf, an dat ass dee vun deene Leit, déi sech elo déi lescht Zäit zu Wuert gemellt hunn. Dat sinn déi, déi Diplomer hunn, mä déi net agestallt ginn an der Fonctioun, déi se net hunn (veuillez lire: déi se sollten hunn).

An déi d'Diplomer hunn, fir déi Fonctioun ze erfëllen, mä déi net agestallt ginn an der Fonctioun, déi se hunn. Aus enger Rei Ursaachen, iwwert déi ee ka schwätzen, mat der Konsequenz, datt se emol hiren Diplom net bezuelt kréien! Mir haten ëmmer eng Regelung am Enseignement, och am Postprimaire, datt jiddweree sengem Diplom no géif bezuelt ginn, mat enger klenger Verschiebung: Et ass een ëmmer ee Grad ënnert deem bezuelt ginn, wat ee krit, wann een an der Fonctioun och fonctionnariséiert wier.

Een, deen en Diplom hat fir Proff ze ginn am E6, gouf als Chargé de cours am E5 bezuelt. Een, deen en Diplom hat fir E4 ze kréien, gouf als Chargé de cours am E3 bezuelt. Dat ass laang esou gemaach ginn. An ech mengen, dat hat och eppes Richteges. An zwar hat et dat richteg, datt net d'Astellung vu Leit, déi den Diplom hunn, mä d'Fonctioun net kréien, esou geholl gëtt, fir ze spueren. An dat ass awer dat, wat am Moment massiv geschitt am Enseignement.

An ech hat eng Question parlementaire gemaach, wou de Minister och drop geäntwert huet. Et kann een ausrechnen, datt massiv gespuert gëtt, well 20, 25% vun de Leit, déi do schaffen, Chargé-de-coursë sinn an effektiv net d'Pai kréien, zwar vum Schoulmeeschter oder vum Proff, mä emol net déi vun hirem Diplom.

An ech mengen, datt déi Leit recht hunn. An ech hoffen, datt ech de Claude Adam virdrun och richteg verstanen hunn, wéi e gesot huet, hie géif dat Uleies deelen a mer géifen dorobber zréckkommen. Dat schéngt mer eng ganz wichteg Saach ze sinn. Well et net ka sinn, datt d'Schoul spuert opgrond vun deenen, déi dann och nach eng Tâche hunn, déi méi héich ass, op déi ech elo net wëll agoen, well ech an där Zäit, déi ech trotzdeem hunn, net op alles kann agoen.

Dann d'Problematik vun der Police. Jiddweree vun Iech kennt d'Problematik, mä et gëtt awer keng Léisung offréiert. Et ginn Usätz vu Léisungen offréiert, déi de Minister gesot huet. An ech kommen op déi ze schwätzen.

Deen éischte Punkt ass deen, datt d'Police seet: Mir hu Leit, déi fënnef Joer Postprimaire musse maachen, eng Onzième, eng Troisième, an déi dann hei elo op eemol an eng Carrière D1 agestuuft ginn, woubäi déi normal Astufung vun deene Leit, déi fënnef Joer Postprimaire hunn, eng Carrière C1 ass.

Wéi mer dat opgeworf hunn, seet de Minister eis, doriwwer wäert geschwat ginn. Esou wéi och iwwert déi zweet Saach wäert geschwat ginn, dat ass déi, datt d'Police an där Hisiicht eng Ausnahm ass, wou d'Leit bei der Police hir Postes à responsabilité scho besetzen, wa se de Substitutiounsgrad nach net hunn. An dat war och ëmmer een Acquis. D'Leit hunn déi Posten am P7 besat, net alleguer, mä hu se besat, well se wossten, datt se praktesch der Anciennetéit no de Substitutiounsgrad kriten.

Elo ginn d'Substitutiounsgraden ofgeschaaft. Se ginn ersat duerch Postes à responsabilité particulière. An et gëtt gesot, do ass de Prozentsaz limitéiert. Deen ass elo emol eng Kéier eropgehéicht ginn, well de Problem awer unerkannt ass. Ob en awer duergeet, bezweifelen ech. Mä et gëtt haaptsächlech elo driwwer gefeilt, ob dee Poste à responsabilité, deen d'Police bis elo hat, ob dat dee Poste à responsabilité particulière ass, deen dat neit Gesetz virgesäit.

Also, hei gi wierklech Hoer a siwe gespléckt, fir ee Problem ze ëmgoen, deen am Fong geholl relativ einfach ass. An de Problem ass an där Hisiicht einfach, wou déi Leit, déi elo schonn d'Poste besetzen, déi sollen d'Recht behalen, fir och dee Substitutiounsgrad ze kréien. An duerfir hu mer proposéiert an der Kommissioun, datt effektiv da fir d'Police déi Dispositioun vum Substitutiounsgrad, fir déi Leit, déi elo do sinn - fir déi Leit, déi elo do sinn! -, als Iwwergangsbestëmmung soll bäibehale ginn. An de Minister huet eis gesot, do wieren d'Verhandlungen amgaang mam zoustännege Minister.

Ech hunn elo erausfonnt, déi Verhandlungen hätte mat der zoustänneger Direktioun stattfonnt. Déi Verhandlunge wiere gutt verlaf. Ech mengen, et war och elo eng Sëtzung gëschter, wou Der nach doriwwer geschwat hutt - de Minister wäert eis dat dann herno alles zielen -, wou d'Leit, d'Gewerkschaften zouversiichtlech waren, datt se d'Ënnerstëtzung hu vun hirer Direktioun, fir ze soen: Okay, déi Posten, déi Dir elo besetzt, si Postes à responsabilité, nämlecht wéi Postes à responsabilité particulière, an déi Leit, déi sollen d'Expektativ behalen, fir dann effektiv och déi 15 Punkten do ze kréien.

Par contre, deen zweete Punkt, deen iwwert d'Astufung vun der Carrière D1 oder C1, ass bis elo net offiziell diskutéiert ginn. An doweinst ass eng Conciliatioun ugefrot ginn, déi dat dann elo soll traitéieren, wann elo déi Conciliatioun ass. An d'Conciliatioun ass ugefrot ginn, obschonn d'Police jo kee Streikrecht huet. Si hunn et gemaach, wëssend, datt se kee Streikrecht hunn, an der Hoffnung, datt do an der Conciliatioun verstänneg Leit sëtzen oder e Mediateur kënnt, dee seet: Okay, ech verstinn Iech, hei ass meng Propositioun.

Meng Angscht ass awer déi, datt hinne ganz genee dat nämlecht geschitt wéi der FEDUSE an der Carrière supérieure, wou och eng Mediatioun war doriwwer, iwwert déi Dispositioun, datt een d'Expektativ huet, fir weiderzekommen, déi elo soll limitéiert ginn an deenen éischte Joren - um Ufank war gesot ginn dräi Joer, elo sinn et fënnef Joer - op zwee Avancementer. Och do, an der Mediatioun, huet de Mediateur gesot: „Ännert dat, wann ech gelift! Ännert et wann ech gelift an deem Sënn, datt et wuel op sechs Joer geet, dräimol!" An esou weider.

A wat seet d'Regierung eis an der Kommissioun, wéi mer dat wollte festschreiwen? „Mir erkennen d'Mediatioun awer net un." Esou einfach ass et! A wann et esou einfach ass, dann ass eppes falsch hei am Stat. D'Police geet an eng Mediatioun, well se seet: „Mir wëllen net streiken - mir hu souwisou d'Recht net, fir ze streiken -, well mer eis op d'Mediatioun verloossen." A parallell geet d'Regierung hin a seet: „Mediatioun hin oder hier, mir erkennen et net un, da musst Der ebe streiken."

Also, ech fannen déi Aart a Weis, fir mat Sozialpartner ëmzegoen, ech fannen déi Aart a Weis vum Respekt oder vum Netrespekt vu Streikprozeduren a Conciliatiounsprozeduren, déi fannen ech einfach relativ schappeg, muss ech soen!

An ech hoffen, datt d'Regierung sech et nach eng Kéier iwwerleet a souwuel déi Mediatioun mat der FEDUSE unerkennt, well de Mediateur, deen huet do net Partei ergraff. En huet net Partei ergraff! An déi aner Säit war d'accord, fir se unzeerkennen. An et wier nëmmen normal, datt d'Regierung se och géif unerkennen an datt déi Problematik vun der Police als Härtefallproblematik, déi jo haut wahrscheinlech net geléist gëtt, mä kuerzfristeg awer géif drop zréckkommen. Ech kommen herno a menge Motiounen dorobber zréck.

An dann den Enseignement: Mir hu proposéiert am Enseignement, fir net Rapp a Klapp ze kréien ënnert de Leit, datt déi Dispositioun iwwert d'Postes à responsabilité particulière, esou wéi d'Gewerkschaften dat gefrot hunn, datt déi net sollen do applizéiert ginn. Da gëtt gesot: Dat kënne mer net maachen, well se Partie prenante vun der Fonction publique sinn. Parallell gi mer awer hin, mer soen: Den Enseignement ass anescht, do behale mer Iwwergangsbestëmmungen, se behalen hir Graden an et si just déi nei, déi doran erakommen. Also hätte mer och d'Méiglechkeet gehat, fir dat doten ze maachen a fir do Rapp a Klapp ze verhënneren.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Däerf ech den Här Turpel just drop opmierksam maachen, well ech mengen, dass en e klenge Feeler elo gemaach huet bei senger leschter Ausso? Anescht wéi d'Gewerkschaften et gefrot hunn, et gëtt en Zousazaccord tëschent der viregter Regierung an där representatiivster Gewerkschaft aus dem Secteur vum Enseignement vun der Grondschoul, fir genau déi dote Postes à responsabilité ze definéieren. Deem misst een awer och Rechnung droen, wann een hei op der Chamberstribün schwätzt.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech komme genee op déi dote Problematik zréck, wa mer schwätzen iwwert d'Verhandlungsrechter am ëffentlechen Déngscht. Et ass léif, datt Der mer dat gesot hutt.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Et gëtt deen Accord.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech kommen dorobber.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Okay. Tëschent der representatiivster Gewerkschaft aus dem Enseignement…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, am Moment huet just den Här Turpel d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech kommen dorobber. Ech kommen dorobber bei deem Punkt iwwer all déi Hallefheeten an Ongeklärtheeten, iwwert déi ech wëll schwätzen, an dofir fänken ech och elo domadder un.

Dat Éischt, dat ass dat Ist-gleich-Zeichen, wat ëmmer gemaach ginn ass an der Vergaangenheet zwësche Gestion par objectif a Bewäertung, wat total zweeërlee ass. Et kann een eng Gestion par objectif maachen, ouni mussen eng Bewäertung ze maachen. Et kann een eng Bewäertung maachen, ouni eng Gestion par objectif an deem Mooss ze maachen, wéi mer se hei wëllen.

An ech mengen, datt dat, wat déi nei Regierung aus der Gestion par objectif opgrond vun den Awänn vum Statsrot gemaach huet, e Fortschrëtt ass. Net nëmmen opgrond vun den Awänn vum Statsrot, mä och well se iwwerzeegt ass, datt do wierklech iwwerdriwwe ginn ass an den individuelle Bewäertungen, datt do vill Energie géif dragestach ginn, se huet Kierzungen, déi sech doraus erginn, ofgeschaaft. Mä se ass leider op hallwem Wee stoe bliwwen.

An ech mengen, et wier wichteg, fir dat erëm op d'Féiss ze setzen, an zwar an deem Sënn, datt et wichteg ass, datt mir am ëffentlechen Déngscht Leit dozou kréien, fir zesummenzeschaffen.

Eis Verwaltunge brauchen Objektiver. An et ass jo dat, wat elo och festgeschriwwen ass. D'Leit solle kucken, gemeinsam, wat d'Viraussetzunge sinn, fir déi Objektiver ze erreechen. Wéi si se? Wat sinn d'Viraussetzungen?

Et ass natierlech dann och eng Ufuerderung un d'Chef-de-servicen an un de Stat, fir och déi Viraussetzungen ze schafen. Wann eng Insuffisance professionnelle besteet, hunn ech ëmmer gesot, muss ee kënne reagéieren. Mä da soll et Punkt sinn, da soll et fäerdeg sinn. Dat, wat elo gemaach gëtt mat där hallwer Bewäertung, wou dann awer Leit a Gespréicher an a Prozedure bewäert gi vun eent bis véier, dat wäert just dozou féieren, datt vill Leit vill Energie drastiechen, fir mat den Ielebéi ze schaffen, fir sech schéin dohinnerzestellen amplaz fir d'Verwaltung ze schaffen.

Ech ginn elo net weider dorobber an, well mat deene 40 Minutten, déi ech hunn, mer d'Zäit awer fortleeft. An déi dräi Deeg Congé, déi déi solle kréien, déi elo wierklech gutt sinn, dat si grad déi, déi wahrscheinlech keng Zäit hunn, fir se kënnen ze huelen.

Een zweete Punkt vun Hallefheeten, dat sinn d'Wahlen, an ech kommen herno bei de Motiounen dorobber zréck, d'demokratesch Wahlen am ëffentleche Secteur.

Een drëtte Punkt, dat ass d'Streikprozedur, wou mer ganz vill Problemer hunn an eiser Streikprozedur. Mir sinn engersäits iwwerreglementéiert, well mer Aschränkunge maachen, déi net däerfte sinn, an anerersäits Rechter net unerkennen, déi mer missten unerkennen. An iwwert déi Problematik vun de Verhandlungsrechter am ëffentlechen Déngscht kommen ech da bei de Motiounen zréck, well d'Zäit mer soss fortleeft.

Ech wëll nach e puer Sätz soen zu der Roll vum ëffentlechen Déngscht. Mir hunn e gudden ëffentlechen Déngscht. Net iwwerall, well et plazeweis u Leit feelt. Net well d'Leit net wëllen, mä well et u Leit feelt, a well déi, déi do sinn, sech krepéieren an och dropmaachen.

An et ginn zwou Tendenzen. Déi eng Tendenz ass déi, fir den ëffentlechen Déngscht un eng modern Gestioun, Teamaarbecht, Gruppendynamik, Identifikatioun mat der ëffentlecher Déngschtleeschtung vu Personal a vu Bierger an esou weider unzepassen. Déi aner Tendenz, dat ass éischter déi, déi den Här Kartheiser verteidegt, schlank, kleng, déi d'DP och eng Zäit verteidegt huet, deen neoliberalen „new public management", fir ze soen, esou kleng wéi méiglech, esou vill wéi méiglech privatiséieren, wat awer schifgaangen ass. An ech ginn net op d'Bilanen a vun all deem, wat do schifgaangen ass.

An ech géif och warne virun dem Wonsch vu weidere Privatiséierungen. D'ëffentlech Hand muss ganz villes maachen, wat de Privatsecteur net bereet ass ze maachen, net ka maachen. An et kann net sinn, datt elo weider versicht gëtt, aus dem Transport, aus anere Beräicher, aus der Kannererzéiung, aus der Schoul, d'Filetsstécker erauszeschneiden, wou ee ka Bonie maachen, an dem Stat de Rescht iwwerloossen.

Mir brauche Leit mat Statut, déi onofhängeg sinn, neutral sinn, jiddweree gläich behandelen, uerdentlech bezuelt sinn. Mir brauche genuch Leit. A ville Verwaltunge feelt et u Leit, an ech bedaueren dat. Vill Projeten, déi missten ëmgesat ginn, kënnen net ëmgesat ginn, well d'Verwaltungen net méi nokommen, fir d'Projeten opzeschaffen oder fir se ëmzesetzen.

Mir brauche qualifizéiert Leit, net nëmmen an den hoheitsrechtleche Beräicher, mä am gesamten ëffentlechen Déngscht, deen och fir sozial Kohäsioun noutwendeg ass, och op lokaler Ebene.

Ech wëll op eppes hiweisen, wat, mengen ech, awer och wichteg ass, well et virdrun hei ugedeit ginn ass, dat ass: Den ëffentlechen Déngscht ass net nëmmen op fir Lëtzebuerger. Ëffentlechen Déngscht ass op fir all EU-Bierger. Et gëtt just de Moment eng Konditioun op deene meeschte Plazen, dat ass d'Sprooch. Doriwwer eraus ass den ëffentlechen Déngscht op fir all EU-Bierger, bis op e puer Ausnahmen. An déi Ausnahme sollen Ausnahme bleiwen.

An ech fäerten, datt mer do nach mussen dru schaffen, datt net mat deenen Ausnahmen iwwerdriwwe gëtt, mä datt dat Ongläichgewiicht, wat de Moment besteet zwëschent Urlëtzebuerger an Netlëtzebuerger Awunner, déi am ëffentlechen Déngscht schaffen, fir dat aus der Welt ze schafen.

Code de conduite, dorop ginn ech elo net an. Wat mir schéngt e wichtege Punkt ze sinn, dat ass den Zougang vun de Bierger zu der Verwaltung. Net nëmmen en Droit d'accès aux informations, wou de Premier eis en neie Gesetzesprojet versprach huet, deen hoffentlech och hält, wat mer eis dovunner erwaarden, mä och Zesummenaarbecht.

Mir brauchen ee strukturéierten Dialog mam Usager an eisen ëffentleche Verwaltungen. Mir brauche beispillsweis e Reklamatiounsregëster, wou jiddwerengem seng Uleiessen, deen eppes mellt, wou déi wouergeholl ginn, wou déi an dee Regëster gesat ginn a wou mat de Personalvertrieder um Enn vum Joer ee Rapport gemaach gëtt iwwert d'Uleiessen an doriwwer, wat ënnerholl ginn ass, fir dat ze änneren.

Mir brauchen eng Diskussioun iwwert d'Vertrieder vum Stat an de Verwaltungsréit. Ech ginn elo net op d'Diskussioun an, datt d'Chamber nach ëmmer verheemlecht kritt, wien déi Vertrieder sinn, oder muss roden, wie se sinn.

Ech ginn einfach op d'Problematik an, datt ech mer d'Fro stellen: Ass et gutt, wann héich Beamten, déi wichteg Aufgaben hunn an hire Ministèren, wann déi elo nach e gewësse Cumul vu Mandater niewebäi hunn, déi menger Meenung no realistesch net kënnen ausserhalb vun der Aarbechtszäit gemaach ginn? Brauche mir net d'Fonctioun vun engem Fonctionnaire administrateur, deen dat zu senger Aufgab ka maachen?

Domadder kommen ech zum Schluss vun deem, wat ech wollt soen. Ech hunn eng Rei Motioune preparéiert, op déi ech herno nach ze schwätze kommen.

Ech soe Merci der Kommissioun fir d'Diskussiounen, déi mer haten. Ech mengen, d'Diskussioun an der Kommissioun huet gewisen, datt wann een iwwert d'Problemer schwätzt, datt een och zu Léisunge ka kommen. Ech bedaueren, datt eng ganz Rei Léisungen elo net zréckbehale gi sinn, déi a mengen Amendementer mat dra sinn.

Ech wäert awer drop halen, datt mer et fäerdegbrénge, fir ee Bilan ze maachen. Ech hat dat ugekënnegt. Ech hat eng Motioun gemaach, wou ech gesot hunn, datt mer au fur et à mesure, wou sech Härtefäll géife stellen, déi solle léisen a spéitstens no engem Joer soll een dat dann iwwerschaffen.

D'CSV huet eng eege Motioun gemaach, op déi ech nach ze schwätze kommen, well ech se net richteg verstinn. D'Majoritéitsparteien hunn och eng eege gemaach, wou se d'Iddi iwwerholl hunn, grondleeënd, just op zwee Joer gesat hunn an au fur et à mesure Saachen erausgelooss hunn. Ech kommen herno bei der Diskussioun iwwert d'Motiounen dorobber zréck.

Dat gesot, soen ech Iech Merci an hoffen, datt mer bei der Diskussioun iwwert d'Amendemen-

ter an d'Motiounen nach kënnen e klenge Schrack no vir maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech géif dem President dann och d'Motiounen an d'Amendementer hei offiziell iwwerreechen.

Amendements concernant les projets de loi 6457, 6459 et 6465

6457 *- Projet de loi modifiant:*

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

I.- Modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Amendement 1 (durée du stage)

[Article 3 du projet de loi]

À l'article 3, paragraphe 3, l'alinéa b) est modifié comme suit:

b) L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante:

«La durée du stage est de 6 mois à trois ans pour le stagiaire admis au stage à un poste à tâche complète, en fonction des besoins de formation et d'insertion professionnelle, dont le contenu, le déroulement et la durée exacte sont fixés par règlement grand-ducal ~~et de quatre ans pour~~. Pour le stagiaire admis au stage à un poste à temps partiel de cinquante pour cent ou de soixante-quinze pour cent d'une tâche complète, la durée du stage est de 9 mois à quatre ans; la durée exacte est fixée par le même règlement grand-ducal. Nonobstant l'application éventuelle de l'alinéa 12 du présent paragraphe, la durée minimale du stage ne peut être inférieure à ~~deux années~~ 6 mois en cas de tâche complète, ni ne peut être inférieure à ~~trois années~~ 9 mois en cas de service à temps partiel.»

Motivation:

Les besoins de formation et d'insertion professionnelle ne sont nullement les mêmes pour les différentes professions et fonctions et un stage d'une durée uniforme de trois années ne correspond ni aux besoins, ni aux réalités en la matière. Les besoins varient non seulement en fonction des catégories et groupes, mais même à l'intérieur des groupes. Partant, il y a lieu d'arrêter pour chaque fonction la durée du stage en fonction des besoins réels, la durée exacte pouvant être fixée par le même règlement grand-ducal.

Amendement 2 (Gestion par objectifs, titre du chapitre)

[Article 5 du projet de loi]

L'article 5 est modifié comme suit:

Il est ajouté, entre les articles 3 et 4, un nouveau chapitre intitulé comme suit:

«Chapitre 2bis.- ~~Développement professionnel du fonctionnaire~~ La gestion par objectifs»

Motivation:

S'il est vrai que le développement professionnel du fonctionnaire fait partie de la gestion par objectifs, il est important de retenir que la gestion par objectifs concerne de prime abord l'administration dans son ensemble. Il importe que chaque fonctionnaire se situe dans ce cadre. En ce qui concerne l'intitulé du chapitre, il y a lieu d'y relever l'objet principal, à savoir la gestion par objectifs, et de développer la raison d'être et les conséquences de cet objet principal dans les dispositions qui s'en suivent.

Amendement 3 (Gestion par objectifs, finalité)

[Article 6 du projet de loi, alinéa 1er]

À l'article 6, l'alinéa 1 est remplacé comme suit:

L'article 4 est remplacé comme suit:

«Art. 4. ~~Le développement professionnel du fonctionnaire s'inscrit dans le cadre d'un système de gestion par objectifs qui détermine et assure le suivi de la performance générale de l'administration et de la performance individuelle des agents qui font partie de l'administration.~~ La gestion par objectifs est introduite afin de définir les missions et objectifs de chaque administration et service, de même que des agents y occupés, et de renforcer l'identification des agents avec ces missions et objectifs en vue d'un accroissement de l'efficience de l'administration.»

Motivation:

Il s'agit de donner tout d'abord une définition à la gestion par objectifs, pour en déduire ensuite les conséquences et implications.

Amendement 4 (description des postes, avis de la représentation du personnel)

[Article 6 du projet de loi, alinéa 3]

À l'article 6, l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, est modifié comme suit:

«La description de poste, établie par le chef d'administration, sur avis de la représentation du personnel, si elle existe, définit les missions et les activités principales liées aux postes identifiés dans l'organigramme ainsi que les compétences théoriques, les compétences techniques et pratiques et les compétences sociales exigées pour l'accomplissement de ces missions et activités.»

Motivation:

Dans une démarche coopérative, dans un cadre de dialogue social bien compris, l'avis de la représentation du personnel, si elle existe, constitue un avantage pour une description de poste complète, correcte et partagée par tout un chacun.

Pour l'inversion de la suite des alinéas 3 et 4, il serait utile que les dispositions concernant l'administration dans son ensemble (à savoir le programme de travail et l'organigramme de l'administration, compris dans l'actuel alinéa 4) précèdent les dispositions concernant les tâches individuelles (la description de poste, contenue dans l'alinéa 3, de même que l'entretien individuel et le plan de travail individuel, contenus dans l'alinéa 5). À cette fin l'alinéa 4 devint l'alinéa 3 et vice versa.

Amendement 5 (programme de travail et organigramme, consultation du personnel)

[Article 6 du projet de loi, alinéa 4]

À l'article 6, l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 3, est modifié comme suit:

«Le chef d'administration est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs dans son administration. Le programme de travail et l'organigramme de l'administration sont établis et revus pour la période de référence par le chef d'administration, après consultation du personnel et sur avis de la représentation du personnel, si elle existe, et soumis à l'approbation du ministre du ressort. L'établissement et la révision du programme de travail et de l'organigramme de l'administration donnent lieu à une consultation du personnel afin de promouvoir le dialogue, d'établir des objectifs communs et de faire le point sur le travail accompli.»

Motivation:

La gestion par objectifs est une démarche coopérative, s'assurant l'implication du personnel (et de la représentation du personnel, si elle existe), notamment pour tout ce qui concerne l'administration dans son ensemble (programme de travail, organigramme). Évidemment, une démarche coopérative ne peut s'opposer nullement à ce que ce soit le chef d'administration qui décide.

Dans la suite des alinéas, les dispositions concernant le programme de travail et l'organigramme de l'administration, compris dans l'actuel alinéa 4, doivent précéder les tâches individuelles. À cette fin, l'alinéa 4 devient l'alinéa 3 et vice versa.

Amendement 6 (entretien individuel, objectif)

[Article 6 du projet de loi, alinéa 5]

À l'article 6, l'alinéa 5 est modifié comme suit:

«L'entretien individuel, visant de promouvoir le dialogue, d'établir des objectifs communs et de faire le point sur le travail accompli, et l'établissement du plan de travail individuel du fonctionnaire pour la période de référence suivante se déroulent pendant la dernière année de la période de référence en cours. Pour le fonctionnaire nouvellement nommé, le premier entretien individuel et l'établissement du premier plan de travail individuel se déroulent pendant les trois premiers mois suivant la date d'effet de sa nomination.»

Motivation:

Il s'agit de préciser l'objet et l'objectif de l'entretien individuel, à savoir: promouvoir le dialogue, établir des objectifs communs et faire le point sur le travail accompli.

Amendement 7 (entretien individuel, déroulement)

[Article 6 du projet de loi, alinéa nouveau]

À l'article 6 est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit:

Les conditions et modalités, y compris le déroulement et la forme des entretiens et documents qui découlent de la gestion par objectifs, sont arrêtées dans le règlement grand-ducal prévu à l'article 1er, paragraphe 2, alinéa 3.

Motivation:

Bien que l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 1er prévoie qu'un règlement grand-ducal puisse préciser les modalités d'application au personnel visé par le présent paragraphe des articles 4, 4bis, 4ter et 42, donc y compris la gestion par objectifs prévue à l'article 4, il serait utile de préciser que ce règlement arrête également les modalités de déroulement des entretiens collectifs et individuels nécessaires dans le cadre de cette procédure, de même que la forme des documents résultant de cette procédure (organigramme, description de postes, programmes de travail de l'administration et, s'il y a lieu, de ses différentes unités organisationnelles, les rapports des entretiens collectifs et individuels, …).

Amendement 8 (système d'appréciation - à supprimer)

[Article 7 du projet de loi] - [Suppression de l'article 7 du projet de loi]

Le nouvel article 4bis concernant le système d'appréciation, ajouté à la suite de l'article 4, est supprimé.

Motivation:

La gestion par objectifs est un défi majeur du service public et des administrations publiques, qui devrait grouper toutes les ressources et forces disponibles et les réunir et dynamiser dans une volonté de réussite collective. Dans ce cadre, l'appréciation individuelle, telle que prévue par le projet de loi, a un caractère et des conséquences plutôt perturbateurs, parce qu'elle concentre les efforts des collaborateurs sur leur situation et leur image individuelles, au lieu de les faire contribuer avec toute leur disponibilité et leurs forces sur les besoins collectifs, la qualité et l'image globale du service dont ils font partie. Ainsi, l'appréciation individuelle est pour le moins prématurée dans des administrations qui devraient se concentrer sur l'aspect collectif de leur travail, dans lequel chaque individu doit jouer son rôle, non pas pour se profiler lui-même, mais pour renforcer l'effort collectif. Cette façon de travailler ne devrait pas empêcher de venir en aide à ceux qui en ont besoin (article 4bis), voire de prendre les mesures et sanctions nécessaires en cas d'insuffisance professionnelle continue (article 42).

De toute façon les auteurs de la réforme proposent d'introduire une procédure d'appréciation pour les fonctionnaires pouvant être nommés à une fonction dirigeante. Ainsi l'article 1er de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État est complété par un alinéa libellé comme suit: «Les fonctionnaires nommés à une fonction dirigeante énumérée à l'alinéa 2 doivent faire preuve des compétences de direction et d'encadrement requises pour l'exercice de leurs fonctions. Ces compétences font l'objet d'un système d'appréciation dont les conditions et modalités sont fixées par voie de règlement grand-ducal.» En plus, nous proposons d'appliquer la procédure d'appréciation pour fonctions dirigeantes également aux postes à responsabilité particulière.

Partant, le nouvel article 4bis peut être supprimé; les dispositions des autres articles en relation avec cet article sont à adapter en conséquence.

Amendement 9 (insuffisance professionnelle)

[Article 8 du projet de loi] - [Article 7 selon amendements]

L'article 8 est modifié comme suit:

L'article 4bis est remplacé par un nouvel article libellé comme suit:

«Art. ~~4ter~~ 4bis. Lorsque ~~le résultat de l'appréciation~~ l'entretien individuel fait apparaître ~~le niveau de performance 1 ou lorsque~~ que les performances du fonctionnaire sont insuffisantes ~~en dehors des cas où le système d'appréciation s'applique~~, le chef d'administration déclenche la procédure d'amélioration des performances professionnelles. Au début de cette procédure, un programme d'appui d'une durée maximale d'une année est établi afin d'aider le fonctionnaire à retrouver le niveau de performance requis.

À la fin du programme d'appui, un rapport d'amélioration des performances professionnelles sur la base des critères ~~du système d'appréciation~~ retenus lors de l'établissement du programme d'appui est établi par le chef d'administration. ~~Si les performances du fonctionnaire correspondent aux niveaux de performance 2, 3 ou 4, la procédure est arrêtée.~~ Si les performances du fonctionnaire restent insuffisantes ~~correspondent au niveau de performance 1~~, la procédure d'insuffisance professionnelle prévue à l'article 42 est déclenchée. Dans la cas contraire, la procédure est arrêtée.»

Motivation:

La procédure d'appréciation prévue à l'ancien article 4bis étant supprimée, il y a lieu d'adapter le mécanisme de déclenchement du programme d'appui et de préciser les critères de réussite et d'insuffisance d'un tel programme. En effet, l'entretien individuel s'apprête parfaitement au constat d'une insuffisance professionnelle du fonctionnaire et à la fixation des objectifs d'un programme d'appui.

Amendement 10 (ordre de justification)

[Article nouveau à insérer entre l'article 15 et 16 du projet de loi] - [nouvel article 15 selon amendements]

Suite à l'article 15 est inséré un nouvel article 16, libellé comme suit (la numérotation des articles suivants est décalée en conséquence):

«L'article 16bis est modifié comme suit:

Art. 16bis. Sans préjudice des dispositions de l'article 44(*) ci-dessous, et en cas de manquement présumé du fonctionnaire à ses devoirs, le chef d'administration ou son délégué ~~peut~~ lui adresser un ordre de justification dans les conditions et selon les modalités à fixer par règlement grand-ducal.»

(*) «Art. 44. Tout manquement à ses devoirs au sens du présent statut expose le fonctionnaire à une sanction disciplinaire, sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale.»

Motivation:

L'ordre de justification est une des nouveautés importantes introduites par la loi du 19 mai 2003. L'ordre de justification permet au fonctionnaire de se justifier et d'expliquer un comportement présumé fautif, et permet au chef d'administration (ou à son délégué) de décider de la suite en connaissance de cause. Or, en réalité, cette disposition est souvent interprétée dans le sens qu'un ordre de justification empêcherait une sanction plus sévère que celle de l'avertissement, de la réprimande ou de l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base. Afin d'éliminer toute ambigüité en la matière, il est proposé de retenir qu'un ordre de justification soit adressé au fonctionnaire dans tous les cas où celui-ci est présumé avoir manqué à ces devoirs. Les quelques situations précises, où un tel ordre de justification ne serait pas possible ou ne fait plus de sens, pourraient être réglées par le règlement grand-ducal prévu par cet article.

En plus, il y a lieu de préciser dans cet article que la présomption d'un manquement suffit pour adresser un ordre de justification, le manquement effectif ne pouvant être retenu qu'en fin de procédure.

Amendement 11 (dispense de service pour formation - remboursement éventuel)

[Article 16 du projet de loi]

L'ancien article 16 est modifié comme suit:

«L'alinéa 3 du nouvel article 19ter est modifié comme suit:

Pendant la dispense de service, le fonctionnaire continue de bénéficier intégralement de son traitement. Au cas où il quitte, pour quelque raison que ce soit, son service auprès de l'État moins de dix ans après l'octroi de la dispense de service, il doit rembourser à l'État un quart du ~~le~~ traitement correspondant à la dispense de service qu'il a touché, calculé proportionnellement au temps qui manque pour atteindre dix années.»

Motivation:

Selon l'article 19ter, le fonctionnaire qui désire s'inscrire à un cycle d'études pouvant conduire à une qualification supplémentaire peut se voir accorder par le ministre, sur avis du ministre de ressort, une dispense de service pour pouvoir participer aux cours et examens de ce cycle d'études. Pour pouvoir bénéficier de la dispense de service, le fonctionnaire doit remplir plusieurs conditions, à savoir: a) avoir au moins dix années de service depuis la date de sa nomination, b) s'inscrire à un cycle d'études en relation avec ses attributions et missions ou dans d'autres domaines susceptibles de promouvoir son développement professionnel auprès de l'État et c) avoir épuisé le congé individuel de formation.

Les conditions pour pouvoir bénéficier d'une telle dispense de service sont restrictives. Partant, il nous semble exagéré qu'un fonctionnaire, qui remplit toutes ces conditions et qui réussit néanmoins un cycle d'études complet conduisant à une qualification supplémentaire, devrait rembourser une somme aussi énorme, lorsqu'il désire changer d'employeur ou bien s'installer comme indépendant. Un rédacteur, par exemple, ayant bénéficié pendant 4 années d'une dispense de service de 8 heures par semaine pour réussir son baccalauréat, serait contraint, au cas où il quitte l'administration 2 années après la réussite de son baccalauréat (soit 6 années après le début de la

dispense) de rembourser à l'État les 6/10es de 4 fois un cinquième de son traitement annuel!

Tout en comprenant la motivation du remboursement prévu, il serait utile de tempérer cette «dette» en la réduisant à un quart de ce qui est prévu par le projet de loi, afin de ne pas trop grever les chances de réussite professionnelle du postulant.

Amendement 12 (congé de reconnaissance)

[Article 18 du projet de loi, paragraphe 1er sous b)]

À l'ancien article 18, le paragraphe 1 b) concernant «le congé de reconnaissance» est supprimé.

Motivation:

Suite à la suppression du système d'appréciation, le congé de reconnaissance n'a plus de raison d'être. Par contre la procédure d'insuffisance professionnelle garde toute sa valeur.

Amendement 13 (congé de récréation - reste lors de la cessation des fonctions)

[Article 18 du projet de loi, paragraphe 2]

À l'ancien article 18, le paragraphe 2 est modifié comme suit:

«La première phrase du nouveau paragraphe 5 de l'article 28 est modifiée comme suit:

5. Si, au moment de la cessation de ses fonctions au service de l'État, le fonctionnaire n'a pas pu bénéficier du congé de récréation qui lui est dû pour ~~les quinze mois précédant cette cessation~~ l'année en cours et celui qu'il a dû reporter des années précédentes pour des raisons de service, la rémunération correspondant au congé non encore pris lui est versée au moment de son départ sous forme d'une indemnité non pensionnable. ~~Le congé de récréation relatif à l'année de la cessation des fonctions n'est indemnisé que proportionnellement à la durée d'activité de service de l'année en cours, toute fraction de congé étant arrondie à l'unité supérieure.~~

Pour le calcul de l'indemnité, sont pris en compte le traitement de base, l'allocation de famille, les primes payées périodiquement et l'allocation de fin d'année.

Cette rémunération ne compte pas pour l'application des règles anti-cumul des différents régimes de pension.»

Motivation:

La première modification proposée concerne les situations où un report de congé, dont le fonctionnaire n'a pas pu bénéficier pour des raisons de service, est dû pour des périodes situées avant les quinze mois précédant la cession des fonctions.

La deuxième modification propose de supprimer la proratisation du congé relatif à l'année de la cessation, une mesure du «paquet d'avenir» unilatérale du gouvernement, non négociée au préalable avec les partenaires sociaux. En plus, cette mesure est disproportionnée par rapport à d'autres mesures qui pourraient être prises pour établir, à moyen terme, les finances de l'État.

Amendement 14 (congé pour travail à mi-temps - interdiction d'autres activités)

[Article 27 du projet de loi]

À l'ancien article 27 est ajouté un paragraphe 6° libellé comme suit:

«Dans l'article 31 concernant le „congé pour travail à mi-temps" le paragraphe 6 est supprimé:

~~6. Le fonctionnaire bénéficiaire d'un congé pour travail à mi-temps visé par le présent article ne peut exercer pendant la durée de ce congé, aucune activité lucrative au sens de l'article 14 paragraphe 5 ci-dessus.» «Cette interdiction ne s'applique pas lorsque le congé est accordé pour des raisons professionnelles.»~~

Motivation:

Pour concilier l'éducation d'un enfant avec la vie professionnelle, ou bien pour des raisons personnelles ou familiales (par exemple s'occuper d'un membre de la famille), il devrait être possible qu'un fonctionnaire puisse travailler à mi-temps et exercer une activité commerciale, artisanale ou industrielle, une profession libérale ou une activité rémunérée du secteur privé de quelques heures (par exemple pour donner des cours,…), à condition d'y être autorisé par le ministre du ressort (sur avis préalable conforme du ministre) tel que prévu par l'article 14 paragraphe 5. La disposition telle quelle est modifiée dans le projet de loi actuel et ne permet une telle activité que pour des raisons professionnelles et non pas pour des raisons personnelles et familiales ou pour élever un ou plusieurs enfants à charge de moins de quinze ans.

Amendement 15 (représentation du personnel - élection démocratique)

[Article 32 du projet de loi]

L'ancien article 32 est remplacé comme suit:

«À l'article 36 le 1er et le 2e alinéa du paragraphe 3 sont remplacés par les paragraphes 3 à 15 suivants:

~~3. Les associations professionnelles au sein des administrations, services et établissements de l'État peuvent être agréées par un arrêté du ministre du ressort comme représentation du personnel au nom duquel elles agissent.~~

~~Par association professionnelle au sens du présent article on entend tout groupement constitué en conformité avec la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, qui a pour but exclusif la défense des intérêts professionnels de la carrière pour laquelle il est représentatif et au nom de laquelle il agit.~~

3. Dans chaque administration et établissement de l'État, il est institué une représentation du personnel.

4. Sans préjudice des dispositions ci-après, les règles concernant la désignation, la composition et le fonctionnement des représentations du personnel sont fixées par règlement grand-ducal.

5. Le nombre des membres des représentations du personnel est fixé en raison de l'effectif total des fonctionnaires dans chaque administration et établissement de l'État en service au premier janvier précédant l'élection des représentations.

Sont comptés pour la fixation de l'effectif total:

a) les fonctionnaires en activité de service;

b) les fonctionnaires en service provisoire;

c) les vacances de poste telles qu'elles sont définies par la législation sur les traitements;

d) les employés bénéficiant du statut d'employé de l'État.

6. Le nombre des membres effectifs des représentations du personnel est fixé à:

1 pour un effectif total ne dépassant pas 25

2 pour un effectif total de 26 à 50

3 pour un effectif total de 51 à 75

4 pour un effectif total de 76 à 100

5 pour un effectif total de 101 à 200.

Pour un effectif total supérieur à deux cents, le nombre des membres effectifs est augmenté de un pour chaque tranche entière supplémentaire de cent.

Si le nombre de l'effectif total est supérieur à 1001, il y aura un délégué supplémentaire pour chaque tranche de 400 fonctionnaires.

7. Le nombre des membres suppléants est égal à celui des membres effectifs.

8. Les membres des représentations du personnel sont élus au scrutin secret et suivant le système proportionnel.

9. Sont électeurs tous les fonctionnaires, fonctionnaires en service provisoire et employés bénéficiant du statut d'employé de l'État en service depuis au moins six mois au jour de l'élection.

Sont éligibles tous les fonctionnaires nommés à titre définitif âgés de plus de vingt et un ans et en service depuis plus d'une année au jour de l'élection. Sont également éligibles les employés bénéficiant d'un statut d'employé de l'État depuis plus de deux ans et âgés de vingt et un an au jour de l'élection.

10. Le mandat des membres des représentations du personnel est de cinq ans. Il est renouvelable. La perte des conditions d'éligibilité entraîne la perte du mandat.

11. En cas de vacance de mandat, pour quelque raison que ce soit, le mandat d'un membre effectif est achevé par le membre suppléant en rang utile.

En cas de vacance d'un mandat de délégué suppléant, les candidats non élus accéderont au mandat de membre suppléant dans l'ordre de leur résultat au scrutin.

12. S'il n'y a plus de suppléant il est procédé à des élections complémentaires.

Ces élections n'ont pas lieu si la vacance a lieu moins de six mois avant le renouvellement ordinaire des représentations.

Les membres élus aux élections complémentaires achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

13. Nul ne peut être mandataire pour plus d'un candidat.

14. Les listes de candidats sont déposées par les organisations représentatives des fonctionnaires de l'État ou par mandataire désigné par un nombre de présentants double de celui des membres effectifs à élire, ensemble avec une déclaration d'acceptation des candidats.

Est considéré comme organisation au sens de la présente loi tout groupement professionnel pourvu d'une organisation interne, qui a pour but la défense des intérêts professionnels et qui représente le personnel de l'État.

Est considérée comme organisation représentative des fonctionnaires de l'État celle qui se signale par le nombre important de ses affiliés, par ses activités et par son indépendance.

Nul ne peut être présentant pour plus d'une liste.

Les représentants doivent posséder la qualité d'électeur au jour du dépôt de la liste.

Aucun candidat ne peut en même temps être présentant.

15. Toute déclaration de candidature ou d'acceptation contient l'engagement de ne pas retirer sa candidature avant le scrutin.»

Motivation:

La liberté syndicale repose sur la liberté d'adhérer au syndicat de son choix. Cette liberté implique également le droit de ne pas se syndiquer. Un syndicat ou un groupement professionnel ne peut représenter que ses propres membres. Une délégation ou représentation du personnel est censée représenter tous les membres du personnel, indépendamment du fait qu'il soit membre d'un syndicat ou d'une association professionnelle, ou non. Partant, les représentants ou délégations du personnel sont élus par tous les membres du personnel. Tel est le cas dans toutes les entreprises du secteur privé, dans le secteur communal, auprès de la SNCFL et autres (à partir d'un certain nombre de membres du personnel, qui est généralement de 15). Tel n'est pas le cas dans le secteur étatique proprement dit, c'est-à-dire dans les administrations de l'État et les établissements publics de l'État, où jusqu'ici toute association professionnelle au sein des administrations, services et établissements de l'État, qui a pour but exclusif la défense des intérêts professionnels de la carrière (resp. sous-groupe de traitement) pour laquelle elle est représentative, peut être agréée par un arrêté du ministre du ressort comme représentation du personnel au nom duquel elle agit. Ainsi, un membre du personnel qui n'est pas organisé dans une association professionnelle agréée ne peut élire son représentant du personnel. Ceci est contraire aux principes des libertés syndicales et des conventions de l'OIT y relatives, reconnues par le Grand-Duché du Luxembourg.

Afin de remédier à cette injustice, il est proposé de procéder à l'avenir à des élections démocratiques de représentations du personnel au sein des administrations de l'État et des établissements publics sous le contrôle de l'État, où chaque membre puisse participer, indépendamment de son adhésion syndicale. Les dispositions remplaçant celles du 1er et du 2e alinéa du paragraphe 3 de l'article 36 sont calquées sur celles pour l'élection des délégations dans le secteur privé et dans le secteur communal. La seule dérogation aux dispositions du secteur privé et du secteur communal concerne le mode d'élection, par rapport auquel il est proposé de procéder dans tous les cas par le système proportionnel afin de faciliter le dépôt des listes et l'identification de candidats appartenant à une organisation professionnelle.

Amendement 16 (délégation de service)

[Article nouveau à insérer entre l'article 32 et 33 du projet de loi] - [Article 33 nouveau selon amendements]

Après l'ancien article 32 est inséré un nouvel article devenant l'article 33 renuméroté et ayant la teneur suivante:

«Art. 33. Suite à l'article 36 est introduit un nouvel article 36.-1. libellé comme suit (suite aux autres modifications prévues ci-dessous, l'ancien article 36.-1. devient l'article 36.-4):

Art. 36.-1. Dans les administrations où il existe des unités organisationnelles distinctes et nettement déterminées, comptant un effectif de plus de cinquante, il sera procédé dans ces services à l'élection d'une délégation du personnel dénommée délégation de service.

Sous réserve du fait que les électeurs et candidats doivent faire partie du service en question au jour du dépôt des candidatures, toutes les dispositions de l'article qui précède sont applicables aux délégations de service.»

Motivation:

À l'égard des délégations de service dans le secteur privé et dans le secteur communal, dans chaque unité opérationnelle distincte et nettement déterminé dans l'organigramme de l'administration, avec un effectif de plus de cinquante, sera élue une délégation de service. Par dérogation au secteur communal, où le responsable de l'administration (en l'occurrence le collège des bourgmestre et échevins) peut décider d'accepter l'élection d'une telle délégation de service ou non, cette prérogative - pour des raisons d'équité entre les différentes administrations et dans un souci d'efficience - n'est pas accordée aux responsables des administrations de l'État et établissements publics de l'État; l'élection d'une délégation de service dans une telle unité organisationnelle dépassant un effectif de cinquante sera obligatoire.

Amendement 17 (représentation du personnel, missions)

[Article nouveau à insérer entre l'article 32 et 33 du projet de loi] - [Article 34 nouveau selon amendements]

Après le nouvel article 33 renuméroté est inséré un nouvel article devenant l'article 34 renuméroté et ayant la teneur suivante (la numérotation des anciens articles 33 à 79 recule en conséquence):

«Art. 34. À l'article 36, paragraphe 3, les alinéas 3 et suivants sont modifiés comme suit:

„Art. 36.-2. ~~La~~ Les représentations du personnel ~~a~~ ont pour mission de sauvegarder, de défendre et de promouvoir les intérêts du personnel qu'elles représentent.

Elles sont appelées:

- ~~de~~ à se prononcer, dès le stade de l'élaboration, sur les modifications à apporter au régime de service du personnel de l'administration qu'elles représentent ainsi qu'aux règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services;

- à présenter à l'employeur les réclamations, individuelles ou collectives, dont elles sont saisies de la part du personnel;

- à collaborer à la prévention et l'aplanissement des différends individuels ou collectifs pouvant surgir entre l'administration qu'elles représentent et son personnel;

- à donner leur avis dans les questions d'organisation de service;

- ~~de~~ à promouvoir la formation et le perfectionnement professionnels;

- ~~de~~ à donner leur avis et à formuler des propositions ~~relatives~~ sur les questions ayant trait à l'amélioration des conditions de travail, à l'organisation, la restructuration et la rationalisation des services;

- ~~de~~ à proposer des mesures de sécurité et de prévention des accidents;

- ~~d'~~à exercer devant les juridictions civiles ou administratives les droits reconnus à la victime d'une discrimination en ce qui concerne des faits constituant une violation „des articles 1bis et 1ter" portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre en vertu de leur objet statutaire, même si elles ne justifient pas d'un intérêt matériel ou moral.

Toutefois, et concernant la mission définie à l'alinéa ~~3~~ 2 dernier tiret, quand les faits auront été commis envers des fonctionnaires considérés individuellement, la représentation du personnel ne pourra exercer par voie principale les droits reconnus à la victime d'une discrimination qu'à la condition que ces fonctionnaires déclarent expressément et par écrit ne pas s'y opposer.

Aucun fonctionnaire ne peut être empêché d'accepter un mandat au sein de la représentation du personnel, ni être restreint dans sa liberté d'y exercer sa mission, ni être lésé dans ses droits statutaires pour ces motifs.

La représentation du personnel désigne en son sein un délégué à l'égalité entre femmes et hommes prévu à l'article 36-1 de la présente loi.

Un calendrier d'entretiens réguliers est établi annuellement et d'un commun accord entre la représentation du personnel et la direction d'une administration.

Les modalités d'exécution des dispositions prévues au présent article sont fixées par règlement grand-ducal."»

Motivation:

Il s'agit d'adapter l'évolution des missions de la représentation du personnel aux évolutions en la matière, tel qu'il a été le cas pour celles du secteur communal.

Amendement 18 (représentation du personnel - attribution du comité mixte)

[Article nouveau à insérer entre l'article 32 et 33 du projet de loi] - [Article 35 nouveau selon amendements]

Après le nouvel article 35 renuméroté est inséré un nouvel article devenant l'article 36 renuméroté et ayant la teneur suivante (la numérotation des articles suivants est adaptée en conséquence):

«Art. 35. Suite au nouvel article 36.-2. est inséré un nouvel article 36.-3. libellé comme suit:

36.-3. Dans les administrations de l'État et les établissements publics de l'État, qui ont un effectif total égal ou supérieur à cent cinquante au sens de l'article 36 paragraphe 5, les représentations du personnel sont compétentes pour toutes les questions prévues au Chapitre III du Livre IV, Chapitre II, articles 423.-1. à 423.-6. concernant les attributions des comités mixtes et qui ne sont pas couvertes par l'article 36.-2.

Les modalités d'exécution des dispositions prévues au présent article sont fixées par règlement grand-ducal.»

Motivation:

La législation luxembourgeoise exige que des comités mixtes d'entreprise soient constitués dans toutes les entreprises industrielles, artisanales et commerciales du secteur privé établies sur le territoire luxembourgeois et y occupant habituellement 150 salariés au moins au cours des 3 dernières années. Les attributions des comités mixtes couvrent un certain nombre de questions qui ne tombent pas sous l'attribution des délégations du personnel. Font partie des questions prises en compte par les comités mixtes, non seulement en cas de crise, plus rares dans le secteur public, beaucoup de domaines concernant la marche normale de l'entreprise ou de l'administration. Pour la bonne gestion des entreprises publiques, il serait utile de ne pas priver le secteur public des moyens de cogestion en cause. Comme il est de toute façon prévu d'abolir les comités mixtes proprement dits dans le secteur privé et de transférer leurs attributions directement aux délégations du personnel, rien ne devrait s'opposer à conférer dès à présent aux représentations du personnel les attributions en question, pour autant qu'elles ne soient pas encore couvertes par les dispositions actuelles.

Amendement 19 (insuffisance professionnelle - conséquences)

[Article 36 du projet de loi] - [Article 39 selon amendements]

À l'article 36 [du projet de loi], l'alinéa 1 est modifié comme suit:

«Art. 42. 1. Lorsqu'un rapport d'amélioration des performances professionnelles prévu au chapitre 2bis fait apparaître ~~le niveau de performance 1~~, que les performances du ~~le~~ fonctionnaire restent insuffisantes, celui-ci fait l'objet de la procédure d'insuffisance professionnelle, dans les conditions et modalités précisées ci-dessous, et pouvant conduire au déplacement, à la réaffectation ou, en cas de refus caractérisé de contribuer à une amélioration des performances, à la révocation.»

Motivation:

Il s'agit d'adapter l'article en question suite à la suppression de la procédure d'appréciation, tout en tenant compte de l'insuffisance professionnelle suite à l'établissement du programme d'appui prévu à l'article 4bis. À cette fin, le cas de «niveau de performance 1» est remplacé par celui où «les performances du fonctionnaire restent insuffisantes».

III.- Modification de la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État

Amendement 20 (organisations syndicales - représentativité)

[Article 55 du projet de loi] - [Article 58 selon amendements]

L'ancien article 55 est complété par un nouvel paragraphe 2°; le paragraphe 2 devient le paragraphe 3°:

«Le paragraphe 2 est modifié comme suit:

2. Est considéré comme organisation syndicale au sens de la présente loi tout groupement professionnel pourvu d'une organisation interne, qui a pour but la défense des intérêts professionnels et qui représente ~~exclusivement~~ du personnel de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État.

Est considérée comme organisation syndicale la plus représentative sur le plan national ou pour le secteur concerné, celle qui se signale par le nombre important de ses affiliés, par ses activités et par son indépendance.»

Motivation:

Il s'agit de ne pas exclure une organisation syndicale qui représente du personnel de l'État ou d'établissements publics de l'État à côté du personnel d'autres secteurs. Une telle exclusion serait discriminatoire au sens de la liberté syndicale. En effet, le fait d'adhérer librement à une organisation syndicale qui représente exclusivement ou non du personnel de l'État ou d'établissements publics de l'État ne doit faire aucune différence quant aux droits de ces organisations syndicales pour déclencher une procédure de conciliation ou pour déposer un préavis de grève.

Amendement 21 (recours à la grève - préavis)

[Article 56 du projet de loi] - [Article 59 selon amendements]

L'ancien article 56 est modifié comme suit:

«À l'article 3 l'alinéa 1er est complété comme suit:

Art. 3. Lorsqu'en cas d'échec de la procédure de conciliation et, le cas échéant, de la médiation, le personnel décide de recourir à la grève, la cessation concertée du travail doit être précédée d'un préavis écrit. La décision de recourir à la grève peut intervenir également, soit à partir de la 6e semaine suivant la demande de médiation, soit au moment où l'autorité publique s'apprête à prendre une décision dans un litige en cours de médiation et doit intervenir dans un délai de six mois au plus tard à partir de l'échec de la procédure de conciliation ou, le cas échéant, de la médiation.»

Motivation:

S'il est utile de réserver la décision et le déclenchement d'une grève au cas où la procédure de conciliation et, le cas échéant, de la médiation, est un échec, il y a lieu de permettre également aux organisations syndicales concernées de recourir à une grève et au personnel de participer à une grève dans tous les cas où la procédure de médiation dépasse le délai de 6 semaines, sans pour autant mettre fin à cette procédure de médiation, soit au moment où l'autorité publique s'apprête à prendre une décision dans un litige en cours de médiation.

Amendement 22 (grève - prolongation)

[Article nouveau à insérer après l'article 56 du projet de loi] - [Article 60 selon amendements]

Suite à l'ancien article 56 [du projet de loi] est inséré un nouvel article 57 [60] libellé comme suit:

«Art. 60. 1° À l'article 3 le 2e alinéa est modifié comme suit:

„Le préavis doit émaner de l'organisation ou des organisations syndicales désignées à l'article 2. Il doit parvenir au Président du Gouvernement, Ministre d'État, dix jours avant le déclenchement de la grève. Il indique les motifs, le lieu, la date, l'heure du début ainsi que la durée envisagée de la grève envisagée. Il ne peut pas se cumuler avec un autre préavis de grève."

2° L'article 3 est complété par un 3e alinéa libellé comme suit:

„En cas de prolongation de la grève au-delà de la durée envisagée, l'organisation ou des organisations syndicales ayant déposé le préavis en informent le Président du Gouvernement, Ministre d'État, au plus tard 12 heures avant la suite de la grève."»

Motivation:

Le droit de prolonger une grève n'ayant trouvé d'issue acceptable pour le personnel concerné, devrait être légalement possible.

Amendement 23 (grève - restrictions)

[Article nouveau à insérer après l'article 56 du projet de loi] - [Article 61 selon amendements]

Il est inséré un nouvel article 61 libellé comme suit:

«Art. 61. L'article 4 est modifié comme suit:

Art. 4. ~~1. En cas de cessation concertée de travail des personnels visés par l'article 1er, l'heure de cessation et celle de reprise du travail ne peuvent être différentes pour les diverses catégories ou pour les divers membres du personnel intéressé.~~

~~2. Des arrêts de travail affectant par échelonnement successif ou par roulement concerté les divers secteurs ou les diverses catégories professionnelles d'un même service ou établissement ou les différents services ou établissements d'un même organisme ne peuvent avoir lieu.~~

~~3. Des cessations concertées de travail qui n'ont pas pour objet exclusif la défense des intérêts professionnels, économiques ou sociaux sont interdites.~~

~~4.~~ Les cessations de travail qui sont accompagnées, soit d'actes de violence contre les personnes, soit d'actes portant atteinte aux biens, soit d'entraves à la liberté du travail, sont illégales dans le chef des auteurs de ces actes. L'arrêt du fonctionnement d'une entreprise ou d'une partie de l'entreprise pour cause de grève ne peut être considéré comme entrave à la liberté du travail pour quiconque ne participe pas à la grève.

Pendant la grève, les représentants des organisations syndicales qui ont déposé le préavis de grève et la direction se concertent quotidiennement afin de rechercher dans tous les cas des solutions susceptibles de tenir compte tant des intérêts du personnel que des intérêts du service et du public.»

Motivation:

Les dispositions supprimées concernent des restrictions exagérées aux libertés syndicales et du droit de grève. Ceci concerne aussi bien les grèves tournantes que les grèves échelonnées. En plus, il s'agit d'éviter toute confusion par rapport à la notion d'entrave à la liberté du travail. Ainsi, il est évident qu'un membre du personnel qui ne participe pas à la grève puisse entrer dans son entreprise; par contre le fait qu'il ne saura effectuer ses tâches normales à cause de l'interruption du fonctionnement de l'entreprise ou d'une partie de l'entreprise pour cause de grève ne pourrait pas être considéré entrave à la liberté du travail.

Par contre, aucune disposition concernant le différend pendant la grève n'est prévue actuellement. À cette fin, il serait utile d'y prévoir les dispositions régissant la relation de la représentation du personnel et le chef de l'administration, à savoir que «la représentation du personnel et la direction sont tenues de rechercher dans tous les cas des solutions susceptibles de tenir compte tant des intérêts du personnel que des intérêts du service et du public». À cette fin, il serait utile qu'ils se concertent quotidiennement, même pendant une grève de plusieurs jours.

Amendement 24 (grève générale ou intersectorielle et grève de solidarité)

[Article nouveau à insérer après l'article 56 du projet de loi] - [Article 62 selon amendements]

Il est inséré un nouvel article 62 libellé comme suit:

«Art. 62. L'article 4 est complété d'un nouveau paragraphe 5:

„5. En cas de grève généralisée et intersectorielle, déclenchée par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives au niveau national, de même que pour les grèves de solidarité, l'article 2 et l'article 3, 1er alinéa, ne sont pas applicables. Dans ces cas, le délai prévu au 2e alinéa de l'article 3 (*) est de 24 heures et la disposition de la dernière phrase de cet alinéa (**) n'est pas applicable."»

(*) «Il doit parvenir au Président du Gouvernement, Ministre d'État, dix jours avant le déclenchement de la grève.»

(**) «Il ne peut pas se cumuler avec un autre préavis de grève.»

Motivation:

Il s'agit de permettre au personnel de l'État de participer à des grèves générales pour lesquelles leurs organisations syndicales n'ont pas pu intenter une procédure de conciliation.

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Amendement 1 (computation de la période de stage)

À l'article 5, l'alinéa 1er du paragraphe (1) est modifié comme suit:

«Art. 5. (1) Lorsque le fonctionnaire obtient une nomination définitive au grade de début de son sous-groupe de traitement ou à un autre grade en application de l'article 4 ci-dessus, les périodes passées avant cette nomination~~, abstraction faite des périodes de stage prévues à l'article 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979,~~ lui sont bonifiées pour le calcul de son traitement initial dans les conditions et selon les modalités suivantes:»

Motivation:

Il est proposé que les périodes de stage soient dorénavant bonifiées pour le calcul du traitement initial. En effet, la période de stage fait partie intégrante de l'expérience professionnelle à prendre en compte pour le calcul du traitement de début de carrière. En plus, au cas où la computation ferait abstraction des périodes de stage, les nouveaux fonctionnaires subiraient une diminution jusqu'à 9% de leur traitement initial par rapport aux dispositions actuellement en vigueur.

Amendement 2 (majoration d'indice)

L'article 7 est complété d'un 2e alinéa libellé comme suit:

«Toutefois, un an après avoir atteint un échelon d'un grade sur base de l'alinéa 1er ci-dessus, le fonctionnaire bénéficie d'une majoration de l'indice. Cette majoration est équivalente à la moitié arrondie à l'unité supérieure de la différence entre l'indice correspondant à l'échelon actuel et l'indice de l'échelon suivant (le cas échéant allongé ou majoré lui-même en application de la présente loi).»

Motivation:

Il s'agit de la disposition concernant la majoration d'indice inscrite dans la législation actuelle, par rapport à laquelle nous ne voyons aucune utilité de l'abolir.

Amendement 3 (procédure d'appréciation pour majoration)

À l'article 16, paragraphe (1), l'alinéa 1er est complété comme suit:

«Les fonctionnaires nommés à un poste à responsabilité particulière ou bien à une fonction dirigeante énumérée à l'alinéa 2 de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, doivent faire preuve des compétences de direction et d'encadrement requises pour l'exercice de leurs fonctions. Ces compétences font l'objet d'un système d'appréciation dont les conditions et modalités sont fixées par voie de règlement grand-ducal.»

Motivation:

Dans le cadre de la réforme des carrières et traitements, l'article 1er de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État est complété par un alinéa libellé comme suit: «Les fonctionnaires nommés à une fonction dirigeante énumérée à l'alinéa 2 doivent faire preuve des compétences de direction et d'encadrement requises pour l'exercice de leurs fonctions. Ces compétences font l'objet d'un système d'appréciation dont les conditions et modalités sont fixées par voie de règlement grand-ducal.» Il est proposé d'appliquer cette procédure d'appréciation également aux fonctionnaires pouvant bénéficier d'une nomination à un poste à responsabilité particulière.

Amendement 4 (critères de nomination à un poste à responsabilité particulière)

À l'article 16, paragraphe (1), l'alinéa 2 est modifié comme suit:

«Le chef d'administration soumet au ministre du ressort son avis au sujet:

- des postes à responsabilité particulière de son administration;

- du nombre maximum des postes donnant droit à l'attribution de la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière;

- des noms des fonctionnaires pouvant bénéficier des majorations d'échelon pour postes à responsabilité particulière, ~~le cas échéant~~ en tenant compte du rang d'ancienneté et du grade de classement des fonctionnaires et des résultats de l'appréciation des compétences professionnelles et personnelles des fonctionnaires en question.

Le ministre du ressort procède sous forme d'arrêté à la désignation des fonctionnaires ~~pouvant bénéficier~~ bénéficiant des majorations d'échelon pour postes à responsabilité particulière.»

Motivation:

Il s'agit de respecter, dans la mesure du possible, la hiérarchie des grades et de l'ancienneté des fonctionnaires lors de la nomination à un poste à responsabilité. Il s'agit d'éviter qu'en présence de plusieurs candidats présentant les compétences nécessaires pour un tel poste, l'ancienneté de service soit respectée, afin de ne pas décourager les fonctionnaires ayant acquis le plus d'expérience.

Néanmoins, chaque fonctionnaire qui désire entrer en ligne de compte pour une nomination à un poste à responsabilité - tout comme ceux pouvant être nommés à une fonction dirigeante - est soumis, dans l'ordre de son ancienneté, à une procédure d'appréciation, telle que fixée dans les dispositions additionnelles de l'alinéa 1er du présent paragraphe.

La deuxième modification proposée concerne le fait que chaque fonctionnaire nommé à un poste à responsabilité bénéficie effectivement de la majoration d'indice.

Amendement 5 (définition de l'effectif total)

À l'article 16, paragraphe (1), l'alinéa 5 est modifié comme suit:

«Le nombre des postes à responsabilité particulière est limité à 15% de l'effectif des fonctionnaires défini pour chaque groupe de traitement au sein de chaque administration. Sous les termes „effectif" ou „effectif total" au sens de la présente loi, il y a lieu d'entendre pour chaque rubrique prise séparément et définie à l'article 11:

- le nombre des fonctionnaires du groupe de traitement en activité de service dans l'administration à laquelle ils sont affectés ou détachés, y compris les fonctionnaires stagiaires;

- ~~ainsi que~~ les fonctionnaires et fonctionnaires stagiaires en période de congé, ~~à l'exception de ceux en congé sans traitement sur base de l'article 30, paragraphe 2~~(*), de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

- les fonctionnaires ayant bénéficié d'un changement d'administration conformément à la loi du XX.XX.XXXX fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration;

- les fonctionnaires de cette carrière détachés à d'autres administrations, qui restent dans le cadre de leur administration d'origine, tant que l'administration d'origine n'a pas procédé à un nouvel engagement dans leur carrière comme suite à leur détachement;

- les fonctionnaires de cette carrière en congé sans traitement ou en congé pour travail à mi-temps tant que leur administration n'a pas procédé à un nouvel engagement dans leur carrière;

- les vacances de poste résultant du départ de fonctionnaires - ou de stagiaires - de cette carrière, tant qu'elles ne sont pas pourvues de nouveaux titulaires de cette carrière.

Pour la détermination du nombre des postes à attribuer, les bénéficiaires d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel sont pris

en compte à raison de leur degré d'occupation effective dans le cadre de l'administration dont ils relèvent.»

(*) Explication: Il s'agit du congé sans traitement qui «…peut être accordé…».

Motivation:

Dans la définition de l'effectif ou de l'effectif total, il y a lieu d'éviter, dans la mesure du possible, toute divergence avec les dispositions actuelles (article 14 de la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État), qui dispose que:

Dans «l'effectif total» des carrières visées aux dispositions qui précèdent il faut comprendre:

1. Les fonctionnaires de la carrière en activité de service dans l'administration dont leur cadre relève, y non compris les fonctionnaires mis hors cadre par dépassement des effectifs, à moins qu'ils n'aient été remplacés dans leur cadre d'origine.

Toutefois, les agents bénéficiant d'un service à temps partiel sont pris en compte dans l'effectif total à raison de leur degré d'occupation.

2. Les stagiaires de cette carrière.

3. Les fonctionnaires ayant bénéficié d'un changement d'administration conformément à la loi du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration.

4. Les fonctionnaires de cette carrière détachés à d'autres administrations, qui restent dans le cadre de leur administration d'origine, tant que l'administration d'origine n'a pas procédé à un nouvel engagement dans leur carrière comme suite à leur détachement.

5. Les fonctionnaires de cette carrière en congé sans traitement ou en congé pour travail à mi-temps tant que leur administration n'a pas procédé à un nouvel engagement dans leur carrière.

6. Les vacances de poste résultant du départ de fonctionnaires - ou de stagiaires - de cette carrière, tant qu'elles ne sont pas pourvues de nouveaux titulaires de cette carrière.

Amendement 6 (poste à responsabilité particulière dans l'Enseignement)

À l'article 16, le paragraphe (2) et concernant les fonctionnaires de la rubrique «Enseignement» est remplacé par les dispositions suivantes:

«Pour les fonctionnaires relevant de la rubrique «Enseignement», les dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat concernant les grades de substitution restent applicables.»

Amendement 7 (idem)

À l'alinéa 1er du paragraphe (3) de l'article 16 la rubrique «Enseignement», de même que les 4 derniers points k), l), m) et n) de ce paragraphe concernant la formation d'adultes, sont supprimés.

Motivation des amendements 6 et 7:

En ce qui concerne les postes à responsabilité particulière, l'enseignement constitue un cas spécial. En effet, il est impossible d'associer à des postes particuliers plus de responsabilité que pour des postes d'enseignement «normal» devant les élèves. Partant, et afin d'éviter tout malentendu ou désarroi en la matière, il est préférable de maintenir, en ce qui concerne l'enseignement, les dispositions concernant les grades de substitution actuellement en vigueur, notamment l'article 22 de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

Amendement 8 (indemnité de stage)

À l'article 37 les paragraphes (2) et (3) sont remplacés par les dispositions suivantes, les paragraphes suivant étant renumérotés en conséquence:

«(2) Les indemnités des fonctionnaires stagiaires sont fixées sur la base de l'échelon servant, conformément à l'article 4, paragraphe (1), comme départ pour le calcul de la bonification d'ancienneté.»

Amendement 9 (idem)

Au paragraphe (4) - nouveau paragraphe (3) - à la fin de l'alinéa 1er le bout de phrase «réduit comme suit:», le tableau qui suit celui-ci de même que le 2e alinéa sont supprimés.

Amendement 10 (idem)

Les paragraphes (5), (6), (7) et (8) sont supprimés, les paragraphes (9) et (10) devenant les paragraphes (4) et (5).

Motivation des amendements 8, 9 et 10:

Cette disposition rétablit l'indemnité de stage telle qu'elle existe actuellement pour tous les fonctionnaires stagiaires ayant atteint l'âge fictif de début de carrière, notion supprimée dans le projet de modification de la législation sous rubrique.

Pour mémoire, les dispositions actuelles sont les suivantes: «Sans préjudice des dispositions des alinéas 2 du présent article, les indemnités des stagiaires-fonctionnaires au service de l'État sont fixées sur la base du quatrième échelon de son grade de computation de la bonification d'ancienneté.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'indemnité des stagiaires aux fonctions prévues à l'article 22 section IV, 10°, 11° alinéa 2, 12°, 13°, 14° et 15° (*) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État est fixée au deuxième échelon de leur grade de computation de la bonification d'ancienneté de la fonction à laquelle le stagiaire se prépare.

(*) Les fonctions prévues à l'article 22 section IV, 10°, 11° alinéa 2, 12°, 13°, 14° et 15° sont:

«10° Pour l'artisan détenteur d'un certificat d'aptitude technique et professionnelle (CATP), l'indice 153 constitue le premier échelon du grade 3.

Pour le préposé du service d'urgence, l'indice 146 constitue le premier échelon du grade 3.»

«11° ~~L'ingénieur-technicien détenteur du diplôme d'ingénieur-technicien délivré par l'Institut Supérieur de Technologie est classé au grade 9 avec computation de la bonification d'ancienneté de service à l'échelon 203 du grade 7~~.

Pour le technicien diplômé détenteur du diplôme d'ingénieur-technicien délivré par l'École technique, l'indice 212 constitue le premier échelon du grade 7.»

«12° Pour l'expéditionnaire technique (grade 4), détenteur d'un diplôme luxembourgeois de technicien ou d'un certificat d'études étranger reconnu équivalent par le ministre ayant dans ses attributions la fonction publique, l'indice 168 constitue le premier échelon et le grade 8bis est allongé d'un treizième échelon ayant l'indice 326.»

«13° Pour le préposé des douanes remplissant la condition prévue à l'article 4a) du règlement grand-ducal du 1er juin 1964 concernant les conditions d'admission aux emplois et fonctions de l'administration des douanes, l'indice 149 constitue le premier échelon du grade D1.»

«14° Pour les sous-officiers de l'armée remplissant les conditions prévues par les articles 3, a) et b) du règlement grand-ducal du 10 août 1972 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement des sous-officiers de carrière de l'armée proprement dite, l'indice 149 constitue le premier échelon du grade A2. Pour les inspecteurs de police, l'indice 149 constitue le premier échelon du grade P2.»

«Bénéficient de la même mesure:

- les sous-officiers de la force publique qui sont détenteurs d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) d'artisan, à condition toutefois qu'ils exercent le métier correspondant à leur certificat d'aptitude professionnelle;

- les sous-officiers féminins de la force publique qui remplissent les conditions d'études prévues au règlement grand-ducal du 9 avril 1984 portant modification des articles 4 des règlements grand-ducaux du 30 janvier 1979 concernant les sous-officiers et agents de police féminins et du 9 août 1980 concernant les sous-officiers et gendarmes féminins de la gendarmerie;

- les sergents de la musique militaire qui remplissent les conditions de l'article 3, 1), 2) et 3) du règlement grand-ducal du 29 décembre 1972 concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des sous-officiers de carrière de la musique militaire.»

«Pour les officiers de l'armée, „l'indice 320"[5] constitue le premier échelon du grade A8. Pour les membres du cadre supérieur de la police, l'indice 320 constitue le premier échelon du grade P8.

Pour les caporaux de carrière de l'armée, l'indice 135 constitue le premier échelon du grade A1. Pour les brigadiers de police, l'indice 135 constitue le premier échelon du grade P1.»

«15° (...) (supprimé par la loi du 6 février 2009)»

L'indemnité des stagiaires à la fonction prévue à l'art. 22 IV 11° 1er alinéa (*) de la loi précitée du 22 juin 1963 est fixée au 2° échelon du grade dans lequel est classée la fonction à laquelle le stagiaire se prépare.

(*) 11° L'ingénieur-technicien détenteur du diplôme d'ingénieur-technicien délivré par l'Institut Supérieur de Technologie est classé au grade 9 avec computation de la bonification d'ancienneté de service à l'échelon 203 du grade 7.

L'indemnité de stage qui n'atteint pas cent cinquante points indiciaires est augmentée d'un supplément d'indemnité de sept points indiciaires; toutefois, lorsque le total de ces deux éléments dépasse la limite de cent cinquante points indiciaires, le supplément est diminué d'autant.»

Amendement 11 (maintien de l'expectative d'avancement et de promotion pendant 5 années)

À l'article 41 l'alinéa 1er du paragraphe (1) est modifié comme suit:

«41. (1) Les fonctionnaires qui en application de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État avaient une perspective de carrière plus favorable pour l'accès aux différents grades de l'ancien cadre ouvert et de l'ancien cadre fermé peuvent bénéficier pendant une période transitoire de cinq ans, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, ~~au maximum de deux~~ des avancements en grade, avancements en traitement ou promotions, d'après les anciennes dispositions d'avancement, lorsque celles-ci s'avèrent plus favorables. Il en est de même pour les anciennes carrières planes ayant connu exclusivement des avancements fixes après un nombre déterminé d'années.»

Amendement 12 (idem)

À l'article 41 le paragraphe (2) est modifié comme suit:

«(2) Les fonctionnaires qui d'après la présente loi remplissent les conditions d'ancienneté et de formation pour l'accès aux différents grades du niveau général ou du niveau supérieur peuvent bénéficier pendant une période transitoire de cinq ans ~~de deux~~ des avancements en grade, avancements en traitement ou promotions, sous réserve qu'il se situe une période minimale d'une année entre deux avancements en grade, avancements en traitement ou promotions.»

Motivation des amendements 11 et 12:

Il s'agit de maintenir pendant la période transitoire de 5 ans l'expectative de carrière, au cas où celle-ci est plus favorable que les nouvelles dispositions.

Amendement 13 (situation spéciale Police - grade de substitution)

À l'article 44, paragraphe (3) est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit:

«Les fonctionnaires qui au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi étaient classés au grade P7 et qui occupaient à ce moment un poste à responsabilité particulière ou une fonction dirigeante, continuent à bénéficier de la majoration d'échelon prévue au chapitre 9 selon les conditions et modalités applicables aux grades de substitution selon les anciennes dispositions légales, même par dépassement du contingent prévus aux alinéas précédents du présent paragraphe.»

Motivation:

Dans la situation actuelle, l'accès au grade de substitution de la carrière de l'inspecteur présente un cas spécial, dans la mesure où les fonctionnaires occupent un poste à responsabilité particulière ou fonction dirigeante dans le grade P7 avant de bénéficier du grade de substitution P7bis. En d'autres termes: les fonctionnaires en question acceptent un poste à responsabilité ou fonction dirigeante dans l'expectative de pouvoir bénéficier le moment venu, et en tout cas avant leur mise en pension, de la majoration liée à l'accès à leur grade de substitution. Partant, il est nécessaire de maintenir transitoirement cette perspective pour ceux qui occupent déjà à l'heure actuelle un poste à responsabilité ou une fonction dirigeante sans être classés dans le grade de substitution, le cas échéant par dépassement du contingent prévu au 2e et 3e alinéa du présent paragraphe.

Amendement 14 (carrières reclassées)

À l'article 43, IV. Rubrique «Douanes», point C. Catégorie de traitement D, 1. Groupe de traitement D1, le paragraphe b) est modifié comme suit:

«b) Les agents des anciennes carrières du préposé des douanes filière du préposé, du préposé des douanes filière du commis et du préposé des douanes filière du lieutenant sont classés dans la catégorie de traitement D, groupe de traitement D1, dans le nouveau sous-groupe des douanes, en application de l'article 15, au grade qui correspond à leur ancienneté de service acquise depuis leur première nomination. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.»

Amendement 15 (idem)

À l'article 46, le paragraphe (2) est modifié comme suit:

«(2) Toutefois, lorsque l'ancienneté de service du fonctionnaire est telle que d'après les articles 12, 13, 14 et 15 l'agent aurait pu accéder au grade intercalé ou au grade ajouté, il est tenu compte de ce grade intercalé ou ajouté pour la fixation de son nouveau traitement. Celui-ci correspond dans le nouveau grade à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de son ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur~~, sans préjudice ~~du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation, et~~ des conditions et délais d'avancement fixés aux articles 12, 13, 14 et 15.»

Amendement 16 (idem)

À l'article 47, le 1er alinéa du paragraphe (2) est modifié comme suit:

«(2) Les fonctionnaires relevant des carrières reclassées au sens du paragraphe précédent, sont classés respectivement dans la catégorie de traitement A, groupe de traitement A2, ou dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, dans les nouveaux sous-groupes, en application de l'article 12, au grade qui correspond à leur ancienneté de service acquise depuis leur première nomination et sur base des conditions et délais d'avancement fixés à l'article 12. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.»

Amendement 17 (idem)

À l'article 48, le paragraphe (2) est modifié comme suit:

«(2) Les fonctionnaires relevant des carrières reclassées au sens du paragraphe premier sont classés dans le nouveau grade en application des articles 12 et 13, ou respectivement de l'article 50 et de l'annexe A II. sous b) Régime transitoire de la rubrique „Enseignement" à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.»

Amendement 18 (idem)

À l'article 49, le paragraphe (2) est modifié comme suit:

«(2) Les fonctionnaires relevant des carrières reclassées au sens de l'alinéa précédent, sont classés respectivement dans la catégorie de traitement A, groupe de traitement A1 ou groupe de traitement A2, ou dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, dans les nouveaux sous-groupes, en application de l'article 50 et de l'annexe A II. sous b) Régime transitoire de la rubrique „Enseignement". Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.»

Amendement 19 (idem)

À l'article 50, au paragraphe (9), le 2e, 3e et 4e alinéa sont modifiés comme suit:

«Les professeurs et candidats professeurs visés au paragraphe précédent et actuellement classés au grade E5 sont classés au grade E6. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.

Pour les professeurs visés au paragraphe 1er et actuellement classés au grade de substitution E5bis, le grade E5bis est remplacé par le grade E6bis. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.

Pour les fonctionnaires nommés à la fonction de directeur adjoint au Lycée technique pour professions de santé et actuellement classés au grade E5ter, le grade E5ter est remplacé par le grade E6ter. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon barémique ~~atteint~~ calculé sur base de leur ancienneté de service acquise la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ~~ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation~~.»

Motivation des amendements 14 à 19:

Les titulaires de fonctions «reclassés» par la réforme sous rubrique attendent depuis belle lurette

la reconnaissance de leur diplôme et du travail qu'ils prestent tous les jours. Or, le projet sous rubrique les reclasse bel et bien dans une nouvelle carrière, reconnaît également le grade auxquels ils auraient droit dans cette nouvelle carrière, mais ne leur accorde pas le bénéfice de l'échelon qu'ils méritent lors d'un reclassement correct. Ainsi, ils sont privés du bénéfice pécuniaire immédiatement lié à un reclassement correct, et il ne leur reste qu'une nouvelle expectative de carrière, à laquelle la plupart des plus anciens et méritants n'auront droit qu'à l'âge de 55 ans! L'ironie de la formule proposée par les auteurs du projet de loi sous rubrique est le fait que ceux qui ont la plus grande ancienneté et qui attendent le plus long temps ce reclassement n'évolueront pas plus vite dans les échelons que les jeunes ou nouvelles recrues. Voilà pourquoi il est proposé de faire reconnaître aux titulaires des carrières reclassées tout le mérite de la carrière, dont ils ont été privés jusqu'ici, y compris au niveau de l'échelon dans le nouveau grade. L'incidence financière d'un reclassement correct est largement compensée par les économies qui ont été faites jusqu'ici aux dépens de ces carrières et de leurs titulaires.

***6465** - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État*

Amendement 1 (insuffisance professionnelle)

L'article 7, paragraphe (1) est modifié comme suit:

«Art. 7. (1) Le contrat de travail à durée indéterminée de l'employé devient non résiliable, ne peut plus être résilié, lorsqu'il est en vigueur depuis dix ans au moins, sauf à titre de mesure disciplinaire ainsi que pour l'application de la procédure d'amélioration des prestations professionnelles et de la procédure d'insuffisance professionnelle. Pendant la période précédant cette échéance, il peut être résilié par le ministre respectivement ou par le ministre du ressort soit pour des raisons dûment motivées, soit en cas de refus caractérisé de contribuer à une amélioration des performances dans le cadre de la procédure d'insuffisance professionnelle prévue à ~~lorsque l'employé s'est vu attribuer un niveau de performance 1 par application de~~ l'article ~~4bis~~ 42.1. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.»

Motivation:

La motivation de cet amendement est la même que celle de l'amendement 9 (insuffisance professionnelle) du projet de loi 6457 modifiant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Amendement 2 (licenciement pour raisons de santé)

À l'article 7, la première phrase du paragraphe (3) est supprimée:

«~~(3) Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, le ministre respectivement ou le ministre du ressort est en droit de résilier le contrat en cas d'absence prolongée ou d'absences répétées pour raison de santé de l'employé qui ne bénéficie pas encore du régime de pension des fonctionnaires de l'État.~~»

Motivation:

Il n'est pas acceptable que l'État résilie le contrat de travail d'un employé, qui n'a pas encore une ancienneté de 20 ans ou qui n'a pas encore atteint l'âge de 55 ans, pour des «raisons de santé». Dans de tels cas, l'État devrait avoir recours à d'autres moyens qui permettent à l'employé d'occuper un emploi adapté à sa santé, ou bien, si l'état de santé ne lui permet plus d'occuper un poste, d'entamer la procédure de mise à la retraite pour cause d'invalidité.

Amendement 3 (période de stage)

À l'article 20, le paragraphe (1) est remplacé comme suit:

«(1) ~~Sans préjudice de l'application de l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et de l'article 19, alinéa 2, de la présente loi, les~~ Les employés sont considérés comme étant en période de stage pendant les ~~trois~~ deux premières années de service. La période de stage peut être réduite jusqu'à 6 mois pour l'employé admis au stage à un poste à tâche complète, en fonction des besoins de formation et d'insertion professionnelle, dont le contenu, le déroulement et la durée exacte sont fixés par règlement grand-ducal. Pour l'employé admis au stage à un poste à temps partiel de cinquante pour cent ou plus, la durée du stage est de 9 mois à quatre ans; la durée exacte est fixée par le même règlement grand-ducal. Nonobstant l'application éventuelle de l'alinéa 12 du présent paragraphe, la durée minimale du stage ne peut être inférieure à 6 mois en cas de tâche complète, ni ne peut être inférieure à 9 mois en cas de service à temps partiel.

Pendant la première année du stage, les employés ont droit à une indemnité égale au troisième échelon de leur grade de computation de la bonification d'ancienneté défini pour chaque catégorie, groupe et sous-groupe d'indemnité.

À partir de la deuxième année du stage, les employés ont droit à une indemnité égale au troisième échelon de leur grade de computation de la bonification d'ancienneté défini pour chaque catégorie, groupe et sous-groupe d'indemnité.

Amendement 4 (idem)

À l'article 20, le paragraphe (2) est supprimé. La première phrase du paragraphe (3), devenant le paragraphe (2), est modifiée comme suit:

«Pendant ~~les trois premières années de service~~ la période de stage, l'employé bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée doit avoir suivi un cycle de formation de début de carrière sanctionné par un contrôle des connaissances et par un rapport d'aptitude professionnelle en relation avec les missions et attributions de l'employé dans son administration.»

Amendement 5 (idem)

À l'article 20, les 3e et 4e alinéas du paragraphe (5) sont remplacés comme suit:

«L'indemnité des employés bénéficiant d'une réduction de stage d'une année est calculée pendant la première année de stage conformément à l'alinéa ~~2~~ 3 du paragraphe 1er. ~~Pendant la deuxième année de stage, leur indemnité est calculée conformément à l'alinéa 3 du même paragraphe.~~

L'indemnité des employés bénéficiant d'une réduction de stage inférieure à une année est calculée conformément à l'alinéa 2 du paragraphe 1er pendant ~~les deux premières années~~ la première année de stage~~, déduction faite à cet effet de la durée de la réduction de stage accordée~~. À l'expiration de cette période, leur indemnité est calculée conformément à l'alinéa 3 du même paragraphe.»

Motivation des amendements 3 à 5:

La motivation de ces amendements est la même que celle de l'amendement 1 (durée du stage) du projet de loi 6457 modifiant le statut général des fonctionnaires de l'État et des amendements 8, 9 et 10 (indemnité de stage) du projet de loi 6459 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Amendement 6 (carrières reclassées)

À l'article 61 l'alinéa 2 est modifié comme suit:

«Toutefois, lorsque l'ancienneté de service de l'employé est telle que l'employé aurait pu accéder au grade intercalé ou au grade ajouté d'après les articles 43 à 49, il est tenu compte de ce grade intercalé ou ajouté pour la fixation de sa nouvelle indemnité. Celle-ci correspond dans le nouveau grade à ~~la valeur de~~ l'échelon de base applicable au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi ou, à défaut, à ~~la valeur de~~ l'échelon de base immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise dans l'ancien grade et pour autant que les conditions de formation soient remplies.»

Amendement 7 (idem)

À l'article 63 l'alinéa 2 est modifié comme suit:

«Les employés qui sont en activité de service au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui, en vertu de l'article 58, sont classés dans la catégorie d'indemnité A, groupe d'indemnité A2, ou dans la catégorie d'indemnité B, groupe d'indemnité B1, ont droit au grade qui correspond à l'ancienneté de service acquise avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Le classement dans le grade ainsi déterminé correspond à ~~la valeur de~~ l'échelon de base atteint la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ou, à défaut, à ~~la valeur de~~ l'échelon de base immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise dans l'ancien grade.»

Motivation des amendements 6 et 7:

La motivation de cet amendement est la même que celle des amendements 14 à 19 (carrières reclassées) du projet de loi 6459 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

(s.) Justin Turpel, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Octavie Modert, Roy Reding, Serge Urbany.

Motion 5

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'il y a lieu de saluer qu'après de longues années, certaines carrières et fonctions, qui n'étaient pas rémunérées en fonction de leur diplôme, soient reclassées par la réforme des carrières et traitements dans la fonction publique;

- qu'en ce qui concerne le régime transitoire de ces carrières reclassées, une divergence majeure persiste entre le Gouvernement, d'une part, et les représentations professionnelles des carrières concernées, d'autre part;

- que le Gouvernement propose le classement dans le grade en fonction de la nouvelle carrière tout en proposant le classement dans l'échelon correspondant à la valeur de l'échelon barémique atteint la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur, sans préjudice du report de l'ancienneté d'échelon acquise sous l'ancienne législation (reconstitution du grade hors échelons);

- que les représentants professionnels des carrières concernées proposent une reconstitution complète du grade et des échelons;

- qu'il n'y a pas de divergences entre la position du Gouvernement et celle des représentants professionnels en ce qui concerne le classement dans le nouveau grade;

- qu'effectivement, la façon de procéder retenue par le Gouvernement ne procure à court terme aucune satisfaction aux agents reclassés selon le régime transitoire, mais se limite à leur donner une nouvelle expectative de carrière correspondant à celles des fonctionnaires embauchés après la mise en œuvre de la réforme;

- qu'il serait opportun de trouver une solution équitable qui permettra également aux agents déjà en service d'avoir un bénéfice immédiat du reclassement;

invite le Gouvernement

à élaborer à très court terme une modification législative

- qui permettra d'accorder aux fonctionnaires concernés le bénéfice de la moitié de la différence des échelons calculés selon les deux méthodes [ou plus précisément à la valeur de l'échelon barémique correspondant à la moyenne de l'échelon ainsi calculé ou, à défaut d'échelon de cette valeur, à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur];

- tout en leur accordant que pendant les années suivantes, et aussi longtemps que le fonctionnaire n'aura pas atteint l'échelon calculé selon la méthode de la reconstitution complète du grade et des échelons, les prochains échelons échoient exceptionnellement au rythme d'une année au lieu de deux années;

- et disposant qu'au plus tard 5 années après la mise en vigueur de la réforme, chaque fonctionnaire d'une carrière reclassée bénéficiera de l'échelon calculé selon la méthode de la reconstitution complète du grade et des échelons, le tout nonobstant de dispositions plus favorables (dont l'avancement à l'âge de 55 ans).

(s.) Justin Turpel.

Motion 6

La Chambre des Députés,

considérant

- que la réforme du statut, des traitements et des carrières dans le secteur public a été préparée par le Gouvernement précédent sur base des accords trouvés entre le Gouvernement et la Confédération générale de la Fonction publique en date du 15 juillet 2011;

- que le Gouvernement actuel s'est engagé à respecter les obligations contractuelles résultant des engagements réciproques de l'accord salarial signé par le Gouvernement précédent et que la réforme sera poursuivie en tenant compte des avis émis dans le cadre de la procédure législative;

- que de nombreuses adaptations des textes ont été nécessaires suite aux divergences d'interprétation des accords successifs, à la situation des finances publiques et finalement aux différentes oppositions formelles et autres du Conseil d'État aux projets de loi lui soumis;

- qu'il a semblé primordial au Gouvernement et à la majorité parlementaire de finaliser les travaux afin que les textes puissent entrer en vigueur dans les meilleurs délais possibles, tout en renonçant à retravailler les détails rédactionnels et sans attendre le dénouement des litiges en cours (police, enseignement, carrières reclassées,...);

invite le Gouvernement

- à suivre de près la mise en pratique de la réforme, des difficultés et conflits qui pourront en surgir, de même que les cas de rigueur qui persistent ou pourront apparaître et d'en tenir informée la Chambre des Députés;

- à soumettre au fur et à mesure à la Chambre des Députés les propositions d'adaptations législatives nécessaires;

- à dresser au plus tard un an après la mise en vigueur de la réforme - en collaboration avec les partenaires sociaux - un bilan exhaustif de la réforme et de sa mise en pratique;

- à soumettre ce bilan à la Chambre des Députés, de même que les propositions législatives nécessaires pour résoudre tous les problèmes persistants, y compris en ce qui concerne une évolution et un classement équitable de toutes les carrières et fonctions.

(s.) Justin Turpel.

Motion 7

concernant l'élection libre des représentations du personnel de l'État

La Chambre des Députés,

considérant

- que les représentations du personnel dans les administrations et établissements de l'État aux termes de l'article 36 du statut des fonctionnaires de l'État n'émanent pas d'élections libres, mais sont des associations professionnelles agréées par un arrêté du ministre de ressort;

- que des élections libres, auxquelles puissent participer tous les fonctionnaires et employés remplissant les conditions d'ancienneté et d'âge sans être nécessairement membre d'une association professionnelle déterminée, ne sont actuellement pas prévues auprès des administrations et établissements de l'État;

- que de telles élections libres se font obligatoirement à partir de 15 salariés/agents dans toute autre entreprise du secteur privé ou public, y compris les chemins de fer et les communes;

invite le Gouvernement

- à présenter les mesures législatives nécessaires pour l'organisation d'élections libres et démocratiques des délégations ou représentations de personnel dans les administrations et établissements de l'État, auxquelles puissent participer tous les fonctionnaires et employés remplissant les conditions d'ancienneté et d'âge à déterminer par la loi.

(s.) Justin Turpel.

Motion 8

concernant le droit de négociation dans le secteur public

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'actuellement les négociations concernant la situation sociale, statutaire et financière des agents du secteur public se déroulent exclusivement avec le syndicat le plus représentatif de la fonction publique au niveau national;

- que cette façon de procéder est en contradiction avec diverses autres dispositions légales, comme celles concernant la commission centrale au Ministère de l'Intérieur, qui a une mission de consultation, de concertation ou de négociation pour tout ce qui concerne la situation statutaire, financière et sociale du personnel des communes;

- que la convention n°151 de l'OIT sur les relations de travail dans la fonction publique, ratifiée par le Luxembourg le 21 mars 2001, retient le droit de négociation des conditions d'emploi (y compris des carrières et traitements) entre les autorités publiques et les organisations des agents publics, afin de permettre une participation réelle à la détermination desdites conditions;

- que cette convention précise que l'expression «organisation d'agents publics» désigne toute organisation représentative pour les agents concernés;

- qu'il est indéniable que les résultats des dernières élections sociales ont consacré la CGFP comme représentative pour les fonctionnaires et employés de l'État, la FNCTTFEL-Landesverband et la FCPT-Syprolux comme représentatives pour les agents des CFL, la FGFC et la FNCTTFEL-Landesverband comme représentatives pour les fonctionnaires et employés des communes, et l'OGB-L et le LCGB comme représentatifs pour les salariés du secteur public;

- qu'il est opportun de faire participer toute organisation représentative pour les agents concernés aux négociations concernant la situation sociale, statutaire et financière des agents du secteur public, soit à séparer les négociations globales (sur l'enveloppe et/ou les grandes orientations à retenir pour tout le secteur public) des négociations d'application et des détails pour les différentes branches, ceci avec les organisations représentatives pour les branches respectives (fonctionnaires et employés des communes, agents de la SNCFL, salariés du secteur public, salariés des secteurs assimilés,...);

invite le Gouvernement

- à organiser les négociations futures concernant la situation sociale, statutaire et financière des agents du secteur public de telle façon qu'elles n'excluent aucune organisation représentative pour les agents concernés, tout en prévoyant de faire représenter également le côté patronal des branches concernées à ces négociations.

(s.) Justin Turpel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Turpel. An dann huet d'Wuert dee leschten ageschriwwene Riedner, de Lex Delles.

M. Lex Delles *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vun dëser Reform ass et, de Statsapparat ze moderniséieren an dëst am Sënn vun engem bessere Service um Bierger.

Och d'Enseignantë sinn als Statsbeamten en Deel vun dëser Reform. Och den Enseignant leescht op seng Aart a Weis e Service um Bierger. Hie bréngt de Kanner eppes bäi a bereet si op den Eescht vum Liewe vir. Et gouf elo scho vill iwwert dës Reform hei gesot, mä ech wollt awer nach eng Kéier op en Deel vun der Reform agoen, dee mech als Schoulmeeschter concernéiert: den neie Stage am Enseignement fondamental.

Duerch d'Reform vun der Fonction publique muss elo jiddwereen, dee Statsbeamte wëllt ginn, e Stage vun dräi Joer maachen. Et gëllt also déi nämlecht Regel fir jiddwereen. Vill zukünfteg Schoulmeeschter a Schouljoffere sinn natierlech net begeeschtert, dass si elo esou e Stage musse maachen. Stage, deen hir Virgänger net hu misse maachen. An ech muss éierlech soen: Wär ech deemools an hirer Plaz gewiescht, an et géif ee mir soen, ech misst elo nach dräi Joer Stage maachen, da wier ech mat menge 24 Joer zu där Zäit och net ganz frou gewiescht. Mä ech muss Iech awer och soen, dass, wéi ech dunn zu Lenneng ugefaangen hunn, Schoul ze halen, ech gemierkt hunn, dass ech awer nach net an all Domän prett war, fir Schoul ze halen, wéi ech dat vläicht selwer och gemengt hätt.

Ech hat mech zum Beispill um Ufank net getraut, en éischt Schouljoer ze huelen. Et sinn och vill Situatiounen op mech zoukomm, op déi meng Ausbildung mech net am Detail virbereet huet. Duerfir sinn ech der Meenung, dass esou e Stage, wéi en elo agefouert wäert ginn, den zukünftegen Enseignanten am Ufank vun hirer Carrière vill wäert hëllefen, fir si op den Alldag als Enseignant ze preparéieren.

Eng Gewerkschaft zesumme mat de Studenten an diplomëierte Chargé-de-coursen huet eng Petitioun gestart, déi fir e sënnvolle Stage d'entrée en fonction an der Grondschoul ass. Ma, fir esou e sënnvolle Stage sinn a stinn ech och! An ech si mer ganz sécher, dass och de Minister sech fir e sënnvolle Stage wäert staarkmaachen. Kee Mënsch wëllt dach, dass déi dräi Joer sollen dräi verluere Joer sinn, déi fir den Enseignant gradesou wéi fir d'Kanner verluer sinn.

Ech fannen et zum Beispill sënnvoll, wann ee jonken Enseignant während deenen éischten dräi Joer vu sengem Beruffsliewen en Uspriechpartner huet, deen him bei deene ville Froen, déi en am Ufank huet, eng Äntwert ka ginn. Sécherlech ginn et Schoulen, wou déi nei Kolleegen engem mat Rot an Dot zur Säit stinn. An ech si frou, dass ech selwer an esou enger Schoul zu Lenneng war, wou souwuel déi aner méi erfahren Enseignanten, mä awer och den Inspekter déi nei jonk Enseignantë staark ënnerstëtzt hunn. Mä et ginn och ugehend Enseignanten, déi dat éischt Joer an d'kaalt Waasser gehäit ginn a selwer musse léieren ze schwammen.

D'Schoulhalen ass hautdesdaags net méi datselwecht, wéi et virun drësseg Joer war, an et wäert sech och an deenen nächste Joren nach méi veränneren. Grond dofir ass déi ëmmer méi heterogen Schoulbevëlkerung, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn. Ware virun drësseg Joer ee bis zwee auslännesch Kanner an enger Klass, déi sech ouni gréisser Problemer integréiert hunn, esou fënnt een haut vill Kanner an der Primärschoul, déi net richteg Lëtzebuergesch kënnen, déi Sprooch, an där d'Enseignanten d'Kanner ënnerriichten.

Et si mëttlerweil nëmmen nach manner wéi d'Halschent vun alle Kanner, déi an eng Lëtzebuerger Schoul ginn, déi Lëtzebuergesch als Mammesprooch doheem schwätzen. Dat ass eng grouss Erausfuerderung fir e jonken Enseignant. Dofir ass et richteg, fir mat der Sproocheförderung schonn esou fréi wéi méiglech unzefänken. Dofir ass et richteg a wichteg, dass d'Regierung eng Qualitéitsoffensiv an de Betreiungsstrukture wëllt starten. Well mir wëssen alleguerten, dass et an deenen éischte Joren ass, wou d'Basis fir déi sproochlech Entwécklung vun de Kanner geluecht gëtt. A wa mer wëllen all Kand déiselwecht Startchancen an eisem Schoulsystem ginn, da musse mer hei usetzen.

Esou wichteg Sujete wéi d'Integratioun an d'Inklusioun an der Schoul mussen dem Enseignant während senger Stagezäit méi no bruecht ginn. Integratioun ass awer och wichteg fir den Enseignant selwer. Et ass wichteg, dass hie sech a sengem neien Émfeld beim Zesummeschaffe mat de Kolleegen zurechtfënnt. Dës Initiatioun ass während der Stagezäit geplangt.

Leider stellt een och ëmmer méi oft fest, dass en Deel vun den Elteren heiansdo iwwerfuerdert sinn a mengen, d'Schoul kéint fir si d'Erzéiung vun hirem Kand iwwerhuelen. Och wann dat net dem Enseignant seng Aufgab ass, muss hien awer dorobber virbereet sinn, an dat ass net ëmmer einfach.

Här President, grad well de Beruff vum Enseignant ëmmer méi exigent gëtt, ass de praxisorientéierte Stage genau dat Richtegt, fir hien op seng Aufgab virzebereeden. De Stage ass virgesinn, fir déi jonk Enseignanten ze ënnerstëtzen, net fir se ze schikanéieren. Et ass wichteg, dass während dem Stage op déi individuell Besoine vun de Stagiairen agaange gëtt. Et wäert een den Akzent op déi Punkte setzen, déi an hirer jeeweileger Grondausbildung ze kuerz komm sinn.

De Fakt, dass een ebe grad op déi individuell Bedierfnisser vun de Stagiairen ageet, beweist jo awer, dass hei net, wéi Verschiddener behaapten, en Enseignant unique gezillt gëtt. Besonnesch am Ufank vun der Carrière muss een nämlech kucken, dass den Enseignant Selbstvertrauen opbaut an déi néideg Motivatioun fir seng Aarbecht kritt. Dëst wäert sech herno och an der Qualitéit vu senger Aarbecht erëmspigelen.

Loosst mech nach ofschléissend zwee Wierder zu de Chargé-de-coursë soen. An deene leschte Joren huet d'Zuel vun de Chargé-de-coursë par rapport zu de Proffe staark zougeholl. Souwäit ech informéiert sinn, huet de Minister Claude Meisch d'Associatioun vun de Chargéen empfaangen, an et muss een an d'Zukunft kucken. Mir stinn, wéi hei scho gesot ginn ass, virum Vote zu engem Pak, dee scho vun der viregter Regierung zougemaach ginn ass. Dass d'Chargé-de-coursen an dësem Pak net mat abegraff sinn, ass richteg. Mä et muss een an Neiverhandlunge goen, fir esou an Zukunft ze kucken an ze gesinn, wéi een hir alldeeglech a wichteg Aarbecht ka fir si verbesseren.

Et ass awer logesch a richteg, dass eng Proffecarrière ëmmer méi attraktiv muss sinn, wat och d'ACEN seet, wéi eng Carrière vun engem Chargé. Et dierf een net vergiessen, dass d'Proffen e ganz ustrengende Stage mat ville pädagogeschen Inhalter musse maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- De But muss dofir ëmmer sinn, dass esou vill wéi méiglech vun dëse Chargéen och de Wee an d'Proffecarrière fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- Här President, ech wëll nach eng Kéier betounen, dass et am neie Stage net soll drëm goen, just d'Wëssen ze préiwen, wat ee schonn an der Grondausbildung geléiert huet, mä d'Demokratesch Partei gesäit dëse Stage als eng Chance, fir den zukünftegen Enseignanten eng méi praxisno an didaktesch Ausbildung ze bidden a si esou beschtméiglech op hire Beruff virzebereeden. Well et si schliisslech d'Enseignanten, déi déi wichtegsten Akteuren am Schoulsystem sinn. Vun hirer Ausbildung, vun hirer Motivatioun a vun hirem Engagement hänkt de Léiererfolleg vun hire Schüler ganz staark of.

An deem Sënn gëllt et, deen neie Stage elo ze notzen, fir déi frësch forméiert Enseignanten optimal op déi wichteg, awer och ëmmer méi villfälteg Tâchë vum Schoulhale virzebereeden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Delles. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet elo direkt den Här Minister fir d'Fonction publique, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol, an ech mengen, dat ass üblech no enger Diskussioun, déi esou laang gedauert huet iwwert déi Gesetzesprojeten, déi mer haut hei zur Ofstëmmung hunn, wéilt ech eng Rei vu Mercie lassginn.

Merci un de Rapporteur, dee bal alles gesot huet, mä awer och un d'Madame Modert, déi jo selwer och nach an hirem Bäitrag ganz villes erkläert huet, wat mir e bëssen de Botter vun der Schmier geholl huet. Mä dat ass awer net dramatesch. Ech verfügen iwwer genügend Reserven an ech wäert dat och iwwerliewen. Et erspuert mir et op jidde Fall, op all Detail vun de Gesetzer anzegoen. An ech mengen, dat ass och gutt esou, well mer, mengen ech, eng ganz flott Debatt hei verfollegt hunn, déi dëser Chamber würdeg ass.

An ech muss soen, deen nämlechte Geescht hat ech och an der Chamberskommissioun begéint, an dofir wëll ech och allen eenzelnen Akteuren, déi un deenen Diskussioune bedeelegt waren, mäi Merci ausschwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci awer och un d'Fonctionnairen, déi un dësen Texter geschafft hunn, engersäits déi, déi a mengem Ministère domat beschäftegt waren, anerersäits awer och déi, déi hei an der Chamber ganz vill Aarbecht mat eis haten. Vill Detailer, déi hu misse gekläert ginn, vill Spitzfindegkeeten, déi hu missen auserneegeholl ginn. Hei ass ganz vill Aarbecht geleescht ginn, an dat ass schonn exceptionell op dës Aart a Weis.

Merci awer och u meng Virgänger. Et ass virdru schonn ugeschwat ginn: Dës Reform, déi dës Regierung hei mat der Hëllef vum Parlament wäert, an dat hoffen ech jiddefalls, ëmsetzen am Intérêt vun der Fonction publique, ass a groussen Deeler virbereet gi vun der Virgängerregierung. Och si hat eng ganz Rei vu Stonnen dorunner geschafft. An ech erënneren nëmmen un déi sëllech Entrevuen, déi si, genausou wéi ech och duerno nach, hat mat all deenen Énnerorganisatioune vun der CGFP, wou och alleguerten déi eenzel Diskussiounen an eenzel Verhandlungspunkten an d'Diskussioun abruecht gi sinn.

Merci awer och un de Verhandlungspartner vun der CGFP, mat deem mer eis beileiwen net ëmmer eens waren, mä wou mer awer ëmmer probéiert hunn, e konstruktiven Dialog ze féieren am Sënn, fir Problemer ze léisen, an net am Sënn, fir weider Problemer ze kreéieren.

E grousse Merci och un alleguerten déi Beschäftegt an der Fonction publique, sief et Fonctionnairen oder Employéen, déi e grousst Verständnis opbruecht hunn. Fënnef Joer hunn déi Verhandlungen hei gedauert, bis se dann endlech elo haut sollen zu engem Enn kommen an dass déi Reformtexter och kënnen ëmgesat ginn. Fënnef Joer ass eng laang Zäit, wann een op eng Gehaltserhéijung vun 2,2% Punktwäerterhéijung waart oder op déi faméis Joresprime vun 0,9%, déi jo awer bekanntlech nëmme soll eemoleg ausbezuelt ginn.

An ech mengen, dass et derwäert ass, obschonn et schonn hei eng Kéier gesot ginn ass, dass de Verhandlungspartner CGFP, ouni dass laang huet missen Drock op se gemaach ginn, fräiwëlleg drop verzicht hat, fir zu engem bestëmmte Moment, wou d'Finanze vun dësem Stat nach méi schlecht stounge wéi elo, fir déi dann direkt auszebezuelen, mä fräiwëlleg praktesch engem zweejährege Moratoire zougestëmmt hunn. Och dat verdéngt, eng Kéier hei ervirgehuewen ze ginn.

Mä nieft deene reng finanziellen Apporten, déi mer hei diskutéieren, ass eng aner Saach, déi menger Meenung no vill méi wichteg ass, an dësem Accord dran an déi och extra muss ervirgehuewe ginn. Et geet hei ëm d'Aféierung vum Bachelorsystem, der Carrière A2 an der Fonction publique, d'Unerkennung vum Bologna-Prozess, wat ech géif als e Meilestee vun der Lëtzebuerger Fonction publique bezeechnen.

Et ass eng Moossnam, déi méi wéi iwwerfälleg war. Hei kréie Leit endlech dat, wat hinnen zousteet. An ech si frou, dass mer hei an dëser Chamber, zumindest op deem Punkt do, kënnen Eestëmmegkeet detektéieren. An obwuel scho villes gesot ginn ass, wat d'Detailer vun dëser Reform ugeet, kommen ech net derlaanscht, fir op e puer Punkten nach méi speziell anzegoen.

Firwat hu mer iwwerhaapt dës Reform misse maachen?

Ech mengen, dass dës Reform u sech eng Unerkennung ass vun der Evolutioun, déi d'Gesellschaft un d'Fonction publique stellt. Et geet drëms, d'Effikassitéit ze erhéijen, d'Qualitéit vun de Servicer ze verbesseren, innovativ Technike méi geziilt ze notzen, nei Formatiounsperspektive fir d'Fonction publique opzemaachen, d'Simplificatioun vun den Traitementsstrukturen endlech ze realiséieren, den Développement professionnel vun dem Eenzelne geziilt ze steieren, d'Reform zum Stage eben net nëmmen an der Durée, mä och an hirem Inhalt ze reforméieren, fir d'Leit prett ze maachen op déi schwéier Erausfuerderung, déi d'Fonction publique duerstellt.

Et geet och drëms, an ech hat et virdru scho gesot, endlech d'Unerkennung vum Processus vu Bologna ze maache mat der Unerkennung vun de Bachelordiplomer. Et geet drëms, eng konkret Formation continue, e Lifelong Learning anzeféieren, dee jiddwerengem Eenzelnen an dofir och der ganzer Fonction publique eppes wäert bréngen.

D'Entrée en vigueur, wa mer dann haut den Accord vun der Chamber kréien, vun all deene Gesetzer wäert fir den 1. Oktober 2015 sinn, mat enger Ausnahm oder mat zwou Ausnahmen: De Punktwäert soll op den 1. Abrëll, also Enn Abrëll réckwierkend op den 1. Januar 2015 ausbezuelt ginn, an d'Prime unique soll dann Enn Mee 2015 ausbezuelt ginn, ëmmer virausgesat, den Accord vun der Chamber. A selbstverständlech och bleift nëmmen e klengen Délai, fir och nach déi administrativ Hürden ze huelen, déi mer awer mussen huelen, fir dat heite kënnen esou ze realiséieren.

Iwwert d'Reform vum Stage ass vill geschwat ginn. Ech mengen trotzdeem, dass och ech mech sollt nach eng Kéier dozou äusseren.

Jo, et geet ëm eng Uniformiséierung vum Stage op dräi Joer an der ganzer Fonction publique, mat enger Méiglechkeet vun enger Reduktioun vun engem Joer, esou wéi dat och haut schonn de Fall ass.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Et ass awer falsch, ze behaapten, mir wéilten dee Stage op dräi Joer verlängeren, an deene meeschte Fäll, just fir Suen ze spueren.

Ech mengen, an dat ass och schonn aus de Riedebäiträg vun eenzelne Leit hei ganz kloer ervirgaangen, et geet hei net nëmmen drëms, fir eng Épargne ze maachen, mä et geet hei haaptsächlech drëms, fir dee Stage ze reforméieren, fir säin Inhalt un d'Ufuerderunge vun der Fonction publique unzepassen, fir e strukturéierte Stage kënnen ze offréieren, deen en Agent besser op dat virbereet, wat en herno a senger Fonctioun erwaart.

De Stage wäert an Zukunft eng Phas Formation générale hunn, mat enger allgemenger Introductioun an d'Administration publique, wou eng kloer Partie derbäi ass, wou eng Formation commune ass, déi jiddwer Beamte wäert matmaachen, déi um INAP gemaach gëtt, an eng Partie individuelle. An och dat ass wichteg ze betounen, well dat menger Meenung no virdrun an eenzelne Riedebäiträg net esou erauskomm ass. Och eng Partie individuelle, déi ebe ganz genau vun där Administratioun ausgeschafft gëtt, wou de Beamten zukünfteg soll hikommen. Zu där Phase générale gehéieren och Tester an et gehéiert och en Examen de fin de formation générale vun der Formation générale dozou.

An da kënnt, an och dat, mengen ech, sollt een hei soen, eng Phas vun der Formation spéciale, Mission spécifique, déi och vun der Administratioun ausgeschafft gëtt, e Programm vun der Administratioun ausgeschafft, zesumme mam INAP, mat engem Volet théorique an engem Volet pratique. Et geet also drëms, och da ganz kloer e Plan d'insertion professionnelle dem Stagiaire mat op de Wee ze ginn, wou e ganz genee gesot kritt, wat vun him erwaart gëtt a wourunner dass e sech muss orientéieren.

A last but not least, well ech och mengen, dat ass e wichtegt Element, gëtt et an Zukunft e Patron de stage fir all eenzelne Stagiaire, dee bei de Stat schaffe kënnt. Och dat ass eng Neierung, déi menger Meenung no ganz kloer hir Friichte wäert bréngen.

Da Lifelong Learning, e Stéchwuert, wat ech schonn ugeschnidden hunn, eng Rei vu Mesuren, déi geholl ginn, déi et dem Beamte sollen erlaben, eng kloer Formation continue ze maachen, an awer och ënner Émstänn, ënner verschiddene Bedéngunge souguer kënne vum Déngscht fräigestallt ze ginn, fir zousätzlech Diplomer ze erreechen. Och dat ass eppes, wat eng Neierung ass, déi eis kéint virubréngen. Et bréngt deem Eenzelnen eppes, mä et bréngt och der ganzer Fonction publique eppes.

Den Développement vun de Kompetenzen: Et geet drëms, d'Unerkennung vum Wësse vun deem Eenzelne méi konkret ze faassen, an zwar net nëmmen dat Wëssen, dat den eenzelnen Agent sech an der Schoul ugëeegent huet, mä och dat, wat e sech duerno op senger Aarbechtsplaz ugëeegent huet oder souguer ausserhalb vu senger Aarbechtsplaz ugëeegent huet an enger privater Formatioun oder duerch seng Liewenserfahrung. Och dat wëlle mer probéieren, op eng aner Aart a Weis ze revaloriséieren, wéi dat bis elo méiglech war.

Den Développement vun de Kompetenze geet selbstverständlech de pair mat der Gestion par objectifs, déi mer wëllen an all eenzel Verwaltung aféieren. Et geet hei drëms, e Suivi vun der Leeschtung vun der Administratioun ze kréien an e Suivi vun der Leeschtung vun all Eenzelnem, deen an dëser Administratioun sollt schaffen.

D'Gestion par objectifs gëtt gefaasst, an och dat ass, mengen ech, net ganz kloer gewiescht bei all Riedner, déi virdrun hei geschwat hunn, net eng Kéier festgehale fir dann de Rescht vun der Zäit, mä soll schonn an engem Cycle vun dräi Joer all Kéiers erëm nei definéiert ginn, well se soss effektiv kee Sënn géif maachen.

Esou eng Gestion par objectifs gesäit och vir, dass mer fir all Administratioun e Programme de travail d'administration hunn, en Organigramm emol opstellen an all Administratioun, u sech eng Selbstverständlechkeet. An ech hu misse mat Schrecke feststellen, dass dat a ganz ville Verwaltungen nach absolutt net de Fall ass.

Selbstverständlech, zu esou engem Organigramm gehéiert och eng Description de poste vun all Eenzelnem. An et soll och esou sinn, dass an Zukunft en Entretien individuel e Recht gëtt fir all Agent, deen e ka mat sengem Supérieur hiérarchique féieren, fir dass en do kann op seng Bewäertungen an op seng Usprëch, déi hien un d'Fonction publique stellt, opmierksam maachen.

An et gehéiert selbstverständlech och dozou e Plan de travail individuel vun all eenzelnem Agent, deen dann awer och kéint eng Basis duerstelle fir de Système d'appréciation, dee mer fir all eenzelnen Agent wëlle maachen. Ech weess, dass dëse Système d'appréciation net bei jiddwerengem op grouss Géigeléift stéisst. Ech mengen awer trotzdeem, dass een et soll woen, dës nei Erausfuerderung unzegoen.

Dee Système d'appréciation ass net dofir do, fir Leit ze schikanéieren, mä en ass do, fir opgrond vun objektive Kritäre festzestellen, wéi deen Eenzelne sech a senger Verwaltung erëmfënnt. A virun allem ass déi Appréciatioun net do, fir den eenzelne Beamten ënner Drock ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Si ass och an hirer Zuel limitéiert. Si zielt selbstverständlech an de Stagejoren, wou se all Joers gemaach gëtt, an da vum Passage vum Niveau général an den Niveau supérieur, an duerno nëmme bei de Promotiounen um Niveau supérieur, wou eben esou eng Appréciatioun sollt gemaach ginn.

Selbstverständlech, éier d'Appréciatioun gemaach gëtt, och dat setzt viraus, dass matenee geschwat gëtt. En Entretien d'appréciation, dee mer wesentlech vereinfacht hu par rapport zu deem, wat virdrun ugeduecht war, tëschent dem Agent a sengem Supérieur hiérarchique, an ënner Emstänn, wann en dann drop hält, kann och de Chef d'administration dorun deelhuelen.

Ech hat gesot, ganz kloer Critères d'appréciation, déi och opgrond vun enger Rei Awänn vum Conseil d'État vereinfacht gi sinn, wou elo d'Performance professionnelle gekuckt gëtt an da selbstverständlech och gekuckt gëtt, awéifern deen eenzelnen Agent dann och säi Plan de travail individuel erfëllt.

An et ass virdru scho gesot ginn, et sinn insgesamt véier Niveauen. Déi, déi extra gutt bewäert ginn, sollen e Congé de récompense kréie vun dräi Deeg, ze huelen ënnerhalb vun deem Cycle, wou mer dra sinn. An déi, déi ganz gutt bewäert ginn, wéi gesot, dräi Deeg Congé. An déi, déi da schlecht bewäert ginn am Niveau 1, do muss ee mat deene Leit e seriöt Gespréich féieren, well se ganz einfach den Erwaardungen net entspriechen.

An do ass dann och virgesinn, dass déi Leit net direkt d'Messer op d'Broscht gesat kréien, mä dass se e ganz konkrete Programme d'amélioration des performances professionnelles kréien, wou se d'Méiglechkeet hunn, während engem Joer Coursen ze beleeën an hir perséinlech Leeschtunge kënnen ze verbesseren. No engem Joer gëtt da gekuckt, wou mer mat deem Agent dru sinn. A wann nach eng Kéier sech erausstellt, dass d'Bewäertung insuffisant ass, da kënnt déi Procédure d'insuffisance professionnelle, déi da ka bis bei eng Révocatioun als Répercussioun goen.

Ech hoffen awer, dass mer mat deem Modus, dee mer hei etabléiert hunn, déi Fäll, déi ech elo zulescht ugeschwat hunn, nämlech d'Révocatioun eben, an deenen allermeeschte Fäll kënne vermeiden. Et ass net dat d'Zil vun deem Ganzen. Am Géigendeel, et ass d'Zil, fir d'Leeschtung vun de Leit ze verbesseren an net se ënner Drock ze setzen.

Eng Rei Nouveautéite bei de Carrièren, déi ech probéiere stéchwuertaarteg unzeschwätzen.

D'Restrukturatioun a fënnef Rubricken ass scho gesot ginn. D'Fixatioun vum Traitement nom Stage am véierten Échelon amplaz, wéi et bis elo war, am drëtten Échelon. Ech wéilt och soen, dass dat eng Mesure ass, déi en faveur vun deene jonke Leit hei am Land geholl ginn ass. Et ass also falsch, ëmmer ze behaapten, dësen Accord an dëse Reformpaquet géif sech haaptsächlech géint déi Jonk riichten.

100% Unerkennung vun de Virdéngschtzäiten, wann ee bei enger internationaler Organisatioun war. Och dat ass en Novum.

10% Unerkennung vun de Virdéngschtzäiten, déi een am Privatsecteur geleescht huet, ënnert der Bedéngung, dass dee Posten, deen een am Privatsecteur beluecht huet, an enger direkter Relatioun mat deem neie Poste beim Stat steet.

Och dat ass en Novum, wann ee weess, dass bis elo do e Maximum vun zwielef Joer Unerkennung do war. Dat ass an Zukunft also anescht a mécht eis d'Dier op, och Leit aus dem Privatsecteur ze rekrutéieren, déi scho méi laang do aktiv sinn.

Dann d'Harmonisatioun vun den Délais d'avancement. Och dat ass schonn ugeschwat ginn, mat praktesch engem Automatismus, fir an den Niveau supérieur ze kommen no zwielef Joer, an och no 20 Joer dann eng Nominatioun an de leschte Grad. Och dat ass eppes Neits. Eng ganz Rei vu Beamten haten de Privileg ni, am leschte Grad unzekommen, duerch déi komplizéiert Steigungsméiglechkeeten, déi mer an eisem System haten. Dat ännert elo. Hei kritt jiddwereen d'Garantie, dass en no deene bestëmmtenen Délaien och an déi Graden erakënnt.

An dann d'Possibilitéit vun der Majoration d'échelon fir déi Leit, déi e Poste à responsabilité unhuelen. Och dat eng Form vun Unerkennung fir Leit, déi bereet sinn, sech méi an den Déngscht vum Stat ze setze wéi anerer.

An als Lescht géif ech dann ernimmen nach d'Prime de spécificité vum Doktorat. Och do ass virdru gesot ginn, do muss een oppassen, dass kee Schindluder domat gedriwwe gëtt. An ech mengen, dat ass och esou an den Texter virgesinn, dass deen Doktorat selbstverständlech muss och a Relatioun si mat engem Posten, deen een da beim Stat beleet.

D'Aféiere vun der Retraite progressive. Och eppes, wat kuerz hei schonn zu Wuert komm ass. Am Prinzip limitéiert op dräi Joer, mä awer mat enger Méiglechkeet, entweder nach 75% oder 50% ze schaffen an dann entweder 25% oder 50% och scho vun der Pensioun ze profitéieren. Ech mengen, dass dat e ganz grousse Virdeel fir deen eenzelnen Agent kéint duerstellen. E kann hei op dës Aart a Weis e luesen Abschied vum Déngscht huelen an op där anerer Säit säi Wëssen och nach, an ech kommen nach drop zréck, an den Déngscht vun der Administratioun bréngen.

D'Änderung vun der Allocation de famille ass erstaunlecherweis haut ganz wéineg diskutéiert ginn. D'Optioun vun den zwee Systemer, och dat sollt ech hei soen, bleift bestoen. Fir déi Leit, déi am Moment eng Allocation de famille hunn an déi net wëllen, dass sech eppes ännert, do wäert sech näischt änneren. Mä fir déi Leit, déi an Zukunft an de System erakommen, wäert et esou sinn, dass se 27 Punkte fir all Partner, dee beim Stat schafft an onofhängeg dovunner, ob e gepacst, bestuet oder als Célibataire lieft, d'Bedéngung, fir dass een dann an de Genoss vun deene 27 zousätzleche Punkte ka kommen.

An ech betounen nach eng Kéier: An Zukunft kann dat Mann a Fra sinn, déi an egal wéi enger Form zesummeliewen oder zesummegelieft hunn. D'Bedéngung, fir dass een an de Genoss kënnt, ass eben, dass een e biologeschen Elterendeel ass oder awer e Kand adoptéiert huet. Da kënnt een an d'Recht vun dëser Prime oder Allocatioun. Selbstverständlech, soubal d'Charge ophält, wou d'Kand à charge ass, fält déi Allocatioun an Zukunft dann och ewech. Dat ass eng Änderung par rapport zum aktuelle System, wou ee se jo praktesch iwwert d'ganz Carrière behält.

Ec erspueren Iech, wéi gesot, well ebe scho ganz villes gesot ginn ass, elo nach eng ganz Rei vun aneren Detailer, wat d'Technik ugeet. Villes ass schonn hei ugeschwat ginn, villes wäert och nach an Zukunft an der Diskussioun bleiwen, well nach grouss Erausfuerderungen op eis waarden.

Här President, et geet mir hei ganz sécher net drëms, d'Verdéngschter, an ech hat et virdru gesot, vu menge Virgänger ze schmäleren, déi ouni Zweifel ganz grouss ware bei der Ausaarbechtung vun dëser Reform. Ech deelen, an dat wëll ech awer och ganz kloer hei soen, awer net den Enthusiasmus, fir dëst quasi als eng Jorhonnertreform duerzestellen. Wat mir hei ofstëmmen - an ech hoffen, d'Chamber wäert et herno ofstëmmen - ass sécherlech e Schrëtt an déi richteg Richtung, mä sécher net e Schrëtt an déi onbedéngten an endgülteg Glécksëilegkeet.

Dës Reform ass net perfekt. Si ass a si huet awer virun allem de Verdéngscht, dass se villes harmoniséiert, wat bis elo mat villen extrae Bestëmmungen duerchwuess war a wat den Duerchbléck praktesch onméiglech gemaach huet. Ech erënnere mech drun, dass ech an engem Cours um INAP eng Kéier gesot kritt hunn, dass ee praktesch scho misst Jurist a wahrscheinlech och nach Ingenieur sinn, fir kënnen eng Pai beim Stat auszerechnen. Duerch déi Harmoniséierungsbestriewungen, déi mer elo hei hunn, duerch déi Vereinfachungen, déi mer hei solle virhuelen, wäert dat an Zukunft e bësse méi einfach ginn.

Wann ech hei soen, dës Reform ass net perfekt, da widderhuelen ech och ganz haart dat, wat ech schonns ëffentlech verkënt hat, nämlech dass mer bereet sinn, och an Zukunft nach iwwert déi Saachen, déi mer haut ofstëmmen, ze diskutéieren. Mir si bereet, iwwer alles ze schwätzen, alles och nach eng Kéier a Fro ze stellen. Net alles, wat gutt geduecht ass, wäert sech herno an der Praxis bewähren. Net alles, wat an der Theorie logesch ass, wäert an der Praxis kënnen ëmgesat ginn.

Wa sech erausstellt, dass verschidde Saachen net machbar sinn, da maache mer se net! Der Politik, an domat mengen ech eis alleguerten, fält iwwerhaapt keen Zacken aus der Kroun, wa se déi Upassunge mécht, déi d'Fonction publique brauch, fir sech ze moderniséieren am Déngscht vum Bierger an am Déngscht vun engem gudde Service um Bierger.

Dës Reform, an et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ass net ofgeschloss mat deem Vote vun haut, am Géigendeel. Si geet dann eréischt un. D'Ëmsetzen an den Administratioune wäert entscheedend sinn, fir déi endgülteg Bewäertung vun deem Reformpaquet, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen. D'Ëmsetze geet sécher net géint d'Beamten. Mä d'Viraussetzung, dass d'Beamte matmaachen, muss geschafe ginn, fir dass mer iwwerhaapt eng Chance op Réussite kënnen hunn. Ech si motivéiert, alles dozou bäizedroen, dass mer dat kënne realiséieren.

Et ass eng grouss Erausfuerderung fir eis. Un éischter Stell fir de Ministère vun der Fonction publique. Un zweeter Stell och fir d'Leit vum INAP. Och fir de Kolleeg Meisch. An ech si frou, dass en d'Gedold hat mat eis alleguerten, dee ganze Mëtten hei dëser Debatt nozelauschteren. Och fir de Kolleeg Meisch kommen nach eng ganz Rei vu groussen Erausfuerderungen, et ass och schonn hei an der Debatt ugekënnegt ginn, a mir schaffen, géif ech soen, op eng exemplaresch Aart a Weis zesummen, fir all deene Problemer do, déi op eis duerkommen, nach ze begéinen.

Mä et gëtt, an dat wëll ech hei ervirsträichen, och fir all eenzelne Beamten, dee beim Stat schafft, sief et als Fonctionnaire, sief et als Employé, eng ganz grouss Erausfuerderung, wa mer gären hätten, dass mer hei zu engem konstruktive Resultat kommen.

D'Madame Modert hat et virdrun, zu Recht, ugeschwat, datt mer... Am Kader vun den normale Remplacementer hu mer et fäerdegbruecht, eis den Know-how vun engem Responsabele fir d'Ressources humaines ze sécheren, wat de Ministère vun der Fonction publique ugeet, eng Fra, déi scho grouss Erfahrungen an deem Beräich gemaach huet. A mir si frou, si an eise Reie kënnen ze begréissen.

Bis elo hu mer ganz bewosst, aus Käschtegrënn, drop verzicht, eng Opstockung vum Personal am Ministère an och am INAP virzehuelen, fir dee ganze Reformpaquet unzegoen. Ech soen awer elo scho viraus, dass mer dat fir 2016 an där Form do net wäerte packen, well et evident ass, dass, wa mer an déi konkret Ëmsetzungsphas kommen, och de Ministère vun der Fonction publique déi néideg Ressources humaines muss zur Verfügung gestallt kréien, fir dat kënnen ze begleeden.

Et wäert Iech net wonneren, datt ech genau deen dote Wee wäert wielen, fir kënnen op déi kommend Erausfuerderunge preparéiert ze sinn. Astellunge vu Leit, déi beim Stat Verantwortung och fir dëse Reformprozess sollen droen, vill léiwer wéi de Réckzuch op extern Berodung, déi mer ganz vill an deem Ministère haten. Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint eng Hällewull vu Berodungskontrakter opgeléist, well mer dovun iwwerzeegt sinn, dass et besser ass, mat eegene Kräften un dës grouss Erausfuerderungen erunzegoen.

Här President, ech sinn als Minister vun der Fonction publique ganz houfreg, dës Reform dierfen ze begleeden. Dës Reform ass e Ganzt. Si beinhalt nieft dëse Verbesserungen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, wat d'Pai ugeet, wat nei Carrièren ugeet, och eng ganz Rei vun neien Usätz zur Moderniséierung vun der Fonction publique, déi genausou iwwerfälleg ware wéi déi personalpolitesch Décisiounen, déi mer haut wäerten huelen. Si beinhalt och e puer Usätz, déi d'Personal net wäerten esou erfreeën: D'Limitatioun vun den Ufanksgehälter ass en Thema, d'Verallgemengerung vum Stage op dräi Joer, ech hat et virdru scho gesot, gefält och nach laang net jiddwerengem!

Dës Reform ass e Kompromëss. Et ass d'Realisatioun net vun deem, wat onbedéngt wënschenswäert war, mä et ass d'Realisatioun vun deem, wat zu dësem Zäitpunkt machbar war. Dës Reform gëtt vun der iwwerragender Majoritéit vun de Statsbeamte begréisst. Wéi wär et soss ze erklären, dass mer déi scho bal regelméisseg an ëmmer méi rose Stellungnahme vun der CGFP, gedroe vun hiren iwwer 60 Énerorganisatiounen, déi eis gedrängt hunn, virunzemaachen, souwéi de President et vun der CGFP ausgedréckt huet, mir sollen elo endlech dalli maachen, fir dës Reform dann och elo endlech ëmzesetzen. Ech ka mer schlecht virstellen, dass wann eng Majoritéit vu Beamten net mat dëser Reform averstane wären, dass dat dann d'Fuerderung vun der CGFP gewiescht wär.

D'Reform gëtt selbstverständlech vun dëser Regierung an hirer ganzer Étendue gedroen. An och ech sti mat vollem Häerzen hannendrun. Mir hunn, wéi ech virdru gesot hunn, dalli gemaach an enger, géif ech soen, praktesch schonn Action exceptionnelle vu 36 Sitzungen, wéi de Rapporteur et virdru gesot huet, ganz no openeen! Mat groussen Erausfuerderungen un d'Personal och vun der Chamber, hu mer esou séier gemaach wéi mer konnten, fir elo endlech hei kënnen ze stoen, fir dat kënnen zesummen iwwert d'Bühn ze bréngen.

Et wär vläicht méi einfach gewiescht, esou wéi eenzel Leit dat un eis erugedroen haten, einfach guer näischt ze maachen, drop hinzeweisen, dass mer an enger schlechter Budgetssituatioun sinn an dass et am Moment net opportun wär, eppes ze maachen. Och dat, wat am Moment ofleeft am Kader vum sougenannte Fonctionnaires-Bashing, géif déi doten Theorie éischter ënnerstëtzen.

Mir hunn nach dës Woch oder d'lescht Woch eng ganz Rei vun onqualifizéierten Ugréff op d'Fonction publique missten nolauschteren, leider och vum Vizepresident vum Wirtschafts- a Sozialrot. D'Regierung veruerteelt esou Provokatiounen, well se d'Leit net weiderbréngen, well se Neid a Sträit solle schüren, do wou mer Konsens a Solidaritéit brauchen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Mir sollten eis dëst Reformwierk, wat mer haut hei zur Ofstëmmung bréngen, och net zerriede loossen. Net vun eenzelne Beruffsverbänn, déi vläicht hir e bësse korporatistesch Vue drun hënnert, de Bléck fir dat Ganzt ze behalen. Och net vu Provokatioune vu baussen, wéi ech se virdrun erwähnt hunn an och net vu schlecht informéierten Informatiounsquellen, déi probéieren dës Reform esou duerzestellen, wéi wa se géint d'Personal geriicht wär.

Ech wéilt dofir nach eng Kéier ganz kloer soen, a fir déi, déi et nach net verstanen hunn, dann och fir matzeschreiwen: Dës Reform gëtt vun der grousser Majoritéit vum Personal begréisst. Si gëtt net géint d'Personal, mä mam Personal gemaach!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- A jo, d'Statsbeamten hunn en Urecht drop, dass et no iwwer sechs Joer erëm zu enger Erhéijung vun 2,2% vun hirem Punktwäert kënnt. A jo, dat kéint vun Eenzelnen och als Zeechen un de Privatsecteur gedeit ginn. Et alors?, froen ech.

Et ass och net esou, wéi wa mer dës Reform, esou wéi dat nach de Moien iwwer e grousse Radiosender erzielt ginn ass, dass mer dës Reform 1:1 géifen ëmsetzen, esou wéi se vun der viregter Regierung proposéiert ginn ass. Dat zielt wuel fir de Volet financier, mat deenen 0,9% Joresprime an 2,2% Punktwäerterhéijung. Dat zielt och fir de Volet vun der Neigestaltung vun de Carrièren, inklusiv dem Mechanismus, wéi déi Carrièren ugepasst ginn. Dat war eng Regelung, wéi se vun der viregter Regierung ausgeschafft ginn ass a wéi se vun der jëtzeger Regierung iwwerholl ginn ass.

Déi Ëmsetzung 1:1 zielt awer net fir de Volet vun der interner Reform. Et ass en neien Accord komm tëschent der Regierung, dem neie Minister an der CGFP. D'Ewechfale vum Rapport d'expérience professionnelle ass virdru bedauert ginn. Ech weisen an deem Kontext just drop hin, dass och de Statsrot net ganz vill vun där Iddi do gehalen huet an och d'Gewerkschaften alles aneschters wéi frou mat dëser Iddi waren. D'Ewechfalen - ech kommen duerno awer nach drop zréck - vum finanziellen Impakt vun der Bewäertung ass, mengen ech, och awer en Element vun deem, wou mer soen, dass mer déi Bewäertung an eng ganz aner Logik erabruecht hu wéi déi, déi virdrun ugeduecht war.

Ech mengen net, dass hei ee sëtzt, deen eeschthaft dru gegleeft hätt, dass mer e Beamten, deen offensichtlech gewisen huet, dass e sech net wëllt um Reformprozess bedeelegen, dass en net wëllt säin deeglecht Engagement weisen, fir en anstännege Service um Client, um Bierger ze maachen, dass mer deen dozou beweegt hätten, seng Positioun ze änneren, andeems dass mer ëm gesot hätten, e kéint sechs Méint éischter vu senger Biennale profitéieren. Dat war menger Meenung no dee falsche Wee. An dofir hu mer dat och réckgängeg gemaach.

Dat erspuert eis an Zukunft vill Sträit an der Fonction publique, vill Sträit, deen hätt um Geriicht missen ausgedroe ginn, wat och erëm Belaaschtunge fir eis Geriichtsbarkeet duergestallt hätt an et erspuert eis och eng ganz Rei vu Kommissiounen, ënner anerem och déi vum Médiateur.

Och d'Ewechfale vun der Mobilitéit während dem Stage ass hei ugeschwat ginn a bedauert ginn. Ech mengen och, dass dat eng Iddi war, déi vläicht e bëssen ze kuerz geduecht war. Et war als Obligatioun praktesch ugeduecht. Et war praktesch eng Méiglechkeet wëlle schafen, déi awer an der Praxis, onser Meenung no, esou net besteet. Dat verhënnert awer net, wëll ech der Madame Modert hei ganz kloer soen, dass een déi Iddi an enger anerer Form och nach eng Kéier opbréngt. Ech wäert mech deem jiddefalls net widdersetzen.

D'Vereinfachung vun de Critères d'appréciation, och dat war an deem neien Accord dran. Hei ass et drëms gaangen, fir all Équivoque auszeschléissen. Mat där neier Formulatioun hu mer dat, mengen ech, fäerdegbruecht.

An d'Eenegung op engem ganz entscheedende Punkt, nämlech deem vun den Ufanksgehälter, wou et keng Eenegung ginn ass tëschent der viregter Regierung an der CGFP. Interpretatiounsdifferenzen ass, mengen ech, e ganz feinen Ausdrock fir dat, wat do ofgelaf ass an der Ausenanersetzung. A mir hunn dann, no laange Verhandlungen, eis derzou décidéiert, dass am drëtte Joer vum Stage, wou also 90% bezuelt ginn, dat net am drëtten Échelon geschitt, mä am véierten Échelon. Och dat e Kompromëss, dee mer fonnt hunn, deen eis et erspuert huet, hei a grouss Litigen eranzegoen. An ech verstinn eigentlech net, firwat dass net och schonn déi viregt Regierung et fäerdegbruecht huet, dës Léisung ze realiséieren.

Et sinn déi administrativ Vereinfachungen, wëll ech hei och kloer soen - well den Accord, dee mer hei fonnt hunn, deen huet natierlech och e finanziellen Impakt -, mä et sinn déi finanziell (veuillez lire: administrativ) Vereinfachungen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, wéi d'Ewechfale vum Médiateur, d'Évitéiere vun dauerhafte Litigen an esou weider, déi eis den néidege finanzielle Spillraum geschaf hunn, fir dëst finanziellt Zougeständnis och vis-à-vis vun deene jonke Leit an der Fonction publique ze maachen.

Ech soen et nach eng Kéier, dëst ass eng Mesure, déi ganz kloer am Intérêt vun deene jonke Leit ass. Mä dat erkläert vläicht, firwat dat net onbedéngt à la une vun den Noriichte war, well dat ass jo eng positiv Geschicht an dofir gëtt dat och net esou bericht wéi aner Problemer, wou da probéiert gëtt, Sträit ze séien.

Une voix.- Richteg!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Eppes wëll ech nach ganz kloer soen - och well den Ulass vun dëser Debatt anscheinend de Moien och Ulass war, fir e bëssen LSAP-Bashing dann ze maachen -, ech perséinlech hunn iwwerhaapt kee Problem dermat, als Politiker kritiséiert ze ginn. Dat gehéiert zu deem Job wéi d'Klatz bei d'Keelespill.

Ech hunn awer e Problem domat, dass eng Majoritéit vu Fonctionnairen, déi mat dësem Accord hei zefridde sinn, onverhältnisméisseg wéineg zu Wuert komme par rapport zu eenzelne Beruffsverbänn, déi op hir berechtegt oder manner berechtegt Fuerderungen - dorop kommen ech och nach zréck - opmierksam maachen. An ech hunn e Problem domadder, dass probéiert gëtt, meng Partei quasi als Sozialverräter duerzestellen, well se elo dëse Rahmenaccord - an eenzel Leit heibannen hunn an déi nämlecht Richtung gedréint, eis als Sozialverräter duerzestellen -, well se elo dëse Rahmenaccord hei dréit, wou, wéi gesot, eng Gehaltsopbesserung vun 2,2% dran ass.

Ech sinn houfreg an engem Land ze liewen, wou d'Leit d'Recht hunn op d'Strooss ze goen, fir op hir Doléancen opmierksam ze maachen. An ech si frou an engem Land ze liewen, wou Leit op d'Strooss ginn, fir ze reklaméieren, dass se, hirer Meenung no, net genuch bäikréien. Ech mengen, dat ass zumindest an der EU schonns eng Situation unique, zumindest wat den ëffentleche Secteur ugeet.

An ech hu grousst Versteesdemech fir déi Leit, déi sech op der Strooss fir hir Rechter asetzen. D'Policegewerkschaft huet op eng speziell Situatioun higewisen, déi bei hinnen organesch entstanen ass duerch eng zweifelhaft Ausleeung vun de bestehenden Texter. D'Regierung huet gesot, nodeems den Audit iwwert d'Police fäerdeg ass, d'Situatioun nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. D'Gespréicher mat de Policegewerkschafte lafen, haaptsächlech wat déi Fro ugeet vun de Postes à responsabilité.

Eng aner Saach ass d'Astufung vun de Carrièren. Och hei ass et, ouni Zweifel, eng speziell Situatioun. An et ass virdrun drop higewise ginn, keen heibanne bestreit, dass de Beruff vum Polizist ee speziellen ass. An et ass och richteg, fir ze soen, dass d'Poliziste bei där neier Astufung u sech zwielef Punkte manner am Ufanksgehalt hu wéi en Expéditionnaire aus der Administratioun: 156 Punkte par rapport zu 168 Punkten.

Mä da misst een awer och vläicht fairerweis dobäi soen, dass déi nämlecht Polizisten am Endgehalt siwe Punkte méi hu wéi den Expéditionnaire aus der, soe mer emol - an Anführungszeichen - „normaler" Administratioun. An et misst een awer och fairerweis vläicht dobäi soen, dass déi nämlecht Polizisten, vum éischten Dag un, wou se schaffen, 57 Punkten indiciaires u Primmen dobäikréien, déi déi aner Leit net hunn.

An ech soen et hei eng Kéier ganz kloer: En Expéditionnaire, dee mat fënnef Joer Secondaire bei de Stat schaffe kënnt, deem seng Carrière evoluéiert vun 168 Punkten op 339 Punkten. An duerch de Mechanismus vun deene Primmen, déi ech virdrun ugeschwat hunn an déi all Polizist huet, evoluéiert d'Carrière vum Inspecteur de Police vun 203 Punkten op 403 Punkten, wat en Ënnerscheed ass, wou jiddweree sech et selwer kann ausrechnen. An ech verzichten drop, fir dëse Moment och nach d'Chifferen ze nennen, well ech ganz genau weess, dass eenzel Leit déi erëm géife benotzen, fir op d'Fonction publique ze klappen!

Ech soen, dass ech an deem dote Beräich, genausou kloer wéi ech gesot hunn, dass ech, wat deen éischte Beräich ugeet, wat d'Fuerderung vun der Police ugeet, ganz vill Spillraum gesinn, soen ech awer ganz kloer, dass ech an deem dote Beräich net méi vill Spillraum gesinn.

Bei den Éducateuren, an et ass virdrun hei schonn e puermol gesot ginn, war d'Reform iwwerfälleg. Dat, wat den Här Adam hei gesot huet, speziell zu där Carrière, deem gëtt et bal näischt méi bäizefügen. Si sinn déi Carrière, wou d'Ongerechtegkeet vun der Astufung am kloersten zum Virschäin komm ass. Am kloersten nach an der Carrière vum Éducateur diplômé, nach vill méi kloer wéi an der Carrière vum Éducateur gradué, wou et awer och scho schlëmm genuch war.

Mir haten och d'Geleeënheet hei bei engem ëffentlechen Hearing ganz genau d'Problematik duergeluecht ze kréien. A bei deem Hearing, an dat hunn ech deemools positiv ervirgestrach, ass eben net nëmmen iwwert déi finanziell Fro geschwat ginn - zwar och, awer net nëmmen -, mä et sinn och eng ganz Rei vu Froe vun der Aarbechtsorganisatioun an d'Spill komm, Froe vu Contingenten, wéi vill Leit bei wéi vill Kanner, vun der Qualitéit vun de Servicer. An dat éiert dee Beruffsstand. Et gesäit een, dass eng allgemeng Onzefriddenheet amgaangen ass, sech do auszebreeden. A mir si gutt beroden, op déi Leit och nach an Zukunft duerzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech wëll awer och hei soen, dass déi Carrière - an och dat, mengen ech, misst der Fairness halber an och der Objektivitéit halber eng Kéier hei gesot ginn -, dass déi Carrière schlussendlech, mat deem, wat mer haut hei stëmmen, ëm 39% opgewäert gëtt.

An et ass falsch ze soen, wéi dat de Moien och mat enger Regelméissegkeet iwwert den Äther gaangen ass, déi ee schonn e bësse rose mécht, et ass ganz einfach falsch ze soen, dass déi Verbesserungen, déi déi jonk Leit elo an dësem Beruff kréien, dass dat um Bockel wär vun deenen, déi elo schonns méi laang do wären. Dat géif nämlech heeschen, dass déi elo géife manner kréien, déi méi laang do wären, wéi déi aner. An dat ass tout simplement falsch!

Jiddwereen, och vun den Éducateuren, wäert vun dëser Reform profitéieren, egal wéi al en ass, egal wéi laang en dobäi ass. Richteg ass, dass net jiddwereen an deem nämlechten Tempo vun de Reforme profitéiert. Dat läit awer, mengen ech, e bëssen an der Natur vun der Saach, wann een erëm op dee Reformmechanismus zréckkënnt... op deen Upassungsmechanismus vun de Carrièren zréckkënnt, deen ech virdru schonn ugeschwat hunn.

Jonker, déi ufänken, profitéiere vun dëser Reform voll. Duerfir ass et och falsch ze soen, dës Reform wär eng Reform géint déi Jonk. All Mënsch, deen an der Carrière vum Éducateur ass, sief et diplômé, sief et gradué, profitéiert spéitstens mat 55 Joer voll vun dëser Reform. Den Diplômé, wéi gesot, eropgesat vun 339 Punkten op 470 Punkten.

Mä ech sinn der Meenung, dass dat heiten eng Saach ass, déi an déi richteg Richtung geet, déi endlech unerkennt, wat déi Leit un Diplomer hunn, wat se un Aarbecht leeschten. An ech soen et nach eng Kéier: Alleguerten déi, déi net direkt voll vun dëser Erhéijung profitéieren, gi lues a lues, iwwert de Wee vun de Biennallen, dorun erugefouert, wat dat neit Endgehalt wäert sinn. An dat ass och gutt esou!

D'Problematik vun de Chargéen, an ech kucken nach eng Kéier op de Claude Meisch, ass natierlech och eng besonnesch Situatioun. Mir hunn et ze di gehat, an der Éducatioun, mat enger Explosioun vun de Schülerzuelen an domadder och mat enger Explosioun vun de Chargéen. D'Regierung, an dat wëll ech hei ganz kloer soen, fënnt déi Situatioun do net gutt. An et ass op jidde Fall kee Mëttel, fir an Zukunft Sue beim Stat ze spueren, wéi dat elo hei zum Deel schonn ënnerstallt ginn ass. Eist Zil ass et, fir d'Zuel vun de Chargéë lues a lues erëm zréckzeféieren. An eist Zil ass et, dass an der Schoul Schoul gehale gëtt vu Professeren, déi och an der Professerscarrière sollte bezuelt ginn.

De Claude Meisch an ech selwer souzen och scho mat de Vertrieder vun de Chargéen zesummen. An och do hu mer gemierkt, dass niewent deene finanzielle Fuerderungen, déi zum Deel berechtegt sinn, och eng ganz Rei vun anere Problemer do sinn, déi ganz schwéier op d'Gemitt drécken. Ënner anerem d'Sécurité de l'emploi, wéi séier Kontrakter gewiesselt ginn, wéi ee vun enger Schoul kann an déi aner versat ginn, d'Fro vun den Examen, déi nach eng Kéier muss nei geklärt ginn. Mä do weess de Claude Meisch wahrscheinlech méi dozou ze soen, wa mer an den Detail ginn, wéi ech selwer.

Mir hunn als Regierung och an dësem Beräich ganz kloer Gespréichsbereetschaft signaléiert. Och déi Leit, déi sech elo hei engagéiert hunn, déi sech zesummegedoen hunn an enger Organisatioun - wat hiert gutt Recht ass -, an déi jo och den Owend zu enger Manifestatioun opgeruff hunn, hunn erkannt oder hunn och unerkannt, dass se sech relativ spéit manifestéiert hunn. Mir hu gesot - an ech stinn och dozou -, dass mer bereet sinn, iwwer hir spezifesch Fuerderungen nach eng Kéier nei ze diskutéieren.

Ech géif mer wënschen, dass mer, och wa mer eng Ausenanersetzung an dëser Gesellschaft féieren, wou jiddweree probéiert, seng Intérêten ze verteidegen, eis heiansdo méi Zäit géifen huelen, fir déi Knackpunkten och éierlech an ëffentlech an a voller Transparenz mateneen ze diskutéieren. An och déi ëffentlech Duerstellung vun deenen Différenden ass a mengen Aen immens wichteg.

Et soll kee sech Illusioune maachen, dass en net genuch Verantwortung hätt, wéi och iwwert déi Ausenanersetzungen, déi hei gefouert ginn, bericht gëtt. Dat zielt fir d'Vergaangenheet an dat zielt och fir déi Berichter, déi mer muer oder den Owend an der Press nach wäerte virféieren.

E weidere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, well e menger Meenung no ganz wichteg ass a well en och vun eiser Médiatrice, Médiateure oder Ombudsmann oder Ombudsfra opgeworf ginn ass, ass dee vun der Deontologie. Dat ass e Stéchwuert, wat vill diskutéiert ginn ass am Virfeld vun der Reform an et huet ee musse feststellen, dass mer jo elo, och opgrond vun den Awänn vum Statsrot, bei engem gewëssene Status quo verbliwwe sinn.

En Deontologiekodex fir d'Chamber hu mer kritt. Mir hunn ee fir d'Regierung kritt. Mir hunn ee fir de Statsrot kritt. D'Gemengepolitiker sinn amgaangen drun ze schaffen. D'Journalisten hu scho laang een. A mir brauchen och en erweiderten Deontologiekodex fir d'Fonction publique.

D'Deontologie war, wéi gesot, en Thema, mä mir hunn et missen, well mer vum Statsrot - zu Recht, mengen ech awer an der Tëschenzäit - ausgebremst gi sinn, op e spéideren Zäitraum verleeën.

Déi Diskussioune sinn, wéi gesot, net eriwwer, si gi virun, no dësem Reformpaquet. Ech hat et virdru scho gesot, et si grouss Diskussiounen, déi nach op eis duerkommen, mat de Gewerkschaften a mat allen anere Concernéierten, och am Kader - an dat ass och schonn haut um Rand ugeschwat ginn - vun engem moderniséierten Disziplinarrecht, wat ech onbedéngt och nach eng Kéier wëll uschwätzen. D'Regierung ass jiddefalls fest décidéiert, och op deem Plang virunzekommen.

D'Regierung hat sech engagéiert - an et ass virdrun och schonn e puermol gesot ginn, de Rapporteur huet drop higewisen, den Här Graas huet drop higewisen -, dass mer dat, wat vun der viregter Regierung ofgemaach ginn ass mat der representativer Gewerkschaft aus der Fonction publique, géifen anhalen. Pacta sunt servanda. Engagementer sinn ze respektéieren a mir maachen dat.

Dat maache mer och elo, nodeems mer deene sëllechen Awänn vum Conseil d'État Rechnung gedroen hunn. D'Madame Modert hat gesot, et waren der iwwer 100. Si huet zu Recht drop higewisen, dass et awer och vill Texter waren, dass et vill Gesetzer waren, dass eng grouss Komplexitéit an deenen Texter louch. An ech mengen och, dass muss Schluss sinn, dass an dësem Land Politik gemaach gëtt mat dem Nombre vun den Awänn vun engem Conseil d'État.

E Conseil d'État, genau esou wéi d'Chamber, genau esou wéi d'Regierung, ass do, fir seng Aarbecht ze maachen, a wann e mengt, dass e Gesetzestext, dee proposéiert ass, net der Legalitéit entsprécht, dann huet en drop opmierksam ze maachen. Ni plus, ni moins.

Dës Regierung huet sech net engagéiert - dat wëll ech awer och kloer soen -, fir d'Défaillancen, déi an där Ofmaachung stinn tëschent der viregter Regierung an der Gewerkschaft, erëm riicht ze béien, wann et sech da sollt als néideg erweisen. Well d'Praxis - an dat hu mer geléiert - ass ëmmer méi schlau wéi d'Theorie. Eng Rei vun deenen Défaillancen, déi huet déi nei Regierung am Accord vum Januar 2014 mat der CGFP schonns ausgemäerzt an ech hunn et schonn ugeschwat. Anerer wäerten ausgemäerzt ginn, wann et sech dann als noutwendeg erweist.

Madame Modert, wann ech Iech richteg verstanen hat bei Ärem Bäitrag - deen ech iwwregens am Allgemengen als ganz konstruktiv bewäert hunn... Wann ech dat richteg verstanen hunn, huet si awer gemengt, alles dat, wat si ausgeschafft huet, wär gutt a richteg, an alles dat, wat mer nodréiglech geännert hätten, wär schlecht a falsch. Ech mengen, dass et net grad esou einfach ass. D'Netafëiere vum Médiateur...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Hunn ech net grad esou gesot!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Da sinn ech frou, wann Der dat net esou gemengt hutt.

D'Netafëiere vum Médiateur ass, menger Meenung no, eng logesch Konsequenz vun der Offiederung vun der Appréciatioun vun de Beamten. Et gëtt manner komplizéiert. Déi zweifelhaft finanziell Bestrofunge falen ewech. Doduerch fält och eng Hällewull vun ze erwaardene juristeschen Asprech ewech - ech hat et scho gesot - an dofir brauche mer dee Médiateur och net an där Form, wéi Dir en ugeduecht hutt.

Den Ofschlossbericht...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Genau op deem Punkt hat ech jo eppes aneres gesot. Ech hat et zu engem anere Volet gesot.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Pardon. Den Ofschlossbericht, deen all eenzelne Beamte sollt maachen, an deem d'Madame Modert och e bëssen notrauert, ass fale gelooss ginn. Ech soen et nach eng Kéier, och nodeems de Statsrot e praktesch an der Luucht zerrappt hat, ech mengen och wierklech, wann ech mat lech eens sinn, dass et wichteg ass fir eng Administratioun, dass se dat Wëssen, wat deen eenzelnen ugeheeft huet a senger laangwiereger Tätegkeet, dass ee sech dat erhält. Dass dat heite vläicht net dee richtege Wee wär, fir hei och e bësse mat der finanzieller Keul ze wénken. An dofir mengen ech, dass mer eis do och nach musse weider Mëttelen iwwerleeën, wéi mer dat Wëssen an der Fonction publique kënne weider gebrauchen, och wann een ausscheet.

A sécherlech - an ech hat dat virdru scho gesot - ass och d'Retraite progressive en éischte Schrëtt an déi dote Richtung. Wou d'Leit also lues a lues aus dem ëffentlechen Déngscht ausscheeden a lues a lues hiert Wëssen och kënne weiderginn un déi, déi se dann duerno wäerten ersetzen.

Ech hat och ee Moment gehofft, d'Madame Modert géif der Versuchung widderstoen, sech bei all deene léift Kand ze maachen, déi elo nach hir spezifesch Fuerderungen, souzesoe fënnef fir zwielef, an d'Woschuel bruecht hunn. Leider ass dat hir net ganz gelongen. Dat beweisen, mengen ech och, déi zwou Motioune vun der CSV.

Bei dem Méchanisme d'adaptation vun der Carrière - ech mengen, och dat ass virdru schonn hei gesot ginn - ass dee Mechanismus ganz kloer vun der viregter Regierung, dès le début, festgehale ginn. Se war och Géigestand vun Diskussiounen, Sträitdiskussiounen, net jiddweree war domadder averstanen an d'Madame Modert huet jo selwer gesot, dass eng aner Léisung, aus Käschtegrënn, vun hir selwer net konnt zréckbehale ginn.

Ech gesinn et dofir och als zumindest zweifelhaft Approche un, wann een elo an enger Mo-

tioun d'Auswierkunge vun deem Mechanismus vum Upasse vun de Carrièren, deen eventuell géif Härtefäll produzéieren, dann elo an enger Motioun hei wëllt ervirsträichen. Ech mengen, dass dat eng gewëssen duebel Strategie ass, déi, mengen ech, eis selwer an och d'Leit dobaussen net ganz vill weiderbréngt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, d'Madame Modert wollt kuerz reagéieren. Dir hutt se jo och drop...

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Selbstverständlech, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, Här Minister, ech hunn Iech awer elo ganz gutt nogelauschtert an Dir sot awer och dat eent an de Géigendeel. Dir sot jo och, Dir géift alles hei e bëssen iwwerkucken. A wann ech d'Motioun kucken, déi ee vun der Majoritéit déposéiert huet, déi kann een awer och a Richtunge liesen, wou Dir elo gemengt hutt do misst een eppes aneres soen. Also, ech mengen, op d'allermannst kënne mer do géigendeeleger Meenung sinn, wat mer ze verstoen hätten. Merci.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech verstinn Är Bemierkung elo esou, dass Der dervun ausgitt, dass déi Motioun, déi d'sozialistesch Fraktioun abruecht huet, dass dat dat ass, wat Der wollt ausdrécken. Wann dat esou ass, dann...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et geet just vill méi wäit.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- ...wäerte mer herno jo bei der Diskussioun vun der Motioun nach eng Kéier kënnen dorop agoen.

Jiddefalls, Här President, wär ech frou, wann ech de Sënn, esou wéi et elo do steet bei Iech... Ech wëll Iech net ënnerstellen, dass dat onbedéngt d'Absicht dovu war, mä esou wéi et elo dosteet, Här President, mengen ech awer der Madame Modert missen ze soen, dass ech bestëmmt net - an dat wësse vill Leit heibannen - un engem Manktum u Selbstbewosstsäin géif stierwen.

(Hilarité)

Mä ech muss Iech awer soen...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat géif ech jiddefalls net soen.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Mä ech muss Iech awer soen, Madame Modert, dass dat, wat Der mer elo an Ärer Motioun do ofverlaangt, dass ech dat net wäert fäerdegbréngen. Also Härtefäll ze léisen, déi der duerch de Mechanismus vun der Adaptatioun vun der Carrière geschaf hutt, ouni d'Philosophie vun deem Mechanismus a Fro ze stellen an och ouni een Impakt op de Budget ze kréien, dat wäert ech net fäerdegbréngen, och wann ech, wéi gesot, ganz oft vu mir selwer vläicht ze vill iwwerzeegt sinn, wéi eenzel Leit mer ëmmer erëm gäre soen.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Déi zweet Motioun beschäftegt sech da mat dem Litige tëschent der FEDUSE an der Regierung iwwert den Artikel 41, dee während enger Période transitoire vu fënnef Joer da sollt nach kënnen ausbezuelt ginn. Zwee weider Avancementer si jo do virgesinn.

Och dat war Géigestand vun de Verhandlungen tëschent der viregter Regierung an der Gewerkschaft. Dat war en Thema wat ganz kontrovers diskutéiert ginn ass. Déi viregt Regierung hat am Ufank dräi Joer proposéiert, wou nach kéinten zwee Avancementer kommen, a keng fënnef. An herno ass sech da mat engem Kompromëss drop gëeenegt ginn, fënnef Joer an zwee Avancementer. Esou steet et och elo am Text. An ech géif och proposéieren, dass mer bei deem Arrangement do bleiwen, an net mat der berühmter Salamitaktik déi ganz Dispositioun u sech ad absurdum féieren.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Jo mä, Här Minister, et war elo... Entschëllegt, wann Der erlaabt. Et war elo eng Mediatioun an et ass op dat jo am Fong geholl, op wat mir agaange sinn, wat ech och eng Kéier an enger Chamberskommissioun gefrot hat. Dat ass jo och en Instrument, wat hei natierlech och eng aner Valeur nach mat drabréngt.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech bestreiden net, dass et eng Mediatioun ginn ass. Mä ech soen hei ganz kloer, dass déi ganz Geschicht eng Virgeschicht huet, déi och bei der Mediatioun an eisen Aen net berücksichtegt ginn ass. An dofir hu mer och déi Propositioun vun der Mediatioun net ugeholl.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also jiddwereen hat d'Geleeënheet, fir sech auszedrécken. Bon, wann den Här Minister d'accord ass, nach eng Zwëschefro, an da géife mer awer weiderfueren.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech si bal mat allem averstanen, Här President.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- An de Rapporte vum Mediateur a vum Conciliateur sinn déi Antécédente jo awer alleguerte berücksichtegt ginn. An de Mediateur ass jo awer, an där legaler Aufgab, déi en huet, zu enger Konklusioun komm, datt dat, wat hie virschléit, fir déi zwou Säite gutt wier. Déi gëtt vun där anerer Säit ugeholl, vun der Regierung net. Dat entsprécht jo awer net dem Geescht an dem Sënn vun enger Mediatioun, wou wierklech déi Saache berücksichtegt ginn, och wann een net honnert Prozent recht kritt. Dir werft deenen anere vir, si hätten ëmmer gären honnert Prozent recht. Hei kritt Dir net honnert Prozent recht, et gëtt eng Mediatioun gemaach an déi wëllt Der net unerkennen! Ech verstinn dat net.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech mengen, dass Dir de Geescht vun der Mediatioun net verstanen hutt. De Geescht vun enger Mediatioun besteet doranner, fir en Accord ze fannen tëschent zwee Partner. An hei ass einfach ganz kloer en Désaccord tëschent zwee Partner. Deen ass einfach emol festzestellen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et geet ëm de Mediateur. Deen ass hannendrun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, mir kréien nach d'Geleeënheet, iwwert de Rapport vum Mediateur ze diskutéieren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech wëll just soen, dass, wa mer eppes géifen hei ännere an der Carrière supérieure, well et ass jo doriwwer, wou geschwat gëtt, dat natierlech och eng ganz Rei Répercussiounen op déi aner Carrièren hätt. Well op jidde Fall kann ee jo net domat averstane sinn, dass mer hei géifen eng Ausnahmegenehmegung just fir d'Carrière supérieure maachen, an déi aner Carrièrë géifen dann à leur faim bleiwen. Och dat kann ech also net akzeptéieren. An dofir muss ech och soen, dass d'Regierung net kann der Chamber recommandéieren, déi zweet Motioun vun der CSV hei unzehuelen.

Ech hunn och héieren am Débat, d'Gestion par objectifs wär eng schrecklech Bürokratiséierung vun der Fonction publique. Dat nämlecht géif fir d'Bewäertung zielen. Dobäi ass awer genau d'Bewäertung een Element, wat u sech de Privatsecteur schonn zënter Laangem huet. An déi nämlecht, déi eis elo soen, mir géifen d'Fonction publique bürokratiséieren, déi soen, mir sollen d'Fonction publique esou opbaue wéi de Privatsecteur opgebaut ass. Also, do sinn zwou verschidde Fuerderungen an enger, wou et, mengen ech, ganz schwéier wäert ginn, déi zwou politesch ënner een Hutt ze bréngen. An dofir mengen ech och, dass ech deem muss widderspriechen, wat hei vun ADR-Säit gesot ginn ass.

Déi Motioun vun der ADR ass a mengen Aen iwwerflësseg, well se einfach oppen Dieren aräisst. Well se insinuéiert, dass mir net an engem konkreten Dialog mat de Gewerkschaften an den Interessegruppe wieren. Dat si mer. Well mer och all dat, wat an där Motioun gefrot gëtt, an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn. All déi sektoriell Fuerderunge sinn do selbstverständlech an deene parlamentareschen Aarbechten zur Sprooch komm, souwäit wéi se dann nach aktuell waren an deenen och Rechnung gedroe gouf, mat all deene Répercussiounen, déi dat och op den Accord hat.

An ech kann nëmme bedaueren, dass d'ADR, obscho se net Member ass an där Kommissioun, mä awer d'Recht huet, wéi all eenzelnen Deputéierten, selbstverständlech och an deene Kommissiounssëtzungen derbäi ze sinn, wann ech mech richteg erënneren, vun deene 36 Sëtzungen, wou mer genau dat diskutéiert hunn, wat Dir do frot, waart Der mengen ech een- oder zweemol do. Och dat léisst relativ déif blécken.

Ech hunn den Här Turpel héieren, an anescht wéi d'Madame Modert; bei him ass et e bëssen anescht. Hie fënnt alles gutt, wat geännert huet. Hie fënnt iwwerhaapt alles gutt, wat de Stat Sue kascht. An e fënnt alles schlecht, wat d'Ausgabe vum Stat begrenzt. Esou einfach kann ee sech et maachen. Dann ass jiddwereen dobausse frou mat engem.

En huet och eng Hällewull vun Amendementer eraginn, déi alleguerten, wëll ech awer hei soen, an der Kommissioun diskutéiert gi sinn. Ech kann och, wann Der wëllt, zu allen eenzelnen Amendementer, ech sinn nämlech virbereet, Stellung huelen. Ech mengen awer, dass dat enger ganzer Rei Leit hir Gedold géif iwwerstrapazéieren, well, an dat soen ech nach eng Kéier, déi Amendementer sinn alleguerten eenzel, esou wéi Der se hei presentéiert hutt, ouni dass e Komma dru geännert ginn ass, an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn. Mir hunn Iech esouguer do d'Méiglechkeet ginn, se ze presentéieren, obschonn Der wéinst Krankheet an enger ganzer Rei vu Versammlungen net konnt derbäi sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, ech géif Iech bieden, Iech erëm un d'Chamber ze adresséieren!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech maachen elo mäi Bescht. An ech soen dann der Chamber, dass mer dem Här Turpel, trotz Krankheet, d'Méiglechkeet ginn hunn, seng Amendementer virzebréngen, och wa mer schonn an der Chamberskommissioun déi eenzel Gesetzestexter ofgeschafft haten. Ech mengen, och dat gehéiert zu engem gudde Stil, dee mer an deene Chamberkommissiounsaarbechte gefleegt hunn.

Se sinn alleguerten ofgelehnt ginn. An déi Motiounen, déi Der elo hei proposéiert hutt vun déi Lénk, sinn am Fong just de Corollaire, souwäit wéi ech se op jidde Fall bis elo iwwerbléckt hunn, vun all deenen Amendementer, an zumindest déi sinn, no Meenung vun der Regierung, esou net unzehuelen.

Ech géif Iech villmools Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

Mir géifen dann zu där schwiereger Missioun iwwergoen, fir déi eenzel Projeten zum Vote ze stellen. Ech géif Iech proposéieren, fir d'Éischt iwwert d'Amendementen ze bestëmmen zu deem jeeweilege Gesetz, wou se abruecht gi sinn. Dann noeneen iwwert déi eenzel Gesetzer ofzestëmmen an dann duerno d'Motiounen en bloc ze huelen. Net elo en bloc, mä hannereneen, esou wéi se presentéiert gi sinn. Vu dass mer en allgemengen Débat fir dee ganze Paquet gemaach hunn, bleiwe mer an där doter Logik.

Ech wëll och d'Chamber informéieren, dass mat den Auteure vun den Amendementen am Virfeld iwwert d'Prozedur diskutéiert ginn ass, déi mer sollten hei anhuelen, an d'Sensibilitéit vun deene Lénken d'accord war, fir iwwer eenzel Amendementen eenzel ofzestëmmen, mä awer eng Rei vun aneren Amendementen, déi zu engem vergläichbare Sujet waren, ze regroupéieren.

Ass d'Chamber dermat d'accord, dass mer esou, wéi dat elo proposéiert ass, virginn? Dass mer dann, och wa mer iwwer e Grupp vun Amendementen ofgestëmmt hunn, dass déi eenzel Amendementen als ugeholl oder ofgelehnt gëllen. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Majo da géife mer ufänke mam Projet 6457.

Amendements relatifs au projet de loi n°6457

Do läit en éischten Amendement, den Amendement N°1 vir, dee betrëfft d'Durée vum Stage, dee soll no de Bedierfnisser méi oder manner laang sinn, tëschent sechs Méint an dräi Joer. Mir géifen dann also iwwert deen Amendement ofstëmmen.

Vote sur l'amendement n°1 concernant l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 3 du projet de loi n°6457

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. De Vote ass elo ofgeschloss. Voilà.

Et hu 60 Deputéierten direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. Den Amendement N°1 ass mat 32 Nee-Stëmmen, 2 Jo-Stëmmen a 26 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Dann hunn déi Lénk zéng Amendementen agereecht, déi als Objet hunn, d'Artikele 5, 6, 7, 8, 18 a 36 ofzeänneren. Et handelt sech dobäi ëm den Amendement N°2, deen den Intitulé vum Kapitel 2bis vum Statut wëllt ëmänneren an d'Gestion par objectifs concernéiert.

Den Amendement N°3 concernéiert och d'Gestion par objectifs.

Den Amendement N°4 concernéiert d'Postendeskriptioun. An deem Kader soll d'Representatioun vum Personal och kënnen en Avis ofginn.

Den Amendement N°5 betrëfft den Organigramm an de Programme de travail vun der Administratioun. An deem Kader soll och d'Personal consultéiert ginn.

Den Amendement N°6 preziséiert d'Objectifs vum individuellen Entretien.

Den Amendement N°7 preziséiert den Déroulement vun deem Entretien.

Den Amendement N°8 wëllt den neien Artikel 4bis am Statut iwwert de Système d'appréciation supprméieren.

Den Amendement N°9 betrëfft d'Insuffisance professionnelle.

Den Amendement N°12 soll deen neie Congé de reconnaissance supprméieren.

Den Amendement N°19 betrëfft d'Konsequenze vun der Insuffisance professionnelle vum Fonctionnaire.

Wann an der Duerstellung elo deen een oder anere Problem wär, ass kee Problem. Mä soss géife mer iwwert d'Amendementen N°2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 an 19 ofstëmmen.

Ass d'Chamber dermat d'accord, esou ze procédéieren?

(Assentiment)

Vote sur les amendements n°2 à n°9, n°12 et n°19 concernant les articles 5, 6, 7, 8, 18 et 36 du projet de loi n°6457

Da géif ech d'Ofstëmmung lancéieren. Vote par procuration. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Erëm eng Kéier hu 60 Deputéierten um Vote deelgeholl. 2-mol Jo, 35-mol Neen, 23 Abstentiounen. Also bleiwen d'Artikele 5, 6, 7, 8, 18 a 36 ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet.

Mir géifen dann elo zum Amendement N°10 iwwer en neien Artikel tëschent den Artikele 15 a 16 ofstëmmen. Dësen Amendement betrëfft den Ordre de justification. Mir géifen dann och do direkt zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'amendement n°10 concernant l'insertion d'un nouvel article entre les articles 15 et 16 du projet de loi n°6457

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

5-mol Jo, 32-mol Neen, 23 Abstentiounen. Also ass den Amendement N°10 ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet.

Da leien dräi Amendementen iwwert d'Artikele 16, 18 a 27 vir. Den Amendement N°11 betrëfft den eventuelle Remboursement am Kader vun der Dispense de service pour formation. Den Amendement N°13 soll de Congé de récréation intégral bäibehalen, wann de Fonctionnaire net méi en service ass. Den Amendement N°14 soll engem Fonctionnaire am Congé pour travail a mi-temps erlaben, enger bezueltener Aktivitéit nozegoen. Och do sinn d'Auteuren, déi Lénk, domat d'accord, dass mer zesummen doriwwer ofstëmmen, also iwwert d'Amendementen N°11, 13 a 14.

Vote sur les amendements n°11, n°13 et n°14 concernant les articles 16, 18 et 27 du projet de loi n°6457

D'Ofstëmmung ass lancéiert. D'Procuratiounen, an d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2-mol Jo, 32-mol Neen a 26 Abstentiounen. D'Artikele 16, 18 a 27 bleiwen ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer; MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da leie véier Amendemente vir, déi als Objet hunn, den Artikel 32 ofzeänneren an dräi nei Artikelen tëschent den Artikelen 32 an 33 bäizesetzen. Den Amendement N°15 betrëfft d'Wahle vun der Personalvertriedung. Mam Amendement N°16 gëtt eng Délégation de service agefouert an Administratiounen, wou et verschidden Unitéite ginn. Den Amendement N°17 soll d'Missioune vun der Personalvertriedung definéieren. Mam Amendement N°18 soll an Administratiounen, déi méi wéi 150 Agenten hunn, d'Personalvertriedung d'Attributioune vum gemëschte Betribsrot iwwerhuelen. Och do waren d'Auteuren d'accord, dass mer kéinten zesummen ofstëmmen. Mir géifen also iwwert déi véier Amendementen ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°15, n°16, n°17 et n°18 concernant l'article 32 et l'insertion de trois nouveaux articles entre les articles 32 et 33 du projet de loi n°6457

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen, an d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2-mol Jo, 58-mol Neen a keng Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Georges Engel), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da si mer befaasst mat véier Amendementer, déi als Objet hunn, den Artikel 32... Ah neen, deen hate mer elo just. Deen hate mer elo just. Also bleift den Artikel 32 ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir stëmmen dann elo iwwert den eenzelnen Amendement N°20 of, deen d'Sensibilitéit vun déi Lénk abruecht huet an deen als Objet huet, en neie Paragraf 2 am Artikel 55 bäizesetzen. Dësen Amendement betrëfft d'Representativitéit vun de Gewerkschaften. Mir stëmmen elo iwwert den Amendement N°20 of.

Vote sur l'amendement n°20 concernant l'ajout d'un paragraphe 2° à l'article 55 du projet de loi n°6457

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Dës Kéier 59 Leit, déi um Vote deelgeholl hunn. 2-mol Jo, 57-mol Neen, keng Abstentiounen. Mir si jo nach ëmmer am Lot.

Résultat définitif après redressement: l'amendement n°20 est rejeté par 58 voix contre 2 voix.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Da si mer mat zwee Amendemente konfrontéiert, déi als Objet hunn, den Artikel 56 ofzeänneren an en neien Artikel tëschent den Artikele 56 a 57 bäizesetzen. Den Amendement N°21 betrëfft de Préavis am Kader vum Streikrecht. Den Amendement N°22 d'Prolongatioun vum Streik. An déi Lénk hu sech bereet erkläert, fir zesummen iwwert déi zwee Amendementen 21 an 22 ofzestëmmen. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur les amendements n°21 et n°22 concernant l'article 56 et l'insertion d'un nouvel article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 59 Participatiounen um Vote. 2-mol Jo, 34-mol Neen an 23 Abstentiounen, soudass den Artikel 56 ënnert där Form bäibehale gëtt, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Résultat définitif après redressement: les amendements n°21 et n°22 sont rejetés par 35 voix contre 2 voix et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet.

Mir stëmmen dann elo, mir befannen iwwert den Artikel (veuillez lire: Amendement) N°23, wou et drëm geet, en neien Artikel tëschent den Artikele 56 a 57 bäizesetzen. Dësen Amendement betrëfft d'Restriktioune bei engem Streik. A mer géifen zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'amendement n°23 concernant l'insertion d'un article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457

D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 2-mol Jo, 34-mol Neen an 23 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement n°23 est rejeté par 35 voix contre 2 voix et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet.

Mir sinn dann elo konfrontéiert mam Amendement N°24. Och do geet et ëm deen neien Artikel tëschent den Artikele 56 a 57. An deen Amendement betrëfft de Generalstreik, den intersektorielle Streik an de Solidaritéitsstreik. Mir kéinten dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'amendement n°24 concernant l'insertion d'un article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 2-mol Jo, 34-mol Neen an 23 Abstentiounen. Domat wär och deen Amendement ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement n°24 est rejeté par 35 voix contre 2 voix et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet.

An ech wollt den Auteur vun den Amendemente froen, ob mer elo iwwer all Amendemente befonnt hunn, déi zu deem heite Projet agereecht gi sinn?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dat ass de Fall. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot dem Här Turpel.

Ier mer dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6457 kommen, wéilt ech op en Tippfeeler, eng typografesch Onregelméissegkeet, wéi dat esou schéin heescht, hiweisen, déi am Text, am proposéierten Text vun der Kommissioun hänke bliwwen ass. Am Artikel 37 ass d'Wuert „ne" duerchgestrach an deemno als suppriméiert ze considéréieren. Also deen „ne", dee gëtt et net méi, wa mir do dermat d'accord sinn. A wa mer iwwert d'Gesetz ofgestëmmt hunn. Also mat der Ofstëmmung verschwënnt och den „ne".

Also, mir géifen dann iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6457 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6457 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Also déi, déi mam Gesetz d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net dermat d'accord sinn, mat Neen. Fir dass mer net an eng Routine erafalen.

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss. A mir hunn elo erëm 60 Leit, déi um Vote deelgeholl hunn: 55-mol Jo a 5-mol Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da bleift mer just nach d'Fro ze stellen, ob mer dem Projet d'Dispens vum zweete Vote ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer direkt iwwergoen zum Vote iwwert de Projet de loi 6457, wou keng Amendemente virleien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6458 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi...

Plusieurs voix.- '58! '58!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah jo, entschëllegt, entschëllegt! Mat deenen..., also de 6458.

Une voix.- Um Schierm ass et richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Um Schierm ass et richteg, Dir hutt recht. Also de Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss. Un der Ofstëmmung hunn 59 Leit deelgeholl: 57-mol Jo, 2-mol Neen, keng Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6458 est adopté par 57 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

An d'Fro iwwert d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Amendements relatifs au projet de loi n°6459

Da komme mer zum Projet 6459. An do si mer konfrontéiert erëm mat enger Rei vun Amendementer.

Mir géifen da fir d'Éischt iwwert den Amendement N°1 iwwert den Alinea 1 Paragraf 1 am Artikel 5 ofstëmmen. Dësen Amendement betrëfft d'Urechnung vun der Stageperiod beim Ufanksgehalt. Mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'amendement n°1 concernant l'alinéa 1er du paragraphe 1 de l'article 5 du projet de loi n°6459

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an de Projet ass ugeholl mat 58...

(Interruptions)

Neen, elo hat den... Den Amendement N°1 ass ofgelehnt mat 58 Stëmme géint 2, also 58-mol Neen an 2-mol Jo. Keng Abstentiounen. Dat heescht, den Artikel 5 bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da goufen zwee Amendementen agereecht iwwert d'Artikele 7 a 16. Den Amendement N°2 soll de Prinzip vun der Majoration d'indice bäibehalen. Den Amendement N°3 soll d'Procédure d'appréciation och fir d'Fonctionnairë vun engem Poste à responsabilité particulière aféieren. An d'Sensibilitéit vun deene Lénken huet sech bereet erkläert, dass mer iwwert déi zwee Amendemente mateneen ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°2 et n°3 concernant les articles 7 et 16 du projet de loi n°6459

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

An déi zwee Amendemente si mat 58 Stëmme géint 2 ofgelehnt. An domat bleiwen d'Artikele 7 a 16 an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Da si mer mat zwee Amendementen zum Artikel 16 konfrontéiert. Den Amendement N°4 preziséiert d'Nominatiounskritäre vun engem Poste à responsabilité particulière. An den Amendement N°5 preziséiert d'Definitioun vum Gesamteffektiv, fir d'Zuel vun de Postes à responsabilité particulière auszerechnen. Och do kënne mer iwwert déi zwee Amendemente 4 a 5 mateneen ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°4 et n°5 concernant l'article 16 du projet de loi n°6459

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Amendemente si mat 32 Nee-Stëmmen, 2 Jo-Stëmmen a 26 Enthalungen ofgelehnt. Also bleift deen Artikel an der virgeschloener Form bestoen.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da leien zwee Amendemente vir iwwert den Artikel 16. D'Amendemente 6 a 7 betreffen d'Postes à responsabilité particulière am Enseignement. Och do kënne mer zesummen ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°6 et n°7 concernant l'article 16 du projet de loi n°6459

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Och déi Amendemente si mat 32 Nee-Stëmmen, 2 Jo-Stëmmen a 26 Abstentiounen ofgelehnt. Den Artikel 16 bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Da si mer saiséiert mat den Amendementen 11 an 12. Mat deene sollen an der Période transitoire vu fënnef Joer de Fonctionnairen hir Expectative de carrière bäibehale ginn, wann dës méi favorabel ass wéi déi nei Dispositiounen. Och do kënne mer iwwert déi zwee Amendemente mateneen ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°11 et n°12 concernant l'article 41 du projet de loi n°6459

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Leit hu sech um Vote bedeelegt: 2-mol Jo, 32-mol Neen, 26 Abstentiounen. Also bleift och den Artikel 41 an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da si mer befaasst mam Amendement N°13, och vun déi Lénk, iwwer en neien Alinea am Paragraf 3 vum Artikel 44. Dësen Amendement betrëfft déi speziell Situatioun vun de Grades de substitution bei der Polizei. A mer géifen zur Ofstëmmung iwwert den Amendement N°13 iwwergoen.

Vote sur l'amendement n°13 concernant l'ajout d'un alinéa au paragraphe 3 de l'article 44 du projet de loi n°6459

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2 Jo-Stëmmen, 32 Neen, 26 Abstentiounen. Dat heescht, dass den Artikel 44 och, wéi vun der Kommissioun virgeschloen, bäibehale gëtt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da si mer saiséiert mat sechs Amendementen iwwert d'Artikelen 43, 46, 47, 48, 49 a 50. Dës Amendementen N°14, 15, 16, 17, 18 an 19 betreffen d'Modalitéite vum Reklassement vu verschiddene Carrièren. An och do kënne mer zesummen ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°14 à n°19 concernant les articles 43, 46, 47, 48, 49 et 50 du projet de loi n°6459

An d'Ofstëmmung fänkt un. Oh, si ass schonn eriwwer.

2-mol Jo, 32-mol Neen, 26 Abstentiounen. An domat bleiwen d'Artikelen 43, 46, 47, 48, 49 a

50 an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun se proposéiert huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

An ech wollt den Auteur och nach eng Kéier froen, ob mer heimat all déi Amendementen, déi erabruecht gi sinn, behandelt hunn?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Deem ass esou. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Bon, dann hunn ech nach e puer där Strécher a grouss a kleng Buschtawen ze ersetzen, wou mer awer méi virsiichteg sinn, wa mer dat hei och esou duerchwénken, net dass mer herno bei der Validatioun oder Interpretatioun vun deem engen oder anere Buschtaf eng Schwieregkeet kréien. Et sinn eng Rei vu Buschtawen als net ënnerstrach ze liesen, déi awer an dem Text als ënnerstrach gëllen.

Ech ka se elo alleguer virliesen, mä ech géif lech awer proposéieren, vu dass mer déi Rubricke verdeelt hunn, ob Der eis Vertraue schenkt, fir aus engem ënnerstrachene Buschtaf en net ënnerstrachenen ze maachen, engem klengen e groussen oder engem groussen e klengen.

(Assentiment)

Wann dat esou ass, da géif ech Merci soen.

A wa mer dann iwwert d'Gesetz ofgestëmmt hätten, géifen déi Korrekturen als implizit gëllen. Am Artikel 45, an dat wëll ech awer nach ënnersträichen, ass am Paragraf 2 d'Zuel duerchgestrach an ass als „deux" ze liesen. Also d'Zuel gëtt ersat duerch „deux". Ech kucken, ob ech elo hei näischt Wichteges vergiess hunn. Neen, ech mengen net. Bei deem anere Projet ass méi e wichtegen Detail.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6459 et dispense du second vote constitutionnel

Also mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6459 iwwergoen. An d'Ofstëmmung fänkt un. Déi, déi fir de Projet a sengem Ensemble sinn, stëmme mat Jo, déi, déi dergéint sinn, mat Neen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an de Projet ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Tess Burton), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

A wéi bei deenen anere Projete virdrun, géif ech lech froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Dir hutt jo gutt opgepasst, ech hunn déi Fro all Kéiers gestallt.

Plusieurs voix.- Jo!

Une voix.- Mir hu se kloer an däitlech héieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Éier mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 6460 iwwerginn, wollt ech lech op zwou typografesch Onregelméissegkeeten hiweisen, déi am Text hänkebliwwe sinn. Am Artikel 3 vum Projet ass den „s" bei der Expressioun „les points 4" duerchgestrach an deemno ass e suppriméiert. Et gëtt en net méi. Am Punkt 2 vum Artikel 26 ass de Punkt um Enn vum Saz net als duerchgestrach ze considéréieren an deemno net suppriméiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6460 et dispense du second vote constitutionnel

Voilà, da géife mer zur Ofstëmmung iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6460 iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. Dann ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

Mir hunn 59 Deputéierten, déi sech um Vote bedeelegt hunn. 57-mol Jo, keemol Neen an 2 Abstentiounen. Domat wär dee Projet och ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6460 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An Dir gitt d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum Projet 6461 iwwergoen, ouni awer vergiess ze hunn, am Artikel 22 vum Projet de loi 6461 an der Expressioun „Code civil" de groussen „C" als net ënnerstrach ze considéréieren. Dee war nämlech ënnerstrach. Wa mer also dee Stréch op d'Säit geluecht hunn, komme mer zum Vote iwwert den Ensemble vum Projet 6461.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6461 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn eng Participatioun vu 60 Leit. 58-mol Jo an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An d'Dispens ass ginn?

(Assentiment)

Merci.

Da komme mer zum Projet de loi 6463. Do kënne mer direkt zum Vote iwwergoen, do hu mer keng Amendemente virleien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6463 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen an d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An d'Dispens?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Amendements relatifs au projet de loi n°6465

Da géife mer zum Projet de loi 6465 iwwergoen. An do hu mer en Amendement, den Amendement N°1, iwwert de Paragraf 1 vum Artikel 7, vun déi Lénk virleien. Dësen Amendement betrëfft d'Insuffisance professionnelle.

(Interruption)

Jo?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kann ech de Saz nach zum Schluss féieren?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dir braucht en net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, brauch ech en net?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen. Aus deem ganz einfache Grond, well alleguerten déi Amendementer do, bis op eent, indirekt scho behandelt gi sinn, wat Kierzunge sinn, déi d'Chamber ofgelehnt huet oder aner Propositiounen. Dofir gesinn ech den Zweck net an a wéilt der éirewäerter Chamber och déi Zäit erspueren, fir déi Amendementer...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...eenzel nach eng Kéier ofzestëmmen. Ausser den Amendement 2, deen net behandelt ass. Dofir wär ech frou, wa mer iwwert den Amendement 2 kéinten ofstëmmen. An déi aner, déi sinn dann iwwerflësseg.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo dann, wann Dir dat esou als Auteur proposéiert, da géife mir dat selbstverständlech och esou maachen. An da géif ech den Amendement N°2 iwwert den éischte Saz vum Paragraf 3 am Artikel 7 - et ass jo deen, dee gemengt ass, deen d'Entloossung aus Gesondheetsgrënn betrëfft...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, richteg. Mä déi aner awer en bloc dann, well se musse jo awer ofgestëmmt ginn. Mä en bloc.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, okay. Neen, ech hat gemengt, Dir hätt eis suggéréiert, dass se schonn ofgelehnt wären. Okay, neen, da maache mir dat esou, wéi Dir dat proposéiert hutt. Also all déi Amendementen, ausser den Amendement 2, do géife mer elo ofstëmmen.

Vote sur les amendements n°1 et n°3 à n°7 concernant les articles 7, 20, 61 et 63 du projet de loi n°6465

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An dann ass de Vote ofgeschloss.

2-mol Jo, 32-mol Neen, 26 Abstentiounen. Domat wären d'Amendementen N°1, N°3, 4 a 5, N°6 a 7 ofgelehnt. An all déi betraffen Artikelen, déi géifen esou bleiwen, wéi d'Kommissioun dat proposéiert huet.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Gilles Roth), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Mar-

cel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

A mir géifen dann direkt zum Amendement 2 iwwergoen, deen ech jo da scho virgestallt hunn. Voilà, da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'amendement n°2 concernant la suppression de la première phrase du paragraphe (3) de l'article 7 du projet de loi n°6465

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An den Amendement ass mat 2 Jo-Stëmme bei 32 Nee-Stëmmen a 26 Enthalungen ofgelehnt an den Artikel 7 bleift an där Form bestoen, wéi d'Kommissioun et proposéiert huet.

Le bulletin de vote électronique n'ayant pas comporté le détail des votes nominatifs en raison d'un problème technique, M. le Président a reconstitué ultérieurement les votes nominatifs en demandant aux membres de la Chambre des Députés réunis en séance plénière comment ils ont voté.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Gilles Roth), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

An ech wollt den Auteur dann nach froen, ob mer domat all Amendementen evakuéiert hunn, déi en abruecht huet.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Deem ass esou. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass de Fall. Da soen ech Merci.

A wéi bei deenen aneren Texter, wollt ech Iech just drop opmierksam maachen, dass am Artikel 20 am Tableau vum Paragraf 1 de Buschtaf „d" als net ënnerstrach ze considéréieren ass an der leschter Zeil, an an der Annex am Tableau 2 „Enseignement" ass duerch d'Textveraarbechtung eng Linn verrutscht. D'Linn iwwert d'Valeur vun den Échelone vum Grad E7 ass net als duerchgestrach ze considéréieren.

Ech wëll just soen, dass déi heite Prezisioune vläicht als liicht empfonnt ginn, mä d'Gesetzer musse mat aller Exactitude formuléiert ginn, fir dass mer net eng Gefor lafen, dass mer nach eng Kéier mussen hei erëmkommen. An ech wëll all deene Leit, déi un deene Korrekture bedeelegt waren, Merci soe fir hir Opmierksamkeet. Dir wësst jo, wat fir eng Mass vun Dokumenter bei deem heiten Dossier produzéiert ginn ass. Do ass et duerchaus explicabel, dass emol eng Kéier eng Tast spréngt.

Voilà! Dat gesot, géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6465 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6465 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

(Interruption)

Jo, meng Maschinn ass waarmgelaf.

60 Deputéierten hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 58-mol Jo, 2-mol Neen, keng Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par M. Claude Haagen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi traditionell Fro.

(Assentiment)

D'Dispens ass ginn. Da soen ech Iech Merci.

(Concertation interne)

D'Maschinne sinn och nëmme Mënschen. An dofir beim Amendement Nummer 2, Artikel 7 vum Projet de loi 6465 kréie mer wuel d'Resultat eraus, mä mer kréien awer net eraus, wie fir wat gestëmmt huet. Ech wollt da vläicht froen, den Non, dat schénge mer d'Majoritéitsparteien ze sinn. D'Abstentioun schéngt mer déi gréisst Oppositiounspartei ze sinn plus ADR. An de Oui schénge mer d'Auteuren ze sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass ëmgedréint, Här President.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn d'Oppositiounspartei.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Plus d'CSV.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, maacht mat seriöe Saachen net de Geck!

Une voix.- Et ass alles an der Rei.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci. Also mir hätten domat och de Projet de loi 6465 ofgestëmmt an dispenséiert vum zweete Vote.

An da géife mer zum Projet 6757 iwwergoen an direkt mat der Ofstëmmung iwwert de Projet 6757 weiderfueren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6757 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Un der Ofstëmmung hu 60...

(Interruptions diverses)

Also, et ass alles an der Rei. 58-mol Jo, 2-mol Neen. De Projet ass ugeholl.

(Interruption)

Et ass kee Problem.

(Brouhaha)

Dat kënnt och nach eelere Semestere vir.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Taina Bofferding), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Also, de Projet ass ugeholl.

An d'Dispens vum zweete Vote gitt Der och?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci.

Domat hätte mer elo emol de legislativen Deel vun eiser Aarbecht gemaach an de Paquet „Fonction publique" wär hei an der Chamber akzeptéiert, votéiert a geet bei de Statsrot dann zréck.

Voilà! Mir géifen dann nahtlos zu de Motiounen iwwergoen.

Une voix.- D'Dispens vum zweete Vote?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, d'Dispens ass gefrot. Ah, maacht mech elo net onsécher. Maacht mech...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass alles an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motions relatives aux projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465

Also, da géife mer zu de Motiounen iwwergoen. Zu enger spezifescher oder...

(Interruptions diverses)

Gutt. Also mir fuere schéin der Rei no. Fir d'Éischt déi éischt Motioun, déi abruecht ginn ass vun der CSV. An do hunn ech direkt eng Wuertmeldung vum Fraktiounschef vun der CSV. Den Här Wiseler.

Motion 1 de Mme Octavie Modert (projet de loi n°6459), motion 4 de M. Fernand Kartheiser et motion 6 de M. Justin Turpel (projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just fir ze soen, mir hunn och déi Motiounen duerno gelies an déi Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien - d'Motioun 3 - erabruecht ginn ass, géif ech froen, ob ee kéint déi zesumme mat där heiten traitéieren, well et awer inhaltlech méi oder wéineger datselwecht ass.

Wann Der mer dat erlaabt, Här President, géif ech nämlech gär eng Propositioun maache vu Modifikatioun vun der Motioun 3, déi eis et géif erlaben, d'Motioun 1 zréckzezéien. Ech wëll lech net an dëse Stonnen, no deene ville Votten, ze vill duerchernee bréngen, mä ech mengen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen. Also, wann hei Brécke gebaut ginn, da sinn ech ni deen, deen dat verhënnert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif da proposéieren, mir kéinte mat der Motioun 3, dat heescht mat der Motioun vun der Majoritéit liewen, wann eng Modifikatioun vun deem leschten, deem zweeten „invite" géif gemaach ginn. An deelweis dat, wat mir an eisem zweeten „invite" och drastoen hunn, ech géif et virliesen, wéi ech et géif proposéieren.

Dat heescht, an der Motioun den zweeten „invite": «à prendre, le cas échéant, les initiatives législatives et/ou réglementaires nécessaires afin de» an dann de Rescht vum Saz ewechgestrach an iwwerhuelen: «afin de proposer une solution adéquate pour les cas de rigueur, tout en s'assurant que la solution ainsi proposée ne rompe pas la philosophie de la réforme».

Dat wär fir mech eng Propositioun, déi eis et géif erlaben, déi éischt Motioun zréckzezéien, wann dat an där drëtter géif akzeptéiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, fir d'Éischt d'Auteure vun där Motioun, déi betraff sinn. Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, mir kënnen domadder averstane sinn, wann domadder, wéi gesot, déi éischt Motioun dann zréckgezu gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Da géife mer elo net iwwert déi... Jo, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci, och den Häre Wiseler a Bodry. Wat d'ADR ugeet, wäerte mir eis bei där Motioun enthalen, ganz einfach, well deen Text, dee mir als ADR proposéiert hunn, vill méi wäit geet. Ech mengen, mir hätte gär, datt wierklech déi Injusticen, déi et ouni Zweifel gëtt, och redresséiert ginn.

Hei gëtt just gesot, et géifen der eventuell constatéiert ginn. Dat ass no all deene Rieden, déi haut gehale gi sinn, einfach net realistesch an der Situatioun net ugemiess!

Mir kënnen also dës Motiounen nëmme mat Enthalung quittéieren an hoffen, datt eis ugeholl gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Motioun vun de Majoritéitsparteien, hat ech jo scho virdru gesot, déi ass e bësse calquéiert op dat, wat mir als Motioun deenen anere Fraktioune ginn haten, mat awer substanziellen Ënnerscheeder.

Een Ënnerscheed ass... Also, wou mer eis eens sinn, dat ass de Suivi vun der Mise en œuvre an de Bilan. Een éischten Ënnerscheed ass deen, datt mir der Meenung sinn, datt au fur et à mesure missten dann déi Moossnamen och ergraff ginn, déi ee bräicht, fir kënnen direkt ze reagéieren. Dat ass an der Majoritéitsmotioun net dran. Ech wier frou, wann d'Majoritéit géif akzeptéieren, fir dat mat dran ze huelen: «de soumettre au fur et à mesure à la Chambre des Députés les propositions d'adaptations législatives nécessaires».

Dann deen zweeten Ënnerscheed ass deen, datt mir proposéiert hunn, ee Bilan ze maachen no engem Joer, an d'Majoritéit proposéiert, ee Bilan ze maachen no zwee Joer. Dee Bilan zwee Joer ass d'autant, dat weit d'autant méi laang, well effektiv eng ganz Rei relativ krass Saache virleien, déi ee sollt léisen.

An deen drëtten Ënnerscheed, deen ass awer geléist, wann dat ugeholl ass, wat d'CSV elo proposéiert huet, datt déi Cas de rigueur, datt déi sollen do berücksichtegt ginn. Dat Eenzegt, wat mer do net gefält, dat ass: «sans rompre avec la philosophie». Do kann ee villes dran interpretéieren. Mä domadder kéint ech nach liewen, wann d'Majoritéit déi aner zwou Saachen, den «au fur et à mesure» an «au plus tard dans un an» géif unhuelen, da géife mir eis Motioun zréckzéien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, ech mengen, mir géifen dat net akzeptéieren, well soss, mengen ech, brécht och den Accord mat der CSV op deem anere Punkt. Duerfir géife mer do bei eisem Text bleiwen. An ech géif och, opgrond vum Artikel 87, froen, dass d'Motioun 3 vun der Majoritéit eng Prioritéit krit op déi aner Motiounen, déi déiselwecht Sujete behandelen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Ass d'Chamber domat d'accord? Musse mer do...?

(Assentiment)

Jo?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do hätte mer dann awer gären e Vote doriwwer, well...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, iwwert d'Prioritéit?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ech fannen et elo awer traureg, datt d'Majoritéitsparteien am Fong hei elo d'Motioune vun der Oppositioun einfach iwwert deen dote Wee wëllen eliminéieren, well se net de Courage hunn, fir zu deene Motiounen do Fuerf hei ze bekennen.

(Brouhaha général)

Dach, et ass genau dat! Et ass genau dat, well Der net de Courage hutt,...

Une voix.- Här Gibéryen, allez!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt net de Courage, fir zu deene Motioune Fuerf ze bekennen. Duerfir frot Der Iech elo d'Prioritéit. Mir hunn dat doten an der Vergaangenheet kannt. Do hu mer dat jo kannt?

Une voix.- Jo!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An elo war et awer bei där neier Regierung Usus ginn, datt iwwer all Motiounen ofgestëmmt ginn ass...

Une voix.- Wouhier!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...an datt net méi d'Prioritéit gefrot géif ginn.

Une voix.- Wouhier, wouhier!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jiddwereen heibanne soll Fuerf bekennen zu deene Motiounen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Reglement gëtt applizéiert. Dir sidd President vun der Reglementskommissioun!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Heimadder dokumentéieren d'Majoritéitsparteien, datt se déi reell Problemer, déi entstinn, datt se déi net wëlle léisen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Des gros mots, vum President vun der Reglementskommissioun!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- D'Reglement, Artikel 87: Ech wier natierlech frou gewiescht, wa mer dat och bei Palästina ugewannt gehat hätten.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, effektiv. Dann hätte mer net zwou kontradiktoresch Décisioune geholl. Mä den...

(Interruption)

Et ass kloer. Neen, neen, mir sinn eis do eens, mir sinn eis do eens. Ech soe just, de 87 bezitt sech op d'Motioun du même objet oder du même sujet. An ech soe ganz kloer, datt bei eis de Sujet net deen nämlechten ass, well mir wierklech gär iwwert den „au fur et à mesure" Propositiounen hätte vun der Regierung. A mir hätte gären ee Bilan no engem Joer, deen dat wierklech an deem Zäitraum géif behandelen. An ech mengen, datt et een aneren Objet ass, an ech géif et och nëmme fair fannen, wann d'Chamber déi separat géif ofstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, fir déi, déi den Artikel 87 net sollten auswenneg wëssen oder vläicht vergiess hunn, seet den Artikel 87: «Si la Chambre est appelée à se prononcer sur plusieurs motions ou résolutions traitant du même sujet,…», schéngt deeselwechte Sujet ze sinn, och wann aner Konklusiounen doraus gezu sinn, «…elle décide au préalable de la priorité à accorder à l'une d'elles.»

Wat elo d'Motioun zu Palästina ugeet, muss ech soen, dass jiddweree beim Fale goe léiert an dass eben esou Saachen net zweemol virkommen. An duerfir, vu dass hei d'Demande gestallt ass iwwert d'Prioritéit... Här Bodry?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir missten eng Kéier preziséieren, wat fir Motiounen heimadder gemengt sinn, well et si jo nach méi Motiounen do. Wéi ech dat gesinn, géif dat d'Motioun 4 vun der ADR betreffen a 5 a 6 vun déi Lénk. Dat sinn déi, déi am Fong déi dote Sujete behandelen.

Une voix.- Jo, 4, 5 a 6.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir froen awer ganz aner Saachen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also et sinn d'Motioune 4, 5 a 6, déi betraff sinn. Den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, also et deet mer leed, d'Motioun 5 huet awer wierklech en anere Sujet. D'Motioun 6 kéint ech à la limite nach, do kéint een dat nach draliesen, mä d'Motioun 5 ass eng Kompromissmotioun par rapport zu de Carrièren, déi reklasséiert ginn, fir eng Kompromisspropositioun hei ofzestëmmen. Ech fannen, déi soll een do erausloossen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also esou seriö solle mer awer bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 4 a 6.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, d'Argumentatioun liicht an. Also ass et d'Prioritéit tëschent 3, 4 a 6. Also stëmme mer elo of, wie fir d'Prioritéit ass. Et ass gefrot, der Motioun 3 d'Prioritéit ze ginn.

Vote sur la priorité à accorder à la motion 3 modifiée

Wien also mat där Propositioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net d'accord ass mat där doter Propositioun, stëmmt mat Neen.

D'Ofstëmmung ass amgaangen. Sou, an elo ass d'Ofstëmmung eriwwer. Jo, si ass eriwwer.

58 Participatiounen un der Ofstëmmung: 54-mol Jo a 4-mol Neen.

Résultat définitif après redressement: la priorité pour la motion 3 modifiée est accordée par 55 voix contre 5 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Soudass mer elo an der Situatioun sinn, dass mer keng Motioun 1 méi hunn, well déi zréckgezunn ass, well e Kompromëss fonnt ginn ass, mä awer nach eng Motioun 2 hunn, a mer awer elo iwwer 3 geschwat hunn,...

(Hilarité)

...an da misste mer elo iwwert d'Motioun 3 ofstëmmen an d'2 iwwersprangen.

(Interruption)

Voilà!

(La motion n°1 de Mme Octavie Modert est retirée et les motions n°4 de M. Fernand Kartheiser et n°6 de M. Justin Turpel sont déclarées caduques.)

Motion 3 modifiée de M. Yves Cruchten (projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi modifizéiert Versioun vun der 3.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Dat wär jo dann elo d'1.

(Hilarité générale)

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu le paquet législatif en matière statutaire et salariale dans le secteur public déposé à la Chambre des Députés en date du 26 juillet 2012, élaboré par le Gouvernement précédent sur base des accords signés avec la Confédération générale de la Fonction publique (CGFP) en date du 15 juillet 2011 et de l'avenant du 27 avril 2012;

- vu l'engagement du Gouvernement issu des élections du 20 octobre 2013 à respecter les accords conclus entre la CGFP et le Gouvernement précédent;

- vu l'accord conclu entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mars 2014 visant à revoir certains points critiques de la réforme projetée, à savoir les dispositions concernant le système d'appréciation, le rapport d'expérience professionnelle, la mobilité des agents pendant le stage ainsi que la fixation des indemnités de stage;

- considérant les modifications apportées aux projets de loi initiaux, qui tiennent compte des remarques, recommandations et oppositions formulées par les différents intervenants dans la procédure législative dans leurs avis respectifs;

- vu l'étendue des réformes soumises au vote des députés en ce jour et l'impact divergent que ces dernières auront sur les différentes carrières dans la fonction publique;

- considérant que ces réformes permettront de moderniser l'appareil étatique et en même temps d'abolir certaines injustices et incohérences existantes au sein de la fonction publique;

invite le Gouvernement

- à suivre de près la mise en œuvre de la réforme et de dresser un bilan, deux ans après son entrée en vigueur;

- à prendre, le cas échéant, les initiatives législatives et/ou réglementaires nécessaires afin de proposer une solution adéquate pour les cas de rigueur, tout en s'assurant que la solution ainsi proposée ne rompe pas la philosophie de la réforme.

(s.) Yves Cruchten, Claude Adam, Gusty Graas.

Also, d'modifizéiert Motioun 3 steet zum Vote.

Vote sur la motion 3 modifiée

D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo fir d'modifizéiert Motioun 3, 2-mol Neen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Voilà, nodeem mer dann d'Motiounen 3, 4 a 6 an 1 evakuéiert hunn oder zréckgezunn hunn, géife mer op d'Motioun N°2 goen.

Une voix.- Richteg!

Motion 2 de Mme Octavie Modert (projet de loi n°6459)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wuertmeldungen zur Motioun 2?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géife mer direkt iwwert d'Motioun 2 ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

An d'Motioun 2 huet 25 Jo-Stëmme kritt, bei 32 Neen an 3 Abstentiounen. Domat wär d'Motioun 2 ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motions 5, 7 et 8

Da géife mer op d'Motioun 5 kommen. Dozou eng Wuertmeldung vum Auteur?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt just soen, den Här Turpel huet proposéiert, déi dräi Motioune beieneen ze presentéieren. Ech mengen, do géife mer em de Go ginn.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Ech hunn theoretesch nach bal eng Véirelstonn, mä ech wäert se awer net notzen.

(Hilarité)

Ech hätt léiwer méi Zäit gehat virdru fir d'Amendementer, mä et ass egal.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et verléiert een heiansdo vill Zäit, andeem een iwwert d'Zäit schwätzt.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Tjo.

(Hilarité)

Dat ass esou am Liewen.

Ech wollt d'Motioun 5 als Éischt virstellen. D'Motioun 5 geet ganz einfach dodrëms, fir ze soen: Kommt, mer sichen een Auswee aus deenen zwou géintiwwergestalltenen Haltunge vun de Beruffsorganisatioune vun de reklasséierte Carrièren an der Regierung! D'Beruffsorganisatioune vun de reklasséierte Carrièren, nach eng Kéier, dat sinn net nëmmen d'Éducateurs diplômés a gradués, mä dat sinn och d'Infirmieren, dat sinn d'Maîtres de cours, Ingenieuren an esou weider an esou fort.

Dir kennt, Dir wësst, wou den Ënnerscheed läit. Ech mengen, dat ass an der Zwëschenzäit elo hei kloer genuch ervirkomm. D'Regierung seet, mer ginn hinnen déi nei Carrière, mer ginn hinnen de Grad, mä am Échelon bleiwe se elo emol direkt do ongeféier, wou se sinn. An d'Beruffsorganisatioune soen, mir hätte gären net réckwierkend, mä ab elo hätte mer gären d'Anciennetéit souwuel fir de Grad wéi fir d'Échelonen.

An d'Kompromëssproposition ass déi, fir ze soen, wéi dat ganz dacks bei Kompromësser de Fall ass: Kommt, mir deelen d'Bier oder den Apel an der Mëtt a mer kucken, wat d'Differenz ass bei jiddwerengem tëschent dem Échelon, deen e krit laut Propositioun Regierung a laut Propositioun Représentation, also Beruffsorganisatiounen! A mer huelen d'Mëtt do dervun.

Mer rënnen dat zwar op op den nächsten Échelon, well mer musse bei engem Échelon sinn, éischtens. Zweetens soe mer dann, fir datt déi Leit awer an engem absehbaren Délai un déi Expektativ erukommen, déi se eigentlech zegutt hätten, datt déi Biennallen an deene Fäll, wou se net un der Carrière dru sinn, datt do d'Biennallen net am Zweejoresrhythmus, mä am Joresrhythmus erfalen. An drëttens, een, dee mat enger Iwwergangszäit, déi ass jo hei allgemeng op fënnef Joer chiffréiert ginn, net dodrunner ass, dee kritt dann awer a fënnef Joer spéitstens déi nei Carrière unerkannt.

Ech géif mengen, dat wier eng ganz valabel Propositioun, fir ze soen, wéi een et kéint maachen. Natierlech kann ee mir elo virwerfen, ech hätt keng Fiche financière hei virgeluecht, fir dat ze evaluéieren. Ech wëll awer drun erënneren, datt Fiche-financièrë virleeën d'Aufgab vun der Regierung ass, entweder beim Projet de loi, respektiv och... Neen, ouni dorobber wëllen ze polémiquéieren. Well ech weess, dat kënnt jo elo.

Plusieurs voix.- Neen, neen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech weess, dat kënnt jo elo. Den eenzelnen Deputéierten, deen en Amendement oder eng Proposition de loi mécht, huet net d'Méiglechkeet, fir d'Évaluation financière ëmmer ze maachen. Ech kann eng ongefëier maachen. Mä ech weess net, ob déi méi richteg ass wéi déi, déi vun der leschter Regierung gemaach ginn ass, oder wéi déi, déi dës Regierung wëllt maachen, well eigentlech keen der virgeluecht huet, déi ganz seriö sinn. Dat wollt ech soen.

An duerfir mengen ech, datt eng Gesellschaft wéi déi, wou mir sinn, déi och méi Recetten huet, wéi se am Fong geholl selwer gemengt hat, déi un eng Steierreform kënnt, wou hoffentlech och emol aner Leit belaascht gi wéi déi, déi bis elo an der Vergaangenheet ëmmer belaascht gi sinn, datt déi misst dat dote packen.

An deem Sënn géif ech d'Chamber bieden, fir deem Kompromëss zouzestëmmen, deen net jiddwereen dobaussen zefriddestellt, well een net direkt dat huet, wat ee gären hätt, mä dee menger Meenung no eng valabel Kompromëssléisung wier fir jiddwereen.

Déi zwou aner Motiounen, 7 an 8.

D'Motioun Nummer 7. Dat sinn eng Rei Amendementer, iwwert déi Der elo ofgestëmmt hutt. Heiansdo... Jo, also ech hunn dat mat Interesse beobacht, wéi ofgestëmmt ginn ass. Ech hunn och mat Interesse beobacht, wéi mer an der Kommissioun doriwwer diskutéiert hunn. Ech

huelen einfach elo emol zwee Amendementer eraus, déi eppes heimadder ze dinn hunn.

Et war een Amendement do, wat gesot huet, wann eng Description de poste gemaach gëtt, da soll d'Personaldelegatioun pour avis gefrot ginn. Dat ass ofgelehnt ginn, hei an och an der Kommissioun. An der Kommissioun mam Argument, dat géif souwisou just de Chef de service eppes ugoen.

Et war een Amendement hannendrun, wat gesot huet, d'Organigrammer, d'Aarbechtsprogrammer an esou weider, déi solle mam Personal a mat der Personaldelegatioun beschwat ginn. Dat ass ofgelehnt ginn an der Kommissioun mam Argument, dat wier jo evident, datt een dat géif mat deenen zesummen diskutéieren.

Ech muss awer elo soen, d'Beschreiwung vun de Posten an deem éischten Amendement, wat ech elo gesot hunn, ergëtt sech menger Meenung no aus den Aufgabe vun der Delegatioun, wéi se am Artikel 36 drasteet. Wou kann een da soen, dat ass dem Chef de service eleng seng Saach, do gëtt d'Delegatioun net gefrot?

Natierlech ass et seng Attributioun, fir se festzeleeën, mä et gëtt vill Saachen, wou et eng Attributioun ass vum Chef de service, fir et festzeleeën, wou een awer seng Delegatioun soll consultéieren, well dee Sozialdialog wichteg ass an engem Betrib. An dat stëmmt doudsécher par rapport zur Postebeschreiwung a par rapport zu Prozeduren an, wéi et eben am Artikel 36 steet, allgemeng zu de Questions d'organisation de service.

An ech mengen, do ass villes onkloer. Et kann een net eng Kéier soen, et ass evident, an déi aner Kéier soen, et kënnt net a Fro. An duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer déi Rechter vun den Delegatioune preziséieren.

Déi zweet Saach, déi mer musse preziséieren, dat ass, datt mer trotzdeem zu Lëtzebuerg do an engem Cas unique sinn am Artikel 36, wou mer higinn a soen: An all Betriber zu Lëtzebuerg iwwer 15 Leit ginn op eng demokratesch Aart a Weis Delegatioune gewielt. Do huet jiddweree Wahlrecht, deen eng gewëssen Zäit am Betrib ass an deen e gewëssenen Alter huet, ausser beim Stat. Et ass och bei de Gemengen esou, et ass bei der Eisebunn esou an et ass am ganze Privatsecteur esou.

Beim Stat ass et net esou. Beim Stat gi mer hin am Artikel 36 a mer soen, eng Association professionelle, wa méiglech am Numm vun enger Carrière, ka vum Minister als Représentant du personnel agréémiert ginn, an dann ass hire Comité d'Représentation du personnel. An dee Comité gëtt wuelverstane gewielt vun deene Membere vun där Association professionelle, an net vun deenen, déi net an enger Gewerkschaft sinn.

Mir sinn do an engem Unikum zu Lëtzebuerg, datt ee muss an enger bestëmmter Association professionelle sinn, déi vum Minister agréémiert ass, fir kënne säi Représentant ze wielen. An ech mengen, datt mer solle seriö driwwer nodenken, ob mer net och beim Stat sollen demokratesch fräi gewielten Delegatiounen aféieren, wou natierlech all Gewerkschaft an all Associatioun seng Lëscht ka presentéieren, mä wou jiddwereen, deen eng gewëssen Zäit am Betrib ass, matwielt, onofhängeg dovunner, ob en an a wéi enger Gewerkschaft oder Association datt en organiséiert ass.

Ech géif mengen, et wier un der Zäit, datt ee géif doriwwer diskutéieren. Ech weess, datt déi lescht Regierung och schonn driwwer diskutéiert hat, et falegelooss huet. Mä ech mengen, et wier un der Zäit, datt mer eis dat dote géife seriö iwwerleeën.

An ech wëll hei ganz kloer soen: Dat ass net géint ee geriicht, och net géint eng bestëmmten Associatioun oder een Daachverband vun Associatiounen, déi de Moment do d'Personal representéieren. Well ech sinn iwwerzeegt, datt déi, déi representativ sinn, aus deene Wahlen och wäerten ervirgoen. Dat gesi mer och am Gemengesecteur, dat gesi mer bei der Eisebunn. Dat ass iwwerhaapt kee Problem. Dat wäert beim Stat och de Fall sinn. Duerfir wier ech... An de Sënn vun der Motioun ass deen, fir ze soen, ob d'Regierung net soll legislativ Propositioune maachen, fir dat ze erreechen.

Ech sinn awer d'accord, wann hei eng Bereetschaft ass bei der Chamber a vläicht och bei der Regierung, fir ze soen: Dat doten, dat ass eppes, wou ee seriö soll driwwer diskutéieren, wat ee sech wierklech muss iwwerleeën, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, a fir do kënnen eng seriö Diskussioun driwwer ze féieren. Domadder wier ech d'accord, wann de Soupçon vu Bereetschaft do ass, fir déi Problematik do wierklech seriö ze diskutéieren.

An déi lescht Motioun, déi betrëfft dat, wat mer virdrun och schonn ugeschnidden haten: Mat wiem gëtt verhandelt am ëffentlechen Déngscht? Dir wësst, et ass eng Praxis vun den 80er Joren un, datt just mat der nationalrepresentativer Gewerkschaft vum Stat verhandelt gëtt fir dee ganze Secteur public. A mat där Gewerkschaft - ech nenne se mam Numm, well jiddweree weess, ëm wien et geet, et geet ëm d'CGFP - gëtt verhandelt, fir de Stat, fir d'Eisebunn, fir d'Gemengen, an indirekt och fir de Secteur assimilé.

An ech hunn näischt dergéint, datt mat der CGFP verhandelt gëtt, loin de là. D'CGFP ass absolut representativ beim Stat an ech sinn iwwerzeegt, datt wa mer d'Wahlresultater analyséieren déi waren, vun de Chambres professionnelles an déi nächst, datt dat sech och wäert bestätegen.

Also, an deem Sënn riicht dat dote sech och net géint d'CGFP. Mä et ass awer ganz kloer, datt d'CGFP net representativ ass sektoriell fir d'Gemengebeamten, a se ass net representativ sektoriell fir d'Eisebunn. Op der Eisebunn ass et bis dato de Landesverband an de Syprolux, a bei de Gemengen ass et bis dato d'FGFC an de Landesverband. An ech mengen, dat ass eng Praxis, déi een net esou soll bäibehalen, esou wéi et beim assimiléierte Secteur den OGB-L an den LCGB ass, wéi bei den Aarbechter a beim Stat och.

An duerfir proposéiert déi Motioun, fir dat ze iwwerdenken, awer och aus enger Ursaach eraus, déi ech virdru schonn an engem anere Punkt ugeschnidden hunn: Dat ass d'OIT-Konventioun 151. D'OIT-Konventioun 151 seet ganz kloer, datt d'Verhandlunge musse stattfanne mat all Organisatioun, déi d'Personal representéiert.

A fir elo ze soen, de Landesverband oder d'FGFC géifen d'Eisebunner oder d'Gemengebeamten net representéieren, oder den OGB-L oder den LCGB géifen d'Aarbechter net representéieren, ech mengen, dat mécht keen hei. An dowéinst mengen ech, wa mer wëlle raisonnablement do virgoen, wa mer wëllen déi Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn, selwer respektéieren, ouni elo hei Chaos ze maachen - et geet jo net drëm, fir déi Verhandlung elo opzesplitteren op véier, fënnef verschidde Verhandlungen -, gëtt et déi Méiglechkeet, déi schonn dacks diskutéiert ginn ass a proposéiert ginn ass, fir ze soen: Kann een net eng global Verhandlung maache fir de gesamte Secteur public, wou all déi Gewerkschaften, déi representativ sinn - dat sinn och déi, déi 2010 vum Här Biltgen a vun der Madame Modert op de Kierchbierg ageluede gi waren, fir d'Reform virzestellen -, wou een all déi um Dësch huet, mengetwegen och op der Patronatssäit, de Syvicol an déi Organisatiounen, an den Detail vun deem, wat do als Enveloppe ausgehandelt gëtt, gëtt dann an deenen eenzelne Beräicher - beim Stat mat der CGFP, bei de Gemenge mat der FGFC a mam Landesverband; also iwwerall mat deenen, déi representativ sinn - ëmgesat?

Ech mengen, datt dat wierklech och vläicht méi eng déif Diskussioun wäert ass, notamment och d'Iwwerpréifung, ob déi Praxis, déi mir hunn, iwwerhaapt nach konform ass zu der OIT-Konventioun. An duerfir, och op deem Punkt wier ech bereet, wann eng Bereetschaft do ass, fir dat seriö ze iwwerpréifen, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, fir datt een eng Kéier kéint seriö doriwwer diskutéieren.

Am Résumé mengen ech, datt mer déi Kompromëssléisung fir déi Carrières reclassées, Kompromëss zwëschent den Associations professionnelles an der Regierung, hei sollen unhuelen. A wann d'Bereetschaft do ass fir déi aner zwee Punkten, demokratesch fräi Wahle beim Stat souwéi an deenen anere Secteuren, plus wéi d'Verhandlunge sollen an Zukunft lafen, fir déi an der Kommissioun eng Kéier seriö ze diskutéieren.

Ech géif Iech Merci soen dofir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Weider Wuertmeldungen zu deene Motiounen? Et ass eng Propositioun komm vum Auteur.

Ah, den Här Kartheiser, dann duerno den Här Minister.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen dem Här Turpel Merci fir déi Presentatioun, déi en eis gemaach huet. Wat d'Motioun 5 ugeet, kann ech am Numm vun der ADR soen, datt mir déi wäerte matdroen. Mir hu jo als ADR gefuerdert eng Motioun, iwwert déi leider net ofgestëmmt ginn ass, datt mer sollen deene Leit dat ginn, wat hinnen zousteet, dat heescht, déi komplett Anciennetéit. Dat heiten ass elo e Schrëtt an déi richteg Richtung a mir droen dat dowéinst och ganz gär mat.

Mir haten och gefuerdert, datt d'Regierung sollt déi verschidde Propositioune chiffréieren. Dat heescht, si soll eis déi Zuelen emol endlech ginn, datt mer kéinten ofschätzen, wat de Redressement vun deenen Ongerechtegkeeten, déi mer elo hunn, vun deenen Härtefäll, wat dat géif kaschten. Och dat heiten ass eppes, wat den Här Turpel gesot huet. En huet gesot, et wär net un hinnen, fir dat ze chiffréieren, et wär un der Regierung. Dat gesi mir och esou. Mir wäre frou, wa mer déi Ziffere kéinte kréien. Wéi gesot, mir droen dat hei, also d'Motioun 5, als ADR gär mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen aus eise Reien. Dann den Här Minister.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo, Här President, ech mengen, d'Chamber huet elo viru Kuerzem an engem laangen Akt eng ganz Rei vu Gesetzer hei ofgestëmmt. An ech mengen, mir hunn iwwert déi Saachen, déi elo an dëse Motiounen ervirbruecht ginn, des Laangen an des Breeden diskutéiert an d'Chamber huet viru Kuerzem tranchéiert.

Ech géif et e bësse komesch fanne vun der Approche hier, wa mer dat, wat mer elo virun enger hallwer Stonn hei ofgestëmmt hunn, elo schonn erëm géifen a Fro stellen. Dofir kann ech am Numm vun der Regierung mat där éischter Motioun mech net onbedéngt averstanen erklären.

Bei där zweeter ass et déi nämlecht Geschicht. Do hu mer och hei des Laangen an des Breeden driwwer diskutéiert. D'Rechter vun der Delegatioun sinn an dëse Gesetzer, déi mer elo verabschit hunn, ganz kloer definéiert ginn, hunn och bis elo an der Praxis nach ni Ulass ginn zu Kritik. Ech mengen, all déi Delegatiounen, déi beim Stat do sinn, hunn déi Rechter, déi se brauchen, fir hir Aarbecht kënnen anstänneg ze maachen.

Wéi gesot, et ass elo grad vun der Chamber ofgestëmmt ginn, an ech géif et komesch fannen, wann elo an enger Motioun déi Ofstëmmungen, déi mer elo geholl hunn, erëm eng Kéier géife kuerz drop a Fro gestallt ginn.

Wat déi drëtt Problematik ugeet vun der Verhandlung: Et ass effektiv wouer, mat der CGFP ass verhandelt ginn, mä dat huet d'Regierung nach ni dru gehënnert, och eng ganz Rei vu Consultatioune mat allen anere Gewerkschaften ze féieren, déi an der Fonction publique aktiv sinn. Och deenen hir Meenung ass an dësen Accord mat agefloss an dat wäert an Zukunft och net anescht sinn.

Ech mengen also net, dass mer déi Motioun do mussen unhuelen, well mer géifen do oppen Dieren arennen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Et war nach d'Propositioun do, fir eng vun de Motiounen an d'Chamberskommissioun ze transferéieren. Dat schéngt net op Géigeléift ze treffen.

Da géife mer iwwert d'Motiounen ofstëmmen.

Motion 5 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6459)

Fir d'Éischt iwwert d'Motioun N°5.

Vote sur la motion 5

D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

55 Deputéierten hu sech géint d'Motioun ausgeschwat a 5 derfir, soudass d'Motioun N°5 verworf ass.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Motion 7 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6457)

Dann d'Motioun N°7.

Vote sur la motion 7

D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 55-mol Neen, 3 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun N°7 ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet; MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 8 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6457)

An da bleift d'Motioun N°8.

Vote sur la motion 8

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 55-mol Neen, 3 Abstentiounen. Domat wär och déi lescht Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet; MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir bleift da just nach Merci ze soe fir déi gutt Diskussiounen, déi mer de Mëtten haten. Merci deene successive Regierungen, déi un deenen Texter geschafft hunn, a virun allem och eise Responsabelen an der Kommissioun, ob dat déi politesch Responsabel sinn oder d'Personal, fir déi exzellent Aarbecht. A selbstverständlech och Merci gesot, zwar net fir d'Begleitmusek, mä awer fir déi disziplinéiert Manifestatioun virun der Dier, do wou ee selbstverständlech hei zu Lëtzebuerg ee Privileg huet.

Merci gesot. An da wënschen ech Iech gutt heemzekommen a ginn Iech Rendez-vous fir den 28., 29. an 30. Abrëll. Merci Iech alleguer.

An domat ass d'Sëtzung eriwwer.

(Fin de la séance publique à 20.59 heures)

SÉANCE 28

MARDI,
28 AVRIL 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6797 - Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation

- *Déclaration de recevabilité*

4. Ordre du jour

- *M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

5. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

- *M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Laurent Mosar, M. Fernand Kartheiser, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Serge Urbany, M. Marc Angel (renvoi de la résolution en commission)*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°99 du 27 avril 2015 de M. André Bauler relative à la maintenance des tunnels au Grand-Duché, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°100 du 28 avril 2015 de M. Marco Schank relative à la tarification transfrontalière avec la Belgique en matière de transports en commun, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infratructures*

Question n°101 du 28 avril 2015 de M. Roger Negri relative aux conditions d'admission des écoles européennes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Roger Negri - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°102 du 28 avril 2015 de M. Gast Gibéryen relative au chômage des jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *M. Gast Gibéryen - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°103 du 28 avril 2015 de Mme Joëlle Elvinger relative aux travaux dans le cadre de la mise en place du «Groupe des pensions», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Joëlle Elvinger - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°104 du 28 avril 2015 de M. Laurent Zeimet relative à la nouvelle organisation des fabriques d'églises, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°105 du 28 avril 2015 de M. Max Hahn relative à d'éventuelles modifications de PAP suite à l'arrêt de la Cour administrative en date du 12 février 2015 (PAP «Am Pescher»), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°106 du 28 avril 2015 de Mme Martine Hansen relative au démantèlement d'un réseau de trafic de viande de cheval, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°107 du 28 avril 2015 de M. Henri Kox relative au projet de nouvelle centrale nucléaire «Hinkley Point C», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

7. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes

- *Vote sur le premier candidat*
- *Vote sur le deuxième candidat*
- *Vote sur le troisième candidat*

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

- *Vote sur le premier candidat*
- *Vote sur le deuxième candidat*
- *Vote sur le troisième candidat*

9. Question élargie n°5 de M. Gérard Anzia relative à l'Office National du Tourisme

- *M. Gérard Anzia - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

10. 6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: Mme Joëlle Elvinger, Mme Viviane Loschetter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*

11. Interpellation de M. Justin Turpel sur «LuxLeaks»

- *Exposé: M. Justin Turpel (dépôt d'une motion et d'une résolution)*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (M. Justin Turpel intervient)*
- *Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Alex Bodry*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

12. 6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 (suite)

- *Dispense du second vote constitutionnel*

13. Hommage à M. Justin Turpel

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An déi éischt Fro traditionell: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Statsminister.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung…

Wann ech gelift! D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert gi sinn, gouf de Fraktiounen zougeschéckt.

3) An d'Lëscht vun den neie Petitiounen ebenfalls.

Communications du Président - séance publique du 28 avril 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6798** - Projet de loi portant approbation*

1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014

2. de l'échange de notes y relatives

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.03.2015

***6799** - Projet de loi modifiant*

1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 27.03.2015

***6800** - Projet de loi concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.03.2015

***6801** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe d'élections présidentielles, parlementaires ou municipales en 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.04.2015

***6802** - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, signée à Luxembourg, le 27 octobre 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2015

***6803** - Projet de loi portant modification de l'article 161 du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 17.04.2015

***6804** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.04.2015

***6805** - Projet de loi portant*

1. transposition de la décision 2009/426/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité,

2. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.04.2015

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**498** - Établissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat*

Dépôt: 23.03.2015 par M. Théodore Bradara

*Demande de pétition publique n°**499** - Herbicide cancérogène probable: Le Luxembourg doit prendre des mesures immédiates de retrait des pesticides à base de glyphosate*

Dépôt: 27.03.2015 par M. Pietro Fornara

*Demande de pétition publique n°**500** - Construction d'un P&R sur les friches de l'ARBED à Rodange à l'identique de celui de Hollerich*

Dépôt: 30.03.2015 par M. Benoît de Vleeschouwer

*Demande de pétition publique n°**501** - Pour un aménagement adapté des infrastructures routières bordées d'arbres ou autres obstacles similaires*

Dépôt: 07.04.2015 par M. Ivan Stupar

*Demande de pétition publique n°**502** - Interdiction de la vente des produits alimentaires et autres qui ne correspondent pas aux droits humanitaires des hommes - Verbuet vum Verkaf vu Liewensmëttel an anere Produiten, déi géint Mënscherechter verstoussen*

Dépôt: 10.04.2015 par M. Philippe Waxweiler

*Demande de pétition publique n°**503** - Introduction de la carrière du Bachelor au sein de la fonction publique*

Dépôt: 05.04.2015 par Mme Cheryl Ury

*Demande de pétition publique n°**504** - Pour le remboursement du lecteur de glucose en continu pour les patients insulino-dépendants*

Dépôt: 20.04.2015 par Mme Elizabeth Correia de Sousa

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6797 - Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 23. Abrëll 2015 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6797 iwwert déi medezinesch assistéiert Procréatioun ausgeschwat. Déi Propositioun gouf de 24. Mäerz vum Här Fernand Kartheiser deponéiert.

Ass d'Chamber mam Virschlag vun der Presidentekonferenz d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi n°6797 est renvoyée à la Commission juridique.)

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet dann e Projet d'ordre du jour un d'Fraktioune geschéckt.

Zu der Propositioun vun der Presidentekonferenz: den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi ech et an der Presidentekonferenz schonn annoncéiert hat an och duerfir an der Presidentekonferenz net dem Ordre du jour zougestëmmt hunn, hunn ech d'Wuert elo hei gefrot fir ze erklären, firwat datt dat de Fall ass. An zwar hu mer haut als drëtte Punkt um Ordre du jour d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir e Posten, dee vakant ginn ass am Conseil d'État.

Ech mengen, jidderee versteet, wann ech haut hei d'Wuert ergräifen, well dat an der Vergaangenheet och bei dësem Punkt all Kéiers de Fall war, och wann et de Risiko ass, datt ech mech haut wäert widderhuelen. Mä vu datt d'Situatioun net geännert huet, wäert och meng Interventioun net änneren.

Ech mengen, mir diskutéiere scho jorelaang hei iwwert d'Prozedur, wat d'Zesummesetzung vun der Nominatioun, wat d'Zesummesetzung vum Conseil d'État ubelaangt. Mir wëssen, datt dat op engem Arrangement an der Vergaangenheet berout tëschent deenen dräi Parteien, wéi dat fréier de Fall war, der CSV, der LSAP an der DP, déi sech eens gi waren eng Kéier, wéi d'Verhältnis tëschent deenen dräi Parteie sollt am Conseil d'État sinn.

Duerno sinn eis gréng Kolleege mat bäikomm, andeem si och ee Member an de Conseil d'État ginn hunn. Dunn huet dat Arrangement also net méi aus dräi, mä aus véier Parteie bestanen. Et ass also eng parteipolitesch Zesummesetzung vum Conseil d'État, wou véier Parteie Leit ofwiesselnd oder am Verhältnis nominéieren, wéi se an de Conseil d'État kommen.

Mir hunn och näischt dergéint, datt dat eng parteipolitesch Nominatioun gëtt, mä mir soe just, wann dat esou ass, da misst dem Wielerwëlle Rechnung gedroe ginn. An an dësem Fall ass dat net geschitt, well hei dem Wielerwëllen net Rechnung gedroe gëtt. Wann dem Wielerwëlle Rechnung gedroe géif ginn, esou wéi d'Chamberswahlen dat ausweisen, da misst d'ADR mindestens een, wann net zwee Memberen am Conseil d'État hunn, an och eis lénk Kolleegen hätte Recht op e Member am Conseil d'État.

An der Regierungserklärung vun der neier Regierung ass och eng Reform vum Conseil d'État ugekënnegt ginn. Den Här Statsminister huet och d'lescht Joer am Hierscht den eenzelne Parteien e Questionnaire zoukomme gelooss, wou eng Rei vu Froe gestallt si ginn, wéi ee géif déi Reform - déi eenzel Parteien - gesinn. An d'Parteien hunn dat och bis zum 31. Dezember gemaach. An och an deem Questionnaire war d'Fro gestallt iwwert d'Zesummesetzung vun dem Conseil d'État.

D'CSV huet do an hirer Äntwert vun enger „représentativité équilibrée" geschwat. D'LSAP huet vun „certain équilibre" geschwat. An déi gréng hunn am Fong gesot, datt déi Parteien oder Gruppen, déi sous-représentés hei an der Chamber, am Conseil d'État wieren, datt déi missten e Posten oder deementspriechend Posten am Conseil d'État kréien.

Vum Projet de loi, op dee mer awer hei waarden, hu mer zënterhier näischt méi héieren. An de Verdacht läit duerfir op der Hand, well eben elo grad eng ganz Rei vu Posten am Conseil d'État mussen ersat ginn, datt d'Strategie elo déi ass, datt mer fir d'Éischt dann elo laut deem ale System, laut deem alen Arrangement déi Poste besetzen an datt eben do hannendrun et dann eng Kéier eng Reform gëtt, déi vläicht jidderengem da Satisfaktioun gëtt, mä da sinn d'Poste fir eng ganz Rei vu Jore besat.

Och den Här Statsminister huet hei a senger Regierungsdeklaratioun gesot, datt d'Regierung géif beabsichtegen, fir eben eng Reform vum Conseil d'État an dëser Legislaturperiod ze maachen. An do besonnesch huet en d'Nominéierungsprozedur hei bei der Deklaratioun vun der Regierungserklärung zu deem dote Punkt gesot. Mir stellen also haut fest, datt déi Regierung elo bal zwee Joer am Amt ass, datt an där doter Hinsicht näischt geschitt ass an datt elo weiderhin déi Posten esou benannt ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Här President, ech wëll mech am Fong duerfir haut de Wierder vum Här Bausch a vum Här Bettel uschléissen, an zwar deenen, déi si zwee hei am Oktober 2012 gesot hunn, wéi se nach an der Oppositioun waren hei an der Regierung (veuillez lire: hei an der Chamber) mat eis zesummen a wéi och Nominatioune gemaach gi sinn a wou am Fong deemools souwuel d'DP wéi och déi gréng mat där Prozedur net averstane waren. A si zwee, den Här Bettel an den Här Bausch, hunn deemools dat gemaach, wat ech elo haut hei och erëm eng Kéier maachen a soen: Mir verlaangen, datt de Punkt vum Ordre du jour erofgeholl gëtt, bis eben déi nei Nominéierungsprozedur an engem Gesetz festgeschriwwe ginn ass.

Duerfir, mat allem, wat ech elo am Fong soen, kann ech mech zu 100% uschléissen, wann ech déi Häre Bausch a Bettel - erlaabt mer, datt ech déi nach eng Kéier, ech hunn et scho gemaach, mä et kann een et net dacks genuch maachen, datt een nach eng Kéier hei ernimmt, wat déi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass déi fënnef Minutten ofgelaf sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, da maachen ech dat kuerz: Op jidde Fall, den Här Bettel huet hei eng fundamental Änneruing gefuerdert an en huet geschwat vun „Ontransparenz", vun „Ondemokratie", an datt d'DP net méi géif un engem Vote deelhuele fir d'Nominéierungen an datt si souguer géifen déi nächste Kéier de Sall verloossen, wann dorunner sech näischt géif änneren. An datselwecht huet den Här Bausch gesot, deen och gesot huet, dat wier ondemokratesch...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...an...

(Problèmes techniques de sonorisation)

...verloossen, wann et net vum Ordre du jour géif geholl ginn.

Duerfir, Här President, verlaangen ech am Numm vun der ADR, datt haut erëm eng Kéier gefuerdert gëtt, datt dee Punkt vum Ordre du jour kënnt. Sollt dat net de Fall sinn, wäerte mir beim Vote wäiss stëmmen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir bleift am Sall sëtzen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech froen och d'Wuert zur Dagesuerdnung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Urbany huet direkt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir bleiwen hei, fir datt eng Majoritéit ass heibannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An elo huet just den Här Urbany d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä den Här Bodry hat mech eppes gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä awer huet just den Här Urbany d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war eng ganz gutt Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Urbany.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war eng ganz gutt Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech froen d'Wuert, Här President, well ech och en Antrag hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, all Kéiers wann et hei drëm geet, fir erëm eng Kéier e Member an de Statsrot ze wielen, da fale meeschtens Kraaftausdréck. Dee Kraaftausdrock, deen am meeschten ëmmer gefall ass an der Zäit, dat war, et wier jo eng „Farce". Deen Ausdrock ass, wéi gesot, gefall scho vum Här Bausch, vum Här Bettel, vum Här Gibéryen souwisou. Souguer d'leschte Kéier huet den Här Wiseler dat widderholl, well senger Meenung no d'CSV elo nëmme méi aacht Membere vun 21 Memberen am Statsrot hätt.

Et gëtt gesot dacks, d'Geschicht géif sech als Farce widderhuelen. Ech fäerte just hei, déi ganz Geschicht ass eng Farce, zënter e puer Joer! An ech fannen et eigentlech ganz traureg, dass et ëmmer nëmme bei där Geschicht ëm eppes geet: Wien huet Accès zu deem Club fermé, dee sech Statsrot nennt?

Mir hunn als déi Lénk de Statsrot ëmmer a Fro gestallt. Dee Statsrot ass, wéi der alleguerte wësst, entstanen aus engem Coup d'État vum Wëllem III. géint d'Revolutioun, géint déi demokratesch Revolutioun vun 1848. En ass haut nach ëmmer formell d'Instrument vun der Monarchie, déi een Drëttel vun de Memberen nennt, dorënner och e Vertrieder vum Haff, gewéinlech. D'Chamber selwer nennt nëmmen een Drëttel dovunner. An de Rescht geschitt duerch Kooptatioun an deem illustre Veräin.

A Wierklechkeet ass awer dee Statsrot en zousätzlecht legislatiivt Instrument vun der Regierung a vun deene Parteien, déi traditionell an d'Regierung wëlle goen. Alles dréit sech am legislative Prozess ëm Avise vum Statsrot, deem seng Votte geheim sinn an deem seng Membere keng Rechenschaft schëlleg sinn.

Et ass scho laang versprach ginn, eng Reform vum Statsrot ze maachen. Déi Reform vum Statsrot ass och Deel vum Programm vun dëser Regierung. Mir selwer hunn och an deem Kader eis Virschléi agereecht. Mir hunn och nach eng Kéier an eiser alternativer Verfassung gesot, wéi mir d'Roll vum Statsrot gesinn. A wat méi konkret d'Besetzung ugeet, wëlle mer éischtens, dass eleng d'Chamber de Statsrot soll zesummesetzen, an zweetens, dass de Statsrot zur Halschecht och aus Vertrieder vun der Zivilgesellschaft soll bestoen an zu där anerer Halschecht aus Vetrieder, wou all d'Parteien, déi an der Chamber vertratt sinn, e Virschlagsrecht hunn.

An - do divergéiert eis Meenung vun där vum ADR - a kengem Fall menge mir, dass et wichteg wier, dass de Statsrot och genau d'Zesummesetzung vun der Chamber a vun hirer Majoritéit erëmspigelt. An eisem Virschlag kritt de Statsrot och iwwregens beschränkte Pouvoiren, op d'mannst zum Deel beschränkte Pouvoiren.

Mir stelle just fest, esou wéi och schonn den Här Gibéryen virun eis, dass nach ëmmer dee laang versprachene Projet vun der Regierung net virläit. Trotzdeem nenne mer elo alt erëm eng Kéier fir 15 Joer en neie Member an de Statsrot. Et ass, wann ech richteg gezielt hunn, schonn dee sechste Member ënnert dëser Regierung, dee fir 15 Joer gewielt gëtt. Zwee Membere sollen nach eng Kéier ersat ginn am nächste Joer. An e weidere Member soll nach eng Kéier ersat ginn am Joer duerno.

Dat heescht, da wieren am Ganzen néng nei Memberen innerhalb vun e bësse méi wéi zwee Joer genannt ginn op laang Dauer, op 15 Joer am Prinzip. Och wann all Parteien heibannen d'accord sinn, fir d'Mandatsdauer op zwielef Joer erofzesetzen, mir wësse jo awer nach net, ob dat och gëllt fir déi, déi elo genannt ginn, oder ob dat nëmme gëllt fir déi, déi an Zukunft solle genannt ginn.

Virun engem Joer ass vun deene Grénge gesot ginn hei, mir kéinte jo roueg de Vertrieder an de Statsrot wielen, deen deemools och e grénge Vertrieder war - dee mir iwwregens och net a senger Persoun a Fro gestallt hunn, kengesfalls -, mir kéinten e roueg wielen, well dës Regierung géif jo am Contraire zu deene Regierunge vu virdrun elo endlech seriö maache mat enger Reform vum Statsrot.

Mir hunn awer nach ëmmer näischt virleien, wëll ech nach eng Kéier hei widderhuelen. A wann een nach virun engem Joer e bësse Vertraue konnt hunn an d'Regierung, dass se och wierklech seriö mécht mat hirem Kapitel, dass se méi Demokratie wëllt an dass se e frëschen demokratesche Wand wëllt an d'Land eraloossen, da mengen ech, dann ass awer elo dat Vertraue fort, wéinstens elo de Moment.

Duerfir beantrage mir och, dass dee Punkt hei vun der Dagesuerdnung geholl gëtt, soulaang net konkret de Projet fir d'Reform vum Statsrot virläit. A wann deen Antrag zur Dagesuerdnung net ugeholl gëtt, da wäerte mir och net un deem Vote hei deelhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Mir sinn also mat zwee Anträg konfrontéiert, fir de Punkt, d'Désignatioun vun...

(Interruption)

Ah, den Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Tatsächlech, dat wat den Här Gibéryen an och den Här Urbany gesot hunn, ass richteg. D'Regierung ass amgaangen, en neie Prozedere fir d'Nominatioune vun de Membere vum Statsrot auszeschaffen.

Ech wëll just soen, dass eng Regierung fir fënnef Joer vum Parlament e Vertraue kritt huet an d'Deputéiert och fir fënnef Joer genannt gi sinn. An dass mer..., ech muss mech entschëllege bei der Oppositioun, wa mer nach net dee ganze Koalitiounsaccord an deene 17 Méint, wou mer do sinn - an net zwee Joer, Här Gibéryen, esou wéi Dir et gesot hutt - duerchkritt hunn.

(Interruption par M. Serge Urbany)

Jo, ech kann och net wéinst dem Kalenner, Här Urbany. Dir werft mir vir, et wieren elo sechs Memberen. Wann ech Iech géif nolauschteren, dann hätte mer och déi sechs Memberen net dierfen nennen, da wiere mer haut mat engem Conseil d'État do, deen net kéint schaffen a wou mer iwwerhaapt keng Gesetzgebung méi kéinte stëmmen. Ass dat dat, wat d'Oppositioun am léifste gären hätt?

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss Iech soen, d'Regierung net!

Mir sinn hei amgaangen, an ech erlabe mer, Här President, ze zitéieren, wat am Koalitiounsaccord drasteet, an der Déclaration gouvernementale: «La procédure de nomination des membres du Conseil d'État ainsi que la question de la publicité de ses travaux seront examinées. La composition du Conseil d'État assurera une représentativité équitable des courants politiques siégeant à la Chambre des Députés. La durée du mandat sera ramenée à 12 ans.»

Déi Examinatiounszäit hu mir gemaach. An net méi spéit wéi nach virun e puer Deeg hunn ech mech mam President vun Ärer héijer Chamber zesumme getraff, och fir justement weider ze kucken, wéi mer un deem dote Projet solle schaffen. Mir hunn Är Propositiounen och kritt, déi mer vun de verschiddene Fraktiounen erakritt hunn. Dir sidd Iech net all eens op deene verschiddene Punkten och. Do gëtt et der, déi déi eng Richtung hunn. Déi eng, zum Beispill eng Partei, Här President, géif d'Zuel vun de Conseillere gären an d'Luucht setzen, déi aner net. Déi eng hätte gären iwwert d'Nominatioun, dass alles iwwert d'Chamber soll lafen, oder net. Dofir ass et wichteg, dass mer hei net iergendee Projet iwwert de Knéi briechen, iwwer eng vun de wichtegsten Institutiounen, déi awer un der Élaboration légistique vun eisen Texter matschafft!

An dofir si mir an där Examenszäit, also an där Examinatiounszäit gutt weiderkomm. Mir sinn am Moment..., mir hoffen, e Projet kënnen an deenen nächste Wochen oder Méint fäerdeg ze maachen. Eis dräi Generalsekretären, den Här Frieseisen, den Här Senninger an den Här Besch, sinn do awer amgaangen, nach Consultatiounen ze féieren. An dofir géif ech et net opportun fannen, virun allem och, well mer

eng Zuel hunn - an Dir wësst et jo och - an den Texter, wéi vill Juriste mer am Conseil d'État brauchen. Net dass de Conseil d'État op eng Kéier an eng Situatioun kënnt, wou en iwwerhaapt déi Konditioun, fir kënnen ze schaffen, och net méi erfëllt, mat der Zuel vu Juristen. Hei ass eng Propositioun vun enger Partei komm, fir e Jurist och ze nennen. An ech mengen, et wier net opportun, Här President, elo dat dote vum Ordre du jour - Dir sidd Maître vun Ärem Agenda -, mä et elo vum Ordre du jour ze huelen.

Ech huele just dat Engagement, wat och am Koalitiounsaccord steet, Här President: dass mir als Majoritéit eis engagéiert hunn, dass an dëser Legislaturperiod déi Fro vun der Représentativitéit vun de Sensibilité-politicken, déi heibanne sëtzen, tranchéiert gëtt. Elo si Froen, ob dat elo just dës Legislaturperiod ass, ob dat zwou Legislaturperiode sinn, ob dat dräi Legislaturperiode sinn. Kommt, mir loossen eis elo net pressëiert an den Eck drécken, fir dann iergendwéi eppes iwwert de Knéi ze briechen, wou mer duerno méi Problemer hu wéi mat deem aneren.

Ech géif Iech bieden elo, wann ech et fäerdegbréngen, wier ech frou, nach virun der grousser Vakanz e Projet kënnen ze déposéieren, soss bei der Rentrée, fir dass mer et fäerdegbréngen, do, wou scho Jorzéngte vun Injusticë geschwat gëtt, endlech da méi Transparenz och iwwert d'Aarbechte vum Statsrot an och bei der Prozedur vun der Nominatioun ze bréngen an dat dote kënnen och an déi richteg Richtung ze bréngen.

A mir kommen dann och - dat, wat den Här Gibéryen gesot huet - an déi Richtung, dass och déi Parteien, déi... Dir hutt vu véier Parteie geschwat, hei si Parteien..., well et muss een emol d'Prozenter och nach rechnen, wéi déi Mode-de-calcullen och musse gemaach ginn. A gleeft mer et, hei wier et wierklech kee gutt Zeechen, fir ze soen, elo blockéiere mer eng Nominatioun, wann Der elo eng Regierung hutt, déi wierklech wëllt an där doter Direktioun schaffen, déi Der alleguerten och heibanne gären hätt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Den Här Gibéryen, dee Parole après ministre freet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech si frou iwwert déi Deklaratioun, déi den Här Statsminister elo hei gemaach huet, déi och am Sënn ass vun deem, wat en am Kader vun der Regierungserklärung gemaach huet. An ech mengen, datt een awer muss soen, datt och elo déi Nominatioune geschéien opgrond vun engem Arrangement tëschent Parteien, ouni datt et duerfir eng legislativ Basis gëtt. Dat heescht, wann de politesche Wëlle wierklech besteet, fir och deem politesche Verhältnis, wéi et hei an der Chamber besteet, Rechnung ze droe bei den Nominatiounen, dann hätt een dat och elo scho kënne maachen, ouni datt een en neit Gesetz huet.

Et kann ee sech also net hannert engem Gesetz verstoppen, well elo hu mer och schonn Nominatioune gemaach ouni gesetzlech Basis, wéi se gemaach ginn tëschent de Parteien. Dann hätt een also kënne fairerweis soen: Och wa mer nach keen neit Gesetz hunn, mir kucken awer, datt dem Verhältnis tëschent den eenzelne Parteie bei den Nominatioune Rechnung gedroe gëtt.

Dat ass dat, wat mer bedaueren. Mir begréissen awer op där anerer Säit, datt d'Regierung de feste Wëllen huet, fir d'Gesetz ze änneren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, et ass alles gesot, an da géife mer zur Ofstëmmung iwwert den Ordre du jour iwwergoen.

Vote sur l'ordre du jour

Déi Kolleegen, déi mat der Propositioun vun der Presidentekonferenz averstane sinn, déi stëmme mat Jo. Déi Kolleegen, déi den Antrag vun dem Här Gibéryen respektiv dem Här Urbany géifen ënnerstëtzen, stëmme mat Neen.

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 56 Deputéierter, déi um Vote deelgeholl hunn. 51 si fir den Ordre du jour an där virgeschloener Form. 5-mol Neen.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour est adopté par 53 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat ass den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass, ugeholl.

Dann hunn ech eng Demande fir den Dépôt vun enger Motioun vum Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert. Entschëllegt, vun enger Resolutioun.

5. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll effektiv hei am Numm vu menger Fraktioun eng Resolutioun zum Centenaire vum armenesche Génocide déposéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant que l'année 2015 marque le centenaire du génocide arménien perpétré par l'Empire ottoman à partir de 1915;

- considérant qu'un nombre important et croissant de parlements à travers le monde, et notamment d'États membres de l'Union européenne, reconnaissent le génocide arménien comme génocide au sens de la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression du crime de génocide de 1948;

- considérant que le Parlement européen l'a reconnu en tant que tel dans sa résolution du 18 juin 1987, rappelée dans la résolution commémorative du centenaire du génocide arménien adoptée par le Parlement européen le 15 avril 2015;

- considérant que la mémoire et la reconnaissance de la vérité historique sont des facteurs essentiels dans la construction de l'avenir et dans les efforts de chaque génération pour éviter la répétition des tragédies du passé, et que la négation de la vérité historique empêche la réconciliation;

- considérant que la reconnaissance des crimes commis contre les Arméniens à la fin de l'Empire ottoman comme génocide constituerait, après le récent «partage» turc des «souffrances des enfants et petits-enfants» arméniens, un geste national et européen important et honorable pour la République turque:

1. reconnaît que les crimes et atrocités commis à partir de 1915 par les autorités de l'Empire ottoman contre la nation arménienne sur le territoire ottoman constituent un génocide;

2. en cette année qui marque le centenaire du début du génocide arménien, s'incline devant un million et demi de victimes de ce génocide, rend hommage à leur mémoire, et se joint à la commémoration du centenaire du génocide arménien dans un esprit de solidarité et de justice européennes;

3. rend hommage à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité, et se joint à l'appel du Parlement européen pour que soit instituée une Journée de commémoration internationale de tels crimes afin de rappeler le droit de tous les peuples et nations à travers le monde à la paix et à la dignité;

4. note les manifestations paisibles de milliers de personnes en Turquie en faveur de la reconnaissance du génocide arménien et de la réconciliation entre Turcs et Arméniens sur base d'une lecture commune de leur passé douloureux; encourage les autorités de la République turque à faire face au passé avec courage et honneur, permettant ainsi la réconciliation des nations et des peuples turc et arménien dans la dignité et le respect mutuel.

(s.) Laurent Mosar.

Déi Resolutioun ass am Moment just vu mir ënnerschriwwen, well mer och deenen anere Fraktiounen a Gruppe wëllen d'Méiglechkeet ginn, sech där doter Resolutioun unzeschléissen. Ech wär och frou, Här President, wa mer kéinten nach dës Woch iwwert dës Resolutioun ofstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dozou de Marc Angel, President vun der aussepolitescher Kommissioun.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Här Mosar eng Propos maachen. En huet effektiv déi Resolutioun gëschter an der aussepolitescher Kommissioun eis scho gewisen, fir se haut hei ze déposéieren. Mir hate keng Zäit, fir driwwer ze diskutéieren.

Ech géif him proposéieren - an ech hunn dat och mam Ausseminister ausgemaach, hien hätt Zäit -, dass mer muer de Mëtteg, wann d'Chamberssitzung fäerdeg ass - mir hu jo Projeten um Ordre du jour, wou den Ausseminister präsent ass -, uschléissend eng aussepolitesch Kommissioun géife maachen, wou mer da géifen um Text vläicht jiddwereen nach Propose kënne maachen.

Ech hu mer den Text ugekuckt. Ech hunn och eng Propos gemaach, déi ech dem Här Mosar wollt virleeën. Ech hu mech ganz enk ugelehnt un den Text vum Europaparlament. Ech weess jo aus anere Motiounen a Resolutiounen, dass d'CSV ëmmer gär un den Texter vum Europaparlament hänkt. An ech hunn, wat d'Terminologie ubelaangt, och déi Terminologie geholl.

Ech hunn och déi englesch an déi franséisch Versioun gekuckt vun der Resolutioun vum Europaparlament an ech géif mengen, wa mer da muer konstruktiv zesummeschaffen an en neien Text kéinte maachen, dass een dann an enger vun deenen nächste Wochen - esou séier wéi méiglech - déi Resolutioun hei kéint stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. Dat kënnt Der jo dann, wann et vum Här Mosar och esou gesi gëtt, muer de Mëtteg...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, mir sinn, Här President, natierlech d'accord, datt muer d'aussepolitesch Kommissioun dann à l'issue vun eiser ëffentlecher Sitzung zesummekënnt, fir och iwwert déi Resolutioun do ze schwätzen. Prinzipiell hu mir och kee Problem domat, datt een eventuell nach déi eng oder aner Adaptatioun zu eisem Text erabréngt, quitte datt awer ëmmer de Sënn an den Esprit vun där Resolutioun mussen déiselwecht bleiwen.

Allerdéngs wëlle mir insistéieren, datt déi Resolutioun nach dës Woch ofgestëmmt gëtt. Ech gesinn och do kee gréissere Problem, well wa mer eis muer eens ginn, wat ech emol hoffen a wou ech och dovun ausginn, da kënne mer jo dann déi Resolutioun en Donneschdeg de Mëtteg hei en séance plénière stëmmen.

Well ech muss Iech soen, Här President, et wär net gutt, wa mer elo nach géifen do 14 Deeg verléieren, well ech hu virdrun a menger Introductioun gesot, et geet och hei e bësselchen ëm dee Centenaire. Ech mengen, dat ass jo kee Gebuertsdag an deem Sënn, mä et soll een awer ëmmer den Datum respektéieren. Duerfir wäre mir awer frou, Här President, wann nach dës Woch iwwert den Text géif ofgestëmmt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann den Här Kartheiser, an den Här Angel nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der ADR soen, datt mir de Prinzip vun esou enger Resolutioun ausdrécklech begréissen. Meng Partei huet scho viru 14 Joer déi éischte Kéier eng Resolutioun hei der Chamber virgeluecht, fir de Génocide un den Armenier als solchen unzëerkennen. Deemools an och 2004, wéi mer déi Saach nach eng Kéier zur Sprooch bruecht hunn, an och bei anere Geleeënheete war d'ADR ëmmer eleng.

Mir begréissen et also elo, datt d'CSV a vläicht och aner Parteien op dee Wee ginn, nodeem déi international Unerkennung ëmmer méi breet ginn ass an och d'Europaparlament elo dee Geste gemaach huet. Wéi gesot, meng Partei huet dat scho viru 14 Joer proposéiert.

Wat elo d'Prozedur ugeet, ech mengen, mir freeën eis selbstverständlech drop, fir muer eng Diskussioun kënnen iwwert dee Sujet an der aussepolitescher Kommissioun ze féieren. Mä och mir, wéi d'Kolleege vun der CSV, géife soen, mir mussen och an der Plénière doriwwer ofstëmmen. Et kann net sinn, datt, wéi an der Vergaangenheet, dee Sujet an eng Kommissioun verwise gëtt, fir do feierlech begruewen ze ginn! Dofir ass de Sujet vill ze vill wichteg a vill ze vill relevant.

An ech mengen, datt effektiv déi Okkasioun vum honnertste Gebuertsdag vum Génocide un den Armenier soll fir eis e moraleschen Appell sinn, fir endlech och als Parlament zu där Saach Stellung ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Här Angel, ech géif der Madame Loschetter vläicht virdrun d'Wuert ginn an da géif ech Iech zum Ofschloss d'Wuert ginn. Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, mir begréissen dës Motioun (veuillez lire: dës Resolutioun) vun der CSV och. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt et eng seriö an eng wichteg Resolutioun ass, wou hei dat Parlament och opgefuerdert ass, Stellung ze huelen. An à l'instar zum Beispill och vun anere Parlamenter menge mir, datt et wichteg wier, datt mer eng uerdentlech Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun féieren, fir datt mer méiglechst zesummen, wéi Dir dat sot, Här Mosar, och kënnen dës Resolutioun bis zréck hei an de Plenum begleeden. Dofir: Jo zu dëser Propositioun!

Mä mir mengen, datt et net onbedéngt soll op e puer Deeg ukommen an datt mer elo net solle muer eng Diskussioun bâcléieren, déi eigentlech verdéngt, uerdentlech gefouert ze ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Loschetter. Dann nach den Här Eugène Berger an dann de Marc Angel.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen och déi Propositioun, fir datt mer déi Resolutioun an der zoustänneger Kommissioun kucken, diskutéieren eventuell, wéi dat och proposéiert ginn ass vum President vun der Kommissioun, fir se nach op deem engen oder anere Punkt kënnen ëmzeänneren.

Mir sinn awer och der Meenung, datt een hei elo net soll eppes iwwert de Knéi briechen, wann dat eventuell e puer Deeg méi hëlt. Mir sinn elo net Demandeur, fir ze soen: d'nächst Joer, mä wann dat awer vläicht e puer Deeg méi géif an Usproch huelen, schuet dat sécherlech näischt dem Parlament, fir datt mer herno, wa méiglech, eng gemeinsam Positioun och kënne festleeën.

An deem Sënn: Jo fir de Verweis an d'Kommissioun. A kommt, mir loossen eis awer och déi néideg Zäit, fir dann en uerdentlechen, oder net en „uerdentlechen", mä awer och en Text ze fannen, dee vu jiddwerengem ka gedroe ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Nach eng Sekonn Gedold. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, mir schléissen eis och deem Virschlag vun de Majoritéitsparteien hei un.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet de Marc Angel d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci. Ech wollt de Kolleegen hei Merci soen, dass se domat d'accord sinn, d'Resolutioun an déi aussepolitesch Kommissioun ze verweisen. An ech kann dem Fernand Kartheiser och versécheren, dass déi do net wäert verschwannen. Déi ass och am Joer 2001 net do verschwonnen. Ech hunn dat nach extra gutt nogekuckt. Do ass an der Kommissioun driwwer diskutéiert ginn an do huet den Auteur gemierkt, dass e keng Majoritéit géif kréien. An dunn huet e se selwer net méi an d'Chamber bruecht. A mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun driwwer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat war den Här Henckes deemools.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech war deemools nach net derbäi. Mä dat kann een awer noliesen. Ech wäert mech verbiergen, dass mir...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech wäert mech verbiergen... Deemools, Här Gibéryen...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Äre fréiere Member, den Här Henckes.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Deemools, Här Gibéryen, wousst een, dass d'Türkei an Armenien eng Kommissioun hunn, dass se verhandelen. An do war ëmmer nach d'Hoffnung do, dass fir deen traurege Centenaire vun deene Gräueltate vläicht eng Solutioun géif fonnt ginn. Déi ass leider net fonnt ginn.

An der Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi ech proposéieren, wäerte mer och nach déi zwou Parteien encouragéieren, deen Dialog weiderzeféieren, fir dass se zu enger Léisung kommen. En tout cas wäerte mer muer an der Kommissioun fläisseg zesumme mam Auteur Laurent Mosar un där Resolutioun schaffen. An dann ass et och nach wichteg, dass all Interlocuteur Zäit huet, fir nach Kontakter dobaussen

ze hunn, fir och mat der Zivilgesellschaft a mat verschiddenen Diplomaten doriwwer ze diskutéieren.

An da sinn ech iwwerzeegt, dass mer an der éischter Woch am Mee, wou mer Chamber hunn, bestëmmt en Datum fannen, wann d'Conférence des Présidents an de President dat wëllen, wou mer dat hei géifen ofstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, domat ass alles gesot. De Wëllen ass do, fir ganz kuerzfristeg an deenen nächsten Deeg dat zréck an d'Parlament ze brénge. An d'Conférence des Présidents wäert deem Wonsch dann och Rechnung droen.

Dat gesot, géife mer dann zu der Froestonn iwwergoen. Ech mengen, Dir kennt de Prinzip: All Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir ze äntweren. Ech géif och en Appell un lech riichten, fir déi Zäit strikt anzehalen.

Als éischt Fro hu mer d'Fro N°99 vum Här André Bauler un den Nohaltegkeetsminister iwwert den Ënnerhalt vun eisen Tunnelen. An den Här Bauler huet direkt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°99 du 27 avril 2015 de M. André Bauler relative à la maintenance des tunnels au Grand-Duché, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woch war den Tunnel Gousselerbierg a Richtung Norden dräi Deeg fir d'Circulatioun gespaart, dat wéinst Maintenanceaarbechten. Och dës Woch ass et de Fall, dës Kéier awer Richtung Zentrum/Süden. Et kënnt dacks vir, datt dësen Tunnel gespaart muss ginn.

Ech wollt an deem Kontext op méi eng allgemeng Thematik agoen, an zwar déi vum Entretien vun den Tunnelen hei am Land. An dofir wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Wéi dacks ginn esou Aarbechten iwwerhaapt duerchgefouert? Wéi vill Deeg am Joer ass en Tunnel, wéi zum Beispill dee vum Gousselerbierg, an der Moyenne wéinst verschiddenen Aarbechte gespaart? Gëtt et vergläichbar Statistike fir aner europäesch Länner? Wéi gesäit de Maintenanceplang fir déi aner Tunnele vun der Nordstrooss aus, de Stafelter an den Tunnel Grouft, déi jo elo am September wäerten opgoen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Bauler och Merci soe fir seng Fro. Et ass esou, datt am Prinzip déi Maintenanceaarbechten an den Autobunnstunnelen zweemol am Joer duerchgefouert ginn. Et ass och esou, datt natierlech dat immens vill ofhänkt vun deenen eenzelnen Tunnelen nach derbäi, dat heescht, vun der Längt vun den Tunnelen, der Komplexitéit vun de Sécherheetséquipementer. Also zum Beispill déi Tunnelen, déi elo gläich wäerten am Hierscht opgoen, déi besonnesch laang sinn, do ass dat sécherlech méi komplex.

Da sinn och nach verschidde regulär Remplacementer virgesi vu verschiddene Saachen, Installatiounen, déi an den Tunnele sinn. An dann natierlech hänkt et och nach vum Trafic an den Traficskonditiounen of, dovunner, wéi vill datt den Tunnel befuer gëtt.

Op engem Tunnel wéi de Gousselerbierg oder de Markusbierg zum Beispill, do kann een dovunner ausgoen, datt een zwee bis dräi Deeg pro Tube muss rechnen. Oder beim Houwald ass et een Dag pro Tube. Dat heescht, dat sinn am Fong d'Gronddeeg, déi ee brauch, fir datt déi Tunnelen ënnerhale bleiwen.

Da kënnt nach derbäi, datt een-, zweemol d'Joer och muss gebotzt ginn. An dat muss regelméisseg gemaach ginn, fir ze verhënneren, datt et zu Urgencë kënnt, well Urgencen ass dat Schlechtst, wat ee ka maachen. Éischtens kann een déi net ukënnege laang virdrun, dat kritt een net gutt organiséiert an dat féiert ganz sécher zu vill méi komplizéierten Incidencë fir den Trafic.

Et gëtt keng Statistiken - also jiddefalls hunn ech keng -, wéi d'Maintenance am Ausland ass. Mä wéi gesot, et hänkt ganz sécher ëmmer vill of vun all deene Kritären, déi ech virdrun opgezielt hunn, dat heescht, wéi laang, wéi komplex den Tunnel ass an esou weider. Duerfir kann een do och ganz schwéier ee Land oder een Tunnel, eng Regioun mat där anerer vergläichen.

Wat elo den Tunnel Grouft ubelaangt, do si véier Deeg pro Tube virgesinn. Ech hu gesot, dat si méi laang Tunnelen, dat ass natierlech méi komplex. An d'Sécherheetsbestëmmunge sinn, dat muss ee soen, och an deem Tunnel besonnesch groussgeschriwwen. An da fir den Tunnel Stafelter sinn et dräi Deeg pro Tube, déi virgesi sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

Déi nächst Fro ass d'Fro N°100 an déi kënnt vum Här Marco Schank, erëm un den Här Nohaltegkeetsminister, dee bal net brauch op seng Plaz ze goen. An do geet et iwwert de Präis vum grenziwwerschreidenden ëffentlechen Transport am Verkéier mat der Belsch. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°100 du 28 avril 2015 de M. Marco Schank relative à la tarification transfrontalière avec la Belgique en matière de transports en commun, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt effektiv de Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukture froen am Kontext vun enger schréftlecher Question parlementaire, déi ech am Februar 2015 gestallt hunn, wéi et elo mat der grenziwwerschreidender Tarifikatioun virugeet, besonnesch an engem Punkt, wou ech elo keng Äntwert krut.

Dir hat mer geäntwert, Här Minister, datt Der mat Ärer Homologue aus der Belsch geschwat hätt, ech mengen, dat war de 5. Februar, fir e Groupe de travail ze chargéieren, fir eben e Projet vun enger Tarification unique auszeschaffen tëschent der CFL an der SNCB, an zwar fir d'Mise en place vun enger reduzéierter grenziwwerschreidender Tarifikatioun fir d'Gare vun Arel a fir dee geplangte Point d'arrêt vu Stockem, wou jo dann dee grousse Park & Ride geplangt ass.

Do wollt ech awer och wëssen, ob dësen Aarbechtsgrupp och soll eng Tarifikatioun ausschaffe fir am Norde vun eisem Land, notamment fir en Tarif op Gouvy respektiv Vielsalm oder Trois-Ponts.

Dir hat mer och geäntwert op déi Question parlementaire, datt d'CFL den mPass op déi belsch Grenz wëllt ausdehnen, esou wéi et schonns mat Frankräich gemaach ginn ass. An den mPass, dee kéint jo hei un e Supplément d'abonnement kombinéiert gi mat de Partië Klengbetten, Grenz a Réseau Belsch, an dat vum Oktober 2015 un. Dat hutt Der mer och geäntwert. An ech wollt awer da wëssen effektiv: Heescht dat, datt den mPass och vun Ëlwen op Gouvy géif ausgedehnt ginn?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Marco Schank. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- D'Äntwert ass ganz einfach, Här President: Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, dat do, dat ass jo Weltrekord!

Ma da géife mer direkt zu der nächster Fro iwwergoen. Déi kënnt vum Roger Negri a si betrëfft d'Opnahmebedéngunge fir d'Europaschoulen. Den Här Negri huet d'Wuert.

- Question n°101 du 28 avril 2015 de M. Roger Negri relative aux conditions d'admission des écoles européennes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. No der Ukënnegung vum Éducatiounsminister Claude Meisch, eng drëtt Europaschoul zu Déifferdeng ze bauen, wat mer als LSAP ausdrécklech begréissen, an déi e gratis Accès fir all Kanner kritt, wollt ech de Minister froen, wéi an den Europaschoulen, eng um Kierchbierg an zwou zu Mamer, d'Ophuelkonditiounen an d'Frais d'inscription si fir déi Kanner, deenen hir Elteren net bei den europäeschen Institutioune schaffen. Déi vun den EU-Institutioune kënne jo do gratis an d'Europaschoul goen, wat jo och den Haaptzweck vun deene Schoulen ass.

Virun zwou Wochen huet eise Premier Xavier Bettel an der Héichschoulkommissioun ënner anerem gesot am Kader vun der Prospektiounsrees aus den USA, dass ganz oft héich qualifizéiert Leit zécken, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, well se net ëmmer déi optimal Schoule fir hir Kanner virfannen an d'Privatschoulen zum Deel och ze deier fannen. Och ënnert de 45,9% net Lëtzebuerger Résidenten, wéi déi lescht Zuele vum Statec weisen, gëtt et e gewëssen Interessi fir d'Europaschoulen.

Ënnert dësem Bléckwénkel wollt ech de Minister da froen, ob an den Europaschoulen um Kierchbierg an zu Mamer eventuell Capacitéiten an deem Sënn fräi wären. A wa jo, wéi d'Contingenten an d'Frais d'inscription fir d'Kanner, deenen hir Elteren aus dem Ausland op Lëtzebuerg wëlle schaffe kommen, ausgesinn.

Ech soen Iech Merci, Här Minister, am Viraus fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet direkt den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci och dem Roger Negri fir déi Fro, wou ech eng Rei vu Prezisioune kann drop ginn.

Effektiv, déi agreéiert Europaschoul, déi mer zu Déifferdeng maachen, ass en ëffentleche Lycée. En ass gratis. Dat hutt Der och betount. E gëtt géréiert vum Lëtzebuerger Stat, ass also net direkt gläichzesetzen, virun allem vum Fonctionnementstypus hier, mat deenen Europaschoulen, déi mer hunn zu Mamer an um Kierchbierg, wat typesch klassesch Europaschoule sinn.

Esou agreéiert Europaschoule gëtt et awer och an anere Länner. An den europäesche Länner gëtt et der insgesamt nach néng anerer. Déi zu Déifferdeng, dat wär dann déi zéngt.

Dir hutt gefrot: Wéi ass d'Tarifstruktur? Wie kann an déi normal Europaschoul goen um Kierchbierg an och zu Mamer? Nun, eigentlech jiddwereen. Mä, wéi Der richteg gesot hutt, d'Kanner vun Europafonctionnairen hu gratis Zougang. Si si jo och eigentlech concipéiert ginn a geduecht gi fir d'Kanner vun den Europafonctionnairen.

Da gëtt et awer nach en zweeten Typ vu Schüler, dat ass deen, wou d'Eltere bezuele respektiv d'Entreprise, wou d'Eltere beschäftegt sinn, wat da meeschtens och international Entreprisë sinn, oder Elteren aus der internationaler Communautéit hei zu Lëtzebuerg, déi finanzéieren do mat.

Da gëtt et awer och nach en drëtten Typ. Do sinn d'Frais d'inscription méi niddreg. D'Eltere bezuele wuel. Allerdéngs ass et do och keng Garantie, datt een eng Plaz kritt. Do ginn eigentlech nëmme Klassen opgefëllt, wann een esou ka soen. Wa souwisou de Fonctionnement vun där Klass assuréiert ass an et sinn zéng Schüler vläicht an der Klass, da gëtt bis op e gewëssene Contingent opgefëllt. Mä dat kascht och eppes.

Déi Frais d'inscription, déi leie jee nodeem, wat fir en Typ et dann ass, den zweeten oder den drëtten Typ, tëschent 6.000 a 14.000 Euro d'Joer, wat sécherlech e ganz zolitte Montant ass a wat net jiddweree sech kann erlaben, deen zu Lëtzebuerg op der Sich ass no enger internationaler Schouloffer. An déi Motivatioun, déi ka ganz ënnerschiddlech sinn.

Dat kann, wéi Der den Här Premierminister zitéiert hutt, effektiv sinn, well ee mat senger Entreprise op Lëtzebuerg komm ass, eng Zäit laang beruffstäteg hei ass, vläicht och erëm eng Kéier wëllt weiderzéien, mat senger Famill dann och wëllt weiderzéien. Dat kann awer och sinn, datt een zu Lëtzebuerg opgewuess ass, méi spéit an d'Land komm ass, vläicht net déi Sprooche schwätzt doheem oder deen Accès zu deene Sproochen huet, déi an eiser ëffentlecher Schoul momentan awer vu grousser Bedeitung sinn. Et kann awer och sinn, datt ee vläicht als Lëtzebuerger Schüler einfach op der Sich no enger Alternativ ass.

An duerfir si mer am Kontext vun enger Diversifizéierung vun der gesamter Offer vun eisem Schoulsystem higaangen a mir hunn eben eng agreéiert Europaschoul an der ëffentlecher Schoul wëllen ubidden, fir eben och ouni Frais d'inscription jiddwerengem esou eng Schoul kënnen zougänglech ze maachen.

Et soll awer och net deen eenzege Projet sinn. Et soll och net deen eenzege Projet bleiwen. Et gëtt d'ailleurs och schonn aner ëffentlech Schoulen, ëffentlech Lycéeën, déi hir Offere gemaach hunn. Zum Beispill zanter dem leschte September och vu Septième un am Lycée Michel Lucius kann ee bis op Première en engleschsproochege Bac maachen, deen da gläichgesat ass mat den A-Levels. Mir hunn de Bac international engleschsproocheg am Atheneum. Mir hunn de Bac international op Franséisch am Lycée technique du Centre.

An ech encouragéiere ganz staark och déi aner traditionell Lëtzebuerger Schoulen, méi staark och op de Wee ze goe vun internationale Filièren, well et mer einfach wichteg ass, datt och d'Communautéiten do zesummewuessen. Well wann déi eng, déi international Communautéit, just herno a Privatschoulen ass, meeschtens och nach deier bezuelt, oder an enger Europaschoul ass, wou deier bezuelt gëtt fir do eran, an anerer sinn an der ëffentlecher Schoul, da wiisst eis Gesellschaft do éischter auserneen, wéi datt se zesummewiisst.

Datt d'ëffentlech Schoul och do erëm hir Fonctioun ka wouerhuelen, fir datt eng ganz Generatioun zesummen opwiisst, wat en däitleche Bäitrag och zur Cohésion sociale wär, duerfir däerf déi Politik och mat enger agreéierter Europaschoul fir Déifferdeng net ophalen, mä muss eigentlech richteg doduerjer ugoen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Erzéiungsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gast Gibéryen, riicht sech un den Aarbechtsminister a geet ëm d'Jugendgarantie. Här Gibéryen!

- Question n°102 du 28 avril 2015 de M. Gast Gibéryen relative au chômage des jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Laut dem leschte Bulletin vun der ADEM waren am Mäerz dëst Joer 2.066 Jugendlecher ënner 25 Joer ageschriwwen, fir eng Aarbecht ze fannen. D'Jugendgarantie ass eng Initiativ, déi vun der Europäescher Kommissioun lancéiert gouf, fir all - ech betounen: all - de Jugendlechen ënner 25 Joer eng qualitativ héichwäerteg Offer bannent 24 Méint (veuillez lire: bannent véier Méint) ze proposéieren, nodeems se aus der Schoul kommen oder d'Aarbecht verluer hunn.

Dës Garantie gouf hei zu Lëtzebuerg am Juni 2014 ëmgesat. Am Februar huet den Här Aarbechtsminister op enger Pressekonferenz en éischte Bilan vun der Jugendgarantie gezunn. An duerfir hätt ech eng Rei vu Froen un den Här Minister:

Éischtens emol, ob den Här Minister eis haut ka scho méi aktuell Zuele presentéieren.

Mä méi speziell wollt ech awer dës Froen opwerfen, bezunn op d'Zuelen aus der Pressekonferenz vum Februar, Froen, wéi se och am Sozialalmanach vun der Caritas gestallt si ginn.

2.741 Jugendlecher hunn d'Ugebuet vun der Jugendgarantie ugeholl. An heivun hunn der 523 effektiv eng qualitativ Offer kritt, déi sech wéi folgt opdeelt: 325 hunn eng Léier ugefaangen, 11 sinn an enger Léier fir Erwuessener, 30 sinn zréck an d'Schoul an 168 sinn an enger sougenannter „mesure spécifique". Also hu vun 2.741 nëmme 523 oder manner wéi 20% eng effektiv Offer kritt.

Meng Froen duerfir: Wéisou hunn nëmme knapps 20% effektiv vun der Jugendgarantie bis elo kënne profitéieren? Dat kann eventuell och dermat ze zesummenhänken, well se eréischt am Juni 2014 hei am Land ëmgesat ginn ass.

Wat maachen déi vill Jugendlech, déi keng qualitativ Offer proposéiert kruten? Wéisou kruten dës keng Offer gemaach?

A wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir datt all concernéiert Jugendlecher och kënne vun der Jugendgarantie profitéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech mengen, wéi Der et elo richteg gesot hutt, d'Jugendgarantie ass u sech eng wichteg Initiativ, déi geholl ginn ass, net nëmme vun der Kommissioun, mä zesumme mat de Memberstaten, fir eben derfir ze suergen, datt engem Maximum vu Jugendleche schnell eng Offer gemaach gëtt, fir se schnell aus der Aarbechtslosegkeet erauszehuelen. An duerfir och déi véier Méint, fir eben ze verhënneren, datt e Jugendlechen ze vill laang an enger Situatioun vun Aarbechtslosegkeet ass an domadder eigentlech säi ganzt zukünftegt Beruffsliewen dovu markéiert ass.

Elo hutt Der eng Rei vun Zuele genannt. Ech mengen, Dir hutt do verschidde Saache vermëscht, Additioune gemaach, déi sech net esou einfach additionnéieren. Et muss ee jo wëssen, datt d'Jugendgarantie ugeluecht ass op véier Méint, dat heescht, deen, dee scho véier Méint dran ass, an deen, dee gëschter drakomm ass. Et kann een also net déi zwou Kategorië matenee vermëschen an da Prozentsätz dodraus degagéieren, esou wéi Dir dat maacht. Mä ech verstinn, datt et net ëmmer ganz einfach ass, an där Zuelenzalot eens ze

ginn an déi richteg Interpretatioun ze fannen.

Ech ginn Iech also déi nei Zifferen, och mat de Prozenter, déi e bëssen anescht ausgesi wéi Är.

Säit dem Lancement vun der Jugendgarantie, esou wéi Der richteg gesot hutt, am Juni vum leschte Joer, sinn 3.973 Jonker, déi an der ADEM eng Propositioun gemaach kruten oder hätte kënne gemaach kréien. Dat heescht, bal 4.000 Jugendlecher hunn eigentlech d'Recht gehat, vun der Garantie jeunes ze profitéieren. Dat ass awer eng Zuel vu virgëschter arrêtéiert, dat heescht, bis den 22. Abrëll 2015. Dat heescht, do sinn der drënner, déi eréischt e puer Deeg an der ADEM sinn an eréischt e puer Deeg am Programm „Jugendgarantie". Déi kënne mer also elo net zielen a soen: Ma déi hu jo nach näischt kritt! Déi si jo och nach net laang do.

Wa mer also ons baséiere vun all deenen, déi säit Juni iwwert d'Jugendgarantie gaange sinn, da si mer do op 3.973 Jonker. A mir kommen awer eigentlech op déi, déi entweder véier Méint schonn dra waren, respektiv déi, déi opgehalen hunn. Well 645 jonk Leit hunn eigentlech en cours de route opgehalen.

Elo kënnt Der mech froen: Firwat hu se opg ehalen? Do gëtt et vill Ursaachen. Entweder heiansdo, well se en Job selwer fonnt hunn, well se net am Land bliwwe sinn oder ganz einfach, an dat ass méi dramatesch an doriwwer musse mer ons Gedanke maachen, well se „kee Bock", wéi déi Jonk haut géife soen, méi haten, fir dee Parcours matzemaachen.

Mir schwätzen also vun deenen, déi richteg en cause sinn, vu bal 2.000 Leit, 1.939 jonk Leit, dat sinn also déi 49% vun där globaler Zuel bis virgëschter, déi am Programm vun der Jugendgarantie waren.

An da kucke mer: Wéi vill hu vun deenen, déi also déi véier Méint hanneru sech hunn, an déi, déi ofgezielt si ginn, déi, déi opgehalen hunn, fir déi mer eigentlech net kënnen, mä wou mer awer mussen Efforte maachen, soen ech nach eemol, well se iergendwou an der Landschaft, zum Deel zumindest, sinn an net onbedéngt an engem Emploi sinn, wat hunn déi offréiert kritt?

Ben, vun deenen 1.939 waren 1.406 Jonker, dat sinn also 73% vun deenen, déi véier Méint hanneru sech hunn, déi eng Offre de qualité kritt hunn. Wat heescht eng Offre de qualité? Dat heescht natierlech en Emploi. Dat ass déi bescht Offre de qualité. Dat kann heeschen eng Mesure pour l'emploi. Dat heescht, dee Jonke geet an en Aarbechtsprozess, mä et ass nach net en definitiven Emploi. Oder et kann awer och en Apprentissage heeschen oder et kann heeschen, datt mer dee Jonken erëm dozou bréngen, zréck an d'Schoul ze goen, wat och heiansdo eng Réussite ass. Also 73% vun deenen, déi véier Méint hanneru sech hunn - dat ass also e bësse méi wéi Är 20% -, déi hunn eng Offre de qualité kritt.

Heiansdo, an dat gestinn ech gären an, hu mer méi wéi véier Méint gebraucht. Well à peu près e bësse manner wéi 60% hunn dat bannent véier Méint kritt an en Deel si gaange bis sechs Méint, ier mer mat hinnen de Parcours haten, fir se op iergendeng Offre de qualité ze bréngen. Dat hänkt natierlech och e bëssen zesumme mat deene Jugendlechen, ob se prett si fir an den Aarbechtsmaart, ob se prett si fir erëm zréck an d'Schoul. Heiansdo brauch ee méi wéi véier Méint, fir dat ze erreechen.

Elo soen ech nach e leschte Chiffer. Jo, dee leschte Chiffer ass: Wéi vill vun deene Jonken no véier Méint hunn en Emploi kritt? Eh ben, 41% vun deene Jonken hunn en Emploi kritt, dat heescht hunn eng Aarbechtsplaz fonnt, wat déi bescht Offre de qualité ubelaangt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Joëlle Elvinger, riicht sech un de Minister vun der sozialer Sécherheet an dréit ëm deen ugekënnegte Pensiounsgrupp, deen d'Bilanzéierung vun der Pensiounsreform soll maachen. An d'Madame Elvinger huet d'Wuert.

- Question n°103 du 28 avril 2015 de Mme Joëlle Elvinger relative aux travaux dans le cadre de la mise en place du «Groupe des pensions», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President. 2012 si verschidde punktuell Änderunge vum Pensiounsregime agefouert ginn, dat, fir eis Dépensen op dësem Niveau am Équiliber ze halen. D'IGSS sollt an dësem Kontext all fënnef Joer en aktuariellen Avis maachen, fir ze kucken, ob d'Reform déi finanziell Auswierkungen hätt, vun deenen een ausgaangen ass.

Wann hei en Dérapage festgestallt sollt ginn, misste weider Ajustementer virgeholl ginn. Am Koalitiounsaccord war och festgehale ginn, dass e spezielle Groupe des pensions zesummegestallt géif ginn, fir op Basis vun den Aarbechte vun der IGSS ze iwwerpréiwen, wou eis Pensiounsausgaben dru sinn.

Well dëst fir Mëtt vun der Legislaturperiod ugedeit war, wollt ech de Minister vun der sozialer Sécherheet froen, wou d'Aarbechten an dësem Dossier dru sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Elvinger. An d'Wuert huet den Här Minister fir d'sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och der Madame Elvinger fir dës Fro, well se effektiv zu engem Zäitpunkt kënnt, wou mer eis druginn, fir dësen Aarbechtsgrupp zesummenzestellen an effektiv déi Évaluation à mi-parcours ze maachen, déi mer jo och am Regierungsprogramm virgesinn hunn. Ech mengen, et ass effektiv esou, datt, wéi dës Pensiounsreform 2012 gemaach gouf, den 1. Januar 2013 a Kraaft getratt ass, ass et deenen enge schonn ze wäit gaangen, deenen aneren net wäit genuch gaangen.

Eent kann een hautdesdaags op jidde Fall emol festhalen, wann een d'Evolutioun vun de Pensioune gesäit: datt all déi Parameteren, déi deemools geholl goufen, an och deemools déi, déi d'Pensiounsreform gemaach hunn, Här President, eigentlech eng Trajectoire ageschloen hunn, an op där Trajectoire leie mer ganz genau de Moment mat deenen eenzelne Prozentsätz, déi do festgesat goufen, fir dës Pensiounsreform ze maachen.

Et ass richteg, wéi d'Madame Elvinger gesot huet, datt déi Evaluatioun, déi soll gemaach ginn all fënnef Joer säitens vun der IGSS, datt vun dëser Regierung décidéiert gouf, déi no vir ze zéien an datt mer dann 2016 dat géife maachen. An deem Kontext si mer amgaang, fir 2015 een éischten techneschen Aarbechtsgrupp zesummenzesetzen, mat Vertrieder aus der Sécurité sociale, de Finanzen an de Chamberen. Dësen technesche Rapport wäerte mer da weiderginn an e Groupe de travail, deen ënnert der Leedung vum Minister vun der Sécurité sociale wäert zesummekommen, dëse Rapport analyséieren an déi néideg Recommandatiounen da viruginn, déi viruginn un dëst Parlament, wou se dann diskutéiert ginn a wou dann d'Konklusioune sollen doraus gezu ginn.

Ech sinn op jidde Fall der Meenung, datt déi Reform, déi deemools beschloss gouf, an dat gesi mer de Moment, datt déi op de richtege Féiss ass, datt se de richtege Wee gaangen ass an datt se de Moment och schonn déi éischt Friichte kann droen.

An derniewent, mengen ech, ass et jo kloer, datt mer virun allem probéieren, och an deenen nächste Joren eng ganz Rei vu Leit aktiv am Aarbechtsprozess ze halen. An dofir si begleedend eng Rei vun anere Gesetzer, déi an deenen nächste Méint och wäerte gestëmmt ginn, zum Bespill dat vum Reklassement zesumme mat deem vum Contrôle médical. Derniewent eent, dat de Minister vun dem Travail et de l'Emploi op de Wee ginn huet, dat Mesurë fir d'Politique des âges virgesäit. An derniewent awer och déi eenzel Saachen, wat d'Aktivatioun betrëfft vum Demandeur âgé, dee sougenannten „Fit4job". All déi Saachen also och, fir deene Leit, déi nach fäeg sinn, um Aarbechtsmaart ze schaffen, d'Méiglechkeet ze ginn, méi laang am Aarbechtsprozess ze bleiwen.

Voilà. Ech soe Merci fir d'Fro a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Sozialminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Zeimet, dee scho prett ass, riicht sech un den Innenminister an dréit ëm déi zukünfteg Organisatioun vun de Kierchefabricken. Här Zeimet.

- Question n°104 du 28 avril 2015 de M. Laurent Zeimet relative à la nouvelle organisation des fabriques d'églises, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Et geet effektiv ëm déi Circulaire vum 24. Abrëll, vum leschte Freideg, iwwert d'Kierchefabricken. An deem Kontext wollt ech froen: De Syvicol hat am Februar e Bréif un de Premier geriicht - ech huelen un, deen ass weidergaangen un den Innenminister - mat enger ganzer Rei vu Froen am Zesummenhang mat deene Regelungen, déi da virgesi sinn an deene Konventioune mat der Kierch. Do ass awer bis elo nach keng Äntwert komm. Dofir d'Fro, ob dës Circulaire dann och als Äntwert op dee Courrier ze interpretéiere wär.

An dann de Fall, wann elo eng Kierch de Besëtz, d'Propriétéit ass vun enger Gemeng an et géif ee sech dann eens ginn, et soll eng Kierch bleiwen a se géif un de Fong iwwergoen. D'Fro ass jo dann, no der Konventioun kéint d'Gemeng net méi kofinanzéieren. Dann ass et jo d'Propriétéit vum Fong, woubäi sech d'Fro stellt, ob eng Gemeng wëllt déi Propriétéit un de Fong einfach eriwwerginn.

Am anere Fall, wann d'Kierch d'Propriétéit vun der Gemeng ass an d'Gemeng der Meenung ass, dat soll och an Zukunft eng Kierch bleiwen, dat heescht, de Gemengerot décidéiert, et kann eng Kierch bleiwen, muss de Gemengerot dat nëmmen eemol décidéieren? Gëllt dat da fir all Éiwegkeet? Kann dat an enger Konventioun esou festgeschriwwe ginn? Oder kann dat och eng Kéier, wann eng aner Majoritéit am Gemengerot ass, erëm opgeléist ginn?

An déi wichtegst Fro awer och: Wéi ass et da mam Kofinanzement? Verstinn ech dat richteg, datt an deem Fall awer ëmmer nach d'Gemeng ka sech un de Käschte bedeelegen, déi dann ufalen, fir déi Gebaier an der Rei ze halen?

A schliisslech: Kann een och déi Circulaire, déi elo erausgaangen ass, dann als Opfuerderung un d'Gemenge verstoen, Här Minister, fir dann elo scho mat den Négociatiounen unzefänken, wëssend, datt déi gesetzlech Basis jo nach guer net do ass?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Zeimet. An d'Wuert huet direkt den Här Innenminister, den Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech wär och ganz frou gewiescht, wann ech och schonn de Mëtten um zwielef Auer gewousst hätt, wat Der inhaltlech géift froen, dann hätt ech Iech vläicht kënne méi detailléiert op déi eng oder aner Fro hei Äntwert ginn.

Ech wollt just soen, dass déi Circulaire, déi mer elo erausginn hunn, effektiv d'Resultat ass vu véier Informatiounsversammlungen, déi mer zesumme mam Syvicol organiséiert hunn an och zesumme mat de Gemengen organiséiert hate queesch duerch d'Land, wou ganz vill Leit do waren, wou och ganz vill Froen opgeworf gi sinn an och ganz interessant Diskussioune sech draus entwéckelt hunn an och eng Rei vun deene Froen, ech géif esouguer soen, bal alleguerten déi Froen, déi de Syvicol un d'Regierung geriicht huet, domat och beäntwert gi sinn.

Dat ännert awer näischt drun, dass mer eis nach ëmmer an der Verflichtung gesinn, dem Syvicol och eng offiziell Äntwert ze ginn. Dat maache mer meeschtens och a Réuniounen, déi mer mam Syvicol organiséieren. An doriwwer eraus mengen ech, dass et jo elo drëms geet, fir konkret an d'Emsetzungsphas vun deem Ganzen ze kommen.

Dir hutt eng Rei vu konkrete Froe gestallt. Wann ech se alleguerte richteg verstanen hunn, ass et esou: De Fall gesat, d'Gemeng ass Propriétaire vun enger Kierch an hätt gär, dass an Zukunft d'Propriétéitsverhältnisser wiesselen, wëllt déi Kierch an de Fong ginn, dann ass et evident, dass an deem Fall de Fong Propriétaire ass vun der Kierch an dann och eleng fir den Ënnerhalt vun der Kierch muss opkommen.

Den anere Fall gesat, d'Gemeng décidéiert, se géif Propriétaire vun der Kierch bleiwen, dann ass et esou, dass se muss eng Deliberatioun huelen, dass se gären hätt, dass déi Kierch desakraliséiert gëtt. An deem Fall ass et och esou, dass se da misst desakraliséiert ginn, dat steet jiddefalls esou an der Konventioun. Am anere Fall ass et esou, dass déi Kierch och nach ka weider als Kierch gebraucht ginn, mä da muss d'Gemeng sech bewosst sinn, dass si eleng muss fir den Ënnerhalt vun där Kierch opkommen, well si ass Propriétaire dovunner a si kann domadder net méi de Fong belaaschten.

Ech hoffen, dass domadder Är Froen souwäit beäntwert sinn. De Kofinanzement soll effektiv ausgeschloss ginn. An zwar soll et esou sinn, dass de Fong herno keng Done vun de Gemenge kann unhuelen, fir eben de Fonctionnement vun de Kierchen ofzesécheren. Och dat ass en Deel vun deem Accord, dee mat der kathoulescher Kierch getraff ginn ass.

A selbstverständlech ass d'Circulaire esou ze interpretéieren, dass een elo sollt ufänke mat verhandelen. Ech weess och, dass eng Rei vu Gemengen dat scho ganz konkret maachen. Ech selwer hat mech elo nach kierzlech nach eng Kéier mam Bistum getraff, fir och mat eenzelne Gemenge konkret a Kontakt ze trieden, fir elo séier kënne mat deene Verhandlungen unzefänken. Ech ginn dovun aus, dass déi meescht scho wëssen, a wéi eng Richtung dass et soll goen an dass een an deene meeschte Gemengen och zu verstännegen Accorde kënnt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Vläicht just eng kleng Informatioun: De Problem vun de spartanesch formuléierte mëndleche Froen ass bekannt. Et ass awer duerchaus net verbueden, wann e Minister zousätzlech Informatioune wëllt, dass en den Deputéierte kontaktéiert. Dat ass vläicht e gudde Wee, fir da kënnen nach méi konstruktiv ze schaffen. Villmools Merci!

An da géif ech d'Wuert un de Max Hahn ginn, vun deem déi nächst Fro un den Innenminister kënnt iwwert déi méiglech Konsequenze vun engem Arrêt vun der Cour administrative op de PAP.

- Question n°105 du 28 avril 2015 de M. Max Hahn relative à d'éventuelles modifications de PAP suite à l'arrêt de la Cour administrative en date du 12 février 2015 (PAP «Am Pescher»), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Dir hutt et richteg gesot, Här President, meng Fro riicht sech un den Innenminister. An zwar ass et esou, dass an der Baubranche eng gewëssen Onrou ze spieren ass wéinst enger Jurisprudenz vum PAP „Am Pescher" zu Stroossen. Déi Jurisprudenz dréit eigentlech dozou bäi, dass mer e bësse vun där gängeger Praxis, wat d'PAPen ugeet, wéi se bis ewell gehandhabt ginn ass, ewechkommen.

Bis ewell ass et esou, dass een eigentlech, wat d'Densitéit vun de PAPen ugeet, iwwert d'Wäerter, iwwert den COS, de Coefficient d'occupation du sol, an den CMU, de Coefficient maximal d'utilisation du sol, bestëmmt huet, wat d'Densitéit, déi bebaubar ass iwwer e Gesamt-PAP, also e Gesamtterrain, géif festleeën.

Dobäi ass bis ewell eigentlech ëmmer gekuckt ginn, fir eng Moyenne ze fannen. Dat heescht, wann een e gréissert Lotissement hat, huet ee gekuckt, fir iwwert dat Gesamtlotissement déi Wäerter vum CMU a vum COS anzehalen.

Sou, elo ass et dann zu där Jurisprudenz vu Stroossen komm, an déi seet eigentlech, dass et net méi duergeet, fir déi Wäerter just fir de gesamte PAP, also de gesamte Projet vu méi Unitéiten anzehalen, mä dass een dat eigentlech pro Lous, also pro Parzell muss anhalen, dat heescht, pro Bauplaz.

Spréch: Et huet een elo e Lotissement vun 100 Haiser, da muss een dat fir all eenzelt Haus anhalen. An Dir wësst, wann een eng gewësse Mixitéit wëllt erhalen, déi jo och gewënscht ass, dann ass dat sécherlech, déi maximal Wäerter, déi et jo eigentlech sinn, dann ass dat relativ einfach, fir déi anzehale bei engem Eefamilljenhaus. Wann een awer scho bei Jumelée respektiv Reienhaiser geet oder och Appartementshaiser, da gëtt dat awer relativ komplizéiert voire bal onméiglech, fir dat pro Parzell anzehalen.

Dowéinst hunn ech an deem dote Kontext dräi Froen un den Innenminister:

Déi éischt ass, wat d'Konsequenze fir d'Bauprojete sinn, déi aktuell en cours sinn. Musse Projeten zréckgezu ginn an adaptéiert ginn? Féiert dat heiten zu Retarden?

An déi zweet Fro wier: Wat mussen d'Gemenge maachen? Mussen d'Gemengen Upassunge maachen an hirem PAG, beispillsweis an hirer Partie écrite?

An déi drëtt an déi lescht Fro un den Innenminister wier dann, wat den Innenminister gedenkt an deem heite Fall ze maachen, fir eben deem Blocage an där Onrou, déi awer am Bausecteur sinn, fir deenen entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn, deen informéiert soll sinn, dass en eng hallef Minutt iwwerzunn huet.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Den Här Hahn huet eng hallef Minutt iwwerzunn, mä duerfir huet en eng ganz Rei Detailer ginn, déi wichteg sinn, fir och kënne konkret op d'Fro ze äntwerten.

Et muss ee festhalen, dass de Problem zréckgeet op e Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 2004, wou et effektiv ëm d'COSen an d'CMUe geet, loosse mer et méi einfach maachen, u sech ëm de Bebauungsgrad, deen op den Terrainen dierft erlaabt sinn.

An der Tëschenzäit ass et esou, dass de Règlement grand-ducal, ëm deen et geet, ofgeschaaft ginn ass. En ass am Joer 2011 ofgeschaaft ginn, mä trotzdeem sinn eng ganz Rei vu Gemenge vun dësem Uerteel betraff: an zwar alleguerten déi Gemengen, déi e PAG vun der Generatioun 2004 hunn a wou net kloer definéiert ass, dass den COS an den CMU als Moyenne unzegesi sinn, an alleguerten déi Gemengen, déi an hi-

rem aktuelle PAG - also och déi, déi e PAG vun der 1937er Generatioun hunn - Zonen ausgewisen hunn an Exekutioun vum Règlement grandducal vun 2004, vun deem ech virdru geschwat hunn, ouni dass dann do och preziséiert gi wär, dass dat muss als Moyenne ugesi ginn.

Fir all déi Zonen hei am Land, vun deenen ech elo geschwat hunn, déi entweder no der 37er Gesetzgebung oder no der 2004er Gesetzgebung ausgewise gi sinn a fir déi net kloer definéiert gouf, dass dee festgeluechten COS an CMU als Moyenne fir de gesamten Terrain vun engem PAP unzegesinn ass, bedeit dat also, dass fir all eenzelnen Terrain dee festgeluechten COS an den CMU musse respektéiert ginn, fir all eenzelne Lot, deen an deem neie PAP festgeluecht ginn ass.

Ech brauch Iech net ze soen, dass dëst sécher net zu enger gudder urbanistescher Planung vun engem PAP bäidréit, fir net ze soen, et mécht se souguer zum Deel onméiglech. Et féiert och dozou, dass eng Rei vu PAPen, an dat ass en Deel vun der Äntwert un den Här Hahn, dass eng Rei vu PAPen, déi elo kuerz virum Ofschloss stoungen, an där virgeluechtener Form net kënnen approuvéiert ginn an och net kënne realiséiert ginn. Dat ass méi wéi bedauerlech, well elo am Joer 2015 eng ganz Rei Leit mussen Nodeeler a Kaf huele fir Feeler, déi 2004 geschitt sinn.

D'Cour huet awer och an hirem Uerteel net nëmmen, wann ech mech däerf esou ausdrécken, Problemer opgeworf oder geschafen, mä si weist, wann och verstoppt, zumindest e Wee an eng deelweis Léisung, andeems se unerkennt, dass fir déi Terrainen, wou am kommunale PAG-Reglement kloergestallt ginn ass, dass d'COSen an d'CMUen als Moyenne mussen ugesi ginn, dat och duergeet, fir et herno kënnen esou ze maachen.

Dat féiert eis also dozou, dass mer am Intérieur elo amgaange sinn, un enger Textpropositioun ze schaffen, déi mer de Gemenge per Circulaire wëllen zoukomme loossen a wou mer de Gemenge soen, si sollen déi esou schnell wéi méiglech an hir Partie écrite vun hirem PAG iwwerhuelen, fir de Problemer an dësem Beräich aus dem Wee ze goen.

Ech fir mäin Deel ka mech dann och just fir den Intérieur engagéieren, dass mir déi Reglementer, déi da geännert gi mat där Textpropositioun, déi mir maachen, esou schnell wéi méiglech wäerten ëmsetzen an och approuvéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Martine Hansen, geet un den Här Landwirtschaftsminister a betrëfft e Réseau vum Päerdsfleeschhandel mat internationale Ramifikatiounen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°106 du 28 avril 2015 de Mme Martine Hansen relative au démantèlement d'un réseau de trafic de viande de cheval, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécurité alimentaire läit eis alleguer um Häerz. Ech mengen, dat kann ech esou behaapten. Gutt zwee Joer nom leschte Päerdsfleeschskandal ass bei europawäite Razzien een neie Skandal opgedeckt ginn. Doduerch, datt Dokumenter gefälscht gi sinn, ass Fleesch, dat net méi fir d'Consommatioun gëeegent war, awer op de Marché bruecht ginn. An och hei zu Lëtzebuerg sollen, laut Presseberichter, Razzien duerchgefouert gi sinn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif Iech bieden, der Madame Hansen nozelauschteren, wann ech gelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci!

Laut Press ass och dovunner auszegoen, datt et sech ëm e grenziwwerschreidend organiséiert Verbriechen handelt.

An elo meng Fro un den Här Minister Etgen: Kënnt Dir bestätegen, datt och zu Lëtzebuerg Razzien duerchgefouert goufen? Wéi wäit ass Lëtzebuerg involvéiert? An der Press stoung „kaum involvéiert". Wat heescht „kaum"?

Ass däers Fleesch och op de Lëtzebuerger Marché komm? Wéi fälschungssécher ass dës Aart vun Dokumenter, sinn dës Identitéitspabeieren? An eng lescht Fro: Wéi ginn hei zu Lëtzebuerg Kontrollen organiséiert, fir esou Skandaler, virun allem beim Import vu Fleesch a Fleeschprodukter, ze verhënneren?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hansen. An d'Wuert huet direkt de Landwirtschaftsminister, den Här Etgen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Merci och der Madame Hansen fir déi Fro do. D'Lëtzebuerger Justiz krut iwwer Eurojust, dat ass déi europäesch Koordinéierungsplaz fir d'Zesummenaarbecht vun den nationale Justizautoritéite bei der Poursuite vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit, eng sougenannten „commission rogatoire" vun de belsche respektiv vun de franséische Justizautoritéiten.

Doropshin hunn hei zu Lëtzebuerg Perquisitioune stattfonnt, wouriwwer d'Justiz awer keng Detailer gëtt, well dës ënnert de Secret de l'instruction falen. Des Weidere waren och d'Police an d'Justizautoritéite vu Frankräich, der Belsch, Däitschland, Irland, Holland an England an deen dote Prozess involvéiert.

D'Informatiounen, déi hei bei deene Perquisitioune fonnt goufen, ginn un déi auslännesch Autoritéite weidergeleet, déi dann och d'Auswäertung vun deene Resultater maachen.

Gewosst ass awer, datt keng Lëtzebuerger Persounen a Betriber viséiert waren, mä datt et ëm eventuell Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg vun engem belschen Händler, deen och säi Sëtz an der Belsch huet, goung.

Laut Informatioune vun Eurojust ass d'Ursaach vun der Aktioun en illegalen Trafic vu Päerdsfleesch, wat net fir d'Chaîne alimentaire geduecht war a wat dann och kloer am Päerdspass als „non admis à la consommation humaine" markéiert muss ginn. Dat kann zum Beispill domadder ze dinn hunn, datt d'Päerd Medikamenter kritt haten, déi net fir de mënschleche Konsum zougelooss sinn.

Duerch d'Fälsche vun den Déierepäss ass dëst Fleesch trotzdeem als „apte à la consommation humaine" deklaréiert ginn, wat e Verstouss géint déi europäesch Legislatioun duerstellt, wou d'Traçabilitéit vun all Zort Fleesch ëmmer garantéiert muss ginn.

D'Enquête war am November 2012 an der Belsch ugelaf, ass duerno 2013 a Frankräich ugelaf, bis datt dunn Enn Abrëll vun dësem Joer et zu dëser gemeinsamer Aktioun koum.

E puer Resultater nach vun dëser internationaler Aktioun: 26 Persoune si verhaft ginn, 37.000 Euro si bor saiséiert ginn. Méi wéi 200 Päerd wäerten nach vun de Veterinären ënnersicht ginn. E puer Dose Perquisitioune goufe bei Entreprisen a bei Privatleit ënnerholl a méi wéi 800 Päerdspäss, Medikamenter, Mikrochips a Computer goufe saiséiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

Mir kommen dann zu der leschter Fro fir haut de Mëtten. Déi kënnt vum Här Henri Kox, riicht sech un d'Ëmweltministesch a betrëfft d'staatlech Bäihëllefe vum engleschen, britesche Stat beim Bau vun enger neier Atomkraaftzentral. Den Här Kox huet d'Wuert.

- Question n°107 du 28 avril 2015 de M. Henri Kox relative au projet de nouvelle centrale nucléaire «Hinkley Point C», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Haut ass am offizielle Journal vun der EU bekannt ginn, dass dat rechtskräfteg ass, wou d'EU-Kommissioun mat enger Décisioun vum 8. Oktober 2014 der englescher Regierung erlaabt, massiv Subventiounen engem Atomkraaftwierk oder besser gesot zwee Atomkraaftwierker ze gewähren. Dat ass d'Diskussioun ëm Hinkley Point C, wou, wéi gesot, op där Plaz weider Atomreaktere kënne gebaut ginn.

Den Hoke bei där Saach ass, dass déi Atomreakteren nëmmen da kënne längerfristeg wirtschaftlech och funktionéieren, wann de Stat massiv investéiert, de Stat am Ganze praktesch 22 Milliarde wëllt an déi Atomreakteren investéieren. Wat nach méi schlëmm ass, dat ass e garantéierten Aspeisungspräis vun 11 Cent pro Kilowattstonn, an dat iwwer 35 Joer!

Et muss een haut soen, dass d'Fotovoltaik an Däitschland bei ganz groussen Anlage schonn op deem Präis ukomm ass. A wann een d'Tendenz kuckt, déi geet ganz kloer no ënnen, soudass souguer hei laut enger rezenter Diskussioun, déi mer an der Sous-commissioun haten, souguer fir Lëtzebuerg bis 2020 e Präis ëm déi Gréisstenuerdnung kann entstoen, soudass d'Fotovoltaik bei Wäitem, ouni Subventiounen, da méi wirtschaftlech ka funktionéiere wéi d'Atomkraaft.

Dofir meng Fro un d'Ëmweltministesch: D'Ëmweltministesch oder d'Regierung huet gesot, si géif sech enger Klo vun der éisträichescher Regierung uschléissen, fir géint déi doten Décisioun unzegoen. Wa jo, wéi geet dat vir sech? An zweetens: Wéi eng Auswierkunge kann dës Politik op déi europäesch Energiepolitik am Allgemengen hunn?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet direkt d'Ëmweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här Kox, villmools Merci fir déi Fro. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi Décisioun vun der EU-Kommissioun ass den 8. Oktober gefall an de 15. schonn hu mir an der Regierung eis ganz kloer prononcéiert an hu beschloss, dass mir eis enger Klo wäerten uschléissen. Enger Klo, déi a sech Éisträich schonn am Virfeld warnend prononcéiert hat a wou mir de 15. als Regierung beschloss hunn, dass mer deen Hinkley-Deal net einfach wëllen onbemierkt duerchgoe loossen an dass mer dergéint wëlle virgoen, an zwar am Sënn vun enger konsequenter Politik géint Atomkraaft, eng Politik, déi Lëtzebuerg zanter Jore verfollegt.

Et ass esou, dass mat der Publikatioun, déi mer haut hunn, mer elo eng Aachtwochefrist hunn, fir déi Klo kënnen anzereechen. Ab haut leeft also d'Frist. A mir wäerten eis dann den Éisträicher, mat deene mer ganz gutt zesummeschaffen an dësem Dossier, uschléissen.

Firwat kloe mer? Dat betrëfft dann déi zweet Fro. Wa mer mat Hinkley Point massiv ëffentlech Gelder an Atomenergie stiechen, an eng Energie, déi a) net sécher ass a b) net rentabel, wéi et och scho gesot gouf, da maache mer eigentlech keng konsequent Politik, mä mir ënnerstëtzen eppes, wat mat laangfristege Subventiounen Auswierkungen op e Maartpräis huet, e Maartpräis, deen duerch dës Subventiounen immens gedréckt gëtt. An dat léisst eis am Beräich vun den erneierbaren Energien eis Ziler, déi ambitiéis sinn, déi mer eis op EU-Niveau gesat hunn, net erreechen. Dat erschwéiert dës Missioun.

A wa mir wëllen als EU an als Lëtzebuerg eng konsequent Energie- a Klimapolitik maachen, wa mer net hei nëmmen dat eent erzielen a soen, mir si géint Atomkraaft, mä eis och zanter Jore géint Cattenom an awer och elo wëllen op europäeschem Plang eis als Regierung kloer géint dës Energieform stellen, déi net sécher ass, da si mer bereet, dee Wee matzegoen an ze kloen. An dofir gi mer mat den Éisträicher zesummen deen heite Wee.

Villmools Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Ëmweltministesch. Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir géifen elo zu der Wahl vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vun engem Conseiller oder enger Conseillère à la Cour des Comptes iwwergoen.

7. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes

Esou wéi d'Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an d'Artikelen 114 bis 126 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mer also haut eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes op.

No den Dispositioune vun den Artikelen 118 an 119 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz den 23. Abrëll eng Kandidatelëscht mat dräi Persounen arrêtéiert, déi un all Deputéierte verdeelt ginn ass.

Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg: d'Madame Marie-Jeanne Conter, Conseiller oder Conseillère de direction adjointe am Finanzministère, den Här Marc Reiter, Secrétaire parlementaire adjoint, an den Här Yves Weber, Affekot.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf een also net par procuration ofstëmmen. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

De Fall, wou déi absolutt Majoritéit net sollt erreecht ginn, erspueren ech Iech elo an engem éischten Tour. Ech géif dorop zréckkommen, wann déi absolutt Majoritéit net erreecht wär.

Ech muss Iech soen, dass hei en elektronesche Vote net geet, well mer a Präsenz si vu méi Kandidaturen a well mer eng Reiefolleg musse maachen. Also musse mer dee klassesche Vote maachen, wou d'Wahlziedele verdeelt ginn, an déi mussen dann ausgezielt ginn.

An dat geschitt dann elo och direkt. Merci villmools.

Vote sur le premier candidat

Also, et ass och esou, dass eng Stëmm ze verginn ass. Wichteg Informatioun! Also net méi wéi eng ofginn, soss ass den Ziedel net gëlteg.

Sou, mir sammelen dann elo d'Wahlziedelen an an ech ruffen d'Nimm vun den Deputéierten eenzel op. Do, wou et méiglech ass, just mat de Familljennimm. Do, wou Verwiesslunge kéinte sinn, huelen ech och deen aneren Numm nach derbäi.

Appel nominal

Voilà, deen éischten Tour hätte mer geschafft. Ech géif da vläicht, fir auszezielen, kuerz d'Sëtzung ënnerbriechen.

(La séance est suspendue à 15.54 heures.)

***

(La séance est reprise à 15.59 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass erëm op.

Mir hu 57 Leit, déi um Vote participéiert hunn. 2 Bulletins blancs, 1 nul, bleiwe 54 gëlteg Stëmmziedelen.

52-mol Conter an zweemol Weber.

Domat wär als éischt Kandidatin d'Madame Conter gewielt.

Vote sur le deuxième candidat

Da géife mer zum zweeten Tour iwwergoen. D'Stëmmziedele wann ech gelift verdeelen!

Si mer prett?

(Assentiment)

Ech mengen, mir si prett, fir d'Wahlziedelen anzesammelen.

Appel nominal

Voilà. Da si mer um Enn vum zweeten Tour an ech géif nach eng Kéier d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance est suspendue à 16.08 heures.)

***

(La séance est reprise à 16.11 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass erëm op.

Mir hunn 58 Deputéierter, déi sech um Vote bedeelegt hunn. 5 Bulletins blancs, domat 53 valabel Bulletinen.

46 Stëmme falen op den Här Reiter a 7 op den Yves Weber.

Domat wär den Här Reiter als zweete Kandidat vun eis bestëmmt a mir géifen da vläicht an enger Minutt...

Vote sur le troisième candidat

(Concertation interne)

Just no enger kuerzer Ofstëmmung hei ënner eis: Vu dass et dräi Kandidaturen nëmme gouf, en Éischten am éischten Tour kloer duerchkomm ass, en Zweeten am zweeten Tour als Nummer zwee designéiert ginn ass, ass eigentlech automatesch deen Drëtten den drëtte Kandidat, wann d'Chamber dat esou wëllt.

An dofir stellen ech Iech d'Fro, ob Dir dat esou wëllt.

(Assentiment)

An dat schéngt de Fall ze sinn. Dann ass et esou décidéiert, dass deen drëtte Kandidat den Här Weber ass.

Villmools Merci.

Da géife mer festhalen, dass den éischte Kandidat den Här Reiter ass.

Plusieurs voix.- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Pardon, d'Madame Conter.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo wollt ech et ze gutt maachen. D'Madame Conter éischt Kandidatin, zweete Kandidat den Här Reiter, an drëtte Kandidat den Här Weber.

Voilà, da géife mer zu der Designatioun vun dräi Kandidate fir de Poste vun engem Conseiller oder enger Conseillère d'État iwwergoen.

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Sou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht op vun dräi Kandidate fir de fräie Posten am Conseil d'État.

No den Dispositioune vun den Artikelen 118 an 119 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 23. Abrëll eng Kandidatelëscht mat néng Kandidaten arrêtéiert.

Et sinn an alphabetescher Reiefolleg: den Här Luc Aniset, Dokter; den Här Maurice Bauer, Secrétaire général vun der Bourse; den Här Jean-Marie Bauler, Affekot; den Här Jean-Marc Cloos, Dokter; den Här Henry De Ron, Affekot; den Här Charles Hurt, Affekot; den Här Jean-Luc Linster, Direkter vu Linster Bureautique; den Här Jeannot Nies, Premier avocat général um Stater Parquet, an den Här Robert Schons, Affekot.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. D'Votten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidaturen, nëmmen d'Votten iwwert déi déposéiert Kandidature si valabel. Erëm eng Kéier ass hei d'absolutt Majoritéit an deene verschiddenen Tier, déi zielt. A jiddwereen däerf nëmmen eng Stëmm ofginn.

Wat passéiert, wann d'absolutt Majoritéit net ginn ass, soen ech Iech herno.

Vote sur le premier candidat

Mir géifen dann direkt zur Ausfëllung vun de Wahlziedelen iwwergoen, déi amgaang sinn, verdeelt ze ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, wéi ugekënnegt verloosse mir dann elo de Sall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech huelen dat zur Kenntnis.

Huet jiddweree säin Ziedel? Nach net just. Dat ass awer elo de Fall. Sidd Der prett?

(Assentiment)

Gutt, da géife mer dat erëm esou maachen, wéi mer dat elo scho gewinnt sinn.

Appel nominal

Voilà. An da géife mer erëm kuerz ënnerbriechen.

(La séance est suspendue à 16.21 heures.)

***

(La séance est reprise à 16.26 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass erëm op.

An hei d'Resultater vum éischten Tour: Mir hate 57 Deputéierter, déi sech um Vote bedeelegt hunn. Dobäi 4 Bulletins blancs, 1 nul, bleiwen 52 valabel Bulletinen.

46 Stëmme falen op den Här Nies, 2 op den Här Bauler, jee 1 op déi Häre Linster, Bauer, Aniset a Schons. Domat wär de Jeannot Nies am éischten Tour als éischte Kandidat designéiert.

Vote sur le deuxième candidat

A mir géifen dann direkt iwwergoen zu dem Vote iwwert den zweete Kandidat.

Wéi wäit si mer? Ech ginn dovun aus, dass mer d'Ziedelen alleguer verdeelt an och ausgefëllt hunn, soudass mer se elo kënnen asammelen. Sidd Der prett? Okay, da fuere mer duer.

Appel nominal

Voilà, mir géifen d'Sëtzung erëm fir e puer Momenter ënnerbriechen.

(La séance est suspendue à 16.31 heures.)

***

(La séance est reprise à 16.36 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass erëm op.

Mir hu 57 Deputéierter, déi sech um Vote bedeelegt hunn. 4 Bulletins blancs, 1 nul, 52 valabeler.

43 Stëmme falen op de Jean-Marie Bauler, 3 op Aniset, 2 op Cloos, 2 op Linster, 1 op Bauer an 1 op Schons.

Domat wär am zweeten Tour den Här Bauler als zweete Kandidat fir e Poste vum Conseiller d'État vun der Chamber designéiert.

Vote sur le troisième candidat

Hei musse mer en drëtten Tour maachen, well mer nach e ganze Koup Kandidaten iwwreg hunn. A mir brauchen nach e puer Momenter, bis dass d'Stëmmziedelen ausgedeelt sinn.

Appel nominal

Voilà! Domat si mer um Enn vum drëtten Tour a mir ënnerbriechen d'Sëtzung nach eng Kéier ganz kuerz.

(La séance est suspendue à 16.42 heures.)

***

(La séance est reprise à 16.49 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eis Sëtzung ass erëm op.

Mir hu 57 Deputéierter, déi sech un der Ofstëmmung vum drëtten Tour bedeelegt hunn. Mir hu 4 Blancen, domat sinn 53 Stëmmziedelen okay.

An als Éischte klasséiert sech den Här Maurice Bauer mat 43 Stëmmen, virum Här Aniset mat 5, dem Här Cloos mat 3 an den Häre Schons a Linster mat jee 1 Stëmm.

Domat wäre mer um Enn vun eisem Wahlgang ukomm an déi dräi Kandidate fir e Posten am Statsrot klasséiere sech der Rei no: éischten den Här Jeannot Nies, virum Jean-Marie Bauler a virum Maurice Bauer. Voilà!

Dann hätte mer fir déi zwee Posten, deen ee vun der Cour des Comptes an den zweete vum Conseil d'État, eis Kandidate bestëmmt a mir géifen dann iwwergoen zu deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour.

Als nächste Punkt hu mer d'Question élargie N°5 vum Här Gérard Anzia iwwert den Office National du Tourisme. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

9. Question élargie n°5 de M. Gérard Anzia relative à l'Office National du Tourisme

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll de Mëtteg dovu profitéieren, fir eng Fro un d'Madame Statssekretärin Francine Closener am Ekonomiesministère betreffend déi nei Organisatioun vun dem ONT an den ORTen ze stellen.

Et war jo ufanks Mäerz, wéi d'Madame Ministesch eng Modifikatioun oder e Moderniséierungsplang vun den touristeschen Infrastrukturen zu Lëtzebuerg virgestallt huet, wou et eben och drëm gaangen ass, de Rôle vum ONT an och vun den ORTen nei ze definéieren a wou och en neien Office Régional du Tourisme ugekënnegt ginn ass.

A wann Der do eng Kéier - ech maachen eng kleng Parenthèse op - Iech d'Landkaart e bësse virun Ae féiert, da gesitt Der, wa mer am Norden en ORT „Ardennen" hunn, a wa mer dann eriwwerginn an de Mëllerdall, deen ofgedeckt ass duerch en ORT, d'Musel iwwer hiren, dann hu mer nach deen am Süden, den „RedRock", da bleift awer op der Landkaart nach e wäisse Fleck. An dee wäisse Fleck betrëfft mäin eegene Kanton, de Kanton Réiden, awer och de Kanton Capellen.

Déi ginn am Moment, wéi eben och den Zentrum, wéi eben och de Kanton Miersch, iwwert den ONT ofgedeckt, wat jo natierlech nëmmen eng Couverture ka sinn, déi a sech der Saach, der Regioun net gerecht gëtt an de Spezifikatioune vun där Regioun net gerecht gëtt.

Dofir hunn ech hei véier Froen, déi ech wéilt un d'Madame Statssekretärin stellen. Déi Éischt wär: Wat ass de Rôle vun deem Office National du Tourisme no senger Reform? Wat fir en Afloss huet dës Reform op de Fonctionnement vun den ORTen, op déi bestehend oder op deen neien, deen da soll do kommen? Wéi gëtt d'Koordinéierung tëschent ONT an den ORTen assuréiert no dëser Reform? A sinn duerch dës Reform vum Office National du Tourisme d'Bäihëllefen un d'Gemengen, déi sech jo regruppéieren an engem Office Régional du Tourisme, sinn déi dovu betraff? A wann dat esou ass, a wat fir enger Form an a wat fir engem Ausmooss?

Dat wäre meng Froen, an ech sinn da ganz gespaant op d'Äntwerten. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet direkt d'Statssekretärin fir Tourismus an nach vill aner Saachen, d'Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, ech wëll dem honorabelen Deputéierten Anzia Merci soe fir déi pertinent Froen. Wat ass dem ONT seng Roll no der Reform? Fir dat ze beäntweren, erlaabt mer vläicht fir d'Éischt e puer Wuert, fir ze erklären, firwat déi Reform eigentlech néideg ass am Sënn vun enger Moderniséierung vum ONT.

Esou wéi de Regierungsprogramm et virgesäit, si mer jo am Wirtschaftsministère amgaang, un enger nationaler Strategie fir dee ganzen Tourismus ze schaffen. Déi Strategie huet eng ganz Partie Voleten an d'Promotioun ass natierlech ee vun deene wichtegste Pilieren. An datt déi Promotioun nach bei Wäitem net gutt genuch ass, dat weisen Enquêten, déi mer d'lescht Joer maache gelooss hunn am August. Deemno ass Lëtzebuerg trotz allen Efforten, déi mer gemaach hunn déi lescht Joren an der Promotioun, als Vakanzendestinatioun am Ausland oder bei den Touristen nach wäitgehend onbekannt.

Zoustänneg fir déi national Promotioun an och fir déi national Koordinatioun ass den ONT, eng Struktur, an do sinn ech ganz sécher, datt Der dat och esou gesitt, déi an der aktueller Form net méi zäitgeméiss ass. Den ONT gëtt et elo zanter 84 Joer, e fonctionnéiert als Asbl. Dat ass e Statut, dee schonn 2008 vun der Cour des Comptes a Fro gestallt gouf. Dat ass och e Statut, dee keng kommerziell Aktivitéit erlaabt.

Firwat ass dat net gutt? Ma zum Beispill, well den ONT dowéinst op sengem Internetsite iwwerhaapt guer keng Séjoure vu Lëtzebuerger Hotelle verkafe kann. Wann en Tourist esou ee Séjour awer op engem auslännesche Booking-Site keeft, da muss den Hotel hei zu Lëtzebuerg eng ganz zolidd Kommissioun un deen Internetsite bezuelen, an zwar bis zu 28% vum Präis vum Hotelszëmmer!

Ech mengen, dat ass net sënnvoll. Mir wëllen dat änneren. A wann dann an Zukunft esou Séjouren iwwert den ONT-Site verkaaft ginn, da kritt den ONT dofir eng Kommissioun, déi éischtens vill méi niddreg ass wéi déi 28%, an zweetens fléissen déi Suen dann erëm integral zréck an d'Promotioun. Dat ass also e Reinvestissement an déi eege Saach.

Et gëtt awer och nach eng ganz Rei aner Defiziter bei der Asbl ONT: a puncto Gouvernance, a puncto Representativitéit an och wat de Finanzement ugeet, wou den ONT den Uspréch vum 21. Jorhonnert ganz einfach net méi gerecht gëtt.

Stéchwuert Gouvernance: De Wirtschaftsministère subventionéiert den ONT zu 80%. Dat si ronn 3,5 Milliounen Euro d'Joer. Am Verwaltungsrot vum ONT, wou 28 Membere sëtzen, huet de Ministère awer just eng Stëmm, also genausou vill wéi ee Syndicat, dee 500 Euro d'Joer an den ONT bezilt.

Dann d'Representativitéit: D'ORTen, also déi professionell Akteuren an de Regiounen, déi si guer net am ONT vertrueden. Dovunner ofgesinn ass vum Süde keen eenzege Vertrieder an iergendengem Décisiounsgremium. D'Musel ass staark ënnervertrueden. An an engem Gremium, dem Conseil de gérance, gëtt et eng ganz Regioun, de Mëllerdall, déi just duerch de Buergermeeschter vun enger Gemeng vertrueden ass.

De Privatsecteur sengersäits, dee spillt kaum eng Roll, eng minimal Roll am ONT, en ass kaum vertrueden. D'Horesca ass zum Beispill just am Conseil d'administration, well se kooptéiert gouf. Och dat kann eigentlech net sinn.

An da gëtt et dee wäisse Fleck an der touristescher Landschaft, vun deem den Deputéierte scho geschwat huet, de Westen an den Zentrum, ofgesi vun der Haaptstad natierlech. Westen an Zentrum spille bei der Vermaartung absolutt guer keng Roll. Do gëtt et jo guer keen ORT. An all déi Attraktiounen, déi et am Westen an am Zentrum ganz sécher gëtt, déi ginn eigentlech absolutt an der Vermaartung total negligéiert.

Wat da finalement nach de Finanzement ugeet, ass et esou, datt de Ministère, wéi gesot, den ONT jo zu 80% subventionéiert, parallell awer och Suen un d'ORTe gëtt. An engems bezuelen awer och d'Gemengen an d'Syndicaten an d'ORTen a parallell och nach eng Kéier an den ONT. Dat ass alles komplizéiert. Et suergt fir vill Duerjerneen an och Onverständnis. Dat ass de Status quo.

Wat wëlle mer elo maachen? Wat wëlle mer mat der Reform erreechen? Abee, mir wëllen e GIE grënnen, e Groupement d'intérêt économique. Déi Struktur huet sech bewährt. Déi gëtt et zum Beispill och fir Luxinnovation, fir „Luxembourg for Business", „Luxembourg for Finance". Déi Struktur eegent sech och exzellent fir d'Missioune vum ONT.

Wie gëtt Member? Natierlech, nieft dem Ministère, wieren dat dann déi véier ORTen: Ardennen, Mëllerdall, Musel, Süden. An dann eben och deen neien ORT Zentrum/Westen, dee mer an deenen nächste Méint wëlle grënnen.

Awer och aner Partner kréien do hir Plaz, aner institutionell Partner. Ech denken do eben un d'Haaptstad, un den LCTO. An ech géif et och ganz gutt fannen, wann den LCTO méi eng grouss Roll géif spillen an deem neie GIE, wéinst der Erfahrung an der Kompetenz, déi et beim LCTO gëtt. Stad a Land hunn hei jo an engem ganz grousse Mooss déiselwecht Intérêten.

Fir de Privatsecteur huet d'Chambre de Commerce scho laang Intérêt ugemellt, fir derbäi ze sinn. Si si jo ganz interesséiert un der Promotioun vum Land. Et muss ee jo och bedenken, datt direkt an indirekt ëm déi 20.000 Aarbechtsplaze vum Tourismussecteur ofhänken.

An da kënnen och Privatentreprisë vun nationaler Envergure Member ginn am GIE. Ech denken do zum Beispill un eng Luxair oder och eventuell un eng CFL.

Mat där Struktur gëtt dann awer och d'Representativitéit besser. D'ORTe ginn de Relais tëscht dem ONT engersäits an de Gemengen a Syndicaten anerersäits. Mir hunn eng professionell Vertriedung vun de Regiounen an d'Regioune kréien endlech méi Poids an der nationaler Struktur. Mir schafen e besseren Équiliber tëscht dem Secteur public an dem Secteur privé.

Dann a puncto Finanzement hu mer et mat enger Simplification administrative ze dinn, well d'Gemenge mussen an Zukunft just nach op eng eenzeg Plaz bezuelen, an zwar an hiren ORT.

Dohinner fléisst awer dann och d'Cotisatioun, déi se bis elo an den ONT bezuelt hunn, well, léif Députés-maires: Dës Reform ass absolutt keng Spuermoossnam! De Stat schrauft seng Subventioun ganz sécher net zréck mat dëser Reform, ganz am Géigendeel. An et ass eben och keng Spuermoossnam fir d'Gemengen, well den ONT-Montant vu bis elo eben an Zukunft dem jeeweilegen ORT zeguttkënnt aus der Regioun. An engems ass et jo dann och fir de Buergermeeschter oder eng Buergermeeschtesch méi einfach ze erklären an nozevollzéien, wat mat de Cotisatioune geschitt.

Op alle Fall brauche mer op d'mannst déiselwecht Moyenen, finanziell Mëttele fir d'Promotioun, respektiv ginn ech dervun aus, datt mer herno nach méi Mëttelen hu wéi elo, well jo och de Privatsecteur, wann e wëllt Member ginn, e finanzielle Bäitrag muss leeschten, souzesoen en Entréesticket bezilt, fir kënne Member ze ginn, fir kënne matzeschaffen an och matzeschwätzen.

Den ONT kann deen Ament sengem Rôle als nationale Coordinateur nees méi gerecht ginn a sech dann och komplett op seng eigentlech Missioun konzentréieren, nämlech op d'Promotioun vu Lëtzebuerg mat all senge regionalen Attraktiounen. An e kann, wéi gesot, dann och kommerziell Produkter ubidden, wat der ganzer Branche zeguttkënnt.

Wann alles leeft wéi geplangt, an et gesäit ganz gutt aus, dann ass de GIE ONT den 1. Januar d'nächst Joer operationell.

Dann d'Fro: Huet d'Moderniséierung vum ONT en Impakt op de Fonctionnement vun den ORTen? Jo, sécher, kann ech do just soen! Sécher huet dat en Impakt. An Zukunft si jo, wéi gesot, dann net méi d'Gemengen an d'Syndikater direkt Member am ONT, mä et sinn d'ORTen. Domadder kréie si méi Responsabilitéit, d'Responsabilitéit, fir hir jeeweileg Regioun an der nationaler Promotiounsinstanz ze vertrieden. Do, wou se och ganz kloer higehéieren, well se jo haut schonn déi touristesch Produkter entwéckelen, definéieren. Si iwwerhuelen also ee fir alle Mol de Rôle vum touristesche Coordinateur an der jeeweileger Regioun.

Et gëtt also e positiven Impakt fir d'ORTen. Hir Missioune bleiwen awer natierlech déiselwecht. Dat heescht also: mat den Instanzen, mat den Akteuren zesummeschaffen, fir gemeinsam Produkter ze entwéckelen an déi touristesch Offer méi visibel ze maachen.

D'Koordinatioun tëschent ONT an ORTen: Alle béid sinn et jo bis elo Asblen, déi mam Wirtschaftsministère konventionéiert sinn. An der jeeweileger Konventioun ass da festgehalen, wéi den ONT an déi ORTen zesummeschaffen. Dat gëtt och esou bäibehalen. Dat gëtt och am GIE verankert, fir eben d'Zesummenaarbecht tëscht den Haaptakteure weiderhin ze garantéieren. A si gi jo dann, wéi gesot, och Member vum ONT, bedeelege sech finanziell, kënnen da matschwätzen, wann et ëm d'Tourismuspromotioun am Ausland geet.

Nach eng Kéier: D'Regioune kréie méi Poids. Ech fannen dat ganz gutt a richteg. D'ORTe sinn ëmgedréit natierlech och responsabel, fir déi national Strategie dann awer och an hirer Regioun ëmzesetzen.

Dann zur Fro, ob déi finanziell Hëllefe fir d'Gemengen, déi sech an den ORTe regruppéiert hunn, betraff sinn. Also, de Ministère huet absolutt net wëlles, déi Hëllefe fir d'ORTen zréckzeschrauwen. Ganz am Géigendeel. Ech mengen, datt mer eben och, well mer en neien ORT Westen/Zentrum schafen, nach eng Kéier eng gutt Schëpp dropleeën. Hei musse mer kucken, wéi dee Finanzement herno sech op déi verschidde Regioune wäert verdeelen. Do si mer amgaangen ze kucken. Mir hu muer nach eng Réunioun, fir ebe genau iwwert dat doten ze schwätzen, mat deene véier ORTen, awer och mat deene Responsabele vu LEADER West, well et jo elo do nach keen ORT gëtt.

A wat déi finanziell Hëllefen ugeet fir d'Gemengen, déi an den Tourismus investéieren, déi

ginn natierlech och weiderhi vum Wirtschaftsministère accordéiert. Dorunner ännert sech näischt. Et sinn net d'ORTen, déi zoustänneg sinn, fir de Gemenge bei den Investissementsprojeten ze hëllefen, dat leeft nach ëmmer weiderhin iwwert de Ministère.

Nach vläicht just ee Wuert zum ORT Westen/Zentrum: Mir wëlle just een ORT grënnen, well et awer fir déi zwou Regiounen net déi néideg Masse critique gëtt um touristesche Plang, déi een ORT pro Regioun géif erfuerderen oder och justifiéieren. Wéi gesot, et geet hei net ëm d'Haaptstad. Déi huet jo hir eegen Organisatioun. An déi Haaptstad spillt am neie GIE eng besonnesch Roll.

Deen neien ORT soll also de Westen ofdecken an alles, wat am Zentrum net Haaptstad ass. Mir baséieren eis do ganz einfach op de Modell, no deem och schonn déi aner ORTe gegrënnt goufen. Deen huet sech bewährt. Fir unzefänke maache mer eng Analys vun de Schwächten a Stäerkten an da maache mer Workshope mat deene verschiddenen Akteuren, dann e Masterplang. Do komme mer nach op déi verschidden Akteuren zou, fir dat elo esou séier wéi méiglech hinzekréien. Mir hätten dat nämlech gären och operationell fir den 1. Januar, fir datt mer dann do alles aus engem Goss kënne maachen.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Reform vum ONT ass iwwerfälleg. Mir mussen déi Strukturen adaptéieren, fir datt se méi effikass fonctionnéieren, fir datt d'Regiounen an der Vermaartung an Zukunft besser vertruede sinn, fir datt de Privatsecteur awer och méi ass wéi just eng Zort „Zaungast", wann et ëm déi touristesch Promotioun geet.

Den Tourismus ass e ganz wichtegen ekonomesche Secteur. A mat der Reform vum ONT maache mer en décisive Schratt, fir d'Potenzial, wat an deem Secteur nach näipt, nach richteg ze notzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Statssekretärin. Wann den Här Anzia nach eng Kéier wëllt nohaken, kann en dat.

(Négation)

Wann en awer eng ganz zefriddestellend Äntwert kritt huet vun der Madame Statssekretärin, dann ass domat déi Question élargie evakuéiert.

A mer géifen zu eisem nächste Punkt kommen, dem Projet de loi 6796, engem klengen Nobrenner zum Statsbudget. An d'Wuert huet direkt - den „Budgetsberichterstatter", wollt ech soen, respektiv - de Rapporteur vum Projet de loi 6796.

Dir musst zouginn, Här Fayot, ech hunn dat gutt ausgedréckt mam „Nobrenner".

(Hilarité)

10. 6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Jo, jo! Merci, Här President. De Projet de loi, mat deem mer eis elo befaassen, ass, wéi de President et sot, eng Korrektioun vun engem Oubli am Budgetsgesetz, dat mer am Dezember gestëmmt hunn. Den Artikel 42 aus dem Budgetsgesetz ass iergendwann an de leschte Streech vun der Budgetsprozedur aus dem Text erausgefall, soudatt dat gestëmmt a publizéiert Gesetz direkt vum Artikel 41 op den Artikel 43 sprëngt.

Bon, dat ass bedauerlech. De Rapporteur hätt dat, mengen ech, och misse gesinn. An dofir géif ech mech och gäre bei der Chamber entschëllegen.

Et ass awer dofir néideg, fir dësen Artikel 42 ouni juristesch Onsécherheet an am Respekt vun eiser legislativer Prozedur uwendbar ze maachen, fir eng nei Loi modificative ze stëmmen.

Bon, et handelt sech bei dësem Artikel 42 ëm eng Dispositioun am Beräich vun der Krankeversécherung, déi verschidde konventionell Tariffer um Niveau zum 31. Dezember 2014 fir 2015 afréiert, fir se dann op e Pied d'égalité ze setze mat den Tariffer vun de Prestatairen, déi par lettre-clé festgesat ginn.

Um Prinzip gëtt et bei dësem Gesetz keng Diskussioun. An de Statsrot hat och kee Commentaire zu dëser Dispositioun, weder am Kader vum Budgetsgesetz nach am Kader vun dëser Loi modificative. Hien opposéiert sech och net der retroaktiver Wierkung vun dësem Gesetz, fir dass déi Dispositioun zesumme mam Budgetsgesetz kann a Kraaft trieden.

Ech ginn och heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. Wuertmeldungen dozou? Ech hat hei stoen: den Här Wiseler pour accord. Da géif ech emol unhuelen, dass deen Accord do ass. Ech hunn d'Madame Elvinger hei stoe pour accord.

Discussion générale

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif dem Här Fayot Merci soe fir dee kuerzen a gudde Rapport. An ech ginn domat den Accord och vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Madame Elvinger. D'Madame Loschetter, och fir...?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau datselwecht. Här President, mir soen dem Här Fayot Merci. Eng Kéier e mënschleche Feeler, dat gëtt et. Dofir ass keng Excuse noutwendeg. A mir ginn den Accord vun der gréng-er Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Vu dass et méi oder manner e kollektive Feeler war,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Eben.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …ass dat net weider verwonnerlech. Weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géif ech dem Finanzminister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass eis alleguerten hei e Feeler ënnerlaf. A mir sinn all räsonabel a mir verbesseren dat. A mir ginn eis domat d'Sécurité juridique, déi mer onbedéngt brauchen. A mir sinn och pragmatesch, andeem mer déi Dispositioun vum 1. Januar u lafe loossen. Domat hu mer elo Clartéit. An et ass dat, wat mer hei brauchen. An ech soen alleguerten de Participantë Merci fir hiert Verständnis.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6796 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6796

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

Mir hu 60 Deputéierter, déi direkt oder indirekt um Vote deelgeholl hunn: 57-mol Jo an 3-mol Neen. Dat hei ass selten, dass et esou séier geet. Merci villmools!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da géife mer zu dem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et ass eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut an et handelt sech ëm d'Interpellatioun vum Här Justin Turpel iwwer LuxLeaks. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Dir kennt d'Riedezäiten, ech brauch lech se net nach eng Kéier ze soen. An et ass nach Zäit, fir sech anzeschreiwen.

An elo huet direkt den Här Turpel d'Wuert, wuel fir d'virlescht Kéier an dësem Parlament, vläicht och net.

Dir hutt d'Wuert.

11. Interpellation de M. Justin Turpel sur «LuxLeaks»

Exposé

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech wëll an néng Punkten duerleeën, wourëms et eis bei där Diskussioun do geet.

Éischte Punkt ass d'Envergure vu LuxLeaks. 25 Joer nodeem domat ugefaange gouf, gëtt elo zu Lëtzebuerg an der Chamber fir d'Éischt iwwer ATAen, „advance tax agreements", oder Tax Rulings oder Décisions anticipées, Rescrits fiscaux, egal wéi mer se wëllen nennen, diskutéiert.

Et ass awer net déi éischte Kéier, datt an der Politik doriwwer diskutéiert, sech domadder befaasst gëtt. Dat war erwisenermoosse schonn 1997 de Fall, wéi de Jeannot Krecké ee Rapport gemaach huet iwwer Steierhannerzéiung a wéi e sech och mat der Problematik befaasst huet, soit datt, wéi säi Rapport bis definitiv war, déi Säiten draus verschwonne waren.

Och 2012 huet d'Regierung deklaréiert, de Minister um Fernseh, si géifen en Aarbechtsgrupp asetzen, fir iwwert d'Rulingen ze schwätzen; mä och vun deem Aarbechtsgrupp ass haut keng Spur méi ze fannen.

Et huet missen zu engem gréissere Leak, genannt LuxLeaks, kommen, fir datt d'Effentlechkeet gewuer gëtt, wat do leeft. An dat, wat do an deem Beräich leeft, ass net vu schlechten Elteren!

Ech wëll just dräi Beispiller ginn, aus 343 Betriber, mat 840 Rulingen, esou wéi se am LuxLeak-1-Skandal bekannt gi sinn.

Éischt Beispill: Op de Benefisser, déi den US-amerikanesche Kuréierdéngscht FedEx no Lëtzebuerg bréngt, gëtt net emol 0,1% Steiere bezuelt. Zweet Beispill: E.ON, ee grousse Multi, dee mer all kennen, bezilt op 130 Milliounen Benefisser 1.600 Euro Steieren. Amazon, fir dann emol ee Betrib ze huelen, deen och zu Lëtzebuerg eng minimal Aktivitéit huet, léisst Benefisser vu 519 Milliounen op Lëtzebuerg komme fir Lizenzgebühren a bezilt domadder iwwerhaapt keng Steieren. Aner Beispiller sinn Apple, Heinz, Pepsi-Cola an esou weider an esou fort.

Och beim LuxLeaks 2 den 9. Dezember sinn aner Firmaen, wéi Disney, Koch, Skype an d'Diskussioun komm, esou wéi déi europäesch an amerikanesch Gewerkschafte vum éffentlechen Déngscht och ee groussen Dossier gemaach hunn iwwert d'Steieroptimiséierung, -hannerzéiung vu McDonald's oder McDo.

Wann een dat gesäit, da versteet een, firwat datt 170 vu 500 där weltgréissten Entreprisen eng Succursale zu Lëtzebuerg hunn a firwat datt d'OECD vun aggressiver Steierplanung a vu Radikaliséierung an der Steiervermeidung schwätzt. No Zuele vun der amerikanescher Regierung si vu 95 Milliarden Dollar, déi 2012 duerch Lëtzebuerg geschleist si ginn, just 1,04 Milliarde Steiere bezuelt ginn. Dat heescht, 1,1% Steiere fir déi Betriber, déi iwwer Lëtzebuerg 95 Milliarden Dollar duerchgeschleist hunn.

Wa Konzerner manner Steiere bezuele wéi een Duerchschnëttsaarbechter, dann ass eppes faul am Stat. Wann de Bäcker an en Elektrikerbetrib 28% Steiere bezuelen, während ee Multi just brauch 1% oder manner ze bezuelen, da si mer an enger gewalteger Schiflag. A mir hu missen op d'Revelatioune vu LuxLeaks de 5. November 2014 waarden, fir dat gewuer ze ginn!

Vill Leit, och an dëser Enceinte, waren iwwerrascht iwwert d'Ausmooss, dat am Fong geholl de LuxLeaks an d'Rulingen zu Lëtzebuerg haten, an zwar dat mindestens an dräifacher Hisiicht: éischtens, wat d'Unzuel vun de Firmaen ugeet, zweetens doriwwer, ëm wéi eng Firmaen et sech handelt, an drëttens, wat d'Ausmooss vun der Steieroptimiséierung/-vermeidung ugeet, dat sech do hannendru verstoppt.

Während aacht Méint, vum Abrëll bis November 2014, hunn 80 Journalisten aus 26 Länner eng ganz seriö a wichteg Aarbecht gemaach. Zur Verfügung hate si soss näischt, wéi déi Rulinge vu PwC vun 2002 bis 2010, déi si iwwer verschidde Weeër kritt haten.

Bedenkt een, datt dat just eng Period ass vun aacht Joer, datt d'Rulingen awer vun 1990 un, dat heescht zënter 22 Joer lafen, weess een, datt déi Rulingen nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg sinn an et kann ee sech d'Ausmooss vun de Rulingen zu Lëtzebuerg, dat bei sécherlech iwwer 10.000, wann net iwwer 20.000 Rulinge läit, ausmolen.

Loosse mer et och kloer soen: D'Ursaach vun de Revelatioune vum Konsortium ass net d'Kandidatur vum Jean-Claude Juncker fir d'Présidence vun der EU, mä eng Praxis, déi skandaléis ass! An dat, wat de Jean Asselborn als „Steiertrickserei-en, déi net méi zougelooss solle ginn" bezeechent huet, huet eng Kéier missen opfléien. Tatsächlech huet Lëtzebuerg, wéi de Finanzminister eng Kéier gesot huet, „vill ze laang vill ze vill iwwerdriwwen". Dat ass d'Ursaach vu LuxLeaks, an net ee Komplott aus dem Ausland!

Zweete Punkt, eng Stellungnahm vun der Unioun vun de Fiskalbeamten an Europa. An engem Communiqué vum 2. Dezember erkläert d'UFE, d'Unioun vum Finanzpersonal a ganz Europa - dat ass d'Personal, wat an den EU-State mat dem Akasséieren a Kontrolléiere vun de Steiere beoptragt ass -, wat si vun där Praxis vu Rulingen halen.

Si schreiwen: «Si les informations des médias sont exactes, 22 des 28 États membres de l'Union européenne accordent des „rulings" à des entreprises installées effectivement ou fictivement sur leur territoire.» A si schwätzen net nëmme vu Lëtzebuerg! «L'UFE se demande si les propos des autorités fiscales des pays concernés sur la légalité des „rulings" sont crédibles. Elle estime qu'ils ne sont rien d'autre que des instruments de fraude, voire même d'escroquerie fiscale, organisée à grande échelle et de manière sophistiquée par les „Big Four" et les études d'avocats d'affaires, pour ensuite être approuvée par les administrations fiscales des États membres.

L'UFE se doit de rappeler que chaque „ruling" accordé dans un pays provoque un manque à gagner d'impôts dans un autre pays. Le vrai problème est le fait qu'il ne s'agit pas de millions, mais de milliards d'impôt manquant dans les budgets des États concernés. La conséquence en est qu'en fin de compte tous les États sont obligés de mener une politique d'austérité avec toutes les conséquences sur la croissance, le chômage et les budgets sociaux. Pour ces raisons, l'UFE exhorte les gouvernements européens d'interdire la pratique des „rulings" dans les pays européens, de conclure des contrats interdisant la pratique des „rulings" dans tous les pays de l'OCDE (à l'image des accords FATCA).» Enn vum Zitat.

Net, datt Der mengt, d'Unioun vum Finanzpersonal hätt eppes géint d'Finanzinstituter oder multinational Gesellschaften, wa se dat schreiwen. Bien au contraire! Si sinn an alle State beoptragt, derfir ze suergen, datt de Stat genuch Akommes huet fir Infrastrukturen an éffentlech Déngschtleeschtungen. Och de Syndicat unifié des impôts directs vu Lëtzebuerg ass aktiven Deel vun der UFE. An d'UFE liwwert och direkt Propositioune mat, wat ee kuerzfristeg ännere misst. Ech kommen dorobber zréck.

Drëtte Punkt, organiséierten Déifstal. Den europäesche State ginn op déi Aart a Weis all Joers 1.000 Milliarde Steierakommes verluer. Dat ass den Equivalent vum europäesche Budget. Dat si Gelder, déi gebraucht gi fir Stroossen, Schoulen, Crèchen, Transport an e ganze Koup Déngschtleeschtungen, op déi souguer déi mussen zréckgräifen, wéi Amazon, Google an esou weider, déi eben näischt zu hirer Finanzéierung bäidroen.

D'Konsequenz dovunner si Spuerprogrammer, Austeritéit, ëmmer manner Steiere fir d'Betriber, ëmmer méi Steiere fir d'Bierger an d'Stéit. Och zu Lëtzebuerg, wou d'Verhältnis vun de Steieren um Kapital zu de Steieren op der Aarbecht sech vu 50 zu 50 iwwer 1:3 elo op 1:4 verlagert huet, natierlech zuongonschte vun de Stéit a vun de Bierger. Souguer déi sougenannten Drëttweltlänner verléieren all Joers immens Zommen, déi si bräichten, fir sech weiderzëentwéckelen. Och do geet et ëm Honnerte vu Milliarden Euro.

Wéi sot de Bertolt Brecht an enger ähnlecher Situatioun 1928 an der „Dreigroschenoper": „Der Bankraub ist eine Initiative von Dilettanten. Wahre Profis gründen eine Bank."

Haut géif dat richtegerweis heeschen: „Richteg Profie bezuele Beroder, déi hinnen d'Bezuele vu Steieren erspueren." A vergiesse mer net, dee gréissten Deel oder e groussen Deel vun deene gespuerte Gelder fléisst a Spekulationsblosen, mat deenen déi nächst Kris virbereet gëtt, fir déi d'Bierger dann erëm berappe mussen.

Véierte Punkt: Wéi fonctionnéieren déi Rulingen? Zweck vun engem Ruling ass et, fir eng Décisioun ze kréie vun der Steierverwaltung, déi juristesch Sécherheet schaaft an déi et de Betriber erlaabt, fir ze vergläichen, wou se am mannste Steiere bezuelen. De Problem ass an där Hisiicht net eleng de Ruling, mä d'Mechanismen, déi sech hannendru verstoppen, d'Mechanisme vu Steieroptimiséierung, déi do hannendru sech verstoppen.

An an dëse Fäll, déi elo opgedeckt gi sinn, waren dat der haaptsächlech véier: éischtens, déi berühmt Patentboxen, dat heescht IP-Boxen,

wou een op engem Benefiss, dee mat enger Lizenz, mat engem Brevet gemaach gëtt, direkt 80% vum Benefiss ofschreiwe kann. An op deenen 80% ginn emol direkt keng Steiere bezuelt. D'Steiere ginn op dem Rescht - 20% - bezuelt, wat natierlech direkt eng enorm Konsequenz huet. D'Patentbox ass eppes, wat net nëmme Lëtzebuerg huet; och Holland huet Patentboxen an och aner Länner, och wann dat ënnerschiddlech Formulle sinn. Et ass eng vun deene Saachen, wou de Moment d'Europäesch Unioun an d'OECD amgaange sinn, dorop ze schaffen a sech dergéint ze wieren.

Zweete Mechanismus: d'Transfertpräisser, d'Prix de transfert. Déngschtleeschtungen, déi e Konzern, eng Duechtergesellschaft oder eng Mammegesellschaft zu Lëtzebuerg mécht fir eng Gesellschaft am Ausland, gi fakturéiert zu engem Präis, wat eigentlech de Maartpräis muss sinn, mä wat net kontrolléierbar ass. An och esou gi grouss Deeler vu Benefisser vun engem Land, wou héich Steiere geschëllt sinn, a Länner transferéiert, wou manner Steiere geschëllt sinn.

Drëtte Mechanismus, deen ëmmer erëm erëmkënnt, dee vu Prêts internes, intern uleiend Prêten, wou d'Gesellschaften, d'Multinationalle selwer eng Bank grënnen, eng intern Bank grënnen, wou se souguer capabel sinn, fir an engem Dag Milliounen ze léinen, zu engem bëllegen Tarif, an deen Dag drop se mat engem héije Prozentsaz erëmzekréien, wat jo weist, datt de Prêt u sech net gebraucht ginn ass, mä datt e just do war, fir - wéi de Jean Asselborn seet - „Steiertricksereien" ze maachen.

An dee leschte Punkt, op deen ech kuerz aginn, dat ass dee vun deene sëllechen (Net)duebelbesteierungsofkommessen, wat eigentlech Duebelnetbesteierungsofkommesse sinn. Dat heescht, Lëtzebuerg, souwäit wéi ech weess, mä de Minister wäert mech do rektifizéieren, huet 74 esou Duebelbesteierungsofkommen oder Duebelnetbesteierungsofkommesse mat anere Länner, déi alleguerte bilateral sinn an déi drop erauslafen, datt ee Benefiss oder e Revenu, deen an engem Land besteiert ginn ass, esou minime wéi et och ass, an deem anere Land iwwerhaapt net méi besteiert gëtt.

An d'Kombinatioun vun deene Facteuren do, zesumme mat Gesellschaftsgrënnungen à tort et à travers - ech huelen un, datt Der Iech dat ugekuckt hutt -, féiert zu deem Resultat, wat mer hei gesinn, nämlech datt do Multinationalle sech esou berode loossen an esou uleeën, datt se bal keng oder just nach ganz wéineg Steiere bezuelen.

Tatsaach ass och, dat muss ee wëssen, datt net nëmmen déi „Big Four" elo Steierberodung maachen, mä och aner Beroder a Geschäftsaffekote mat um Wierk sinn.

Eng weider Tatsaach ass et, datt et déi Praxis, ech hunn et scho gesot, net nëmmen zu Lëtzebuerg gëtt, mä an 22 oder 26 vun 28 EU-Staten. D'Regierung seet ëmmer 26, ausser Griichenland a Bulgarien. D'EU-Kommissioun seet ëmmer 22. Ech weess net, wou déi Divergenz do hierkënnt, mä dat mécht der Kaz eigentlech och kee Bockel.

Also eng Praxis, déi et a méi Länner, praktesch an allen europäesche Länner gëtt, och wa se zu Lëtzebuerg méi visibel ass. Och Irland, Holland, d'Belsch, Frankräich... Eleng Frankräich huet 333 Nische vu Steierreduktiounsmechanismen, déi och Frankräich all Joers 30 Milliarde kaschten. An et ass ze hoffen, datt d'Spezialkommissioun vum Europaparlament, d'TAXE, datt déi deene Saachen do op d'Spur ginn.

Fënnefte Punkt: d'Legalitéit. Eenzeg explizit Base légale, déi mer hunn, ass eng Circulaire vun 1989, méi net, wou drasteet, ënner anerem: Ee Ruling, eng Décision anticipée dierf nëmme gemaach ginn..., «ne sont pas fournis» - dierf net gemaach ginn - «ne sont pas fournis dans le cas où la préoccupation d'obtenir un avantage fiscal est le souci primordial». An als Beispill gëtt gesot: «schémas aux fins d'épargner des impôts dits „Steuersparmodelle"». A bis elo huet nach kee mir kënne kloermaachen, firwat datt dat, wat mer do gesinn hunn an deene Rulingen, net Steuersparmodelle sinn. Also hätte se net däerfe gemaach ginn. Wat ass do geschitt? Mindestens ass do eppes aus dem Rudder gelaf.

Aner Base-légallen, déi sinn net explizit, héchstens implizit, „Treu und Glauben", wéi mer gesot kritt hunn. An ech mengen, et ass jo och dowéinst, datt elo eng Legislatioun gemaach ginn ass, déi deem Ganzen emol soll eng Base légale ginn, fir datt d'Feele vun der Base légale, esou wéi et bis elo war, datt net méi brauch doriwwer geschwat ze ginn.

Och wann elo gefaart gëtt, Lëtzebuerg kéint vun der EU-Kommissioun wéinst Aides de l'État, onlegitim Aides de l'État - ech mengen, et ass den Artikel 104 -, belaangt ginn, dann ass dat reell, mä gläichzäiteg ass et awer och eng witzeg Geschicht. Déi eenzeg Handhab, déi mer elo sollen hunn, fir déi onheemlech Schiflag do a Fro ze stellen tëschent Multien, déi bal keng Steiere bezuelen, a Stéit a Bierger, déi normal Steiere bezuelen, soll sinn, datt d'Multien net gläich géife behandelt ginn. Also, et ass schonn e bësse witzeg, wat do alles elo vun Argumenter mat erakënnt.

Mä onofhängeg dovunner, ob d'Rulingen zu Lëtzebuerg, esou wéi se gemaach ginn, an net nëmmen zu Lëtzebuerg, eng Base légale, op enger fester Base légale stinn, déi Steiertricksereien, déi Ongläichheete sinn amoralesch a kengesweegs legitim a missten ënnerbonne ginn.

Sechste Punkt: d'Roll an d'Situatioun vun de Whistleblower oder Donneurs d'alerte. Den Antoine Deltour hat eng Kopie gemaach, wéi e fortgaangen ass aus sengem Betrib, ouni direkt Zil, ouni Eegennotz, a se weiderginn, mat Oplagen, datt d'Firma net géif bekannt ginn, datt d'Clienten net géife bekannt ginn. Déi Oplage sinn net respektéiert ginn. Et koum elo zu zwou Inculpatioune vun zwee Mataarbechter vu PricewaterhouseCoopers. De Parquet huet den 23.4. e Communiqué erausginn, eng drëtt Inculpatioun, déi vum Edouard Perrin, dem Journalist vun „Cash Investigation", dee schonn 2012 de Rapport gemaach huet.

An deem Kader muss een eppes soen: Wat kloer ass a feststeet, dat ass d'Wichtegkeet vun der Roll vun de Whistleblower, vun de Lanceurs d'alerte. Wiere si net gewiescht, wéisst d'Effentlechkeet haut nach näischt iwwert d'Ausmooss vun deem Skandal, dat sech do hannendru verstoppt. Da géif d'EU haut nach keng Initiativen, hätt d'EU sécherlech net déi Initiativen ënnerholl, déi et elo méiglech maachen, doriwwer ze schwätzen, an déi onméiglech Praxis géif net emol zur Diskussioun stoen. An dowéinst ass et noutwendeg, de Schutz vun de Whistleblower auszebauen.

Muer de Moien ass eng Kommissiounssëtzung, do komme véier Kommissiounen zesummen. Ech hat eng Question parlementaire dozou gestallt. An de Minister huet gesot, dat géif muer de Moien an deene Kommissioune behandelt ginn. Ech sinn och zouversiichtlech, datt och d'Chamber ouni mäi Matmaachen do déi richteg Konklusiounen zitt, nämlech de Schutz vun de Whistleblower auszebauen. Bis elo ass dee ganz kloer net gutt genuch. Si sinn nëmme geschützt, wa si Legales (veuillez lire: Illegales) opdecken. Si missten also scho selwer beweisen, datt dat, wat se opdecken, illegal ass. An dee Schutz misst ausgebaut ginn, och fir illegitim Praxissen, esou wéi se hei gewise ginn, fir déi opzedecken.

An dann, wann ech gelift, solle mer ganz gutt oppassen, wéi wäit datt mer ginn, wa mer Journalisten inculpéieren! Den Edouard Perrin ass Member vum internationale Konsortium. An ech mengen, datt Lëtzebuerg sech keen Déngscht geleescht huet doduerjer, datt elo Journalisten, déi investigativ virginn, hei inculpéiert ginn. Well an där Logik wäert op eemol dee ganzen internationale Konsortium vun de Journalisten zu Lëtzebuerg inculpéiert ginn.

A virun allem, an dat ass fir mech den Haaptpunkt: Nieft dem Schutz vun de Whistleblower gëtt hei zweeërlee Mooss ugewannt. Engersäits déi, déi opdecken, ginn ugeklot, an anerersäits geschitt näischt, net emol eng Enquête a Bezuch op déi, déi esou Steierpraxissen organiséieren. Och dat huet Lëtzebuerg geschuet.

Ähnleches hu mer gesinn an de Skandaler vun HSBC oder vun der Commerzbank, wou ech net d'Zäit hunn, fir méi am Detail drop anzegoen.

Ech wëll och soen, datt weder d'Press nach mir hei eleng sinn, fir dat opzedecken, fir déi schändlech Praxissen ze dénoncéieren. Och zu Lëtzebuerg gëtt et ganz vill ONGen, déi an deem Beräich schaffen, déi soen, datt dat net esou ka weidergoen. Och de Cercle des ONG. Et gëtt en Netz vu Leit, déi sech bekannt gemaach hunn ënnert dem Titel „Net a mengem Numm", an ech fannen et ganz legitim a wichteg, datt déi Leit sech mellen. A mir sollen déi seriö huelen.

Siwente Punkt: zwou Froen, déi spezifesch Lëtzebuerg uginn.

Éischt Fro. Oft gi mer gefrot: Hu mir dann net all dovunner profitéiert? Jo, dat ass eng legitim Fro, eng berechtegt Fro. Wéi vill datt mer profitéiert hunn, wësse mer net. Mä sécher hunn déi Grimmelen, déi mir kritt hu vun de Multien, eppes an eis Statskeess bruecht. Mä de Schued, deen ugeriicht ginn ass, ass sécherlech méi grouss. An et kënnt net méi vill eran. A souguer wa mir vill dovun hätten, wier dat keng Rechtfertegung, keng Legitimatioun fir eng Praxis, déi aner Staten a Bierger méi schuet, wéi se ons hëlleft.

Dat wier esou, wéi wa mer d'Kolonialpolitik géife rechtfertegen, se weiderzeféieren, nëmme well se eis eppes géif bréngen. Neen, dat kann net sinn! An ech sinn iwwerzeegt, eng korrekt a gerecht gemeinsam Besteierungsbasis an der EU géif all Stat méi brénge wéi dat, wat elo erakënnt, och Lëtzebuerg. A souguer wann dat net de Fall wier, bräicht Lëtzebuerg eng Strategie vun „opt-out" aus esou Praxissen, an duerfir brauche mir Transparenz an Opklärung, fir ze wëssen, wou mer dru sinn.

Natierlech huet Lëtzebuerg eng laang Traditioun, wat d'Steiervermeidung an och Steierhannerzéiung an aner komesch Geschäfter ugeet. Dat ass ugaange bei den Holding ´29 iwwert d'SOPARFIen, d'Extensioun vun den Dividende 50%, wat et och an anere Länner gëtt, Bankgeheimnis, Tax-Rulingen, déi elo 25 Joer lafen. Mä alles dat kann net de Geschäftsmodell Lëtzebuerg sinn.

Zum „opt-out": Dozou gehéiert och eng wierklech Diversifikatioun vun der Wirtschaft. Diversifikatioun, déi ëmmer méi ënnert der Dominanz vun der Finanzplaz gelidden huet. Ze vill Déngschtleeschtungen op dem Finanzberäich..., pardon, mir hunn ze vill op Déngschtleeschtungen am Finanzberäich achséiert, wouduerjer villes aneres vernoléissegt ginn ass.

An déi zweet Fro, déi sech stellt, déi mer dacks gestallt kréien: Ass dann alles schlecht op der Finanzplaz? Sidd Dir géint d'Finanzplaz? - Neen, mir sinn net géint d'Finanzplaz! D'Lëtzebuerger Finanzplaz huet ee wichtegen Know-how. Se huet eng Rei Aktivitéiten am Kreditwiesen an och anerem, déi wichteg sinn. Se mécht och munches, wat fragwürdeg ass, well ech géif emol gären eng Kéier kucken, wat sech alles hannert der Fongenindustrie verstoppt.

Mä mir hunn zu Lëtzebuerg en Know-how a Finanzfroen, deen ausgebaut ka ginn, dee besser genotzt ka ginn, dee vernetzt kéint genotzt ginn, beispillsweis fir solidaresch Wirtschaft, ekologesch Investitiounen, souguer mat positiven Auswierkungen op den Image vu Lëtzebuerg an op d'Schafung vun Aarbechtsplazen.

Aachte Punkt: Wat elo?

Eppes ass kloer: De Steiertourismus, de Fiskaltourismus an Europa däerf net weidergoen! Ech mengen, doriwwer si vill Leit sech eens. Ech mengen awer och, datt d'EU guer net dorunner schafft, fir dee Steiertourismus, Fiskaltourismus ofzeschafen.

Och a Patronskreesser gëtt doriwwer diskutéiert. An eng Alternativ, déi ëmmer méi offen an neoliberale Kreesser virbruecht gëtt, ass déi, d'Betriber sollen iwwerhaapt keng Steiere méi bezuelen! Dat ass eng ganz seriö Propositioun vun neoliberale Kreesser, déi dat och ënnermaueren. Da wier d'Konkurrenz fort, et wier méi gerecht an et wier méi einfach. Dat kann awer keng Léisung sinn! Well wie géif da fir wat opkommen, fir déi Infrastrukturen an déi ëffentlech Déngschtleeschtungen, déi ee Stat an déi ee Land brauch?

Et ginn och Zwëscheléisunge proposéiert. Ech mengen, datt d'CSV an d'DP de Moment esou eng Zwëscheléisung proposéieren, nämlech fir bei der Betribssteier den Taux affiché vun 28,2% jee no Gemeng op den Taux réel, den Duerchschnëtt vun deem, wat wierklech de Moment bezuelt gëtt, vu schätzungsweis 15 bis 16% erofzesetzen an d'Steierkonkurrenz awer bäizebehalen, wat erëm eng Kéier géif mat sech bréngen, datt déi sécherlech géif ënnerbuede ginn, wat sécherlech och keng Léisung ass, a scho guer net am Sënn ass vu Steiergerechtegkeet tëschent deene Leit, déi schaffe ginn, an deenen, déi um Benefiss liewen.

Et ass sécherlech och keng Léisung, fir einfach ze waarden, bis esou eng sougenannten „level playing field"-Léisung besteet, wou also iwwerall géif dat nämlecht gemaach ginn. Et ass wichteg, datt Lëtzebuerg selwer wierklech matschafft un Alternativen a Reformen, déi net laanscht dräi Standbee kënne féieren. Déi dräi Standbee sinn: Transparenz, eng harmoniséiert Besteierungsbasis, an drëttens eng minimal Steier a Steiergerechtegkeet. Mir brauchen also Transparenz an alle Steiergeschäfter an der ganzer EU.

Ech wëll awer soen, datt den automateschen Informatiounsaustausch bei de Rulingen dat net wäert garantéieren. An et ass net, wéi den Här Moscovici zu Riga sot, datt dat d'Revolutioun wier, den automateschen Informatiounsaustausch vun de Rulingen, deen alles géif léisen. Revolutionär ass just dorunner d'Aart a Weis, wéi verstoppt gëtt, datt iwwerhaapt net méi soll iwwert d'Mechanismen diskutéiert ginn, déi sech hannert de Rulinge verstoppen, an et ass fir eis éischter ee Prätext, fir net doriwwer ze diskutéieren. Et si grad déi Mechanismen, déi mussen a Fro gestallt ginn.

Firwat brénge mer et net fäerdeg, fir vu Land zu Land, an ech hoffen, datt d'TAXE-Kommissioun dat mécht, déi Mechanismen emol opzelëschten, esou wéi dat iwwregens verlaangt wier, wa mer de Semestre européen emol géifen applizéieren, dee verlaangt, datt all Land dat oplëscht, a wou mer versprach kritt hunn, datt dat géif gemaach ginn?

Ee Mëttel fir déi Transparenz, dat wier den „Country-by-country reporting", deen et gëtt fir d'Finanzinstituter, d'Banken, fir deen auszeweiden op déi grouss Betriber an op d'Multinationallen, datt och déi an deem Reporting misste weisen, wat se vu Benefisser maachen, wat hiren Emsaz ass, wat se vu Steiere bezuelen an esou weider an esou fort.

En zweet Mëttel ass e Verméigensregëster, dat misst opgestallt ginn.

Drëttens, de Bénéficiaire effectif, deen direkt ersiichtlech misst sinn, net nëmmen iwwer 36 Etappen. Och misste mer et fäerdegbréngen, iergendwann Transparenz iwwert d'Bankeplaz an d'Finanzindustrie zu Lëtzebuerg ze maachen. Wat gëtt do gemaach? Wiem notzt et? Wiem schuet et?

Zweete Pilier: d'Harmoniséierung vun der Besteierungsbasis. Op wat misste Steiere bezuelt gi bei de Betriber? Ech hoffen, datt d'OECD iwwert d'BEPS do eng propper Basis liwwert. Ech hunn awer meng Zweifel, ob d'OECD eigentlech bereet ass, dat ze maachen, well d'OECD ass eigentlech fir d'Steierkonkurrenz. Se wëllt just verschidden Excèsen ofschafen. Mä eng gemeinsam Besteierungsbasis ass absolutt noutwendeg. A mer kéinte jo emol hoffen, datt och d'Europaparlament op deem Punkt méi aktiv géif ginn.

An dat Drëtt, dat ass eng Mindeststeier. De Prinzip misst jo eigentlech dee sinn, datt de Benefiss do besteiert gëtt, wou e gemaach gëtt. Mir brauchen eng Mindeststeier an Europa. Mir hunn ee Problem, dat ass, datt d'Steierkonkurrenz am Traité vu Maastricht drasteet. Sou wéi d'Sozialkonkurrenz, aus där e sozialen Dumping gëtt. D'Staten décidéieren dat selwer. Dorauser ergëtt sech eng Konkurrenz an ee sozialen Dumping. Dat nämlecht stëmmt bei de Steieren.

An duerfir misst een awer en attendant dovunner, datt een deen Traité ännert, misst ee Mindeststeiersätz festsetzen oder, wéi d'Unioun vun de Fiskalbeamten an Europa dat gesot huet: «Pour contrer la pratique du „nomadisme fiscal" en Europe, constituant pour les entreprises multinationales une occasion de localiser leur siège là où l'imposition sur les bénéfices est la plus faible, sans relation avec l'activité effective que l'entreprise exerce dans ce pays, l'UFE propose aux institutions communautaires d'introduire une part incompressible et inconditionnelle d'impôt sur les bénéfices partout en Europe.» Wat ee Stéck wier vun enger Léisung.

Iwwregens verlaangt d'Union des fonctionnaires och, datt d'Steierverwaltunge genuch Leit hunn, fir iwwerhaapt Steieren anzezéien a fir dat ze kontrolléieren, wat jo hoffentlech zu Lëtzebuerg kee Problem ass, mä wat an anere Länner ee Problem ass, well do ganz vill ofgebaut ginn ass.

An dann zum Schluss muss een och eppes kloerstellen: An där Fro hei geet et net ëm Lëtzebuerg géint de Rescht vun der Welt, oder de Rescht vun der Welt géint Lëtzebuerg. Et geet ganz einfach dorëm, d'Interesse vun de Bierger an de Stéit géint d'Profitinteresse vun de Multien a vun der Finanzoligarchie ze vertrieden.

An dann dee leschte Punkt: Kommt, mir halen dach op mat blockéieren! Bis elo sinn de Rulingen hir Konsequenzen noléisseg behandelt ginn. Dat ass dat mannst, wat ee ka feststellen, wa mer kucken, wéi d'Diskussioun zu Lëtzebuerg gelaf ass. Vläicht war dat gewollt. Wann dat gewollt war, dann ass dat op jidde Fall kritikabel. Wann et net gewollt war, dann ass et och kritikabel.

Wa mer zum Beispill kucken d'Äntwerten, déi ech kritt hunn op déi Froen, déi 36 Froen, déi ech am November gestallt hat - déi Äntwerten, déi ech den 10. Februar kritt hunn -, dann ass dat méi wéi dürfteg.

An ech wëll just dräi Beispiller erausgräifen. Ech hu virdru geschwat vum Rapport Krecké vu '97. An der Äntwert ass gesot ginn: „Jo, esou ee Rapport gouf et '97." D'Fro war awer net déi, ob et ee Rapport '97 gouf! D'Fro war déi: Wou sinn déi dräi Säiten a wat steet do dran? Do krute mer gesot: „Jo, mä dat wësse mer net."

Dat léisst sech awer erausfannen. Also, an engem Stat wéi Lëtzebuerg misst et jo awer méiglech sinn, erauszefannen, wat den Här Krecké an engem Rapport geschriwwen huet, deen en dem Statsminister gewisen huet, an deenen dräi Säiten, déi erausgeholl gi sinn.

En zweet Beispill. De Finanzminister huet gesot, et géif en Aarbechtsgrupp gegrënnt ginn 2012,

en interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee sech mat Rulinge géif beschäftegen um Niveau vun der Regierung. Mir hu gefrot: Wat ass do erauskomm, wat ass do geschitt an esou weider? D'Regierung seet: „Mir wëssen näischt." Punkt. „Mir wëssen näischt." Also, dat ass jo awer net seriö! Dat ass jo manifestement de Wëllen, fir emol net nozefroen an de Verwaltungen oder bei deenen zoustännege Responsabele vun där Zäit, wat do wierklech geplangt war, wat net geplangt war, d'Rapporten nozekucken an esou weider.

A mir hunn - an dann halen ech op mat de Beispiller -, mir hunn emol kee Relevé vun de Rulinge virun 2008! Vun 2008 u sinn déi informatesch. Mir hunn emol kee Relevé virdrun, obschonn d'Membere vun der Kommissioun kritiséiert hunn, datt ee vläicht esou ee Relevé misst maachen, datt een emol weess, wat zu Lëtzebuerg iwwerhaapt opgefouert ginn ass virun 2008. Et gëtt einfach gesot, dat wier ze vill Aarbecht. Mir hu keng Donnéeën. Mir wëssen nëmmen dat, wat Whistleblower eis soen. Mir hu keng Donnéeën iwwert d'Zuel, iwwert d'Ausmooss an d'Auswierkungen. Mir wëssen awer, wat d'Auswierkunge sinn an Europa.

Mir mengen, et wier och héich Zäit, aner louche Aktivitéiten ze hannerfroen, Kapitalflucht op Lëtzebuerg, wat trotzdeem eng Fro ass, déi eng Realitéit ass, Steierflucht aus Lëtzebuerg an och Ausbeutung vun Entwécklungslänner. Ech wëll erënneren un de Rapport vum Rainer Falk, deen do eng Rei Saachen opgewisen huet, wou eng Rei Chifferen ze redresséiere sinn oder ze kläre sinn. Dowéinst ass dee ganze Rapport awer net falsch. An et wier wichteg, datt och do emol eng Kéier d'Wourecht erauskéim.

Zur Transparenz gehéiert och eng Zesummenaarbecht mat anere Staten, wat och e Problem ass, well d'Entraide judiciaire bei Delikter net gräift, nëmme bei Verbriechen. Dat hu mer jo gemierkt bei anere Saachen. An ech wëll och net, datt an der Diskussioun ëmmer erëm d'Steier-, d'Bank- oder d'Beruffsgeheimnis ee Prätext si géint d'Recht vun der Gesellschaft, fir gewuer ze ginn, wat an eiser Gesellschaft leeft, wéi eng Machenschaften datt do lafen. Och do musse Léisunge fonnt ginn!

Domadder, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wier ech an deenen 30 Minutte prezis zu deem komm, wat ech wollt opwerfen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Méi oder manner.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech géif dann direkt vun deenen zwou an eng hallef Minutte profitéieren, fir d'Motioune virzestellen, wann Der d'accord sidd.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Der d'Motiounen direkt virstellt,...

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech géif lech se da ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...an herno se net nach eng Kéier frot.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Parlement européen, suite à l'affaire dite «LuxLeaks», entend faire la lumière sur les pratiques et mécanismes d'évitement d'impôts dans les États de l'Union européenne et entend proposer des changements à opérer dans ce domaine, ceci à travers la Commission TAXE,

- se déclare prête à collaborer pleinement à cette fin avec la commission TAXE,

invite le Gouvernement

à collaborer également pleinement à ces travaux de la commission TAXE.

(Motion proposée sur base d'une motion identique votée à large majorité au Parlement néerlandais)

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

(La motion du Parlement néerlandais est jointe à la motion 1)

Résolution 1

La Chambre des Députés,

vu le rôle du Luxembourg dans le monde de la finance,

vu la volonté de disposer d'une place financière propre et irréprochable,

s'engage à commanditer une étude sur le rôle dans le passé, y inclus le passé récent, de la place financière luxembourgeoise et de l'État dans les domaines

- de l'évitement fiscal et de la fraude fiscale,

- de la fuite de capitaux de et vers le Luxembourg,

- des flux de capitaux à partir du Luxembourg de et vers les pays dits en développement,

cette étude étant à présenter à une commission ad hoc de la Chambre des Députés, qui en tirera les conclusions qui s'imposeront.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech mengen, et ass méi einfach. Da kënnen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*-...déi eenzel Deputéierten och direkt dozou Stellung huelen.

Mir proposéieren eng Motioun an eng Resolutioun. Déi Motioun ass am Fong geholl relativ einfach, well et ass praktesch e Copy & Paste vun enger Motioun, déi am hollännesche Parlament ofgestëmmt ginn ass, wou d'hollännescht Parlament eppes seet, wat vläicht eng Evidenz kéint sinn oder misst sinn, a wou Der mer vläicht och sot, et wier eng Evidenz hei, mä kommt, mir maachen et, well et ass en Zeechen, wat mer setzen, nämlech datt mer erklären, datt mer als Chamber voll kollaboréiere mat der Commission TAXE - do ass just een Tippfeeler dran, gesinn ech, „TAXE" kritt en „e"- an datt mer d'Regierung invitéieren, och...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Hollännesch.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*-...dorunner ze kollaboréieren.

Jo! Ech liwweren lech och..., Dir kritt dat ausgedeelt. Also, kuckt de Wuertlaut, e misst esou sinn, datt mer eigentlech missten alleguerten domadder d'accord sinn. Ech liwweren lech och déi hollännesch Motioun mat, fir datt Der kënnt gesinn, déi ass ugeholl gi mat absolutter, mat ganz grousser Majoritéit, just mat e puer Géigestëmmen aus engem ganz komeschen Eck.

Dat Zweet, wat mer lech proposéieren, ass eng Resolutioun, net eng Motioun, mä eng Resolutioun. An déi Resolutioun, ech liese se einfach vir, well dann ass et nämlech méi einfach:

«La Chambre des Députés, vu le rôle du Luxembourg dans le monde de la finance, vu la volonté de disposer d'une place financière propre et irréprochable, s'engage à commanditer une étude sur le rôle dans le passé, y inclus le passé récent, de la place financière luxembourgeoise et de l'État dans les domaines:

- de l'évitement fiscal et de la fraude fiscale,

- de la fuite de capitaux de et vers le Luxembourg,

- des flux de capitaux à partir du Luxembourg de et vers les pays dits en développement,

cette étude étant à présenter à une commission ad hoc de la Chambre des Députés, qui en tirera les conclusions qui s'imposent.»

Dat heescht, datt mer wierklech Liicht bréngen och an aner Aktivitéite vun der Finanzplaz. Ech weess net, wat do erauskënnt. Wa mer Liicht drabréngen, soll dat erauskommen, wat ebe muss erauskommen. An d'Iddi ass déi, datt d'Chamber selwer dat an Optrag gëtt an datt eng ad-hoc-Kommissioun vun der Chamber soll d'Konklusiounen dorauser zéien. An ech wier ganz frou, wann Der och déi Resolutioun kéint mat ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justin Turpel. An d'Wuert huet direkt den éischte Riedner, den Här Laurent Mosar.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, et sinn elo gutt sechs Méint hier, datt déi sougenannte LuxLeaks-Affär opgeflunn ass, déi während Deeg a Wochen an der internationaler Press eist Land net ëmmer an dat bescht Liicht gestallt huet.

An deene leschte Wochen a Méint ass et e bësselche méi roueg ginn an dësem Dossier, och wa mer dann erëm virun e puer Deeg mat e puer Nowéie konfrontéiert gi sinn, wéi de Parquet hei zu Lëtzebuerg décidéiert huet, niewent deenen zwee Haaptverdächtegen an deem Dossier, och nach e franséische Journalist ze inculpéieren, deen dann anscheinend haaptsächlech responsabel ass fir déi journalistesch Verbreedung vun där ganzer Affär.

Ech wäert och nach méi spéit e bëssen op de Punkt agoe vun deene sougenannte Whistleblower oder Alerteuren, wéi se op Franséisch genannt ginn, och ganz besonnesch am Kontext vun dësem Dossier.

Wann, Här President, an de leschte Woche manner mam Fanger op Lëtzebuerg gewise ginn ass, mengen ech, huet dat och domadder ze dinn, datt an der Zwëschenzäit vill Leit och an de Medien erkannt hunn, datt d'Fro vun der Steierflucht a vum Steierbedruch sech net op d'Rulingen hei op Lëtzebuerg ka limitéieren, mä datt dës Rulinge just e ganz klenge Mosaiksteen an engem groussen Ensemble duerstellen.

(M Henri Kox prend la présidence.)

Ech sinn dofir och frou, datt iwwert de Wee vun der Interpellatioun mir alleguerten nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, op eenzel Aspekter vun der Problematik anzegoen an ech soen dofir och dem Interpellant Merci fir seng Initiativ.

Och wann ech op net ville Punkte mam Här Turpel senge Konklusiounen an Analysen averstane sinn - hie wäert dat weider net wonneren -, esou muss ech him dach zougestoen, datt e seng Aarbecht als Deputéierten hei mat ganz vill Engagement gemaach huet. A well et dann och gläichzäiteg säi leschten Optrëtt op dëser Tribün war, wëll ech him dann trotzdeem awer och am Numm vun eiser Fraktioun Merci soe fir seng Aarbecht, säin Engagement an him dann hoffentlech méi eng roueg nächst Liewensetapp wënschen. An ech hoffen och, datt e sech net och nach während där Liewensetapp mat LuxLeaks muss beschäftegen.

Här President, ech wëll mech haut nëmme kuerz mat der Affär LuxLeaks an hire Konsequenze fir eist Land am Generellen an eis Finanzplaz am Spezielle befaassen, well ech selwer eng Interpellatioun zu der Zukunft vun der Finanzplaz ugefrot hunn an eigentlech vun där Geleeënheet wollt profitéieren, fir méi déif gräifend Iwwerleeungen, awer och Propositiounen zu dëser Finanz- a Bankeplaz och am Numm vun eiser Fraktioun ze maachen.

Et ass nämlech fir meng Fraktioun a mech selwer kloer, an dat eigentlech komplett lassgetrennt vum Dossier LuxLeaks, datt eis Finanzplaz sech muss an deenen nächste Jore weiderentwéckelen an datt déi Bankeplaz, déi mer wäerte kréien, eng ganz aner wäert sinn, wéi déi, déi mer an de sougenannten „goldenen" 80er an 90er Jore kannt hunn.

Fir mech geet dann och kee Wee derlaanscht, an ech wäert dat bei menger Interpellatioun och ausféieren, datt déi Bankeplaz sech muss adaptéieren an an Zukunft nach méi op den Know-how, d'Kompetenz, d'Experienz an den Engagement vu sengen Akteure setzen, gläichzäiteg awer ewechkomme vun deem Bréifkëschtenimage, deen eis net eréischt d'ailleurs säit der LuxLeaks-Affär unhänkt, a vun deem et wënschenswäert wier, datt mer eis dovunner géife lassléisen. Ech sinn dofir och iwwerzeegt, an ech hunn dat schonn e puermol bei anere Geleeënheeten ënnerstrach, datt mer an Zukunft an eisem Finanzsecteur - mä net nëmmen do, mä och do -, vill méi op Substanz musse setzen.

A wann ech vu Substanz schwätzen, mengen ech an éischter Linn, datt, wann an Zukunft Entreprisë sech an dësem Land wëllen nidderloossen, si och mussen hei am Land eng Plusvalue erschafen an och gläichzäiteg nei Aarbechtsplaze kreéieren.

Här President, wat awer elo d'Problematik vu LuxLeaks an haaptsächlech déi domadder viséiert Rulingen hei zu Lëtzebuerg ubetrëfft, wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat, mengen ech, entre-temps hinlänglech bekannt ass, datt et d'Praxis vun de Rulingen a ganz villen, ënner anerem och a 26 vun 28 EU-Memberlänner gëtt.

Dëst ass eigentlech och net weider erstaunlech, wann ee weess, datt de Ruling jo soss näischt aneschters ass wéi eng anticipéiert Décisioun iwwer eng punktuell Fro vu steierlecher Behandlung. Hei geet et also ëm eng juristesch Sécherheet an eng Prévisibilitéit, déi een dem Steierzueler gëtt, andeems een him am Viraus bestätegt, wéi eng bestëmmten Aktivitéit steierlech behandelt gëtt. U sech eigentlech e gudde Mechanismus, deen, wéi gesot, zur Rechtssécherheet bäidréit an deen eigentlech och vu kengem, och vu kenger internationaler Organisatioun prinzipiell a Fro gestallt gëtt.

Ganz vill vun deene Rulinge ginn dann iwwregens och am Emfeld vun Duebelbesteierungsofkommessen ofgeschloss. An et ass nun emol eng Realitéit, an ech wëll dat awer och nach eng Kéier dem Interpellant soen, datt duerch d'Zesummespill vun eenzelne Steiermechanismen an der Existenz vun esou Besteierungsofkommesse verschidden, besonnesch multinational Firmen op esou Rulingen zréckgräifen, fir méiglechst wéineg Steieren an hirem Ursprungsland ze bezuelen.

Dëse Mechanismus huet awer u sech guer näischt mam Ruling ze dinn, mä en huet virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, mam Steiersystem vum Ursprungsland respektiv vum Land, wou eng international Entreprise hiren Haaptsëtz huet, a mat deem do applizéierte Steiersystem ze dinn. Et geet dann och hei virun allem ëm d'Besteierung vun Aktivitéiten, déi ausserhalb vun Ursprungsland oder vum Land vum Haaptsëtz vun der Gesellschaft développéiert ginn. An déi meeschtens - an dat ass richteg - multinational Konzerner versichen natierlech, iwwert de Wee vun enger Optimisation fiscale hir Aktivitéite weltwäit esou ze organiséiere respektiv a Länner ze verlageren, fir méiglechst mann Steieren ze bezuelen. Dës Praxis muss net jiddwerengem gefalen, mä et ass nun eben emol eng international Realitéit, vun där eng ganz Panoplie Länner niewent Lëtzebuerg par ailleurs profitéieren.

Ech wëll elo haut net vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir mam Fanger op aner Länner ze weisen. Nach ass et awer esou, datt et där Modeller vu Steieroptimiséierung an alle Länner quasiment gëtt. Erlaabt mer duerfir just awer kuerz hei e puer Beispiller ze nennen, well een awer e bësselche rose gëtt, wann een dann heiansdo an auslänneschen Zeitunge liest, wat do alles iwwer Lëtzebuerg gesot gëtt, wëssend wat och an deene Länner leeft.

An ech muss och do soen, mat allem Respekt fir den honorabelen Interpellant, ech sinn e bësselchen enttäuscht, datt an där Interpellatioun net den internationalen Zesummenhang vun deene Steieroptimiséierungsmodeller awer méi analyséiert ginn ass, notamment wat d'Problematik an den Ursprungslänner ubetrëfft, a sech haaptsächlech hei mat der Situatioun zu Lëtzebuerg beschäftegt ginn ass.

Ech ginn lech elo just hei dräi Beispiller, well déi awer zimlech signifikativ sinn. An et si Beispiller, déi kommen elo net vu mir. Ech hunn déi iwwerholl aus Etüden, déi do gemaach gi sinn, fir fir d'Alleréischt bei eis Noperen an der Belsch ze kucken, wou et och de System vun de Rulinge gëtt. An do ass laut enger Etüd vun 2012, déi vum Thinktank Itinera realiséiert ginn ass, festgestallt ginn, datt de reelle Steiersaz, Dir Dammen an Hären, an der Belsch, net wéi affichéiert 33,9% ass, mä just 9,8%. Also wäit ënnert dem reelle Steiersaz fir Entreprisë bei eis am Land.

En anert Beispill, an dat mécht mech ëmmer extra rosen, ass dann d'Beispill vu Frankräich. E Land, wou jo d'Regierung an déi divers Finanzministeren net midd ginn, ëmmer erëm mam Fanger op Lëtzebuerg ze weisen. E Land, wat awer keng Bedenken huet, an enger UEFA, déi d'nächst Joer d'Europameeschterschaft am Futtball an deem Land organiséiert, quasi eng Steierfräiheet organiséiert, mam Resultat, datt deen erwaarte Benefiss vun der UEFA vun 900 Milliounen Euro, Dir Dammen an Dir Hären, iwwerhaapt net wäert besteiert ginn!

Datselwecht gëllt a Frankräich fir d'Bierger aus dem Qatar, déi op Plus-valuen, déi se op Immobilientransaktioune realiséieren, keen Euro Steiere brauchen ofzeféieren!

Schlussendlech awer och e Wuert iwwer eis hollännesch Frënn, an do zitéieren ech just déi amerikanesch ONG „Citizens for Tax Justice", déi festgestallt huet, datt d'Halschecht vun deene 500 ëmsazstäerksten Entreprisë weltwäit hir Finanzholdingen an Holland ënnerhalen. Laut dëser Etüd hunn d'Duechtergesellschafte vu groussen US-Konzernen eleng 2010 Gewënner - haalt lech un! - vun 127 Milliarden Dollar realiséiert! Also praktesch dräimol esou vill wéi déi Zuelen, déi dann ëmmer erëm fir Lëtzebuerg annoncéiert ginn.

Ech kéint elo mat esou Beispiller och aus anere Länner virufueren, erspueren lech dat awer, well ech mengen, déi puer Beispiller, déi ech elo ugeféiert hunn, eigentlech exzellent dokumentéieren, datt déi allermeeschte Länner hir eege Steierrulinge praktizéieren, och wa se dann net Rulinge genannt ginn. Dee Mechanismus gëtt a Frankräich, den Här Turpel huet dat gesot, do gëtt ëmmer vun „Rescrits" geschwat. Et ass awer en fait och e Ruling. Awer all dës Systemer ginn natierlech op Käschte vun de Steierrecettë vun anere Länner.

Awer all dës Systemer, Här President, verstoussen am Prinzip géint keng Steiergesetzgebung, weder där vum Ursprungsland nach vun deene Länner, wou déi Rulinge praktizéiert ginn.

Här President, meng Fraktioun an ech selwer sinn natierlech och der Meenung - an do deele mer d'Meenung vum Här Turpel -, datt et net ka sinn, datt an engem Land, wou déi allermeeschte Leit all Euro steierlech mussen uginn an och Steiere bezuelen, et multinational Konzerner gëtt, déi Milliarde Benefisser realiséieren, op déi se praktesch keng Steiere musse bezuelen, weder an hirem Pays d'origine nach an deene Länner, wou déi Steieroptimiséierungssystemer spillen.

Mir plädéieren allerdéngs, an dat ass dann och de groussen Ënnerscheed mam Interpellant, mir plädéieren awer derfir, datt een de Problem un der Wuerzel soll upaken, dat heescht prioritär an deenen Ursprungslänner, wou dës grouss multinational Entreprisen, an zu deenen Ursprungslänner gehéieren nun emol an éischter Linn d'Vereenegt Staten, soll upaken. Mir mengen dofir, datt et och Sënn mécht, datt dës Diskussioune prioritär um Niveau vum G20 respektiv der OECD ze féiere sinn. Well mir mengen, datt et dës Forume sinn, wou déi Diskussiounen higehéieren a wou een och kann, soll a muss Léisunge fannen, déi sech dann och weltwäit wäerten applizéieren.

Wa mer eis wierklech wëlle seriö mat Steierflucht a Steierbedruch auserneesetzen, muss een dat um héchsten europäeschen, awer och Weltniveau maachen, an dat ass nun emol de G20 oder d'OECD.

Dëst, Här President, setzt allerdéngs och viraus, datt all d'Länner, och déi gréisst, hei matspillen a bereet sinn, och virun hiren Dieren ze kieren. An do féiert kee Wee derlaanscht, och d'Roll vun engem vun deene gréissten, wann net iwwerhaapt dee gréisste Steierparadäis op dëser Welt, nämlech dem Stat Delaware, ze hannerfroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst gesot, wëll ech dann awer nach eng Kéier zréckkommen op d'Rulingen, fir nach eng Kéier festzehalen, datt iwwert déi lescht Joren a Jorzéngten a priori weder vun enger Regierung nach vun enger Steierverwaltung géint bestehend Gesetzer verstouss ginn ass.

Wann ech soen a priori, muss ee sech natierlech virun Aen halen, datt elo an enger Rei vun Dossieren um Niveau vun den Aides illégales de l'État enquêtéiert gëtt géint eng Rei Länner, wou een dann och elo muss ofwaarden, wat déi Resultater vun deenen Enquêtë wäerten erginn.

Gläichzäiteg musse mir eis awer bewosst sinn, datt awer och déi international Situatioun sech geännert huet an datt an Zukunft wesentlech méi op d'Transparenz vun deenen eenzelne Steierverwaltunge wäert gesat ginn.

Mir fannen et dofir och richteg, Här Finanzminister, datt dës Regierung iwwert de Wee vun engem Reglement de Rulingen eng gesetzlech Basis ginn huet, wat bis elo net de Fall war.

Mir begréisse gläichzäiteg, datt d'Regierung um europäeschen, awer och um OECD-Niveau sech asetzt fir den automateschen Informatiounsaustausch, och um Niveau vun de Rulingen.

Mir soen dann awer och gradesou kloer, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir an dësem Land weider Rulinge brauchen an datt déi Demandë fir esou Rulingen, déi an Zukunft och wäerten an d'Steierverwaltung erakommen, mussen an engem räsonabelen Délai weider traitéiert ginn. Et ass dofir och wichteg, datt dee Service, dee sech an der Steierverwaltung ëm dës Rulinge këmmert, och genuch Personal zur Verfügung huet, fir trotzdeem déi ganz komplex Aarbecht kënnen ze maachen.

An deem Kontext, Här Finanzminister, wier ech frou, wann Der mer herno och nach eng Kéier kéint soen, wat am Moment an der Moyenne den Délai d'instruction vun de Rulings-Demanden ass a wéi dat och an Zukunft virugeet.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Situatioun sech an deene leschten Deeg a Woche berouegt huet an eist Land manner am Fokus vun de Kriticke steet, esou soll ee sech dach kengen Illusiounen higinn, wëssend datt mer nach net um Enn vun eise Méie sinn, ganz besonnesch wann ee weess, datt déi vum Europaparlament agesate Kommissioun wahrscheinlech wäert hir Konklusioune während der lëtzebuergescher Présidence virleeën. D'Regierung wier also gutt beroden, wa se mat ganz vill Fangerspëtzegefill an dësen Dossier géif virgoen. An op jidde Fall soll se net d'Gefill ginn, wéi wa mir déi zu Lëtzebuerg wieren, déi op dësen Dossiere géife wëlle blockéieren. An hei denken ech natierlech virun allem un den Informatiounsaustausch vun de Rulingen.

An et ass dann och esou, Här President, wou ech nach eng Kéier muss zréckkommen op d'Thematik vun de Standarden an nach eng Kéier betounen, wéi ech dat och scho bei anere Geleeënheete gesot hunn, datt et wesentlech ass, datt um Schluss vum Dag, Här Finanzminister, et an der Europäescher Unioun a weltwäit just nach ee Standard gëtt. An dat muss, menger Meenung no, den OECD-Standard ginn, well alles aneres soss um Niveau vun der Regulatioun an um Niveau vun der Organisatioun vun de Banketablissementer zu enger ganz schwiereger Situatioun géif féieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech mengen dofir, datt et wichteg ass, och an Zukunft an allen Diskussiounen, besonnesch och um Niveau vun der Europäescher Unioun, ëmmer erëm op d'Noutwendegkeet hinzeweisen, direkt d'OECD-Standarden ze iwwerhuelen, fir ze évitéieren, datt et herno méi Standarde ginn, op där enger Säit europäescher an op där anerer Säit OECD-Standarden, an domadder den „level playing field" net méi garantéiert ass.

Mir wäerten als CSV-Fraktioun op jidde Fall d'Regierung ënnerstëtzen, souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun wéi um Niveau vun der OECD, fir a Richtung vu méi Transparenz um Niveau vum Informatiounsaustausch ze goen an och géint Steierflucht virzegoen, allerdéngs ënnert der Oplag, datt d'Spillregele fir jiddwereen déiselwecht sinn, souwuel innerhalb wéi ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Mir wäerten och, Här President, d'Regierung ënnerstëtzen an hiren Efforten, fir eng gutt ugeluechte Kommunikatiounsstrategie an d'Weeër ze leeën, déi den Image an d'Reputatioun vun eisem Finanz- a Wirtschaftsstanduert dobausse verbessert, déi trotzdeem, loosse mer eis näischt virmaachen, an deene leschte Wochen a Méint gelidden hunn.

Ech wëll dann an deem ganze Kontext vu LuxLeaks eng Kéier ganz kuerz op d'Problematik vun de Whistleblower zréckkommen, déi vill diskutéiert ginn ass, besonnesch an de leschten Deeg. Mir wäerten och elo eng Kéier eng Réunioun vu verschiddene Kommissiounen hunn, wou mer dat méi am Detail kënne maachen...

(Interruption)

Nëmmen... Voilà! Nëmmen esou wäit. Ech mengen, datt een awer bei deene Whistleblower oder Alerteure muss, Här President, en Ënnerscheed maachen tëscht enger Persoun, déi op illegal Dokumenter zréckgräift, fir Illegalitéiten, déi zum Beispill an engem Betrib begaange ginn, ze dénoncéieren, an enger anerer Persoun, déi datselwecht mécht aus reng moraleschen Erwägungen. Dat ass e groussen Ënnerscheed, deen een och muss do mat a Considératioun huelen.

An hei si mer jo dann och scho beim konkrete Luxleaks-Fall, wou déi incriminéiert Firma eigentlech géint keng, weder national nach international, Gesetzgebung verstouss huet. Hei kann ee sech also héchstens d'Fro - net vun der Legalitéit, mä vun der Legitimitéit - stelle vun deenen Aktioune vun deene Persoune respektiv vun deem Journalist. An duerfir kann ech och d'Décisioun vum Parquet, déi och geholl ginn ass par rapport zu deem Journalist, juristesch novollzéien.

Allerdéngs stellt sech déi ganz Problematik vum Journalist aneschters duer, an dat muss een och elo nach eng Kéier genau kucken, wann dat, wat elo vum Parquet gesot gëtt, nämlech datt dee Journalist selwer um Vol vun deenen Dokumenter bedeelegt gewiescht wier - wat am Moment am Raum steet, wat elo emol einfach esou vum Parquet gesot gëtt -, mengen ech, datt dat eng aner Situatioun wier.

An dofir, mengen ech, solle mer och alleguerten eis zréckhalen am Moment, wa mer déi Faiten dobausse kommentéieren. Well am Moment kann nach kee soen, wéi genau déi juristesch Situatioun sech do huet. An dofir mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer elo emol sollen ofwaarden. Ech halen op jidde Fall zréck, wann ech de Communiqué vum Parquet liesen, datt et hei net d'Intentioun war, sech iwwert d'fräi Meenungsäusserung respektiv de Quelleschutz vun de Journaliste ewechzesetzen. Au contraire!

Iwwregens ass et interessant, ech wëll dat awer vläicht och nach dem Här Turpel soen, ech hunn do gelies, datt den Här Deltour virun e puer Wochen hei zu Lëtzebuerg gewiescht wier, wou en dann och gefrot ginn ass, wéi a firwat en dat do eigentlech gemaach huet. An do huet en eppes gesot, wat trotzdeem een eng Kéier hei soll ënnersträichen, en huet eigentlech gesot, datt déi Aktioun iwwerhaapt net géint Lëtzebuerg geriicht wier an datt hien eigentlech der Meenung wier, datt d'Entreprisen hei op Lëtzebuerg géife kommen, net onbedéngt wéinst Steieroptimiséierungsmodellen, mä wéinst deem groussen Know-how an der Kompetenz vun der Finanzplaz. Wat awer trotzdeem interessant ass, wann ech dann do den Här Deltour richteg zitéiert hunn.

Dëst gesot, mengen ech awer och, an da kucken ech den Här Justizminister, datt eigentlech dat heiten och e Beweis ass fir eng gutt fonctionnéierend Gewaltentrennung. Well ech kéint mer virstellen, datt hei, wann d'politesch Welt hätt missen décidéieren, wier vläicht eng ganz aner Décisioun gefall. Dofir, mengen ech, soll een dat och dobausse kloer esou ënnersträichen. Hei huet d'Justiz eng Décisioun geholl. An ech mengen, déi hu mir elo emol alleguerten ze respektéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss. An an där Diskussioun iwwert d'Steierflucht am Allgemengen an de Rulingen am ganz Besonneschen, fannen ech, datt extrem vill Hypokrisie am Spill ass, dat ganz besonnesch vusäite vu grousse Länner, déi net midd ginn, massiven Drock op kleng Länner ze maachen, an der Hoffnung, datt hiert Stéck vum Kuch vläicht méi grouss gëtt an dat vun deene klenge Länner méi kleng gëtt.

All Staten an Europa an doriwwer eraus sinn nämlech extrem imaginatif, wann et drëm geet, grouss Entreprisë wëllen unzezéien. A ganz besonnesch, Dir Dammen an Dir Hären, deenen hiert Kapital, wat jo par définition wesentlech méi mobil ass wéi d'Aarbecht. D'Steierflucht, souwuel vu Gesellschafte wéi vu Privatpersounen, ass nëmmen esou laang méiglech, wéi d'Regierunge vun deenen diverse Länner, aus deenen déi Entreprisen a Persoune kommen, dat akzeptéieren!

Wann dat elo soll geännert ginn, ganz besonnesch um europäesche Plang, geet dat allerdéngs nëmmen, wann de politesche Wëllen an all deene Länner dofir existéiert. A mir sollen natierlech all Moossnam, déi souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun wéi vun der OECD geholl gëtt, fir d'Bekämpfung vun der Steierflucht an dem Steierbedruch proaktiv begleeden an och bei deenen Éischte sinn, déi dës Moossnamen ëmsetzen.

Mir sollen allerdéngs, Här Finanzminister, net der Naivitéit verfalen, fir méi kathoulesch wéi de Poopst wëllen ze sinn an den Terrain vum „level playing field" wëllen ze verloossen, well dat soss op d'Käschte vun der Kompetitivitéit vun der europäescher Wirtschaft am Allgemengen an där vun där lëtzebuergescher am ganz Besonnesche géif goen!

An ech si vläicht just op engem Punkt mam Här Turpel d'accord, awer nach aus enger anerer Argumentatioun eraus, datt den Här Turpel gesot huet, e géif zweifelen drun, datt d'OECD an dësem Dossier wierklech géif Gas ginn. Ech sinn op deem Punkt mam Här Turpel d'accord, well ech fäerten, datt eng Rei vu Länner, déi eng grouss Roll an der OECD spillen, besonnesch d'Vereenegt Staten, net onbedéngt bereet sinn, op all déi Weeër ze goen, op déi d'Europäesch Unioun wëllt goen. An duerfir ass hei absolut Virsiicht gebueden.

Nach eng Kéier, mir soe Jo zu der Bekämpfung vun der internationaler Steierflucht an dem Steierbedruch, Neen zu europäesche Standarden, déi net millimetergenau och um Niveau vun der OECD ëmgesat ginn. Mir brauche méi effikass Regelen a Standarden, déi awer fir all Land innerhalb an ausserhalb vun Europa mussen déiselwecht sinn!

A bei allem, Dir Dammen an Dir Hären, solle mer eppes net vergiessen, nämlech d'Erfollegsstory vun der Banken- a Finanzplaz, déi net op Steieroptimiséierung opgebaut ass, mä virun allem op d'Kompetenz, den Know-how, d'Experienz an den Engagement vun all deene Mënschen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi op dëser Plaz geschafft hunn an och elo nach schaffen.

A bei all deene Kriticken, déi heiansdo punktuell ee géint eng Bankeplaz kann artikuléieren, soll ee sech heiansdo dorobber besënnen, well ouni deen Engagement vun deene ville Leit et iwwerhaapt keng Finanzplaz an dësem Land géif ginn!

An et ass dann och op dës Kompetenz, Dir Dammen an Dir Hären, op déi mer an Zukunft virun allem solle setzen an eis op dësem Wee och net vu Kriticken, besonnesch aus dem noen Ausland, sollen ofbrénge loossen.

An ech géif schléisse mat engem Zitat, wat een op d'allgemengt Liewe kann applizéieren, awer och ganz besonnesch op d'Erfollegsstory vun der Finanz- a Bankeplaz, vun engem vu menge Lieblingsauteuren, dem Oscar Wilde, deen emol eng Kéier soll geschriwwen hunn: «Toute réussite nous attire un ennemi. C'est la médiocrité qui entraîne la popularité.»

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv huet LuxLeaks héich Welle geschloe virun e puer Méint. Mëttlerweil si mer a méi rouege Gewässer erëm ukomm, dat och mat der Hëllef vum Kapitän Gramegna, deen d'Schëff duerch déi héich Welle gutt gesteiert huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech wëll och soen, datt mer eigentlech haut net den éischten Débat an der Chamber hunn iwwert den Dossier LuxLeaks. Mir hate schonn, dat wëll ech rappeléieren, eng Rei Kommissiounssitzungen, wou mer iwwert deen Dossier geschwat hunn, wou och eng Rei Froe beäntwert gi sinn an esou fort. Ech zielen dat net méi weider op.

Ech wëll awer trotzdeem dem Justin Turpel, dem Interpellant, Merci soe fir seng Initiativ. Och Merci soen insgesamt, wann ech elo de Mikro hunn, Här President, fir säin Engagement, deen en an deene leschten annerhalleft Joer hei an der Chamber un den Dag geluecht huet. Heiansdo ware mer, oder oft ware mer net därselwechter Meenung. Mä trotzdeem, duerfir e grousse Merci. Och Merci fir déi Interpellatioun hei, datt mer also nach eng Kéier kënnen de Point maachen, wéi gesot, wa mer awer net ëmmer vläicht därselwechter Meenung sinn.

Ech wëll och betounen, datt d'Chamber sech vun Ufank u ganz seriö, och d'Regierung, mat deem sougenannten Dossier LuxLeaks beschäftegt huet, well och ganz vill vun der Reputatioun vu Lëtzebuerg um Spill stoung. Lëtzebuerg ass, dat wësse mer alleguerten, eng wichteg Finanzplaz, déi jo an der rezenter Vergaangenheet, jo, méi wéi eng Kéier an der Kritik oder ënner Beschoss stoung vun deenen engen oder anere Säiten. An duerfir war et och wichteg, schnell ze reagéieren a Saache richtegzestellen.

A virun allem, et ass och elo grad, mäi Virriedner huet dat gesot, datt een och drop hiweist, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz eppes aneres ass, datt do d'Kompetenz, den Know-how an all déi Erfahrung, déi mer hei hunn, datt dat den Haapt- oder dat Wichtegst ass. An ech mengen, mir mussen och eis Finanzplaz, dat ass kloer fir eis, verteidegen. Well et ass net nëmmen, fir einfach eng Plaz ze verteidegen, d'Finanzplaz Lëtzebuerg bedeit och ganz vill Aarbechtsplazen, bedeit och e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie.

Wéi gesot, mir haten eng Rei Diskussioune schonn an der Chamber, an och de Finanzminister, deen ëmmer prett war, fir do och freides no sechs Auer heiansdo ze kommen, fir eis dann déi lescht Informatiounen ze ginn. An de Finanzminister, dat muss ech awer och hei ervirhiewen, huet och immens vill Efforten um europäeschen an internationale Plang gemaach. Et kann een eigentlech soen: „De Finanzminister Gramegna on tour" weltwäit, fir eben iwwerall kënne Saache kloerzestellen an och iwwerall kënnen derfir ze suergen, eben och nach déi aner Aspekter vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ervirzestréichen.

Et krut een och, wann een hei d'Press liest zu Lëtzebuerg, mä och an anere Presseorganer an England oder soss an der wäiter Welt, ganz vill positiv Réckmeldungen. Ech mengen, och déi gréisst Oppositiounspartei, mä och anerer, attestéieren der Regierung hei, datt se awer eng gutt Aarbecht mécht. An ech begréissen och, muss ech soen, datt d'CSV - jo, um Ufank war eng Kéier schaarf geschoss ginn am November -, mä duerno, datt d'CSV awer och op e ganz konstruktive Wee fonnt huet an deem Dossier an datt mer do zesummen an eng Richtung zéien.

Ech mengen, et ass wierklech wichteg, fir a Serenitéit iwwert deen Dossier ze schwätzen a mat klore Fakten ze argumentéieren. Ech weess, et sinn der haut scho gesot ginn, et sinn der an der Vergaangenheet gesot ginn, ech wëll se nach eng Kéier soen. Et ass esou - steter Tropfen höhlt den Stein -, datt ee wierklech awer déi wichteg Saachen einfach muss ëmmer erëm widderhuelen. Dat sinn och Saachen, wéi mer déi Delegatioun, déi bei där Assemblée parlementaire zu Bréissel war am Februar/Mäerz, wou och do kuerz deen Dossier ugeschnidde ginn ass, wou mer dat och ëmmer widderholl hunn.

Ech mengen, et ass... Bon, éischtens muss ee soen, dat hei sinn elo Rulingen, déi zwar exklusiv vu virun 2012 getätegt gi sinn. Et ass einfach eng Praxis, déi awer scho laang hei zu Lëtzebuerg praktizéiert gëtt, wéi eben an anere Länner och. An et ass och wichteg, datt ee genau versteet, wat e Ruling ass.

Ech mengen, e Ruling ass kee Kontrakt, et ass keng Ofmaachung oder e Gemauschels tëschent enger Verwaltung an Entreprisen: Et ass eng Décisioun. Et ass eng Décisioun vun der Steierverwaltung, eng Décision anticipée, eng Bescheinegung am Viraus, wéi eben déi verschidde Regelen ugewannt wäerte ginn. Dat kéint eigentlech och eng Privatpersoun am Prinzip maachen.

Bei engem Ruling gi keng extra Regelen, oder solle mer einfach soen: keng extra Wurschten ugewannt? E Ruling mécht och keng Ausnahmen. An et kann een och elo do net eppes né-

gociéieren a verhandelen. Et ass do net e Basar, wat do gemaach gëtt, hei gëtt keng Faveur gemaach. Et ass einfach esou, datt do ebe kloer, no deene verschiddene Regelen, déi et ebe gëtt am fiskale Beräich, datt duerno dann herno besteiert gëtt an am Viraus kritt een ebe gesot: Mir wäerten déi do Besteierung op Äre Fall uwenden. Méi a manner oder manner a méi ass et net.

Déi Lëtzebuerger Rulinge si konform zu eisen nationale Gesetzer, zu europäeschen, internationale Gesetzer, si konform zu Konventioune vun der „non double imposition". Bon, wann een d'„non double imposition", wéi dat virdru gemaach ginn ass, a Fro stellt, kann een dat maachen. Mä nach sinn eis Rulingen op alle Fall konform zu deene Konventiounen, déi mer awer och ënnerschriwwen hunn an och hei an der Chamber an der Vergaangenheet gestëmmt hunn.

Et ass also keng illegal Praxis. Dat muss een awer widderhuelen. Se sinn, déi Décisiounen, déi Rulinge si konform eben och zum europäesche Recht. An d'EU-Kommissioun, dat muss een awer och soen, huet och vum Prinzip Ruling, fënnt si dat grondsätzlech eng gutt Saach, well een domadder eben den Entreprisë Planungssécherheet gëtt, datt déi am Viraus wëssen, wat se sech kënnen erwaarden.

Et ass och scho gesot ginn, ech widderhuelen et awer nach eng Kéier, Rulinge ginn a 26 EU-Memberstaten, ech bezéie mech elo nëmmen op d'Europäesch Unioun, praktizéiert. Lëtzebuerg ass also net eleng do. Rulinge sinn och net geheim. D'Administratioune vun deenen anere Länner, déi kënne se bei eiser Verwaltung ufroen. Et ass also eng Aart Échange sur demande, déi do fonctionnéiert.

Bon, et ass natierlech déi Fro, dass et verschidden Entreprisë gëtt, déi ganz wéineg Steiere mat de Rulingen dann erreechen. Dat ass eppes, wou een da sech kann natierlech fundamental Froe stellen. Et ass legal. Mä bon, et ass natierlech eng Saach, wou ee versicht, optimal d'Steiergesetzer auszenotzen.

Ech mengen, all Bierger mécht dat am Endeffekt och. Wann ee seng Steiererklärung mécht, kuckt een, wat fir eng Abattementen ee ka maachen an esou virun an esou fort. Et keeft ee sech vläicht nach e Buch an et kuckt een, et freet ee vläicht op der Steierverwaltung un, fir ze soen: „Voilà, dat ass mäi Fall, kann ech dat dann och esou ofsetzen?"

Ech mengen, dat ass eigentlech dat, wat de Ruling ass. Et ass eng Optimisatioun, wou een déi eenzel Elementer eben hëlt, Interaktioun, jo, Kombinatioun vun nationalen Dispositiounen, europäeschen Dispositioune vum fiskale Recht. Och déi Form vun..., nenne mer et dann „Optimisation fiscale", ass legal.

An da komme mer awer op déi kruzial Fro, déi de Justin Turpel, den Interpellant, mengen ech, opwerfe wëllt, dat ass déi: Wann do ganz niddreg Besteierungen duerch déi Optimisation fiscale erreecht ginn, ass dat legitim, respektiv ass et ethesch ze vertrieden? Ass et fair vis-à-vis vun anere Besteierungen, oder Leit oder Entreprisen, déi besteiert ginn? Ech mengen, dat ass effektiv déi fundamental Diskussioun, déi mer hei hunn.

Ech wëll eppes kloerstellen, dat ass, mir, meng Fraktioun, mä awer och d'Regierung, déi verschléisse sech guer net, fir déi Diskussioun unzegoen an ze kucken dann, an eng Richtung ze goe vun enger Steiergerechtegekeet, wann een et esou wëllt nennen, déi méi fair ass vis-à-vis vun deenen eenzelne Leit oder Entreprisen, déi besteiert ginn.

Ech wëll awer och betounen, datt déi Fro net eleng vun engem klengen oder vun engem eenzege Land wéi Lëtzebuerg ka beäntwert ginn, well een nëmme kann an engem net nëmmen europäeschen, mä an engem internationale Kontext déi Froe beäntwerten. An dat sinn och déi Saachen - den 18. Mee wäert d'TAXE-Kommissioun zesummekommen, dat ass jo déi Kommissioun, déi kuckt, am Numm oder am Optrag vum Europaparlament en Dossier zu de Rulingen ze erstellen -, déi mir där Kommissioun och den 18. Mee da wäerte soen.

A mir wäerten hinnen och eppes soen: Mir wäerten hinne soen, datt Lëtzebuerg sécherlech net en Deel vum Problem ass, mä datt Lëtzebuerg ganz kloer en Deel vun der Solutioun ass, well mir an der éischter Rei sti vun deene Länner, déi elo voll op Transparenz setzen. Mir hunn näischt ze verstoppen. A mir wäerten do iwwerall, wou et muss sinn, matschaffen.

An ech mengen, et ass och esou, wann een elo kuckt, déi lescht Méint, wat do alles scho gemaach ginn ass, datt Lëtzebuerg do och ganz proaktiv virugaangen ass. Lëtzebuerg war dat éischt Land, dat gesot huet: „Hei, mir ginn der Kommissioun alleguerten eis Rulingen.", fir datt déi aner Länner do dann och sollen nozéien, fir do och Transparenz eranzebréngen.

Mir hunn och kee Problem, dat huet de Finanzminister och scho gesot, datt mer kee Problem hu mat der Transparenz respektiv engem automateschen Informatiounsaustausch vu Rulingen. Och bei den Diskussiounen zum Beispill vun der OECD am Dossier BEPS schafft Lëtzebuerg aktiv mat. Ech kéint weider Dossieren opzielen: d'Direktiv „mères-filiales", wou Lëtzebuerg ganz kooperativ mat agéiert a mat wäert ee vun deenen Éischte sinn, déi déi Direktiv wäerten ëmsetzen.

Et muss een och soen, datt mer eigentlech, ouni emol LuxLeaks ofzewaarden oder ouni datt dat dann iwwer eis komm war wéi en Tsunami, datt mir do, oder déi nei Regierung an och d'Chamber do d'lescht Joer, also virum November 2014, eng Rei Projeten hei an der Chamber alleguerte gestëmmt hunn, Texter, déi a Richtung vu méi Transparenz ginn, Échange informatique (veuillez lire: Échange automatique) an esou weider, datt mer also d'lescht Joer schonn, viru LuxLeaks, eng ganz Rei Efforten an déi Richtung gemaach hunn, well mer einfach och erkannt hunn: Et ass méi sënnvoll, et bréngt der Finanzplaz méi, wa mer voll op Transparenz spillen, wa mer propper dostinn, wéi wa mer versichen, déi eng oder aner Saach ze verheemlechen. An de Global Forum huet dat jo och mëttlerweil unerkannt.

Och wëll ech soen, déi Efforten, déi mer also um nationale Plang gemaach hunn, datt mer eigentlech och schonn d'lescht Joer - dat wier, wa LuxLeaks net komm wier, vläicht onbemierkt hei an der Chamber laanscht eis gaangen -, datt mer eigentlech och scho virdrun, d'Regierung, viru LuxLeaks, eng Rei Mesurë geholl hat, fir de Beräich vu Rulingen hei zu Lëtzebuerg besser ze regléieren.

Dat sinn déi Saachen, déi mer och am Zukunftspak du gestëmmt hunn, wou iwwerhaapt d'Praktik vun de Rulinge gesetzlech festgehale gëtt: praktesch Saachen, wéi datt déi zoustänneg Büroe mat Personal opgestockt ginn, d'Publikatioune vun den Décisiounen, datt och do jee nodeem, wéi komplex en Dossier ass, muss eppes bezuelt ginn an esou weider. Einfach nëmmen, fir ze soen, datt mer souwuel um europäeschen, internationale Plang an der éischter Rei stinn, fir ze kucken, déi Dossiere virunzekréien, datt mer do net wäerte blockéieren an datt mer schonn an der Vergaangenheet, och hei am leschte Joer, eng ganz Rei Texter gestëmmt hunn, déi a Richtung vu méi Transparenz an am Endeffekt och a Richtung vu méi Steiergerechtegkeet ginn.

Här President, ganz kuerz e Wuert zu deene rezenten Diskussiounen, déi opgeflaamt sinn an der Press, wat d'Whistleblower ubelaangt. Wat mir net gefall huet déi lescht Deeg, ouni engem wëllen ze no ze trieden, dat ass, datt a verschiddenen Artikelen am Ausland Lëtzebuerg als Land en tant que tel kritizéiert ginn ass. Ech muss hei einfach soen, et ass net d'Regierung, et ass net d'Parlament, et ass net Lëtzebuerg en tant que tel, dat hei enquêtéiert oder inculpéiert, et ass einfach d'Justiz, déi hir Aarbecht mécht. Eis Institutioune fonctionnéieren. Punkt! Méi wëll ech dozou net soen.

Här President, ech komme schonn zu menge Konklusiounen. Wéi gesot, ech hunn et schonn e puermol elo rappeléiert: Lëtzebuerg, d'Regierung spillt och am Dossier Rulinge mat oppene Kaarten. Mir si sécherlech mat déi Éischt, mir sinn déi Éischt praktesch an der Rei, wann et drëms geet, méi Transparenz ze schafen, méi Steiergerechtegkeet, an déi Diskussiounen unzefänken.

Ech wëll awer och nach eng Kéier betounen, datt mer dat net am Alleingang kënne maachen. Mir mussen eng gemeinsam Démarche fannen, gemeinsam Regelen um europäesche Plang, um internationale Plang, mat der OECD. Dat ass eigentlech dee Wee, dee mer musse goen.

E klengt Wuert och nach vläicht, Här President, zur Motioun a Resolutioun, da brauch ech herno net méi dozou Stellung ze huelen, ganz kuerz. Ech mengen, d'Motioun, wou gefrot gëtt, datt ee soll prett sinn, d'Regierung soll prett sinn, fir pleinement mat der Commission TAXE ze kollaboréieren, ech mengen, dat ass eigentlech eng Evidenz. Et ass superfétatoire, soudatt ech eigentlech net de Sënn agesinn, fir eppes nach hei guttzeheeschen, wat eigentlech souwisou d'Évidence même ass.

Och d'Resolutioun, Här President, do virun allem kucken ech och als President vun der Cofibu méi kritesch, datt mer eigentlech elo sollen als Parlament Etüden an Optrag ginn, fir do ze kucken, den Dossier iwwert d'Fiskalitéit an iwwer all déi Froen, déi eigentlech d'Cofibu och soll analyséieren, fir dat do dann, ech géif scho bal e bësse soen „outzesourcen" an dann an engem gewëssen Zäitraum do e Rapport ze presentéieren.

Ech hunn domadder, muss ech soen, awer als President vun der Cofibu Schwieregkeeten. Mir hu gewisen an deene leschte Méint, datt mer als Cofibu eis Aufgab seriö an deem Dossier maachen, datt d'Regierung ëmmer Ried an Äntwert stoung, wa mer se geruff hunn, zu all Moment, datt mer natierlech och an deem Dossier wäerten an deenen nächste Méint a Joren hei an der Chamber weiderschaffen an datt een duerfir also net speziell nach niewebäi muss dann esou eng Etüd an Optrag ginn, well mer eis Aufgab souwisou maachen.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. Nächste Riedner ass de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, um Ufank vu menger Interventioun géif ech och gären dem Justin Turpel Merci soe fir seng Interpellatioun, fir eis d'Chance ze ginn, hei sechs Méint no der LuxLeaks-Affär eis eng Kéier heiriwwer auszeloossen am Parlament a fir eng Kéier heiriwwer ze diskutéieren. Ech géif him och gär Merci soe fir säin Engagement hei an der Chamber, fir seng vill Aarbecht. A seng Picken iwwert den Thomas Piketty wäerte mir perséinlech feelen. Voilà, ech wënschen Iech vill, vill Gléck fir Är Zukunft!

Et ass vläicht ganz gutt, dass déi Interpellatioun hei zu LuxLeaks elo eréischt stattfënnt, sechs Méint nodeems d'Affär vum Konsortium ICIJ weltwäit mat vill Kaméidi révéléiert gouf. Mir kënnen eis nach all gutt erënneren un d'Ambiance, déi deemools geherrscht huet, un d'Konsternatioun, dass mer eis erëm eng Kéier am Schmuddeleck - eleng! - erëmfonnt hunn. Mir erënneren eis, wéi schwéier d'Verteidegung deemools war als Schmarotzer vum internationale Steiersystem, als quasi „Schurkenstaat", deen anscheinend op d'Käschte vun aneren - richtege - Länner hire Steiergelder lieft.

An der internationaler Diskussioun ass um Ufank vergiess ginn ze soen, dass d'Tax Rulings eppes sinn, wat et och a villen anere Länner gëtt, a 26 vun den 28 EU-Länner, dass genee déiselwecht Montagen och an anere Länner gemaach ginn an dass munch Länner souguer nach vill méi aggressiv Steiernischen hunn. Et sinn der e puer genannt ginn. Ech géif d'Beispill nenne vun de Belsch hiren Intérêts notionnels an den Englänner hirem Non-dom-Regime, fir nëmmen déi zwee ze nennen an dëser Diskussioun.

Här President, LuxLeaks huet eng berechtegt international an national Diskussioun ëm d'Steiergerechtegkeet lassgetréppelt. Ass et normal, dass d'Betriber keng oder ganz wéineg Steiere bezuelen, wa Privatpersounen, Leit, déi fir hiert Akommes schaffen, ëmmer méi staark besteiert ginn um Akommes vun hirer Aarbecht? Wou solle Betriber besteiert ginn? Op der Plaz vum Ofsaz oder do, wou se hire Siège wielen, oft fir laanscht d'Besteierung ze kommen? Dat ass d'BEPS-Diskussioun, déi scho säit Jore bei der OCDE gefouert gëtt an haut méi wéi jee aktuell ass.

Ech géif gären direkt um Ufank vun dëser Interventioun soen, dass et fir d'LSAP net akzeptabel ass, dass Betriber ganz wéineg oder iwwerhaapt keng Steiere bezuelen. Et gehéiert zu enger elementarer Konzeptioun vun der Steierjustiz, dass och Betriber, egal ob se national oder international täteg sinn, Steiere bezuelen. D'international Entwécklung an der EU an och an der OCDE geet an d'Richtung vu méi Transparenz a méi Steiergerechtegkeet, och wann déi Entwécklunge sécher net perfekt sinn - ech kommen nach spéider dorobber zréck -, mä dee Mouvement begréisse mir als LSAP.

Et ass gutt a richteg, dass mer d'Diskussioun elo féieren, wou déi éischt Opreegung, déi eng sachlech Diskussioun schwiereg, jo, onméiglech mécht, sech geluecht huet.

Här President, ech géif gären - e bëssen ähnlech wéi de Justin Turpel - e bëssen e Katalog opstelle vun deene verschiddenen Aarte vu Rulingen, déi bei eis praktizéiert ginn. Mir hu vill a laang an der Cofibu iwwert d'Rulinge geschwat, mä ëmmer op eng generell Aart a Weis. Et ass awer, mengen ech, wichteg, eng Kéier méi an den Detail ze goen, fir ze wëssen, wouriwwer mer iwwerhaapt schwätzen, an e bëssen iwwert déi pauschal an elo zimlech sulfureuse Expressioun vum Ruling erauszegoen.

De Ruling, och dat ass scho gesot ginn, de Ruling oder „rescrit fiscal" ass u sech näischt Schlëmmes an näischt Béises. Et ass ganz einfach en Accord préalable iwwer eng zukünfteg Besteierung, an deenen allermeeschte Fäll vu Betriber, mä munchmol och vu Privatpersounen. Deen Accord préalable kritt een opgrond vun enger detailléierter Beschreiwung vun der Aktivitéit, déi ee virgesäit. An deen Accord ass dann och nëmme gülteg, wann déi Beschreiwung och zoutrëfft.

Deen éischte groussen Typus vu Ruling ass deen, dee bei Finanzéierunge gefrot gëtt. Hei geet et drëm, e Prix de transfert festzesetzen, dee justifiéiert ass, wann eng Gesellschaft an engem Grupp enger anerer Gesellschaft Sue léint. Wat ass eng normal Marge, compte tenu vum Risk vun der Aktivitéit, vum Prêt, ëmmer ausgoend vun enger vergläichbarer Transaktioun tëschent enger Bank an hirem Client? Dësen Typ vu Struktur gëtt et an all Land, an et ass u sech näischt Problematesches drun.

D'Regularitéit vun der Operatioun gëtt säit der Circulaire vun 2011 bei eis duerch e Rapport iwwert de Prix de transfert bestätegt. Iwwerall an der Welt gëtt „transfer pricing" gemaach, an Applikatioun vun de Regelen, déi vun der OCDE ausgeschafft goufen. An ech mengen, dass de Fait, dass Lëtzebuerg kee Problem mat der zukünfteger Direktiv iwwert den Échange vu Rulingen huet, och dorobber zréckzeféieren ass, dass mer hei als Land näischt ze verstoppen hunn.

Déi zweet Kategorie vu Rulingen, déi oft gefrot ginn, betreffen d'Quellebesteierung bei Gewënner, déi vu Lëtzebuerger Gesellschaften un hir Mammegesellschaften ausgeschott ginn. Dëst ass eng Struktur, déi ganz vill am Beräich vum Private Equity benotzt gëtt, also bei Haiser, déi fir Investoren net cotéiert Betriber opkafen a Parten do dran indirekt verkafen.

Hei geet et drëm ze confirméieren, dass keng Quellesteier ufält, wann eng Lëtzebuerger Holding eng Distributioun vu Gewënner mécht, déi si ënnert dem Schachtelprivileg vun hire Filiale krut. Dës Gewënner ginn dacks ënner engem Prêt participatif un d'Mamm ausbezuelt. De Ruling confirméiert dann, dass keng Quellesteier ufälleg ass. Wichteg heibäi ass awer ze soen, dass dat net onbedéngt heescht, dass dës Gewënner net anzwousch anescht besteiert ginn.

Bei der vill beschwatener IP-Box, déi duerch e Gesetz vun 2008 agefouert gouf, déi och schonn hei am Débat mentionnéiert gouf an déi eng Exoneratioun vun 80% vun de Revenuen aus der Propriété intellectuelle virgesäit, muss een emol kee Ruling froen. Mat der IP-Box kann effektiv zolidd Schindluder gedriwwe ginn, an ech mengen, et ass net ëmsoss, dass dee Regime am Zentrum vun der Kritik an der Diskussioun ëm BEPS steet. Wéi Der wësst, ass d'IP-Box bei eis en Auslafmodell, wat aner EU-Länner, zum Beispill Irland, dat esou e Regime nach während der LuxLeaks-Affär agefouert huet, net drun hënnert, ähnlech Steierregelen ze hunn.

Eng aner kritikabel Steierstruktur ass déi sougenannt „Goodwill-Struktur". Hei kann déi steierlech Base vun engem Betrib reduzéiert ginn duerch d'Abrénge vun engem méi oder wéineger reelle Fonds de commerce, deen dann amortiséiert gëtt géint d'Benefisser, déi d'Gesellschaft mécht. Hei gëtt et an der Haaptsaach e Problem vun Evaluéierung, déi net ëmmer prezis ass. Dofir sinn dës Strukturen haut just nach méiglech, wann een eng prezis, dokumentéiert Evaluatioun vun engem Goodwill weise kann.

Här President, eng Zentralfro ass, firwat eist Land et fäerdegbruecht huet, esou e wichtege Secteur fir d'Steierstrukturéierung ze ginn, trotz reeller europäescher an internationaler Konkurrenz. D'Explikatioun huet ganz vill mat juristescher Sécherheet ze dinn. Wat Investisseuren a Betriber virun allem wëllen, wa se eng Transaktioun plangen, ass juristesch Sécherheet. Si wëlle sech kënne verloossen op dat, wat se vun enger Administratioun bestätegt kréien. Dobäi ass et net esou schlëmm, wann eng Positioun ännert oder souguer wa méi Steiere musse bezuelt ginn, mä Sécherheet a Viraussiicht ass Tromp. Eng réckwierkend Afrostellung vun engem Ruling duerch d'Administratioun wier do Gëft: Länner, déi dat gemaach hunn, hunn a kierzester Zäit hir ganz Kredibilitéit fir Jore verspillt. Ech mengen, och dat soll ee wëssen, wann een iwwert d'Rulingsproblematik schwätzt.

Här President, d'LSAP ass der Meenung, dass d'Regierung gutt a schnell op LuxLeaks reagéiert huet. No Diskussioune mat der Europäescher Kommissioun hu mir eise Recours géint der Kommissioun hir Demande fir d'Matdeelung vun all eise Rulingen zréckgezunn a mir hunn agelenkt, obwuel eise Recours gutt Chancen hat, ugeholl ze ginn. Mir hunn och erreecht, dass d'Europäesch Kommissioun ganz schnell hir Enquête op all aner EU-Memberstaten ausgewäit huet, wat eist Land aus der direkter Schosslinn geholl huet.

De 4. November d'lescht Joer, also just viru LuxLeaks, hate mer schonn de Projet de loi iwwert den Échange de renseignements sur de-

mande, fir vun der groer Lëscht vum Global Forum vun der OCDE erofzekommen, an der Chamber verabschit an och de Projet de loi iwwert den Échange automatique op de Revenus sur l'épargne an engem europäesche Kontext adoptéiert. E Projet, dee jo deemools e bëssen excessiv als d'Enn vum Bankgeheimis hei zu Lëtzebuerg qualifizéiert ginn ass.

Mir hunn och als Land eis Bereetschaft erklärt, mat op de Wee vun enger Direktiv iwwert den Échange automatique vu Rulingen ze goen, déi vun der Kommissioun Juncker no der LuxLeaks-Affär ganz schnell ausgeschafft gouf. Déi lëtzebuergesch Regierung begréisst a begleet deen Trend, a mir fannen, dass dat och gutt esou ass.

Och am Kader vun der OCDE gehéiert Lëtzebuerg nom ongléckleche Klassement 2013 als „non-compliant jurisdiction" am Global Forum vun der OCDE mëttlerweil zum Peloton de tête, souwuel wat d'Adoptioun vum Standard vun der OCDE iwwert den Échange d'informations am Oktober 2014 ugeet, wéi och am Dossier BEPS, wou Lëtzebuerg de Konsens iwwert d'Patentboxen adoptéiert huet, an eben duerch Progrèsen am Échange vu Steierinformatiounen.

Esou konnt de Pascal Saint-Amans, den Direkter vun der Fiskalitéit bei der OCDE, am Dezember d'lescht Joer der Lëtzebuerger Regierung massiv Progrèsen en matière vu Steiertransparenz bescheinegen an och confirméieren, dass Lëtzebuerg beileiwen net eleng dosteet bei der Rulingsproblematik.

Ënnert eiser EU-Présidence wäerten d'Diskussiounen iwwer eng Assiette unique an e minimalen Taux op der Betribsbesteierung weidergoen. Mir mussen déi Dossiere sachlech, mä och kritesch ugoen. Inbesonnesch d'Aféierung vun enger Assiette unique, wéi se fir de Moment proposéiert ass, géif mat sech bréngen, dass kleng Länner ouni Headquarters näischt oder bal näischt méi ze besteieren hätten. Eng ähnlech Evolutioun bahnt sech och bei BEPS un. Dofir musse mer als Land resolut op méi Substanz setzen, wa Betriber sech hei nidderloossen. D'Zäit vun de Bréifboîtten ass definitiv eriwwer, och wa se eis aus Plazgrënn gutt arrangéiert huet.

Mä och bei der Direktiv iwwert den Échange automatique vun de Rulinge gëtt et nach munches ze bemängelen: beim Uwendungsberäich, bei der Kompetenz vun der Kommissioun, beim Subsidiaritéits- a Proportionalitéitsprinzip, bei der Retroaktivitéit, beim Beruffsgeheimnis. Hei muss Lëtzebuerg selbstbewosst zesumme mat anere Länner, déi ähnlech Positiounen hunn, seng legitim Intérête verteidegen, ouni sech vum Gespenst LuxLeaks aschüchteren ze loossen.

Ech wëll awer och kloer an däitlech soen, dass d'LSAP d'Efforte vun der EU-Kommissioun, fir aggressiv Steierstrukturéierung ze begrenzen, ausdrécklech begréisst.

D'Clause anti-abus an der neier Direktiv „mères-filiales", mä och den Encadrement vun den Exoneratiounen ënnert där Direktiv an ënnert der Direktiv iwwert d'Zënsen an d'Redevancen, wa keng effektiv Besteierung virläit, si Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass gewosst, dass d'Steieroptimiséierung, déi d'Leit oft, zu Recht, schockéiert, d'Resultat ass vum Zesummespill vun Duebelbesteierungsofkommessen, vu lokale Regelen a Praxissen an eben international tätege Betriber, déi et verstinn, duerch eng geschéckt Strukturéierung d'Steierlaascht niddreg ze halen.

Eng rezent Entrevue, an dat ass och scho gesot gi vum Laurent Mosar, eng rezent Entrevue mam Generalsekretär vun der OCDE hei an der Chamber, dem Ángel Gurría, huet gewisen, dass d'USA keng Interessen drun hunn, hir Betriber op hiren auslänneschen Aktivitéiten ze besteieren. Den Dossier iwwer „Base Erosion and Profit Shifting" iwwert d'Produits hybrides gëtt vun den USA blockéiert, mat der zimlech offensichtlecher Begrënnung, fir hir Multinationallen ze begënschtegen. Fir d'USA, mä wahrscheinlech och fir aner Länner, ass den internationale Steiersystem eng Form vu Subventionéierung vun hire Betriber. Och dat ass eng Realitéit.

Kuerz viru LuxLeaks schonn hat d'Regierung am Zukunftspak eng Base légale fir d'Rulinge virgeluecht an och eng Verankerung vum Prinzip vum „arm's length". No LuxLeaks du koum de Projet de règlement grand-ducal iwwer eng Commission des rulings. Et ass e reelle Fortschrëtt, dass d'Rulingen elo op zolitte juristesche Féiss stinn, nodeems se während 25 Joer eng einfach Pratique administrative waren, déi just op enger Note de service vun 1989 gefousst huet.

Et ass och en Zeeche vu Maturitéit, dass elo eng Kommissioun bei der Steierverwaltung sech mat de Rulingen auserneesetzt an net nëmmen ee Préposé, an ech mengen, och schonn eleng nëmmen déi Praxis mécht eis international manner vulnerabel. De Justin Turpel huet et gesot, de Jeannot Krecké huet schonn 1997 a sengem Rapport iwwert d'Steierfraude dee System kritiséiert an zu Recht op seng Geforen higewisen. Als LSAP kënne mer deen neie System also nëmme begréissen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech kommen zur Konklusioun. D'LSAP, muss ech nach eng Kéier soen, ass ganz kloer fir national an international Steiergerechtegkeet. Dobäi si mir natierlech och géint aggressiv an abusiv Steierstrukturatiounen, déi dorop erauszilen, dass international täteg Gruppen an hir Aktionäre keng oder ganz wéineg Steiere bezuelen.

Et ass allerdéngs an eisen Aen ze vill einfach, d'Kand mat der Bidden auszeschëdden an d'Rulinge pauschal ze diaboliséieren. D'Rulingen, ech hunn et gesot, si virun allem en Instrument vu juristescher Sécherheet. A mir sinn en „État conduit" an enger ganzer Rei vun internationale Steierstrukturen. Dat kann ee gutt oder schlecht fannen, mä dat ass e Fait. Wann een dat grondsätzlech veruerteelt, da misst een éierlecherweis och soen, wat Lëtzebuerg da soss soll maachen, fir ähnlech Steierrecetten eranzefuere wéi déi, déi de Finanzsecteur ofwërft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Well de Rulingsecteur sinn net nëmmen déi direkt Steieren, déi dem Här Turpel no just nach eng Peau de chagrin sinn oder just nach Grimmele sinn, mä et hänke ganz vill aner wirtschaftlech Secteuren zu Lëtzebuerg dovunner of. Wéi solle mer et maachen, fir dann, ënner anerem, eise Sozialstat ze erhalen op deem Niveau, wou en elo ass? Dat hätt ech dann och gär emol eng Kéier hei vum Interpellant héieren am Kader vun dësem Débat. Wann een iwwer esou Saache schwätzt, muss een och iwwert d'Géigefinanzéierung schwätzen, wat ee mécht, wann een déi Saachen ofschaaft. D'Welt ass méi komplex wéi Schlagwierder a Banderolle virliesen.

Ech hätt mer, Här Turpel, vun Iech gewënscht, an dësem wéi och an aneren Débaten, dass een net just wëllt ofschafen ouni géigenzefinanzéieren, net just vum moraleschen Héichsëtz erof op alles ze schéissen, ouni realiséierbar Alternativen opzeweisen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Par ailleurs géif ech nach eng Kéier Merci soe fir dës Debatt an Iech alles Gutts wënsche fir d'Zukunft. Ech géif Iech och villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Fayot. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll dann och hei direkt am Ufank dem Interpellant Merci soen, dass mer d'Méiglechkeet hunn, haut dann dës Debatt iwwert d'LuxLeaks nach eng Kéier ze féieren.

Den Här Turpel huet a senger schrëftlecher Ufro sechs Froen opgeworf. En huet dorauser hei an deem Mëndlechen der néng gemaach. Ech ginn op déi eenzel Punkten an, ech denken awer, dass meng Virriedner ausféierlech dat scho gemaach hunn. An ech erlabe mer och dann, méi grondsätzlech Punkte vun der grénger Partei hei opzewerfen an och méiglech Pisten opzeweisen, wéi et an der Zukunft soll weidergoen.

Vläicht direkt um Ufank zwee Punkten, déi ech wëll hei ernimmen. Et ass éischtens, Dir kënnt Iech alleguerten erënneren, dass mer nach virun zwee Joer hei diskutéiert hunn, dass et un der Zäit wier, d'Bankgeheimnis ofzeschafen an op de Wee vum automateschen Informatiounsaustausch ze goen. Mir waren eis eens, dass dat de bessere Wee fir d'Finanzplaz wier, well mer der Meenung sinn, dass d'Finanzplaz och mat transparenter an éierlecher Steierpolitik hir Roll an Europa ka behalen a vläicht souguer ausbauen.

déi gréng hunn ëmmer gefuerdert, dass Lëtzebuerg net sollt bäidroen, dass grouss Konzerner, a besonnesch déi ganz räich, op d'Käschte vun de Statsbudgeten hir Steierbäiträg kéinte kleng halen. D'Kris an Europa kënne mer nëmmen iwwerwannen, wann d'Staten och déi néideg Steierrecetten hunn, fir déi Investissementer kënnen ze maachen, déi Aarbechtsplaze schafen an d'Kris sozial offiederen, ouni dass si dofir iwwerméisseg Scholde musse maachen.

An dann natierlech, an de leschte Méint ass Lëtzebuerg, leider erëm, an e schlecht Liicht geroden, dës Kéier wéinst dem exzessive Gebrauch vu Steierrulingen. Meng Virriedner sinn ausféierlech dorop agaangen.

Och mir stellen eis do eng Rei Froen: Wéi kënne mer et rechtfertegen, dass Betriber wéi Apple, Amazon, Starbucks, Vodafone, fir nëmmen déi puer ze nennen, nëmme minimal Steiere bezuelen an d'Librairie dovir um Eck, de Bistro dräi Meter méi wäit ewech hir éierlech a fair Steiere musse bezuelen? Wéi kënne mer et rechtfertegen, dass duerch esou Praxissen an anere Länner musse Crèchen zougemaach ginn, Subsiden am soziale Wunnengsbau ewechfalen an esou weider, well de Stat d'Suen net méi huet, fir se ze finanzéieren?

E Beispill, fir dat ze illustréieren, ass e Rapport vum franséischen Deputéierten an der Assemblée nationale, Carrez, dee schreift: «Les PME ne sont pas très loin du taux de 33% d'IS.» - Heescht „impôts sur les sociétés". - «Les grandes entreprises au-delà de 2.000 salariés, c'est 13%. Les sociétés du CAC 40, c'est seulement 8%. La plus grande entreprise de France, Total, c'est 0%.» Dat illustréiert e bëssen, dass déi Debatten net nëmmen hei musse gefouert ginn, mä och a Frankräich an an anere Länner an Europa an doriwwer eraus.

Et ass deemno also nëmme logesch, dass d'Kommissioun d'Enquête lancéiert huet, fir ze kucken, ob domadder net d'Konkurrenzsituatioun zuongonschte vum Mëttelstand verschlechtert gouf. Wann dat esou wier, wier dat schlecht, well grad de Mëttelstand Aarbechtsplaze schaaft an e wichtegen Akteur vun der lokaler an nationaler Wirtschaft ass.

Gradesou wichteg ass et awer och, dass mer iwwer eng ongesond Steierkonkurrenz schwätzen, déi ongesond ass, well se derzou féiert, dass d'Länner ze vill Steierrecettë verléieren. Duerch de Phenomeen vun der Optimisation fiscale gi Milliarde vu Steiergelder vermidden, déi eigentlech missten an déi national Statskeese fléissen a vun do aus erëm géifen investéiert ginn an en Effet multiplicateur, och an der Wirtschaft deementspriechend, dann och hätten an och hunn.

Dat heescht, dass dat Geld, wat fir wäertvoll Projete kéint agesat ginn, herno an deene jeeweilege Statsbudgete feelt. E bekannt Beispill ass natierlech och Vodafone an England, déi duerch déi Praxisse vun de Rulingen, anstatt a Groussbritannien, ech mengen, 29% - och wa se d'Assiette vläicht anescht besteiert kritt hätten, e bësse manner bezuelen - nëmmen an der Realitéit 0,8% Steiere bezuelt hunn an doduerch, no Schätzunge vu verschiddenen Experten, ronn sechs Milliarden der britescher Statskeess gefeelt hunn. Déi hunn natierlech herno gefeelt bei anere soziale Moossnamen, fir Investitiounen ze maachen.

Et ass dofir fir déi gréng och wichteg, eng éierlech a seriö Opschaffung duerchzeféieren, ouni mussen awer alles a Fro ze stellen - et ass dat och virdru schonn ernimmt ginn. Et ass dofir richteg a wichteg, dass mer iwwert d'Praxis vun de Rulingen, souwuel hei zu Lëtzebuerg an Europa wéi awer och op OECD-Niveau, diskutéieren. De Problem däerf a kann net eleng um nationalen Niveau ugepaakt ginn, et muss och un enger europäescher Léisung geschafft ginn.

D'Verantwortung läit also net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och zu Berlin, London, Paräis, etc. Och wann et stëmmt, dass Lëtzebuerg an der Vergaangenheet mat de Rulingen net géint d'Gesetzer verstouss huet, heescht dat awer nach laang net, dass, wann eppes haut nach legal ass, dëst och nach haut wënschenswäert ass oder ethesch kompatibel mat deenen Normen, déi mir wëllen applizéiert gesinn.

Dem Finanzminister Gramegna seng Wierder u sech, well hie selwer sot: «Ce qui est légal aujourd'hui, n'est peut-être plus souhaitable ou est considéré comme plus compatible avec la norme éthique, qui devrait prévaloir.»

Wéi eng Léisungen a Piste gesi mir dann elo als Gréng?

Elo muss een awer och éierlecherweis hei soen, dass sech mëttlerweil eng ganz Rei vu positive Saachen hei gedoen hunn. Dofir, éischtens: Mir brauchen eng Finanzplaz, déi reguléiert an transparent ass. Mir begréissen dofir ausdrécklech, dass dës Regierung schonns heiru geschafft huet an och weider wäert doru schaffen.

Ech zielen der e puer op. Et sinn och dat Wierder, déi just vu mengem Virriedner Franz Fayot hei gesot gi sinn.

Virun de LuxLeaks hat d'Regierung schonns ugesat, fir d'Rulinge besser ze reguléieren, well d'Rulinge si jo net per se ze verdamen. Mam éischten Deel vum Zukunftspak ass d'Prozedur fir d'Rulinge gesetzlech verankert ginn. Des Weidere sinn och d'Prix de transfert elo am Gesetz verankert. D'Bankgeheimnis ass opgehuewen. Zum 1. Januar 2015 u praktizéiere mer den Échange automatique d'informations am Kader vun der Zënsbesteierungsdirektiv. Dat ass e grousse Fortschrëtt. Mir hunn den OECD-Standard bei der Coopération sur demande ugeholl. An och dat ass e wichtege Schratt an déi richteg Richtung.

Dës Beispiller weisen op, dass dës Regierung hir Hausaufgabe mécht an awer och ëmsetzt. Mä, esou wéi virdru schonns gesot, ass de Problem vun den exzessive Steierkonkurrenzen net eleng vun engem Land ze léisen. Et kann nëmme funktionéieren, wann all Regierungen an der EU un engem Strang zéien an och gemeinsam mat der OECD no eenheetleche Regelungen a Standarde sichen.

Fir déi gréng ass et deemno wichteg, dass an der EU weider Fortschrëtter gemaach ginn a Richtung vu Steierharmoniséierung, statt a Richtung vun onfairem Steierwettbewerb. Dës Fortschrëtter sinn ëmsou méi wichteg, well mer um internationale Kontext nëmmen esou och weiderkommen am gemeinsamen OECD-Standard.

Ech wëll dofir zwee, dräi Beispiller nach opzielen. Mir musse probéieren, d'Gesetzeslücke bei de Kierperschaftssteieren ze schléissen. Et ass virdrun och erëm vu mengem Virriedner opgeworf ginn d'Diskussioun ëm d'„mères-filiales"-Richtlinnen. Et ass geschwat ginn iwwert d'Zënsrichtlinnen. Et ass geschwat ginn iwwert d'Lizenzgebühren. Wéi déi tëschent de Firmaen, tëschent den „mères-filiales" an esou verdeelt ginn, ass ee vun de gréissere Chantieren, déi ugepaakt musse ginn.

Den zweete Chantier, wou mer och schonn an der Kommissioun des Éfteren driwwer diskutéiert hunn, ass tëschent der Bemiessungsgrondlag, dass jett vun der Besteierung an de Mindeststeiersätz vun deenen eenzelne Firmaen, an och do, mengen ech, musse mer eng gesamteuropäesch Léisung usichen, fir kënnen dann och mat enger gemeinsamer Stäerkt, an dat ass de véierte Punkt aus där Opzielung. Wa mer wëlle gestäerkt eng international Diskussioun ugoen, brauche mer de Standard, dee mer an der Europäescher Kommissioun fonnt hunn. An domadder hu mer besser Chancen, wéi den Här Mosar och virdru gesot huet, en internationale Standard op OECD-Niveau kënne virzebréngen.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Hären, ech komme schonn zum Schluss. Ech wëll och nach eng Kéier aus Siicht vun deene Grénge betounen, dass mer et begréissen, dass Lëtzebuerg, dass dës Regierung sech engagéiert huet, mat der Kommissioun zesummenzeschaffe beim Opschaffe vun dësen Themen, och wat d'Spezialkommissioun vum EU-Parlament ubelaangt.

Onofhängeg vun der Aart a Weis vun dëser Kommissioun, ass et wichteg, dass d'Debatt iwwert d'Steiergerechtegkeet an Europa op eng konstruktiv Manéier, ouni eesäiteg Polemiken duerchgefouert gëtt. Mir zielen dofir och op eis europäesch Partner, fir gemeinsam no Léisungen, fir no enger koordinéierter europäescher Steierpolitik ze sichen an net mussen de Spillball vu multinationale Betriber ze sinn, déi deelweis manner wéi 1% Steiere wëlle bezuelen.

Lëtzebuerg wëllt weiderhi bekannt bleiwen, dass mer engagéiert Europäer sinn, dass net nëmmen eegen national Interessen an der Fënster hänken. Mir hu keen Interessi, d'Zilscheif vu weideren Attacken op eist Land ze sinn. D'Conditio sine qua non ass deemno fir déi gréng eng konstruktiv, engagéiert Zesummenaarbecht op EU-Niveau, esou wéi dat dës Regierung an och eise Finanzminister bis elo gemaach hunn.

An zum Schluss wëll ech dann awer och vu grénger Säit dem Interpellant nach eng Kéier Merci soen. Merci soen éischtens fir haut dës Debatt. Ech huelen en Zitat, dat en oft hei benotzt huet, wann e seng Rieden hei gehalen huet. Ech wëll dat dann och zum Schluss hei nach eng Kéier widderhuelen: „Wann ech jo elo méi Zäit hätt, kéint ech dem Justin Turpel nach ganz vill iwwer säin Engagement zielen, mä déi hunn ech leider net méi." Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir hutt awer nach 13 Minutten.

(Hilarité)

Ech huelen Är da mat, herno.

Villmools Merci dem Henri Kox. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, well ech zum Schluss vläicht keng Zäit méi hunn, wëll ech dann um Ufank...

(Hilarité)

...dem Justin Turpel Merci soe fir dës Interpellatioun an och fir déi flott Zesummenaarbecht,

déi mer hei an der Chamber haten, an och virun allem an de Kommissiounen, wou de Justin Turpel ëmmer och e ganz engagéierten Deputéierte war. A vun eiser Säit aus och: Justin, alles Guddes fir deng Zukunft!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru sechs Méint war dat Wuert „Ruling" wahrscheinlech deene meeschte Lëtzebuerger an och vläicht enger Rei vu Politiker nach net bekannt. Mä duerch eng grouss, international ugeluechte Campagne, och vun der internationaler Press, déi weltwäit gefouert ginn ass, ass déi sougenannte LuxLeaks-Affär opkomm a Lëtzebuerg ass a Schlagzeile geroden. Leider eng weider Kéier!

Déi éischt Reaktioune vun eiser Regierung ware sécherlech net grad déi professionellst. Et war och den Iwwerraschungseffet derbäi. Mä et muss een awer fairerweis soen, datt souwuel herno vu Regierungssäit déi Saach gutt organiséiert war an och preparéiert war op weider Attacken, déi vun der internationaler, vun enger bestëmmter internationaler Press géintiwwer vu Lëtzebuerg geridde si ginn. An och, datt d'Zesummenaarbecht, mengen ech, tëschent Regierung an der zoustänneger Chamberskommissioun, virun allem tëschent dem Finanzminister an der zoustänneger Chamberskommissioun exzellent war. An ech mengen, datt mer och zesumme verstanen hunn, do Décisiounen ze huelen, wat am Interessi vun eisem Land war.

Här President, vu datt meng Zäit zéng Minutten ass, wëll ech op eng Rei vu Punkte just prinzipiell agoen.

Déi éischt Fro ass zu de Rulinge selwer. Ech wëll ënnersträichen, wat och schonn eng Rei vu Virriedner gesot hunn: D'Rulinge sinn eiser Iwwerzeegung no konform zu eisen an och internationale Bestëmmungen a Gesetzer. Et gi praktesch an alle Länner vun den EU-Staten, mä och weltwäit Rulinge gemaach. Plazeweis hu se eng aner Nominatioun, mä am Fong ass et awer datselwecht wéi hei zu Lëtzebuerg, wat mir Rulingen nennen.

Et ass och duerfir vläicht net verwonnerlech, datt déi Attacken, déi an där Phas géint Lëtzebuerg geridde si ginn, datt déi net a priori vun auslännesche Regierungen oder Politiker géint Lëtzebuerg geridde si ginn, mä si si vun der Press géint Lëtzebuerg geridde ginn, well déi auslännesch Politiker selwer jo wëssen, datt si och Rulinge maachen an dobäi relativ zréckhalend an där ganzer Diskussioun waren.

Déi zweet Fro ass: Wéi vill Rulingen hu mer gemaach?

Bon, et gëtt gesot, et sinn der e puer Dausend bis maximal dräi Dausend d'Joer. Dat mag vill klängen, mä wann een dat am internationale Verglach kuckt, dann ass dat näischt Extraordinäres. An dobäi muss een och wëssen, datt Rulinge kënne vun enger Associatioun, vun engem Betrib e puermol gemaach ginn, erneiert ginn an esou weider. Mä ech mengen, et sollt ee wëssen, datt dat awer eng enorm Progressioun vun de Betriber hei zu Lëtzebuerg mat sech bruecht huet, an datt mer haut bei 33.000 bis 34.000 Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt sinn, sinn, ass och zréckzeféieren op déi staark Progressioun, déi mer eben iwwert de Wee vun de Rulingen hei op Lëtzebuerg hikritt hunn.

Eng weider Fro. Wa mer soen, et wiere vill Rulingen, da muss een och froen: Wat bréngen d'Rulinge Lëtzebuerg?

Mir wëssen, datt d'Betribsbesteierung hei zu Lëtzebuerg insgesamt zënter fënnef Joer konstant ass. Bei 1,5 Milliarden huet déi sech agependelt a se ass souguer, wa mer de Chiffer richteg am Kapp hunn, 2014 liicht ënner 1,5 Milliarde gefall.

Wann een da weess, datt op där anerer Säit déi Rulinge jo awer eppes bruecht hunn - dee genaue Chiffer hu mer net genannt kritt, mä et gëtt awer vun tëschent 600 an 800 Milliounе geschwat; dat war emol de Chiffer, deen de Premier an der Neijoers- oder der Chrëschtdags- oder dem Silvesterinterview um Fernseh genannt hat -, wann een dann awer weess, datt déi Rulingen awer eng net onwesentlech Zomm an de Statsbudget erabréngen, an et gesäit ee gläichzäiteg, datt d'gesamt Betribsbesteierung op 1,5 Milliarde stoe bliwwen ass, obschonn op där anerer Säit jo nei Recettë geschafe gi sinn, dann hunn der och bei der Betribsbesteierung misse logescherweis zréckgoen. Dat ass sécherlech iwwert de Finanzsecteur geschitt, wou ebe Recetten ewechgaange sinn, déi elo, et kann ee bal soe glécklecherweis, dann iwwer nei Recettë vu Rulinge konnte kompenséiert ginn.

Mir sinn der Meenung duerfir, an dat hunn ech och scho bei aneren Debatte gesot, datt mer net derlaanschtkommen, net am Kader vun dëser Diskussioun, mä am Kader vun der bevirstehender Steierreform, déi mer maachen, mengen ech, datt d'Regierung eis muss alleguer als Politik, als Chamber eng Ventilatioun an eng ganz transparent Oplëschtung vu sämtleche Steieren, déi de Stat erakritt, maachen.

A wa mer vun der Betribssteier schwätzen: Mir wëllen net wëssen, wat deen eenzelne Betrib vu Steiere bezilt, mä mir mussen awer wëssen, wa mer wëlle politesch diskutéieren iwwer eng Steierreform, wat fir eng eenzel Branchë wat vu Steiere bezuelen, sief dat d'Banken, sief et iwwer Rulingen, sief et iwwert d'Industrie an esou virun, datt ee genau weess: Wou kommen déi Betribssteieren hier?

An datselwecht och iwwer all déi aner Steieren, déi mer mussen diskutéieren, och vun de physesche Persounen, datt mer gäre vun der Regierung verlaangen, datt mer an där Hisiicht eng ganz opgelëschten Dokumentatioun kréien, fir datt mer kënnen och an aller Objektivitéit an Transparenz déi Debatt an deem nächste Joer féieren.

Da kënnt d'Fro, ob Rulinge moralesch oder ethesch vertrietbar sinn, datt multinational Konzerner iwwer Rulingen oder aner Steierkonstruktioune minimal Steiersätz bezuelen oder bal guer keng.

Ech mengen, et ass sécherlech net vertrietbar. Do wäerte mer eis och, wann een d'Diskussioun de Mëtteg hei verfollegt huet heibannen, eens sinn. Et kann net sinn, datt d'Multien iwwer Konstruktioune praktesch keng Steiere bezuelen an dann awer déi Kleng- a Mëttelbetriber an d'physesch Persoune bis op de leschten Euro besteiert ginn an déi och musse bezuelen!

Et ass awer genausou falsch, wa Leit soen, ma mir missten den Taux bei deenen, déi hei eng Ruling maachen, an d'Luucht setzen. Da géife se wahrscheinlech net heihinnerkommen. Dann hätte mer also keng Plus-value u Steieren hei, mir hätten eng Moins-value an dann hätte mer och e Verloscht an eisem Budget. An dee misste mer dann natierlech erëm hei am Land siche goen. Et muss een et also - dat, wat och virdrun de Kolleeg Fayot hei gesot huet - bis hannen duerchdenken.

Wa mer soen, et ass moralesch an ethesch net vertrietbar, dann ass dat awer net, datt mir als Lëtzebuerger exklusiv eleng dee Problem kéinte léisen. Dee Problem kann nëmme geléist ginn, net nëmmen op europäeschem Niveau, mä och op weltwäitem Niveau. An duerfir ass et net nëmmen e Problem vun der Europäescher Unioun, mä et muss och am Kader vun der OECD oder dem G20 mat diskutéiert a virun allem och mat décidéiert ginn.

Mir wëssen, datt d'Europäesch Kommissioun amgaangen ass, eng Direktiv auszeschaffen. Mir sinn driwwer informéiert ginn an der Kommissioun. An et gëtt och gesot, datt et relativ séier géif do virugoen, och virun allem wat den automateschen Informatiounsaustausch ubelaangt. Obschonn ee muss wëssen, datt deen och elo scho méiglech war. An et hu jo no der LuxLeaks-Erfahrung eng Rei vu Länner déi Dokumentatiounen hei zu Lëtzebuerg ugefrot a se hu se jo och kritt. Dat ass also keen neie Moment.

Et ass eppes, wat méiglech war, mä wou awer an der Vergaangenheet, muss een dann awer och fairerweis soen, déi aner Länner net vun där Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn. Se hunn am Fong dat net gefrot, bis et den Eklat war. Dunn hu se wahrscheinlech aus den nationalpoliteschen Iwwerleeungen eraus aus hirer Siicht déi ugefrot.

Et kann awer och net sinn, an dat hu mer an der Kommissioun vun eiser Säit aus kloer gesot, datt mer elo op europäeschem Niveau en Text décidéieren an och applizéieren, ouni datt gläichzäiteg op OECD-Niveau datselwecht geschitt. A mir si souguer der Meenung, datt ee wuel kann als Europäesch Unioun higoen, en Text maachen, souguer intern en Accord maachen, mä datt een da seet: Fir eis trëtt deen eréischt en vigueur zu deem Zäitpunkt, wou och um Niveau vun der OECD en décisiven Text virläit!

Dat ass engersäits eng Sécherheet fir eis, datt Europa net an eppes virprescht, wou dann déi aner, an et ass virdrun och hei geschwat gi vun der amerikanescher Säit, wou déi da gutt Zäit hunn, well mir Europäer et scho geléist hunn. An et ass op där anerer Säit och en Drockmëttel, fir ze soen: Mir si prett, well och um Niveau vun der OECD alles prett ass. Da kënne mer dat zesummen a wa méiglech och dat mat deemselwechten Deel a Kraaft triede loossen.

Här President, wa mer all dat doten diskutéieren a soen, datt et moralesch, ethesch net vertrietbar wier, a mat deem, wat mer am leschte Joer bestëmmt hunn, da wëll ech awer just soen, datt mer als Lëtzebuerger eppes musse wëssen, datt um Enn vun deene Prozedure fir Lëtzebuerg wäert och eis Finanzwelt an domadder eise Statsbudget aneschters ausgesinn.

Ech denken, erënneren un déi Verloschter, déi mer hunn. D'Bankgeheimnis ass fortgaangen. Dat huet eis Perten am Statsbudget kascht. Den E-Commerce kascht eis eng Milliard. Rulinge bréngen eis 600 bis 800 Milliounen. Verschidde Leit dreemen dovun, datt den Tanktourismus misst ënnerbonne ginn. D'Akzise mat Tubak an alles, wat drunhänkt, Alkohol, bréngen eng Milliard an d'Steierstatskeess. An och verschidde Leit wëllen eng Finanztransaktiounssteier aféieren, wat och um Schluss fir Lëtzebuerg géif eng Perte an der Statskeess bréngen.

Wa mer also alleguer mengen, mir kéinten op dat verzichten, mir missten elo déi gréisste Moralapostele vun der Welt sinn, da wëll ech awer dorun erënneren, datt all déi Chifferen do ee muss a Verbindung setze mat eisem Statsbudget. An dat sinn nëmmen 12 Milliarden!

(Coups de cloche de la présidence.)

An dat wollt ech zum Schluss soen, datt, wa mer doriwwer nodenken, mer och musse ganz

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

bis zum Schluss nodenken, ier mer virleefeg Décisiounen huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen.

Ech hunn nach d'Wuertmeldung vum Interpellant, deen d'Zäit vu sengem Grupp zum Deel wëllt notzen, wat säi Recht ass.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur.*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech guer näischt méi soen. Ech wollt awer trotzdeem elo op eng Saach reagéieren, wou ech e bësse provozéiert gi sinn. Fir d'Eischt wollt ech awer emol Merci soe fir all déi léif Wierder. Ech mengen, mir hunn herno nach kuerz Geleeënheet, fir dorobber zréckzekommen.

Ech wollt reagéieren op d'Fro vun deem, wat den Här Fayot gesot huet. An dat schéngt elo déi lescht Zäit esou eng Linn ze sinn, datt d'LSAP ëmmer seet, mir géifen zwar vill kritiséieren, mä keng Alternative bidden. Ech mengen, datt do net gutt nogelauschtert ginn ass.

Ech sinn emol frou, datt mer eis hei ënner enger ganzer Rei Parteien eens sinn, datt mer eng Steiergerechtegkeet brauchen. Wa mer soe Steiergerechtegkeet, ginn ech och dovun aus, datt et eng Steiergerechtegkeet ass tëschent de Stéit an de Betriber, datt d'Betriber emol erëm dee Bäitrag bezuelen, dee se eigentlech misste bezuelen.

Ech sinn och frou iwwer verschidden Interventiounen, och vun deene Gréngen, mengen ech, mat deene mer eis wäitgehend eens sinn, well um Niveau vum Europaparlament déi Lénk an déi gréng ganz ähnlech Positioune verteidegen an där ganzer Problematik an och ganz enk zesummeschaffen.

Ech wëll just dem Här Fayot soen, datt d'Géigefinanzéierung, datt ech déi ganz kloer gesinn! Ech mengen, ech hunn e puer Saachen, e puer Elementer gesot, déi ech kuerz wëll rappeléieren.

Dat eent ass d'wirtschaftlech Diversifizéierung. Et ass nun emol eng Tatsaach, dat d'wirtschaftlech Diversifizéierung ënnert dem Impakt vun der Finanzplaz gelidden huet an datt do d'Opmierksamkeet op engem Secteur war, wou mer dat misste wesentlech méi diversifizéieren.

Zweetens hunn ech gesot: Wa mer eng Steiergerechtegkeet hunn, déi wierklech all de Staten erlaabt, dee gerechten Undeel un de Steieren ze kréien, deen d'Staten eigentlech zegutt hätten a bräichten, kënnt jiddwereen ënnert dem Strëch besser ewech. Well mat där Logik, wou mer elo dra sinn... An den Här Mosar ass sech eigentlech ganz konsequent, wann e seet, et muss op der ganzer Welt d'nämlecht sinn, Europa eleng geet net duer.

Dat leeft schonn dorobber eraus, datt d'Steierkonkurrenz bestoe bleift, soulaang wéi dat net ass. Well dat ass jo eng Illusioun de Moment. An hie weess dat och ganz genee, datt d'Steierkonkurrenz bestoe bleift, wa mer eis ëmmer weider no ënne schaukelen, an datt dat eng Spiral ass, déi wierklech ee battert, ee battert an e katastrophaalt Enn kritt, well d'State wierklech net méi déi Suen hunn, déi se brauchen.

Wann déi Saachen, déi hei gesot gi si vun der LSAP, vun deene Gréngen, wann déi esou gemengt sinn, wat d'Steiergerechtegkeet an eng seriö Besteierungsbasis ugeet, wéi dat hei gesot ginn ass, ech mengen, da wësse mer, wou d'Alternative leien. Doriwwer misste mer eis eens sinn.

Ech sinn och d'accord, datt mer déi Diskussioun... Also, ech fannen, datt mer haut eng gutt Diskussioun haten, déi awer eigentlech misst weidergoen. Mir hu jo eng Diskussioun, kréie jo eng Diskussioun iwwert d'Steieren zu Lëtzebuerg. Mir kréien och eng Diskussioun, déi den Här Mosar ugefrot huet, iwwert d'Finanzplaz zu Lëtzebuerg. An ech fannen, dat si wierklech Saachen, déi ee soll weiderféieren.

Ech soen nach just ee Wuert zu de Motiounen, da brauch ech herno dat net méi ze soen.

Zu deem, wat den Här Berger gesot huet, datt déi superfétatoire wier. Also, an esou Fäll wéi deem dote misst een awer soen: «Ça va mieux en le disant.» An et ass jo genee dat, wat d'Hollänner gemaach hunn. An ech wier wierklech och frou, wa mer dat hei kéinte maachen, soss si mer nämlech an enger anerer Situatioun. Soss si mer nämlech an der Situatioun, datt eng Motioun, déi identesch ass mat där hollännescher, hei ofgelehnt gëtt! An da freet awer jiddwereen dobausse sech, firwat. Also, ech géif mengen, hei soll ee wierklech de Geste maachen, déi Motioun stëmmen an domadder och Kloerheet schafe par rapport zu deem, wat eis Intentioun ass.

An d'Resolutioun, zu där den Här Berger gesot huet, datt d'Cofibu dat souwisou géif maachen. Also, ech muss éierlech soen: Ech hu meng Zweifelen. D'Cofibu huet bis elo ni diskutéiert, datt se dat do op déi do Aart a Weis géif opschaffen an datt se dat op déi do Aart a Weis géif wëlle maachen, wéi dat an där Resolutioun drasteet. Wann dat natierlech awer d'Engagement vum President ass, fir dat ze maachen, da sinn ech der Meenung, datt d'Cofibu dat soll maachen. Mä da brauche mer keng Spezialkommissioun, da wäert d'Cofibu schonn esou ee Rapport virleeën, wou dat alles emol eng Kéier zesummegefaasst gëtt. Mä ech hunn Zweifelen.

Wann d'Zweifelen hei bestätegt ginn, sinn ech der Meenung, datt een d'Resolutioun soll stëmmen. Wa jiddwereen der Meenung ass, datt d'Cofibu dat wierklech soll maachen, fir dat op déi Aart a Weis opzeschaffen, de Rôle vun der Finanzplaz an all deene Beräicher do, sinn ech der Meenung, datt d'Cofibu dat soll maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. An elo direkt huet d'Wuert de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, léiwe Kolleeg Félix Braz, ech si ganz frou iwwert déi Diskussioun, déi mer haut hei haten. Déi war net nëmmen utile. Ech géif soen, se war noutwendeg. An dofir géif ech gären, wéi och verschidden aner Riedner, dem Deputéierte Justin Turpel Merci soen, dass en déi Interpellatioun gemaach huet. Mir wëssen, dass en eis elo wäert an der Chamber verloossen. Ech muss soen, dass dat fir mech op eng gewëssen Aart a Weis e Regret ass, well de Justin Turpel, ech kann dat hei roueg op der Tribün soen, ass deen Deputéierten, dee mech am meeschte beschäftegt huet.

(Hilarité)

Et ass ëmmer esou, och wa mer net ëmmer mateneen eens waren, eis Analyse waren effektiv oft ganz verschidden. Et ass awer ëmmer flott, wann een e Sparringspartner huet, a mam Här Turpel hat ech do een, dee ganz gutt virbereet war.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Minister, mir kënne probéieren, dat Lach do opzefëllen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, dat muss net onbedéngt sinn.

(Hilarité)

De Sujet ass komplizéiert genuch. An ech freeë mech dann, dass mer déi Diskussioun hunn. An dem Justin Turpel wënschen ech alles Gutts fir seng Zukunft, an ech sinn iwwerzeegt, dass eis Weeër sech och nach wäerte begéinen.

Ech fannen, dass d'Diskussioun haut jo och relativ vill Konsensus mat sech bruecht huet, an dat ass jo ëmmer gutt fir d'Chamber an och ganz gutt fir d'Regierung. De Konsensus, dee mer, mengen ech, hei ronderëm den Dësch hunn, an ech mengen, dee Konsensus ass y compris mam Justin Turpel a mat senger Partei, dat ass, dass mer der Meenung sinn, dass d'Gesellschafte vun all Gréisst solle gerecht besteiert ginn. Op Englesch gëtt dat genannt „fair taxation". Mir nennen dat hei Steiergerechtegkeet. An ech mengen, dat ass keng esou Selbstverständlechkeet. Ech mengen, d'Situatioun huet vill evoluéiert iwwert déi lescht Joren, a Saachen, déi virdru liicht akzeptéiert waren, sinn et haut net méi. Ech wäert nach dorop zréck ze schwätze kommen an der Konklusioun. Et ass also hei eng Prise de conscience ronderëm dem Sall, dass mer alleguerte fir eng fair Steierpraktik sinn.

Dës Regierung huet sech dat och virgeholl. An ech mengen, mir hunn dat och applizéiert a mir hunn dat an deene leschte 17 Méint bewisen. Mir sinn de Wee vun der Transparenz a fiskalesche Saache gaangen. Mir hunn deen ugefaangen a mir hunn en ëmmer méi breet getrëppelt.

Den Débat ass haut lassgeléist ginn, wann een esou wëllt, viru sechs Méint vun der Affär LuxLeaks. Ech si frou, dass mer dat eréischt no sechs Méint maachen, well d'Gemidder sech effektiv e bësse calméiert hunn.

Mä et däerf een net dovunner ausgoen, dass d'Problematik vun de Rulingen, dass dat déi gréisste Problematik ass, wat d'Fiskalitéit ubelaangt. Dat ass een Element vun der genereller Fiskalitéit vun den Entreprisen. An et ass och hei gesot ginn. An ech mengen, et soll een, wann een iwwert den Dossier da vun der Steiergerechtegkeet schwätzt, natierlech net nëmmen iwwert d'Rulinge schwätzen.

Wéi huet d'Regierung reagéiert, wéi déi ganz Affär explodéiert ass?

Komescherweis war et eng Saach, déi schonn 2012 bekannt war an en fait ouni vill Nowéien 2012 an enger Emissioun op France 2 bal an de Vergiess komm ass. Mä si huet eng ganz nei Dynamik kritt, well e Konsortium vun internationale Journalisten dat weltwäit opgegraff huet an, zweetens, an dat war vläicht dann den entscheedende Punkt, déi Rulingen, déi geklaut goufen, op den Internet gesat huet.

Domat ware mir a si mir och nach ëmmer praktesch dat eenzegt Land, deem seng Rulinge weltwäit kënne konsultéiert ginn. Mir hu 500 vun eise Rulingen, déi all Mënsch ka kucken an analyséieren. An dat ass natierlech en immensen Nodeel fir eis par rapport zu all deenen aneren. Dat wäert sech och elo änneren, wann natierlech Praktike vun Échange vu Rulinge wäerten amplaz kommen, amplaz gesat ginn.

Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Lëtzebuerger Regierung d'Vergaangenheet, dat heescht dat, wat virdrun an dësem Land a Saache Rulinge gemaach ginn ass, komplett assuméiert huet. Mir hunn nämlech fonnt, dass mer eis do sollte wéi ee Mann virun d'Praktik stellen. Well dat Allerwichtegst fir eist Land no baussen ass d'Kredibilitéit a riichtzestoe fir dat, wat virdru gemaach ginn ass, a Konformitéit mat de Gesetzer. Ech si frou, dass mer dat gemaach hunn. Dat war net esou evident. Mä ech fannen, dat war déi richteg Attitüd.

Eng aner Saach, déi eis vill gehollef huet, dat ass, dass mer en fait net op LuxLeaks gewaart hunn, fir eppes a Saache Rulingen zu Lëtzebuerg ze änneren. Ech wäert herno dorop zréckkommen.

Mir hu jo virun der Affär am November Initiativen op legislativer Basis geholl. An ech mengen, dat huet eis och gehollef, fir ze beweisen, dass mer seriö wären, fir déi Praktik da méi a Konformitéit ze setze mat den internationale Praktiken.

Vu dass LuxLeaks jo awer wierklech ronderëm d'Rulinge geet, kann ech net derlaanschtkommen, nach eng Kéier ze ënnersträichen, wat e Ruling ass, zu Lëtzebuerg genannt „décision anticipative". D'Décision anticipative vun der Steierverwaltung ass keen Accord, et ass eng Décision unilatérale. Dat ass extrem wichteg. Do verhandelt een näischt. Do kritt een eng Bestätegung. Et ass een Acte unilatéral vun der Administratioun, ass och vun där ënnerschriwwen, huet dee Stempel drop an ass also en Acte administratif.

Deen Acte administratif gëtt engem Rechtssécherheet, e gëtt also Certitude a gëtt engem Prévisibilitéit. Fundamental Saachen an der heiteger Welt, wou alles changéiert, a fundamental Saachen, déi maachen, dass souwuel d'Kommissioun vun der EU wéi och d'OCDE d'Praktik vun de Rulingen en tant que tel iwwerhaapt net a Fro stellen.

Et ass kee Mënsch oder et si ganz wéineg Leit, déi do Responsabilitéiten hunn, déi soen, et misst een d'Praktik vun de Rulingen ofschafen. Au contraire! Jiddweree seet, et wier eppes ganz Effikasses an Utiles. Mä de Kader, an deem sech d'Rulingen ofspillen, dee muss natierlech changéiert ginn.

Et ass oft genuch gesot ginn, dass 26 vun 28 Länner dat an der EU maachen an och déi meeschten OCDE-Länner. Ech muss soen, dass dat fir eis d'Prioritéit war, soubal dat erauskomm ass, déi ganz Affär LuxLeaks, fir op e puer Saachen den Hiwäis ze maachen. Dat Alleréischt war ze soen: Neen, d'Rulinge sinn net eng Spezialitéit vu Lëtzebuerg. Neen, d'Rulinge si keng Accorden. An, neen, d'Rulinge sinn näischt Geheimes, contrairement zu deem, wat an de Medien ze liese war.

Se sinn net geheim. Mir hu schonn an der Vergaangenheet op Ufro verschidde Rulinge mat verschiddene Länner ausgetosch. No der Affär LuxLeaks hunn ech dat och nach répétéiert. An ech muss soen, dass ech och Ufroe krut, an ech zum Beispill récemment mat der Steierverwaltung verschidden Informatiounen iwwer Rulingen an d'Belsch ginn hunn. Dat ass awer souguer schonn den alen Droit. Mir hunn do näischt Neits gemaach. Mä dat beweist, wéi den Image vun de Rulingen an der Press falsch virgedroe ginn ass.

Doropshin hu mer, dat war, géif ech soen, den zweete Schrëtt vun eiser Aktioun, dat Eischt war ze soen: Rulinge sinn eng generell Praktik. Déi zweet Haaptinitiativ, déi mer geholl hunn, dat ass, dass mer gesot hunn a gefrot hunn, dass d'Rulingen net solle weider eng Spezialitéit sinn, déi an engem Land ass, mä dass mer se sollen ënnereneen austauschen. An dat Eenzegt, wat mer konnte proposéieren, ass natierlech, dass dat um Niveau vun der Europäescher Unioun soll ausgetosch ginn.

A mir wëssen, dass d'Europäesch Kommissioun am Mäerz vun dësem Joer esou eng Propositioun gemaach huet. Ech wëll ganz kloer soen, dass mer dat begréissen, dass mer dat ënnerstëtzen. An et ass e ganz ambitiéise Kalenner festgesat ginn, fir déi Direktiv ze adoptéieren a mir hunn eis engagéiert als Présidence, dass mer deen ambitiéise Kalenner vun der Kommissioun wäerten ënnerstëtzen.

Dëst gesot, geet et net duer, dass d'Europäesch Unioun Initiativen hëlt, mä et ass esou, dass am Domän vum Échange vu Renseignementer, an hei dem Échange iwwert d'Rulingen, dat nun emol eppes ass, wou d'Europäesch Unioun Pionéier war an der Vergaangenheet an och wahrscheinlech wäert hei sinn. D'Endzil ass natierlech, dass mer en „level playing field" sollen hunn, dat heescht, dass de Kader, d'Spillwiss fir jiddwereen déiselwecht soll sinn, net nëmmen an der EU, mä an der ganzer OCDE, an allen entwéckelte Länner. Mir wäerten och drécken, fir dass dat esou geschitt.

Mä eppes däerf een awer och net vergiessen, an dat ass, dass egal wéi vill mer harmoniséieren, wéi vill Échange mer maachen, mer déi zwee Extremer mussen évitéieren. An déi zwee Extremer, déi et gëtt, dat ass d'Course no ënnen, d'Course vun der Optimisation fiscale absolue, wou een esou no wéi méiglech bei Null kënnt, wat d'Besteierung ubelaangt. Dat muss onbedéngt évitéiert ginn. Mä dat anert muss och évitéiert ginn, dat ass d'Course no uewen. Wann alles échangéiert gëtt, wann d'Transparenz besteet, dass d'Länner also da keng Angscht méi hunn, ze wëssen, dass en aneren eppes manner besteiert, da kann d'Äntwert awer net sinn, dass d'Course no uewen onbegrenzt ass.

An dofir wäert Lëtzebuerg och riichtstoen, fir dass eng gesond Wettbewerbsfäegkeet fir Lëtzebuerg besteet, a wäert sech och asetzen an der EU, fir dass net alles harmoniséiert gëtt bis op de leschte Centime, géif ech bal soen. Well da kënne mir, mat där gerénger Fläch, déi mer hunn, a mat deene wéinege Leit, déi mer hunn, en fait net méi konkurréiere mat deenen aneren.

Ech hu virdru gesot, ech wéilt awer weisen, wat an deene leschte 16 Méint geschitt ass. Mir hunn eis ganz vill reforméiert. An Dir sidd als Deputéierten natierlech au courant, well Dir hutt de Gros vun deenen Initiativen ënnerstëtzt oder gestëmmt, wann et Gesetzer waren.

Fir d'Alleréischt emol hu mer an d'Budgetsgesetz eng Dispositioun drageschriwwen, fir dass de Ruling elo soll zu Lëtzebuerg eng legal Basis hunn, an zwar duerch e Gesetz an net méi duerch eng Pratique administrative. Dat hutt Der all begréisst. An deem Text traitéiere mer och d'Prix de transfert. An an deem Gesetz hu mer och virgesinn an dann och herno am Règlement grand-ducal, dass mer eng Kommissioun an d'Liewe geruff hunn, déi en fait derfir suergt, dass d'Rulingen op eng harmoniséiert Aart a Weis an eisem Land décidéiert ginn.

Dat sinn alles Progrèsen, déi eis, géif ech soen, e bëssen an d'Normalitéit setzen, international gesinn, déi een och vläicht hätt kënne scho méi laang maachen. Mir hunn et nun ebe méi spéit gemaach, mä Gott sei Dank hate mer déi Initiativ viru LuxLeaks geholl.

Dat Zweet, wat mer gemaach hunn, dat ass, dass mer op EU-Niveau d'Direktiv «mère-fille» adoptéiert hunn. Ech ënnersträichen ëmmer gär bei mengen europäesche Kolleegen, dass dat ouni d'Zoustëmmung vu Lëtzebuerg guer net méiglech gewiescht wär, well et ass en Domän, wou een d'Unanimitéit brauch.

An zwou Etappen hu mer déi Direktiv da matgedroen, an doduerch dass mer eng Clause anti-abus dran hunn - d'Spezialiste kennen dat, ech brauch dat hei net ze évoquéieren -, an dass doduerch dann déi Produits hybrides, déi dozou gefouert hunn, dass effektiv zweemol net besteiert ginn ass, weder am Pays d'origine nach bei eis, dass där Saach en Enn gesat gëtt. An déi Direktiv muss bis Enn des Joers ëmgesat ginn a mir wäerten elo relativ séier och bei Iech hei an d'Chambre des Députés komme mat engem Text.

Dat Drëtt, wat mer gemaach hunn, ass, mir hunn d'Convention de Berlin an d'Déclaration de Berlin ënnerschriwwen, dat war am Oktober vum leschte Joer. Mir gehéieren also zu deene Länner, déi genannt ginn „fréi Adopteuren", „early adopters", fir schonn den 1. Januar 2017 den Échange automatique anzeféieren an net nëmmen op d'Revenue vun den Zënsen, mä op ganz breede Revenuen. Dat ass en complément natierlech zum Échange automatique vun Donnéeën, dee mer säit dem 1. Januar 2015 maachen, nodeem mer de leschten November de Secret bancaire ofgeschaaft hunn.

Véiertens hu mer am Eiltempo, géif ech soen, am Laf vum Joer 2014 all déi gesetzgeberesch Ännerunge virgeholl, déi mer hu misse maachen am Global Forum. Dir wësst, dass mer do agestuuft sinn als non conforme, a mir hunn an engem Délai vun engem Joer eng OCDE-Konventioun ratifizéiert, mer hunn eng Rëtsch Lëtzebuerger Gesetzer geännert, fir konform ze ginn. Dat war eigentlech do och e bësse sportlech, souwuel an den Délaie wéi an eisen Debatten hei.

Mä mir hunn dat gemaach a mir hunn och den Ufank vun enger Récompense, well am Januar décidéiert ginn ass vum Sekretariat vum Forum Mondial, dass eng nei Evaluatioun vu Lëtzebuerg soll gestart ginn. Déi ass elo amgaang an am Laf vun dësem Joer kréie mer dann déi nei Evaluation an, pake mer Holz un, da misste mer da vun där ganz désagréabeler Plaz, wou mer sinn, erofkommen an do da kee schwaarzt Schof méi op där Lëscht sinn. Eng Lëscht, déi eis immens vill schuet, wat d'Reputatioun dobaussen ubelaangt.

Fënneftens: Wat mer elo scho gemaach hunn a wäerte maachen an der Kooperatioun mat den EU-Institutiounen. Och dorop wëll ech e bëssen zréckkommen, well eis Positiounen evoluéiert hunn. Mir hunn éischtens emol e puer Eenzelfäll mat der Kommissioun, wou mer voll kooperéieren. Dat sinn d'Affären Amazon a Fiat.

An dann hate mer der Kommissioun eng Lëscht vu Rulinge verweigert. D'Kommissioun hat nämlech véier Länner gefrot, fir hir alleguerten d'Rulinge vun de Joren 2010 bis 2012 ze schécken, a mir haten op Basis vu juristeschen Argumenter dat refuséiert. Mir hunn awer als Regierung du mat der Kommissioun nach diskutéiert. Do hu mer gesot: Wann Dir alleguerten de Länner esou eng Lëscht frot, da gi jo d'Länner sur un pied d'égalité traitéiert, da si mir bereet, dat och ze maachen. An dat ass dann och am Laf vum Dezember vum leschte Joer geschitt, well och d'Kommissioun décidéiert huet, d'Länner alleguerten unzeschreiwen.

An ech mengen, déi Égalité de traitement ass fir eis als Lëtzebuerg extrem wichteg a mir wäerten déi och an der Diskussioun mat der Commission TAXE vum Europaparlament ganz grouss schreiwen. Mir hunn eis do och an de Kulissen, an eis Europadeputéierten hu sech agesat, fir dass déi Commission TAXE sech net nëmme mat e puer Länner beschäftegt. Se soll sech mat all deene Länner beschäftegen, déi Rulingen hunn. An dat ass elo assuréiert, wann Der d'Mandat kuckt vun där Kommissioun.

Et ass esou, dass den 18. Mee, wann ech mech elo richteg erënneren, de President vun dëser Kommissioun, den Här Lamassoure, hei op Lëtzebuerg kënnt. Ech wäert deen natierlech empfänken. Ech mengen, deen huet och Rendez-vous mat der Chamberskommissioun oder mat Chamberskommissiounen a mir wäerten natierlech kooperéieren.

Une voix.- Et ass déi ganz Komissioun, déi kënnt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, den Här Lamassoure kënnt, begleet vun där ganzer Kommissioun, jo. A mir wäerte se empfänken a mir wäerte mat hinne kooperéieren. Dat Ganzt natierlech awer am Cadre légal vun eise Gesetzer, déi mer hunn. Mä et ass essenziell, dass een déi Leit net nëmmen empfänkt, mä dass mer do eben alles, wat mer hei maachen, explizéieren a beleeën.

Sechste Punkt, deen ech wollt kuerz abordéieren, well déi Gesetzgebung oft zitéiert ginn ass, dat ass déi vun der Propriété intellectuelle. Et ass kloer, dass mer déi Gesetzgebung musse reforméieren. Do ass um Niveau vun der OCDE e Pabeier ausgeschafft ginn, deen elo fäerdeg ass, dee ganz kloer mat sech brëngt, dass mir mussen eis Gesetzgebunge ganz vill reforméieren. A mir sinn och amgaang, dorop ze schaffen.

Ech wëll just soen, dass dat doten en typescht Beispill ass, wou een direkt d'Resultater gesäit vun deenen Aarbechten, déi an der OCDE gemaach ginn. An ech mengen, et sinn nach vill Leit, déi ënnerschätzen, wéi séier d'OCDE an deen Exercice BEPS vir sech ginn.

Siwenten a leschte Punkt: Wat hu mer gemaach? Dat ass, mengen ech, extrem wichteg! Wat maache mer, fir eis Ekonomie ze diversifizéieren, a wat maache mer, fir eiser Finanzplaz méi Pfeiler ze ginn?

D'Tâche vun der Diversification économique läit haaptsächlech beim Wirtschaftsminister, mä och ech als Finanzminister schaffe ganz vill drop. Mir hunn och e Sujet wéi „FinTech", deen op der Schnëttstell läit vun der Technologie a vun de Finanzen a vun der Industrie, wou mer allen zwee drop schaffen. Bref, et ass en Exercice, dee mer ganz seriö huelen.

An Dir gesitt jo, dass ech och vill ënnerwee sinn a ganz vill Leit empfänken hei, well ech mer jo bewosst sinn, wéi wichteg et ass, dass mer eis Finanzplaz diversifizéieren, an zwar op vill Aart a Weisen: dat Eent, andeem mer Investisseure vun neie Geografien hei op Lëtzebuerg unzéien. Dat Zweet, andeem mer nei Produiten an nei Servicer ubidden.

An dat Drëtt, an dat ass fir mech eent vun de flotte Resultater vun der Diskussioun hei: Wéi wëlle mer eis opstellen a wat fir eng Investisseuren an Akteure wëlle mer hei unzéien? Vill vun Iech, bal alleguerten hu gesot: D'Zäit vun de Boîtes aux lettres ass eriwwer. Eh bien, ech si frou, dat hei ze héieren. Ech mengen, dat ass och eng relativ nei Noriicht, dass mer alleguerten dat esou analyséieren. An ech kann deem nëmmen zoustëmmen.

Mä dat ass net nëmmen eng negativ Noriicht fir Lëtzebuerg. Well, wann ech kucken a wellech Richtung d'Diskussiounen am BEPS ginn an och op europäescher Ebene, dann ass et esou, dass d'Fiskalitéit jo net däerf total superficiel sinn. Ech sinn also och optimistesch, dass déi nei Regelen, déi wäerte kommen, eis och wäerten hëllefen. Déi hunn net nëmmen en negativen Impakt. Mir wäerten an der Quantitéit vill Entreprisë verléieren, mä mir wäerten der hei halen, an déi, déi mer hei halen, déi wäerte méi Substanz zu Lëtzebuerg hunn. Déi wäerten also an der Qualitéit hei sinn. An dann hu mer Entreprisen, déi hei richteg Fouss hunn. An da kënne mer déi och hei zu Lëtzebuerg besteieren.

Als leschte Punkt, an dat passt da bei d'Place financière, ass d'Stéchwuert „Image" e puermol gefall. Jo, mir maachen eng Analys vun eisem Image, souwuel wat d'ganzt Land ubelaangt an en particulier alleguerten d'Défien, déi fir eis Finanzplaz wichteg sinn.

Ech wëll dozou soen, dass den Image eleng net nëmme ka mat enger Campagne oder mat ville Campagnë verbessert ginn. Den Image kann nëmme verbessert ginn, wa mir och an der ganzer Aktioun vun der Transparenz seriö sinn, an dat si mer. A wann eis Partner gesinn, dass Lëtzebuerg dat do net hallefhäerzeg mécht, mä och ganz, an ähnlech wéi mer dat zu Berlin gemaach hunn, bei deenen Éischten ass, déi sech do an déi Démarche areien.

Ier ech zur Konklusioun kommen, géif ech gären zu e puer Punkte vun Ären Interventioune Commentairë maachen oder Froe beäntwerten. Ech fänke mam Här Turpel un. Dee soi-disant Grupp, deen hätt sollen zesummekommen, fir iwwert d'Rulingen ze iwwerleeën an ze schwätzen, do hunn ech effektiv an der Cofibu gesot, dass ech näischt wéisst driwwer.

Awer Dir hutt dat falsch interpretéiert, Här Turpel. Dat huet net geheescht, dass ech net erausfonnt hätt, wat do gemaach ginn ass. En réalité ass näischt geschitt. Also ech äntwerten do op Är Fro: Do ass näischt geschitt. Et ass net, dass ech näischt fonnt hunn.

Den zweete Punkt, de Rapport „Krecké". Ech kennen nëmmen ee Rapport „Krecké". Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur*.- Entschëllegt, wann Der dat erausfonnt hutt, dann hat jo deen Aarbechtsgrupp en Objektiv, dann hätt Der jo mindestens misse kënne soen, wat d'Objektiver vun deem Aarbechtsgrupp sinn an...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Genau! A mir hunn dat alles net fonnt, well et dat net gëtt.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), interpellateur*.- Ah sou, okay.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Et gëtt dee Grupp net. Dat ass annoncéiert ginn, mä dee Grupp huet ni bestanen. Dofir konnt ech Iech och net méi driwwer soen.

Zum Rapport „Krecké" kann ech Iech soen, do gëtt et nëmmen een. An dat ass deen, dee fannt Der um Internet. Do kann een deen och fannen an ech hu keng aner Versioun fonnt.

Deen drëtte Punkt, zu de Rulingen: Virun 2008, et ass net, dass mer déi net kennen, mä virun 2008 ware se net informatesch erfaasst. Ech mengen, et ass awer och wichteg, dat ze preziséieren. Mir wëssen, wat an eisem Land geschitt. Mir wëssen, dass et do Rulinge gouf. Mä mer kënne se net ganz einfach op e Schierm kréien. Mir mussen do au cas par cas fueren. No 2008 ass d'Administration des contributions progressiv informatiséiert ginn, soudass no 2008 déi Donnéeë méi liicht ze erfaasse sinn.

Dem Här Mosar seng Fro iwwert d'Délaien, fir Rulingen ze kréien. Dat ass eng ganz wichteg a pertinent Fro. Ech hunn der Administration des contributions als Richtlinn ginn, se sollen déi Rulingen, déi se gefrot ginn am neie Joer, an engem Délai vun dräi Méint spéitstens erausginn. Mir hunn e Problem, wat déi Rulinge vum leschte Joer ubelaangt, well mer der do zum Schluss ganz vill kruten. An déi si mer amgaang opzeschaffen.

Wou mer och natierlech gesinn, dass do nach e bëssen déi al Habitude war, dass ee fir alles Rulinge freet. An do si mer amgaang, mat den Akteuren e bësse méi Responsabilisatioun ze maachen. Well zu Lëtzebuerg goufe Saache per Ruling confirméiert, déi een iwwerhaapt net bräicht ze confirméieren. Et brauch ee jo nëmmen d'Gesetz ze liesen an da kennt een d'Äntwert. Mä och de Retard si mer amgaang opzeschaffen. Déi kuerz Äntwert ass: Den Délai ass dräi Méint.

An den Deputéierte Mosar huet vill insistéiert op d'Standards mondiaux, wat eng aner Manéier ass ze soen, dass mer en „level playing field" brauchen. Mir sinn eis do alleguerten eens, mengen ech. Do, wou mer vläicht Hésitatiounen hunn, dat ass, wéi mer dat spillen. Wann d'Europäesch Unioun zum Beispill elo an der Direktiv iwwert den Échange automatique vu Rulinge méi séier weiderkënnt - an dat ass jo ganz probabel, well de Kommissär Moscovici gesot huet, dass e wëllt jo virun Enn des Joers fäerdeg si mat der Direktiv -, ass et awer schwéier als Lëtzebuerg eleng, eventuell déi Direktiv ze stoppen. Ech weess net, ob mer eis dat kënne leeschten. An ech mengen och, dass aner Länner Problemer domat hunn.

Ech mengen, eist Zil soll sinn, dass déi Regelen esou séier wéi méiglech op engem Niveau OCDE sollen applizéiert ginn, an dass mer en „level playing field" sollen hunn. Mä ech mengen, mir mussen au cas par cas kucken, wéi sech déi Négociatiounen entwéckelen. Dofir mengen ech, dass mer net sollen ze vill rigid op engem Prinzip reiden. An ech si ganz gäre bereet, op eng konstruktiv Aart a Weis dat och mat Iech an der Chamber oder an der Chamberskommissioun vun der Cofibu ze diskutéieren.

Ech géif gären den Deputéierte Berger, Fayot a Kox Merci soe fir den Encouragement, dee se der Regierung ginn hunn. An ech mengen, si hunn allen dräi jo insistéiert op d'Initiativen, déi d'Regierung scho geholl huet. An et kommen der nach ganz vill, déi virun eis leien.

An, last but not least, géif ech gär soen, ee vun den Défien, déi mer hunn, dat ass, dass d'Fiskalitéit hautzudaags ee vun deenen eenzegen Attributer ass, deen e Land ka gebrauchen, fir Investissementer unzezéien. An dat ass an der Eurozon nach vill méi wichteg! An der Eurozon hu mer jo déiselwecht Währung, do hu mer eng Harmonisatioun, déi geet nach méi wäit wéi am Rescht vun Europa. An d'Fiskalitéit ass effektiv eppes ganz Wäertvolles, wat mer mussen utilement gebrauchen.

Ech kommen zur Konklusioun, Här President. D'Optimisation fiscale excessive an d'Steierflucht ware Saachen, déi hunn och scho viru LuxLeaks existéiert a si hunn och scho virun der Weltwirtschafts- an -finanzkris existéiert. Mä no der Weltfinanz- an -wirtschaftskris vun 2008 hunn d'Mentalitéite changéiert. Et huet deene meeschte Bierger an et huet och deene klengen Entreprisen net méi akzeptabel geschéngt, dass, wann d'Pression fiscale fir vill Leit an d'Luucht ginn, Verschiddener manner bezuelen oder ganz wéineg bezuelen. An dat muss een unerkennen, dass dat changéiert huet.

Ech wëll ganz kloer soen, dass Lëtzebuerg och fënnt, dass jiddwereen, all Firma wéi all Bierger, säi gerechten Deel zu de Steiere soll bäidroen. Mir setzen eis dofir an als Regierung an all deene Gremien, wou mer sëtzen. Mir schaffen aktiv mat an der EU, an der OECD. Mir wäerten och d'Geleeënheet vun der Présidence vun der Europäescher Unioun gebrauchen, fir dat do op eng konstruktiv Aart a Weis ze maachen an esou eisen Image och ze verbesseren.

Well wann een duerch d'Welt reest, wat ech jo maachen, och fir d'Finanzplaz an d'Land an e gutt Liicht ze stellen, ech muss Iech soen, dass et heiansdo ganz schwéier ass, fir deen Image, dee mir vun eis selwer hunn, esou duergestallt ze kréien an de Medien, wéi mir et géife fir gerecht empfannen. Mir kämpfen also och do géint vill Viruerteeler. A mir hunn en Image iwwert déi lescht zéng, zwanzeg Joer mat eis geholl, dee kréie mer net an engem Joer ofgebaut. Mir mussen also do gedëlleg sinn.

Et ass dofir wichteg, dass mer all zesummen dru schaffen. Dofir ass et och wichteg, dass dat de Sujet ass, wou mer e Konsensus hunn, wou mer och déi gréisst Oppositiounspartei op enger Bunn hunn, déi ähnlech ass wéi déi, déi d'Regierung huet. An dofir sinn ech och frou, dëse Sujet an Zukunft och regelméisseg an der Cofibu mat Iech alleguerten ze diskutéieren.

Ech soen Iech villmools Merci fir dës Debatt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Mir sinn um Enn vun eiser Diskussioun iwwert d'Interpellatioun ukomm.

Motion 1

An ech géif dann d'Motioun an d'Resolutioun zum Vote bréngen. Ech mengen, si sinn explizéiert. Et hat jiddwereen d'Geleeënheet, fir sech dozou ze positionéieren. Fänke mer mat der Motioun un?

Da géife mer d'Motioun zur Ofstëmmung bréngen. D'Ofstëmmung fänkt un.

(Interruptions)

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah? Ech hat gemengt...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, ech hat geduecht, et géife vläicht e puer Fraktiounspresidenten intervenéieren, dofir hunn ech net direkt de Fanger gewisen. Mä ech wëll awer ganz kloer soen zu där Motioun, déi d'Regierung invitéiert, do aktiv mat der Commission TAXE zesummenzeschaffen, dass dat effektiv superfétatoire ass.

Ech denke jo keng Sekonn drun (veuillez lire: Ech denke jo keng Sekonn drun, net mat der Kommissioun TAXE zesummenzeschaffen). An ech hu jo och dofir évoquéiert a menger Ried, fir d'Kommissioun ze empfänken, selwer, an esou vill Verständnis matzebrénge wéi méiglech an och all déi Dokumentatioun ze liwweren, sou wéi dat de Cadre légal zu Lëtzebuerg erlaabt. An ech fannen, fir esou eng Motioun ze stëmmen, et géif d'Impressioun ginn, dass mer iergendwéi Hésitatiounen hätten. Déi hu mer net. Mir schaffen allen europäeschen Institutiounen den Traitéë geméiss zou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Da maache mer d'Ronn nach eng Kéier op. Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech gesinn eigentlech och net d'Plus-value vun där Motioun, wat eigentlech och eng „motion-résolution" ass. Hei ginn nämlech zwou Saache matenee vermëscht an deem heiten Text, well fir d'Éischt, am éischten Deel, seet d'Chamber, si wär prett, fir ze kollaboréieren, an am zweeten Deel invitéiert se d'Regierung, fir ze kollaboréieren.

Ech mengen, et ass normal, dass mer am Kader vun de gesetzleche Bestëmmungen a vun de Kompetenze vun deem engen a vun deem aneren hei matschaffen. A mir brauchen eis selwer, mengen ech, net an d'Flicht ze huelen. Mir wäerten dat maachen, wat mer musse maachen. Dofir fannen ech éischter, dass dat doten eppes ass, wat ech als iwwerflësseg och betruechten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann, wa keng weider Stellungnahmen do sinn, géife mer elo zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung...

(Interruptions)

Jo. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Wiem seng Maschinn ass net gaangen? Dem Här Lies seng? Jo.

Also, mir hunn 78 Participants au vote.

(Interruptions)

58. 58!

Une voix.- À la bonne heure!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 58! D'Maschinn huet mer e Streech gespillt. Also, 58 Participatiounen um Vote. 5-mol Jo, 53-mol Neen. Also ass d'Motioun ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 5 voix pour et 55 voix contre.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marc Spautz), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies (par M. Serge Wilmes), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann zur Resolutioun iwwergoen. Gëtt et do Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Resolutioun iwwergoen.

Vote sur la résolution 1

De Vote ass lancéiert. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Resolutioun ass mat 56 Nee-Stëmmen, bei 2 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la résolution 1 est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher (par M. Marc Spautz), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Mergen), Aly Kaes (par M. Serge Wilmes), Marc Lies (par M. Laurent Zeimet), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger (par M. Lex Delles), Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Jo, Här Minister?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wollt nach just, ier dass mer alleguerte fortginn, dem Deputéierte Justin Turpel soen, dass déi léif an e bëssen humoristesch Wierder, dass dat meng waren. Mä de Premierminister huet mech och chargéiert, am Numm vun der Regierung lech Merci ze soe fir Ären Asaz an lech alles Guddes ze wënsche fir d'Zukunft.An ech freeë mech elo op de Patt! Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

12. 6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hunn nach zwou Saachen, ier d'Sëtzung eriwwer ass. Dat Éischt, vu dass de Projet de loi 6796 esou séier duerch war, weess ech net, ob ech d'Fro gestallt hat vun der Dispens vum zweete Vote,...

(Interruptions)

...wëll dat awer elo hei nohuelen.

Dir sidd do dermat d'accord?

(Assentiment)

13. Hommage à M. Justin Turpel

A vu dass d'Regierung elo den Toun uginn huet, wollt ech awer och vläicht dovu profitéieren, fir e puer Wuert un eise Kolleeg Justin Turpel ze riichten, deem seng lescht ëffentlech Sëtzung et haut ass.

Den Här Turpel verléisst dat Haus hei méi fréi, wéi et eigentlech um Ufank geplangt war, aus gesondheetleche Grënn: Säi Réck huet d'Laascht, déi hien a säi Rucksak gepaakt huet, net esou richteg verdroen. E Choix, dee mir alleguer respektéieren an deen, mengen ech, him och net einfach gefall ass. Et war eng kuerz, mä intensiv Zäit an der Chamber. An deene knapp 17 Méint, wou hien am Parlament war, huet e sech staark engagéiert, intensiv geschafft a vill diskutéiert, als Deputéierte vun déi Lénk am Plenum, mä och als Vizepresident an der Petitiounskommissioun oder als Member vun deenen anere Kommissiounen, bei deenen hie matgemaach huet.

Haut, fir seng lescht Sëtzung, hu mer en nach eng Kéier an „Missioun" erlieft. Ech soen „Missioun", well de Justin Turpel, wann e vun eppes gepaakt ass, net gewinnt ass, eppes Hallwes ze maachen. Heiansdo konnt hie seng Verbassenheet och net verstoppen oder ass och emol an d'Schoulmeeschterroll eragefall. Elo... Mir sinn net op engem Begriefnis, dofir däerf een och Saache soen, déi een esou gespuert huet.

(Hilarité)

Elo soll hie méi lues trëppelen; mä well ech en awer kennen, wëll ech net vu Pensioun schwätzen. Ech si sécher, dass e wäert Weeër fannen, fir eis erhalen ze bleiwen! Vläicht net hei, mä op anere Plazen, well seng laang politesch a gewerkschaftlech Erfahrungen, seng Passioun dofir wäerten en net roueg loossen.

Et ass e puermol gesot ginn de Mëtten, och wa mer net ëmmer mat him d'accord waren a wa mer net ëmmer déiselwecht Sprooch geschwat hunn - am Minett gëtt heiansdo eng aner Sprooch geschwat wéi an der Stad -,...

(Hilarité)

...soe mer him Merci fir seng Aarbecht a ginn em mat op de Wee: Maach et gutt, Justin!

(Applaudissements)

Sou, a well et dann esou schéi war de ganze Mëtten,...

(Hilarité générale)

Une voix.- Allez Justin!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... profitéiert de Justin bis zum Schluss, fir dass et eis och net ze schwéier fält, wann e geet.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech Merci fir déi sechs bis siwe Minutten Opmierksamkeet, déi Der mer nach wëllt ginn, fir zum Ofschloss vu mengem Mandat e puer Wuert ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also passt op, d'„Parole après président", dat si fënnef Minutten, mä mir kucken eng Kéier duerch d'Fangeren.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Et war mir eng Éier, an dëser Enceinte, wou d'Gesetzer gemaach ginn an d'Regierung soll kontrolléiert ginn, zesumme mam Serge Urbany déi Leit ze vertrieden, déi normalerweis keen Droit au chapitre hunn, déi Leit, déi 95% bis 99%, vun deene mer ëmmer schwätzen, vun der Bevëlkerung, déi net zu deene gehéieren, déi d'Welt beherrschen an dee ganze Räichtum asäckelen.

Une voix.- Ooh!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- A fir déi Mënschen ze vertrieden, déi wierklech de Räichtum vun dëser Welt ausmaachen, ech hunn dat immens gäre gemaach an hunn dat ni als eppes Extraes, mä just als d'Fortsetzung vun deem Asaz gesinn, deen ech och virdrun an de Gewerkschaften, de Comitéen an de gesellschaftleche Bewegungen hat.

Ech soen deene Merci, déi mech dobäi ënnerstëtzt hunn, de Mataarbechter aus onser Fraktioun an och ausdrécklech de Mataarbechter aus der Chamber, déi eng immens wichteg Aarbecht am Déngscht vun de Bierger maachen. Leider, an et ass gesot ginn, erlaabt meng Gesondheet mir et net méi - wahrscheinlech och als Konsequenz dervun -, deen Asaz esou weiderzeféieren, wéi ech dat fir noutwendeg halen.

Ech sinn awer frou, datt mam David Wagner e jonken, dynameschen a sécherlech gradesou kämpferesche Militant d'Relève iwwerhëlt, an deen op déi him eegen Aart a Weis dësen Asaz weiderféiere wäert. Ech wënschen him, him an dem Serge, vill Asazfreed an Erfolleg an der Aarbecht, wëssend datt an dëser Chamber ëmmer nëmmen dat realiséiert gëtt, wat d'gesellschaftlech Kräfteverhältnisser erlaben. Emsou méi wichteg ass et, datt et eng lénk Beweegung gëtt, déi d'Mobiliséierung an der Gesellschaft ënnerstëtzt, weiderbréngt an hei an dëser Arena erëmspigelt.

Ech wäert och an Zukunft, souwäit meng Kräften et zouloossen, matwierken un deem, wat de Jean Ziegler schonn am Titel vu sengem leschte Buch seet, an zwar: „Ändere die Welt!", mam Ënnertitel: „Warum wir die kannibalische Weltordnung stürzen müssen." Jo, ëm eng kannibalistesch Weltuerdnung handelt et sech beim globaliséierende Kapitalismus. Millioune vu Leit si gestuerwen am Asaz géint déi kannibalistesch Weltuerdnung, am Kampf géint d'Ausbeutung vu Mënsch an Natur, am Asaz fir e Gesellschaftssystem, deen op Gläichheet a Respekt vun all Mënsch opbaut.

Wann haut erëm ëmmer méi Mënschen a Kricher an an anere vu Mënsche selwer provozéierte Katastrophe stierwen an a Massegriewer endegen, och zu Zegdausenden am Mëttelmier ëmkommen, duerch Honger a Krich oder op der Flucht virun Ënnerdréckung an Aarmut, da wësse mir, datt mir nach wäit ewech si vun enger Gesellschaft, déi dat realiséiert, wat d'Vëlker 1948 no zwee fiercherleche Weltkricher am éischten Artikel vun der Mënscherechtscharta als Imperativ gesat hunn: „All Mënsche si fräi a gläich, hunn déiselwecht Dignitéit a Rechter. Si hu Verstand a Gewëssen a sollen een deem aneren am Geescht vu Bridderlechkeet begéinen."

„D'Feinde vun der Mënschheet", seet de Jean Ziegler, „sinn haut déi weltwäit Diktatur vun den Oligarchië vum globaliséierte Finanzkapital an déi absurd Uerdnung, déi si dem ganze Planéit opzwéngen, mat als Folleg dovun erniddregten, hongrege Mënschen an zerstéierte Familljen."

Jo, d'Upassung un déi globaliséiert Wirtschaftsuerdnung ass d'Iwwel vun der Zäit, och wéi de Riccardo Petrella et ausdréckt: „Der neue Diskurs, der jeden Tag in allen Sprachen von den Medien aller Länder geführt wird, sagt uns, dass die gegenwärtige Globalisierung ein grundlegender, unausweichlicher, unwiderstehlicher Sachzwang ist, gegen den niemand ankämpfen und sich wehren kann. (...) Im dominierenden Diskurs ist «Anpassung» das Schlüsselwort. Es heißt, man müsse sich an die Globalisierung anpassen. Wer sich nicht anpasst, wird eliminiert."

Sech der Upassung un déi globaliséiert Weltwirtschaftsuerdnung widdersetzen, sech wieren, dat ass de moraleschen Imperativ. Jiddwereen huet de Choix: upassen oder widdersetzen. Wéi vill Lidder aus der Aarbechterbewegung froen: Which side are you on? Op wéi enger Säit stees du?

Och hei an dëser Enceinte huet jiddwereen, all Deputéierten, jiddwerzäit d'Verantwortung an de Choix, selwer ze décidéieren, op wéi enger Säit e steet, ob e sech de globaliséierte Muechtverhältnisser upasst oder net!

Dobaussen, an där richteger Welt, gëtt et ëmmer méi Rëss an der Front vun der Upassung. Et gouf ëmmer Mënschen an et gëtt der ëmmer méi, déi sech widdersetzen, Fräiheet afuerderen a géint déi falsch Weltuerdnung virginn.

«La colère emporte l'émeute comme le vent emporte le feu.», sot de Victor Hugo 1862 an „Les misérables". D'Roserei facht den Opstand u wéi de Wand d'Feier. Am Weste wéi am Osten, am Süde wéi am Norde bléist de Wand ëmmer méi staark.

Ob als Folleg vum moraleschen Imperativ, aus Roserei iwwer Chaos a Misär an dëser Welt oder als Ausdrock vu Solidaritéit a Respekt virun all Mënsch: D'Verweigerungsfront géint d'Upassung wiisst, si schwätzt hir eege Sprooch, déi ëmmer manner ze iwwerhéiere wäert sinn. An domat wiisst d'Hoffnung an dëser Welt. Oder, wéi de Bertolt Brecht an där däischterer Zäit sot: „Dat Grousst bleift net grouss, a kleng net dat Klengt. D'Nuecht huet zwielef Stonnen, da kënnt schonn den Dag."

An deem Sënn: Au revoir!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Au revoir!

(Hilarité)

An domat ass d'Sëtzung eriwwer.

(Fin de la séance publique à 19.57 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Sommaire des séances publiques nos27 et 28

Rectificatifs (22e et 25e séances) p. 411

27e séance

Ouverture de la séance publique p. 412

Communications p. 412

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 412

Ordre du jour p. 412

6454A - Projet de loi portant modification de:

1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 412-413

6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile p. 413-414

6457 - Projet de loi modifiant:

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la fonction publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

6460 - Projet de loi modifiant:

1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 414-445

28e séance

Ouverture de la séance publique p. 445

Communications p. 445-446

6797 - Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation p. 446

Ordre du jour p. 446-447

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 447-448

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°99 du 27 avril 2015 de M. André Bauler relative à la maintenance des tunnels au Grand-Duché, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 448

- Question n°100 du 28 avril 2015 de M. Marco Schank relative à la tarification transfrontalière avec la Belgique en matière de transports en commun, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 448

- Question n°101 du 28 avril 2015 de M. Roger Negri relative aux conditions d'admission des écoles européennes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 448

- Question n°102 du 28 avril 2015 de M. Gast Gibéryen relative au chômage des jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 448-449

- Question n°103 du 28 avril 2015 de Mme Joëlle Elvinger relative aux travaux dans le cadre de la mise en place du «Groupe des pensions», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 449

- Question n°104 du 28 avril 2015 de M. Laurent Zeimet relative à la nouvelle organisation des fabriques d'églises, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 449

- Question n°105 du 28 avril 2015 de M. Max Hahn relative à d'éventuelles modifications de PAP suite à l'arrêt de la Cour administrative en date du 12 février 2015 (PAP «Am Pescher»), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 449-450

- Question n°106 du 28 avril 2015 de Mme Martine Hansen relative au démantèlement d'un réseau de trafic de viande de cheval, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 450

- Question n°107 du 28 avril 2015 de M. Henri Kox relative au projet de nouvelle centrale nucléaire «Hinkley Point C», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p.450

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes p. 450-451

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 451

Question élargie n°5 de M. Gérard Anzia relative à l'Office National du Tourisme p. 451-452

6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 p. 452

Interpellation de M. Justin Turpel sur «LuxLeaks» p. 452-461

Hommage à M. Justin Turpel p. 461

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0880	Marc Spautz	Représentation du personnel dans les entreprises
0931	Léon Gloden	Lycée de Junglinster
0936	Marc Spautz	Exportabilité des chèques-services aux frontaliers
0955	Diane Adehm, Gilles Roth	Audits commandités par les membres du Gouvernement
0957	Françoise Hetto-Gaasch	Durée d'affectation des éducatrices et éducateurs dans un établissement donné
0958	Gilles Baum	Système de l'ancienneté
0970	Fernand Kartheiser	Audits sur le transport des personnes à mobilité réduite
0982	Marc Spautz	Mosaïque gallo-romaine à Vichten
0984	Diane Adehm, Gilles Roth	Politique énergétique
0985	Martine Hansen	Contrats d'apprentissage et de stage à des travaux à risques spécifiques
0998	Justin Turpel	Réforme de la loi sur l'entreprise des postes et télécommunications
0999	Justin Turpel	Analyse de polluants dans les cheveux d'enfants
1000	Marc Spautz	Salage des routes
1001	Octavie Modert, Claude Wiseler	Projet de loi sur l'archivage
1003	Martine Hansen, Félix Eischen	Épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2
1007	Taina Bofferding	Contrats de travail à durée déterminée du personnel enseignant-chercheur de l'Université du Luxembourg
1008	André Bauler	Route du Nord (A7)
1009	Laurent Mosar	Adhésion potentielle du Luxembourg à l'AIIB
1010	Roy Reding	Exequatur
1011	Gast Gibéryen	Conseil d'administration de Cargolux
1012	Diane Adehm, Gilles Roth	Pièces d'or ayant constitué la réserve financière allouée au réseau Stay behind
1013	Diane Adehm, Gilles Roth	Port du voile dans la fonction publique
1139 urgente	Marc Angel	Incidences de la coopération entre le BND et la NSA pour le Luxembourg

Question 0880 (04.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **représentation du personnel dans les entreprises:**

Avec l'entrée en vigueur du projet de loi relatif au dialogue social dans les entreprises, les comités mixtes vont disparaître. Il n'en reste pas moins que lors des élections sociales de 2013, de tels comités ont été constitués dans les entreprises industrielles, artisanales et commerciales du secteur privé de plus de 150 salariés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de comités mixtes actuellement en place au Luxembourg?

- Combien de délégations de personnel ont été constituées à l'issue des élections sociales de 2013? Le Ministre peut-il lister ces chiffres en fonction du nombre de salariés occupés par les entreprises respectives (15-25, 26-50, 51-75, 76-100, 101-200, 201-300, 301-400, 401-500, 501-600, 601-700, 701-800, 801-900, 901-1.000, 1.001-1.100, 1.101-1.500, 1.501-1.900, 1.901-2.300, 2.301-2.700, 2.701-3.100, 3.101-3.500, 3.501-3.900, 3.901-4.300, 4.301-4.700, 4.701-5.100, 5.101-5.500, 5.501 et plus de salariés)? De même est-il possible d'obtenir les mêmes informations par secteur (public/privé voire industriel, artisanal et commercial)?

Réponse (05.05.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Sur base des données mises à disposition à l'Inspection du travail et des mines par les entreprises concernées suite aux élections sociales de 2013, l'ITM a dressé des tableaux et graphiques reprenant les renseignements demandés par Monsieur le Député Marc Spautz, à savoir:

- le nombre de comités mixtes mis en place;

- le nombre de délégations du personnel constituées à l'issue des élections sociales ainsi que leur répartition en fonction du nombre de salariés occupés dans les entreprises respectives;

- les chiffres listés en fonction du nombre de salariés occupés par les entreprises en question;

- la répartition des délégations en fonction du secteur d'activités des entreprises enregistrées et de leur code NACE.

Afin de pouvoir se faire une idée sur l'évolution des chiffres dans le temps, l'ITM a également inclus dans ces tableaux les résultats relatifs aux élections sociales de 2008 et 2003.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire ou sur le site Internet chd.lu - Travail à la Chambre - Recherche d'archives)

Question 0931 (24.02.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **Lycée de Junglinster:**

Ouvert en septembre dernier, le Lycée de Junglinster ne dispose toujours pas de piscine et sa bibliothèque ne dispose que d'une cinquantaine de livres pour les quelque 220 élèves présents depuis la rentrée scolaire.

Suite aux déclarations récentes de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant le Lycée de Junglinster j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Est-ce que le Ministre peut confirmer que dans le cadre de la construction d'un nouveau lycée, la procédure suivie jusqu'à maintenant était, comme par exemple pour le Lycée à Mamer et le Uelzecht Lycée, que l'Administration des Bâtiments publics prenait en charge la première acquisition des bouquins via une offre publique?

2. Si la réponse est affirmative à cette question, quelles sont les raisons pourquoi cette procédure n'a pas été suivie pour la première acquisition des bouquins pour la bibliothèque du lycée à Junglinster?

3. Est-ce que le Ministre peut confirmer que le budget pour l'acquisition des bouquins s'élève en 2015 à seulement 7.000 euros?

4. Est-ce que le Ministre peut confirmer que les étagères installées dans la bibliothèque sont de pauvre qualité et que ces étagères ne sont pas fixées au sol, de sorte qu'il y a un risque d'insécurité pour les utilisateurs?

5. Quant à la piscine, selon mes informations, il y a des moisissures aux murs de l'enceinte de la piscine. Est-ce que le Ministre peut confirmer ces informations?

Réponse commune (27.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. Il peut être confirmé que le principe général mis en œuvre pour les bâtiments des lycées prévoit effectivement que l'Administration des Bâtiments publics assure l'installation du premier équipement, y compris l'acquisition des livres.

Ad 2. Les responsables du Lënster Lycée avaient dressé une liste des livres devant faire partie d'un premier équipement d'une bibliothèque. Cependant, il importe de constater qu'un fonds documentaire ne se crée pas d'un coup, mais se développe par des acquisitions progressives en tenant compte du profil des élèves et des projets pédagogiques inhérents au fonctionnement du lycée. Le Lënster Lycée est un service de l'État à gestion séparée et dispose d'un budget propre pour faire les acquisitions nécessaires.

Ad 3. Lors de l'élaboration du budget 2015, le Lënster Lycée avait prévu un montant de 7.000 euros pour l'acquisition de livres pour la bibliothèque des élèves. Entre-temps, dans le cadre de la répartition des différents postes sur le budget lui accordé pour l'exercice budgétaire 2015, ce montant a été revu à la hausse dans le souci de garantir le bon fonctionnement de la bibliothèque.

Ad 4. Le matériel en question a été fourni par un fabriquant de renommée dans le cadre du premier équipement du lycée. Ce produit remplit les conditions d'un «mobilier de conservation». Le mobilier installé est conforme au descriptif du bordereau de soumission et peut par conséquent être qualifié d'approprié à l'utilisation dans un bâtiment scolaire. Les armoires correspondent aux critères de sécurité en vigueur même en cas d'exploitation maximale.

Actuellement ces étagères ne sont pas encore exploitées dans leur totalité et ne se soutiennent que moyennant leur propre poids. Afin de palier à toute réserve qui pourrait être émise concernant la sécurité des personnes la mise en œuvre d'une fixation mécanique supplémentaire au sol sera réalisée.

Ad 5. L'apparition de moisissures aux murs de l'enceinte de la piscine n'a pas pu être confirmée. En revanche, il a été fait constat d'une décoloration sur le profil en caoutchouc du plancher mobile (profil de transition) de même que sur quelques endroits du mastic.

En outre, des résidus de la graisse lubrifiante pour les tiges filetées du plancher mobile (sous forme d'agglomérats) ont été détectés sur une partie du plancher pelvien, pouvant à leur tour être à l'origine de la décoloration.

Entre-temps le caoutchouc en question a été remplacé par la firme en charge.

Question 0936 (24.02.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**exportabilité des chèques-services aux frontaliers:**

Au Luxembourg, les crèches vont devenir gratuites pendant les horaires d'école pour les enfants de zéro à trois ans, qui pourront bénéficier durant cette période d'un encadrement bilingue. En revanche le Ministre Claude Meisch a expliqué que le Gouvernement réfléchissait à la manière de rendre le chèque-service exportable pour que les travailleurs frontaliers puissent aussi en bénéficier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres combien d'enfants de travailleurs frontaliers seront intégrés dans le système scolaire du Luxembourg?

2. Si les enfants de frontaliers âgés entre zéro et trois ans seront placés dans des crèches luxembourgeoises, ces enfants vont probablement aussi fréquenter l'enseignement fondamental et secondaire au Luxembourg. Est-ce que le Gouvernement a déjà entamé des discussions avec le Syvicol pour informer les communes de ces changements?

3. Messieurs les Ministres ne risque-t-on pas une pénurie de places dans les crèches et l'enseignement fondamental et secondaire?

4. Le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations concernant l'exécution du projet et sa gestion financière?

5. Quels impacts ces mesures auront-elles sur le budget des communes et leurs plans pluriannuels?

6. Les Ministres ont-ils informé les communes par voie circulaire sur le coût supplémentaire à prévoir pour réaliser ces changements?

7. Ayant des répercussions sur la Grande Région, le Gouvernement a-t-il eu des concerta-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

tions avec les pays limitrophes pour discuter de ces changements?

8. Dans l'affirmative, le Ministre peut-il me préciser le contenu de ces concertations?

9. Dans la négative, quand le Gouvernement envisage-t-il d'entamer des entrevues?

Réponse commune (27.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1. et 2. Il est vrai que le projet de loi n°6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit la suppression de la clause de résidence conditionnant l'accès à l'aide accordée dans le cadre du chèque-service accueil et ce pour se conformer à la législation européenne en vigueur. Les travailleurs frontaliers auront donc accès à cette aide qui se limite cependant à des services œuvrant au niveau de l'éducation non formelle et plus précisément aux services d'éducation et d'accueil et aux assistants parentaux.

Nous tenons cependant à préciser qu'il appartient aux gestionnaires des services d'éducation et d'accueil de définir de manière autonome leurs priorités d'admission et ceci en fonction de leur capacité déterminée par l'agrément ministériel et de leurs spécificités locales.

L'accès à un service d'éducation et d'accueil ne donne pas automatiquement lieu à l'admission à l'école fondamentale. Rappelons que selon les lois et règlements grand-ducaux concernant l'enseignement fondamental, le droit à une formation scolaire est réservé en premier lieu aux enfants habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans ou plus. L'admission à l'école fondamentale est régie par la commune de résidence de l'enfant. Le collège des bourgmestre et échevins peut décider de l'admission dans l'école fondamentale d'un enfant non résidant sur le territoire de la commune, si l'organisation scolaire de la commune le permet et après vérification des motifs par les services compétents. Les communes ont, par ailleurs, le droit de demander, le cas échéant, un minerval scolaire.

Le 6 février 2015, le Conseil de Gouvernement a adopté une version amendée du projet de loi précité qui a été transmis pour avis au Conseil d'État.

Les amendements afférents seront discutés avec le Syvicol dans un avenir proche.

Ad 3. et 4. Le projet de loi prévoit la suppression de la clause de résidence pour début septembre 2016. L'impact de la suppression de la clause de résidence n'est que difficilement estimable. Il est en effet épineux d'évaluer si les travailleurs frontaliers changeront leurs habitudes actuelles au niveau de l'accueil socio-éducatif de leurs enfants et s'ils opteront pour une solution éloignée de leur lieu de résidence. Il est en effet peu probable que des enfants scolarisés bénéficiant d'une éducation dans leur commune de résidence dans leur pays respectif aient recours à un accueil au Grand-Duché du Luxembourg fonctionnant selon le rythme scolaire luxembourgeois et complémentaire à l'organisation scolaire, notamment dans le cadre du plan d'encadrement périscolaire. Soulignons que dans le domaine de la petite enfance, les régions limitrophes au Luxembourg offrent également des prestations socio-éducatives de grande qualité et financièrement abordables.

Au niveau de la fiche financière du projet de loi précité, il a été estimé qu'environ 20% des enfants de travailleurs frontaliers bénéficiant d'allocation familiales en Allemagne, Belgique et France âgés de zéro à trois ans pourraient bénéficier du chèque-service accueil, soit environ 2.300 enfants. Pour les enfants en âge de scolarisation âgés de quatre à douze ans, ce taux a été fixé à 10%, soit 3.200 enfants.

En considération de ce qui précède, il est actuellement difficilement estimable si la suppression de la clause de résidence créera une pénurie de place.

Comme la portée du projet de loi se limite au domaine de l'éducation non formelle, un impact sur l'école fondamentale entraînant une pénurie de places au niveau de l'éducation fondamentale n'est pas envisageable.

Ad 5. Dans le cadre des discussions avec le Syvicol, il sera évidemment tenu compte de la question de l'impact financier de l'accès des frontaliers aux prestations du CSA et de la prise en compte dans le cadre des conventions financières établies avec les communes.

Ad 6. à 9. Les amendements du projet de loi n°6410 se trouvent actuellement en procédure législative et en attente des avis du Conseil d'État et des différentes chambres professionnelles. Les communes en seront informées par voie de circulaire après le vote de la loi afférente.

En temps voulu, le MENJE prendra contact avec les institutions des pays limitrophes.

Question 0955 (03.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **audits commandités par les membres du Gouvernement:**

Après une année et demie au pouvoir, il paraît que le recours aux audits semble l'instrument de prédilection des divers membres du Gouvernement pour légitimer leurs actions. Afin de nous mettre en mesure d'apprécier à leur juste valeur le travail effectué par ces experts externes, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Combien d'audits les différents membres du Gouvernement ont commandité depuis leur prise de pouvoir? Serait-il possible d'obtenir le nombre total de ces audits, de même qu'un relevé par ministère?

- Serait-il par ailleurs possible d'obtenir le détail des «organismes» concernés par lesdits audits, le nom des auditeurs retenus dans chaque cas d'espèce, ainsi que les lettres de mission données aux auditeurs?

- Quel montant a été budgétisé / finalement déboursé pour les audits pris individuellement?

- Des audits supplémentaires sont-ils programmés à l'avenir? Lesquels?

Réponse (28.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Madame la Députée et Monsieur le Député m'invitent à leur fournir un certain nombre de données en relation avec les audits qui ont été commandités par les membres du Gouvernement depuis leur entrée en fonction.

En guise de réponse, je me permets de joindre en annexe un tableau reprenant:

- les études et audits commandités par l'actuel Gouvernement, financés à charge du budget de l'État (État central) et réalisés en vue d'une part d'améliorer l'organisation, la gouvernance et le fonctionnement d'administrations et services de l'État et d'autre part d'évaluer et d'améliorer un certain nombre de politiques;

- les études et audits du même genre lancés par le précédent Gouvernement à partir de 2010.

À noter que le tableau ne reprend pas les projets informatiques.

Par ailleurs et depuis 2014, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a relancé le programme «Cadre d'auto-évaluation des fonctions publiques» (CAF) qui vise à analyser les structures, les procédures et les compétences internes en vue de faire évoluer l'organisation et de mettre en place une démarche d'amélioration continue des administrations et services de l'État.

Concernant la formulation précise de la mission des auditeurs, je tiens à préciser que dans beaucoup de cas elle se trouve intégrée dans des documents contractuels qui par ailleurs comportent des données confidentielles. C'est la raison pour laquelle je me suis permis de ne pas joindre de tels documents à la présente réponse. Les membres du Gouvernement concernés se tiennent évidemment à la disposition des commissions de la Chambre des Députés compétentes pour fournir en réunion les renseignements nécessaires.

Je voudrais encore retenir que toutes les démarches engagées et envisagées par le Gouvernement que je préside et dont il est question ci-dessus, se sont avérées absolument nécessaires en vue d'améliorer le fonctionnement de certaines administrations et pour mieux cadrer un certain nombre de politiques.

En conclusion, je réfute les propos de Madame la Députée et de Monsieur le Député qui affirment «que le recours aux audits semble l'instrument de prédilection des divers membres du Gouvernement pour légitimer leurs actions».

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0957 (04.03.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **durée d'affectation des éducatrices et éducateurs dans un établissement donné:**

Les changements de postes de travail ou d'entreprise sont monnaie courante. Or, dans certains secteurs, et plus particulièrement dans le secteur de l'accueil des enfants, de tels changements ne sont pas toujours bénéfiques pour les enfants. Il est en effet important de garantir au maximum la stabilité du personnel éducatif et partant de limiter le plus possible les changements de personnel dans les crèches et autres structures d'accueil pour enfants, afin de permettre aux enfants d'établir des relations avec les éducateurs et éducatrices qui les encadrent et les accompagnent dans leur développement. L'établissement de telles relations privilégiées avec le personnel éducatif est primordial pour l'équilibre des enfants.

À noter dans ce contexte que les enseignants à la fin de leur stage ont la possibilité de s'engager volontairement et pendant une durée de cinq ans auprès d'un établissement donné. En contrepartie, les enseignants voient leur demande d'affectation traitée de manière privilégiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Ne serait-il pas opportun d'encourager la stabilité du personnel éducatif travaillant dans le secteur conventionné de l'accueil des enfants en s'inspirant de la faculté qui existe pour les enseignants, de sorte que les éducateurs et éducatrices qui le souhaitent pourraient volontairement s'engager à rester auprès d'une structure d'accueil donnée pendant un certain nombre d'années?

2. La réussite au quotidien d'une structure d'accueil repose sur la qualité des services offerts aux enfants et à leurs familles. Ainsi, depuis quelques années, les crèches suisses ont la possibilité de demander un label de qualité.

Dans ce contexte, et dans l'objectif de responsabiliser le personnel de ces structures, Monsieur le Ministre partage-t-il l'idée d'introduire un tel label dans le secteur de l'accueil des enfants, attribué selon des critères de qualité dont des bonnes conditions de travail et la stabilité et fidélité du personnel seraient primordiales?

Réponse (27.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. En réponse à la question parlementaire sous rubrique, il importe de préciser d'abord que le personnel de l'éducation et de l'accueil n'a pas de lien hiérarchique avec le Ministère de tutelle et ceci contrairement au domaine de l'enseignement fondamental. Il est distingué au niveau des services d'éducation et d'accueil entre un secteur communal, conventionné et commercial. Il incombe donc au gestionnaire des services d'éducation et d'accueil d'organiser de manière autonome ses ressources humaines.

Le Ministre peut cependant définir dans le secteur dit conventionné un cadre qui puisse faciliter la gestion et la planification du personnel. Une nouvelle convention financière signée entre l'État et l'organisme gestionnaire a ainsi été élaborée, visant notamment à octroyer aux gestionnaires une plus grande autonomie de gestion de leur budget tout en respectant les spécificités locales.

D'autre part, il convient de souligner que pour les services d'éducation et d'accueil dits conventionnés et accueillant des enfants scolarisés (e. a. le cycle 1), le plan d'encadrement périscolaire confère au gestionnaire de ces derniers des nouveaux instruments de gestion visant à offrir un cadre éducatif cohérent et de qualité aux enfants.

Ad 2. Il convient de soulever que la pièce maîtresse du projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse déposé en séance publique le 7 mars 2012, prévoit notamment la mise en place de mécanismes d'assurance de la qualité pour l'accueil éducatif extrascolaire des enfants et des jeunes.

Il introduit pour les prestataires du chèque-service accueil un «cadre de référence 'Éducation non formelle des enfants et des jeunes'» et des normes de qualité obligatoires pour tous les services d'éducation et d'accueil, assistants parentaux et maisons de jeunes.

Les gestionnaires et le personnel des services d'éducation et d'accueil du secteur communal, conventionné et commercial se verront responsabilisés et disposeront, une fois la loi votée, de plusieurs instruments pour assurer ces normes de qualité:

- Un concept pédagogique propre à chaque service: sur base du cadre de référence national, chaque service d'éducation et d'accueil élaborera son propre concept pédagogique (appelé concept d'action général). Ce concept décrit les priorités et méthodologies que le service entend mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du cadre, en tenant compte des spécificités locales (contexte socio-économique, etc.). L'autonomie accordée aux services pour faire leurs propres choix pédagogiques permet de mieux répondre aux besoins des enfants et jeunes qui leur sont confiés.

- Le journal de bord: chaque service devra tenir un journal de bord dans lequel il documente ses prestations, les procédures internes, les formations continues du personnel.

Le projet de loi 6410 prévoit également, dans ce contexte, une formation continue obligatoire: le personnel des services d'éducation et d'accueil devra suivre une formation continue obligatoire (32 heures réparties sur deux ans) en lien avec le cadre de référence national. D'autre part, un système de contrôle de la qualité éducative sera instauré au niveau national pour tous les services d'éducation et d'accueil pour enfants, assistants parentaux et services pour jeunes. Ce contrôle sera assuré par des agents régionaux engagés auprès du Service National de la Jeunesse qui effectueront des visites sur place pour vérifier si la mise en œuvre des concepts pédagogiques est conforme aux exigences du cadre de référence national.

Question 0958 (04.03.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **système de l'ancienneté:**

À l'heure actuelle, un enseignant de l'enseignement fondamental qui effectue un changement d'établissement scolaire ou de commune perd toute son ancienneté professionnelle. Ainsi, une personne qui p. ex. a enseigné pendant 20 ans se voit privée de son rang d'ancienneté lors de l'organisation des classes au préalable d'une année scolaire.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

1. Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire réformer le système de l'ancienneté de sorte que celle-ci serait maintenue lors d'un changement de l'établissement scolaire ou de la commune?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisagerait-il, une fois les chargés de cours de l'instruction religieuse réaffectés, d'intégrer ces chargés dans le système de l'ancienneté professionnelle?

Réponse (27.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En guise d'introduction, il convient de remarquer que, d'une part, les procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont réglées par les articles 8, 9, 10 et 11 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et par le règlement grand-ducal du 18 juillet 2014 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental.

D'autre part, conformément à l'article 38 de loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, l'occupation des différents postes par les instituteurs (dans une même commune) est arrêtée par le conseil communal qui, à cet effet, a pris un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire.

Des dispositions précitées, il s'ensuit que:

1. le Ministre affecte les instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'État, ce 2e cas demeurant l'exception étant donné qu'à l'heure actuelle, il y existe une seule école étatique et un nombre très limité de classes étatiques;

2. il faut faire une distinction entre la procédure d'affectation ou de réaffectation d'un fonctionnaire de la carrière de l'instituteur qui relève de la responsabilité ministérielle et la procédure d'occupation des postes à l'intérieur d'une commune ou d'un syndicat de communes qui est du ressort des autorités communales.

Les réaffectations des instituteurs se font dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, publiée annuellement pour le 1er juin au plus tard, par décision du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur proposition des autorités communales. Celles-ci choisissent pour chaque poste d'instituteur vacant un candidat, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service.

Les affectations des instituteurs nouvellement admis à la fonction se font par le Ministre dans le cadre de la 2e liste des postes d'instituteur vacants, selon l'ordre de leur classement dans le concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'année correspondante.

Ad 1. Une modification du système d'affectation et de réaffectation en place ne pourra se faire que par des changements opérés au niveau des lois de 2009 précitées. Elle comporterait d'un côté l'annulation des prérogatives liées à l'autonomie communale et, d'autre part, elle risquerait de battre en brèche la promotion de la continuité et de la stabilité des équipes pédagogiques telles que préconisées par le législateur lors de la réforme de l'enseignement fondamental en 2009.

Ad 2. En ce qui concerne les (futures) modalités d'affectation des chargés de cours de l'actuelle instruction religieuse et morale dans le cadre d'une reprise envisagée dans l'enseignement fondamental, mon département est en train d'élaborer des propositions qui seront discutées avec les concernés respectivement leurs représentants et qui trouvent leur base dans les dispositions arrêtées par l'article 2 de la Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun «éducation aux valeurs», signée le 26 janvier 2015.

En guise de conclusion je souhaite toutefois signaler que, dans le contexte des réflexions autour d'une autonomie accrue à accorder aux écoles fondamentales, j'envisage de reprendre sur le métier les modalités d'affectation et de réaffectation du personnel des écoles dans des discussions à mener avec tous les partenaires scolaires.

Question 0970 (09.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **audits sur le transport des personnes à mobilité réduite:**

Den Transport vu Mënsche mat engem Handicap gëtt groussendeels vum Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen organiséiert. Et ass mir zu Ouere komm, datt zënter 2010 verschidden Auditfirmen am Ministère beoptragt sinn, fir déi Fro ze studéieren, mat dem Zil, Käschten ze spueren. Dofir wollt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass et wouer, datt zënter deem vu mir genannten Datum an Ärem Ministère verschidden Auditen iwwert den Transport vu behënnerte Mënsche gemaach ginn? Oder leeft do eng Etüd, déi sech iwwer aussergewéinlech laang Zäit streckt?

2. Ass et richteg, datt verschidden Audit- a Conseilshaiser domat befaasst gi sinn? Oder schaffen e puer Bureauen an dësem Fall zesummen?

3. Waren dës Aarbechten alleguer ëffentlech ausgeschriwwen?

4. Gëtt et e Grond, firwat d'Fro vun deenen Transporter net zefriddestellend an enger eenzeger Etüd beliicht ginn ass?

5. Kënnt Dir eis soen, wéi vill Suen an déi eenzel Etüde gestach gi sinn a wéi vill et der sinn?

Réponse (27.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierten huet e puer Froe gestallt iwwer verschidden Etüden, déi am Kader vum Transport vu Mënsche mat Behënnerung gemaach gi sinn.

Wéi d'Kontrakter vum sougenannten „Ediff-Transport", d. h. haaptsächlech den Transport vu Kanner an Erwuessene mat Behënnerung, déi a Spezialschoulen oder Zentre mussen transportéiert ginn, 2010 ausgelaf sinn, huet de Ministère décidéiert, fir d'Eischt eng finanziell Analys vun de reelle Käschte vum deem Spezialtransport an Optrag ze ginn. Dës Etüd huet Ufank 2011 ugefaangen a bis Enn vun deem Joer gedauert. Den Optrag huet e Consultant vun de Big 4 kritt, natierlech a Conformitéit mat der Legislatioun vun de Marchés publics. Dësen Audit huet draus bestanen, déi reell Käschte vun deem Spezialtransport bei dräi Busentreprisen ze analyséieren.

Wéi dës Analys fäerdeg war, huet deeselwechte Consultant eng Analys preparéiert iwwer en neie Schéma de rémunération an et sinn nei Kontrakter opgestallt ginn. Dës Analys war am Mee 2012 prett. Am Hierscht 2012 hunn dunn d'Verhandlunge mat der Federatioun vun de Busbetriber ugefaangen.

Am Fréijoer 2013 gouf décidéiert, eng ëffentlech Ausschreiwung fir déi Kontrakter vum Transport fir Leit mat Behënnerung ze maachen. Fir dës europäesch Ausschreiwung an de Cahier des charges ze preparéieren, huet de Ministère op eng Consultance technique vun engem Büro vun de Big 4 zréckgegraff. Et ass een anere selektionéiert gi wéi deen, deen déi finanziell Analys gemaach huet. Och eng juristesch Hëllef gouf an Usproch geholl. Dat Ganzt natierlech am Aklang mat der Ausschreiwungsgesetzgebung.

Dës dräi Etüden (financière, juridique an technique), wou jiddweree säi ganz spezifeschen Themeberäich ofgedeckt an eng gutt Prestatioun geliwwert huet, hunn am Ganze ronn eng Millioun Euro kascht.

Question 0982 (12.03.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mosaïque gallo-romaine à Vichten:**

Au printemps 1995, une mosaïque gallo-romaine a été découverte sur le terrain d'un paysan dans le village de Vichten. Le paysan envisage maintenant des travaux d'extension sur ce terrain pourtant classé comme monument national. La Commission des Sites et Monuments aurait donné l'an dernier un avis négatif concernant cette extension. Selon les informations diffusées sur les ondes de «RTL 92,5» la Ministre de la Culture aurait récemment demandé à la Commission des Sites et Monuments d'élaborer un nouvel avis au sujet de cette même extension. Il paraît que certains membres de la Commission des Sites et Monuments ont l'impression que Madame la Ministre souhaite recevoir un nouvel avis plus favorable pour cette extension de l'étable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer les informations relatées par la presse?

- Madame la Ministre a-t-elle demandé à la Commission des Sites et Monuments la rédaction d'un nouvel avis sachant que cette dernière avait déjà élaboré un avis négatif au même sujet?

- Existe-t-il des éléments nouveaux dans ce dossier qui pourraient justifier un nouvel avis? Si oui, lesquels?

- Dans la négative, pourquoi Madame la Ministre a-t-elle de nouveau saisi la Commission des Sites et des Monuments afin que celle-ci rédige un nouvel avis?

- La Ministre ne considère-t-elle pas que cette façon de procéder puisse être considérée comme un moyen de pression?

Réponse (30.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

L'agriculteur en question a sollicité une entrevue à propos de modifications du projet d'extension des infrastructures souhaité pour son exploitation agricole à Vichten. Il se voit confronté à la nécessité de construire un nouveau réservoir pour augmenter ses capacités de stockage de purin suite à une nouvelle directive européenne et il voudrait agrandir son étable.

Concernant le stockage de purin, l'agriculteur a présenté des plans révisés à la Ministre lors d'une réunion le 5 mars 2015, en présence de responsables du Ministère de la Culture, du Service des Sites et Monuments, du Centre National de Recherche Archéologique, ainsi que des représentants du milieu agricole. L'exploitant a exprimé sa volonté de préserver le site archéologique en affirmant rester en surface avec ses aménagements.

En raison des nouveaux éléments qui ont été soumis par le maître d'ouvrage, à savoir un impact minimal au sol des nouvelles infrastructures aériennes proposées, la Ministre a décidé de soumettre ce dossier à la Commission des Sites et Monuments pour évaluer les nouveaux éléments du projet. Dans l'avis de juin 2014 la Commission des Sites et Monuments avait émis un avis négatif concernant l'extension de l'étable, mais voyait une possibilité de compromis pour le réservoir de purin. En mars 2015 la Commission des Sites et Monuments a réitéré cette position.

Le Centre National de Recherche Archéologique a dès lors proposé que des plans alternatifs d'infrastructures hors-sol concernant l'extension de l'étable, soient soumis à la Commission des Sites et Monuments.

La Ministre de la Culture n'a pas demandé à la commission de revenir sur son avis de juin 2014 mais l'a confrontée aux nouveaux éléments, que l'agriculteur concerné lui a présentés.

La Ministre traitera ce dossier en toute objectivité et en toute transparence et veillera à épargner au mieux ce site archéologique enfoui classé «monument national».

Question 0984 (12.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **politique énergétique:**

En date du 11 mars 2015, RTL radio a diffusé un reportage sur la transposition au Luxembourg de la directive européenne en matière d'efficacité énergétique.

Au cours de ce reportage, il a été fait allusion à l'introduction d'une taxe à charge des consommateurs pour financer les mesures que les fournisseurs de gaz et d'électricité devront mettre en œuvre dans ce contexte.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il exclure l'introduction d'une telle taxe et de manière générale d'une charge supplémentaire pour les consommateurs dans le cadre de la directive «efficacité énergétique»?

Réponse (23.04.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth concernant l'introduction d'une taxe ou en général d'une charge supplémentaire pour les consommateurs dans le cadre de la directive «efficacité énergétique», je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le reportage du 11 mars 2015, dont question dans la question parlementaire, avait trait à l'introduction en droit national d'un mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique en application de l'article 7 de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique.

Ce mécanisme fait obligation aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel de réaliser entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2020 un objectif cumulé d'économies d'énergie plafonné à 6.185 GWh. Dans un souci d'équité, les fournisseurs se verront attribuer, de manière annuelle et individuelle, un volume des économies d'énergie à réaliser en fonction de leur part de marché réelle réalisée au cours de l'année civile antérieure.

Les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel, appelés parties obligées, devront mettre en œuvre des actions adéquates et, s'ils le jugent utile et nécessaire, proposer de nouvelles prestations de service afin d'inciter les clients consommateurs à réaliser des mesures d'efficacité énergétique. Cette incitation, antérieure à la réalisation de la mesure d'efficacité énergétique, peut prendre la forme d'une information, d'un accompagnement technique, d'une aide au financement ou toute autre forme. En contrepartie de ces incitatifs, les fournisseurs sont autorisés à faire valoir les économies d'énergie réalisées au titre de leur obligation en matière d'efficacité énergétique. Sauf restrictions légales, les économies d'énergie pourront être réalisées dans tous les secteurs et vecteurs.

Ainsi, pour pouvoir réaliser les économies d'énergie annuelles imposées, les fournisseurs vont engager des moyens pour inciter les clients à mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique. Considérant que les fournisseurs concernés par l'obligation se retrouvent dans une situation concurrentielle avec des autres fournisseurs étant également parties obligées, ils sont poussés à réaliser les économies d'énergie au meilleur rendement quantité-coût. Il appartient donc finalement aux parties obligées de décider d'une répercussion éventuelle des moyens engagés aux clients finals.

Il n'est donc pas question d'une taxe imposée aux consommateurs d'électricité et de gaz naturel.

À l'avenir et sur base des expériences tirées du mécanisme d'obligations d'efficacité énergétique mis en place et en tenant compte des moyens engagés pour la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique, il y aura lieu de tirer des conclusions sur une éventuelle application de l'obligation à des secteurs actuellement non concernés par l'obligation respectivement de prévoir des mesures alternatives.

Question 0985 (12.03.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **contrats d'apprentissage et de stage à des travaux à risques spécifiques:**

Selon la réponse à une question parlementaire *(cf. question parlementaire 0789, compte rendu n°6/session ordinaire 2014-2015)*, une lettre signée conjointement par les Ministres du Travail et de l'Éducation nationale a été transmise à la Chambre de Commerce et à la Chambre des Métiers leur demandant de solliciter auprès du Ministre du Travail la dérogation prévue à l'article L.343-3, paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises ayant le droit de former et souhaitant recevoir une autorisation pour l'emploi des adolescents aux travaux à risques spécifiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail:

- Messieurs les Ministres, comment les chambres professionnelles ont-elles réagi à cette demande de solliciter la dérogation en question?

- Pour quelles raisons les Ministres concernés n'ont pas transféré la lettre à la Chambre d'Agriculture?

- Jusqu'à présent, est-ce que beaucoup de démarches ont été entamées en vue de solliciter la dérogation?

- Dans la négative, comment les Ministres envisagent-ils réagir à cette passivité?

- Qui porte la responsabilité pour les jeunes apprentis ou stagiaires confrontés à des travaux à risques spécifiques?

Réponse commune (27.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En date du 3 décembre 2014 une lettre signée conjointement par les Ministres du Travail et de l'Éducation nationale a été transmise à la Chambre de Commerce et à la Chambre des Métiers leur demandant de solliciter auprès du Ministre du Travail la dérogation prévue à l'article L.343-3, paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises ayant le droit de former.

Cette solution semble être plus opportune que de prévoir une modification législative qui risque de créer une grande ouverture qui ne permet plus d'assurer correctement la sécurité et la santé des jeunes en formation.

Suite à cette lettre conjointe, seule la Chambre des Métiers a pris position par un courrier daté au 23 janvier 2015.

Dans sa prise de position, cette chambre professionnelle, tout en partageant le désir de protection des jeunes salariés, a estimé qu'il n'est pas opportun que ce problème soit réglé au niveau du droit de former.

Comme très peu de demandes de dérogation ont été adressées au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et que toutes émanaient de l'artisanat, il n'a pas été jugé nécessaire à ce stade de contacter la Chambre d'Agriculture.

Toutefois, il reste à signaler que plusieurs lycées techniques, comme entre autres le Lycée technique Agricole, m'ont informé que des demandes de dérogation pour certaines formations s'imposent. Il est clair que si les deux ministères concernés vont intensifier les efforts en vue de promouvoir la formation professionnelle pour toutes les catégories d'âge par l'apprentissage à voie concomitante tant dans l'artisanat que dans l'industrie une nouvelle solution devra être trouvée.

Question 0998 (17.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **réforme de la loi sur l'entreprise des postes et télécommunications:**

À l'occasion du congrès de la «Bréifdréieschgewerkschaft», le 14 mars 2015 à Walferdange, auquel j'ai eu l'occasion de participer et auquel aucun membre du Gouvernement n'était présent, j'ai appris que le Gouvernement aurait promis de consulter les organisations syndicales concernées à ce sujet avant la finalisation du projet de loi portant réforme de la loi de 1992 sur l'entreprise des postes et télécommunications. Or, le Conseil de Gouvernement du 27 février 2015 aurait adopté le «projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres compétents pour l'entreprise des postes et télécommunications:

1. Est-il vrai que le Gouvernement avait promis de consulter les organisations syndicales concernées au sujet du projet de loi portant réforme de la loi de 1992 sur l'entreprise des postes et télécommunications avant sa finalisation?

2. Dans l'affirmative, pourquoi cette promesse n'a-t-elle pas été réalisée de manière à ce que les responsables des syndicats concernés, dont la «Bréifdréieschgewerkschaft», aient pu s'en rendre compte?

3. Dans la négative, ne serait-il pas opportun, dans une optique de dialogue social correct, d'effectuer cette consultation, de préférence avant le dépôt du projet de loi à la Chambre des Députés?

Réponse commune (27.04.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député s'enquiert de la consultation par le Gouvernement des organisations syndicales concernées lors de la finalisation du projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications.

Nous tenons à préciser que le Ministre ayant l'entreprise des postes et télécommunications dans ses attributions a déjà fait suite à la demande du syndicat des postes le 3 février 2014. Après avoir annoncé qu'un avant-projet de loi modifiant la loi du 10 août 1992 portant création de l'EPT était en préparation qui visait à transposer en droit les grandes orientations adoptées à l'unanimité par le conseil d'administration dans sa stratégie «Dei nei Post», le Ministre ayant l'entreprise des postes et télécommunications dans ses attributions s'est engagé à communiquer l'avant-projet de loi sur la réforme de l'EPT aux représentants du personnel, dans les meilleurs délais.

Le corps du texte de l'avant-projet de loi a été distribué et exposé par le président du conseil d'administration, organe au sein duquel siègent six délégués syndicaux, en marge de sa réunion du 9 juillet 2014.

Les représentants du personnel ont par ailleurs été invités à donner leur appréciation lors d'une réunion informelle qui s'est tenue le 22 juillet 2014.

En février 2015, le président du conseil d'administration a informé les représentants du personnel du secteur public des derniers changements apportés au texte de l'avant-projet de loi.

Il va de soi que les organisations syndicales ainsi que les chambres professionnelles, notamment la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics ainsi que la Chambre des Salariés, dûment sollicitées, vont donner leur avis officiel sur le projet de loi n°6794 qui seront alors discutés dans le cadre de la procédure législative.

Ceci dit, et jusqu'à ce jour, le syndicat des P&T n'a pas demandé d'entrevue auprès du Ministre ayant l'entreprise des postes et télécommunications dans ses attributions. Si tel était le cas il se ferait un plaisir de les recevoir.

Question 0999 (16.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**analyse de polluants dans les cheveux d'enfants:**

Le Laboratoire de Biomonitoring du «Luxembourg Institute of Health» a conduit une étude sur la présence de polluants dans l'organisme chez des enfants vivant à Paris par l'analyse d'échantillons de mèches de cheveux. Pour mener cette étude, commanditée par le journal français «Le Journal du Dimanche», le laboratoire luxembourgeois a été choisi pour son expertise dans le domaine de l'évaluation de l'exposition humaine aux polluants, la qualité de ses recherches et l'indépendance de ses travaux. L'analyse capillaire permet de refléter précisément l'exposition à la pollution environnementale sur plusieurs mois, ceci en analysant la présence de métabolites (petites molécules issues du métabolisme) résultant de différents types de polluants organiques dans la structure de leurs cheveux. En effet, par rapport à des échantillons de sang ou d'urine, les cheveux fixent certains composés durablement dans leur structure et permettent ainsi de tracer l'exposition aux polluants sur une période de temps plus longue, un centimètre de cheveu contenant les informations sur un mois d'exposition. Les cheveux constituent ainsi une véritable matrice de «biomonitoring».

Les résultats de l'étude publiés par le journal français dans un article en novembre 2014 «Pollution, tabac, les enfants trinquent», révèlent une exposition à une multitude de polluants organiques et une concentration en polluants en moyenne deux fois plus élevée (et jusqu'à huit fois plus élevée pour les cas extrêmes) chez les enfants parisiens que dans une population rurale témoin.

Le Dr Brice Appenzeller et son équipe du Laboratoire de Biomonitoring (LAHB) du «Luxembourg Institute of Health» ont développé une méthode efficace pour extraire des marqueurs de pollution de la structure interne des cheveux. Ces marqueurs sont des métabolites d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), tels que le naphtalène, le fluorène, le phénanthrène et le pyrène. Vous n'êtes pas sans savoir que certains HAP sont classés comme cancérigènes ou perturbateurs endocriniens (déréglant l'équilibre hormonal), mais leurs effets sur la santé humaine demeurent largement inconnus. Ils sont libérés dans l'air pendant des processus de combustion et proviennent donc majoritairement d'activités industrielles, de l'incinération des déchets, des carburants, mais aussi du chauffage domestique ou encore de la cigarette. Étant associés aux particules en suspension dans l'air, ils sont pour la plupart inhalés, mais peuvent également être ingérés, par exemple lors de la consommation d'aliments contaminés, comme des produits laitiers, œufs, fruits, légumes, etc. À partir de 50 substances mesurées, dix ont été retrouvées dans tous les échantillons. En plus, l'étude a montré que ce sont les enfants en bas âge qui sont exposés le plus aux HAP.

L'étude comprenait également le dosage de la cotinine, un biomarqueur d'exposition à la fumée de cigarette. Il est frappant de constater que tous les enfants parisiens sont des fumeurs passifs, que leurs parents soient eux-mêmes fumeurs ou pas. Leur taux de cotinine était cinq fois supérieur à celui de la population témoin. Ceci pourrait s'expliquer par la forte densité de population à Paris et donc un contact involontaire plus fréquent avec la fumée de cigarette.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement et de Madame la Ministre de la Santé:

1. Avez-vous connaissance des travaux, études épidémiologiques et des méthodes développés par Dr Brice Appenzeller et son équipe du Laboratoire de Biomonitoring (LAHB) du «Luxembourg Institute of Health»?

2. Des études semblables ont-elles été effectuées également par rapport à des enfants habitant au Luxembourg?

3. Dans l'affirmative, par qui ont-elles été commanditées, quels sont les résultats de ces études et où peuvent-elles être consultées?

4. Dans la négative, sachant que le «Luxembourg Institute of Health» dispose de cette expertise et en présence de nombreux facteurs de pollution au Luxembourg, ne serait-il pas intéressant et opportun de commanditer une étude semblable par rapport à différents échantillons d'enfants au Luxembourg auprès de cet institut?

Réponse commune (23.04.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. Le principe de recherche de polluants ou des métabolites de polluants dans des matrices biologiques y compris les cheveux est une pratique développée et pratiquée depuis de nombreuses années. À titre d'exemple, le Laboratoire National de la Santé (LNS), département de surveillance biologique et d'hygiène du milieu, avait publié en 2004 les résultats de plus de 2.200 analyses de cheveux en relation avec le mercure («Journal of Occupational and Environmental Medicine»). Les résultats des études réalisées par le Dr Appenzeller sont évidemment suivis de près par nos experts tout comme des études semblables d'autres chercheurs luxembourgeois.

Actuellement, l'Administration de l'Environnement est chargée de la révision du plan national de la mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP). Il ne s'agit non seulement d'une mise à jour générale du plan de mise en œuvre qui a été établi en 2008, mais cette révision prend en compte les amendements aux annexes A, B et C de ladite Convention, faisant introduction de nouveaux polluants organiques persistants comme les agents de surface, tel que le fluorure de perfluorooctane sulfonyle ou les diphényléthers bromés utilisés majoritairement comme retardateurs de flammes.

Dans ce cadre, l'Administration de l'Environnement a aussi pris connaissance des travaux du LNS qui démontre le lien entre la pollution de l'environnement des POP, leur caractère d'accumulation biologique et l'exposition humaine.

Dans le cadre de ce plan national, l'Administration de l'Environnement est en contact avec les autres autorités nationales concernées par la Convention de Stockholm afin de se concerter sur d'autres programmes de surveillance des POP dans l'environnement.

Ad 2. Diverses études similaires ont été réalisées au Luxembourg incluant entre autres les analyses de cheveux, notamment une étude européenne COPHES et DEMOCOPHES réalisée simultanément dans 17 états membres (dont le Luxembourg) entre 2011 et 2013 portant sur 60 enfants de six à onze ans et 60 mères (20-45 ans) et portant sur différents métaux lourds (mercure et cadmium), un métabolite de la nicotine et des polluants organiques. L'étude a été réalisée par le Laboratoire National de Santé, de CRP Gabriel Lippmann et l'«Initiativ Liewensufank» et les résultats luxembourgeois ont été publiés ensemble avec les résultats des autres pays dans différentes publications (cf. eu-hmb.info).

Dans le domaine du «biomonitoring», l'administration exploite depuis 1995 un réseau de biosurveillance, notamment autour des sites industriels. Ce réseau utilise des bioindicateurs spécifiques, telles que des légumes feuilles et des mousses terrestres, qui détectent par accumulation quantitative la présence de polluants organiques, dont les dioxines et furannes, les polychlorobiphényles (PCB), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des métaux lourds.

Les résultats de ces mesures sont destinés à informer les communes comme les intéressés concernés et sont également publiés dans les rapports d'activité du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Ad 3. D'autre part, les triples tests au mercure qui incluent la matrice «cheveux» continuent à être réalisées par le LNS non seulement chez les enfants mais également chez les adultes en collaboration avec les médecins luxembourgeois, voire les services de santé environnementale du Ministère de la Santé pour des patients dont on suspecte une contamination par des métaux lourds (p. ex. amalgames dentaires, poussières d'imprimantes, etc.). De même, le LNS avait dans le cadre du travail d'une stagiaire procédé à l'analyse de cheveux d'une cohorte d'enfants en matière de métaux lourds (résultats non publiés).

Ces études appellent toutefois les remarques suivantes:

- Le «Human biomonitoring» constitue un élément parmi d'autres pour la lutte contre la pollution dans le but de minimiser l'exposition. En effet, il faut mettre ces analyses dans le contexte de l'analyse de l'exposition et de la détection des sources de pollution, sans quoi la seule constatation d'une contamination des cheveux ne sert pas à améliorer la situation et risque de devenir de l'art pour l'art. Ces analyses d'exposition et la recherche des sources de contamination font l'objet du travail quotidien des services du Ministère de la Santé et notamment du Service de la Médecine de l'Environnement et de la Division de la Santé au Travail.

- Au contraire des analyses de sang ou des urines, les cheveux en fonction de leur longueur (croissance de 1 cm par mois) risquent de confondre des contaminations récentes et des contaminations remontant plus loin dans le passé. Ainsi des cheveux longs de 24 cm mettent en évidence une moyenne d'exposition sur deux années et ne renseignent point sur des expositions pointues pouvant être dix fois plus élevées à un certain moment.

- Les polluants rétractables dans les cheveux sont ceux que l'organisme a pu éliminer ou détoxifier. Donc des polluants qui a priori ont été neutralisés. En revanche, les polluants non éliminés et restant dans le organisme sont ceux qui affectent le système immunitaire et sont donc de loin plus problématiques. Dans cette optique, l'analyse de cheveux peut induire en erreur. À titre d'exemple, les personnes atteintes d'autisme ne présentent pas de contamination des cheveux aux métaux lourds et notamment au mercure (au contraire des personnes saines) vu que les autistes présentent des mutations au niveau des gènes codant pour la détoxification des métaux lourds.

En conclusion, pour citer une étude publiée en 2013 par des chercheurs de l'Université de Gdansk en Pologne, l'analyse des cheveux humains en tant que biomarqueur pour l'exposition humaine s'avère être une science récente intéressante puisqu'elle est complémentaire aux échantillons biologiques utilisés normalement (sang, lait maternel, tissu adipeux, etc.) notamment en ce qui concerne l'évaluation sur des périodes prolongées. Actuellement cependant, le manque de méthodes standardisées et de procédures de qualité («quality management») constituent des limites de cette méthode d'utiliser les cheveux humains en tant que bioindicateurs.

Pour en finir avec une publication dudit Dr Brice Appenzeller de 2011, bien que l'analyse de cheveux soit un biomarqueur prometteur, les sources potentielles de mauvaises interprétations actuelles mettent en évidence le besoin d'intensifier le développement ainsi que la standardisation de méthodes adéquates.

Question 1000 (16.03.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **salage des routes:**

Les gelées et tombées de neige de cet hiver ont rendu nécessaire à maintes reprises l'intervention des services des Ponts et Chaussées et des communes pour dégager les routes de la neige respectivement du gel.

Sachant que le salage des routes en hiver peut avoir un impact non négligeable sur l'environnement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la quantité de sel utilisée jusqu'à présent sur le réseau routier luxembourgeois?

- Quel est l'impact du sel de déneigement sur l'environnement en général et sur les eaux superficielles en particulier?

- Quel est l'impact du sel de déneigement sur la qualité de l'eau potable?

- Les ministres peuvent-ils m'informer s'il y a eu des variations dans la qualité de l'eau potable pendant les mois hivernales et le cas échéant quelles en sont les raisons?

Réponse commune (24.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La quantité de sel utilisée durant l'hiver 2014-2015 sur le réseau routier étatique est de 23.703,31 tonnes en total, dont 4.291,54 tonnes sur le réseau autoroutier, 11.045,63 tonnes sur le réseau routier de la Division de la Voirie de Diekirch et 8.366,14 tonnes sur le réseau de la Division de la Voirie de Luxembourg.

En ce qui concerne le milieu aquatique le sel de déneigement est lessivé des routes par l'eau de fonte voire l'eau de pluie et transporté à travers la canalisation ou les rigoles du réseau routier vers les eaux de surfaces. Les concentrations en chlorure de sodium (sel de cuisine) résultant de ce transfert n'atteignent pas des seuils critiques pour la faune et la flore aquatique, d'autant plus que l'activité biologique est réduite pendant les mois d'hiver.

D'autre part l'honorable Député s'enquiert sur l'influence du sel de déneigement sur la qualité de l'eau potable et sur sa variabilité au cours de l'année. Généralement, aucune influence négative sur la qualité de l'eau ne peut être décelée. Les paramètres sodium et chlorures sont des paramètres indicateurs fixés à l'annexe I Partie C du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et sont par conséquent soumis à une surveillance régulière par les fournisseurs d'eau. Lors de cette surveillance une légère augmentation des concentrations en chlorures et en sodium par rapport aux concentrations de fonds liées aux conditions géologiques a pu être décelée pour certains captages d'eau souterraine utilisés pour l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine sans pour autant donner lieu à un dépassement des valeurs guides.

À titre d'exemple, en période hivernale les concentrations en chlorure peuvent atteindre le double des concentrations naturelles au niveau de captages localisés dans l'aquifère du Grès de Luxembourg, réservoir principal d'eau souterraine, sans que les concentrations ne dépassent 15% de la valeur-guide qui est de 250 mg/l. La raison pour cette augmentation s'explique par un écoulement préférentiel des eaux de lessivage dans le sous-sol. À cause des propriétés physico-chimiques des chlorures et du sodium ces éléments ne sont pas retardés dans le sol et transportés directement avec l'eau vers les sources. Le fait que la qualité de l'eau de certains captages soit influencée par le sel de déneigement est considéré dans la caractérisation des vulnérabilités de ces sources dans le contexte de la définition des zones de pro-

tection et indique que la source est soumise à un risque d'une contamination potentielle causée par un accident ou un déversement d'hydrocarbures sur la chaussée en question. En ce qui concerne l'eau potable produite à partir des eaux de surface du lac de la Haute-Sûre, l'influence de la présence du sel de déneigement est fortement réduite à cause du volume de dilution important.

Question 1001 (17.03.2015) de **Mme Octavie Modert** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **projet de loi sur l'archivage:**

Sous le Gouvernement précédent, les travaux relatifs à l'élaboration d'un projet de loi sur l'archivage étaient engagés au Ministère de la Culture.

Alors que ces derniers temps, le besoin d'une telle loi sur l'archivage refait surface, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Quand est-ce que les travaux relatifs à l'élaboration du projet de loi concernant l'archivage seront finalisés et quand est-ce que Madame la Ministre compte pouvoir déposer le projet de loi à la Chambre des Députés?

Réponse (30.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

L'avant-projet de loi sur l'archivage sera présenté et discuté le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement, après de longues années de réflexion sous le Gouvernement précédent. Dès qu'il est approuvé, il sera déposé à la Chambre des Députés et soumis pour avis au Conseil d'État.

L'avant-projet de loi en question permettra de doter les Archives nationales d'un cadre et d'instruments légaux solides pour remplir leurs missions d'une manière adéquate. Certaines incohérences dans la législation actuelle seront éradiquées.

Le nouveau texte fixe une réglementation claire et compréhensible concernant la conservation des documents d'archives, leur évaluation, leur tri et leur communication aux citoyens.

Question 1003 (17.03.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2:**

Selon nos informations, une lettre datant du 16 mars 2015 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) a été envoyé aux professeurs intervenant dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2 et dont une copie des différentes épreuves communes (et écoutes) de l'année scolaire 2014-2015 a été jointe.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, pour quelle raison ce courrier a-t-il été envoyé aux professeurs du cycle 4.2?

- Est-ce qu'une telle démarche a été aussi entamée pour l'année scolaire 2013-2014?

- Bien que d'autres éléments comme les apprentissages et la progression de l'élève doivent être pris en considération dans la procédure d'orientation, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que la publication en avance d'une copie des différentes épreuves communes risque d'influencer les résultats aux épreuves et la décision d'orientation?

- Dans le même ordre d'idées, ne risque-t-on pas, par la publication de tels documents sensibles, des abus?

- De quelle manière le Ministre entend-il éviter à ce que le contenu des épreuves communes (et écoutes) ne deviendra public?

Réponse (28.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question parlementaire, portant sur la transmission de copies des épreuves communes en classe de cycle 4.2 dans le cadre de la procédure d'orientation de l'école fondamentale vers l'enseignement secondaire et secondaire technique, a été introduite le 17 mars 2015.

Le 24 mars 2015, j'ai fait déposer au nom de l'État du Grand-Duché de Luxembourg une plainte au pénal auprès du parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Une instruction disciplinaire a également été déclenchée à l'encontre de deux enseignants de l'enseignement secondaire. Le 3 avril 2015, j'ai informé à huis clos les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse des pratiques usuelles en matière de tests d'orientation de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et ceci suite à la demande de déi Lénk.

Puisqu'en ce moment, une instruction pénale et une instruction disciplinaire sont en cours pour lesquelles les instances compétentes ont été saisies et puisque dès lors le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est dessaisi en faveur de ces instances, je ne saurais répondre que de façon succincte aux questions posées par les honorables Députés.

Depuis l'introduction du nouveau plan d'études, une information supplémentaire a été rajoutée aux résultats. En effet, en plus du positionnement de l'élève par rapport à la population de référence, on y trouve pour chaque domaine de compétence le taux de réussite de l'élève par rapport au niveau socle, par rapport au niveau avancé et par rapport au niveau excellence.

Afin que les enseignants de l'enseignement secondaire, membres des conseils d'orientation, qui ne travaillent pas régulièrement sur la base d'un plan d'études de l'enseignement fondamental, puissent mieux assimiler ces modifications, les épreuves et les corrigés qui permettent de situer les items testés par rapport aux niveaux d'attente leurs sont transmis à l'avance.

Cette transmission s'est faite pour la première fois l'année scolaire 2013-2014 sur demande expresse de certains professeurs de l'enseignement secondaire, membres de conseils d'orientation. Pour l'année scolaire 2014-2015, il a été décidé de transmettre lesdits documents à l'ensemble des professeurs de l'enseignement secondaire, membres de conseils d'orientation.

Étant donné qu'il s'agit en l'espèce de la transmission de documents à des membres de conseils d'orientation, tenus au secret professionnel dans le cadre de leur mission, j'estime que nous ne sommes pas dans le cas de figure d'une publication de documents, mais de transmission de documents à des personnes autorisées.

À la lumière des événements récents, j'ai demandé à mes services de revoir la procédure actuelle afin de pouvoir garantir à l'avenir un déroulement irréprochable du dispositif. Dès qu'une proposition sera formulée, j'en informerai la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 1007 (19.03.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **contrats de travail à durée déterminée du personnel enseignant-chercheur de l'Université du Luxembourg:**

Dans un article de presse récent, publié dans le Luxemburger Wort, deux chercheurs de l'Université du Luxembourg déplorent la réglementation en vigueur pour les contrats à durée déterminée des collaborateurs scientifiques.

En effet, d'après l'article L.122-5, paragraphe (3) du Code du Travail, les contrats de travail à durée déterminée conclus avec le personnel enseignant-chercheur de l'Université du Luxembourg peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée dépassant 24 mois sans pour autant dépasser cinq ans.

De plus, d'après l'article L.122-7 du Code du Travail, «à l'expiration du contrat conclu pour une durée déterminée, il ne peut être recouru pour pourvoir le poste du salarié dont le contrat a pris fin au même salarié ou à un autre salarié embauché sur la base d'un contrat à durée déterminée ou occupé sur la base d'un contrat de mise à disposition par un entrepreneur de travail intérimaire ou dans le cadre du prêt de main-d'œuvre avant l'expiration d'une période égale au tiers de la durée de ce contrat, renouvellements compris».

D'après les auteurs de l'article de presse précité, il résulte de cette législation qu'au bout de cinq ans les chercheurs concernés doivent quitter le pays et qu'une partie importante des investissements étatiques dans la formation de scientifiques est inexorablement perdue pour le Luxembourg. Bien que la législation en vigueur représente déjà une dérogation aux dispositions concernant les contrats à durée déterminée, les deux chercheurs estiment que celle-ci demeure toujours largement insuffisante pour répondre aux exigences des carrières spécifiques du domaine scientifique.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des problèmes soulevés par les deux chercheurs dans leur article?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette problématique? Le Gouvernement envisage-t-il une réforme de la législation respectivement du statut en vigueur afin de mieux répondre aux exigences particulières des métiers de la recherche scientifique?

Réponse (16.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1007 de Madame la Députée Taina Bofferding.

D'abord nous pouvons vous confirmer que la problématique évoquée est connue par les autorités luxembourgeoises et nous a été rapportée à plusieurs reprises.

Avant de toucher le fond de la question posée, nous tenons à revenir brièvement sur la situation de la législation concernant les contrats de travail à durée déterminée pour les chercheurs au Luxembourg. En fait la question soulevée par l'honorable Députée concerne les contrats de travail à durée déterminée pour une durée totale maximale de 60 mois, renouvellements compris tels que définis aux points 1, 3 et 4 du paragraphe 3 de l'article L.122-1 du Code du Travail.

Tandis que les catégories définies aux points 1 et 3 de l'article L.122-1 concernent uniquement les chercheurs du secteur public, la catégorie définie au point 4 concerne les chercheurs en formation doctorale et postdoctorale du secteur public, ainsi que ceux du secteur privé dans le cadre d'un partenariat public-privé. Cette catégorie de chercheurs en formation doctorale et postdoctorale peut ainsi bénéficier, d'après la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche, de contrats de travail à durée déterminée pour une durée totale maximale de 60 mois.

Nous tenons à rappeler que la durée totale maximale de 60 mois, renouvellements compris, constitue déjà une dérogation au contrat à durée déterminée régulier de 24 mois, renouvellements compris.

La vocation des institutions de recherche étant bien la formation des jeunes, il importe de souligner que ces mêmes institutions ne peuvent pas garantir un contrat permanent à toutes les personnes recrutées initialement en contrat à durée déterminée. La politique de recherche aux niveaux européen et national encourage plutôt la mobilité internationale et intersectorielle. Ainsi, les chercheurs ayant achevé une formation doctorale sont encouragés de poursuivre une formation postdoctorale, soit dans un autre pays, soit en changeant du secteur de la recherche publique vers celui de la recherche privée, respectivement vice versa. Le but étant d'améliorer l'employabilité des jeunes chercheurs dans un monde de la recherche et du travail toujours plus compétitif.

Afin de parvenir à une solution adéquate, non seulement pour le secteur de la recherche, mais également pour d'autres secteurs dynamiques de l'économie qui génèrent des emplois, que l'on voudrait voir garder et dont on aimerait développer l'activité sur le territoire du Luxembourg pour ainsi y attirer le plus de savoir possible, les ministères en cause vont consulter prochainement les représentants des milieux concernés pour discuter des adaptations légales éventuellement nécessaires et possibles dans le respect du cadre légal européen notamment.

Question 1008 (19.03.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **route du Nord (A7):**

Il a été annoncé que les travaux d'infrastructure en relation avec la route du Nord (A7) seront définitivement achevés durant cette année.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. À partir de quelle date la route du Nord entre Gosseldange et Luxembourg-Kirchberg sera-t-elle accessible au public?

2. Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure de présenter les faits et chiffres clés de cette autoroute (coût final, trafic escompté aux heures de pointe, radars, durée totale des travaux)?

3. Quand le CR119 entre le lieu-dit «Stafelter» et la route d'Echternach reliant Luxembourg à Junglinster sera-t-il fermé? Cette fermeture est-elle définitive?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux différents points relevés par l'honorable Député, l'on peut préciser que:

Ad 1. Le tronçon de la route du Nord compris entre l'échangeur de Lorentzweiler et l'échangeur Waldhaff sera accessible au trafic immédiatement après l'inauguration officielle prévue pour le 23 septembre 2015.

Ad 2. Pour le tronçon couvert par la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, en l'occurrence le tronçon Luxembourg-Mersch:

- L'enveloppe totale autorisée par le législateur s'élève à 600,2 millions d'euros indexé à 1997, montant qui dans l'état actuel des choses ne sera pas atteint.

- Les modélisations de la CMT prévoient un trafic journalier moyen de l'ordre de 30.000 véhicules par jour sur le tronçon entre les échangeurs Lorentzweiler et Waldhaff. Cette charge est comparable au trafic observé sur le tronçon de la route de la Sarre A13 entre les échangeurs Frisange et Hellange. Des indications pour le trafic aux heures de pointe ne peuvent pas être avancées.

- Aucun radar fixe n'est actuellement prévu sur ce tronçon de route. Des contrôles au moyen de radars mobiles sont pourtant possibles à tout moment.

- Les travaux se sont étalés sur la période de 1998 à 2015 de la façon suivante:

tronçon de Mersch à Lorentzweiler: de 1999 à 2008 pour 5.211 m;

tronçon de Lorentzweiler à l'échangeur de Waldhaff: de 2005 à 2015 pour 8.317 m;

tronçon de l'échangeur Waldhaff au Kirchberg: de 1998 à 2002 pour 1.372 m.

Ad 3. En ce qui concerne le chemin CR119 entre le lieu-dit «Stafelter» et la route d'Echternach N11, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n°0358 du 18 juin 2014 de l'honorable Députée Madame Françoise Hetto-Gaasch *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)*: «Après l'ouverture de l'A7 et la construction de la voie d'insertion sur la N11 au Waldhof, le CR119 sera fermé provisoirement pour une année, pendant laquelle sera analysé le trafic sur le CR123 et la N11. Après cette année, il sera décidé définitivement si le CR119 pourra être fermé complètement.»

Question 1009 (23.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**adhésion potentielle du Luxembourg à l'AIIB:**

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) est une banque d'investissement proposée par la République populaire de Chine. La Chine a lancé formellement cette initiative en octobre 2014. Depuis lors, de nombreux États, dont la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne, ont manifesté leur volonté de participer au développement de l'AIIB. L'objectif de l'AIIB est de financer des projets d'infrastructures dans la région asiatique.

Suivant des informations apparues dans la presse, il semblerait que le Gouvernement luxembourgeois ait également posé sa candidature la semaine dernière pour devenir membre fondateur de la Banque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations et par conséquent la participation du Luxembourg dans le capital de l'AIIB?

- Quel sera, le cas échéant, le montant de la participation financière de la part du Luxembourg?

- Comment sera financée cette participation?

Réponse (07.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a déposé sa candidature pour devenir membre fondateur potentiel de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) au secrétariat intérimaire de l'AIIB en date du 11 mars 2015. La candidature a été acceptée à l'unanimité par les pays membres fondateurs potentiels de l'AIIB le 27 mars 2015. Le Luxembourg est par conséquent le premier pays européen à avoir été accepté comme pays membre fondateur potentiel.

Suite à cette acceptation, le Luxembourg a pu participer à la réunion de travail entre membres fondateurs potentiels, qui s'est déroulée le 30 et 31 mars 2015, à Almaty au Kazakhstan et dont l'objectif consistait à négocier le projet des statuts de cette future institution. Lors de ces négociations, le Luxembourg a souligné l'importance de notre attachement au respect des standards internationaux en matière de bonne gouvernance et des standards sociaux et environnementaux dans la mise en place de l'AIIB.

Selon le plan de travail mis en place pour l'établissement de l'AIIB, il est prévu de finaliser et signer les statuts de l'AIIB à la fin du mois de juin. La procédure de ratification des statuts devrait être finalisée fin 2015.

Les contributions financières à prévoir pour les différents pays membres fondateurs potentiels n'ont pas encore été arrêtées et feront l'objet de discussions dans les mois à venir. Les participations financières respectives et l'allocation des droits de vote se feront en principe, comme dans les autres banques multilatérales de développement, en fonction de l'importance du PIB national par rapport au PIB des autres pays fondateurs.

Quant à l'instrument de financement, aucune décision n'a encore été prise pour l'instant.

Question 1010 (23.03.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**exequatur:**

Ech wollt dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng Statistik a Saachen «Exequaturverfahren»?

2. Wéi vill Exequaturarrête goufe vun der Cour genehmegt a wéi vill huet se der verworf?

Et wär gutt, eng Statistik zënter 2000 doriwwer ze kréien.

Réponse (03.04.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Et gëtt keng Statistiken iwwert d'Exequaturverfahren; et ass also net méiglech, op de Punkt 2. vun der Fro vum Här Deputéierten ze äntwerten.

Question 1011 (23.03.2015) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **conseil d'administration de Cargolux:**

Am Kader vun der Spuerpolitik bei der Cargolux liest ee vill iwwert déi nei Konditiounen, mat deenen an Zukunft d'Personal an dorënner och d'Pilote sollen agestallt ginn. Parallell dozou ass awer ze héieren, dass an der Direktioun a beim Management vun der Cargolux d'Indemnitéiten an de leschte Jore staark gehéicht gi wären. Zousätzlech ass ze héieren, dass eenzel Leit, déi net laang an der Direktioun waren, héich Ofgangsentschiedegunge kritt hätten.

Dofir wollt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Kann de Minister mer eng Lëscht ginn iwwert d'Entwécklung vun de Rémunératiounen an Indemnitéiten inklusiv de Bonussen zum Joresenn, déi net ënnert de Kollektivvertrag falen?

An dat fir d'ganz Direktioun an de gesamte Management iwwert déi lescht fënnef Exercicer. Doraus soll ervirgoen, wéi vill Rémunératiounen an Indemnitéite fir de Management global bezuelt gi sinn, mä och, wéi vill den eenzelne Member an deem nämlechten Zäitraum kritt huet, ouni elo Nimm ze nennen.

2. Da wéilt ech nach wëssen, wat d'Positioun vun de Regierungsvertrieder am Verwaltungsrot war, an zwar bei all Vote iwwert d'Rémunératiounen an d'Indemnitéite vun de Leit vun Direktioun a Management iwwert deen nämlechten Zäitraum.

3. Goufen am Zäitraum 2009-2014 och d'Indemnitéiten an d'Rémunératioune vum Verwaltungsrot ugepasst? An deem Fall wéilt ech och dofir eng Lëscht mat entspriechenden Informatiounen iwwert d'Zomm, d'Erhéijung an de Vote vun de Regierungsvertrieder am Verwaltungsrot.

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum honorablen Deputéierte Gast Gibéryen ass Folgendes ze soen:

Et ass net un der Regierung, fir d'Personalpolitik vun enger kommerzieller Gesellschaft ënner privatem Recht ze kommentéieren, an a fortiori och net d'Rémunératioun vun eenzelne Memberen - sief et vum Management oder vun aneren Organer vun der Firma - ze divulguéieren. Déi entspriechend Décisiounen an deem Kontext si vun deene laut Statutten an dem Gesellschaftsrecht zoustännegen Organer vun der betraffener Gesellschaft ze huelen.

Question 1012 (23.03.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **pièces d'or ayant constitué la réserve financière allouée au réseau Stay behind:**

Pendant la guerre froide, le réseau Stay behind avait constitué une réserve financière sous forme de pièces d'or pour ses propres besoins en cas d'invasion des communistes. Selon les informations parues dans la presse, le directeur du SREL aurait remis l'année dernière à la Banque centrale du Luxembourg les pièces d'or relatives à la réserve financière du réseau Stay behind. Or la recommandation du rapport de la commission d'enquête sur le SREL de juillet 2013 avait prévu de «remettre au Trésor public les pièces d'or ayant constitué la réserve financière allouée au réseau Stay behind».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pour quelle raison la recommandation du rapport de la commission d'enquête sur le SREL n'a-t-elle pas été suivie par le directeur du SREL?

- Quelle est la valeur actuelle de l'ancienne réserve financière du réseau Stay behind?

Réponse commune (21.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La réserve de pièces d'or du Service de Renseignement de l'État faisait partie des fonds de crise du service en question. Cette réserve d'or servait à faire fonctionner le réseau Stay behind en cas de conflit armé entre les forces OTAN et les forces du Pacte de Varsovie. En cas d'occupation du territoire luxembourgeois, les agents du Stay behind avaient la mission de rester au pays et de faire fonctionner un réseau clandestin de résistance et de collecte de renseignements. Les pièces d'or, réparties entre les agents membres du Stay behind, devaient leur permettre de fonctionner en période de guerre. Au moment de la dissolution du Stay behind, les pièces d'or ont été intégralement restituées au Service de Renseignement de l'État, qui les a conservées dans un coffre-fort depuis 1990.

Le 25 avril 2013, le directeur du Service de Renseignement de l'État a informé la Commission d'enquête parlementaire sur les dysfonctionnements au Service de Renseignement de l'État des pourparlers en cours avec la Banque centrale du Luxembourg (BCL) en vue du transfert de ces 1.800 pièces or à la Banque centrale. Le 9 septembre 2013, le Premier Ministre a écrit une lettre au gouverneur de la BCL dans laquelle il fait référence aux conclusions du rapport du 5 juillet 2013 de la Commission d'enquête parlementaire, conclusions dans lesquelles celle-ci propose de «confier les pièces d'or au Trésor public». Dans la même lettre le Premier Ministre demande au gouverneur de «bien vouloir prendre en dépôt les pièces d'or dont question» et d'«entrer en contact avec les responsables du Service de Renseignement de l'État en vue d'opérer le transfert». La Commission de contrôle parlementaire du SREL a été informée du dépôt à la BCL lors de sa réunion ordinaire du 1er octobre 2014.

Le choix s'est porté sur la Banque centrale du Luxembourg parce que la BCL a une compétence spécifique en matière numismatique et dispose des infrastructures de sécurité adéquates. L'État n'ayant pas cédé la propriété, les pièces d'or peuvent être retirées auprès de la BCL sur première demande. La valeur des pièces d'or est estimée à quelque 380.000 euros.

Question 1013 (23.03.2015) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **port du voile dans la fonction publique:**

Le débat sur le port des signes religieux est toujours d'actualité au Luxembourg. Concernant le voile, une neutralité religieuse est imposée aux enseignants et aux professeurs de l'enseignement. Dans les autres secteurs de la fonction publique, la portée exacte de l'obligation de neutralité des fonctionnaires demeure cependant floue.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que les agents de l'État sont autorisés de manière générale à porter des signes religieux?

- Quelle est en particulier la situation juridique au Luxembourg concernant le port du voile pour les agents de l'État?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser dans ce contexte la relation entre le principe de neutralité et le principe de la liberté religieuse pour les agents de l'État?

Réponse (27.04.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans leur question parlementaire n°1013 du 23 mars 2015, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth notent que le débat sur le port des signes religieux est toujours d'actualité au Luxembourg. Alors qu'une neutralité religieuse est imposée aux enseignants et professeurs du secondaire en ce qui concerne le port du voile, la portée exacte de l'obligation de neutralité des fonctionnaires demeure floue dans les autres secteurs de la fonction publique. Dans ce contexte, les honorables Députés posent la question si les agents de l'État sont autorisés de manière générale à porter des signes religieux. Par ailleurs, ils demandent quelle est en particulier la situation juridique du Luxembourg concernant le port du voile pour les agents de l'État. Finalement, les honorables Députés demandent des précisions sur la relation entre le principe de neutralité et le principe de liberté religieuse pour les agents de l'État.

En réponse, j'informe les honorables Députés qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune réglementation d'ordre général à caractère normatif concernant le port de signes religieux et plus particulièrement le port du voile par les agents de l'État au Luxembourg. À l'instar de certains États fédéraux allemands, le Luxembourg ne s'est en effet pas doté d'un cadre légal spécifique concernant cette thématique, qui n'a par ailleurs pas encore suscité des difficultés majeures en pratique.

À la différence de la France où le principe de la laïcité de l'État connaît un ancrage constitutionnel qui a conduit à l'affirmation d'une véritable exigence de neutralité vestimentaire au niveau du service public, la relation entre le principe de neutralité et le principe de la liberté religieuse pour les agents de l'État se présente de manière plus nuancée au Luxembourg. Seule la liberté religieuse étant ancrée dans la Constitution, le droit fondamental de manifester ses croyances ne peut en tout état de cause être restreint que pour de justes motifs, proportionnés au but légitime recherché.

Le principe général de la neutralité du service public se dégageant du devoir de neutralité du fonctionnaire, tout comme l'obligation pour tout fonctionnaire, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, d'éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public, sont donc des principes susceptibles d'être invoqués pour interdire le port de signes religieux, uniquement lorsque cette restriction est justifiée par rapport à la nature de la tâche à accomplir et proportionnée au but recherché.

Question urgente 1139 (18.05.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **incidences de la coopération entre le BND et la NSA pour le Luxembourg:**

Selon des informations diffusées par la presse allemande au cours des dernières semaines, le service de renseignement allemand BND coopère depuis dix ans avec l'agence américaine de sécurité NSA pour surveiller certaines cibles sur le continent européen. Cette coopération, qui à l'origine était cantonnée à la lutte antiterroriste, s'est étendue à d'autres domaines. Ainsi, le renseignement américain s'est intéressé e. a. à des groupes industriels et des responsables politiques européens. La NSA a demandé au BND de surveiller des adresses IP et des numéros de téléphone.

Vendredi dernier, le député autrichien Peter Pilz a rendu publiques des informations selon lesquelles le BND aurait aussi, depuis l'année 2005, systématiquement intercepté au nœud Internet de Francfort la connexion de l'opérateur Telekom Austria reliant Vienne et Luxembourg. Les informations ainsi collectées auraient été transmises à la NSA qui aurait jugé cette connexion comme prioritaire.

Entre-temps, le Gouvernement autrichien a porté plainte contre X. Le parquet de Vienne vient d'être saisi pour des faits de «renseignements secrets au détriment du pays».

Dans un souci d'un éclaircissement total sur cette affaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été informé sur les pratiques du BND et/ou de la NSA par les autorités allemandes et/ou américaines? Le Gouvernement dispose-t-il des informations sur les éventuelles cibles luxembourgeoises de cette surveillance?

- Le Gouvernement compte-t-il réagir par la voie diplomatique aux faits révélés?

- Au cas où il s'avérerait que les intérêts du pays auraient pu être mis en cause par la surveillance des communications Internet en question, le Gouvernement compte-t-il également porter plainte?

Réponse commune (18.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

En réponse à la question urgente de Monsieur le Député Marc Angel, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères et européennes sont en mesure de confirmer que le Gouvernement a pris connaissance par voie de presse des informations selon lesquelles le BND et/ou la NSA auraient collecté en 2005 des données provenant respectivement à destination du Luxembourg au nœud Internet de Francfort. Actuellement le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur les cibles luxembourgeoises éventuelles de cette collecte. Comme les faits suspectés se sont produits en territoire allemand, les instances nationales compétentes sont entrées, à la demande du Gouvernement, en contact avec leurs homologues allemands et américains pour demander des explications concernant ces révélations.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes s'est entretenu à sa demande ce matin à Bruxelles avec son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier. À cette occasion le Ministre a insisté sur la nécessité d'une coopération et d'une transparence intégrales dans cette affaire. Le Ministre allemand, pour sa part, s'est dit disposé à tout faire pour contribuer à éclaircir cette affaire de surveillance du transfert de données électroniques. Le Gouvernement a également chargé notre ambassadeur à Washington de solliciter des explications concernant ces faits au département d'État.

Le Gouvernement a décidé par ailleurs de dénoncer ces faits susceptibles de présenter une infraction au parquet.

www.referendum.lu

N°12
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

État de la nation	p. 491	Sommaire des séances publiques nos 29 à 31	p. 494	29e séance	Mercredi 29 avril 2015
Migrants en Méditerranée	p. 470	Sommaire des questions parlementaires	p. Q159	30e séance	Jeudi 30 avril 2015
Prostitution au Luxembourg	p. 482			31e séance	Mardi 5 mai 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Le Président et des députés du Parlement européen à la Chambre

L'année 2015 sera européenne: en effet, la deuxième moitié de l'année est placée sous le signe de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. En amont de cette présidence, le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, et des membres de la Conférence des Présidents du Parlement européen ont rencontré leurs homologues luxembourgeois à la Chambre des Députés.

Le rôle des Parlements nationaux est primordial par le contrôle qu'ils exercent sur les Gouvernements qui sont colégislateurs au niveau européen: c'est ce que souligna M. Martin Schulz devant les députés européens et luxembourgeois. Les préoccupations ont tourné des deux côtés - luxembourgeois et européen - autour du rôle amoindri des Parlements nationaux dans la procédure budgétaire européenne.

«Des fonctionnaires nationaux envoient un projet de budget à Bruxelles où il est apprécié par des fonctionnaires européens, sur base de critères élaborés à l'insu du Parlement européen»: c'est ainsi que M. Martin Schulz s'est exprimé devant la presse, en soulignant, comme son homologue luxembourgeois, qu'il s'efforcerait à réimpliquer davantage les Parlements nationaux et européen.

Les ressources financières de l'Union européenne, largement insuffisantes selon M. Schulz, furent un autre sujet de discussion. Le budget est effectivement un dossier qui risque d'influencer la prochaine Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, les pays membres n'étant jusqu'ici pas prêts à faire des concessions, par exemple en ce qui concerne le financement de la politique agricole ou celui des fonds de cohésion.

Les députés ont convenu que la collaboration entre Parlements nationaux ainsi que les échanges avec le Parlement européen sont importants afin d'assurer suffisamment de relais vers les citoyens européens.



M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, signe le livre d'or en présence de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et des membres de la Conférence des Présidents du Parlement européen.

Ils ont en outre relevé l'intérêt de deux conférences organisées sous Présidence luxembourgeoise à Luxembourg, à savoir, d'une part, le 18 et 19 octobre, sur l'Europe sociale et, d'autre part, le 10 et 11 décembre, sur la politique de coopération et d'aide au développement.

Conclusions du rapport «Artuso»: La Chambre s'excuse auprès de la communauté juive



La Chambre des Députés reconnaît et déplore profondément les souffrances infligées à la communauté juive durant l'occupation nazie du Luxembourg et exprime ses excuses, alors que du fait des actes fautifs commis, la responsabilité de l'autorité publique luxembourgeoise se trouve engagée.

Telles sont en effet les principales conclusions que la Chambre des Députés tire du rapport de M. Vincent Artuso «La „question juive" au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies», dans une résolution adoptée à l'unanimité au cours de la séance plénière du mardi 9 juin 2015, au cours de laquelle le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, a également présenté ses excuses pour les mêmes faits au nom du Gouvernement.

La résolution, qui a été élaborée au cours de huit réunions de la Conférence des Présidents et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, met également en avant l'engagement solennel du Parlement de faire tout son possible afin que de telles atrocités ne puissent se reproduire, de continuer à défendre avec vigueur les droits de l'Homme et de lutter contre toute forme d'antisémitisme, de racisme et de xénophobie, tout en rappelant l'importance de poursuivre les recherches historiques à ce sujet.

Saluant les actes de courage de certains habitants du Luxembourg, qui ont sauvé des Juifs du sort tragique qui les menaçait, la Chambre des Députés intègre ainsi la communauté juive, qui n'a jusqu'ici obtenu aucune reconnaissance officielle de la part de l'État, dans la communauté des victimes du régime national-socialiste, à savoir les résistants, les enrôlés de force, les déportés, les personnes traquées pour leurs convictions politiques ou religieuses ou les volontaires des Brigades Internationales de la Guerre d'Espagne.

M. Alex Bodry expose le contenu de la résolution qu'il a déposée au nom de la Conférence des Présidents et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.
(Photo: Guy Jallay/Luxemburger Wort)

Réforme du système de pétition publique



Depuis le 1er juin dernier, signatures électroniques et signatures sur papier peuvent être cumulées dans la procédure de la pétition publique. Cette décision devrait faciliter la tâche des pétitionnaires de collecter les 4.500 signatures nécessaires pour qu'un débat public en leur présence soit organisé à la Chambre des Députés.

Jusqu'à présent, seules les signatures électroniques collectées sur le site Internet du Parlement étaient acceptées. Pour être comptabilisées, les signatures sur papier devront cependant être fournies sur un formulaire spécifique mis à disposition par la Chambre des Députés. La période de signature restera limitée à 42 jours pour les deux types de signature.

C'est sans doute le point essentiel de la réforme du système de pétition publique qui a été présentée lors d'une conférence de presse par le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

Depuis le début de la législature en décembre 2013, 181 pétitions ont été déposées à la Chambre des Députés - contre 33 au cours de toute la législature 2009-2013. Cette augmentation impressionnante est due à l'introduction de la pétition publique en avril 2014. Sur les 159 pétitions introduites en ligne, 122 ont été déclarées recevables. Six pétitions ont dépassé le seuil des 4.500 signatures et ont fait l'objet d'un débat public.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés (à droite), et M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions, ont présenté les points essentiels de la réforme du système de pétition publique.

Échange entre parlementaires du Bundestag et de la Chambre



M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois (au milieu), et des députés allemands ont pu s'échanger avec leurs homologues luxembourgeois.

Il est de notoriété publique que les relations entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et le Grand-Duché sont excellentes et qu'il existe une grande identité de vues entre les responsables politiques des deux côtés de la Moselle et de la Sûre sur bon nombre de dossiers, qu'ils soient de nature bilatérale ou européenne.

Cet état de fait a une nouvelle fois pu être constaté à l'occasion de la visite d'une délégation parlementaire allemande à la Chambre des Députés. Sous la conduite de M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois, des députés allemands ont pu s'échanger avec leurs homologues luxembourgeois sur les sujets qui font l'actualité, avec au premier chef la crise migratoire qui frappe de plein fouet les pays de l'Union européenne.

La RFA constituant la première destination d'immigration en Europe et ayant enregistré en 2014 son solde migratoire le plus important depuis les années 1990, les parlementaires du Bundestag n'ont pas caché que la vague actuelle de migrants venant de pays en guerre (Syrie, Irak, Libye, Somalie, etc.) ou de pays aux conditions de vie particulièrement difficiles (pays de la bande sahélo-saharienne en particulier) préoccupe les autorités allemandes, aussi bien d'un point de vue organisationnel que financier, et ceci à tous les niveaux (confédération, États-régions et communes).

Les députés allemands réclament une juste répartition des immigrés à un niveau européen par le biais de quotas et une politique de retour forcé adéquate, notamment vis-à-vis des demandeurs d'asile des Balkans et autres pour lesquels il s'avère difficile de bénéficier du statut de réfugié.

Concernant les récentes révélations d'espionnage présumé du Luxembourg par la NSA via le BND (Bundesnachrichtendienst) allemand, il faudrait - aux dires des députés allemands - éclaircir cette affaire de surveillance du transfert électronique de données en provenance du Luxembourg vers d'autres pays européens tout en veillant à ce que la bonne collaboration entre services de renseignement ne soit pas entravée.

Parmi les sujets controversés, les députés luxembourgeois ont notamment évoqué le projet de péage automobile que les autorités allemandes prévoient d'instaurer courant 2016 sur les autoroutes autochtones par le biais d'une vignette automobile dont le montant, défini par l'âge de la voiture, la cylindrée du moteur et certains critères environnementaux, peut atteindre jusqu'à 130 euros.

Furent aussi évoqués l'état des infrastructures transfrontalières en matière ferroviaire et les connexions à partir du Luxembourg vers la RFA, la Deutsche Bahn ayant quasiment radié le Luxembourg de ses horaires de trafic grandes lignes. Dans ce contexte, les mandataires allemands du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois ont promis de tout mettre en œuvre pour remédier à cette situation.

«Plan Juncker»: la BEI dans les starting-blocks

La Banque européenne d'investissement (BEI) se dit fin prête pour servir de rampe de lancement au «Plan Juncker», plan d'investissement pour l'Europe du nom du Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, afin de libérer au cours des trois prochaines années (2015-2017) au moins 315 milliards d'euros d'investissements publics et privés pour l'économie réelle.

C'est en substance le message que M. Werner Hoyer, Président de la BEI, a fait passer au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et à une délégation de parlementaires qui se sont déplacés début juin dans les locaux du plus grand bailleur de fonds et emprunteur multilatéral au monde.

Aux yeux de M. Hoyer, le plan Juncker est absolument nécessaire pour combler le retard croissant du Vieux Continent en matière d'investissements et subséquemment de compétitivité vis-à-vis de ses concurrents les plus farouches que sont les États-Unis, la Chine, mais aussi des nations comme le Japon ou encore la Corée du Sud.

Pour les seules infrastructures, les experts du Kirchberg dénotent des manques annuels en investissements supplémentaires de l'ordre de

- 100 milliards d'euros pour la modernisation des réseaux énergétiques;

- 50 milliards d'euros pour la modernisation des infrastructures routières;

- 55 milliards d'euros pour atteindre les standards de capacité prévus dans l'agenda numérique de l'UE;

- 90 milliards d'euros pour offrir de meilleurs services en adéquation avec l'environnement.

Pour M. Hoyer, le «Plan Juncker» constitue un vrai changement de paradigme dans l'utilisation de ressources publiques limitées dans le sens où un euro dépensé en subvention est perdu alors qu'un euro utilisé en garantie d'un prêt aura un effet multiplicateur de 10.

Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS)

Au cœur du nouveau plan d'investissement pour l'Europe figure le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) qui sera établi au sein de la BEI. Le FEIS aura pour mission de soutenir la réalisation de projets porteurs d'importants avantages économiques et identifiés dès l'automne 2014 par une «task force», composée de personnels de la Commission européenne, de la BEI et des États membres.

Il s'agit pour l'essentiel de projets pouvant démarrer rapidement, avec un caractère communautaire (transfrontaliers, impliquant plusieurs États) et/ou relevant de sujets jugés prioritaires: la connaissance, l'innovation, l'économie numérique, l'union de l'énergie, les infrastructures de transport, sociales et environnementales (efficacité énergétique). Par le biais de ces projets, la Commission européenne a voulu montrer que ce ne sont pas les idées qui manquent, mais les financements de long terme pour des projets jugés risqués.

Le «Plan Juncker» prévoit en l'occurrence un mécanisme censé rassurer les investisseurs. Ainsi, quelque 21 milliards d'euros ont pu être récupérés (5 milliards d'euros constitués sur les ressources propres de la BEI, 16 milliards par l'intermédiaire des fonds européens) afin de servir de garantie au FEIS, qui sera alimenté par des investisseurs essentiellement privés. Et grâce à la capacité de la BEI - de par sa notation financière «AAA» - de lever de l'argent sur les marchés de capitaux, le mécanisme devrait permettre d'aboutir à 315 milliards d'euros investis au bout du compte (effet de levier de 15).



M. Werner Hoyer, Président de la BEI (à gauche), lors de l'échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et une délégation de parlementaires

L'environnement: une des priorités du LIST

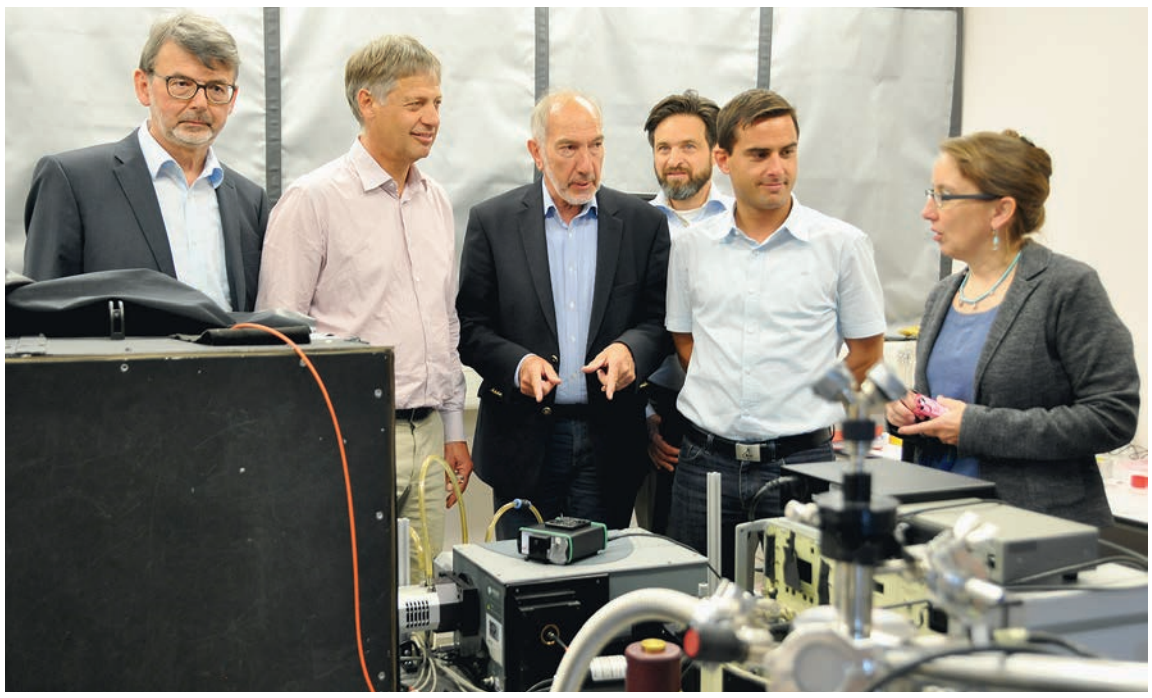
Dans l'optique de la préparation d'un débat d'orientation à la prochaine rentrée parlementaire (automne 2015) sur la future orientation politique et le cadre d'action en matière de climat et d'énergie, des députés des Commissions de l'Économie et de l'Environnement de la Chambre ont tenu à visiter le département «ERIN» (Environmental Research and Innovation) du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)*.

Reçus par le directeur, M. Lucien Hoffmann, et son équipe, les mandataires publics ont pu se faire une idée de toutes les connaissances et compétences interdisciplinaires mises en avant par ce département afin de s'attaquer à la résolution des défis environnementaux majeurs auxquels notre société sera confrontée au 21e siècle:

- l'atténuation du changement climatique,
- la résilience des écosystèmes,
- le développement de systèmes énergétiques durables,
- l'utilisation efficace des ressources renouvelables,
- la prévention et le contrôle de la pollution environnementale, etc.

Les activités RDI (activités de recherche-développement et innovation) fournies par le département «ERIN» embrassent quatre thématiques, à savoir la gestion intégrée des ressources en eau, la valorisation de la biomasse végétale pour la production de biopolymères et de bioénergie, l'analyse de la durabilité dans le cycle de vie et l'évaluation des risques ainsi que l'e-science pour des applications environnementales et biologiques.

De toutes les présentations faites aux députés et des échanges qui s'en sont suivis avec les chercheurs, il est clairement ressorti qu'un des objectifs majeurs du département «ERIN» est non seulement de mettre en œuvre une vision environnementale intelligente, mais aussi de fournir des solutions environnementales innovantes, permettant aux petites et grandes entreprises implantées au Grand-Duché de bénéficier de la sorte d'un avantage concurrentiel par rapport à leurs homologues étrangers.



Des députés des Commissions de l'Économie et de l'Environnement de la Chambre des Députés ont reçu des explications sur le fonctionnement et les objectifs du LIST.

* Le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), né de la fusion des centres de recherche publics Gabriel Lippmann et Henri Tudor, est opérationnel depuis le 1er janvier 2015. Référence luxembourgeoise en matière de recherche et d'innovation, les travaux des chercheurs du LIST se focalisent avant tout sur les domaines des matériaux, des technologies de l'information et de l'environnement.

LIII COSAC



(de gauche à droite) MM. Eugène Berger, Marc Angel et Gast Gibéryen

La politique énergétique et climatique, le PTCI (partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement - en anglais «TTIP»), le partenariat oriental et les préoccupations sécuritaires dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique étaient inscrits à l'ordre du jour de la LIII COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires) qui s'est réunie les 1er et 2 juin 2015 à Riga.

M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés à cette conférence, qui réunit chaque semestre des membres des commissions parlementaires en charge des affaires européennes des Parlements nationaux de l'Union européenne et des pays candidats à une adhésion à l'UE ainsi que le Parlement européen.

Concernant le rôle des Parlements dans la politique commerciale de l'Union européenne, les membres de la COSAC notent que les négociations de l'Union sur les accords de libre-échange avec des pays tiers ont récemment généré beaucoup d'intérêt dans les États membres et se félicitent du débat sur le rôle des Parlements dans ce processus, en préconisant une plus grande implication de ces derniers dès le début. La majorité des Parlements ont mené les débats au sujet du PTCI dans une grande variété de forums et nombreux sont ceux qui entendent poursuivre les discussions. Les membres soulignent particulièrement le rôle important des Parlements pour assurer la légitimité démocratique et plus de transparence dans le processus de négociation du PTCI et pour améliorer la sensibilisation des citoyens.

Les membres ont par ailleurs discuté sur la coopération interparlementaire. Pour améliorer la coordination au niveau du contrôle de subsidiarité, il a été décidé d'élaborer des lignes directrices non contraignantes.

À noter que la prochaine réunion de la COSAC sera organisée en juillet 2015 au Luxembourg dans le contexte de la dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Le Parlement luxembourgeois a d'ailleurs également été chargé par la COSAC d'organiser un groupe de travail consacré au renforcement du dialogue politique.

Forte identité de vues entre deux petits pays

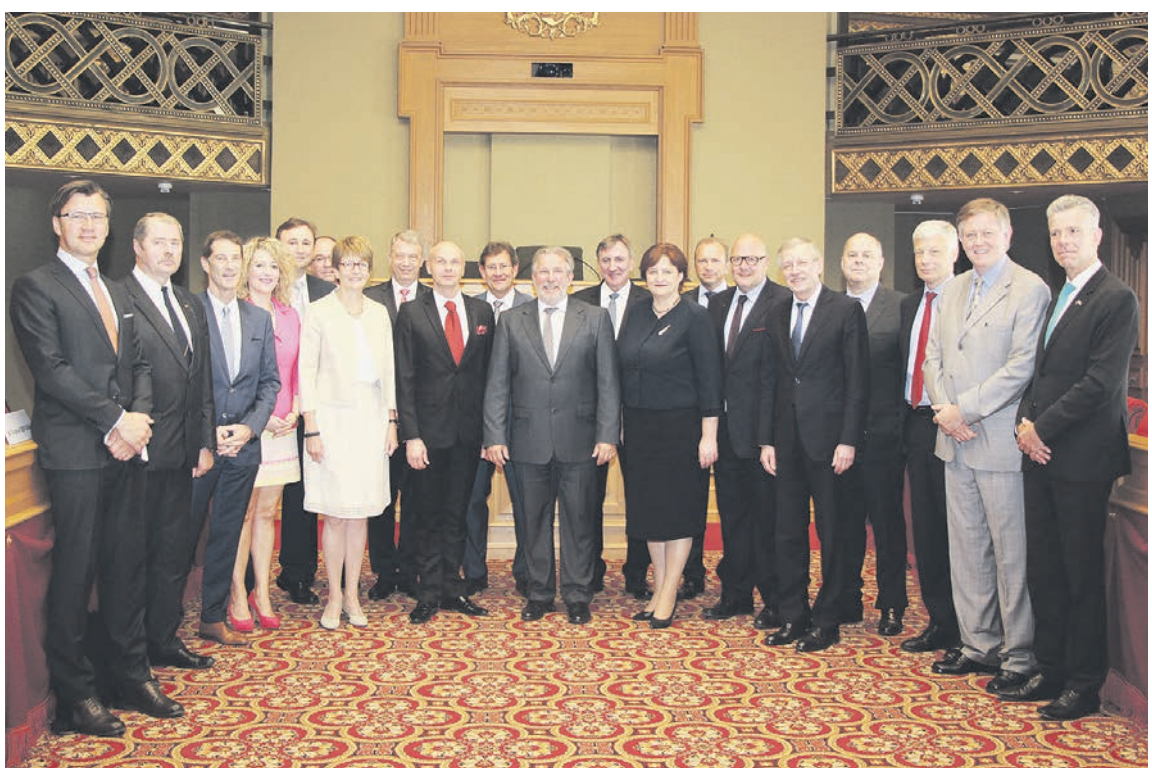
Alors que le Luxembourg s'apprête à accomplir pour la douzième fois le même exercice auquel la Lituanie a satisfait pour la première fois au second semestre 2013 - en l'occurrence la Présidence du Conseil de l'Union européenne - et que la commémoration du 30e anniversaire de la signature des accords de Schengen s'annonce, des délégations parlementaires luxembourgeoise et lituanienne viennent de se retrouver à la Chambre des Députés.

Le plus méridional et le plus grand des trois pays baltes avec trois millions d'habitants, possédant également l'histoire la plus tourmentée, la Lituanie, à l'instar de ses consœurs baltes, a intégré l'UE de façon dynamique depuis 2004 et adopté l'euro en date du 1er janvier 2015.

Avec le Luxembourg, la Lituanie ne partage pas seulement les valeurs européennes traditionnelles, mais aussi le sort de compter parmi les plus petits pays de l'Union. D'où l'utilité soulignée des deux côtés - ceci d'autant plus que, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, les Parlements nationaux ont gagné en importance - de collaborer encore plus étroitement, que ce soit à un niveau bilatéral ou dans un format Benelux-Pays baltes.

Au cours des entretiens menés en tête-à-tête entre M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et son homologue lituanienne, Mme Loreta Graužinienė ainsi qu'entre délégations élargies, furent notamment évoqués:

- les priorités de la prochaine Présidence luxembourgeoise avec un accent particulier sur le rééquilibrage entre priorités financières et économiques, d'un côté, et priorités sociales de l'autre;
- les faibles échanges commerciaux entre les deux pays - en 2014 ceux-ci s'élevaient à 23,66 millions d'euros, avec une balance légèrement positive pour le Luxembourg - qu'il convient absolument de tonifier;
- la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la nécessité d'intégrer de plus en plus les énergies renouvelables dans le mix énergétique;
- le conflit ukrainien et les tensions y liées avec la Fédération de Russie. À ce sujet, il convient de noter que la Lituanie est voisin direct de l'enclave russe de Kaliningrad à partir de laquelle des actions militaires peuvent être menées sans qu'un franchissement des frontières ne soit nécessaire;
- le renforcement de la sécurité nationale lituanienne par une augmentation substantielle de l'effort de défense ainsi que la réintroduction pour cinq ans de la conscription, qui portera dans un premier temps sur les Lituaniens âgés de 19 à 26 ans;
- ainsi que l'expérience intéressante que vient de vivre la Lituanie lors des élections communales du 1er mars 2015 au cours desquelles les maires furent élus directement, ce qui a permis un renouvellement de 30% des fauteuils de maire.



M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés (au milieu), et son homologue lituanienne, Mme Loreta Graužinienė (au milieu), ainsi que les délégations respectives se sont échangés sur différents sujets d'actualité.

Le Président de la Chambre des Députés en visite officielle aux Pays-Bas



(de gauche à droite) Mme Anouchka van Miltenburg, M. Mars Di Bartolomeo, M. Siegfried Bracke et M. Mark Rutte (Photo: Jeroen van der Meyde)

Les 14 et 15 juin 2015 le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo s'est rendu en visite officielle auprès de la Seconde Chambre des États généraux du Royaume des Pays-Bas.

La délégation luxembourgeoise qui l'accompagnait se composait de M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la Commission de l'Environnement, de M. Marc Angel, membre du Bureau et Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ainsi que de M. Claude Frieseisen, membre du Bureau et Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Cette invitation de la part de son homologue néerlandais, Mme Anouchka van Miltenburg, s'adressait également à M. Siegfried Bracke, Président de la Chambre des représentants de Belgique.

Une occasion pour les trois Présidents de Parlement du Benelux de s'échanger sur la façon de traiter à l'avenir les sujets préoccupant plus particulièrement leurs trois pays. Les Présidents se sont mis d'accord à ce que leurs Parlements respectifs suivent de plus près les travaux du Parlement Benelux et veillent à ce que cette collaboration beneluxienne soit axée sur les résultats. Leur propre souhait d'implication sera finalisé par des rencontres trilatérales régulières entre Présidents en vue de déterminer en commun les priorités futures à mener à bonne fin.

La coopération des Parlements nationaux dans les dossiers européens et les priorités des prochaines Présidences luxembourgeoise et néerlandaise du Conseil de l'Union européenne furent d'autres sujets abordés et discutés lors de la rencontre des Présidents avec le Premier Ministre Mark Rutte et avec leurs interlocuteurs au Ministère des Affaires étrangères.

Une Union pour les citoyens

Les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (1er juillet - 31 décembre 2015)

La Présidence du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2015 est la douzième exercée par le Luxembourg. Elle intervient dans un contexte institutionnel sensiblement changé depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Le rôle de coordination et d'impulsion de la présidence semestrielle reste le même à maints égards; la présidence permanente du Conseil européen et le rôle de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne affectent toutefois la nature de l'exercice de la présidence. Au vu des nouvelles compétences attribuées à l'UE par les Traités, c'est donc une première aussi pour le Luxembourg.

Le processus de nomination du Président de la Commission et, en particulier, le rôle joué par le Parlement européen dans ce contexte, ont contribué à l'émergence de nouveaux équilibres institutionnels qui invitent à jeter un regard neuf sur la coopération entre les institutions. La crédibilité de l'UE dépend de sa capacité à donner une suite appropriée aux décisions et engagements pris. À cet effet, elle a besoin d'institutions fortes et déterminées ayant la capacité de changer le cours des choses et de donner la priorité aux grands enjeux, en Europe et au-delà.

La Présidence luxembourgeoise, très attachée à la construction européenne, aux valeurs et principes de l'Union, s'est engagée dans une approche ouverte: être à l'écoute des citoyens, soutenir les entreprises, coopérer avec les partenaires et les institutions pour agir dans l'intérêt européen.

Le citoyen est au cœur du projet européen. La Présidence luxembourgeoise, dans le droit fil de ses traditions et convictions, s'efforcera de mettre le citoyen au centre de ses préoccupations et de veiller à ce que l'intérêt réel et direct des citoyens soit mieux pris en compte dans toutes les politiques de l'Union. Elle contribuera ainsi à une bonne application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. La mise à jour de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer», s'appuyant sur la proposition présentée par la Commission, s'inscrit dans ce contexte; elle permettra également de formaliser les modalités d'une meilleure coopération interinstitutionnelle. En fonction de la disposition des autres institutions à participer au processus, la Présidence luxembourgeoise s'attachera à faire avancer les négociations en vue d'établir les bases d'un accord qui assurera une législation de qualité, dans un contexte de développement durable, issue d'un processus législatif transparent et efficace. Elle s'efforcera d'approfondir le dialogue interinstitutionnel sur le contenu des programmes de travail annuels de la Commission.

Le programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement adopté par le Conseil européen des 26 et 27 juin 2014 reprend les principales priorités pour l'UE pour les cinq années à venir; il est destiné à orienter les efforts de programmation des institutions. La Présidence luxembourgeoise a élaboré un programme qui se situe donc dans la continuité de la mise en œuvre de cet agenda en tenant également compte des orientations politiques du Président de la Commission, du programme de travail annuel de la Commission et des travaux du Trio.

Les priorités de la Présidence luxembourgeoise pour le second semestre 2015 sont présentées dans les chapitres suivants:

- libérer l'investissement pour la croissance et l'emploi;
- approfondir la dimension sociale européenne;
- gérer la migration, allier libertés, justice et sécurité;
- rendre sa dynamique au marché intérieur en misant sur le numérique;
- inscrire la compétitivité européenne dans un cadre global et transparent;
- promouvoir une démarche de développement durable;
- renforcer la présence de l'Union européenne dans le monde.

Le programme de la Présidence luxembourgeoise qui se veut non exhaustif est aussi l'expression de la volonté du Luxembourg de pleinement contribuer au nouvel élan insufflé au processus d'intégration européenne depuis l'année dernière.

Libérer l'investissement pour la croissance et l'emploi

L'action de la Présidence luxembourgeoise s'inscrira dans le droit fil du plan d'investissement pour l'Europe du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker visant à libérer jusqu'à 315 milliards d'euros pour l'investissement en Europe. La mise en place du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) mobilisera les volumes d'épargne et de liquidité financière existant en Europe pour permettre le financement de projets d'investissement stratégiques présentant une valeur ajoutée pour l'Union européenne. Le Fonds est établi au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI) et pourra donc compter sur son expertise et son expérience non seulement pour ce qui est de la sélection des projets mais également sous forme d'une assistance technique pour leur développement et leur réalisation.

La Présidence luxembourgeoise soutiendra les initiatives prises par la Commission pour renforcer la prévisibilité réglementaire et lever les freins à l'investissement. Ces mesures, visant à rendre l'Europe plus attractive pour les investissements, devront permettre de démultiplier les effets du plan d'investissement.

Afin que l'Europe retrouve une croissance durable et crée des emplois, les marchés des capitaux devront jouer un plus grand rôle dans le financement de l'économie. Il importe de mettre fin aux barrières à l'investissement transfrontalier afin d'améliorer et d'élargir les sources de financement. L'Union des marchés des capitaux proposée par la Commission doit voir le jour. Les marchés des capitaux en Europe restent aujourd'hui souvent fragmentés, voire concentrés sur leur marché d'origine. L'UE devrait progresser vers une situation permettant d'obtenir, que ce soit pour une petite et moyenne entreprise (PME) ou une grande entreprise, un financement sur les marchés des capitaux de n'importe quel État membre.

Le nouveau cadre réglementaire devrait aussi servir à encourager l'investissement au-delà des marchés des capitaux. En créant des stimulants pour d'autres secteurs, par une amélioration de l'environnement des entreprises, le potentiel d'investissement sera libéré pour la croissance et l'emploi.

Deux premières propositions législatives auxquelles la Présidence luxembourgeoise attachera une attention particulière devraient être traitées au second semestre 2015:

- une proposition sur les titrisations vise à rendre cette activité plus transparente, plus simple et de meilleure qualité afin de redynamiser un marché qui n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant-crise et de remédier aux risques associés aux titrisations;
- une révision des exigences en matière de prospectus doit faciliter l'accès aux marchés des capitaux pour les PME.

La Présidence luxembourgeoise s'efforcera de compléter la réglementation des services financiers en faisant avancer les négociations sur plusieurs dossiers et en particulier sur celui de la réforme structurelle bancaire.

Elle s'attachera, en outre, à entamer les négociations sur une nouvelle proposition législative en matière de résolution des infrastructures de marché.

La Présidence luxembourgeoise poursuivra les efforts engagés en vue de la mise en œuvre d'une authentique politique industrielle européenne, notamment en intégrant systématiquement l'impératif de compétitivité dans les domaines d'action de l'UE et en développant ainsi une véritable approche transversale. En matière de politique industrielle, la Présidence luxembourgeoise se concentrera notamment sur:

- la mise en œuvre de la «feuille de route» de la Commission relative à la compétitivité industrielle;
- la mise en œuvre et le suivi des plans d'action sectoriels, en particulier le plan d'action «acier», dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité du secteur sidérurgique en Europe;
- la promotion des instruments de financement et de soutien de l'UE à destination des PME et dans les domaines de l'innovation et de la recherche, notamment le Programme pour la compétitivité des PME (COSME) et le Programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020».

La Présidence luxembourgeoise mènera un large débat sur la définition future d'une stratégie intégrée et globale de l'UE en matière d'espace, notamment en ce qui concerne l'actuel accord-cadre entre l'UE et l'Agence spatiale européenne (ASE) et la mise à profit de l'expertise de l'ASE dans le cadre d'un partenariat renforcé. Elle poursuivra les négociations sur la proposition de directive relative au recensement et à la diffusion à des fins commerciales des données fournies par satellites à haute résolution (HRSD) en matière d'observation de la terre. Les travaux seront poursuivis en vue de la mise en œuvre et de l'exploitation complète des programmes phares Galileo et Copernicus de l'UE.

La recherche et l'innovation (R&I) figurent parmi les priorités de la stratégie Europe 2020 en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive. La pierre angulaire de la politique européenne est le développement de l'Espace européen de la Recherche (EER) qui permettra d'exploiter pleinement les potentialités du marché unique des chercheurs et des connaissances. Pour ce faire, la Présidence s'efforcera d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques de recherche au niveau européen et de tirer ainsi pleinement profit de la diversité des systèmes nationaux de R&I. Elle s'attachera à faire la promotion d'une culture de l'intégrité scientifique, avec une attention particulière aux aspects de sensibilisation et de prévention. La prise en compte du genre dans la recherche sera approfondie avec un accent particulier mis sur la dimension du recrutement ouvert.

Une meilleure cohésion territoriale doit créer les conditions favorables à un investissement qui se fasse au bénéfice de toutes les régions d'Europe. À ce titre, la Présidence luxembourgeoise mènera une réflexion sur le développement territorial à l'horizon 2050. Elle fera des propositions pour améliorer la coopération transfrontalière en préparant la voie à l'adoption de dispositions légales particulières pour les espaces frontaliers. En matière de politique urbaine, l'attention sera portée sur les petites et moyennes villes, dont le rôle est indispensable pour un développement équilibré du territoire européen.

Pour être en mesure de mettre en œuvre ses politiques, notamment celles favorisant la croissance et l'emploi, l'UE doit disposer de ressources financières suffisantes. Il appartiendra à la Présidence luxembourgeoise de mener les négociations budgétaires annuelles, au niveau du Conseil et avec le Parlement européen, afin de trouver un accord sur le budget 2016 de l'UE et de doter l'Union des moyens nécessaires pour mener à bien ses politiques et atteindre ses objectifs. Une attention particulière devra être accordée à la situation des crédits de paiements et à l'évolution du plan de paiement voulu par le Parlement européen.

Approfondir la dimension sociale européenne

Avec la crise économique et financière, l'UE a payé un lourd tribut social. Le chômage, notamment celui des jeunes, a fortement augmenté dans l'Union européenne et les inégalités se sont creusées. Le projet européen se distingue depuis ses débuts par une dimension sociale solide qui lui a assuré pendant longtemps l'adhésion des citoyens. En effet, les divergences sociales qui se creusent affaiblissent la performance économique de l'Union mais aussi sa stabilité sociopolitique. Elles remettent également en cause l'ambition qui est celle de l'UE d'assurer «la promotion d'une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social» ainsi que de la justice et de la protection sociale.

La Présidence luxembourgeoise soutiendra l'idée lancée par le Président de la Commission européenne d'une Europe «triple A social». Pour faire avancer ce projet ambitieux, elle collaborera étroitement avec le Parlement européen, la Commission, les États membres et les partenaires sociaux.

La nomination d'un vice-président de la Commission ayant à la fois dans ses attributions «l'euro» et le «dialogue social» souligne l'importance que la Commission attache à la relance du dialogue social. La Présidence luxembourgeoise soutiendra fortement la Commission dans ses projets visant à associer les partenaires sociaux avec le souci d'assurer une meilleure gouvernance économique et sociale au niveau européen.

Les politiques en matière de protection sociale et d'emploi relèvent d'abord de la compétence nationale encore que l'Union dispose, dans certains domaines, d'une compétence partagée avec les États membres.

La Présidence luxembourgeoise mettra l'accent sur l'investissement social et tout particulièrement sur l'investissement dans le capital humain, à savoir les compétences. Preuve de l'engagement de la Présidence luxembourgeoise pour le numérique, une attention particulière sera portée au volet des compétences digitales, qui constitueront à l'avenir un levier essentiel pour redresser la productivité de nos économies, accroître leur potentiel de croissance et améliorer leur compétitivité.

La stratégie Europe 2020, qui devra rapidement être réajustée, doit donner une priorité à l'éducation, à la formation et à la qualification. L'investissement dans les personnes et notamment les jeunes sera également crucial pour assurer la réussite du marché numérique européen. L'objectif de croissance inclusive, pilier phare de la stratégie Europe 2020, devra être cadré par des référentiels afin de soutenir les États membres dans leurs efforts de modernisation des politiques sociales.

La Présidence luxembourgeoise soutiendra toutes les actions en faveur d'une reprise génératrice d'emplois de qualité telles que l'investissement, l'accès au crédit pour les PME, le renforcement du marché unique.

La Présidence luxembourgeoise considère que les Gouvernements nationaux doivent continuer à améliorer la performance de leurs marchés du travail, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la transition entre le monde de l'éducation et le monde du travail, l'insertion des jeunes au moyen de la garantie pour la jeunesse, l'accès à l'emploi des groupes plus éloignés du marché du travail tels que les chômeurs de longue durée etc. Elle soutiendra également les initiatives de la Commission visant à lutter efficacement contre toute forme de dumping social telle que celle en matière de travail non déclaré.

Dans son programme de travail, la Commission a annoncé qu'elle soumettrait une initiative législative en matière de mobilité au deuxième semestre 2015. La Présidence luxembourgeoise considère que la mobilité, qui constitue l'un des fondements du marché unique, contribue au bon fonctionnement de l'économie européenne, même si elle ne pourra être considérée comme l'unique solution pour lutter contre le chômage.

La Présidence luxembourgeoise souhaite améliorer la dimension sociale dans la gouvernance de l'Union et plus particulièrement de la zone euro. Il est important de mieux saisir les liens entre les préoccupations sociales et les défis macroéconomiques et d'assurer un suivi renforcé des aspects de politique sociale. Ces efforts devront également être portés vers l'amélioration de la capacité des systèmes de protection sociale à offrir une protection efficace contre les risques tout au long de la vie. Le Conseil devra pleinement jouer son rôle à cet égard.

La Présidence luxembourgeoise encouragera la mixité entre hommes et femmes à tous les niveaux. Un accent particulier sera mis sur l'augmentation du taux d'emploi féminin et sur une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision politique et économique en tant que facteurs de compétitivité.

La Présidence luxembourgeoise veillera à promouvoir le respect du principe de non-discrimination tel que prévu par les textes européens, dont le Traité sur le fonctionnement de l'UE et la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Dans ce contexte, la Présidence luxembourgeoise poursuivra les efforts en vue de l'adoption de la proposition de directive 2008/0140 (CNS) relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle.

Un projet européen au service des citoyens se doit bien évidemment de donner toute sa place à la santé publique. Les priorités en la matière seront articulées autour du patient et de l'innovation.

La Présidence luxembourgeoise déploiera tous les efforts requis pour faciliter la mise en place d'un cadre réglementaire solide, permettant un accès rapide des citoyens européens à des dispositifs médicaux sûrs et de qualité tout en encourageant l'innovation et la compétitivité du marché européen. La Présidence luxembourgeoise initiera un processus de réflexion sur les moyens d'assurer un meilleur accès à la médecine personnalisée et de développer une approche novatrice en matière de prise en charge de la démence. La Présidence tirera le bilan de la gestion de l'épidémie Ebola. L'amélioration de la protection des citoyens européens en cas d'urgence radiologique et nucléaire sera également abordée.

Dans le domaine du sport, la Présidence luxembourgeoise s'attachera à promouvoir l'activité physique et motrice notamment au cours de la petite enfance. En parallèle, elle prolongera les travaux antérieurs sur les doubles carrières sportives et évaluera la coordination, respectivement la représentation future de l'UE au sein de l'Agence Mondiale Antidopage. La Présidence luxembourgeoise abordera en outre la question des métiers du sport et de leur impact économique.

Un objectif prioritaire du domaine de l'éducation consistera à mieux prendre en compte la diversité, entre autre linguistique, des élèves. La Présidence luxembourgeoise mettra un accent particulier sur le maintien scolaire et sur un accueil de qualité durant la petite enfance.

Dans le domaine de la jeunesse, il importe de renforcer la participation politique des jeunes et de développer, à cette fin, les synergies européennes nécessaires. Dans ce contexte le dialogue structuré donne aux jeunes la possibilité de s'exprimer sur les thèmes qui les touchent, plus particulièrement lors de consultations nationales et de conférences européennes de la jeunesse.

En matière de culture, l'évaluation de son potentiel dans les relations extérieures de l'UE, en particulier dans les politiques de coopération au développement, permettra de se tourner vers les pays tiers. La Présidence luxembourgeoise examinera la question de la cohérence des politiques culturelles et étrangères en matière de coopération au développement. Il s'agira, en outre, d'identifier la contribution spécifique de la culture aux objectifs du développement durable à adopter fin 2015.

L'ensemble des pistes identifiées dans les domaines du sport, de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, devrait permettre aux États membres de mettre en œuvre des mesures ciblées favorisant l'inclusion sociale et une participation active des citoyens à la vie politique. Ces objectifs sont également importants car ils contribuent à la lutte contre les phénomènes de radicalisation des jeunes dans nos sociétés.

Gérer la migration, allier libertés, justice et sécurité

Les pertes de vies tragiques en Méditerranée appellent une action résolue et continue au niveau de l'Union européenne. La Présidence luxembourgeoise accordera un haut degré de priorité à la poursuite des actions sur le territoire de l'UE et celles conduites en partenariat avec les pays tiers dans le but de sauver des vies et de mener une politique d'immigration efficace. Tous les moyens d'action communs sont à mobiliser contre les activités des trafiquants et des passeurs. La forte pression aux frontières extérieures et sur les systèmes d'asile nationaux requiert un renouvellement de nos politiques dans un esprit d'innovation et de solidarité.

La Commission européenne a présenté un agenda sur la migration qui propose l'élaboration d'une réponse européenne aux défis migratoires communs, en mobilisant les politiques intérieures et extérieures, en renforçant les outils à la disposition des agences de l'Union, et en associant les différentes parties prenantes: organisations internationales, États membres, institutions européennes, pays tiers et société civile.

Le Conseil traitera des mesures immédiates qui seront prises pour faire face à la situation de crise qui règne en Méditerranée, ainsi que des actions à entreprendre dans les années à venir pour mieux gérer les migrations dans tous leurs aspects. Il s'agit d'aboutir à un paquet de mesures équilibré pour sauver des vies, lutter contre les réseaux criminels, accueillir dignement les migrants, leur garantir les protections requises et retourner ceux qui n'y ont pas droit.

Ce nouveau souffle politique doit rassembler institutions, États membres et citoyens, pour promouvoir une gestion saine des migrations vers l'UE, intensifier la coopération avec les pays tiers, renforcer la solidarité entre les États membres, amplifier la lutte contre la traite et le trafic de migrants et accroître les canaux de migration légale pour faire de l'UE une destination attractive pour les talents et les compétences.

Notre espace unique de circulation des personnes et son corollaire, l'espace Schengen qui fête son 30e anniversaire, sont fondés sur le principe de la responsabilité individuelle des États membres. Ils doivent progresser en termes de fluidité des passages frontaliers, de solidarité entre États membres et de sécurité publique. Afin que la mise en œuvre de la politique commune puisse se réaliser dans de bonnes conditions, il convient de renforcer la confiance mutuelle, par le respect des règles communes, par des pratiques convergentes et par un engagement effectif de tous les États membres dans des actions communes. La réorientation de la politique d'immigration européenne devra aussi offrir des sauvegardes solides en vue de l'acceptation par les citoyens européens d'une politique d'accueil ouverte et protectrice correspondant aux besoins démographiques des États membres. Dans cette optique, la Présidence luxembourgeoise fera avancer les travaux sur la révision du code visa, l'introduction d'un visa d'itinérance, la réinstallation, la relocalisation, les mineurs dans le système Dublin, les frontières intelligentes et en matière de renforcement des mesures compensatoires de l'espace Schengen pour répondre efficacement aux nouveaux défis qui se posent en termes de mobilité et de sécurité.

La Présidence luxembourgeoise continuera à décloisonner les composantes interne et externe de la politique de l'immigration. L'année européenne pour le développement sera l'occasion d'évoquer le lien entre le développement et les phénomènes migratoires. L'approfondissement de la coopération avec les pays tiers d'origine, de transit et d'accueil occupera une place centrale dans les travaux de la Présidence.

Il convient d'améliorer et de renforcer la gestion intégrée des frontières extérieures de l'UE dans le respect de la Charte des droits fondamentaux. La Présidence luxembourgeoise assurera un suivi de la mise en œuvre du système commun européen d'asile. Elle contribuera à un développement des agences EASO, Frontex et eu-LISA qui nécessitent des mandats adaptés aux défis migratoires et des moyens suffisants pour accomplir leurs missions.

La Présidence luxembourgeoise s'efforcera de clôturer les négociations sur la proposition de directive «chercheurs et étudiants» dans le but de soutenir notre potentiel de croissance et d'emploi et de favoriser les échanges culturels et sociaux.

L'UE doit être déterminée à consolider et à promouvoir les valeurs fondamentales sur lesquelles elle se fonde.

Le respect de l'État de droit en fait partie. Le Conseil de l'UE et les États membres réunis au sein du Conseil se sont engagés à établir un dialogue entre tous les États membres en vue de défendre et de sauvegarder l'État de droit. La Présidence luxembourgeoise a l'intention de lancer ce dialogue et, ce faisant, veillera au plein respect des principes régissant ce dialogue, principes entérinés lors du Conseil des affaires générales du 16 décembre 2014.

La Charte des droits fondamentaux est le pilier de la protection effective des droits fondamentaux dans l'application et l'interprétation du droit de l'UE. De son côté, l'article 6 du TUE prévoit que l'UE adhèrera à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Avec cette adhésion, la protection des droits fondamentaux se verra réaffirmée et renforcée et l'UE sera intégrée dans le système paneuropéen des garanties des droits de l'Homme assurées par la Convention. Il faut poursuivre le processus d'adhésion qui nécessite toutefois une période de réflexion et d'analyse suite à l'avis de la Cour de justice de l'UE.

La réforme de la Cour de justice de l'UE, à savoir l'augmentation du nombre de juges au Tribunal de l'UE, sera une priorité pour la Présidence luxembourgeoise. Il demeure indispensable de mettre le Tribunal de l'UE en mesure de statuer dans un délai raisonnable, conformément aux exigences de la Charte des droits fondamentaux. L'introduction des premiers recours en indemnité consécutifs à la violation de cette obligation exige une mise en place rapide de cette réforme.

La finalisation de la réforme en matière de protection des données personnelles est indispensable pour le bon fonctionnement du marché intérieur. Le succès du marché intérieur numérique dépendra grandement de la confiance accordée par les citoyens et entreprises aux flux de données en ligne.

L'UE peut se prévaloir d'être un modèle en termes de protection élevée des données. C'est un acquis que l'adoption du nouveau cadre réglementaire en la matière ne doit pas remettre en cause. Il y va à la fois du droit des citoyens et de la compétitivité de l'économie européenne. La Présidence luxembourgeoise ambitionne de faire avancer les négociations sur le nouveau cadre réglementaire en la matière en visant une conclusion d'ici la fin de l'année.

Dans son arrêt du 8 avril 2014 invalidant la directive 2006/24/CE relative à la conservation de données, la Cour de justice a souligné l'importance des droits fondamentaux que constituent le droit à la vie privée et le droit à la protection des données personnelles. Il appartiendra au législateur européen ainsi qu'à la Commission d'élaborer une réponse adéquate qui tienne compte des principes dégagés par la jurisprudence et qui s'insère dans le cadre juridique rénové régissant la protection des données.

La lutte contre le terrorisme est la première des priorités en matière de sécurité intérieure et nécessite de maximiser le potentiel des outils existants tout en développant de nouvelles mesures et ce dans le plein respect des droits de l'Homme et de l'État de droit. La réponse de l'UE à la menace posée par les flux importants de résidents et citoyens partis rejoindre des groupes terroristes en Syrie et en Irak, et leur possible retour en Europe, demeure le dossier clé. La mise en œuvre de la feuille de route relative aux combattants terroristes étrangers revêt une importance particulière. La Présidence luxembourgeoise s'efforcera de doter l'UE d'une approche globale cohérente dans la lutte contre le terrorisme. Elle prendra en compte aussi bien les aspects intérieurs que les aspects extérieurs et assurera le suivi des travaux liés à la mise en œuvre des diverses stratégies de l'UE portant sur la lutte anti-terroriste, en particulier les stratégies pour lutter contre le financement du terrorisme et contre la radicalisation et le recrutement de terroristes.

Les attentats de ce début d'année exigent une réponse forte et unie. En conséquence, la Présidence luxembourgeoise poursuivra vigoureusement la mise en œuvre des mesures et actions arrêtées par les chefs d'État ou de Gouvernement dans leur déclaration du 12 février 2015 parmi lesquelles la mise en place d'un système européen pour la collecte des données des passagers (PNR), la lutte contre les contenus faisant l'apologie du terrorisme et de l'extrémisme sur Internet, la lutte contre le trafic illicite d'armes à feu ainsi que le renforcement des contrôles aux frontières extérieures, de l'échange d'information et de la coopération opérationnelle.

La mise en œuvre de la nouvelle Stratégie de sécurité intérieure de l'UE pour la période 2015-2020 constitue une priorité importante et la Présidence luxembourgeoise entend accompagner au mieux ce processus. Il s'agit de définir une réponse commune aux nouveaux défis qui représentent une menace pour la sécurité des citoyens de l'UE. À côté de l'apparition de nouvelles menaces, à l'exemple des combattants étrangers ou des crimes contre l'environnement, d'autres phénomènes criminogènes continuent à gagner en importance tels que la cybercriminalité ou la criminalité économique.

Dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, la Présidence luxembourgeoise s'attachera à développer le cycle politique supervisé par le Comité permanent de Sécurité intérieure (COSI) tout en renforçant

sa visibilité. Ce cycle est un instrument essentiel qui a fait ses preuves et donne des résultats encourageants. Dans ce cadre, la Présidence luxembourgeoise entend favoriser et encourager la coopération policière transfrontalière.

Si la sécurité intérieure relève d'abord de la responsabilité des États membres, le Luxembourg reste convaincu que l'UE peut apporter une valeur ajoutée en la matière, en premier lieu grâce à ses agences. En conséquence, la Présidence luxembourgeoise s'engage afin que l'Office européen de police (Europol) se voie doté d'un règlement lui permettant de développer au maximum son potentiel, au service des États membres et dans le respect des prérogatives de chacun.

La création d'un Parquet européen chargé des enquêtes et des poursuites en matière de fraude au budget de l'UE est le projet phare de l'espace judiciaire européen. La Présidence luxembourgeoise s'attèlera à faire avancer les négociations au niveau du Conseil de façon à permettre une mise en place du Parquet européen en 2016. Le développement d'un Parquet européen indépendant et efficace sera accompagné de la modernisation des règles de droit matériel régissant la protection des intérêts financiers de l'UE. Toutes les conséquences devraient être tirées afin d'adapter Eurojust.

La Présidence luxembourgeoise veillera à accompagner la mise en œuvre de la dimension judiciaire de l'agenda de sécurité intérieure, en particulier en ce qui concerne l'extension du système ECRIS aux ressortissants de pays tiers et la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation.

Le rapprochement des règles de droit procédural et de droit matériel sous-tend une meilleure reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires. Cela vaut en particulier pour les garanties procédurales en matière pénale. Une première étape très importante a été franchie avec l'adoption des mesures relatives aux traductions et interprétations, au droit à l'information et au droit d'accès à un avocat. Toute l'attention se focalise désormais sur l'adoption de la deuxième série de mesures, à savoir les directives relatives respectivement aux droits des enfants, à l'aide juridictionnelle et à la présomption d'innocence.

La coopération judiciaire en matière de droit de la famille constitue un domaine d'action où la législation européenne a un impact tangible sur le quotidien des citoyens. Elle est une composante de la citoyenneté européenne et de la libre circulation des personnes. L'acquis de cette coopération est déterminant pour assurer une sécurité et une prévisibilité juridiques aux couples européens confrontés à des litiges complexes. Tous les efforts seront déployés pour compléter utilement cet acquis, en particulier en ce qui concerne les instruments en matière de régimes matrimoniaux et d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.

La simplification de la circulation de certains documents publics est une autre action axée sur la construction de l'Europe des citoyens; une telle mesure contribuera à faciliter l'exercice des libertés fondamentales consacrées par les Traités.

Rendre sa dynamique au marché intérieur en misant sur le numérique

La création d'emplois et la croissance passent avant tout par le bon fonctionnement et l'approfondissement d'un marché intérieur qui tient compte de la transversalité du numérique et qui est flanqué d'une politique européenne ambitieuse en matière d'approvisionnement en énergie et de transports.

La Présidence luxembourgeoise salue la prééminence accordée par la Commission européenne au développement du marché unique numérique comme l'une de ses dix priorités, en continuation logique des efforts engagés pour réaliser le marché intérieur.

Si l'économie numérique est de nos jours omniprésente, son potentiel reste sous-exploité. L'Europe doit être un acteur de la révolution numérique mondiale. La Présidence luxembourgeoise s'engage à donner la priorité au numérique de manière transversale et à placer le numérique au cœur de sa politique pour le marché intérieur.

Le numérique n'est pas un secteur à part mais un facilitateur qui imprègne chaque domaine d'activité. Le passage au numérique bénéficie à tous les secteurs de l'économie et présente de nombreuses opportunités, en jetant les bases d'une réelle économie des données et d'une véritable société du savoir. La Présidence luxembourgeoise favorisera les initiatives, horizontales ou ciblées, en vue de réaliser un véritable marché intérieur du numérique.

Dans le contexte de l'Internet, par nature global et transfrontalier, la fragmentation du marché intérieur en 28 «mini marchés» nationaux demeure pourtant perceptible. Les consommateurs et start-up européennes en sont les premières victimes: refus de vente et contenus en ligne «géobloqués», charges administratives découlant d'une application territoriale du droit qui les empêche de bénéficier d'économies d'échelle. Les barrières au commerce électronique transfrontalier devront être supprimées pour que les entreprises européennes puissent se développer et devenir de véritables champions numériques capables d'être concurrentiels à l'échelle mondiale.

La Présidence luxembourgeoise encouragera une approche fondée sur le principe du «digital by default» qui permet de vérifier qu'une législation de l'Union européenne apporte bel et bien des solutions pour exploiter les nouvelles technologies et pour faire décoller l'économie numérique européenne.

La Présidence luxembourgeoise favorisera donc les initiatives dans des domaines aussi divers que les libertés fondamentales (réutilisation et protection des données personnelles), les télécommunications, le commerce électronique transfrontalier, les services publics en ligne (eGovernment), la recherche et l'innovation (big data, cloud computing), l'emploi (inclusion), l'énergie (efficience), la politique industrielle, les transports ou encore l'éducation (compétences).

La Présidence luxembourgeoise se penchera sur la problématique des compétences numériques pour subvenir aux besoins dans le domaine des technologies de l'information.

Plus généralement, l'accomplissement du marché unique européen - principal moteur de croissance de l'UE - doit avoir pour objectif final de permettre aux consommateurs et aux entreprises européennes d'acheter et de vendre des biens et des services partout dans l'UE et ce, avec autant de facilité que sur leur marché national.

Le développement d'un véritable marché intérieur pleinement intégré est freiné par la persistance d'obstacles - de nature juridique et administrative - et par un manque de confiance de la part des acteurs du marché. Pour contribuer à approfondir le marché intérieur, la Présidence luxembourgeoise encouragera le recours aux instruments réglementaires et non réglementaires les plus efficaces, en particulier l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle, en vue de garantir une sécurité juridique optimale, de réduire les charges réglementaires pour les entreprises et de permettre aux consommateurs d'avoir accès à la plus grande offre possible.

À cet égard, l'examen du futur paquet «marché intérieur des biens et des services» de la Commission, qui contiendra des actions visant à renforcer le recours au principe de reconnaissance mutuelle et à supprimer les obstacles au commerce transfrontalier, constituera une priorité de la Présidence luxembourgeoise.

Dans la même optique, la Présidence luxembourgeoise soutiendra les efforts entrepris dans le cadre de la mise à jour de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» et de la mise en œuvre du programme REFIT, avec pour objectif la recherche et la mise en avant de la «plus-value européenne»: pour améliorer le fonctionnement du marché intérieur et stimuler la croissance, il conviendra d'adopter des règles européennes communes - à défaut de quoi ce sont 28 législations nationales qui s'appliquent - et qui offrent la sécurité juridique indispensable aux acteurs du marché.

La Présidence luxembourgeoise prendra aussi des mesures pour faire avancer le plan d'action pour le commerce de détail, y compris l'abolition des restrictions territoriales, qui enlèvent la liberté de choix aux distributeurs en les obligeant à s'approvisionner dans tel ou tel pays.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle, la Présidence luxembourgeoise s'efforcera de finaliser les travaux sur la proposition de directive relative aux secrets d'affaires. Il s'agira aussi de poursuivre les réflexions sur la modernisation des droits d'auteur. Une clarté juridique accrue à travers l'UE, notamment par une adaptation à l'ère numérique, permettra aux industries créatrices de se développer tout en respectant les intérêts des ayants droit et ceux des consommateurs.

Les PME seront au centre de toutes ces politiques. La Présidence luxembourgeoise veillera à l'application systématique du principe du «think small first» pour faire en sorte que toutes les politiques de l'UE encouragent le développement des PME. La révision du «Small Business Act» sera traitée comme une priorité.

La politique énergétique européenne se situe à un tournant de son histoire. Des progrès ont été accomplis comme l'ouverture des marchés, la sécurité d'approvisionnement, le déploiement des énergies renouvelables et la mise en place de mesures relatives à la réduction de la consommation. Mais, ces progrès n'ont pas suffi à rendre l'UE plus résiliente vis-à-vis de ses fournisseurs, ni à permettre la transition énergétique nécessaire à un coût abordable et compétitif, et à permettre le déploiement suffisant de nouvelles technologies et la création d'emploi dans ces secteurs émergents. Dans le domaine de la politique énergétique, la Présidence luxembourgeoise tiendra par ailleurs pleinement compte de l'objectif ambitieux que s'est fixé l'UE, celui d'être une économie largement «décarbonnée» à l'horizon 2050.

L'Union de l'énergie proposée par la Commission favorise l'émergence d'une stratégie énergétique horizontale qui s'appuie sur un plan d'action ambitieux et qui vise la mise en place d'une nouvelle gouvernance.

La Présidence luxembourgeoise s'attachera à la mise en œuvre d'une gouvernance robuste reposant sur le dialogue entre la Commission et les États membres et sur la valeur ajoutée de la dimension régionale et communautaire.

La Présidence luxembourgeoise mettra l'accent sur l'innovation, la recherche, les nouvelles technologies de la transition énergétique, principalement dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et sur une gestion intégrée des ressources. Ces éléments sont les moteurs essentiels d'une croissance verte et durable, créatrice de richesses et d'emplois dans l'ensemble de l'UE.

La Présidence abordera la question du financement de la transition énergétique durable dans l'optique de la mise en place du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) et veillera à une meilleure coordination de l'ensemble des instruments financiers communautaires existants.

La question essentielle de la conception future du marché intérieur de l'électricité, de sa mise en œuvre et du rôle que les consommateurs finaux seront appelés à jouer dans celui-ci, seront également sur la table du Conseil.

La Présidence luxembourgeoise engagera les travaux législatifs dans le domaine de l'approvisionnement en gaz qui revêt une importance à la fois économique et stratégique et dans celui de l'étiquetage des appareils, indispensable à la réalisation des ambitions de l'UE en matière de réduction de la consommation d'énergie.

Enfin, la Présidence luxembourgeoise abordera la question des synergies entre le secteur de l'énergie et celui de la coopération au développement.

La Présidence luxembourgeoise contribuera à la réalisation des objectifs de la politique européenne des transports qui visent la promotion d'une mobilité efficace, sûre, fiable, accessible et socialement responsable ainsi que la création de conditions adaptées pour le développement d'une industrie des transports durable, innovante et génératrice d'emplois de qualité et de bonnes conditions de travail permettant de soutenir l'essor et la compétitivité économique de l'UE tout en respectant un équilibre social, financier et écologique.

La Présidence luxembourgeoise veillera à orienter les travaux du Conseil dans le sens d'une réglementation transposable, applicable et pratique. Une attention particulière sera portée aux questions de nature sociale et à de possibles réponses européennes harmonisées.

Dans l'esprit de promotion des modes de transports les moins polluants, la Présidence luxembourgeoise poursuivra les travaux sur le 4e paquet ferroviaire aussi bien au sein du Conseil qu'avec le Parlement européen. Elle fera avancer la proposition relative aux prescriptions techniques dans la navigation intérieure.

Les grandes priorités de la politique européenne des transports telles qu'elles ont été définies dans le livre blanc de 2011 doivent être réexaminées de façon critique, pragmatique et orienté vers des résultats. La Présidence lancera un vaste débat sur la politique européenne des transports.

Enfin, la Présidence luxembourgeoise veut activement promouvoir une stratégie de la mobilité durable dont la planification urbanistique intégrée et la mobilité douce constituent des piliers essentiels. Cette thématique fera l'objet d'une rencontre ministérielle informelle.

Inscrire la compétitivité européenne dans un cadre global et transparent

Suite à la présentation du rapport sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire (UEM) par le Président de la Commission, en étroite coopération avec le Président du sommet de la zone euro, le Président de l'Eurogroupe, le Président de la Banque centrale européenne et le Président du Parlement européen, la Présidence luxembourgeoise entend mener les travaux dans une approche visant à intégrer les quatre piliers de la construction de l'UEM, pour l'instant développés à des rythmes différents, afin de favoriser un retour à la croissance et à l'emploi dans un cadre de solidarité et de discipline budgétaire mais aussi d'une Europe plus sociale.

Lors du Conseil européen informel de février 2015, les chefs d'État ou de Gouvernement ont réaffirmé la valeur du triptyque fondé sur la consolidation budgétaire, la relance de la croissance par l'investissement et les réformes structurelles qui ont des impacts positifs sur la croissance durable et équilibrée.

La mise en œuvre d'un programme ambitieux de réformes structurelles dans le domaine des produits et services et du marché du travail est essentielle pour accroître la productivité, retrouver la compétitivité et améliorer l'environnement des entreprises, favorisant de ce fait l'investissement privé productif, l'emploi et la croissance. En outre, les réformes structurelles en faveur de la croissance peuvent contribuer à un rééquilibrage durable du modèle de croissance de l'Union européenne, réduire les effets négatifs du désendettement et contribuer à la prévention des déséquilibres macroéconomiques.

Le Luxembourg entend situer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale dans un cadre global et veut s'assurer que toute concurrence soit loyale. L'UE devra inscrire son action dans la foulée des décisions du G20 et de l'OCDE. La transparence et la mise en place d'un «level playing field» au niveau mondial sont les conditions nécessaires à l'efficacité de cette lutte.

Les avancées attendues dans le contexte des travaux de l'OCDE sur le BEPS («base erosion and profit shifting») inspireront l'approche de l'UE au second semestre 2015.

Tout en veillant au respect de l'acquis du marché intérieur, en particulier en matière de libre circulation des capitaux et du droit d'établissement, la Présidence luxembourgeoise a comme objectif d'aboutir sur la proposition relative à la transparence et à l'échange d'informations sur les rescrits fiscaux. Elle espère également faire avancer les travaux sur la directive relative à l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS).

La Présidence luxembourgeoise discutera le renforcement du mandat du Code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises au Conseil, en fonction de l'état du dossier.

Le plan d'action pour une fiscalité des entreprises équitable et efficace, proposé par la Commission en date du 17 juin 2015, servira comme point de départ pour les travaux de la Présidence luxembourgeoise en matière de fiscalité.

En matière de TVA, la Présidence luxembourgeoise continuera, si nécessaire, les négociations sur la déclaration normalisée et le traitement des bons.

La Présidence luxembourgeoise poursuivra les efforts visant l'amélioration de la gouvernance de l'Union douanière. Elle continuera les travaux sur la proposition de directive relative à l'harmonisation des infractions et sanctions douanières, ainsi que sur la surveillance de la mise en œuvre du Code des douanes de l'Union (UCC). La Présidence luxembourgeoise organisera également les travaux en vue de l'examen des propositions de règlement relatives à la révision et l'éventuelle refonte de règlements en matière de nomenclature tarifaire, de suspensions et contingents.

La Présidence luxembourgeoise mettra l'accent sur la continuité et la cohérence dans le domaine de la politique commerciale, notamment en termes de croissance, de création d'emplois, d'ouverture de marchés tiers ou encore de développement durable. Ces objectifs définissent la politique commerciale actuelle (communication afférente de 2010), à la fois sur le plan externe (négociations commerciales) et le plan interne (dossiers législatifs): une mise à jour de cette communication devrait être présentée au second semestre 2015.

En termes de négociations multilatérales, les principaux objectifs seront la préparation de la dixième réunion ministérielle de l'OMC à Nairobi et une conclusion de l'accord plurilatéral sur les biens environnementaux. Il s'agira de renforcer la crédibilité du système commercial international

basé sur des règles et de préparer la voie à une conclusion du cycle de Doha voire de l'après-Doha, en respectant les aspirations des pays en développement et en favorisant une plus grande contribution des pays émergents.

Du point de vue bilatéral, la Présidence luxembourgeoise œuvrera en faveur d'une conclusion au niveau politique des négociations avec le Vietnam et le Japon et d'une signature de l'accord commercial avec le Canada (CETA).

La Présidence luxembourgeoise fera progresser les discussions sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) qui gagneront en intensité au second semestre 2015 quand seront abordées les questions de fond.

La Présidence luxembourgeoise attachera une importance particulière aux débats autour des mécanismes de règlement des différends investisseurs-État (ISDS), ainsi qu'aux autres questions plus sensibles. Elle œuvrera en faveur d'un maximum de transparence dans ce contexte.

Pour ce qui est de l'actualisation des accords en vigueur, la Présidence luxembourgeoise œuvrera notamment en faveur d'une modernisation de l'accord de libre-échange avec le Mexique.

Concernant en particulier le voisinage de l'UE, des négociations commerciales pourraient être engagées avec la Tunisie. Le contexte politique spécifique et l'évolution de la situation économique qui caractérisent la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine pourraient faire en sorte que les demandes de prolongation des mesures tarifaires et contingents autonomes de l'UE deviennent prioritaires à la fin 2015.

La Présidence luxembourgeoise devra s'atteler à plusieurs dossiers législatifs importants: la réforme de la politique de défense commerciale de l'UE, l'instrument international pour l'ouverture de marchés publics tiers, les minerais originaires de zones de conflit, la révision du règlement antitorture et l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine.

Promouvoir une démarche de développement durable

Une croissance économique durable et au service du citoyen ne peut aller de pair qu'avec la plus haute ambition environnementale. La Présidence luxembourgeoise s'efforcera d'accélérer la transition vers une économie verte à faibles émissions de gaz à effet de serre en créant les dynamiques nécessaires à l'émergence d'une société sûre et durable. Elle promouvra aussi une économie innovante, circulaire et compétitive, sobre en énergie, préservant la biodiversité et les ressources naturelles, évitant le gaspillage et favorisant le recyclage au meilleur coût.

Cette ambition indispensable guidera la Présidence dans les dossiers législatifs en cours, tels que ceux relatifs à la qualité de l'air ou à la réduction des émissions de CO_2.

La Présidence luxembourgeoise s'engagera fermement en faveur d'une meilleure qualité de l'air, notamment dans le cadre de la révision de la directive fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (NEC). En cas de besoin, elle cherchera un accord sur la directive relative aux installations de combustion de taille moyenne (medium combustion plants, MCP), de même que sur la proposition de directive sur la réduction des émissions polluantes des véhicules routiers (Euro 5/6).

Une des pierres angulaires de la stratégie contre le changement climatique sera indubitablement le Système d'Échange de Quotas d'Émission (SEQE), l'instrument phare de la politique de l'Union européenne visant la réduction des émissions de dioxyde de carbone et la surveillance des marchés du carbone. La Présidence luxembourgeoise entamera les travaux sur la proposition de réforme du SEQE attendue en début de la Présidence et après l'accord sur le mécanisme de réserve de stabilité des marchés (MSR).

La stratégie européenne sur la biodiversité, essentielle pour le maintien du bien-être environnemental en Europe, fera l'objet d'une révision à mi-parcours au second semestre 2015. En garantissant des standards de protection communs au niveau des ressources naturelles dans le marché intérieur de l'UE, elle établit des conditions favorables pour un développement économique durable. La Présidence luxembourgeoise procédera à un examen détaillé des résultats et proposera l'adoption de conclusions du Conseil à ce sujet.

Dans le contexte d'un développement économique allié à la protection de la nature, la Présidence luxembourgeoise s'engagera activement dans la 7e Conférence ministérielle «Forest Europe» qui vise le renforcement de la protection et de la gestion durable des forêts européennes.

La Présidence luxembourgeoise poursuivra les travaux sur la révision de la stratégie Europe 2020 s'agissant du verdissement du semestre européen afin de mieux intégrer la viabilité environnementale dans le cycle plus vaste de la gouvernance économique.

Cette exigence de durabilité sera également au centre de l'action de la Présidence en vue des diverses échéances internationales qui domineront l'agenda global en matière de développement durable, qu'il s'agisse du Sommet spécial pour le développement durable en septembre à New York ou de la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) en décembre à Paris.

Lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, les négociations internationales devront aboutir à l'adoption d'un nouveau traité ambitieux et contraignant à participation globale, permettant de maintenir le réchauffement climatique en dessous de deux degrés. L'accord de Paris devra aborder les volets atténuation, adaptation, financement, transfert de technologie, renforcement des capacités des pays pauvres et transparence des politiques.

La Présidence luxembourgeoise pilotera les discussions en vue de l'adoption d'un mandat de négociation ambitieux. Elle associera ses efforts à ceux de la Commission européenne afin que l'UE puisse faire entendre sa voix dans les négociations qui se poursuivront tout au long du deuxième semestre 2015. Elle mettra par ailleurs un accent particulier sur la question du financement climatique.

L'accord sur l'élaboration d'un ensemble d'objectifs pour le développement durable (ODD), conclu lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en juin 2012 (Rio+20), constitue l'outil pour la poursuite de l'action ciblée et cohérente en matière de développement durable et définira l'agenda du développement pour les quinze années à venir et succèdera aux huit objectifs du millénaire pour le développement qui ont été adoptés en 2000, tout en y intégrant les trois dimensions du développement durable.

Les résultats de la troisième Conférence internationale sur le financement pour le développement à Addis-Abeba (juillet 2015) devront fournir les moyens de mise en œuvre pour les futurs ODD et définiront le cadre financier, ainsi que le transfert de compétences et de technologies et le renforcement des capacités pour mettre en œuvre les nouveaux objectifs du développement durable.

La Présidence luxembourgeoise coordonnera le processus préparatoire de l'UE en vue du sommet de New York et veillera à la cohérence avec le processus concernant la politique liée au changement climatique menant à la COP21 à Paris, dans lequel le volet financement revêtira également un rôle crucial.

La durabilité doit constituer également le principe fondamental du développement futur de l'agriculture européenne. Ce développement doit se faire en tenant compte tant de la dimension économique et sociale que des aspects sanitaires et environnementaux. Tel est le contexte dans lequel la politique agricole commune doit contribuer aux objectifs politiques généraux de l'UE. Pour mettre en œuvre ces principes de façon efficace, la Présidence luxembourgeoise s'engagera en particulier en faveur de la simplification des règles et des procédures, qui guidera ses travaux sur les différents dossiers. Elle veillera en outre à ce que le Conseil reste pleinement impliqué dans le processus de simplification de la politique agricole commune.

Ainsi la Présidence luxembourgeoise s'efforcera-t-elle de faire aboutir les négociations sur la proposition de la Commission dans le domaine de la production biologique afin de mettre en place un cadre réglementaire adapté aux nouveaux défis et permettant un développement harmonieux de ce secteur.

Dans le contexte de l'embargo russe sur certains produits agricoles de l'UE et de l'expiration des quotas laitiers, la Présidence luxembourgeoise accordera une attention particulière aux développements sur les marchés des produits agricoles et leurs effets sur les agriculteurs. L'agriculture et le secteur agroalimentaire de l'UE sont des acteurs importants à l'échelle mondiale et la Présidence luxembourgeoise suivra de près les développements en matière de politique commerciale sur le plan bilatéral et multilatéral.

Le principe de durabilité dominera également l'action de la Présidence luxembourgeoise dans le domaine de la politique de la pêche. En effet, elle s'efforcera de renforcer la nouvelle approche, axée sur la durabilité, en veillant à ce que le principe du rendement maximum durable soit dans la mesure du possible à la base des décisions sur les possibilités de pêche (TAC et quotas) pour 2016. Une discussion approfondie sur les données scientifiques relatives à la situation des stocks de poissons devrait permettre une prise de décision raisonnée et transparente. La Présidence luxembourgeoise essaiera également de parvenir à un accord sur le dossier de la pêche en eaux profondes, garantissant l'exploitation durable de ces stocks de poissons.

Par ailleurs, les notions de simplification et d'équilibre des compétences institutionnelles devront être mises en œuvre dans les négociations sur le plan de gestion pluriannuel des pêcheries pour la Baltique, pour les décisions sur l'alignement de l'acquis communautaire sur le Traité de Lisbonne, notamment dans les dossiers de la pêche illégale et non réglementée ou de la reconstitution des stocks d'anguilles européennes.

Le principe de la simplification devra également être mis en œuvre par les nouvelles règles à adopter en matière de protection phytosanitaire, pour lesquelles la Présidence luxembourgeoise s'efforcera de trouver un accord en première lecture avec le Parlement européen, et qui permettront l'harmonisation des échanges de plantes et produits de plantes sur le marché unique de l'UE.

Dans le même ordre d'idées, la Présidence luxembourgeoise s'efforcera de conclure un accord avec le Parlement européen sur la proposition législative portant sur les conditions zootechniques et généalogiques applicables aux échanges et aux importations dans l'UE d'animaux reproducteurs et de leurs produits germinaux et sur la finalisation du dossier des aliments médicamenteux pour animaux et poursuivra les travaux sur les médicaments vétérinaires. Dans ce contexte, la lutte contre les résistances antimicrobiennes constitue un des défis majeurs pour la préservation de la santé des citoyens européens.

La Présidence luxembourgeoise visera à finaliser le règlement concernant le contrôle officiel de la chaîne alimentaire avec pour objectif de promouvoir une harmonisation technique favorable au marché unique notamment en uniformisant les redevances liées aux contrôles des autorités compétentes dans l'UE et à ses frontières.

La Présidence espère pouvoir contribuer au débat démocratique en ouvrant les travaux sur la révision de la procédure d'autorisation des organismes génétiquement modifiés dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

La protection des intérêts des consommateurs sera renforcée grâce à la poursuite de l'amélioration de l'information du consommateur à travers notamment l'étiquetage des matières grasses.

Renforcer la présence de l'Union européenne dans le monde

Le Traité de Lisbonne a conféré à la politique étrangère de l'Union européenne plus de continuité en confiant l'essentiel des tâches des présidences en matière de politique étrangère à la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne. La Présidence luxembourgeoise l'appuiera sans faille. La contribution de la présidence semestrielle demeure cependant substantielle notamment dans les contacts avec le Parlement européen et en termes de suppléance s'agissant de dialogues politiques avec des États tiers ou des organisations internationales.

Sur base d'un mandat du Conseil européen de juin 2015, la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission se verra confier la mission d'élaborer avec les institutions et les États membres une nouvelle stratégie de politique étrangère qui tienne compte des changements intervenus dans l'environnement international global depuis 2003. S'agissant d'un exercice multifacette, la Présidence luxembourgeoise sera amenée à contribuer à ces travaux.

Le Conseil européen de juin 2015 conférera une série de mandats en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) aux diverses institutions de l'UE, dont la Haute Représentante, le Service européen pour l'action extérieure, la Commission et l'Agence européenne de Défense. La Présidence luxembourgeoise accompagnera de manière proactive la mise en œuvre initiale de ces mandats qui devront être substantiels et ambitieux, couvrant à la fois l'amélioration du fonctionnement de la PSDC, la coopération européenne en matière de défense ainsi que le développement des capacités militaires indispensables dans ce contexte.

La Présidence luxembourgeoise s'engagera en vue d'un approfondissement des relations existantes avec les plus proches partenaires de l'UE, sans remise en question des principes fondamentaux de l'intégration européenne qui sont à la base de la construction du marché unique: l'application uniforme de l'acquis de l'UE et la libre circulation des personnes.

La perspective d'adhésion reste un puissant moteur pour les réformes aux frontières européennes, au bénéfice de la stabilité et de la prospérité du continent tout entier. La Présidence accordera donc une attention toute particulière à la politique d'élargissement. Sur la base d'un «paquet élargissement» 2015 remodelé par la Commission, la Présidence luxembourgeoise veillera à l'adoption consensuelle des conclusions «élargissement» annuelles en décembre.

Elle encouragera l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation avec la Turquie, le Monténégro et la Serbie dès que les conditions seront remplies, de même que la poursuite sur le chemin vers l'intégration européenne de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de l'Albanie. La signature et la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association avec le Kosovo et la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association avec la Bosnie-Herzégovine, nouvellement entré en vigueur, sont d'autres dossiers où la Présidence luxembourgeoise encouragera des progrès pour autant que les préalables soient réunis.

Sur base d'une communication de la Commission relative à la politique européenne de voisinage, la Présidence luxembourgeoise contribuera aux travaux afin d'actualiser cette politique en vue de l'adoption de conclusions au Conseil européen avant la fin 2015.

Par ailleurs, la Présidence accueillera au Luxembourg la 12e réunion des ministres des Affaires étrangères Asie-Europe (ASEM FMM12) du 5 au 6 novembre 2015.

La crédibilité de l'UE dans le monde est renforcée par une action décidée en matière de coopération au développement et d'action humanitaire.

L'année 2015 sera une année charnière pour le développement de par les grands rendez-vous internationaux pour fixer le cadre de développement de l'après-2015, mais aussi parce qu'elle a été consacrée Année européenne pour le développement. De nombreuses activités seront organisées pour informer et sensibiliser les citoyens européens. La Présidence luxembourgeoise accueillera la cérémonie de clôture de l'année européenne pour le développement en décembre 2015.

Au niveau international, l'année verra naître les objectifs pour le développement durable (ODD) qui viendront se substituer aux huit objectifs du millénaire pour le développement, tout en intégrant les trois dimensions du développement durable conformément aux conclusions de la conférence Rio+20.

L'accord de Cotonou qui régit les relations entre l'UE et les 79 États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) viendra à expiration en 2020. Les travaux de définition d'un nouveau cadre de coopération démarreront en 2015. Sous Présidence luxembourgeoise, un livre vert sera présenté et une consultation publique sera lancée. La Présidence luxembourgeoise facilitera ce processus d'échanges et d'approfondissement de la réflexion dans la durée.

La Présidence luxembourgeoise érigera la cohérence des politiques au service du développement en tant que priorité dans le domaine du développement. L'objectif de ce concept est de minimiser les incohérences pouvant résulter des différentes politiques européennes et ayant des répercussions négatives sur les pays en développement. Des conclusions du Conseil sur la cohérence des politiques pour le développement seront adoptées.

Sous Présidence luxembourgeoise, la cohérence des politiques devrait également se concrétiser par des points spécifiques soulevés dans d'autres formations pertinentes du Conseil des ministres pour examiner les implications sur les pays du Sud.

Quant à l'action humanitaire, le Luxembourg facilitera le débat dans le cadre du Sommet humanitaire mondial en vue d'une position européenne commune réaffirmant les principes humanitaires. Les deux autres priorités sont la coordination entre acteurs humanitaires et ceux de la protection civile suite à des catastrophes naturelles ainsi que le volet de la protection en situation de conflit.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Permis à points

6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ainsi que la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules.

L'objectif principal du projet de loi consiste à améliorer la sécurité routière, tout en intégrant certaines modifications de style et de précision aux lois susmentionnées. De façon générale, il s'agit de mettre en œuvre les mesures suivantes:

- adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre des points dans le cadre du système du permis à points;

- adaptation des seuils légaux à partir desquels la conduite d'un véhicule routier sous l'influence de drogues est sanctionnée sur le plan légal;

- adaptation des dispositions légales en matière d'interdiction judiciaire de conduire et de retrait administratif du permis de conduire.

Le projet de loi a également comme objet de:

- modifier certaines dispositions relatives aux plaques rouges;

- créer la base légale permettant au ministre ayant les Transports dans ses attributions d'autoriser l'utilisation de plaques ou de numéros spéciaux pour des usages et des services déterminés ou pour la préservation du patrimoine automobile;

- créer la base légale pour permettre l'immatriculation, dans des cas exceptionnels, de véhicules routiers au nom de personnes non résidentes au Luxembourg ou ne pouvant pas justifier d'une adresse valable au Luxembourg;

- créer la possibilité, dans le cas de la transcription, au nom d'un propriétaire résidant au Grand-Duché de Luxembourg, d'un véhicule ayant été immatriculé dans un autre État membre de l'Espace Économique européen, de renoncer sous certaines conditions au contrôle technique.

Du fait que l'objectif principal en matière de sécurité routière consiste dans l'adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre des points suite à une conduite de véhicule irresponsable, les modifications d'envergure au système actuel touchent en particulier les infractions énumérées ci-dessous:

1. le dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50% du maximum réglementaire de la vitesse autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 40 km/h supérieure à ce maximum: **retrait de 4 points** (situation actuelle: -2 points);

2. le délit de grande vitesse: **retrait de 6 points** (situation actuelle: -4 points); à rappeler que le délit de grande vitesse est une infraction qui répond à la fois aux deux conditions suivantes:

- excès de vitesse dépassant de plus de 50% le plafond réglementaire par rapport à la vitesse maximale autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 20 km/h supérieure à la vitesse maximale autorisée;

- récidive intervenant aux cours des trois années après une première contravention grave ou une condamnation pour un délit en matière d'excès de vitesse; le délit de grande vitesse joue donc uniquement en cas de récidive.

3. la conduite avec un taux d'alcool d'au moins 0,8 g par litre de sang ou de 0,35 mg d'alcool d'air expiré sans atteindre respectivement 1,2 g d'alcool par litre de sang ou 0,55 mg d'alcool par litre d'air expiré: **retrait de 4 points** (situation actuelle: -2 points);

4. la conduite avec un taux d'alcool supérieur ou égal à 1,2 g par litre de sang respectivement à plus de 0,55 mg d'alcool par litre d'air expiré: **retrait de 6 points** (situation actuelle: -4 points);

5. la conduite sous l'influence de stupéfiants ou de médicaments: **retrait de 6 points** (situation actuelle: -4 points);

6. l'utilisation du téléphone au volant sans kit mains libres: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 74 €);

7. l'utilisation d'une tablette: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 0 €);

8. le non-port de la ceinture de sécurité ou du casque - le non-respect de l'obligation des mesures relatives au siège enfant: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -1 point) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 49 €);

9. le non-respect d'une distance de sécurité: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 74 €);

10. le non-respect du signal routier du «Accès interdit»: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points).

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.02.2012

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
10.01.2013	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
18.03.2013	Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.04.2013	Continuation de l'examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2013	Adoption des propositions d'amendements
14.01.2015	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi
21.01.2015	Adoption d'une série d'amendements
23.04.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 22 mai 2015

Mémorial A: 2015, n°92, page 1550

Organisation judiciaire

6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

L'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifié.

Il est proposé que dans le cadre d'une ordonnance de la délégation prise par le Président de la Cour supérieure de Justice en vue de déléguer un magistrat, juge auprès d'un tribunal d'arrondissement ou juge de paix, pour exercer temporairement des fonctions auprès d'une justice de paix en vue de pourvoir à une absence, à un empêchement ou à une vacance de poste d'un juge de paix, la condition de l'acceptation préalable dans le chef dudit magistrat est désormais requise.

Cette modification permet de mettre un terme à l'incohérence entre les règles régissant les délégations de juges vers une justice de paix, d'une part, et les règles régissant les délégations de juges vers un tribunal d'arrondissement, d'autre part. Elle permet par-dessus tout et surtout de sauvegarder le principe de l'inamovibilité des juges.

En effet suite à l'adoption en date du 15 mai 2015 du projet de loi n°6304B sur les attachés de justice et portant modification, entre autres, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, une délégation de juge d'un tribunal d'arrondissement vers un autre ne peut être ordonnée qu'avec l'accord du juge concerné (article 13), mais aucun accord n'est désormais requis pour une délégation d'un juge de paix ou d'un juge auprès d'un tribunal d'arrondissement vers une justice de paix (article 6).

Non seulement cette différence de traitement est dépourvue de justification, mais, de plus, le libellé de l'article 6 de ladite loi se heurte au principe d'inamovibilité des juges qui interdit de donner au juge, sans son consentement, une nouvelle affectation, même en avancement.

Ce principe est inscrit à l'article 91 de la Constitution aux termes duquel *«Les juges de paix, les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers de la Cour sont inamovibles. (…) Le déplacement d'un de ces juges ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement»*.

L'inamovibilité est une garantie essentielle de l'indépendance des juges dont elle doit être considérée comme le corollaire. Plusieurs instruments internationaux soulignent l'importance fondamentale du principe d'inamovibilité au regard de l'indépendance des juges. Force est donc de constater que la seule voie respectueuse du droit est d'aligner l'article 6 sur l'article 13 tel que voté le 15 mai 2012.

Si le présent texte ne prévoit pas de limitation de durée pour la délégation compte tenu des durées variables des circonstances rendant nécessaire le recours à la délégation et du libellé de son pendant, l'article 9 qui n'en prévoit pas non plus, il n'en reste pas moins que la délégation constitue une solution exceptionnelle qui ne devrait pas dépasser quelques mois et qui, en tout état de cause, doit prendre fin dès que cessent le congé, l'absence ou l'empêchement qui l'ont motivée.

Dépôt par M. Félix Braz, Député, le 21.06.2012

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.05.2013	Présentation générale
18.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2015

Loi du 10 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°109, page 1812

Égalité de traitement entre femmes et hommes

6454A - Projet de loi portant modification de:

1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Le projet de loi n°6454A est le résultat de la scission du projet de loi n°6454 en deux projets de loi distincts:

- un projet de loi 6454A reprenant les dispositions destinées à répondre aux exigences de l'arrêt C-236/09 (Test-Achats) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ayant déclaré invalide une disposition de la directive 2004/113/CE traitant de l'égalité entre les femmes et les hommes;

- un projet de loi 6454B reprenant toutes les autres dispositions du projet de loi initial n°6454.

Étant donné le retard dans la procédure d'adoption du projet de loi n°6456 instituant la nouvelle loi sur le secteur des assurances, auquel est lié le projet de loi n°6454 de par son entrée en vigueur, et au regard de la pression pesant sur le Luxembourg de mettre en conformité sa législation nationale avec les exigences de l'arrêt de la CJUE précité, il a en effet été jugé nécessaire de scinder le projet n°6454 tel que proposé par le Conseil d'État dans son avis du 22 janvier 2013 et de donner priorité au dépôt du projet de loi n°6454A.

Le projet de loi sous rubrique a par conséquent comme objet de rendre les dispositions luxembourgeoises conformes avec la directive 2004/113/CE interdisant, en principe, toute discrimination fondée sur le sexe dans l'accès à des biens et services et dans la fourniture de biens et services. Or, l'article 5, paragraphe 2 de ladite directive prévoit également une exception à cette règle générale. En effet, *(…) les États membres peuvent décider avant le 21 décembre 2007 d'autoriser des différences proportionnelles en matière de primes et de prestations pour les assurés lorsque le sexe est un facteur déterminant dans l'évaluation des risques, sur la base de données actuarielles et statistiques pertinentes et précises (…).*

L'association belge des consommateurs Test-Achats ASBL et deux particuliers ont saisi la Cour constitutionnelle (Belgique) d'un recours en annulation de la loi belge transposant la directive en question. Dans son arrêt du 1er mars 2011 (affaire C-236/09), la Cour de justice de l'Union européenne, après des réflexions d'ordre technique, a estimé qu'une disposition qui permet aux États membres concernés de maintenir sans limitation dans le temps une dérogation à la règle des primes et des prestations unisexes, est contraire à la réalisation de l'objectif d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, et doit être considérée comme invalide à l'expiration d'une période de transition adéquate. Par conséquent, la Cour a déclaré que, dans le secteur des services des assurances, la dérogation à la règle générale des primes et des prestations unisexes est invalide avec effet au 21 décembre 2012.

Les adaptations proposées par le projet de loi sous rubrique interdisent en conséquence l'utilisation du sexe comme facteur de différenciation dans le calcul des primes et des prestations d'assurances.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.03.2015
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

26.02.2013	Désignation d'un rapporteur
13.03.2015	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 12 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°73, page 1390

Le «paquet réforme» de la Fonction publique se compose de huit projets de loi:

6457 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le projet de loi 6457 introduit notamment les éléments de réforme suivants:

- Un système de gestion par objectifs qui a pour objet de fournir aux administrations les moyens nécessaires pour gérer leur performance au niveau organisationnel et pour développer leur personnel en encourageant la performance individuelle. Elle comprend le programme de travail et l'établissement de l'organigramme de l'administration, avec, le cas échéant, celui des services qui en font partie, ainsi que les plans de travail individuels qui en découlent pour chaque fonctionnaire (nouvel article 4 du statut général).

- Un système d'appréciation des performances professionnelles du fonctionnaire, comprenant les critères d'appréciation, les niveaux de performance, un entretien d'appréciation et les effets. Il y a 4 niveaux de performance: le niveau 4 entraîne un congé de reconnaissance de 3 jours pour le fonctionnaire, le niveau 3 n'a pas d'effet, le niveau 2 entraîne la recommandation de suivre des formations dans les domaines de compétence jugés insuffisants et le niveau 1 entraîne le déclenchement de la procédure d'amélioration des performances professionnelles (nouveaux articles 4bis et 4ter du statut général).

- Une dispense de service pour les fonctionnaires qui suivent un cycle d'études pouvant conduire à une qualification supplémentaire. La dispense de service peut correspondre au maximum à 20% de la tâche du fonctionnaire (nouvel article 19ter du statut général).

- Introduction du congé linguistique dans la fonction publique (nouvel article 29decies du statut général).

- Une procédure dite de l'insuffisance professionnelle qui vise à traiter le cas d'incompétence du fonctionnaire, qui s'abstient périodiquement ou régulièrement de remplir ses obligations professionnelles ou est incapable de les remplir.

- La réforme du stage prévoit outre la formation spéciale, l'introduction d'un plan d'insertion professionnelle, l'institutionnalisation du rôle du patron de stage dans le cadre d'une prolongation de la durée du stage à trois ans. À noter que lors de la première et deuxième année de stage, la rémunération du stagiaire s'élève à 80% du 3e échelon. Il passera sur le 4e échelon lors de la troisième et dernière année de stage, à hauteur de 90%.

- Dans un souci de cohérence du système et d'équité par rapport aux agents du niveau supérieur n'occupant pas de fonction dirigeante et soumis à un système d'appréciation, il est également mis en place un système d'appréciation des compétences de direction et d'encadrement des fonctionnaires dirigeants.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
04.02.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
04.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
18.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
15.04.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
25.02.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
06.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
13.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
20.03.2014	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
25.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
05.06.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
26.06.2014	Adoption d'amendements
30.06.2014	Réexamen des amendements 21 à 25, de l'amendement 47 et de l'amendement 54
	Adoption de la série d'amendements
08.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
26.02.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 25 mars 2015
Mémorial A: 2015, n°59, p. 1112

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction Publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet de transposer deux mesures de l'accord salarial du 15 juillet 2011, à savoir le versement d'une prime unique de 0,9% et l'augmentation de la valeur du point indiciaire de 2,2% avec effet au 1er janvier 2015.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
26.03.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
26.06.2014	Présentation et adoption d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 25 mars 2015
Mémorial A: 2015, n°59, p. 1129

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi porte sur le régime des traitements ainsi que les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Conformément à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, le Gouvernement précédent entendait pratiquer «à l'égard des agents publics une politique salariale qui tient compte de la situation économique du pays et de la situation financière de l'État». À cette fin, et sur la base des travaux de la commission d'experts chargée par le Gouvernement précédent d'effectuer une étude générale sur les traitements, il est proposé d'introduire une nouvelle loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

En ce qui concerne la classification des carrières, il y a lieu de relever que le régime actuel est toujours, dans ses fondements, celui établi par le législateur de 1963. Ce dernier répond donc très largement à des seuils d'études d'il y a cinquante ans et ne tient pas compte des évolutions récentes du pays. Le présent projet de loi a pour objet d'introduire la nouvelle carrière du bachelor en vue de prendre en considération le processus de Bologne ainsi que l'apparition de nouveaux diplômes en résultant, répondant à des besoins manifestés par la majorité des chefs d'administration.

Le projet de loi procède à une compression du nombre des carrières existantes, avec fusion et regroupement des carrières actuelles de l'administration générale, de l'enseignement, de la police, des douanes, compte tenu des spécificités de ces dernières, dans quatre catégories de traitement dans les barèmes respectifs, comportant groupes et sous-groupes (administratif, scientifique et technique, éducatif et psycho-social, attributions particulières).

La nouvelle structure se présente comme suit:

1. catégorie A: carrières supérieures;

- groupe A1: carrières supérieures de niveau «master»;

- groupe A2: carrières supérieures de niveau «bachelor»;

2. catégorie B, groupe B1: carrières moyennes fin d'études secondaires et secondaires techniques ou équivalent;

3. catégorie C groupe C1: carrières inférieures avec une formation équivalente à cinq années d'enseignement secondaire et secondaire technique ou équivalent;

4. catégorie D groupes D1, D2 et D3: carrières inférieures avec une formation en principe équivalente à moins de cinq années d'enseignement secondaire.

Parallèlement, les anciennes carrières de l'enseignement sont réaménagées par analogie aux carrières comparables de l'administration générale pour les agents à recruter après la mise en vigueur des présentes mesures. À titre d'exemple, d'après le nouveau classement des professeurs, leur carrière s'étale sur les grades 12, 13, 14, 15 et 16 et celles des instituteurs sur les grades 10, 11, 12, 13 et 14.

Un certain nombre de carrières sont reclassées compte tenu des deux critères: d'une part, l'évolution des études et, d'autre part, l'évolution des missions et sujétions. En raison de l'opération de reprise de toutes les carrières existantes dans les nouvelles catégories de traitement avec groupes et sous-groupes, certaines carrières ont dû subir des aménagements mineurs en échelon afin de les adapter à la nouvelle structure des sous-groupes. Ces aménagements, vu leur envergure, ne sont pas susceptibles d'être qualifiés de reclassements de carrières.

Il est en outre procédé à l'introduction d'un véritable régime de stage destiné à former le futur fonctionnaire en abaissant l'indemnité de stage sans pour autant que cette indemnité ne soit inférieure aux usages dans le secteur privé. Dans le cadre de cette réforme du stage et compte tenu du fait que le stagiaire n'est pas encore un fonctionnaire assermenté, l'indemnité de stage est fixée en principe et pour les deux premières années du stage à 80% du traitement que le fonctionnaire touchera une fois assermenté, et à 90% pour la troisième année du stage. La réduction de l'indemnité de stage allant jusqu'à

20% est agencée en fonction des différentes carrières et ne sera jamais fixée en deçà du salaire social minimum qualifié.

Dans le cadre de cette nouvelle classification des carrières, les traitements de début seront en principe harmonisés au quatrième échelon, ceci à la place du troisième échelon actuellement prévu pour la grande majorité des carrières. Parallèlement, les conditions de réussite à l'examen de fin de stage sont refixées en ce sens que les candidats devront obtenir dorénavant deux tiers du total des points et non plus seulement trois cinquièmes, en dehors de la condition déjà existante d'avoir atteint une note suffisante dans chaque matière de l'examen.

Par ailleurs, et en vue d'améliorer le système des avancements, il a été retenu de lier l'évolution des carrières à l'ancienneté et à la formation et non plus à un système basé sur des pourcentages des effectifs, système qui dans beaucoup d'administrations n'a pu être appliqué équitablement en raison des disparités constatées dans la pyramide d'âge des agents faisant partie du cadre d'une administration. Voilà pourquoi le principe des cadres dits «ouvert» et «fermé» est remplacé par des niveaux dits «général» et «supérieur» (avancement selon l'ancienneté et la formation), tout en supprimant les pourcentages dans les grades supérieurs. De surcroît et pour harmoniser les délais d'avancement, il est adopté en principe une seule dénomination de fonction à l'intérieur des deux niveaux de carrière et les délais d'avancement sont fixés au niveau général et au niveau supérieur à trois ans. Il s'y ajoute que l'admission au niveau supérieur ne sera possible qu'après un délai minimum de douze ans passés au niveau général et que la promotion au dernier grade n'est réalisable qu'après vingt ans de nomination.

Le projet de loi revoit le mécanisme de la computation de la bonification d'ancienneté de service accordée au fonctionnaire. Le système ne prévoyant que la prise en compte de douze ans d'expérience au maximum pour le calcul des traitements est réadapté en permettant une prise en compte déplafonnée de l'expérience professionnelle. En outre le nouveau mécanisme prend en compte l'ancienneté de service du fonctionnaire pour fixer son premier traitement permettant notamment de computer dorénavant pour la totalité les périodes de service antérieures passées dans le secteur privé, à condition que le fonctionnaire puisse se prévaloir d'une expérience ou des connaissances professionnelles spéciales en relation avec le profil du poste brigué. Parallèlement la notion «d'âge fictif de début de carrière» est abandonnée et la période de stage à assimiler à une période de formation n'est pas computée. Une prise en compte particulière de l'expérience professionnelle sous forme d'une augmentation d'échelon plafonnée à 80 points indiciaires est introduite pour les fonctions de médecin et de médecin dirigeant.

Le projet de loi remplace le système des grades de substitution par une deuxième filière de majoration d'échelon fixée respectivement à dix, quinze, vingt, vingt-deux et vingt-cinq points indiciaires à attribuer aux titulaires de postes à responsabilités particulières définis dans l'organigramme tout en tenant compte le cas échéant des résultats de l'appréciation. Le nombre de postes à responsabilités particulières est limité à 15% de l'effectif de chaque groupe de traitement dans chaque administration. Afin de permettre le démarrage de ce nouveau mécanisme et de garantir la reprise des fonctionnaires classés dans un grade de substitution lors de la mise en vigueur du présent projet de loi, une disposition transitoire autorise une augmentation temporaire de 5% par rapport au contingent de 15%.

La présente loi prévoit en outre la réforme du système d'octroi des allocations de famille. Ainsi est-il prévu de fixer l'allocation de famille sous forme d'un montant unique de 27 points indiciaires pour les agents à recruter après l'entrée en vigueur de la présente loi. Pour ce qui est des agents en fonction lors de l'entrée en vigueur des présentes mesures, le régime actuel est maintenu de manière transitoire tout en allégeant les procédures de contrôle avec la possibilité d'opter le cas échéant, et de manière définitive, pour le nouveau régime.

Le projet de loi prévoit une adaptation de certaines fonctions dirigeantes. Ainsi, certaines fonctions de directeur classées actuellement au grade 16 sont reclassées au grade 17, et certaines fonctions très spécifiques au Ministère des Affaires étrangères sont classées au grade 18. Dans le même ordre d'idées le texte prévoit aussi une adaptation de certaines fonctions de directeurs et de directeurs adjoints dans le barème de l'enseignement en classant les directeurs adjoints aux grades E5ter respectivement au grade E7*ter* et les directeurs des différents ordres d'enseignement au grade E8 dans le barème transitoire de la rubrique «Enseignement».

L'ancien mécanisme de la majoration d'indice, tel qu'introduit dans la législation sur les traitements par la mise en œuvre des dispositions retenues dans le contexte de l'accord salarial du 29 mai 2000, est supprimé. Ce mécanisme prévoyait qu'un an après avoir atteint un échelon d'un grade, chaque agent de l'État bénéficie d'une majoration de l'indice équivalente à la moitié de la différence entre l'indice correspondant à son échelon du moment et l'indice de l'échelon suivant. Le projet de loi confirme le principe de l'échéance «biennale» en vertu duquel chaque fonctionnaire peut accéder, dans les limites des tableaux indiciaires et des allongements, tous les deux ans à un nouvel échelon.

Finalement, le projet prévoit une mesure transitoire ciblée en fonction des agents méritants, qui en raison de leur situation de carrière avancée ne peuvent plus bénéficier pleinement du principe instauré du Lifelong Learning. Sous condition que ces agents ont accompli quinze années de service, ils sont classés à une fonction relevant du niveau supérieur et occupent un poste à responsabilité Ils peuvent bénéficier d'une mesure spéciale leur permettant de changer de groupe de traitement après avoir été appréciés et avoir rédigé un travail personnel de réflexion.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
25.02.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
31.03.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.04.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2014	Continuation des travaux
05.05.2014	Continuation des travaux
15.05.2014	Continuation des travaux
07.07.2014	Présentation d'une série d'amendements
12.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.02.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements
26.02.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1130

6460 - Projet de loi modifiant: 1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

Le projet de loi 6460 est destiné en premier lieu à introduire, pour les régimes de pension spéciaux, un système de retraite progressive permettant le départ de la vie active en cumulant un travail à temps partiel avec une pension partielle. Si le fonctionnaire opte pour un travail à temps partiel correspondant à 75% d'une tâche normale et complète, il aura droit à 25% de sa pension de vieillesse qui serait normalement échue, s'il opte pour un service à temps partiel correspondant à 50% d'une tâche normale et complète, sa pension échue sera réduite de 50%.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
14.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
17.07.2014	Désignation d'un rapporteur
23.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
13.02.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.03.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1190

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

Le présent projet de loi a pour objet la création d'un régime de pension transitoire commun pour les trois organismes de pension qui sont l'Administration du personnel de l'État, la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés communaux et la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois.

Le projet rassemble dans un seul texte de loi toutes les dispositions ayant trait aux pensions des fonctionnaires de l'État, des communes et des agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois entrés au service de l'État, d'une commune, d'un syndicat de communes, d'un établissement public ou de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois avant le 1er janvier 1999. En outre, tout comme pour le projet de loi modifiant le régime spécial (doc. parl. n°6460), celui-ci introduit la nouvelle notion de retraite progressive et de service à temps partiel pour raisons de santé.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
17.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.07.2014	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
	Examen de l'avis de la Chambre des Salariés
24.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
13.02.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.03.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1198

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien

Le présent projet de loi remplace la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne en l'adaptant en tout premier lieu à la philosophie du processus

de Bologne. Le projet de loi prévoit une révision du cloisonnement rigide des carrières actuelles, pour tenir compte des principes du Lifelong Learning et de la validation des acquis de l'expérience professionnelle.

Par ailleurs, le texte actuel est adapté pour tenir compte des nouvelles catégories de traitement, groupes de traitement et sous-groupes de traitement de la nouvelle loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. En outre, suite aux nouvelles dispositions en matière d'avancement des agents de l'État, le placement «hors cadre» d'un agent de l'État n'a plus de raison d'être, changement dont le présent projet de loi tient compte.

Le présent projet de loi renforce l'accent à mettre sur le profil du poste à occuper par le biais du changement de groupe de traitement et développe une approche plus individualisée pour les candidats susceptibles de changer de groupe de traitement. À cet effet, le projet s'appuie sur un certain nombre de dispositions actuellement en vigueur dans le domaine du changement de carrière tout en introduisant un certain nombre de nouveautés que l'on peut résumer comme suit:

- analyse au préalable de chaque vacance de poste par l'administration concernée moyennant une fiche d'analyse de poste élaborée par le ministre;

- analyse par la commission de contrôle de l'adéquation du profil du candidat avec le profil exigé par le poste vacant;

- rédaction d'un mémoire par le candidat ayant été retenu par le ministre du ressort sur avis de la commission de contrôle dans un délai de six mois; et

- admission définitive du fonctionnaire de l'État au groupe de traitement supérieur qui s'est vu attribuer une mention suffisante pour son mémoire.

En outre, il est à relever que le mécanisme de l'accès à un groupe de traitement supérieur est également transposé aux employés de l'État.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
03.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
23.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.02.2015	Présentation et adoption d'un amendement
12.03.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1230

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Le présent projet de loi remplace la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration.

Par rapport à l'ancienne législation, certaines modifications substantielles y ont été apportées, notamment pour prendre en compte les nouvelles catégories, groupes et sous-groupes de traitement de la nouvelle loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, de sorte que l'élaboration d'un nouveau texte a été nécessaire.

En ce qui concerne la procédure de changement d'administration proprement dite, il y a lieu de relever que la commission chargée du contrôle en matière de changement d'administration des fonctionnaires de l'État est abolie et remplacée par une procédure écrite d'une moindre envergure, ceci dans un esprit de simplification administrative. En effet, l'ancienne procédure se caractérisait par une procédure plutôt lourde qui sollicitait entre autres le déplacement des chefs d'administration ou de leurs délégués. La nouvelle procédure se limite à demander les avis des ministres des ressorts concernés par écrit sur base desquels la décision quant au changement d'administration sollicité sera prise.

Suite aux nouvelles dispositions en matière d'avancement des agents de l'État, et étant donné qu'à l'avenir tout agent de l'État avancera en fonction de sa propre ancienneté, le placement «hors cadre» d'un agent de l'État n'a plus de raison d'être, changement dont le présent projet de loi tient compte.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
22.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
23.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un amendement
26.02.2014	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1234

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

Le présent projet de loi poursuit un double objectif qui consiste, d'une part, à donner une suite à une revendication particulière du Conseil d'État et, d'autre part, à transposer dans le régime des employés de l'État les modifications apportées aux traitements des fonctionnaires de l'État dans le cadre du paquet réforme.

En ce qui concerne le premier objectif, il y a lieu de relever que le Conseil d'État avait déjà recommandé, dans un avis du 7 juillet 2000, de fixer les indemnités des employés de l'État non pas par règlement grand-ducal comme cela a été fait jusqu'à présent, mais par une loi. En effet, dans le cadre d'une modification de textes effectuée au cours de l'année 2000 pour transposer aux employés de l'État diverses adaptations intervenues au niveau de la législation concernant les fonctionnaires de l'État ainsi que pour remplacer par la même occasion les règlements du Gouvernement en conseil fixant le régime des indemnités des employés par des règlements grand-ducaux, le Conseil d'État avait mis en exergue un certain nombre de problèmes au regard de l'article 99 de la Constitution qui soumet toute charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice à une loi spéciale. C'est la raison pour laquelle il avait insisté afin que les principes de la fixation de certaines indemnités, dont également celles des employés de l'État, soient inscrits dans une loi formelle en conformité avec l'article précité.

Partant, l'article 23 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, qui constitue la base légale de la réglementation concernant les indemnités des employés de l'État, a été modifié dans la nouvelle législation sur les traitements dans le sens qu'il ne prévoit plus la fixation des indemnités de ces employés par règlement grand-ducal. Étant donné par ailleurs que le régime des employés de l'État a jusqu'à présent été fixé par une loi, en l'occurrence la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État, il est proposé de fusionner tous les textes relatifs aux employés de l'État en la matière dans une même loi, donc d'un côté le texte de la loi précitée réglant les modalités du régime et les droits des employés de l'État ainsi que de l'autre côté les textes des différents règlements grand-ducaux qui fixent actuellement les indemnités et les carrières des employés de l'État.

Le contexte et l'occasion pour réaliser cet objectif se sont prêtés maintenant avec le paquet des mesures de réformes en matière salariale et statutaire avec la restructuration des carrières des fonctionnaires de l'État qui en fait partie. Comme dans le passé, la restructuration des carrières des employés de l'État ainsi que toutes les modifications significatives apportées aux textes en vigueur pour ces agents s'orientent par rapport aux changements retenus en matière du statut et des traitements des fonctionnaires de l'État. La transposition de ces mesures constitue donc le deuxième objectif de ce projet, projet qui se propose également d'éliminer par la même occasion les incohérences techniques constatées dans la réglementation actuelle et d'harmoniser certains principes divergents dans les dispositions relatives aux différentes catégories d'employés.

Les mesures de restructuration dont il est question s'imposent entre autres aussi en raison de la mise en œuvre du processus de Bologne qui a introduit de nouveaux diplômes universitaires requis pour l'accès au service public, et en raison de l'évolution des responsabilités et des sujétions dans ce secteur.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
25.02.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
15.05.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.05.2014	Continuation des travaux
23.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
26.02.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1236

Accords de réadmission:

- Benelux - République de Moldova

6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 25 janvier 2013 à Bruxelles. Il comporte 17 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Moldova. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la de-*

mande d'un État membre ou de la Moldova, la Moldova et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les modalités de retour dans le cadre de la procédure accélérée; c) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants de pays tiers et des apatrides; d) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°104, page 1752

- Benelux - Bosnie-Herzégovine

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par le Royaume de Belgique au nom des États membres du Benelux a été signé le 5 décembre 2013 à Bruxelles. Il comporte 16 articles et trois annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Bosnie-et-Herzégovine. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de la Bosnie-et-Herzégovine, la Bosnie-et-Herzégovine et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants des pays tiers et des apatrides; c) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°105, page 1764

- Benelux - Géorgie

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 5 septembre 2013 à Tbilissi. Il comporte 18 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Géorgie. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de la Géorgie, la Géorgie et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant, entre autres, les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants de pays tiers et des apatrides; c) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes; d) les modalités de réadmission dans le cadre de la procédure accélérée; et e) la procédure applicable aux auditions.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°106, page 1776

- Benelux - ARYM

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 30 juillet 2012 à Bruxelles. Il comporte 17 articles et deux annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact, ainsi que la langue dans laquelle la communication doit se faire; b) les modalités de retour dans le cadre de la procédure accélérée; c) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants des pays tiers et des apatrides; d) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°107, page 1788

- Benelux - Serbie

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 25 janvier 2013 à Bruxelles. Il comporte 17 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Serbie. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de la Serbie, la Serbie et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les modalités de retour dans le cadre de la procédure accélérée; c) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants des pays tiers et des apatrides; d) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°108, page 1800

Reconnaissance mutuelle de décisions civiles et commerciales

6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) N°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de compléter le Nouveau Code de procédure civile par la référence au règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale dit «Règlement Bruxelles Ibis» par l'introduction d'un article 685-4. Ce même article 685-4 proposé détermine le président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière de référé comme juridiction compétente pour connaître de la demande de refus d'exécution, de la demande constatant l'absence de motifs de refus de reconnaissance et de la demande de refus de reconnaissance dans le cadre des articles 47, paragraphe 1er, 36, paragraphe 2 et 45, paragraphe 4 dudit règlement, avec la possibilité de recours contre la décision du président du tribunal d'arrondissement devant la Cour d'appel siégeant en matière de référé.

Le Règlement Bruxelles Ibis est d'application directe depuis le 10 janvier 2015 lorsqu'il a remplacé le règlement (CE) n°44/2001 dit *«Règlement Bruxelles I»*.

L'objectif du *«Règlement Bruxelles Ibis»* est de renforcer le principe de reconnaissance mu-

tuelle en facilitant davantage et en accélérant la circulation des décisions en matière civile et commerciale au sein de l'Union européenne.

À cet effet, le «Règlement Bruxelles Ibis» supprime l'obligation de l'exequatur en vue de l'exécution forcée de la décision de sorte qu'un créancier d'un jugement rendu dans un État membre peut procéder directement aux mesures d'exécution au lieu de mesures provisoires. La suppression de l'exequatur revient à réduire les coûts et les délais pour les entreprises et les citoyens de l'Union européenne que nécessite l'exécution d'une décision en supprimant les derniers obstacles à la libre circulation des décisions dans l'Union.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014
Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
11.03.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 1er avril 2015
Mémorial A: 2015, n°63, page 1291

Trimestre de faveur

6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi a pour objet la transposition dans la législation applicable à la fonction publique communale de certaines mesures d'équilibrage budgétaire proposées par le Gouvernement au niveau de la fonction publique étatique.

Ainsi est supprimé le régime actuel du trimestre de faveur qui permet indistinctement à tous les bénéficiaires de toucher encore pendant trois mois consécutifs au départ à la retraite des mensualités correspondant au dernier traitement effectivement touché. À l'instar de ce qui vaut dans le secteur privé, il est proposé de limiter cette faveur aux seuls cas où des bénéficiaires de pensions de survie ont vécu en ménage commun avec le défunt et dont l'entretien était à charge de ce dernier.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi prévoit également de supprimer l'indemnité destinée à récompenser des propositions d'économie et de rationalisation. Une telle indemnité a en effet perdu sa raison d'être au cours des années, notamment au vu de l'évolution des technologies de l'information. Il faut également partir du principe que de telles propositions font partie des missions normales des agents communaux, ce que l'on peut d'ailleurs constater régulièrement en pratique.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 10.12.2014
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):
29.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 26 avril 2015
Mémorial A, 2015, n°79, page 1490

Attachés de justice

6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de réformer le recrutement des attachés de justice en modifiant la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice modifiée en dernier lieu par une loi du 26 juin 2014. Une réforme du système de recrutement des attachés de justice s'avère nécessaire à cause de grandes difficultés actuellement connues par les autorités judiciaires à recruter un nombre suffisant d'attachés de justice et à former des magistrats. Il faut en effet noter qu'au cours des trois dernières années le nombre de postes inoccupés au sein de la magistrature était à chaque fois supérieur au nombre de candidatures retenues.

Compte tenu du nombre considérable de magistrats susceptibles de partir à la retraite, le problème précité risque de s'aggraver davantage, d'autant plus qu'un renforcement des effectifs de la magistrature s'impose à cause du développement quantitatif et qualitatif de certains contentieux. Il est ainsi primordial de résoudre ce problème afin de garantir le bon fonctionnement de la magistrature et ce en vue du respect du principe du délai raisonnable du procès.

La raison du manque de candidatures pour la magistrature est double: premièrement, seuls les détenteurs du diplôme de l'examen de fin de stage judiciaire sont admis à l'examen d'entrée dans la magistrature, qui porte sur toutes les matières juridiques importantes au métier de magistrat. Une candidature pour la magistrature nécessite donc la présentation à deux examens successifs dans un délai d'environ un mois, ce qui peut décourager certains candidats potentiels.

Deuxièmement, le nombre de juristes luxembourgeois qui ont suivi les cours complémentaires en droit luxembourgeois qui sont attirés par la fonction de magistrat est trop limité. En effet, la rémunération proposée par certaines études d'avocats est souvent plus élevée que celle perçue par les attachés de justice.

La Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice a proposé une série de recommandations qui ont été reprises dans le projet de loi sous rubrique, afin de remédier à ces difficultés de recrutement imminentes. Il est ainsi proposé de créer une deuxième voie d'accès à la magistrature adressée à des avocats qui ont exercé pendant au moins cinq ans comme avocats et qui sont choisis subsidiairement sous forme de recrutement sur dossier dans le cas où l'examen-concours ne permet pas d'atteindre le nombre d'attachés de justice déterminé par arrêté grand-ducal.

Encore sur recommandation de la Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, il est proposé de supprimer l'exigence de l'examen de fin de stage judiciaire.

Le Gouvernement s'est abstenu de vouloir organiser l'examen-concours pour le recrutement des attachés de justice immédiatement après la fin des cours complémentaires en droit luxembourgeois et de sanctionner le stage des attachés de justice par un examen d'entrée dans la magistrature. En effet, une telle mesure aurait le désavantage qu'un grand nombre de nouveaux magistrats ne disposeraient pas de l'expérience professionnelle nécessaire pour exercer leur fonction.

Le projet de loi propose encore une série d'adaptations de la formation professionnelle et du stage des attachés de justice dans le but de confronter les attachés de justice plus rapidement aux réalités du terrain et au travail de magistrat. Il est ainsi proposé de réduire la durée du stage des attachés de justice de dix-huit mois à douze mois et de réduire la période minimale de stage, à partir de laquelle les attachés de justice pourront recevoir une délégation pour remplacer un magistrat absent ou empêché, de six mois à quatre mois.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
04.03.2015 Présentation du projet de loi
18.03.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2015
Loi du 21 mai 2015
Mémorial A: 2015, n°89, page 1540

Plate-forme multimodale - 2e phase

6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire en ajoutant un projet supplémentaire à la liste des projets inscrits à l'article 10. La loi du 10 mai 1995 règle la police et la gestion du réseau ferré national tout en confiant la gestion technique de ce réseau aux CFL, la responsabilité financière afférente étant assumée directement par l'État via le Fonds du rail. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2000, qui a autorisé une première série de 14 projets d'infrastructure ferroviaire de grande envergure, l'article 10 précité comporte le relevé des projets et est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté entre le Gouvernement et les CFL en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire.

Le présent projet de loi vise à faire autoriser par le législateur la deuxième phase de développement de la plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange, la première phase ayant été autorisée par la loi du 27 août 2013 (voir document parlementaire n°6569). Cette seconde phase englobe le bâtiment administratif et le génie technique, les infrastructures de sécurité et divers aménagements de la plate-forme, ceci pour un montant de 39.000.000 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2015
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
04.02.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
03.03.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État
Échange de vues avec des représentants des CFL et de l'Administration des Ponts & Chaussées
12.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015
Loi du 12 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°75, page 1460

Budget 2015 (redressement mineur)

6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

Suite à une erreur de reproduction dans le cadre de la finalisation du texte coordonné du projet de loi n°6720 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, l'article 42 a été oublié et n'a dès lors pas été soumis au vote à la Chambre des Députés. La numérotation des articles de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 passe de ce fait de l'article 41 immédiatement à l'article 43.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de redresser, en application des principes à respecter dans le cadre de la procédure législative, ladite erreur afin de pouvoir appliquer l'approche égalitaire de fixer les tarifs de tous les prestataires (prestataires dont les tarifs sont soumis au mécanisme de la lettre-clé et ceux dont les tarifs sont purement conventionnels) dans le cadre de la loi budgétaire pour l'exercice 2015 par dérogation à la procédure de négociation, toutes les dispositions concernant la Sécurité sociale du Chapitre I de la loi du 19 décembre 2014 constituant un ensemble.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.03.2015
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
21.04.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2015
Loi du 31 mai 2015
Mémorial A: 2015, n°94, page 1577

SÉANCE 29

MERCREDI,
29 AVRIL 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.07 à 14.16 heures*
- *Mme Joëlle Elvinger*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Martine Mergen*
- *Prestation de serment et discours de M. David Wagner*

4. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

6. 6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Jean Asselborn), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*

8. 6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007
- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean Asselborn et François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

An ech stellen déi klassesch Fro: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Da géife mer zu eisem offiziellen Ordre du jour iwwergoen.

2. Ordre du jour

Wéi Der wësst, huele mer haut de Mëtteg en neie Member an der Chamber op. Ah, entschëllegt, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech wollt Iech just bieden, vläicht am Laf vum Nomëtteg no der Vereedegung, oder wéini et am beschte geet, mer kuerz d'Wuert ze ginn. Ech wollt nach der Chamber eng Motioun presentéieren an Iech se iwwerreechen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech géif Iech proposéieren, wann Der dermat d'accord sidd, Här Kartheiser, dass mer et no der Vereedegung maachen. D'accord?

(Assentiment)

Merci.

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Also, da fänke mer nach eng Kéier un. Mir huelen haut en neie Member an der Chamber op, well a sengem Bréif vum 24. Mäerz 2015 den Här Justin Turpel matgedeelt huet, dass hien ab dem 29. Abrëll, also säit haut, säin Job als Deputéierte géif nidderleeën.

Mir hunn den Här Turpel gëschter op eng kollegial Aart a Weis verofschit, e bleift eis awer erhalen, wéi ech gesinn.

Am Artikel 3 Paragraf 1, 4 a 5 vum Chambersreglement, steet Folgendes ze liesen:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech dann elo bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi se am Artikel 3 Paragraf 4 virgesinn ass.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

A mir géifen dann elo déi Deputéierten, déi Member vun där Kommissioun ginn, auslousen: den Här Aly Kaes.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gaston Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Martine Mergen.

(Interruption)

Jo, mir hate schonn op déi Säit gekuckt, mä do war deen, dee mer gezunn hunn, net do. D'Madame Joëlle Elvinger.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Adam. An den Här Gloden.

Sou, ech mengen, mir wären dann elo komplett. An déi Kommissioun sinn dann ausgeloust ginn: déi Häre Kaes, Gibéryen, Kartheiser, d'Madame Mergen, d'Madame Elvinger an déi Hären Adam a Gloden.

Ech géif d'Kommissioun dann elo bieden, an de Säll 4 a 5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat den Här David Wagner betrëfft, an dann duerno der Chamber e Rapport ofzeleeën. Ech géif dann, bis dohin, d'Sëtzung ënnerbriechen.

An domat ass d'Sëtzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.07 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.16 heures.)

Eis Sëtzung geet erëm weider.

Ech géif dann direkt d'Wuert ginn un d'Presidentin vun der Kommissioun, d'Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Här President, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Aly Kaes, den Här Gast Gibéryen, den Här Fernand Kartheiser, d'Madame Martine Mergen, den Här Claude Adam, den Här Léon Gloden an ech selwer.

D'Madame Mergen gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt, wat mech natierlech besonnesch freet, well den Här Wagner an ech zesummen d'Schoulbänk gedréckt hunn am Jongelycée. An dofir géif ech him elo och schonn alles Gutts wënschen a félicitéieren a vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat wënschen.

An, Här President, ech géif Iech dann deemno bieden, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma dat maachen ech direkt. D'Madame Mergen, Rapportrice vun der Kommissioun, huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Martine Mergen *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President, Madame President, mech freet et och - et war zwar net d'Schoulbänk, mä d'Gemengerotsbänk.

Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo onse Rapport virdroen. A sengem Bréif vum 24. Mäerz 2015 huet den Här Justin Turpel de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hie vum 29. Abrëll vun dësem Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 1. Abrëll 2015 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här David Wagner gewant, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei déi Lénk am Wahlbezierk Zentrum stoung. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Ons Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioun virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här David Wagner, wunnhaft an der Stad Lëtzebuerg, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei déi Lénk aus dem Wahlbezierk Zentrum ass an duerfir dem Här Justin Turpel seng Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 8. Abrëll 2015 huet den Här David Wagner onse Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Justin Turpel wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vum Här David Wagner schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt ginn ass, gouf um Büro déposéiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Mergen. D'Konklusioune vun der Kommissioun si ganz kloer an deemno däerf den Här Wagner säi Mandat untrieden, wann d'Chamber mat deene Konklusiounen d'accord ass?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da géif ech Iech bieden, den Här Wagner erakommen ze loossen.

E schéine gudde Mëtteg!

Prestation de serment et discours de M. David Wagner

Här Wagner, ech géif Iech bieden, elo mat mir den Eed op d'Verfassung ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass. An do heescht et, wéi folgt: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand an äntwert mat engem: «Je le jure.»

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ginn ech Iech Akt vum Eed. An ech ginn Iech direkt d'Wuert, nodeem ech Iech am Numm vun Äre Kolleegen häerzlech félicitéiert hunn. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Mond ass nach e bëssen dréchen, ech mengen, an deenen nächste Méint wäert sech dat besseren. Ech hoffen emol.

Och wann et mir eng grouss Éier ass, dem Justin Turpel seng Nofolleg an der Chamber ze iwwerhuelen, maachen ech dat och mat gemëschte Gefiller, well de Justin huet d'Lat därmoossen héich geluecht, datt ech et emol guer net woen, mech mat him ze vergläichen.

Ech konnt erliewen, an net nëmme währenddeem hien an der Chamber souz, wou ech fir hien an och fir de Serge geschafft hunn, datt de Justin immens villes hikritt. Eng Saach awer kann ech, déi hie guer net kann: sech schounen! An dofir musst Der domadder rechnen, datt ech wahrscheinlech mäi Mandat bis zum Enn ausféieren.

(Hilarité)

Déi Ried, déi ech elo hei halen, hätt ech jo am Prinzip missen an engem Joer halen. Den Zeenario war jo deen, datt déi zwee Greenhorns, also de Marc Baum a meng Wéinegkeet, déi zwee méi erfueren Deputéiert simultan hätten ersetze sollen, also an der Halschent vum Mandat, esou wéi eis Statuter an der Lénker dat virgesinn. Dat ass elo net de Fall.

Dat huet awer den Avantage, den Iwwergank méi soft ze gestalten, well ech nach zesumme mam Serge ee Joer laang d'Chambersbänk drécke kann a vu senger Experienz profitéiere wäert. An doriwwer freeën ech mech wierklech, quitte datt ech mech och net mat him vergläiche kann, well déi Lénk mécht mir definitiv d'Liewen net einfach.

Här President, ech sinn ee vu ville lénks engagéierte Mënschen, mä ech géif hei ganz wéineg vertrieden, wann et net déi Honnerten, wann net Dausenden, vu fortschrëttlech denkenden, handelnden an/oder engagéierte Mënsche géif ginn. Ouni all déi Mënsche géif keen Deputéierte vun déi Lénk hei sëtzen oder stoen. Emsou méi freeën ech mech, datt et ëmmer méi där Leit ginn. Dat ass och néideg, well eis neoliberal gepräägte Gesellschaft eis erëm zréck an d'Vergaangenheet drot ze katapultéieren.

Déi Mënsche si meeschtens der breeder Ëffentlechkeet net bekannt. Mä si setze sech am Alldag an, sief et an enger Gewerkschaft, an enger Initiativ oder an enger Partei. Dat sinn och Mënschen, déi onentgeltlech anere Mënschen an Nout hëllefen, oft einfach Bierger, déi zum Beispill engem Refugié, deem gedrot gëtt, zréck a Biergerkrich, Aarmut oder Diktatur geschéckt ze ginn, hëllefen, hei ze bleiwen. Dat ass vläicht net ëmmer gesetzeskonform, mä et ass moralesch richteg.

Dat sinn alles Mënschen, déi sech fir d'Verbesserung vun der Gesellschaft asetzen, fir haut a fir muer. An déi näischt dofir kréien, kee Geld, seelen Unerkennung, oder souguer Veruechtung säitens der dominanter Kast. Mir sinn et gewinnt, Underdogs ze sinn, awer éischter Tendenz Pitbull, an net Puddel.

Wann een zréck an d'Vergaangenheet kuckt, dann denkt een och un d'Lëtzebuerger Spueniekämpfer, déi als alleréischt d'Gefor vum Faschismus erkannt hunn.

Här President, Dir wësst och, vu wat ech schwätzen, well Dir hutt Iech jo och staark fir déi Leit engagéiert, an nach aner Leit hei, déi an dëser Chamber sëtzen. Si woren déi éischt Resistenzler, kruten hir Rehabilitatioun awer eréischt viru Kuerzem, virun e puer Joer. Lénker mussen oft domadder liewen, datt hir Engagementer an Erkenntnisser an Errungenschaften oft ganz spéit allgemeng unerkannt ginn. Dat ass souzesoen den „Van-Gogh-Syndrom".

Duerfir wollt ech dës Ried widmen all deene Komerodinnen a Komeroden, bekannt oder anonym, vu gëschter a vun haut, ob Lëtzebuerger oder net, déi dofir gekämpft hunn, datt mir et besser hu wéi si. An deenen, déi elo kämpfen, datt et den nächste Generatioune wéinstens net méi schlecht geet.

Ech denke speziell och un all déi, déi a Griichenland fir eng besser Zukunft fir hiert Land a fir Europa kämpfen. A Spuenien gouf net nëmme géint de Faschismus gekämpft, mä och géint Groussgrondbesëtzer, déi Cause commune mam Faschismus gemaach hunn. D'Griiche vun haut sinn an deem Sënn d'Spuenier vu gëschter. Si kämpfe géint de soziale Misär an den demokrateschen Ofbau, déi d'Finanzoligarchie, also d'Groussgrondbesëtzer vun haut, hinnen undeet.

Mir an der Lénker, mir si solidaresch mat de Griichen, déi kämpfen, mat hirer Regierung, déi kämpft, genausou wéi mir et mat de Spueniekämpfer gewiescht wieren.

Här President, wéi vill Lëtzebuerger sinn ech keen, vun deem déi ganz Famill zënter Generatiounen hei zu Lëtzebuerg usässeg war. U mengem Nonumm kann ee meng Lëtzebuerger Originnen erkennen - déi vu mengem Papp. Heiansdo kann een awer och u menger Aart a Weis, mech auszedrécken, vläicht u menger Syntax, déi heiansdo d'Lëtzebuerger Sprooch op linguistescht Neiland mathëlt, wéi meng Komerode mir et heiansdo matdeelen, meng franséisch Originnen - déi vu menger Mamm - erkennen.

Ech schwätzen ongär an der Ëffentlechkeet iwwer mäi Privatliewen. Ech wäert eng ganz kleng Ausnahm haut maachen, dat gehéiert sech jo och, wann ee sech virstellt, a well et och mäi politescht Engagement vläicht e bëssen erklärt.

Vun aacht Geschwëster ass meng Mamm déi eenzeg, déi déi äusserst aarm a schwéier Verhältnisser vun den Nordvéirele vu Marseille verlooss huet, Enn 70er Joren, fir an deem méi kalen, awer méi räiche Lëtzebuerg ze landen, an dat fir e puer Suen ze verdéngen an dann am Prinzip zréckzefueren. Dunn ass mäi Papp opgetaucht an ech sinn doraus entstanen - do hat Der Pech -, a meng Mamm huet Lëtzebuerg ni méi verlooss.

De Premier sot eng Kéier, et kéim een net als Premierminister op d'Welt. Dat stëmmt och. Et kënnt ee just als Monarch op d'Welt. Et kënnt een och net als Deputéierten op d'Welt. Et kann een awer ganz fréi scho seng politesch Gesënnung entwéckelen.

Vermëscht Originnen hunn de Virdeel, datt se engem erlaben, en Ableck an e puer Welten ze kréien. Ech sinn hei zu Lëtzebuerg grouss ginn, an engem modesten, awer confortabelen Emfeld an engem Land, wou grosso modo alles relativ gutt geklappt huet an nach ëmmer gutt klappt.

An da geet ee regelméisseg Famill besichen, déi an der sougenannter „véierter Welt" lieft, also den Aarmevéirele vun der industrialiséierter Welt. An als klenge Männche stellt een eppes fest, am Ufank onbewosst: Firwat geet et engem Deel vu menger Famill relativ gutt an deem aneren esou schlecht? Si sinn net méi domm, si sinn net méi faul, si weisen net manner Initiativ - si schwätze méi haart, dat stëmmt.

Firwat also? An esou fänkt een un, lénk ze ginn. Well et versteet een, datt et net vun de Leit ofhänkt, mä vun de politeschen, ekonomeschen a soziale Verhältnisser: d'80er Joren, zumools a Frankräich, net nëmmen do natierlech, ab dem Tournant vun der Rigueur '83, dat war de progressive Réckzuch vum Sozialstat: d'Privatiséierungen; de Chômage, dee geklommen ass; Suen, déi feelen, fir d'Habitatiounen ze ënnerhalen oder souguer d'Rateplo ze bekämpfen.

A schlussendlech, als Konsequenz dovunner, ass et d'Opkomme vum Rietsextremismus. Friemefeindlechkeet geet Hand an Hand mat Sozialofbau a mat ongläicher Verdeelung vum Räichtum. Och Lëtzebuerg bleift dovunner net verschount, quitte datt et nach net an deem Mooss ass. Sozial Diskrepanzen, sozial Ongerechtegkeete kommen net vum Himmel gefall. Si sinn de Produkt vun enger Politik, déi bewosst bedriwwe gëtt, an där een, wann ee wëllt, entgéintsteiere kann.

Mécht een dat net, da riskéiert een Deel vun der Gesellschaft, sech un deem „Aneren" auszeloossen. A Griichenland zum Beispill sinn d'Nazien eréischt da staark ginn, wéi d'Strukturreformen, wéi se genannt ginn, gegraff hunn. A si stagnéieren zurzäit, well SYRIZA Widderstand leescht.

D'Rosa Luxemburg huet gemengt, d'Mënschheet hätt keen anere Choix wéi deen tëschent der Barbarei oder dem Sozialismus. D'Geschicht huet leider bewisen, datt an déiwe Krisenzäiten d'Barbarei méiglech ass. Ech wäert alles drusetzen, soulaang ech genuch Kräften hunn, fir dozou bäizedroen, dem Rosa Luxemburg recht ze ginn, awer dës Kéier ëmgekéiert.

Dat gesot, Här President, ech freeë mech trotzdeem, fir kënne mat de Kolleegen hei ze streiden. Ech wäert Iech heiansdo nerven, dat ass eben esou, an Dir mech vläicht och.

Ech wäert awer just mat Iech net streiden, Här President, well ech hu mer soe gelooss, Dir wäert Meeschter iwwer mäi Mikro, an dat ass en Argument.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner.

4. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Ech wollt Iech just nach eng Rei vu Changementer a Kommissiounen an internationalen Institutioune matdeelen, nodeem den Här Wagner den Här Turpel hei an der Chamber ersetzt.

An der Commission des Comptes, an der Commission des Pétitions, an der Commission du Développement durable, an der Sous-commission fir d'Preparatioun vun engem Débat d'orientation iwwert d'Klimaproblematik an d'Energieproblematik, an der Commission de l'Environnement, an der Fonction-publiques-Kommissioun an an der Commission du Logement gëtt den Här David Wagner Member, grad wéi an der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, an der Lëtzebuerger Delegatioun vun der COSAC an an der Lëtzebuerger Delegatioun vum CPI.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen, dass den Här Wagner jeeweils den Här Turpel ersetzt, d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Wéi virdrun ugekënnegt, kritt elo den Här Kartheiser d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Et geet an dëser Motioun ëm déi aktuell Debatt, fir de Referendum virzebereeden. D'Chamber mécht dat eigentlech ganz exemplaresch, well mir jo an eisen Tables rondes an op Chamber-TV derfir suergen, datt déi zwee Standpunkter vertruede sinn, de Jo an den Neen. An, ech mengen, mir sinn eis och all eens heibannen, datt mer sollte probéieren, an der Referendumscampagne ëmmer déi zwee Standpunkter gläichberechtegt zur Sprooch kommen ze loossen.

Leider ass et esou, datt a verschiddene Gemengen oder och Schoulen, mä virun allem a Gemengen, dee Standpunkt net ëmmer respektéiert gëtt. Ech mengen, mir kënnen nëmme begréissen, datt et Gemenge gëtt, déi Informatiounsséancë maachen, fir hire Bierger ze erlaben, sech besser ze informéieren, mä leider musse mer feststellen, datt heiansdo nëmmen eng Säit invitéiert gëtt. Dat wor zum Beispill gëschter Owend zu Betzder de Fall an haut den Owend zu Stroossen.

A mir denken awer, datt mer sollten d'Regierung invitéieren, fir en Appell un d'Gemengen ze riichten, datt dat ëmmer soll gläichberechtegt, équitabel sinn, esou wéi et sech an enger Demokratie gehéiert.

An deem Sënn hu mir eng Motioun verfaasst, déi ech Iech heimadder däerf iwwerreechen, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- saluant le fait que de nombreuses communes et écoles organisent des séances d'information ou des débats publics en vue du référendum consultatif du 7 juin 2015;

- convaincue que de tels débats ou séances d'information doivent se dérouler dans des conditions équitables, équilibrées et démocratiques;

- préoccupée par le fait que certaines communes permettent exclusivement aux partisans d'un des deux points de vue de s'exprimer en public;

- regrettant que la loi ne prévoit encore aucune procédure ou instance permettant de veiller au respect des principes démocratiques de base dans le contexte d'une campagne référendaire;

invite le Gouvernement

- à faire un appel aux instances publiques et notamment aux communes et aux écoles de respecter une stricte neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats qu'elles prévoient dans le cadre du référendum consultatif du 7 juin et de toujours veiller à une représentation équilibrée et à un débat équitable entre les deux points de vue;

- à saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi précisant les modalités et procédures à observer dans le cadre d'une campagne référendaire.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dem Här Kartheiser Akt vun dem Dépôt vun dëser Motioun.

Mir géifen da weiderfueren am Ordre du jour mat dem Projet de loi 6399. Et geet dobäi ëm de Punkteführerschäin. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché. An de Rapporteur huet 15 Minutten.

6. 6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6399, deen ech haut virstellen, geet et ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 14. Februar 1955, wat d'Zirkulatioun op den ëffentleche Stroosse reglementéiert. Mat der Aféierung vum Punkteführerschäin war dëst Gesetz am Joer 2002 schonn eemol modifizéiert ginn.

D'Haaptzil besteet doran, d'Sécherheet op de Stroossen ze erhéijen, duerch eng Verstäerkung oder eng Verschäerfung vun de Sanktiounen am Fall vun onverantwortlechem Verhalen op der Strooss. Donieft beinhalt dëse Projet de loi och eng Rei Upassungen um Gesetz vun 1955, wat jo e gewëssen Alter huet a wat net méi an allen Hisiichten zäitgeméiss ass. Et kritt mat dësem Projet de loi e klenge Lifting.

De Gesetzesprojet ass an enker Zesummenaarbecht mat der Sécurité routière, mat dem Automobile Club, der Association des Victimes de la Route, dem Ministère de la Justice, dem Innenministère, dem Parquet an der Police ausgeschafft ginn. Et waren also eng ganz Rei Akteuren am Boot. Déposéiert gouf dëse Projet den 21. Februar 2012 vum fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, vun deem ech géif mengen, dass en et mat dësem Projet net ëmmer einfach hat.

Wéinst enger Rei vun Oppositions formelles an der Élaboratioun vun deementspriechenden Amendementer, mä och opgrond vu verschiddenen Diskussiounen an der fréierer Nohaltegkeetskommissioun ass de Projet a Verzuch geroden. Ech ginn net am Detail op déi Réuniounen an - an och net op d'Décisiounen, déi deemools an der Kommissioun geholl gi sinn.

Kuerz gesot kann ech awer eng kleng Erklärung ginn: Et goung eenzelnen Deputéierte vun der viregter Majoritéit dorëms, d'Sanktiounen, déi urspréinglech am Projet virgesi waren, nees ze entschäerfen. Ech wëll kee Grond nennen. Ech mengen net, dass et mat de Wäifester op der Musel ze dinn hat, mä et weess ee jo ni!

Jiddefalls, no de Wahlen huet déi aktuell Nohaltegkeetskommissioun sech eestëmmeg mam Minister François Bausch drop gëeenegt, op déi initial Dispositioune vum Projet de loi zréckzekommen. An anere Wierder: D'Sanktioune ginn nees esou streng ausgeriicht, wéi vum Claude Wiseler geplangt war. Méi Detailer zu deene ganzen Aarbechten, déi virun de leschte Wahle stattfonnt hunn, fannt Der an de Procèsverbaux vun den deementspriechende Sëtzungen, op déi ech a mengem schréftleche Rapport verweisen.

A mengem Rapport fannt Der och e Bilan, deen d'lescht Woch vum Här Minister presen-

téiert ginn ass, oder ech weisen drop hin. Dora fannt Der eng Rei Statistiken a ganz opschlussräich Zuelen an Erkenntnisser. Engersäits ass d'Zuel vun den Accidenter bilanzéiert ginn, anerersäits awer och hir Ursaach, déi ganz genee analyséiert ginn ass.

Et huet sech erausgestallt, datt mat 48% d'Vitesse ganz kloer déi Haaptursaach vun allen Accidenter ass. Déi zweetheefegst Ursaach ass den Alkohol mat 19%. Woubäi ee muss wëssen, datt d'Vitesse an den Afloss vun Alkohol oft zesummekommen. Aus deene Grënn ebe just ass dësen zwee Volete besonnesch Rechnung gedroe ginn, bei der Verschäerfung vun de Sanktiounen, souwuel der Vitesse wéi och dem Afloss vun Alkohol. Woubäi aner Ursaachen awer och eng Roll spillen. An och déi wäerten an den Dispositiounen zréckkommen.

Wat d'Zuel vun den déidlechen Accidenter ugeet, esou sinn dës zënter der Aféierung vum Punkteführerschäin ëm d'Halschent erofgaangen. Dat ass scho beachtlech. Vu wäit iwwer 70 Décèsen am Joer 2000, si se op 35 Décèsen am Joer 2014 reduzéiert ginn. D'Zuel vun de Schwéierblesséierten ass hirersäits vun 380 am Joer 2000 op 245 am Joer 2014 erofgefall. Wat de Beweis eigentlech liwwert, datt de Punkteführerschäin seng Friichte gedroen huet an datt en en effikasst Instrument ass, fir d'Zuel vu schwéieren Accidenter ze reduzéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss awer och soen, datt dat iewescht Zil natierlech dat muss sinn, d'Zuel vun den Affer am Stroosseverkéier carrément op null ze setzen. Dëst am Kontext vum Plan zéro victimes als eng vun de gréisste Prioritéite vun eisem Nohaltegkeetsminister. An ech géif mengen, net nëmme vun him.

Domat kéim ech bei déi konkret Dispositioune vun dësem Projet de loi, deen um Gesetz vun 2002 iwwert d'Aféierung vum Punkteführerschäin baséiert. D'Aféierung vun deem System war deemools net onëmstridden. Nëmmen 39 Deputéiert hunn am Joer 2001 dofir gestëmmt, 19 Deputéiert waren dogéint an een huet sech enthalen. Mëttlerweil géif ech awer mengen, datt den dissuasiven, mä och den éducative System - well e seng Friichte gedroen huet - haut och déi lescht kritesch Geeschter iwwerzeegt huet. Ausser vläicht déi, déi selwer d'Affer gi vun hirem onverantwortleche Fueren a Punkte verléieren. Déi sinn natierlech doriwwer net frou.

Well de System säit dem 1. November 2002 a Kraaft ass an deene meeschte bekannt dierft sinn, ginn ech elo net op all déi Dispositioune vum Punkteführerschäin an, mä beschränke mech just op déi Moossnamen, déi mat dësem Projet de loi modifizéiert ginn. Méi speziell geet et ëm dräi Voleten.

Éischtens, ëm d'Adaptatioun vun den Dispositiounen am Fall vu Fuerverbuet, déi jo vum Geriicht iwwer eng Interdiction judiciaire kann ausgesprach ginn oder ebe vum Minister iwwer eng Interdiction administrative. Hei wäerte manner Ausnahmen zum Fuerverbuet zougelooss ginn, andeems d'Ausnahmen nach just solle gräifen, fir op d'Aarbecht ze fuere respektiv fir familiär Flichte kënnen ze erfëllen.

Den zweete Volet betrëfft d'Adaptatioun vun de Grenzwäerter am Fall vu Fueren ënner Drogenafloss an ëm eenzel Dispositioune ronderëm déi sougenannte Batteries de tests standardisés. Och dozou vläicht e puer Erklärungen. Déi zoulässeg Grenzwäerter am Drogekonsum oder an de Substanzen, déi am Blutt oder am Spaut festgestallt ginn, ginn alignéiert op déi belsch Gesetzgebung. A grad wéi an der belscher Gesetzgebung, ginn déi Wäerter och erofgesat.

Donieft ass virgesinn, datt déi Batteries de tests standardisés, wéi zum Beispill d'Tester vun der Motorik, vun der Wahrnehmung oder der Artikulatioun, net méi an alle Fäll musse realiséiert ginn. Dës Tester sinn net méi néideg am Fall vun Accidenter mat gréisserem Kierperschued, wou d'Police aner Suergen huet, wéi déi Tester ze realiséieren: Se muss no den Affer kucken. Oder am Fall vun normale Stroossekontrollen, déi vum Parquet ordonnéiert sinn, oder eben am Fall, wou de Chauffer selwer zougëtt, datt en ënner Drogenafloss steet, da brauch een dat net méi laang ze kontrolléieren.

Dann de wichtegste Volet ass d'Adaptatioun vum Tableau, deen d'Infraktioune vum System vum Punkteführerschäin definéiert. An deem Tableau sinn eng ganz Rei Mesurë virgesinn, éischtens, datt den Excès de vitesse net méi just zwee, mä véier Punkte wäert kaschten. Am Fall, wou d'Iwwerschreidung vun der Vitesse op d'mannst 50%...

(Coups de cloche de la Présidence)

...iwwert der erlaabter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...Vitesse läit. Jo, et ass wierklech komplizéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass net evident fir d'Rapportrice, bei esou vill Gemurmels am Sall ze schwätzen. Wann ech gelift, lauschtert no!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et si ganz vill Zuelen hei dran, soudatt ech mech muss e bësse konzentréieren.

Zweetens och wann déi festgestallte Vitesse op d'mannst 40 Kilometer an der Stonn iwwert der erlaabter Vitesse läit, wou ee ka soen, datt zum Beispill an enger Tempo-30-Zon d'Vitesse also scho bei 70 Kilometer an der Stonn muss leien, fir datt de Chauffer véier Punkte verléiert.

Da kéim ech zum zweete Volet vum Tableau. Dat ass den Délit de grande vitesse mam Ofzuch vu sechs Punkten - an net méi nach just mat véier. Och dat Wuert gëtt net ëmmer richteg verstanen. Et gëtt oft falsch interpretéiert. Duerfir dozou e puer Erklärungen. Et handelt sech ëm en Délit de grande vitesse, wann dräi Konditiounen erfëllt sinn.

Éischtens muss déi gefuere Vitesse op d'mannst 50% iwwert dem erlaabte Maximum leien. Zweetens muss déi festgestallte Vitesse op d'mannst 20 Kilometer iwwert dem erlaabte Maximum leien.

A wat wichteg ass: Et muss sech ëm e Chauffer handelen, dee schonn eemol erwëscht ginn ass, dat heescht, dee schonn eng Kéier wéinst engem Excès de vitesse protokolléiert oder condamnéiert ginn ass.

Den drëtte Volet betrëfft den Alkoholafloss beim Fueren. Do hu mer jo schonn eng Rei Strofen. Och déi gi verschäerft. Ab 0,35 Milligramm Alkohol an der ausgeotemter Loft, dat heescht 0,8 Gramm Alkohol am Liter Blutt, wäert de Punktenofzoch...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Lorsché, just eng Sekonn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...vun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif bieden, net heibannen ze telefonéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Dat hutt Der jo elo net fir mech gemengt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd kee gutt Beispill fir eisen neie Kolleeg.

Une voix.- Do ginn ech lech recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et gëtt e Punktenofzuch fir d'Télefonéieren heibannen deemnächst.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, dat kënnt nach vläicht. Et ass jo näischt méi sécher hei am Land.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech fänken elo nach eng Kéier mam Alkohol un. Ech hoffen, Dir hutt jo iwwer Mëtteg nëmme Waasser gedronk.

Ab 0,35 Milligramm Alkohol an der ausgeotemter Loft wäert den Ofzuch vun zwee op véier Punkten eropgoen. Ab 0,55 Milligramm Alkohol an der ausgeotemter Loft ginn neierdéngs sechs Punkten ofgezunn, wat jo och dann awer e Schrëtt méi ass. Dir dierft also roueg nach weider drénken, souvill wéi Der wëllt, mä ech géif net mengen, datt et gutt wär, dann nach an den Auto ze klammen. Dat kann eppes kaschten.

Véiertens wäert d'Fueren ënnert dem Afloss vun Drogen vum Ofzuch vu véier Punkten op sechs Punkten eropgoen. Dëst, wéi gesot, no de Seuilen, déi och an der Belsch gëllen.

Fënneftens gëtt de Gebrauch vun engem Handy oder engem Tablet während dem Fuere mam Ofzuch vun zwee Punkte bestrooft. Bis haut huet dat kee Punkt kascht. An d'Fräispriechanlage bleiwen nach wie vor erlaabt. Donieft wäert d'Benotze vum Handy mat engem Avertissement taxé vun 145 Euro bestrooft ginn an net méi mat just 74 Euro. An der Chamber ass et nach ëmmer gratis. Bei der Benotzung vum Tablet gëtt en Avertissement taxé agefouert. An dee wäert och bei 145 leien.

Sechstens ass da virgesinn, datt d'Netdroe vum Sécherheetsgurt oder vum Casque um Motorrad och mat zwee Punkte gestrooft wäerte ginn, grad wéi och den Netrespekt vun der Obligatioun, d'Kanner an engem Kannersëtz ze transportéieren. Wou ech emol dervun ausginn, datt dat awer e grousse Konsens an der Gesellschaft fënnt. Dat muss jo sinn, fir datt eis Kanner wierklech geschützt am Auto kënne sëtzen. Dobäi kënnt, datt den Avertissement taxé an dëse Fäll vun aktuell 49 op 145 Euro eropgesat wäert ginn.

Wat dann, siwentens, och zu engem Verloscht vun zwee Punkte wäert féieren, ass d'Bedränge vun anere Gefierer doduerch, datt net genuch Ofstand zu deene Gefierer gehale gëtt. Dat ass meeschtens de Fall op Schnellstroossen oder Autobunnen. Natierlech zielt dat net am Fall vu Stau oder an Zone mat ganz niddreger Vitesse. Do wäert en Avertissement taxé agefouert ginn, dee vu 74 op 145 Euro wäert gehuewe ginn. Sämtlech Avertissemente ginn dann an engem entspriechende Règlement grand-ducal definéiert.

Déi lescht an aacht Modifikatioun am Tableau bezitt sech op den Netrespekt vum Accès interdit, deen an Zukunft och zum Verloscht vun zwee Punkte wäert féieren. Et sinn also eng Hällewull Punkten, déi elo weider kënne verluer goen.

Déi aner Modifikatiounen, déi dëst Gesetz nach betreffen, sinn net direkt esou relevant am Beräich vun der Sécherheet op der Strooss. Se bezéie sech, wéi ufanks gesot, op verschidden Adaptatioune vum alen Text un d'Entwécklung vun der Zäit, a virun allem och op déi europäesch Gesetzgebung, wéi zum Beispill am Beräich vum Contrôle technique. Dat heescht, wann en Auto am Ausland no de Regele vun der Konscht kontrolléiert ginn ass, muss en hei am Land, wann en dann hei ugemellt gëtt, net nach eng Kéier an de Contrôle technique. Weider Detailer dozou fannt Der och a mengem schréftleche Rapport.

Da kéim ech scho bei d'Avisen. Et koumen der eng Hällewull eran.

Deen éischten ass dee vum Statsrot, dee ganz kritesch war. A sengem Schreiwes vum 23. Oktober 2012 huet de Statsrot kritiséiert, datt weder eng kloer Analys, nach e Bilan, nach eng Evaluatioun iwwert d'Ursaache vun de schwéieren Accidenter géif virleien. An deem Sënn war de Statsrot der Meenung, datt dëse Projet de loi aus engem willkürleche Rapiéçage, wéi en et genannt huet, vu Moossname géif bestoen, déi sech net op kloer Erfahrungswäerter géife bezéien. Well mëttlerweil awer eng ganz Rei Statistiken a verschidde Bilanen iwwert d'Ursaach an d'Heefegkeet vun de schwéieren Accidenter virleien, ass d'Kritik vum Statsrot eigentlech net méi berechtegt.

Zu den insgesamt aacht Oppositions formelles vum Statsrot bleift ze soen, datt d'Kommissioun deenen alleguer Rechnung gedroen huet an déi néideg Amendementer dann och ausgeschafft huet. Domat waren déi aacht Oppositions formelles aus de Féiss. Bezunn hu se sech beispillsweis op d'Kompetenz vun de Stagiairë vun der Police am Kontext vun der Reglementatioun vum Verkéier. An deem Punkt huet den initialen Text missen e wéineg zréckgeschrauft ginn. D'Kompetenze vun de Stagiairë konnten net esou grouss sinn, wéi vum Här Minister ugeduecht.

Donieft huet de Statsrot och op eng Rei Voleten opmierksam gemaach, déi ebe just dem europäesche Recht net méi entsprach hunn. Och do fannt Der weider Detailer am Commentaire des articles an a mengem schréftleche Rapport. Et féiert wierklech ze wäit, fir am Detail drop anzegoen.

Da kommen ech zu der Chambre des Salariés, déi sech fréier jo Chambre de Travail genannt huet an d'Aféierung vum Punkteführerschäin an de Joren 2001-2002 massiv kritiséiert hat. Dësem Projet de loi, deen den initiale System jo eigentlech nach verschäerft, steet d'Beruffskummer awer ganz positiv vis-à-vis a begréisst d'Ausriichtung a senger Globalitéit. Ech géif mengen, datt do e gewësse Mentalitéitswandel stattfonnt huet.

Och d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de l'Agriculture hunn de Projet begréisst a waren unisono der Meenung, datt et wichteg wär, d'Sécherheet op der Strooss ze erhéijen.

Erwähne wéilt ech an deem Dossier awer och den onermiddlechen Asaz vun der Association des victimes de la route ënnert der fréierer Leedung vum Här Jeannot Mersch, dee wierklech e grousse Verdéngscht huet am Beräich vun der Sécherheet op der Strooss, an awer och an der Begleedung vun den Ugehéierege vun Affer, déi wierklech ganz vill Leed empfannen no engem Accident. Duerfir wéilt ech als Rapportrice vum Gesetz der ganzer Équipe vun der Association des victimes de la route e grousse Respekt an e grousse Merci fir hir wäertvoll Aarbecht ausdrécken, grad wéi och der Sécurité Routière.

Zum Schluss nach déi wichtegst Daten. Nodeems de Projet de loi den 21. Februar 2012 déposéiert gi war, koum den éischten Avis vum Statsrot den 23. Oktober 2012. En hat eng gewëssen Zäit dertëscht gebraucht, fir de Projet de analyséieren. Säin éischten Avis complémentaire datéiert vum 12. Juli 2013, säin zweeten Avis complémentaire vum 25. Mäerz 2015.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ass vum 27.2.2012, dee vun der Chambre des Métiers vum 19.3.2012, dee vun der Chambre des Salariés vum 27.3.2012 an dee vun der Chambre de l'Agriculture vum 2.4.2012. De 14. Januar 2015 sinn ech als Rapportrice designéiert ginn, an no insgesamt véier Kommissiounssëtzunge vun der neier Nohaltegkeetskommissioun huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

E grousse Merci gëllt dann nach der Madame Josiane Pauly an dem Här Heintz vum Nohaltegkeetsministère fir hir kompetent Berodung, haaptsächlech och um juristeschen Niveau. Mäin zweete Merci geet un d'Membere vun der Kommissioun, déi all Kéier ganz konstruktiv derbäi sinn, an natierlech och un eis Sekretärin Rachel Moris. Da wéilt ech och dem Justin Turpel Awuar soen, deen an eiser Kommissioun ëmmer ganz vill ze erzielen hat.

Dat gesot, invitéieren ech Iech - mat menger grénger Kap um Kapp -, dëse Projet ze stëmmen. E gefält bestëmmt net jiddwerengem, mä e rett Liewen. An dorop kënnt et un!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché, bei där ech duerch d'Fangere gekuckt hunn, well se gläichzäiteg och fir hir Fraktioun matgeschwat huet a mer da largement, mengen ech, och déi Zäit récupéréiert hunn. Merci fir d'Versteesdemech. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als alleréischt wollt ech der Madame Rapportrice, dem Josée Lorsché, e ganz grousse Merci soe fir säin exzellenten an ausféierleche Rapport, souwuel schréftlech wéi mëndlech. An och, mengen ech, hänken ech e Merci dru fir déi geschéckerlech Manéier, wéi d'Josée Lorsché eis Kommissioun dirigéiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- Nach am Joer 1970 goufen et zu Lëtzebuerg 132 Doudesaffer a wäit iwwer 1.000 schwéierblesséiert Leit op eise Stroossen. An et war wuel sécher e gudden Deel manner Verkéier wéi haut. Dës Zuel konnt duerch villerlee Mesuren, natierlech och duerch eng Partie technesch Evolutiounen, reduzéiert ginn, elo bis zum Joer 2014 - déi lescht Zuelen, déi mer kruten - mat nach 35 Doudesaffer an 245 Schwéierblesséierter.

Deemno kéint ee jo zefridde sinn. Et ass vill erreecht ginn zënterhier. An awer ass et esou, datt selbstverständlech all Doudegen op eise Stroossen een ze vill ass, all Liicht- oder Schwéierblesséierten op eise Stroossen een ze vill ass. A kee vun eis kann dat grujelecht Leed an all dee Misär ermiessen, dee sech hannert dësen Zuele verstoppt. Elteren, déi e Kand verluer hunn, Kanner de Papp oder d'Mamm, Partnerschaften, Frëndschaften, déi auserneegerappt goufen, a Matmënschen, déi sech hiert ganzt Liewe musse mat grave Séquellen auserneesetzen.

D'Haaptursaachen, dat wësse mer alleguerten, waren a si bei de Stroossenaccidenter engersäits den iwwerméissege Konsum vun Alkohol an anerersäits déi iwwerdriwwe Vitesse, déi dacks och zesummeginn. An duerfir huet d'Lutte géint ze vill Alkohol um Steier ëmmer de Gesetzgeber viru ganz grouss Erausfuerderunge gestallt.

Fir eng laang Zäit war d'Fueren ënner Alkoholafloss nëmmen eng Contraventioun. Eréischt d'Gesetz vun `53 huet dëse Fait fir d'éischte Kéier als Délit klasséiert. Wien dobäi erwëscht gouf, dee konnt mat enger Amende rechne respektiv enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis maximal ee Joer.

An et huet bis an d'Joer 1971 gedauert, bis d'Strofe fir d'Fueren ënner Alkoholafloss drastesch an d'Luucht goungen, well sech de Gesetzgeber op eemol bewosst ginn ass, datt den Alkohol zu enger vun den Haaptursaache vun de Verkéiersaccidenter gi wor. Deementspriechend sinn d'Prisongsstrofen eropgesat ginn. An zwar war et vun dunn un tëscht aacht Deeg an dräi Joer, déi ee konnt kréien. De legalen Taux gouf als Kompromëss op 1,2 Promill gesat, a bei 0,8 Promill huet ee vun Alkoholafloss geschwat.

Deemools als Unhaltspunkt gouf sech op Etüde vum Conseil de l'Europe respektiv der OECD baséiert. A wann ech soe Kompromëss, dann, well eis Nopeschlänner zu deem Zäitpunkt een

Taux unique vun 0,8 Promill agefouert hunn. Am Joer 1992 hat sech de Législateur d'Fro gestallt, ob et net vläicht opportun wier, fir de Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun ze entspriechen an och de Wee vun eisen Nopeschlänner anzeschloen, fir den Taux ënner 0,8 Promill festzesetzen. An et huet dunn awer nach bis an d'Joer 2007 gedauert, fir den Taux admissible op 0,5 Promill festzesetzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi bedeit an eisen Aen eng weider séier noutwendeg Verbesserung vun der Sécherheet op eise Stroossen. An heimat ginn, et ass schonn och gesot ginn, eng Rei Mesuren aus dem Aktiounsplang Sécurité routière ëmgesat, wou och an der Vergaangenheet et ganz wichteg war a richteg war, fir déi verschidden Akteuren aus deem Beräich un een Dësch ze huelen a mat hinnen zesummen, ob dat elo en ACL, ob dat d'Association des victimes de la route, d'Sécurité Routière, ob dat déi verschidde Ministèren, d'Police, de Parquet waren, fir zesummen ze kucken, wat méiglech ass.

An ech wollt och e Merci lassginn un déi Leit, déi sech an der Vergaangenheet ganz staark engagéiert hunn, virun allem bei der Sécurité Routière a virun allem bei der Association des victimes de la route.

Ech wollt dann awer och drop hiweisen, datt - an d'Madame Lorsché huet dat virdru gemaach - d'Kommissioun fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an der viregter Regierung jo schonn dee Projet examinéiert hat an och amendéiert hat, an déi aktuell Kommissioun sech dann derfir décidéiert huet, an ech mengen, datt dat eng gutt Décisioun war, fir op den initialen Text zréckzekommen, esou wéi e vum deemolege Minister fir Nohaltegkeet, dem Claude Wiseler, déposéiert gouf.

D'Zuele vum Statec an Zesummenaarbecht mat der Sécurité Routière weisen däitlech, datt d'Fueren ënner Alkoholafloss, ech soen et nach eng Kéier, an ze héijer Vitesse eben d'Haaptursaache sinn, wou ee muss den Hiewel usetzen. A genau dat ass gemaach ginn, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren. Dat geschitt mat dësem Gesetz.

A wann een déi rezent Zuele kuckt, déi viru Kuerzem vum Minister presentéiert goufen, da fält op, datt an deenen 908 Accidenter, wou Persoune blesséiert goufen op eise Stroossen, 35 Mënschen en Accident net iwwerlieft hunn. Dat bedeit wuel e Réckgang vun 22% vun 2013 vis-à-vis vun 2014. Mä nach eng Kéier: D'Halschent vun deenen déidlechen Accidenter sinn op d'Vitesse zréckzeféiere gewiescht an 19% op den Alkohol um Steier.

A wat a mengen Aen awer glat net nozevollzéien ass, dat ass déi Zuel, déi Tatsaach, datt ee Véierel vun den Automobilisten, déi déidlech blesséiert goufen 2014, de Gurt net unhaten! Dat heescht, ee Véierel vun deene Leit, déi op de Stroosse gestuerwe sinn, haten de Sécherheetsgurt net un, eng ganz erschreckend Zuel.

Global gekuckt muss een och feststellen, datt an der Vergaangenheet déi grouss Majoritéit vun de Punkte beim Führerschäin ofgezu goufen, well d'Chaufferen ze séier ënnerwee ware respektiv gedronk haten. Dat ass jo dann och eng normal Entwécklung an deem Kontext, wann een dat esou däerf soen. An dëse Phenomeen betrëfft awer net nëmmen déi jonk Leit, mä dëse Phenomeen zitt sech duerch sämtlech sozial Schichten an Alterskategorië vun eiser Gesellschaft.

Wat d'Fueren ënner Drogenafloss ubelaangt, esou ass virgesinn, fir d'Seuilen un déi vun der belscher Gesetzgebung unzepassen - dat ass virdru scho gesot ginn -, an, wat wichteg ass, eben och deem technesche Fortschrëtt ze entsprieche bei der Erkennung vun Drogen.

Engem Bilan no, deen Enn 2014 opgestallt ginn ass, sinn zënter dem Aféiere vum Punkteführerschäin 2002 eng 594.000, also ronn 600.000 Punkten ewechgeholl ginn, dovunner waren 178.856 Chauffere betraff. Eng ganzer 2.506 hunn all hir Punkte verluer. Dat sinn Zuelen, déi, fannen ech, och erschrecken, well déi Punkten, dat Verléiere vu Punkte jo all Kéiers mat Verstéiss géint Verkéiersreglementer an Zesummenhang stoungen, an och net déi mannst Verstéiss géint Verkéiersreglementer.

Strofrechtlech Veruerteelungen hunn zum Ofzéie vun 180.891 Punkte gefouert, dovunner an 48,14% vun de Fäll wéinst Alkohol, 24,29% wéinst Vitesse a 7%, well keng Versécherung virlouch. Da kommen nach ronn 7% vun de Fäll, well de Chauffer een Délit de fuite begaangen huet, respektiv 13,56% vun de Fäll wéinst anere Verstéiss géint de Code de la Route.

Ech wëll och ënnersträichen, datt zënter der Aféierung vum Gesetz vum 2. August 2002 hei am Land d'Zuel vun den Doudesaffer, an dat ass jo och gutt esou, konsiderabel zréckgaangen ass. Et léisst sech also deemno däitlech eng Korrelatioun tëschent dem Punkteführerschäin an der Verbesserung vun der Sécherheet op eise Stroosse maachen.

Wat elo d'Haaptännerunge vun eisem Projet de loi sinn, kann ech mech ganz kuerzfaassen; d'Madame Rapportrice huet dat ausféierlech gemaach.

Eng vun den Ännerunge betrëfft d'Zuel vun de Punkten, déi en Automobilist ka verléieren, wann e géint d'Gesetz verstéisst. Ech géif soe just dat Beispill vun den Délits de grande vitesse: Dat ware bis elo véier Punkten, déi ofgezu goufen, dat ginn der elo sechs. Generell kann ee souguer soen, datt déi verschidden Infraktiounen zwee Punkte méi kaschten an Zukunft, ausser beim Sécherheetsgurt, wou et, mengen ech, awer och ganz gutt ass, datt amplaz vun engem Punkt an Zukunft zwee Punkte verluer ginn.

Da goufen awer och d'Geldstrofen an d'Luucht gesat. Wann ee mam Handy um Steier erwëscht gëtt, beispillsweis, wat ee ganz dacks gesäit dobaussen, datt d'Leit mam Handy telefonéieren, waren et bis elo do 74 Euro ze bezuelen, do ginn dat an Zukunft 145 Euro. An, dat huet virdrun null Punkte kascht, dat kascht an Zukunft dann zwee Punkten.

Datselwecht gëllt och - et ass schonn erwähnt ginn - bei den Tablets. Dat war eben ni virgesinn, well déi Geräter relativ rezent sinn. Och ass et esou, datt d'Smartphonë méi grouss ginn, d'Tablets gi méi kleng, dat heescht, d'Grenze verwëschen do. Och mat Tablets kann een telefonéieren zum Deel. Och do, wéi gesot, an Zukunft zwee Punkten an och do kascht dat 145 Euro Geldstrof.

Beim Netanhale vun engem Sécherheetsofstand ass et dann och nei, datt zwee Punkte fälleg sinn. Datselwecht fir den Accès interdit. Do waren, wéi gesot, virdru keng Strofe virgesinn.

Zum Schluss wollt ech soen, datt ee sech d'Fro awer muss stellen, ob mir an eisem Land net méi responsabel missten Auto fueren. An do huet ee jo ëmmer erëm selwer d'Impressioun, wann ee fiert, datt, wann ee sech zum Beispill un d'Limittevitesse hält, een deen Eenzege mat Momenter ass, deen dat mécht an een dann och systematesch iwwerholl gëtt.

Verkéiersaccidenter passéiere virun allem duerch mënschlech Feeler a besonnesch duerch vermeidbar Verstéiss géint Verkéiersreglementer. An ech soen och ganz däitlech, datt a mengen Aen zu Lëtzebuerg generell ze séier gefuer gëtt. Et gëtt dacks gefëierlech, et gëtt dacks onnëtz iwwerholl. Vill Verkéiersreglementer ginn net eescht geholl. An ëmmer méi Autoen hu kee Winker méi.

Et feelt ganz einfach u Rücksicht op déi aner Leit am Verkéier. An ech mengen,...

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- ...mir wënschen eis alleguerte méi en defensiivt a virun allem e stressfräit Fueren. Vill Leit soe mir, wa se op der Aarbecht ukommen, si se scho gestresst duerch déi Manéier, wéi mer eben Auto fueren.

An ech wollt ganz zum Schluss och eng Fro un den zoustännege Minister stellen. Dat ass, ech weess, keng einfach Fro. Vläicht huet en awer déi eng oder déi aner Äntwert.

Ech froen, wat de Minister gedenkt vun neie kreative Mesuren ze ergräifen, fir der Vision zéro méi no ze kommen. Déi ze erreechen, mengen ech, ass kaum méiglech. Mä et ass awer richteg, wann ee probéiert, där Visioun méiglechst no ze kommen.

Muss een zum Beispill beim Führerschäimaachen awer méi en defensiivt Fueren enseignéiert kréien? Ass et sënnvoll, d'Schoul méi staark nach anzebannen? Wat kann een zousätzlech maache fir d'Sensibiliséierung vun de Leit? Do gëtt vill gemaach. Ass do och nach Sputt?

A virun allem och vläicht nach eng verstäerkt Promotioun vum ëffentleche Verkéier. Respektiv och dozou gehéiert, den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen. Wéi gesot, keng einfach Froen. Mä ech denken, datt awer déi eng oder déi aner Äntwerten do kéinte méiglech sinn.

Domat wollt ech Merci soen an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi brengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Schank. An elo huet direkt d'Wuert den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wëll ech eiser Présidente-rapportrice e grousse Merci soen, un d'Josée Lorsché, fir hir exzellent Rapporten, souwuel déi schrëftlech wéi déi mëndlech. An ech wëll mech awer och de Wierder vu mengem Virriedner Marco Schank uschléissen. Déi Saachen, déi e gesot huet, kënne mer nëmmen absolutt vertrieden.

D'Zuele vum Stroosseverkéier schwätzen eigentlech eng ganz kloer Sprooch. Säit 2001 sinn déi déidlech Accidenter op eise Stroossen ëm ronn 50% erofgaangen, speziell säit dem 1. November 2002 op Basis vum Gesetz vum 2. August vun deem selwechte Joer, wéi de Punkteführerschäin hei am Land agefouert gouf, also viru ronn eppes méi wéi enger Dose Joren.

Goufen 2002 nach méi wéi 70 Verkéiersdoudeger gezielt, waren et der 2014, wéi d'Police net méi spéit wéi de leschte Freideg bekannt ginn huet, a Guillemeten „just" nach 31. Dëst entsprécht am Verglach zum Virjoer engem Réckgang vun net manner wéi 24%, an dat bei enger Populatioun a virun allem engem Automobilspark, dee bestänneg wiisst. Eng positiv Tendenz, och wann een hei ausdrécklech betoune muss, dass all Affer een Affer ze vill ass.

Gläichzäiteg soll ee bei alle Statistiken iwwert d'Verkéiersdoudeger net vergiessen, dass d'Famillje vun Doudegen an och déi vill Verletzter mat hire Familljen a ville Fäll Joren a souguer oft e Liewe laang mat de physeschen a psychologesche Séquellen, déi Accidenter mat sech brengen, liewe mussen.

Wéi een Undeel elo de Punkteführerschäin, isoléiert fir sech geholl, un där beschriwwener, sech zueleméisseg no ënnen entwéckelter Statistik vun de Verkéiersdoudegen huet, ass zumindest hei zu Lëtzebuerg spekulativ. Schliisslech feele genau Daten an Etüden, wéi d'Korrelatioun tëschent dem Punktesystem an der Zuel vun den Autosaccidenter bezéiungsweis de Verkéiersaffer ass.

De Statsrot huet an dësem Kontext an engem Avis vum 23. Oktober 2012 zum Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, och dorop higewisen, dass et keen offizielle Bilan vun den Auswierkunge vum Punkteführerschäi gëtt a keng spezifesch Analys vun den Tatsaache gemaach gouf, dass, obwuel d'Zuel vun den Doudegen op eise Stroossen erofgeet, d'Zuel vun den Infraktiounen duerch ze héich Vitesse an ze héich Alkoholtauxen, genau wéi d'Fäll vu Récidivë sech genau an déi entgéintgesate Richtung entwéckelen, also eropginn.

Onbestreitbar ass awer, dass, och wann et hei zu Lëtzebuerg keng Etüd iwwert den Impakt vum Punkteführerschäin op d'Verbesserung vun der Sécherheet op eise Stroosse gëtt, dës Moossnam, déi fir d'Éischt ofschreckend an duerno eréischt repressiv soll sinn, e kloer moossbaren Effet huet. Etüde vum däitsche Kraftfahrt-Bundesamt zum Beispill weisen däitlech, dass déi verkéiersps ychologesch Konzepter, déi op d'Beaflossbarkeet an d'Léierfäegkeet vun den Automobiliste setzen, duerch de Punkteführerschäin erreecht ginn.

An enger Vergläichsetüd vun deene fir d'Verkéierssécherheet zoustännegen Instanzen aus Éisträich, Holland an Däitschland iwwert d'Punktesystemer an Europa gëtt erkläert, dass d'Wierksamkeet vu Punktesystemer signifikativ zréckzeféieren ass op d'Aussiicht, spréch d'Angscht, dass ee säi Führerschäi verléiere kann. Dës - nenne mer et - Wierksamkeet erkläert och, firwat déi allermeeschte Länner an der Europäescher Unioun e Punktesystem am Führerschäin hunn.

E Verglach vun deenen eenzelne Modeller ass allerdéngs awer schwiereg, wann net onméiglech, well se sech an der praktescher Ëmsetzung zum Deel däitlech vuneneen ënnerscheeden. Esou gëtt ee vun deene verschiddene Länner zum Beispill fir een an deeselwechte Feeler ënnerschiddlech streng op sengem Punktekonto gestrooft. Ausserdeem ginn an deenen enge Länner, wéi zum Beispill Lëtzebuerg, Punkte vun enger urspréngleche Zuel ofgezunn, während d'Punkten esou zum Beispill an Däitschland addéiert ginn.

Och huet een an deene verschiddene Länner am Ufank ënnerschiddlech vill Punkten zegutt, an huet ee säi Bonus opgebraucht, sprécht kee Führerschäi méi, well keng Punkte méi, muss een a verschiddene Länner de Führerschäi ganz nei maachen. An anere Länner gëtt et esou gehandhabt, dass een, während enger gewëssener Zäitspann vu Fuerverbuet, de Führerschäin no Oflaf vun dëser Period awer erëmkritt, ënnert der Konditioun, dass een e Fuerstage matgemaach huet. Dëst ass jo dann och, wéi bekannt, hei zu Lëtzebuerg de Fall.

Här President, trotz alle beschriwwene positiven Auswierkunge vum Punkteführerschäin op d'Fuerverhalen an domadder op d'Sécherheet am Stroosseverkéier ass awer och kloer, dass dëst Instrument nëmmen een Element vun enger ganzer Rei ass, déi zesummegeholl deen néidegen Erfolleg hunn an et erlaben, dat gewënschtent Zil ze erreechen.

Aner Elementer, déi dozou bäidroen, dass d'Zuel vun den Doudegen am Verkéier tendenziell ofhëlt, sinn déi stroossentechnesch Moossnamen, wéi d'Besäitegung vu sougenanntene Gefahrenzonen oder zum Beispill oniwwersiichtleche Kräizungen, schaarfe Kéieren, Beem, déi ze no un der Strooss sinn, an esou weider. Och den Zoustand vun de Stroossen, wéi de Stroossebelag, huet en direkten Afloss op d'Verkéierssécherheet.

Zu dëser Verkéierssécherheet dréit dann och awer natierlech d'Beschränkung vun der Vitesse bäi. D'Vitesse ass nämlech ganz kloer d'Haaptursaach fir déi allermeeschten oft déidlech Accidenter, duerno Alkohol um Steier, a ganz oft ze héich Vitesse a Kombinatioun mam Alkohol. A leider, wéi déi neitsten, scho virdrun ugeschwate Verkéierssituatioune weisen, hélt de Phenomeen vun iwwerdriwwener Vitesse zou amplaz of. Bei 48% vun allen déidlechen Accidenter gouf zejoert, d'lescht Joer also, eng ze héich Vitesse als Ursaach notéiert, währenddeem et 2013 nëmmen 39% waren.

An deem Sënn begréisse mir als LSAP och all Initiativen, déi um staatlechen oder um Gemengeplang geholl ginn, fir verkéiersberouegt Zonen anzeriichten, sief dat mat 30er-Zonen op nevralgesche Punkten oder ganz innovativ, wéi der elo zum Beispill zu Bartreng oder Rodange entstinn, mat engem sougenannten „shared space".

Am Zesummenhang mat den 30er-Zonen an am Kontext vun den entspriechenden Diskussiounen, déi aktuell heizou an Däitschland geféiert ginn, géif ech dem Nohaltegkeetsminister François Bausch d'Fro stellen, wéi hien zu dëse Pläng an eisem Nopeschland steet, fir allgemeng ronderëm all Schoulen, Crèchen an Älters- a Fleegeheemer d'Vitesse op 30 km/h ze limitéieren. Wier dat och eventuell eppes, wat ee sech hei zu Lëtzebuerg kéint virstellen? A wann den Här Minister François Bausch vläicht d'accord wär, kéinte mir dat vläicht, wann e wëllt, ab dem 15. September bei der Eréffnung vun der neier Schoul op der Kap op der Areler Strooss probéieren, wou de Moment d'Demande fir d'Verkéiersluuchte bei dëser neier Schoul en voie d'approbation sinn.

Op enger Nationalstrooss, hei der N6, der Areler Strooss, sech eng limitéiert, verkéiersberouegt 30er-Zon virun der Entrée a Sortie vun enger neier Schoul virzestellen, wär net nëmmen hei zu Lëtzebuerg verkéierstechnesch absolutt innovativ am Sënn vu méi Verkéierssécherheet. Besonnesch, wou et jo hei virun allem och ëm d'Sécherheet vun de Schoulkanner geet, déi am Stroosseverkéier nach ëmmer net déi richteg Reflexer entwéckelt hunn. Wa se zum Beispill voller Freed aus der Schoul lafen, a schonn ass et passéiert, wéi mer dat schonn a fréiere Situatiounen hei haten.

Hei wiere mer ganz frou, Här Minister, wa mer do kéinte vläicht eventuell e Projet pilote maachen. Mä dat kënne mer herno spéider da kucken.

An deem Kader ginn och verschidden Organisatiounen an Däitschland awer souguer esou wäit a fuerderen eng prinzipiell Begrenzung vun der Vitesse op 30 km/h innerhalb all Uertschaft. Och do géif et mech interesséieren, Här Minister, wéi Ar Meenung dozou ass.

Här President, wichteg am Hibléck op méi Verkéierssécherheet sinn awer och d'Opklärung an d'Informatioun. Dëst ënner méiglechst verschiddene Formen, déi geziilt déi verschidden Alterskategorien uschwätzen. Well, entgéint deem, wat ëmmer gäre behaapt gëtt, weisen d'Statistiken, dass et net nëmmen déi Jonk sinn, déi haaptsächlech a schwéier Accidenter verwéckelt sinn, mä och nach virun deene méi Jonken d'Alterskategorien tëschent 45 a 55 Joer.

Wichteg ass och eng gutt a konsequent Ausbildung a Saache Führerschäin, déi bei Bedarf bezéiungsweis a regelméissegen Ofstänn analyséiert an, le cas échéant, neien Entwécklungen ugepasst géif ginn.

Zu dësen neien Entwécklunge gehéiert zum Beispill, wann et esou geet, wéi d'Regierung an hoffentlech och grouss Deeler vun der Bevëlkerung sech dat erhoffen, eng Mobilité douce, déi zouhëlt. Méi Foussgänger a virun allem méi Vëloen, mat deenen entspriechenden Infrastrukturen, verlaange virun allem vun den Automobilisten, fir déi méi eng grouss Präsenz vun net motoriséierten Zweerieder hei zu Lëtzebuerg dach awer eng nei Situatioun duerstellt, ... (veuillez lire: méi eng grouss Opmierksamkeet).

Virun allem awer mussen all Verkéiersteilnehmer verstoen, esou wéi déi aktuell Campagne vun der Sécurité Routière a vun der Regierung et erkläert, dass et nëmme mat engem rücksichtsvolle Matenee geet an dass d'Strooss fir jiddweree gläichermoossen do ass.

E weidert wichtegt Element, dat am politeschen Diskurs fir méi Verkéierssécherheet net

ëmmer genannt gëtt, sinn déi technesch Verbesserungen un den Autoen, zu deenen och eng ganz Rei Zouliwwerbetriber fir d'Automobilindustrie mat hirer performanter Fuerschung an Entwécklung bäigedroen hunn. Dës technesch Innovatiounen hunn an deene leschte Jore mat sech bruecht, dass am Fall vun engem Accident net nëmmen d'Passagéier an den Autoen, mä och déi schwächsten Teilnehmer am Stroosseverkéier, spréch d'Foussgänger, besser geschützt ginn, wéi zum Beispill duerch automatescht staarkt Ofbremse vum Auto oder Airbag ënnert der Kühlerhauf an esou weider.

Dee politeschen Afloss ass an dësem Beräich vläicht um nationalen Niveau begrenzt, mä zumindest op europäeschem Niveau, wou déi verschidde Sécherheetsbestëmmungen, déi Autoe konstruktiv bedéngt erfëlle mussen, festgeluecht ginn, kënnen och eis Lëtzebuerger Politiker am Kader vun hiren Aflossméiglechkeeten aktiv an dësem Beräich fir méi Verkéierssécherheet plädéieren.

Vläicht kann ee souguer esou wäit goen a spekuléieren, dass verschidde soziologesch Entwécklungen ee méi oder manner direkten Afloss op d'Stroosséchерheet hunn. Esou weisen divers Etüden aus dem Nopeschland, virun allem aus Däitschland, dass den Auto bei de Jonke vun haut ëmmer méi als Statussymbol ausgedéngt huet. Vill Jonker gesinn den Auto ëmmer méi als e Mëttel zum Zweck un, also als e Mëttel, dat een notzt virun allem, wa keng gutt aner Transportméiglechkeet zur Verfügung ass, fir vun engem Punkt A op B ze kommen.

Doraus ergëtt sech net nëmmen, dass virun allem an den auslännesche Groussstied de Covoiturage an de Carsharing vu Joer zu Joer an d'Luucht ginn, mä och, dass, wann déi Jonk sech en eegenen Auto zouleeën, Stéchwuert Statussymbol, si op déi manner staark Motorisatiounen zréckgräifen, wat sech jo och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an de Statistike confirméiert.

Beim Stéchwuert Statistik sinn ech dach iwwerrascht oder e bëssen erschreckt - ech menge grad wéi mäi Virriedner Marco Schank -, dass 25% vun den Doudegen d'lescht Joer kee Gurt unhaten. Do muss ee sech dach awer Froe stellen, dass hautdesdaags nach Leit wierklech ouni Gurt dorëmmer fueren! Oder kéint dat eventuell mat aneren Ursaachen ze dinn hunn, dass ënner Ëmstänn bewosst kee Gurt ugedoe ginn ass, oder, fir et méi däitlech ze soen, mat Suicideabsichten?

Do stellen ech d'Fro, ob bei esou schwéieren Accidenter, wou sech erausstellt, dass de Chauffer wierklech kee Gurt unhat, och an deem Sënn eventuell Expertisë gefouert ginn, well dobäi jo och nach oft ganz aner Verkéiersteilnehmer zu Schued kommen. An och guer net ze schwätze vun de Sekuristen, déi esou grausam Accidenter raume mussen an deenen een dofir net oft genuch ka Merci soen.

A last but not least ass et leider esou, dass all Regelen a Moossnamen et néideg maachen, dass d'Anhalen dovunner duerch Kontrollen, ob dës elo vu Polizeibeamten oder vu fixe Radaren, esou wéi se elo gläich hei zu Lëtzebuerg zum Asaz komme wäerten, iwwerholl ginn, a Verstéiss ebe mat där néideger Häert musse bestrooft ginn, wéi dann hei den Entzuch vu Führerschäinspunkten.

Dass de Punkteführerschäin nëmmen een Element fir méi Sécherheet op de Stroossen ass, weist och den Aktiounsplang Sécurité routière vun der Regierung. De laangfristegen Objektiv vun dësem Aktiounsplang mam Numm „Vision zéro", dee vun 2014 bis 2018 leeft, ass gradesou ambitiéis wéi kloer: Null Doudeger an null Schwéierblesséierter op eise Stroossen!

Dëse Plang soll dann och bei der Ëmsetzung vum mëttelfristegen europäeschen Zil hëllefen, bis 2020, an am Vergläich zu 2011, d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen ëm d'Halschent ze reduzéieren an d'Zuel vun de Schwéierblesséierten däitlech zréckzeschrauwen.

Mam Plang „Vision zéro" sollen d'Problemer an d'Erausfuerderungen identifizéiert ginn, déi sech aktuell den Efforte fir d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet an de Wee stellen, an dann dorauser déi Mesuren definéiert ginn, déi musse geholl ginn, fir deenen Erausfuerderungen ze begéinen. D'Moossnamen, déi geholl solle ginn, betreffe sougutt d'Usageren am Verkéier, d'Stroosseninfrastrukture wéi d'Gefierer.

Eelef Erausfuerderungen huet d'Regierung an Zesummenaarbecht mat enger ganzer Rëtsch vun Organisatiounen, Associatiounen an Administratiounen definéiert, an déi déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP fannen. An och dofir, grad eméi eise Virriedner dat gesot huet, wëll ech och do dem AVR eisen extra grousse Merci soen.

Ech si ganz kuerz, déi eelef Mesuren: d'Reduktioun vum Fueren ënner Alkohol-, Drogen- oder Medikamentenafloss, d'Promotioun vun de Sécherheetsequipementer, d'Stäerkung vun der Opmierksamkeet um Steier an d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen, de Schutz vun de vulnerabele Verkéiersteilnehmer, spréch de Foussgänger, Vëlos- a Motosfuerer, méi sécher Stroosseninfrastrukturen, eng kohärent Preventiounspolitik, d'Verbesserung vun der Formatioun vun de Chaufferen, Sensibiliséierungscampagnen, effikass Polizeikontrollen an d'Revisioun vun de Sanktiounen, wéi dann elo haut de Punkteführerschäin.

Ganz uewen op der Prioritéitelëscht steet fir déi Verantwortlech vum Aktiounsplang d'Bekämpfung vun den Excès de vitesse. Mesuren, déi et erlabe sollen, dëst Zil ze erreechen, sinn ënner anerem d'Installatioun vu feste Radaren, d'Verbesserung vun der Visibilitéit vun de Vitesselimitatiounen, virun allem an eventuell verkéiersberouegt Zonen a Reduktioune vun der Vitesse ausserhalb vun den Uertschaften. Schliisslech Kontrolle sur place mat enger Verschäerfung vun de Sanktiounen, wéi dann de Punkteführerschäin.

De Punkteführerschäin huet virun allem en dissuasive Charakter an erlaabt et virun allem, wierksam virzegoe géint Récidivisten an Automobilisten, déi duerch hir onugepasste Fuerweis opfalen. Den Effet vum Punktesystem steet an engem gewëssene Mooss och an direkter Relatioun zu der Héicht vun der Strof, also zu de verluerene Punkte fir e bestëmmtent Fuerverhalen.

Deementspriechend huet d'Regierung décidéiert, mat deem hei virleiende Gesetz d'Zuel vun de Punkten, déi ee bei verschiddene Verstéiss géint de Code de la Route verléiert, ze iwwerschaffen an am Sënn vu méi Verkéierssécherheet no uewen unzepassen. Wann ech soen, d'Regierung, dann ass domadder sougutt déi viregt wéi déi aktuell Regierung gemengt.

Urspréinglech gouf de Projet zu deem neie Gesetz am Dezember 2012 vum deemolege Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen, Claude Wiseler, deponéiert. Nodeems déi deemoleg verantwortlech Chamberskommissioun verschidden Amendementer virgeschloen hat, fir verschidde Sanktiounen, ënner anerem fir Delikter wéinst ze héijer Vitesse oder bei Fueren ënner Alkoholafloss, par rapport zum Regierungsprojet ofzeschwächen, huet dës Regierung, zesumme mat der aktueller Nohaltegkeetskommissioun, décidéiert, opgrond vun deenen trotz réckleefeger Zuel vu Verkéiersdoudegen ëmmer nach ganz beonrouegende Statistiken, erëm op deen urspréinglechen Text an déi urspréinglech Sanktiounen zréckzekommen, wouriwwer mer ganz frou sinn.

Mat der Differenz, dass eng zousätzlech Sanktioun fir den Netrespekt vun engem Accès interdit agefouert gëtt an d'Benotze vun engem GSM oder engem Tablet, wéi et elo scho gesot gouf, mat zwee Punkten zukünfteg nach méi staark bestrooft gëtt, wéi dat urspréinglech mat engem Punkt geplangt war.

Och wa meng Virriedner schonn doriwwer geschwat hunn, wëll ech opgrond vun der Wichtegkeet vun den neien Dispositiounen e puer vun deenen Haaptsanktiounen nach eng Kéier kuerz widderhuelen.

Fir d'Iwwerschreide vun der erlaabter Vitesse ëm 50% an op d'mannst 40 km/h sinn an der Zukunft véier amplaz zwee Punkt fälleg. D'Sanktioun vun engem Délit de grande vitesse, also wann d'Limite ëm 50% ëm mindestens 20 km/h iwwerschratt gëtt an dee schëllege Chauffer an deene leschten dräi Joer schonn eng Kéier fir ze héich Vitesse belaangt gouf, si sechs amplaz véier Punkte fälleg.

Véier respektiv sechs Punkten amplaz virdrun zwee a véier kascht et mat deem neie Gesetz, wann ee mat tëschent 0,8 bis 1,2%, iwwer 1,2 Promill Alkohol am Blutt erwëscht gëtt. Wie säi Gefier ënner Drogen- oder Medikamentenafloss steiert, deem säi Punktekonto geet ëm sechs - aktuell véier - Punkten erof. Telefonéieren um Steier, d'Benotze vun engem Tablet, d'Netdroe vum Sécherheetsgurt bezéiungsweis um Moto ouni Helm, d'Netrespektéiere vum Sécherheetsofstand genau wéi scho gesot den Netrespekt vum Schëld Accès interdit, all déi Infraktioune kaschte jeeweils zwee Punkten.

Als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, Här President, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass mat dësem Gesetz vun haut, mat dem Iwwerschaffe vun de Sanktioune vum Punkteführerschäin et net ëm eng blann Sanktiounspolitik mat enger willkürlecher Persekutioun a Bestrofung vun Automobiliste geet. D'Accidenter op eise Stroossen, ob elo mat oder ouni Doudeger, suergen einfach fir vill ze vill mënschlecht Leed. De Punkteführerschäin an de Risiko, seng Punkten an, le cas échéant, säi Führerschäin ze verléieren, hunn, wéi wëssenschaftlech nogewisen, eng kloer ofschreckend Wierkung an hëllefen esou, eis Stroossen am Sënn vun alle Bierger méi sécher ze maachen.

De Punkteführerschäin ass, an zu dësem Zil hin, awer nëmmen een Element vun engem Ensembel aus repressiven, hoffentlech ofschreckenden an am Endeffekt domat vu preventive Moossnamen, déi déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP fannen. An domadder, Här President, ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen an eiser Gesellschaft leider feststellen, datt et ëmmer méi e Réckgang vum sougenannten „civisme automobile" gëtt. Am Kloertext: De Stroosseverkéier gëtt fir Eenzelner u sech zäitweis quasi eppes wéi e rechtsfräie Raum. Sécher ass et eng Minoritéit, mä et ass eng Minoritéit, déi eis allerdéngs ganz vill Problemer mécht. Dat huet dermat ze dinn, datt natierlech och dem Auto, virun allem dem Autobesëtz, e gewëssene Kultstatus och reservéiert ass. A wann een ëmmer dee flotten Ausdrock do zitéiert: „Den Auto ass dem Lëtzebuerger säi léifst Kand", da seet dat jo och munches aus.

Mir mussen allerdéngs wëssen, ouni datt mer den Auto u sech hei sollen a Fro stellen, datt den Auto haut net méi en exklusiivt Fortbewegungsmëttel ass, mä datt den Auto éischter eng secondaire Roll soll spillen. An et ass hei virdrun och schonn ugeklongen, datt u sech de ganze Verkéiersraum muss an Zukunft aneschter gesi ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier: De Rôle vum Auto soll hei op kee Fall verdäiwelt ginn, Autofuere soll och an Zukunft nach Spaass maachen, mä Autofuere mécht mat Sécherheet vill méi Spaass, wa sech un elementar Regele gehale gëtt.

An d'Statistiken, an där sinn hei schonn eng Rei opgezielt ginn, beweisen et ganz kloer: Leider muss an Zukunft méi repressiv gehandelt ginn, well déi beschtgemengt Sensibiliséierungscampagnen, déi een och nëmme kann ënnerstëtzen an och hoffen, datt der och an Zukunft nach eng Rei wäerte gemaach ginn, déi hu leider net ëmmer de gewënschten Erfolleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schonn 1992, et war den 19. Juni, dunn hat déi deemoleg Bauten- an Transportkommissioun an engem Rapport Folgendes festgehalen, ech zitéieren: «(...) la majorité des accidents sont dus à la faute humaine (vitesse excessive, alcool au volant, non-respect de la priorité, défaut de maîtrise) et estiment ensemble avec le Gouvernement que les pouvoirs publics ne sont pas pour autant dégagés de leur responsabilité, mais doivent créer sur le plan pédagogique, infrastructurel, pénal et technique le cadre adéquat pour mener les usagers de la route à adopter un comportement plus responsable vis-à-vis d'eux-mêmes et d'autrui et plus conscient des dangers du trafic automobile». An 1993 hat och d'Chamber hei deemools schonn eng Motioun zréckbehalen, fir de Punkteführerschäin anzeféieren.

Iwwregens wëll ech drop hiweisen, datt eist Nopeschland Frankräich schonn 1992 de Punkteführerschäin agefouert huet an domadder mat Sécherheet net déi schlechtst Erfahrung gemaach huet, au contraire. An eise Modell vum Punkteführerschäi baséiert jo och op hirem.

Déi sukzessiv Regierungen haten och ganz grouss Efforte gemaach, fir déi desastréis Situatioun an de Gréff ze kréien. Esou beweist d'Statistik - a well se awer esou impressionnant ass, soll ee se awer hei nach e puermol widderhuelen -, datt zënter de 70er Joren, do wou mer am Fong geholl wierklech déi desastréis Situatioun erreecht haten, datt déi dach kontinuéierlech zréckgaangen ass. Ech wëll drop hiweisen, datt mer 1970 114.000 immatrikuléiert Autoen haten. Deemools waren 2.500 Accidenter mat 132 Doudegen. Dat waren 2,2% vun dem immatrikuléierte Fuerpark. 1980 ass dee Prozentsaz op 1,53% zréckgaangen an am Joer 2000 op 0,62%.

Mä trotz deem positive Réckgang laueren natierlech nach vill ze vill Geforen op eise Stroossen. 2013 hate mer nach ëmmerhi 45 Doudeger. 60% vun den déidlechen Accidenter waren deemools op iwwerdriwwe Vitesse an och op Alkoholkonsum zréckzeféieren. An d'lescht Joer, déi Statistike si jo elo kierzlech hei ënnerbreet ginn, waren et nach 35 Doudeger. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Dat ware 35 Doudeger ze vill!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV/DP-Regierung vun 1999 bis 2004 hat jo der Sécherheet am Verkéier u sech eng ganz grouss Bedeitung an hirer Transportpolitik reservéiert. Deemno gouf och deemools an där Logik de Punkteführerschäin agefouert duerch d'Gesetz 4712, den 3. Juli 2002. An et muss ee ganz éierlech soen, an et ware jo eenzel Kolleeginnen a Kolleegen deemools och do derbäi, dozou war natierlech e gewëssene politesche Courage erfuerdert.

Mir wëssen, datt eng ganz grouss Oppositioun vu ganz ville Säiten deemools ze verspiere war. Ech erënneren och nach eng Kéier un d'Chambre de Travail hei, déi sech kategoresch deemools géint de Punkteführerschäin ausgeschwat hat. Ech wëll och drun erënneren, datt et nëmmen dräi Parteie goufen, déi de Punkteführerschäin deemools gestëmmt haten, ënner anerem d'Demokratesch Partei. Haut géif ech awer scho bal woen ze behaapten, datt de Punkteführerschäin als Prinzip vu kengem méi wäert a Fro gestallt ginn. Well d'Statistik huet jo awer gewisen am Laf vun de Joren, datt d'Inzidenz vum Punkteführerschäin op d'Verkéierssécherheet sech dach positiv ausgewierkt huet.

En huet natierlech zwee Haaptavantagen: éischtens den Effet dissuasif. Dat heescht, e soll zu méi verantwortungsvollem Behuelen am Stroosseverkéier féieren. An dann zweetens ass dat awer och, muss een hei ënnersträichen, de pädagogesche Volet vun dem Punkteführerschäin.

Duerch dat Gesetz, wat mer elo haut hei stëmmen, ginn natierlech eng Rei Mëssuechtunge vum Code de la Route méi staark sanktionéiert. Sécher, et ass net ëmmer angenehm fir de Législateur, fir u sech d'Schrauf nach méi zouzedréien, fir de Bierger dobaussen am Fong geholl nach méi ze sanktionéieren. An ech sinn och iwwerzeegt, datt déi Wéinegst heibannen dat mat grousser Iwwerzeegung oder mat Freed maachen. Mä d'Situatioun dobaussen ass nun eben esou, datt een awer an engem Rechtsstat och als Législateur forcéiert ass, wann ee gesäit, datt awer gewëssen Iwwerschreidungen net méi akzeptabel sinn, datt een dann och dee Moment muss reagéieren.

Natierlech gëtt dann oft d'Argument vun dem Agréff an d'Fräiheet zitéiert. Autofuere gëtt natierlech als e Stéck Fräiheet duergestallt. Jo, dat ass natierlech net falsch. Mä et muss een awer och wëssen, datt de Fräiheetsgenoss seng Grenzen huet, a besonnesch am Stroosseverkéier. A mir mussen awer leider feststellen, datt eenzel Leit dat nach ëmmer net verstanen hunn. Dowéinst ass et mat Sécherheet vertrietbar, datt de Législateur hei op deen dote Wee geet.

An éischter Linn geet et natierlech ëm d'Vitesse. Dat ass keng nei Erkenntnis. Mir wëssen dat. Wa mer d'Statistik kucken, ass de Gros vun den Accidenter, virun allem vun den déidlechen Accidenter, natierlech op d'Vitesse zréckzeféieren. Dowéinst ass et och begréissenswäert, datt hei u sech Modifikatioune kommen, datt Erhéijunge vun der Punktenzuel kommen, sief dat vun zwee op véier, wann een, wéi gesot, 50% iwwert der erlaabter Vitesse läit oder op d'mannst 40 km/h iwwert dem Maximum gefuer ass. Dat ass richteg.

An ech wëll hei virun allem op d'Situatioun an de Zones 30 hiweisen. D'Zone 30, déi jo och e laange Wee gaangen ass, wou eng grouss Retizenz war a ganz ville Gemengen - nach haut! -, wou eenzel Gemengen nach ëmmer e bëssel chen zécken, fir d'Zone 30 anzeféieren! Ech kann dat awer roueg aus eegener Erfahrung soen: Do soll een de Courage hunn, och wann dat am Ufank politesch net ëmmer onbedéngt gewënnbréngend ass. Mä mat der Zäit stellt sech do awer eng ganz aner Mentalitéit an an d'Leit gesinn och ganz séier, wéi wichteg datt et ass, datt et Zones 30 ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mä op där anerer Säit muss een awer feststellen, datt et nach ze vill Autofuerer ginn, déi mengen, d'Zone 30, dat wär just e Schëld, mä et bräicht ee sech net un déi Reduktioun vun der Vitesse do ze halen.

Datt den Délit de grande vitesse hei vu véier op sechs Punkten eropgesat gëtt, ass fir eis eng Evidenz, well schlussendlech handelt et sech hei ëm Récidivisten. A Leit, déi eng Kéier eng giel Kaart kruten, an d'Fussballspiller wëssen dat am beschten, wann een eng rout kritt, dann ass d'Spill eriwwer! Dowéinst, wéi gesot, kënne mir ganz gutt dermat liewen, datt hei eng Modifikatioun virgeluecht gëtt.

Ech wëll an deem Kontext och nach drop hiweisen, wa mer iwwert d'Vitesse schwätzen, datt de Moment jo d'Diskussioun an enger Rei Länner leeft, fir zum Beispill ausserhalb vun den Agglomeratiounen, méi spezifesch op verschiddene Landstroossen, d'maximal Vitesse vun 90 op 80 km/h erofzesetzen. Ech weess, datt och dat eng ëmstridden Iddi ass. Ech hat an deem Kontext och eng Question parlementaire un de

Minister geschriwwen, deen a priori sech net dergéint ausgeschwat huet, och net direkt derfir, wat ech och verstinn, soudatt do jo och e Groupe de travail agesat ginn ass. Et gëtt natierlech Leit, déi dat befürworten, och hei zu Lëtzebuerg, d'Sécurité Routière zum Beispill. Et ass eppes, doriwwer sollt een zumindest nodenken. A vläicht kann den Här Minister och herno dozou kuerz eng Ausso maachen.

Wa mer, wéi gesot, nach um Niveau vun der Vitesse sinn: Mir sinn och de Moment jo an der Diskussioun an der Chamberskommissioun iwwert d'Installatioun vu Radaren. Och dat ass eng Moossnam, déi net jiddwerengem gefält. Ech kann allerdéngs hei scho soen, datt d'Demokratesch Partei awer wäert zu deem Gesetz och hir Zoustëmmung ginn.

En zweeten Aspekt vun der ganzer Problematik ass natierlech den Alkohol. Den Alkohol, dee jo awer mat der Vitesse den Haaptfaktor vun deene villen Accidenter ass! Datt och hei elo Modifikatioune geholl ginn, dat kënne mer nëmmen ënnerstëtzen. Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi d'Erofsetze vun 0,8 ‰ op 0,5 ‰ vum deemolegen Transportminister Lucien Lux décidéiert gi war, dat huet him natierlech net nëmmen Zoustëmmung abruecht.

Et muss een awer och hei nach eng Kéier ganz kloer soen, datt Alkohol an Autofuere sech net onbedéngt gutt verdroen an datt nach wie vor natierlech gär emol Autofueren ënner Alkoholafloss e bëssen als Kavaléiersdelikt ugesi gëtt. Ech mengen, do soll een éierlech sinn: Déi Wéinegst kënne soen, datt se vläicht nach ni (veuillez lire: nach ni, wa se eppes gedronk haten) - och wann et nëmmen ee Patt war - awer Auto gefuer sinn. Mä et muss een awer och do ganz kloer ënnersträichen, datt dat awer wierklech dee Faktor ass, dee ganz séier derzou féiert, datt Accidenter kënne passéieren. Dofir ass et och falsch, fir ëmmer dat ze verharmlosen.

Ech fannen et och richteg, datt verschidde Chaufferskategorien natierlech net sech kënnen erlaben, deen Alkoholgehalt am Blutt ze hu wéi den duerchschnëttleche Chauffer. Ech denken natierlech hei besonnesch un d'Beruffschaufferen. Si hunn eng zousätzlech Verantwortung am Verkéier.

Neierdéngs, an ech hunn dat net méi spéit wéi de Moien an der Zeitung gelies, gëtt et anscheinend elo en neie System, an zwar eng sougenannt „Spär", dat heescht, wou ee selwer muss am Fong geholl en Alkoholtest maachen a wann deen natierlech dee Moment positiv ass, da kann een de Motor net umaachen. Bon, d'Technik léisst sech ëmmer nei Saachen afalen. Ob dat elo en Element ass, wat een an Zukunft soll gebrauchen, dat loossen ech de Moment emol nach am Raum stoen.

Ech muss awer an deem Kontext hei eng Remarque maachen, déi vläicht elo net schrecklech populär fir eenzel Leit ass. Ech ginn awer ganz éierlech zou, ech hunn d'lescht Woch Kenntnis vun engem Uerteel geholl, do ass en Autofuerer, dee fir d'Véiert - fir d'Véiert! - erwëscht ginn ass, datt en en ze vill héijen Alkoholtaux hat. Bei der véierter Kéier huet en e Motofuerer déidlech - déidlech! - ugestouss. D'Uerteel ass ausgefall: 42 Méint Fuerverbuet, allerdéngs kann en nach op d'Aarbecht fueren, respektiv eng Geldstrof vu 500 Euro a 15 Méint Prisong mat Sursis.

Et steet mir elo net un, hei dat Uerteel ze kommentéieren. Ech mengen, doriwwer soll jiddweree sech seng Gedanke maachen. Ech huele mer awer trotzdeem d'Fräiheet hei eraus, mer awer zumindest meng Gedanken iwwert d'Héicht vun deem Uerteel ze maachen an hei awer meng Verwonnerung do auszedrécken.

En aneren, weidere wichtegen Aspekt ass natierlech awer och an där ganzer Problematik den Drogenafloss eriwwer op d'Autofueren, wou sech och ëmmer méi gréisser Schwieregkeeten erausstellen. Ech mengen, d'Statistik beweist dat och, datt vill Accidenter zréckzeféiere sinn op Leit, déi ënner Drogenafloss sinn, respektiv op Medikamentekonsum. A besonnesch sinn et jo do psychotropesch Medikamenter, déi leider ëmmer méi an eiser Gesellschaft genotzt ginn, déi awer och en negativen Impakt op d'Autofueren hunn. An och dat ass eng Entwécklung, déi mer op kee Fall kënnen ignoréieren. Och do muss d'Fro gestallt ginn, ob net misste méi zousätzlech prophylaktesch Kontrolle gemaach ginn.

Ech wëll och do drop hiweisen, datt zum Beispill am Moment franséisch Chercheuren un engem Projet schaffen, fir op Basis vun enger Spautanalys festzestellen, wéi héich de Middegkeetsgrad vum Chauffer ass. Och do, wéi gesot, hat ech dem Minister eng Kéier eng Fro gestallt. Ech weess, dat sinn natierlech elo nach Projeten, déi an engem embryonalen Zoustand sinn, déi natierlech a priori och vläicht net onbedéngt populär kléngen. Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, wat ëmmer priméiere muss, dat ass natierlech d'Sécherheet besonnesch vis-à-vis vun all deenen Autoschaufferen, déi sech korrekt am Verkéier verhalen.

En anert Element, wat jo dann och hei zousätzlech Punkten an Zukunft wäert bedeiten, dat ass d'Telefonéieren am Auto. Och do - ech mengen, jiddweree mécht déi Erfahrung praktesch all Dag - begéint ee regelméisseg Leit... Net méi spéit wéi de Moien, wéi ech heihinner komm sinn, hunn ech nach e Buschauffer gesinn erëm mam Handy do fueren! Ech mengen, da muss een awer ganz éierlech sech Froe stellen. An dat ass net en Eenzelfall gewiescht. Do ass et natierlech besonnesch grav, mä et gesäit een einfach nach ze vill Leit, déi sech d'Recht eraushuelen, mat där enger Hand ze fueren a mat där anerer Hand ze telefonéieren. Dat kann einfach net sinn! An datt do eben och elo Punkteverloscht virgesinn ass, ass net méi wéi richteg.

Iwwerhaapt - ech soen dat elo e bësse méi a mengem perséinlechen Numm hei - muss ee sech d'Fro stellen, wéi wäit datt Telefonéieren insgesamt, och mat enger Fräisprechanlag, awer trotzdeem de Chauffer deelweis ka vu senger Konzentratioun oflenken. Well et ass nach ëmmer en Ënnerscheed, ob ee mat engem schwätzt, deen niewent engem sëtzt, oder ob een enger Stëmm muss nolauschteren, déi aus engem sougenannte Lautsprecher kënnt. Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill a Frankräich d'Telefonéiere beim Autofueren, datt dat déi véiertheefegst Ursaach ass vun den Accidenter. Och dat, mengen ech, misst also ouni Zweifel ze denke ginn!

Datt et eben awer nach ëmmer vill Autofuerer och ginn, déi kee Sécherheetsgurt undinn, ass natierlech verwonnerlech. Do huet de Virriedner, de Roger Negri, allerdéngs recht, ouni datt een natierlech kann do lescht Beweiser brénge. Mä et kënnen awer och do aner Ursaachen dru schold sinn. An awer si mer eis jo och bewosst, datt et nach ëmmer Leit ginn, déi d'Uleeë vum Gurt als eng Aschränkung gesinn. An och do soll een awer ganz kloer drop hiweisen, wéi wichteg datt et ass, datt de Gurt awer ugeluecht gëtt. Datselwecht gëllt fir d'Kannersëtzer. An et ass och inakzeptabel an och, wéi gesot, guer net responsabel als Elterendeeler, wann ee Kanner op eng net adequat Manéier am Auto mat transportéiert.

En neit Phenomeen, wat elo am Fong geholl dann och Agang fënnt an d'Modifikatioun hei vum Gesetz, dat heescht, wou och elo an Zukunft Punkte wäerten ofgezu ginn, dat ass natierlech dat, wat een och bal all Dag virun allem op den Autobunnen erlieft: wa verschidde Leit engem praktesch hannen op der Stoussstaang pechen a mengen, et misst ee méi séier fueren, obwuel ee sech un déi normal virgeschriwwe Vitesse hält. Och dat ass eng Situatioun, déi inakzeptabel ass, déi och ganz geféierlech ass. Wann et muss zu engem akute Bremsmanöver kommen, kenne mer d'Suitten.

Och do muss een natierlech de Moment soen, datt et relativ schwiereg vläicht ass, vum technesche Standpunkt aus, fir dat definitiv festzestellen. Mä ech mengen, wann d'Radaren agefouert ginn, dann dierft dat och manner problematesch sinn, fir, wéi gesot, déi Ofstänn do ze fixéieren.

Ech wëll an deem Kontext awer vläicht och eng Fro nach un de Minister stellen. Besonnesch op franséischen Autobunne gëtt regelméisseg op déi Problematik vum Ze-no-Opfueren duerch Panneauen higewisen - respektiv d'Säitesträifen, déi dann ënnerbrach sinn -, wou den Autofuerer drop higewise gëtt, wat en am Fong geholl misst als Mindestofstand respektéieren. Ech weess, mir hunn natierlech vill méi e klengen Autobunnsréseau, mä d'Fro ass awer vläicht pertinent, ob et net op där enger oder anerer Plaz och hei zu Lëtzebuerg vläicht net vu Muttwëll wär, fir och dann esou Moossname virzegesinn.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt de Minister jo - och schonn an deem fréiere Gesetz - natierlech d'Fakultéit huet, fir ze décidéieren, wéi laang d'Validitéit vum Führerschäin ass, wann d'Sanktioune festgestallt ginn. Ech mengen, och do soll een eng ganz kloer Linn hunn. Och do soll een natierlech wëssen, datt en éischt Vergehen net onbedéngt eppes extrem Graves ass, sofern et sech ëm eng normal Sanktioun handelt, datt een och do, wéi gesot, muss wëssen, wéi ee sech wéini am Fong geholl dann als zoustännege Minister ze verhalen huet. Mä ech mengen, bis elo ass awer do keng gréisser Problematik ze erkennen.

Wou et natierlech awer keng Gnod däerf ginn, dat ass bei Récidivisten, besonnesch wann een... Wéi gesot, dat Beispill, wat ech virdru genannt hunn, do, mengen ech, däerf een awer net zécken, fir am Fong geholl méi haart kënne virzegoen.

E bëssen ass zwar och ze bedaueren, wéi gesot, wa mer am Beräich vum Punkteführerschäi sinn, datt dat natierlech nach ëmmer net europäesch harmoniséiert ass, datt am Fong geholl do awer nach muss légiféréiert ginn, fir datt eben och innerhalb vun der ganzer Europäescher Unioun Sanktioune gläich gesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdrun och schonn hei ugeklongen: Natierlech geet et net nëmmen duer, datt ee repressiv Moossnamen hëlt. Natierlech sinn awer och infrastrukturell Ursaachen do, an och den Zoustand vum Auto ass eng Ursaach, firwat datt et zu Accidenter kënnt, obwuel dat natierlech éischter a méi begrenzte Fäll de Fall ass. Wa mer schonn, wéi gesot, bei den Infrastrukture sinn, dann ass een och ganz séier bei deenen Aarbechten, déi munchmol u Stroosse gemaach ginn, sief dat, datt geféierlech Kéieren erausgeholl ginn, sief dat, datt d'Stroossen am Fong geholl verbreedert ginn. Obwuel dat, wann een esou zréckkuckt, och net ëmmer mat deem ganz groussen Erfolleg de Fall war.

Ech wëll vläicht nach op ee Punkt hiweisen, dat ass den Aspekt vun de Stroossebeem. Och do ginn d'Meenungen auserneen. Mir hu Leit, déi kategoresch dergéint sinn, datt mer iwwerhaapt nach e Bam laanscht eng Strooss setzen. Anerer gesinn dat komplett anescht. Ech gi ganz éierlech zou, datt ech vläicht dann éischter zu där zweeter Kategorie gehéieren, wat awer net soll verhënneren, wann natierlech awer elo extrem Situatioune weisen, wou e Bam wierklech e Geforepunkt duerstellt, datt do och natierlech soll d'Motorsee geholl ginn. Mä ech warnen awer do virdrun, fir elo ze mengen, mir misste schéin Alleeë laanscht d'Stroossen einfach ofseeën, dat aus Rücksicht op d'Autofuerer. Well ech menge souguer, datt dat éischtens esouguer ka positiv sinn, wann ee Landstroossen huet, déi am Fong geholl encadréiert sinn, och duerch Beem. Ech weess jo awer, datt de Minister jo awer do aus engem Eck kënnt, wou wahrscheinlech dann d'Motorsee net esou séier wäert geholl ginn, fir Stroossebeem ewechzemaachen.

Här President, ech wëll awer dann och nach drop hiweisen, datt et awer evident ass, wa Sensibiliséierungscampagnen an och d'Éducatioun net dat gewënschtent Zil erreechen, datt dann natierlech muss an engem Rechtsstat och légiféréiert ginn. Dat maache mer haut. Mir setzen haut en neie Kader. Mir änneren de Code de la Route ëm.

Ech wëll och hei kloer ënnersträichen, datt mer insgesamt déi Transportpolitik, déi de Moment hei vun dëser Regierung a méi spezifesch vum Minister gemaach gëtt, datt mer déi ënnerstëtzen, well net gezéckt gëtt, hei wierklech mam Fanger op d'Wonn hinzeweisen. Mir stellen also, wéi gesot, als Demokratesch Partei dës Politik net a Fro, ganz au contraire. Mir sinn och do am Aklang mat eisem Wahlprogramm, wou ech ganz kuerz däerf nach eng Kéier zitéieren aus dem Joer 2013: „Wir stehen zu den pädagogischen und präventiven Maßnahmen wie beispielsweise dem Punkteführerschein. Wir wollen den Kampf gegen die Verkehrstoten und -verletzten konsequent fortsetzen."

Dofir begréisse mer an deem Sënn och déi Campagne, déi de Minister elo lancéiert huet: „Vision zéro"; „zéro victimes" anscheinend. Sécher, dat ass ganz ambitiéis. Och do solle mer awer realistesch sinn. Mir wäerten dat Zil mat Sécherheet - leider! - net erreechen. Obwuel een net ze vill defätistesch soll an d'Zukunft kucken. Mä mir sollen awer alles maachen - alles maachen! -, fir datt esou mann wéi méiglech schwéier Verkéiersaccidenter, virun allem mat Verletzten a scho guer net mat Doudegen, an Zukunft wäerte gescheien!

Ech wëll och hei ofschléissend all deenen Akteure Merci soen, e ganz grousse Merci soen, iwwert, wéi gesot, déi staatlech Instanzen eraus, virun allem och um private Plang. Ech denken un d'Sécurité Routière, ech denken un d'AVR. Och dem Jeannot Mersch e ganz grousse Merci fir seng onermiddlech Aarbecht, déi en an deene leschten 20 Joer geleescht huet. Och den Automobiles-Club wëll ech hei mat aschléissen.

D'Demokratesch Partei wäert selbstverständlech hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn. Ech wëll awer och ofschléissend der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci soe fir säin ausféierlechen an interessante Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. No deenen éischter repressiven Téin vun der DP, erlaabt Der mer e puer méi liberal Remarquen zu dësem Text. Et ass gutt, datt et d'Chamberblietche gëtt. Et gëtt ëmmer manner gelies, mä et ass esou wichteg, well et erlaabt, iwwer Generatioune vu Mënschen an iwwer Generatioune vu Politiker nozeliesen, wat d'Leit motivéiert huet, fir Texter anzeféieren a wat dozou gesot gouf.

Dat heite Gesetz verännert d'Gesetz vum Punkteführerschäi vun 2002. Deemools gouf dat Gesetz motivéiert duerch d'Sécurité routière, obwuel festgehale gouf, datt tëschent 1980 an 2000 de Verkéier méi wéi doubléiert hat an d'Accidenter méi wéi halbéiert haten. Dat heescht, nodeem mer feststellen, datt e Problem nëmmen nach e Véirel esou grouss ass, wéi e virdru war, maache mer emol e Gesetz. An haut ass et genau d'selwecht. D'Rapportrice huet eis d'Zuele rappeléiert. Gott sei Dank goungen d'Doudesfäll vun 2002 op haut nees ëm d'Halschent erof, obwuel de Verkéier an därselwechter Zäit nees doubléiert huet.

D'Rapportrice gesäit do en Zesummenhang tëschent dem Text iwwert de Punkteführerschäin. Fir mech ass deen net onbedéngt ze erkennen. En ass och onméiglech ze etabléieren.

Säit dem Gesetz hunn 178.856 Chauffere Punkte verluer, an nëmmen 1,5% all d'Punkten. Hei wëll ech op de Marco Schank agoen, dee gesot huet: Déi Leit hunn déi Punkte verluer net fir déi mannste Vergehen! Dir kënnt mer jo awer net soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg 178.000 Rowdyen hunn.

E Véirels vun de Punkten, déi verluer gi sinn, war wéinst Vitesse. Huelt en einfacht, konkret Beispill: Um Enn vun der Autobunn Esch war d'Vitesse limitéiert op 50 Kilometer an der Stonn, et ass entre-temps eropgaangen op 70. Wann een also do bis 75 koum, huet een zwee Punkte verluer. Waren déi Leit, déi do mat 75 gepëtzt gi sinn, waren dat Rowdyen? Hunn déi Doudeger causéiert? Oder hätten déi Doudeger causéiert? Neen, si hätten et net!

(Interruption)

Duerch déi ganz Bürokratie an de Generalverdacht, ënnert deen d'Chaufferen hei gestallt ginn, ännert sech, a mengen Aen, näischt. Firwat solle mer haut esou e Gesetz dann och nach verschäerfen, trotz deene Bedenken, déi deemools, zu Recht, geäussert goufen? Rechtsstaatlech Bedenken, déi virun allem d'LSAP deemools, mat Recht, virbruecht huet.

Mäi gudde Frënd, de leider allze fréi verstuerwene Marc Zanussi, huet deemools an der Debatt de Jean Bour zitéiert, de Procureur, dee sot: «Que seule l'application personnelle de toutes les circonstances par un juge pourrait garantir dans ces circonstances une justice équitable.» Et geet ebe just drëm, net bei enger Infraktioun ze soen: Ma déi ass objektiv déiselwecht, also kascht se véier Punkten. Et geet drëm, datt e Riichter ka beuerteelen, wat d'Circonstancen dovu waren. En Délit de grande vitesse, a mengem Beispill um Enn vun der Escher Autobunn, mat 76, oder en Délit de grande vitesse, mat 200 iwwert d'Collectrice du Sud, ass dach net datselwecht.

Weider huet en deemools gesot, an och dat war fundamental ganz richteg, ech zitéieren: „Een anere juristesche Problem, dee sech stellt, ass dee vum Cumul vun de Peinen. De Conseil d'État huet elo rezent, an engem Avis iwwert d'Aarbechtsrecht, eng Opposition formelle gemaach, well an deem Text e Cumul des peines enthale war. Leider ass déi Meenung vum Conseil d'État bei dësem Projet net erëmkomm."

„Mir hunn", sot de Marc Zanussi deemools am Numm vun der LSAP, „Mir hu Schwieregkeeten dermat, dass e Cumul des peines an dësem Projet méiglech ass. Engersäits kann een de Führerschäin entzu kréien duerch e Jugement vum Tribunal, zweetens duerch de Verloscht vu Punkten an drëttens duerch en administrativen Entzuch."

Ech géif nach derbäifügen: Haut kann ech en och nach verléieren automatesch, wann ech an enger graver Infraktioun sinn, an ech kann en och nach entzu kréien duerch den Untersuchungsriichter.

Da seet de Marc Zanussi weider: „Och hei seet de Parquet général a sengem Avis: «Le cumul de l'interdiction de conduire et de la suspension de conduire peut aboutir à des excès au niveau de la répression.»"

Mä net nëmmen de Marc Zanussi an d'LSAP hunn deemools absolutt verständlech a richteg Bedenke geäussert, mä och mäi Parteikolleeg Fernand Greisen huet dat deemools exzellent analyséiert, wéi e sot: „Den ADR" - deemools war et nach den Aktiounscomité an net d'ADR, d'Partei - „ass géint all onnéideg Bürokratiséierung, besonnesch wann de Risiko besteet, de Bierger per Mausklick einfach ze kontrolléieren." Alt nees eng Kéier, ech kommen automatesch op eng Lëscht, automatesch kréien ech Punkten, peu importe wéi schlëmm mäi Vergehe schlussendlech objektiv war.

En huet viru gesot: „Am Résumé: Den ADR kann dësem Projet seng Zoustëmmung net

ginn. Mä mir sinn net géint eng Verbesserung a Kontroll. Eis Propositioune ginn an eng aner Richtung. Et geet drëm, fir eis Stroosse méi sécher ze maachen, fir se auszebauen, a fir gefäierlech Strecken a Kräizunge méi sécher ëmzebauen. Et geet ëm eng Upassung vun der Signalisatioun, besonnesch um Niveau vun der Geschwindegkeetsbegrenzung. Den ADR ass fir méi preventiv Präsenz vun der Police um Terrain, mat effikasse Kontrollen do wou néideg. Déi heiteg repressiv Méiglechkeete missten duergoen, fir de Respekt vum Code de la Route duerchzesetzen. Den ADR lehnt eng allgemeng Kriminaliséierung vum Automobilist of."

Ech kann dat och haut nach ëmmer, am Numm vu menger Partei, nëmmen ënnerschreiwen. Mir bleiwen eis trei a mir bleiwe bei dëser Meenung.

Et ass vun de Beem geschwat ginn. Et sinn net d'Beem, déi den Accident verursaachen, dat ass ganz kloer. Mä wann ech d'Kontroll iwwer mäin Auto verléieren, zum Beispill well et rëtscheg ass, no enger ganz laanger Zäit wou et dréche war, dann ass et en Ënnerscheed, ob ech an e Bam rennen oder an e Feld. A wa mer keng Beem ewechmaachen, dat kann ech novollzéien, ech sinn och e Frënd vu Beem, da solle mer awer wéinstens keng nei Beem méi laanscht d'Strooss planzen.

Ech huelen en anert Beispill, Weiler-la-Tour, déi schrecklech Accidenter, déi do passéieren. Do gëtt et eng Léisung, an dat ass eng Unterführung, genausou wéi se gemaach ginn ass zum Beispill op der Iechternacher Streck op der Kräizung Bech - Konsdref, wou och iwwer laang Joren ewech ëmmer erëm déidlech Accidenter ze bekloe waren. Säitdeem dat gemaach gouf, ass dee Point noir verschwonnen.

Ech mengen, iwwert d'N7 - de Kolleeg Kaes ass leider net do, soss wier en elo ganz frou - brauche mer net ze diskutéieren, wéi vill Accidenter op där dräispureger Strooss geschéien, déi net onbedéngt néideg wieren, wann ee géif eppes maachen.

D'Autobunnsbeliichtung ofzeschafen, Här Minister, war an eisen Ae keng ganz gutt Iddi fir eng méi grouss Verkéierssécherheet.

A wa mer dann den Detail kucken - ech wëll lech net vill méi laang langweilen -, kommt mir huelen einfach dat Durchfahrtsverbot „Anrainer frei": zwee Punkten. Wéi vill Doudeger hu mer am Joer, well iergendee Mënsch duerch eng „Nur-Anrainer-Strooss" fiert? Keen Eenzegen! Et ass eng Infraktioun, jo. Wann ech gepëtzt ginn, ginn ech gestrooft, jo. Mä firwat soll ech dofir Punkte verléieren op dem Führerschäin? Dat ka kee Mënsch mir glaubhaft maachen.

D'ADR bleift sech trei a mir stëmme géint dësen Text.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Ech hunn elo keen ageschriwwene Riedner méi. Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn an ech géif den Här Transport- an Infrastrukturminister François Bausch hei op d'Tribün bieden.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir hire gudden an ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, souwéi och deene meeschten Intervenantë vun haut de Mëtteg.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, déi Fro vun der „Vision zéro", déi gëtt ëmmer gär diskutéiert an och falsch verstanen. Do gëtt da gesot: Jo, dat ass jo onrealistesch a wou kann iwwerhaapt ee Minister oder eng Regierung sech esou eng Zilsetzung setzen. Mä ech kann Iech soen, ech sinn der Meenung, datt, wann ee Minister, dee responsabel ass fir d'Verkéierssécherheet, sech déi do Visioun net gëtt, da bedreift e blanken Zynismus!

Well et ka jo net d'Zil si vun engem Minister, fir ze soen: Elo hu mer 40 Doudeger, mat 30 wär ech zefridden oder mat 20 wär ech méi zefridden, wat och ëmmer. Ech kann nëmmen eng eenzeg Visioun hunn, dat ass déi, fir keng Verkéiersdoudeger a keng Verkéiersblesséierter ze kréien.

An duerfir ass dat och déi eenzeg eigentlech realistesch Visioun, déi eng Regierung kann oder muss hunn. An et ass och déi, déi dës Regierung sech gesat huet. An deen Aktiounsprogramm, dee vielfälteg Facetten huet - déi gi vun der Sensibiliséierung iwwert d'Preventioun bis zur Repressioun -, deen hunn ech der Chamber och hannerluecht. De Regierungsrot huet dee virun e puer Wochen ugeholl. An ech hu jo och ugefrot beim Chamberspresident, fir en Débat de consultation ze féieren eng Kéier hei an dëser Plénière iwwert dee ganzen Aktiounsplang do.

Ech soen Iech awer direkt, ech hoffen, datt deen Aktiounsplang diskutéiert gëtt op eng sachlech Aart a Weis, an datt sech wierklech domat ausenanergesat gëtt an net, wéi ech dat elo just hu missen héieren, datt mat Methode geschafft gëtt, déi aus der ënneschter Trickkëscht si vun der Polemik a vun der Demagogie, fir sech mat engem Thema ausenanerzesetzen.

Ech sinn der Meenung, datt dat heiten e ganz eescht Thema ass an datt et hei ëm Mënscheliewe geet. A wann et ëm Mënscheliewe geet, da soll ee sech wierklech gutt iwwerleeën, ier ee schnell aus der Hëft iergendeppes zielt. An da soll ee sech vläicht emol dee Misär ukucken, deen an eiser Gesellschaft geschafe gëtt duerch déi vill Doudeger a Blesséierter op eise Stroossen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da soll ee sech dee Käschtepunkt, deen astronomesche Käschtepunkt emol eng Kéier ukucken, deen dat fir d'Gesellschaft bedeit.

Ech wëll lech just nëmme soen, datt een Doudegen op eiser Strooss, niewent dem Misär an dem Leed, deen et bedeit fir déi, déi betraff sinn, fir d'Famill an den Entourage, dee ronderëm ass, datt een eenzegen Doudegen op der Strooss d'Gesellschaft 350.000 Euro kascht zousätzlech. Dat si Käschtepunkten, déi sinn enorm!

A wann ech dat mat deem ganze Misär am Verhältnis kucken, ech mengen, wann ech mer dat emol genau ukucken, ech mengen, da muss een einfach aneschters driwwer schwätzen, wéi ech dat elo just grad héieren hunn.

Wéi gesot, et gëtt dräi Pilieren, op déi ee muss opbauen. Repressioun eleng ass sécherlech net deen eenzege sënnvolle Pilier. Déi mécht nëmme Sënn am Zesummenhang mat der Preventioun a mat der Sensibilisatioun. An duerfir gëtt och op deenen dräi Niveauen ugesat mat enger ganzer Palette vu Mesuren.

An et ass och esou, datt ech den 12. Mee eng Pressekonferenz wäert maachen, wou ech eng Campagne wäert virstellen, déi hiweist op dat, wat sech am Punkteführerschäin elo geännert huet. Awer déi op eng Aart a Weis drop hiweist, datt se an engems och schonn erëm sensibiliséiert. Dat heescht, datt mer wierklech higinn an net nëmmen einfach soen, Dir verléiert esou vill Punkten, wann Der dat an dat Vergehe maacht, mä och d'Konsequenzen nach eng Kéier hannendru gewise ginn, wat duerch déi Vergehe geschitt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dann ass et och esou, datt gefrot ginn ass a gesot ginn ass de Mëtteg hei, ech mengen, et war den Här Schank, dee gesot huet: Wat musse mer eis nach alles afale loossen, vläicht och vu méi kreativen Aktiounen, déi mer kënne maachen, oder wat gëtt et oder wat huet d'Regierung wëlles? Bon, do sinn der eng Rei an deem Aktiounsprogramm och dran. Ech wëll der dräi erausschielen, déi menger Meenung no ganz wichteg sinn.

Déi Éischt ass déi, datt ugeduecht ass, dat ass natierlech nëmmen ugeduecht, mä mir wëllen dat awer wierklech maachen an dëser Legislaturperiod, och eng Reform vum Führerschäin. An eng Reform vum Führerschäin an engem Sënn, datt mer beim Führerschäin an Zukunft méi Wäert wëllen drop leeën och op d'Konsequenzen, déi kënnen entstoen, jee nodeem wéi ee sech mam Auto verhält. Dat heescht net nëmmen einfach d'Regele léieren, och ze léiere wéi ee fiert, mä och wierklech méi Wäert drop ze leeën, fir opzeweise wat geschitt jee nodeem, wann ee sech net u Regelen hält, wann een ze séier zum Beispill fiert an esou weider.

Firwat ass dat esou wichteg? Mä ganz einfach well ech iwwerzeegt sinn, datt dat ee vun de grousse Problemer ass, dee sech an eiser Gesellschaft mam Ëmgang mat motoriséierte Gefierer stellt. Dat ass, datt déi meescht Mënschen, ech géif souguer bal soen, all d'Mënschen, alleguer, och wéi mir heibanne sinn, ginn dovun aus, datt se, wa se de Führerschäin gemaach hunn, „Auto" - entre guillemets - kënne fueren, datt se dat Gefier do och beherrschen, an datt am Fong duerfir et just drop ukënnt, net wann een Accident ass, ob een ze séier oder net ze séier gefuer ass, mä ob ee gutt oder schlecht ka fueren.

An dat ass eben dat, wou dee groussen Denkfeeler ass an där ganzer Geschicht: Et beherrscht een dat motoriséiert Gefier. Kee beherrscht et! Well kee kann et beherrschen, well et jo net ofhängeg ass och eleng vun deem Eenzelnen, deen domadder fiert, deen am Auto sëtzt. Well, wann een op der Strooss sech déplacéiert, da kommen Honnerten Imprévuen engem an de Wee, déi einfach maachen, datt et guer net méiglech ass, datt een dat Gefier ka beherrschen, esou wéi een dat a sengem Kapp heiansdo mengt.

An dat ass ee vun deene gréisste Problemer. An duerfir muss méi op d'Konsequenze vun dem Verhalen a vum Fueren higewise ginn, jee nodeem wéi et ass, wéi ee sech verhält. An do hu mer zu Colmar-Bierg, mat där Aarbecht, déi do geleescht gëtt, e gutt Instrument. Do gëtt et super Coursen, déi ugebuede ginn. Haut och schonn am Schoulberäich. Mir musse kucken, och déi ze verstäerken.

An ech mengen, datt dat ëmmer erëm impressionnant ass. Ech war selwer eng Kéier bal ee ganzen Dag op Colmar-Bierg kucken, wou ech mer déi eenzel Saachen do ugekuckt hunn, an ech war selwer och souguer erstaunt driwwer, iwwer verschidde Konsequenzen, déi verschidde Fuer- a Verhalensweise kënnen hunn. An dat ass dat, mengen ech, wou méi Wäert muss drop geluecht ginn.

Dat nämlech trëfft och zou fir déijéineg, déi awer e Vergehe gemaach hunn, e Verstouss géint d'Regele gemaach hunn. Dat ass déi berühmte Peine pédagogique, wou mer musse méi Wäert drop leeën. Firwat mengen ech, datt dat wichteg ass? Mä ech mengen déi, déi sech de Film ukucke ware vun der Sécurité Routière, wou jo dat Beispill gewise ginn ass aus Frankräich, dat dokumentéiert ginn ass, wat dat brëngt, wann ee Leit iwwer Méint konfrontéiert am Fong mat Opfer, mat Verhalensweisen, wéi déi sech en cours de route veränneren an deene Coursen. Et war wierklech impressionnant, dat ze gesinn.

An da kommen ech erëm op dat zréck, wat ech elo virdru gesot hunn. Firwat ass déi Veränneréng esou grouss? Ma well déi Leit, duerch déi Coursen an duerch déi Konfrontatioun mat Opfer, mat reelle Situatiounen, mat Diskussiounen, wou se ënnerteneen driwwer diskutéieren, e ganz anert Bild herno hunn iwwert de Stroosseverkéier, iwwert den Ëmgang mam Auto, mam motoriséierte Verkéier en général. Ech mengen, dat sinn Aspekter, déi vill méi eng grouss Roll mussen an Zukunft spillen.

An da sinn awer och esou Saache wéi, dat huet den Här Negri ugeschwat, de Roger Negri ugeschwat, mat de gefäierleche Punkten, Zon 30 zum Beispill bei Schoulen. Firwat ass dat esou wichteg? Ma net, well mer elo wëlle jiddwereen emmerdéieren a soen, do muss de mat 30 fueren.

Mä fir einfach och däitlech ze maachen, datt zum Beispill oder virun allem am urbane Raum, datt do ee mam Auto, mam Motorrad - dat heescht, dat si jo dann déi Staark, déi do fueren -, oder mam Camion, wat et och ëmmer ass, e motoriséiert Gefier, mä datt een do net eleng ass. Do beweegt ee sech an engem Stroosseraum, wou permanent eppes ka geschéien, wou vill méi schwaach Verkéiersteilnehmer derbäi sinn, Foussgänger, Vëlosfuerer, wat et och ëmmer ass. An datt et duerfir wichteg ass, datt ee sech do deem upasst, datt een de Stroosseraum muss deele mat deene Leit. An deelen op eng Aart a Weis, déi natierlech aneschters ass, wéi wann een op enger Autobunn fiert oder op enger Landstrooss fiert, wou een déi Geforen oder wou een déi Problematik net huet.

Natierlech mécht et elo kee Sënn, fir iwwerall einfach e Schëld mat Zon 30 dohinner ze setzen. An ech hunn en Aarbechtsgrupp virun engem Joer agesat am Ministère, deen ass awer elo esou wäit ofgeschloss, wou eng ganz Palette, éischtens emol vun Evaluatiounsmesurë festgehale gi sinn, ënner wéi enge Konditiounen een zum Beispill op Statsstroosse kann d'Vitesse op ënner 50 erofsetzen. Do spillen esou Saache wéi d'Schoulen, soen ech Iech awer direkt, ganz sécher eng grouss Roll.

An dann awer och, wat ee muss maachen, fir datt et agehale gëtt. Well et huet kee Wäert, einfach e Schëld dohinner ze setzen. Da muss de Stroosseraum och baulech gestalt ginn op där Plaz, datt wierklech d'Strooss dat och hiergëtt. Et huet kee Wäert op enger Strooss, wou den Autofuerer ageluede gëtt, mat 100 ze fueren, datt een do 30 dohinner setzt. Ech mengen, dat bréngt net vill.

An, wéi gesot, deen Aarbechtsgrupp huet elo d'Aarbecht ofgeschloss. Mir haten och eng éischt Sëtzung mam Syvicol. Mir wëllen de Gemengen dat presentéieren. An d'Zilsetzung ass, fir en neit allgemengt Regelwierk ze kréien, wat an déi Richtung geet, wat och op Statsstroosse Saachen erlaabt. Natierlech mussen awer och d'Viraussetzunge gi sinn, datt et e Sënn mécht, nämlech datt och wierklech aner Verkéiersteilnehmer, déi méi schwaach sinn, sech do ophalen, Vëlosfuerer, Foussgänger an esou weider. Also mir fänken net elo un, wahllos iwwerall einfach Zon 30 anzeriichten. Ech mengen, dat soll net den Zweck si vun deem Ganzen.

Da muss ech och soen, datt et ëmmer erëm wichteg ass, an duerfir war et mir an och der Regierung esou wichteg, datt mer déi Debatt an der Chamber hei féieren, well all Diskussioun, och déi haut de Mëtteg, all Diskussioun dréit dozou bäi, datt d'Ëffentlechkeet sensibiliséiert gëtt an datt sech méi am Detail emol ausenanergesat gëtt mat Verhalensweisen.

Ech muss Iech soen, wéi elo déi Campagne war vun der Police, déi jo matgemaach huet dës Kéier fir déi éischte Kéier, déi 24 Stonne Kontrollen do, du ass jo e richtegen Déchaînement lassgaangen an de soziale Medien. An ech muss Iech soen, ech kann nach verstoen, datt een, deen dann e Protokoll kritt, net frou doriwwer ass, an datt en doriwwer seet, ech sinn elo rosen. Dat ass net de Punkt. Mä wann ech do liesen, wat verschidde Leit zum Beschte ginn an de soziale Medien, da gesäit een, a wat fir engem Zoustand dës Gesellschaft ass. An do gesäit een och, wat an de Käpp vun de Leit ass, net alleguer, mä vun engem Deel, enger Minoritéit vun de Leit ass, déi sech op der Strooss bewegen.

An ech muss Iech och soen, och bei de Punkten, et ass net esou, datt déi grouss Majoritéit Punkten ewechgeholl kritt. Zwee Drëttel kréie keng Punkten ewechgeholl. Et ass eng Minoritéit, déi all déi Punkten hei ewechgeholl kritt. An eleng dat beleet och, wéi richteg datt et ass, datt een déi Instrumenter hei mécht.

De Gros vun de Leit huet iwwerhaapt kee Problem domadder, well déi verhale sech esou, wéi ee sech soll verhalen, a verléieren och duerfir keng Punkten. Duerfir, de Problem stellt sech fir déi meescht Leit eigentlech an deem Sënn guer net.

An ech muss och soen, wat besonnesch erschreckend awer ass, dat ass, wann ech d'Zuele kucke vun 2014, datt ech muss feststellen, datt... Natierlech, duerch méi Kontrolléiert-Gi sinn och méi Infraktioune festgestallt ginn an och méi Punkte verluer ginn. Mä wat besonnesch erschreckend ass, dat ass, datt besonnesch bei der Vitesse d'Punkten nach méi verluer gaange sinn, also d'lescht Joer 2013, wéi déi Jore virdrun. An dat bestätegen och déi Zuelen, déi ech d'lescht Woch virgestallt hunn.

Dat ass, datt bei den Doudegen op der Strooss respektiv de Schwéierblesséierten zwar, Gott sei Dank, d'Zuelen erofgaange sinn, mä awer d'Zuel vum Prozentsaz, also de Prozentsaz bei den Ursaachen, firwat datt d'Accidenter, déi schlëmm Accidenter geschéien, vun der Vitesse souguer nach eropgaangen ass. Beim Alkohol huet et sech plus ou moins stabiliséiert, Gott sei Dank, mä bei der Vitesse ass et nach eropgaangen.

An duerfir ass et och esou evident, datt ee muss do usetzen. De Schlëssel vum Erfolleg, fir d'Doudeger a Schwéierblesséierter erofzekréien, dee läit derbäi, fir wierklech bei der Vitesse unzesetzen, mat alle Mëttelen, déi een huet, mä selbstverständlech och mat der Repressioun.

An dann nach ofschléissend, Här President, just bei den Zuelen awer eppes, wat ech wollt eraussträichen. Wann Der tëschent dem 1. November 2002, dat heescht, wou de Punktführerschäin agefouert ginn ass, bis den 31. Dezember 2014 d'Zuele kuckt - da gëtt jo ëmmer gesot, et gëtt jo ëmmer esou gemaach dobaussen, wéi wann haaptsächlech Jonker géife Punkte verléieren, well dat wäre jo déi, déi kéinten net fueren an déi wären e bësse besonnesch kéng -, da stellt Der fest, wann ech kucken, datt vun all deene Punkten, déi ofgezu gi sinn, déi ënner 21 Joer 11% ausmaachen, tëschent 21 a 24 Joer 2,5% ausmaachen, tëschent 25 a 35 Joer 16,9%.

An da kënnt et! Tëschent 35 a 44 Joer 25% an tëschent 45 a 54 Joer 27%. Bon, natierlech sinn déi Kategorien, dat ass de Gros vun der Bevëlkerung, dat ass richteg.

Une voix.- D'Halschent.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Duerfir, déi stelle méi duer an der Gesellschaft. Mä awer soen déi Zuelen och, datt et déi aktiv Bevëlkerung ass, déi natierlech och am meeschte fiert. An duerno, mam Alter geet et natierlech selbstverständlech erëm méi erof.

Duerfir, et ass schonn, wéi den Här Schank et richteg gesot huet: Et betrëfft all Alterskategorien an all sozial Schichten. An duerfir sinn ech och dankbar derfir, datt mer esou eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fir dee Gesetzesprojet hei kréien. Well dat gëtt och, dat weist och no baussen, datt de Wëllen do ass vun der gesamter Politik, fir deem Misär op eise Stroossen en Enn ze setzen. An datt mer eng Fuerweis kréien, déi op e Respekt opgebaut ass an déi dann eigentlech och mécht, datt déi in-

dividuell Fortbewegungsmëttel, déi jo wierklech och vill Virdeeler hunn an och flott kënne sinn, datt déi esou behandelt ginn an datt domadder esou ëmgaange gëtt, wéi dat sech an enger ziviliséierter Gesellschaft gehéiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Minister.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen ofstëmmen iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6399.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6399 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen um Vote: 56-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6399 a été adopté par 57 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech wollt Iech froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, wou eisen Ausseminister bezéiungsweis Minister fir Immigratioun an Asyl eng Deklaratioun wäert ofleeën iwwert d'Hëllefsaktioune vun der EU fir d'Migranten am Mëttelmier, eng Erklärung, déi méi aktuell net kéint sinn, mat deenen Dramen, déi mer an deene leschte Wochen erlieft hunn. An den Här Ausseminister huet direkt d'Wuert. Här Asselborn.

7. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2014 hunn 51 Millioune Migrante weltwäit hiert Heemechtsland verlooss. Äm beschte seet een: misse verloossen. Dat ass déi héchsten Zuel zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich.

D'Route migratoire vu Libyen ass aktuell déi, déi vun de Migranten am meeschte benotzt gëtt. 2014 sinn 170.000 Migranten iwwert dëse Wee an Europa komm. Zënter Januar vun dësem Joer hunn, laut der UNHCR, 1.700 Migranten aus Afrika an och Länner aus dem Noen Osten, déi op der Flucht viru Krich, Gewalt, Aarmut an Honger waren, hiert Liewen um Wee no der Sich fir en neit Liewen, e bessert Liewe verluer.

D'Katastroph vum virleschte Weekend schreift sech an e Kontext vun enger ganzer Rei vun Onglécker an, bekanntener an natierlech och net bekanntener. D'Mëttelmier ass wéi e Kierfecht vum Migrant inconnu ginn. Dëse Katastrophen entgéintzewierken, ass natierlech eng riseg Erausfuerderung fir eis all, besonnesch awer fir d'Europäesch Unioun an implizit natierlech och fir Lëtzebuerg.

De responsabele Kommissär fir Immigratioun, Dimítris Avramópoulos, huet den 20. Abrëll hei zu Lëtzebuerg een Zéngpunkteplang fir d'europäesch Immigratiounspolitik virgeschloen. Dësen Aktiounsprogramm ass, wann Der wëllt, d'Basis an der Europäescher Unioun; och wann net, leider, all Memberstate vun der Europäescher Unioun dëse Plang honnert Prozent deelen.

Et wier sécherlech falsch, ze behaapten, dass Europa elo ganz eleng schëlleg ass un dëser Tragédie, mä och Europa, och seng Memberstaten hunn net alles richteg gemaach an de vergaangene Joren. D'Europäesch Unioun ass gefuerdert, wann et ëm d'Gestioun vun de Konsequenze geet. Schliisslech ass et, dat däerf een ni vergiessen, virun allem een europäescht Mier.

D'Rees vun de Migranten ass eng Streck vun alle méigleche Risiken. Dës Migrante sinn a ville Fäll ee Spillball vu politeschen an natierlechen Evenementer, déi exploitéiert gi vu kriminellen, vun terroristeschen, vu mafiöse Banden.

D'Gläichgültegkeet däerf natierlech net Tromp sinn. Duerfir musse mer gemeinsam Verantwortung iwwerhuelen. Eis europäesch Wäerter stinn um Spill. Et ass och a mengen Ae selbstverständlech, dass Lëtzebuerg, wat sech als Land an der Welt fir Rechtsstaatlechkeet, fir Demokratie, fir Mënscherechter asetzt, mat Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, dozou bäidroe muss, eng kredibel a solidaresch europäesch Politik opzebauen.

Ech géif vläicht, Här President, sechs Punkten évoquéieren.

Deen éischten ass de Sauvetage. Absolutt Prioritéit! E schwéiere Summer steet virun eis am Mëttelmier, a mir musse bereet sinn, wann ech dat salopp däerf soen, eisen Tricot naass ze maachen. Et gëtt eng Rei Moossnamen, déi direkt d'Rettungsaktioune betreffen. Déi zwou Operatiounen ënner Frontex-Koordinatioun ginn a kuerzer Zäit gestäerkt. Déi Operatiounen, Dir wësst, se heeschen Triton fir Italien, Poseidon fir Griichenland. Dernieft mussen och d'EU-State selwer hiren nationalen Dispositif an hire respektive Sich- a Rettungszonen engagéieren.

Laut hirem Mandat ass Frontex do, fir de Memberstaten ze hëllefen, d'Kontroll vun den Aussegrenzen ze koordinéieren. Mä no laangem politesche Gerangels ass et d'lescht Joer dozou komm, dass ee Reglement iwwert d'Règles maritimes fir Frontex-Missiounen adoptéiert gouf. D'Agence muss definitiv och derfir suergen, dass Mënscheliewe gerett ginn.

Triton huet, zënter dem 1. November 2014, 22.300 Mënscheliewe gerett. Dat ass proportionell awer ongeféier just d'Halschent vun deem, wat d'Mare Nostrum amstand war; wann ee wéilt eng Règle de tri maachen.

Aktuell sinn d'Mëttele vun der Operatioun Triton ze schwaach, dat hunn déi lescht Wochen ëmmer erëm ënnerstrach. Finanziell gesi kascht d'Operatioun momentan een Drëttel vun deem, wat vun der italienescher Regierung am Mare Nostrum gefloss ass. Dat waren nämlech néng Milliounen Euro am Mount. Mir mussen duerfir mat alle méigleche Mëttelen der Agence et erlaben, méi aktiv, méi effikass ze ginn. D'Ënnerstëtzung ass méiglech duerch méi Personal an duerch méi effizient technesch Mëttelen.

Elo, wéi Der wësst, gi bei Triton a Poseidon d'Budgete verdräifacht. A Frontex ass schonn amgaangen, nei Équipementer an och Personal ze rekrutéieren. Domadder gëtt de Budget vu Mare Nostrum eigentlech dépasséiert.

Ganz zefridden däerf een awer nach net sinn. D'Zone de patrouillage misst erweidert ginn, fir Mënscheliewen ze retten. Esou wéi et bei Mare Nostrum de Fall war, also bis un d'libesch Côte erun.

De Kampf géint kriminell Passeure muss direkt natierlech duerno kommen. Et gëtt gemengt, dass ee kéint duerch d'Zerstéierung vun de Booter an den Infrastrukture vun de Passeuren a Libyen een entscheedende Schrëtt maachen. Hei muss een a mengen Aen op jidde Fall virsiichteg sinn. Entweder brauch een eng Autorisatioun vun enger neier libescher Regierung oder et muss ee bei den UNO-Sécherheetsrot, fir een internationaalt Mandat ze kréien, wat net einfach ass a wat och net fir muer de Moien ass.

Et muss ee realistesch bleiwen, wat de méigleche Succès vun esou enger Initiativ ugeet. Verschidden Akteure gesinn als Alternativ zum Beispill d'Opkafe vun de Schëffer un der afrikanescher Nordküst. Mä wéi kéint dat an esou engem onséchere Kontext wéi deem, deen a Libyen de Moment herrscht, de Fall sinn? Dat ass allerdéngs eng Fro, mengen ech, déi een net ka mat Jo beäntwerten.

Aner Moossname schénge mer méi sënnvoll a méi realistesch. Esou sollen déi véier relevant europäesch Agencen Europol, Eurojust, Frontex an EASO eng wichteg Roll spillen, fir Informatiounen iwwert dës kriminell Passeuren ze sammelen. D'Agencë sollen de Modus Operandi vun de Passeuren erausfannen, an et muss een och natierlech virun allem un hir Sue kommen.

Zweete Punkt, Här President: Mir mussen un der Stabilisatioun vu Libyen schaffen. Et kritt een déi dramatesch Migratiounsproblemer am Mëttelmier net an de Grëff, wann een d'Situatioun a Libyen net stabiliséiert kritt. A Libyen sinn zënter Méint all staatlech Strukturen, wann et der dann iwwerhaapt jeemools goufen, zesummegebrach. Zwou Regierungen, zwee Parlamenter, eng Onmooss vu bewaffnete Gruppen, dorënner virun allem och Extremiste wéi déi vun Daech, maachen d'Situatioun komplett onstabill a bidden de Mënschenhändler, déi déi Schëffer meeschtens vun der libescher Küst aus fortschécken, praktesch e liicht Spill.

D'Europäesch Unioun sicht no Weeër, ze hëllefen, d'Situatioun a Libyen an de Grëff ze kréien, an ënnerstëtzt virun allem d'Efforte vum UNO-Gesandte Bernardino Leon, dee probéiert, a Marokko, an Algerien déi zerstridde politesch Akteure vun Tobruk an déi, déi dergéint sinn, zesummen ze kréien, fir eng eenzeg Iwwergangsregierung, d'Union nationale ze bilden a fir een Usazpunkt ze hunn, d'Waffen zur Rou ze bréngen an d'Land erëm ze versichen, lues a lues opzebauen.

D'Europäesch Unioun hält sech och prett, dat hu mer als Ausseministeren décidéiert, déi Regierung, soubal se existéiert, ze ënnerstëtzen, och mat enger méiglecher Zivilmissioun, där hir Konturen de Moment nach net kloer sinn. D'Missioun, déi d'EU scho fir Libyen agesat hat, déi als Mandat huet, bei der Gestioun vun de Grenzen ze hëllefen, EUBAM Libya, huet sech aus Sécherheetsgrënn missen an Tunesien zréckzéien, mä kéint ganz schnell reaktivéiert ginn, soubal d'Situatioun et erlaabt.

Drëtte Punkt: d'Kooperatioun mat de concernéierte regionalen Organisatiounen an natierlech och mat den Drëttstaten. D'Entwécklungspolitik ass menger Meenung no dee wäertvollsten Outil, deen een huet, fir d'Aarmut ze bekämpfen an de Leit an där Onstabilitéit, wou se liewen op ville Plazen an Afrika, eng Perspektiv ze ginn. Et gëtt ouni Zweifel ee ganz staarke Lien tëschent Développement a Migratioun. Am September gëtt bekanntlech an der UNO zu New York een neien, méi breeden, nohaltegen Entwécklungskader adoptéiert, eng Zort Nofolger vun de Millenniumziler vum Développement, déi de Referenzkader waren, fir d'Aarmut während de leschte 15 Joer, also zënter 2000, ze bekämpfen.

Déi zukünfteg „Objectifs de développement durable" mussen d'Wichtegkeet vun der Immigratioun mat abezéien. Europa huet sech aktiv ze engagéieren um globalen Niveau, fir dass all Aspekter vu Migratioun an déi Objektiver och kënne mat integréiert ginn. Eng allgemeng verstäerkte politesch Zesummenaarbecht mat eisen afrikanesche Partner ass am Beräich vun der Migratioun absolutt néideg. D'regional Partnerschafte mat afrikanesche Länner, d'Relatioune mat der Afrikanescher Unioun, mä awer och mat der Arabescher Liga mussen ausgebaut ginn.

Dernieft musse virun allem Akzenter gesat ginn an de Beräicher Santé, Emploi, Éducatioun a Capacité d'accueil, déi duerch Projete vun Europa ënnerstëtzt ginn. Fir dass dës Länner och an hirer Entwécklung a puncto Immigratioun ënnerstëtzt ginn, si mer amgaangen, e sougenannten „Programme de protection et de développement régionaux" opzestellen, deen eis erlabe soll, deene cibléierte Partner och eng konkret Hëllef unzebidden.

Vu wat fir Länner schwätze mer do? Bon, Dir kennt se. Mir musse fir d'Éischt mat der Türkei, mat Jordanien, mat dem Libanon an Ägypten eis zesummesetzen, fir d'Problematik vu Syrien a vum Irak ze beschwätzen; Länner, déi jo iwwer dräi Millioune Flüchtlingen aus Syrien opgeholl hunn. Dernieft musse mer d'Nopeschlänner vu Libyen ënnerstëtzen, dat heescht Tunesien, Ägypten, Sudan, Mali, Niger. D'Zil ass, fir op all Niveau d'Ursaache fir d'Migration irrégulière an de Kampf géint d'Passeuren aktiv unzegoen. An deem Kontext organiséiert d'Europäesch Unioun och während der Lëtzebuerger Présidence ee Sommet mat hiren afrikanesche Partner zu Malta.

Véierte Punkt: Mir mussen un de Méiglechkeete schaffen, fir de legalen Accès an Europa ze erméiglechen. D'Europäesch Kommissioun schafft un engem Projet pilote réinstallation. No Kritären, déi momentan nach ausgeschafft ginn, gëtt eng gewëssen Zuel vu Leit, déi e Recht op eng Protektioun hunn, awer nach an Drëttstate festsëtzen, no enger Quotelogik an de Memberstate verdeelt. Zil ass et, dass all EU-Staten do matmaachen an dass dann op dësen Erfahrunge fir d'Zukunft kann opgebaut ginn.

Et ka sinn, dass mer als Lëtzebuerg an deem Beräich nach méi maache musse wéi bis elo. D'Regierung engagéiert sech op jidde Fall, dëse Projet pilote während eiser Présidence weiderzedreiwen. Déi kloer Wierder vum Kommissiounspresident Juncker am Europaparlament zu Stroossbuerg de Muere si richteg a si wichteg, jiddefalls politesch. Och wa mer musse wëssen, dass et juristesch dierft schwéier sinn, déi Länner, déi retizent sinn, ze forcéieren.

Europa muss och eng Migration légale iwwerdenken. Europa brauch Migratioun. Gëschter ass den demografesche Problem vun Däitschland zum Beispill ervirgestrach ginn. Als Beispill: Bis 2060 verléiert Däitschland 13 Millioune Leit. Eleng d'Migratioun kann do géigesteieren. Insgesamt brauche mer eng besser Integratioun, fir d'sozial Kohäsioun och ze garantéieren. D'Carte bleue européenne muss iwwerschafft ginn a méi breet vläicht gemaach ginn. Déi Carte bleue fonctionnéiert momentan just gutt an Däitschland an zu Lëtzebuerg. Während eiser Présidence musse mer Fortschrëtter maachen an de Verhandlunge vun der Direktiv chercheurs Studenten.

A schlussendlech muss och de Visa-Kodex erneiert ginn a Richtung vu méi rapiden an och vereinfachte Prozeduren. D'Aféiere vun engem Visa humanitaire wär net oninteressant. Dat géif den Demandeurs d'asile erméiglechen, legal an Europa ze kommen, ouni sech mussen op eng gefäierlech Rees anzeloossen. Frankräich huet do ganz gutt Erfahrunge gemaach, mä aner Memberstaten, dat ass esou, sinn net iwwerzeegt dovun a si ganz retizent.

Fënnefte Punkt: Wat maache mer fir d'Solidaritéit an der Europäescher Unioun? Net nëmme mat den Drëttstate muss zesummegeschafft ginn, mä mir brauchen och eng Verstäerkung vun der Solidaritéit a vun der interner Verantwortung um europäeschen Niveau. Mir kënnen an dierfen déi südlech Länner net eleng loossen, mä och net déi, déi de Gros vun de Migranten an den Asyldemandë kréien.

Fir dës Solidaritéit a Verantwortung ze erreechen, brauche mer ee Plan d'urgence am Kader vun der Relokalisatioun vun engem Memberstat an deen aneren, fir déi staark betraffe Länner ze entlaaschten, an dëst op enger fräiwëlleger Basis. Nëmmen duerch esou Mechanismen ass och eng méi solidaresch Opdeelung méiglech. D'UNHCR wëllt sech fir dëse Plan d'action d'urgence och engagéieren.

Mir brauchen eng Revisioun vun Dublin, wou d'Europäesch Kommissioun eng Evaluatioun Enn 2015 oder ufanks 2016 wäert lancéieren. Mir brauchen eng méi seriö finanziell Ënnerstëtzung fir déi betraffe Länner. Do stellt d'Fro sech, wéi ee ka Gebrauch maachen och vun de strukturelle Fongen, zousätzlech zum aktuellen AMIF-Fong (Asylum and Migration Fund).

Sechste Punkt da schliisslech: de Lëtzebuerger Engagement, Här President, an eis Roll am Kader vun der Présidence, déi elo kënnt. Mir schaffen de Moment u folgende Punkten:

Éischtens, d'Verstäerkung vun eisem Engagement duerch Personal vun der Direction de l'immigration an och d'Personal vun der Police bei der Missioun Triton;

zweetens, d'Bereetstelle vun technesche Mëttele fir d'Ënnerstëtzung vun der Missioun Triton, zum Beispill Fligeren oder Iwwerwaachung duerch Satellittesystemer, wéi mer dat jo och gemaach hu während Joren a Somalien, op de Seychellen a Saache Piraterie bei Atalanta;

drëttens, eng bilateral finanziell Ënnerstëtzung fir déi héich betraffe Memberstaten oder fir privat humanitär Organisatiounen och;

véiertens, een Engagement an engem Programme de protection de développement régional fir zum Beispill d'Corne vun Afrika;

a fënneftens, eng Verstäerkung vun eiser Aktivitéit, wat d'Reinstallatioun betrëfft, wéi och natierlech - an do musse mer alleguerte mathëllefen, net nëmmen déi Leit heibannen, och déi dobaussen - vun eise Capacités d'accueil.

An deenen nächsten Deeg misst d'Kommissioun mat eise lettesche Kolleegen eng Feuille de route ausschaffen. Dir wësst, Lettland huet d'Présidence. Dës Feuille de route soll d'Aarbechten à court terme virbereeden. D'Kommissioun presentéiert dann den 13. Mee hiren Agenda sur la migration, deen eng kuerz-, eng mëttel- an eng laangfristeg Visioun soll virstellen. Et kann een ouni Zweifel soen oder dovunner ausgoen, dass mer dat als Présidence wäerten ugoen, souwuel an der Filière JAI wéi och an der Filière selbstverständlech vun den Ausseministeren.

Här President, duerfir gëtt dësen Dossier mat grousser Wahrscheinlechkeet eng vun de Prioritéite vun eiser Présidence.

Den 20. Juli hu mer als Présidence och een Evenement, dat gëtt „Jumbo" genannt, dat heescht d'Ausseministere mat de JAI-Ministeren, fir zesummen iwwert déi extern Migratiounsaspekter ze beroden. Am Conseil JAI vum Oktober diskutéiere mer dann iwwert de Lien tëschent Immigratioun an Développement. Och eng nei Approche: Ech hu se explizéiert, si ass extrem wichteg! Mir mussen déi intern an extern Dimensioun méi no beienaner bréngen.

Nun, Här President, et geet hei, wat ech elo gesot hunn a wat Dir alleguerten am Kapp hutt, ëm Mënscheliewen. Et geet ëm déi fundamental Wäerter vun der Europäescher Unioun. An et geet drëms, Häerz ze weisen, natierlech och zu Lëtzebuerg. An eiser Présidence kréie mer an dësem Kontext op jidde Fall dacks Geleeënheet dozou.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Flüchtlingsdrama am Mëttelmier ass och e Lëtzebuerger Drama an eng gesamteuropäesch Tragédie. Dacks schwätze mer abstrakt vun enger vernetzter, globaliséierter Welt. Hei gesi mer déi dramatesch Vernetzung och vum Misär a vun der Verzweiflung direkt virun eisen Aen, op eisen Televisiounen, an eise Stuffen. Loosse mer eis näischt virmaachen: Ouni déi dramatesch Biller vu bal 1.000 Mënschen, déi am Mëttelmier erdronk sinn, wier et weder zu engem extraordinären EU-Sommet nach zu dësem Punkt um Ordre du jour an der heuteger Sitzung komm. Well dëse Flüchtlingsdrama ass an éischter Linn e mënschlechen an humanitären Drama!

Zanter dem 1. Januar 2015 si ronn 3.400 Mënschen am Mëttelmier ëmkomm. Si hu probéiert, an Europa ze kommen. Europa ass fir si ëmmer nach de Kontinent vun der Hoffnung. Virun e puer Deeg si bal 1.000 Mënsche beieneen ëmkomm. Dat waren net just Flüchtlingen oder Migranten oder Demandeurs d'asile, dat waren an éischter Linn emol Mënschen. Fraen a Männer, Meedercher a Jongen an esouguer Bëbeeën!

Eleng dat weist schonn, wéi verzweifelt eng Mamm muss sinn, fir mat hirem Bëbee op e soi-disant Schëff ze klammen, mat deem se da kann am Mëttelmier erdrénken. D'Verzweiflung muss do ganz grouss sinn. An niewebäi gesot, d'Tatsaach, datt elo méi Flüchtlingen iwwert d'Mëttelmier kommen, ass keng Iwwerraschung, well dat ass ëmmer esou am Fréijoer, wann d'Wieder besser an domadder och an der Regel d'Mier méi roueg gëtt.

Leider net dës Kéier, well d'Mëttelmier géif jäizen, wann et da jäize kéint. Mä och déi Leit, déi erdronk sinn, kënnen dat net méi. Dofir mussen anerer dat fir si maachen, och heibannen, hei zu Lëtzebuerg an hei an Europa.

Mä mat kucken, schwätzen, esouguer mat jäize geet et net méi duer. Och net méi mat betraffene Communiquéen, Interviewen oder Rieden. Et geet elo duer! Mir mussen elo endlech handelen. An eis éischt Prioritéit, dat hunn d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg vollkomme richteg gesinn, ass d'Rettung vun de Mënschen. Well et ass fir Europa, also och fir Lëtzebuerg, strikt inakzeptabel, Mënschen am Mëttelmier erdrénken ze loossen.

Dat hunn ech virun e puer Deeg iwwregens och an der parlamentarescher Assemblée vum Europarot zu Stroossbuerg gesot. An Dir, Här Ausseminister, hutt 300% recht, wann Der sot, fir aus der Flüchtlingsfro, jo aus der Flüchtlingsdramatik e Kärthema vun der Lëtzebuerger Présidence ze maachen. D'CSV ass do och mat Iech 300% d'accord a steet och voll a ganz hannerun Iech. A mir hoffe just, dass Der nom 7. Juni dat och nach kënnt maachen a bei der Présidence och dee Lead iwwerhuelen.

Well bei esou existenziellen Theme fir eist Land, fir Europa, allgemeng fir de Mënsch, däerf weder vu Majoritéit nach vun Oppositioun geschwat ginn, mä do gëllt et, an déiselwecht Richtung ze zéien. Dat heescht awer net, datt mir keng konstruktiv Kritik um Detail maachen. Mä an der Saach vum Mënsch, an iwwregens och an der Saach vun Europa, musse mir un engem Seel an déiselwecht Richtung zéien.

Parallell zum Conseil de l'Europe huet zu Bréissel den Europäesche Rot a Form vun engem ausseruerdentleche Conseil européen och als Sommet getaagt. An et ass och do eppes derbäi erauskomm, och wa meng Analys vum Resultat e wéineg méi duerchwuessen ass wéi déi vum Här Statsminister. Mä richteg ass, d'Richtung stëmmt. Et gëtt endlech ëmgeduecht, wann och nach net genuch a wann och nach laang net vu jiddwerengem!

Den Engagement an der Flüchtlingsfro vun der Juncker-Kommissioun ass richteg, och wann d'Flüchtlingsthematik praktesch zu honnert Prozent eng nationalstaatlech Fro ass, esou läit grad d'Fro vun der Rettung vu Mënscheliewen an och vum Asylrecht grad deem heitege Kommissiounspresident staark um Häerz. Ech vertrauen dofir och op déi nei Strategie a Saache Migratioun, déi d'Kommissioun wäert an den nächste Woche virleeën.

Beim Bréisseler Flüchtlingssommet hunn ech gesot, d'Resultat wier éischter duerchwuessen, well eng Rei vu Nationalstaten, trotz där Dramatik, ëmmer nach de Fouss op der Brems haten, an net nëmmen eleng eis britesch Kolleegen. Trotzdeem ass en Émdenke feststellbar. Trotzdeem ginn d'Moyene fir de Programm Triton verdräifacht. Woubäi ee muss wëssen, datt d'Flüchtlinge keen Ënnerkierper vun engem Fësch hunn, wéi den Triton an der griichescher Mythologie. Neen, si gi mat ënner, wann hiert Schëff ënnergeet. An eigentlech geet och Europa bei all eenzelne Flüchtling, deen erdrénkt, mat ënner!

Mä et ass an dëser Fro extrem wichteg, net just d'Welt aus der Distanz vun engem Bréisseler Sommet ze kucken, dat grad bei der batterer Realitéit um Terrain a Syrien, a Libyen, am Noen Osten, an Afrika, am Mëttelmier an och an eise südlechen EU-Länner, alle virop eis italienesch Frënn, déi terribel vun där Situatioun betraff sinn. Awer och d'Türkei, déi de Moment déi meeschte Flüchtlingen opgeholl huet, an och de Libanon net ze vergiessen.

Positiv gesi mir, dass d'Nationalstate méi Schëffer a Fligeren zur Verfügung stellen, fir konkret Mesuren am Mëttelmier ze huelen.

Fir d'CSV kann Europa net iwwer Nuecht seng Grenzen einfach opmaachen. Dat wier och kontraproduktiv, well nach méi Schëffer sech géifen op de Wee maachen. Awer Europa däerf och keng Festung sinn. D'Zäit vun de Festungen a vun de Buergen ass definitiv eriwwer an enger globaliséierter Welt. An esouguer d'Mëttelmier geet als Buerggruef net duer, fir déi Leit dovun ofzehalen, no Europa ze kommen, well si dat wëllen a well si just an Europa nach eng Hoffnung gesinn.

Mä esou ee Gruef produzéiert och Griewer, wa mer et net fäerdegbréngen, deene Leit ze hëllefen, déi do ënnerwee sinn. Well dat hu mer jo gesinn, an et ass och net, fir elo falsch Décisiounen ze huelen an e Buergfridden ze schléissen, wann ee keng echt Solutiounen unzebidden huet.

Ech wëll just ee Saz aus der Deklaratioun vun de Stats- a Regierungschefen zu Bréissel zitéieren: «Notre priorité immédiate est de faire en sorte que plus personne ne meure en mer.»

Fir d'CSV hätte mer léiwer gehat, mir hätten net geschriwwen „une priorité immédiate", mä „une priorité absolue", fir dat als Alleriewescht dohinner ze stellen, an dann och aus den Emotiounen Aktiounen ze maachen. Ech sinn een Unhänger vun der chrëschtlecher Sozialléier an ee groussen Unhänger vum Leetsproch vum Kardinol Cardijn: „voir, juger, agir".

Mir hunn elo genuch, a méi wéi genuch gesinn. An zumindest do, wou mer eis eens sinn, am „juger", musse mer och elo direkt handelen an den „agir" ëmsetzen. Fir d'Éischt musse mer den Doud am Mëttelmier ënnerbannen, well d'Zukunft baut een net um Doud op, mä um Liewen. Fir dat fäerdegzebréngen, musse mer all d'Moyenen asetzen, déi mer hunn, an dat och iwwert d'Küstegebidder eraus.

Här Ausseminister, mir mussen och dofir suergen, dass dës Aktioun, zum Beispill virun der Küst vu Libyen, mat engem UN-Mandat ofgedeckt gëtt. Déi grouss Fro do: Mécht Russland mat? Mä och do musse mer all diplomatesch Kontakter notzen, déi mer hunn.

An da gëtt et och nach eng Fro, op déi ech och selwer keng zefriddestellend Äntwert hunn, dat ass d'Zerstéierung vun de Booter vun de Schlepper. Ass dat richteg oder ass dat falsch? Richteg ass, dass een d'Schlepper muss bekämpfen, well dat si Krimineller, well deenen ass all Mëttel recht, fir Gelder ze kasséieren a Leit a Mënscheliewen hu fir déi iwwerhaapt kee Wäert. An dat gesi mer all Kéiers an ëmmer erëm, wann esou Schëffer ënnerginn.

Mä ass d'Zerstéierung vun de Booter de richtege Wee? Ass dat dat richtegt Signal? A bréngt dat d'Leisung? Ech weess et net, ob dat dee richtege Wee soll sinn, well et kann e jo net einfach nëmmen all schrotträift Boot am Mëttelmierraum zerstéieren an dann hoffen, et géif näischt geschéien. Mä et muss ee sech d'Fro stellen, wéi een et och op anere Weeër kann ënnerbannen.

Och d'Ukrain däerfe mer net aus den Ae verléieren, well de mediale Fokus ass meeschtens just op eng Katastroph geriicht. Och do wäerten an den nächste Joren nach vill Flüchtlingen op eis zoukommen, wann och net iwwert d'Mëttelmier, mä méi iwwert d'Festland.

Wa séchergestallt ass, dass kee Mënsch méi am Mëttelmier erdrénkt, musse mer mëttelfristeg, am beschten direkt - awer mat mëttelfristegem Effekt - drugoen, fir d'Asylpolitik an Europa ze iwwerdenken. Och hei soll d'Kommissioun an den nächste Wochen a Méint Propose maachen an op den EU-Dësch leeën. An och hei vertraue mer op d'Aarbecht vun der Kommissioun an och vun den Ausseministeren.

Awer elo scho mussen e puer Prinzipie kloer sinn. Europa muss seng Asylpolitik iwwerdenken. Europa brauch méi Solidaritéit vun Norden no Süden, eng méi fair Verdeelung vun de Flüchtlingen an der Unioun. Well do sinn der, déi hunn der ganz vill, an et sinn och anerer do, wat méi grouss Länner sinn, déi hu bal keng. Intelligent Quoten, déi d'Flüchtlingen an Europa verdeelen, wieren do eng Léisung.

Mir mussen derfir suergen, dass den Dubliner Accord iwwerkuckt gëtt. A firwat net, Här Ausseminister, aus Dublin II an III Lëtzebuerg I maachen. Dat géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat an der Présidence géife fäerdegbréngen. An dat net nëmmen aus Image-Grënn, mä och fir alles dat, deen Asaz, dee vu Lëtzebuerger Säit do bruecht gëtt.

A wa mir vun enger fairer Opdeelung vun de Flüchtlinge schwätzen, da gëllt dat och fir heiheem, hei zu Lëtzebuerg. Et brauch ee keng formell Quoten, mä et brauch een awer eng fair regional an dezentral Verdeelung vun de Flüchtlingen. Mir sollen eis och hei zu Lëtzebuerg näischt virmaachen, mir wäerte musse méi Flüchtlingen ophuelen.

Et muss een de Leit dat gutt erklären. Et muss een dofir suergen, dass keng Ghettoen entstinn, weder fir d'Leit heiheem nach fir d'Flüchtlingen. Lëtzebuerg brauch gutt, dezentral Strukturen. An als CSV si mir der Meenung, et däerf een eis Gemengen do net am Ree stoe loossen. Weder de Stat däerf dat, nach d'Majoritéit vun de Gemengen, enger Minoritéit vun de Gemengen all dat iwwerloossen.

Grad wéi ech der Kommissioun vertrauen, zielen ech och hei op eis Gemengen an op de Gemengesyndikat Syvicol. Ech sinn do also méi zouversiichtlech wéi d'Madame Ministesch. Mä richteg ass, vum selwe wäert et net goen! Mä wann d'Konditioune stëmmen, wann de Verdeelungsschlëssel net rigid, mä fair ass, da stëmmt och d'Akzeptanz bei enger ganz grousser Majoritéit vun de Leit.

Souwuel op finanziellem wei op strukturellem Plang mussen déi Gemengen, déi Leit ophuelen, och gehollef kréien. Et muss ee fir eng als richteg erkannte Politik och heiansdo Iwwerzeegungsaarbecht leeschten an et muss ee fir seng Iwwerzeegunge riichtstoen.

A Mënsche virum Doud am Mëttelmier ze retten, ass richteg! A Mënsche virum Doud a Syrien ze retten, ass och richteg! A Mënsche virun der Verfolgung an Eritrea ze retten, ass och richteg! Also ass et och richteg, dass déi Leit hei bei eis mussen opgeholl ginn an dass mir och do mussen eis Part dozou bäidroen.

Wann ech da bei der Akzeptanz sinn, dann ass et grad esou richteg, dass mer awer och d'Diskussioun musse féieren iwwert déi Leit, déi de Flüchtlingsstatut net kruten oder déi scho gesot kritt hunn, si missten d'Land verloossen, dass mer déi och gegebenenfalls erëm mussen zréck an hir Heemecht schécken.

Dat gëllt och fir sougenannten EU-Bäitrëttskandidaten. Länner, wou mer nach ëmmer Leit hunn, déi dann op Lëtzebuerg kommen an Asyl ufroen. An et ass schwiereg ze erklären, dass d'Land an enger Prozedur ass, fir EU-Bäitrëttskandidat ze ginn a gläichzäiteg och nach vu politeschem Asyl do geschwat gëtt. Mä dann ass dat vläicht éischter e Wirtschaftsasyl wéi eng politesch Konsequenz.

An déi éierlech Diskussioun musse mer féieren, an dat och an Zesummenaarbecht mat deene Länner, wou déi Leit hierkommen. An et ass selbstverständlech kloer, mir kënne kee Mënsch an e Krichsgebitt zréckschécken, well dat wier jo alles anescht wéi logesch. Mä mir mussen och dee Courage hunn, déi Dossieren unzegoen.

Europa, an dat ass sécher, brauch méi legal Awanderung an, mengen ech, och méi eng grousszügeg legal Asylgewährung. A sief et nëmmen, wëll dat dat Eenzegt ass, wat fonctionnéiert. Well ze mengen, Europa kéint einfach seng Schotten dicht maachen, ass eng Illusioun. An den Ausseminister huet virdrun och d'demografesch Lag a verschiddene Länner ënnerstrach, déi och do eng legal Zouwanderung brauchen.

Gläichzäiteg ass et eng falsch Angscht, fir de Leit ze soen, eist Boot wier voll. Neen, voll sinn d'Booter um Mëttelmier. An duerfir gi se och ënner, obschonns d'Leit tëschent 5.000 a 15.000 Dollar fir eng Iwwerfahrt bezuelen. Och dat ass en dramateschen Detail an dëser Tragédie.

Eens si mer eis heibannen och - zumindest gréisstendeels, hoffen ech - wat de long Terme ugeet, wat also déi politesch Stabiliséierung vun eiser Mëttelmier-Noperschaft ugeet. Awer och hei ass a bleift Lëtzebuerg e Modell, wat eis Kooperatiounspolitik mat Afrika a mat aneren Deeler vun eiser Welt ubelaangt, well Lëtzebuerg do nach ëmmer ee vun deene Wéinegen ass, deen 1% an d'Entwécklungshëllef investéiert.

Här Ausseminister, Europa huet seng direkt geopolitesch Noperschaft an der Lescht e wéineg vernoléissegt, och well d'europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik nach net do ass, wou se misst sinn. An och do, wou eis Iwwerleeungen all zesummen higinn, fir méi eng koordinéiert Aussen- a Sécherheetspolitik ze kréien. An do ziele mer och op Ären Asaz an och op den Asaz vun der Juncker-Kommissioun, fir och doriwwer nozedenken, fir déi Aussepolitik nach besser kënnen ze gestalten. An och, wann et de Moment nach schwiereg ass, sech dat kënne virzestellen, mä esou ass et dach eng dringend Noutwendegkeet, och eng europäesch Arméi an deem Kader kënnen ze kréien.

Mä virun allem brauche mer eng aussepolitesch Strategie. An déi éischt Prioritéit vun eiser Aussepolitik muss eis direkt Noperschaft sinn, also d'Ukrain a Russland am Osten, an de Mëttelmierraum am Süden. An also och de Krich a Syrien, d'Dramatik am Hellege Land, de sougenannten Islamesche Stat am Irak, d'Fro vum Iran an net zulescht och de Service, erlaabt mer et esou ze nennen, de Service après-vente vum Arabesche Fréijoer.

Mir hu jo elo erëm Fréijoer an dat wier eng gutt Geleeënheet, fir eis an éischter Linn hei emol mat Libyen ze befaassen. Well och hei geet et net duer, fir Demokratie ze jäizen. Et muss een op der Plaz, um Terrain och derfir suergen, datt d'Länner net zesummebriechen an datt d'Demokratie wuesse kann. An iwwregens och de Rechtsstat, well Demokratie ass jo méi wéi just eng Herrschaft vun der Majoritéit. Demokratie ass jo och eppes, wou d'Minoritéit zu Wuert kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mir brauchen also diplomatesch Léisunge fir Syrien, fir Libyen, fir de ganzen Noen Osten a fir de Maghreb. Mir mussen hei als Europäer méi Verantwortung iwwerhuelen. An och do brauche mer éischter méi wéi manner Europa. Mä och hei musse mer nach esou munch Nationalstat an Europa iwwerzeegen. An dat ass eng Aufgab, déi Lëtzebuerg ka während senger Présidence iwwerhuelen.

A wann ech laangfristeg schwätzen, da musse mer Prioritéite festleeën. D'Bekämpfung vum Honger a vun der Aarmut musse mer méi offensiv ugoen. Mir brauchen hei eng wierklech Offensiv! Well och wa kee Schëff, kee Boot, oder wéi een ëmmer déi Saache wëllt nennen, am Mëttelmier méi mat 1.000 Flüchtlingen ënnergeet, all fënnef Sekonne stierft an eiser Welt e Mënsch un Honger, ganz dacks Kanner a Puppelcher!

Duerfir, wann et eng Politik gëtt, op déi Lëtzebuerg wierklech houfreg ka sinn, ass a bleift et fir eis d'Kooperatiounspolitik. Deen 1% vun eisem RNB si gutt investéiert Suen, well et si Suen, déi an d'Liewen investéiert ginn an net an den Doud. Duerfir ass et richteg fir eis, fir och an e bësse méi schwéieren Zäiten net ze vergiessen, wiem et wierklech schlecht geet an eiser Welt.

Vun Afrika, vu Libyen, vu Syrien aus gekuckt, do blénkt den europäesche Stär vun der Hoffnung nach ganz staark. Vill méi staark wéi op den 12 Stäre vun eisem europäesche Fändel heiheem. Mir mussen d'Hoffnung erëm legaliséieren a politiséieren, an éischter Linn mat méi europäescher a globaler Solidaritéit. Awer dës Solidaritéit muss vill méi effikass sinn a mir mussen och vill méi eng effikass Politik kënne maachen, international, an Europa, heiheem, awer och op dem regionale Punkt ufänken.

Europa muss e Kontinent an eng Iddi vun der Hoffnung bleiwe fir d'Flüchtlingen am Mëttelmier, fir all d'Europäer an och fir d'Leit heiheem zu Lëtzebuerg, well d'Hoffnung geet mat der Rettung vu Leit, déi an Nout, a Séinout sinn, soss ënner!

Duerfir ass et wichteg, dass mer alles maachen, fir dass et net méi zu esou dramatesche Situatioune kënnt an dass mer den Iwwel un der Wuerzel faassen an dofir och déi Invester maa-

chen an deene Länner, déi déi Länner brauchen, fir dass et fir si selwer interessant bleift, net nëmmen de Stär vun der Hoffnung an Europa ze gesinn, mä dass se virun allem och de Stär an hirem eegene Land, op hirem eegene Kontinent gesinn. An dat ass eng grouss Aufgab, déi mir als Lëtzebuerger Chamber hunn, déi awer och ganz Europa huet.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Sprieche vun der LSAP-Fraktioun an als President vun der Aussen- an europapolitescher Chamberskommissioun deelen ech natierlech déi Betraffenheet, déi Trauer an deelweis och Roserei oder Enttäuschung, déi mer all empfannen no där Katastroph am Mëttelmier vu virleschtem Weekend, wou, ech mengen, geschätzt, déi eng soen 800, anerer bis 1.200 Mënschen, Fraen, Männer a Kanner hiert Liewe gelooss hunn. Si waren um Wee, voller Hoffnung, fir hei an Europa eng besser Zukunft ze fannen. Déi Tragédie, dat wësse mer alleguer, an dat ënnerschreiwe mer och alleguer hoffentlech, ass inakzeptabel!

Dat Schrecklechst dorunner ass awer, dass et net déi éischte Kéier ass. A mer erënneren eis, dass ongeféier virun annerhallwem Joer zu Lampedusa op ee Coup och Honnerte vu Flüchtlingen erdronk sinn. D'Italiener, deemools relativ eleng gelooss, hu reagéiert mat der Operatioun „Mare Nostrum". Se hunn déi an d'Liewe geruff an dës Aktioun huet d'Italiener eleng néng Milliounen Euro de Mount kascht a se konnt awer 100.000, iwwer 100.000 Mënsche retten, leider och net all, a se konnt och iwwer 730 Schlepper festhuelen.

Deemools, no där sougenanntener Lampedusa-Katastroph, war ganz Europa ënner Schock a vu ville Säiten hu mer héieren, dass esou eng Tragédie sech net méi däerf widderhuelen. Eh ben, de Schock an déi Betraffenheet ronderëm dat Lampedusa-Drama ware séier vergiess an et huet sech elo, annerhalleft Joer duerno, a méi groussem Ausmooss nach eng Kéier virun der italienescher Küst widderholl.

Dofir däerfe mer elo net méi soen, wéi et deemools bei Lampedusa geheescht huet: Dat kann net esou weider goen. Dës Kéier mussen de Wierder och Tate folgen! Dës Kéier, an ab elo, musse mer wierklech konkret schaffen a muss och konkret eppes geschéien.

Bis elo, mengen ech, muss ee positiv feststellen an hunn ech och e positiven Androck, dass déi meescht Regierunge vun den EU-Memberstate sech dat eenegermoossen zu Häerzen huelen, zumindest emol wat déi dréngend Fro vun der Séinoutrettung ubelaangt. Et ass awer an onsen Ae ganz wichteg, derfir ze suergen, dass dee Reformwëllen an déi Dynamik vum EU-Conseil, awer och vun der EU-Kommissioun net offlaacht an dass déi schrecklech Evenementer dës Kéier net a Vergiessenheet geroden.

Hei hu mer alleguerten eng Verantwortung, Dir Dammen an Dir Hären, all Memberstate vun der EU, déi national Parlamenter, also och mir, déi national Regierungen, all EU-Institutiounen, an natierlech och d'Zivilgesellschaft. An an deem Sënn begréisse mir et als LSAP-Fraktioun, dass den Ausseminister an der Chamberskommissioun de 17. Abrëll an och haut nach eng Kéier widderholl huet hei, dass d'Lëtzebuerger EU-Présidence d'Asylproblematik als och ee vun de Schwéierpunkte behandele wäert a mat vill Courage ugoe wäert. Dat ass ganz begréissenswäert.

Mir begréissen natierlech och déi däitlech Wierder haut de Moien am Europaparlament vum Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker, dee ganz kloer gesot huet, mir mussen d'Dieren hei an Europa opmaachen.

Ech hunn elo grad vun der Responsabilitéit, vun der Verantwortung geschwat. An dofir wëll ech mech engagéieren, als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi jo och Entwécklungspolitik, Défense an Immigratioun op hirem Fändel stoen huet - all déi Domäner hänke jo zesummen an de Lien tëschent Entwécklung, Sécuritéit a Migratioun, dee gëtt ëmmer méi däitlech an och ëmmer méi wichteg - an ech wäert mech engagéieren, dass mer och eis Responsabilitéit iwwerhuele wäerten an ech wäert mech engagéieren, dass mer an der Kommissioun mat ganz vill Interessi déi vun der EU-Kommissioun geplangten an ugekënnegt Migratiounsagenda verfollege wäerten an och begleede wäerten.

Dës ass eng ganz wichteg Agenda. Se soll ufanks Mee erauskommen a se soll natierlech, éischtens, de gemeinsamen Asylsystem konsolidéieren. Se soll awer och e wichtegt Kapitel iwwert déi legal Migratioun beinhalten. Legal Migratioun oder Immigratioun ass fir d'LSAP e wichtegt Thema. An ech erlabe mer just hei och eng Statistik ze nennen, de Minister huet a senger Ried eng Statistik vun Däitschland genannt, ech wëll eng vu ganz Europa nennen.

Haut liewen an Europa véier Persounen tëschent 15 a 64 Joer fir eng Persoun, déi iwwer 65 Joer ass. Am Joer 2060 sinn dat der nach just zwou! Also, wann een déi Alterspyramid vun Europa analyséiert, gesäit een, wéi wichteg d'Thema vun der legaler Immigratioun ass. Legal Immigratioun, dat däerf awer net nëmmen heeschen, d'Blue-Card erweideren, net nëmmen heeschen, Leit an Europa ze loossen, déi kënne fir verschidde Firmen, well se ganz qualifizéiert sinn, schaffen. Mä dat heescht, vill méi Leit an Europa eraloossen, fir dass mer dëse Kontinent um dréine behalen. Well, wann déi do Statistik, wa mer am Joer 2060 sinn, an déi do Alterspyramid Realitéit ass, da geet et net nëmmen duer, „highly qualified" Leit hei an Europa eranzeloossen, mä da musse mer d'Dieren, wéi gesot, vill méi wäit opmaachen.

En drëtte Punkt vun där Migratiounsagenda ass natierlech och, zu Recht, e wichtege Punkt. Dat ass eben dee verstäerkte Kampf géint déi illegal Immigratioun a virun allem do kënnt jo och de Kampf géint de Mënschenhandel derbäi. Do ass e ganz enke Lien dozou, an dat ass eppes, wat fir d'LSAP och ganz wichteg ass. An dofir ass dee véierte Punkt natierlech och e wichtege Punkt, dass ee Moossnamen treffe muss, fir ons Baussegrenzen deelweis besser ze kontrolléieren.

D'Flüchtlingsproblematik, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Asyl a Migratioun ass e ganz vielsäitegt an och e ganz komplext Thema. Hannert dëse Wierder, Asyl a Migratioun, verstoppe sech mënschlech Schicksaler, do verstoppe sech mënschlech Dramen. Mä dohanner verstoppe sech och mënschlech Dreem! Leit, déi den Dram hunn, eben hei besser ze liewen.

Dofir sinn ech och esou traureg an och wierklech dégoûtéiert, wann ech op verschiddene soziale Medien an och op Internetfore Messagë liesen, wou Matbierger, ouni Verstand an ouni Häerz, hemmungslos schreiwen, et soll een dach déi Leit am Mëttelmier einfach erdrénken - fir net ersaufen ze soen - loossen. An ech fannen, esou Aussoe sinn ze veruerteelen!

An dofir wëll ech och emol Verschiddenes e bësse an e Kontext brëngen an ech wëll un eppes erënneren. An Europa liewen am Moment eng Millioun unerkannte Flüchtlingen. Dat si 7,6% vun allen unerkannte Flüchtlinge weltwäit. Net esou enorm vill. 2013 huet de Flux vun Asylanten no Europa, do goufe 435.000 Unträg gezielt. 2014 goufe 600.000 Unträg gezielt. Dat ass net näischt. Ech wëll dat net ënnert den Teppech kieren.

Mä ech fannen, dat ass awer relativ wéineg, wann een dat a Relatioun setzt mat zum Beispill der Situatioun, wéi se haut a Jordanien ass an am Libanon: Länner mat véier, fënnef Milliounen Awunner, wou iwwer eng Millioun Flüchtlinge sinn. Wann een dat a Relatioun setzt mat deenen eelef Milliounen Déplacéierte vun der Syrien-Kris, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat wierklech wéineg.

An da solle mer eis schummen, wann een do wëllt hei an Europa den Europäer Angscht maache virun enger Iwwerfriemung duerch Immigratioun. All deene Leit musse mer - an dat ass eis Flicht -, deene musse mer Paroli bidden a mir mussen ëmmer erëm alles an de richtege Kontext setzen. Mir mussen ons wiere géint all Form vu Populismus, vun Nationalismus a vun Egoismus.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zréckzekommen op déi onerträglech Situatioun am Mëttelmier, op der Grenz also vun onsem Kontinent, déi och Ulass ass vun dëser Debatt.

Wat elo an direkter Zukunft wichteg ass, dat ass eben déi absolutt Prioritéit, Liewen ze retten. Do si mer eis all eens. De Mënschen, déi op deene futtisse Booter, op deenen onséchere Schëffer regelrecht agepercht ginn, deene musse mer hëllefen. An ech mengen, dat ass och unerkannt ginn déi lescht Woch vun den Ausse- an Innenministeren an duerno och vum Conseil vun de Stats- a Regierungscheffen.

Déi finanziell a personell Moyene vun Triton sinn erhéicht ginn. De Budget entsprécht elo plus ou moins deem vu Mare Nostrum. Dës Mesurë ginn onser Meenung awer net duer an och d'Mandat vun Triton muss geännert ginn an et muss och nach méi e groussen Akzent op Rettung geluecht ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Schutz vu Mënsche muss ons als Lëtzebuerger, muss ons als Europäer méi wichteg sinn, wéi de Schutz vun onse Grenzen a vun onse Baussegrenzen. Et ass also dofir wichteg, sech anzesetzen, fir d'Asazgebitt vun Triton ze erweideren, dass bis virun déi libesch Küst gerett ka ginn, wéi dat de Fall bei Mare Nostrum war. Bei dëser éischter Prioritéit geet et virun allem ëm humanitär Hëllef, déi mir als Europäer, wéi gesot, bedingungslos leeschte mussen, ohne Wenn und Aber.

D'Considératioune vu verschiddenen EU-Regierungen a politesche Gruppéierungen, déi vum „Pull-Effekt" schwätzen, dat heescht, déi behaapten, dass wa mer effikass retten, dass mer doduerch weider Flüchtlingen unzéien, esou Considératioune si fir d'LSAP komplett fehl op der Plaz! Dat si Gedanken, déi net vereinbar si mat onsen europäesche Grondwäerter.

Hir Duerchsetzung, wann een dat géif duerchsetzen, géif bedeiten, dass mer erlabe géifen, déi Leit erdrénken ze loossen, fir keng weider Flüchtlingen hei unzezéien. An et gëtt, mengen ech, och keng Beweiser. Ech hunn emol op jidde Fall keng Beweiser derfir an ech gleewen och perséinlech net drun, dass d'Zuel vun de Flüchtlingen zesummenhänkt mat der Effikassitéit vun engem europäesche Rettungsprogramm um Mëttelmier.

Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mënschen a Séinout retten oder, bildlech ausgedréckt, aus dem Mier fëschen, ass noutwendeg an, wéi gesot, eng Flicht. Europa a mir alleguer musse weiderhin déi divers an deelweis och selwer verursaachten Ursaache vun der Nout vun deene Mënsch erkennen, ugoen a bekämpfen.

Fir mech a fir d'LSAP muss Europa fir Solidaritéit a Mënschlechkeet stoen. An dofir brauche mer eng Flüchtlingspolitik, déi ebe sech duerch Mënschlechkeet a Solidaritéit charakteriséiert. Dofir fannen ech och déi Iddi, déi de Minister développéiert huet vum Visa humanitaire, e Punkt, wou ee roueg kann a soll weider dru schaffen.

Wann elo deen neie Rettungs- a Schutzdispositif komplett steet, da muss an da soll och no ganz kuerzer Zäit iwwerpréift ginn, ob déi Moyenen, déi elo engagéiert goufen, duerginn an ob net nach eng Kéier muss nogebessert ginn. Do däerf et dann net zu Bréissel zu engem Sträit kommen oder et däerf net zu Bréissel ëm e puer Millioune gestridde ginn. Do muss einfach gehandelt ginn!

Och Lëtzebuerg soll seng Contributioune leeschten. A meng Fraktioun begréisst do d'Aussoe vum Minister Asselborn. Dir hutt zum Beispill d'Iddi vun der Fluchiwwerwaachung genannt, Dir hutt nach fënnef aner Punkten opgezielt, fir net ze laang ze sinn, Dir hutt se gesot. Mir begréissen natierlech déi fënnef Punkten.

Och d'Bekämpfung vun de kriminelle Schleiser ass ganz wichteg, déi ass ugekënnegt ginn. Dat si Krimineller, déi do um Wierk sinn, déi skrupellos Leit an den Doud schécken. Déi musse gestoppt ginn an déi musse virun allem och zur Rechenschaft gezu ginn. Dat wäert natierlech an der Praxis net einfach ginn. Och mir als LSAP froen eis, déi Iddi, fir do d'Schëffer ze zerstéieren, ob dat dee richtege Wee ass. Doriwwer muss nach diskutéiert ginn, well dat kann och Kollateralschied hunn, déi net gewollt waren.

De Problem ass och, dass déi Schleiser a Länner aktiv sinn, wou et keng funktionéierend Regierunge ginn, mat deenen ee kann zesummeschaffen. An dofir, déi Problematik hu mäi Virriedner an och de Minister schonn ugeschwat.

De Leidensdrock vun de Flüchtlingen ass esou grouss, dass d'Bekämpfung vun de Schleiser natierlech net all d'Problemer léise wäert. Et soll een natierlech alles iwwerpréiwen, wat een an deem Zesummenhang kann an der Praxis ëmsetzen. Mä do soll een och keng ze vill grouss Erwaardungen hunn.

Wesentlech ass et, einfach fäerdegzebréngen, dass kee Mënsch méi de Fouss op esou Doudesbooter setzt. A wa se awer de Fouss op d'Doudesbooter setzen, do kommen ech ëmmer erëm drop zréck, da musse mer effikass hëllefen a retten. Mir däerfen also net zouloossen, dass - et kann een et net oft genuch soen -, mir däerfen et net zouloossen, dass e Mënsch op der Flucht, sief et aus politesche Grënn an och wéinst Aarmut, ëm d'Liewe kënnt.

D'Zesummenaarbecht mat de sougenannten Transitländer wéi Libyen ass dofir wichteg, och wann et schwéier ass. Mä déi ganz aussepolitesch Dimensioun spillt e ganz wichtege Rôle.

D'Hierkunftslänner vun de Flüchtlingen, dat wësse mer all, do ass Krich, Aarmut, politesch Onstabilitéit. An déi Problematik, dass mer déi Länner net eleng loossen, ass och wichteg. An dofir brauche mer weiderhin nei Strategien, fir eis Relatioune mat deene Länner als Europa ze definéieren.

Stéchwuert europäesch Noperschaftspolitik. Mir haten e Méindeg de Moien an der Kommissioun den Text, wou d'Kommissioun gesot huet, et ass jo och eng Prioritéit vun der Kommissioun, direkt dëst Joer déi ganz europäesch Noperschaftspolitik nozekucken. Déi leschte Kéier ass dat 2011 gemaach ginn nom Printemps arabe. An d'Europäesch Kommissioun huet do eng grouss Consultatioun ugeluecht, fir dann am Hierscht konkret Konklusiounen ze zéien. An, ech mengen, dat ass wichteg.

An ech freeë mech och, wann ech an deenen Texter noliesen, dass méi eng verdéifte Mobilitéitspartnerschaft soll ofgeschloss gi mat de Länner vun der europäescher Noperschaft. An dorënner, ënnert deene 16 Länner, sinn natierlech och zéng Länner, déi eben un der Méditerranée leien. Also dofir ass dat, mengen ech, och e ganz wichtege Punkt.

Et freet mech och, dass d'lescht Woch beim Treffe vun der EU-Kommissioun mat der Kommissioun vun der Afrikanescher Unioun och de Migratiouns- a Mobilitéitsdialog, deen et scho säit längerem tëschent Afrika an Europa gëtt, dass deen och relancéiert ginn ass. An et huet mech dann natierlech och gefreet ze héiere vun onsem Ausseminister, dass ënner eiser Présidence e Sommet UE-Afrique zu Malta wäert organiséiert ginn.

Onsen Usproch als Europäer muss et och sinn, d'Liewenssituatioun ebe vun de Mënschen op hirer Plaz an hire Länner ze verbesseren. Dozou gehéiert eng gerecht Handelsuerdnung. Mir mussen d'Ekonomien an den Hierkunftslänner stimuléieren. Mir mussen évitéieren, dass hir Mäert duerch eis subventionéiert Produite futti gemaach ginn.

An et gehéieren och méi Efforte vun der Entwécklungshëllef dozou, de Minister huet et gesot. An ech freeë mech och, dass de Kommissiounspresident Juncker och dee Punkt de Moien am Europaparlament ënnerstrach huet. Mä natierlech ass et och hei kloer, dass een net op séier Resultater sech astelle kann. Trotzdeem musse mer awer déi Froen dréngend ugoen an och wa se keng séier Resultater bréngen, musse mer do weiderschaffen.

Aner Piste betreffen natierlech d'Ännerungen an der Asyl- an Immigratiounspolitik. Dorënner fält natierlech och eng gerecht Opdeelung vun de Flüchtlingen innerhalb vun der EU. An ech mengen, dat hunn d'Virriedner och hei gesot an de Minister an och de Moien de Kommissiounspresident Juncker.

Mir mussen dozou kommen, dass all Stat hei seng Responsabilitéit hëlt. Gerecht Opdeelung kléngt natierlech gutt, mä hei ass et och eng Fro vun der Emsetzung an der Faisabilitéit an domat och vun der Akzeptanz vun de Memberstaten. A mir wëssen, dass leider net all d'Memberstaten dovunner iwwerzeegt sinn. Dofir, mengen ech, ass an deenen nächste Méint hei nach vill Iwwerzeegungskraaft noutwendeg.

An et geet och net nëmmen duer, iwwer Quoten ze schwätzen, déi all Land erfëlle muss, mä et muss een och nach kucken, no wéi enge Kritären eng bestëmmte Persoun engem bestëmmte Land zougewise gëtt. Et ass also vill Aarbecht, déi op eis all duerkënnt.

D'Quote sinn, wéi gesot, e Wee, deen d'LSAP mat wäert droen, well mer jo wëssen, dass d'Reglement vun Dublin scho laang vun de Realitéiten iwwerholl ass, och wann et zumindest kloergestallt huet, wéi e Memberstat fir den Traitement vun enger Demande de protection internationale zoustänneg war.

Ech hu virdru kuerz den Ausbau vun der legaler Immigratioun ugeschwat. An do liest een och vill an der Press an et héiert een a villen Aussoe vu séchere Korridoren. Och dat kléngt natierlech ganz gutt, mä oft bleift et do bei enger Floskel an et héiert een net kloer eraus, wéi dat konkret an der Realitéit geschéie soll an no wat fir Kritären a wéi wäit dat soll goen. Glaskloer schéngt et mer awer ze sinn, dass d'EU méi Responsabilitéit fir d'Ophuele vun de Flüchtlingen huele muss. Konkret bedeit dat, mir mussen ebe méi Flüchtlinge bei ons ophuelen.

Et gëtt och geschwat vun den Instrumenter, déi mer méi staark benotze mussen, zum Beispill deen ambitiéise Programm vun der Reinstallatioun, wou awer am Moment nëmme 5.000 Flüchtlinge sollten erausgoen. Ech mengen, och do muss een déi Zuel wierklech enorm erhéijen, wann een dat a Relatioun setzt mat all deene Problemer, déi et gëtt an der Géigend vun der Méditerranée a vum Noen Osten.

Mir musse méi Leit ophuelen, mä mir mussen awer och wëssen, dass mer net nëmmen eng Verantwortung par rapport zu deene Mënschen hunn, déi bei eis komme wëllen, mä mir hunn natierlech och eng Verantwortung zu eiser Populatioun a par rapport zu deene Leit, déi mer dann ophuelen. A mir musse capabel sinn, dëse Mënschen, déi mer bei eis ophuele wëllen, deene Perspektiven ze ginn, eng Aarbecht an och eng Ausbildung. Dofir freeën ech mech och, dass dës Chamber u Gesetzer schafft, fir

nach e besseren Accueil vun den Demandeurs de protection d'asile, an dass mer och hei an der Kommissioun an deenen nächste Wochen ufänke wäerten, un onsem neien Asylgesetz ze schaffen.

Wéi gesot, fir dee groussen Défi vun der aktueller Flüchtlingswell kënnen ze léisen, brauche mer an Europa méi Solidaritéit. Ech hoffen, dass déi aktuell Debatten, déi nu wierklech, mengen ech, iwwerall an de Parlamenter hei an Europa geféiert ginn, an eng Weiderentwécklung vun der europäescher Migratiounsagenda, dass dat do afléisse wäert, an dass d'Kommissioun de Parlamenter nolauschtert, wat d'Propositioune si vun de Parlamenter an, wéi gesot, dass all déi Iddien an all déi Suergen an déi Immigratiounsagenda afléisse wäerten. Dat ass fir ons ganz wichteg.

An ech hoffen, wéi gesot, dass mer an deem Dossier weiderkommen, dass mer net an engem Joer oder an engem hallwe Joer oder an annerhallwem Joer erëm hei stinn an dat, wat elo zweemol geschitt ass, eng drëtte Kéier musse soen. Dofir: Mir hunn all eng Verantwortung. Loosse mer déi Verantwortung huelen an ufänken ze schaffen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. An nächste Riedner ass de Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Migratioun vu Mënschen ass jo guer keen neie Phenomeen. Et ass u sech eng Konstant an eiser Geschicht, scho wéinst ganz ville verschiddenen Ursaachen. Mir hu jo Leit, déi hiert Doheem musse verloossen an der Hoffnung, eng nei Existenz an der Friemd opbauen ze kënnen. Dat, wat sech allerdéngs an deene leschte Joren, a méi spezifesch an deene leschte Méint um Niveau vum Mëttelmier ofgespillt huet, dat ass natierlech en Drama éischter Klass.

Déi Biller, déi an eiser staark mediatiséierter Welt eis an deene leschte Wochen ëmmer erëm gewise goufen, déi kënnen natierlech kee kalloossen. Et däerf een net drun denken, wéi vill mënschlecht Leed do entsteet. Kanner, déi virun den Ae vun hiren Elteren erdrénken, Pappen a Mammen, déi op eemol net méi bei hire Kanner sinn.

Besonnesch déi lescht Katastroph, wou jo wäit iwwer 700 Leit wahrscheinlech hiert Liewe gelooss hunn, huet natierlech ënner eis alleguerten e grousse Schock ausgeléist. Da schloen evidenterweis natierlech d'Emotiounen héich. Dat ass mënschlech, dat ass normal. Et ass och net verwonnerlech. Dann ass et och normal, datt um allerhéchste politeschen Niveau séier reagéiert gëtt. Esou fonctionnéiert d'Mënschheet nun eemol. Mä dat soll awer och keng Entschëllegung sinn, fir wann näischt dobäi erauskënnt. Zumindest huet dës Katastroph de Virdeel - „Virdeel" tëschent Gänseféisercher -, datt déi Problematik hei awer elo nach vill méi am Fong diskutéiert gëtt.

Besonnesch dramatesch an dëser Situatioun ass awer och nach, datt e reliéise Konflikt och nach um Niveau vun deene Schëffer ausgedroe gëtt. An, ech mengen, et huet ee ganz niddergeschloe gemaach, wéi een dann héieren huet, datt och nach Leit wéinst hirer reliéiser Iwwerzeegung iwwer Bord gehäit goufe respektiv ëmbruecht goufen.

D'Tatsaach, wéi gesot, datt elo en extraordinäre Sommet vun den EU-Stats- a Regierungscheffen de leschten Donneschdeg zu Bréissel war, seet jo awer och genuch aus. An ech mengen, spéitstens elo hoffe mer alleguerten, datt sech virun allem Europa och bewosst ass, wat fir eng Dramatik sech do entwéckelt huet an datt een dat net méi kann esou als Fait divers ofstempelen.

Wéi eescht allerdéngs natierlech déi Absichtserklärunge gemengt sinn, dat wäerte mer spéitstens da mierken, wann d'Tréinen iwwert dës Katastroph verdréchent sinn a wann erëm aner Biller d'Televisiounsprogrammer wäerte beherrschen. Well et däerf ee jo net vergiessen, am Oktober 2013, dat ass nach net allze laang hier, war et schonn zu enger ähnlecher Katastroph komm, Stéchwuert Lampedusa. Och deemools goufen, kann ee bal soen, ähnlech Wierder gebraucht wéi déi, déi an deene leschten Deeg gebraucht gi sinn. An awer huet sech dës Katastroph nach eng Kéier widderholl!

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt, ass, ob deen Zéngpunkteprogramm, deen elo zréckbehale ginn ass, effikass genuch ass. Et ass jiddefalls derwäert, datt ee sech mat deem engem an deem anere Punkt e bësse méi am Detail auserneesetzt. Ech mengen, mir als Demokratesch Partei begréisse mat Sécherheet, datt déi budgetär Mëttelen hei verbessert gi sinn am Intérêt vun der Operatioun „Triton" an och „Poseidon", fir dann eben, wéi gesot, och mindestens den Niveau vum Mare Nostrum ze erreechen.

Datt elo Schëffer, Fligeren an Helikopteren am Mëttelmier agesat ginn, dat ass och novollzéibar. Och wann dat den éischte Moment een e bësselchen un e Krichszeenario erënnert, esou däerf een awer net vergiessen, datt hei ganz vill illegal Aktivitéiten an deem Raum do geschéien, soudatt et awer och berechtegt ass, op déi dote Manéier ze äntweren. A virun allem, fir, wéi gesot, déi illegal Schleiser kënnen ze bekämpfen. Natierlech däerf een net vergiessen, et ass ëmmer nach nëmmen eng Symptombekämfpung.

Mir wëssen, datt déi Resultater, déi beim Sommet do erauskomm sinn, natierlech awer insgesamt nëmmen e minimale Konsens waren. Déi grouss Solidaritéit, fir Flüchtlingen an Europa opzehuelen, déi vermësst een trotzdeem nach op ville Plazen. An ech wëll nëmmen hei un den David Cameron erënneren an u seng Aussoen. En ass bereet, Material zur Verfügung ze stellen, mä d'Flüchtlingen, wann ech gelift, déi sollen awer net an England kommen. Sécher steet deen Här elo viru Wahlen, dat wäert do matgespillt hunn. Mä dat sinn awer Aussoen, déi awer trotzdeem ze denke ginn.

Dee Sommet huet natierlech dann och a ganz ville Kreesser net déi ganz grouss Begeeschterung ausgeléist, fir net méi ze soen. Ech wëll op e puer kritesch Stëmmen hiweisen. Zum Beispill den Europarot huet sech jo do zimlech distanzéiert gewisen. Dann och den héije Commissaire fir Flüchtlingsfroen. Ech wëll och de Bernard Kouchner hei zitéieren, fréiere franséischen Ausseminister, dee gesot huet: «L'Europe est coupable de non-assistance à personne en danger, elle nous fait honte.»

Besonnesch d'Europaparlament huet jo d'Muskelen awer och ganz staark spille gelooss, wou jo schonn iwwert de Wee vun hirem President, dem Martin Schulz, ugekënnegt ginn ass, datt se géife gegebenenfalls de Budget net stëmmen, wann net géifen nach méi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn. Positiv un där Positioun ass zumindest awer och, datt ee gesäit, wat fir ee Rôle d'Europaparlament awer och ewell an där ganzer Struktur Europa spillt. An, ech mengen, et ass jo och dat, wat awer e gutt Zeechen ass, datt am Fong déi direkt Demokratie hei an deene leschte Joren u Stäerkt gewonnen huet.

Ech ginn awer ganz gären zou, et mierkt een awer och, datt verschidde Leit, déi elo erëm op d'Tréinendrüs drécken, awer viru Jore vläicht d'Méiglechkeet gehat hätten, och eppes ze änneren, an dat awer net gemaach hunn, soudatt een awer, ech wëll net onbedéngt hei vun Zynismus schwätzen oder Hypocrisie, mä Verschiddener sollte vläicht awer e bësselche méi lues an hiren Aussoen optrieden, well, wéi gesot, viru Joren hätte se kéinte ganz aner Weeër aschloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaache vun deene Flüchtlingswelle sinn natierlech bekannt, op déi brauch een net méi am Detail anzegoen, sief dat ekonomescher Natur, sief dat souguer ekologescher Natur an natierlech och bedéngt duerch de politesche System.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Situatioun a Libyen, déi jo méi wéi dramatesch ass. An do huet sech natierlech no dem Stuerz vum Regime Gaddafi en totale Chaos agestallt, esou wäit natierlech, datt och haut scho Scholdzouweisunge gemaach ginn, wien da fir dee Chaos verantwortlech ass. Ech weess net, ob dat elo de Moment eis nach vill weiderbréngt. Jiddefalls, Tatsaach ass, datt besonnesch op deem Niveau muss gehandelt ginn. Eng Amëschung an intern Affäre vu Libyen ass natierlech extrem delikat. An trotzdeem ass et ze begréissen, datt d'Madame Federica Mogherini awer elo e Mandat kritt huet, fir do awer mat deene Leit, sofern een Uspriechpartner fënnt, och dann ze verhandelen.

Da ginn natierlech och Aussoe gemaach, wéi wann den Islamesche Stat natierlech hei eng wichteg Roll géif spillen. Seng Virstellung ass, fir eben Europa nach zousätzlech ze destabiliséieren. An de François Hollande huet souguer d'Schleiser och mat Terroriste verglach.

D'Fro, déi sech natierlech stellt an dësem Moment: Wéi soll sech Europa elo an Zukunft positionéieren? Wéi eng Léisunge sollen op den Dësch geluecht ginn? Ech mengen, och do soll ee ganz realistesch sinn. An et muss ee wëssen, datt et ganz schwéier wäert sinn, fir hei eng konsensfäeg Politik festzehalen.

Dat ass net polemesch gemengt. Mä wann ech awer gesinn, zum Beispill déi gréisste Partei am Europaparlament, d'EVP, déi awer, naja, net onbedéngt, kann ee soen, an eng Richtung zitt. Da beweist dat jo awer schonn, datt et wäert schwéier ginn, fir am Fong geholl eng Grondpositioun festzehalen, wéi mer d'Politik an Zukunft vis-à-vis vun där ganzer Problematik do solle gesinn.

Datt d'Mandat vun Triton, wéi gesot, net erweidert gëtt, wat de Rayon ubelaangt, vis-à-vis vun der libescher Küst, ass engersäits ze bedaueren, anersäits natierlech och ze verstoen, well een doduerch awer kéint och zousätzlech Konflikter ausléisen. Jiddefalls, eppes ass ganz kloer, ech mengen, och meng Virriedner hunn dat schonn däitlech hei ënnerstrach, déi europäesch Länner, d'Europäesch Unioun un éischter Linn huet natierlech eng ganz grouss Verantwortung. An aus der Siicht vun der Demokratescher Partei si vläicht, ech résuméieren dat dann emol op fënnef Punkten, déi sollen zréckbehale ginn, déi eng gewësse Pist duerstellen, wéi mer kënnen déi Problemer an de Grëff kréien.

Ech mengen, un éischter Linn ass et ganz kloer, mir musse versichen deene Leit, déi déi Stréim do bilden, nei Perspektiven ze ginn, wa se hiert Land verloossen. An dann hu mer en direkte Lien zur Entwécklungspolitik gemaach. An ech hoffe wéinstens, datt all déi, an där gëtt et leider nach ëmmer ze vill, déi negativ zur Entwécklungspolitik insgesamt agestallt sinn, datt déi spéitstens awer elo wäerten agesinn, wéi wichteg datt et ass, datt d'Länner, virun allem wéi Lëtzebuerg, eng kohärent, eng gutt Entwécklungspolitik maachen.

Well dat ass de Schlëssel am Fong, datt een deene Leit op hirer Plaz nei Perspektive gëtt. A besonnesch déi - virdrun ass hei vun de soziale Medie geschwat ginn, effektiv ass et grausam, wat een heiansdo do zu Ouere respektiv ze liese kritt -, besonnesch déi wäerte sécher, hoffentlech, elo de Message verstanen hunn, datt et falsch wier, wa mer an der Entwécklungspolitik e Gank géifen zréckschrauwen.

En zweete Punkt, wou mer mengen, datt nach misst eng Verbesserung ugestrieft ginn, dat ass natierlech och d'Koordinatioun um EU-Niveau. Et ass evident, Italien kann net eleng responsabel gemaach ginn. Italien huet vläicht de Pech eben, datt et geografesch an enger méi schlechter Positioun ass, mä et kann net sinn, datt Italien eleng fir dee ganze Misär do muss opkommen.

Et ginn och e puer positiv Usätz, och op europäeschem Plang. Ech erënneren zum Beispill un d'Kommunikatioun (2014) 154 vun der Europäescher Kommissioun, déi intituléiert ass „Faire de l'Europe ouverte et sûre une réalité", wou ënner anerem virgesinn ass, fir eng besser Gestioun vun den Aussegrenze vun Europa unzestriewen, well grad am mediterrane Raum ass dat wichteg.

An och an der Sahara muss, wéi gesot, méi eng effikass Koordinatioun gemaach ginn, fir ebe Mënscheliewen ze retten. An déi diplomatesch Bezéiungen, virun allem natierlech mat Libyen, ech hunn dat scho virdrun hei erwähnt, mussen natierlech gesicht ginn, och wann dat fir de Moment extrem schwéier ass. Awer och mat Länner wéi dem Mali, Sudan, Tunesien, Ägypten an och dem Niger.

Drëtte Punkt: Natierlech muss d'Europäesch Unioun och méi Courage weisen am Emgang mat korrupten an diktatoresche Regimmer. Mir mussen och kloer de Fanger op d'Wonn leeën an och kloer vläicht deenen „Partner" - tëschent Guillemeten - deelweis soen, datt mer net bereet sinn, esou Systemer ze akzeptéieren. Mir setzen eis fir eng ziviliséiert politesch Kultur an. Anerwäerts kann een natierlech net derzou iwwergoen, fir déi Problematik och méi am Fong kënnen ze léisen.

E véierte Punkt ass: Mir sollen eis natierlech och kengen Illusiounen higinn. Och wann d'EU hir Hausaufgaben iwwert de Wee vun der Entwécklungspolitik géif besser maachen, da bleiwen natierlech ëmmer nach Honnertdausende vu Flüchtlingen, déi wäerten an deenen nächste Méint a Joren an eis Länner kommen. An dowéinst ass et also wichteg, datt all Länner - an ech betounen hei wierklech: all Länner - Responsabilitéit iwwerhuelen, datt och vläicht méi eng human Verdeelung vun de Flüchtlinge ka virgeholl ginn. Zum Beispill och, ech ginn elo emol ee kloert Beispill, datt Finnland géif Kreditter zur Verfügung stellen, datt Flüchtlingen an England géifen opgeholl ginn. A firwat an England? Mä well eben, bedéngt duerch hir Kultur, duerch hir Sproochekenntnisser et sech éischter géif eegnen, an esou ee Land ze goen, wéi an en anert Land.

Fënnefte Punkt: Et musse legal Weeër geschafe ginn, de Minister ass och schonn dorobber agaangen, fir datt déi Flüchtlingen ebe kënnen an Europa opgeholl ginn. An da si mer natierlech och séier bei Dublin III. An ech wëll och do verweisen op de Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei zu den Europawahlen, wou mer eis ganz kloer am Fong derfir ausgeschwat haten, datt Dublin III soll iwwerluecht ginn, op de Leescht geholl ginn a gekuckt ginn, inwiefern mer dat kënnen adaptéieren an deem Sënn: Am Moment ass et jo esou, datt e Flüchtling am Fong geholl nëmmen d'Recht huet, en Asylantrag ze stellen an deem Land, wou en och ukënnt, a mir mengen awer, datt een dat ouni Zweifel awer muss nei iwwerdenken, datt och vläicht souguer dat soll zentraliséiert ginn, datt en europäesche System soll geschafe ginn, wou, wéi gesot, eng équitabel Verdeelung da ka virgeholl ginn.

An da muss awer och iwwert déi EU-Richtlinn aus dem Joer 2001 iwwert d'Ofwier vun illegale Migranten nach eng Kéier nogeduecht ginn. Schlussendlech gëtt et jo och dann nach d'Iddi, datt d'EU deene Flüchtlingen d'Méiglechkeet gëtt, schonn an hirem Heemechtsland, respektiv och an engem anere Land ausserhalb der EU, fir Asyl unzefroen. Dat sinn, wéi gesot, Pisten, déi natierlech schwéier ëmsetzbar sinn. Mä et muss een awer an déi Richtung denken an och wa méiglech an déi Richtung herno handelen.

Wann een natierlech vu Responsabilitéit schwätzt vun anere Länner, dann däerf een natierlech och net vergiessen, mam Fanger op sech selwer ze weisen. Ech mengen, och mir als Lëtzebuerg hu selbstverständlech mindestens genau déiselwecht moralesch Verflichtung wéi eis 27 aner Memberstaten. Mir kënnen natierlech net materiell vill zur Verfügung stellen. Mir hu keng Krichsschëffer, mir hu keng Helikopteren, mä mir hunn awer duerfir aner Moyenen, fir eis an den Déngscht vun de Flüchtlingen ze stellen.

Da si mer natierlech ganz séier, dat ass och de Mëtteg schonn e puermol hei ugeschwat ginn, bei de Gemengen. D'Gemengen, déi eng grouss Responsabilitéit hei ze spillen hunn. An heibanne si jo ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen, déi jo och eng Fonctioun op deem Niveau hunn. An den Appell soll awer, an dee geet natierlech bei sech selwer un, soll awer sinn, datt een hei soll offensiv denken, soll déi Moyenen ausschëpfen, déi een a senger Gemeng zur Verfügung huet, fir dann awer och do deene Leit dann entgéintzekommen.

Ech weess, dat ass natierlech net ëmmer populär. Et ass méi flott, als Buergermeeschter respektiv als Schäfferot Projeten ze presentéieren, vun deenen déi lokal Populatioun ka profitéieren, wéi datt een de Leit déi Noriicht matdeelt, dass se elo 30, 40 Flüchtlingen als Noper kréien. Mä do muss een awer och dann awer Courage weisen, et muss een de Cran hunn an et muss ee soen: Voilà, ech mengen, dat ass e Problem, do ass eng Solidaritéit gefuerdert a mir mussen och en Deel vun deem, wat mir hunn, dann och kënnen ofginn. An ech sinn och iwwerzeegt, datt iwwer eng länger Zäit do e Mentalitéitswandel, ouni Zweifel, wäert kommen.

Et stellt sech natierlech an där ganzer Problematik och den Aspekt vun der Éducatioun. De Moment ass et jo esou, datt déi Flüchtlingskanner kënne separat bis ee Joer enseignéiert ginn. An natierlech gi se normalerweis no deem Joer an den normalen Enseignement mat integréiert. Wat natierlech och ëmmer erëm Problemer mat sech bréngt. Mä et däerf op alle Fall net esou sinn, datt déi Kanner net Gebrauch kënne maache vun eisem Enseignement.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt den OLAI, zum Beispill, de Moment ënnerbesat ass. Et gëtt munchmol natierlech och géint déi Administratioun, Verwaltung emol heiansdo gäre gewiedert. Ech ginn och net op dat an, wat an deene leschte Méint do vir sech gaangen ass. Mä wann natierlech sechs Assistants sociaux zur Verfügung sti fir iwwer 2.000 Leit, da kann een natierlech och net alles erwaarden.

Dann ass et jo esou, datt deen neien Don Bosco elo soll gläich opgoen, mat 114 Better. Deen alen, deen der 170 hat, deen an engem ganz schlechten Zoustand ass, soll jo zougemaach ginn. Mengen Informatiounen no lafen zwar do elo Gespréicher, fir datt deen à court terme net soll zougemaach ginn, fir en dann awer nach kënnen ze benotzen, och wann en, wéi gesot, vläicht net ëmmer deene Standarden entsprécht, déi e soll hunn.

D'Fro däerf awer och hei erlaabt sinn, et ass net polemesch gemengt, mä: Firwat hu mer deen neien Don Bosco awer mat enger esou klenger Bettenzuel virgesinn? Et hätt ee jo och deemools vläicht kënnen awer schonn e bësselche méi grouss denken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och hei op d'Présidence agoen. Vum 1. Juli un hu mir déi jo dann ze assuméieren. De Minister huet dat och schonn hei ënnerstrach. De Martin Schulz huet an engem Interview vum „Quotidien" de 24. Abrëll Folgendes gesot: «Le Luxembourg a toujours eu des gouvernements efficaces et intelligents. Je

suis assez optimiste que la présidence luxembourgeoise va s'investir beaucoup dans la politique d'immigration.»

Ech deelen deen Optimismus och. An déi Ausso, déi de Minister hei gemaach huet, déi stellt een zefridden. Ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Lëtzebuerger Présidence déi ganz Problematik hei ganz seriö op de Leescht wäert huelen. An et gëtt eis och d'Chance effektiv als klengt Land, vläicht och no baussen e gutt Zeechen ze setzen. Mir, déi jo ëmmer, gréisstendeels zu Onrecht, d'Zilscheif si vun Attacke wéinst eiser materieller Situatioun, kënnen also hei och weisen, datt Lëtzebuerg vill aner Atouten huet. An ech hunn och ganz vill Vertrauen an d'Regierung respektiv virun allem an den Ausseminister, datt en hei mat vollem Engagement wäert dann dee Rôle spillen, dee mer erwaarden.

Ech wëll dann och nach eppes hei opgräifen - de Minister, mengen ech, war och scho kuerz drop agaangen -: Ouni elo hei d'Europäesch Unioun wäisszewäschen, mä e bëssen ass et awer och onfair, wann awer elo praktesch dee ganze Misär imputéiert gëtt op d'Europäesch Unioun.

Mir si jo awer net onbedéngt duerfir…, oder, jo, d'Europäesch Unioun ass jo awer net onbedéngt duerfir elo responsabel ze maachen, datt a Libyen sech d'Situatioun entwéckelt huet oder datt Biergerkrich a Syrien ass oder fir d'Opkomme vum Islamesche Stat an d'Diktatur an Eritrea, et j'en passe. Et ass ëmmer e bëselchen einfach, fir also elo nëmmen op d'Europäer ze kucken. Nach eng Kéier: Dat soll eis natierlech net entbanne vun där grousser Responsabilitéit, déi mer allerdéngs ze droen hunn.

Well, et däerf een net vergiessen: An där Migratiounswell, déi ugesat huet, déi ëmmer méi grouss gëtt, déi sech hoffentlech net zu engem Tsunami wäert entwéckelen, mä si gëtt méi grouss, läit och eng Gefor fir de Kontinent Europa. Dat gëtt vläicht munchmol ënnerschat. Mä och do solle mer also ganz vigilant sinn.

An ech weisen zum Beispill och drop hin, wat d'Presidentin vun Amnesty France gesot huet, d'Madame Geneviève Garrigos. Si schwätzt vun där gréisster humanitärer Kris zënter dem Zweete Weltkrich. Eng Madame, déi jo awer trotzdeem, mengen ech, awer misst an där Thematik do doheem sinn. An dat ass alles net ze ënnerschätzen. Dowéinst, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir hunn all Intérêt, eng ganz kohärent Politik ze entwéckelen, fir dat an de Gréff ze kréien.

Natierlech, wéi gesot, wat fir ee Wee solle mer aschloen? Mir bewegen eis ëmmer zwëschent zwou Schoulen do, zwëschent zwee Extremer, kann ee bal soen, mä eppes ass ganz kloer: D'Demokratesch Partei wäert sech dergéint ausspriechen, datt mer hei op de Wee vun de Populiste ginn a mengen, mir sollen eis Grenzen ofschotten an deene Leit de Problem do eleng iwwerloossen.

«La question de l'aide et du secours que l'on doit apporter aux victimes des naufrages en Méditerranée ne relève pas d'une option, mais d'une obligation selon les textes en vigueur et les conventions internationales. Point à la ligne, c'est tout!» Dat staamt vu kengem geréngere wéi vum Charles Goerens. Ech mengen, ech brauch net weider hei hinzeweisen op dem Charles Goerens seng Kompetenzen an där ganzer Problematik. An hien huet och en Interview ginn am „Quotidien". Dat si Wierder, déi een nëmme kann ënnersträichen, wou mir eis och als Demokratesch Partei derhannert stellen.

Mir sinn der Meenung, mir musse méi offensiv ginn. An dowéinst wäert d'Demokratesch Partei dann och déi Beméiunge vun der Regierung, a méi spezifesch vum Minister, an Zukunft ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech däerf jo elo fir déi gréng als véierte Vertrieder hei schwätzen, als fënneften eigentlech, nom Minister, an ech wëll emol fir d'Eischt feststellen, datt ech wierklech frou sinn, datt mer hei alleguerten eigentlech déiselwecht Analys maachen an an déiselwecht Richtung ginn.

Ech muss awer och soen, datt et mech eigentlech e bësse bedréckt, well mer déiselwecht Analys maachen an an déiselwecht Richtung ginn a mer stinn awer nach ëmmer do; mer missten eigentlech schonn e Schratt méi wäit sinn.

Krich an Doudeger um Wee an d'Immigratioun gëtt et scho laang. An et schéngt leider esou ze sinn, datt et scho grouss Zuele vu Victimme muss ginn, fir datt mir an eisen europäesche Länner reagéieren, fir datt Europa reagéiert.

Mir musse reagéieren, mä wéi? Eng éischt Reaktioun muss natierlech sinn, an de Minister huet datselwecht gesot, déi, déi an all Katastrophesituatioun ugesot ass: Mer mussen deenen hëllefen, déi an Nout sinn. An dësem Fall, déi Leit retten, déi a Séinout sinn.

Déi italienesch Sich- a Rettungsaktioun Mare Nostrum, déi am Oktober 2013 no der Lampedusa-Katastroph lancéiert ginn ass, hat derzou bäigedroen, datt méi wéi 150.000 Migranten aus dem Mëttelmier gerett gi sinn. Mare Nostrum, fir déi d'italienesch Regierung ronn 114 Milliounen Euro ausginn huet, ass Enn 2014 agestallt ginn. Et ass, ënner anerem, gesot ginn, datt dës Aktioun géif Schleiser, also Mënschenhändler, encouragéieren, fir Leit a Booter, déi eigentlech net seetüchteg wieren, an d'Mier ze setzen, fir datt déi da géife vu Rettungsbooter aus dem Mier gehollef kriten. Mare Nostrum ass ersat ginn duerch déi europäesch Operatioun Triton a Poseidon, eng Aktioun, déi vun der europäescher Agence Frontex geleet gëtt.

Triton huet e Budget, deen dräimol méi niddreg ass wéi de Budget vu Mare Nostrum an d'Booter fueren och nëmme bis 30 Seemeile virun der italienescher Côte géint virdrun 100 Seemeile bei der Aktioun Mare Nostrum. D'Hoffnung, datt doduerch d'Migranten an d'Mënschenhändler géifen découragéiert ginn, huet sech net erfëllt. D'Zuel vun de Leit, déi sech op eng liewensgeféierlech Rees am Mëttelmier agelooss hunn, ass net erofgaangen, ganz am Géigendeel.

D'Fatou Diome, eng franséisch-senegalesesch Schréftstellerin, huet virun zwee Deeg op France 3 zu deem Sujet gesot: „Et schreckt ee keen of. Ee Mënsch, dee fortgeet, fir ze iwwerliewen, ee Mënsch, deen d'Gefill huet, datt dat Liewen, wat e riskéiert ze verléieren, näischt wäert ass, dee Mënsch huet eng ongeheier Kraaft, well hie keng Angscht huet virum Doud."

An déi senegalesesch Schréftstellerin went sech un eis alleguer an zitéiert de Friedrich Schiller - si huet et op Franséisch gemaach: «La dignité de l'homme est remise entre vos mains: gardez-la!»

D'EU wëllt d'Mëttele fir Triton verdräifachen. Domat komme mer dann op de Budget, dee Mare Nostrum hat. Mir korrigéieren e Feeler, mä eng Verbesserung ass dat jo eigentlech nach net.

déi gréng sinn der Meenung, datt déi Suen, déi mer bis elo opbréngen, fir déi mënschlech Katastrophen um Mëttelmier ze verhënneren, bäi Wäitem net duerginn an datt se am Verhältnis zum gesamten EU-Budget minimalistesch sinn.

An „Die Zeit" vum 23. Abrëll ass op der éischter Säit eng ganz dramatesch Foto vu Mënschen, déi sech deels am Waasser, deels op den Iwwerreschter vun hirem Boot, dat gekentert ass, befannen. An zwee Sätz résuméieren d'Stëmmungslag: „Mir wëllen net, datt se erdrénken." An, leider: „Mir wëllen net, datt se bei eis kommen."

2014 si ronn 210.000 Migranten irregulär iwwert d'Mëttelmier komm. 170.000 sinn an Italien ukomm. 3.500 Mënsche sinn am Mëttelmier erdronk. 2015 sinn, am éischten Trimester, 30.000 Leit ukomm. 1.500 sinn der erdronk. De Minister huet gesot, dass et der elo schonn 1.700 sinn. Leider kommen all Dag nei Affer derbäi.

déi gréng wëllen net, datt weider Mënschen op dem Wee an Europa erdrénken. Mir hoffen, datt mer eis eens sinn, datt dat, wat an deene leschte Wochen a Méint am Mëttelmier passéiert ass, net ze toleréieren ass.

Wann déi Leit, déi am Mëttelmier ëmkommen, en Deel vun der Europäescher Awanderungspolitik sollte sinn, souzesoen als „ofschreckend Beispill" sollen déngen, fir datt net nach méi Mënsche sech op de Wee an Europa maachen, dann ass dat eng Bankrotterklärung vun der Europäescher Unioun, vun der Mënschlechkeet iwwerhaapt.

De Marc Angel huet verschidden Äusserungen a soziale Medien opgegraff. Ech deele säin Entsetze virun esou Äusserungen.

Natierlech si mer dermat averstanen, datt mer den illegalen Trafic vu Mënschen am Mëttelmier musse bekämpfen. Mir sinn net der Meenung, datt et sech hei ëm Passeuren handelt, déi Mënschen an Nout wëllen hëllefen, mä ëm Krimineller, déi professionell Réseauen uleeën, fir u Mënschen an Nout méiglechst vill Suen ze verdéngen an dat ouni Skrupel.

Et ass ugeschwat gi vum Kolleeg Marc Spautz, fir eng Zerstéierung vu Booter un der libescher Côte duerchzeféieren. Ech mengen, dat ass eng ganz delikat Geschicht. De Marc Spautz huet och zu Recht gesot, dofir bräichte mer en UN-Mandat. Do hätte mer da schonn déi Schwieregkeet, ob Russland domat d'accord wier.

An et dierft allgemeng ganz schwéier sinn, géint dës Mënschenhändler effikass virzegoen, well eng éischt Konditioun, fir dass esou eng Démarche Erfolleg hätt, wier eng enk Zesummenaarbecht mat de libeschen Autoritéiten. Mir wëssen alleguer, datt dat zurzäit praktesch onméiglech ass. Libyen ass en eenzege politeschen a militäresche Chaos, niewent zwou rivaliséierende Regierunge gëtt et nach eng Hällewull vu Milizen, wou een dervun ausgoe kann, datt en Deel och selwer an de Mënschenhandel verwéckelt ass.

Ech si frou, datt de Minister gesot huet, do géife sech diplomatesch Beméiungen an den Nopeschlänner entwéckelen. Ech begréissen dat an ech wënschen, datt dat en Erfolleg gëtt.

Mir kënnen dervun ausgoen, datt et mindestens zwou verschidde Gruppe vu Leit gëtt, déi wëllen iwwert d'Mëttelmier, virun allem vu Libyen aus, an Europa kommen: déi, déi aus Konfliktzone geflücht sinn, Konfliktzone wéi Syrien, de Mali, oder viru politesche Krise wéi an Eritrea. Vill vun hinnen hätte gutt Aussiichten, dat hinne géif politescht Asyl accordéiert ginn. Aner Migranten, virun allem, awer net nëmmen aus Westafrika, sinn éischter ekonomesch motivéiert. An hei stellt sech d'Fro, dat ass och vun alle Virriedner ugeschwat ginn, vun der Schafung vu Méiglechkeete fir eng legal Immigratioun.

D'lescht Woch hat d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg en Débat iwwert d'Katastrophen am Mëttelmier. Ech hunn déi Aussoen, déi vun deene verschiddenste Vertrieder vun deene verschiddenste Parteie gemaach goufen, mat Interessi gelies. All Parteien hunn, grad wéi mir hei, an déiselwecht Richtung geschwat. Mir schéngen als Gréng net eleng mat eiser Meenung ze sinn, datt mir an Europa méi Flüchtlinge mussen ophuelen.

Dat kann eis awer nëmme geléngen, wa mer an Europa solidaresch sinn. Mat dem Dublin-Ofkommes dierften zum Beispill jo emol iwwerhaapt keng Refugiéen op Lëtzebuerg kommen. Datt dat net esou ass, wësse mer alleguer. An datt mer an Europa déi Problematik just an engem Geescht vu Solidaritéit, wou all europäesch Länner sech bedeelegen, kënnen eenegermoossen an de Gréff kréien, ass fir eis evident.

Mir brauchen eng gerecht Verdeelung vun de Migranten, déi an enger irregulärer Situatioun sinn oder déi Asyl ufroen an Europa. Dat kann eiser Meenung no nëmmen iwwer Quote funktionéieren, déi der Demografie an der wirtschaftlecher Situatioun vun all Land ugepasst sinn. Et ass net ze verstoen oder et ass schwéier ze verstoen, et gëtt bestëmmt eng Rei Ursaachen, et ass awer schwéier ze verstoen, firwat datt Däitschland 30.000 Flüchtlingen aus Syrien ophëlt a Frankräich just 1.000.

Et ass och wichteg, sech drun ze erënneren, datt, och wann et der vill sinn, awer nëmmen e klengen Deel vun de Leit, déi immigréieren, de Wee bis an Europa sichen. Ganz vill Leit si Flüchtlingen an hirem eegene Land. Dat heescht, si sinn aus hirer Heemecht verdriwwen an iwwerschreide keng Landesgrenz. Ganz vill Leit flüchten aus Krisegebidder an een Nopeschland. Am Libanon liewen 1.180.000 Flüchtlingen a 4.467.000 Libanesen, an a Jordanien dierft d'Situatioun ähnlech sinn. Dat schéngt mer wichteg, datt een och dorop hiweist, fir all déi Leit, déi mengen, mir kéinte keng weider Flüchtlinge verkraften.

Et sinn och net déi Allerschwaachst an déi Alleräermst, déi sech op de Wee no Europa maachen. Et kascht Energie an et kascht och Geld, fir iwwerhaapt kënnen esou eng Entreprise ze plangen an ëmzesetzen. Et si mëttlerweil ganz oft Leit aus der Mëttelschicht, déi probéieren ze immigréieren. Ganz oft och jonk Männer, déi eng gewësse schoulesch Bildung hunn. An et ass och schonn de Mëtteg gesot ginn: Wéi verzweifelt mussen dann d'Mamme sinn, déi mat hire Bëbeeën an esou onsécher Booter - wann een dat da ka Booter nennen - klammen, fir sech selwer an hir Kanner a Gefor ze bréngen?!

Mir kommen net derlaanscht, fir Weeër ze schafen, déi eng legal Immigratioun erlaben. Dat schéngt eis eng Noutwendegkeet, mä och dat eleng léist d'Migratiounsproblemer net.

D'Migratioun ass et nach ëmmer ginn. Et goufen Zäiten, wou Europäer massiv an aner Kontinenter ausgewandert sinn, well se keng Perspektiv an Europa haten. D'Ainhoa Achutegui, d'Direktesch vum Neimënster, huet an engem flotten Artikel am „Tageblatt" vun haut, wou se fir d'Recht op e würdegt Liewe geschriwwen huet, zum Beispill erzielt vun hirem baskesche Grousspapp, dee vum Franco-Regime zum Doud veruerteelt ginn ass an am Bauch vun engem grousse Frachtschëff iwwert den Atlantik flüchte konnt. Ech mengen, där Beispiller gëtt et ganz vill, och hei an Europa, wou Leit hu misse fortgoen.

Et gëtt och nach innerhalb vun Europa eng Bewegung vu ville Jonken, déi zum Beispill aus Griichenland oder Spuenien kommen an a Richtung Norden auswanderen, fir no Aarbecht ze sichen, fir eng Aarbecht ze fannen.

An eisen Ae gëtt et keng Barrière, déi dauerhaft standhält géint eng Immigratioun, wann den Ausléiser zu dëser Migratioun Krich an Honger ass. Krich wéi a Syrien, Libyen, Irak, Afghanistan, wou mir an der westlecher Welt och eisen Deel Verantwortung droen. Honger an Aarmut a villen afrikanesche Länner. Mir kënnen d'Migratiounsfluxen net méi ëmmer als Urgence, als Ausnahmezoustand beschreiwen. Mir hunn et hei mat engem strukturelle Phenomeen ze dinn. A mir wäerten näischt un de grousse Migratiounsstréim änneren, wa mer keng strukturell Änneruge kréien.

D'Léisung wäert net sinn, datt mer all Flüchtlingen an Europa ophuelen, déi wëlle kommen. Genausou wéineg wéi eng Léisung ka sinn, wa mer d'Grenzen zoumaachen, well och dat kann net funktionéieren.

E wichtege Facteur ass, fir erëm Fridden a Stabilitéit a verschiddene Schlëssellänner, zum Beispill Libyen, ze kréien. E weidere wichtege Facteur ass et, fir méiglechst vill Länner um Wee vun enger „good governance" ze ënnerstëtzen an domat um Wee zu enger wirtschaftlecher Entwécklung. Et ass och scho vun der Wichtegkeet vun der Kooperatiounspolitik geschwat ginn, wou mir jo gutt dostinn. Ech mengen, genausou wichteg oder nach vill méi wichteg eigentlech ass awer och eng fair Handels- a Wirtschaftspolitik, eng fair Landwirtschaftspolitik, fir deene Länner an der sougenannter Drëtter Welt ze hëllefen, wirtschaftlech op d'Been ze kommen.

Schlussendlech däerfe mer net just vun enger europäescher Migratiounspolitik schwätzen, mir musse se och ëmsetzen. An enger globaliséierter Welt gëllt méi wéi jee: Entweder mir kommen alleguer zesummen zu Wuelstand, oder mir ginn alleguerten zesummen ënner.

Jo, Här Minister, maacht aus der Migratioun ee prioritäre Sujet bei der Lëtzebuerger Présidence! Mir wäerten Iech dobäi ënnerstëtzen. An ech soen Iech Merci fir Ar Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, wann ech hei héieren, datt mer alleguer déiselwecht Gefiller deele vun déiwem Matleed a vu Schock, wa mer gesinn, wat am Mëttelmier do geschitt, wou Honnerte vu Leit stierwen, a Séinout sinn an net kënne gehollef kréien. Et ass eis éischt a wichtegst humanitär Flicht, deenen ze hëllefen, déi an Nout sinn, an dat konsequent ze maachen an ze verhënneren, esou wäit mir kënnen, datt d'Leit do e schrecklechen Doud musse stierwen. Do si mer eis alleguer heibannen eens.

An ech sinn ëmsou méi frou doriwwer, well mer jo och, an dat hu schonn anerer gesot, schrecklech Saachen a leschter Zäit gesinn hunn, wou Associatiounen hei am Land existéieren, déi esou Saache schreiwe wéi: „Ons Politiker spillen ons eng heuchleresch Mënschlechkeet vir a kräische Krokodilstréine fir déi, déi ersoff sinn, an heemlech maache se mat de Schleiser gemeinsam Saach.", an Ähnleches méi. Dat ass vollkommen inakzeptabel! An ech sinn ebe frou, datt hei an dësem Parlament d'Politik op eng verantwortlech an ethesch Manéier gemaach gëtt. An, ech mengen, dat steet eisem Land gutt zu Gesiicht.

Mir mussen awer, wa mer iwwer Flüchtlingspolitik schwätzen, ëmmer en objektive Bléck hunn an och kucken, datt mer déi Verantwortung, déi mer hei mussen exercéieren, esou ausfëllen, datt mer wierklech all Aspekter considéréieren an eng dauerhaft Léisung fir dee Problem kënnen erausschielen, mat deem mer elo konfrontéiert sinn.

Et fänkt u mat der Terminologie, an ech si frou, datt de Minister, wéi hien eis seng Presentatioun gemaach huet, kloer den Ënnerscheed gemaach huet tëschent Migranten, Flüchtlingen an Asylanten. Dat si wichteg Ënnerscheeder! E Flüchtling ass een, dee sech kann op speziell Konditioune referéieren, déi an enger UNO-Konventioun vun 1951 preziséiert sinn. Net jiddwereen, deen iwwert d'Mëttelmier kënnt, erfëllt déi Konditiounen. Net jiddwereen

ass e Flüchtling, och wann dat dacks esou duergestallt gëtt!

Et sinn einfach vill Migranten derbäi an - et muss een et soen -: Reell gesi si se illegal, rechtlech sinn et illegal Migranten, zu engem groussen Deel. A mir musse kucken, datt, wa mer déi Diskussioun hei féieren, mat aller Humanitéit, zu där mer verflicht sinn an déi eis, wéi gesot, gutt zu Gesiicht steet, mer awer d'Logik vun eisem Rechtssystem respektéieren a se och préservéieren. E Rechtssystem, deen eis scho ganz laang gutt gedéngt huet, dee wichteg ethesch Elementer a sech huet an dee mer mussen, och an dëser komplizéierter Diskussioun, préservéieren.

Mir hunn och déi Flicht, mengen ech, fir eis virun all rhetoreschem Excès ze protegéieren. Esou grausam déi Situatioun hei ass, mat esou villen Doudegen, ass et awer elo net déi schlëmmste Situatioun säit dem Zweete Weltkrich, mat där mer konfrontéiert sinn. Wéi vill Génociden, wéi vill dramatesch Situatioune mat Millioune vun Doudegen hu mer an deene leschte Jorzéngte kannt? Ech soen net - ech sinn dee Leschten, deen dat seet -, datt dat do net eng schrecklech Situatioun ass, wou esou vill Leit stierwen an datt mer hinne mussen hëllefen. Ech hunn dat gesot. Awer mir mussen en objektiven a klore Bléck behalen.

Dozou gehéiert och, datt mer eng Kris net instrumentaliséieren, fir politesch Ziler duerchzesetzen, wou eigentlech déi schrecklech humanitär Situatioun geholl gëtt, fir elo aner Interessen ze promouvéieren. Dozou gehéieren - an dat si Saachen, Beispiller, déi ech elo aus der Press oder vu Mouvementer huelen, déi sech hei zu dëser Thematik geäussert hunn - déi, déi wëllen all Grenzen opmaachen zum Beispill an Europa a grondsätzlech a Fro stellen d'Recht vun de Länner, kënnen iwwer eng „Immigration choisie" ze décidéieren an net eng „Immigration subie" missen ze erleiden. Neen, d'Länner hunn e Recht, fir kënnen nach erauszesichen, wéi si hir Immigratioun wëlle gestalten a wie si gär an deene Länner hätten a wie si wëllen an hir Gesellschaft integréieren.

Mir kënnen net higoen an einfach d'Grenzen opmaachen, well dat ass och keng dauerhaft Léisung. Et ass keng dauerhaft Léisung, fir d'Grenze ganz opzemaachen, aus zwee Grënn: Dat eent ass den „effet aspirateur", deen awer da kënnt, nämlech datt, wa mer d'Grenzen opmaachen, mer net kënnen iergendwéini stopp soen. Et kommen dann ëmmer méi Leit. A mir kréie se och an eise Gesellschaften net méi integréiert.

Mir kënne se net méi all ophuelen. Mir komme viru Problemer, net nëmme vu logistescher Natur, mä och vun Akzeptanz vun der Bevëlkerung. A mir wëllen ebe just net esou Mouvementer stäerke wéi déi, déi ech virdrun zitéiert hunn an hirer Grausamkeet, an hirer Politik ouni Häerz a mat enger grousser Dommheet och nach an hire Fuerderunge formuléiert. Esou eppes wëlle mer net.

Dat heescht, eng verantwortungsvoll Politik muss och eng sinn, déi, wéi gesot, eise Rechtssystem préservéiert a gläichzäiteg d'Capacité d'accueil och mat berücksichtegt vun eise Länner. De Wonsch vun de Leit, fir generéis anerer opzehuelen, déi an Nout sinn. An och ebe kuckt, datt mer do eng dauerhaft Léisung hunn.

Mir mussen also eng Analys vum Problem maachen, déi objektiv ass. Net jiddwereen, deen aus Afrika kënnt, ass e Flüchtling viru Krich. Et sinn der vill, déi aus afrikanesche Regioune kommen, déi stabill sinn, déi politesch stabill sinn. Ënnert deene Länner, wou der vill hierkommen, sinn de Bénin, de Senegal, de Ghana an d'Côte d'Ivoire. Do ass net iwwerall Krich!

An dat Afrikabild, wat hei nach vill propagéiert gëtt an Europa, dat entsprécht net der afrikanescher Realitéit! Et gëtt hei gesot, a mäi Virriedner vun deene Gréngen, deen huet dat elo nach ënnerstrach: Wie 5.000 bis 15.000 Dollar ka ginn, fir engem Schlepper déi ze gi fir eng Iwwerfahrt, dat sinn net déi Äermst, déi an där gréisster Nout sinn. Dat si Leit, dacks aus der Mëttelschicht, déi och an deene Länner géife gebraucht ginn, wou se hierkommen!

An ass et net e Braindrain, wa mir hei dat encouragéieren, datt se eriwwerkommen? Solle mer net derfir suergen, datt déi Leit an hiren eegene Länner och bleiwen an hëllefen, hir eege Länner mat opzebauen an déi finanziell Ressourcen, déi se awer objektiv hunn, well soss kéinte se jo och net déi Schlepperbande finanzéieren, fir déi och an hir Zukunft vun hiren eegene Länner ze investéieren?

Mir hunn och e Risiko, deen hei bis elo net ernimmt ginn ass, mä deen awer och reell ass, a mir mussen e konfrontéieren. Dat ass dat, wat verschidden extremistesch Organisatiounen eis soen, wéi den Islamesche Stat nämlech, datt se wëlle Leit hei mat infiltréieren. An de Sécherheetsrisiko ass och ginn, an eng verantwortlech Politik ass och eng, déi kuckt, datt mer dee Sécherheetsrisiko miniméieren an och genee kucken, wien do an Europa kënnt.

Schlepperbande si Krimineller. Ma da loosse mer se och esou behandelen, wéi am Séirecht Krimineller behandelt ginn! De Conseil européen huet do Zeeche gesat. Et ass un eng Zerstéierung vun de Schëffer geduecht ginn. Firwat dat net probéieren? Loosse mer kucken, wat dobäi erauskënnt!

Déi europäesch Generositéit, datt mer all soen: Mir musse Leit ophuelen, als Grondhaltung, dat ass awer eppes, wat een och, soe mer emol, muss mat anere Modeller kënne vergläichen. D'LSAP huet hei erkläert, et wär eng Saach vun der Mënschlechkeet an et géif keng Alternativ dozou ginn. Ech weess et net. Mir wëlle jo de Leit hëllefen. Mä et gëtt de Modell vun den oppene Grenzen oder vun deelweis oppene Grenzen.

Ech wëll hei just soen, datt d'Australier en anere Modell geholl hunn. Dat ass keen inhumane Stat! Dat ass eng Demokratie, mat héijen ethesche Wäerter! Déi maache komplett zou, fir ze verhënneren, datt iergendeen nach an e Boot klëmmt an erdrénkt. Si retten d'Leit a brénge se an eng humanitär Sécherheetszon. Ass dee Modell manner mënschlech? Ass et net een, dee mer wéinstens och misste mat iwwerleeën, wa mer kucken, wéi mer de Problem sollen insgesamt géréieren?

D'Demokratesch Partei hat och, an anerer, mengen ech, scho virdrun d'Fro opgeworf vun humanitär gesécherten Zonen. Déi ass berechtegt! A wann een dovunner schwätzt, vun humanitär gesécherten Zonen, da muss ee sech iwwerleeën: Wie bréngt een dohinner? Musse mer net all déi Leit dann, déi mer op Séi retten, dohi bréngen, oder wéi wëlle mer dann eng Selektioun nach maachen tëschent Leit, déi an eng humanitär geséchert Zon solle bruecht ginn, oder déi, déi direkt kënnen an Europa goen?

Mir brauchen eng Kohärenz an deem Ganzen. A mir musse wëssen, och an eisem Discours, datt net ee Modell de Monopol op Mënschlechkeet huet an all aner Modeller veruerteelenswäert sinn. Well wat fir eis zielt, ass jo awer, datt mer de Leit hëllefen, se retten, hinne kënnen eng Zukunft ginn a gläichzäiteg och déi legitim Interesse vun eisen eegene Gesellschaften an eisen eegene Gesellschaftsuerdnungen dobäi préservéieren.

Do sinn Arbitragen ze maachen, Gläichgewiichter ze maachen. Mä et kann een net probéieren, ee Standpunkt ze diskreditéieren.

Mir mussen eis och froe bei deene Saachen, déi um Europäesche Conseil do décidéiert gi sinn, wat dat dote fir Konsequenze fir Lëtzebuerg huet. Als Éischt wëll ech vläicht soen, wa mer hei vum demografeschen Defizit schwätzen an Europa, dann ass och do net déi eenzeg Léisung d'Immigratioun. Fir eis, ob jidde Fall emol fir d'ADR, ass eng demografesch verantwortlech Léisung eng gutt Familljepolitik, laangfristeg. A mir kënnen net higoen a soen, well mir en demografeschen Defizit an Europa hunn, brauche mer Immigratioun. Och do gëtt et aner Léisungen, déi mer net sollten aus den Ae verléieren.

Wa mer dann elo als Lëtzebuerger, an den Här Minister huet dat gesot, misste méi Leit ophuelen, da musse mer eis och do froen: Wat heescht dat konkret? Wéi vill Leit solle mer hei ophuelen? Wéi eng Leit solle mer hei ophuelen? Hu mer net och do Grenzen? Wat ass en humanitäre Visa? Wéi soll dat fonctionnéieren? Wie kann en humanitäre Visa kréien? Alles dat sinn eigentlech... Wat soll eng Relokalisatioun sinn, vun där den Här Minister geschwat huet? Wie soll relokaliséieren? Wéi vill Leit an ënner wéi enge Länner soll dat opgedeelt ginn?

U sech sinn dat alles grouss Prinzipien, déi hei opgeworf gi sinn, mä et si méi Froen, déi eis hei gestallt ginn, wéi Äntwerten. Dofir ass et jo wichteg, datt mer net nëmmen eis verléieren a gutt gemengte Riede mat groussen humanitäre Prinzipien, déi mir all ënnerschreiwen, déi all richteg sinn, mä déi awer net eleng duerginn, fir eben dat ze kréien, wat mir als ADR gär hätten: eng dauerhaft Léisung am Interessi vun deene Leit, déi kommen, an am Interessi och vun eise Staten hei. Well mir solle se jo ophuelen a mir sollen eng Zukunft fir déi Leit garantéieren.

Déi Diskussioun ass net hei eriwwer mat Sonndesrieden. Si gëtt schwéier an deenen nächste Méint, well mir mussen Décisiounen huelen. Mä mir mussen Décisiounen huelen, déi mer net kënne mat Schlagwierder bezeechnen, net den Usproch op en humanitäre Monopol fir eng Léisung erhiewen an awer verantwortlech sinn an, wéi ech gesot hunn, Politik mat Ethik féieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, wann Der erlaabt, wéilt ech dem Här Kartheiser äntwerten op dat, wat e gesot huet vun Australien. Lëtzebuerg huet ganz gutt mat Australien am Sécherheetsrot zesummegeschafft an ech wëll Australien net kritiséieren. Mä op deem Punkt, deen Dir évoquéiert hutt: Australien huet fir d'Leit, déi um Mier bei se komm sinn, d'Grenzen absolutt zougemaach. Se hu se op zwou Insele geschéckt, op Papua-Neuguinea an op Nauru.

Nauru a Papua-Neuguinea sinn Entwécklungsländer, an d'UNHCR huet ganz, ganz schaarf do dergéint protestéiert, dass Australien deen dote Schrëtt gemaach huet. Duerfir géif ech mengen, mer sollten do oppassen, Här Kartheiser, dass mer dat awer wierklech an Europa net als ee Modell huelen, dee mer hei solle suivéieren. Méi wollt ech net soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, ech muss dann hei och dem Här Kartheiser d'Wuert zréckginn. Et huet jiddwereen am Laf vun der Diskussioun d'Geleeënheet, fir op déi eenzel Froen ze äntwerten. Mä vu dass de Minister reagéiert huet, kritt den Här Kartheiser selbstverständlech d'Wuert och nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Reaktioun, well dat weist, datt hie sech jo och interesséiert fir aner Modellen an datt en dat zur Kenntnis hélt.

Ech wëll awer soen, ier ech d'Australier kritiséieren, datt mir Europäer an och gewësse Ministeren, déi heibanne sinn, Här Minister, awer och eng Verantwortung hunn...

(Interruptions diverses)

...awer och eng Verantwortung hu fir dat, wat a Libyen entstanen ass. An ier ech d'Australier fir dat kritiséieren, wat do geschitt, erënneren ech drun, datt hei an Europa vill Leit aus humanitäre Grënn deemools eng militäresch Interventioun a Libyen gefuerdert hunn, déi zu där Situatioun gefouert huet, déi mer haut a Libyen kennen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, neen, ech wëll Iech just soen, datt, wann een eng Sécherheetszon op Nauru installéiert a gewësse legal ofgesécherten a séchere Konditiounen, datt dat vergläichsweis besser ass wéi dat, wat als Resultat vun der europäescher Politik a Libyen entstanen ass! Mat alle gudden Intentiounen. Och Dir hat deemools a Libyen geschwat vun „Völkermord in höchster Potenz". An och Dir waart fir déi militäresch Interventioun. An haut hu mer e Stat, deen zerfall ass an dee Schlepperbanden huet a wou Geheimdéngschter Leit schleisen.

An dofir soen ech Iech: Wann een d'Konsequenz vum australeschen Handele kuckt, an ech kucken d'Konsequenz vum europäeschen Handelen a Libyen, da ginn ech den Australier recht. Och do, Här Minister, géif ech soen, loosse mer ofweien a loosse mer net déi eng kritiséieren an eis gutt duerstellen. Well wann ech kucken, wat Europa do gemaach huet an der Aussepolitik, dann ass dat kee Succès.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet eise leschte Riedner d'Wuert fir déi éischte Kéier no senger Untrëttsried, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et si schonn immens vill Saache gesot ginn an och ganz gutt Saache si gesot ginn. Ech war souguer e bëssen erstaunt och vum Här Angel, muss ech wierklech soen, datt en eng ganz gutt Interventioun hat. Den Här Adam och.

Mäi Virriedner, ech mengen, do wäert et...

Une voix.- Dir hutt recht!

(Interruptions et hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh, wann d'Leit, wann ech averstane sinn, da soen ech et. A wann ech net averstane sinn, da soen ech et och. An et sinn och awer eng Partie Saachen net gesot ginn. An dorobber wëlle mer awer och agoen.

(Brouhaha)

Dat kënnt elo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net oflenken! An Dir kënnt jo elo Iech iwwerzeegen an deenen nächste Joren, wéi gutt d'Parlament wierklech ass.

Une voix.- Exzellent.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech si ganz dervun iwwerzeegt, datt d'Parlament brillant ass. Do hunn ech keng..., bon. Apropos Parlament, et wier méiglech gewiescht, am Prinzip esou eng Debatt net ze féieren. Wa mer esou eng Debatt féieren, dann huet et och domadder ze dinn, datt d'EU-Migratiounspolitik u sech gescheitert ass. Ech mengen, dat ass wahrscheinlech och e Konsens hei am Haus an iwwerhaapt e Konsens och an der Zivilgesellschaft.

Déi Doudeg, déi Accidenter, déi Naufragen, déi horribel Naufragen am Mëttelmier sinn haaptsächlech en europäesche Problem, net esou en internationale Problem. An ech géif souguer soen, wann een dat méi genau kuckt, ass dat en direkte Problem tëschent dem räichen Norde schlussendlech an dem aarme Süden. Ob een dat wëllt oder net, dorobber reduzéiert sech dat awer ganz staark.

Esou Katastrophen, déi 1.500 Leit, déi dëst Joer scho gestuerwe sinn, déi hunn Ursaachen. An ech hunn net d'Gefill, datt um europäeschen Niveau de Wëllen do ass, fir géint dës Ursaachen ze goen. An dat ass tragesch, well ech mengen, et wäerten nach weiderhin esou Katastrophe stattfannen am Mëttelmier, wann net eng fundamental aner Politik a ville Beräicher gemaach gëtt.

Wann ech scho kucken, wat am Zéngpunkteprogramm vum 20. Abrëll och festgehale ginn ass op deem Sondergipfel vun der EU, wou dann och, jo, vun der Vernichtung vun de Schlepperbooten, vun enger méi staarker Ermëttlung geschwat gëtt, vun de Fangerofdréck, vun enger méi schneller Zréckféierung an esou weider, dann, mengen ech, geet ee weiderhin an eng falsch Richtung, an eng repressiv Richtung, déi einfach net de Problem wäert léisen.

Wou virdru misst d'EU sech iwwerhaapt schützen? Viru Flüchtlingen? Musse mir eis viru Flüchtlinge schützen? Dat ass eng Fro, déi ee sech wierklech muss stellen. Musse mir eis schütze viru Leit, déi versichen, ganz einfach ze iwwerliewen? Well et muss ee sech awer och d'Fro stellen, wien déi Migrante sinn, déi sech op déi Booter setzen. Et gouf gesot elo virdrun, jo, dat si Leit aus de Mëttelschichten, dat si Leit, déi kënne sech dat leeschten, well de Passage...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Och!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat sinn och Leit aus de Mëttelschichten. Firwat net? An deemno wéi. An et muss ee vläicht och d'Definitioun vun der Mëttelschicht awer a gewësse Länner e bësse méi prezis definéieren. Well ech géif gär wëssen, wat Dir dorënner verstitt.

Dat sinn oft Communautéiten, sief et Dierfer oder Quartieren, déi sech cotiséieren, dat ass bekannt, fir ee vun hirer Communautéit, dat ass och scho gesot gi vum Här Adam, fir ee vun hirer Communautéit iwwer an Europa kënnen ze bréngen, deen dann do hei wëllt schaffe kommen. Wa méiglech legal, wa mer se géifen iwwerhaapt legal schaffe loossen, an net op eng illegal Manéier, an net illegal Saachen. Si wëllen net onbedéngt illegal Saachen hei maachen. Dat si meeschtens déi Beschtausgebilten oder déi Fittest, déi heihinnerkommen, well esou eng Rees ass scho wierklech jo ganz ustrengend a gefëierlech. A si wëssen dat jo och.

Dat heescht, an dat soen och vill Entwécklungsorganisatiounen, datt Immigratioun, déi Form vun Immigratioun u sech och eng Form vun Entwécklungshëllef ass, wann d'Suen erëm zréckkommen an d'Land, an d'Land ka sech och weider opbauen.

De Jean-Claude Juncker huet net onrecht, wann e seet: Mir mussen dat elo regelen a mir brauchen eng legal Immigratioun. Jo an neen. Well wann ee vu legaler Immigratioun schwätzt, da muss een och wëssen, wat eng illegal Immigratioun dann ass. An da muss ee wëssen, no wat fir Kritären eng illegal Immigratioun festgeluecht gëtt. An do maachen ech mer awer och e bësse Suergen.

D'Migranten, dat ass e bëssen de Spigel vun den Europäer. Mir hu soss näischt gemaach iwwer Jorhonnerten. Mir hu souguer e ganze Kontinent, Nord- a Südamerika,...

(Coups de cloche de la présidence)

...esou besiedelt, andeems mir eis genausou beholl hu wéi elo d'Migranten. Mir hu souguer eng Supermuecht dann opgebaut. Australien ass och esou entstanen.

Den Denis Scuto huet och geschriwwen am „Tageblatt" iwwert de Paradigmewiessel iwwerhaapt vun eiser Konzeptioun vun der Immigratioun: «Quel paradoxe historique: le droit d'asile est devenu au 19e siècle une tradition européenne sans que des règles de protection

codifiées n'existent. Or, cette tradition européenne s'est écroulée progressivement au 20e siècle qui s'est pourtant efforcé d'édicter des normes internationales de protection. La Convention de Genève de 1951 a entre-temps était complètement pervertie sous la double emprise de la preuve bureaucratique de la persécution exigée et de la procédure exclusivement nationale d'éligibilité comme réfugié. Pervertie à un point tel que les réfugiés sont présentés plutôt comme des criminels potentiels, des „faux réfugiés", que comme des victimes de persécution.» Hie schreift och nach weider, datt et souwisou onméiglech ass, oder ganz schwéier ass, oft ze beweisen, ob ee persécutéiert ass, well, wéi e schreift, «les bourreaux ne livrent pas de tampons».

Et gëtt gesot, et misst een och de Flüchtlingen et net ze vill einfach maachen, fir se ze dissuadéieren, heihinnerzekommen. Ech mengen, dofir fale mer definitiv net just an den Zynismus, mä an d'Barbarei eran a souwisou an d'Ineffikassitéit. Déi Flüchtlingen, déi hu keng Angscht virum Doud méi. A si ginn net dissuadéiert. Si hunn Ursaachen, fir heihinnerzekommen. Et ass jo keng Päischtcroisière, wat si do ënnerhuelen. A si wëssen, datt d'Méiglechkeet besteet, fir ze stierwen.

An der Welt ginn et ongeféier, laut dem Haut Commissariat pour les réfugiés vun der UNO, ëm déi 16 Millioune Leit, déi an deem Fall si vun de Refugiéen. Wat ass den Undeel vun Europa dovunner? Am Prinzip nëmme 5%. Et si schonn Zuele genannt ginn.

Et ass vu Libyen geschwat ginn. Wien huet de Chaos ugeriicht? Natierlech ass et einfach, ze soen: Et muss een ophalen, ëmmer op Europa ze klappen, mir sinn dach net fir alles zoustänneg!

Bon, ech mengen, mir si schëlleg fir ganz villes - an der Geschicht an haut. De Krich géint Libyen, dee gouf gefouert vu Frankräich, vu Groussbritannien a vun den USA. E gouf och nach politesch ënnerstëtzt vu villen anere Regierungen. Dat war e Feeler! Et war eng Katastroph. Libyen war zwar keng perfekt Demokratie ënnert dem Muammar Gaddafi...

(Interruption)

Mä, also... A wann ee weess, wéi vill Tunesier schonn deemools och nach a Libyen schaffe gaange sinn, well de libesche Stat trotzdeem awer iergendwéi e bësse besser funktionéiert huet a méi Aarbechtsplazen offréiert huet wéi Tunesien, wat jo och awer kee Land ass, wat dat ärmstent ass an der Géigend. Dat heescht, dat ass zerstéiert ginn, an elo ass do Chaos. A souwisou, d'Tunesier, déi huele libesch Refugiéen op. 1,8 Millioune libesch Refugiéë sinn an Tunesien, e Land vun zéng Milliounen, wéi d'Belsch.

Wien iwwerhëlt déi meescht syresch Refugiéen? Dat ass och scho gesot ginn. De Libanon! Eng gutt Millioun, iwwer eng Millioun. Dat entsprécht dem Véirel vun der libanesescher Bevëlkerung. Mir hunn der - wéi vill? - 40.000 opgeholl, wann ech mech net iren. A mir sollen elo awer och net esou maachen, wéi wa mir näischt definitiv mat deene Situatiounen a Syrien an am Libanon ze dinn hätten, well do sinn och geopolitesch Interessen, déi do matspillen. A mir hunn do eng Responsabilitéit, déi ganz kloer ass.

An dann hu mir awer nach de Culot, ze soen, als Europäer allgemeng, mir wieren déi, déi eng Immigratioun géife subisséieren. Mir wiere menacéiert vun enger Flut vu Refugiéen. Déi mir jo meeschtens produzéieren! An déi aner huelen der vill méi op.

An den Här Ausseminister huet virdrun och nach dat Beispill vun Australien geholl. An dat ass jo justement interessant, datt dat entwéckelt Land Australien duerno u sech déi Leit an Entwécklungslänner schéckt, déi duerno mussen domadder eens ginn, mat vill manner Moyenen.

D'Ursaachen, déi goufe schonn e puermol opgezielt: Aarmut, Perspektivlosegkeet, Krich, Repressioun. Et ginn awer och Ursaache vun deenen Ursaachen. Et ginn och historesch Responsabilitéiten - kleng Klammer. Mä ech mengen, et kéint een eng Kéier driwwer diskutéieren, wat och Lëtzebuerg seng historesch Responsabilitéit ass, zum Beispill am Kolonialismus, am belsche Kolonialismus, wou mir jo matgemaach hunn als indirekt Kolonialmuecht. Et wier vläicht och interessant, eng Kéier e Rapport ze maachen iwwert d'Spoliatioun an de Profit, dee mir dorauser geschloen hunn, andeems mir mat dee Kontinent ausgeplündert hunn.

Mä elo geet et jo nach weider. Elo geet et weider iwwer Accord-de-libre-échangen zum Beispill. De Jean Feyder, den ehemolege Vertrieder vun der UN, deen huet et geschriwwen nach viru Kuerzem: «C'est précisément la politique néolibérale que nous ne cessons d'imposer depuis des décennies aux pays africains à travers les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, qui a eu un impact désastreux sur le niveau de vie des populations africaines, sur les économies de ces pays et sur les ressources de leurs gouvernements.»

De 7. Juli wäert am Europaparlament nach en Accord mat der CEDEAO diskutéiert gi mat de westafrikanesche Länner. Mir hunn dat schonn eng Kéier hei ugeschwat, mäi Virgänger huet dat schonn ugeschwat. Mir wäerten dat och nach hei uschwätzen. Well dat si Fräihandelsaccorden, déi wierklech deene Länner net hëllefen. Et ass och kee Wonner, datt all d'Bauerenorganisatiounen, d'Gewerkschaften an d'Zivilgesellschaft dohannen, awer och hei, soen, datt een esou Accorden net kann ënnerstëtzen, well déi droe justement bäi zu der Ausbeutung weiderhi vun de Ressourcen a vum Räichtum an Entwécklungslänner. An dann däerf ee sech net wonneren, datt immens vill Leit heihinnerkommen.

Am Joer 2009 war et de Bacar Dia, dat war den Informatiounsminister vum Senegal, deemools och nach ënner liberaler Presidentschaft vum President Abdoulaye Wade, dee sot: Wa mir gefrot ginn - ech si gläich -, wa mir gefrot ginn, eis Grenzen opzemaache fir Produkter aus dem Norden, ouni Barrière, ouni Taxen, dann ass et wéi wann een eis en Atomkrich géif deklaréieren, well dat mécht d'Wirtschaft futti.

Ech kéint nach weiderfueren, mä ech hu schonn iwwerzunn. Dat war also meng Première. Ech hoffen, datt dat déi lescht gëtt. Mä ech gleewen net dorunner.

(Interruption)

Eng lescht Saach awer nach zu de Schlepper. Jo, mir sinn eis jo all bewosst, datt dat keng Engele sinn. Dat si Gangsteren, allermeeschtens. Dat si quasi ëmmer Gangsteren. De Problem ass, et wäerte Schlepper ginn, also Passeure ginn, soulaang och Refugiéen existéieren. An et kann een esou vill dergéint goen, d'Demande wäert ëmmer do sinn. An ech mengen, d'Refugiéë wësse jo och ganz genau, datt dat Gangstere sinn. Mä dat ass meeschtens déi lescht Hoffnung, fir iwwerhaapt aus dem Doud erauszekommen.

Dat heescht, do kann ee Cowboy spillen, do kann ee mat Drohnen dergéint goen. Dat wäert héchstens och nach de Fëscher op den nordafrikanesche Küsten nach méi Pertë brëngen. An et wäert och nach Kollateralschied virprogramméieren. Dat ass och schonn hei gesot ginn.

Ech wäert dobäi bleiwen. Ech hat mer nach e puer Saachen opgeschriwwen, ech mengen, iwwert de Rôle och vun der Finanzplaz zu Lëtzebuerg, vun der Spekulatioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst elo zur Konklusioun kommen, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Meng Konklusioun ass, datt mer och nach eng Kéier mussen iwwert de Rôle vun der Finanzplaz diskutéieren an och iwwert d'Spekulatioun vun de Matières premières agricoles, wou d'Fongen hei zu Lëtzebuerg jo nach ëmmer immens vill domadder schaffen. An dat dréit och net dozou bäi, datt Entwécklungslänner sech entwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt gesinn, ech war dës Kéier...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et war déi leschte Kéier.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fir d'Zweet, fir d'Éischt a fir d'Lescht.

(Hilarité)

Sou, an elo huet direkt den Här Ausseminister d'Wuert, fir ze äntwerten.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Also zum Wesentlechen hunn ech festgestallt, dass an der Analys, an der Zilsetzung an och an deem, wat mer solle maachen an eiser Présidence am Kader vun der Europäescher Unioun, dass do ganz, ganz grouss Gemeinsamkeeten hei ze verzeechne sinn. An duerfir sinn ech ganz frou. Um Glacis vum Wesentleche wëll ech awer och nach eppes soen zu Libyen a vläicht e Wuert zu Australien.

Libyen, ech hunn dat gesot an dozou stinn ech, dass de Gaddafi amgaange war, Vëlkermord an héchster Potenz ze maachen. Dir kënnt Iech vläicht erënneren, an ech si frou, dass kee vun eis déi Zäit a Libyen gewunnt huet, dass e mat deene Fligeren, déi en nach zur Verfügung hat, op d'Leit geschoss huet an d'Leit considéréiert huet wéi Raten. Wéi Raten! Dat kënnt Der nach noliesen, esou war dat. Duerfir mengen ech ass alles schéin, ass alles gutt, mä d'Indifférence bei esou engem Virkomme wier, mengen ech, eppes, wat just mat Feigheet kéint comparéiert ginn.

Duerfir war et richteg, dass opgrond - ech soen dat och nach eng Kéier hei - vun enger Demande vun der Ligue arabe eng No-fly-Zon a Libyen gefrot ginn ass, opgrond vun enger Demande, Här Wagner, och vun den arabesche Länner. Kee Land an der UNO huet am Conseil de Sécurité dergéint gestëmmt. Et waren e puer Enthalungen, mä kee war dergéint. An d'Zil war d'Protektioun vun de Libyer a Libyen ënnert dem Regime vum Gaddafi ze schützen. Dass dat nëmme konnt militäresch geschéien, huet jiddweree gewosst. Dass do zum Schluss a mengen Aen och eppes gemaach ginn ass, wat indigne war, sinn ech och d'accord, an, ech mengen, do solle mer och als Europäer déi Kritik unhuelen.

De Problem, an duerfir hunn ech jo gesot, dass mir och mat Responsabilitéit hunn, och a Libyen, läit net doranner, dass mer dat Mandat vun der UNO exekutéiert hunn. E läit doranner, dass mer net dee Suivi gemaach hunn, nodeem wou effektiv de Regime vum Gaddafi net méi do war, dass eng Transitiounsregierung do war, déi mer souguer hei zu Lëtzebuerg, ech hu se empfaangen, wou ganz vill Hoffnung war, mä déi leider, leider du sech verflüchtegt huet a wou do d'international Communautéit muss léieren, dass et net geet, oder net eleng nëmmen duergeet, fir ze bombardéieren, fir opzehalen, wat Schlechtes gemaach ginn ass an deem Land, notamment ënnert dem Regime vum Gaddafi, mä dass sech och hätt misse vun der internationaler Communautéit méi engagéiert ginn, fir Libyen ze stabiliséieren. Déi Kritik musse mer unhuelen, net nëmmen déi dräi Länner, mä muss d'ganz Europäesch Unioun unhuelen.

Ee Wuert nach vläicht zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet, Här President. Also Nauru ass eng Insel vun 10.000 Leit. Déi Leit, déi um Mier waren, fir an Australien ze fueren, sinn déviéiert ginn op déi kleng Insel vun 10.000 Leit. Wann dann do se enregistréiert waren oder och nach vläicht sinn, si se net an Australien komm, si se gefiltert ginn, mä se sinn op Papua-Neuguinea gefouert ginn, wat näischt mat Australien ze dinn huet. Déi zwee Länner sinn absolument, hunn näischt um, do ass keng Kooperatioun tëschent deenen zwee Länner. Et sinn Noperen, wann een dat esou däerf soen, an deem grousse Mier.

An ech mengen, ech soen dat elo hei, Här President, dass ee kann doriwwer nodenken, dass et esou eppes gëtt. Do huet ee missen driwwer nodenken. Dat war an der Zäit, wou mir och am Conseil de Sécurité waren. An ech kann Iech Dokumenter weisen, wéi d'UNHCR, also de Flüchtlingskomitee vun der UNO, wéi dat do condamnéiert ginn ass. A wou ee sech bal huet misse schummen, wou och d'Diplomaten aus deem Land net ganz frou waren, wat do geschitt ass.

An dee Modell huelen als Alternativ, wat mer sollen an Europa maachen no der Katastroph am Mëttelmier, et deet mer leed, bei allem Respekt viru jiddwerengem sengen Iddien, wann ech gelift loosse mer d'Fangere vun esou Iddien ewech a kucke mer mat eise Methode vun der Mënschlechkeet d'Saach ze léisen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister, deem ech kann assuréieren, dass d'Saach an aneren europäesche Parlamenter ähnlech gesi gëtt wéi hei. Mir kommen erëm vun enger Presidentekonferenz zu Roum, wou ganz staark insistéiert ginn ass, fir Liewen ze retten, ohne Wenn und Aber. An dat hei kann e Beispill si fir aner Dramen.

Perspektive schafe fir déi Leit, déi eriwwerkommen, entweder an hire Länner oder an de Pays d'accueil, an eng grouss Solidaritéit tëschent deenen eenzelnen europäesche Länner.

Merci fir déi wierdeg Diskussioun de Mëtten. An domat si mer um Enn vun deem heite Punkt vum Ordre du jour a mir géifen iwwergoen zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projets de loi 6740, '41, '42, '43 a '44. Et geet ëm d'Protokoller tëscht de Benelux-Staten an an an. Duerfir ginn ech direkt d'Wuert der Madame Dall'Agnol, déi Rapportrice ass zu deenen heite Projeten. Ech wëll Iech drun erënneren, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ginn ass an dass et ee Rapport zu sämtleche Projete gëtt.

Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

8. 6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur les projets de loi n°6740, n°6741, n°6742, n°6743 et n°6744

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President elo grad bemierkt huet, kommen ech elo net fënnefmol hei zréck, mä eng Kéier geet och duer, an ech probéieren dann ee globale Rapport fir sämtlech Projet-de-loien ze maachen.

Bei deene fënnef Projet-de-loien, iwwert déi mer dann elo schwätzen, geet et ëm fënnef Protocoles d'application, déi sech op fënnef Accords de réadmission tëschent der Europäescher Unioun engersäits a Moldawien, Bosnien-Herzegowina, Georgien, der ehemoleger jugoslawescher Republik Mazedonien a Serbien anerersäits bezéien. Während also d'Accords de réadmission mat dëse fënnef State vun der Europäescher Unioun ofgeschloss goufen, sinn déi fënnef Protokoller, ëm déi et hei geet, eng Kooperatioun mat de Benelux-Staten.

Fänke mer awer vläicht vu vir un, fir den Iwwerbléck ze behalen. Véier vun deene betreffende communautairen Accords de réadmission sinn 2007 a Kraaft getrueden an een am Joer 2011. De Sënn an Zweck vun deenen Accorden ass et, am Beräich vun der Readmissioun ze koope-

réieren an de Retour vu Persounen, mir bleiwen also beim Thema vu virdrun, déi sech illegal op dem Territoire vun enger Partie contractante ophalen, ze erliichteren. Dat heescht, an éischter Linn Bedéngungen a Modalitéite festzeschreiwen, wéi dës Persounen zréckgeholl solle ginn.

Viséiert sinn och net nëmme Persounen, déi d'Nationalitéit vun deem Stat hunn, dee gefrot gëtt, eng Persoun zréckzehuelen, mä ënner bestëmmte Bedéngungen och Persounen aus Drëttstaten an och Stateloser, déi virdrun do gelieft hunn oder déi duerch dat betreffend Land transitéiert sinn. Esou Accords de réadmission kënnen op bilateralem Niveau oder um Niveau vun der Europäescher Unioun ausgehandelt ginn. An et sief drun erënnert, datt d'Benelux-Länner an der Vergaangenheet schonn iwwer 15 esou Accorde mat Drëttlänner ofgeschloss hunn.

D'Europäesch Unioun huet säit dem Amsterdamer Traité 14 esou Accords de réadmission mat Drëttstaten ofgeschloss an aacht weider Verhandlungsmandater, déi stinn nach op. Déi Accorde vun der Unioun gi vun der Europäescher Kommissioun verhandelt a se musse vum Conseil a vum Europäesche Parlament ugeholl ginn. Eng Ratifikatioun duerch déi Nationalparlamenter ass an deene Fäll dann och net néideg.

An deene fënnef communautairen Accords de réadmission mat, wéi gesot, Moldawien, Bosnien-Herzegowina, Georgien, der ehemoleger jugoslawescher Republik Mazedonien a Serbien ass jeeweils eng Clause dran. An dat ass all Kéiers den Artikel 19, eng Clause, déi et erlaabt, op bilateraler Basis Ausféierungsprotokoller auszehandelen, déi eenzel prozedural an och technesch Froe weider verdéiwen.

Well Lëtzebuerg am Kontext vun den Accords de réadmission scho säit Jorzéngte mat de Benelux-Partner Belsch an Holland kooperéiert, läit et op der Hand, dass dat och bei dëse Protokoller geschitt ass. A véier Fäll goufen d'Verhandlunge vun Holland gefouert. Beim Protokoll mat Bosnien-Herzegowina war et d'Belsch.

D'Protokoller, déi goufen alleguerten de 5. November d'lescht Joer vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, déposéiert. An an der Réunioun vun der aussepolitescher Kommissioun vum 9. Februar dëst Joer krute mer déi néideg Erklärungen och dozou. An och wann et ëmmer liicht Variatioune gëtt, esou sinn d'Accorden awer ëmmer ähnlech opgebaut. Dofir probéieren ech, se och hei an enger Ried ze behandelen.

Se hunn tëschent 16 an 18 Artikelen an 2 bis 5 Annexen. Och d'Inhalter si praktesch ëmmer d'selwecht. D'Designatioun vun den Autorités compétentes, hei zu Lëtzebuerg ass dat iwwregens d'Direction de l'immigration, a vun de Points de passage frontaliers sinn an all Protokoll dran. Och d'Prozedur vun der Readmissioun, ugefaangen ebe mat der Demande de réadmission a mat der Äntwert op dës Demande. Et gëtt festgehalen, wat fir Informatiounen an deem Kader musse matgeliwwert ginn a wat fir Délaien och anzehale sinn.

Et ginn dann och nach Dispositiounen iwwert d'Transitprozedur, dat heescht, wann eng Persoun um Wee fir an d'Bestëmmungsland duerch d'Gebitt vun der Partie requérante reese muss, iwwert d'Prozedur am Fall vun Entretienen, iwwer Reesdokumenter, iwwert den Transfer vun de Persounen, iwwert d'Definitioun an de Rôle vun enger Eskort a schlussendlech natierlech och iwwert d'Käschtefro.

An all Accord gëtt dann och nach d'Méiglechkeet agefouert vun enger Réunion d'experts, déi sech op d'Demande vun enger Partie contractante mat alle méigleche Froen, déi am Zesummenhang mam Accord bestinn, beschäftege soll.

Wéi an all Accord gëtt natierlech och d'Akraaftriede geregelt an d'Prozedur, wéi e modifizéiert a vläicht och dénoncéiert ka ginn. D'Accorden trieden a Kraaft, wa se vun alle Länner ratifizéiert gi sinn, déi se och ënnerschriwwen hunn an nodeems de jeeweilege Comité mixte de réadmission dat notifizéiert krut.

Ech wéilt awer nach, fir dës Projet-de-loien dann awer och an de Kontext ze setzen, eng Rei aktuell Zuelen zu deenen eenzelne Länner, déi hei betraff sinn, nennen.

D'lescht Joer sinn et 100 Réckféierungen a Bosnien ginn, 89 a Serbien, 17 an déi ehemoleg jugoslawesch Republik Mazedonien a jee eng Persoun a Georgien respektiv a Moldawien. An ongeféier engem Fënneftel vun dëse Fäll handelt et sech ëm Retours forcés.

Bosnien an Herzegowina ass, wann een d'Statistike vum Ausseministère vum Joer 2014 kuckt, dat Land, wou déi meeschten Demandes de protection internationale hierkommen an déi och am Kader vun der Procédure accélérée refuséiert musse ginn. Serbien ass op Plaz 6 vun de Pays d'origine vun de Persounen, déi eng Demande de protection internationale zu Lëtzebuerg maachen an et ass op Plaz 5 bei de Refusen.

Méi Informatiounen heizou fannt Der natierlech - dat wësst Der alleguerten - am Rapport d'activités vum zoustännegen Ausseminister.

Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Konklusioun wéilt ech awer vläicht nach eng Kéier festhalen, dass mat dëse fënnef Protokoller d'Ofwécklung vun de Readmissioune vereinfacht wäert ginn. Och wann ech perséinlech hoffen, datt mer eigentlech esou mann wéi méiglech heirobber mussen zréckgräifen, well et ëmmer fir déi Leit e Schicksal ass, déi et betrëfft, dat guer net schéin ass.

Nach ee Wuert zum Statsrot, deen iwwregens ouni gréisser Remarquen dës Projets de loi, dës fënnef Stéck also, approuvéiert huet. An zwar war dat den 19. Dezember d'lescht Joer.

Ech profitéieren dann och nach direkt, fir d'Zoustëmmung vu menger Partei, de Sozialisten, ze ginn. An ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann, Wuertmeldungen? Den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, fir fir d'Alleréischt natierlech der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, e ganz grousse Merci ze soen. Si huet, wéi mir dat vun hir gewinnt sinn, mat enger ganz engagéierter a flotter Aart a Weis eis déi verschidde Rapporte virgestallt. Mir wäerten natierlech, Här President, no esou engem engagéierte Plädoyer eisen Accord dozou ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Projet-de-loien enchaînéieren am Fong geholl gutt och an déi Diskussioun, déi mer hei virdru gefouert hunn. Et ass awer e wichtege Projet gewiescht. Besonnesch, well et sech jo awer och ëm eng Rei vu Länner handelt, wou jo och grouss ekonomesch Problemer bestinn. Ech mengen, et ass elo gutt, datt geregelt ass, ënner wat fir enger Form datt déi Leit leider mussen heiansdo zréckgefouert ginn, fir datt dat awer an enger gewëssener Dignitéit iwwert d'Bühn geet.

Vläicht eng zweet Remarque nach: De Beweis ass awer och erbruecht, wéi wichteg datt et ass, datt mer um Niveau vum Benelux weiderhi gutt mat eisen Noperen do fonctionnéieren.

Ech wëll awer och ofschléissend der Madame Claudia Dall'Agnol Merci soe fir dee flotten, engagéierte Bericht a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Dann den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der gréng-er Fraktioun der Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eis aus e ganz häerzleche Merci... Pardon?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Näischt. Et war net fir Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass schonn ukomm.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass ukomm, dann ass et gutt. Ech fänken nach eng Kéier un.

Dir Dammen an Dir Hären, och vun eis aus e ganz häerzleche Merci un d'Madame Dall'Agnol. Ech hunn eigentlech hei wëllen d'Wuert ergräifen, fir Iech eppes ze erzielen, wat an dësem Kontext awer net onwichteg ass. Ech hat och schonn an der Kommissioun, datt den Här Minister elo net iwwerrascht gëtt, och him dat schonn erzielt, wat ech hei awer an der Effentlechkeet och wëll soen.

Ech hunn déi Freed gehat, Ufank Abrëll zu Belgrad an engem Seminär ze sinn, wou ech och d'Geleeënheet hat, mam Här Stefanović ze schwätzen. Dat ass de Banneminister vun der serbescher Republik. An ech hunn em d'Fro gestallt iwwert déi Demandeurs d'asile, déi aus dem Balkan och op Lëtzebuerg kommen a grousser Zuel, déi och den Här Schmit scho viru laanger Zäit als Asyltouriste qualifizéiert huet. An ech hunn e gefrot, wat hien dann dozou seet, als serbesche Minister, zu där Problematik vun awer deene Refugiéen..., Refugiéen, also ech menge Migranten an dësem Sënn, déi aus där Géigend op Lëtzebuerg kommen a grousser Zuel.

An de serbesche Minister huet mer zwou Saache gesot: Déi éischt ass, datt no hirer Erkenntnis 40% vun der Populatioun vum Kosovo wëllen de Kosovo verloossen aus ekonomesche Grënn. Dat ass vill! Et kann een déi Leit verstoen, mä et gëtt eis eng Gréisstenuerdnung vun hirer Aschätzung vum Problem.

Dat Zweet, wat e mer gesot huet - an en huet dat gesot an engem Seminär, soudatt een déi Deklaratiounen och kann noliesen -, ass, datt en de Problem vu Lëtzebuerg ganz gutt géif kennen. An e wär als Minister och schonn zu Lëtzebuerg gewiescht, en hätt och scho mam Här Bettel doriwwer geschwat, wou den Här Bettel nach Buergermeeschter vun der Haaptstad war, esou laang ass dat schonn hier. An en hätt och dee Problem a Serbien net am Gréff.

Wat geschitt a Serbien? Ma déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi bleiwe jo eng Zäit laang hei. Dat ass fir si ekonomesch nach ëmmer ganz interessant, par rapport zu hirem Revenu, dee se a Serbien hunn. Da komme se zréck a Serbien, si gi vun deene Schleiser, déi se versuergen, an Empfang geholl. Si kréien nei Pabeieren, eng nei Identitéit an da gi se zréck op Lëtzebuerg. Dat ass dat, wat de serbesche Minister ëffentlech gesot huet an engem NATO-Seminär zu Belgrad. Dat ass also elo keng Erfindung vun der ADR oder vu soss Leit.

Wann dat esou ass - an ech zweifelen net drun, datt dat esou ass, well déi kennen hir Leit an hir Situatioun jo och; dee Mann ass verantwortlech fir d'Polizei an der serbescher Republik a senger Funktioun -, dann denken ech, datt mer awer misste Konklusiounen zéien! Well et ass jo awer en Ënnerscheed, ob mer eis wierklech mat groussem Häerz ëm Leit këmmeren, déi Flüchtlinge sinn, no der Konventioun vun 1951, déi e Recht op eise Schutz hunn, oder ob mir eis instrumentaliséiere loosse vu Schleiserbanden, déi de Leit aner Identitéite ginn a se dann heihinner zréckbréngen.

Gëtt et net Zäit - gëtt et net Zäit! -, datt mer och higinn, d'biometresch Erkenntnisser maachen a géint déi Schleiser virginn, déi dat do maachen, amplaz datt mir eist Land, eis Leit, eis Capacitéiten, eis Gemengen, eis finanziell Mëttelen dofir consacréieren, fir an engem Mënscheschmuggel matzemaachen?

Do soe mir op jidde Fall: Dat maache mer net! Esou oppe mir sinn, fir Leit opzehuelen, déi an Nout sinn an eis Hëllef brauchen, esou décidéiert si mir awer och, fir eis net hei instrumentaliséieren ze loosse vu kriminelle Banden!

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

Ah, den Här Gibéryen huet mer vollkommen zu Recht gesot, datt ech nach soll soen, datt mer déi Accorde selbstverständlech gär matstëmmen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn iwwerzeegt, datt dat eng richteg Saach ass. Merci.

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eng wichteg Konklusioun, no der Virried. Merci.

Keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann huet den Ausseminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech natierlech och fir d'Eischt der Madame Dall'Agnol e grousse Merci soen. Ech mengen, si huet dat Wichtegst hei gesot zu der Substanz, mä och dat, wat dee wichtege Saz war, mengen ech, an hirer kuerzer Ried, dass mer déi Réckféierungen net gäre maachen.

A wann ech soe Réckféierungen, gëtt et jo zwee Weeër: Et gëtt déi volontär Réckféierungen. An ech hunn nach mat eisem Chef vun der Immigratioun de Muere geschwat. Mir versichen nach vill méi intensiv de Leit ze soen, wa se déboutéiert sinn, dass se dach sollen aus fräie Stécker, wou se och nach Zäit hunn a wou se och gehollef kréien, dat maachen.

Mir si jo konfrontéiert virun allem net mat deene Leit, déi vläicht elo eleng hei sinn - do si jo regelméisseg och vu Frontex Retouren -, mä virun allem mat Leit, déi mat Kanner hei sinn, Familljen, dass een de Kanner kee Schued wëllt zouriichten. A mir hu jo do och eng Richtlinn eis ginn, dass mer elo waarde bis d'Schoulvakanz eriwwer ass fir déi Leit, déi an der Schoul sinn. An dass dann awer selbstverständlech mer keen anere Wee wëssen. Mä mir probéieren an Zukunft nach méi de Leit ze soen, soubal wéi se déboutéiert sinn, a vläicht och dat ze répétéieren, dass se solle vun deem Retour volontaire profitéieren.

Bon, Här President, ech mengen, wann Abuse geschéien, ech sinn elo net sécher, well ech elo vläicht dat net am Kapp hunn, mä d'Fangerofdréck, déi kënne mer jo net, wann déi eng Kéier geholl sinn, da kann een déi jo net ännéren. An ech mengen awer, dass déi Leit, déi heihinnerkommen, dass dovunner och Fangerofdréck gemaach ginn. De Chef vun der Immigratioun, dee sëtzt hei uewen op der Tribün, e seet mer jo, dass déi gemaach ginn. An da gesinn ech net, Här Kartheiser, wéi den Här Stefanović ka soen, si kréien eng aner Identitéit. Ech mengen, d'Fangeren, déi kënne mer, d'Fangerofdréck op jidde Fall, déi kann een net imitéieren.

Mä bon, ech wëll net Är Saach elo einfach schlechtrieden. Wann dat de Fall ass, hutt Der recht, wann Abuse geschéien. Ech mengen, et ass gutt, Dir hutt dat elo gesot. Mir kucken dat och no. A wann dat de Fall ass, musse mer natierlech do eng Brems aleeën.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mir sinn um Enn vun der Diskussioun iwwert déi fënnef Projeten ukomm, kënnen awer leider net an engem Siess iwwert déi fënnef Projeten ofstëmmen. Dat musse mer eenzel maachen. Mir géifen also fir d'Éischt iwwert de Projet 6740, den Accord mat Moldawien, ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6740 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 60 Participatiounen um Vote: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6740 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Serge Wilmes), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech froen Iech, ob Der d'Dispens vum zweete Vote gitt?

(Assentiment)

Merci.

Da kënne mer direkt zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de 6741, dat ass den Accord mat Bosnien-Herzegowina.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6741 et dispense du second vote constitutionnel

An de Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Och hei 60 Participatiounen um Vote. Datselwecht Resultat: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6741 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Diane Adehm), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Serge Wilmes), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An och hei d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Merci.

De Projet 6742, dat ass den Accord mat Georgien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6742 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An dat ass och elo geschitt.

An datselwecht Resultat: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6742 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Marc Angel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Merci.

Da komme mer zum Projet 6743, den Accord mat Mazedonien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6743 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Jo, hei hu mer 57, also 59 Participatiounen: 57-mol Jo an 2-mol Neen. Domadder ass och dee Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6743 est adopté par 58 voix contre 2 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Franz Fayot), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An da komme mer zum leschte Projet. Dat ass de 6744, den Accord mat Serbien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6744 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Voilà, an do hu mer dann erëm 60 Participatiounen an 58-mol Jo, 2-mol Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Serge Wilmes), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Franz Fayot), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

D'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Och hei. Also d'Dispens vum zweete Vote fir déi fënnef Projeten ass ginn. Ech soen Iech Merci.

Kommt gutt heem! A muer Rendez-vous um zwou Auer.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.29 heures)

SÉANCE 30 JEUDI, 30 AVRIL 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
- *Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg
- *Exposé: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances*
- *Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Taina Bofferding, Mme Josée Lorsché (M. Fernand Kartheiser intervient), M. Fernand Kartheiser, Mme Lydie Polfer, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, Mme Nancy Arendt, M. Franz Fayot*

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot
- *M. Franz Fayot*

6. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg (suite)
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch et M. Félix Braz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Déi traditionell Fro: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer direkt zum uerdentlechen Ordre du jour iwwer a mir fänke mat eisem éischte Projet un. Dat ass de Projet de loi 6760 iwwert d'Attachés de justice. An Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt.

(Interruption et hilarité)

2. 6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Rapport de la Commission juridique

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6760 ass dëst Joer de 6. Januar vum Justizminister an der Chamber déposéiert ginn; an dat war keen Dag ze fréi. Et geet an deem Projet drëms, de Rekrutement vun den Attachés de justice ze reformëieren, andeems dat modifizéiert Gesetz vum 7. Juni 2012 ëmgeännert soll ginn.

Eis Justiz huet e Problem mam Fonctionnement, an doriwwer sinn all d'Akteure sech eens. Ech schwätzen awer net vun engem Problem am Sënn, datt eis Justiz keng gutt Aarbecht géif maachen, well et ass genau de Géigendeel de Fall. Neen, ech schwätze vun engem Nowuessproblem. Lëtzebuerg huet akut Schwieregkeeten, genuch Attachés de justice ze rekrutéieren a genuch Magistraten ze forméieren. Déi lescht dräi Joer woren ëmmer manner Kandidaturen zréckbehale ginn, wéi fräi Plazen eigentlech do woren. Dat muss eis ze bedenke ginn, besonnesch well dee Phenomeen an Zukunft net wäert besser ginn.

Loosst mech dës Ausso kuerz mat e puer Chifferen ënnermolen. De Moment zielt d'Magistratur just néng Attachéen. Dat sinn der genau esou vill, wéi et de Moment onbesate Plaze gëtt. Am Ganze goufe säit dem Gesetz vun 2012 net méi wéi 20 Attachéë rekrutéiert. Am selwechten Zäitraum allerdéngs hunn awer 25 Persounen d'Magistratur verlooss. Dovunner sinn der zum Beispill véierzéng an d'Pensioun gaangen, néng hunn eng aner Plaz fonnt an een ass leider verstuerwen.

Addéiert een elo nach déi 20 Magistraten, déi aktuell am Pensiounsalter sinn an all Moment goe kéinten, wann een déi derbäizielt an et zitt ee mat a Betruecht, datt all Moment Congés parentaux, Congés de maternité, Demandes de mi-temps a Beruffswiessel kënnen ugefrot ginn, mierkt een, wéi akut de Problem sech fir d'Zukunft stellt.

Derbäi kënnt dann och nach, datt mir et net nëmmen net fäerdegbréngen, genuch ze rekrutéieren, fir déi momentan gebraucht Plazen ze besetzen, mä nach méi an d'Labränte wäerte geroden, wann an Zukunft proportional nach méi Leit gebraucht ginn, fir de System uerdentlech um Lafen ze halen. An et ass méi wéi wahrscheinlech, datt d'Magistratur massiv mat Personal muss opgestockt ginn, fir hiren zukünftegen Aufgabe kënne gerecht ze ginn.

Ech erënneren an deem Kontext virun allem un d'Schafung vun enger oder méi zousätzleche Chamberen, Juges de l'application des peines, Juges aux affaires matrimoniales (veuillez lire: Juges aux affaires familiales) an un déi steigend Importenz um Niveau vum Contentieux an der Assurance sociale.

Wat sinn dann elo d'Grënn fir dës Rekrutementsproblemer? Fir d'Éischt muss ee soen, datt allgemeng einfach net genuch Juriste mat Lëtzebuerger Nationalitéit d'Cours complémentaires en droit luxembourgeois suivéiere bezéiungsweis packen. 2014 hu vun 99 Kandidate just 53 Persounen den Exame gepackt, an dovun hunn der wéineg déi Lëtzebuerger Nationalitéit. Déi Lëtzebuerger Juristen, déi fir d'Magistratur gëeegent wieren, ginn da ganz oft vu méi attraktive Salairen a verschiddenen Études ugezunn, bezéiungsweis vun der Magistratur ewechgezunn.

Derbäi kënnt och nach, datt e Kandidat fir den Examen d'entrée en magistrature schonn den Examen de fin de stage judiciaire gepackt muss hunn. Vu datt déi Examen am Ofstand vu manner wéi engem Mount stattfannen, kann ee scho bal novollzéien, datt deen een oder deen anere sech dee Stress net wëllt undoen. De Problem ass also manifest an et gi Léisunge gebraucht. Dréngend Léisunge gebraucht!

Dëse Projet de loi proposéiert direkt e puer Léisungen, op déi ech kuerz wëll agoen. Ech wëll do och direkt de Membere vun der Commission de recrutement et de la formation des attachés de justice Merci soe fir hir Recommandatiounen, déi si am Kader vun dësem Projet de loi gemaach hunn.

Als Alleréischt muss een net den Examen de fin de stage judicaire gepackt hunn, fir den Examen d'entrée en magistrature kënnen ze schreiwen. Et muss een awer während op d'mannst engem Joer d'Coursë vum Stage judiciaire oder vum Stage notarial suivéiert hunn. Hei wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, datt „avoir accompli", wéi et am Projet steet, am Sënn vun „avoir suivi" interpretéiert soll ginn an net vun „avoir réussi".

Eng zweet wichteg Ännerung ass d'Kreatioun vun enger zweeter Entréesméiglechkeet an d'Magistratur, déi nëmmen dann opgemaach soll ginn, wann iwwert dee klassesche Wee net genuch Kandidate fonnt ginn. Esou sollen Affekoten, déi op d'mannst säit fënnef Joer praktizéiert hunn, d'Méiglechkeet hunn, iwwert d'Areeche vun engem Dossier an d'Magistratur eranzekommen.

Et ginn och Moossname getraff, fir en Attaché de justice schonn a senger Formatioun am Stage méi fréi mat der Aarbecht vum Magistrat a Beréierung ze brénger. Dofir soll de Stage just nach zwielef amplaz vun uechtzéng Méint daueren. Ausserdeem soll ee schonn ab véier amplaz vu sechs Méint eng Delegatioun kënne kréien, fir e verhënnerte Magistrat ze ersetzen.

Mam Gesetz vum 7. Juni 2012 hu mer séchergestallt, datt eis Magistrate gutt forméiert ginn. Mat dësem Projet de loi stelle mer sécher, datt mer och weiderhi genuch gutt forméiert Magistrate wäerte behalen. Et héiert een haut scho vill berechtegt Kloen iwwer eng gewësse Lenteur vun der Justiz. De Respekt vum Principe du délai raisonnable du procès soll dofir mat dësem Projet de loi och an Zukunft garantéiert ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport a bréngen den Accord vun der DP zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Vläicht just eng Fro, wann Der erlaabt: Gëtt et och e Lëtzebuerger Term fir den Attaché de justice?

M. Guy Arendt *(DP),* *rapporteur.*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, da loosse mer dat.

(Interruption et brouhaha)

Justizattaché. Jo, dat ass bal datselwecht. Voilà, an dofir hutt Der Iech direkt och empfuelen, fir d'Wuert ze kréien, Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech mengen, als fréiere Bâtonnier hätt kee besser d'Problemstellung vun dësem Gesetzesprojet kënnen duerleeën.

Mir hunn effektiv am Joer 2012, also viru knapps dräi Joer, d'Astellungsprozedur vun de Riichter grondleeënd verännert, andeems een, fir Riichter ze ginn, fir d'Éischt emol huet misse säin Avouésexame mat Succès gepackt hunn. Dann huet ee sech missen zousätzlech engem Examen-concours stellen, fir iwwerhaapt Justizattaché, wann dat d'lëtzebuergescht Wuert ass, ze ginn. An drëttens huet een dann nach missen e Stage maache vun uechtzéng Méint, dee gegebenenfalls op zwielef Méint kann erofgesat ginn. An da konnt een eréischt effektiv Fonctiounen als definitiv nominéierte Magistrat iwwerhuelen.

D'Zilsetzung vun deem Gesetz, mengen ech, dat war déi richteg. Éischtens war et eng objektiv Rekrutéierungsprozedur. Zweetens hunn déi Riichter eng gutt Formatioun. An drëttens muss ech och soen, dass aus deem Grond net manner wéi 59 Deputéierter virun dräi Joer deemools dëse Gesetzesprojet gestëmmt hunn.

De Rapporteur huet virdru mat Recht drop opmierksam gemaach, dass mer eigentlech an enger Noutsituatioun sinn, dass mer net genuch Riichter hunn. An dat bei engem Astellungsgehalt vun engem Riichter, dat awer genau an deemselwechte Mooss läit wéi dat vun anere Leit, déi beim Stat an der Carrière supérieure rekrutéiert ginn, vu ronn 7.500 Euro. Mä dat Gehalt ass eigentlech net a Verglach ze setze mat deene Rémunératiounen, déi vu groussen Étudë bezuelt ginn.

En zweete Punkt ass deen, dass mer net genuch Lëtzebuerger Juristen hunn, déi dee Wee vun den Avouésexame mat Succès bestinn. An drëttens muss een awer och soen, dass mer vill méi Affären op de Geriichter hunn, an Affäre vun enger vill méi grousser Komplexitéit, net zulescht bedéngt duerch déi ëmmer nei Gesetzer, déi mer och an der Chamber stëmmen.

An de Bierger sengersäits, dee verlaangt mat Recht eng effikass Justiz: Éischtens, dass et Uerteeler ginn, déi och fir den Normalstierflechen novollzéibar sinn, déi „juste" sinn, a virun allem, dass se net nëmmen am Strofberäich, mä och am Zivillberäich an engem räsonabelen Délai iwwert d'Bühn ginn. Well en ziville Prozess, dee kann och bei deem eenzelne Bierger eng ganz Rei vun Nerve kaschten a Frust opbrénger. A wann esou en Zivillprozess sech iwwer Joren histreckt, da belaascht dat natierlech dee betraffene Bierger ëmsou méi.

Och wann dëst Gesetz vläicht, an ech wëll dat net pejorativ soen, mä e gewësse Réckschrëtt ass par rapport zu der Zilsetzung vum Gesetz vun 2012, wäert d'CSV dësem Gesetzesprojet awer zoustëmmen, well mer eis ganz einfach an enger Noutsituatioun befannen.

Mir soen och ganz kloer Jo zu där gréisserer Neierung, déi mer an dësem Gesetzesprojet hunn, nämlech dem Rekrutement iwwert déi sougenannten „voie de recrutement latérale". Dat heescht, dass och en Affekot, deen, dat muss ee soen, säin Avouésexame gepackt huet an dann nach fënnef Joer als Affekot praktizéiert huet, kann op Base vun engem Dossier an d'Magistratur antrieden.

Mir begréissen dat ausdrécklech. Firwat? Mä well e Riichter sécherlech muss d'Recht applizéieren, mä e Riichter, dee muss och op eng Erfahrung kënnen zréckgräifen. An e Riichter muss virun allem niewent sengem Fachwëssen, der Erfahrung, de gesonde Mënscheverstand hunn, well am Endeffekt, och wann e mat juristesche Situatioune befaasst ass, riicht en awer iwwer Leit.

Deen eenzege Bémol, deen een dobäi ka fannen, dat ass deen, dass en Affekot, dee mengetwege 15, 20 Joer geschafft huet, deen a senger Liewensplanung vläicht e bësse méi am Volume vun der Aarbecht, ouni dat och pejorativ wëllen ze soen, zréckstellt an an d'Magistratur geet, dass deen eigentlech hanner alleguerten deenen aklasséiert ass, déi direkt no dem Joer Stage iwwert den Examen-concours rekrutéiert ginn. Am Rang steet deen nun eemol hannert deene Leit.

Da muss ee soen, dass dat Gesetz hei awer vläicht eng Nobesserung ass, mä nach nëmmen eng Drëps op de waarme Steen. Firwat? Mä well mer bei deene ronn 230 bis 240 Riichter der hunn - zéng Prozent -, déi de Moment kéinte vun engem Dag op deen aneren an d'Pensioun goen. E Riichter, dee ka mat 60 Joer a Pensioun goen. E muss net, wéi déi aner Statsbeamten, mat 65 goen. E ka bis 68 goen. An do wäerte sech onweigerlech, mengen ech, awer nach opgrond vun dësem Gesetz trotzdeem Defiziter an der Rekrutéierung weisen.

Duerfir si mir als CSV - an ech schléissen domadder, Här President - net dergéint, dass een driwwer nodenkt nämlech, fir Riichter, déi an der Pensioun sinn, also 68 Joer erreecht hunn, fir déi eventuell, wa se dat da wëllen, aus der Pensioun kënnen zréckzeruffen, fir dass déi déi eng oder aner Riichterplaz iwwerhuelen, sief dat als Friddensriichter oder an der Magistratur.

Ech kéint mer zum Beispill ganz gutt virstellen, dass en Här Biever, en Här Bour, en Här Gehlen oder d'Madame Bauler, fir eng Madame ze nennen, a fir nëmmen déi ze nennen, dass déi duerchaus mat deem grousse Fachwëssen, där Liewenserfahrung, där Dynamik, déi deene Leit awer zu eegen ass, kéinte Funktiounen als Friddensriichter, temporär, iwwert de Wee vun enger Delegatioun iwwerhuelen. An ech kéint mer och virstellen, dass deen een oder anere Bierger et vläicht emol guer net eng Onéier géif fannen, wann e vun engem vun deenen Hären oder där Madame géif säi Führerschäin entzu kréien. Well mat deem Gesetz, wat mer gëschter gestëmmt hunn, do kéint awer vläicht méi eng Avalanche vu Retraits vu Permis de conduire op eis duerkommen.

Ech wëll och soen, deen een oder deen anere mag dat vläicht mat Humor ophuelen, mä de Conseil d'État, deen hat an de 70er Joren, wéi déi grouss Reform iwwert d'Organisation judiciaire komm ass, eng ähnlech Propositioun gemaach. Nämlech déi: Sengerzäit waren et net direkt fënnef Conseillers à la Cour de cassation, déi definitiv genannt waren, mä mir haten zwee Conseillers adjoints à la Cour de cassation. An de Conseil d'État, deen huet am Virfeld vun der Reform vun 1980 proposéiert gehat, dass ee fir déi Conseillers adjoints do kéint op erfuere Riichter zréckgräifen, déi schonns an der Pensioun waren an domat och, ech soen, d'Avancementsméiglechkeeten an der Magistratur net blockéiert hunn, dass een déi kéint temporär fir déi Funktioune rekrutéieren.

Dat gesot a mat deem Virschlag, Här Justizminister, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, géif ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn. An ech soen Iech och Merci, Här President, dass Der mech eng Minutt méi laang schwätze gelooss hutt. Ech huelen dat bei deem nächste Projet de loi eran.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ware souguer eng Minutt 40.

(Hilarité)

Voilà. Merci. An domat huet de Franz Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur Guy Arendt gäre Merci soe fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kommen net erof op d'Riednerpult, ech maache just gär e puer Remarquen hei vu menger Plaz aus.

Ech mengen, eng Remarque, déi een awer vläicht ka maachen, dat ass, an doriwwer hu mer och geschwat an der Commission juridique, dass eng Aart a Weis, fir d'Konkurrenz vum Privatsecteur beim Rekrutement vu Lëtzebuerger Juriste vläicht e bësse manner grouss ze maachen, oder vläicht, fir déi Pressioun ze reduzéieren, zum Deel op d'mannst, kéint doranner bestoen, wann een deene groussen Étuden, déi jo och am Exposé des motifs mentionnéiert ginn, et géif e bësse méi einfach maachen, fir och auslännesch Juristen als Affekoten hei zu Lëtzebuerg ze rekrutéieren. Dat heescht, fir se ze encouragéieren, d'Cours-complémentairen ze maachen a sech dann och hei op de Barreau anzeschreiwen. An dat ass haaptsächlech de Fall fir frankofon an och engleschsproocheg Juristen.

Dëst erfuerdert an éischter Linn en Ëmdenke beim Barreau. Et ass esou, an d'Confrères hei an der Chamber wëssen dat och, dass fir de Moment déi Sproochentester, déi et gëtt, extrem schwéier sinn. Dat heescht, mir hu Situatiounen, munch Situatiounen, wou Leit hir Cours-complémentairë packen, Fransousen haaptsächlech, déi och schonn an Étuden engagéiert sinn, an déi dann hire Sproochentest net packen, de lëtzebuergeschen an den däitsche Sproochentest.

Ech hunn dat och schonn ëmmer kritiséiert, wéi ech am Conseil de l'Ordre war. An dat ass effektiv eng Positioun vum Barreau. Ech weess, dass Dir, Här Minister, do net direkt derfir kënnt, mä ech mengen, et kéint een do wierklech och den Étuden hëllefen an och d'Konkurrenz par rapport, fir Lëtzebuerger Juristen ze rekrutéieren, méi kleng maachen, wann een dat géif oplackeren.

Ech mengen, déi Sproochentester, déi sinn e bësse retrograd. Déi sinn ze vill schwéier. Déi si quasi onméiglech ze réusséiere fir Frankofonen. Ech mengen, dat ass den Niveau B1, deen do erfuerdert ass, wat extrem, extrem héich ass, an dat ass och extrem frustrant fir déi Leit, déi an deene Situatioune sinn.

Dat heescht, dat féiert haut och schonn zu deem komesche Resultat, dass munch Étuden auslännesch Affekote rekrutéieren a se net méi encouragéieren, d'Cours-complémentairen ze maachen, mä fir sech direkt an hirem État d'origine op de Barreau anzeschreiwen an dann hei op d'Lëscht 4 ze kommen, amplaz d'Leit ze encouragéieren, d'Cours-complémentairen ze maachen an eben eng Formatioun ze kréien am Lëtzebuerger Droit. Ech mengen, dat kann net am Sënn sinn och vun enger gudder Qualitéit vun Affekoten, déi eng Sachkenntnis hunn am Lëtzebuerger Droit.

Ech géif dann awer och gäre vläicht nach eppes soen zu der awer e bëssen eesäiteger Duerstellung vun der Attraktivitéit vum Privatsecteur par rapport zum Riichterberuff. Ech mengen, mat dësem Gesetz gëtt de Riichterberuff wahrscheinlech nach e bësse méi attraktiv fir Lëtzebuerger Juristen. E mécht aner Entréeën an d'Carrière op, fir Leit, déi Affekot waren an déi eben effektiv keng Loscht hunn, dee Concours vun der Magistratur ze maachen. An ech mengen, et mécht et dann och fir d'Lëtzebuerger Étuden an och déi auslännesch Etüden, déi zu Lëtzebuerg sinn, nach e bësse méi schwéier, gutt Lëtzebuerger Juristen ze rekrutéieren an och ze fidéliséieren.

Ech mengen, bon, de Gilles Roth huet de Salaire genannt, deen een als Magistrat oder als Attaché de justice verdéngt. Ech muss soen, deen ass ganz concurrentiel par rapport zu deem, wat ee verdéngt an enger grousser Étude. Et muss een natierlech och gesinn, dass een an der Magistratur aner Attraiten huet: bon, d'Vakanzen, eng Sécurité de l'emploi. Soudass, an ech weess dat, well ech laang an enger grousser Étude geschafft hunn, et vill Lëtzebuerger Juriste sinn, déi dee Schrëtt maachen, fir an eng Magistratur ze goen, well se effektiv par choix de vie oder par intérêt dat maachen.

Ech mengen, dat war bis elo schonn eng attraktiv Optioun an dat gëtt elo nach eng Kéier e bësse méi attraktiv. Mat deem Resultat, dass mer, bon, noutgedrongen, mengen ech, ëmmer méi Juristen an d'Lëtzebuerger Magistratur kréien an ëmmer manner an d'Étuden. Ech mengen, och dat soll een hei wëssen.

Natierlech si mer als LSAP fir dëse Projet. Mir ënnerstëtzen dee Projet a mir wäerten deen och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. Ech géif hien awer d'nächst Kéier invitéieren, wann et e bësse méi laang gëtt, op d'Riednerpult ze kommen, aus reng techneschen Iwwerleeungen, well ee vum Riednerpult besser versteet, besonnesch bei deenen, déi eng gewëssen Taille hunn.

Merci villmools.

(Hilarité)

Une voix.- Bei Iech kënnt dat net vir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mir kënnt dat net vir. Voilà, Merci villmools. An d'Wuert huet elo direkt d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wäert mech wierklech kuerzfaassen. Ech wëll just zwou Saache soen. Dat Eent ass: Merci un de Rapporteur Guy Arendt fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

An dat Zweet ass, datt mir ons als Gréng awer erwaarden, datt dëse Projet de loi, esou wéi en elo hei presentéiert ginn ass, et awer wäert der Magistratur, der Justice erlaben, fir deem Problem vum Mangel u Leit entgéintzewierken. Soudatt mir mengen, datt do sécherlech net alles wäert sech séier léisen, mä datt duerch déi zousätzlech Méiglechkeeten, déi gi sinn, dach awer eng Verbesserung vun der Situatioun wäert stattfannen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Loschetter. Dann huet d'Wuert... Ech hat hei den Här Reding stoen. Hien ass net do. Da géift Dir eppes dozou soen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt am Numm vun eisem Grupp och dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung vun eiser Säit bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Soss keng weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Dann huet den Här Justizminister, de Félix Braz, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll wierklech e ganz grousse Merci un déi zoustänneg Chamberskommissioun riichten, awer och de Statsrot net vergiessen, déi et alle béid méiglech gemaach hunn, dass mer dee Projet haut scho kënnen zum Vote bréngen. Deen ass jo uganks Januar déposéiert ginn. An et ass wierklech eng grouss Urgence, dëse Projet ze stëmmen, well Dir wësst, mir sinn elo an där Zäit vum Joer, wou d'Rekrutementer kënnen ufänken. An et wier natierlech gutt, wa mer dat kéinte maachen ënnert deenen neie Regelen, déi mer haut de Mëtteg hei festleeën.

E grousse Merci och un de Guy Arendt, deen a sengem schrëftlechen an och a sengem mëndleche Rapport nu wierklech alles gesot huet. Ech hu knapps zwou Zuele méi, déi ech kéint lassginn, wéi déi, déi den Här Arendt scho genannt huet. Also dat war ganz komplett. Merci dofir!

Eng drëtt Remarque, déi ech wéilt maachen, ass déi, dass mer knapps dräi Joer nom Attachésgesetz et elo scho reforméieren, mä dat heescht op keng Aart a Weis, dass d'Gesetz vun 2012 net gutt wier. D'Gesetz vun 2012 huet eng Rei méi grouss, méi déif gräifend Reformen och gemaach. An ech mengen, dass déi sech eigentlech alleguerte bewährt hunn. Et ass näischt an deem Gesetz, wat net gutt wier.

Et geet awer net duer, well mer e Problem feststellen, an dat ass einfach dee vun der mangelnder Zuel vun Attachéen, déi schlussendlech kënnen zréckbehale ginn. An dorobber musse mer reagéieren. Mä d'Basis, dat ass d'Gesetz vun 2012, an déi Basis, déi steet, mengen ech, och nach ëmmer gutt.

De Guy Arendt huet eng Rei Zuele genannt. Et sinn zënter dem Attachésgesetz vun 2012 nëmmen 20 Attachéë rekrutéiert ginn. Mir haten am Joer 2013 sechs Vacances de poste, nëmme véier konnte beluecht ginn. Am Joer 2014 waren aacht Plazen ausgeschriwwen, dovu konnten der nëmme fënnef besat ginn. Et ass also och nach e relativ héije Pourcentage vu Plazen, dee fräi bleift. A mir wäerten an deenen nächste Joren... Mir hate schonn an deene leschten dräi Joer 25 Départen, déi meescht dovun an d'Pensioun, awer och aus anere Grënn.

Mir hunn och, wa mer d'Lëschte kucken, eng héich Unzuel vu Leit, déi an den nächste Joren och kéinten an d'Pensioun goen. A wann déi dat alleguerte géifen an engem kuerzen Délai maachen, méi oder manner plëtzlech, dann hätte mer e massive Problem dee Moment an der Magistratur. An ech kann deene Leit wierklech nëmmen eng gutt Gesondheet wënschen am Intérêt vun eiser Justiz an deenen nächste Méint, well soss géif et wierklech ganz komplizéiert ginn.

D'Erklärunge si schonn zum Deel genannt ginn. Et gëtt e Mangel u Lëtzebuerger Juristen, déi an den ëffentleche Secteur wëlle schaffe goen. Net well déi Plazen net attraktiv wieren, déi si finanziell sécher net onattraktiv. Et ass eng ganz interessant Aarbecht, an der Magistratur ze schaffen. Also dorunner läit et eigentlech net. Mä et schéngt, wéi wann de Privatsecteur nach méi attraktiv wier.

Dobäi hu mer genuch Lëtzebuerger, déi de CCDL packen. Ech hunn nach gëschter Zertifikaten iwwerreecht. Mä déi Coursë si ganz exigent. Do hunn 270 Leit sech ageschriwwen au départ. Dovunner sinn der schonn nëmmen 200 ugetruede fir den Examen. A vun deenen 200 hunn der 58 et gepackt gëschter am éischten Ulaf. Do kommen der nach no iwwert d'Noexamen. Mä 58 vun initialement 270, dat si ronn 20% nëmmen, hunn dat gepackt. Do sinn eppes méi wéi d'Halschent awer och Lëtzebuerger derbäi. Also eppes iwwer 30 si Lëtzebuerger. Dat ass also schonn eng Zuel, déi net geréng ass. Mä mir kréien et nawell net hin, déi an d'Carrière vun der Magistratur eriwwerzekréien.

Mat dësem Projet hoffen ech, dass mer dat kënne fäerdegbréngen. Mir hoffen, dass dat ka goen iwwert deen normale Wee, deen éischte Wee. Mä wann net, hu mer eis en zweete Wee ginn. An ech denken, dass déi Affekoten, déi mer iwwert den zweete Wee kéinte rekrutéieren, dass dat eng ganz wäertvoll Verstäerkung och wier. Déi Leit hunn eng zolidd Erfahrung. Ech deelen do dat, wat de Franz Fayot gesot huet, soudass ech mengen, dass deen zweete Wee kee méi e schlechte Wee ass, mä et ass e Wee, dee sech un aner Leit riicht, un aner Experienzen, un en anere Profil. A mir kënnen am Fong béid Rekrutementsweeër ganz gutt gebrauchen. Ech hu kee Bauchwéi dobäi, wa mer se net iwwert den éischte Wee all kréien, da mat deem zweete Wee - entre guillemets - „mussen ze liewen". Do ass d'Qualitéit net manner. Sécher net! Do brauche mer also, mengen ech, keng Regreten ze hunn.

Ech wëll just och nach eng Kéier kuerz dem Här Roth äntwerten, mat sengem Virschlag, deen e formuléiert huet, déi Iddi, déi scho méi wéi eng Kéier diskutéiert ginn ass, dass een och vläicht op déi pensionéiert Magistrate kéint punktuell zréckgräifen. Dat ass eng Iddi, där ech mech absolutt net wéilt verschléissen. Ech fannen och, dass et schued ass - Dir hutt eenzel Nimm genannt, ech wëll se dofir net widderhuelen -, wann déi Leit mat hirem ganze Wëssen, mat hirer ganzer Erfahrung, mat hirer ganzer Kompetenz vun haut op muer net méi do sinn. Dat bedauert ee bei deene Leit - Dir hutt se genannt -, eenzel, all Kéiers! A wann een dat kéint maachen, ass dat sécher eng Pist, déi mer sollte probéieren ze verdéiwen.

Nawell, Här Roth, wa mer dat hätten, dann hätte mer nach ëmmer keng definitiv Léisung, wou mer géife soen: Elo hu mer et wierklech fäerdegbruecht. Et wier jo awer besser, mir missten net op eng Rei vun dëse Pisten zréckgräifen, well mer genuch jonk Lëtzebuerger Juristen hätten, déi d'Konditiounen erfëllen, déi géifen nokommen. Mä et ass eng Pist weider, déi eis hëlleft, dat ze iwwerbrécken, wat mer mussen iwwerbrécken.

Mä ech mengen, wann dëse Projet gestëmmt ass, sinn ech eigentlech optimistesch fir déi nächst Rekrutementer. Et ass am Intérêt vun der Justiz, an dat heescht am Intérêt vun all de Leit, déi op d'Geriichter musse kommen. Eng séier Justiz ass am Intérêt vun de Leit als Alleréischt. Dorunner musse mer schaffen. D'Zuel vu Magistraten, déi zur Verfügung stinn, ass dobäi eng wesentlech Donnée. Ech hoffen, dass mer se all zesummen heimadder kënne verbesseren.

An dofir nach eng Kéier Merci, dass dat esou séier méiglech war!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Justizminister. Mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet 6760 kënnen iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6760 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 57 Participatiounen un der Ofstëmmung, dobäi 57 Jo-Stëmmen. De Projet ass also unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6760 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Álex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An déi traditionell Fro: Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass d'Proposition de loi 6446 iwwert d'Organisatioun vun der Justiz. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Viviane Loschetter.

3. 6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv de 7. Juni 2012 ass dee Projet de loi 6304B iwwert d'Attachés de justice gestëmmt ginn. An obwuel de Justizminister de Moie gesot huet, et wär eigentlech näischt schlecht un deem Projet de loi, e misst punktuell adaptéiert ginn, wat mer just virdrun zu Recht och gemaach hunn, gouf et awer den 21. Juni 2012 en Deputéierten, de Félix Braz, dee gemengt huet, et wär awer ee klenge Passus an deem Projet de loi iwwert d'Attachés de justice, deen net ganz kongruent wär, an deen dofir och deen Dag eng Proposition de loi déposéiert huet.

Déi ass recevabel deklaréiert ginn de 26. Juni 2012. An de Statsrot huet elo viru Kuerzem, den 10. Mäerz 2015, säin Avis dozou ginn, iwwregens parallell mat deem Gesetz, dat mer elo grad gestëmmt hunn. D'Commission juridique huet mech selwer den 18. Mäerz 2015 als Rapportrice genannt an huet mäi Rapport den 22. Abrëll 2015 à l'unanimité ugeholl.

Ëm wat geet et an där Proposition de loi? Do geet et ëm een eenzegen Artikel an do geet et prezis ëm d'Konditioun vun der Acceptation, dat heescht vum D'accord-Si fir eben eng Delegatioun vun engem Riichter, fir bei e Friddensgeriicht eriwwerzegoen.

Elo ass et esou, datt mer an deem Projet de loi, an deem Gesetz vun 2012 wuel drastoen hunn, datt e Juge vun engem Tribunal d'arrondissement ka bei en aneren Tribunal d'arrondissement eriwwerwiesselen, awer just mat sengem Accord. An dat steet am Artikel 13 vun deem Gesetz iwwert d'Attachéen dran.

Mä mir hunn awer am Artikel 6 vun deem Gesetz e Cas de figure, wou e Friddensriichter, dat heescht e Juge vun der Justice de paix oder e Juge vun engem Tribunal d'arrondissement, wann deen eriwwerdelegéiert gëtt an e Friddensgeriicht, dat heescht entweder an en anert Friddensgeriicht oder an e Friddensgeriicht, dat et do net verlaangt ass, datt de Juge concerné säin Accord misst ginn. An dofir geet et an där Proposition de loi drëm, fir eigentlech den Artikel 6 op den Artikel 13 vum Gesetz vum Attaché de justice ze alignéieren.

Firwat? Wat war de But, wat war d'Intentioun vun dëser Proposition de loi? Ma do geet et schlicht ëm de Principe d'inamovibilité vun de Riichter. An do geet et notamment och ëm dee Prinzip vun der Inamovibilité am Artikel 91 vun onser Verfassung, wou drasteet, datt: „«Les juges de paix, les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers de la Cour sont inamovibles.» (...) - Le déplacement d'un de ces juges ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement."

Mir wësse jo och, datt deen Text vum 7. Juni 2012 keng Limitatioun an der Zäit virgesäit, well et extrem schwéier ass, eng Limitatioun an der Zäit iwwerhaapt ze evaluéieren a Fäll, wou muss esou eng Delegatioun geschéien, dat heescht wou eng Persoun muss remplacéiert ginn, fir datt de ganze Justizsystem, Justizapparat weider ka fir de Bierger an d'Biergerin fonctionnéieren.

Den 22. Februar 2013 huet selbstverständlech - dat soen ech emol, selbstverständlech - de Groupement des Magistrats en Avis ofginn, deen en faveur war vun där Rektificatioun.

A kuerz virdrun, de 15. November 2012, hat de Procureur général d'État en Avis ofginn, deen e bësse méi nuancéiert war, well en engersäits sécher de Principe d'inamovibilité net a Fro stellt, mä en huet sech Gedanke gemaach iwwert d'Définition juridique vun där Notioun. An en huet nach eng Kéier ënnerstrach, wat seng oberst Préoccupatioun war: datt de Justizapparat muss kënne fonctionnéieren an datt esou eng Delegatioun, wa se eben ouni deen Accord géif geschéien, jo och nëmmen e Caractère temporaire hätt. En huet insistéiert op dem Caractère temporaire. An en huet och gemengt, datt e sech eigentlech dofir net kéint virstellen, datt mer verfassungswidreg wären, datt dat kéint a Relatioun gesat gi mam Artikel 91 vun der Verfassung.

De Statsrot huet dann och elo viru Kuerzem säin Avis ofginn. An och erëm eng Kéier, de Statsrot ënnersträicht «l'importance du principe fondamental de l'inamovibilité des juges», datt dat net kann a Fro gestallt ginn. En huet awer och a senger Interpretatioun gemengt, datt deen «n'est pas de nature à entrer en conflit avec le principe constitutionnel précité.» Dat heescht, och de Statsrot mengt, datt mer hei net verfassungswidreg wären, vu den temporäre Charakter.

Trotzdeem seet de Statsrot, datt zu där Modifikatioun, wéi se awer proposéiert ass an där Proposition de loi, datt e säin Accord kann zu där Modifikatioun ginn. Dat géif och eben déi zwee Artikele 6 an 13 effektiv alignéieren, wat och Sënn mécht an esou engem Gesetz. An de Statsrot seet och, vu d'Gesetz, wat mer elo just virdru gestëmmt hunn, gëtt de Statsrot och säin Accord zu där Proposition de loi. An domadder, mengen ech, hätte mer haut e Ganzt, wat eigentlech och e bëssen zesummegehéiert an deem Attaché-de-justice-Gesetz, modifiéiert oder adaptéiert.

D'Justizkommissioun huet den Avis vum Statsrot natierlech och analyséiert, déi puer kleng Suggestiounen, déi éischter technescher Natur waren, och ugeholl. Awer d'Commission juridique huet d'Analyse quant au fond vun där Proposition de loi mam Statsrot och esou gesinn an dofir och mäi Rapport à l'unanimité ugeholl an eigentlech och d'Iddi vun där Proposition de loi à l'unanimité ugeholl.

An dofir mengen ech, datt mir hei kënne mat engem rouege Gewëssen hei an der Chamber als Deputéiert dës Proposition de loi stëmmen. An ech géif Iech ganz gären och dozou invitéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Rapportrice. An ech hat e puer esou Zeeche kritt, well gemengt gi war, d'Riedezäit wär iwwerschratt. Hei war awer en Iertum op der Auer. Selbstverständlech war d'Madame Rapportrice largement an der Zäit, well se beim Modèle de base zéng Minutten huet an net fënnef Minutten, wéi dat hei ugi war. Ech bieden dann ëm Versteesdemech. An direkt huet d'Wuert den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Loschetter Merci fir hire schrëftlechen an och mëndleche Bericht.

D'CSV wäert Jo soen zu dëser Gesetzespropositioun, well, wéi d'Madame Rapportrice et erkläert huet, wann e Riichter vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg op Dikrech temporär delegéiert gëtt, da muss e säin Accord dofir ginn. Da schéngt et eis eigentlech och normal ze sinn, wann ee vun dem Bezierksgeriicht Lëtzebuerg op d'Friddensgeriicht op Esch oder op Dikrech geschéckt gëtt respektiv wann ee vum Friddensgeriicht vu Lëtzebuerg op Esch oder op Dikrech geschéckt gëtt, dass dann och an därselwechter Logik säin Accord sollt virleien.

Wann ee geschéckt gëtt, dann ass dat keng Delegatioun - ech mengen, dat sollt een och eng Kéier fir de Bierger soen -, déi de Justizminister géif ausspriechen, mä et ass eng Delegatioun, déi vun dem ieweschte Magistrat, nämlech vum President vun der Cour supérieure de justice, ausgeschwat gëtt.

Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet och, well en eigentlech - eng Propositioun ass et villméi - zréckgeet op eng Motioun, déi 2012 vun der Chamber, mengen ech, mat 59 vu 60 Deputéierte sengerzäit gestëmmt gouf.

Madame Loschetter, Dir huelt dat awer elo net perséinlech, mä mir si mat eppes net d'accord, dat ass... Vläicht ass och nach en Iertum an dem Rapport, zumindest an där Versioun, déi ech hunn, wann Der do d'Considérations générales, de fënneften Alinea liest, do steet: «le libellé de l'article 6 de ladite loi se heurte», dat heescht, wéi e bis elo a Kraaft ass, «se heurte au principe d'inamovibilité des juges qui interdit de donner au juge, sans son consentement, une nouvelle affectation, même en avancement.» Also dat deele mer net.

Och d'Gesetz vun 2012, dat ass net verfassungswidreg an dat verstéisst net géint den Artikel 91 vum Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichter. Et deet mer leed, dass ech et net en Dënschdeg den Owend gesinn hat, soss hätte mer et kënne gëschter an der Justizkommissioun redresséieren. Mä ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord, dass deen dote Considérant eigentlech net esou ganz an der Logik ass vun deem, wat mer haut stëmmen.

Firwat? Mä well de Procureur général schonns 2012 gesot huet, dass och déi Versioun, wéi mer se elo am Gesetz stoen hunn, net géint de Prinzip vun der Inamovibilitéit verstéisst. De Conseil d'État huet et och elo nach eng Kéier rappeléiert. An ech mengen, et war och d'unanime Meenung vun der Justizkommissioun - deemools an haut -, dass et kee Verstouss ass zu dem Prinzip vun der Inamovibilitéit. Well soss hätt deemools jo och de Conseil d'État lo-

gescherweis net kënnen d'Dispens vun dem zweete Vote constitutionnel ginn.

Nach eng Kéier: Fir eis als CSV ass et ganz kloer, dass och d'Gesetzesversioun, wéi se haut applikabel ass, also d'Versioun 2012, kee Verstouss zu dem Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichteren ass.

Generell wëll ech ofschléissend soen, dass selbstverständlech all Riichter, all Magistrat muss déi néideg Rechtsgarantien hunn an duerfir net kann arbiträr vun engem Posten, aus welche Grënn och ëmmer, versat ginn, fir temporär en iergendwelchen anere Posten ze besetzen.

Mir soen awer ganz kloer och als CSV, dass d'Primautéit och nach ëmmer den effikasse Fonctionnement vun enger Justiz huet. Ech mengen, de Bierger huet d'Recht drop, an duerfir ass et och d'Flicht vum Gesetzgeber, fir sécherzestellen, dass d'Justiz, esou wéi se organiséiert ass, och fonctionnéiert, an dass, wat mer nach eng Kéier soen, all Prozess - net nëmmen déi penal Prozesser, mä all, och d'zivill Prozesser - no alle Méiglechkeete kann an engem räsonabelen Délai oflafen.

Ofschléissend wëll ech just soen, dass mer sollten - a mir wäerte sécherlech nach eng Kéier entweder an dëser Legislaturperiod oder eng Kéier duerno net derlaanschtkommen - eis grondleeënd Gedanken iwwer eng ganz Reform vun der Organisation judiciaire maachen, an och vläicht, fir eng Kéier d'Gesetz vun 1980 op eenzelne Punkten nach eng Kéier nozebesseren.

Eis Iwwerleeung a Meenung ass do, dass, wann e Riichter... Dee ka jo elo nëmmen delegéiert gi vum President vun der Cour supérieure de justice mat sengem ausdrécklechen Accord. Eisen Informatiounen no ass och déi lescht dräi Joer ni e Problem gewiescht, wann eng temporär Delegatioun do war. Mä wann eng Kéier e Riichter oder e Magistrat, och vum Parquet, net d'accord wier mat enger temporärer Delegatioun, da si mir der Meenung, dass een da misst am Gesetz schreiwen, dass en da säi Refus, well da wier et jo e Refus, dass en deen dann och misst motivéieren.

Ech mengen, dat wier och an der Logik vun der Saach. An et sollt een elo dat Gesetz hei stëmmen, a wann een dann eng Kéier gegebenenfalls nobessert, da sollt een dann déi Considératioun an d'Gesetzestexter mat afléisse loossen.

Fir de Rescht, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dëser Gesetzespropositioun, déi nach op de fréieren Deputéierte Félix Braz an heitege Justizminister zréckgeet an déi eigentlech initiéiert gi war deemools vun houleuxen Débaten, déi mer haten an der Justizkommissioun zwëschen dem Groupement des Magistrats engersäits, dem Procureur général anererséits, a mir souzen do als Hohepriester deem Ganzen nozelauschteren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dozou d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Jo, ech wollt wierklech nach eng Kéier preziséieren: Dir hutt selbstverständlech recht, Här Roth, mä dee Passus, deen Der virdrun zitéiert hutt, deen ass an de Considérations générales éischten Objet, an do ass den Objet vun der Proposition de loi beschriwwen. An an der Proposition de loi, do steet effektiv dran, datt de Principe d'inamovibilité kéint getraff gi sinn.

An ech hu gradesou richteg gesot, wéi Dir et och virdru gesot hutt, datt mir als Kommissioun ons quant au fond der Analys vum Statsrot ugeschloss hunn, deen eigentlech mengt, datt dee Prinzip - wat soss verfassungswidreg wier - eigentlech net touchéiert ass, mä datt mir als Kommissioun fannen, datt vu wat mer amgaange sinn elo ze redresséieren oder ze reguléieren oder ze adaptéieren, hat ech gesot, a vu dee Projet, deen elo just gestëmmt ginn ass, et eng gutt Saach wär, wa mer den Artikel 6 un den Artikel 13 géifen alignéieren.

Also, mir hu schonn datselwecht gemengt. Mä ech wollt elo net den Androck hei entstoe loossen, datt entweder de Rapport, dee mer jo zesumme gestëmmt hunn, oder ech eppes gesot hätt, wat konträr wär zu deem, wat mer zesummen décidéiert hunn an der Justizkommissioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och fir déi Prezisiounen. Dann huet d'Wuert direkt den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'LSAP-Fraktioun wäert déi heite Proposition de loi stëmmen, well mer mam Fong eigentlech averstane sinn, fir d'Riichter gläichzebehandelen, och wann et ëm eng Délégation temporaire geet, fir op e gewësse Posten dann transferéiert ze ginn, net awer well mer d'Justifikatioun eigentlech deelen, déi an der Proposition de loi vum Deputéierte Braz drastoung. Wa mer dat géife maachen, da wäre mer nämlech zënter de 70er Joren eigentlech anticonstitutionnel hei zu Lëtzebuerg, well zënter 1972 kënnt et esou zu zäitweilegen Delegatioune vu Riichter, ouni dass den Accord vun deene Riichter muss virleien.

An duerfir menge mer, dass et gutt ass, dass eng Gläichheet hiergestallt gëtt tëschent deenen eenzelne Riichter, wat d'Delegatiounen ugeet, dass also net déi eng mussen en Accord ginn an déi aner en net brauchen ze ginn. Also de Principe de l'égalité devant la loi, géif ech praktesch soen, wär dann heimadder respektéiert, mat där Reform. Mir sinn awer, wéi gesot, net der Meenung - an do si mer op därselwechter Positioun eigentlech wéi de Statsrot an och wéi de Procureur général, fir ze soen, dass mer awer décidéiert net där Meenung sinn -, dass mer hei während elo 40 Joer de Prinzip vun der Onverréckelbarkeet vun de Riichter violéiert hätten, dass mer also géint den Artikel 91 vun eiser Verfassung hei während véier Jorzéngte verstouss hätten. Déi Meenung deele mer net.

Ech mengen, dem Procureur général säin Avis ass schonn hei esou interessant, wéi och méi rezent Avise vum Procureur général - vun deemselwechten - net oninteressant sinn, well en eppes - dat ass immens echt - richtegstellt, eigentlech eng falsch Situatioun vun engem Arrêt vum Conseil constitutionnel a Frankräich, wou och d'Doktrinn a Frankräich Zitater gemaach huet, déi esou net stëmmen. An hien zitéiert eigentlech aus dem urspréngleche Uerteel mat de Considéranten, wou awer ausdrécklech fir eng ähnlech Hypothees, wéi se sech elo hei zu Lëtzebuerg haut nach stellt, eigentlech an deene Considéranten déi franséisch Verfassungsriichter gesot hunn, dat wär an der Rei an dat wär kee Verstouss géint de Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichter.

Also, soudass ech mengen, dass mer hei e gudde Schratt maachen, an dee mer eigentlech zesumme maachen, well et gëtt eng gemeinsam Motioun. Mä den Här Braz war ëmmer e ganz äifregen Deputéierten: En huet net gewaart eigentlech - well an der Motioun gëtt d'Regierung opgefuerdert, selwer e Projet de loi ze maachen -, mä als Oppositiounsdeputéierten huet en direkt e puer Wochen drop eng eege Propositioun de loi gemaach, fir dat doten ze maachen. An domadder huet e sech eigentlech eng Aarbecht ewechgeholl, déi en haut elo misst maachen. An duerfir ass dat hei och en duebele Grond, fir deen heiten Text ze stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. Dann huet d'Wuert den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech géif der Madame Loschetter och Merci soe fir hire Rapport, de schréftleche souwéi mëndlechen. Ech mengen, am Intérêt vun deem Projet, dee mer virdrun ofgestëmmt hunn, am Intérêt vun enger gudder Justiz géif ech mengen, op alle Fall kënnen den Accord vun der DP-Fraktioun hei zu dëser Proposition de loi ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Arendt. An dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wéilt am Numm vun der ADR-Fraktioun eisen Accord zu dëser Proposition de loi gi vum fréieren Deputéierten a Justizminister Braz.

Selbstverständlech sollt et keng Affektatioun a Mutatioun vun engem Riichter gi géint säi Wëllen. Mir mussen awer och soen, datt et dat hei zu Lëtzebuerg bis elo an der Praxis ni gouf. A well hei franséisch Jurisprudenzen zitéiert gi sinn, wëll ech awer soen, datt et jo en Ënnerscheed gëtt, ob e Riichter vu Marseille mutéiert gëtt géint säi Wëllen, allez, op Metz oder ob s de hei zu Lëtzebuerg dann als Friddensriichter vun där enger op déi aner Juridictioun gesat gëss.

Mir si fir eng absolutt Indépendance vun der Justice, mä net ouni Kontroll! Ech mengen, och hei muss et „checks and balances" ginn. An et ka kee Pouvoir an engem loftleere Raum an ouni Contrôle exercéiert ginn. Mir hate schonn d'Geleeënheet, hei an der Chamber drop anzegoen, datt besonnesch a strofrechtlechen Affären en onwahrscheinleche Pouvoir besteet beim Parquet, ob Saache poursuivéiert ginn oder net poursuivéiert ginn. An do muss och e qualitative Contrôle méiglech sinn.

An da soen ech schlussendlech dem Gilles Roth Merci, datt en de Problem soulevéiert huet vun den Délaien, quitte datt en elo net onbedéngt am Rahme vun dëser Debatt ass, mä et ass wouer: Net nëmme strofrechtlech huet de Mënsch en Urecht drop, datt seng Affär a kuerzen, normalen, räsonabelen Délaie gehéiert gëtt, mä och zivillrechtlech. An et deet mer leed hei mussen ze soen, an all meng Kolleegen Affekoten, déi heibanne sëtzen, gi mer do bestëmmt recht, datt dat am Moment net gewährleescht ass. Jee no Juridictioun, jee no Matière leie mer do einfach am Moment nieft der Plack a mir sollten als Politik derfir suergen, datt och d'zivillrechtlech Affären an normalen, räsonabelen Délaien évoquéiert ginn, fir datt d'Leit wëssen, wou se dru sinn a woumat datt se rechne mussen. Dat ass einfach och e Mënscherecht an e Recht vum Bierger. An et ass eng vun den Aufgabe vum Stat, déi mer sollten extrem, extrem seriö huelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir stëmmen ëmsou léiwer dee Projet hei, well mer bei där Debatt deemools, mengen ech, déi Eenzeg waren, déi géint d'Gesetz gestëmmt hunn, mam Argument, well dat Gesetz e Problem duerstellt fir d'Onofhängegkeet vun de Riichter, déi konnten a gewësse Fäll géint hire Wëlle vun engem Posten op en anere versat ginn. Dat gëtt mat deem heite Gesetz riichtgebéit an dat begréisse mer.

An ech mengen och, an ech hunn dat och deemools an der Debatt gesot, dass, wann een un dee Prinzip fréckele geet, och wann dat vläicht schonn déi Jore virdrun de Fall war, dass dat awer e Problem kann duerstelle fir d'Onofhängegkeet vun de Riichter, déi musse kënnen, do wou se sinn, déi Prozesser féieren, déi se kréien, an net däerfe kënnen anzwousch anescht geschéckt ginn, wann ee mengt, dass dee Riichter net dee gëeegente wier, fir e gewësse Prozess ze féieren.

Dat sinn déi Dériven, déi kënne geschéien. Ech wëll net soen, dass déi dauernd geschéien oder scho geschitt sinn. Mä dat si wéinstens theoretesch Dériven, déi kënne geschéien. An duerfir gëtt et jo och dee grousse Prinzip vun der Onofhängegkeet vun de Riichter. An dozou gehéiert d'Inamovibilitéit, dat heescht d'Netverréckelbarkeet vun engem Riichter.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci der Rapportrice, der Madame Loschetter, fir e ganz komplette Bericht. Ech wëll net vill soen. Ech mengen, et ass am Detail zum Text alles gesot ginn. Just zwou, dräi Remarquen.

Den Här Urbany erënnert drun, datt si deemools dee Rapport vun 2012 net gestëmmt hunn. Ech mengen awer, dass mer richteg louchen, dat ze maachen. Ech hunn et virdru gesot: Dat ass e gutt Gesetz. Et hat ee Schwaachpunkt, dee mer haut behiewen. An ech mengen, wa mer déi lescht dräi Joer zréckkucken, hate mer besser, deen Text ze stëmmen an haut déi Korrektur virzehuelen, wéi dass mer 2012 op deen Text verzicht hätten, wat e gudden Text war, par ailleurs, deen eis vill gehollef huet. Ech mengen, dat war schonn esou an der Rei, wéi mer virgaange sinn.

Ech war den Auteur vun der Proposition de loi. Ech wëll awer och ënnerstréichen - den Här Bodry huet dat gemaach, den Här Roth och -, dass mer an der Kommissioun um Fong vun deem, wat hei haut zum Vote gestallt gëtt, eis deemools och eens waren. D'Parteien an der Kommissioun waren d'accord, fir ze soen: Mir hätte gären en Alignement. An ech menge souguer, mir kënnen eis d'Ekonomie vun der Debatt iwwert d'Verfassungsméissegkeet oder net maachen. Mir hu genuch Argumenter, ouni déi Diskussioun mussen ze féieren, andeems mer soen: Et gëtt eigentlech kee valabele Grond, fir den Artikel 6 an den Artikel 13 net ze alignéieren.

An d'Kommissioun war sech deemools eens an huet gehofft, dass d'Regierung, déi deemoleg Regierung, séier eng Initiativ géif huelen. Wéi sech awer erausgeschielt huet, dass dat leider net esou géif goen, hunn ech effektiv déi Initiativ geholl, dat an eng Proposition de loi ze faassen, wat déi Kommissioun eestëmmeg geduecht huet, nämlech dass mer sollen déi zwee Artikelen alignéieren. Et ass also och deemools schonn e politesche Konsens gewiescht. Dat war net just eng Trouvaille vun engem, mä dat war eng gedeelte Meenung an der juristescher Kommissioun. Ech sinn och dofir frou, dass mer déi Unanimitéit bis haut konnte bäibehalen.

Ech wëll och nach ënnerstréichen, dass mer am Zesummespill mat deem Gesetzesprojet, dee mer virdru gestëmmt hunn, et hei wäerte fäerdegbréngen, à la fois d'Inamovibilitéit vum Riichter och am Artikel 6 ze beschreiwen an nawell déi Dosis Flexibilitéit an Zukunft ze hunn, déi mer brauchen, fir kënnen e gudde Fonctionnement vun der Justice ze garantéieren. Nämlech doduerch, dass mer an deem Gesetzesprojet vu virdru gestëmmt hunn, dass en Attaché, deen definitiv genannt ass, nach däerf ersetze goen, och ouni datt säin Accord muss ageholl ginn, well en nach net Riichter ass.

Dat heescht, mir kréien awer do esou eng kleng Cellule, loosse mer se esou nennen, vun definitiv genannten Attachéen, déi déi Flexibilitéit bidden, fir kënnen op verschiddene Plazen, gegebenenfalls souguer ouni hiren Accord, agesat ze ginn.

Wat awer d'Riichter betrëfft, domat gëtt hei haut däitlech gemaach, dass dat fir déi natierlech net gëllt. Bei deene muss, egal wouhinner se solle geschéckt ginn, ob et op e Bezierksgeriicht ass oder e Friddensgeriicht ass, an all de Fäll den Accord virleien.

An ech soen och dat nach eng Kéier als Argument, firwat dass et gutt war, de Projet 2012 awer ze stëmmen. Mir hunn an deene leschten dräi Joer kee Problem kannt mat där Dispositioun. Ech mengen also, dass mer mat de Votten, déi mer haut de Mëtteg virhuelen, eigentlech ënnert dem Strëch alles richteg gemaach hunn an dass mer elo besser opgestallt gi vun de Prinzipien hier, awer och vun der Flexibilitéit hier an och beim Rekrutement, fir kënne besser ze schaffen an Zukunft.

Dofir nach eng Kéier Merci alleguerten deenen, déi den Text stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Justizminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6446 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6446 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

60 Participatiounen um Vote, 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6446 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ech ginn dovunner aus, dass Der d'Dispens vum zweete Vote gitt. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Konsultatiounsdebatt, déi vun der Gesondheetsministesch ugefrot ginn ass iwwert de Phenomeen vun der Prostitutioun hei zu Lëtzebuerg. An d'Wuert huet direkt d'Madame Gesondheetsminister Lydia Mutsch.

4. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg

Exposé

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- Entschëllegt, si ass ugefrot vun der Chancëgläichheetsministesch mam Justizminister a mam Minister vun der Sécurité intérieure.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass et déiselwecht Persoun ass.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat gëtt natierlech e ganz aneren Débat.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech entschëllege mech da bei der Gläichstellungsministesch, an et wäert net méi virkommen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- «Le système prostitutionnel est fait pour verrouiller le silence: il est très difficile de faire sortir cette parole, et que cette parole soit entendue par la société qui ne souhaite absolument pas l'entendre.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Zitat vum Claudine Legardinier, franséisch Journalistin a Publizistin, ëmschreift a mengen Ae ganz gutt den Tabu an dat Stigma, dat der Prostitutioun an eiser Gesellschaft nach ëmmer unhaft. Mir schwätzen net gären iwwer esou Sujeten. An dat, obwuel et eppes ass, wat schonn ëmmer do war, e Phenomeen, deen eis ganz Gesellschaft onmëttelbar betrëfft.

Jo, et ass eng gesellschaftspolitesch Fro, ob an a wat fir enger Form mir d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg akzeptéieren an encadréiere wëllen. Prostitutioun ass e Sujet, deen a senger philosophescher, juristescher, uerdnungspolitescher, soziologescher, gesondheets- a sozialpolitescher Dimensioun immens villschichteg a komplex ass.

Et ass net déi éischte Kéier, dass mir iwwert d'Prostitutioun hei am Haus schwätzen. Och bei eisen Noperen an an den internationale Gremien, wéi zum Beispill och am Conseil de l'Europe, gëtt dat Thema intensiv a kontrovers diskutéiert an Diskussiounen, déi natierlech och hiren Afloss an hir Auswierkung op eis Diskussioune bei eis am Land hunn.

Wa mer iwwert d'Prostitutioun an aller Sachlechkeet wëllen diskutéieren, an dat ass mäi Wonsch, da musse mer och d'Terminologien auserneenhalen oder kloermaachen. An den internationalen Texter gëtt sech an der Regel op den Term „Prostitutioun", „prostitution" gëeenegt, wat am klassesche Sënn de Verkaf vu sengem eegene Kierper am Kader vun enger intimer sexueller Relatioun bedeit. Aner Aktivitéiten, déi ënnert de Begréff vum „travail sexuel" falen, wéi zum Beispill alles am Beräich vun der Pornoindustrie oder och Sex-Hotlines oder wat ëmmer nach dozougerechent gëtt, sinn hei net agebonnen.

Et gëtt och an der Regel en Ënnerscheed gemaach tëscht der sougenannter „fräiwëlleger Prostitutioun" an der Exploitation sexuelle am Kader vum Proxénétisme a vum Mënschenhandel. Fir et awer ganz kloer ze soen: Den Term „fräiwëlleg Prostitutioun" ass fir ganz vill Leit an och fir mech scho bal en zynesche Begréff, well d'Décisioun, fir sech ze prostituéieren, bal ëmmer op sozialen an ekonomeschen Noutlage baséiert a mat libre Choix meeschtens net ganz vill ze dinn huet.

Trotzdeem sinn ech der Meenung, dass ee muss akzeptéieren, dass et Fraen a Männer ginn, déi fir sech d'Décisioun geholl hunn, der Prostitutioun nozegoen. Et steet eis net zou, fir si ze jugéieren.

Här President, d'Debatt vun de Mëtte soll mat dozou bäidroen, fir ouni Scheiklappen an och ressortiwwergräifend de Sujet vun der Prostitutioun bei eis am Land ze beliichten. D'Zil ass et, fir gemeinsam Weeër opzezeechnen, Alternativen zu der Prostitutioun unzebidden a fir parallell dozou alles ze ënnerhuelen, fir de Mënschenhandel an déi sexuell Ausbeutung beschtméiglech a verstäerkt ze ënnerbannen.

Et ass also en oppene Prozess, well d'Regierung an hirer Strategie nach keng fäerdeg an dofir och keng virgefertegt Approche a Meenung huet.

Enn vun den 90er Joren huet sech hei am Land villes am Beräich vun der Prostitutioun gedoen. Zënter 1998 besteet den dropIn vum Roude Kräiz. Aner wichteg Elementer sinn d'Policereglement vun der Stad Lëtzebuerg vun 2001, eng Proposition de loi vun 2008, awer och de Sondage, deen de Chancëgläichheetsministère 2012 ënner menger Virgängerin an Optrag ginn hat, an d'Konferenz „Et si on parlait de prostitution au Luxembourg?" am selwechte Joer.

Mir fänken also net bei null un, mir kënne fir dës Debatt op hëllefräich Elementer zréckgräifen. De Chancëgläichheetsministère huet 2012 och eng Plattform mat verschiddenen Akteuren an d'Liewe geruff, déi um Terrain an hirer dagdeeglecher Aarbecht mat der Prostitutioun konfrontéiert sinn. Dës Akteure sinn nieft dem Chancëgläichheetsministère an dem Justizministère d'Police, de Parquet général, d'HIV-Berodung an den dropIn vun der Croix-Rouge souwéi och de Service d'intervention sociale vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech wéilt op dëser Plaz dem Justizminister an och dem Policeminister Merci soen, dass si mir hir Confiance ginn, fir dierfen an hirem Numm haut dës Introduktioun vusäite vun der Regierung ze maachen. Ech wëll hinnen awer och Merci soe fir déi wierklech gutt Zesummenaarbecht, déi mir hunn an der Plattform an insgesamt fir zesummenzeschaffen an deem heite Sujet.

D'Plattform huet sech och mat anere wichtege Verwaltungen zesummegesat, fir bei enger Rei vu Froe méi an de Fong ze goen, wéi zum Beispill der nationaler Dateschutzkommissioun am Zesummenhang mam Regëster, dee mer diskutéiert hunn, oder och mat der Caisse Nationale de Santé, dem Ministère de la Sécurité sociale, virun allem am Zesummenhang mat Froe ronderëm d'sozial Ofsécherung, oder och der ADEM.

Am Dezember 2014 gouf de Rapport vun der Plattform virgestallt mat ganz zentralen a wichtege Punkten, wéi d'Ausschaffe vun enger sougenannter Exitstrategie, eng verbessert Sexualerzéiung an eise Schoulen, eng verstäerkt Kooperatioun am Beräich vun der Lutte géint d'Zouhälterei an de Mënschenhandel, de Beräich vun der Sécherheet och fir déi concernéiert Prostituéiert, awer och fir d'Autoritéiten, an, op eisen ausdréckleche Wonsch hin, och Iwwerleeungen zu de juristesche Modeller, déi europawäit existéieren.

De Rapport verschaaft eis deemno a mengen Aen en ëmfaassenden Iwwerbléck, wou d'Problemer leien. Verschidde Piste kënne schonn ëmgesat ginn, zum Beispill d'Exitstrategie oder och den nationalen Aktiounsplang fir eng besser Sexualerzéiung. Ech kommen am Detail nach dorobber zréck.

Complémentaire zu de Konklusioune vun der Plattform hunn de Justizminister an ech zwou Aarbechtsvisitten zu Stockholm an zu Amsterdam ënnerholl, fir eis mat deenen zwee Modeller ausenanerzesetzen an eis mat den zoustännegen Autoritéiten auszetauschen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen de Prostituéierten ausdrécklech d'Méiglechkeet ubidden, fir aus der Prostitutioun erauszeklammen, esou wéi dat zum Deel schonn am Ausland de Fall ass. D'Haaptakzenter vun der Exitstrategie sinn de Logement, de psychosozialen Encadrement an d'Sich no enger neier berufflecher Zukunft fir déi concernéiert Persounen. Mir sinn och ganz frou, dass den dropIn an d'Croix-Rouge eis eng Hand mat upaken, fir déi doten Exitstrategie op d'Been ze stellen.

Fir d'Regierung ass et och kloer, dass mer wëlle virrangeg op déi Servicer, Administratiounen a Programmer zréckgräifen, déi scho bestinn. Mir zielen dofir och op d'Zesummenaarbecht mat der ADEM, déi eis ugebueden huet, fir d'Prostituéiert, déi aus dem Milieu wëllen erausklammen, fir zwee Joer an eng sougenannte Mesure sociale matanzebannen. An dozou gehéieren och Formatiounen, awer och Démarchen, déi mat enger sozialer Ofsécherung verbonne sinn, wat mir och ganz perséinlech um Häerz läit.

Bei den Exitprogrammer dierf ee sech awer elo keng Wonner erwaarden, well d'Erfahrunge mat fréiere Versich, Prostituéiert nohalteg aus dem Milieu erauszehuelen, waren net ëmmer ganz positiv. De Milieu vun der Prostitutioun stellt eben nach ëmmer eng Méiglechkeet duer, fir relativ schnell u Suen ze kommen. Ob mir dat gäre wëllen oder net, et ass einfach esou.

Trotzdeem muss d'Méiglechkeet bestoen, dass eng professionell a koordinéiert Hëllef kann an Usproch geholl ginn. Dat huet bis elo hei am Land net bestanen. An dofir hoffe mer, dass mer éischt positiv Erfahrunge mat dësem Exitprogramm kënne maachen. A mir wäerten dee Programm an der Zukunft och regelméisseg op seng Effikassitéit hin iwwerpréiwen a gegebenenfalls och nobesseren.

Dës Regierung wëllt ausdrécklech d'Sexualerzéiung an eise Schoule verbesseren. Si huet an eisen Aen e ganz wichtegen Afloss op eis sozial Astellung, op eisen Emgang, dee mir mateneen hunn, vu klengem un, op eist Konfliktverhalen, awer och op d'Vue, déi mer op d'Prostitutioun hunn. An dofir schaffen ënnert der Fiederféierung vum Gesondheetsministère verschidde Ministèren - Éducatiounsministère, Familljeministère, Chancëgläichheetsministère, de Planning Familial an d'HIV-Berodung - zesummen, fir d'Sexualerzéiung iwwert de Wee vun engem nationalen Aktiounsplang an de Schoulen ze stäerken.

Eng modern an zäitgeméiss Sexualerzéiung muss dorop hiwierken, fir eise Jugendlechen e Verständnis vu Sexualitéit mat op de Wee ze ginn, wat ebe grad net op Gewalt an Dominanz baséiert, mä op géigesäitegem Respekt. Sou hätte mir dat gären.

Här President, erlaabt mer elo, op d'Fro ronderëm déi gesetzlech Modeller ze schwätzen ze kommen.

Et bestinn, an enger vereinfachter Duerstellung, dräi juristesch Modeller am Beräich vun der Prostitutioun. De reglementaristesche Modell schaaft e legale Kader, fir d'Prostitutioun ze begleeden, ze reglementéieren an och ze kontrolléieren. Sou Regimmer besti beispillsweis an Holland oder och an Däitschland.

Den abolitionistesche Modell bestrooft d'Zouhälterei, sanktionéiert awer net d'Prostituéiert. D'Prostitutioun ass net reglementéiert, gëtt awer als Ausbeutung an als eng Atteinte géint d'Mënschewürd ugesinn. Sou gëtt d'Prostitutioun géigewäerteg an der Belsch oder och a Frankräich gehandhabt.

An de prohibitionistesche Modell penaliséiert de Client, den Zouhälter an d'Prostituéiert, sprech verbitt all Aktivitéit, déi mat Prostitutioun ze dinn huet. Dat ass de Fall a verschiddenen osteuropäesche Staten oder och nach um Balkan.

De schwedesche Modell baséiert op engem Gesellschaftsmodell, deen op der Gläichheet tëscht de Geschlechter baséiert an deen d'Prostitutioun all Kéiers, an allen Diskussiounen an an allen Aktiounen, als Ausdrock vun Ënnerdréckung an Dominanz ugesäit. An an där Logik gëtt a Schweden och de Client bestrooft.

Och a Frankräich gouf an deene leschte Méint ganz vill iwwert dëse Modell diskutéiert, dee virrangeg de Client penaliséiert. D'Assemblée nationale hat op Basis vun engem ganz ausféierleche Rapport 2011 eng entspriechend Gesetzesvirlag am Dezember votéiert. De Senat huet awer elo dës Gesetzespropositioun Enn Mäerz 2015 amendéiert, andeems grad dee Passage iwwert d'Penalisatioun vum Client nees erausgeholl ginn ass. An den Délit de racolage gouf erëm agefouert an domat e Gesetzeskader ugeduecht, deen eisem zu Lëtzebuerg net ganz onähnlech ass.

Däitschland huet säit 2002 e Prostitutiounsgesetz, dat elo amgaang ass reforméiert ze ginn. Eng vun deene groussen Neierungen ass d'Aféierung vun enger sougenannter „Erlaubnispflicht", wat heescht, dass d'Bedreiwe vun engem Bordell oder vun Eroscentren, déi Parties intégrantes vun der däitscher Approche bis elo waren, klore Konditiounen ënnerläit. Dorënner falen och d'Iwwerpréiwung vun eventuelle Virstrofe beim Bedreiwer oder d'Iwwerpréiwung vum Betribskonzept, fir doduerch ënner anerem ze verhënneren, dass sougenannt Flatrates kënnen ugebuede ginn, wat a mengen Ae scho laang iwwerfälleg ass.

Lëtzebuerg huet en abolitionistesche Modell mat reglementareschem Aschlag. Prostitutioun bei eis am Land ass net verbueden. De Code pénal bestrooft awer de Racolage à des fins de prostitution, dat heescht d'Uwerben, d'aktiivt Uwerbe vun de Clienten, d'Zouhälterei an de Mënschenhandel zu Zwecker vu sexueller Ausbeutung. De Policereglement vun der Stad Lëtzebuerg vum Mäerz 2001 gesäit vir, dass et all Persoun verbueden ass, sech op der Voie publique ze exposéieren an ze prostituéieren, mat Ausnahm vun zwou ausgewisene Stroossen am Garer Quartier am Zäitraum vun aacht Auer owes bis dräi Auer moies.

Wa mer iwwert de gesetzleche Kader zu Lëtzebuerg schwätzen, da muss een ervirsträichen, dass mir am Beräich vun der Repressioun vum Mënschenhandel a vun der sexueller Exploitatioun international Verflichtungen agaange sinn, a scho ganz fréi. Ervir stécht do besonnesch d'Konventioun vun New York, déi mer duerch d'Gesetz vum 9. Juli 1983 transposéiert hunn.

Opgrond vun dëser Konventioun war et bis elo um Lëtzebuerger Territoire net méiglech an och net gewollt, fir d'Prostitutioun ëmfaassend ze reglementéieren. En plus ass, wéi scho gesot, de Proxénétissem zu Lëtzebuerg verbueden, eng Tatsaach, déi der Exploitatioun vun engem Bordell oder engem Eroscenter entgéintsteet. Et wier deemno net nëmmen eng politesch Fro, mä och eng juristesch Fro, déi mer misste léisen, wa sech de Wonsch no gesetzleche Bestëmmunge fir d'Prostitutioun bei dëser Debatt géif erausschielen.

Här President, et schéngt mir evident, dass mer d'Entwécklungen am Ausland am A behale mussen, net zulescht, well se och Auswierkungen op eist Land kënnen hunn. Och wa vill Länner ganz ënnerschiddlech Approchen hunn, esou brénge se awer fir eis ganz wichteg Erfahrungen a bidden domat och Méiglechkeeten, fir Vir- an Nodeeler vun de jeeweilege Modeller ze diskutéieren an och ze evaluéieren.

D'Regierung huet sech dofir ganz intensiv mat den Argumenter vun eiser nationaler Plattform ausenanergesat, vun deenen ech der awer hei just e puer opgräife wëll, well se Iech an hirer Integralitéit zougestallt goufen a bestëmmt och vun Iech am Detail gekuckt goufen.

En vue vun der Delokalisatioun vun der Prostitutioun an d'Nopeschlänner bei deene Länner, déi de schwedesche Modell agefouert hunn, schéngt et kloer, dass dëse Modell nëmmen e Succès ka sinn, wann e groussfläcneg an allen europäesche Länner agefouert gëtt. Erfahrungen a Schweden hu gewisen, dass d'Prostitutioun net verschwënnt, mä dass se sech zum Deel och bannent dem eegene Land an d'Clandestinitéit an an den Ënnergrond zréckzitt. Stéchwuert: Internet, Privatwunnengen, Massagesalonen. Dat mécht souwuel eng Kontroll duerch d'Autoritéite wéi och d'Aarbecht vun de soziale Servicer an de Gesondheetsservicer ganz, ganz schwéier.

Wat mir all awer net wëllen, ass, déi Prostituéiert zousätzlech ze fragiliséieren. Niewebäi ass ze bemierken, dass bei alle Modeller de Stroossestréch net verschwënnt, och net duerch d'Bestrofung vum Client.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier zum Ofschloss betounen, dass dës Regierung keng virgefertegt Meenung iwwert de beschtméigleche Modell vun der Prostitutioun huet. Vläicht well et dee guer net gëtt oder net ka ginn. Mir wëllen e sachlechen Emgang mam Thema Prostitutioun an, wann et méiglech ass, e breede Konsens fannen. An dofir ass déi Debatt vun haut och esou wichteg.

D'Diskussioune queesch duerch Europa an doriwwer eraus sinn oft vu Gläichgültegkeet geprägt, awer och vun Hëlleflosegkeet gekennzeechent. Kee Modell huet et bis elo wierklech fäerdegbruecht, fir d'Prostitutioun an de Gréff ze kréien oder nohalteg ze ënnerbannen. Dofir ass et och zu Lëtzebuerg net einfach, fir eng gläichermoosse sensibel wéi och pragmatesch a realistesch Approche un den Dag ze leeën. Mir brauchen e Lëtzebuerger Modell, dee sech net op e Pro oder Kontra vun deem engen oder vun deem anere Modell baséiert, mä all Elementer zouléisst.

Beim Thema Prostitutioun dierfe mir als Gesellschaft net eist Gesiicht verléieren a gläichzäiteg musse mer awer och alles drusetzen, dass mer déi fragillst Membere vun eiser Gesellschaft, zu deenen a mengen Aen d'Prostituéiert ausdrécklech gehéieren, och net am Stach loossen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung freet sech op en éierlechen Débat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Chancëgläichheetsministesch, där ech awer wëll soen, dass net d'Chancëgläichheetsministesch den Débat ugefrot huet, mä de Minister fir d'Relatioune mam Parlament, an dass en dat am Numm vun der Santésministesch...

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- Dann hat ech mech geiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...gemaach huet, soudass ech mech bei Iech net brauch ze entschëllegen, mä Ärem Ministerkolleeg géif roden, sech bei Iech ze entschëllegen. Merci.

(Brouhaha)

An domat wär den Débat da lancéiert. An d'Wuert huet d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als fréier Chancëgläichheetsministesch hat ech duerch den deemolege Koalitiounsaccord den Optrag, fir a Saache Prostitutioun ze ënnersichen, wéi eng Alternativen et géif zum schwedesche Modell ginn. Ech hunn deemools ugefaangen, andeems ech mat eise Leit vum Terrain, vum dropIn, der Police, dem Parquet, mat de Prostituéierte selwer geschwat hunn, an ech sinn eng ganz Partie Länner besiche gaangen, Däitschland, Holland, Frankräich, Belsch, genausou wéi d'Madame Mutsch dat och elo gemaach huet.

Ech hat net den Optrag, de schwedesche Modell hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mä, wéi gesot, alternativ Pisten ze erfuerschen. Aus allen Iwwerleeungen eraus ass deemools am Oktober 2012 d'Plattform Prostitutioun an d'Liewe geruff ginn, wou alleguerten d'Akteuren hei vu Lëtzebuerg - an ech betounen awer elo, ausser de Prostituéierte selwer - ronderëm een Dësch souzen. Dës Plattform besteet nach ëmmer an ech begréissen dat wierklech ausdrécklech.

Deemools scho waren Exitstrategien, e besseren Encadrement, Gesondheetsmesuren, Preventioun, Éducatioun a méi Streetwork ugeduecht, mä et war net méi rieds iwwert de schwedesche Modell als Alternativ fir Lëtzebuerg, well sech d'Akteure vun der Plattform dergéint ausgeschwat haten. Dobäi louch awer d'Proposition de loi vun der Madame Dall'Agnol, der Madame Err an dem Här Marc Angel aus dem Joer 2008 um Dësch a mir hätten, gradesou wéi d'Ministesch elo, se just brauchen ëmzesetzen, hätt dann eng allgemeng Zoustëmmung zum schwedesche Modell bestanen.

Mëttlerweil sinn ech Member vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe an ech muss soen, nodeems mer zu Stroossbuerg wierklech laang a breet iwwert d'Prostitutioun debattéiert hunn, ass meng perséinlech Approche méi nuancéiert. Wa mer et géife fäerdegbréngen, de schwedesche Modell fir déi ganz Europäesch Unioun anzeféieren, da géife mer op engem territorial gesi riseg grousse Gebitt net een deem aneren de Problem dohinnerschubsen, mä mir géife virun allem de Mënschenhändler e ganz däitlecht Signal ginn: Europa ass keng Plattform fir Mënschenhandel a fir Prostitutioun! Mä vu déi ënnerschiddlech Approchë vun de Länner si mer heivunner nach ganz wäit ewech, an dat heescht, eng Solutioun fir eist Land fannen.

Wat ass Prostitutioun? Prostitutioun ass e ganz delikate Sujet an d'Meenungen heiriwwer, déi ginn och auserneen. Déi eng considéréieren et wéi en Job, anerer gesinn et als eng Atteinte un d'Dignitéit vun där Persoun, déi sech prostituéiert. Ech soe bewosst net Fraen, well et och Männer a Jonge gëtt, déi sech prostituéieren. Déi leie bei ongefeier 15%.

Am Moment si verschidde Staten amgaang, hir Politik ze iwwerdenken an an hire Parlamenter, esou wéi mir dat de Moment hei maachen, en Débat ze féieren.

Ofgesinn dovunner, dass een ënnert de Prostituéierte Fraen a Männer vun allen Alterskategorië fënnt a vun allen Nationalitéiten, ofgesinn dovunner, dass d'Prostitutioun sech op ville verschiddene Plaze kann ofspillen, ass et e Fakt, dass et e ganz, ganz enke Lien tëschent der Prostitutioun an dem Mënschenhandel gëtt. Déi grouss, déi ganz grouss Majoritéit vun de Prostituéierten an Europa an och soss an der Welt sinn Affer vu Mënschenhandel. An et kann een net iwwert d'Prostitutioun schwätzen an net an engems iwwert dat infaamt Geschäft vum Mënschenhandel.

D'Prostitutioun, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Milliardegeschäft, dat gréisstendeels um Bockel vun deenen Alleräermsten ausgedroe gëtt. Weltwäit gëtt geschat, dass d'Prostitutioun duerch Mënschenhandel eng 28 Milliarden US-Dollar ausmécht. D'Kanner ginn zum Deel mat gefaange gehalen, fir doduerch kënnen Drock op d'Mammen ze maachen, fir dass déi och wëlleg a gefügeg de Freier hir Wënsch erfëllen. D'Frae ginn zum Deel gezwongen, mat a Pornofilmer ze spillen. Mat deene Filmer gëtt dann och herno Drock gemaach, fir se dann ze erpressen.

D'Prostitutioun haut ass eng ganz aner wéi fréier. D'Clientë sinn zum Deel vill méi pervers, méi exigent, vill vun hinne verlaangen no ganz jonke Persounen, ënner zwielef Joer, si si gewalttäteg géintiwwer de Prostituéierten a carrément krank. Een, deen op eng Flatrate-Offer zréckgräift, also fir 30 Euro esou vill Kierper consomméieren, wéi en der packt - well aneschters kann ech dat elo net ausdrécke wéi „Kierper consomméieren", aneschters kann een dat dégoûtant Behuele guer net beschreiwen -, een, deen dat mécht, deen huet kee Respekt, awer och wierklech null Respekt virun engem Mënsch an ass a mengen Ae carrément krank!

An de leschte Jore si vill Fraen aus den Ostblocklänner, ganz besonnesch aus Rumänien an aus Bulgarien, heihinnerkomm a si bidden hir Servicer fir e puer Sou un. Sex ze kafen, also sech e Kierper ze kafen, kascht haut, Dir Dammen an Dir Hären, net méi wéi eng Coupe beim Coiffer. Déi allermannste vun de Prostituéierte sti fräiwëlleg an eise Stroossen. An dofir wëll ech mech ganz besonnesch fir hir Cause asetzen.

Ob et elo Stroossen oder Wunnengen oder soss Raimlechkeete sinn, haut kënnt awer och nach eng nei Form vu Kontaktméiglechkeet derbäi, déi een net ausser Uecht däerf loossen, an dat ass den Internet. Ëmmer méi gëtt sech iwwert den Internet mateneen a Verbindung gesat an ausgetosch, awer och am Positive mat anere Fraen, fir sech géigesäiteg ze warne viru perversen a kranke Freieren. Do gëtt et souguer speziell Appen derfir.

Ganz besonnesch déi Jonk wielen den Internet, fir iwwert déi Aart a Weis hir Servicer unzebidden. A wann ee weess, dass Sex iwwer Onlinebooking méi liicht a virun allem méi diskret ze kréien ass, wéi wann ee sech muss eng Prostituéiert op den Terrain siche goen, da brauch een net ganz vill Fantasie, fir ze wëssen, dass grad aus dëser Ursaach eraus d'Zuel vun deene Persounen, déi et dann och eng Kéier wëlle probéieren, wéi et dann ass, fir bei eng Prostituéiert ze goen, sécher net wäert ofhuelen, mä am Géigendeel.

A wa Prostitutioun scho schwéier ze kontrolléieren ass dobaussen um Terrain, dann ass se et am Internet och ganz bestëmmt. Mä och do mussen d'Forces de l'ordre en A drop behalen an déi ganz Entwécklung ganz seriö mat suivéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dat alles kënne seriö unzegoen, brauche se Moyenen, richteg vill Moyenen. A wa mer net bereet sinn, dës Moyenen anzesetzen, da brauche mer och net hei schäinhelleg dovunner ze schwätzen, dass mer eis mat alle Mëttelen am Fong geholl wëlle géint de Mënschenhandel duerchsetzen. Ech komme spéider dorobber zréck.

Mir si gefrot gi vun der Ministesch, fir den Débat esou ze cadréieren, dass déi eenzel Parteien zu deene verschiddenen Aspekter hir Positioun solle kloer duerleeën. Ech wéilt dofir fir unzefänken op déi ënnerschiddlech Approchë vun de Länner agoen. D'Fro, déi sech jo stellt, ass déi: Gëtt et eng Approche, déi dozou bäidroe kann, dem Mënschenhandel e Rigel virzeschiben?

Abee, éischtens, legaliséiere respektiv reglementéiere geet jo dovunner aus, dass d'Prostitutioun unzegesinn ass wéi eng Aarbecht. Si ass legal ënner gewëssene Konditiounen. D'Sexworkers sinn an deem Fall duerch déi jeeweileg Gesetzgebungen a puncto Gesondheet, Sécherheet an Aarbecht geschützt. An dës Approche, déi gouf vun Éisträich, Däitschland, Griichenland, Holland an och der Schwäiz adoptéiert.

Huele mer d'Beispill vun Däitschland. Hei ass et un éischter Stell drëms gaangen, d'Prostitutioun net als eppes Amoralesches unzegesinn, mä als eng bezuelten Aktivitéit, wou Steiere géife bezuelt ginn a wou Regelen, gewësse Regele vun Hygiène, Sécherheet, Protektioun an Aarbechtsrecht géifen eng Roll spillen. Déi Däitsch wollten op dës Aart a Weis de kriminelle Machenschafte ganz einfach de Buedem ënnert de Féiss ewechrappen an d'Länner sollte fir sech d'Detailer regelen.

D'Gesetz ass 2002 a Kraaft getrueden. Bis dohinner, also bis d'Gesetz a Kraaft getruede war, war et der Police méiglech, déi Prostituéiert mat op de Büro ze huelen, wat de Prostituéierten d'Méiglechkeet dee Moment ginn huet, eventuell hir Situatioun ze dénoncéieren. D'Police dierf awer elo net méi intervenéieren. Wuel mécht si Kontrollen an den Etablissementer, mä si dierf kee mathuelen, also dee Moment och keng Geleeënheet schafen, fir dass déi Frae sech kënnen outen, dass se kënnen auspaken a sech eventuell iwwer Mëssstänn bekloen oder sech souguer och als Affer vun der Traite ausginn.

Leider hu sech och nëmmen e Grappvoll Prostituéiert an Däitschland sozialverséchert, well anscheinend d'Assurancëgesellschafte refuséieren, d'Prostituéiert zu räsonabelen Tariffer als Client ze huelen, wéinst deem héijen Aarbechtsrisiko.

An Däitschland ginn d'Prostituéiert degradéiert zu Wueren, déi deem normale Marché vun der Offer an der Demande ënnerleien. D'Besëtzer vun den Haiser versichen natierlech, de gréisstméigleche Profit erauszeschloen. Fazit ass op alle Fall, dass légiféréieren net dozou bäidréit, fir de Mënschenhandel an de Gréff ze kréien, am Géigendeel. D'Geschäft mam keefleche Mënschekierper boomt an d'Autoritéite mussen, misste sech nach ganz vill aner Moyene ginn, fir ze poursuivéieren an ze kontrolléieren.

An Däitschland ass nämlech, an dat muss ee wëssen, d'Zuel vun den Affer vum Mënschenhandel an d'Luucht gaangen, nodeems d'Gesetz iwwert d'Legalisatioun a Kraaft getrueden ass am Joer 2002. Dat ass nämlech d'Konklusioun vun enger Etüd, déi gemaach ginn ass vu Chercheure vun der London School of Economics, vun der Universität vun Heidelberg a vun engem Fuerschungsinstitut vu Berlin.

Och an Holland sinn d'Autoritéiten zur Konklusioun komm, dass et hinne mat hirer Legislatioun net gelongen ass, d'Prostitutioun aus der Clandestinitéit ze huelen. Am Géigendeel: Déi organiséiert Kriminalitéit kontrolléiert e ganz groussen Deel vun der Sexindustrie.

Konklusioun: Eng Reglementatioun ass an eisen Aen net de richtege Wee, well een domadder de Problem vum Mënschenhandel net an de Gréff kritt an also och de Prostituéierten net hëlleft. An dat misst jo am Fong geholl eisen ultimme But sinn. Doriwwer eraus ass et fir Lëtzebuerg net méiglech, op de Wee vun enger Legalisatioun oder enger Reglementatioun ze goen, vu dass mer d'UNO-Konventioun ënnerschriwwen hunn, à moins dass een déi géif dénoncéieren.

Zweetens: penaliséieren. Do derduerch gëtt d'Prostitutioun jo illegal a verschidden Aktivitéite gi strofbar. De prohibitionistesche System verbitt all Aspekt, Prostitutioun ass carrément verbueden. Länner, déi dëse System hunn, si Russland, Albanien, Kroatien a Rumänien. Woubäi ee muss soen, dass grad aus Rumänien extrem vill Affer vun der Traite a vun der Prostitutioun kommen! Russland ass souguer signaliséiert als eng vun den Haaptdestinatioune vun der Traite. An och a Serbien, wou d'Prostitutioun verbueden ass an et Prisongsstrofen tëschent fënnef an zéng Joer gëtt, huet d'Prostitutioun e risegen Opschwong an de leschte Joer kritt. D'Police ass carrément débordéiert.

Domadder schéngt et och kloer ze sinn, dass d'Penalisatioun net duergeet, wann ee sech net dann och duerno d'Moyene gëtt, fir um Terrain ze kontrolléieren. Dernieft huet d'Prohibitioun awer och ganz elle Konsequenze fir d'Prostituéiert selwer. D'Gewalt géint d'Prostituéiert ass hei immens heefeg, mä si gëtt an dësem System net bestrooft, well d'Affer jo um Rand vun der Gesellschaft lieft a sech kaum wäert un d'Police oder un d'Geriichter wennen, fir gehollef ze kréien.

Beim abolitionistesche System ginn déi Prostituéiert selwer net bestrooft, mä verschidden Aktivitéiten, déi domadder an Zesummenhang stinn, wéi zum Beispill, Dir hutt et gesot, Madame Minister, de Racolage, d'Zuhälterei, d'Maisons closes. Den abolitionistesche System refuséiert all Form vu Reglementatioun. D'Belsch, Italien, Portugal a bis viru Kuerzem och Frankräich hunn dëse System applizéiert.

Wann ech elo zum Beispill de System vun eise belschen Noperen analyséieren, da stellen ech fest, dass hir dach awer flou Legislatioun éischter en Opruff ass un d'Bedreiwer vu Bordellen, fir sech an der Belsch néierzeloossen, well do boomt et vu Baren, vu Caféen, wou Animéierdamme sech prostituéieren. A grad doweinst hu verschidde Stied an der Belsch décidéiert, vill méi restriktiv ze ginn. Si hunn zum Beispill zu Antwerpen d'Zuel vun de Stroossen, wou een däerf op de Strécht goen, vu 17 op 3 reduzéiert.

Iwwerhaapt, an dat ass ganz wichteg ze betounen, ass all Faille, déi klengste Faille an der Gesetzeslag e Wénk u Mënschenhändler an Zuhälter, dass et an deem Land net genausou streng gehandelt gëtt mat der Prostitutioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Hei zu Lëtzebuerg hu mer och bis dato eng abolitionistesch Approche, liicht gefierft vu Reglementarismus, well mer d'Prostitutioun toleréieren a gewëssene Stroossen, an dat zu gewëssenen Zäiten. Prostitutioun ass illegal, wann eng Drëttpersoun op iergendeng Manéier dovunner profitéiert, assistéiert, gradesou wéi och de Racolage.

An dann, da gëtt et nach den neoabolitionistesche System wéi a Schweden, op deen ech gläich ze schwätze kommen.

Wat steet dann elo am Koalitiounsprogramm?

Ma do steet, dass se wëlles hunn, e legale Kader fir déi fräiwëlleg Prostitutioun auszeschaffen. Dat ass alles schéin a gutt, Madame Minister, mä wéi wëllt Der dann erausfannen, wie fräiwëlleg an der Prostitutioun ass a wien net? Wéi wëllt ee sécherstellen, dass all dës fräiwëlleg Prostituéiert sech och affiliéieren an domadder ënner eise Gesondheetssystem mat all sengen Avantagë falen? A wat hëllefen all dës Mesuren deenen anere 95% vu Fraen, Meedercher, Jongen a Männer, déi gezwonge ginn, sech ze prostituéieren?

Mir kënne wuel e Kader schafe fir eng Minoritéit, mä dann hu mer all deenen anere 95% net gehollef. An ech denken, et ass genee do, wou mer sollen usetzen.

De schwedesche Modell: Wann ee vum schwedesche Modell schwätzt, da muss ee wëssen, dass dësen net just beinhalt, d'Clienten ze penaliséieren, mä de schwedesche Modell, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e Ganzt, dat och Komponenten dran huet wéi Encadrement vun de Prostituéierten, sozial Sécherheet, Exitstrategie an esou weider. Ech gi spéider op dës Begréffer an, well dat och esou virgesinn ass, fir dat hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Ech beschränke mech elo eleng op de Fakt, dass beim schwedesche Modell de Client penaliséiert gëtt. Zanter dass Schweden dëse Modell 1999 bei sech agefouert huet, hu seng Nopeschlänner Norwegen an Island 2008 an 2009 och dëse Modell gewielt. Firwat ass liicht ze verstoen, ech gi gläich drop an. Mä och Länner wéi Kanada, d'Schwäiz a Frankräich wëllen op dee Wee goen.

Ausgaange si se vun der Iddi a Schweden, dass, wann d'Demande géif zréckgoen, an déi misst jo zréckgoen, wann de Client penaliséiert gëtt, da wär et der weltwäiter Sexindustrie net méi méiglech, sech weider auszebreeden. En plus hunn d'Schweden d'Prostitutioun als eng Zort Gewalt géintiwwer vun de Fraen ugesinn an domadder als Obstakel an der Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer.

D'Schwede si formal an hirer Ausso, dass hiert Objektiv, ze découragéieren, fir bei eng Prostituéiert ze goen, erreecht ass. Déi Persounen, déi erwëscht ginn, déi sinn och all bereet ze bezuelen, well se net wëllen, dass eng Geriichtsprozedur géint se ageleet gëtt a well se wëllen évitéieren, dass d'Famill an de Patron informéiert ginn.

Wann also d'Gesetz eppes erreecht huet, dann ass et de Message, dass d'Prostitutioun inakzeptabel ass, a ganz besonnesch déi Jonk a Schweden deelen dës Approche. Souguer sämtlech politesch Parteien a Schweden si mëttlerweil der Meenung, dass et e gutt Gesetz ass. Am Ufank ware se guer net all där Meenung, well et ass och net à l'unanimité deemools gestëmmt ginn.

E Rapport, deen déi schwedesch Regierung 2010 erausginn huet, seet kloer, dass d'Gesetz och eng Répercussioun op de Mënschenhandel hat. Well d'Zuel vun de Fraen a Meedercher, déi a Schweden geschleeft ginn zu Prostitutiounszwecker, ass drastesch erofgaangen. 2005 tëschent 200 a 400, während a Finnland zur selwechter Zäit d'Zuel bei 15.000 bis 17.000 louch!

Laut Informatioune vun Interpol - an dat ass och eppes, wat ee sollt wëssen - gesinn d'Mënschenhändler Schweden net méi als attraktiivt Land un. Si hunn erkannt, dass et a Schweden riskant a gefeierlech ginn ass, an et zitt si dofir éischter an aner Länner. An do sinn ech nees bei mengem Argument, dass e strammt Gesetz mat klore Regelen de Mënschenhändler Zeeche setzt.

Dëst alles kléngt positiv, mä et gëtt awer och eng Rei negativ Nieweneffekter. An deen éischte beim schwedesche Modell ass deen, dass d'Prostitutioun sech an d'Nopeschlänner vu Schweden verlagert huet, déi hirersäits dann och esou e Gesetz ugeholl hunn, fir der Saach Här a Meeschter ze ginn. Donieft kënnt derbäi, dass een haut iwwer Internet esou vill nei Méiglechkeete vu Kontakter huet, déi een och mam schwedesche Modell net an de Gréff kritt.

Een Deel vun der Prostitutioun huet sech och a Schweden an d'Clandestinitéit verlagert, wat fir déi betraffe Fraen, Meedercher, Jongen a Männer d'Saach vill méi geféierlech mécht. Mä och a Länner wéi Däitschland oder Holland, wou d'Prostitutioun legal ass, leeft villes an der Clandestinitéit. An och do ass d'Gewalt géint d'Prostituéiert keng Exceptioun, soudass d'Gefor net eleng mam schwedesche Modell ze dinn huet.

En aneren Nodeel ass awer, dass d'Ëmsetzung vum Gesetz ganz schwéier ze kontrolléieren ass, à moins dass een de Client in flagranti erwëscht. Déi onméiglech Beweisféierung ass deemno e wichtege Kritikpunkt. Sämtlech Analysen en plus, déi gemaach goufen, erfaassen net déi Persounen, déi sech an hire Wunnengen, a méi klengere Stied, um Bord vu grousse Stied oder iwwer Internetkontakter prostituéieren. Doduerch sinn d'Statistiken net ëmmer ganz richteg. An awer schéngt et, wéi wann et deen eenzege Modell wär, deen den Däiwelsduo Prostitutioun an Traite - well et ass en Duo, si trieden zesummen op - kann zréckzwéngen!

Lëtzebuerg ass keng Insel. Eppes ass kloer: Alles, wat an eisen Nopeschlänner geschitt en matière vu Prostitutioun, huet och ëmmer en Impakt op Lëtzebuerg. An dofir musse mer ganz genau am A behalen, wéi et a Frankräich weidergeet. Sollt d'Assemblée nationale sech iwwert dem Senat säi Verdikt ewechsetzen an trotzdeem d'Penalisatioun vum Client aféieren, da muss Lëtzebuerg ganz kloer nozéien, wa mir net wëllen, dass eist Land en Eldorado fir Sextourismus gëtt.

Och an Däitschland sinn déi eenzel Länner amgaangen, zum Deel vill méi streng Handhabunge vun der Gesetzeslag ze applizéieren.

Och dat huet en Impakt op eis. Dofir muss de Volet Prostitutioun och ëmmer zesumme mat de Kolleegen aus der Groussregioun gekuckt ginn.

Wat wëlle mer dann elo erreechen? Bon, ech denken un alleréischter Stell, an do si mer eis sécher alleguer eens heibannen, dass mer alles, awer och wierklech alles mussen drusetzen, fir dem Mënschenhandel entgéintzewierken. An ech denken, dass mer eis och eens sinn, dass mer deene Persounen, déi sech prostituéieren, den néidege Schutz musse garantéieren. Wéi geet dat am beschten? Ginn déi Mesuren, déi d'Ministesch proposéiert, duer? Wéi sti mer dann elo zu deene Mesuren?

Ech fänken u mat den Exitstrategien. Also, ech kann Iech soen, ech weess selwer nëmmen allze gutt, wéi schwéier d'Ëmsetze vun deem Wuert ka sinn. Als Ministesch war ech mat engem konkrete Fall befaasst. Déi Persoun war deemools am Alter vu 40 Joer a si huet sech zanter dem Alter vu 15 Joer prostituéiert. Si huet et net méi ausgehalen, no 25 Joer weider op de Stréch ze goen. A si war wierklech bereet, en Job unzehuelen.

Mä de Problem war deen hei: Si war e gewëssene Liewensstandard gewinnt, deen d'Prostitutioun hir erlaabt huet. A keen Job hätt hir déiselwecht Zomm dee Moment abruecht, well se näischt geléiert hat. A bei all Job hätt se missen, egal wéi, vu vir ufänken. Derbäi koum, dass Lëtzebuerg extrem kleng ass an dass et eleng dowéinst immens schwéier war, se ënnerdaach ze bréngen, ouni dass et sech relativ schnell erëmgeschwat hätt, vu wou se géif hierkommen.

Unhand vun deem enge Beispill gesäit een, dass Exitstrategië wierklech e ganz laangen Otem brauchen an dass een do och nach op aneren Niveaue muss usetzen: Ausbildung, also Formatiounen, onbedéngt. Dann, Logementer zur Verfügung stellen, fir déi Leit ënnerdaach ze bréngen. Och, a ganz besonnesch, wann déi Leit aus der Traite kommen, muss een deenen e ganz spezielle Schutz garantéieren. An och do ass erëm d'Gréisst vun eisem Land e Problem. Hei heescht et, ganz enk mat der Groussregioun zesummeschaffen, wann een déi Leit wierklech wëllt protegéieren.

An dann, drëttens, wéi Dir och gesot hutt, heescht et Partner fannen, déi bereet sinn, déi Leit aus deem Secteur opzehuelen. Jo, den Horesca-Secteur, Madame Minister, ass e méigleche Partner, och d'ADEM. Mä ech denken awer och, dass gréisser Gemenge kënnen do eng Hand mat upaken. D'Exitstrategie, seet d'CSV, ass eng positiv Mesure, déi awer Opbauaarbecht brauch an och Zäit brauch, bis se hir Friichten dréit.

Dann zur Plattform selwer. Ech mengen, ech hunn et gesot, ech begréissen et, dass d'Plattform bestoe bleift. Ech wënsche mer, dass déi engagéiert Leit sech weiderhi fir dës Cause asetzen. An ech hoffen, dass se och d'Zäit fannen, sech mat hire jeeweilegen Homologen aus dem Ausland auszetauschen, fir gemeinsam Strategien auszeschaffen.

Streetwork, sécher soll dat ausgebaut ginn, wann ee weess, dass et just esou ass, wéi ee ka Vertraue schafen an eng gutt Aarbecht an dësem Milieu leeschten. Allerdéngs muss ee wëssen, dass d'Aarbechtszäite beim Streetwork net vun 8:00 bis 12:00 a vu 14:00 bis 18:00 Auer owes sinn. Et brauch een also do motivéiert, engagéiert Mënschen, déi bereet sinn, zu onkonventionellen Auerzäiten ze schaffen a sech selwer och zum Deel Geforen auszesetzen.

An Holland fonctionnéiert dat exzellent. Do ass e Grappvoll vu ganz engagéierte Mataarbechter, déi et fäerdegbruecht hunn, wierklech e Vertrauensverhältnis zu de Prostituéierten opzebauen. Si sinn akzeptéiert an zu hirem Alldag gehéiert et wierklech, de Prostituéierten Informatiounen iwwert d'Sécherheetsmesuren, Exitstrategien, Plazen, wou se sech kënnen austauschen, a Gesondheetsprécautiounen zoukommen ze loossen.

Dat kléngt alles gutt a wichteg, mä och do besteet déi gréisst Erausfuerderung dran, dass een iwwerhaapt emol un déi Leit erukënnt a sech iwwerhaapt emol mat hinnen ënnerhale kann. Do brauch ee Leit, déi sproochegewandt sinn, fir de Prostituéierte Basisinformatioune kënnen ze liwweren.

Dir musst wëssen, dass eng ganz grouss Majoritéit vun de Prostituéierte kaum eng vun eisen dräi Sprooche schwätzt. Verschidde Länner sinn dofir amgaangen driwwer nozedenken, d'Sprooch als Konditioun festzeleeën, fir de Prostituéierten et an hirem Land iwwerhaapt ze erlaben, sech an deem Milieu ze bewegen. Domadder wëlle se sécherstellen, dass dës Persounen dann och wéinstens eng minimal Chance hunn, sech mat Leit, déi hinne wëllen hëllefen, also vun den ONGen, auszetauschen. Streetwork, Madame Minister, ass deemno eng gutt Saach, wann ee sech och do d'Moyene gëtt, fir dat seriö ze maachen.

Dann d'Sécherheetsmesurë vis-à-vis vun de Prostituéierten. Tjo, do schéngt et mer am schwieregsten ze sinn, als klengt Land Grousses wëllen ze bewegen. An d'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun ass evident.

Mä e puer legislativ Adaptatiounen, Madame Minister, géife scho villes bewierken. Do kéint een eng Reglementatioun iwwert de Changement vun de Prostituéierten hirer Identitéit virhuelen, wa se wëllen aus der Prostitutioun erausklammen. Dat ass am Moment am Lëtzebuerger Recht net méiglech. Et kéint een Auditiounen organiséieren am Kader vu Prozesser, wou déi Prostituéiert sech net musse bis an de Geriichtssall déplacéieren. Dat huet iwwregens och d'Plattform proposéiert.

Dat Wichtegst awer, an dat huet mer deemools och de Policechef an Holland confirméiert, dat ass, dass d'Polizisten, déi um Terrain schaffen, speziell forméiert musse sinn. Si mussen eng ganz adaptéiert Approche zu de Prostituéierten, déi néideg Distanz a ganz vill Wëssen hunn, fir Affer vu Mënschenhandel iwwerhaapt emol ze detektéieren. Och sämtlech Mataarbechter vun ONGen, vu Servicer, jo souguer der Magistratur mussen adequat forméiert sinn, fir op dësem Terrain Fouss ze faassen a gutt Aarbecht kënnen ze leeschten.

Jo, a wat muss nach ausgebaut ginn? Fir alles kënnen ëmzesetzen, wouvunner ech bis elo geschwat hunn, muss ee sech d'Moyene ginn a Form vu Ressources humaines, fir déi ënnerschiddlech Servicer gutt auszestafféieren, dass si och hirer Aufgab kënne gerecht ginn, awer och a puncto Formatiounen, wou ee sollt enk mam Ausland zesummeschaffen a kucken, wou mer vun hinne kënne léieren.

An da picken ech nach e puer Elementer aus der Resolutioun vum Dokument vum Conseil de l'Europe eraus: d'Publicitéit zum Beispill vun de Sexservicer carrément verbidden, d'Policeunitéite spezialiséieren, d'Kooperatioun mat Europol verstäerken an hinne méi Moyene ginn, eng bilateral Kooperatioun mat de Pays d'origine vun de Prostituéierten hierstellen a verstäerkt iwwert d'Medien an d'Éducatioun sensibiliséieren.

Ech schwätzen net méi vu Statistiken oder vun Harmonisatioun vu juristeschen Instrumenter, dat wësse mer.

Tjo, Dir Dammen an Dir Hären, da kéint een awer nach e Schrack méi wäit goen. Vu dass Lëtzebuerg d'UNO-Konventioun iwwert d'Repressioun vum Mënschenhandel a vun der Prostitutioun ënnerschriwwen huet, vu dass Lëtzebuerg awer och d'Istanbul-Konventioun ënnerschriwwen huet an amgaangen ass, wann ech richteg informéiert sinn, se ze ratifizéieren, vu dass d'EU-Parlament dat d'lescht Joer am Februar alle Länner recommandéiert huet, de Client vu Prostituéierten ze penaliséieren, vu dass d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe vun der EU zur selwechter Konklusioun kënnt, vu dass 95% vun der Prostitutioun (veuillez lire: vun de Prostituéierten) Affer vu Mënschenhandel sinn, soe mir als CSV-Fraktioun, dass et Zäit ass, dass Lëtzebuerg de Courage huet, de schwedesche Modell net als optimaalt, mä als bescht Mëttel géint de Mënschenhandel an d'Prostitutioun ze adoptéieren, dat heescht op de Wee ze goen, de Client ze penaliséieren, an dass dofir och entspriechend Sanktiounen an Amendë sollen ausgeschafft ginn.

Dobäi wëll ech ganz kloer soen, dass dat net déi Sanktioune musse sinn, déi et a Schweden gëtt. Mir sollen eegen, adaptéiert Bestrofunge festleeën.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Hetto-Gaasch. Nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo d'Prostitutioun, an awer soll et se net ginn. Si ass do a soll, wa méiglech, net siichtbar sinn. Et gëtt iwwer se diskutéiert an dach sollen däischter a ruckelzeg Detailer an Hannergrënn léiwer net erwähnt ginn. Bei der Prostitutioun gi vill interessant an zudéifst mënschlech Themen ugeschwat: Sex, Moral, Fräiheet.

Während am Fokus vun der Ëffentlechkeet de Stréch an eventuell nach de Cabaret um Eck wouergeholl ginn, musse mer eis bewosst sinn, dass d'Prostitutioun net nëmmen do stattfënnt. Si geschitt vill a geschlossene Raim an och bitt den Internet ganz nei, schnell a virun allem anonym Kontakt- an Austauschméiglechkeeten.

Mä ëm wat geet et bei der Prostitutioun iwwerhaapt? Ëm Sex? Gehéieren do awer net zwou Persounen dozou an net eng, déi déi sexuell Wënsch vun engem Client bedéngt an dobäi hir eege Sexualitéit, hir Perséinlechkeet, hir Wënsch an hir Gefiller verdränge muss? De CID-Femmes et Genre schreift zu Recht a sengem Positiounstext, d'Prostitutioun hätt näischt mat enger Sexualitéit ze dinn, déi op engem Accord réciproque vun zwee Leit baséiert.

Riskéiere mer net, dass duerch d'Bild vun der Prostitutioun besonnesch fir d'Männer, déi d'Majoritéit nun eemol vun de Clienten ausmaachen, eng Sexualitéit normal gëtt, bei där d'Loscht vum Géigeniwwer iwwerhaapt keng Roll spillt? Sex ouni Loscht vum aneren oder ouni eng Spur vu Verléiftsinn an ouni géigesäitege Respekt, mä als reng bezuelten Akt, kann een als moralesch bedenklech gesinn. Mä ech fannen et virun allem doudtraureg!

D'Prostitutioun ass eng Karikatur vun der Sexualitéit, wou beispillsweis eng ëmmer wëlleg Fra bereetsteet, all Wënsch kritiklos ze erfëllen. Ob si sech selwer dobäi wuelfillt oder erreegt gëtt, ass irrelevant. Et geet net drëms, d'Clientë pauschal als mënschen- oder fraeveruechtend ze stigmatiséieren, mä ëm d'Fro, ob mir als Gesellschaft genuch maachen, fir de Clienten ze vermëttelen, dass si zwar eng Aart Déngschtleeschtung, awer kee Mënsch kafen an dass keen d'Recht huet, géint Sue sexuell iwwer een aneren ze verfügen.

Dass eng Persoun sech als Marchandise ubitt, an dat aus fräie Stécker, kann ech perséinlech schwéier novollzéien. Et ass schwiereg ze akzeptéieren, dass eng Persoun sech fir d'Prostitutioun décidéiert. Dëst, wéi gesot, ass just eng perséinlech Remarque vu mir.

Fir awer eng objektiv Debatt féieren ze kënnen, sollt d'Prostitutioun op där enger Säit an d'Zwangsprostitutioun op där anerer Säit gesi ginn, esou wéi och d'Plattform et an hirem Bericht uféiert. Et sinn zwee verschidde Phenomeener mat ënnerschiddlechen Urspréng an dofir brauchen déi och en differenzéierten Émgang, wuel wëssend, dass d'Ofgrenzung oft ganz schwiereg ass. Et wär awer falsch, d'Grënn, firwat Mënsche sech prostituéieren, op d'Aarmut ze reduzéieren. Si kënnen e komplext Wiesselspill vu ville Facteure sinn. Mir sollen eis och ëmmer bewosst sinn, dass déi Prostituéiert keen homogene Grupp sinn, mä en Échantillon vun eiser Gesellschaft.

D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung, weider an Hëllefsprogrammer ze investéieren an eng Exitstrategie auszeschaffen, déi op verschiddenen Niveauen agéiert. En neutralen Encadrement ouni Jugement ass wichteg, wéi och e Multidisziplinarteam, dat medezinesch, materiell, psychologesch a sozial Ënnerstëtzung ubitt, zum Beispill och bei juristesche Froen oder Problemer am Alldag. An deem Kontext wëll ech den dropIn erwähnen, deen eng enorm wichteg Aarbecht leescht, déi net just de Leit aus der Prostitutioun, mä der ganzer Gesellschaft zeguttkënnt.

Ouni adequat Hëllef ass den Ausstieg aus dem Milieu extrem schwiereg, a ville Fäll onméiglech. Et ass wichteg, dass d'Leit Alternativen opgewise kréien, dass se net hoffnungslos hirem Schicksal ausgeliwwert an am Glawe gelooss ginn, soss näischt gutt ze kënnen, wéi uschaffen ze goen. Et gëtt ëmmer e Plang B. An dee muss mat de Concernéierten zesummen ausgeschafft ginn, woubäi hir Virstellungen an hir Stäerkten am Mëttelpunkt solle stoen.

E Wiessel an e biergerleche Beruff ass net evident. Si brauchen eng Mise au travail. Mir begréissen dohier d'Démarchë vun der Regierung fir eng verstäerkt Zesummenaarbecht mat der ADEM. Och mussen d'Offeren attraktiv genuch sinn, fir de Schrëtt ze woen, aus dem Milieu erauszeklammen. Déi Leit, déi wëllen ophalen, musse realistesch an nohalteg Perspektiven ugebuede kréien, fir hire Liewensënnerhalt ausserhalb vun der Prostitutioun verdéngen ze kënnen.

Dofir direkt eng konkret Fro un d'Ministesch: Wat sinn déi sozial Mesurë fir ehemoleg Leit aus der Prostitutioun? Si Programmer fir d'Ëmschoulung virgesinn? A wéi gëtt d'ADEM genau dorobber preparéiert?

Mam Zil, de Milieu besser ze kontrolléieren, déi sozial a rechtlech Situatioun vu Leit an der Prostitutioun ze verbesseren, huet Däitschland eng komplett Liberaliséierung etabléiert, fir d'Tätegkeet vun der Prostitutioun a geuerdnete Beschäftegungsverhältnisser ze organiséieren. 13 Joer nom Prostitutiounsgesetz fält d'Bilanz awer éischter enttäuschend aus.

Esou gëtt et zum Beispill Flatrate-Bordellen, wou an engem Komplettpackage fir 69 Euro Béier, Grillwurscht a Fraen illimitéiert ugebuede ginn. E grousse Succès hunn och Institutiounen, déi sech „Tennyland" nennen, wou jonk Frae mat Trëtzen a Räckelcher an engem Klassen- oder Prinzessinnenzëmmer hir Déngschter ubidden. Vill gebucht ginn iwwregens och inszenéiert Gruppevergewaltegungen, sougenannten „Gangbang". Ass de Client net zefridden, bidde munch Etablissementer eng Geldzurück-Garantie un. Aktuell lafen dofir an eisem Nopeschland wéi och an Holland Diskussiounen iwwer eng Verschäerfung vun hire Gesetzer.

Mir Sozialiste fanne weder de reglementéierte Regime erstriewenswäert, nach si mer der Meenung, dass deen zu eiser Legislatioun passt. Mir gesinn d'Prostitutioun net als en normale Beruff un, dee staatlech unerkannt soll ginn. Och beleeën Etüden, dass eng komplett Legaliséierung zu enger Augmentatioun vum Mënschenhandel féiert an déi ugestrieften Ziler net erreecht ginn.

Solle mer dann elo, fir besonnesch d'Frae besser ze schützen, solle mer dann elo d'Prostitutioun verbidden? D'Géigner vun der Prostitutioun gesinn hei virun allem eng Form vu männlecher Gewalt géint Fraen an et wär physesch a psychesch schiedlech, Sex ze verkafen. D'Méiglechkeet, fir e gewëssenen Afloss op d'Clienten auszeüben, war viru siwe Joer fir véier LSAP-Deputéiert Grond genuch, eng Proposition de loi anzereechen, déi sech um schwedesche Modell inspiréiert huet, ouni awer d'Clienten ze bestrofen, mä se ze sensibiliséieren.

Och wann d'Motiver net vu jidderengem, an och net aus menger Partei, gedeelt gi sinn, esou kënnt där Initiativ vu menge Genossinnen a Genossen de Mérite zou, dass si d'Diskussioun lancéiert haten an emol op déi aner Säit vun der Medail higewisen hunn, d'Säit vun der Nofro. Ech selwer muss agestoen, dass ech dësen Usaz interessant fannen, bei deem sech d'Bestrofung net géint d'Prostituéiert riicht, mä géint den Demandeur.

An Däitschland kann e Jong niewent engem Bordell opwuessen an e gesäit Männer kommen a goen. A Schweden erlieft de gläichaltrege Jong, wéi de Freier vun der Police festgeholl ka ginn. Do besteet schonn en Ënnerscheed. Vill Fraenorganisatiounen, wéi den CNFL, schwätze sech fir eng Penalisatioun vum Client aus. D'Plattform ass vun där schwedescher Manéier net iwwerzeegt. Effektiv gëtt et keng wëssenschaftlech, empiresch Studien, déi beleeën, dass dat schwedescht Gesetz d'Prostitutioun agedämmt an eng ofschreckend Wierkung op d'Clienten hätt.

Eens ass ee sech, dass déi visibelst Form vun der Prostitutioun, de Stroossestréch, uganks zréckgaangen ass. Allerdéngs beleeë keng Fakten a keng Fuerschung, dass dëst op d'Reform zréckzeféiere wär. Mëttlerweil gëtt observéiert, dass de Stroossestréch nees zougeholl an d'Prostitutioun sech an aner Raim, an den Ënnergrond verlagert huet. Och wann ee mat esou engem System sympathiséiert, deen de Client penaliséiert, esou muss een awer och zur Kenntnis huelen, dass d'Plattform sech géint esou en Usaz ausschwätzt.

Et gëtt vill idealistesch Grënn, dëse Modell ze favoriséieren. Mä wa Leit, déi all Dag mam Phenomeen Prostitutioun konfrontéiert sinn an d'Realitéite kennen, op verschidde Problemer hiweisen, esou däerfe mer déi net ignoréieren. Hir Recommandatioun solle mer considéréieren a gläichzäiteg d'Entwécklung a Frankräich an a Kanada, déi eventuell esou e Regime wëllen importéieren, suivéieren, fir ze kucken, wéi eng Resultater si erzilen.

Eis aktuell Legislatioun geet mat der Prostitutioun relativ pragmatesch vir, wou vill op den Encadrement an d'Hëllef gesat gëtt. Eise Regime poursuivéiert éischter d'Zouhälter wéi d'Prostituéiert. D'LSAP ass och der Meenung, dass de Fokus bei der Bekämpfung vum Mënschenhandel op d'Preventioun an den Afferschutz geluecht muss ginn. D'Prostitutioun ass net ëmmer Traite, mä an der Traite ass d'Prostitutioun leider ganz oft een Deel. Dorobber wäert de Kolleeg Franz Fayot herno nach méi ausféierlech agoen.

E weidere Punkt, deen eis ganz wichteg ass an deen och d'Plattform uschwätzt, ass d'Éducation sexuelle. Kanner a Jugendlecher sollen iwwer eng weltlech an net heteronormativ Sexualerzéiung opgeklärt ginn an net iwwert den Internet. Jonk Leit sollen dozou befäegt ginn, d'Wëssen, d'Perceptioun vu sech selwer, sozial Fäegkeeten a Selbstvertrauen ze entwéckelen, déi néideg sinn, fir gesond sexuell Relatiounen zu aneren ze hunn an Experienzen ze maachen, déi si fir sech wëllen a fir déi si selwer bereet sinn.

Dozou géif ech gäre vun der Ministesch wëssen, wou si mam nationalen Aktiounsplang dru sinn.

D'Sexualitéit soll enttabuiséiert ginn, fräi vun iergendwelchen Dogmen a Stereotypen, geschlechtergerecht, wou Fraen, déi Freed um Sex hunn, net als Nymphomaninnen oder als

Houer vernannt an d'Männer dogéint awer als Supertyp ugesi ginn.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass keen europäesche Stat d'Problemer am Zesummenhang mat der Prostitutioun komplett an de Gréff kritt huet. Et gëtt keen ideale Modell, soss hätte mer dee scho längst iwwerholl.

Fir d'sozialistesch Fraktioun geet et net duer, just gesetzlech Regelungen ze maachen, mä nach vill méi Efforten op verschiddenen Niveauen. Mir brauchen en ëmfaassend Konzept fir d'Prostitutioun: wéi grad duergeluecht, eng Exitstrategie mat séier verfügbaren a bezuelbare Logementer, Aarbecht an enger psychosozialer Berodung. Wichteg ass weiderhin e wäertneutralen Encadrement fir d'Prostituéiert an Opklärungsaarbecht bezüglech der Sozialversécherung, woubäi hei oft de Problem ass, dass vill keng fix Adress hunn a sech dofir net kënnen umellen an zum Beispill keen RMG kënne kréien.

Dee Problem gëtt och am Bericht vun der Plattform ugeschwat. Dofir meng Fro un d'Ministesch, ob Der an der Tëschenzäit eng Léisung an d'A gefaasst hutt.

D'LSAP wëllt net, dass d'UN-Konventioun vun 1983, wou mer eis géint de Mënschenhandel verflicht hunn a géint eng komplett reglementéiert Form vu Prostitutioun, opgehuewe gëtt. Mir wëllen awer, dass d'Plattform bestoe bleift, fir en Échange an eng permanent Evaluatioun vum Konzept ze garantéieren.

Et ass begréissenswäert, dass d'Chancëgläichheetsministesch an de Justizminister Visitten am Ausland gemaach hunn, fir sech e konkret Bild iwwert déi verschidde Regimmer ze maachen.

D'LSAP géif et awer och als e staarkt Signal empfannen, wa mat de Concernéierte selwer geschwat géif ginn. Keng Fra, kee Mann oder Transpersoun, déi sech prostituéiert, däerf als mannerwäerteg ugesinn oder sozial ausgeschloss ginn. Och si si Memberen an eiser Gesellschaft an däerfen net einfach am Stach gelooss ginn, besonnesch net, wa se Hëllef brauchen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Bofferding. An déi nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Mënschenhandel, Zwangsprostitutioun an Zouhälterei sinn net kompatibel mat der mënschlecher Dignitéit a bréngen d'Wuelbefanne vum Eenzelnen, vun der Famill a vun der Communautéit a Gefor." Dës Wierder stinn an der UN-Konventioun vun New York aus dem Joer 1949, déi Lëtzebuerg 1985 (veuillez lire: 1983) ënnerzeechent huet. A si gëllen och nach haut. Wéi vill aner Natiounen huet Lëtzebuerg sech mat dëser Ënnerschréft dozou engagéiert, déi sexuell Ausbeutung vu Fraen a vu Männer och an eisem Land ze bekämpfen.

Allerdéngs trenne sech d'Geeschter, wann et drëms geet, wéi de Kampf soll ausgesinn; net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och um Niveau vun der Europäescher Unioun. Déi eenzeg Konklusioun, déi virun zéng Joer schonn am Europaparlament gezu konnt ginn, war déi, datt et am Prinzip véier verschidde Regulatiounsmodeller gëtt, déi elo scho virgestallt gi sinn. Leider stinn déi verschidde Prinzipien enger gemeinsamer Approche am Wee.

Während Däitschland a Frankräich eng Verschäerfung vun hire jeeweilege Systemer momentan an d'A faassen, ass et natierlech och un eis, fir Positioun ze bezéien. An deem Sënn begréisse mir als Gréng, datt d'Regierung dës Debatt ugestouss huet.

Ufänke wéilt ech mat der prinzipieller Fro, wéi mir zu deenen eenzelne Modeller stinn. E Prototyp fir en äusserst fräizügegen Émgang mat der Prostitutioun liwwert jo Däitschland, wat vu munchen als Paradis vu sexuellen Déngschtleeschtungen duergestallt gëtt. Et ass e Land, wat d'Konventioun vun New York, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, net ënnerzeechent huet an dowéinst vun anere Prämissen ausgeet.

De sougenannte reglementaristesche Modell vun Däitschland orientéiert sech an éischter Linn um Argument, datt d'Prostitutioun aus kenger Gesellschaft erauszedenken ass - dat gëtt och hei am Land vill gesot - an esou al ass wéi d'Mënschheet. Dëst ënnert de verschiddenste Formen, de verschiddenste Bezeechnungen an innerhalb vun alle soziale Schichten. Déi éischt schréftlech Beweiser stame vun den ale Griichen an den ale Réimer a ginn zréck op d'7. Jorhonnert viru Christus. Och nach haut kann een dovun ausgoen, datt kee Land, an net emol de Vatikan, an der Fro vun der Prostitutioun onbehellegt ass. Datt e Chouersänger aus dem Péitersdoum engem enke Mataarbechter vum Poopst viru fënnef Joer männlech Prostituéiert vermëttelt huet, war vläicht déi grouss Ausnahm, mä wéi seet een esou schéin: Ausnahme bestätegen d'Regel!

Däitschland wollt der Duebelmoral an der Hypokrisie an dëser Fro en Enn setzen an huet d'Prostitutioun am Joer 2002 ganz fräizügeg reglementéiert. D'iewescht Zil war dobäi, déi Prostituéiert aus der Grozon vun der Kriminalitéit erauszehuelen, hinnen eng gewëssen Autonomie an e geschützte Status ze ginn an der Zwangsprostitutioun de Buedem ze entzéien. Dat war wierklech gutt gemengt an eng nobel Absicht am Sënn vun der Selbstbestëmmung vun deene Leit, déi an der fräiwëlleger Prostitutioun en normale Beruff gesinn, e Beruff wéi all aneren an aus deem een zu all Moment kann erausklammen.

D'Medail hat awer och e Revers, an deen ass net ze ënnerschätzen: éischtens um Niveau vum Mënschenhandel, wou Däitschland zu engem Zilland ginn ass, zweetens awer och wéinst dem onwahrscheinlechen Zoulaf vu Clienten, déi Däitschland zum gréisste Routliichtvéierel vun Europa gemaach hunn. Offizielle Schätzungen no si mëttlerweil an engem eenzegen Dag iwwer 1,2 Millioune Clienten an den däitsche Bordeller op Besuch. Dësen extrem héijen Zoustroum huet noutgedrongen dozou gefouert, datt d'Geschäft mam Kierper net méi ze iwwerblécken ass an dowéinst och net méi no de Regele vun der Konscht kontrolléiert ka ginn.

D'Resultat vun de feelende Kontrollen ass, datt ëmmer méi Fraen aus dem Oste mat eidele Verspriechen an de Weste gelackelt ginn, wou si gewaltsam zur Prostitutioun gezwonge ginn. Offiziellen Aussoe vun den däitschen Autoritéiten no sinn déi mannst vun deene Fraen, och emol Männer, sozialverséchert an ënner legale Konditiounen ugestallt. D'Zuele leie bei etwa 8% bis 10%. Dozou kommen déi sougenannt „Flaterate-Sex-Bordeller", vun deene scho geschwat ginn ass, déi och ëmmer méi Zoulaf fannen an näischt anescht sinn, wéi profitorientéiert Sexbetriber mat Milliounen Émsätz, vun deenen déi Prostituéiert net emol e Brochdeel an d'Täsch stiechen. D'Werbung, déi op Internet an op anere Plaze fir dës Zort vu Bordeller gemaach gëtt, wëll ech net emol zitéieren, well esou Wierder der Chamber net würdeg sinn. Nach manner würdeg si se awer de Fraen!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dës Zort vu sexuellem Marketing ass net ze vertrieden an dowéinst kënne mer op dee Wee net matgoen.

Wien déi Prostituéiert fir dës Bordeller rekrutéiert, ënner wéi enge Konditioune se schaffen, wéi fräiwëlleg oder onfräiwëlleg datt se schaffen, wéi al oder wéi jonk datt se sinn, ob hire sozialen a gesondheetleche Schutz wierklech garantéiert ass, all dës Froen a vill anerer bleiwen onbeäntwert.

Mir kënne just eng Konklusioun zéien, an zwar déi, datt déi gutt Absicht, d'Prostituéiert per Gesetz ze schützen an ze stäerken, sech an hire Géigendeel verwandelt huet an datt e generéise liberale Modell ewéi deen an Däitschland fir eis net a Fro kënnt, well e mat ville Mënscherechtsverletzungen a Mënschenhandel verbonnen ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst, eng komplett aner Ausriichtung huet dann den neoabolitionistesche Modell, deen am Joer 1998 a Schweden agefouert ginn ass - den „schwedesche Modell" gëtt et genannt - an d'Prostitutioun prinzipiell als Gewalt géint d'Fra definéiert. Och a Frankräich wäert dëse Modell méi wéi wahrscheinlech a Kraaft trieden, quitte datt de franséische Senat, an deem zoufällegerweis 75% Männer sëtzen, sech wuelweislech géint d'Bestrofung vum Client ausgeschwat huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, däerf ech eng Fro stellen, wann ech gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat hänkt dovun of, ob d'Madame Lorsché dat wëllt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat kënnt Der roueg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci. Kéint d'Madame Lorsché mer wann ech gelift erklären, wou den Zesummenhang ass, datt am Senat 75% Männer sinn an doduerch déi oder déi Orientéierung an der Debatt geholl gëtt?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Neen, ech…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wëllt Dir ënnerstellen, datt de Mann do eng aner Attitüd géintiwwer dem Problem vun der Prostitutioun huet…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech sot just…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …wéi e weiblechen Deputéierten?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech hunn Tatsaachen duergestallt, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech hu vun Tatsaache geschwat, déi Der och kënnt noliesen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, d'Madame Lorsché huet elo eleng d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kéim dann op Lëtzebuerg…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An ech géif och bieden, net méi mat esou Froen ze ënnerbriechen. Merci!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat do war elo keng ganz konstruktiv Remarque.

Ech kommen op Lëtzebuerg, wou een ëmmer op en Neits muss feststellen, datt de schwedesche Modell grad wéi den däitsche Modell ëmstridden ass. E Konsens konnt bis haut net fonnt ginn an eisem Land.

Fir déi Liberal, déi sech regelméisseg fir d'Schafe vun Eroscentren ausdrécken oder ausgedréckt hunn, kënnt eng Bestrofung vum Client net a Fro. Verschidde sozialistesch Deputéiert, d'Madame Taina Bofferding ass drop agaangen, wollten hirersäits de schwedesche Modell iwwer eng Proposition de loi aféieren, konnte sech awer an hiren eegene Reien net duerchsetzen. Déi fréier CSV-Chancëgläichheetsministesch Marie-Josée Jacobs huet de schwedesche Modell och verteidegt, während hir Nofolgerin Françoise Hetto-Gaasch en duerno nees a Fro gestallt huet, also anescht wéi haut.

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

An och an der grénger Partei ginn d'Meenungen auserneen. Eng Minoritéit vun eise Membere fuerderen de schwedesche Modell, mam ganz legitimmen Argument, datt d'Prostitutioun als Ausdrock vu Gewalt géint Fraen ze verstoen ass an datt d'Gesetzgebung ethesch Norme muss schafen, déi fir all Mënsch eng Selbstverständlechkeet musse sinn, esou wéi et och selbstverständlech ass, datt een e Kand net däerf schloen. Als Gréng sti mir wierklech voll a ganz hannert dëse Wäerter.

Allerdéngs woen ech am Numm vu menger Partei ze behaapten, am Numm vun der Fraktioun och, datt de schwedesche Modell éischter e Glawensbekenntnis ass wéi eng effikass Bekämpfung vun der Ausbeutung vum mënschleche Kierper op europäescher Ebene. Ech schwätzen net just vu Lëtzebuerg. Et ass jo kee Geheimnis, datt gutt gestallt Clienten a méi fräizügeg Länner kënne reesen, wou se weder moralesch nach finanziell condamnéiert ginn. Un der Ausbeutung vum mënschleche Kierper ännert also global gesinn näischt, d'Ausbeutung gëtt just an en anert Land exportéiert.

Net fir näischt ginn déi schwedesch Behörde séier roueg, wann et ëm d'Fro geet, wéi vill Prostituéiert an d'Clandestinitéit ofgewandert sinn a wéi eng Konditiounen an deene Milieuen herrschen. Fiabel Etüden an Zuele sinn an deem Kontext net opzedreiwen, an och net am Kontext vum Stroossestréch, wou een eigentlech net weess, wat a Schweden leeft. Aus deem Grond gesäit déi grouss Majoritéit vun eiser Partei, an och mir als Fraktioun, am schwedesche Modell eng Léisung, déi, momentan jiddefalls, méi versprécht wéi se hält.

Eng Chance gesi mer allerdéngs an Europa. Mir stellen eis vir, datt dëse Modell kéint generaliséiert ginn an um europäeschen Niveau kéint agesat ginn, well d'Ënnerwandere vum System doduerch kéint erschwéiert ginn, zumindest, wann net ganz verhënnert.

Onofhängeg dovun, an dat ass eis wichteg, bleiwe mir der Meenung, datt de schwedesche Modell, egal wéi, riskéiert, de Stat vu sengen ekonomeschen, sozialen a gesondheetleche Missioune vis-à-vis vun deene Vulnerabelsten an deem Milieu ze entbannen.

Den Afloss, deen eng ekonomesch a sozial Noutsituatioun op d'Entscheedung vun engem Mënsch huet, fir an der Prostitutioun ze schaffen, soll nämlech net ënnerschat ginn. Dëse Volet muss méi staark thematiséiert ginn, wéi d'Fro, ob all Mënsch de Choix oder d'Recht muss hunn, fir sech ze prostituéieren. Déi fräiwëlleg Prostitutioun a gutt gestallten an elitäre Kreesser ass fir eis an dëser Debatt net prioritär, soulaang wéi all Forme vun Ausbeutung a Gewalt ausgeschloss bleiwen.

D'Fro, déi mir als Gréng eis virun allem stellen, ass eng aner, an zwar folgend: Wat heescht dat schéint Wuert „Fräiwëllegkeet" iwwerhaapt nach, wann e Mënsch keen aneren Auswee huet wéi d'Prostitutioun, fir u Geld ze kommen?

Als Gréng begréisse mir ausdrécklech, datt d'Regierung dëse Volet an de Mëttelpunkt stellt an net de luxuriéisen Nieweschauplatz vun eenzelne Kreesser, déi sech an engem Appartement ophalen a wou d'Selbstbestëmmung an d'Gläichberechtegung groussgeschriwwe ginn. Ech mengen net, datt et dorëms geet, déi aus hirem Misär erauszehuelen, well si hu keen.

D'Regierung setzt bewosst op eng Approche, déi der ekonomescher, sozialer a mënschlecher Realitéit um Terrain Rechnung dréit, ouni d'Prostitutioun generell ze verbidden, wann déi definéiert Regelen agehale ginn. Eng Approche, déi der Détresse vu ville Prostituéierten entgéintwierke soll an aner Perspektive schaaft wéi de Verkaf vum Kierper, fir an eiser Gesellschaft iwwerhaapt kënne Fouss ze faassen.

Datt vill sozial Institutiounen - ech ziele se net all op -, méi informell Akteuren, wéi d'Streetworker a virun allem och d'Stad Lëtzebuerg, déi Problemer um Terrain gutt kennen, implizéiert sinn a matenee verbonne ginn, ass dobäi onëmgänglech, fir Resultater ze erreechen.

En anert Zil, wat eis als Gréng awer op d'mannst esou vill um Häerz läit, ass d'Preventioun an d'Vermëttlung vu Wäerter vun Ufank un, ebe just, fir ze verhënneren, datt Jonker an den Däiwelskrees vun der Prostitutioun erageroden.

D'Preventioun fänkt am jéngsten Alter un, woubäi ech e Lien wéilt hierstellen zu der rezenter Diskussioun iwwert d'Gesetz vum Avortement. Och deemools ware mir der Meenung, datt d'Éducation sexuelle et affective net just aus wëssenschaftlechen Erklärungen däerf bestoen, mä de mënschlechen Aspekter méi geziilt muss Rechnung droen. All Kand léiert den Ënnerscheed tëschent engem männlechen an engem weibleche Kierper, mä nach laang net all Kand léiert, wat et heescht, säin eegene Kierper an de Kierper vun deem aneren ze respektéieren.

Fir eis läit op dësem Plang e groussen Défi, net eleng fir d'Gesondheets- an d'Chancëgläichheetsministesch oder och de Justizminister, mir gesinn hei och d'Famill, d'Schoul, d'Betreiungsstrukturen, d'Veräiner, d'Jugendhaiser an d'Medien als grouss Aflossgeber un a mengen, datt si hir Verantwortung mussen iwwerhuelen, fir deene Jonken e respektvollt a verantwortungsvollt Verhale bäizebréngen. Dës Wäerter setzen de Grondstee fir e Rolleverständnis, wat op Gläichheet berout an net op Dominanz an Ausbeutung.

D'Strategie, déi d'Regierung upeilt, läit an dëser Linn a soll hir Chance kréien. Mir soen net, datt et eng Wonnerléisung ass, mä mir sinn der Meenung, datt déi Chance soll genotzt ginn. Et ass richteg a wichteg, an enger Debatt iwwert d'Prostitutioun iwwer fundamental ethesch Normen nozedenken a sech ze positionéieren. Et ass awer gradesou wichteg a richteg, sech gemeinsam eens ze ginn, wat an eisem klenge Land méiglech ass, fir de reelle gesondheetlechen, sozialen a psychologesche Problemer vun de Prostituéierten entgéintzesteieren, fir eben e Wee aus der Prostitutioun eraus opzezeechnen a fir schlussendlech de Beweis ze liwweren, datt Lëtzebuerg kreativ ka ginn, wann et ëm fundamental mënschlech Schicksaler a Wäerter geet, déi mir alleguer deelen.

Dat ass d'Zil vun der Regierung an d'Zil vun enger Strategie, déi mir als Gréng ënnerstëtzen, voll a ganz, mam Wonsch, datt mir awer regelméisseg iwwert d'Applikatioun vun dëser Strategie informéiert ginn. Verschidde Kursännerunge si jo net ausgeschloss, wann d'Strategie net hält, wat se versprécht.

Mir sinn der Meenung, datt déi gréisst Erausfuerderung jiddefalls am Kampf géint de Mënschenhandel wäert bestoen, deen iwwer ëmmer méi perfid a komplex Netzwierker stattfënnt an och eist Land net verschount. Mir musse schaffe géint de Mënschenhandel a géint d'Ausbeutung, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä mat all eise Partner ronderëm. An dofir hoffen ech nach ëmmer op eng europäesch Léisung.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Lorsché. An d'Wuert huet elo direkt d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wat

mer hei an der Chamber a méi oder manner regelméissegen Ofstänn iwwert d'Prostitutioun diskutéieren, dat weist, datt et sech offensichtlech ëm e Problem handelt an datt et e Problem ass, dee mer och gesinn. Mir gesinn en a verschiddene Stroossen, besonnesch och hei an der Stad, mir gesinn en, an dat ass de Mëtte scho gesot ginn, wa mer verschidden Zeitungen opmaachen, iwwer Säiten! Déi, déi an den Internet ginn an dat gäre maachen, déi gesinn do, datt et do e Problem gëtt. Ob mir et elo gutt fannen oder net, et ass leider eng Realitéit, mat där mer eis musse beschäftegen, wat mer dann och dës Kéier haut nees hei maachen.

Kann een d'Prostitutioun organiséieren? A wat sinn déi Phenomeener bei der Prostitutioun a ronderëm d'Prostitutioun, déi een op alle Fall muss évitéieren?

Fir ons steet beim Thema Prostitutioun ëmmer eng Grondfro am Zentrum vun der Diskussioun, an zwar déi vun de Rechter, och vun deene Betraffenen. An déi musse fir d'DP bei alle Léisungsvirschléi ëmmer och am A behale ginn.

An deene leschten Debatten, déi iwwert d'Joren hei an der Chamber gefouert gi sinn, sinn eng ganz Rei vu verschiddenen Iddien, Propositioune respektiv Modeller an d'Diskussioun bruecht ginn. Sécher schéngt no all deenen Debatte just eppes ze sinn: nämlech, datt et keng ideal, keng optimal Léisung schéngt ze ginn. A mir sinn awer der Meenung, datt een net iwwert de Kapp ewech vun deene Fraen an och, awer a méi engem klenge Mooss, vu Männer, déi concernéiert sinn, eppes kann a soll maachen. Et sinn dës Leit, deenen hir Intérête vum Législateur och musse respektéiert ginn.

Ech wéilt an deem Kontext nach eng Kéier op déi aktuell legal Situatioun hei zu Lëtzebuerg hiweisen an den Artikel 382 vum Code pénal zitéieren, wou drasteet: «Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, quiconque par gestes, paroles, écrits ou par tous autres moyens procéderait publiquement au racolage de personnes d'un ou de l'autre sexe en vue de les provoquer à la débauche.»

An anere Wierder, wat heescht dat? Dat ass, virausgesat natierlech, datt déi concernéiert Persoun majeur ass an datt se dat fräiwëlleg mécht an datt se net dozou gezwonge gëtt, datt d'Prostitutioun u sech net verbueden ass. Wat verbueden ass, ass de Racolage. An do wäert ech herno nach drop kommen, wann ech méi genau iwwert d'Situatioun hei an der Stad schwätzen. De Racolage ass zwar verbueden, mä mir wëssen, datt et ganz schwéier ass, en ze beweisen, an datt en dofir och ganz wéineg intervenéiert gëtt an deem Sënn.

A wat natierlech verbueden ass, dat ass de Proxénétissem. Den Artikel 379bis vum Code pénal ass do ganz kloer. An domat gehéiert dann ebe Lëtzebuerg zu deene Länner, déi eng abolitionistesch Haltung ageholl hunn, sou wéi dat de Mëtte jo vun e puer vu menge Virriednerinne schonn ënnerstrach ginn ass. Ech ginn also net méi op déi dräi Modeller an, den abolitionistesche Modell, de prohibitionistesche Modell - Schweden, Norwegen, Island, wou et ganz verbueden ass - an dann eben den däitsche Modell, de reglementaresche Modell.

Mä, an et ass och scho gesot ginn, de Fait, datt mir d'Konventioun vun New York vun 1950 iwwert d'Traite des êtres humains ratifizéiert hunn, gëtt der Regierung, der Justiz am Fong geholl eng ganz kloer Linn un.

An Däitschland schéngt et, wéi wann déi reglementaresch Approche zënter hirer Aféierung am Joer 2002 net déi gewënschten Effete gehat hätt an de Bilan dovunner ass éischter moer. Esou gëtt geschat, datt grad emol 1% vun de Prostituéierten an Däitschland e regulären Aarbechtskontrakt hunn an domadder och d'Recht op eng sozial Ofsécherung. Ënner anerem aus deem Grond soll d'Gesetz jo och dann deementspriechend an der Nächst reforméiert ginn.

D'ailleurs hunn zu Lëtzebuerg, muss ee soen, d'Prostituéiert d'Méiglechkeet, sech an d'Sécurité sociale ze affiliéieren. Mä leider profitéieren nëmmen eng ganz kleng Zuel vu Prostituéierte vun dëser Geleeënheet, aus ënnerschiddlechen Ursaachen: engersäits, an dat sinn déi allermeescht, well se entweder nëmmen eng ganz kuerz Zäit hei zu Lëtzebuerg sinn an - hoffe mer et emol wéinstens - an hirem Heemechtsland dann affiliéiert sinn, oder well se als net gemellte Sous-locatairen iwwerhaapt keng Adress hei hunn. Op alle Fall, eis Gesetzgebung gesäit déi do Méiglechkeet vir a mir brauchen also do net ze intervenéieren.

Am Virfeld vun dësem Débat hat d'Madame Minister, souwuel vun der Chancëgläichheet wéi vun der Santé - well ech fannen et awer wichteg, Madame Minister, datt Der och hei als Minister vun der Santé matschwätzt, well dat ass och eng Problematik, déi awer hei ganz kloer betraff ass -, gesot, datt ee sech sollt mat de Konklusioune vun där Plattform „Prostitutioun" ausenanersetzen. An d'Demokratesch Partei huet dat dann och gemaach.

Ier ech op déi verschidde Punkten aginn, déi eben an där Plattform opgefouert sinn, wéilt ech awer hei wierklech e ganz grousse Merci soen deene Leit, déi sech dagan, dagaus mat där doter Problematik beschäftegen. Dat si Sozialaarbechter, déi an deene verschiddenen Associatiounen täteg sinn. Dat ass keng einfach Aarbecht, well do si se oft mat mënschlechen Drame befaasst. An et ass awer eng immens wichteg an eng ganz gutt Aarbecht, déi do geleescht gëtt.

An ech wéilt och ganz kloer ënnersträichen déi Aarbecht, déi ganz gutt a wichteg Aarbecht, déi vun de Polizistinnen an de Poliziste gemaach gëtt an dësem Beräich, déi Kontrollen ausféieren, déi néideg sinn, fir dee Phenomeen awer a Grenzen ze halen, wou en nach überschaubar ass, an déi fir si - gleeft mer, well ech oft mat hinnen ënnerwee war - net einfach sinn. An ech brauch lech jo net ze soen, datt si net ëmmer do mat lauter Léift a Respekt ugeholl ginn. Dofir wierklech, ouni hir Aarbecht, ouni déi mer vill méi schwéier deen do Problem iergendwéi kéinten am A behalen, ouni hiren Asaz wier dat guer net méiglech.

Komme mer dann op déi verschidde Punkten, déi an der Plattform ugeschwat gi sinn: Fir d'Eischt d'Strategie „Exit". Natierlech ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei dës Strategie voll a ganz. Et handelt sech hei ëm de Versuch, fir Fraen oder Männer, déi aus der Prostitutioun wëllen erausklammen, an en normaalt soziaalt Liewen ze integréieren. Esou Strategië gëtt et schonn zum Deel, och am Ausland, notamment an Däitschland an an Holland. Hei sinn natierlech eng ganz Rei vun Akteure concernéiert, d'Madame Minister huet se och schonn opgezielt: d'ADEM, d'Sécurité sociale, d'Rout Kräiz, den dropIn, jee, all déi Associatiounen. An och e gewëssene logisteschen Hannergrond, wéi zum Beispill ebe Logementer, déi mussen zur Verfügung gestallt ginn, sinn natierlech hei ganz néideg.

Virun allem de Fait, datt déi concernéiert Persoune séier sollen eng Aarbecht fannen, ass immens wichteg. Mä, an och dat huet d'Madame Hetto ganz richteg gesot, d'Aarbecht, déi si ugebuede kréien, a souguer wann et eng ganz gutt ass, ass ganz oft natierlech net mat deene finanzielle Moyenen ausgestatt, déi si gewinnt waren. Dat heescht, do ass eng sozial Begleedung natierlech ganz wichteg, fir dat ze akzeptéieren. A fir awer och dee positive Volet vun engem normale sozialen Émfeld, an dat se sech erëm beginn, fir dat ze ënnersträichen a fir se do psychologesch eben och dran ze ënnerstëtzen.

Sexualerzéiung: Natierlech, d'Plattform ass do der Meenung, datt d'Thema Prostitutioun respektiv d'Geforen, déi domadder verbonne sinn, en integrale Bestanddeel vun der Sexualerzéiung an eise Schoule solle sinn. An d'Demokratesch Partei ka sech där Ausso natierlech nëmmen uschléissen a begréisst ausdrécklech, datt déi interministeriell Kooperatioun tëscht dem Éducatiouns-, dem Santés-, dem Familljen-, dem Chancëgläichheetsministère an, ech géif och gäre soen, souguer dem Justizministère esou gutt fonctionnéiert zënter 2013, wou dunn deen éischten nationalen Aktiounsplang, fir der Éducation sexuelle et affective en Neiufank ze ginn, gemaach ginn ass.

Dann de Kampf géint de Mënschenhandel: Jo, natierlech! D'Plattform schwätzt sech fir eng Verstäerkung vum Kampf géint d'Zuhälterei an de Mënschenhandel aus. Dëst ass iwwregens och am Regierungsprogramm ganz kloer virgesinn a gëtt vun der DP ënnerstëtzt. Wat elo d'Konsequenze vum Mënschenhandel sinn, kënne mer de Moment - an erlaabt mer e bëssen, datt ech aus deem hei Kader erausginn -, dat kënne mer de Moment all Dag um Mëttelmier gesinn. Hei geet et zwar net direkt ëm Fraenhandel respektiv Zwangsprostitutioun, mä d'Flüchtlingen, déi am Mëttelmier erdrénken, si just en anert Gesiicht vun deem grausame Verbriechen, wat Mënschenhandel an Ausnotzung vun den Hoffnungen an Dreem vun deene Schwächsten aus onser Gesellschaft duerstellen.

Wat eventuell legislativ Modifikatiounen am Kampf géint de Mënschenhandel ugeet, leie konkret Propositioune vum Expertegrupp vum Conseil de l'Europe um Dësch. An et ass elo un der Politik, sech mat dëse Recommandatiounen auserneenzesetzen an ze kucken, wat fir eng dovu kënnen ëmgesat ginn. Mä och hei, sou wéi elo just ënnerstrach ginn ass, hei geet et natierlech nëmmen, hei kann een nëmme Resultater kréien, wann op europäeschem Plang eng ganz enk Zesummenaarbecht zwëschen net nëmmen de sozialen, mä och de polizeilechen Instanze ka gemaach ginn.

Et gëtt do op der Plattform och vun der Méiglechkeet geschwat vun enger „audition à distance". Grad a Fäll vu Mënschenhandel, Zwangsprostitutioun oder Gewalt wier dat duerchaus ubruecht, kann een dorun denken. Mä mir sinn awer der Meenung, datt een dës Méiglechkeet soll a Betruecht zéien, allerdéngs werft se eng Rei praktesch Froen op: Besteet net do e Risiko vun der Manipulatioun, och vun der technescher Säit hier, bei esou enger Prozedur? Wéi gesäit et aus mat der Integritéit vun dësen Aussoen? Éier een dës Méiglechkeet wierklech aféiert, muss der Meenung vun der DP no eng déif gräifend Debatt iwwer méiglech Vir- an Nodeeler gefouert ginn.

Des Weidere suggeréiert d'Plattform och d'Ariichte vun enger Hotline, wou d'Informatioune vun deene soziale Servicer, déi mat Prostituéierten zesummeschaffen, kéinte gebündelt ginn, wat dann d'Zesummenaarbecht mat der Police kéint erliichteren. Och dëst ass an eisen Aen eng Recommandatioun, déi Sënn mécht, wéi iwwerhaapt ganz einfach eng ganz gutt an eng enk Zesummenaarbecht vun all deene concernéierten Akteuren einfach e Must ass.

Da geet d'Plattform och op d'Strooseprostitutioun an der Stad Lëtzebuerg an. Erlaabt mer dann do, hei aus där Realitéit kuerz déi unzespriechen, déi ech elo an deene leschten annerhallef Joer wierklech vu méi no kennegeléiert hunn. Datt de Garer Véierel déi Plaz ass, wou d'Strooseprostitutioun ass a wor an - erlaabt mer, et ze soen, fir der Realitéit an d'A ze kucken - och wäert bleiwen, dat ass gewosst. Dat ass eng Realitéit.

Mä Dir wësst, mir hunn als Stad Lëtzebuerg dat awer net einfach esou higeholl: Mir hu Reglementer geholl, déi engersäits ënnersträichen, datt een net dierf d'Prostitutioun op der Strooss ausüben. Mä verschidde Stroosse sinn dovun ausgeholl, dat heescht an anere Wierder: Et soll net do intervenéiert ginn, wann ebe Prostituéierter do stinn. Dat sinn - ech wëll se elo net hei opzielen, net datt et ausgesäit, wéi wann ech géif Reklamm maache fir déi Stroossen -, mä dat sinn e puer Stroossen op der Gare.

Nun ass et awer esou, datt Enn 2013, Ufank 2014 et op eemol ganz kloer ginn ass, datt engersäits eng Rei nei Prostituéierter do komm sinn a sech och net op deene gewinnte Plazen, wou et eben och toleréiert ass, loosse mer soen, opgehalen hunn, an datt se bis an d'Wunnquartiere vum Garer Véierel eragaange sinn.

Mir konnten deem net nokucken! A mir hunn zesummen, och mat den Awunner aus deene betraffene Stroossen, no Méiglechkeete gesicht. Dir wësst, well et an der Press jo och ganz kloer ervirgestrach ginn ass, wat mer dee Moment gemaach hunn. Mir hu ganz einfach déi Stroossen, wou eben déi potenziell Clienten eropgefuer sinn an déi zu deene Wunnquartiere gefouert hunn, owes vun aacht Auer u fir d'Zirkulatioun zougemaach. Dat heescht, nëmmen nach d'Awunner konnten dohinnerfueren. An ech ka soen, datt dat och zu engem ganz gudden Deel geklappt huet.

Ier mer dat gemaach hunn, hat ech souwuel de Justizminister wéi de Polizeiminister wéi souguer och de Premierminister eng Kéier owes invitéiert, fir mat mir déi Situatioun kucken ze goen. An ech mengen, dat hat gehollef, fir datt jiddweree sech iwwerzeegt huet, datt hei misst eppes geschéien. Well, wa mir och hei schwätzen iwwer Prostitutioun - an ech si ganz där Meenung vun de Rechter -, mir mussen awer och d'Rechter vun deene Leit, déi a betraffene Quartiere sinn, a wou zum Deel déi Prostituéiert sech op eng Aart a Weis weisen, datt keen Zweifel kann dru sinn, datt se sech prostituéieren, mir mussen déi Leit an de Wunnquartieren awer och schützen.

Mir hunn also déi Moossname geholl an déi hunn och hir Friichte gedroen. Et kann een am Fong soen, datt mer hei de Client bestrooft hunn. Well et ass esou, wann de Client net méi konnt dohinnerkommen, jo, dat huet dunn net laang gedauert, well d'Prostituéiert, déi stelle sech jo op, fir datt d'Clientë kënne bei se kommen a wann d'Clienten net méi konnte kommen, dann hu se vum selwe gesinn, datt se nees op déi Plaze misste goen, wou mir et toleréiert hunn.

Ech muss awer hei och ënnersträichen, an ech hunn et virdru scho gesot, datt mer dat awer nëmme konnte maache mat enger ganz, ganz kooperativer Haltung vun der Polizei an och vun de sozialen Associatiounen. Ech hu virdru vum dropln geschwat, déi mat ons zesumme bei déi Prostituéiert gaange sinn an hinnen dat erkläert hunn. Ech hunn dat souguer perséinlech matgemaach.

An da kommen ech nees op dee Volet „Racolage". Mir hunn eng Rei Situatiounen, wou en normale Mënsch, wann en déi Damme gesäit - well et sinn awer meeschtens Dammen -, keen Zweifel drun huet, datt et Damme sinn, déi e Racolage maachen. Mä, fir dat um Geriicht ze beweisen, schéngt awer méi schwéier ze sinn. A vu datt an e puer Fäll do net..., also datt déi Dammen nees fräikomm sinn, nodeem d'Polizei effektiv e Procès-verbal opgeschriwwen hat, ass natierlech do eng gewëssе Retizenz vun der Police, fir nach eng Kéier do effektiv ze intervenéieren.

Mä, an dat ass eben deen neie Moment vun Enn 2013 an Ufank 2014, mir hunn elo Dammen, ech géif am Fong bal gär soe ganz jonk Meedercher, déi do stinn an déi net ausgesinn, wéi wa se sech géife prostituéieren. Jonk Meedercher, déi souguer zesummen do stinn, wou net op all puer Meter eent steet, mä wou se zesummen an enger Grupp zu fënnef, sechs stinn a wou, wa se net op där Plaz wieren, ee kéint mengen, et wiere Frëndinnen, déi sech eben do owes getraff hätten. Wéi d'Police awer komm ass a kontrolléiert huet, huet se awer natierlech erausfonnt, datt se awer zu där Kategorie géife gehéieren.

An et ware jonk Dammen, déi aus deene Länner komm sinn, wou et jo och elo ganz kloer gesot ginn ass, meeschtens Rumänien a Bulgarien. Jonk Meedercher, déi eben nach deen Dag virdrun net hei waren, déi an Däitschland waren, déi ons dat och esouguer gesot hunn an déi, wa se haut protokolléiert ginn, muer anzwuesch anescht sinn. Soudatt et also ganz schwéier ass, einfach iwwer Protokoller deem Problem do nozekommen.

An da kommen ech awer nees bei dat, wou mer alleguerten unisono d'accord sinn: Hei handelt et sech ëm organiséiert Banden, Schlepperbanden, déi ebe maachen, datt déi, déi haut do sinn, muer oder iwwermuer oder an enger Woch net méi do sinn an datt also alles, wat d'Police opschreift, wierklech net esou vill Chance huet, Succès och um Geriicht ze kréien. A wa se souguer géife veruerteelt ginn, si se scho laang - scho laang! - net méi do.

Mir konnten awer duerch déi gutt Zesummenaarbecht vun der Police mat de sozialen Déngschter dee Phenomeen an deene Stroossen do wierklech an de Grëff kréien. Nach eng Kéier, wéi ech et schonn e puermol gesot hunn: Dat ass keen Allheelmëttel, mä mir hunn awer fäerdegbruecht, et nees dohinner ze kanaliséieren, mat natierlech ëmmer awer nees e puer Ausnahmen. An d'Police ass hei wierklech ganz, ganz oft um Terrain, fir awer derfir ze suergen, datt mer et am Grëff behalen.

Dat sinn, wéi gesot, e puer Informatiounen, wéi de Moment d'Lag ass. Et sinn der zwëschen 30 a 50, dat hänkt och vun de Wiederkonditiounen of. An et ass also domat ze rechnen, datt, wann d'Wieder elo nees méi schéi géif ginn, datt da vläicht och nees der e puer méi do sinn. Mä mir wäerten alles maachen, fir dat awer an deene Grenzen ze halen, déi eben och fir de Quartier ze verdroe sinn. Well déi Plazen, wou et toleréiert ass, dat sinn déi Plazen, wou d'Leit net wunnen. Ech mengen, et kann een de Leit dat do, do wou d'Leit wunnen, net zoumudden, well do, wou Leit wunnen, wunnen och Kanner. An dat muss een och bedenken.

Mir ware bei deene verschiddene Punkten, déi bei der Plattform ugeschwat gi sinn, an ech hu se elo der Rei no geholl. D'Strooseprostitutioun an der Stad Lëtzebuerg, dat war ee Punkt, deen ech awer e bësse méi vollstänneg nach wollt behandelen.

Mä elo zum schwedesche Modell. Mir hu jo elo de Mëtteg scho vill dovu geschwat, jiddwereen huet vum schwedesche Modell geschwat. An dat war och schonn, dat ass näischt Neits, well och scho beim leschten Débat hei iwwert d'Prostitutioun war iwwert de schwedesche Modell ganz vill geschwat ginn an deen e bëssen duergestallt gi wéi en Allheilmëttel. Dobäi wësse mer awer, datt en eng ganz Rei Problemer och opwerft, Froen, déi mer sollen eescht huelen, éier mer eis an déi eng oder déi aner Richtung wëlle lancéieren.

Eng Saach schéngt ganz sécher ze sinn, an dat ass u sech eng positiv Saach bei dem schwedesche Modell, dat ass, datt déi sichtbar Prostitutioun, eben an der Strooss, ofgeholl huet. Jo, dat ass eng vun de Konsequenzen. Well d'Haaptelement vum schwedesche Modell besteet jo bekanntlech doranner, datt de Client bestrooft gëtt, wann hien d'Servicer vun enger Prostituéierter oder vun engem Prostituéierten an Usproch hélt. Dat féiert awer dozou, an d'Experienz aus Schwede weist dat, datt d'Prostitutioun nach méi eben nees an den däischtere Raum ofgeleet gëtt, datt se nach méi an d'Clandestinitéit gedréckt gëtt.

Et muss ee wëssen, datt an deem Fall de Stat respektiv d'Police an d'Justice manner Kontrollméiglechkeete wäerten hunn, well oft ass d'Po-

lice jo, och dat ass eng Realitéit, op d'Kollaboratioun vun de Prostituéierten ugewisen. Dëst schéngt fir eis am schwedesche Modell awer éischter a Fro gestallt.

Eng weider Konsequenz vun dësem Modell ass och, datt d'Prostitutioun nach just op Plaze stattfënnt, sief et an Appartementer oder anzwousch anescht, wou se net ëffentlech visibel ass a wou se ganz wéineg zougänglech ass. An dat féiert eiser Meenung no net zu méi Sécherheet an zu besseren Aarbechtskonditioune fir déi Concernéiert.

A well d'Prostitutioun eben net méi am ëffentleche Raum oder zumindest net méi visibel stattfanne kann, riskéiert een, datt herno d'Vermëttlung tëscht Prostituéierten a Clienten nach just iwwer Zuhälter ka fonctionnéieren an datt domadder nach eng Kéier déi kriminell Réseauen, an deenen d'Prostitutioun haut leider zum Deel schonn dran ass, nach eemol gestäerkt ginn.

Wa mer e Modell fir Lëtzebuerg sichen, da musse mer och déi spezifesch Konditioune kucken hei fir Lëtzebuerg an zu Lëtzebuerg. E schwedeschen, däitschen oder soss e Modell op Lëtzebuerg ze transportéieren, kann net vill ginn, wa mer net déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg considéréieren. Huele mer emol de schwedesche Modell als Beispill.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt Iech just drop hiweisen, datt Der lues zur Konklusioun misst kommen,...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et ass gutt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well Dir sidd scho bal eng Minutt iwwert d'Riedezäit.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Entschëllegt. Et war mat mer duerchgaangen.

(Hilarité)

De schwedesche Modell, gewëss, da kéinte mir eis ganz schnell e gutt Gewësse ginn a soen: Jo, mir hunn et elo hei net méi. Well mer wëssen, wéi grouss mer sinn a wéi no d'Ausland ass, ass et natierlech esou, da verlagert sech dee Moment déi Prostitutioun sief et an d'Belsch oder sief et an Däitschland. Dat ass dann einfach. Dann ass et einfach fir eis ze soen: Okay, mir stinn elo méi propper do. Mä de Phenomeen Prostitutioun hu mer dofir awer net wierklech verbessert!

Ofschléissend wëll ech just dat hei soen: Ech mengen, wa mer wierklech dat eescht huelen, fir eis dat zu Häerz ze huelen, wat an der Plattform gesot ginn ass, da wäert de schwedesche Modell net wierklech eng Zukunft hei zu Lëtzebuerg hunn. D'Prostitutioun ass ee vun deene Sujeten, mat deene mir als Politiker oft konfrontéiert ginn, wat keen agréabelen ass, grad wéi anerer: Drogekonsum, Gewalt géint Fraen. Mir hätten am léifsten, et géif dat net ginn. Mä et gëtt et awer. Et ass eng Realitéit!

An zesumme musse mer et fäerdegbréngen, do eben d'Konditiounen, déi ronderëm sinn, an d'Bedingungen esou ze maachen, datt se wéinstens awer mënschewürdeg fir déi Betraffe sinn. Ech zielen drop, datt mer zesummen déi Léisung och fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Polfer. D'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Madame, Här Minister, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR begréisst dësen Débat. Et ass jo klöer, datt esou en eeschten, komplizéierte Problem wéi d'Prostitutioun, deen och mat vill mënschlechem Leed verbonnen ass, datt dee muss diskutéiert ginn, datt mer och als Politiker eis mussen der Verantwortung stellen an datt mer dat mussen op eng differenzéiert a sachlech Manéier maachen.

Ier ech op dat aginn, wat mir als Positioun hunn, wëll ech awer vläicht feststellen, datt et interessant ass, fir ze gesinn, wéi och déi Entwécklunge bei deene verschiddene Parteien heibanne sinn.

D'LSAP huet, schéngt et, eng gewëssen Distanz geholl zu deem, wat an der Vergaangenheet awer den Tenor war, nämlech de schwedesche Modell. Dat ass elo net méi esou. Esou schéngt et wéinstens ze sinn. Och bei deene Grénge gëtt et verschidde méi differenzéiert Attitüden.

Interessant ass, datt d'CSV awer méi a Richtung schwedesche Modell geet. D'Madame Hetto schwätzt vu 95% net fräiwëlleger Prostitutioun, wou ee sech freet, wéi se un déi Ziffere kënnt. Si seet gläichzäiteg, et ass schwéier, un déi Leit ze kommen, et ass schwéier, et ze beweisen. Ech fannen, wann een esou Ziffere benotzt, muss ee ganz virsiichteg sinn.

Et ass awer fir mech emol eng Reflexioun ze maache ganz am Ufank: Wat ass de Kär vum schwedesche Modell? Hei gëtt gesot, et ass d'Penalisatioun vum Client. Ech géif nach e Schrëtt méi zréckgoen an där Logik: De Kär vum schwedesche Modell ass u sech d'Entmündegung vun der Fra. Well et gëtt gesot, datt eng Fra net ka fräiwëlleg décidéieren, Prostitutéiert ze ginn an datt d'Prostitutioun par définition eng Form vu Gewalt ass géintiwwer der Fra. Dat ass d'Logik dohannert. An dat ass eigentlech de Kär vum schwedesche Modell: Et ass eng Form vun Entmündegung. An da kënnt hannendrun, datt de Client bestrooft gëtt an esou weider. Mä dat ass net den Haaptpunkt.

An da froen ech mech an där Logik och, wéi dann hei gesot gëtt - wa mer emol feststellen, datt déi Méiglechkeet vun der Fra, eng fräiwëlleg Décisioun fir d'Prostitutioun ze huelen, iwwerhaapt a Fro gestallt gëtt -, da froen ech mech, ob mer heiansdo mat eis selwer kohärent sinn - net mir als ADR, mir sinn et sécher, mä anerer an der...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...Diskussioun -, wa mer iwwert d'Autonomie...

(Interruptions diverses)

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...iwwert d'Autonomie an de Respekt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert a soss keen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President!

...ob mir oder verschidde Parteien op jidde Fall mat sech kohärent sinn, wa se iwwert d'Autonomie vun der Fra a vum Respekt vun der Fra schwätzen.

Ech erënnere mech hei, datt verschidde Kolleege gesot hunn: „Eng Fra, déi sech prostituéiert, kann dat iwwerhaapt fräiwëlleg sinn?" Well dat ass dann an enger Situation de détresse, si huet vläicht materiell Nout an esou weider. A kann een dann do iwwerhaapt vu Fräiwëllegkeet schwätzen? Dat ass d'Fro. An ech gesinn, datt hei verschidden zoustëmmend Bewegungen am Sall sinn.

Mä ech erënnere mech awer och...

(Interruption)

Jo! Ech erënnere mech awer och un eng Debatt, déi mer nach net laang haten, an dat ass déi iwwert d'Ofdreiwung. Do hate mer och d'Situation de détresse als Argument an do ass gesot ginn: „Eng Fra an enger Situation de détresse, déi kann nëmme souverän an eleng décidéieren, wat se wëllt maachen. Et huet keen hir dranzeschwätzen." Déi zweet Consultatioun ass ofgeschaaft ginn. An Eenzelner wëlle souguer esou wäit goen, fir en Délit d'entrave ze etabléieren, wann een där Fra an enger Situation de détresse hir Autonomie de décision géif ewechhuelen. Ass dat kohärent?

Mä wann een an enger Situation de détresse ass an et kann een décidéieren ofzedreiwen, an dat ass vun der Politik gewënscht, an et ass eng aner Fra an enger Situation de détresse a si décidéiert, fir sech ze prostituéieren, ass dat net hiert Recht? Ech soen net, datt dat eng Wonschvirstellung ass oder eppes Guddes. Ech stellen dat just fest, datt, wa mer soen, eng Fra an enger Situation de détresse soll eng autonom Décisioun kënnen huelen, datt dat da fir all Situatioun gëllt.

Mir als ADR, mir si konstant - konstant - iwwert déi lescht Joren ëmmer derfir agetrueden, datt mer net penaliséieren, datt mer reglementéieren, datt d'Prostitutioun näischt Illegales ass. Et huet kee Wäert, dat ze penaliséieren an iergendenger Form. Mir respektéieren de Wonsch vun deene Mënschen, Fraen a Männer, déi sech wëlle fräiwëlleg prostituéieren. Dat ass hir Décisioun.

Gläichzäiteg soe mir awer, datt mer géint d'Excèsen an där Saach virginn, an haaptsächlech op dräi Punkten: Mir si géint d'Prostitutioun vu Mannerjähregen a wëllen dogéint virgoen. Mir si géint d'Zwangsprostitutioun a wëllen décidéiert dogéint virgoen. A mir si selbstverständlech och géint d'Beschafungsprostitutioun am Drogemilieu, wou mer alles wëlle maachen, fir deenen ze hëllefen, déi dovunner betraff sinn.

Mä eis Approche ass Hëllef, mat gläichzäiteg Respekt an Unerkennung fir d'Décisiounen, déi se huelen, an awer haart Virgoen. An do hutt Der en Alliéierten och bei eis géint esou inakzeptabel Phenomeener wéi eng Zwangsprostitutioun. Dat gehéiert net an eis Gesellschaft!

Awer datt mer de Leit hëllefen, en Exit fir déi, déi dat da wëllen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Wann ee wëllt d'Prostitutioun verloossen, muss een och kënne gehollef kréien.

Mir denken awer, datt och a Schweden - dat ass iwwregens och nach e Punkt - e grousse Feeler ass, datt och do net mat deene Prostituéierte geschwat ginn ass. Déi schwedesch Prostitutiounsassociatiounen - et kann een dat um Internet fannen -, déi sinn net consultéiert ginn. Déi ginn net consultéiert.

An och d'Plattform, vun där hei geschwat ginn ass, huet eng gutt Aarbecht gemaach. Dat wëll ech unerkennen. Dat ass eng seriö, fachlech Aarbecht, bal ouni Ideologie. Mä och do sinn déi Prostituéiert net vertrueden. Mir schwätzen iwwer si, mir schwätzen net mat hinnen!

Firwat schwätze mer net mat hinnen? Ass et net och eng Form vu Respekt an Unerkennung an Dialog, wa mer mat deene Betraffene schwätzen, amplaz ëmmer nëmmen iwwer si ze schwätzen?

Une voix.- Richteg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann, e Lëtzebuerger Modell: Jo, dat ass genau dat, wat mer brauchen! Mir brauche pragmatesch, vernünfteg Léisungen, déi mer ëmmer mussen upassen, wann nei Problemer entstinn. Awer mir brauche keng Ideologie! A mir solle profitéiere vun Erfahrungen, déi am Ausland gemaach gi sinn, fir eis ze guidéieren, fir vläicht falsch Décisiounen ze verhënneren. Awer mir sollen net einfach Modeller aus dem Ausland kopéieren, well si hunn all hir Vir- an Nodeeler.

E puer Grondfeststellungen nach. Hei ass vill iwwer Geschlechter geschwat ginn. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer endlech an eisem Discours realiséieren, datt et Prostituéierter, Fraen a Männer, och Trans-Persoune gëtt natierlech an datt et bei de Clienten och Fraen a Männer gëtt.

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

Déi Iddi... Jo hei, d'CSV huet festgestallt, déi huet eng empiresch Etüd gemaach: 99%. Ech weess net, d'Madame kann dat herno erklären, wéi se un déi Ziffere kënnt.

Fir eis ass just eng Tatsaach: Et gëtt Clienten op deenen zwou Säiten. A mir beuerteelen dat net! Mir stellen dat just fest. Mä wat een dann net ka maachen, wann dat eng Tatsaach ass, an och wann et nëmmen 99% sinn, wéi d'Madame Arendt mengt, et kann een net unidimensional räsonéieren. Et ass e Problem, deen net déi eng géint déi aner soll stellen, mä wou mer zesumme virun enger Erausfuerderung stinn an dann och vernünfteg Léisunge sollte sichen.

D'Sexualéducatioun ass hei ugeschwat ginn. Sexualéducatioun ass an eisen Aen als ADR un éischter Plaz eng Saach, déi bei den Eltere läit.

Une voix.- Bravo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- De Stat, deen huet Informatiounen ze gi vu faktescher Natur. Mä d'Moral, d'Wäerter, dat ass eng Saach, déi prioritär an d'Famill gehéiert. Et ass un den Elteren, fir ze décidéieren, wéi se hir Kanner wëllen an hirer sexueller Entwécklung guidéieren. Eng héich Verantwortung, mä et ass net um Stat, fir déi ze iwwerhuelen!

Mir héieren hei Ideologie! Eis sozialistesch Kolleegin schwätzt vun Heteronormativitéit, als wär dat e Problem oder als hätt si doranner eng nei Problematik vun der Gesellschaft erkannt. Mä et ass un den Elteren ze décidéieren, wat si de Kanner an der Sexualitéit erklären. Et ass net um Stat, fir dat an d'Hand ze huelen. Wou si mer? Si mer an enger Diktatur? Oder si mer an engem Stat, deen do ass, fir d'Familljeliewen ze begleeden an ze ënnerstëtzen?

An d'Sexualerzéiung soll altersgerecht sinn. Mir héieren aus dem Regierungsprogramm, datt an de Crèchen, an de Maisons d'accueil, an deene ganz klengen, jonken Altere Sexualerzéiung soll stattfannen. Ass dat altersgerecht? Wat soll een deene Kanner da kënne bäibréngen? Wat soll dann do geléiert ginn? Do gëtt et keng Äntwerten drop. Well am Ausland hu mer déi Diskussiounen a wat een do héiert, dat ass zum Deel haarsträubend! Wëllt Der dat kopéieren, wat am Ausland esou falsch leeft, wéi et nëmme ka falsch lafen?

Dann d'Police: D'Police ass en extrem wichtege Partner. Wie penaliséiert, wie Leit ënner Strof stellt, dee verhënnert, datt d'Police kann e wichtegen Deel vun hirer Aarbecht maachen, nämlech d'Vertraue vun deene Leit hunn, hëllefen, do wou ee ka Problemer feststellen: Zwangsprostitutioun. An eben och e Modell wéi de schwedesche Modell, wou d'Prostitutioun sech an d'Clandestinitéit zréckzitt, wou Leit nach méi ausgebeut ginn, wéi wa se erlaabt ass, dat ass jo eppes, wat d'Police als Partner bal ausschalt. An dat ass dat Schlëmmst wat deene Leit, déi wierklech exploitéiert ginn, ka geschéien. Et ass e schwéiere Feeler!

Mir hätte gär konkret Verbesserungen, Verbesserungen am Gesondheetswiesen, am Pensiounswiesen, och mat speziellen Dispositioune fir déi besonnesch vulnerabel Leit. Mir wëllen och net de Prostitutiounstourismus fërderen. Och dat ass eppes, wat ee muss am A halen, wann een un d'Sozialversécherung vun deene Leit erugeet, fir do en Équiliber ze fannen. Et gëtt där nach. Meng Zäit ass leider ganz kuerz, dofir wëll ech nach vläicht op e puer Saachen erausgoen.

Den Zeieschutz, do ginn ech der DP recht, den Zeieschutz iwwer Videokonferenz oder iwwer Témoignage à distance, dat ka Virdeeler hunn. Mä et kann och ganz gravéierend Aschnëtter an d'Droits de la défense mat sech bréngen. Et kann eng Gefor fir e Rechtsstat sinn. An och do ass ofzeweien, datt een net eppes mécht, wat herno méi Schued mécht wéi et u Guddem bréngt.

Vläicht nach eng, zwou Bemierkungen iwwert de Prinzip vum Proxénétismus. De Proxénétismus, et ass e gudde Prinzip, fir dat ze verbidden, datt een net kann een aneren ausbeuten. Mä mir mussen awer oppassen, datt sech an der Praxis dat net géint déi Leit an der Prostitutioun dréit.

Ech gi just e puer Beispiller. Wann eng Fra wëllt e Partner hunn oder e Mann eng Fra, e Prostituéierte sech e Partner sicht am Liewen, da kann, wann dee Partner keen eegene Revenu huet, deen am Prinzip ugeklot gi wéinst Proxénétismus, well e vum Revenu vun deem profitéiert, dee sech prostituéiert. Dat ass eng Entrave un e Familljeliewe vun enger prostituéierter Persoun.

Wann e puer Prostituéierter zesummen en Appartement lounen an eng bezilt de Loyer, da ka gesot ginn, déi profitéiert vun deenen aneren, obschonn dat net de Fall ass. Wann e Propriétaire enger Persoun en Appartement verlount, ouni ze wëssen, datt déi Persoun sech wëllt prostituéieren, kann hien herno, de Propriétaire, ugeklot gi wéinst Proxénétismus, well e profitéiert duerch de Loyer vun engem Revenu vun der Prostitutioun, wou e vläicht keng Ahnung dervun hat.

Dat sinn alles Situatiounen, Här President - ech huelen zur Kenntnis, datt ech muss zum Schluss kommen, ech soen Iech Merci -, dat si Situatiounen, déi am Interessi vun deene Leit, déi sech prostituéieren, och solle redresséiert ginn.

Et wär nach vill ze soen, leider ass dat mer haut net vergënnt. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här Fayot.

Plusieurs voix.- Den Här Urbany.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Urbany hat sech gemellt, sorry! Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Ech hat mech net gemellt. Et ass mäi Feeler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech hat Iech net um Pabeier hei stoen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir hutt awer selbstverständlech d'Wuert. Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Prostitutioun ass sécher kee Phenomeen, deen näischt mat der Gesellschaft ze dinn huet. Och wann ee schwätzt vum „eelste Beruff vun der Welt", ass dat, mengen ech, eng verkierzten Duerstellung. Ech mengen, dass Prostitutioun wuel ze dinn huet mat der ekonomescher Entwécklung am Laf vun der Zäit. Et huet och ze dinn domadder, wéi d'Sexualitéit an enger Gesellschaft geregelt ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech mengen, et gëtt e groussen Ënnerscheed zwëschen der Sexualitéit an enger virindustrieller Zäit vu Baueren oder Handwierker an zum Beispill där vun der fréier Industriegesellschaft, déi op enger massenhafter Ausbeutung vu Männer a Frae berout huet. Et gëtt sécher och e groussen Ënnerscheed zwëschen der spéiderer Industriegesellschaft, wou virun allem Männer an der Wirtschaft waren, an der Zäit haut.

Ech mengen, dass och dat ganz vill ze dinn huet mat de sozialen Ëmstänn, déi an engem Land bestinn. Ech wëll ee Beispill ginn: A Griichenland ass an der Krisenzäit, déi mer zënter e puer Joer kennen, d'Prostitutioun ëm 150% ugewuess!

Natierlech ass och d'Prostitutioun am Kader vun der Globaliséierung vun der Gesellschaft ze gesinn. D'Prostitutioun ass haut ëmmer méi kapitalistesch organiséiert an engem risege Maart, wou mat ganz fuerchtbare Methoden operéiert gëtt, mat deenen dramateschen Auswierkungen, déi och vu verschiddene Riednerinnen hei komplett zu Recht virdru beschriwwe gi sinn.

D'Iddien an der Gesellschaft iwwert d'Prostitutioun sinn natierlech och ganz villfälteg. Ech wëll dozou verschidde Bemierkunge maachen. Ech mengen, dass d'Prostitutioun sécherlech näischt ze dinn huet mat fräi bestëmmter Sexualitéit an enger fräier Gesellschaft. Si ass och net d'Fortsetzung vun der sexueller Befreiung aus de 60er Joren. Dee Romantismus deelen ech net, deen ass feel op der Plaz!

Och wann ee Prostituéiert als sexuell Aarbechterinnen unerkennt, hinnen also en Aarbechtsverhältnis gëtt, mengen ech, dass dat näischt ännert um Fait vun der Ausbeutung respektiv vun der Selbstausbeutung, och wann net d'Sklaverei virherrscht, och wann net Zwang a Gewalt am konkrete Fall virläit, mä eng scheinbar fräi Entscheedung.

An trotzdeem mengen ech, dass et eng Utopie ass, d'Prostitutioun wëllen doduerch ofzeschafen, dass ee se verbitt, oder och nëmmen doduerch ofzeschafen, dass een d'Kriminaliséierung vun der Demande virhëlt. Wat jo de Fall ass beim schwedesche Modell, dee jo neoabolitionistesch genannt gëtt.

Wat dee Modell ugeet, muss een zwar bemierken, dass en en neie Moment aféiert, andeem en net den Exercice vun der Prostitutioun illegal mécht, mä d'Nofro, wat, fannen ech, ëmmer nach vläicht e bessere Prinzip ass wéi deen, fir d'Prostituéiert mat der ganzer Schäerft vum Gesetz ze verfolgen.

Mä trotzdeem ass och déi Léisung wäitgehend hypokritesch a si ass iwwregens och juristesch paradox, well déi Prostituéiert ass ëmmer och Mattäterin, wann et sech jo ëm en Delikt handelt. Si ass Mattäterin an dacks och deen eenzegen Zeie vun enger Infraktioun, wat iwwregens ganz grouss Problemer opwerft beim Bewäis vun esou Infraktiounen.

Ech mengen och, dass de schwedesche Modell - an dat huet d'Praxis bewisen, dat gëtt och ganz däitlech an deem Bericht vun där Plattform ervirgestrach -, ech mengen, dass de schwedesche Modell och dofir a wéinst aneren Ursaachen dacks zu enger Verlagerung an zu enger méi individualistescher an och méi gefäierlecher Ausübung vun der Prostitutioun féiert. An ech mengen, dass déi Verlagerung net nëmmen e Problem duerstellt, wann d'Grenzen nobäi sinn, wat jo och bei eis de Fall ass a wou natierlech kënne Problemer optauchen, wann a Frankräich de schwedesche Modell géif agefouert ginn. Mä ech mengen, dass d'Problemer géife bleiwen, och wann de schwedesche Modell a ganz Europa géif generaliséiert ginn. Ech mengen, dass dat näischt géif ewechhuele vun deem Problem vun der Verlagerung, vum Dreiwe vun der Ausübung vun der Prostitutioun an eng Grozon, déi ganz schwéier ze kontrolléiere wier.

Ech mengen och, dass, wann een d'Ursaache vun der Prostitutioun net beseitegt - ech mengen iwwregens och, dass se net ganz beseitegt kënne ginn -, mä wann een net versicht, se wéinstens zum Deel ze beseitegen, dann ass och d'Prostitutioun net ze beseitegen.

Bei alle Léisungen, déi mer sollen treffen - an ech begréissen och, dass d'Regierung deen Débat hei wëllt féieren -, fanne mir, dass de Schutz vun de Prostitutéierte muss am Vierdergrond stoen, egal wat fir e Modell dass een uwennt.

Natierlech kënne Léisunge fonnt ginn duerch méi Aarbechtsplaze fir Fraen, wuel wëssend natierlech, dass och Aarbecht kann entfriemen an dass och Aarbecht ganz dacks onzefriddestellend ass an och ganz dacks leider, besonnesch an der leschter Zäit, ënnerbezuelt ass. Mä zum Deel kann awer duerch d'Bereetstellen och vu méi Aarbechtsplazen dee soziale Misär do verhënnert ginn doduerch, dass een d'Wirtschaft anescht organiséiert. An domat ka verhënnert ginn, dass esou vill Fraen, wéi zum Beispill a Griichenland, méi an d'Prostitutioun gedriwwe ginn. An ech mengen och, et ass eleng doduerch, an duerfir ass et jo och richteg, dass an Ärem Bericht steet, dass soll zesumme mat der ADEM gekuckt ginn, wéi ee wierksam Exitstrategië ka fannen. Dat ass nëmme méiglech, wann een agräift um Niveau vun der Wirtschaft an um Niveau vun der Aarbecht.

Natierlech muss de Prostituéierte gehollef ginn op eng villfälteg Aart a Weis, duerch all déi Moossnamen, déi am Bericht virgesi sinn, duerch dropIn, duerch Streetwork, duerch déi verschiddenst Hëllefleeschtungen, déi domat verbonne sinn, an, wou mir besonnesch drop pochen, op eng Kranken- a Sozialversécherung. An ech fannen, dass de Bericht vun der Plattform do net explizitt genuch Léisunge virschléit. E weist virun allem drop hin, wou an de Gesetzer haut nach d'Hindernisser bestinn, fir an déi Richtung ze goen, mä e schléit am Fong geholl keng richteg Léisunge vir.

An et géif eis freeën, wann d'Ministesch eis dozou géif e puer Saache soen, wéi d'Regierung gedenkt do virzegoen, fir um Niveau vun der Sécurité sociale méi ze maachen.

Well wichteg ass fir eis, dass et eng sozial Ofsécherung gëtt, net d'formell Unerkennung vum Beruff, wéi se an Däitschland geschitt, mä virun allem, dass déi Ausübung vun der Prostitutioun, déi och, mengen ech, kann ee soen, net als normale Beruff ze bezeechnen ass, well dat och eng Banaliséierung vun der Prostitutioun iergendwou ass, mä dass awer d'sozial Ofsécherung dovunner ginn ass.

An och wa mer am schwedesche Modell keng Léisung fannen, heescht dat net, dass mer wëlle méi Penaliséierung op jidde Fall vun de Prostituéierten ënnerstëtzen. Polizeikontrolle musse wuel sinn. Awer ech mengen, dass se sollen als iewescht Zil och de Schutz vun de Prostituéierten hunn an net hir Kontroll, net hir Bestrofung an och net hir Ofschibung iwwregens. Dat ass e weidere Problem, op deen ech wëll agoen.

Natierlech muss ee géint de Mënschenhandel virgoen. A wann ee weess, dass grad ëmmer méi Prostituéierter an internationale Réseauen täteg sinn a virun hire Proxénètë musse geschützt ginn, dann, mengen ech, kënne se dat net ginn, wann ee se ofschibt - well si sinn an enger irregulärer Situatioun ganz dacks -, well een dann och hir Existenz a Fro stellt. An et sinn der vill, déi zécken och auszeklammen aus der Prostitutioun, well se ebe just fäerten, an eng Situatioun zréckzefalen, wou se souguer hiert Liewe riskéieren, well hir Proxénèten, wat wierklech international Gängsterréseaue sinn, se ganz staark bedroe kënnen.

Duerfir mengen ech och, wann een iwwer Prostitutioun schwätzt, da schwätzt een och iwwer Openthaltsrechter vu Leit, vu konkrete Leit. Wat geschitt mat deenen? Dat ass e wichtegen Aspekt och dovunner.

Ech mengen och, dass ee soll op weider penal Aspekter nach agoen, dass ee muss ënnersichen, ob verschidde penal Bestëmmunge sech - wéinstens an där Form, wéi se bestinn - nach rechtfertegen, wéi zum Beispill de Racolage, wéi zum Beispill och d'Fro vum Proxénétismus, zum Beispill, wann d'Prostitutioun an Appartementer ausgeübt gëtt. Ech mengen, dass dat Froe sinn, déi ee muss diskutéieren. Ech wëll hei guer näischt virschloen, a keng Richtung. Mä et muss ee virun allem och versichen, et ze diskutéiere mat deene betraffene Leit.

Voilà, domat sinn ech pünktlech fäerdeg, Här President.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Urbany. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Madame Nancy Arendt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Ried d'nämlecht u wéi déi gréng Kolleegin: „Die Prostitution und das begleitende Übel des Menschenhandels sind mit der Würde und dem Wert der menschlichen Person unvereinbar und gefährden das Wohl des Einzelnen, der Familie und der Gemeinschaft."

Mat dëse Wierder féieren d'Vereent Natiounen 1949 hir Konventioun un, déi fir d'Ënnerbannung vum Mënschenhandel a géint d'Ausnotzung vun aneren ass an déi d'Bestrofung fuerdert, dat hat meng gréng Kolleegin vergiess ze soen, net vun de Prostituéierten, mä vun all deenen, déi dovunner profitéieren, och, an dat gëtt méi wéi e puermol betount, wann dës Persoun, déi an d'Prostitutioun erageroden ass, selwer domadder averstanen ass, et also fräiwëlleg mécht.

Et schéngt mer evident ze sinn, datt dës Prinzipien déi fundamental Rechter vun deene Schwächste verteidege sollen. Mir Politiker mussen eis am Klore sinn, wéi ee Message mir un d'Gesellschaft weiderginn, wa mer dës Aktivitéiten do net versichen ze ënnerbannen, wou dës fundamental Rechter vu Mënschen, haaptsächlech Fraen - 85% vun deenen, déi sech prostituéieren -, verletzt ginn.

Dës Debatt hei ass fir mech perséinlech eng vun deenen allerwichtegsten hei an dësem Haus, well hei geet et ëm d'Konsequenze fir eist Land a seng Gesellschaft, deemno a wat fir eng Richtung mir an dëser Problematik histeieren. Et geet ëm Wäerter, Wäerter, déi mir an eiser Gesellschaft gären héichhalen. Et geet ëm Respekt, Dignitéit an d'Bild vu Fraen am Generellen, an ob de Mënsch weider als Wuer betruecht gëtt oder net.

An et geet och ëm dat, wat mer gären eise Kanner vermëttelen, wat e Kierper nach wäert ass. Et geet ëm eis Jongen an hir Astellung vis-à-vis vun deem anere Geschlecht, an et geet ëm eis Meedercher a wéi si de Wäert vun hirem Kierper aschätzen.

Et geet ëm e Mentalitéitswiessel, deen eng modern Gesellschaft brauch, wa se gäre vu Gläichberechtegung schwätzt. An et geet generell ëm e Mentalitéitswiessel vun de Männer vis-à-vis vun de Fraen an enger Gesellschaft, déi nach ëmmer méi schnell u Wäerter verléiere wäert - do si mer eis sécher -, wa riicht weider vermëttelt gëtt, datt et eigentlech dat Normaalst vun der Welt ass, wann ee säi Kierper verkeeft; wat eis zënter Jorhonnerte virgefouert ginn ass an elo vun enger milliardeschwéierer Industrie riicht weider vermëttelt gëtt als eppes, wat selbstverständlech ass a wat och weider net méi ewechzedenke wär.

Richteg ass et, datt et Prostitutioun ëmmer wäert ginn, genausou wéi et Sklaverei, Mëssbrauch, Folter a Vergewaltegungen ëmmer wäert ginn. Mä et ass awer genausou kloer, datt, wann een et akzeptéiert als Normalitéit a keng Géigemoossnamen trëfft, fir et ze ënnerbannen, dat ëmmer méi wäert zouhuelen.

Virun 20 Joer hat ech eng komplett aner Astellung wéi haut, wann et ëm Prostitutioun gaangen ass, haaptsächlech, well ech mech kaum mat dëser Problematik beschäftegt hunn an déi Floskelen nogeplappert hunn, déi een an dësem Kontext ëmmer héieren huet. Zënter '99 interesséieren ech mech elo fir dëse gesellschaftleche Problem a versichen, hannert de Schleier ze kucken, deen d'Gesellschaft driwwer gehaangen huet.

An ech ka mech nach gutt erënneren, wéi déi éischte Kéier déi schwedesch Delegatioun mat Deputéierten, Kommissären, Interpol och eng Prostituéiert invitéiert hat, déi aus dem Milieu erauskomm ass, fir Témoignagen ze maachen, fir hiren neie schwedesche Modell virzestellen. E Modell, deen dëse Phenomeen vun enger ganz anerer Säit gesäit. An et ass och déi éischte Kéier an der Welt iwwerhaapt sech Gedanke gemaach ginn, datt an dëser Thematik et och anescht geet an de Kaf vun engem Kierper als Gewaltakt ugesi gëtt an d'Prostituéiert als Opfer vu Mëssbrauch considéréiert gëtt.

Dat heescht, an nëmme 15 Joer huet de schwedesche Modell sech an en nordesche Modell verwandelt a fënnt ëmmer méi Unhänger, déi elo an dësem Moment amgaange sinn ze debattéieren, fir sech dëser Approche unzeschléissen, déi schonn dräi Länner an Europa ëmgesat hunn, inklusiv dem Conseil de l'Europe. Well mir sinn eis jo op engem Punkt alleguer eens, datt dësen nëmmen e wierkleche Succès fir d'Mënscherechter bedeit, wann en an Europa an esouguer op der ganzer Welt ëmgesat gëtt. Et ass keen nationale Problem, et ass e globalen.

D'Prostitutioun ass kee Geschäft wéi all déi aner a si wäert et och ni sinn, well hei geet et ëm e Gutt, dat net ze ersetzen ass, dat een net an eng Revisioun schécke kann oder nei bestelle kann, wann et futti ass.

D'Madame Ministesch sot an der Kommissioun, mir sollten dës Thematik vun der pragmatescher Säit ugoen. Mä wann et ëm de Kierper geet a wann et ëm de Verstand geet a Gefiller geet a wann et ëm Mënsche geet, a meeschtendeels déi Allerschwächst aus der Gesellschaft, da kann een esou eng Debatt net féieren, ouni dat Mënschlecht mat eranzebréngen, an dat, wat nach vum Mënsch iwwreg bleift, wann e bis zu 30-mol am Dag säi Kierper zur Verfügung stellt, fir datt anerer hire Spaass oder Muecht drun ausübe kënnen, a wann dëst doduerch legal gemaach gëtt, well jo schliisslech derfir bezuelt ginn ass. Da kann een net esou maachen, wéi et gäre vun der Prostitutiounslobby an d'Welt gesat gëtt, datt et dëst schonn ëmmer ginn ass an et dofir einfach weider existéiere misst. Och d'Sklaverei gëtt et säit éiweg, dat gëtt awer nach keng Berechtegung, fir se ze legaliséieren!

Wann d'Verkafe vu sengen eegenen Organer net erlaabt gëtt, dann ass dat och, fir déi Äermst a sozial Schwächst ze schützen do virdrun, hir Hornhaut, hir Nier ze spende géint eng Bezuelung. Dofir ass den Organhandel verbueden, well wann dëst erlaabt wär, et ëmmer méi Mënsche géif ginn, déi schlecht genuch dru sinn an déi behaapte géifen, dëst selbstverständlech fräiwëlleg a schrecklech gären ze maachen.

Mengt Der, d'Zuele vu Spende géifen eropoder erofgoen, wann ee se legaliséiere géif an een de Mënsch als Geschäft mat „Wueren" akzeptéiere géif? Et ass d'Demande, déi de Marché mécht, a genausou ass et mam Kaf vum Kierper.

Eng milliardeschwéier Sexindustrie suergt derfir, datt e Bild vun der Prostitutioun entstanen ass, dat quasi iwwerhaapt näischt méi mat der Realitéit ze dinn huet an d'Bild vun der glécklecher Prostituéierter vermëttelt, déi et a Wierklechkeet net gëtt, esou wéi et och a Wierklechkeet keng fräiwëlleg Prostitutioun gëtt.

Et ass d'Benotzung vun engem Kierper fir Sex duerch de Mann, well 99% vun de Konsumente si Männer. Et gëtt bezuelt mat Geld an dofir däerf ee maachen, wat ee wëllt. Et ass eng bezuelte legal Vergewaltegung. Alles aneschters, wat erzielt gëtt, beweegt sech an enger Mythoswelt, déi mat Prostitutioun näischt méi ze dinn huet. Et gëtt keng Liewenswierklechkeet, déi esou wéineg bekannt ass an iwwert déi esou elegant geschwiege gëtt, wéi déi an der Prostitutioun.

Déi amerikanesch Wëssenschaftlerin Melissa Farley vun der American Psychological Association huet eng Etüd gemaach, wou se erausfonnt huet, datt iwwer 62% vun de Prostitutéierten ausgesot hunn, datt se vergewaltegt gi sinn, 73% datt Gewalt un hinnen ausgeüübt ginn ass. Dat beleet, datt de Mythos vun „The happy hooker" erfonnt ass.

International Studie beweisen, datt duerch dësen dagdeegleche Mëssbrauch tëschent 60% bis 80% vun de Prostituéierte schlëmm psychotraumatesch krank sinn, Schied, déi vergläichbar si mat deene vu Krichsveteranen, Vergewaltegungsopfer oder Leit, déi gefoltert gi sinn. Bei kenge Servicer ass den Taux suicidaire esou héich wéi bei deenen, déi hire Kierper verkafen, mat iwwer 38% nom Forschungsbericht iwwert d'Problemer an der Prostitutioun an Irland, an dëse schléisst d'Donkelziffer aus!

Dir Dammen an Hären, generell stéiere mech e puer Facteure besonnesch, wann ee vu Prostitutioun schwätzt: éischtens, datt et eng total verharmlost Duerstellung ass vun deenen Akten, déi do mussen duerchgefouert ginn. An zweetens ass et bal ëmmer aus der Vue gekuckt vun deenen, déi se benotzen, encadréieren, kontrolléieren a profitéieren, oder deenen, déi krampfhaft dat verteidegen, wat se all Dag erdroe mussen. Bei all dësen Témoignagë kann et keng Neutralitéit ginn. Mä eppes ass sécher: Bal ni héiere mer vun deenen, déi dem Milieu entkomme konnten. Dobäi sinn et dach déi Eenzeg, déi éierlech kënne sinn, well se net méi vum Milieu ofhängeg sinn.

Zur Verharmlosung an zu deenen, déi et esou schrecklech gäre maachen a sech et selwer erausgesicht hunn: Wa sech ze prostituéieren also e fräiwëllege Choix soll sinn, dee fir jiddwereen op ass, firwat kommen dann déi allermeescht vun hinnen aus gestéierte Familljeverhältnisser, selwer oft sexuell mëssbraucht, oft vollgepompelt mat Medikamenter oder Drogen, oder aus ekonomeschen Noutsituatiounen eraus, kaum éduquéiert? Firwat kommen déi meescht Fraen, iwwer 90%, aus deenen äermste Géigende vun der Welt, aus Afrika, Russland, Thailand, Nigeria - do, wou iwwregens d'Meedercher ëmmer verschwannen -, de fréieren Ostblocklänner, déi allermeescht mat falsche Verspriechungen ugeschmiert?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kéint een heibanne sech eng Sekonn virstellen, iergendeen a seng déifst Intimitéit eranzeloossen - an entschëllegt mech, Madame Presidentin, ech probéieren, mech elo an dësem Parlament esou würdevoll wéi nëmme méiglech auszedrécke fir dat, wat et eigentlech ass -, an all Kierperëffnung eran Akten ze erdroen, déi een uneekelen a wou eng gefrote Kompetenz déi ass, de Schléckreflex ze kontrolléieren, fir sech net ze iwwerginn a während der ganzer Zäit Kierper a Verstand ze dissociéieren, fir de Moment ze iwwerstoen, an en plus eng oscarräif Duerstellung ze presentéieren, wéi super alles ass a wéi gutt et deet? Mat der Angscht am Réck, wat als Nächst verlaangt gëtt. Well wann d'Dier zougeet, dann ass de Client King!

Ech kommen zu menger Konklusioun, Madame Presidentin. Et brauch ee jo just ze kucken, wat an deene Länner geschitt, déi et als normaalst Aarbecht vun der Welt reglementéiert hunn, a mat deene Länner ze vergläichen, déi dem sougenannten nordesche Modell nogaange sinn.

Do, wou de Kierperkaf als normale Beruff gëllt, sinn elo d'Dréischeiwe vum Mënschenhandel ginn, sinn d'Zuele vun de Prostituéierten eropgaangen, d'Gewalt ass geklommen, an Holland, dat d'Gesetz 2000 liberaliséiert huet, 50 Prostituéierter, déi ëmbruecht gi sinn, den Alter ass erofgaangen an d'Präisser si gefall, an de Stat ass zum gréissten Zuhälter vum Land ginn. Eist Nopeschland, wou den Zuhälter „Manager" genannt gëtt an de Bordellbesitzer „Unternehmer im Erotikgeschäft", a wou den Haaptprofiteur vun der Prostitutioun an den

Talkshows sëtzt an net am Prisong, schreift d'Alice Schwarzer an hirem Buch „Prostitution, ein deutscher Skandal".

Am nordesche Modell, deen d'Prostituéiert als Affer gesäit an d'Responsabilitéit beim Keefer sicht, fir d'Demande ze drosselen, huet d'Stroosseprostitutioun an zéng Joer ëm d'Halschent ofgeholl, an d'Befierchtungen, datt et an d'Ënnerwelt ofgetaucht ass, dat konnt net festgestallt ginn enger Evaluatioun no, déi gemaach ginn ass, zéng Joer nom schwedesche Modell. Par contre ass Schweden net méi interessant fir d'Zuhälter an d'Schlepper. D'Gewalt vis-à-vis vu Fraen ass no rezente Polizeiberichter drastesch erofgaangen.

Dat Land, wat Virreider an der sexueller Revolutioun war, ass elo e Land vu Mentalitéitswiessel bei Männer a Fraen a Kanner, wou iwwer 70% hiert Prostitutiounsgesetz ënnerstëtzen. An dat Allerwichtegst, Madame Presidentin: Déi Jugendlech, déi kommend Generatiounen, fannen et selbstverständlech, datt et net méi normal ass, datt ee mat Suen e Kierper kafe kann.

An, Madame Presidentin, ech wäert mech bis u mäi Liewensenn asetzen, datt dës Servicer net als normale Beruff unerkannt ginn an d'Kanner an der Schoul erkläre mussen, wat hir Mamm maache muss, wa se als „Sexarbeiterin" schaffe muss. Well eppes ass sécher: Et hëlleft net vill, d'Kanner ze sensibiliséieren an ze erklären an de Schoulen, Madame Ministesch, wa mer an der Wierklechkeet eppes aneschters virliewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Arendt. Als leschten ageschriwwene Riedner ass et elo um Här Fayot. Mir fueren alleguerten e bëssen iwwert d'Zäit ewech. Mä ech begréissen et, dass mer awer och elo en zweete Vertrieder vun der…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …männlecher Zuucht…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo!

…hei op dem Podium hunn, dat mécht e bësse Richtung Gender-Mainstreaming. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- «C'est pas tous les jours qu'elles rigolent - parole, parole», séngt de Georges Brassens a sengem Lidd «La complainte des filles de joie» vun 1962. Et ass en Homage un déi „Filles de joie", déi nom franséische Gesetz vum 13. Abrëll 1946, dat d'Maisons de tolérance verbueden huet, elo op der Strooss stinn.

De Brassens huet mat deem Lidd seng Sympathie fir déi Fraen ausgedréckt, déi vun den - virun allem männlechen - „Vaches de bourgeois" ausgenotzt ginn, déi deemools besonnesch ville Krankheeten ausgesat sinn an déi Ufank vun de 60er Jore weder eng sozial nach eng juristesch Ofsécherung haten: «Elles sont méprisées du public, Elles sont bousculées par les flics, Et menacées de la vérole».

Madame President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, och wann d'Gesetzer evoluéiert hunn, huet sech an der Approche zur Prostitutioun an eise Gesellschaften net fundamental vill verännert säit dem Georges Brassens sengem Lidd vun 1962.

Am Abrëll 2015, also méi wéi 50 Joer duerno, dénoncéiert de CID-Femmes a senger Stellungnahm nach déi ambivalent Astellung, déi mir och zu Lëtzebuerg zum Phenomeen vun der Prostitutioun hunn: «Le CID considère que la prostitution est une expression de la structure patriarcale dominante et une expression d'exploitation sexuelle.»

Dofir ass et esou wichteg, an dat huet d'Taina Bofferding ausféierlech a senger Ried gesot, dass mer versichen, d'Mentalitéiten ze änneren, ënner anerem duerch eng besser a méi décomplexéiert Sexualéducatioun. D'Taina Bofferding huet et och schonn um Schluss vu senger Ried gesot: Fir d'LSAP ass an dësem Débat eppes virrangeg, an dat ass d'Positioun vun deene Leit, déi sech prostituéieren, ob ee se elo „Prostituéiert" oder „Travailleurs/travailleuses du sex" nennt. Déi Prostituéiert zielen haut ëmmer nach zu deenen Allerschwächsten an eiser Gesellschaft, déi zudeem nach enger äusserster Stigmatiséierung an dem Mépris vun den „besseren" Leit ausgesat sinn.

Si prostituéiere sech zu Lëtzebuerg, well se d'Affer vu Mënschenhandel sinn, well se heihibruecht ginn, oft just fir dräi Méint oder all Dag, fir hei op de Strëch ze goen, iwwert d'Grenz, oder well se keen anere Choix hunn, well se keng Formatioun hunn a well se mussen hire Kierper verkafen, fir sech a munchmol hir Kanner duerchzebréngen. Och hei handelt et sech oft ëm Alleinerzieher. Munchmol ass och en Drogeproblem am Spill. Egal aus wat fir engem Grond ass d'Prostitutioun an alle Fäll eng penibel an eng geféierlech Aarbecht.

Fir d'LSAP muss eng Prostitutiounspolitik op d'Situatioun vun eisem Land zougeschnidde sinn. Si muss drop erauszilen, d'Traite vun de Mënschen ze bekämpfen an dobäi méi effikass géint d'Proxénèten an d'Mënschenhändler virzegoen, deene Prostituéierten, déi et wënschen, d'Méiglechkeet ze ginn, dee Milieu a gudde Konditiounen ze verloossen, mä zur gläicher Zäit déi Prostituéiert, déi de Choix gemaach hunn, dee Beruff auszeüben, net ze veruerteelen, net ze diaboliséieren an net ze schikanéieren, mä hinnen au contraire deen néidege sozialen, sécherheetlechen a gesondheetleche Schutz ze ginn, dee mer och anere schaffende Leit hei am Land ginn. Wa mer op de Wee gi vun engem Modell, wou mer d'Prostitutioun toleréieren, si mer eis dat als Gesellschaft schëlleg!

Madame President, d'Diskussioun ëm de richtege Modell, fir de Phenomeen vun der Prostitutioun ze encadréieren, ass eng schwiereg. Dat weist dësen Débat. Mir wëssen, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, dass Lëtzebuerg dee sougenannten „modèle abolitionniste" huet, deen dora besteet, dass d'Prostitutioun toleréiert ass an dass just de Racolage an de Proxénétismus strofrechtlech sanktionéiert sinn. Säit dem Gesetz vum 9. Abrëll 2014 hu mer och eng Infraktioun vun der Traite des êtres humains am Code pénal, déi am Kampf géint d'Prostitutioun ka beméit ginn, an ech kommen um Enn vu menger Ried dorop zréck.

Parallell dozou gesäit de Règlement général de police vun der Gemeng Lëtzebuerg eng generell Interdiktioun fir de Stroossestréch um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg vir, mat der Ausnahm vun enger begrenzter Zon an der Rue d'Alsace an an der Rue Wenceslas I[er] op der Gare. Et ass awer elo esou, dass de facto dee Stroossestréch sech - an ech soen dat, ouni wëllen natierlech Reklamm ze maachen - an d'Rue du Commerce, d'Rue du Fort Wedell, d'Rue d'Épernay, d'Rue de Reims, d'Rue Mercier verlagert huet, wéi aus enger Äntwert vum Justizminister a vum Policeminister vum 7. Juni 2014 op meng parlamentaresch Fro ervirgeet. An neierdéngs, dat weess een, wann een op der Gare ënnerwee ass, sinn och eng Rei Prostituéiert an der Hollerecher Strooss präsent. An d'Buergermeeschtesch huet dovunner geschwat, dee Phenomeen déplacéiert sech natierlech: All Kéiers, wa se vun enger Plaz verjot ginn, gi se op eng aner.

Och iwwert dësen Aspekt vun eisem Lëtzebuerger Modell sinn d'Fraktiounen ëm hir Meenung gefrot ginn. De Stater Règlement général de police ënnerhëlt engersäits eng Verschäerfung vum Racolage, wéi en am Code pénal virgesinn ass. Domat gëtt d'Prostitutioun - d'Stroosseprostitutioun - ganz kloer nach méi condamnéiert a stigmatiséiert. Dat mécht et just nach méi penibel fir déi Prostituéiert, déi op der Strooss stinn, déi schwächst an déi fragillst, déi wahrscheinlech am meeschten am Würgegréff vu Proxénèten a Mënschenhändler stinn.

Zur gläicher Zäit gëtt et eng Toleranz, déi begrenzt ass op e puer Stroossen op der Gare, wat d'Liewen an deene Quartieren och net besser mécht. An d'Buergermeeschtesch huet och dovunner geschwat.

Mir als LSAP, an hei schwätzen ech och als Stater, fannen déi Doppelmoral net gutt. Si huet eppes Heuchleresches. Et ass schonn en eeklege Spektakel, fir owes den Défilé vun oft décken Autoe laanscht a ronderëm d'Post ze gesinn. De Georges Brassens lässt grüssen!

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech weess, dass et eng Noutléisung ass; ech weess, dass et do keng Solution miracle gëtt. Ech wëll och keng Lektiounen hei ginn. Mä et ass sécherlech keng gutt Léisung a keng schéi Situatioun.

Madame President, mir wëssen, dass d'Regierung wëllt um Modèle abolitionniste festhalen, a mir kënnen och mat op dee Wee goen. D'Taina Bofferding ass op d'Gesellschaftsbild agaangen, wat mat der Prostitutioun verbonnen ass. An ech kann déi Positioun mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Doriwwer eraus muss een awer erkennen, dass d'Prostitutioun eng Realitéit ass zu Lëtzebuerg an dass Mënschen aus deene verschiddenste Grënn op sexuell Servicer vu Prostituéierten, männlech, mä an der grousser Majoritéit weiblech, zréckgräifen.

Wäert d'Prostitutioun verschwannen, wann ee se verbitt, nom schwedesche Modell mat enger Sanktioun vum Client? D'Äntwert ass, dass d'Prostitutioun, leider, héchstwahrscheinlech net wäert verschwannen, mä sech entweder wäert an d'Ausland verlageren oder an d'Illegalitéit ofwanderen, mat der Gefor, dass eng nei, nach méi schlëmm Kriminalitéit entsteet wéi bis elo. Et ass och e Constat, dass a Länner, wou de schwedesche Modell agefouert gouf, de Phenomeen sech just delokaliséiert huet. Dofir kann de schwedesche Modell, wann e soll e Succès ginn, dat ass och schonn e puermol gesot ginn, eiser Meenung no och nëmmen a ganz Europa agefouert ginn oder op d'mannst an enger Groussregioun, soss verlagert sech de Phenomeen all Kéiers an aner Länner.

D'Plattform „Prostitution" huet eng Rei aner Bedenke geäussert, déi Der all kennt an déi een am Rapport kann noliesen. Si ass awer net déi Eenzeg, déi Bedenken äussert zum schwedesche Modell. Am Februar 2014 hunn net manner wéi 470 ONGen an Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft souwéi 45 Universitären a Chercheure sech géint e Rapport vun der Europaparlamentarierin Mary Honeyball ausgedréckt, deen d'Kriminalisatioun vun de Clientë vun „sex workers" préconiséiert.

De Luca Stevenson, selwer „sex worker" a Koordinator vum „International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe" gëtt dozou folgend Erklärung: „The Swedish Model of criminalisation of clients is not only ineffective in reducing prostitution and trafficking, it is also dangerous for sex workers. It increases stigma which is the root cause of violence against us. It is a failed policy denounced by all sex workers' organisations and many women's, LGBT and migrants' organisations, as well as many UN bodies."

Eng ähnlech kritesch Stëmm gëtt et vum franséische STRASS. Et kann een dat liesen am Thierry Schaffauser sengem Buch «Les luttes des putes».

Fir d'LSAP gëllt et also, den internationalen Débat ëm de schwedesche Modell weiderzeverfollegen an den Échange mat eise Partner an der Groussregioun ze sichen. Mir sinn do d'accord mat de Recommandatioune vun der Plattform „Prostitution", déi jo hir kritesch Haltung par rapport zum schwedesche Modell geäussert huet.

Den däitschen oder hollännesche Modell, de Modèle réglementariste, wou d'Prostitutioun legal ass a gesetzlech reglementéiert gëtt, wier an den Ae vun der Regierung, dat geet kloer aus dem PV vun der Commission jointe vum 6. November 2014 eraus, engersäits bei eis net anzeféieren, well e konträr zu der Convention de New York vun 1950 ass iwwert d'Traite des êtres humains. Doriwwer eraus gëtt et seriö Bedenken, och dat ass scho gesot ginn, déi mat deem Modell zesummenhänken.

An enger Etüd vun de Chercheure Laura Barnett a Lyne Casavant vum Juli 2014 kann ee liesen, dass «la plupart des personnes opposées à la légalisation de la prostitution sont d'avis que le modèle hollandais constitue un exemple d'une politique qui s'avère un échec: celle-ci présume en grande partie que la réglementation assure nécessairement la sécurité des travailleurs et travailleuses du sexe. En bref, les experts estiment que seulement 4% des personnes qui s'adonnent au commerce du sexe aux Pays-Bas sont inscrites - les autres travaillent dans la clandestinité. On croit toujours que la majorité des travailleurs et travailleuses du sexe (60% en 2008) ne sont pas hollandais et que bon nombre d'entre eux sont au pays illégalement.»

Dat heescht also, dass trotz Legaliséierung mam Zil, de soziale Statut an d'Ofsécherung vun de Prostituéierten ze verbesseren, dës ëmmer nach zu enger grousser Majoritéit an der Clandestinitéit schaffen an net sozialverséchert sinn. E Phenomeen ganz ähnlech wéi bei eis.

Madame President, ech weess, dass ech schonn um Enn vu menger Zäit sinn, ech kommen och zu engem Schluss.

D'LSAP ënnerstëtzt, och opgrond vun de Konklusioune vum Rapport vun der Plattform, d'Optioun vun der Regierung, fir un deem abolitionistesche Modell festzehalen, mat all deene Prioritéiten, op déi d'Taina Bofferding agaangen ass: Exitstrategie, e besseren Encadrement, et cetera.

Ech géif zum Schluss gären op ee Punkt agoen, an dat ass de Renforcement vum Kampf géint de Proxénétismus an de Mënschenhandel. Och dëst gehéiert zur Politik, déi d'Regierung proposéiert, a mir begréissen dat ausdrécklech.

Mir hunn am Fréijoer d'lescht Joer e Gesetz iwwert d'Traite des êtres humains gestëmmt an am Kader vun deenen Diskussiounen ass festgestallt ginn - d'Fro ass vum Marc Angel deemools opgeworf ginn -, dass mer eng Lacune an eisem Code pénal hunn, well mer keng Infraktioun hunn, déi d'Ofhuele vun Identitéits- a Reespabeiere sanktionéiert. Et ass gewosst, dass ee ganz einfache Moyen, fir engem Mënsch seng Fräiheet ze huelen an anzeschränken, dora besteet, him säi Pass oder seng Reespabeieren ofzehuelen. Et ass gewosst, dass dat och bei Proxénèten zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot

Dofir géife mer haut gären am Numm vun der LSAP-Fraktioun, fir an dësem Débat eise Steen zur Bekämpfung vum Proxénétismus bäizedroen, eng Proposition de loi déposéieren, déi virschléit, dës Infraktioun an eise Code pénal am Kapitel iwwert d'Traite des êtres humains anzeféieren.

Mir géifen domadder enger Recommandatioun vum GRETA nokomme vum Januar 2014, dee préconiséiert, dass Lëtzebuerg déi Infraktioun soll a säin Droit aféieren. Ech géif dann heimadder déi Proposition de loi bei Iech déposéieren.

6808 *- Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal*

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An ech hoffen, dass dës Proposition de loi och wäert eng breet Zoustëmmung vun all de Fraktiounen aus der Chamber kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Ech ginn och Akt vum Dépôt vun der Proposition de loi.

6. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg (suite)

Mir hunn elo den Tour gemaach vun all den ageschriwwene Riedner. Ech soen Iech Merci fir Är Moderatioun an d'Serenitéit vun all Ären Interventiounen zu dësem dach ganz delikate Sujet.

An ech ginn elo direkt d'Wuert erëm un d'Regierung. Den Här Braz ass deen éischten, deen op d'Tribün kënnt. Här Justizminister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll och mat zwee, dräi weidere Mercien direkt weiderfueren. Deen éischten un d'Madame Mutsch fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mer zënter annerhallwem Joer mat deem Dossier hei hunn. Ech hu si do kennegeléiert als eng, déi ganz engagéiert schafft fir konkret a machbar Léisungen. D'Politik ass d'Konscht vum Machbaren, net déi vum Wënschenswäerten.

E Merci och deene Leit, déi an der Plattform matschaffen. Si hunn, fannen ech, eng exzellent Aarbecht gemaach, net eréischt zënter annerhallwem Joer, och déi Zäit scho virdrun. An d'Resultat vun deem Dokument, wat si op den Dësch geluecht hunn, ass e Resultat, wat eng sachlech Debatt zu Lëtzebuerg misst erméiglechen op där heiter Fro.

Merci awer och der Chamber fir all déi Ureegungen de Mëtteg. An ech wëll probéieren, ier d'Regierung definitiv Konklusiounen hëlt opgrond vun dëser Diskussioun, dach op déi eng oder aner, déi am Beräich vu mengen Attributioune leien, trotzdeem eng éischt Äntwert ze ginn.

De Cadre légal zu Lëtzebuerg ass de Mëtteg schonn eng Kéier vun der Madame Polfer kuerz ëmrass ginn: Racolage a Proxénétismus sinn zu Lëtzebuerg verbueden, d'Prostitutioun am Prinzip net.

Mir hunn awer nach weider Legislatiounen an deem heite Beräich, notamment déi iwwert de Mënschenhandel, eng Legislatioun, déi hei zu Lëtzebuerg zréckgeet op d'Joer 1999 schonn. Do gouf et déi éischt Legislatioun. Eng zweet gouf et am Joer 2009, wou mer d'Konventioun vum Conseil de l'Europe ëmgesat hunn, déi sougenannt „Warschauer Konventioun". A mir hunn am Joer 2014 fir d'Lescht eis Legislatioun, ech géif bal soen „feingetunt", wéi mer eng Direktiv aus dem Joer 2011 ëmgesat hunn, déi awer ganz no un der Warschauer Konventioun vum Conseil de l'Europe läit, soudass mer do just nach am relativ renge Beräich Modifikatioune gemaach hunn.

Déi, déi op de Mënschenhandel hei zu Lëtzebuerg hiweisen, leie richteg: D'Prostitutioun zu Lëtzebuerg ass ganz sécher zu engem ganz groussen Deel um Hannergrond vu Mënschenhandel, deen zu Lëtzebuerg verbueden ass, wou et awer schwiereg ass, déi Leit, déi sech dem Mënschenhandel schëlleg maachen, ze iwwerféieren. An dat huet Grënn: Et muss ee Beweiser hunn, wann ee viru Geriicht ee wëllt condamnéiert kréien. Nëmme sinn d'Beweiser an dëser Matière ganz schwéier ze sammelen. Well och déi, déi sech an deem heite Beräich beräicheren op d'Käschte vun deene jonke Fraen a jonke Meedercher, déi kennen d'Gesetzer och, kennen och d'europäesch Gesetzgebung a wëssen, wéi se sech mussen uleeën, fir praktesch ënnert dem Radar kënnen ze zirkuléieren.

Déi wëssen, dass een déiselwecht jonk Meedercher net ze laang op enger Plaz däerf schaffe loossen. Déi wëssen, dass si selwer mussen dréien, déi, déi d'Meedercher iwwert d'Grenz bréngen, praktesch all Dag. Déi wunnen net hei, déi iwwernuechten net hei. Déi wësse genau, wat se musse maachen, fir dass et schwiereg gëtt, eng belaaschtbar Beweisketten opzestellen, déi virun engem Riichter Bestand huet.

Déi Meedercher schaffen e puer Deeg, e puer Wochen hei zu Lëtzebuerg, da si se nees an Däitschland, da si se nees an Holland, si se nees an engem anere Land. An och déi, déi se schleisen, léise sech of. A wa mer haut och ee géife gepëtzt kréien, dann hu mer muer deen Nächsten, dee genau déiselwecht Aarbecht mécht. Deen ass méi séier dohinnerbestallt, wou e gebraucht gëtt, wéi hei een an de Prisong bruecht gëtt.

Dat ass eng enorm Schwieregkeet. Dat ass kee Grond, fir ze kapituléieren. Et ass kee Grond, fir deem grujelechen, abominabelen, abscheuleche Geschäft do net wëllen nozegoen, mä et ass ganz schwiereg fir d'Polizei an och fir d'Riichter, fir déi Gesetzgebung do an dëser Matière hei kënnen ze applizéieren. An do bräicht et ganz vill.

Eng aner Legislatioun ass d'New Yorker Konventioun, déi mer ratifizéiert hunn, wou et och kloer ass, dass, wa mer wéilten op de Modell vun den Eroscentere goen, da misste mer déi dénoncéieren. Do brauche mer net laang driwwer ze épiloguéieren, dat ass ganz kloer.

Déi Konventioun erlaabt et awer och net zum Beispill, dass ee géif d'Prostituéiert enregistréieren, fir kënnen ebe just, um Hannergrond vum Mënschenhandel, e bessere Suivi an eng besser Kontroll ze maachen. Dat géif et sécher kënnen erliichteren, do dem Mënschenhandel kënnen nozegoen, mä d'New Yorker Konventioun verbitt dat. An et gëtt och dofir ganz valabel Grënn, dass d'New Yorker Konventioun dat verbitt. Dat huet gutt Ursaachen och, mä et muss ee just feststellen, dass dat bei der Lutte géint de Mënschenhandel net besonnesch förderlech ass.

Mä net alles muss iwwert d'Gesetz geschéien, dat weist d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg, wou ech och der Buergermeeschtesch nach eng Kéier wëll Merci soe fir d'Initiativen, déi se geholl huet am leschte Joer, fir mat zwee Regierungskolleege mat hir en Tour ze maachen, wou mer konnte genee kucken, wat um Terrain ofleeft. An e Merci och fir hiert wierklecht Engagement, fir engem Phenomeen an engem fréie Stadium wëllen ze begéinen an net nozekucken, bis de Phenomeen iwwerhandgeholl huet an der Stad Lëtzebuerg.

Dir hutt do wierklech e ganz groussen Asaz an ech mengen, dat huet och fir d'Informatioun an de politesche Kreesser vill bäigedroen, dass Der do mat eis déi Erfahrungen ausgetosch hutt. Den Här Schneider, eise Minister fir d'bannescht Sécherheet, ass jo am Moment am Ausland, an en huet mech awer gebieden, a sengem Numm eng kleng Interventioun dann och ze maachen zu der Aarbecht vun der Polizei, fir lech och da Merci ze soe fir dat Luef, wat Der un d'Polizei geriicht hutt.

Si weist eis effektiv, dass d'Legislatioun och net ëmmer alles léist. Et ass noutwendeg, et ass wichteg, mä d'Aarbecht um Terrain ass an dëser Matière mindestens geneesou wichteg. An den Asaz och vun der Polizei, d'Präsenz, déi si markéiert, déi Efforten, déi si mécht, fir Capacitéiten an deem dote Beräich an zu deenen Dagesstonnen zur Verfügung ze stellen, déi hu Resultater.

Dat mécht och méi Zefriddenheet bei der Polizei, wann ee gesäit, dass den Asaz Resultater huet, wéi wann een ëmmer nëmmen hannendrurennt an et kënnt een engem Phenomeen net bäi. An ech mengen, dass de Minister Schneider hei mat Recht kann houfreg op seng Poliziste sinn, déi déi Aarbecht do maachen an och mat Fangerspëtzegefill déi Aarbecht maachen. Dat muss och ënnerstrach ginn. Eng aner Duerstellung wier net richteg.

Ech wëll awer trotzdeem an nächster Zäit um Niveau vun der Legislatioun e puer Saachen an d'Diskussioun bréngen, déi eis trotzdeem hei wäerten hëllefen, e besseren Arsenal juridique op d'Been ze stellen. A mir sinn hei praktesch permanent och am repressive Beräich. Déi Legislatioun, vun där mer hei schwätzen, ass net dee Volet, deen d'Madame Mutsch herno nach wäert uräissen. Hei si mer wierklech an deem Beräich, wou mer kucken: Wéi eng Instrumenter brauche mer, notamment am Code pénal, fir kënnen do virzegoen, wou mer mengen, dass et richteg ass, dass ee virgeet?

Et ass och net nëmme Code pénal. Ee Beispill ass d'Ëmsetzung vun der Direktiv Afferschutz, eng ganz wichteg Direktiv. Un där gëtt am Ministère geschafft, fir dass mer do de Projet de loi geschwë kënnen déposéieren. De Parquet selwer huet och am Rahme vun den Aarbechte vun der Plattform eng Rei Virschléi gemaach, wou ee kéint d'Bewäisféierung erliichteren, déi am Moment zum Deel wierklech net ganz evident ass, zum Beispill am Beräich vun der Zouhälterei. Do steet am Artikel 11 vum CIC «...notoirement à la débauche.». Wann een do den Term «notoirement» géif fale loossen a just nach d'Terminologie géif zréckbehale vun der Débauche, da wier dat och schonn eng Notioun, déi d'Bewäislaascht mat Sécherheet erliichtert.

Eng aner Pist ass: Wéini a wou kann d'Polizei eng Descente maachen? Och dat kann een anescht beschreiwe wéi am Moment, fir an deem heite Beräich och méi no drun ze sinn a besser Bewäiser kënnen ze sammelen, fir ee kënne virun e Riichter ze bréngen.

Awer och déi, déi Zëmmeren an Immeublen zur Verfügung stellen, do geet och rieds am Code pénal vun der «exploitation de la prostitution». Wann een do den Term «exploitation» géif fale loossen a just d'Prostitutioun géif erwähnen, wier och do d'Bewäisféierung méi liicht. Soss muss een zwee Elementer beweisen. Dat erschwéiert selbstverständlech mam Riichter d'Bewäislaascht. Dat si Modifikatiounen, déi ee ka maachen.

E ganz wichtegt Instrument wäert mat Sécherheet eise Plan d'action «traite» ginn. Och un deem Plang gëtt intensiv geschafft. Ech hoffen, deen nach virum Summer kënnen an de Regierungsrot ze bréngen. Wann et net ganz klappt, klappt et awer sécher direkt am fréien Hierscht. Mä mir schaffen drun, dass mer deen, wéi gesot, wann et geet, nach virun dësem Summer an de Regierungsrot kënne bréngen. Do geet et dann och ëm Stéchwierder wéi den Zeieschutz, deen d'Madame Hetto an hirer Interventioun opgeworf hat. Dat wäert do behandelt ginn.

Dir hutt och vun de Visio- oder Videokonferenze geschwat. Do ass e Projet de loi och an der Maach. Och dee wäert kënne geschwënn déposéiert ginn. Et ass en Instrument, mat deem een allerdéngs sollt virsiichteg ëmgoen. De Prinzip soll bleiwen, dass d'Riichter an d'Prévenuë sech solle géigesäiteg an d'Ae kucken. Mä et gëtt Fäll, et gëtt Fäll, wou et...

(Interruption)

Neen, dat ass en Element, fir eng Deshumanisëierung vun der Justiz och ze évitéieren. Et soll een dat net ënnerschätzen. Ech mengen awer, dass et duerchaus Beispiller gëtt, wou et Sënn mécht, Visiokonferenzen ze kréien. Déi heite Matière, de Crime organisé, dat ass eng, wou et absolutt sënnvoll Beispiller gëtt, an dofir schaffe mer un engem Projet de loi. An ech wäert deen och geschwënn déposéieren.

Dir schwätzt vum Verbuet vun der Publicitéit. Et ass richteg, wann een engersäits seet, de Racolage ass verbueden an et erlaabt een ausgibeg Publicitéit an der geschriwwener Press, do kann een e gewëssene Widdersproch dran déceléieren. Dat ass net vun der Hand ze weisen. Dofir kann ee sech déi Fro stellen.

Allerdéngs soen ech och do: Kommt, mir iwwerschätzen d'Hoffnung net, well dat, wat am Print liicht kéint verbuede ginn, ass am Internet extrem schwéier ze verbidden. An do fënnt et gréisstendeels statt! Et ass do, wou et stattfënnt. Dat wësse mer och aus de Beispiller vun Holland, awer och aus Schweden, dass ganz vill iwwer Internet do geschafft gëtt. An deem bäizekommen ass vill méi schwiereg.

Dofir, wann een och do e gewëssene Widdersproch gesäit, soll een net mengen, dass mat engem Verbuet vun der Publicitéit an der Printpress domadder d'Publicitéit selwer och vum Dësch wier. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. Au contraire, den Internet bitt do eng ganz grouss Plattform.

Dir hat och de Virschlag gemaach, Madame Hetto, iwwert de Changement de nom ze diskutéieren. Dat wier eng Optioun. D'Plattform hat dat och emol eng Kéier fréier ugereegt. Et ass richteg. Fir Lëtzebuerg géif dat awer praktesch näischt änneren. Mir kënnen e Changement de nom nëmme maachen zu Lëtzebuerg bei Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. D'Fro vum État civil ass eng vun der Nationalitéit. D'Prostituéiert zu Lëtzebuerg sinn zu engem ganz klengen Deel nëmme Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat wier also eng Mesure, déi dem Phenomeen emol net um Rand kéint bäikommen. Et wier eng symbolesch Mesure.

Et kënnt derbäi, dass, wann een zu Lëtzebuerg e Changement de nom da virhëlt bei Lëtzebuerger, da gëtt dat am Mémorial publizéiert. Woumat dann och den Effet, deen do nach bliwwe wier, dann definitiv komplett vum Dësch wier. Dat ass also eng, d'Fransousen nennen et «une fausse bonne idée» konkret op d'Lëtzebuerger Situatioun bezunn.

Anescht gesinn ech dat bei der Proposition de loi vun der sozialistescher Fraktioun, déi op eng Recommandatioun vum Groupe GRETA fir Lëtzebuerg zréckgeet, fir et ënner Strof ze stellen, d'Reespabeieren engem ofzehuelen. Dat ass eng Iddi, déi ech ausdrécklech politesch ënnerstëtzen. Ech fannen, déi mécht vill Sënn. An ech freeë mech, dass Der deen Dépôt vun där Proposition de loi gemaach hutt, an ech wënschen hir deeselwechte Succès wéi menger, déi mer de Mëtte gestëmmt hunn. Also ech wäert se mat Sécherheet politesch ënnerstëtzen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci och fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Minister Braz fir seng interessant Annoncen, wat en alles wëlles huet. Et ass elo un der Madame Ministerin Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- Merci, Madame Presidentin. Och ech wollt vun dëser Geleeënheet elo profitéieren, fir op e puer Froen ze äntwerten a fir och elo scho Merci ze soe fir deen interessanten Débat, dee mer hei konnte féieren. Ech fannen, dass hei ganz vill interessant Elementer vun alle Säiten erageflossen sinn. Ech hunn och festgestallt, dass mer eis op enger Rei vu Saache ganz eens sinn: dass d'Prostitutioun keng Tätegkeet ass wéi all déi aner, dass et wierklech och bedauerlech ass, dass mer esou vill a virun allem jonk Fraen hunn, déi ënner schwéierste Konditiounen déi Tätegkeet ausüben. Mä et ass nun eben eng Realitéit. Do si mer eis all eens.

Mir sinn eis och all eens, dass mer déi, déi der Prostitutioun noginn, net wëlle jugéieren. Do gëtt et villschichteg Ursaachen, wéi een an déi Situatioun erakënnt. Do si mer eis och eens. Mir sinn eis och eens, dass mer deenen, déi de Courage hunn an d'Méiglechkeet hunn, fir erauszeklammen, solle mat allem zur Säit stoen, wat mer nëmmen hunn.

Mir sinn eis och heibannen eens iwwert d'Bedeitung vun enger Éducation sexuelle et affective, wou mer deene jonke Leit, déi haut e ganz liichten Zougang hunn zu Pornografie, zu Gewalt, wou mer hinne sollen hëllefen, dass e Bild vu Sexualitéit vermëttelt gëtt, wat net dat ass, wat se schnell iwwerall kënnen eroflueden. An dat ass wierklech och eng vun eise groussen Iddien, déi mer an eisem Plan national de l'éducation sexuelle et affective realiséieren. Dat ass e Plang vun 2013, dee schonn an deene jeeweilege Ministèren - Gesondheetsministère, Éducation nationale, Familljeministère, Chancëgläichheetsministère - ëmgesat gëtt an a ganz vill Beräicher mat afléisst.

Ech si gäre bereet, mat de Kolleegen aus deenen anere Ministèren, also mat deenen anere Ministeren eng Kéier dee Plang virzestellen an och vläicht e bësse méi am Detail ze soen, wouran déi Usätz elo bestinn: zum Beispill an engem Centre de référence, wou mer ënner anerem mam Planning zesummeschaffen a wou mer och all deenen, déi am Beräich vun der Sexualerzéiung täteg sinn, d'Méiglechkeet wëlle ginn, fir eng Hand unzepaken.

Bon, eens si mer eis och doriwwer, dass et eigentlech deen ideale Modell net gëtt an dass zumindest all d'Modeller bis elo ongëeegent waren, fir d'Prostitutioun ofzeschafen oder fir se nohalteg ze reduzéieren. Do gëtt et jo eng Rei vun Deputéierten, déi soen: „Majo, et gëtt vläicht wuel net den ideale Modell, dee mer kënnen applizéieren, mä wann et schonn net deen ideale Modell gëtt, da kommt, mir huelen awer wéinstens ee Modell, deen op dem Respekt, op dem géigesäitege Respekt viru Mann a Fra baséiert, fir wéinstens deen da bei eis anzefëieren." Dat héiert sech gutt an nobel un, ech wëll dat gären zouginn.

Ech mengen, vun deem Rapport, deen am Conseil de l'Europe gemaach ginn ass, kann een och 95% oder 98% vun de Considératiounen ënnerschreiwen. Mä d'Gefor ass jo ebe ganz einfach, dass mer mat där doter Attitüd awer e Schleier op déi geheien, déi Prostituéiert sinn, well eigentlech dierft et se jo guer net méi ginn. Dat ëmsou méi de Client jo penaliséiert gëtt. An eis Suerg ass ebe ganz einfach déi éierlech Angscht, dass mer domadder déi fragiliséieren, déi awer weiderhin an deem Milieu schaffen, just mir kréie se net méi ze paken, mir gesi se net méi esou oft, si tauchen net ëffentlech op.

Mir erschwéieren eise sozialen Déngschter hiren Asaz, der psychescher Betreiung, déi awer vu ganz villen Associatiounen um Terrain gemaach gëtt, och déi Gesondheetsaspekter, op déi hei Verschiddener vun Iech ze schwätze komm sinn. A wa mer do de Risiko an d'Luucht setzen, fir grad déi ze fragiliséieren, déi schonn am vulnerabelste sinn, da musse mer eis och Gedanke maachen, ob et dat ass, wat mer wëllen. An dofir ass dat eben einfach och net esou einfach.

Et sinn eng Rei vu Froe gestallt gi ronderëm den Exitprogramm. Bon, do hat ech schonn ugedeit, dass do eng Zesummenaarbecht scho relativ kuerzfristeg kann entaméiert gi mam dropln. Do hu mer viséiert, en hallwen Assistant social oder en hallwe Poste vun Assistance sociale ze huelen, dee sech spezifesch ëm déi dote Fro këmmert an dann och deenen zur Säit steet, déi dat wëlle maachen.

Et sinn och zwee Studioe virgesi vun der Croix-Rouge, déi relativ kuerzfristeg kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass mer net dovunner schwätzen a wann een dann déi Décisioun hëlt, da fënnt ee keng Plaz, wou een ënnerkënnt. An an deenen nächste Woche soll och en Detailkonzept ausgeschafft gi fir d'Mise en œuvre.

Et ass awer och d'Fro gestallt gi ronderëm eis Zesummenaarbecht mat der ADEM, d'Mesures sociales, während: Mesures sociales gëtt et jo schonn. Et gëtt Programmer, wou ee kann erakommen. Do soll et eben och Prostituéierten, déi wëllen erausklammen, méiglech sinn, fir während zwee Joer an esou e Programm eranzekommen an och Formatioune kënnen ze maachen an och eng sozial Ofsécherung unzestriewen.

Et ass iwwregens och eng Gemeinsamkeet, déi ech haut hei eraushéieren hunn, dass Der praktesch alleguerten Iech geäussert hutt zu der Méiglechkeet, dass sech d'Prostituéiert solle kënne sozialversécheren. Ech muss Iech awer soen, dass dat ganz, ganz schwiereg ass. Mir hu vill Ronne gedréit an der Plattform ronderëm grad déi dote Fro.

Bon, eise System ass eben esou opgebaut, dass een entweder e Beruff huet an e regelméissege Revenu, an op deem Revenu cotiséiert een. Dat ass hei net de Fall. Oder wann een eben net à même ass, fir déi regelméisseg Bäiträg ze leeschten, da kann een eng Assurance maladie facultative maachen an da muss een an dräi Méint Iwwergangszäit e Stage maachen.

Bon, mir hunn ënner anerem vun der Madame Polfer, awer virun allem och vum Justizminister hei héieren, wéi deen neie Phenomeen ass vun deene jonke Meedercher aus méi neien EU-Länner. Déi sinn een oder zwee Méint hei. Dat ass e richtege Roulement, fir dass déi, wéi de Minister et gesot huet, ënnert dem Radar bleiwen an net ze erfaasse sinn. Dat ass natierlech och fir déi Clientèle absolutt ondenkbar.

An derbäi kënnt nach, dass mir e klengt Land sinn an dass ganz vill Prostituéiert och einfach d'Onméiglechkeet vum Anonymat hei zu Lëtzebuerg fäerten an och net wëlle sech an iergendenger Form manifestéieren an dofir einfach alles dat heemlech halen an och heemlech bedreiwen. An dofir ass dat dote ganz schwéier.

Mir mengen awer, dass mer deen Däiwelskrees kënnen duerchbriechen duerch déi Zesummenaarbecht ebe mat der ADEM, dass een a Programmer erakënnt, dass een och eng Perspektiv ugebuede kritt an dass een och eng Méiglechkeet huet, eng Wunneng ze huelen, well dann duerchbrieche mer wierklech déi auswegslos Situatioun, an där sech vill Persoune befannen.

Ech wollt ofschléissend Iech alleguerte Merci soen. Mir haten eis jo d'Wuert ginn, dass mer elo haut nach keng Konklusiounen huelen. Ech hat aganks gesot, dass mir als Regierung nach keng virgefertegt Meenung hunn. Mir hunn eis intensiv mat der Plattform beschäftegt, wou d'Leit eis Recommandatioune ginn hunn, déi um Terrain schaffen. Mir huelen déi ganz eescht. Mä mir huelen awer och all déi Piste ganz eescht, déi Dir eis mat op de Wee ginn hutt.

Madame Presidentin, ech géif Iech proposéieren, dass mer eis d'Wuert ginn, dass mer op deene Plazen, wou mer eis erëmfannen, sief et an de Kommissiounen oder mat de Leit um Terrain, déi heiten Diskussioun weiderféieren, fir eis als Regierung zur Säit ze stoen, fir déi richteg Décisioun fir Lëtzebuerg ze huelen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Ministerin Lydia Mutsch, och fir dee gudde Rapport de synthèse vun all de Problemer. An ech mengen, Är Proposen, déi si wëllkomm, fir dass hei d'Aarbecht virugeet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun onser heiteger Sitzung ukomm. D'nächst Woch geet et virun, en Dënschdeg, de 5. mat der Déclaration sur l'état de la nation vum Premierminister Xavier Bettel. An dann e Mëttwoch, wa meng Informatioune stëmmen, gëtt et Debatten dee ganzen Dag, moies a mëttes. Derniewent hu mer eis gängeg Kommissiounssitzungen.

A mat deene puer Wierder wënschen ech Iech e ganz aktiven 1. Mee an duerno e gudde Weekend an hiewen elo déi heiteg Sëtzung op.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

SÉANCE 31

MARDI,
5 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Jean Asselborn, Romain Schneider, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eis Sëtzung ass op.

Déi traditionell Fro: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Premierminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eng méi laang, Här President, ech soen et direkt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi kënnt am zweeten Deel.

2. Communications

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten hei um Büro deponéiert ass an d'Lëscht vun deene Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, un d'Fraktioune gaangen ass.

Communications du Président - Séance publique du 5 mai 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6806** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 27.04.2015

***6807** - Projet de loi modifiant*

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2015

***6809** - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.05.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz vum 30. Abrëll proposéiert ginn ass, läit Iech vir.

Ech wollt Iech froen, ob Der mat dem Ordre du jour an där proposéierter Form d'accord sidd?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann direkt zum normalen Ordre du jour iwwergoen. Haut de Mëtteg héiere mer d'Deklaratioun vum Premier- a Statsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Muer de Moien a muer de Mëtteg sinn d'Diskussiounen, d'Debatte virgesinn. An, wéi Der wësst, duerno behandele mer déi zwou Motiounen, mat deene mer saiséiert sinn. An direkt huet de Premierminister, den Här Xavier Bettel, d'Wuert.

4. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um richtege Wee. Lëtzebuerg ass e Land, dat et an der Vergaangenheet ëmmer nees fäerdegbruecht huet, sech ze erneieren, no vir ze kucken a gestäerkt aus Krisen erauszegoen. Dat zeechent eis aus an dat musse mer och bäibehalen.

Et ass haut wichteg, déi richteg Décisiounen ze huelen an d'Zukunft ze preparéieren. Dat ass dëser Regierung hiert Haaptuleies: d'Land op muer preparéieren. Et betrëfft eis Ekonomie, d'Statsfinanzen, et betrëfft eise Sozialsystem, eis Emwelt, d'Schoul, d'Gesellschaft an och eis Reputatioun an eist Bild no baussen.

Virun engem Joer hu mir éischt Initiative geholl, fir de Budget erëm an den Équiliber ze kréien. A leschten Hiersch gouf mam Zukunftspak en Ëmdenken déclenchéiert. Mir gi méi bewosst a méi zilorientéiert mat de Suen ëm, déi eis zur Verfügung stinn, a mir wëllen aus der Scholdespiral eraus. Haut ginn et éischt Unzeechen, dass dat eis och gelengt. Mir sinn um richtege Wee a mir kréien dat och vun europäeschen Institutiounen, vun der OCDE an dem Internationale Währungsfong confirméiert.

D'Situatioun ass haut besser ewéi nach virun engem Joer a mir hunn de Budget am Grëff. 2014 hate mer um Niveau vum Gesamtstat en Iwwerschoss vun 289 Milliounen Euro. Dat sinn 197 Millioune méi ewéi geplangt. Dat ass gutt. Mä et soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass mer zejoert beim Zentralstat ëmmer nach en Defizit hate vun iwwer 502 Milliounen Euro. Dat sinn 120 Milliounen Euro manner wéi virgesinn. Mir kommen eisem Zil, den Defizit ofzebauen, also méi no. Dat läit zum engen drun, dass d'Recettë sech besser entwéckelt hunn ewéi virausgesot; et läit awer och drun, dass mer d'Fonctionnementskäschte reduzéiert hunn.

Eng méi effikass Finanzpolitik bedeit net nëmme manner ausginn. Et heescht, richteg déi Suen anzesetzen, wou se gebraucht sinn. Dofir investéiere mir och weider an d'Zukunft vun eisem Land. D'Investissementer si vun 2013 op 2014 ëm iwwer 12% gewuess a leeën och weider kräfteg zou. Domat läit den Niveau vun der Investitioun zu Lëtzebuerg wäit iwwert deem vun eisen Nopeschlänner.

D'Zukunft preparéieren, heescht eben net eleng spueren. Et heescht virun allem richteg investéieren an et heescht, sech och op nohalteg Reformen ze konzentréieren an derfir ze suergen, dass mer och déi Jonk op dat virbereeden, wat virun eis läit. D'Schoul ass hei e wichtegen, e wesentleche Facteur an dofir och en zentrale Punkt vun der Regierungspolitik. Mir brauchen eng Schoul mat Wäitsiicht, déi flexibel genuch ass, fir de Spezifissitéite vun eisem Land Rechnung ze droen.

E wichtegt Signal an déi Richtung ass d'Schafe vun enger ëffentlecher Europaschoul zu Déifferdeng. Dat ass eng Offer net nëmme fir Kanner aus Familljen, wou doheem kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, mä och fir vill anerer, déi sech zum Beispill en vue vun engem Studium am engleschsproochege Raum wëlle preparéieren.

Am Sënn vun enger wierklecher Schoulautonomie sollen d'Lycéeë sech am Beräich vun de Sproochen en eegene Profil och kënne ginn. Dat gëllt awer och fir aner Beräicher, wou d'Schoule sech kënnen a solle spezialiséieren. D'nächst Woch gëtt den éischte Stee geluecht fir de Clierfer Lycée. Eng Schoul, déi herno ganz am Zeeche vun den neien Technologië steet.

D'Beispill vun deenen zwee Lycéeën, der Europaschoul an dem Clierfer Lycée, weist, wou d'Erausfuerderunge leien: Mir brauche Konzepter an engem Land, wou verschidde Sprooche matenee musse verbonne ginn. Mir brauche Schoulen, déi den Erwaardunge vun eise Schüler an den Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart a vun der Diversifikatioun vun eiser Ekonomie gerecht ginn. Den ICT-Secteur ass do ganz kloer e Standbeen mat groussem Potenzial, an et ass fir d'Entreprisen haut nach dacks schwéier, fir forméiert Leit zu Lëtzebuerg oder an der Groussregioun ze fannen. Mir wëllen dat änneren a mir änneren dat.

An zwou Woche gëtt d'Strategie „Digital (4) Education" presentéiert, wou eng ganz Rëtsch Initiative geplangt sinn, fir d'Schüler méi no un de Secteur erunzeféieren, awer och fir hir digital Kompetenzen ze verbesseren. Et gëllt hei, och Projeten auszebauen, déi et schonn haut gëtt, an déi och ze valoriséieren. An de Schoulen ass den Innovatiounsgeescht nämlech ganz staark. An d'Regierung wëllt dat ënnerstëtzen an och encadréieren.

D'Entwécklung vun onsem Schoulsystem muss vun ënnen erop wuessen. An dofir schaffe mer mat alle Partner zesummen un engem Gesetz iwwert d'Schoulautonomie, dat de personellen, finanziellen a pädagogesche Kader definéiert, an deem d'Schoule sech kënne fräi entwéckelen an och entfalen. De Stat muss Bildungsziler virginn. De Wee dohinner kann awer ganz ënnerschiddlech sinn. Schoulen, Schüler an Eltere sollen e Choix hunn, fir hiren eegene Wee ze fannen. Et sinn net all Kanner d'selwecht, mä se hunn awer all datselwecht Recht op déi beschtméiglech Förderung an Ausbildung.

D'Reformen an eisem Schoulsystem gi konsequent weidergefouert, a mir maachen dat zesummen. Mir brauchen de Support vun de Schüler, mä och dee vun den Elteren a vun den Enseignanten. Mir mussen eis an der Schoul op dat kënne konzentréieren, wat wierklech zielt: nämlech d'Zukunft vun deene Jonken, déi all Dag an der Schoulbänk sëtzen an op hiert spéidert Liewe virbereet ginn.

Ech si frou iwwert den Accord, deen den Éducatiounsminister gëschter mat de Gewerkschafte fonnt huet. Béid Säiten hu gewisen, dass et ebe just ëm eng Saach awer geet: ëm d'Qualitéit vun der Schoul an ëm d'Zukunftschancë vun de Schülerinnen a vun de Schüler. Et ass an eise Schoulen, wou souwuel d'Geschicht vu Lëtzebuerg enseignéiert ewéi och d'Zukunft geschriwwe gëtt. D'Bildung ass d'Fundament vun allem, wat mer haut plangen a muer erreeche wëllen.

Dofir investéiert d'Regierung och massiv an d'Beräicher vun der Héichschoul an der Recherche. Pro Joer si ronn 300 Milliounen Euro fir d'Universitéit, déi verschidde Fuerschungsinstituter an den nationale Fuerschungsfong virgesinn. Mir hu keng Rou, wann et dorëms geet, Lëtzebuerg als Fuerschungsstanduert ze positionéieren. Duerch zousätzlech Efforte vun der Regierung an en Engagement an Héicht vun 140 Milliounen Euro fir den Équipement kann d'Uni Lëtzebuerg elo méi fréi wéi geplangt, nämlech scho fir déi nächst Rentrée am Hiersch, op Esch/Belval ufänken. Ronn 1.700 Chercheuren, Proffen a Chargéë kënnen da mat 2.000 Studenten neit Liewen an domadder och Kreativitéit an Exzellenz op de Site bréngen, wou jorzéngtelaang d'Héichiewe gedämpt hunn. Duerch dës Efforte ginn dernieft, an et ass net näischt, och fënnef Milliounen Euro Loyer gespuert, déi dann direkt nees der Recherche zeguttkommen.

D'Präsenz vun der Uni an déi wäertvoll Aarbecht, déi an den nächste Jore geleescht gëtt, sinn en essenzielle Punkt an de Beméiungen, fir eis och ekonomesch méi breet opzestellen. Mir wëllen derfir suergen, dass auslännesch Entreprisen Lëtzebuerg net nëmme vum Numm hier kennen, mä sech och hei implantéieren an Aarbechtsplaze schafen.

Mir sinn och hei um richtege Wee, fir nei Kompetenzen ze entwéckelen a weider Secteure fir eis Ekonomie opzebauen. Esou si mer zum Beispill amgaangen, am Domän vun der Économie circulaire aktiv ze ginn. An enger Zäit, wou Rohstoffer ëmmer méi rar an deier ginn, an och an engem Land, wou natierlech Ressourcen éischter wéineg virkommen, ass dëst e ganz interessante Beräich.

Et geet dorëms, wäertvoll Elementer aus Produiten erauszefilteren, déi net méi genotzt ginn, fir se zréck an e Produktiounsprozess afléissen ze loossen. Et ass e gutt Beispill, fir wirtschaftlech Opportunitéite mat ekologeschen Interessen ze verbannen. Et gëtt eng Partie Entreprisen, déi de Potenzial vun esou engem Businessmodell erkannt hunn. A mir sinn amgaangen, d'Viraussetzungen ze schafen, fir dass si sech och zu Lëtzebuerg kënnen entwéckelen.

Den Tourismus ass en anere Beräich, op dee mer eis an de leschte Méint verstäerkt konzentréiert hunn an och weider konzentréieren. Mir notéieren hei eng positiv Entwécklung: D'Zuel vun de Leit, déi op Lëtzebuerg reesen an och hei iwwernuechten, geet an d'Luucht. Et ass en dynamesche Secteur fir d'Ekonomie a schaaft Aarbechtsplazen, och fir déi Leit mat enger méi niddreger Qualifikatioun.

Datselwecht gëllt fir de Logistiksecteur, deen ëmmer méi zu engem Motor vun onser Ekonomie gëtt. Déi al Terraine vun der WSA zu Beetebuerg/Diddeleng sinn zu neiem Liewen erwächt an nei Entreprisen hu sech an der Tëscht och hei néiergelooss. Nach gëschter Moien huet eng grouss international Gesellschaft hire Centre logistique ageweit a lancéiert Aktivitéiten op iwwer 26.000 m².

Mir ënnerstëtzen d'Betriber an hir Beméiung, sech weiderzëentwéckelen an ze wuessen. Dat gëllt fir déi grouss Entreprisen, awer och fir eis Kleng- a Mëttelbetriber, déi fir den Aarbechtsmaart eng grouss Bedeitung hunn. Mam véierte Plan PME goufen honnerte Propositiounen zesummegedroen, fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren, an déi Konklusioune ginn elo mat de Sozialpartner diskutéiert. Zil ass et, eng gemeinsam Basis a gemeinsam Objektiver ze fixéieren, op deene mer kënne schaffen.

Mam Dépôt vum Gesetzesprojet iwwert déi vereinfacht Sàrl gouf e weidert wichtegt Signal gesat, fir den Entrepreneursgeescht zu Lëtzebuerg unzedreiwen an d'Bürokratie ofzebauen. Fir Leit, déi de Courage hunn, sech selbstständeg ze maachen, a wéineg Kapital brauche fir hir Aktivitéit, ginn et nei Méiglechkeeten. Si hëllefen, eis Ekonomie virunzebréngen an esou och Aarbechtsplazen ze schafen.

De Secteur vun den neien Technologien hunn ech schonn ernimmt, an dat ass en anert Beispill, wou mer vill Efforte maachen, fir Betriber am Land ze halen; obschonns verschidde steierlech Avantagen net méi gëllen. Virun allem awer beméie mer eis, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien an déi bestehend och auszebauen.

Als Medieminister hunn ech vill Kontakt mat Entreprisen zu Lëtzebuerg an am Ausland, fir eis Atouten ze presentéieren. Mir hunn exzellent Argumenter, mat - ënner anerem - enger Konnektivitéit um héchsten Niveau. Mir gesinn och, dass bei den internationalen Datenautobunnen d'Internetaktivitéit vun deenen Entreprisen, déi bei eis etabléiert sinn, extrem wiisst. Eréischt viru Kuerzem hate mer um LU-CIX, der Kräizung vun eisen Datenautobunnen, en neie Rekord vun Trafic.

Dat sinn Zeechen, Här President, dass mer um richtege Wee sinn an dass mer Argumenter hunn, op deene sech eis Zukunft opbaue léisst.

Wa mer wëllen, dass d'Betriber net nëmmen op Lëtzebuerg kommen an hei Aarbechtsplaze

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

schafen, mä och hei bleiwen a sech wuelfillen, da gehéiert méi dozou ewéi dat ekonomescht Émfeld an e gudden Encadrement. Et ass och essenziell, dass d'Leit, déi hei schaffen, sech och wuelfillen, dass net nëmmen d'Infrastrukturen op engem héijen Niveau sinn, mä och d'Liewensqualitéit. Mir brauchen e Land, dat gutt vernetzt ass, wou ee sech liicht ka bewegen a wou et virugeet, gesellschaftlech awer och ganz konkret am Alldag. D'Regierung wëllt net waarden, wann et dorëms geet, an d'Infrastrukturen ze investéieren, fir se ze erneieren an auszebauen.

Den Tram ass en zentraalt Element vum Verkéierskonzept fir dat ganzt Land a bréngt Entlaaschtung, wou dës dréngend gebraucht gëtt a wou déi meeschten Aarbechtsplaze sinn an och weider kreéiert ginn. Dëse Projet ass genee am Timing. Den Tramsschapp ass amgaang, fäerdeggestallt ze ginn. De Constructeur vun de Maschinnen a Wagone gëtt an den nächste Wochen zréckbehalen an den éischten Tram gëtt 2017 geliwwert. Am Laf vun deem Joer soll déi éischt Streck vun der LuxExpo bis bei d'Rout Bréck a Betrib sinn. Bis 2021 geet de Bau da virun, an Etappen, bis op d'Cloche d'Or an op de Findel. Den Tram ass kee Selbstzweck, mä en Deel vun engem Konzept a vun engem Zesummespill tëschent Bus, Zuch an Individualverkéier. Allerdéngs ass den Tram den Haaptschlëssel, fir dass dat Konzept kann opgoen a fir dass eist Land sech ka weiderentwéckelen.

Do dernieft weist et awer och, dass Lëtzebuerg e modernt Land ass, mat enger dynamescher Haaptstad, wou een ekologescht an effikasst Verkéiersmëttel och d'Stadbild präägt. Et gëtt en Tram deen, zum Deel, ouni Caténaire fiert, dee confortabel a sécher ass a sech gläichzäiteg an de Patrimoine vun der Haaptstad integréiert. Et ass domadder och en Deel vun Nation Branding, vun der Fro, wéi mer eis wëllen duerstellen als Land, dat zukunftsorientéiert denkt an agéiert.

Bei de Beméiungen, eist Bild no baussen ze fleegen a weiderzëentwéckelen, hu mer zanter e puer Méint en Obstakel méi ze iwwerwannen, deen ech net wëll klengrieden, mä hei kloer benennen. D'Affär LuxLeaks huet dem Image vun eisem Land geschuet an et ass e groussen Effort néideg, fir de Parzeläin, dee futtigeschloe gouf, nees ze flécke respektiv ze ersetzen. D'Regierung mécht béides: flécken an ersetzen. Engersäits géllt et, un eiser Reputatioun ze schaffen an ze erklären, dass Lëtzebuerg Atouten huet, déi wäit iwwert d'Fiskalitéit erausginn. Op där anerer Säit géllt et awer och, ëmzedenken an eng nei, méi transparent Approche ze entwéckele bei der Besteierung vu Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg néierloossen.

Mir hunn dat ganz uewen um Ordre du jour an am Kader vun europäeschen Initiativen iwwerhëlt Lëtzebuerg och eng Leaderpositioun. Mir wëlle virbäi sinn, wann et dorëms geet, Transparenz ze schafen an Abusen ofzeschafen. Mir sinn amgaangen, vun de schwaarzen a groe Lëschten ze verschwannen. An dat ass richteg an dat ass wichteg fir eise Finanzsecteur.

Esou si mer zum Beispill 2013 nach vum Global Forum vun der OCDE als „non-compliant" bezeechent ginn, wat den Échange vun Informatioune betrëfft. Dat war net nëmme schlecht fir eisen Image an eis Reputatioun, mä hätt och kënne bedeiten, dass Sanktiounen op Lëtzebuerg duerkomm wieren.

Duerch Upassunge bei Gesetzer a Prozeduren hu mer et a kuerzer Zäit fäerdegbruecht, d'Blat ze dréien. Mir hunn erreecht, dass Lëtzebuerg nei evaluéiert gëtt, an nach dëst Joer rechne mer mat engem positive Resultat an enger neier Bewäertung. Mir mussen dann awer och verstäerkt derfir suergen, dass eis Beméiungen am Ausland richteg erkannt, gehéiert a verstane ginn. Hei schafft d'Regierung op verschiddenen Niveauen an et gëtt dobäi eng éischter kuerzfristeg an eng méi laangfristeg an nohalteg Initiativ.

Mir hu ganz séier op d'LuxLeaks-Affär reagéiert an eis nei opgestallt. Luxembourg for Finance, also déi Agence, wou d'Regierung sech zesumme mam Finanzsecteur fir de Standuert Lëtzebuerg asetzt, gouf beoptragt, fir eng Strategie vu Preventioun a Krisekommunikatioun auszeschaffen, mat Hëllef vu baussen, och fir de Schued, deen entstanen ass, ze behiewen an nei Attacken ofzewieren.

Mir hunn eng interministeriell Cellule geschaffen, an där déi Responsabel aus verschiddene Ministèren sech séier a flexibel kënne koordinéieren, fir direkt déi néideg Mesuren an d'Weeër ze leeden an esou eis Reputatioun besser ze schützen. Dës Cellule schafft elo a permanenter Koordinatioun an et sinn och éischt Konzepter ausgeschafft ginn, wéi mer eisen Image kënne verbesseren. Wuelverstane geet dat nëmmen, wa mer och de Wee vun der Transparenz konsequent weiderginn. Image a Fong mussen iwwerteneestëmmen. Mir kënnen nëmme positiv kommunizéieren, wa mer och positiv handelen.

Dernieft ass et awer och, virun allem, d'Initiativ vum Nation Branding, duerch déi mer méi nohalteg un enger Definitioun schaffen, wat eist Land ausmécht, wat eis staark mécht an och wat eis vun anere Länner ënnerscheet. Mir hunn hei keng Zäit verluer an et ass eng breet Konsultatioun gemaach ginn, fir de Profil an och domadder d'Qualitéite vu Lëtzebuerg méi däitlech erauszeschielen.

Et goufe Sondagë realiséiert bei Résidenten a bei Frontalieren an et gouf eng Internetplattform ageriicht, wou ee konnt Suggestioune maachen. Iwwer 200 Leit aus der Wirtschaft, der Politik, der Kultur an der Zivilgesellschaft hu bei Workshops matgemaach. An den Ament ginn déi verschidde Bäitreeg verschafft. Mir sinn elo amgaangen, déi éischt Pisten erauszefilteren an ze definéieren, wat eis verbënnt, wat eis identifizéiert, a scho muer ginn déi éischt Konklusiounen och presentéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat d'Aarbecht un eisem Image an eiser Reputatioun betrëfft, si mer elo also um richtege Wee.

Eis Marque musse mer nach bestëmmen. Wat eis ausmécht, ass awer fest definéiert. Mir hunn eis eege Sprooch, eng dynamesch Sprooch. Mir hunn eis lieweg Identitéit, eis Kultur, eng eege Geschicht an eng Zukunft. Mir si fräi, souverän, onofhängeg, an domat och verantwortlech fir eis selwer.

Déi Fräiheet, selwer bestëmmen ze kënnen, wéi mer eis Zukunft gestalten, war an eiser Geschicht méi wéi eng Kéier a Gefor. Dëst Joer denke mer zréck un eng Zäit, an där Lëtzebuerg seng Fräiheet ewechgeholl, mä mat der Hëllef vun den Alliéierten nees zréckkrut. No schwéiere Jore vun der Occupatioun, no enger laanger Period vun Ënnerdréckung a Misär, Verzicht a Verloscht gouf de Grand-Duché viru 70 Joer nees onofhängeg.

Et war eng Zäit, an där vill Lëtzebuerger bewisen hunn, wat Courage wierklech bedeit. Mir denken zréck un e Moment, wou d'Land nei opgebaut gouf, sech huet missen nei orientéieren a positionéieren. Mir denken och zréck un eng Zäit, an där et sech gewisen huet, dass Lëtzebuerg e staarkt Land, eng staark Natioun mat ville staarke Fraen a Männer ass. Eis Fräiheet an eis Onofhängegkeet verdanke mer dëse staarke Fraen a Männer. Et ware couragéiert Lëtzebuerger, déi aktiv gekämpft a sech gewiert hunn. Et gouf eng däitlech a kloer Resistenz géint en onmënschleche Regime. Dorop solle mer houfreg sinn an dofir solle mer dankbar sinn.

Et geet awer net duer, haut Merci ze soen, fir sech dann auszerouen op deem, wat déi Generatioune virun eis geleescht hunn. Zu der Ierfschaft vun der Fräiheet an der Eegestännegkeet gehéiert och eng Verantwortung. Eng Verantwortung vis-à-vis vun eis selwer a vis-à-vis vun eise Kanner.

Esou ass et eis Responsabilitéit, haut derfir ze suergen, dass déi traumatesch Zäite vun deemools sech ni widderhuelen. D'Erënnerung un d'Liberatioun ass och d'Erënnerung un d'Occupatioun, un dat Gefill vun Ënnerdréckung a Machtlosegkeet vis-à-vis vun engem Regime, dee fir onvirstellbare Misär steet. Et ware Mënschen, déi aner Mënsche systematesch gefoltert an ëmbruecht hunn. Esou e Crime vu Mënschen un der Mënschheet dierf sech net widderhuelen, an dofir ass et wichteg, d'Erënnerung waakregzehalen.

Et ass och wichteg, sech auserneenzesetze mat där schwéierer Zäit vun eiser Vergaangenheet a Luucht an déi méi däischter Ecke vun der Lëtzebuerger Geschicht ze bréngen. Dat si mer eis selwer schëlleg, dat si mer awer besonnesch den Affer vun deemools schëlleg. D'Regierung ass sech där Verantwortung ganz bewosst. An ech si frou, dass d'Chamber décidéiert ass matzegoen, fir opzeschaffen, wat et opzeschaffe géllt.

De Rapport vum Vincent Artuso iwwert d'Roll vun der Verwaltungskommissioun während dem Zweete Weltkrich ass e wichtege Schrëtt, awer bestëmmt net déi definitiv Äntwert. Mir musse weider Froe stellen an no Äntwerte sichen, fir méi e komplett Bild ze kréie vun deem, wat deemools geschitt a wat net geschitt ass. Duerch dës Recherchen an duerch eng fundéiert Aarbecht op Dokumenter, déi bis haut gerout hunn, kritt och d'Erënnerung un deemools méi en héije Stellewäert.

D'Regierung wëllt d'Opschaffe vun eiser Geschicht virubréngen - och, fir deene Jonken ze weisen, dass een d'Katastrophe matzäite muss erkennen, fir se kënnen och ze évitéieren. Nom Rapport Artuso wäerte mer och de Rapport iwwert d'Comptes dormants kënne presentéieren a mer envisagéieren, e complémentairë Rapport iwwert d'Spoliation vun de Biens juifs an Optrag ze ginn.

D'Erënnerung ass wichteg an et ass och wichteg, dass d'Sech-Erënneren e permanente Prozess bleift an net nëmmen en Evenement, wa grad e ronnen Datum d'Kommemoratioune bestëmmt. D'Aarbecht, fir d'Erënnerung waakregzehalen, ass also e kontinuéierlechen Effort a muss en Deel vun eisem Denken a Fillen, en Deel vun eis selwer ginn. Fir dass dat geschitt, wëlle mir déi verschidden Initiativen a Comitéen, déi d'Erënnerung solle waakreghalen, an engem eenzege staarke Comité vun der Mémoire zesummefeieren. D'Gespréicher an d'Konsultatioune sinn den Ament amgaangen an et existéiert och en Avant-projet de loi. Mir wëllen dëse Prozess nach dëst Joer ofschléissen.

Datselwecht géllt fir en anere Projet, deen am Regierungsprogramm annoncéiert gouf a wou mer e gutt Stéck virukomm sinn, nämlech den Institut fir Zäitgeschicht. Hei sollen och Ressourcen aus verschiddenen existenten Instituter zesummegefouert ginn. Mir sinn an der Schlussphas vun de Preparatiounsaarbechten an de Projet gëtt an den nächste Méint presentéiert. Et steet awer scho fest, dass mer derfir suerge wëllen, dass den Institut déi néideg Onofhängegkeet kritt, déi e brauch, fir senger Missioun kënne gerecht ze ginn, fir objektiv, kritesch an no wëssenschaftleche Kritären ze schaffen.

Dofir soll den nei geschafenen Institut och am akademeschen Émfeld vun der Uni ugesiidelt ginn. Hei kann den Échange tëschent de Chercheuren optimal organiséiert ginn an et kann ee vu gemeinsame Strukturen a Stäerkte profitéieren. Et ass eis wichteg, dass den Institut fir Zäitgeschicht eng ganz visibel Plaz kritt. An et soll och derfir gesuergt ginn, dass d'Fuerschungsresultater an de Beräich vun der Éducatioun kënnen afléissen.

D'Erënnerung soll sech awer net nëmmen op eis eege Geschicht limitéieren. A se soll, virun allem, och net eleng op d'Jore vum Zweete Weltkrich begrenzt sinn. Virun engem Joer hat d'Regierung décidéiert, e Projet vun enger Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich op Äis ze leeën an ënnert där Form net ze realiséieren. An der Tëscht hu mer mat der Uni en neie Projet ausgeschafft, dee méi wäit geet a wou och d'Resultater vun der Recherche aus dem initiale Projet integréiert ginn.

Eist Zil ass et, eng attraktiv Expositioun iwwert den Éischte Weltkrich ze realiséieren, déi net op e Muséesgebai beschränkt ass. Et ass eng digital Ausstellung, déi interaktiv an dynamesch ass. Dësen neie Projet kann esou méi e breede Public erreechen, also och iwwert d'Grenze vum Grand-Duché eraus wierken. Et ass e Projet de recherche, deen och e staarke pädagogesche Charakter huet a vun de Schoule soll kënne genotzt ginn, zu Lëtzebuerg, awer och an der Grenzregioun.

Mir wëllen eis Geschicht grad wéi och eisen historeschen a kulturelle Patrimoine mat Respekt behandelen, fir dass och déi, déi no eis kommen, hir Konklusioune kënnen zéien. An deem Sënn ass et och wichteg, d'Archiven ze valoriséieren an deem Material, wat den Ament a Këschten a Regaler rout, déi néideg Unerkennung ze ginn. En Archivegesetz ass dofir an der Ausaarbechtung a gëtt an den nächste Méint finaliséiert. Zil ass et, e legale Kader a kloer Regelen ze schafe fir den Émgang mat offizielle staatlechen Dokumenter. D'Numérisatioun an d'Digitaliséierung sinn dobäi en zentraalt Element a sollen och an deem Gesetz berücksichtegt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Vergaangenheet bestëmmt eis Zukunft. An déi lescht Jorzéngten hunn d'Charakterzich vun eisem Land kloer gezeechent a gefestegt. Mir sinn e Land, dat sech duerch seng Upassungsfäegkeet auszeechent, dat nëmme Bestand konnt hunn, well et bereet war, sech unzepassen. Mir hunn als Land iwwerlieft a Wuelstand opgebaut, well mir keng Angscht hate virun der Erneierung. Mir sinn e Land gi vu Méisproochegkeet a vun Diversitéit. Mir si bekannt dofir, Brécken ze bauen, Brécken tëschent eisen Noperen a Brécken tëschent de Kulturen. Dat ass en enormen Atout, an dee solle mer och héichhalen.

Et géllt weider, zesummen derfir ze suergen, dass mer net aus den Ae verléieren, wat eis ausmécht. Mat der Aarbecht un enger neier Verfassung hu mer och d'Geleeënheet, fir eis Gedanken ze maachen iwwert d'Fro, wéi eis Gesellschaft an Zukunft soll ausgesinn. D'Regierung ass der Meenung, dass dee Prozess net soll laanscht de Bierger goen, mä dass mer all zesummen iwwer wichteg Froe vun eiser Constitutioun sollen nodenken, diskutéieren an décidéieren.

An engem Mount soen d'Lëtzebuerger hir Meenung op dräi zentrale Froe vun eisem Zesummeliewen an der Organisatioun vun Décisiounsprozesser. Dat demokratescht Recht, fir sech via Referendum ze äusseren, huet keng wierklech Traditioun hei am Land. Mir sinn awer der Meenung, dass et vun dësem Joer u regelméisseg sollt applizéiert ginn. Eng Regierung soll seng Bierger ëm hir Meenung froen an d'Leit verstäerkt abanne bei Entscheedungen, déi si betreffen. An dofir muss och d'Resultat vum Referendum bindend sinn a respektéiert ginn.

Déi dräi Koalitiounsparteie sti fir e Modell vun enger inklusiver Demokratie, wou net laanscht, mä mam Bierger décidéiert gëtt. Dofir ass de Referendum net nëmmen op deenen dräi Froen, mä och schonns eleng als Outil u sech en Zeechen, dass mer et eescht mengen, wann et heescht, op d'Bierger ze lauschteren a si ëm hir Meenung ze froen.

Mir sinn awer och der Meenung, dass déi Participatioun sech net eleng op déi Leit beschränken däerf, déi e Lëtzebuerger Pass hunn, mä och fir déi muss gëllen, déi hei liewen, schaffen a wunnen. Duerch en Awunnerwahlrecht verléieren d'Lëtzebuerger näischt! Si kréie kee Recht ewechgeholl an hir Stëmm gëtt net méi lues doduerjer, dass och méi Leit matschwätze kënnen.

Kaum en anert Land op der Welt huet esou en héijen Undeel u Leit bei sech liewen, déi eng aner Nationalitéit hunn. Mir sinn op deem Punkt eenzegaarteg an net vergläichbar. Et ass eng Chance fir Lëtzebuerg, sech als dat Land ervirzedoen, dat sech net nëmmen duerch Diversitéit a Méisproochegkeet auszeechent, mä als dat Land, wou Leit mat enger anerer Nationalitéit och wëllkomm an invitéiert sinn deelzehuelen.

Lëtzebuerg kann e Referenzland an Europa ginn, wann et dorëms geet, déi Leit ze integréieren, déi bei eis kommen, fir hei ze schaffen an hir Steieren ze bezuelen, déi hir Kanner hei erzéien a sech um kulturelle Liewe bedeelegen. Mir kënnen eis en Atout op de Fändel schreiwen, deen eis och als Wirtschaftsstanduert héich ugerechent gëtt. Et wier en Atout, deen eis ënnerscheet vun anere Länner, déi och gutt a vill Argumenter hunn, fir Betriber ze iwwerzeegen, ze investéieren an Aarbechtsplaze bei sech ze schafen.

Dernieft féiert esou e Modell awer derzou, dass mer eis all zesummen engagéiere fir eis Zukunft an dass Auslänner, déi eng laang Zäit bei eis liewen, sech och méi kloer an eendeiteg fir eist Land engagéieren. Si kënne sech asetze fir dat Land, wou se net nëmme liewen, mä wou se och kënne matbestëmmen.

D'Koalitiounsparteie maache sech staark fir en aktiivt Wahlrecht, dat lassgekoppelt ass vun der Nationalitéit. Fir gewielt ze ginn, fir Gesetzer ze maachen an ze exécutéieren, muss een awer och weiderhin déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Fir déi Leit awer ze wielen, déi d'Intérête

vun de Bierger an der Chamber vertrieden, soll een net musse Lëtzebuerger sinn, mä sech als Deel vun eisem Land spieren a weisen, dass ee sech wëllt engagéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerch déi duebel Konditioun vun enger Residenz vun op d'mannst zéng Joer an der Participatioun bei Gemengen- respektiv Europawahle limitéiert dat Wahlrecht sech op déi Awunner, déi scho gewisen hunn, dass se net nëmme bei eis wëllen op Besuch, mä en Deel vun eis wëlle sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass awer net nëmme wichteg, déi Awunner, déi schonn eng laang Zäit am Land liewen a sech fir déi politesch Prozesser hei interesséieren, matzehuelen, wann et dorëms geet, Entscheedungen ze huelen. Méi generell soll méi breet diskutéiert an dann och décidéiert ginn.

Mir sinn der Meenung, dass déi Jonk sollte matagebonne ginn a sech ugesprach fillen, wann iwwer hir Zukunft bestëmmt gëtt. D'Wahlrecht vu 16 Joer un ass an deem Sënn en Element vun Demokratiepädagogik. Mir sollen alles derfir maachen, dass d'Leit sech ugesprach fille vu politesche Froen an déi Jonk sollen duerfir d'Méiglechkeet kréie matzebestëmmen. D'Regierungsparteie sti fir e Wahlrecht fir déi Jugendlech, déi wëlle matbestëmmen. Och doduerjer, dass Jonker mat 16 Joer matschwätzen, verléieren déi iwwer 18 Joer net u Gehéier, am Géigendeel. Si hunn esou méi Leit, déi hinnen och nach nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass falsch ze mengen, déi Jonk géifen dat guer net wëllen an et wier keen drun interesséiert. Ech war déi lescht Méint a Schoulen an ech hu do mat deene Jonken diskutéiert an ech hu regelméissege Kontakt mat der Jugendkonferenz an hu mat, zum Deel, ganz jonke Leit, déi sech aktiv am Jugendparlament engagéieren, diskutéiert. Ech hu Schüler a Studenten erlieft, déi mat gudden Argumenter, mat Intelligenz, mat vill Energie an och mat Sachkompetenz argumentéieren. Et ass hinnen net egal, wat ronderëm si geschitt, a si sinn duerchaus capabel mat hire méi grousse Geschwëster, mat Elteren a Grousselteren iwwert d'Aktualitéit ze diskutéieren a fir hir Meenung anzestoen.

Duerch nei Medien an duerch eng méi interaktiv a multimedial Berichterstattung hunn déi Jonk permanenten Zougang zu Informatiounen. Dat huet den Avantage, dass am Schoulhaff haut méi wéi jee iwwer Aktualitéitsthemen diskutéiert gëtt. Et stellt eis awer och virun nei Erausfuerderungen, wat d'Éducatioun betrëfft. Informatioune verstoen an analyséiere kënnen ass d'Grondviraussetzung, wann ee sech wëllt eng eege Meenung bilden.

Mir wëlle Bierger, déi opgeklärt a responsabel sinn an eben och eng eege Meenung hunn. Si solle Selbstvertrauen entwéckelen an och net blannemännerches gleewen, wat si vun alle Säiten zerwéiert kréien. Dat ass och am Kontext vun der Lutte géint Fanatismus an Extremismus en enorm wichtegen a wäertvollen Effort.

Dofir schafft d'Regierung den Ament um Konzept vun engem Zentrum fir politesch Bildung. Hei sollen déi verschidden Akteuren zesummeschaffen an hiren Engagement koordinéieren. Esou eng Institutioun, wéi et se am Ausland scho ganz dacks gëtt, ass fir Lëtzebuerg en neien Terrain. A si soll dann och déi néideg finanziell an organisatoresch Moyene kréien, fir optimal kënnen ze fonctionnéieren.

Eng Demokratie brauch Participatioun. An eng modern Demokratie brauch och eng permanent Erneierung, fir sech kënne weiderzëentwéckelen. D'Bierger solle sech net nëmmen interesséiere fir hiert Émfeld an d'Zukunft vun deem Land, an deem se liewen. Si sollen och verstäerkt derzou opgefuerdert ginn an d'Méiglechkeet kréien, selwer matzegestalten.

Déi dräi Parteie vun der Koalitioun plädéieren duerfir och fir eng zäitlech Mandatsbegrenzung op Regierungsniveau. Esou eng Regelung huet eng Signalwierkung fir déi ganz politesch Landschaft hei zu Lëtzebuerg. Natierlech mécht dat e gewëssenen Drock op politesch Parteien an et féiert derzou, dass och op deem Niveau anescht iwwerluecht muss ginn. Dat gëllt zum Beispill, wann et dorëms geet, déi eege Strukture vun de Parteien ze organiséieren a sech och personell opzestellen. Esou eng nei Regelung féiert dann och ganz konkret dozou, dass d'Leit méi Chancë gesinn, fir hir Iddie kënnen ze verwierklechen, wa si sech och politesch engagéieren.

Et geet net ëm d'Fro, ob e Politiker no zéng Joer an der Regierung net méi amstand oder automatesch net méi motivéiert ass, fir sech mat aller Energie op seng Aarbecht ze konzentréieren. Et geet ëm d'Tatsaach, dass duerch ze laang Mandatszäiten eng generell Progressioun an domat och eng Erneierung méi schwéier gemaach gëtt. Duerch eng Limitatioun vun der Mandatsdauer suerge mer derfir, dass op allen Niveaue vun enger participativer Demokratie méiglechst vill Iddie kënnen erafléissen an déi bescht Initiativen duerch Verantwortung an enger Regierung kënnen ëmgesat ginn.

Erlaabt mer, hei och eng Parallell ze zéien zu der décidéierter Approche vun dëser Regierung, wann et drëms geet, d'Ongläichheet tëschent Mann a Fra am politesche Prozess ofzeschafen. D'Regierung wëllt nach dëst Joer e Gesetz presentéiere fir méi Chancëgläichheete bei de Besetzunge vun de Kandidatelëschte bei politesche Wahlen. Esou envisagéiere mer eng Regelung, mat där iwwert d'Parteiefinanzéierung Mesurë geholl ginn zugonschte vun deenen, déi méiglechst paritéitesch Lëschten déposéieren. Dat féiert sécher net dozou, dass vun haut op muer d'Chamber paritéitesch besat wier. Et féiert awer derzou, dass d'Parteien aneschters iwwerleeën a sech méi asetze fir Gläichbedeelegung.

Et encouragéiert d'Fraen, sech méi staark wéi bis elo ze engagéieren an dat ass gutt fir eis Demokratie. Wéi bei der Mandatsbegrenzung brauche mer haut esou en Ustouss, fir dass mer muer méi representativ a méi no beim Bierger sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Participatioun heescht net nëmme matgestalten, mä och kënnen novollzéien, suivéieren an nopréifen, wat um politeschen an administrativen Niveau geschitt. Ech hunn dofir de Mëtteg hei an der Chamber en neit Gesetz iwwert den Accès à l'information déposéiert. Et ass dat en neien Text, deen de Projet vun der viregter Regierung ersetzt. Mir proposéieren eng ganz nei Approche vis-à-vis vum Bierger a mir ginn op de Wee, wou d'Leit net fir d'Éischt mussen eng Demande maachen an nofroen, fir Informatiounen ze kréien, mä mir offréieren online eng breet Panoplie vun Informatiounen, déi permanent fräi verfügbar sinn a kënnen ofgeruff ginn.

Op deem Punkt gëtt et eng däitlech Iwwerschneidung mat engem anere Gesetzesprojet, deen och déi viregt Woch de Regierungsrot passéiert huet, nämlech deem iwwert d'Réutilisatioun vun ëffentlechen Donnéeën. Et geet ëm d'Iddi vum Open Government, wou mer e System afféieren, fir all méiglech Daten digital ze verschaffen an op engem speziell dédiéierte Site accessibel ze maachen. Et geet eis dorëms, de Bierger an och de Betriber hei am Land op eng méiglechst einfach an onkomplizéiert Aart a Weis en Zougang ze ginn zu Informatiounen, déi si direkt oder indirekt betreffen.

Et ass eng nei Politik an en zentraalt Element vun engem modernen an transparente Stat. D'Regierung setzt heimat en zentraalt Element vum Regierungsprogramm ëm, a mir ginn op de Wee, fir Hürden ofzebauen, déi haut tëscht dem Stat a senge Bierger existéieren.

Do dernieft soll awer och de véierte Pouvoir an enger Demokratie, déi fräi an onofhängeg Press, net eleng op esou e gesetzleche Kader ugewise sinn, fir hir alldeeglech Aarbecht optimal kënnen ze maachen. Nieft deenen Initiativen, déi d'Regierung scho geholl huet, fir d'Demandë vun der Press besser kënnen ze beäntwerten, wëlle mir och konkret d'Relatioun tëschent de Verwaltungen an de Pressevertrieder verbesseren.

An deem Sënn gëtt de Service Information et Presse an den nächste Méint och reforméiert. Zil ass et, an all Ministère kompetent, disponibel a responsabel Uspriechpartner fir d'Press ze hunn. Hir Missioun ass et, der Press zur Verfügung ze stoen an all déi Informatiounen ze kommunizéieren an och matzedeelen.

Et gehéiert zu der neier Definitioun vun eisem Land, dass mer eis opmaachen. Dat bedeit, dass déi déck Schlässer, déi esou laang d'Diere vun der Transparenz zougespaart hunn, opgebrach ginn.

(Brouhaha)

Mir hunn näischt ze verstoppen!

Et si verschidde Leit, Här President, déi sech hei ugesprach fillen.

(Brouhaha)

Mir hunn näischt ze verstoppen!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn näischt ze verstoppen, weder als Politik nach als Land insgesamt. Mir kënnen eis haut houfreg, selbstbewosst a couragéiert opmaachen a fir eis Iddien an Iwwerzeegungen astoen. Mir musse soen, wat mir maachen, a maachen, wat mir soen. Mir si staark, wou mer mat aneren zesummeschaffen, wou mer Mediateur sinn, wou mer Brécke schloe mat eise Partner, mat eisen Noperen a mat Akteuren aus der ganzer Welt.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den 1. Juli fänkt eng Period un, wou mer déi Stäerkte ganz besonnesch kënnen ervirhiewen, wou mer beweisen, dass mer kënne Brécke schloen. Mat der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun ginn d'Spotten op eis geriicht. Mir hunn eng grouss Responsabilitéit, awer och eng eemoleg Méiglechkeet, fir ze iwwerzeegen a fir ze gestalten.

Mir hunn eis kloer Ziler fir déi sechs Méint tëschent Juli an Dezember gesat: Mir wëllen eng Présidence fir d'Bierger, fir d'Croissance a fir den Investissement, fir d'Innovatioun an déi nohalteg Entwécklung.

D'Leit, déi an deenen 28 Memberlänner liewen, déi iwwer 500 Milliounen Europäer, sollen an den Zentrum réckelen. Mir kënnen eis net weider erlaben, Intérêt an Ënnerstëtzung vun de Leit ze verléieren. Mir mussen all eis Energie drop konzentréieren, nees méi Vertrauen an deen eemolege Friddensprojet ze kréien, dee viru 60 Joer mat Lëtzebuerger Bedeelegung ugefaangen huet.

Mir hunn als Grënnungsmember vun der EU e spezielle Rôle, wann et ëm d'Wäerter geet, déi eis alleguerte matenee verbannen. Déi Acquise mussen an de Vierdergrond réckelen. A mir wëllen och vun den nächste sechs Méint profitéieren, fir de Leit nees d'Sécherheet ze ginn, dass d'Europäesch Unioun en enorme Fortschrëtt ass. Mir hunn deem Projet vun enger Stategemeinschaft net nëmme Fräiheet a Fridden ze verdanken, mä och Schutz, Sécherheet a Rechter.

Et gëllt awer och ville Leit nees Hoffnung ze ginn, Perspektive fir eng besser Zukunft. Mir brauchen dofir eng Relance vun der Wirtschaft an eng Relance um Aarbechtsmaart. D'Lutte géint de Chômage ass dofir och ee vun den Haaptdéfien. Aarbechtslosegkeet bekämpfe geet nëmmen doduerch, dass Projete séier ëmgesat ginn, andeems mer Investissementer erméiglechen a Blockagen ophiewen, ouni dobäi eis Emwelt op d'Spill ze setzen a Grondprinzipie vun der sozialer Kohäsioun a Gefor ze bréngen.

Op ekonomeschem Plang fält d'Ëmsetze vun der Roadmap fir déi industriell Kompetitivitéit an eis Présidence. Mir kréie ganz nei Diskussiounen iwwert d'Notze vun natierleche Ressourcen. Et ginn eenzel Aktiounspläng fir Secteure wéi dee vun der Stolindustrie, wou Lëtzebuerg eng aktiv Roll ze spille kritt, fir déi europäesch Kompetitivitéit ze stäerken.

Mir hunn aner Chantieren, wéi de Finanzement vun de PMEen, d'Weiderbrénge vun de Recherchen an der Innovatioun an Europa, notamment de Programm „Horizon 2020", iwwert deen Innovatiounsprojete sollte finanzéiert ginn. Mir schwätzen an den nächste Méint dann och verstäerkt iwwert de Secteur vun der Industrie spatiale, wou Lëtzebuerg als Land mat enger eemoleger Geschicht am Beräich vun der Satellittenindustrie eng dreiwend Kraaft ka sinn.

Op sozialem Plang geet et déi nächst Méint dorëms, Grief, déi an deene leschte Joren op ville Plazen entstane sinn, nees progressiv zouzeschëdden. Mir ënnerstëtzen dobäi d'Iddi vun der Kommissioun, derfir ze suergen, dass Europa e sozialen Triple-A kritt a behält. Mir sti virun der Erausfuerderung, den Iwwergang tëschent Schoul a Beruffsliewen an der EU ze verbesseren an den Accès fir Jonker op den Aarbechtsmaart ze vereinfachen. De sozialen Dumping muss an der Europäescher Unioun méi décidéiert bekämpft ginn, an hei kënne mer duerch eis Initiativen an Experienzen am Kader vum Benelux eng konstruktiv Roll spillen.

Lëtzebuerg mécht sech och staark derfir, dass d'Kommissioun an den nächste Méint eng ëffentlech Konferenz iwwert dat transatlantescht Handelsofkommes, den TTIP, organiséiere soll. Mir wëlle gären den nationale Vertrieder vu Gewerkschaften, Entreprisen an Zivilgesellschaft d'Méiglechkeet ginn, sech iwwert dëse geplangten Accord auszetauschen. Den TTIP muss eraus aus där Donkelkammer, fir méi breet kënnen diskutéiert ze ginn.

Schliisslech hu mer dann awer och eng grouss Verantwortung an der Klimapolitik. An eiser Présidence ass d'COP21 zu Paräis, d'UN-Klimakonferenz, bei där d'Erwaardunge ganz héich sinn a ganz héich musse sinn. Et geet dorëms, nei Ziler fir eng nohalteg Entwécklung no 2015 ze definéieren. Dat kënnen dann och nëmme gemeinsam Ziler sinn, hannert deene souwuel d'Industrienatioune wéi och d'Entwécklungsländer stinn.

Mir hunn hei eng enorm schwéier an awer och enorm wichteg Aufgab innerhalb vun der Europäescher Unioun, déi mer zu Paräis vertrieden. Zesumme mat der Kommissioun a mam Parlament gëtt schon zanter Méint intensiv dru geschafft, fir am Dezember e kohärenten an ambitiéisen Engagement ze erreechen.

Nieft dëser fixéierter Agenda vun eiser Présidence bestëmmen Aktualitéitssujeten eis Aarbecht an den nächste sechs Méint, an do ginn d'Flüchtlingspolitik an d'Flüchtlingsproblematik ganz bestëmmt en Thema, wou Lëtzebuerg als Présidence gefuerdert gëtt. Et gëtt haut vill akut Krisen op der Welt, an et gëtt Millioune Mënschen, déi no deene grujelechsten Experienze fortlafen, hir Heemecht musse verloossen oder fortginn an der Hoffnung op eng besser Zukunft an dobäi dacks hiert Liewen op d'Spill setzen.

Mir wëllen net fortlafe virun der Verantwortung an eis preparéieren, fir och Leit bei eis opzehuelen, déi Hëllef an Ënnerstëtzung brauchen. Dat ass keng Aufgab eleng vun der Regierung. Et ass eng national Aufgab. An ech freeë mech, dass d'Gemengen eng grondsätzlech Bereetschaft weisen, och hiren Deel ze iwwerhuelen.

Gläichzäiteg schaffe mer och verstäerkt preventiv an droen eisen Deel derzou bäi, fir deene Leit bei sech doheem nees nei Perspektiven ze ginn. Mir hale fest un eisen ambitiéisen Ziler an der Kooperatiounspolitik a wëlle mat där Astellung och eis international Partner iwwerzeegen, do ze hëllefen, wou Hëllef dréngend gebraucht gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn déi nächst Méint vill Aarbecht um europäesche Plang. An awer hu mer national keng Zäit ze verléieren a wichteg Projeten op der Lee, déi mer wëllen ëmsetzen. D'Regierung ass ugetruede mam Zil, d'Land ze reforméieren, ze moderniséieren, op d'Zukunft virzebereeden. Dat maache mer weider, an dës Reforme kënnen och net waarden.

Mir hunn am Kader vun eise rezente Gespréicher mat de Sozialpartner en Accord fonnt iwwer eng Reform vum Congé parental, an dee Projet ass och an der Tëscht hei an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert ginn.

D'Regierung wëllt d'Famillje stäerken an den Elteren erlaben, Beruff a Famill méi einfach mateneen ze verbannen. Mir wëllen e Modell ënnerstëtzen, deen d'Fraen net benodeelegt an dee kee vun den Elterendeeler forcéiert, seng Aarbecht komplett opzeginn, fir kënnen eng länger Zäit doheem ze sinn. D'Regierung stellt d'Kanner an de Mëttelpunkt, andeems mer den Elteren d'Décisioun méi einfach maachen, esou vill wéi méiglech Zäit mat hinnen ze verbréngen.

Mat de Reformen, déi mer elo uviséieren, maache mer de Congé parental méi attraktiv fir Leit mat engem mëttleren Akommes, mä mir erlaben awer och deenen, déi nëmmen Deelzäit kënne schaffen oder méi Patronen hunn, vun dëser Ënnerstëtzung ze profitéieren.

Dat ass a ville Fäll eng direkt Hëllef fir déi Elterendeeler, déi eleng mat hire Kanner sinn a sech net ëmmer kënnen erlaben, eng ganz Tâche ze hunn, mä op verschiddene Plazen e puer Stonnen an der Woch aushëllefen. Och si hunn en Usproch op déi wäertvoll Zäit, e puer Méint no der Gebuert oder an den éischte Liewensjore méi Zäit fir hir Kanner ze investéieren. An dofir gi si och an dëse System integréiert. Dat ass eng Mesure vu sozialer Gerechtegkeet an et ass an der Logik vun der Lutte géint d'Kanneraarmut.

D'Reform vum Congé parental an déi geplangte Changementer am Beräich vun der Kannerbetreiung si Mesuren, déi Lëtzebuerg nohalteg veränneren. Och hei si mer um richtege Wee, fir e System ëmzesetzen, deen den Ufuerderungen an de Realitéiten, mat deenen Eltere konfrontéiert sinn, gerecht gëtt.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Gesellschaft sech geännert huet a weider ännert. D'Politik huet d'Aufgab, Äntwerten ze ginn a Léisungen ze offréieren, wou Léisungen dréngend gebraucht ginn. Een esou e Beräich ass de Logement.

D'Regierung huet hir Efforten an der Wunnengsbaupolitik nach verstäerkt a mir ginn de Wee konsequent weider, fir d'Offer an d'Luucht ze setzen an och selwer Wunnengen zu abordable Präisser ze offréieren. De Stat huet iwwert d'SNHBM a Fonds du Logement déi richteg Méiglechkeeten. Si mussen awer och voll genotzt ginn. De Stat muss hëllefen, de Marché ze entlaaschten, an däerf net selwer d'Präisser mat an d'Luucht dreiwen, wéi dat an de leschte Joren och dacks de Fall war.

(Interruption)

E Beispill, wou mer déi Entwécklung gestoppt hu viru Kuerzem ass um Niveau vum Fonds du Kirchberg. Bei zwee geplangte Wunnengsbauprojete gouf no Consultatioune geännert a festgehalen, dass en Drëttel vun de Logementer vu private Promoteure realiséiert gëtt, awer zu engem maximalen Duerchschnëttsmetercarréspräis vu 4.200 Euro däerf verkaaft ginn. An net, wéi an der Zäit, deen, deen am meeschte ginn huet, den Terrain kritt huet an dee Präis dann och répercutéiert huet op dem

Prix de vente vun Terrainen, déi dem Stat gehéiert hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat sinn, Här President, 40% ënnert deem aktuelle Marchéspräis an där Géigend. Déi aner zwee Drëttel vun de Wunnenge gi vun der SNHBM gebaut an duerno zu engem Präis vun an der Moyenne 3.250 Euro verkaaft - also 50% ënnert dem Marchéspräis!

En contrepartie vun deenen attraktive Präisser gi Regele festgeluecht, déi d'Spekulatioun mat deene Wunnenge sollen awer verhënneren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Projeten „Réimerwee" an „John F. Kennedy" ginn nach virum Summer presentéiert, et wäerten iwwert 830 nei Wunnengen hei entstoen. Dat si konkret Aktiounen a konkret Projeten, wou d'Regierung en anere Wee geet, wéi dat bis elo de Fall war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'lescht Woch huet de Regierungsrot en anere Projet ugeholl, deen deene méi Schwaachen an eiser Gesellschaft hëlleft. Mat engem neie Gesetz iwwert d'Subventioun vum Loyer fir d'Stéit mat engem niddregen Akommes hëllefe mer deenen, déi et trotz vill Méi ganz schwéier hunn. Kuerzfristeg awer musse mer och Méiglechkeete schafen, fir dass Leit mat engem niddregen Akommes um Privatmarché eng Wunneng fannen a loune kënnen.

Mat der neier „Subvention loyer" kann engem Stot, jee no Kompositioun, tëschent 125 an 240 Euro pro Mount Ënnerstëtzung fir de Loyer accordéiert ginn. Op dës Manéier kréie Leit mam Mindestloun substanziell gehollef. Et ass an engem gewëssene Sënn eng däitlech Erhéijung vum Mindestloun, ouni dass et op d'Käschte vun eise Betriber oder vun der Kompetitivitéit vun eisem Land geet. Et ass eng direkt Hëllef, keng Geldleeschtung, mä eng Sachleeschtung - de préféréierte Modell vun dëser Regierung.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eist Haaptuleies muss et awer sinn - an ass et och -, de Leit, deenen et manner gutt geet, nei Perspektiven ze ginn an hinnen ze hëllefen, sech selwer ze hëllefen. Ee vun de Kärpunkten ass a bleift dofir d'Lutte géint de Chômage. D'Regierung schafft hei op zwee Chantieren. Deen een ass dee generellen a laangfristeg sënnvollsten, nämlech optimal Konditiounen ze schafen, fir dass nei Aarbechtsplaze kënne kreéiert ginn. Mir sinn och hei um richtege Wee, zemools wat d'Diversifikatioun vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg betrëfft.

Den zweete Chantier an der Lutte géint d'Aarbechtslosegkeet ass awer och eng effizient Gestioun an eng optimal Betreiung fir d'Leit, déi vum Chômage betraff sinn. Mir hu vill Efforte gemaach, fir zemools deene Jonken en Accompagnement ze offréieren, deen hinne wierklech hëlleft a si derzou opfuerdert, och selwer aktiv ze ginn a sech hir Zukunft net zou-, mä opzebauen.

Mam Ëmsetze vun der Garantie pour la Jeunesse gouf e wichtege Schrack gemaach, deen derzou gefouert huet, dass zanter dem Juni iwwer 2.150 Jonker dee Programm vu véier Méint ganz duerchlaf hunn. Iwwer 70% vun dëse Leit kruten eng Aarbechtsplaz. 70% kruten eng Aarbechtsplaz, eng Léierplaz oder eng Beschäftegungsmesure offréiert respektiv si kruten de Wee opgemaach, fir sech nees am Schoulsystem kënnen ze integréieren. Vun deene Leit, déi nach keng esou eng Offer kruten, sinn déi allermeescht weider an deem Programm, wou se encadréiert a begleet ginn, bis och fir si eng adequat Léisung fonnt ginn ass. Et gëtt kee fale gelooss!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Net nëmmen déi Jonk brauchen awer Perspektiven.

(Brouhaha)

Och déi Leit, déi scho méi laang aus dem Aarbechtsliewen eraus sinn, sollen nees zréck an e geregelt Liewe fannen, mat enger Aarbecht, déi hinnen erlaabt, en normalen Alldag ze hunn. Mat enger neier Form vun enger méi personaliséierter Betreiung schafft d'ADEM ganz konkret drun, fir d'Demandeurs d'emploi och individuell kënnen ze suivéieren.

(Interruptions)

Esou gëtt bei der Offer vun Aarbechtsplazen...

Här President, et geet ëm de Chômage. Ech wier frou, wann...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass awer e Problem, dee mer am Land hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just den Här Premierminister d'Wuert. Mir hu muer ganz, ganz vill Zäit, fir dorop ze reagéieren. Här Statsminister, loosst lech net beiren!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci.

Esou gëtt bei der Offer vun Aarbechtsplaze méi nom Profil vum Client gekuckt an et gëtt méi eng héich Wahrscheinlechkeet, dass Employeur an Demandeur d'emploi beienee passen. De Lien tëscht de Patronen an deenen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, muss esou einfach wéi méiglech an esou gutt wéi méiglech sinn. Och dofir geet Enn des Joers en neien „Portail de l'emploi" online, wou déi zwou Säiten onkomplizéiert an onbürokratesch kënnen zesummegefouert ginn. Am Kader vun eisem Accord mam Patronat hu mer festgehalen, dass an den nächsten dräi Joer 5.000 zousätzlech Chômeuren eng Aarbecht fannen. Dat ass e ganz ambitiéist Zil, a mir sinn zesumme gefuerdert, fir dat ëmzesetzen. De Grondsteen derfir ass geluecht an och hei si mer um richtege Wee.

De Sozialstat ass ee vun de gréissten Acquise vun eise Virfahren a gëtt haut esou vill gebraucht, wéi zanter Jorzéngten net méi. D'Regierung gesäit en héijen Niveau vu sozialer Ofsécherung als Garant fir den Zesummenhalt an der Gesellschaft an als Zeeche vu mënschlecher Solidaritéit. Dernieft wësse mer och, dass de soziale Fridden e wichtegen Atout vun eiser Kompetitivitéit ass. Et ass wichteg, dass een och kann op Hëllef zielen, wa perséinlech Schicksaler, Krankheet oder Invaliditéit dozou féieren, dass eng Persoun net méi fir sech selwer a fir hir Famill ka suergen.

Dofir brauche mir als Gesellschaft e System vu Solidaritéit, deen awer och effikass a laangfristeg muss ofgesécher sinn. Fir d'Stabilitéit vum System ofzesécheren, gëtt och d'Fleegeversécherung reforméiert. Verschidde Mesurë sinn am Kader vum Zukunftspak geholl ginn an et sinn och éischt Resultater an déi richteg Richtung erkennbar, ouni dass dat op d'Käschte vun der Ënnerstëtzung fir déi Betraffe geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stat huet eng Verflichtung vis-à-vis vun deene Leit, déi op Hëllef ugewise sinn. Dat gëllt fir de soziale Beräich, fir de Fleegesecteur a fir d'Betreiung. Et gëllt awer och am Alldag an a Situatiounen, wéi se permanent an iwwerall am Land virkommen.

Bei Noutsituatioune musse mer eng séier a qualitativ héichwäerteg Hëllef kënne garantéieren. Mir brauchen also e performant a modernt Rettungswiesen. Fir dat ze erreechen, gëtt elo en Établissement public geschaf, an deem all Rettungsdéngschter zesummegefouert ginn. Stat a Gemengen zéien hei un engem Strang an organiséiere gemeinsam déi Struktur. Den entspriechende Gesetzesprojet gëtt nach dëse Mount mat deene verschiddenen Akteuren diskutéiert a finaliséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng grouss Verantwortung. Net eleng d'Regierung, mä mir allerguerten. Mir hunn eng Verantwortung vis-à-vis vun eiser Geschicht an eng grouss Verantwortung vis-à-vis vun eiser Zukunft. Mir sinn an der Flicht, eise Kanner déi beschtméiglech Ausgangssituatioun ze schafen, fir dass si selwer kënnen décidéieren, wéi si hir Zukunft gestalten. Dofir solle mer eis och drop konzentréieren dat ze erhalen, wat erhale muss ginn, a gläichzäiteg nei Fundamenter géissen, déi Bestand hunn.

Wann et ëm d'Erhale geet, da betrëfft dat natierlech dat, wat eis ausmécht, eise Patrimoine an eis Kultur. Et betrëfft awer och eis sozial Acquisen an et betrëfft eis natierlech Ressourcen, d'Ëmwelt an d'Natur. D'Regierung ass beméit, och hei keng Zäit ze verléieren, a mir hunn an de leschte Méint Initiative geholl, déi laang fälleg waren.

Dat ass zum Beispill wouer fir de Beräich vun der Waasserqualitéit, wou leschten Hierscht Alarm geschloe gouf wéinst der Pestizidbelaaschtung an eisem Grondwaasser. D'Regierung huet den Asaz vu verschiddene Pestiziden aus dem Mais- an Rapsubau verbueden, an no 20 Joer Stëllstand goufen déi éischt Waasserschutzzonen ausgewisen. Beim Ëmsetze vun Direktiven aus dem Ëmweltberäich si mir net méi Schlussliicht an Europa. Mir sinn um richtege Wee, an en neit Naturschutzgesetz gëtt nach dëst Joer déposéiert. Lëtzebuerg spillt ëmmer méi eng proaktiv Roll, wann et dorëms geet, eisen natierleche Patrimoine ze schützen an awer och méi virsiichteg mat eise Ressourcen ëmzegoen. D'Energieeffizienz bleift e Sujet, deen eis weiderhi begleet, an d'Regierung huet och hei nei Initiative geholl. Esou ass de Finanzministère amgaangen, un engem Modell vu Klimabank ze schaffen, wou virun allem Privatleit ënnert d'Äerm gegraff kréien, wa se an en energieeffizient Bauen oder an d'Sanéierung vun hiren Haiser investéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Och de Stat selwer ass hei an der Flicht an huet eng Virbildfonctioun. Esou hu mer eis en ambitiéise Sanéierungsprogramm fir déi ëffentlech Gebaier ginn. An den nächste véier Joer ginn iwwer 225 Milliounen Euro fir déi energetesch Sanéierung vu staatleche Gebaier investéiert. Iwwert dëse Programm kréie mer eng héich Qualitéit vun de staatleche Gebaier a mir kënne laangfristeg vill Energie spueren.

Dernieft ass et awer och en Deel vun eise Beméiungen am Beräich vun der Green Economy. Et ginn dausend Aarbechtsplazen am Secteur vun der Konstruktioun an dem Handwierk ofgeséchert a geschaf, de Wirtschaftswuesstem heiheem gëtt massiv gefërdert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et läit nach vill Aarbecht virun eis, mä d'Richtung stëmmt. A mir sinn zouversiichtlech, dass mer et zesumme fäerdegbréngen, d'Land op d'Zukunft virzebereeden. D'Regierung mécht dat net en solitaire an och net hannert zouenen Dieren. Et ass eis an de leschte Méint gelongen, de Sozialdialog ze relancéieren, Accorde mat Gewerkschaften a Patronat ze ënnerschreiwen an och nees zu dräi un engem Dësch zu konkrete Resultater ze kommen, déi d'Land moderniséieren, eis Kompetitivitéit stäerken an déi d'sozial Kohäsioun garantéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Politik wëlle mir konsequent weiderféieren, an déi nächst Etapp, déi mer zesummen ze meeschteren hunn, ass déi vun enger Steierreform. Mir hunn den Ament Gespréicher a Berodunge mat deene verschiddene Partner. D'Regierung ass beméit, eng Reform auszeschaffen, déi zu engem einfachen an transparente Steiersystem féiert, dee Rücksicht hëlt op déi sozial Gegebenheete vun eisem Land, genausou op d'Spezifissitéite vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Dat ass eist Zil. An dat ass de Wee, dee mer ageschloen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass e Land wéi keen anert op der Welt. Mir hunn eis eege Geschicht, eis Kultur an eis Gewunnechten. Mir sinn e Land, wou vill Nationalitéiten a Kulturen niewenteneen a mateneen existéieren. Mir bréngen et fäerdeg, ze vernetzen an ze verbannen, Brécken ze bauen an no vir ze kucken. Mir sinn e Land vun der Erneierung an hu Krisen iwwerstanen, fir gestäerkt eng Zukunft opzebauen. Dat ass et, wat mer sinn. A wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, da gëllt et, sech zesummen dofir ze engagéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun a mir fannen eis muer de Moien a muer de Mëtten hei am Haus erëm fir d'Debatten iwwert d'Deklaratioun.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm an ech soen Iech alleguer Merci.

(Fin de la séance publique à 15.35 heures)

Sommaire des séances publiques nos 29, 30 et 31

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 463

Ordre du jour p. 463

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 463-464

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 464

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 464

6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules p. 464-470

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat p. 470-476

6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

et

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007 p. 476-478

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 478

6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice p. 478-480

6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 480-481

Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg p. 482-490

Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot p. 489

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 491

Communications p. 491

Ordre du jour p. 491

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays p. 491-494

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0950	Fernand Kartheiser	Énergie éolienne
1014	Gérard Anzia	Harcèlement moral
1015	Fernand Kartheiser	Fête de la victoire sur le nazisme le 9 mai à Moscou
1016	Lex Delles, André Bauler	Élaboration des questionnaires d'examen
1017	Sylvie Andrich-Duval	Oncologie du Centre Hospitalier Emile Mayrisch
1019	Franz Fayot	Archives des administrations de l'État
1020	Marcel Oberweis	Développement du télétravail
1021	Serge Wilmes	Situation des recettes du budget de l'État pour l'exercice 2014
1022	Justin Turpel	Premières expériences avec les médicaments génériques
1023	Laurent Mosar	Droit à l'oubli dans le cadre des polices d'assurances
1024	Martine Hansen, Marco Schank	Élagage des arbres et taille des haies
1026	Alexander Krieps	Mesures de sécurité pour la route nationale N3 entre Alzingen et Frisange
1028	Henri Kox, Gérard Anzia	Sociétés agro-industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux d'élevage
1029	Alexander Krieps	Médecin référent
1030	Justin Turpel	Comptes cachés de certaines fabriques d'églises
1032	Claude Adam	Organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental
1033	Françoise Hetto-Gaasch	Partenariat entre l'ADEM et l'asbl «Dress for Success»
1034	Martine Hansen	Unité de gardiennage de l'Armée luxembourgeoise
1035	Claudia Dall'Agnol	Compétence numérique
1036	Marc Spautz	Contact Center de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)
1037	Laurent Mosar	FinTech
1038	André Bauler, Gusty Graas	Liste des bâtiments classés «monument national»
1039	Franz Fayot, Taina Bofferding	Pauvreté enfantine
1040	Fernand Kartheiser	«Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude (LUNOZ)»
1041	Fernand Kartheiser	Exposition «Luxemburger in der Polizei des NS-Staates» à Weimar
1042	Fernand Kartheiser	Congé de maternité
1043	André Bauler	Agrandissement du Atert-Lycée à Redange
1044	Marc Spautz	Effectifs de l'ADEM
1045	Gusty Graas	Radiactivité dans le Kiemelbaach
1046	Josée Lorsché	Statut des gyropodes dans la circulation
1048	Fernand Kartheiser	Fondation de Luxembourg
1049	Marc Spautz	Fumée rejetée par l'usine sidérurgique d'ArcelorMittal à Belval
1052	Fernand Kartheiser	Soutien financier de l'État pour l'initiative contre le droit de vote pour non-résidents dans le cadre du référendum
1053	Fernand Kartheiser	Neutralité de l'Union européenne dans le cadre du référendum
1054	Roy Reding	Démission du directeur du Contrôle médical
1055	Roy Reding	Contrat d'initiation à l'emploi
1056	Fernand Kartheiser	Remboursement de la part de l'Union européenne
1057	Justin Turpel	Accès aux soins de santé des personnes en situation irrégulière
1058	Diane Adehm, Gilles Roth	Rapport annuel de l'OCDE sur les impôts sur les salaires
1059	Nancy Arendt	Cinémomètres utilisés lors de contrôles de vitesse
1060	Justin Turpel	Limitation de la vitesse à 30 km/h aux alentours des écoles et autres structures sensibles
1061	Alexander Krieps	Secteur médical non conventionné
1062	Serge Wilmes	Utilisation de l'abréviation LFF et distinction entre différents fonds existants
1063	Serge Wilmes	Exécution du Budget de l'État pour l'exercice 2014
1064	Jean-Marie Halsdorf	Service de l'aumônerie au sein de l'Armée luxembourgeoise
1065	Marcel Oberweis	Problématique des permis de conduire non valables
1066	Marc Spautz	«Luxembourg Future Fund»
1067	Roy Reding	Gardiennage des infrastructures sportives
1068	Roy Reding	Législation sur les pointeurs lasers
1069	Roy Reding	Simplification et unification des procédures en matière d'impôts
1070	Fernand Kartheiser	Commémorations
1071	Laurent Mosar	Crise au Yémen
1072	Laurent Mosar	Mission économique aux Émirats arabes unis en mars 2015
1073	Justin Turpel	«Food For Your Senses»
1074	Gusty Graas	Niveau de chlorures dans l'eau de la Moselle
1075	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Transport transfrontalier entre Luxembourg et Konz-Roscheid
1076	Fernand Kartheiser	Droit de visite dans le cas d'un divorce
1091	Diane Adehm, Gilles Roth	Revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA)

Question 0950 (02.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**énergie éolienne:**

Et gesäit een hei am Land ëmmer méi Wandanlagen, fir Energie ze gewannen. Ech wollt de Gesondheetsminister, den Ëmweltminister an d'Ministere fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture souwéi Energie froen, wéi eng Konsequenzen dës Wandenergieanlagen op d'Mënschen an op d'Déierewelt hunn.

1. Wéi vill Anlage gëtt et hei zu Lëtzebuerg?

2. Wéi eng international Etüden iwwert d'Auswierkunge vun de Wandenergieanlagen op de Mënsch (duerch Kaméidi, Liicht-Schied-Wiessel...) sinn de Ministere bekannt?

3. Wéi eng international Etüden iwwert d'Auswierkunge vun de Wandenergieanlagen op d'Vullen an d'Flantermais gëtt et? Gëtt et schonn Ënnersichungen, ob d'Vibratioune vun deenen Anlagen d'Fauna am Buedem, déi an der Ernährungsketten esou wichteg ass, stéieren an a wéi engem Mooss?

4. Gëtt et national Etüden zu deenen Themen?

5. Wéi vill Verloschter u Vullen a Flantermais gëtt et hei am Land pro Joer duerch Wandenergieanlagen? Gëtt et national oder international statistesch Duerchschnëttswäerter iwwert d'Déieren, déi duerch esou Anlagen hiert Liewe verléieren?

6. Hunn esou Anlage Konsequenzen op de Loftverkéier an op de Fonctionnement vu Radarinstallatiounen hei zu Lëtzebuerg?

7. Wéi eng Moossname wëllt d'Regierung huelen, fir de Mënsch am Fall vun erwisene Konsequenzen, an d'Fauna virun den negativen Aspekter vun dësen Anlagen ze schützen?

Réponse commune (08.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Zu Lëtzebuerg dréinen zurzäit 51 Wandrieder. D'Leeschtunge vun dëse variéiere staark vun enger Anlag zur anerer (Micro-installations vu wéinegen kWp bis zu Wandrieder mat enger Leeschtung vun 1,8 MWp). Déi Gesamtleeschtung war 2013 ronn 60 MWp. Laut der europäescher Direktiv 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, huet d'Lëtze-

buerger Regierung am Juli 2010 en nationalen Aktiounsplang décidéiert, an deem en Zil vun 131 MWp, oder 239 GWh, fir d'Joer 2020 definéiert ass.

Aktuell si verschidde Projeten a Planung an am Bau, déi eis erlaben, ganz zouversiichtlech ze sinn, dass d'Regierung hiert Zil aus dem Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables fir 2020 wäert erreechen.

Wandrieder mat enger elektrescher Leeschtung vu méi wéi 100 kVA falen ënnert d'Bestëmmunge vum Kommodosgesetz vum 10 Juni 1999. Als Etablissement vun der Klass 1 ginn dës Anlage souwuel vum Aarbechtsminister, wéi och vum Emweltminister autoriséiert. Dobäi gi Konditioune fixéiert, fir d'Auswierkunge vun den Anlagen op de Mënsch ze limitéieren. An deem Kontext suivéiert d'Ëmweltverwaltung kontinuéierlech, wat fir eng nei Erkenntnisser et am Ausland zu dëser Thematik gëtt.

Am Joer 2013 huet d'Ëmweltverwaltung eng Etüd an Optrag ginn, fir d'Kaméidisoplagen, déi am Kader vun dem Kommodo fixéiert ginn, ze iwwerschaffen. Dofir gouf och eng detailléiert Literaturrecherche zu dësem Thema gemaach. D'Resultater vun där Etüd goufen am Joresbericht 2013 vum Ministère publizéiert (Säite 50 an 51).

An de leschte Jore si verschidden Ënnersichungen an Europa an an Nordamerika iwwer Wandrieder an d'Risike fir Vullen a Flantermais gemaach ginn. Déi generell Konklusioun ass, dass d'Flantermais, méi nach wéi d'Vullen, duerch d'Wandrieder menacéiert sinn. Bei de Flantermais ass z. B. gewise ginn, dass d'Mortalitéit net nëmmen duerch direkt Impakter mat de Rotorblieder entsteet, mä och indirekt andeems d'Longen duerch de Loftzoch vun de Rotorblieder geschiedegt ginn (Barotrauma).

Eng rezent däitsch wëssenschaftlech Etüd (Voigt et al., 2015) schätzt, dass all Joer eng 250.000 Fliedermais duerch Wandrieder an Däitschland stierwen. Wat d'Vulle betrëfft, esou weist d'Statistik vum „Landesamt für Umwelt, Gesundheit und Verbraucherschutz Brandenburg", dass virun allem Gräifvullen, wéi de Bussard, de Routmilan an de Schwarzmilan (Schéiereschwanz) als Schlagopfer betraff sinn. Folgend rezent wëssenschaftlech Artikelen resüméieren den aktuelle Kenntnisstand:

Vulle:

- Marques, A. T., et al. 2014. „Understanding bird collisions at wind farms: an updated review on the causes and possible mitigation strategies. Biological Conservation", 179: 40-52;

- Wang, S., Wang, S., and Smith, P. 2015. „Ecological impacts of wind farms on birds: Questions, hypotheses, and research needs. Renewable and Sustainable Energy Reviews", 44: 599-607.

Flantermais:

- Voigt, C. C., et al. 2015. „Wildlife and renewable energy: German politics cross migratory bats. European Journal of Wildlife Research";

- Cryan, P. M., et al. 2014. „Behavior of bats at wind turbines. Proceedings of the National Academy of Science", 111: 15126-15131;

- Arnett, E. B., G. D. Johnson, W. P. Erickson, and C. D. Hein. 2013. „A synthesis of operational mitigation studies to reduce bat fatalities at wind energy facilities in North America. A report submitted to the National Renewable Energy Laboratory. Bat Conservation International", Austin, Texas, USA;

- Grodsky, S.M. et al. 2011. „Investigating the causes of death for wind turbine-associated bat fatalities. Journal of Mammalogy", 92: 917-925.

Vu dass hei am Land nach keng Etüden zu deem Thema gemaach gi sinn, kann ee keng Aussoen iwwert d'Verloschter maachen. Déi rezent Etüden aus Däitschland gi bei de Flantermais awer vu Verloschter vun zéng bis zwielef Flantermais pro Turbinn pro Joer aus. Bei de Vulle variéieren d'Zuele vun Doudesfäll tëscht null bis 40 pro Joer pro Turbinn (Marques et al., 2014).

Etüden iwwer eng eventuell Gefor duerch Vibratiounen an der Loft an am Buedem sinn der Regierung net bekannt.

D'Etüden a puncto Fluchsécherheet gi vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) duerchgefouert respektiv vun der ANA maache gelooss.

Doriwwer eraus gëtt gekuckt, ob déi Wandkraaftanlagen een Hindernis fir aeronautesch Installatiounen (Flughafe Findel, Flugfelder ELNT, ELMD, ELUS an op Helikopterlandeplazen) duerstellen, no der Annex 14 vun der ICAO, déi iwwert dat groussherzoglecht Reglement vum 12. Mee 2012 ëmgesat gouf.

Wann et an de Beräich vum Plan d'occupation du sol „Aéroport et environs" (POS Findel) fält, gëtt d'ANA fir Avis gefrot. Wann et net dorënner fält, gëtt d'Direction de l'Aviation civile (DAC) en Avis of.

Generell gëtt awer aus Sécherheetsgrënn fir de Siichtfluchverkéier e Marquage an e Balisage vun den Anlage verlaangt, well déi zum Deel bis zu 200 Meter héich kënne sinn.

Ofhängeg vum Standuert kënne Wandkraaftanlagen en Impakt op de Loftverkéier hunn.

Iert nei Wandkraaftanlagen autoriséiert ginn, muss kënnen ausgeschloss ginn, dass dës Anlage substanziell negativ Impakter op de Mënsch oder op geschützten Déierenaarten hunn, besonnesch déi, déi duerch déi europäesch „Habitat"- an „Vulleschutz"-Direktiven (1992/43/CEE an 2009/147/CE) viséiert sinn. Dofir ginn an engem fréie Stadium vun der Planung sougenannten Impaktstudien oder EIE (Évaluation des incidences environnementales) gemaach an am Kader vun der Kommodoprozedur och der Éffentlechkeet zur Verfügung gestallt.

An der Autorisatioun op Basis vum Naturschutzgesetz ginn d'Konditiounen definéiert, déi de Bedreiwer vun de Wandmille muss anhalen an déi zum Zweck hunn, déi natierlech Fauna esou gutt wéi méiglech ze schützen, dat heescht, de Kollisiounsrisiko fir Fliedermais a Vulle staark ze reduzéieren. Dës Konditioune beinhalte speziell Zäiten, während deenen d'Rotoren net däerfen dréinen oder och Moossnamen, fir déi landwirtschaftlech Fläche rondërm d'Wandrieder als Juegdgebitt vun de Gräifvullen ökologesch onattraktiv ze maachen, z. B. duerch Maisubau amplaz vu Wisen.

Doduerch, dass fir d'Opriichten an d'Bedreiwe vu Wandmille speziell Autorisatioune vum Ëmweltministère ausgestallt ginn, ka garantéiert ginn, dass de Spezifissitéite vun all Site Rechnung gedroe ka ginn.

Q160

Question 1014 (23.03.2015) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **harcèlement moral:**

En 2009 une convention de sensibilisation au problème du harcèlement moral ou «mobbing» sur le lieu de travail a été signée avec les partenaires sociaux. Il a également été convenu d'en faire une évaluation après cinq ans, donc en 2014. Le programme gouvernemental prévoit l'élaboration d'un projet de loi sur base de cette évaluation en prenant en compte également la proposition de loi 4979 déposée en 2002.

La deuxième enquête nationale sur l'index de la qualité de travail au Luxembourg («Quality of work index Luxembourg»), présentée en novembre 2014, indique que le phénomène de l'harcèlement moral aurait diminué depuis 2013. D'autres acteurs de la société civile rapportent cependant une augmentation importante du nombre des cas portés à leur connaissance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Le Luxembourg dispose-t-il de statistiques sur le harcèlement moral au lieu de travail autres que celles fournies par les acteurs de la société civile?

2. Est-ce que les données pour l'année 2014 sont disponibles? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution des chiffres?

3. Quel est l'état d'avancement de l'évaluation de la convention de 2009? Endéans quel délai le projet de loi sera-t-il déposé?

4. En l'absence d'une loi relative au harcèlement moral, les tribunaux ont recours à l'article 1134 du Code civil pour sanctionner ce dernier. Combien de cas ont été jugés ces cinq dernières années?

Réponse (29.04.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Actuellement, aucune disposition du Code du Travail ne définit ou n'incrimine directement le harcèlement moral.

D'après la convention du 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail conclue entre l'UEL, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, et qui a été déclarée d'obligation générale par règlement grand-ducal du 15 décembre 2009, il y a harcèlement moral: «lorsqu'une personne relevant de l'entreprise commet envers un travailleur ou un dirigeant des agissements fautifs, répétés et délibérés qui ont pour objet ou pour effet soit:

- de porter atteinte à ses droits ou à sa dignité;

- d'altérer ses conditions de travail ou de compromettre son avenir professionnel en créant un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant;

- d'altérer sa santé physique ou psychique».

Même en l'absence de dispositions légales spécifiques le harcèlement moral est sanctionné par les tribunaux qui se reportent aux principes généraux du droit et plus particulièrement à l'article 1134 du Code civil, aux termes duquel «les conventions légalement formées doivent être exécutées de bonne foi par les parties à la convention».

En effet, la jurisprudence considère que l'obligation de l'employeur d'exécuter de bonne foi le contrat de travail résultant de l'article 1134 du Code civil constitue actuellement, en l'absence d'une législation spécifique en droit du travail la base légale de l'action en dommages et intérêts du salarié.

Concernant la question de savoir combien de cas de harcèlement moral ont été jugés par les tribunaux ces cinq dernières années, il faut préciser que les applications informatiques actuellement utilisées pour gérer les dossiers civils et commerciaux ne permettent pas encore de retracer l'information sollicitée.

Comme, faute de base légale, aucune mission spécifique n'est attribuée à l'ITM dans ce contexte, cette administration n'est pas en mesure de s'outiller en conséquence, en vue de réaliser un recensement des cas potentiels éventuellement portés à sa connaissance.

Il peut néanmoins être constaté que sur base de l'expérience des inspecteurs du travail sur le terrain, ainsi que sur base des appels téléphoniques et courriels reçus par le «Help Center» de l'ITM, que le phénomène du harcèlement moral sur le lieu de travail semble malheureusement connaître ces dernières années une croissance sensible.

En ce qui concerne l'état d'avancement de l'évaluation de la convention signée par les partenaires sociaux en 2009, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne peut pas se prononcer alors que cette évaluation relève de la compétence des parties signataires.

Question 1015 (24.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fête de la victoire sur le nazisme le 9 mai à Moscou:**

Den 9. Mee feiert Russland, ee vun eise wichtegsten Alliéierten am Zweete Weltkrich an eent vun de Länner, wat am meeschten ënnert dem Krich ze leiden hat, de 70. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich.

Dofir wëll ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Ass Lëtzebuerg op déi Feier invitéiert, a wa jo, wie vertrëtt Lëtzebuerg bei de Feiere rondërëm den 9. Mee zu Moskau?

2. Ass an deem Kader vu Lëtzebuerger Säit virgesinn, fir och de Lëtzebuerger zwangsrekrutéierten Affer op russeschem Buedem ze gedenken? Ass och e Besuch zu Tambow envisagéiert?

Réponse (28.04.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, destinataire de la question parlementaire n°1015, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives aux cérémonies solennelles du 9 mai à Moscou.

Ad 1. De Premier a Statsminister Xavier Bettel ass vum russesche President Wladimir Putin op d'Commémoratioune vum 9. Mee zu Moskau invitéiert ginn. De Grand-Duché gëtt deen Dag op der Plaz vun eisem Ambassadeur vertrueden. De Premier ass den 9. Mee present bei der Gedenkfeier, déi vu russescher Säit um Kierfecht zu Bouneweg organiséiert gëtt a leet do eng Gerbe néier.

Ad 2. Duerch de Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé sinn d'Vereenegunge vun der Erënnerung, ënner anerem d'Amicale vun de fréiere Krichsgefaangene vun Tambow, via déi concernéiert staatlech Servicer bedeelegt, fir dem Sacrifice vun eisen Affer ze gedenken. Eiser Kenntnis no ass keng Visite zu Tambow am Mee geplangt.

Question 1016 (24.03.2015) de **MM. Lex Delles** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**élaboration des questionnaires d'examen:**

Il nous revient que l'élaboration des questionnaires d'examen devrait être revue dans la mesure où celle-ci serait confiée à l'avenir à un groupe de professeurs experts en la matière au lieu d'exiger de chaque titulaire concerné la composition d'un ou de plusieurs questionnaires.

Voilà pourquoi nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer une telle réorganisation dans le domaine de la confection des questionnaires?

- Dans l'affirmative, comment ces groupes fonctionneraient-ils? Selon quelle procédure les enseignants seraient-ils désignés?

- Le contrôle traditionnel des questionnaires par des experts serait-il maintenu?

Réponse (28.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La procédure actuelle de l'élaboration des questionnaires de l'examen de fin d'études secondaires et de l'examen de fin d'études secondaires techniques est définie par le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires respectivement par le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien. Les deux règlements ont subi une modification en novembre 2013 suite à une décision du Gouvernement précédent (règlement grand-ducal du 15 novembre 2013).

Cette modification concernait particulièrement la procédure de l'établissement des questionnaires. Dans les deux règlements, le texte est le suivant: «Les questionnaires sont établis par des examinateurs désignés par le commissaire. Celui-ci fixe le nombre de questionnaires à remettre, la forme et le délai de remise du ou des questionnaires.»

Ce texte remplace l'ancienne version qui était formulée comme suit: «Chaque examinateur propose au choix du commissaire, sous pli fermé et dans un délai antérieurement fixé par le commissaire, un ou plusieurs questionnaires pour l'épreuve écrite, orale ou pratique. La forme et le nombre des questionnaires à remettre sont déterminés par le commissaire.»

Suite à la modification de 2013, il incombe aux commissaires respectifs de décider s'ils demandent comme d'habitude à chaque examinateur d'établir un ou plusieurs questionnaires, ou bien de constituer des groupes d'examinateurs qui proposent un questionnaire ou une série de questions.

D'après mes informations, les décisions sont prises par les commissaires respectifs en concertation avec les enseignants des différentes spécialités et la procédure retenue peut donc être différente d'une branche à l'autre et d'une section à l'autre.

La procédure concernant l'expertise des questionnaires soumis par les examinateurs est fixée par les mêmes règlements comme suit: «Pour chaque épreuve, le ministre peut désigner un ou plusieurs groupes d'experts chargés d'examiner les sujets ou questions proposés et de soumettre leurs observations au commissaire.»

Cette procédure n'a pas été modifiée depuis l'entrée en vigueur des deux règlements en 2006.

Étant donné que dans la procédure habituelle, le nombre de questionnaires produits dépasse dans la plupart des branches de loin le nombre de questionnaires requis pour le bon déroulement de l'examen, j'ai engagé des discussions avec les présidents des commissions nationales des programmes et avec les syndicats afin de déterminer une démarche qui soit, d'une part, plus économe en ressources et, d'autre part, fournisse des questionnaires d'une qualité impeccable. Une des pistes consiste en la constitution pour chaque branche d'un groupe d'experts, formés dans la création de questionnaires. Ce groupe serait chargé de l'établissement du nombre exact de questionnaires requis.

Question 1017 (25.03.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**oncologie du Centre Hospitalier Emile Mayrisch:**

Die Onkologie des Escher „Centre Hospitalier Emile Mayrisch" (CHEM) platzt derzeit aus allen

Nähten. Sowohl die stationären als auch die ambulanten Chemotherapie-Patienten werden auf der Station behandelt, Tendenz steigend.

Aus diesem Grund haben die Verantwortlichen sich dazu entschieden, das leer stehende Gebäude der „Al Maternité", welches ursprünglich abgerissen werden sollte, zur Onkologie-Station des CHEM umzufunktionieren und somit Personal und Patienten viermal mehr Platz zu bieten.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Auf welche Summe werden die Umbaukosten sich belaufen?

- Wie wird der Umbau finanziert?

Réponse commune (24.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Auf Grund der Tatsache, dass die Onkologie-Station des „Centre Hospitalier Emile Mayrisch" aus Platzmangel nicht mehr fähig ist, alle ambulant zu behandelnden Onkologie-Patienten aufzunehmen, hat die Direction de la Santé des Gesundheitsministeriums den Flächenbedarf für die Chemotherapie dieser Patienten einer Schätzung unterzogen und den Resultaten entsprechend die Einrichtung einer höheren Zahl an Behandlungsplätzen empfohlen.

Verschiedene Alternativen, um diese zusätzlichen Behandlungsplätze auf dem Krankenhausareal zu schaffen, wurden untersucht und der Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH) zur Stellungnahme unterbreitet. Die Einrichtung der onkologischen Tagesklinik mit 22 Behandlungsplätzen im Erdgeschoss der alten Maternité wurde von dieser konsultativen Kommission positiv beurteilt.

Die Umbaukosten für die Einrichtung der onkologischen Tagesklinik in diesem Stockwerk sind Teil einer Baumaßnahme und werden anteilmäßig an den Gesamtbaukosten mit zirka 2.600.000 € inklusive MwSt. veranschlagt (es wurde keine genaue Aufteilung der Gesamtkosten auf die einzelnen Teilmaßnahmen vorgenommen).

Diese Kosten werden zu 80% vom Staat bezuschusst und zu 20% von der Gesundheitskasse.

Question 1019 (25.03.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **archives des administrations de l'État:**

Le rapport «La 'question juive' au Luxembourg (1933-1941): L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies» présenté récemment par son auteur, Monsieur Vincent Artuso, fait notamment référence à l'état critique de certaines archives administratives du Grand-Duché. Selon l'auteur, il n'est pas toujours possible de retracer les processus de décision dans des dossiers où il n'est pas certain que les responsables politiques et administratifs aient versé toutes les pièces importantes et dont la méthode de classement n'est pas toujours facile à déceler.

Cette question du traitement des archives dans les administrations ne se pose pas seulement pour les chercheurs en histoire. Elle est essentielle pour le bon fonctionnement de l'État. La façon dont les ministères et administrations traitent les documents qu'ils produisent, reçoivent ou transmettent en vue d'élaborer la législation, de l'exécuter et, de façon générale, de gérer l'État est capitale pour assurer la continuité et la transparence des décisions. De la rigueur et de la méthode de la conservation dépend ainsi la possibilité de retracer clairement l'origine des décisions et de sauvegarder ainsi la mémoire de l'État. Ce souci de cohérence s'impose dans une optique du droit à l'information des citoyens et de transparence des politiques.

En effet, à mesure que les personnels partent à la retraite et se renouvellent par l'arrivée de jeunes générations, à mesure que les administrations s'étendent, à mesure aussi que les mandats ministériels se raccourciront, il est essentiel de conserver cette mémoire et de la rendre accessible à tous. De plus, le travail des historiens et des archivistes s'en trouvera largement facilité s'ils peuvent être certains de disposer de dossiers complets et structurés avec méthode.

Bien entendu, alors que le papier est de plus en plus remplacé par le numérique, les mêmes questions se posent pour l'archivage des communications et documents électroniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quand le projet de loi sur les archives sera-t-il disponible?

- Une méthode d'archivage uniforme et contraignante pour toutes les administrations de l'État luxembourgeois a-t-elle été prévue? Sinon, le Gouvernement est-il prêt à se saisir de la question?

Réponse (30.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

L'avant-projet de loi sur l'archivage sera présenté et discuté le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement, après de longues années de réflexion sous le Gouvernement précédent. Dès qu'il est approuvé, il sera déposé à la Chambre des Députés et soumis pour avis au Conseil d'État.

L'avant-projet de loi en question permettra de doter les Archives nationales d'un cadre et d'instruments légaux solides pour remplir leurs missions d'une manière adéquate. Certaines incohérences dans la législation actuelle seront éradiquées.

Le projet de loi sur l'archivage prévoit une méthode d'archivage uniforme et contraignante pour toutes les administrations. Chaque administration devra proposer la totalité de ses documents d'archives aux Archives nationales. Le choix des archives à conserver définitivement sera effectué par les ANLux et l'administration en question et le versement des archives ainsi sélectionnées aux ANLux se fera selon des critères bien définis.

Question 1020 (25.03.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **développement du télétravail:**

Le marché du travail est toujours en ébullition. Mais comme chaque médaille, celle-ci a également son revers: autoroutes saturées matin, midi, soir, pertes de temps démesurées dans les bouchons et lors de la recherche de place de parking en plus une dégradation de la qualité de vie. Cette galère quotidienne pour des dizaines de milliers de salariés pourrait être soulagée par le télétravail.

Le télétravail présente un avantage courageux en vue d'apporter des réponses liées à savoir l'amélioration de la qualité de vie, flexibilité accrue sur le plan de gestion des ressources humaines la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la recherche de gain de temps et la réduction du stress. Ce mode de travail modifie la vie professionnelle des télétravailleurs et peut rehausser les relations sociales. Il s'ensuit qu'il faut organiser les relations professionnelles et familiales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'encourager davantage le télétravail? Dans l'affirmative, de quelle façon?

- Est-ce qu'il ne faut pas élaborer une charte sur le télétravail indiquant entre autres les frais de déplacement et le contrôle des activités à domicile?

- Existe-t-il des données statistiques récentes quant à l'application du télétravail dans le secteur privé et public au Luxembourg?

Réponse (28.04.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Il est à noter tout d'abord que le télétravail, qui permet une organisation plus flexible du travail est en nette augmentation comme le démontre le tableau annexé dont il ressort qu'en 2014 12,6% des personnes ayant un emploi ont effectué du télétravail au cours des dernières quatre semaines comparé à seulement 1,7% en 2005 et 7,1% en 2010.

Cette augmentation semble démontrer que le cadre général fixé dans la convention conclue entre L'UEL, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, et déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal du 13 octobre 2006, semble en adéquation avec les attentes des acteurs du marché du travail.

Dès lors un encouragement supplémentaire pour cette forme de travail ne s'impose et ce d'autant plus qu'aucune demande en ce sens ne m'a été communiqué par les partenaires sociaux.

Il s'ensuit également que l'élaboration d'une charte sur le télétravail ne semble pas être nécessaire actuellement, mais toute demande afférente de la part des partenaires sociaux sera prise en considération dans le cadre d'une adaptation éventuelle des mesures existantes.

L'enquête sur les forces de travail (EFT) réalisée par le Statec fournit annuellement des données sur le marché du travail y compris en matière de télétravail et les données les plus récentes figurent dans l'annexe précitée.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1021 (30.03.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **situation des recettes du budget de l'État pour l'exercice 2014:**

Dans la suite de la réponse concise du Ministre des Finances à la question parlementaire n°0891 *(cf. compte rendu n°8/session 2014-2015)* et prenant note des explications de Monsieur le Ministre des Finances affirmant que lors de la Cofibu du 23 janvier 2015 il a seulement analysé la situation des recettes de l'État en 2014, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Selon les plus récentes estimations macroéconomiques du Statec, la croissance économique en 2014 était inférieure aux hypothèses de croissance sous-jacentes au budget de l'État. Monsieur le Ministre s'est félicité publiquement de l'évolution des recettes au niveau de l'exécution du budget des recettes pour 2014. Est-ce que cette performance est le résultat de mesures volontaristes mises en œuvre par Monsieur le Ministre pour mobiliser des recettes supplémentaires (par exemple perception de soldes d'impôts ou d'arriérés d'impôts) ou est-ce qu'elle s'est produite fortuitement et malgré une croissance économique plus faible qu'anticipée? Quelles mesures volontaristes ont, le cas échéant, été mises en œuvre?

- Souvent, la perception par l'État de recettes effectives supérieures aux recettes escomptées provoque une pression politique pour dépenser les recettes inattendues. Monsieur le Ministre des Finances a déjà mis en place un «fonds souverain» pour y mettre en réserve certaines recettes non récurrentes. Est-ce que Monsieur le Ministre a également l'intention d'adresser la problématique des recettes non anticipées de source conjoncturelle dans le cadre de la prochaine étape de sa réforme budgétaire?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que la formulation d'une telle règle d'affectation des recettes non anticipées peut se substituer utilement à la mise en place d'une règle budgétaire sur les dépenses et ainsi répondre aux critiques formulées récemment par la Commission européenne concernant la transposition de la «règle d'or» en droit luxembourgeois (loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et la gouvernance des finances publiques) qui déplorait notamment l'absence d'une règle limitant l'évolution des dépenses publiques?

Réponse (04.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le budget voté en avril 2014 tablait sur une croissance économique réelle de 3,2% du PIB avec une croissance de l'emploi intérieur de 1,9%. Suivant les dernières actualisations publiées par le Statec, les conditions macroéconomiques ont été légèrement divergentes des prévisions sous-jacentes au budget voté: la croissance réelle s'est levée à 3,0% du PIB et la croissance de l'emploi intérieur a été de 2,4%. Globalement, les recettes ont progressé plus vite que prévu: les recettes ont ainsi connu une croissance de 4,6% au lieu de 3,8%. Alors que les impôts courants (impôts directs sur les entreprises, les impôts sur les ménages) ont connu une progression plus lente, i. e. 3,4% au lieu de 3,5% (ce qui exclut le cas de figure évoqué par l'honorable Député dans sa question concernant la perception de soldes arriérés ou d'arriérés d'impôts qui s'appliquent le plus aux impôts des entreprises), la bonne tenue des impôts sur la production est responsable de la croissance plus élevée des recettes, i. e. 7,2% au lieu de 4,7%. Une partie de cette bonne tenue est imputable à des conditions macroéconomiques, i. e. un meilleur développement de la taxe d'abonnement qui dépend de l'évolution des bourses mondiales qui ont connu une dynamique plus importante que prévue. Une autre partie est due à des phénomènes temporaires et non récurrents comme du côté du droit de l'enregistrement ou des achats anticipés en vue de la hausse de la TVA ayant un impact positif sur la TVA, notamment celle provenant de ventes d'accises.

Dans une perspective de rendre les finances publiques plus solides et soutenables à moyen et long terme, il fait partie des bonnes pratiques en matière de politique budgétaire prudente de mettre en réserve des recettes considérées comme non récurrentes, notamment dans le fonds souverain nouvellement créé par le Gouvernement, plutôt que de les utiliser pour financer des dépenses qui risquent de perdurer une fois que les recettes disparaîtront ou diminueront fortement. C'est pour cette raison que le Gouvernement a décidé de mettre une partie des recettes émanant du commerce électronique et de la vente de carburants dans un tel fonds souverain.

Quant à la question de recettes non anticipées, soulevée dans la question parlementaire, il s'agit plutôt d'une problématique un peu différente des recettes non récurrentes relevant davantage de risques de politique budgétaire pro-cyclique à court terme, surtout quand une bonne conjoncture mène à des recettes plus importantes du fait que la volatilité de certaines catégories de recettes peut varier fortement à court terme.

Quant à la meilleure manière de prévenir des risques de politique budgétaire pro-cyclique à court terme, i. e. une augmentation des dépenses, qui risque souvent d'être permanente, en réaction à une hausse conjoncturelle des recettes, il n'existe pas une solution «uniforme». En ligne avec les recommandations des institutions internationales telles que l'OCDE, le FMI ou la COM, le Gouvernement continue à penser que la meilleure manière de limiter les risques de pro-cyclicité à court terme est d'assurer une situation saine des finances publiques à moyen et long terme et de mettre en place un système efficace de contrôle des dépenses publiques tout en laissant jouer les stabilisateurs automatiques à court terme du côté des recettes. La loi du 12 juillet 2014 sur la coordination et la gouvernance des finances publiques constitue un premier pas dans cette direction de contrôle des dépenses publiques par le biais de règles budgétaires.

En revanche, il sera difficile d'imaginer, tel que suggéré dans la question parlementaire, un système où une simple règle sur les recettes non anticipées se substituerait à toute règle sur les dépenses publiques: un tel changement risquerait de ne pas produire les effets voulus si la règle n'était pas accompagnée par une seconde règle sur le solde ou au moins sur les dépenses. Dans une situation d'équilibre budgétaire, i. e. pour le Luxembourg, ce serait plutôt un équilibre au niveau de l'administration centrale, une règle supplémentaire sur les recettes non anticipées, à côté d'une règle sur les dépenses publiques, représenterait certainement un renforcement de l'encadrement budgétaire et serait un frein supplémentaire aux risques de pro-cyclicité de la politique budgétaire à court terme.

La prochaine étape de la réforme budgétaire se concentrera essentiellement sur l'architecture et la procédure budgétaire dont l'introduction d'une budgétisation par programme avec des objectifs, d'une évaluation et d'un audit interne, accompagnée d'une simplification de la structure et de la gestion du budget.

L'encadrement du budget par le biais de règles budgétaires ne fait pas partie de l'objectif premier de cette étape de la réforme budgétaire.

Question 1022 (30.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **premières expériences avec les médicaments génériques:**

À partir du 1er octobre 2014, la pratique de substitution de médicaments par des génériques est applicable au Luxembourg, dans un premier temps pour deux groupes de substitution, à savoir les hypocholestérolémiants et les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux. Le Gouvernement a donc opté pour une approche plutôt prudente, visant à élargir par étapes les médicaments à substituer. La CNS note une dépense d'environ 10,5 millions d'euros par an pour les deux groupes de médicaments visés par la première étape de substitution. À l'étranger, la pratique de substitution est en train de se généraliser et dans certains pays elle représente déjà jusqu'à 70% du marché. Il appartient au Ministère de la Santé de définir les groupes de médicaments éligibles.

Rappelons qu'un médicament générique est un médicament identique ou équivalent à celui d'une marque (appelé médicament princeps), mais produit et vendu sous sa dénomination commune internationale (DCI, nom chimique de la substance) ou sous un nouveau nom commercial. La substance active (ou principe actif du médicament) en est identique à celle du produit de marque, les seules différences possibles étant la présentation et les excipients. En règle générale pour la plupart des patients, les différences au niveau de la bioéquivalence, comprises dans un intervalle de tolérance de 80-125%, ne posent pas problème. Une minorité de patients toutefois peut éprouver des difficultés à supporter le générique, en raison d'effets indésirables provenant précisément d'allergies ou d'intolérances dues aux excipients. Bien que la dose de la substance active

doive être identique, les excipients du médicament générique peuvent différer de ceux utilisés dans le médicament de référence. Les excipients n'ont pas d'action thérapeutique mais ont néanmoins une influence sur l'activité du médicament, notamment au niveau de sa rapidité d'absorption. La CNS adresse depuis le 1er octobre 2014 des relevés aux pharmacies comportant des indications comparatives des excipients des médicaments princeps et des génériques correspondants.

La politique de substitution ne remet pas en question la liberté de prescription du médecin qui peut donc toujours prescrire le médicament de référence. Toutefois, suivant la réglementation actuelle, le surcoût résultant de la liberté de prescription du médecin est mis à charge du patient insistant que la prescription médicale soit respectée et à obtenir le médicament de référence au lieu du générique que le pharmacien est obligé de lui proposer. Ainsi, la décision concernant la prescription et l'attribution obligatoire pour des raisons médicales motivées du médicament de référence au patient n'est pas prise en charge par la CNS; les frais supplémentaires liés au médicament princeps dont l'administration s'impose dans son chef pour des raisons médicales certifiées par le médecin traitant doivent être assumés par le patient. La possibilité de l'inscription de la remarque «médicament non substituable», que par exemple les médecins en France peuvent apposer expressément sur l'ordonnance, n'est pas d'application au Luxembourg.

Rappelons encore que beaucoup de médicaments sont vendus dans des emballages dépassant largement les besoins des patients; ainsi, trop de médicaments finissent dans la poubelle et doivent pour le surplus être éliminés en tant que déchets problématiques. Une étude de l'Administration de l'Environnement, en collaboration avec la «SuperDrecksKëscht», révèle qu'en 2009 environ 1,128 kg de médicaments ont été éliminés par habitant par an, correspondant à un total de 550 tonnes (le poids indiqué correspond aux médicaments sans emballages et sans notices).

En plus, il y a lieu de constater souvent une surmédication du patient, surtout chez les personnes âgées.

Enfin, on peut admettre qu'un grand nombre de médicaments gardent leurs effets thérapeutiques bien au-delà de la date d'expiration indiquée sur leur emballage. Si, sur base d'études sur la stabilité des molécules, on allongeait les délais d'expiration, d'autres économies substantielles pourraient être réalisées. Bien entendu, une telle approche devrait être abordée au moins au niveau européen.

En conséquence, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quelles sont, sur base de l'expérience acquise à ce stade, les économies réalisées par la substitution de médicaments par des génériques dans les deux groupes concernés à l'heure actuelle?

2. Quels sont les problèmes récents ou rapportés au Gouvernement en relation avec les génériques en question?

3. Le Gouvernement estime-t-il correct que les frais supplémentaires liés au médicament princeps dont l'administration s'impose dans son chef pour des raisons médicales certifiées par le médecin traitant doivent être assumés par le patient?

4. Ne serait-il pas de mise qu'un médecin puisse apposer sur l'ordonnance la remarque «médicament non substituable» et qu'à partir de cette prescription, le médicament de référence soit remboursé au patient concerné?

5. Madame et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer que trop de médicaments finissent à la poubelle et doivent être éliminés en tant que déchets problématiques et qu'en 2009 environ 1,128 kg de médicaments ont été éliminés par habitant par an? Comment a évolué ce chiffre dans les années suivantes?

6. Ne serait-il pas indiqué d'adapter soit les emballages, soit la quantité d'un médicament délivré par le pharmacien aux besoins réels des patients, pour réduire ainsi le nombre de médicaments non utilisés?

7. Comment le Gouvernement compte-t-il lutter contre la surmédication de certains patients, notamment des personnes âgées?

8. Comment les dates d'expiration pourraient-elles être adaptées (au niveau européen) aux effets réels?

Q162

Réponse commune (26.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Depuis l'introduction du système de base de remboursement en octobre 2014 et jusqu'en février 2015, la quantité de médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité a augmenté de 6,6%. La quantité de médicaments génériques a plus que doublé (IPP 107,1%; statines 154,5%), la part des médicaments originaux a été réduite de 35,2% pour les IPP et de 40,7% pour les médicaments du groupe des statines.

Pour la période considérée, les dépenses de la Caisse Nationale de Santé (CNS) ont diminué d'environ 1.585.000 euros en valeur absolue pour les deux groupes de médicaments, soit une baisse de 35,9% (IPP 24%; statines 53,8%).

L'introduction du système de base de remboursement s'est traduite par une redistribution du marché des médicaments des groupes concernés se caractérisant par des fortes augmentations des parts de marché des médicaments génériques aux dépens des médicaments originaux résultant en un impact direct sur les dépenses.

L'introduction du système de base de remboursement a en plus comme effet de baisser la prise en charge des médicaments dont le prix public est supérieur à la base de remboursement.

Les prix de vente au public au Luxembourg des groupes de médicaments pour lesquels il existe des génériques ont fortement baissé.

Ni le Ministère de la Santé, ni la CNS n'ont reçu à ce jour de retour négatif en relation avec les médicaments génériques, ni de la part des personnes protégées, ni de la part des prescripteurs, ni d'ailleurs de la part des pharmaciens. La CNS n'a pas reçu de demande spécifique relative aux frais supplémentaires assumés par le patient en cas de délivrance d'un médicament non substitué pour raisons médicales.

Sachant que la CNS n'a pas été saisie d'éventuelles difficultés quant au paiement du supplément assumé par la personne protégée, la question du remboursement du supplément n'a pas été abordée.

Les Ministres soussignés ne disposent pas de données chiffrées sur l'évolution quantitative, depuis 2009, de médicaments non utilisés ou périmés.

La prise en charge thérapeutique des personnes âgées est souvent confrontée à des situations de polypathologies chroniques qui nécessitent la prescription concomitante de plusieurs médicaments (polymédication). À côté des effets bénéfiques des traitements prescrits, la polymédication, qui n'est pas à confondre avec une surmédication, expose davantage les personnes aux risques d'effets indésirables des médicaments. Ce risque affecte plus particulièrement les personnes âgées, puisque chez ces personnes l'association de plusieurs maladies chroniques est plus fréquente.

Deux dispositions introduites dans notre système de santé par la loi portant réforme du système de santé en 2010 visent précisément à assurer aux patients la qualité et la sécurité de leur prise en charge:

1. Le médecin référent, dont les missions sont notamment, conformément à l'article 19bis du Code de la sécurité sociale, «de superviser le parcours de l'assuré dans le système de soins de santé et de sensibiliser le patient par rapport aux risques liés aux doubles emplois, à la surconsommation et aux effets secondaires, de coordonner les soins dans les cas de pathologies lourdes ou chroniques ou de soins de longue durée, et d'informer, d'orienter et de conseiller le patient dans son parcours de soins». Le dispositif du médecin référent fait actuellement l'objet d'une évaluation, dont le rapport a été présenté lors de la quadripartite.

2. Le Dossier de Soins Partagé (DSP), permettant de rassembler l'information relative aux prescriptions médicamenteuses.

La CNS n'est pas en mesure de décider d'une adaptation des emballages des médicaments. Une délivrance à l'unité ne changerait rien au problème d'ordonnances concomitantes comportant un même produit ou produit à même effet pour une même période ou des périodes avec chevauchement. Afin d'éviter qu'une telle situation (potentiellement à risque pour le patient, s'il n'est pas averti) ne puisse se produire, le/les médecin(s)-prescripteur(s) et le/les pharmacien(s) devront avoir la possibilité et l'obligation de contrôler les traitements en cours lors de la prescription ainsi que lors de la délivrance via le Dossier de Soins Partagé.

La stabilité d'un médicament est définie à partir de son aptitude à conserver ses propriétés chimiques, physiques, microbiologiques et biopharmaceutiques dans des limites spécifiées pendant toute sa durée de validité. L'étude de la stabilité de laquelle découle la date d'expiration fait partie intégrante du dossier qualité évalué et actualisé au cours du cycle de vie du médicament selon des directives européennes.

Les normes ICH («International Conference on Harmonization»), en particulier les lignes directrices portant «Essais de stabilité des nouveaux produits et des substances médicamenteuses» donnent les grandes lignes concernant la conduite des études de stabilité et sont reconnues par les autorités internationales, notamment en Europe, aux États-Unis, au Japon, au Canada et en Australie. Ces lignes ICH préconisent une durée de conservation entre six mois et cinq ans. Ces lignes devraient donc pouvoir être revues en y associant l'ensemble des autorités concernées.

Question 1023 (26.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **droit à l'oubli dans le cadre des polices d'assurances:**

Une convention «droit à l'oubli» cosignée le 24 mars 2015 par les Ministres français de la Santé et des Finances, d'un côté, et les assureurs en santé, d'un autre côté, permettra à l'avenir aux personnes guéries d'un cancer de ne plus devoir mentionner leur ancienne maladie dans le cadre d'une demande de prêt immobilier et plus particulièrement dans la négociation des conditions d'assurance.

Cette convention s'applique aux personnes ayant souffert d'une maladie cancéreuse avant l'âge de 15 ans et leur facilite la planification et la construction de leur vie d'adulte. Il est en outre prévu d'actualiser régulièrement, et de réduire dans certains cas, la référence de 15 ans en fonction des progrès thérapeutiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la convention signée en France entre les autorités françaises et les compagnies d'assurances?

- Quelle est la pratique des compagnies d'assurance agréées au Luxembourg dans ce contexte?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'idée d'une introduction d'un droit à l'oubli similaire à celui introduit en France?

- Le Gouvernement entend-il le cas échéant adapter la législation dans ce sens?

Réponse commune (28.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La Fondation Cancer est régulièrement sollicitée au sujet des surprimes (parfois de l'ordre de 100%), voire de refus d'assurance vie dont se plaignent des anciens malades du cancer.

Le sujet du droit à l'oubli a été soulevé lors des ateliers qui ont contribué à l'élaboration du Plan National Cancer 2014-2018 (PNC).

Par le passé, le Comité de surveillance du SIDA, appuyé en cela par le Ministère de la Santé, avait déjà pu aborder la problématique des refus systématiques opposés aux personnes infectées par le HIV en matière d'assurance vie avec les compagnies d'assurances luxembourgeoises ainsi qu'avec l'Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances (ACA).

Jusqu'à présent, aucune solution n'a pourtant pu être trouvée avec le secteur des assurances au sujet.

Toujours est-il que ce droit à l'oubli est actuellement rediscuté dans plusieurs groupes de travail chargés de la mise en œuvre du PNC, et auxquels participent des patients souffrant du et/ou ayant guéri de leur cancer.

Les compagnies d'assurance agréées au Luxembourg pratiquant les branches vie ou maladie tarifient leurs contrats sur base d'une évaluation actuarielle précise, dossier par dossier, du risque individuel que le contrat spécifique est censé couvrir. Ceci les mène dans certains cas soit à accepter le risque s'il est réassuré, soit à refuser certains risques, i. e. certains clients dont le profil de risque se situe au-delà du profil de risque moyen, soit à leur appliquer une surprime correspondant au risque accru évalué. Elles sont en droit de le faire en exécution du principe de la «liberté tarifaire», dans le respect des dispositions légales et réglementaires impératives.

À cela s'ajoute que les compagnies luxembourgeoises sont souvent soutenues en assurance vie et maladie par leurs réassureurs étrangers qui leur imposent un devoir de déclaration des risques aggravés. En appliquant unilatéralement un «droit à l'oubli» et en se privant de cette information, les assureurs ne trouveront alors plus de couverture de réassurance pour les contrats en question.

Un droit à l'oubli, à l'instar du modèle tel qu'il a été mis en place en France, et auquel l'honorable Député se réfère, devrait se fonder sur un accord avec les assureurs pratiquant l'assurance vie et l'assurance maladie au Luxembourg.

Question 1024 (26.03.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**élagage des arbres et taille des haies:**

Wéi et schéngt, gëtt de Bam- an Heckeschnëtt, dee bei de Botzaarbechte vun de Ponts et Chaussées laanscht d'Stroossen ufält, klenggehäckselt an zréckgelooss respektiv verbrannt. Vu datt dëst Holz scho gehäckselt ass, wier et net méi sënnvoll fir et z. B. de Gemengen unzebidden, fir an déi eegen Hackschnitzelanlag? Eisen Informatiounen no besteet op Gemengesäit och konkreten Interessi, fir esou ze verwäerten.

Dofir wéilte mir gären dës Froen un den Här Minister stellen:

- Verfueren d'Ponts et Chaussées effektiv esou mam Bam- a Heckeschnëtt?

- Ëm wéi vill Metercube Holz handelt et sech dobäi ongefeier pro Joer?

- Wéi kéint dëst Holz de Gemenge fir Heizzwecker zur Verfügung gestallt ginn?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions formulées dans la question parlementaire des honorables Députés, il faut retenir:

- Les copeaux de bois ne sont, ni laissés à l'abandon, ni brûlés sur place. À quelques exceptions près, les copeaux sont éjectés vers les talus en cas de faible quantité. Ces copeaux se décomposent par voie naturelle et reviennent ainsi dans le circuit biologique. Plusieurs rencontres avec les responsables du canton de Rédange, Vall Énergie et Énergieatelier asbl ont permis de faciliter la mise à disposition des copeaux aux entités concernées.

- L'équipe d'élagage produit en moyenne 10 m^3 de copeaux de bois par jour (40 à 50 m^3/semaine) ce qui nous fait 1.500 à 1.800 m^3 par an. La plupart est de suite transportée vers les installations étatiques ou communales. À défaut de ces repreneurs, les copeaux sont mis en stock sur les dépôts régionaux pour trouver une utilisation ultérieure. Ces chiffres ne tiennent pas compte des quantités produites par les différents services régionaux.

- Le groupe de travail propose, qu'une carte soit établie où toutes les installations repreneurs de copeaux soient répertoriées. Ce travail sera réalisé ensemble avec l'Administration de la Nature et des Forêts. Il s'agit de mettre en place des filières de valorisation des biomasses à la fois au niveau national et au niveau régional.

Question 1026 (30.03.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant les **mesures de sécurité pour la route nationale N3 entre Alzingen et Frisange:**

La route nationale N3, surtout le tronçon très fréquenté entre Alzingen et Frisange, constitue un point de danger dans notre réseau routier. Pas plus tard que ce matin un accident entre un autobus et un camion au croisement du lieu-dit «Schlammestee» a causé une douzaine de blessés.

Suite à la multiplication des accidents sur la route en question ces derniers temps, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'Administration des Ponts et Chaussées envisage la construction d'un giratoire au croisement susmentionné?

- Quelles autres mesures de sécurité sont prévues sur le tronçon de la N3 entre Alzingen et Frisange?

Réponse (08.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le carrefour névralgique au lieu-dit «Schlammestee» faisait l'objet de différentes propositions de réaménagement et fût également analysé en janvier 2013 au sein du groupe de travail «Audits de sécurité», regroupant différents experts de la sécurité routière.

L'audit de sécurité concluait que la configuration du carrefour en soi n'est pas la raison pour

sa dangerosité. De même le réaménagement du carrefour N3/CR132 en un carrefour à sens giratoire n'est pas la solution adaptée, ni pour améliorer sa sécurité, ni pour répondre aux besoins de tous les modes de transport et les flux de circulation y dépendant.

Comme mesure immédiate, l'étude d'audit proposait de renforcer la signalisation verticale et de limiter la vitesse maximale autorisée à 70 km/h sur la route de priorité N3. Ensuite, le carrefour serait à équiper par des signaux colorés lumineux réglant la priorité des différents flux de circulation qui sera mis en application sous peu.

Finalement l'étude sur les emplacements des radars fixes dans le cadre de la mise en place d'un système de contrôle-sanction automatisé a retenu la route N3 à l'approche du lieu-dit «Schlammestee» comme emplacement d'un radar.

D'autres mesures de sécurité sur le tronçon de la route N3 entre Alzingen et Frisange ne sont pas prévues. Par contre, il n'est pas exclu que le moment venu, d'autres sections de la N3 feront l'objet d'une étude de sécurité approfondie.

Question 1028 (10.04.2015) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **sociétés agro-industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux d'élevage:**

D'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec)[1], la production luxembourgeoise d'aliments composés par les fabricants d'aliments pour animaux s'élevait à plus de 81.000 tonnes pour l'année 2012-2013. Les chiffres du Statec indiquent aussi une tendance à la hausse pour la production dans ce secteur de l'économie luxembourgeoise depuis 2009-2010. Une société multinationale agro-industrielle qui est spécialisée dans ce secteur, notamment dans le domaine de production d'aliments pour animaux d'élevage à base de colza et de soya, a récemment transféré son siège social mondial au Luxembourg. Ceci a provoqué certaines inquiétudes dans la société civile luxembourgeoise. Les soucis qui ont été exprimés concernent l'incertitude sur l'impact que l'implantation d'une telle société au Luxembourg pourrait avoir sur l'industrie agro-alimentaire luxembourgeoise et le développement durable dans notre pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Combien de sociétés agro-industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux d'élevage à base de colza et de soya ont leur siège social mondial au Luxembourg?

2. Parmi ces sociétés, est-ce qu'il y en a qui ont déjà - ou auront à l'avenir - des activités de production au Grand-Duché? Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces sociétés et quel est, ou pourrait être, l'impact des leurs activités sur le secteur agricole luxembourgeois?

3. Quels pourraient être les atouts de l'implantation de sièges sociaux mondiaux de telles sociétés pour l'économie luxembourgeoise?

Réponse (18.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Le Statec renseigne, pour l'exercice 2012-2013, une production luxembourgeoise d'aliments composés par les fabricants d'aliments pour animaux à 81.000 tonnes. Les principaux acteurs dans ce domaine sont la coopérative RFG (Raiffeisen-Wueren-Genossenschaft), Moulins de Kleinbettingen, Piet van Luijk et Versis, qui ont leur siège au Luxembourg.

La seule société agro-industrielle spécialisée dans la production d'aliments pour animaux d'élevage à base de colza et de soya ayant son siège mondial au Luxembourg est Sodrugestvo Group. Il s'agit d'une société agro-industrielle à forte croissance créée en 1994, et présente sur les marchés internationaux, qui a officiellement transféré son siège mondial au Luxembourg en février 2012.

Ad 2. RFG, Moulins de Kleinbettingen, Piet van Luijk et Versis ont des activités de production au Grand-Duché.

En ce qui concerne Sodrugestvo, les trois activités principales sont intégrées verticalement: la gestion d'infrastructures portuaires et ferroviaires pour le transit et le stockage de produits agricoles, la logistique (wagons et entrepôts) et la transformation de matières premières végétales et animales en huiles et protéines destinées à entrer dans la composition de base d'aliments pour animaux.

Sodrugestvo développe également ses activités de négoce et ses capacités d'achat aux agriculteurs, notamment en Russie, Scandinavie, région de la Méditerranée, Moyen Orient, Amérique Latine et du Sud.

L'entreprise n'est pas active dans la production agricole et, d'après nos informations, n'a pas prévu d'activités de production d'aliments composés à Luxembourg.

Ad 3. L'implantation de quartiers généraux mondiaux ou européens de groupes multinationaux constitue un des piliers de la politique de développement économique. Le Gouvernement souhaite tirer pleinement profit de la localisation centrale du Luxembourg, de la qualité des infrastructures, de l'ouverture linguistique et culturelle, de la proximité avec les marchés voisins et du cadre légal et réglementaire. Les objectifs visés en sont la création de valeur et le développement d'emplois directs et indirects à travers l'appel à des services et conseil spécialisés.

Ainsi, Sodrugestvo occupe actuellement environ 40 personnes dans des fonctions dirigeantes: la direction générale, les directions administrative, commerciale, juridique et des ressources humaines. D'autres fonctions comme l'audit interne, la gestion des risques, la consolidation, le «reporting» se trouvent également regroupées au Luxembourg.

Question 1029 (31.03.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **médecin référent:**

À partir du 1er janvier 2012, chaque assuré intéressé pouvait choisir, s'il le souhaitait, son médecin référent. Cette mesure devait s'adresser surtout aux patients au-delà de 70 ans. Or, selon mes informations, la Caisse Nationale de Santé (CNS) vient d'annuler les dispositions concernant le médecin référent pour des raisons juridiques.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan du dispositif du médecin référent?

- Combien de patients ont signé une telle convention avec leur médecin?

- Combien de médecins ont bénéficié des dispositions de cette convention?

- Quel a été le surcoût des consultations des médecins référents par rapport aux consultations ordinaires?

- Quel est le bilan financier de la mise en place du médecin référent? Est-ce que des économies ont pu être réalisées?

Réponse (21.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Un rapport au sujet du dispositif du médecin référent (MR) rédigé par la commission d'évaluation dudit dispositif a récemment été finalisé et sera présenté lors de la prochaine quadripartite. Le dispositif du MR avait été introduit en 2012 en vue de mieux orienter et encadrer les malades et notamment ceux atteints d'affections de longue durée et d'affections multiples.

Selon ce rapport, 21.374 déclarations de médecin référent signées par des patients ont été recensées au 1er mars 2015, soit 4,17% de la population résidente protégée. On peut en déduire, tel que le montrent également les résultats de l'enquête ILRES y relative, que le dispositif n'est pas encore assez connu auprès des affiliés.

196 médecins ont participé au dispositif, parmi ceux-ci figurent 181 médecins généralistes, ce qui est égal à 46% des médecins généralistes. Une certaine acceptation du côté des médecins visés en premier lieu par le dispositif existe donc, même si certains médecins généralistes ont cessé après un certain temps de recruter des patients pour le dispositif.

Aucun surcoût des consultations ne peut être facturé selon le dispositif du médecin référent. Les consultations sont mises en compte aux tarifs normaux prévus par la nomenclature des médecins. Or, deux tarifs nouveaux ont été introduits, MR01 et MR02 que les médecins facturent en relation avec la gestion du dossier du patient atteint d'une pathologie de longue durée (MR02) respectivement des autres patients (MR01), mais qui ne peuvent être mises en compte qu'au plus tôt après un an et une fois par période de douze mois pour le tarif MR01 et au plus tôt après six mois et une fois pour une période de six mois pour le tarif MR02. Au 1er mars 2015, le coût de ces deux nouveaux tarifs liés au dispositif MR s'élève pour toute la période à 2.154.950 euros.

En raison d'une faible participation (4,17% des résidents) et de la mise en place récente du dispositif, il n'est pas possible d'évaluer actuellement les économies éventuellement réalisées.

Question 1030 (31.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **comptes cachés de certaines fabriques d'églises:**

Le «Tageblatt» vient de relever que dans la paroisse de Vianden, un membre de la fabrique d'églises aurait tenu un ou deux comptes spéciaux, dont l'un s'appelle «Fonds Restauration églises», qui n'auraient pas été intégrés dans la comptabilité de la fabrique d'église présentée à la commune en vertu de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes et du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises. Ainsi, selon le «Tageblatt», le déficit de cette fabrique d'église, compensée par la commune par une subvention, se serait transformé en excédent («L'excédent positif est dû surtout à l'intégration de deux comptes tenus précédemment en dehors de la comptabilité de la fabrique»).

Rappelons que selon le «rapport du groupe d'experts chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses ou philosophiques au Grand-Duché de Luxembourg» publié en octobre 2012, le montant total de subventions accordées par les communes du pays aux fabriques d'églises du culte catholique s'élevait en 2010 à 10,1 millions d'euros (en considérant des recettes fiscales de 0,274 millions d'euros il s'agit d'un transfert net de 9,9 millions d'euros des communes vers les fabriques d'églises).

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. La commune de Vianden est-elle autorisée à demander le remboursement des subventions payées à l'insu des comptes «spéciaux» non intégrés dans les décomptes présentés par la fabrique d'église en question?

2. Qu'en est-il des années précédentes et jusqu'à quelle année une commune peut-elle demander, les cas échéant, rétroactivement le remboursement de subventions indûment payées?

3. Comment les chiffres présentés dans le rapport des experts pour les années 1997 à 2010 ont-ils évolué dans les années suivantes?

4. La pratique de certaines communes qui payent directement les frais de chauffage et autres pour le compte des fabriques d'églises est-elle compatible avec le besoin d'un décompte exhaustif des recettes et dépenses de chaque fabrique d'église?

5. Ces payements directs sont-ils compris dans les dépenses et subventions relevés dans le rapport du groupe d'experts en octobre 2012? Dans la négative, de quelle somme s'agit-il?

6. Qui contrôle l'exactitude des décomptes présentés par les fabriques d'églises aux communes, sachant que le conseil communal, qui vote les subventions en question, n'est pas outillé à cette fin?

7. Est-il possible que d'autres fabriques d'églises aient également présenté à d'autres communes des décomptes qui ne révèlent pas l'entièreté des recettes et dépenses?

8. Comment les communes concernées potentiellement peuvent-elles procéder pour vérifier ces situations et (faire) redresser les décomptes en question?

9. Qu'en est-il du contrôle par les instances de tutelle, en l'occurrence le service de contrôle de la comptabilité des communes?

10. Le fait d'établir ou de présenter à la commune un décompte d'une fabrique d'église non exact, ou bien de tenir des comptes «spéciaux» à part, est-il pénalement ou autrement répressible?

11. Le décret du 30 décembre 1809 concernant exclusivement les fabriques d'églises du culte catholique, est-il compatible avec la Constitution et notamment l'article 10bis concernant l'égalité des Luxembourgeois devant la loi?

Réponse (27.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet des comptes annuels des fabriques d'églises, il y a tout d'abord lieu de préciser que les fabriques des églises ont été instaurées conformément aux dispositions de l'article 77 de la loi du 18 germinal an X, qui dispose qu'«il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples». Les règles d'organisation et de fonctionnement de ces établissements publics sont détaillées dans le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises pris en application de la loi du 18 germinal an X.

Ce décret traite notamment de l'administration des revenus, des charges, du budget et des comptes des fabriques d'églises et des charges des communes relativement au culte.

Les dispositions de la section 2 du décret de 1809 (articles 82 à 91) règlent en détail les modalités d'établissement des comptes et les responsabilités du trésorier, voire de l'Archevêché en la matière.

Les communes, quant à elles, interviennent en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique pour les charges portées en l'article 37 en application de l'article 92 du décret de 1809.

Pour ce qui est plus particulièrement des questions posées par l'honorable Député, il échet de préciser tout d'abord d'une manière générale que les fabriques des églises ne tombent pas sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, partant:

1. La commune de Vianden n'a pas besoin d'autorisation de la part du Ministère de l'Intérieur.

[1] Production d'aliments composés par les fabricants d'aliments pour animaux (en tonnes) 1995/96 - 2012/13. Disponible sur:

http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=7238&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=2&RFPath=7275

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

2. Suivant les dispositions du droit commun, la prescription trentenaire prévue par l'article 2262 du Code civil est applicable en la matière.

3. Les soldes ordinaires et extraordinaires des recettes et dépenses communales disponibles à l'heure actuelle (comptes 2013) ont évolué comme suit à partir de 2011:

Recettes et dépenses communales relatives aux cultes - service ordinaire et extraordinaire 2011-2013							
	RO	DO	Solde ord.	RE	DE	Solde extr.	Solde global
C2011	29.038,93	6.653.922,65	-6.624.883,72	260.376,76	4.767.194,66	-4.506.817,90	-11.131.701,62
C2012	23.208,70	6.770.893,85	-6.747.685,15	411.014,82	5.229.616,16	-4.818.601,34	-11.566.286,49
C2013 (PBN)	40.211,44	4.881.809,94	-4.841.598,50	242.119,01	5.232.925,48	-4.990.806,47	-9.832.404,97
BR2014 (PBN)	65.696,84	5.524.037,27	-5.458.340,43	1.180.622,50	7.463.580,95	-6.282.958,45	-11.741.298,88
B2015 (PBN)	72.746,00	6.534.127,98	-6.461.381,98	2.839.295,55	9.970.127,66	-7.130.832,11	-13.592.214,09

4. Il est rappelé que les fabriques d'églises ne tombent pas sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

5. Les soldes ordinaires et extraordinaires ne fournissent pas le détail des chiffres.

6. Les modalités de vérification des comptes des fabriques d'églises sont décrites en détail dans la section 2 du décret du 30 décembre 1809.

7. Le Ministère de l'Intérieur n'est pas en mesure de répondre à cette question hypothétique.

8. Les communes devront s'adresser à l'Archevêché, voire intenter une action en justice.

9. La législation en vigueur ne confère ni le droit ni le pouvoir au Service de contrôle de la comptabilité des communes de vérifier l'exactitude et la véracité des comptes des fabriques d'églises.

10. Conformément au principe de la séparation des pouvoirs, il appartiendra aux juridictions compétentes de trancher en la matière.

11. Il appartient à la Cour Constitutionnelle de contrôler la constitutionnalité des lois suivant les modalités arrêtés dans l'article 95ter de la Constitution.

Question 1032 (01.04.2015) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental:**

Selon mes informations, certains cours de natation dans l'enseignement fondamental auraient été annulés parce que des titulaires de classe ou des chargés de cours ne possèdent pas de brevet de sauvetage élémentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que les enseignants donnant le cours de natation, doivent obligatoirement être titulaires d'un brevet de sauvetage? Dans l'affirmative, est-ce que ce brevet - ou la formation équivalente - doit être renouvelé à intervalles réguliers? Est ce qu'il y a eu un changement récent de la base légale y afférente?

2. Est-ce que le Ministère est au courant de ces problèmes respectivement de ces annulations de cours? Combien d'écoles et d'élèves sont concernés?

3. Monsieur le Ministre, n'est-il pas d'avis que l'enseignant donnant le cours de natation soit prioritairement responsable du volet pédagogique et que l'instructeur de natation de la piscine soit chargé de la sécurité à l'intérieur de la piscine?

Réponse (29.04.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En guise d'introduction, il y a lieu de rappeler que les mesures d'organisation et de surveillance applicables en matière de cours de natation scolaire sont fixées par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire.

Les questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

Ad 1. et 3. L'article 8 du règlement grand-ducal précité constitue la base légale relative au niveau de qualification requis des enseignants, des chargés de cours et des remplaçants tenant des cours de natation:

«Le niveau de qualification est basé sur des connaissances et capacités fondamentales dans les matières renseignées ci-après et à acquérir, pour les personnes visées sous b) et c) de l'article 7 ci-devant, dans le cadre de la formation initiale et continue:

- pédagogie et technique relatives à l'organisation et au déroulement des cours d'apprentissage de la nage,

- nage, plongée et plongeon,

- premiers secours, sauvetage et réanimation,

- hygiène des eaux.

Le niveau de qualification déterminé ci-dessus est vérifié dans le chef:

a) des instituteurs ayant terminé leur formation avant l'entrée en vigueur du présent règlement ainsi que

b) de remplaçants pouvant se prévaloir d'une formation adéquate ou chargés de l'enseignement de la natation avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

De par leur formation professionnelle, la qualification pédagogique est dans tous les cas acquise aux instituteurs.»

Des considérations exposées ci-dessus, il ressort qu'il n'y a pas de changement récent de la base légale en la matière.

L'enseignant assurant un cours de natation scolaire est prioritairement responsable du volet pédagogique, tandis la surveillance générale incombe en permanence à l'instructeur de natation, chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur de la piscine et appelé à diriger les opérations de sauvetage et de secours, conformément aux articles 2 et 14 du règlement grand-ducal précité.

En ce qui concerne la pédagogie mise en œuvre, il convient de préciser qu'au cas où des élèves non nageurs se trouvent dans une classe, ceux-ci peuvent être pris en charge par un instructeur de natation, sous l'autorité pédagogique de l'enseignant, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais de prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes.

J'estime également, afin de contribuer à parer à toute éventualité lors du déroulement d'un cours de natation scolaire, qu'il est de mise que l'enseignant donnant un tel cours ait au moins suivi des cours relatifs à l'obtention d'un brevet de sauvetage élémentaire. Cependant, cela ne dégage en aucun cas l'instructeur de natation de sa responsabilité quant à la surveillance générale et l'organisation des opérations de sauvetage et de secours telles que citées précédemment.

Dans cette optique la circulaire de printemps 2015-2016 précise au point 1.4. concernant l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental que «(…) les titulaires de classe ou leurs remplaçants assurant le cours de natation sont tenus de disposer d'un brevet de sauvetage élémentaire ('Junior Lifesaver' ou équivalent) ou d'avoir au moins suivi l'ensemble des cours qui y préparent.»

Ad 2. Je soutiens l'initiative des bureaux d'arrondissement ou des administrations communales organisant les remplacements des titulaires absents qui demandent à des remplaçants ne disposant pas d'un brevet de sauvetage élémentaire ou n'ayant pas suivi les cours y relatifs, de renoncer à assumer des cours de natation scolaire et d'organiser en échange d'autres activités d'éducation physique avec les élèves.

Un sondage auprès des inspecteurs de l'enseignement fondamental a montré que, dans une très large majorité d'arrondissements au cours des deux premiers trimestres de l'année scolaire 2015-2016, très peu de cours de natation n'ont pas pu être tenus, faute de personnel enseignant qualifié. Dans quelques arrondissements néanmoins des cours de natation ont été remplacés par des cours d'éducation physique pour plusieurs classes à plusieurs reprises, soit parce qu'aucun enseignant remplaçant disposant des qualifications requises n'a été disponible, soit parce que, suite à un congé de maladie prolongé de l'instructeur de natation chargé de la surveillance générale dans la piscine, un instructeur de natation remplaçant n'a pu être engagé par le gestionnaire de la piscine.

Question 1033 (01.04.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **partenariat entre l'ADEM et l'asbl «Dress for Success»:**

Mercredi, le 25 mars 2015, l'ADEM a présenté son partenariat avec l'association «Dress for Success», une association internationale créée en 1997 aux États-Unis. Le service offert par «Dress for Success» s'adresse exclusivement aux femmes demandeurs d'emploi et leur offre, entre autres, des services en «relooking». Plus précisément, les femmes se voient offertes des tenues gratuites correspondant au job recherché.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre du Travail:

- Les Ministres pensent-ils que les hommes n'ont pas besoin d'un tel «relooking» ou bien envisagent-ils d'offrir également de tels services de «relooking» aux hommes?

- Les Ministres ne jugent-ils pas qu'une telle initiative risque de valider le cliché que les femmes sont jugées et réduites aux apparences physiques?

Réponse commune (08.05.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Le partenariat entre l'ADEM et l'asbl «Dress for Success» vise à permettre aux femmes demandeuses d'emploi de bénéficier de conseils par les bénévoles de l'association. Pour rappel, l'association «Dress for Success» a été créée aux États-Unis en 1997 et vise à aider les femmes défavorisées à acquérir leur indépendance économique par l'accès au marché de l'emploi. «Dress for Success» a été créée au Luxembourg début 2014 et regroupe une cinquantaine de femmes bénévoles. Ces bénévoles, actives elles-mêmes dans la vie professionnelle, accueillent individuellement les demandeuses d'emploi qui le souhaitent et leur prodiguent des conseils avisés tirés de leur propre expérience.

Le don de vêtements appropriés pour un entretien d'embauche est un élément des services offerts. Il s'agit avant tout de permettre aux femmes à la recherche d'un emploi de retrouver leur confiance et estime en soi. L'image qu'on a de soi-même et qu'on donne à l'extérieur est un élément important lors de chaque entretien d'embauche.

Les services offerts par «Dress for Success» sont complémentaires par rapport à ceux offerts par les conseillers de l'ADEM parce qu'ils proviennent de femmes elles-mêmes actives dans le monde du travail et qui consacrent bénévolement du temps aux demandeuses d'emploi.

Les hommes à la recherche d'un emploi peuvent bien entendu également avoir des problèmes de confiance en eux et d'image. Ces problèmes sont pris en compte par les conseillers de l'ADEM. Une offre de formation concernant ces questions, et ouverte à la fois aux hommes et aux femmes, est actuellement en cours d'analyse à l'ADEM.

En ce qui concerne «Dress for Success», il s'agit d'une initiative par des femmes pour des femmes. L'ADEM serait bien entendu prête à collaborer avec toute asbl offrant le même service aux hommes.

Le partenariat entre l'ADEM et «Dress for Success» ne valide en rien le cliché que les femmes soient jugées et réduites aux apparences physiques. Il s'agit simplement de donner un service supplémentaire aux femmes à la recherche d'un emploi qui leur permet de retrouver une bonne image d'elles-mêmes et de se rendre compte que des femmes ayant réussi dans leur vie professionnelle leur consacrent du temps et partagent leur expérience. Cette implication de la société civile dans la lutte contre le chômage est essentielle et doit être encore davantage renforcée par d'autres actions, y compris pour les hommes à la recherche d'un emploi.

Question 1034 (02.04.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**unité de gardiennage de l'Armée luxembourgeoise:**

La réforme de l'Armée luxembourgeoise datant de 2007 a modifié entre autres la loi du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité.

L'article 20 de la réforme intègre les gardiens de l'armée à statut civil à la disposition suivante: «(…) En temps de paix, les militaires gradés ou non, ainsi que les gardiens de l'armée à statut civil, qui, en exécution des ordres reçus, sont de faction devant un bâtiment public ou privé, une caserne, un camp, un dépôt ou une installation militaire ou des points et espaces vitaux peuvent faire usage de leurs armes dans les cas et sous les conditions spécifiées (…), ainsi que contre ceux qui tentent de leur enlever leurs armes.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- En temps de risque élevé et considérant l'article 20 précité, les gardiens de l'Armée peuvent-ils bénéficier d'une prime de risque? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons?

- Les gardiens de l'Armée reçoivent-ils une description de tâche détaillée? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir cette description?

Réponse (06.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. L'article 20 de la loi modifiée du 28 juillet 1973 prévoit que les gardiens de l'Armée à statut civil peuvent, le cas échéant, faire usage de leur arme et définit les conditions pour l'usage de ces armes. Il ne contient en revanche aucune disposition explicite concernant d'éventuelles primes tenant compte du risque supplémentaire.

Au moment de la création de l'unité de gardiennage de l'Armée en 2001, le chef d'état-major avait envisagé une prime de risque de dix points indiciaires en faveur des gardiens de l'Armée, ouvriers sous contrat collectif. Or, pour ce faire, un amendement au contrat collectif des ouvriers de l'État aurait été nécessaire. Les démarches en ce sens, bien qu'il y en ait eu, n'ont jamais abouti.

Ad 2. L'avenant au contrat de louage de service avec les gardiens de l'Armée décrit aussi bien leurs tâches principales qu'occasionnelles. Les tâches principales sont d'assurer un service de garde d'après un plan de travail établi sur trois roulements de huit heures par jour selon des principes bien définis et de desservir un central de surveillance électronique ainsi qu'un central téléphonique. Les tâches occasionnelles sont d'assurer un service d'estafette et d'effectuer divers travaux de bureau.

La description détaillée des tâches à effectuer dans les fonctions spécifiques de «gardien d'accueil», «gardien vidéosurveillance» et «gardien en disponibilité/patrouilleur» sont décrites dans les ordres permanents du Centre militaire qui,

pour des raisons évidentes de sécurité, ne sont pas accessibles au public. De même, les directives spécifiques applicables aux gardiens de l'Armée, comme: leur tenue de travail, leur équipement et leur armement pendant l'exécution de leurs tâches ainsi que les consignes générales de comportement font partis des ordres permanents du Centre militaire.

Question 1035 (03.04.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **compétence numérique:**

Les technologies numériques font aujourd'hui pleinement partie de la vie quotidienne de la plupart des enfants et des jeunes. Beaucoup d'entre eux les utilisent régulièrement pour leurs études et leurs loisirs. Il est certain que cette tendance s'accentuera à l'avenir et l'école a donc la responsabilité de former les jeunes afin qu'ils puissent évoluer dans ce monde numérique et vivre en citoyens autonomes et capables d'apprendre ces nouveaux métiers du numérique. De plus, afin d'éviter des inégalités entre ceux qui évoluent naturellement dans ce système numérique de plus en plus complexe et ceux qui n'y ont pas été sensibilisés, il est essentiel que les compétences en relation avec le numérique soient enseignées dès le plus jeune âge. Au niveau international, il existe un consensus sur le fait que les compétences liées au numérique doivent être placées au centre des programmes scolaires. Ainsi, déjà en 2006 la recommandation du Parlement européen et du Conseil sur les compétences-clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie définit la «compétence numérique» comme l'une des huit compétences-clés qui «contribuent à la réussite de l'individu vivant dans une société de connaissance». Finalement le recours au numérique permet de créer de nouvelles façons de travailler et d'échanger, notamment pour préparer, organiser ou prolonger les activités pédagogiques et éducatives ou pour suivre à distance le travail des élèves, ou pour assurer la liaison avec les parents. Le numérique favorise ainsi la création de situations d'apprentissage variées, attractives et différenciées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est la place de l'informatique dans les programmes scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire?

2. Existe-t-il des recommandations ou des directives concernant l'équipement des salles de classe en matériel informatique?

3. Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant les conditions matérielles (connexion Internet, équipement des élèves, accès aux ressources, etc.) permettant d'encourager l'usage du numérique aux pratiques éducatives?

4. Quel est le pourcentage d'enseignants ayant régulièrement recours au numérique pour leur enseignement?

5. Quelles sont les caractéristiques de la formation continue proposée aux enseignants dans ce domaine?

Réponse (07.05.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Premier Ministre a annoncé dans son discours sur l'état de la nation qu'une stratégie digitale dans le domaine de l'éducation dévoilera prochainement tout un éventail d'initiatives qui visent à rapprocher les élèves du secteur ICT et améliorer leurs compétences en ce domaine. L'objectif principal de cette nouvelle stratégie est de promouvoir et de mettre en relation les politiques existantes à ce niveau afin de pouvoir améliorer leur visibilité et leur cohérence tout en soutenant les dynamiques existantes et l'esprit d'innovation au niveau des écoles. Les questions posées par l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

Ad 1. Conscient du fait que les technologies de l'information et de la communication ne peuvent pas être enseignées comme une matière à part entière, mais qu'elles constituent un outil indispensable dont la maîtrise est à développer de manière transversale dans tous les domaines de développement et d'apprentissage, le législateur a choisi d'attribuer un accent particulier à l'éducation aux médias. L'article 7 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit en l'occurrence que l'éducation aux médias soit intégrée dans les différents domaines de développement et d'apprentissage des quatre cycles de l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne le programme de l'éducation aux médias en particulier, le règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental vise le développement des compétences suivant:

Compétences à développer	Exemples de performance
Sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias	L'élève - sait utiliser l'offre des médias délibérément dans le cadre d'une série de fonctions (exemples: recherche d'information, apprentissage, échange de données et communication, divertissement et jeu,…); - sait comparer différentes possibilités médiatiques entre elles; - sait comparer des alternatives médiatiques et non médiatiques; - sait exploiter des sources d'informations de façon appropriée, réfléchie et autodéterminée; en extraire des informations de façon ciblée et sélective; documenter et structurer ces informations; les évaluer, analyser et juger; les traiter: publier et communiquer les propres productions; - sait gérer des fichiers d'ordinateurs et connaît les formats de fichiers les plus usuels (docx, pdf, jpeg, gif, MP3, WAV...); - sait utiliser des périphériques externes pour assurer la disponibilité des textes, images et films dans l'ordinateur; - sait que dans le Web, il ne faut pas badiner avec les informations personnelles et les mots de passe, et qu'il faut se protéger contre les harcèlements; - sait faire la différence entre les genres de livres et identifier les éléments suivants: auteur, illustrateur, titre, intitulé, éditeur, année de parution, sommaire, texte figurant sur le rabat); - sait s'orienter sans problème dans une bibliothèque et utiliser son offre médiatique.
Concevoir et diffuser ses propres médias	L'élève - sait planifier, réaliser et publier ses propres produits médiatiques (exemples: e-mail, dépliant, prospectus, livre réalisé soi-même, affiche, journal mural, documentation photographique…) sur la base d'une utilisation appropriée de différentes techniques de médias; - sait présenter les résultats de l'apprentissage et du travail personnels de façon correcte, fonctionnelle, adaptée à la situation et au destinataire, également à l'aide de systèmes informatiques; - sait utiliser les fonctions essentielles de programmes de traitement de texte et d'image; - sait manier des appareils d'enregistrement et de reproduction numériques et transférer les enregistrements à l'ordinateur; - sait choisir des outils adaptés à la communication et à la coopération, communiquer et coopérer de façon responsable et de manière à obtenir un résultat; - sait utiliser l'internet pour l'échange de messages; - sait réaliser des médias pour témoigner de faits et pour exprimer ses propres intérêts et besoins, également au niveau artistique.
Comprendre et évaluer les conceptions des médias	L'élève - sait classer les déclarations transmises par les médias; - sait comprendre que les contenus peuvent avoir des formes de présentation différentes et que cela va de pair avec une réduction de la réalité; - sait évaluer des médias de plus en plus divers à l'aide de critères différenciateurs; - sait différencier et évaluer différentes formes de conception et de transmission médiatiques. Les moyens conceptuels comportent: • les éléments de représentation (p. ex. image, photo, graphique, texte parlé, film...) • les techniques de réalisation (p. ex. cadrage, montage du film...) • les formes de réalisation (p. ex. reportage, commentaire, scène jouée...) • les genres de réalisation (p. ex. magazine à la radio, clip vidéo, film grand écran, programme d'apprentissage ou page web...).
Reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias	L'élève - reconnaît que certains sentiments, idées et orientations au niveau comportemental naissent sous l'influence de médias et comprend les possibilités d'une manipulation par les médias pour obtenir l'effet escompté; - reconnaît et sait discuter l'importance du rôle des médias dans l'apparition de tendances de la mode et dans le battage publicitaire; - reconnaît et sait discuter l'importance des médias dans la création de modèles (stéréotypes et rôles clichés) et d'idoles (par exemple dans le monde de la culture pop et des sports); - sait analyser les chances et les possibilités (exemple: accès aux études) ainsi que les risques et les dangers (exemple: problèmes sociaux tels la violence, la dépendance, l'isolation, le manque d'activités physiques…; risques liés aux activités en ligne tels virus, vers informatiques… communication de fausses identités…) liés à l'utilisation des médias et se comporter en connaissance de cause.
Détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias	L'élève - sait analyser et évaluer les offres des médias quant à leurs conditions de production et de distribution, et quant aux intérêts qui y sont associés (exemple: publicité); - sait évaluer les offres des médias quant à leur indépendance, objectivité, crédibilité, pluralisme des opinions, manipulation, etc., et développe une compréhension élémentaire pour le rôle des médias dans la configuration de la vie individuelle et sociale; - sait comprendre et respecter certaines conditions générales fondamentales de la production et de la diffusion des médias (exemples: aspects fondamentaux du droit d'auteur, des données, de la sécurité des données et du droit de la personnalité); - sait élaborer des bibliographies rudimentaires sur les sources qu'il utilise.

Au niveau des lycées, l'informatique comme branche spécialisée a sa place surtout dans les grilles horaires de l'enseignement secondaire technique. Elle y est enseignée à partir de la classe de 7e et ensuite pendant toute la durée du parcours scolaire. Le cours d'informatique porte une panoplie de dénominations différentes: informatique, technologie de l'information et de la communication, nouvelles technologies de l'information pour n'en citer que quelques-unes. La division technique générale du régime technique offre en 12e et en 13e une section informatique avec 14 heures hebdomadaires de cours de technologies numériques et la programmation en constitue une branche fondamentale.

Dans l'enseignement secondaire, les technologies numériques sont intégrées de façon explicite dans les grilles horaires des sections B (section mathématiques-informatique), D (section sciences économiques-mathématiques) et G (section sciences humaines et sociales).

Ad 2. La loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose dans son article 35 que chaque école assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication. L'équipement des salles de classe en matière informatique relève de la compétence des communes (Art. 58 de la loi précitée). Des recommandations ad hoc ont été fixées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 12 avril 1994 fixant les directives en matière de constructions scolaires qui stipule notamment que tout bâtiment scolaire doit disposer nécessairement d'une infrastructure permettant, tant aux élèves qu'aux enseignants, la consultation d'une documentation multimédia de même que des installations indispensables et d'un équipement de base en technologies de l'information et de la communication.

Il y a lieu aussi de mentionner que l'article 16 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que l'encadrement périscolaire a, entre autres, pour mission d'assurer aux élèves l'accès aux ressources documentaires nécessaires à leur développement et à leur formation et de les accompagner dans leurs apprentissages. Le règlement grand-ducal d'exécution afférent du 16 mars 2012 dispose en son article 3 que le plan d'encadrement périscolaire, établi annuellement et lié à l'organisation scolaire communale, prévoit entre autres des activités assurant aux enfants l'accès aux ressources documentaires, tel notamment l'accès à une bibliothèque, voire à une médiathèque.

D'autre part la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2015-2016, rappelle que chaque école assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication. Le matériel («hardware» et «software») mis en place dans les écoles pour permettre aux élèves l'usage des technologies d'information et de communication doit être conçu et modelé de façon à éviter à la fois la réception d'informations inappropriées et non destinées aux jeunes enfants et la publication d'informations personnelles des enfants (noms, photos, productions personnalisées) sans l'accord des parents.

En ce qui concerne l'équipement des lycées, le CGIE a établi un document reprenant des recommandations à l'adresse de l'Administration des Bâtiments publics au sujet de la planification du service informatique dans les établissements secondaires et secondaires techniques. Avec l'évolution de l'informatique et de la réseautique, le contenu de ce document est revu régulièrement et adapté en conséquence. Ce document comprend les rubriques suivantes:

- principe de fonctionnement du service informatique dans les établissements secondaires et secondaires techniques;
- la salle des serveurs;
- le bureau des techniciens;
- le réseau informatique;
- les salles d'informatique;
- les salles de classe;
- les tableaux et vidéoprojecteurs interactifs.

Ad 3. Tous les établissements secondaires et secondaires techniques sont connectés à Internet via le fournisseur de service Restena moyennant une connexion réseau à haut débit. À l'heure actuelle, tous ces établissements disposent d'une couverture wi-fi partielle ou complète. Le projet «eduWiFi» du CGIE permet aux écoles d'ajouter au fur et à mesure des zones wi-fi sécurisées supplémentaires pour arriver à une couverture optimale du bâtiment, ceci dans le soucis de renforcer l'utilisation d'appareils mobiles («notebooks», tablettes, etc.) en salle de classe. Tous les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique disposent d'un identifiant unique (IAM) moyennant lequel ils peuvent s'authentifier sur les plateformes pédagogiques du ministère et plus particulièrement sur le portail «mySchool!».

Ad 4. Je ne dispose pas de statistiques précises en la matière en ce qui concerne l'enseignement fondamental. Néanmoins, il y a lieu de remarquer qu'une décharge d'une leçon hebdomadaire d'enseignement peut être accordée dans le cadre de l'organisation scolaire communale par tranche de 50 postes de travail pour la «gestion du parc informatique» et que pour l'année scolaire 2014-2015 196,25 leçons hebdomadaires de décharge sont accordées.

D'autre part des projets pédagogiques tels NORTIC (Nord du pays) et TECHNOLINK (ville de Luxembourg) constituent des initiatives pédagogiques visant à promouvoir l'emploi des technologies nouvelles auprès des enseignants de l'école fondamentale et à leur fournir l'encadrement nécessaire, en cas de besoin. Ces initiatives ont fait leur preuve depuis de longues années.

Au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique, il est recommandé aux enseignants de recourir à des technologies numériques, aussi bien pour la recherche que pour la présentation.

Ad 5. L'offre de formation continue dans le domaine numérique est structurée en deux sous-domaines:

- «Compétences technologiques - maîtrise des outils liés aux TICE»: ces formations continues visent à développer les connaissances et aptitudes des enseignants à utiliser les technologies de l'information et de la communication dans le cadre de leur activité d'enseignement. Il s'agit notamment des thématiques suivantes: connaissance de certains logiciels, d'outils de présentation, du «cloud computing»; utilisation du tableau interactif et de l'Intranet de l'établissement scolaire; intégration des TICE dans le répertoire méthodologique.

- «Éducation aux médias»: ces formations continues visent l'aptitude des enseignants à conduire les élèves à développer une approche critique, pertinente et civique de l'usage qu'ils font des TICE. Il s'agit notamment des thématiques suivantes: «safer surf», utilisation réfléchie d'Internet, «cyberbullying».

Pour ces deux sous-domaines, les formations continues sont organisées:

- au niveau national: l'Institut de Formation continue établit un programme de formation commun qui répond aux besoins individuels des enseignants;
- au niveau local: l'Institut conçoit et organise des formations sur mesure à la demande des établissements scolaires et qui répondent à des besoins spécifiques identifiés à ce niveau.

La formation continue se fait selon différents formats: conférences, séminaires, ateliers, hospitations (visites mutuelles préparées et structurées en classe), formations internes d'établissements scolaires (journées pédagogiques, ateliers de travail).

Voici un relevé du nombre de formations continues et d'inscriptions aux formations des quatre dernières années:

Année	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 (relevé au 20.4.2015)
nombre de formations du sous-domaine «Compétences technologiques»	37, dont 22 internes	28, dont 8 internes	31, dont 15 internes	18, dont 13 internes
nombre de formations du sous-domaine «Éducation aux médias»	14, dont 5 internes	5, dont 3 internes	12, dont 6 internes	4, dont 2 internes
nombre total de formations	51, dont 27 internes	33, dont 11 internes	43, dont 21 internes	22, dont 15 internes
nombre d'inscriptions du sous-domaine «Compétences technologiques»	491	607	495	790
nombre d'inscriptions du sous-domaine «Éducation aux médias»	324	47	411	63
nombre total d'inscriptions	815	654	906	849

Au cours des quatre dernières années, en moyenne 37 formations continues sur la thématique du numérique ont eu lieu, dont 18,7 formations internes pour écoles ou lycées. Elles ont collecté en moyenne un total de 806 inscriptions par année, ce qui correspond à 4% du total des inscriptions annuelles.

Q166

Question 1036 (03.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Contact Center de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM):**

À la lecture du rapport annuel de l'ADEM, le Contact Center a été lancé en septembre 2012 avec le double objectif de permettre, d'une part, aux demandeurs d'emploi et aux employeurs de joindre l'ADEM plus facilement et, d'autre part, de décharger les conseillers professionnels.

D'après les chiffres fournis par l'ADEM, ce Contact Center aurait traité, en 2013, 132.466 appels avec un taux de résolution au premier niveau de 72%.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Qu'en est-il des chiffres pour 2014?
- Que faut-il plus précisément entendre par taux de résolution au premier niveau? Dans quelles circonstances l'ADEM considère-t-elle qu'une demande a été satisfaite au premier niveau?
- Ne serait-il pas utile de soumettre ledit «service» à une enquête de satisfaction de la part des appelants?
- Le Ministre considère-t-il que le service au client (demandeur d'emploi/employeur) a été amélioré grâce au Contact Center?

Réponse (28.04.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Faisant suite à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, je me permets de vous donner les éléments de réponse suivants:

En 2014, le Contact Center a traité 138.930 appels (132.466 en 2013) avec un taux de résolution de 74% au premier niveau.

Par taux de résolution au premier niveau, l'ADEM entend les questions pour lesquelles le Contact Center n'a pas besoin d'avoir recours aux différents services de l'ADEM, mais auxquelles il peut répondre directement.

La direction de l'ADEM a par ailleurs prévu de procéder dans les prochains mois à une enquête de satisfaction auprès de ses clients (demandeurs d'emploi et employeurs). La mesure de la satisfaction des appelants du Contact Center sera incluse dans cette enquête générale.

À ce stade, on peut considérer que le service au client a été assurément amélioré grâce au Contact Center alors qu'auparavant, il a été souvent reproché à l'ADEM qu'il était difficile voire impossible de la contacter par téléphone pour obtenir une information ou un renseignement.

Question 1037 (03.04.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **FinTech:**

Le FinTech rassemble toutes les technologies appliquées aux services financiers du «back» au «front office». En raison du potentiel énorme de ce secteur et de la volonté de diversification de son économie, le Luxembourg devrait accorder beaucoup d'importance à ce vaste pan de marché. Pourtant, le Grand-Duché semble avoir déjà pris du retard par rapport à ses concurrents principaux, dont notamment Londres. Cela concerne, entre autres, l'encadrement des start-ups qui rencontrent surtout des problèmes quant à l'obtention de crédits, voire au niveau de la régulation. De même, ces start-ups ont un accès beaucoup plus rapide et simple à des bailleurs de fonds alternatifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'un système d'octroi de crédits comme celui existant en Angleterre et consistant dans une retransmission automatique des demandes de crédit refusées par les banques traditionnelles vers des bailleurs de fonds alternatifs, devrait être promu au Luxembourg? Le «Luxembourg Future Fund» ne devrait-il pas jouer un rôle proactif dans ce secteur d'activité?
- La CSSF joue-t-elle un rôle dans le développement du secteur de FinTech et ne serait-il pas opportun de créer un département spécifique auprès de ce régulateur afin d'accompagner et de supporter de manière proactive la croissance du FinTech?

Réponse commune (08.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire n°1037 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Ministre des Finances:

Dans le cadre de l'initiative «Digital Lëtzebuerg», un accent particulier est porté sur le développement du secteur FinTech, visant à connecter la finance avec les technologies de l'information et de la communication. Au fil des dernières années, ce secteur a gagné en substance au Luxembourg avec plus de 150 entreprises existantes et quelque 10.000 emplois. Évidemment, le FinTech constitue une des priorités du Gouvernement dans le cadre de sa politique de développement et de diversification économiques.

Le développement futur du secteur dépend, entre autres, sur la capacité du pays de générer des start-ups proposant des solutions IT innovantes au secteur de la finance. Il est vrai que les banques traditionnelles luxembourgeoises ont adopté une approche plutôt prudente envers le financement de l'innovation. Ce qui est vrai pour le secteur bancaire luxembourgeois vaut également pour celui de tous les autres pays européens.

La question parlementaire fait référence au projet anglais visant la mise en place de plateformes IT, dénommées «Credit Reference Agencies» (CRA), avec comme objectif de donner aux bailleurs de fonds alternatifs un accès aux informations sur les start-ups et PME ayant échoué à trouver du financement classique auprès des institutions bancaires traditionnelles.

La première réalisation d'une telle plateforme n'est prévue qu'en 2016. Ainsi la faisabilité opérationnelle du concept «CRA» reste à prouver. Sur le plan technologique, ce concept de plateformes ne semble pas poser des problèmes. Par contre le traitement et la mise à disposition d'informations sensibles n'est jamais chose aisé.

Vu les nombreux doutes qui subsistent quant à la mise en place d'une telle plateforme, il a été jugé préférable à ce stade de suivre de près les évolutions à l'étranger avant de lancer un tel projet à Luxembourg.

Sensible à la nécessité de fournir un encadrement propice à la création et au développement des start-ups, le Ministère de l'Économie œuvre sur la mise en place d'un écosystème parfaitement adapté aux besoins des start-ups, y compris le développement de mesures d'interventions financières spécifiques dédiées à l'innovation. Ainsi, le Ministère de l'Économie concentre aujourd'hui ses efforts sur la mise en place d'un fonds d'amorçage («seedfund») l'objectif étant de rassembler des fonds publics et privés à hauteur de 20 mio d'euros destinés au cofinancement de nouvelles activités innovantes et à caractère technologique.

Par ailleurs, le «Luxembourg Future Fund», qui vient d'être lancé et qui est désormais opérationnel, vise également le secteur des technologies appliquées aux services financiers, ceci à côté d'autres secteurs comme les technologies de l'information et de la communication en général ou encore les technologies environnementales. Les projets dans lesquels le «Luxembourg Future Fund» est appelé à investir, ensemble avec d'autres partenaires, doivent satisfaire à un double critère de rentabilité financière et de retombées positives sur l'économie luxembourgeoise. Le «Luxembourg Future Fund» constitue un maillon supplémentaire pour attirer des nouvelles activités innovantes à Luxembourg et pour développer davantage le Luxembourg en tant que terre d'accueil pour les start-ups.

La CSSF traite des dossiers FinTech relevant de sa compétence légale, dont les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique. La CSSF a en outre publié en février 2014 un communiqué relatif à la monnaie virtuelle. L'organisation interne de la CSSF relève de la responsabilité de sa direction.

Question 1038 (03.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liste des bâtiments classés «monument national»:**

Nous venons d'apprendre que le Pont Adolphe (en rénovation), le Palais grand-ducal et la Cathédrale de Luxembourg figurent parmi les édi-

fices qui ne bénéficient pas du statut de monument national classé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle nous présenter une liste intégrale des bâtiments publics qui, à l'heure qu'il est, sont classés «monument national»?

- Est-il prévu d'élargir la liste des monuments nationaux classés afin d'assurer à l'avenir une meilleure protection de ces bâtiments historiques?

- Dans l'affirmative, quels sont les édifices et ouvrages d'art qui devraient être pourvus de ce statut dans les meilleurs délais?

Réponse (19.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Au 30 avril 2015, 400 immeubles et objets mobiliers ont bénéficié du statut de monument national. Ces objets ne peuvent être transformés qu'avec l'autorisation du Ministre de la Culture.

653 immeubles sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments Nationaux. Avant chaque modification à apporter à ces bâtiments, la Ministre de la Culture doit en être informée par les propriétaires.

En somme, 1.053 immeubles, sites et objets mobiliers jouissent ainsi d'une protection nationale. Il y a lieu de souligner que 302 objets se sont ajoutés à cette liste depuis 2009 et que, par conséquent, presqu'un tiers de ces protections, qui se font depuis les années 1930, s'est opéré en six ans. La liste peut être consultée au site Internet du Service des Sites et Monuments Nationaux (ssmn.public.lu).

Parmi ces objets, 91 appartiennent à l'État. La liste de ces édifices est jointe en annexe.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Actuellement, 233 dossiers sont ouverts et une procédure de protection est en cours. Neuf objets appartenant à l'État en sont concernés.

La cause majeure de ces protections, achevées ou en cours, est soit l'initiative d'un propriétaire, donc son désir de faire protéger son immeuble par l'État, soit l'urgence, c.-à-d. la volonté inverse du propriétaire, à savoir celle de démolir sa bâtisse. Dans ce deuxième cas, une protection est entamée le plus souvent par les soins du Service des Sites et Monuments Nationaux.

Considéré le travail de protection remarquable fait notamment au cours des dernières années et accompli en complément à d'autres tâches qui lui incombent, le Service des Sites et Monuments Nationaux n'a pas pu à ce jour faire octroyer le statut de monument national à tous les édifices, notamment publics, qui le mériteraient. Néanmoins, comme ces édifices, avec e. a. le Pont Adolphe, le Palais grand-ducal et la Cathédrale, ne furent nullement menacés, une protection juridique ne s'est pas imposée. En effet, les travaux apportés à ces édifices sont accompagnés par le Service des Sites et Monuments Nationaux, de sorte que, pour toute intervention, les conseils des experts du patrimoine bâti sont entendus.

Afin de voir apporter plus de cohérence dans nos démarches de protection, surtout à l'égard de nos concitoyens, j'ai décidé, il y a quelques mois déjà, de faire établir un inventaire des immeubles et ouvrages non protégés mais dignes d'une protection nationale, appartenant à l'État et se situant sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Cette liste vient de m'être soumise par le Service des Sites et Monuments Nationaux.

Dans les semaines à venir, mes services se concerteront avec d'autres administrations de l'État pour pouvoir entamer des procédures de protection nationale visant ces immeubles.

Une autre liste que j'ai demandée est celle devant regrouper les inventaires du patrimoine bâti de tout le pays tels que réalisés depuis 2008 par le Service des Sites et Monuments Nationaux, ensemble avec toutes les communes du pays. Ces repérages servent déjà les communes pour mettre en place, via leurs plans d'aménagement communaux respectifs, une protection communale surtout pour les bâtisses ayant un intérêt communal de sauvegarde. Sur base de ces inventaires, je pourrai alors décider quelles bâtisses, notamment publiques, méritent une protection nationale au vu de l'intérêt public de protection au niveau national.

Question 1039 (09.04.2015) de **M. Franz Fayot** et **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **pauvreté enfantine:**

Un reportage récemment diffusé par la chaîne de télévision allemande ZDF a thématisé la pauvreté enfantine au Luxembourg, en l'illustrant d'un exemple particulièrement édifiant d'un ménage monoparental confronté en particulier au problème du logement[1].

La Chambre des Salariés a également consacré des développements intéressants à la problématique de la pauvreté de l'enfance dans son dernier «Panorama social» publié le 1er avril 2015[2].

On peut y lire notamment que «près d'un ménage monoparental sur deux (…) vit sous le seuil de risque de pauvreté au Grand-Duché. Ce qui est encore plus inquiétant c'est que le Luxembourg affiche de ce point de vue les pires performances des pays de l'UE15. En effet, si en 1996 ce taux était de 10 pp. moins élevé que la moyenne européenne (27% contre 37% en UE15), il est à présent de 14,3 pp. (soit 45%) plus élevé que celui de l'UE15».

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et à Madame la Ministre du Logement:

- Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour lutter contre l'inquiétante augmentation de la pauvreté de l'enfance en particulier dans les ménages monoparentaux?

- Dans la mesure où il existe indubitablement un lien entre la pauvreté de l'enfance et la rareté et cherté des logements, quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre plus particulièrement dans le domaine du logement social?

Réponse commune (08.05.2015) **de Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Marc Hansen,** *Secrétaire d'État au Logement:*

Avant de répondre aux questions posées par les honorables Députés, il convient de donner quelques précisions quant à la nature de l'indicateur de risque de pauvreté et quant à son application dans le contexte luxembourgeois.

Dans son rapport «Travail et cohésion sociale 2014», le Statec note que: «Le taux de risque de pauvreté (AROP) est plutôt un indicateur d'inégalité des revenus qu'un indicateur de pauvreté ou de précarité. Les composantes du revenu évoluent de sorte que ces inégalités augmentent. Le poids des revenus du capital (revenus de l'immobilier et revenus des placements financiers etc.) est beaucoup plus important en haut de l'échelle de revenus qu'en base de l'échelle. Or, les revenus du capital ont augmenté de façon beaucoup plus dynamique que les autres composantes du revenu, comme les revenus du travail et les prestations sociales, qui ont un poids plus élevé dans les revenus faibles.»

Les chiffres concernant le taux de risque de pauvreté se basent sur la méthodologie EU-SILC («European Union Statistics on Income and Living Conditions»).

Dans son rapport «Travail et cohésion sociale 2013», le Statec précise que: «Le taux de réponse est généralement très faible au Luxembourg, suite à un véritable matraquage que subissent les personnes interrogées dans le cadre de différentes enquêtes - officielles et commerciales. Pour compenser ces faiblesses, les statisticiens ont développé des méthodes dites d'imputations (on remplace des données manquantes) et de pondération (rendre représentatives les données d'enquête). Il semble que les méthodes d'imputation utilisées, telles qu'elles ressortent de l'analyse des programmes informatiques, tout aussi sophistiquées qu'absconses, manquent de transparence.»

Ainsi, sur un échantillonnage de 3.500 ménages, seulement 25% des personnes acceptent de participer aux enquêtes et ces 25% fournissent des non-réponses partielles, par exemple par rapport aux revenus du ménage.

Au vu de ces conclusions, un groupe de travail composé de représentants du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, du Ministère de la Sécurité sociale, du Statec, de l'Inspection générale de la sécurité sociale et du LISER (ancien CEPS/Instead) vient d'être mis en place en vue d'examiner la tendance des indicateurs «risque de pauvreté et d'exclusion sociale».

À côté de l'indicateur relatif au taux de risque de pauvreté, il existe un indicateur de «privation matérielle sévère»[3]; en 2013, celui-ci était de 1,8% pour le Luxembourg et seule la Suède a fait mieux avec 1,4%.

Pour les enfants de zéro à 17 ans, cet indicateur reste faible avec 2,4%. Quant au taux de risque de pauvreté, il est de 23,9% pour cette même catégorie d'âge.

Pour ce qui est du risque de pauvreté pour les familles monoparentales, le Statec a relevé que «le pourcentage de familles nombreuses est assez élevé parmi les familles monoparentales» et que « la probabilité des personnes seules avec enfants dépendants de se trouver au chômage et d'avoir un emploi à temps partiel est plus importante» (Regards sur les ménages monoparentaux, Statec 16-2011).

Le taux de risque de pauvreté en général et des enfants vivant dans des ménages monoparentaux en particulier est étroitement lié à l'intensité de travail du ménage; une reprise de travail peut ainsi permettre au ménage monoparental de s'élever au-dessus du seuil de risque de pauvreté.

Le Gouvernement est d'avis que l'accès à l'emploi crée les conditions pour favoriser l'inclusion sociale et constitue un rempart pour réagir contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

C'est pourquoi des mesures sont prises afin de moderniser la politique familiale entre autres en promouvant l'emploi et notamment l'emploi féminin, le maintien dans l'emploi en vue de l'indépendance financière des deux parents et surtout des ménages monoparentaux. Ainsi, dans le contexte de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015), le Gouvernement a abrogé l'allocation d'éducation et l'allocation de maternité, deux prestations initialement conçues pour des femmes qui ne poursuivaient aucune activité professionnelle et dont les finalités ne correspondent donc plus aux réalités des situations familiales d'aujourd'hui et ne répondent plus aux exigences du monde du travail.

Les réformes des allocations familiales et du congé parental sont deux mesures fortes dans la lutte contre la pauvreté infantile. Ainsi, la réforme du congé parental, qui vise une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, prévoit que le congé parental sera dû à tout parent pouvant attester dix heures de travail hebdomadaire (contre 20 heures actuellement) et qu'il pourra également être accordé au demandeur ayant plusieurs contrats de travail auprès de plusieurs employeurs différents. Cette mesure devrait plus particulièrement répondre aux besoins des parents seuls qui occupent plusieurs tâches partielles.

Enfin, toutes les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la pauvreté - le revenu minimum garanti, l'aide sociale, le tiers payant social, les épiceries sociales, l'Agence Immobilière Sociale - sont autant d'instruments dans la lutte contre la pauvreté des enfants.

Dans le domaine du logement social, le Gouvernement a réalisé et envisage de réaliser un certain nombre de mesures, dont notamment les suivantes:

- introduction prochaine d'une subvention de loyer: les amendements au projet de loi y afférent ont été approuvés lors du Conseil de Gouvernement du 30 avril 2015; cette mesure prévoit p. ex. une aide pouvant aller jusqu'à 149 € pour un ménage avec un enfant respectivement 174 € pour un ménage avec deux enfants (même montant de l'aide peu importe si ménage monoparental ou ménage avec deux parents);

- augmentation du taux maximum de la participation financière de l'État de 70 à 75% du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes à des ménages (p. ex. monoparentaux) à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées: mesure prévue par la récente loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir; 1ère partie;

- pour chaque PAP dont la superficie du terrain brut est supérieure ou égale à un hectare, 10% des logements y construits doivent être réservés à la réalisation de logements à coût modéré (mesure prévue par la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes);

- augmentation substantielle - pour les années à venir - de la création de logements sociaux pour ménages à revenu modéré par les promoteurs publics, et plus précisément de la SNHBM et du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat; de même, les communes et syndicats de communes (p. ex. SIKOR) ainsi que des associations œuvrant dans le domaine du logement comme l'Agence Immobilière Sociale (AIS) ont l'intention d'augmenter substantiellement le nombre de leurs logements locatifs mis à disposition de personnes ou ménages à faible revenu.

Question 1040 (09.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la «**Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude (LUNOZ)»:**

Zanter 2013 gëtt zu Lëtzebuerg eng nei Zertifizéierung fir Gebaier, genannt „Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude" (LUNOZ), experimentéiert respektiv als Pilotprojet a verschiddene Gemengen agesat. Dëse Projet gëtt och bei den Objektiver vun den Écotechnologië vum Wirtschaftsministère opgezielt. D'Fachleit, dorënner d'Fédération des Artisans, warne virdrun, datt esou eng Zertifizéierung de Bau zu Lëtzebuerg nach méi deier kéint maachen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, eng „Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude" zur Obligatioun ze maachen? Wa jo, wéini?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt déi Akkumulatioun vun Normen, Regelungen, Reglementer an Zertifizéierungen, nieft der Hausse vun der TVA, massiv zu der Präishausse beim Bau bäidréit? Gëtt et Etüden oder Schätzungen, wéi déi nei gesetzlech oder reglementaresch Regelen aus de leschten zéng Joer sech op d'Baupräisser ausgewierkt hunn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Wann neen, missten net esou Etüde gemaach ginn, dëst och iert nach nei Normen obligatoresch ginn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Käschte fir d'Aféierung vun neien Normen, besonnesch um Wunnengsbau, missten zum gréissten Deel duerch geziilte Subventiounen ausgeglach ginn?

Réponse commune (12.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

De Wunnengsbauministère huet zesumme mat externe Partner déi „Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung fir Wunngebaier" (LENOZ) entwéckelt. LENOZ ass en Instrument, wat den Architekten, Ingenieuren an den Entreprisen aus der Baubranche d'Méiglechkeet gëtt, fir Haiser oder Wunnengen ze schafen, déi nohalteg geplangt a gebaut sinn, an dono och nohalteg kënne genotzt ginn. LENOZ bitt dem Endclient d'Méiglechkeet, fir strukturéiert Informatiounen iwwert d'Nohaltegkeet vun enger Wunneng oder engem Haus ze kréien, déi iwwert de Volet vun der renger Energieeffizienz erausginn; dee Volet ass jo haut am wesentlechen iwwert den Energiepass ofgedeckt. Déi Kritäre vun der Nohaltegkeet betreffen ënner anerem d'Ekologie vun de Baumaterialien, de Landverbrauch, d'Versigelung vun de Flächen an awer och Standuertkritäre wéi d'Ubannung un den ëffentlechen Transport.

D'Zil vum LENOZ ass, eng méiglechst einfach, iwwerschaubar a verständlech Bewäertung vu gudder Qualitéit ze erméiglechen, déi mat dem geréngst méigleche finanziellen Opwand verbonnen ass. Dëst soll ënner anerem och garantéiert ginn duerch d'Verbindung vun dësem Instrument mam Energiepass.

Nohaltegkeetszertifikatioune fir „Net-Wunngebaier" an awer och ëmmer méi fir Wunngebaier fannen ëmmer méi Uklang an der Immobiliëbranche an Europa an och weltwäit. Dës Zertifikatioune verfollegen d'Zil, fir d'Schafung vun nohaltege Gebaier ze ënnerstëtzen, an dobäi ökologesch, ökonomesch a soziokulturell Aspekter an enger ganzheetlecher Approche ze berücksichtegen. Dobäi ass et besonnesch wichteg, d'Gebai iwwer seng ganz Liewensdauer ze bewäerten, ugefaang bei der Planung, iwwert de Bau, d'Notzung an dono och d'Ofrappe vum Gebai.

Et war net an ass net geplangt, datt LENOZ obligatoresch agefouert gëtt, weder bei der Genehmegung fir nei Gebaier, nach am Kader vun der Sanéierung vun ale Gebaier. Et handelt sech also ëm en Instrument, wat dem Bausecteur zur Verfügung gestallt gëtt, fir aner Kriterie vun der Nohaltegkeet, déi iwwert den Energieverbrauch erausginn, ze bewäerten.

Dofir ass dann och keen Impakt op d'Präisser am Bausecteur ze erwaarden, well keng nei Regele mat LENOZ agefouert ginn.

[1] http://www.zdf.de/ZDFmediathek/beitrag/video/2376710/Kinderarmut-in-Luxemburg#/beitrag/video/2376710/Kinderarmut-in-Luxemburg

[2] http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=2639&format=raw

[3] Les personnes en situation de privation matérielle grave ont des conditions de vie fortement affectées par le manque de ressources; quatre des neuf indicateurs de privation s'appliquent à elles: impossibilité i) de régler le loyer ou les factures pour les services d'utilité publique, ii) de chauffer convenablement le domicile, iii) de faire face à des dépenses imprévues, iv) de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent protéiné tous les deux jours, v) de partir en vacances hors du domicile une semaine par an, vi) d'acheter une voiture, vii) d'acheter une machine à laver le linge, viii) d'acheter une télévision couleur ou ix) de payer une connexion téléphonique.

Question 1041 (09.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**exposition «Luxemburger in der Polizei des NS-Staates» à Weimar:**

Den 9. Abrëll gëtt zu Weimar am Haaptstatsarchiv vun Thüringen eng Ausstellung iwwert déi Lëtzebuerger Fräiwëllegekompanie ageweit. Dës Ausstellung ass bis de 26. Juni ze gesinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wien hat d'Iddi, fir dës Ausstellung ze organiséieren?

2. Huet Lëtzebuerg un den Aarbechte fir dës Ausstellung mat geschafft, z. B. andeems et Archiven an anert Material zur Verfügung gestallt huet? Wa jo, wéi eng Lëtzebuerger Institutiounen an Associatioune sinn un dëser Ausstellung bedeelegt?

3. Huet Lëtzebuerg sech finanziell un dëser Ausstellung bedeelegt? Wa jo, mat wéi engem Betrag?

4. Ass eng offiziell Lëtzebuerger Delegatioun bei der Aweiung vun der Ausstellung derbäi?

5. Si Gespréicher mat dem Statsarchiv vun Thüringen gefouert ginn, fir dës Ausstellung och op Lëtzebuerg ze bréngen? Wann neen, ass d'Regierung bereet, sech ze beméien, fir dës Ausstellung och heiheem dem Lëtzebuerger Publikum zougänglech ze maachen?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi komplex geschichtlech a mënschlech Zesummenhäng, déi mat der Lëtzebuerger Fräiwëllegekompanie zesummenhänken, genuch opgeschafft sinn? Wann neen, ass d'Regierung bereet, Historiker déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir och dëst Kapitel aus dem Zweete Weltkrich opzeschaffen?

Réponse (21.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Zesummenhank mat der Expositioun „Luxemburger in der Polizei des NS-Staates", déi zënter dem 9. Abrëll a bis de 26. Juni zu Weimar gewise gëtt. Dës Ausstellung behandelt d'Roll vun der Lëtzebuerger Fräiwëllegekompanie, déi no der Besetzung vu Lëtzebuerg eng Ausbildung zu Weimar huet misse maachen an deenen hir Memberen an däitsch Polizeibataillonen ingréiert goufen.

Ad 1. D'Iddi, fir déi Ausstellunug ze organiséieren, koum vum Här Bernd Schmit, Polizeihistoriker an och Kurator vun der Ausstellung.

Ad 2. De Militärmusée vun Dikrech an de Patton-Musée vun Ettelbréck hu Fotoen an Dokumenter op Ufro vun den Organisateure geliwwert. Och eng Uniform, Ofzeechen an een Exerzéierbuch sinn als Leihgaben un déi Ausstellung gaangen. Déi zwee Muséeën hunn awer net aktiv un der Organisatioun matgeschafft. Och d'«US Veterans Friends», wat eng Privatorganisatioun ass, a Privatleit si behëlleflech gewiescht.

Ad 3. Et ass keng finanziell Ënnerstëtzung vu Lëtzbuerg fir dës Ausstellung ginn.

Ad 4. Et war keng offiziell Lëtzebuerger Delegatioun bei der Aweiung vun der Ausstellung derbäi. Et waren awer Lëtzebuerger Privatleit (Nokomme vu Betraffenen, Leit vun deenen zwee Muséeën, Membere vun den „US Veterans Friends") bei der Aweiung derbäi.

Ad 5. Et ginn à ce stade keng Kontakter an déi Richtung.

Ad 6. D'Opschaffe vun der Geschicht vun der Lëtzebuerger Fraiwëllegekompanie, souwéi och vun aneren Aspekter vun der Geschicht vum Zweete Weltkrich, ass nach net ofgeschloss a wäert mat deenen néidege Mëttel weidergefouert ginn.

Question 1042 (09.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **congé de maternité:**

An der Press war am Kader vun der Berichterstattung iwwert de Congé de maternité, dee jo generell soll op zwielef Wochen ausgedehnt ginn, en Zitat vun der Madame Familljeminister ze liesen: „Viele bekommen zudem das nötige Attest vom Arzt, obwohl sie nicht stillten." („Luxemburger Wort"/wort.lu vum 25. Mäerz 2015)

Dofir wëll ech d'Madame Familljeminister dëst froen:

1. Wéi kommen d'Madame Minister oder hir Servicer un déi Ausso, dass Dokteren hei am Land géinge falsch Zertifikater ausstellen?

2. Gëtt et dofir Beweiser?

3. Wa jo, wat huet d'Regierung dogéint ënnerholl?

4. Wa jo, wat sinn d'Sanktiounen, deenen esou Dokteren ausgesat sinn?

5. Gëtt et konkret Fäll, wou en Dokter beschëllegt ginn ass, esou e falschen Zertifikat ausgestallt ze hunn?

Réponse (08.05.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Op d'Fro vum Här Deputéierte kann ech just äntwerten, dass ech déi Ausso net gemaacht hunn an dass d'Zitat, wat um Internetsite wort.lu publizéiert ginn ass, net vu mir war.

Wa mer de Congé d'allaitement wëllen an de Congé de maternité integréieren, ass dat, well mer net méi wëllen en Ënnerscheed maachen tëscht deene Mammen, déi nieren, an deenen, déi dat net maachen. All Mamme sollen hei d'selwecht behandelt ginn an déiselwecht Dauer vu Congé kréien, fir sech ëm hire Puppelchen ze bekëmmeren.

An deem Kontext wäerten déi concernéiert Ministèren un enger Propositioun schaffen.

Question 1043 (09.04.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**agrandissement du Atert-Lycée à Redange:**

Selon mes informations le Gouvernement aurait décidé d'agrandir au cours des années à venir le Atert-Lycée à Redange (ALR) qui a ouvert ses portes en automne de l'an 2004.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il présenter le projet d'agrandissement en question (programme de construction projeté: salles de classes, nombre d'élèves, etc.)?

2. Dans quelle mesure et sous quelles conditions ces nouveaux bâtiments pourraient-ils être mis à la disposition de l'école de musique régionale du canton de Redange?

Réponse (08.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. La croissance du Pôle d'enseignement Nord a amené la direction de l'Atert-Lycée à varier son offre scolaire. L'extension demandée permettra ainsi l'admission supplémentaire d'environ 250 élèves. Dans ce contexte, une quatrième aile de trois niveaux d'environ 4.750 m^2 est prévue d'être construite dans la cour située entre le bloc des salles de classe et le bâtiment des ateliers de l'actuel lycée.

Le rez-de-chaussée sera réservé à l'école de musique du canton de Redange. En dehors d'une salle d'audition et d'orchestre d'environ 160 m^2, six salles de classe d'enseignement musical, deux salles de percussion et plusieurs salles pour cours individuels ainsi que deux bureaux et une petite salle de réunion occuperont cet étage.

Le 1er étage disposera de dix salles de classe normales; c'est également cet étage qui sera relié au lycée existant par une passerelle.

Au 2e étage seront aménagés cinq salles de classe normales ainsi que le département de chimie qui se composera d'une salle pour travaux pratiques, de deux salles pour travaux dirigés et d'une salle de préparation.

Des espaces secondaires tels que locaux de nettoyage, locaux techniques et installations sanitaires seront répartis sur les trois niveaux.

Le projet évolue actuellement au stade de l'avant-projet détaillé.

Ad 2. Comme déjà indiqué précédemment, et suite à sa demande de mai 2014, l'école de musique du canton de Redange utilisera une partie des locaux de la nouvelle extension de l'Atert-Lycée, permettant ainsi des synergies intéressantes. L'école de musique disposera du rez-de-chaussée pour assurer les cours d'enseignement musical, tandis que le premier étage pourra être utilisé aussi bien par le lycée que par l'école de musique, ceci en dehors des heures de cours du lycée.

Des aménagements acoustiques spécifiques seront mis en œuvre, afin d'éviter d'éventuelles nuisances sonores entre les étages tout en garantissant les qualités acoustiques nécessaires des locaux de l'école de musique.

Une convention sera à élaborer entre l'État et l'école de musique afin de définir non seulement la participation financière de l'école de musique, mais également les conditions d'utilisation des différents locaux et l'accès au bâtiment.

Question 1044 (10.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **effectifs de l'ADEM:**

La commission de suivi de l'ADEM note dans son deuxième rapport que les effectifs de l'ADEM ont évolué de façon positive.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien de personnes sont actuellement au service de l'ADEM? Comment ses effectifs ont évolué au cours des cinq dernières années?

- Combien de personnes sont plus particulièrement en charge du service parcours personnalisé du demandeur d'emploi, du service employeurs et du service des bureaux de placement? Monsieur le Ministre peut-il me détailler pour chacun de ces services le niveau de formation des fonctionnaires et autres agents y employés?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin m'indiquer combien de personnes sont actuellement occupées auprès des différentes agences de placement, le niveau de formation de ces personnes, de même que leur affectation (conseillers professionnels, éducateurs gradués, psychologues, assistants sociaux, etc.)?

Réponse (18.05.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Je vous prie de trouver ci-après les réponses aux questions posées par l'honorable Député Marc Spautz.

- Combien de personnes sont actuellement au service de l'ADEM? Comment ses effectifs ont évolué au cours des cinq dernières années?

Année	Nbr. d'agents (sans agents temporaires comme OTI ou CAE)
2015 (au 30.4.2015)	389 (+ 8 en recrutement)
2014 (au 31.12.2014)	387
2013	343
2012	333
2011	293
2010	277

- Personnes en charge du parcours personnalisé des demandeurs d'emploi, du service employeurs et du service placement + niveau de formation:

(Voir tableau page suivante)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Service	Nbr. d'agents	Niveau de formation
S-PPDE	44 + 8 éducateurs gradués et un médecin du travail en cours de recrutement	2 médecins du travail dont 1 en recrutement 8 psychologues 14 rédacteurs/employés carrière D 3 assistantes sociales 10 éducateurs gradués 6 expéditionnaires/employés C (DAP) 1 employé B1
S-EMP	30 agents	1 universitaire 12 rédacteurs/employés D (diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques) 3 employés B1 14 consultants (3 universitaires, 3 Bac+2, 8 diplômes de fins d'études secondaires ou secondaires techniques)
S-PL	72 agents dont: 1 chef de service 7 chefs d'agence 58 conseillers demandeur 6 agents de la main-d'œuvre étrangère	53 rédacteurs/employés D 10 employés détachés (4 diplômes de fins d'études secondaires ou secondaires techniques, 6 DAP) 8 expéditionnaire/employés C (DAP) 1 employé B1

- Personnes en charge du public actuellement occupées auprès des différentes agences de placement, le niveau de formation de ces personnes de même que leur affectation (conseillers professionnels, éducateurs gradués, psychologues, assistantes sociaux, etc.)

Agence	Nbr. d'agents	Répartition	Formation
Diekirch	17	1 chef d'agence 6 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 3 garantie jeunesse 2 service chômage 2 orientation professionnelle 2 service salariés handicapés	7 rédacteurs/employés D 4 éducateurs gradués 2 psychologues 2 employés C (DAP) 2 employés B1
Differdange	14	1 chef d'agence 7 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 3 service chômage 2 accueil et back-office	10 rédacteurs/employés D 1 psychologue 1 employé C 2 employés B1
Dudelange	11	1 chef d'agence 5 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 2 service chômage 2 accueil et back-office	5 rédacteurs/employés D 1 éducateur gradué 4 expéditionnaires/employés C 1 employé B1
Esch-sur-Alzette	100	1 chef d'agence 1 chef d'agence adjoint 15 conseillers demandeurs 2 Club emploi 7 parcours personnalisé 5 garantie jeunesse 4 conseillers emploi jeunes 5 orientation professionnelle 18 service chômage 21 maintien de l'emploi 7 main-d'œuvre étrangère 1 S-SCTR 10 service salariés handicapés 3 accueil	1 universitaire 49 rédacteurs/employés D 6 éducateurs gradués 1 assistante sociale 5 psychologues 16 expéditionnaires/employés C 18 employés détachés (1 universitaire, 2 diplômes de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, 15 DAP) 4 employés B1
Luxembourg	168	1 chef de service 1 chef d'agence 22 conseillers demandeur 30 service employeur 8 parcours personnalisé 7 garantie jeunesse 5 conseillers emploi jeunes 16 orientation professionnelle 16 service chômage 3 main-d'œuvre étrangère 24 S-SCTR 8 service salariés handicapés 27 Contact Center	16 employés détachés (2 diplômes de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, 14 DAP) 14 consultants (3 universitaires, 3 Bac+2, 8 diplômes de fins d'études secondaires ou secondaires techniques) 3 universitaires 12 rédacteurs/employés D (diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques) 2 médecins 16 éducateurs gradués 31 employés B1 14 expéditionnaires/employés C 51 rédacteurs/employés D 2 pédagogues 5 psychologues 2 assistantes sociales
Wasserbillig	9	1 chef d'agence 6 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 1 service chômage	5 rédacteurs/employés D 1 psychologue 1 employé C 2 employés détachés (2 DAP)
Wiltz	6	1 chef d'agence 3 conseillers demandeur 1 parcours personnalisé 1 service chômage	1 éducateur gradué 1 employé D 2 expéditionnaire/employé C 1 employé B1 1 niveau inférieur

Question 1045 (10.04.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **radioactivité dans le Kiemelbaach:**

Ces jours, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho d'une étude concernant le niveau de radioactivité dans certains cours d'eau de notre pays. Il a été conclu que l'eau du Kiemelbaach, qui passe par l'ancien crassier de Mondercange, montre des taux particulièrement élevés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que les niveaux de radioactivité dans le Kiemelbaach présentent des anomalies?

- Dans la positive, la contamination de cette eau pose-t-elle un risque pour le bétail ou l'être humain?

- La source de cette anomalie peut-elle déjà être déterminée avec certitude?

- Comment Madame la Ministre entend-elle procéder face aux résultats découverts?

Réponse (05.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les mesures de la radioactivité réalisées par la société BioMonitor dans les eaux de drainage au droit du crassier de Mondercange pour le compte du partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette ont permis de confirmer une très faible présence d'isotopes radioactifs, se situant dans des gammes usuelles. Force est de rappeler qu'on trouve de la radioactivité naturelle à des niveaux variables dans tous les cours d'eau.

Les résultats d'analyses radiologiques de l'eau du Kiemelbaach révèlent des résultats proches de ceux trouvés dans les eaux destinées à la consommation d'eau potable au Luxembourg. Une seule légère anomalie concerne la présence relativement élevée du potassium-40.

Le potassium, dont une fraction d'environ 0,012% est naturellement radioactif, est présent dans l'environnement (p. ex: les engrais, les matériaux de construction) et dans la chaîne alimentaire (p. ex: les fruits, les œufs). On le trouve également dans le corps humain à raison de 60 Bq/kg environ. Il faut savoir que le corps humain ne va utiliser que ce dont il a besoin et rejeter le surplus. Ainsi, la présence du potassium-40 dans les aliments ou dans une eau potable ne contribue pas à une exposition supplémentaire de la population.

Cet élément ne pose donc pas de risque ni pour l'être humain ni pour le bétail.

Les radionucléides naturels présents dans l'eau sont essentiellement issus du lessivage des sols et des roches. La présence de potassium dans l'eau prélevée au droit du crassier peut vraisemblablement s'expliquer par la présence de matériaux de construction tels que des ciments qui sont stockés dans une partie de la décharge. À noter que les matériaux de construction ont des activités en K-40 variables pouvant dépasser 100 Bq/kg. L'échantillon mesuré par BioMonitor relève par comparaison une activité de 6 Bq/kg.

BioMonitor s'est basé dans son étude sur les procédures de contrôle fixées par la directive 2013/51/EURATOM du Conseil du 22 octobre 2013 fixant des exigences pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine.

Cette directive permet de faire le screening par des méthodes de mesures relativement simples et rapides, telles que déployées par BioMonitor. Seulement si certains indicateurs sont dépassés, dont notamment celui du bêta global, des mesures supplémentaires et plus précises sont à faire.

Déjà en octobre 2014, mes services avaient réalisé de telles analyses plus précises sur quatre échantillons, prélevés ensemble avec le service géologique, et cela sur différents points d'accès des eaux de percolation au sein du crassier. Il en résulte que l'activité des radio-isotopes identifiés dans ces échantillons est bien en dessous des limites applicables pour l'eau potable.

Des études réalisées par BioMonitor et les mesures faites par mes services ne donnent évidemment qu'un résultat momentané. Pour cette raison, d'autres campagnes de mesures suivront pour documenter ou exclure une éventuelle évolution des taux de radioactivité dans ces eaux.

Question 1046 (10.04.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **statut des gyropodes dans la circulation:**

Au cours des dernières années, la compagnie «Segway» a connu un succès extraordinaire qui s'explique en grande partie par le fait que, dans de nombreux pays, les conducteurs des gyropodes ne doivent pas respecter l'interdiction de circuler dans les zones piétonnes ou sur les trottoirs.

Quant au Luxembourg, le gyropode a officiellement été homologué au début de l'année 2012 en étant assimilé au «cycle électrique». Selon le Code de la Route, il est donc officiellement considéré comme un vélo dont l'utilisation est strictement réglementée. Malgré cette situation, le nombre de gyropodes circulant seuls ou en groupes sur les trottoirs et dans les zones piétonnes a considérablement augmenté. La conséquence en est que les dangers et conflits entre conducteurs et piétons deviennent de plus en plus fréquents. Puisqu'il n'existe aucune séparation entre les surfaces piétonnes et celles réservées aux gyropodes, cette évolution va finalement au détriment des piétons et en particulier des personnes à mobilité réduite ou malvoyantes, voire des jeunes enfants, qui ne peuvent plus se déplacer en toute sécurité.

Pour clarifier la situation, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a déjà annoncé en 2012 qu'il allait réaliser une analyse afin de pouvoir décider en toute connaissance de cause si le gyropode devait constituer une nouvelle catégorie de véhicules ou s'il allait plutôt être assimilé au statut des piétons.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le statut du gyropode qui assimile ce véhicule actuellement à celui du cycle électrique, permet-il néanmoins la conduite sur les espaces réservés aux piétons?

- L'analyse du statut du gyropode, annoncée en 2012 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, a-t-elle entre-temps été réalisée? Dans l'affirmative, cette analyse a-t-elle tenu compte du fait que la vitesse approximative allant jusqu'à 20 km/h et le poids d'environ 40 kg du gyropode risque de provoquer des collisions entre piétons et conducteurs de gyropodes et d'entraîner des blessures graves pour les personnes impliquées?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de réévaluer le statut du gyropode afin de réglementer de façon claire et définitive les zones ouvertes à sa conduite et de prévenir par ce biais les conflits et accidents résultant d'une utilisation inadéquate de ce véhicule?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur le statut des gyropodes dans le Code de la Route.

Le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État a analysé le statut du gyropode, tout en se basant sur les expériences faites à l'étranger. Les discussions ont montré que les «Segways» correspondent à la définition des cycles électriques, de sorte qu'il est superfétatoire de compléter le Code de la Route par une nouvelle définition spécifiant les caractéristiques des «Segways». Ces derniers se distinguent toutefois des cycles électriques au niveau des freins, alors qu'ils ne disposent pas de freins mécaniques. Par règlement grand-ducal du 28 avril 2014, l'article 32 du Code de la Route a ainsi été complété de la dérogation afférente.

Il en découle que les «Segways» sont à considérer comme cycles électriques et ne sont pas autorisés à circuler sur les trottoirs ni à emprunter d'autres espaces réservés aux piétons. Le non-respect de cette interdiction est sanctionné d'un avertissement taxé de 74 euros.

Question 1048 (10.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Fondation de Luxembourg:**

Virun iwwer sechs Joer gouf d'Fondation de Luxembourg gegrënnt, eng Daachstëftung mat engem primär philanthropeschen Zweck a gläichzäiteg eng komplementar Offer op eiser Finanzplaz.

Q170

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. An hire Publikatioune schwätzt d'Fondatioun vun hirer „total independence"? Ass déi Notioun mat där Tatsaach kompatibel, datt den Här Finanzminister perséinlech President vum „Board of directors" ass? Wéi definéiert sech déi Onofhängegkeet vun der Fondatioun, wat ass hiren Zweck a wéi gëtt se garantéiert?

2. D'Fondatioun sollt d'Offer vun der Finanzplaz Lëtzebuerg méi komplett maachen. Si huet dofir och eng Rei vu Konferenzen am Beräich vum „private banking" gehalen. Wéi grouss wor den Interessi vun de Banken un där Offer? Wéi eng konkret Resultater a Virdeeler huet déi Fondatioun bis elo dem „private banking" zu Lëtzebuerg bruecht?

3. Fir déi Fondatioun och am Ausland méi bekannt ze maachen, sollt se an der Delegatioun bei Promotiounsreesen a Wirtschaftsmissioune mat vertruede sinn. Bei wéi enge Reese wor d'Fondatioun bis elo vertrueden? Mat wéi enge Resultater?

4. Als sougenannten „sozial verantwortlech" Institutioun investéiert d'Fondatioun net automatesch a sougenannten „kontroverséiert" Secteure vun der Ekonomie, wouranner ënner anerem d'Atomindustrie, genetesch modifizéiert Organismen (GMO) an de Spillberäich falen. Theoretesch ass esou en Investissement awer méiglech, wa bestëmmte Kritären erfëllt sinn. Huet d'Fondatioun bis elo finanziell Interaktiounen oder Investitioune mat oder an deene Secteure gehat, déi si selwer als „kontroverséiert" bezeechent? Wa jo, wéi eng?

5. No engem Audit huet sech d'Fondatioun en „strategesche Plang" fir d'Joren 2014-2018 ginn. Gouf dee Plang publizéiert?

6. D'Revenue vun der Fondatioun bestinn ënner anerem aus de Revenus du patrimoine, de Subsides et subventions an de Revenus générés par la prestation de services par la Fondation. Op wéi vill belafe sech déi Poste pro Kategorie a pro Joer zënter 2008? Ginn déi Revenuen duer, fir déi lafend Käschte vun der Fondatioun ze decken? Ass d'Grënnungskapital vu 5 Milliounen Euro nach integral disponibel oder sinn déi am Bilan renseignéiert 3,5 Milliounen de Rescht vum Grënnungskapital? Ass déi Stëftung ouni weider staatlech Finanzéierung op Zäit iwwerliewensfäeg?

Réponse (11.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Fondation de Luxembourg, als unerkannte Fondatioun mat gemengnëtzegem Zweck, ass vum Stat zesumme mat der Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte gegrënnt ginn, an huet als Aufgab/Zweck, de private philanthropeschen Asaz ze ënnerstëtzen. Zanter hirer Grënnung am Dezember 2008 gëtt de Verwaltungsrot vun der Fondatioun vum jeeweilegen amtéirende Finanzminister presidéiert. D'Statute gesinn zoudeems vir, datt d'Funktioun vum Verwalter éirenhaft ass an dofir keen Urecht op iergendwellech Entlounung gëtt.

D'Fondation de Luxembourg ass total onofhängeg, souwuel wat hir Organisatioun, hir Funktioun oder hire Finanzement ugeet, an dat géintiwwer dem Stat, Finanzinstituter oder Net-Regierungsorganisatiounen. Dës Eenzegaartegkeet, genausou wéi d'Exemplaritéit vun de Perséinlechkeeten aus dem Verwaltungsrot, si ganz wichteg Faktoren/Argumenter fir d'Donateuren/d'Spender.

Zanter hirer Grënnung huet d'Fondation de Luxembourg zur Schafung vu 55 Fondatioune bäigedroen. Dës stellen eng Enveloppe vu bal 100 Milliounen Euro duer, déi fir philanthropesch Zwecker zur Verfügung gestallt goufen. Eng grouss Iwwerzuel vun op der Finanzplaz usiessege Privatbanken hunn deemno och hiert Ugebuet an der Verwaltung vu Gidder deementspriechend erweidert a beinhalten och Berodungsservicer an der Philanthropie. D'positiv Erfahrung vun de Privatbanke gëtt och doduerch ënnerstrach, datt dee gréissten Deel vun de Grënner vu Fondatiounen, déi duerch d'Fondation de Luxembourg ofgedeckt ginn, duerch Privatbanke vun der Plaz agefouert gouf.

D'Fondation de Luxembourg huet bei vun „Luxembourg for Finance" organiséierte Finanzmissiounen a Brasilien am November 2014 an a Schweden am Mee 2015 deelgeholl. D'Fondation de Luxembourg gouf zënterhier vun „Family offices" an Affekotskanzleien ugeschwat, déi op der Sich no Léisungen am Kader vun der Schafung vu karitative Wierker fir hir Optraggeber sinn.

D'Fondation de Luxembourg hält sech strikt un eng sozial Investitiounspolitik, wat d'Bestëmmung vum Uleeë vun hirem Kapital ugeet. Si schléit och deene Fondatiounen, déi si ofdeckt, vir, dës Investitiounspolitik ze verfollegen, gegebenenfalls verschidde Bedeelegungen ofzestoussen, déi dës Fuerderungen net géifen erfëllen.

D'Fondation de Luxembourg hat een éischten „strategesche Plang" ausgeschafft, fir d'Joren 2009-2013, duerno ee fir d'Joren 2014-2018, wat awer keen ëffentlecht Dokument ass. Dergéint publizéiert d'Fondatioun all Joer zënter 2010 ee jährleche Bericht, mat den Aktivitéite souwuel vun der Fondation de Luxembourg wéi och vun all deene Stëftungen, déi hir an deem respektive Joer ënnerstinn.

Bei hirer Grënnung hunn de Stat an d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte all Kéiers zur Halschent bei d'Startkapital vu 5 Milliounen Euro vun der Fondation de Luxembourg bäigedroen. D'Fondation de Luxembourg hänkt net vum Statsbudget of an deckt de Finanzement vun hiren Aktivitéite mat eegene Fongen.

Revue financière	EUR					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Revenus	137.000	256.000	274.000	390.000	511.000	574.000
Intérêts et dividendes du capital	126.000	147.000	134.000	185.000	162.000	84.000
Activité Fondation de Luxembourg	11.000	109.000	140.000	205.000	349.000	490.000
Charges	521.000	638.000	633.000	646.000	627.000	660.000
Subvention d'équilibre*	384.000	382.000	359.000	256.000	116.000	86.000
Résultat	0	0	0	0	0	0

*Utilisation des capitaux propres de la Fdl

Op den 31. Dezember 2014 goufen 1,6 Milliounen Euro genotzt, fir den Defizit vun den éischte Joren ze decken. Eng Period, während där 100 Milliounen Euro fir sozial, kulturell an ökologesch Projete mat ëffentlechem Notze geschafe goufen. Op haut gi 85% vun dem Akommes vun der Fondatioun iwwert d'Servicer, déi si ubitt, erwirtschaft. Et ass virgesinn, datt bis d'Joer 2018 d'Fondatioun hir Profitschwell erreecht huet an dann autark wäert sinn.

Question 1049 (13.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fumée rejetée par l'usine sidérurgique d'ArcelorMittal à Belval:**

Dans sa réponse à une question parlementaire de Monsieur le Député Justin Turpel *(cf. question parlementaire n°0945, compte rendu n°9/session ordinaire 2014-2015)*, Madame la Ministre de l'Environnement a indiqué que les émissions de l'usine d'ArcelorMittal à Belval dépassaient régulièrement les valeurs limites. Madame la Ministre de la Santé, quant à elle, a tenu à préciser que la médecine de l'environnement ensemble avec celle du travail effectuaient régulièrement des contrôles sur place. Or, tous étaient négatifs. Les bâtiments contrôlés ne présentaient donc aucun risque pour la santé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

- Mesdames les Ministres considèrent-elles que la population locale est suffisamment informée en la matière?

- Face à des informations au prime abord contradictoires, Mesdames les Ministres n'estiment-elles pas qu'il faudrait davantage sensibiliser la population locale quant à l'utilité des valeurs limites en matière d'émissions et d'immissions, ainsi que quant à l'impact de ces dernières sur la santé humaine?

- Comment veulent-elles y parvenir?

Réponse commune (21.05.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le service surveillance et contrôle de la qualité de l'air de l'Administration de l'Environnement (AEV) gère différents réseaux de mesures afin de surveiller et de prévoir la qualité de l'air. Les résultats actuels des stations de mesures (niveaux des polluants dioxydes d'azote, oxydes d'azote, oxyde de carbone, hydrocarbures totaux et poussières fines), ainsi qu'un indice de la qualité de l'air sont diffusés en temps réel par le biais du site www.environnement.public.lu.

En cas de risque de dépassements et de dépassements effectifs de valeurs limites de certains polluants, (p. ex. l'ozone ou PM10), le public est informé par des communiqués de presse. Dans le cas de l'ozone, des groupes sensibles tels que par exemple les maisons de retraite, les hôpitaux, les écoles, les crèches, etc., sont en outre directement informés par l'Administration de l'Environnement par le biais de mails, de SMS ou de fax.
Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement dispose d'informations issues du réseau de biosurveillance, des mesurages du réseau de retombées de poussières et de résultats de mesures d'émissions (mesures ponctuelles ou campagnes de mesures continues) qui sont disponibles sur simple demande, conformément aux dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

Enfin, l'Administration de l'Environnement participe activement aux réunions d'information semestrielles concernant les sites d'ArcelorMittal organisées par l'administration communale d'Esch-sur-Alzette et auxquelles participent les communes de Schifflange, de Differdange, de Sanem, le Mouvement écologique ainsi qu'ArcelorMittal.

Malgré les efforts fournis, les communes et la population locale proche des sites sidérurgiques en activité pourraient être informées dans un délai plus rapproché des récoltes de légumes en ce qui concerne le dépassement de valeurs limites basées sur des critères sanitaires. À cette fin, une procédure écrite et précise en matière de validation et de publication des résultats du réseau de biosurveillance est sur le point d'être finalisée, afin de garantir un flux d'information correct et compréhensible pour la population concernée.

À noter que la ville d'Esch-sur-Alzette dispose de son côté de ses propres données de biosurveillance mettant en évidence une pollution éventuelle par des métaux lourds.

Les valeurs limites en matière d'émissions des sites industriels reflètent l'application de la meilleure technique disponible pour chaque type d'établissement. Les valeurs limites en matière d'immissions de l'air ambiant par contre servent à limiter l'impact des émissions sur l'entourage (entre autres l'environnement humain et naturel), certaines ont pour but de limiter l'impact sur la santé humaine. Certaines réglementations (p. ex. le règlement grand-ducal du 2 avril 2003 portant application de la directive 2002/3/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2002 relative à l'ozone dans l'air ambiant) imposent l'information du public à compter de certains seuils, ce qui est fait systématiquement. L'information n'est pas prévue pour les polluants ayant fait l'objet de la question parlementaire n°0945 *(cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2014-2015)* et à ce titre il y a lieu de rappeler qu'on ne peut pas conclure à des émissions (qui émanent des sites industriels) aux immissions qui reflètent la qualité de l'air ambiant.

Il reste à préciser que les concentrations mesurées à l'intérieur d'un établissement industriel en particulier ne peuvent être corrélées ni avec les immissions constatées dans l'air ambiant ni avec les émissions mesurées du site en général.

En ce qui concerne la procédure écrite qui est en finalisation, celle-ci est le résultat d'une consultation entre l'Administration de l'Environnement et la Direction de la Santé.

Suite à l'adoption de cette procédure, l'information relative à des dépassements de valeurs limites sera publiée dans les plus brefs délais possibles et ceci conjointement par les deux ministères à l'aide de leurs administrations respectives concernées.

Une publication sur le portail Internet www.environnement.public.lu de ces informations,

ainsi que des résultats de la surveillance des émissions sera également favorisée et menée en parallèle.

Question 1052 (13.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **soutien financier de l'État pour l'initiative contre le droit de vote pour non-résidents dans le cadre du référendum**

D'Plattform „Minté" regroupéiert eng ganz Rei Organisatiounen, déi sech fir d'Auslännerwahlrecht asetzen. Dorënner si vill Organisatiounen, déi direkt vum Stat ënnerstëtzt an/oder subventionéiert ginn. Esou fléisse Mëttele vum Stat an d'Campagne fir de Jo.

Et hunn och Bierger sech spontan an Initiativen zum Neen zum Auslännerwahlrecht zesummegedoen, z. B. d'Initiativ Neen zum Auslännerwahlrecht, déi um Spaweck d'Säit nee2015.lu bedreift.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Fro stellen:

- Ass d'Regierung bereet, am Kader vun enger neutraler a fairer Debatt ëm d'Fro zum Auslännerwahlrecht, och Initiative fir den Nee finanziell ze ënnerstëtzen?

Réponse (23.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte mecht drop opmierksam, datt Organisatiounen, déi Subsider vum Stat kréien, sech am Débat iwwert d'Froe vum Referendum vum 7. Juni fir d'Auslännerwahlrecht ausschwätzen.

Hie freet, ob d'Regierung déi Initiativen, déi sech géint d'Auslännerwahlrecht ausspriechen, och finanziell géif ënnerstëtzen, fir esou eng Gläichheet tëscht deene verschiddenen Organisatiounen an Initiativen ze garantéieren.

Ech wëll dem Deputéierten äntwerten, datt all dës Organisatiounen, déi sech fir d'Auslännerwahlrecht ausschwätzen, net an der Perspektiv vum Referendum finanzéiert ginn, mä datt si déi Subside kréien, fir diverse Missiounen nozegoen, déi am Prinzip an enger Konventioun mam Stat festgehale sinn.

Et ass jiddwer Organisatioun hiert gutt Recht, fir sech zu gesellschaftleche Froen ze positionéieren an hir Meenung dozou ëffentlech ze soen. Et kann een enger Organisatioun, déi Subside vum Stat kritt, net verbidden, fir sech zu aktuelle Froen ze äusseren, soulaang se déi Subsiden net zweckentfremdet a sech am Kader vun hire festgehalene Missiounen expriméiert.

Wat eng eventuell spezifesch finanziell Ënnerstëtzung vun Initiativen am Kontext vun engem Referendum ubelaangt, esou mengt d'Regierung, datt een dofir e legale Kader bräicht.

Question 1053 (13.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **neutralité de l'Union européenne dans le cadre du référendum:**

D'Initiativ „Moselle Diversity" mécht op hirer Spaweckssäit oppen eng eesäiteg Reklamm fir d'Auslännerwahlrecht. Déi Initiativ weist ënner hire Partner de Fändel vun der Europäescher Unioun, de Symbol vun dem OLAI, dee vum Landwirtschaftsministère an dee vum Familljeministère.

„Moselle Diversity" gëtt och vum Landwirtschaftsfong vun der EU ënnerstëtzt.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Europäesch Unioun sech direkt oder indirekt däerf an d'Referendumscampagne amëschen?

2. Wëllt d'Regierung géintiwwer den Institutiounen, Organer an aneren Emanatioune vun der EU däitlech maachen, datt Lëtzebuerg sech all Amëschung a seng Saachen, wéi z. B. d'Wahlrecht fir d'Chamberwahlen, verbitt?

3. Wëllt d'Regierung an d'Referendumscampagne eesäiteg an direkt agräifen, wéi d'Ënnerstëtzung vun „Moselle Diversity" an hirer Propagandacampagne fir d'Auslännerwahlrecht et ze weise schéngt?

Réponse commune (11.05.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Europäesch Unioun sech weder direkt nach indirekt an d'Campagne vum Referendum amëschen däerf.

Ad 2. Well bis elo nach keng Institutiounen, Organer oder aner Emanatioune vun der EU sech agemëscht hunn, gesäit d'Regierung och keng Noutwendegkeet, fir hinne géintiwwer däitlech ze maachen, dass Lëtzebuerg sech all Amëschung a seng Saachen, wéi z. B. d'Wahlrecht fir d'Chamberwahlen, verbitt.

Ad 3. Den Internetsite „Moselle Diversity" ass am Kader vum LEADER-Projet „Pacte d'intégration Miselerland" realiséiert ginn, zesumme mat de 14 „Commissions communales consultatives d'intégration". Dëse Projet gouf tëscht dem 29.09.2011 an dem 31.12.2014 vun der EU, vum Landwirtschaftsministère an dem OLAI cofinanzéiert. D'Phas vun der Finanzéierung ass domat den 31.12.2014 ofgeschloss ginn.

Aus deem Grond sinn och déi jeeweileg d'Logoen um Site ze fannen, esou wéi dat vun der europäescher Reglementatioun virgeschriwwen ass an de sougenannten „Règles de publicité". Dësen Internetsite ass domat konform zu dëser Reglementatioun.

Dat bedeit awer net, datt d'EU, de Landwirtschaftsministère oder den OLAI eng Emprise op den Inhalt vum Site hätten a fir den Inhalt responsabel wieren. De Gestionnaire vum Projet an domat och vum Internetsite ass de lokalen Aktiounsgrupp LEADER Miselerland. Weder de Landwirtschaftsministère, nach den OLAI si weiderhi mam Site vun „Moselle Diversity" associéiert. An deem Sënn gräift d'Regierung och net an d'Campagne vum Referendum iwwert dëse Site an.

Question 1054 (14.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **démission du directeur du Contrôle médical:**

Mir ass zu Ouere komm, den Direkter vum Contrôle médical hätt seng Demissioun agereecht, mä de Minister géif déi net akzeptéieren. Duerfir wëll ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wëllt den Direkter vum Contrôle médical demissionéieren?

2. Wa jo, wéisou wëllt den Här Minister déi Demissioun net akzeptéieren?

Réponse (16.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le médecin-directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale n'a pas présenté sa démission et n'a pas l'intention de le faire.

Question 1055 (14.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **contrat d'initiation à l'emploi:**

Géint d'Jugendaarbechtslosegkeet gouf de „Contrat d'initiation à l'emploi" erfonnt. Deen ass a Form vun engem CDD vun zwielef Méint (mat méiglecher Verlängerung vu sechs Méint), wou de Patron dat éischt Joer all Mount tëscht 50% a 65% vun der Indemnitéit vun der ADEM remboursséiert kritt an 100% vun de Charges patronales. D'Indemnitéit ass gestaffelt: 80% vum net qualifizéierte Mindestloun ënner 18 Joer, 100% vum net qualifizéierte Mindestloun iwwer 18 Joer, 130% vum net qualifizéierte Mindestloun bei postsecondairë Studien...

D'Kandidate musse bei der ADEM ageschriwwe gewiecht sinn. Wann dee Kontrakt no den zwielef Méint oder 18 Méint zu engem CDI féiert, da kritt de Patron nach während weideren zwielef Méint d'Charges patronales remboursséiert.

En contrepartie muss de Salarié vun engem Tuteur forméiert ginn, deen och op Course bei d'ADEM ka geruff ginn, et muss e Formatiounsplang bannen engem Mount ausgefëllt ginn, an no sechs Méint muss d'Entreprise mat der ADEM eng Evaluatioun maachen. Aacht Woche virum Schluss vum Kontrakt gëtt eng zweet Evaluatioun gemaach, an d'Entreprise preparéiert en Zertifikat fir den Ugestallten, datt hien den CIE ofgeschloss huet, wa si en net behale wëllt. D'Sue kritt de Betrib zréck, andeems all Mount e Formulaire ageschéckt gëtt mat enger Demande, fir remboursséiert ze ginn.

De Patron muss sech allerdéngs verflichten, fir säin Employé fräizestellen, fir all Obligatiounen, déi dee géigeniwwer der ADEM huet. Dat gëllt och fir nei Assignatiounen a Virstellungsgespréicher, déi hie weider ka vun der ADEM proposéiert kréien. D'Verwaltung verlaangt anscheinend och, datt dee Salarié weider all Mount op der ADEM virstelleg gëtt.

Dofir wollt ech dës Froe beäntwert kréien:

1. Wier déi Zäit, déi de Salarié op der ADEM an an anere Betriber verbréngt, net besser am Betrib, wou hie schafft, fir d'Formatioun investéiert?

2. Wéi vill Aarbechtszäit geet doduerch am Schnëtt verluer?

3. Gëtt am Kader vun de permanente Reforme bei der ADEM och dru geschafft, fir grad bei esou Mesuren derfir ze suergen, de Verwaltungsopwand vun de Betriber méi kleng ze maachen?

4. Ass et net eng zimlech komplizéiert Prozedur, grad fir kleng Betriber, déi déi meeschten Aarbechtsplaze schafen?

5. Wat fir Garantien huet e Patron, dass en och eppes vun dem Opwand un Zäit an Energie, deen hien an déi jonk Persoun investéiert, erëmkritt oder kann deen/muss dee während dem CIE einfach op eng aner Plaz goen, wann d'ADEM dat décidéiert?

6. Wéi vill där CIEe ginn am Joer ofgeschloss?

7. Entsprécht dat den Erwaardunge vun der ADEM oder hat si sech méi e grousse Succès vun der Mesure erwaart?

8. Wéi sinn déi Jonk mat engem CIE an der Statistik erfaasst: als Chômeur oder Salarié?

Réponse (04.05.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

De Code du Travail gesäit wuel vir, dass de Promoteur deem Jonke muss erlaben, op all Initiativ vun der ADEM ze reagéieren. An der Praxis ass et awer esou, dass d'ADEM dee Jonken am Prinzip während sengem CIE net assignéiert, well d'Zil soll e fest Engagement beim Promoteur sinn, ausser dee Jonke freet, fir assignéiert ze ginn. Et geet also keng Zäit verluer doduerch, dass dee Jonke sech bei anere Betriber virstellt. Hie gëtt am Prinzip och net während sengem CIE op d'ADEM geruff, ausser déi zwou Kéieren (no sechs Méint an aacht Woche virum Enn vum CIE), wou d'ADEM mat him iwwer seng Evaluatioun schwätzt. Et kéint een awer driwwer nodenken, ab engem gewëssenen Zäitpunkt, wa sech erausschielt, dass dee Jugendlechen net iwwerholl gëtt, hien eemol de Mount op d'ADEM ze ruffen, fir mat him ze kucken, wéi et nom CIE ka weidergoen.

Aus dësen Developpementer geet also ervir, dass net vill Aarbechtszäit verluergeet; héchstens zweemol véier Stonnen op d'ganz Dauer vum CIE.

Wat de Verwaltungsopwand an d'Prozedur ugeet, esou sinn déi net besonnesch grouss respektiv komplizéiert. Si sinn dem Zil vun der Mesure ugepasst. Vun der Entreprise gëtt e Plan de formation verlaangt, zweemol eng Evaluatioun vum Jonken an eng monatlech Déclaration de créance (de Patron kritt 50% vum Jonke senger Indemnitéit remboursséiert plus d'Part patronale vun de Charges sociales).

Der Entreprise steet et fräi, dee Jonken nom CIE fest anzestellen. Dee Moment rentéiert sech den Opwand un Zäit an Energie natierlech fir de Patron.

Am Joer 2013 goufen 585 nei CIE ofgeschloss. Déi éischt Méint vun deem Joer wore keng CIE ofgeschloss ginn en attendant, dass dat neit Gesetz „Insertion des jeunes demandeurs d'emploi dans la vie active" géif am Mount Abrëll a Kraaft trieden.

Am Joer 2014 goufen 912 Kontrakter ofgeschloss.

Dëst Joer si bis elo 389 Kontrakter gemaach ginn.

All dës Jonk ginn an de Statistiken als „Personnes résidantes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi" gefouert.

Question 1056 (14.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement de la part de l'Union européenne:**

Lëtzebuerg soll vun der EU ongeféier 90 Milliounen Euro zréckbezuelt kréien.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Finanzminister dës Informatioun confirméieren?

2. Wa jo, wéini an a wéi enger Form soll Lëtzebuerg déi Sue kréien?

3. Huet dëse Remboursement Inzidenzen op eis zukünfteg Kontributiounen zum EU-Budget?

4. Wéi ginn déi Sue budgetiséiert?

5. Zu wéi engem Zweck solle si der Regierung hirer Meenung no benotzt ginn?

6. Wëllt d'Regierung der Chamber e Projet de loi virleeën, fir datt d'Chamber kann décidéieren, wéi déi Sue sollen affectéiert ginn?

7. Oder mengt d'Regierung, fräi iwwert dës Zomm kënnen ze verfügen, ouni d'Kontroll vun der Chamber?

Réponse (18.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Als Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro kann ech confirméieren, dass Lëtzebuerg vun der EU 93.665.379,48 Euro zréckbezuelt krut. Dëse Remboursement ass an zwou Etappe geschitt:

Den 1. Dezember 2014, e Montant vu 66.930.524,44 Euro, deen awer kompenséiert gouf mat engem Montant vu 27.287.607,77 Euro, dee Lëtzebuerg der EU op deem Dag ze bezuelen hat, soudass der Statstrésorerie en Nettomontant vun 39.642.816,67 Euro iwwerwise ginn ass.

Den 1. Februar 2015, e Montant vun 26.734.855,04 Euro, deen am selwechte Sënn och erëm kompenséiert gouf, allerdéngs mat engem Montant vun 80.344.190,35 Euro, dee Lëtzebuerg der EU op deem Dag schëlleg war, soudass d'Statstrésorerie just 53.609.335,31 Euro iwwerwisen huet.

Dës Operatioune versti sech am Kontext vun der Kontributioun vu Lëtzebuerg zum Budget vun der EU, dee jo, ënner anerem, iwwer een Deel vun den TVA-Recettë vun de Memberlänner gespeist gëtt.

Am Aklang mat de Regelen, déi am modifizéierte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Trésorerie vum Stat festgehale sinn, gouf den 1. Montant op 2014 verbucht, an deen 2. op 2015. An Uwennung vum Prinzip vun der Universalitéit vun de Recetten an den Dépensen, deen am Artikel 4 vun deem Gesetz festgehalen ass («L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses»), sinn dës Suen an de Statsbudget vun de Joren 2014 an 2015 mat agefloss. Et bleift ze notéieren, dass 10% direkt de Gemengen zegutt komm sinn, durch d'Applikatioun vun de Regelen iwwert d'Opdeelung vun den Nettorecettë vun der TVA.

D'Regierung huet keng Informatiounen, déi drop hindeite géifen, dass dëse Remboursement eng Inzidenz hätt op eis zukünfteg Kontributiounen zum EU-Budget.

Question 1057 (14.04.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**accès aux soins de santé des personnes en situation irrégulière:**

Depuis un certain temps, les services œuvrant dans le domaine social sont de plus en plus confrontés à des demandes d'aide de personnes «sans papiers» ou en situation de séjour irrégulier, ayant fait appel à des services hospitaliers, de médecine, ou en général de prestataires pour des soins urgents ou nécessaires, et qui ne disposent pas des moyens financiers pour le paiement des honoraires et factures se rapportant à ces soins. En raison de l'absence d'une affiliation à la CNS, à laquelle elles ne sont pas légalement admises, les frais afférents leur sont mis en compte et facturés personnellement. Il n'est pas rare non plus, que dans cette situation les hôpitaux réclament le paiement d'une caution avant de dispenser des soins.

S'il est vrai que les hôpitaux ne refusent généralement pas la dispensation de soins urgents à ces personnes, la question du financement des prestations de santé nécessaires reste posée, aussi bien pour les notes d'honoraires des médecins, que pour celles des autres prestataires, dont les pharmaciens, pour la délivrance de médicaments en ambulatoire. Le problème est d'autant plus critique lorsqu'il s'agit d'enfants ou de mineurs d'âge, sans affiliation, exclus de la possibilité d'une affiliation à charge de l'État offerte par les articles 1er sous 13 et 32, tiret 8 du Code de la sécurité sociale, ce en raison du défaut de «résidence» officielle au Luxembourg.

Dans bon nombre de pays européens, cette problématique a été résolue par des adaptations législatives, ces solutions pouvant être une source d'inspiration pour le Luxembourg. Veuillez bien, à ce sujet, consulter le relevé afférent (à la page 22) du rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) de l'année 2011 intitulé «L'accès aux soins de santé des migrants en situation irrégulière dans 10 États membres de l'Union européenne».

La situation au Luxembourg est confuse et mène à des pratiques très divergentes suivant

les prestataires sollicités. Cette situation est plutôt insatisfaisante pour les différentes catégories de prestataires et carrément dramatique pour les malades concernés et leurs familles. Tout parti concerné saluerait une solution nationale uniforme pour toutes les catégories de malades et prestataires concernés.

Soulignons encore que l'article 34.011 34.32 05.10 du budget des dépenses de l'État, crédit non limitatif et sans distinction d'exercice du Ministère de la Santé, prévoit, à titre de subsides, une dotation de 900.000 euros pour l'année 2015 «pour le traitement des maladies sociales et d'autres affections», de même que pour «la prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé, de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Madame la Ministre de la Famille:

1. Quelles sont les règles applicables aux demandes pour accéder aux crédits à charge de l'article 34.011 34.32 05.10 du budget des dépenses de l'État? Existe-t-il une procédure administrative bien définie et publiée invocable par des prestataires ou des particuliers en situation d'indigence?

2. Dans la mesure où une telle procédure n'existerait pas encore, ne serait-il pas dans l'intérêt des particuliers concernés et des prestataires en général qu'une telle procédure, conférant des droits précis, soit établie?

3. Les situations dans lesquelles se trouvent les personnes visées tombent-elles sous l'application de l'article 4 de la loi sur l'aide sociale du 18 décembre 2009 (personnes en séjour temporaire au Luxembourg) pour pouvoir bénéficier d'une aide?

4. L'exclusion à l'accès aux soins, surtout des jeunes personnes visées, ne constitue-t-elle pas un risque de santé, aussi bien pour les personnes concernées, que pour la population entière (absence de vaccination, absence de contrôle de l'évolution de la dentition, de la détection de maladies infectieuses, etc.)?

5. Ne serait-il pas nécessaire d'adapter notre dispositif légal ou réglementaire afin de donner accès aux soins à des personnes en situation de séjour irrégulier? Une extension de l'affiliation de ces personnes au titre des articles 1er et 32 du Code de la sécurité sociale pourrait-elle être envisagée? Quelles pratiques adoptées par d'autres pays le Luxembourg pourrait-il suivre pour résoudre cette problématique?

Réponse commune (19.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les personnes en situation de séjour irrégulier tombent sous le champ d'application de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, dont l'article 4 prévoit: «A droit à l'aide, toute personne séjournant au Grand-Duché de Luxembourg conformément à la législation en vigueur.»

Si, à ce titre, ces personnes sont exclues du bénéfice de l'aide matérielle en espèces, il y a lieu de préciser qu'en application de l'article 27 de la même loi, l'office social peut attribuer un secours humanitaire urgent, de courte durée, à une personne dans le besoin, qui se trouve sur le territoire de compétence de l'office social, et qui ne remplit pas les conditions d'éligibilité de l'article 4.

Les personnes en situation irrégulière peuvent toutefois bénéficier d'une affiliation volontaire si elles déclarent une adresse au Luxembourg. En l'absence d'un certificat établi par la commune, la personne concernée peut produire d'autres pièces justificatives, comme le paiement de loyers, l'attestation de la personne chez laquelle ces personnes résident. Néanmoins cela suppose que ces personnes puissent payer effectivement leurs cotisations, donc qu'elles disposent d'un revenu suffisant. Par ailleurs, ces personnes sont déclarées au département de l'Immigration.

La Caisse Nationale de Santé (CNS) n'est pas compétente pour définir une procédure invocable par des prestataires ou des particuliers en situation d'indigence, étant donné que l'article 1er du Code de la sécurité sociale (CSS) relatif à l'assurance obligatoire ne s'applique pas aux personnes en situation irrégulière. Par ailleurs, l'article 32 du CSS relatif à la charge des cotisations supportée par les assurés ne peut également pas s'appliquer aux personnes en situation irrégulière.

À travers l'article 14.0.34.011 du budget des dépenses de l'État, le département ministériel de la Santé peut accorder un subside en cas de demande introduite soit par un particulier, soit par les services sociaux hospitaliers, soit par d'autres personnes ou associations au nom de la personne concernée.

Tout dossier est traité de façon individuelle sur base d'une enquête sociale. Le subside peut couvrir au maximum 80% pour les frais hospitaliers et médicaux. À travers ce crédit, le Ministère de la Santé intervient aussi dans le cadre du Tiers payant social (TPS) en prenant en charge des prestations non opposables à la CNS et non récupérables par les offices sociaux auprès des bénéficiaires du TPS.

Force est toutefois de constater que le système en place permet ainsi de donner accès aux soins urgents et, dans la plupart des cas, aux soins les plus importants.

Question 1058 (15.04.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **rapport annuel de l'OCDE sur les impôts sur les salaires:**

Selon le rapport annuel de l'OCDE sur les impôts sur les salaires, la charge fiscale serait plus faible pour les familles avec enfants que pour les salariés célibataires sans enfant dans tous les pays de l'OCDE. Notons toutefois que les différences sont particulièrement marquées, notamment au Luxembourg.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si, dans le cadre de la réforme fiscale, il n'entend plus (ou dans une moindre mesure) faire dépendre la charge fiscale de considérations familiales? Dans l'affirmative, comment veut-il y arriver?

Réponse (07.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'objectif du rapport «Les impôts sur les salaires» de l'OCDE est de montrer comment sont calculés les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations de sécurité sociale et les taxes sur les salaires, et d'examiner l'impact de ces prélèvements et des allocations familiales sur les revenus nets des ménages.

Les résultats permettent des comparaisons quantitatives entre pays sur les niveaux des coûts de vie et la situation globale des salariés célibataires et des familles au regard de l'impôt et des transferts sociaux.

Concernant les données du Luxembourg, la différence entre les familles avec enfants et les célibataires sans enfant parvient essentiellement des prestations familiales accordées aux familles avec enfants.

En ce qui concerne la question relative à la réforme fiscale, je me permets de faire savoir aux honorables Députés que, étant donné que les travaux y relatifs n'ont que débuté, il est à l'heure actuelle trop tôt de me prononcer en la matière.

Question 1059 (29.04.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **cinémomètres utilisés lors de contrôles de vitesse:**

Le règlement grand-ducal du 2 août 2002 concernant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle des cinémomètres, tel que modifié précise en son article 2 les données que le cinémomètre doit plus particulièrement afficher et enregistrer, i. e. la vitesse mesurée. Étant donné que seule la vitesse est repérée et que l'appareil n'enregistre pas le véhicule auquel se rapportent les données, il paraît que lors de contrôles de vitesse, les conducteurs interpellés contestent des fois le mesurage effectué par la Police grand-ducale. Ils expliquent en effet avoir respecté les vitesses réglementaires, tout en indiquant que le mesurage a probablement porté sur un des véhicules les précédant immédiatement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Comment les agents de police devraient-ils se comporter si la personne interpellée réfute les allégations de dépassement de vitesse?

- Ne serait-il pas indiqué de mettre à disposition des agents de police d'autres dispositifs permettant en plus de l'enregistrement de la vitesse mesurée également la prise d'une photo du véhicule concerné? Quelles sont les raisons qui s'y opposeraient?

- Monsieur le Ministre est-il par ailleurs enclin à suivre les recommandations formulées l'année dernière par l'Inspection générale de la Police portant notamment sur la formation des agents de police en la matière?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale confirme que des usagers contestent les mesurages effectués lors de contrôles de vitesse. En cas de contestation, l'agent de police est tenu de dresser procès-verbal (art. 15 al. 4 point 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques).

Le projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé dispose de l'usage de photos lors de contrôles de vitesse.

En 2013, la police a élaboré un nouveau «concept de surveillance et contrôle de la circulation routière» basé sur les recommandations de l'audit de l'Inspection générale de la Police. La recommandation récente d'introduire un certificat de formation est actuellement à l'étude.

Question 1060 (17.04.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **limitation de la vitesse à 30 km/h aux alentours des écoles et autres structures sensibles:**

Dans l'intérêt de la sécurité sur les voies publiques, le Ministre des Transports allemand vient d'annoncer son intention de revoir le cadre légal pour faciliter considérablement l'introduction de zones 30 km/h sur les axes routières principales aux alentours des écoles, crèches et maisons de soin. D'autres organisations demandent d'établir la limitation de vitesse à 30 km/h comme règle générale à l'intérieur de toute agglomération, tout en permettant des exceptions sur quelques routes principales ou des parties de routes principales délimitées.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable:

1. Comment est réglée actuellement au Grand-Duché de Luxembourg la vitesse sur les routes principales à l'intérieur des agglomérations? Quelles sont les possibilités pour les communes et les responsables des institutions visées, pour voir limitée la vitesse aux alentours des écoles, crèches, maisons de soins ou autres structures sensibles?

2. Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une limitation généralisée à un maximum de 30 km/h à l'intérieur des agglomérations, tout en permettant des exceptions sur quelques routes principales ou des parties de routes principales délimitées?

3. Ne serait-il pas opportun de prévoir une vitesse maximale généralisée de 30 km/h au moins autour de ces structures sensibles, tout en laissant le soin aux communes de réduire davantage la vitesse autours de ces structures (par exemple zone de rencontre à 20 km/h)?

4. Ne serait-il pas utile de compléter le plan d'action «sécurité routière» 2014-2018 présenté par vous le 8 décembre 2014?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'opportunité d'introduire de manière générale une limitation de la vitesse à 30 km/h aux alentours des écoles et autres structures sensibles.

Selon l'article 139 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, la vitesse maximale autorisée à l'intérieur des agglomérations est de 50 km/h.

Comme l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques confère aux autorités communales le pouvoir de réglementer la circulation sur la voirie communale, ainsi que sur la voirie normale de l'État à l'intérieur de l'agglomération, nombreuses sont les communes ayant procédé à un apaisement du trafic sur le territoire de leur commune par la création de zones à 30 km/h, de zones résidentielles ou encore de zones de rencontre. Ces zones d'apaisement du trafic augmentent considérablement la qualité de vie des résidents et contribuent également à une amélioration de la sécurité routière. En février 2013, la Commission de circulation de l'État a élaboré des lignes directrices, regroupant les critères d'aménagement des zones d'apaisement du trafic.

S'il est vrai que l'aménagement d'une zone à 30 km/h est en principe uniquement recommandé sur la voirie communale, mais que le souhait d'élargir cette possibilité à la voirie normale de l'État à l'intérieur des agglomérations se fait de plus en plus ressentir, un groupe de travail a été chargé d'étudier la faisabilité de limiter également certains tronçons de la voirie normale de l'État en agglomération à 30 km/h.

En effet, afin de permettre aux communes de mettre en place un réseau cohérent et sécurisé pour la mobilité douce, et dans un souci de sécuriser des endroits sensibles, comme des écoles ou encore des maisons relais, des critères sont en train d'être élaborés qui permettront la limitation de la vitesse à 30 km/h sur certains tronçons du réseau étatique à l'intérieur d'une agglomération. Ces critères et conditions seront regroupés dans une publication qui est sur le point d'être finalisée.

En ce qui concerne la proposition de prévoir une vitesse maximale généralisée de 30 km/h à l'intérieur des agglomérations, il convient de préciser qu'il est plus judicieux d'aménager des zones à trafic apaisé seulement à des endroits où une telle mesure contribue effectivement à une amélioration de la sécurité routière et est respectée par les automobilistes. En effet, l'acceptation d'une limitation de la vitesse à 30 km/h dépend de plusieurs facteurs, notamment du tracé et du gabarit routier, ainsi que de la longueur du tronçon concerné.

Question 1061 (17.04.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **secteur médical non conventionné:**

Dans le cadre d'une interview, le président du collège médical a plaidé pour la mise en place d'un secteur médical non conventionné, où les prestataires de soins médicaux ne seraient plus liés aux tarifs conventionnés et les patients ne seraient pas remboursés par la Caisse Nationale de Santé (CNS).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur le Ministre partagent-ils l'avis du collège médical concernant l'introduction d'un secteur médical non conventionné au Luxembourg?

- Madame et Monsieur le Ministre sont-ils disposés à faire réviser les liens professionnels entre les médecins et la CNS de sorte à ce que chaque médecin, après avoir reçu son autorisation d'exercer, serait obligé de signer un contrat avec la CNS pour se conformer aux obligations du conventionnement obligatoire existant au Luxembourg?

Réponse commune (05.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Pour ce qui est de la première question soulevée par Monsieur le Député Alexander Krieps, nous prions Monsieur le Député de se référer à notre réponse conjointe à la question parlementaire n°0966 de Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf datée du 6 mars 2015 concernant la même matière *(cf. compte rendu n°10/ session 2014-2015).*

En ce qui concerne plus particulièrement la question de la signature par chaque prestataire de soins établi au Luxembourg d'un contrat individuel avec la CNS pour se conformer aux obligations du conventionnement obligatoire existant au Luxembourg, nous ne voyons pas l'intérêt d'une telle mesure qui ne saurait résoudre les problèmes qui se posent actuellement dans les relations entre le groupement représentatif des médecins et la CNS.

La loi énumère les dispositions obligatoires de la convention et impose le conventionnement obligatoire pour tout prestataire établi sur le territoire luxembourgeois pour toute relation avec une personne protégée. Les conventions sont portées à la connaissance de tous par leur publication au Mémorial.

La loi dispose que les conventions sont négociées avec les groupements représentatifs des prestataires. La loi proclame nulle et non avenue tout arrangement conclu par les parties à quelque titre que ce soit, qui ne suit pas les procédures ou ne revêt pas les formes prescrites.

Vouloir mettre en place, dans ce cadre, une procédure de signature par tout prestataire d'un

contrat «d'adhésion» à la convention de base nous semble inutile. Le prestataire individuel, même non membre du groupement représentatif qui a négocié la convention de base, n'aurait pas l'option de discuter ou d'amender le contenu de celle-ci. Il pourrait uniquement refuser de signer le contrat d'adhésion lorsqu'il ciblerait une patientèle exclusivement non couverte par l'assurance maladie. Or, déjà actuellement le prestataire est libre de ne pas solliciter un code prestataire auprès de la CNS. Il n'est alors pas soumis à la convention, mais alors il n'a pas le droit de dispenser des services susceptibles d'être pris en charge par l'assurance maladie sur des personnes protégées.

Question 1062 (17.04.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**utilisation de l'abréviation LFF et distinction entre différents fonds existants:**

Le «Luxembourg Future Fund» sera officiellement opérationnel à partir du 20 avril prochain. On peut lire notamment dans la presse que la dénomination de ce fonds est reprise sous l'abréviation LFF. Or, il se trouve que l'agence de développement du centre financier luxembourgeois «Luxembourg for Finance», fondée en 2008, est connue sous la même abréviation. Un autre fonds a par ailleurs été créé par la loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir, à savoir le Fonds souverain intergénérationnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement peut-il confirmer que l'abréviation LFF sera utilisée de manière officielle pour le «Luxembourg Future Fund»?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'est-il pas d'avis que le choix de l'abréviation peut prêter à confusion, alors que celle-ci est déjà utilisée pour l'agence «Luxembourg for Finance»?

- Pour des raisons de clarté, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il serait judicieux d'opter pour une abréviation distincte concernant les deux instances?

- Dans un souci de bonne perception et de compréhension par le grand public, comment Monsieur le Ministre des Finances envisage-t-il de distinguer le «Luxembourg Future Fund» du Fonds souverain intergénérationnel?

Réponse commune (18.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le «Luxembourg Future Fund», constitué en date du 20 avril 2015, n'utilise pas l'abréviation LFF - telle qu'elle a pu être utilisée par souci de simplicité en tant que nom de projet dans le cadre des travaux préparatoires de ce fonds - et n'est identifié que sous sa dénomination officielle de «Luxembourg Future Fund».

L'abréviation LFF a fait par ailleurs l'objet d'un dépôt de marque par «Luxembourg for Finance» auprès de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur et ne sera pas utilisée pour désigner le «Luxembourg Future Fund».

En ce qui concerne la distinction entre le «Luxembourg Future Fund» et le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, il y a lieu de relever les différences suivantes:

Le «Luxembourg Future Fund» a pour objet de soutenir la diversification et le développement durable de l'économie luxembourgeoise en contribuant à attirer au Luxembourg, directement ou indirectement, des activités entrepreneuriales en phase d'amorçage, de développement ou de croissance ou des activités contribuant à l'innovation. La stratégie d'investissement du «Luxembourg Future Fund» vise ainsi les entreprises étrangères apporteuses d'activités ayant des retombées à court, moyen et long terme pour l'économie luxembourgeoise.

Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg pour sa part a pour objet de réaliser une épargne dont les revenus pourront être utilisés, sous certaines conditions et dans certaines limites, pour contribuer au bien-être des générations futures. L'investissement dans le fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg a ainsi un effet à très long terme.

Le «Luxembourg Future Fund» a ensuite été constitué sous forme de SICAV FIS SA (société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé, société anonyme) par la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) et le Fonds européen d'investissement (FEI). Il a une taille de 150 millions d'euros. L'alimentation financière du «Luxembourg Future Fund» se fait par apport de ses deux actionnaires sans lien avec le budget de l'État.

Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg par contre est un établissement public alimenté par une dotation budgétaire annuelle d'au moins 50 millions d'euros. L'État est par conséquent le seul investisseur du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg.

Enfin, le «Luxembourg Future Fund» a une durée de 17 ans (qui peut être prolongée de maximum deux ans) et les investissements se font sur les cinq premières années suivant le lancement (avec la possibilité d'augmenter la période d'investissement d'un an). Il est prévu que les parties s'engagent en temps utile à discuter d'un fonds successeur (principe d'un fonds permanent). Le «Luxembourg Future Fund» pourra reverser annuellement des dividendes à ses actionnaires.

Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg n'a pas de durée limitée et les revenus pourront être affectés au budget de l'État au plus tôt 20 ans après sa date de constitution ou lorsque ses avoirs dépassent 1.000 millions d'euros.

Question 1063 (17.04.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**exécution du Budget de l'État pour l'exercice 2014:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0891 *(cf. compte rendu n°8/session 2014-2015),* Monsieur le Ministre des Finances a expliqué qu'il n'était pas en mesure de donner une réponse substantive étant donné que l'exercice budgétaire 2014 n'était pas encore clôturé. L'exercice 2014 étant désormais clôturé et les données de finances publiques étant publiées sur le site Internet du Statec, Monsieur le Ministre devrait maintenant disposer des informations nécessaires pour répondre à mes questions.

En l'occurrence, en mars 2014, lors du dépôt du projet de budget 2014 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement avait ficelé un «Spuerpak» se chiffrant à 230 millions d'euros. Il avait expliqué que le Gouvernement avait activé les leviers sur lesquels il pouvait agir directement et à court terme, en l'occurrence les frais de fonctionnement de l'État, les investissements publics et la rémunération des fonctionnaires et employés publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que la progression des dépenses de consommation intermédiaire (couvrant l'essentiel des frais de fonctionnement) de 26,1 millions d'euros ou +2,4% est compatible avec l'objectif fixé d'une réduction du niveau absolu des dépenses de fonctionnement de l'État de 8,5% par rapport à son niveau de 2013?

- Est-ce que l'évolution des investissements directs (formation de capital) et indirects (transferts en capital) de -20,4 millions d'euros est bien compatible avec l'objectif annoncé d'une réduction des investissements de 137,2 millions d'euros?

- Le poste «rémunération des salariés» a évolué de +162,6 millions d'euros soit +5,7%. Dans quelle mesure cette évolution est compatible avec l'annonce de freiner significativement l'évolution des effectifs - et partant de la masse salariale - de l'État par rapport à l'exercice 2013, sachant qu'en 2013, le poste «rémunération des salariés» a évolué de +111,4 millions d'euros ou +4,1%?

- Enfin, Monsieur le Ministre est-il satisfait de l'exécution du budget des dépenses en 2014, soit une augmentation des dépenses de 644,4 millions d'euros ou +4,5% par rapport à 2013, sachant que l'évolution prévue dans le budget pour l'exercice 2014 était de +3,5% (+504,3 millions d'euros) et que l'évolution au cours de l'exercice 2013 était de +2,9% (+400,2 millions d'euros)?

Réponse (18.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député, Monsieur Serge Wilmes, affirme, en guise d'introduction que «l'exercice budgétaire 2014 [est] désormais clôturé et les données de finances publiques (…) publiées sur le site Internet du Statec (...)».

En réponse à cette affirmation, il s'impose de faire remarquer que d'après l'article 9 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, «les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 29 avril de l'année suivante».

Il s'y ajoute que d'après l'article 11 de la loi précitée du 8 juin 1999, le Gouvernement dispose jusqu'au 31 mai pour déposer à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice précédent.

Finalement, il importe de rappeler également que le secteur de l'Administration centrale comprend un certain nombre d'établissements publics qui clôturent leurs comptes après la date du 1er mai. Il en résulte qu'en ce moment les comptes de l'Administration centrale ne peuvent pas être considérés comme étant clôturés définitivement.

L'honorable Député pose ensuite quatre questions précises.

Quant à la première question:

L'honorable Député voudrait tout d'abord savoir si la progression du total des dépenses de consommation intermédiaire, par rapport à laquelle il avance le chiffre de 26,1 millions d'euros ou +2,4%, «est compatible avec l'objectif fixé d'une réduction du niveau absolu des dépenses de fonctionnement de l'État de 8,5% par rapport à son niveau de 2013».

En réponse à cette question, il y a lieu de rappeler tout d'abord que dans l'exposé des motifs du projet de budget pour 2014, l'objectif de réduction du total des crédits de fonctionnement avait été décrit dans les termes suivants:

«La consommation intermédiaire est définie par le SEC 95 comme étant la valeur des biens et services qui sont utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. En fait, il s'agit pour l'essentiel des frais de route et de séjour, des frais de bureau, des frais d'exploitation des bâtiments, des loyers, des frais d'experts et d'études, etc.

D'après la définition du système européen de comptes normalisés (SEC 95), cette rubrique comprend toutefois également les dépenses pour l'entretien du réseau ferroviaire et des ouvrages de génie civil (...)» qui ont cependant été laissées en dehors du champ des réductions.

«Étant donné qu'il importe de pouvoir s'exprimer au sujet de l'évolution des dépenses de consommation dans une optique structurelle, les dépenses pour le financement des élections européennes et de la Présidence de l'Union européenne ainsi que pour la mise en place du nouveau réseau radio ont été neutralisées.

Dans ce contexte, il importe d'insister sur le fait que pour le Gouvernement, le développement de l'informatique auprès de l'État constitue un objectif de premier plan. Dès lors il a été jugé indispensable de ne pas freiner les projets en cours, ce d'autant plus que leur réalisation ne manquera pas de se répercuter ultérieurement de manière positive sur l'évolution des dépenses de fonctionnement.

Dans le projet de budget la situation a été présentée conformément au tableau ci-dessous (tableau n°1) où il faut tenir compte des dépenses des services de l'État à gestion séparée, des établissements publics et des fonds spéciaux, la progression du total des dépenses de cette catégorie:»

- c'est-à-dire hors établissements publics - les dépenses de fonctionnement diminuent de 6,3%.

Il ressort de ce tableau que si l'on tient compte des adaptations qui ont été retenues par le Gouvernement dans le cadre des travaux budgétaires pour l'exercice 2014, le total des dépenses de fonctionnement diminue de 4,2%.

La volonté du Gouvernement de réduire les frais de fonctionnement de l'administration centrale se confirme dès lors clairement dans ces résultats.

Quant à la deuxième question:

En deuxième lieu, Monsieur Wilmes voudrait savoir si «l'évolution des investissements directs (formation de capital) et indirects (transferts en capital) de -20,4 millions est bien compatible avec l'objectif annoncé d'une réduction des investissements de 137,2 millions».

En réponse à cette partie de la question, il convient de rappeler tout d'abord que dans l'exposé des motifs du projet de budget pour 2015, les orientations politiques en matière de dépenses d'investissements ont été décrites dans les termes suivants:

«Le total des dépenses d'investissements directs (formation de capital) et d'investissements indirects (transferts de capitaux) de l'Administration centrale comprend en plus des dépenses de l'État central, tel qu'il est établi conformément aux règles de la loi du 9 juin 1999 sur la comptabilité de l'État, également les dépenses des fonds spéciaux de l'État, ainsi que les dépenses des organismes qui sont contrôlés par l'État ou qui sont financés majoritairement par l'État.

Pour l'exercice 2014, le Gouvernement s'est fixé comme objectif dans le cadre de la circulaire budgétaire du 31 décembre 2013, de réduire le total des dépenses d'investissements directs et indirects de l'Administration centrale d'un montant total de 140 millions par rapport au moment prévu au Programme de stabilité et de croissance du mois d'avril 2013.

La réduction globale de 137 millions des dépenses d'investissements directs et indirects qui a été réalisée au niveau des différents programmes d'investissements des départements ministériels se présente comme suit:

Investissements directs	-86,5 millions
Investissements indirects	-50,7 millions
Total	-137,2 millions»

Le Gouvernement s'est donc bien fixé comme objectif de réduire les dépenses d'investissements par rapport au programme de stabilité d'un montant de 137,2 millions.

D'après les prévisions actuelles, le bilan des dépenses d'investissements de l'exercice 2014 évolue favorablement, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après:

(Voir tableau page suivante)

TABLEAU 1	Budget 2013	Compte 2014	Variations 14/13
Budget de l'État	269,7	247,1	-8,4%
Services à gestion séparée (hors CIE, CGIE)	72,1	68,8	-4,8%
Établissements publics	191,1	172,3	-9,8%
Fonds spéciaux (hors route, rail et entretien)	41,1	38,0	-7,5%
Institutions (Chambre des Députés, Conseil d'État…)	14,7	13,5	-8,1%
Total	588,7	539,7	-8,3%

- Ceci étant, le tableau suivant n°2 renseigne, d'après les prévisions actuelles, l'évolution des dépenses de consommation de l'Administration centrale entre 2013 et 2014 en tenant compte des adaptations qui sont commentées plus amplement ci-avant:

(en millions)

TABLEAU 2	Budget 2013	Compte 2014	Variations 14/13
Budget de l'État	269,7	254,5	-5,6%
Services à gestion séparée (hors CIE, CGIE)	72,1	76,4	+6,0%
Établissements publics	191,1	191,8	+0,4%
Fonds spéciaux (hors route, rail et entretien)	41,1	28,1	-31,7%
Institutions (Chambre des Députés, Conseil d'État…)	14,7	13,5	-8,2%
Total	588,7	564,2	-4,2%

Il résulte notamment de ce tableau que si l'on considère uniquement les dépenses sur lesquelles le Gouvernement a une influence directe

(en millions)

				Variation	
	PSC* du 24 avril 2013	Budget 2014	Prévisionnel 2014	Budget/PSC	Prévisionnel/PSC
Investissements directs	953,1	866,6	1.066,7	-	-
Recherche et développement	-	-	-215,6	-	-
Investissements directs (hors R&D)	953,1	866,6	851,1	-86,5	-102,0
Investissements indirects ajustés	796,9	746,2	676,6	-50,7	-120,3
Total	1.750,0	1.612,8	1.612,8	-137,2	-222,3

Note: *PSC: Plan de stabilité et de croissance

Au vu de ce tableau, il convient de rappeler, à toutes fins utiles, que les investissements directs (formation de capital) renseignent, d'après les nouvelles règles du SEC 2010, qui ont été approuvées après le vote du budget voté de 2014, à partir du 01.01.2014, les dépenses en matière de recherche et développement. De ce fait il faut retrancher ces dépenses du total des dépenses d'investissement du compte prévisionnel afin de rendre comparable les estimations effectuées dans le cadre du PSC et les données du compte prévisionnel actuel.

Il ressort donc de ce tableau que la diminution des dépenses au niveau des investissements directs et indirects se chiffre prévisiblement pour l'ensemble de l'année à quelque 222 millions.

Si l'objectif annoncé est ainsi largement dépassé, il convient de rappeler que le niveau des investissements au Luxembourg continue néanmoins d'être largement supérieur à celui des pays voisins et que le niveau de 2014 de l'investissement est resté largement supérieur à celui de 2013.

Quant à la troisième question

L'honorable Député retient que «le poste 'rémunération des salariés' a évolué de +162,6 millions ou de +5,7%» entre 2013 et 2014 avant de demander dans «quelle mesure cette évolution est compatible avec l'annonce de freiner significativement l'évolution des effectifs - et partant de la masse salariale - de l'État par rapport à l'exercice 2013, sachant qu'en 2013, le poste 'rémunération des salariés' a évolué de +111,4 millions d'euros ou +4,1%».

En réponse à cette partie de la question parlementaire, il s'impose de signaler tout d'abord que le projet de budget pour l'exercice 2014 prévoyait au total une croissance des dépenses de rémunération de 4,9% (2013: 2.908,0 millions; 2014: 3.049,6 millions).

D'après les résultats provisoires du compte prévisionnel, le total des dépenses de rémunération s'élève à 2.998,7 millions au titre de l'exercice 2014 - et non pas à 3.020,9 millions comme indiqué par erreur sur le site Internet du Statec.

Les dépenses de l'exercice 2014 affichent dès lors, en ce moment, une moins-value de 50,9 millions par rapport au montant qui avait été retenu dans le cadre de l'exposé des motifs du projet de budget pour 2014 (page 27* de l'exposé des motifs).

En ce qui concerne l'évolution des dépenses du personnel en activité, l'accroissement se limite à 4,55%, contre 5,51% entre 2012 et 2013.

Cet accroissement en 2014 s'explique à raison de1,86% par l'évolution de l'indice moyen de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires et à raison de 1,7% par le glissement normal des carrières tel qu'il résulte de la législation sur les traitements des fonctionnaires de l'État.

L'accroissement résiduel de 0,99% du total des dépenses trouve son origine principalement dans l'augmentation des effectifs. Ce taux reflète la volonté du Gouvernement de freiner l'évolution des effectifs, dans la mesure où le taux comparable, entre 2012 et 2013, se situait à 1,31%.

Quant à la dernière question:

Finalement, Monsieur le Député voudrait savoir si le Ministre est satisfait de l'exécution du budget des dépenses en 2014, en avançant que celui-ci affiche «une augmentation des dépenses de 644,4 millions d'euros ou +4,5% par rapport à 2013, sachant que l'évolution prévue dans le budget pour l'exercice 2014 était de +3,5% (+504,3 millions d'euros) et que l'évolution au cours de l'exercice 2013 était de +2,9% (+400,2 millions d'euros)».

En réponse à cette question, il y a lieu de relever que, dans le cadre des travaux budgétaires pour 2014, le Gouvernement avait arrêté à 14.762,6 millions le montant total des dépenses au niveau de l'Administration centrale.

Ces prévisions se basaient sur les règles du système comptable SEC 95 qui était encore en vigueur au moment de la préparation et du vote du budget de l'exercice 2014. En cours d'année le référentiel SEC 95 a été remplacé par le nouveau système comptable SEC 2010, qui prévoit une modification importante au niveau des dépenses pour la «Recherche et développement». Ces dépenses devront dorénavant être comptabilisées, non plus seulement dans la rubrique «Consommation intermédiaire» mais également dans la rubrique «Investissements». Afin d'éviter que cette double comptabilisation se représente sur le montant du solde, les nouvelles règles prévoient que le montant des dépenses pour la recherche est également enregistré en recettes.

Ce changement du référentiel comptable a comme conséquence que le total des dépenses de l'exercice 2014 comprend un montant de 214,2 millions qui ne figurait pas encore dans les prévisions du budget voté.

Compte tenu de cette rectification, le total des dépenses prévisibles de l'exercice 2014 est donc inférieur au montant qui figurait au budget voté.

On retrouve ici un résultat concret de la politique du Gouvernement, visant à faire une utilisation plus responsable et ciblée des deniers publics.

Le montant prévisible de cette amélioration s'élève à 81,7 millions. Ce résultat est sans nul doute de nature à pouvoir être considéré comme étant satisfaisant.

Q174

Question 1064 (17.04.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **service de l'aumônerie au sein de l'Armée luxembourgeoise:**

Le Gouvernement a signé au mois de janvier 2015 un accord sous forme de conventions avec les communautés religieuses établies au Luxembourg, ayant l'objectif de réviser les relations administratives et financières entre l'État et les communautés en question. Cet accord consiste notamment à diminuer l'enveloppe budgétaire accordée aux cultes et à intégrer également d'autres communautés religieuses.

L'aumônerie militaire a été introduite pour permettre aux soldats volontaires, cadres militaires et personnels civils de recourir à un appui psychologique ou religieux en cas de problèmes ou difficultés. L'Armée de Terre française a également un service d'aumônerie et les dépenses afférentes sont prises en charge par l'État, alors que ce dernier est laïcisé depuis 1905.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Dans le contexte des conventions susmentionnées, Monsieur le Ministre peut-il assurer que le service de l'aumônerie militaire ainsi que sa prise en charge financière par l'État restera en l'état?

2. Considérant que d'autres communautés religieuses sont désormais intégrées dans les conventions, Monsieur le Ministre peut-il renseigner si les personnes engagées dans l'Armée luxembourgeoise, issues d'une confession différente, peuvent également bénéficier d'un service d'aumônerie?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser les implications financières relatives au service de l'aumônerie?

Réponse (19.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. À l'heure actuelle, la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes, prévoit la prise en charge par l'État des traitements de l'aumônier général de la force publique et de plusieurs aumôniers. Dans le cadre des dispositions transitoires inscrites dans la Convention conclue en date du 26 janvier 2015 avec l'Archevêché, le Gouvernement s'est engagé à prendre en charge les traitements du personnel engagé par la communauté religieuse au moment de l'entrée en vigueur de la convention précitée jusqu'au moment où ils feront valoir leurs droits à la retraite. Cette disposition concerne évidemment également les personnes qui exercent une fonction d'aumônier.

Le régime qui sera par la suite mis en place en application des nouvelles conventions prévoit que l'État ne prendra plus en charge directement les traitements du personnel qui sera recruté par l'Archevêché sous un régime de droit privé. Soucieux de renforcer l'autonomie et l'indépendance réciproques entre l'État et les cultes, les parties à la convention précitée ont retenu le principe qu'il appartiendra à chaque communauté religieuse de décider de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries. L'Archevêché continuera dès lors à avoir la possibilité d'organiser des aumôneries. L'Archevêché pourra évidemment recourir à l'enveloppe financière qui lui sera accordé par l'État pour assurer ces services d'aumônerie, dont ceux à l'Armée luxembourgeoise. (En parallèle, il est prévu en principe de renforcer l'appui psychologique disponible à l'Armée luxembourgeoise pour les soldats volontaires, cadres militaires et personnels civils de l'Armée en quête de soutien laïc.)

Ad 2. et 3. Il sera possible à l'avenir de prévoir de manière neutre et non discriminatoire des services d'aumônerie au sein de l'Armée luxembourgeoise pour toutes les communautés religieuses conventionnées intéressées. Il appartiendrait, le cas échéant, aux communautés religieuses intéressées elles-mêmes d'assurer leur propre service d'aumônerie dans le respect du cadre précité, c'est-à-dire avec des collaborateurs recrutés et rémunérés par les communautés religieuses respectives. En cas d'intérêt, des négociations pourront être menées avec le Conseil des Cultes conventionnés qui regroupe des représentants de toutes les communautés religieuses qui ont conclu une convention avec l'État sur base de l'article 22 de la Constitution.

Question 1065 (17.04.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **problématique des permis de conduire non valables:**

Selon les informations relayées par le journal «La Libre Belgique» le 17 avril 2015, le nombre de conducteurs condamnés en Belgique pour avoir pris le volant sans permis valable a presque triplé depuis 2000. En 2013, 12.000 personnes ont été condamnées en Belgique pour défaut de permis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de conducteurs contrôlés au Luxembourg qui n'étaient pas en possession d'un permis de conduire valable?

- Monsieur le Ministre peut-il également constater une hausse de ce phénomène au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin de lutter contre ce phénomène?

Réponse (11.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le tableau ci-annexé renseigne les chiffres demandés et portant sur les années 2000 à 2014.

On observe, en comparant les chiffres de 2000 avec ceux de 2014, une hausse de 327 affaires. Toutefois, il faut noter que depuis 2010 les chiffres restent plus ou moins constants de sorte qu'une tendance à la hausse ne peut pas être identifiée contrairement à ce qui a été constaté en Belgique.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1066 (17.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **«Luxembourg Future Fund»:**

Pour rappel, c'est en 2012 que les Ministres des Finances et de l'Économie de l'époque annoncent la création d'un «Luxembourg Future Fund». Ce fonds à créer sous forme de Fonds d'investissement spécialisé (SIF) devait comporter plusieurs compartiments et une société d'investissement privée luxembourgeoise déjà désignée par l'ancien Gouvernement devait jouer le rôle de conseiller d'un de ces compartiments. Le choix en faveur de cette société d'investissement avait été confirmé par le Gouvernement actuel.

À la fin du mois de février 2015, divers organes de presse ont fait état de la mise à l'écart de la prédite société. Tant le Ministre de l'Économie que la Secrétaire d'État à l'Économie ont confirmé cette décision. D'après les médias, la société privée en question, initialement retenue par le précédent Ministre a été écartée suite à la «due diligence» effectuée par le Fonds européen d'investissement.

À l'occasion d'une précédente question parlementaire, le Ministre de l'Économie fait état du nom de l'entité pressentie comme gestionnaire du compartiment des investissements directs dans les start-ups innovantes.

D'après les médias, ladite entité se présenterait sur son site Internet comme un professionnel du secteur financier relevant du contrôle de la CSSF. Or, ceci semble être inexact. Par ailleurs, elle n'a même pas encore été constituée.

Enfin, le groupe auquel appartient cette entité, écartée suite à la «due diligence» effectuée par le Fonds européen d'investissement, serait d'après la presse lourdement endetté et il paraît que les derniers comptes consolidés du groupe déposés au Registre de Commerce et des Sociétés se rapportent à l'exercice ayant pris fin au 31 décembre 2012.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Sur base de quels critères cette entité a-t-elle été sélectionnée?

- Est-il exact que cette entité n'est pas encore constituée?

- Est-il exact que cette entité ne dispose pas d'un agrément CSSF en tant que gestionnaire de fonds alternatifs?

- Une «due diligence» a-t-elle été effectuée pour sélectionner cette entité et si oui, cette «due diligence» a-t-elle tenu compte du fait de l'absence de consolidation des comptes et de la situation financière de la maison mère de cette entité?

Réponse (21.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En guise de réponse aux questions posées par l'honorable Député, j'aimerais indiquer que le groupe Genii avait été présélectionné en tant que conseiller du compartiment «Investissement direct» du «Luxembourg Future Fund» en raison de son historique et de son expérience d'investisseur de première heure dans des entreprises technologiques en phase de démarrage ou de développement. Selon les informations disponibles, il semble en effet que l'entité spécifique qui aurait pu gérer le compartiment mentionné ci-avant n'ait pas été constituée à ce jour.

En ce qui concerne la «due diligence» celle-ci a été effectuée par le Fonds européen d'investissement (FEI) selon les standards professionnels généralement admis et a conclu que Monsieur Gérard Lopez, en raison de ses multiples engagements professionnels, risquait de ne pas pouvoir consacrer le temps requis à la bonne gestion du compartiment en question du «Luxembourg Future Fund».

Question 1067 (20.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **gardiennage des infrastructures sportives:**

Et ass mir zu Ouere komm, datt Sportsveräiner ëmmer méi dacks eng Konventioun mat Gemenge mussen ënnerschreiwen, déi d'Mise à disposition vu Sportinfrastrukture betrëfft. En eeschte juristesche Problem ass hei d'Notioun vu Garde: Wann de betraffene Veräin Gardien

ass vun der Infrastruktur, ass hien och fir all Schied verantwortlech, déi duerch mä och un deenen Infrastrukture kënne geschéien.

Natierlech ka kaum ee Veräin sech et leeschten, esou Infrastrukture ronderëm d'Auer bewaachen ze loossen. An och eng Assurance kann, jee no Infrastruktur, ganz schéin an d'Geld schloen. An een Tëschefall ka schonn de Veräin, an domat seng Comitésmembere ruinéieren.

1. Wier et net sënnvoll, datt déi betraffe Gemenge selwer Gardien am juristesche Sënn vum Wuert bleiwen? Gëtt et hei Richtlinne vum Banneministère un d'Gemengen?

2. Oder ass de Sportsminister d'accord, fir ganz allgemeng déi ufalend Käschte soit Gardiennage, soit vun der Assurance, ze iwwerhuelen?

3. Fënnt den Här Sportsminister am Kader vum Manktem u Bénévolat, deen allgemeng bedauert gëtt, dëst e richtegt Zeechen, datt d'Comitésmembere vu Veräiner, déi gratis fir dee schaffen a souguer dacks nach ganz beträchtlech Zommen an de Sponsoring investéieren, souzesoen als Prime, esou finanzielle Risiken a Belaaschtungen ausgesat ginn?

4. Denken net béid Haiser (Bannen- a Sportministère), datt eng Convention-cadre, déi keng esou abusiv Klauselen enthält, sollt vum Stat proposéiert ginn?

Réponse commune (26.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Weder de Bannen- nach de Sportministère hu Kenntnis vun esou Konventiounen, wou Gemengen engem Sportsveräin déi juristesch Garde vun der Infrastruktur, déi si benotzen, iwwerdroen. D'Problematik, déi hei opgeworf gëtt, ass haaptsächlech en Assurancëproblem.

Ad 1. Opgrond vun der Autonomie communale ass et awer weder dem Bannen- nach dem Sportminister méiglech, de Gemengen ze diktéieren, wat si sollen an dierfen an hir Konventioune schreiwen, wat d'Mise à disposition vun Infrastrukturen, wou si Propriétaire sinn, ugeet.

Ad 2. Wat d'Fro vum Iwwerhuele vun de Käschte vun esou enger Assurance ugeet, ass ze soen, dass de Sportministère haut schonns eng allgemeng Assurance Responsabilité civile ofgeschloss huet, fir all lizenséiert Spiller souwei och fir d'Trainer an d'Comitésmembere vun de Federatiounen an de Veräiner. Iwwert dës Assurance si Responsabilité-civile-Schied ofgedeckt. Den aktuelle limitéierte Budget, dee virgesinn ass, fir de Mouvement sportif ze ënnerstëtzen, gëtt a soll och weider fir aner Saache benotzt ginn, wéi, fir eng zousätzlech Assurance an deem dote Beräich ofzeschléissen.

Ad 3. De Bannen- a Sportminister si sech bewosst, dass de Bénévolat eng ganz grouss a wäertvoll Aufgab leescht a wëllen dës Leit ganz bestëmmt kengen onnëtze Risiken a Belaaschtungen aussetzen.

Ad 4. Am Intérêt vum Sport a vum Bénévolat sinn de Bannen- a Sportminister bereet, d'Gemengen iwwert de Syvicol, mat deem béid Haiser eng ganz gutt Zesummenaarbecht hunn, fir déi Problematik do weider ze sensibiliséieren.

Question 1068 (20.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **législation sur les pointeurs lasers:**

- Wéi ass eis aktuell Legislatioun, wat d'Laserpointeren ubelaangt?

- Sinn esou Laserpointeren hei zu Lëtzebuerg fräi am Handel ze kafen? Gëtt et eventuell Restriktiounen, wat hir Stäerkt ugeet?

Réponse (02.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Mat senger parlamentarescher Ufro freet den éierbaren Här Deputéierten Informatiounen iwwert d'Gesetzgebung vu Laserpointer.

D'Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS an d'Gesetz vum 31. Juli 2006 iwwert d'allgemeng Sécherheet vu Produkter designéiert den ILNAS als zoustänneg Autoritéit fir d'Iwwerwaachung vu verschiddene Kategorië vu Produkter, déi net ënnert d'Liewensmëttelsécherheet falen, ënner anerem och fir d'Iwwerwaachung vu Laserpointer.

Bei der Maartiwwerwaachung vu Laserpointeren applizéiert den ILNAS dat aktuellt europäescht Recht iwwer Laserprodukter fir d'Verbraucher. Et handelt sech ëm d'Décisioun 2014/59/UE vun der Kommissioun vum 5. Februar 2014, déi d'Sécherheetsufuerderungen an den europäeschen Norme fir Laserprodukter fir d'Verbraucher festleet, esou wéi d'Richtlinn 2001/95/EG vum Europäesche Parlament a vum Rot iwwert d'allgemeng Produktsécherheet et virgesäit.

Den Ursprung vun dëser europäescher Décisioun ass een am Joer 2011 vun Eurocontrol organiséierte Seminär iwwer Sécherheetsfroen am Zesummenhank mat Laserpointeren an der Loftfahrt. Doropshi gouf vun der Europäescher Kommissioun, Generaldirektioun Gesondheet a Verbraucher, en Entworf fir eng Décisioun ausgeschafft, mat dem Zil, d'Disponibilitéit vu leeschtungskräftege Laserpointere fir d'Verbraucher um europäesche Maart ze begrenzen an esou dozou bäizedroen d'Zuel vun den Attacke mat Laserpointeren op d'Fligeren ze reduzéieren.

D'Décisioun 2014/59/EU verbitt awer net, de fräie Verkaf vu Laserprodukter fir d'Verbraucher, an domat och net d'Laserpointer, awer déi festgeluechte Limitte fir d'Leeschtung dierfen net iwwerschratt ginn.

Den ILNAS huet un enger europäescher Campagne vu Prosafe iwwert d'Sécherheet vu Laserprodukter fir Verbraucher deelgeholl. Beim Ofschloss vun dëser Campagne am Joer 2012 gouf festgestallt, datt 70% vun de Laserprodukter, déi an der Europäescher Unioun verkaaft gi sinn, net de Sécherheetsufuerderungen entsprach hunn.

Den ILNAS hat am Kader vun dëser Campagne aacht Produkter getest, déi zu Lëtzebuerg kaaft gi waren, dovunner wore fënnef Laserpointeren an dräi Lasertools.

Déi fënnef Laserpointeren haten alleguer e falsche Marquage an ze héich Wäerter: ee Laserpointer hat eng Leeschtung vun 30 mW amplaz vun 1 mW, déi aner eng Leeschtung vu 24 mW, 6,5 mW, 3 mW an 3,3 mW amplaz vun 1 mW. Am Kader vun der Campagne vu Prosafe huet den ILNAS esou de Verkaf vu deene fënnef verschiddene Laserpointeren zu Lëtzebuerg verbueden.

Déi dräi Lasertools (zwou Setzwoen an een Entfernungsmesser) ware souwuel vum Marquage wéi och vun der Leeschtung an der Rei.

Zousätzlech zu dëser Campagne gi regelméisseg Stéchprouwe vu Laserpointere vun den Inspektere vum ILNAS gemaach.

D'Kontrolle vum ILNAS limitéiere sech awer meeschtens op d'Laserklass respektiv d'Leeschtung vum Laser an op d'Uweisungen um Produkt respektiv d'Sécherheetshiweiser.

Leider kafen ëmmer méi Verbraucher Laserprodukter iwwer Internet direkt an Drëttlänner, woubäi dës Produkter d'Ufuerderunge vun der europäescher Gesetzgebung oft net erfëllen.

An deene Fäll, wou d'Maartiwwerwaachung vum ILNAS feststellt, datt e Laserprodukt net der europäescher Gesetzgebung entsprécht, verbitt den ILNAS de Verkaf vun dëse Produkter zu Lëtzebuerg (déi aner Länner ginn doriwwer a Kenntnis gesat) respektiv den Import an d'Europäesch Unioun. 2015 goufe bis elo zwee Laserpointer, déi a Geschäfter zu Lëtzebuerg verkaaft gi sinn, verbueden.

Question 1069 (20.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **simplification et unification des procédures en matière d'impôts:**

J'ai eu récemment connaissance du cas d'un administré qui se voit poursuivi par l'État en paiement d'un montant avoisinant les 50.000 euros pour de la «taxe sur valeur ajoutée» qu'il n'a - en fait - jamais encaissé. La situation en pur droit est malheureusement négative pour ce citoyen alors que les délais d'opposition/de déclaration ont expiré face à des bulletins de taxation «d'office».

Ceci étant, l'État fait payer ici une dette inexistante en fait et un tel recouvrement peut paraître immoral. J'aimerais poser les questions qui suivent à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-il correct qu'actuellement (et depuis l'abrogation de l'article 8 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 par l'article 97 (4) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif) il n'y a plus de base légale permettant au directeur de l'Enregistrement et des Domaines une remise gracieuse dans des cas spécifiques pour tout type d'impôt qui entre dans sa compétence?

2. Ne pensez-vous pas qu'à l'instar de ce qui est possible en matière de contributions directes il devrait être réintroduit une telle procédure?

3. Dans ce même ordre d'idée, une simplification et unification des procédures en matière d'impôts ne commanderaient-elles pas dans vos yeux la soumission des décisions de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines aux juridictions administratives, alors qu'actuellement elles sont encore, contrairement à toute autre décision administrative, aussi en matière de contributions directes, soumises aux juridictions civiles?

Réponse (26.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La réponse à la première question de l'honorable Député Roy Reding est affirmative, c'est-à-dire qu'il n'y a actuellement pas de base légale permettant au directeur de l'Enregistrement et des Domaines une remise gracieuse dans des cas spécifiques pour tout type d'impôt qui entre dans sa compétence.

En ce qui concerne une éventuelle introduction d'une procédure gracieuse à l'instar de celle existant en matière de contributions directes, il y a lieu de souligner qu'en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ce sont les opérations économiques qui sont taxées et non pas un contribuable sur base de sa capacité contributive comme en matière d'impôts directs. De plus, le redevable en matière de TVA ne fait, en général, que collecter la taxe auprès de ses clients pour le Trésor public. Cette taxe n'étant pas à sa charge, il n'y a pas lieu de prévoir une remise gracieuse à son égard.

Les droits d'enregistrement sont assis sur la circulation juridique des biens et frappent les mutations. Étant perçus sur le fondement d'un critère objectif, ils sont indépendants de la situation patrimoniale des redevables.

La non-soumission des décisions de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) aux juridictions administratives se justifie par les nombreux points de différence entre le contentieux de la TVA et le contentieux des impôts directs.

Les litiges relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée comportent fréquemment l'analyse des notions d'assujetti à la TVA et d'opérations imposables (exonération, qualification, détermination de leur lieu), l'examen de factures ainsi que de la question de la justification du droit à déduction de la taxe en amont.

Il résulte de l'ensemble de ces spécificités - et particulièrement de la nécessité d'examiner les questions relatives aux contrats civils et commerciaux qui se posent - que la matière de la TVA est plus proche des matières des juridictions de droit commun que de celles pour lesquelles les juridictions administratives sont compétentes.

Par ailleurs, la TVA a des points de contact avec un autre impôt relevant de la compétence de l'AED, à savoir les droits d'enregistrement. C'est le cas à propos de l'article 44, paragraphe 1, sous f) de la loi TVA qui exonère de la TVA dans les limites et sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal les livraisons de biens immeubles ainsi que les cessions de droits réels immobiliers. Les juridictions de droit commun peuvent être appelées à appliquer, le cas échéant, la loi du 24 décembre 1969 tendant à éviter la perception cumulative du droit d'enregistrement et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Or, il est un fait que les droits d'enregistrement (y compris notamment la taxe d'abonnement) - ainsi que d'ailleurs les droits d'hypothèques, les droits de succession ainsi que les droits de timbre - soulèvent essentiellement des questions de droit civil. Il ne peut donc y avoir aucune discussion au sujet de la compétence des juridictions de droit commun pour juger les litiges relatifs à ces impôts.

Dans l'hypothèse où les recours contre les bulletins TVA seraient jugés par les juridictions administratives, ces juridictions seraient appelées, le cas échéant, à appliquer la loi du 24 décembre 1969 tendant à éviter la perception cumulative du droit d'enregistrement et de la TVA, alors que l'examen des litiges relatifs au premier de ces deux impôts échapperait à leur compétence. Une pareille situation serait contraire à une organisation logique des compétences juridictionnelles.

Question 1070 (21.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **commémorations:**

An deene leschte Joren huet een den Androck, datt déi national Zeremonien net ëmmer déi néideg Wichtegkeet vun der Regierung zouerkannt kréien. D'Commémoratioun vum Joresdag vun der Befreiung vun der Stad Lëtzebuerg oder déi rezent Commémoratioun vum Retour vun der Groussherzogin Charlotte sinn dofir Beispiller. D'Zeremonië schénge sech just nach op e Minimum ze reduzéieren, dacks sinn héich Autoritéiten emol net present.

Dowéinst wëll ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi e Stellewäert miesst d'Regierung den Zeremonië mat nationalem Charakter bäi?

2. Ass si der Opfaassung, datt esou Zeremonië musse mat Dignitéit a mat dem néidegen Engagement ofgehale ginn?

3. Ass d'Regierung der Opfaassung, datt déi héchste staatlech Autoritéite bei dësen Zeremonië solle present sinn?

Réponse (28.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Bezuch op d'Wichtegkeet, déi d'Regierung de Commémoratiounen zoumiesst.

Ad 1. Fir d'Regierung hunn d'Zeremonië mat nationalem Charakter evidenterweis eng grouss Wichtegkeet. Den Deputéierten huet sécher gemierkt, datt d'Regierung den historeschen Evenementer, déi eist Land geprägt hunn, dee Stellewäert araumt, dee si verdéngen. Dat zielt selbstverständlech och fir déi verschidde Commémoratiounen.

Ad 2. Jo.

Ad 3. Déi héchste staatlech Autoritéite gi bei Zeremonië mat nationalem Charakter invitéiert a sollen dann och représentéiert sinn.

Question 1071 (21.04.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise au Yémen:**

En effet, la situation actuelle risque d'embraser toute la région tout en ayant le potentiel d'une véritable crise internationale qui dépasserait, et de très loin, le caractère régional de la péninsule arabique et de la Mer Rouge. Les actions militaires de certains partis impliqués, sans mandat du Conseil de Sécurité, risquent en outre de mettre en péril et le droit international et la légitimité des Nations Unies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il ma crainte d'un risque de contagion géopolitique de l'actuelle crise du Yémen ainsi que d'une perte de légitimité politique et de force normative des Nations Unies?

2. Monsieur le Ministre peut-il me rassurer par le fait que le Luxembourg fera de la question du Yémen une priorité de politique étrangère de la Présidence luxembourgeoise?

3. Monsieur le Ministre favorise-t-il également une grande conférence internationale avec tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux - dont l'Arabie Saoudite et l'Iran, les États-Unis, la Russie et la Chine, l'Égypte et le Pakistan sans oublier la France et le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Union européenne - pour trouver une sortie de l'impasse?

4. Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une pression corrélative entre la question yéménite et l'accord préliminaire de Genève sur le programme nucléaire iranien, accord à finaliser dans les mois à venir, pourrait aboutir au résultat escompté d'une réconciliation nationale et d'une paix régionale durable?

5. Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse que l'Union européenne est bien placée pour prendre le leadership dans le dénouement de cette crise historiquement complexe et géopolitiquement enchevêtrée à seulement 2.400 kilomètres de ses frontières?

Réponse (26.05.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes destinataire de la question parlementaire n°1071 du 21 avril 2015 remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives à la crise au Yémen et le prie de trouver ci-après les réponses apportées à ces dernières.

Ad 1. L'escalade militaire du conflit yéménite au cours des derniers mois est de nature à exacerber les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Il y a dès lors urgence à renouer avec un dialogue politique sous l'égide de l'ONU et regroupant toutes les parties impliquées. De façon générale, le Luxembourg ne souhaite pas que le cas yéménite fasse école en raison des répercussions que les opérations militaires sans mandat des Nations Unies peuvent impliquer

pour la viabilité d'un ordre international fondé sur le droit international. Dans le cas de l'actuelle crise au Yémen, il convient cependant de noter aussi que le Président du Yémen avait informé le Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies qu'il avait «sollicité du Conseil de coopération du Golfe et de la Ligue des États arabes la fourniture d'une aide immédiate, par tous les moyens et par toutes les mesures nécessaires, y compris l'intervention militaire, pour protéger le Yémen et sa population contre l'agression persistante des Houthis».

Dans la perspective d'une résolution du conflit, toutes les parties doivent par ailleurs mettre en œuvre intégralement les résolutions correspondantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en particulier la résolution 2201 du 15 février 2015 et la résolution 2216 du 14 avril 2015. Les actions unilatérales déstabilisatrices doivent être condamnées sans équivoque. Toutes les forces armées doivent mettre un terme immédiat sans condition au recours à la violence et se retirer des zones occupées, y compris à Sanaa et Aden.

Ad 2. Les discussions qui ont été menées au sein du Conseil Affaires étrangères ces derniers mois au sujet de la situation au Yémen fournissent un signal très clair sur l'importance que l'UE attache à la résolution pacifique de la crise yéménite. Conscient de l'importance de la paix et de la stabilité dans cette région du monde, le Luxembourg va continuer à œuvrer politiquement pour une solution pacifique et durable pour le Yémen, en coordination avec l'UE et l'ONU. Toutes les parties yéménites doivent s'efforcer de résoudre leurs différends par la voie du dialogue et de la consultation. Dans l'immédiat, l'arrêt des hostilités ainsi que le retour à la table des négociations de toutes les parties concernées revêtent une importance particulière.

En ce qui concerne le rôle de la Présidence du Conseil de l'UE dans le domaine de la politique étrangère, il est à noter que ce rôle s'est trouvé réduit depuis 2009 au profit de ceux de Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et du Service européen pour l'action extérieure. Nonobstant cette évolution notable, le Luxembourg compte mettre en avant pendant sa présidence la nécessité de parvenir rapidement à une résolution de la crise yéménite, afin de contribuer à la stabilisation de cette région du monde.

Ad 3. Les frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie Saoudite ont malheureusement conduit à une aggravation de la situation humanitaire dans le pays le plus pauvre de la péninsule arabique. L'arrêt complet des combats est ainsi primordial pour permettre l'acheminement d'une aide humanitaire aux plus démunis. En parallèle, il s'agira d'aboutir à une solution politique durable pour le conflit yéménite. Les Nations Unies doivent s'efforcer rapidement de relancer des négociations sans exclusive. Seul un large consensus politique fondé sur des négociations peut apporter une solution durable, rétablir la paix et préserver l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen. La formation d'un gouvernement d'unité nationale est la seule manière de mener à bien le processus de transition et d'éviter l'effondrement économique et financier et l'aggravation de la crise humanitaire. Tous les acteurs régionaux doivent établir des contacts constructifs avec les parties en présence au Yémen afin de permettre une désescalade de la crise et d'éviter toute aggravation de l'instabilité régionale.

La solution politique esquissée pourrait effectivement provenir d'une conférence internationale organisée sous les auspices de l'ONU avec la participation de tous les acteurs impliqués. Cette conférence internationale devra alors permettre d'amorcer une transition politique au Yémen à travers l'élaboration d'une nouvelle constitution et la formation d'un gouvernement d'unité nationale aussi inclusif que possible.

Ad 4. Pour la première fois depuis douze ans, date des premiers pourparlers avec Téhéran, le 2 avril, un cadre précis d'un règlement destiné à empêcher l'Iran de se doter d'une arme nucléaire a été défini. Même si la question yéménite et certaines réactions critiques envers l'accord-cadre du 2 avril ne sauraient certes pas être appréciées de façon complètement isolée en raison des dynamiques politiques régionales en jeu dans ce contexte, il convient cependant de mettre en garde contre l'idée de lier de façon trop apparente les deux problématiques. Après tout, la volonté politique pour parvenir à un accord provisoire sur le nucléaire a permis de passer outre les divergences de vue sur le rôle de l'Iran au Yémen ou dans d'autres pays de la région et l'intervention menée par l'Arabie Saoudite au Yémen a commencé le 25 mars, donc avant la conclusion de l'accord-cadre.

Cela est d'autant plus vrai que le conflit yéménite ne saurait se résumer à une guerre par procuration entre l'Iran et Arabie Saoudite, le conflit au Yémen se nourrissant de prime abord par des conflits internes. L'accord préliminaire sur le nucléaire iranien devrait a priori contribuer à un renforcement politique du camp mdéré à Téhéran et pourrait dès lors amener l'Iran à adopter une approche plus conciliante dans le dossier yéménite, notamment vis-à-vis des autres pays de la péninsule arabique.

Ad 5. L'Union européenne ainsi que ses États membres peuvent certainement jouer un rôle important pour rapprocher les points de vue entre les belligérants dans le conflit yéménite. Les positions que l'UE a prises au cours des derniers mois peuvent ainsi lui permettre de jouer le rôle d'un «honest broker» entre les parties au conflit.

Il reste cependant vrai que l'ONU dispose de la légitimité internationale la plus claire pour arbitrer entre les parties au conflit. Si les efforts de médiation de l'ONU n'ont à l'heure actuelle pas été couronnés de succès, le cadre onusien reste le forum approprié pour parvenir à une solution politique. En parallèle avec le processus onusien, l'UE doit utiliser son poids diplomatique pour faire pression sur les acteurs locaux et régionaux pour les ramener à la table des négociations et permettre une désescalade de la crise.

Q176

Question 1072 (21.04.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **mission économique aux Émirats arabes unis en mars 2015:**

À en croire un article publié dans le magazine «Paperjam» de mai 2015, cette mission n'a pas eu le succès escompté, un des participants avouant même que les décideurs n'étaient pas présents et qu'ils avaient envoyé que «des seconds couteaux». D'autres participants auraient mis en cause une organisation logistique défaillante.

L'article en question pointe finalement du doigt le fait que certains projets pouvant présenter certains attraits pour les investisseurs de la péninsule arabe soient actuellement tenus en suspens.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le format des dernières missions économiques aux Émirats arabes unis devrait être revu? Dans quelle mesure? Ne faudrait-il pas de manière générale revoir l'organisation des missions économiques?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il est prévu de lancer un deuxième sukuk au Luxembourg? Dans l'affirmative, le Ministre est-il en mesure de préciser sur quel(s) objet(s) portera ce sukuk et à quelle échéance ce sukuk pourra-t-il être lancé?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin confirmer que les investisseurs sur place ont manifesté leur intérêt pour la fondation patrimoniale? Dans l'affirmative, quand le projet de loi se rapportant à la fondation patrimoniale, dont le rapport a été adopté en commission le 3 novembre 2014, sera-t-il évacué?

Réponse (19.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Quant aux deux premières questions, on peut noter que l'évolution du nombre des participants aux séminaires organisés par «Luxembourg for Finance» (LFF) témoigne du succès croissant des efforts de promotion du Luxembourg dans la région du Golfe. Le séminaire de Dubaï de 2015 a ainsi attiré 223 personnes, contre 71 en 2013 et 70 en 2012. À Doha, 73 représentants d'entreprises locales étaient inscrits, contre 49 en 2012. Quant à la qualité des participants, les réalités du terrain ne se réduisent guère aux stéréotypes perpétués par l'article de presse auquel se réfère l'honorable Député. De nombreux participants ont fait état de nouveaux contacts noués à l'occasion de cette mission et de rendez-vous fructueux qu'ils ont eus en marge des séminaires.

Tel qu'indiqué dans les communiqués de presse diffusés par le Ministère des Finances en date des 2 et 5 mars 2015, la délégation officielle a été reçue par des acteurs clé du plus haut niveau. Outre les contacts au niveau politique, il y a lieu de mentionner également les rencontres ciblées du Ministre avec des dirigeants économiques, de même qu'avec la presse, qui font partie intégrale du programme de chaque mission économique. En l'occurrence, la mission en question a fait l'objet de plus de 40 articles dans la presse de la région, en plus des interventions du Ministre sur différentes radios et chaines de télévision, contribuant ainsi concrètement à renforcer la visibilité du Grand-Duché dans le monde.

Il convient de préciser que l'organisation des vols, de l'hébergement, des transports sur place, ainsi que des réunions individuelles avec des acteurs locaux relève de chacun des participants et n'est pas prise en charge par LFF, dont le rôle se limite à l'organisation des séminaires. Ceux-ci ont habituellement lieu dans un grand hôtel de la place, de manière à ce que les participants puissent choisir de se loger sur les lieux, ce qui évite alors tout souci logistique.

D'une manière générale, il convient de rappeler que LFF constitue un GIE regroupant l'État et les associations professionnelles. La définition des missions organisées par LFF fait l'objet d'une large concertation entre les différentes parties et afin d'aboutir à un programme tenant compte de la grande majorité des besoins des différents acteurs. LFF travaille étroitement avec les différents intervenants pour améliorer le format des présentations de manière constante. Ainsi, la récente mission au Canada a été l'occasion d'introduire la formule du «FinTech-breakfast»/«FinTech-lunch», favorablement accueillie par les participants.

Quant à la troisième question, force est de constater que le Luxembourg est aujourd'hui largement reconnu comme un centre d'excellence en matière de finance islamique, tel qu'en témoigne par exemple la récente invitation pour le Ministre des Finances de participer à la table ronde du FMI intitulée «Islamic Finance: Unlocking its potential and supporting stability», en date du 16 avril 2015. En effet, l'expérience du Luxembourg en la matière est bien établie. La création du premier établissement financier islamique au Luxembourg remonte à 1978, celle de la première assurance à 1983, la cotation du premier sukuk à la Bourse de Luxembourg à 2002. Le Luxembourg est le troisième centre mondial pour les fonds islamiques, après l'Arabie saoudite et la Malaisie.

Eu égard à l'éventuel lancement d'un deuxième sukuk souverain, actuellement à l'étude, les spécialistes de la finance islamique réfléchissent sur les modalités qui pourraient permettre de diversifier les actifs sous-jacents.

Quant à la quatrième question, liée à la fondation patrimoniale, il est prévu de soumettre le projet de loi correspondant, mis à jour pour prendre en compte les exigences de la quatrième directive antiblanchiment, à la Chambre des Députés avant l'été.

Question 1073 (21.04.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **«Food For Your Senses»:**

Trotz eines Medienappells, trotz Besichtigung von 40 Arealen, trotz Gesprächen mit lokalen Akteuren von 16 verschiedenen Gemeinden und trotz des massiven Einsatzes von zahlreichen Freiwilligen und der uneigennützigen Hilfe von vielen Menschen ist es der Vereinigung ohne Gewinnzeck „Food For Your Senses asbl" nicht gelungen, einen geeigneten Standort für die Veranstaltung „Food For Your Senses 2015" zu finden.

In Anbetracht der größtenteils verständlichen Einwände des Umweltministeriums, der Notwendigkeit, den auszuwählenden Standort mit den Umweltbehörden, der Straßenbauverwaltung, dem Zivilschutz, der Polizei und der zuständigen Gemeinde abzusprechen, und zur Schadensbekämpfung, auch in Bezug auf die involvierten Mittel- und Kleinunternehmen und Vereinigungen, und nicht zuletzt im Respekt vor den zahlreichen Freiwilligen, sah die Vereinigung FFYS keine andere Möglichkeit mehr, als die Veranstaltung 2015 abzusagen und die bereits ausgestellten Eintrittskarten zurückzuzahlen.

Bei FFYS handelt es sich um das größte alternative Pop- und Rockfestival des Landes, das keine kommerzielle Ausrichtung hat und vollständig von Freiwilligen organisiert wird. Der Ausfall dieses Festivals ist zweifelsfrei ein großer kultureller Verlust für Luxemburg und die Großregion. Laut Presseberichten kritisieren die Organisatoren die mangelnde Unterstützung der zuständigen Ministerien bei der Festlegung eines geeigneten Standortes. Besonders beim Kulturministerium habe es im Gegensatz zu früheren Kontakten und finanziellen Subsidien auf zahlreiche Anfragen zum für 2015 geplanten Festival keine Rückmeldung gegeben.

In Anbetracht der Konsequenzen, die sich hieraus für die (nicht kommerziellen) Organisatoren und das kulturelle Schaffen in Luxemburg ergeben, sowie zur Gewissheit, dass sich dieser Ausfall aus denselben Ursachen nicht wiederholen wird, möchte ich den für Kultur und für Umwelt zuständigen Ministerinnen folgende Fragen stellen:

1. Wenn es auch verständlich ist, dass das Kulturministerium nicht selbst den Organisatoren einen geeigneten Standort sucht, wäre es - unter anderem angesichts der zahlreichen Auflagen im Umwelt- und Sicherheitsbereich - nicht angebracht, dass die zuständigen Ministerien, allen voran das Kulturministerium, in Zusammenarbeit mit der Umweltbehörde, bei der Suche eines geeigneten Standorts helfen würden?

2. Wieso ist diese Hilfe bisher verweigert worden?

3. Wird den Organisatoren diese Hilfe für 2016 zugesichert werden?

4. Stimmt die Information der „Woxx" vom letzten Freitag (N 1315/15, News, Seite 4), dass auch das Festival „meyouzik" dieses Jahr „wegen Budgetkürzungen" größere Einschnitte hinnehmen muss und mit organisierende NGOs von der Programmierung der kleineren Acts ausgeschlossen und ihre Catering-Area in private Hände vergeben hat?

Réponse commune (26.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Das Festival „Food For Your Senses", welches seit seinen Anfängen in den Jahren 2010 und 2011 vom Kulturministerium finanziell unterstützt und begleitet wurde, hat sich zu einem der wichtigsten und interessantesten Festivals sowohl bei einem recht jungen Publikum als auch bei einheimischen Bands entwickelt.

Im Jahr 2011 wurden die Organisatoren des „Food For Your Senses"-Festivals vonseiten des Umweltdepartements aus dem Nachhaltigkeitsministerium darauf hingewiesen, dass der damals ins Auge gefasste Standort in der Nähe des Mariendalls nicht ohne vorhergehende fachliche Untersuchungen im Bereich der natürlichen Umwelt gutgeheißen werden könnte. Daraufhin wurde ein Standort in der Grünzone, westlich von Tuntange, gefunden, auf dem das Festival 2011 und 2012 abgehalten werden konnte.

Im Vorfeld des Festivals 2013 und 2014 fanden auf Initiative der Organisatoren Gespräche mit dem Nachhaltigkeitsministerium über einen neuen Standort auf Roost in der Gemeinde Bissen statt. Ein erster Vorschlag musste verworfen werden, da sich das gewünschte Gelände innerhalb eines europäischen Natura 2000-Schutzgebietes und in direktem Konflikt mit seltenen und störungsempfindlichen geschützten Tierarten befand.

Schließlich wurden die Organisatoren innerhalb des Gewerbegebietes auf einem unbebauten Gemeindegrundstück fündig, auf dem das Festival 2013 und 2014 mit großem Erfolg stattfand. Die benötigten Flächen für Camping und Parking wurden auf Basis des Naturschutzgesetzes auf den angrenzenden Wiesen und Feldern genehmigt.

Bezüglich des Festivals 2015 muss man feststellen, dass die Umweltministerin Carole Dieschbourg mit keiner Anfrage für einen neuen Standort befasst wurde. Von einer Verweigerung von Hilfestellung kann daher keine Rede sein. Im Gegenteil: Das Umweltdepartement ist bereit, gemeinsam mit den Organisatoren einen geeigneten und langfristig abgesicherten Standort zu finden, sofern dies von den Festivalbetreibern erwünscht ist und vorausgesetzt, dass auch auf Gemeindeebene der notwendige Kooperationswille vorhanden ist. In diesem Sinne hat die Umweltministerin die Organisatoren zu einem Treffen im Umweltdepartement eingeladen, das bald stattfinden wird.

Das Kulturministerium seinerseits war über die Bemühungen der Organisatoren, einen geeigneten Standort für ihr Festival zu finden, informiert, wusste allerdings nicht um die dringliche Lage. Schließlich hat die Kulturministerin über die Presse Kenntnis davon bekommen, dass das Festival für dieses Jahr abgesagt werden musste. Diese Entwicklung wird bedauert, denn das Festival „Food For Your Senses" ist ein wichtiger Partner in der luxemburgischen Musikszene. Genau aus dem Grund hat das Kulturministerium das Festival seit 2010 mit insgesamt 59.000 Euro bezuschusst.

Auch das Kulturministerium ist dialogbereit und hofft, dass die Suche nach einem geeigneten Standort für 2016 und darüber hinaus er-

folgreich sein wird. Wie in der Vergangenheit steht es den Verantwortlichen mit Rat und Tat zur Seite und Gespräche mit dem Veranstalter haben bereits stattgefunden.

Was das „meyouzik"-Festival betrifft, wurde uns vom Organisator LCTO auf Nachfrage mitgeteilt, dass es dieses Jahr wie gewohnt stattfinden wird.

Question 1074 (21.04.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **niveau de chlorures dans l'eau de la Moselle:**

Dans son communiqué de presse émis en date du 13 avril 2015, le Comité de bassin Rhin-Meuse mentionne la problématique de la teneur en chlorures de la Moselle. En effet, deux soudières, une à Laneuveville-devant-Nancy et l'autre à Dombasle-sur-Meurthe, localisées au sud de Nancy, sont partiellement responsables pour le niveau de sels élevé dans l'eau de la Moselle sur le territoire français.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle informer sur le niveau de chlorures dans l'eau de la Moselle traversant le territoire luxembourgeois?

- Au cas où un taux surhaussé serait observé, cette situation pose-t-elle un risque sous une forme quelconque?

- Comment Madame la Ministre entend-elle procéder face à ces conditions?

Réponse (21.05.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La teneur élevée en chlorures est due aux gisements de chlorure de sodium en Lorraine et des soudières qui se sont implantées à proximité de ces gisements pour assurer la production française de carbonate de sodium et de bicarbonate de sodium. Les chlorures issus en tant que «déchets» de cette production industrielle sont ensuite rejetés dans la Moselle en fonction de son débit. Ceci se traduit par des concentrations élevées mesurables au niveau de la station de surveillance à Schengen. Au courant de l'année 2014 la concentration moyenne en chlorures était de 333 mg/L avec une concentration maximale de 469 mg/L.

Ces concentrations dépassent la valeur guide de 250 mg/L pour les chlorures fixée par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Par conséquent, si l'eau de la Moselle était utilisée comme ressource d'eau destinée à la consommation humaine, un traitement éventuel de l'eau brute de la Moselle devrait comprendre une étape permettant une réduction du taux de chlorures en dessous de ce seuil. La présence de chlorures limite également certains usages industriels à cause d'une corrosivité plus importante. Cependant, ce dépassement n'a pas d'influence sur l'écosystème.

Les autorités luxembourgeoises sont au courant de cette situation et ont toujours insisté au niveau des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) que des mesures soient prises par les autorités françaises afin de réduire les émissions industrielles de chlorures. Dans le futur plan de gestion de bassin hydrographique établi par le Comité de bassin Rhin-Meuse pour la période de 2016 à 2021 dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions de la directive 2000/60/CE (la directive-cadre sur l'eau), des mesures au niveau des sites industriels émetteurs permettant la réduction de ces émissions devront être adoptées par les autorités françaises.

Question 1075 (21.04.2015) de **Mmes Octavie Modert**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transport transfrontalier entre Luxembourg et Konz-Roscheid:**

Seit längerer Zeit ist eine Zunahme von Berufspendlern von Roscheid nach Luxemburg zu beobachten, die mit dem eigenen Pkw nach Konz-Mitte fahren, um dort auf die Buslinie 134 (Konz-Grevenmacher-Luxemburg) umzusteigen. Zusätzliche grenzüberschreitende Busangebote und die Verlängerung bestehender Buslinien nach Konz-Roscheid würden somit den Individualverkehr verringern und auch die Parkplatzsituation in Luxemburg etwas entspannen.

Kurze Kontakte und der Schriftverkehr zwischen dem zuständigen deutschen Gemeindeoberhaupt und dem hiesigen Regierungsmitglied haben bis jetzt keine Ergebnisse gebracht beziehungsweise blieben unbeantwortet.

Aus diesem Grund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Gedenkt der Minister einer Verlängerung der Buslinie 134 nach Konz-Roscheid zuzustimmen?

- Wenn ja, wann würden die neuen Vereinbarungen in Kraft treten?

Réponse (26.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

In Bezug auf Ihre parlamentarische Anfrage 1075 vom 21. April 2015 betreffend einer Verlängerung der RGTR-Linie 134 nach Konz-Roscheid möchte ich Ihnen folgenden Sachverhalt mitteilen.

Es ist richtig, dass bereits seit einigen Jahren eine Anfrage besteht, diese Linie im Stadtgebiet Konz zu verlängern. Nach reichlicher Überprüfung dieser Anfrage kam die zuständige Abteilung im Transportministerium zum Entschluss, dieser Anfrage nicht nachzukommen.

Diese Entscheidung beruht auf der gesamten Ausrichtung des grenzüberschreitenden ÖPNV-Verkehrs. In Zukunft wird eine Politik der schnellen grenzüberschreitenden Verbindungen verfolgt, welche im nahen Grenzgebiet zentrale Orte oder P&R-Anlagen mit den Arbeitszentren in Luxemburg verbinden. Die heute bereits bestehenden grenzüberschreitenden ÖPNV-Verbindungen sind hiervon jedoch im Moment nicht betroffen.

Im vorliegenden Fall hat die Linie ihren Startpunkt im Zentrum der Stadt Konz. Es besteht zum heutigen Zeitpunkt kein P&R in diesem Gebiet. Im Rahmen der „SMOT"-Analysen (i. e. grenzüberschreitendes Mobilitätskonzept) und Arbeitsgespräche werden solche Standorte identifiziert und auf ihre Realisierbarkeit überprüft. Uns erscheint es wenig sinnvoll, unsere Linie in ein weiteres Wohngebiet zu verlängern, auch wenn wir hier eine hohe Einwohnerdichte vorfinden.

Es ist nicht die Aufgabe einer grenzüberschreitenden Linie, verschiedene Wohnviertel von Konz oder anderen kleineren Städten oder Dörfern zu verbinden. Dies sollte eine lokale Aufgabe sein, die auch von lokalen Trägern finanziert wird.

Wie bereits erwähnt, sehen wir eine Verlängerung oder direkte Anbindung einer P&R-Anlage für sinnvoller.

Diese Entscheidung käme nicht nur den Bürgern von Konz-Roscheid zugute, sondern würde auch den Einwohnern der umliegenden Ortschaften eine bessere ÖPNV-Verbindung anbieten. Das wiederum entlastet zum einen die Parkplatzsituation im Zentrum von Konz sowie das von Ihnen angesprochene individuale Verkehrsaufkommen nach Luxemburg.

Die Arbeiten im Rahmen der grenzüberschreitenden Mobilitätsstudie sind in Ausarbeitung. Es besteht aber noch kein konkreter Zeitplan für den Bau einer P&R-Anlage.

Question 1076 (21.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **droit de visite dans le cas d'un divorce:**

Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet den 13. Dezember 2013 am Fall Nicolo Santilli géint Italien dat Land verurteelt, well et den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun verletzt hat. Et ass hei konkret ëm e Fall gaang, wou an enger Scheedungssituatioun e Papp säi Besuchsrecht wéinst dem Behuele vun der Mamm bal net konnt ausüben, an dat obschonns e puer Décisioune vu Geriichter zu senge Gonschte virlouchen. D'Mamm hat och probéiert, d'Kand géint de Papp opzestëppelen.

D'Geriicht huet ënnerstrach, datt e Stat och „Obligations positives inhérentes à un respect effectif de la vie privée ou familiale" huet an huet déi Tatsaach a sengem Uerteel ëmfaassend interpretéiert. E Stat däerf net zouloossen, datt sech eng Situatioun astellt, déi Décisioune vu Geriichter onwierksam mécht.

«75. Les autorités ont ainsi laissé se consolider une situation de fait installée au mépris des décisions judiciaires, alors même que l'écoulement du temps avait à lui seul des conséquences sur la relation du père avec son enfant (Lombardo, précité, § 92). La Cour constate que l'existence de tensions graves entre les parents de l'enfant, suivie d'un droit de visite limité du fait du non-déroulement des rencontres programmées selon les modalités prévues et de la non-exécution des décisions ordonnant un parcours thérapeutique pour l'enfant, a rendu impossible pour le requérant la construction d'une relation stable avec Y.

76. Eu égard à ce qui précède et nonobstant la marge d'appréciation de l'État défendeur en la matière, la Cour considère que les autorités nationales n'ont pas déployé les efforts adéquats et suffisants pour faire respecter le droit de visite du requérant et qu'elles ont méconnu le droit de l'intéressé au respect de sa vie familiale garanti par l'article 8 de la Convention.

77. Partant il y a eu violation de cette disposition.»

Dowéinst wollt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Justizminister der Meenung, datt dëst Uerteel Inzidenzen op d'Ausübung vum Besuchsrecht bei zu Lëtzebuerg huet? Wa jo, wat fir eng?

2. Ass den Här Minister bereet, scho kuerzfristeg rechtlech Moossnamen ze huele respektiv ze proposéieren, fir d'Ausübung vum Besuchsrecht zu Lëtzebuerg besser ze garantéieren a Behënnerunge vum Besuchsrecht effikass ze sanktionéieren?

3. Ass den Här Minister bereet, esou wéi den Artikel 19 vum „Code d'instruction criminelle" et virgesäit, de Parquet opzefuerderen, Fäll vun „Non-représentation d'enfant" direkt a systematesch ze verfollegen an dat am Interessi vum Kand an am Respekt vun de Mënscherechter vun deem Elterendeel, deen d'Garde net huet?

Réponse (07.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Wat déi éischt Fro iwwer eventuell Inzidenze vum Uerteel Nicolo Santilli c. Italien vum 17.12.2013 op d'Ausübung vum Besuchsrecht zu Lëtzebuerg betrëfft, muss ee feststellen, dass dat Uerteel kee Revirement vun der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ass. Dëst Uerteel ass vergläichbar mat enger ganzer Rei vun Décisiounen, déi an dëser Matière vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter geholl gi sinn. Dëst Uerteel wäert deemno keng direkt praktesch Répercussioun op d'Ausübung vum Besuchsrecht zu Lëtzebuerg hunn.

Ad 2. Wéi den honorabelen Här Deputéierte weess, schafft de Justizministère un enger fundamentaler Reform vum Familljerecht. An dësem Kader ginn och Iwwerleeunge gemaach, wéi een déi schwiereg Fäll vu Verletzung vum Besuchsrecht verhënnere kann oder awer wéi ee méi schnell Léisunge fënnt, fir sécherzestellen, dass de Kontakt vum Kand zu béiden Elterendeeler och no enger Trennung bestoe bleift.

De Justizminister weist awer och dorop hin, dass et aktuell scho Méiglechkeete gëtt, fir géint eng Verletzung vum Besuchsrecht virzegoen, sief et, dass een eng nei Décisioun beim Jugendriichter respektiv dem Vormundschaftsrichter iwwert d'Attributioun vum Suergerecht oder Besuchsrecht freet, sief et, dass een de Jugendriichter mat der Situatioun vun engem Kand befaasst, dat ënnert dem Konflikt vu sengen Eltere leit, oder dass een eng Plainte wéinst Non-représentation d'enfant (Artikel 371-1 vum Strofgesetzbuch) déposéiert.

Laut dem Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter muss de Stat alles maachen, fir ze verhënneren, dass de Kontakt zwëschen engem Kand an engem Elterendeel ofbrécht, mä et gëtt awer och Fäll, wou de Stat esou Situatiounen net verhënnere kann, an dat ouni dass de Stat Schold dorun huet. Esou huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter och am Uerteel Nicolo Santilli c/ Italien rappeléiert:

«67. La Cour rappelle que le fait que les efforts des autorités ont été vains ne mène pas automatiquement à la conclusion que l'État a manqué aux obligations positives qui découlent pour lui de l'article 8 de la Convention (voir, mutatis mutandis, Milhailowa, précité, § 82). En effet, l'obligation pour les autorités nationales de prendre des mesures afin de réunir l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas n'est pas absolue, et la compréhension et la coopération de l'ensemble des personnes concernées constituent toujours un facteur important. Si les autorités nationales doivent s'efforcer de faciliter pareille collaboration, une obligation pour elles de recourir à la coercition en la matière ne saurait être que limitée; il leur faut tenir compte des intérêts et des droits et libertés de ces mêmes personnes, et, notamment, des intérêts supérieurs de l'enfant et des droits que lui confère l'article 8 de la Convention (Volesky c. République tchèque, n°63267/00, § 118, 29 juin 2004). Comme la Jurisprudence de la Cour le reconnaît de manière constante, la plus grande prudence s'impose lorsqu'il s'agit de recourir à la coercition en ce domaine délicat (Reigado Ramos c. Portugal, n°73229/01, § 53, 22 novembre 2005) et l'article 8 de la Convention ne saurait autoriser le parent à faire prendre des mesures préjudiciables à la santé et au développement de l'enfant (Elsholz c. Allemagne [GC], n°25735/94, §§ 49-50, CEDH 2000-VIII). Le point décisif consiste donc à savoir si les autorités nationales ont pris, pour faciliter les visites, toutes les mesures nécessaires que l'on pouvait raisonnablement exiger d'elles (Nuuntinen c. Finlande, n°32842/96, § 128, CEDH 2000-VIII).»

Ad 3. Wat déi drëtt Fro ugeet, do ënnersträicht de Justizminister, dass hie vollt Vertrauen an d'Aarbecht vun den zwee Parqueten huet.

Iwwert den Traitement vum Parquet am Kader vun de Plaintë wéinst „Non-représentation d'enfant" verweist de Justizminister och nach op seng Äntwert op d'Question parlementaire n°0230 vu 23. Abrëll 2014 vum honorabelen Här Deputéierten *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014):*

„Déi meescht Plaintë wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht ginn an den éischte Méint vun der Trennung vun den Elteren déposéiert, d. h. an enger Phas, an där d'Elteren oft nach a Konflikt sinn a Schwieregkeeten hunn, sech mat der Trennung an de Konsequenzen dovun ofzefannen.

Dat féiert dozou, dass:

- an enger kuerzer Zäitspan déiselwecht Eltere vill Plaintë kënnen déposéieren;

- oft Plainten déposéiert ginn, well deen een Elterendeel d'Kanner ze spéit ofliwwert oder well d'Uerteeler falsch interpretéiert ginn an esou Mëssverständnisser entstinn.

D'Plaintë ginn den Elteren an dem Sujet no regroupéiert, soudass e regelméissege Suivi vum Werdegang vun der Situatioun vun der Koppel ka gemaach ginn.

Vu dass esou Affären och nach vun aneren Instanze behandelt ginn, wéi zum Beispill dem Scheedungsriichter oder dem Vormundschaftsriichter, an den Eltere Méiglechkeete vun enger sozialer Betreiung (Service Treff-Punkt, Mediatioun) zur Verfügung gestallt ginn, ass et meeschtens net néideg, op eng strofrechtlech Interventioun zréckzegräifen. Déi meescht Eltere fannen no enger éischter konfliktueller Phas e Modus Vivendi, deen awer weiderhi vun de Geriichter a vum Parquet suivéiert gëtt."

Question 1094 (29.04.2015) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant **les revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA)**:

Lors de la présentation de son bilan pour l'année 2014, l'ACA a réclamé une hausse à un montant de 1.600 € des plafonds fiscalement déductibles en matière d'assurance pension complémentaire. De plus, l'ACA s'est prononcée en faveur de l'extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues et s'est référée à cet égard à un avant-projet de loi s'y rapportant.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une éventuelle hausse de ce plafond?

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il par ailleurs nous indiquer quel serait l'impact d'une telle hausse sur les recettes de l'État?

- Quand Monsieur le Ministre des Finances déposera-t-il le projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension à la Chambre des Députés? L'avant-projet de loi aurait-il par hasard déjà été avisé par le Conseil d'État?

Réponse (01.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tant la question d'une éventuelle hausse du plafond fiscalement déductible en matière d'assurance pension complémentaire que celle d'une hypothétique extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues ne sauraient être considérées isolément, mais devront faire l'objet, le cas échéant, d'une évaluation dans le cadre des travaux préparatoires de la réforme fiscale prévue pour 2017. Aucun avant-projet de loi correspondant n'a encore été finalisé.

N°13
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Débats sur l'état de la nation	p. 495	Sommaire des séances publiques nos32 à 34	p. 533	32e séance	Mercredi 6 mai 2015
	p. 505	Sommaire des questions parlementaires	p. Q178	33e séance	Mercredi 6 mai 2015
Avenir de la politique agricole	p. 520			34e séance	Mardi 19 mai 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Le Secrétaire général de l'ONU à la Chambre

Migrations, aide à la coopération, développement durable et lutte contre le changement climatique: M. Ban Ki-moon espère que ces quatre sujets de préoccupation, majeurs pour l'ONU, figureront également parmi les priorités de l'agenda de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, s'étalant tout au long du deuxième semestre de l'année 2015.

Le Secrétaire général des Nations Unies a exprimé ce souhait au cours d'une rencontre avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

«Vos priorités seront les nôtres», lui a répondu M. Di Bartolomeo, signalant par ailleurs que la Chambre organisera en décembre une réunion des présidents des commissions de la coopération au développement de tous les Parlements nationaux de l'Union européenne.

Le Président de la Chambre des Députés a finalement souligné que la paix, la solidarité et le développement sont les seules réponses durables aux drames des réfugiés que nous vivons actuellement.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, signe le Livre d'or en présence du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Session plénière de l'APCE

Au lendemain de sa visite de travail à Luxembourg, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, s'est adressé à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), réunie en session plénière à Strasbourg du 22 au 26 juin 2015. À cette occasion il a assuré l'Europe du soutien des Nations Unies dans la lutte contre l'extrémisme violent et la montée de l'antisémitisme, de l'islamophobie et des discriminations qui y sont associées.

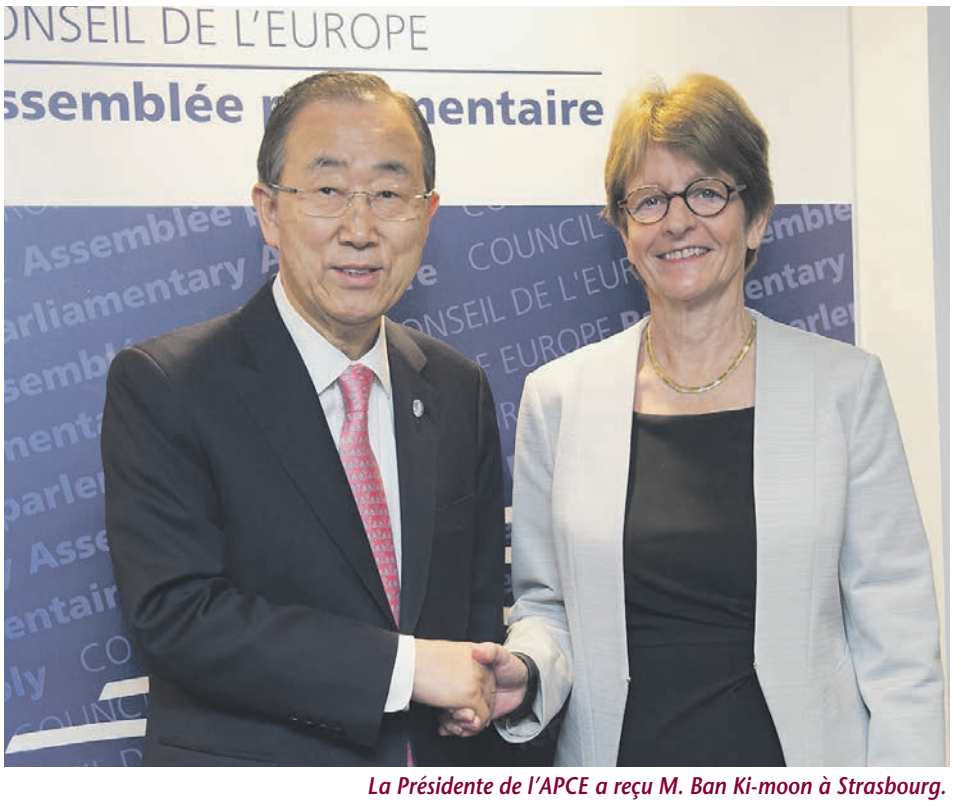
Il a salué l'action du Conseil de l'Europe pour gérer ces problèmes, notamment la question des liens entre radicalisation et terrorisme, ainsi que le Protocole additionnel se rapportant à la Convention sur la prévention du terrorisme adopté par le Conseil, et la création de l'Alliance parlementaire contre la haine. Il a annoncé le lancement en novembre d'un plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme. Pour contrer la menace terroriste, «il peut être nécessaire d'adopter des mesures de sécurité, voire de recourir à la force armée», a-t-il déclaré.

Ban Ki-moon a également plaidé en faveur de la protection des droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, en particulier ceux qui traversent la Méditerranée et la mer d'Andaman, ainsi que le golfe du Bengale. Il a préconisé la mise en place de «filières légales» en Europe, telles que la réinstallation, le regroupement familial et les visas de travail et d'étude, pour garantir des migrations sûres.

S'agissant du conflit en Ukraine, qui a causé la mort de plus de 6 000 personnes en un peu plus d'un an, Ban Ki-moon a réitéré son appel afin que «tout soit fait pour amener les parties à appliquer strictement les Accords de Minsk et à adopter un règlement politique». Tout règlement pacifique, a-t-il souligné, doit reposer sur «la protection des droits de l'Homme, l'obligation de rendre des comptes et la justice pour les victimes, dans une Ukraine souveraine, indépendante et unie».

Le même jour, l'Assemblée - présidée depuis janvier 2014 par la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur - a élu M. Georges Ravarani juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre du Luxembourg. Son mandat de neuf ans commence à compter du 1er novembre 2015. M. Ravarani succède à M. Dean Spielmann, juge luxembourgeois depuis 2004 et Président de la Cour depuis septembre 2012.

Les juges sont élus par l'APCE à partir d'une liste de trois candidats proposée par chacun des États ayant ratifié la Convention européenne des droits de l'Homme.



La Présidente de l'APCE a reçu M. Ban Ki-moon à Strasbourg.

Du concret lors de la rencontre entre Présidents



En date du 26 juin 2015, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a rencontré pour une visite de travail M. André Antoine, Président du Parlement de Wallonie.

Lors de leur échange de vues les deux Présidents se sont mis d'accord pour privilégier à l'avenir davantage la voie des réalisations politiques concrètes et ont convenu d'organiser une journée de travail au sujet des préoccupations citoyennes transfrontalières (mobilité, etc.).

Dans un même ordre d'idées, il fut envisagé de procéder à un échange de bonnes pratiques sur certaines problématiques auxquelles doivent régulièrement faire face les responsables communaux (logement, démocratie locale, développement durable, mobilité, etc.).

En matière de citoyenneté, un accent tout particulier fut mis sur la participation des jeunes dans le processus politique. Ainsi il a été décidé d'organiser une rencontre entre les Parlements des jeunes de Wallonie et du Grand-Duché de Luxembourg.

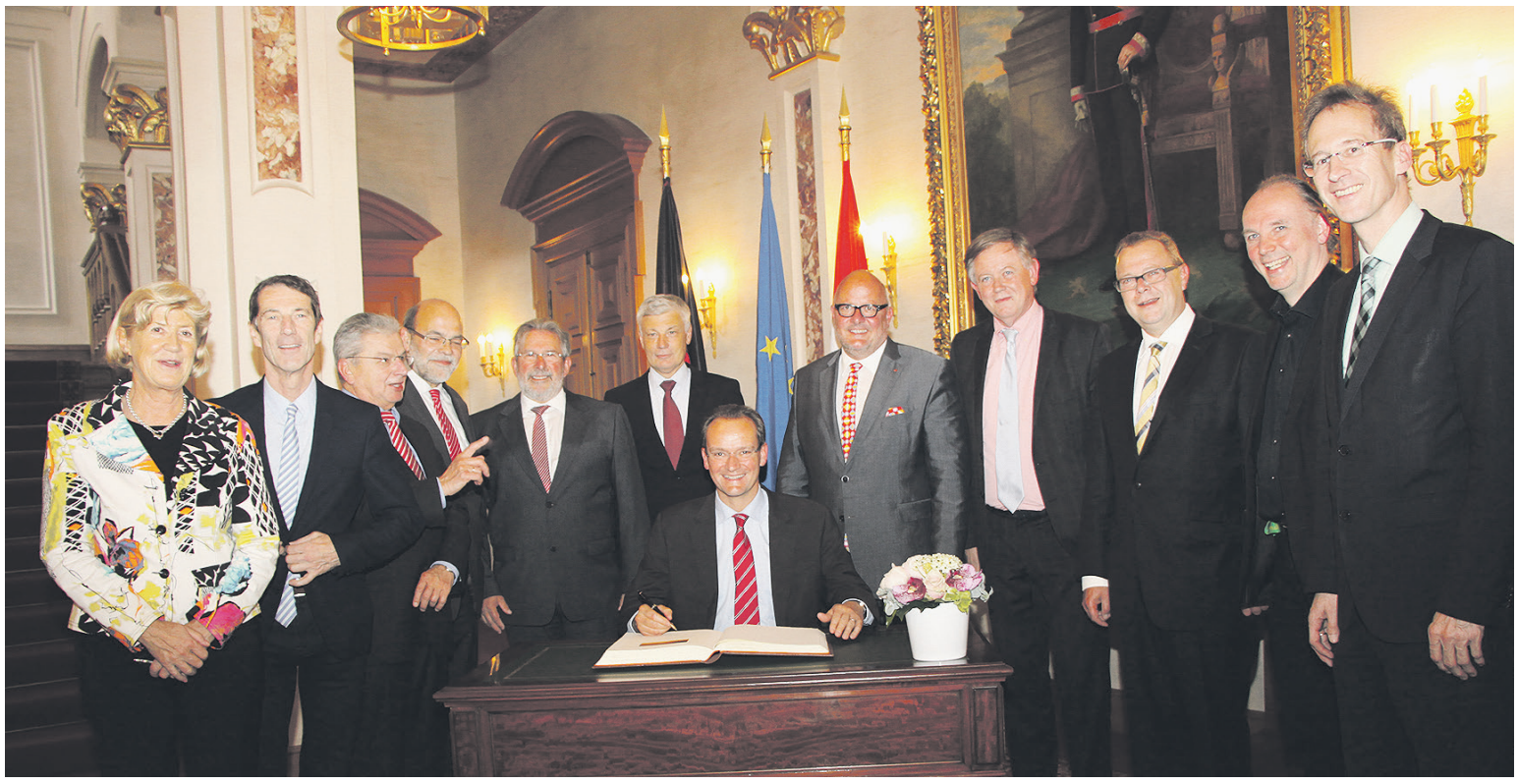
Les deux Présidents étaient entourés des Secrétaires généraux des deux Parlements, à savoir M. Claude Frieseisen du côté luxembourgeois et M. Frédéric Janssens du côté wallon, ainsi que de M. Thomas Antoine, Ambassadeur du Royaume de Belgique à Luxembourg, et de M. Jean-Jacques Welfring, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles.

M. André Antoine, Président du Parlement wallon, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés signant le Livre d'or du Parlement wallon.

Sujets européens au centre de l'entrevue

À l'occasion d'un déplacement au Grand-Duché où elle a pu s'entretenir avec des responsables politiques luxembourgeois ainsi qu'avec des représentants de diverses institutions et programmes européens, une délégation parlementaire allemande, composée de membres de la Commission des Affaires européennes du Bundestag, fut reçue à la Chambre des Députés le 25 juin 2015.

Accueillis par le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, les visiteurs allemands ont abordé avec leurs homologues luxembourgeois un certain nombre de sujets européens qui risqueront de dicter l'agenda de la Présidence luxembourgeoise de l'Union qui a débuté le 1er juillet. Après avoir évoqué les priorités de cette dernière, les parlementaires luxembourgeois et allemands se sont avant tout échangés sur la crise grecque actuelle ainsi que sur l'avenir européen de la Grande-Bretagne.



M. Gunther Krichbaum, Président de la Commission des Affaires européennes du Bundestag, signe le Livre d'or de la Chambre entouré des membres des délégations allemande et luxembourgeoise.

Ni «Grexit» ni «Brexit»

Ne voulant ni d'un «Grexit» - retrait de la Grèce de la zone euro - ni d'un «Brexit» - retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne -, les députés allemands ont néanmoins tenu à clarifier certaines choses.

Pour ce qui est de la Grèce, ils ont regretté que les idées et attentes du Gouvernement grec et des créanciers de la Grèce semblent toujours assez éloignées et qu'en dépit de diverses offres européennes faites antérieurement (offre française pour mettre sur pied une administration et collecte des impôts efficaces; offre néerlandaise pour améliorer le fonctionnement du système de santé grec; offre allemande pour assurer une meilleure organisation des collectivités locales), la Grèce n'a pas su procéder aux réformes certes douloureuses, mais nécessaires afin de redresser la barre. Après avoir expliqué à leurs hôtes luxembourgeois l'origine du droit que se réserve le Bundestag («Parlamentsvorbehalt») de ratifier certains accords européens - notamment ceux en matière financière passés par le Gouvernement allemand- , les députés allemands ont mis en garde leurs collègues luxembourgeois contre tout échec des négociations menées à l'heure qu'il est avec les autorités helléniques à Bruxelles. À leurs yeux, cela mènerait non seulement à un désastre financier et économique, mais également à une catastrophe sociale et humanitaire qu'il s'agira d'éviter à tout prix.

Concernant les concessions tangibles que la Grande-Bretagne entend obtenir de l'Union européenne sous peine de quitter celle-ci, les représentants du Bundestag ont fait savoir qu'il existe un certain nombre de lignes rouges qu'il convient de ne pas franchir. Parmi celles-ci, les quatre libertés fondamentales caractérisant l'Union - la libre circulation des produits, des services, des personnes et des capitaux - ne sont pas négociables. Si concessions il doit y avoir, elles ne sauraient être que mineures de façon à ne pas conduire à une modification des traités.

La rencontre germano-luxembourgeoise entre députés s'est finalement conclue par des réflexions sur les négociations en cours de divers traités de libre-échange (TTIP, TiSA) et sur la surveillance de masse opérée par les services de renseignement américains en Europe.

54e séance plénière du CPI

Pesticides, formation en alternance, diversité médiatique et linguistique



Les représentants de la Chambre des Députés à la séance plénière du CPI: M. Claude Frieseisen, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Emile Eicher et M. Gusty Graas.

Le CPI s'est réuni pour la 54e fois en séance plénière le 19 juin 2015. Le Parlement wallon a accueilli cette séance qui s'est tenue sous la Présidence de M. André Antoine. Dans son intervention d'accueil, M. Antoine a souligné l'importance de la Grande Région en tant qu'espace de coopération offrant un potentiel de développement considérable pour les régions qui la composent et particulièrement pour les 213.000 travailleurs transfrontaliers et les 430.000 étudiants qui y vivent.

Il a exprimé sa volonté de mettre encore davantage la Grande Région au service des citoyens de Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Communauté germanophone, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, du Luxembourg et de la Lorraine à l'occasion de cette rencontre à laquelle ont participé les députés M. Alex Bodry, M. Emile Eicher, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

M. René Collin, membre du Gouvernement wallon qui assume la Présidence du Sommet de la Grande Région, a dressé un état des lieux des activités du Sommet et de ses groupes de travail autour du programme 2015-2016 consacré essentiellement à la créativité et à l'innovation. Il a notamment appelé à un rapprochement entre tous les acteurs de la Grande Région.

Le travail des commissions a conduit à l'adoption par la séance plénière de plusieurs recommandations concernant la préservation de la diversité médiatique, la formation en alternance et les systèmes de formation professionnelle et la promotion du bilinguisme français-allemand.

Par ailleurs, M. Roger Negri a défendu et fait adopter une recommandation portant sur la limitation de l'utilisation des pesticides en vue d'une meilleure protection de l'eau. Dans son intervention, il a insisté sur l'importance d'informer et de sensibiliser davantage tous les utilisateurs de pesticides sur le respect d'une bonne utilisation des produits phytopharmaceutiques dans le cadre des limites imposées par les règlementations et sur les effets éco-toxicologiques et de toxicologie humaine en cas d'abus et de mauvaise utilisation, et ceci notamment à travers des formations continues et dans les écoles d'agriculture.

De même, la recommandation adoptée souligne la nécessité d'une plus grande cohérence entre politique environnementale et politique agricole en matière de pesticides.

À l'initiative de M. Antoine, les participants se sont ensuite rendus à Louvain-la-Neuve afin d'y découvrir la plate-forme «Wallangues», projet unique au monde permettant un accès gratuit à l'apprentissage des langues en ligne pour les citoyens.

Plus de 300.000 Wallons ont déjà utilisé cet outil qui s'inscrit dans la priorité du CPI visant à l'apprentissage de la langue du voisin afin de rapprocher les citoyens au sein de la Grande Région et qui offrira prochainement aussi la possibilité d'apprendre le luxembourgeois.

Clôture du projet «Força»

Dans le cadre d'un projet européen, des personnes en situation de déficience intellectuelle ont examiné au cours des deux dernières années certains articles de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. La conférence de clôture de ce projet appelé «Força» (FORmation vers une Citoyenneté Active) s'est déroulée à la mi-juin en la salle plénière du Parlement luxembourgeois, ceci sur invitation de son Président.

À cette occasion, les participants du projet (huit partenaires venant de sept pays d'Europe, dont la Fondation APEMH pour le Luxembourg) ont présenté leurs recommandations, en présence de M. Mars Di Bartolomeo et d'une dizaine de députés.

Le but du projet «Força» a surtout consisté à

- faire participer activement les personnes en situation de handicap à l'élaboration des recommandations;

- augmenter leur participation au processus de participation de gouvernance locale;

- identifier des pratiques innovantes européennes qui favorisent la participation et l'inclusion dans la société et encourager leur multiplication;

- mettre en œuvre les droits revendiqués des personnes en situation de handicap.



Conférence de clôture du projet «Força» à la Chambre des Députés

Politique commerciale de l'Union européenne



M. Marc Angel et M. Claude Adam (à droite)

M. Marc Angel, Président et M. Claude Adam, membre de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont participé à une réunion interparlementaire sur la politique commerciale de l'Union européenne à l'Assemblée nationale à Paris le 17 juin 2015.

La Présidence de la réunion était assurée par Mme Danielle Auroi, Présidente de la Commission des Affaires européennes, et M. François Brottes, Président de la Commission des Affaires économiques.

Les deux coprésidents ont rappelé que l'article 207 du Traité de Lisbonne attribue les principaux aspects du commerce extérieur aux compétences exclusives de l'UE, tout en soulignant l'importance de l'implication des Parlements nationaux dans ces dossiers.

Toutes les délégations ont fait part de leur volonté de défendre les standards européens en matière sociale, environnementale, sanitaire et de protection des données. De nombreuses délégations, dont la délégation luxembourgeoise, ont partagé les lignes rouges énoncées dans les résolutions de l'Assemblée nationale.

Concernant l'ISDS (système de règlement des différends), les délégations présentes ne veulent pas voir leurs droits à réguler menacés par les plaintes des investisseurs. Seuls les représentants des trois pays baltes semblent moins réticents vis-à-vis du système ISDS.

Les organes de coopération règlementaire américain et européen ne doivent pas devenir des organes régulateurs à la place des parlements et gouvernements.

Tous les Parlements nationaux se sont exprimés en faveur d'un accord TTIP mixte. Le point de vue juridique de la Commission l'empêche de trancher cette question avant la fin des négociations. Les Parlements nationaux présents considèrent par contre qu'il faut y répondre de façon politique.

Une clause de mise en vigueur provisoire après la ratification par le Parlement européen en attendant les Parlements nationaux doit être évitée, a estimé la délégation autrichienne, avis qu'a partagé la délégation luxembourgeoise.

Certains orateurs s'inquiètent de ce que le mandat ne fasse pas référence aux nombreuses conventions de l'OIT concernant la protection des droits du travail.

Dans son intervention, le Secrétaire d'État français Matthias Fekl a souligné l'importance de l'implication des Parlements nationaux et du devoir des gouvernements d'informer les parlementaires afin de correspondre aux attentes des citoyens.

Le Secrétaire d'État a rappelé l'attachement des gouvernements et des populations européennes aux services publics. La volonté de les préserver devrait être inscrite au TTIP.

Il a qualifié le CETA comme un bon accord sur le fond. Les marchés publics canadiens seront dorénavant très ouverts. Le Canada a aussi reconnu de nombreuses indications géographiques.

Le chapitre 33 du CETA sur l'arbitrage pose toujours problème. Il sera difficile de rouvrir les négociations, mais une solution semblable à celle proposée pour le TTIP pourrait être trouvée.

Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux à Bruxelles

La commission spéciale sur les rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou par leur effet (TAXE), mise en place dans le contexte des révélations «LuxLeaks», s'est réunie le 17 juin à Bruxelles pour un échange de vues avec les représentants des Parlements nationaux. La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Laurent Mosar.

Dans ses remarques liminaires, le Président de la commission spéciale TAXE, M. Alain Lamassoure, a souligné que les Parlements nationaux jouent un rôle important dans ses débats, notamment au regard de la souveraineté fiscale des États membres. Le Président a rappelé qu'il s'agit pour la commission spéciale de faire un état des lieux de la législation applicable au bénéfice des entreprises et, sur base de celui-ci, de proposer des recommandations de nature politique.

Les députés ont appuyé de manière générale l'intensification des initiatives pour lutter contre l'évasion fiscale tout en exprimant, en fonction de leurs sensibilités politiques et des spécificités nationales, des opinions divergentes quant à la forme et l'étendue que devraient prendre ces mesures. Certains estiment qu'on ne devrait pas aller au-delà des pratiques nuisibles identifiées ou d'une simple coordination fiscale. D'autres ont souligné l'importance des travaux de l'OCDE ainsi que la nécessité de préserver la compétitivité internationale des États membres. Plusieurs députés ont également relevé l'importance d'assurer des règles de jeu équitables (level playing field) dans le marché unique.

M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, a brièvement présenté les travaux de l'OCDE dans le domaine de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices. M. Heinz Karl Zourek, directeur général de la DG TAXUD, direction chargée au sein de l'Union européenne de la fiscalité et de l'Union douanière, a présenté le plan d'action, adopté par la Commission le même jour, pour réformer en profondeur la fiscalité des entreprises au sein de l'Union. Ce plan d'action comprend notamment la relance du projet de directive sur l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS). Le directeur général a souligné les synergies existantes entre les travaux de l'OCDE et de l'UE.

Mme Elisa Ferreira, corapportrice, a appelé les Parlements nationaux à tenir un débat sur cette question afin de s'assurer que celle-ci soit traitée correctement. Pour le député européen M. Michael Theurer, également rapporteur sur ce dossier, l'échange automatique d'informations sur les décisions anticipées et la mise en œuvre d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés sont primordiaux pour lutter contre les pratiques fiscales nuisibles.

Le député luxembourgeois M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, a félicité la commission TAXE pour cette initiative sur les décisions anticipées, pratiquées par 26 des 28 États membres de l'UE. «Ces décisions, conformes au droit national et international, peuvent néanmoins poser des questions en termes d'équité fiscale», a souligné M. Berger.

Différentes initiatives luxembourgeoises, actuelles et antérieures aux révélations «Luxleaks», ont été mises en œuvre, notamment sous forme de lois, pour améliorer la transparence et l'échange d'informations dans le domaine fiscale, efforts qui ont été positivement accueillis par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

Le Luxembourg soutient les initiatives de l'UE et de l'OCDE en vue d'une plus grande équité fiscale, tout en plaidant pour des règles de jeu équitables (level playing field). «Le Luxembourg ne fait pas partie du problème», a rappelé le député, «mais de la solution» dans ce dossier que le Grand-Duché veut faire avancer sous sa Présidence. L'équité fiscale sera d'ailleurs inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, organisée au Luxembourg.



(de gauche à droite) M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Loschetter

Clôturant le débat, le Président de la commission spéciale TAXE a tenu à souligner que ni le Parlement européen, ni la Commission européenne ne visent à remettre en cause la souveraineté fiscale des États membres. Il a relevé qu'il appartiendra à la fin aux États membres et leurs parlements de décider de la suite à donner aux initiatives européennes en matière fiscale.

Remise de décorations honorifiques



À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de l'Administration parlementaire:

Chevalier de l'Ordre de Mérite: Mme Pia Bisenius, Mme Carole Closener, Mme Caroline Guezennec, Mme Marie-France Kremer, Mme Rachel Moris, Mme Sylvie Sorbelli-Mehlinger

Officier de l'Ordre de Mérite: Mme Rita Brors

Grand Officier de l'Ordre de Mérite: M. Claude Frieseisen

Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne: Mme Maryse Klein

Commandeur de l'Ordre de Mérite: Mme Arlette Frascht, M. Jean Grotz

SÉANCE 32

MERCREDI,
6 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur l'état de la nation

- *M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry, M. Serge Urbany, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État), M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel et Mme Octavie Modert), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Moien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi traditionell Fro, Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi traditionell Äntwert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Regierung huet keng Kommunikatioun „ausser" ze maachen. Villmools Merci.

Da géife mer an eiser Dagesuerdnung mam Débat iwwert d'Erklärung vum Statsminister vu gëschter virufueren. Dir wësst, dass d'Debatt nom Riedezäitmodell 4 festgeluecht gouf. An den éischten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur l'état de la nation

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. „Et ass wichteg, déi richteg Décisiounen ze huelen an d'Zukunft ze preparéieren.", sot gëschter de Statsminister um Ufank vu senger Ried zum État de la nation. Dat ass richteg. Mä dat ass awer net dat, wat mer gëschter héieren hunn. Wat ech gëschter héieren hunn, dat war eng Opzielung vu lauter Generalitéiten, déi mer zu engem Deel schonn d'lescht Joer an anere Rieden héieren haten, ouni Konzept, ouni Visioun, ouni Kohärenz. E Sammelsurium vun Detailer a fromme Wënsch.

Ech soen Iech, fir an der Regierung brauch een eng kloer Analys vun der Situatioun, de Wëllen, Responsabilitéit ze huelen, an eng kloer Visioun, wou een hiwëllt. Dat war net dat, wat mer gëschter héieren hunn.

Virun engem Joer hu mer zwou Stonnen Ukënnegungen am État de la nation héieren. Gëschter eng Stonn. Mä eng Stonn datselwecht wéi 2014 schonn. D'lescht Joer ass eng ICT-Reform ugekënnegt ginn, d'Land soll méi informatiséiert ginn. Dat hu mer 2015 nach eng Kéier tel quel héieren. D'lescht Joer ass gesot ginn, et misste vill Efforten an der Logistik gemaach ginn. Dëst Joer krute mer déiselwecht Annonce gemaach.

D'lescht Joer ass eng Reform vun de Rettungskräften annoncéiert ginn. Dëst Joer ass se nach eng Kéier annoncéiert ginn. D'lescht Joer ass eng Klimabank annoncéiert ginn. Dëst Joer ass se nach eng Kéier annoncéiert ginn. D'lescht Joer ass d'Reform vun der Fleegeversécherung annoncéiert ginn, d'selwecht wéi d'lescht Joer d'Reform vun der Krankeversécherung annoncéiert ginn ass. Dëst Joer ass nëmme méi d'Reform vun der Fleegeversécherung annoncéiert ginn. Déi vun der Krankeversécherung war schonn net méi derbäi. D'lescht Joer ass en neit Naturschutzgesetz annoncéiert ginn. Dëst Joer ass et erëm eng Kéier annoncéiert ginn.

D'lescht Joer ass den Tram annoncéiert ginn, datt e méi schnell géif gebaut ginn. Den Här Bausch huet dat nach eng Kéier annoncéiert an der Ried, wéi mer den Tram gestëmmt hunn. Dëst Joer ass et nach eng Kéier als grouss Annonce komm. D'lescht Joer ass e Busréseau annoncéiert ginn, deen total géif frësch gemaach ginn. Dëst Joer ass déi Annonce nach eng Kéier komm. Deelweis dëst Joer a genau deeselwechte Wierder, wéi et d'lescht Joer schonn annoncéiert ginn ass.

Heiansdo muss een och d'Politik an d'Realitéit ëmsetzen an net nëmmen Annoncë maachen.

Dësen État de la nation huet sech charakteriséiert duerch eng ganz Rei generell Aussoen, déi zwar gutt gemaach a gutt gesot waren, mä wou zumindest an der Ried näischt hannendru war.

E puer Beispiller: Gëschter ass eis gesot ginn, datt d'Politik vum Tourismus wichteg wier, datt ee sech verstäerkt muss drop konzentréieren an datt ee sech och weider misst drop konzentréieren. Dat ass och gutt gesot. Domat kann ee jo och net de Géigendeel soen. Mä ech wéilt just wëssen, wat déi do grouss politesch Ausso, datt ee sech muss op Tourismuspolitik konzentréieren, wat dat da schlussendlech heescht, wat do hannendrukënnt, wat fir eng Detailer, wat fir eng Prezisiounen, wat fir eng Politik domadder verstane gëtt.

Et gëtt iwwert de Logistiksecteur geschwat. De Logistiksecteur, gëtt gesot, ass de Motor vun der Ekonomie. An da gëtt als Beispill geholl den Terrain vun der WSA, deen nei aménagéiert gëtt. E Projet, dee scho säit Joren amgaang ass, vum Wirtschaftsminister ëmgesat ze ginn. An dann? Wat dann? Wat nach? Wat sinn d'Konzepter vun der Logistikpolitik? Wou wëlle mer hin am Fluchverkéier? Am Schinneverkéier? Wéi gëtt dat gemeinsam organiséiert? Wéi soll dat fonctionnéieren? Doriwwer gëtt awer kee Wuert gesot, ausser, datt et de Motor vun der Ekonomie ass.

Et gëtt iwwert d'zirkulär Ekonomie geschwat, d'Économie circulaire. Do gëtt eis erkläert, wat dat ass. Et gëtt gesot, datt eng Partie Entreprisen de Potienzial dovunner erkannt hätten. Et gëtt gesot, datt mer missten an der Politik Viraussetzunge schafen, fir datt dës Politik sech och kann zu Lëtzebuerg entwéckelen. Jo, wéi dann? Wat fir eng Viraussetzungen? Wat fir eng Politik gëtt do ëmgesat? Wat fir eng Moossname gi geholl, fir déi richteg Politik, déi hei beschriwwen ass, ëmzesetzen? Alles dat gëtt awer, ausser enger vager Beschreiwung, net gesot. Näischt Konkretes, keng Explikatiounen, keng politesch Schrëtt ginn hei virginn.

Et gëtt geschwat iwwer nei Technologien. Et gëtt gesot, datt mer eng Rei Atouten hei zu Lëtzebuerg hunn an datt mer beméit wieren, déi Aktivitéiten am Land ze halen an déi bestehend auszebauen. Ech wéilt awer wëssen: Wéi eng? Wat fir eng dann? Wat fir eng Viraussetzunge gi verstäerkt? Mat wat fir enge Moyene gi wat fir eng Entreprisen an deenen nächste Joren ugezunn? Ech wéilt, datt mer iwwert d'Generalitéite kéinten erauskommen, datt mer den Inhalt vun der Politik och kéinte gewuer ginn, anstatt just e puer Platitüden als Ausso.

Et gëtt gesot als generell Ausso: „Mir hunn de Budget am Gréff." Als Explikatioun hannendrun, haaptsächlech awer, well d'Recettë sech besser entwéckelen. Dann ass et natierlech och einfach, déi Ausso ze maachen.

(Interruptions)

„Mir hunn de Budget am Gréff. Mir schécken e Pacte de stabilité op Bréissel, deen um Pabeier gutt ausgesäit." Wann een awer dann hannendru kuckt, wann een hannendru kuckt, op wat fir enger Basis dee Pacte de stabilité an déi Prognosticken fir d'nächst Joer opgestallt ginn, da stellt ee fest, datt dee Pacte de stabilité virgesäit, datt an deenen nächste fënnef Joer iwwer 3% Wuesstum all Joer solle kommen. Déi, déi gëschter Owend d'Tëlee gekuckt hunn an d'Ausso vun der Chambre de Commerce, déi hu kloer an däitlech héieren, datt och do gesot ginn ass, datt mer zwar haut, dëst Joer gutt Chifferen hätten, mä datt et awer gradesou kloer war, datt dat an deenen nächste Joren net esou géif weidergoen.

Eise Stabilitéitspakt dréit deem net Rechnung. 3%, iwwer 3% kontinuéierlech an deenen nächste fënnef Joer, ginn do als Donnée, ginn do als Basis uginn.

Et gëtt uginn, datt och de Barrel Pëtrol 48 Dollar, esou wéi en haut ass, géif iwwert déi nächst fënnef Joer bleiwen. En extrem niddrege Präis, wann een e vergläicht mat deem, wat viru véier, fënnef Joer de Fall war. An dat soll fënnef Joer esou weidergefouert ginn, wann ee weess, wat an der Weltgeschicht, an der Weltekonomie lass ass, haaptsächlech an deene Géigenden. Dorop tabléiere mer fir déi nächst fënnef Joer.

Mir soen, den Échange automatique, de BEPS, deen eventuell agefouert gëtt, deen huet guer keng Influenz op d'Lëtzebuerger Finanzplaz an deenen nächste fënnef Joer. Dovu gi mer aus. Dat steet textlech am Stabilitéitspakt.

Mir soen a mir ginn dovunner aus, andeem mer soen, mir hätten de Budget am Gréff, datt déi Finanzkris an der Eurozon maîtriséiert wier, datt déi politesch Geschehnisser an der Ukrain, a Griichenland, an England guer keng Influenz an Zukunft wäerten hunn an datt dat alles esou weiderleeft an deenen nächste fënnef Joer, wéi et elo ass. A mir hu keng Marge de sécurité agebaut, wann et géif anescht ginn.

De Finanzminister schreift a seet ganz kloer, datt säi Stabilitéitspakt nëmme Sënn huet, nëmme Realitéit gëtt an nëmme Wourecht ass, wann 258 Spuermoossnamen, déi am Budget 2015 ugi gi sinn, tel quel an an der richteger Zäit an d'Realitéit ëmgesat ginn, tel quel an an der richteger Zäit, alleguer ouni Ausnahm, an d'Realitéit ëmgesat ginn. Steet am Stabilitéitspakt. Ass och an der Kommissioun vun de Finanzen tel quel gesot ginn.

Ech stelle fest, datt mer schonn 2014 op verschiddener vun hinne verzicht hunn, no den Diskussiounen, déi mer mat de Gewerkschaften an dem Patronat haten. 60 Millioune fir 2015, 70 Millioune fir 2017.

Ech stelle fest, datt haut och scho vun der Regierung gesot gëtt, datt eng Rei vun deene Spuermoossnamen net realiséiert ginn. E puer Beispiller: Den Appel d'offres an der Presse écrite, d'Baisse vum Plaffong am Meter carré vun der Subventionéierung vun de Constructions d'ensemble, d'Fraisë vun der Polizei bei Manifestatiounen, d'Synergien am Kulturberäich, nei Gestiounsmodeller am Kulturberäich si scho gestrach. „Déi Budgetsevolutioun", seet de Finanzminister, „stëmmt awer nëmmen, nëmmen dann, wann déi 258 Moossnamen ouni Ausnahm tel quel an ouni Retard duerchgesat ginn."

Mir hu gëschter oder virgëschter nach eng Diskussioun iwwert d'Modifikatioun vun den Tâchë vun den Enseignantë gesinn. Et geet nëmmen ëm néng Milliounen, mä trotzdeem, et geet ëm néng Milliounen. Et ass duerchgesat gi vum Éducatiounsminister, datt eng ganz Rei vun deenen Altersdéchargen net méi géife stattfannen an där nächster Zäit. Et ass awer hannendru gesot ginn, datt sämtlech Erspuernisser vun den Altersdéchargen duerch aner Disponibilitéiten an därselwechter Präislag géife remplacéiert ginn. Eng Spuermoossnam, wou immédiatement eng zousätzlech Ausgab amplaz gesat gëtt.

Elo hunn ech pädagogesch näischt dogéint. Ech fannen dat och prinzipiell richteg, datt dat esou gemaach gëtt, well ech déi Diskussiounen an d'Disponibilitéit sënnvoll fannen. Ech soen lech just: Dann däerf awer net de Finanzminister op där anerer Säit soen, datt all Moossnam muss duerchgesat ginn, datt all Moossnam tel quel muss an d'Realitéit gesat ginn, well soss de Budget, esou wéi e pronostiquéiert ass iwwert déi nächst Joren, net klappt. An da kann een net behaapten, et hätt een alles am Gréff, well déi eng Ausso an déi aner Ausso si ganz einfach kontradiktoresch.

Mir hunn an deem Budget och virgesinn, datt d'Suppressioun vun der Allocation d'éducation a vun der Allocation de maternité soll gemaach ginn. 2014, wéi de Budget déposéiert ginn ass, wéi de sougenannten „Zukunftspak" présentéiert ginn ass, ass dat eis - ob d'Regierung et wëllt oder net - als Spuermoossnam virgestallt ginn, als Spuermoossnam Nummer 125, Spuermoossnam Nummer 126 a Spuermoossnam Nummer 127, jeeweils fir Aspuerunge fir 90 Milliounen d'Joer, wa se am Normalrhythmus lafen.

Grouss Onzefriddenheet war sengerzäit do, grousst Onverständnis bei sämtleche Leit, déi dat doten net akzeptéiert hunn. Dunn ass gesot gi vun der Regierung: „Mä an der Familljepolitik wëlle mer keng Spuermoossnamen en fin de compte maachen. Mir wëllen eng aner Politique amplaz setzen." Dofir géif de Congé parental modifizéiert ginn. An an der Panik ass gesot ginn no den Diskussioune mat de Gewerkschaften, datt de Congé parental géif eropgesat ginn op de Mindestloun. D'Pabeiere sengerzäit, no de Gewerkschaftsdiskussiounen, gesi vir, datt eng Dépense supplémentaire vu 7,2 oder 7,9 Millioune virgesinn ass. Dat soen d'Pabeiere vun der Regierung. Déizäit ass eng Dépense supplémentaire scho virgesi gi vun eppes an déi 7 Milliounen. Elo komme mer aus Diskussiounen eraus - an ech schwätzen duerno iwwert de familljepolitesche Aspekt, elo nëmmen iwwert de finanzpolitesche Aspekt -, elo komme mer eraus aus Diskussiounen, wou Dépense-supplémentairë vun iwwer 20 Millioune virgesi ginn.

An ech soen Iech, wa mer déi Zuelen do ukucken, d'Regierung seet: „Mat deene Propositiounen, déi hei gemaach ginn, hu mer e Coût supplémentaire vun 20 Milliounen." Mer hunn haut, 2014, mat 4.256 Leit e Coût vun 71 oder 70 Milliounen Euro ronn un Dépensen. Mir gi vun 1.800 op 3.200 Euro erop, soit ronn eng 80%eg Augmentatioun vun de méiglechen Ausgabe pro Persoun, awer, soe mer, nëmmen eng 28%eg Augmentatioun vun deem, wat de Coût duerno wäert sinn.

Ech verstinn net, wéi dat do gerechent ass. An ech verstinn et haaptsächlech net - ech verstinn et haaptsächlech net -, wann ech weess, datt ech op där anerer Säit d'Allocation d'éducation ewechgeholl hunn. 8.217 Leit bénéficiéieren dovunner. Dat sinn der 4.100 d'Joer, déi dovunner bénéficiéiert hunn.

Wat maachen déi Leit zu engem Deel? Wat hätt d'Regierung och gär, datt déi Leit solle maachen? Mä e ganz groussen Deel wäerte sécherlech, well se keng Allocation d'éducation méi kréien, déi se gär gehat hätten, wäerten eriwwerklammen op de Congé parental, dat ass jo och den ausgesprachene Wonsch vun der Regierung.

Da muss een dat natierlech awer och mat erarechnen. 4.100 Leit a potenziell nei Leit, déi de Congé parental huelen, dat ass dat Duebelt vun deem, wat haut als Congé parental vun de Leit disponibel ass. Dann hätt ech awer och gär, datt dat géif derbäigerechent ginn an datt mer eng seriö Angab hätten, wat déi Dépense-supplémentairë sinn, well ech soen Iech ganz kloer: 20 Milliounen, déi haut supplementär do gerechent ginn, dat kann net duergoen.

An da kommen ech zréck op déi Spuermoossnamen. Op där enger Säit gëtt gespuert. Op där anerer Säit maache mer wesentlech Dépensen, déi awer net am Pluriannuel virgesi sinn, a kenger Zeil an deenen nächste fënnef Joer virgesi sinn, a kenger Zeil. De Finanzminister seet: „Et mussen awer all Spuermoossnamen zäitrichteg an an der Komplettheet gemaach ginn." Mir hunn de Budget am Gréff, mä d'Dépensen, déi zousätzlech kommen, déi mer elo engagéieren, déi setze mer awer net an.

Hu mer de Budget am Gréff mat esou Exercicen? Hu mer de Budget am Gréff? Déi Ausso ass liicht gemaach. D'Realitéit ass sécherlech eng aner.

Dir sot och: „Mir hunn de Budget am Gréff, wéi gesot, well et ekonomesch weltwäit besser geet." An da sot Der och hanendrun: „Well mer d'Fonctionnementskäschten am Gréff hunn."

Meng Fro: Ass dat esou? Ee vun eisen Deputéierten huet virun enger Rei Méint eng Fro doriwwer gestallt, krut keng Äntwert, krut gesot: „Den Dekont ass net gemaach, Dir musst waarden." Mir hunn nach eng Fro gestallt, nach eng Kéier doriwwer. Elo waarde mer nach ëmmer op d'Äntwert. Ech ginn dovunner aus, datt de Finanzminister se wäert haut de Mëtteg hunn, fir eis déi Zuelen ze ginn. On verra! Mä mir hu se op jidde Fall net kritt.

Dofir meng Fro: D'Consommation intermédiaire - Dir hutt d'Fonctionnementskäschten am Gréff - ass jo zu engem groussen Deel dat,

wat een ënner Fonctionnementskäschte versteet. 2014 war eng grouss Baisse dovunner versprach ginn. Den Dekont 2014 gesäit eng Augmentatioun vun 3,6% an de Fonctionnementskäschte vir an d'Prévisioune vun 2015 eng Augmentatioun vun 9,5% vun der Consommation intermédiaire.

Ech kann et net richteg jugéieren, well ech weess och, datt d'Consommation intermédiaire eppes liicht aneschters ass wéi d'Fonctionnementskäschten, déi nëmmen en Deel dovunner sinn. Ech kann et net jugéieren, well ech d'Zuelen net krut. Ech wier frou, wann ech déi doten Zuele géif kréien. Mä esou wéi ech elo d'Zuele ka jugéieren, ass déi Ausso „Mir hunn d'Fonctionnementskäschten am Gréff." net richteg. Mir waarden de Mëtteg op aner Zuelen.

Mä net nëmmen Zuele si wichteg an engem État de la nation, och déi verschidde Politicken, esou wéi se virgi ginn, esou wéi d'Pisten opgezeechent ginn, esou wéi d'Weiche gestallt ginn. Mer kënne se net all ernimmen, de Statsminister huet se och net all ernimmt. E puer dann awer, déi mer wichteg schéngen.

Déi éischt ass d'Éducatiounspolitik, déi och vun der Regierung als zentrale Punkt vun der Regierungspolitik duergestallt gëtt. Do ginn, fir deen zentrale Punkt ze illustréieren, véier Beispiller genannt. Et gëtt eng ëffentlech Europaschoul zu Déifferdeng kreéiert, beim Clierfer Lycée gëtt de Grondstee geluecht, d'Schoul muss méi Autonomie kréien a mir brauche Konzepter an engem Land, wou verschidde Sprooche musse matenee verbonne ginn.

Véier Aussoen, déi ech kann deelen. Mä ech froen Iech awer hannendrun: Wou sinn dann d'Konzepter, fir dat do ëmzesetzen? Wat heescht dat do alles, déi eenzel kleng Beispiller, déi do genannt gi sinn?

Wann een d'Iddi vun enger Europaschoul huet, enger Lëtzebuerger Europaschoul, an déi wëllt een an d'Realitéit ëmsetzen, da géif ech awer gär wëssen: Jo, wat fir ee Konzept huet dat dann? Wat maache mer dann do? Wëlle mer méi Diversifikatioun vun den Inhalter maachen? Wëlle mer aner Type vun Diplome ginn? Wat fir eng Filièrë wëlle mer do maachen? Wie kann do an d'Schoul kommen? Firwat sollt een do an d'Schoul kommen? Wat fir eng Enseignantë sollen do an d'Schoul kommen? Ech waarden awer do op Konzepter.

Ech soen Iech, dat Konzept oder déi Iddi, esou wéi se elo ass, ass am Ufank sympathesch, liicht mer jo och an, kënne mer och matdroen. Mä ech wëll awer wëssen, wat hannendrusteet. Ech wëll awer wëssen, wéi déi Schoul fonctionnéiert. Ech wëll awer wëssen, wat no der Déifferdenger Europaschoul dann hannendru kënnt. Oder ass dat elo just en Objet unique, deen do gemaach gëtt, ouni Suitten? Wat heescht et? Wat ass d'Konzept dovunner? Wat fir eng Enseignanten? Firwat zu Déifferdeng d'ailleurs? Firwat net an aneren Deeler vum Land? Alles Froen, déi zwar an deem Beispill hei ugenannt ginn, mä wou awer d'Fro, d'Essenz, d'Konzept net beäntwert gëtt. An et ass dat awer, wat an eisen Ae Politik, déi richteg Politik ausmécht, an d'Visioun ausmécht: „Wou wëlle mer hin?" Mir kënnen d'accord mat deem Beispill sinn, mä mir wëlle wëssen, wou dës Regierung wëllt higoen.

Et gëtt iwwer Schoulautonomie geschwat. Et gëtt vu verschiddene Sproochprofiller geschwat. Och dat fannen ech als generell Iddi richteg. Och dat ass eppes, wat mer brauchen. Just, meng Fro ass: Wat heescht et dann, wann een et am Detail kuckt? Heescht dat, datt mer an eiser Schoul an Zukunft wäerte verschidde Sproochfilièrë maachen? Heescht et dat? Da soll een et soen.

Heescht et, datt mer verschidde Spezialitéiten a verschiddene Friemsprooche maachen, an eis do op déi Friemsproochen da spezialiséieren als drëtt oder als véiert oder als fënneft Friemsprooch? Heescht et dat? Jo, da soll een et soen. Da muss een eng Kéier driwwer schwätzen.

Heescht dat, datt mer d'Dräisproochegkeet opginn, wa mer eis méi spezifesch op eng Sprooch spezialiséieren? Heescht et dat? Ech weess et net.

Heescht et, datt mer awer nach gemeinsam Diplomer do kréien, wou da spezifizéiert ass, wat fir eng Sproochespezialitéit dran ass a wat net? Heescht et dat?

Ech soen Iech: Hei si mer awer amgaangen, mat engem vun deene wichtegste Sujeten an der Schoulpolitik emol generell Sätz ze soen - generell Sätz ze soen! -, a wat hannendrustécht, als Konzepter, weess awer kee Mënsch. Et gëtt och net gesot. Wëssen d'Enseignanten och net! Wëssen déi Leit och net, déi responsabel si fir d'Schoulpolitik, hunn ech heiansdo d'Impressioun!

En anert Konzept ass dat vun der Schoulautonomie, wat de Premier och hei ënnersträicht. Mir hunn dat Konzept scho virun zéng Joer an eisem Wahlprogramm gehat. Aner Parteien och.

Une voix.- Dir hutt et net gemaach!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir haten och net den Éducatiounsministère, wëll ech Iech soen, an deene leschte 15 Joer!

(Brouhaha)

An Dir hat et och drastoen an d'LSAP hat et och drastoen. A wou si mer drun?

D'Schoulautonomie ass eng wichteg Iddi. Just, wann een dat seet, Schoulautonomie, da wëll ech awer och wëssen, wat Schoulautonomie heescht. Wat heescht et dann? Heescht dat, datt d'Proffe kënne wielen, a wat fir eng Schoul se wëlle goen, well déi Autonomie vun der Schoul jo awer e spezifesche Charakter der Schoul gëtt a well et dee Moment logesch wier, datt d'Enseignanten, déi sech fir dee Charakter vun der Schoul interesséieren, och kéinten an déi Schoul goen, wou dat enseignéiert gëtt, firwat si sech méi beruff fillen?

Heescht et dat? Da sot et. Da komm mer déclenchéieren déi Diskussioun. Oder heescht et et net?

Heescht et, datt d'Schüler kënne wielen, datt se an déi Schoul ginn, wou se wëllen? Well, wann eng Schoul vill Autonomie huet, e spezifesche Charakter, en extra pädagogesche Caractère, eng Spezifissitéit, déi do soll geléiert ginn, da kënne jo awer net no der geografescher Kaart d'Schüler do affektéiert ginn. Dat mécht jo kee Sënn.

Da muss déi Schoulautonomie jo och bedeiten, datt d'fräi Wahl vun der Schoul ass, datt d'Schüler kënnen dohinner goen, wou se wëllen. An da muss déi ganz Politik vum Transport och komplett ëmgestallt ginn, well da fonctionnéiert dat net méi mat der Carte scolaire, esou wéi se elo ass, respektiv mat dem Lycée de proximité, esou wéi e virun zéng, 15 Joer ugeduecht war.

Wann dat esou ass, da soll een dat soen. Da soll een déi Konzepter kloermaachen. Da soll ee wëssen, wou een higeet, wann een déi Politik mécht, an da muss een doriwwer diskutéieren. Alles dat si jo Reformen, déi ee jo ka maachen, déi een och vläicht soll maachen. Mä et muss een awer klore Wäin ausschëdden, wou ee wëllt higoen.

Datselwecht gëllt fir déi bilingual Kannerbetreiung, déi mer virun engem Joer hei annoncéiert kruten, déi 2016 am September soll Realitéit sinn - déi gratis bilingual Kannerbetreiung.

Och do ass meng Fro: Wat fir ee Konzept ass dann hannendrun? Dir huelt Kanner vun engem Joer, zwielef Méint, Dir wëllt se an en anere Bain linguistique setzen. Wéi geet dat dann do mat de Sproochen? Wie schwätzt dann do wat mat hinnen? Op wat fir eng Aart a Weis gëtt dat Ganzt organiséiert? Wéi ginn déi Leit forméiert? A gi se elo scho forméiert, wa se 2016 sollen am Asaz sinn an dat alles an engem Joer sollt fonctionnéieren? Wou sinn déi Leit? Wou sinn déi Plazen, wou déi Kanner solle gratis betreit ginn? Wie soll sech ëm se bekëmmeren? Wou ass d'Formatioun vun deene Leit? Wou ass dat alles?

E Konzept gëtt hei dohinnergesat, gëtt an de Generalitéiten erklärt, an dann héiere mer näischt méi dovun. An ech froe mech souwisou, wou dann all déi Konzepter, déi hannendru musse kommen, da sinn.

Wann ee seet: „Mir wëlle kleng Lëtzebuerger an e franséische System eraginn, datt se mat der franséischer Sprooch Kontakt kréien.", an et seet een dann: „Wa se bis fäerdeg si mat dräi Joer domadder, dann hale mer op mam Franséischen an da fänke mer eréischt am drëtte Schouljoer un, fir richteg déi franséisch Sprooch ze léieren, da maache mer véier Joer näischt méi doranner.", wat ass dat da fir e Konzept? A wéi soll dat dann opgefaange ginn? A wéi gëtt dann d'Grondschoul dorobber agestallt? Wou sinn déi Aarbechten, déi da lafen? Dat soll 2016 ulafen, ass et op jidde Fall versprach ginn. Wou ass et drun? Wou ass et drun?

D'Reform vum Secondaire, déi mer alleguer an de Wahlprogrammer stoen haten, datt mer se géifen ëmsetzen. Den Avis vum Conseil d'État ass do, säit enger Zäit. Déi Reform ass awer nach net ugeschwat ginn, och wann den Avis vum Conseil d'État do ass. Bis elo hu mer dauernd gesot kritt: „Mir waarden op den Avis vum Conseil d'État." Ech wëll just wëssen: Mécht dës Regierung déi Reform vum Secondaire oder mécht se se net? Wat wëllt den Éducatiounsminister? Wéi fuere mer weider? Bis elo hu mer keng Äntwert. Keng Äntwert dorobber! Mer wëssen et net.

Ech stelle just fest, datt bis elo an der Schoulpolitik haaptsächlech vill mat jiddwerengem gestridde ginn ass an datt mer an der Schoul, an der Pädagogie, an deem, wou mer misste weiderkommen, net vill weiderkomm sinn.

Ech wëll och nach een anert Feld ugoen. Dat ass dat vun der Logementspolitik, wou d'Zil vun der Regierung war: „Méi bëlleg a méi schnell bauen".

Ech muss nach eng Kéier drop zréckkommen, well, wann een dat seet am Regierungsprogramm, an als éischte Schrëtt, deen een da mécht, mécht een eng TVA-Erhéijung op déi zweet Wunneng, ouni eng Impaktstudie ze maachen, wat dat dann als Konsequenzen huet op d'Politik, an et huet een net iwwert d'Konsequenzen nogeduecht, wat dat heescht, dann ass dat schonn, fir den Ufank vun esou enger Politik, extrem problematesch. D'Resultat dovunner ass och dat, datt, wann ee kuckt, wéi d'Präisser evaluéiert hunn an dem véierten Trimester 2014, mer festgestallt hunn, datt eng massiv Demande do war an datt d'Präisser ëm 5,4% an deem Semester, pardon, am véierten Trimester ëm 5,4% gestiege sinn an ëm 6,3% bei de Logements existants. Dat eleng duerch d'Annonce vun der Hausse vun der TVA an dat bei ronn 0% Inflatioun an deem Semester (veuillez lire: Trimester).

An elo sinn ech gespaant op déi nächst Zuelen, déi kommen. Wann dann déi Augmentatioun vu 14% vun der TVA och nach derbäigerechent gëtt, wat d'Evolutioun vun de Präisser dann ass. Dat do si Moossnamen, déi fir d'Generalitéit vun enger Logementspolitik konterproduktiv sinn, déi an eisen Aen ekonomesch falsch sinn an déi sécherlech net den Zilsetzunge korrespondéieren.

Une voix.- Richteg!

Une autre voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn der Madame Nagel nogelauschtert virun enger Zäit,...

(Interruption)

...wéi se iwwer hir - et ass scho laang hier, jo; et war am Ufank vun der Legislaturperiod -, wéi se iwwert d'Outile geschwat huet, déi si géif benotzen, fir déi Logementspolitik ëmzesetzen, déi se sech als Zilsetzung gesat hat. Si huet sengerzäit nach iwwert de Plan sectoriel «Logement» geschwat, plus 500 Hektar. Si huet iwwert de Pacte Logement geschwat, mat deem se sengerzäit zefridde war, mä dee just net séier genuch gaangen ass. Si huet iwwert de Baulückeprogramm geschwat. Si huet iwwert d'Extensioun vum Perimeter geschwat. Si huet iwwert d'Simplification administrative geschwat a si huet iwwert d'Elaboratioun vu Baulandverträg geschwat.

Wann een elo kuckt, wou mer mat deene verschiddene Moossnamen, déi u sech annoncéiert waren, fir am Logement weiderzekommen, wou mer do dru sinn, da stellt ee fest, datt mer quasiment bei kenger Moossnam a bei kengem Instrument iergendwéi weiderkomm sinn. Iwwert d'Plan-sectorielle wësse mer, datt déi eis net kënnen, zumindest an der nächster Zäit, déngen, fir weiderzekommen. A souguer déi zwee bis dräi Projets d'envergure, déi och am Ufank vun der Ministesch virgesi waren, fir weiderzekommen, stinn haut net méi am Raum.

„De Pacte Logement, dee soll reforméiert ginn", seet d'Ministesch. Se seet hannendrun: „well d'Gemengen en ze vill benotzt hunn, fir Infrastrukturen ze maachen, an ze mann, fir Logement ze maachen." Meng Fro ass awer déi: Wann ee wëllt Logement maachen, da brauchen d'Gemengen awer d'Infrastrukturen, fir de Logement kënnen ze maachen - wéi wëllt Der da Logement maachen, wann Der keng Stroosse maacht? Wann Der keng Kanalisatioun maacht? Wann Der keng Altersheimer maacht? Wann Der keng Schoule maacht?

Ech verstinn déi Logik net, déi do hannendrustécht. An et schéngt mer absolutt normal ze sinn, datt d'Gemengen, wann elo Logemente gebaut ginn, wa se sech sollen entwéckelen, datt se dann och d'Méiglechkeet kréie fir déi Infrastrukturen, déi fir déi Entwécklungen absolutt noutwendeg sinn, datt se och Finanzmëttel kréien, fir déi Infrastrukturen ze entwéckelen. Soss geet dat jo guer net. Et ass jo keng Logik derhannert, fir ze soen: Mä si däerfe se net méi fir d'Infrastrukture gebrauchen a si kënne se nëmme fir de strikte Wunnengsbau gebrauchen. Dat mécht kee Sënn an eisen Aen.

De Baulückeprogramm ass annoncéiert ginn. Wou ass en dann? Wou si mer drun domadder? D'Extensioun vum Perimeter ass sengerzäit ugeschwat ginn. Ech weess awer, datt do an der Koalitioun och eng ganz Rei Diskussioune matenee sinn, datt déi eng an déi aner net op därselwechter Linn sinn, wann et ëm d'Extensioun vum Perimeter geet. Och do si mer awer net weiderkomm. Och do ass näischt geschitt. Vläicht Gott sei Dank ass näischt geschitt doran!

D'Simplification administrative. Den Innenminister, de Fonction-publiques-Minister huet e Gesetz déposéiert. E Gesetz, wou eng ganz Rei Simplificatioune gemaach ginn um Gemengegebitt. Simplificatiounen, déi mer och ënnerstëtzen, déi mer och matdroen, déi mer och gutt fannen.

Mä wat eis awer feelt, sinn all déi Simplificatiounen an der Ëmweltpolitik, wou näischt dran ass, momentan, an deem sougenannten „TGVs-Gesetz" . Et ass näischt dran, wat d'Ëmwelt ugeet. Mir brauchen et awer, wa mer weider wëlle kommen. Et gëtt eis ëmmer renvoyéiert op d'Naturschutzgesetz, wat dann elo géif kommen. Dat ass awer och schonn d'lescht Joer annoncéiert ginn. An dëst Joer gëtt et nach eng Kéier annoncéiert. An elo waarde mer, bis et kënnt. An da kucke mer emol, wat drasteet als Simplificatiounen. An da gesi mer, wéi wäit dës Regierung déi Simplificatiounen, esou wéi se et annoncéiert huet à multiples reprises, och seriö hëlt.

D'Elaboratioun vu Baulandverträg. Wou si mer dann do drun? A wann ech dat alles kucken, och wann de Premierminister hei e Beispill nennt vu Wunnengen um Kierchbierg, 840 Stéck, déi awer an der Programmatioun vum Fonds de Kirchberg schonn eng ganz Rei Joren als eng normal Evolutioun vum Fonds de Kirchberg drastinn, de Réimerwee an de JFK stinn do dran an et gëtt och scho laang dru geschafft. Mä ech fannen dat jo positiv, datt dat elo weidergeet. Selbstverständlech fannen ech et positiv, datt dat weidergeet.

Mä et ass awer net mat engem Beispill, an engem prezise Projet, wou déi zéngdausend Wunnengen, déi ugekënnegt gi sinn, an deenen nächste Jore wäerte realiséiert ginn. A mir stellen eis d'Fro, wéi déi Verspriechen, déi d'Regierung gemaach huet, méi wéi eng Kéier gemaach huet, dann elo an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Dat Wichtegst, wat am Logementsministère gemaach gi war, dat ass, datt d'Madame Nagel duerch den Här Hansen ersat ginn ass. An déi richteg Opdeelung, déi deen ee mat deem aneren huet, wien elo wat mécht, wësse mer nach ëmmer net. Mir hu just héieren, datt den Här Hansen sech soll ëm de Fonds du Logement bekëmmeren, d'Madame Nagel nach ëmmer sech géif ëm dat anert bekëmmeren.

Mir stellen elo just fest, datt den Här Hansen op all Froen äntwert an datt e souguer eis gefrot huet, fir en Débat iwwert de Logement, dee mer elo säit Oktober 2014 froen, dee schonn dräimol zréckgesat ginn ass, datt e sech elo nach Zäit freet, fir deen zréckzesetzen, mat der Argumentatioun, datt e sech misst aschaffen an datt elo emol hei eng Rei Moossname missten ausgeschafft ginn, déi en eis da kéint virstellen. Wéi wann an deene leschten 18 Méint näischt geschafft gi wier an näischt do wier an deem Haus!

Une voix.- Dir hutt esou laang näischt gemaach! An elo geschitt emol wéinstens eppes.

Une autre voix.- Wann een 30 Joer laang esou schafft,...

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An der Familljepolitik, do ass d'Regierung effikass amgaang, ofzeschafen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Si huet d'Allocation d'éducation ofgeschaaft. Dat ass geschitt. Si huet d'Allocation de maternité ofgeschaaft. Dat ass geschitt. Si ass och effikass amgaang, Steieren opzehiewen! 0,5% Steieren, wat fir d'Eischt eng Kontributioun sollt sinn an no all deem Gewulls, wat mer do kannt hunn, als Steier ëmfonctionnéiert ginn ass. Och déi ass ëmgesat ginn, och dat geschitt, och déi Sue ginn opgehuewen. D'Leit bezuelen an eng Rei vu Sue kréie se haut net méi.

An der Géigepartie stinn dann eng Rei Verspriechen. De Congé parental gëtt ëmgeännert. Et ass awer net do, momentan. Déi aner Allocatioune sinn awer scho fort an d'Sue gi schonn opgehuewen!

Gratis Crèchë ginn agefouert, vun eent bis dräi Joer. Ass versprach ginn. Et ass awer net do. Dat anert ass awer scho fort an d'Steiere ginn opgehuewen!

De bilinguale System soll agefouert ginn. En ass awer nach net do. D'Allocatioune sinn awer scho fort. D'Steiere ginn awer schonn opgehuewen!

Mir hätten awer an enger logescher Politik gewënscht, datt, wann dat Ganzt soll e kohärenten Ensembel sinn, wat et jo net war, well

all déi Saachen iwwert de Congé parental sinn duerch déi Onzefriddenheet bei de Leit nogesat ginn, mä wier et dann e kohärenten Ensembel gewiescht, da wier et jo awer sënnvoll gewiescht, dat Ganzt zesummen ze maachen, an engem Block ze maachen, zäitgläich ze maachen, wéi emol fir d'Eischt dat eent ewechzehuelen, d'Steieren opzehiewen an dann emol ze kucken, wéini mer wat dann noschéissen, fir d'Leit zefriddenzestellen. Dat ass net esou, wéi mer eis eng logesch an eng kohärent Politik virstellen!

Iwwert d'Reform vum Congé parental wëll ech e puer Saache soen. Evidenterweis begréisst d'CSV déi Moossnamen, déi de Familljen hëllefen, hiert Familljeliewen ze gestalten, de Choix zum Kand vereinfachen. Mir begréissen och déi Flexibilitéit, déi agefouert gëtt. Mir hätte se vläicht liicht anescht gemaach, mä vum Prinzip hier begréisse mer dat, wat do gemaach gëtt.

D'Regierung muss och aschätzen, ob dee Montant, dee se do asetzt, deen héich ass - ech kritiséieren et net -, mä d'Regierung muss aschätzen, ob dee Montant, wat d'Budgetsdépensen ugeet, ob mer capabel sinn, dat ze maachen, oder net capabel sinn, et ze maachen. Ech soe just, mat deenen 20 Milliounen, déi elo agesat gi sinn, dat geet, wann ech d'Beschreiwung - mä mir hunn nach keen Text -, wann ech d'Beschreiwung vun der Reform héieren, dat geet sécherlech als Zomm net duer.

Mä wat eis nach ëmmer net gefält un deem Text hei an un där Propositioun hei, dat ass, datt se am Fong net eng Äntwert ass op déi Mängel an op déi Froen, déi mir viru sechs Méint gestallt haten. Nach wie vor, och wann de Congé parental an d'Luucht gesat gëtt, hëlt dës Regierung duerch hir Familljepolitik enger ganzer Rei Familljen de Choix ganz einfach ewech. Deem, deen décidéiert, doheem ze bleiwen, Papp oder Mamm, während enger gewësser Zäit, well en dat wëllt, well en dat als richteg empfënnt, well e sech esou virstellt ze liewen, deem gëtt de Choix ewechgeholl, andeem him all Hëllef, all Ënnerstëtzung fir dee Choix do ganz einfach ewechgeholl gëtt!

Mir sinn nach wie vor fir d'Fräiheet vum Choix. Mir fannen net, et ass net un der Politik, fir de Leit dranzeschwätzen a fir ze décidéieren, wéi d'Leit hiert Liewe solle gestalten. Déi Diskussioun hate mer schonn heibannen an déi Constatatioun, déi mer maachen, gëtt net duerch dës Politik geännert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt probéiert, méi Leit de Congé parental ze ginn, och sozial Schwaacher. Mä ech wëll just soen, wann ech um Pabeier liesen, wat, oder an der Press liesen, esou wéi de Congé parental elo gestalt gëtt, da stelle sech awer nach ëmmer fir déi sozial Schwaach eng ganz Rei Froen, déi duerch d'Allocation d'éducation deelweis geléist waren.

Sot mir emol: Wéi geet dat da bei deene Leit, déi e klengt Gehalt hunn, déi ënnert de Seuil gefall si vun dem Gehalt an do, andeem se nach weider schaffe gaange sinn - andeem se nach weider schaffe gaange sinn -, d'Allocation d'éducation kruten? Wéi geet dat dann elo mat deene Leit? Déi mussen ophalen, kréien dann en Deel vum Congé parental, well e jo proportionell gerechent gëtt, wat awer wesentlech manner ass wéi dat, wat se haten, andeem se weider schaffe gaange si plus d'Allocation d'éducation kruten, well se ënnert de Seuil gefall sinn! Ass dat Sozialpolitik? Ass dat gerecht Opdeelung, déi mer hei maachen?

Wat geschitt mat deene Stéit, wou ee vun de Partner keng Aarbechtsplaz huet, well e keng fonnt huet? Oder just eng provisoresch huet? Oder just nach keng zwielef Méint huet - esou wéi et am Text virgesinn ass? Deen doheem bleift, well d'Liewenscirconstancen et esou bruecht hunn, obwuel e wëllt schaffe goen, awer d'Aarbechtsplaz nach net huet? Wat geschitt mat deem, am Text vum Congé parental?

Dee kritt näischt. Guer näischt! Fannt Der dat richteg? Fannt Der dat normal? Fannt Der dat normal? Ech fannen et, an ech soen Iech dat ganz kloer, och vum Sozialpoliteschen, net nëmme vum Familljepoliteschen, och vum Sozialpoliteschen hier richteg problematesch. Hei gëtt eng Politik fir de Mëttelstand gemaach an eng Rei schwaach Leit, déi komme schlecht mat där heiter Politik ewech. Eng Politik, déi mer esou,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...an der Globalitéit, net kënnen deelen, och wa mer de Congé parental als eenzel Moossnam kënne matdroen. Mä d'Globalitéit vun der Familljepolitik, déi Ideologie, déi hir hei opgepräägt gëtt, dat ass net déi Ideologie, déi mir als richteg empfannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei de Steieren huet de Statsminister quasiment guer näischt gesot, ausser e puer Sätz, datt et équilibréiert an harmonesch misst lafen. Dat ass jo gutt gesot.

(Interruption)

Dat ass gutt gesot. Elo just, d'selwecht wéi virdrun, wat heescht et dann? Wat heescht et dann? Ech soen Iech just: Dir wëllt déi Steierreform 2017 en vigueur setzen, an d'Zäit ass amgaang, eis fortzelafen, well ech weess aus Erfahrung, datt d'Steierreforme vill a laang Diskussioune sinn, éier mer se an d'Realitéit kënnen ëmsetzen.

Ech wëll just wëssen: Wat maache mer dann, wat ass dann déi Zilsetzung vun der Steierreform, déi ugekënnegt gëtt? Wat fir eng Zilsetzung hu mer iwwerhaapt? Maache mer eng Steiererhéijung fir Persounen, fir Betriber? Maache mer eng Steiersenkung fir Betriber, fir Persounen? Maache mer just eng Steierëmverdeelung? Wat wëlle mer iwwerhaapt, wa mer eng nei Steierreform ukënnegen? Wat wëlle mer?

Den Här Gramegna seet, a verschiddenen Aussoen, e géif dat alles seriö huelen a ganz genau all Detail kucken. Ech fannen dat gutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann ech dann awer kucken hannendrun, déi Diskussiounen, déi mer heibannen hunn, déi mer heibannen hunn iwwert d'Spëtzesteiersätz, iwwert d'Räichesteier, iwwert d'Verméigenssteier, iwwert d'Ierfschaftssteier, wou deen een dat eent seet, deen aneren dat anert seet, wou en Hin an Hier ass, wou een net weess...

Une voix.- Wat sot Dir dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oh, ganz gären äntwerten ech Iech op déi dote verschidde Punkten, mat ganz vill Calme, well eis Positioun ass zumindest an deenen dote Punkten extrem, extrem kloer. Mir sinn der Meenung... Wëllt Der se wëssen?

Une voix.- Selbstverständlech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn der Meenung, datt eng Räichesteier, esou wéi se a Frankräich ass, mat eis net a Fro kënnt. Mir sinn der Meenung...

(Brouhaha général)

Mir sinn der Meenung, datt de Spëtzesteier...

(Brouhaha général)

Une voix.- Wie wëllt déi dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oh ben, ech kann Iech duerno eng Rei Zitater ginn, vun deenen engen an deenen aneren aus Ärer Partei, déi do gejaut hunn.

Mir sinn d'accord, iwwert de Spëtzesteiersaz...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Net een! Net een!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...ze schwätzen, wa mer iwwert de Mëttelstandsbockel schwätzen. Mir si géint d'Aféierung, d'Neiaféierung vun enger Verméigenssteier a mir si géint d'Aféierung vun enger Ierfschaftssteier. Très clair. Très clair!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wa mer eis do scho kënnen eenegen, da wiere mer zumindest am État de la nation weiderkomm. An, Här Statsminister, dann hätt ech mer gewënscht, datt Dir et selwer gesot hätt. Da wiere mer zumindest doriwwer kloer gewiescht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'CSV an d'DP si sech also eens.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry, deen huet gesot...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et gëtt eng riets Koalitioun hei an der Chamber.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry huet gesot...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wou ass d'LSAP?

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry huet gesot, datt dës Steierreform, an dat war beim leschte Budget, datt dës Steierreform alles anescht...

(Coups de cloche de la présidence)

...wéi an dréchenen Dicher wier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erëm Calme hei an der Chamber, wann ech gelift! Den Här Wiseler huet d'Wuert. An den Här Urbany soll sech e puer Minutte gedëllegen, da kritt en eng Äntwert.

(Interruptions)

Da kritt en déi Äntwert, déi e sech wënscht. Här Wiseler, fuert Dir virun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President.

Den Här Bodry huet iwwert d'Steierreform am Budget gesot, datt déi Steierreform alles anescht wéi an dréchenen Dicher wier. Ech mengen, dat waren exakt Är Wierder. Gëschter hunn ech lech mat Interessi nogelauschtert op Ären Interviewen, déi Der ginn hutt. Do sot Der, datt Der et am Fong gutt géift fannen, datt de Statsminister net iwwert d'Steierreform geschwat huet. Ech ginn dovunner aus, datt et gutt ass, datt de Premier net driwwer geschwat huet, well Dir Iech an der Majoritéit net eens gitt, wat en hätt solle soen.

(Brouhaha)

Hätt en dat eent gesot, wieren déi aner rose gewiescht; hätt en dat anert gesot, wieren déi eng rose gewiescht.

Ech fannen, zumindest bei esou engem wichtege Sujet, deen 2017 soll an d'Realitéit ëmtrieden, wier et normal gewiescht, datt e Premier hei gréisser Indikatioune ginn hätt, zumindest a wat fir eng Richtung dës Steierreform an Zukunft soll goen.

D'autant plus, datt se mat de Sozialpartner soll en long et en large duerchdiskutéiert ginn - dat ass op jidde Fall en Engagement, wat Der geholl hutt - an och mat der Chamber en long et en large diskutéiert sollt ginn.

Och aner Saachen, déi mer brauchen, fir iwwerhaapt iwwert d'Steierreform ze diskutéieren, sinn nach net do. Dir hutt eng Etüd fir den Tanktourismus ugekënnegt, versprach. Déi bräichte mer, éier mer iwwer eng Rei vun deene Problemer diskutéieren. Mir waarden och do nach ëmmer drop, fir ze wëssen, wou mer dru sinn.

Une voix.- Déi hätt scho kënne virleien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi hätt scho kënne virleien. Dat ass absolutt richteg.

Iwwert den Transport seet de Premierminister eppes, wat ech jo deelen. E schwätzt haaptsächlech iwwert den Tram an iwwert déi positiv Aspekter vum Tram. Ech ka jo do elo kaum dergéintschwätzen. Ech soen awer trotzdeem hannendrun, datt d'Aart a Weis, fir dat ze presentéieren, Saachen, déi d'ailleurs scho laang vum Här Bausch gesot gi sinn, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, datt ech et awer trotzdeem extrem réducteur fannen, wann een d'Transportpolitik an d'Mobilitéitspolitik just a senger Ried op den Tram reduzéiert.

Ech hu mech dauernd beméit an deene Joren, ëmmer ze soen, datt den Tram ouni eng Mobilitéitspolitik, déi duerch d'ganzt Land geet, ouni all déi aner Aspekter, iwwer grenziwwerschreidend Aspekter souguer, datt den Tram kee Sënn mécht, wa mer net all déi aner Punkte mat realiséieren, zäitgläich realiséieren oder an engem Rhythmus realiséieren, wou et logesch ass.

Ech fannen et just schued, datt d'Presentatioun erëm esou gemaach gëtt, well se déclenchéiert erëm onnéideg Diskussiounen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn an dëser Reform näischt iwwert d'Polizei- an Arméireform héieren. Mir hunn näischt iwwert d'Gemengefinanzen héieren. Mir hunn näischt iwwert d'Santé héieren. Mir hunn och, ausser datt d'Fleegeversécherung wichteg wier, näischt doriwwer héieren.

Ech soen awer just: Och iwwert d'Fleegeversécherung stelle sech vill Froen. Wou geet et hin an deenen nächste Joren? An déi Associatioune respektiv déi Akteuren um Terrain, déi an der Fleegeversécherung schaffen, déi froen an déi sichen no enger gewësser Planungssécherheet, déi awer momentan net do ass. Lauschtert emol eng Kéier de Leit an dem Secteur no, fir ze héieren, wat do momentan geschwat gëtt a wat fir eng Onsécherheet do ass!

Haut sinn eng Rei Standarden, eng Rei Kritären an der Qualitéit geännert ginn, ouni Diskussioun mat den Akteuren um Terrain. An dat wäert an deenen nächste Méint eng ganz Rei Konsequenzen hunn an deem Secteur. Ech hätt mer awer erwaart, datt do e puer Wierder géifen driwwer gesot ginn, datt mer géife gesot kréien, wéi dee Problem zumindest wéilt ugaange ginn, well et e Problem an der Realitéit ass, an et wäert e Problem an deenen nächste Wochen a Méint ginn.

Mir hu kee Wuert iwwert d'Landwirtschaftspolitik héieren. Enn Mäerz sollt awer en neit Agrargesetz doleien. Wou ass dat neit Agrargesetz? Et misst scho säit enger Rei Méint fäerdeg sinn. A mir waarden op deen Débat an deenen nächste Wochen, fir da méi driwwer gewuer ze ginn.

Ech hunn och näischt iwwer Justizpolitik héieren. Wou si mer mat deenen ugekënnegte Projeten - Scheedungsgesetz, Filiatioun, Réforme pénitentiaire, Dateschutz, Jugendschutz - drun? Ech sinn da gespaant.

(Interruption)

Esou sot Dir. Ech géif et gär wëssen. Ech géif et gär héieren. Esou ass scho ganz oft gesot ginn. De Pabeier läit awer nach net do.

Dann huet de Statsminister e groussen Deel vu senger Ried iwwert de Referendum geschwat. Et huet mech gewonnert, well d'Regierung - esou war et ëmmer gesot ginn - sech net direkt sollt engagéieren. Dat sollt eng Affär vun der Chamber a vun de Parteie sinn.

D'Regierung mécht awer elo ganz kloer, huet elo ganz kloer eng aner Décisioun geholl. De Premier huet sech gëschter am État de la nation, an net, wéi en dat alt soss gemaach huet, als DP-President oder en nom personnel, huet sech als Regierung hei engagéiert - als Regierung hei engagéiert - an an dee Wahlkampf vum Referendum do agemëscht, mat de Konsequenzen, déi dat huet.

Nach eng Kéier: Ech wëll net nach eng Kéier soen, datt mir dee Referendum net wollten, well et eis en Instrument schéngt als Referendum, dee fir wichteg Momenter geduecht ass, a well mer net d'accord sinn, an engem Referendum Froen ze stellen, déi einfach soen „eng Iddi, datt". „Sidd Dir d'accord mat enger Iddi", wou eng vag Beschreiwung hannendrukënnt. Ech wëll net méi dorobber agoen. Ech wëll just op déi puer Punkten agoen an haaptsächlech op déi Argumenter, déi de Statsminister gesot huet.

De Statsminister schwätzt iwwert d'Wahlrecht mat 16 Joer oder hëlt d'Argument vun enger Demokratiepädagogik, wann e vum Wahlrecht vu 16 Joer schwätzt. An ech muss Iech soen, ech si jo mat der Zilsetzung, mir si jo mat der Zilsetzung d'accord, wann ee seet: Mir musse jonk Leit mat 14, 15, 16, 17 Joer méi un d'Politik eruféieren. Mir mussen hinnen de Goût fir Politik ginn, mir mussen hinne weisen, datt Politik eppes Interessantes ass, eppes ass, wat si concernéiert.

Wann een awer dorënner versteet, datt een elo e grousse pädagogesche Geste mécht, andeem ee just eenzeg an eleng verschiddene Leit seet: „Wann Der Loscht hutt, wann Der wëllt, kënnt Der wiele goen." , a seet: „Domat hunn ech elo dee pädagogesche Geste gemaach.", da soe mir: Dat do bréngt awer där Zilsetzung, déi Der Iech selwer gesat hutt, iwwerhaapt näischt. Iwwerhaapt näischt! An dofir soe mer Neen zu där heiter Fro.

Iwwert d'Auslännerwahlrecht och e puer Wuert. Mir soen och Jo zur Participation politique vun den Netlëtzebuerger an zum Fait, datt mer musse kucken, fir déi Leit, déi haut Netlëtzebuerger sinn, och esou vill wéi méiglech un d'Matschaffen an der Politik ze féieren. Mir mengen, datt dat soll iwwert d'Nationalitéit goen an datt d'Nationalitéit an d'Nationalwahlrecht nach matenee verbonne sinn.

An dofir hu mer, Dir wësst et, eng aner Propositioun gemaach, wou notamment den Droit du sol dra virgesi gëtt. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt déi Propositioun, déi mer gemaach hunn - Droit du sol -, d'ailleurs an den Ëmfroe vun 72% vun de Lëtzebuerger hei akzeptéiert als Propositioun, ënnerstëtzt als Propositioun gëtt. Mir sinn der Meenung, datt déi extrem effikass ass - datt déi extrem effikass ass! -, datt 3.000 jonk Leit d'Joer Lëtzebuerger wieren, domat d'Wahlrecht hätten, net nëmmen d'Wahlrecht, mä och d'Méiglechkeet, fir gewielt ze ginn, an datt, wier dat Gesetz schonn a Kraaft an deene leschte Jore gewiescht, 40.000 Leit, déi haut Netlëtzebuerger sinn, scho Lëtzebuerger wieren a scho këinten, iwwert deen do Wee, mat wiele goen.

Mir sinn och der Meenung, datt eis Sprooch och an Zukunft nach e wesentlecht Element ass fir de politeschen Échange, fir d'Communication politique hei zu Lëtzebuerg. E wesentlecht Element! Mir sinn awer gradesou gutt der Meenung, datt d'Sprooch net däerf eng Barrière si fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn. An dofir hu mer d'Konditiounen zum Accès vun der Sprooch, an domat zur Nationalitéit, duerch eis Propositioun och wëllen ëmänneren.

Quitte datt mer och an de Sondagë liesen, datt eng ganz Rei vu Lëtzebuerger dat keng gutt Iddi fannen, d'Sproochekonditiounen erofzesetzen. Mir mengen awer, et wier wichteg, well mer net wëllen dem Accès zur Nationalitéit eng Barrière setzen a well mer wëllen eng Nationalitéit hunn, déi op ass. An iwwert d'Modalitéite kënne mer jo nach schwätzen. Mä mir wëllen deen Accès zur Nationalitéit opmaache fir Netlëtzebuerger.

Ech soe just, datt déi Propositioun, déi d'Regierung mécht, datt déi Propositioun, déi d'Regierung mécht, fir wielen ze goen, guer keng Kon-

ditioun vun der Sprooch huet. Guer keng Konditioun vun der Sprooch huet! An et ass do am Fong, wou den Énnerscheed läit. Mir hätte gär mam Accès zur Nationalitéit e vereinfachten Accès iwwer e vereinfachten Accès zur Sprooch. D'Propositioun vun der Regierung huet guer keng Sproochekonditioun, esou wéi se elo virläit.

Mir mengen, datt mer, duerch déi Propositioun, déi mer déposéiert hunn, vill méi effikass sinn. Mir mengen, datt vill méi Netlëtzebuerger iwwert d'Nationalitéit kënnen zum Wahlrecht kommen, wéi mat där Propositioun, déi haut vun der Regierung um Dësch läit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech héieren dat souguer an Interviewen, déi deen een oder deen anere vun de Majoritéitspolitiker gëtt. Ech hunn de Guy Daleiden, Vizepresident vun der DP, um Radio héieren, deen am Fong en résumé seet, datt ee roueg kéint mat Jo stëmmen, well déi Propositioun vun der Regierung souwisou net fir vill Auslänner géif a Fro kommen, well déi Leit, déi concernéiert wieren, am Fong ganz geréng wieren an een dofir keng Angscht bräicht dovir ze hunn. Well se bréngt jo näischt. En résumé. - Dat ass awer mäi Saz hannendrun.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Well se bréngt jo näischt. Dat ass awer d'Logik. Wann ee seet: „Et brauch ee keng Angscht ze hunn, well et sinn net vill Leit, déi dovunner wäerte profitéieren, dofir kënnt Der roueg derfir stëmmen!", wéi soll ech dat dann anescht ausdrécken? Wéi soll ech dat dann anescht ausdrécken?

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da soen ech: Ech hätt léiwer gehat, d'Regierung hätt da gesot, wat se gär hätt, a si hätt gesot, datt no deem hei Schrëtt, wa mer d'Nationalitéit bis eng Kéier aus der Verfassung erausgeholl hunn, nach iergendwann eng Kéier, ech weess net wéini, mä awer geplangt ass a geduecht ass, datt aner Schrëtt nokommen.

An d'ailleurs, Är Jugendorganisatiounen an aner Organisatiounen hei am Land froen dat elo schonn! Froen dat elo schonn!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Är och!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, froen dat elo schonn!

Plusieurs voix.- Är och!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Är och, Är och, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...och bei Iech an der Partei selwer. Och d'CSJ freet dat.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Ech weess dat. Dir brauch mir dat net ze soen!

Une voix.- D'CSJ an den LCGB.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sou, Dir braucht mer dat elo net nach zéngmol ze soen. Jo, et ass esou. Deen Drock ass haut schonn amgaang. Et kënnt de 7. Juni nach méi an déi nächst Etappen... An ech hätt et dann einfach méi korrekt fonnt, Dir hätt direkt gesot, wou Der wéilt higoen, anstatt hei zwou Konditiounen ze huelen, anstatt hei zwou Konditiounen ze huelen, déi esou restriktiv sinn, fir ze soen: Dir kënnt roueg Jo dozou soen, et geschitt näischt.

Ech fannen dat eng Aart a Weis erunzegoen...! Elo gëtt gesot: „Dir spillt hei mat der Angscht!", krute mer schonn eng Kéier gesot op enger Table ronde, déi mer haten. Ech wëll awer och dorobber äntwerten.

Wann een awer vun der Zilsetzung ausgeet, an dat war jo déi deklaréiert Zilsetzung vun dëser Regierung, mir missten e System fannen, wou mer deene 46% Netlëtzebuerger d'Méiglechkeet ginn, Wahlrecht ze kréien, fir déi Tendenz ëmzebéien, datt mer net iwwer 50% kréien - dat war jo d'Zilsetzung, wéi Der déi Propositioun hei ginn hutt -, an Dir maacht dann eng Propositioun, wou et awer absolutt evident ass, datt déi Zilsetzung, déi Der Iech selwer gesat hutt, ni kann erreecht gi mat där doter Propositioun - ni kann erreecht gi mat der Propositioun -, da sot mir emol: Wou ass dann d'Logik an där ganzer Diskussioun hei? Wou ass dann d'Logik? Wou wëllt Der dann domadder higoen? Da sot, wou Der wëllt higoen, anstatt hei elo emol eng éischt Etapp ze maachen an de Rescht unter ferner liefen emol dohinnerzegeheien.

Dann dat ekonomescht Argument, wat gëschter de Statsminister gebraucht huet, fir ze soen, et wier gutt, wa mer eis Nationalitéit géifen opginn, fir d'Wahlrecht den Netlëtzebuerger ze ginn, an als Argument, fir Promotiounsreesen ze justifiéieren. Dat, muss ech soen, dat ass awer scho wäit hiergeholl! Dat ass awer scho wäit hiergeholl als Argument!

(Interruption)

Ech soen Iech, wann Der dat och wëllt maachen, wann Der dat och wëllt maachen, da soen ech Iech och ganz seriö, d'Ouverture vun der Nationalitéit, e generéisen Accès zur Nationalitéit ass, a mengen Aen, e vill méi effikasst Argument fir Är Promotiounsreesen am Ausland, wann Der kënnt soen, datt mer eng Nationalitéit hunn, e Gesetz iwwert d'Nationalitéiten, wat accueillant ass, woumat Integratioun ka gemaach ginn a woumat deen Netlëtzebuerger, dee Lëtzebuerger gëtt, duerno all Rechter kritt.

Dat ass och en Argument, dat déi Leit gutt verstinn, well dat, wat d'Regierung hei proposéiert, dat versteet jo kee Mënsch am Ausland! Well, géife se et verstoen, dann hätt och schonn een et am Ausland gemaach! An ech stelle just fest, datt keen anert europäescht Land - keen anert europäescht Land - dat do gemaach huet!

Iwwert d'Ministeschmandater. Dat ass eng Fro, déi an der leschter Zäit ganz wéineg behandelt gëtt, déi awer, a mengen Aen, och ënnerschätzt gëtt an hire Konsequenzen, an hirer Wichtegkeet. Ech weess d'ailleurs net, wou déi Propos do hierkënnt - zweemol fënnef Joer Minister, da fënnef Joer Paus, da kann een erëm ufänken -, wat d'Konzept do hannendrun ass, wat een iwwerhaapt wëllt! Ausser datt elo méi Leit méi Chancë kréien, fir hir Iddien ze realiséieren.

Wann dat awer eng Definitioun vun der Regierungspolitik ass, datt esou vill wéi méiglech Leit sollen hir Iddie kënne realiséieren, also, dat fannen ech eng gelunge Konzeptioun vun deem, wat eng Regierung soll als Politik ëmsetzen.

Ech soe just: Mir hunn an där leschter Zäit an eiser Geschicht zu Lëtzebuerg eng wesentlech Roll an der Welt, an Europa gespillt, déi méi grouss ass, vläicht keng wesentlech, mä méi eng grouss Roll - méi eng grouss Roll -, wéi normalerweis 500.000 Awunner, déi hei am Land wunnen, eis erlaabt hätten ze spillen. Mir hunn an historesche Momenter vun der europäescher Entwécklung Gewiicht gehat. Mir konnten eis Stëmm héiere loossen, vill méi, wéi normalerweis e Land vu 500.000 Awunner.

Firwat war dat dann esou? Mä dat war esou, well mer an deene leschte Jore Politiker haten, déi, duerch déi Erfahrung, déi se hunn, duerch déi Kompetenz, déi se hunn, duerch d'Méiglechkeet, déi se haten, d'Rouagë vun der Politik, d'Europapolitik ze kennen, d'Leit ze kennen, ze wëssen, wéi d'Dossiere waren, fir kënnen do Influenz ze huelen, fir kënne fir eist Land aktiv ze ginn a fir eis kënnen dobaussen esou ze representéieren, mat Effikassitéit a mat Kompetenz.

An ech verstinn net, ech versti wierklech net, firwat mer elo, gratis, deen do Avantage, dee mer hunn, ee vun deene groussen Avantagen, déi mer hunn, einfach op d'Spill setzen, einfach wëllen ewechhuelen. Dat liicht mer net an, wéisou mer dat kënnen hinhuelen an eis eegen Avantagë wëlle beschneiden.

Da liicht mer och net an, wéi Der dat wëllt an d'Realitéit ëmsetzen a wéi dat soll goen. Een, dee wëllt Premier ginn, muss et entweder direkt ginn, wéi den Här Bettel, oder...

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ma, dat ass wouer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ben, très bien, très bien, dat sot Dir. D'Resultater gesi mer.

(Interruptions diverses)

Oder Dir musst fënnef Joer an der Regierung sinn, da musst Der direkt Premier ginn. An da kënnt Der just fënnef Joer bleiwen, just fënnef Joer bleiwen an da musst Der ophalen. Sot mir: Wat mécht dat do fir e Sënn? An d'Leit an der Deskriptioun, wéi se elo gemaach gëtt, a mir gesinn der vill...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...géif et Sënn maachen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An d'Leit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, och Dir kommt nach drun. Da kënnt Der alles soen, wat Der wëllt. Lauschtert...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oh, ech hunn dat gutt fonnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann Dir wëllt, ech kann nach och fir e puer anerer suergen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir gi ganz vill Diskussiounen an der Lescht mat Leit an. A mir mierke ganz oft, datt d'Leit déi Fro net richteg verstanen hunn. Well se net verstinn, datt ënner Membres du Gouvernement, esou wéi se elo formuléiert ass, a fir eis ass dat kloer, mä fir vill Leit ass dat net kloer, net nëmme Ministeren, mä och Statssekretären an och Premierministeren domadder verstane sinn.

A wann een dat e wéineg anescht explizéiert a gesäit, wat dat an der Realitéit fir en Effekt huet, da stinn d'Leit ganz oft anescht zu der Äntwert vun där doter Fro, well dann d'Realitéit se zréckhëlt a well een da gesäit, wann een do mat Jo äntwert, wann dat doten an d'Realitéit ëmgesat gëtt, wat et dann a Wierklechkeet heescht.

A schlussendlech si mer nach ëmmer der Meenung, datt mat esou engem Jo de Leit schlussendlech awer de Choix geholl gëtt. Och wann d'Juristen elo soen, datt evidenterweis, an ech weess dat jo och, an de Chamberswahle fir Deputéierte gewielt gëtt an net fir Ministeren. Sou, wann Der mat de Leit schwätzt, da wësst Der awer ganz genau, datt dat an hirem Kapp awer ganz anescht ass, datt, wa se vill fir Leit wielen a wa se ganz besonnesch fir een oder deen anere wielen, se och gär hätten, datt deen an d'Regierung soll kommen. Esou ass et awer geduecht. An esou ass et bei de Leit dobannen am Kapp, wéi et fonctionnéiert. Och wann et juristesch vläicht anescht ass. Wann Der mat de Leit schwätzt, ass dat awer ganz kloer.

An dee Choix, dee Choix huelt Der awer ganz einfach mat där doter Solutioun ewech. An dat fanne mer net normal. Dat fanne mer net seriö. Mir fannen, datt dat do eng Solutioun ass, déi mëttel-...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat ass den Här Mosar ni an d'Regierung komm?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...a laangfristeg eisem Land grouss wäert schueden, wa se mat Jo beäntwert gëtt a wa se positiv ausgeet.

Als Konklusioun wëll ech e Saz soen, deen de Premier gesot huet, wéi hie seng Ried opgehalen huet: „Lëtzebuerg", sot en, „ass e Land wéi keen anert op der Welt." Dat ass richteg. Mä och Lëtzebuerg brauch kohärent Konzepter. Lëtzebuerg brauch eng Zukunftsvisioun. Lëtzebuerg brauch eng sécher Hand, fir et ze féieren.

Näischt dovunner hu mer gëschter an der Ried héieren a gesinn. A wann dat, wat mer gëschter héieren hunn, d'Beschreiwung vum richtege Wee war, da wëll ech soen, da féiert dee Wee net wäit. An op jidde Fall féiert deen dote Wee net an d'Zukunft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger, de Fraktiounschef vun der DP.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, d'Regierung, dës Koalitioun, ass 2013 ugetrueden, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft, fir nei Perspektive fir d'Bierger am Land, och besonnesch deene Jonken opzemaachen, well eist Land huet weiderhi vill Potenzial, vill Méiglechkeeten, an et gëllt, déi ëmzesetzen.

De Premier huet gëschter gesot, datt mer duerfir musse Brécke schloen, Brécke mat de Bierger, mat de verschiddene Sozialpartner, mat de Forces vives hei am Land, déi hei schaffen a liewen an d'Land virubréngen, well nëmmen zesumme kënne mer Brécken, dës Brécke baue fir déi nächst Generatiounen. An dat ass och dee Wee, deen dës Koalitioun 2013 ugaangen ass. An dee Wee, dee fänkt och elo un, seng Friichten ze droen.

An dovunner, Här President, huet de Premier gëschter am État de la nation geschwat, well dorëms geet et jo och beim État de la nation, virun allem emol ze kucken: Wou si mer drun? Op wat fir engem Stéck vum Wee si mer hei am Land? An, Här President, dës Koalitioun ass eng vun deene courageiérten, eng Koalitioun vun den Décisiounen, vun de richtegen Décisiounen. Si schwätzt net nëmmen dovunner, wat se wëllt veränneren, verbesseren, reformëieren, si mécht et och!

D'lescht Joer sinn eng Rei Projeten, Décisiounen ugekënnegt ginn am État de la nation. An déi sinn net nëmme fir ee Joer ugekënnegt ginn, déi si fir déi ganz Legislatur ugekënnegt ginn. An déi ginn elo ëmgesat. Dat ass eigentlech den Zoustand vum Land. Mir hunn Décisioune geholl an déi ginn elo ëmgesat.

An ech hu gëschter och gesinn, datt d'CSV, si huet, wéi all Parteien, dann an der Press hir Kommentare gemaach a si huet och e Communiqué erausginn, wou se seet, „Worte statt Taten" wiere gëschter gewiescht. Ech ka mech u vill États de la nation erënneren, wou ganz vill annoncéiert ginn ass, ganz vill Wierder geschmass gi sinn, mä wou duerno guer näischt erfollegt ass. Dat war eigentlech dat, wann Der sot: „Worte statt Taten", eppes, wat een déi lescht Joren a Jorzéngten oft hei erlieft huet.

An Dir hat jo och virdrun, Här Wiseler, e Beispill genannt, dat vum Rettungsdéngscht. Mir hätten dat elo annoncéiert, et géif näischt geschéien. Wivill Joer, wivill Joer huet d'CSV dat dann annoncéiert? Wivill Joer sinn do eigentlech „Worte statt Taten" gewiescht? Dat Zitat, dat Der gëschter an Ärem Communiqué bruecht hutt, dat passt eigentlech vill besser op lech. Et ass eigentlech eng Selbsterkenntnis vun der CSV. Dat ass dat, wat Dir all déi lescht Jore ganz vill gemaach hutt: ganz vill Wierder gebraucht, mä ganz selte sinn do Tate gefollegt.

Mir sinn net eng Koalitioun vun eidele Wierder, mir sinn déi vun den Décisiounen. Mir maachen och dat, wat mer ugekënnegt hunn. An op deem Wee si mer. Mir plange laangfristeg a mir maachen och keng...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et wier besser, näischt ze soen, da brauch een och näischt ze maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...Navigation à vue.

Här President, et ass och batter néideg, datt mer déi Décisiounen ëmsetzen hei am Land, déi och ugekënnegt ginn, well mir hate laang Joren, wou mer och Stëllstand hei haten am Land, wou näischt geschitt ass, wou d'Land net virubruecht ginn ass. Et si vill schéi Wierder gesot ginn am État de la nation 2011, 2012, 2013. D'Orakel vu Lëtzebuerg huet da geschwat, a jiddwereen huet gemengt, d'Welt géif besser ginn.

Wat hate mer dann zum Beispill 2013? 2013, dat lescht Joer vun der viregter Regierung, war d'Land eigentlech paralyséiert. Et ass näischt méi gaangen. D'Budgete si verworf ginn. Mir haten Affäre wéi déi vum SREL, et waren Dysfonctionnementer. Dat war deemools d'Lag vun der Natioun, trotz schéine Wierder.

Här President, mir hunn an deene leschte Méint méi wéi eng Kéier courageiért Décisioune missen huelen - mä Politik heescht eben och Choixe maachen -, well mer iwwerzeegt sinn, datt dës Choixen déi richteg si fir eist Land, ebe fir eist Land fit ze maachen. E ganze Pak vun esou Décisiounen a Choixe waren d'lescht Joer den Zukunftspak an de Budget 2015. An déi droen elo hir éischt Friichten, déi weisen, datt mer um richtege Wee sinn.

An ech wëll drun erënneren, d'Regierung ass jo vill kritiséiert gi wéinst dem Zukunftspak, dee se am Hierscht virgestallt huet. Ech ka mech erënneren d'lescht Joer bei de Budgetsdebatten, d'Oppositioun, déi huet kee gutt Hoer un der Regierung gelooss. An der Ried war da rieds vun Austeritéitspolitik, vu Sozialofbau, vun onmoossege Belaaschtunge vum Steierzueler. Den Däiwel ass jo do richteg un d'Mauer gemoolt ginn. Wat ass dann dovunner agetratt? Näischt dovunner ass agetratt. Guer näischt!

Wa mer der gréisster Oppositiounspartei d'lescht Joer am Hierscht, am Dezember gefollegt hätten, wat hätte mer da gemaach? Dann hätte mer näischt gemaach. Dann hätte mer eigentlech dat gemaach, wat se gëschter am Communiqué fir sech selwer eigentlech geschriwwen hunn: Dann hätte mer Wierder gehat, mä keng Taten. Dat ass jo dat, wat si jorelaang gemaach hunn. Wa mer also op d'Oppositioun gelauschtert hätten, da géife mer haut vill méi schlecht dostoen, dann hätte mer zum Beispill net d'Statsfinanzen am Gréff.

Well, Dir kënnt Iech vläicht erënneren, d'Propose vun der gréisster Oppositiounspartei am Dezember, dat waren Amendementer, déi se ugekënnegt haten. Si hunn zwar keng eraginn. An eigentlech all Mesure, déi se proposéiert hunn, war fir eigentlech all Mesure aus dem Zukunftspak praktesch zréckzehuelen. Dat waren d'Propositiounen. Wa mer deem gefollegt wieren, Här President, dann hätte mer haut kee Budget am Équiliber, dann hätte mer net haut déi Moyenen, déi mer elo hunn.

An ech mengen, duerfir och wierklech en Opruff un déi gréisst Oppositiounspartei, konstruktiv matzeschaffen, net zu allem Neen ze soen an dann och konstruktiv Virschléi op den Dësch ze leeën. Ech zielen do wierklech op déi gréisst Oppositiounspartei fir an Zukunft.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat, wat bis elo mat eise Virschléi gemaach ginn ass...

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wäert nach op eng... Ech hunn elo grad gesot, Här President, déi Virschléi, déi Der d'lescht Joer gemaach hutt, wa mer deene gefollegt hätten, nämlech all déi Mesuren, déi mir geholl hunn, erëm ze sträichen, dann hätte mer dëst Joer net de Budget am Équiliber an da wiere vill Saachen, déi net um richtege Wee wieren. Dat wier geschitt, wa mer Iech gefollegt hätten, well Dir hutt nëmmen zu allem Nee gesot.

Här President,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et jo net grad, hein.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir kënnt dat roueg noliesen, jiddwereen, an den Debatte vum leschte Joer!

Här President, duerch déi Mesurë vum Zukunftspak, do kréie mer de Budget an de Gréff. An et muss ee soen, datt d'Perspektive scho laang net méi esou gutt ware wéi haut an dësem Land. Mir hunn eigentlech de Budget praktesch am Équiliber, an dat schonns no 18, oh, manner wéi 18 Méint vun enger neier Koalitioun.

Ech ginn net vill op d'Zuelen an. 2015 hu mer schonn e Solde structurel vun 0,7%, a wäerten domadder ofschléissen. Projektioune ginn dovunner aus, datt mer d'nächst Joer e Solde structurel vun 0,9% hunn. Dann dat Joer drop 0,5, 0,6. Op alle Fall wäerte mer déi nächst Joren op där Schinn do bleiwen. Och d'Schold hu mer am Gréff. Dëst Joer hu mer 23,9% vum PIB. An da sinn och d'Projektioune 24,2, 24%. Dat heescht, och do hu mer d'Schold am Gréff. Mir hunn eise Budget am Gréff.

An dat ass awer fir mech, Här President, kee Fait divers. Et ass eigentlech gemaach gi gëschter, wéi wann dat näischt Wichteges wier. Dat ass fir mech awer eng ganz wichteg Ausso zur Lag vun eisem Land. Mir haten de Budgetséquiliber säit der Kris 2008 eigentlech net méi, wann ech mech richteg kann erënneren, also mindestens säit siwen, aacht Joer.

A fir de Musterschüler an Europa ze sinn, dat ass jo och kee Selbstzweck. Mä firwat brauche mer gesond Statsfinanzen? Et erméiglecht, datt mer kënne Choixe maachen, datt mer kënnen investéieren, datt mer kënne gestalten, datt mer kënnen Zukunftsperspektiven opmaachen.

Här President, gesond Finanzen erméigleche letztendlech och, datt mer kënnen e gudden, fonctionnéierende Sozialstat garantéieren a finanzéieren. Mir hunn et also fäerdegbruecht, a kuerzer Zäit eis Finanzen an de Gréff ze kréien. An dëst war och nëmme méiglech mat dem Zukunftspak, ebe mat deenen Décisiounen, déi mer d'lescht Joer geholl hunn a mat deene mer elo um richtege Wee sinn.

Ouni deen Zukunftspak, wa mer also op d'Oppositioun gelauschtert hätten, wa mer deene gefollegt hätten, dat hu mer jo och d'lescht Woch erkläert kritt, dann hätte mer eigentlech haut eng aner Situatioun. Mir hätten eng zousätzlech Verscholdung vun 1,8%. Mir hätte kee Budgetséquiliber a mir hätten och kee Spillraum, fir ze investéieren.

Dat, fir ze soen, datt mer also mat deem Zukunftspak dee richtege Wee agaange sinn. An duerfir heescht en och „Zukunftspak" , well e Perspektiven opmécht, an net, well e spuert, well mer mat deene Suen, déi mer hunn, och ganz oft aner Akzenter setzen, well mir mengen, datt dat déi richteg Akzenter sinn.

An, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, entschëllegt, erlaabt Der, dass den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Eugène Berger *(DP).*- Gären, Här President.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech den Här Berger froen, wann hie seet, d'Regierung hätt elo de Budget am Gréff, ob dann déi 0,5% Steier, dat jo eng Mesure d'équilibrage budgétaire war, ob déi da géif zum Enn vun der Legislaturperiod ofgeschaaft ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass eng Fro un d'Regierung, Här President.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech kann... Jo, Här Präsident, ech kann awer dem Här Roth och gären äntwerten. Ech hunn elo grad gesot, datt mer eng Rei Saachen aneschters investéieren, datt mer och aner Akzenter setzen, zum Beispill, datt mer gratis Kannerbetreiung wëlle maachen an datt mer doduerjer natierlech dann och kucken op där anerer Säit aner Recetten ze maachen.

Ech wëll awer och drun erënneren, Här President, datt mer eigentlech och mussen eppes an d'Riicht béien, wat déi Jore virdrun net gemaach ginn ass, nämlech datt mer woussten - datt mer woussten -, datt mer d'Ewechfale vun de ganze Recetten aus dem Commerce électronique musse kompenséieren. Do ass am Virfeld guer näischt gemaach ginn, fir deem entgéintzewierken.

A mir maachen also eng aner Politik, wou mer aner Choixe maachen a wou mer eigentlech och kucken, datt mer op där anerer Säit de Budget am Gréff hunn. Dat hei ass net eng Steier, vun där Dir geschwat hutt. Dat hu mer och d'lescht Joer gesot. Dat ass eng Abgab, fir an nei Servicer, Här President, am Intérêt vun deene Jonken hei am Land kënnen ze investéieren.

Här President, ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Roth hat awer eng Fro un d'Regierung gestallt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi Fro, déi sech un d'Regierung geriicht huet, selbstverständlech, Här Statsminister.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, dat ass eng Fro, déi un d'Regierung gestallt ginn ass vum Här Roth, och wann dat jo net Usus ass, dass een hei vun de Bänken eng Fro gestallt kritt, wann en aneren Orateur schwätzt.

Mä ech soen elo just: Den Här Roth weess jo sécher, dass mer mat de Partenaires sociaux jo och iwwert déi 0,5% en Accord fonnt hunn a gesot hunn, dass dann, wa bis d'Reform och vun der Fiskalitéit, d'Réforme fiscale géif gemaach ginn, selbstverständlech och déi 0,5% verschwanne géifen oder mat agebonne ginn dann an eng Réforme fiscale.

Dowéinst ass et haut net opportun. Mir maache keng Politik à court terme, wou mer just kucken, wéi haut den Zoustand ass, awer mir kucken och, ob déi 0,5%, déi elo budgétiséiert sinn, wann déi Reform och kënnt, dann ofgeschaaft kënne ginn. Dat ass en Accord, dee mer fonnt hunn, an dat ass nach ëmmer haut richteg.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, an dat ass jo och dat, genau dat, wat ech d'lescht Joer scho gesot hunn, well ech ka mech erënneren, datt den Här Roth eng ähnlech Fro d'lescht Joer gestallt hat an datt mer eigentlech do schonn datselwecht drop geäntwert hunn. Dann huet en also elo nach eng Kéier déiselwecht Äntwert kritt. Ënner anerem hate mer och gesot, datt dat géif herno an deem ganze Kontext vun der Steierreform och considéréiert ginn.

An ech mengen, Här President, de Premier huet elo vun de Sozialpartner geschwat. Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt et eis gelongen ass, datt mer d'Sozialpartner hannert den Zukunftspak kritt hunn, datt déi och dozou stinn. Mat enger Konklusioun: De Sozialdialog, dee fonctionnéiert erëm hei zu Lëtzebuerg. Och wann e Konsens, dat ass eis kloer, tëschent de Sozialpartner net ëmmer evident wäert sinn, si mer awer iwwerzeegt, datt et gutt war, datt mer mat hinne geschwat hunn, datt mer en Accord fonnt hunn, datt mer och do um richtege Wee sinn. Mir haten och laang Joren hei zu Lëtzebuerg keen uerdentleche Sozialdialog méi.

An och ganz rezent, muss ech soen, gëschter, virgëschter, ech sinn och frou iwwert d'Entspanung, déi am Dialog mat den Enseignanten elo stattfënnt. Ech begréissen dat op alle Fall, datt och d'Enseignantë ganz konstruktiv sech un den Dësch gesat hunn a mat kucken, fir do Solutiounen ze fannen.

Här President, d'Ried vum Premier gëschter huet och ënnerstrach, datt Lëtzebuerg wirtschaftlech um richtege Wee ass. Et ass eis awer och bewosst, datt mer musse mat zwee Féiss um Buedem stoe bleiwen, datt mer mussen eise Budget fest am Bléck behalen. Dat ass och näischt Neies, dat hunn ech schonn als Budgetsrapporteur 2014 gesot.

Jo, d'wirtschaftlech Perspektive si gutt. Dëst Joer si fir d'Croissance 3,8% virgesinn, d'nächst Joer 3,6%. Dat hunn ech scho beim Budget 2014 als Rapporteur gesot. Dat sinn dann - ech hat deemools gesot - Sonnestrahlen, déi de Réck wiermen, dat mécht awer net onbedéngt e ganze Summer. Dat musse mer am Hannerkapp behalen. Mir musse virsiichteg bleiwen.

Do ginn et eng Rei Elementer, déi kënnen eraspillen, international Evenementer, Inflatioun, Zënspolitik, Commerce électronique zum Beispill, wou mer natierlech elo nach eng Rei Entreprisen hunn, déi als Mini-Guichet bis 2018 weider fonctionnéieren, mä wou mer awer net wëssen, wéi et duerno weidergeet. Wat wäerten d'Auswierkunge si vun europäesche Mesuren op d'Fiskalitéit? Wéi ass d'Evolutioun vum Chômage? An esou weider.

Dat alles, fir ze soen, datt mer mussen um Quivive bleiwen, datt mer musse kucken, eise Budget kloer am Gréff ze behalen, datt mer do elo net an déi aner Richtung fueren an d'Suen zur Fënster erausgeheien. Mir musse weider Efforte maachen, mussen oppassen op d'Ausgaben, a virun allem sollen d'Ausgaben esou gestalt sinn, datt se virun allem Investissementer an d'Zukunft sinn.

An dat wëll ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dat hat ech och scho gesot beim Budget, dat ass kee Spuerpak, wéi gären Der dat vun der Oppositioun nennen. Dat ass en Zukunftspak, an eng ganz Rei Saachen am Budget, zum Beispill de Sozialdeel vum Budget oder d'Sozialausgabe bleiwen héich. A mir maachen och eng ganz Rei wichteg Investissementer, zum Beispill an d'Schoul, zum Beispill an d'Kannerbetreiung, zum Beispill an de Logement.

Här President, eis Finanzplaz schléit sech gutt, och ouni Bankgeheimnis, wat vill Leit jo d'lescht Joer nach net gegleeft hunn oder gefaart hunn, datt et do géif biergof goen. Ebe grad well och eis Finanzplaz baut op Know-how, op Kompetenz, op Renommee. An eigentlech gesäit een, datt d'Transparenz mëttlerweil praktesch en neien Atout ginn ass, datt dat also keng Brems méi ass, au contraire, dat ass eigentlech e gudden Image dobaussen, wann ee ka soen, et ass eng propper, eng transparent Finanzplaz zu Lëtzebuerg.

Der Lëtzebuerger Fongenindustrie geet et exzellent. Et sinn nach ni esou vill Verméigen a Lëtzebuerger Fonge verwalt ginn. D'lescht Joer, wa meng Zuele stëmmen, nach eng Kéier plus 27% Zousaz. Mir wëssen och, duerch den onermiddlechen Asaz vum Finanzminister ass Lëtzebuerg dat éischt net asiatescht Land, dat Grënnungsmember bei der asiatescher Investment Bank fir Infrastrukturen ass. Mir sinn also do och vir mat derbäi. An esou eng Memberschaft mécht natierlech Potenzial op fir eng Finanzplaz zu Lëtzebuerg fir an Zukunft.

Nëmme fir ze soen, datt d'Zukunft vun der Finanzplaz och weiderhin eng Prioritéit vun der Regierung ass. An dat weist jo och den onermiddlechen Asaz vum Pierre Gramegna, vun eisem Finanzminister, dee ronderëm de Globus flitt, an de Mëttleren Osten, a Kanada an esou weider, fir eis Bankplaz ze valoriséieren, fir Reklamm derfir ze maachen.

An ech mengen, dat ass dat, wou mer och musse weider dru schaffen, och eis Bankplaz ze diversifizéieren. Mir hunn dat schonn am leschte Joer gemaach mat verschiddene Projeten. Ech denken zum Beispill un d'Sukuken. Mir mussen aner nei Finanzproduite kucken, datt mer déi op de Wee setzen. Zum Beispill och wou mer ugefaangen hunn, dat si jo d'Fongen, déi am Renminbi kënnen opgeluecht ginn. Och dat si Saachen, wou sécherlech nach vill Zukunft fir Lëtzebuerg wäert sinn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

E kuerzt Wuert zum Dossier LuxLeaks. Ech hat d'lescht Woch bei der Debatt gesot, d'Wellen hunn héich geschloe gehat. Mir haten awer e Kapitän um Schëff, de Finanzminister, dee mat roueger Hand duerch dee Stuerm gefuer ass, a mir sinn an e méi rouegt Gewässer komm. Sécher huet dat awer déi eng oder aner Schréips beim Image hannerlooss. Dat ass kloer.

Mä als Konklusioun stellen ech awer fest, datt den Drock vu Lëtzebuerg fort ass. Mir sinn elo prett, mir si vläicht net nëmme prett, mir sinn eigentlech déi Éischt op internationalem Niveau, fir ze soen: Mir sinn do, fir Diskussiounen ze féieren iwwer Steiergerechtegkeet a mir sinn och an der éischter Rei, fir ze kucken, do Solutiounen ze fannen. Mir sinn net de Problem do, mä mir sinn en Deel vun der Solutioun.

Mir hunn eng ganz Rei aner Efforten d'lescht Joer gemaach. Alleguerten d'Membere vun der Cofibu, mä och hei an der Chamber wësse jo, datt mer eng Rei Gesetzer gestëmmt hunn am Beräich vun der Transparenz, Échange d'informations an esou weider, mat dem Resultat, datt mer vun de schwaarze Lëschten, oder vun der schwaarzer Lëscht zum Beispill vum Global Forum erofgeholl gi sinn.

Och dat schéngt d'Oppositioun net weider ze interesséieren. Ech fannen, dat sinn awer och Taten, dat waren net méi Worte, dat sinn Taten, déi wichteg sinn. Dat ass fir mech awer kee Fait divers. Dat ass fir mech eppes, wat eminent wichteg ass a wat eben och weist, datt mer um richtege Wee och an eiser Finanzpolitik sinn, och an eiser Politik mat der lëtzebuergescher Finanzplaz.

Als Konklusioun vun deem, wat een iwwert d'Finanzplaz ka soen, kann een hei feststellen: Mir setzen op Transparenz, an am Endeffekt bekënnt dat eiser Bankplaz dach vill besser, wéi virdrun eigentlech dat Verstoppjesspill.

Här President, Lëtzebuerg ass net nëmme Finanzplaz, Lëtzebuerg huet och, dat wësse mer, performant Handwierk, Commerce, Industrie. An och do musse mer weider déi Secteure stäerken. A Lëtzebuerg setzt och op nei Secteuren. Zum Beispill den Archivage électronique, d'Économie circulaire, den ICT-Secteur, d'Logistik, fir nëmmen déi wichtegst opzezielen.

Ech mengen, besonnesch och FinTech wéilt ech hei ervirsträichen. Dat ass sécherlech och e Secteur oder eng Spart, déi wäert an Zukunft eng ganz Rei Méiglechkeete fir Lëtzebuerg bidden.

Dir wësst vläicht alleguerten oder och net, wat FinTech ass: zum Beispill, wann een iwwert de Smartphone kann Operatiounen, Bankoperatioune maachen, dat ass et eigentlech, well do déi Applikatioune FinTech, fir et emol esou ze soen, do spillen. Et ass eigentlech wichteg, datt mer an där Technologie - mir hu jo och Serveuren zu Lëtzebuerg respektiv mir brénge Serveuren op Lëtzebuerg, mir hunn hei gutt Infrastrukturen - eis Data-Centren also notzen, datt mer dat och am Ausland ënnersträichen, fir also do och Betriber oder Entreprisen, déi an deem Secteur täteg sinn, hei op Lëtzebuerg hinzekréien.

D'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie ass wichteg, well mat enger diversifizéierter Ekonomie schafe mer och nei Aarbechtsplazen. An nëmme wa mer e breet opgestallte Wirtschaftsstanduert hunn, kënne mer och dann nei Aarbechtsplaze schafen an och de Chômage an de Gréff kréien.

Här President, jo, de Chômage ass weiderhin e Problem hei am Land. Dat wëllt kee verstoppen. Virun allem fir déi Jonk. Mä wa mer iwwert d'Zukunftschancë schwätzen, musse mer dann och virun allem vun Aarbechtsplaze schwätzen, déi deene Jonken eng gewëss Perspektiv kënne ginn, eng gewëss Sécherheet, op där se dann hir Zukunft kënnen opbauen.

An hei goufen och eng ganz Rei Efforte gemaach. Och do si mer um richtege Wee. Kuerz als Rappell, wat mer gemaach hunn, fir deene Jonken am Chômage nei Perspektiven ze bidden, zum Beispill d'Garantie pour la jeunesse. 2.150 Jonker hunn dee Programm a véier Méint duerchlaf. An iwwer 70% vun deenen 2.150 hunn also och herno eng Léier oder Aarbechtsplaz ugebuede kritt respektiv kruten eng zousätzlech Mesure ugebueden. Dat ass net näischt.

An da wëll ech och erënneren un den Job-Pakt mat der UEL. An deenen nächsten dräi Joer sollen zousätzlech 5.000 Chômeuren eng Plaz fannen. Dat ass och, datt och aner Sozialpartner hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An et gesäit een och do an deem Dossier, datt de Sozialdialog erëm fonctionnéiert.

Fir an deem Beräich ze bleiwen, wëll ech och drun erënneren, datt den Éducatiounsminister e Projet de loi déposéiert huet fir d'Maison de l'orientation. Firwat eng Maison de l'orientation? Ma well eigentlech d'Orientatioun enorm wichteg ass, fir herno säi weidere Liewenswee, Beruffswee. Wann een eng schlecht Orientatioun huet, da kann een herno ganz oft doduerjer hänke bleiwen. Eng gutt Orientatioun mécht engem herno de Wee op fir vill aner Saache respektiv bréngt déi Leit op déi Plazen, fir déi se am beschte gemaach sinn.

Här President, d'Schoul an d'Éducatioun hu fir dës Regierung eng Prioritéit eben och net zulescht am Kampf géint de Chômage. D'Schoul ass eng Prioritéit, dat kann een net oft genuch soen, dat gesäit een och all Dag un där Aarbecht, déi gemaach gëtt, un deene Saachen, déi ausgeschafft ginn. Jo, et si ganz vill Schantercher an eiser Schoul. Ech mengen, eng Prioritéit fir eis, dat ass déi vun der Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg. Mir wëssen, d'Méisproochegkeet, dat ass op där enger Säit en Atout, op där anerer Säit awer och eng vun deene gréissten Ursaache vum schouleschen Échec vun de Kanner an der Schoul, an dorunner musse mer also schaffen.

Den Éducatiounsministère geet do nei Weeër, fir d'Sproochekompetenz ze förderen, zum Beispill fir déi Jonk esou fréi wéi méiglech - well mir wëssen, datt d'Kanner do besonnesch gutt empfänglech sinn, fir Sproochen ze léieren -, fir also d'Kanner esou fréi wéi méiglech zum Beispill mat zwou Sproochen, Lëtzebuergesch a Franséisch, a Kontakt ze brëngen op eng méi informell Aart a Weis. An dat kënne se jo da scho maachen an der Crèche. Ech mengen, duerfir ass och dee Modell vun der gratis Kannerbetreiung, wou een déi richteg Akzenter setzt.

D'DP, den Éducatiounsminister huet och ëmmer op d'Schoulautonomie gesat. An dat ass och dat, wat mer elo hei ëmsetzen. An et ass jo

eben och: Wat ass d'Iddi hannert der Schoulautonomie? Dat ass, datt mer jo am Land verschidde Schüler hunn, verschidde Solutioune brauche fir verschidden Zorte vu Schüler an datt mer also verschidden Offeren ubidden, zum Beispill am Beräich vun de Sproochen. An dat ass jo dat Beispill vun der neier Europaschoul zu Déifferdeng, wou mer ebe grad duerch esou eng Autonomie, duerch nei Modeller vu Schoulen eben och de Wee opmaache fir Schüler, déi an eisem klassesche System, an eise klassesche Modeller ganz vill Schwieregkeeten hätten.

Ech mengen, fir nach e Wuert ze soen zu Déifferdeng: Dat ass jo wierklech e flotte Projet. Do kënnen op där enger Säit frankofon Schüler, där et der jo och méi an deem Raum ginn, eng ideal Léierplaz oder eng Plaz fannen, wou se wierklech eng ideal Schoulcarrière kënne maachen, an op där anerer Säit ass et awer och esou, mir wëssen, datt am September d'Uni opgeet op Belval, datt do natierlech an deem Emfeld Enseignanten, Chercheuren an esou weider op Lëtzebuerg kommen, déi vläicht éischter anglofon sinn, datt also och déi Kanner wäerten hunn an datt déi dann do eng Méiglechkeet hunn, fir kënnen hir Kanner do an d'Schoul ze ginn.

En anert Beispill, fir awer net nëmme bei Déifferdeng ze bleiwen: de Clierfer Lycée. Do gëtt en Akzent op d'nei Informatiounstechnologië gesat. Firwat? Well eben och do grouss Besoine sinn, well awer och e groussen Intérêt do ass, well dat nach net an all Lycée hei am Land ugebuede gëtt, datt mer also och do Modellcharakter hunn. An dat weist awer an engems och, datt mer och den Norden net lénks leie loossen, datt mer och am Norden do ganz vill an deem Beräich maachen an och do investéieren an nei Méiglechkeete schafen.

Här President, vun der Schoul, vun der Crèche kommen ech bei d'Famill. A mir wëssen, d'Familljebild huet ganz staark geännert an eiser Gesellschaft. Mir hunn haut Patchworkfamilljen, mer hu Monoparentallen, mir hu Koppelen, déi wëllen zu zwee schaffe goen, net well se onbedéngt wëllen nach méi Sue verdéngen, mä einfach, well dat hire Choix ass, datt se wëllen zu zwee schaffe goen an awer och eng Famill hunn, awer och Kanner kënnen hunn. Dat ass einfach eng Realitéit, déi nei Familljebiller. An iwwert déi kann d'Politik net einfach ewechkucken. Mir hunn och Saachen, déi net esou erfreelech sinn. Mä ronn 50% vun de Koppele ginn hautzudag gescheet, an do wësse mer och, all véiert Fra aus enger Scheedung lant herno beim RMG zum Beispill, wat net an der Rei ass.

Mir kënnen also net esou weidermaachen, wéi wa mer e Familljebild, e Weltbild hätten, wou all Koppel, éischtens, jiddweree bestuet wier, all glécklech bis an d'grousst Alter wieren an ni eppes géif passéieren. Esou fonctionnéiert d'Welt hei haut leider net méi. D'Realitéit, wësse mer alleguerten, ass eng aner. An d'Politik muss eben Äntwerten op déi Erausfuerderunge fannen.

Wat ass fir eis wichteg? Hei ass et eigentlech wichteg ënnert dem Stréch, datt an all deene Konfiguratioune vu Familljen, déi ech eigentlech elo opgezielt hunn - ech hu wahrscheinlech och nach Konfiguratioune vergiess -, datt do jiddwer Partner oder jiddwereen an esou enger Famill, egal wéi se ausgesäit, datt déi kënne Fouss faassen am Beruffsliewen, datt se kënnen hir Beruffscarrière maachen, datt se kënnen op eegene Bee stoen, egal wat herno am Liewe passéiert.

Duerfir huet och d'Familljeministesch d'lescht Joer eng Rei Akzenter gesat, Saachen ugekënnegt, déi mer elo ëmsetzen. An en neit Element, dat nächst Element ass eben elo dat vun der Reform vum Congé parental, wat fir eis e wichtege Schrëtt ass fir eng modern Familljepolitik. Ech ginn elo net am Detail op dee Congé parental an. Haut de Mëtteg wäert mäi Fraktiounskolleeg, de Gilles Baum, deen och President vun der Familljekommissioun ass, dorobber nach méi agoen.

Här President, e grousse Chantier bleift och d'Steierreform. Virdrun ass jo och als éischt Reaktioun gewiescht vun der Oppositioun, dat ass och net nei, datt et nach net konkret wier, datt een nach näischt wéisst.

Ech wëll awer och do nach eng Kéier soen: D'Oppositiounspartei an och de Gilles Roth, dee jo, mengen ech, ee vun den Experten ass an deem Dossier bei der Oppositioun, wëssen, datt et net einfach ass. Wéi oft ass an der Vergaangenheet vun der aktueller gréisster Oppositiounspartei och eng Steierreform ugekënnegt ginn, wou awer herno näischt gemaach ginn ass?! Viele Worte, keng Taten!

An dat ass eigentlech dat, wat eis jo ënnerscheet. Dës Koalitioun wäert eng Steierreform ëmsetzen. Dat ass genau de Punkt bei eis. Mir wäerten dat maachen a mir wëllen eppes maachen aus engem Goss. Mir wëllen net Fléckwierk maachen, wéi dat emol an der Vergaangenheet geschitt ass, wou déi eng Mesure geholl ginn ass, déi huet missen zréckgeholl ginn.

Mir maachen eng aus engem Goss, Här President. An ech kann do de Gilles Roth berouegen, och do wäerte mer dann déi 0,5% mat dra verschaffen.

Dir wësst also, datt esou eng Steierreform also vill Aarbecht ass, datt et schwiereg ass an datt een dat also soll uerdentlech preparéieren. Mir sinn amgaang an de Viraarbechten. D'Viraarbechte lafen. Déi eenzel Sozialpartner gi mat agebonnen.

Och d'Cofibu, Här President, wäert domadder staark agebonne ginn. Mir krute schonn en Dokument, op dat ech elo net wäert agoen. Mir krute schonn en éischt Dokument, all d'Membere vun der Cofibu, mat verschiddenen Zuelen, déi mer nach net wäerte presentéieren, fir a Rou kënnen déi Saach ze kucken. Mä mir hoffen, datt mer och do herno alleguerten un engem Strang wäerten zéien. A virdrun hunn ech och de Leader vun der Oppositiounspolitik esou verstanen, datt mer eis awer op enger Rei Saache kéinten eens ginn. Mä et ass eng offen Diskussioun am Endeffekt, wou mer net vu virera soen: Dat do muss herno genau esou op de Millimeter erauskommen.

Et ass eng offen Diskussioun. Natierlech sinn awer bei deenen eenzelne Parteie Saachen, déi engem besonnesch um Häerz leien. Bei der Demokratescher Partei ass dat d'Individualiséierung vun der Besteierung, datt mer awer do och mussen eis Gedanke maachen, datt mer déi och mussen ugoen. Firwat? Well mir fannen et net richteg, dat e Steiersystem ee Modell vun Zesummeliewe privilegéiert.

Ech hu grad virdru gesot, datt et jo haut vill Modeller vun Zesummeliewe ginn. Mir hunn awer ee Steiersystem, deen eigentlech praktesch ideologesch begrënnt ass, well en ee prezise Familljemodell awer begënschtegt. Wann ee bestuet ass, bezilt ee manner Steiere wéi bei all deenen anere Forme vun Zesummeliewen. Mä déi aner Forme vun Zesummeliewe ginn et och. Firwat sollen déi da bestrooft ginn?

An dann ass jo och deen anere Punkt, deen ech virdru gesot hunn, eben och: Eng Individualiséierung stäerkt och d'Onofhängegkeet vun deene jeeweilege Partner. Ech wëll et elo net nach eng Kéier soen, datt ganz vill Bestietnisser zu Broch ginn.

Wat awer och muss sinn an eisen Aen, mä ech mengen, do wäerte mer och keng Diskussioune kréien, dat ass en Zil vun der Steierreform, datt mer och de Mëttelstand, de breede Mëttelstand, datt mer dee musse stäerken, net nach weider belaaschten.

Mir dierfen awer och net bei enger Steierreform d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen aus den Ae verléieren. Och do musse mer wëssen, datt mer an engem europäeschen internationale Kontext liewen an datt een also dat och muss am Hannerkapp halen. Mir mussen dobäi drun denken, datt mer dat esou mussen organiséieren, datt och d'Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg am grousse Mooss solle gefërdert ginn, datt och Aktivitéiten, ekonomesch Aktivitéite weiderhin hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An do mengen ech, kann een och soen: «Trop d'impôt tue l'impôt.» - oder - «tue aussi l'économie».

Dat musse mer einfach am Hannerkapp behalen. Mä mir wëllen dat, also déi Diskussiounen an aller Transparenz mat all de Partner diskutéieren. Jo, mir brauche vläicht nach een, zwee Joer.

Mä ech kann lech soen, Här President, 2017 wäerte mer dann déi Steierreform hei hunn an da wäerte mer se ëmsetzen, am Géigesaz zu deene ville Jore virdrun, wou ugekënnegt ginn ass a wou dann näischt komm ass.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Net esou wéi Dir dëst Joer bei de Budgetsdebatten: Wéi aus engem Goss ugekënnegt, an dunn ass alles zréckgeholl ginn, mä dat ass natierlech awer normal!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, d'Madame Modert huet herno bestëmmt d'Geleeënheet, fir eis nach méi e laangen Exkurs iwwert d'Steierreform ze maachen, oder, wa se elo nach prezis Froen huet, kann ech och dorobber agoen, mä si kann awer herno roueg heihinnerkommen, fir hir Vuen iwwert d'Steierreform och hei ze presentéieren.

Här President, dës Regierung ass och fir méi Transparenz ugetrueden an duerfir huet de Premier net nëmme Wierder gesot, mä en huet och Tate follege gelooss. En huet gëschter e Projet de loi iwwert den Accès à l'information, en iwwerschaffte Projet déposéiert. Hei ass d'Zil, datt de Bierger dann e méiglechst groussen Deel vun Informatiounen ka kréien. A wat hei positiv ass, dat ass, datt een net komplizéiert Prozedure soll maachen, fir Informatiounen ze kréien, mä datt eigentlech hei d'Regierung, d'Verwaltunge proaktiv eng Rei Méiglechkeete ginn, fir datt de Bierger spontan direkt un Informatioune kënnt, ouni datt e muss extra derno froen.

Als Rapporteur vum SRELs-Gesetz wëll ech och ervirsträichen, datt mer do um richtege Wee si bei der Reform vum SREL, vun eisem Geheimdéngscht. Ech mengen, et ass e wichtege Projet no all den Dysfonctionnementer, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn. Ech wëll se net méi all rappeléieren. De Premier ass ofgelauschtert ginn, Agenten hu sech selbstänneg gemaach, illegal Écoute, privat Geschäfter an esou virun an esou fort. Domadder ass wierklech déi lescht Joren d'Vertrauen och an eis Institutioune ganz staark an d'Wackele komm. Net nëmmen d'Vertrauen an eis Institutiounen, och eng Regierung ass doduerjer méi wéi an d'Wackele komm.

An et geet einfach drëms, och aus de Lektiounen ze léieren. Mir wëllen net nach eng Kéier esou eppes hunn, datt esou en Déngscht aus dem Rudder leeft. An duerfir setze mer d'Recommandatioune vum Rapport vun der Enquêtëkommissioun ëm. Mir schaffen drun an der Kommissioun, fir datt mer virum Summer dee Projet de loi dann och kënnen hei an der Chamber presentéieren a stëmmen.

Kloer Missioun: Ech mengen, wat sinn d'Zilvorgaben? Wat wëlle mer mat deem Gesetz erreechen? Dat ass, éischtens, datt et kloer Missioune gi fir de Geheimdéngscht, fir de SREL, an, zweetens, datt mer och eng effikass Kontroll hunn op e puer Niveauen: vum Comité ministériel, vun den Delegéierten, vun der Justiz, vun der Kontrollkommissioun, fir datt dat also, ech hat dat emol esou genannt, e Service sous haute surveillance ass, datt do näischt méi aus dem Rudder ka lafen.

Här President, ech kommen och net derlaanscht, iwwert d'Logementspolitik ze schwätzen. De Guy Arendt wäert haut de Mëtteg och als President vun der Logementskommissioun méi en détail dorop agoen. Vläicht awer e puer kleng Bemierkungen.

Ech mengen, d'Logementspolitik huet eigentlech ënnert dëser Regierung déi éischte Kéier déi Prioritéit erlaangt, déi se scho laang verdéngt hätt. Ech ka mech erënneren och un aner États de la nation, wou Saachen ugekënnegt gi waren, wou praktesch de Premier bal an Tréine war, fir ze soen, datt et e groussen Échec wier, mä awer ass duerno weiderhin net vill geschitt. Dat si schonn eng Rei Joren hier.

Dës Regierung huet de Logement als Prioritéit ugekënnegt a si wäert och weisen, datt se do eng Rei Saache wäert ëmsetzen. D'lescht Joer huet d'Logementsministesch e Programm virgestallt. Ech mengen, d'Zil, dat muss jo sinn, d'Offer ze vergréisseren, zum Beispill iwwert de Wee vu Baulandverträg, iwwer prezis Projeten. Gëschter ass een hei vum Premier erwähnt ginn, deen um Kierchbierg, wou awer déi Klengegkeet vun iwwer 800, 900 Wunnengen do erstallt ginn, a wou d'Regierung hir Verantwortung iwwerhëlt, fir datt och d'Präisser do bezuelbar bleiwen.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Regierung an hirem Budget eng Prioritéit huet bei den Investissementer, datt se all Joers 10% Sue méi am Budget wäert huelen, fir an de Logement ze investéieren.

Ech wëll och un de Projet iwwert d'Subvention de loyer erënneren, deen déposéiert ginn ass. Et ass fir eis och wichteg, datt mer deene sozial méi Schwaachen hëllefen, déi all Mount hir Schwieregkeeten hunn, fir e Loyer ze bezuelen. An och do gi mer de richtege Wee, andeems mer dat net als Finanzleeschtung, mä als Sachleeschtung organiséieren. An dat ass de richtege Wee.

Virun e puer Deeg hat d'CSV eng Pressekonferenz, wou se och iwwert de Wunnengsbau geschwat huet an och Kriticken ervirbruecht huet. Do hat si gesot, si hätt och eigentlech schonn esou e Projet iwwert d'Subvention de loyer eraginn. Très bien! Dat war, ech hunn nogekuckt, am Januar 2013, wou deen duerch de Regierungsrot gaangen ass. Ech erënneren nach eng Kéier: Januar 2013 war dat.

Firwat ass dann dunn näischt gemaach ginn? Dat waren och nees Worte statt Taten. D'Neiwahle waren am Oktober. Vu Januar bis Oktober hätt een awer kënnen an deem Dossier virukommen. Firwat ass also dee Projet do net ëmgesat ginn? Oder war et vläicht awer e schlechte Projet?

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir hat jo esou vill méi laang Zäit duerno, wou et net komm ass.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift! Frot un, wann ech gelift, wann Der eng Fro wëllt stellen, da kann ech den Orateur hei froen. Här Berger, erlaabt Der eng Fro vun der Madame Modert?

M. Eugène Berger *(DP).*- Gären, Här President.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Oder? Neen, ech mengen...

Ech weess net, Här President, et war eng Bemierkung éischter. Mä si kann awer och eng Fro stellen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Okay. Dann ass et just een, deen elo schwätzt, dat ass den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Vläicht... Ech wëll och nëmme soen, och bei deem, et si jo vill Diskussioune gewiescht beim Fonds du Logement. Do op der Pressekonferenz, dat hat ech op alle Fall esou an der Press gelies, ass gesot ginn, jo, och d'CSV-Ministeren hätte schonn en Audit an Optrag ginn, fir ze kucken, wéi de Fonds du Logement fonctionnéiert a wéi ee kéint kucken, wéi e kéint besser fonctionnéieren. Jo, deen Audit, deen ass 2009 gemaach ginn. Wat ass dann elo 2009 geschitt, fir d'Saach ze verbesseren, fir de Fonds du Logement besser opzestellen? Guer näischt, guer kee Suivi war do!

Mä och nëmmen do, fir ze soen, do sinn also och vill Worte geschwat ginn, awer et si keng Taten erfollegt. Wann een a fënnef Joer net d'Konklusioune vun engem Audit kann ëmsetzen, da froen ech mech wierklech, wéini een dat ka maachen.

Wat dës Regierung also och erëm ënnerscheet: Mir schwätzen net nëmmen dovunner, mir maachen et och. Mir hunn hei en Audit kritt a mir sinn elo amgaang schonn, déi éischt Mesuren ze huelen, Konklusiounen ëmzesetzen. Dat ass dat, wat eis ënnerscheet vun der gréisster Oppositiounspartei, Här President.

Am Kontext Logement och nach kuerz e Wuert zur Energieeffizienz, och e wichtege Käschtefacteur. An ech gesinn, Här President, den aktuelle President ass jo och besonnesch un deenen Dossieren interesséiert, datt mer och intensiv an der Sous-commissioun Kyoto dorunner schaffen. D'Regierung, d'Koalitioun, déi setzt och op Albausanéierung via eng Klimabank. An deen Dossier kënnt och virun. Och do si mer endlech um richtege Wee.

De Premier huet gesot, ënnert dem Lead vum Finanzminister, well et huet och eppes mat enger Bank ze dinn, et huet och mat Suen ze dinn, ass elo eng interministeriell Aarbechtsgrupp, déi doru schafft, fir dee Modell vun der Klimabank dann an d'Realitéit ëmzesetzen. An ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass och, datt ee bei enger Klimabank Investitioune mécht an d'Albausanéierung vu Gebaier.

Mir wësse jo, bei esou engem Modell, do ginn et herno am Endeffekt nëmme Gewënner. D'Leit, d'Bierger, déi spuere jo Energiekäschten, spueren also am Portmonni. Mir schafen nei Aarbechtsplaze fir d'Handwierk, nei Opträg fir d'Handwierk. Mir kreéieren een neien Know-how am Endeffekt och hei. Mir maachen eppes Guddes fir den Émweltschutz natierlech, fir de Klimaschutz. An et ass eigentlech e Beispill, wéi Ekologie an Ekonomie Hand an Hand kënne goen.

Här President, Referendum: Dat, wat mer eigentlech maachen dëst Joer mat dem Referendum, dat ass eigentlech eng historesch Démarche. Mir maachen eppes, wat ganz selten oder an deene leschte Jorzéngte praktesch ni gemaach ginn ass: Mir bannen de Bierger mat an a wichteg Décisiounen. Mir lauschteren op d'Leit, wat se ze soen hunn zu e puer fundamentale Froen, déi mer an eisen Aarbechten zur Gesamtverfassung hunn a wou mer weder déi eng nach déi aner Solutioun fonnt hunn. Ech mengen, dat ass eng participativ Démarche, déi nei ass hei, datt mer mat de Bierger am Land wichteg Froen diskutéieren.

An ech muss awer soen, trotz deenen engen oder anere Kriticken - ech war schonn op enger Rei Table-ronden -, datt awer am Land vill diskutéiert gëtt, datt an de soziale Foren, datt an de Familljen, iwwerall ganz vill doriwwer diskutéiert gëtt. An dat ass jo awer schonn e positiven Aspekt, datt d'Leit sech fundamental Gedanke maachen, datt d'Leit diskutéieren, mateneen diskutéieren, heiansdo och kontrovers, mä dat soll och esou sinn, iwwer fundamental Froe vun eiser Demokratie. Eleng doduerjer hu mer eigentlech schonn en Zil erreecht bei deem Referendum, datt mer also en Dialog hunn, datt den Dialog bei de Leit, d'Diskussioune bei de Leit iwwer essenziell Froe vun der Politik ugaange sinn.

Et ass kloer och an där Diskussioun oder respektiv an där ganzer Prozedur, datt mer mussen d'Meenung vum Vollek, wa mer se froen, och respektéieren. Egal wéi dat Resultat ausgeet, musse mer dat respektéieren. Dat ass de politeschen Anstand. Dat ass eben esou, wéi d'Demokratie fonctionnéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech sinn erstaunt, Här President, Dir hutt et och vläicht schonn op där enger oder anerer Table ronde matkritt, wann dann den CSV-Fraktiounschef seet, wann en déi Fro gestallt kritt: „Respektéiert Der dann d'Referendumsresultat?", datt hie seet: „Bon, meng Partei, d'CSV, déi muss emol fir d'Éischt kucken, de Wielerwëllen, wat e gemengt huet. Mir musse kucken, de Wielerwëllen ze interpretéieren. Och wann et 51% sinn, mä wa se net all wiele waren, sinn dat awer 51% vun..."

Dat ass eppes, Här President, dat ass awer e ganz komescht Demokratieverständnis a mengen Aen. Fir mech kann et do net eng Interpretatioun gi vum Wielerwëllen. 50,01% ass eng Majoritéit vum Vollek, déi sech derfir ausgeschwat huet. Also, fir eis ass d'Saach ganz kloer. Mir respektéieren d'Meenung vum Vollek a mir ginn dovunner aus, datt dat och alleguerten déi aner Parteie wäerte maachen.

Ech ginn elo net en détail op déi verschidde Froen an. Vläicht zwee, dräi Wierder just zum Awunnerwahlrecht. Firwat Awunnerwahlrecht, soen ech hei? Jo, well et hei ëm d'Awunner vu Lëtzebuerg geet. Et geet net ëm Auslänner. Et geet net ëm Leit, déi all Dag aus dem Ausland hei moies erafueren an owes nees erausfueren, déi am Ausland wunnen a just heihinner schaffe kommen. Neen, et geet ëm Leit, déi hei scho laang liewen. Zéng Joer. Méi laang. Déi hei eng Famill hunn, déi hei Kanner an de Schoulen hunn, déi hei engagéiert sinn. An engem Sportsveräin, an engem Museksveräin, op soss Aart a Weisen. Ëm Leit, déi och derzou bäidroen, datt eis Ekonomie ka fonctionnéieren. Ouni déi 45% vun deene Résidenten, vun deene Leit, déi hei wunnen, géif Lëtzebuerg net méi kënne fonctionnéieren.

Et geet also dorëms, datt mer soen: Déi Leit, déi hei liewen, schaffen, en Deel vun eiser Gesellschaft sinn, datt mer deenen och e klengen Deel awer wéinstens erlaben, mat ze participéieren. An dat ass dat, ëm wat et hei geet.

Wéi soll eis Demokratie fonctionnéieren, sollt iergendeng Kéier nach just eng Minoritéit iwwer eng Majoritéit vun den Awunner am Land hei décidéieren? Dat ass net dee Wee, dat ass net déi Form vun Demokratie, wéi mir eis se virstellen. Mir wëllen, datt alleguerten déi Leit, déi hei am Land liewen, zum Zesummenhalt och vun der Gesellschaft bäidroen, datt déi och eng minimal Méiglechkeet hunn, fir mat ze décidéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, och bei deene Jonken: Dir wësst, hei steet een, deen ëmmer déi Iddi verteidegt huet. Och do, firwat? Ma well mer wëlle kucken, eng gesond Demokratie soll esou breet wéi méiglech opgestallt sinn, soll esou vill wéi méiglech senge Matglieder, deenen, déi am Land liewen, eng Méiglechkeet ginn, an eben och deene Jonken, déi haut ganz vill sech interesséiere fir d'Politik an déi och ganz vill Bescheed wëssen, fir deenen d'Matsproocherecht ze ginn iwwer Décisiounen, déi mer huelen, déi jo ganz oft si betreffen a wou si nach eigentlech net kënne matbestëmmen.

Och nach e klengt Wuert zu de Ministermandater. Och dat ass an eisen Ae wichteg, datt do eng Alternance ass. Eng gesond Demokratie lieft vun Alternance, vum Changement, vun neien Iddien. Et gi grouss Muechten, wéi zum Beispill an den USA, wou e President maximal zweemol ka President ginn, wou en och net huet misse virdrun x Jore laang Statssekretär oder Minister gewiescht sinn. Déi weisen och, datt eigentlech eng Alternance gesond ass.

A mir sollen och ophalen, ëmmer ze soen, datt dat eigentlech och déi lescht definitiv Etapp wier, wann ee Minister ass oder Premier. Och déi Kompetenz, déi een huet als Politiker, kann een op ville Plazen asetzen.

Ee Beispill awer vläicht, dat mer alleguerte kennen: Mir haten e Minister, dee war 30 Joer Minister. Ech weess net, ob en ëmmer immens vill opgefall ass mat ville konkreten Aktiounen als Minister. Eppes weess ech awer: E war duerno fënnef Joer an der Chamber.

An ech muss éierlech soen, Här President, e war President vun der Développement-durables-Kommissioun, an an all deenen 20 Joer, wou ech hei an deem Gebai an- an ausgaange sinn, hate mer ni esou e gudde President vun enger Chamberskommissioun, egal wat seng politesch Partei war. Einfach nëmmen, fir ze soen, datt also Leit oft op anere Plazen, oder wa se changéieren, hir Kompetenze vläicht kënne vill besser asetzen. Och duerfir ass et gutt, wann heiansdo eng Alternance ass an datt net Ministeren 30 Joer un engem Stéck op enger Plaz sinn, well se vläicht hir Kompetenzen op anere Plazen och kënne besser asetzen. An och fir d'Chamber ass et wichteg an och do brauche mer gutt Leit.

Här President, déi international Schäinwerfer wäerten an der zweeter Halschent vum Joer mat der Présidence op Lëtzebuerg geriicht sinn. Et sti wichteg europäesch Dossieren un, wou Lëtzebuerg säi Bäitrag wäert leeschten, fir virunzekommen. Klimaschutz, TTIP, d'Flüchtlingsproblematik, ech nennen der e puer, den europäesche Wirtschaftswuesstum, den Dossier Steiergerechtegkeet wäerte mer och mussen diskutéieren. An d'Présidence ass awer och eng gutt Geleeënheet, dat brauch eis keng Angscht ze maachen.

Mir hu gewisen an all deene Jorzéngte virdrun, datt mer eng Présidence gutt maachen. Et ass eigentlech eng Geleeënheet, fir och Lëtzebuerg awer dobausse positiv ze verkafen an eben och deenen anere Memberlänner ze weisen, wou eis Stäerkte leien, well mir hu jo awer an enger Rei Domäner Virbildfunktioun, déi mer kënne maachen. Zum Beispill, wat de Sozialstat ugeet, wat déi sozial Kohäsioun ugeet. An dësem Sënn kënne mer och eng Rei Dossieren dann influenzéieren op europäeschem Parkett.

Eppes wëll ech och ervirsträichen: Mir sinn ee klengt Land. Mä mir maachen do - an dat ass net nëmme fir déi nächst Présidence, dat ass hei eng Remarque, déi gëllt och fir déi Présidencë virdrun, dat muss een unerkennen -, mir maachen hei mat wéinege Beamten, mat wéinege Chargés de mission exzellent Aarbecht während esou Présidencen. Wann ee kuckt, aner Natiounen, déi hunn do eigentlech, géif ech bal soen, Arméie vu Mataarbechter, déi bei esou Présidencë schaffen. Mir hunn e puer Beamten, ech géif soen Topbeamten, déi sech dorëms këmmeren, an déi maachen déi Saach wierklech perfekt. Ech wollt dat och emol eng Kéier hei gesot hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss: Mat dem Zukunftspak, mat enger diversifizéierter Wirtschaftspolitik, mat enger Politik, déi Prioritéit op eng gutt Éducatioun setzt, mat enger moderner Familljepolitik a Kannerbetreiung, mat effikasse Mesurë géint de Chômage, mat der Prioritéit op bezuelbarem Wunnraum, mat enger engagéierter Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik, mat Transparenz, Matbestëmmung an Dialog, mat all dësen Décisiounen, déi mer geholl hunn an nach villen aneren, déi ech elo net opgezielt hunn, déi och net de Premier gëschter all opgezielt huet, mat all deenen Décisiounen, déi déi Koalitioun an deene leschte 16, 18 Méint geholl huet, huet d'Regierung de richtege Wee ageschloen. A si mécht eigentlech net méi an net manner wéi dat, wat se am Koalitiounsprogramm gesot huet a wat se elo Schrëtt fir Schrëtt ëmsetzt.

Well, mir maachen dat, wat mer versprach hunn, an domadder maache mer eist Land fit fir d'Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Alex Bodry, deen eigentlech virdrun schonn d'Wuert hätt solle kréien - autant pour nous. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech elo den éischten Oppositiounssprecher héieren hunn, hat ech bal gemengt, mir wieren an enger anerer Debatt. Ech hunn nach eng Kéier nogekuckt: Débat sur l'état de la nation. Hei geet et net drëm, fir eng Deklaratioun nëmmen ze kommentéieren, a virun allem ass et net en „question time", wourëmmer et sech hei dréit.

Ech wollt zielen, well ech geduecht hunn, dass déi Ried emol kéint esou sinn - well ech déi Riede vun den CSV-Spriecher vun deene leschte groussen Debatten hei kennen -, dass vill Froe géife gestallt ginn a wéineg Positioune géifen ageholl ginn. Abee, no fënnef Minutten hunn ech opgehalen ze versichen opzezielen, wéi vill Froen den Här Wiseler gestallt huet.

An deenen éischte fënnef Minutte waren et der méi wéi 20. An dee Rhythmus huet sech praktesch bis zum Schluss, mat Ausnahm vun der Referendumsfro, wou hien inhaltlech Positioun bezunn huet - eng Fro, déi anscheinend, him no, net an déi heiten Debatt gehéiert -, an allen anere Froen, an alle Punkte sinn nëmme Froe gestallt ginn, et missten der iwwer 200 gewiescht sinn, déi en hei gestallt huet. Wat dann, wat nach, wéi soll hei, wéi soll do, wat fir eng Politik? Alles dat si Froen, déi ëmmer erëm, wéi eng Litanei, an der Interventioun erëmkomm sinn.

Ech weess net, ob et dat ass, wat d'Leit eigentlech dobaussen och vun enger Debatt an der Chamber iwwert d'Lag vun der Natioun verlaangen. Ech mengen, dass se éischter verlaangen, dass jiddweree sollt seng Analys maache vun der Lag vun der Natioun, déi vergläiche mat där Analys, déi de Premier am Numm vun der Regierung hei gemaach huet, a gemeinsam kucken, wou mer an där Analys convergéieren an divergéieren an da Léisungen hei op den Dësch leeën,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hätt Der elo gär, datt ech nach en État de la nation gemaach hätt, well an deem éischten näischt méi dra war?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...och wierklech soen, wat een hei mengt. A mir geet et eigentlech wéi dem Här Claude Wiseler gëschter bei sengem éischte Kommentar zur Regierungserklärung: Ech sinn eigentlech frustréiert an enttäuscht! Frustréiert an enttäuscht iwwert deen „Question time" , deen hei ofgelaf ass! Mä vläicht hu se och eng Aarbechtsopdeelung an der CSV-Fraktioun, dass den Här Wiseler d'Froe stellt an herno den Här Spautz dann de Mëtteg d'Äntwerte gëtt.

(Hilarité)

Loosse mer ofwaarden, wat dobäi erauskënnt.

Mir ass och opgefall, dass d'CSV schnell geléiert huet a ganz schnell ewechgewëscht huet de Fait, dass se 30 Joer laang an der Regierung war, während där Zäit och permanent de Finanzminister gestallt huet, an elo eigentlech déi Haltung iwwerhëlt, déi soss emol eng DP an der Oppositioun ëmmer hat. Dat heescht, wa positiv Zuelen do sinn, déi emol klengrieden, well bei enger Regierung, déi net déiselwecht Faarf huet wéi ee selwer, do däerfe keng positiv Zuelen do sinn, och wann déi positiv Zuele vun onofhängege Gremien ausgestallt gi sinn, och wann déi positiv Zuele vun internationale Vereenegungen nach gëschter eréischt confirméiert gi sinn.

Et ass vläicht gutt, nach eng Kéier hei ze erënneren, dass et net d'Regierung, e Minister ass, dee festleet, wéi d'Prognose fir déi nächst Jore sinn, mä dass dat u sech héich Beamte sinn, déi an engem Prévisiounscomité zesummegesat ginn, dass dat kontrolléiert gëtt och vun aneren Instanzen.

An net méi spéit ewéi gëschter ass jo eigentlech d'Confirmatioun vu Bréissel komm, d'Confirmatioun vu Bréissel mat deene Bréisseler Zuelen, wat onofhängeg Zuele si vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg erstallt ginn, iwwert d'Prognose fir déi nächst zwee Joer, wat de Wirtschaftswuesstum, wat den Emploi, wat och d'Solde vun de Statsfinanzen ugeet. An déi confirméieren déi Donnéeën, déi d'Regierung virun e puer Deeg virgestallt huet am Kader vun der Aktualiséierung vun dem Programme de stabilité et de croissance respektiv vum Plan national de réforme. Déi sinn net contraire zu deenen doten Donnéeën!

An, wann ech gelift, och wa mer wëssen, dass dat alles nëmme momentan Opnahme sinn, ech mengen, dass et gutt wierr, och emol positiv Messagë gemeinsam no baussen ze ginn. Wann déi Donnéeën haut positiv sinn, da soll een dat och esou no bausse soen an net versichen, alles mordicus nëmme schlecht- a klengzerieden. Dat ass keng souverän Haltung, déi een do anhëlt. Dat beweist, dass ee klenglech denkt an dass een eigentlech net d'Interesse vum Land...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat mech effektiv interrogéiert, et ass ee vun de Kommentaren an der Press drop agaangen an huet gesot, dass eigentlech - ech deelen déi Aschätzung net - wéineg geschwat gëtt iwwert d'Alldagssuerge vun de Leit. Ech menge schonn, dass - ech kommen dorobber zréck am Detail -, dass an der Deklaratioun vun der Regierung schonn déi Themen ugeschwat gi sinn, wou de Schong dréckt, vun deene mer awer och wëssen, dass dat keng nei Problemer sinn. Déi sinn net entstanen duerch e Wonner op eemol am Dezember 2013, wéi dës nei Regierung ugetrueden ass. Déi schleefe mer schonn eng Rei vu Jore mat eis.

A mir hunn all Schwieregkeeten, déi richteg, direkt déi gräifend Äntwerten dorobber ze fannen. Och do, mengen ech, soll ee gemeinsam vläicht e bësse méi bescheide ginn an net ëmmer den Androck ginn, et hätt een direkt eng direkt Léisung op all d'Froen, mä éischter kucken: „Wat kënne mer iwwerhaapt maachen?", a realistesch Virgabe ginn, fir esou un déi grouss Problemer, déi grad am Alldag vun de Leit spillen, kënnen erunzegoen.

Wat mech beonrouegt an deene leschte Sondagen, déi publizéiert gi sinn, dat ass effektiv de Fait, dass d'Politik insgesamt schéngt zu Lëtzebuerg net méi Confiance gemaach ze kréien. Ech soen d'Politik insgesamt, och wann d'Press, déi dat an Optrag ginn huet, bal nëmme geschwat huet vun der Regierung.

Mä dee gréissten eigentleche Mouvement zënter deem leschte Sondage vu virun e puer Méint zur selwechter Fro ass eigentlech bei der Oppositioun ze verzeechnen, der Oppositioun, déi bei de Wieler no deem Sondage, dat ass och ëmmer nëmmen eng Fotografie, nach eng Majoritéit eigentlech hanner sech hat, och elo kloer ënnert de Sockel vun de 50% gefall ass. Si huet bei de Wieler ëm 6% ofgeholl, nozeliesen op der Internetsäit vum „Lëtzebuerger Wort". Wann elo Dir éieren do méi Detailer hutt, da musst Der déi ginn. Da wier et och wichteg, wann déi géife veréffentlecht ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Majoritéit ka keng 6% méi ofhuelen, soss ass se am Minus!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An deene Sondagen ass et fir d'Éischt, datt d'Oppositioun méi Zoustëmmung huet wéi d'Regierung. Kuckt emol, wat an där leschter Legislaturperiod war.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, mir schwätzen elo vun deem Sondage vun...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Säit zwee Sondagen ass dat esou. An dat ass, wat Der musst wëssen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bei deem Sondage, dee gemaach ginn ass, mat deeneselwechte Froe wéi dës Kéier, an do ergëtt sech e Mouvement an déi dote Richtung. Dir kënnt all och elo d'Aen zoumaache virun där Realitéit.

De Problem, deen ech einfach wëll soen, ass, dass souwuel d'Regierung, d'Regierungsparteien, wéi och d'Oppositiounsparteien eigentlech konfrontéiert si mat deemselwechte Phenomeen, deen een och eigentlech e bësse spiert, wann een am Kontakt mat de Leit ass. Do ass esou eng diffus Onzefriddenheet, déi net richteg ze begräifen ass, déi sech also och net konzentréiert elo spezifesch op d'Regierungspolitik, déi eigentlech méi breet gräift.

An duerfir ass eben d'Fro, ob grad esou Debatten hei, ob mer déi net e bësse lassgeléist kréie vun deem traditionelle Schema, dass deen een alles gutt fënnt an deen aneren alles schlecht muss fannen. Mä dass ee probéiert, wierklech och hei e puer kloer Messagen, e puer Gemeinsamkeeten och no baussen erauszeginn, anstatt déi sterill, relativ künstlech Konfrontatioun hei weiderzeféieren, déi zu dem Ritual vun deenen heiten Debatte gehéiert.

An et stellt sech och d'Fro, wann e Besoin do ass - an dee schéngt do ze sinn, dee kann ech souguer deelen -, dass ee wëllt sektoriell Politicken och eng Kéier am Joer hei an der Chamber diskutéieren, firwat net erëm eng Kéier op eisen ale Schema zréckzegräife vun den Debatten zur Lag vun der Natioun, wou een a gréisseren Themebléck och nach eng Detaildiskussioun géif kënne féieren. Dat ass, mengen ech, déi Fro, déi mer gemeinsam sollten ugoen, wa mer déi gesamt Budgetsprozedur nei schreiwen, dass mer u sech dann...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Als positiv Note, Här Bodry: Esou Saache kënne mer selbstverständlech ënnerstëtzen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat hoffen ech och. Et ass allerdéngs deemools och an engem grousse Konsens ofgeschaaft ginn, well dat och e Ritual ginn ass mat der Zäit, mat ganz, ganz dënn besate Bänken hei an der Chamber. An ech mengen awer, dass eng Noutwendegkeet do ass, fir och kënnen a groussen Themebléck eng Diskussioun, a Präsenz natierlech och da vun den zoustännege Ministeren, ze féieren. An dass dat u sech géif e Plus bedeiten, denken ech, par rapport zu deene méi allgemengen Diskussiounen, déi mer noutgedrongenerweis mussen an deem heite Beräich féieren, wéi et och normal ass.

Et war ni anescht an allen Deklaratiounen zur Lag vun der Natioun: De Premier muss e Choix maachen, wou en d'Schwéierpunkte setzt, ob en elo eng Stonn schwätzt oder annerhallef Stonn schwätzt. Et ass evident, dass en net kann all d'Themen hei uschwätzen. All CSV-Premierminister huet genau datselwecht gesot, wat ech elo hei soen. An et ass e bëssen droleg, dass d'CSV elo, wou och nach eng ganz Partie Ministeren an der éischter Rei sëtzen, dat alles do schéngt vergiess ze hu mat hirem Passage an d'Oppositioun.

Ech mengen, et kann een net op där enger Säit der Regierung virwerfen, si hätt keng Visiounen an dann heihinner kommen an ausschliisslech Froe stellen. Esou flaach, mengen ech, däerf déi Debatt hei eigentlech net oflafen!

Une voix.- Bravo!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wiere mech och géint deen Androck, dee probéiert gëtt hei opzebauen, wéi wann eigentlech an deene

leschte 15 Méint näischt geschitt wier. Ech mengen, d'CSV weess et selwer, dass villes geschitt ass, dass villes och vun hinnen hei matgestëmmt ginn ass an der Chamber oder, wa se net esou richteg wollten, dann ass alt emol eng Abstentioun gemaach gi bei deem engen oder anere Punkt. Mä d'Neeën waren a wäerten och, denken ech, an Zukunft relativ siele bleiwen.

Dat weist awer och, dass mer eng gewësse gemeinsam Analys, eng gewësse gemeinsam Approche hunn, fir u vill Problemer erunzegoen, och wa selbstverständlech mat der neier Regierung et zu neie Politicken och komm ass an enger ganzer Partie vu Beräicher, ouni awer dat op d'Kopp ze geheien, wat virdrun opgebaut ginn ass.

Dat gëllt natierlech besonnesch fir Reformen, déi ech am gesellschaftspolitesche Beräich wéilt usidelen, wou och, dat ass ganz kloer, de gemeinsamen Nenner vill méi staark ass an dëser Regierung wéi vläicht a viregte Regierungen, wat dozou gefouert huet, dass eng ganz Rëtsch vun Initiative geholl gi sinn, respektiv Projeten, déi schonn ugeleiert gi waren och vun der Regierung virdrun, schnell eigentlech op e gutt Enn gefouert gi sinn.

Dat gëllt natierlech fir d'Bestietnis vun de gläichgeschlechtleche Koppelen. Dat gëllt fir d'Adoptiounsrecht an deem doten Zesummenhang. Dat gëllt fir déi Reform vum Ofdreiwungsgesetz, déi schnell gemaach ginn ass. Dat gëllt fir eng Gläichstellungsstrategie vu Mann a Fra, déi d'zoustänneg Ministesch opgestallt huet an deemnächst wäert, niewent den Accords volontaires, dann och ëmsetzen iwwer e Gesetzesprojet.

Dat gëllt fir eng nei Approche zu der Ausaarbechtung vun eiser neier Verfassung, mat enger Participatioun vun de Leit iwwer Referendum, mä, iwwert de Referendum eraus, weider iwwer Biergerforen, fir d'Leit un der Ausaarbechtung vum wichtegste Gesetz hei vum Land deelhuelen ze loossen. Dat gëllt fir d'Deontologieregelen, déi dës Regierung, déi dës Chamber, ënnert dem Impuls vun der Majoritéit, déi och de Statsrot an deemnächst och d'Gemenge sech wäerte ginn.

Dat gëllt och fir den Zougang zu den Informatiounen, wou d'Regierung, mengen ech, recht huet, fir op d'Notioun vum „open government" eriwwerzegoen, fir eigentlech do och eng fundamental nei Approche zu deem ze hunn, hei zu Lëtzebuerg, wou mer oft nach a klasseschen administrative Scheme fonctionnéieren, an endlech do méi eng Oppenheet eigentlech an déi ganz Verwaltungsprozesser eranzekréien an doduerjer och also méi informéiert Bierger ze kréien, déi och besser kënne jugéieren.

Dat gëllt fir déi Reformen, déi gemaach gi sinn, wat d'Dysfonctionnementer bei eisem Geheimdéngscht ugeet. Dat gëllt awer och fir de politeschen Accord, deen erreecht ginn ass, a kuerzer Zäit, mat de Kierchen, en Dossier, wou während Jorzéngte praktesch e Status quo war, wou et fäerdegbruecht ginn ass, an zéie Verhandlungen, en Accord mat sämtleche Kierchen op alle relevante Froen ze kréien, déi u sech d'Verhältnis tëschent de Kierchen an dem Stat an de Gemenge betreffen.

Dat sinn awer däitlech Zeechen, déi weisen, dass et virugaangen ass an deene leschte 15 Méint. An ech wëll soen, 15 Méint, dat ass genau, genau e Véirel vun der gesamter Mandatsperiod. Et leien also nach dräi Véirel virun eis. An duerfir, mengen ech, deet d'Regierung gutt, sech selwer net ënner Drock ze setzen a sech och net ënner Drock setzen ze loossen. De Bilan zéie mer net haut. De Bilan zéie mer virun deenen nächste Wahlen. Dat soll d'Approche sinn, wéi een un d'Dossieren erugeet, a besonnesch un d'Dossieren, déi vun hirer Komplexitéit hier vill Zäit brauchen, fir se uerdentlech ze preparéieren.

Dës Regierung huet eng Rei vun Dossieren ofgeschloss vun der viregter Regierung. Dat gëllt fir d'Reform vun der Fonction publique, dat gëllt fir de Sozialdialog mat de Betriber, dat gëllt fir d'Reform vun der Beruffsonfäegkeet. Alles Projeten, déi elo praktesch sprochräif sinn, dass se kënnen hei an der Chamber definitiv ofgestëmmt ginn.

Dat gëllt zum Deel, och wann do déi viregt Regierung et nach net zu engem Gesetzesentworf bruecht hat, fir d'Vereinfachung vun den ëffentleche Prozeduren, engem ganz wichtege Punkt eigentlech, fir d'Bürokratie hei zu Lëtzebuerg ofzebauen an ze probéieren, och den Entscheedungsprozess an den Ëmsetzungsprozess vun de Projeten hei am Land ze beschleunegen. Et ass wichteg, dass mer aus där Proximitéit, déi mer hunn, vun deene Leit, déi eppes wëllen um Terrain bewegen, an deenen, déi d'Décisiounen huelen, dass mer do och en Avantage erauszéien. Dat geschitt allerdéngs nëmmen, wa mer eis do och esou Regele ginn, déi adaptéiert sinn un d'Situatioun an déi net iwwert d'Zil erausschéissen.

D'Eckdate fir 2015 sinn encourageant, dat muss ee ganz kloer soen, mat engem Wirtschaftswuesstum, deen an der Moyenne fir déi nächst Joren elo ageschat gëtt op ronn 3%, wou d'EU-Kommissioun nach eng Kéier graff déi Aschätzung vun de Lëtzebuerger Stelle confirméiert huet, gëschter, offiziell vu Bréissel aus. Mir hunn eng Präisdeierecht, déi relativ niddreg bleift, déi och 2015 soll ënner 1% bleiwen.

Dir erënnert Iech drun, dass gefaart gi war, dass u sech mat der TVA-Erhéijung et elo zu enger ganz däitlecher Erhéijung géif kommen. Mä et gesäit een och ganz kloer, dass och wéinst der Situatioun an eenzelne Beräicher um Präismaart déi d'TVA-Erhéijung net voll répercutéiert ginn ass op de Consommateur. Et ass eigentlech jo eng ganz gutt Nouvelle, well dat dann also och manner Impakt op d'Kafkraaft huet.

Ech mengen, weider bemierkenswäert ass dat weider staarkt Wuesse vun der aktiver Bevëlkerung, wou eigentlech duerch d'Bank och déi laangfristeg Perspektive méi positiv sinn, wéi een dat nach konnt virun een, zwee Joer virausgesinn. Och do leie mer am Schnëtt ëm 2% méi pro Joer. Dat sinn ëmmerhin eng ronn 8.000, ënnert dem Strëch 8.000 zousätzlech Aarbechtsplazen, déi hei zu Lëtzebuerg enregistréiert ginn. An dat huet, dat muss natierlech och eng positiv Répercussioun op de Chômage hunn.

Do war ech e bëssen enttäuscht iwwert déi Zuelen, déi eigentlech d'Regierung op Bréissel geschéckt huet, well mat deene Rechemodeller, déi hei gebraucht gi sinn, eigentlech de Chômage doduerch net weider erofgaange wier, souguer nach mëttelfristeg erëm eropgaangen ass. Do muss ech elo soen, sinn ech méi berouegt eigentlech duerch déi Bréisseler Zuelen, déi gëschter komm sinn, déi awer dovunner ausginn, dass schonn 2015, nach méi staark 2016, den Taux vum Chômage zu Lëtzebuerg fir déi éischte Kéier zënter laangen, laange Joren, op héijem Niveau zwar, erëm eng Kéier géif no ënne goen.

Dat wier also eng Trendwende, déi mer fäerdegbruecht hätten hei zu Lëtzebuerg op där ganz wichteger Fro vun dem Aarbechtssecteur, vun der Beschäftegung. An dat ass, mengen ech, eng positiv Nouvelle. An dat kënnt och net vun ongefëier, dass déi Entwécklung do esou ass.

Wichteg ass, mengen ech och, dass mer et fäerdegbréngen, d'ëffentlech Finanzen am Équiliber ze halen, quitte dass do ëmmer an der Aschätzung natierlech Marges d'erreur dra sinn, vu Joer zu Joer. Mä och dat war net evident, dass mer mat deem radikalen Abroch - ëmmerhin awer iwwer 600 Milliounen, vun engem Joer op dat anert, vun engem gudden Deel vun den Einnahmen, déi mer iwwert d'TVA am E-Commerce erakréien -, dass mer dat hätte kënnen dat Joer selwer scho praktesch opfänken an hei Statsfinanzen hunn, ëffentlech Finanzen hunn, déi grosso modo am Équiliber sinn.

Wichteg, vläicht souguer nach méi wichteg an eisen Aen ass, dass mer eis aus der Scholdespiral awer lues mä sécher erausbewegen. Selbstverständlech wäert och nach den Zentralstat wahrscheinlech mussen an deenen nächste puer Joren, pro Joer e puer Honnert Milliounen Euro léine goen. Mä déi Emprunten, déi muss ee jo a Relatioun setzen awer och mat den Investissementer, déi de Stat mécht.

De Stat geet dohinner - an dat ass sécherlech e Broch mat der Philosophie vun der leschter Regierung, wou all déi Spuerpäck eigentlech massiv Investissementer par rapport zu de Pläng erofgefouert hunn -, dës Regierung mécht, déi éischte Kéier kloer an dësem Budget 2015, eng aner Politik. Eng Politik, déi sech aschreift och an déi europäesch Politik vun der Kommissioun Juncker, mat deem Investitiounsplang, europawäit, an dee muss natierlech gestützt ginn iwwer national Investissementer, déi getätegt gi vun der ëffentlecher Hand, mä natierlech och vu private Leit.

Dofir muss ee Vertraue schafen an dofir muss een och de politesche Wëllen hunn, d'Prioritéiten an der Budgetspolitik richteg ze setzen! Dës Regierung mécht dat. Si huet eng Steigerung iwwer 10%, wat d'Investitiounsquot ugeet vun engem Joer op dat anert 2014, 2015. A wann ech elo kucken, wat vu Chiffere vun eiser Regierung op Bréissel eragereecht ginn ass, da gesäit een, dass dat och an engem ähnleche Rhythmus weidergeet. Am Schnëtt wuessen eigentlech d'Investissementer ëm knapp 10% an der nächster Period bis 2018, 2019. An dat ass eigentlech déi richteg Politik.

Nach muss ee kucken, Investissement ass net Investissement. Et sinn haaptsächlech déi produktiv Investissementer, déi wichteg sinn, an d'Infrastrukturen, well dat généréiert erëm nei Investissementer, dat généréiert och eventuell nei Aktivitéiten, nei Aarbechtsplazen.

Dat ass, mengen ech, déi Politik, déi elo muss geziilt duerchgefouert ginn. An ech si frou, dass dee Paradigmewiessel an där doter Fro vun dëser Regierung gemaach ginn ass. Dat ass wichteg an dëser Zäit, fir also do un engem Strack ze zéien an der EU an déiselwecht Prioritéiten ze setzen a keng Kontradiktiounen eigentlech opkommen ze loossen.

Dëst Resultat, ech hunn et gesot, ass bis elo erofgespillt ginn. Also, ech hätt gären d'CSV erlieft, wann net den Här Gramegna oder de Premierminister hei gestanen hätten, mä et wieren der vun hinne gewiescht.

Wat hu se sech ëmmer hei gefreet, wa positiv Zuele waren! Dat war dann ëmmer zréckzeféieren, zu engem gudden Deel, op déi wäitsiichteg Politik, déi d'CSV-Ministere gemaach hunn. Wéisou gëllt dat op eemol net méi?

Une voix.- Maja, maja!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wéisou wëllt een net zur Kenntnis huelen, wann objektiv, neutral Stellen hei Prognose maachen, dass se esou sinn, wéi se sinn, an dann och deementspriechend Positioun bezéien?

Ech soen net, dass déi doten Entwécklung eleng de Mérite vun der Regierungspolitik ass. Ech mengen, dat seet d'Regierung selwer net. Et ass evident, dass an enger oppener Ekonomie wéi Lëtzebuerg natierlech dat internationaalt Ëmfeld, besonnesch dat europäescht Ëmfeld ganz staark zielt, dass souguer d'Bourssecoursen an enger Ekonomie, déi esou ausgeriicht ass wéi déi lëtzebuergesch, eng wichteg Variabel sinn an der Aschätzung vun der zukünfteger Wirtschaftsentwécklung.

Mä et ass awer evident, dass déi Entwécklung do net einfach op en Zoufall zréckzeféieren ass. Déi ass zréckzeféieren och schonn op Décisiounen, sécherlech, déi an deene leschte Jore geholl si ginn, mä déi ass awer och, besonnesch wat d'Fro vun dem Erëmhierstelle vum Gläichgewiicht vun den ëffentleche Finanzen ugeet, op eng voluntaristesch Politik vun dëser Regierung zréckzeféieren, mat engem Zukunftspak, deen insgesamt sech a sengem gesamten Effet op ronn eng Milliard Euro wäert belafen, mat enger Gewiichtung op der Säit vun de Recetten a vun den Dépensen, déi ronn bei 58, 42% wäert am leschte Joer vun den Effete vun dëser Politik leien. Déi also, mengen ech, vill Courage bedeit huet.

Et war net evident! Well ech och emol Diskussiounen an der Vergaangenheet zu deenen Themae matgemaach hunn an anere Konstellatiounen. Et war net evident, de politesche Courage ze hunn an ze soen: Mir ginn elo dohinner a mir maachen Artikel fir Artikel am Budget eng Analys a mir sträichen do, wou mer mengen, dass et net zu Resultater féiert, a mir kucken déi Suen entweder anzespueren oder ze reaffektéieren an aner prioritär Beräicher.

Dës Regierung huet deen Effort, ënner groussem Zäitdrock, gemaach. Ech fannen et normal, dass se seet: Deen Effort do, deen ass net a Fro gestallt, dee gëtt weidergefouert.

Mä et ass awer och opgefall vläicht, dass, entgéint deem, wat déi lescht Joren ugekënnegt ginn ass, an dëser Erklärung net geschwat ginn ass vun neie Steieren, net geschwat ginn ass vun neien zousätzleche Sträichungen, déi missten am Budget gemaach ginn, mä eigentlech eng Weiderféierung vun där Politik gemaach ginn ass, déi mer zesummen d'lescht Joer festgehalen hunn.

Dat erkläert och vläicht, firwat dës Erklärung net déi grouss nei Ukënnegungen hat. Muss dann iwwerhaapt eng Erklärung zur Debatt vun der Natioun ëmmer da Scoopen hunn an ëmmer Neiegkeete mat sech bréngen, déi een da krampfhaft probéiert ze konstruéieren?

Och ech war scho mat agebonnen an d'Ausschaffung vun esou Deklaratiounen an der Vergaangenheet, well déi, déi gëtt jo ni eigentlech eleng vum Premier verfaasst. Dat ass jo eigentlech en Zesummeschloss vu Kontributiounen, déi de Statsministère kritt, och vu sämtleche Ressortsministeren. Dat ass haut net anescht, wéi dat während deene leschten 20 Joer hei zu Lëtzebuerg war.

An ech mengen also ganz einfach, dass et normal ass eigentlech, dass keng nei Erklärungen dra sinn, well u sech, wat war eigentlech dat Neist ëmmer an deenen Erklärunge vun deem leschte Joer? Et sinn ëmmer erëm nei kleng Spuerpläng ugekënnegt ginn. Dann ass do versicht ginn, kuerz virun der Deklaratioun sech eens ze setzen, dass eigentlech dat dann hei ugekënnegt géif ginn, wat vun Neistem da sech géif am Beräich Budget änneren. Dat waren ëmmer déi meescht Neiegkeeten, déi eigentlech komm sinn.

Dat brauch dës Koalitioun net ze maachen, well se eigentlech en Zukunftspak fir déi ganz Period festgeluecht huet an och do eigentlech eng aner Politik mécht, an net méi vu Joer zu Joer déi doten Punkte frësch kuckt a frësch entdeckt, mä eigentlech eng Décisioun geholl huet, déi valabel ass eigentlech bis zum Enn vun dëser Period. An duerfir brauch se net all Kéiers dat do nach eng Kéier hei besonnesch ervirzesträichen. All déi Moossname si bekannt, sinn transparent, leien do. An duerfir mengen ech, dass et och an deem dote Sënn déi richteg Approche ass, fir un d'Fro vun den ëffentleche Finanzen an dëser Deklaratioun erunzegoen.

Interessant, mengen ech, sinn och déi neiste Chifferen, déi vun der Regierung elo d'lescht Woch virgestallt si ginn an déi och un d'EU-Kommissioun weidergereecht si ginn, wat och den Deel Sécurité sociale vun eisen ëffentleche Finanzen ugeet, wou och nei Berechnunge gemaach si ginn, wou déi rezent Entwécklungen, notamment wat d'Entwécklung vun der aktiver Bevëlkerung ugeet, jo och méi positiv sinn, wou och déi europäesch Instanzen eigentlech, déi dat méi laangfristeg jo och kucken, Lëtzebuerg méi en héije Potentiel de croissance eigentlech elo zourechnen, wéi se dat nach virun e puer Joer gemaach hunn.

An dat huet derzou gefouert, dass no deenen éischte Berechnungen, déi d'IGSS virgeluecht huet an déi d'Regierung mat an hire Stabilitéitsplang iwwerholl huet, een elo kann dovunner ausgoen - mä dat sinn natierlech ëmmer Berechnungen, déi vu Joer zu Joer nach kënnen änneren a mussen ajustéiert ginn -, dass eigentlech d'Finanzéierung vun de Renten ofgeséchert ass mam aktuelle Stand, ouni mussen eng Cotisatiounserhéijung ze maachen, net wéi fréier Berechnungen, déi vun 2012 dat erginn hätte bis 2030, mä dass déi Ofsécherung eigentlech elo gi wär bis 2040, souguer, deemno wéi, bis 2050.

Also, och do, mengen ech, éischter géif ech soen, keng rout Luuchten, déi uginn, mä Entwarnung op där doter Front, och wann een, selbstverständlech, ëmmer muss virsiichteg sinn. Wann d'internationaalt Ëmfeld changéiert, da changéieren natierlech och zu Lëtzebuerg déi doten Zuelen. Et bleift awer och net falsch, dass d'Regierung dohinnergeet a si mécht elo schonn, 2016 mécht se dann eng Supervisiouns- an Evaluatiounsprozedur, wat u sech d'Viabilitéit vun eise Pensiounsregimmer ugeet.

D'Regierung huet och do eng Rei vun Ureizer jo scho geschafen, well an deem Zukunftspak sinn och eng Rei vu Moossnamen dran, déi een direkten Impakt hunn op d'Ausgaben an der Sécurité sociale an notamment och, wat d'Pensiounen ugeet. An déi Répercussiounen, déi géifen, no Berechnunge vun der IGSS, eng Verbesserung vum Équiliber vun 3,5% ausmaachen. Och dat, mengen ech, ass also net, dass d'Regierung géif tatenlos do emol nokucken, wéi sech déi Projektiounen entwéckelen, mä och hei handelt se a weist, dass se sech hirer Responsabilitéit bewosst ass.

Och, mengen ech, si jo an dësem Regierungsprogramm eng ganz Rëtsch vun zousätzlechen Ureizer do, fir de Pensiounsalter ze retardéiere respektiv fir eng méi progressiv Transitioun an d'Pensioun ze erméiglechen. An doriwwer eraus, mengen ech, besteet, opgrond vun deenen Zuelen, à ce moment, fir eis Partei kee weideren akuten Handlungsbedarf an deem dote Beräich. D'Renten zu Lëtzebuerg si weider sécher.

En Dossier, deen dës Regierung muss ugoen, dat ass dee vun der Fleegeversécherung, wou jo och d'Chamber mat agebonne war. Ech weess allerdéngs net, ob d'Orientéierung, déi d'Chamber dem Minister ginn huet, definitiv all Detailfroe geklärt huet. Ech mengen éischter net, well do si jo och Parteien awer relativ allgemeng bliwwen an hiren Aussoen. An et ass um Minister, mengen ech, an déi net einfach Verhandlunge mat den Akteuren um Terrain ze goen.

Dat ass jo, mengen ech, immens wichteg, dass hei keng theoretesch Approche ass, wéi een un déi Reform vun der Fleegeversécherung erugeet, wou mer jo d'Qualitéit vun der Fleeg zu Lëtzebuerg wëllen op guddem Niveau halen, mä et muss een awer kucken, wat fir eng praktesch Ëmsetzungsfroe sech stellen, wann een esou eng Reform mécht. An eist Vertrauen ass an den zoustänneg Minister do, de Romain Schneider, dass en dat doten zerguttst eigentlech mécht an dass en an deenen nächste Méint eis dann och en éischt Konzept hei virstellt.

Erfreelech, mengen ech, ass och, dat gesäit een, wann een de Plan national de réforme kuckt, dat heescht kuckt, wéi Lëtzebuerg sech an der Ëmsetzung vun der Strategie 2020 beweegt, dass mer eng ganz Partie vun eisen Ziler amgaange sinn ze erreeche respektiv erreecht hunn.

Dat gëllt um Niveau vum Décrochage scolaire, wou mer e stabiliséiert hu bei däitlech ënner 10%. Dat gëllt fir d'Beschäftegungsquot, déi eropgaangen ass an deene leschte Joren. Duerch nei Mesuren, déi geholl si ginn, denken ech, dass déi Beschäftegungsquot nach wäert ganz schnell op deem Zil vun 73% ukommen, dat mer eis gestallt hate fir 2020. Och wat den Héichschoulofschloss ugeet, läit Lëtzebuerg gutt.

Méi problematesch gëtt et, mä do kréie mer jo eng allgemeng Debatt hei an der Chamber, mat der Émsetzung vun den Ziler am Energie- an am Émweltberäich. D'Fuerschung an Entwécklung, do mécht d'éffentlech Hand hir Aarbecht. Vill Gelder ginn eigentlech vun éffentlecher Säit an deen dote Beräich vun der Fuerschung investéiert. Mä duerch d'Kris ass natierlech besonnesch ze bemierken, dass de Privatsecteur vill manner an d'Fuerschung investéiert huet an deene leschte puer Joer. Än dat huet natierlech seng Répercussioun och op d'Erreeche vun eisen Ziler.

Ee Punkt, dee mer awer besonnesch Suerge mécht, deen eiser Partei besonnesch Suerge mécht, dat ass d'Fro vun der Aarmutsbekämpfung. Den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ass vun 2008, dat heescht also virun der Kris, bis 2013, 2014 vun 13,4% op 16% eropgaangen. Elo kann ee streiden, ob déi Berechnungsmethod richteg ass oder net. Mä d'Tendenzen, déi sinn ëmmer richteg!

D'Tendenz weist also ganz kloer, dass mer haut méi Leit hunn, déi riskéieren, an Aarmut ze liewen, wéi dat nach am Ufank virun der Kris de Fall war. Do kënne mer also nach keng Normaliséierung vun der Situatioun feststellen. Et ass och do, wou mer, mengen ech, musse konkret usetzen, wa mer eis Fuerderung, fir sozial Kohärenz hei an dësem Land ze erreechen, wierklech eescht huelen.

An ech mengen, dass do en éischte wichtege Schrëtt amgaangen ass, gemaach ze gi mat deem Projet vun de Loyerssubventiounen, wou dës Koalitioun bereet ass, e Stéck méi wäit ze goen, wéi dat an der viregter Koalitioun méiglech war, wou mer also iwwer eng Loyerssubventioun, déi vun 125 bis 240 Euro pro Mount ka goen, grad deene Leit, déi praktesch am Aarmutsrisiko leien oder kuerz virdru sinn, dohinner ofzerutschen, wierklech eng substanziell Hëllef kënne ginn, well och festgestallt ginn ass, dass grad bei deenen dote Leit d'Part vum Loyer bis 30% praktesch ausmécht vun hirem Revenu!

A wann een do kann also hëllefen, dann ass dat natierlech och eng kloer Bekämpfung vum Aarmutsrisiko, déi hei konkret vun dëser Regierung, vun dëser Koalitioun gemaach gëtt. Hei gëtt also net Sozialofbau gemaach, hei gëtt Sozialopbau gemaach duerch dës Koalitioun. Dat sinn nei Prioritéiten, déi een an der Regierungspolitik erëmfënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et muss ee sech d'Fro stellen, well och déi Loyerssubventiounen net oncontestéiert sinn, wat déi Effete laangfristeg ugeet, ob een net déi Aféierung vun där doter Loyerssubventioun, wat jo eppes Neies fir Lëtzebuerg eigentlech ass, ob een dat net sollt koppelen och mat enger Iwwerwaachung, engem Encadrement vun de Loyeren.

Ech wëll drun erënneren, dass mer e Loyersgesetz hunn, wat eigentlech fir gewëssen Type vu Wunnengen zumindest e maximale Loyer festleet. Mir sollten also déi Debatt och do notzen, fir iwwert déi dote Fro nach eng Kéier ze kucken, ob een, fir ze verhënneren, dass op eemol et zu plëtzlechen Adaptatiounen no uewe vun de Loyere kënnt wéinst deene Subventioune vum Stat, dass mer dat do insgesamt am Gréff behalen, well déi dote sozial Moossname gräifen nëmmen, wann dat doten net en Nieweneffet gëtt, dass op eemol d'Loyeren an d'Luucht gesat ginn, ouni dass en trëftege Grond virläit. An duerfir muss een also iwwert den Encadrement vun de Loyeren zu Lëtzebuerg och diskutéieren. A vläicht geet et mat enger Reaktivéierung eigentlech vun den Dispositioune vun eisem bestehende Mietgesetz duer.

Wann ech soen Aarmutsrisiko: Eng Analys, déi gemaach ginn ass, weist ganz kloer, wien dovunner betraff ass a wou een also muss usetzen. Et sinn haaptsächlech..., knapp 50% vun deene Leit, déi ënnert den Aarmutsrisiko falen, si Leit, wou een Elterendeel mat Kanner, mat engem oder méi Kanner, eigentlech zesummekënnt. Do muss een also usetzen. Et ass déi Kategorie, déi am vulnerabelsten ass. Et ass do, wou mer eng konzertéiert Politik vun der Regierung brauchen a wou d'Regierung och den Engagement geholl huet, fir déi ze féieren.

Déi zweet Kategorie, wou den Aarmutsrisiko besonnesch héich ass, d'Frequenz, dat sinn natierlech d'Leit, déi ouni Aarbecht sinn. Dat beweist also och, ënnersträicht nach eng Kéier d'Noutwendegkeet, anzewierken am Beräich vun der Éducatiounspolitik, Beruffsausbildung, Schafung vun neien Aarbechtsplazen, d'Konkordanz vun der Ausbildung mat deenen neien Aarbechtsplazen. Alles dat weist, dass mer also op deem dote Punkt richteg leien an dass mer, wa mer op der Aarbechtsmaartfront Succès kréien, dass dat och wäert seng Répercussiounen hunn, wat d'Bekämpfung vum Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Mir brauchen also eng Politik fir monoparental Familljen, déi sécherlech och schonn Notznéisser gi vun där Loyerssubventioun, déi elo agefouert gëtt. Mä déi soll och berücksichtegt gi bei der Reform vum RMG, bei der Steierreform an natierlech och bei dem Ausbau vun der Kannerbetreiung, wou d'Regierung jo e Schratt mécht a Richtung gratis Kannerbetreiung fir déi ganz jonk Kanner. Och dat ass, mengen ech, e Punkt, aus deem déi dote Kategorië vu Leit, déi besonnesch vulnerabel sinn, Profit kënnen zéien.

Mir sinn der Meenung, dass et aarm Leit, an deem Mooss, an esou engem héich entwéckelte Land wéi Lëtzebuerg net däerf ginn! An duerfir ass fir eis dat doten e prioritäert politescht Feld, op deem muss geschafft ginn.

Här President, e Kommentar huet bemängelt, de Premier hätt sech net mat den Alldagssuerge vun de Leit ofginn. Ech mengen, dass dat eigentlech eng béiswëlleg Ënnerstellung ass. Oder et ass net richteg gelies ginn oder nogelauschtert ginn.

Wat sinn déi Suergen, déi legitim Suergen, déi sécherlech eng Partie Leit hei zu Lëtzebuerg hunn? Dat ass d'Angscht sécherlech, seng Aarbecht ze verléieren, d'Angscht, fir seng Kanner keng Aarbecht ze fannen. Et ass d'Angscht, vläicht net méi d'Enner um Enn vum Mount kënnen zesummenzebréngen, also eventuell an d'Aarmut ofzerutschen. An et ass d'Angscht, fir och keng passend Wunneng méi ze fannen, woubäi dat eent mat deem anere sécherlech zum Deel verbonnen ass.

An dat si genau, déi doten dräi legitim Froen, Ängschten, déi d'Leit hunn, dat si genau déi Punkten, déi d'Regierung ugeschwat huet, wou ech probéiert hunn, och op dem Beräich vun der Aarmutsbekämpfung hei kloer ze soen, wat eis Approche zu deem dote wichtegen, legitimen Uleies vun de Leit ass.

D'Regierung huet Äntwerte geliwwert. Dozou gehéiert selbstverständlech d'Entwécklung vum Wirtschaftsstanduert, wou déi Politik fortgefouert gëtt, déi iwwer e puer Regierungen eigentlech definéiert ginn ass, déi nach elo ausgedehnt ginn ass op nei Beräicher, wou zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir Know-how an Aarbechtsplazen a Kapital hei op Lëtzebuerg ze zéien.

Et ass d'Ëmgestaltung vun der Finanzplaz, déi mer och schonn hei oft debattéiert hunn a wou mer eis, mengen ech, eens sinn, a wat fir eng Richtung dass dat dote muss goen. An et sinn natierlech och déi stänneg Efforten, fir eis Wirtschaft ze diversifizéieren. An do ass de Premierminister ënnerwee, de Wirtschaftsminister ass ënnerwee, de Finanzminister ass ënnerwee. Do gi permanent Efforte gemaach, vun deenen natierlech net muer d'Resultater do sinn - dat war jo fréier och net de Fall -, mä wou een awer net ka soen, dass dës Regierung net alles mécht, fir Lëtzebuerg international weider als attraktive Standuert ze erhalen, déi Betriber ze iwwerzeegen, hei ze bleiwen, déi nach hei sinn an déi vläicht tentéiert sinn, op aner Plazen ze goen, an och nei Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg erunzezéien, wou mer natierlech musse weiderhi feilen un eisen haarden an doucë Standuertavantagen, déi mer an de Vierdergrond stellen.

An deem Zesummenhang natierlech och - dat ass awer elo wierklech eng nei Initiativ vun dëser Équipe -, fir ze soen, am Nation Branding, fir Lëtzebuerg ze verkafen no baussen, fir do Neel mat Käpp ze maachen. Donieft sinn Instrumenter geschaf gi wéi den „Future Fund" , wéi och dee Fonds souverain, dee mer schafen, fir och fir d'Zukunft eigentlech nach gewappnet ze sinn, wann et nach zu Schocke kéim an nächster Zäit.

An duerfir, mengen ech, och wann elo momentan d'Finanzen am Équiliber sinn, musse mer och nach Sputt behalen, wann en nächste Schock kënnt - an dat bestëmme mir net, dat gëtt vu bausse bestëmmt -, dass mer och nach da kënne reagéieren, well, wa mer alles ausginn, dann hu mer do keng Méiglechkeet méi, fir eigentlech eng antizyklesch Politik ze maachen an enger neier Krisesituatioun, déi ëmmer erëm kann zu Lëtzebuerg kommen.

Initiativen, mengen ech, déi an déiselwecht Richtung ginn, sinn déi am Beräich vun der Éducatioun, am Beruffsliewen, wat d'Uni ugeet, fir d'Offer vun eisem Schoulsystem weider auszedehnen. Dat ass jo eng Politik, déi iwwert déi lescht Jore gemaach ginn ass, wou mer, mengen ech, och einfach reagéieren op déi verschidde Besoinen, déi mer hei hunn. Mir kënnen d'Leit net all, net all Schüler an eng Schabloun erakréien a soen: Dat ass deen eenzege Wee, wéi s de kanns zu enger Qualifikatioun kommen. Mir mussen eis do breet opstellen. Duerfir ass déi Optioun weiderhi richteg, op d'Autonomie vun de Schoulen ze setzen a virun allem op eng Verbreederung vun der Offer ze setzen, déi der Diversitéit vun de Besoinen eigentlech vun de Kanner Rechnung dréit.

Wat eis net roueg léisst an eigentlech eng Bestätegung ass vun deem, wat mir als LSAP-Fraktioun hei ëmmer erëm betount hunn, dat ass och déi Konklusioun, déi aus dem éischte Schoulrapport erauskomm ass, déi ganz kloer weist, dass d'Lëtzebuerger Schoul et net fäerdegbréngt, hir Fonctioun als soziale Lift auszeüben, dass eigentlech déi sozial Differenzen, déi Differenzen, déi mer hunn an der Qualifikatioun bei den Elteren, dass déi d'Tendenz hunn, sech ze répercutéieren, bal eent zu eent, op déi nächst Generatioun.

Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer esou. Et sinn Zäite ginn, wou eis Schoul et fäerdegbruecht huet, eigentlech als Ascenseur social ze fonctionnéieren. Dat brénge mer net méi an deem gewënschte Mooss fäerdeg. Natierlech ass d'Bevëlkerung och méi hétéroclite wéi se nach virun 20, 30 Joer war. Dat do ass eng grouss Aufgab vun der gesamter Politik hei zu Lëtzebuerg an ech mengen, dass d'Regierung do um richtege Wee ass.

Richteg ass et och, nei Partnerschaften ze sichen. Nei Partnerschaften an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, nei Partnerschaften, wat d'Verbesserung vun der Qualifikatioun ugeet. Duerfir kënne mer nëmme begréissen, déi Accorden, déi d'Regierung fäerdegbruecht huet, elo ze huele mat der UEL, mat der ADEM, mat virun allem och elo der Handwierkskummer, wou wierklech nei Weeër gi sinn, a wou et drëm geet, fir méi Leit eigentlech vun den Aarbechtsloseléschten erofzehuelen an op sécher, uerdentlech Aarbechtsplazen ze féieren. Mir wëlle keng „working poor" hei zu Lëtzebuerg, mir wëlle weider dezent Aarbechtsplazen. Dat kréie mer nëmmen, wa mer och un eiser Qualifikatioun schaffen.

Ech mengen, dat ass eng konkret Politik, déi hei gemaach ginn ass, gekoppelt u Programmer, Programmer fir déi jonk mat der Garantie jeunes, déi schéngt ze gräifen, no den éischten Tëschebilanen, déi gemaach gi sinn, awer och fir déi eeler Leit, déi am Chômage sinn, wat eng nei Kategorie ass, déi bal net méi ze vermëttele sinn an deem System, wéi en haut fonctionnéiert, dass een do zousätzlech Efforte mécht. Alles dat leeft, fir eben domat d'Zil ze erreechen, eng Trendwende ze kréien, wat d'Entwécklung vun de Chômeuren hei zu Lëtzebuerg ugeet. Dat ass en erklärt Zil vun der ganzer Regierung.

Positiv bewäerte mer och deen Usaz, deen neien Usaz fir eng Beliewung vum Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg. Ech weess net, ob mer et fäerdegbréngen, dee Sozialdialog erëm esou ze strukturéieren, wéi dat nach viru 15, 20 Joer de Fall war. Mä et muss ee soen, dass dee Sozialdialog an der leschter Mandatsperiod gebrach ass. An do ass déi viregt Regierung net ouni Schold, dass dat esou ass. Dat soen ech hei ganz kloer. Ech si bereet, och do eng Matschold ze iwwerhuelen als LSAP-Vertrieder. Do si Feeler gemaach ginn. A genau, ënner anerem, sinn déi Feeler gemaach ginn, vun deenen elo d'CSV gären hätt, dass dës Regierung se och géif maachen - dat beweist, dass se wéineg bäigeléiert hunn -,...

(Interruption)

...nämlech an den Diskussiounen, déi elo mat de Sozialpartner gefouert ginn, am Viraus ze soen, wou et soll higoen. Dat kann et jo net sinn! Et ka jo net sinn, dass een e Scheindialog féiert, d'Leit zesummerifft, fir ënner anerem iwwer eng Steierreform ze diskutéieren an da seet: Dir musst eis hei soen, wou et soll higoen.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Neen, dat ass eng falsch Approche! Et geet drëm, eigentlech emol ze héieren, wann een deen Dialog seriö hélt, wat déi eenzel Parteie mengen, déi an deem Dialog mat agebonne sinn. An da selbstverständlech mécht een als Regierung Deklaratiounen. Et ass un der Regierung, d'Konklusioun aus deenen Debatten ze zéien. Mä wann ech gelift net scho virdrun deklaréieren, wat hanne soll erauskommen! Dee Feeler ass oft genuch gemaach ginn an deen ass ënner anerem schold dorunner, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg fir laang Zäit futti war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass iwwer eng aner Suerg geschwat ginn an der Deklaratioun vun der Regierung: d'Fro vun de Wunnengspräisser hei zu Lëtzebuerg. Ech weess net, déi wéivillt Debatt mer eigentlech doriwwer och an dësem Parlament féieren. D'CSV ass jo esou keck gewiescht, fir elo no engem Joer schonn eng Interpellatioun zu där Fro hei unzekënnegen, wou se wahrscheinlech dann alles dat wäerte soen, wat ze maachen ass, wat se während Jorzéngten eigentlech an deem dote Beräich net konnten oder net wollte maachen.

Mä och do, mengen ech, dass jiddweree weess, an do soll een näischt virgaukelen, dass et ganz schwéier ass, an deem dote Beräich kuerzfristeg Resultater ze kréien. Dat ass jo nëmmen ze maache mat enger méi breeder Offer. Déi breet Offer, déi hänkt mat bauen, konkreten Émsetzungen um Terrain zesummen. Do si laang Prozeduren. Nieft der Bauphas sinn et d'Autorisatiounsprozeduren. Do kann ee sécherlech Saache kierzen, mä et ass evident: Ze mengen, mir géifen elo an dräi Joer erreechen, dass hei zu Lëtzebuerg, wann d'Wirtschaft ëmmer esou gutt bleift, wéi et elo virausgesot gëtt, dass op eemol géifen hei d'Baupräisser zu Lëtzebuerg stënterlech erofgoen, dat ass onéierlech. Et ass onéierlech, esou eppes wëllen dobaussen ze soen. Do kënnen nëmme Resultater erziilt ginn op enger ganz laangfristeger Schinn, wa mer et fäerdegbréngen, all gutt Iddien ze bündelen, déi an deem dote Feld bestinn.

An ech mengen, do ass d'Regierung, dës Koalitioun, meng Partei, op, fir sécherlech och op Iddien, gutt Iddien anzegoen. Patentrezepter huet, mengen ech, keen, wéi ee kann eng Verbesserung vun der Situatioun kréien an engem Land - dat muss ee sech ëmmer virun Aen halen, wann ech elo nëmmen d'Zuele vun 2014 kucken -, dat praktesch ëm 12.000 Awunner zougeholl huet an engem Joer! Wa mer rechnen, dass op eng Wunneng normalerweis 2,5 Leit kommen, da kënnt Dir Iech jo ausmolen, wéi vill Wunnengen eigentlech un deem Zouwuess vun engem Joer hänken, déi theoretesch missten do sinn, fir déi dote Leit kënnen opzehuelen.

An dat ass jo kee Phenomeen vun engem Joer. Dat geet esou weider. Eise ganze Wirtschaftsmodell ass jo eigentlech dorobber opgebaut. Mir wëssen, wéi fragill dat doten ass a wat fir eng Répercussiounen och laangfristeg kënnen erreecht ginn. Dat ass also, mengen ech, e ganz wesentleche Punkt, deen een net däerf aus den Ae verléieren.

Als LSAP soe mer ganz kloer: D'Regierung soll bei der Optik vum Plan sectoriel «Logement» bleiwen. D'Instrument huet se net méi, fir de Moment, zur Verfügung. Mä ech mengen awer, inhaltlech - an et si jo Reaktioune vun de Gemengen do -, ass jo awer och gesot ginn, dass notamment bei deene ganz grousse Projeten, dass eng Bereetschaft do ass vun de Gemengen, och grouss Projeten ëmzesetzen, net nëmmen ze hëllefen, Baulücken opzefëllen, mä och grouss Projeten ëmzesetzen. Déi ass jo elo dokumentéiert duerch Stellungnahme vun de Gemengeréit.

D'Regierung soll eigentlech op dat zréckgräifen, wat emol eng Kéier um Ursprung vum Pacte Logement war, wat awer net esou ëmgesat ginn ass. De Pacte Logement ass herno e Pabeiertiger ginn. De Pacte Logement hat am Ufank d'Iddi vun enger Partnerschaft vun dem Stat a vun de Gemengen, wou de Stat sollt d'Gemenge begleeden, beroden a wou gemeinsam sollt gekuckt ginn, wéi ee schnell virukënnt op deem dote Plang an all d'Froen, déi konnex sinn, och mat regelen. Dat ass net fäerdegbruecht ginn. Dat ass net fäerdegbruecht ginn!

Et ass eng Kéier gemaach ginn. Als Buergermeeschter hunn ech eng Kéier e Vertrieder vum Fonds du Logement gesinn. Do ass herno ënnerschriwwe ginn an duerno war et eriwwer. Duerno war et eriwwer! Da gëss de just nach gefrot, fir deng Statistiken eranzeginn. Et ass eng reng administrativ, bürokratesch Gestioun nach gewiescht.

Mir sollen zréckkommen op den Ursprungsgedanken, vun deem gemeinsamen Um-Terrain-Schaffen, vun der Partnerschaft. An dann, mengen ech, dass do eng Chance besteet, dass mer am Dialog, an der Concertatioun, an der Berodung méi schnell virukommen op zwee Niveauen, engem éischten Niveau, deem vun der Ausweisung vu Baugebidder, vu Lotissementer, fir d'Opfëlle vu Baulücken, awer och besonnesch vum soziale Wunnengsbau.

Mir sinn eis eens an der Analys, dass do, wou et am kriddelechsten ass, dat ass awer e Manktum un Zuel vu soziale Wunnengen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, besonnesch och sozial Mietwunnengen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Mer hu gemierkt, d'Zuele leie vir, dass

notamment de Fonds du Logement manifestement net deen Output hat iwwert déi lescht Joren, dee sech vläicht erwaart gi war op deem dote Punkt. Do gëtt jo probéiert, eng Ëmstrukturéierung virzehuelen. Mer wëssen awer och, dass mer net kënne stoe bleiwen. An do mengen ech och, dass déi Iddi vun der Concertatioun mat de Gemengen e Wee ass, deen ee ka goen.

De Stat, dës Regierung, ass dohinner gaangen an huet eng Subventioun, déi ënnert der viregter Regierung erofgesat gi war, erëm eropgesat. An zwar dréit de Stat haut 75% beim Uschafungspräis oder beim Bau vun enger Sozialwunneng bäi, notamment, mä net nëmmen, wann eng Gemeng et mécht. Dat heescht, wann eng Gemeng dohinner geet a si baut oder si keeft véier Sozialwunnengen, brauch si en fait aus hirer Keess nëmmen eng ze bezuelen. Vun dräi Wunnenge ginn d'Käschte vum Stat iwwerholl. Dat ass en immens fairen, mengen ech, Partage vun dem Käschtepunkt.

An duerfir mengen ech och, dass do vill Gemenge bereet sinn - sécherlech net all, där gëtt et der ëmmer -, vill Gemenge bereet sinn, do konkret matzeschaffen, ënnert deenen dote Konditiounen, och ze hëllefen, dass ënner hirer eegener Initiativ och méi geschitt vun Initiativen op dem Gemengeplang, och wann dat haut keng legal Kompetenz vun de Gemengen ass no den Texter. Mä et ass villes an deem dote Beräich ze maachen, wann een natierlech och déi néideg Manpower an Zäit engagéiert, fir op deenen dote Punkte virunzekommen.

D'Offer erhéijen, hunn ech gesot. Et muss een natierlech och besonnesch weider awierken op d'Verfügbarkeet vum Bauland. Dat ass awer nach ëmmer, mat menger Erfahrung als Exbuergermeeschter, en Haaptproblem gewiescht, dass einfach scho Bauland do ass, wat ausgewisen ass, mä du kënns net drun, fir et emol e bësse salopp auszedrécken.

Dat ass awer e seriöe Problem. Elo kënne mer soen: Bon, Privateegentum an alles, dat muss alles esou schéi bleiwen, wéi et ass. Jo, d'Fro ass: Wëlle mer de Problem vum Wunnengsmaart léisen oder net? An ech menge schonn, dass een also muss Incitatioune schafen, dass dat Bauland also zur Verfügung gestallt gëtt. Baulandverträg kënnen derzou bäidroen. An et muss een natierlech deelweis och Sanktioune virgesinn, wa Leit, aus net novollzéibaren Absichten, do eigentlech net matmaachen.

Mir däerfen net zécken, fir also och ze kucken, wéi mer weider mat dem Virkafsrecht fir d'Gemengen an de Stat ëmginn. Et ass och wichteg, dass mer virun allem och eng Plafonéierung kréie vun de Baulandpräisser iwwer esou vertraglech Vereinbarungen.

An et ass menger Ansicht no och ze iwwerdenken, dee Prozentsaz vu soziale Wunnengen - loosse mer soe Wunnengen, déi ënnert de soziale Wunnengsbau falen, et ass alles méi komplizéiert -, déi elo virgesi sinn an de Lotissementer ab engem Hektar, ob dee Prozentsaz duergeet, ob een deen net misst erhéijen, an zweetens awer och, ob een net misst kloerstellen, dass dat wierklech Sozialwunnenge sinn a bleiwen.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An do ass d'Fro, ob net anstatt dass de Promoteur da verkeeft, an da weess een net esou richteg, wéi dat leeft, ob net do déi national Gesellschaften, déi bestinn, solle kënnen eigentlech zu engem Präis, dee géif am Virfeld ausgemaach ginn, da selwer Propriétaire gi vun deenen dote Wunnengen oder ob net d'Gemengen dat kënne ginn an dann u sech eng Weiderverlounung oder de Weiderverkaf vun deene Wunnenge maachen. Ech mengen, dat géif eis weiderbréngen op deem dote Punkt.

Eng aner Fro ass, wann et sollt un ëffentleche Gelder feelen, ob net e Fonds de compensation kéint méi staark och vläicht an deem dote Beräich investéieren. Wann een déi gesetzlech Grondlag net huet, muss een drun denken, deem déi gesetzlech Grondlag ze schafen. Dat ass eng Diskussioun, déi och an anere Länner gefouert gëtt.

Här President, e Wuert vläicht nach zu der Steierreform: d'Steierreform, wou ech gesot hunn, firwat ech mengen, dass d'Regierung richteg deet, fir net elo Ukënnegungen ze maachen op deem dote Punkt. Si sollt dem Dialog an der Konzertatioun eng Chance loossen an deem heite Beräich.

Ech muss awer och do soen: Den Här Wiseler rennt do oppen Dieren a mat deem, wat en zur Deklaratioun gemaach huet, wat d'CSV zu eenzelne Punkte mengt. Déi ganz kriddelech huet en net ugeschwat, well hei läit jo den Däiwel oft am Detail. Mä et ass: D'Äntwerten op déi dote Froe fënnt en eigentlech am Regierungsprogramm, dat brauch net nei erfonnt ze ginn, d'Äntwerten op all déi Deklaratiounen, déi e gemaach huet, déi fënnt en am Regierungsprogramm. Do ass also näischt Neies!

Mir wëssen, dass dat vill méi komplizéiert ass, wéi dat den Androck huet, dass mer mat e puer Prinzipien hei net duerch de Bësch kommen. An dofir, soen ech ëmmer, huet d'CSV, déi scho laang derbäi ass, jo eng ganz virsiichteg Formulatioun an hirem Wahlprogramm gebraucht. Wann ech mech net iren, huet se gesot, si wier net verschloss, fir iwwer eng Gesamtreform vum Steiersystem ze diskutéieren. Dat kann een esou ausdrécken, wéi ee wëllt, a jiddwereen däerf dat dann esou interpretéieren, wéi een dat da fir richteg fënnt. An dat beweist ganz einfach, dass et net einfach gëtt.

Ech mengen, véier Prinzipie schénge mer kloer ze sinn: Jiddweree wëllt eng Vereinfachung vun eisem System hunn, méi Transparenz an de System erabréngen, wëllt méi Gerechtegkeet, Steiergerechtegkeet erzilen a wëllt och, dass mer weider mat eisem Steiersystem kompetitiv bleiwen. Do si mer eis eens.

Mir sinn eis, oder ech mengen, mir missten eis och eens ginn, wat eigentlech d'Ausriichtung vun engem Steiersystem ass, also muss och eng Reform vun engem Steiersystem déiselwecht Ausriichtung hunn.

Do geet et och ëm d'Förderung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten, mä awer gläichberechtegt mat anerem.

Et geet ëm Ëmverdeelung. Wéi, wann net iwwer Steieren, kéint een eng Ëmverdeelung kréien? Eng Ëmverdeelung däerf natierlech net vun ënnen no uewen, mä kann nëmme vun uewen no ënne goen. Fir Ongläichheeten ze reduzéieren, kann een de Steiersystem a gëtt de Steiersystem eigentlech praktesch a sämtleche Länner agesat. Dat wäert selbstverständlech esou bleiwen.

A schliisslech gëtt och de Steiersystem benotzt, fir e gewësst Verhalen ze förderen oder e Verhalen ze découragéieren. Dat ass eng klassesch Uwendung vun engem Steiersystem. Zum Beispill ka sech am Ëmweltberäich esou eppes ofspillen, oder awer och, wann ee vu Gesellschaftspolitik schwätzt, ka sech och bei der Fro vun der kollektiver Besteierung, vun der individueller Besteierung déi dote Fro stellen. Et sinn also all déi dote komplex Zilsetzungen, déi et gëllt, ënnert een Hutt ze bréngen.

Dann d'Fro natierlech: Wéi besteiere mer d'Aarbecht par rapport zum Kapital? Wéi besteiere mer de Konsum par rapport zum Besëtz? Alles dat ass, mengen ech, eppes, wat muss diskutéiert ginn. An den eenzege Konsens, deen ech e bëssen esou erausgespuert hunn duerch vireg Diskussiounen, ass eigentlech d'Grondsteier.

Bon, dat haten och schonn zwou vireg Regierungen op hirem Programm stoen, eng Reform vun der Grondsteier muss kommen. An dat ass an eisen Aen e Punkt, deen een och da gemeinsam sollt ugoen esou schnell wéi méiglech an net waarden, bis een op allen Eckdate vun enger Reform eeneg ass, mä dass een u sech emol dat virhëlt, wou ee sech eens ass, a probéiert, dat ëmzesetzen, ouni natierlech déi global Zilsetzungen aus den Aen ze verléieren.

E Wuert zur Présidence vun der Europäescher Unioun. Déi wäerte mer jo hei nach diskutéieren. Ech wëll awer och do soen als emol een, deen a sengem viregte Liewen zwou där Présidencen als Minister matgemaach huet: Et ass net d'Présidence eleng, déi décidéiert, wat diskutéiert gëtt am Europäesche Ministerrot. Dat ass jo u sech eng Aarbecht, déi nahtlos eigentlech vun enger Presidentschaft op déi aner iwwergeet, an do kann net e Land décidéieren: Sou, elo diskutéiere mer emol dat doten net méi weider, mä elo diskutéiere mir dat heiten, wat mir fir wichteg fannen! Dat ass eng Konzertatioun mat anere Länner, déi stattfënnt. Et ass eng Konzertatioun, déi mat der Kommissioun stattfënnt, fir eben deen dote Programm opzestellen.

Ech fannen et awer gutt, dass d'Regierung wëllt eenzel Akzenter setzen an deem dote Beräich, Themen, déi fir Lëtzebuerg besonnesch wichteg sinn an déi se wëllt méi virundreiwe vläicht wéi aner Punkten. A mir sinn natierlech frou, dass och déi sozial Dimensioun vun der Europapolitik an den eenzelne Beräicher do soll an de Vierdergrond gestallt ginn.

Ee Wuert zum TTIP och. Ech mengen, dat ass ee vun de Projeten, dee mer och als Présidence, mä net nëmmen als Présidence wäerten ze behandele kréien, d'Présidence, déi eben d'Fonctioun huet, och e bëssen e Mëttler ze sinn tëschent verschiddene Propositioune vu Staten, der Kommissioun a vun dem Europaparlament.

Beim TTIP ass onheemlech vill Vertraue verspillt ginn duerch e ganz schlechten Départ, duerch eng Ontransparenz an de breeden Ufanksphase vun deenen doten Debatten. An et gëtt onheemlech schwéier, dat mierkt ee bei allen Diskussiounen. Dat gëllt net nëmmen hei fir Lëtzebuerg, och an anere Länner. Et gëtt onheemlech schwéier, dat Vertrauen an iergendenger Form erëmzegewannen duerch all Efforten, déi elo vun der Kommissioun, vum Europaparlament gemaach ginn, vun eenzelne Staten, fir eng Objektivéierung vun der Debatt ze kréien.

Ech mengen, dat ass fir mech eng Zilsetzung, déi eng Présidence muss hunn: ze probéieren, hei erëm eng Objektivéierung vun der Debatt hierzestellen, d'Transparenz bei de Verhandlunge weiderzedreiwen.

A mir soen hei ganz kloer: Mir hu léiwer keen Accord wéi e schlechten Accord!

E schlechten Accord wier et an eisen Aen, wa gewësse rout Linne géifen iwwerschratt ginn, wann ee géif un europäesch Standarde réckele goen am Sozialberäich, am Ëmweltberäich, wann ee wëllt de Konsumenteschutz mat eranhuelen, wann ee virun allem wëllt erëm d'ëffentlech Déngschtleeschtunge mat eranhuelen, déi ausgeklamert gi sinn, och déi aner Punkten, déi eigentlech elo ausgeklamert sinn aus den Diskussiounen. Et muss een allerdéngs kucken, dass se net iwwer eng Hannerdier erëm eng Kéier erakommen.

Et kann och net sinn, dass Honnerte vu privaten Tribunaler iwwer demokratesch Staten décidéieren. Dat ass keng normal Situatioun, och wann et esou Accorden och schonn an der Vergaangenheet gi sinn. D'Welt huet sech och liicht verännert an deene leschten 20 Joer. An ech mengen, d'Demokratie ass och virukomm an deem ganze Beräich.

Et ass eng interessant Initiativ, déi elo vun Eenzelne geholl ginn ass, fir d'Diskussioun ronderëm een eenzegen TTIP-Geriichtshaff unzegoen. Et muss ee kucken, wat dat dote bréngt. Et muss ee kucken, et muss een där doter Iddi, mengen ech, eng Chance ginn an deenen nächste Méint.

Mä et ass och sécher, dass Europa sech sécherlech laangfristeg net kann an net däerf isoléieren, well soss sinn aner Wirtschaftsmuechten, déi méi staark sinn, déi leeën dann d'international Normen ouni d'Europäer fest. Mä et ass ganz kloer, ech soen et nach eng Kéier, dass en Accord, deen net am Interessi vum europäesche Bierger géif leien, weder de Sozialisten hei an dësem Parlament nach am Europaparlament hiren Accord géif fannen.

Mir sinn och der Meenung, dass d'national Parlamenter hei hiert Wuert mat ze décidéieren hunn. An d'Fro, déi sech stellt, an et ass den däitschen SPD-Europadeputéierte, deen déi Iddi lancéiert huet: ob een net sollt op de Wee goen, anstatt elo e Risepak ze diskutéieren, wou am Endeffekt kee méi kann, kee méi wëllt sech duerchschaffen, wat dann am Detail do dran ass, deen onlieserlech ass, ob een net sech elo emol sollt konzentréieren op déi Deelaspekter, wou en Accord ass, dass een also, anstatt e Gesamtpak wëlle mordicus ze schnüren, einfach déi Punkten ëmsetzt, déi Beräicher ëmsetzt, wou een elo sech eens ass - där ginn et der eng ganz Partie, wou en Accord do ass tëschent de Verhandlungsdelegatioune vun der EU a vun den USA -, an dass een déi a getrennten Texter, déi dann och transparent an iwwersiichtlech bleiwen, sollt ëmsetzen.

Dat ass an eisen Aen eng Method, fir ze schaffen, déi vläicht méi Succès hätt wéi dat, wat elo eigentlech viru Joren do ugekuerbelt ginn ass.

E Wuert zur Prozedur, déi mer eis hei ginn. Ech hu scho munches dozou gesot, ech mengen, mir mussen déi sektoriell Diskussioun eng Kéier am Joer hei am Parlament féieren. Mir mussen awer virun allem och kucken, wéi mer als Parlament informéiert ginn, wéini dass mer konsultéiert ginn a wéini dass mer mat décidéieren. A wien et ass: Ass et d'Finanzkommissioun, sinn et d'technesch Kommissiounen oder wien, oder ass et de Plenum, deen et mécht? Elo, wéi dat momentan leeft, ass et net gutt! Déi Zäitpläng, och fir d'Regierung, si fuerchtbar enk, och dës Kéier erëm eng Kéier, bal ze enk, fir iergendeng Form vun normaler Diskussioun am Virfeld eigentlech ze féieren.

An derbäi kënnt jo och nach, dass e Conseil national des finances publiques besteet - wéi sinn do d'Relatioune mat der Chamber? - an dass jo och soll e Comité de prévision, deen elo informell besteet, och als Institutioun festgehale ginn. Et muss een also kucken, wéi déi sämtlech Akteuren do eigentlech aneneegräifen, mat der Diskussioun ronderëm eng pluriannuel Planung, déi mer jo och ewell hu mat deem Budget do derzou. Alles dat, mengen ech, bedeit, dass mer mussen - net am Laf vun dësem Joer, bis Enn des Joers - an deenen nächste Méint do eng nei Formulatioun fannen.

Ech wëll e Wuert zum Referendum soen. Ech si ganz einfach frou, dass mer dee Referendum ofhalen, well ech mengen, dass et einfach eis Demokratie belieft, an egal wéi d'Resultat ausgeet, ass et eng gutt a wichteg Experienz. An ech hoffen, wéi gesot, dat brauch ech net bäizefügen, dass hei och d'Chamber dee Verdikt vum Wieler respektéiert. Do ware mer eis 2005 eens. Ech gesinn eigentlech net, firwat mer dat net méi sollte sinn haut.

Den zweete Punkt, deen ech wollt soen, dat ass dat, wat déi Fro ugeet vum Awunnerwahlrecht. Eischtens, Dir sollt bedenken, dass mer hei keng nei Wieler schafen. Déi Leit, deene mer hei d'Wahlrecht ginn, wa Jo gesot gëtt, dat si scho Wieler hei zu Lëtzebuerg, déi si schonn haut ageschriwwen op der Lëscht fir d'Europawahlen, se sinn ageschriwwen op de Wielerlëschte fir d'Gemengerotswahlen a si hu schonn eng Kéier hei zu Lëtzebuerg entweder bei där enger oder där anerer Wahl deelgeholl! Mir maachen eis also hei elo net op fir Neiwieler, mä fir Wieler, déi et haut schonn zu Lëtzebuerg gëtt. Déi däerfe bei enger zousätzlecher Wahl mat wiele goen.

Zweetens, ech mengen net, dass sech d'Fro stellt: Erliichterung vun de Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn, géint Ouvertür vum Wahlrecht. Ech menge ganz kloer, dass mer op béide Felder mussen aktiv ginn. Mir mussen eng vernünfteg Oplackerung maache vun eenzelne Konditiounen, wat d'Bedéngungen ugeet, fir Lëtzebuerger ze ginn. Do huet déi viregt Regierung schonn e Projet ausgeschafft gehat. Dës Koalitioun huet nach e puer zousätzlech Iddien dozou. D'CSV huet och no de Wahle sech zousätzlech Gedanken zu deem Ganze gemaach.

Ech mengen allerdéngs net, soen ech och hei kloer, dass mer sollen d'Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn, bradéieren. Mir sollen net doduerjer, dass mer elo sichen, d'Wielerschaft ze erweiteren, elo d'Schleisen opmaachen an op eng Rei vu Froen zréckkommen, bei deenen ëmmer och hei awer e breede Konsensus, wann och keng Eestëmmegkeet, bestanen huet. Ech menge schonn, dass een do soll d'Lat net ze wäit erofsetzen.

Notamment, wou ech echt Problemer hunn, dat ass déi Weiderféierung vun där Bestëmmung, dass d'Leit kënnen d'Nationalitéit récuperéieren, Leit, déi kee Lien méi mat Lëtzebuerg hunn, déi dës Sprooch net schwätzen, nëmme well se e Virfahren haten, wou Lëtzebuerger Blutt an den Odere pulséiert huet 1900, viru méi wéi honnert Joer. Do war jiddweree frou: „Oh, et ass jo léif, dass déi Lëtzebuerger ginn." Op eemol huet kee Mënsch méi gefrot: „Oh, kënnen déi iwwerhaapt Lëtzebuergesch?"! Wat mer all deenen ofverlaangen, déi hei schaffen a wunnen!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Do huet et op eemol net geheescht: „Oh, wéi ass et mam Wahlrecht mat deenen?" Iwwregens kënnen déi mat wiele goen, alleguerten! Si brauche sech just aschreiwen ze goen an da kréie se d'Wahlrecht an och d'Wahlflicht. Genau dat, wat mer elo fir gewëssen Awunner hei virschloen! An all déi Leit, déi sech opregen dobaussen, dass de Gläichheetsprinzip géif hei violéiert ginn, wann op eemol Netlëtzebuerger de Choix hätten, wielen ze goen oder net: Dee gëtt et haut schonn, ënnert de Lëtzebuerger! Et ass just kengem opgefall an et huet kee sech doriwwer opgereegt. Komescherweis, wann Auslänner en cause sinn, da fänken d'Leit un, oder eenzel Leit un, sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Ech mengen also, dass ee muss op deenen zwou Plaze schaffen, wann een effektiv wëllt verhënneren, dass mer an enger representativer Demokratie eng Minoritéit hunn, déi nach bestëmmt - eng Minoritéit, déi och tendenziell ëmmer géif nach méi kleng ginn -, dass mer also op laang Frist eigentlech a Verhältnisser kommen, wéi mer et eigentlech aus de Golfstaten, aus den Emirater am Golf kennen.

Och déi Diskrepanz an der Zesummesetzung vun der Wahlbevëlkerung an der reeller Bevëlkerung, dat ass vum Béisen! Dat ass vum Béise fir eng Demokratie. An déi Ënnerscheeder ginn ëmmer méi grouss: Déi fanne mer erëm an der soziologescher Zesummesetzung, mir fanne se och erëm an der Alterszesummesetzung.

Dat erkläert och, firwat mer eis als LSAP ausschwätze fir d'Erofsetze vum aktive Wahlrecht - op fakultativer Basis. Dat heescht, och do gëtt kee gezu bei d'Wahlkabinn, fir seng Stëmm ofzeginn! E 16-Jähregen, e 17-Jähregen, dee sech net räif fillt, fir dat ze maachen, dee keng Loscht huet, dee geet sech net aschreiwen, dee gëtt also net forcéiert, do wielen ze goen.

Mä firwat deene jonke Leit net déi dote Chance ginn, déi Méiglechkeet ginn,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...mat ze diskutéieren, wa se dat wëllen? Dat ass dach einfach e Geste vu Vertraue par rapport zu deene jonke Leit! Firwat crispéiere mer eis dann esou schrecklech do? Eppes, wat an Éisträich bei alle Wahlen zënter 2007 besteet, wat an Däitschland ëmmer méi agefouert ginn ass. A Schottland nach viru Kuerzem konnten déi 16-Jähreg mat ofstëmmen, wéi iwwert d'Onofhängegkeet vu Schottland décidéiert ginn ass.

Loosse mer dach emol vun deene getréppelte Pied emol eng Kéier ewechkommen, eppes Neies probéieren,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...e bësse Sauerstoff an dës dach relativ verstëbst Demokratie erabréngen! Dorëms geet et dach awer!

(Brouhaha)

Dorëms geet et dach awer! An ëm soss näischt geet et eigentlech hei.

An datselwecht gëllt fir déi Begrenzung vun de Mandater op zéng Joer. Dat ass effektiv eng aussergewéinlech Regel. Déi gëtt et op anere Plaze fir d'Premierministeren an et gëtt se fir Statspresidenten.

Mä wat ass awer d'Situatioun? D'Situatioun ass, an dat gëtt et awer och a kengem anere Land, dass een et fäerdegbréngt - dat si keng Eenzelner -, dass een 20 Joer oder 30 Joer, 35 Joer laang an enger Regierung ass. Dat ergëtt sech aus eisem Wahlsystem. En Accord, fir de Wahlsystem ze änneren, ech mengen, deen hu mer muer net fonnt mat qualifizéierter Majoritéit. Do muss een u vill Schrauwen dréie goen an ech mengen, do léisst dann och de Courage ganz schnell no.

Dat doten ass eng Méiglechkeet, fir eigentlech op engem anere Wee e gewësse Renouvellement ze kréien. An ech géif soen, do brauch een net ze fäerten: D'Kompetenz geet dem Land an der Politik net verluer! Sécherlech wäerten d'Carrièrë sech anescht maache wéi elo. Mä d'Parteie wäerte sech astellen op nei Regelen, op en neie System. An och do mengen ech, dass et eisem Land net schuet, wa mer do nei Weeër géife goen.

Et ass aus där Iwwerleeung eraus, wou eis Partei dräimol Jo seet. An ech fannen et eigentlech och ganz normal, dass de Premierminister dat hei erwähnt huet. Ech wëll awer soen, dass déi dräi Froen an och d'Positioun vun de Parteien och e Bestanddeel si vum Koalitiounsofkommes. Et ass jo net iwwerraschend, déi Deklaratioun hei vum Premierminister. Dofir fannen ech och ganz normal, dass déi hei behandelt ginn, wéi ech och mengen, dass mer gutt dru gedoen hunn, dat an enger soberer, onspektakulärer Deklaratioun vun der Regierung hei ze héieren. Dat beweist - ech hunn lech jo gesot -, dass dës Regierung Trëtt fonnt huet, dass si selwer de Rhythmus bestëmmt. An esou soll et och sinn!

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. Ech géif proposéieren, dass mer fir de Moien heimat ophalen an dass mer eis erëmgesinn um zwou Auer fir d'Fortsetzung vun den Debatten. Et sinn elo vu mandadéierte Spriecher nach ageschriwwen: d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen an den Här Urbany. An da gi mer an déi zweet Ronn.

Sou, bis da wënschen ech lech heibannen an dobaussen e gudden Appetit!

(Fin de la séance publique à 12.04 heures)

SÉANCE 33

MERCREDI, 6 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur l'état de la nation (suite)
- *Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry), M. Serge Urbany (dépôt d'une motion)*

3. Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM
- *M. Marc Spautz, M. Alexander Krieps (fait personnel) - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

4. Débat sur l'état de la nation (suite)
- *M. Marc Spautz (interventions de M. Nicolas Schmit), M. Gilles Baum, M. Guy Arendt*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Nancy Arendt, M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen)*
- *Motion 1: M. Serge Urbany, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Serge Urbany (renvoi de la motion 1 en commission)*

5. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne
- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la résolution modifiée (adoptée)*

6. Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Discussion générale: M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. David Wagner, Mme Françoise Hetto-Gaasch (interventions de M. Eugène Berger), M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Léif Kolleegen, Här Statsminister, Regierungsmemberen, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Ech mengen, ech spuere mer de Mëtten d'Fro un d'Regierung, well ech scho weess, wat fir eng Äntwert dass ech kréien. An da géif ech direkt zur Fortsetzung vun eisem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun iwwergoen. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter, d'Fraktiounscheffin vun déi gréng.

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi, déi zefridde woren, wéi et déi lescht Jorzéngten an dësem Land gelaf ass, dat sinn och déi logescherweis, déi sech ganz schwéierdi mat där neier Roll, déi de Bierger an d'Biergerin ugebuede kritt hunn. D'Bierger an d'Biergerinne ginn invitéiert, aktiv un der politescher Gestaltung vun hirem Land matzeschaffen, net nëmmen duerch de Referendum, op deen ech nach méi spéit zréckkommen. Neen, ech mengen, am Alldag gi mer alleguerte gefuerdert, ons Gedanken ze maachen. Mir gi gefuerdert, ons concernéiert ze fillen.

Jo, och zu Lëtzebuerg, wat jo keng Insel ass, oder keng Insel méi ass, musse mer ons opstellen, haut opstelle fir déi nächst Ära, déi op ons duerkënnt. Eng Ära vun enger irrémédiabel globaliséierter Weltorganisatioun; eng Ära, wou Sécherheet eng aner Definitioun kritt huet; eng Ära, wou d'Aarbecht nei definéiert gëtt an domadder och d'Liewensbiographië sech anescht skizzéieren. Eng Ära, wou e Land, egal ob grouss oder kleng, sech ëmmer muss um internationale Kontext orientéieren.

Mir si säit der Aféierung vum Euro am Ufank vum Jordausend a spéitstens säit der Finanzkris am Joer 2008 op enger Kräizung ukomm, international, an Europa an och hei zu Lëtzebuerg.

Et gëtt eigentlech keen Zréck méi. Mä et gi konkret Méiglechkeeten. Et ginn och Geforen, fir falsch Richtungen anzegoen, falsch politesch Richtungen, falsch ekonomesch Richtungen an och falsch sozial Richtungen.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat där Erausfuerderung huet dës Regierung viru knapp 18 Méint Verantwortung iwwerholl. D'lescht Joer hu mer bei der Presentatioun vun der Lag vun der Natioun iwwert de Kader diskutéiert, dee gesat misst ginn iwwert d'Ecken an d'Kante vun notamment enger nohalteger Budgets- a Finanzpolitik, iwwert de Kader an d'Ausmoosse vun den Investissementer iwwert déi nächst fënnef Joer, iwwert d'Ziler, déi mer mussen erreechen, wa mer d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg wëllen erhalen a vläicht souguer verbesseren.

A säitdeem, säit deem leschte Joer, säit där leschter Presentatioun vun der Lag vun der Natioun si vill a vill verschidde Chantiere lassgekappt ginn. Dës Regierung huet an onsen Ae véier wichteg Richtlinne geholl, déi hir et wäerten erlaben, déi nächst Joren eng opbauend, eng modern an eng biergergerecht Politik ze maachen.

Éischt wichteg Richtlinn an onsen Aen ass, d'Finanzen an engem kloer definéierte Kader ze halen duerch eng virsiichteg Budgetspolitik, en adaptéierte pluriannuelle Budget an e straffen Zukunftspak. Déi éischt Statistiken an Analysen oder, besser gesot, déi lescht, déi gëschter vu Bréissel komm sinn, weisen, datt déi budgetär a finanziell Kurskorrekture sech bemierkbar maachen. Esou séchere mer nohalteg ons Finanzen of, an dat an engem ekonomeschen Émfeld a mat enger Croissance, vun där munch aner Länner nach just dreemen.

Jo, mir musse weiderhi virsiichteg bleiwen, well mer net aschätze kënnen, wéi eng Répercussiounen net nëmmen en E-Commerce, mä och LuxLeaks op de Budget wäerten hunn. A mir musse virun allem d'international Konjunktur am A behalen, wéi déi wäert evoluéieren, an och de Präis vum Pëtrol.

Mir Gréng wëllen awer hei och ganz kloer ënnersträichen, datt mer weiderhin all Moossnam wäerten ënnerstëtzen, déi an der Finanzpolitik fir Transparenz a Gläichheet suergt. Mir begréissen och ausdrécklech, datt de Finanzminister ënnerstrach huet, zu deenen éischten a beschte Schüler wëllen ze gehéieren a Saachen Échange automatique, a Saachen Émsetzung vun Direktiven, an notamment d'Direktiv „mères-filles". À moyen et à long terme wäert eng sougenannten „propper" Finanzplaz och eng nohalteg Finanzplaz sinn.

Iwwregens, d'Banken- an d'Finanzkris vun 2008 hunn et schonns bewisen: Et si genau déi Banken, déi d'Kris am beschten iwwerstanen hunn; fort vum séiere Geld an hin oder zréck zum séchere Geld.

Mir denken awer och, datt mer als Chamber missten an Zukunft méi a vläicht och an engem méi fréie Stadium ons befaasse mat de budgetären a finanziellen Zukunftsperspektiven. Et schéngt fir déi gréng Fraktioun noutwendeg, datt nieft engem Conseil économique et social an nieft aneren Instanzen och oder virun allem d'Chamber sech méi konkret mat engem Plan de stabilité et de croissance oder mat engem Plan national de réforme oder mat engem Plan national social ausenanersetzt.

Sécherlech si mer net an der Situatioun wéi zum Beispill onst Nopeschland Frankräich, wat e verheerende Feedback vu sengem Plan de stabilité et de croissance vun den europäeschen Instanze kritt huet. Dat ass awer keng Ursaach, fir den Impakt vun engem Semestre européen ze ënnerschätzen oder, méi positiv ausgedréckt, fir deen net à sa juste valeur ze considéréieren.

Mir kéinten ons als Gréng virstellen, datt mer dësen Diskussiounen zur Lag vun der Natioun kéinten eng Plus-value ginn, wa mer se géife koppele mat enger Diskussioun iwwert de Plan de stabilité et de croissance, de Plan national de réforme an de Plan national social, an dat, ier déi Pläng op Bréissel geschéckt ginn.

An an dësem Kontext och, ech adresséiere mech och do un d'Regierung, kéinte mer ons och Diskussiounen an de Vote vun engem Budget pluriannuel zu deemselwechten Zäitpunkt virstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Iddi ass net nei. Si gouf schonns diskutéiert an dësem Haus. Si gouf och ëmmer ënnerstëtzt vun der grénger Fraktioun. Si ass awer haut

vun enger ganz anerer Envergure, souwuel um nationalen Niveau fir onst Land wéi och um europäeschen Niveau, an notamment fir déi Länner, déi sech futtispueren. Den europäeschen Aspekt an den nationalen Impakt gehéieren zesummen, a se gehéieren zesummen diskutéiert an deenen 28 nationale Parlamenter.

D'Regierung fänkt hir Aarbechten un am Kader vun der Steierreform - Thema, wat schonn hei vill diskutéiert ginn ass. D'Regierung huet awer vun Ufank un d'Sozialpartner mat agebonnen iwwert de Wee vum Conseil économique et social, wou Viraarbechte lafen zu den Diskussiounen iwwert d'Steierreform. Mir begréissen dat ausdrécklech. Domadder huet d'Regierung fir Transparenz a Participatioun optéiert, där eng Prioritéit ginn. An dat kann nëmme richteg sinn.

Déi gréng Fraktioun ass och der Iwwerzeegung, datt och d'Chamber kann eng Plus-value duerstellen, wa si sech den Iwwerleeungen an engem fréie Stadium uschléisst. Mir sinn ons bewosst, datt eng Steierreform net kann an och net wäert heeschen: manner Steiere fir jiddwereen. Mir wëssen awer och, datt et Sputt gëtt fir méi eng gerecht Redistributioun vun den ëffentleche Suen. Redistributioun, déi och hiren Impakt um Niveau vun den direkten an indirekte Steiere muss hunn.

Eng méi gerecht Ëmverdeelung heescht fir jiddwereen eng besser Liewensqualitéit, och fir déi, déi vläicht an Zukunft mussen e bësse méi ofginn, fir datt jiddwereen hei an dësem Land gutt Chancen huet oder gutt Chancë kritt.

De Plan national de réforme vun 2015 weist an onsen Aen zwee Problemer op, déi kengem dierften egal sinn. Dat ass engersäits den Taux de chômage, dee beschtefalls net erofgeet, an de Risque de pauvreté, deen 2013 bei praktesch 16% louch. 16% vun de Leit, déi mat engem Gehalt mat engem Seuil vu 60% vum Revenu médian mussen eens ginn. An an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg ass dat einfach ze héich.

An dat féiert ons zu onsem zweete wichtege Punkt. De bewosste finanziellen Invest, bewosst a gewollt, an d'Gesellschafts- an d'Familljenorganisatioun, fir déi ze förderen a fir déi esou ze förderen, datt se de Besoine vun haut entsprécht.

An do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si vill Chantieren opgemaach ginn, vläicht och, well e groussen Nachholbedarf grad do virfonnt ginn ass. De Risque de pauvreté ass och hei zu Lëtzebuerg en Thema. An engem räiche Land sinn déi potenziell aarm Leit gefillt nach méi aarm, an hiert Ëmfeld ass nach eemol méi schwiereg. Eigentlech héiert ee wéineg vun dëse concernéierte Matmënschen. Mä mir wieren all gutt beroden, ons concernéiert ze fillen. Ech denken, dës Regierung ass sech duerchaus bewosst, datt nëmmen eng Multitude vu Moossnamen dëser steigender Tendenz kënnen entgéintwierken.

D'Kannergeld, de Congé parental si reforméiert ginn. Un noutwendegen Adaptatioune vum RMG a vum Fonds national de solidarité gëtt geschafft.

Hei wollt ech awer mer eng Remarque erlaben zu der Ausso vum Här Wiseler de Moie par rapport zum Congé parental an zu dem finanziellen Aspekt vum Congé parental. Et ass effektiv richteg: 7 Millioune ware virgesinn, 20 Millioune sinn elo virgesinn, an et ass effektiv net sécher, ob et domadder duergeet. Dat ass richteg. An et ass och richteg, datt de Congé parental elo eng Augmentatioun vun 80% virweist.

Mä firwat? Well effektiv säit 1999, wou de Congé parental effektiv de Mindestloun duergestallt huet, säitdeem deen dote Mindestloun vum Congé parental ni adaptéiert ginn ass, vun 1999 un ni adaptéiert ginn ass!

An do géif ech ganz gären, Här Wiseler, d'Fro zréckschécken: War dat da sozial gerecht?

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Da sot Der…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madame Loschetter, meng Ausso vun de Moien, dat war déi, datt déi Suen an der Programmation pluriannuelle net agerechent gi sinn. Et war eng finanztechnesch Remarque,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …datt déi Suen net agerechent gi sinn. An d'Ausso vun dem Finanzminister, déi ass, datt all déi 258 Moossname genaustens zäitrichteg musse gemaach ginn. Ech hu mech just gefrot, wéi déi eng an déi aner Ausso géifen iwwereneentreffen. Dat war meng Fro.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech hunn Iech och recht ginn, wou Der gesot hutt: Esou vill Millioune ware virgesinn, elo sinn der méi virgesinn a mir wëssen nach net, ob et duergeet. Nawell ass d'Prioritéit op d'Familljepolitik gesat ginn, an iwwregens och op d'Sozialpolitik gesat ginn.

An dofir meng Fro un Iech oder meng Remarque un Iech: Fannt Dir et sozial gerecht, datt säit ´99 de Mindestloun vum Congé parental net adaptéiert ginn ass? An dofir hu mer haut eng Augmentatioun vun 80%. Fir de Rescht ginn ech Iech recht. Mä mir hunn eben eng Prioritéit op d'Familljepolitik gesat a vläicht manner op d'Budgetspolitik.

Da wollt ech nach eppes soen, an zwar zum Ofschafe vun der Allocation d'éducation an der Allocation de maternité, an datt et eigentlech schued ass, wéi Der gesot hutt, Här Wiseler, datt dat eent fir d'Éischt gemaach ginn ass, ouni dat anert, wat et am Fong geholl sollt remplacéieren, kompenséieren, adaptéieren, datt dat net matenee konnt gemaach ginn.

An och do ginn ech Iech ganz recht. Déi Diskussioun hu mer scho gefouert. Mir hu se gefouert, mir hu gesot: Mir mussen dat do elo maachen, mä do kommen Adaptatiounen no, un deenen ass amgaang, geschafft ze ginn. Ech huelen un, datt mer d'nächst Joer ëm dës Zäit kënnen doriwwer schwätzen, well déi da schonn en place sinn. Mä ech wollt eigentlech net zréckkommen dëst Joer op, am Fong geholl, dee Reproche, deen ech Iech d'lescht Joer gemaach hunn, an ech net eleng, nämlech, firwat mer dat virgezunn hunn a firwat…

Ech weess net, ob dee Montant vu 700.000 Euro Iech eppes seet. Mä ech muss Iech soen: Déi sinn och scho fort! An déi waren och scho fort den 1. Januar 2014. An dat hei ass en Deel, a mir hunn et gesot, mir mussen dat do virgräifen, iwwregens mat der TVA ass et genau d'selwecht, an déi aner Moossname kommen no. Also ass dat keen neie Moment. Dat ass e gewossten, gewollte Choix gewiescht, fir esou och finanzpolitesch virzegoen.

Dofir fannen ech et awer e bësse schwiereg, Iech nozelauschteren, wann Der sot, mir hätten hei a Panik op eemol… Dir hutt dat Wuert „Panik" gebraucht. Ech hunn dee Moment geduecht: Ma hätte si vläicht virdrun e bësse méi Panik gehat, dann hätte mir vläicht e bësse manner Panik gehat.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- De Jugendschutz gëtt op de Leescht geholl. An och d'Reform vum Jugendschutz wäert net mat manner Sue méiglech sinn. An ech erënneren drun, datt de Jugendschutz eigentlech e gutt Beispill ass vun engem urgenten Dossier - urgenten Dossier! -, wou mer souguer eng Commission spéciale hei an dëser Chamber kreéiert haten, déi dichteg geschafft huet, déi Hearinge gemaach huet, wou Konklusioune gezu gi sinn 2002. A säitdeem sëtzt déi Reform vum Jugendschutz op de Konklusioune vun 2002. Ech denken, datt, wa mer d'nächst Joer hei sëtzen oder hei stinn, da kënne mer vläicht eppes méi iwwert de Jugendschutz soen, well deen dann och scho verschafft ginn ass.

E Projet de loi fir d'Schafung vun engem Juge des affaires familiales wäert nach dëst Joer déposéiert ginn. Dat huet de Justizminister ons confirméiert. Mir sinn am Mee, kommt, mir ginn em eng Chance an, kommt, mir gleewen him dat nach e puer Méint.

D'Reform vum Scheedungsgesetz musse mer dëst Joer nach ugoen, well säit zéng Joer gëtt op eng adaptéiert elteren- a kannergerecht Reform gewaart. An iwwregens, dës Reform huet bis elo schonn dräi verschidden CSV-Rapporteure kannt. An éierlech gesot: Et geet elo duer.

An et stëmmt, Här Wiseler, datt nach kee Pabeier do ass, mä et war zéng Joer laang e Pabeier do, an et ass näischt geschitt.

(Interruption)

A schlussendlech wäerte mer dëst Joer och an der Justizkommissioun un enger Reform vun der Filiatioun a vun der Autorité parentale schaffen. D'parlamentaresch Aarbechte sinn eigentlech schonn ugaangen.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn net nëmme wichteg Justizprojeten, déi dëst Joer op de Leescht geholl ginn, mä dat si gläichzäiteg och wichteg gesellschaftspolitesch Projeten, op déi vill, ganz vill Leit waarden, an déi zu enger besserer Chancëgläichheet a Gerechtegkeet wäerte bäidroen.

Da géif ech nach gären e Wuert zu der Assurance dépendance soen. An och do wollt ech äntwerten op déi Remarque vum Här Wiseler.

Här Wiseler, Dir kënnt vläicht ganz kuerz e Bic an de Grapp huelen an Iech opschreiwen, datt et den 28. Januar 2015 eng Question parlementaire ginn ass vun der Madame Josée Lorsché, déi sech an déi doten Thematik erageknéit huet an déi iwwregens och déi do Fro gestallt huet: Wou si mer drun?

An do gëtt et och eng Äntwert vun der Gesondheetsministesch. An an där Äntwert, déi iwwregens e puer Säiten huet, gëtt et e Punkt 2. An dee Punkt 2, deen heescht: „La collaboration avec les acteurs externes".

De Moien hutt Dir gesot, den Terrain wéisst näischt, wat do géif gemaach ginn, et hätt keen eng Ahnung. Abee, am November 2014 - ech zitéieren elo net déi ganz Äntwert, mä just pour info -, am November 2014 hunn d'Membere vum Comité de coordination sech getraff mat den Delegéierte vun den Träger, notamment der COPAS, mat den Associatioune vun den Infirmièren, mat den Associatioune vun den Aide-soignanten, mat der Patientevertriedung a mam Conseil supérieur des personnes âgées.

A si hunn zesummen diskutéiert, si hunn zesumme gekuckt, wéi se kéinten, wéi eng Weeër méiglech wieren, fir d'Assurance dépendance ze reforméieren, wou mer ons eens sinn, wou mer ons iwwregens och virdru schonn eens ware bei där viregter Regierung, ouni datt et e Qualitéitsverloscht gëtt. Fir de Rescht renvoyéieren ech op d'Äntwert vun der Ministesch op der Madame Lorsché hir ganz pertinent Question parlementaire.

(Interruption)

Genau! Genau!

Mir kënnen der Beschreiwung vum Premier gëschter a Saache Besoine vun der Schoul- a Betreiungspolitik nëmmen zoustëmmen. Mir brauchen haut Schoulen an en Encadrement, déi de Besoine vun de Familje vun haut endlech Rechnung droen. Europaschoul zu Déifferdeng a Lycée zu Clierf, jo, mä och e klore Jo zu de Bemëiunge vum Éducatiounsminister, fir d'Schoul- an d'Betreiungsstruktur méi no ze bréngen a souguer dat eent an dat anert afléissen ze loossen an domadder d'Kand effektiv an de Mëttelpunkt ze setzen.

An dat beweist, datt et richteg wor, de péri- a parascolairë Secteur an den Éducatiounsministère ze integréieren an domadder eigentlech e grousse Kanner- a Jugendministère geschafen ze hunn, well nëmmen esou wäerte mer kënnen dem Kand an dem Jugendleche säin Ëmfeld optimal koordinéiere kënnen.

An dann, erlaabt mer eng lescht Remarque, Här Wiseler - et deet mer leed, datt et ëmmer op déi eng Oppositiounspartei ass -, mä et ass keng aner do, déi bis elo geschwat huet, an ech fannen, Dir hutt eng ganz Rëtsch Saache gesot a virun allem ganz vill Froe gestallt, wou ech eigentlech frou sinn,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass net schlëmm, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … fir kënnen op e puer ze äntwerten.

Dir hutt gesot: „Wat d'Reform vum Enseignement secondaire ubelaangt, do ass net vill geschitt, ausser datt vill gestridde ginn ass."

Gutt. Et ass sécherlech och gestridde ginn, dat ass ganz oft esou, wann ee sech net eens ass, mä et ass net nëmme gestridde ginn. Et ass och diskutéiert ginn an et ass och geschwat ginn, mam Zil, e Konsens voire eng Léisung ze fannen. Dat ass gëschter oder virgëschter geschitt.

A meng Fro un Iech ass: Hätt Dir et vläicht anescht gemaach? Hätt Dir einfach eppes gemaach, ouni mam Terrain ze schwätzen?

Gutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt op jidde Fall net déi Spuermoossnam einfach emol an de Budget geschriwwen, ouni mat engem ze schwätzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir schwätzen hei vun der Reform vun engem Secondaire. An Dir hutt jo iwwer Konzepter geschwat. Hei geet et genau ëm Konzepter.

Mir mussen, doriwwer eraus, och an d'Matière grise investéieren a Lëtzebuerg zu engem Standuert vun der Recherche a vun der Innovatioun entwéckelen. Dat hu mer och d'lescht Joer ugekënnegt an et sinn entre-temps zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir notamment de Standuert Esch/Belval ze finaliséieren.

An do wëll ech awer wierklech net zréckkommen op awer e bëssen dee Misär, deen do war, voire de Mobilier vun der Uni an esou weider, a wéi awer dës Regierung konnt op eng onkomplizéiert, diskret an effikass Manéier ganz séier Budget prettstellen a ganz séier der Uni ënnert d'Äerm gräifen, fir datt se kann effektiv méi fréi, wéi gefaart gi war, plënneren an domadder och effektiv dee Standuert do aktiv maachen. An, wat d'Fuerschungsinstituter ubelaangt, do sinn all noutwendeg Méiglechkeete garantéiert. De Premier huet gëschter d'Zuele genannt an, ech mengen, déi schwätze fir sech.

An nach eemol: Déi Suen, déi mer do wäerten investéieren oder vläicht souguer méi investéieren, si Suen, déi an d'Zukunft an an déi nächst Generatioune bewosst investéiert ginn.

Drëtte Punkt, dee mer ausdrécklech ënnerstëtzen, dat sinn déi héich Investissementer, déi mer maachen an déi un nohalteg Kritäre gekoppelt sinn, eng Steigerung vun den Investissementer vun 2014 op 2015 vun 12%.

Wat awer innovativ ass, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat ass de konsequente Cumul vun héich an nohalteg. An deenen nächste véier Joer sinn 225 Milliounen Euro iwwert de Wee vum Fonds d'entretien et de rénovation virgesinn, fir ëffentlech Gebaier ze sanéieren. 50% vun den ëffentleche Gebaier weise Verbesserungspotenzial an et gëtt also e groussen Nachholbedarf op dësem Gebitt.

Onofhängeg, datt all neit Gebai den Niddregenergiestandard ustrieft, gëtt et och elo Plusenergiegebaier, déi gebaut ginn, wéi zum Beispill dat vun der Naturverwaltung zu Dikrech, wat am Hierscht opgeet, oder wéi de Lycée technique des professions de santé zu Ettelbréck oder nach wéi d'staatlech Kannerheemer zu Schëffleng.

Mir mussen an Zukunft och méi wéi bis elo bei den ëffentlechen Ausschreiwunge verstäerkt op ekologesch Materialie setzen. All dës Investissementer schafen net nëmmen Aarbechtsplazen - hei ass e Secteur, wou immens vill Aarbechtsplaze geschafe ginn -, mä si förderen och nach den Know-how an neien a méi effiziente Bautechnologien. Och dat ass fir ons dee richtege Wee.

De Logistikcenter, d'Logistikpolitik, déi anscheinend vag a flou ass a wou een net richteg soll wëssen, wou et higeet: Abee, virgëschter ass zu Beetebuerg de Logistikcenter ageweit ginn. An den honorabelen Député-maire Laurent Zeimet war och do, huet och eng Ried gehalen, an en huet…

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En huet a senger Ried gesot, ech zitéieren lech, wann Der erlaabt, Här Zeimet: «„Nous voyons enfin quelque chose de concret.", s'est d'ailleurs réjoui le maire de Bettembourg Laurent Zeimet, tout en appelant le Gouvernement» - an do ginn ech em recht - «à poursuivre les efforts dans cette direction.»

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Am „Lëtzebuerger Wort", wat jo bekanntlech…

Une voix.- Für Wahrheit und Recht!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- …genau, für Wahrheit und Recht ass. Voilà!

Also mengen ech, datt och a Saache Logistikpolitik mer awer ewech si vum Vagen a mir sinn ukomm am Konkreten.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den nationale Vëlosréseau ass en enormen, nohaltegen Invest an d'Zukunft.

(Interruption)

Fir d'Mobilité douce awer, an dat ass nach en Thema, wat de Moie soll anscheinend vag gewiescht sinn, de Vëlosréseau ass och en Invest an de qualitativen Ausbau vum Tourismus, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dëse gewaltege Virstouss vun deem Vëlosréseau mécht Lëtzebuerg zu engem vun deene progressive Länner. Dëst Joer gi 4,5 Milliounen Euro doran investéiert. An déi nächst dräi Joer stinn nach eemol 8 Milliounen Euro dofir prett. Dat si konkret Beispiller.

Déi dräi Pôles d'attraction, een am Norden, een am Zentrum, een am Süden, dat si konkret Beispiller, och fir den Tourismus, déi sinn elo dëst Joer geschafe ginn, Enn d'lescht Joer, ufanks dëst Joer geschafe ginn. An déi wäerten eng enorm Plus-value, net nëmme fir de Vëlo, mä och fir den nohaltegen, fir de qualitativen, fir den doucen Tourismus duerstellen. An dat soll een net ënnerschätzen, well schlussendlech wäert dat och deem bekannten Nation Branding zeguttkommen. Do si mir iwwerzeegt dovunner. Et wor also och richteg, an der Strooseverwaltung, an de Ponts et Chaussées, eng Cellule „mobilité douce" ze schafen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Nach e konkreten Invest iwwert den ëffentlechen Transport. Sou, an dat ouni den Tram! Mir schwätzen och iwwer aner Saache wéi den Tram. Am Schinneréseau sinn dëst Joer 880 Millioune virgesinn. Ouni den Tram! Ouni den Tram! 880 Milliounen Euro! Dat ass en Invest an den ëffentlechen Transport, dee sech nennen an dee sech weise léisst,...

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... konkret, genau.

Sou, schlussendlech awer och den Tram, léif Kolleegen, mat all senge Contouren, sief et den Arrêt Pont Rouge, sief et seng geplangte Gares périphériques. An e leschte Rappel: Déi zweet Phas vum Tram, par rapport zu der leschter Regierung, ass ëm zéng Joer no vir geréckelt, fir 2020 esou wäit ze sinn an net méi 2030. Och dat ass konkret Zukunftspolitik.

An neen, den Tram ass kee Selbstzweck. En ass ee vun de wichtegsten nohaltegen Investissementer, déi dëst Land fir déi nächst Generatiounen amgaangen ass ze realiséieren. Den Tram wäert d'Bild vun der Stad a vum Land substanziell zum Positive veränneren, d'Gewunnechten och änneren, d'Liewensqualitéit fir Résidenten, fir Frontalieren a fir den Tourismus verbesseren. Fir déi nächst Generatioun wäert et eng Quasiselbstverständlechkeet ginn, den ëffentlechen Transport ze gebrauchen. An dat solle mer am Hannerkapp behale während der méi schwiereger Phas vun de Bauaarbechten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mä, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, all dës Investissementer hu gläichzäiteg och en Impakt op d'Ëmwelt, grad well se nohalteg élaboréiert gi sinn. Op d'Loftqualitéit an op d'Gesondheet fir d'Eischt. D'Loftqualitéit ass ee vun de wichtegsten Dossieren. A mir hunn eng Rei vun europäesche Verflichtungen, deene mer nach net gerecht ginn. Mir hunn en Nachholbedarf, an et ass gutt, datt mer hu missen en nationale Programm opsetzen, fir a verschiddene Ressorten ons opzestellen, fir ze versichen, d'Qualitéit vun onser Loft nohalteg fir d'Zukunft ze sécheren. Dat wäert och e wichtegen Dossier gi während der EU-Présidence a mir wäerten och hei als Regierung gefuerdert ginn.

Déi Investissementer, déi mer maachen, virun allem am Bausecteur, hunn e groussen Impakt op d'Klimapolitik, en Impakt op d'Stabiliséierung vun den Zäregasen duerch eng konsequent Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen.

Well d'Ëmweltpolitik, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ass net ëmmer eng vun de spektakuläersten, ausser si gëtt mat Finanzen a Suen a Verbindung gesat, da spëtze sech oft d'Oueren. Sécher, mir kréie keng gutt gestalten Ëmweltpolitik zum Nulltarif, mä keng konsequent Ëmweltpolitik gestalten, kascht d'Allgemengheet zegfach méi deier. A gläich op e puer Ebenen: um Niveau vun den EU-Strofen, well mer d'Direktiven net anhalen, ewéi zum Beispill bei de Kläranlagen, wou mer haut nach ëmmer fir déi Schlampereie vu gëschter bezuelen. Och dat steet am Budget.

Eng vernoléissegt Ëmweltpolitik kann ons zum Beispill e klengt Verméige kaschten duerch eng Multitude vu sougenannten „Kollateralschied". Eent vun de Beispiller, déi mer erlieft hunn, ass onst verseucht Drénkwaasser mat Herbiziden a Pestiziden. Dat kascht ons e Verméigen a Fléckaarbechten an an Alternativléisungen, déi bäi Wäitem méi deier sinn, ewéi wa mer zesumme mat de Landbedreiwer alternativ Léisunge géife praktesch ëmsetzen.

D'Regierung wäert och - den Här Schank hat virdru gefrot, ob ech eppes géif dozou soen -, jo, d'Regierung wäert dëst Joer nach..., oder ëmgedréint, d'Chamber wäert nach dëst Joer mat engem Naturschutzgesetz befaasst ginn. Datt et nach net do ass, mä datt et eréischt dëst Joer kënnt, huet domat ze dinn, well nach eng ganz Rëtsch vu Froen hu misse geklärt ginn, notamment an der Fro vum Flächepool. Et ass net esou evident, dat och juristesch opzestellen. Dofir huet ee sech léiwer e puer Méint méi Zäit geholl. Mä mir wäerten ons sécherlech dëst Joer nach an de parlamentareschen Aarbechten domadder befaassen.

D'Regierung wäert awer och dëst Joer sechs nei Natura 2000-Gebidder iwwer en nationaalt Reglement ausweisen. An domadder wäert sech Lëtzebuerg endlech konforméieren zu den europäeschen Obligatiounen. Dat ass haut nach ëmmer net de Fall. Doriwwer eraus setze mer awer duerch déi sechs nei Naturparken domadder och e kloert Zeechen. An dat ass och gutt esou. En Zeechen, datt d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg nëmme Bestand huet, wa mir op ons natierlech Ressourcen oppassen, se schützen a se nohalteg bewirtschaften.

Ëmweltpolitik ass der Gesondheetspolitik hir beschte Frëndin. Si suergt fir Preventioun a fir manner Ausgaben.

An eng konsequent Klimapolitik ass dem Planéit seng beschte Frëndin. An déi gréisst Erausfuerderung erwaart ons am zweete Semester, während der Présidence, wou ons Regierung wäert eng primordial Roll spillen op dem Klimasommet zu Paräis. Et geet do ëm net méi an net manner, ewéi eng nohalteg Zukunft plangen, sech eens ginn iwwer nei Moossname fir nei Ziler. An et wär wichteg an noutwendeg, wann do d'Europäesch Unioun géif mat enger Stëmm kënnen optrieden. Op alle Fall wäerte mir d'Regierung an dëser delikater Tâche mat all onse Mëttelen ënnerstëtzen.

Mir begréissen ausdrécklech, Här Premierminister, datt d'Regierung während der Présidence eng ëffentlech Konferenz zum TTIP wëllt organiséieren. Jo, Här Premierminister, TTIP muss - muss! - aus der Dunkelkammer eraus. Et muss kënnen ëffentlech iwwer Ofkommessen diskutéiert kënne ginn, déi all Bierger an all Biergerin eppes uginn. A si musse sech kënnen ausdrécken.

Vergiesse mer ni, datt d'Politiker Volleksvertrieder sinn an datt si net kënnen an net dierfen hanner zouenen Dieren Ofkommesse finaliséieren. Dat ass de Contraire vun Transparenz a Participatioun.

An dat ass onse véierte wichtege Punkt: Transparenz a Participatioun. An eppes musse mir haut nach lassginn. D'Regierung - an ech mengen, do kéinte mer eis bal alle 60 heibannen eens sinn -, d'Regierung huet op eng exemplaresch Manéier de participativen Austausch mat dem Bierger an der Biergerin gefleegt an der Thematik vun der Landesplanung.

Dir sidd op den eenzelne Bierger agaangen an enge sëlleche Biergerversammlungen, mä Dir hat och en oppent Ouer fir d'Doléancë vun de Gemengen, déi e ganz wichtege Partner sinn, a vun den ONGen. Mir félicitéieren lech dofir a mir encouragéieren lech, an den nächste Ronnen, déi sécherlech nach wäerte kommen, esou weiderzefueren.

Op den Inhalt vun der Landesplanung wëlle mir haut net spezifesch agoen, well eigentlech alles gesot ass an d'Weichen zur Form sinn elo definitiv richteg gestallt, och eng Opraumaarbecht vum leschte Joer, mä elo steet enger Gestaltungsphas näischt méi am Wee.

Wat mir Gréng ons wënschen, ass, datt mer déi nächst Wochen eng interessant, eng fair an eng loyal Debatt zu de Referendumsfroen hei am Land kréien. Sécherlech sti mir Gréng zu honnert Prozent dräimol fir de Jo a wäerten an deenen nächste Wochen ons beméien, op d'Leit zouzegoen a mat hinnen an d'Gespréich ze kommen. Mir wëlle mat Argumenter dës Campagne féieren, och e bësse mat Passioun ons asetze fir déi Cause, vun där mir iwwerzeegt sinn. A mir wëllen och aner Argumenter nolauschteren. A mir wëllen eng Debatt féieren. Mir wëllen awer net mat Ängschte schaffen. Et brauch een net ze fäerten, fir an dësem Land ze diskutéieren, an et brauch een och kengem Angscht ze maachen, wat kéint passéieren, wann.

E Member vun der Oppositioun huet mir d'lescht Woch reprochéiert, ech zitéieren: „Mir hätten déi doten Diskussioun léiwer an engem anere Kader gekläert gehat. Wat hu mir elo eng Diskussioun hei am Land, wou mir bis elo esou roueg waren!"

Mir liewen an engem fräie Land, an engem Land, wou ee kann, wou een dierf kontrovers diskutéieren. A mir Gréng soen: wou mer endlech erëm musse léieren, kontrovers ze diskutéieren an eis fir d'Organisatioun vun dësem Land ze interesséieren. A fir ons ass de Wee bal gradesou wichteg ewéi d'Zil, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Dann erlaabt ons, zum Schluss nach ee klenge Merci ze soen un d'Regierung, datt se gëschter e Projet de loi iwwert den Accès à l'information déposéiert huet. Dat ass e Projet, iwwert dee mir Gréng ons immens freeën a wou mer ons virun allem driwwer freeën, deen am Kader vun onse parlamentareschen Aarbechten ze verschaffen.

An domadder soen ech Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Statsminister huet gëschter seng Ried ugefaange mat de Wierder: „Mir sinn um richtege Wee." A seng Ried huet opgehale mat de Wierder: „Dat ass d'Zil an dat ass de Wee, dee mer ageschloen hunn." Tëschent deenen zwee Sätz leien 18 Säiten Text. Laut der Dagesuerdnung vun der Chamber huet et sech gëschter ëm eng Erklärung vun der Regierung iwwert déi wirtschaftlech, sozial a finanziell Lag vun der Natioun gehandelt. Gelungenerweis steet op der Deklaratioun vum Här Statsminister, datt et d'Lag vum Land wier. Mä dës Deklaratioun war weder eng Erklärung iwwert d'Lag vun der Natioun nach iwwert d'Lag vum Land.

Et war eng Ried, wou iwwerhaapt net iwwert d'Lag vun der Natioun geschwat ginn ass. Et sinn eng Rei Themen ëmschriwwe ginn, mat vagen Aussoen, déi meeschtens näischt ausgesot hunn oder zumindest näischt Prezises ausgesot hunn, mat Floskelen ouni Kraaft a Saaft. A wann haut d'Oppositioun hei vill Froe stellt, wéi de Moien de Kolleeg Wiseler dat gemaach huet, an den Här Bodry sech dann doriwwer opreegt, dann ass dat d'Resultat vun enger Deklaratioun. Well, wann an enger Deklaratioun näischt Prezises gesot gëtt, dann ass et net d'Recht, mä dann ass et souguer d'Flicht vun den Deputéierten a vun der Politik, fir déi Froen ze stellen, op déi d'Regierung hätt solle gëschter eng Äntwert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir haten eis erwaart, dass d'Regierung, nodeems se bis elo just Décisiounen an der Gesellschaftspolitik geholl huet, elo endlech sech géif mat deene groussen a wichtegen a wierkleche Problemer, déi d'Land huet a virun deenen d'Land steet, beschäftegen.

Déi wierklech Problemer, déi d'Land huet, sinn awer net konkret ugeschwat ginn. Eng Zukunftsperspektiv, eng Visioun, wou Lëtzebuerg histeiert, war emol net usazweis ze erkennen. An dobäi steet eist Land viru groussen, ganz groussen Erausfuerderungen.

Virun e puer Wochen hate mer hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Et huet ee sech erwaart, dass d'Regierung ons gëschter gesot hätt, nodeems d'Chamber hir Meenung gesot huet, wéi hir Konklusiounen aus deem Débat wieren an, virun allem, wéi hir Visioun iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg wier. Mä kee Wuert nach vun enger Visioun iwwert d'Zukunft vun onsem Land. Keng Ried méi vun engem Zukunftsdësch, deen eis gréng Kolleege mat Recht, wéi se an der Oppositioun waren, regelméisseg heibannen agefuerdert hunn a vun eis ënnerstëtzt gi sinn.

Weider gëtt reng op stramme Wuesstum opgebaut. No jorzéngtelaanger Héichkonjunktur, wou mer soss Iwwerschëss am Budget haten, hu mer haut en Defizit. Wou mer soss Milliarde Reserven haten, hu mer haut Milliarde Schulden. De Stat kënnt net méi no mat der Finanzéierung vun den Infrastrukturen, déi als Nofolgekäschte vum stramme Wuesstum unzegesi sinn.

Trotz jorzéngtelaanger Héichkonjunktur an all Joer Rekorder vun neien an zousätzlechen Aarbechtsplazen, vun 8.000 bis 10.000 pro Joer, sinn haut wäit iwwer 20.000 Leit bei der ADEM als Demandeur d'emploi ageschriwwen. D'Zuel vun zousätzlechen Awunner klëmmt all Joer rapid. D'lescht Joer waren et der iwwer 12.000, wat an der Regel 5.000 nei Wunnenge verlaangt. D'Wunnengspräisser explodéiere weider no uewen. Mir betonéieren all Joer Risefläche vu gréngem Land zou. D'Zuel vun deene Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, klëmmt weider. A lues a lues si mer schonn iwwer 15%, bei 16% ukomm.

D'Stauen am Land, bis an d'Grenzregioun eran, wuesse vun Dag zu Dag. An de Premier kënnt heihinner a mécht, wéi wann alles hei am Land a Botter wier. „Mir sinn um richtege Wee.", seet de Premier.

Här President, wann dat de richtege Wee ass, da kann ech just soen: Aarmt Lëtzebuerg!

D'lescht Joer war dem Här Statsminister seng Deklaratioun zwou Stonne laang, ouni dass mer eppes Konkretes gewuer si ginn.

(Interruption)

Den Här Statsminister sot gëschter, dëst Joer hätt déi Ried de Virdeel gehat, datt mer nëmmen hu brauchen eng Stonn ze lauschteren, fir näischt gewuer ze ginn.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister huet gëschter gesot: „Mir musse soen, wat mir maachen, a mir musse maachen, wat mir soen." Ech hu geduecht: Ma, da géi emol kucken, wat en d'lescht Joer gesot huet, wat e géif maachen.

Hien huet d'lescht Joer zum Beispill Saachen net gesot, déi se awer gemaach hunn, wéi zum Beispill eng Steier vun 0,5% anzeféieren. Déi war net gesot ginn. Et war och net gesot ginn, datt d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité géifen ofgeschaaft ginn. En hat awer gesot zum Beispill, se géifen den RMG reforméieren, wat awer net gemaach ginn ass. Si géifen iwwert d'Chômageindemnitéite légiféréieren, wat net gemaach ginn ass. Iwwert d'Fleegeversécherung légiféréieren, wat net gemaach ginn ass.

Et sinn also Saache gesot ginn, déi net gemaach gi sinn, an et si Saachen net gesot ginn, déi gemaach gi sinn. Et ass am Fong just de Contraire vun deem Spréchelchen, dee gëschter hei gezielt ginn ass. Dofir kann ee sech wierklech d'Fro iwwert de Sënn an Zweck vun esou enger Deklaratioun stellen.

Loosse mer emol e puer Punkten aus där Deklaratioun vu gëschter eraushuelen.

D'Statsfinanzen: De Statsminister seet: „D'Situatioun ass haut besser wéi virun engem Joer. 197 Millioune méi Iwwerschoss am Gesamtstat." Dat ass kloer. An ech mengen, jiddweree soll doriwwer frou sinn, ob Majoritéit oder Oppositioun. Well all Geld, wat de Stat weider erakritt, wat eis Situatioun finanziell besser mécht, ass gutt fir d'Land, well déi Milliounen, déi mer erakréien, brauche mer néierens anescht sichen ze goen a brauche mer néierens anescht ze sträichen.

Mä fairerweis muss een awer soen, datt dat heiten elo dës Kéier net de Mérite vun der Regierung ass, well d'Recettësäit ebe massiv klëmmt, well eben d'Ekonomie net national, mä souguer international unzitt, well d'Boursse boomen an domadder direkt weider Recetten an de Statsbudget kommen a well d'Pensiounskeesen zousätzlech Plus-valuë maachen, Iwwerschëss maachen. De Gros vum Plus u Recettë kënnt aus deem Secteur. Mir solle frou doriwwer sinn. Mir solle just fairerweis soen, datt dat hei net exklusiv e Resultat vun enger Lëtzebuerger Politik ass.

Mä mir haten eis awer och erwaart, datt de Statsminister méi géif op d'Konsequenzen agoen, zum Beispill, wat d'Konsequenze fir d'Statsfinanze sinn eleng vum Opgi vun dem Bankgeheimnis, vun deem mer wëssen, datt dat vum 1. Januar 2015 un a Kraaft ass. Kee Wuert!

Den E-Commerce: Mir wëssen, datt mer eng Milliard verléieren iwwer véier Joer, wéi de Rhythmus do ass.

Wat d'Konsequenzen eventuell si vun der LuxLeaks-Affär, Affär Rulingen, wou mer elo wëssen, datt mer en internationalen Traité wäerte kréien oder eng Direktiv wäerte kréien, wat dat kann als Répercussiounen op d'Lëtzebuerger Finanze kréien.

Et gëtt esou vill geschwat, och vun eise grénge Kolleegen, vum Tanktourismus. Mir wëssen, datt iwwert den Tanktourismus, d'Akzisen och um Tubak an um Alkohol, mer eng Milliard erakréien. Wëllt d'Regierung eppes dorunner änneren oder wëllt se näischt dorunner änneren? Et soll eng Etüd gemaach ginn. Wat kann dat fir Konsequenzen op d'Statsfinanzen hunn?

D'Griichenlandkris, wou ëmmer méi haart international geschwat gëtt, datt ee misst de Griiche Scholden noloossen: Wat bedeit dat fir d'Lëtzebuerger Statsfinanzen, wa mer eventuell an déi Richtung ginn?

Jo, wann déi finanziell Situatioun positiv besser ass, solle mer eis freeën, mä mir sollen awer der Wourecht an d'A kucken.

Den Tram ass ugeschnidde ginn, och vu menger Virriednerin. 2017 soll dat éischt Stéck tëschent der Luxexpo an der Rouder Bréck fäerdeg sinn. D'ADR war als eenzeg Partei ëmmer géint den Tram a mir wäerten dat och bleiwen.

Hei gëtt eng Milliard investéiert iwwer eng Rei vu Joren an eng Rei vu Projeten, déi den Transportproblem net léist, mä - mir wäerten dat zum Schluss gesinn - déi den Transportproblem riicht an de Chaos féieren. Mir hoffen awer, datt dat éischt Stéck zumindest virun den nächste Wahle fäerdeg ass, fir datt d'Leit wierklech an der Realitéit gesinn, wat déi gréisste Feelinvestitioun vum Jorhonnert bedeit, an datt se déi da kënne bewonneren.

D'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss, ob mer en Tram bauen oder net. Haut ginn d'Staue schonn iwwert d'Landesgrenzen eraus an d'Nopeschregiounen. An dorunner wäert den Tram näischt léisen, mä e wäert déi Stauen nach méi grouss maachen.

À propos Referendum, ech wëll elo net hei zu dësem Zäitpunkt vum Referendum vum 7. Juni schwätzen. Mä den Här Statsminister huet gëschter gesot, an Zukunft géif d'Regierung méi oft e Referendum duerchféieren, fir de Bierger iwwert dee Wee méi e grousst Matsproochrecht ze ginn. „Mir sinn der Meenung,

dass et vun dësem Joer un", seet de Statsminister, „regelméisseg soll applizéiert ginn, de Referendum. Eng Regierung soll seng Bierger ëm hir Meenung froen an d'Leit verstäerkt abanne bei Entscheedungen, déi si betreffen." Eng Fuerderung, déi mir als ADR mat zwou Hänn ënnerschreiwen, well mir hunn nach ëmmer méi eng participativ Demokratie iwwert de Wee vum Referendum gefuerdert.

Mä ech froen dës Regierung, déi elo seet, si wéilt méi Referendume maachen: Wou war dann de Referendum, wéi 20.000 Leit gefrot hunn, fir iwwert de Choix an de Schoulen tëschent dem Reliounsunterrecht an de Moralcoursë kënnen ze entscheeden?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do war kee Referendum do!

Wou war de Referendum, wéi d'Leit soten, si hätte gär e Referendum, fir ze décidéieren, ob homosexuell Koppele kéinte Kanner adoptéieren? Do war kee Referendum do!

Wou war d'Majoritéit fir de Referendum, wéi hei eng Proposition de loi zur Diskussioun komm ass, fir d'Leit iwwert de Bau vun engem Tram décidéieren ze loossen?

A mäi Kolleeg Roy Reding huet eng Proposition de loi deponéiert, déi an der Kommissioun fäerdeg ass an déi kann an den nächsten Deeg hei an d'Chamber kommen, fir e Referendum iwwert den Tram ze maachen. Et ass nach ëmmer Zäit.

Mä wann Der wëllt déi participativ Demokratie maachen, da frot d'Leit! Awer frot net nëmmen d'Leit do, wou et lech an de Krom passt, an do, wou et lech net an de Krom passt, do frot Der d'Leit net! Et ass eng gelunge Prozedur, wat hei ugestallt gëtt, fir d'Leit méi iwwert de Wee vun de Referendume participéieren ze loossen.

D'Famillje stäerken: „D'Regierung stellt d'Kanner an de Mëttelpunkt", huet den Här Statsminister gëschter heibanne gesot. Awer net all Kanner stellt se an de Mëttelpunkt! Si stellt nëmmen déi Kanner an de Mëttelpunkt, wou d'Eltere schaffe ginn. D'Eltere vu Kanner, wou Mamm a Papp doheem bleiwen, déi Eltere kréien näischt méi an Zukunft. Au contraire, si hu vun dëser Regierung d'Allocations d'éducation an de maternité ewechgeholl kritt! Déi Elteren hu kee Choix méi, fir kënnen ze wielen, et sief, datt se e Choix hunn, eppes ze kréien oder näischt ze kréien.

D'ADR begréisst déi nei Propositiounen, déi elo gemaach si ginn am Kader vum Congé parental, quitte datt do nach eng Rei vu Froe sinn. Ech soen: Prinzipiell begréisse mer dat, well jo och nach eng Rei vu sozialen Ongerechtegkeeten an deem System do leien, wou nach muss driwwer diskutéiert ginn. Mä prinzipiell begréisse mer d'Ausriichtung, fir déi Elteren ze ënnerstëtzen.

Mä mir hätten awer gären, datt déi Elteren, déi doheem Kannerbetreiung maachen, och vum Stat eng finanziell Unerkennung kréien. Duerfir hu mer als ADR ëmmer e sougenannt Betreiungsgeld proposéiert, wou all déi familljepolitesch Zoulage gebündelt ginn an all Famill kritt se an all Famill décidéiert selwer driwwer, wéi se déi Suen investéiert, an ob ee schaffe geet, ob der zwee schaffe ginn oder ob kee schafft.

De Stat huet sech net an d'Famill anzemëschen! D'Famill selwer décidéiert, wéi se sech organiséiert, an de Stat huet eng Famill an ee Kand wéi dat anert ze behandelen. Dat ass de Choix! An net dat, wat hei d'Regierung mécht!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Aarmutsgrenz: D'Aarmutsgrenz, Här President, ass haut e grousst Thema heibanne gewiescht. Mir mussen eis wierklech d'Fro stellen, ob mer eis net mussen als Land schummen, ëmmer eis ze bretzen, mir wieren eent vun deene räichste vun der Welt. Eng Regierung, déi heihinnerkënnt a seet: „Mir hunn d'Finanzen am Gréff", an dann hu mer 16% - 16%! - vun eiser Bevëlkerung, déi ënnert der sougenannter Aarmutsgrenz leien! Dat si schätzungsweis, et gëtt geschwat vun 20.000 Leit hei am Land, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien!

Da seet de Statsminister gëschter: „Mir loosse kee falen!" Dach, déi 20.000 Leit do, déi hu mer scho fale gelooss. Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz sinn, déi sinn duerch eise System gefall. An et ass schummenswäert, datt mer esou vill Leit hei am Land hunn, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen!

An déi TVA-Erhéijung, déi d'Regierung gemaach huet, vu 15% op 17%, dat trëfft och déi dote Leit. An et trëfft déi dote Leit méi wéi een, dee vill Suen huet. Een, deen näischt méi huet, fir um Enn vum Mount auszeginn, an dee muss elo 2% weider bezuelen! Quitte datt eng Partie ausgeschloss ginn ass, mä et ass fir jiddereen ausgeschloss ginn. Déi Leit hei, voll a ganz ginn déi gestrooft, a virun allem d'elenggerzéiend Elteren.

Mir schwätzen hei: „Mir loosse kee Kand falen. Mir maachen eng Politik fir d'Famill a fir d'Kanner." Wa mer da kucke ginn, wien ënnert der Aarmutsgrenz läit, da sinn dat gréisstendeels elenggerzéiend Frae mat Kanner oder Famillje mat méi Kanner. Et ass also en Zeechen, datt mer virun allem an der Familljepolitik a bei deene klenge Leit déi Suen, déi mer zur Verfügung hunn, mussen intensiv dohinner cibléiert investéieren, fir eben deen Trend vun der Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg, fir dee Chiffer erofgesat ze kréien. Mä en ass an deene leschte Jore mat engem Prozent pro Joer ëmmer weidergewuess.

Mir hu Gott sei Dank hei am Land bei der Altersaarmut keen héije Prozentsaz. Dat ass eben drop zréckzeféieren, datt mer gutt Rentesystemer souwuel am ëffentleche wéi am private Secteur hunn. A Gott sei Dank hu mer och grouss Reserven, datt mer déi Systemer kënne laangfristeg erhalen. An domadder ass eben d'Altersaarmut hei am Land vis-à-vis vun anere Länner niddreg. Mä et ass schummenswäert, datt jonk Leit, déi an d'Liewen eraginn, datt déi mussen ënner esou enger Situatioun ufänken. A wann een da weess, datt mer de Mindestloun déi leschte Kéier minimal gehéicht hunn - wat war et? 0,1% mengen ech war et -, dann ass dat jo och bewisen, wéi mer wëllen hei am Land déi Aarmutsgrenz begrenzen.

Dat wat elo agefouert gëtt iwwert déi Prime, déi Allocatioun, fir beim Loyer ze hëllefen, dat ass eng gutt Saach, dat wëlle mer och vun dëser Säit aus soen a mir wëllen dat och begréissen, déi Initiativ, déi d'Regierung do geholl huet. Mä gläichzäiteg muss een awer och froen: Wéi ass et mam Rentenajustement, deen elo schonn zweemol net ausbezuelt ginn ass? Och do hu mer vun der Regierung keng Äntwert kritt, wat d'Regierung do virgesäit.

Logement, do hu mer Folgendes: Déi nei Regierung ass elo 17 Méint am Amt, et muss een éierlech soen, datt et quasi 17 Méint Stëllstand war. Et ass keng konkret Moossnam an deene 17 Méint komm, ausser datt ee géif vläicht soen, datt den Direkter vum Fonds du Logement entlooss ginn ass. D'TVA ass vun 3% op 17% eropgaangen op den Zweetwunnengen an doduerch ass de Logement méi deier ginn. A wann een d'Zuele kuckt, déi erauskomm sinn: Ouni datt mer eng grouss Inflatioun haten, hu mer Augmentatioune vu 5% a 6% am Logement an deene leschte Joer ze verzeechne gehat. D'Präisser sinn also massiv weidergeklommen, souwuel beim Bau wéi bei de Locatiounen. An dass mer anscheinend am Kader vun der Regierung hirem Spuerprogramm och elo eng Ministesch eis kënne leeschten, déi zwar nach eng ganz Pai huet, mä kee méi weess, wat se mécht!

Här President, wa mer an deene leschte Joer 12.000 nei Awunner kritt hunn, da musse mer och wëssen, dat bedeit - eleng dat - 5.000 zousätzlech Aarbechtsplazen. A wa mer wëssen, wéi den Drock op eise Wunnengsmaart ass, an datt d'Offer an d'Demande de Präis wäerten och an Zukunft regléieren, da musse mer wëssen, wa mer esou e stramme Wuesstum och bei der Populatioun kréien, datt mer esou bal net wäerten aus deem Circuit do erauskommen an datt et eng Illusioun ass, fir ze mengen, datt d'Präisser kuerzfristeg oder mëttelfristeg géifen erofgoen. Wa mer et géife fäerdegbréngen, emol d'Progressioun an de Gréff ze kréien, wier schonn eppes gemaach.

Et ass iwwer Baulückeprogrammer geschwat ginn. Et ass iwwer Extensioune vu Perimetere geschwat ginn. Et ass vun engem Pacte Logement mat de Gemenge geschwat ginn, wou d'Gemengen nëmme méi déi Sue kréien, wa se direkt an de Logement, mä net méi an d'Infrastrukture géifen investéieren. Woubäi ech awer muss soen: Wann eng Gemeng net kann an d'Infrastrukturen investéieren, wäert se och kee Logement bedreiwen, dat eent hänkt mat deem aneren zesummen. Vill Konkretes hu mer, wéi gesot, elo nach net do héieren.

Här President, ech wéilt dann och nach e puer Wierder iwwert de Referendum vum 7. Juni verléieren. De Referendum vum 7. Juni, dat Kapitel huet gëschter am Här Statsminister senger Deklaratioun déi gréisste Plaz ageholl. Mir wäerten eis haut net méi esou am Detail mam Referendum befaassen, just e puer prinzipiell Iwwerleeungen.

Mir wëllen awer just haut feststellen, datt d'Regierung vu gëschter un, mat der Deklaratioun vum Här Statsminister, sech fest an d'Referendumscampagne agebonnen huet an engagéiert huet, an engem Referendum, dee vun der Regierung décidéiert ginn ass a wou mer elo an deenen nächste véier Wochen, déi eis nach bleiwen, wäerten intensiv iwwert de Wee vun Table-ronden, Informatiounsversammlungen, Parteiversammlungen an - ech weess net - Zeitungen a Flyere wäerten d'Leit informéieren a wou mer hoffen, datt mer déi Diskussioun kënnen an engem fairen a rouege Kader féieren, wou mer eis Argumenter auswiesselen, déi eng derfir, déi aner dergéint. An esou, wéi dat déi gutt Manéier hei zu Lëtzebuerg war, hoffe mer, datt mer et och an engem Toun maachen, datt mer eis kënnen duerno nach een deen aneren an d'Gesiicht kucken an datt mer net eng Hetzjuegd maachen, mä datt mer eng uerdentlech Campagne féieren!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Datt déi eng derfir sinn an déi aner si fir den Neen, ass an enger Demokratie dat Normaalst vun der Welt.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An déi, déi fir de Jo sinn, hunn hir Argumenter, an déi fir den Nee sinn, hunn hir Argumenter. An datt déi fir den Nee versichen, deene vum Jo hir Argumenter ëmzedréinen, an déi fir de Jo deenen hir vum Neen, dat ass och dat Normaalst vun der Welt. D'Fro stellt sech natierlech: Wien huet recht?

(Hilarité)

An doriwwer décidéieren dann d'Leit de 7. Juni, a mir sinn iwwerzeegt, datt mir recht hunn! An dat wäerte mer dann de 7. Juni gesinn, wann den Nee wäert gewannen.

Wat sinn d'Haaptargumenter am Ableck vun där Säit, déi fir de Jo antrëtt? Si wëllen éischtens déi ganz Situatioun minimiséieren a se verharmlosen. Zweetens soe se, d'Lëtzebuerger géifen näischt verléieren. An drëttens soe se, si wéilten en Demokratiedefizit hei zu Lëtzebuerg behiewen. Dat sinn déi dräi Haaptargumenter, déi vun de Jo-Soer an d'Diskussioun kommen.

Wann een da seet „minimiséieren", do gëtt geschwat: „Et sinn nëmmen 30.000 Leit, déi a Fro kommen, déi elo scho bei de Gemengen- oder Europawahlen deelgeholl hunn." 30.000 Wieler, dat sinn der méi wéi d'Stad Lëtzebuerg bei de leschte Chamberswahlen hat! Et ass also net wéineg. Dat sinn der an enger éischter Etapp ganz vill schonn, déi dann d'Wahlrecht kriten. An dann ass et eng éischt Etapp! An ech mengen, keen heibanne widdersprécht deem, datt et eng éischt Etapp ass. A wann ee seet „eng éischt Etapp", da seet een automatesch, datt eng zweet, eng drëtt an, Gott weess, vläicht och nach eng véiert Etapp, jee nodeem, wéi grouss d'Etappe sinn, hannendrukommen.

Dat heescht, wann een also eng Kéier géif de Schrack maachen, deen éischte Schrack maachen, da muss jiddereen am Land sech bewosst sinn, datt mam Jo zum éischte Schrack een och Jo zu engem zweeten, drëtten an engem definitive Schrack seet.

(Brouhaha)

An deen definitive Schrack ass dat aktivt a passivt Wahlrecht fir jiddereen hei am Land. Do kënnt Der lech dréinen a kéieren, wéi Der wëllt, dat ass eng Realitéit! Deem gëtt och vu kengem vun den Experte widdersprach. An Är Wahlprogrammer - vun deene Gréngen -, déi hu schonn drageschriwwen, datt ee sollt no fënnef Joer dat aktivt an dat passivt Wahlrecht kréien. Déi Lénk soen, et géif net wäit genuch goen. D'DP huet gesot, si wieren och bereet, méi wäit ze goen. An d'Sozialisten hunn och schonn op Plaze gesot, datt si wéilte méi wäit goen. An dat heiten ass am Fong nëmmen e Leckerli, fir d'Leit dozou ze kréien, fir en éischte Schrack Jo ze soen. An da wësse se, datt genau an deenen nächsten Etappen hannendru se net méi brauchen d'Leit ze froen, well dann hu se eng Majoritéit mat deenen 30.000 an da geet et säi Wee Schrack fir Schrack weider!

Dat Zweet ass, datt gesot gëtt,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Gibéryen, Dir hutt jo wahrscheinlech näischt dergéint, dass den Här Bodry lech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu guer näischt dergéint, datt den Här Bodry mer eng Fro stellt, mä ech hunn nëmmen 30 Minutten. Ech maache meng 30 Minutte fäerdeg an da kann den Här Bodry mir siwe Froe stellen! A wann Dir mir dann d'Recht gitt, op déi siwe Froen ze äntwerten, beäntwerten ech se gären alleguerten.

(Brouhaha)

Mä fir d'Éischt maachen ech...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech bräicht keng Fro ze stellen, wann Der géift bei der Wourecht bleiwen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bodry, Här Bodry, Dir kënnt mir herno esou vill Froe stellen,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir kënnt hei net en Discours halen, dee virgëtt verstänneg ze sinn, an dann egal wat hei verzapen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, leeft dem Här Bodry seng Riedezäit oder meng?

Une voix.- Bleift bei der Wourecht!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, zweetens, et gëtt gesot...

(Interruption)

Et gëtt gesot, zweetens, d'Lëtzebuerger...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir schwätzt aus Erfahrung!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, normalerweis schwätzt nëmmen deen, deen hei um Riednerpult ass, an dat sinn ech am Ableck.

(Brouhaha)

Zweetens gëtt gesot, d'Lëtzebuerger géifen näischt verléieren. Dach, d'Lëtzebuerger verléieren eppes! D'Lëtzebuerger verléieren dat exklusiivt Recht, an Zukunft selwer iwwer hir Souveränitéit ze décidéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass elo en exklusiivt Recht, wat d'Lëtzebuerger hunn. Dat Recht verléiere se, wa se deen dote Wee ginn. Also kann een net soen: „D'Lëtzebuerger verléieren näischt." Dach, si verléieren dat exklusiivt Recht, eleng iwwer hir Souveränitéit an d'Zukunft vum Land ze décidéieren!

An da gëtt geschwat vum Demokratiedefizit. Et gëtt keen Demokratiedefizit! All Bierger, och den Netlëtzebuerger hei am Land, huet all Rechter d'selwecht hei am Land, um sozialen, um Wunnengsplang, e ka schaffe goen, e kann e Betrib opmaachen, en huet iwwerall déiselwecht Rechter. En huet um Niveau vun den Entreprisen, bei der Personalvertriedung, an de Chambres professionnelles aktivt a passivt Wahlrecht. En huet bei de Gemengewahlen, iwwert d'Europäer eraus, aktivt a passivt Wahlrecht. En huet bei den Europawahlen aktivt a passivt Wahlrecht. Just kann en net fir d'Lëtzebuerger Chamber wielen. Mä e ka fir säi Parlament wielen! De Fransous ka fir dat franséischt Parlament wielen an den Däitsche ka fir dat däitscht wielen. Den Italiener ka fir dat italienescht wielen. An de Lëtzebuerger wielt fir dat lëtzebuergescht.

(Interruption)

De Lëtzebuerger, deen am Ausland ass, wielt fir d'Lëtzebuerger Parlament. An de Fransous, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, dee wielt fir dat franséischt Parlament. Also huet jiddereen e Recht, fir dat Parlament, déi Nationalitéit, déi Natioun, déi en huet, fir dat nationaalt Parlament kann e wielen.

Do gëtt et also keen Demokratiedefizit, jiddereen huet datselwecht Recht! A mir ginn als Lëtzebuerger nach hin, doriwwer eraus, a soen: Mä wann Der wëllt, gi mir lech och nach d'duebel Nationalitéit derbäi, da kënnt Der an Ärem Land an hei zu Lëtzebuerg wielen. Da kann dach keen eis hei virwerfen, mir hätten en Demokratiedefizit. Dat mécht kee Land op der Welt, wat mir hei zu Lëtzebuerg eisen auslännesche Bierger ubidden! Dat mécht kee Land op der Welt! An duerfir kann een net vun engem Demokratiedefizit schwätzen.

A wa mer schwätze vun der duebeler Nationalitéit, do hunn ech d'Debatten nogelies. Den Här Mosar war Rapporteur zu deem Gesetz an en huet am Numm vun der Kommissioun a sengem éischte Gesetz d'Zil vun der duebeler Nationalitéit gesot: éischtens, iwwert dee Wee méi Lëtzebuerger ze kréien, an zweetens, den Auslänner iwwert dee Wee ze erméiglechen, politesch ze participéieren, souwuel um aktiven an um passive Wahlrecht.

Ma wa mer elo als Auslänner d'Wahlrecht ginn, firwat soll dann nach een d'duebel Nationalitéit unhuelen? E kritt jo all Rechter geschenkt! An da kréie mer net méi Lëtzebuerger, mä da kréie mer an Zukunft manner Lëtzebuerger, well et brauch jo kee méi d'Nationalitéit unzehuelen. Et brauch jo kee méi d'Nationalitéit unzehuelen, fir ze wielen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat déi sachlech Diskussioun, déi Der gären hätt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E kritt alles...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat déi sachlech Diskussioun?

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Är Argumentatioun emol kloergestallt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ginn nach lëschteg véier Wochen, dat do!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Är Argumentatioun kloergestallt.

An da kommen och nach Leit, déi schwätzen..., den Här Statsminister seet dann ëmmer vum „Wunnrecht", an da gëtt ëmmer Neiséiland als Beispill geholl vum Wunnrecht. Jo, an Neiséiland, déi hunn d'Wunnrecht agefouert. Mä d'Neiséilänner, déi am Ausland sinn, hunn an Neiséiland kee Wahlrecht méi, et sief, si wieren an deenen zwielef Méint virun de Wahlen eng Kéier an Neiséiland ugemellt gewiescht.

Dat heescht also och hei, wann Der nëmme méi vun engem Wunnrecht schwätzt an d'Nationalitéit spillt keng Roll méi - an den Här Berger huet virun e puer Deeg an enger Table ronde dorobber gesot, datt een dorunner emol kéint denken -, datt och e Lëtzebuerger, deen an Däitschland wunnt hei vir, datt dee vläicht léiwer géif zu Berlin décidéieren, wat do décidéiert gëtt, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Dat heescht: Gitt Der dann hin, wann Der nëmme vun engem Wunnrecht schwätzt an net méi vun der Nationalitéit, huelt Der da gären deene Lëtzebuerger an Ärer Endiwwerleeung, deene Lëtzebuerger, déi schonn duerch d'Politik vu Lëtzebuerg keng Wunneng méi hei zu Lëtzebuerg fonnt hunn, déi mussen an d'Grenzregioun wunne goen, géift Der dann an Ärer Endiwwerleeung och nach deene gären d'Wahlrecht ewechhuelen, fir kënnen hei zu Lëtzebuerg ze wielen, fir Auslänner hei am Land d'Wahlrecht ze ginn? Wann Der ufänkt iwwert déi éischt Etapp ze schwätzen, da musst Der och wëssen, wat fir Etappen do hannendrukommen.

Duerfir, Här President, mir wäerten an deem nächste Mount eis derfir asetzen, datt de 7. Juni den Nee wäert wannen. An ech sinn iwerzeegt, datt d'Argumenter op eiser Säit sinn.

(Interruptions diverses)

Här President, zum Schluss wëll ech nach just ee Wuert iwwert den TTIP soen, deen hei ugeschnidde ginn ass. Och d'ADR ass net géint esou Verhandlungen. Dat hu mer scho gesot. Mä mir soen, mir kucken dat awer ganz kritesch. A fir eis ass eppes Essentielles bei där Diskussioun, an dat ass: Wie ratifizéiert herno deen Accord? A fir eis kann et net a Fro kommen, datt déi national Parlamenter net do mat kënnen décidéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass vu verschiddene Riedner hei virdrun ugeschwat ginn, datt d'Parlament misst mat agebonne ginn, sief et an der Kommissioun, sief et am Parlament. Mir soe ganz kloer: Et muss e Vote an engem Parlament ginn! An eng Regierung kann net zoustëmmen op europäeschem Niveau - oder et kann net iergendwéi eng Décisioun kommen -, wann net am Virfeld e Vote hei an der Chamber kënnt.

Dat ass preventiv enorm wichteg! Well mir wëssen, datt et an Europa Tendenze ginn, déi soen, et géif an d'Kompetitivitéit (veuillez lire: an d'Kompetenz) vun Europa falen an déi national Parlamenter hätten näischt do matzedécidéieren. Mir wëssen, datt déi Tendenz besteet. An do ass et un den nationale Parlamenter, sech deem ze widdersetzen!

Mir wollte fir d'Éischt eng Motioun erabréngen, wou mer dat wollte maachen, mä mir sinn der Meenung, datt mer sollten heibannen doriwwer diskutéieren an zur Konklusioun kommen, datt et nëmme kann iwwer en éischte Vote hei an der Chamber kommen. A wann d'Chamber hiren Accord gëtt, bon, dann huet d'Regierung en Accord. Mä eleng d'Tatsaach, datt gewosst ass, datt d'Chamber muss fir d'Éischt driwwer décidéieren, ass, mengen ech, esou eng preventiv Sécherheet, datt och déi zu Bréissel, déi verhandelen, musse wëssen: Wa se dat, wat se verhandelen, gären duerchkréien, musse se och den Accord vun den nationale Parlamenter kréien. An deen ass vill méi schwéier wéi vun europäeschen Institutiounen ze kréien, an duerfir behaapte mer eis do drop.

Här President, iwwer vill aner Sujete konnt ech net schwätzen, d'Regierung huet och net driwwer geschwat, iwwert d'Baueren an d'Wënzer, wou mer wëssen, datt déi momentan mat Virschrëften a Prozeduren a Pabeierkrich nach just schikanéiert ginn, a wou een d'Gefill huet, wéi wann de Baueren- an de Wënzerminister nach just d'Maskottche vum Ëmweltministère wier bei deem, wat alles do ëmgesat gëtt.

Här President, déi 30 Minutte sinn elo eriwwer. Ech wëll just soen, datt mer hoffen, datt den Här Statsminister sech gëschter an engem fundamentale Saz geiert huet, wéi e gesot huet: „Mir sinn um richtege Wee." Dee Wee, deen dës Regierung aschléit, ass doudsécher dee falschen! An et ass nach Zäit, fir en ze korrigéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une autre voix.- An dem Här Bodry seng Froen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann ech nach Riedezäit kréien, kënne mer et maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir ass d'Loscht vergaangen, mam Här Gibéryen ze diskutéieren, ganz éierlech!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, da géife mer weiderfueren. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll eis Siicht op d'Lag vum Land ufänken europäesch. Am Juli huet jo Lëtzebuerg d'Présidence. Dora wäert wuel wesentlech d'Léisung och vun der griichescher Kris falen. D'Geschäft mat de Statsscholden ass allgemeng jo e lukratiivt Geschäft. Dat gëtt heiansdo vergiess, wa vu Scholdekris geschwat gëtt, well et ass e Monopol vun de Finanzmäert, fir Suen u Staten ze verléinen. Och mat de griicheschen Obligatioune gëtt op de Finanzmäert spekuléiert an haut nach vill Sue gemaach, mat deeneselwechten Instrumenter iwwregens, déi zur Kris vun 2008 gefouert hunn: Derivater, Titrisatiounen, Wetten an esou weider.

A well d'Zentralbanken Suen net kënnen direkt u State léinen, garantéiert d'EU de Finanzmäert dat Geschäft mat de Staten. An dat geschitt am Fall vu Griichenland ënner drastesche Konditioune fir d'Bevëlkerung, déi am sozialen Noutstand ass, fir déi Suen zréckzebezuelen, fir derfir ze suergen, dass d'Maschinn rullt fir d'Finanzmäert.

Mir sinn der Meenung, dass et esou net ka weidergoen. Griichenland kann net, an dat seet all Ekonomist, weiderhi fir héich Renditten op de Finanzmäert suergen, andeems et seng Bevëlkerung weiderhi muss ausquetschen. Esou Scholde sinn duerfir net méi ganz zréckzebezuelen an däerfen eiser Meenung no och net ganz zréckbezuelt ginn.

D'Hardliner an der EU setzen amplaz op vernënfteg Léisungen, fir déi och déi nei griichesch Regierung d'accord ass a wou se selwer ganz konkret Virschléi proposéiert huet, déi mir veréffentlecht hunn, fir dass och jiddweree gesäit, ëm wat et geet, d'Hardliner an der EU setzen op de Grexit, dee sougenannte Grexit, dat heescht, den De-facto-Ausschloss vu Griichenland aus dem Euro, wat eiser Meenung no en äusserst gefäierlechen Zeenario ass.

Währenddeem mécht d'EZB alles, fir d'Finanzmäert ze stäerken. All Mount gi 60 Milliarden an d'Finanzmäert eragepompelt, fir Obligatiounen opzekafen, an duerfir steet leschten Enns de Steierzueler riicht.

Kee ka mëttelfristeg eng nei Finanzkris duerch d'Ustiechung duerch de Grexit an duerch d'Iwwerschwappen op aner schwaach Länner ausschléissen. An dobäi sinn ech bei der Lag vum Land. Dat géif eis och direkt betreffen als Stat a Garant vun der EZB, ënner anerem, an als Bankeplaz. An esou eng Finanzkris géif och d'Pensiounsreserv, déi gréisstendeels op de Finanzmäert placéiert ass, voll treffen. An dat géif déi Pensiounsverschlechterungen ausléisen, déi fir dee Fall am Gesetz virgesi sinn.

Duerfir mengen ech, dass d'Léisung vun der griichescher Kris eis direkt eppes ugeet. Déi lescht Finanzkris 2008 hat eis Milliarde kascht u Bankerettungen an u sukzessiven Austeritéitsprogrammer, duerno, déi haut nach zum Deel gëllen.

Irland, wat e klengt Land war, och mat enger iwwerdimensionéierter Finanzplaz, ass souguer bal faillite gaangen dorunner. An ech froe mech wierklech, wéi laang d'Leit an Europa nach dat do matmaachen. An ech wëll déi Zukunft net kenneléieren, déi en Ausenanerfale vun der EU an en Erëmopliewe vum Nationalismus aus dem leschte Jorhonnert eis wäerte bréngen. Dann ass et och net méi wäit hier mat deem „Friddensprojet Europa", vun deem de Premier a senger Ried geschwat huet.

Et ass eis duerfir net egal an, ech mengen, et däerf eis alleguerten net egal sinn, wéi déi griichesch Kris geléist gëtt. Lëtzebuerg als e klengt, offent Land mat enger vulnerabeler Finanzplaz huet absolutt keen Intérêt um Zesummefale vum Euro a vun der EU. Duerfir solle mer zu Bréissel, elo schonn a besonnesch während der Présidence, déi mer wäerten hu vum Juli un, Léisungen ënnerstëtzen, déi d'sozial Situatioun a Griichenland verbesseren an e Scholdeschnëtt virgesinn, mat engem wierkleche Reformprogramm, deen d'Suen do hëlt, wou se och a Griichenland sinn.

Mir hoffen duerfir, dass Lëtzebuerg sech net bei den nächste Verhandlungen op d'Säit vun den Hardlinder wäert stellen. Dat wier net an eisem Intérêt an dat géif riskéieren, eist Land an eng schwiereg Situatioun ze setzen.

En zweeten Aspekt, Här President, deen ech net wierklech an der Regierungserklärung erëmfonnt hunn, ass déi sozial Situatioun, déi sech och hei am Land verschlechtert. Wéi all Joer hu Statec, d'Chambre des Salariés a Caritas Zuelen an Explikatioune geliwwert, déi vun engem soziale Réckgank a virun allem vun engem Zouhuele vun den Ongläichheeten zënter de Krisejore schwätzen. Esou ass den Aarmutsrisiko vun 13% op 16% geklommen tëschent 2007 an 2013, ënner anerem och duerch de Coût vum Logement hei am Land. Lëtzebuerg ass Europachampion, wat d'Aarmut ugeet bei deene Leit, déi schaffe ginn. De Chômage ass geklommen, wéi mer alleguerte wëssen, an all Moossinstrumenter vun den Ongläichheeten an der Gesellschaft ginn an d'Luucht.

Si moossen eis net par rapport zu anere Länner, si moossen eis par rapport zu eis selwer. A si beliichten och den Zoustand vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. „Was wir befürchtet hatten, ist also nunmehr eingetreten: Die Nachwirkungen der Krise und die Maßnahmen der Regierung seit 2010 haben sprichwörtlich dazu geführt, dass die Reichen immer reicher und die Ärmen immer ärmer werden.", schreift d'Caritas an hirem Sozialalmanach vun dësem Joer.

Ech kann hei net op all déi Austeritéitspäck an op déi strukturell Moossnamen agoen, déi scho virdru komm sinn, wou och d'CSV maassgeeblech dru bedeelegt war. Ech wëll awer, au contraire, d'Opmierksamkeet op déi Moossname lenken, déi nach komme wäerten.

E gudden Ableck dora gëtt den nationale Reformplang - dat sinn déi Engagementer vun der Regierung am Kader vun der europäescher makroekonomescher Politik -, deen d'Regierung viru Kuerzem der Press an zwou Parlamentskommissioune virgestallt huet an dunn direkt op Bréissel gescheckt huet - ouni Débat hei an der Chamber! Ech kommen nach an enger Motioun op de Problem zréck vun engem Débat, deen noutwendeg ass dozou an deen eigentlech och hätt missen hei an der Chamber stattfannen an dee mer fir d'Zukunft fuerderen.

Wat steet an deene Pläng, déi op Bréissel geschéckt gi sinn? Do steet eigentlech dat Richtegt dran, wat och an enger Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun misst hei am Mëttelpunkt vun den Debatte stoen. Do steet dran, dass bei der Alterspolitik d'Regierung d'Diskussioun iwwer weider Pensiounsreformen ëm ee Joer zréckzitt (veuillez lire: ëm ee Joer virzitt). Si wëllt d'Préretraite-solidarité ofschafen an och un deenen anere Préretraiten, déi et gëtt, fréckelen. A si wëllt de Reclassement professionnel reforméieren, wat iwwregens och bedeit, dass een eréischt no zéng Joer eng Indemnité d'attente wäert kréien, no zéng Joer Aarbecht. D'Regierung a Bréissel wëllen déi eeler Leit méi laang schaffe loossen, während vill Jonker keng Aarbecht hunn. Dat ass e Fait, deen ee muss constatéieren. Dat ass awer keen neie Fait.

Mä och an der Fleegeversécherung, do gëtt no weidere Käschtespuereffete gesicht. Scho beim Zukunftspak gëtt gesot, et wieren 3,5% agespuert ginn. A wann ee weess, dass elo schonn a ville Fäll, wann d'Besoine vun de Leit evaluéiert gi bei der Fleegeversécherung, anescht evaluéiert gëtt wéi bis elo, da weess een, dass et nëmmen a Richtung ka goe vun enger Afrostellung vun de Leeschtungen an Zukunft.

Déiselwecht Suerg gëllt och beim Gesondheetswiesen, wou jo och eng Reform aussteet. De Contrôle médical vun der Sozialversécherung gëtt reforméiert. Do ass awer virgesinn, dass d'Krankegeld éischter ka gestrach ginn an de Loun kann ewechfalen, automatesch, opgrond vun enger Décisioun vun der Sécurité sociale.

Mr fannen et zwar gutt, dass méi geziilt a Richtung vun deene Jonke geschafft gëtt, fir déi an d'Aarbecht ze féieren, mä d'Efforte gi virun allem vun deene Jonke verlaangt. D'Efforte ginn net verlaangt bei de Betriber, zum Beispill, fir déi ze encouragéieren, besser Aarbechtsplazen oder besser Paie souguer ze bidden. Mir liesen, dass d'Frae sech solle besser undinn, „Dress for success" heescht dat.

Une voix.- Egal wat!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä wéi ass et mat der Unerkennung vun der qualifizéierter Aarbecht fir jonk Qualifizéierter zum Beispill, déi een CCM hunn, déi elo eréischt no siwe Joer an net méi no zwee Joer sollen hire qualifizéierte Mindestloun kréien?

(Coups de cloche de la présidence)

Wéi ass et mat der Unerkennung vun der qualifizéierter Aarbecht, wann een zéng Joer laang geschafft huet, zum Beispill am Botzsecteur? Mer kennen de Problem do.

De Premierminister huet geschwat vun engem Triple-A social, deen der Regierung géif virschwiewen. Mir froen eis just, wat eng Fra bei Pedus an esou enger Situatioun op hirer Plaz mat esou engem Triple-A social ufänkt. Wat ass domat verbonnen? Et ass e schéint Wuert an enger Ried.

Zur „Formatioun vun de Salairen", wéi dat am Bréisseler Jargon heescht a wat op Bréissel geschéckt ginn ass: Do huele mer zur Kenntnis, dass d'Regierung den Index zu Bréissel verteidegt, awer mat der Bemierkung, dass e kengesfalls méi wéi eemol d'Joer däerf erfalen, wat de Moment jo guer net schwéier ass, well en erfält nämlech dëst Joer guer net an d'lescht Joer ass en och schonn net erfall.

Mä et steet awer och dran, dass dee manipuléierten Index vu virdrun erëm agefouert gëtt, soubal d'Präisser wäerte klammen. Et steet dran, dass Diskussioune gefouert gi mat de Sozialpartner, fir dat ze maachen. A wann et keen Accord gëtt, wat ech zimlech ausschléissen, well dat jo an der Vergaangenheet och net de Fall war, da géif d'Regierung eben e Gesetz nach eng Kéier aféieren. Dat steet awer dran.

(Interruptions)

Doniewent muss een och feststellen, dass et e Stëllstand hei am Land gëtt bei de Realléin. Bei de Kollektivvertragsverhandlunge blockéiert d'Patronat zënter Joren! De Mindestloun, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, läit ënnert der Aarmutsgrenz an de qualifizéierte Mindestloun gëtt op ville Plazen net respektéiert. Och d'Lohnfortzahlung am Krankheetsfall ass op ville Plazen net respektéiert ginn. Et huet misse virun de Geriichter gestridde ginn. A wéi d'Leit d'Recht kritt hunn, huet d'Regierung ugekënnegt, se géif dann elo d'Gesetz verschlechteren.

D'Aarbechtszäiten zu Lëtzebuerg, soen eis Gewerkschaften, sinn déi längst an Europa. Och d'PAN-Gesetzgebung iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit bitt net genuch Schutz oder bitt kee Schutz, fir déi iwwerdriwwe laang Aarbechtszäiten an d'Iwwerstonnen ze verhënneren. Eng Reform soll do kommen. Mir hunn näischt héieren dovunner. Bis Enn vum Joer soll d'Gesetz ëmgeännert ginn. Mir fäerten, an déi falsch Richtung.

Mir wëssen och, dass d'ITM, déi soll d'Aarbechtsrecht kontrolléieren, jorelaang e Stëllstand geübt huet an näischt ënnerholl huet. A wéi et weidergeet, musse mer nach gesinn.

Et kann duerfir, eiser Meenung no, net duergoen, déi sozial Acquisen als e wichtege Faktor vun der Politik an enger Ried zur Lag vun der Natioun oder vum Land duerzestellen a gläichzäiteg déi sozial Acquise konkret um Terrain regelméisseg a Fro ze stellen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir bräichten au contraire en ambitiéise Programm, deen d'Ongläichheeten an d'Aarmut am Land bekämpft an d'Aarbecht opwäert. Mir wäerten duerfir och eis Proposition de loi zu de mëssbräichlechen Entloossungen an der zoustänneger Chamberskommissioun zur Diskussioun stellen a verlaangen, dass d'Regierung dozou Stellung hëlt.

Eis Alternativen decke sech a ville Punkte mat deene vun de Gewerkschaften oder vun de Sozialorganisatiounen, a mer wäerten eis zesumme mat hinnen an Zukunft géint all Dereguléierung um Aarbechtsmaart wieren. An an enger Etüd vum Internationale Währungsfong leschte Mount ass iwwregens nogewise ginn, dass déi Dereguléierung vum Aarbechtsmaart kee positiven Effet op d'Produktivitéit huet, iwwerhaapt keen Effet op d'Produktivitéit huet. Et gëtt awer nach ëmmer vun de Patrone verlaangt weiderhin, vun de Patronsorganisatiounen, wëll ech awer soen.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg en Intérêt drun hätt, eng méi gläich Gesellschaft erëm ze ginn, wou jiddweree sech doheem fillt an och unerkannt ass. An dat, mengen ech, ass och d'Viraussetzung, fir déi international Erausfuerderungen ze meeschteren, wéi zum Beispill d'Migratioun oder d'Klimapolitik.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir verlaangen duerfir, dass d'Regierung an déi Richtung geet vun enger méi gläicher Gesellschaft, wou all Mënsch sech kann doheem fillen.

Drëttens menge mer, dass déi richteg Konklusiounen nach ëmmer net aus dem LuxLeaks-Skandal gezu ginn. Et gëtt zwar vill an der Ried vum Premier dovu geschwat, am Hibléck op den Image an op de Schued vum Land. Kee Wuert iwwert de Schued, deen an anere Länner ugeriicht gëtt, zum Beispill an Entwécklungslänner, mat deene Steierhannerzéiungen. Mir hunn an deem Débat, dee mir gefrot hunn

iwwer LuxLeaks, deen d'lescht Woch war, Propositioune gemaach, wéi esou Steiertrickserein an Zukunft kéinte verhënnert ginn. A mir erwaarden och, dass d'Regierung voll kooperéiert mat der TAXE-Kommissioun vum Europaparlament.

A mer rappeléieren un d'Regierung, dass Lëtzebuerg onbedéngt misst dem Virschlag vun enger Finanztransaktiounssteier vun eelef Länner, dorënner all eis Noperen, bäitrieden. Dee fréiere Finanzminister, den Här Frieden, huet an där Fro ëmmer no London gekuckt an en huet gesot: Dat geet net, esou laang London net matmécht. Den Här Frieden schafft elo selwer zu London.

(Interruption)

Une voix.- Dowéinst!

(Hilarité et brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech héieren hei am Sall „dowéinst". Ech wollt dat elo selwer net ënnerstellen dem Här Frieden.

Une voix.- Bien vu, Här Urbany!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen och, dass mer keen TTIP brauchen a wéi déi Verträg alleguerten heeschen, well dat kënne guer keng gutt Accorde sinn, Här Bodry. Een dervun ass schonn ënnerschriwwen. Mir wëssen, wat drasteet. Dat ass dee mat Kanada. Mir mengen duerfir och, dass déi Fuerderung vun der Zivilgesellschaft, fir se zréckzezéien, fir déi Verhandlungen ofzebriechen, berechtegt ass an d'berechtegt Suerg vun der Gesellschaft ausdréckt, fir sech net do an eppes erandrécken ze loossen, wat herno net méi zréckzekéieren ass.

An ech fäerten och, dass et do wäert schwéier ginn, fir herno ze soen, da maache mer léiwer keen Accord, wéi den Här Bodry sot, wéi dat do. Ech fäerten, dass wann dee Moment bis erreecht ass, wa soll ënnerschriwwe ginn, dass et da keen Zréck méi gëtt. An duerfir menge mer, dass dee beschte Wee, fir do erauszekommen, wier, einfach d'Verhandlunge emol ofzebriechen an ze kucken, wat da geschitt.

Mir mengen och, dass Lëtzebuerg als Land muss méi a wirtschaftlech Schlësselgebidder investéieren. Dat, wou et net genuch de Fall ass, wéi d'Loftfahrt zum Beispill, wéi d'Stolindustrie, awer och an alternativ Energien, deenen hiren Undeel zu Lëtzebuerg jo immens kleng ass.

Mir wëllen och verstäerkt op d'Kooperatioun iwwert d'Grenzen ewech setzen. Och de Logement ka sech nëmmen entwéckelen, wa mer staatlech Mëttelen dran investéieren, wéi déi vum Fonds de compensation. Mir si frou ze héieren, dass, no laangem Insistéiere vun eis, och do endlech soll en Ufank gemaach ginn. Mir mengen och, dass et an der Logementspolitik net duergeet, déi Loyerssubventioun anzeféieren, wann een net gläichzäiteg eng Mietbrems aféiert.

Natierlech gehéiert och de Schoulsystem zu enger wirtschaftlecher Entwécklung. An an eiser Interpellatioun iwwert d'Beruffsausbildung, déi mer och hei haten, hu mer Pisten opgewisen, wéi ee ka virgoen. A mir kooperéieren och weider gär mat der Regierung an déi Richtung.

An natierlech gehéiert eng Fiskalitéit dozou, déi de Räichtum och wierklech ëmleet (veuillez lire: ëmverdeelt) am Sënn vun enger méi gläicher Gesellschaft. Mir brauche keng räich an ultraräich Leit, HNWIen a wéi se alleguerten heeschen, hei am Land, well déi herno eise Steiersystem wäerte ruinéieren. Well herno ginn d'Steiergesetzer esou geschriwwen, dass se deene Leit entgéintkommen.

Zum Schluss wëll ech nach agoen op deen Aspekt, deen och hei an deene meeschte Rieden zum Schluss komm ass. Ech mengen, dass mer kee kënschtlechen Nation Branding brauchen, deen eis eng Agence de pub schreift. Ech mengen, dass mer e Vollek brauchen, wat reell zesummewiisst. E Vollek, wou jiddwereen dozougehéiert, dee laangfristeg hei schafft a wunnt. A wann e vu sengem perséinleche Statut oder vu senger Geschicht a Kultur hier eng aner Nationalitéit huet, da soll dat en net drun hënneren, déi Zäit, wou en hei ass, sech um demokratesche Liewen ze bedeelegen. Et geet hei ëm d'Demokratie, ëm soss näischt!

Ech mengen, dass een dat och net soll verwiessele mat der spezifescher Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg. Déi Sproochesituatioun war nach ëmmer déi vun der Dräisproochegkeet. Mir kënnen och frou sinn, dass mer déi Situatioun hunn. Mir sollen awer trotzdeem net vergiessen, dass Franséisch ëmmer elitär vermëttelt ginn ass an dass dat e Problem ass. An da mierkt een och bei deenen Debatten, déi dobausse sinn, dass dat ëmmer e Problem ass bei ville Leit.

Mir brauchen dofir zwou Saache prioritär, dat ass d'Léiere vum Lëtzebuergeschen als Schrëftsprooch, zum Beispill iwwert d'Alphabetiséierung. Mir hunn do Virschléi als Lénk gemaach. An och iwwer eng méi mëndlech Approche zum Franséischen, besonnesch am Ufank vun der Schoul. Dat géif ville Leit erméiglechen, an de Sprooche méi eng Aisance ze kréien a sech an deem Multisproochenëmfeld, wat mer eben hunn, erëmzefannen.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir brauchen och méi Iwwersetzungen an der Politik, zum Beispill hei vun de Chambersdebatten. A mer brauchen e weideren Zougank zur Lëtzebuerger Nationalitéit, dat ass evident, zesumme mat der Erweiderung vum Awunnerwahlrecht. Dat ass awer grad, wat déi Parteie vum Neen ni wollten, wat se ëmmer versicht hunn an der Geschicht ze verhënneren. Den ADR war géint d'duebel Nationalitéit!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Richteg!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- En huet dergéint hei gestëmmt. Op eemol soll dat elo d'Problemer alleguerte léisen.

Des Weidere brauche mer eng ganz Rei vun demokratesche Reformen, méi Matbestëmmungsrechter vun de Leit, méi Rechter fir d'Legislativ, dat heescht d'Chamber hei, géintiwwer vun der Exekutiv, dat heescht d'Regierung. A mer brauche Wahlen an engem Wahlbezierk. Mir géifen och gären de Premier beim Wuert huele beim Opbrieche vun, ech zitéieren en, „décke Schlässer, déi esou laang d'Diere vun der Transparenz zougespaart hunn", wat wouer ass.

Mä ech wëll ee Beispill ginn: Elo verlaange mer scho méintelaang, dass d'Regierung eis eng Lëscht gëtt vun de staatleche Vertrieder an de Verwaltungsréit. D'Conférence des Présidents huet sech hannert eis Fuerderung gestallt an der Regierung e Bréif geschriwwen. Ech hätt mer kéinten erwaarden zum Beispill, dass de Premier gëschter eis déi Lëscht vun de Vertrieder vun der Regierung an de Verwaltungsréit iwwerreecht hätt. Huet en awer net gemaach!

An ech mengen, och wann ee vu Pressefräiheet schwätzt a vun Zougank zu Informatiounen, da stellen ech mer d'Fro: Wéi ass et mat deene Leit, déi déi LuxLeaks-Affär opgedeckt hunn, déi hei virun d'Geriicht kommen an déi net geschützt sinn do virdrun? An déi och an Zukunft net solle geschützt ginn, wann ech de Justizminister richteg verstanen hunn, wéi mer déi Debatt hei op eis Initiativ hin haten.

Duerfir wëlle mer also, dass d'Debatt ëm d'Demokratie weidergeet - ech sinn och direkt fäerdeg, Här President -, och nom Referendum vum 7. Juni a bei der Reform vun der Verfassung, wou Der jo wësst, dass mir eng eege Verfassung ausgeschafft a virgeluecht hunn.

Mir brauchen eng funktionéierend Demokratie, déi sech op all d'Leit erstreckt. Eis Lëtzebuerger, awer och eis auslännesch Matbiergerinnen a Matbierger musse léieren, dass si d'Träger vun der demokratescher Souveränitéit sinn a keen aneren! A si musse mateneen auskommen. An dat ass ganz wichteg an dorëm geet et ënner anerem och bei der Debatt zum Referendum.

Duerfir heescht jo och eise Slogan: „Jo. Demokratie stäerken." Mir soen dat aus enger Oppositiounsvue eraus, mir si jo net an der Regierung. Mir soen et aus enger sozialkritescher Vue eraus, wou mer déi Leit vertrieden, déi schaffe ginn, alleguerten d'Leit vertrieden, déi schaffe ginn an déi Opfer vun där onsozialer Politik sinn, déi vill Parteien hei am Sall zënter Joren a Jorzéngte matdroen. A mir hätte gär, dass se och hiert Wuert an deenen Debatte kënne soen an Zukunft.

Duerfir si mer och fir d'Wahlrecht vun deene Leit, déi hei wunnen, vun den Auslänner och, déi hei wunnen. A mir wäerte generell stëmmen dräimol mat Neen, wat Iech jo awer bekannt dierft sinn.

(Hilarité)

Pardon, mat Jo.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Une voix.- Do hate se sech schonn erféiert!

Une autre voix.- Fänkt nach eng Kéier un!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dem President seng Missioun ass jo ëmmer, fir da Sachlechkeet eranzebréngen. Fir dat dann och fäerdegzebréngen: Hunn ech richteg héieren, dass Dir fir dräimol Jo sidd?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wësst Der, mir si gewinnt bis elo, bei ville Saachen Neen ze soen, duerfir kënnt dat eis méi liicht iwwert d'Lëpse wéi de Jo. Mä hei, mengen ech, drängt de Jo sech op, och aus enger Oppositiounssiicht. Ech iwwerreechen Iech hei nach déi Motioun, déi ech herno wäert virstellen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et soll ni eppes zur Gewunnecht ginn, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Programme de stabilité et de croissance et le Programme national pour une croissance intelligente, durable et inclusive, introduits chaque année vers la fin avril devant les instances européennes, constituent des maillons importants dans la définition de la politique nationale;

- considérant la nécessité d'organiser un débat en séance plénière avant le dépôt de ces instruments et avant le début des procédures budgétaires et macroéconomiques qui s'ensuivent;

- considérant la nécessité de faire précéder ce débat d'un hearing avec les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile;

- considérant que le débat sur l'état du pays risque de glisser de plus en plus vers un débat de pure rhétorique sans influence réelle sur la politique du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à organiser pour 2016 un débat de consultation avant le dépôt du Programme de stabilité et de croissance et du Programme national pour une croissance intelligente, durable et inclusive;

- à faire précéder ce débat d'un hearing avec les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile;

- à transformer le traditionnel débat sur l'état de la nation en un débat pour lequel sont présentées les données nécessaires pour décrire la situation économique et sociale du pays et qui permet de discuter - ensemble avec le débat de consultation sur le Programme de stabilité et de croissance et le Programme national pour une croissance intelligente, durable et inclusive - les orientations futures dans l'intérêt du pays et des citoyens.

(s.) Serge Urbany, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Voilà. Ech wollt Iech bieden, elo ee Moment op en anere Sujet iwwerzegoen. Mir hunn eng Question urgente vum Här Marc Spautz agereecht kritt iwwert d'Décisioun vun der Cour administrative, fir d'Nominatioun vun der Directrice vun der ADEM ze annuléieren. Den Här Aarbechtsminister huet sech bereet erkläert, fir direkt de Mëtteg dorop ze äntwerten.

An ech géif dann elo dem Marc Spautz d'Wuert ginn, fir d'Fro virzedroen. Hien huet fënnef Minutten an den Här Aarbechtsminister huet zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och Merci dem Här Minister, dass en direkt esou séier bereet war, och op déi Fro ze äntwerten.

2012 gouf d'Madame Scholtus un der Spëtzt vun der ADEM ofgeléist. Dat huet deemools och zu Diskussiounen an der Chamber gefouert, net nëmmen an der Effentlechkeet. Ech weess nach, zesumme mam Här Kaes - a wann ech mech och nach richteg erënneren, war och nach den Här Krieps déi Zäit derbäi -, wou mer hefteg Diskussiounen deemools haten, ob mer dat gutt géife fannen oder net, wou den Aarbechtsminister eis an d'Sitzung matdeele komm ass, dass d'Direktioun vun der ADEM vun deemools géif duerch en Ad-hoc-Comité ersat ginn. Dat wier ënner anerem och dorop zréckzeféieren, dass net déi Fortschrëtter géifen erziilt ginn, wéi et bei der ADEM erwënscht wier, an dass een do verschidden Ännerunge misst maachen.

D'Manéier ass deemools net akzeptéiert gi vun där betraffener Direktesch a si huet och deemools gesot, si géif juristesch aktiv ginn. An enger éischter Etapp war et d'Regierung, déi de Prozess gewonnen huet. Elo, an enger zweeter Etapp, huet d'Cour administrative gesot, dass d'Madame Scholtus recht kritt huet.

Mir hu jo schonn eng Kéier, ech wëll net elo soen, ech wëll elo net d'Arméi mat der ADEM verwiesselen, mä mir hunn an engem ähnleche Fall jo och schonn eng Kéier en Uerteel hei zu Lëtzebuerg gehat bei der Ofsetzung oder bei der Révocatioun vun engem Mënsch un der Spëtzt vun enger Administratioun. An et si jo och nach aner, menges Wëssens no, och nach aner Prozesser unhängeg, wou et ëm ähnlech Décisioune geet, wou och do d'Décisioune vun der Regierung oder vun deem jeeweilege Minister contestéiert ginn.

An dofir ass meng Fro elo un den Aarbechtsminister: Wéi wëllt d'Regierung elo an deem Dossier virgoen? Akzeptéiert d'Regierung elo de Fait, dass ab haut, esou wéi et am Uerteel steet, d'Madame Scholtus erëm d'Direktesch wier vun der ADEM? Oder bleift dat d'Madame Schlesser? Wat ass do d'Positioun vun der Regierung? A wat bedeit dat och elo fir d'Verwaltung an déi zwou betraffe Persounen? Well déi Persoun, déi jo ofgeléist huet, déi ass jo aus dem Spill, déi ass guer net méi do.

An da wollt ech d'Fro stellen: Wéi gedenkt d'Regierung, an Zukunft esou Problemer ze évitéieren? Well mer jo wëssen, dass och nach aner Prozesser ënnerwee sinn an därselwechter Form. Wat kéint een do maachen, fir esou Saachen an Zukunft ze verhënneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President, mäin Numm ass hei gefall. Däerf ech eppes soen dozou?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Entschëllegt, dass ech hei abriechen, Här Spautz, an Är Fro. Mä ech mengen, ech hunn déi Säit bei mengem Espresso mäin Numm héiere falen an do sinn ech dann heihinner komm, well ech hu mech net verwonnert, dass dee Changement an der Direktioun komm ass.

Well ech ka mech erënneren, den Här Castegnaro huet deemools nach gelieft, an den Här Castegnaro an ech sinn eng Kéier do fortgelaf op der ADEM, well déi Presentatiounen desastréis waren an d'Dynamik desastréis an deem Déngen, soudass ech der Meenung war, dass do e Changement huet misse kommen.

Ech hat keng Preferenz fir d'Madame X oder d'Madame Y oder den Här esou an esou. Mä op alle Fall, ech mengen, dass do eng nei Dynamik muss kommen. An Dir däerft net soen, Här Spautz, mat allem Respekt fir Iech, dass ech...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Jo, ech war derbäi, mä ech war awer net verwonnert. Well ech mengen, iwwert d'Changementer an der ADEM däerf kee verwonnert sinn, wa se 30 Joer amgaang gewiescht wären. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et war zwar e bësse méi eng onorthodox Stellungnahm.

(Hilarité)

Et war och e bësse méi onorthodox vum Froesteller. Dofir komme mer elo erëm bei dat méi Orthodoxt an ech ginn dem Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Bien! Här President, ech wëll dem Här Spautz emol éischtens Merci soen, datt ech de Moien erfuer hunn, datt dat Uerteel gesprach ginn ass, well hie wosst dat viru mir, an ech sinn et eigentlech iwwer seng Fro gewuer ginn. Hien huet also e besseren Drot zu der Cour wéi ech. Voilà! Mä ech sinn et also iwwer seng Fro gewuer ginn.

Une voix.- Et sinn d'SMSen!

(Hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat Zweet, wat ech muss soen, dat ass, den Här Spautz freet mech hei, ob d'Regierung gedenkt, dat Uerteel ze exekutéieren. Déi Fro vun engem fréiere Minister wonnert mech jo eigentlech, well ech kéint mer eigentlech schlecht virstellen, datt eng Regierung oder e Minister en Uerteel net géif exekutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An ech mengen, mir sinn an engem Rechtsstat a mir hunn natierlech d'Uerteeler, ob se ons gefalen oder net, ze applizéieren a se ze exekutéieren. Ech mengen, déi Fro ass domat beäntwert.

Dir wëllt wëssen, wat mat der Madame Schlesser geschitt. Et bien, d'Madame Schlesser hat eng Nominatioun als Directrice adjointe, hir Nominatioun als Directrice ass heimat casséiert, domat fält se also dorop zréck, wou se virdru war, si ass also erëm Directrice adjointe.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wat elo mat der Madame Scholtus ass. Ech

mengen, do ass d'Uerteel kloer an ech wäert mech muer mat der Madame Scholtus iwwert d'Modalitéiten ënnerhalen, wat si dozou seet. A fir mech ass do d'Uerteel esou ze exekutéieren, wéi et do steet.

Par ailleurs musse mer natierlech ons iwwert déi prozedural Froen do Gedanke maachen an och dat Uerteel an all senge Finessen analyséieren.

Ech selwer sinn e bëssen iwwerrascht, datt an deem Uerteel gesot gëtt als eent vun den Elementer, d'Madame Scholtus wier iwwerrascht gewiescht, wéi eigentlech se net an déi nei Direktioun genannt gi wier. Ech mengen, et ass och virdru gesot ginn, an Dir selwer hutt oft mat mir iwwert d'Situatioun an der ADEM an och iwwert d'Direktioun vun der ADEM diskutéiert. Et gëtt mech also e bësse Wonner, ech sinn also selwer e bëssen iwwerrascht, datt dat soll eng Iwwerraschung gewiescht sinn. Mä bon! Dat ass eng Saach, déi ech elo op der Säit loossen.

Ech soen Iech just eppes: Dat hei ass eng Décisioun iwwert d'Prozedur, an den Tribunal huet approuvéiert an d'Cour huet dat net guttgehalen. A mir hunn dat Jugement ze applizéieren. Mä hei geet et am Endeffekt net ëm Prozeduren. Hei geet et ëm Chômeuren. An dat wat mech eigentlech interesséiert, dat ass net d'Prozedur: Waren et elo sechs Deeg, waren et aacht Deeg? Dat geet ëm déi dausende Leit, déi am Chômage sinn an déi net d'Zäit hunn, fir ze waarden, fir erëm en Job ze fannen!

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An amplaz datt mer ons elo hei grouss Gedanke maachen, wéi elo hei eng Prozedur an do... Prozeduren hu respektéiert ze ginn. A wa se net genau respektéiert gi sinn, da wäerte mer dat musse maachen an der Zukunft - vu datt Der déi Fro jo stellt - a méi genau maachen a méi oppassen, datt se respektéiert ginn. Dir hutt jo och op aner Fäll vu Kolleegen a fréiere Regierungen ugespillt. A mir wäerten dat dann och maachen.

Mä déi, déi mir um Häerz leien, dat sinn d'Chômeuren! An Dir wësst, Här Spautz, an alleguer déi, déi sech mat deem Thema ausenanergesat hunn, datt d'ADEM haut net comparabel ass mat der ADEM vu virun zwee, dräi oder véier Joer. An dat ass dat, wat zielt.

An de Chômeur interesséiert relativ wéineg dat Geplänkels: Wat geschitt hei oder geschitt do? Dee wëllt en uerdentleche Service. Dee wëllt uerdentlech behandelt ginn. Dee wëllt d'Méiglechkeet hunn, erëm en Job ze fannen. Dee wëllt Respekt an der ADEM, an net Administratioun. Dee wëllt eng Agence, déi hien erëm an eng Aarbecht bréngt. An dat ass dat, wat och fir mech zielt. Duerfir ass mäin Haaptobjet de Respekt vun der Reform, d'Kontinuitéit vun der Reform, datt mer déi ADEM nach besser maachen, wéi se haut ass. An doudsécher ass se schonn haut besser, wéi se virun zwee oder dräi Joer war. Dat ass den Défi, den Défi fir d'Chômeuren, den Défi och fir d'Entreprisen.

Mir hunn an deene leschten Deeg e gudden Accord ënnerschriwwe mat der Chambre des Métiers, nodeem mer ee mat der Chambre de Commerce, mat der UEL an esou weider ënnerschriwwen hunn. An dat ass d'Kontinuitéit, déi ech wëll: Et ass d'Reform vun der ADEM, déi oft an der Diskussioun och hei an dësem Haus war.

Mir stelle fest: De Chômage ass amgaang zréckzegoen. Mir triumphéieren net. Mä et ass e positivt Signal. D'ADEM eleng huet do net d'Responsabilitéit. Mä trotz allem, déi gutt Aarbecht, déi gemaach gëtt an déi mer och doran erëmfannen, datt d'Offres d'emploi ëm iwwer dausend vun engem Mount_op deen aneren eropgaange sinn, ass en Zeechen, datt Vertrauen an déi ADEM do ass, déi sech reforméiert, déi sech upasst an déi och eng aner Approche zur Vermëttlung vun den Aarbechtslosen huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Domat hätte mer dës Question urgente beäntwert a mir géife weiderfueren an eisem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun. An d'Wuert huet erëm den Här Marc Spautz.

4. Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo net richteg op meng Fro geäntwert kritt, mä ech soen awer dem Minister elo emol Merci. E setzt et elo emol de Moment ëm, mä et kann een och juristesch..., komme mer jo dann nach eng Kéier drop zréck, wa mer den Detail dann och analyséiert hunn, wéi mer da mam Uerteel virginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, „Mir sinn um richtege Wee", net manner wéi néngmol direkt a sechsmol an agepaakter Form huet de Statsminister dat gëschter a senger Ried gesot! Wat fir e Wee ass dat? Wat fir e Wee ass dat a puncto Steierreform, a puncto Steierpolitik? Wat fir e Wee ass dat am Logement? Ass dat de Wee vun der Madame Nagel? Oder ass et de Wee vum Här Marc Hansen?

(Interruptions)

Dee wou ee jo d'Fro ka stellen, an do muss een dem Här Cruchten félicitéieren: No der Reklamatioun um LSAP-Kongress ass jo am Logement eppes geschitt, nämlech dass d'Madame Nagel ersat ginn ass oder komplettéiert ginn ass duerch den Här Hansen an den Här Hansen elo d'Heft vum Logement an de Grapp geholl huet.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Waart Dir do?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, mä ech hunn et gelies, Här Haagen, ech liesen Är Kongresser.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- ...Dir do gewiescht wiert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, wann Der mech invitéiert, kommen ech vläicht eng Kéier.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Da wollt ech soen, wa mer da schwätze vum Wee: Ass dat elo dee vun der Madame Nagel oder dee vum Här Hansen? Ass dat deen, deen ënnerstrach ginn ass, vun der Subventioun vum Loyer, wat jo elo als eng vun deene groussen Errungenschaften ugekënnegt gëtt, wat och eis Zoustëmmung fënnt als Prinzip, dass mer deene Leit sollen hëllefen. Mä ech ka mech erënneren, dass de Marco Schank schonn am Mäerz 2013 eng deementspriechend Propos op de Wee ginn huet an dass mer elo, méi wéi zwee Joer duerno, dann elo de Projet an enger anerer Form virleien hunn an dass d'Leit hu missen esou laang drop waarden, fir kënne vun deene Subventiounen ze profitéieren.

Dee Wee am Logement, ass dat dee vun der TVA vun 3% op 17% op Zweetwunnengen? Ass dat dee vun der Präisentwécklung am Logement, wou de Logement méi deier ginn ass? Ass dat dee Wee, dass SNHBM a Fonds du Logement géifen eng Reform kréien, esou wéi och schonn an der viregter Regierung e Projet um Dësch louch, deen awer vun der jëtzeger Regierung zréckgezu ginn ass a jo soll duerch eppes Neies ersat ginn? Dat ass d'Fro, wann een héiert, et wier een um richtege Wee, dass een dann och wëllt wëssen, wat dann dat mat deem Wee konkret och an där Thematik op sech huet.

De Premierminister huet och gesot: „Mir hu Schlässer opgemaach, Schlässer opgebrach." Awer da muss een och vläicht d'Dieren opmaachen! De Vizepremier huet emol viru Jore gesot, et misst een d'Fënsteren opmaachen, elo seet de Premierminister, et misst een d'Schlässer vun den Dieren huelen. Da misst een awer och scho vläicht d'Dieren opmaachen an da soen, wat hannert deenen Dieren ass. An do hu mer näischt fonnt an der Regierungserklärung vu gëschter.

De Moien, d'Aussoe vum Fraktiounschef vun der LSAP ware méi kloer a méi prezis, wann een d'Regierungspolitik kuckt, wéi déi, déi gëschter de Statsminister gemaach huet. An et muss ee soen, och wann ech net mam Här Bodry an allem averstane sinn, souguer, mengen ech, a méi Saachen net averstane si wéi an all deem, wat e gesot huet, en huet op d'mannst mat Beispiller, mat konkreten Zuelen operéiert, well Zuele ware gëschter an där Lag vun der Natioun net de Fall an et ware weider keng Zuelen dran. Déi Erklärung vu gëschter hätt gutt gepasst bei enger Nationalfeierdagsusprooch an der Gemeng, awer net als Ried zu der Lag vun der Natioun.

D'lescht Joer huet d'Regierung villes ugekënnegt vun deem, wéi deemools an der Regierungserklärung et hätt solle weidergoen. Et ass gaangen iwwer Diversifizéierung vun der Ekonomie, et ass gesot ginn, d'Wirtschaft méi breet opstellen, Koalitioun vun der sozialer Responsabilitéit, an deenen nächsten dräi Méint kéim de Spidolsplang, am Logement géifen Akzenter gesat ginn. Dat war elo virun engem Joer, wou dat deemools gesot ginn ass. An ech wëll doru just nach eng Kéier erënneren. An et kéime Reformen an der Justiz, wou et do ënner anerem gaangen ass iwwer all déi Punkten, déi souwuel eis Kanner ubelaangen, wou awer och nach gesot ginn ass, dass mer aner Reforme misste maachen.

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat stoung alles an der Regierungserklärung vun 2014. A wéi ech mech domat beschäftegt hunn, d'Regierungserklärung vun 2014 ze liesen, hunn ech mer och erlaabt, d'Riede vun 2012 a vun 2013 vun den deemolegen Oppositiounsparteien, vun där grénger Partei a vun der liberaler Partei, ze liesen, wou deemools gesot ginn ass, wat alles misst kommen: dass et net séier genuch géif goe mat enger Steierreform, dass een do vill méi kloer Akzenter misst setzen, dass ee misst soen am Virfeld, a wat fir eng Richtung déi Steierreform géif goen, dass dat eng sozial gerecht Steierreform misst sinn, dass dat eng Steierreform misst sinn, déi dem ekologeschen Aspekt Rechnung dréit. Mä de Moment ass nach näischt bekannt, wat an der Steierreform soll kommen. An och no gëschter, no der Ukënnegung vum Statsminister wësse mer nach net vill méi.

Ech wëll awer elo net nach eng Kéier op alles dat agoen, wat mäi Parteikolleeg a Fraktiounspresident, de Claude Wiseler, haut de Moien an enger exzellenter Form duergeluecht huet,...

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...mä ech wëll awer...

(Interruption par M. Alexander Krieps)

Wollt Der eppes soen, Här Krieps?

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech soen Iech dat dann herno.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah. Ech wäert mech awer elo op e puer Punkte beschränken, déi de Moien nach net an där exzellenter Ried mat dra waren.

An ee vun deene Punkten ass de Sozialdialog. De Sozialdialog, wou heibanne gesot ginn ass, dass en erëm fonctionnéiert. An ech muss soen, an dofir och meng Félicitatioun un d'Regierung, dass se jo en Accord fonnt huet am Sozialdialog iwwert de Congé parental. Deen hu se jo fonnt, wou jo elo alles, wat de Congé parental ubelaangt, mat de Sozialpartner kloer ass.

D'Madame Minister huet eis och matgedeelt e Méindeg virun aacht Deeg, e géif 20 Millioune kaschten. Mir kommen zwar op méi en héije Chiffer, mä iwwert d'Chiffere soll een elo net streiden. Et soll een elo emol kucke konkret, wat dat bréngt.

Mä wat awer e bëssen iwwerraschend war trotzdeem, dat war, dass uschléissend, dass zwar net an der Kommissioun gesot ginn ass vun der Madame Minister, dass och d'Prête géifen ënnerbrach ginn, d'Réckbezuelunge vun deene Leit, déi eng Schold hätten, géifen ënnerbrach ginn. An den Dag drop huet am „Paperjam" d'ABBL reagéiert a si hu gesot, si wéissten näischt vun esou engem Accord. Dofir wier et och fir eis vläicht wichteg, an net nëmme fir eis heibannen, mä och fir d'Leit a virun allem déi Leit, déi e Prêt hunn, wat dat domadder op sech huet, ob do ënnerbrach gëtt oder ob net ënnerbrach gëtt, a wéi wäit dann déi Verhandlunge sinn, déi zwëschent Der ABBL an der Madame Familljeminister lafen.

Wa mer awer vu Sozialdialog schwätzen, wier et awer och wichteg, ze wëssen, wou all déi aner Punkten dru sinn, déi an deene leschten zwielef Méint virun allem och vum Statsminister an der Regierungserklärung vum leschte Joer ugekënnegt gi waren: Wéi geet et weider mam Eenheetsbetrag am Kannergeld? Op wat hunn do d'Sozialpartner respektiv d'Regierung sech gëeenegt? Wéi geet et weider mat där Ënnerstëtzung, déi de Statsminister an der Ried d'lescht Joer ugekënnegt hat virun allem fir d'Familles monoparentales? Wat ass do geplangt? A wat ass dat, wat do am Package ass? An zu wat fir engem Entschloss sidd Der do mat de Sozialpartner komm?

An dann eppes, wat souwuel d'Madame Familljeministesch wéi den Här Aarbechtsminister concernéiert, dat ass dat mat der Aarbechtszäitorganisatioun an och mat de Congéen, extraordinär an ordinär, wat jo och eent vun de Beispiller war, ee vun den Inhalter war, déi d'Regierung am Kader vun hire familljepolitesche Strukturen an Iddien ugekënnegt hat, wéi wäit et domat ass mat dem Sozialdialog a wou mer do dru sinn.

An datselwecht gëllt fir d'Gesetz vum RMG, wou et och wichteg wier, am RMGs-Gesetz ze wëssen, a wat fir eng Richtung do d'Regierung wëlles huet ze goen. Dës Regierung ass elo 18 Méint do. Et wier elo awer och un der Zäit, fir ze soen, wouhinner wëlle mer goen a wat ass d'Ausriichtung künfteg vun enger RMGs-Politik, an net nëmme beim Congé parental Neel mat Käpp ze maachen, mä och doriwwer eraus.

An deem ganze Kontext, wa mer vu Familljemoossname schwätzen a vu Familljepolitik, wollt ech och nach eng Kéier op dat agoe vun de Flüchtlingen. An och do war ech e bëssen enttäuscht, dass de Statsminister gëschter weider näischt a senger Ried hat. No där exzellenter Ausféierung vum Ausseminister, dee jo och zoustänneg ass fir d'Flüchtlingspolitik, vun der leschter Woch, hat ech mer och erwaart, dass do méi konkret Aussoe géife kommen haut, wéi de Statsminister a wéi d'Regierung dat Ganzt gesinn.

D'Gemenge ware ferm kritiséiert ginn, si géifen net genuch Bäiträg leeschte bei der Flüchtlingspolitik, fir Flüchtlingen opzehuelen. Mä wann ech awer déi lescht Deeg d'Gemengerotsberichter liesen, an den Zeitungen an och nolauschteren um Radio, sinn awer ganz vill Gemengen, déi Wunnengen zur Verfügung stellen. A wann ech och d'Reaktioun kucke vum Syvicol, deen nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass d'Bereetschaft vun de Gemengen do ass, mä dass een awer och nach muss iwwer aner Problemer dann diskutéieren, iwwer Organisationelles, a virun allem och am Schoulberäich, well dat ee vun den Haaptpunkten ëmmer ass, wann ee seet: Ech muss esou vill zousätzlech Leit ophuelen. Och do wier et wichteg, ze wëssen, wat do d'Politik dann elo ass vun der Regierung a wéi et an deem Sënn soll virugoen, och elo no der Lag vun der Natioun.

A wa mer schwätze vu Flüchtlingen, ass et och wichteg, an do wëll ech ausseruerdentlech nach eng Kéier d'Politik vun der Regierung an de Kooperatiounen ënnerstëtzen an nach eng Kéier drun erënneren, dass d'CSV déi Politik mat ënnerstëtzt, déi an der Kooperatioun gemaach gëtt, dass et wichteg ass, deene Länner ze hëllefen, well wa mer keng esou Situatioune méi wëllen hunn, wéi mer se déi lescht Wochen a Méint um Mier haten, da musse mer virun allem och deene Länner hëllefe sur place.

Mir mussen derfir suergen, dass déi Leit genuch ze iessen an ze drénken hunn. Mir mussen derfir suergen, dass Fridden ass op deene Plazen. A mir mussen och hëllefen, eng wirtschaftlech Entwécklung op deene Plazen opzebauen. An déi Projeten, déi de Romain Schneider eis bei der Kooperatiounsdebatt virgestallt huet, hu jo och ënnerstrach, wat fir eng Projete Lëtzebuerg do mécht.

An da wier et och net schlecht, während der Présidence och emol nach verschidde vu sengen Homologen, vu senge Kolleegen europawäit op déi Projeten an déi Iddie vu Lëtzebuerg opmierksam ze maachen, wou mer jo och Formatiounen op der Plaz maachen, wou mer deene Leit Formatiounen ubidden, fir dass déi Leit och eng Chance hunn, an hirer Ekonomie kënnen aktiv ze ginn an och an hirer Ekonomie kënnen ze liewen.

Wann ech da bei deen nächste Punkt am méi sozialen Deel wëll goen, dat ass dee vum Travail. An de Minister huet et scho gesot, mir wëllen him félicitéiere fir déi Accorden, déi d'ADEM mat de Beruffschambere fonnt huet, fir dann elo 5.000 d'Woch weider Leit a Beschäftegung ze bréngen. Mir sinn der Meenung, dass dat eng gutt Saach ass, fir dass do déi 5.000 Leit weider eng Perspektiv sollen hunn.

Ech wëll awer just nach eng Kéier ënnersträichen, well ech weess, dass de Minister et richteg verstanen huet, ech ginn och dervun aus, dass de Gros vun de Leit heibannen et richteg verstanen huet, mä dat heescht awer elo net, dass de Chômage automatesch ëm 5.000 Plazen erofgeet. Et ass ze hoffen, dass en erofgeet, mä dass en elo soll inklusiv déi 5.000 erofgoen, do wäerte mer déi nächst Wochen, Méint a Jore gesinn, wat dat mat sech bréngt.

Wann dat och eng gutt Saach ass, muss ee sech awer d'Fro stellen, ob net nach zousätzlech Saache misste komme betreffend d'Qualifikatioun vun de Leit, well ee vun eisen Haaptproblemer ass dee vun den Onqualifizéierten, an och betreffend d'Usiidlung vun neie Betriber, fir nei Betriber, déi wëllen an d'Land kommen.

A wann een da sech esou mat enger Ried vum Débat de la nation beschäftegt, hunn ech och nach eng Kéier d'Dokumenter konsultéiert, déi - wéi soll ech soen? - den Ingenieursbüro beim Bau vun dëser Koalitioun ausgeschafft hat, 20, 30 oder 5 vir 12, wou se hir Pisten 2013 op den Dësch geluecht hunn, a wat fir eng Richtung et misst goen an der Politik.

Do ass drop higewise ginn, dass et schwiereg wier, fir verschidde Betriber Standuerter ze fannen, virun allem Betriber, déi e bësse méi Kaméidi maachen, méi aus der Baubranche, dass déi plazeweis Schwieregkeeten hätten, fir sech kënnen nidderzeloossen, well se net genuch Terraine géife fannen, fir emol nëmmen dat Beispill ze nennen, wat an engem grousse Buch war mat 352 Punkten, déi sollte gemaach ginn.

Wéi et domadder ausgesäit, fir deene Wirtschaftszweiger och eng Chance ze ginn, fir sech kënnen ze entwéckelen, wou déi Terraine sinn, dass déi sech kënnen do nidderloossen.

An do kann ech mer virstellen, dass ee vun de Presidente vun deenen Associatiounen, dee jo och Member ass vum Direktiounscomité vun ArcelorMittal, dass een och do vläicht d'Informatioun géif kréien, wéi dann do d'Verhandlunge sinn iwwert... Dat eent si schonn Industriebroochen an dat anert, fäerten ech, dat ginn der. Dat eent ass dat: Wat geschitt op dem Site vun Terres Rouges? Wat geschitt um Site vun der ARBED vun Diddeleng? A wat geschitt um Site vu Schëffleng?

Ech hat d'Chance an d'Geleeënheet, zesumme mam Aarbechtsminister op der Ouverture vun engem Musée ze si vun der Industrie, wou d'Leit eng Kéier op d'Geschicht vun der Siderurgie zréckgewisen hunn.

Do ware verschidde Leit, déi waren optimistesch, d'Schmelz vu Schëffleng géif nach eng Kéier den Uewen ugeheien, fir et elo emol esou auszedrécken. Ech weess awer och, dass souwuel déi politesch Responsabel wéi déi vun der Siderurgie manner euphoresch waren, dass de Site Schëffleng nach eng Kéier op déi Aktualitéit géif zréckkommen.

Mä dass et wichteg wier, vläicht op deene Plazen, wou d'Industrie ëmmer geschafft huet, wou Kaméidi och zum Alldag gehéiert huet, ob et do net méiglech wier, fir déi Betriber, déi soss Schwieregkeeten hunn, sech nidderzeloossen, eppes ze fannen, wou si sech kéinten nidderloossen, dass déi do d'Geleeënheet kriten, dohinner ze kommen.

An dofir ass do meng Fro un d'Regierung: Wéi wäit sinn do d'Verhandlunge mat ArcelorMittal, fir op deene Sitte vläicht kënnen eppes ze maachen, fir op deene Sitten erëm Aarbechtsplazen ze schafen? Well vergiesse mer net, an deem Ballungsgebitt vun deenen dräi Sitten, déi ech elo do genannt hunn, wunne ganz vill Leit. A wa mer schwätzen, mir sollen Aarbecht a Wunne matenee verbannen, da wier et och vläicht méiglech, do Aarbechtsplazen unzesidelen, déi bei déi Bevëlkerung passen, an dat wieren da Weeër, den Hin an Hier, sief et an d'Stad, sief et op soss aner Plaze vum Land, ofzeschafen.

An dofir meng Fro un d'Regierung: Wéi wäit sidd Der mat deene Verhandlunge mat deem Bedreiwer oder de Propriétairë vun deenen Terrainen, fir do kënnen nei Aktivitéiten ze lancéieren a wat do geplangt ass, fir do och Leit mat manner Qualifikatioun eng Chance ze ginn, erëm eng Kéier an d'Beruffsliewen zréckzekommen?

Da beim Salaire social minimum - ech mengen, et war schonn heibanne vun engem Kolleeg ugeschnidde ginn -, do ass et jo neierdéngs net méi den Aarbechtsminister, deen derfir zoustänneg ass, wann ech dat esou an engem Projet de loi gelies hunn. Bis elo war ëmmer de Mindestloun d'Kompetenz vum Aarbechtsminister, an dat ass och a Projet-de-loien erëmfonnt ginn, déi de Ministère du Travail hannerluecht huet. Déi lescht Ännerung, hu mer awer elo festgestallt, déi huet den Éducatiounsminister gemaach, wou den Här Meisch an enger Proposition de loi geschriwwen huet, dass een e bësse méi spéit Urecht huet op de qualifizéierte Mindestloun.

Dofir wollt ech och do froen: Wéi ass do d'Meenung vun der Regierung? Ass et an Zukunft den Här Meisch, dee sech ëm de Mindestloun bekëmmert, oder bleift dat am Organigramm vun der Regierung awer nach ëmmer beim Aarbechtsminister ugesidelt? An da wier et och net schlecht, do d'Positioun vun der Regierung an och vum Aarbechtsminister ze wëssen, wéi et da soll do mam Mindestloun virugoen.

A wa mer schwätze vum Mindestloun, do waarde mer scho méi laang drop, a wa mer Sozialdialog, wat jo den Ophänker ass vun där Diskussioun, féieren am Botzsecteur, och virdru war schonn e Kolleeg drop agaangen, wéi et mat dem Mindestloun soll an deem Secteur weidergoen, wéini d'Leit Recht hunn op de qualifizéierte Mindestloun. Do ass jo och en Uerteel geholl ginn, wou de Minister sech ageklinkt huet, fir ze schlichten, en Arrangement ze fannen zwëschent de Sozialpartner, fir et elo emol esou auszedrécken, oder wat och d'Regierung wëlles huet, an deem Kader ze maachen, fir deem Problem vum qualifizéierte Mindestloun, deen notamment duerch de Prozess aus dem Botzsecteur op den Dësch komm ass, fir deem och Här ze ginn.

An dann e leschte Punkt, oder net, mä bal dee leschte Punkt an deem Domän vum Travail, wat jo och zum Sozialdialog gehéiert, huet den Här Bodry haut de Moien ënnerstrach, och d'Gesetz iwwert de Sozialdialog an à l'intérieur des entreprises wier nach vun der viregter Regierung déposéiert ginn. An och do wiere mer kuerz virum Enn, dat heescht, dass de Projet gläich kéint an der Chamber gestëmmt ginn. D'Amendemente si majoritär, betounen ech, net unanime, weidergaangen un de Statsrot, well dee Projet net méi esou ausgesäit, wéi e vun där viregter Regierung ofgemaach gi war, wou Ännerunge substanzieller Natur drakomm sinn, wou deemools ofgemaach war, dass och déi minoritär Gewerkschaften a Betriber vun iwwer 250 Leit kéinten derbäi sinn. Elo féiere mer do am Fong de Système majoritaire an. Wann s de 51% hues, kriss de alles, a wann s de 49% hues, kriss de näischt.

Do muss ee sech dann d'Fro stellen, firwat een dann nach iwwerhaapt muss Proporzwahle maachen. Da kéint een och doriwwer diskutéieren, ob een déi Wahlen hätt kënnen ännneren.

An ech muss och soen, ech hat dem Aarbechtsminister eng Question parlementaire gestallt, déi e mer och gëschter beäntwert huet, oder ech hunn op alle Fall gëschter d'Äntwert kritt. Do ass et drëm gaangen, a wéi vill Betriber hei am Land mer Comités mixtes hätten. Well d'Comités mixtes, déi jo mat deem Gesetz och sollen ofgeschaaft ginn, dat sinn der 132 opgrond vun de Wahle vun 2013. Dat wieren 132 Matbestëmmungsgremien, déi géifen ofgeschaaft ginn, wou déi Kompetenz vun deene Matbestëmmungsgremie géif un d'Delegatiounen iwwerdroe ginn.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Déi gi gewielt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Delegatioun, déi gewielt ass, jo, jo. Mä déi Kompetenz vum Comité mixte géif un d'Delegatiounen iwwerdroe ginn. An dat war och eppes, wou mer eis am Ufank, an do hunn ech och keen Hehl draus gemaach an der Kommissioun, dermat konnten offannen. Mä wann et duerno awer heescht, dass deene minoritäre Gewerkschafte praktesch all d'Méiglechkeeten ewechgeholl ginn, fir ze intervenéieren, dann, muss ech soen, ass dat net méi dee Projet, deen abruecht ginn ass vun der aler Regierung, mä dann ass dat elo en neie Projet vun der Regierung, deen esou amendéiert ginn ass an der Kommissioun. An ech hunn et och schonn an der Kommissioun gesot: Dee Projet kritt eis Zoustëmmung net.

An e fënnt net nëmme bei eis d'Zoustëmmung net, mä ech wëll och dorun erënneren, dass do och d'Patronat gesot huet, dass si Problemer hu mat deem Projet. An ech wëll och dorun erënneren, dass do eng vun deenen zwou Gewerkschaften, déi, wéi de Minister ëmmer seet, regelméisseg consultéiert géife ginn an déi och Member si vun der Tripartite an och domadder also am Sozialdialog, dee Projet, esou wéi en elo um Instanzewee ass, oflehnt. An dee wäert och op eiser Säit keng Ënnerstëtzung fannen.

Da wëll ech och soen...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Jo, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, den Här Schmit, den Aarbechtsminister, wëllt reagéieren oder Iech eng Fro stellen. Sidd Der dermat d'accord?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech wéilt soen, datt mer... Ganz schnell elo, well mir hunn nächste Méindeg eng Sëtzung, wou mer hoffentlech den Avis vum Conseil d'État, dee leschten Avis vum Conseil d'État kënnen duerchhuelen. Mä ech mengen, hei gëtt d'Realitéit e bësse verzerrt duergestallt. Well dat, wat vun de minoritäre Gewerkschafte gesot gëtt, do geet et haaptsächlech ëm eppes, an dat ass de Fräigestalltenen an de Betriber, dee proposéiert war eigentlech soit ofzeschafen oder do eng Ännerung ze maachen. Ëm dat geet et. Et geet net drëm, datt déi minoritär Gewerkschaften net hir Representatioun an der Delegatioun huelen. Ech mengen, dat war ni an der Diskussioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann Der de Leit an enger Delegatioun kee Crédit d'heures méi gitt oder de Crédit...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä si huet de Crédit d'heures iwwert d'Gesetz. Soss hätt se en och haut net gehat.

(Brouhaha)

Här Spautz, sot mir, wéi et an der Vergaangenheet war, ob do expressis verbis der minoritärer Gewerkschaft e Crédit d'heures zur Verfügung gestallt war! Sot mer dat!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Am bestehende Gesetz hunn all Leit, zwëschen 250 a 500 Leit, mä all Delegéierten, deen do ass am Pro rata, huet säi Rescht zegutt (veuillez lire: huet säi Rescht, säin Undeel vum gesamte Crédit d'heures zegutt).

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä do, wou et kee Fräigestalltene ginn ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An elo, an deem Betrib mat 250 an deem Projet de loi, esou wéi Dir en elo geännert hutt, am Ufank stoung dran, dass och déi Minoritär eppes géife behalen. An elo an deem Projet de loi, esou wéi en amendéiert ginn ass an der Kommissioun, majoritär, ass et bei 250 Leit kritt een de fräigestalltenen Delegéierten an déi aner kréien iwwerhaapt näischt méi!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Déi aner kréien déi Zäit, déi se brauchen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann ee weess, dass déi Décisioune virdrun am Comité mixte geholl gi sinn, déi elo an d'Delegatioun, an de Büro vun der Delegatioun verlagert gi sinn, da musst Der mer erklären, wéi dann nach e Mënsch, dee kee Crédit d'heures huet, do ka matschwätzen!

Wa mer an enger Gemeng sinn, egal wat fir eng Gemeng hei am Land, wann do siwe Leit gewielt ginn, néng Leit gewielt ginn, 11, 13, 15, 17, egal wéi vill et der sinn, huet souwuel d'Oppositioun wéi d'Majoritéit Crédit d'heures, fir déi Politik vun deenen Dossiere kënnen ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do gëtt et e Congé politique fir all Conseiller, egal ob Majoritéit oder Oppositioun. Dass do de President méi Stonnen huet, doriwwer diskutéiere mer net. Och de Buergermeeschter oder de Schäffen huet méi Stonne wéi de Conseiller, aus der Oppositioun wéi och aus der Majoritéit. Mä jiddwereen, egal wie vun deene Leit, déi am Gemengerot sëtzen, hu Stonnen zegutt.

(Interruptions)

Déi eng hunn der zwou zegutt, déi aner hunn der véier zegutt, déi aner hunn der sechs zegutt. Mä et ass Realitéit, dass all Gemengeconseiller hei am Lëtzebuerger Land, deemno wéi grouss seng Gemeng ass, Stonnen zegutt huet. An an de Betriber wëllt Der genau dat ofschafen! An et ass dat, wat ech net seriö fannen! An et ass dat, wat ech net gutt fannen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Neen, et ass net dat, wat mer wëllen ofschafen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat gesi mer jo dann, wann de Projet heihinnerkënnt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, voilà.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da soe mer...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Da komme mer dorop zréck.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da beweist Der et nach eng Kéier schwaarz op wäiss.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Gär. Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hutt dat do schonn 1979 gemaach! An Dir kommt erëm zréck zu deem, wat Der 1979 gemaach hutt!

(Brouhaha et hilarité)

Doriwwer eraus wëll ech awer nach soen, dass am sozialen Dialog nach ëmmer eng aner Fro net beäntwert ass, an dat ass déi mat de Krankeschäiner vun 52 Wochen. Vun 52 Wochen hannerenee krankgemellt sinn, aus verschiddenen Ursaachen. Och do wëll ech soen, do ass vun der Regierung eppes an Aussiicht gestallt ginn, mä och do waarde mer nach ëmmer op déi konkret Zuelen.

Wann ech dann d'Haus wiesselen, oder ech bleiwen am Haus, mä ech wiesselen de Stack, da ginn ech vum Travail an d'Sécurité sociale. An do sinn d'Aarbechte vun der Fleegeversécherung jo amgaangen. Mä do wier et awer och wichteg, mir wësse jo alleguerten, dass d'Valeur unitaire scho méi laang fir d'Haiser agefruer ginn ass, awer gläichzäiteg lafen d'Käschten an d'Ausgabe fir d'Bedreiwer, fir d'Akteure weider.

Do wollt ech dofir ebe wëssen: Wéi wäit si mer mat der Reform? Ech weess, dass dat eng Reform ass, déi een net vun haut op muer iwwert de Knéi brécht, mä dass et awer wichteg ass fir d'Bedreiwer, déi um Terrain sinn, déi brauche Planungssécherheet an déi musse wëssen, a wat fir eng Richtung et geet, well wann et heescht auszebauen, a mir hunn ëmmer méi Leit, déi op d'Fleeg zréck...

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, just den Här Spautz huet am Moment d'Wuert!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A mir hunn ëmmer méi Leit, déi mussen op d'Fleeg zréckgräifen, dass et och do wichteg ass, dass déi Leit, déi Akteuren um Terrain genau wëssen, wat geplangt ass an a wat fir eng Richtung et geet, fir dass se net herno aus alle Wolleke falen, wann op eemol verschidden Ännerunge kommen, déi vläicht vill méi grouss Répercussiounen hunn op de Secteur.

An dat gëllt souwuel fir d'Bedreiwer, mä awer och fir déi Leit, déi dovu profitéieren an déi déi Fleeg ugedroe kréien, dass et och do wichteg ass, dass d'Leit wëssen, wou se dru sinn, well wann ech de Sozialminister richteg verstanen hat, un all Schrauf soll gedréit ginn, mä net un der Schrauf vun der Qualitéit. An och dat fënnt eis Ënnerstëtzung, dass net däerf un der Schrauf vun der Qualitéit geschrauft ginn, mä dass et dann awer wichteg ass, dass d'Leit an d'Akteure Planungssécherheet hunn an och wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Da wollt ech nach op eppes agoen, an dat ass de Punkt vum Referendum. Beim Punkt vum Referendum wëll ech mech net mat deem beschäftegen, wat do déi aner Parteie soen, mä ech wëll awer hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat eis Meenung ass a fir wat mir an deem Referendum stinn. Mir soe ganz kloer: Jo, mir stinn zu der Jugend a mir sinn och der Meenung, dass d'Jugend politesch méi misst agebonne ginn an dass et och do wichteg ass, der Jugend eng politesch Formatioun ze ginn. Dofir ënnerstëtze mer dat och, wat den Éducatiounsminister an enger Table ronde ugekënnegt huet, dass méi politesch Bildung an Zukunft misst an de Schoule gemaach ginn.

Fir eis ass et awer och wichteg, dass de Wahlalter an de Groussjähregkeetsalter matenee kombinéiert ginn. An ech hunn et schonn eng Kéier heibanne gesot: Et war emol eng Kéier en Deputéierten Thorn, deen 1968 eng Proposition de loi gemaach huet, fir de Wahlalter an d'Groussjähregkeet erofzesetzen. An do stoung an deem Projet dran, den Alter sollt erofgesat gi vun 21 Joer op 18 Joer. An dunn huet duerno de Justizminister Schaus - vun därselwechter Partei wéi den Deputéierten Thorn, awer dräi Joer méi spéit - och eng Propositioun gemaach, déi och ugeholl ginn ass.

An do stoung awer am Avis vum Statsrot dran, dass et fir si wichteg wier, dass d'Groussjähregkeet an de Wahlalter matenee kombinéiert wieren, an et ass net nëmmen de Wahlalter vun 21 op 18 erofgesat ginn,...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...mä de Wahlalter an de Groussjähregkeetsalter,...

(Brouhaha)

...dat waren den Här Schaus an den Här Thorn - dat waren emol Parteikolleege vun Iech, Här Bettel -, déi deen op de Wee gesat hunn. An do stoung ganz kloer am Avis dran, dass et wichteg wier, de Wahlalter an d'Groussjähregkeet mateneen ze kombinéieren. A fir eis gëllt dat och nach haut, dass een de Wahlalter an d'Groussjähregkeet soll kombinéieren.

Awer mir ënnerstëtzen den Éducatiounsminister dran, fir ze soen, et misst ee méi politesch Bildung an der Schoul maachen. Dat ass e Manktum, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. An dat ass och eng gutt Saach, wann dat kënnt. A mir sinn och der Meenung, dass d'Jugendparlament an och déi Kannergemengeréit an déi Jugendgemengeréit, déi a ville Gemenge sinn, dass dat eng gutt Basis ass, fir d'Praxis vun der Politik och kënne matzekréien.

Wa mer beim Auslännerwahlrecht sinn, wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, dass mir sinn, jo, fir méi Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger, mä dass mir der Meenung sinn, dass d'Wahlrecht soll iwwert de Wee vun der Nationalitéit gefouert ginn. An dofir hu mer jo och duerch d'Hänn vun eisem Fraktiounspresident Claude Wiseler eng Proposition de loi gemaach fir d'Auslänner, fir d'duebel Nationalitéit ze vereinfachen a verschidde Prozeduren do méi séier kënnen ze maachen.

An dofir ass et och fir eis wichteg, dass déi Proposition de loi schnellstméiglech op den Ordre du jour kënnt an dann och, hoffen ech, d'Ënnerstëtzung fënnt vun der Regierung an och vun der Majoritéit an der Chamber, fir dass mer dann och déi kënnen ëmsetzen an dass mer domat méi bäidroen zum Auslännerwahlrecht an domadder eng Integratioun maachen a keng Bierger zweeter Klass, wou déi eng nëmmen dat passivt Wahlrecht hunn an déi aner Leit souwuel dat passivt wéi dat aktivt Wahlrecht.

Mir wëllen dat net! Mir wëllen, dass d'Leit alleguerten déiselwecht Méiglechkeet hunn. An

dofir hätte mer gären, dass dat aktivt a passivt d'selwecht behandelt gëtt, soudass et dann och do wichteg ass, dat iwwert de Wee vun der duebeler Nationalitéit oder iwwert d'Nationalitéit ze maachen.

Dann de leschte Punkt vun de Ministeschmandater: Vun de Ministeschmandater wëll ech just ënnersträichen, „zéng Joer Minister hannerteneen", ech weess, dass dat eng Fuerderung war - an deen huet dat och direkt an engem vu sengen éischten Interviewe gesot, wéi en an der Regierung war - vum Vizepremier, vum Etienne Schneider, dee gesot huet: „No fënnef Joer weess De, wat leeft, an déi aner fënnef Joer solls De gebrauche fir ëmzesetzen." Dat hat deemools zu héijen Diskussioune gefouert plazeweis, dat ass elo e Bestanddeel vum Referendum. Ech weess, den Här Adam huet gemengt, wann een zéng Joer an der Regierung ass, soll ee fënnef Joer an d'Chamber raschte goen. Also, mir raschten net onbedéngt an der Chamber, mir maachen eis Aarbecht. Mä mir sinn awer der Meenung, dass dat e bësse komesch kléngt.

Eis Meenung zu deenen zéng Joer ass, dass mir do dergéint sinn an dass mir der Meenung sinn, dass dat soll de Wieler décidéieren, wuel wëssend, dass de Wieler keng Ministere wielt, mä dass de Wieler Deputéierte wielt an dass scho ganz vill Leit, déi och Grousses an der Politik geleescht hunn, déi éischte Kéier an d'Regierung komm sinn ouni Mandat vum Wieler, mä dass se vum Formateur, dee vum Grand-Duc genannt ginn ass, gefrot gi sinn, fir an d'Regierung ze kommen. Och dat ass et scho ginn. Dat soll een och net ofschafen.

Mä et ass awer och bis elo üüblech gewiescht, an déi dräi Parteien, déi scho méi oft Regierungserfahrung haten, hate schonn alleguerten och där Leit mat u Bord, déi op eemol bei enger Wahl eng Kaart gewise kritt hunn. Déi eng waren net méi en rang utile fir an d'Chamber, sinn emol net méi an d'Chamber gewielt ginn. Anerer, déi waren net méi en rang utile, och wann hir Partei an d'Regierung komm ass, déi haten de Stull virun der Dier stoen. An där Frënn hate mer der bei de Sozialisten, mir haten där bei der CSV, mir haten där bei der DP, déi als Minister net erëmgewielt gi sinn, oder als Statssekretär, an dann de Stull virun der Dier haten. An den Här Berger kann eis e Lidd dovu sangen.

(Hilarité)

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir sinn der Meenung, dass déi zéng Joer, dass dat de Wieler soll décidéieren, dass de Wieler soll soen, wann en een net méi wëllt, deen an der Regierung Verantwortung dréit, dann ass et de Wieler, deen deen de Wahlsonndeg net méi erëmwielt respektiv deem e schlecht Resultat mécht. An dofir si mir géint déi Beschränkung vun deenen zéng Joer.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

An dofir ass et fir eis och wichteg, an Dir hutt et elo grad gesot, Här Statsminister, wéi Der elo dertëscht geschwat hutt, hutt Der och gesot, majo wat dat eis de Moment géif interesséieren. Eis geet et ëm den Intérêt vum Land an net ëm d'Situatioun vun deene Leit, déi de Moment do sinn. Mä eis geet et drëm, dass et méiglech muss sinn, wann de Wieler décidéiert, dass dat e Gudden ass, an dee kritt mat Ofstand déi meescht Stëmmen, dass deen dann och d'Méiglechkeet muss behalen, an der Regierung ze sinn, an dass et net ka sinn, dass dann déi bescht Leit, wa se déi meescht Stëmme kréien, och nach den Terrain musse botzen, well Dir an d'Verfassung schreift: No zéng Joer ass Schluss.

Ech hu kee Problem dermat, wann dat Äre Wonsch an Äre Wëllen ass, dat an d'Statute vun der Demokratescher Partei ze schreiwen, an d'Statute vun der Sozialistescher Partei oder an d'Statute vun deene Gréngen. Mä ech fannen et awer komesch, dass mer doriwwer e Referendum maachen an da soen, no zéng Joer muss Schluss sinn.

Dann hätt Der jo kënnen d'Fro vun der Madame Mutsch och mat drasetzen, wou Der sot, fir d'40%-Quot bei de Fraen ass et wichteg, an de Privatbetriber, an de Conseil-d'administrationen, dann hätt Der jo och kënnen d'Leit froen, ob et och musse 40% si bei der Besetzung vun der Regierung, ob dat och eppes wier, wat ee misst an d'Verfassung aschreiwen. Oder Dir hätt och kënnen am Referendum d'Fro stellen: Wëllen d'Lëtzebuerger ee Wahlbezierk oder wëllen d'Lëtzebuerger bei véier Wahlbezierker bleiwen?

Dann hätt een nämlech Froe gestallt, déi och e Sënn erginn. A mat deenen dräi Froen, déi Dir hei gestallt hutt - ech soen et nach eng Kéier -, soe mer dräimol Neen. Mir sinn net domat averstanen. A mir wollten net beim Débat sur l'état de la nation iwwer esou eppes schwätzen, well mer der Meenung sinn, dass dat en anere Punkt ass.

Une voix.- Mir och!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mä wann dat de gréissten Deel ass vun Ärer Regierungserklärung, wou Der am längsten driwwer geschwat hutt, da war et eis och wichteg, eis dozou auszeschwätzen.

Une voix.- Voilà!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Statsminister, ech sinn der Meenung, dass dat de falsche Wee ass! A gleeft mer es, och wann Der et fofzéngmol sot: Mir sinn net um richtege Wee!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Eisen nächste Riedner ass den Här Gilles Baum. An der Zwëschenzäit deet et mer eigentlech leed, dass mer eis ëffentlech Informatiounsversammlungen iwwert de Referendum net virgezunn hunn, well jiddweree voller Energie drop waart, dass mer kënnen d'Leit dobaussen informéieren. Elo huet d'Wuert den Här Gilles Baum.

(Interruption)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëllen d'Gesellschaft net verännere. D'Gesellschaft huet sech verännert, verännert sech all Dag an d'Politik muss sech op déi nei Gegebenheeten astellen. Déi Verännerungen hunn natierlech och en Afloss op d'Aarbechtswelt an op d'Familljeliewen. An dat traditionellt Familljebild aus de 70er an 80er Joren, wou d'Mamm doheem war, fir no de Kanner ze kucken, a wou de Papp schaffe geet, verschwënnt lues a lues.

(Interruptions diverses)

Ech soen Iech, firwat dass et verschwënnt, Madame Arendt: Well vill Damme studéiere ginn a well vill gutt ausgebilten Dammen op den Aarbechtsmaart kommen, well se eng Freed hunn un hirer Aarbecht a well se e Stéck wäit onofhängeg bleiwe vun hirem Partner.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mëttlerweil ginn zu Lëtzebuerg 80% vun den Dammen tëschent 25 a 55 Joer schaffen. 1999 ass de Congé parental agefouert ginn als aarbechtspolitesch Mesure, huet sech awer séier an eng familljepolitesch Mesure ëmgewandelt. An no 15 Joer war et un der Zäit, eng Evaluatioun ze maache vum Congé parental, fir en un d'Gegebenheete vun der heiteger Zäit unzepassen.

Wann een an der Fonction publique agestallt war, ass et méi einfach gewiescht, de Congé parental ze kréien, an am Privatsecteur war dat net ëmmer de Fall. An deen Defizit tëschent der Fonction publique an dem Privatsecteur probéiere mir, mam neie Congé parental e Stéck wäit ze behiewen. Well et kann net sinn, dass e Mann oder eng Fra duerch hire Kannerwonsch an hirer Carrière an an hirem Beruff benodeelegt ginn.

Wichteg ass fir eis, dass d'Famill gestäerkt gëtt, dass d'Elteren Zäit kréie fir hire Puppelchen a fir eng enk Bindung tëschent dem Kand an den Eltere sécherzestellen. Den neie Congé parental wäert méi sozial gerecht ginn, well méi Leit kënnen dovunner profitéieren a besonnesch och méi Pappe wäerten d'Geleeënheet hunn, fir an de Genoss dovunner ze kommen.

De Problem vum Congé parental, wéi en 1999 agefouert ginn ass, war zweeschichteg: Éischtens haten d'Elteren eng relativ grouss Abouss op hirer Pai, dat heescht e finanziellen Nodeel, an zweetens war en net flexibel genuch.

Wat ännert sech elo mam neie Congé parental? An ech mengen, et ass haut vill driwwer geschwat ginn, an et ass awer och nach ganz vill Klärungsbedarf, well de Moie Saache gesot gi sinn, déi esou awer net stëmmen. De Congé parental, wéi e bis elo existéiert huet, dat heescht sechs Méint ganz beim Kand bleiwe respektiv zwielef Méint hallef, bleift bestoen. Et gëtt awer och, an dat foussend op enger europäescher Direktiv, elo d'Méiglechkeet, fir e véier Méint ganz ze huelen oder aacht Méint hallef.

Den éischte Congé parental, dee gëtt direkt geholl, nodeems d'Kand op der Welt ass, dat heescht no deenen zwee Méint Congé de maternité respektiv Congé d'allaitement, wou mer och wëllen op de Wee goen, fir dat ze uniformiséieren. Dat heescht, dass all Damm no der Gebuert an de Genoss vun dräi Méint kënnt, ob se hiert Kand niert oder ob se hiert Kand net niert. Well dat geet de Stat näischt un! An et ass een och keng besser Mamm, wann een niert oder wann een dat net mécht. Wichteg ass hei déi emotional Bindung tëschent dem Kand a senger Mamm.

Den zweete Congé parental, do gëtt et verschidde Modeller. Dat heescht zum Beispill während 20 Méint een Dag an der Woch beim Kand sinn, respektiv an deenen 20 Méint véiermol ee Mount huelen, an dat natierlech am Accord mam Employeur.

Den éischte Congé parental, dee muss den Employeur ginn. Den zweete Congé parental muss ee mat sengem Employeur verhandelen. A wat doudsécher Verbesserunge si fir alleguerten déi Leit, déi am Privatsecteur aktiv sinn! Déi verkierzte Modeller erlaben awer och, dass een net esou laang aus der Aarbechtswelt fort ass.

Dann d'Indemnitéit, vun där de Moie geschwat ginn ass: D'Indemnitéit gëtt berechent op en Duerchschnëttsloun vun de leschten zwielef Méint. Et soll also en Ersatzsalaire sinn, dee plafonéiert ass op 3.200 Euro. An ech wëll hei ganz kloer soen, well et vun der CSV de Moie falsch gesot ginn ass: Et ass net esou, dass all Mënsch, deen de Congé parental kritt, 3.200 Euro kritt. Déi Leit, déi ënnert deem Seuil vun 3.200 Euro leien, kréien hire Salaire, wéi se e bis elo haten. Déi Leit, déi driwwerleien, kënne maximal 3.200 Euro kréien. An de Minimum läit beim onqualifizéierte Mindestloun vun 1.922 Euro.

Eng aner Neierung ass, dass een e Congé parental kann huelen, bis d'Kand sechs Joer huet. A wat eis awer och ganz wichteg ass: Et ass net méi wéi fréier, wou een huet missen en Aarbechtskontrakt hu vun 20 Stonnen, fir de Congé parental kënnen ze huelen, mä et kann een de Congé parental ufroen, wann een 10 Stonnen d'Woch schafft, an och, wann ee bei verschiddene Patrone schafft, wann déi domat averstane sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Nach eppes, wat sech ännert, dat ass, dass déi zwee Elterendeeler wäerte kënnen hire Congé parental zur selwechter Zäit huelen, zum Beispill direkt no der Gebuert, well et am europäesche Recht steet, de Congé parental wär en Droit individuel.

Nach eppes, wat sech ännert, dat ass, dass, wann ee während der Zäit vum Congé parental eng nei Aarbechtsplaz fënnt, da brauch een déi Suen, déi ee bis dohinner vum Stat kritt huet, net méi zréckzebezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss soen, ech si frou, dass eis ganz engagéiert Familljeministesch, d'Corinne Cahen, en Accord fonnt huet mam Patronat, mat de Gewerkschaften, dass dës Regierung et erëm fäerdegbréngt, d'Gewerkschaften an d'Patronat un en Dësch ze kréien an dass de Sozialdialog erëm lieft.

An ech wollt Iech soen op déi Fro, déi virdru gestallt ginn ass vum Här Spautz, wéi en op dëser Plaz stoung, wat d'Prêten ugeet - an do ass eng Question parlementaire gestallt gi vum Här Mosar, wou d'Äntwert haut wäert erausgoen -, et ass esou, dass en Accord de principe besteet tëschent dem Ministère an der ABBL, wou d'Modalitéite wäerten an den nächste Wochen ausgeschafft ginn.

Zum Schluss wëll ech Iech soen, dass mer zesumme mam Ausbau vun de Kannerbetreiungsméiglechkeeten an der Reform vum Congé parental e wichtege Schrëtt maache fir méi Chancëgläichheet an e wichtege Schrëtt, fir dass d'Eltere kënne Beruff a Famill besser ënner een Hutt kréien.

Merci all deenen, déi nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Baum. Dann hunn ech nach als Riedner ageschriwwen den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, nach kuerz op d'Fro vum Logement anzegoen, fir e puer Punkten, déi mäi Fraktiounskolleeg schonn ugeschwat huet, ze verdéiwen. Schliisslech ass a bleift de Logement eng vun onsen Haaptprioritéiten.

Op där enger Säit de Fonds du Logement: En Audit, deen dës Regierung an Optrag ginn huet an deen elo presentéiert gouf, weist ganz kloer op grav strukturell Problemer beim Fong hin. Et gouf festgestallt, dass all déi Zäit keng kloer Kritäre virlouchen, wéi vill fir en Terrain bezuelt ginn ass a wéi d'Terrainen erausgesicht gi sinn, déi sollte kaaft ginn. Et huet sech ausserdeem erausgestallt, datt de Fonds du Logement lues a lues vu senger Haaptmissioun erofgeréckelt ass an eng Eegendynamik entwéckelt huet.

Dës Regierung wäert dem Fonds du Logement elo endlech eng kloer Struktur ginn, fir de soziale Wunnengsbau ze stäerken. Ech soen „endlech", well dat schonn 2009 hätt misse geschéien. Du wor schonn en externen Audit gemaach ginn, aus deem een dee Moment spéitstens hätt misse schléissen, datt et e groussen Duerjerneen am Fong gëtt.

D'CSV behaapt, si hätt dunn d'Heft an d'Hand geholl. Mä wéi kann et da sinn, dass mer elo, also sechs Joer duerno, musse feststellen, datt d'Situatioun sech ganz staark verschlechtert huet? Et huet déck zwee Joer gedauert, bis den deemolegen CSV-Minister Enn 2012 e Gesetzestext deponéiert huet, fir de Fong ze reformëieren. De Projet huet juristesch d'Strooss awer net gehalen, esou datt de Statsrot en huet misse blockéieren. Fazit dovunner: D'CSV huet och hei, wéi an aneren Dossieren, komplett versot!

Op där anerer Säit d'Subvention de loyer: Mir sinn der Meenung, dass et richteg ass, fir verschiddene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, hire Loyer all Mount ze bezuelen, ënnert d'Äerm ze gräifen. De Projet, deen elo kënnt, ass eng substanziell Verbesserung. De Statsminister huet et gëschter schonn a senger Ried ënnerstrach: Dës Subventioun hëlleft virun allem deene Leit mam Mindestloun, ouni datt dat op d'Käschte vun der Kompetitivitéit vun eisem Land geet.

Ech mengen, déi allermeescht Leit heibannen an och dobausse kënne sech nach un dem Här Juncker säi Mea culpa den 12. Oktober 2005 erënneren, wéi hie kloer zouginn huet, dass hien an der Wunnengsfro ganz einfach versot huet. Hien hat villes ugekënnegt, mä et wor näischt gemaach ginn.

Den nächste Méindeg stellt de Logementsministère an der Kommissioun d'Ébauche vum Baulückeprogramm vir. Et deet sech also eppes am Logement! Während de leschten 20 Joer ass am Logement net vill, fir net ze soen näischt gelaf, wat awer de Moment ganz anescht ass. An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Madame Maggy Nagel zesumme mam Marc Hansen bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod nach vill wäert beweegt kréien!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Arendt. Mir hunn elo den Tour gemaach vun den Deputéierten. Ech hunn elo d'Éier, fir der Regierung an domat dem Premierminister Xavier Bettel d'Wuert ze ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll wierklech den Intervenantë Merci soe fir déi konstruktiv Virschléj, an déi aner. Ech wëll just och soen, dass en État de la nation keen Exercice am Fong ass, fir sech op d'Schëller ze klappen. Et ass, fir ze soen, wou mer dru sinn. A genee dat ass och gëschter geschitt an haut diskutéiert ginn.

Ech kréien hei vu verschiddene Leit gesot: Jo, Dir hat schonn d'lescht Joer dat eent oder dat anert gesot. Jo, ech hunn d'lescht Joer iwwert de Chômage geschwat, Madame Presidentin. Jo, ech hunn d'lescht Joer och iwwert de Chômage vun deene Jonke geschwat. An ech géif et irresponsabel fanne virun deem héijen Haus hei, dëst Joer net iwwert déi éischt Effete vun der Garantie jeunesse hei ze schwätzen an Iech ze soen, wat d'Resultater si vun deem, wat mer d'lescht Joer ugekënnegt hunn.

An dee Reproche, dass, well ech d'lescht Joer eppes gesot hunn, ech et dëst Joer net méi dierf soen, huelen ech net un. Et ass Zäit, och bei engem État de la nation, fir e Bilan ze zéie vun deem, wat während deene leschten zwielef Méint décidéiert ginn ass.

An erlaabt mer, Här President - Madame Presidentin, pardon -, e Beispill ze zitéieren. Ech zitéieren een Text: „Fir dass de Bierger sech an der Gesellschaft wuelspiert, fir dass e seng Citoyennetéit méi komplett an eisem demokratesche Raum kann erliewen, muss en informéiert - gutt informéiert! - sinn. Dofir leeën ech der Chamber an deenen nächste Méint e Gesetzesprojet iwwert den Zougank vum Bierger zu den administrativen Dokumenter vir. De Gesetzesprojet iwwert den allgemengen Zougank zur administrativer Informatioun ass praktesch fäerdeg."

Den Dépôt huet tatsächlech, Madame Presidentin, de 5. Februar 2013 stattfonnt. Dat heescht, dat misst jo dann d'Ried zur Lag vun der Natioun vun 2012 gewiescht si vum fréieren CSV-Statsminister. Neen, Madame Presidentin! Da misst et vläicht déi vun 2011 gewiescht sinn, well dann hätt en e bësse méi Zäit gebraucht. Neen, Madame Presidentin! Dann ass et vläicht déi vun 2010, well eng Regierung, wa se jo eppes ukënnegt, muss se an deenen nächste Méint et gemaach hunn. Dat war, Madame Presidentin, d'Regierungserklärung vum Här Juncker vun 2007! Dat

heescht, sechs Joer: ass gläich an iwwer eng Legislaturperiod eraus!

Dofir, fir elo de Virworf ze maachen, an ech kënnt nach aner Beispiller ginn, Madame Presidentin. Erënnert Iech hei nach, wéi vun enger „grénger Revolutioun" bal geschwat ginn ass vum Här Juncker. Wéi geschwat ginn ass, am Logement, dat wier Chefsache. Mir hu gesinn, wat do erauskomm ass.

Dofir huelt mer et net iwwel, Madame Presidentin, wann ech dem Här Wiseler awer muss soen, dass, wa mer bannent zwielef Méint net de ganze Koalitiounsaccord bis elo realiséiert hunn, mir hunn e Mandat vu fënnef Joer kritt. A wann ee kuckt, dass ee sechs oder siwe Joer brauch, fir een Text ze déposéieren, wou ee seet, dass en an deenen nächste Wochen oder Méint, a scho fäerdeg ass, soll een, wa méiglech, e bësse méi diskret hei optrieden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madame Presidentin, ech muss Iech och soen, dass ech déi Meenung deelen, déi eng Rëtsch vun anere Kolleegen hei gesot hunn. Et huet een d'Gefill, ech wëll net fir d'ganz Oppositioun schwätzen, well et si verschidde Memberen hei an der Chamber, déi sech jo awer gefreet hunn, an och an der Oppositioun, wann eis Finanze besser sinn.

Ech hunn d'Gefill gehat haut de Moien, Madame Presidentin, ech wier am falsche Film, wéi ech du bal e Reproche kritt hunn, dass et eis besser geet wéi dat, wat geplangt war. Mir sollen eis freeën, wann et dem Land besser geet!

An dat, wat den honorabelen Deputéierte Bodry och de Moie gesot huet, dass mer sollen déi Onzefriddenheet zesumme probéieren ze erklären - an déi Sondagen, et freet keen, an ech ginn elo net an den Detail, wien elo méi verluer huet oder wie méi gewonnen huet -, mä dass einfach beim Bierger op eng Kéier d'Vertraue fort ass an d'Politik, well en op eng Kéier nëmme 60 Leit gesäit, wou een op deen anere schléit, a vun der Oppositioun sech da Léisungen erwaart, an nëmme Kriticke kritt a keng eng Léisung proposéiert kritt vis-à-vis vun den Défie vu muer. An alles, wat eng Koalitioun proposéiert, souwisou vun där Partei schlechtgeriet gëtt. Esou mécht een net eng konstruktiv Politik am Intérêt vun eisem Land.

(Exclamation)

Madame Presidentin, jo, ech wëll och..., ech ginn elo net op de Masochismus an, dee verschidden CSV-Memberen awer hei bal provozéiert hunn, wéi den Här Spautz an den Här Wiseler.

Den Här Wiseler selwer, deen eis de Moie seet, dass dës Regierung géif déi Logementsprojete weidermaachen, um Kierchbierg zum Beispill - wou hie jo awer als Minister, als Jumbosministère, deen e jo hat, dee fir den Aménagement, fir d'Travaux publics a mam Här Schank, deen Delegéierte war fir de Logement, jo awer esou e Jumbosministère hat, dee jo am Fong all d'Kaarten an der Hand hat, fir am Logement och ganz aktiv ze ginn -, ze soen, Här Wiseler, dass et tatsächlech eppes Gemeinsames gëtt tëschent Ärem Projet am Logement an eisem Projet am Logement, dat ass d'Plaz, wou e stattfënnt. Mä dat ass awer dat Eenzegt, wat mer gemeinsam hunn!

Erlaabt mer, hei ze soen, hei ass dee Projet, deen dunn ausgeschafft gi war, wou 50% sollt un d'Promoteure goen a 50% sollt un d'SNHBM goen. Hei ass dee Projet, dee mir elo maachen. Dat sinn 30% fir d'Promoteuren a 70% fir d'SNHBM. Hei ass de Präis, fir dee 50% vun de Wunnenge verkaf gi wären: 7.151 Euro de Meter carré. Hei ass de Präis, deen dës Regierung hei festgehalen huet, fir de Promoteuren ze gi fir 4.200 Euro. Dat sinn 41,3% manner wéi dat, wat déi viregt Regierung op deeneselwechten Terrainen décidéiert hat. Dat ass net datselwecht, Här Wiseler, ausser, wéi gesot, d'Lokalitéit, wou se gebaut ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss dofir och soen, dass ech am Logement net op Chefsache an och net op aner Punkte wëll drop agoen, mä, wéi gesot, ech sinn houfreg, dass an der Regierung, well eben déi Wichtegkeet vum Logement och do ass, zesummen d'Madame Nagel an den Här Hansen d'Mandat ugeholl hunn, fir dat ze maachen. A mir schaffen drun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An esou wéi den Här Bodry och de Moie gesot huet, dat geet net vun haut op muer. An déi aner Intervenanten, ob d'Madame Loschetter oder den Här Berger et och soen, et muss ee bei deem doten zesummen dru schaffe mat de Partner, déi do sinn. An dat sinn och d'Gemengen, dat sinn och déi verschidden Administratiounen. An do gëllt et och..., an de Familljeminister, de Logementsminister an d'Environnementsministesch mussen do zesummeschaffen, fir ze kucken, wéi ee méi effikass a méi rapid och ka schaffen.

Här President, erlaabt mer och, dass ech op d'Familljepolitik awer aginn. Et soll een och d'Realitéit gesinn. Hei si Beispiller geholl ginn aus de 60er oder 70er Joren. Ech si frou, dass mer hei an där Chamber awer d'Aueren net op 1964 oder 1974 mussen zréckschrauwen, fir déi Politik vun haut ze maachen. Mir sinn 2015 ukomm. Ech wëll dat just nach eng Kéier soen. An ech si bestëmmt net dee Premierminister, deen déi Valeure vertrëtt aus de 60er a 70er Joren.

Deemools huet eng Fra nach kee Kont dierfen opmaachen, Här Spautz, keng Kreditkaart kënne maachen, kee Prêt kënne maachen. Ech fänken elo net vun Avortement, vun Doudesstrof, vun esou Froen un, mä ech si frou, dass eis Gesellschaft evoluéiert, an och zu Lëtzebuerg. An dowéinst de Verglach ze maachen, dass dat, wat 1964 oder 1974, deemools vun engem liberale Minister vläicht fir richteg fonnt ginn ass, haut dépasséiert ass. Jo, mir evoluéieren. An och an enger Partei ginn d'Evolutioune weider an ech sinn och frou, wann dat och bei lech an der Partei da stattfënnt.

Ech wëll och just hei zitéieren, Här President, dass de Moie gesot ginn ass, dass an der Familljepolitik vill fir de Mëttelstand gemaach gëtt. Ma mir si frou, mir si frou, Här President, dass fir de Mëttelstand eppes gemaach gëtt. Mä wat vergiess ginn ass a wat falsch gesot ginn ass, hei ass am Fong gesot ginn, wéi wann elo déi klengste Leit net dovunner kéinte profitéieren. Et steet am Projet, dass déi Leit, déi verschidde Patronen hunn, dass déi Leit, déi och manner Stonnen hunn, och elo endlech kënne vum Congé parental profitéieren, wat virdrun net de Fall war! Dat heescht, déi Schwaachst vun eiser Gesellschaft, déi am prekäersten dru waren, konnte virdrun net dovunner profitéieren. Dofir ass dat heiten e Progrès, mä deen och engem erlaabt...

Här President, ech fannen et just e bëssen traureg, dass hei gesot gëtt, hei gëtt e groussen Effort gemaach fir de Mëttelstand. Mä mir si frou, well de Mëttelstand ganz oft deen ass, deen ze vill verdéngt, fir zu Lëtzebuerg Avantagen ze kréien, dann awer net genuch verdéngt, fir vun anere Saache kënnen ze profitéieren. An dofir ass et wichteg, dass dës Regierung och fir de Mëttelstand vill wëllt maachen, mä ouni déi Leit, déi mannerbemëttelt sinn, domadder anzeschränken. An et ass dat, wat mer wëlle maachen. An ech sinn ganz frou, dass deen dote Punkt och awer vun der breeder Majoritéit hei an der Chamber gedroe gëtt.

Här President, hei ass och vun der Finanzplaz geschwat gi vu verschiddenen Intervenanten an ech ginn elo net méi op den Detail an, ob dat elo den Här Berger oder och den Här Urbany ass. Jo, mir si weiderkomm! Mir si weiderkomm, well mer gesinn hunn, dass eng Evolutioun do wier. An dat, wat de Moien den Här Berger gesot huet, ass ganz richteg. Deemools ass hei de Chant du cygne komm: „Lëtzebuerg geet ënner. Wann de Secret bancaire fort ass, gëtt et Lëtzebuerg net méi."

Ech kann Iech just soen, Här President, dass dës Regierung déi wëllt sinn, wou een houfreg ass iwwert dat, wat mer zu Lëtzebuerg maache kënnen, well mer d'Capacitéiten hunn, well mer forméiert Leit hunn, well mer d'Rapiditéit hunn, fir Saache kënnen ze maachen.

A mir wëllen net dat Land sinn, wou een am Fong op der Weltkaart ass, well een do Saache ka maachen, well se am Ausland iwwerall verbuede sinn. Dat ass net d'Markenzeeche vun eisem Land an den Nation Branding, dee mer gären hätten, dass hei dat geet, wat op deenen anere Plazen net erlaabt ass.

Mir wëllen d'Land sinn, well et hei geet, well mer et kënne maachen, well mer d'Capacitéiten hunn, fir et ze maachen, a well mer déi Produiten hunn, déi och respectueux si vun internationale Regelen. Dat sinn déi Brand Nations (veuillez lire: Dat ass deen Nation Branding), dee Marketingpunkt, dee mer wëllen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir kréie virgeworf, mir hätten hei iwwert d'Steierreform..., an ech ginn elo net op all déi Detailfroen an, déi den Här Spautz och gefrot huet, iwwert de Marché an iwwert d'Aarbechtsrecht an den Detail. Jo, mir hunn eng Rëtsch vu Punkten, déi stinn am Koalitiounsaccord. An do bleiwe mer och an där Richtung.

An den Här Wiseler huet de Moie verschidde Saachen zitéiert. Ech fänken elo net nach eng Kéier un, se ze ernimmen. Mä mir mussen eis bewosst sinn, fir eng Steierreform, dass ee muss eng équilibréiert Steierreform hunn. An Dir gesitt, am Koalitiounsaccord steet, dass mer de Mëttelstandsbockel wëlle glätten. Dat ass d'Zil, wat mer eis gesat hunn. A mir wëllen eng Rëtsch vu Pisten och analyséieren.

A wa mer haut virun Iech géife soen, wat mer wëlle maachen, da géife mer éischtens schonn d'Etüden, d'Hypotheesen, wat d'Répercussioun vun där enger oder anerer Mesure wier, géifen hypothekéieren, well da géife mer scho soen: „Dat doten hu mer Iech gesot, dofir kënne mer dat do net méi maachen." Wat falsch wier!

Dofir ass et wichteg, dass mer a Rou - a Rou! -, mat genuch Connaissancen, mat deem Wëssen, dat ee brauch, fir verschidden Décisiounen ze huelen, verschidde Piste kënnen ausschaffen an déi, esou wéi mir eis och engagéiert hunn, mat de Sozialpartner wäerten dann och presentéieren, diskutéieren an dann och eis Verantwortung duerno a posteriori iwwerhuelen.

Mä mir preparéieren et. An dass mer zu dräi un engem Dësch sëtzen, dass mer zu dräi kënnen diskutéieren, ass schonn nei hei am Land. Well wat hate mer déi lescht Zäit am Sozialdialog? Näischt méi! Si sinn emol net méi zesummekomm! Dofir solle mer frou sinn, dass een net mat fixen, préetabléierten, rigide Propositiounen dohinnerkënnt, well da gëtt et och nëmmen eng Surenchère vis-à-vis vun deem, wat duerno diskutéiert ka ginn. An dofir solle mer dat dann och fale loossen.

Här President, zum Referendum. Jo, mir sinn eis eens: Et ass eng Chamberssaach. Et ass d'Chamber, déi och d'Proposition de loi gemaach huet. Et ass och d'Chamber, déi de Referendum organiséiert. Mä dat wëllt awer net heeschen, dass déi Parteien, déi an der Regierung sëtzen, keng Meenung dierfen hunn. Wat fir eis primordial ass. An haut huet nach kee sech vun der CSV awer geout. A mir waarden do nach ëmmer drop.

Ob een d'Wahlresultat respektéiert, jo oder neen. Hei ass driwwer diskutéiert ginn, ob et elo méi wéi 50% ass oder manner wéi 50%. Ech kann Iech just soen, fir d'Majoritéitsparteien ass eng Majoritéit eng Majoritéit. An dat huet een ze respektéieren, als Demokrat. An dat wäerte mir och maachen, ob d'Resultat dat ass, wat mer wëllen oder net wëllen.

(Interruption)

An hei ass virdru geschwat ginn..., an, Här President, erlaabt mer, dass ech verschidden, ech muss op verschidde Punkten awer agoen, déi hei gesot ginn, och iwwert de Referendum.

Hei ass geschwat gi vum Vote mat 16 Joer, dat wier jo e Gadget an d'Kanner sollen e Kannergemengerot hunn an e Kannerparlament oder e Jugendparlament, se sollen esou eng Spillsaach kréien an do solle se esou e puer Saache kënnen diskutéieren. Mä déi Jonk, déi wëllen net décidéieren iwwer esou Saachen. Déi jonk Leit sinn och capabel, iwwer aner Sujete mat ze diskutéieren.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ass dat eng Spillsaach, d'Jugendparlament?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi sinn, déi Jonk hunn...

Mä, Madame Arendt, wann een Är Positioun souwisou gelauschtert huet déi lescht Zäit, da misst ee sech d'Fro stellen, ob Der net fir de Wahlalter ab 16 sidd fir all déi, déi volljähreg sinn. Well wann een...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...héiert, dass Der fir d'Auslännerwahlrecht sidd fir d'Leit, déi Lëtzebuerger sinn, da sidd Der och doudsécher...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ass dat eng Spillsaach, d'Jugendparlament? War dat Är Ausso, Här President?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass zwar och relativ populistesch, wann Der dat virdrun engem anere reprochéiert hutt, Här Bettel.

(Brouhaha général)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ass et eng Spillsaach, d'Jugendparlament? Déi freeë sech, dat ze héieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dowéinst, Här President, sinn ech der Meenung, dass ee Jonken,...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

...Här President, tëschent 16 an 18 Joer net nëmmen e Gadget wëllt sinn, wéi dat hei gesot gëtt, mä och bereet ass, Verantwortung ze iwwerhuelen. E ka Steiere bezuelen, e ka schaffe goen, e kann emanzipéiert ginn, e kann an de Prisong gesat ginn, wann d'Riichter dat déciméieren, mä e wier awer net capabel, selwer mat ze décidéieren, wien an dësem Land eppes ze soen huet.

(Interruptions diverses)

Do, muss ech Iech soen, hunn ech e Problem.

Dann zum Awunnerwahlrecht. Hei gëtt gemaach, wéi wann dat dann eng éischt Etapp wier an dass dat misst aneschters geregelt ginn. Ech muss awer just soen, dass déi Parteien a virun allem déi, déi am häertste jäizt hei an dëser Chamber iwwert d'Awunnerwahlrecht, awer vill manner Problemer hat, wéi d'Diskussioun war fir eis Lëtzebuerger Arméi, ob een do e Lëtzebuerger Pass brauch oder net. A wa muer e Jonken am Ausland stierft, well mir eng Arméi décidéiert hunn iergendzwousch ze engagéieren, mat enger Kugel am Kapp, dann ass et zimlech egal, ob en d'origine Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger war, well e wor bereet, awer fir eis an d'Arméi ze goen a fir déi Wäerter, fir déi mer stinn, awer ze kämpfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bettel, hutt Der dann déi Texter gelies, wéi mer 2002 doriwwer geschwat hunn? Wësst Der dann, firwat mer et 2002 gemaach hunn? Mir hunn et 2002 gemaach fir europäesch Bierger, déi dräi Joer schonn am Land sinn, datt se kënnen an d'Arméi goen als Volontaire, net als Soldat professionnel, mat der Aufgab, an dat steet an den Texter vun dem Parlament hei selwer, mat der Zilsetzung, datt se sollen do kënne Lëtzebuergesch léieren an esou schnell wéi méiglech d'Lëtzebuerger Nationalitéit da kréien. Dir musst och d'Zilsetzung eng Kéier kloerstellen, ier Der hei mat de Gefiller spillt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech soen nach eng Kéier, Här President, mir si bereet, fir jonk Lëtzebuerger an eis Arméi ze huelen, well mer der net genuch hunn, wann et drëms geet, eis ze verteidegen, mä wann et drëms geet, hinnen awer eng Méiglechkeet ze ginn, e Matsproocherecht ze hunn, da si mer méi kriddelech.

(Brouhaha général)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Verdréit net dem Här Wiseler d'Wierder am Mond!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen alleguer, inklusiv och den Här Statsminister, mir haten hei eng roueg Debatt a mir solle bei där roueger Debatt bleiwen!

Une voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Dat gëllt fir jiddwereen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Wourecht schéngt hei net agréabel ze sinn.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Liest emol Är Texter a kuckt, wou et war!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei gëtt och gesot, d'Leit sollten all eng duebel Nationalitéit huelen. D'Leit sollen all eng duebel Nationalitéit huelen. Ech wëll just soen, dass d'duebel Nationalitéit net iwwerall, mä...

(Interruption)

Här President, ech wëll just soen, dass et d'duebel Nationalitéit net an all Land gëtt. Et gëtt verschidde Länner...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass net eis Schold.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà, da kréien ech eng Äntwert: Et ass net eis Schold.

(Brouhaha)

Voilà! Gesitt Der, ech brauch net méi wäit an den Débat ze goen, Här President, ech mengen, hei d'Äntwert ass Bewäis, wat d'Argumentatioun ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et brauch een ëmmer méi Länner, well et ass en europäeschen Trend, fir et anzeféieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, zum TTIP ass hei villes och gesot ginn. Ech sinn och frou, dass déi Positioun, déi mer geholl hunn, fir zum TTIP zesummen d'Sozialpartner aus deene verschiddenen 28 Länner...

(Brouhaha)

...zesummen un den Dësch ze bréngen, dass déi 28 Länner zesummen d'Sozialpartner zesummebréngen, d'Société civile zesummebréngen, fir mat der Kommissioun en Échange ze hunn.

Den TTIP gëtt haut ganz vill kritiséiert, well ee ganz oft net weess och, ëm wat et geet. An dofir menge mer, dass et wichteg ass, aus där Dunkelkammer, esou wéi ech et gëschter ge-

nannt hunn, se erauszehuelen, fir dass een driwwer diskutéiert, fir dass een en Échange kann hunn, dass een all déi Saachen, déi net ginn, och ervirhieft. An dofir si mer der Meenung, dass et wichteg ass, an deem dote Beräich och weiderzegoen a justement méi Transparenz ze hunn. A mir wëllen dat och ënner eiser Présidence maachen.

An dann, Här President, et ass och geschwat gi vun der FTT a vun aner Harmonisatiounen an esou Saachen. Jo, Lëtzebuerg mécht mat. Mir soen, wann en „level playing field" gemaach gëtt, dat heescht, dass jiddwereen déiselwecht Regelen huet, si mir och bereet, déi Regelen unzehuelen. An dat ass déi Positioun, déi mer virun engem Joer haten, an et ass déi Positioun, déi mer haut nach ëmmer hunn.

Här President, jo, den État de la nation ass net de Moment vu grousse Scoopen. Déi Zäit, wou dann, während e puer Méint virum État de la nation oder e puer Woche virum État de la nation, d'Ministeren näischt méi hunn dierfen ukënnegen, sinn eriwwer. Hei dierf all Minister, wa bis e Projet an der Regierung ugeholl ginn ass, en och presentéieren. An dat wor mam Congé parental esou. Dat ass mat anere Projeten esou.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et muss een, ech kréien hei de Virworf gemaach, ech hätt näischt, ech wier net méi wäit op d'Flüchtlingen agaangen. Majo, well och de Minister Asselborn d'lescht Woch méi an den Detail dorop agaangen ass. Et gëtt kee Monopol vun der Parole a vun de Projeten. Mir sinn eng Équipe a mir schaffen dofir och zesummen. A mir sinn um richtege Wee a mir ginn deen och weider.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Der näischt méi ze soen an Ärem État de la nation?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, mir sinn um Enn vun eisem Débat ukomm a sinn nach saiséiert mat enger Motioun, déi vum Här Serge Urbany abruecht gi war. An den Här Urbany huet direkt d'Wuert.

Motion 1

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, mir hunn eng Motioun hei eraginn, an där mer d'Konklusioun zéien aus deem Débat hei. An zwar si mer der Meenung, dass deen Débat, an där Form, wéi en hei stattfënnt, iwwerlieft ass, dass et just nach en huelen Exercice ass.

Déi Zweckentfremdung, déi geschitt ass mat deem Débat hei, duerfir kann net dës Regierung, wëll ech soen aus der Oppositioun eraus, duerfir kann net dës Regierung. Déi Zweckentfremdung ass geschitt ënnert der Regierung virdrun. Déi ass geschitt ënnert dem Här Juncker. Dat war eng selbstverléifte Show gi vun engem Mann, deen och hei vill ugekënnegt huet - en huet et awer emol net mat der Regierung ofgeschwat virdrun - an deen och näischt agehalen huet.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An ech hunn elo nach eng Kéier d'Reglement vun der Chamber nogelies. Deen Débat sur l'état de la nation, ech war och ëmmer der Meenung, dat ass eng Show vum Premier vis-à-vis vun der Press, vis-à-vis vun der Effentlechkeet, vis-à-vis vun der Chamber, wou e Saachen ukënnegt. Ech hunn elo nach eng Kéier am Reglement nogelies: Eigentlech ass dat en Débat, dat ass eng éischt Etapp vun der Budgetsdiskussioun!

Dat ass en Débat, deen ëmmer gefouert ginn ass opgrond vun enger ganzer parlamentarescher Dokumentatioun vun Aktivitéitsberichter vun deenen eenzelne Ministèren. Déi sinn am Viraus verdeelt ginn, déi si gelies ginn, déi si kommentéiert ginn. Gelies gi se haut, menges Wëssens, net. Ech weess emol net, ob der vill heibanne wëssen, dass et se iwwerhaapt gëtt.

Haut sinn aner Dokumenter wichteg. Haut sinn déi Dokumenter wichteg, déi mer zu Bréissel mussen eraginn. Hei ginn d'Weiche fir d'Zukunft global gestallt. Do gëtt d'ganz Politik, d'ganz Wirtschafts- a Sozialpolitik opgezeechent vun der nächster Zäit; och wann eenzel Saachen doraus schonn am Eenzelne laang bekannt sinn, mä esou, wéi se do zesumme gebündelt ginn, determinéiere se d'Politik zu Lëtzebuerg, determinéiere se och d'Budgetsdebatten, determinéiere se d'ganz makroekonomesch Politik.

Do ginn och makroekonomesch Visioune vun der Europäescher Unioun ëmgesat, déi d'Regierung mat ausgeschafft huet zu Bréissel, ouni awer hei en Débat driwwer ze féieren. Ech mengen och, esou een Débat, dee misst gefouert ginn am Virfeld vum Dépôt vun esou Dokumenter. E misst och kënnen déi grouss europäesch Ziler hannerfroen. Da spillen nämlech eréischt déi national Parlamenter wierklech hir Roll.

Duerfir froe mer an där Motioun hei, dass d'Regierung soll d'nächst Joer en Débat de consultation organiséiere mat engem Bericht. Mir froen och, dass virun esou engem Débat de consultation soll en Hearing stattfanne mat de Sozialpartner a mat der Zivillgesellschaft. Vill aus deene Kreesser fuerderen och esou eng Debatt.

Mir haten en Usaz, wann ech dat richteg verstanen hunn, am Dezember 2012, wou eng Kéier een Débat hei war iwwert de Plang, deen zu Bréissel déposéiert ginn ass 2013. Duerno war ni méi eppes.

Duerfir hu mer déi Motioun hei eraginn a mer hoffen, dass se ugeholl gëtt, well wa se géif ugeholl ginn, géif se och bedeiten, dass déi zwee Débaten zesumme gefouert ginn, dass deen Débat hei iwwert den État de la nation oder du pays géif zesumme gefouert gi mat deem aneren Débat iwwert de konkreten Inhalt vun deene Projeten, déi zu Bréissel sollen déposéiert ginn an déi selwer dee ganze Semestre européen jo och aleeden, um Enn vun deem am Mount Dezember dann de Budget ugeholl gëtt.

Duerfir ass eise Virschlag, d'Debatt, déi mer hei féieren, an där Form net méi ze halen, mä zesummen ze féiere mat deenen aneren Elementer.

Wa sollt fonnt ginn, dass déi Virschléi nach gewësse Reflexioune brauchen, och an deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilitéiten, da verstäipe mer eis awer net engem Verwäis vun där Motioun un déi zoustänneg Kommissiounen. Ech mengen, dass wahrscheinlech d'Conférence des Présidents wéinstens emol an enger éischter Etapp, quitte dass aner Kommissioune mat erugezu ginn herno, wéi d'Reglementskommissioun - dat steet am Reglement, déi aktuell Form - oder wéi d'Finanzkommissioun, dass déi dann och herno mat erugezu ginn.

Mä ech mengen, emol an enger éischter Etapp misst een dann, wa se net elo direkt ugeholl gëtt, et emol verweisen un d'Conférence des Présidents, déi dann doriwwer diskutéiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Ech hu Wuertmeldunge vum Här Bodry, vum Här Berger a vum Här Wiseler.

Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi Problematik do ass net déi éischte Kéier, wou mer se hei diskutéieren. Dat ass schonn e puermol geschitt am Kader vum Budgetsrapport, wou mer ëmmer erëm gemierkt hunn, dass eigentlech eis aktuell Budgetsprozedur, déi schonn zënter etleche Jore figéiert ass, wéi se elo ass, dass déi net méi dem Zäitplang och vum Semestre européen entsprécht. Dat ass, mengen ech, déi Haaptproblematik.

Do sinn eng ganz Partie vun zäitlechen Etappen, déi engem europäesche Kalenner entspriechen a wou mer eis natierlech och als Nationalparlament mussen upassen an esou upassen, dass natierlech d'Parlament net außen vor bleift an deene wichtegen Etappen, dass et, sief et iwwert d'Budgets- an d'Finanzkommissioun, sief et iwwert d'Plénière hei vun der Chamber, awer mat agebonne bleift a mat kann orientéieren, wéi d'Budgetspolitik hei zu Lëtzebuerg ausgeriicht ass.

Duerfir géif ech effektiv och proposéieren, dass mer déi dote Froen - et sinn nach anerer, déi sech stellen, net nëmmen déi heiten -, dass mer déi géifen diskutéieren an enger Conférence des Présidents, vläicht och eng Kéier driwwer kucken, well et awer sech ëm d'Budgetsprozedur handelt, an der Finanz- a Budgetskommissioun, an da probéieren, vläicht scho virum Summer hei en éischten Entworf vun engem Changement vum Reglement ze presentéieren.

Mir hunn oft driwwer geschwat. Ech mengen, dass mer elo wierklech sollten op deem heite Punkt virukommen. Ech weess och, dass op Regierungssäit sech scho Gedanke gemaach ginn ass, wéi hiren Timing ausgesäit. Dat muss jo alles aneneegräifen, well wann d'Regierung net zu engem gewëssenen Datum all d'Donnéeën huet, da kann d'Parlament och net befaasst gi mat eppes.

A mir sinn eis eens, mengen ech, dass deen enken Zäitraum, dee mer och erëm eng Kéier dëst Joer haten, wat awer net déi éischte Kéier ass, sécherlech net gutt ass. Dat mécht et, mengen ech, der Regierung schwéier, fir déi doten Diskussioun am Fong ze féieren, an der Chamber natierlech och net méi einfach, fir déi Diskussioun ze féieren. Duerfir, wéi gesot, géife mir proposéieren, an d'Conférence des Présidents, eventuell och eng Kéier een Tour dréien an der Finanzkommissioun an da konkret Propose maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Bodry. Den Här Wiseler an dann den Här Berger.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Och just fir ze soen, datt ech der Meenung sinn, datt een effektiv muss eng Kéier déi ganz Budgetsprozedur respektiv dat, wat virum Vote vum Budget geschitt, iwwerkucken. Dat hei ass een Deel dovunner, dee vum Här Urbany proposéiert ginn ass, dee mer awer gradesou wichteg schéngt.

Ee vun de Problemer ass jo effektiv all déi Zuelen, all déi Zifferen an alles dat, wat engem erlaabt, hei Diskussiounen ze féieren, an enger Form ze kréien, an enger Zäit ze kréien, wou een déi Presentatioun an déi Prediskussioune ka seriö maachen.

Et ass just ee Punkt, wou ech awer net onbedéngt d'Roll vun der Chamber hei gesinn, dat ass wann hei iwwert d'Hearinge geschwat gëtt. Also ech verstinn, firwat een et mécht. Ech fannen et och wichteg, datt d'Regierung dat mécht. Ech si mer net sécher, ob mer an der Chamber sollen deeselwechten Exercice, deen noutgedrongenerweis d'Regierung da mécht, nach eng Kéier maachen. Op jidde Fall net ënnert därselwechter Form. Dat ass eppes, wat ee vläicht an der Formulatioun, esou wéi et hei ass, sech awer sollt gutt iwwerleeën, éier ee sech op eppes eraléisst.

Dat gesot, sinn ech awer mat der Propositioun vum Här Bodry d'accord, deen et an d'Conférence des Présidents verweise wëllt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Den Dépositaire, den Här Urbany, huet eng ganz Rei pertinent Remarquë gemaach, net nëmmen, wat d'One-Man-Show vu fréiere Premierministeren am Kader vum État de la nation ass, mä och déi Problemer, déi mer awer hunn oder festgestallt hunn zum Beispill am Kader vum Semestre européen, wéi mer déi Diskussiounen hei an eiser Chamber sollen organiséieren.

Ech mengen, mir haten dat och nach, déi Situatioun, dëst Joer. Et ass awer net nei, och déi Jore virdrun, datt mer ëmmer do relativ enk gestréckt sinn an eigentlech d'Chamber net déi richteg Méiglechkeet kritt, aus verschiddenen Ursaachen, déi nozevollzéie sinn, fir en intensiven Débat zum Beispill doriwwer ze féieren.

Mir haten, an do schwätzen ech a menger Fonctioun als President vun der Cofibu, eis och schonn déi eng oder aner Gedanke gemaach oder d'Noutwendegkeet gesinn, fir eng Kéier do eng seriö Diskussioun ze féieren, en Tour de table ze féieren, wéi mer dat kéinten an Zukunft besser organiséieren.

Ech mengen, an deem Sënn ass dat hei och vläicht net eng Motioun, mä éischter eng Opfuerderung un d'Chamber selwer, eng Resolutioun kéint et sinn, fir dat ze maachen. Ech mengen, an deem Sënn ass et eigentlech sënnvoll, datt mer also déi verschidde Froen eng Kéier an der Conférence des Présidents kucken, wéi dat proposéiert ginn ass. Mir schléissen eis also och där Propos un, dat dann do ze maachen, déi eenzel Froen ze diskutéieren an dann eventuell och do Solutiounen ze fannen, déi mer dann alleguerte kënnen droen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif mengen, datt praktesch bal alles gesot ass. Ech mengen, mir waren eis deemools eens, wéi mer déi nei Prozedur kruten iwwert de Semestre européen, datt mer gesot hunn: Kommt, mer sammelen Erfahrung, mer loossen dat emol een, zwee Joer lafen an da kucke mer, wéi mer mat där Prozedur eens ginn! Mä mir waren eis deemools och schonn eens, mengen ech, parteiiwwergräifend, datt mer eis missten eng Prozedur ginn, déi ugepasst géif ginn un déi aktuell Situatioun.

An duerfir, mengen ech, ass déi Motioun, déi haut hei erakomm ass, awer an déi richteg Richtung, quitte datt déi eng Saachen ee ka matdroen, déi aner vläicht net. Et sinn och nach aner Iddien. An duerfir kann ech mech nëmmen deem uschléissen, wat meng Virriedner gesot hunn, datt mer eis sollen an der Presidentekonferenz an an der Reglementskommissioun, an der Finanzkommissioun zesummesetzen, fir eng richteg Prozedur ze fannen, déi eis an och der Regierung an dësem Fall Satisfaktioun gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bon, och just dat, fir ze bestätegen, dass mir mat där Propos averstane sinn, fir et an der Conférence des Présidents eng Kéier ze diskutéieren, effektiv an der Cofibu och nach eng Kéier verdéiwen an dann zréckzekommen, fir dass déi Prozedur endlech ugepasst gëtt op déi europäesch Prozeduren allgemeng.

Ech wéilt awer och dat soen, wat den Här Wiseler virdru gesot huet, dass déi Hearingen net onbedéngt hei nach eng Kéier sollten duerchgefouert ginn. Mir wëssen alleguerten, wa mer en Hearing maachen, dass net ëmmer dat Resultat direkt erauskënnt. Dofir bilateral, wann d'Regierung dat op hirem Niveau mécht a mir dann an eenzelne Gespréicher dat och kënne maachen, an net onbedéngt hei mat engem Hearing, wou d'Resultat oft net dat ass, wat mer eis all erwënschen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir als Regierung si selwer Demandeur, dass een och iwwert den Agenda méi effikass kann diskutéieren. Mä, ech mengen, hei gëtt gefrot, fir dass d'Regierung dat dote sollt organiséieren.

Ech mengen, et gehéiert och zu de Prärogative vum Parlament, seng eegen Aarbecht och ze organiséieren. Dofir ass déi Propositioun, déi hei gemaach ginn ass, fir zesumme sech ze setzen an ze kucke mam Finanzminister, deen och wierklech bannent e puer Stonnen dat eent an dat anert huet misse maachen, aneschters kann organiséiert ginn.

Mir sinn Demandeur op jidde Fall, fir dat doten och ze organiséieren. Mä, wéi gesot, et ass net un der Regierung, d'Aarbechte vun der Chamber ze organiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. D'Fro un den Dépositaire.

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech sinn awer elo net den Notaire hei vun där…

Also, ech mengen, d'Form ass elo relativ egal, ob et eng Motioun oder eng Resolutioun ass. Et sinn Elementer dran, déi sech un d'Regierung riichten, wéi zum Beispill den Débat de consultation ze organiséieren. D'Parlament muss natierlech säin eegent Reglement änneren. Déi Fro vum Hearing, mengen ech, sollte mer och nach wierklech seriö diskutéieren. A wat herno dobäi erauskënnt, dat ass wahrscheinlech eng Ännerung vun deem Reglement. An dann ass et zimlech egal, wéi elo d'Form vun deem Text hei ausgesäit.

Mir si selbstverständlech d'accord, dass deen Text an déi zoustänneg Organer verwise gëtt, an et ass un deenen, fir dermat ze maachen, wat se fir richteg fannen.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da brauche mer haut net iwwert déi Motioun ofzestëmmen a mer iwwerweise se an déi zoustänneg Kommissiounen. Merci.

Dann ass domat den Débat iwwert d'Lag vun der Natioun ofgeschloss a mir géifen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, e Projet de résolution, dee vum Här Laurent Mosar abruecht ginn ass a wou et sech ëm d'Unerkennung vum Génocide géint dat armenescht Vollek dréit aus dem Joer 1915. Dir wësst, dass den Auteur an déi eenzel Fraktioune jee fënnef Minutten hunn an dass d'Sensibilitéiten zwou Minutten hunn an d'Regierung fënnef Minutten huet, fir ze äntwerten. An d'Wuert huet direkt den Här Mosar.

5. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, Här Statsminister, Här Ausseminister, ech hunn de Mëtten déi grouss Éier, am Numm vu praktesch allen an dësem Haus vertruedene Fraktiounen an och politesche Gruppen d'Resolutioun iwwert d'Unerkennung vum Génocide um armenesche Vollek virzestellen.

No deenen zwou vun der Chamber gestëmmte Motiounen iwwert d'Unerkennung vun engem

palästinensesche Stat duerch eis Regierung virun e puer Méint ass dat elo déi zweete Kéier, datt dëst Parlament sech zu engem wichtegen aktuellen aussepolitesche Sujet zu Wuert mellt.

Duerfir och direkt e grousse Merci un eise President vun der zoustänneger Kommissioun, deen ëmmer en oppent Ouer huet fir esou Demanden, souguer och wa se vun der Oppositioun kommen. Mäi Merci geet awer och un all déi aner Kolleeginnen a Kolleegen aus der aussepolitescher Kommissioun, déi bereet waren, eis Resolutioun, wann dann och a liicht ëmgeännerter Form, ze ënnerstëtzen.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que l'année 2015 marque le centenaire du génocide arménien perpétré par l'Empire ottoman;

- considérant que le Parlement européen ainsi qu'un nombre croissant de parlements à travers le monde, et notamment d'États membres de l'Union européenne, reconnaissent le génocide arménien comme génocide au sens de la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression du crime de génocide de 1948;

- rappelant la résolution du Parlement européen du 15 avril 2015 sur le centenaire du génocide arménien dans laquelle le Parlement européen réaffirme entre autres sa reconnaissance du génocide;

- considérant que la mémoire et la reconnaissance de la vérité historique sont des facteurs essentiels dans la construction de l'avenir et dans les efforts de chaque génération pour éviter la répétition des tragédies du passé;

- considérant que la reconnaissance des crimes commis contre les Arméniens à la fin de l'Empire ottoman comme génocide constituerait un geste national et européen important et honorable pour la République turque:

1. reconnaît que les actes tragiques perpétrés à partir de 1915 contre les Arméniens établis sur le territoire de l'Empire ottoman constituent un génocide;

2. en cette année qui marque le centenaire du début du génocide arménien, rend hommage à la mémoire d'un million et demi de victimes qui ont perdu leur vie dans l'Empire ottoman, et se joint à la commémoration du centenaire du génocide arménien dans un esprit de solidarité et de justice européennes;

3. rend hommage à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité, et se joint à l'appel du Parlement européen pour que soit instituée une journée internationale de commémoration des génocides afin de rappeler le droit de tous les peuples et de toutes les nations du monde à la paix et à la dignité;

4. salue les déclarations de Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Turquie, et d'Ahmet Davutoğlu, Premier ministre de la République de Turquie, qui ont adressé leurs condoléances aux Arméniens ottomans et reconnu les grandes souffrances commises à leur égard;

5. encourage les autorités de la République turque à faire face au passé;

6. encourage l'Arménie et la Turquie à œuvrer en faveur d'une normalisation de leurs relations, permettant une réconciliation des peuples arménien et turc dans un esprit de vérité et de respect mutuel.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Gast Gibéryen.

D'Resolutioun, déi Iech alleguerte virläit, ass eng, déi, wéi ech gesot hunn, zesumme mat allen anere Fraktiounen a Gruppe weiderentwéckelt an ënnerschriwwe ginn ass. Mir waren eis dann och am Ufank eens, fir an eisem Text ganz kloer den Term vu „Génocide" ze gebrauchen, well all anert Wuert weder historesch nach politesch Sënn mécht.

Firwat da grad elo déi Initiativ vun där Resolutioun? Fir mech perséinlech a meng Fraktioun ginn et haaptsächlech dofir zwee Grënn. Éischtens sinn et zënter dem 24. Abrëll vun dësem Joer ganz genau honnert Joer hier, datt déi éischte Kéier am Ufank vum 20. Jorhonnert Honnertdausende vu Mënsche wéinst hirer Zougehéieregkeet zum armenesche Vollek op eng barbaresch Aart a Weis ëmbruecht gi sinn.

Betoune wéilt ech allerdéngs och, datt dësen onmënschleche Vëlkermord net nëmmen un Armenier begaange ginn ass, mä och un anere Gruppen, wéi Assyrer, Aramäer oder de Pontos-Griichen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Beim Vote vun dëser Resolutioun geet et eis fir d'Éischt drëm, nach eng Kéier, Dir Dammen an Dir Hären, op dëse brutale Vëlkermord hinzeweisen a ganz besonnesch och deenen 100.000 (veuillez lire: Honnertdausenden) Affer ze gedenken.

Eng zweet Ursaach ass déi, datt niewent der Unerkennung vum Völkermord duerch d'Vereent Natiounen entre-temps och 22 national Parlamenter dëse Génocide expressément unerkannt hunn. Niewent dem Europaparlament sinn dat och d'Parlamenter vun eisen Nopeschlänner, der Belsch, Holland a Frankräich.

Wat Frankräich ubetrëfft, wëll ech iwwregens och nach eng Kéier betounen, datt do säit Kuerzem d'Negatioun vum Génocide an d'Strofgesetzbuch festgeschriwwe ginn ass. Dat heescht, jiddwereen, deen de Génocide vun den Armenier contestéiert, riskéiert, dofir penal haftbar gemaach ze ginn. Och den Däitsche Bundestag wäert an deenen nächsten Deeg eng ganz ähnlech formuléiert Resolutioun unhuelen, nodeems viru Kuerzem den däitsche Bundespresident Joachim Gauck an enger remarquabeler Ried dat schonns gemaach huet.

D'Zäit, Här President, ass also méi wéi räif a mir si mat eiser Unerkennung a beschter Gesellschaft.

Här President, ech wëll awer och ënnersträichen, ëm wat et ons net an dëser Resolutioun geet. Et ass keng Resolutioun, déi géint dat türkescht Vollek oder géint déi türkesch Regierung geriicht ass. Au contraire! Eis béid Länner verbannen zanter Laangem frëndschaftlech Relatiounen, souwuel um politesche wéi um wirtschaftleche Plang.

A mir appréciéieren och ganz besonnesch den Engagement vun der Türkei als NATO-Partner, grad wéi och déi exzeptionell Hëllef vun Ankara an der syrescher Flüchtlingsdramatik.

Wa mir haut an eiser Resolutioun un dee Génocide erënneren, setze mir keen, deen haut nach lieft, op d'Uklobänk. D'Täter vun deemools liewen net méi an et gëtt keen, deen hire Kanner oder Kandskanner wéilt eng Schold ulaaschten. Wat awer d'Kanner an d'Kandskanner vun den Affer mat Recht dierfen erwaarden, ass eng Unerkennung vun historeschen Tatsaachen an domadder vun enger historescher Schold.

An de leschte Wochen an Deeg ass vill iwwert déi Bezeechnung debattéiert a gestridde ginn, déi dës Evenementer vu virun honnert Joer am beschte géif beschreiwen. Mir mussen alleguerten drop oppassen, datt sech dës Debatt awer net nëmmen op Differenzen iwwer e Begréff reduzéiert. Et geet virun allem drëms, no honnert Joer déi genau geplangten Zerstéierung vun engem Vollek a senger ganzer historescher Wierklechkeet an onmënschlecher Grausamkeet unzëerkennen, ze bekloen an ze betraueren. A vill vun Iech hu sécherlech an deene leschten Deeg verschidde Reportagen op där enger oder anerer Televisiounsstatioun kënne kucken, wou een och nach eng Kéier gesinn huet, mat wat fir enger Grausamkeet géint déi Armenier an och aner Minoritéiten deemools virgaange ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet an dëser Resolutioun, an dat ass vläicht dat Allerwichtegst, just scheinbar nëmmen ëm d'Vergaangenheet. Virun allem geet et ëm d'Zukunft, déi ee just kann a Verantwortung an der Géigewaart opbauen, well mir wëllen net just de Génocide un den Armenier condamnéieren, mir wëlle virun allem derfir suergen, datt esou eppes ni méi dierf virkommen.

An erlaabt mer dofir och an deem Kontext op d'Verfolgung vun de Reliounen am Allgemengen a ganz besonnesch am Moment op d'Persécutioune vun de Chrëschten am Orient an de Jesiden am Besonneschen hinzeweisen.

Och dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eise Geste vu grousser aktueller Bedeitung. Schlussendlech si mir dovun iwwerzeegt, datt d'Unerkennung vum Génocide un den Armenier duerch d'türkesch Autoritéiten e wichtegt Zeechen a Richtung Openeenzougoen an Aussöhnung vun Türken an Armenier duerstellt.

Nëmme wann ee bereet ass, d'Vergaangenheet ze verstoen an opzeschaffen, an och Responsabilitéiten unerkennt, gëtt et eng Chance fir esou eng Versöhnung. Dat huet dëser Deeg och den däitsche Bundespresident Gauck gesot, an ech wëll mat deem sengem Zitat schléissen: „Niemand braucht Angst zu haben vor der Wahrheit. Ohne Wahrheit keine Versöhnung. Nur gemeinsam können wir überwinden, was uns getrennt hat und was uns trennt. Nur gemeinsam haben wir eine gute Zukunft in dieser einen, uns gemeinsam anvertrauten Welt."

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech hoffen op eng ganz breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar, deen, mengen ech, och zefridde ka sinn, dass ech net mäi Virgänger sinn.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Oh, dee war och ganz large!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet direkt den Här Angel, President vun der Kommissioun.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Vertrieder vun der Regierung, d'Türkei ass e formidabelt Land mat formidabele Mënschen an et ass och säit Jorzéngten e ganz wichtegen an e ganz gudde Partner a Frënd, net nëmme vun Europa, mä och besonnesch vu Lëtzebuerg.

D'Türkei huet säit 1966 en Accord d'association mat der deemoleger CECA. Säit ´95 si mer mat der Türkei als Europäer an enger Zollunioun. Säit 2005 lafen d'Bäitrëttsverhandlungen, déi sécher net ëmmer einfach sinn, an d'Türkei ass an deenen Efforten, fir sech un d'Europäesch Unioun unzenäheren, ëmmer vu Lëtzebuerger Säit ënnerstëtzt an encouragéiert ginn. Mir hate souguer 2004 hei am Parlament eng Resolutioun, an där mer eis ausgeschwat hu fir den Ufank vun deene Beitrëttsverhandlungen.

Dës Resolutioun, a mäi Virriedner huet et och scho gesot, ass keng Resolutioun géint d'Türkei. Dës Resolutioun vun haut, an där wëlle mer einfach kloer soen, dass et sech bei deenen Honnertdausende vun Armenier, déi ab 1915 am Osmanesche Räich Affer ware vu Massaker oder während de Verdreiwungen hiert Liewe verluer hunn ënner onmënschleche Bedéngungen, dass et sech bei deene Mënschen ëm Opfer vun engem Génocide handelt.

Mir hunn de leschte Mëttwoch, an den Här Mosar huet drun erënnert, an enger Kommissiounssëtzung all zesummen, all Fraktiounen an all Sensibilités politiques,—iwwert deen Text, deen den Här Mosar virgeluecht huet, diskutéiert. Ech hat Ännerungsvirschléi gemaach, deelweis fir eis un d'Sprooch vum Europaparlament senge Resolutiounen unzegläichen, deelweis och net. Jiddwereen huet e puer Ännerungsvirschléi virgeluecht. Mir hunn eis missen eenegen op en Text. An deen Text, deen den Här Mosar Iech haut virgedroen huet, ass also d'Resultat vun deene Gespréicher, déi mer do haten.

Ech hu gesot: Mir hunn d'Terminologie deelweis ugepasst. Et ass awer een Ënnerscheed zu der Resolutioun vum Europaparlament: Mir schwätze vum Génocide als Terme général a mir maache bei eisem Term „Génocide" net Referenz, wéi d'Europaparlament, op d'UN-Resolutioun vun 1948. Ech mengen, do ginn et grouss Diskussiounen um juristesche Plang am Droit international, ob een d'Dispositiounen am Pénal retroaktiv kann uwennen.

Mat dëser Resolutioun vun haut, Dir Dammen an Dir Hären, wëlle mer eben am Joer 2015, honnert Joer no dëse Gräueltate géint d'Armenier am Osmanesche Räich, wou, wéi gesot, Honnertdausende vu Mënschen hiert Liewe gelooss hunn, och deenen Opfer gedenken.

Fir d'LSAP war et awer och wichteg, dass mer an dëser Resolutioun allen Affer gedenke vun alle Génociden, vun alle Crimme géint d'Humanitéit, vun alle Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, wéi gesot, an och Verfolgunge vu Mënschen aus reliéisen an anere Grënn. Mir wëllen all deenen Opfer gedenken an och hoffen, dass esou Verbrieche sech net widderhuele wäerten am 21. Jorhonnert. An ech wëll och drun erënneren, dass et där dote Verbriechen net nëmmen am 20. Jorhonnert gi sinn, mä an der ganzer Geschicht och virdrun.

Dës Resolutioun ass eng Resolutioun fir d'Türkei an net géint d'Türkei, well mer jo och kloer d'Türkei opruffen, d'Autoritéite vun der Türkei opruffen, fir sech weiderhi mat hirer Geschicht auserneenzesetzen. Et ass e Prozess an der Türkei ugaangen, an dee begréisse mer och an dofir war et eis och wichteg, an dëser Resolutioun ze begréissen d'Deklaratioune vum President Erdogan an och vu sengem Premierminister Davutoglu, dee bei den Nokomme vun den ottomaneschen Armenier do d'Condoléancen ausgedréckt huet an och déi ganz grouss Souffrancen unerkannt huet, déi déi Leit erlidden hunn.

Ech mengen, dat ass wichteg, well dat ass wahrscheinlech och dorop zréckzeféieren, well an der Türkei déi tierkesch Gesellschaft dem Stat a munchem scho meilewäit viraus ass. An der Türkei gëtt op ville Plazen debattéiert. Et gi Konferenze gehalen, bei deene vill Froe gestallt ginn a bei deenen och vill Tabuthemen ugeschwat ginn. Ech mengen, déi Enttabuiséierung an der tierkescher Gesellschaft ass nëmmen ze begréissen an och weiderhin ze ënnerstëtzen. Zum Beispill duerch déi Enttabuiséierung hunn och säit e puer Joer ganz vill tierkesch Matbiergerinnen a Matbierger erfuer, dass se am Fong vun armenescher Ofstamung sinn.

Mir wënschen also, dass dee Prozess och vun den tierkeschen Autoritéite weidergeféiert gëtt.

E leschte Punkt, bei deem et eis als LSAP och wichteg war, dass en drakënnt, ass, dass mer an dëser Resolutioun ganz kloer Armenien, dat heitegt Armenien an déi heiteg Türkei encouragéiere wëlle fir eng Normaliséierung vun hire Relatiounen, fir dass et eben zu enger Réconciliatioun kënnt vun dem tierkesche Vollek mam armenesche Vollek. Réconciliatioun, mengen ech, ass eent vun deenen nobelste Wierder, déi et an der Politik gëtt. Eise Wuelstand, dee mir haut hei hunn, ass op Réconciliatioun opgebaut. Vill Guddes op anere Plazen op der Welt baséiert op Réconciliatioun. An dofir ass et och wichteg, dass mer an dëser Resolutioun dat wëllen encouragéieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Angel. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. De 24. Abrëll 1915 sinn zu Konstantinopel, dem heitegen Istanbul, e puer Honnert armenesch Intellektueller, Schréftsteller, Museker, Journalisten, Parlamentarier, Geeschtlecher verhaft ginn, deportéiert ginn, an déi meescht sinn och ëmbruecht ginn. Dat war den Optakt zu engem Verbrieche géint d'Mënschheet, géint Armenier, awer och, an dat ass scho gesot ginn, géint Aramäer, Assyrer, Chaldäer, Pontos-Griichen - ech wëll keen ausschléissen. Mir schwätzen haut vu ronn 1,5 Milliounen Affer: Kanner, Fraen a Männer.

Dat, wat deemools geschitt ass, ass eigentlech ënnert den Ae vun der Weltëffentlechkeet geschitt. Et gouf vun däitschen, éisträichesch-ungareschen, italieneschen, amerikaneschen, skandinaveschen awer och osmaneschen an armenesche Quellen dokumentéiert. Schonn am August 1915 hat d'„New York Times" vun enger methodesch geplangter Aktioun, engem Vernichtungsprogramm geschwat, an enger Dimensioun, wéi d'Geschicht se bis ewell nach net erlieft hat.

D'Regierung vum Däitsche Räich, déi dat Osmanescht Räich als Verbündeten hat, ass zu därselwechter Konklusioun komm, ouni allerdéngs eppes dergéint ze ënnerhuelen. Haut, honnert Joer nom Optakt vun deem Massaker, hunn esouwuel Däitschland wéi och Éisträich sech zu hirer Matverantwortung bekannt. Den tierkesche President Erdogan huet allen osmaneschen Armenier geduecht, déi am Éischte Weltkrich bei den „trauregen Evenementer" - esou dréckt hie sech aus - hiert Liewe gelooss hunn. Éisträich an Däitschland hunn dës Massakeren un den Armenier als Vëlkermord, als Genozid bezeechent, grad wéi dann och, an dat ass schonn erwäänt ginn, eis Nopeschlänner d'Belsch, Frankräich an Holland.

Mir verwenden den Term Genozid och an eiser Resolutioun. Mir sinn der Meenung, dass et endlech un der Zäit ass, sech un all Affer vun all Genozid ze erënneren. Dat si mer den Affer an hiren Nokomme schëlleg. Dat si mer virun allem awer och eis selwer an deenen, déi no eis kommen, schëlleg. Et geet hei net drëm, mam moralesche Fanger op ee Land ze weisen. Wat virun honnert Joer geschitt ass, kann een enger aktueller Regierung net unhänken. Et geet drëm, déi geplangt Vernichtung vun engem Vollek ze erkennen, ze benennen a fir d'Zukunft doraus ze léieren. Et läit am Interessi vun all Land, och déi däischter Kapitele vu senger Geschicht opzeschaffen. Dat kann ee Land net méi schwaach maachen, ganz am Géigendeel!

déi gréng sinn der Meenung, datt et wichteg wier, datt sech d'Relatiounen tëschent Armenien an der Tierkei géifen normaliséieren. Dat géif sech positiv op d'Wirtschaft vun deenen zwee Länner auswierken. Dat wier awer och positiv fir all déi Leit, déi an deenen zwee Länner a virun allem an der Grenzregioun liewen. Et wier dach flott, wann d'Tierkei an Armenien ähnlech Relatioune kéinte kréien, wéi se haut Frankräich an Däitschland hunn oder Lëtzebuerg an Däitschland.

Duerfir menge mir, datt et wichteg ass, datt mer mat där Resolutioun haut zum Opschaffe vun der Geschicht bäidroen. An duerfir ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Resolutioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Meng Virriedner hu schonn eng ganz Rei Saache gesot, soudatt ech da ka méi kuerz sinn, fir net eng Rei Saachen ze widderhuelen. Et ass eng Resolutioun, déi sech areit an eng Serie vun ähnlechen Initiativen an anere Parlamenter: Europaparlament, aner Parlamenter an Europa, Frankräich, Belsch, Holland, Éisträich, mä awer och an anere Länner op der Welt.

Ëm wat geet et hei? Et geet drëms, fir d'Grujelechkeeten, d'Massakeren an all dat Leed, wat 1915 am Osmanesche Räich geschitt ass, unzëerkennen, wat mer also hei mat där Resolutioun dann och als Chamber wäerte maachen.

Ech ginn elo net méi weider op den Text an; dat ass gemaach ginn. Vläicht nach eng Remarque, déi eis awer wichteg schéngt: Et ass ëmmer wichteg, datt een no hanne kuckt, fir eben och aus der Geschicht ze léieren a fir datt een aus deene Léiere kann eppes fir d'Zukunft da mathuelen, eppes dorauser zéien.

Wat kann een heirauser léieren an dësem Fall? Ech mengen, virun allem heescht dat och, datt een an der Zukunft soll kucken, op Réconciliatioun opzebauen, op „Sechverdroen", fir et emol esou auszedrécken, datt dat wichteg ass. An an där Hinsicht ass och fir eis de leschten Abschnitt an där Resolutioun besonnesch wichteg, well et eben dorëms geet, datt dat thematiséiert gëtt, datt eben an deem Zesummeliewen d'Réconciliatioun och ganz wichteg ass.

Voilà, an deem Sënn wäert och d'Demokratesch Partei dës Resolutioun matdroen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. An d'Wuert huet elo direkt den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och mir begréissen dës Resolutioun, déi den Här Mosar hei virbruecht huet an déi mer alleguer ënnerstëtzen. Ech wollt awer soen, datt d'ADR schonn am Joer 2001 esou eng Resolutioun proposéiert huet am Parlament an nach eng Kéier am Joer 2004 an enger Resolutioun déiselwecht Problematik opgeworf huet. An deenen zwee Fäll, 2001 an 2004, war d'ADR déi eenzeg Partei hei am Parlament, déi dee Génocide wollt unerkennen a kritiséieren.

Et ass souguer ze bemierken, datt d'DP deemools, wann ech de Protokoll vun de Sëtzunge kucken, gesot huet: «Faut-il dès lors le charger davantage par un dossier qui se rapporte à des événements qui se sont produits en 1915 (...)?». Wa mer en ähnleche Maassstab géifen unhuele fir déi schrecklech Saachen, déi hei am Zweete Weltkrich geschitt sinn, da géif zu Recht all Mënsch entsat Kreesch dinn! Et ass einfach net nëmme fir eis e Recht, eis ëm déi Saachen ze këmmeren, mä et ass eng moralesch Flicht, iwwer Génociden ze schwätzen, ob se elo d'Armenier betreffen oder d'Judden am Zweete Weltkrich.

En zweete Kommentar ass: Mir als ADR hunn net gewaart, bis datt d'Europaparlament eng Resolutioun geholl huet oder aner Parlamenter dat gemaach hunn. Mir hu vun eis aus dee moraleschen Impuls gehat, fir dat doten opzebrëngen. A wéi gesot, et deet eis leed, datt keen aneren eis deemools ënnerstëtzt hat.

An eng drëtt Bemierkung - well ech leider net vill Zäit hunn -, dat ass, datt mer net kënnen akzeptéieren, datt hei vun der tierkescher Säit Drock op eis gemaach gëtt, fir datt mer net sollten op dëse Wee goen, fir esou eng Resolutioun unzehuelen. Den tierkeschen Ambassadeur huet eis e Bréif geschriwwen, wou en draschreift: «À la lumière de ce qui précède,» - en hat do eng Rei Développementer gemaach - «nous sommes d'avis qu'une éventuelle adoption de ladite motion», déi géif dann a kengem Fall: «ne servira en aucune manière (...) à la promotion des relations excellentes qui existent entre nos deux pays.» Dat ass inakzeptabel! Ech mengen, et muss een eisen tierkesche Frënn, déi jo fir eis e wichtege militäreschen, e wichtege wirtschaftleche Partner sinn an deenen hir kulturell an aner Méritte mer a kenger Weis a Fro stellen, mir mussen hinnen däitlech soen, datt mir hei souverän Décisiounen huelen an datt mer vun hinnen erwaarden, datt si eis Souveränitéit respektéieren an datt mer vun der Tierkei erwaarden, datt deen Negationismus ophält an datt se sech hirer historescher Verantwortung stellen.

Déi Reconnaissance, déi Condoléancë vum Premierminister sinn en éischte Schrëtt. Mä wat mer erwaarden, a wat d'Armenier virun allem an déi aner Affer mat Recht erwaarden, ass endlech d'Unerkennung vum Génocide, och duerch déi aktuell tierkesch Regierung!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et soll een an der Politik virsiichteg sinn. Et soll ee keen Tribunal de l'histoire spillen. Ech mengen, Politik huet näischt mam Jugéiere vun der Geschicht a mat dem Opschaffe vun der Geschicht u sech ze dinn. Déi Resolutioun, déi hei virläit, huet och näischt domat ze dinn, wat ee fir Bedingunge setzt, fir dass d'Türkei an d'Europäesch Unioun soll kommen. Dat sollt een net verbannen heimadder.

Ech mengen, et ass och net un eis, fir den nationalen Intérêt vun der Türkei ze jugéieren an enger Resolutioun. Dat ass esou e Passage, dee leider an där Resolutioun drabliwwen ass, firwat mer se och net mat ënnerschriwwen hunn. Aner Passagen, déi nach vill méi däitlech waren a wou drastoung, dass d'Europäesch Unioun misst e Virbild an e Modell si fir d'Türkei, sinn ënner anerem och duerch eist Matwierke glécklecherweis erausgeholl ginn.

Wat fir eis wichteg ass a woufir mer och déi Motioun (veuillez lire: déi Resolutioun) hei wäerten op jidde Fall stëmmen, dat ass, dass no honnert Joer endlech ee vun deene gréisste Génociden an der Geschicht vum 20. Jorhonnert unerkannt gëtt. Dee Génocide war Virbild a Generalprouf fir de Génocide un de Judden. Ech mengen, dat ass relativ beluecht. En ass op jidde Fall vun deemselwechten „völkische" Geescht motivéiert gewiescht, deen och herno an Däitschland iwwergegraff huet, an dat waren Alliéierter och zu där Zäit.

Duerfir mengen ech, dass et eisem Parlament gutt zu Gesiicht steet, wann et hei als Volleksvertriedung - wat d'Regierung mécht, ass eng aner Saach, mä d'Parlament als Volleksvertriedung - am Numm vum Lëtzebuerger Vollek dee Génocide do kloer benennt an och verurteelt. An ech mengen och, dass et eis als Parlament gelénge wäert an e puer Wochen, wa mer vun deem anere Génocide schwätzen, deem un de Judden, an och vun enger gewësser Matverantwortung och zu Lëtzebuerg un deem Génocide, dass mer deem och an aller Däitlechkeet gedenke wäerten an dorun erënnere wäerten.

An deem Sënn wëll ech hei ukënnegen, dass mer déi Resolutioun hei stëmme wäerten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. D'Wuert huet direkt den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuerger Regierung - an ech maachen dat am Numm vun hir -, déi vernäipt sech virun deem fuerchtbare Leide vun den Armenier virun honnert Joer an denkt un déi Honnertdausende Leit, déi deemools am Osmanesche Räich ënner schreckleche Konditiounen hiert Liewe verluer hunn.

D'Chamber huet sech elo grad hei an hirer Resolutiounsdebatt iwwert d'Evenementer vun 1915/1916 ausgeschwat. Virdrun, et ass hei gesot ginn, hunn d'Europaparlament a verschidden national Parlamenter och vun der Europäescher Unioun datselwecht gemaach. Mir däerfen d'Affer vun där schrecklecher Gewalt, vu Mord an Deportatioun ni vergiessen.

Wat d'Chamber an hirer Resolutioun ausdréckt, ass a mengen Aen dat, wat ville Leit um Häerz läit. Alles, wat mer iwwert déi Evenementer vu '15/'16 héieren oder gesinn hunn, kann eis net gläichgülteg sinn. An där Fro, déi eis beschäftegt, där vun de Massakeren, vun der Deportatioun vun onvirstellbarem Ausmooss vun 1915 an 1916, steet et eis gutt zu Gesiicht, d'Türkei an Armenien staark ze motivéieren, dass si zesummen am Dialog versichen, déi néideg Kloerheet ze fannen. Et ass hir Geschicht, mä et ass awer och hir Zukunft.

Och mir Lëtzebuerger, mengen ech, si gutt placéiert fir béid Säiten ze encouragéieren, sech um Beispill vun der Europäescher Unioun no 1945 ze inspiréieren. Et brauch ee Kloerheet, well dat d'Basis ass, fir eng Réconciliatioun tëschent deenen zwou Regierungen, awer vill méi wichteg nach, tëschent de Leit aus der Türkei an Armenien hinzekréien.

Ech hoffen, dass an der Türkei lues awer sécher dat agesi gëtt, dass et am Intérêt ass vun der Türkei, sech mat hirer Vergaangenheet esou ausenanerzesetzen, dass keng schwaarz Flecke bleiwen. Mir an Europa hunn dat och nom Krich gemaach, och net ëmmer ouni Schwieregkeeten. An hei zu Lëtzebuerg, den Här Urbany huet et indirekt ugeschnidden, ass dee Prozess jo och nach net ganz ofgeschloss, wéi mer wëssen.

Mir wëssen awer, dass d'Réconciliatioun tëschent feindlechen Natiounen de Grondstee vun der europäescher Konstruktioun an och vun eise Valeuren ass. Et wier total falsch, wann d'Türkei dës Chambersresolutioun als e feindlechen Akt géif gesinn. D'Türkei an Armenien mussen hir Efforte virundreiwen, fir eng Normalisatioun vun hire Relatiounen ze erreechen, well dat deen eenzege Wee ass, fir allen, alle Mënschen, déi an deenen zwee Länner liewen, wéi och der ganzer Regioun eng friddlech a sécher Zukunft ze ginn! D'Grenze mussen erëm opgoen tëschent der Türkei an Armenien. Den Haass muss weechen.

Ech sinn der Meenung, dass d'Verhandlunge fir den EU-Bäitrëtt vun der Türkei vu grousser Bedeitung an deem Kontext och sinn. Mir ënnerstëtzen d'Verhandlungen - de Marc Angel huet et gesot - zënter 2005, well se dozou bäidroen, d'Demokratie, d'Mënscherechter an de Rechtsstat ze stäerken an der Türkei. Et ass eise gemeinsamen Intérêt, dass d'Türkei hir Reforme virundreift an déi demokratesch Wäerter zolidd - zolidd! - bei sech verankert. An enger Türkei, wou d'Meenungsfräiheet geséchert ass, wäert et och méiglech sinn, méi kloer iwwert d'Vergaangenheet kënnen ze schwätzen.

An der Armenien-Fro ass munch Positives an der Türkei geschitt, ënnert dem Drock vun der Zivillgesellschaft, vu Schrëftsteller, vu Journalisten, vun Historiker, och vu Politiker an och vu ganz normale Leit, déi verstoe wëllen, wat a Wierklechkeet geschitt ass virun honnert Joer. Ee vun deenen, deen am wäitsten an am déifste gaangen ass, ass de Hrant Dink, ee Journalist vun armenescher Hierkonft an der bilingualer türkesch-armenescher Zeitung „Agos". Deen ass am Alter vun 52 Joer 2007 zu Instanbul erschoss ginn, well e virun allem de Courage hat, de dire les choses. Dëse Mann gëtt vu villen Türke just duerfir an och just elo héich geschat.

Fir d'éischte Kéier huet dëst Joer d'türkesch Regierung u Kommemoratiounszeremonien deelgeholl an d'Regierung huet och offiziell den Enkelkanner an den Affer hiert Bäileed ausgedréckt. Dës Bewegung muss ënnerstëtzt ginn, och vun der internationaler Gemeinschaft, fir dass déi nächst Generatioune vun Türken a vun Armenier hiert Liewe liewe kënnen, ouni déi schwéier Laascht vun enger net verschafftener Geschicht ze droen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister.

Mir sinn dann um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Resolutioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la résolution modifiée

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hunn 58 Participatiounen um Vote a kucken nach no, wien erausgefall ass. An d'Resolutioun ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Merci fir déi gutt an nuancéiert Diskussioun.

Mir géifen dann iwwergoen zu eisem leschte Punkt vun de Mëtten. Et geet ëm d'Motioun, déi vum...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, wéi ass d'Resultat?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Unanimitéit, Här Ausseminister.

Mir kommen zu dem leschte Punkt, der Motioun, déi abruecht ginn ass vum Här Fernand Kartheiser iwwert de Respekt vun der Neutralitéit bei der Organisatioun vun den Informatiounsversammlungen an den Debatten am Kader vum Referendum.

6. Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, et ass an der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun scho vill iwwert de Referendum diskutéiert ginn. Ech wëll ganz bewosst elo net op déi eenzel Froen agoen oder op déi Diskussiounen an Argumenter fir déi eng oder déi aner Säit. Ech sinn elo net heihinnerkomm, fir iwwert de Referendum ze schwätzen, fir Positioun ze huelen iwwert de Fong vun de Froen oder fir Parteipolitik ze maachen.

Wann ech elo hei virun Iech stinn, dann ass et aus enger Suerg eraus, vun där ech unhuelen, datt mer se all heibannen deelen. An dat ass déi Suerg ëm eng Objektivitéit vun der Debatt. An dat hänkt jo och zesumme mat der Kredibilitéit vun der Referendumscampagne, also och vum Referendum.

Déi Konditiounen, ënnert deenen dës Campagne ofleeft, déi sinn essenziell wichteg, fir de Leit den Androck ze vermëttelen, datt mer et wierklech hei mat enger fairer Debatt ze dinn hunn, mat enger Gerechtegkeet, och hei mat engem „level playing field", en Ausdrock, dee mer aus anere Beräicher kennen, deen awer och hei, a besonnesch hei, muss gëllen, fir eben deen Androck ze verhënneren, datt dat doten net eng Debatt ass, mä éischter eng eesäiteg Propaganda.

Mir mussen oppassen, datt den Demokratiedefizit, dee mer an der Campagne jo diskutéieren - déi eng gesinn een, déi aner gesinn en net -, mä datt den Demokratiedefizit net an der Campagne selwer läit, nämlech doduerch, datt déi eng sech géintiwwer deenen anere benodeelegt fillen.

Mir hunn als Chamber e Virbild ginn, e Beispill. Mir hunn eng Campagne organiséiert, souwuel duerch Informatiounswenter, wou mer elo bei d'Leit ginn - sechs Owenter -, wéi och iwwer Debatten op Chamber TV, wou mer eigentlech weisen, datt déi zwou Positioune sollen Zäit kréien, fir hir Positiounen ze erklären, a wou kann argumentéiert ginn. An dat soll och, an eisen Aen, e Virbild si fir aner ëffentlech Institutiounen am Land, wa se eng Debatt organiséieren.

Ech muss soen: Mir begréissen dat aus ganzem Häerz, wa Gemengen, wa Schoulen, wann ëffentlech Instanzen oder och privater esou Organisatiouns-, esou Diskussiouns- oder Informatiounsveranstaltunge maachen. Et ass en Zeeche vu lieweger Demokratie. Mä och do muss ee sech bewosst sinn: Et sinn ëffentlech Instanzen an ëffentleche Raimlechkeeten, mat ëffentleche Suen. An et ass dofir och wichteg, datt och d'Bierger, ob se elo déi eng oder déi aner Meenung vertrieden oder sech nach keng definitiv Meenung gemaach hunn, mä datt se sech all eescht geholl fillen an net op déi eng oder déi aner Manéier désavantagéiert.

Dofir, wa mer elo hei déi Motioun diskutéieren, dann ass dat net fir en Agréff an d'Gemengenautonomie ze maachen, well natierlech huet eng Gemeng, wa se esou eppes organiséiert, hir eegen Autonomie, déi och verfassungsrechtlech ofgeséchert ass. Et geet net drëm, fir enger Gemeng hei virzeschreiwen, ob oder ob net se soll eng Informatiounsversammlung maachen. Dat hei soll just en Appell sinn un d'Gemengen, fir déi Objektivitéit an Neutralitéit ze respektéieren, déi dem Exercice déi Dignitéit ginn, déi e verdéngt.

D'selwecht bei de Schoulen. Kee Mënsch denkt drun, engem Schouldirekter bis op dee leschte Punkt virzeschreiwen, wat e soll maachen. Mä och eng Schoul ass eng ëffentlech Instanz. A wa mer hei vu politescher Bildung schwätzen, wéi mer et jo vill maachen a leschter Zäit, och am Kontext vun der Diskussioun, ob scho Jugendlecher ënner 18 Joer sollen e Wahlrecht hunn oder net: Och do gëtt vill vu politescher Bildung geschwat. Mä et ass e wichtegt Element vu politescher Bildung, fir deene Jonken och virzemaachen, datt all Standpunkt muss an enger demokratescher Diskussioun vertruede sinn an all Standpunkt e Recht huet drop, ugehéiert ze ginn a gläichwäerteg diskutéiert ze ginn.

Dofir ass dat hei eng Initiativ, déi am Respekt steet an an der Unerkennung vun deenen, déi Diskussiounsveranstaltungen organiséieren, sief et eng Gemeng, sief et eng Schoul. Mä et ass awer an där Hoffnung, datt d'Chamber mat

deem Beispill, wat se gëtt, nämlech eng neutral an objektiv Campagne ze wënschen, sech awer och Gehéier verschaaft bei all deenen aneren, am Interessi vun der Kredibilitéit vun der Referendumscampagne.

Dofir hunn ech och vun engem Gesetz geschwat an dëser Motioun. Et ass nämlech ganz esou, wéi och gesot ginn ass: Mir hunn net vill Erfahrung zu Lëtzebuerg mat Referenda a mir mussen eis och do eng Kultur ginn. Mir mussen eis Regele ginn, mir mussen driwwer diskutéieren, wéi mer och an zukünftege Referenda kënne kucken, datt do en Équiliber ass a wéi dat Ganzt soll ugepaakt ginn, fir dem demokrateschen Exercice déi beschte Chancë fir eng Réussite ze ginn.

Mir mussen dat Gesetz net virun dësem Referendum kréien; dat wär komplett irrealistesch. Mä déi Iddi, datt mer sollten iwwer e Gesetz iwwert d'Organisatioun vu Referenda schwätzen, schéngt mer awer och wäertvoll ze sinn.

Nach ee lescht Wuert, an dat ass iwwert déi Campagne, wéi se elo leeft. Déi ass am Groussen a Ganze bis elo - souwäit ech et ka jugéieren, a vill vun eis wore schonn op esou Owenter, ech och - ganz gutt ofgelaf. Mä et mécht mer awer Suergen, an ech wëll déi net verstoppen, gëschter oder dëser Deeg ze gesinn, datt eng Karikatur dorëmmer zirkuléiert, wou den Zeechner beim Neen en Hakekräiz gemoolt huet. Dat fannen ech net richteg, egal ob ech elo de Jo oder den Nee vertrieden. Mä et ass eng Form vun der Debatt, wéi ech mer se op jidde Fall net wënschen, an ech mengen, keen heibannen!

Well wa mer esou en Exercice maachen, ass et weder fir dem Jo nach dem Neen eppes ze ënnerstellen, wat zu deene grausaamsten a schrecklechste Kapitele vun der europäescher Geschicht gehéiert. Dat ass net déi Diskussioun, déi mer solle féieren.

An et ass och, mengen ech, net richteg - an elo ginn ech liicht parteiesch, mä Dir verstitt, firwat -, fir deenen, déi déi Positioun vum Neen ze vertrieden hunn, eng Ausländerfeindlechkeet ze ënnerstellen oder eng Angscht. Dat, mengen ech, ass och net ganz korrekt. Dat wor e liichte parteieschen Aschnëtt, dee mer awer wichteg war, well mir immens dru geleeën ass, wéi och den Här Gibéryen an aner Leit virdru gesot hunn, dass mer eis och no der Debatt nach all kënnen an d'Ae kucken an eis no der Debatt och nach respektéieren.

Dofir mäin Appell un Iech, Här President, an all Kolleegen an der Chamber, fir dës Motioun matzedroen. Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet direkt den...

(Concertation interne)

Ech hunn als éischte Riedner keen direkt agedroe gehat.

(Interruptions et hilarité)

Jo, den Här Bodry. Dann den Här Berger an dann den Här Wiseler.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun ass do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech sinn der Meenung, dass zwar déi Fro hei gutt opgeworf ass, mä dass u sech déi Motioun hei net ka gestëmmt ginn. Ech mengen, et ass net un der Chamber, fir d'Regierung opzefuerderen, de Gemengen an iergendenger Form Virschrëften ze maachen, wéi se sech organiséieren.

Et sinn eng ganz Rëtsch vu Versammlungen ofgehale ginn, op Initiativ vu Vereenegungen, op Initiativ vu Kommissiounen a Gemengen. An ech mengen, et soll een d'Gemengenautonomie hei esou respektéieren, dass een do keng Virschrëfte mécht.

Mä et ass fir mech awer selbstverständlech, an dat soen ech och, dass fir mech an ëffentleche Versammlunge sollte Pro a Kontra zu Wuert kommen. Dat mécht d'Debatt jo eigentlech aus. An ech mengen och, dass dat an der grousser Majoritéit vun de Fäll och esou geschitt ass, dass de Pro a Kontra zu Wuert komm ass. Wann net an der éischter Presentatioun, ass de Pro a Kontra awer zu Wuert komm an der Debatt. All Kéiers, wou ech derbäi war, waren et lieweg Debatten, wou sech fräi de Pro a Kontra geäussert huet, an dat souguer an engem manner polemeschen Toun, wéi dat haut bei der Interventioun, besonnesch vum Här Gibéryen, hei de Fall war.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well ech muss awer déi Doppelzüngegkeet vun der ADR hei un de Pranger stellen. Engersäits déi salbungsvoll Wierder vu Respekt vun deem enge vis-à-vis vun deem aneren an dann den offizielle Riedner hei vun därselwechter Partei, deen näischt anescht gemaach huet, wéi deem anere Saachen ze insinuéieren, déi esou net stëmmen. Ech akzeptéieren deen duebele Langage do net.

Ech soen awer ganz kloer, dass et fir mech selbstverständlech ass, dass et hei bei deem Pro a Kontra net op där enger Säit déi gutt, déi richteg Lëtzebuerger gëtt, an déi manner gutt an net richteg Lëtzebuerger op där anerer Säit. Well dat ass eng aner Duerstellung, déi gemaach gëtt.

(Interruption)

Déi Leit, déi wëlle mat Auslänner eppes deelen, ginn eigentlech vu verschiddene Säiten duergestallt, wéi wa se net esou géifen u Lëtzebuerg hänke wéi anerer. Ech akzeptéieren dat a kengem Mooss!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hei huet keen de Monopol vum Lëtzebuerg an et huet keen de Monopol vu Rout-Wäiss-Blo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Och dat wëll ech hei an aller Däitlechkeet soen, wann ee sech schonn opreegt iwwer aner Attacken, déi kommen.

Zweetens wëll ech soen, dass déi Problematik vun der Gläichbehandlung eng echt Problematik ass, déi mer och schonn an der Institutiounskommissioun diskutéiert hunn, déi mer och wëllen diskutéieren, wann d'Regierung hire Projet presentéiert, well esou e Projet, dat misst d'ADR eigentlech wëssen, ass an der Maach, fir dat allgemengt Gesetz vun 2005 iwwert de Referendum ze komplettéieren op eenzelne Punkten. Dat ass och e Wonsch gewiescht, dee mer an der viregter Period scho geäussert hunn, déi viregt Regierung, a wou dës Regierung och matgedeelt huet, dass se amgaang wier, un esou engem Text ze schaffen.

Do ass ee Punkt, dee muss diskutéiert ginn, dat ass deen, wéi ee kann e gewëssenen Équiliber kréien an der Duerstellung vum Jo a vum Neen. Ech muss éierlech soen, ech hu mer och selwer Gedanken driwwer gemaach, ech hu keng Léisung fonnt! A wann d'ADR do eng Léisung huet, da ka se se gäre presentéieren, well dat bedeit nämlech e ganz kloren Encadrement, eng Iwwerwaachung vun der ganzer Campagne duerch d'national Autoritéit, notamment duerch d'Regierung, déi fir d'Exekutioun vun de Gesetzer a vum Referendum zoustänneg ass.

Dat bedeit, dass mer och d'Fro mussen diskutéieren, ob mer net d'Finanzen aschränken a kontrolléieren, fir dass net nëmmen an der Duerstellung, mä och herno an deem finanziellen Effort, dee fir de Pro oder fir de Kontra gemaach gëtt, net eng ze grouss Disparitéit geschitt.

Dat werft och d'Fro op, wa mer esou déi Suerg hei hunn, fir alles équilibréiert ze behandelen, ob mer dat och net bei anere politesche Wahle misste maachen, fir dass jiddwereen do gläich behandelt gëtt, dass net ee méi kritt wéi deen aneren, well se alleguerten, theoretesch, gläich si virum Bierger. Dat bedeit, dass mer da musse chronometréieren, wéi oft wien zu wat schwätzt op deem doten Thema. Eigentlech e System, dee mir bis elo zu Lëtzebuerg net kannt hunn.

An ech froe mech, ob et wierklech derwäert ass, esou e Regelwierk hei opzestellen, mat all deene Problemer vu Kontroll a vu Sanktioun och! Wat geschitt, wann ee sech net drun hält? Kommen do penal Sanktiounen? Wie gëtt bestrooft? Dat ass immens schwéier eigentlech, eng Regel ze fannen. A wann d'ADR do déi Topléisung huet, da brauch se net d'Regierung opzefuerderen, fir dat ze maachen, mä se ass jo gewinnt, Proposition-de-loien eranzereechen, da ka se dat hei gäre maachen.

Mä ech soen Iech: Dat do ass eppes, wat gutt kléngt, wou och keen ofstreit, dass een eigentlech dat sollt ustriewen, dass zumindest an där eigentlecher Wahlcampagne an deene Wochen direkt - an déi komme jo eigentlech eréischt eran -, déi véier, fënnef Wochen direkt virun esou engem Datum, en Équiliber muss garantéiert ginn. Dat kann ee garantéieren am Kader vun der offizieller Campagne. Dat ass jo och gemaach ginn. Wéi d'Chamber et mécht, kommen, mengen ech, de Pro an de Kontra genügend zu Wuert. All Argumenter kënnen ausgetosch an diskutéiert ginn.

Mä dat ass immens schwéier, dat doriwwer eraus ze maachen. Da misst een de Medie Virschrëfte maachen, et misst een... An da bewege mer eis awer relativ wäit ewech vum Recht vun der fräier Meenungsäusserung. An dorunner wëlle mir, soen ech ganz éierlech, als LSAP net rüttele goen. An duerfir mengen ech, dass een och deen zweete Volet net kann einfach esou ofwénken, och wann dat dote gutt kléngt. An duerfir wäerte mir mat Nee stëmmen zu dëser Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Den Här Wiseler an dann den Här Berger.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. E puer Saachen, déi fir mech wichteg sinn, dat ass, datt déi Diskussioun, déi mer hei féieren, wat jo awer eng sensibel Diskussioun ass op deenen dräi Sujeten - méi op engem, wéi op deenen aneren zwee -, datt déi an deem noutwendege Respekt vun deem enge par rapport zu deem aneren a vun den Argumenter och vun deem enge par rapport zu deem anere senge gefouert gëtt.

Ech wëll just soen, datt mer als Chamber alleguer gemeinsam do grouss Efforte gemaach hunn, andeem mer eis an der Conférence des Présidents eng Aarbechtsaart a -weis ginn hunn, eng Aart a Weis, wéi mer dat organiséieren, eng Aart a Weis, wou mer och jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, fir sech ze expriméieren. Heiansdo diskutéiere mer, ob dat da 50:50 ass oder ob et net équilibréiert ass, mä och déi Diskussioune sinn an engem Kader gefouert, wou se als korrekt Diskussioune kënne lafen.

Et ass also do eng Léisung fonnt ginn, wou mer dat, wat den Här Bodry elo beschriwwen huet, net onbedéngt gebraucht hunn. Mir hunn eis am Fong selwer Regele ginn an enger Deontologie, wéi mer probéiere gemeinsam mateneen ëmzegoen. An et ass am Fong och op deem Wee, wou ech mengen, datt ee soll fueren, well eppes anescht och näischt géif ginn.

Ech soen awer och, datt déi Aart a Weis, wéi mir matenee fueren, an déi Regelen, déi mir gemeinsam fonnt hunn, a mengen Aen awer och zumindest vum Prinzip a vum Usaz hier deen Typ vu Regele misste sinn, wou een (veuillez lire: déi et géifen erlaben, datt een) an Institutioune vun der ëffentlecher Hand, ob dat Gemenge sinn, ob dat Kommissioune sinn, déi de Gemengen ugehéieren, oder ob dat haaptsächlech och Schoule sinn, wat jo awer direkt staatlech Institutioune sinn, datt een do ka froen, an datt et mir do absolutt normal a logesch schéngt, datt ee freet, datt a sech och dee Respekt virun deenen engen an deenen aneren Argumenter an déi Expressiounsméiglechkeeten, déi déi eng an déi aner hunn, fir den Dialog als en équilibréierten duerzestellen a fir och jiddwerengem d'Méiglechkeet ze ginn, deenen, déi duerno an der Kabinn ze entscheeden hunn, sech och e Bild vun deenen engen Argumenter a vun deenen aneren ze maachen, datt een do ouni Problem awer ka froen a soen, datt dat de Wonsch vun der Chamber respektiv vun der Regierung wär, datt géif probéiert ginn, an ëffentlechen Institutiounen deen Équiliber ze halen. Wat Associatiounen duerno fräi evidenterweis maachen, dat ass deenen eenzelnen Associatiounen hir Aart a Weis, wéi si da selwer doru ginn.

Dat heescht fir mech, wann ech dat elo esou resüméieren, datt mir kënne mat där Motioun vun der ADR liewen, ausser datt mer mengen, datt dee leschten Tiret - an et ass och haaptsächlech deen, deen den Här Bodry hei a Fro gestallt huet, fir ze soen, datt mer hei sollen e Gesetzesprojet kréien, wou mer dann déi strikt Regele festhalen, déi mer souwisou, mengen ech, net respektéiert kréien -, datt een deen...

Mir kënnen domadder d'accord sinn, wann den Auteur domadder d'accord ass, fir dee leschten Tiret aus der Propositioun ze huelen. Dat wär dann, a mengen Aen, just den offiziellen Ausdrock vun der Chamber a vun der Regierung, datt mer d'Gemengen, d'ëffentlech Hand opfuerderen, fir derfir ze suergen, datt, wann eppes vun der ëffentlecher Hand organiséiert gëtt, dat am Équiliber gemaach gëtt.

Ech mengen och net, datt dat en Agréff wär an d'Autonomie communale, wann een de Gemengen en fait eng Règle qui me paraît une règle de bon sens just géif rappeléieren, well ech géif mengen, datt se am Fong scho selwer dat sollten a missten applizéieren. Mä vu datt mer awer an enger Zäit sinn, wou d'Sensibilitéite relativ grouss ginn, sinn ech awer d'accord, oder ass meng Fraktioun d'accord, fir dat matzestëmmen, à condition, datt dee leschten Tiret erausgeholl gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et geet mir wéi verschiddenen anere schonn hei an der Chamber, datt mer un enger Rei Table-ronden, déi um Niveau vun de Gemengen organiséiert gi sinn, vun Auslännerkommissiounen oder anere Kommissiounen, deelgeholl hunn. Ech kann nëmme feststellen, aus menger Experienz, datt do ëmmer déi eng an déi aner, also d'Befirworter respektiv déi, déi fir den Neen antrieden, zu Wuert kommen, datt ausgetosch konnt ginn, datt och am Publikum ëmmer d'Méiglechkeet war, fir dat ze maachen, soudatt also déi Angscht, datt do vläicht eng Säit net zu Wuert kéint kommen oder sech net kéint ausdrécken, datt dat bis elo net de Fall war, datt eigentlech och déi Diskussiounen, déi mer haten, ëmmer ganz serein gefouert gi sinn.

An ech muss eigentlech soen, datt ech effektiv och haut de Mëtten, wéi den Här Bodry scho gesot huet, éischter awer erféiert war iwwert dee Populismus, deen, ënner anerem, den Deputéierte Gibéryen hei un den Dag geluecht huet, wou och rieds gaangen ass vu recht hunn, net recht hunn, Rechthaberei. Dat heescht, déi eng hätten also onrecht herno. Ech mengen, esou simplistesch dierf een déi Debatt net gesinn an dat ass där Debatt dann onrecht doen.

Ech hoffen duerfir, datt mer an deenen nächste Wochen, wa mer nach an ëffentlechen Diskussioune sinn, dann do den Débat op alle Fall erëm ënnert den Deputéierte méi serein ka gefouert ginn.

Wat d'Motioun ubelaangt, muss ech eigentlech och dem Här Bodry recht ginn, datt dat heite Saache sinn, wou mer an d'Autonomie vun enger Gemeng agräifen. Ech mengen, eng Gemeng, dat kann eng Kommissioun sinn, déi dat organiséiert, esou en Débat, et kann awer och e Veräin sinn, wou eng Gemeng einfach nëmmen d'Raimlechkeeten zur Verfügung stellt, a kee kann eigentlech enger Gemeng dat esou direkt verbidden. An dat solle mer och net maache vun der Chamber aus, respektiv datt mer do géifen e Gesetzeskader fixéieren.

Bref, mir wäerten op alle Fall och dës Motioun hei net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Jo, den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, d'Suerg ëm eng Objektivitéit vun der Campagne, déi den honorabelen Här Kartheiser ausgedréckt huet, déi deele mer alleguerten heibannen. An ech mengen, dat dréckt sech och an deem aus, wat d'Chamber organiséiert, fir déi Campagne hei ze encadréieren.

D'Chamber organiséiert, mir wëssen et alleguer, sechs Table-ronden uechtert d'Land. Dorunner huelen déi sechs Parteien deel, déi hei vertruede sinn. Dovu sinn der dräi aus der Majoritéit, dräi aus der Oppositioun. Véier Parteie si fir de Jo. Zwou si fir den Neen. Dat ass d'Décisioun vun deenen eenzelne Parteien. Mir mengen, datt dat en équilibréierten Débat garantéiert.

Chamber TV huet zwou Table-ronden organiséiert. An d'Chamber erlaabt och eng Diskussioun am Internet. déi gréng begréissen dat.

Och déi politesch Parteien hunn alleguerten, déi hei sinn, en Accord ënnerschriwwen, fir eng sachlech a fair Informatiounscampagne ze féieren an och fir d'Käschten ze begrenzen. An och déi gréng Fraktioun begréisst dësen Accord. Eng ganz Rei Gemengen, an dat ass och gesot ginn hei, organiséieren Tables rondes. Et sinn der schonn organiséiert uechtert d'ganzt Land, zum Deel just iwwer eng Fro. Misst een zu de Gemenge soen: „Dir musst se iwwer allen dräi organiséieren."? Ech mengen net. Dat sollt d'Décisioun si vun den eenzelne Gemengen.

D'Gemengen invitéieren, am Prinzip, d'Parteien alleguer. Si mussen dat net. Et sinn der och, déi soen: „Mir invitéieren déi Parteien, déi am Gemengerot vertruede sinn." Musse mir de Gemenge soen, dat wier net richteg? Ech mengen net. Fir mech fält dat schonn ënnert d'Gemengenautonomie.

An der Motioun geet och rieds iwwert d'Schoulen. Och si missten eng strikt Neutralitéit anhalen. Selbstverständlech ass dat richteg. An ech géif och mengen, d'Schoule maachen dat. Si sinn och vum Minister ugehalen, sech neutral ze verhalen.

Ech zitéieren zum Beispill aus der Lettre ministérielle vum 26. Juni 2014: «Le lycée peut organiser des conférences ou séances d'information en veillant à ce que tout élève qui y participe ait la possibilité d'être complètement informé du contexte visé sans qu'aucun courant sociétal, religieux ou politique ne soit favorisé ou discriminé.»

Ech fannen et duerfir erstaunlech, datt mer hei mat enger Motioun befaasst ginn, déi eigentlech nach soll eppes verlaangen, wat mer schonn hunn. Ech hunn de Begréff „superfétatoire" net gär, mä ech sinn awer wierklech der Meenung, datt déi Motioun hei superfétatoire ass. An duerfir fënnt se och net d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun.

Wa mer géifen hei souwuel d'Gemenge wéi d'Schoulen opfuerderen, si misste méi objektiv

un d'Debatt erugoen, wier dat, a mengen Aen, schonn e gewëssent Mësstrauen an déi bisherig Organisatioun vun där ganzer Campagne. An dozou gesinn ech wierklech keng Ursaach. Et kann een net enger Integratiounskommissioun virwerfen, si hätten eng Plattform organiséiert, scho virun engem Mount oder virun zwee Méint Invitatiounen erausgeschéckt, a si hätten dann eng Onlineplattform, déi et zu deem Zäitpunkt nach net ginn ass, net invitéiert. Ech mengen, dat kann ee wierklech de Leit net virwerfen.

Ech hu bis elo nach op kenger Plaz erlieft, datt ee Mënsch, dee seng Ausso wollt maachen, net zu Wuert komm ass. An ech géif mer wënschen, datt déi Debatten, déi ech bis elo erlieft hunn, déi an engem gudde Geescht an an enger gudder Atmosphär iwwert d'Bühn gaange sinn, och géifen esou weidergoen. An an deem Sënn, wéi gesot, fannen ech déi Motioun hei iwwerflësseg.

Ech ginn net drop an, datt se och grad aus de Reie vun der ADR kënnt. Ech ginn dann och ganz liicht politesch: Selbstverständlech, Här Kartheiser, deelen ech Är Aschätzung, datt et net glécklech ass an och net korrekt ass, wann en Zeechner - ech huelen un, Dir gitt op d'sozial Netzwierker -, wann een Zeechner den Nee mat engem Hakekräiz verbënnt. Ech fannen dat net an der Rei. Ech fannen awer och aner Aussoen an de sozialen Netzwierker, déi dann eben an eng aner Richtung ginn, genausou wéineg an der Rei.

Mat där Motioun hei, allerdéngs, kënne mer do leider Gottes net drop awierken. Do kann ee wierklech just den Appell maachen un d'Leit, och an de sozialen Netzwierker déiselwecht Serenitéit walten ze loossen, wéi mir se an eisen Diskussiounen och walte loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn dann nach Wuertmeldunge fir eng zweet Ronn vun der ADR, vun der Lénker an nach eng Wuertmeldung vun der Madame Hetto.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Voilà, esou hat ech dat och gemengt, dass Dir dann zum Schluss géift intervenéieren. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also, et ass fir eis bal eng Form vun Déjà-vu, awer vläicht en Déjà-vu, deen ëmgedréit ass, well virun zéng Joer hat Lëtzebuerg schonn eng Kéier e Referendum, dat war iwwert de Verfassungstraité. A wéi Der wësst, war déi Lénk natierlech eng vun den dreiwende politesche Kräften, déi fir den Neen agetratt sinn. Mir hätten deemools bal gewonnen, mengen ech, wa mer nach zwou Woche méi gehat hätten.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Awer nëmme bal!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mä voilà!

Wat awer och interessant ass, dat ass: Mir hunn eis deemools jo och organiséiert an engem Comité; Facebook gouf et nach net. Mir hunn e richtege Comité op d'Been gesat, well esou leeft dat eben och an der Gesellschaft. Et muss ee sech organiséieren, net just op eng virtuell Aart a Weis, mä och op eng materiell an normal Aart a Weis muss ee sech kënnen organiséieren, well soss kritt een näischt duerch.

Mä ech ka mech erënneren, datt et wierklech net evident war fir den Neen, fir wierklech gläichberechtegt behandelt ze ginn. Mir hunn och misse kämpfen. Do sinn Table-ronden an de Schoulen organiséiert ginn. Verschiddener si ganz korrekt ofgelaf, bei anere ware mer och net dobäi oder op verschiddene Plazen, obwuel et awer schlussendlech, wéi mer wëssen, 44% oder 43% ausgemaach huet.

Ech kann och drun erënneren, datt souguer de Service information et presse deemools en cours de campagne - dat kënnt Der an der „woxx" noliesen, well ech hat deemools doriwwer bericht -, seng Mediecampagne och nach geännert huet. Mä déi Campagne vum SIP hätt jo missen eng neutral sinn, well si war a Wierklechkeet net neutral. Ech wëll net dorobber zréckkommen, mä dat war relativ skandaléis, muss ee soen.

Dofir, mir hunn eng gewëss Sensibilitéit als Lénk, wann eng gewëss Sensibilitéit vun aneren Deeler vun der Gesellschaft seet: „Mir spieren eis net ëmmer ganz richteg behandelt, respektéiert." Ob dat wierklech der Realitéit entsprécht oder net, dat muss ee kucken au cas par cas, mä mir wëssen, datt dat munchmol geschitt.

Dir wësst ganz genau, datt mir natierlech dräimol fir de Jo opruffen. Mä mir kënnen trotzdeem awer verstoen, datt d'Argumenter och vum Nee musse kënne respektéiert ginn. An et ass schonn e puermol gesot ginn: Natierlech sinn déi, déi fir den Neen antrieden, bäi Wäitem keng Rassisten a bestëmmt och keng Nazien. Genausou wéi déi, déi fir de Jo antrieden, bäi Wäitem keng Landesverréider sinn an d'Land net wëlle verkafen, wéi dat duergestallt gëtt, oder d'Land wéilten opléisen. Ech mengen, do muss een och ganz kloer sinn.

Mä trotzdeem menge mer, datt et awer näischt kascht, wann een d'Gemengen, all Instance-publiquen, souwuel déi, déi et bis elo richteg gemaach hunn, oder déi puer Ausnahmen, déi et vläicht net onbedéngt esou richteg gemaach hunn, derzou oprifft, fir ze versichen, awer en Équiliber ze hunn, well eis geet et drëm, onofhängeg vun den Argumenter, datt jiddweree korrekt behandelt gëtt: de Jo an den Neen.

Ech hoffen, a mir hoffen, datt de Jo duerchkënnt, mä mir sinn der Meenung, datt eng richteg Demokratie wierklech jiddweree muss gläichberechtegt behandelen. An dofir kënne mer och wierklech mat där Motioun liewen. Mir kënne se och ënnerstëtzen.

Mir kéinten och, wat den zweeten Tiret ubelaangt, soen, datt ee vläicht iwwert d'Modalitéiten dat misst organiséieren, well mir schreiwen d'Joer 2015, a mir sinn, hei zu Lëtzebuerg, nach ëmmer net capabel, eng Referendumscampagne ze organiséieren. Dat kann dach net sinn! Et gëtt Länner, wou dat geet. An ech mengen, et gëtt esou lues Zäit, datt mer dat maachen, soss hu mer all Kéiers erëm esou Diskussiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann d'Madame Françoise Hetto.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll am Fong geholl just eppes richtegstellen hei. Ech wëll dem Här Berger soen, dass en net richtegläit mat senger Ausso, déi e gemaach huet, fir ze soen, dat wier bis elo net de Fall gewiescht, dass ee Point de vue sech net hätt kënnen ausdrécken.

Ech soen Iech e Beispill. An der Betzder Gemeng, do haten eng fënnef, sechs verschidde Gemengen an d'Integratiounskommissioune vun deene verschiddene Gemengen op eng Informatiounsversammlung invitéiert…

M. Eugène Berger *(DP).*- Do, wou ech selwer....

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Däerf ech, wann ech gelift, schwätzen, Här Berger?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, mä Dir sot…

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, ech hu mer d'Wuert gefrot, ech wier frou, wann ech meng Fro kéint fäerdeg stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Hetto huet d'Wuert an Dir kënnt jiddwerzäit drop reagéieren, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hu just vun deene Plaze geschwat, wou ech selwer war.

(Interruption)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Also, ech wëll Iech soen: An der Betzder Gemeng haten d'Integratiounskommissioune vu fënnef oder sechs verschiddene Gemengen op en Informatiounsowend invitéiert. An den „Nee2015" huet, eegenen Aussoen no, op RTL, a Präsenz vun der Madame vun der ASTI, ganz kloer gesot, dass e vum Betzder Buergermeeschter refuséiert kritt huet, och deen Owend präsent ze sinn. Ech wollt dat hei just soen, fir dass dat zur Kenntnis geholl gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An domat huet d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, ech soe jiddwerengem Merci, dee sech un dëser Debatt bedeelegt huet. Ech hu gesot, datt ech meng Interventioun vun elo wëll als iwwerparteilech gesinn. Ech verzichten doweinst drop, deenen ze äntwerten, déi meng Partei ugegraff hunn. Et ass net elo mäin Uleies, dorobber ze äntwerten.

Ech wëll vläicht awer soen, well d'CSV jo gesot huet, si kéint dës Motioun matstëmmen am Fall, wou déi Iddi vun engem Gesetzesprojet géif erausgeholl ginn, datt ech dat gär maachen. Ech bleiwen zwar der Iwwerzeegung, datt dat nëtzlech wier, mä fir d'CSV dann och kënne mat op dës Linn ze bréngen, verzichten ech do gär drop.

(Interruption)

An den Här Bodry, jo, mä gutt.

An ech wëll vläicht nach enger Hoffnung Ausdrock ginn. Ech wëll net op dat zréckkommen, wat an där enger oder anerer Gemeng geschitt ass. Ech mengen, d'Madame Hetto hat dozou e Kommentar gemaach, mä ech wëll der Hoffnung awer Ausdrock ginn, datt, wann dës Motioun haut hei net ugeholl gëtt, datt net awer deen een oder aneren dorauser déi Lektioun zitt, datt et awer gutt ass, fir eng parteiesch Diskussioun ze engagéieren. Dat ass net dee Message, dee mer haut wëlle ginn. An ech mengen, dat hunn ech och aus allen Interventiounen eraushéieren, datt awer, och wa mer dësen Text net stëmmen, e Konsensus hei ass, datt mer eis alleguerte wënschen, datt équilibréiert a fair Debatte solle stattfannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wiere mer um Enn vun der Diskussioun vun der Motioun an d'Regierung hätt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Vläicht erstaunt et Iech, dass ech am Numm vun der Regierung zu dëser Motioun Stellung huelen, mä dat huet domadder ze dinn, dass mer eng Question parlementaire gestallt kritt hunn un de Banneminister, déi sech mat där nämlechter Thematik befaasst. An d'Äntwert vun der Regierung ass och ze gesinn, mengen ech, am Kontext vun enger zweeter Question parlementaire, déi vum ADR gestallt ginn ass an déi an der Tëschenzäit zréckgezu ginn ass, wuel aus deem Grond, dass d'ADR selwer gemierkt huet, dass schonn eleng d'Froestellung dozou gefouert hätt, dass déi eng oder aner Organisatioun hei am Land e Maulkuerf ugedoe kritt hätt.

A wann ech den Här Kartheiser hei richteg verstanen hunn, kann dat net d'Absicht sinn, vu kengem hei an dësem Sall. An dofir sinn ech och frou, dass déi Question parlementaire an der Tëschenzäit zréckgezu ginn ass.

Prinzipiell ass et esou, dass d'Regierung frou ass, dass mer iwwerhaapt an dësem Land eng déif gräifend Diskussioun féieren iwwer déif gräifend Froen zu eiser Verfassung. Zemools wann et Froe sinn, déi sech mat der participativer Demokratie beschäftegen. An dofir wäert d'Regierung och alles maachen, fir dass dësen Débat an aller Dignitéit kann iwwert d'Bühn goen.

Wat d'Regierung awer ganz sécher net wëlles huet, dat ass, sech amëschen, wéi déi eenzel Akteuren, sief dat d'Gemengen, sief dat d'Schoulen, sief et awer och d'Press, deen Débat wäerten organiséieren. An zwar aus deem ganz einfache Grond, an och dat ass hei scho gesot ginn, well dat, éischtens, géif insinuéieren, dass d'Gemengen, Schüler a Studenten oder och d'Press net amstand wieren, deen Débat selwer a fair ze organiséieren. An ech hu virdru mat Satisfaktioun festgestallt, dass, mat eenzelnen Ofstrécher, bis elo déi Diskussioun hei ganz fair am Land gefouert ginn ass. Zweetens si mer der Meenung, dass mer dat net brauchen hei iergendengem virzeschreiwen, well et eng onerlaabt Amëschung wier an déi kommunal Ugeleeënheeten, där mer eis hei net wéilte schëlleg maachen.

An deem Sënn bieden ech d'Chamber, dës Motioun ofzelehnen a weider drun ze schaffen, zesumme mat der Regierung, dass den Débat weider kann an aller Dignitéit gefouert ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn dann elo prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. Mir hunn 59 Participatiounen un der Ofstëmmung: 28-mol Jo, 30-mol Neen an 1 Abstentioun. Domat ass d'Motioun ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 32 voix contre et 28 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci. Mir gesinn eis erëm an ëffentlecher Sëtzung an där Woch vum 20. Mee.

Merci! D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 34

MARDI,
19 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers
- *M. Paul-Henri Meyers*

6. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg
- *Exposé: Mme Martine Hansen*
- *Débat: M. Gusty Graas Kox (intervention de Mme Martine Hansen), M. Frank Arndt, M. Henri Kox (interventions de M. Aly Kaes et Mme Martine Hansen), M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de M. Gast Gibéryen, Mme Martine Hansen et M. Aly Kaes)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouve M. Fernand Etgen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op. An d'Fro direkt un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech huelen dann Akt dovun.

2. Communications

An ech wollt der Chamber eng Rei vu Kommunikatioune maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

2) D'Lëscht vun deene Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung hei ukomm sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass de 5. Mee iwwer Arrêté grand-ducal de retrait de Projet de loi 6540 iwwert den Accès zu den Dokumenter an de Verwaltunge vum Rôle gestrach ginn a gëtt ersat.

4) Dann ass d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 mai 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6810** - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.05.2015

***6811** - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.05.2015

***6812** - Projet de loi portant approbation des Accords de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées (Accords de sécurité avec l'Autriche 13.11.2014 et la Croatie 13.03.2014)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2015

***6813** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2015

***6814** - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.05.2015

***6815** - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.05.2015

***6816** - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2015

***6817** - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade*

Dépôt: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 13.05.2015

***6819** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission internationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 décembre 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.05.2015

*3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 5 mai 2015 le projet de loi n°**6540** relative à l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 5 mai 2015.*

4) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**505** - Fir d'Aféierung vun engem dräisproochege Memorial*

Dépôt: 30.04.2015 par M. Jeff Reiffers

*Demande de pétition ordinaire n°**506** - Pétition contre l'insécurité au Luxembourg*

Dépôt: 01.05.2015 par M. Pierre-Alain Horn

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 13. Mee 2015 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6808, enger Ofännerung vum Code pénal am Beräich vun net zoulässege Benotzunge vu Reesdokumenter, ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf den 30. Abrëll vum Här Franz Fayot, der Madame Taina Bofferding an dem Här Marc Angel déposéiert.

Schléisst d'Chamber sech deem Virschlag un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi 6808 est renvoyée à la Commission juridique.)

4. Ordre du jour

Ech brauch Iech dann net den Ordre du jour nach eng Kéier virzeliesen, wéi en deenen eenzelne Fraktiounen zougestallt ginn ass. Ech wollt Iech froen, ob Der mat der Propositioun vun der Presidentekonferenz fir den Ordre du jour vun deenen nächsten dräi Deeg averstane sidd.

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

An ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Paul-Henri Meyers fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hunn d'Éier, am Numm vun der CSV-Fraktioun den Dépôt ze maache vun enger Proposition de loi iwwer eng Reform vum Conseil d'État. Ech kann Iech déi dann iwwerginn.

***6821** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État*

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Meyers. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt a ginn d'Propositioun direkt weider.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Interpellatioun vun der Madame Martine Hansen iwwert d'Zukunft vun eiser Agrarpolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an d'Madame Hansen huet direkt d'Wuert.

6. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dës Interpellatioun zur Landwirtschaft - hei direkt eng Klammer: mir wäerten de Wäibau haut net uschwätzen; och deen ass eis wichteg genuch, fir e separat ze behandelen -, mir hunn also dës Interpellatioun ugefrot, well d'Lag an der Landwirtschaft am Moment alles aneschters wéi roseg ass. Neen, si ass, au contraire, ganz seriö an d'Stëmmung an der Landwirtschaft bei de Baueren ass deementspriechend.

Ech hunn e bësse gegoogelt mam Stéchwuert „Landwirtschaft" an „2014". Nieft offizielle Säite vu Verwaltungen, vu Vertriedungen, kommen dann Iwwerschréfte wéi: „Et geet elo duer", „Et geet ëm eis Zukunft", „Die Viehhaltung ist unverzichtbar". Oder bei „2015" kommen natierlech Artikelen iwwert d'Mëllechquoten an d'GAP-Reform.

Dëst alles spigelt d'Situatioun gutt erëm. Et ass eng Onzefriddenheet bei de Baueren an et läit een immensen Drock op der Landwirtschaft. Op där enger Säit en ekonomeschen Drock an op där anerer Säit e sozialen, verbonne mam Image, deen d'Landwirtschaft huet. An op béid Punkten huet d'Politik en Afloss a fir béid Punkte muss d'Politik hir Verantwortung huelen.

Ech wëll hei och direkt soen, datt ech net op dat aktuellt Agrargesetz respektiv op de PDR wëll agoen. Ech wëll e puer prinzipiell Froen uschwätzen, déi misste kloer sinn, fir eng kohärent Agrarpolitik fir Lëtzebuerg ze definéieren. Ech wëll awer natierlech gäre wëssen, wéini datt mer d'Agrargesetz virgestallt kréien. No Aussoe vum Här Minister, ech zitéieren de Projet vum Procès-verbal vun der Kommissiounssëtzung vum 26. Februar, do steet dran: «L'objectif est désormais de pouvoir déposer le projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural, loi communément désignée „loi agraire", fin mars.»

Enn Mäerz ass definitiv schonns eng Zäitchen eriwwer. Wéini soll d'Gesetz déposéiert ginn a wéini kréie mer et an der Kommissioun virgestallt? Et ass méi wéi dréngend.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eng konsequent a kohärent Agrarpolitik kënnen ze maachen, muss d'Politik als Éischt emol Stellung huelen zur Fro, wéi eng Aufgaben d'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg nach soll erfëllen. Ech drécken et emol e bëssen iwwerspëtzt aus: Soll de Bauer Liewensmëttelproduzent sinn oder soll e just nach Landschaftsgäertner sinn?

Fir d'CSV, iwwregens och fir den Agrarkommissar Hogan, steet d'Liewensmëttelproduktioun, d'Produktioun vu gesonde Qualitéitsprodukter nach ëmmer am Vierdergrond. Dat virun allem natierlech fir de regionale Maart, mä als een Deel vun Europa däerfe mer och net eis Verantwortung um Niveau vun der Welternährung vergiessen.

Donieft huet d'Landwirtschaft awer nach eng Rei vun ökologeschen Aufgaben ze erfëllen: d'Landschaftsfleeg an d'Landschaftsgestaltung, den Émweltschutz an d'Erhale vun eiser Landschaft an eiser Émwelt, de Waasserschutz an d'Drénkwaasserproduktioun a speziell den Erhalt vun eiser Kulturlandschaft. An an dësem spezielle Punkt sinn ech der Meenung, datt eng nohalteg Landwirtschaft de beschte Garant ass, datt eis Landschaft esou kann erhale ginn. Dat hunn ech och schonns bei den Diskussiounen zum Plan sectoriel «Paysages» gesot.

Wann Der duerch de ländleche Raum fuert, da ka jiddweree sech dovunner iwwerzeegen, mir hunn eng schéi Landschaft, en ofwiesslungsräicht Landschaftsbild a keng Agrarsteppen, wéi een dat heiansdo vu verschiddene Säiten emol héiert. Mir hu Wisen, dréchener a fiichter, Akerland mat ville verschiddene Kulturen, Weeden, Bëscher, Hecken an esou weider. An duerfir muss d'Politik all Efforte maachen, fir de Baueréberuff ze förderen. Mir brauchen en.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- D'Landwirtschaft huet awer och nach eng Rei vu sozialen Aufgaben an eiser Gesellschaft ze erfëllen, ënner anerem, och wann dat hei zu Lëtzebuerg vläicht keng esou grouss Bedeitung méi huet, Aarbechtsplazen. Nieft de Familljenaarbechtskräften hëlt d'Unzuel vun de friemen Aarbechtskräften an der Landwirtschaft a leschter Zäit lafend zou. Am Moment sinn et der 900. An awer och am vir- an nogelagerte Beräich vun der Landwirtschaft gëtt et eng Partie Aarbechtsplazen, wat net ze vergiessen ass.

D'Landwirtschaft huet also ökologesch, ekonomesch a sozial Funktiounen ze erfëllen. An dëse sougenannten Nohaltegkeetsdräieck muss ausgeglach sinn, fir datt mer eng nohalteg Landwirtschaft kënne behalen. A fir dës Ausgeglachenheet ass erëm eemol d'Politik verantwortlech. Den Dräieck däerf net zu enger Säit ausschären.

A wann och dës Regierung gären en ausgeglachenen Nohaltegkeetsdräieck hätt, wa si dës

multifunktionell Landwirtschaft wëllt erhalen, da muss se sech d'Fro stellen, an dat ass meng zweet Fro: Wéi eng Landwirtschaft brauche mer hei zu Lëtzebuerg, fir dës Aufgaben ze erfëllen? A wa mer déi Äntwert bis hunn, da muss dës Landwirtschaft konsequent ënnerstëtzt ginn.

E puer Zuelen zu eiser Landwirtschaft: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach ronn 2.100 Betriber. Dovunner sinn der e bësse méi wéi 1.400 haaptberufflech, déi aner sinn nieweberufflech. Wäitaus déi meescht si Familljebetriber. Zirka 100 si Fusiounen. Eenzelner hunn eng aner Betribsform. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 130.000 ha landwirtschaftlech Notzfläch. Dovunner sinn der e bësse méi wéi 50% Grénglland. Eis duerchschnëttlech Betribsgréisst läit bei 62 ha. 200 Betriber hu manner wéi 2 ha, 400 Betriber méi wéi 100 ha. Dee gréissten Deel vun eise Betriber si spezialiséiert Weedevéihaltungsbetriber. A mir hunn 3% Biobetriber.

De Gewënn pro Familljenaarbechtskraaft läit awer leider an de leschte Joren ëmmer ënnert dem Referenzakommen. D'Referenzakommen ass e vergläichbart Akomme mat enger ähnlecher Ausbildung. Dat heescht, de Gewënn pro Familljenaarbechtskraaft läit ënner 50.000 Euro brutto. Dat ass d'Referenzakommen. 2012 louch e bei 40.000 Euro, d'lescht Joer louch e bei 39.000 Euro.

Dëse Gewënn soll elo, nieft der Entlounung vun der Familljenaarbechtskraaft, awer och fir d'Verzënse vum Eegekapital do sinn. Wann ech da vun engem Eegekapital ausginn an Héicht vun 900.000 Euro, wat sécherlech net iwwerdriwwen ass, an ech géif mat enger zweeprozenteger Eegekapitalverzënsung rechnen, da sinn zum Beispill d'lescht Joer an der Moyenne manner wéi 20.000 Euro iwwreg bliwwen, fir eng Familljenaarbechtskraaft ze entlounen. Dat sinn zirka 1.600 Euro de Mount.

Dat soll Iech nach eemol den ekonomeschen Drock, deen op der Landwirtschaft läit, verdäitlechen. Mir hunn am Moment eng besuergniserregend Situatioun.

Wéi eng Landwirtschaft brauche mer dann an Zukunft? Fir d'CSV steet fest: Mir brauche souwuel eng biologesch wéi eng konventionell integréiert Landwirtschaft. Mir sollen den Undeel vun der biologescher Landwirtschaft nach erhéijen, mä mir musse gläichzäiteg déi konventionell integréiert Landwirtschaft förderen an net verdäiwelen, wéi een heiansdo d'Gefill huet.

Mir brauchen e Matenee vun all eise Betriber, an dëst aus Siicht vun de Konsumenten an de Produzenten. Op där enger Säit kann net jiddweree sech Bio leeschten. Ech hunn déi lescht Woch an engem Supermarché gekuckt, wéi vill datt e Bioschnitzel géif kaschten, e Pouletsbioschnitzel: 28 Euro de Kilo! Dat kann net jiddweree sech leeschten. Op där anerer Säit wëllt och net jiddweree Bio kafen oder produzéieren, a virun allem eis regional Produktioun liwwert Qualitéit, a wa mer déi förderen, da brauche mer net op anonym Produkter aus dem Ausland zréckzegräifen.

Eng kleng Klammer hei just zum TTIP: Hei muss onbedéngt séchergestallt ginn, datt eis Normen, eis Qualitéitsstandarden esou och kënne bäibehale ginn - Klammer zou.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mir brauchen also déi zwou, déi biologesch an déi konventionell Landwirtschaft, an däers muss sech d'Politik bewosst sinn. Ech hoffen, si ass sech däers bewosst. Ech si mer däers net ëmmer esou sécher.

Hei stelle sech och eng Partie Froen: Wéi wëllt dës Regierung den Undeel vun der Biolandwirtschaft erhéijen? Ech mengen, mat dëser Fuerderung wier jo jiddwereen heibannen averstanen. Eleng mat méi héije Primmen, wéi Der dat am Agrargesetz virgesinn hutt, geet et net duer.

Den Aktiounsplang iwwert d'biologesch Landwirtschaft ass sécher e gutt Instrument, mä virun allem och alleguer d'Efforten, déi bei deene Jonken an der Ausbildung gemaach ginn, wéi zum Beispill d'Bioversuchsflächen, de Bioparzelle-Pass sinn immens wichteg a mussen ënnerstëtzt ginn. An däers muss sech och d'Éducatioun bewosst sinn: Dat gëtt méi deier, wéi nëmmen am Klassesall ze sëtzen.

Fir awer eng separat Éischtausbildung, wéi se dacks gefrot gëtt, fir d'Biobaueren ze maachen, ass net sënnvoll, well d'Basis déiselwecht ass. Den Nährstoffkreeslaf, d'Krankheeten, d'Basis vun der Fidderung, d'Basis vun de Rentabilitéitsberechnungen, Planzen, d'Krankheeten, dat ass alles datselwecht. Mä et kéint een awer vläicht un eng Spezialiséierung oder eng weiderféierend Ausbildung, Niveau BTS, nodenken. Wat ass hei d'Meenung vun der Regierung?

Eng aner Méiglechkeet, fir méi Biobetriber ze kréien, wier awer sécherlech, fir de Betriber d'Geleeënheet ze ginn, eng zweet Betribsnummer ze kréien, wou si kéinte mat engem Deel vun hirem Betrib, mat enger Produktiounsspart, engem Betribszweig ufänken, fir biologesch ze produzéieren. Ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer domadder eng Rei vu Betriber zousätzlech kréichen. Ech weess och, datt et vun EU-Säit Problemer ginn, mä vläicht wieren dës Problemer trotzdeem ze léisen.

Zousätzlech dann dozou awer meng nächst Fro: Wéi wëllt d'Regierung parallell zur Biolandwirtschaft déi konventionell integréiert Landwirtschaft förderen, respektiv wëllt si dat iwwerhaapt?

An den Ae vun der CSV ass dëst onbedéngt erfuerderlech. An an deem Sënn ass et absolutt wichteg, fir weiderhi motivéiert, engagéiert jonk Leit ze ënnerstëtzen, fir dëse Beruff ze erléieren. Et ass e schéinen, mä sécherlech keen einfache Beruff. Mä mir brauche gutt Leit duerfir.

An hei ass et wichteg, wéi een Zeechen datt d'Politik setzt. Hei huet d'Politik, och wat den Image vun der Landwirtschaft ugeet, eng grouss Verantwortung.

Et deet mer leed, mä am Moment hunn ech d'Gefill, wéi wann d'Vertrieder vun dëser Regierung sech däers net ëmmer bewosst wieren. Verschidden Aussoe vu Regierungsvertrieder, wéi zum Beispill vum Här Statssekretär Gira, deen, wéi vu Baueresäit ze héieren an ze liese war, sot, datt et net vill Sënn géif maachen, fir 100 Milliounen Euro duerch d'landwirtschaftlech Betriber ze kéieren, fir datt si haaptsächlech géifen Émweltschued produzéieren, deen d'Baueren also gläichstellt mat Émwëltverschmotzer, esou Aussoen zerstéieren den Image vum Bauer a setzen domadder d'Motivatioun, fir Bauer ze ginn, staark erof. Esou Aussoe sinn net akzeptabel!

Ech ginn Iech e Beispill, wat dat als Konsequenz kann hunn. Mech huet eng Mamm drop ugeschwat, datt hire Jong am Lycée Angscht hätt, fir do ze soen, hie géif Bauer ginn. Firwat? Well a ville Kreesser d'Bild vum Bauer als Émweltverschmotzer ronderëmkurséiert. An dëst Bild gëtt, wéi schonns gesot, zum Deel vun dëser Regierung ënnerstëtzt, an dat kann net sinn!

Mir brauchen eng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Mir brauchen engagéiert Leit, vläicht kann ee souguer soen Idealisten,...

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- ...déi bereet sinn, vill ze schaffen, vill méi Risiko opzehuele wéi dee gréissten Deel vun eiser Gesellschaft. D'Landwirtschaft, d'Bauere verdéngen hei Respekt!

Wat d'Bauerebetriber allgemeng ugeet, esou brauche mer och weiderhin eng villfälteg Struktur. Mir brauche weiderhi grouss a kleng Betriber. D'Gréisst eleng seet näischt aus iwwert d'Produktivitéit, d'Rentabilitéit an d'Durabilitéit. Mir brauchen an Zukunft spezialiséiert Betriber, mä mir brauche genausou gutt diversifizéiert Betriber. Mir brauchen och weiderhin Haapt- an Niewenerwerbsbetriber.

Wéi gesäit d'Regierung d'Zukunft zum Beispill vun den Niewenerwerbsbetriber? Wéi eng Bedeitung sollen déi hirer Meenung no hei zu Lëtzebuerg kréien? An eisen Aen däerfe se net vergiess ginn. Si stellen ouni Zweifel och e wäertvollen Deel vun der Landwirtschaft duer.

Nieft der Betribsstruktur, der Betribsorganisatioun muss ee sech natierlech och froen - an dat ass mäin drëtte Punkt zur Fro: Wéi eng Landwirtschaft brauche mer hei zu Lëtzebuerg? , muss ee sech also och froen: Wat soll dës Landwirtschaft produzéieren? Dëst ass ofhängeg vu méi Facteuren. Et ass ofhängeg vum Klima, vum Buedem, vun der Landschaft. Et ass ofhängeg vun der Nofro, vum Konsument, natierlech och vun der Agrarpolitik, well déi setzt ganz dacks d'Jalonen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nun emol 50% vun eiser landwirtschaftlecher Notzfläch, déi aus Grénglland besteet. Dat ass e Fakt. Grénglland ass am Prinzip geschützt, dat heescht, et däerf net ëmgeplout ginn an an Akerland ëmgewandelt ginn. Dëst kann een emol all deene Leit soen, déi mengen, d'Bauere sollten op deene Fläche Geméis maachen: Dat geet net. Grénglland ass aus Émweltsiicht e ganz wichtegt Element vun eiser Kulturlandschaft, well et ganzjähreg de Buedem bedeckt an esou de Risiko vun enger Nährstoffauswäschung reduzéiert an d'Erosioun verhënnert.

Donieft muss een awer och déi ekonomesch Säit vum Grénglland kucken am Sënn vum Nohaltegkeetsdräieck. Grénglland muss am Prinzip, mat Ausnahm vun e puer Alternativen, veredelt ginn. Grénglland kann net direkt vum Mënsch giess ginn. Et muss also zu héichwäertege Liewensmëttele veredelt ginn, an dat geschitt duerch Planzefriesser, hei zu Lëtzebuerg virun allem duerch Randvéi. Eng éischt Haaptproduktiounsrichtung, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, mussen hunn an och an Zukunft nach wäerten hunn, ass d'Randvéihaltung, ass d'Randfleeschproduktioun an d'Mëllechproduktioun.

An da wäert Der och verstoen, datt net nëmme mir, mä virun allem vill Baueren erstaunt waren, op der Facebooksäit vun der Natur- a Bëschverwaltung den Artikel „Der unsichtbare Preis des Fleisches" ze liesen, wou ënner anerem drasteet: „Die lokale Fleisch- und Futtermittelproduktioun stellt eine schwere Belastung für die Umwelt dar."

Als Äntwert op meng Question parlementaire heizou krut ech vun der Madame Minister Dieschbourg gesot, dëst wieren neutral Fakten an duerfir wier et hir Flicht, de Konsument ze informéieren.

Da muss ech awer froen: Wann d'Verwaltung esou neutral ass, firwat huet se dann déi Géigenartikelen heizou net veréffentlecht? A genau duerfir gëtt dëst Handele vun där Verwaltung vu ville Leit net als neutral ugesinn.

Hei gëtt et zum Beispill och e Buch „Die Kuh ist kein Klima-Killer!" vum Anita Idel, der Matgrënnerin vun der Gesellschaft fir ökologesch Déierenhaltung, an hei ginn d'Fakten och e bëssen anescht duergestallt.

Hei stellt sech awer elo d'Fro: Ass d'Regierung wierklech der Meenung, datt d'Randfleeschproduktioun hei zu Lëtzebuerg eng schwéier Belaaschtung fir d'Émwelt duerstellt?

Den Ëmweltministère schéngt jo éischter där Meenung ze sinn. Fir eng kohärent Landwirtschaftspolitik ze plangen, ass et awer wichteg ze wëssen, ob de Landwirtschaftsministère och d'Meenung vum Ëmweltministère deelt oder éischter d'Meenung vun der CSV, datt mer och an Zukunft nach weiderhi wäerten als Haaptproduktioun d'Randfleeschproduktioun an d'Mëllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg hunn.

Oder wéi soll an Zukunft d'Grénglland soss genotzt ginn? Just vum Bauer als Landschaftsgäertner? Am Sënn vun engem équilibréierten Nohaltegkeetsdräieck wier dat op jidde Fall net, also och net am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft.

An den Ae vun der CSV musse mer hei zu Lëtzebuerg eng nohalteg Mëllech- a Fleeschproduktioun behalen. Dëst heescht awer och, datt muss versicht ginn, esou mann wéi méiglech Fudder, Kraaftfudder mussen ze importéieren.

Mir mussen eist Grondfudder optimal kënnen notzen. Dat heescht beim Grénglland, datt mer et mussen integréiert düngen an optimal notze kënnen. Optimal notzen heescht zum richtegen Zäitpunkt méien oder d'Kéi op d'Weed dreiwe kënnen, fir datt mer esou vill wéi méiglech Energie mat engem optimale Rohfaser- a Rohproteingehalt kënne produzéieren. Dat heescht op där anerer Säit awer och, datt mer net iwwerall Blummewise kënnen hunn, datt mer net iwwerall kënnen d'Gras stoe loosse fir d'Buedembréieren an esou weider. D'Politik muss also wëssen, wat se wëllt.

Als CSV si mer der Meenung, datt mer hei zu Lëtzebuerg souwuel intensiv wéi och extensiv genotzte Fläche brauchen. An da wëll ech hei nach eemol betounen, datt „intensiv genotzt" net gläichbedeitend ass mat „Émweltverschmotzung". Op där enger Säit sollen déi Flächen, déi extensiv genotzt ginn - fiicht, dréchen oder Häng -, duerch deementspriechend Extensivéierungsprogrammer gefërdert ginn. Et muss souguer verhënnert ginn, datt se iwwerhaapt net méi genotzt ginn an da verbuschen - well net rentabel. Dee Problem besteet a ville Gebidder an Europa, virun allem an de Bierggebidder. Ech hoffen, datt mer net esou wäit hei kommen!

Op där anerer Säit soll awer eng optimal Grénglandbewirtschaftung weider gefërdert ginn. Hei ass schonns vill Aarbecht geleescht ginn. Projete wéi den „Dairyman", en Interreg-Projet, dee leider ausgelaf ass, sinn immens wichteg, an dat virun allem, well bal all d'Akteuren aus dësem Beräich, Verwaltungen, Schoul, Berodungsstellen, zesumme mat de Bauere schaffen. Esou Projeten, eng Aart vun „operational group", wéi se och vun der EIP virgesi sinn, mussen och an Zukunft gefërdert ginn. Ech kommen hei nach eemol drop zréck.

A wa mer iwwer Mëllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg schwätzen, da muss een natierlech och iwwert déi aktuell Zäit ouni Mëllechquote schwätzen. Eng Partie Mëllechvéibetriber wäerte sécherlech nach weiderhi wuessen, sech weider spezialiséieren a vläicht hire Betribszweig Stéieremaascht oder Mammekouhaltung ofbauen. An Zukunft wäerten d'Veraarbechtung an d'Vermaartung a béide Beräicher nach eng méi grouss Bedeitung kréien. Och si däerfe vun eiser Politik net vergiess ginn.

An da wëll ech nach eemol op d'Randfleeschproduktioun zréckkommen. Pro Béischt ass de Gewënn, leider, zimlech kleng. Fir genuch ze verdéngen, wäerten also och eng Partie vun dëse Betriber wuessen. An dat muss och d'Politik, an och d'Gesellschaft, verstoen. Dir kënnt d'Landwirtschaft net méi vergläiche mat der Landwirtschaft vu viru 50 Joer. Dat geet net méi, dat muss jiddwerengem kloer sinn! Och an der Landwirtschaft ass den techneschen an ziichteresche Fortschrëtt enorm. A Wuesstum heescht net ëmmer eppes Schlechtes an dësem Fall.

Eis Randvéihaltung zum Beispill ass un d'Fläch gebonnen. Mir däerfen net méi wéi zwou Groussvéieenheete pro Hektar halen. Eng Groussvéieenheet ass am Prinzip eng Kou. Zu Lëtzebuerg hu mer an der Moyenne 1,3 Groussvéieenheete pro Hektar. Och wann dës Betriber vläicht elo méi grouss ginn, dann hunn eis Béischten awer nach ëmmer déiselwecht Fläch zur Verfügung. Et besteet also hei zu Lëtzebuerg guer kee Risiko, datt mer eng industrialiséiert, flächenonofhängeg Randvéihaltung kréien.

Nieft dem Grénglland an der domat verbonnener Déierenhaltung - Mëllech- a Fleeschproduktioun - muss den traditionellen Akerbau zur Fudder- awer och zur Maartfruuchtproduktioun weiderhin en Haaptpilier vun eiser Landwirtschaft duerstellen. Och hei kann ee fir grouss Deeler vun eisem Land mat de sougenannten „Agrarëmweltprogrammer" ganz geziilt den Know-how an der Landwirtschaft an domadder och ee vläicht méi aarbechtsintensiivt, awer integréiert Schaffen an a mat der Natur förderen. Dat bedeit, konkret Nohaltegkeet um Terrain verwierklechen.

Awer mir hu vill Produkter, déi mer bal nëmmen importéieren. An hei muss d'Politik Efforte maachen, fir dës fir eis Alternativen ze förderen, an domadder der Landwirtschaft hëllefen, aner Standbeen opzebauen. Dëst ass virun allem och wichteg virum Hannergrond vum Ofschafe vun de Mëllechquoten.

Ganz dacks ass bei dësen Alternativen net nëmmen d'Produktioun, mä virun allem och d'Vermaartung an d'Veraarbechtung dat Komplizéiert. Mir hunn zu Lëtzebuerg zum Beispill nach immens Potenzialer bei der Gefligelproduktioun. Mir hunn awer zum Beispill kee Schluechthaus fir Pouleten, mat Ausnahm vun e puer Direktvermaarter.

Firwat net och e Poulet fermier mat engem spezielle Logo à la „Label Rouge" aus Lëtzebuerg? Datt d'Demande do ass, dat gesitt Der, wann Der Iech a verschiddene Supermarchéen d'Regaler ukuckt. Eppes Ähnleches kéint zum Beispill bei de Kanéngercher, bei de Schnuddelhénger an esou weider méiglech sinn.

Wéi schwéier et awer ass, esou eng Produktiounsschinn hei opzebauen, gesäit ee scho bei den Diskussiounen ëm dee geplangten Héngerstall, déi an deene leschte Méint an der Press ze gesinn an ze héiere waren. Hei ass dréngenden Opklärungsbedarf an erëm eemol Imagefleeg gefuerdert. Hei ass d'Politik gefuerdert. Mir mussen et fäerdegbréngen, dës Produktiounen och hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen an ze akzeptéieren. Nëmmen da gesi mer, kënne mer sécher sinn, wéi d'Déiere gehalen a wéi d'Fleesch produzéiert gëtt. Nëmmen esou komme mer vun der Anonymitéit vum Produkt fort. Nëmmen esou si mer glafwierdeg a puncto Nohaltegkeet!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ech ginn Iech nach en anert Beispill vun enger Produktioun mat engem niddrege Selbstversorgungsgrad hei zu Lëtzebuerg: d'Schwéngsproduktioun. Och däers Fleesch importéiere mer vill op Lëtzebuerg. Och déi Produktioun ass vu ville Leit hei zu Lëtzebuerg net richteg akzeptéiert. Awer anonym Produkter gi kaaft!

Ee Beispill: An Dänemark huet d'Schwéngsproduktioun eng ganz grouss Bedeitung. Vill Schwäi ginn aus Dänemark op Barcelona transportéiert, well do d'Schluechten am bëllegsten ass. Ech hoffen, datt et net dovunner ofhänkt, datt et méi no beim Mier läit!

Wëlle mer dat? Wëlle mer aktiv de Laangstreckentransport vu liewegen Déiere mat eisem Konsumverhalen ënnerstëtzen? Nom Schluechte kommen d'Edelstécker dann erëm erop, zum Beispill an Norddäitschland. D'Hame ginn op Parma an da kafe mer se dann och erëm eng Kéier hei zu Lëtzebuerg an. Dat ass net grad ëmweltschounend.

Wëlle mer dat léiwer wéi e puer Schwéngsbetriber fir de regionale Maart hei zu Lëtzebuerg?

Mä och do musse mer d'Realitéit kucken. Dat ass och net méi déi wéi an de Kannerbicher

oder wéi an deenen nostalgesche Billerreklammen. D'Gewënnrat bei der Schwéngsproduktioun läit am Moment bei zirka 4%. Dat heescht, wann de Bauer ee Schwäi verkeeft fir 150 Euro - e kritt ongefeier esou vill -, da mécht hien e Gewënn vu 4%, dat heescht 6 Euro. Wann ech also e Betrib hu mat 2.000 Maaschtschwäiplazen an et gëtt 2,5-mol am Joer een Duerchgang, dat heescht, e produzéiert 5.000 Schwäin d'Joer, da verdéngt dee Betrib, huet en e Gewënn vun 30.000 Euro, deen awer och nach fir d'Eegekapitalverzënsung muss duergoen.

Dat heescht, Dir Dammen an Dir Hären, de Betrib kann net vill méi kleng sinn, wann e gäre wëllt iwwerliewen! Hei huet och erëm eemol d'Politik eng Verantwortung, d'Realitéit no baussen ze droen. Nach eemol: Hu mer léiwer, datt lieweg Déieren duerch ganz Europa transportéiert ginn, fir datt mer am beschte just nach d'Edelstécker zréckkréien, anstatt hei zu Lëtzebuerg och dës Produktiounen ze förderen an ze akzeptéieren?

Nieft dëse Méiglechkeete vun zousätzlecher Déierenhaltung mussen awer och nach aner Alternative gefërdert ginn, wéi zum Beispill de Geméisbau. Vill vun eis heibanne wäerte sech un déi éiweg Diskussiounen zur sougenannter „zone horticole" erënneren. Dëse Projet, deen zu Contern geplangt war, ass gestuerwen. Mä de Geméisbau, a virun allem de Fräilandgeméisbau kann a soll nach weider ausgebaut ginn. Och hei ass erëm d'Vermaartung dacks dat Schwieregst. Am Biolandbau ass dat ganz gutt organiséiert. An der konventioneller Landwirtschaft hu mer der nach net genuch, déi sech kéinten zesummendinn, fir et ze vermaarten. An alles iwwer Direktvermaartung verkafen ass sécherlech net einfach. Et gëtt awer schonns e puer Betriber, déi dat ganz gutt maachen.

An hei ass och erëm eng Kéier Plaz fir déi zwee, fir d'Biogeméis a fir den integréierte Geméisubau, well dat gesitt Der och, wann Der am Supermarché kuckt, wat do läit a wat d'Leit kafen.

Fir mech gëtt et elo méi Méiglechkeeten, fir de Geméisbau, de Fräilandgeméisbau ze förderen:

- och erëm eng Kéier hei: den Interessi wecke bei deene Jonken an der Schoul - d'Versuchsfläche si schonn do,

- Coursë fir d'Baueren, déi hunn d'Flächen, déi hunn d'Terrainen, dat ass eng Grondvirausetzung,

- eng spezialiséiert Ausbildung hu mer schonn zum Deel, awer och vläicht eng Spezialiséierung am Beräich vun der Landwirtschaft virgesinn,

- en Ausbau, en Opbau vun der Berodung ass wichteg, och där betribswirtschaftlecher;

- et méi einfach maachen, ech hunn et scho gesot, fir de Geméisbau als e separate Betribszweig biologesch ze bewirtschaften, fir deen, deen dat wëllt. Doduerjer kann ee menger Meenung no wierklech d'Leit motivéieren, fir am Geméisbau unzefänken, well eben, wéi gesot, d'Vermaartung och am Biogeméisbau scho gutt organiséiert ass. An als Nieweneffekt hätt ee vläicht e puer Betriber, déi ganz géifen ëmstellen,

- an d'Vermaartungsstrukturen allgemeng ënnerstëtzen.

Nieft dem Geméis ginn et nach eng Rei vun Alternativen, och Déngschtleeschtungen, déi kéinte fir eis Landwirtschaft interessant sinn. An hei gëllt et, d'Landwirtschaft ze ënnerstëtzen. An Eisträich, wou d'Bauere ganz vill verschidde Saache produzéieren, wou déi regional Vermaartung optimal organiséiert ass, do ginn d'Innovatioune vu staatlecher Säit geziilt gefërdert. Hei gëtt et Leit, déi heeschen oder nenne sech „Innovatiounsberoder". Hei kënnen d'Bauere mat neien Iddien dohinnergoen a si kréien Ënnerstëtzung, si kréie gehollef. D'Politik muss, wa se seet, datt Alternative wichteg sinn, sech och déi noutwendeg Moyenen heifir ginn.

Wéi wëllt déi aktuell Regierung Alternativen, Innovatiounen an der Landwirtschaft förderen? Dat ass eng wichteg Fro.

Nach eemol: Wéi steet d'Regierung zu deene sougenannten „operational groups", déi als Instrument fir eng innovativ Landwirtschaft ze förderen vun der EIP esou virgesi sinn?

Dat wier an eisen Aen e gudden Usaz, fir Alternativen, fir Innovatiounen ze förderen. Eng innovativ nohalteg Landwirtschaft ass nëmme méiglech, wa mer et fäerdegbréngen, fir alleguer d'Akteuren aus dem Beräich vun der Landwirtschaft méi no beieneenzebréngen, an hinnen d'Méiglechkeet ginn, fir an enger strukturéierter Organisatioun zesummenzeschaffen. Berodung, Schoul, Verwaltungen, Landwirtschaftskammer, Recherche mussen hei un engem Strang zéien. Dëst kann, wéi gesot, duerch déi sougenannten „operational group" geschéien, et kann awer och, méi komplett gesinn a méi komplett gefaasst, duerch de Kompetenzzentrum Landwirtschaft geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Kader vun de Budgetsdebatten eng Motioun déposéiert, fir e sougenannte Kompetenzzentrum um Site vun der neier Akerbauschoul esou séier wéi méiglech ze realiséieren, déi och ugeholl ginn ass. An ech wéilt hei nawell gäre wëssen, wéi wäit dës Iwwerleeunge si vum Landwirtschaftsministère. Bis elo hu mir nach näischt héieren.

(Sonnerie de téléphone portable)

Ech héieren en Tëlefon.

(Brouhaha et hilarité)

(Interruption)

A scho rabbelt et!

Mir produzéieren hei zu Lëtzebuerg vill fir de regionale Maart. Als klengt Land musse mer eiser Meenung no nach méi op d'Regionalitéit bauen. Et mussen nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, mir hunn nach Potenzial. Mir brauche konkret Informatiouns- a Marketingscampagnë fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft. Den Image de marque Lëtzebuerg muss och mat der landwirtschaftlecher Produktioun verbonne ginn.

Mir hunn am État de la nation nach eemol vum Nation Branding héieren. Ass beim Nation Branding och un d'Landwirtschaft geduecht ginn? Wa jo, wéi? Wéi eng Efforte ginn am Moment gemaach, fir Landwirtschaft an Tourismus zum Beispill zesummen ze vermaarten? Wéi eng Efforte gi gemaach, fir eis regional Produkter nach méi verstäerkt a Maison-relaisen, a Restaurant-scolairen, an Altersheimer, a Klinicken an esou weider anzesetzen? Wéi gesot, mir hunn nach Potenzial, an dat muss genotzt ginn.

Eis multifunktionell Landwirtschaft brauch awer och héich qualifizéiert Betribsleederen. De Bauer ass e Betribsmanager. Och de Bauerebetuff ass net méi vergläichbar mat deem vu viru 50 Joer. En ass e Betribsmanager mat vill Kapital. Ech sot an der Schoul ëmmer zu menge Schüler: Dir hutt méi Kapital ze verwalten, wéi ech jeemools a mengem Liewe wäert kréien. Däers si se sech net ëmmer bewosst. Dat ass awer esou. A se hu vill Verantwortung fir Liewensmëttel, Déieren an Ëmwelt.

An och hei muss d'Politik d'Fro erlaben, ob et nach ëmmer sënnvoll ass, datt en DAP egal aus wéi engem Beräich, wéi zum Beispill en DAP Coiffeur, och ka Bauer ginn. Ech gesinn dat ganz kritesch. Ech kéint jo eng Kéier d'Géigefro stellen: Géift Dir bei dem Bauer Är Hoer schneiden a fierwe loossen? Ech mengen, déi meescht vun Iech net!

E weidere wichtege Punkt, mäin drëtte Punkt no den Aufgaben an der Fro: „Wéi eng Landwirtschaft brauche mer?", ass: d'Landwirtschaft an d'Ëmwelt. Eng nohalteg Landwirtschaft ass nëmme méiglech, wann d'Ökologie déi néideg Bedeitung kritt. Do si mer eis eens. Den Drénkwaasserschutz an den Naturschutz gehéieren zu den Aufgabe vun der Landwirtschaft. Nährstoffausträg musse miniméiert ginn. Hei ginn et planzebaulech an düngungstechnesch Moossnamen. Planzeschutzeinträg an d'Waasser musse reduzéiert ginn.

Ech wëll awer hei nach eemol drop hiweisen, datt wéinst den aktuelle Problemer am Drénkwaasserschutz net däerf mam Fanger op d'Bauere gewise ginn, wat awer regelméisseg virkënnt. Si hunn nëmmen dat gemaach, wat erlaabt war.

An der ganzer Ried zur Lag vun der Natioun gëtt kee Wuert iwwert d'Landwirtschaft, de Gaardebau, de Wäibau, d'Forstwirtschaft verluer, ausser iwwert d'Sprëtzmëttelproblematik.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e falscht Zeeche vun der Regierung! Dat beweist, wéi eng Stellung d'Landwirtschaft fir si huet.

Natierlech muss d'Sprëtzmëttelproblematik ugepaakt ginn. Virun e puer Wochen huet d'Regierung e Règlement grand-ducal ugeholl, wouduerch d'Substanz Metolachlor am ganze Land verbueden ass an de Metazachlor elo bei eis an de Waasserschutzgebidder verbueden ass an am Rescht vum Land just nach reduzéiert agesat ka ginn. Dat ass prinzipiell och gutt esou.

Awer hei ergëtt sech en allgemenge Problem, dee muss ugeschwat a fir deen och musse Léisunge fonnt ginn. D'Bauere bei eis am Land produzéieren a Konkurrenz zu de Baueren an anere Länner. D'Baueren an de Waasserschutzgebidder produzéieren a Konkurrenz zu de Baueren an den Netwaasserschutzgebidder. Ass eis Gesellschaft bereet, dëse Konkurrenznodeel finanziell auszegläichen? Musse mer hei net awer iwwer zum Beispill de Waasserpräis och emol eng Kéier schwätzen?

Do si méi Facetten, déi misste beliicht ginn. Wann zum Beispill eng Sprëtzung vun der Rapsbléi vun eiser Gesellschaft net gewollt ass, da kann ee mat engem klenge Programm, deen dem Bauer de Mannerertrag, den Ausfall bezilt, zu Lëtzebuerg eege Weeër goen, dat obschonns datt mer eng Gemeinsam Agrarpolitik, jo eigentlech europawäit déiselwecht, hunn. De Bauer wier dee Leschten, deen dee Wee net géif matgoen.

Ass am PDR, am neien Agrargesetz, virgesinn, esou ufalend Méiopwandskäschten auszegläichen? Sinn esou Moossname bei deenen neien AUPen, den Ëmweltmoossnamen, virgesinn? Gëtt no Alternative gesicht oder gëtt prinzipiell einfach nëmme verbueden? Hei misste Projeten initiéiert a speziell gefërdert ginn, fir an de Waasserschutzgebidder zum Beispill op aner Techniken, aner Mëttele kënnen zréckzegräifen.

Sidd Der bereet, d'Berodung, déi hei schonns gutt Aarbecht mécht, zousätzlech ze ënnerstëtzen? Och hei wier erëm eng Kéier e sougenannten „operational group" gutt. Och hei kéint de Kompetenzzentrum gutt Aarbecht leeschten.

A puncto Naturschutz si mer als CSV dovunner iwwerzeegt, datt en aktiven Naturschutz duerch virun allem e positiven Ureiz, duerch geziilt Berodung, duerch Opweise vun Alternativen an net virun allem duerch Drock vun uewen erof méiglech ass.

Déi vill Diskussiounen iwwert de Biotopkadaster, iwwert déi zousätzlech Natura 2000-Gebidder, iwwert de Plan sectoriel «Paysages» hu leider e fade Bäigeschmaach vun Drock, vun Iwwert-d'Landwirtschaft-ewech-Décidéieren.

An der leschter Zeitung vun der Bauerenallianz krut ech meng Äntwert op d'Fro, déi ech der Madame Dieschbourg schonns eemol an enger Kommissioun gestallt hat, awer net beäntwert kritt hunn, nämlech wéi vill Prozent vun der landwirtschaftlecher Notzfläch schonns an iergendenger Schutzzon leien: 60% vun der gesamter landwirtschaftlecher Notzfläch si schonns an iergendwelche Schutzzonen ausgewisen, 60% vun der Produktiounsfläch mat méi oder manner Oplagen.

Stellt Iech dat emol vir an engem anere Beruff! An da virun allem déi Ongewëssheet, an doduerch och dat Mësstrauen, wat entsteet mat der Fro: Wat kënnt nach op dëse Flächen? Kommen och do op eemol Bewirtschaftungspläng vum Environnementsministère mat Zilvorgaben? Datt hei Sprengstoff entsteet, ass nëmme kloer. Dem Bauer säi wichtegste Produktiounsfaktor ass de Buedem.

Am Kader vun den Debatten zum Plan sectoriel ass vill iwwer Wuesstum geschwat ginn. Wuesstum bedeit Flächeverbrauch a Flächeverbrauch bedeit Verloscht vun der Produktiounsgrondlag fir d'Landwirtschaft. An duerfir wëll ech et elo net méi laang hei ausféieren, dat hu mer scho bei de Plan-sectorielle gemaach. Mä ech soen, et muss och déi landwirtschaftlech Fläch geschützt ginn, sou wéi mir dat virgesinn haten an der Zone agricole protégée. Soss ass keng nohalteg Landwirtschaft méi hei zu Lëtzebuerg méiglech.

An der Commission jointe vum 1. Abrëll huet d'Madame Minister Dieschbourg gesot, datt dëst géif eventuell am Kader vum Naturschutzgesetz geschéien. Wéi soll dëst konkret organiséiert ginn? Wéi ginn dës Flächen definéiert? A virun allem: Wéini kënnt d'Naturschutzgesetz? Am Ufank krute mer gesot, virum Summer. Beim État de la nation hunn ech elo héieren, virun Enn des Joers. Also wéini kënnt et?

Déi landwirtschaftlech Fläch däerf op jidde Fall net ëmmer Opfer gi vu Kompensatiounen, déi noutwendeg sinn, well aner Secteuren, well eis Bevëlkerung muss, soll wuessen. De Wuesstum däerf net zulaaschte vun eleng der Landwirtschaft, dem primäre Secteur, goen.

An op dës Kompenséierungsmoossname ginn ech nach eemol kuerz an. Als CSV si mer der Meenung, datt dëse System muss iwwerduecht ginn, wat jo och soll am Kader vum Naturschutzgesetz geschéien. Hei stelle sech fir d'Zukunft eng Rei vu Froen: Wat muss alles kompenséiert ginn?

Ech ginn Iech einfach emol en iwwerspëtzt Beispill, fir et vläicht méi einfach ze erklären: Wann d'Regierung a Kaf hëlt, datt, fir den Tram respektiv den Tramsschapp ze bauen, x Hektar Bësch mussen ëmgemaach ginn, da si jo Prioritéite gesat gi fir den Tram a géint de Bësch. Muss dann awer op d'mannst déiselwecht Fläch Bësch erëm zréckgeplanzt ginn, an dat op d'Käschte vun der Landwirtschaft? Kann net hei och esou iwwerluecht ginn, datt den Tram u sech schonns eppes fir d'Ëmwelt mécht? An, wa mer dann a Punkten iwwerleeën, kéinten dat net schonns eng Partie Punkte sinn? Eiser Meenung no muss onbedéngt iwwer eng manner flächenintensiv Kompenséierung nogeduecht ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- An eppes, wat mech an deem Kontext einfach interesséiert, well ech hunn et net fonnt: Gëtt et eng wëssenschaftlech Analys, wéi vill Bësch prozentméisseg vun der net bebauter Fläch fir de Bien-être vum Mënsch den Optimum ass?

Zum Beispill am Éislek hu mer am Moment schonn 42% Bësch. Wa mir eis also vun der net bebauter Fläch (veuillez lire: der bebauter Fläch) fortbewegen, dann hu mer zu 50% d'Chance, am Bësch ze sinn. Wat jo och gutt ass, mir hu jo näischt dergéint.

Mä wann Der Iech als Zil setzt, datt de Bësch...

(Hilarité et interruption)

Also, wann Der vläicht mengt, ech géif mech am Bësch befannen... Mä ech mengen dat, jo.

Une voix.- Dir gitt dach vill joggen.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Jo.

(Interruption)

Wat gelift?

Wann Der Iech also als Zil setzt, datt de Bësch ëmmer muss ersat gi mat op d'mannst genausou vill Bësch, datt och aner Fläche kënnen duerch Bësch ersat ginn, dann hëlt gezwongenerweis déi fräi Fläch undeelméisseg of.

An ech wëll einfach gäre wëssen: Gëtt et do iwwerhaapt eng Schmäerzgrenz? Ass doriwwer eng Kéier nogeduecht ginn? Ass eis oppe Landschaft, eis landwirtschaftlech Fläch automatesch ökologesch manner wäertvoll wéi de Bësch?

An de Bierggebidder fanne se dat op jidde Fall emol net, soss géife se d'Fräihalen, d'Verhënnerung vun der Verbuschung sech net esou vill kaschte loossen. Och hei erëm: Déi zwee si wäertvoll, déi zwee, de Bësch an déi landwirtschaftlech Fläch.

Den ONR soll elo zesumme mam Ëmweltministère d'Flächen definéieren, déi als Kompenséierungsfläche solle genotzt ginn. Als CSV si mer der Meenung, datt prioritär solle Fläche genotzt ginn, déi schonns an iergendenger Schutzzon leien. Et däerfen net nach zousätzlech Fläche mat Servitudë beluecht ginn.

Nach eemol als Erënnerung: 60% vun der landwirtschaftlecher Notzfläch leie schonns an iergendenger Schutzzon. Dat geet definitiv duer. Och däerfen op kee Fall Fläche geholl ginn, déi direkt ronderëm d'Betriber leien. Dat géif den Doud vun dëse Betriber bedeiten. Dir musst Iech bewosst sinn, datt Der hei iwwert dem Bauer säi wichtegste Produktiounsfacteur bestëmmt.

An der Kommissiounssëtzung vum 1. Abrëll hat ech och dës Froe gestallt. Am Rapport hunn ech dat elo net méi erëmfonnt. Duerfir nach eng Kéier meng Froen: Wann am Kader vum Naturschutzgesetz déi potenziell Kompensatiounsfläche festgehale ginn, no wéi enge Kritäre gëtt dat gemaach? Ginn dës Flächen dann an deene schonns ausgewisene Schutzfläche geholl? Oder gi se ausserhalb vun deene geholl? Den Här Minister Etgen hat gesot, si hätten «recours à des terrains à potentiel faible». Wat heescht dat genau?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Landwirtschaft ass wichteg an Ëmwelt ass wichteg. Déi zwee Beräicher mussen am Sënn vum Nohaltegkeetsdräieck matenee schaffen, net géinteneen an net niewenteneen. An dat ass ee vun den Haaptproblemer, déi mer am Moment hunn. Kompromisser mussen op deenen zwou Säite méiglech sinn. Ech betounen: op deenen zwou Säiten!

Ech muss Iech soen: Ech hunn e bëssen Angscht virum Naturschutzgesetz. D'Landwirtschaft muss hei matzäit agebonne ginn a muss och nogelauschtert kréien. Transparenz, Participatioun a Kommunikatioun sinn hei gefrot.

Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woch hate mer hei an der Chamber den ëffentlechen Débat zur Petitioun géint dat neit Juegdreglement. Dir Dammen an Dir Hären, och hei sinn erëm eng Kéier d'Bauere betraff, an och dëst ass erëm eng Kéier e gutt Beispill vum Iwwert-d'Landwirtschaft-ewech-Décidéieren.

Den Här Statssekretär Gira sot schonns am Virfeld vum Débat - hie sot zwar, et wier e bëssen aus dem Kontext geholl, mä ech zitéieren den Auszoch vu sengem Zitat aus engem Artikel

vum „Lëtzebuerger Wort“: „Et ass alles gesot! Jiddwereen huet seng Meenung, mä d'Regierung huet déi besser Argumenter op hirer Säit a léisst sech net ënner Drock setzen, ob eng Petitoun fënnef-, zéng- oder fofzéngdausend Ënnerschrëften zielt.“

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass erëm eemol e gutt Beispill vum Ëmgang mat de Betraffenen. Hei ass et zwar transparent, well jiddweree weess vun Ufank un, wou en drun ass, mä ënner Kommunikatioun a Participatioun verstinn ech eppes aneschters.

Déi afrikanesch Schwéngspescht ass am Virmarsch aus Osteuropa. Dës Gefor däerf net ënnerschätzt ginn. Wann d'Krankheet bis do ass, dann ass se déidlech. Vill vun eis wäerte sech nach un d'Joren 2001/2002 erënneren, wéi mer déi verheerend Schwéngspescht hei haten, wou iwwer 20.000 Schwäin hu missen noutgeschluecht ginn. Datt eng Angscht do ass, ass also verständlech.

Oder och en anert Beispill an dësem Kontext: De viregte Sonndeg krut e jonke Bauer, dee frësch ugefaangen huet, en hat kee Betrib virdrun, 78 Hénger vun zwee Fiiss geholl. Den Här Gira seet zwar, de Fuuss hätt Gefiller, ech verstinn dat och, mä ech soen, d'Hénger hunn och Gefiller, an et muss een awer - a virun allem, wa mer och nach d'Fräilandhaltung propagéieren -, et muss een d'Problemer, déi do sinn, akzeptéieren an de Leit nolauschteren. Et ass einfach net akzeptabel, d'Problemer vun de Betraffenen net eescht ze huelen an iwwer si ewech ze décidéieren.

Als CSV fanne mer et immens schued, datt d'Landwirtschaft mat hire Problemer net eescht geholl gëtt.

(Interruption)

Da kommen ech zu menger véierter grousser Fro: Wou gehéiert de Bauerenhaff an Zukunft hin?

(Coups de cloche de la présidence)

Meng Zäit ass ëm, mä ech sinn dat Eenzegt, wat schwätzt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech wollt just vläicht d'Chamber froen, ob se domat d'accord ass,…

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Soss schwätzen ech herno.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … dass d'Madame Interpellantin e puer Minutte méi huet an net méi intervenéiert als CSV-Vertriederin. Dee Moment hu mer keng Interventioun méi vun de Kolleege vun der CSV.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Madame Hansen, da fuert Dir virun.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ech si ganz frou, mä mir hätten nach 66 Minutten. Ech huelen der elo nach fënnef vun deene 66.

Sou, wou gehéiert de Bauerenhaff an Zukunft hin? An d'Duerf oder an d'Zone verte? Wann de Bauerenhaff säi Betrib am Duerf huet, dann huet dat sécherlech sozial Virdeeler. Et huet och Virdeeler an deem Sënn, datt déi net landwirtschaftlech Bevëlkerung zumindest nach e bësse vum Bauereberuff matkritt.

Mä, ass d'Akzeptanz vun der net landwirtschaftlecher Bevëlkerung nach do? Ginn déi schwéier Maschinnen, d'Mécken, déi automatesch mat den Déiere verbonne sinn, de Kaméidi, de Geroch, wann zum Beispill d'Gülle ausgefouert gëtt, gëtt all dëst nach akzeptéiert?

Eis Gesellschaft huet sech verännert. Wa fréier d'Bauerebetriber de Mëttelpunkt vun eisen Dierfer ausgemaach hunn, sou si se haut bäi Wäitem an der Minoritéit. Passe si nach an eis Dierfer?

Als CSV si mer der Meenung, datt, wann e Bauer wëllt am Duerf bleiwen - an da wëll ech awer och nach eng Kéier hei soen, datt et net onbedéngt nëmme Freed mécht, ganz eleng um Flouer ze wunnen -, wann e gäre wëllt am Duerf bleiwen, da soll en dat och kënne maachen.

Fir déi meescht Betriber wäert awer eng Aussiidlung déi bescht Léisung sinn. An da gehéiert zu all Betrib mat Déieren, egal wéi engen Déieren, och en Haus. An Aussoen, déi en DP-Vertrieder an enger Kommissioun gemaach huet: „De Bauer wäert jo net all hallef Stonn seng Déiere mussen heemele goen“, oder wéi d'Madame Minister Dieschbourg geschriwwen hat, de Bauer misst net beim Hengerstall wunnen, well «lors de la ponte d'un œuf, vous n'avez pas besoin d'assister votre poule», kënne mir esou net akzeptéieren! Et ass eigentlech eng Frechheet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mir hu schonns méi wéi eemol iwwert d'Baueren an der Zone verte geschwat an der Kommissioun. Ganz kloer Aussoen hu mer nach ëmmer net. A Problemer bestinn der eng Partie am Moment bei der Genehmegung.

Här Minister, wéini a wéi sollen dës Problemer konkret geléist gi fir d'Baueren? Wou gehéieren Ärer Meenung no d'Bauerebetriber hin? Gehéiert zum Bauerebetrib och en Haus? A wa mer dann iwwer Bauerebetriber an der Zone verte schwätzen, da muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass eng Activité agricole? Well nëmmen déi Aktivitéit gëtt an der Zone verte genehmegt.

Als CSV si mer der Meenung, datt dës Definitioun muss iwwerduecht ginn, virun allem och am Hibléck op d'Alternativen an d'Innovatiounen an der Landwirtschaft. Et muss op där enger Säit verhënnert ginn, datt Leit mat zwou Geessen an engem Päerd kënnen aussidelen. Do si mer eis eens. Op där anerer Säit muss et awer méiglech sinn, och an enger Zone verte alternativ landwirtschaftlech Produktiounen an och eventuell Déngschtleeschtungen unzebidden.

Wéi gesäit et zum Beispill aus, wann e Bauer gäre wëllt op sengem Betrib an der Zone verte eng Hondspensioun opmaachen - just als Beispill? Well ech mengen, d'Hondspensioune gehéieren och net méi an d'Duerf. Oder e Bauer, deen leselen hält, dës sträicht an d'Mëllech zu Cremë verschafft. A si siche jo no Alternativen. Sinn dëst alles nach landwirtschaftlech Aktivitéiten? Wéi eng Léisungen hutt Der fir eis Reitpäerdsstallbesëtzer? Däerfen déi an der Zone verte bauen?

Iwwert dës Definitioune muss nei nogeduecht ginn. Et muss méi oppe si fir Alternativen an Innovatiounen. Och hei muss d'Politik konsequent sinn. Wa mer soen, mir wéilten Innovatiounen an der Landwirtschaft, wa mer soen, de Bauerebetrib géif net méi richteg an d'Dierfer passen, da musse mer dës Aktivitéiten och an der Zone verte zouloossen.

Dir Dammen an Dir Hären, als CSV si mer der Meenung, datt all dës Froen, op déi ech elo agaange sinn, misste beäntwert sinn, fir kënnen eng nohalteg a kohärent Landwirtschaftspolitik ze maachen.

D'Meenung vun der CSV kennt Der elo. Ech si gespaant op d'Astellung vun der Regierung. A virun allem, ech widderhuele mech, brauche mer e Matenee vun allen Akteuren, och vun den Akteuren aus dem Ëmweltberäich mat den Akteuren aus der Landwirtschaft.

Eis Politik an eis Gesellschaft musse sech bewosst sinn, datt mer eis Landwirtschaft brauchen an datt dëst nëmme méiglech ass, wa mer en ausgeglachenen Nohaltegkeetsdräieck hunn. Eis Landwirtschaft verdéngt déi néideg Ënnerstëtzung an deen néidege Respekt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Landwirtschaft gëtt jo u sech de Wirtschaftsberäich vun der Urproduktioun definéiert. Et ass och ouni Zweifel ee vun den eelste Wirtschaftsberäicher, deen och an eiser vun der Technik dominéierter Welt haut ouni Zweifel zu Recht nach e grousse Stellewäert genéisst. Ronn 48,6 Millioune Quadratkilometer bedréit déi landwirtschaftlech benotzte Fläch op eisem Planéit. Dat ass ronn een Drëttel vun der Erduewerfläch. Eleng déi impressionnant Chiffere beleeën d'Dimensioun vum Agrarsecteur.

Och eise Mikrokosmos hei zu Lëtzebuerg gëtt nach ëmmer staark duerch d'Landwirtschaft geprägt, an dat mat Sécherheet net nëmmen am Norde vun eisem Land. Natierlech ass den ekonomeschen Aspekt dach éischter méi bescheiden, wann een déi eenzel Zuelen e bësselchen analyséiert. 1952 zum Beispill hat d'Landwirtschaft nach 9,3% vun eisem PIB ausgemaach, haut sinn et nach 0,3%. Nëmmen 0,9% vun den aktive Leit sinn am Agrarsecteur ugestallt. 2,3% mécht d'Formation brute vum Capital fixe an der Lëtzebuerger Ekonomie aus. An awer spillt ouni Zweifel den Agrarsecteur um sozialen, um ekonomeschen an och um ekologesche Plang nach ëmmer eng bedeitend Roll.

D'Interpellatioun vun haut erlaabt ouni Zweifel, dëse Secteur vu verschiddene Säiten hier méi genee ze beliichten, dee Secteur, deen - an ech mengen, do sinn all déi Leit sech eens, déi mat deem Secteur verwuess sinn -, de Moment an enger relativ schwiereger Phas ass. Jiddefalls ass dat awer och näischt Neits, dat muss een och hei ënnersträichen.

Wa mer allerdéngs vum Agrarsecteur schwätzen, da limitéiere mer eis net nëmmen op d'Baueren, dann denke mer och un d'Wënzer, dann denke mer och un d'Gäertner. Dofir mengen ech, datt déi Interpellatioun hei soll awer dee ganze Spektrum ofdecken an doweinst wäert ech herno selbstverständlech och e puer Wuert iwwert de Wäibau hei verléieren.

Ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei - iwwregens eng Partei, déi mat Sécherheet, an dat kann een, ouni rout hei ze ginn, ganz kloer ënnersträichen, ganz enk verbonnen ass zënter Jorzéngte mat der Lëtzebuerger Landwirtschaft -, e puer Grondelementer vun dësem eenzegaartege Beruffssecteur hei ervirbréngen.

D'Interpellatioun ass jo u sech a véier Punkten, zentral Punkten agedeelt, wat een allerdéngs net soll dorun hënneren, fir och nach e puer aner Iwwerleeungen zu deem wichtege Secteur hei ze maachen. Wat sinn dann elo d'Missioune vum Agrarsecteur haut? Ech mengen, dat ass eng zentral Fro, déi hei gestallt ginn ass. Déi ass ouni Zweifel net einfach ze beäntweren. Et muss ee soen, datt déi Aufgab vun der Landwirtschaft haut villfälteger Natur ass.

Ech mengen, nach wie vor steet natierlech d'Landwirtschaft an éischter Linn do als Produzent vun Nahrungsmëttelen. Si huet awer domadder also eng besonnesch Verantwortung an eiser Gesellschaft ze droen. An haut, géif ech soen, nach vill méi wéi jee ass et natierlech och virun allem d'Qualitéit vun de Produkter, déi muss am Vierdergrond stoen. Bedéngt natierlech och duerch deen héije Produktiounsdrock, deem d'Landwirtschaft ausgesat ass, stinn natierlech och eng Rei negativ Aflëss ëmmer méi am Vierdergrond, a virun allem och Aflëss op eis Ëmwelt.

Der Landwirtschaft hir Positioun huet ouni Zweifel an deene leschte Jorzéngten, kann ee scho bal soen, fundamental geännert. Nach bis an d'60er Jore war u sech de Beruff vum Bauer e bësse méi op eng bescheide Manéier duergestallt ginn. Ech denken drun, datt et bescheide kleng Traktere gouf. Ech denken drun, datt och nach Päerd virun d'Ween gespaant goufen. An een, dee méi wéi 30 Mëllechkéi hat, deen ass deemools schonn als en Härebauer ugesi ginn. Dat ass haut natierlech alles aneschters. Déi Zäite si längst eriwwer. Haut ass de Bauer ouni Zweifel en Industriellen an och e Manager. Dat soll allerdéngs guer net pejorativ gesot sinn, au contraire! Ech mengen, dat ass eng normal Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Mir haten 2013 zum Beispill 75 Betriber, déi méi wéi 100 Mëllechkéi haten.

Dofir, deen nostalgesche Bléck no hannen, dee muss och vläicht trotzdeem awer e bësselchen hei relativéiert ginn. Well et däerf een net vergiessen, datt de Bauer fréier awer och e ganz schwéiere Stand hat, och vläicht méi e schwéiert Ëmfeld hat, wéi dat haut de Fall ass. Et sinn ouni Zweifel eng Rei Facteuren, déi dozou bäigedroen hunn, datt eben dee Beruffsstand am Laf vun de Joren enorm geännert huet.

An éischter Linn sinn et natierlech d'Präisser. Et ass evident an et ass och verständlech, wann ee säi Brout verdéngt mat landwirtschaftlechen Aktivitéiten, dann ass et ganz kloer, datt de Präis am Vierdergrond steet. Wann een dat e bësselchen analyséiert aus deene leschte Joren, da muss een zum Beispill feststellen, datt mer 2014 par rapport zu 2013 e Réckgang vun 2% vun de Präisser insgesamt haten, virun allem um Niveau vun de Kären, wou d'Präisser net manner wéi 11,7% zréckgaange sinn. Domadder louch een och kloer ënnert dem Wäert nach vun 2010. Dann hunn och d'Grompere besonnesch d'lescht Joer net onbedéngt fir Euphorie an dem landwirtschaftleche Milieu gesuergt.

Besser gesäit d'Situatioun natierlech um Niveau vun de Béischten aus. Ech wëll op dëser Plaz och ënnersträichen, wat oft vläicht vergiess gëtt, datt virun allem eis Baueren, wa se hiert Véi an d'Schluechthaiser liwweren, ëmmer eng ganz gutt Note kréien. Dat kënne mer iwwregens och an dem Rapport vun dem Landwirtschaftsministère noliesen, datt se héicht Qualitéitsvéi do ofliwweren, an dat kann een och net oft genuch hei ënnersträichen.

Natierlech mécht ganz grousst Kappzerbrieches de Moment de Mëllechpräis. Mir wëssen, datt zënter dem 1. Abrëll vun dësem Joer d'Quoten ofgeschaaft goufen. De Präis vun der Mëllech ass ëm 11,05% am Mäerz vun dësem Joer am Verglach mam Februar zréckgaangen. Déi Präisser sinn natierlech och net méi esou interessant wéi an de Boomjore vun 2007 an 2008, wou deemools en Duerchschnëttspräis vun 42 Cent op de Kilo bezuelt gouf. Mä 2009 war et dunn u sech schonn eriwwer an de Präis ass ëm 29% gefall. No 2010 goung et dunn erëm e bësselche biergop.

Mat dem Ofschafe vun de Quoten ass allerdéngs bis elo eng Explosioun vun der Mëllechproduktioun ausbliwwen. A Maartanalyste sinn allerdéngs optimistesch. Dat, wat u sech gefaart gi war duerch d'Suppriméiere vun de Mëllechquoten, do ass jiddefalls bis dato elo nach net déi „Katastroph“ - tëschent Guillemets - agetrueden. Et däerf een och net vergiessen, 2014 goufen iwwregens iwwer 305.500 t an d'Molkereie geliwwert.

A wa mer scho bei de Präisser sinn, da muss een natierlech och iwwert d'Akommes hei schwätzen, dat jo och scho virdru vun der Interpellantin hei ugeschnidde ginn ass. An de leschten zéng Joer ass d'Akommes pro Unité de main-d'œuvre nëmme liicht an d'Luucht gaangen. 2014 ass allerdéngs erëm e Réckgang festzestellen op 51.400 Euro pro Exploitatioun. Dat ass natierlech eng Baisse vu 14% am Verglach mat 2013.

Mir haten 2014 hei zu Lëtzebuerg ronn 2.040 Betriber. Dat waren der 37 manner wéi am Joer 2013. De Moment hu mer jo e bëssen d'Tendenz hei zu Lëtzebuerg, datt d'Zuel vun de Betriber zréckgeet, mä déi Fläch, déi landwirtschaftlech genotzt gëtt, datt déi awer zimlech konstant ass. Ronn 130.805 ha sinn dat de Moment.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner wichteg Fro, déi hei ugeschnidde ginn ass, dat ass natierlech déi: wéi eng Landwirtschaft fir Lëtzebuerg fir haut a virun allem awer och fir muer? Ech mengen, do muss een awer direkt nach eng aner Fro hannendrunhänken, an dat ass déi: Huet den nationale Maart nach e Potenzial? An ech mengen, déi Fro soll een och direkt mat Jo hei ganz kloer beäntweren.

Natierlech, an och do muss een dat hei ënnersträichen, och de Konsument muss matspillen. Et ass net richteg, fir u sech ëmmer déi negativ Aflëss ëmmer direkt op de Bauer ze achséieren, mä et muss een dat an engem gesamten Ëmfeld gesinn. Well leider gëtt jo eise Maart vill ze vill och mat bëllege Produkter, virun allem aus dem Ausland, iwwerschwemmt. An oft kommen déi Produkter aus ganz wäite Sphären heihinner, vun anere Kontinenter, wat natierlech alles aneschters wéi positiv och fir d'CO_2-Bilanz ass.

Et muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, ob et net verréckt ass, datt hei zu Lëtzebuerg Pouleten zum Beispill konsuméiert ginn, déi aus enger Masseproduktioun sinn, déi, jo, wéi Loftballonen opgeblose gi während enger kuerzer Zäit, déi mat Antibiotika vollgestoppt ginn an déi dann hei konsuméiert ginn, nëmme well se eben e puer Cent méi bëlleg si wéi héichwäerteg Qualitéit, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt. Dat ass natierlech eng traureg Situatioun, well déi Pouleten, an net nëmmen d'Pouleten, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, mat Sécherheet eng héichwäerteg Qualitéit hunn. A mir wëssen och hei, datt d'Standarde vun enger déieregerechter Haltung ouni Zweifel respektéiert ginn.

Dowéinst ass et och interessant, gewuer ze ginn, datt jo och elo eng nei Filière vu Pouletsproduktioun soll hei zu Lëtzebuerg opgeriicht ginn. Mir hunn och matkritt, datt zum Beispill zu Gousseldeng versicht gëtt, och do méi e biologesche Betrib an deem Sënn opzebauen, wat mir am Fong nëmme kënne begréissen.

Natierlech muss och d'Fro gestallt ginn, firwat mer net hei zu Lëtzebuerg nach aner Nische méi konsequent besetzen. Ech denken un den Ubau vu Geméis, vu Friichten oder och d'Ubidde vun Déieren - virdrun ass dat och schonn hei ënnerstrach ginn -, sief dat vu Kanéngercher oder aneren Déieren.

Et ass ouni Zweifel awer nach ëmmer de Präis, deen och virun allem de Konsument beaflosst bei sengem Choix. An dat ass e bëssen ze bedaueren an do läit och virun allem de Problem. Dofir ass et wichteg, datt mer an eiser Gesellschaft e Mentalitéitswiessel ustriewen, datt mer d'Leit drop hiweisen, wéi wichteg et ass, datt ee lokal, regional Produkter konsuméiert. An dee Mentalitéitswiessel kann natierlech nëmmen erreecht ginn, wann all d'Akteuren - ech betounen, all d'Akteuren! - do zesummen un engem Strang zéien.

Et ass net nëmmen de Landwirtschaftsministère, do sinn och d'Produzenten an och natierlech d'Verkafsstellen, déi do musse matspillen. Et muss permanent drop higewise ginn, wat fir en Avantage awer an der Consommatioun vu lokale Produkter läit. Dofir ass et och gutt, datt mer esou Campagnë maache wéi zum Beispill „Sou schmaacht Lëtzebuerg“. Et ass wichteg, datt esou Campagnen och an Zukunft nach wie vor d'Ënnerstëtzung vum Ministère an och doriwwer eraus vun der Gesellschaft wäerte kréien.

Ech gleewen och drun, datt och nach vill Potenzial um lokalen an och um staatlechen Ni-

veau läit. Ech mengen, heibanne si jo eng ganz Rei lokal Verantwortlecher, déi wëssen, wat fir eng Méiglechkeete se och hunn an hire Kantinnen, an hire Foyers de jour, an hire Crèchen, fir datt och do verstäerkt nach lokal Produkter, regional Produkter consomméiert wäerte ginn.

Jiddefalls de Kanner ass keen Déngscht geleescht, wa se dagdeeglech Produkter dohinnergestallt kréien, déi vläicht am Präis méi bëlleg sinn, mä déi awer vun Iwwerséi kommen oder aus enger vill méi wäit entfernter Regioun, a wa se dee Moment net léieren, wat et heescht am Fong geholl, lokal Produkter ze consomméieren. Dofir musse mer ouni Zweifel kucken, fir do nach zousätzlech Efforten ze maachen.

D'Demokratesch Partei ass mat Sécherheet keng Partei, déi e grousse Frënd ass vu Subventiounen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, wa staatlech Institutioune wéi Crèchen, wéi Foyers de jour Efforte maachen, fir de Kanner lokal Produkter unzebidden, déi natierlech am Endpräis méi deier sinn, datt awer do och vläicht gewësse Subventioune vu staatlecher Säit sollen accordéiert ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer och op eng Rei flott Initiativen hiweisen, zum Beispill déi vum SICONA, déi elo kierzlech virgestallt ginn ass: „Natur genéissen - Mir iesse regional, bio a fair", wou u sech da versicht gëtt, fir drop hinzeweisen, wat fir e grousse Sënn et awer huet, esou Produkter an deenen Institutiounen do unzebidden.

À propos Subventiounen: Et ass mat Sécherheet keng Neiegkeet, wann ech soen, datt d'Demokratesch Partei net onbedéngt eng Partei ass, déi e grousse Frënd ass vu staatleche Subventiounen. An dowéinst ass et och virun allem ee Saz, dee mech awer zumindest - an ech mengen, net nëmme mech - e bëssen zum Nodenke bréngt, aus dem Rapport vun 2014 op der Säit 26, do steet ënner anerem: «Durant les dernières années, on observe une augmentation constante du rapport entre les aides totales et le bénéfice, culminant en 2009 à un niveau de 127% et ne changeant guère après. La production agricole proprement dite générait donc un résultat comptable négatif pendant cette période.» Ech mengen, dee Saz muss engem awer ze denke ginn!

Dat heescht, méi wéi jee ass dem Bauer säi Benefiss och ofhängeg vun de Maartkonditiounen. An dowéinst ass et och evident, datt déi regelméisseg variéieren. Eppes ass kloer: Ouni staatlech Subventioune kéinte vill Betriber wahrscheinlech, an d'Spezialiste kënnen dat vill besser ënnersträiche wéi ech, net iwwerliewen!

D'Zil muss awer sinn an Zukunft, net quasi staatlech Agrarfabricken opzeriichten, mä méi verstäerkt a méi kleng familiär Strukturen ze investéieren, an éischter Linn natierlech och Familljebetriber. An dat neit Agrargesetz misst och deem Rechnung droen, well do jo och virgesinn ass, fir e Plaffong fir Investitiounshëllefen anzeféieren. D'Betriber sollen u sech verstänneg wuessen. Well mir wësse jo awer och, datt et eng Rei Betriber gëtt, a leider net wéineg, déi jo awer och héich verschëllt sinn, well se eben an all deene lafende Jore vläicht disproportional gewuess sinn. An dat soll u sech an der Zukunft net méi onbedéngt de Fall sinn.

Dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt de Bauer leider, leider och haut mat ganz villen administrativen Aarbechte belaascht ass. Mir sinn der Meenung jiddefalls, datt de Bauer soll vill méi Zäit um Feld an am Stall verbréngen wéi hannert dem Bürosdësch. Där Problematik war sech d'DP och bewosst a mir hunn dat och ganz kloer an eisem Wahlprogramm 2013 scho festgehalen, andeems datt mer deemools geschriwwen haten: „Eine Vereinfachung der Anträge sowie des Verwaltungsaufwandes der Landwirte muss umgesetzt werden. Bürokratische und finanzielle Belastungen durch staatliche Kontrollen der landwirtschaftlichen Betriebe müssen reduziert werden." An dat ass jo och ouni Zweifel amgaang ze geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment si mer jo effektiv amgaang - méi spezifesch d'Madame Ëmweltministesch -, fir en neit Naturschutzgesetz auszeschaffen. Et bitt sech do u sech jo dann d'Geleeënheet, fir effektiv Zones agricoles och virzegesinn. Dat wär jiddefalls an den Ae vun der Demokratescher Partei méi wéi eng Symbolik, et wär u sech e wichtegen, wäertvolle Geste fir d'Landwirtschaft. Domat géife mer nämlech der Kulturlandschaft en interessante Stempel opdrécken. An zwar kéint engersäits wäertvollt Agrarland dee Moment erhale ginn an net fir aner Zwecker zur Verfügung gestallt ginn, an anersäits kéint awer och mat räsonabelen Oplagen de Wäert vun deene Flächen op eng länger Zäit garantéiert ginn.

Allerdéngs musse mer natierlech och an Zukunft en Équiliber fannen tëschent den noutwendege Kompensatiounsflächen an de fir d'Produktioun vun Ernährungsprodukter noutwendege Flächen. Dofir solle wa méiglech all landwirtschaftlech genotzte Fläche prioritär fir d'Nahrungsmëttelproduktioun reservéiert ginn. Ech mengen, dat ass eng wichteg Ausso, op déi mir als Demokratesch Partei eis och wierklech achséieren. A mir maachen och hei de waarmen Appell, datt een an Zukunft deen Esprit beim Ausweise vun de Plans sectoriels soll ouni Zweifel zréckbehalen.

E weidere Problem, dee sech natierlech och an deem Kontext stellt, dat ass d'Entwécklung vun de Präisser vum Bauland, well déi dreiwen och automatesch d'Präisser vum Akerland mat an d'Luucht, well jo awer och d'Promoteuren op der Sich sinn no Kompensatiounsflächen. An dofir si mer och der Meenung, datt verstäerkt nëmmen nach solle Kompensatiounsflächen zougelooss ginn, wou et och landesplaneresch sënnvoll ass. Esou wéi och zousätzlech garantéiert soll ginn, datt wéinst deene Moossnamen der Landwirtschaft kee gudde Buedem géif verluer goen.

An et wär och wichteg, datt déi Mesures compensatoires gréisstendeels op Terrains de faible aptitude agricole stattfanne sollen. Déi aner Terrainen, dat sinn déi Terrainen, déi wierklech eppes hierginn, sollen natierlech an éischter Linn ganz kloer reservéiert gi fir d'Liewensmëttelproduktioun.

Wa mer schonn hei iwwer Terraine schwätzen, da muss een och drop hiweisen, datt et och nach un enger Rei vläicht legislativen Instrumenter feelt, fir u sech dee Buedem nach méi ze schütze fir d'Zukunft. An da schwätze mer ganz séier och vun engem Buedemschutzgesetz, eng Iddi, déi net nei ass, eng Iddi, déi, géif ech scho bal soen, zënter zwee Jorzéngten hei diskutéiert gëtt, wou awer nach ëmmer näischt Konkretes geschitt ass. Well Buedemschutz heescht jo awer och, der Landwirtschaft eng geséchert Fläch fir d'Zukunft ze ginn, fir datt se kann hir Aktivitéiten ausféieren. Dofir hu mer awer mat Satisfaktioun festgestallt, datt d'Ëmweltministesch jo amgaang ass, sech méi konkret Gedanken doriwwer ze maachen. A mir hoffen, datt och op deem Niveau elo eppes wäert geschéien.

An deem Kontext muss een awer och op de wichtege Rôle vun de Gemengen hiweisen - och dat gëtt munchmol vergiess -, well d'Gemengen hu jo awer d'Méiglechkeet, sougenannt Plans de développement rural opzestellen. Ech weess, datt natierlech - ech si selwer Vertrieder vun enger gréisserer Gemeng aus dem Süden -, do vläicht net onbedéngt a priori déi Noutwendegkeet besteet, mä ech denken awer un déi ganz, ganz vill Landgemengen, wou et awer wichteg ass, datt se sougenannt Plans de développement rural opstellen. A mat der Hëllef vum Service du développement rural hunn, wéi gesot, d'Gemengen dat Instrument, fir kënnen eben och am Intérêt vun de Baueren an am Intérêt vun der Landwirtschaft déi Pläng ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass, géif ech soen, bal ee vun den Haaptaspekter vun dëser Interpellatioun, an zwar geet et do jo ëm, ech wëll net soen en Antagonismus, mä trotzdeem ëm d'Spannungsfeld tëschent Naturschutz a Landwirtschaft. Ech mengen, et ass dat, wou mer eis natierlech musse besonnesch an dësen Zäite méi am Detail domat auserneesetzen. D'Madame Hansen huet dat jo och scho méi am Detail hei gemaach.

Et ass ganz kloer an et ass och verständlech, datt dat hei ee vun den Haaptpunkte vum Géigestand vun dëser Interpellatioun ass. An erlaabt mer, datt ech dofir och deen Aspekt hei e bësselche méi am Detail beliichten, well de Moment am Agrarmilieu natierlech dat eng vun de groussen Ängschten ass: Wéi geet et virun? Wat ass natierlech elo d'Influenz vun der Naturschutzpolitik op d'Zukunft vun der Landwirtschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg?

Ech mengen, eppes ass awer ganz sécher, an dat kann awer och net vum Agrarmilieu ignoréiert ginn: Mir hu ganz eeschthaft Problemer mat eiser Natur. Eis Natur huet déi lescht Joren, déi lescht Jorzéngte besonnesch, ganz vill gelidden. D'Biodiversitéit ass streckeweis enorm zréckgaangen. Si huet dramatesch ofgeholl. A wann een haut iwwert de Flouer plazeweis geet, da muss een allerdéngs feststellen, datt deen zimlech eidel a monoton ass. Well fréier, wann ee virun 20, 30 Joer deeselwechte Wee getrëppelt ass, dann huet ee gemierkt, datt awer trotzdeem d'Biodiversitéit nach vill méi grouss war.

Ech wëll hei mat e puer Zuelen dat ënnersträichen: An deene leschten 30 Joer sinn zum Beispill 82% vun de Fiichtgebidder verschwonnen, 58% vun de Bongerten, 55% vun den Eenzelbeem, 35% vun den Dréchewisen an Heedflächen. Ech mengen, déi Chiffere soe leider ganz villes aus.

Allerdéngs, an dat wëll ech ganz kloer hei betounen, falsch wär et allerdéngs elo, fir awer just nëmmen engem de Schwaarze Péiter zouzespillen, an dat wär der Landwirtschaft. Dat ass mat Sécherheet net de Fall! Et gëtt eng ganz Rei aner Facteuren, déi dozou bäigedroen hunn. Ech denken un eng, kann ee scho bal soen, katastrophal Landesplanung aus deene leschte Jorzéngten.

Une voix.- Aah!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech denken un d'Bevëlkerungsexplosioun an ech denken insgesamt un déi allgemeng Zersiidlung vun eiser Landschaft. Dat sinn éischter dann déi Haaptursaachen, woubäi een natierlech awer och objektiverweis muss soen, datt natierlech och d'Landwirtschaft e gewëssen Undeel un deem Réckgang vun der Biodiversitéit huet.

Dann däerf een awer och net vergiessen, wéi sech eis Gesellschaft entwéckelt huet. De Konsument ass vill méi usprochsvoll ginn. Den Drang no Luxus a Bequemlechkeet ass an d'Luucht gaangen. An dertëschent sëtzt dann oft de Bauer, deen natierlech och gewëssene Contrainten ausgesat ass, deen natierlech e gewëssene Produktiounsdrock verspiert. An evidenterweis muss e sech jo dann och deem upassen, mat all deenen zum Deel negative Konsequenzen, déi sech natierlech do erausstellen, well en och muss d'Natur zum Deel ausquetschen.

Dofir ass et awer ze bedaueren, op där anerer Säit, datt hei e gewëssenen Antagonismus awer sech entwéckelt huet am Laf vun deene Joren zwëschen engersäits der Landwirtschaft an anerersäits dem Naturschutz, well u sech missten déi zwee Elementer sech jo ergänzen. An ech sinn och iwwerzeegt dervun, wann déi néideg Gespréicher gefouert ginn, wann deen néidegen Dialog do ass, datt hei awer Léisungen ze fanne sinn an datt mer dat och kënne souwuel am Intérêt vun der Landwirtschaft wéi och am Intérêt vum Naturschutz ouni Zweifel léisen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Ausweisung vun de Schutzgebidder. 79.472 ha falen de Moment jo ënner iergendenger Form ënner Protektiounsbestëmmungen. 25% vun der Landesfläch hei zu Lëtzebuerg sinn Natura 2000-Gebidder. Et ass jo och en offent Geheimnis, datt mer um Niveau vun eisem Waasserschutz ganz grouss Problemer hunn, an zwar ass virun allem eist Grondwaasser, an dat gëtt ëmmer erëm vun den Experte confirméiert, mat engem héijen Taux vu Pestizideréckstänn belaascht. Et ass also an eiser aller Intérêt - an eiser aller Intérêt -, datt relativ schnell effikass gehandelt gëtt!

Do sinn och eng Rei vu Moossname virgesinn. Ech denken ënner anerem un...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech denken ënner anerem un d'Anzuchsgebitt vum Stausee - et däerf een net vergiessen: schliisslech eisen nationalen Drénkwaasserreservoir -, dee soll besser geschützt ginn.

Da bis 2020 solle jo nach 71 Naturschutzzonen ausgewise ginn. A bis 2030 ass virgesinn, 6.000 ha an Extensivéierungsprogrammer opzehuelen. Dës interessant Zuele konnt een iwwregens an där leschter ganz interessanter Nummer vun der „Bauerenallianz" vum leschte 7. Mee noliesen.

An deem Kontext muss een natierlech och op de PNPN-2 hiweisen, eise Plan national concernant la protection de la nature, deen ouni Zweifel eng grouss Roll an der Zukunft ze spillen huet. Den europäesche Biodiversitéitsstrategieprogramm 2020 ass jo och de Guide dovun. Et ass jiddefalls fir eis als Demokratesch Partei ganz elementar, datt déi betraffen Akteuren, an hei ganz kloer d'Baueren, mussen an den Entscheedungsprozess mat integréiert ginn!

De Biotopkadaster, dee jo Enn Mäerz vum leschte Joer virgestallt gouf, huet natierlech fir ganz vill Diskussiounen an dem Milieu gesuergt, an dat ass och ganz kloer verständlech. Et waren eng 30 Kartéierer, déi dës Aarbecht gemaach hunn. Positiv war awer, contrairement zu deem, wat jo scho virdrun hei e bësse behaapt ginn ass, den Dialog ass gefleegt ginn! Et si fënnef regional Informatiounsversammlunge gemaach ginn, mat alle Vertrieder a virun allem wou awer och déi wichtegst Akteure präsent waren. An ech mengen, dat ënnersträicht jo awer ganz kloer, datt hei den Dialog mat deenen interesséierte Leit gesicht gëtt.

Dann däerf een awer och net vergiessen, datt déi lokal Fierschter hei eng wichteg Aufgab hunn, datt se kënne punktuell Punkte mat deenen eenzelne Betraffenen duerchdiskutéieren. Et si jo eng 130 Betriber, déi entre-temps schréftlech reklaméiert hunn. Jiddefalls, déi dote Participatiounsstrategie ass, aus eisen Ae gekuckt, eng gutt Vertrauensbasis fir d'Zukunft.

Da si mer natierlech och ganz séier bei deem neien Agrargesetz, an ech wëll dat och hei ganz kloer ënnersträichen, d'Agrargesetz, op dat mer alleguerte waarden. An ech sinn och bal iwwerzeegt - ech mengen, de Minister wäert eis herno vläicht do nach méi genee Informatioune ginn -, datt dat Gesetz nach wäert virum Summer hei déposéiert ginn.

Et ass natierlech e ganz wesentlecht Gesetz fir de Milieu. An ech kann Iech och hei scho verspriechen, datt d'Agrarkommissioun sech wäert ganz séier intensiv mat deem Projet de loi befaassen, fir datt en och esou séier wéi méiglech hei kann an der Chamber gestëmmt ginn, well d'Agrargesetz, wéi gesot, beinhalt jo d'Konditioune vum Agrarëmweltprogramm an och zum Erhale vun der Biodiversitéit.

De Biotopkadaster ass natierlech awer och elo eng entscheedend Phas, kann ee soen, fir d'Zesummespill vu Landwirtschaft an Naturschutz. Allerdéngs mussen och béid Säite wëssen, datt een net absolutt Positioune ka vertrieden, datt och trotzdeem munchmol ee muss e bësselche bereet sinn, verschidde Konzessiounen anzegoen. Dofir, maximal Fuerderungen ze stellen, souwuel vun där enger Säit wéi vun där anerer Säit, ass mat Sécherheet net dee richtege Wee.

Dann däerf een awer och net vergiessen, mir sti jo awer och ënnert dem Drock vun der Europäescher Unioun. Ech verweisen do virun allem op d'Fauna-Flora-Habitat-Richtlinn, déi jo all sechs Joer den Zoustand vun den natierleche Liewensraim ënnersicht a wou mir och Bréissel mussen dann eis Resultater matdeelen.

Wa mer iwwert d'Bewirtschaftung vun de Biotope schwätzen, si mer natierlech och ganz séier bei den Asätz vu Pestiziden, vu phytopharmazeutesche Produkter. Ech wëll net méi zréckkommen op deen Débat, dee mer hei haten iwwert dat betreffend Gesetz vum 11. Dezember, wat mer hei gestëmmt hunn. Mä eppes ass ganz kloer hei nach ze ënnersträichen: Och d'Berodung ass an deem Beräich awer ganz wichteg, well et däerf een awer net vergiessen, et gëtt nach ëmmer ze vill Produkter, déi agesat ginn, déi awer extrem schiedlech fir de Buedem an d'Waasser sinn.

Dowéinst ass et och evident, datt gewësse streng Moossname musse geholl ginn an datt d'Ëmweltministesch an de Landwirtschaftsminister zesummen, och dat soll een hei ënnersträichen, zesummen d'Décisioun geholl hunn, fir den S-Metolachlor an och de Metazachlor ze verbidden. Dat ass ouni Zweifel eng richteg an eng wegweisend Décisioun gewiescht. An dozou huet awer och politesche Courage gehéiert! Ech mengen, besonnesch och um Niveau vum Landwirtschaftsminister hier gekuckt ass dat net esou evident. A wann een dann awer seet: „Voilà, ech stinn zu där Décisioun", da soll dat och hei ënnerstrach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- An déi Spannungen, déi nawell gären hei vun eenzelne Leit ëmmer eropbeschwuer ginn zwëschent der Ëmweltministesch an dem Landwirtschaftsminister, ech mengen, dat ass esou e gewëssent Wonschdenken, wat am Kapp vun Eenzelnen hei ronderëmgeeschtert. Jiddefalls ass dat mat Sécherheet net de Fall. Au contraire, et muss ee feststellen, datt hei eng gutt Harmonie ass, well et geet och net aneschters!

(Brouhaha)

Ech mengen, grad déi zwee Akteuren, dat sinn déi wichtegst Akteuren, fir eng gutt Landwirtschaft vu muer ze organiséieren. Déi zwee mussen och an deem Sënn zesummeschaffen. A bis elo kann ee jiddefalls net erkennen, datt do iergendwéi Mëssstëmmunge géifen opkommen.

Op där anerer Säit stellt een och fest, datt och vun der Landwirtschaft aus awer wierklech ëmmer méi Bereetschaft do ass, fir mat op dee Wee ze goen! Och do vläicht e puer Zuelen: Hate mer 2008 nëmmen 51 Kontrakter, fir Fungiziden, Herbiziden an Insektiziden ze reduzéieren, esou waren et der 2013 scho 96! An ech mengen, do gesäit ee jo schonn un der Entwécklung vun där Zuel, datt d'Bereetschaft do ass, datt d'Erkenntnis do ass: Mir mussen do zesummeschaffen, mir musse kucken: Wéi kënne mer d'Landwirtschaft an den Naturschutz am beschten an Aklang bréngen?

Oder eng aner Zuel, wat de Waasserschutz ubelaangt: 2008 hate mer just 14 Kontrakter, wat de Schutz vun Uferen ubelaangt; 2013 waren et der scho 66. An an deem Sënn wëll ech och op en interessante Pilotprojet hiweisen,

wat d'Diversifizéierung vun de Fruchtfolge vum Förderverein Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg (FILL) ubelaangt, e ganz interessante Projet, op deen een, wéi gesot, hei nach eng Kéier sollt hiweisen.

„Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn déi Interpellatioun hei ugefrot aus ganz evidente Grënn. D'Situatioun vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, an net vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft eleng, ass amgaang, sech dramatesch ze verschlechteren, an d'Baueren hunn d'Gefill, datt sech am Moment net ëm si gekëmmert gëtt." Dat soen net ech! Dat huet e gewëssene Charles Goerens 1990 hei op der Tribün gesot. An de Charles Goerens, en ausgewisene Spezialist vun der Agrarpolitik, de Charles Goerens, deen alles aneschters wéi d'Polemik op sengem Fändel stoen huet, deen huet deemools also op eng Situatioun higewisen, déi alles aneschters wéi gutt war an déi vill méi schlecht war, wéi se haut ass!

Dowéinst géif ech awer verschidde Leit hei invitéieren, an hirer Analys vun der aktueller Situatioun vläicht e bësselchen méi virsiichteg ze sinn a vläicht och emol eng Kéier zréckzekucken dohin, wou se selwer d'Verantwortung haten, well zoufällegerweis war et en CSV-Minister, deen deemools responsabel fir d'Landwirtschaft war!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wou ass dann dee Mann haut?

(Interruptions diverses)

M. Gusty Graas *(DP).*- An et kënnt nach besser, et kënnt nach besser, lauschtert emol no, lauschtert emol no!

(Interruptions diverses)

Lauschtert emol no! Den 19. Mäerz 1991, dunn huet den Här Henri Grethen, vläicht net onbedéngt en ausgewisene Spezialist vun der Agriculture,...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä vun der Weiderverwäertung.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- ...mä zumindest vun der Consommatioun vun den Endprodukter,...

(Brouhaha général)

...dann hei op dëser Plaz d'Demissioun vum CSV-Landwirtschaftsminister gefuerdert. Dat war déizäit den Här René Steichen. Ech ginn net op d'Faiten an, déi dozou gefouert hunn. Ech wëll dat och net alles hei verdéiwen.

Firwat soen ech dat hei? Mä ganz einfach, fir awer elo emol virsiichteg...

(Interruptions par M. Marc Spautz)

Neen, neen, neen! Fir elo emol...

(Interruptions diverses)

Neen, neen, neen! Fir elo emol e bësse méi Sachlechkeet hei an déi Debatt ze bréngen.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, hohoho!

M. Gusty Graas *(DP).*- Well ech wëll der Madame Hansen net ze no trieden, mä Dir hutt awer e puer Aussoen hei gemaach, déi een awer kann esou interpretéieren, wéi wann déi momentan Regierung, obwuel se eréischt 18 Méint am Amt ass, hätt scho missen awer praktesch eng Revolutioun um Niveau vun der Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg maachen. Madame Hansen, Dir sidd nach e bësselche jonk, mä da gitt awer emol eng Kéier zréck kucken...

Une voix.- Ooh!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- ...op déi Zäit, wéi d'CSV hei d'Responsabilitéit an der Landwirtschaftspolitik hat: datt et do alles aneschters wéi vill besser war wéi haut!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mä et gëtt awer aktuell Problemer. An do hunn ech drop ugespillt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, jo, jo, natierlech gëtt et Problemer, dat stellt jo keen a Fro! Mä ech mengen, et muss een ëmmer proportional zu de Problemer diskutéieren. Dowéinst géif ech mengen, et soll een e bësselche méi virsiichteg sinn, wann een an enger...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

(Brouhaha général)

Wann ech gelift! Mir probéieren elo, erëm déiselwecht Serenitéit erëmzefannen. An den Här Graas adresséiert sech un d'Chamber an net un e Member vun der Chamber!

M. Gusty Graas *(DP).*- Also eppes ass ganz kloer: Dës Regierung, a méi speziell de Minister Fernand Etgen, déi si sech ganz sécher hirer Verantwortung bewosst, déi se de Moment vis-à-vis vun der Landwirtschaftspolitik hunn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt se eng Rei Initiativen an där kuerzer Zäit geholl hunn, fir eben der Landwirtschaft nei Perspektiven och fir d'Zukunft ze ginn, engersäits zum Beispill de PDR! Dës Regierung ass mat zwee ganz wichtegen Dossiere befaasst, an enger Zäit vu fënnef Joer! Engersäits de PDR, dee fäerdeg ass, deen op Bréissel gaangen ass, deen zréckkomm ass, deen natierlech muss ugepasst ginn, mä deen - wou ech dervun ausginn - an deenen nächste Woche wäert awer vun der Kommissioun akzeptéiert ginn. An op där anerer Säit och nach en Agrargesetz, en neit Agrargesetz! Et ass kaum eng Regierung, déi muss an där Zäit zwee esou wichteg Dossiere bâcléieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt dës Regierung dat och wäert gutt maachen, well déi éischt Etapp huet se jo scho gutt hanner sech bruecht.

Dann denken ech awer och zum Beispill un den Dialog, vun deem ech virdrun hei scho geschwat hunn. Ech kommen op de Volet Greening ze schwätzen. Do ass och den Dialog ganz groussgeschriwwe gi mat all deenen Akteuren.

An da wëll ech schlussendlech och nach drop hiweisen, datt de Minister Etgen jo ganz kloer décidéiert huet, datt e wëllt en Zukunftsdësch aberuffen. An dat fannen ech ganz richteg zu dësem Zäitpunkt, ech mengen, wou sech natierlech eng Rei Problemer weisen, datt ee sech jiddefalls deene Problemer stellt an datt ee bereet ass, mat den Akteuren alleguer zesummen dat an Zukunft och an aller Serenitéit ze diskutéieren.

Ech wëll net weider op all déi aner positiv Aspekter agoen, ënner anerem zum Beispill d'Erhéije vum forfaitairen TVA-Saz vun 10% op 12%. Oder ab 2016 gëtt jo dann och nach de staatleche Bäitrag fir d'Primezuelunge vun enger Mehrgefahrenversicherung däitlech erhéicht. Et j'en passe.

Dofir soll ee wann ech gelift e bësselche méi virsiichteg sinn a senger Aschätzung iwwert déi Politik, déi bis elo gemaach ginn ass. Jiddefalls kann een nëmme feststellen, datt hei mat vill Engagement sech dem Bauerestand an deene leschten 18 Méint gewidmet ginn ass.

An datt natierlech d'Landwirtschaft an engem groussen Embroch ass, däers si mer eis jo alleguerte bewosst. Dowéinst ass et och wichteg, datt den Akzent virun allem verstäerkt op d'Berodung an och op d'Formation continue geluecht gëtt. Ech wëll dorun erënneren, datt zum Beispill 2014 net manner wéi 30 Betriber e Conseil de gestion approfondi an Usproch geholl hunn. Och dat ass de Bewäis, datt een op d'Betriber duergeet a versicht, mat hinnen zesummen eng Gestioun ze entwéckelen, wéi se am Fong geholl beschtméiglech sech kënnen och an Zukunft entwéckelen.

Wéi gesot, dat neit Agrargesetz, wat natierlech elo eis virun allem prioritär wäert an deenen nächste Wochen a Méint beschäftegen, ass vun enormer Wichtegkeet. An nach eng Kéier: Jiddefalls soubal et déposéiert ass, wäert all Hiewel a Bewegung gesat ginn, fir et esou séier wéi méiglech och hei an de Plenum ze kréien.

Wa mer natierlech iwwert d'Landwirtschaft vu muer schwätzen, dann ass et evident, datt mer och iwwert d'Biolandwirtschaft hei mussen e puer Wuert verléieren. Ech wëll allerdéngs och do virdru warnen, fir ze vill Erwaardungen, zumindest à court et à moyen terme, ze hunn, well 2004 hat jo schonn d'Europäesch Kommissioun och en Aktiounsplang fir eng Entwécklung vun der Biolandwirtschaft virgestallt.

Lëtzebuerg hat 2007 fir d'Éischt dunn ugefaangen, esou e Plang auszeschaffen, deen 2009 du lafe gelooss ginn ass. An deem war virgesinn, datt 6% vun de Betriber sollen op Biolandwirtschaft ëmschalten. Bis 2012 waren dat der awer nëmme 4,7%. An ech mengen, deen Taux ass de Moment och nach net vill méi héich ginn. Do si mer eis alleguer eens, deen Taux vun de Biobaueren ass de Moment nach ëmmer ze kleng hei zu Lëtzebuerg. Mir haten 2014 119 Bioproduzenten, dorënner 60 Baueren, 14 Gemëisbaueren, 12 Wënzer, 9 Uebstbaueren an 18 Beienziichter.

Ech sinn iwwerzeegt, datt och de Lëtzebuerger bereet ass, fir méi biologesch Produkter ze konsuméieren. Allerdéngs, wéi gesot, an ech hunn et virdru scho kuerz hei ënnerstrach, ass et och wichteg, datt och déi staatlech an déi lokal Instanzen do wäerte matspillen.

Well wann een awer mierkt, wat zum Beispill sech um Niveau vu gewësse Crèchen, Foyer-du-jouren oder och virun allem a Lycéeën ofspillt, datt do awer net onbedéngt de Reflex ëmmer do ass, fir eenheemesch Produkter ze konsuméieren, da muss ee sech awer munch Froe stellen. An dann ass een awer trotzdeem, jo, e bësse frustréiert, datt net méi de Reflex do ass, fir awer wierklech eis Produkter verstäerkt do ze konsuméieren.

Dofir soll den Appell och virun allem un déi lokal an och staatlech Instanze goen, fir verstäerkt ëmmer drop hinzeweisen, datt mer eis Produkter sollen hei zu Lëtzebuerg konsuméieren.

Ech fannen et och wichteg, datt dann och esou symbolesch Akte virgeholl ginn, déi eng grouss Symbolik hunn. Zum Beispill den „BIO-Agrar-Präis", deen elo an d'Liewe geruff ginn ass, datt deen all Joers vergi gëtt, fir virun allem och déi Leit ze ënnerstëtzen, ze motivéieren, déi wëllen op dee Wee goen. An och zum Beispill um Niveau vun der Akerbauschoul, wou jo elo Moduller fir d'Biolandwirtschaft agefouert gi sinn. Och dat si richtungsweisend Décisiounen, déi een nëmme kann ënnerstëtzen.

Natierlech hu mer och do e Problem um EU-Niveau, wou de Moment net manner wéi 63 verschidde Biostandarde bestinn. An déi Entrevue, déi mer elo kierzlech mam Här Phil Hogan haten, EU-Kommissär, war eng ganz interessant Entrevue, well en huet eis jo awer do matgedeelt, datt e versicht, och do eng gewëssen Harmoniséierung unzestriewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru gesot, wa mer haut iwwert d'Landwirtschaft hei diskutéieren, da kënne mer de Wäibau net ausschléissen. Erlaabt mer dofir, och nach e puer Wuert zu deem spezifeschen, wichtege Secteur hei zu Lëtzebuerg ze soen.

Do ass jo awer elo ganz kierzlech, ganz rezent eng wichteg Ännerung agetruede mat der AOP, der „Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise", wat menger Meenung no eng nei Ära och fir de Wäibausecteur hei zu Lëtzebuerg mat sengen 350 Betriber alaude kann. Et ass eng nei Chance fir eis Wënzer, déi sech ouni Zweifel do opmécht.

Et ass allerdéngs ëmmer erëm schued festzestellen, datt de Konsum vum Lëtzebuerger Wäin, besonnesch och an eisem Land, leider awer zréckgeet. Awer och do ass d'Tendenz, fir méi bëlleg Produkter ze konsuméieren, natierlech ze erkennen. Dat ass wierklech ze bedaueren. Zum Beispill de Verkaf vu Lëtzebuerger Wäiprodukter ass vu 14,9 l op de Kapp am Joer 2011 op 10,7 l am Joer 2013/2014 zréckgaangen. Op där anerer Säit ass allerdéngs de Verkaf vun auslännesche Wäisswäiner vun 13,3 l op 16,3 l eropgaangen. Iwwert d'Qualitéit wëll ech mech hei net ausloossen. Mä awer mat Sécherheet hunn déi meescht Wäiner Problemer, fir iwwerhaapt emol an de Schiet vun der Qualitéit vun de Lëtzebuerger Wäiner ze kommen.

Dann ass leider och den Export zréckgaange vun eise Wäisswäiner, an zwar vun 69.231 hl op 46.788 hl, dat am Zäitraum vun deene leschte fënnef Joer.

Natierlech huet och de Wäibau mat enger Rei vu Problemer ze kämpfen. Ech wëll ganz kuerz nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer natierlech duerch dat neit Gesetz iwwert d'phytopharmazeutesch Produkter och den Asaz vum Helikopter ageschränkt hunn an datt dat nëmmen nach duerch eng speziell Genehmegung vum Minister méiglech ass.

An ech wëll awer och hei drop hiweisen, datt jo de Moment geplangt ass, fir do virun allem vis-à-vis vun deenen Natura 2000-Gebidder eng Sträif oder eng Zone tampon vun 20 m ze respektéieren. Do ginn ech awer ganz gären zou, datt mer als Demokratesch Partei der Meenung sinn, datt ee sech dat nach eng Kéier soll gutt iwwerleeën. An ech géif och hei den Appell un d'Ëmweltministesch maachen, fir ze kucken, ob een net do kann awer e Konsens fannen, well meng Gespréicher aus deene leschte Wochen a Méint mat enger Rei vu Wënzer an och vu Beruffsorganisatioune vun de Wënzer soe mer, datt d'Bereetschaft do ass, fir e Konsens unzestriewen. Dowéinst soll een also versichen, vläicht net ze vill eng maximal Léisung zréckzebehalen.

- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

Wa mer virdru vun der Biolandwirtschaft geschwat hunn, da si mer och ganz séier beim Biowäibau. Och deen huet awer eng grouss Progressioun gemaach - an hei sëtzt jo ee vun de Spezialisten, dee kann dat vill besser ënnersträichen -, obwuel mat Sécherheet nach ganz vill Potenzial ze erkennen ass. 2012 waren dat 8 Betriber, an der Tëschenzäit - Här Kox, Dir musst mech berichtegen - sinn et der mindestens 12, déi dat maachen. Also och do gesäit een eng positiv Tendenz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech kee Secteur vun der lokaler, regionaler, nationaler Politik esou ofhängeg vun der EU-Politik wéi grad den Agrarsecteur! Dat ass evident, zënter 1958, wéi d'PAC, also d'Politique agricole commune, geschafe ginn ass, datt natierlech do d'Ausriichtung och vun der nationaler Landwirtschaftspolitik eng aner Nues kritt huet an datt mer haut méi wéi jee natierlech och ënnert den Zwäng, kann ee soen, vun der Europäescher Kommissioun stinn.

Ech wëll just drop hiweisen, datt zum Beispill 2013 iwwert de Fonds européen agricole de garantie net manner wéi 45,3 Milliarden Euro bezuelt goufen. Dat waren 29,1% vum gesamten EU-Budget. Mir kruten dovun als Lëtzebuerg 33,7 Milliounen. Mä eleng dee Chiffer ënnersträicht jo awer ganz kloer, wat fir eng Bedeitung, net nëmme reng um materiellen Niveau, mä insgesamt, wat fir eng Bedeitung d'Landwirtschaft an der europäescher Politik huet.

Eng grouss Agrarreform steet jo virun der Dier. Déi nei PAC erstreckt sech jo op d'Period 2014 bis 2020. A wat interessant ass awer an deem Prozess, dat ass, datt se u sech fir d'Éischte Kéier am ordinäre legislative Prozess hei ugeholl gouf, andeems datt och d'Europäescht Parlament konnt hei matschwätzen, wat jo awer och derfir schwätzt, wéi wichteg datt et ass, datt d'Europäescht Parlament zousätzlech Kompetenze ka kréien.

Mir hate jo och an där Entrevue, déi ech scho virdrun hei zitéiert hunn, mam Här Hogan driwwer diskutéiert, wat fir eng Finanzéierungsméiglechkeeten et an Zukunft och fir virun allem jonk Baueren, jonk Wënzer géif ginn. An en huet eis jo awer do eng interessant Neierung matgedeelt, an zwar, datt et an Zukunft wäert méiglech sinn, datt d'Prêten iwwert d'Banque européenne d'investissement kënnen ofgeweckelt ginn, mat engem Taux réduit. An dat ass awer wichteg och fir d'Entwécklung vun deem ganze Secteur.

Da kënnt en anere Punkt natierlech derbäi, dat sinn déi immens vill administrativ Hürden - ech hunn dat virdru scho kuerz ugeschnidden -, mä och um europäesche Plang, an och do krute mer awer vum Kommissär eng Rei positiv Aussoe matgedeelt. De Moment sinn et eng 200 (veuillez lire: 200 Dispositiounen), déi musse respektéiert ginn. Hien huet wëlles, déi op 50 erofzedrécken. Mir kënnen jiddefalls als Demokratesch Partei en do nëmmen dran ënnerstëtzen.

Erlaabt mer vläicht ganz kuerz, ganz kuerz, awer och nach e Wuert zum TTIP hei ze soen. Et war eng Diskussioun, déi jo zënter Wochen, Méint fir ganz vill Emotioune gesuergt huet, fir ganz vill Diskussiounen. Ech wëll net op de Pro an de Kontra hei agoen, ech wëll just drop hiweisen: Eppes ass ganz wesentlech, virun allem fir den Agrarsecteur, et soll een a priori net den TTIP als eppes Béises dohinnerstellen, als eppes, wat eis Gesellschaft géif negativ beaflossen, mä et soll een awer virun allem drop hiweisen, datt et wesentlech ass, datt et wichteg ass, datt awer hei elementar Standarde respektéiert ginn, och an Zukunft. Mir hunn et fäerdegbruecht, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun, héich Qualitéitsproduiten hierzestellen, da musse mer natierlech och dat an Zukunft verteidegen. Méi wëll ech zu dësem Zäitpunkt elo net soen.

Wa mer scho bei der internationaler respektiv europäescher Politik sinn: D'Présidence steet virun der Dier. An ech weess, datt de Minister schonn amgaangen ass, sech do waarmzelafen, an et wäert extrem vill Aarbecht op en duerkommen. Vläicht wäert en och herno e Wuert iwwert d'Présidence verléieren, wat seng Virstellunge sinn. Ech mengen, och do gëtt eis awer als Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gebueden, fir eng Rei Akzenter och um Niveau vun der Agrarpolitik ze setzen.

Jiddefalls, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend: De Bauereberuff, fir awer elo emol dann dee ganze Secteur matanzebezéien, huet natierlech an deene leschte Jore leider ënner engem gewëssen Negativimage gelidden, sief dat duerch eng Rei Skandaler, sief dat duerch negativ Aflëss op eis Ëmwelt. Mä dee Beruff huet ouni Zweifel awer nach eng grouss Zukunft viru sech, well et däerf een awer hei net elo, wann eenzel schwaarz Schof sech dernieftbeholl hunn, als Konklusioun zéien, datt dee ganze Beruffsstand soll hei denunzéiert ginn.

Ganz au contraire! Mir wëssen, datt mat Ofstand - mat Ofstand! - déi grouss Majoritéit vun eise Baueren, vun eise Wënzer, vun eise Gäertner, vun eise Bëschbesëtzer eng korrekt, eng anstänneg Aarbecht am Sënn och vun engem korrekten an anstännegen Ëmweltschutz maachen. An dat soll hei ënnerstrach ginn. Jiddefalls ass et e schwéiere Beruff. Et ass e Beruff, wou ganz vill Idealismus erfuerdert ass.

Ech wëll vläicht ofschléissend ganz kuerz nach eng Kéier déi fënnef Haaptpiste vun der Demokratescher Partei hei ënnersträichen, wéi mir eis et virstellen, wéi dee ganze Beruffsstand sech soll an Zukunft hei entwéckelen:

1) méi eng staark Ënnerstëtzung fir Betriber mat enger familiärer Struktur,

2) der Biolandwirtschaft zousätzlech Chancë ginn,

3) en Agrargesetz stëmmen, wat virun allem de jonke Baueren, Wënzer a Gäertner Perspektive fir d'Zukunft opweist,

4) den Antagonismus tëschent Naturschutz a Landwirtschaft reduzéieren, an

5) d'Berodung an d'Weiderbildung op engem héijen Niveau halen.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer déi Virstellungen och wäerten an Zukunft héichhalen an och wäerten ëmsetzen, dann ass mir jiddefalls an och menger Partei fir d'Zukunft vun der Landwirtschaft net baang.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Débat, dee mir de Mëtten an der Chamber hunn, gëtt eis Geleeënheet, e klengen Tëschebilan ze zéien, wou mir am Moment mat der Ëmsetzung vum Regierungsprogramm am Beräich vun der Landwirtschaft an och vum Wäibau stinn.

Dat sinn effektiv Secteuren, déi oft net genuch zur Geltung kommen, wa mer méi generell iwwert d'Entwécklung vun eiser Ekonomie an iwwert d'Zukunft vun eisem Land schwätzen. Jee nodeem, aus wat fir engem Bléckwénkel een d'Landwirtschaft betruecht, huet si, d'Landwirtschaft, eng ganz ënnerschiddlech Bedeitung an e ganz anere Stellewäert. Reng ekonomesch gesinn ass d'Landwirtschaft e klenge Secteur. Si dréit just 0,3% zu eisem PIB bäi. Si stellt 1,2% vum Emploi duer, dee plus/minus minimal bezuelt ass en plus, an dat, obwuel dëse Secteur héich subventionéiert gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Trotzdeem existéiert an der Landwirtschaft awer e Potenzial fir Aarbechtsplazen, deen net optimal genotzt gëtt. Sou gëtt et Efforten, fir de Gemëisbau zu Lëtzebuerg ze förderen an Aarbechtsplazen an dësem Beräich ze schafen. Esou Initiative mussen och an Zukunft verstäerkt ënnerstëtzt ginn. Vun eise Grondbedürfnisser hier gekuckt ass d'Landwirtschaft awer ee vun deene wichtegste Secteuren, well si Nahrungsmëttel produzéiert, ouni déi mer net kënne liewen.

Eng ganz grouss Roll spillt d'Landwirtschaft och, wann een eisen Territoire kuckt. Iwwert d'Halschent dovu si landwirtschaftlech genotzte Flächen. Entspriechend grouss ass den Impakt vun der Landwirtschaft op d'Ëmwelt am positive wéi am negative Sënn. An ech erënneren drun, dass d'Baueren déi éischt Landschaftsfleeger zu Lëtzebuerg waren an eist Landschaftsbild geprägt hunn a villeruerts och nach prägen. Den Norden an den Oste vum Land sinn déi beschte Beispiller dofir, mä de Süden an den Zentrum si sécherlech och net ze vergiessen, wéi de Westen och.

De Wäert vun der Landwirtschaft steet deemno a kengem Verhältnis zum Präis vun hire Produkter an zu der monetärer Plus-value vun der Aktivität. Dat erkläert, wéisou d'Politik esou staark an dësem Beräich intervenéiert.

An allen anere Beräicher, och wa se gesellschaftlech sensibel sinn, wéi zum Beispill d'Waasserversuergung oder d'Distributioun vu Stroum a Gas, geet d'EU-Politik fort vun enger Service-public-Logik hin zu enger Marchéslogik, wou de Konsument de reelle Präis muss bezuelen. An der Landwirtschaft ass dat net esou, well mir Erwaardungen un d'Landwirtschaft stellen, déi iwwert d'Produktioun vun de Liewensmëttel erausginn. Et besteet och hei e gewëssenen Drock, fir esou no wéi méiglech um Marché ze produzéieren a fir d'Subventiounen erofzedrécken.

Ausschlaggebend ass d'EU-Politik an dësem Beräich, well ronn 70% vun den Hëllefen, déi de Baueren zur Verfügung gestallt ginn, sinn EU-Gelder a ginn net iwwert déi eenzel Memberstaten oder Regioune bezuelt. D'Missiounen, déi d'Landwirtschaft huet, riichte sech dofir zu engem groussen Deel un dëser Politik aus.

Ech erlabe mer, Iech d'Ziler vun der EU-Agrarpolitik, sou wéi se am Artikel 39 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun festgehale gi sinn, ze rappeléieren. Ech maachen dat op Däitsch:

„Ziel der gemeinsamen Agrarpolitik ist es,

1) die Produktivität der Landwirtschaft durch Förderung des technischen Fortschritts, Rationalisierung der landwirtschaftlichen Erzeugung und den bestmöglichen Einsatz der Produktionsfaktoren, insbesondere der Arbeitskräfte, zu steigern;

2) auf diese Weise der landwirtschaftlichen Bevölkerung, insbesondere durch Erhöhung des Pro-Kopf-Einkommens der in der Landwirtschaft tätigen Personen, eine angemessene Lebenshaltung zu gewährleisten;

3) die Märkte zu stabilisieren;

4) die Versorgung sicherzustellen;

5) für die Belieferung der Verbraucher zu angemessenen Preisen Sorge zu tragen.

Bei der Gestaltung der Gemeinsamen Agrarpolitik und der hierfür anzuwendenden besonderen Methoden ist Folgendes zu berücksichtigen:

1) die besondere Eigenart der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die sich aus dem sozialen Aufbau der Landwirtschaft und den strukturellen und naturbedingten Unterschieden der verschiedenen landwirtschaftlichen Gebiete ergibt;

2) die Notwendigkeit, die geeigneten Anpassungen stufenweise durchzuführen;

3) die Tatsache, dass die Landwirtschaft in den Mitgliedstaaten einen mit der gesamten Volkswirtschaft eng verflochtenen Wirtschaftsbereich darstellt."

Ech hunn dat gären hei eng Kéier opgelëscht, well mer awer eis och doru musse moossen, eben, wéi virdru gesot, well dee gréissten Deel vu Subventioune vun do aus och kënnt.

Obwuel déi Gemeinsam Agrarpolitik sech am Laf vun der Zäit staark geännert huet, gëtt et e puer grondleeënd Zilsetzungen, déi ëmmer déiselwecht bliwwe sinn. D'EU-State wëllen eng Landwirtschaft erhalen, déi Ernährungssécherheet fir hir Bierger garantéiere kann. D'Zil vun der Landwirtschaft ass a bleift d'Produktioun vu Liewensmëttel. Dës Liewensmëttel solle vu gudder Qualitéit an net ze deier sinn. Wa mir d'Situatioun zu Lëtzebuerg kucken, ass dëst Zil wäitgehend erfëllt. Dank de Subventioune sinn d'Liewensmëttel relativ bëlleg, wann ee sech d'Produktiounskäschten an d'Margë vum Tëschenhandel virun Aen hält.

Laut Statistike waren 2003 zu Lëtzebuerg 15,9% vun den Awunner engem Aarmutsrisiko ausgesat. 4,4% soen, dass si an engem Haushalt liewen, dee grouss Schwieregkeeten huet, um Enn vum Mount d'Enner zesummenzekréien, mä nëmmen 2,4% soen, dass si sech net kënne leeschten, all zweeten Dag e Menu mat Fleesch oder Fësch ze iessen. En duerchschnëttlechen Haushalt gëtt hei am Land 10% vu sengem Akommes fir Liewensmëttel aus.

Déi staark Produktiounsureizer aus der Nokrichszäit hunn zu Iwwerproduktioune geféiert, soudass d'EU huet mussen intervenéieren, fir dass d'Präisser net ënner gewëssen Niveaue sollte falen, mat zum Deel ganz ëmstriddene Moossnamen, déi zur Berengegung vum Maart sollte bäidroen.

Ee wichtegt Element vun der Politik, fir d'Iwwerproduktiounen ze stoppen, ass rezent mam Ofschafe vun de Mëllechquoten ewechgefall. De Problem vum Präisverfall gouf hei schonn e puermol ugeschwat. An hei sief awer erwähnt, dass d'Lëtzebuerger Mëllechbaueren exzellent opgestallt sinn, fir dësem neien Défi vum Ewechfale vun de Quoten entgéintzegoen.

An där leschter Regierungsperiod gouf vill an Infrastrukturen investéiert, awer och den Know-how an de Grénglandstanduert Lëtzebuerg ginn als grouss Virdeeler par rapport zu de meeschte Länner ernimmt. D'Subventiounen hunn och zum Zil, de Revenu vun de Baueren unzehiewen, fir déi Aarbecht méi attraktiv ze maachen, déi soss oft am Verglach zu anere Beruffer ënnerbezuelt ass. Dat gëllt besonnesch an de Regiounen, déi fir d'Landwirtschaft manner favorabel Konditioune bidden a wou d'Iwwerliewe vun dem Secteur awer soll garantéiert bleiwen.

Ëmweltoplage sinn eréischt am Laf vun der Zäit an d'EU-Subventiounspolitik agefloss. Ech maachen dëse klengen Historique, well an der ëffentlecher Diskussioun heiansdo den Androck entsteet, wéi wann d'Baueren elo endlech emol eng Géigeleeschtung sollte brénge fir déi Milliarden u Subsiden, a wou vergiess gëtt ze soen, firwat si déi Sue bis elo kritt hunn.

D'EU-Agrarpolitik ass oft zu Recht kritiséiert ginn. An et ass och gutt, dass mer schrëttweis fortkomme vun enger staark op Masseproduktioun an Export vun Iwwerschëss ausgeriichter Landwirtschaft hin zu méi enger nohalteger Bewirtschaftung. Et ass awer och gutt, drun ze erënneren, dass vun de Subside bis elo net nëmmen d'Baueren, mä och d'Konsumente profitéiert hunn an dass ouni Bäihëllefe vill Betriber a manner favoriséierte Regiounen hätte missen ophalen. Virun allem soll een de Baueren net pauschal schlechte Wëllen ënnerstellen, wann et dorëm geet, Efforten am Sënn vum Ëmweltschutz ze maachen.

No den etappeweis agefouerten „Cross-Compliance"-Oplage gouf Enn 2013 beschloss, fir déi nächst Finanzéierungsperiod am éischte Pilier vun den Direktbäihëllefen en neit Element anzeféieren, de sougenannten „greening".

Dat heescht näischt aneschters, wéi dass d'Baueren net nëmme Sue kréien, wa se zousätzlech Efforte maachen am Interessi vum Ëmweltschutz an der ländlecher Entwécklung, mä si kënnen och Bäihëllefe gekierzt kréien, wa se keng Efforten an dësem Sënn maachen. Domat gëtt hire Rôle als wichtegen Akteur am Beräich vum Landschaftsschutz ënnermauert an et gi kloer Fuerderungen u si gestallt, wat de Schutz vu Gewässer, vu Biodiversitéit an esou weider ubelaangt.

Et gëtt deemno eng grondleeënd Ëmstellung an eiser Perceptioun, wat d'Landwirtschaft soll leeschten, fir eis hierstellen. Wa mir d'Entwécklung vun eiser Grondwaasserqualitéit, vun der Biodiversitéit, vun der Qualitéit vun de Biedem an esou weider kucken, ass et dréngend noutwendeg, dass mer eis engagéieren, fir eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun ze kréien.

Et gëtt keen Zweifel drun, dass d'Baueren an dësem Kontext e ganz wichtegen Akteur sinn. D'Fro ass awer, wéi mer dat maachen, well mir kënnen net permanent Fuerderungen a Contrainten eropsetzen, ouni gläichzäiteg déi néideg Hëllefstellungen ze ginn. D'Bauere musse fir hir Leeschtung bezuelt ginn, a wann de Konsument dat nëmmen zum Deel mécht, muss d'Gesellschaft de Feelbetrag ausgläichen.

Ee wichtegt Instrument an dësem Kontext ass natierlech de Programme de développement rural, deen opgrond vun de Kriticke vun der EU-Kommissioun muss nogebessert ginn. Ech wëll net am Detail op déi eenzel Elementer aus deem Programm agoen, well mir engersäits dee bei der EU-Kommissioun agereechten Entworf an eiser Kommissioun presentéiert kruten a well ech mer erwaarden, dass den Här Minister um Enn vun dëser Diskussioun ausféierlech op déi néideg Veränneerungen ageet, déi do gemaach ginn.

Ech wëll just e puer grondsätzlech Remarquë maachen, déi zum Deel iwwert de Kader vum Agrargesetz erausginn. Aus deem, wat ech bis elo gesot hunn, ergëtt sech, dass d'Erwaardungen, déi mir un d'Landwirtschaft stellen, villfälteg a grouss sinn, mat enger Tendenz, dass regelméisseg nei Fuerderungen derbäikommen. Gläichzäiteg besteet säit Joren den Drock op EU-Niveau, fir de Budget fir d'Landwirtschaft ze kierzen. Vu dass d'Präisser fir d'landwirtschaftlech Produkter der Entwécklung net Rechnung droen, musse mer regelméisseg an op eng fair an objektiv Manéier préiwen, ob d'Relatiounen tëschent de Suen, déi mir bereet sinn ze investéieren, an de Fuerderungen, déi mir un d'Bauere stellen, an engem korrekte Verhältnis zuenee stinn.

Wann et ëm d'Baueren aus den Entwécklungslänner geet, gesi mir ganz gutt, dass si kee faire Loun fir hir Aarbecht kréien, a mir probéieren, deem mat Labele vum fairen Handel entgéintzewierken. Mä mir mussen och derfir Suerg droen, dass d'Baueren an eise Regiounen e faire Loun fir hir Aarbecht kréien. E Bäitrag dozou kënnen de Stat an d'Gemengen ënner anerem leeschten, wa se bei der Vermaartung vun de lokale Produkter eng Hand mat upaken. Dat geschitt zum Deel iwwert d'Promotioun vun eise qualitativ héichwäertege Produkter an d'Bekanntmaache vun nationale Labelen.

Ee ganz positivt Beispill ass an dësem Kontext déi rezent Initiativ am Beräich vum Wäibau, fir iwwert d'Appellation d'origine protégée

d'Qualitéitsmerkmaler vun eise Lëtzebuerger Wäiner besser an de Vierdergrond ze stellen a fir de Konsument ebe siichtbar ze maachen.

De Stat an d'Gemenge sinn awer och selwer Client, an et wier wichteg, wann d'ëffentlech Hand bei hiren eegene Commanden déi lokal Produzente méi staark géif berücksichtegen. Mir hu vill Strukturen, wéi d'Schoulen a Maisons relais, déi zesumme gekuckt een Impakt kéinten hunn, wa se systematesch lokal Produkter géife kafen, fir an hire Schoulrestauranten a Kantinnen ze verschaffen. An dësem Beräich gëtt et nach Potenzial, wat net ganz ausgeschëpft ass.

Natierlech muss d'Landwirtschaft esou produzéieren, dass se am Präis konkurrenzfäeg ka bleiwen. Eng Chance, fir neien Ufuerderunge mat Erfolleg ze begéinen, hunn d'Baueren am Prinzip just, wa se vun den techneschen Innovatioune kënne profitéieren. Dofir ass et wichteg, dass mir an der Formatioun an an der Recherche an dësem Beräich konsequent weider investéieren.

De Bau vun enger moderner, adequater a praxisbezunnener Akerbauschoul, fir déi mer jo de Standuert elo fonnt hunn, ass vu grousser Noutwendegkeet. Dëst Element ass immens wichteg, wa mer de Bauere wëllen hëllefen, noutwendeg Upassungen a Verännerungen ze maachen, ouni finanziell Nodeeler dervun ze hunn.

Mir wëlle jo méi eng grouss Diversitéit an eiser Landwirtschaft, méi Waasserschutz, eng besser Buedemqualitéit, manner Pestiziden, méi en héijen Undeel u Biolandwirtschaft, e Bäitrag vun der Landwirtschaft zur Produktioun vun erneierbaren Energien an esou weider, da musse mer och derfir suergen, dass d'Bauere beschtméiglech Praktike kënnen notzen, fir sech ëmzestellen a vun dësen Innovatioune kënnen ze profitéieren.

Den Här Minister wäert eis an dësem Kontext sécher herno och soen, wou mer sti beim Opbau vun engem Kompetenzcenter fir d'Landwirtschaft, deen an den Ae vun der LSAP e wichtege Bausteen ass, fir dës Ziler ze erreechen.

Wann d'Baueren eng aktiv Roll am Ëmweltschutz a beim Erhale vun de Kulturlandschafte solle spillen, dann ass d'Landwirtschaft net nëmmen eng Saach vum Landwirtschaftsminister. Mir brauchen eng enk Koordinatioun tëschent dem Landwirtschafts- an dem Ëmweltminister. Et ass eng Verzerrung vun der Realitéit, wann de Landwirtschaftsminister no baussen deen ass, deen d'Subside verdeelt, an den Ëmweltminister deen ass, deen iwwerall Oplage mécht. D'Kommunikatioun tëschent de Ministèren an Administratiounen, mä virun allem mat dem betraffene Secteur selwer ass dofir e ganz wichtegen Aspekt. A wann een d'Echoen aus dem Milieu lauschtert, kann et hei sécherlech nach Verbesserunge ginn.

Et ass ëmsou méi wichteg, well jo an nächster Zukunft eng Rei vun Neierungen am Beräich vum Ëmweltschutz ugekënnegt ginn. Nodeem d'Projete fir déi nei Plan-sectoriellen zréckgezu gi sinn, ass jo décidéiert ginn, dass eenzel Pläng net méi esou staark an den Detail solle goen an dass Elementer dovunner sollen an déi spezifesch Legislatiounen afléissen. Dat gëllt virun allem fir verschidde Schutzzonen, déi iwwer Gesetz a Règlements grand-ducaux festgeluecht ginn an net mussen iwwer e Plan sectoriel festgeschriwwe ginn.

Zënter Jore gëtt schonn dru geschafft, all dës Zone prezis auszeweisen a kloer Regelen opzestellen, wat fir Aktivitéite kënnen an dësen Zonen akzeptéiert ginn a wat fir eng Aschränkunge musse respektéiert ginn. Et goufe gutt Fortschrëtter dobäi gemaach, mä dee Prozess ass nach laang net ofgeschloss a soll an enker Consultatioun mat deene betraffene Bauere gemaach ginn.

Et versteet een hir Suerg, dass ëmmer méi e groussen Undeel vun de landwirtschaftleche Flächen an eng Schutzzon erageholl ginn a si domat ëmmer méi Contraintë mussen akzeptéieren. Zumindest musse si eng korrekt a prezis Informatioun iwwert d'Evolutioun an dësem Beräich hunn, fir kënnen déi néideg Upassungen ze maachen. Wéi all anere Betrib brauch e Bauerebetrib Previsibilitéit a muss deen zukünftege legale Kader kennen, fir kënnen ze plangen.

Wann d'Plans sectoriels iwwerschafft ginn, muss och nach eemol iwwert d'Iwwerschaffe vun Zonen nogeduecht ginn, déi explizitt der Landwirtschaft virbehale sinn. Et war jo do d'Absicht vun der Regierung, fir am Plan sectoriel «Paysages» dës Zonen als „zones agricoles protégées" auszeweisen. Mir wäerten dës Diskussioun sécher nach eemol méi am Detail féieren, wa mer dat iwwerschafftent Naturschutzgesetz an d'Chamber kréien. Mir wäerten do och d'Geleeënheet kréien, ganz konkret iwwert déi Problemer ze schwätzen, déi sech am Kader vun de Kompensatiounsmesuren erginn.

Wéi et jo och schonn e puermol ugeschwat gouf an dëser Debatt, wollt ech awer virun allem op d'Aart a Weis agoen, wéi de legale Kader definéiert a spéider interpretéiert gëtt. Mä dat wäert jo dann an nächster Zukunft och kommen.

Et ass eng schwiereg, awer och eng ganz wichteg Aufgab vum Ministère a senge Beamten, dee legale Kader esou ze schafen, dass e méiglechst transparent a kloer fir jiddwereen ass, dass ee schonn am Viraus weess, wat machbar ass a wat net, an deen trotzdeem genuch Flexibilitéit léisst, fir de konkrete Situatiounen um Terrain kënne Rechnung ze droen. D'Regelen däerfen net esou rigid sinn, dass an der Praxis onsënneg Contrainten entstinn, an d'Flexibilitéit däerf net zu arbiträren Décisioune féieren, déi à la tête du client getraff ginn, well dëst verhënnert d'Akzeptanz vun enger méi konsequenter Ëmweltpolitik.

Mir gesinn dat am Moment ganz gutt am Kontext vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wou d'Décisiounen iwwert d'Biotope souwuel vun de Bauere wéi och vun de Gemengen zum Deel staark contestéiert sinn. Ganz ähnlech gesäit et aus, wann deen administrativen Opwand esou héich gëtt, dass en a kengem Verhältnis méi steet mat den Ziler, déi een eigentlech wëllt erreechen. Et ass verständlech, dass, wann een an esou enger komplexer Matière fir ganz ënnerschiddlech Zilsetzunge Regelen opstellt a Subside vergëtt, dat net ouni e gewëssene Verwaltungsopwand ze maachen ass. Dat ass kloer. Dëse soll awer esou kleng wéi méiglech sinn. An do, wou et méiglech ass, sollen d'Baueren och gehollef kréien.

D'Regierung ass ugetrueden, fir méi effikass an effizient ze schaffen. D'Simplification administrative ass e wichtegen Deel vun deem Exercice a betrëfft och d'Ëmweltpolitik. Déi Froen, déi mir eis hei also musse systematesch stellen: Hunn déi bestehend Regelen a Prozeduren eis méi no un eis Ëmweltschutzziler bruecht? Gouf et just eng Verbesserung um Pabeier oder huet sech déi real Situatioun verbessert? Brénge verstäerkt Regelen an Oplage méi? A kënne mir déiselwecht Ziler net mat manner schwéierfällege Prozeduren a manner deieren Etüden erreechen?

Mir hunn nëmmen dann eng Chance, eis Ziler am Ëmweltberäich ze erreechen, wann all Akteuren un engem Strang zéien. Nëmme wann déi virgeschriwwe Mesuren effikass an novollzéibar sinn, wäerte se och op Akzeptanz stoussen. E System vun Zuckerbrot und Peitsche eleng wäert sécher net zu deem gewënschte Resultat hei féieren.

Ëmweltschutz fonctionnéiert do am beschten, wou all déi Betraffe sech eens sinn iwwert de Sënn an d'Bedeitung vun deenen entspriechende Mesuren. Een Austausch tëschent der betreffender Verwaltung an de Baueren, deen op engem gewëssene Vertrauensverhältnis baséiert, ass mindestens esou wichteg wéi e puer Honnert Säite Virschréften.

D'LSAP-Fraktioun ass zouversiichtlech, dass de Gros vun de Bauere bereet ass, an eng nei Richtung ze goen, wa si déi noutwendeg Begleedung an Ennerstëtzung kréien. Loosse mer awer och an der Zukunft den aktive Bauer ënnerstëtzen a virun allem hien net mat administrativer Aarbecht zoutippen! Säin Job, seng Aarbecht ass méi technesch-fachlech ginn, mä seng Plaz ass nach ëmmer um Feld, am Stall a bei sengen Déieren.

An dësem Sënn steet d'LSAP-Fraktioun fir eng weider wichteg Roll vun dësem Secteur a wäert, wéi vum viregte Landwirtschaftsminister Romain Schneider an d'Wee geleet, op eng nohalteg Landwirtschaft setzen, mat Akzent op héichwäertege Qualitéitsprodukter.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Arndt. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox ageschriwwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir d'Éischt wëll ech der Madame Hansen awer Merci soe fir d'Initiativ, hei kënnen eng Interpellatioun iwwert d'Landwirtschaft ofzehalen. Ech hätt mer awer elo gewënscht, no Ärem Virtrag hei oder no Ärer Ried, dass mer dann eng gemeinsam Interpellatioun eng Kéier maachen, Ëmwelt- an Agrarpolitik. Et ass schued, dass hei Saachen awer behaapt ginn, wou déi zoustänneg Ministeren oder de Statssekretär dann net direkt kënnen drop äntwerten. Ech wäert probéieren, an der Debatt dann net ze vill polemesch awer trotzdeem déi eng oder aner Ausso hei e bëssen ze korrigéieren.

Och ech hu mer am Virfeld Gedanke gemaach an ech hunn emol déi Debatten e bëssen nogelies a mengem eegenen Archiv. Schliisslech sinn ech jo och schonn e bësse méi laang hei, scho bal eelef Joer, a mir haten an deenen eelef Joer siwen, aacht, souguer néng gréisser Debatten iwwert d'Agrarpolitik. Fir mech selwer, 2004, eng vu mengen éischte Rieden, dat war eng Interpellatioun iwwert d'Landwirtschaft.

An 2012 war zum Beispill eng Interpellatioun hei an der Chamber vum jëtzege Minister Etgen, deen och d'Initiativ ergraff hat, fir iwwert d'Landwirtschaft hei ze schwätzen, a méi speziell iwwert déi biologesch Landwirtschaft. An ech wäert och méi spéit dorobber zréckkommen. Dertëschent war dann eng Kéier de Wäibau, et war d'Agrargesetz, de Päerdsskandal, de Mëllechsecteur an, an, an. Et waren der jett.

Dir stellt Iech d'Fro, firwat ech dat elo soen. Mä effektiv, esou wéi mäi Virriedner, de Gusty Graas, gesot huet vun den Debatten aus den 90er Joren: Effektiv si vill Saachen hei gesot ginn, déi och deemools déiselwecht Problematik opgeworf hunn! An ech soen, ee Problem ass effektiv d'Conciliatioun tëschent der Ëmwelt- an der Agrarpolitik, wou, mengen ech, awer och zumindest am Secteur oder de Secteur selwer sech nach ëmmer deels schwéierdeet, zumindest een Deel vum Secteur, deen net dee wichtege Rôle vun der partnerschaftlecher Unerkennung vun deenen zwee Beräicher unerkennt. An ech denken, dat ass schued.

Et kann nëmme goen, wa mer eng kohärent Ëmwelt- an Agrarpolitik gemeinsam maachen, well proppert Waasser, gesonde Buedem, reng Loft, déi dräi wichtegst Elementer vun enger nohalteger Landwirtschaft, mussen Hand an Hand kënne goen, an d'Liewensmëttelproduktioun, déi mer all gären hunn, kann nëmmen am Respekt och vun der Natur a vun der Ëmwelt gemaach ginn.

An da muss een awer soen: Leider ass et awer weder mat eisem Drénkwaasser nach mat dem Buedem nach mat eiser Loft gutt hei zu Lëtzebuerg bestallt. Wéi eng Interessen och ëmmer do derhannert sinn, dës evident Tatsaach net ze erkennen an den „Weiter-so" ze propagéieren an d'Verkünder vun der schlechter Noriicht ëmmer nees an den ideologeschen Eck wëllen ze drécken, dat fënnt bei mir jiddefalls kee Versteesdemech.

Ech wëll dann awer direkt am Virfeld zu dëser Debatt kloerstellen, dass dëse schlechten Zoustand vun dem Waasser, vun dem Bueden oder och nach der Loft net eleng der Landwirtschaft däerf an och kann zougeschriwwe ginn. Et ass awer leider nun eng Tatsaach, dass d'Landwirtschaft awer e gudden Undeel zum Verloscht vun der Biodiversitéit an der offener Kulturlandschaft bäigedroen huet an och fir verschidden Ëmweltschied an deene virgenannten Elementer Verantwortung muss iwwerhuelen.

Ech nennen der awer hei e puer. Dat ass éischtens d'Grond- an d'Oberflächewaasserverschmotzung duerch Pestiziden an Nitrater, de Réckgang vun der Biodiversitéit, eng deels Banaliséierung an d'Veraarmung vun eiser Kulturlandschaft, de bedrohleche Réckgang vun eise Beiekulturen. An awer och ee Fall, deen oft vergiess gëtt an der Landwirtschaft selwer, dat ass hir eege Gesondheet. Ech mengen, am Kader vum Pestizidegesetz hat mäi Kolleeg Gérard Anzia dat schonn emol eng Kéier erwähnt. Och dat misst een, mengen ech, méi thematiséieren an zesummen och mat der Landwirtschaft drop hiweisen, dass mat dem Ëmgang mat Pestiziden och gesondheetlech Schied fir de Secteur selwer zréckbleiwen.

Mä no deenen eelef Joer, wou ech dann effektiv hei derbäi sinn, sinn d'Erausfuerderunge fir d'Landwirtschaft natierlech och ëmmer méi grouss ginn a si sinn effektiv enorm. Mä vill vun deenen Dossieren, déi mer deemools thematiséiert hunn, hätt een awer scho kënne laang upaken an et hätt een zesumme mat der Landwirtschaft awer scho kënnen Alternativen opbauen.

An ech kucken do op e Virgänger am Ëmweltministère oder och nach Virgänger, déi am Agrarsecteur geschafft hunn. Ech mengen, haut wëllen der jëtzeger Regierung Virwërf ze maachen iwwert d'Oplagen, déi ze grouss wären, do sinn awer, mengen ech, net d'Oplagen de Problem, mä éischter d'Alternativ, déi awer vergiess ginn ass, all déi Joren zesummen ze sichen.

Ech verstinn och den Onversteesdemech deels am Secteur dann, wann déi Politik haut méi konsequent an zilorientéiert wëllt virgoen. Jo, et geet vläicht net méi esou, wéi dat an der Vergaangenheet gemaach ginn ass. Et muss een no gewëssene Kritäre verschidde Saachen ëmsetzen. An dat, mengen ech, ass des Ëfteren och gesot ginn an dat wäert och konsequent hei kënnen duerchgezu ginn.

Dass den Optimismus da vläicht am Secteur e bëssen de Moment op der Streck bleift, mengen ech, ass awer schued. De Koalitiounsprogramm, wann Der Iech deen nach eng Kéier ukuckt, weist jiddefalls eng optimistesch Zukunft op an e weist an déi richteg Richtung, well et sinn eng ganz Rei vu Moossnamen, déi do kënnen opgewise ginn an déi zesumme mam Secteur kënnen ëmgesat ginn.

Bon, éier ech elo méi konkret op déi eenzel Politikfelder wëll agoen, wëll ech awer och nach eng Kéier op d'Missiounen dann agoen, well déi och an der Interpellatioun hei opgewise gi sinn.

Jo, de Grondprinzip bleift nach ëmmer deeselwechten och fir eis, nämlech eng nohalteg Entwécklung unzestriewen. Op d'Landwirtschaft bezu bedeit dat näischt aneschters, wéi dass d'Landwirtschaft an Aklang mat der Ëmwelt an Natur bruecht muss ginn. D'Leitbild vun eiser nohalteger Landwirtschaft bleift, Dir kënnt Iech dat jo virstellen, nach ëmmer de biologesche Landbau.

Ech widderhuelen awer gären nach eng Kéier aus fréieren Debatten, wéi eng Erwaardungen d'Landwirtschaft u sech muss erfëllen niewent hirem wichtege Rôle, an dat ass scho virdrun emol thematiséiert ginn, vun der Liewensmëttelproduktioun. Et sinn u sech fënnef Kategorien.

Dat Éischt ass natierlech och aus Siicht vun dem Konsument. De Konsument verlaangt haut, an zu Recht, Liewensmëttel an ausräichender Quantitéit, awer virun allem Qualitéit. Wann een iwwert de Konsument schwätzt, muss een natierlech och vum Konsument verlaangen, dass e weess, dass en dat net zum Nulltarif ka kréien. An da kënnt awer och e Problem, dass haut 50% vun de Liewensmëttel an Europa am Schnëtt ewechgehäit ginn. De Rôle vum Konsument an där ganzer Debatt ass net ze vernoléissegen.

Zweete Punkt, deen ech erwähne wëll, dat ass den Déiereschutz. Begréffer wéi „aartgerecht Déierenhaltung" si ganz wichteg, ech mengen, dat sollt och thematiséiert ginn. Mir haten Debatten, de Päerdsskandal, fir anerer nëmmen ze nennen. Mir hate fréier nach aner Problemer hei.

Den Déierentransport ass virdrun erwähnt ginn. Och haut ginn d'Schwäin an Italien gefouert, fir eng gewëssen Zort Ham hei kënnen dann erëm ze konsuméieren. Mä déi gi lieweg dohinnergefouert.

Den Aarteverloscht, de Réckgang vun der Biodiversitéit ass dramatesch, besonnesch wann ech d'Beiestierwen hei wëll erwähnen. An och do huet de Konsument seng Verantwortung mat ze iwwerhuelen.

An dann natierlech aus Siicht vun Natur- an Ëmweltschutz, wéi d'Erhale vun der Kulturlandschaft. Jo, eis Landschaft ass iwwer all déi Jorhonnerten duerch Mënschenhand entstanen. Déi soll entspriechend awer och haut net mir näischt dir näischt a Fro gestallt ginn. Dat heescht, d'Produzéiere muss am Aklang mat der Ëmwelt geschéien; Waasserschutz, Buedemschutz, fir nëmmen déi ze nennen.

Dann natierlech e wichtege Punkt, dee wichtegsten, dat ass d'Landwirtschaft selwer. D'Landwirtschaft haut muss kënnen hire Liewensënnerhalt iwwert d'Produkter vun der Landwirtschaft och erwirtschaften. Da muss een awer éierlecherweis och soen, dass déi Landwirtschaft iwwer all déi Joren deels awer och falsch Investitioune gemaach huet. D'Iwwerkapitaliséierung an de Betriber hei zu Lëtzebuerg ass e Problem. Dee gëtt och all Kéiers all Joer ëmmer erëm erwähnt, wann dee sougenannten - wéi heescht en? - „Buchführungstag" ass vum SER.

Den SER selwer seet iwwer Jore schonn: Léif Landwirtschaft selwer, léiwe Secteur, passt op, wéi eng Investitiounen Dir maacht, dass do u sech net iwwerdriwwe gëtt! An et ass och deels Gelder aus enger anerer Quell agesat ginn, fir eng Landwirtschaft hei ze bedreiwen. Dofir ass et wënschenswäert an och richteg, dass am neien Agrargesetz erëm eng Plafonéierung eragefouert ginn ass, wat d'Investitiounskäschte betrëfft, dat heescht do, wou vill Betriber sinn an eng falsch, iwwerdriwwen Investitiounspolitik gemaach gëtt.

An ee Punkt ass nach vu kengem virdrun hei erwähnt ginn. Och dee soll awer erwähnt ginn, dat ass aus Siicht vun dem Klimaschutz. Och d'Landwirtschaft huet hire Bäitrag am Beräich

vum Klimaschutz ze iwwerhuelen. Wat kënne si, wat musse se a wou si Stellschrauwen, déi si selwer kënne maachen? Besonnesch am Virfeld och vun der Klimakonferenz zu Paräis ass et wichteg, dat ze thematiséieren.

Dës fënnef Punkte gesi mir als e Leitbild vun enger nohalteger Agrarpolitik, enger Agrarpolitik, wou eng Landwirtschaft am Déngscht vun der Gesellschaft - am Déngscht vun der Gesellschaft - op Multifunktionalitéit berout. Multifunktionalitéit bedeit dobäi, dass niewent der Grondaufgab vun der Landwirtschaft, nämlech der Liewensmëttelproduktioun, och wichteg Gesellschaftsaufgaben ze iwwerhuele sinn. Dëse Sprong an eng multifunktionell Landwirtschaft muss duerch eng zilorientéiert Politik begleet ginn, mat kloere Virgaben an Hëllefstellungen, déi duerch gesellschaftlech Transfergelder Ënnerstëtzung fënnt.

Beispill: Drénkwaasserschutz gëtt et effektiv net zum Nulltarif. Wa Produktiounsausfäll a Waasserschutzzonen ze bekloe sinn, esou mussen déi duerch Transfergelder opgefaange kënne ginn. Ouni dës Transfergelder kréie mer d'Landwirtschaft nämlech net direkt mat an d'Boot.

Niewent dësen Hëllefstellunge muss awer och nach méi verstäerkt op eng besser Aus- a Weiderbildungsméiglechkeet gesat ginn, eng Landwirtschaft, wou d'Wettbewerbsfäegkeet fir d'Éischt op engem Wëssensvirsprong an op Wëssensuwendung berout. Dës Froen a Siichtweise féieren automatesch zu engem Katalog vu Kritären. D'Émsetzung vun dëse Kritären erfollegt mat entspriechenden Instrumenter a Moossnamen, déi der Landwirtschaft bei der alldeeglecher Aarbecht hëllefen.

Dës Instrumenter, an dat ass ëmsou méi wichteg, si kee Selbstzweck! An do, mengen ech, hu mer an der Vergaangenheet awer och deels net richteg ëmgesat. Déi mussen awer och an engem Monitoring, an enger Evaluatioun kontinuéierlech op hir Wierkungsweis iwwerpréift an ugepasst kënne ginn. Hei deet sech bekanntlech awer d'Landwirtschaft schwéier, well d'Kontroll bekanntlech ni gäre gesi gëtt. Awer ouni eng Kontroll, ouni eng Iwwerpréiwung vun de sëlleche Moossname kann ee keng richteg Evaluatioun maachen. A keng richteg Evaluatioun mécht och keng weider gutt Politik, fir déi richteg Weichen ze stellen.

D'Landwirtschaft brauch dofir och nei Visiounen, well Visioune bilde Chancen, a Chancë fir eng Landwirtschaft, déi hir Plaz och an enger héich moderner Déngschtleeschtungsgesellschaft huet!

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, vun där méi abstrakter Ausso vu virdrun elo vläicht zu deene méi konkreten Ureegungen a Froen och un eise Minister.

Madame Presidentin, ech wëll dann direkt och hei meng Befaangenheet awer matdeelen. Ech wëll dofir net de Reproche gemaach kréien, ech hätt elo pro domo geschwat. Dofir wëll ech dat och soen, well Dir kënnt Iech jo elo virstellen, dass ech awer e bëssen iwwert d'biologesch Landwirtschaft wëll schwätzen, eng Debatt, déi de Minister selwer jo virun dräi Joer hei ugestouss huet.

Dat war eng ganz wichteg Debatt, mat och ganz wichtegen Aussoen. Ech wëll dofir een oder deen anere Saz hei awer zitéiere vun deemools: „Et geet eis drëm, datt mer dat Potenzial, wat d'Biolandwirtschaft hiergëtt, besser notzen. Et geet eis drëm, datt déi politesch Aussoe vun haut konkret Schrëtt um Terrain no engem Méi u Biolandwirtschaft sollen ausléisen." Dat ass e Saz, deen ech och direkt kann ënnerschreiwen.

A weider steet do oder hutt Der gesot: „D'Landwirtschaft brauch e leidenschaftleche Plädoyer fir d'Qualitéit a Regionalitéit als Entwécklungsstrategie. Den Aktiounsplang fir Biolandwirtschaft ass eng Imagecampagne fir d'gesamt Landwirtschaft. Bio soll fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaft den Imageträger par excellence sinn.

Här President, wa mer de politeschen" - oder Madame Presidentin - „Wëllen hunn, fir d'Biolandwirtschaft ze förderen, d'Offer vu Lëtzebuerger Bioprodukter an d'Luucht ze schrauwen, da musse mer zousätzlech Efforten am Kader vum nationalen Aktiounsplang maachen, fir méi Betriber ze iwwerzeegen, op Bio ëmzeklammen."

Also wéi gesot, Här Minister, ech kann Iech do nëmme voll ënnerstëtzen, dat ëmzesetzen.

An et schwätzen och eng ganz Rei ekonomesch Virdeeler fir de Biolandbau hei zu Lëtzebuerg. Haut gëtt e Lëtzebuerger an der Moyenne 153 Euro pro Persoun a Joer fir Bioprodukter schonn aus. D'Chancen also am Ganzen: 153 mol - wou si mer haut? - 565.000 Awunner, dat mécht e Betrag vu 87, soe mer 90 Milliounen Euro, déi iwwert de Biolandbau hei kënnen erwirtschaft ginn.

Et muss een awer feststellen, dass mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer bei 3% bis 4% stagnéieren. Dat heescht, vill vun deene Gelder, déi haut hei zu Lëtzebuerg fir de Biokonsum ausgi ginn, bleiwen net an der Lëtzebuerger Landwirtschaft, mä ginn iwwert d'Grenzen eraus, well mer net déi néideg Nofro hei zu Lëtzebuerg kënne befriddegen.

Dës Chancë mussen dofir am neien Agrargesetz gesat ginn, dass mer och dat Potenzial voll kënnen ausnotzen. Wann ech virdru vu Chancen a Visioune geschwat hunn, esou musse se hei och da gesat ginn. Mir waarden...

Jo, Madame Presidentin?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kaes. Här Kox, erlaabt Der, dass den Här Kaes Iech eng Fro stellt?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, den Här Kaes däerf mer selbstverständlech eng Fro stellen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wollt u sech den Här Kox froen, wéi hien dann déi Iwwerleeung, déi d'Madame Hansen virdrun ënnerstrach huet, fir datt een net e ganze Betrib direkt op Bio sollt mussen ëmswitchen, wéi hien dat gesäit, ob een dat och etappeweis kéint maachen. Well da wier héchstwahrscheinlech, esou wéi dat virdru gesot ginn ass, da wier héchstwahrscheinlech nach esou munche Betrib bereet, an déi Richtung ze goen, wann e kéint etappeweis, an net all Produktioun, déi e gegebenenfalls huet, mä wéi gesot etappeweis op eng Bioproduktioun de Betrib ëmstellen.

Wéi hien dat, wéi den Här Kox dat gesäit, ob en dat eng gutt Saach géif fannen oder ob en déi Meenung vertrëtt, wéi se eben hei am Land vertruede gëtt, datt alles misst mateneen ëmgestallt ginn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bon, ech däerf gär drop äntwerten. Si ass och ze beäntwerten. Mä et ass fir d'Éischt en europäeschen Dossier, deen an der EU-Kommissioun ganz negativ beachtet gëtt, well d'Gefor vun dem gewëssene Greenwashing ass natierlech do.

Dat heescht, dass e Betrib, dee sech véier, fënnef, zéng, fofzéng Prozent Bio a sengem Regal wëllt maachen op d'Hierstellung, da gäre mat deenen 100% awer werbt: Ech sinn e Gréngen, ech hu gréng Produkter! An et ass vis-à-vis vum Konsument, nämlech d'Éierlechkeet vis-à-vis vum Konsument, deen och betruecht gëtt als Vis-à-vis.

Wann d'Trennung kloer gekennzeechent ass, ass absolutt kee Problem. Ech gesinn och an, dass een Trape muss maachen, fir op eng gewëssе Stuf ze kommen. Mä d'Endzil, d'Endzil muss ëmmer nëmmen 100% kënne sinn, well soss besteet d'Gefor, muss ech éierlecherweis soen, an dat huet jo d'EU-Kommissioun a verschiddenen Etüden erausgestallt, dass e Greenwashing ka gemaach ginn, andeems ee just déi 5% mécht, domat awer wëllt herno 100% als gréng verkafen. Ech kommen awer vläicht an der Debatt nach eng Kéier kuerz dorop zréck.

Also mir waren eis an der Debatt awer virun dräi Joer kloer, dass u sech d'biologesch Landwirtschaft muss weider Ënnerstëtzung fannen. D'Ureizer mussen deemno och entspriechend gesat ginn. De Wiessel op biologesch Landwirtschaft muss sech kënne rechnen. An dofir, Här Minister, ass et ganz wichteg, déi Virdeeler och dem Secteur weiderzeginn, an et muss een awer och d'Wichtegkeet ervirhiewen, dass et sech fir deen Eenzelnen och rechent.

Dofir däerf de Cumul oder muss de Cumul och kënne bei de biologesche Betriber gemaach ginn, wa se a gewëssen Zonen Oplage kréien. An et kann net sinn, dass de Cumul vun de sämtleche Primmen an enger konventioneller Landwirtschaft op eemol besser dosteet wéi de biologesche Betrib, dee vill méi positiv Auswierkungen awer op d'Land an op d'Natur huet.

An ech wëll awer och hei d'Jongbaueren an d'Jongwënzer eng Kéier zitéieren, an enger Table ronde, an do wor de President Tom Boonen (veuillez lire: Jeff Boonen), deen dat gesot huet an där Table ronde - ech mengen, Här Minister, Dir waart och derbäi virun dräi, véier Wochen eng Kéier um Radio - vu méi couragéierten Aussoe vun der Politik, déi wieren duerchaus verlaangt.

A fir mech ass et keng Utopie, och wa mer haut stagnéiere bei 4% oder 4,2% Biolandwirtschaft, dass mer bis 2020 duerchaus déi 10% kënnen erreechen. A mir sollen eis dat och op de Fändel schreiwen, fir déi kënnen ze erreechen, well si stinn och am Plan national du développement durable. Dofir wäre mir frou och, wa mer eis ambitiéis Ziler géife setzen, fir och kënne weider dorun ze schaffen.

Da kommen ech zu der klassescher oder konventioneller Landwirtschaft, wou gesot gëtt, déi Ëmweltprogrammer am Agrargesetz wären deels am Widdersproch mat dem Naturschutz, oder ëmgedréit den Naturschutz am Widdersproch mat der Agrarpolitik. An do sinn ech och op en Artikel gestouss - ech mengen, et ass virdru schonn eng Kéier gesot ginn -, wéi eng Schutzzone mer effektiv hei am Land hunn. Déi, déi sech dofir interesséieren, hunn dat och gelies an enger Lëtzebuerger Bauerenzeitung vum 7. Mee.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Effektiv hu mer eng ganz Rei vu Schutzzonen hei am Land. Ech nennen der e bëssen: Réserves naturelles, Natura 2000-Gebidder, Waasserschutzzonen, Schutzzonen ëm de Stauséi, Biotopkadaster, si si virdru genannt ginn. Ech schécken awer direkt viraus, dass dës Protektiounszone fir déi gréng keng Restriktioun fir d'Landwirtschaft duerstellen, mä e wichtegen a richtege Schutz vun eiser Ëmwelt an Natur duerstellen.

Dëst sinn Obligatiounen, déi déi jëtzeg Regierung an awer och déi viregt Regierungen zu Bréissel agaange sinn! En Netanhale kann deels deier gi bei dësem Netanhale vun deene Schutzzonen. Ech verweise gär dann hei op d'Problematik vun de Kläranlagen, wou mer eis laang an déi eegen Täsch gelunn hunn. Haut wësse mer, wat d'Pond Kiischte kascht. An ech wëll net muer hunn, dass d'Landwirtschaft d'Strofe muss bezuelen.

Déi Schutzzone si jo och net nei an déi entspriechend Ëmweltprogrammer och net! Et ass fir déi gréng och weiderhi kee Problem, do d'Landwirtschaft kënnen auszeüben. Et stellt sech natierlech d'Fro vum Wéi. Leider sinn an der Vergaangenheet dës Schutzzonen net mat där néideger Rigueur ënnerhale ginn.

Also, d'Moyenen eleng ginn net ëmmer duer, mä d'Resultater musse stëmmen. D'Kritäre vun engem Monitoring an enger Evaluatioun, wéi ech virdru gesot hunn, sinn dofir eminent wichteg! Also d'Obligation de moyens, wou mer d'Moyenen erasetzen, fir eppes ze rechnen, geet net ëmmer duer. Mir missten higoen op eng Obligation de résultats. D'Resultater um Terrain sinn déi wichtegst!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat erlaabt mer, op en anert Thema dann eriwwerzegoen, dat sinn d'Stéchwierder Pestiziden an Drénkwaasser. Ech wëll elo net alles nach eng Kéier opwiermen, wat alles scho gesot ginn ass. Mir hate jo och schonn hei genuch Debatten doriwwer a mir haten an der Kommissioun och ganz vill schonn doriwwer diskutéiert. Ech wëll awer eppes hei soen: dass dat fir mech grad e Paradebeispill wär vun engem positive Beispill vum Zesummespill vu Landwirtschaft an Ëmweltschutz.

Ech hunn dat Beispill hei schonn an der Vergaangenheet zitéiert an ech zitéieren et nach eng Kéier: D'Stadtwerke München hunn et iwwer all déi Jorzéngte scho fäerdegbruecht mat hire Baueren am Einzugsgebiet vum Waasser vu München, vum Münchener Waasser, mat de Baueren do e Programm opzeleeë fir d'Reduktioun vun den Nitrater, andeems se opweisen, dass dat reduzéiert gëtt mat ganz konkrete Resultater. Vu Pestizide gëtt do net geschwat, well eng biologesch Landwirtschaft do bedriwwe gëtt.

Natierlech hu se missen Transfergelder brëngen, an déi Transfergelder komme vun de Stadtwerken, komme vun der Gesellschaft, fir de Baueren ze hëllefen an där Schutzzon, déi néideg Restriktiounen da kënnen och wirtschaftlech ze droen.

Dofir sinn ech frou, dass d'Regierung - an dat ass am positiven Zesummespill vun der Landwirtschaft an dem Ëmweltschutz - d'Waassergesetz deementspriechend wäert änneren, fir eben déi néideg Transfergelder fräizemaachen, fir deene Baueren, déi an deene Schutzzone musse schaffen, déi néideg Gelder zur Verfügung ze stellen, fir am Interessi vun der Gesellschaft - da muss dat awer och vun der Bauereschaft akzeptéiert ginn -, fir am Interessi vun der Gesellschaft och dat néidegt proppert Drénkwaasser ze liwweren.

Dat ass fir mech, fir eis eng richteg Win-win-Moossnam. Domadder kritt nämlech och d'Landwirtschaft e ganz positiven Imagegewënn an dobäi gëtt gläichzäiteg och d'Drénkwaasser fir Lëtzebuerg méi propper. Dofir ass et wichteg, Här Minister, dass och de Plan d'action «Pesticides» opgeluecht gëtt an och mat deenen néidege Pisten, mat deenen néidege Méiglechkeeten och dem Secteur dat gewise gëtt.

Stéchwierder Pestiziden a Beiestierwen: D'Beiestierwen huet mëttlerweil en dramatescht Ausmooss ugeholl, wat jiddwereen heibanne misst interpelléieren. Mir mussen eis endlech bewosst sinn, dass et ouni Beien zu kenger Bestäubung bei ganz ville Planze kënnt!

Ech wëll hei dann eng aner Lëtzebuerger Bauerenzeitung vum leschte Freideg zitéieren. Den Titel vum Artikel, ech hunn en och hei: „Komplexes Thema Bienensterben: weniger Ideologie, mehr Zusammenarbeit". An ech wëll awer op een Ausschnëtt zréckkommen an ech zitéieren do: „Wenn auf den konventionellen Rapsanbau wegen verschiedenster Verbote verzichtet würde, würden sich die Imker ins eigene Fleisch schneiden. Raps, heutzutage eine der wichtigsten Trachtpflanzen, dürfte sich im Bioanbau nämlich als äußerst schwierig gestalten."

Ech muss soen, ech war do e bësse schockéiert. Wann de Rapsubau déi eenzeg Trachtplanz soll sinn, musse mer eis wierklech Suergen ëm d'Ausriichtung vun eiser Landwirtschaft maachen, besonnesch wa kloergestallt gëtt, dass weiderhin am Rapsubau mat Pestizide geschafft muss ginn.

Op därselwechter Säit ass dann eng Foto ze gesi mat dem Ënnertitel - an ech weisen déi Foto: hei ass engersäits d'Beiestierwen an op där anerer Säit en Trakter, deen eng Wiss méit; näischt zu deem Méie vun där Wiss -, do steet dann: „Diese Woche konnte im Gutland unter günstigen Bedingungen der erste Grassilageschnitt eingefahren werden." Wat heescht dat? Op där enger Säit gi mer Raps ubauen, dee just nach mat Pestizide ka wuessen. An op där anerer Säit gi mer eist Grénglаnd ganz fréi méien, soudass kaum nach eng Blumm ka bléien, wann iwwerhaapt nach Blummen an deene Wise kënnen opkommen.

Haut heescht et, méi wéi dräi, véier...

(Interruption)

Loosst mech dat fäerdeg maachen, wann ech gelift.

...dräi bis véier Schnëtt am Grénglаnd ze maachen. Ech ka mech jiddefalls erënneren, an ech kommen aus enger landwirtschaftlecher Famill, dass fréier d'Wise voller Blumme stoungen. Si sinn zweemol geméit ginn.

Et ass fir mech déi Eesäitegkeet, dëse Sens unique vun der Landwirtschaft, dee mer amgaang sinn, ëmmer méi unzestriewen. A längerfristeg geet dat net op! Och déi gréng sti ganz kloer zu dem Grénglаnd. Mir sinn e Grénglаnd, mir mussen dee Standuert optimiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, elo ass den Zäitpunkt, wou ech Iech ka froen, ob d'Madame Hansen Iech kann eng Fro stellen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Villmools Merci. Ech muss mech just all Kéiers opreegen: Wann elo hei steet „der erste Grassilageschnitt konnte eingefahren werden" - ech hunn d'Zeitung och hei -, mä dann ass dat net extrem fréi! A wann ech hei gesinn, hei stinn iwwerall Pissblummen dran, dann ass et souguer wahrscheinlech, dem Gras no, vläicht schonn ze spéit, fir datt et eng anstänneg Energieleeschtung huet.

A mir mussen do, mengen ech, awer kënne soen: Wann eise Bauer net soll Fudder akafe goen, wann en net soll ëmmer Kraaftfudder kafe goen, da muss en dat, wat mer hunn, kënnen anstänneg notzen! An dat doten ass eng riicht Wiss, déi kann en anstänneg notzen. A mir hunn op där anerer Säit Hiwwelen, déi kënnen extensiv genotzt ginn, an do ginn dann zwee Schnëtt duer.

Mä Dir erënnert Iech, ech hu gesot, eng Landwirtschaft ass net méi vergläichbar mat virun 20 oder 30 Joer - ech hat gesot 50 Joer -, mä och net méi mat där virun 20 oder 30 Joer. Wann de Bauer dunn zweemol geméit huet, dann hat e wahrscheinlech och eng Mëllechleeschtung vu 6.000 Kilo oder 5.000 Kilo. A mat där Mëllechleeschtung...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- 10.000!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- ...kann een elo net méi iwwerliewen. Dat geet net méi!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Okay. Dat war méi eng Stellungnahm. An elo kommen ech un d'Fro, déi ech stellen, dat ass nämlech: Wéi eng Grénglandwirtschaft wëlle mer hei am Land? Wëlle mer zukünfteg ëmmer méi op déi Turbogesellschaft histeieren, dass mer haut eng Mëllechproduktioun mat 10.000 Kilo wëlle maachen, fir de chineesesche Marché haut ze eroberen?

Op wéi eng Käschten - stellen ech d'Fro -, op wéi eng Käschte geet et vum Import? Well fir déi Mëllechproduktioun ze kréien, brauche mer haut schonn en extremen Import vun och deels genmanipuléierte Fuddermëttel. An et ass dat, wat mer a Fro musse stellen!

Ech wëll net d'Verdamung vun enger Landwirtschaft hei maachen, mä ech wëll einfach d'Fro stellen, ob mer an Zukunft déi doten Ausriichtung wëlle maachen, wou de Secteur selwer opweist, dass de Rapsubau muss sinn, fir kënnen ze funktionéieren, dass de Rapsubau muss mat Pestizide gefouert ginn, wou Problemer do sinn; wou gesot gëtt, mir mussen dat am Aklang mat den Imker maachen.

An op där anerer Säit gi mer hin a mir géifen dat Grengland, wat mer haut bewirtschafte mat Grieser, déi eleng op deem Kraaftfudder opgebaut sinn - sécherlech musse mer doriwwer diskutéieren, ob dat Transfergeld muss ukommen -, mä dass mer reng Kraaftfudder wëlle maachen an eng monoton Grénglandschaft - eng gréng, vläicht wéinst der Faarf ganz flott -, mä d'Biodiversitéit ass fir mech awer dann total verluer!

An da kënnt derbäi, dass dee groussen Import, dee mer haut hu vu Fudder, wat an d'Lëtzebuerger Landwirtschaft abruecht gëtt, net méi op der landwirtschaftlecher Fläch hei am Land kann ausbruecht ginn. Wat ass d'Konsequenz? Mir mussen déi landwirtschaftlech Gülle oder Mëscht an d'Ausland féieren. Haut hu mer scho méi wéi 6.000 ha am Ëmland vu Lëtzebuerg beluecht, fir kënnen eng Landwirtschaft ze maachen.

An ech wëll einfach soen - bei de Wahlen ass dat jo ëmmer: Nach den Wahlen ist vor den Wahlen, dofir: nach dem Agrargesetz ist vor dem Agrargesetz -, mir setzen eis gären zesummen, fir iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vun enger spéiderer Landwirtschaft, vun enger Landwirtschaft, déi op Nohaltegkeet opgebaut ass, am Detail ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wëll elo just nach e puer Wierder soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Zäit opgebraucht.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Oh, ech war awer..., ech denke, wann ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn Iech schonn annerhallef Minutt bäigi wéinst deene sëllechen Ënnerbriechungen.

Une voix.- Et waren der awer méi.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et war awer méi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also kommt zur Konklusioun!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech kommen zur Konklusioun. Ech halen och dann direkt op. Ech wëll just awer de Wäibau net vergiessen. Ech mengen, déi AOP, déi elo gemaach ginn ass, ass ganz wichteg fir d'Lëtzebuerger Musel, well se awer op e Qualitéitssprong erëm hindeit. Ähnlech wéi mam Crémant, deen e Succès ass, sinn ech och sécher, dass do e Succès erauskënnt.

Ech wëll awer nach ee Wuert zum Helikopter soen, well mer deels do an enger ganz polemescher Hisiicht sinn, wou ech deels och, an dat muss ech awer och hei éierlech soen, perséinlech ugegraff ginn, an ech weess nach net firwat! Mä ech mengen, an do wëll ech awer gären op d'Vergaangenheet kucken, viru 15 Joer, wéi ech an eisem Betrib mat menger Fra do och de biologesche Wäibau propagéiert hunn, do waren d'Reaktiounen déiselwecht, déi Reaktiounen: Mat dem Biowäi maache mer d'Lëtzebuerger Musel futti!

Dat ass net de Fall! An haut sinn ech frou doriwwer, stolz och deels, dass e grousse Betrib och op Biowäibau ëmgeklommen ass an haut just vläicht op fënnef Hektar schonn dat mécht. Awer d'Zukunft weist, dass dat e grousse Marché ass. An ech wëll awer drop hiweisen, dass déi Iddien, déi aus dem biologesche Landbau komm sinn, nämlech dass eng Begrünung an dem konventionelle Wäibau gemaach ginn ass, sécherlech op déi Erfahrungen zréckzeféiere sinn, déi am Biowäibau gemaach gi sinn.

An dann zum Schluss: Elo ass Présidence - et soll ee jo ëmmer positiv iwwert d'Land erausgoen -, hoffe mer, dass de Crémant dann e grousse Stellewäert kritt bei deene sëllechen Iessen. Denkt och un de Wäisswäin! An ech hunn héieren, d'Wënzer hu mer dat gesot, et wär awer nach ëmmer auslännesche roude Wäin, deen nach géif geholl ginn. Ech mengen, mir hu mëttlerweil op der Musel och gudde Lëtzebuerger roude Wäin. Fir d'Présidence wär dat ganz wichteg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An den nächste Riedner ass de Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci alle Virriedner. Et ass eng ganz interessant, passionnant an zum Deel och ganz schéin technesch Debatt.

Fir all déi, déi eis nolauschteren an net aus der Landwirtschaft sinn, muss ee soen, wa mer hei iwwer Landwirtschaftspolitik schwätzen, dann ass dat och ganz vill EU-Politik. D'EU-Agrarpolitik aus dem leschte Jordausend huet, Gott sei Dank, ausgedéngt. Mir kënnen eis erënneren, wa mer deemools moies wakreg gi sinn, hu mer héieren um Radio vu Botterbierger a vu Mëllechséien. An haut ass et Fakt, datt mer net wëssen, wéi mer déi néng Milliarden Äerdebierger, déi mer 2050 wäerten hunn, sollen ernähren. An ernährt gëtt de Mënsch nun eemol vun Agrarprodukter. An duerfir ass déi Diskussioun hei esou wichteg.

Mat ëmmer manner Waasser, mat ëmmer manner Dünger, mat ëmmer manner Energie, op ëmmer manner Land sollen eis Baueren ëmmer méi ëmweltverträglech ëmmer méi produzéieren. An dat bei deene Maartpräisser, déi mer kennen. Et ass ganz einfach utopesch!

Gläichzäiteg profitéiere mir alleguerten als Gesellschaft, als Bierger vun der Landwirtschaft, vun hire Produkter, mä och vun deem, wat se leescht fir d'Natur, an et ass hei scho gesot ginn, fir d'Ëmwelt, fir d'Weeden, fir eng diversifizéiert Natur.

Duerfir ass meng éischt Konklusioun: Dat, wat eis Baueren an alleréischter Linn brauchen, wat eis Landwirtschaft brauch, ass nees Unerkennung a Respekt duerch d'Bierger, mä och a virun allem duerch eis Politik.

Respekt eleng geet awer net duer: „Erst kommt das Fressen, dann kommt die Moral". D'Akommessituatioun vun de Baueren ass hei ugeschwat ginn. Wéi d'Majoritéit hei hire „Spuer-" alias „Bezuelpak" virgestallt huet, ass d'Landwirtschaft uerg gebeidelt ginn. Nei Taxen an deem Beräich belafe sech bis 2018, wann ech mech gutt kann erënneren, op 4,5 Milliounen Euro. Dat ass jo net vill, 4,5 Milliounen an eisem grousse Statsbudget vun 12 Milliarden.

Mä dat ass awer terribel vill fir Leit, a mir hunn dat héiere vum Martine Hansen, déi, wann een d'Eegekapitalverzënsung mat a Betruecht zitt, grad emol 20.000 Euro d'Joer verdéngen, oder 1.600 Euro de Mount! A wann ech dann déi Taxen, déi hei nei agefouert gi sinn, ëmrechnen op Vollzäitbeschäftegter an der Landwirtschaft, kommen ech op 2.222 Euro op de Kapp, déi hei musse méi bezuelt ginn.

Dat ass en Akommesverloscht, wa mer d'Eegekapitalverzënsung mat a Betruecht zéien, vun iwwer 10%. Wien hei am Land géif en Akommesverloscht vun iwwer 10% a Kaf huelen? Kee Mënsch! Eis Bauere si wäit ewech vun engem faire Akommes fir hir haart Aarbecht.

Den Här Bettel huet a senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gemengt, mir wieren um richtege Wee. An dozou soten d'Baueren, ech zitéieren den Editorial vum 8. Mee aus dem „Lëtzebuerger Bauer": „Für die Landwirtschaft ist es jedenfalls nicht der „richtige Weg", wenn ihr anstatt Stärkung und Ausbau ihres Produktionspotenzials immer mehr Auflagen und Restriktionen aufgebürdet werden, ihr mit einem Federstrich Stützungsgelder gestrichen und Zusatzkosten auferlegt werden, wenn sie darüber hinaus anstatt mit verstärkter Anerkennung und Respekt vonseiten der Regierung sehr oft und sehr schnell unberechtigterweise mit Schuldzuweisungen überhäuft wird." Dat soen d'Bauere selwer zu dëser Regierungspolitik.

Meng zweet Konklusioun ass also, datt nieft Respekt an Unerkennung och e fairt Akommes an der Landwirtschaft muss geséchert sinn. An een Deel dovu sinn déi administrativ Oplagen, mat deenen d'Landwirtschaft ze kämpfen huet. Si koumen hei schonn zur Sprooch.

Fakt ass, haut steet e Bauer oft mat engem Fouss am Büro a mat deem anere Fouss am Prisong anstatt um Feld. Ech erënneren zum Beispill, an et ass hei schonn ugeschwat ginn, un dat Gesetz iwwer phytosanitär Produiten, dat d'Majoritéit hei gestëmmt huet, wou néng verschidde Kontrollen duerch néng verschidden Instanze méiglech gemaach gi sinn, inklusiv Hausduerchsuchung nuets! Well all déi Leit vun all deene Stellen hunn de Statut vun engem Officier de police judiciaire.

Administrativ Problemer bei Aussiidlerhäff goufen ugeschwat. Mir hunn héieren, datt zimlech arbitrairement décidéiert gëtt, wat fir eng Aarte vun Déiere méritéieren, datt op si Dag an Nuecht opgepasst gëtt, oder wat fir eng net, bei wat fir enger Aart vun Haltung däerf oder soll en Haus gebaut ginn a bei wat fir enger net.

De Kolleeg Kox huet mat Fug a Recht iwwert d'aartgerecht Déierenhaltung hei geschwat a wéi wichteg se ass. Aartgerecht Déierenhaltung ass ganz oft eng Fräilandhaltung. A grad eng Fräilandhaltung bedéngt, datt den Ziichter bei senge Béischten ass.

Un den Här Minister folgend konkret Froen: Wat ass actuellement d'Base légale, fir esou ze diskriminéieren tëschent Aarte vun Déieren? Wien entscheet haut, ob déi Präsenz vum Ziichter néideg ass oder net? Ass dat den Ëmweltministerium oder ass et Äre Ministerium, an do virun allem d'Veterinärinspektioun? Oder ass den Ëmweltministerium kompetent? A wa jo, op wat fir enger Basis ginn esou Froen tranchéiert?

Zwee weider Beispiller, wéi d'Bauere benodeelegt an hir Rechter violéiert ginn, wëll ech hei kuerz uschneiden. Et gëtt déi nei Greening-Virgaben. Vill vun Iech wëssen net, wat „Greening" ass. Ech hunn eng Kéier als jonken Affekot eng Affär misse plädéieren iwwer „Roofing". A ganz um Schluss sot de Riichter: Mä wat ass dann eigentlech „Roofing"? An do hu mer missen zouginn, datt mer et eigentlech och net genau wéissten. Et war iergendeppes tëschent dem Belag uewen um Daach an der Isolatioun.

Bon, de Greening, dat ass eng relativ komplizéiert bürokratesch Geschicht, wou mat Facteure geschafft gëtt, wat wéi eng Fruuchtfolleg wäert ass. Jiddefalls huet den Här Hogan, dat ass den Agrarkommissär aus Irland, den EU-Agrarkommissär, dee selwer Bauer ass an duerfir e bësselchen eppes méi dervu kennt, de Länner d'Méiglechkeet ginn, fir 2015 den Abgabetermin fir Flächenanträg ausnahmsweis vum 15. Mee op de 15. Juni ze verlängeren, well eben alles duerch déi Ännerunge vill méi komplizéiert ginn ass.

15 Länner - 15 Länner! - hunn heivunner Gebrauch gemaach an heifir optéiert an hire Baueren domadder ee Mount Loft verschaaft. Dat waren d'Belsch, Bulgarien, Frankräich, Griichenland, Groussbritannien, Irland - d'Heemechtsland vum Kommissär -, Italien, Kroatien, Malta, Holland, Éisträich, Polen, Rumänien, Spuenien an Tschechien. A wie feelt op der Lëscht? Lëtzebuerg.

Duerfir meng Fro un de Landwirtschaftsminister: Firwat hutt Dir net optéiert fir déi Verlängerung vun där Abgabefrist? Zweetens: Hunn all eis Betriber et fäerdegbruecht, trotz deenen Ännerungen hir Anträg zurzäit anzereechen? A wann net, mat wéi vill Kierzunge mussen déi betraffe Betriber rechnen als Sanktioun?

Ech wollt och schwätzen iwwer Eegentumsrechter. Dat ass och eng Saach, mat där successiv Ministèrë Problemer hunn. D'Biotopausweisunge sinn extrem richteg a wichteg. Si solle geschéien.

Déi Biotopkartéierung, esou wéi se geschitt ass, ass awer bürokratesch a vun uewen erof geschitt. An et deet mer leed, ech kann dem Gusty Graas net recht ginn, wann hie seet: „Ma do ware Versammlungen um Terrain, also war dat am Dialog." Gläichzäiteg seet hien: „Et sinn 130 Reklamatiounen erakomm." Ech mengen, wann ech am Dialog mat Leit eppes kucken, dann hunn ech keng 130 Reklamatiounen hei am Land!

Mir mussen eis bewosst sinn, an dat ass ganz richteg gesot gi vu verschiddene Leit, datt mer net zum Nulltarif dee Biotopschutz kréien, dee mer ustriewen. Dat Land gehéiert Leit, a wann Oplage gemaach ginn, bréngt dat manner Rendement an dann ass dat Land manner wäert an dat muss kompenséiert ginn.

An heizou hunn ech och nach Froen un de Landwirtschaftsminister. 2019 soll eng nei Feldbegehung stattfannen, wann ech richteg informéiert sinn. Wéi déi Biotopkartéierung gemaach ginn ass - gtt et eng Base légale, datt d'Fonctionnairen ouni Virumeldung respektiv Autorisatioun vun engem Grondeegentümer respektiv deem senge Piechter iwwerhaapt däerfe Lännereie betrieden an do Bestandsopnahmen oder Moossunge kënne virhuelen?

Wann et déi Base légale sollt ginn, géif dann net zumindest emol den Anstand verlaangen, déi Betraffen am Virfeld ze informéieren? A wier et net iwwerhaapt besser, si géifen agelued ginn deelzehuelen an et géif een en État des lieux contradictoire maachen, et géif een zesumme kucken an dat am Dialog festleeën?

An da virun allem, vu datt mer jo wëssen, datt duerch Oplagen, déi kommen, de Rendement erofgeet an och de Wäert fir de Propriétaire erofgeet, gedenkt Der de Verloscht vum Rendement dem Piechter an de Verloscht vum Wäert dem Propriétaire gerecht ze ersetzen?

A well mer bei Froen a Bürokratieiwwerfloss sinn: Zur gläicher Zäit goufen hei am Land zwee wichteg Projete fir d'Landwirtschaft ugestouss, dat eent ass eng Fabrik zu Päerel an dat anert de Site zu Colmer-Bierg. Si goufe matenee lancéiert. Zu Päerel gëtt scho laang produzéiert. Zu Colmer-Bierg war emol nach keng Grondsteeleeung. Dat ass och eng Aart vun Nation Branding!

Meng Fro un de Landwirtschaftsminister: Wou ass dee Projet drun? Ass do entre-temps eng Autorisatioun komm? Well mir wëssen, wéi wichteg datt en ass fir d'Landwirtschaft!

Ech wollt awer och mat engem Wuert op déi innovativ Iddien agoen, déi speziell och vum Kolleeg Kox genannt gi sinn an déi ech zum Deel ganz, ganz gutt fannen. Mä wa mer wëllen innovativ sinn, firwat maache mer net hei am Land Saachen, déi an Nopeschregioune mat ganz groussem Succès praktizéiert ginn?

Ech huelen ee Beispill eraus: Dat ass den Enclos agricole fir Wëlldéieren, Wëlldéieren an engem Enclos agricole ziichten. Dat ass an der Belsch, hei vir direkt op der Grenz, ouni Problem méiglech. Et muss een emol keng Autorisatioun ufroen, eng einfach Deklaratioun geet duer. Dat ass eng Simplification administrative. A virun allem erlaabt esou eng Aart vun Haltung, Déieren aartgerecht ze halen, si erlaabt, extensiv Flächen ze benotzen, a si produzéiert extrem héichwäertegt Fleesch, wat och deementspriechend e gudde Präis bréngt fir den Ziichter.

En anert Beispill ass d'Hofschlachtung. Ech weess, datt do ganz vill EU-Reglementer sinn. Mä mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo awer déi fâcheux Tendenz, fir déi ëmmer iwwerzeimplementéieren an iwwerzekontrolléieren. Et ass dach e Fakt, datt et dem Ziichter haut net méi méiglech ass, fir doheem ze schluechten, aus deem einfache Grond, datt, wann en all déi Norme muss anhale fir d'Hofschlachtung, dat esou deier kascht, datt dat, wat e méi kréich fir säi Fleesch duerch eng Direktvermaartung, schonn nees fort ass duerch déi Investitiounen, déi e muss leeschten. Kënne mer hei net eppes änneren?

Da wollt ech e lescht Wuert soen zum TTIP. Et ass geschwat gi vun Agrarpräisser, vum Weltmaart. Ech denke perséinlech, datt et eng gutt Saach ass, wa Fräihandel bedriwwe gëtt, och fir Baueren an och fir landwirtschaftlech Produkter. Mä natierlech, an ech mengen, do si mer eis heibanne wahrscheinlech alleguerten eens, mussen eis héich Standarde vu Sécherheet, vun Ëmweltverträglechkeet, vu Konsumenteschutz, vun Déiereschutz och fir Produzenten aus Drëttlänner gëllen. A grad d'landwirtschaftlech Produkter, an dat ass jo eng Angscht, déi do ass an déi berechtegt ass, däerfen net zu deem ginn, wat d'Engländer „bargaining chip" nennen, zum Spillball, zur Quantité négligeable an deene Verhandlungen.

Här Graas, Dir hutt gemengt, Dir wiert eréischt säit 18 Méint um Pouvoir. Ech wëll schléissen dermat, datt ech Iech soen, datt ech des Androcks mech net kann erwieren, wéi wann d'Baueren am Moment net esou frou wiere mat eisem Minister, dee sech esou gären als hiren Affekot duerstellt, an datt vill vun hinnen envisagéieren, him d'Mandat ze entzéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten a leschte Riedner ass den David Wagner. Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An der Landwirtschaft hei an Europa goufen et och zwou grouss Phasen: Déi éischt Phas, déi mer kennen, dat war 1962, wéi d'Politique agricole commune agefouert gouf, an du spéiderhin déi ganz Phas ab den 90er Joren, wou d'Politik vun der OMC eng industriell a produktivistesch Landwirtschaft favoriséiert huet.

Dës Politik huet schlussendlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an aneren Deeler vun der Europäescher Unioun dozou gefouert, datt kleng a mëttel Exploitatioune geschrumpft sinn, zerstéiert goufen. Wann een d'Zuele kuckt nach vum Agrarministère, déi lescht Zuelen, déi vun 2012 sinn, da kann ee gesinn, datt bei de klengsten Exploitatiounen - et ass natierlech gestaffelt, also déi, déi manner wéi 2 ha grouss sinn - et der nach 1990 523 goufen an 2012 216. Au contraire hate mer all déi Exploitatiounen, déi gréisst, also déi, déi iwwer 100 ha grouss sinn, 106 dovunner 1990 an 2012 444. Dovunner ofgesinn ass och nach d'Fleeschproduktioun jo exponentiell an d'Luucht gaangen.

Dës Politik hat och nach als Konsequenz, datt mer mat enger Zerstéierung vun enger gesonder, sozialer an ekologescher Landwirtschaft zum groussen Deel konfrontéiert waren an datt och duerch d'Exportsubventiounen eng Iwwer-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

produktioun stattfonnt huet, wat hei natierlech schlecht Konsequenzen hat, mä natierlech och eng Degradatioun vun der Landwirtschaft an den Drëttstaten, notamment am Süden, als Folleg hat.

Déi liberal an industriell gefouert Industriepolitik (veuillez lire: Agrarpolitik) ass net haalbar. Dat gesäit een och unhand vun de Mëllechquoten, déi jo no 31 Joer op den 1. Abrëll ewechgefall sinn. Dovunner ofgesinn, datt ee kéint iwwer verschidde Quotesystemer natierlech diskutéieren, well dee viregte jo bäi Wäitem net perfekt war, muss ee soen, datt d'Liberaliséierung vun der Mëllechproduktioun dee falsche Wee war. Et ginn - fir just dee Secteur ze nennen, natierlech -, mä et gi vill regulativ Modeller, ënner anerem wéi a Kanada, wou se versichen, souwuel Pénurië wéi och Iwwerproduktioun ze verhënneren an no de Besoine sech ze riichte vun der interner Consommatioun. Et gi vill Modeller eben.

Wichteg an eisen Aen ass et, souwuel Konsumente wéi och Produzenten, déi a Kooperative regruppéiert sinn, zesummenzedoen, an dat alles natierlech chapeautéiert vun enger ëffentlecher regulativer Muecht, déi Hëllefe jee no sozialen, durablen oder ekologesche Kritären ausbezuelt. Mä eng total Liberaliséierung, eng total Konkurrenz ass dee falsche Wee, zumools an der Landwirtschaft. Dat seet och den Agronom Jacques Berthelot, deen erkläert, datt vun alle Produkter déi aus der Landwirtschaft grad déi sinn, déi am mannsten autoregulativ funktionéieren.

An dat ass och einfach nozevollzéien: Wann d'Präisser vun de Liewensmëttel an d'Luucht ginn, wäert de Konsument net ophale mat iessen oder manner iessen, ausser et geet him wierklech ganz schlecht, mä e wäert méi an d'Iessen investéieren an dofir manner an aner Domäner. Ëmgekéiert, wann d'Präisser falen, heescht dat net, datt d'Leit zwee- oder dräimol méi am Dag iessen an dowéinst massiv méi consomméiere géifen.

Et gëtt vill vun Diversifizéierung vun der Ekonomie geschwat. Mir mengen, datt grad d'Landwirtschaft ee Pilier vun eiser Wirtschaft ass, deen zukunftsträchteg an ausbaufäeg ass an e Reservoir ass och fir d'Schafung vu villen Aarbechtsplazen, Aarbechtsplazen, déi och nach human ausfëllend sinn.

Dofir däerf een d'Landwirtschaft awer net „egal wéi" ausbauen, an den Hëllefen, mä och an de Strukturen:

- an den Hëllefen, ech hunn et schonn ugedeit, wou d'Hëllefen, amplaz datt se sech un der Fläch oder un der Produktivitéit orientéieren, sech un ekologesch a sozial Kritären adaptéieren, graduell natierlech, wat d'Ausstierwe vun de Kleng- a Mëttelbauere ka verhënneren an dem Konsument och qualitativ héich a finanziell abordabel Produkter verséchert. Dofir muss een och d'Vergréngung vun de Flächen assuréieren iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Zones d'intérêt écologique an d'Rotatioun vun de Kulturen;

- an de Strukturen och, andeems een d'Schafung vu Kooperative vu Klengbauere fërdert, déi solidaresch produzéieren.

Et ass falsch ze mengen, datt een d'Fräiheet vun de Baueren duerch déi sougenannte fräi Maartwirtschaft ka garantéieren. Ech soen „sougenannte fräi Maartwirtschaft", well et keng fräi Maartwirtschaft gëtt, wann de Konkurrenzdrock onausweichlech zur Konzentratioun vun den Exploitatioune féiert an esou de Maart an den Hänn vu kapitalintensive Betriber fesselt. D'Fräiheet an d'Dignitéit vum Bauer besteet doranner, datt déi ëffentlech Hand him d'Moyene gëtt, säi Beruff esou gutt ausüben ze kënne wéi méiglech, an hien och protegéiert virun den Interesse vun der Agroindustrie, déi u sech näischt méi mat der Landwirtschaft ze dinn huet.

Dofir muss een och lokal a regional Produktiouns- an Transportcircuite favoriséieren. Dat geet natierlech, andeems een an enger éischter Phas lokal Produkter an ëffentleche Gebaier zerwéiert. Dat gëtt och schonn zum Deel gemaach, notamment a Schoulen. Mä et muss ee sech och iwwerleeën, wéi een zum Beispill nach weider Butteker oder Restaurante staark ënnerstëtzt, déi lokal Produkter zerwéieren. Dofir muss een awer och Mesuren ergräifen, déi den intensiven Élevage zréckdrängen, wat natierlech och bedeit, datt esou Saache wéi de Fourrage Virrang musse kréie virun der Fleeschа Mëllechproduktioun.

Dat ass natierlech e laange Mutatiounsprozess, mä dee Wee musse mer goen. Dat huet och natierlech mat eisem Konsumverhalen ze dinn an ech cachéieren Iech net, datt ech och selwer dorënner wäert leiden. Mä ech mengen, et ass e Wee, deen ee muss goen.

Et muss een och Mesuren ergräifen, déi de Bauere versécheren, datt se hiren eegene Som benotzen, verkafen oder beschütze kënne viru Multien an der OGMs-Industrie, déi de Som patentéiert an Exklusivrechter opkeeft op deem Som. Esou eng Mesure wär zum Beispill d'Erëmschafung vun ëffentleche respektiv kooperative Sombanken.

Dat alles, dat wäert ganz schwéier anzeféiere ginn, voire onméiglech, wann een net op anere an internationalen Niveauen agéiert. Et ass hei ugeschwat ginn, ech wäert och nach e bësse méi drop agoen, den TTIP ass ugeschwat ginn, zu Recht, vun der Madame Hansen ënner anerem, an et muss een dovunner schwätzen. Et muss een awer och nach vun anere Verträg schwätzen, ënner anerem vum CETA, also deem Vertrag tëschent der Europäescher Unioun a Kanada.

Gëschter war eng Konferenz, déi ganz interessant war, organiséiert vu Greenpeace Lëtzebuerg mam Dokter Christoph Then, deen e Spezialist an OGMs-Froen ass an och Spezialist, wat den TTIP an de CETA-Vertrag ubelaangt. An déi Konferenz war wierklech ganz informativ. D'Regierung ass jo net favorabel zu den OGMen, mä duerno héiert een awer och den Här Finanzminister, dee seet: „Mir sinn zu honnert Prozent fir de CETA", wéi en op enger Wirtschaftsrees a Kanada war.

Dat ass natierlech net wouer! Mir haten drop reagéiert, well d'Land ass net zu honnert Prozent, bäi Wäitem souguer net zu honnert Prozent wahrscheinlech an der Bevëlkerung derhannert, souguer éischter minoritär. Ech hu mer souguer soe gelooss, datt d'Regierung souguer net esou richteg zu honnert Prozent derhannert wär. An ech sinn naiv genuch, fir dat och ze gleewen! An ech begréissen dat och, wann dat esou de Fall wär.

Mä de Problem ass ganz einfach: OGM oder CETA, il faut choisir! Déi zwou Saache kann een net kréien.

Mir sinn, wat grad de CETA ubelaangt, dee jo och scho vun der Kommissioun (veuillez lire: vun der Kommissioun ënnerschriwwe ginn ass), mir sinn do an enger anerer Ratifikatiounsetapp, wou och schonn de kanadesche Premier seng Ënnerschrëft drënnergestallt huet an d'Kommissioun selwer och an der Persoun vum Exkommissär Karel De Gucht. An et muss een och agesinn, datt et schonn, dat, wat si nennen e gewëssen „regulatory chill" gëtt, dat heescht, dat huet schonn en Afloss op d'Realitéit an deem Sënn, datt schonn elo, ier iwwerhaapt déi Verträg ënnerschriwwe ginn, e gewësse Regulatiounsstopp och hei an Europa stattfënnt.

Et huet och gëschter nach den EU-Deputéierte Claude Turmes erkläert: Wann dee CETA-Accord bis finaliséiert ass, dann ass d'Dier op, fir datt genmodifizéiert Organismen ouni Risikopréiwung an och ouni Kennzeechnung, wéi dat an den USA oder a Kanada de Fall ass, hei an der EU zougänglech gemaach ginn.

An ech zitéieren och nach eng flott Etüd vun den däitsche Grénge, der Fraktioun am Bundestag - ech zitéieren haut nëmme Grénger, mä tant mieux: „Auf der Grundlage des bekannt gewordenen Textes zu CETA muss angenommen werden, dass es im Rahmen der geplanten Freihandelsabkommen sehr wohl beabsichtigt ist, die Standards für Umwelt und Verbraucherschutz im Bereich der Agro-Gentechnik abzusetzen (veuillez lire: abzusenken)." A weider: „Zu beachten ist auch, dass CETA auch ohne einen Abschluss der TTIP-Verhandlungen erhebliche Auswirkungen auf die Gentechnik-Regulierung in Europa haben kann, da viele interessierte US-Konzerne auch mit Tochterunternehmen im kanadischen Markt aktiv sind und dadurch von den Vorteilen für «kanadische» Firmen profitieren können."

Dofir erëm eng Kéier eisen Opruff un dës Regierung, sech endlech vun enger gewëssener Logik ze befreien, verstänneg ze sinn a sech konsequent géint dës Accorde wéi TTIP oder CETA anzesetzen.

Mir ginn es och net midd, dat ze soen, well dat huet jo och nach e globalen Zesummenhang. Souwisou: Prinzipiell stelle Fräihandelsaccorden e grousse Problem duer fir den ekonomeschen Équiliber vun der Welt, och an der Landwirtschaft. Deen Déséquiliber gëtt et souwuel am Norden tëschent groussen a klengen Exploitatioune wéi och tëschent dem Norden an dem Süden. Dovunner ofgesi muss een och soen, datt mer erëm eng Kéier vun „Fräihandelsaccorde" schwätzen an et gëtt keen „Fräihandel" an deem Sënn, vu datt e vu Multinationalen dominéiert ass.

Mir hunn de Problem, also et gëtt wierklech e Problem mat der Équatioun: engersäits eng onéquilibréiert, mat Subventioune gepushte Landwirtschaft, déi hei am Norde praktizéiert gëtt, anerersäits dann en Ofbau vun Douanestariffer vu bis zu 80% am Süden, an Afrika oder a Südamerika. Dat féiert natierlech zur Zerstéierung vu landwirtschaftlechen an ekonomesche Strukturen an Afrika an hei zur Iwwerproduktioun an zum Verschwanne vu klenge Strukturen.

An dann nach zuallerlescht muss een och bei den Agrarprodukter vun der Spekulatioun schwätzen, déi och bedriwwe gëtt. Mir kënnen eis nach drun erënneren: 2005/2006 ass et zu enger gréisserer Kris op dem Marché vun de Matières premières agricoles komm. Dat huet souguer e ganzt Land wéi Ägypten komplett destabiliséiert, wou de Broutpräis immens héich gaangen ass a wou ee quasi e Biergerkrich hat, well d'Leit sech net méi richteg konnten ernähren. Ech zitéieren elo nëmmen dat Beispill. Mä dat ass e groussen, e wesentlechen Deel vum Déséquiliber weltwäit, déi Spekulatioun op de Präisser vun den Agrarprodukter.

Dofir erëm eng Kéier och eis Fuerderung, dat ze iwwerkucken, well mir hei zu Lëtzebuerg op eiser Finanzplaz jo och Spekulatiounsfongen hunn iwwert d'Matières premières agricoles, déi en Ëmsaz verwalte vun 900 Milliounen Euro, wat och all Kéiers d'ONGe vun der Kooperatioun uprangeren. Dat ass dräimol esou vill wéi eis Kooperatiounshëllef! U sech gëtt déi dräimol vernicht duerch déi Spekulatiounsfongen. A mir mengen, datt mer och dat elo definitiv mussen a Fro stellen.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Domat si mer um Enn vun eisen Interventiounen. D'Wuert huet elo direkt fir d'Regierung den Här Landwirtschaftsminister, de Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et goufen am Kader vun dëser Interpellatioun eng ganz Rei wichteg Punkten ugeschwat, op déi ech elo gären aginn. Fir d'Éischt wëll ech awer der Interpellantin, der Madame Martine Hansen, villmools Merci soe fir dës Initiativ an och allen Intervenante Merci soe fir hir konstruktiv Bäiträg.

D'Interpellatioun ass ënnert d'Iwwerschrëft „Wat fir eng Zukunft fir d'Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg?" gestallt ginn. An ech si frou, fir iwwert dëst wichtegt Thema fir eist Land hei kënnen ze schwätzen an der Landwirtschaft dee Stellewäert ze ginn, dee se verdéngt huet.

Dir wësst alleguer, an Iech, Madame Hansen, brauch ech dat och net ze rappeléieren, datt mir zwar eng ganz Rei Elementer vun der Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg kënnen definéieren, datt dëst awer nëmmen am Kader vun der europäescher Agrarpolitik ka geschéien.

Wann een also „national Agrarpolitik" seet, muss een och gläichzäiteg „europäesch Agrarpolitik" soen. Dir wësst och, datt mer an der Emsetzungsphas si vun enger grousser Agrarrefom. Duerfir kommen ech och net derlaanscht, eis national Agrarpolitik an de Kader vun der europäescher ze setzen an op de Programme de développement rural 2014-2020, deen zweete Pilier vun der europäescher Agrarpolitik, ze verweisen.

Mir hunn dësen an Zesummenaarbecht mat alle Betraffenen - an ech ënnersträichen: mat alle Betraffenen! - diskutéiert. Esou vill an intensiv ass nach ni hei zu Lëtzebuerg iwwer e PDR diskutéiert ginn, an dat iwwer en Zäitraum vun iwwer zwee Joer. Och an der Agrarkommissioun gouf e presentéiert an diskutéiert, fir schlussendlech den 18. Juli vum leschte Joer op Bréissel geschéckt ze ginn.

All wesentlech Punkte sinn an der Zwëschenzäit mat Bréissel gekläert. Mir wäerten d'Lettre de confort vun der Kommissioun nach virum Summer kréien. Mir sinn och esou wäit fäerdeg mat der Ausschaffung vum neien Agrargesetz a mat deene wichtegste Reglementer. Dës ginn dës Deeg un déi aner concernéiert ministeriell Departementer geschéckt, fir dann an de Regierungsrot an duerno an déi normal Consultatiounsperiod ze goen.

De PDR beschreift, wéi mir hei zu Lëtzebuerg wëllen an deenen nächste Joren am Beräich vun der Wëssensvermëttlung, der Investitiounspolitik a bei der Weiderveraarbechtung, am Émweltberäich a schlussendlech och bei der wirtschaftlecher Entwécklung am ländleche Raum an - fir mat de Wierder vun der Madame Hansen et ze soen - an der nationaler Politik virgoen.

Jiddwereen, dee sech d'Méi gemaach huet, fir dëse Programm am Detail ze liesen, fënnt schonns hei eng ganz Rei Äntwerten op verschidde Froen, déi hei gestallt gi sinn. Och ass hei d'Strategie, esou wéi d'Regierung se fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft definéiert huet, genau beschriwwen. Déi mir zur Verfügung gestallten Zäit erlaabt et mir net, am Detail op den Inhalt vum PDR an domadder och op dat neit Agrargesetz anzegoen. Mir wäerten an deenen nächste Méint awer nach genuch Geleeënheet dozou kréien.

Et ass awer kloer, datt vill vun deenen hei ugeschwaten Themen och am PDR behandelt gi si respektiv hiren Nidderschlag am Agrargesetz wäerten hunn. Ganz ähnlech gesäit et aus mat der Ëmsetzung vum éischte Pilier vun der europäescher Agrarpolitik. De Règlement grand-ducal vum éischte Pilier mat der Aféierung vum Greening ass um Instanzewee.

Et war eis och ëmmer immens wichteg, fir eis Baueren, mä awer och d'Beroder esou fréi an esou gutt wéi méiglech iwwert dës komplizéiert Reform ze informéieren. Scho virun engem Joer ass eng Broschür zum Thema ausgeschafft ginn, an d'Virstellung vun dëser Reform war och den Haaptsujet um Stand vum Ministère op der Foire agricole vun 2014. Um Uschloss dorunner sinn d'Betriber individuell informéiert ginn, wivill ökologesch Virrangfläche si am Kader vum Greening hunn. Lëtzebuerg ass iwwregens dat eenzegt Land an der EU, wou dat an där Form gemaach ginn ass!

Dunn hunn ech zesumme mat den Administratiounen eng Rei vu regionalen Informatiounsversammlungen ofgehalen. Iwwer 800 Betriber waren op dëse Versammlunge präsent. Dat beweist, wéi dréngend et war, op den Terrain ze goen, fir ze informéieren an ze beroden.

Nom Envoi vum Flächenantrag dëst Joer sinn op en Neits Reuniounen uechtert d'Land vum SER organiséiert ginn. 500 Betriber sinn op dës Rendez-vouse komm. Dir gesitt, mir hunn also keng Méi gescheit, fir esou gutt wéi méiglech dës komplex Reform un d'Praxis erunzeféieren. An eis Baueren, Wënzer a Gäertner wëssen, datt si op eis Verwaltunge kënnen zielen, wa se nach Hëllef brauchen.

Och duerfir, Här Reding, hu mer am Fong geholl den Délai net brauchen ze verlängeren. 1.842 Anträg goufe verschéckt, 1.755 sinn der bis elo erakomm, dovunner 12 mat engem Dag an 2 mat zwee Deeg Verspéidung. 644 Betriber hunn den Antrag elektronesch ausgefëllt. Dovun hunn der 326 den Dépôt mat LuxTrust gemaach. 56 Betriber kréien haut e Rap-

pel geschéckt. 2014 waren et der 60, also méi wéi 2015. 2013 waren et der 64, also méi wéi 2015. Dobäi handelt et sech a ville Fäll awer ëm kleng Betriber, déi den Antrag just wéinst der Berechnung vun de Cotisatioune bei der Sécurité sociale maachen an deemno och keng Primme kréien.

Dir gesitt, mir leeschten eise Baueren eng aktiv Hëllefstellung. Dat ass eenzegaarteg an Europa! An duerfir, Här Reding, sti mir net op deene Lëschte vun deene Länner, déi den Délai hu misse verlängeren, well eben déi Länner hire Baueren déi doten Hëllefstellung net zoukomme loossen. Esou soll et och weidergoen.

Wat elo den zweete Pilier ugeet - domadder mengen ech natierlech d'Agrargesetz a seng Ausféierungsreglementer -, wëlle mer eng ähnlech Informatiounscampagne maachen, déi och soll op der Foire agricole lassgoen. Och wa bis dann d'Agrargesetz nach net gestëmmt ass, kann een awer schonns d'Betriber dorop virbereeden, wéi et an der Programmatiounsperiod 2014-2020 weidergeet.

E weidert Element vun eiser Informatiounsstrategie ass d'Iwwerschaffe vun der Internetpräsenz vum Landwirtschafts- a Wäibauministère. Ech wëll, datt de Bauer, Wënzer a Gäertner esou gutt wéi méiglech d'Informatiounen, déi e brauch, ofruffe kann, sief et, wann et ëm Bäihëllefe geet, sief et, wann et ëm eng Berodung geet, sief et, wann et ëm eng Fro a puncto Maartsituatioun geet.

Och an der Landwirtschaft ginn déi nei Technologien ëmmer méi wichteg. Well d'Legislatioun an d'Ëmsetzung vun der Agrarpolitik ëmmer méi komplex ginn, geet et net anescht, wéi datt och d'administrativ Weeër ëmmer méi iwwert den Internet lafen. Ech denken hei notamment un de Flächenantrag. Dëst gëtt de Betriber och méi Sécherheet, an d'Prozedur geet méi schnell a gëtt méi prezis. Hei ass och d'Berodung gefuerdert.

No dësen e puer méi allgemengen Iwwerleeunge kommen ech elo op déi méi konkret Punkten.

D'Madame Hansen huet de Punkt vun de Missioune vun der Landwirtschaft ugeschwat. D'Haaptmissioun vun der multifunktionaler Landwirtschaft, déi d'Leitbild vun der europäescher a vun der nationaler Agrarpolitik ass, ass déi nohalteg Produktioun vu Liewensmëttel. Mir liewen an enger Zäit, wou et fir déi meescht eng Selbstverständlechkeet ass, datt mir alleguerte genuch ze iessen hunn. Dat ass awer keng Selbstverständlechkeet! An duerfir ass et mir wichteg, dëst nach eemol ze ënnersträichen.

Dernieft geet et awer och ëm d'Erhalung vun der Kulturlandschaft, am Respekt vun der Ëmwelt an der Biodiversitéit a vun der Beliewung vum ländleche Raum mat wirtschaftlechen Aktivitéiten. D'Landwirtschaft ass ee Secteur vun eiser Ekonomie. Et ass also nëmmen normal, datt de Bauer versicht, e méiglechst héije Revenu aus senger landwirtschaftlecher Aktivitéit ze erwirtschaften.

Anescht wéi a villen aneren europäesche Länner muss eis Landwirtschaft ënnert deemselwechten europäesche Kader an engem Héichlounland mat héijem Liewensniveau, mat héijen Ëmweltoplagen an engem enormen Drock op d'Land (veuillez lire: op d'Landwirtschaft) schaffen. Et ass deemno eng riseg Erausfuerderung, fir kënne mat deenen anere sozioprofessionelle Gesellschaftsschichte matzehalen. Ee grousst Zil vun eiser nationaler Politik muss duerfir sinn, de Baueren en ausreechend Akommes ze garantéieren, an dëst an engem Kontext vun enger zounehmender Mondialisatioun vun de landwirtschaftleche Marchéen.

An der Landwirtschaft geet et och ëm d'Erhale vun Aarbechtsplazen. Ouni deen nogelagerte Beräich hu mir haut an der Landwirtschaft nach ronn 3.700 Aarbechtsplazen. Eng Fauschtregel seet, datt op all landwirtschaftleche Betrib fënef weider Aarbechtsplazen am no- a virgelagerte Beräich kommen. Dëst bedeit, datt mer insgesamt hei zu Lëtzebuerg däitlech iwwer 10.000 Aarbechtsplazen hunn, déi vun dësem Secteur ofhänken an déi vun engem op deen aneren Dag net kënnen ausgelagert ginn.

De Bauer mécht säi Beruff mat ganz vill Leidenschaft, mä e mécht en och, fir Suen ze verdéngen, an dëst ass schwéier genuch. Duerfir musse mir d'Viabilitéit an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber stäerken, fir datt d'Landwirtschaft hire Missioune ka gerecht ginn.

Datt de Bauer dobäi an engem Spannungsfeld steet tëschent Ekonomie an Ökologie, ass eng Tatsaach. D'Landwirtschaft huet all Interessi drun, fir hir natierlech Grondlagen, wéi de Buedem, d'Waasser, an engem gudden Zoustand ze erhalen an net a Gefor ze bréngen. De Bauer schafft mat der Natur an net géint d'Natur. Duerfir förderе mir eng Wirtschaftsweis, déi am Aklang steet mat der Natur.

Dëst geet awer nëmmen an der Kooperatioun mat de Baueren an net, andeems ëmmer nei Virschréfte gemaach ginn. Duerfir brauche mir och esou séier wéi méiglech dat neit Agrargesetz, datt mir alleguerten d'Landwirtschaft heibäi kënnen ënnerstëtzen.

Zu der Landwirtschaft gehéieren och verschidde Produktiounsmethoden, wou déi eng méi no där konventionell integréierter, déi aner no der biologescher Method ausgeriicht sinn. Wéi de Kolleeg Gusty Graas gesot huet, ass et d'Zil...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...vun der Regierung, d'Biolandwirtschaft weider no vir ze bréngen. An duerfir wäerte mir d'Bioprimmen no uewen upassen an och d'Kompatibilitéit mat deenen anere Primme méi attraktiv gestalten. Et geet eis drëm, datt mer d'Potenzial vun der Biolandwirtschaft, wat dat hiergëtt, besser notzen. Och dat, wat ech virun dräi Joer gesot hunn, wëll ech hei ganz kloer an däitlech widderhuelen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- D'Nofro no dëse Produkter hëlt zou, just et schéngt, wéi wann d'Ëmstellung op d'Biolandwirtschaft sech nach ëmmer schwéierdeet.

Bei de Selektiounskritäre gëtt der Biolandwirtschaft eng absolutt Prioritéit gesat. Dir gesitt, Här Kox, dat, wat ech deemools gesot hunn, setzen ech haut ëm.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Bravo! Bravo!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Mä et muss een awer och soen, fir datt mer méi Baueren derzou kréien, fir ëmzestellen, muss nach vill Ëmdenken an de Käpp geschéien. Et muss Opklärungs- an Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn, fir weider Betriber op dee Wee ze kréien. Et gëllt, Veraarbechtungs- a Vermaartungsstrukturen ze verbesseren. D'Moossnamen a puncto Marketing mussen ausgedehnt ginn, obwuel an deene leschten zwanzeg Joer ganz vill Pionéieraarbecht op deem Gebitt geleescht ginn ass. D'Berodung, d'Fuerschung, d'Versuchswiese sollen intensivéiert ginn. D'Prozedure musse vereinfacht ginn.

Mir mussen awer oppassen, datt mer Reiwung an Näid tëschent deene verschiddene Wirtschafte vun de Bauere vermeiden. Net de Minister décidéiert, wie Biobauer gëtt! Dat mécht de Bauer selwer! Mir sinn hei net an enger Planwirtschaft!

Mengt Der net, dat léich éischter un de Präisser? Wann d'Biomëllech géif 50 Cent de Liter kaschten, da kréicht Der der esou vill, wéi Der wéilt. Ech hunn awer als Minister leider keen Afloss op de Präis.

D'Biolandwirtschaft ass och eng vun den Äntwerten op eng Rei vun Ëmweltfroen. Et ass awer net déi eenzeg. An duerfir proposéiere mir eng grouss Unzuel vu Biodiversitéits- an Ëmweltprogrammer, fir op geziilte Froe geziilten Äntwerte kënnen ze liwweren. Et gëtt also net Biolandwirtschaft oder déi konventionell integréiert Landwirtschaft; déi eng wéi déi aner huet hir berechtegt Plaz a gehéiert zur Lëtzebuerger Landwirtschaft. Si si complémentaire.

Eng ganz Partie aner Produktiounen, déi bis elo éischter eng Nischeproduktioun waren, wéi d'Produktioun vun Eeër, Schof a Geessen, den Uebst- a Geméisbau, réckelen erëm méi an de Fokus an erliewen e gewëssenen Opschwong. Mä d'landwirtschaftlech Entwécklung vum ländleche Raum ass méi. D'Missioune vun der Landwirtschaft huele stänneg zou. A mir wëllen dës Diversifikatioun weider ënnerstëtzen.

Hei spille LEADER-Programmer a Bäihëllefe fir eis Gemengen a Betriber am ländleche Raum eng ganz wäertvoll Roll. Vill Betriber sinn an deene leschte Jorzéngten op d'Päerdshaltung ëmgeklommen, sinn zu Bioenergie- a Solarstroumproduzente ginn, hu Wäistuffen ageriicht, d'Direktvermaartung ausgebaut, Ferme-pédagogiquen ageriicht an esou weider.

D'Missioun vun der Landwirtschaft ass och, fir dem Naturschutz gerecht ze ginn. An der Interpellatioun ass och no der Ëmweltdimensioun vun der Landwirtschaft gefrot ginn; schonn haut maachen eis Baueren dëst. An de Frank Arndt ass op den Historique souguer dovunner agaangen. Si maachen dat am Kader vun den Agrarëmweltprogrammer, am Kader vu Ganzjoresbeweedungsprojeten, am Kader vu Biodiversitéitskontrakter, Programmer, déi integral iwwert de Budget vum Landwirtschaftsministère bezuelt ginn.

De Greening, am éischte Pilier, ass hei e weidere Bausteen. Heizou gehéiert och déi wichteg Missioun a Verantwortung, déi de Bauer als Drénkwaasserproduzent huet. Dës Regierung an de landwirtschaftleche Secteur huelen den Drénkwaasserschutz an domadder d'Pestizideproblematik, déi an deene leschte Méint ganz vill diskutéiert ginn ass, ganz seriö. Dëst ass sécherlech eng vun deene gréissten ëmweltpoliteschen Erausfuerderunge fir de Landwirtschaftssecteur.

Mir si bereet, alles ze maachen, wat néideg ass, fir proppert Drénkwaasser ze kréien. De Landwirtschaftsministère kofinanzéiert schonns zënter den 90er Joren d'Waasserschutzberodung, an dëst a Gebidder, déi elo endlech schnell ausgewise ginn. D'Landwirtschaftskammer, CONVIS an den Naturpark Uewersauer ginn hei zënter Jore vum Landwirtschaftsministère ënnerstëtzt, fir Berodung ze maachen.

Bei enger rezenter Diskussiounsronn iwwert de Waasserschutz vum Mouvement écologique hunn d'Waasserproduzenten eis bestätegt, datt d'Landwirtschaftskammer an der Kooperatioun mat de Baueren hei eng ganz gutt Aarbecht mécht an déi erziilte Resultater an déi richteg Richtung ginn.

Mir hunn eng ganz Rei Aiden un d'Baueren ausbezuelt, fir datt geziilt a Waasserschutzgebidder manner gedüngt a gesprëtzt gëtt, Zwëschefruuchtubau gemaach gëtt, Düngepläng opgestallt ginn an d'Baueren hir Sprëtze kontrolléiere loossen. Mir hunn an der neier Planungsperiod 17 Milliounen Euro fir d'Berodung virgesinn. Dës Sue si selbstverständlech net eleng fir d'Waasserschutzberodung, mä d'Waasserschutzberodung däerf een net isoléiert gesinn! Si muss integrale Bestanddeel vu quasi all Betribsberodung sinn, well de Waasserschutz eventuell Auswierkungen op déi ganz Betribsorganisatioun kann hunn.

Duerfir warnen ech dervir, just eng Berodung unzebidden, déi als eenzegen Objektiv de Waasserschutz huet. De Beroder muss d'Méiglechkeet hunn, fir op e multidisziplinäert Team kënnen

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

zréckzegräifen, wou all d'Facettë vun der Waasserschutzberodung kënnen analyséiert ginn. Dëst geet vun der Geologie iwwert d'Düngeberodung, vun der Planzeschutzberodung bis zur betribswirtschaftlecher Berodung.

D'Resultat muss sinn, datt niewent propperem Waasser fir de Bauer och eng betribswirtschaftlech Perspektiv derbäi erauskënnt. Well ech hunn dat schonns aganks gesot: Wichteg ass et, datt de Bauer och Sue verdéngt, fir kënnen ze iwwerliewen, ze liewen a kënne weider Investitiounen ze maachen.

Viru Kuerzem huet een zu mir gesot: „Är ganz Berodung ass jo näischt, soss hätte mer jo proppert Drénkwaasser, an d'Bauere maache jo egal wat!" Dozou soen ech, an et ass wichteg fir mech, Här President, dëst och hei an der Chamber ze soen: D'Baueren hu sech am Kader vun der Diskussioun ronderëm de Stauséiaccident vum leschte Joer un all Gesetzer gehalen! Si hunn déi Mëttelen agesat, déi erlaabt waren. Ech wiere mech dergéint, fir d'Baueren hei un de Pranger ze stellen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Och d'Berodung ass op déi Problemer agaangen, déi bekannt waren. Metazachlor-ESA war virun dem Accident vum 17. September 2014 hei zu Lëtzebuerg am Drénkwaasser keen Thema. Et ass keng Analys heirobber gemaach ginn a keen ass op dës Problematik sensibiliséiert ginn. Also weder de Bauer nach d'Berodung haten iwwerhaapt eng Chance, heirop ze reagéieren. Dëst ass mir wichteg ze soen, a virun allem deene Leit, déi mengen, et wier bis elo alles a vu jiddwerengem falsch gemaach ginn!

(Brouhaha)

Eis Landwirtschaft brauch Planungssécherheet. An duerfir brauche mir Waasserschutzgebidder, datt d'Bauere wëssen, wou se wéi kënne produzéieren a sech dorobber astellen an hire Betrib dorops kënnen ausriichten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war eng riicht op de Bak fir d'Sozialisten!

Une voix.- Jo.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- D'Madame Dieschbourg, als zoustänneg Ministerin fir d'Waasser, huet eng kloer Perspektiv fir d'Ausweisung vun de Waasserschutzgebidder opgezeechent.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir wëssen elo duerch dat Accident, datt mir e grave Problem mat verschiddene Pestiziden hunn. An duerfir hunn och ech schnell reagéiert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Nom Accident hunn ech meng Servicer ugewisen, all d'Donnéeën a puncto Kulturen an agesate Sprëtzmëttel un d'Waasserwirtschaftsamt an d'SEBES weiderzeginn. Ech wollt an dësem Beräich voll Transparenz schafen. D'Landwirtschaft huet hei näischt ze verstoppen. Et geet drëm, fir Vertrauen ze schafen, eng echt Partnerschaft vun allen Akteuren hinzekréien.

Fir de Verbuet vum S-Metolachlor a Metazachlor auszegläichen, hunn ech e spezielle Programm am neie PDR virgesinn. Et si fir dës Mesure 7 Milliounen Euro, ausgerechent op 5.600 Hektar, ageplangt. Och duerfir brauche mir esou schnell wéi méiglech dat neit Agrargesetz, fir dëst kënnen ëmzesetzen.

Ech probéieren, geziilte Léisunge fir spezifesch Problemer unzebidden. Mir musse weiderhin an nach méi geziilt virbeugenden Drénkwaasserschutz maachen, fir proppert Drénkwaasser ze kréien an de Bauerebetriber et weider ze erméiglechen, fir kënne rentabel ze schaffen. Dëst geet nëmmen an enker Kooperatioun mat de Betriber.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg awer net nëmme Waasserschutzgebidder, mä och nach vill aner Schutzgebidder, déi en Afloss op d'Landwirtschaft kënnen hunn. D'Madame Hansen huet op déi Kaart higewisen, wivill landwirtschaftlech Flächen dann elo vun iergendwellecher Schutzzon affektéiert sinn, an déi dann déi lescht Woch an där meeschtgeliesener landwirtschaftlecher Press - wann ech am Fong de Mëtten d'Echoen hei héieren hunn - public gemaach ginn ass.

(Interruption)

D'Zuele sinn impressionnant. Et handelt sech wuelverstanen net eleng ëm déi schonn ausgewisen Zonen, mä ëm déi, déi och nach an der Planung sinn. An ech schwätzen hei vun Zonen, Här President, déi integral vun deene leschte Regierungen ausgeschafft an ugeduecht gi sinn!

Vun deenen 128.791 ha landwirtschaftlecher Notzfläch hei zu Lëtzebuerg sinn 79.472 ha, d'Iwwerschneidungen erausgerechent, vun enger aktueller oder zukünfteger Schutzzon betraff. Et sinn dëst national Naturschutzgebidder, Natura 2000-Zonen, Vulleschutzgebidder, Habitatszonen, Waasserschutzgebidder inklusiv d'Anzuchsgebitt vum Stauséi, geschützte Biotopen, Iwwerschwemmungsgebidder a wäertvoll Flächen aus der Grünlandkartéierung.

Wann een dës Zuele kennt, ass et kloer, datt sech vill Baueren a vill Leit d'Fro stellen, wou d'Plaz ass fir eng kompetitiv Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Dozou e puer Bemierkungen.

Fir mech ass et kloer, datt mir déi gutt landwirtschaftlech Biedem musse reservéiere fir déi landwirtschaftlech Produktioun, fir eis Liewensmëttel kënnen ze produzéieren. Duerfir hunn ech och am Ufank vu menger Interventioun esou vill Wäert op déi primär Aufgab vun eiser Landwirtschaft geluecht, d'Produktioun vun eise Liewensmëttel. Duerfir hunn ech drop bestanen, fir den Droit de préemption aus dem Plan sectoriel ze sträichen, deen déi viregt Regierung virgesinn hat an deen éischter kontraproduktiv wier. Kompenséierungsmoossnamen duerfen op kee Fall op de landwirtschaftlech wäertvolle Biedem gemaach ginn, mä op deene marginalen a bestehende Schutzgebidder, fir esou en Upgrade vu bestehende Biotoper ze kréien an dat bestehend Potenzial ze valoriséieren.

Den ONR soll hei bei der Gérance vun där néideger Flächereserv fir dës Kompenséierungsmoossnamen hëllefen, fir de Landverbrauch fir esou Mesuren ze reduzéieren. Mir duerfen net méi, wéi se an Däitschland offälleg soen, „Schrotschuss" um Umweltschutz maachen, dee kee Resultat bréngt. Mir mussen och en intelligente Landmanagement beim Ëmweltschutz aféieren a vill méi cibléiert virgoen, wéi dëst an der Vergaangenheet geschitt ass. Och muss et eng Virgab ginn, fir verschidden Naturschutzziler mateneen ze verbannen. Waasserschutz an Aarteschutz kënnen zum Beispill op engem an deemselwechten Terrain gemaach ginn.

An dësem Kader geet et och drëm, fir d'Bauen an der Gréngzon op reglementaresch méi zolidd Féiss ze stellen an net, wéi dat jorelaang geschitt ass, jee no Tête du client ze fueren. Hei wäerten objektiv a prezis Kritären am Kader vum neien Naturschutzgesetz definéiert ginn, soudatt d'Bauhäre vun Ufank u wëssen, wou se dru sinn. Meng Servicer schaffen hei exzellent mat de Servicer vun der Madame Dieschbourg zesummen.

Dem Här Reding wëll ech soen: Responsabel fir d'Bauautorisatiounen an der Gréngzon war bis elo nach ëmmer den Ëmweltminister, an hien ass et och nach ënnert där aktueller Regierung. Als Affekot misst een dat wëssen. Duerfir froen ech awer net, datt Dir elo misst vum Barreau gestrach ginn.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Et geet drëm, fir dee richtegen Équiliber ze fannen tëschent dem Naturschutz an der Produktioun vun eise Liewensmëttel. Déi zwee schléisse sech grondsätzlech net aus, mä kënnen Hand an Hand goen.

Ech kommen dann awer och elo nach eng Kéier zréck op d'Biotoper ze schwätzen. An hei kann ech nëmme widderhuelen, wat mer schonn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Landwirtschaftsminister, d'Madame Hansen, wann Der erlaabt, wollt eng Prezisioun ginn oder eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Eng, zwou Froen. Dat eent, ech hu jo dann elo richteg verstanen, datt d'Kompensatiounsfläche just innerhalb vun deene Schutzzone leie wäerten?

An dat Zweet ass d'Bauen an der Zone verte: Activités agricoles, gëtt dat dann och geregelt am Naturschutzgesetz, wat datt do erlaabt gëtt? Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir sinn intensiv amgaang, un der Elaboratioun vum Naturschutzgesetz ze schaffen, a mir wäerte bis no der Vakanz trotzdeem brauchen, fir do ze sinn. A mir wäerten zum gegebene Moment an d'Chamber kommen, fir lech doriwwer ze informéieren.

Wichteg ass et jiddefalls, datt mer kloer a prezis Kritären definéieren, well mer an der Vergaangenheet déi Kritären net haten an duerfir hu mer eng ganz Rei Jurisprudenze kritt - an ech mengen, de Marco Schank weess dat als viregten Ëmweltminister am beschten -, déi eben zu deenen Onsécherheete gefouert hunn. Mir mussen endlech Planungssécherheet kréie fir d'Landwirtschaft. An duerfir ass et natierlech och wichteg, datt d'Fonction agricole an deem neien Naturschutzgesetz mat definéiert gëtt.

Ech war bei de Biotoper, an do wëll ech am Fong geholl dat widderhuelen, wat ech de leschte Summer iwwerall gesot hunn: De sougenannten „Leitfaden" ass nëmmen eng Propositioun vun enger optimaler Bewirtschaftung. En huet kee reglementaresche Charakter, Här Reding, an ass och net relevant fir d'Cross Compliance. Déi Biotoper si jo do, well ee Betrib, oft iwwer Generatiounen, eng gewësse Form vu Bewirtschaftung gemaach huet. Wann een esou weidermécht wéi bis elo, da kann näischt geschéien. Dee Biotop bleift esou, wéi en ass, an et gi keng Strofen.

Meng Servicer waren zesumme mat de Kolleege vum Environnement um Tour, fir ze informéieren an ze erklären, a vill Mëssverständnisser konnten direkt aus der Welt geraumt ginn.

D'Agrarpolitik mat hiren Interventiounsméiglechkeete muss dëst alles intelligent begleeden, an et ass genau dëst, wat mer och am neien Agrargesetz probéieren ze maachen. Sou wëlle mer schonns ier de landwirtschaftleche Betrib iwwerholl gëtt vun engem Jonken, an d'Gréngzon aussidelt oder an engem Gebitt investéiert, wou vill där Schutzzone sinn, eng Analys, eng Berodung maachen, wat sënnvoll a méiglech ass a wéi een eng Win-win-Situatioun fir jiddweree ka fannen. Mir wëllen dem Bauer hëllefen, datt hie Planungssécherheet kritt.

Bei all deenen Erausfuerderungen, déi op eis Baueren a Wënzer zoukommen, wäert d'Wëssensvermëttlung an Zukunft eng ëmmer méi wichteg Roll spillen. D'Gestioun vun de Betriber ass dee Facteur, deen d'Rentabilitéit an de Betriber am meeschte beaflosst. Et ass net d'Gréisst vum Betrib, déi an éischter Linn ausschlaggebend ass fir d'Rentabilitéit vun de Betriber, mä d'Capacitéit vum Betribsleeder an de Leit um Betrib, fir d'Produktiounsfacteuren an d'Betribsmëttel optimal anzesetzen.

Mir mussen duerfir d'Wëssensvermëttlung forcéieren an d'Recherche an d'Praxis méi no beieneeréckelen. Zil ass et, fir den ökologeschen an ekonomeschen Impakt vun der Recherche op d'Landwirtschaft ze steigeren an d'Recherche méi op d'Realitéite vum Terrain auszeriichten. Op dës Manéier wëll ech de Wëssenstransfer accéléréieren a verstäerken.

Fënnef Mesuren huelen ech heifir a wäerten an dat neit Agrargesetz mat afléissen:

Éischtens, d'Weiderbildung vun allen Akteure gëtt weidergefërdert a besser koordinéiert duerch eng ofgestëmmte Planung duerch d'Landwirtschaftskammer.

Zweetens, d'Förderung vun der Berodung gëtt deelweis nei organiséiert a besser cibléiert agesat. Et gi keng Persoune méi ënnerstëtzt, mä cibléiert an definéiert Leeschtungen.

Drëttens, et gëtt eng Base légale kreéiert, fir Innovatiounsprojeten ze förderen, déi eng Léisung op e geziilte Problem vum Terrain solle kënne schnell liwweren, wéi zum Beispill de Metazachlorproblem; an och dat war gefrot ginn.

Véiertens, et gëtt eng Base légale kreéiert, fir Projets de recherche ze ënnerstëtzen.

Fënneftens, et gëtt eng Commission pour la promotion de l'innovation, de la recherche et du développement du secteur agricole am Gesetz institutionaliséiert. Dës Kommissioun soll notamment eng national Innovatiounsstrategie fir d'Landwirtschaft ausschaffen.

Dëst alles, fir de Wëssenstransfer tëschent Fuerschung an Uwendung um landwirtschaftleche Betrib ze förderen an ze accéléréieren.

Dës Instrumenter wäerten zesumme mat der Akerbauschoul en zolidd Fundament vun deem neie Kompetenzzentrum sinn.

Operational groups, wéi vun der Madame Hansen gefrot ginn ass, sinn am neien Agrargesetz virgesinn. Op der Musel ass dëst schonns Praxis, wou Centres de recherche mam Beruff an dem IVV ganz enk zesummeschaffen.

Här President, Lëtzebuerg ass vun Natur aus e Grénglandstanduert. Et ass duerfir net verwonnerlech, datt d'Randvéihaltung a speziell d'Mëllechproduktioun hei esou eng wichteg Plaz an eiser Landwirtschaft anhuelen. D'Mëllechproduktioun mécht ee Véierel vun der landwirtschaftlecher Wäertschëpfung aus, a wann een d'Randfleesch mat bäihëlt, da sinn et méi wéi 40%. Vun den insgesamt 2.040 Betriber, déi 2014 am Recensement agricole waren, si ronn 1.450 Betriber am Haapterwerb, an dovu si praktesch d'Halschent Mëllechvéibetriber.

Den 1. Abrëll dëst Joer koum et zu engem grousse Changement fir d'Mëllechvéibetriber. Dat stellt d'Mëllechbetriber viru grouss Erausfuerderungen. Duerch d'Ewechfale vun der Mëllechquot ass et deem eenzelne Betrib erëm fräigestallt, esou vill Mëllech ze produzéieren, wéi hie wëllt. De Bilan vum leschte Quotejoer weist, datt eis Mëllechbetriber am Hibléck op de liberaliséierte Mëllechmaart hir Mëllechproduktioun staark erweidert hunn.

Am Mëllechjoer 2014-2015 sinn 311 Millioune Kilo Mëllech, fettkorrigéiert, un d'Molkereien ofgeliwwert ginn. Dat si 6,6% méi wéi déi zougedeelte Mëllechquot. Méi wéi d'Halschent vun de Mëllechbetriber mussen elo eng Strof bezuelen. Insgesamt sinn et 5,3 Milliounen Euro, wat an der Moyenne 12.000 Euro pro Betrib, deen iwwerstrach huet, ausmécht. Fir datt dës Betriber doduerch net an e finanziellen Enkpass geroden, hu mir décidéiert, fir de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, déi Tax iwwer ee méi laangen Zäitraum vun 30 Méint ofzebezuelen. Déi Käschten, déi doduerch entstinn, dréit de Lëtzebuerger Stat.

De Mëllechpräis wäert um liberaliséierte Mëllechmarché den Ännerunge vun Offer an Demande op de Mäert méi staark ënnerworf si wéi bis elo. Dat ka Chancë bidden, féiert awer och sécherlech zu Onsécherheeten. D'Reaktioun vusäite vum Eenzelhandel huet dann och net op sech waarde gelooss. D'Präisser vun de Mëllechprodukter ginn zréck an de Präis, deen d'Bauere fir hir Mëllech kréien, ass am Mäerz ënner 30 Cent de Kilo gefall, wat zënter 2012 net méi de Fall war.

Déi kuerzfristeg Aussiichten um Mëllechmarché sinn also net gutt. Et ass also net virauszesoen, wéi déi zousätzlech Quantitéite kënnen ofgesat ginn. De russesche Maart, dee jo duerch den Embargo ewechgebrach ass, wäert och an noer Zukunft keng Optioun si fir d'EU, well eis Produkter wéinst deem déiwe Rubel ze deier sinn. Mëttel- a laangfristeg gesi stinn d'Aussiichten awer guer net esou schlecht. Eng rezent Ëmfro vum SER bei de Buchführungsbetriber weist, datt eng grouss Majoritéit vun de Mëllechbetriber hir Mëllechproduktioun an Zukunft wëlle vergréisseren.

D'Restrukturéierung vum Mëllechsecteur, wou d'Zuel vun de Mëllechbetriber erofgeet an d'Produktioun pro Betrib an d'Luucht geet, wäert, esou wéi an der Vergaangenheet, och an Zukunft weidergoen. D'Fro stellt sech allerdéngs, ob mer eng ongezügelt, forcéiert Restrukturatioun wëllen zouloossen oder net. Wëlle mer eng Landwirtschaft, wou nëmme méi nach ganz wéineg ganz grouss Betriber bleiwen a wou de Gros vun der Aarbecht vu friemen Aarbechtskräfte gemaach gëtt? Ech soen: neen!

Ech gesinn éischter, datt de Familljebetrib oder och den erweiderte Familljebetrib, wou awer de Gros vun der Aarbecht duerch d'Familljemembere gemaach gëtt a wou d'Gestioun vum Betrib dem Betribsleeder net iwwert de Kapp wiisst, d'Leitbild soll si vun der Strukturpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Dës Approche wäert sech och am neien Agrargesetz erëmfannen, wou ech proposéieren, Investitiounsplaffonge pro Betrib anzeféieren, an de Kolleeg Gusty Graas huet schonn dorobber higewisen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir wëlle keng Agrarindustrië förderen.

(Interruption)

Duerfir gëtt et an Zukunft fir all Betrib e Plaffong, deen ofhängeg ass vun den ermëttelten Aarbechtskräften am Betrib. De Plaffong wiisst deemno a Fonctioun vun där Entwécklung vum Betrib. Mir setzen d'Grenz bei fënnef Aarbechtskräfte pro Betrib, doriwwer eraus gëtt et kee Subsid méi.

Ech wëll awer och op d'Situatioun op de Mäert vun deenen anere Secteuren ze schwätze kommen.

Um Randfleeschmaart sinn d'Präisser am Moment am Prinzip op engem gudden Niveau. Eng strukturell Iwwerproduktioun um Schwéngsmaart an der EU huet nom Summer 2014 fir e Präisverfall gesuergt, deen duerch de russeschen Embargo nach verstäerkt gouf. Déi europäesch Bäihëllefe fir déi privat Lagerhaltung vu Schwéngefleesch hunn e positiven Effet op d'Präisser gewisen. Allerdéngs riskéiert deen Effet an déi aner Richtung ze goen, wann d'Schwéngefleesch ausgelagert gëtt.

D'Récolte vu Kären op Weltniveau ass ganz gutt, däitlech iwwert dem Duerchschnëtt. De Verbrauch ass och héich. Leider sinn d'Prognose fir déi nei Vermaartungscampagne 2015-2016, wat de Verbrauch ugeet, méi schlecht, soudatt net mat héije Kärepräisser ze rechnen ass.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech och nach e puer Wierder zum Wäibau soen.

Duerch d'Globaliséierung vun der Wäibauwirtschaft ass et net méi einfach ginn, mä eise Wäin huet staark Atouten, wéi zum Beispill gutt équipéiert Betriber an exzellent ausgebilte Wënzer a Kellermeeschteren. De Lëtzebuerger Wäibau mat sengen 350 Betriber ass a bleift e wirtschaftlecht Standbee vum Oste vun eisem Land. Doduerch, datt de Wäibau eng aarbechtsintensiv Aktivitéit ass, schaaft en Aarbechtsplazen.

D'Zil vun der Regierung ass et, d'Entwécklung vun de Familljebetriber ze förderen, ob dat elo Drauweproduzenten oder privat Wënzer sinn. Des Weidere kréien eis Betriber substanziell gehollef, wa se a Kellereien a Vermaartungsstrukturen, wéi zum Beispill eng Wäistuff, investéieren. Mat der Landschaftsfleegeprime soll séchergestallt ginn, datt och nach weiderhin eis Steillage bewirtschaft ginn, soudatt eist typescht Landschaftsbild laanscht d'Musel erhale bleift.

Momentan mussen awer nach ronn 40% vun eise Wäiner exportéiert ginn, well net alles am Inland verkaaft ka ginn. Dat éischt Zil ass duerfir, de Lëtzebuerger Wäin am Inland a besonnesch bei eisen auslännesche Matbierger méi bekannt ze maachen.

Fir dës Ziler ze erreechen, huet de Wënzerstand zesumme mat den Experte vum IVV déi nei AOP, d'Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise, opgebaut. Dëst Konzept baséiert op der Typicitéit vum Terroir. Sou kann een zum Beispill e Riesling op ville Plazen op der Welt uplanzen, mä d'Rieslinge vun der Lëtzebuerger Musel sinn eenzegaarteg a gi geprägt vum Terroir vun deenen eenzelne Lagen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Et ass schonns ugefaange ginn, den noutwendege Marketing ëmzesetzen, fir dem Wäikonsument déi nei AOP esou séier wéi méiglech ze vermëttelen an ze erklären.

Här President, zum Schluss vläicht nach e puer Wierder zu eiser Présidence, déi elo kuerz virun der Dier steet. D'Présidence vum Conseil vun der Europäescher...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, entschëllegt, den Här Kaes hat gefrot, ob en lech däerf eng Fro stellen.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Dräi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dräi?

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Jo. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech wollt u sech den Här Minister... Ier et vun deem gielen op dee roude Strëch iwwergeet, wollt ech awer nach e puer Saachen nach eng Kéier erwähnen, déi menges Erachtens awer net oder net prezis genuch beäntwert gi sinn.

Dat ass u sech déi prezis Fro, wéi et mat deem Kompetenzzentrum ass, wéini datt dee Kompetenzzenter da Realitéit gëtt. En huet schonn deels, awer net alles drop geäntwert, duerfir wiere mer natierlech frou, wann do méi eng prezis Äntwert kéim.

Dann huet en och iwwer Biobetriber geschwat, mä en huet et awer och vermidden, Stellung ze huelen iwwert d'etappeweis Émstellung vun engem konventionellen op e Biobetrib, wéi d'Regierung a wéi hien dat gesäit.

An dann huet en dem Här Reding eng Rei Remarquë gemaach, wat u sech d'Kompetenz vun der Wunneng bei engem Aussiidlerhaff ugeet. Ech muss awer do soen - en huet gesot, dat läit an der Kompetenz vum Environnement -, meng Fro wier u sech, ob dach awer den Environnement, ier en déi Décisioun hëlt, well et geet jo awer ëm de Bien-être vun den Déieren, ier déi Décisioun geholl gëtt, ob do zum Beispill awer Récksprooch wéinstens mat der Veterinärsinspektioun geholl gëtt, déi awer menges Erachtens absolutt Kompetenz dodran huet.

Dobäi wëll ech nach eng Kéier dat betounen, wat d'Madame Hansen scho gesot huet, datt d'CSV der Meenung ass, datt, wann et ëm en Aussiidlerhaff geet, wou Déieren am Spill sinn, et da selbstverständlech muss méiglech sinn, en Haus derbäi opzeriichten, well dat ass d'Viraussetzung fir de Bien-être vun den Déieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Dir sidd jo domat d'accord, dass mer dann den Här Minister e bësse méi laang an där gieler Zon halen?

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci villmools, Här President, fir Är Generositéit.

Bon, ech mengen, wat déi éischt Fro vum Här Kaes ubelaangt, wat d'Schafung vum Kompetenzzentrum ass, hunn ech gemengt, datt ech kloer genuch gewiescht wier, datt ech gesot hunn, datt mer fir Innovatioun, Fuerschung, Versuchswiesen eng Base légale am neien Agrargesetz stëmmen, dat festleeën, datt dat e wichtege Bausteen ass, fir d'Fundament fir de Kompetenzzentrum ze schafen.

Wa mer dann och elo endlech - no 25-jähreger Diskussioun ronderëm de Site vun enger neier Akerbauschoul - wäerten am nächste Fréijoer mam Bau vun der neier Akerbauschoul ufänken, ass dat e weidere Bausteen. A soubal mer da wäerte mam Agrargesetz fäerdeg sinn, wäerte mer eis dorunnerginn, fir opgrond vun deenen doten zolitte Bausteng, déi ech virdru skizzéiert hunn, deem Kompetenzzentrum eng zolidd Rumm ze ginn.

Wat elo d'Fro ubelaangt doriwwer, wann een eng zweet Betribsnummer fir Biobaueren huet, ob een da ka graduell do eraklammen: Ech mengen, am Wäibau ass dat ënner gewësse Konditioune méiglech, fir déi konventionell Landwirtschaft mat der biologescher Landwirtschaft mateneen ze verbannen. An ech mengen, d'Äntwert, déi hu scho virdrun den Här Kox oder anerer geliwwert, datt mer musse fir d'Éischt déi nei Ekoveruerdnung ofwaarden.

Ech mengen, et war awer hei zu Lëtzebuerg esou, datt weder de landwirtschaftleche Secteur nach d'Biolandwirtschaft, aus Kontrollgrënn, awer och aus ideologesche Grënn, dat wollten. Ech mengen, et ass kloer fir eis, datt mer mussen eng transparent Produktioun kënnen assuréieren. An domadder gesinn ech och d'Propos vum Här Kaes a vun der Madame Hansen, fir op engem Betrib, wann dat zwee verschidde Betribsnumeroe sinn, déi bio an déi konventionell Produktioun beieneen ze maachen, domadder gesinn ech dat jiddefalls à ce stade ganz kritesch.

Wat dann dem Här Kaes seng drëtt Fro ubelaangt, dat ass iwwert d'Bauen an der Grénzzon, awéifern datt do en Haus bei landwirtschaftlech Dependenzie komme kéint, do kann ech nëmmen dat widderhuelen, wat ech virauser gesot hunn, datt mir am Fong geholl ganz gutt mat de Servicer vun der Émweltministesch zesummeschaffen an datt mer do nach e bësse Gedold mussen hei an deem Haus hunn, ier mer am Fong geholl dat ficeléiert hunn. Zum gegebene Moment komme mer da gären dorop zréck, fir lech doriwwer ze informéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Voilà, Merci!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Här President, ech mengen, wa Lëtzebuerg elo d'Présidence vum Europäesche Conseil huet, dat ass besonnesch e groussen Challenge fir de Secteur vun der Landwirtschaft, wat u sech am Fong geholl dat Departement ass, wat déi meescht Europäesch Conseilen ze presidéieren huet. Mir wäerten op jidde Fall alles drusetzen, datt och dës Présidence nees, wéi dat scho während deenen zwielef Kéiere virdru war, e vollen Erfolleg gëtt.

Dir wësst, datt mer de Moment éischter an enger Iwwergangszäit sinn, wat de legislative Prozess um europäeschen Niveau ugeet. Op där anerer Säit si mer elo, an ech hat dat schonns ernimmt, an der Émsetzung vun der komplexer Reform vun 2013-2014. Derbäi kënnt, datt mer säit November vum leschte Joer eng nei Kommissioun hunn, déi elo eréischt fest am Suedel ass an déi sech ebe virgeholl hat, bei där Reform net ze vill legislative Wirrwarr ze schafen.

Op där Basis wäerten am landwirtschaftleche Beräich am Prinzip keng nei Proposen ënnert där neier Présidence op den Dësch kommen, mä et bleift awer genuch ze dinn. An hei vläicht déi wichtegst Punkten:

Fir d'Éischt geet et drëms, fir den Dossier vun der Biolandwirtschaft ofzeschléissen. Um leschte Conseil konnt hei leider nach keng Eenegung fonnt ginn.

Ee weideren Dossier ass deen, wou mer direkt betraff sinn, dat ass d'Reform vun de Schouluebst- an de Schoulmëllechprogrammer. Déi nei Kommissioun huet sech jo hei eng Bedenkzäit ginn, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen. Virun enger Woch ass eng éischt Propos presentéiert ginn, déi nach eng Kéier sollt frësch beliicht ginn, wéi eng Valeur ajoutée dës Propositioun huet. Elo hunn d'Operateuren an aner concernéiert Partië bis den 3. Juni Zäit, fir hiren Input ze ginn, an da gesi mer, wéi dëse Sujet weidergeet.

Mir wäerte während eiser Présidence och d'Entwécklung op de Marchéé genau beobachten, natierlech am Kader vum Enn vun de Mëllechquoten. Dat hat ech jo schonns virdrun ernimmt. Mä och de russeschen Embargo wäert weiderhin Auswierkungen op déi europäesch Landwirtschaft hunn.

An deem Kontext hunn ech och d'Kommissioun gefrot, dem Conseil e Rapport ze maachen iwwert d'international Handelsnégociatiounen, sief et am Kader vun der WTO, sief et am Kader vum TTIP.

Während eiser Présidence wäerte mer och déi méi horizontal Sujeten uschwätzen, wou d'Landwirtschaft au sens large awer direkt betraff ass an och e wichtegen Input ka ginn. Ech denken do un d'Diskussiounen iwwert de Klimawandel, awer och un d'Liewensmëttelsécherheet an der Welt.

Déi europäesch Landwirtschaftsministere wäerten och dat Europäescht Joer vun der Entwécklungshëllef thematiséieren. Schliisslech ass et och un dëser Lëtzebuerger Présidence, fir d'Verhandlungen iwwert d'Fëschereifangquoten zu engem gudden Ofschloss ze féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir hunn en décke Programm virun eis, sief et um europäeschen oder och um internationale Plang. Mä och heiheem hu mer zesumme wichteg Dossieren ze huelen. Ech denken do virun allem un d'Finalisatioun vum Agrargesetz. Ech hoffen, datt ech op d'Ënnerstëtzung vun lech all kann zielen.

An ech soen lech elo Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten erëm um zwou Auer, fir ënner anerem iwwert d'Regelung vum Beruff vum Psychotherapeut ze diskutéieren.

Domat ass eis Sëtzung um Enn. E schéinen Owend nach!

(Fin de la séance publique à 18.19 heures)

Sommaire des séances publiques nos 32, 33 et 34

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 495

Débat sur l'état de la nation p. 495-505

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 505

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 505-510

Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM p. 510-511

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 511-515

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne p. 515-517

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif p. 517-519

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 520

Communications p. 520

6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal p. 520

Ordre du jour p. 520

Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers p. 520

Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg p. 520-533

Chamber TV

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubricken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0130 cf. 0274	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
0274 cf. 0130	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
1025 cf. 1027	Justin Turpel	Interdiction de pesticides contenant des glyphosates
1027 cf. 1025	Henri Kox, Josée Lorsché	Mesures envisagées suite à la classification alarmante du glyphosate par l'Organisation mondiale de la Santé
1031	Marcel Oberweis	Mesures disciplinaires alternatives dans les lycées
1038	André Bauler, Gusty Graas	Liste des bâtiments classés «monument national»
1047	Fernand Kartheiser	Bilan de la réforme de l'enseignement fondamental
1050	Fernand Kartheiser	Forum de discussion concernant le référendum organisé par les communes
1077	Yves Cruchten	Traducteurs/interprètes assermentés
1080	Cécile Hemmen	Vente de terrains combinée à un contrat de construction
1081	Claudia Dall'Agnol	Commissariats de proximité et d'intervention (CPI)
1082	André Bauler, Edy Mertens	Travaux d'infrastructure
1083	André Bauler, Lex Delles	Ancienne synagogue d'Ettelbruck
1084	Taina Bofferding	Congé scolaire collectif dans l'enseignement fondamental pour participer au pèlerinage de l'Octave Notre-Dame
1085	Jean-Marie Halsdorf	Satellite «GovSat»
1086	Marc Spautz, Félix Eischen	Projet «Public Art Experience»
1087	Serge Wilmes	Composition du conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund»
1088	Josée Lorsché	Représentation des genres dans le secteur associatif
1089	Fernand Kartheiser	Sentier des Passeurs
1092	Guy Arendt	Carte d'identité électronique
1093	André Bauler	Sondages archéologiques de diagnostic sur les terrains de la future zone d'activités économiques Nordstad près du Fridhaff
1094	Diane Adehm, Gilles Roth	Revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA)
1095	Martine Mergen	Couverture vaccinale
1096	Guy Arendt	Arbres abattus le long du CR126 entre Walferdange et le Stafelter
1097	André Bauler, Max Hahn	Décharges de Tadler et de Eschdorf
1098	Diane Adehm, Gilles Roth	Ouverture de la route du Nord
1099	Marc Spautz, Serge Wilmes	Télétravail
1100	Fernand Kartheiser	Statistiques de la délinquance
1101	Claudia Dall'Agnol	Don du sang par les homosexuels
1102	Max Hahn	Chambres individuelles dans les hôpitaux
1103	Roger Negri	Drone téléguidé dans le secteur de l'Aéroport de Luxembourg
1104	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouvelle version du Code civil
1105	Diane Adehm, Gilles Roth	Exécution du paquet d'avenir
1106	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle fusion entre la KBL et la BIL
1107	Léon Gloden	Statistiques de la délinquance 2014
1108	Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Contrôles de sécurité à l'Aéroport de Findel
1109	Octavie Modert, Marcel Oberweis	Application du télétravail dans la fonction publique
1110	Claudia Dall'Agnol	Santé au travail au Luxembourg
1111	Fernand Kartheiser	Activités d'un service de renseignement étranger sur le territoire luxembourgeois
1114	Nancy Arendt	Logements de service
1115	André Bauler, Gilles Baum	Emploi dans les régions
1116	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme du congé parental
1117	Martine Hansen	Examen-concours de la carrière de l'artisan-fonctionnaire
1119	Françoise Hetto-Gaasch	Recrutement de volontaires de police
1120	Franz Fayot	Contrats à durée déterminée (CDD) conclus entre les centres de recherche publics et les chercheurs
1121	Nancy Arendt	Pointeurs laser
1122	Henri Kox, Josée Lorsché	Problèmes de mobilité à l'échangeur Kirchberg Josée Lorsché après l'ouverture complète de l'autoroute du Nord
1123	Françoise Hetto-Gaasch	Peines applicables en matière d'accidents de la circulation mortels
1124	Gilles Baum	Fusions de commissariats de proximité
1125	Tess Burton	Durée de travail hebdomadaire pour étudiants
1126	Jean-Marie Halsdorf	Airbus A400M
1127	Jean-Marie Halsdorf	Audits commandités par les membres du Gouvernement
1128	Martine Hansen	Droit de pétition
1129	Marco Schank, Emile Eicher, Aly Kaes, Martine Hansen	Concept de mobilité dans le Nord du pays
1130	Françoise Hetto-Gaasch	Encadrement des personnes atteintes de troubles linguistiques
1131	Fernand Kartheiser	Police des transports publics
1132	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise sur les sites Internet du Gouvernement et des administrations
1133	Léon Gloden	Transport fluvial
1134	Laurent Zeimet	Agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants
1135	Roy Reding	Indemnité de procédure pour les personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire
1136	Sylvie Andrich-Duval	Violence domestique
1137	Laurent Mosar	«Roaming»
1138	Françoise Hetto-Gaasch	Interdictions pouvant frapper les immeubles pendant la période d'élaboration d'un projet d'aménagement général
1140	Joëlle Elvinger	Obligation d'information des salariés dans le cas d'incapacité de travail
1141	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle «analyse» par le BND des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg
1142	Yves Cruchten	Jeux européens à Bakou
1143	Josée Lorsché	Droits des personnes transgenres au Luxembourg
1146	Marcel Oberweis	Décharges de déchets inertes
1147	Marcel Oberweis	«Smart grid»
1148	Laurent Mosar	Nouvelles révélations d'espionnage par le BND / la NSA des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg
1150	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme fiscale
1151	Marc Spautz, Octavie Modert	Collaboration de l'Entreprise des postes et télécommunications avec le groupe Cactus
1153	Laurent Mosar	Futurs projets de Luxexpo
1156	Martine Hansen, Aly Kaes	Chasse au renard
1177 urgente	Gilles Roth, Marc Spautz, Diane Adehm	Décision de la Belgique de placer le Luxembourg sur la liste noire des paradis fiscaux

Question 0130 (28.02.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

L'État luxembourgeois est représenté dans un certain nombre de conseils d'administration.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il, dans un souci de transparence nécessaire à une représentation démocratique, me renseigner qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui le représentent, dans quels conseils d'administration ils siègent, quelle est l'indemnité - sous quelque forme que ce soit - que ces personnes perçoivent de ce chef cette représentation et quelle partie de cette indemnité leur est dévolue, respectivement quelle est la partie d'indemnité continuée au Trésor de l'État?

Question 0274 (14.05.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

Par ma question parlementaire n°0130 du 28 février 2014, je vous avais demandé, dans un souci de transparence nécessaire à une société démocratique, de me renseigner sur l'identité des fonctionnaires et autres personnes qui représentent l'État dans les conseils d'administration, sur les indemnités que ces personnes touchent, sous quelque forme que ce soit, et sur la partie continuée par elles au Trésor de l'État.

Par courrier du 3 mars 2014, vous êtes intervenu auprès de Monsieur le Président de la Chambre des Députés afin de demander une prolongation du délai de réponse. Cette demande était motivée par le fait que la question concernerait tous les départements ministériels, ce qui nécessiterait un travail de concertation entre les départements.

1. Dans votre réponse du 7 avril 2014 vous m'informiez que depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations et que le détail des sociétés dans lesquelles l'État tient des participations et est représenté par un ou plusieurs membres dans le conseil d'administration est publiquement consultable sur le site Internet de la Trésorerie de l'État: http://www.te.public.lu/participations/index.html, exercice auquel je me suis volontiers plié depuis.

En ce qui concerne ma demande de savoir qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui représentent l'État dans quels conseils d'administration, vous m'avez informé que les représentants de l'État au sein des conseils d'administration sont nommés par le Gouvernement en Conseil, sur proposition du Ministre compétent, et comme la législation sur le droit des sociétés imposerait à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre de commerce et des sociétés, cette liste serait publiquement consultable au Mémorial C.

2. Or, lors de la consultation du Mémorial C pour voir qui est représenté dans quel conseil d'administration, conformément à votre demande, j'ai dû constater qu'il faut consulter pour chaque conseil d'administration concerné une multitude de publications datant de plusieurs années, exercice fastidieux auquel vous m'invitez à me plier. En plus, j'ai dû constater que les listes des administrateurs publiées au Mémorial ne renseignent généralement pas sur l'origine étatique de la nomination.

- Partant, Monsieur le Ministre d'État peut-il me remettre un relevé complet des fonctionnaires et autres personnes représentant l'État dans un conseil d'administration, tout en indiquant pour chaque personne la date depuis laquelle cette représentation est effective?

- Ne serait-il pas indiqué, dans un souci de simplification administrative, de tenir à jour ce relevé?

- Ne serait-il pas utile, dans un souci de transparence, que ce relevé soit publiquement consultable sur le site Internet du Gouvernement?

3. Ensuite vous m'informez qu'il appartient au Gouvernement d'arrêter au cas par cas les indemnités à allouer à ses administrateurs et que le Gouvernement estimerait, de façon générale et sans exception aucune, que les indemnités touchées par les administrateurs correspondent à leur surcharge de travail effective et que le Gouvernement ne leur demanderait aucun remboursement.

- Dois-je en conclure qu'aucune de ces charges ne soit assumée pendant le temps de travail rémunéré sur base du chapitre 8 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État?

4. Enfin, vous estimez que le Gouvernement ne peut pas publier le montant des indemnités touchées par les fonctionnaires-administrateurs, ceci afin d'éviter d'exposer la situation individuelle des membres des conseils d'administration concernant les rémunérations leur allouées, et de ce fait celle des autres collègues administrateurs n'ayant aucun lien avec le secteur public. Vous justifiez ceci avec la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et notamment la lecture combinée de ses articles 64, alinéa 2 et 65, paragraphe 1, point 12 et paragraphe 3. Le paragraphe en question prévoit une dispense de publication d'office au Mémorial C du montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion et de surveillance à raison de leur fonction ainsi que des engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres d'un tel organe.

Là encore, je crois qu'il y a malentendu sur ce que j'avais demandé. Je n'avais nullement demandé de publier au Mémorial les indemnités des gestionnaires de société, mais de me fournir un relevé des indemnités touchées par les représentants officiels de l'État, représentant l'intérêt public, dans des organismes qui ne sont pas des administrations de l'État. Cette demande est motivée aussi bien par la transparence prévue en matière de rémunération de toute fonction publique, que par la mission de contrôle parlementaire du Gouvernement, que par la transparence annoncée dans le programme gouvernemental.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner sur la part ainsi allouée à des représentants de l'État (et non remboursée à l'État), séparément pour les conseils d'administration:

- des sociétés de droit privé cotées en bourse,

- des sociétés de droit privé non cotées en bourse,

- des établissements publics, et

- des institutions financières internationales?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner, conformément au raisonnement développé ci-dessus, sur le montant total alloué, dans sa fonction de représentant de l'État dans les différents conseils d'administration, à chacun des administrateurs nommés par l'État?

Réponse complémentaire (24.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Relevé des fonctionnaires et autres personnes représentant l'État dans des conseils d'administration

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1025 (30.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**interdiction de pesticides contenant des glyphosates:**

In einer soeben erschienenen Pressemitteilung fordert der Mouvement écologique ein umgehendes Verbot glyphosathaltiger Pestizide. Dabei beruft die Umweltorganisation sich sowohl auf Studien des deutschen Bundes für Umwelt und Naturschutz (BUND) sowie von „Friends of the Earth" (dessen Luxemburger Sektion der Mouvement Écologique ist), die belegen, dass Glyphosat in Urinproben bei 70 Prozent aller EinwohnerInnen festgestellt wurde. „In Luxemburg dürften die Resultate wohl ähnlich ausfallen…, wenn danach gesucht würde!", schreibt der Méco. Und „im Rahmen des Pestizidunfalls beim Stausee wurde nämlich bekannt, dass die Rückstände des in hohen Mengen im landwirtschaftlichen, öffentlichen und privaten Bereich eingesetzten Glyphosats bisher (bis auf wenige punktuelle Ausnahmen) nicht systematisch überwacht werden!"

Das Unkrautvernichtungsmittel Glyphosat sei weltweit das am häufigsten eingesetzte Herbizid; die Substanz ist seit jetzt von der Weltgesundheitsorganisation WHO als gefährlich und in die zweithöchste Gefahrengruppe als „wahrscheinlich krebserregend für den Menschen" eingestuft worden. In Luxemburg seien über 50 verschiedene glyphosathaltige Produkte zugelassen[1], davon allein 27 für nichtberufliche Zwecke, also in fast jedem Supermarkt und Gärtnereifachhandel frei zugänglich. Noch immer würden eine Reihe von Gemeinden glyphosathaltige Produkte auf öffentlich zugänglichen Flächen (Spielplätzen, Fußballfeldern, Friedhöfen, usw.) einsetzen. Auch viele Landschaftsgärtner und Privatleute würden vielerorts Roundup© nutzen, auch die CFL nutze dieses hoch problematische Totalherbizid zum Vernichten der Vegetation entlang des Schienennetzes.

In der Landwirtschaft würde Glyphosat oft großflächig eingesetzt, sogar auf ausdrückliche Empfehlung von offiziellen Beratungsstellen wie der Landwirtschaftskammer: „Zur Ernteerleichterung und um zu verhindern, dass Unkrautsamen die Feuchte der Getreideprobe anheben, können stark verunkrautete oder zwiewüchsige Getreidebestände mit einem glyphosathaltigen Produkt abgespritzt werden»[2]. Dass diese sogenannte „Vorerntespritzung" von Getreide unweigerlich zu Rückständen von Glyphosat in der Nahrungskette führt, müsste wohl jedem einleuchten. Auch zur Abtötung der Vegetation vor einer Grünlanderneuerung oder im Rahmen des pfluglosen Ackerbaus (Abspritzen der Stoppel) würde immer wieder Glyphosat eingesetzt.

In diesem Zusammenhang möchte ich von der für die Umwelt zuständigen Ministerin und von dem für die Landwirtschaft zuständigen Minister wissen:

1. Stimmen die vom Mouvement écologique aufgeworfenen Gefahren von Glyphosat ebenso wie dessen Einstufung durch die Weltgesundheitsorganisation WHO in die zweithöchste Gefahrengruppe als „wahrscheinlich krebserregend für den Menschen"?

2. Stimmt es, dass glyphosathaltige Pestizide auch in Luxembourg noch immer von Gemeinden, Landwirten, CFL und Privatleuten eingesetzt werden und frei im Handel zugänglich sind?

3. Verfügt die Regierung über genauere Angaben über den Einsatz und die Auswirkungen glyphosathaltiger Pestizide in Luxemburg?

4. Stimmt die Regierung der Forderung zu, die Zulassung glyphosathaltiger Pestizide in Luxemburg im Sinne einer vorbeugenden Umwelt- und Gesundheitspolitik umgehend zurückzuziehen?

5. Ist die Regierung bereit, sich auf europäischer Ebene für deren Verbot einzusetzen und die von der EU geplante Verlängerung/Zulassung von Glyphosat um zehn Jahre zu verhindern?

6. Ist die Regierung bereit, die landwirtschaftlichen Beratungsstellen aufzufordern, explizit von der Vorerntespritzung und dem Abspritzen von Feldern nach der Ernte mit Glyphosat abzuraten und die Landwirte über die Gefahren aufzuklären?

7. Ist die Regierung gewillt, den Luxemburger Handel (Supermarktketten, Gartengeschäfte) aufzufordern, alle glyphosathaltigen Produkte aus seinen Regalen zu nehmen?

8. Ist die Regierung bereit, ein Verbot des Einsatzes von Glyphosat durch Gemeinden, Gartenbau- oder Landschaftsgestalter und Privathaushalte zu verfügen?

Question 1027 (31.03.2015) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **mesures envisagées suite à la classification alarmante du glyphosate par l'Organisation mondiale de la Santé:**

Récemment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a classé le glyphosate dans la catégorie 2A - c'est-à-dire «cancérogène probable» -, dernier échelon avant la qualification de «cancérogène certain». Le glyphosate est l'herbicide chimique le plus vendu mondialement. Les herbicides qui contiennent du glyphosate, comme le Roundup de Monsanto, sont employés dans l'agriculture, la sylviculture, les parcs et espaces publics, sur les voies ferrées ainsi que dans les jardins privés. Le glyphosate joue aussi un rôle crucial dans la production - et le développement - des plantes modifiées génétiquement afin d'augmenter leur résistance aux herbicides (OGM agricoles).

Du fait que cette substance se trouve dans beaucoup de produits vendus également au Luxembourg, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Compte tenu de la classification alarmante du glyphosate par l'OMS, quelles suites les autorités gouvernementales compétentes entendent-elles donner à l'utilisation et la mise en vente des herbicides contenant cette substance au Luxembourg?

- Quelles recommandations le Gouvernement entend-il exprimer en relation avec les stocks publics et privés des herbicides au glyphosate?

- À la lumière des analyses scientifiques de l'OMS, est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est d'accord de revenir sur ses réponses à notre question parlementaire n°0314 du 23 mai 2014 *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014),* notamment en ce qui concerne les démarches européennes?

Réponse commune (03.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Il existe une cinquantaine de produits phytopharmaceutiques à base de la substance active glyphosate agréés au Luxembourg.

Ces produits sont utilisés en agriculture pour contrôler les adventices vivaces (chiendent, chardon, rumex...) difficiles à atteindre avec d'autres herbicides, après la récolte (p. ex. céréales) et avant le semis de la culture suivante ou encore dans le cadre de la rénovation de prairies et pâturages. Ces produits sont également utilisés en dehors de l'agriculture (contrôle des mauvaises herbes sur les infrastructures publiques par certaines communes, les chemins de fer, voire par certaines personnes privées). S'y ajoute le fait que l'application de substances phytopharmaceutiques dans les espaces publics est interdite à partir du 1er janvier 2016 par la loi du 29 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques.

Les produits les plus utilisés en agriculture sont Roundup max (teneur en substance active 450 g/l) et Roundup (teneur en substance active 360 g/l).

La dose du produit pour le traitement contre les mauvaises herbes en grandes cultures est de 4 l/ha pour le Roundup et 3,2 l/ha pour le Roundup max.

La dose pour 1 ha s'élève donc (Roundup max appliqué avec 3,2 l/ha) à 3,2x450=1.440 g de substance active par ha.

Selon l'extraction des quantités de ppp utilisés en agriculture à partir des données comptables, 17.131 kg de glyphosate ont été utilisés en agriculture en 2012 et sensiblement la même quantité en 2013. Ceci correspond à une surface traitée de 17.131:1,44=11.897 ha en agriculture en 2012 soit environ 18% des terres arables et des cultures permanentes cultivées au Luxembourg.

Le glyphosate vient en effet d'être classifié comme probablement cancérigène pour l'homme par l'OMS respectivement le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) ensemble avec d'autres substances actives comme le parathion ou le malathion (deux autres substances actives appartenant à la famille des organophosphorés, le dernier étant également très répandu).

Dans les études mettant en évidence le risque cancérigène (lymphomes non hodgkiniens) il s'agit d'une exposition au travail, c'est-à-dire des ouvriers exposés lors de l'application par pulvérisation. De même des concentrations de glyphosate dans le sang ont été constatées chez des agriculteurs utilisant le glyphosate.

Il en résulte qu'à l'état actuel, la cancérogénicité concerne en première ligne les travailleurs exposés lors de l'utilisation du glyphosate, ces expositions étant notablement plus élevées que lors de l'utilisation par les personnes privées.

Les agences d'évaluation internationales, telles que le JMPR (également Organe de l'OMS), l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) et l'Institut fédéral allemand pour l'évaluation des risques (BfR) n'ont pas encore pris en compte dans leur évaluation de risque, le changement de la classification de la substance glyphosate. L'Allemagne est actuellement État membre rapporteur de la substance auprès de la Commission européenne.

Le rapport d'évaluation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) est actuellement basé sur des valeurs de référence liées à des études de toxicité chronique. Les experts ont suggéré d'introduire une dose de référence aiguë (ARfD) pour le glyphosate.

D'autre part, l'approbation de la substance glyphosate au niveau européen se termine fin d'année 2015. Conformément au règlement (CE) n°1107/2009 du 24 novembre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, la substance glypho-

[1] Quelle: Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) - https://saturn.etat.lu/tapes

[2] Quelle: Chambre d'agriculture, „Pflanzenbau aktuell", Juli 2013

sate va suivre la procédure européenne de renouvellement d'approbation. Dans ce cadre, l'EFSA va procéder à une mise à jour de l'évaluation du glyphosate.

Au niveau du Luxembourg les produits phytopharmaceutiques sont de la compétence directe ou indirecte de plusieurs ministères. La Commission des produits phytopharmaceutiques est composée des représentants de huit ministères-administrations: une nouvelle approche du Gouvernement en la matière ne peut donc être élaborée endéans trois semaines.

Le service de la sécurité alimentaire est responsable de la recherche de résidus de substances actives (y compris le glyphosate) au niveau des aliments, à savoir les fruits, légumes, céréales et de l'alimentation pour bébés alors que les produits animaliers relèvent de la compétence de l'Administration des Services Vétérinaires. Les résultats des prélèvements de 2011 à 2013 ont été rapportés dans la réponse à la question parlementaire n°0314 du 23 mai 2014 sur le même sujet. La limite réglementaire européenne pour ces matrices est de 10 mg/kg. En 2014, aucune trace de glyphosate n'a été détectée sur les échantillons. Le détail des résultats est accessible sur le site Internet de l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA).

Le Gouvernement est d'avis que la sensibilisation des responsables des administrations et des communes tout comme l'information et la sensibilisation du public en les invitant à renoncer ou à limiter dans la mesure du possible l'usage de pesticides aux endroits strictement nécessaires, est bien plus efficace qu'une interdiction d'utiliser ou de retirer du marché certains produits ou pesticides contenant certaines substances actives, comme par exemple le glyphosate.

Ainsi, depuis plusieurs années, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Département de l'Environnement) organise ensemble avec divers partenaires (huit associations, le SICONA ou encore l'Administration de la Gestion de l'Eau) une campagne «…sans pesticides» visant la réduction de l'utilisation de pesticides notamment en ce qui concerne les surfaces communales ou les jardins privés.

En mars 2015, trois quarts des communes luxembourgeoises s'étaient engagées à réduire l'emploi de pesticides à l'échelle communale, 24% par des projets pilotes, 22% par décision politique pour une réduction de l'emploi et 26% des communes renonçant par décision politique complètement à l'utilisation de pesticides.

Une sensibilisation pour le public est régulièrement effectuée par diverses associations telles que la «SuperDrecksKëscht» ou «Ëmweltberodung Lëtzebuerg (EBL)» incluant les risques sur la santé, l'information comment renoncer ou limiter, la reprise des anciens pesticides ou bidons à pesticides, des séances d'information et de sensibilisation.

À titre d'exemple une campagne nationale «semaine sans pesticides» visant à informer sur les impacts nocifs des pesticides et la promotion de méthodes alternatives est organisée chaque année, la dernière en date du 20 au 30 mars 2015.

Il en découle que le Gouvernement favorise depuis maintes années la réduction de l'emploi de pesticides, incluant entre autres également ceux contenant du glyphosate. Bien évidemment les nouvelles considérations concernant le glyphosate seront intégrées dans toutes les démarches du Gouvernement à tout niveau.

Question 1031 (01.04.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **mesures disciplinaires alternatives dans les lycées:**

En France, le Ministère de l'Éducation nationale a introduit en 2011 une nouvelle mesure disciplinaire, dénommée «mesure de responsabilisation». L'objectif en est de permettre aux élèves en difficulté de comportement (déclencher le système d'alarme incendie, avoir dégradé le mobilier de l'établissement, etc.) d'échanger une mesure disciplinaire grave, telle l'exclusion temporaire des cours, contre un travail d'intérêt général (aider les bénévoles de la Croix-Rouge, faire la lecture aux personnes âgées, etc.). La mesure de responsabilisation, acceptée par la famille, constitue donc pour l'élève une option pour échapper aux sanctions ordinaires, et en même temps une démarche constructive et réfléchie qui lui fait prendre conscience de la portée de ses actes au regard du règlement intérieur et faire évoluer positivement son comportement. Participer à des activités au service des autres à l'extérieur du milieu scolaire permettra à l'élève de sortir de son rôle de perturbateur, comme du cercle vicieux dans lequel les sanctions habituelles l'enferment trop souvent.

Considérant les premiers bilans encourageants de cette mesure en France, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques relatives au nombre d'élèves qui a reçu des mesures disciplinaires dans les écoles et les lycées?

- Le Ministre a-t-il connaissance d'éventuels projets similaires au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de supporter davantage des projets similaires au Luxembourg? Si oui, de quelle manière?

Réponse (04.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il n'y a pas de relevé systématique des sanctions disciplinaires par mon département. Il n'est pas souhaitable d'établir un «casier» des élèves en faute qui risquerait de mettre au pilori d'une façon durable les adolescents ayant contrevenu aux règlements d'ordre des écoles.

Je m'entretiens régulièrement avec les directeurs des lycées et les responsables de mon département sur les mesures à prendre dont notamment les projets scolaires de maintien scolaire dans les lycées et les initiatives du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) comme le «Coolness-Training» visant à prévenir les comportements excessifs.

Je remercie Monsieur le Député d'avoir porté à ma connaissance une démarche éducative du système scolaire français permettant de répondre aux fredaines de certains élèves. Il s'agit de réagir d'une façon conséquente et circonspecte à l'inconduite d'élèves et de prévoir une action éducative salutaire et persistante sans pour autant vilipender ou ostraciser les concernés.

Une initiative visant à protéger du renvoi les élèves qui ont été coupables d'enfreintes graves ou répétées fut mise en place dès l'année scolaire 2005-2006 au Lycée technique de Bonnevoie et étendue par la suite à la grande majorité des lycées et lycées techniques du pays. Il s'agit d'une classe de maintien en situation scolaire des élèves menacés d'exclusion appelée le plus souvent «classe mosaïque». Cette dénomination connaît actuellement une certaine notoriété publique initiée par le film «Baby(a)lone» de Monsieur Donato Rotunno dont les protagonistes sont des lycéens sauvés du renvoi par une telle classe mosaïque. Ce film fut inspiré par le livre «Amok» de Monsieur Tullio Forgiarini qui est lui-même enseignant au régime préparatoire d'un lycée et qui a su peindre d'une façon compétente un tableau suggestif, intense et impressionnant de la population scolaire de ces classes dites «modulaires» ce qui lui valut en 2013 le Prix de littérature de l'Union européenne.

Une classe mosaïque peut être organisée avec une autorisation ministérielle préalable qui est à solliciter par la direction du lycée. Le projet d'organisation comprend notamment un horaire de la classe et les noms et statuts des enseignants qui y interviennent. À la fin de l'année scolaire, un rapport recueille les noms des élèves qui ont fréquenté cette classe avec la date d'entrée et la date de départ. La classe mosaïque accueille au plus douze élèves à un moment donné. L'organisation au lycée est assumée par un coordinateur.

Une classe mosaïque accueille donc des élèves qui, à cause de troubles de comportement, risquent l'exclusion. Par un appui fondé sur un plan de prise en charge individualisé temporaire de six à douze semaines, la classe mosaïque vise une réinsertion et une resocialisation de l'élève dans sa classe d'origine ou une classe parallèle.

En classe mosaïque, l'accent est mis sur le comportement, l'attitude et les méthodes de travail de l'élève. Lorsqu'il est réintégré à sa classe d'origine, ou intégré à une classe parallèle, un suivi des responsables de la classe mosaïque veille à ce qu'il préserve les acquis dont il s'est muni en classe mosaïque.

L'Institut de formation continue de l'Éducation nationale organise pour les éducateurs intervenant dans les classes mosaïques des formations sur la réintégration et le suivi des élèves. Les enseignants titulaires d'une telle classe suivent au préalable une formation spécifique d'un trimestre.

En 2013-2014, il y eut 23 classes mosaïques dans 20 lycées qui accueillirent un total de 255 élèves (58 filles et 197 garçons). Depuis leur mise en place, les classes mosaïques ont accueilli un total de 1.455 élèves, 331 filles et 1.124 garçons.

Le bilan annuel des classes mosaïques «Jahresbericht zur Arbeit der Mosaikklassen; Prävention von Schulverweigerung - 2011-2012» est disponible sur le site du MENJE: www.men.Dublic.lu/fr/publications/themes-pedaaoqiaues/promotion-s ante-bien-être

On y trouve également un document détaillant le concept des classes mosaïques: «Rahmenkonzept Förderklasse Mosaik; Prävention von Schulverweigerung durch individuelle Förderung».

La prise en charge en classe mosaïque a pour deux tiers des élèves des effets positifs c.-à-d. la réinsertion ou resocialisation et la poursuite du cursus scolaire, le constat en étant fait après un certain laps de temps. Pour un tiers des élèves, ces objectifs ne sont pas atteints, mais des améliorations sont constatées sur le plan social et familial. Des facteurs comme troubles psychiques, problèmes d'addiction, troubles d'apprentissage graves dépassent le champ d'action des classes mosaïques.

Il y a donc un tiers d'élèves concernés pour lesquels la scolarisation temporaire en classe mosaïque échoue. Ces élèves risquent le renvoi et, au pire, un placement au centre éducatif de l'État avec la scolarisation à l'Institut d'enseignement socio-éducatif. Certains élèves sont hospitalisés et scolarisés par les soins de l'Éducation nationale, en psychiatrie juvénile à Kirchberg, à l'Hôpital du jour de la psychiatrie juvénile de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette ou encore à la psychiatrie juvénile du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck.

Pour assurer un suivi de ces élèves sur une plus grande durée et avec une intensité accentuée, le Ministère de l'Éducation nationale créa voilà deux ans, en collaboration avec la Ville de Luxembourg une structure d'accueil pour élèves à comportement difficile à l'endroit appelé Izegerstee situé à ce lieu-dit à Luxembourg-Bonnevoie.

L'Izegerstee encadre des élèves de onze à 15 ans pâtissant de sévères troubles de comportement. Le projet est placé sous la tutelle du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) en collaboration avec le Lycée technique de Bonnevoie, principale école partenaire.

Sur demande d'une école fondamentale ou d'un lycée, avec l'accord des parents, l'élève peut être admis à l'Izegerstee. L'objectif primaire est la réintégration dans sa classe régulière après un séjour maximal de deux ans à l'Izegerstee.

En 2013-2014 il y eut deux groupes-classe. Il devint nécessaire de créer un troisième groupe-classe de 7e pour la rentrée 2014-2015. Actuellement 13 élèves sont scolarisés à Izegerstee et cinq élèves réintégrés sont suivis dans des lycées.

Les élèves sont scolarisés sur place afin de suivre le curriculum de leur classe d'origine, au moins en langues et en mathématiques. Des activités pédagogiques ciblent directement le comportement et le développement socio-émotionnel. L'encadrement très structuré a lieu du lundi au vendredi de 8.00 heures à 17.00 heures. Une équipe socio-pédagogique spécifique est en charge de la préparation et du suivi de la réintégration, du lien avec l'école ou le lycée, les parents et autres professionnels impliqués.

Un médecin pédopsychiatre du Service National de la Psychiatrie Juvénile rencontre chaque semaine le personnel de la structure afin de le conseiller dans sa démarche. Il établit le contact avec les médecins traitant les élèves. L'accompagnement méthodologique et la supervision du projet sont assurés par le «Zentrum für Schulische und Psychosoziale Rehabilitation» de Berlin. L'équipe intervenante bénéficie de la supervision d'un psychologue systémicien et de l'évaluation de la part d'une pédagogue.

L'accent de la démarche de mon département est mis actuellement sur le renforcement de ces démarches, de la prévention comme de la remédiation. La collaboration entre les départements de la Jeunesse et de l'Éducation nationale s'étant simplifiée suite à la réorganisation des départements gouvernementaux, il est dès lors possible de rendre plus efficaces et plus ciblées les actions éducatives, socio-familiales et thérapeutiques au bénéfice des enfants et adolescents concernés.

Question 1038 (03.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liste des bâtiments classés «monument national»:**

Nous venons d'apprendre que le Pont Adolphe (en rénovation), le Palais grand-ducal et la Cathédrale de Luxembourg figurent parmi les édifices qui ne bénéficient pas du statut de monument national classé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle nous présenter une liste intégrale des bâtiments publics qui, à l'heure qu'il est, sont classés «monument national»?

- Est-il prévu d'élargir la liste des monuments nationaux classés afin d'assurer à l'avenir une meilleure protection de ces bâtiments historiques?

- Dans l'affirmative, quels sont les édifices et ouvrages d'art qui devraient être pourvus de ce statut dans les meilleurs délais?

Réponse (04.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Au 30 avril 2015, 400 immeubles et objets mobiliers ont bénéficié du statut de monument national. Ces objets ne peuvent être transformés qu'avec l'autorisation du Ministre de la Culture.

653 immeubles sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments Nationaux. Avant chaque modification à apporter à ces bâtiments, le Ministre de la Culture doit en être informé par les propriétaires.

En somme, 1.053 immeubles, sites et objets mobiliers jouissent ainsi d'une protection nationale. Il y a lieu de souligner que 302 objets se sont ajoutés à cette liste depuis 2009 et que, par conséquent, presqu'un tiers de ces protections, qui se font depuis les années 1930, s'est opéré en six ans. La liste peut être consultée au site Internet du Service des Sites et Monuments Nationaux (ssmn.public.lu).

Parmi ces objets, 91 appartiennent à l'État. La liste de ces édifices est jointe en annexe.

Actuellement, 233 dossiers sont ouverts et une procédure de protection est en cours. Neuf objets appartenant à l'État en sont concernés.

La cause majeure de ces protections, achevées ou en cours, est soit l'initiative d'un propriétaire, donc son désir de faire protéger son immeuble par l'État, soit l'urgence, c.-à-d. la volonté inverse du propriétaire, à savoir celle de démolir sa bâtisse. Dans ce deuxième cas, une protection est entamée le plus souvent par les soins du Service des Sites et Monuments Nationaux.

Considéré le travail de protection remarquable fait notamment au cours des dernières années et accompli en complément à d'autres tâches qui lui incombe, le Service des Sites et Monuments Nationaux n'a pas pu à ce jour faire octroyer le statut de monument national à tous les édifices, notamment publics, qui le mériteraient. Néanmoins, comme ces édifices, avec e. a. le Pont Adolphe, le Palais grand-ducal et la Cathédrale, ne furent nullement menacés, une protection juridique ne s'est pas imposée. En effet, les travaux apportés à ces édifices sont accompagnés par le Service des Sites et Monuments Nationaux, de sorte que, pour toute intervention, les conseils des experts du patrimoine bâti sont entendus.

Afin de voir apporter plus de cohérence dans nos démarches de protection, surtout à l'égard de nos concitoyens, j'ai décidé il y a quelques mois déjà, de faire établir un inventaire des immeubles et ouvrages non protégés mais dignes d'une protection nationale, appartenant à l'État et se situant sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Cette liste vient de m'être soumise par le Service des Sites et Monuments Nationaux.

Dans les semaines à venir, mes services se concerteront avec d'autres administrations de l'État pour pouvoir entamer des procédures de protection nationale visant ces immeubles.

Une autre liste que j'ai demandée est celle devant regrouper les inventaires du patrimoine bâti de tout le pays tels que réalisés depuis 2008 par le Service des Sites et Monuments Nationaux, ensemble avec toutes les communes du pays. Ces repérages servent déjà les communes pour mettre en place, via leurs plans d'aménagement communaux respectifs, une protection communale surtout pour les bâtisses ayant un intérêt communal de sauvegarde.

Sur base de ces inventaires, je pourrai alors décider quelles bâtisses, notamment publiques, méritent une protection nationale au vu de l'intérêt public de protection au niveau national.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1047 (10.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **bilan de la réforme de l'enseignement fondamental:**

Mam Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul sinn déi

fréier Klassen (Spillschoul, 1. Schouljoer, 2. Schouljoer..., 6. Schouljoer) duerch Cyclen ersat ginn. Esou ass z. B. dat 1. Schouljoer de Cycle 2.1, dat 6. Schouljoer de Cycle 4.2.

Bei der Viraarbecht fir dëst Gesetz bis zu de Chambersdebatten ass vill vum Teamteaching geschwat ginn. Esou kënnen z. B. zwee Enseignanten zesummen ee Cycle (aus zwou fréiere Klassen) betreien.

Weider Méiglechkeeten, déi sech aus deem neie Gesetz erginn, sinn dës:

a) e Kand, dat schonns no engem Joer d'Objektiver vum Cycle erreecht huet, kann an den nächste Cycle goen (also ee Joer iwwersprangen);

b) e Kand, wat no zwee Joer d'Objektiver vum Cycle net erreecht huet, kann dëse Cycle an dräi Joer maachen;

c) d'Eltere kënnen e Recours aleeën, wann déi pädagogesch Équipe virschléit, datt e Kand muss ëm ee Joer verlängeren;

d) wann déi pädagogesch Équipe mierkt, datt e Kand d'Objektiver och net an der maximaler Zäit kéint erreechen (dräi Joer pro Cycle, aacht Joer fir d'Cyclen 2 bis 4), da soll dëst Kand iwwer speziell Moossname gehollef kréien.

D'Schoulgesetzer vun 2009 sinn elo sechs Joer a Kraaft. Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Klasse fonctionnéieren nom Prinzip vum Teamteaching, also wou d'Klassen aus engem Cycle zesummegeluecht sinn? Kann den Här Minister en Tableau opstelle loossen, separat pro Cycle, mat der Zuel vun de Klassen an dem Prozentsaz zu de Klassen am Ganzen, an dëst pro Joer zanter der Aféierung vum Gesetz? Gëtt et Gemengen, déi méi oft wéi anerer op Teamteaching zréckgräifen?

2. Wéi vill Kanner hunn e Cycle an engem Joer anstatt an zwee Joer gepackt? (Pro Schouljoer zanter der Rentrée 2009-2010, a pro Cycle)

3. Wéi vill Kanner hunn e Cycle an dräi Joer anstatt an zwee Joer duerchlaf? (Pro Schouljoer zanter der Rentrée 2009-2010, a pro Cycle)

4. Wéi oft hunn Elteren e Recours ageluecht, wann déi pädagogesch Équipe proposéiert huet, op dräi Joer eropzegoen? Wéi oft ass positiv, am Sënn vun den Elteren, op dëse Recours reagéiert ginn?

5. Wéi vill Kanner hunn iwwer speziell Moossname gehollef kritt? Si fir dës Moossname supplementar Posten autoriséiert ginn? Wa jo, wéi vill?

6. Kanner, déi elo am Cycle 4.2 (6. Schouljoer) sinn, hunn hir ganz Schoulzäit (vu Cycle 2.1 un) nom neie System duerchlaf. Huet de Ministère e Bilan iwwert dës Zäit erstallt? Wa jo, wéi gesäit dëse Bilan aus a wou ass e publizéiert? Wann neen, ass de Ministère bereet, spéitstens am Hierscht de Bilan vu sechs Joer Schoulreform opzestellen, ze publizéieren an doriwwer ze debattéieren?

Réponse (11.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Am Virfeld si folgend Bemierkungen ubruecht:

- D'Grondschoulgesetz vum 6. Februar 2009 huet eng relativ grouss Flexibilitéit agefouert, wat d'Organisatioun vun de Klassen ugeet. Haaptzil war an ass, fir eng méiglechst grouss Kohärenz a pädagogesch Kontinuitéit ze assuréieren, soudatt Kanner sech net méi all Joer op en aner Titulaire mussen astellen. Dëst ass iwwert de Wee vun der Aféierung vun de pädagogeschen Équippen oder Teams geschitt, wou et u sech net dorëms goung, datt e puer Enseignantë sech eng Klass deelen, ma wou d'Enseignanten an all aneren Intervenanten aus dem Zyklus sech regelméisseg gesinn a sech zesummen ofschwätzen, z. B. iwwert d'Opdeelung vun de Klassen, d'Bewäertung vun de Kanner, Differenzéierungsméiglechkeeten, Hausaufgaben, asw.

- D'Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 huet d'Zyklen an der Grondschoul agefouert an domadder enger Organisatiounsform eng legal Basis ginn, déi an de fréieren 1970er Joren an der Primärschoul an an der Spillschoul schonns agefouert gouf, nämlech d'Zesummefaassung vun zwee Schouljoren an enger logescher pädagogescher Eenheet mam Zil, eng méi grouss Kohärenz a Kontinuitéit an de Schoulbetrib ze kréien.

- Et besteet och laut Gesetz d'Méiglechkeet, zwou Joergangsklassen an enger Klass zesummenzeleeën, soudatt d'Enseignantë Kanner aus zwee Joergäng zesummen an enger Klass betreien. Déi Praxis ass schonns zanter Laangem Bestanddeel am Préscolaire respektiv dem éischte Léierzyklus, a gëtt och, wann d'Ëmstänn et erlaben, plazeweis an der Primärschoul applizéiert.

- D'Schoulgesetz léisst de Gemengen an de Schoulen eng relativ grouss Autonomie, wat d'Schoulorganisatiounen ugeet, a schreift net op engem nationalen Niveau vir, wéi all eenzel Schoul sech ze organiséieren huet. E Prototyp vun enger Organisatioun an Zykle gëtt et net an ass och net wënschenswäert. Wat op enger Plaz gutt ka funktionéieren, kann op enger anerer Plaz zu negative Resultater féieren. An deem Sënn gesäit de Regierungsprogramm och vir, d'Autonomie vun de Schoulen nach méi ze stäerken, soudatt se nach besser op déi soziokulturell Gegebenheeten an d'Besoine vun de Schüler reagéiere kënnen.

- Wat déi gefrote Statistiken ubelaangt, esou ergi sech déi folgend Tableauen aus den Donnéeën, déi ënnert der Responsabilitéit vun de jeeweilege Klassentitulairen erfaasst goufen.

Ad 1.

	Cycle 1	% Cycle 1	Cycle 2	% Cycle 2	Cycle 3	% Cycle 3	Cycle 4	% Cycle 4
2011-2012	684	100%	50	8,38%	34	5,66%	18	2,91%
2012-2013	686	100%	59	9,52%	51	8,07%	32	5,39%
2013-2014	702	100%	43	6,53%	54	8,40%	34	5,71%
2014-2015	716	100%	41	6,21%	51	8,01%	31	5,14%

Den Tableau begräift d'Zuel vun de Klassen, déi, laut Schoulorganisatioun, am Zyklus funktionéieren an de prozentualen Undeel vun deene Klassen. Des Donnéeë gi säit dem Schouljoer 2011-2012 informatesch erfaasst.

Et ass ënnerschiddlech, wéi eng Gemengen eng Organisatioun an Zyklusklasse proposéieren, an oft variéiert dat jee no Zyklus an och jee no Schouljoer. De Choix vun der pädagogescher Virgehensweis vun den eenzelnen Équippe spillt do eng Roll an och heiansdo d'Kannerzuel, déi an den eenzelne Schouljoren anzeschoule sinn. Bei ganz klengen Effektiver ginn d'Klassen éischter an enger joergangsiwwergräifender Zyklusklass zesummegeluecht.

Ad 2.

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Cycle 1.1 - Cycle 2	80	88	71	90	62
Cycle 2.1 - Cycle 3	22	29	14	8	7
Cycle 3.1 - Cycle 4	40	4	5	13	21
Cycle 4.1 - Enseignement postprimaire		2	1	2	0

Den Tableau begräift d'Zuel vun de Kanner, déi no engem Joer am Zyklus an den nächsten Zyklus komm sinn.

Ad 3.

Schouljoer vun der Décisioun	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Schouljoer vun der Fréquentatioun	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Cycle 1 - rallongé	148	169	206	206	231
Cycle 2 - rallongé	442	476	523	563	665
Cycle 3 - rallongé	195	291	372	481	497
Cycle 4 - rallongé	35	45	41	43	35

Den Tableau begräift d'Zuel vun de Kanner, déi en Zyklus an dräi Joer gemaach hunn.

Ad 4.1. Iwwert d'Gesamtzuel vun den agereechten Demandë fir e Recours gëtt et keng Statistik.

Ad 4.2.

Schouljoer	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total	47	124	92	76	67	12

Den Tableau begräift d'Zuel vun den Demandë fir e Recours, déi vun de jeeweilegen Inspekteren ugeholl gi sinn.

Ad 5. Eng ganz Rëtsch Kanner kruten iwwer speziell Moossname gehollef, entweder duerch organisatoresch Décisiounen an den eenzelne Schoulen an/oder duerch zousätzlech Ressourcen, déi iwwert d'Équipes multiprofessionnelles oder de Service vun der Éducation différenciée all Joer zur Verfügung gestallt ginn. Esou sinn zum Beispill säit 2009 28 supplementar Poste vun der Carrière vum Éducateur gradué autoriséiert ginn, déi un d'Inspekteschbüroen affektéiert sinn, fir a verschiddene Grondschoulen ze intervenéieren, jee no Bedarf. Och gëtt et zum Beispill eng Rëtsch Léierinnen a Schoulmeeschteren, déi deelweis oder ganz fräigestallt sinn, fir am Kader vun den Équipes multiprofessionnelles speziell Hëllefstellungen ze leeschten.

Ad 6. Am Januar 2013 hat meng Virgängerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres, zesumme mam Här Daniel Tröhler, Professer an den Erzéiungswëssenschaften op der Université Lëtzebuerg, a mam Här Siggy Koenig, fréieren Administrateur général am Erzéiungsministère, en éischte Bilan vun der Duerchféierung vun der Reform vum Enseignement fondamental no dräi Joer presentéiert. Dozou sinn zwee Dokumenter erstallt ginn:

- De Rapport vun der Uni Lëtzebuerg kombinéiert eng quantitativ (Ëmfroen iwwer Froebéi) mat enger qualitativer Approche (Gespréicher). De Rapport vum Här Koenig baséiert op der Lektür vun alle Publikatioune vum Ministère zur Reform, vun der Synthees vu Rapporten aus Aarbechtssëtzungen, vun Ëmfroen, vu Stellungnahme vu Schoulsyndikater a schliisslech op individuelle Gespréicher.

- Déi zwee Rapporte ginn op fundamental Aspekter vun der Reform an der Grondschoul an: pädagogesch Changementer, strukturell Changementer, Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Schüler, d'Schoulentwécklungspläng, d'Weiderbildung vun den Enseignanten, etc. Si analyséieren och d'Stellunge vun alle Schoulakteuren a Schoulpartner: Schoulpersonal, Elteren, Schüler, Schoulinspekteren, Memberen aus den Équipes multiprofessionnelles, Instituteurs-ressources,Schoulcomitéspresidenten, Gemengenautoritéiten, Gewerkschaften...

Et ass net am aktuelle Regierungsprogramm ugeduecht, fir no sechs Joer e weidere Bilan vun der Grondschoulreform ze maachen. Par contre gesäit déi aktuell Gesetzgebung vir, all fënnef Joer en ëmfaassende Bildungsbericht opzestellen, woubäi den Enseignement fondamental als eenzelne Bestanddeel mat senge verschiddenen Aspekter mat considéréiert gëtt.

2. Wa jo, ass d'Regierung bereet, d'Gemengen an d'Schoulen ze invitéieren, sech bei Evenementer vu politeschem Charakter, déi si organiséieren, ëm Objektivitéit an Neutralitéit ze beméien?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte si scho mat der Interventioun vum Banneminister de 6. Mee op der Tribün vun der Chamber beäntwert ginn, wou de Banneminister zu der Motioun vun der ADR vum 29. Abrëll 2015 zum selwechten Thema am Numm vun der Regierung Stellung geholl huet.

D'Regierung begréisst prinzipiell all Diskussioun iwwert déifgräifend Froen zu eiser Verfassung, een Débat, deen an aller Dignitéit a fair soll iwwert d'Bühn goen. D'Regierung wäert sech allerdéngs net an d'Organisatioun vun deem Débat amëschen, dat, wat speziell d'Gemenge betrëfft, eng onerlaabt Amëschung an déi kommunal Ugeleeënheete géif bedeiten.

Prinzipiell kann een dovunner ausgoen, dass d'Gemenge bei der Organisatioun vun esou Informatiounsversammlungen d'Objektivitéit an d'Ausgeglachenheet berücksichtegen an et kann ee se an deem Uleies nëmmen encouragéieren.

Wat d'Neutralitéit an de Schoule betrëfft bei Evenementer mat politeschem Charakter, wëllt d'Regierung op zwou ministeriell Instruktioune vum 2. Juni 2014 «Instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école fondamentale / aux lycées et lycées techniques de personnalités du monde politique» verweisen, wéi och op d'Äntwert op Är parlamentaresch Fro n°0323 vum 2. Juni 2014 betreffend dës zwou Instruktiounen *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)*.

Question 1050 (27.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **forum de discussion concernant le référendum organisé par les communes:**

D'Gemenge Betzder, Biwer, Bous, Fluessweiler a Jonglënster organiséieren den 28. Abrëll eng Informatiounsversammlung mat Diskussiounsronn zu deem, wat si „Awunnerwahlrecht" nennen, also d'Wahlrecht fir Auslänner (vun deene Gemengen „Netlëtzebuerger" genannt). Dobäi goufe keng Géigner vum Auslännerwahlrecht invitéiert.

An deem Kontext wollt ech dem Här Banneminister an dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt Kollektivitéiten, Institutiounen oder Organer vun ëffentlechem Recht, wéi z. B. Gemenge, Schoulen an esou weider, bei Evenementer mat politeschem Charakter un eng Neutralitéitsflicht gebonne sinn a sech ëm Objektivitéit an Ausgeglachenheet musse beméien?

Question 1077 (22.04.2015) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **traducteurs/interprètes assermentés:**

Il me revient que dans le contexte de l'assermentation des traducteurs et interprètes se posent de nombreux et graves problèmes.

D'abord il semblerait qu'actuellement des personnes diplômées en langues, mais n'ayant aucune formation et aucune expérience professionnelle en tant que traducteur ou interprète peuvent devenir traducteurs/interprètes assermentés.

De plus, des personnes seraient assermentées pour des langues pour lesquelles elles n'ont suivi qu'un cours de niveau débutant ou un cours d'été, i. e. parmi les traducteurs et inter-

prètes qui sont tous automatiquement assermentés pour le français, figureraient des personnes ne parlant pas du tout cette langue, ce qui pose des problèmes évidents dans le cadre des procédures pénales.

Aussi aucune différence ne serait faite officiellement entre les traducteurs et les interprètes, bien qu'il s'agisse de professions bien distinctes nécessitant des aptitudes très différentes.

Un autre problème consisterait dans l'absence d'une liste officielle, régulièrement mise à jour, regroupant les données de contact des traducteurs/interprètes assermentés avec leurs langues de départ et d'arrivée respectives et permettant aux autorités publiques, aux personnes physiques et aux sociétés d'entrer rapidement en contact avec le fournisseur de service souhaité.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des problèmes précités respectivement peut-il confirmer leur existence?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'y remédier, et si oui, par quels moyens et dans quels délais?

Réponse (11.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le siège de la législation applicable se trouve dans la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, des traducteurs et interprètes.

Selon l'article 1er de cette loi, le Ministre de la Justice peut, en matière répressive et administrative, désigner des experts, des traducteurs et des interprètes assermentés, chargés spécialement d'exécuter les missions qui leur seront conférées par les autorités judiciaires et administratives. Concrètement, la nomination intervient sous la forme d'une inscription sur la liste des experts, des traducteurs et interprètes assermentés, liste qui est publiée dans le Mémorial B et sur le site Internet du Ministère de la Justice.

La loi ne fixe pas les critères d'appréciation du Ministre de la Justice de sorte que c'est au ministre qu'il appartient de déterminer sur base de quels critères l'admission d'un traducteur ou d'un interprète peut intervenir, étant entendu qu'il doit s'agir de critères objectifs tenant compte, outre les besoins des destinataires, des prestations de spécialistes assermentés en question, aussi des qualifications professionnelles raisonnablement exigibles.

Contrairement aux décisions d'admission remontant aux années '70 et '80, il ressort que depuis plus de dix ans, le Ministre de la Justice n'accepte d'inscrire sur la liste que des personnes qui sont détentrices d'un diplôme d'études supérieures d'interprète ou de traducteur, ainsi que les personnes qui sont détenteurs d'un diplôme d'études supérieures qui ont pu les préparer à l'exercice de la profession de traducteur et d'interprète (typiquement un diplôme ayant conduit à une étude approfondie de la langue concernée tel un diplôme de philologie) et, dans ce cas, seulement si ce diplôme est complété par une expérience professionnelle largement reconnue dans le domaine de la traduction et de l'interprétariat de la langue visée.

Cette politique d'admission stricte a donné d'ailleurs lieu ces dernières années à plusieurs recours devant les juridictions administratives émanant de personnes dont l'inscription sur la liste avait été refusée, mais à chaque fois les juridictions administratives ont déclaré non fondés les recours en question, la politique stricte d'admission du ministère trouvant ainsi sa confirmation.

Il est à noter que dans une récente décision de la Cour administrative, il a été relevé que l'admission devrait pouvoir être admise sur base de la seule expérience professionnelle, mais suivant les différents cas d'espèce ayant dans le passé été soumis au contrôle des juridictions administratives, il apparaît que seule une expérience professionnelle avérée de longue durée et à plein temps pourrait en pratique être exceptionnellement prise en considération en l'absence de diplôme.

Historiquement, les traducteurs et interprètes ont toujours été inscrits avec la mention de la langue étrangère maîtrisée et non pas le couple de langues maîtrisées. En ce qui concerne les langues administratives du pays, les langues allemande et luxembourgeoise sont également mentionnées, mais pas la langue française, bien que dans certains cas, étant donné que la pratique administrative couvre une période de plus de 40 ans, il soit arrivé dans le passé que la langue française soit mentionnée.

De ceci, il résulte que les traducteurs et interprètes figurant sur la liste maîtrisent les langues mentionnées de et vers une des langues administratives du pays. Il peut donc effectivement arriver que certains traducteurs et interprètes ne maîtrisent pas le français mais une autre langue administrative du pays.

Par contre, les demandes d'inscription de langues qui ne sont pas maîtrisées en direction d'au moins une langue administrative du pays ne sont pas acceptées.

La liste actuelle des traducteurs et interprètes reprend l'ensemble des traducteurs et interprètes. Il est à relever que la plupart des personnes inscrites ont une formation de traducteur.

Comme relevé ci-dessus, la liste des nouveaux traducteurs et interprètes assermentés est publiée régulièrement au Mémorial B et une liste consolidée est publiée sur le site Internet du Ministère de la Justice. Il convient de relever que cette liste à vocation à donner le nom des personnes assermentées et leur adresse, mais qu'il ne s'agit pas d'un annuaire comportant l'ensemble des données de contact des personnes concernées.

Dans le cadre du projet de loi n°6758 renforçant les garanties procédurales en matière pénale et portant transposition de la directive 2010/64/UE certaines modifications sont envisagées au texte de loi précité.

Par ailleurs, est à l'étude actuellement un projet de refonte de la présentation de la liste qui mentionnerait les couples de langues maîtrisées et mentionnerait la spécialité (traducteur ou interprète). Ce projet impliquera une réécriture complète de l'application informatique utilisée à ce jour pour gérer la liste ainsi qu'un réexamen de l'ensemble des dossiers afin de pouvoir compléter les données manquantes.

Question 1080 (23.04.2015) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **vente de terrains combinée à un contrat de construction:**

Le programme gouvernemental de 2009 stipule qu'afin «de préserver au mieux les droits de tous ceux qui souhaitent construire leur propre maison, le Gouvernement soumettra à un examen juridique l'idée d'interdire à l'avenir la vente d'un terrain combiné à un contrat de construction».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner si un tel examen juridique a été effectué par le Ministère?

- Dans l'affirmative, quelles étaient les principales conclusions de cet examen?

- Dans la négative, Madame la Ministre a-t-elle l'intention de charger ses services d'une telle analyse?

- De manière générale, quel est l'avis de Madame la Ministre au sujet de cette pratique très répandue au Luxembourg consistant à combiner la vente d'un terrain à l'obligation de l'acquéreur de confier la construction de l'habitation à une entreprise de construction déterminée par le vendeur?

Réponse (22.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

S'il est vrai que le programme gouvernemental de 2009 a envisagé de soumettre à un examen juridique l'idée d'interdire à l'avenir la vente d'un terrain combiné à un contrat de construction, une telle analyse n'a pas eu lieu sous l'ancien Gouvernement.

Il convient de noter à cet égard qu'en Belgique, il y a eu plusieurs tentatives pour interdire la vente couplée en matière immobilière, qui sont toutes restées sans succès (voir p. ex. le projet de loi DOC 51 0638/001 du 19 décembre 2003 ou la proposition de loi n°4-1478/1 déposée en 2009). Au vu de l'expérience belge, les réflexions sur la vente combinée faites lors de l'élaboration du projet de loi sur le pacte logement n'ont pas été poursuivies.

Une analyse juridique uniquement sommaire au sein du Ministère a permis de constater qu'il convient tout d'abord de cerner le champ d'application des ventes combinées en matière immobilière.

Ainsi, la vente combinée recouvre également les hypothèses licites à savoir les ventes d'immeubles à construire (vente à terme et vente en l'état futur d'achèvement) prévues par l'article 1601-1 du Code civil. Une vente combinée ne pose pas problème au niveau de ces ventes d'immeubles à construire qui, sous peine de nullité, doivent être réalisées conformément à la loi.

Les ventes combinées posant problème sont celles où les vendeurs de terrains, pour déjouer les protections légales accordées à l'acquéreur d'un immeuble en l'état futur d'achèvement, obligent les acheteurs à contracter avec eux-mêmes ou avec un entrepreneur ou promoteur immobilier qu'ils désignent pour la construction de l'habitation à ériger. Ces vendeurs s'arrangent ainsi pour éviter de se trouver sous le champ d'application de la protection légale des ventes d'immeuble à construire. Ce sont ces ventes couplées qui doivent, le cas échéant, être soumises à un examen juridique approfondi.

Cet examen juridique devra alors être fait en tenant compte de la théorie de l'autonomie de la volonté reposant notamment sur le principe de la liberté contractuelle. En d'autres termes, tout contrat repose sur la volonté de ceux qui s'engagent. Les parties sont donc libres de conclure un contrat et d'en fixer le contenu dans les limites fixées par les dispositions d'ordre public. Cette liberté contractuelle est toutefois réduite par l'intervention du législateur imposant un certain nombre de textes ayant pour but la protection juridique du consommateur. Eu égard à ces considérations, le problème des ventes couplées en matière immobilière devrait être analysé sous une optique de liberté contractuelle et de protection du consommateur.

Question 1081 (23.04.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **commissariats de proximité et d'intervention (CPI):**

Suite à des audits de l'Inspection générale de la Police grand-ducale sur les centres d'intervention (CI) il a été décidé d'améliorer le fonctionnement de ces centres d'intervention notamment secondaires (CIS) et les commissariats de proximité (CP) implantés dans une même localité et de les regrouper en créant des commissariats de proximité et d'intervention (CPI). Ainsi, en 2008 un projet pilote de CPI a été lancé à Differdange et à Wiltz et progressivement développé dans d'autres localités.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0203 du 22 octobre 2009 concernant ce sujet *(cf. compte rendu n°4/session ordinaire 2009-2010),* le Ministre de l'Intérieur de l'époque annonçait qu'une évaluation du fonctionnement des CPI aurait lieu en 2010 et qu'en cas de résultats concluants, la loi sur la police et l'Inspection générale allait être modifiée et adaptée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Combien de CPI sont actuellement en service?

- Le public a-t-il été consulté quant à son appréciation concernant les CPI?

- Dans quelle mesure les syndicats ont-ils été impliqués dans la conception, la mise en place et le fonctionnement des CPI?

- Est-ce que dans le cadre des audits mentionnés, les collaborateurs des CI et des CP ont été entendus quant à leurs expériences et à leur appréciation de la situation?

- Quelles sont les structures de gestion des CPI?

- L'évaluation annoncée en 2009 a-t-elle eu lieu? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions?

- Des adaptations législatives afin de donner une base juridique aux CPI, seront-elles effectuées?

- Si l'évaluation n'a pas été faite, quelles en sont les raisons?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le concept de commissariat de proximité et d'intervention base sur des projets pilotes et actuellement onze CPI fonctionnent (à l'exception des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette).

La police n'a pas fait établir de sondage public, mais a basé ses conclusions, d'une part, sur une évaluation chiffrée en 2009 et, d'autre part, sur les conclusions des comités de prévention et les avis des autorités communales.

Le SNPGL a, dès la création du groupe de travail ad hoc à la police, participé comme observateur et après avoir marqué ses réserves, été d'accord avec le lancement du premier projet pilote. En 2013, au début de mon mandat, le SNPGL m'a confirmé son avis favorable et en 2014, lors d'une réunion de travail, a concédé que les CPI présentent une plus-value pour le citoyen.

Dans le cadre de l'audit en cours, tous les fonctionnaires des commissariats de proximité ainsi que des centres d'intervention ont été entendus. Faut-il souligner que tout fonctionnaire a eu la possibilité de se porter volontaire pour être entendu ou alors de remplir un questionnaire mis à sa disposition par l'auditeur.

Les modifications législatives de la loi portant sur la police et l'Inspection générale vont être apportées après analyse de l'audit et discussions avec les chefs d'administrations et les représentations du personnel.

Question 1082 (24.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **travaux d'infrastructure:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0994 du 16 mars 2015, nous avons appris de la part de Madame la Ministre de la Culture que les travaux préparatoires précédant l'élargissement de la B7 sur quatre voies sont en cours. En été 2014, Monsieur le Ministre avait noté dans sa réponse à la question n°0385 *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)* que la sécurisation entre l'échangeur Colmar-Berg et l'échangeur Ettelbruck, visant également l'élimination des goulots d'étranglement, est inscrite en phase 2. Le réaménagement de l'échangeur Erpeldange-sur-Sûre avec accès à la zone d'activités ZANO au Fridhaff est inscrit en phase 1.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Vu que le temps presse et comme les notions de «phase 1» et de «phase 2» sont abstraites aux yeux du grand public, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner de manière plus précise sur les délais de mise en œuvre de ce projet d'élargissement de la B7?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les travaux d'infrastructure qui seront réalisés en l'an 2015 le long de la N7 entre Fridhaff et Wämperhaart afin de la sécuriser?

3. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre envisage-t-il de sécuriser la bifurcation Flébour près de Michelau (éclairage, bande d'accélération en direction de Diekirch…)?

Réponse (08.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions des honorables Députés, il y a lieu de préciser que:

Ad 1. Les notions de «phase 1» et «phase 2» avaient été définies par les documents officiels du plan directeur sectoriel «Transports», de façon à ce que la phase 1 couvre une réalisation des projets jusqu'à l'horizon 2020 et la phase 2 jusqu'à un horizon 2030.

En ce qui concerne la sécurisation de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck, il y a toutefois lieu de constater qu'il s'agit d'un goulot d'étranglement à la fin de l'autoroute, qui crée des problèmes de sécurité routière, dû au reflux des véhicules sur la section courante de l'autoroute, d'une part, et aux particularités des échangeurs d'Ettelbruck et de Schieren, d'autre part.

Comme ces problèmes ont déjà été illustrés entre autres par divers audits de sécurité, la planification du projet de sécurisation a été entamée il y a quelques années. Or, vu que le projet empiète sur un important site de vestiges archéologiques, la planification en détail dépend des conclusions des fouilles effectuées par les services du CNRA depuis fin 2013. Ce n'est qu'à l'issue de ces travaux de classification que le projet pourra être détaillé et qu'un planning exact pourra être avancé.

Ad 2. Quant aux travaux d'infrastructure à réaliser en 2015, respectivement les années suivantes, le long de la N7 entre Fridhaff et Wämperhaart, afin de la sécuriser, des études afférentes sont en voie d'élaboration.

Les travaux en cours respectivement à réaliser en 2015 seront les suivants:

- suppression de divers accès et création d'une piste facultative pour tracteurs entre Maarkebaach et Hoscheid-Dickt;

- interdiction de tourner à gauche à Hoscheid et création d'une voie d'accélération en direction Fridhaff;

- construction du rond-point à la hauteur de Marnach dans le cadre de la transversale de Clervaux.

Ad 3. En ce qui concerne plus précisément la sécurisation de la bifurcation Flébour près de

Michelau (éclairage, bande d'accélération en direction de Diekirch…), un avant-projet détaillé, suite à l'avant-projet sommaire approuvé, sera présenté prochainement.

Les actuelles études de sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Wämperhaart se concentrent notamment sur les points ci-après:

- sécurisation du carrefour Lipperscheid;

- réaménagement du giratoire de Fridhaff;

- analyse de la sécurisation de la N7 moyennant séparation physique des voies;

- sécurisation des carrefours Closdelt et Këppenhaff.

Question 1083 (24.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Lex Delles** *(DP)* concernant l'**ancienne synagogue d'Ettelbruck:**

Si nos informations sont correctes, l'ancienne synagogue de la ville d'Ettelbruck ne bénéficie pas du statut de monument national classé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre est-elle disposée à se concerter avec les autorités communales de la ville d'Ettelbruck pour mieux protéger ce bâtiment historique?

- Si faire se peut, serait-il également recommandable de classer monument national l'ancienne école juive (propriété privée) qui est située à côté de la vieille synagogue afin de conserver cet ensemble architectural?

- Quelles sont les synagogues ou lieux de prière du pays, qu'ils soient encore au service du culte juif ou non, qui sont classés monument national?

- Ne serait-il pas opportun d'approfondir les recherches historiques sur les lieux de culte juif au Luxembourg? Qui pourrait en être chargé selon l'avis de Madame la Ministre?

Réponse (17.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Dans sa demande de classement comme monument national des bâtiments religieux situés sur le territoire de la ville d'Ettelbruck adressée à moi en date du 19 novembre 2014, le collège échevinal de la ville d'Ettelbruck inclut la synagogue sise 20, rue de Warken, tout comme le cimetière juif sis rue du Cimetière. Une fois la Commission des Sites et Monuments Nationaux entendue en son avis sur cette demande, je ne tarderai pas de faire connaître à la ville d'Ettelbruck ma décision de protéger ce patrimoine, dont l'ancienne synagogue.

Ladite commission pourra à la même occasion étendre son avis sur l'ensemble architectural formé par la vieille synagogue et l'ancienne école juive avoisinante.

Parallèlement à l'initiative de la ville d'Ettelbruck, la commune de Mondorf-les-Bains m'a adressé une demande de protection nationale pour son ancienne synagogue. Cette demande est actuellement soumise à la Commission des Sites et Monuments Nationaux pour avis.

Jusqu'à présent, aucun lieux de culte juif n'est classé monument national. Il serait certes opportun d'approfondir les recherches historiques sur les lieux de culte juif au Luxembourg. Le Service des Sites et Monuments Nationaux pourrait être chargé d'une telle étude, en concertation avec le consistoire israélite et sous réserve des crédits disponibles.

Question 1084 (27.04.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **congé scolaire collectif dans l'enseignement fondamental pour participer au pèlerinage de l'Octave Notre-Dame:**

Du 25 avril au 10 mai aura lieu l'édition 2015 de l'Octave Notre-Dame avec les pèlerinages des différentes communautés pastorales du pays vers la Cathédrale de Luxembourg. Conformément à la circulaire de printemps (avril 2014) du Ministère de l'Éducation nationale, les classes de l'enseignement fondamental «chôment le jour du pèlerinage».

Cette mesure soulève à mes yeux de sérieuses questions d'ordre politique et moral, sans oublier les problèmes d'organisation que ce jour de congé cause à de nombreux parents exerçant une activité professionnelle et dont les enfants ne participent pas au pèlerinage.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre des Cultes:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques sur le pourcentage d'élèves respectivement d'enseignants de l'enseignement fondamental participant aux pèlerinages des communautés pastorales respectives? Est-ce que l'importance de la participation est telle qu'un jour de «congé scolaire collectif» leur paraît justifié?

2. Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas qu'une telle mesure de dispense de cours collective pour un pèlerinage, donc pour une activité religieuse relevant exclusivement de la croyance personnelle, ne soit contraire aux efforts du Gouvernement pour promouvoir, en accord avec le programme gouvernemental, la cohésion sociale au sein des établissements scolaires, notamment en remplaçant les cours de religion et la formation morale par un cours aux valeurs unique et neutre?

3. Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas que dans le respect de la neutralité de l'école et dans l'esprit d'un traitement égalitaire de tous les élèves, il serait judicieux d'appliquer la réglementation en vigueur pour la fête musulmane de l'Aïd et les fêtes juives du Nouvel An et du Grand Pardon (directives du 26 juin 2014) également au jour de pèlerinage à Notre-Dame de Luxembourg? Dans ce cas, le motif d'assistance au pèlerinage serait accepté de manière individuelle sans pour autant que les élèves ne soient libérés collectivement des cours.

Réponse commune (22.05.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes:*

Ad 1. À ce stade, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas de statistiques sur le pourcentage d'élèves respectivement d'enseignants de l'enseignement fondamental participant aux pèlerinages en question.

Ad 2. et 3. L'article 4 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires dispose entre autres que les classes de l´éducation préscolaire et de l´enseignement primaire proprement dit chôment le jour du pèlerinage à Notre-Dame de Luxembourg.

Le Ministre de l'Éducation nationale entreprendra les démarches réglementaires nécessaires pour qu'à partir de l'année scolaire 2015-2016 le jour du pèlerinage à Notre-Dame de Luxembourg ne constitue plus un jour chômé:

- d'un côté, le Gouvernement sera saisi en vue d'initier les modifications qui s'imposent dans le cadre du règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires et spécialement son article 4;

- d'autre part, la circulaire ministérielle d'avril 2015, adressée aux administrations communales, sera amendée en ce sens et les autorités communales seront averties de cette adaptation dans les meilleurs délais, afin qu'elles puissent introduire les dispositions afférentes dans les organisations scolaires et en informer les différents partenaires scolaires concernés en temps utile.

Le jour de pèlerinage en question sera reconnu au même titre que d'autres fêtes religieuses selon les dispositions prévues par la circulaire ministérielle du 26 juin 2014 sur les principes de neutralité dans les écoles et les excuses individuelles écrites concernant les absences d'élèves seront acceptées par le personnel enseignant, sans que pour autant les élèves soient libérés collectivement des cours.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1085 (27.04.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **satellite «GovSat»:**

La loi du 19 décembre 2014 autorise le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense. La loi sous rubrique, dont les auteurs du projet ont annoncé une retombée économique pour le Luxembourg, a permis au Gouvernement de créer une société dont les parts sont détenues par l'État luxembourgeois et la société luxembourgeoise SES Astra SA dans le cadre d'une joint-venture. Le Gouvernement est ainsi autorisé à acquérir pour le compte de l'État des capacités satellitaires auprès de la société codétenue pour les revendre à des pays alliés, partenaires et amis, ainsi qu'à des organisations internationales.

Or, il me revient que la construction et le lancement du satellite «GovSat» se feraient hors de l'Europe, plus précisément aux États-Unis.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer formellement cette dernière information?

2. Comment Monsieur le Ministre estime-t-il que cette démarche sera perçue par nos partenaires de l'Union européenne?

3. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette décision puisse fléchir la retombée économique pour le Luxembourg?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. La construction et le lancement du satellite «GovSat» luxembourgeois se feront aux États-Unis par les firmes Orbital ATK (voir le communiqué de presse de la Direction de la Défense du 16 février 2015, https://www.gouvernement.lu/4456369/16-defense-luxgovat) et Space X respectivement. Les décisions relatives à la construction du satellite ont été prises par la société anonyme de droit luxembourgeois LuxGovSat SA à l'issue d'un processus d'appel d'offres auquel un seul constructeur européen et plusieurs constructeurs américains ont répondu avec des offres valables. Une négociation avec tous les participants a permis d'identifier l'offre finale économiquement la plus avantageuse, remplissant tous les critères d'ordre technologique et permettant de respecter avec un minimum de risques les échéances imposées pour la mise en service du satellite LuxGovSat à la position orbitale visée. Des critères analogues ont été considérés pour le choix du lanceur. La solution retenue pour la construction du GovSat ne constitue d'ailleurs pas un cas isolé en Europe.

Ad 2. Il se peut que certains partenaires européens regrettent le fait que le marché n'ait pas été attribué à une société spatiale européenne. Toutefois, cette manière de procéder a permis de faire le choix qui, du point de vue de l'État luxembourgeois permettra à la joint-venture LuxGovSat SA de développer son activité commerciale de la façon la plus efficiente possible, cela tout en minimisant les nombreux risques inhérents au domaine satellitaire. Par ailleurs, l'Union européenne - dans le cadre de ses études de solutions visant à combler les besoins en communications satellitaires de l'UE et de ses États membres (initiative «GovSatCom de l'UE» sous l'égide de l'Agence européenne de la Défense et de la Commission européenne) - prend bien en considération le projet LuxGovSat, cela au même titre que les projets et programmes comparables de nos partenaires européens.

Ad 3. Les retombées économiques attendues lors de la mise en fonction du satellite GovSat pour le Luxembourg sont principalement de deux types:

- d'une part, les retombées directes liées à l'activité commerciale de la joint-venture. Le développement de cette dernière dépend de la capacité de la joint-venture d'offrir à des prix compétitifs des services de communications satellitaires à ses clients potentiels. Ces prix sont directement proportionnels aux coûts d'investissement nécessaires à l'acquisition du vecteur satellitaire et de sa mise en orbite. Le choix du constructeur et du lanceur du satellite LuxGovSat a été fait selon ces critères;

- d'autre part, les retombées indirectes résultant de l'implication possible d'autres acteurs industriels luxembourgeois pour la mise en place et le fonctionnement de l'infrastructure au sol, pour la fourniture de services dans le domaine de la gestion de réseau et du stockage de données. Ces retombées indirectes ne sont aucunement affectées par le choix du constructeur et/ou celui du lanceur du satellite.

Question 1086 (27.04.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **projet «Public Art Experience»:**

Selon un commentaire publié au «Tageblatt» du 22 avril 2015, plus de 500 dossiers auraient été soumis auprès du Fonds Belval dans le cadre du projet «Public Art Experience». Parmi ces dossiers, seuls cinq provenaient d'artistes établis au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Les Ministres peuvent-ils préciser combien de moyens financiers ont été prévus pour ce projet? Quels sont les avantages offerts aux artistes dont le dossier a été / sera retenu?

- Les Ministres peuvent-ils indiquer les raisons du peu d'empressement de la part des résidents pour ledit projet?

- Sur base de quels critères les candidats seront/ont-ils (été) retenus?

Réponse commune (11.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent s'informer sur le projet «Public Art Experience» du Fonds Belval concernant l'aménagement artistique de la Cité des Sciences.

Suite à l'appel à candidatures international lancé le 27 novembre 2014, 540 dossiers ont été introduits dans les délais impartis.

Parmi ces dossiers seuls neuf dossiers émanaient d'artistes établis au Luxembourg.

Le total des moyens financiers réservé au projet «Public Art Experience» qui sera développé sur le long terme par une suite de résidences s'élève à 8.000.000 euros. Ces fonds proviennent du 1% réservé aux œuvres d'arts (et plafonné à 800.000 euros par immeuble) dans le cadre des investissements réalisés par l'État à Belval.

Les artistes retenus seront rémunérés à raison de 14.000 euros TTC pour une résidence de trois mois, de 28.000 euros TTC pour une résidence de six mois et de 42.000 euros TTC pour une résidence de neuf mois. Ils disposeront d'un atelier de travail adapté à leur projet artistique et d'un logement pour la durée de la résidence.

Les frais de production liés à la réalisation de leur œuvre seront pris en charge par les fonds du projet «Public Art Experience».

Le peu d'empressement des artistes résidents est inexplicable. Le projet «Public Art Experience» a été communiqué en amont de l'appel d'offres depuis plus de deux ans par une suite de conférences, communiqués, articles de journaux et publications.

Pour le premier appel à candidatures relatif à la direction de résidence lancé en octobre 2013, seules deux candidatures luxembourgeoises ont été introduites sur un total de 28 candidatures. Un de ces deux candidats luxembourgeois avait été retenu dans une présélection de cinq candidats.

L'appel à candidatures international qui s'adressait aux artistes a été publié dans le «Journal officiel» de l'UE, le site des appels d'offres de l'État, les journaux locaux, le site culture.lu ainsi que le site plurio.net de la Grande Région, les grandes revues artistiques européennes (e. a. «Le Journal des arts», «Le Quotidien de l'Art», «Monopol», «art press», «The Art Newspaper») et les grands sites internationaux dédiés à l'art (e. a. «Art & Education»; «Frieze», «Public Art Online»).

Une annonce particulière grand format a été publiée dans les journaux luxembourgeois spécialement pour motiver les artistes luxembourgeois à participer au projet.

Par conséquent, l'on ne peut aucunement prétendre à un défaut d'information.

Les candidats devaient introduire un dossier comportant leur curriculum vitae, une sélection représentative de leurs œuvres et une esquisse explicative de leur projet artistique pour cette résidence en réponse au cahier des charges de l'appel à candidatures.

Sur les 540 candidatures introduites, 22 artistes ont été sélectionnés pour un second tour. Ceux-ci devaient préciser leur projet pour la résidence artistique à Belval lors d'une audition.

Sur les 22 candidats présélectionnés, neuf artistes ont été sélectionnés sur base de leur dossier et suite à l'audition par le conseil artistique et les directeurs de résidence pour participer à la résidence.

Les critères de sélection définis par la direction de résidence et le conseil artistique étaient les suivants:

- création et processus artistique communiqués au public;

- intégration du public dans le processus artistique;

- internationalité de l'artiste;

- expérience internationale de l'artiste (expositions, catalogues, résidences);

- diversité de la pratique artistique (peinture, photographie, sculpture, film/vidéo, musique, littérature, arts scéniques, architecture);

- conscience et connaissance du projet Belval/ Transformation et du projet BeHave - intégration du projet artistique dans les données du projet;

- résidence à Belval

Question 1087 (27.04.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **composition du conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund»:**

La presse a divulgué récemment les noms respectifs des cinq membres du conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que les personnes nommées au conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund» sont exclusivement des hommes?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle indiquer les raisons pour lesquelles le Gouvernement s'est de la sorte départi de son objectif d'une meilleure représentation des femmes dans les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient une participation?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que le Gouvernement poursuit toujours l'objectif qu'il s'est fixé dans son programme gouvernemental en matière d'une plus forte représentation des femmes dans les organes de décision des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient une participation?

- Madame la Ministre ne craint-elle pas que les nominations précitées ne décrédibilisent l'appel qu'elle a lancé le 7 avril 2015 au secteur privé de s'inspirer des mesures prises par l'État pour accroître la représentation des femmes dans les organes de décision des entreprises?

Réponse (12.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit que:

«Le Gouvernement engagera une politique ferme en faveur d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes au niveau de la prise de décision.

Afin de donner l'exemple, le Gouvernement interviendra à des niveaux où il pourra directement réduire le déséquilibre toujours existant, et ce malgré les efforts volontaires qui ont été proposés ces dernières années. (…)

Le Gouvernement garantira la promotion d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics.

Le Gouvernement entend aboutir à une représentation de 40% du sexe sous-représenté jusqu'en 2019 dans ces conseils d'administration. Le Gouvernement entend également aboutir à une représentation de 40% du sexe sous-représenté dans les nominations au sein de conseils d'administration d'entreprises privées qu'il peut pourvoir en tant qu'actionnaire.

Le Gouvernement soutiendra la proposition de directive de la Commission européenne visant à garantir une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des entreprises cotées en bourse.»

En date du 12 septembre 2014, le Gouvernement a arrêté sa stratégie pour atteindre un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision économique et politique.

Cette stratégie tend à mettre en œuvre les objectifs ambitieux fixés par le nouveau Gouvernement en la matière et constitue une étape importante vers un partage plus équilibré des rôles et responsabilités entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie.

La stratégie en question contient neuf mesures visant le monde économique dont notamment:

- la mise en place d'une procédure formelle et transparente lors de la nomination, par le Gouvernement, de membres des conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations;

- le rappel systématique des objectifs fixés aux acteurs externes au Gouvernement proposant des membres dans les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations, et

- le suivi systématique et professionnel de l'évolution de la situation en matière d'égalité dans la prise de décision économique par le Ministère de l'Économie.

Ces décisions démontrent l'attachement du Gouvernement aux objectifs fixés et sa ferme volonté d'améliorer l'équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision économique.

La preuve en est qu'entre janvier 2014 et mars 2015, le Gouvernement a procédé à 208 nominations dans des organes tombant sous le champ d'application des 40% du sexe sous-représenté. 78 de ces nominations concernaient des femmes, sexe en l'occurrence sous-représenté, ce qui équivaut à un pourcentage de 37,5%.

Malgré tous les efforts mis en œuvre par le Gouvernement, des situations exceptionnelles peuvent se présenter dans lesquelles il n'est pas possible d'intervenir de manière directe sur une composition plus équilibrée en termes de genre d'un conseil d'administration.

Tel est notamment le cas si des personnes sont nommées en raison de la fonction qu'elles occupent.

Le conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund» est ainsi actuellement composé de cinq membres masculins. Deux de ces membres ont été désignés par le Fonds européen d'investissement (FEI) et trois par la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI), le choix de la dernière s'étant porté sur son président respectivement son vice-président et une personnalité indépendante pouvant faire valoir des expériences établies de longue date dans les domaines dans lesquels le Fonds est actif.

Dans des hypothèses semblables où le Gouvernement procède lui-même à des nominations, le ministre du ressort est invité à présenter l'échéancier des nominations futures et sa démarche pour le cas où la prise en considération du sexe sous-représenté n'aurait pas été possible.

Question 1088 (29.04.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **représentation des genres dans le secteur associatif:**

D'après une étude sur le secteur associatif au Luxembourg réalisée par le CEPS/Instead en 2010[3], le nombre d'associations créées au Luxembourg depuis 1990 confirme que la société civile luxembourgeoise s'implique davantage dans la vie associative. Le CEPS/Instead fait toutefois savoir qu'avec un taux de 72%, la représentation des hommes est nettement supérieure à celle des femmes. Par ailleurs, seulement 23% des présidents d'une association seraient des femmes.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Est-ce qu'il existe d'autres statistiques respectivement des statistiques plus récentes, sur l'évolution du nombre de femmes actives dans le secteur associatif au Luxembourg?

2. Plus particulièrement, j'aimerais savoir s'il existe des statistiques quant au pourcentage de femmes dans les corps de sapeurs-pompiers, un domaine qui, à l'époque, était perçu comme typiquement «masculin».

3. Existe-t-il des corps de sapeurs-pompiers dans lesquels le genre constitue toujours un facteur d'exclusion au niveau de l'affiliation de nouveaux membres ou de la participation à certaines activités? Dans l'affirmative, de quels corps s'agit-il et quels sont les arguments éventuellement invoqués?

4. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas discriminatoire le fait d'exclure des femmes de ce domaine et quels moyens envisage-t-elle mettre en œuvre pour garantir l'égalité des chances au niveau des services de secours?

Réponse (29.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Au Luxembourg, les statistiques, ventilées par sexe, sur le secteur associatif sont en effet plutôt rares.

L'étude réalisée par le CEPS/Instead en 2010, mentionnée par l'honorable Députée, n'a pas été actualisée à ce jour.

[3] http://www.benevolat.public.lu/fr/publications/etudes-enquetes/etude-ons/secteur-associatif-au-luxembourg.pdf

Dans le cadre de la future Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg a commandité auprès de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) une étude sur les femmes dans la prise de décision. Y seront analysés les domaines traditionnels de la politique et de l'économie et, pour la première fois, également le domaine social. Dans ce contexte, l'Institut développera de nouveaux indicateurs pour quelques sous-domaines comme celui du milieu académique et celui des sports.

En ce qui concerne le dernier, le Statec publie par sexe les examens médico-sportifs au Luxembourg: le pourcentage des femmes examinées est ainsi passé de 19,7% en 1976 à 28,7% en 2013[4].

Pour ce qui est de la présence de femmes dans les corps de sapeurs-pompiers, j'aimerais rappeler l'initiative du Ministère de l'Égalité des chances: «D'Fraen am Rettungswiesen 'Mir sinn dobäi'»

En collaboration avec un certain nombre d'autres acteurs, le MEGA a choisi de mettre l'engagement des femmes dans les services de secours au centre de la célébration de la Journée internationale de la femme 2013 au Luxembourg et ceci pour plusieurs raisons:

- pour valoriser les efforts réalisés au quotidien par les quelque 1.400 femmes déjà actives dans les services de secours d'incendie et de sauvetage et de la Protection civile;

- pour susciter l'intérêt de femmes, de jeunes filles et du grand public pour les activités en question dont les responsables sont en permanence à la recherche de candidats et candidates prêtes à suivre l'exemple;

- pour mettre à la une l'image de femmes actives et fortes œuvrant sur un pied d'égalité avec leurs collègues masculins;

- pour ne pas oublier les services rendus à la société par d'aucuns dans le cadre du bénévolat respectivement du volontariat dans les discussions autour de la «work-life balance»;

- pour plaider pour une orientation scolaire et professionnelle neutre n'utilisant pas comme critère le sexe d'une personne mais ses capacités physiques et psychiques individuelles ainsi que ses talents et intérêts personnels;

- pour rappeler l'importance d'un partage des responsabilités entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie: les femmes ne peuvent pas se mettre au service de la société sans l'appui d'un partenaire ou d'un autre membre de famille.

Tous ces messages restent d'actualité et le Ministère de l'Égalité des chances continue à les intégrer dans ses activités d'information et de sensibilisation.

Dune étude réalisée par le CEFIS en 2013, il ressort que les hommes sont effectivement surreprésentés dans les services de secours avec:

- aux services «incendie»: 86% d'hommes et 14% de femmes,

- aux services «ambulance»: 69% d'hommes et 31% de femmes,

- aux services «sauvetage»: 88% d'hommes et 12% de femmes, et

- aux «groupes spéciaux»: 74% d'hommes et 26% de femmes.

Question 1089 (29.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Sentier des Passeurs:**

De Fluchthelferweg bei Ëlwen (Sentier des Passeurs Troisvierges) ass eng flott historesch an touristesch Initiativ am a vum Naturpark Our. D'Schëlder op dem Wanderwee, dee ganz no laanscht Cinqfontaines geet, maachen awer keng Referenz op d'Klouschter an där Uertschaft. Et war do, wou déi Lëtzebuerger Judden hibruecht gi sinn, iert si dunn op Auschwitz oder Theresienstadt transportéiert gi sinn.

Am historesche Kontext vu Resistenz an Zwangsrekrutéierung awer och vum Artuso-Rapport a vum ugeduechte Mémorial fir d'Shoa an d'Juddeverfolgung am Zweete Weltkrich wollt ech dem Här Banneminister, deem säin Haus Partner beim Fluchthelferweg ass, dës Froe stellen:

1. Gëtt op den historeschen Tafele vum Sentier des Passeurs op d'Roll vum Klouschter Cinqfontaines am Zweete Weltkrich higewisen? Wann neen, firwat net?

2. Ass et méiglech, am Fall, wou dat net esou ass, d'Schëlder an déi Richtung ze ergänzen?

3. Kann den CNA, en anere Partner an deem Projet, beoptragt ginn, d'Begleitbroschür an eventuell de Kuerzfilm iwwert de Wanderwee an déi Richtung ze ergänzen?

4. Ass et denkbar, datt d'Asbl Memoshoah, déi sech staark mécht fir d'Klouschter als Centre de rencontre et de mémoire de la Shoah ze notzen, am Partenariat mat dem Naturpark Our matschaffe kann, fir déi dote Froe klären ze hëllefen?

[4] Source: www.statistiques.public.lu

Réponse commune (01.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Bezuch zum Sentier des Passeurs, deen an der Emgéigend vun Ëlwen iwwert déi Weeër féiert, déi am Zweete Weltkrich vu villen Zwangsrekrutéierten oder vun anere Flüchtlinge benotzt gi sinn, fir an d'Belscht ze entkommen.

Ad 1. an 2. Vu datt den Deputéierte feststellt, datt op de Schëlder vum Sentier des Passeurs keng Referenz op d'Klouschter Fünfbrunnen, vu wou aus Judden op Auschwitz an op Theresienstadt deportéiert gi sinn, gemaach gëtt, sinn dës zwou Froen hifälleg.

Ech wëll den Deputéierten awer och drop opmierksam maachen, datt de Sentier des Passeurs net direkt eppes mat der Shoah ze dinn huet. Dat ass eng Erklärung, firwat op de Schëlder net op Fünfbrunnen higewise gëtt.

Ad 3. De Centre national de l'audiovisuel gëtt vum Naturpark Our als Partner genannt, well e Biller aus dem Film „Heim ins Reich" fir de Kuerzfilm iwwert de Wanderwee zur Verfügung gestallt huet. Den CNA ass bereet, den Documentaire „Sentier des Passeurs" ze komplettéieren oder eng nei Versioun auszeschaffen, wann dat vun den Organisateure gefrot ass. Datselwescht gëllt fir d'Broschür, déi et iwwert dësen Erënnerungswee gëtt. Den CNA steet op alle Fall mat Rot an Dot zur Verfügung, wann et drëm geet, déi historesch Plaz vum Klouschter vun den Häerz-Jesu Pateren op der Pafemillen besser en valeur ze setzen.

Ad 4. Memoshoah ass eng privat Organisatioun, déi sech iwwerall do abrénge kann, wou si dat fir richteg an noutwendeg fënnt, an dat ka selbstverständlech am Partenariat mat deene beim Stat zoustännegen Instanze geschéien.

Réponse commune complémentaire (15.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Den Naturpark Our huet de Projet Sentier des Passeurs an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ëlwen an Zäitzeien (Passeursoperatiounen) am Joer 2006 realiséiert. De Projet huet folgend Produkter ëmfaasst: aacht Informatiounstafelen (D, F, NL), ee Flyer (D, F, NL), eng DVD mat engem Kuerzfilm (25 Minutten, L, D, F, NL).

Am Mëttelpunkt vum Projet stoung d'Geschicht vun de Passeuren an den Zwangsrekrutéierten, déi duerch si an de Joren 1943 an 1944 an d'Belsch flüchte konnten. Duerch dësen Themeschwéierpunkt an d'Tatsaach, datt de Wanderwee Cinqfontaines net beréiert gouf, ass d'Klouschter Fünfbrunnen als Tëschelager fir d'Deportatioun vu Lëtzebuerger Judden am éischte Projet 2006 net thematiséiert ginn.

Mëttlerweil schafft den Naturpark Our mat neien digitale Kommunikatiounsmëttelen. Entstanen ass d'Konzept vum sougenannten „Diginaf" (Digitaler Naturparkführer), ënner anerem och fir d'Opstelle vun ze villen Tafelen am Naturpark ze vermeiden. Den digitale Guide ass ee GPS-Handheld, mat deem de Wanderer ouni Balisage oder Panneau en thematesche Wee kann ofgoen. D'Wanderstreck gëtt um Bildschierm visualiséiert an ënnerwee kritt de Wanderer u bestëmmte Punkten automatesch standuert- a kontextbaséiert Informatiounen a Form vun Texter, Bild, Toun- a Videobäiträg.

An deem Zesummenhank ass och de Projet Sentier des Passeurs 2014 weiderentwéckelt ginn. Den neien digitale Guide „Diginaf Sentier des Passeurs" gouf ëm Themen ergänzt, ënner anerem och ëm d'Thematik Klouschter Fünfbrunnen. D'Weestreck proposéiert en Ofstiecher (1,2 km) op Cinqfontaines bei d'Auschwitz-Monument an de Wanderer kritt zwee Informatiounsbäiträg (Text, Toun- a Bildmaterial) iwwert den historeschen Hannergrond vum Klouschter Fünfbrunnen am Kontext vun der Deportatioun vu Lëtzebuerger Judden an iwwert d'Symbolik vum Auschwitz-Monument.

Den CNA ass Partner an dem Projet an huet Biller aus dem Film „Heim ins Reich" zur Verfügung gestallt. Den CNA kann den Documentaire „Sentier des passeurs" an d'Broschür, déi et iwwert dësen Erënnerungswee gëtt, komplétéieren, wann dëst noutwendeg ass, a steet zur Verfügung, wann et drëm geet, déi his-

toresch Plaz vum Klouschter vun den Häerz-Je-su-Pateren nach méi en valeur ze setzen.

Question 1092 (29.04.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **carte d'identité électronique:**

Dans la circulaire n°3237, Monsieur le Ministre de l'Intérieur rappelle l'article 170 sur la loi électorale du 18 février 2003 concernant le vote par correspondance qui dispose dans son article 170 paragraphe 2 que: «Toute personne domiciliée à l'étranger doit produire une copie certifiée conforme de son passeport en cours de validité.»

Or, depuis le 1er juillet 2014 les Luxembourgeois ayant leur résidence à l'étranger n'ont plus besoin d'un passeport, mais peuvent demander une carte d'identité électronique comme document d'identité. Ce fait implique que lors des demandes pour le vote de correspondance au référendum, plusieurs luxembourgeois ont ajouté une copie de leur nouvelle carte d'identité électronique au lieu d'une copie de leur passeport.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que les demandes accompagnées d'une carte d'identité électronique seront refusées?

- Dans l'affirmative et vu qu'il n'est pas obligatoire pour les Luxembourgeois résidant à l'étranger de posséder un passeport, ceux-ci risqueront-ils des peines liées à leur incapacité de participer à un vote obligatoire?

- Vu que le vote au référendum est le premier vote lors duquel des Luxembourgeois résidant à l'étranger bénéficient de la nouvelle carte d'identité électronique, Monsieur le Ministre pourrait-il envisager de conseiller aux responsables communaux d'accepter exceptionnellement également les demandes accompagnées d'une copie de ce document d'identité?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier la loi électorale du 18 février 2003 afin que les demandes accompagnées d'une copie d'une carte d'identité électronique puissent être admises définitivement lors des prochaines élections?

- De même, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire de biffer le terme «certifié conforme» de l'article 170 afin d'être conforme avec la loi du 29 mai 2009 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original?

Réponse commune (20.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les questions de l'honorable Député concernent le vote par correspondance des Luxembourgeois résidant à l'étranger lors du référendum du 7 juin 2015.

Relevons tout d'abord que le vote lors d'un référendum national n'est obligatoire que pour les Luxembourgeois résidant au Grand-Duché, tandis que pour les Luxembourgeois résidant à l'étranger la participation au référendum est facultative et ne peut avoir lieu que par la voie du vote par correspondance.

Les modalités relatives au vote par correspondance lors d'un référendum national sont définies par la loi électorale modifiée du 18 février 2003. Il s'agit des mêmes dispositions que celles applicables aux élections législatives. Ainsi, la loi électorale prévoit que les Luxembourgeois résidant à l'étranger, qui souhaitent participer à un référendum national, doivent introduire une demande auprès de la commune d'inscription (article 169) durant la période allant de dix semaines à trente jours avant le jour du référendum.

L'article 170 de la loi électorale contient plus précisément les dispositions suivantes dans ce domaine: «La demande (d'admission au vote par correspondance) est faite sur papier libre ou sur un formulaire préimprimé à obtenir auprès de l'administration communale où l'électeur est appelé à voter lors du référendum. Elle doit indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile de l'électeur, ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la lettre de convocation.

Toute personne domiciliée à l'étranger doit produire une copie certifiée conforme de son passeport en cours de validité.

Le requérant doit, dans sa déclaration écrite et signée, déclarer sous la foi du serment qu'il n'est pas déchu du droit électoral ni en vertu de l'article 52 de la Constitution, ni en vertu de l'article 6 de la loi électorale.»

Précisons encore que la loi du 29 mai 2009 a aboli de manière générale l'obligation de présenter une copie certifiée conforme d'un document original délivré par une autorité administrative du Luxembourg. Voilà pourquoi les communes ont été informées par circulaire que les demandes d'admission au vote par correspondance, introduites par les Luxembourgeois résidant à l'étranger, sont conformes aux dispositions légales si elles sont accompagnées d'une copie simple du passeport en cours de validité.

Il en va autrement des demandes accompagnées uniquement d'une copie de la carte d'identité. Les dispositions légales concernant l'exigence d'une copie d'un passeport étant claires et précises, il n'appartient pas au département de l'Intérieur de donner des instructions non conformes à ces dispositions légales (principe dura lex, sed lex).

Je tiens néanmoins à informer l'honorable Député que le projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques; 2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 déposé à la Chambre des Députés (numéro du rôle 6807) prévoit, entre autres, de remédier précisément aux difficultés abordées dans sa question parlementaire.

En effet, ce projet de loi dispose qu'à l'avenir, la demande d'admission au vote par correspondance d'un Luxembourgeois résidant à l'étranger pourra être accompagnée d'une copie de la carte d'identité ou du passeport, et ce tant pour les élections législatives et européennes que pour un référendum national. Toutefois, cette modification législative projetée n'entrera en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2016.

Question 1093 (29.04.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **sondages archéologiques de diagnostic sur les terrains de la future zone d'activités économiques Nordstad près du Fridhaff:**

Je viens d'apprendre que des sondages archéologiques de diagnostic devront être réalisés sur les terrains de la future zone d'activités économiques Nordstad près du Fridhaff.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant la nécessité de tels sondages et la méthode selon laquelle ces derniers sont effectués? Y a-t-il des soupçons sérieux que le site en question héberge des vestiges gallo-romains, voire médiévaux?

- Durant quel mois les travaux visés commenceront-ils? Quelle est la durée estimée de ces sondages? Les archéologues peuvent-ils en estimer les coûts?

Réponse (17.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Il y a en effet des fouilles archéologiques en cours sur le site de la future ZAE Nordstad à Diekirch. Tous les travaux d'aménagement ayant un impact au sol sont susceptibles de détruire irréversiblement et sans documentation scientifique le patrimoine archéologique enfoui dans le sol. C'est pourquoi, généralement invisible avant les investigations et conformément à la convention européenne de la Valette du 16 janvier 1992 sur la protection du patrimoine archéologique qui préconise la mise en place de procédures d'archéologie préventive, dans le cadre des procédures d'aménagement, le CNRA sollicite systématiquement dans les zones archéologiquement sensibles et pour tout projet de grande envergure, la réalisation d'une évaluation des incidences du projet.

En effet, de nombreux sites archéologiques sont inconnus et indétectables en surface. Réalisées en amont des projets, avant la phase de construction, ces investigations préventives permettent de mettre au jour les éventuels sites/structures archéologiques concernés et de les documenter avant leur destruction, si aucune autre alternative n'est envisageable. Cette approche responsable permet, d'une part, de documenter scientifiquement les données archéologiques vouées à être détruites, et, d'autre part, de respecter le calendrier de livraison et d'éviter des arrêts de chantier coûteux en cas de découverte archéologique pendant la phase de chantier.

La méthode préventive de sondages de diagnostic archéologique la plus couramment prescrite consiste à retirer la couche supérieure de terre arable pour mettre au jour le substrat géologique et observer le nombre et la nature de structures archéologiques présentes ou non. Ces investigations sont effectuées à l'aide de tranchées réalisées à la pelle mécanique sur 8 à 10% de la surface du terrain. Cette méthode rapide permet de définir les vestiges archéologiques en présence et d'en circonscrire l'étendue au sol sans avoir à décaper de grande surface.

Eu égard à l'extrême richesse archéologique méconnue du sous-sol luxembourgeois, toutes les périodes chronologiques (préhistoire, protohistoire, gallo-romain, Moyen Âge, temps modernes) sont concernées.

Les sondages de diagnostic archéologique en cours sur le terrain de la future ZAE Nordstad à Diekirch, d'une emprise de 45,17 ha, ont débuté à la mi-mai 2015 et sont programmés sur onze semaines. Le coût des sondages est pris en charge par le syndicat intercommunal ZANO. Le coût des sondages est évalué à environ 4.000 euros HTVA par ha, soit 0,4 cents par m^2. La durée et le coût d'une intervention archéologique (sondages et fouilles éventuelles) peuvent varier en fonction du type de projet d'aménagement et des prescriptions archéologiques émises par le CNRA.

Question 1094 (29.04.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA):**

Lors de la présentation de son bilan pour l'année 2014, l'ACA a réclamé une hausse à un montant de 1.600 des plafonds fiscalement déductibles en matière d'assurance pension complémentaire. De plus, l'ACA s'est prononcée en faveur de l'extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues et s'est référée à cet égard à un avant-projet de loi s'y rapportant.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une éventuelle hausse de ce plafond?

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il par ailleurs nous indiquer quel serait l'impact d'une telle hausse sur les recettes de l'État?

- Quand Monsieur le Ministre des Finances déposera-t-il le projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension à la Chambre des Députés? L'avant-projet de loi aurait-il par hasard déjà été avisé par le Conseil d'État?

Réponse (01.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tant la question d'une éventuelle hausse du plafond fiscalement déductible en matière d'assurance pension complémentaire que celle d'une hypothétique extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues ne sauraient être considérées isolément, mais devront faire l'objet, le cas échéant, d'une évaluation dans le cadre des travaux préparatoires de la réforme fiscale prévue pour 2017. Aucun avant-projet de loi correspondant n'a encore été finalisé.

Question 1095 (30.04.2015) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **couverture vaccinale:**

Selon mes informations, il existerait des associations qui militeraient à Luxembourg contre les vaccinations infantiles.

Il s'est avéré que ces associations tenteraient d'influencer les parents de jeunes enfants et les encourageraient à ne pas les faire vacciner. Ils nieraient les avantages et les bienfaits pour la santé publique liés aux vaccins introduits à partir de la 2e moitié du 20e siècle. Ils organiseraient également des manifestations à deux endroits du pays.

C'est dans ce contexte que j'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ces activités?

- Est-ce que ses services sont au courant de la manière par laquelle cette organisation se procure les adresses de parents de nouveau-nés?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle afin de contrecarrer ces activités?

Réponse (03.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les maladies à prévention vaccinale représentent toujours un risque pour la santé des enfants et des adultes aussi dans nos pays développés. La croyance selon laquelle les vaccins sont plus dangereux que les maladies contre lesquelles ils protègent est une idée erronée, qui a entraîné une baisse des vaccinations et une résurgence de maladies contagieuses à complications graves, telles la rougeole, la coqueluche, la diphtérie et la rubéole.

Il est possible de maîtriser et d'éliminer les maladies à prévention vaccinale. Ainsi la couverture vaccinale est élevée et soutenue, les maladies à prévention vaccinale perdent du terrain et finissent par être éradiquées.

Chaque année, le Ministère de la Santé, ensemble avec la Direction de la Santé, organise une campagne d'information et de sensibilisation pour rappeler l'importance des vaccinations et pour encourager la population à se faire vacciner contre les maladies à prévention vaccinale. Cette campagne a lieu à l'occasion de la «semaine européenne de la vaccination», qui est organisée en avril de chaque année par l'Organisation mondiale de la Santé.

À côté d'un communiqué de presse, des brochures et des dépliants sont édités et diffusés à un large public. Un dossier scientifique est également publié sur le portail «Santé» (www.sante.lu).

Ainsi on peut y trouver à l'intention du public, entre autres une publication de l'Organisation mondiale de la Santé qui peut être donnée aux parents qui sont réticents à vacciner afin de les aider à comprendre les implications d'une telle décision.

Le personnel médical et paramédical, même s'ils sont sensibilisés à l'importance des vaccinations, sont sollicités par le Ministère de la Santé, pour qu'ils motivent les jeunes parents à faire vacciner leurs enfants et pour veiller à ce que des informations fausses et des messages antivaccination dangereux ne leur soient transmis ni mis à disposition sous une forme ou une autre.

Par ailleurs, grâce à des «posts» qui sont publiés sur la page facebook «Healthy & Friends», il est possible de répondre aux questions des internautes et de contrecarrer, le cas échéant, certains préjugés et fausses idées susceptibles d'être véhiculés au sujet du bien-fondé des vaccinations.

Si, au Luxembourg, il existe effectivement une association qui milite ouvertement contre les vaccinations, mes services ignorent toutefois si et, le cas échéant, comment cette association se procurerait les informations en vue de pouvoir contacter les parents de nouveau-nés.

Question 1096 (30.04.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **arbres abattus le long du CR126 entre Walferdange et le Stafelter:**

Le long du CR126 entre Walferdange et le Stafelter, notamment à hauteur du portail Nord du tunnel Stafelter, plusieurs arbres ont été récemment abattus pour former des clairières forestières des deux côtés de cette route.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Pour quelle raison ces arbres ont-ils été abattus? Est-ce que cet abattage est en rapport avec le chantier de l'autoroute du Nord?

- Des mesures de compensations sont-elles nécessaires pour cet abattage? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer du lieu où ses compensations sont prévues?

Réponse (30.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'abattage de plusieurs plages de 25x25 m dans la forêt du Gruenewald a été réalisé afin d'y installer les pylônes de la nouvelle ligne de haute tension 2x220 KV de «Heisdorf-Blooren» près d'Itzig.

Le tracé suit la nouvelle route du Nord principalement en passant à certains endroits au-dessus des houppiers des arbres. Une étude d'impact a été réalisée.

Entre le portail Nord du Stafelter et le croisement du Stafelter seront installés cinq pylônes. Il s'agit en total de 36 pylônes pour la totalité de la longueur de la nouvelle ligne actuellement en construction, dont une partie se trouve en forêt.

La végétation enlevée sera compensée sur les sites mêmes. L'ancienne ligne, entre Heisdorf et Itzig respectivement Contern, sera démontée comme mesure de compensation pour la nouvelle ligne.

Question 1097 (30.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **décharges de Tadler et de Eschdorf:**

Suite à des messages publiés dans la presse quotidienne au sujet de l'état actuel des décharges de Tadler et de Eschdorf, nous nous empressons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre est-elle en mesure d'indiquer le nombre d'anciennes décharges qui ont été fermées sans être assainies au préalable?

- Ces dépôts de déchets posent-ils des risques à l'environnement humain ou naturel?

- Quelles décisions Madame la Ministre estime-t-elle prendre face à cette situation?

Réponse (09.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La question se réfère à des activités qui ont eu lieu il y a au moins presque 20 ans. Dans la majorité des cas, il s'agit d'activités qui datent même d'avant 1980, soit plus que 35 ans. Cette remarque préliminaire est nécessaire dans la mesure où à l'époque la notion d'assainissement n'avait pas la même signification qu'elle peut avoir aujourd'hui.

Dans le cadre de l'établissement du cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés ou susceptibles d'être contaminés établi en application de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, un nombre total de 616 anciennes décharges a été répertorié.

Dès la moitié des années '70, des efforts ont été réalisés pour regrouper les communes au sein de syndicats intercommunaux de gestion des déchets. À ce moment sont nés les syndicats Sidec, SIGRE, Sidor et SIDA (qui fut intégré par la suite dans le Sidec). Ce développement était accompagné par des mesures de fermetures des anciennes décharges locales. Ces travaux de fermeture consistaient notamment dans la rectification des volumes des dépôts, leur recouvrement avec de la terre et la pose d'une clôture. Pour l'exécution de ces travaux, la Division anticrise (DAC) mise en place à la suite de la crise sidérurgique avait été mobilisée. À cette époque des subsides ont même été payés aux communes pour la réalisation de ces travaux. Le nombre exact de décharges fermées dans ce cadre n'est plus retraçable.

La loi du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets qui était la première législation nationale dédiée de façon spécifique aux déchets exigeait entre autres que «les déchets doivent être éliminés par dépôt dans des décharges aménagées comportant un compactage suffisant des déchets accumulés en couches superposées (…)» et que «l´implantation d´une installation servant (…) à l´élimination de déchets (…) sont soumises à une autorisation préalable délivrée par le ministre compétent». Sur base de ces nouvelles dispositions légales, la continuation de l'exploitation de certaines de ces décharges locales a été autorisée. Toutefois, ces décharges n'étaient autorisées que pour l'acceptation exclusive de déchets inertes et dans une certaine mesure de détritus de jardin et déchets agricoles solides d'origine végétale. La majorité de ces autorisations ont été accordées en 1981 et 1982.

Selon les documents de l'époque, le nombre de ces décharges s'est élevé à 110.

Au cours des années qui suivaient, ces décharges ont été contrôlées sur une base annuelle par l'Administration de l'Environnement.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, les décharges communales et privées pour déchets inertes devaient être fermées dans un délai de cinq ans.

Sur base de cette disposition, l'Administration de l'Environnement a étamé les démarches auprès des communes pour procéder à la fermeture définitive des décharges communales autorisées pour l'acceptation de déchets inertes.

Les travaux de fermeture comprenaient principalement les étapes suivantes:

- le nettoyage des dépôts (enlèvement le cas échéant des déchets visibles non autorisés);

- une mise en forme des dépôts pour garantir leur stabilité et leur intégration dans le paysage. (Dans de nombreux cas, ces travaux ont été faits sur base d'études et de planifications élaborées par des bureaux spécialisés);

- la replantation de verdure ou leur reboisement.

Ces travaux ont été suivis de près par l'Administration de l'Environnement. Dans certains cas, l'acceptation supplémentaire de terres d'excavation était nécessaire pour procéder à une intégration optimale de la décharge dans le paysage. Dans ces cas, des autorisations spécifiques ont été émises sur base de la législation en matière de gestion des déchets.

Ces travaux se sont poursuivis jusqu'en 2005, bien qu'en 2000 déjà, le nombre de décharges encore en exploitation a pu être réduit à seulement trois. L'avancement des travaux a été publié régulièrement dans les rapports d'activité du Ministère de l'Environnement.

Compte tenu du fait que la majorité des anciens dépôts ont été fermés il y a plus de 30 ans, et que pour cette raison un contrôle systématique de ces anciens dépôts n'a pas été réalisé, il n'est pas possible de donner une réponse confirmée à cette question.

On peut toutefois estimer qu'en général ces dépôts ne posent pas un risque majeur pour l'environnement humain et naturel. En effet, dans le cadre des contrôles effectués à l'époque par l'Administration de l'Environnement sur les décharges qui pouvaient continuer à être exploitées après 1981-1982 en tant que décharges pour déchets inertes, certaines analyses d'eaux n'ont pas permis de constater de problèmes majeurs.

Ceci résulte principalement du fait que la fin du dépôt de déchets non inertes sur ces décharges remonte à quelques décennies et que ces déchets se sont depuis largement stabilisés.

Néanmoins, on ne peut pas exclure que l'une ou l'autre décharge peut encore présenter certains impacts.

Afin d'avoir une meilleure vue de la situation, l'Administration de l'Environnement et l'Administration de la Nature et des Forêts sont en train de se concerter pour procéder à une inspection systématique des 616 décharges répertoriées.

Sur base des constats sur le terrain, des décisions devront être prises concernant des investigations éventuelles supplémentaires au sujet de certaines décharges.

Les inspections visent également à vérifier si sur certains sites les dépôts ont définitivement cessé ou s'il est toujours procédé au déchargement non autorisé de déchets.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement continue les travaux concernant l'établissement d'un avant-projet de loi relatif à la protection des sols. Un élément important de cette loi sera la détermination des responsabilités par rapport aux sites répertoriés dans le cadastre des sites contaminés ou susceptibles d'être contaminés, donc également des anciennes décharges. Cette détermination est nécessaire étant donné que la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets fixait bien l'obligation d'établir le cadastre, mais ne précisait pas dans quelle situation les différentes personnes concernées par un site répertorié étaient responsables pour intervenir. Dans le cadre de cette loi seront également définis les critères qui permettent d'évaluer les risques pour l'homme et l'environnement émanant d'un site contaminé ou d'une décharge et d'en déduire les nécessités d'assainissement éventuelles.

Question 1098 (30.04.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**ouverture de la route du Nord:**

Monsieur le Ministre vient de préciser que la mise en service de l'autoroute A7 risque de générer du trafic additionnel au Kirchberg allant jusqu'à 30.000 voitures supplémentaires par jour.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'assurer la fluidité du trafic au Kirchberg?

- Dans quels délais ces mesures peuvent-elles être réalisées?

Réponse (15.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est vrai que les modélisations de la Cellule Modèle de Transport CMT prévoient un trafic journalier moyen TJM de l'ordre de 30.000 véhicules par jour sur le tronçon de la route du Nord A7 entre les échangeurs Lorentzweiler et Waldhaff. Par contre cette charge de trafic ne s'abattra pas entièrement sur le Kirchberg, mais se répartira sur les axes y bifurquant, dont notamment l'autoroute A1 dans les deux directions.

Actuellement le trafic entrant au Kirchberg à la hauteur du rond-point Serra s'élève à environ 30.000 véhicules/jour. Avec la mise en service de la route du Nord et avec l'augmentation du nombre d'emplois et de résidents au plateau à long terme, ce trafic augmentera pour atteindre en heures de pointe du matin environ 5.800 véhicules/heure entrant et en heures de pointe du soir environ 4.400 véhicules/heure sortant au carrefour Serra.

Le fonctionnement du giratoire Serra sera assuré par la synergie des quatre mesures suivantes:

a. mise en service d'un by-pass souterrain depuis l'avenue J. F. Kennedy vers l'A1 direction France/Belgique réduisant la charge de trafic globale de l'ordre de 20% le soir;

b. réaménagement du giratoire en «giratoire turbo» augmentant la capacité des flux;

c. ajout de voies dans le giratoire;

d. intégration d'une gestion par feux tricolores.

La gestion par feux tricolores permet la redistribution des capacités aux différentes entrées au giratoire, l'introduction d'une coordination avec les carrefours connexes, la prise en compte des transports en commun, notamment le tram, et de la mobilité douce, la gestion des flux en provenance de l'A1 et de l'A7 et la mobilisation du by-pass vers le Circuit de la Foire pour les flux en provenance de l'A1.

À noter que l'estimation des charges de trafic à long terme présuppose, entre autres, la mise en service du tram à partir de l'aéroport ainsi que la réalisation du pôle d'échange à Héienhaff.

Les mesures décrites ci-dessus sont en cours de chantier et seront mises en service en automne 2015.

Les autres carrefours de l'avenue J. F. Kennedy connaîtront à long terme, en heures de pointe, une circulation proche de la capacité sans atteindre la saturation.

Dans ce contexte, je désire souligner que le Gouvernement met tout en œuvre pour faciliter l'accès au Kirchberg par les moyens de transport de la mobilité durable. À côté du tram qui circulera à partir de 2017 et l'aménagement des pôles d'échanges Héienhaff et Luxexpo à l'est du Kirchberg, je ne rappelle que l'arrêt ferroviaire Kirchberg/Pfaffenthal où un funiculaire connectera l'arrêt à une station du tram aménagée à côté du Pont rouge Grande-Duchesse Charlotte au Kirchberg.

Question 1099 (30.04.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **télétravail:**

Dans sa réponse à une question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. question parlementaire n°1020, compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre se dit satisfait des dispositions applicables en matière du télétravail. Il fournit à l'appui de son appréciation une enquête réalisée par le Statec et qui montre une hausse des personnes ayant recours au télétravail.

Alors que certains chiffres font défaut dans le tableau annexé à ladite réponse, nous aimerions obtenir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire des informations complémentaires:

- Monsieur le Ministre pourrait-il indiquer combien de résidents et combien de non-résidents (par pays de résidence) ont eu recours à cet instrument?

- À considérer que lesdites informations ne seraient pas disponibles, Monsieur le Ministre serait-il disposé à demander au Statec d'élargir e. a. le cercle des sondés et d'y intégrer les non-résidents (même si cela dépasse le cadre tracé par le règlement européen applicable en la matière)?

Réponse (05.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le tableau annexé à la réponse à la question parlementaire n°1020 auquel les honorables Députés Marc Spautz et Serge Wilmes se réfèrent reprend des données issues de l'Enquête sur les forces de travail (EFT) qui est effectuée par le Statec et ce uniquement auprès des résidents.

Un élargissement éventuel du champ d'enquête devrait donc d'abord être étudié par ce service quant à ses répercussions budgétaires et aux problèmes méthodologiques qui y sont liés.

Question 1100 (30.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **statistiques de la délinquance:**

Wéi all Joer huet d'Police op enger Pressekonferenz d'Statistiken iwwert d'Delinquenz virgestallt.

Et fält op, datt bei der Presentatioun vun den Zuele fir 2014, entgéint de Virstellungen aus viregte Joren, keng Statistik iwwert d'Nationalitéit vun den Täter dobäi ass.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wisou huet d'Police d'Zuele vun den Täter an den Affer pro Nationalitéit net virgestallt? Ass dat op Wonsch vun der Regierung geschitt?

2. Kann den Här Minister mer dës Zuele fir 2014 noliwweren?

3. Kann d'Chamber en Tableau kréien vun der Evolution vun den Täter an den Affer pro Nationalitéit, eventuell opgeschlësselt no de grousse Kategorië vun Delikter, dëst iwwert déi lescht zéng Joer?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Eng Pressekonferenz iwwert d'Statistiken 2014 ass op Invitatioun vum Policedirekter gehale ginn. Ech weisen do op meng Äntwert op Är Fro N°0231 vum 24. Abrëll 2014 *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)* hin.

An der Annex fannt Der d'Statistike vun 2014, genausou wéi se am jährleche Rapport vun der Police hiren Aktivitéite stinn. Dëse Rapport gëtt och zanter 2009 op Police.lu publizéiert.

D'Police mécht an hire Statistike keen Ënnerscheed tëscht den Nationalitéiten, wann Täter/Opfer Netlëtzebuerger sinn.

Annex: Statistik 2014

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1101 (30.04.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **don du sang par les homosexuels:**

Selon un arrêt de la Cour de justice européenne, rendu le 29 avril 2015, l'exclusion permanente d'hommes ayant eu des rapports sexuels avec des hommes du don du sang pourrait ne pas respecter le principe de proportionnalité. Ainsi, selon l'arrêt en question, pour que le principe de proportionnalité soit respecté, il conviendrait de vérifier:

• si les données médicales, scientifiques et épidémiologiques actuelles du pays prouvent qu'un tel comportement sexuel expose ces personnes à un risque élevé de contracter des maladies infectieuses graves susceptibles d'être transmises par le sang, et

• s'il n'existe pas de techniques efficaces pour détecter ces maladies, ou à défaut, d'autres méthodes moins contraignantes qu'une exclusion permanente, pour assurer une protection élevée de la santé des receveurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Quelle est la situation actuelle des personnes homosexuelles à l'égard du don du sang au Luxembourg?

- Quelle est la position de Madame la Ministre concernant cette thématique?

- Comment Madame la Ministre compte-t-elle réagir à cet arrêt?

Réponse (02.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Il m'importe d'insister sur le fait que l'exclusion du don de sang doit être basée de manière exclusive sur un comportement à risque et non pas sur une orientation sexuelle.

Toutefois, en application des dispositions de la directive 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins, les personnes homosexuelles restent actuellement exclues du don du sang au Luxembourg.

En vue de pouvoir adapter, le cas échéant, la réglementation actuelle, je viens de charger mes services de vérifier si les conditions en vue du respect du principe de proportionnalité, telles que fixées par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, sont remplies.

Je suis par ailleurs en contact étroit avec les Ministres en charge de la santé dans nos pays limitrophes en vue d'une démarche concertée dans ce dossier.

Question 1102 (30.04.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **chambres individuelles dans les hôpitaux:**

Il me revient que de plus en plus de patients demandent en cas d'hospitalisation une chambre individuelle («Einzelbettzimmer»). Les raisons pour cette demande sont multiples: davantage d'intimité, usage individuel des installations sanitaires, etc. En plus, beaucoup de patients disposent d'une assurance complémentaire dont ils ne peuvent dans la majorité des cas pas bénéficier.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations quant au nombre de chambres individuelles disponibles actuellement dans les hôpitaux du pays, et en particulier dans la région Sud?

- Ce chiffre satisfait-il la demande des patients?

- Madame la Ministre peut-elle me dire combien de chambres individuelles sont prévues dans le projet du nouveau «Südspidol»?

- Est-ce qu'un nombre plus grand de chambres individuelles est prévu pour tous les projets de rénovation, de modernisation ou d'agrandissement dans le secteur hospitalier?

Réponse (23.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le nombre de chambres individuelles dans les hôpitaux du pays est renseigné dans le tableau suivant:

	Nombre total de lits (rééducation compris)	dont psychiatrie	dont rééducation	dont lits 1ère classe
CHEM (Centre Hospitalier Emile Mayrisch)	642	45	30	77
Hôpitaux Robert Schumann				
Clinique Sainte-Marie	93			48
Hôpital Kirchberg	345	68		90
Clinique Bohler	68			30
ZithaKlinik	256		30	42
CHL (Centre Hospitalier de Luxembourg)	579	57		130
Centre Hospitalier du Nord	357	45	15	115

Le Ministère de la Santé n'est pas informé des demandes d'hospitalisation en 1ère classe adressées par les patients aux établissements hospitaliers.

Concernant l'évolution souhaitable du nombre de chambres individuelles dans les hôpitaux, il s'agit de relever plusieurs aspects:

Le programme gouvernemental prévoit l'augmentation du nombre de chambres à un lit dans les hôpitaux.

Étant donné qu'à l'heure actuelle l'hospitalisation dans une chambre à un lit répondant à des conditions de taille et d'équipement (présence d'un WC) déterminées, donne droit automatiquement à la facturation d'un supplément de 66% par les médecins intervenant auprès du patient (sauf en cas d'hospitalisation en chambre individuelle indiquée pour des raisons médicales), le Gouvernement a également inscrit dans son programme que cet automatisme sera supprimé («le tarif majoré pour les actes médicaux sera supprimé progressivement pour les chambres à un lit»).

Plusieurs pas dans la direction d'une augmentation des chambres à un lit ont été faits:

- Le nombre de chambres à un lit de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte a été porté à 69% des lits lors de la reconstruction de la maternité.

- Une ajoute de chambres à un lit vient d'être autorisée pour la clinique Bohler, maternité des Hôpitaux Robert Schumann, portant le pourcentage de lits en chambres à un lit à 68% du total des lits de la clinique Bohler.

- Le programme du nouveau «Südspidol», dont le concours d'architecte sera terminé le 23 octobre 2015, prévoit une réduction du nombre de lits avec une organisation en chambres à lits multiples pour les patients en hospitalisation de jour et en chambres individuelles pour les lits nécessitant une hospitalisation plus longue. Il s'agit de remarquer que parmi les 594 lits programmés dans son «Raumprogramm» qui est actuellement soumis à l'examen de mes services, le nombre de lits de rééducation a été augmenté par rapport au nombre existant, celui des lits aigus diminué.

- Le projet de reconstruction de l'Hôpital Municipal du CHL, pour lequel l'accord de principe a été donné par le Conseil de Gouvernement, retient 60% des lits en chambres individuelles.

Question 1103 (30.04.2015) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **drone téléguidé dans le secteur de l'Aéroport de Luxembourg:**

D'après un article paru sur le site tageblatt.lu, le pilote d'un avion Luxair en vol aurait aperçu en date du 24 avril dernier dans le secteur de l'Aéroport de Luxembourg un drone téléguidé. Il en aurait aussitôt informé la Direction de l'Aviation civile, responsable de la sécurité aérienne. Cette dernière aurait porté plainte par la suite et le parquet serait en charge de l'affaire.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susmentionnées? Peut-il, le cas échéant, fournir des détails supplémentaires quant à l'incident en question?

- Cet incident était-il le premier du genre ou est-ce que d'autres visions de drones ont été signalées aux alentours de l'aéroport ou de tout autre site sensible?

- Existe-t-il une réglementation quant à l'utilisation respectivement quant à la vente de drones téléguidés?

- Dans l'affirmative, que dit cette réglementation?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de légiférer en la matière?

Réponse (02.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Roger Negri, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

Ad 1. Le 24 avril 2015 à 16.55 heures, un incident s'est produit à Luxembourg entre un drone non identifié et un avion de la Luxair ayant décollé de Munich à destination de Luxembourg-Findel. Le croisement a eu lieu en phase d'approche finale au nord de la commune de Mensdorf alors que l'avion se trouvait à une hauteur de 400 mètres au-dessus du sol. Une enquête a été ouverte par la police afin de retrouver l'utilisateur du drone ainsi que par l'Administration des Enquêtes techniques. Une plainte a été déposée auprès du parquet.

Ad 2. Avant cet incident, aucun rapport d'observation de drone aux alentours de l'aéroport ou sur quelque site sensible que ce soit n'a été recensé.

Ad 3. Actuellement, en absence de texte réglementaire spécifique, les règles usuelles de l'aviation civile (règles de l'air, travail aérien, atterrissage/décollage hors aérodrome, immatriculation, homologation de l'appareil…) restent d'application et une autorisation préalable de la Direction de l'Aviation civile (DAC) est impérative pour toute utilisation de systèmes d'aéronef sans pilote (UAS) au Grand-Duché de Luxembourg.

Il n'existe pas de restriction ou réglementation particulière liée à la commercialisation des drones.

Toute activité commerciale liée à l'utilisation d'un drone est soumise à une autorisation préalable de la DAC. La DAC centralise les demandes et l'Administration de la navigation aérienne (ANA) analyse l'impact éventuel de l'activité drone sur les vols opérés sur l'aéroport et rend un avis technique à la DAC.

Une conférence de presse sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures sera organisée prochainement afin d'informer d'avantage le grand public à l'utilisation des drones.

Ad 4. - 5. La Direction de l'Aviation civile travaille actuellement sur une législation nationale afin de spécifier le cadre juridique lié à l'utilisation des drones. Le Luxembourg soutient par ailleurs la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique sur le plan européen.

Question 1104 (04.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **nouvelle version du Code civil:**

Ayant pris connaissance de la réponse du Ministre de la Justice au communiqué du CSJ relatif à la dernière mise à jour du Code civil au 1er janvier 2015 et qui faisait état de la suppression de la jurisprudence y reproduite jusqu'alors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que cette façon de procéder soit en contradiction avec la politique d'accessibilité à la justice annoncée dans le programme gouvernemental de la manière suivante: «la politique du Gouvernement visera la modernisation de la Justice et la consolidation de son indépendance, tout en la rendant plus efficace, accessible et compréhensible pour les citoyens»?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il faille inverser cette tendance consistant à ne plus publier de décisions de justice dans les codes, pratique qui pourtant rendait le droit plus accessible aux non-professionnels?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés qui porte sur la suppression de la jurisprudence dans les codes, le Premier Ministre, Ministre d'État et le Ministre de la Justice aimeraient fournir les précisions qui suivent.

La décision de la suppression des jurisprudences dans les codes a été prise par l'ancien Ministre de la Justice François Biltgen. Le Gouvernement ne considère pas que ce changement soit en contradiction avec la politique d'accessibilité à la justice annoncée dans le programme gouvernemental. La mise à disposition du droit applicable à travers une mise à jour en ligne régulière des codes permet à tous les citoyens et praticiens du droit de bénéficier d'une information rapide et actualisée. Cette politique répond ainsi à une des priorités d'un État de droit, à savoir la vulgarisation de la législation en vigueur. Il importe de préciser dans ce contexte que le Gouvernement travaille sur une réforme d'envergure appelée «Paperless Justice» - des travaux visant également un accès direct et facile à la jurisprudence.

Aux yeux du Gouvernement, il n'appartient pas à l'exécutif d'opérer un choix sur les jurisprudences à citer et à publier dans les codes.

Question 1105 (05.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**exécution du paquet d'avenir:**

Lors d'une récente conférence de presse consacrée au plan national de réforme et au pacte de stabilité, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé que la consolidation budgétaire, telle qu'envisagée par le Gouvernement, nécessiterait la mise en place des 258 mesures du paquet d'avenir dont les trois quarts devraient être prises d'ici fin 2016, la totalité d'ici 2018.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de mesures du paquet d'avenir ont d'ores et déjà été transposées? Lesquelles?

- Quel a été le potentiel d'économie escompté pour chacune de ces mesures prises individuellement?

- Quelle est à ce stade l'économie budgétaire effectivement réalisée pour chacune des mesures transposées?

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que pour des articles budgétaires libellés (crédit non limitatif) et se rapportant à des mesures du paquet d'avenir, il n'y a pas encore eu de dépassement de crédit? Dans la négative, quels sont les articles budgétaires afférents à une mesure d'économie qui ont fait à ce stade l'objet d'un dépassement de crédit et à quel montant se chiffre ce dépassement pour chacune des mesures concernées?

Réponse (04.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth souhaitent recevoir des informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des 258 mesures du paquet d'avenir.

Comme indiqué dans la 16e actualisation du programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg pour la période 2015-2019, le paquet d'avenir fait partie intégrante de la stratégie budgétaire pluriannuelle élaborée par le Gouvernement au cours de l'année 2014. Cette stratégie est effectivement implémentée depuis le 1er janvier 2015, date d'entrée en vigueur des lois concernant (i) le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 et (ii) la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 ainsi que (iii) la loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015).

Ainsi, au 31 décembre 2014, près de 90 mesures du paquet d'avenir ont une base légale, soit au travers du budget (30), du «Zukunftspak» (20) ou de règlements grand-ducaux (10), soit par voie de mesures internes aux ministères (30). Il est prématuré d'évaluer l'économie effectivement réalisée par des mesures implémentées depuis moins de cinq mois seulement alors que cet exercice incombe à chaque département ministériel dans le cadre des préparatifs du budget de l'année prochaine.

Les 170 mesures restantes du paquet d'avenir suivent un calendrier d'implémentation déterminé afin de réaliser les économies prévues dans la loi de programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018. Ainsi, près de 130 mesures seront mises en œuvre au courant de l'année 2015, soit par voie législative (40) via le budget ou une réforme particulière (ex: réforme des prestations familiales), soit par voie réglementaire (20), soit par voie interne aux ministères (60).

Au cas où une mesure n'apporte pas les économies prévues pendant un ou plusieurs des exercices budgétaires, des mesures de compensation seront recherchées afin de respecter les engagements budgétaires au niveau national et communautaire.

Ainsi la lettre circulaire du 27 février 2015 concernant la préparation des budgets 2016 à 2019 indique «qu'il importe d'insister sur le fait que toute dépense nouvelle par rapport à la trajectoire qui est tracée par le programme pluriannuel des recettes et des dépenses de l'Administration publique qui a été approuvé par la loi du 19 décembre 2014 relative à la programmation pluriannuelle, devra être compensée par une économie équivalente sur d'autres postes de dépenses».

La trajectoire des finances publiques présentée dans le cadre de la 16e actualisation du programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg pour la période 2015-2019 est ainsi construite à partir d'une hypothèse d'une mise en œuvre complète, selon le calendrier prévu et avec les impacts budgétaires estimés, du paquet d'avenir.

Répartition des mesures selon SEC2010 (impact net[5])

[5] Impact net signifie qu'il comprend les mesures, du côté des dépenses, qui génèrent des dépenses supplémentaires et qui font partie du «Zukunftspak». Ces mesures ne font pas partie du tableau D.

(en mio. d'euros)	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses (somme)	**-146**	**-276**	**-352**	**-411**	**-427**
Consommation intermédiaire	*-13*	*-33*	*-36*	*-39*	*-40*
Formation de capital	*-19*	*-40*	*-47*	*-49*	*-50*
Rémunération des salariés	*-6*	*-10*	*-11*	*-11*	*-11*
Autres impôts sur la production	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Subventions à payer	*-15*	*-59*	*-66*	*-80*	*-83*
Revenus de la propriété	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	*-13*	*-40*	*-56*	*-66*	*-68*
Prestations sociales en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis par l'intermédiaire de producteurs marchands	*-78*	*-98*	*-138*	*-161*	*-167*
Autres transferts courants	*7*	*14*	*19*	*21*	*22*
Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Transferts en capital à payer	*-9*	*-11*	*-17*	*-28*	*-29*
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Recettes (somme)	**365**	**488**	**568**	**559**	**578**
Production marchande	*5*	*9*	*9*	*9*	*9*
Production pour usage final propre	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Paiements au titre de l'autre production non marchande	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Impôts sur la production et les importations	*267*	*369*	*443*	*429*	*444*
Autres subventions sur la production à recevoir	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Revenus de la propriété	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	*91*	*106*	*111*	*116*	*120*
Cotisations sociales	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres transferts courants	*1*	*3*	*4*	*3*	*4*
Transferts en capital à recevoir	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Capacité/besoin de financement (= recettes - dépenses)	**512**	**765**	**920**	**970**	**1005**

Remarque: L'estimation de l'impact pour 2019 est faite sur base d'une hypothèse de proportionnalité par rapport à 2018.

Le tableau ci-avant présente l'estimation la plus récente de la répartition des mesures sur les différentes catégories de dépenses et de recettes selon SEC2010.

La nécessité de mesures de compensation éventuelles est en cours d'analyse dans le cadre des travaux de préparation des budgets 2016 à 2019.

Au cas où des mesures de compensation s'avèrent nécessaires lors des exercices 2016 à 2018 pour respecter les engagements budgétaires au niveau national et communautaire, ces mesures seront présentées notamment lors du dépôt des projets de loi budgétaires à la Chambre des Députés.

Question 1106 (05.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle fusion entre la KBL et la BIL:**

D'aucuns font état d'un rapprochement, voire d'une éventuelle fusion des banques KBL et BIL en raison de la composition particulière de l'actionnariat des deux établissements. Une telle restructuration de deux opérateurs de taille de notre place financière risquerait d'avoir des incidences non négligeables e. a. sur le volume des emplois auprès des deux banques. Mis à part sa participation dans le capital de la BCEE et la BGL, l'État est par ailleurs actionnaire de la BIL et représenté à ce titre dans son conseil d'administration.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut exclure d'ici la fin de la législature une éventuelle fusion entre la BIL et la KBL?

- Quelle est la position du Gouvernement face à un éventuel rapprochement des deux établissements bancaires?

- Est-ce que le Gouvernement entend maintenir les participations étatiques dans le capital de la BIL et de la BGL jusqu'à la fin de la législature?

Réponse (26.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'État luxembourgeois est actionnaire à concurrence de 10% dans le capital de la BIL et ne détient pas d'actions dans la KBL. Suivant les informations les plus récentes dont dispose l'État, la question d'une fusion entre les deux entités n'est pas d'actualité.

Comme Precision Capital est actionnaire dans les deux entités, il est évident qu'une spécialisation particulière tenant compte des caractéristiques propres des unités respectives soit régulièrement à l'ordre du jour.

Finalement le Gouvernement continue le partenariat avec les banques dans lesquelles il détient une participation, tout en confirmant l'intention de les vendre à terme dès lors que les conditions seront jugées favorables.

Question 1107 (05.05.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **statistiques de la délinquance 2014:**

En décembre dernier, une heure d'actualité sur la vague des cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène s'est tenue à la Chambre des Députés sur demande du groupe politique CSV. C'est dans ce contexte que j'avais soulevé un certain nombre de questions, notamment quant à l'acquisition d'un logiciel, communément appelé «Precobs», ayant permis de faire baisser substantiellement le nombre de cambriolages à Zurich. Au vu des chiffres de délinquance pour 2014 présentés récemment par la Police grand-ducale, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre le «modèle» zurichois?

- Monsieur le Ministre pourrait-il me présenter le bilan des premières expériences menées à Nuremberg et à Munich, sachant que ces villes ont récemment testé ce type de logiciel?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin me donner plus de détails quant à la coopération transfrontalière dans ce domaine? À quel niveau cette coopération pourrait-elle être renforcée à l'avenir pour efficacement lutter contre cette délinquance en partie itinérante?

Réponse (03.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale étudie les phénomènes criminels tant par une analyse temporelle que spatiale (geospatialisation) en fonction des modus operandi ainsi que des traces relevées. Ce moyen ne permet pas seulement de servir aux enquêtes judiciaires en cours, mais permet également de coordonner les patrouilles policières sur le terrain.

Le logiciel «Precops» semble peu adapté pour le Luxembourg, considérant l'espace géographique restreint du pays. Le logiciel est essentiellement utilisé dans les grandes villes à forte densité de population.

La coopération policière transfrontalière est assurée à plusieurs niveaux, à savoir le Centre de coopération policière et douanière à Luxembourg, permettant une collaboration directe du Luxembourg avec la Belgique, l'Allemagne et la France, les échanges directs entre policiers des unités de police frontalières ainsi que par des canaux institutionnels comme par exemple Europol. Les mêmes échanges ont lieu dans le cadre d'enquêtes judiciaires. Faut-il souligner que le Luxembourg est considéré comme exemple en matière de coopération transfrontalière au sein de l'Union européenne.

Question 1108 (05.05.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **contrôles de sécurité à l'Aéroport de Findel:**

Afin de garantir le confort des passagers et pour assurer un déroulement satisfaisant à l'aéroport, il est important que les contrôles de sécurité des passagers s'effectuent rapidement, tout au moins pendant les heures de pointe lors des vacances.

Selon nos informations, on constate depuis un certain temps un manque de personnel à l'aéroport. Ceci crée des problèmes au niveau de l'exploitation aéroportuaire et au niveau de la sécurité. En plus, cette situation conduit inévitablement à une détérioration du climat et des conditions de travail des salariés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il envisagé d'engager du personnel supplémentaire pour le contrôle de sécurité des passagers?

- Est-ce qu'il est prévu de créer des postes de contrôle supplémentaires?

- Quelles autres mesures sont envisagées afin d'accélérer le contrôle des passagers?

Réponse (15.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz et de l'honorable Député Jean-Marie Halsdorf, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

En termes de sûreté ainsi que de sécurité, lux-Airport fait régulièrement l'objet d'audits internes et externes, qui lui confirment unanimement qu'il n'y a ni problème majeur, ni dégradation des services.

Selon les informations fournies par lux-Airport, les délais d'attente des passagers sont mesurés trois fois par jour et se situent pour la majorité du temps en dessous de cinq minutes depuis les améliorations apportées en cours d'année 2014. En ce qui concerne les pointes journalières, les temps d'attente ont été nettement réduits et se situent pour la plupart du temps en dessous de dix minutes.

lux-Airport envisage d'engager du personnel supplémentaire en réponse à la croissance du nombre de passagers. Les embauches sont cependant retardées à cause de l'incertitude dans laquelle la société est maintenue quant à la signature de la nouvelle convention collective de travail.

Au vu des améliorations apportées et des résultats excellents obtenus en termes de délais d'attente des passagers, lux-Airport ne prévoit pas à l'heure actuelle d'instaurer des mesures supplémentaires pour accélérer le contrôle des passagers.

Toutefois lux-Airport continue à surveiller de près les statistiques journalières pour réagir en cas de besoin et demeure proactif dans l'amélioration constante de ses services à la clientèle.

Question 1109 (05.05.2015) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**application du télétravail dans la fonction publique:**

Le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 a, à la suite d'une phase de projet pilote, déterminé les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique, sur base de l'article 19bis du statut général des fonctionnaires de l'État.

En réponse à une question parlementaire récente du Député Marcel Oberweis au sujet du développement du télétravail *(cf. question parlementaire n°1020, compte rendu n°12, session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire vient de faire savoir que, pour ce qui est du secteur privé, cette forme de travail est en nette progression, son pourcentage ayant doublé ces cinq dernières années.

Nous souhaitons désormais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative quant à l'application du télétravail au sein du secteur public:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'agents de l'État ayant eu recours à cette forme de travail dans le secteur public depuis son introduction généralisée?

- Monsieur le Ministre constate-t-il une augmentation du nombre de recours à cette forme de travail au sein du secteur public, depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal précité?

- Monsieur le Ministre peut-il informer s'il y a eu des refus par des chefs d'administration concernant des demandes d'autorisation de télétravail, et, s'il y a lieu, est-il à même de fournir des informations quant aux motivations respectives de tels refus?

- Le cas échéant, au vu des résultats de l'application du télétravail, est-ce que Monsieur le Ministre conclut à des modifications qu'il serait nécessaire d'apporter à la réglementation régissant le télétravail dans la fonction publique?

Réponse (28.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans leur question parlementaire n°1109 du 6 mai 2015, les honorables Députés Octavie Modert et Marcel Oberweis demandent combien d'agents de l'État ont eu recours au télétravail dans le secteur public depuis son introduction généralisée. Par ailleurs, ils posent la question si le nombre de recours à cette forme de travail au sein du secteur public a augmenté depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique. Les honorables Députés demandent ensuite s'il y a eu des refus par des chefs d'administration concernant des demandes d'autorisation de télétravail et, dans l'affirmative, si je peux leur fournir des informations quant aux motivations respectives de tels refus. Finalement, les honorables Députés demandent si, au vu des résultats de l'application du télétravail, il serait nécessaire de modifier la réglementation régissant le télétravail dans la fonction publique.

En réponse à leur question parlementaire, je voudrais informer les honorables Députés que conformément aux dispositions de l'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, l'autorité compétente pour autoriser et déterminer les modalités d'exécution du télétravail est le chef d'administration. Dans la mesure où le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 ne prévoit pas d'intervention consultative du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans la procédure d'autorisation et que l'introduction du télétravail n'a pas non plus été accompagnée par la mise en place d'un système de pilotage ou de suivi permettant d'assurer une vue d'ensemble sur son application pratique, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ne dispose pas, à ce stade, de données centralisées permettant de documenter l'application du télétravail dans le secteur public.

De ce fait, il s'avère également impossible de renseigner à brève échéance et sans consulta-

tion individuelle de tous les chefs d'administration, sur l'évolution du nombre de demandes introduites et, a fortiori, sur le nombre de refus éventuels.

Avant d'engager des réflexions sur l'opportunité d'apporter des modifications à la réglementation actuelle, je préconise de recenser d'abord l'ensemble des expériences acquises depuis la mise en place du télétravail. Cette consultation permettra non seulement de fournir des chiffres, mais encore des informations importantes sur les besoins éventuels en termes de sensibilisation et de formation supplémentaire dans ce contexte. Une analyse détaillée du résultat de ce recensement permettra enfin de dégager d'éventuelles faiblesses du système actuel, ainsi que le cas échéant des pistes d'amélioration.

Question 1110 (05.05.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **santé au travail au Luxembourg:**

En septembre 2012, un rapport d'audit sur la santé au travail au Luxembourg a été présenté. Lors d'une heure d'actualité à la Chambre des Députés le 19 mars 2013, les orateurs s'accordaient pour reconnaître les mérites du système introduit en 1995, tout en soulignant la nécessité d'une réforme afin d'adapter la législation et le fonctionnement de la santé au travail aux évolutions et aux réalités du terrain dans le monde de travail d'aujourd'hui.

Lors des discussions il était question notamment de relancer le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail, d'analyser la nécessité et la fréquence des visites obligatoires et d'actualiser la liste des maladies professionnelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre estiment-ils qu'une réforme de la santé au travail est nécessaire?

- Quelle est la démarche préconisée par Madame la Ministre et Monsieur le Ministre pour initier une réforme de la santé au travail?

Réponse commune (15.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Les textes actuels (une loi et quatre règlements grand-ducaux) datent du début de 1995 et ont fait leurs preuves en ce sens qu'ils ont permis la mise en place de huit services de médecine du travail pour l'ensemble des entreprises du secteur privé avec le concours de 70 médecins du travail et de 30 assistants (psychologues du travail, ergonomes, kinésithérapeutes, infirmières, hygiénistes, etc.).

À la suite d'un audit effectué entre 2012 et 2013, les experts avaient noté, d'une part, une évolution globalement positive de la prise en charge de la santé au travail par le dispositif mis en place au Luxembourg, et avaient, d'autre part, émis des recommandations pour assurer la pérennité du système.

À côté de modifications organisationnelles, le problème majeur semblait être le recrutement de nouveaux médecins du travail. La pénurie des médecins du travail (une douzaine de médecins du travail manquent actuellement dans les services luxembourgeois) pourrait être partiellement régularisée par la délégation de certaines tâches du médecin du travail à un/e infirmier/ière du travail ou un ergonome et par une augmentation sensible de la rémunération du médecin du travail (stable depuis 15 ans).

Concernant les modifications organisationnelles les auditeurs proposent par exemple un agrément périodique des services de santé au travail, l'instauration d'une visite de préreprise, une concertation étroite des médecins du travail avec les partenaires sociaux pour tenir compte et prévenir des risques psychosociaux au travail, une formation spécifique - dans le cadre des professions de santé - d'un/e l'infirmier/ière du travail, de favoriser l'instauration d'une culture de prévention nationale en matière de santé et de sécurité, etc.

La démarche préconisée a été établie sur deux niveaux:

Les conclusions de l'audit ont été présentées pour avis et débats contradictoires à l'ensemble des acteurs impliqués et interrogés dans cette opération. Chaque acteur a ainsi envoyé son avis définitif concernant les problématiques évoquées au Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail.

Le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail a été réactivé comme lieu de dialogue et d'échange social et mandaté à formuler des propositions concrètes en vue de reformuler certains textes en matière de santé et de travail actuellement en vigueur. Depuis fin 2013 le Conseil supérieur a repris ses travaux et finalisé entre autres un avis exhaustif concernant la périodicité des examens médicaux en matière de santé au travail en y incluant les salariés occupant des postes à risques.

Question 1111 (05.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités d'un service de renseignement étranger sur le territoire luxembourgeois:**

An deene leschten Deeg sinn an Däitschland eng Rei vun Informatioune bekannt ginn, no deenen de Bundesnachrichtendienst (BND) der amerikanescher NSA soll dobäi gehollef hunn, europäesch Politiker a Betriber auszespionéieren. Dowéinst wëll ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung eng noriichtendéngschtlech Aktivitéit vun däitsche Geheimdéngschter, z. B. dem BND oder dem MAD, zu Lëtzebuerg an iergendenger Form bekannt, sief se géint Lëtzebuerger politesch oder ekonomesch Interessen oder op Lëtzebuerger Persoune geriicht, inklusiv dem Oflauschtere vun Tëlefonen oder dem Iwwerwaache vun elektronesche Medien?

2. Huet déi lëtzebuergesch Regierung bei der däitscher Regierung Informatiounen zu deem Thema verlaangt?

3. Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung souwäit wéi méiglech feststellen, inklusiv duerch d'Thematiséiere vun dëser Problematik an den europäeschen Institutiounen, wéi eng europäesch Länner eventuell géint Lëtzebuerger Interessen oder Perséinlechkeete spionéiert hunn?

4. Wéi eng Konsequenze wëllt d'Regierung aus dësen Entwécklungen zéien, souwuel sécherheetstechnesch wéi och diplomatesch?

Réponse (28.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

All Spionageaktivitéit stellt ee Verstouss géint d'Souveränitéit vun engem Stat duer. Dat internationaalt Recht gesäit vir, datt et engem Land verbueden ass, heemlech op dem Territorium vun engem anere Land aktiv ze ginn, falls dës Aktivitéiten net vun deem jeeweilege Land autoriséiert oder toleréiert sinn. Esou eng Bedreeung géint Lëtzebuerger Interesse fält an de Kompetenzberäich vun dem Lëtzebuerger Geheimdéngscht, dat gemäss dem Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert de Service de Renseignement. De Lëtzebuerger Geheimdéngscht huet, ënner anerem, als Aufgab Informatiounen ze sammelen iwwert noriichtendéngschtlech Aktivitéite vun auslännesche Servicer oder vu Persounen, déi esou Aktivitéiten heemlech am Numm vun anere Länner um Lëtzebuerger Territoire maachen. Dëst ass och de Fall, wann elektronesch Hëllefsmëttel agesat, ginn déi vum Ausland aus gesteiert ginn. D'Resultat an d'Analys vun den Informatiounen, déi de Lëtzebuerger Geheimdéngscht am Kader vu sengen Ausgabe sammelt, ginn der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht presentéiert a si Bestanddeel vu schréftleche Rapporten, déi un de Ministère de tutelle an un déi aner betraffe Ministèrë geschéckt ginn.

Dës Zort vu Menace ass och regelméisseg Bestanddeel vum Austausch, deen de Lëtzebuerger Geheimdéngscht mat de Partnerservicer huet, dëst suwuel um multilateralen Niveau, wéi och bilateral mat de Servicer aus den Nopeschlänner. Et ass och op deem Niveau, wou d'Lëtzebuerger Regierung intervenéieren a weider Explikatioune froe kann. Sollt sech erausstellen, datt Spionageaktivitéite géint Lëtzebuerger Interesse geriicht sinn an dem Land schueden, schléisst d'Regierung natierlech net aus, iwwert d'diplomatesch Kanäl, déi hir zur Verfügung stinn, formell bei de betraffene Länner ze protestéieren.

Question 1114 (06.05.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **logements de service:**

L'annonce faite par le Gouvernement de vouloir apporter des changements au niveau des logements de service a produit des remous au sein des administrations et carrières concernées. Cette annonce n'est toutefois pas restée lettre morte, alors que la majorité gouvernementale a voté en décembre 2014 un projet devenu la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir et qui prévoit la suppression voire la vente de logements de service.

Fin février 2015, le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGL) a réitéré son opposition auxdits plans du Gouvernement. Selon le SNPGL, cette mesure représente une perte financière pour les personnes concernées allant d'environ 4.000 euros à 5.000 euros.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir de plus amples renseignements quant à la mise en application de cette mesure?

- À supposer que cette mesure n'ait pas encore été exécutée, Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser:

• Avec quel préavis les personnes concernées seront-elles informées du retrait des logements de service?

• Selon quels critères et quelles modalités le retrait s'opérera-t-il? Comment Messieurs les Ministres entendent-ils agir en cas de refus de quitter les lieux?

• Les personnes concernées auront-elles droit à d'éventuelles compensations financières? Dans l'affirmative, lesquelles?

- À considérer que la mesure a du moins déjà eu une exécution partielle:

• Avec quel préavis les personnes concernées ont-elles été informées du retrait des logements de service?

• Selon quels critères et quelles modalités le retrait s'est-il opéré?

• Les personnes concernées ont-elles eu droit à d'éventuelles compensations financières? Dans l'affirmative, lesquelles?

• Combien de logements de service ont déjà pu être vendus et à quels prix? Comment le choix des logements de service à vendre s'est-il fait / se fera-t-il?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils enfin préciser l'utilisation réservée aux habitations ne servant plus de logement aux fonctionnaires de l'État et dont l'État est resté propriétaire? Est-ce que des réaffectations ont déjà eu lieu? Lesquelles?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

En 2014 le Gouvernement avait décidé «la suppression/vente d'immeubles ayant servi comme logements de service» (lignes 50 et 81 du paquet d'avenir) dans le contexte des économies à réaliser.

Au niveau des logements de service il y a lieu de distinguer entre deux catégories:

1. Les logements dont l'agent est le propriétaire. Ces immeubles ont été pris en location par l'État pour ensuite être réattribués à l'agent en tant que logements de service.

2. Les logements de service dont l'État est le propriétaire et qui sont attribués aux différents fonctionnaires.

En ce qui concerne les logements de la 1re catégorie dont avaient bénéficié uniquement des agents de la police et quelques agents de l'armée, ces logements font l'objet d'un contrat de bail en vertu duquel l'État, locataire, loue auprès de l'agent, bailleur, le logement en question pour le lui réattribuer ensuite par décision administrative en tant que logement de service. L'avantage de cette opération pour l'agent concerné réside dans la différence de loyer entre les deux actes juridiques et est de l'ordre de 20 euros par mois. En outre l'État a pris en charge les taxes de poubelles et de canalisation qui divergent en fonction de la commune où le logement appartenant à l'agent est situé.

À noter que la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir (art. 8) a supprimé la prise en charge de ces frais pour tout logement de service.

La mise en œuvre de la décision gouvernementale ci-dessus qui se laisse qualifier dans ce contexte non seulement de mesure d'économie, mais aussi de mesure de simplification administrative, a débuté en février 2015 où les contrats de bail à durée indéterminée ont été résiliés avec effet au 31 mai 2015 en respectant un délai de préavis de trois mois. Parallèlement la décision administrative d'attribution du logement en question a été retirée avec effet à la même date. Les agents concernés, propriétaires de ces logements, resteront bien entendu dans leurs demeures.

En ce qui concerne les logements de la 2e catégorie, les logements domaniaux, propriétés de l'État, la mise en œuvre de la décision gouvernementale ci-dessus concernant tous les services, amènera l'État à moyen terme à se défaire de la plupart de ses logements de service.

À l'heure actuelle plus aucun logement de service devenu libre par des départs «naturels» n'est réattribué à un nouvel agent.

Le Gouvernement a décidé de proposer temporairement les logements devenus libres ou devenant libres, d'abord à l'Agence Immobilière Sociale (AIS) avant de les valoriser autrement pour ce qui concerne les immeubles dont l'état ne permet pas une utilisation par l'AIS. Un certain nombre de remises de clé à l'AIS a déjà pu être effectué.

L'exercice de se défaire progressivement du parc des logements de service nécessitera un certain temps et pourra passer par une consultation de la SNHBM, du Fonds du Logement ou d'une vente publique. Chaque immeuble est à examiner au cas par cas.

Ainsi pendant une phase transitoire une utilisation temporaire des immeubles reste toujours possible:

- par l'AIS pour les logements déjà inoccupés ou inoccupés prochainement;

- par l'occupant actuel dans l'attente d'un déménagement au terme de la phase transitoire dont la durée dépendra chaque fois du sort de l'immeuble en question.

Pendant cette phase transitoire, il est prévu d'appliquer à la lettre l'article 24 (3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État (respectivement l'article 30 de la nouvelle loi du 25 mars 2015) qui prévoit notamment le paiement de loyers normaux en tenant compte du prix des loyers dans la localité. Le montant des loyers sera donc revu à la hausse, ce qui réduira sensiblement l'inégalité actuelle entre agents de l'État bénéficiant d'un logement de service et ceux n'en bénéficiant pas.

Les agents concernés recevront au cours du mois de juin, avec effet au 1er octobre, les informations relatives à leur logement de service. Il est clair qu'avant la cession d'un immeuble, la décision d'attribution du logement de service devra être retirée aux occupants.

À noter que le principe de base sous-jacent à l'ensemble du régime des logements de service est celui de l'article 24 (2) de la loi précitée (respectivement de l'article 30 (2) de la nouvelle loi) qui prévoit explicitement: «Aucun fonctionnaire ne peut prétendre à l'attribution d'un logement de service ni, si cette attribution lui est retirée, à un dédommagement.»

Question 1115 (06.05.2015) de **MM. André Bauler** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**emploi dans les régions:**

Afin d'obtenir une vue plus complète et fidèle de l'évolution du marché du travail dans les cantons du district de Diekirch et dans ceux du district de Grevenmacher (régions principalement rurales), nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il retracer la création d'emplois par canton depuis l'an 2009?

2. Quelles sont les branches par canton qui engagent le plus de salariés? Et quelles sont les branches qui s'y trouvent en régression?

3. Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'évolution du nombre de travailleurs frontaliers dans les différentes branches économiques de chaque canton? Qu'en est-il de l'afflux de travailleurs venant d'autres pays européens?

4. Pendant cet intervalle de temps, quelle a été l'évolution du chômage dans les régions évoquées?

5. Comment le chômage des jeunes y a-t-il évolué durant cette période?

6. Est-il possible de présenter les statistiques demandées par rapport aux données nationales?

Réponse (26.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

À titre préliminaire il y a lieu de remarquer que l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ne dispose pas des données demandées aux questions 1. et 2. des honorables Députés, alors que celles-ci sont de la compétence du Statec. Il en est de même pour la

question 3. qui est de la compétence de l'IGSS.
Pour ce qui est des questions 4., 5. et 6., les informations suivantes peuvent être fournies.

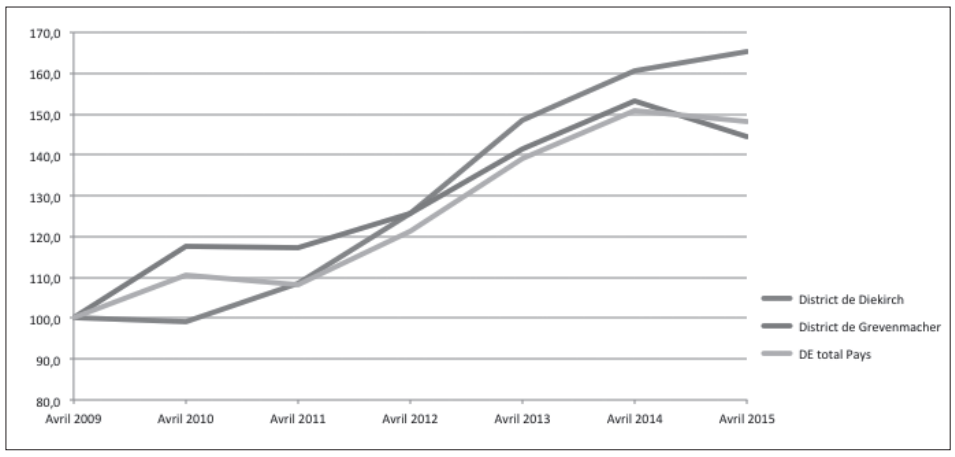
Ad 4 et 6. Évolution du nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles inscrits à l'ADEM au 30 avril des années 2009 à 2015 pour les cantons de Diekirch et de Grevenmacher, et le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles sur le territoire national

	District de Diekirch		District de Grevenmacher		DE total Pays	
	VA	%	VA	%	VA	%
Avril 2009	1.673	14,0	1.084	9,1	11.962	100,0
Avril 2010	1.657	12,5	1.274	9,6	13.218	100,0
Avril 2011	1.817	14,0	1.273	9,8	12.958	100,0
Avril 2012	2.101	14,5	1.361	9,4	14.496	100,0
Avril 2013	2.485	14,9	1.534	9,2	16.649	100,0
Avril 2014	2.687	14,9	1.660	9,2	18.061	100,0
Avril 2015	2.765	15,6	1.566	8,8	17.731	100,0

VA = valeurs absolues
% = pourcentage par rapport aux DE disponibles du pays

Avril 2009 = base 100

	District de Diekirch	District de Grevenmacher	DE total Pays
Avril 2009	100,0	100,0	100,0
Avril 2010	99,0	117,5	110,5
Avril 2011	108,6	117,4	108,3
Avril 2012	125,6	125,6	121,2
Avril 2013	148,5	141,5	139,2
Avril 2014	160,6	153,1	151,0
Avril 2015	165,3	144,5	148,2



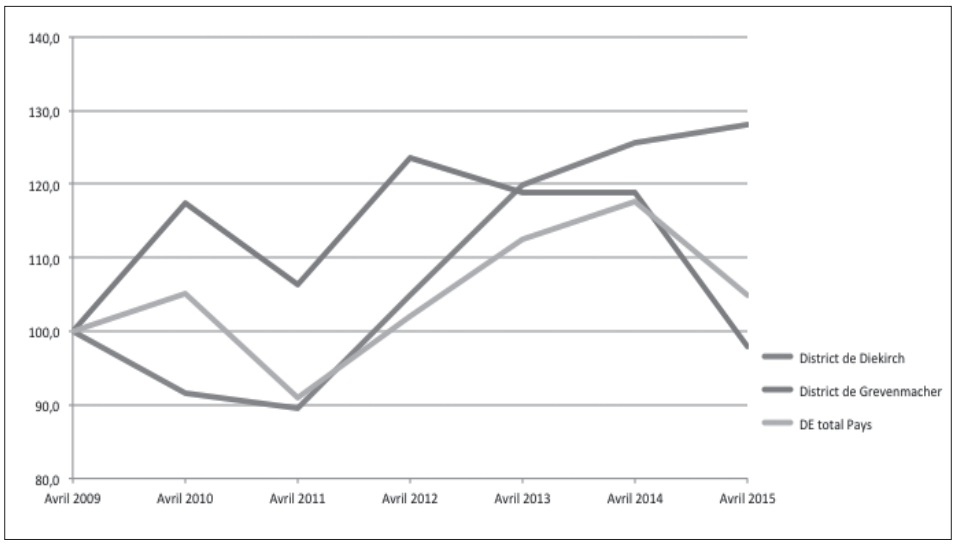
Ad 5. et 6. Évolution du nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles âgés de moins de 25 ans, inscrits à l'ADEM au 30 avril des années 2011 à 2015 pour les cantons de Diekirch et de Grevenmacher, et le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles sur le territoire national

a)

	District de Diekirch	District de Grevenmacher	DE total Pays
Avril 2009	286	144	1.813
Avril 2010	262	169	1.904
Avril 2011	256	153	1.649
Avril 2012	300	178	1.849
Avril 2013	343	171	2.040
Avril 2014	359	171	2.131
Avril 2015	366	141	1.902

Avril 2009 = base 100

	Canton de Diekirch	Canton de Grevenmacher	DE total Pays
Avril 2009	100,0	100,0	100,0
Avril 2010	91,6	117,4	105,0
Avril 2011	89,5	106,3	91,0
Avril 2012	104,9	123,6	102,0
Avril 2013	119,9	118,8	112,5
Avril 2014	125,5	118,8	117,5
Avril 2015	128,0	97,9	104,9



b) Part des jeunes de moins de 25 ans dans les populations respectives (avril)

	District de Diekirch			District de Grevenmacher			DE total Pays		
	-25 ans	Tot. District	%	-25 ans	Tot. District	%	-25 ans	Tot. Pays	%
2009	286	1.673	17,1	144	1.084	13,3	1.813	11.962	15,2
2010	262	1.657	15,8	169	1.274	13,3	1.904	13.218	14,4
2011	256	1.817	14,1	153	1.273	12,0	1.649	12.958	12,7
2012	300	2.101	14,3	178	1.361	13,1	1.849	14.496	12,8
2013	343	2.485	13,8	171	1.534	11,1	2.040	16.649	12,3
2014	359	2.687	13,4	171	1.660	10,3	2.131	18.061	11,8
2015	366	2.765	13,2	141	1.566	9,0	1.902	17.731	10,7

Détails des DE par cantons composant les deux districts
District de Diekirch

Avril 2009	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	64	271	335
Canton de Diekirch	120	570	690
Canton de Redange	48	213	261
Canton de Vianden	0	22	22
Canton de Wiltz	54	311	365
District de Diekirch	286	1.387	1.673

Avril 2010	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	53	297	350
Canton de Diekirch	99	552	651
Canton de Redange	42	232	274
Canton de Vianden	1	23	24
Canton de Wiltz	67	291	358
District de Diekirch	262	1.395	1.657

Avril 2011	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	60	316	376
Canton de Diekirch	101	615	716
Canton de Redange	33	281	314
Canton de Vianden	6	30	36
Canton de Wiltz	56	319	375
District de Diekirch	256	1.561	1.817

Avril 2012	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	74	334	408
Canton de Diekirch	110	750	860
Canton de Redange	39	318	357
Canton de Vianden	5	20	25
Canton de Wiltz	72	379	451
District de Diekirch	300	1.801	2.101

Avril 2013	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	96	424	520
Canton de Diekirch	128	882	1.010
Canton de Redange	48	365	413
Canton de Vianden	4	25	29
Canton de Wiltz	67	446	513
District de Diekirch	343	2.142	2.485

Avril 2014	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	76	463	539
Canton de Diekirch	135	953	1.088
Canton de Redange	58	415	473
Canton de Vianden	4	20	24
Canton de Wiltz	86	477	563
District de Diekirch	359	2.328	2.687

Avril 2015	-25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	71	494	565
Canton de Diekirch	141	984	1.125
Canton de Redange	75	372	447
Canton de Vianden	2	18	20
Canton de Wiltz	77	531	608
District de Diekirch	366	2.399	2.765

District de Grevenmacher

Avril 2009	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	53	308	361
Canton de Grevenmacher	48	335	383
Canton de Remich	43	297	340
District de Grevenmacher	144	940	1.084

Avril 2010	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	56	326	382
Canton de Grevenmacher	62	421	483
Canton de Remich	51	358	409
District de Grevenmacher	169	1.105	1.274

Avril 2011	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	36	350	386
Canton de Grevenmacher	70	430	500
Canton de Remich	47	340	387
District de Grevenmacher	153	1.120	1.273

Avril 2012	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	41	356	397
Canton de Grevenmacher	69	437	506
Canton de Remich	68	390	458
District de Grevenmacher	178	1.183	1.361

Avril 2013	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	61	414	475
Canton de Grevenmacher	54	523	577
Canton de Remich	56	426	482
District de Grevenmacher	171	1.363	1.534

Avril 2014	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	44	465	509
Canton de Grevenmacher	63	526	589
Canton de Remich	64	498	562
District de Grevenmacher	171	1.489	1.660

Avril 2015	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	32	446	478
Canton de Grevenmacher	62	493	555
Canton de Remich	47	486	533
District de Grevenmacher	141	1.425	1.566

Données nationales

	- 25 ans	25 ans et +	Total
Avril 2009	1.813	10.149	11.962
Avril 2010	1.904	11.314	13.218
Avril 2011	1.649	11.309	12.958
Avril 2012	1.849	12.647	14.496
Avril 2013	2.040	14.609	16.649
Avril 2014	2.131	15.930	18.061
Avril 2015	1.902	15.829	17.731

Question 1116 (06.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme du congé parental**:

Au cours d'une conférence de presse ayant eu lieu le 27 avril 2015, Madame la Ministre a présenté des détails au sujet de la réforme du congé parental. Il serait e. a. prévu d'augmenter l'indemnité de congé parental qui sera par ailleurs fonction du revenu du bénéficiaire et qui sera comprise dans une fourchette allant de 1.922,96 € à 3.200 € par mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce que le revenu de référence à prendre en considération pour la fixation de l'indemnité de congé parental est le revenu brut de la personne concernée ou le revenu net après déduction des cotisations sociales et impôts?

Réponse (18.05.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés il y a lieu de répondre ce qui suit:

Lors de la conférence de presse du 27 avril 2015 les grandes lignes de la réforme du congé parental ont été présentées. À l'avenir l'indemnité de congé parental ne sera plus payée sous forme de forfait mais prendra le caractère d'un réel revenu de remplacement. Ainsi la fourchette de revenus retenue par le Gouvernement et les partenaires sociaux devra compenser au moins en partie la perte de revenus due à la suspension du contrat de travail pendant la période de congé parental. Un groupe de travail interministériel est appelé à analyser les détails et à préparer la mise en œuvre pratique de la réforme. J'espère pouvoir présenter les détails de la réforme autour des vacances d'été cette année.

Question 1117 (07.05.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**examen-concours de la carrière de l'artisan-fonctionnaire:**

Pour l'admission au stage d'artisan dans des administrations de l'État et des établissements publics, les candidats doivent se soumettre à un examen-concours. Or, selon mes informations, depuis deux ans aucun examen-concours de la carrière de l'artisan-fonctionnaire n'a été organisé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons aucun examen-concours n'a été prévu ces deux dernières années?

- Quand sera organisé le prochain examen-concours pour la carrière de l'artisan-fonctionnaire?

Réponse (28.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°1117 du 7 mai 2015, l'honorable Députée Martine Hansen voudrait savoir s'il est vrai qu'aucun examen-concours n'a été organisé dans la carrière de l'artisan au cours des deux dernières années et si tel était le cas, quelles en étaient les raisons et quand le prochain examen-concours dans ladite carrière aura lieu.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Députée que le dernier examen-concours dans la carrière de l'artisan a effectivement eu lieu le 22 avril 2013 et ce par rapport à 13 formations différentes (chimie, électricien, électronicien, électronicien de véhicules automoteurs, instructeur de natation, maçon, magasinier accessoires autos, mécanicien d'autos, mécanicien industriel et de maintenance, menuisier, peintre, relieur, serrurier).

Suite à un règlement du Gouvernement en Conseil du 14 juin 2013, les indemnités revenant aux membres des commissions d'examen ont été réduites d'une manière générale de 25 pour cent. Dans la mesure où les indemnités revenant aux membres de la commission d'examen pour la carrière de l'artisan font partie des plus modiques, les réactions par rapport à cette mesure d'économie générale étaient particulièrement vives parmi les personnes concernées.

Au moment où mon département a procédé à la planification d'une prochaine session d'examen-concours pour cette carrière au courant du premier semestre de l'année 2014, il s'est avéré qu'un nombre important de membres correcteurs de l'épreuve de technologies professionnelles avaient entre-temps démissionné, de sorte que la commission ne disposait plus de correcteurs dans les branches coiffeur, cuisinier, débosseleur-peintre, électricien, électronicien de véhicules automoteurs, installateur de chauffage, installateur frigoriste, installateur sanitaire, magasinier, accessoires autos, mécanicien d'autos, mécanicien de machines agricoles, mécanicien de machines et de matériels industriels de la construction, mécanicien industriel et de maintenance, mécatronicien, serrurier et vendeur magasinier.

Au vu de ce qui précède, mon département s'est trouvé dans l'impossibilité d'organiser un examen-concours dans la carrière de l'artisan et ce malgré plusieurs tentatives de trouver, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de nouveaux correcteurs dans les différentes branches.

Quant à la question relative à l'organisation du prochain examen-concours dans la carrière de l'artisan, je voudrais informer l'honorable Députée que les candidats artisans pourront se présenter, après l'entrée en vigueur des réformes dans la fonction publique, à l'examen-concours du groupe de traitement D1 qui se tiendra au cours du mois de décembre 2015. Dans le cadre des réformes dans la fonction publique, il est par ailleurs prévu de supprimer les épreuves de «technologies professionnelles» au niveau de l'examen-concours et de contrôler les connaissances dans ces matières à l'avenir seulement dans le cadre d'une épreuve spéciale au niveau de l'administration qui dispose de la vacance de poste. En d'autres termes, à partir de l'entrée en vigueur des réformes, le département de la fonction publique ne procédera plus au contrôle des connaissances dans les matières des «technologies professionnelles» et ne sera donc plus tributaire de la disponibilité de membres correcteurs dans ces matières.

À toutes fins utiles, je voudrais encore souligner que la Commission d'Économies et de Rationalisation, consciente du problème pré-décrit, a émis des autorisations permettant de recruter à titre temporaire des employés de la carrière C afin de prévenir à court terme un éventuel manque de personnel dans les domaines concernés.

Question 1119 (07.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **recrutement de volontaires de police:**

Selon les dires de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure en décembre 2014, la Police grand-ducale serait confrontée à un grand nombre de départs à la retraite.

Le Ministère de la Sécurité intérieure a informé via le portail de la Police grand-ducale que 50 volontaires de police seront recrutés cette année dans la carrière des inspecteurs.

Le corps de la Police grand-ducale se plaint régulièrement d'un sous-effectif notamment dans le contexte de la hausse de la criminalité constatée récemment au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Concernant les inspecteurs de police, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la quantité de départs à la retraite prévue pour l'année courante?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nombre de recrutements annoncé pour 2015 compensera les départs à la retraite?

- Partant des nouvelles statistiques relatives à la hausse de la criminalité au Grand-Duché, Monsieur le Ministre peut-il affirmer que la Police grand-ducale bénéficiera de recrutements supplémentaires en 2015?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le nombre de départs à la retraite pour 2015 ne peut à cette date qu'être estimé. Actuellement, 33 demandes de départ à la retraite ont été posées.

Les départs à la retraite de 2015 seront à couvrir par les recrutements décidés par le Gouvernement précédent en 2013. Considérant la

durée de formation de deux années pour les inspecteurs, les candidats sortant de la formation de base ne seront, après réussite, qu'intégrés en 2017.

Après analyse de l'audit et considérant l'évolution statistique de la criminalité au Luxembourg, j'envisage d'établir un plan de recrutement pluriannuel pour toutes les carrières de la Police grand-ducale.

Question 1120 (08.05.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **contrats à durée déterminée (CDD) conclus entre les centres de recherche publics et les chercheurs:**

Le licenciement des chercheurs en CDD après cinq ans correspond à une interprétation erronée des dispositions du Code du Travail qui semble être comprise comme l'état de la législation luxembourgeoise actuelle.[6]

En effet, l'article L.122-1(3) du Code du Travail prévoit que des CDD peuvent être conclus avec les Centres de recherche publics (CRP) par les chercheurs. L'article L.122-4(4) prévoit que ces contrats peuvent avoir une durée de 60 mois (donc cinq ans).

Surtout cependant, dans le domaine de la recherche, les dispositions suivantes s'appliquent:

L'article L.122-7, point 4 du Code du Travail prévoit que les dispositions relatives à la période du tiers de la durée du contrat initial, renouvellement compris, ne sont pas applicables «4. en cas de contrat destiné à pourvoir un emploi pour lequel il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat à durée indéterminée».

Il n'est donc pas nécessaire d'attendre ou de respecter la période d'attente du tiers du CDD initial si le contrat concerne un emploi pour lequel il est d'usage de ne pas recourir à des CDI.

Et le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des dispositions des articles 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail définit quels sont ces emplois (cette loi a entre-temps été intégrée dans le Code du Travail, il s'agit donc aujourd'hui d'un règlement portant application de dispositions du Code du Travail).

Ce règlement grand-ducal prévoit en son article 2 que «les activités de coopération, d´assistance technique, d´ingénierie et de recherche» sont des emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir au CDI.

La recherche est donc spécifiquement visée par ce règlement grand-ducal qui applique l'article L.122-7, point 4 du Code du Travail.

Il n'est donc aucunement nécessaire, pour ce qui est des contrats de recherche, d'attendre un tiers du contrat initial.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse en droit du travail exposée ci-dessus et dont il résulte que des CDD peuvent être conclus même au-delà de la durée de cinq ans, dont se prévalent actuellement les CRP (aussi bien le LIH que le LIST) pour refuser de renouveler des contrats de chercheurs n'ayant pas accompli la «période de carence» du tiers du temps presté en CDD?

- Quelle est l'explication de cette pratique du LIH et du LIST?

- Le Gouvernement entend-il mettre un terme à cette pratique?

Réponse commune (09.06.2015) de M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1120 de Monsieur le Député Franz Fayot.

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député, il est vrai que le point 4 de l'article L.122-7 du Code du Travail dispose que la période de carence entre deux contrats de travail à durée déterminée ne s'applique pas pour des contrats de chercheurs, alors que cette activité est qualifiée comme un des emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée, conformément au règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des articles 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Par contre la disposition précitée ne porte pas relèvement de la durée maximale d'un contrat de travail à durée déterminée de 24 mois, renouvellements compris, prévue au paragraphe (1) de l'article L.122-4 du Code du Travail.

C'est justement en considération de cette limite assez restrictive pour des recherches ayant une certaine envergure que le législateur a introduit la possibilité de conclure des contrats de travail à durée déterminée de 60 mois au paragraphe (4) de l'article L.122-4 pour les contrats prévus aux points 1, 3 et 4 du paragraphe (3) de l'article L.122-1.

Or, le deuxième alinéa du paragraphe (4) précité dispose que ces contrats peuvent être conclus successivement entre un même employeur et un même chercheur pour une durée totale maximale de 60 mois, renouvellements compris. Nous tenons également à signaler qu'en avril 2013 la Commission européenne avait émis un avis motivé au Luxembourg en ce qui concerne l'application de la directive européenne sur le travail à durée déterminée (1999/70/CE) dans laquelle elle mentionnait aussi les chercheurs et les professeurs de l'université. Par la suite ces derniers n'étaient plus visés comme les contrats à durée déterminée seraient limités à un maximum de 60 mois.

Dès lors il n'est pas possible de conclure un contrat de travail à durée déterminée au-delà de ces 60 mois entre le même employeur et le même chercheur et ce indépendamment du fait que le délai de carence ne joue pas pour ces emplois.

Ainsi les organismes de recherche visés aux points 1,3 et 4 du paragraphe (3) de l'article L.122-1 sont tenus de limiter les contrats de travail à durée déterminée entre le même employeur et le même chercheur à un maximum de 60 mois.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que rien n'empêche que les organismes de recherche publics ne concluent des contrats à durée indéterminée avec les chercheurs.

Question 1121 (08.05.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **pointeurs laser:**

Récemment l'hélicoptère d'Air Rescue a été victime d'une attaque au laser près de Vianden dans la zone frontalière. Or, cet incident n'est pas la première attaque au laser contre des avions ou hélicoptères en plein décollage ou atterrissage au Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'incidents susmentionnés ont été rapportés jusqu'à présent au Luxembourg?

- Quelle est la base légale de l'utilisation des pointeurs laser?

- Le Gouvernement entend-il interdire l'utilisation des pointeurs laser?

- Quelles seraient les sanctions voire les peines que risquerait une personne qui causerait un accident provoqué par l'utilisation d'un pointeur laser?

- Le Gouvernement entend-il sensibiliser le grand public aux risques et dangers liés à l'utilisation d'un pointeur laser?

Réponse commune (04.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Nancy Arendt, il nous échoit d'apporter les réponses suivantes:

Nous avons l'honneur de renvoyer à la réponse de Monsieur le Ministre Claude Wiseler à la question parlementaire n°1926 du 10 février 2012 *(cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2011-2012)* relative au même sujet des pointeurs laser.

En ce qui concerne les chiffres exacts d'évènements rapportés par les membres d'équipage d'aéronefs en relation avec des interférences d'un laser, il y a lieu de considérer que les chiffres font état d'une certaine stagnation.

Ainsi, en 2013, 33 évènements ont été rapportés aux autorités luxembourgeoises dont 13 sont censés avoir eu lieu sur le territoire du Grand-Duché.

En 2014, 32 évènements ont été rapportés aux autorités luxembourgeoises dont onze sont censés avoir eu lieu sur le territoire du Grand-Duché.

Durant les cinq premiers mois de l'année 2015, 13 évènements ont été rapportés aux autorités luxembourgeoises dont six sont censés avoir eu lieu sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les membres d'équipage rapportent systématiquement tout incident impliquant un laser. Ils sont vivement invités à porter méthodiquement plainte auprès du parquet.

Les sanctions sont celles prévues aux articles 31 et 32 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne dont les peines varient en fonction de la gravité des dommages. Les articles 398 et suivants (coups et blessures volontaires) respectivement 418 et suivants (coups et blessures involontaires) du Code pénal sont également susceptibles de trouver application.

Les peines prévues au Code pénal peuvent comporter, en fonction des éléments concrets et d'éventuelles circonstances aggravantes, des amendes jusqu'à 5.000 euros et une peine d'emprisonnement jusqu'à dix ans.

Malgré ce dispositif en place, il est difficile d'identifier les auteurs d'attaques à cause de leur grande mobilité, sauf à les intercepter en flagrant délit.

Il n'est pas prévu actuellement de lancer une campagne de sensibilisation particulière sur cette question.

Question 1122 (08.05.2015) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **problèmes de mobilité à l'échangeur Kirchberg après l'ouverture complète de l'autoroute du Nord:**

Monsieur le Ministre a récemment annoncé que la dernière partie de l'autoroute A7, également appelée route du Nord, serait ouverte le 23 septembre 2015. Cette ouverture va certainement mener à une augmentation du nombre de véhicules circulant dans la région du Kirchberg. Par conséquent, l'intersection, voire le cumul d'importants flux de trafic venant du nord, du sud et de l'est du pays, risque de créer des problèmes majeurs de mobilité à l'endroit de la liaison des autoroutes A7 et A1 et notamment au niveau de l'échangeur n°8 «Kirchberg». Des effets négatifs sont également à craindre pour les bus de ligne (p. ex. lignes 142 et 144).

Dans ce contexte, nous prions Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures de nous fournir des renseignements concernant les points suivants:

1. Quelles mesures sont prévues pour garantir la fluidité du trafic routier à l'échangeur n°8 «Kirchberg» après l'ouverture complète de l'autoroute A7?

2. Est-ce qu'il est prévu de faire circuler les bus en circulation mixte avec les autres véhicules ou en couloir séparé?

3. Quelles sont concrètement les mesures supplémentaires qui sont prévues en amont de l'intersection des deux autoroutes en question pour délester l'échangeur n°8 au Kirchberg?

Réponse (29.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors de la construction du tronçon de la route du Nord A7 entre la jonction Grünewald et l'échangeur Waldhaff, tronçon d'autoroute mis en service en septembre 2002, les bretelles routières de la jonction Grünewald et de l'échangeur Kirchberg ont été aménagées de façon à offrir des espaces de rangement en cas de bouchon vers le plateau de Kirchberg et ceci sous l'aspect du maintien de la fluidité du trafic sur l'autoroute A1.

Pour fluidifier la circulation à l'entrée et à la sortie du plateau de Kirchberg, le rond-point Serra sera transformé en un giratoire du type turbo avec ajout de voies de circulation et une gestion par feux tricolores. En plus les travaux d'aménagement d'une nouvelle voie de sortie depuis l'avenue John F. Kennedy vers l'autoroute A1 en direction Belgique et France sont en cours. Ces deux chantiers se termineront fin 2015 / début 2016. Ces travaux consistent en l'aménagement d'une nouvelle voie de circulation avec un passage souterrain d'une longueur de 360 m sous le rond-point Serra. Dans ce contexte je renvoie également à ma réponse à la question parlementaire n°1098 du 30 avril 2015 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth *(voir ci-dessus)*.

Vu le projet du tram, qui circulera dès 2017 sur le Kirchberg entre les arrêts Pont rouge et Luxexpo et à partir de 2020-2021 au-delà du Kirchberg vers l'Aéroport de Luxembourg avec l'arrêt Héienhaff, et pour ne pas offrir une desserte parallèle à ce dernier, il n'est pas prévu de faire circuler les bus de ligne en couloir séparé sur le réseau autoroutier à la hauteur de l'échangeur Kirchberg.

Comme mesure supplémentaire en amont de la jonction Grünewald, je rappelle les travaux de sécurisation de l'échangeur Waldhaff qui, à part l'amélioration des rayons de courbure, prévoient l'aménagement d'une voie d'insertion sur la route N11 à partir de l'autoroute A7 en direction Junglinster/Echternach et d'une bretelle entre la route N11 et l'autoroute A7 en venant de Dommeldange.

À part cette mesure pour le trafic des véhicules particuliers, je désire souligner que le Gouvernement met tout en œuvre pour faciliter l'accès au Kirchberg par les moyens de transport de la mobilité durable. À côté du tram, avec l'aménagement des pôles d'échanges, le réseau de bus va être réaménagé. En effet, ce dernier s'appuiera sur le réseau du tram avec des interconnexions par les pôles d'échange. Pour ainsi dire, les pôles d'échanges Héienhaff et Luxexpo, projetés à l'est du Kirchberg, offriront 4.000 respectivement 500 emplacements pour voitures particulières. Les pôles d'échanges seront complétés par des points d'échanges bus ainsi que par l'introduction de lignes de bus tangentielles qui relieront les différents pôles de développement entre eux sans devoir passer par le centre-ville. Ainsi, par exemple, les lignes de bus 142 et 144 ne passeront plus par le Kirchberg et le centre-ville, mais se dirigeront directement à la gare de Luxembourg via la route N1 et à travers Findel.

Question 1123 (11.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **peines applicables en matière d'accidents de la circulation mortels:**

Le 23 avril dernier, la presse rapportait le cas d'un homme qui avait été condamné à une peine de prison de 15 mois de prison avec sursis et à une amende de 500 euros pour avoir conduit avec 3,1 pro mille d'alcool dans le sang et avoir percuté un motocycliste ayant succombé à ses blessures.

Beaucoup de personnes sont perplexes au vu de ces peines qu'elles considèrent trop clémentes.

Eu égard au fait que la Chambre des Députés a récemment décidé d'augmenter les sanctions administratives en rapport avec des infractions routières et plus particulièrement celles ayant trait à la conduite sous l'influence d'alcool, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que l'augmentation des sanctions administratives est suffisamment dissuasive pour réduire au minimum des accidents de la sorte?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'une augmentation des sanctions pénales (ou du moins du minimum applicable) prévues en la matière serait de mise?

Réponse (28.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il convient de préciser les peines prononcées dans l'affaire mentionnée par l'honorable Députée. Le conducteur du véhicule qui a, en état d'ivresse, involontairement causé la mort d'un motocycliste a, outre une peine d'emprisonnement de 15 mois assortie du sursis intégral et d'une amende de 500 euros, été condamné à deux interdictions de conduire de douze mois respectivement de 30 mois dont douze mois respectivement dix mois ont été assortis de l'exemption pour les trajets effectués pour la recherche d'un nouvel emploi ou d'une formation, les trajets professionnels effectués sur le chemin le plus court compris entre le domicile du condamné et son lieu de travail, ainsi que les trajets accomplis dans l'intérêt prouvé de son employeur.

Il y a lieu de souligner que la sanction administrative, à savoir la perte de points concernant l'infraction d'homicide involontaire qui s'élève à six points, n'a pas été modifiée par la loi du

[6] Voir l'article «Precarious perspectives for young researchers - Luxembourg's labor law restricts development of knowledge society» de Lukas Graf et Christine Kirsch, forum n°347 (janvier 2015), p.17. Cet article a été publié en langue allemande au «Luxemburger Wort» et a été repris par plusieurs commentateurs dans la presse luxembourgeoise. Il critique la pratique des Centres de recherche publics (CRP) d'exiger une période de transition d'un tiers de la durée du CDD prestée, qui provoque un «brain drain» important en obligeant les jeunes chercheurs à quitter le pays.

30 avril 2015. Par contre, la circulation en état d'ivresse sera plus sévèrement sanctionnée au niveau administratif. Ainsi, la circulation avec un taux d'alcoolémie entre 0,8 gr d'alcool par litre de sang et 1,2 gr par litre de sang sera dorénavant sanctionnée (outre les sanctions prononcées par les juridictions répressives) par une perte de quatre points tandis que la circulation en présentant un taux d'alcoolémie supérieur à 1,2 gr d'alcool par litre de sang sera sanctionnée à partir du 1er juin 2015 par la perte de six points.

Un des objectifs de cette réforme est de renforcer la sensibilisation des conducteurs sur tous les aspects de la sécurité routière. La loi n'étant pas encore entrée en vigueur, il est à l'heure actuelle prématuré de se prononcer sur la question de savoir si les objectifs recherchés par cette réforme seront atteints.

Quant à la deuxième question relative à une éventuelle nécessité d'augmenter les sanctions pénales ou d'introduire une peine minimale, il faut d'abord rappeler que l'infraction d'homicide involontaire est susceptible d'être sanctionnée d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq ans, d'une amende de 500 à 25.000 euros ainsi que d'une interdiction de conduire de trois mois à 15 ans.

Il existe donc bien un seuil minimum et les peines susceptibles d'être prononcées peuvent être lourdes.

Concernant les peines prononcées par les juridictions répressives, il faut rappeler que le principe de l'individualisation de la peine est d'application, ce qui signifie que chaque peine doit non seulement tenir compte des circonstances concrètes de l'infraction mais doit en outre être adaptée à la situation personnelle de chaque prévenu.

Ainsi, chaque prévenu a droit à toutes les mesures de circonstances atténuantes et de sursis prévues par notre législation. Il est par conséquent normal qu'une personne condamnée du chef d'homicide involontaire puisse bénéficier d'un sursis partiel ou total notamment de la peine d'emprisonnement.

Concernant l'amende, il faut souligner que celle-ci doit être adaptée à la situation financière du prévenu.

L'amende est une peine qui n'a pas pour but de dédommager la famille de la victime. L'indemnisation au profit des familles des victimes et la prise en compte de leurs souffrances sont considérées lors de l'attribution de dommages et intérêts en cas de constitution de partie civile.

Une modification actuelle des sanctions pénales n'est pas envisagée alors que l'éventail de sanctions prévu dans la loi paraît toujours approprié.

Question 1124 (11.05.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **fusions de commissariats de proximité:**

À partir du 1er novembre 2013 les commissariats de proximité (CP) de Niederanven et de Roodt/Syre fonctionnent sous forme de communauté de commissariats, formant le CP Syrdall.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu de faire fusionner les CP de Junglinster et de Larochette comme ceux de Niederanven et de Roodt/Syre?

- Les commissariats de proximité souffrant souvent d'un manque de personnel, j'aimerais savoir si, le cas échéant, la nouvelle entité sera dotée de personnel supplémentaire?

- Est-ce que d'autres fusions de commissariats de proximité sont prévues? Si oui, lesquelles?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recrutements prévus pour les besoins de la Police grand-ducale pour les années prochaines?

Réponse (15.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Considérant que le Gouvernement a décidé de faire effectuer un audit sur l'organisation et le fonctionnement de la police, il est trop tôt de s'avancer sur des hypothèses de fusions de commissariats.

L'audit sera présenté à la Commission de la Force publique en date du 22 juin 2015, date à laquelle un premier échange de vues sur une éventuelle fusion de commissariats pourra certes être prévu.

Après analyse des audits et discussions tant avec les autorités policières qu'avec les représentations du personnel, mon Ministère établira un plan de recrutement pour toutes les carrières de la Police grand-ducale.

Finalement, et soucieux d'améliorer les moyens à disposition de la police afin d'assurer au mieux la sécurité publique, j'ai décidé de recruter 80 au lieu de seulement 50 volontaires de police initialement prévus pour 2015.

Question 1125 (11.05.2015) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **durée de travail hebdomadaire pour étudiants:**

Selon le sondage «Le budget de l'étudiant en 2015 & le remboursement du prêt d'étude des anciens étudiants» réalisé en mars/avril 2015 pour le compte du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 35% des étudiants au Luxembourg seraient professionnellement actifs pour financer leurs études.

Tous les étudiants suivant au Luxembourg des études supérieures reconnues officiellement sont actuellement autorisés à travailler pendant leurs études, quelle que soit leur nationalité, pendant les vacances scolaires et/ou tout au long de l'année. Dans ce dernier cas de figure, la durée de travail est limitée à dix heures par semaine en moyenne sur une période de référence de quatre semaines.

Dans son programme, le Gouvernement déclare que dans un but de donner la possibilité aux étudiants de contribuer davantage au financement de leurs études, il révisera les dispositions de l'article L.122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du Travail relatives à la durée de travail hebdomadaire maximale.

Dès lors, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer dans quel délai est prévue la réalisation du projet de réforme de la réglementation concernant la durée de travail hebdomadaire pour étudiants?

Réponse (26.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La révision des dispositions légales relatives à la durée de travail maximale hebdomadaire des élèves et étudiants est en cours.

Il est envisagé d'augmenter la durée maximale hebdomadaire de dix heures actuellement à 20 heures en tenant compte de la motion de la Chambre des Députés adoptée lors du vote de la loi du 19 août 2008.

Question 1126 (11.05.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**Airbus A400M:**

Après le crash d'un avion de transport militaire Airbus A400M lors d'un vol d'essai samedi à Séville qui a fait quatre morts et deux blessés graves, certains pays dont l'Angleterre, l'Allemagne et la Turquie ont décidé de ne plus faire voler leurs appareils pour des raisons de sécurité. Le Luxembourg a également commandé ensemble avec la Belgique ce type d'avion dont la livraison devrait avoir lieu en février 2019.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Quelles sont les répercussions de cet accident sur le nombre d'avions commandés mais non encore livrés?

2. Le Gouvernement entend-il maintenir sa commande pour le A400M?

Réponse (12.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense:*

Ad 1. À l'heure actuelle, Airbus Defence and Space poursuit son enquête de l'accident d'un avion A400M survenu le 9 mai 2015 lors d'un vol d'essai près de l'aéroport de Séville. Le Luxembourg ainsi que les autres nations participant au programme attendent les résultats définitifs de cette enquête. En l'absence de ces résultats, il est prématuré de tirer des conclusions quelconques quant à d'éventuelles répercussions pour le calendrier de livraison de l'A400M ainsi que le nombre d'avions commandés. La Défense luxembourgeoise - qui est en contact étroit et constant avec la Belgique qui achète l'A400M luxembourgeois pour le compte de notre pays - n'a aucune connaissance d'une réduction du nombre d'avions commandés.

Ad 2. Concernant la question de la commande luxembourgeoise pour un avion A400M, les engagements pris par les gouvernements précédents doivent évidemment être respectés.

Question 1127 (11.05.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **audits commandités par les membres du Gouvernement:**

En réponse à la question parlementaire n°0955 *(cf. compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015),* le Gouvernement a publié un relevé d'études réalisées à charge du budget de l'État en relation avec le fonctionnement des services de l'État et le développement des actions politiques. Ce relevé précise que le Ministre de la Sécurité intérieure aurait initié un audit externe à la Direction de la Défense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

2. Dans l'affirmative, quel est l'objet de cet audit?

3. Quelle serait la plus-value de cet exercice par rapport à un audit interne qui aurait été réalisé récemment?

4. Qui dans la structure de la Défense luxembourgeoise est en charge de la coordination de l'audit externe?

5. La firme chargée de l'audit externe et ses collaborateurs possèdent-ils les habilitations de sécurité requises?

6. Quel sera le coût total de cet audit?

7. Quelles sommes le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il engagées pour des consultants et experts externes depuis la formation du Gouvernement?

Réponse (12.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. Une évaluation de la situation de travail au sein de la Direction de la Défense est en train d'être menée par la société de consultance «Wellbeing at work», ceci à la demande du Ministre de la Défense et non du Ministre de la Sécurité intérieure, puisque ce dernier n'est pas en charge de la Défense.

Ad 2. Dans le but de veiller au bon fonctionnement de la Direction de la Défense, une évaluation de l'organisation de travail et de l'efficacité dans les processus de travail est effectuée et des propositions d'actions d'amélioration seront avancées par un coach certifié.

Ad 3. Aucun audit interne n'a été réalisé récemment à la Direction de la Défense. La Direction de la Défense a participé à l'exercice Cadre d'Auto-évaluation des Fonctions publiques (CAF) récemment réalisé au Ministère des Affaires étrangères et auquel participent toutes les directions du MAE. Cet exercice ne vise toutefois pas l'organisation interne de la Direction de la Défense, mais vise à analyser les structures, les procédures et les compétences de façon horizontale au sein du MAE en vue de faire évoluer l'organisation et de mettre en place une démarche d'amélioration continue des administrations et services de l'État.

Ad 4. La coordination de l'évaluation externe a été confiée à un membre du cabinet ministériel.

Ad 5. Il n'y a pas d'exigence d'habilitation de sécurité étant donné que le consultant n'aura aucun besoin d'accéder à des pièces classifiées. Le contrat conclu avec la société «Wellbeing at work» exclut explicitement l'accès de cette dernière à toute pièce classifiée.

Ad 6. L'engagement financier pour l'évaluation externe à la Direction de la Défense s'élève à 19.950 euros hors TVA.

Ad 7. La question semblant s'adresser au Ministre de la Défense plutôt qu'à celui de la Sécurité intérieure (cf. 1.), celui-ci a engagé 850.461 euros pour le compte de la Direction de la Défense et de l'Armée luxembourgeoise au titre de frais pour des consultants et experts externes depuis la formation du Gouvernement. Ces engagements concernent des frais prévus pour (1) des études en relation avec le fonctionnement, les procédures et les standards dans le domaine de la Défense (évaluation de la Direction de la Défense par «Wellbeing at work», prévention des blessures à l'Armée, fonctionnement du Hall logistique de l'Armée), et (2) des expertises juridiques et techniques externes pour des projets capacitaires, essentiellement dans le contexte du projet LuxGovSat.

Question 1128 (11.05.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **droit de pétition:**

D'après mes informations, Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures ainsi que le chef d'une des administrations du Ministère de l'Environnement auraient mis en garde leurs fonctionnaires par rapport à la signature de la pétition publique n°483 contre le Règlement grand-ducal «ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015/16» au motif, dans un premier temps, de l'interdiction de signer une pétition contradictoire à la politique de leur supérieur hiérarchique et, dans un deuxième temps, de l'interdiction d'utiliser leur adresse professionnelle à des fins non professionnelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et au Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Secrétaire d'État peut-il me confirmer l'interdiction pour les agents d'État de signer une pétition qui va à rencontre de la politique de leur supérieur hiérarchique?

- En outre, Monsieur le Secrétaire d'État peut-il me confirmer l'interdiction pour les agents d'État d'utiliser leur adresse professionnelle dans le cadre d'une pétition?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le droit des agents d'État d'utiliser leur adresse électronique professionnelle dans le cadre d'une pétition?

- Plus particulièrement, est-ce que les agents d'État ont le droit de signer une pétition à rencontre de leur propre administration ou du membre du Gouvernement responsable?

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est interdit aux agents d'État d'utiliser leur adresse électronique professionnelle à des fins privées?

- Quel est le cadre légal des agents d'État concernant l'utilisation de leur adresse électronique professionnelle et concernant la participation aux pétitions? Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'informer les agents d'État par le biais d'instructions générales aux sujets susmentionnés afin de réduire le risque de commettre des fautes résultant dans des (veillez lire: entraînant des) affaires disciplinaires?

Réponse commune (12.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* et de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:*

Aucune interdiction de signature relative à des pétitions n'a été émise ni de la part de Monsieur le Secrétaire d'État ni de la part d'un des directeurs des administrations relevant de la compétence du Ministre de l'Environnement. Par contre, Monsieur le Directeur de l'Administration de la Nature et des Forêts a effectivement mis en garde les agents de son administration quant à l'utilisation de la messagerie mise à disposition par l'État à des fins privées en général et notamment dans le contexte d'appel à la signature de la pétition n°483 déposée auprès de la Chambre des Députés (pétition contre le règlement grand-ducal concernant l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015-2016), ceci afin d'éviter tout risque de confusion entre la position du Gouvernement et de son administration, d'une part, et les convictions personnelles de l'un ou l'autre agent, d'autre part.

Concernant la participation des agents de l'État à une pétition et l'utilisation dans ce contexte de leur adresse électronique professionnelle, nous tenons à souligner que d'après les articles 9, 10 et 11 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, le fonctionnaire est tenu de se conformer aux instructions du Gouvernement qui ont pour objet l'accomplissement régulier de ses devoirs et d'éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions ou à sa capacité de les exercer. Nous estimons que les devoirs du fonctionnaire ne sont aucunement en contradiction avec la liberté d'expression individuelle et qu'ils n'empêchent pas la participation de l'agent étatique en tant que personne privée à une pétition, sous réserve qu'il n'y ait pas de confusion avec ses fonctions publiques.

Pour ce qui est de l'utilisation de l'adresse électronique professionnelle à des fins privées, il n'existe à l'heure actuelle pas de texte spécifique qui en réglemente l'utilisation. Alors qu'il avait initialement été prévu de réglementer la question de l'utilisation des équipements professionnels dans le cadre des textes de réforme dans la fonction publique, la disposition en question, tout comme l'ensemble du volet rela-

tif aux règles déontologiques des fonctionnaires de l'État, a été retirée du paquet suite à plusieurs oppositions formelles du Conseil d'État.

Nous tenons toutefois à préciser dans ce contexte que le Gouvernement entend élaborer dans un avenir proche une charte de bonne conduite relative aux règles déontologiques des agents de l'État. L'utilisation des installations et des équipements professionnels figurera parmi les points centraux de cette charte.

Question 1129 (11.05.2015) de **MM. Marco Schank**, **Emile Eicher**, **Aly Kaes** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **concept de mobilité dans le Nord du pays:**

Dans le programme gouvernemental présenté en 2013, il a été question de «développer prioritairement le réseau ferroviaire et du tram et les équipements et infrastructures annexes», tout en précisant que «ces améliorations devraient également s'étendre à l'organisation des transports publics vers et dans les centres régionaux au Nord et au Sud du pays. Il est prévu d'investir dans les centres économiques autour d'Esch et de Nordstad en vue d'un système de transports publics performant».

En date du 11 mars 2014, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a présenté un concept concernant entre autres la restructuration du réseau bus dans le Nord du pays, parlant notamment d'une option qui prévoit l'introduction d'un «Ruffbus» afin de remplacer le réseau complémentaire.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état des travaux concernant la restructuration du réseau bus dans le Nord du pays ?

- L'option d'un «Ruffbus» est-elle toujours d'actualité?

- Est-il prévu d'améliorer le transport public du centre vers le Nord du pays également pendant les heures du soir, ceci aussi au vu de la «vision zéro» que poursuit le Gouvernement en ce qui concerne les accidents de la route?

Réponse (15.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet de la restructuration du réseau bus dans le Nord du pays.

En effet, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est actuellement en train de mener plusieurs analyses concernant le réseau des bus au Nord du pays, dans le but d'une réorganisation.

Afin de mieux répondre aux besoins des usagers du réseau d'autobus au Nord, il faudra préalablement restructurer trois pistes dont les travaux sont en cours:

- Vu que l'organisation des transports en commun des bus au Nord du pays est étroitement liée avec les transports scolaires alors que les élèves forment une masse critique importante des utilisateurs, il est indispensable d'intégrer cette organisation dans la restructuration du réseau. Les travaux de mise à jour du plan sectoriel «lycées» sont en cours et seront la base du nouveau service du transport scolaire.

- Un autre élément clé de l'organisation du réseau de bus au Nord est le réseau au centre de cette région, à savoir dans la Nordstad. En vue de réaliser un transport de bus efficace, il faudra améliorer le réseau routier dans la Nordstad. Les études et travaux concernant l'aménagement de la gare d'Ettelbruck et l'axe central de la Nordstad sont en cours. Il est prévu d'y mettre en service la première phase du concept de mobilité en 2016.

- Le troisième volet à prendre en considération est l'adaptation du réseau sous l'aspect de la fluctuation de la demande entre les heures de pointe et les heures creuses. Dans cette optique, le département des transports est en train d'élaborer plusieurs pistes dont le bus à la demande en constitue une parmi d'autres. Il est prévu de finaliser le concept de restructuration du réseau de bus au Nord pour garantir une mise en service avec la conclusion des nouveaux contrats RGTR prévue en principe pour janvier 2019.

Ainsi, je peux confirmer qu'un «Ruffbus» est toujours d'actualité. Un tel système est susceptible de constituer une solution efficace d'un point de vue financier et logistique pour combler des demandes de transport ponctuelles et individuelles auxquelles un transport public régulier ne saurait répondre qu'avec des moyens peu adaptés.

En ce qui concerne les transports publics le soir, le département des transports n'entend pas étendre de façon générale les horaires actuels.

En effet, des efforts pour soutenir une offre de transport nocturne sont axés sur le système du «Late Night Bus». Ainsi, le département des transports propose, depuis plusieurs années, un subside aux communes pour soutenir les services de transports publics de nuit organisés par les communes. Un article budgétaire spécifique couvre lesdits subsides qui étaient fixés dans le passé à 0,75 euros par habitant par commune.

À partir de l'exercice 2014, le subside a été augmenté de sorte que la participation de l'État a été portée à un euro par habitant et un forfait fixe de 500 euros par commune, sans que le subside ne puisse dépasser le coût réel de ce transport.

Question 1130 (12.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**encadrement des personnes atteintes de troubles linguistiques:**

Selon une étude, 12 à 15% de la population luxembourgeoise sont affectés par des troubles linguistiques comme la dyslexie ou la dysphasie. Au Luxembourg, le Centre de Logopédie prend en charge les enfants atteints de troubles du langage et de la parole en offrant un dépistage systématique dans toutes les classes du cycle 1 de l'enseignement fondamental du pays. Le but principal de l'enseignement logopédique consiste toujours en une réinsertion de l'enfant concerné dans l'enseignement régulier.

Toutefois, les cours offerts au Centre de Logopédie sont dispensés en langue luxembourgeoise, tout en suivant le plan d'études de l'enseignement régulier. Les enfants d'origine germanophone ou francophone atteints de dysphasie sont ainsi exclus du bénéfice qu'offre cette éducation différenciée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien d'enfants atteints de dysphasie fréquentent des écoles spécialisées à l'étranger?

2. Existe-t-il des conventions avec des écoles étrangères? Dans l'affirmative, quels sont les coûts pour la prise en charge des enfants résidant au Luxembourg?

3. Quelles sont les perspectives scolaires offertes aux enfants qui terminent leur enseignement fondamental dans une école étrangère?

4. Monsieur le Ministre, ne serait-il pas envisageable de créer, en concertation avec les acteurs de la Grande Région, une école offrant ce genre d'éducation différenciée sur le territoire du Grand-Duché?

Réponse (15.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'abord je tiens à confirmer l'affirmation de l'honorable Députée qu'au Centre de Logopédie, l'apprentissage des langues et la langue véhiculaire des cours sont conformes aux dispositions du plan d'études de l'enseignement fondamental et ne se limitent pas à l'enseignement du luxembourgeois, mais englobent les trois langues d'enseignement.

La rééducation des troubles spécifiques du langage se fait en luxembourgeois ou en allemand, en concordance avec la langue d'alphabétisation des élèves.

Dans ce contexte, il m'importe de rappeler que le multilinguisme de notre population constitue un défi pour l'enseignement en général et non seulement pour le Centre de Logopédie. Voilà pourquoi nous concentrons nos efforts sur la mise en place d'offres langagières plus différenciées, aussi bien en ce qui concerne le système éducatif formel que le système éducatif informel y compris l'enseignement dispensé par le Centre de Logopédie et par l'Éducation différenciée.

Ad 1. Étant donné que la décision d'orienter des enfants atteints de dysphasie vers des écoles à l'étranger émane des parents et non pas d'organismes dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, nous ne disposons pas de chiffres afférents. Il semble cependant qu'il ne s'agit que de cas exceptionnels.

Ad 2. Il n'y a pas de conventions avec des écoles étrangères.

Ad 3. La très grande majorité des enfants fréquentant l'enseignement fondamental à l'étranger y continuent leur scolarité à l'enseignement secondaire. Le cas échéant, les certificats obtenus font l'objet d'une évaluation de la part du service de la reconnaissance des diplômes. Dans le cas d'un retour précoce, les commissions d'inclusion scolaire se chargent de la réintégration des élèves en question.

Ad 4. Les acteurs en matière d'éducation différenciée de la Grande Région se concertent régulièrement. Des initiatives de coopération existent.

Toutefois, il est à noter que la participation simultanée des quelques pays de la Grande Région en matière d'éducation différenciée s'avère très complexe eu égard aux différences structurelles qui caractérisent les différents systèmes.

Question 1131 (12.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **police des transports publics:**

D'Gewalt an de Bussen an an den Zich räisst net of a stellt en echte Problem fir d'CFL an aner Busservicer duer. Et geet dobäi ëm Aggressioune géint d'Personal, awer och ëm Gewalt tëscht de Passagéier. Dëst geet ënner anerem aus Berichter vun der Gewerkschaft FCPT-Syprolux ervir.

D'Gewerkschaft fuerdert dowéinst, eng Police fir den ëffentlechen Transport anzeféieren, dëst op de Modell vun der Police, déi fir den allgemengen Trafic op de Stroossen zoustänneg ass.

Dowéinst wéilt ech den Häre Ministere fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen a fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung dës Fuerderung vun der Eisebunnsgewerkschaft bekannt?

2. Ass d'Regierung gewëllt, eng Etüd ze maache fir e Projet vun enger Police, déi sech méi speziell ëm d'Sécherheet am ëffentlechen Transport bekëmmert?

3. Wa jo, wéini kann ee mat dem Resultat vun esou enger Etüd rechnen?

4. Wann neen, wat wëllt d'Regierung konkret ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vum Personal an de Passagéier am ëffentlechen Transport ze verbesseren?

Réponse (15.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Police huet allgemeng d'Missioun, fir fir de Schutz vun de Persounen an de Gidder ze suergen an intervenéiert, wa se Virfäll matgedeelt kritt.

Et gëtt am Moment net envisagéiert, eng Police fir den ëffentlechen Transport anzeféieren.

Question 1132 (12.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise sur les sites Internet du Gouvernement et des administrations:**

Viru Kuerzem huet um Spaweck den offizielle Portal vu Lëtzebuerg - www.luxembourg.lu - e frëschen Ustrach kritt. Leider muss ee bemängelen, datt de Site nëmmen op Franséisch, Däitsch an Englesch disponibel ass. Dëst ass leider keen Eenzelfall fir d'Präsenz um Spaweck vun der Lëtzebuerger Regierung an hiren Administratiounen.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass vergiess ginn, wat ëmsou méi ze bedaueren ass, well ons Sprooch en integrale Bestanddeel vum Nation Branding vu Lëtzebuerg misst sinn. Datt de Site schonns op senger Ufankssäit d'Lëtzebuerger Sprooch an de Virdergrond géif stellen, wär och e kloert Signal, datt Lëtzebuerg eng eegen Nationalsprooch huet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatiounen a Medien dës Froe stellen:

1. Wéisou ass op dësem Site d'Lëtzebuerger Sprooch net fir d'Navigatioun zréckbehale ginn?

2. Ass den Här Minister bereet, kuerzfristeg, a wa méiglech nach virum Ufank vun der Présidence, de Site och op Lëtzebuergesch iwwersetzen ze loossen?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt ganz allgemeng, um Spaweck a bei anere Publikatioune vun der Regierung, d'Lëtzebuergescht muss mat Franséisch an Däitsch op d'mannst gläich behandelt ginn?

4. Wéi eng Efforte wëllt d'Regierung am Kader vun der Présidence maachen, fir Lëtzebuegesch als Sprooch vum Lëtzebuerger Land ervirzehiewen?

Réponse (01.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen iwwert de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch um Site www.luxembourg.lu.

Ad 1. Wéi décidéiert ginn ass a wéi enge Sproochen de Site www.luxembourg.lu soll disponibel sinn, ass de Choix gemaach ginn, datt dëst solle Franséisch, Däitsch an Englesch sinn. Mat dësen dräi Sproochen ass garantéiert, datt esou vill Internaute wéi méiglech d'Informatioune vum Site liese kënnen. De Site www.luxembourg.lu ass virun allem dofir do, fir d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland ze maachen.

Um Site www.luxembourg.lu kënnt eis Sprooch awer net ze kuerz. Esou gëtt et eng Säit iwwer Lëtzebuerg, eng Rubrik iwwert d'Sproochen zu Lëtzebuerg an d'Rubrik „De Sproch vun der Woch", an deem lëtzebuergesch Ausdréck iwwersat an erkläert ginn.

Ad 2. Mat de Ressourcen, déi de verantwortleche Servicer zur Verfügung stinn, ass et net méiglech, kuerzfristeg eng lëtzebuergesch Iwwersetzung vum Site ze maachen. Fir de Site op dräi Sproochen ze maachen, huet et 18 Méint Virlafzäit gebraucht. Dëst mécht kloer, datt eng kuerzfristeg Iwwersetzung onméiglech ass.

Ech wëll den Deputéierten awer och drop hiweisen, datt d'Erfahrungswäerter vu Siten, op dene Lëtzebuergesch niewent anere Sproochen ugebuede gëtt, weisen, datt d'Lëtzebuergescht déi Sprooch ass, déi ganz wéineg benotzt gëtt.

Ad 3. Franséisch an Däitsch sinn eis Amtssproochen. D'Lëtzebuerger gi generell op Däitsch alphabetiséiert, an den allergréissten Deel vun eisen auslännesche Matbierger fillt sech an de romanesche Sproochen doheem. Franséisch an Däitsch ginn also vun der grousser Majoritéit vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, geschwat oder zumindest verstanen. Wa Lëtzebuergesch och als Integratiounssprooch kann ugesi ginn, esou soll eng Internetsäit jo awer éischter dofir geduecht sinn, Informatioune fir déi gréisstméiglech Zuel vu Leit verständlech duerzestellen.

Ad 4. D'Présidence vun der Europäescher Unioun ass net den appropriéierte Kader, fir eis Sprooch ervirzehiewen.

Dat gëtt ënner anerem systematesch am Kontext vun der Éducatiouns- an Integratiounspolitik vun der Regierung gemaach.

Question 1133 (13.05.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transport fluvial:**

Dans un article récemment paru dans la presse, on peut lire que les ports du Rhin se sont regroupés sous les «Upper Rhine Ports» et envisagent la mise en place d'une gestion en commun des démarches douanières. Il en résulte que les ports de la Moselle pourraient subir une concurrence accrue de la part des ports le long du Rhin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Est-ce que les affirmations dans cet article peuvent être confirmées? Dans l'affirmative, comment le Ministre des Travaux publics entend-il réagir?

- Est-ce qu'il y a une concertation avec les homologues français et allemands afin de travailler sur une stratégie commune avec les responsables des ports de la Moselle?

- Le Ministre estime-t-il nécessaire de mettre en place une telle concertation ou de la renforcer le cas échéant?

- Est-ce qu'une gestion en commun des formalités douanières par les ports installés le long de la Moselle est envisageable? Dans l'affirmative, quelles seraient les démarches concrètes à effectuer?

- Le Ministre est-il d'avis qu'une croissance de l'effectif des marchandises transportées sur la Moselle pourrait entraîner un soulagement du réseau routier luxembourgeois? Dans l'affirmative, par quelles mesures le Ministre souhaite-t-il favoriser le transport fluvial?

Réponse (15.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1133 du 13 mai 2015, l'honorable Député Léon Gloden souhaite s'informer au sujet du transport fluvial.

Selon le site web http://www.upper-rhine-ports.eu le 25 novembre 2014 a eu lieu la signature d'un accord pour la création d'une structure de coopération des «Upper Rhine Ports», à savoir les ports s'étendant de Mannheim en Allemagne via Strasbourg en France jusque Bâle en Suisse. Selon les informations exposées sur ce même site, un plan d'action a été élaboré sur base d'études conduites avec le soutien de l'Europe entre 2012 et 2014 dans le cadre du projet RTE-T «Upper Rhine, a connected corridor». Y a été étudié l'ensemble des synergies possibles entre ces ports pour développer une coopération tri-nationale. Un projet de coopération douanier précis n'y est pas cité mais sous l'intitulé «Upper Rhine traffic management platform», les ports du Rhin supérieur envisagent l'introduction d'une plateforme informatique commune destinée à l'optimisation des processus logistiques dans les ports concernés sous forme d'un nouveau projet européen déposé récemment.

Des contacts réguliers existent entre les ports mosellans pour élucider des potentialités de coopération dans le cadre des limites posées par la réglementation européenne. La coopération au niveau de la réglementation est effectuée au niveau de la Commission internationale de la Moselle qui œuvre de manière générale pour une réglementation harmonisée entre les trois États riverains de la Moselle à savoir l'Allemagne, la France et le Luxembourg.

Les formalités douanières sont à effectuer par les opérateurs économiques et sont déjà simplifiées au Luxembourg pour bon nombre d'opérations. Au Luxembourg une gestion commune douanière au niveau des ports mosellans des trois pays n'est pas à l'ordre du jour faute de masse critique suffisante et en l'absence de synergies éventuelles. En effet, les neuf ports du Rhin supérieur accumulent un trafic fluvial de 50 millions de tonnes et un trafic conteneur de 730 000 EVP («équivalents vingt pieds») par année (contre environ 6.000 EVP et 14 millions de tonnes pour la Moselle entière). Étant donné que la zone de chalandise des ports est en général limitée en termes géographiques, aucun impact de l'initiative susmentionnée sur le Rhin sur l'activité du Port de Mertert n'est à attendre.

Le report modal, c'est-à-dire le transport par la voie fluviale ou ferroviaire au lieu du transport par la route, constitue une des priorités d'action du Gouvernement et résulte dans un délestage des routes et autoroutes. Le Ministère compte favoriser ce report modal entre autres par une coopération poussée entre les deux plateformes multimodales de Bettembourg et Mertert et un régime de subvention qui est en phase finale de notification avec la Commission européenne, notant que les perspectives de succès économique du report modal vers la voie fluviale et ferroviaire sont sinon réduites en raison du temps de parcours plus long et du coût souvent plus élevé.

Par ailleurs, le Gouvernement a, pendant les dernières années, réalisé de grands investissements dans les infrastructures portuaires de Mertert afin de les adapter aux besoins actuels et futurs de la logistique.

En ce qui concerne la croissance du nombre de marchandises transportées sur la Moselle et transbordées au Port de Mertert, le transport par voie fluviale d'une manière écologique, sûre et économique de produits pétroliers permet déjà aujourd'hui de délester annuellement le réseau routier de quelque 12.000 camions. L'extension du dépôt pétrolier à Mertert, et partant l'utilisation plus extensive de la voie fluviale permettra de délester encore davantage le réseau routier.

Question 1134 (13.05.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant l'**agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants:**

Dans une circulaire du 27 avril 2015 du Ministère de l'Éducation nationale adressée entre autres aux bourgmestres et aux gestionnaires, ces derniers sont invités à introduire leur dossier d'agrément au plus tard le 31 décembre 2015. En juillet 2016 alors, toutes les structures existantes devraient aussi répondre aux nouvelles prescriptions.

Parmi les nouveautés du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 figurent l'augmentation de la surface nette minimale à 4 m² par jeune enfant, l'introduction d'une aire de jeux adjacente d'une surface minimale de 5 m² par enfant et une surface minimale de 1 m² en cas de restauration.

Si ces prescriptions ne semblent pas démesurées et ne devraient pas poser problème pour les structures à construire nouvellement, il se peut que des maisons relais existantes n'y soient pas conformes et ne disposent pas de surfaces nécessaires pour être adaptées.

Dans une circulaire du Syvicol du 5 mai 2015, le syndicat suggère ainsi de modifier le règlement de façon à prendre en considération le problème éventuel de la mise en conformité des structures existantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le calendrier de mise en conformité?

- Le Ministre envisage-t-il de modifier le règlement du 13 novembre 2013 selon les propositions du Syvicol?

- Dans la négative, le Ministre entend-il prolonger les délais pour la mise en conformité?

Réponse (11.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je tiens à informer l'honorable Député que j'ai bien pris note des doléances du Syvicol suite aux nouvelles normes introduites par le règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfant.

Les nouvelles normes ainsi définies n'étant pas jugées démesurées, je comprends néanmoins que l'exiguïté de la période transitoire définie à l'article 23 peut poser des problèmes pour certaines communes.

Pour tenir compte de ces observations, je vous informe que ledit règlement grand-ducal sera modifié afin de prolonger la période transitoire de deux ans, à savoir jusqu'au 15 juillet 2018. Ce délai supplémentaire devrait permettre à mon département d'analyser et de se concerter avec le Syvicol concernant les autres remarques formulées dans sa circulaire datée du 5 mai 2015 et, le cas échéant, pouvoir procéder à des modifications supplémentaires de ce règlement grand-ducal.

Question 1135 (13.05.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**indemnité de procédure pour les personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire:**

Apparemment les juges refusent de manière systématique et quasi automatique l'octroi d'une indemnité de procédure (art. 240 NCPC) aux personnes qui bénéficient de l'assistance judiciaire, alors qu'ils obtiennent gain de cause.

En conséquence, je voudrais poser les questions qui suivent à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Existe-t-il une base légale à cette pratique?

2. Cette manière de procéder n'est-elle pas discriminatoire et contraire aux intérêts de l'État qui doit payer les honoraires de l'avocat chargé et qui verrait la note diminuer si l'adversaire était condamné à contribuer aux frais d'avocat par le biais de ladite indemnité de procédure?

Réponse (08.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. En principe, chaque partie qui charge un avocat de la défense de ses intérêts dans le cadre d'une procédure judiciaire doit régler les honoraires de son avocat. Cependant, le juge peut prononcer une condamnation au paiement d'une indemnité de procédure sous certaines conditions en se basant sur l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge de l'autre partie des sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens.

Comme tous les autres justiciables, les personnes qui bénéficient de l'assistance judiciaire peuvent se prévaloir de l'indemnité de procédure.

Il y a lieu de préciser qu'il existe deux hypothèses: ou bien la partie bénéficiaire de l'assistance judiciaire peut demander que la partie adverse soit condamnée à une indemnité de procédure, ou bien la partie bénéficiaire de l'assistance judiciaire peut être, elle-même, condamnée à payer une telle indemnité à la partie adverse.

En ce qui concerne la première hypothèse, selon les informations dont dispose le Ministère de la Justice, de telles indemnités de procédure sont accordées aux personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire (voir sous 2.).

En ce qui concerne la deuxième hypothèse, l'article 37-1 (2), alinéa 5 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat prévoit qu'en matière civile l'assistance judiciaire ne couvre ni les indemnités de procédure, ni les indemnités pour procédure vexatoire et abusive. Il s'ensuit que l'assistance judiciaire ne couvre pas les indemnités de procédure demandées par la partie adverse ayant obtenu gain de cause, de sorte que la partie bénéficiaire de l'assistance judiciaire devra supporter elle-même ces frais.

Ad 2. Le juge ne peut prononcer une telle condamnation à une indemnité de procédure qu'à la condition que la partie qui gagne le procès ait formulé une demande en ce sens. Si une telle demande a été formulée, le juge apprécie souverainement si la demande est fondée et prononcera, le cas échéant, à l'encontre de la partie adverse, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, une condamnation à une indemnité de procédure.

Selon les dispositions de l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 18 septembre 1995 concernant l'assistance judiciaire, l'avocat soumet son décompte final pour avis à l'appréciation du Bâtonnier; celui-ci prend note de l'indemnité de procédure accordée et la déduit du décompte final à payer à l'avocat. L'avocat devra requérir, lui-même, auprès de la partie adverse le montant dû.

Finalement, le Ministre de la Justice ou son délégué arrête le montant du décompte en revérifiant que l'indemnité de procédure a été prise en compte.

Par le biais de ce mécanisme, l'État diminue le montant à sa charge.

Question 1136 (15.05.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **violence domestique:**

Au mois de mars 2015, le Ministère de l'Égalité des chances et le Luxembourg Institute of Health ont présenté les résultats d'une étude scientifique sur les causes de la violence domestique au Luxembourg.

Tout récemment, le rapport pour l'année 2014 du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence vient d'être publié par le Gouvernement. Il s'agit, en l'occurrence, du premier rapport publié depuis la modification de la loi du 8 septembre 2003 qui a été réformée en 2013.

Il est effrayant de constater que la Police grand-ducale a dû procéder au triste record de 876 interventions en 2014. Le service d'aide aux victimes de violence domestique (SAVVD) constate que dans 89,29% des cas est exercée, entre autres, de la violence psychique.

Le rapport relève également que 460 enfants, dont 399 enfants mineurs, ont vécu dans les ménages touchés par la violence. Parmi les 327 victimes directes de violence figurent sept mineurs et le parquet a signalé en plus 56 enfants (47 mineurs et neuf majeurs) comme personnes à protéger. En outre, 17 expulsions ont eu lieu sur base de la violence exercée par un adulte sur un enfant et le taux d'expulsion de 8,86% lié à la violence exercée par un enfant à l'égard d'un adulte est en progression.

Or, il a été impossible, dans le cadre de la réforme de la loi précitée, de régler l'interdiction de contact entre le mineur concerné et la personne auteur de la violence, cet aspect étant tributaire du projet de loi 5351 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse, toujours en instruction.

La réforme de la susdite loi a également introduit le droit pour la personne expulsée d'exercer un recours non suspensif contre la décision du parquet endéans le délai de 14 jours que dure la mesure d'expulsion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quel est l'état des travaux de la réforme plus qu'urgente de la loi sur la protection de la jeunesse?

2. Quel est le nombre de recours exercés contre les mesures d'expulsion décidées par les parquets auprès des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch?

3. L'encadrement psychologique, par le service «Riicht eraus», des auteurs de violence expulsés étant en progression, qu'entend faire le Gouvernement afin de mettre à disposition de ce service les ressources humaines suffisantes lui permettant un suivi régulier des auteurs expulsés et aussi rapproché que possible de l'acte de violence?

4. Quelles ont été les difficultés d'application et d'interprétation de la loi sur la violence domestique constatées suite aux modifications introduites à travers la réforme de juillet 2013?

5. Quelles sont les suites que le Gouvernement a l'intention de réserver aux conclusions de l'étude et du rapport précités? Le cas échéant, une révision de la législation actuelle en matière de violence domestique est-elle envisagée?

6. Quand le Gouvernement mettra-t-il en place le service d'accueil pour les victimes de violence («Opferambulanz») annoncé dans le programme gouvernemental?

Réponse commune (16.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Afin d'accélérer les travaux débutés en 2003, le Ministre de la Justice a mis en place un groupe de travail multidisciplinaire ad hoc (composé de membres du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de l'ONE, de magistrats du Parquet général, de la Cour d'appel, des deux parquets et des juges de la jeunesse, de l'Ombudsman, de l'ORK et de la Commission consultative des droits de l'Homme) qui travaille concrètement sur cette réforme. Il sera procédé soit à des amendements au projet de loi n°5351 déposé le 09.06.2004 soit au dépôt d'un nouveau projet de loi.

Ad 2. Devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg sept recours ont été exercés contre les mesures d'expulsion pendant l'année civile 2014. Parmi les sept recours, une seule requête en mainlevée d'une mesure d'expulsion a été déposée sans qu'il n'y ait eu de dépôt d'une requête en prolongation de la mesure d'expulsion en parallèle. Sur les sept recours en question, quatre ont été déclarés fondés, deux non fondés et une affaire a été rayée.

Devant le tribunal de Diekirch, un seul recours a été déposé qui a été déclaré non fondé.

Ad 3. L'encadrement des auteurs de violence domestique a connu une évolution à la hausse suite à la réforme de la législation sur la violence domestique en juillet 2013. De plus, le départ du chargé de direction le 1er janvier 2015 et, par conséquent, les changements que ce départ a causés au niveau de l'organisation du personnel du service sont les raisons principales du retard encouru au niveau du traitement des auteurs surtout en début de l'année.

À l'occasion de la plateforme de concertation du 22 mai 2015, les responsables de la Croix-Rouge ont informé qu'un nouveau collaborateur, engagé depuis le 1er avril 2015, a permis de combler les retards de manière substantielle.

De plus, la nouvelle chargée de direction a vite repris toutes les responsabilités au niveau de l'organisation de la gestion et de l'évacuation des dossiers, ce qui a également permis au service de retrouver son rythme de croisière normal.

La Croix-Rouge luxembourgeoise, qui est le gestionnaire du service «Riicht eraus», n'a pas demandé de personnel supplémentaire pour l'année 2016. Les représentants du Ministère sont en contact régulier avec les responsables du «Riicht eraus» et ne manqueront pas, au moment de la prochaine plateforme de concertation entre le Ministère et la Croix-Rouge luxembourgeoise, d'évoquer leur situation au niveau des ressources humaines.

Ad 4. La loi modifiée sur la violence domestique est une loi efficace dans la lutte contre la violence domestique qui prévoit une coopération sans faille entre les différents acteurs impliqués, à savoir les autorités judiciaires et policières et les services d'assistance aux victimes et auteurs de violence domestique. Le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la violence a par la loi la mission d'«examiner la mise en œuvre et les problèmes éventuels au niveau de l'application pratique de la loi et de soumettre au gouvernement les propositions qu'il juge utiles». Le Comité est donc un organe consultatif assumant un rôle indispensable de forum de discussion entre les différents acteurs concernés en vue d'une meilleure coopération dans cette matière sensible. Au moment des réunions du Comité, les différentes institutions y représentées assument donc la mission précitée en sondant régulièrement d'éventuelles difficultés ponctuelles dans l'implémentation de la loi.

Ad 5. Madame la Ministre de l'Égalité des chances présentera les résultats de l'étude du Luxembourg Institute of Health (LIH) intitulée

«Violence domestique au Luxembourg: étude des causes pour une prévention ciblée» à la commission parlementaire compétente le 16 juin 2015. Le 30 juin 2015, elle rencontrera les membres du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la violence pour un échange de vues approfondi sur les conclusions à tirer des recommandations. Par la suite, la Ministre va définir les prochaines étapes en matière de sensibilisation, d'information et de prévention en matière de violence domestique. Ces concertations seront mises à profit pour discuter l'opportunité d'éventuelles modifications législatives.

Ad 6. Un avant-projet de loi instituant une unité de documentation médico-légale des violences («Opferambulanz») est en cours d'élaboration au Ministère de la Santé en collaboration avec le Ministère de la Justice. Il est prévu de déposer un projet de loi en automne 2015. La mise en place de l'«Opferambulanz» aura lieu concomitamment avec l'entrée en vigueur de cette future loi.

Question 1137 (15.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«roaming»:**

D'après un article paru aujourd'hui sur tageblatt.lu, le Conseil de l'Union européenne planifierait de maintenir les frais d'itinérance facturés par les opérateurs mobiles encore durant des années, alors qu'il a été prévu initialement de supprimer ces frais d'ici la fin de l'année. Monsieur le Ministre a pour sa part rappelé dans sa réponse à ma question urgente n°0867 du 30 janvier 2015 *(cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015)* que le Gouvernement luxembourgeois soutient fortement l'objectif des institutions européennes, à savoir la suppression à terme du «roaming», tout en ayant ajouté que le Gouvernement approuve une approche progressive, notamment via un système de quotas, telle que proposée par la Présidence lettone, afin d'éviter des effets contre-productifs d'une abolition trop brusque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relayées par la presse?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce nouveau retardement quant au délai de la suppression du «roaming» et de quel délai est-il désormais question?

- Dans le cadre de la prochaine Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, Monsieur le Ministre entend-il insister clairement sur la suppression à terme des frais d'itinérance?

Réponse (15.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Je peux confirmer que les discussions sont en cours entre le Parlement européen et le Conseil au sujet des frais d'itinérance et de la neutralité d'Internet. En matière de frais d'itinérance, un des points de discorde concerne effectivement la date à laquelle le règlement produirait ses effets. Les discussions portent aussi sur les modalités à prévoir pour mitiger certaines conséquences non souhaitables pouvant résulter de l'abolition des frais d'itinérance. Un objectif pourrait être que les opérateurs ne subissent pas de pertes sur les services d'itinérance, afin d'éviter un effet sur les prix nationaux.

Si le dossier ne pourra être finalisé sous Présidence lettone, il appartiendra à la Présidence luxembourgeoise de contribuer à la recherche d'un compromis entre les colégislateurs. Sans un tel compromis, le règlement ne pourra pas être adopté et par conséquent les frais d'itinérance ne seraient pas abolis dans un délai prévisible.

Question 1138 (18.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **interdictions pouvant frapper les immeubles pendant la période d'élaboration d'un projet d'aménagement général:**

L'article 20 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit les interdictions pouvant frapper les immeubles pendant la période d'élaboration d'un projet d'aménagement général. Au cours des études ou travaux tendant à établir, à modifier, à compléter ou à réviser un plan ou projet d'aménagement général et jusqu'au moment de sa décision, le conseil communal peut décider, sous l'approbation du ministre, que tous ou partie des immeubles touchés par le plan à l'étude ou en élaboration sont frappés des servitudes. La validité des décisions d'interdiction est limitée à une période d'un an et les éventuelles décisions de prolongation successives ne peuvent dépasser deux années.

Le problème en question est que certaines communes ont déjà atteint le total de prolongations d'interdiction autorisées et se retrouvent dès lors dans une situation dans laquelle elles n'ont plus aucune possibilité à interdire des projets allant à l'encontre du PAG en élaboration. Il s'agit d'un risque réel de vide juridique auquel les communes se voient confrontées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y ait un vrai besoin d'intervenir de manière urgente?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre envisage de faire afin de venir en aide aux communes et d'éviter que des décisions contraires aux orientations futures du nouveau PAG soient prises?

- Est-ce que la modification de l'article susmentionné dans le sens d'accorder une possibilité d'extension des périodes d'interdiction aux communes est une mesure envisageable pour le Ministre?

Réponse (09.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'article 20 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, tel qu'actuellement en vigueur, permet, aux communes qui le souhaitent, de geler certaines parties de leur territoire en vue d'éviter que l'état des lieux des terrains ainsi désignés varie considérablement entre le moment où le projet d'aménagement général (PAG) est mis à l'étude et le moment où ce dernier devient applicable.

En effet, en l'absence d'un tel «gel» l'état des lieux est susceptible d'évoluer de manière à compromettre la réalisation ultérieure du projet de PAG à l'étude.

Il y a à cet égard lieu de rappeler qu'une telle servitude peut uniquement frapper des fonds précisément délimités si le projet de PAG est déjà suffisamment élaboré pour que cette servitude puisse valablement être motivée.

Une telle servitude provisoire implique que toute modification de limites de terrains en vue de l'affectation de ceux-ci à la construction, toute construction ou réparation confortative ainsi que tous les travaux généralement quelconques sont interdits.

Bien qu'elle soit limitée dans le temps, il s'agit partant d'une importante restriction du droit de propriété.

Dans ces conditions, j'estime que la situation actuelle est satisfaisante et que le délai de trois ans accordé aux communes devrait normalement suffire à finaliser un projet de PAG se trouvant à un stade d'élaboration déjà assez avancé.

Rallonger ce délai équivaudrait à ce que la charge imposée aux particuliers du fait de l'interdiction absolue de construire soit trop lourde et risquerait par ailleurs d'entraîner des demandes de réparation devant les juridictions civiles.

Si jamais une commune n'est plus en mesure de prolonger ces servitudes provisoires car elle a épuisé toutes les voies légales pour ce faire, elle pourra cependant toujours procéder à la modification ponctuelle de son plan d'aménagement général. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que les modifications ponctuelles des PAG «régime 37» peuvent se faire sans que l'élaboration d'une étude préparatoire ne soit nécessaire.

Question 1140 (18.05.2015) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant l'**obligation d'information des salariés dans le cas d'incapacité de travail:**

Selon l'article L.121-6 (1) du Code du Travail, «le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident est obligé, le jour même de l'empêchement, d'en avertir personnellement ou par personne interposée l'employeur ou le représentant de celui-ci». Le 12 mars 2015, la 3e Chambre de la Cour d'appel a jugé qu'une clause contractuelle qui oblige le salarié d'informer son employeur de son incapacité de travailler avant le début du travail, ou avant une certaine heure, est nulle et sans effet. La Cour d'appel raisonne en effet que «le salarié malade est autorisé par la loi à informer son employeur de son incapacité de travail le premier jour jusqu'à minuit».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le jugement précité pourrait avoir des conséquences négatives sur le bon fonctionnement des petites et moyennes entreprises?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à viser une modification de l'article L.121-6 (1) du Code du Travail de sorte que l'employé soit tenu d'informer son employeur de son incapacité de travailler le jour même de l'empêchement et endéans la première moitié de la journée de travail sinon avant l'heure de fermeture normale de l'entreprise ?

Réponse (24.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La présente pour informer l'honorable Députée que j'ai pris bonne note du problème soulevé de façon pertinente pour l'informer que cette question sera soumise dans un avenir proche aux partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Question 1141 (18.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle «analyse» par le BND des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg:**

Comme le relate un article paru ce weekend sur wort.lu (lequel renfermait par ailleurs un article publié par Monsieur Peter Pilz sur son compte Facebook), les services secrets allemands auraient «analysé» les liaisons Internet entre Luxembourg et Vienne depuis 2005. D'autres liaisons Internet, telles les liaisons Luxembourg-Moscou, Ankara-Luxembourg voire Luxembourg-Prague auraient également été mises sous surveillance par le BND pour le compte de la NSA.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de démentir les informations relatées ci-dessus?

- Combien de liaisons Internet existent entre le Luxembourg et les destinations citées ci-dessus (i. e. Vienne, Moscou, Ankara et Prague)?

- Ces liaisons sont-elles cryptées?

- Est-ce que des ministères ou administrations utilisent ces lignes? Le cas échéant, quel type de données passe par ces liaisons? Est-ce que ces données sont confidentielles voire critiques pour le Luxembourg?

- Qui sont les fournisseurs de ces liaisons?

- Qui décide de l'utilisation de ces liaisons?

Réponse commune (28.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth, nous ne pouvons actuellement ni démentir ni confirmer les informations révélées le 15 mai 2015 par certains organes de presse affirmant que le «Bundesnachrichtendienst» (BND) aurait en 2005 intercepté les connexions reliant Luxembourg-Vienne, Luxembourg-Moscou, Luxembourg-Prague et Ankara-Luxembourg au nœud Internet de Francfort. En effet, il n'existe pas de moyen de détecter des interceptions faites à l'étranger, a fortiori s'agissant d'interceptions réalisées en 2005. Le Gouvernement a pris connaissance de ces informations par voie de presse et ne dispose pour le moment pas d'informations complémentaires.

Le Gouvernement n'est pas en mesure de se prononcer sur le nombre de relations Internet entre le Luxembourg et les destinations citées ci-dessus. Ces informations relèvent du secret commercial des différents opérateurs de télécommunications qui opèrent de telles lignes.

D'une manière générale, il convient de noter que les questions posées font un amalgame entre trafic Internet et la connexion référencée dans le courriel Deutsche Telekom - BND du 3 février 2005 mentionné dans différents médias. Sur ces lignes et compte tenu des informations dont le Gouvernement dispose à l'heure actuelle, la probabilité d'avoir du trafic Internet est cependant fort réduite.

En ce qui concerne l'utilisation de ces lignes par les ministères, administrations et services de l'État, nous tenons à souligner qu'un réseau de données, servant avant tout à des fins administratives, est opéré entre le Luxembourg et les ambassades du Grand-Duché. Les lignes louées constituant ce réseau de données sont chiffrées par des protocoles répondant aux bonnes pratiques dans le domaine. Les liaisons avec nos ambassades à Vienne, Moscou et Prague ne passent pas par la connexion Ffm 21 - Luxembourg 757/1 dont question dans le courriel susmentionné.

Nous ne sommes pas en mesure de citer les fournisseurs de ces liaisons étant donné qu'il s'agit là d'informations sensibles ne pouvant être communiquées au grand public.

Par ailleurs, nous tenons à rappeler que les informations qui sont particulièrement sensibles et dont le traitement doit être entouré, par voie de conséquence, de précautions particulières, sont intégrées à un dispositif de classification et cela en fonction de leur niveau de sensibilité. Dans ce contexte, le Gouvernement opère deux réseaux de données classifiées, un premier réseau de niveau «restreint» et un deuxième réseau, nouvellement mis en place, de niveau «secret». Les informations de ces réseaux passent par le réseau administratif des ambassades tout en étant chiffrées en fonction des niveaux de sécurité. Toutes les données transmises par ces réseaux sont classifiées et nécessitent une habilitation de sécurité particulière, émise par l'Autorité Nationale de Sécurité, pour les agents qui en sont les destinataires ou qui de façon générale y ont accès.

Question 1142 (18.05.2015) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **Jeux européens à Bakou:**

En juin 2015, la capitale de l'Azerbaïdjan, Bakou, accueillera les premiers Jeux européens, créés en décembre 2012 lors de l'assemblée générale des Comités olympiques européens à Rome et auxquels le Luxembourg participera. Or, il y a lieu de signaler une importante dégradation de la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan ces derniers mois, caractérisée notamment par la répression, l'intimidation et l'emprisonnement de militants de la société civile, de journalistes et de défenseurs des droits de l'Homme. Aussi, la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan a fait l'objet de déclarations et de résolutions récentes respectivement de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Déclaration de Bakou) et du Parlement européen (Résolution du Parlement européen du 18 septembre 2014 sur la persécution des défenseurs des droits de l'Homme en Azerbaïdjan).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner à combien s'élèvent les coûts de la participation luxembourgeoise aux Jeux européens de 2015? Qui prend en charge ces coûts?

2. Considérant la détérioration des droits de l'Homme en Azerbaïdjan, le Gouvernement estime-t-il qu'il est opportun ou non de marquer sa présence lors des Jeux européens à Bakou?

3. Le Gouvernement a-t-il réagi ou entend-il réagir face aux violations des droits de l'Homme en Azerbaïdjan? Quelles sont ou seront les réactions du Gouvernement en la matière?

4. Plus concrètement, le Gouvernement a-t-il l'intention d'intervenir auprès des autorités azéries, notamment en leur demandant de cesser de persécuter des membres d'organisations de la société civile, de l'opposition politique et des journalistes, de libérer les prisonniers politiques et d'abandonner la pratique des arrestations pour raisons politiques?

Réponse commune (22.06.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Monsieur le Député a trait aux Jeux européens qui se déroulent pour la première fois du 12 au 28 juin 2015 à Bakou en Azerbaïdjan et plus particulièrement à la détérioration voire la violation des droits de l'Homme dans ce pays. Les Ministres partagent les préoccupations de l'honorable Député quant à la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan.

Tout d'abord il faut souligner que les Comités olympiques européens (COE) confient l'organisation de compétitions majeures dans le sport en toute autonomie, sans intervention de la politique en général et des ministres du sport ou des affaires étrangères en particulier, à des pays ou à des villes à travers l'Europe.

Les moyens d'agir de la politique sont dès lors quasiment inexistants pour peser sur l'attribu-

tion des compétitions majeures dans les disciplines sportives, ceci en raison du principe de l'autonomie du mouvement sportif.

Ad 1. En ce qui concerne la question relative aux coûts de participation luxembourgeoise aux Jeux européens, le Gouvernement n'est pas en mesure de vous communiquer des chiffres concrets. C'est en effet le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) qui s'occupe de l'organisation et dès lors également du financement de la participation de la délégation luxembourgeoise.

En pratique, les coûts résultant de la participation d'une délégation à de tels jeux consistent essentiellement en frais de déplacement de la délégation, frais d'équipement vestimentaire et indirectement en frais liés à la préparation des athlètes.

L'organisateur, de son côté, prend en charge les frais de séjour et participe aux frais de déplacement par un montant forfaitaire en fonction du nombre d'athlètes et d'officiels d'encadrement.

Ce modèle de financement est étroitement basé sur celui utilisé pour les Jeux olympiques respectivement sur celui utilisé par d'autres associations continentales pour leurs Jeux continentaux.

Le financement de la préparation sportive des athlètes ne se fait pas par le biais d'un budget particulier supplémentaire, mais est couvert par le budget annuel normal du COSL, auquel contribue parmi d'autres le Ministère des Sports. Comme il s'agit ici d'un budget annuel, il est difficile de chiffrer la part revenant à la préparation proprement dite aux Jeux européens de Bakou.

Les seuls frais directs effectivement pris en charge par l'État sont les congés spéciaux accordés à différents participants.

Ad 2. Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'une renonciation à une participation aux Jeux européens ou bien un boycott du Gouvernement à la cérémonie d'ouverture ou toute autre cérémonie officielle au vu de la détérioration des droits de l'Homme en Azerbaïdjan n'est pas le moyen approprié, ni d'un point de vue politique, ni d'un point de vue sportif pour marquer son désaccord avec une politique menée par le Gouvernement du pays hôte.

Au contraire, les différents représentants des Gouvernements devraient profiter de l'occasion pour intervenir auprès du Gouvernement azerbaïdjanais sur l'importance du respect des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance.

Le Gouvernement du Luxembourg a été représenté lors de la cérémonie d'ouverture par le Ministre des Sports, qui s'était déplacé à Bakou, non seulement pour cet événement, mais aussi pour participer à une conférence informelle des Ministres des Sports du Conseil de l'Europe organisée le 13 juin à Bakou.

Ad 3. L'Azerbaïdjan est l'un de six pays avec lesquels l'Union européenne coopère dans le cadre du Partenariat oriental: dans ce contexte, nous abordons régulièrement des questions d'intérêt partagé, notamment les questions de la promotion et de la protection des droits de l'Homme et du renforcement de l'État de droit. Le Luxembourg participe activement à cette coopération.

Ad 4. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a rencontré le 21 mai le Ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et a pu s'entretenir avec lui d'un nombre de sujets, dont en particulier les droits de l'Homme: il l'a exhorté à faire des progrès, notamment en ce qui concerne la question des prisonniers politiques. Le Gouvernement luxembourgeois continuera à faire usage des canaux de communication bi- et multilatéraux pour adresser ces messages aux autorités azerbaïdjanaises.

Question 1143 (19.05.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **droits des personnes transgenres au Luxembourg:**

Dans son programme gouvernemental du 10 décembre 2013, le Gouvernement a annoncé qu'il allait prendre des mesures concernant les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité. Dans ce contexte, deux résolutions européennes récentes sont particulièrement intéressantes:

1. Les paragraphes 159 à 165 de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2015 concernant le rapport annuel 2013 sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière [2014/2216(INI)] sont spécifiquement dédiés aux droits des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI). Le Parlement européen demande à la Commission européenne ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la Santé de retirer les «troubles de l'identité de genre» de la liste des troubles mentaux et du comportement (paragraphe 163). Le Parlement encourage les États membres de l'UE à mettre en place des procédures rapides de reconnaissance du genre, accessibles et transparentes, qui respectent le droit à l'autodétermination et demande l'interdiction de l'exigence de stérilisation pour la reconnaissance juridique du genre (paragraphe 164).

2. La résolution 2048 (2015) sur la discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe a été adoptée le 22 avril 2015 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. L'Assemblée appelle les États membres de l'Union européenne à interdire explicitement la discrimination fondée sur l'identité de genre et soutient les demandes du Parlement européen d'abolir l'obligation légale de stérilisation en matière de reconnaissance d'identité de genre et de ne pas considérer les troubles de l'identité de genre comme maladies mentales. De plus, l'Assemblé demande des procédures nationales rapides et transparentes qui permettent aux personnes transgenres de changer de nom et de sexe sur les documents officiels. Ces procédures devraient être accessibles, sans exception, à toute personne transgenre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour lutter contre la discrimination des personnes transgenres dans notre pays?

2. Comment est-ce que le Gouvernement entend répondre aux recommandations exprimées dans les résolutions susmentionnées?

Réponse (18.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Lorsché portant sur la lutte contre la discrimination des personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées), le Ministre de la Justice aimerait fournir les précisions qui suivent.

Particulièrement sensible à la discrimination à laquelle ces personnes peuvent être confrontées et aux problèmes auxquels elles doivent faire face dans leur vie quotidienne, le Gouvernement s'est engagé aux termes du programme gouvernemental de «se pencher sur les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité». Porté par cette volonté politique, le Gouvernement a signé le 17 mai 2015 la déclaration IDAHO à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.

Bien que ni la résolution 2048 (2015) adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en avril 2015, ni celle du Parlement européen du 12 mars 2015 adoptée dans le contexte du «Rapport annuel 2013 sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière» ne soient juridiquement contraignantes, il est évident qu'elles ont une portée qui est en train d'être examinée par les différents départements ministériels.

Le discours de haine et l'infraction motivée par la haine constituent des actes pénalement répréhensibles (articles 454 et 457-1 du Code pénal). Depuis la loi sur la réforme du mariage de 2014, le mariage est ouvert à toute personne; les personnes transgenres peuvent demeurer mariées à la suite d'un changement de sexe reconnu, sans que leur conjoint et les enfants ne perdent leurs droits; désormais l'adoption (simple et plénière, nationale et internationale) est ouverte à tous les couples mariés et les adoptants LGBTI ont les mêmes droits que tout autre parent adoptant. De plus la législation nationale a été adaptée au profit d'une terminologie neutre, asexuée et les actes d'état civil ont été nouvellement configurés.

Malgré tous ces efforts, un certain nombre de problèmes subsistent notamment pour la reconnaissance juridique du genre, pour les traitements de conversion sexuelle et soins de santé et pour l'information, la sensibilisation et la formation en cette matière. Le Gouvernement est en train d'examiner les solutions qui devront être apportées.

Question 1146 (19.05.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **décharges de déchets inertes:**

Selon des estimations d'Eurostat, le Luxembourg se situait en 2010 avec 16,3 tonnes de terres excavées par habitant dans les premiers rangs en Europe. Concernant les déchets inertes, un total de 3,466 millions de tonnes a été mis en décharge pendant l'année 2012, avec un maximum de 6,468 millions de tonnes en 2009, dont 2,744 millions de tonnes ont été recyclées.

Lors de la déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a souligné le concept de l'économie circulaire, qui valorise entre autres le recyclage afin de réutiliser les matières issues de certains déchets dans l'élaboration de nouveaux produits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-il une «carte déchets» pour les décharges de Colmar-Berg, Sassem et Strassen qui règle l'accès à ces décharges afin que seulement les camions de la région respective puissent y accéder?

- Quel est le taux de recyclage des décharges?

- À quelle date la décharge de Mondercange sera-t-elle de nouveau opérationnelle?

- Dans le même ordre d'idées, à quelle date la décharge de Folschette ouvrira-t-elle ses portes?

Réponse commune (30.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Par sa question parlementaire n°1146 du 19 mai 2015 l'honorable Député Marcel Oberweis souhaite s'informer sur les décharges de déchets inertes.

Il n'existe pas de «carte déchets» réglant l'accès aux différentes décharges. Selon les dispositions du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes», les déchets inertes doivent être transportés à la décharge la plus proche du chantier générateur des déchets. Aussi les documents de soumission de l'Administration des Ponts et Chaussées et de l'Administration des Bâtiments publics stipulent que les déblais en excès doivent être transportés vers le centre de déchets inertes et/ou de recyclage agréé le plus proche de l'emprise du chantier. L'expérience montre qu'en général ce principe est bien respecté. C'est déjà pour des raisons purement économiques que les entreprises concernées choisissent les chemins les plus courts entre les chantiers et les décharges, ceci évidemment dans la mesure de la disponibilité de réception de ces dernières.

Il faut constater que de moins en moins de déchets recyclables sont amenés aux décharges pour déchets inertes. En effet, le recyclage se fait le plus souvent sur le chantier même en raison des coûts de transport. Par ailleurs, il existe aussi des sites de recyclage spécialement prévus à cet effet. Dès lors le taux de recyclage des déchets déposés sur les décharges ne renseigne qu'insuffisamment sur les quantités effectivement recyclées. Il est plus judicieux de se rapporter au taux national de recyclage des déchets de construction et de démolition qui, ces dernières années, se situait près de 90%. Avec ce taux le Luxembourg respecte d'ores et déjà le taux de recyclage de 70% à atteindre d'ici 2020 conformément aux exigences de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Également, il est à préciser que les deux administrations dépendant du département des Travaux publics veillent dès la planification des projets à ce que le moins de travaux d'excavation soient nécessaires afin de minimiser les déchets inertes à évacuer.

En ce qui concerne la décharge de Mondercange, il n'est pas probable que celle-ci fonctionnera encore sous forme de décharge; seul un apport de terres pour reprofiler le site après assainissement semble probable. À l'heure actuelle il reste à évaluer si des masses de terre supplémentaires vont être nécessaires afin d'ajuster la forme de la décharge en vue d'une bonne intégration finale dans le paysage.

La décharge de Folschette est officiellement autorisée et sera prête à accueillir des déchets à l'horizon 2017. En ce qui concerne l'accès vers la décharge de Folschette, deux variantes sont actuellement analysées du point de vue recevabilité des autorisations suivant la législation en vigueur, de façon à ce que l'accès devra être garanti dès la mise en service de la décharge.

Question 1147 (20.05.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«smart grid»:**

Es zeigt sich verstärkt, dass die Konvergenz von Energie und Information der entscheidende Faktor auf dem Weg der intelligenten Versorgungswirtschaft wird. Der Begriff „smart grid" steht für die Vernetzung und Steuerung in der Erzeugung elektrischer Energie, dem Einbau von Speichern, dem nachhaltigen Energieverbrauch angesichts schwindender Ressourcen, der intelligenten Energieübertragung und der Verteilung hin zu den Verbrauchern.

Diese Technologie führt zu verringerten Treibhausgasemissionen und Betriebskosten, zu weniger Energieimport, zu höherer Energieeffizienz, zur Nutzung der heimischen Energiequellen und letztendlich zur besseren Versorgungsqualität.

Diese intelligente Methode ermöglicht die Optimierung und die Überwachung der miteinander verbundenen Bestandteile. Demnach trägt sie zur Sicherstellung der Energieversorgung bei und unterstützt alle Bemühungen im Kampf gegen den Klimawandel. Es ist des Weiteren wichtig zu unterstreichen, dass das „smart grid" und die Elektromobilität sich weiterentwickeln, denn diese ist auf ein unterstützendes „smart grid" angewiesen.

Die bidirektionalen Ladevorgänge, ein wichtiges Element der dezentralen Energieversorgung, benötigt das „smart grid" und sollte verstärkt auf das Speichersystem, u. a. die Elektrofahrzeuge, zurückgreifen. Durch diese Technologie könnten die Versorgungsnetze der Elektrizitätswirtschaft entlastet werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Kann der Herr Minister aufschlussreiche Informationen über den derzeitigen Stand der Einführung beziehungsweise der Umsetzung dieser innovativen Technologien in der Versorgungswirtschaft geben?

- Wird diesbezüglich auch die Speicherung der überschüssigen elektrischen Energie, erzeugt aus erneuerbaren Energien, in den privaten Haushalten angedacht?

- Wenn ja, werden diese noch sehr teuren Speicheranlagen, u. a. Lithium-Ionen-Akkumulatoren, von staatlicher Seite gefördert und gegebenenfalls subventioniert?

Réponse (24.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis über intelligente Energievernetzung kann ich Ihnen folgende Informationen mitteilen.

Die Regierung hat sich bereits in den Jahren 2010 und 2011 mit dem Thema der intelligenten Netze und Zähler in allen Versorgungsbereichen befasst und dabei einen besonderen Fokus auf die Strom- und Gasnetze gelegt. Unter Einbindung der Akteure der öffentlichen Hand sowie der betroffenen Akteure wurde im Jahr 2011 eine Studie abgeschlossen, die als Empfehlung die flächendeckende Installation von intelligenten Messsystemen im Strom- und im Gassektor abgegeben hat. Die Installation dieser Messsysteme ist Grundlage und Vorbedingung für einen intelligenten Betrieb der Netze in der Zukunft sowie für die Realisierung weiterer Energieeffizienzpotenziale bei den Kunden und innerhalb des Netzbetriebs.

Die Regierung hat die Empfehlungen aus der vorgenannten Studie aufgegriffen und im Jahre 2012 zwecks Umsetzung ein Gesetzgebungsverfahren zur Abänderung der umgeänderten Gesetze vom 1. August 2007 bezüglich der Organisation des Strom- beziehungsweise des Gasmarktes in die Wege geleitet, um der flächendeckenden Einführung von intelligenten Messsystemen den notwendigen Rechtsrahmen zu geben. Die vorgenannten Gesetze sehen vor, dass alle Verteilernetzbetreiber sowohl im Strom- als auch im Gasbereich ihren Endkunden eine gemeinsame, nationale und interoperable Infrastruktur zur Verfügung stellen müssen, welche die aktive Beteiligung der Verbraucher am Energiemarkt fördert und den Strom- und Gasanbietern sowie den Netzbetreibern neue Wege der Versorgung und des sicheren Netzbetriebs ermöglicht.

Das System der intelligenten Zähler muss auf einer gemeinsamen zentralen Einheit aufgebaut sein, welche die Kommunikation der Daten mittels eines einzigen gemeinsamen Systems, zumindest für Strom und Erdgas, sicherstellt. Das System muss aber auch derart ausgelegt sein, dass die Daten von anderen Medien, wie Wasser und Fernwärme, eingebunden werden können.

Ab dem 1. Juli 2016 muss bei jedem neuen Zählereinbau sowie jedem Zählerwechsel, der an ein Strom- oder Gasnetz angebunden ist, ein intelligenter Zähler eingebaut werden. Die vorgenannten Gesetze sehen vor, dass bis zum 31. Dezember 2019 mindestens 95% aller Endkunden mit intelligenten Stromzählern bzw. bis zum 31. Dezember 2020 mindestens 90% aller Endkunden mit intelligenten Gaszählern ausgestattet sein müssen. Dabei werden die Stromzähler die Verbrauchsdaten der Gaszähler über

eine gemeinsame Infrastruktur an ein zentrales System übertragen, von dem die Daten zum Netzbetreiber und schlussendlich zu den Strom- und Gaslieferanten weitergeleitet werden können. Darüber hinaus wird nach Wunsch der Kunden ebenfalls eine Schnittstelle bereitgestellt werden können, die es dem Verbraucher ermöglicht, seine aktuellen und historischen Verbrauchswerte an einem lokalen Display oder einem Homeserver im Haus einsehen und auswerten zu können.

Die von der Verpflichtung betroffenen Netzbetreiber haben im Jahre 2013 die gemeinsame Struktur Luxmetering gegründet, um die konkrete Umsetzung gemeinsam besser organisieren zu können. Die Arbeiten befinden sich laut Auskunft von Luxmetering im von der Gesetzgebung aktuell vorgegebenen Zeitrahmen.

Im Bereich der Elektromobilität hat die Regierung aufgrund der seit einigen Jahren zu beobachtenden Entwicklungen in diesem Sektor in den Jahren 2011 und 2012 eine technisch-wirtschaftliche Machbarkeitsstudie in Auftrag gegeben, um eine kohärente Strategie im Bereich der öffentlichen Ladestationen entwickeln zu lassen. Auch diese Studie wurde unter Einbindung der betroffenen Ministerien sowie der wirtschaftlichen Akteure in diesem Bereich durchgeführt und kam zum Schluss, dass die Installation einer offenen Ladeinfrastruktur mit ca. 800 Ladestationen einen Anreiz für die Elektromobilität in Luxemburg darstellen kann.

Die Ergebnisse dieser Studie wurden ebenfalls von der Regierung aufgegriffen und mittels einer Umänderung des Gesetzes vom 1. August 2007 bezüglich der Organisation des Strommarktes in die gesetzgeberische Prozedur eingebracht. Die in Kraft getretenen Regelungen sehen vor, dass die Stromverteilernetzbetreiber eine nationale Ladeinfrastruktur installieren müssen, die auf einer gemeinsamen zentralen Einheit basiert, welche die Kommunikation der Daten mittels eines einzigen gemeinsamen Systems sicherstellt. Dabei werden die Ladestationen an einen intelligenten Zähler angeschlossen, um die Verbrauchsdaten dieser Systeme übermitteln zu können.

Durch den Einsatz der innovativen Technologien im Messwesen und im Bereich der Elektromobilität werden die Voraussetzungen geschaffen, um die Energieversorgung sowie die Strom- und Gasnetze weiter zu optimieren und intelligenter zu betreiben.

Die Verordnung bezüglich der Ladeinfrastruktur für Elektrofahrzeuge, welche die gesetzliche Basis präzisieren soll, befindet sich derzeit im reglementarischen Verfahren und soll so zeitnah wie möglich in Kraft treten.

Durch die eingesetzten Systeme können Energiespeichermöglichkeiten, sei es durch Batterien der Elektrofahrzeuge oder durch eigens hierfür verwendete Batteriesysteme in Wohn- und Nichtwohngebäuden, kontrollierter genutzt und eingesetzt werden.

Die Generaldirektion Energie des Ministeriums für Wirtschaft führt derzeit generelle Untersuchungen über die Auswirkungen von dezentralen Speichern durch und entwickelt Strategieansätze zur Umsetzung entsprechender Konzepte in Luxemburg. Dabei stehen Fragen der Verbindung zu den aktuellen und zukünftigen Fördersystemen, die Integration in den Strommarkt sowie die Effekte bei den Netznutzungsentgelten im Mittelpunkt. Daher können derzeit noch keine Aussagen zu möglichen zukünftigen Förderungen in diesem Bereich gemacht werden.

Question 1148 (20.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **nouvelles révélations d'espionnage par le BND / la NSA des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg:**

Le Député autrichien Peter Pilz a présenté hier à la presse de nouveaux documents permettant de conclure que le BND aurait «surveillé» onze liaisons Internet entre le Luxembourg et d'autres villes européennes classées comme prioritaires par la NSA. Sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, la surveillance aurait aussi été organisée à des fins d'espionnage économique, visant plus particulièrement la place financière luxembourgeoise. Rappelons qu'au moment des faits, le Luxembourg et l'Autriche figuraient parmi les derniers pays à défendre leur secret bancaire et qu'une des liaisons sous surveillance était bel et bien celle reliant le Luxembourg et Vienne. Se pose donc la question de la sécurité des réseaux informatiques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que la surveillance de ces liaisons Internet visait à espionner la place financière?

- Messieurs les Ministres entendent-ils une nouvelle fois intervenir auprès des autorités allemandes pour obtenir de plus amples informations au sujet de ces nouvelles révélations?

- La sécurité des réseaux informatiques constituant un des atouts majeurs de notre économie, et a fortiori de notre place financière, Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer comment ils entendent procéder pour la renforcer?

Réponse commune (01.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Monsieur le Député laisse sous-entendre que les activités du BND et de la NSA relatées dans la presse et dont il se fait l'écho auraient pu viser plus particulièrement la place financière de Luxembourg.

Comme le Gouvernement a déjà eu l'occasion de le préciser dans la réponse à la question urgente du 17 mai 2015 de Monsieur le Député Marc Angel *(cf. question urgente n°1139, compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015)* concernant les mêmes activités que celles visées par Monsieur le Député, le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur les cibles luxembourgeoises éventuelles de ces activités datant de 2005. Pour le reste, il est renvoyé à la réponse susmentionnée ainsi qu'aux réponses aux questions parlementaires n°1111 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser *(voir ci-dessus)* et n°1141 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth *(voir ci-dessus)* concernant les activités du BND et de la NSA thématisées dans les médias.

Pour ce qui est enfin de la sécurité des réseaux informatiques, l'attention de Monsieur le Député est attirée sur l'actualisation de la stratégie nationale en matière de cybersécurité décidée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 27 mars 2015. Cette décision a été reprise dans le communiqué qui a été publié à l'issue du Conseil. Elle aborde notamment les sujets de l'augmentation de la résilience de l'infrastructure numérique et de la mise en place de normes et de standards pour les systèmes d'information de l'État et des infrastructures critiques. Le Gouvernement a par ailleurs récemment revu la gouvernance des services chargés au niveau de l'État de la sécurité des systèmes d'information et ce afin d'augmenter l'efficacité de leurs interventions.

Question 1150 (20.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme fiscale:**

D'après un article paru sur wort.lu, la coalition gouvernementale envisagerait de mettre fin au traitement fiscal réservé aux couples mariés, de sorte que la réforme fiscale, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2017, aurait des répercussions considérables sur lesdits couples. Une période transitoire serait éventuellement prévue.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces propos?

- Est-ce que cela signifie une suppression du principe du «splitting» entre époux?

- Quel est actuellement le volume du déchet fiscal lié au principe du «splitting»? Quel serait l'impact budgétaire de l'individualisation au niveau de l'imposition des époux?

- Quelle serait la durée d'une éventuelle période transitoire au cas où le Gouvernement entendrait appliquer ces changements?

Réponse (24.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Pour répondre à la question des honorables Députés, il convient de rappeler que le programme gouvernemental prévoit que, dans le cadre des travaux en vue de la réforme fiscale prévue pour 2017, le Gouvernement «analyse la possibilité de passer à une imposition individuelle pour les personnes physiques».

À ce stade, il serait prématuré de vouloir anticiper sur les conclusions de cette analyse, que ce soit au niveau du principe, des modalités ou des conséquences d'une éventuelle mise en œuvre d'un tel modèle.

Question 1151 (20.05.2015) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **collaboration de l'Entreprise des postes et télécommunications avec le groupe Cactus:**

Avant-hier, le premier «Point POST» a ouvert ses portes dans l'enceinte du Cactus Hobbi à Howald. D'après la presse, il serait prévu que ces nouveaux services des P&T soient déployés dans tous les supermarchés du groupe Cactus d'ici à la fin 2016. On y apprend également que les collaborateurs en charge de ces prestations de service ne seraient pas des employés des P&T, mais des employés du groupe Cactus.

D'un autre côté, un éventuel rapprochement entre l'Entreprise des P&T et la Banque Raiffeisen fut annoncé il y a quelques mois déjà.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la collaboration des P&T avec le groupe Cactus n'aura pas d'impact sur l'emploi au sein de cet établissement public, c'est-à-dire au sein de l'Entreprise des postes et télécommunications?

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous fournir des informations sur l'état des négociations entre les P&T et la Banque Raiffeisen quant aux opérations de CCP? À supposer que ces négociations aboutiraient, quelles en seraient les répercussions en termes d'emploi auprès des P&T? Monsieur le Ministre ne redoute-t-il pas une évolution négative à cet égard auprès de l'EPT?

Réponse (24.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

D'après les informations que mes collaborateurs du Ministère de l'Économie ont pu obtenir auprès de POST Luxembourg, sa collaboration avec le groupe Cactus est un élément d'une stratégie plus large visant à adapter son réseau de vente aux attentes et aux besoins changeants des clients.

Des études de marché effectuées par POST ont fait ressortir que les clients souhaitent en effet une flexibilité accrue leur permettant d'accéder plus facilement aux services de POST. Cette flexibilité concerne en premier lieu des horaires d'ouverture plus larges, en dehors des heures de bureau ainsi que la présence dans les centres de grande affluence tels que les grandes surfaces par exemple. Or, malgré une présence géographique très grande, le réseau actuel de POST Courrier / POST Finance ne répond plus à cette demande. Ainsi, le client se voit aujourd'hui confronté à des temps d'attente parfois inacceptables, notamment dans les grands bureaux. Par contre, dans les petits bureaux ou relais postaux, la fréquentation est si faible que des investissements afin de réserver un accueil moderne et convivial aux clients ne sont que difficilement justifiables.

Le partenariat avec Cactus est une évolution des Postshops actuels, en place depuis 2000. Ces points de vente exploités par un tiers sont une solution idéale pour compléter le réseau des points de vente exploités par POST puisqu'ils permettent de combler les déficits de ce dernier. Le concept proposé vise donc à mieux desservir le client en modernisant les bureaux de POST les plus grands et de compléter le réseau de vente par un nombre élevé de points de vente exploités par des tiers. Ce repositionnement stratégique permettra à POST d'optimiser son réseau propre tout en préservant une proximité envers ses clients sur l'ensemble du pays. La stratégie de transformation et de modernisation du réseau de vente est une stratégie à long terme. En attendant de pouvoir évaluer les premiers effets de cette nouvelle stratégie, la structure du réseau existant restera inchangée et le partenariat sera sans effet particulier en termes d'emplois.

En ce qui concerne le partenariat entre POST Luxembourg et la Banque Raiffeisen, les négociations viennent d'aboutir à un accord de partenariat consacrant le maintien, voire le développement du CCP. Le partenariat, approuvé par le Conseil d'administration du 17 juin, doit encore recevoir l'aval des autorités de régulation. Ce partenariat n'aura pas de répercussions négatives sur les collaborateurs actuellement occupés au niveau de POST Finance. Au contraire, les futures évolutions du CCP rendues possibles par le partenariat avec Raiffeisen sont considérées comme une opportunité pour les collaborateurs travaillant dans ce secteur d'activité de POST.

Question 1153 (21.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **futurs projets de Luxexpo:**

La presse écrite a récemment fait savoir que Luxexpo envisage des investissements à hauteur de 20 millions d'euros pour des projets de rénovation et de modernisation. Les exposants se plaignent effectivement de plus en plus de l'état des infrastructures qui sont devenues obsolètes et peu attractives. Cette réalité explique par ailleurs la baisse des visites constatée notamment lors de la Foire de Printemps 2015.

Si les travaux envisagés, dont la rénovation du bâtiment principal, la construction d'un parking comprenant 700 places et la mise en place d'un nouveau concept multifonctionnel pour le hall 6, engendreront un impact négatif sur le chiffre d'affaires pour les années à venir, le directeur de Luxexpo table sur une future augmentation du volume d'affaires. Il précise par ailleurs que les actionnaires les plus importants, à savoir la Chambre de Commerce et la Ville de Luxembourg, acceptent les pertes prévues alors que les manifestations à Luxexpo apportent indirectement 120 millions d'euros par an à l'économie nationale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il décrire de manière plus concrète les différents projets concernant le développement des activités de Luxexpo dans les années à venir?

- Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre par rapport aux critiques de certains exposants?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait repenser de manière fondamentale le concept des foires en général et, si oui, quelles sont les propositions du Gouvernement à ce sujet?

Réponse (24.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar concernant les futurs projets de Luxexpo en termes d'investissements, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Suite à l'abandon par le Gouvernement du projet de reconstruction entière des Foires en 2012, la Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg SA a sondé avec la Luxexpo SA différentes possibilités afin de remédier aux défis posés par une infrastructure qui ne répond plus de manière satisfaisante aux exigences du métier d'expositions. En tant que propriétaire des lieux, la SIPEL s'est ainsi engagée à investir quelque 7 millions d'euros pour faire démolir les halls 4 et 5 et pour assurer la mise en conformité des halls restants (à part le hall 6 pour lequel un réaménagement spécifique est prévu). Parallèlement, la Luxexpo, en tant que locataire des immeubles, a décidé de rénover le bâtiment de tête, de faire un certain nombre de travaux divers (parking, signalisation, sanitaires, etc.) et de construire sur le terrain nouvellement libéré un parking à trois étages exploité par ses soins pour répondre aux critiques récurrentes d'un manque d'emplacements pour les exposants et les visiteurs.

Je souscris à tous ces efforts alors qu'ils permettent non seulement de rafraîchir l'image des foires, mais garantissent une meilleure exploitation de l'infrastructure par des accès améliorés aux différents halls. Ils répondent ainsi également aux attentes légitimes des exposants souhaitant opérer dans les meilleures conditions possibles.

Le Gouvernement a toujours été attaché au projet Luxexpo ce qui s'est d'ailleurs traduit dans un soutien financier important tout au long des années passées. Je soutiens dès lors les démarches entamées par Luxexpo pour repenser le format des grandes manifestations que sont la Foire de Printemps et la Foire d'Automne et pour développer de manière générale une nouvelle stratégie pour l'avenir qui tirera profit des opportunités données par le réaménagement des halls et qui assurera de la sorte la pérennité des activités.

Question 1156 (22.05.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **chasse au renard:**

Laut dem Règlement grand-ducal du 9 mars 2015 concernant l'ouverture de la chasse pour les années cynégétiques 2015-2016 ass d'Juegd op de Fuuss d'ganzt Joer zou. Dat heescht, et ass verbueden, de Fuuss ze joen. Laut Aussoe vum Här Statssekretär géif sech duerch dës Mesure d'Fuussepopulatioun op engem déiwen Niveau stabiliséieren.

An dësem Kontext erlabe mir eis, folgend Froen un den Här Statssekretär fir nohalteg Entwécklung an Emwelt ze riichten:

1. Gëtt no dësem Joer, wou d'Juegd op de Fuuss zou ass, eng Evaluatioun gemaach, fir ze gesinn, ob de Bestand sech op engem niddregen Niveau stabiliséiert huet?

2. Wa jo, wéi eng Kritäre ginn analyséiert, fir dës wëssenschaftlech Etüd kënnen ze maachen a fir kënne logesch Konklusiounen op déi nächst Juegdsaisonen ze zéien?

3. Déi aktuell Zuelen iwwert de Fuuss baséiere sech op d'Ofschosszuelen. Ass et méiglech aus den Ofschosszuelen eng detailléiert Populatiounsverännerung erauszeliesen oder ginn dës Zuelen (zemools beim Fuuss) nach vun anere Facteuren influencéiert?

4. Wa jo, durch wéi eng Facteuren?

5. Mat wéi engen Date sollen dës Zuele verglach ginn, fir eng wëssenschaftlech Analys kënnen ze maachen?

6. Den Naturschutzbund Deutschland huet an enger Publikatioun vun 2013 geschriwwen, datt duerch d'Zounahm vum Fuussbestand (säit Aféierung vun der Tollwutimpfung) och de Verloscht vun de Buedembréieren zougeholl huet.

7. Gett dëst evaluéiert respektiv wëssenschaftlech analyséiert?

8. Wa jo, wéi?

9. Vill Baueren a Klengdéierenziichter kloen a leschter Zäit doriwwer, datt de Fuuss ëmmer méi dacks Klengdéieren (Hénger, Lämmer...) hëlt. Ginn et hei statistesch Zuelen?

10. Gëtt dëst evaluéiert?

11. An engem Artikel vum «Quotidien» (23.01.2015) seet den Här Statssekretär, «reconnaît le phénomène citadin des renards qui se promènent en ville. Mais il est aussi confiant sur le fait qu'on réussira, avec des pièges à animaux vivants, à les attraper pour les reconduire dans la nature». Ginn et hei Etüden aus dem Ausland, déi beleeën, datt dëst hëlleft? Wéi soll dëst konkret oflafen?

Réponse (29.06.2015) de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:*

Ad 1. D'Zuel vu Fiiss schwankt vu Joer zu Joer, an dat huet mam Wieder a mam Opkomme vu Mais ze dinn, wéi een et dëst Joer jo konnt gesinn. Dofir mécht et net vill Sënn, fir no engem Joer scho Réckschlëss ze zéien. Et gouf net behaapt, datt de Bestand sech op engem niddregen Niveau géif stabiliséieren, mä dass d'Variatiounen net méi grouss wäerte sinn, wéi mat Bejoung.

Et muss een och soen, dass d'Grafik vun den Ofschosszuelen indiquéiert, datt vun Enn den 1980er Jore bis viru 15 Joer de Fuussbestand hei am Land - trotz Juegd - ëm e Véierfacht geklommen ass. Viru 15 Joer war de Bestand zweemol esou héich wéi haut, an awer waren hei am Land keng Problemer mat Fiiss, vun Eenzelfäll emol ofgesinn.

Och aus landwirtschaftleche Kreesser gëtt monéiert, dass leider net méi genuch Prédateuren do sinn, fir d'Mais klengzehalen, déi regelméisseg zu enger Plo ginn. Esou steet z. B. um Internetsite vu CONVIS (Publikatiounsdatum 17.02.2015) an um Internetsite www.grengland.lu, dee vun der Ettelbrécker Ackerbauschoul (LTA) bedriwwe gëtt, Folgendes ze liesen: „Die Massenvermehrung dieser Kleinnager ist letztendlich auf unsere ausgeräumte Landschaft zurückzuführen. Landschaftselemente wie Hecken, Sträucher, Bäume, kleine Steinmauern u.v.m. dienen als Aufenthaltsort und Rückzugsmöglichkeit für Prädatoren, also die natürlichen Feinde. Mit dem zunehmenden Verlust dieser Landschaftselemente haben sich auch die natürlichen Feinde, die diese Überpopulationen regulieren könnten, zurückgezogen."

Och am Gesondheetsministère gëtt de Fuuss als wichtegen natierleche Feind vun de Mais gesinn, fir dee fir de Mënsch gefäierlechen Hantavirus am Gréff ze halen, wéi e rezente Communiqué weist. Zitat aus dem Communiqué vum 4. Juni 2015: «La cause de l'accroissement du nombre d'infections est liée à la présence d'un grand nombre de rongeurs et surtout à la multiplication importante du campagnol. Le campagnol roussâtre vit en forêt et trouve actuellement beaucoup de nourriture sous forme de fruits de hêtres et autres, ce qui explique sa multiplication intense. Ce rongeur peut être infecté sans devenir malade lui-même, tout en répandant le virus par ses excréments et urines. Un ennemi naturel principal de ce rongeur est le renard.»

Ad 2. All Joer gett am Conseil supérieur de la chasse bei all den als bejobar klasséierten Aarte gekuckt, firwat an zu wéi engen Zäite verschidden Aarte solle bejot ginn. Wa sech erausstellt, datt eng Bejoung vun engem als wëll klasséierten Déier noutwendeg oder duerch eng Notzung vertriedbar ass, kann dat gemaach ginn. D'Zuel vun Déiere vun enger Aart ass kee Kritär an där Diskussioun; wuel awer d'Problemer, déi vun enger Aart ausginn. Am Fall vum Fuuss ass dat entgéint Aussoe vun der FSHCL räichlech marginal.

Ad 3. Natierlech gesäit een an dëse landeswäit iwwer Questionnaire bei de Jeeër erhuewenen Ofschosszuele keng Detailer, mä en Trend, an dëst virun allem bei den Aarten, wou et keen Ofschossplang an deemno och kee Marquage gëtt. Den Trend beim Fuuss ass an anere Länner an Europa quasi identesch, z. B. an der Schwäiz, wou d'Bejoung vum Fuuss an d'Schounzäite ganz anescht si wéi zu Lëtzebuerg. Dat deit drop hin, datt d'Juegd per se iwwerhaapt keen Afloss op d'Bestänn huet, mä datt déi laangfristeg Populatiounsentwécklungen duerch ganz aner iwwergeuerdnet Facteure gesteiert ginn.

Ad 4. Vu dass de Fuuss laut President vun der Jeeërfederatioun, „virun allem en passant geschoss gëtt", weess d'Verwaltung net, ob d'Jeeër beim Fuuss genausou akribesch Buch féieren iwwert dat, wat geschoss oder iwwerrannt gouf, wéi bei aneren Aarten (Réi, Hirsch, etc.).

No der Zäit vun der Tollwutimpfung kruten d'Jeeër eng Prime, wa se ee Fuuss am Veterinärslabo ofgeliwwert hunn. Et ass unzehuelen, datt déi Zäit déi meescht geschossen an iwwerrannte Fiiss gemellt gi sinn. Mat dem Ofschafe vun der Prime sinn d'Zuelen awer net drastesch erofgaang.

Et ass allerdéngs unzehuelen, datt och beim Ausfëllen „de mémoire" d'Gréisstenuerdnung vun Déieren, déi geschoss oder iwwerrannt fonnt gi sinn, der Realitéit entsprécht. Domat kann ee soen, datt d'Ofschosszuele keen Hiweis ginn op d'Zuel vun de Fiiss an der Natur, wuel awer e gudden Indikator si fir de laangfristegen Trend an der Bestandsentwécklung.

Ad 5. Et ass bei enger wäit verbreeter an heefeger Aart wéi dem Fuuss logistesch immens schwéier, fir net ze soen onméiglech, groussfläcHEG Bestandsopnahmen ze maachen. Engersäits wäerten d'Donnéeën iwwer iwwerrannten Déiere méi systematesch enregistréiert ginn, an et ass och virstellbar iwwer eng standardiséiert Method, wéi d'Scheinwerferzielungen op Feldweeër, d'Bestandsentwécklung vun de Fiiss ze suivéieren.

Ad 6. Op Ufro beim NABU Deutschland gouf eis matgedeelt, datt si keng esou eng Publikatioun hunn.

Ad 7. De Monitoring vu Buedembréier wéi dem Piwitsch oder dem Feldhong gi vun der Centrale Ornithologique säit Jore gemaach. An der Vullewelt sougutt wéi beim Hues si weder säit dem Juegdverbuet op Gräifvullen, op den Dachs, de Marder oder d'Kuebevullen, nach beim Ofschafe vun der Falejuegd Abréch vermierkt ginn. Hire Réckgang ass op de Liewesraumverloscht zréckzeféieren, a si sinn ewell esou seelen, datt een d'Verloschter vun den Näschter schwéier ka fir statistesch Aussoen notzen.

Ad 8. Iwwert den „Common bird monitoring" ginn elo och Informatiounen zu manner rare Vullenaarte gesammelt, z. B. ee „Farmland bird index" kann do an Zukunft Réckschlëss erlaben.

Ad 9. Neen. Souwäit mer informéiert sinn, gëtt et jo och kee Relevé vun der Zuel vu klengen Notzdéieren, déi gehal ginn, oder wéi se gehal ginn. Hei ass et wichteg, ze bemierken, datt d'Ännerung an der Bejoung vum Fuuss bis elo nach keen Afloss op d'Fuussepopulatioun konnt hunn, well de Fuuss souwisou säit 2007 vum 1.3. bis 30.6. Schounzäit hat.

10. Bis elo ass dat net virgesinn. Bei deene Fäll, déi dëst Joer gemellt gi sinn, war et och schwéier nozevollzéien, ob:

- et wierklech de Fuuss war;

- de Propriétaire vun den Déieren déi néideg Mesurë geholl hat, fir seng Déieren ze schützen;

- dëst Joer méi schlëmm ass wéi aner Joren, an deenen d'Fuussepopulatioun duerch Wieder a Mausvirkomme grouss war. D'Leit sinn dëst Joer iwwert d'Medien op de Fuuss opmierksam gemaach ginn, an hu sech och doweinst wuel éischter bei eise Leit gemellt oder soss manifestéiert.

Ad 11. Fir d'Éischt muss ee soen, datt et säit iwwer 30 Joer a villen Dierfer a Stied an Europa Fiiss gëtt. Dat ass awer am Prinzip kee Problem, a vun deenen Déiere geet och a priori keng Gefor aus. Am Fall vun engem manifestement kranke Fuuss, z. B. op engem Bauerenhaff, kann een z. B. de Groupe d'intervention vétérinaire ruffen, déi dann déi néideg Décisiounen huelen.

Bei manifesten „Problemfäll", wou en eenzelt Déier stéiert an duerch d'„Ewechfänken" de Problem temporär ka geléist ginn, kann hei och eng Genehmegung erdeelt ginn. Et mécht natierlech wéineg Sënn, Déieren einfach ewechzefänken, wou direkt weiderer noréckelen.

Et ass wichteg, datt mer léieren, mat der Natur eens ze ginn, amplaz se ze bekämpfen. Esou sinn d'Leit z. B. opgefuerdert, keng wëll Déieren duerch Fudder an hire Gaart ze lackelen.

Am Genfer Kanton goufen och nom „Juegdverbuet" vun 1974 nach Fiiss geschoss, dëst ass awer säit 1997 staark zréckgesat ginn. Zënterhier gi just nach blesséiert oder manifestement krank Déieren „erléist" (wat eis Gesetzgebung jo och zouléisst) an e puer „Problemfiiss" geschoss. Tëscht 1998 an 2013 waren dat am ganzen 113 Fiiss.

Zu Bréissel (Bruxelles-Capitale, also exklusiv den urbane Beräich) gëtt guer net gejot, an obwuel de Fuuss säit den 90er Joren ëmmer méi do opkënnt, gëtt do kee gefaang oder geschoss. Bis elo leeft dat den Aussoe vun de Beroder no ganz gutt. Si schaffe just iwwer Sensibilisatioun a Berodung.

Question urgente 1177 (02.06.2015) de **MM. Gilles Roth**, **Marc Spautz**, et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **décision de la Belgique de placer le Luxembourg sur la liste noire des paradis fiscaux:**

D'après un article paru sur lesoir.be, «la Belgique place le Luxembourg sur la liste des paradis fiscaux, une décision qui obligera les entreprises belges à déclarer toutes leurs transactions supérieures à 100.000 euros avec ce pays».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Quelles en sont les conséquences pour le Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ont-ils été informés de cette décision avant que celle-ci ne circule dans la presse? Est-ce que ce sujet a été évoqué lors du récent sommet Benelux?

- Quelles mesures le Luxembourg envisage-t-il pour contrecarrer cette décision?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En vertu de l'article 307, CIR 92 belge, applicable à partir de l'année d'imposition 2010, «les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (…) sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui (…) pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard (…)» et ce à l'occasion de leur déclaration annuelle à l'impôt. L'article précise en outre que cette déclaration «doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100.000 euros». Il ne fait pas mention d'une «liste noire des paradis fiscaux», sur laquelle figurerait le Luxembourg.

Le 23 novembre 2013, le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales.

Face aux défaillances du cadre législatif et réglementaire luxembourgeois mises en exergue, et conscient des risques de sanction et de réputation engendrés par cette situation, le Gouvernement a, dès son entrée en fonction le 4 décembre 2013, mis en œuvre tout un éventail de mesures pour répondre aux critiques du «Forum mondial».

Ceci était d'autant plus grave et urgent que les institutions financières internationales telles que la BEI, la BERD, menaçaient de ne plus utiliser la place financière luxembourgeoise pour leurs opérations si le Luxembourg ne négociait pas une période de grâce avec ces institutions, et ce sur la base d'un calendrier rigoureux avec leur panoplie de mesures législatives.

Sur ce, toute une série d'initiatives législatives ont été prises:

- la loi du 26 mai 2014 portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts;

- la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1. de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, nonobstant l'abstention du parti chrétien social sur ce dernier texte.

Au travers de ses décisions, le Gouvernement a par ailleurs pu procéder:

- le 29 octobre 2014, à la signature de la déclaration de Berlin, en vertu de laquelle le Luxembourg compte parmi les «early adopters» du «Common Reporting Standard»;

- en novembre 2014, à l'adoption de la proposition de directive européenne en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal);

- le 1er janvier 2015, à la mise en œuvre de l'échange automatique prévu par la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêt.

Grâce à l'action décisive du Gouvernement, une nouvelle évaluation du Luxembourg est désormais en cours et devrait se traduire, au cours des prochains mois, par une confirmation par le «Forum mondial» de l'efficacité des mesures mises en œuvre. La nouvelle évaluation du Luxembourg en cours a permis de prolonger la période de grâce obtenue auprès des institutions financières et internationales.

On peut donc affirmer que les mesures les plus déterminantes pour résoudre la situation actuelle ont d'ores et déjà été prises. Dès l'aboutissement de la procédure actuellement en cours au «Forum mondial», le Luxembourg ne sera en principe plus susceptible de tomber dans le champ d'application de la législation belge précitée. Le problème est donc limité à 2014, année au cours de laquelle notre pays est considéré comme non conforme pour le «Forum mondial».

Pour autant, le sujet a fait depuis quelques mois l'objet d'échanges réguliers entre les autorités des deux pays. En particulier, il a fait l'objet d'une mention dans la «Déclaration Conjointe Gaichel» du 5 février 2015. Il est clair en effet que la circulaire belge arrive à contretemps alors que le Luxembourg a pris toutes les initiatives pour passer au plus vite à la situation créée par le classement du Luxembourg dans la catégorie des pays non conformes. Les discussions entre les deux Gouvernements sur la mise en œuvre des dispositions en question sont en cours et ne sont pas encore finalisées.

N°14
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Conclusions du rapport Artuso p. 557
Débat sur le résultat du référendum p. 563
Profession de psychothérapeute p. 537

Sommaire des séances publiques nos35 à 37 p. 572
Sommaire des questions parlementaires p. Q200

35e séance Mercredi 20 mai 2015
36e séance Jeudi 21mai 2015
37e séance Mardi 9 juin 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE

Visite du Collège des commissaires européens



Rencontre des membres de la Commission européenne à la Chambre des Députés avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et les députés luxembourgeois.

Dans le cadre du début officiel de la 12e Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (UE), la Commission européenne, conduite par son Président, M. Jean-Claude Juncker, s'est déplacée le 3 juillet 2015 à Luxembourg.

Après des entretiens avec le Gouvernement luxembourgeois au «European Convention Center Luxembourg» à Luxembourg-Kirchberg, les commissaires européens se sont rendus à la Chambre des Députés.

Accueillis par le Président du Parlement, M. Mars Di Bartolomeo, les membres de la commission européenne ont pu évoquer avec les députés les priorités de la Présidence luxembourgeoise ainsi qu'un certain nombre de thèmes actuels majeurs qui risqueront de dicter leur agenda dans les semaines et mois à venir.

Répartis dans cinq groupes de travail distincts, les commissaires et députés ont pu s'exprimer sur:

- la justice, la sécurité et les droits fondamentaux;

- les relations extérieures et le commerce;

- la compétitivité et les affaires économiques, le marché intérieur et le marché unique numérique;

- le dialogue social, la dimension sociale de l'Union économique et monétaire et le semestre européen;

- l'énergie, le climat, l'environnement et l'agriculture.

Les interlocuteurs ont été unanimes pour constater une grande identité de vues sur la plupart des dossiers évoqués et se sont engagés à œuvrer de concert à la réussite de la Présidence en ces temps difficiles et incertains.



Är Iddie fir déi nei Verfassung sinn och weiderhi wëllkomm!
Vos idées pour la nouvelle Constitution sont toujours les bienvenues!
Ihre Ideen für die neue Verfassung sind auch weiterhin willkommen!

Den Délai, fir Virschléi anzereechen, ass bis de 16. Oktober 2015 verlängert ginn.
Le délai pour soumettre des propositions a été prolongé jusqu'au 16 octobre 2015.
Die Frist für die Einreichung von Vorschlägen wurde bis zum 16. Oktober 2015 verlängert.

D'Chamber invitéiert Iech, Är Iwwerleeungen op **www.ärvirschléi.lu** matzedeelen.
La Chambre des Députés vous invite à faire part de vos réflexions sur **www.ärvirschléi.lu**.
Das Parlament lädt Sie dazu ein, Ihre Überlegungen auf **www.ärvirschléi.lu** mitzuteilen.

Le Lycée technique des Arts et Métiers accueille le Président

De la mécatronique à l'électrotechnique en passant par les problèmes de la Grèce, les migrations et la valeur ajoutée du projet européen: autant de sujets abordés lors de la visite que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, vient d'effectuer au Lycée technique des Arts et Métiers sis à Luxembourg-Limpertsberg.

Dans un but d'apprendre un peu plus sur les régimes, formations et brevets offerts par l'ancienne «Handwierkerschoul» - plus ancienne école technique publique de notre pays qui fêtera ses 120 ans d'existence en 2016 - et de valoriser davantage les métiers et formations techniques, souvent jugés trop exigeants ou pas assez séduisants par l'opinion publique, le Président de la Chambre s'est mêlé aux étudiants. Il a pu constater l'enthousiasme des jeunes pour les métiers traditionnels de l'imprimeur, du relieur, du décorateur, du mécanicien et de l'informaticien, mais aussi pour des formations plus pointues telles que celles du mécatronicien, de l'électronicien en énergie et en communication ainsi que celles liées aux métiers du cinéma, de l'audiovisuel ou encore du dessinateur d'animation.

Après la partie plus technique de sa visite, M. Di Bartolomeo a pu s'entretenir avec des élèves de plusieurs classes. Lors d'une traditionnelle séance de questions-réponses, il fut beaucoup parlé non seulement de l'avenir du Grand-Duché, mais surtout de celui de l'Europe à la lumière de la crise grecque, des migrants et réfugiés traversant la Méditerranée en quête d'une vie meilleure ainsi que des conflits aux portes du Vieux Continent.

Non sans reconnaître une certaine impuissance voire inaction pour s'attaquer à bras-le-corps à ces problèmes, les parties en présence ont dénoncé le manque de solidarité qui caractérise de plus en plus les relations entre pays de l'Union européenne. À croire que les égoïsmes nationaux et le chacun pour soi auraient damé le pion à l'idéal européen.



M. Mars Di Bartolomeo s'intéresse aux différents métiers enseignés au Lycée technique des Arts et Métiers à Limpertsberg.

Situation très tendue des réfugiés dans le monde



M. António Guterres a eu un échange de vues avec des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération et de l'Immigration, de la Commission de la Famille et de l'Intégration et de la Commission juridique.

Alors qu'António Guterres se déplace régulièrement à Luxembourg pour se concerter avec les autorités gouvernementales et faire le point avec les députés sur la situation des réfugiés à travers le monde, rarement son diagnostic et ses constats les concernant n'ont été aussi alarmants que lors de son entretien le 9 juillet 2015 avec les membres de trois commissions parlementaires (Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération et de l'Immigration; Commission de la Famille et de l'Intégration; Commission juridique).

Début juillet, l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) - dont M. Guterres est le Haut-Commissaire - avait avancé le chiffre de 137.000 réfugiés et migrants arrivés en Europe par la mer au cours du premier semestre 2015, en majorité sur les côtes italiennes et grecques.

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO: European Asylum Support Office), avait annoncé début juillet que le nombre de demandeurs d'asile dans les pays de l'Union européenne (UE) a fait un bond de 68% au cours des cinq premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période en 2014. Selon l'EASO, l'année 2014 avait déjà représenté un record du nombre d'arrivées avec plus de 660.000 demandeurs d'asile arrivés sur le territoire des Vingt-Huit ainsi qu'en Suisse et en Norvège.

L'augmentation des flux migratoires en direction de l'Europe a poussé les Gouvernements de l'UE à chercher des réponses. À l'occasion d'une réunion informelle «Justice et Affaires intérieures» le 9 juillet, les Ministres de l'UE chargés du dossier se sont retrouvés à Luxembourg afin de définir les contours d'une politique d'accueil de ces migrants et de réfléchir aux moyens de les dissuader d'entreprendre la traversée périlleuse de la Méditerranée.

Voilà pour la toile de fond!

Lors de son entrevue avec les députés, M. António Guterres n'a pas manqué de souligner l'ampleur prise par les flux de réfugiés et des phénomènes migratoires. En ce sens, il a parlé d'un véritable «phénomène accélérateur». Ainsi, en l'espace de cinq ans, on a pu assister à un quintuplement du nombre de réfugiés déplacés par jour dans le monde (42.500/jour pour la seule année 2014). Ceci serait dû au fait que non seulement de nouveaux conflits éclatent, mais surtout que les anciens perdurent. Aux yeux du Haut-Commissaire de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), la communauté internationale a tout simplement perdu la capacité de prévention et de solution des conflits.

De la Turquie vers la Grèce

M. Guterres a aussi regretté que les opinions publiques aient une fausse idée du problème. Tandis que les projecteurs de l'actualité et des médias sont pour l'essentiel braqués sur l'Italie en tant que pays d'accueil, les traversées vers la Grèce sont devenues plus fréquentes que vers la rive occidentale de la Méditerranée. La pression des réfugiés s'est déplacée vers la façade orientale et les pays limitrophes de la Grèce (Serbie, Bulgarie, Ancienne République yougoslave de Macédoine).

Dans ce contexte et dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, le Haut-Commissaire a exprimé le souhait que le Grand-Duché fasse avancer les mécanismes européens d'accueil pour les rendre plus opérationnels et moins dysfonctionnels. S'il faut de la répression, il faut aussi envisager une alternative légale de la migration pour que cette répression soit efficace, a-t-il souligné.

Selon M. Guterres, la réponse humanitaire face au problème d'accueil des réfugiés est entre-temps en voie de diminution. C'est la raison pour laquelle les pays sous pression accueillant les réfugiés (tels que le Liban, la Jordanie et la Turquie) doivent en priorité bénéficier de l'aide au développement. Ces pays doivent devenir autosuffisants grâce à un appui significatif de la communauté internationale en attendant des jours meilleurs pour envisager un retour des réfugiés. Malheureusement, cette perspective semble illusoire du fait d'une insuffisance de moyens de la part de la communauté internationale.

Promouvoir la coopération régionale au Sahel

Depuis le printemps arabe et les bouleversements y afférents (changements de régime, guerres civiles, menace terroriste, migrations et déplacements de réfugiés), tout ce qui se passe en Afrique, et a fortiori dans la région du Sahel, impacte au premier plan le continent européen. D'où l'utilité ressentie par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre de rencontrer la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahel, Mme Hiroute Guebre Sellassie.

Alors que la région du Sahel a longtemps formé dans l'imaginaire colonial une Afrique «inutile» dont le développement était voué à l'échec - l'espace allant de la Mauritanie à l'est jusqu'à l'Erythrée à l'ouest est en effet constamment perturbé par la sécheresse, la pauvreté, des crises alimentaires et politiques, des violences ethniques ou tribales, l'opposition entre sédentaires et nomades -, le Sahel est devenu ces dernières années un espace stratégique pour deux raisons:

- les besoins croissants en énergie ont transformé l'espace reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge en terrain de course pour les ressources naturelles, mobilisant les puissances occidentales et surtout la Chine;

- la guerre civile en Libye avec la chute du colonel Kadhafi, pendant longtemps un partenaire indispensable pour les gouvernements du Sahel, a transformé le Sahel en une région de trafic en tous genres (en particulier de cigarettes, de drogues, d'armes et de clandestins) et en un sanctuaire de groupes armés liés à Al-Qaïda, particulièrement Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad ont particulièrement souffert des activités d'AQMI dans la région, comprenant des attaques sanglantes et enlèvements.

Stratégie intégrée pour le Sahel

Au cours de son entrevue avec les parlementaires, Mme Hiroute Guebre Sellassie leur a fait comprendre son rôle, à savoir travailler à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et à ses trois volets: la sécurité, la gouvernance et la résilience qui sont interdépendantes et auxquelles il faut aussi bien associer la société civile que les gouvernements des pays de la région du Sahel.

La mise en place dans la foulée, en février de cette année, d'un groupe international de contact - le «G5 du Sahel» - entre par ailleurs dans un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale entre les cinq pays les plus touchés par les activités terroristes et de criminalité en bandes organisées. Partageant les mêmes défis, les leaders de ces pays ont compris qu'ils ne peuvent plus se permettre une mauvaise gouvernance et qu'il faut procéder à des changements structurels (programme prioritaire d'investissements et de projets structurants accordant une large priorité à l'ancrage de la démocratie et à la participation des populations à la promotion des zones les moins développées) pour aller à l'encontre de l'insécurité et de la radicalisation.

Appelant les députés à la soutenir dans ses démarches - notamment dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et de la redéfinition de la politique d'aide au développement -, Mme Sellassie a conclu son intervention par un appel à la coopération et coordination de tous les acteurs intervenant dans la région.



Des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont reçu Mme Hiroute Guebre Sellassie (2e de droite).

Coup d'envoi d'un semestre de coopération interparlementaire sous Présidence luxembourgeoise



Réunion des Présidents de la COSAC, conduite par M. Marc Angel, Président de la délégation luxembourgeoise (au milieu)

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a donné le coup d'envoi d'un semestre de coopération interparlementaire sous Présidence luxembourgeoise en s'adressant le 13 juillet 2015 aux participants de la réunion des Présidents de la COSAC. Cette première de six réunions entre parlementaires nationaux des pays membres de l'Union européenne qui seront organisées au Grand-Duché d'ici décembre rassemble les Présidents des délégations nationales à la «Conférence des Organes Parlementaires Spécialisés dans les Affaires de l'Union». La COSAC peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission et promeut, en outre, l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

M. Nicolas Schmit, ministre luxembourgeois en charge des relations avec le Parlement européen pendant les six mois à venir, a présenté les priorités que le Gouvernement luxembourgeois s'est données pour sa Présidence, après avoir décrit le contexte compliqué dans lequel celle-ci se déroule.

Ces priorités ont ensuite été saluées, commentées et discutées par les délégués étrangers.

La mise en place du «carton vert» fut l'autre grand sujet de discussion entre les Présidents de la COSAC.

Il prévoit de permettre aux Parlements nationaux de soumettre une proposition législative commune si celle-ci est appuyée par un nombre substantiel d'États membres.

Le «carton vert» compléterait la gamme d'outils à disposition des Parlements nationaux en matière européenne qui se limite actuellement au contrôle de subsidiarité et de proportionnalité.

Il leur permettrait de profiter de l'initiative législative.

M. Frans Timmermans, premier Vice-Président de la Commission européenne, a participé aux débats sur ce point.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Helsinki

40 ans après la signature de l'Acte final: réaffirmer les dix principes

Les principes politiques énumérés dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé il y a 40 ans à Helsinki, restent d'une importance fondamentale pour l'architecture de sécurité actuelle. Tel est un des constats faits dans le rapport «Helsinki +40: Building the OSCE of the future» présenté par un groupe d'experts lors de la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue du 5 au 9 juillet 2015 à Helsinki. Ce rapport est le résultat d'une série de conférences préparatoires qui ont eu lieu à partir de janvier 2014 à Moscou, à Washington, à Stockholm, à Copenhague et à Belgrade.

Les auteurs du rapport constatent qu'il n'y a pas lieu de renouveler les principes, car on ne pourrait pas s'attendre à arriver à un accord de cette envergure à l'heure actuelle. Par contre, les instruments de l'OSCE pourraient être mieux utilisés pour défendre les principes et veiller à ce que les États membres les respectent. Bien qu'ils soient soumis aux mêmes menaces transnationales, telles que le terrorisme, le trafic humain ou la cybercriminalité, les États membres ne font pas usage de tout le potentiel de l'OSCE pour y répondre.

Dans la crise actuelle en Ukraine, l'OSCE est la seule organisation internationale acceptée par toutes les parties du conflit dans son but de trouver une solution politique. Parmi les propositions qui pourront renforcer son action, les experts citent des mécanismes de réaction immédiate permettant de déployer une mission d'observation ou de «fact finding» sur le territoire d'un État qui est devenu la victime d'une agression. Par ailleurs, l'OSCE devrait intensifier ses efforts dans le domaine du contrôle des armes et du désarmement en incluant le niveau régional.

Finalement, les experts constatent le besoin d'une réforme structurelle de l'OSCE, se focalisant sur la modernisation des structures et des procédures de l'organisation.

Les quelque 300 parlementaires présents ont débattu, pendant les cinq jours de la session annuelle, une multitude de sujets dans les trois commissions axées sur la politique extérieure, la dimension humaine et l'aspect économique. La «Déclaration d'Helsinki» comprenant les résolutions votées est accessible sur le site Internet www.oscepa.org.



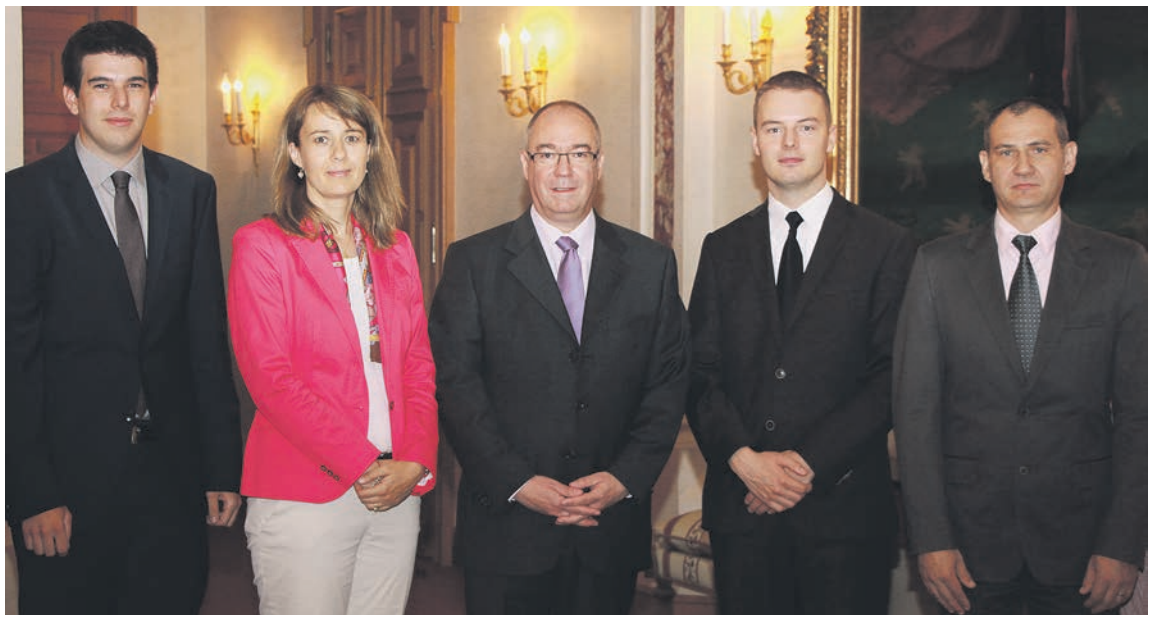
La Chambre des Députés était représentée à Helsinki par M. Gusty Graas, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché et M. Eugène Berger (de gauche à droite).

Le Président a reçu...



...S. E. M. Timo Ranta, Ambassadeur de Finlande.

Assermentation de quatre fonctionnaires



Le 14 juillet 2015 a eu lieu l'assermentation par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (au milieu), de Mme Lisi Haas, conseiller adjoint au Cabinet du Président, de M. Pierre Vivier, conseiller adjoint au Service Informatique (à droite), ainsi que de M. Cédric Scarpellini, rédacteur au Service des Relations internationales (à gauche), et de M. Chris Sinner, huissier de salle au Service Logistique et Technique.

NOUVELLES LOIS

Transplantation d'organes

6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

En date du 6 août 2010, la directive 2010/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne.

Cette directive a pour objet de disposer au niveau de l'Union européenne des règles communes de qualité et de sécurité pour l'obtention, le transport et l'utilisation des organes humains destinés à la transplantation.

Dans le cadre de la transposition en droit national de la directive précitée, les dispositions de la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine sont modifiées et complétées par le présent projet de loi afin de rendre la législation nationale applicable en la matière conforme au droit communautaire.

Les principales dispositions du projet de loi issues de la Convention d'Oviedo concernent:

- la suppression du cas de prélèvement de substances d'origine humaine à des fins de diagnostic;

- la définition des relations étroites qui au vœu de l'article 10 du Protocole additionnel de la Convention doivent exister entre le donneur et le receveur;

- la possibilité d'un prélèvement fait dans un but de recherche dans l'hypothèse d'un don fait par une personne décédée;

- l'ouverture en faveur du don fait par une personne entretenant avec le receveur des relations affectives très étroites;

- la suppression de la possibilité d'un don fait par un donneur mineur d'âge;

- la mise en place d'un comité d'experts veillant à ce que le consentement du donneur soit donné en pleine connaissance des éventuelles suites dommageables pour lui et à l'écart de toutes influences indues.

Les éléments du projet de loi issus de la directive 2010/53/UE disposent que:

- les organes destinés à la transplantation et leurs donneurs doivent être caractérisés de façon à permettre une analyse adéquate des risques et des avantages de chaque transplantation;

- la traçabilité des organes devra être assurée par le biais d'un système d'identification à mettre en place par les établissements procédant à l'obtention, à la caractérisation, à la transplantation d'organes ou à l'élimination d'organes;

- la mise en place d'un système permettra de signaler, d'examiner, d'enregistrer et de transmettre les informations pertinentes nécessaires concernant les incidents et les réactions indésirables graves observées pendant ou après la transplantation.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 16.04.2013
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
13.06.2013 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
09.12.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2015 Adoption d'un amendement parlementaire et approbation du projet de lettre d'amendement au Conseil d'État
17.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015
Loi du 25 juin 2015
Mémorial A: 2015, n°125, page 2692

Profession de psychothérapeute

6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale;

2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

Le projet de loi vise à créer un cadre légal pour la profession de psychothérapeute, en fixant notamment les conditions pour le port du titre, ainsi que les procédures en vue de l'obtention de l'autorisation d'exercer la psychothérapie sur base d'une formation structurée et réglementée.

En effet, les psychothérapies figurent parmi les interventions de premier choix en matière de prise en charge de la souffrance psychique.

Au Luxembourg, l'absence de toute réglementation relative à l'exercice de la psychothérapie et à la protection du titre de psychothérapeute permet à divers acteurs des secteurs médical, psychologique, éducatif, paramédical ou autre de faire mention de qualités et de proposer des prestations dites «psychothérapeutiques» sans qu'il soit garanti qu'ils disposent d'une formation adéquate et surveillée.

Les éléments essentiels du projet de loi comprenant six chapitres sont les suivants:

Le premier chapitre traite

- de l'autorisation d'exercer la profession de psychothérapeute;

- des professions autorisées à porter le titre professionnel de psychothérapeute;

- des requis en matière de formation en psychothérapie (post-graduate);

- du statut et de l'attribution du psychothérapeute (travail autonome, formation continue).

Le projet de loi définit la psychothérapie comme méthode thérapeutique qui fait exclusivement appel à des moyens psychologiques reconnus afin de traiter les troubles mentaux chez l'adulte, l'adolescent et l'enfant.

Il s'agit d'un traitement psychologique pour un trouble mental, pour des perturbations comportementales ou pour tout autre problème entraînant une souffrance ou une détresse psychologique, et qui va au-delà d'un simple accompagnement sous forme d'aide psychologique.

Le champ d'application couvre différentes formes de psychothérapies, sans pour autant les énumérer explicitement.

À noter également que si le projet de loi dispose que la psychothérapie recourt exclusivement à des moyens psychologiques, les médecins-psychiatres pratiquant la psychothérapie peuvent continuer à faire usage de leur pouvoir de prescription de médicaments, notamment dans les cas où une thérapie combinée est justifiée.

L'autorisation d'exercer la profession de psychothérapeute est soumise à l'autorisation du ministre ayant la Santé dans ses attributions, ainsi qu'à diverses conditions.

Ainsi, le projet de loi prévoit une double voie d'accès à la formation de psychothérapie: celle-ci est réservée soit aux détenteurs d'un master en psychologie clinique ou d'un diplôme en psychologie reconnu équivalent, soit aux détenteurs d'un des titres de formation de médecin avec formation médicale de base.

Les médecins-psychiatres autorisés à faire usage d'un titre licite de formation en psychothérapie ne tombent pas sous le champ d'application du présent projet de loi. Il s'agit dans ce cas d'un exercice légal de la psychothérapie par des psychiatres en leur qualité de médecin, d'ores et déjà prise en charge par l'assurance maladie-maternité.

Le demandeur de l'autorisation d'exercer en tant que psychothérapeute doit être titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de formation - luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent - relatif à la formation de psychothérapeute. Il doit par ailleurs satisfaire aux conditions de santé physique et psychique, ainsi qu'aux conditions d'honorabilité et de moralité nécessaires à l'exercice de la profession. Quant aux conditions linguistiques imposées aux psychothérapeutes, celles-ci sont calquées sur celles concernant les médecins, médecins-dentistes et médecins-vétérinaires.

Le deuxième chapitre consacre la mise en place d'un Conseil scientifique de psychothérapie et décrit son fonctionnement.

Le troisième chapitre traite les aspects liés à la discipline. Le projet de loi prévoit notamment de réglementer la gestion et l'organisation de la profession de psychothérapeute par son rattachement au Collège médical.

Le quatrième chapitre règle les aspects liés à l'exercice de la psychothérapie: les psychothérapeutes, tout comme les étudiants en formation sont tenus au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Le cinquième chapitre rassemble les dispositions modificatives et le sixième chapitre a finalement trait aux dispositions transitoires et finales, qui fixent notamment les conditions dans lesquelles l'autorisation d'exercer en tant que psychothérapeute pourra être accordée pendant une phase transitoire de trois ans. Ceci concerne plus précisément les requérants pouvant se prévaloir d'une pratique de psychothérapie avant l'entrée en vigueur de la loi.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 06.06.2013
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
04.07.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et échange de vues

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
17.06.2014 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.06.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.07.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.07.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.07.2014 Adoption des amendements parlementaires
30.09.2014 Entrevue avec des représentants de la Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychothérapie et psychothérapie
Entrevue avec des représentants de la Société psychanalytique du Luxembourg
07.10.2014 Entrevue avec des représentants de la Fondation Pro Familia et d'autres associations signataires d'un avis commun sur le projet de loi
Entrevue avec des représentants des thérapeutes systémiques familiaux
14.10.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État et conclusions à tirer des auditions
11.11.2014 Présentation, examen et adoption de nouvelles propositions d'amendements
27.01.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
17.03.2015 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
21.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

PAGs communaux

6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi 6704A résulte d'une scission du projet de loi 6704 dite «Omnibus». La Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative a en effet tenu compte de la suggestion du Conseil d'État de scinder le projet de loi 6704 en deux de sorte que le nouveau projet de loi 6704A comprend désormais deux articles: l'article 1er (ancien article 33 du projet de loi 6704 initial) modifie le paragraphe 1er de l'article 108 de la loi précitée du 19 juillet 2004 et l'article 2 (article 33bis nouveau introduit par les amendements gouvernementaux du 27 mars 2015) abroge le paragraphe 3 de l'article précité.

Le projet de loi 6704A a pour objet de proroger la date limite pour la refonte complète des plans et projets d'aménagement général des communes jusqu'au 8 août 2018. Dans la mesure où le délai initialement prévu par la loi du 19 juillet 2004 n'a manifestement pas pu être respecté dans la pratique il est prévu de le prolonger une itérative fois en retenant une échéance réaliste. Le projet de loi rectifie par ailleurs l'ampleur de la sanction initialement prévue en cas de non-respect de ce délai

Actuellement la sanction est la caducité pure et simple de la réglementation existante, sanction qui comporte un vide juridique radical jugé trop lourd de conséquences pratiques.

Avec le projet de loi 6704A, les projets d'aménagement général ne deviendront désormais plus caducs, mais toute modification des plans d'aménagement général sera proscrite et plus aucune procédure d'adoption d'un plan ou projet d'aménagement particulier «nouveau quartier» ne pourra être entamée.

Il est à noter que certaines communes ont déjà procédé en 2013 à la prorogation des délais pour la refonte de leurs plans d'aménagement général pour une durée de deux années à par-

tir de la date de la délibération afférente du conseil communal, sans profiter du délai maximal prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, c'est-à-dire jusqu'au 8 août 2015.

Les plans d'aménagement général de ces communes risquent donc de devenir caducs avant le 8 août 2015 par l'effet de l'article 108, paragraphe 1er, de la loi précitée du 19 juillet 2004. Or, sur les 105 communes, une quinzaine environ disposent à l'heure actuelle d'un plan d'aménagement général qui est conforme à la loi précitée du 19 juillet 2004.

Il est donc impérieux d'accorder aux autres communes un délai supplémentaire pour procéder à la mise en conformité de leurs plans d'aménagement général, sans que ceux-ci deviennent caducs.

Les amendements gouvernementaux du 27 mars 2015 apportent des modifications de nature rédactionnelle à l'article 33 du projet de loi initial et introduisent un article 33bis nouveau ayant pour objet de supprimer le paragraphe 3 de l'article 108 de loi précitée du 19 juillet 2004 lequel disposait que les communes doivent remplacer les règlements communaux sur les bâtisses pris en exécution de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes par un règlement sur les bâtisses tel que prévu par l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et ceci pour deux raisons.

Premièrement, force est de constater que lorsque les autorités communales entreprennent la refonte de leur plan d'aménagement général, elles effectuent concomitamment et implicitement un remplacement de leur règlement sur les bâtisses alors que bon nombre de règlements communaux de police urbanistique sont dénommés simplement «règlement sur les bâtisses» et contiennent à la fois des dispositions telles que prévues à l'article 37 précité ainsi que des prescriptions urbanistiques qui sont dorénavant exclusivement contenues dans les plans d'aménagement général.

Deuxièmement, la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain contient déjà dans son article 38 l'obligation pour les autorités communales d'édicter un règlement sur les bâtisses «mouture 2011».

Pour ce qui est de la sanction, force est de constater qu'outre le constat qu'une telle sanction semble disproportionnée et inappropriée, le fait de frapper de caducité un tel règlement risque d'entraîner des blocages en pratique, ce qui frapperait en dernière analyse surtout les particuliers, propriétaires immobiliers et acheteurs potentiels d'habitations. Tel serait effectivement le cas si une commune dispose d'un plan d'aménagement général «mouture 2011», mais pas d'un règlement sur les bâtisses afférent alors que ce dernier aura été frappé de caducité dû à sa propre négligence.

Il est plus opportun de laisser aux autorités communales le choix d'édicter leur règlement sur les bâtisses parallèlement à leur nouveau plan d'aménagement général ou de continuer à exécuter leur plan d'aménagement général avec leur ancien règlement sur les bâtisses.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.05.2015

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):

07.05.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.05.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.05.2015

Loi du 14 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°113, page 2022

Efficacité énergétique 1: électricité

6709 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Tel que l'indique l'exposé des motifs du projet de loi, celui-ci vise principalement à transposer en droit national certaines dispositions de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ayant trait aux marchés de l'énergie. Pour ce faire, de légères adaptations de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité sont nécessaires.

La nouvelle directive complète la réglementation européenne en matière de politiques climatiques et énergétiques. Elle établit un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif fixé par l'Union d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date. Elle prévoit en outre l'établissement d'objectifs indicatifs nationaux d'efficacité énergétique pour 2020, en insistant sur la participation active du consommateur final au marché de l'électricité.

Le projet de loi crée en outre la base légale pour la mise en œuvre d'un mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique tel qu'il est prévu à l'article 7 de la Directive. Il est prévu de préciser cette obligation pour tous les fournisseurs d'électricité desservant des clients finals situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg par voie de règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

04.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Continuation des travaux
15.01.2015	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.04.2015	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°119, page 2602

Efficacité énergétique 2: gaz naturel

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Tel que l'indique l'exposé des motifs du projet de loi, celui-ci vise principalement à transposer en droit national certaines dispositions de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ayant trait aux marchés de l'énergie. Pour ce faire, de légères adaptations de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel doivent être entreprises.

La nouvelle directive complète la réglementation européenne en matière de politiques climatiques et énergétiques. Elle établit un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif fixé par l'Union d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date. Elle prévoit en outre l'établissement d'objectifs indicatifs nationaux d'efficacité énergétique pour 2020, en insistant sur la participation active du consomateur final au marché du gaz naturel.

Le projet de loi crée en outre la base légale pour la mise en œuvre d'un mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique tel qu'il est prévu à l'article 7 de la Directive. Il est prévu de préciser cette obligation pour tous les fournisseurs de gaz naturel desservant des clients finals situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg par voie de règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

04.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Continuation des travaux
15.01.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.04.2015	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°120, page 2610

Accord UE-Philippines

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

En novembre 2004, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un nouvel accord-cadre global de partenariat et de coopération avec la République des Philippines (ci-après dénommée «Philippines»). Les négociations en vue de cet accord-cadre ont été ouvertes en février 2009 et conclues avec succès en juin 2010. L'accord-cadre a été signé à Phnom Penh le 11 juillet 2012 à l'occasion de la réunion ministérielle du Forum régional de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), dont les Philippines sont un membre fondateur.

Cet accord s'inscrit dans un large processus de négociation d'accords-cadres de partenariat et de coopération (APC) avec plusieurs pays d'Asie du Sud-Est (en dehors des Philippines aussi Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Brunei et Viêt Nam) amorcé par l'Union européenne en 2004. Ces accords ont vocation à renforcer le cadre actuel des relations bilatérales, qui sont régies par l'accord CEE-ASEAN de 1980. Ces APC sont également un préalable à la négociation d'accords de libre-échange avec les pays de l'ASEAN, qui en tant que bloc constituent le troisième partenaire commercial hors Europe de l'UE (après les États-Unis d'Amérique et la Chine).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

05.01.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
27.04.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°115, page 2026

Accord UE-Viêt Nam

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

En mai 2007, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un accord-cadre global de partenariat et de coopération (APC) avec la République socialiste du Viêt Nam, sur la base de l'autorisation octroyée en novembre 2004 pour des négociations avec la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour, les Philippines, la Malaisie et Brunei. Les négociations avec le Viêt Nam ont été lancées à Hanoï en novembre 2007. Les deux parties ont paraphé l'APC à Bruxelles le 4 octobre 2010.

L'APC a été signé à Bruxelles le 27 juin 2012.

L'APC avec le Viêt Nam se substituera à l'actuel cadre juridique que constituent l'accord de 1995 entre la Communauté européenne et le Viêt Nam et l'accord de coopération de 1980 entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ce dernier ayant été étendu au Viêt Nam en 1999.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014
Rapporteur: M. Marc Angell

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
05.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015
Loi du 19 juin 2015
Mémorial A: 2015, n°116, page 2104

Accord UE-Mongolie

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

En juillet 2009, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un nouvel accord-cadre global de partenariat et de coopération avec la Mongolie. Les négociations en vue de cet accord-cadre ont été ouvertes en janvier 2010 et conclues avec succès en octobre 2010. L'accord-cadre a été signé à Oulan-Bator, le 30 avril 2013.

La Mongolie reste un pays pauvre avec une économie modeste (PIB en 2013: 11,1 milliards de dollars américains). L'économie mongole dispose toutefois de nombreux atouts (richesse en matières premières, cheptel important) et plusieurs secteurs (mines, construction, immobilier, télécommunications, agroalimentaire et tourisme) recèlent un fort potentiel de développement.

La situation d'enclavement de la Mongolie entre la Russie et la Chine continue à orienter son commerce extérieur et accentue sa vulnérabilité aux variations des cours des matières premières, ainsi qu'au ralentissement de la demande chinoise. Dépendante de la Chine et de la Russie pour plus de trois quarts de ses échanges commerciaux, la Mongolie essaie, par le biais de sa politique du «troisième voisin», de diversifier ses partenaires économiques, parmi lesquels figure notamment l'Union européenne.

L'Union européenne (UE) est le troisième partenaire commercial de la Mongolie (8,4% des échanges extérieurs mongols) et un bailleur de fonds important. Les exportateurs mongols bénéficient d'une exonération presque totale des droits de douane lorsqu'ils accèdent au marché de l'UE, grâce au système de préférences généralisées, renouvelé depuis le 1er janvier 2014 (SPG+).

La Mongolie est membre de nombreuses enceintes internationales et régionales. Elle entretient des relations étroites avec le Fonds monétaire international (FMI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque mondiale et la Banque asiatique de Développement pour mener à bien son développement. Elle a aussi adhéré à la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) en juillet 2006.

Dans le domaine de la sécurité, la Mongolie est un des douze „partenaires du dialogue" de l'ARF (Forum régional de l'ASEAN). Elle a accédé au statut d'observateur de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en janvier 2004 et de partenaire asiatique de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en décembre de la même année, avant de devenir le 57e État participant de l'OSCE en novembre 2012. Une coopération entre la Mongolie et l'OTAN existe dans le cadre des relations de l'Alliance avec les pays partenaires. La Mongolie a participé aux opérations de maintien de la paix sous mandat de l'ONU, notamment au Sierra Leone, en Irak, en Afghanistan et au Kosovo.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014
Rapporteur: M. Marc Angell

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
05.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015
Loi du 19 juin 2015
Mémorial A: 2015, n°117, page 2200

Accord UE-Iraq

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

En mars 2006 le Conseil de l'Union européenne mandate la Commission européenne à négocier un nouvel accord de partenariat et de coopération avec la République de l'Iraq. Les négociations en vue de cet accord ont débuté en novembre 2006 et ont été conclues avec le paraphage de l'accord après la neuvième et dernière session de négociation en novembre 2009.

L'APC fournit un cadre juridique à un dialogue politique de haut niveau régulier sur la politique étrangère et de sécurité, aux échanges commerciaux et aux investissements, ainsi qu'à la coopération sectorielle dans de nombreux domaines, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, de l'énergie et de l'environnement.

L'APC fixe pour la première fois des relations contractuelles entre l'Union européenne et ses membres et l'Iraq. Au cours des négociations, plus précisément lors de la 7e session en février 2009, les deux parties ont décidé de rehausser le statut de l'accord: le titre d'accord de commerce et de coopération est modifié en APC et un conseil de coopération appelé à se réunir régulièrement au niveau ministériel est prévu.

L'APC s'inscrit dans la continuité de l'aide mobilisée par l'UE depuis 2003 en faveur de la reconstruction de l'Iraq, dont le montant se chiffre à plus de un milliard d'euros. L'Iraq continuera à bénéficier d'une assistance technique et financière sous forme d'aides non remboursables visant à accélérer sa transformation économique et politique. Cette assistance relève de la coopération au développement de l'Union et est notamment guidée par les objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies (Article 81).

Du point de vue économique, l'APC permettra à l'Iraq de s'intégrer dans l'économie mondiale ainsi que d'accompagner son adhésion à l'OMC ce qui fait l'objet de discussions depuis 2004. La mise en place d'un cadre juridique stable et la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires feront progresser les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre l'UE et l'Iraq. L'UE est le premier partenaire commercial de l'Iraq avec des échanges totaux de 16,05 milliards d'euros pour l'année 2013, avant les États-Unis, l'Inde et la Chine. Pour l'UE, il s'agissait de 10,63 milliards d'euros d'importations dont la quasi-totalité fut du pétrole brut. Quant aux exportations (principalement des produits industriels ou manufacturés), elles s'élèvent à un déficit commercial de 5,22 milliards d'euros. Cette même année, l'Iraq était le 39e partenaire commercial de l'UE, soit 0,5% de ses échanges totaux.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
05.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015
Loi du 19 juin 2015
Mémorial A: 2015, n°118, page 2292

Successions transfrontalières

6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civil

Le projet de lois sous rubrique a pour objet de mettre en application le Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen. Le projet de loi modifie encore la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et le Nouveau Code de procédure civile.

Le règlement n°650/2012 a été adopté le 4 juillet 2012 et a pour objectif de simplifier et d'accélérer le règlement des successions transfrontalières européennes et d'en réduire, si possible, les coûts. Un grand nombre de personnes est aujourd'hui confronté à des difficultés pour faire valoir leurs droits dans le contexte d'une succession ayant des incidences transfrontalières.

Afin de supprimer ces entraves à la libre circulation des personnes, ledit règlement contient des dispositions sur la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, la force exécutoire et l'exécution des décisions, des actes authentiques et des transactions judiciaires ainsi que sur la création d'un certificat successoral européen qui vise à faciliter à un héritier ou à un légataire de prouver sa qualité d'héritier ou de légataire au sein de l'Union européenne.

Alors que le règlement (UE) n°650/2012 est d'application directe pour les successions qui s'ouvrent à partir du 17 août 2015 et n'implique donc pas de transposition en droit national, l'article 31 dudit règlement relatif à l'adaptation des droits réels étrangers au droit réel national équivalent le plus proche nécessite une mesure de transposition nationale qui consiste à désigner l'autorité compétente et à déterminer les conditions dans lesquelles cette autorité intervient. Le projet de loi sous rubrique vise à désigner le notaire comme autorité compétente luxembourgeoise.

Ledit article stipule que «lorsqu'une personne fait valoir un droit réel auquel elle peut prétendre en vertu de la loi applicable à la succession et que la loi de l'État membre dans lequel le droit est invoqué ne connaît pas le droit réel en question, ce droit est, si nécessaire et dans la mesure du possible, adapté au droit réel équivalent le plus proche en vertu de la loi de cet État en tenant compte des objectifs et des intérêts poursuivis par le droit réel en question et des effets qui y sont liés».

Les dispositions dudit règlement s'inscrivent dans le cadre de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière de l'Union européenne, conformément à l'objectif de l'Union européenne de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice, à l'article 81, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à la décision du Conseil européen, réuni à Tampere, d'approuver le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et des autres décisions émanant des autorités judiciaires en tant que pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile.

Le règlement n°650/2012 s'applique à tous les aspects de droit civil d'une succession à cause de mort. Les questions fiscales et les questions administratives relevant du droit public sont exclues du champ d'application dudit règlement.

Conformément aux articles 1er et 2 du protocole n°21 et aux articles 1er et 2 du protocole n°22 annexés au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ne sont pas liés par le règlement n°650/2012 ni soumis à son application.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
22.04.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.05.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015
Loi du 14 juin 2015
Mémorial A: 2015, n°128, page 2

SÉANCE 35

MERCREDI,
20 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

- *M. Fernand Kartheiser*

3. 6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale;

2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt d'une motion), M. Georges Engel (M. Serge Urbany intervient), M. Edy Mertens (Mme Sylvie Andrich-Duval pose une question), Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Fernand Kartheiser, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. 6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur les projets de loi n°6726, n°6727 et n°6728: M. Marc Angel*
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi n°6729: M. Gusty Graas*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Gusty Graas, M. Marc Angel*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

6. 6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civil

- *Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Justizminister. Dat ass also net de Fall.

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wollt Iech bieden, mer d'Wuert ze ginn, fir den Dépot vun enger Proposition de loi ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Proposition de loi, déi ech elo heimadder wëll ënnerbreeden, betrëfft déi Lëtzebuerger Nationalitéit. Am Joer 2003 ass déi Méiglechkeet ageféiert ginn, deemools vum Här Minister Goerens duerch e Règlement grand-ducal, fir datt auslännesch EU-Bierger kënnen e Militärdéngscht an der Lëtzebuerger Arméi maachen. Et wor awer net virgesinn, datt doduerch d'Konditioune fir d'Accessioun un d'Lëtzebuerger Nationalitéit erliichtert gi wären.

Mir als ADR considéréieren, datt déi Leit, an et sinn der ongefeier 300, déi e Militärdéngscht an der Lëtzebuerger Arméi gemaach hunn, ouni déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze hunn, awer et géife verdéngen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit méi liicht ze kréien. Mir proposéiere mat dëser Proposition de loi, datt en EU-Bierger, deen an der Lëtzebuerger Arméi déngt, no engem Joer scho kann d'Lëtzebuerger Nationalitéit froen. Dat géif dann heeschen, well e muss dräi Joer virdrun am Land gelieft hunn, datt dann esou e Bierger no véier Joer kéint d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, par rapport zu deene siwe Joer, déi aner Leit mussen hei wunnen.

Ech soen Iech Merci.

6822 *- Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée*

Wann ech gelift, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser.

Da géife mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut iwwergoen. Et handelt sech ëm de Projet de loi 6564 an e betrëfft d'Entnahm vu mënschleche Substanzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Cécile Hemmen.

3. 6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 6564 gouf de 16. Abrëll 2013 vum deemolege Gesondheetsminister déposéiert an ännert d'Gesetz vum 25. November 1982 iwwert de sougenannten „prélèvement de substances d'origine humaine" ëm. Am Dezember 2014 sinn d'Aarbechte vun der jëtzeger Kommissioun opgeholl ginn an ech gouf zur Rapportrice ernannt.

Dëse Projet de loi verfollegt eigentlech en duebelt Zil: Zum enge sollen eng Rei vu Bestëmmungen aus der Oviedo-Konventioun ëmgesat ginn, ebe just wat de Prélèvement de substances d'origine humaine ugeet, an zum anere sollen awer och zwou europäesch Direktiven ëmgesat ginn, eng iwwert d'Qualitéit an d'Sécherheetsnorme fir mënschlech Organer, déi fir d'Transplantatioun geduecht sinn, an déi aner, d'Directive d'exécution iwwert d'Informatiounsprozedure fir den Austausch tëschent de Memberstaten a Bezuch op mënschlech Organer, déi fir d'Transplantatioun bestëmmt sinn.

E puer Wuert zu der Oviedo-Konventioun an hire Protokoller: Déi setzt en internationalen an och ganz strenge Kader, fir d'Mënsche géint de Mëssbrauch vu biologeschen a medezineschen Techniken ze schützen. De Projet de loi 5528 iwwert d'Oviedo-Konventioun gouf schonns am Joer 2006 déposéiert an de Statsrot, deen hat deemools derfir plädéiert, fir an enger éischter Phas just nëmmen d'Gesetz iwwert de Prélèvement de substances d'origine humaine ofzeänneren, fir et esou konform zu der Oviedo-Konventioun ze maachen; an dann eréischt an enger zweeter Phas d'Oviedo-Konventioun zesumme mat engem Gesetz iwwer Genetik, Biomedezin an d'Procréation médicalement assistée.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Regierung hat sech awer zu deem Ament derfir ausgeschwat, fir dat awer net ze maachen, mä fir awer esou séier wéi méiglech d'Oviedo-Konventioun ze ratifizéieren. D'Aarbechten dofir haten am Mäerz 2009 ugefaangen, sinn dunn awer erëm eng Kéier ënnerbrach ginn, an an der Tëschenzäit ass déi europäesch Direktiv vun 2010 grad ewéi d'Directive d'exécution vun 2012 publizéiert ginn, déi et dann elo gëllt ëmzesetzen.

Hei just e puer vun deene villen Dispositiounen aus der Oviedo-Konventioun, déi dann elo an dësem Projet de loi ofgedeckt ginn.

An éischter Linn geet et drëms, fir souwuel de Spender wéi och de Receveur vun enger Organspend ze schützen, well et dréit sech hei net nëmmen ëm de Prélèvement vun Organer bei Verstuerwenen, mä awer och bei liewege Spender. Grad an deem Cas de figure ass et extrem wichteg, fir ganz kloer an och streng Regele festzeleeën, ënner wéi enge Konditiounen dat kann an däerf geschéien.

Et gëtt festgehalen, dass och kee Mannerjährege méi en Organ spende kann. Definéiert gëtt och, wou a wien e Prélèvement ka virhuelen, wéi dee Service muss équipéiert sinn, wéi eng Sécherheetsvirschréfte mussen erfëllt sinn. Am Kader vun de genannten Direktive ginn dann och Regele festgehale fir d'Charakterisatioun an och d'Traçabilitéit vun den Organer, grad ewéi fir d'Informatiounen, am Fall wou et Tëschefäll oder awer ongewollte Reaktioune géife gi bei oder awer no enger Transplantatioun.

Et gëtt och en nationale Service geschafe fir d'Koordinatioun vun de Prélèvementer, der Charakterisatioun, dem Transport an der Transplantatioun vun den Organer. Un deem Service ass et och, fir sech ëm e gerechten Zougang vun de Patienten zu de Servicer an d'Attributioun vun den Organer no transparente Regelen ze këmmeren, grad ewéi fir d'Traçabilitéit an den Informatiounsaustausch ze garantéieren.

De Conseil d'État huet ënner anerem bemierkt, dass soll en effikasse Kader geschafe ginn, fir d'Qualitéit an och d'Sécherheet vum Don bis bei d'Transplantatioun ze garantéieren, dee souwuel d'Gesondheetspersonal, d'Organisatioun, d'Lokaler, d'Équipementer, d'Material, d'Dokumenter an och d'Späichere vun den Donnéeë soll mat abegräifen.

Des Weideren ass och proposéiert ginn, dass den neie Service de coordination sech sollt ëm d'Tissuen an d'Cellules këmmeren. D'Chamberskommissioun ass awer dunn net mat op dee Wee gaangen, well zum engen d'Tissuen an d'Cellullen iwwer eng aner Direktiv geregelt ginn, déi duerch d'Gesetz vum 1. August 2007 ëmgesat gouf. An zum anere si beim Don vun Organer ganz aner Oploen, déi sech imposéieren, wéi bei den Tissuen an de Cellullen, eleng schonns, well mer keng illimitéiert Zuel vun Organer hunn an dat domadder och e ganz aneren Agréff bedeit.

Den Don an och d'Transplantatioun vun Organer muss dofir onbedéngt volontaire an och altruistesch sinn. D'Koordinatioun an d'Ausféierung dierfen doduerch nëmmen engem ëffentleche Service ënnerleien, an net enger privater Entreprise.

De Statsrot huet awer och eng Opposition formelle ausgeschwat, wou et ëm den Artikel 11 Paragraf 5 vun der Constitutioun goung an d'Obligatioun, fir am Gesetz e legale Kader ofzestieche fir dat, wat da per Règlement grand-ducal am Detail geregelt gëtt. D'Chamberskommissioun huet dat selbstverständlech berücksichtegt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamberskommissioun huet sech laang mat

deem flotten Thema vun der Organspend befaasst. Wann ech soen „flott“, dann ass dat en Thema, wat eigentlech eis alleguerten eppes ugeet. An den Austausch, dee mer an der Kommissioun haten, war wierklech op ganz héijem Niveau an et ass och ganz respektvoll mat deem Thema ëmgaange ginn.

Zu Lëtzebuerg ass et jo esou an der Theorie, dass jiddwereen, dee sech net explizitt dergéint ausgeschwat huet, eigentlech no sengem Doud potenziellen Organspender ass. An der Praxis ass dat awer allerdéngs an de meeschte Fäll net esou einfach: Do gëtt kee Prélèvement gemaach ouni eng gréisser Enquête, fir och sécherzestellen, dass dee Betraffene sech net an néierens ausgeschwat huet do dergéint. Reng juristesch gesinn ass dat wuel net erfuerderlech, mä et gëtt awer eng gréisser Sécherheet an och eng Legitimatioun.

Meeschtens ass et och esou, dass d'Famill net ëmmer ganz positiv agestallt ass, well den Doud oder awer den imminenten Doud vun engem Mënsch, deen engem nostoung, natierlech en delikaten an emotiounsgeluedene Moment ass.

Fakt ass, dass mer net genuch Organspender hunn. An et fält op, dass all Kéiers, wann nees eng Sensibiliséierungscampagne lancéiert gëtt, d'Bereetschaft, fir Organspender ze ginn, signifikativ an d'Luucht geet. An no all Skandal am noen oder am wäiten Ausland hëlt se dann nees drastesch of. Do dertëscht mécht sech dann och erëm éischter en Desinteressi breet, deen der ganzer Saach natierlech och net weiderhëlleft.

Op alle Fall wier et ganz positiv, wann d'Leit sech explizitt kéinten derfir ausschwätzen, fir wëllen Organspender ze ginn, an dat dann och iergendwou répertoriéiert wier fir de Fall, wou et néideg wier. An deem Kontext ass de geplangten Dossier de soins partagé e ganz interessanten Outil. An deem elektroneschen Dossier kann de Patient dat festhalen, soudass et am Noutfall fir d'Gesondheetspersonal zougänglech wier. An dat géif et der Famill méi einfach maachen, den zoustännege Servicer natierlech och, an och de Leit, déi drëngend op eng Organspend ugewise sinn.

Bleift nach ze soen, dass zu Lëtzebuerg déi konventionéiert Associatioun Luxembourg-Transplant, déi iwwregens och Member ass vun der Organisatioun Eurotransplant, sech ëm d'Organisatioun vun den Organspenden an den Transplantatioune këmmere wäert, wougéint d'Associatioun Protransplant sech ganz aktiv fir den Don d'organe asetzt a fir déi domat verbonne Sensibilisatiounsaarbecht um Terrain.

Här President, ech erlabe mer hei eng kleng perséinlech Remarque zu deene Leit, déi do um Terrain schaffen: Déi maachen eng extrem gutt Aarbecht an ech wollt mäin déiwe Respekt all deene Bénévollen ausdrécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi 6564, deen de Prélèvement vun de Substances d'origine humaine regelt, war d'Geleeënheet fir d'Kommissioun an awer och fir mech als Rapportrice, fir eemol méi drun ze erënneren an ze betounen, wéi wichteg dass den Don d'organe ass, an och en Appell ze maachen un d'Bereetschaft vun enger breeder Populatioun, fir Spender ze ginn. D'Organspend ka Liewe retten. A mir all, een oder deen anere vun eis kann eventuell an de Fall kommen, wou en drop ugewisen ass a wou säi Liewen dovunner ofhänkt.

An deem Sënn kënne mer all Initiativ an all Campagne nëmmen ënnerstëtzen, déi dorobber ofziilt an d'Situatioun an deem Sënn hëlleft ze verbesseren.

Här President, ech ginn heimadder dann och d'Approbatioun vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet an ech soe villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Rapportrice. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Rapportrice an hirem ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport erkläert huet, setzt dëst Gesetz zwou europäesch Direktiven iwwert d'Sécherheet an d'Traçabilitéit bei der Transplantatioun vu mënschlechen Organer ëm. Mat dësem Gesetz gëtt awer och erëm en Deel vun der Oviedo-Konventioun mat hiren additionnelle Protokoller an nationaalt Recht ëmgesat - mir maachen dat mat der Salamitechnik -, déi Konventioun, déi säit 2006 an onsen Tiräng läit an där hire wichtegsten Deel, nämlech iwwert déi spezifesch Dispositioune bei der Recherche biomédicale, iwwert den Ëmgang mam mënschleche Genom an iwwert d'medezinesch assistéiert Fortplanzung weiderhin um Leescht bleift. Mä dat ass haut net onse Sujet.

Ech wëll gläich zu Ufank virewechhuelen, dass d'CSV-Fraktioun dëst Gesetz matdréit, gradesou wéi se d'Positioun vun der Regierung ënnerstëtzt, dass mer an dësem Gesetz d'Veraarbechtung vu mënschlechem Gewebe an Zellen net mat eranhuelen. Dëse Volet ass schonn am Gesetz vum August 2007 behandelt. Et gëtt och hei e wesentlechen Ënnerscheed - d'Madame Hemmen huet et scho gesot - zu der Organstransplantatioun: Bei Tissu- an Zellbehandlunge kënnen och kommerziell Gesellschaften implizéiert sinn. Dat ass bei der Organtransplantatioun ausgeschloss an däerf kloer ausgeschloss bleiwen.

Mir kennen all Horrorgeschichten aus anere Länner, wou et méiglech ass, dass Aarmer hir Organer kënne verkafen oder dass et souguer forcéiert Prélèvementer gëtt. Un der Spëtzt vun dëse Länner steet ganz sécher China, wou all Joer eng honnertdausend Organer transplantéiert ginn, bei enger ganz klenger Lëscht vun offizielle Spender. De chineesesche Gesondheetsministère seet, dës Organer kéime vun zum Doud veruerteelte Kriminellen, mä et gëtt och aner Meenungen dozou. Den nobelpräisnominéierten David Matas huet dëst Phenomeen während Jore studéiert an huet seng Zweifel. An Dir kennt och alleguerten d'Uschëllegunge vun de Falun Gong iwwer forcéiert Prélèvementer bei hire Leit.

Mat dësem Gesetz stelle mer ons also weider op d'Säit vun den europäesche Länner, déi esou Praktike grondsätzlech veruerteelen.

Wéi steet et awer an der Praxis bei ons mat der Organtransplantatioun? Mir mengen: guer net gutt! A mir hunn dat och an de leschte Joren e puermol op dëser Tribün zum Ausdrock bruecht. Mir stelle fest, d'Situatioun huet sech an deene leschte Joren net verbessert, mä verschlechtert. Wa Lëtzebuerg esou weiderfiert wéi bis elo, an do wäert d'Gesetz selwer wéineg drun änneren, da si mer deemnächst erof vum europäesche Radar vun der Transplantatioun, an déi verzweifelt Krank, déi op en Organ waarden, wäerten net méi vun onsen Nopeschlänner berücksichtegt ginn.

D'Zuel vun de Prélèvementer op Lëtzebuerger Patienten huet d'Tendenz no ënnen. Dat huet sécher näischt mat der juristescher Situatioun hei bei ons ze dinn, mir hu jo nämlech e Gesetz, dat et erlaabt, Organer ze prélevéieren, wa sech den Donneur zu Liefzäiten net dergéint ausgeschwat huet. Dat gëtt awer an der Praxis net esou gehandhabt an et gëtt ëmmer Rücksicht geholl op den Entourage an op d'Familljen.

Mir soen net, dass dat falsch ass. Mir mengen awer, dass erëm vill ze laang Zäit vergaangen ass, fir eng Campagne ze maachen, fir d'Leit opzeruffen, eng Spenderkaart bei sech ze droen. Dat ass dee Moyen, dee mer nämlech elo schonn hunn. D'Erfahrung weist, dass ëmmer erëm no esou enger Campagne d'Zuel vun de Spender an d'Luucht gaangen ass.

Mir mengen awer och, dass eng méi staark positiv Ausso zur Transplantatioun muss hier, mat där sech ons Populatioun zu Liefzäite fir e Prélèvement vun hiren Organer kann ausschwätzen. Mir deelen op d'mannst momentan net den Optimismus, deen an der Kommissioun verbreet gouf, dass dat an noer Zukunft wäert iwwert den Dossier de soins partagé kënne geléist ginn.

Dat ass mat der aktueller Gesetzeslag e fromme Wonsch. Momentan huet laut Artikel 60ter a quater vum Code des assurances sociales just de Médecin référent an de Médecin traitant Zougréff op dësen Dossier, wann en dann eemol fäerdeg ass. De Médecin référent betréfft och nëmmen eng 30.000 Patienten hei am Land. Et ass also nom Dateschutz kengem ausser deene Genannten erlaabt, Ableck ze huelen an dësen Dossier. Dat heescht, am Fall vun enger Urgence oder vun engem Accident kéint déi Équipe, déi dee Patient en charge hëlt, guer keen Ableck an den Dossier de soins partagé huelen.

Mat de Problemer, déi de Volet vum Médecin référent de Moment kennt - dës Problemer sinn am Moment an der Verhandlung -, gesi mir net, ob a wéi den Dossier de soins partagé an deenen nächste Joren e Bäitrag kéint brëngen zur Léisung vum Mangel u potenziellen Donneuren, soudass mer och an Zukunft an onsen Nopeschlänner wäerte schmarotzen.

En anere Problem ass ganz sécher deen, dass mer säit der Pensionéierung vum Dokter Lamy, deen d'Luxtransplant während Jore quasi an enger Persoun duergestallt huet, kee Service hei zu Lëtzebuerg hunn, deen d'materiell a personell Méiglechkeeten hätt, fir d'Prélèvementer ze koordinéieren a virzehuelen. Déi Leit, déi dat de Moment mat hirer Équipe maachen, deene si mer Bewonnerung schëlleg, wéi d'Madame Hemmen och scho sot. Si si méi oder manner fräiwëlleg derbäi, si sinn Dag an Nuecht engagéiert, fir Luxtransplant mat de Moyens du bord um Liewen ze halen.

Zesumme mat dësem Gesetz soll dann e Règlement grand-ducal a Kraaft trieden, deen engem Service national de coordination soll en Agrément ginn. Mir hunn dësen Text zur Kenntnis geholl a mir sinn och d'accord, dass dat e Fortschrëtt bedeit.

Wat mir brauchen, ass eng Équipe Doktere mat hiren Équippen, déi 24 Stonnen op 24 amstand sinn, Prélèvementer ze maachen iwwerall am Land, soss gi mir kee gläichwäertege Partner méi bei Eurotransplant. Mir hoffen, dass d'Efforte vun deene Leit, déi de Moment probéieren, esou eng Équipe op d'Been ze setzen, duer wäerte goen, fir Lëtzebuerg erëm op d'Landkaart vun den Transplantatiounen ze setzen. Mir mussen ons bewosst sinn, dass dat net zum Nulltariff ze kréie wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun stëmmt dëst Gesetz mat, bréngt awer kloer zum Ausdrock, dass d'Gesetz selwer d'Situatioun vun der Organtransplantatioun bei ons net wäert wesentlech verbesseren. Hei sinn déi verantwortlech Ministrë weiderhi gefuerdert, fir Neel mat Käpp ze maachen!

Ech bréngen Iech zum Schluss den Accord vun onser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Mergen, mat der Bitt, déi nächste Kéier e bësse besser op de Chrono opzepassen. Merci! Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e ganz gutt Gesetz, wat an der Lignée vun deem 1982er Gesetz ass. An ech hu mer gëschter Owend Méi ginn, dat erauszedrécken. Dat war deemools eng onheemlech Diskussioun. Do sinn eng Hickecht Leit gefrot ginn, souguer d'Krankekeess, déi deemools wollt d'Fiche financière vum Donneur net iwwerhuelen. Dat muss ee sech och virstellen! Also, mir hunn awer a 35 Joer vill Fortschrëtter gemaach.

Also d'Coûten, déi den Donneur huet missen exposéieren, sinn deemools..., do war eng grouss Debatt, do huet de Stat et iwwerholl. Ass dat nach ëmmer esou? Ech weess et net.

Mir haten och de 5. Juli 2007 op dëser Tribün en Débat iwwert den Don d'organes.

Mä wat interessant ass, dat ass déi Konventioun vun Oviedo - de 4. Abrëll '97, dat ass also net virgëschter gewiescht -, an do huet Lëtzebuerg vun all deenen Artikele quasi näischt global ratifizéiert, mir hunn et „saucissonnéiert“ abruecht a verschidde Gesetzestexter. Do wär et och eng Kéier ubruecht, fir eng synthetesch Vue ze kréie vun deene fënnef Sujete vun der Oviedo-Konventioun, déi iwwert d'Mënscherechter, d'Biomedezin gaange sinn déi eng Säit, déi aner Säit iwwert de Clonage d'êtres humains, wou mir ganz séier ënnerschriwwen haten, '98 an 2002. Och iwwert d'Transplantatioun hate mer ënnerschriwwen 2005, dat integréiere mer haut zum Deel. An dann d'Recherche biomédicale, do ware mer och zimlech séier, net am Ënnerschreiwen, mä an de geneteschen Tester. Do hu mer ënnerschriwwen 2008.

Also, et wär net schlecht, wa mer eng Kéier dat kéinte kréien. Wéi et och net schlecht wär, eng Kéier e Gesamtgesetz ze kréien iwwert d'Biomedezin an d'Bioethik zugläich.

Aner Dénger, wat mer hei op dëser Tribün gesot hunn, aner Saachen, dat war 2007: Dir wësst, an de Südlänner, Portugal, Spuenien, Italien, sinn d'Donen am héchsten an Europa. An da freet ee sech, wann een onse soziale Background kuckt, Migrantebackground, wou mer der jo vill aus deene Länner hunn, haaptsächlech aus Italien a Portugal: Verléieren déi Leit dann natierlech den Don, wa se op Lëtzebuerg kommen? Huet dat eppes mat sozioekonomeschem Status ze dinn oder net? Dat weess ech net.

Ech ginn awer natierlech beileiwen net gäre schlecht verstanen, dass ech heimadder soe wéilt, dass se net nëmmen heihinner schaffe solle kommen, mä hir Organer och nach heiloossen. Dat fuerdere mer jo natierlech net! Mä et ass awer en interessanten Déngen an et wär eng Studie wäert, fir dat ze kucken.

Déi Carte-donneuren, dat ass en éiwege Problem. Ech hunn nach versicht, de Moien op menger Gemeng unzeruffen, wéi wäit se wären, mä do huet um Véierel vir zwielef kee méi den Tëlefon opgehuewen.

(Hilarité)

Ech soen dat hei, da kréie se dat och mat.

(Hilarité)

Mä ech mengen, et wär net schlecht, et an de Führerschäin ze schreiwen, obschonns, den Don d'organes ass net méi reservéiert op extrem jonk Leit, mä déi Altersgrenze ginn ëmmer méi an d'Luucht gehuewen. Dat heescht, de Permis européen, dee kënnt jo 2032, da schreiwe mer et dee Moment dodran. Dat dauert jo och nach eng Hickecht Joren.

Dat gesot, wëll ech hei natierlech den Accord brénge vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz. An ech hoffen, et sinn et puer Passagen, Artikelen nach an deem Gesetz, wou een am Fong den zukünftegen Donneure rode kann, dass se dat an hiert Testament de vie schreiwen, dass se Donneur sinn. Well ech ka mer guer net virstellen, een, dee mam Kapp an e Bam geet, deen ass dann total irresponsabel oder net méi zourechnungsfäeg, wéi dee säin Accord nach kéint ginn. An déi Artikele 15, 16 an deem Gesetz hei maachen dat dann dee Moment onméiglech, och wann d'Famill seet: E wollt Donneur sinn. Mä dat sinn esou elastesch Saachen.

Mir wësse jo, an deem leschte Gesetz vun '82 war jiddwereen Donneur, à moins dass en de Géigendeel ausgedréckt huet zu senge Liefzäiten. Déi Regel ass zwar hei zu Lëtzebuerg net duerchgesat gi geméinlech - glécklecherweis, dat ass e bëssen autoritär -, mä de Problem ass, dass mer tëschent véier an aacht Donneuren d'Joer hunn, dass mer jorelaang hu missen op d'Ausland zréckgräifen. Dat ass och e bëssen eng egoistesch Attitüd.

Ech wär ganz frou, Madame Minister, wann Der géift d'Propaganda fir den Don d'organes kënnen och starten.

An da ginn ech Iech domadder, nodeem dass ech der Rapportrice Merci soe fir hir exzellent mëndlech wéi schréftlech Aarbecht, natierlech den Accord vun onser demokratescher Fraktioun.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Krieps. An nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et, wéi jo scho gesot, drëms, eis national Gesetzgebung iwwert d'Organspend un europäesch Bestëmmungen unzepassen an eenzel Punkten aus der Oviedo-Konventioun ëmzesetzen. D'Madame Hemmen ass an hirem Rapport drop agaangen, dofir hir e grousse Merci fir hir Aarbecht!

Als ee vu ville Beräicher aus där Konventioun suergt d'Organtransplantatioun regelméisseg fir Schlagzeilen, allerdéngs net am positive Sënn, net nëmmen, well vill Leit ouni Erfolleg jorelaang op eng Organspend waarden, mä virun allem och, well den illegalen Handel mat Organer dramatesch Ausmoossen unhëlt. Ech schwätzen net vu Lëtzebuerg, zum Gléck ass eist Land bis elo verschount bliwwe vun esou Skandaler.

Trotz alle legalen a moraleschen Awänn, déi géint dësen Handel erhuewe ginn, gëtt et nämlech ëmmer méi einfach, weltwäit, sech als gutt gestallte Bierger eng Nier, en Häerz, eng Long, esouguer e Stéck Liewer um internationalen Organmaart ze kafen, mat China un der Spëtzt. An den Nopeschlänner ginn esouguer Stëmmen haart, déi fuerderen, de kommerziellen Handel mat Organer ze erlaben, fir dem Problem vum Mangel en Enn ze setzen.

Well dës Haltung all ethesch Prinzipien iwwer Bord gehäit, kënne mir dës Fuerderung kengesfalls ënnerstëtzen. Fir eis gëtt et eigentlech nëmmen ee Wee, fir méi Liewen ze retten, an zwar deen, méi Leit dozou ze motivéieren, Spender ze ginn. Och wa laut dem Prinzip vum Consentement présumé, iwwert dee jo och scho geschwat ginn ass, jiddweree per Gesetz Donateur ass, ausser, en hätt sech zu Liefzäite schréftlech dergéint ausgeschwat, gesäit d'Realitéit anescht aus. Och dat ass scho gesot ginn.

An der Praxis ass et esou, datt d'Famill vum Verstuerwenen hiren Accord muss ginn, éier en Organ fir Transplantatiounszwecker däerf genotzt ginn. An der Moyenne verweigere 45% vun de Familljen deen Accord, wat sech negativ op d'Waardeléschten auswierkt. Mir mengen awer, datt esou Décisioune solle respektéiert ginn, well et sech, wéi gesot, ëm ganz delikat Momenter vum Liewen handelt. Fir eis ass et virun allem wichteg, senger eegener Famill dës schwiereg Décisioun vun Ufank un ze erspueren, an zwar doduerch, datt ee sech ebe just zu Liefzäiten e Spenderpass uleet.

Leider gëtt et awer, wéi gesot, net genuch Leit, déi dat maachen. An dat huet seng Ursaachen. Eng vun den Ursaache läit ganz kloer am Informatiounsdefizit, deen trotz de Campagnen, déi schonn an der Vergaangenheet stattfonnt hunn, awer nach ëmmer grouss ass.

Eng aner Ursaach gesi mer natierlech och doran, datt nëmmen déi wéinegst Leit sech mam Tabuthema vun hirem eegenen Doud auserneesetze wëllen. Dobäi stellt sech dann och déi fundamental Fro, wéi wäit e Mënsch iwwerhaapt bereet ass, säi Kierper fir Reparatiounszwecker vun anere Kierperen zur Verfügung ze stellen. Wéi grouss dës Bereetschaft zu Lëtzebuerg ass, geet aus dem Eurobarometer vun 2013 ervir. Déi Noriicht ass positiv, d'Bereetschaft vun de Lëtzebuerger ass grouss. Si ass iwwerduerchschnëttlech grouss par rapport zu aneren europäesche Bierger.

Et läit also bei eis weder un der Astellung vun der Bevëlkerung nach un eiser Gesetzgebung, datt mir e groussen Deel vum Potenzial, Liewen ze retten, net notzen. De Problem läit, wéi d'Madame Mergen och gesot huet, eenzeg an eleng bei der praktescher Ausféierung um Terrain.

D'Gemenge spillen eng grouss Roll. Do gesi mir e groussen Nohuel- an Informatiounsbedarf. Beispillsweis kënnen d'Gemengen oder sollen d'Gemenge esouguer zesumme mat der Carte d'identité e Formulaire aushändegen, op deem de Bierger sech kann als Spender deklaréieren. Ech froe mech, wéi vill Gemengen dat maachen. Och Apdikten an Doktere sinn an deem Kontext gefuerdert.

Nei Perspektive gesi mer och am Dossier de soins partagé, quitte datt dëse System nach net flächendeckend funktionéiert an, wéi gesot, och Froe vum Dateschutz wäert opwerfen. Den Testament de vie ass eng aner Spur, déi muss verfollegt ginn.

Ech kommen zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Fir eis ass eppes kloer: Wat d'Transplantatiounsmedezin méi performant gëtt, wat de Bedarf un Organer an domat och de relative Mangel un Organer wäert wuessen. Ëmsou méi wichteg a méi grouss gëtt domat och d'Roll vun der Politik a vun der Justiz. Engersäits musse mer gutt Gesetzer hunn, esou wéi haut, déi fir Qualitéit a Sécherheet, mä och fir Dignitéit an Transparenz an der Transplantatiounsmedezin suergen. Anerersäits muss awer och all Land säin Deel dozou bäidroen, fir de weltwäiten Organhandel ze bekämpfen, well net nëmme China oder Afrika, mä och Lëtzebuerg fréier oder spéider dovu betraff ka ginn.

Wéi eng skurrill Form de Verkaf vun Organer kann unhuelen, weist de Fall vun engem chineesesche Jugendlechen, dee seng Nier, seng eegen Nier, fir 2.700 Euro verkaaft huet, fir sech en iPad kënnen ze leeschten. An Däitschland huet de Journalist Willi Germund sech an engem Buch - säi Buch heescht: „Niere gegen Geld" - ëffentlech dozou bekannt, an Afrika gereest ze sinn, fir sech eng Nier ze kafen. D'Justiz an Däitschland huet net dodrop reagéiert. De Problem vum Organhandel ass also scho virun eiser Dier ukomm. An dat gëtt ze denken!

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, natierlech an der Hoffnung, datt mer op d'Oviedo-Konventioun zréckkommen a se net nëmme brochstéckhaft ëmsetzen, mä an hirer Integralitéit. Et bleiwen nach e puer Punkten ze klären an ech wär frou, wann d'Madame Minister eis dozou kéint e puer Wuert erzielen.

Iech soen ech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché, mat därselwechter Bitt, nom Chrono ze kucken. Merci villmools! An d'Wuert huet den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, och e grousse Merci un de Rapporteur, d'Madame Hemmen, déi eis hei e ganz interessanten a komplette Rapport ginn huet. Och mir ënnersträichen natierlech d'Wichtegkeet vun der Méiglechkeet vun den Organtransplantatiounen a gesécherte rechtleche Konditiounen. Dofir begréisse mer och dëst Gesetz a stëmmen et natierlech och gär mat.

E puer Bemierkungen awer och vun eiser Säit.

Dat Éischt ass och: D'Oviedo-Konventioun - dat, wat den Här Dokter Krieps och schonn hei gesot hat - ass eng zentral Fro. Mir kënnen net hei dee Saucissonnage maachen. Mir mussen e Gesamtiwwerbléck hunn, an zwar all ethesch Kritäre respektéieren. Et ass jo net esou, datt zu Lëtzebuerg op deem do Gebitt näischt géif geschéien. Mir hunn eng Recherche médicale, mir hunn eng Biobank, mir hunn eng ganz Rei vun Aktivitéiten och a Klinicken, déi mussen ethesch iwwerwaacht ginn an e gesetzleche Kader brauchen, a mir mussen op deem Gebitt Fortschrëtter maachen.

Mir begréissen et och als ADR - an et ass ganz interessant, dat och am aktuelle politesche Kontext ze kucken -, datt mer hei e Gesetz stëmmen, wat eigentlech seet, datt Mannerjähreger keng Décisioun kënnen huelen, dat hinne verbitt, datt se kënnen en Organ spenden. Dat ass ganz interessant, well mer jo hei alt erëm eng Kéier de politesche Wëlle kloer dokumentéieren, datt Mannerjähreger ebe kënne gewësse Pressiounen ausgesat ginn an datt mer hei dat legal wëlle weider aschränken an et verbidden. Dofir ass dat och eppes, wat mer hei ënnersträichen.

Mir begréissen et och, datt mir eis als Lëtzebuerg Capacitéite ginn, fir selwer kënnen operativ an deem heite Gebitt täteg ze ginn an Organer kënnen ze prélevéieren.

Dann och, an dat hate mer och an der Kommissioun gesot, ënnersträiche mer d'Wichtegkeet vun engem fachmännesch zouverlässege Feststelle vum Doud. Dat ass och eng Saach, wou mer jo an deem Règlement grand-ducal kloer Regelen hunn, souwuel wat den Häerzstëllstand ugeet, wou jo gesot gëtt, et muss ëmmer en Anästhesist oder e Kardiolog dat certifiéieren niewent engem aneren Dokter, a beim Gehirdoud och, datt en Neurolog oder en Neurochirurg muss bei deenen zwee Doktere sinn, déi dat constatéieren. Dat ass wichteg, well mer leider an Europa och ëmmer erëm Fäll hunn, wou en Doud constatéiert gëtt, dee kee richtegen ass. A mir mussen eis géint all Méiglechkeet wieren, datt eng Chasse à l'organe gemaach gëtt oder eng Chasse au donneur, heiansdo mat Mëttelen, déi einfach ethesch net akzeptabel sinn.

Dëst Gesetz bréngt méi Rechtssécherheet. Awer mir hunn nach ëmmer de Problem, datt mer musse kloer kënnen dokumentéieren, wann e Mënsch säi Wëllen huet, wann en dee kloer seet, fir kënnen en Organ ze ginn, datt dat kloer ka matgedeelt ginn an datt et dann och respektéiert gëtt, wann ee wierklech säi Wonsch an déi eng oder an déi aner Richtung kloermécht, datt e wëllt oder net wëllt Organspender sinn.

An deem Fall, wou e wëllt a wou dat kloer dokumentéiert ass, ass et an eisen Aen dann net méi néideg, drëtt Persounen ze froen. Dat géif natierlech de Problem schonn zum Deel vläicht hëllefe léisen. A mir wären och net dergéint, datt mer op dem Führerschäin oder souguer op enger Carte d'identité fakultativ eng Rubrik kéinten aféieren, wou och kéint gesot ginn, wéi gesot fakultativ, ob ee wëllt oder net wëllt Organspender sinn.

Dann, d'Regele vum Organhandel hätten an eisen Ae kënne méi staark nach gefaasst ginn. Et hätt een och kënnen explizitt soen, niewent dem Racolage, dee jo hei elo couvréiert ass, datt och en Dokter, deen hëlleft mat sengem Wëssen, wann e weess, datt et sech ëm Organhandel handelt, deen do awer mathëlleft, esou eng Transplantatioun ze maachen, och deen hätt missen explizitt opgezielt ginn hei an eisen Aen, datt e muss bestrooft ginn.

Privat Partner leeschten hei am Land eng ausgezeechent Aarbecht. Ech mengen, déi si schonn e puermol hei ernimmt ginn, a mat Recht. Mir wëllen awer allgemeng drop opmierksam maachen, datt bei private Partner, wann déi eng Funktioun kréie wéi e Service national de coordination, datt awer och muss op den Dateschutz opgepasst ginn, datt och do muss eng Kontroll existéieren an datt de Stat et sech net däerf ze vill einfach maachen, fir sech einfach enger Verantwortung ze entleedegen oder se ze delegéieren ouni Kontroll an allen Aspekter.

Da maache mir als ADR drop opmierksam op eng Saach, déi eis ganz besonnesch beschäftegt an eis ganz vill Suerge mécht: Dat ass, datt nach ëmmer eng Base commerciale méiglech ass an deem Beräich, wou et ëm «tissus et cellules d'origine humaine aux fins de réimplantation» geet, ënner anerem och ëm Gamèten. An do hu mer jo nach ëmmer eng Praxis hei am Land, déi nach net legislativ geregelt ass. Dat ass déi vun enger PMA aus net therapeutesche Methoden (veuillez lire: net therapeuteschen Ursaachen). An ech wollt dofir nach eng Kéier rappeléieren, datt d'ADR eng Proposition de loi gemaach huet viru Kuerzem, fir och an deem Beräich ganz kloer Regelen anzeféieren, déi an eisen Aen onerlässlech si fir en etheschen Emgang mat der Biomedezin hei am Land.

Dat gesot, wéi gesot, begréisse mer dëst Gesetz. Mir fannen et e wichtege Progrès. Awer mir soen däitlech nach eng Kéier: Alles an deem do Beräich muss sech no deenen héchsten ethesche Kritäre regelen an net no kommerzielle Kritären.

Villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt d'Madame Gesondheetsministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech ka kuerz sinn, well mer iwwert de ganz ausféierlechen an interessante Rapport vun der Rapportrice all Elementer mat op de Wee kritt hunn, a well Dir alleguerten an Äre Riedebäiträg d'Bedeitung vun deem heite Gesetz ervirgestrach hutt.

Ech wëll awer nach eng Kéier rappeléieren, dass mer wierklech deemools vu wäit komm sinn, wéi mer déi éischt legislativ Mesurë geholl hunn am Zesummenhang mat den Organspenden, an dass et haut wéi eng Selbstverständlechkeet kléngt, dass mer haut d'Patienten esou ofsécheren, wéi mer se ofsécheren, dass mer déi Qualitéitsnormen hunn, wéi mer se kennen, an dass mer déi Sécherheetsbestëmmungen esou tranchéiert hunn, wéi mer se tranchéiert hunn.

Well et ass nach laang keng Selbstverständlechkeet an alle Länner, och net an Europa, dass mat Organer kee Commerce bedriwwe gëtt! An ech sinn dofir wierklech ganz stolz op eist Land, dass mir hei maximal Bestëmmungen hunn, déi duerch dëst Gesetz nach weider complétéiert ginn.

D'Stéchwierder sinn hei genannt ginn:

- d'Verhënnere vum Handel mat Organer,

- Qualitéit, Sécherheet, déi am Mëttelpunkt stinn,

- och d'Charakteristiken, déi ee muss erfëllen, fir als Spidol zougelooss ze sinn, an d'Servicer an d'Équipementer, déi ee muss kënnen hunn, fir am Kader vun den Transplantatioune vun Organer eng Roll dierfen ze spillen,

- d'Formatioun vun deene verschiddenen Akteuren, déi a mengen Aen och ganz wichteg ass,

- d'Koordinatiounsstell, déi mer schafen an déi och zoustänneg ass derfir,

- dass d'Organer selwer och musse bestëmmte Konditiounen erfëllen, fir iwwerhaapt kënnen transplantéiert ze ginn,

- dass mer elementar Regelen akzeptéieren, wat d'Traçabilitéit ugeet, a se och wierklech an der Praxis uwenden,

- dass de sécheren Transport ofgedeckt ass,

- dass d'Kollaboratioun mat deenen internationale Gremie muss klappen,

- dass och Tëschefäll, déi virkommen - well dat ka jo ëmmer geschéien -, dass déi propper enregistréiert sinn an och retraçabel sinn,

- oder och, wat ech schonn aganks gesot hunn, dass mer awer wierklech ganz vill Barrièrë virgesinn hunn, dass den Don d'organes net mat Commerce ka verbonne sinn.

Ech deelen deen Optimismus, deen hei vun deene meeschte Virriedner ausgedréckt ginn ass, dass den elektronesche Patientendossier eis e wichtegt Instrument wäert bidden, fir d'Zuel vun den Donneurs d'organes an d'Luucht ze setzen. Ech si wierklech iwwerzeegt dovun, dass d'Tatsaach, fir dat an der Zukunft a sengem elektronesche Patientendossier als Patient selwer kënnen anzeschreiwen, eventuell souguer a Kombinatioun mat sengem Testament de vie oder mat deene Modalitéiten, déi ee wëllt mat op de Wee gi fir de Fall, wou een en Accident huet, ech erwaarde mer ganz vill dovunner. An ech deelen net d'Meenung vun deenen, déi soen, dass dat eis Situatioun hei zu Lëtzebuerg net wäert verbesseren. Et wäert de Fall sinn.

Et ass och net richteg, dass mer an deene vergaangene Joren en däitleche Réckschrëtt haten. Wat awer leider richteg ass, dat ass, dass d'Zuel vun de gespenten Organer immense Variatiounen ausgesat war: Ee Joer sinn et der zéng, da sinn et der erëm véier an da sinn et der erëm néng an da sinn et der erëm sechs. Dat heescht, mir hunn do kee kontinuéierlecht Usteige vun der Bereetschaft, fir Donneur d'organes ze ginn, wat eis als Situatioun och net honnertprozenteg gefält, mä wat awer net gläichbedeitend ass mat enger Degradatioun, wéi se hei ee Moment duergestallt ginn ass.

Tatsaach ass leider och, dass mer, wa mer Campagnen hunn, ëmmer d'Zuel vun den Donneurs d'organes an d'Luucht setzen, a wa mer dann e puer Joer erëm keng Incitatioune méi maachen, dass d'Leit dann erëm vergiessen, wéi wichteg et ass, dass ee seng Bereetschaft dokumentéiert, fir Donneur d'organes ze sinn.

Mir wäerten also an der Zukunft weider Campagnë maachen. Mä mir wäerten awer och wierklech d'Instrument vum elektronesche Patientendossier notzen, fir en Opruff un d'Leit ze maachen, fir dat ze notzen a fir hir Bereetschaft och ze dokumentéieren, wat dann och heiansdo laangwiereg Pourparlere mat der Famill am Fall vun engem Stierffall wäert net méi noutwendeg maachen.

Ech deelen och honnertprozenteg déi beluewegend Wierder, déi Dir alleguerte fonnt hutt fir d'Associatiounen, déi um Terrain sech mat der Organtransplantatioun beschäftegen. Si leeschte wierklech eng formidabel Aarbecht, net nëmmen hei am Land, mä och am Verbond mat den auslänneschen Organismen, déi sech ëm Organspende këmmeren.

Bon, mir hu jo mat dësem Gesetz souwuel Elementer aus der Oviedo-Konventioun afléisse gelooss wéi och Elementer aus der europäescher Richtlinn iwwer Qualitéits- a Sécherheetsnormen am Beräich vun den Organspenden. Vill vun Iech hunn an hiren Interventiounen drop higewisen, dass et wierklech noutwendeg ass, och déi aner Elementer, déi nach net an e Gesetz agefloss sinn, ëmzesetzen am Zesummenhang mat der Biomedezin.

Ech ka mech nach gutt aus mengem fréiere Liewen erënneren als Presidentin vun der Gesondheetskommissioun, dass et wierklech eise Wonsch war, fir net just eng einfach Kaderkonventioun ze stëmmen, mä fir wierklech awer déi Konventioun bei hirer Ëmsetzung mat Liewen ze erfëllen, och am Beräich vun der Biomedezin. An ech kann Iech hei d'Informatioun ginn, dass mir ganz aktiv sinn als Gesondheetsministère, fir zesumme mam Ministère de la Recherche all déi Elementer mat eranzehuelen, déi dozou gehéieren, fir e Gesetz ze bréngen, wou net nëmmen d'Oviedo-Konventioun dran ass mat deene Modalitéiten, déi wichteg sinn, mä och e Biomedezingesetz op den Instanzewee ze bréngen, wat e Land wéi Lëtzebuerg, wat wierklech an deem Beräich massiv investéiert, och verdéngt huet.

Ech wëll ofschléissend all deene Merci soen, déi hei intervenéiert sinn, och fir déi Encouragementer, déi mer mat op de Wee kritt hunn als Ministère, fir hei eng propper Aarbecht ze leeschten am Beräich vun der gesetzlecher Reglementatioun. An ech wëll da mat Iech zesumme menger Hoffnung Ausdrock ginn, dass mer weider d'Leit kënnen encouragéieren, fir zum Organspender ze ginn an dozou bäizedroen, dass Mënschen, déi wierklech déi Spend do batter néideg hunn a se brauchen, fir e Liewen an Dignitéit kënnen ze féieren..., fir si weider ze encouragéieren, fir dat ze maachen a fir op dee Wee ze goen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsministesch.

Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6564 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6564 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Huet eppes net fonctionnéiert? Okay, gutt.

58 Deputéiert hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 58 hu sech mat Jo ausgedréckt an domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6564 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An d'Fro bleift: Sidd Der bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Ech soen Iech Merci.

Mir géifen dann zum Projet de loi 6578 iwwergoen, e Projet, deen de Beruff vum Psychothe-

rapeut regelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Goerges Engel.

4. 6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale;

2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute, iwwert dee mer haut diskutéieren, geet et ëm eng komplex a komplizéiert Matière, bei där dacks den Däiwel am Detail stécht.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an net manner wéi zwielef Reunioune mat dem Projet beschäftegt. Mir hunn dräi Serië vun Amendementer gemaach, véier Avise vum Statsrot an eng Hällewull vu Positiounspabeieren iwwert de Projet de loi analyséiert a verschafft. An dobäi war den Text schonn am Virfeld als Avant-projet de loi mat de verschiddenen Associatiounen an Organisatiounen aus dem Milieu diskutéiert, verhandelt an och adaptéiert ginn.

Bei eiser parlamentarescher Aarbecht hu mer eis permanent an engem Spannungsfeld tëschent zwee Extremer beweegt: éischtens, also engersäits dem Wëllen, fir Standarden a Kritäre festzeleeën an esou de Patienten eng adequat Qualitéit a Leeschtung ze garantéieren, an anerersäits der Beméiung, fir verständneg a pragmatesch Iwwergangsbestëmmunge virzegesinn, fir net ze riskéieren, dass Professioneller an d'Illegalitéit gedréckt ginn, déi haut schonn eng exzellent Aarbecht maachen, mä aus diverse Grënn net kënnen all d'Kritären erfëllen, déi dëst Gesetz hei nei aféiert.

Den Ursprong vun dësem Projet de loi geet zréck op d'Diskussioun iwwert déi alternativ an net konventionell Disziplinne vun der Medezin virun zéng bis fofzéng Joer. No enger intensiver Viraarbecht an der zoustänneger Chamberskommissioun huet d'Chamber sech den 29. Januar 2004 an enger Orientatiounsdebatt mam Thema beschäftegt an eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung opfuerdert, am Beräich vun den net konventionellen an alternative Medezinsdisziplinnen ze reglementéieren, am Besonneschen déi néideg Formatioun a Qualifikatioun vun de Prestatairen.

Dat war dunn och esou am Regierungsprogramm vun 2009 virgesinn. Um Enn vun där Legislatur an no enger ausféierlecher Virlaf- a Preparatiounszäit gouf dunn e Projet de loi 6578 deponéiert. An no de Wahle vum 20. Oktober 2013 huet déi nei Regierung de Projet a senge grousse Linnen dunn och confirméiert.

Zum Kontext: De Projet de loi iwwert de Psychotherapeut schaaft e legale Kader fir dee Beruff, andeems en ënner anerem d'Konditioune festsetzt, fir dierfen den Titel vum Psychotherapeut ze droen. E leet d'Prozedur fest, fir d'Autorisatioun ze kréien, fir dierfen de Beruff auszeüben, op Basis vun enger strukturéierter a reglementéierter Formatioun.

Effektiv ass et esou, dass der Weltgesondheetsorganisatioun no ëmmer méi Leit froen, fir eng Prise en charge wéinst psycheschen oder psychiatresche Problemer ze kréien. Eng vu véier Persounen, esou d'OMS, kéint op d'mannst eemol an hirem Liewe mat esou Problemer konfrontéiert ginn. Ëmsou méi wichteg ass et, fir den Titel an d'Ausübe vum Beruff ze regelen, d'Konditioune festzesetzen, fir d'Qualitéit vun der Prise en charge kënnen esou ze garantéieren.

Iwwregens gëtt et am internationale Kontext eng ganz Partie vun Deklaratiounen, déi och an déi Richtung do ginn, ënner anerem d'Deklaratioun vum Europarot vun 1990. An dëser Deklaratioun ass zréckbehale ginn, dass d'Formatioun vum Psychotherapeut en «niveau élevé de qualification théorique et clinique» exigéiert. Genausou huet d'Kommissioun et och gesinn an huet dat zu enger absolutter Konditioun gemaach, fir dëst Gesetz hei auszeschaffen. Mëttlerweil sinn an der EU méi wéi zéng Länner, déi den Accès zum Beruff vum Psychotherapeut reglementéiert hunn; e Wee, op dee Lëtzebuerg dann och elo geet.

Inhaltlech ass ze soen, dass d'Psychotherapie am Projet de loi definéiert gëtt als eng therapeutesch Method, déi exklusiv op unerkannte psychologesch Moyenen zréckgräift, fir Troubles mentaux ze behandele beim Erwuessenen, dem Jugendlechen an dem Kand. Iwwert déi „exklusiv" psychologesch Moyenen ass méi laang diskutéiert ginn. D'Santéskommissioun huet awer un där Formuléierung festgehalen, well d'Psychotherapie genee dat soll sinn: eng therapeutesch Method, déi ouni Medikatioun auskomme soll. Dat verhënnert awer net, dass d'Psychiateren, déi jo och eng Formation médicale de base hunn, eng kombinéiert Therapie mat och Medikamenter kënne veruerdnen, wann dat a spezifesche Fäll néideg sollt sinn.

Vum Projet de loi betraff si verschidde Forme vu Psychotherapie, déi allerdéngs net explizitt ernimmt an opgezielt ginn. Et ass um Conseil scientifique de psychothérapie, dee mat dësem Gesetz dann och geschaf gëtt, fir iwwert d'Unerkennung vun de verschiddene Methoden ze befannen. Dat erlaabt et och, fir méi séier a flexibel op déi op neien Erkenntnisser baséierend Entwécklung an dësem Beräich anzegoen, ze reagéieren, ouni all Kéiers mussen d'Gesetz dann ze änneren.

D'Autorisation d'exercer fir de Beruff vum Psychotherapeut ënnerläit der Autorisatioun vum Minister, dee fir d'Gesondheet zoustänneg ass. Dobäi mussen eng Partie Konditiounen erfëllt ginn. De Projet de loi gesäit en duebelen Zougang vir, fir zougelooss ze gi fir d'Formatioun vum Psychotherapeut. Zougelooss sinn zum engen déi Leit, déi e Master en psychologie clinique hunn oder en Diplom an der Psychologie, deen als equivalent ugesi gëtt, zum aneren déi, déi en Titre de formation als Dokter hunn, mat Formation médicale de base.

Déi zweet Etapp ass dann d'Formatioun vun der Psychotherapie. De Projet de loi schreift den Inhalt an de Volume vun där Formatioun am Artikel 4 vir, souwuel wat dat Theoretescht wéi och de praktesche Volet ugeet. Dobäi baséiert de Projet de loi sech op de Bologna-Prozess. Do niewendrun ass natierlech och verlaangt, dass een déi néideg gesondheetlech Bedéngungen erfëllt, gradesou wéi d'Bedéngungen a Saachen Honorabilitéit a Moralitéit.

D'Médecins-psychiatres, déi en unerkannten Titre de formation an der Psychotherapie hunn, falen net ënnert dëst Gesetz. Si kënnen, wéi bis elo, och ganz legal Psychotherapie weider ausüben an hirer Qualitéit als Dokter. An déi gëtt deen Ament och scho vun der Assurance maladie-maternité en charge geholl.

Iwwert de Projet de loi gëtt, wéi gesot, och e Conseil scientifique de psychotherapie geschaf. Zu deem sengen Aufgabe gehéiert d'Unerkennung vun de psychotherapeutesche Methoden, mä och d'Matschaffen, fir eng psychotherapeutesch Formatioun zu Lëtzebuerg op d'Been ze setzen.

De Beruff vum Psychotherapeut wäert och un de Collège médical gebonne ginn, deen, opgrond vun engem Avis vum Conseil scientifique, en Deontologiekodex fir Psychotherapeute soll festhalen. De Beruff vum Psychotherapeut gëtt och ageschriwwen op d'Lëscht vun de Professions réglementées am Kader vun der europäescher Direktiv 2005/36/CE iwwert d'Unerkennung vun den Diplomer. An Zukunft däerf sech also just dee Psychotherapeut nennen, deen och d'Konditiounen erfëllt.

D'Sécherheet fir eis Bierger stoung hei ëmmer um éischte Plang. An de Scharlatane vun deene klenge wäissen Ziedelen an der Boîte, déi mengen, si wäre Psychotherapeut, ouni awer déi geréngsten Ausbildung ze hunn, soll heimadder och dann d'Handwierk geluecht ginn.

D'Iwwergangsbestëmmunge gesinn eng Iwwergangsphas vun dräi Joer vir, wou déi Professionell, déi den Ament Psychotherapie praktizéieren an awer net ganz de Konditiounen entspriechen, kënnen ënner enger Partie Konditiounen och hir Acquisen unerkannt kréien an eventuell eng Zousazformatioun maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn ufanks gesot, ass dat heiten e Projet de loi, an dee vill Aarbecht a vill Zäit investéiert gouf, dat souwuel beim Ausschaffen a virum eigentlechen Dépôt wéi och duerno an der Chamberskommissioun.

Et war u sech e ganz gutt Beispill vun enger effikasser parlamentarescher Aarbecht, wou gutt an zilorientéiert diskutéiert ginn ass, wou mer eis mat de sëllechen Avisen a Positiounspabeiere befaasst hunn, Vertrieder vun enger ganzer Rei vun Organisatiounen aus deem Beräich empfaangen hunn an doropshin och eng Partie Ännerunge virgeholl hunn, awer ouni d'Iddi an d'Essenz vum Text ze verwässeren oder vu Grond op ze änneren. Ech géif duerfir och jiddwerengem aus der Kommissioun Merci soe fir déi gutt an effektiv Zesummenaarbecht, déi mer hei haten.

Ech ginn an deem Sënn net op déi eenzel Positiounen an Avisen an - de Resümee, dee kënnt Der gären a mengem ausféierleche schréftleche Rapport noliesen -, mä ech wéilt awer duerfir op d'Haaptknackpunkten hei agoen, ëm déi d'Diskussiounen ëmmer nees gedréit hunn.

Do wier fir d'Éischt emol dee ganz grousse Volet vun der Definitioun vun der Psychotherapie an dem Champ d'application vun dësem Gesetz. Et gouf festgehalen, wéi scho gesot, dass d'Psychotherapie exklusiv op unerkannt psychologesch Mëttelen zréckgräift, fir d'Troubles mentaux ze behandelen, an dat beim Erwuessenen, dem Jugendlechen an dem Kand. Et gouf deemno drop verzicht, fir méi spezifesch Bestëmmungen anzeféiere fir d'Kanner- an d'Jugendpsychotherapie.

Op där anerer Säit gëtt awer betount, dass e Psychotherapeut gehalen ass, d'Hëllef oder d'Assistenz vun engem anere kompetente Prestataire ze froen oder de Patient ze iwwerweisen, wa sech bei enger psychotherapeutescher Prise en charge erausstellt, dass säin eegene Kompetenzberäich iwwerschratt gëtt.

Ee ganz wichtege Punkt war, ze definéieren, wat Psychotherapie ass, an dat virun allem, fir festzehalen, wou de Beräich ugeet an ophält, deen hei gesetzlech geregelt gëtt. Wat sinn déi psychotherapeutesch Aktivitéiten, fir déi een déi verlaangte Basisformatioun an och déi spezifesch psychotherapeutesch Formatioun muss hunn?

D'Kommissioun hat iwwert deen Aspekt vill a ganz laang Diskussiounen, well et engersäits drëms goung, fir den Titel an d'Aktivitéiten esou gutt wéi méiglech ze regelen, virun allem fir de Patienten eng gutt Qualitéit ze garantéieren a se an deem Sënn ze schützen. Et war dëst eist Haaptuleies an all den Diskussiounen. An op där anerer Säit muss ee gesinn, dass et eng ganz Partie Aktivitéite gëtt, déi och psychotherapeutesch Elementer benotzen, ouni awer carrément eng Psychotherapie ze sinn.

Dat ass ënner anerem och de Fall vun enger ganzer Partie staatlech konventionéierte Berodungsstellen, déi ebe gréisstendeels Berodung oder Begleedung maachen. Si maachen duerch d'Bank eng gutt a sënnvoll Aarbecht a sollen natierlech weider esou wéi bis elo kënne schaffen an net an eng juristesch Grozon falen, déi hir Aarbecht géif onméiglech maachen an esou hir ganz Aktivitéit och géif a Fro stellen.

D'Kommissioun huet sech duerfir majoritär op eng Léisung gëeenegt, déi där duebeler Ufuerderung vu Qualitéit an Ouverture gerecht gëtt. Zum enge preziséiert den Text, dass d'Psychotherapie méi ass wéi en «accompagnement sous forme d'aide psychologique visant à faire face aux difficultés courantes» an och méi ass wéi eng Berodung oder Ënnerstëtzung. Gläichzäiteg gouf och am Artikel 3 den Ausdrock «même accessoirement ou occasionnellement» erausgeholl, soudass een och accessoirement an occasionnellement däerf psychotherapeutesch Mëttelen asetzen, ouni déi streng Kritäre vum zukünftege Gesetz dann awer ze erfëllen.

D'Propos, fir an den Text vum Projet de loi dranzeschreiwen, wéi eng Forme vu Psychotherapie oder vun aneren Therapien dann elo ënnert d'Gesetz falen a wéi eng net, wéi zum Beispill d'Psychanalys, ass net ugeholl ginn. Ob an no wéi enge Kritären eng Method soll unerkannt ginn, dat soll an Zukunft ënnert de Kompetenzberäich vum Conseil scientifique falen. Duerfir sinn och keng aner Forme vun Therapie drageholl ginn, wéi Gestalttherapie, d'Cosmo biodynamesch Therapie, d'Hypnothérapie, d'Musicothérapie, d'Traumatherapie an nach ganz vill anerer méi.

D'Gesetz limitéiert sech awer op alle Fall op déi psychopathologesch Traitementer, also do, wou et ëm d'Behandlunge geet vun engem Trouble mental, vu Perturbations comportementales oder allen anere Problemer, déi eng Souffrance oder eng Détresse psychologique mat sech bréngen.

Refuséiert gouf och de Virschlag, fir nëmmen den Titel, net awer den Exercice vum Beruff vum Psychotherapeut ze regelen. An dat alt erëm aus deem ganz gudde Grond, well et hei drëms geet, fir d'Patienten ze schützen an hinnen eng beschtméiglech Qualitéit vun der Behandlung ze garantéieren.

Ee weideren, ganz wichtege Punkt, iwwert dee vill geschwat gouf a wou och eng Partie Upassunge vum Text gemaach goufen, sinn d'Iwwergangsbestëmmungen. Och an dësem Zesummenhang goung et drëms, fir eng pragmatesch Léisung ze fannen, déi trotzdeem d'Qualitéit sécherstellt.

Iwwregens huet och de Statsrot, grad wéi eng ganz Rei vu professionellen Organisatiounen, do insistéiert, fir Léisungen ze sichen. An dat hu mer och gemaach. D'Kommissioun war nämlech och där Meenung, dass d'Gesetz och misst d'Situatioun vun deene Persoune regelen, déi den Ament Psychotherapie praktizéieren an déi awer net d'Kritären erfëllen, déi an Zukunft mat dësem neie Gesetz wäerte gëllen. Dat net, well se net kompetent wären, mä well se zum Beispill virum Bologna-Prozess studéiert hunn a forméiert goufen.

De Conseil d'État hat nämlech d'Fro gestallt, ob een net sollt op de Wee vun enger Unerkennung en fonction vun der Pratique psychothérapeutique goen, also eng Aart Acquis de l'expérience professionnelle. D'Kommissioun huet an deem Sënn d'Iwwergangsbestëmmungen dunn och erliichtert.

An deenen éischten dräi Joer, nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, gëtt et eng Ouverture bei der Formation de base. Do ass gefrot, entweder en Diplom an der Psychologie clinique oder en Diplom an der Psychologie, den als equivalent unerkannt ass, oder awer ee vun den Titres de formation de médecine mat Formation médicale de base ze hunn, oder awer een aneren Titel, Zertifikat oder Diplom, deen als equivalent unerkannt ass, ze hunn. Fir déi psychotherapeutesch Formatioun muss een entweder eng spezifesch Formatioun vun op d'mannst 450 Stonne virweisen oder eng psychotherapeutesch Praxis vun op d'mannst fënnef Joer hunn, déi da vun dem Collège médical unerkannt gëtt.

A well an anere Länner den Zougang zu der Formatioun vum Psychotherapeut manner enk geregelt ass, wäerten d'Autoritéite wuel an Zukunft no der Iwwergangszäit mat Demandë befaasst ginn, fir Diplomer unzëerkennen, wou d'Leit net all deene Kritären entspriechen, déi hei elo mat dësem Gesetz agefouert ginn, virun allem wat d'Formation de base ugeet. Dee Moment ass et um Minister, opgrond vum Avis vum Conseil scientifique, fir sech mat deenen Demanden ze beschäftegen, opgrond vun der genannter Direktiv.

Ee leschten interessanten, awer absolutt net onwichtege Punkt ass dee vun der Prise en charge vun der Psychotherapie duerch d'Gesondheetskeess. Dat ass allerdéngs elo eng Saach vun der Gesondheetskeess, déi mat de Psychotherapeuten eng Konventioun muss aushandelen. Uschléissend muss dann do festgehale ginn, wéi eng Akten a wéi enger Frequenz an a wéi engem Ausmooss, ënner wéi enge Konditioune wéi remboursëiert ginn. Do ass nach genuch Aarbecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dëse Projet de loi, d'Diskussiounen haut an zum Enn de Vote heiriwwer bréngen ee laangjährege Projet en déckt Stéck virun. D'Psychotherapie, déi mëttlerweil mat all hire Facetten eng ganz breet Unerkennung huet, déi vun ëmmer méi Leit benotzt gëtt a scho ville konnt hëllefen, gëtt elo och gesetzlech geregelt. Et ass wichteg, dass d'Leit, déi an enger psychescher Noutlag sinn, kënne sécher sinn, eng gutt Behandlung ze kréien, wa se vun engem Psychotherapeut behandelt ginn.

Déi nächst Etappe ginn net manner spannend. Eng Konventioun mat der CNS, eng Nomenclature fir déi psychotherapeutesch Akten a Modalitéite vun enger eventueller Prise en charge, woubäi et och do gëllt, fir zwee entgéintgesaten Intérêten op een Nenner ze bréngen. Natierlech muss een oppassen, dass d'Gesondheetskeess net ze vill belaascht gëtt. Op där anerer Säit ass et awer extrem wichteg, dass och Leit mat manner Ressourcë kënne psychotherapeutesch Hëllef an Usproch huelen, wa si se brauchen.

Heimadder stëmme mer ee gutt Gesetz, wat fir Qualitéit a Sécherheet steet. Ech ginn heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, un éischter Stell dem Rapporteur en häerzleche Merci fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet ass eng eemoleg Chance, endlech och hei zu Lëtzebuerg en neie Gesondheetsberuff, de Beruff vum Psychotherapeut anzeféieren. An am Numm vun der CSV begréissen ech, dass et zu dëser gesetzlecher Regelung kënnt. Awer och als diplomiéiert klinesch Psychologin, déi praktesch 15 Joer laang um Terrain geschafft huet, drécken ech meng perséinlech Satisfaktioun aus.

En absolutt wichtegt Gesetz, well grad Persoune mat psychesche Krankheete méi vulnerabel sinn an och net siele marginaliséiert sinn. An hirer oft verzweifelter Sich no Hëllef fale se gäre guttgleeweg op onprofessionell an onseriéis Näischnotzen eran. An elo si se besser geschützt.

Net nëmmen d'Qualitéit vun der Behandlung vu psychesch kranke Leit gëtt verbessert, mä et soll zu enger, hoffen ech, diversifiéierter Offer vu Behandlunge fir hir Stéierunge kommen. En absolutt néidegt Gesetz am Beräich vun der ëffentlecher Gesondheetsversuergung, fir d'Gesondheet vum Bierger ze verbesseren.

A wann et da bis gräift, wäerten insgesamt manner Käschten op d'ëffentlecht Gesondheetswiesen duerkommen: manner Spidolsopenthalter, manner Medikamenteverschreiwungen an aner medezinesch Käschten, manner Krankeschäiner, manner Rechutten, manner fréizäiteg Pensionéierungen, manner Chômage. D'Entlaaschtung vun de Psychiatere wäert och méi eng schnell Prise en charge erméiglechen.

Dass d'Gesondheetskeess verschidde Leeschtunge vun de Psychotherapeute rembourséiere soll, soll e gläichen Accès fir all Betraffene garantéieren a seng Rechter domat stäerken. D'gesellschaftlech Entwécklung an de sozioekonomesche Kontext bréngen et effektiv mat sech, dass ëmmer méi Leit psychesch Problemer a Krankheete kréien. Oft kommen zousätzlech Facteuren derbäi, aner Gesondheetsproblemer oder och sozial Problemer.

Laut de Global Health Estimates 2014 vun der Weltgesondheetsorganisatioun OMS erginn déi gemeinsam statistesch Erhiewungen an den EU-Länner, Island, Norwegen an der Schwäiz, dass 27%, also bal een Drëttel vun der erwuessener Bevëlkerung, op d'mannst un enger oder un enger Rei psychesche Stéierungen am leschte Joer gelidden hunn. An de Länner mat héijem Akommes fannen 90% vun de Suiciden hiren Ursprong a psychesche Krankheete wéi Depressiounen oder Psychosen, Schizophrenie. Eleng 12% sinn op den Alkohol zréckzeféieren. De fréizäitege Stierfrisiko läit bei 40 bis 60% méi héich bei dëse Persounen.

D'Konsequenze vun de psychesche Krankheete sinn enorm, net nëmme fir all betraffe Famill, wann dann iwwerhaapt eng do ass, mä och de wirtschaftlechen Aspekt ass immens grouss, zum Beispill Laangzäitkrankeschäiner hu mer 23% hei zu Lëtzebuerg aus deenen Ursaachen. D'OMS schwätzt vun engem wirtschaftleche Produktiounsausfall vu 16.300 Milliarden US-Dollar tëschent 2011 an 2013. Dat wiere bal 14.500 Milliarden Euro! 20% vun de Kanner a Jugendleche weltwäit leiden ënner psychesche Stéierungen oder Problemer. An a 50% vun de Fäll briechen déi psychesch Stéierunge viru 14 Joer aus.

Vläicht misst eis Gesellschaft sech och eemol heizou Froe stellen. Muss den Drock an der Aarbechtswelt, an der Schoul oder an der Famill ëmmer esou grouss sinn?

Nach ze vill dacks kréie Persoune mat schwéiere psychesche Krankheeten net déi néideg Behandlung a sinn oft net genuch informéiert, wou se Hëllef kënne kréien. Et ginn also zu Lëtzebuerg onbedéngt méi qualifizéiert Leit gebraucht, fir dës Behandlungen, och net medikamentös Therapien, duerchzeféieren. Dofir ass dat Gesetz och iwwerfälleg.

D'Generaliste stinn un éischter Front a mussen an hirer wichteger Roll gestäerkt ginn. Et sinn der eng ganz Rei vun hinnen, déi elo schonn oder och weiderhi wëlle psychotherapeutesch schaffen. Nieft hinne stinn och divers psychosozial Servicer, d'Schoul, d'Aarbechtswelt an der éischter Linn. Wichteg ass et, dass si sensibiliséiert ginn, fir dat mat Zäit ze détectéieren an d'Leit virunzeleeden.

Ech verweisen och op d'Diskussiounen, déi mer haten hei an der Chamber, zu dem nationale Suicide-Preventiounsplang d'lescht Joer. A just e Rappel, dass een de Moment muss zwou Woche bis véier Méint waarden, fir eng Behandlung oder eng Berodung ze kréie bei engem Psychiater, Psychotherapeut oder Psycholog. - Esou wäit zum Kontext.

Vu dass de Rapporteur vum Gesetzesprojet och schonn am Detail op all d'Punkten agaangen ass a virgestallt huet, beschränken ech mech, Här President, wäert Kolleeginnen a Kolleegen, op e puer allgemeng Remarquen an och verschidde Schwéierpunkten.

Allgemeng gesi war et effektiv net esou einfach, bis mer dëse Gesetzesprojet hei virleien haten. Ech erënneren drun, dass et och schonn en éischten Ulaf ginn ass an den 90er Joren. An du koum et zu engem zweeten Ulaf 2013, wou dann en Aarbechtsgrupp deen Text iwwerschafft huet, op Initiativ hi vun der Psychologie-Sektioun vun der Uni Lëtzebuerg, déi zesumme mat der Lëtzebuerger Gesellschaft fir Psychologie, SLP, a mat Ënnerstëtzung vum Collège médical d'Verdéngschter drun hunn.

Mä esou wéi den initialen Text vum Gesetzesprojet verfaasst war, wier d'Gesetz awer net praktikabel gewiescht. Trotz Avise vu verschiddenen ausgewielteene professionellen Associatiounen an Instanzen am Virfeld, niewebäi och op enger anerer Textvirlag wéi déi, déi déposéiert gouf, war de Projet net genuch duerchduecht, an déi jeeweileg Gesondheetsministeren hunn déi politesch Envergure vum Gesetz total ënnerschätzt.

Net nëmmen d'CSV huet zu engem fréien Zäitpunkt fonnt, dass den Text d'Strooss net géif halen, mä och de Statsrot huet eng sëllechen Opposition-formellen ausgesprach wéinst inhaltlechen Inkohärenzen, juristeschen Onsécherheeten an Netkonformitéit zum EU-Recht, nieft enger ganzer Rëtsch vun anere Remarquen.

Och wa jiddweree sech eens war, et wier eng gutt Saach, fir de Beruff vum Psychotherapeut ze regelen, koum et dunn zu enger Protestwell vu verschiddenen anere Beruffsassociatiounen a Gesellschaften, déi net am Virfeld ëm hir Meenung gefrot gi waren. Dat huet dann zu enger Rei Presseartikele gefouert, wéi zum Beispill „Regelung der Psychotherapieausübung - Arbeit im stillen Kämmerlein?", oder „Der Text, von dem noch immer niemand spricht" respektiv „Qu'un débat ait enfin lieu!".

Déi betraffen Associatiounen a Sociétéiten hunn dunn op eege Fauscht d'Chamber saiséiert a wollten och gehéiert ginn. Mä hei huet wéi laang kee Wëlle bestane vun der Majoritéit, fir dat ze maachen. Et sollt just de Rapporteur mat hinne Récksprooch halen am Ufank. Den Text sollt einfach duerchgeboxt ginn, an dat an enger blo-rout-grénger Majoritéit, déi sech Transparenz an Dialog als iewescht Prioritéit op den Hutt schreift!

D'CSV huet sech awer dergéint gewiert. Mir betriede jo schlussendlech hei Neiland bei där Schafung vun engem neie Beruffsstand, an do muss een d'Leit och vum Terrain mat abannen. Eréischt wéi den Drock ëmmer méi grouss gouf an och de Statsrot déiselwecht Froestellungen opgeworf huet, ass et schlussendlech zu enger Rei Entrevuë mat deene Betraffene komm, wat mir als CSV wäermstens begréisst hunn.

Allerdéngs ass de Collège médical trotz Ufro net invitéiert ginn an d'Stëmm vun de Patientenassociatioune respektiv vun hire Famillje feelt ganz am Dossier. Och huet déi interministeriell Concertatioun ze wënschen iwwreg gelooss.

D'CSV bedauert ausserdeem dee knappen Exposé des motifs: just e puer Wierder iwwert d'Problematik vun de psychesche Problemer mat engem Renvoi op al international Donnéeën; keng Donnéeën iwwert de genaue Stand vun der Santé mentale hei zu Lëtzebuerg, ob Erwuessener oder virun allem Kanner a Jugendlech, ganz einfach well mer keng hunn oder se sinn net prett; keen Iwwerbléck, emol net schätzungsweis, iwwert déi Professionell, déi vun dem Gesetz betraff sinn, a kee Wuert iwwert déi aktuell therapeutesch Offer.

De Gesetzesprojet orientéiert sech haaptsächlech um däitsche Modell, engem vun deene restriktiivsten an Europa a geet souguer deelweis nach driwwer eraus. D'CSV steet och fir eng héich Qualitéit am Sënn vum Patient, mä et hätt nach méi konsequent kënnen e Verglach mat deenen anere Länner gemaach ginn, seet iwwregens och de Statsrot.

Verstitt mech net falsch, Dir Dammen an Dir Hären: D'CSV-Fraktioun begréisst, dass endlech gehandelt gëtt an de Beruff vum Psychotherapeut soll unerkannt ginn! Mir hunn eis och vun Ufank un aktiv a konstruktiv un den Aarbechte bedeelegt an och eng Hällewull Onkloerheeten hannerfrot.

D'Haltung vun der Majoritéit war oft: „Mir maachen elo emol de Contenu vum Gesetz an da kucke mer duerno." Dat war besonnesch de Fall, wéi et iwwert de Remboursement vun der Psychotherapie iwwert d'Gesondheetskeess hiergaangen ass. Ofgesi vun der Wichtegkeet vum Projet fir d'Verbesserung vun eiser Gesondheetsversuergung fanne mir als CSV, dass d'Chamber an hirer Roll ass, Gesetzer ze stëmmen, déi och praktikabel sinn, an net eréischt nom Vote ze kucken, wat net klappt. An deem Sënn hat d'CSV och zum Beispill en Amendement ausgeschafft, deen awer leider vun der Majoritéit verworf gouf. Dozou spéider.

D'Diskussioune waren dann och deemno lieweg, a souguer d'Majoritéit war sech net ëmmer eens, an et huet een heiansdo gemengt, d'Kolleegen aus der DP géifen zur Oppositioun gehéieren.

(Brouhaha)

Ech woen ze behaapten, dass den Text och dank den Interventioune vun der CSV also e Stéck besser wéi virdru ginn ass, mä awer nach net gutt genuch. Trotz dräi Serien Amendementer werft de virleienden Text och elo nach Froen op.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Beruff vum Psychotherapeut ass e Beruff mat héijen Usprëch, vu déi grouss Responsabilitéit, déi hien huet vis-à-vis vun där Persoun, déi hie mat hirem Accord mat exklusiv psychologeschen an unerkannte Methode behandelt.

An der Kommissioun koum eng Diskussioun op, ob dat Wuert „exclusivement" soll drastoe bleiwen, well et gi jo awer och Fäll vu kombinéierten Therapien, wou Medikamenter a Psychotherapie am effikasste wierke fir de Patient, woubäi jo kloer ass, dass de Psychotherapeut, insofern en net Psychiater ass, awer keng Medikamenter däerf verschreiwen. Mir als CSV hunn och op dës Problematik higewisen an eis gefrot, ob et net besser gewiescht wier, de Statsrot ze suivéieren an dat Wuert ze sträichen.

Déi nächst Diskussioune koumen op bei enger ganz breeder Definitioun vun der Psychotherapie, déi, esou den initialen Text, psychesch Stéierungen, Verhalensstéierungen oder all aner Problemer, déi e psychesche Leidensdrock oder Nout mat sech bréngen, psychologesch behandele soll. Deem géintiwwer stoung, dass de Beruff vum Psychotherapeut awer ganz restriktiv definéiert war a keen aneren däerf Psychotherapie als Haaptaktivitéit, Niewenaktivitéit oder geleeëntlech ausüben an och den Titel vum Psychotherapeut droen, ausser den autoriséierte Psychiateren, déi jo net ënnert dëst Gesetz falen.

A scho ganz fréi, an zwar an der Sitzung vum 8. Juli, huet d'CSV an der Kommissioun op Problemer higewisen, déi domat kéinte bei Professioneller entstoen, déi eng ähnlech Tätegkeet géifen ausüben, wéi eng psychologesch Begleedung oder Psychoanalys. Déi hätte riskéiert, esou wéi den initialen Text formuléiert war, an d'Illegalitéit ze falen. Betraff gewiescht wier praktesch de ganze konventionéierte Secteur, deen am Kader vun der sougenannter ASFT-Gesetzgebung agreéiert ass, an och verschidden aner staatlech Institutiounen a Servicer an d'Leit mat enger eegener Berodungspraxis.

Et war am Virfeld net gekläert, wat fir eng Répercussiounen dat hei Gesetz op d'Gesetz vun 2008 vun der Kanner- a Familljenhëllef hätt. Dorënner fält nämlech och den ONE, den Office national de l'enfance, deen d'Missioun huet, déi psychosozial Hëllefsmoossname fir Kanner a Familljen ze koordinéieren, dorënner och psychotherapeutesch Behandlungen.

Hei hunn d'Vertrieder vum Ministère gemengt, wat de Volet ONE géif ugoen, wier an alle concernéierte Strukturen op d'mannst ee Psychotherapeut. Ofgesinn dovunner ass awer och d'Qualifikatioun vun dem Psychotherapeut do anescht definéiert, well an deem Gesetz fir eng psychotherapeutesch Berodung sinn do Leit zougelooss mat engem Master an der Psychologie, der Pädagogie oder der Medezin, wa se eng Zousazausbildung an der Psychotherapie hunn oder an der psychoaffektiver Berodung vun op d'mannst 300 Stonnen.

An och Psychoanalyste wiere mam initialen Text, wéi gesot, an d'Illegalitéit gefall. Deemno wier e groussen Deel vu wäertvoller a scho méi preventiver Aarbecht am Beräich vun der psychoaffektiver Gesondheet, déi am Secteur gemaach gouf vu Leit, déi gutt forméiert waren, net méi méiglech gewiescht.

A genau aus deem Grond hu mir als CSV dunn en Amendement um Artikel 3 ausgeschafft an an der Kommissioun de 16. Juli presentéiert. Do war explizitt virgesinn, dass déi psychologesch Begleedungsaktivitéiten an d'Psychoanalys net géifen an de Champ d'application vum Gesetz iwwert d'Psychotherapie falen. D'Belsch huet dat och esou fir d'Psychoanalys geregelt. Mir mengen, dass eng ganz Rei Therapië musse kënne legal bleiwen, och wa se net rembourséiert ginn, an och wann déi Leit den Titel vum Psychotherapeut net droen, wat se iwwregens och ni gefrot hunn. Dës Propose goufen awer vun der Majoritéit ofgeblockt.

Am Hierscht koum dunn op Drock vun eenzelnen Associatiounen an enger pertinenter Remarque vum Statsrot dach nach Bewegung an d'Saach. D'Majoritéit huet dunn deen Text proposéiert, deen den Här Rapporteur elo just virgestallt huet a wou am Fong definéiert ass, wat d'Psychotherapie net ass. An d'Propos vun der CSV, fir deen Ausdrock nach e bësselche méi ze preziséieren, ënner anerem „difficultés courantes", fir dat net ze vill ze banaliséieren an duerch den Term „difficultés affectives et relationnelles" ze ersetzen, gouf och net ugeholl.

An am Artikel 3 huet dunn och d'Majoritéit proposéiert, de Passus jo „même accessoirement ou occasionnellement" ze sträichen, fir dann domadder déi genannten Akteuren net an d'Illegalitéit ze setzen, well déi net haaptberufflech psychotherapeutesch géife schaffen.

D'CSV huet begréisst, dass d'Regierungsparteie méi asiichteg gi sinn, mä mir sinn awer allerdéngs nach wie vor der Meenung, an dat gëtt och vun enger Rei Leit vum Terrain gedeelt, dass eisen Amendementstext méi kloer gewiescht wier a méi eng grouss Rechtssécherheet bruecht hätt.

Maache mer hei net eng geféierlech Hannerdier op fir méiglech Abuse vu Leit, déi kee Minimum vu Formatioun hunn an déi okkasionell oder geleeëntlech accessoire déi do Aktivitéite géifen ubidden?

An Däitschland ass dee Problem zum Beispill do geléist ginn. Ech verweisen do op dat Heilpraktikergesetz, wou et erlaabt ass, als „Heilpraktiker für Psychotherapie" ënner gewësse Konditiounen ze praktizéieren, mä si dierfen awer an deem Fall den Titel vum Psychotherapeut jo och mat Recht net droen.

Déi psychoanalytesch Gesellschaft vu Lëtzebuerg fäert awer weider, dass d'Psychoanalys géif an d'Illegalitéit falen an hire Stellewäert hei géif verléieren. Hir Situatioun ass och méi komplex, well fir hir Formatioun ass keng Ausbildungsvirbedéngung gefrot.

E weidere Problem besteet och wuel doranner, dass déi meescht Instituter, déi eng Psychoanalysteformatioun ubidden, keng Diplomer ausstellen, mä eben och déi Leit duerno dann einfach an hiren Annuaire vun hirer Schoul ophuelen.

Dofir huet d'CSV och nach eng Kéier virun dem Ofschloss vun de parlamentareschen Aarbechte proposéiert, fir am Gesetz festzehalen, dass d'Psychoanalys an den Titel vum Psychoanalyst net betraff wieren. Ënnerstëtzt gouf dësen Amendement iwwregens vun Ufank u vun der politescher Sensibilitéit vun déi Lénk. Merci do derfir.

D'Majoritéit huet dëst nees verworf, an no laangen Diskussiounen huet de Rapporteur dunn awer e Passage bäigesat mat Referenz op dat belscht Gesetz, wéi et elo am Rapport steet, an dass also och, wann déi Leit d'Konditiounen net géifen erfëllen iwwert d'Iwwergangsbedéngungen, se dann awer kéinte weider als Psychoanalyst ausüben an och deen Titel droen. Mir hoffen, dass dat hinnen elo genuch Rechtssécherheet gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zouloossungskonditioune sinn natierlech de Schlësselpunkt vun deem neie Beruff vum Psychotherapeut. Den Text gesäit jo vir, dass een entweder Psycholog oder Dokter muss sinn, fir no enger psychotherapeutescher Ausbildung och als Psychotherapeut kënnen ze schaffen.

De Schwéierpunkt beim Psycholog läit bei der klinescher Psychologie. Klinesch Psychologie heescht awer net, dass se an der Klinik stattfënnt, mä dat wëllt soen, si huet eng Approche, wou se kuckt a probéiert, virun allem de Mënsch ze verstoen an de Sënn vun dem psychesche Problem oder Konflikt, deen e mat sech dréit. De klinesche Psycholog weist och zolidd Kenntnisser op iwwer psychesch Krankheetsbiller an ass och forméiert, fir psychologesch Problemer ze diagnostizéieren. Dofir ass et och wichteg, dass déi verschidden aner Psychologiesdiplomer, déi sollen unerkannt ginn, och genuch Formatiounsunitéiten an der klinescher Psychologie virweisen.

Den Dokter, deen de Beruff vum Psychotherapeut wielt, huet och e Bagage, fir medezinesch Diagnosen ze stellen. An hie verzicht jo domadder och wuelverstanen, fir och als Dokter ze praktizéieren.

Fir eng richteg Diagnos ze stellen, si seriö Kompetenzen an Zäit gefrot. De Psychotherapeut muss d'Stéierung, déi d'Ursaach vun der Berodung ass, duerch eng Anamnes, also duerch eng Analys vun der Liewensgeschicht vum Patient, an dee richtege Kontext setzen. Déi zougeloosse Beruffer bréngе jiddefalls déi néideg Basisviraussetzunge mat sech, fir sech als Psychotherapeut ze spezialiséieren. Historesch ass et jiddefalls, dass éischtmoleg hei zu Lëtzebuerg offiziell eng Therapie dierf vun engem anere Beruff ausgeüübt ginn, wéi vun engem Dokter.

D'CSV begréisst ausdrécklech d'Ouverture, fir och engem anere Beruffsstand wéi den Dokteren d'Méiglechkeet ze ginn, fir als Psychotherapeut täteg ze sinn, eng Valorisatioun also fir deen nach relativ jonke Beruff vum Psycholog. An net nëmmen de Beruff vum Psycholog huet e wäite Wee gemaach hei zu Lëtzebuerg an all deene Joren, mä och d'Psychologie. An et sief och kuerz erënnert un d'Pionéier vun der Psychologie hei zu Lëtzebuerg, d'Professere-Psychologen, den Dokter Gaston Schaber, den Dokter Paul Dickes an den Dokter Bib Even wéi

och den Neuropsychiater Fernand Hastert.

Haut ass de Beruff vum Psycholog enorm diversifiéiert: am Enseignement, am Santésberäich, am Familljeberäich, an der Justice, der Police, der Arméi, an der Protection civile, der Wirtschaft, der Aarbechtswelt, a méi rezent och an der Verkéiers- a Mobilitéitspsychologie. An och d'Zuel vun de Psychologen, déi agreéiert sinn, fir eng eege psychologesch Praxis ze bedreiwen, geet an d'Luucht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, Dir hutt Verständnis fir mäi klengen Exkurs hei an d'Welt vun der Psychologie. Et sollt en Hommage sinn un d'Pionéier vun der Psychologie hei zu Lëtzebuerg.

Op jidde Fall sinn d'Psychologie an d'Psychologen net méi hei aus eiser Gesellschaft ewechzedenken. A grad si ass vu vireran interdisziplinär ausgeriicht an huet eng Kultur entwéckelt och vu multidisziplinärer Approche an Zesummenaarbecht innerhalb vun deem ganzen Hëllefssystem ronderëm de Mënsch.

D'Gesetz verlaangt e Mindestsockel vu Kenntnisser a Kompetenzen, déi déi Interesséiert mussen no hirem Basisdiplom an hirer psychotherapeutescher Zousazausbildung virweise kënnen.

Ee vun de grousse Kritikpunkte bleift - dat seet och d'SLP, also d'Société́it vun de Psychologen -, dass de Kursus vun de Studien an ECTS-Kreditter ausgedréckt ass, dat heescht als „European Credits Transfer System" am Kader vum Bologna-Prozess, an net a Stonnen. Den Text gesäit also keen Emrechnungsschlëssel vir, wéi vill Stonnen déi 70 ECTSe géifen ausmaachen. Dat wier also de facto e Monopol fir d'Unisausbildung.

Domat awer wieren d'office all Persounen ausgeschloss, an dat sinn der vill, déi hir psychotherapeutesch Ausbildung an engem net universitären Institut gemaach hunn. An dës Instituter sinn awer laut EU-Richtlinnen net autoriséiert, fir ECTSen ze akkreditéieren a kënne legal gesinn nëmme Stonnenzuele certifiéieren. An Däitschland ass dat kee Problem, well do d'Méiglechkeet besteet, als Ausbildungsinstitut carrément unerkannt ze ginn.

Et ass gewosst, dass d'Uni Lëtzebuerg schonn am Virfeld vun dësem Gesetz zënter Hierscht 2013 e Master an der Psychotherapie ubitt an domat elo scho vu virera gewëss Standarde festgeluecht huet. Déi Formatioun ass zwar villsprococheg, mä vläicht net esou villsäiteg, wéi dat wënschenswäert wier. Si ass nämlech besonnesch op verhalenstherapeutesch Therapie achséiert.

An hei en Appell säitens der CSV, fir d'Uni mat anzebezéien, fir d'Formatioun vum Master verstäerkt ze développéieren a Richtung vun engem Enseignement duerch, wa méiglech, Professere-Psychotherapeuten vun nach méi verschiddene psychotherapeutesche Methoden, déi kënnen enseignéiert ginn, achséiert op verschidden Alterskategorien an Typpe vu psychesche Stéierungen, wéi dat och an der Praxis de Fall ass. An des Weidere wier och nach d'Recherche ze förderen.

Nach eng Remarque zu der Supervisioun vum praktesche Stage, deen de Student muss während senger Formatioun maachen. Hei huet d'CSV insistéiert, dass de Stage net exklusiv am Spidolsmilieu däerf stattfannen.

Den Text schwätzt och vun enger Formation continue vun de Psychotherapeuten. Do gëtt awer net drop agaangen, wéi dee Suivi soll sinn, ob se kontrolléiert gëtt. Mä wa mer awer hei vun esou enger héijer Qualitéit schwätzen, wéi dat soll zu Lëtzebuerg de Fall sinn, misst awer och d'Weiderbildung e bësselche méi preziséiert ginn - eppes, wat mir hei als CSV am Text vermëssen.

D'CSV hat sech och staarkgemaach fir gutt Sproochekenntnisser vum Psychotherapeut, well d'Sprooch ass d'Aarbechtsinstrument, woumat en de Patient behandelt. De Psychotherapeut muss an enger Sprooch schwätzen, déi de Patient versteet, wat besonnesch wichteg ass am Fall vun enger psychologescher Krisis, wéi bei Selbstmordgefor.

D'Regelung ass elo déiselwecht wéi déi fir d'Dokteren, a laut EU-Virgabe kënne mer net méi froen. D'CSV fäert awer, dass dat net duergeet fir dësen Typ vun Aktivitéit, well ech gesinn et awer nun emol schlecht, dass en Dolmetscher an enger psychotherapeutescher Sitzung niewendrusëtzt, an ech fäerte ganz, déi géif hir therapeutesch Wierkung verfeelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e ganz grousse Punkt ass d'Unerkennungsprozedur vun der psychotherapeutescher Formatioun, déi no der Basisausbildung gemaach gëtt. En attendant, dass vläicht eng Kéier eng harmoniséiert europäesch Regelung vum Beruff vum Psychotherapeut kënnt, gëtt d'Gesetz vun 2009, dat d'EU-Direktiv vun de reglementéierte Beruffer ëmsetzt, ëm de Beruff vum Psychotherapeut erweidert a läit also an der Kompetenz vum Héichschoulminister. De Rapporteur huet et och gesot.

D'Angscht vu ville Professionellen, déi elo um Terrain als Psychotherapeut schaffen an elo amgaang sinn ze studéieren oder déi sech wëllen als Psychotherapeut ausbilde loossen, ass, wéi eng Diplomer an Titelen aus dem Ausland unerkannt ginn. Onkloer ass, wéi eng Zousazformatioun respektiv Kompensatiounsmoossnamen ënner Emstänn mussen nogemaach ginn. Hei dierf keen Arbitraire opkommen. Hei mussen transparent an objektiv Kritären opgestallt ginn.

An ech verweisen och do op d'Stellungnahm vun der Regierung zur Motioun vum 18. Dezember 2014 vu menger Fraktiounskolleegin Martine Hansen, wou se d'Regierung opfuerdert, d'Unerkennungsprozedur bei de Gesondheets- a Sozialberuffer ze evaluéieren an ze verbesseren. An d'Gesetz muss effektiv ugepasst ginn, well eng nei Versioun vun der EU-Direktiv virgesäit, fir d'Prozedur ze vereinfachen, a virun allem souwuel de Refus wéi déi sougenannte Kompensatiounsmoossname mussen obligatoresch justifiéiert ginn.

Et wier jiddefalls all Concernéierte wäermstens unzeroden, sech säin auslännesche Psychotherapeutendiplom oder Certificat offiziell a sengem Studieland fir d'Éischt unerkennen ze loossen, ier e seng Demande zu Lëtzebuerg erareecht. Potenziell, schätzen ech, këinten tëschent 600 bis 700 Psychologen a Generaliste plus e bësse méi wéi eng 1.500 Studente vu béiden Zorte betraff sinn.

Begréissenswäert ass jiddefalls an den Ae vun der CSV, dass d'Iwwergangsbestëmmungen nodréiglech opgelockert goufen. Sou kréien och déi Professionell mat enger anerer Basisausbildung nach während dräi Joer jo d'Méiglechkeet, unerkannt ze ginn, wa se en aneren Diplom hunn oder Titel oder Certificat, wa se mindestens 450 Stonne speziell Formatioun a Weiderbildung an der Psychotherapie hunn oder mindestens fënnef Joer psychotherapeutesch Praxis kënne virweisen. Déi hätten och soss riskéiert, an d'Illegalitéit ze falen. Mir wëssen awer leider net, wéi vill dass do där sinn.

Hei stelle mer awer och nach d'Fro, firwat de Collège médical eleng an d'Spill kënnt, fir de Volet vun der Psychotherapie unzëerkennen, an de Conseil scientifique just en Avis gëtt. De Collège médical bestëmmt iwwregens och d'Psychologevertrieder an deem Conseil. Jiddefalls kréien de Collège médical an de Minister hei en enorme Pouvoir, fir au cas par cas ze décidéieren, ob den Zertifikat oder Diplom, dee se hunn, als equivalent unerkannt gëtt.

D'CSV hätt kloer an transparent Regele virgezunn a fënnt et net gutt, fir vill Leit am Onkloren ze loossen. Ech wëll dat net weider kommentéieren, mä ech wëll drop hiweisen, dass an Däitschland zum Beispill och Pädagoge kënne Psychotherapeut ginn, wann déi Schoul, op där se d'Formatioun maachen, dat zouléisst. Dat ass de Fall zum Beispill bei de Kanner- a Jugendpsychotherapeuten, déi souguer deelweis als Facharzt unerkannt sinn. A bei eis ass déi Dier elo zou. Dat ass am Fong just nach an den Dispositions transitoires vum Projet de loi virgesinn.

Mä wat maachen déi, déi ënnerwee sinn, déi innerhalb vun deenen nächsten dräi Joer net fäerdeg sinn? Well dat ass eng ganz laang Dauer vu Studien an deem dote Fall. An an deem Fall hate se hir Studien ugefaang, wéi d'Konditioune vun der Stee nach net bekannt waren!

An dann och nach d'Fro un d'Regierung: Wat fir eng Ressourcë gedenkt se anzesetzen, fir deen initialen Ustuerm vun Zouloossungsdemandë fir d'Diplomunerkennungen an och fir d'Formatiounsunerkennungen, d'Autorisations d'exercer an engem räsonabelen Delai ze bewältegen?

De wëssenschaftleche Bäirot vun der Psychotherapie huet ausserdeem e Wiertche matzeschwätze beim Curriculum an décidéiert iwwert déi zougeloossen Therapiemethoden. A mir wéilten och opruffen, dass déi Kompositioun, déi zwar bekannt ass, opgrond vun engem Kandidaturopruff soll gemaach ginn, an dass déi Kompositioun soll multidisziplinär a polyvalent gemaach ginn. An et ass och wichteg, dass dee Conseil scientifique ëmmer um aktuellste Wëssensstand ass, fir ze wëssen, wat fir eng nei Methode kënnen zougelooss ginn.

Ech ruffen och hei d'Deklaratioun vu Stroossbuerg zur Psychotherapie an Erënnerung, déi awer, dat huet de Rapporteur net gesot, och festgehalen huet, dass d'Diversitéit vun de psychotherapeutesche Methode muss assuréiert a garantéiert ginn. An d'CSV ënnerstëtzt dat.

Mir plädéieren dofir, dass an deem interne Reglement vun deem Bäirot dofir och methodesch Kritäre festgeluecht ginn, déi och d'Pluralitéit vun deene Methode kënne festhalen. An am Kontext vun der Beruffsregelung insgesamt verweisen ech och op déi international Richtlinne vun der Europäescher Associatioun vun de Psychotherapeuten, déi Member si vum Weltrot vun der Psychotherapie, a selbstverständlech och vun der Europäescher Federatioun vun de Psychologieassociatiounen.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass vill Leit dobaussen net kënnen den Ënnerscheed maachen tëschent engem Psycholog, engem Psychanalyst, engem Psychiater, engem Psychotherapeut oder soss engem psychopädagogeschen a soziale Beruff. Dem Client, oder besser dem Patient, deem ass et am Fong wichteg, dass e gehollef kritt. A bei deen ee passt besser déi eng Approche, bei deen anere besser déi aner.

Mä op jidde Fall musse mir als Politik de Kader sécherstellen, dass do, wou Psychotherapeut dropsteet, och Psychotherapeut dran ass. D'Patiente musse viru Scharlatane geschützt ginn! Et riskéiert awer eng Veronsécherung bei de Leit ze bleiwen, well eben eng ganz Rei Professiounen, déi zwar hir Preuven um Terrain gemaach hunn, hei zu Lëtzebuerg net reglementéiert sinn, dorënner schonn de Psychanalyst, zum Bespill de systemesche Familljentherapeut, de Musicothérapeute, de Konschttherapeut, fir nëmmen déi puer ze nennen. Dat wier sécherlech eng Aufgab fir d'Zukunft.

A besonnesch ass et wichteg, de Public, virun allem déi betraffe Leit, déi Professionell, déi an der éischter Linn schaffen, gutt ze informéieren an opzeklären, eng nei Kultur ronderëm de Wuertgebrauch vun der Therapie ze schafen a vläicht méi virsiichteg domat ëmzegoen. A firwat net dat an eng Preventiounscampagne fir déi psychesch Gesondheet an déi frëi Détectioun vun de psychesche Stéierungen apaken? Do missten och d'Medie mat agebonne ginn. A firwat och net en userfrëndleche Guichet unique „santé mentale" schafen?

E puer Remarquen nach zum Beruffsstand. Zu den deontologesche Regelen: Déi si weder Neiland fir d'Dokteren nach fir d'Psychologen, well zum Beispill déi Lëtzebuerger Gesellschaft fir Psychologie, déi huet sech schonn 2001 e Code de déontologie ginn.

Zwou Froen nach un d'Madame Minister zum Collège médical, zu deem dee Beruffsstand zougeuerdnet ass. De Beruff vum Psychotherapeut ass jo en autonome Beruff. An Däitschland gëtt et zum Beispill eng eege Psychotherapeutekammer nieft der Ärztekammer. Duerfir meng Fro: Wéini soll déi Reorganisatioun vum Collège médical, déi am Fong am Tirang läit, am Sënn vun enger méi grousser Onofhängegkeet vun deenen diversen Ordres sinn, déi an deem Collège médical Member sinn?

An eng weider Fro, ob Iwwerschneidunge besti vun deem Informatiouns- a Mediatiounsservice aus dem Patientegesetz par rapport zu der Schlichtungsfonctioun vum President vum Collège médical am Fall vu Litigen.

Mäi leschte Schwéierpunkt, Dir Dammen an Dir Hären, geet ëm d'Plaz vun der Psychotherapie an eisem Gesondheetssystem. E Gesondheetssystem, dee sech modern a performant wëllt ginn, muss hautdesdaags och d'Psychotherapie virgesinn an och a kloer definéierte Fäll no transparente Regele remboursëieren. Dofir ass et fir mech onverständlech, firwat de Gesondheetsministère net parallell d'Preparative vun der Prozedur lancéiert huet bei der Nomenclatures-Kommissioun, wou d'Akten definéiert gi fir de Remboursement vun der Gesondheetskeess, quitte dass deen neie Groupement vun de Psychotherapeuten als de Verhandlungspartner muss gegrënnt ginn.

Mä ech fuerderen heimat awer och d'Regierung op, fir dës Grënnung proaktiv mat ze begleeden an och d'Prozedur vun der CNS, wou jo och d'Berechnunge vum Käschtepunkt gemaach ginn, esou schnell wéi méiglech unzekuerbelen. Mä dofir misst een och op där anerer Säit emol wëssen, wéi vill eis d'psychesch Problemer de Moment insgesamt och wirtschaftlech kaschten. Firwat och net hei auslännesch Experte mat bäizéien?

D'Patiente stinn um Spill a si mussen de Moment scho laang Waardezäiten a Kaf huelen. An hei ass, an den Ae vun der CSV, kostbar Zäit verluer gaang. D'CSV huet och déi Fro do e puermol opgeworf, mä do ass gesot ginn: Fir d'Éischt den Inhalt vum Gesetz an duerno kucke mer.

D'CSV huet och d'Fro opgeworf vum internationale Referenzkader, deen déi psychesch Krankheeten definéiert. D'Majoritéit wollt dat awer net an de Gesetzestext mat afléisse loossen aus Flexibilitéitsgrënn. Genannt gouf jo do déi zéngt Versioun vun den internationale Krankheeteklassifizéierunge vun der Weltgesondheetsorganisatioun. An d'Interpretatioun ass awer net ëmmer evident.

(Coup de cloche de la présidence)

Jo, Här President, ech kommen - nach e puer Sätz, wann Der erlaabt - zum Schluss.

Wat ass nämlech eng psychesch Krankheet? Wat ass en Trouble mental? Wéi preventiv wëlle mer virgoen? Ass et net besser, déi psychesch Problemer am Ufank ze traitéieren, ier se zu Krankheete gi sinn, an dass domadder de Käschtepunkt reduzéiert gëtt? Well och d'Krankekeess huet an hirem Avis dorobber higewisen, dass et ganz schwéier wier, dat doten ze definéieren an ausenanerzehalen, an ob mer hei net mangels onklorer Definitioune vläicht kënnen och e Risiko vun engem méi grousse Contentieux an deene Saache kréien. Wëlle mer wierklech déi psychesch Problemer medikaliséieren? Déi politesch Diskussioun, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hu mer nach net gefouert.

Op jidde Fall, Här President, ech kommen zum Schuss a wëll domadder soen, dass de Psychotherapeuteberuff net an engem loftleere Raum hänkt. A mir hunn natierlech an der Santéskommissioun déi Froen all opgeworf, kruten awer net op alle Punkte Satisfaktioun. Mir wéilten eis dofir och beim Gesetz enthalen. An dofir kommen ech och zu enger Motioun, Här President, déi ech hei wëll ofginn. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant la réglementation de la nouvelle profession de santé de psychothérapeute;

- considérant la complexité de la mise en œuvre de la nouvelle loi;

- rappelant le Plan d'Action pour la Santé Mentale 2013-2020 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS);

- renvoyant au «European Pact for Mental Health and Well-being», 2008;

- considérant le rapport d'expertise CRP-Santé «La réforme de la psychiatrie et politique de santé mentale», septembre 2013, Grand-Duché de Luxembourg;

- se référant à la déclaration européenne relative à la psychothérapie, dite «Déclaration de Strasbourg» de 1990 du Conseil de l'Europe;

- en l'absence d'une harmonisation, au niveau européen, de la formation et de l'exercice de la profession de psychothérapeute;

- se rapportant aux lignes directrices de l'Association Européenne de Psychothérapie (AEP);

- se référant aux lignes directrices de la Fédération Européenne des Associations de Psychologie (FEAP);

- considérant que l'Université du Luxembourg offre une formation de Master en psychothérapie depuis 2013, partant en amont de l'adoption d'une législation en la matière;

- prenant note que l'actuel texte de loi n'intègre aucun équivalent horaire pour les 70 crédits ECTS (European Credit Transfer System), par référence au processus de Bologne, que doit compter le cursus des études de psychothérapie, les formations universitaires constituent de fait la seule et unique référence et excluent d'office toutes les personnes ayant fait leur formation en dehors de l'Université, comme les instituts de formation non universitaires qui, selon les directives européennes, ne sont pas autorisés à accréditer des ECTS et ne peuvent donc légalement que certifier les présences en termes d'heures de formation;

- considérant la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé;

- vu l'article 62 alinéa (1) du Code de la Sécurité sociale, définissant les critères de représentativité des groupements professionnels qui concluent des conventions avec la Caisse nationale de Santé (CNS);

- vu les articles 65 et 65bis du Code de la Sécurité sociale, le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie ainsi que le règlement grand-ducal du 26 octobre 2011 instituant un Conseil scientifique du domaine de la santé;

- vu la nomenclature des actes et services des médecins en vigueur en matière de neurologie, psychiatrie et gériatrie;

- vu la Convention entre l'Union des caisses de maladie et l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie a.s.b.l. (EGSP), entrée en vigueur le 1er janvier 2008;

- vu les règlements grand-ducaux pris en exécu-

tion de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille;

- soucieuse des longs délais d'attente actuels en matière de prise en charge psychiatrique, psychologique et psychothérapeutique;

- craignant que le grand public et surtout les personnes-cibles de la présente loi resteront exposés sur le marché à toute une gamme de prestations non réglementées offertes par divers acteurs;

invite le Gouvernement:

- à prendre dans les meilleurs délais et de manière coordonnée toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de la présente loi en concertation et en dialogue avec tous les acteurs impliqués;

- à libérer les ressources nécessaires afin de garantir le traitement, dans un délai raisonnable, de l'afflux initial prévisible de demandes de reconnaissance des diplômes, certificats ou autres titres étrangers et de demandes d'autorisation d'exercer;

- à se faire accompagner dans le cadre de la mise en application par un «steering group» auquel sont associés des experts externes;

- à nommer les membres du futur Conseil scientifique de psychothérapie sur base d'un appel aux candidatures tout en veillant à leur multidisciplinarité et à ce que le règlement interne y relatif, incluant des critères méthodiques, s'oriente aux dispositions et recommandations ci-avant afin que la pluralité des méthodes psychothérapeutiques soit assurée et garantie;

- à inciter de manière proactive la création d'un groupement luxembourgeois représentatif des psychothérapeutes aux fins de la négociation d'une convention avec l'Union des Caisses de Maladie, réglant la prise en charge des actes et services professionnels dispensés par les psychothérapeutes;

- à saisir la Commission de nomenclature afin de démarrer dans les meilleurs délais la procédure de la définition des actes et services professionnels dispensés par les psychothérapeutes et, le cas échéant, afin de conclure un partenariat avec un service spécialisé international ou de s'adjoindre un expert international;

- à faire avancer la réorganisation planifiée du Collège médical dans le sens d'une plus grande autonomie des différents ordres y regroupés;

- à impliquer l'Université du Luxembourg dans la mise en application de la présente loi aux fins d'une adaptation de la formation de Master en psychothérapie se rapprochant de la pratique dans le sens d'un enseignement d'une pluralité des méthodes psychothérapeutiques applicables à diverses catégories d'âge et de troubles mentaux des patients;

- à créer ou renforcer les conditions organisationnelles et financières promouvant la recherche évaluative dans le domaine de la psychothérapie;

- à lancer une large campagne d'information et de prévention permettant d'éclairer le public sur les différents types de prestations et prestataires officiellement reconnus, de prévenir les troubles mentaux, d'en améliorer le dépistage précoce et de promouvoir la santé mentale;

- à créer un guichet unique «santé mentale» garantissant l'accès égalitaire et facile de toutes les personnes concernées aux informations et aux soins;

- à procéder à une évaluation et un bilan de la mise en œuvre de la présente loi intégrant l'appréciation par les patients concernés, l'évolution de la législation européenne en la matière et l'évolution des troubles mentaux dans notre société.

(s.) Sylvie Andrich-Duval.

An déi ech nach an zwee Wierder brauch eigentlech just ze kommentéieren, well all dat, wat an där Motioun steet, hunn ech a menger Ried agepaakt, wou ech am Fong d'Regierung opfuerderen, fir déi Schwaachpunkten, déi am Gesetz nach sinn, unzegoen, fir och en „steering group" zum Beispill nach anzesetzen a fir eng Evaluatioun maachen ze loosse vum Gesetz, wou och d'Patiente mat abezu ginn an och déi europäesch Gesetzgebung am Ae gehale gëtt an och d'Evolutioun vun de psychesche Stéierungen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass ech e bësse Support kréie fir déi Motioun hei vun de Kolleegen an der Chamber. D'CSV-Fraktioun steet jiddefalls hannendrun. A mir wäerten eis, wéi gesot, beim Gesetzesprojet hei enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Andrich. Wann Der erlaabt, ech wollt just der Madame Andrich soen, dass de fréiere Gesondheetsminister mech gebieden huet, hir ze rappeléieren, dass hie séngerzäit de Projet de loi am Numm a mam Accord vun der gesamter Regierung deponéiert huet.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn där Bitte dann heimadder Genüge gedoen an d'Madame Andrich doriwwer informéiert, wat de fréiere Gesondheetsminister mer an d'Ouer geflüstert huet.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, dierf ech nach dozou eppes soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Dat ass mer ganz kloer bewosst. Zu deem Zäitpunkt war awer och den Avis vum Statsrot nach net do, wëll ech rappeléieren. Well d'CSV dréit jo awer dee Projet, wat d'Objektiver ubelaangt. An ech wëll och rappeléieren, dass den Däiwel am Detail läit. De Rapporteur sot et och schonn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma ganz gär geschitt. Dann huet d'Wuert den Här Goerges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Spriecher vun der LSAP wéilt ech zu e puer Saachen awer hei Stellung huelen. Fir d'Éischt wéilt ech soen, dass dat, wat den Här President elo grad gesot huet, dass dëse Gesetzestext...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Muss net d'Riednerlëscht agehale ginn, Här President?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wat gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass fir d'LSAP.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ah sou, pardon.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hu mer d'Wuert net geholl, ech hunn d'Wuert vum President kritt. An ech stinn hei als Vertrieder...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Urbany!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Voilà. Fir d'Éischt wéilt ech soen, dat, wat de President och gesot huet, dass hei de Gesetzesprojet déposéiert gouf de 6. Juni 2013 vun der Majoritéit CSV/LSAP, dass dat gemaach gouf vum deemolege Gesondheetsminister, dem Mars Di Bartolomeo, an dat am Numm vun der ganzer Regierung. Deen Text ass also vun der CSV dee Moment gedroe ginn.

Ech muss och soen, dass am Kader vun dem Speech vun der Madame Andrich, mengen ech, dat Wuert, wat am meeschte gesot ginn ass, dat war d'Wuert „CSV". Et gouf ëmmer erëm gesot, wat d'CSV an dësem Projet esou Guddes an esou villes Exzellentes gemaach hätt. Wann Der an de Sitzunge mat derbäi gewiescht wäert, an Dir konnt dat an de Rapporte jo alleguerten noliesen, dann hätt Der awer dee Schlaangewee vun der CSV an dësem Dossier kënnen novollzéien, well et war net ganz evident, erauszefannen, wéi dann elo d'Positioun vun der CSV wier.

Virun de Wahlen, nodeems de Projet fir d'éischte Kéier de 4. Juli 2013 an der Kommissioun beschwat gouf, wou d'Vertrieder vun der CSV an der Kommissioun - d'Madame Andrich, d'Madame Arendt, den Här Oberweis, den Här Meyers an d'Madame Frank - gesot hunn, dass dëse Projet e gudde Projet wär, si am grousse Ganzen dee Projet hei och matgedroen hunn, och eng ganz Rei vu Saache mat ënnerstëtzt hunn, déi och déi deemoleg Majoritéit mat ënnerstëtzt huet, war dunn op eemol de 17. Juni 2014...

(Brouhaha)

...de 17. Juni 2014, ee Joer duerno,...

(Brouhaha)

...war awer e Revirement vun der CSV ze gesinn, dee bal net méi auszehale war,...

(Interruptions diverses)

...wou Leit aus der Kommissioun, déi virdru mat Jo geäntwert hunn, dunn op eemol sech hu missen enthalen op Drock vun anere Leit aus der Kommissioun, déi du sech do an Zeen gesat hunn a gesot hunn, dass se net méi domadder d'accord wären an dass d'Positioun vun der CSV am Laf vun engem Joer radikal geännert hätt. Dat ass et ginn an dësem Projet.

(Brouhaha)

Dat huet natierlech och mat sech bruecht, dass eng Rei vun Diskussioune méi laang gedauert hunn, dass dat och méi extensiv gefouert ginn ass. An duerfir hu mer och zwielef Sitzunge gebraucht, fir deen Text do ze finaliséieren.

Wann elo gesot gëtt, et wär de Wëlle vun der Majoritéit gewiescht, fir deen Text hei duerchzeboxen, da kënnt Der sécher sinn, dass mer keng zwielef Sitzunge gebraucht hätten, fir deen Text hei ze finaliséieren! Mir hätten eis mat véier Sitzunge kënne begnügen an da wär alles un an aus gewiescht. Mir wollten eis absolutt net virwerfe loossen, dass mer deen Text hei wéilten duerchboxen. An duerfir hu mer dans tous les détails, an ech mengen, mat der CSV, e ganz gudde Projet hei op den Dësch geluecht, dee wierklech all deenen Detailfroen esou gutt wéi méiglech Rechnung gedroen huet.

An Dir hutt et selwer gesot, Madame Andrich: Et war net einfach, hei alleguer déi Linne beieneenzekréien, déi an dësem Dossier matgeschwat hunn. Dat war eng Sisyphusaarbecht. An ech mengen, dass mer hei awer e ganz gutt Gesetz duerfir gemaach hunn.

Duerfir verstinn ech och net, wann Der sot, dass d'Majoritéit gesot hätt, mir maache fir d'Éischt de Contenu vum Gesetz an de Rescht duerno. Majo, et geet ëm de Contenu vun dësem Gesetz. An et ass jo kloer, dass d'Majoritéit sech fir d'Éischt ëm de Contenu vun deem Gesetz këmmert, ier se vläicht accessoire Froen hei wëllt traitéieren.

Duerfir wéilt ech nach eng Kéier soen, dass dat heiten e Gesetz ass, wat d'vollst Vertraue vun der LSAP-Fraktioun huet. Wou mer mat de Leit aus der Kommissioun, awer och mat de Leit vum Ministère konnten hei e Gesetz maachen, wat d'Linn hält a wat virun allem den Objektiver vum Gesetz nach ëmmer Rechnung dréit, nämlech der Qualitéit, souwuel vun der Formatioun vun deenen, déi herno Psychotherapeut sinn, wéi dann awer och der Sécherheet vun deene Leit, déi kënne vun deene Servicer vum Psychotherapeut da profitéieren. Nämlech dass d'Patienten ënner uerdentleche Konditioune kënne vun deene Leit traitéiert ginn an dann och wëssen, dass se do eng Behandlung kréien, déi Kapp a Fouss huet an déi gepréift ass, souwuel vun der Formatioun vun de Psychotherapeute wéi awer och vum Ministère.

Sou, dat gesot, ginn ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, datt mer an eiser Gesondheetspolitik de Fokus net nëmmen op déi physesch, dat heescht kierperlech, mä natierlech och op déi psychesch Gesondheet leeën. Och psychesch krank Leit brauchen eng adequat medezinesch respektiv therapeutesch Versuergung. Si brauchen, niewent der Behandlung vun deenen akute Symptomer, och Hëllef, fir hiert Liewe mat hirer Krankheet kënnen ze meeschteren, gradesou wéi Moossnamen, déi eng Verschlëmmerung vun där Krankheet verhënneren.

Mir liewen an enger Gesellschaft, an Dir hutt et sécher alleguerten och ewell matgemaach, an där natierlech Hektik am Alldag, Stress, Leeschtungsdrock op der Aarbecht, an der Schoul quasi zu engem alldeegleche Phenomeen gi sinn. Vill Leit kënne gutt domat ëmgoen, awer och ëmmer méi Leit kréien do grouss Problemer. Déi Wierder, déi mer alleguerte kennen, déi fréier kee Mënsch kannt huet, dat ass dat „Ge-burn-outs" oder d'Depressioun, déi sinn natierlech un der Dagesuerdnung. Wann e puer Leit an der Groussgaass beieneestinn, da geet et lass. Soss hu se geschwat: Wou hues de déi schéi Posch kaaft? Elo geet et: Ech si gestresst. Ech hunn Depressiounen. Ech hunn e Burn-out. Et schéngt also eppes sech ze änneren, geännert ze hunn.

Och wa psychesch Krankheeten dann ëmmer méi dacks och medial thematiséiert ginn, esou bleift dach awer nach vill, vill Opklärungsaarbecht ze leeschten, fir datt dës Krankheeten natierlech aus dem Eck vum Tabu erausgeholl ginn. Dës Diskussioun géif allerdéngs sécher hei de Kader sprengen, d'Riedezäit wäit iwwerschreiden. An ech kann Iech just soen aus 32-jähreger Erfahrung als Hausdokter, datt awer déi dote Problemer, géif ech soen, wéi och virdrun d'Statistik genannt gouf, esou 25% bis 30% vun der Aarbecht vun engem Praktiker ausmaachen.

Här President, dat virleiend Gesetz huet eng ganz laang Virlafzäit. Am Fong geholl huet et säin Ursprong an enger Motioun, déi d'Chamber den 29. Januar 2004 am Kader vun engem Débat iwwert d'Reglementatioun vu verschiddenen Disziplinne vun der net konventioneller Medezin ugeholl huet. Deemools gouf d'Psychotherapie als eng vun de fënnef Branchen identifizéiert, bei där gesetzlechen Handlungsbedarf géif bestoen.

An haut, méi wéi zéng Joer duerno, gëtt mat dësem Text de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg reglementéiert. Reglementéieren, dat heescht an eisen Aen awer och, datt ee Kader geschaf gëtt, fir déi Disziplin ze akzeptéieren als Profession de santé. Dat wëll ech nach eng Kéier hei betounen: Dat ass eng Profession de santé an net eng Profession médicale!

Reglementéieren heescht virun allem awer och, déi noutwendeg Formatiounen an Ausbildungen definéieren. Reglementéieren, dat bedeit awer och, an net zulescht, kontrolléieren, Kontrollmechanismen opstellen, fir déi an de Grëff ze kréien, déi dorëmmer ënner engem aneren, falsche Fändel segelen an déi sech ënnert dem Deckmäntelche vun der Komplementarmedezin probéieren, breetzemaachen, Geld ze verdéngen, Scharlatanerei ze bedreiwen a ganz villes zum Onwee ze maachen.

Ier een als Législateur awer eppes ka reglementéieren, muss een natierlech wëssen, vu wat ee schwätzt respektiv et muss ee sech eens sinn iwwert d'Definitioun vun deem, wat soll do reglementéiert ginn.

Ech wëll net nach eng Kéier op den Detail vun den Diskussiounen an der Kommissioun agoen. Ech wëll awer soen, Madame Andrich: Mir souze beieneen an der Kommissioun, ech wor an därselwechter Kommissioun wéi Dir, et kann een awer net soen, datt mir kee gelauschtert hätten!

Mir woren nämlech déi, de Kolleeg Dokter Krieps an ech, déi gesot haten, mat Iech zesummen, et misst een awer nach vläicht deen een oder aneren dohinnerbestellen an driwwer diskutéieren, soudatt mer gelauschtert hunn.

Ech muss Iech awer soen, wéi mer dat dunn e puermol gemaach hunn, krut ech awer iergendwéi a mengem Bannendran e komescht Gefill, datt ech gemengt hunn: „Et wäert jo net esou virugoen, well dann ass dat Gesetz, da bass du ewell, ech weess net wou, begruewen, dann ass et nach ëmmer net fäerdeg", well do koumen op eemol déi komeschste Saachen zur Diskussioun!

An ech, ech als Dokter an als een, deen awer och iergendwéi op enger Universitéit wor, hat ni eng Schwieregkeet, mech un iergendeppes ze halen. Ech hat zwar verstanen dee grousse Problem, deen Der hat, wouvun ech och net esou vill kennen, mat deenen, déi an de konventionéierte Betriber schaffen, eng ganz gutt Aarbecht do leeschten an esou, mä ech wëll nëmme just soen: Fir mech wor awer kloer, an ech hu mam Rapporteur dat e puermol diskutéiert: Hei schafe mir e Kader, mir schafen e Kader, wou s de erapass a wou Bedéngungen do sinn, déi ee muss erfëllen, fir herno, no enger dräijähreger Ausbildung, déi een dann och ka maachen, wou jo d'Méiglechkeet ass, se nozemaachen, fir en Titel droen ze kënnen. Deen Titel ass „Psychotherapeut" an erlaabt engem, Psychotherapie auszeüben.

Ech kann dozou nëmme soen: Domat hate mir ni e Problem. Den Dokter Krieps och net. Also, vun der DP aus kann een net soen, datt mer do geklongen hu wéi an der Oppositioun! Also, ech fannen dat iergendwéi net richteg, well mir sinn eis scho bewosst, datt een e Beruff nëmme kann ausüben, wann een déi Formatioun huet.

Ech kann Iech och folgend Beispill soen: Als Hausdokter an der Wüst an am Land douewen hunn ech deslescht nach engem d'Zänn gerappt, wéi am ganze Land keen Zänndokter ze fanne wor. An do hunn ech deem d'Zänn gerappt an ech hunn em eng Rechnung geschriwwen. An ech hätt jo do vläicht kënnen dropschreiwen „Service de nuit", iergendeppes. Neen, éierlech wéi ech sinn, hunn ech gekuckt bei den Dentisten a schreiwen dann Extraction dentaire, mat dem Tariff drop, dee si kréien. Ech wousst dunn och, firwat datt den Zänndokter keen Déngscht mécht, well dat ass esou wéineg, datt s de bal e Laachkrämpche kriss. Also...

(Hilarité)

…beim Coiffeur kritt Der méi.

Mä du krut dee gudden Här, deem ech déi Zänn gerappt hunn, dat zréckgeschéckt vun der Krankekeess an do stoung drop: „Wennt Iech nach eng Kéier un Ären Dokter, well Ären Dokter ass net Zänndokter." An du wor ech mer bewosst, datt ech vläicht awer wahrscheinlech ewell 200 Zänn gerappt hunn zu Clierf.

Mä ech si keen Zänndokter, ech behaapten net, datt ech Zänndokter wier. An ech soen zu mengen Zänndokterkolleegen: Ech hunn Iech eigentlech nëmme gehollef, well ech net wousst, dee wor wierklech total ratschfaul oder d'Wuerzel souz dran, an ech hu se erausgeholl, a well ech dat geléiert hunn op der Schoul - mir hunn dat missen an eiser Ausbildung nach maachen, „Zänndokter", tëschent dausend Gänseféisercher -, hunn ech se gerappt. Also, wat ech net sinn, an en Titel, deen ech net hunn, dat ginn ech och net reklaméieren, och wann ech gutt Aarbecht gemaach hunn!

A wann ee Psychotherapie mécht, da kann ech soen: Do musse mer e groussen, groussen Ënnerscheed maachen. Also, ech behaapten ëmmer, ech kenne wierklech vun der Psychologie a vu Psychotherapie näischt. Mä ech behaapten, datt ech an 32 Joer als Landdokter, esou kënnt et mir ëmmer vir, Psychologie a Psychotherapie exercéiert hunn, a ganz dacks: Bei Stierffäll, bei Krankheet, bei schwéierste Stroossenaccidenter mat zwee doudege Kanner, déi platt woren, bei all Méiglechem hunn ech mäi Mann gestallt. Ech hunn awer keen Titel „Psychotherapeut". An ech verzichten drop. A wann ech e gären hätt, da ginn ech déi Formatioun maachen.

Dofir wor fir mech kloer, wat de Kolleeg Engel gesot huet: Dat hei ass e Rahmen, do musse mir elo déi dramaachen a mir wëllen dee Beruff sécheren. An dat ass jo och ganz gutt esou. Ech wëll just soen, datt all déi Leit, déi dobaussen eng Aarbecht leeschten, sief et bei der Kannerbetreiung oder soss eppes, datt déi eng ganz wichteg Aarbecht maachen, eng therapeutesch wichteg Aarbecht. Si sinn awer vläicht net Therapeut. Wa se also elo an der Iwwergangsphas Bestëmmungen erfëllen, déi do virgesi sinn, kënne se dat jo nomaachen, wa se onbedéngt den Titel wëllen droen.

Ech géif awer mengen, mir sollen et net esou dramatesch gesinn, well ech ka mer net virstellen, datt mer déi dowéinst géifen entloossen. Also, dat kënnt jo net in die Tüte! Déi Leit hunn eng Aarbecht gemaach, déi exzellent ass, an déi sollen dat och virumaachen, mä vläicht dann net ënnert dem Numm: „Ech sinn de Psychotherapeut."

Dofir, mengen ech, hätte mir eis an där Kommissioun awer masseg an intensiv domat befaasst. An ech sot nach an där leschter Sitzung, déi mer haten: Elo wäert et jo eriwwer sinn. Elo hu mer e Rahmen, ech mengen, mat deem jiddweree kann eens ginn. An ech mengen, meng Fraktioun mengt och, datt mer op jidde Fall, dat ass eis Meenung, e gudde Kompromëss elo fonnt hunn, mat deem all Akteure kéinten zefridde sinn.

Erlaabt mer awer, datt ech nach e puer méi generell Aussoen iwwert de Stellewäert vun der Psychotherapie an hiren Notzen och fir déi betraffe Patiente maachen. D'Psychotherapie ass net, wéi dacks behaapt gëtt, nëmmen eppes fir Mënsche mat enger psychescher Stéierung.

Och wann d'Akzeptanz vun der Psychotherapie an der Gesellschaft an deene leschte Jore gewuess ass, esou fäerten dach nach immens vill Leit dobaussen, driwwer ze schwätzen, datt si bei ee Psychotherapeut ginn. Wat ech iwwregens schonn eng Kéier gesot hunn hei an enger Ried iwwert d'Psychiateren, genau esou.

Ganz vill Leit verwiesselen dann och de Psychotherapeut mat engem Psychiater. Dat sinn awer zwou komplett verschidde Saachen, obschonn de Psychiater och Psychotherapie ka maachen. Mä de Psychiater ass e medezineschen Dokter, deen also eng Basisformatioun als Dokter huet an duerno, ech mengen, et ass elo iwwerall d'selwecht an der EU, sechs Joer Formatioun muss maachen als Spezialist an der Psychiatrie.

Firwat ass dat esou? An Dir wäert och gesinn, herno, an deem Saz, deen ech nach wäert soen, firwat datt dat esou immens wichteg ass. Dat ass jiddwerengem bewosst, dee weess, wat de Psychiater ass a wat bei e kënnt. An do wëll ech elo net direkt, datt een dofir als éischten Uspriechpartner selwer, ouni ee gesinn ze hunn, bei de Psychotherapeut kënnt. An dee weess dat och.

Ech ginn Iech e Beispill: De Psychiater behandelt, dat wësst Der all, Depressiounen - endogener, exogener -, Manien. Et gëtt forensesch Psychiatrie, et gëtt Kannerpsychiatrie, Adolescenten. Zum Beispill hunn ech deslescht een an de Prisong..., ech hunn en net an de Prisong gesat, mä ech hu mussen e Certificat schreiwen, datt e fir eng Detentioun capabel wier, an dat wor e jonke Borscht an der Pubertéit, dee mécht Oligophrenie, esou wierklech, en huet d'Tëlefonskabinn kuerz a kleng geschloen. Et gëtt da gesot: Jo, déi sinn aggressiv, déi hunn Droge geholl. Neen, en hat keng Droge geholl. E wor wierklech fir d'Psychiatrie. E wor krank. En hat eng psychesch Krankheet.

Deemnächst wëll ech Iech soen, Leit tauche bei engem op an dann telefonéiert d'Famill a seet: „Sot, passt awer op, deen ass elo méi komesch ginn. E wäert jo net ewell mat drësseg Joer en Alzheimer maachen!" Wat huet dee Gudden? Och, nëmme fir ze soen, wéi schwiereg dat ze diagnostizéieren ass, en hat zum Beispill e beginnenden Tumor, ouni datt en direkt bei den Dokter kënnt mat Sehstörungen, mat Lähmungserscheinungen oder soss iergendeppes. Also, dat Ganzt ass immens, immens komplex.

Da gëtt et déi ganz Branche „psychovegetativ Störungen". Doriwwer kéinte mer jo 36 Stonne schwätzen. Dat stëmmt. Déi Leit brauchen net onbedéngt vun Dokter zu Dokter, vun Apdikt zu Apdikt geschleeft ze ginn, se brauchen, an hire Fäll, eng richteg psychesch gutt Betreiung. Also, de Psychiater ass de medezineschen Dokter, deen also kuckt: Huet dat, wat deen do presentéiert als Symptom, eppes mat sengem Soma, mat sengem Kierper ze dinn? Kann ech et ausschléissen oder net?

Dann de Fall vun enger Psychos, eppes esou Schlëmmes, wat schwéier ze definéieren ass, datt viru kuerzer Zäit, et ass nach kee Mount hier, ech een an d'Klinik geschéckt hunn. Deen hunn ech agewisen a geschriwwen: Et ass en Danger public, e bedrot d'Leit. Et ass ganz schlëmm.

Fir d'Éischt huet en de Patron lassgezunn. An du leeft e mat enger Flënt dorëmmer. Dat war dunn och nach net schlëmm, well e se zum Gléck net gebraucht huet. Do hunn ech gesot: Ma deen huet eng Psychos. Du ginn ech zréckgeruff vun der Klinik, du soten déi mir praktesch: „A wat solls du scho vun enger Psychos kennen?" Deen huet nämlech den Dokter aus dem Déngscht esou gutt iwwerzeegt a gesot: „Ma, déi sinn all géint mech! D'ganzt Duerf huet eng Verschwörung géint mech." Entre-temps, mengen ech, ass de Fall geléist. Dat ass eng ganz schwéier Psychos mat Gefor fir dobaussen. Also, et ass nëmme fir ze soen, wéi komplizéiert et ass.

Aner Fäll. All Dokter, deen heibanne sëtzt, kann Iech se och verzielen. An et wor net nëmmen eng Kéier, mä e ganz dramatesche Fall, datt een nach owes bei ee kënnt, deen ee viru 14 Deeg gesinn hat, wou ee gesot hat: „Ech verlaangen awer, géi dach, wann ech gelift, bei de Psychiater!" „Neen, ech hat dat schonn eng Kéier viru sechs Joer, dat geet an d'Rei. Wann ech déi Pëlle geholl hunn, da geet et besser."

Et wor mer awer mulmeg, et wor mer net gutt, du schécken ech en an d'Urgence vun der Klinik. Si haten en och kuerz dogehalen. Zwee Deeg drop wor en erëmkomm, well se gemengt hunn, e wëllt éischtens net heibleiwen, zweetens ass et net esou schlëmm. An dann, kaum 60 Joer, e Suicide, wou s de dann deen aneren Dag geruff gëss. An dat ass gang und gäbe.

Eleng d'Thema Suicide, mengen ech, brauch ech heibannen net unzeschwätzen. Dat si Saachen, wouriwwer hei geschwat gouf, dat ass wierklech ganz frequent, ganz heefeg.

Also, deen de Kierper kennt, deen Dokter, deen d'Psyche kennt, dee muss wëssen, wat e muss maachen, fir dee Patient zougänglech ze maache fir den Therapeut. An dofir wëll ech soen, firwat datt et onméiglech ass, datt de Psychotherapeut Medikamenter ka verschreiwen. Dat kann een einfach net dulden, well dee Psychotiker muss eng bestëmmten Zort Medikamenter kréien, Neuroleptika, wou e psychovegetativ entkoppelt gëtt, wou en zougänglech gemaach gëtt fir de Patient (veuillez lire: Psychotherapeut).

Wou alt emol déi Dramatik ass an enger Famill no enger Gebuert bei enger Psychos, hu mer alles erlieft. Dat Schlëmmst, wat ech gesinn hunn, dat wor op der Universitéit. Do souz eng Fra beim Lift an der Psychiatrie, déi huet nach just sech esou no vir gebéckt, hin an hier. De Professer gouf gefrot vun dräi Studenten: „Wat ass da mat där doter? Mat där kann ee jo net schwätzen."

„Ja,...", sot de Kryspin-Exner, „...sie sitzt schon drei Jahre so hier. Ganz dramatesch, ech erzielen Iech dat." - sot en - „20 Deeg no der Gebuert denkt de Mann: «Wat mécht hatt dann elo?»" Si haten d'Kand am Zëmmer stoen op der Alm, dat wor a Südtirol, mengen ech, wou déi gewunnt hunn, an du werft si d'Kand zur Fënster eraus! Natierlech onverständlech fir d'Famill, mä net méi zougänglech. Dräi Joer hospitaliséiert, och duerch d'Fachärzte, mat de Medikamenter: net méi zougänglech.

Also, dat Ganzt si Grenzen, wéi d'Madame Andrich gesot huet, wat ganz richteg ass, déi ganz schwiereg sinn. Et ass schonn net, fir de Geck dermat ze maachen. Et ass wierklech eppes ganz, ganz Wichteges.

Da komme mer dann awer zu der Psychotherapie, zum Psychotherapeut, deen natierlech mathëlleft, wéi et elo besser gesot gouf, wéi ech et wahrscheinlech ka soen, vun der Madame Andrich als Spezialistin, dee schafft mat anere Methoden, fir nämlech ze kucken, fir vläicht déi Aart a Weis, wéi de Patient mat senger Krankheet, mat bestëmmte Situatiounen ëmgeet, positiv ze beaflosse mat aneren Therapien.

Dat kënne Relaxatiounsséancë sinn. Ech wor nach ni bei engem, ech weess et net. Mä ech weess, datt et exzellent hëlleft, wann et an deem richtege Moment op där richteger Plaz abruecht gëtt, an datt et net ass, fir de Geck ze maachen, mä et soll een dann dat richtegt Bild vun deem Beruff am Kapp hunn, well et zirkuléieren nach ëmmer déi falsch Biller dorëmmer. An dofir zécke vill Betraffener, fir bei esou e Psychotherapeut ze goen, och, wann een hinnen een empfehlt, och bei de Psycholog, well si wëlle jo net dobausse fir verréckt gehale ginn, esou wéi dat nach dacks an eiser Gesellschaft duergestallt gëtt.

Bis haut, hoffentlech bis zum Vote vum Gesetz, houng de Beruff vum Psychotherapeut souzesoen am loftleere Raum. Et ass awer am Interessi vun alle Concernéierten, ob Therapeut oder Patient, datt dat elo geännert gëtt.

Et kann dach kee soen, datt et normal ass, datt eng erprouft a bewäert Déngschtleeschtung wéi d'Psychotherapie net an Usproch geholl gëtt, well déi Betraffen net wëssen, u wie se sech solle wennen a wéi se iwwerhaapt bei esou een Therapeut kënne kommen an dofir qualvoll Jore mussen hanner sech loossen.

Mir mussen et fäerdegbréngen, fir datt déi concernéiert Leit ouni grouss Ëmweeër direkt bei engem Psychotherapeut landen, an net zum Beispill bei engem Scharlatan, wéi dat virdrun erwähnt gouf, dee meeschtens méi Schlechtes wéi Guddes mécht a fir mech all Respekt verluer huet, säitdeem s de higees an du méchs Geld mat Leit, wou s de gesinn hues, an och dee weess, datt et final ass, datt näischt méi ze maachen ass fir déi Krankheet, an dann nach Dausenden an Dausende vun Euroen anzekasséieren, zum Beispill wann eng psychologesch Betreiung gemaach gëtt am Rahme vun engem Kriibs. Dat si Saachen, wou dat Gesetz hei seet: Elo geet et duer. Dat ass tout simplement verbueden. Wann een eben net befäegt ass, dee Beruff auszeüben.

Leider ass et nämlech nach esou, datt eng ganz Rei vu Patienten dozou tendéieren, an deene schwierege Situatiounen an d'Hänn vu gewësse Scharlatanen a Sekten ze kommen, wat ech aus berufflecher Erfahrung och ka soen. Dat Schéinst, nëmme just fir heibannen, well et ëmmer esou dréchen ass, nach eng Episod, déi ganz flott ass.

Et ass e Mann aus dem Süden, ganz déif ënnen aus Portugal, am Süde vu Portugal, deen hat mech owes consultéiert. Den Edem ass e siche komm. An de Mann souz déi meescht Zäit op de Knéien hannen am Auto ze kräische vu Péng. En huet gejaut, hat Féiwer, hat Schüttelfrost. Déi sinn owes um eelef Auer zu Lëtzebuerg gelant, hu mech consultéiert. Ech si bal op de Réck gefall. Ech sot: „A wat ass lech da passéiert?!"

An du huet de Mann dann erkläert, hien hätt ewell gemengt, et wier eng Bandscheif ënnen am Réck eraus, an e wier bei e Wunderheiler gaangen. An deen huet fonnt, et misst een en Eise waarm maachen esou wéi bei engem Schmadd, anscheinend sollt dat an enger Apdikt geschitt sinn, an en dréckt dem Mann dat an d'Ouer eran, fir datt d'Bandscheif ënnen am Réck sollt erasprangen.

Wat hat de Mann? Eng schwéier Entzündung. Ech hat en deemools d'urgence bei en ORL geschéckt an duerno ass en zu Aachen gelant op der Uniklinik. Also dramatesch Situatiounen. Ech si frou, datt et esou Saachen hei am Land, ech hoffe jiddefalls, net ginn.

An och an där Branche, deenen déi ausgeliwwert sinn, wéi grad an der Psychiatrie an deem doten Domän, muss een oppassen, well déi brauchen net mat deene Geschichten ze hantéieren an et kann een awer en Abus vun deene Leit maachen. Dat ass also iergendwéi inakzeptabel, datt ee mat Handopleeën an anerem esotereschem Hokuspokus do wëllt heelen. Dat gëtt net toleréiert an enger moderner Gesellschaft, fannen ech op alle Fall.

Dobäi kann d'Psychotherapie duerchaus als eng ganz wichteg begleedend psychologesch Ënnerstëtzung bei Schwéierstkranken, wéi zum Beispill bei kriibskranke Patienten oder awer och bei anere schwéiere Krankheeten, agesat ginn. An et ass bewisen, datt parallell zu der medezinescher Behandlung, wou Chemotherapie gemaach gëtt, zum Beispill e positiven Effet ass, wann een eng optimal psychologesch Ënnerstëtzung kritt, wat iwwregens och bei eis gemaach gëtt, zur vollster Zefriddenheet vun de Patienten, well et ass jo esou, datt si dacks duerno sech sehnen, datt ee mat hinne schwätzt. Si hunn och erausfonnt, datt doduerch d'Schmäerzmëttele fir Kriibspatiente mat Metastasen däitlech erofgesat kënne ginn.

Esou ass dann d'Psychotherapie, wéi ee se, an eisen Aen, sollt gesinn, eng Ergänzung, e Complément zur traditioneller medezinescher Therapie. Net als Ersatz oder eng Aart Verbesserertherapie. Et geet net drëm, fir hei ee géint deen aneren auszespillen oder alternativ Therapien oder Gott weess wat erëm ervirzehuelen an ze soen: Ech hunn dat bescht Rezept. Weder de Schoulmedeziner huet dat bescht Rezept nach de Psychotherapeut, mä matenee kënne mer ganz vill vollbréngen.

Et ass esou, datt eng psychotherapeutesch Behandlung d'Liewensdauer net onbedéngt verlängere kann. Si kann de Kranken net onbedéngt heelen, mä si kann awer sécher, sécher hëllefen, seng Liewensqualitéit enorm ze verbesseren.

Här President, ech mengen, et kann een eng Diskussioun ronderëm d'Reglementéierung vun der Psychotherapie net lassgeléist vun der Fro vun de Käschte féieren. Et ginn zwee Campen, zwee Lageren an dëser Diskussioun. Et gëtt op där enger Säit déi, déi behaapten, d'Psychotherapie wier ze deier an hiren Notze wier net nogewisen, wier ongewëss. An op där anerer Säit gëtt et awer déi, déi soen, datt eng psychotherapeutesch Behandlung, zur richteger Zäit, gutt gemaach, net nëmmen de betraffene Patiente psychesch Leide géif erspueren, mä och der Krankekeess a respektiv der Gesellschaft vill Sue géif spueren, well et a villen Domäner ganz gutt hëlleft.

Ech sinn der Meenung, datt et muss zu enger Prise de conscience bei de verantwortlechen Akteuren am Gesondheetswiese kommen, wat d'Unerkenne vu psychotherapeuteschen Interventiounen ugeet. Esou Interventioune kënnen dem Patient laang Joren un Traitementer erspueren, déi vläicht sënnlos sinn.

De Rapport Käschten/Effikassitéit ass, wann een den Experte ka gleewen, ganz favorabel. An anere Wierder: Déi laangfristeg duerch eng Psychotherapie agespuerte Suen decken d'Käschte vun der psychotherapeutescher Behandlung meeschtens. Ech erënneren och drun, datt d'Sozialpartner an de Krankekeessgremien ewell méi wéi eng Kéier de Wonsch no engem Finanzéierungsmodus ausgedréckt hunn. Eng Diskussioun steet allerdéngs nach aus.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech an deem Kontext nach e puer Wierder zu engem méigleche Remboursement vu Séancë beim Psychotherapeut soen.

Dëst Gesetz regelt dës Fro net, mä si wäert sech awer an der Zukunft, trotz allem, stellen. Wëssend, datt de Budget vun der Gesondheetskeess sech an engem fragillen Équiliber befënnt, a wëssend, datt d'Dépensë vun der CNS an deenen nächste Joren éischter net wäerten erofgoen, ass dës Fro ëmsou méi wichteg. De Kuch, deen et ze verdeele gëtt, wäert sécher net méi grouss ginn.

Hei bleiwen nach eng ganz Rei Froen ze klären. Wat fir eng Akten, déi duerno och remboursséiert ginn, ginn an der Nomenclature zréckbehalen? Wéi vill Séancë gi remboursséiert? Eng ganz wichteg Fro, wa mer nämlech och erlaben, datt een esou ouni eng aner Consultatioun bei de Psychotherapeut ka goen.

Mir wëllen net déi Situatioun, wéi mer se eis kënnen ausdenken, datt et da geet beim Kaffiskränzchen: „Ouh, hat däin Dokter dir net nogelauschtert?!" Majo, mir kréie jo déi Tëlefonen, déi si jo këstlech! Do kriss de dann en Tëlefon um zéng Auer owes: „Ech sinn esou traureg. Meng Nies, déi huet en Appartement zu Nice. Et ass awer elo..." - ech weess net wat - „...net grouss genuch, a mir wollte muer dohinnerfueren."

Awer da seet deen dat beim Kaffiskränzchen, da seet deen: „Ma wann däin Dokter dir net nolauschtert, däi Chirurg dir net nolauschtert, ma da gëtt et jo eng nei Professioun, déi heescht Psychotherapie. Ech war do, ma dee lauschtert der no. Da gi mer elo dohinner." Dat kann et net sinn. Also, net de Geck gemaach, dat kann et wierklech net sinn.

Also, ech géif soen, datt, nodeem consultéiert gouf beim Patientendokter oder Psychiater, een dann och soll bei säi Psychotherapeut goen. Dat ass och d'Fro vum Krankeschäin-Ausstellen. D'DP ass der Meenung, datt ee vläicht doriwwer soll nodenken an datt en dat vläicht net däerf maachen.

An et ass sécher net un der Politik, fir de Remboursement ze klären, mä un der CNS mat de concernéierte Psychotherapeuten, mam Gremium, mat der Fachkommissioun an och mat eise Psychiateren zesummen.

Ech wëll awer soen, datt d'Demokratesch Partei a priori net géint de Remboursement vun enger psychotherapeutescher Behandlung ass. Allerdéngs menge mir, datt d'CNS de Patient nëmmen da soll remboursséieren, wann en eng Iwwerweisung vun engem Dokter fir esou eng Behandlung virleet, aus deene Grënn, déi ech lech virdrun erzielt hunn, well soss geet dat vläicht net riicht aus.

Dëst ass, ënner anerem, dann och, fir déi Abusen ze vermeiden an och fir datt keng Feeler an deem Sënn geschéien. Also, mir sinn op alle Fall als DP géint den Autoallumage. Also, datt deen ufänkt, dann do Séancen ze verschreiwen - „the never-ending story" - a sech selwer dann do Patienten en masse zoukomme

léisst. Dat kann et net sinn. An ech mengen, wann een déi dote Formatioun gemaach huet, ass d'Gefor och kleng, datt een dat géif maachen. Mä et ass éischter, fir en ofzesécheren, datt en näischt iwwersinn huet, wann en esou eng Therapie an Ugréff hélt.

Dat wor och iwwregens d'Meenung vun der Kommissioun, déi sech virun eppes méi wéi zéng Joer mam Sujet vun der Unerkennung a Reglementatioun vun der Psychotherapie auserneegesat huet.

Ech erlabe mer, de Rapporteur vun deemools, den Niki Bettendorf, ze zitéieren: „D'Kommissioun ass der Meenung, datt den Diagnostik vun enger psychescher Krankheet vum Dokter, am Prinzip vum Psychiater misst erstallt ginn, deen dann un de Psychotherapeut iwwerweist." Dëse Wierder kann ech mech nëmmen uschléissen.

An no dem Uschléissen un déi Wierder wëll ech dann och ofschléissen a soen dem Rapporteur, dem honorabele Georges Engel, villmools Merci. Déi Gedold, Georges, déi an deem Déngen do un den Dag geluecht gouf an der Kommissioun, déi ass bemierkenswäert. Mir haten zwielef oder véierzéng Séancen. Also, et wor schonn eng Heedenaarbecht. A fir dann alles ënner ee Leescht ze kréien, dat ass jo wierklech net esou einfach. Ech soen der Merci fir dee gudde mëndlechen an explizitte schréftleche Rapport.

Dëst gesot, Här President, ginn ech dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text, deen den Accès zu der Formatioun an der Ausübung vun der Professioun vum Psychotherapeut am Interessi vum Patient regelt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Mertens. An nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, d'Madame Andrich.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Entschëllegt, ech hu schonn dräimol probéiert, d'Wuert ze froen, fir dem Här...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, gutt!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- ... dem Här Mertens eng Fro ze stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Mertens, wann Der erlaabt.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Wann Der erlaabt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mir waarden, bis dass en op senger Plaz ass, fir dass en da kann äntwerten.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Madame Andrich!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Jo, Dir hat, Här Mertens, virdrun op meng Remarque ugespillt, dass ech gesot hätt, et hätt ee gemengt, d'DP wier an der Oppositioun gewiescht. Dofir wollt ech froen, ob Dir net an där Sitzung derbäi waart, wou d'Kommissioun zweemol festgehalen huet, dass de Psychotherapeut en autonome Beruff wier, deen och kéint selwer prescrivéieren.

Merci.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Dach, do war ech sécher derbäi. Dach, do war ech derbäi.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ass domat d'Fro beäntwert?

(Hilarité)

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Ech hat gemengt, e wier an der Majoritéit, den Här DP-Kolleeg.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dann huet elo d'Madame Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an hirer wiertlecher Iwwersetzung bedeit „Psychotherapie" d'Behandlung vu séilesche Problemer, déi esou ausgeprägt sinn, datt se, laut der internationaler Klassifikatioun ICD, als psychesch Krankheet unerkannt ginn. Dozou gehéieren: Depressiounen, Schizophrenie, Zwangsstéierungen, Phobien, Manien, Suchtverhalen, Psychosen, psychosomatesch Krankheeten a vill anerer, se si scho genannt ginn.

D'Psychotherapie huet awer nach eng aner Bedeitung. Se heescht och d'Behandlung mat séilesche Mëttel, wéi zum Beispill Gespréicher a villen aneren, déi ouni medikamentös Behandlung auskënnt an deemno och vun Netmedeziner ka realiséiert ginn. Bis dohi si mer eis eens. Dat kléngt alles logesch a verständlech.

Trotzdeem féiert de Begréff Psychotherapie zu Lëtzebuerg zur Konfusioun, ebe just well de Beruff an d'Aarbecht vum Psychotherapeut bis haut net geregelt sinn, am Géigesaz zu ganzer zéng anere Länner. Et ass also kee Wonner, datt all Mënsch sech eppes anescht ënnert där Disziplin virstellt an datt och all Mënsch sech eppes aneschters vun dëser Disziplin erwaart.

Nieft der Behandlung vu psychesche Krankheeten, déi ech genannt hunn, soll d'Psychotherapie deenen engen hëllefen, akut Liewenskrisen a Schlofstéierungen ze bewältegen, anerer soll se dozou bréngen, verdrängt Problemer aus der Kandheet opzeschaffen, Resilienzfäegkeet opzebauen an neie Liewensmutt ze entwéckelen.

Se soll Mënsche bäibréngen, rational mat irrationalen Ängschten ëmzegoen, se soll zerstridde Koppelen zesummebréngen a se soll hyperaktiv Kanner ouni Ritalin zur Rou bréngen. Dat just als e puer Beispiller. Dat alles esou schnell, esou sécher an esou präiswäert wéi méiglech. Ech schwätze vun der Vue, déi vill Leit op d'Psychotherapie hunn, net vu menger eegener Astellung. Nom Motto vum Rainer Maria Rilke: „Du muss däi Liewen änneren."

Natierlech si kuerz- a mëttelfristeg Wierkunge bei där ganzer Panoplie vu Behandlungen a Methoden ze verzeechnen an d'Resultater stelle mir och net a Fro. Allerdéngs ass awer och d'Zuel vun Artefakten a Schäinléisungen net ze ënnerschätzen, well et sech hei ëm eng Matière handelt, déi explosiounsaarteg gewuess ass an onkontrolléiert weidergewuess ass.

Am aktuelle System, wann een zu Lëtzebuerg iwwerhaapt vun engem System ka schwätze momentan, däerfen och onqualifizéiert Guruen, Scharlatanen, empathesch Laien oder Patere sech mam Titel Psychotherapeut schmücken a guttgleewege Clienten d'Geld aus der Täsch zéien. Zumools an enger Zäit, an där Depressiounen an Angschtstéierungen zu den heefegste Krankheeten insgesamt gehéieren, ass net vill erfuerdert, fir sech mam Handwierk vun der Séil eng gëllen Nues ze verdéngen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Derbäi kënnt, an dat ass bedauerlech, datt d'psychotherapeutesch Behandlunge just nëmmen enger ganz begrenzter Populatioun zeguttkommen. Gehollef kréien zum gréissten Deel just déi bessergestallte Leit, déi sech esou Experienzen aus eegener Täsch kënne leeschten, déi verbal gewëtzt sinn, opgeschlossen a gutt informéiert sinn. Manner bemëttelt a manner informéiert Leit hu kaum Zougang zu enger Therapie, well se ganz einfach ze deier ass an nëmme rembourséiert gëtt, wa se vun engem Psychiater duerchgefouert gëtt.

Aus Angscht, als verréckt oder, wéi de Psychiater Paul Rauchs et ausgedréckt huet, als „verréckelt" ofgestempelt a stigmatiséiert ze ginn, trauen nëmmen déi Wéinegst sech bei de Psychiater, egal wéi schlecht et hinne geet. All déi aner falen duerch de soziale Lift.

An deem Kontext weist den Hilarion Petzold, de Begrënner vun der Europäescher Akademie fir psychosozial Gesondheet, drop hin, datt d'Mënschen aus benodeelegte Schichten europawäit nëmme knapp 5% vun alle Psychotherapiepatienten duerstellen. Dat ass eng ganz, ganz kleng Minoritéit. Ech woen ze behaapten, datt Lëtzebuerg do keng Ausnahm ass, a sinn der Meenung, datt nach vill muss geschéien, bis datt all Mënsch e gläichberechtegten Zougang zu der Psychotherapie kritt.

Quitte datt et beim Projet de loi vun haut net drëms geet, scho vun dem System ze schwätze vum Remboursement, et geet haut ëm d'Qualitéit vun der Behandlung an ëm den Titel, dee muss geschützt ginn, mä mir mengen ebe grad, datt et domat net däerf gedoe sinn. Dëse Projet de loi muss och déi néideg Basis schafen, fir de Remboursement vu psychotherapeuteschen Akte prinzipiell ze erméiglechen, well nëmmen dann e gläichberechtegten Accès zu der Psychotherapie méiglech wäert ginn.

Dat setzt natierlech viraus, datt de Beruff vum Psychotherapeut als Profession de santé unerkannt muss ginn an an de System vun der Gesondheetskeess integréiert muss ginn, woubäi ech d'Fro opwerfe wëll, ob et wierklech mat engem Diagnostic psychothérapeutique duergeet, fir eng kierperlech Krankheet beim psychesch kranke Patient auszeschléissen.

Den Här Edy Mertens huet et scho gesot: Och mir sinn der Meenung, datt och hei en Diagnostic médical net vu Muttwëll ass. Wa mer wierklech wëlle verhënneren, datt schwéier kierperlech Erkrankungen, wéi beispillsweis Leukämien oder Tumoren, déi och zu schlechte psycheschen Zoustänn féieren, onerkannt an onbehandelt bleiwen, da féiert kee Wee laanscht en Diagnostic médical, deen de psychotherapeuteschen Diagnostic soll ersetzen - ergänzen, besser gesot, net ersetzen, déi zwee kënne gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Aus deem Grond ass eng systematesch Zesummenaarbecht vun allen Akteuren erfuerdert, souwuel tëschent de Medeziner wéi och den Netmedeziner, déi an engem gesamte System musse funktionéieren.

Datt d'Käschten, och dat ass ugeschwat ginn, vun der CNS beim Remboursement wäerte steigen, ass kloer. Dat ass fir eis eng Evidenz. Mä et ass keen Argument, fir de Remboursement a Fro ze stellen. Mir sinn nämlech iwwerzeegt, datt op där anerer Säit e grousst Aspuerpotenzial entsteet, well Laangzäitkrankmeldungen op der Aarbecht an extrem deier Openthalter a psychiatresche Klinicken an awer och medezinesch Behandlunge mat staarke Medikamenter kënne verhënnert ginn, zugonschte vun alternativen a schounende Methode fir de Mënsch.

Domat kommen ech zu de konkreten Dispositioune vun dësem Projet de loi, deen d'Santéskommissioun, wéi gesot, scho virun de leschte Wahle presentéiert kritt huet, zur gréisster Zefriddenheet vun der CSV.

Duerno ass den Text a ganzer zwielef Kommissiounssëtzungen diskutéiert a massiv modifizéiert ginn, fir der europäescher Gesetzgebung, mä och den Interesse vun de Beruffsvertriedungen esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen.

Déi negativ Duerstellung vun der Madame Andrich loossen ech wierklech hei net gëllen, well ech der Meenung sinn, datt mer hei eng ganz konstruktiv a fruchtbar Zesummenaarbecht haten.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Réckbléckend op déi zimlech mouvementéiert Sëtzunge wëll ech och dem Kolleeg Georges Engel e grousse Merci ausdrécken, net nëmme fir säin ausféierleche Rapport, mä och fir seng grouss Dialogbereetschaft, déi iwwer ee Joer gedauert huet, a fir d'Gedold, déi e mat eenzelne Kommissiounsmemberen hat. Net nëmme mat der Madame Andrich, mä och mat mir.

(Hilarité et interruption)

Grad wéi déi meescht Membere vun der Kommissioun waren och mir als Gréng der Meenung, datt den initialen Text wierklech net der Weisheet letzter Schluss kéint bleiwen, ugefaange bei der Formatioun, déi verlaangt gëtt, fir den Titel vum Psychotherapeut dierfen ze droen an de Beruff auszeüben.

Wat berechtegterweis zur Kritik huet musse féieren, och beim Statsrot, war de Fait, datt den initialen Text d'Logik vum Bologna-Prozess net an allen Hisiichte respektéiert huet an och där europäescher Gesetzgebung net Rechnung gedroen huet.

Am Ufank hat ee wierklech den Androck, wéi wann dëse Projet de loi moossgerecht op d'Coursë vun der Uni Lëtzebuerg zougeschnidde gi wär, mam Zil, dësem Etablissement eng gewësse Monopolstellung zouzesécheren, wat d'Ausbildung fir Psychotherapie ugeet. An engem Europa, wat op d'Harmoniséierung vun de Studiegäng, op d'Unerkennung an d'Homologatioun vun internationalen Diplomer setzt, wat och d'Mobilitéit vun de Studente férdert a generell op den internationalen Austausch vu Kompetenzen am Héichschoulwiese setzt, war dës Zort vu Protektionismus net akzeptabel.

Mir hunn Amendementer gemaach. Opgrond dovun huet de Projet schlussendlech eng Ausriichtung kritt, déi eise Virstellungen entsprécht, well se elo dem europäesche Geescht Rechnung dréit an dann och déi europäesch Bestëmmunge respektéiert ginn.

En anere Volet, deen op d'mannst esou ëmstridden a verbesserungswürdeg war, bezitt sech dann op de bekannten Artikel 3, bei deem engem am Ufank och wierklech d'Hoer zu Bierg stoungen. Och dat wëll ech gären zouginn. Och dobaussen ass dësen Artikel an d'Schlagzeile vun der Kritik geroden an huet zu Panik am gesamte psychosozialen a psychopädagogesche Secteur gefouert, dem konventionéierte Secteur.

D'Haaptsuerg war déi, datt dee ganz wäitgefächerten Accompagnement psycho-socio-familial vu Kanner a Jugendlechen a Familljen, mä och d'Psychanalys géife riskéieren, an d'Illegalitéit ofzerutschen oder sech an eng juristesch Grozon eranzebeginn.

Konkret war déi Angscht drop zréckzeféieren, datt den initialen Text all Beruffsbezeechnung verbueden huet, déi mam Begréff Psychotherapeut ka verwiesselt ginn oder zur Konfusioun ka féieren an der Benennung. D'Sozialpädagogen, d'Psychologen; Museks-, Bewegungs-, Konschttherapeuten, systemesch Familljentherapeuten, Psychanalysten, déi net Psychiater sinn, a vill aner Beruffsgruppen hätten duerch déi Dispositioun kënne verklot ginn, wa se sech deen Titel eben nach ëmmer ginn hätten. Net well dës Leit keng gutt Aarbecht leeschten, mä eenzeg an eleng, well hir Bezeechnung eng gewëssen Ähnlechkeet mam Titel vum Psychotherapeut huet!

Wéi wäertvoll d'Aarbecht vun all deene Leit ass, brauch een net laang ze erklären. De Wäert vun hirer Aarbecht läit op der Hand a gëtt an enger Gesellschaft, wou d'Vulnerabilitéit an d'Stigmatiséierung vu ville Leit an d'Luucht geet, och ëmmer méi wichteg. An deem Sënn si mir frou, datt d'Kommissioun gemeinsam, an net nëmme just opgrond vun der Fuerderung vun enger Fraktioun, bereet war, den Artikel 3 regelrecht ze käppen an en esou ëmzeformuléieren, datt all déi betraffe Beruffsgruppen net méi riskéieren, an d'Illegalitéit ze falen.

Datt den Encadrement psycho-socio-familial, deen net ënnert de Champ d'application vun dësem Gesetz fält, weiderhin och net rembourséiert ka ginn, ass fir eis logesch an normal. Dës Zort vun Hëllefstellung fält net an de Kompetenzberäich vun der Santé, mä an dee vun der Famill, Stéchwuert Office national de l'enfance, Kannerschlass Suessem, Initiativ Liewensufank - et gëtt eng Hällewull vun Associatiounen a Fondatiounen -, deelweis fält en och ënnert d'Éducation nationale, Stéchwuert Équipes multiprofessionnelles an de Schoulen an anerer. Och do bleiwen d'Aktivitéiten esou ofgeséchert wéi se bis elo bestanen hunn.

D'Fräiberuffler hirersäits, och d'Psychanalytiker, déi net Psychiater sinn, bleiwe weiderhin hiren eegenen Här a Meeschter respektiv hir eege Fra a Meeschtesch a gerode just an d'Illegalitéit, wa si sech Psychotherapeut nennen, ouni déi legal Konditiounen ze erfëllen. Ech denken, domat ka jiddwereen d'accord sinn.

En anere Punkt, op deen ech nach kuerz wéilt agoen, bezitt sech op d'Methoden, déi als Psychotherapie däerfe gëllen. Och heiriwwer ass an der Kommissioun kontrovers diskutéiert ginn. Als Gréng fanne mir et richteg, déi verschidde Behandlungsmethoden net am Gesetz ze definéieren, well esou eng Approche der rasanter Entwécklung an deem Beräich einfach net ka standhalen. Woubäi ee muss wëssen, datt weltwäit iwwer 20 Behandlungsmethoden unerkannt sinn, déi, jee no Interpretatioun, a véier bis sechs verschidden Orientéierungen opgedeelt sinn.

Well dës Matière ganz komplex ass a well d'Methodenzouuerdnung international stänneg evoluéiert, ass et eiser Meenung no sënnvoll, dem Conseil scientifique de psychothérapie d'Unerkennung vun deene verschiddene Methoden zouzeschreiwen, amplaz déi eenzel Methoden an engem Gesetz festzefréieren. Dat erlaabt net déi geréngste Flexibilitéit! Datselwecht zielt fir d'Unerkennung vun der Formatioun, déi am Ausland stattfënnt oder vun deene verschiddene Formatiounen, déi do ugebuede ginn. An och do soll de Conseil scientifique säi Wuert matschwätze kënnen.

Eng wichteg Bedéngung fir eis ass natierlech déi, dass de Conseil scientifique de psychothérapie net einfach dem Zoufall iwwerlooss gëtt a senger Besetzung, mä datt e vu ganz kompetente Leit besat gëtt, déi genuch Erfahrung mat op de Wee bréngen, ëmsou méi well de Conseil scientifique sech och mat den Iwwergangsbestëmmunge soll befaassen. Déi Bestëmmungen ziele jo fir dräi Joer a si geduecht - dat ass wichteg -, fir déi berufflech Existenz vun deene Leit ofzesécheren, déi scho jorelaang als Psychotherapeut schaffen.

A ville Fäll stëmmt deene Leit hir Formatioun net prezis iwwerenee mat deem, wat vu Formatioun am neie Gesetz virgeschriwwen ass. Dat ass awer net deene Leit hire Feeler, dat ass jo kloer, mä d'Resultat vun der feelender Gesetzgebung an de leschte Jorzéngten, déi vill ze vill laang op sech waarde gelooss huet. Op d'Detailer vun deene Bestëmmungen ass de Rapporteur agaangen, soudatt ech déi elo net wéilt widderhuelen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wuel wëssend, datt nach vill Froen ze kläre bleiwen - och déi huet de Kolleeg Edy Mertens opgeworf, zum Beispill a puncto Verschreiwung vun den Akten a Séancen, déi ënnert de Remboursement solle falen an enger zweeter Etapp, an awer och a

puncto Nomenclature, déi et nach net gëtt, a puncto Ausliwwere vu Krankeschäiner, am Fall wou de Psychotherapeut keen Dokter ass -, stëmme mir dësem Projet ganz kloer zou!

Mir sinn nämlech net der Meenung, datt dëst Gesetz d'Fräiheet vum Choix zugonschte vun der Sécherheet vum Patient affert, esou wéi de Psycholog a Psychiater, a Psychanalyst, besser gesot, Thierry Simonelli sech virun dräi Joer am „Quotidien" ausgedréckt huet. Deemools war d'Gesetz nach net verännert. Deemools huet e vum initialen Text geschwat. A mir mengen och net, datt dem Thierry Simonelli seng Uspillung op dem Michel Foucault säi Wierk «Surveiller et punir» haut nach ubruecht ass.

All Mënsch, deem et net gutt geet, huet d'Fräiheet an d'Recht, sech an d'Hänn vun deem Akteur, ech wëll net soe Schauspiller, ze beginn, vun deem e sech Hëllef erwaart. Ob en dann déi Hëllef och wierklech kritt a wat d'Resultat dovun ass, dat stellt sech méi spéit eraus.

Gestrooft gëtt eigentlech just deen, dee sech Psychotherapeut nennt, ouni Psychotherapeut ze sinn. An dat ass och nëmme richteg!

Domat soen ech Iech scho villmools Merci fir d'Nolauschteren an hoffen, datt vill vulnerabel Leit vun dësem Gesetz wäerte profitéieren an enger Gesellschaft, wou ëmmer méi Leit Psychotherapie néideg hunn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech fänken och u mat engem häerzleche Merci un den Här Engel fir e ganz gudde Rapport.

Dëst Gesetz begréisse mir als ADR, well et eng gesetzlech Reglementéierung an engem Feld bréngt, wou vill verletzlech Leit geschützt ginn ebe viru Scharlatanerie. Vill Leit hunn dat elo hei, mat Recht, ënnerstrach.

Et ass net alles perfekt an dësem Gesetz. D'Madame Andrich huet eng Rei vu Punkten opgeworf, wou effektiv nach muss nogeschafft ginn a verbessert ginn. Mä mir begréissen et a mir wäerten et och matstëmmen, well dat, wat et bréngt, ass an eisen Aen eng wichteg positiv Entwécklung.

Et mécht och perspektivesch déi Méiglechkeet op, enger Zwouklassesituatioun an eiser Gesellschaft en Enn ze bereeden doduerch, datt mer elo d'Méiglechkeet vun engem Remboursement opmaachen, wou mer nach d'Modalitéite wäerten ausschaffen. Dat heescht, déi, déi wierklech direkt un deem Dialog bedeelegt sinn, déi wäerte se ausschaffen. Mä dat muss gekläert ginn.

Eiser Iwwerzeegung no kann déi Psychotherapie vill Käschte spueren an der Gesellschaft doduerch, datt manner medikamentös Traitementer kommen, manner schwéier Krankheetsfäll an am schlëmmste Fall natierlech och manner Suiciden. Dat alles ka verhënnert ginn.

A mir denken, et wär och wichteg, fir en Diagnostic médical do virdrun ze hunn. Allerdéngs soll deen Diagnostic médical net musse vun engem Psychiater gemaach ginn. Och déi Fuerderunge gëtt et. Ech mengen, et ass wichteg, datt e Patient en Dokter gesäit, fir somatesch Ursaache vu sengem Befannen auszeschléissen. Mä dat kann och e Generalist oder en aneren Dokter sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat Gesetz, wa mer dat hei elo stëmmen, da musse mer och kucken, wat déi reell Besoinen elo personalméisseg sinn. D'Psychanalys, also d'Psychotherapie besser gesot, ass personal- an zäitintensiv. Dat heescht, mir mussen eis och iwwerleeën, wéi vill Leit an der Gesellschaft elo dee Beruff wäerten ausüben a wéi mer jonk Leit kënne fir dee Beruff interesséieren a wéi eng Konsequenzen dat och op déi berufflech Orientéierung vun deene Leit huet.

A do komme mer och op den Thema vun der Formatioun ze schwätzen: Wou soll déi gemaach ginn? Mir freeën eis driwwer, datt déi Gefor, datt d'Universitéit Lëtzebuerg praktesch e Monopol hätt kënne kréien an deem Gesetz, datt déi awer wäitgehend écartéiert ass. Ech mengen, et gëtt ganz vill ganz gutt Formatiounen am Ausland, och op Netuniversitéiten, déi sech bewährt hunn.

Besonnesch wëll ech hei och erwähnen, datt am Ausland och d'Pädagogen do ganz wichteg Apporte brénge, notamment an der Kanner- a Jugendpsychotherapie. An et wier wierklech schued, wa mir op Dauer géifen dee wäertvollen Apport vun där Beruffsgrupp ausschléissen. Et wier also an eisen Aen och gutt, wa mer dee relativ enk gefaassten Zougang zu deem Beruff, dee mer am Ableck an deem Gesetz hei festleeën, awer géife progressiv och op aner Beruffsgruppe kënnen ausdehnen.

Mir kucken dowéinst och de Rôle vun dem Conseil scientifique, deen elo hei ageriicht gëtt. Déi Lëscht vun deene verschiddenen Analys- an Therapiemethoden ass jo express net am Gesetz opgezielt ginn. Mä mir mussen awer kucken, wéi eng Zesummesetzung dee Conseil scientifique kritt a wéi eng Kritären en u sech festleet, fir kënnen iwwert déi verschidden Therapieformen ze décidéieren, déi elo sollen hei am Land progressiv gëllen.

D'Applikatioun vun deem Gesetz musse mer iwwert d'Zäit verfollegen. Mir hu jo elo Iwwergangsperioden, och déi vun dräi Joer, déi scho virgesi si fir verschidde Persounen, déi dovunner betraff sinn. An et ass wichteg an eisen Aen, datt mer no enger gewëssener Zäit, firwat net no dräi Joer, e Bilan maache vun deem, wéi dat Gesetz ugefaang huet, sech kënnen hei am Land duerchzesetzen. A virun allem och ze kucken, wéi et mat dem Remboursement ass mat de Krankekeesen, soudatt mer eventuell kënnen nobesseren oder ajustéieren, dat am Interessi vun deene betraffene Patienten.

Da musse mer och en oppent A, wéi gesot, halen op aner Methoden, déi elo hei net direkt erfaasst sinn, déi awer och an der Éffentlechkeet diskutéiert gi sinn, datt déi och hir Plaz an der Psychotherapie fannen. Wéi gesot, genannt goufe ganz dacks, ech mengen, haut och schonns vun enger Rei vun Intervenanten, Psychanalys, systemesch, psychodynamesch Methoden, wéi se och an der Familljentherapie benotzt ginn, oder och Musektherapie oder Therapië mat Déieren, déi och ëmmer méi villverspriechend agesat ginn.

Op jidde Fall ass et esou, datt d'Methoden, ier mer se unerkennen an zouloossen, mussen noweisbar deene Betraffenen hëllefen, wa mer se wëllen opwäerten an unerkennen. Dofir ass de Rôle vun deem Conseil scientifique, an och natierlech vum Collège médical, zentral.

D'Sprooche sinn natierlech och hei an dësem Beräich vun essenzieller Wichtegkeet, well et jo, an dat huet jo och e Virriedner scho gesot, dat Haaptinstrument ass vun enger Psychotherapie, datt déi eng kënne mat deenen anere schwätzen. Et ass jo an eisen Aen dofir och ze begréissen, datt mer aus verschiddene Länner Psychotherapeuten hunn, well mer jo och eng ganz gemëschte Populatioun hunn a jiddweree sech am Prinzip sollt kënnen a senger Sprooch och un e Psychotherapeut adresséieren.

Awer mir wären net d'ADR, wa mer net géife betounen, datt an eisen Aen awer kee Wee am Gesondheetssecteur laansch déi Lëtzebuerger Sprooch geet. Dat heescht, mir erwaarden eis vun all deene Leit, déi hei praktizéieren, datt se Lëtzebuergesch op héijem Niveau awer verstinn. An dat, wat elo am Sproochegesetz iwwert de medezinesche Secteur steet, dat geet eis net duer!

Déi Referenz op europäesch Legislatioune kann eis och net befriddegen. Mir kënnen nëmme constatéieren, datt an deene Legislatiounen déi Lëtzebuerger Regierung eis Interessen an d'Lëtzebuerger Sprooch bis elo net konsequent genuch verdeedegt huet. A mir hätten och do gär, datt mer dat nobesseren, an zwar am Interessi vun der Lëtzebuerger Sprooch.

A wa mer insistéieren, datt all Psychotherapeuten hei am Land och déi Sprooch musse kënnen, ass et selbstverständlech och mat dem kloren Zil, eng Integratioun hei am Land vu jiddwerengem ze begënschtegen, an zwar iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch.

De finanziellen Impakt, dee musse mer kucken, wa mer bis wëssen, wéi et mat de Krankekeese virugeet a wéi do d'Arrangementer wäerte sinn, déi déi verschidde Secteure matenee fannen. Ech wëll dat hei just mentionnéieren, well et wichteg ass, well mer et haut nach net kënnen ofschätzen, an nach eng Kéier am Zesummenhang, datt mer dat Gesetz mussen iwwer Joren elo verfollegen, wéi et kann implementéiert ginn.

Secret professionnel et médical ass en anert Thema, wat mer leider och an der Vergaangenheet hu missen diskutéieren, an deem Sënn, datt virun allem den Ombudsmann hei am Land de Secret médical, Secret professionnel a Fro gezunn hat, wat an eisen Aen ondenkbar ass!

Deen Eenzegen, dee kann de Secret professionnel oder médical, virun allem de Secret médical ophiewen, dat ass de betraffene Patient! Also och hei an dësem Beräich, deen extrem sensibel ass, vun der geeschteger Gesondheet muss de Secret professionnel souwuel vum medezineschen, paramedezineschen, administrative Personal zu 100% garantéiert sinn a ka vu kengem a Fro gestallt ginn!

Datt dat Gesetz och Répercussiounen op d'Organisatioun vum Collège médical huet, ass och evident. Och dat musse mer am A behalen. Engersäits musse mer garantéieren, datt de Collège médical sengem Numm gerecht gëtt a genuch Dokteren dra vertruede sinn, genuch medezinesch Fachkompetenz, fir datt en dee Rôle, deen em zougestan ass, voll kann erfëllen. An op där anerer Säit musse mer awer och kucken, datt seng Organisatioun där Diversitéit Rechnung dréit, déi mer och ëmmer méi am Gesondheetssecteur hunn.

Domadder wëll ech Iech nach eng Kéier soen, datt d'ADR dat Gesetz matstëmmt, trotz alle Bedenken, déi awer och zum Deel berechtegt sinn.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin. Wat en Thema méi technesch gëtt, an dat hei ass en extrem technneschen Thema, wat, mengen ech, och d'Gefor vu Beaflossung duerch Spezialiste méi grouss gëtt. Et muss een, mengen ech, am Ufank drop hiweisen, dass den Ursprong vun deem heite Projet eng enk Zesummenaarbecht war vun de Psychologieproffe vun der Psychologieabteilung vun der Uni Lëtzebuerg am Kader vun engem Aarbechtsgrupp am Ministère.

E Ministère, deen iwwregens ëmmer an LSAP-Hänn war, wëll ech betounen. Soss kéint ech emol den Här President vläicht froen, deen awer elo net méi do ass, ob dat esou war oder net.

Déi Experten, déi Psychologieexperte vun der Uni Lëtzebuerg hunn och direkt oder indirekt d'parlamentaresch Aarbecht beaflosst. Direkt...

(Interruption)

Direkt duerch... Ma et ass e Gesetzesprojet, dee vun engem LSAP-Ministère déposéiert ginn ass.

Une voix.- Ah.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass virdru polemiséiert ginn, wat fir eng Partei nach an der Regierung deemools war. Mä fest steet op jidde Fall, déi Partei, déi ëmmer an der Regierung war op deem Posten, ass d'LSAP.

Une autre voix.- An d'CSV huet...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Experten, mengen ech, an dat huet eng wesentlech Roll bei deem Projet hei gespillt, hunn agewierkt direkt an indirekt op dee Projet. Si hunn direkt agewierkt, andeems se Stellungnahmen an d'Press geschriwwen hunn. Si hunn och e Bréif un d'Kommissioun geschriwwen, an deem se derfir plädéiert hunn, hir Formuléierunge bäizebehalen.

Indirekt, mengen ech, hu se och agewierkt iwwert d'Vertrieder vun der Regierung an der Kommissioun. Ech hunn iwwregens bedauert, dass d'Madame Minister selwer u ganz séier wéineg Sitzungen deelgeholl huet vun där Kommissioun, a grad un deene Sitzungen net deelgeholl huet, wou awer eng Rei vu Léisunge konnte fonnt ginn.

Ech wëll net soen, dass ech Expertise net wichteg fannen. Ech fannen Expertise ganz wichteg, och Expertise vun der Uni Lëtzebuerg. Mä ech fanne se problematesch, wann Expertise verwiesselt gëtt mat Ghostwriting a mat Lobbyismus. Besonnesch och, wann déi Akteuren aus engem Sproochraum kommen alleguerten an aus enger wëssenschaftlecher Kultur kommen! Ech fannen, dat ass net gutt fir d'Diskussioun, ëmsou méi, well sech jo och orientéiert gëtt um däitsche Gesetz, wat dat strengst an Europa ass. Dat ass schonn hei gesot ginn.

An ech wëll ausdrécklech d'Kommissioun awer derfir luewen, dass se fir e gewëssenen Ausgläich gesuergt huet, andeems se zum Beispill och sech um belsche Gesetz zum Schluss inspiréiert huet.

Den Haaptknackpunkt an deenen Diskussioune war dee vun der Psychanalys a vun de Psychanalysten. Ech wëll net hei un deem Sträit ëm Opfaassungen a Schoulen an esou weider deelhuelen, virun allem well ech guer näischt selwer dovunner kennen. Wat mech awer - muss ech soen als Observateur - am Ufank vun deem ganze Prozess do immens gestéiert huet, dat war deen absolutisteschen Usproch, deen dee Gesetzesprojet do hat.

Alles, wat net der Formatioun vun der Uni Lëtzebuerg entsprécht oder vu Lëtzebuerg unerkannt gëtt, dat sollt sech net Psychotherapie nennen. A jiddwereen, deen en Titel benotzt, net nëmmen den Titel vum Psychotherapeut selwer, mä och all ähnlechen Titel, deen iergendwéi ähnlech kléngt - ech huelen un, wann „psycho" dra virkënnt -, sollt dat och verbuede kréien ënner Strofundrohung. Prisongsstrofe vu Méint Prisong bis zu, mengen ech, engem Joer!

Et ass kloer, dass eng Rei vun Organisatioune sech hei direkt viséiert gefillt hunn, well se gefaart hunn, se géife sech heimadder an d'Illegalitéit versetzen. An et handelt sech do net ëm déi Leit, déi déi kleng Ziedelen déposéieren an de Bréifboîtten, vun deenen de Rapporteur geschwat huet. Ech hunn nach ni op deenen Ziedele gelies, dass do „Psychotherapeut" dropstoung; do stoung vläicht „Marabout" drop an „Medium" oder ech weess net wat. Déi Leit, ëm déi et sech hei handelt, si Leit, déi zu Lëtzebuerg éierbar Beruffer ausüben: Familljentherapeuten, déi an den Institutioune schaffen, oder Psychoanalytiker, déi eleng schaffen.

Dorobberhin hunn, an dat wëll ech och begréissen, eng Rei vun Entrevuë mat all deenen Organisatioune stattfonnt. An dat war och gutt, dass dat esou war. An et konnten och verschidde Saachen erreecht ginn.

Et konnt erreecht ginn, dass eng einfach psychologesch Begleedung aus der Definitioun vum Psychotherapeut erausgeholl ginn ass an also och nach weider kann op engem psychologeschen Niveau geschéien an den Institutiounen.

An et ass och eng speziell Léisung fir d'Psychanalys fonnt ginn. Et ass, éischtens, eng Iwwergangsbestëmmung agefouert ginn, wou Leit, déi dee Beruff ausgeüübt hunn, wa se eng gewëss Praxis kënnen noweisen a wa se eng zousätzlech Formatioun maachen, och den Titel vum Psychotherapeut kënne kréien.

An, zweetens, wat awer och gradesou wichteg ass, wa se déi Bedéngungen net erfëllen, da kënne se ënner hirem aktuellen Titel als Psychoanalytiker weiderschaffen. An dat ass dat, wat se ëmmer gefrot hunn. Elo steet dran, zwar nëmmen am Commentaire, am Rapport, net am Text selwer, mä menger Meenung no huet dat déiselwecht juristesch Bedeitung. Et ass kloer, wat de Wëllen ass hei vum Législateur. Et steet dran: «...l'exercice de la psychanalyse et le port du titre de psychanalyste ne sont pas du ressort de la loi...» An dat ass dat, wat se gefrot hunn: fir net ënnert dat Gesetz ze falen.

Ech hu mech och e bësse schlaugemaach iwwer hir Opfaassungen zu all deene Froen. Ech hunn zum Beispill eng Sorbonne-Deklaratioun vun 2000 fonnt, wou drasteet, dass se net wëllen e Service public sinn an och net eng Visée curative hunn. Also, si wëlle guer kee Gesondheetsberuff an deem Sënn, wéi mir en hei definéieren, hunn. Et handelt sech do ëm Schoulen, déi eng ganz laang Traditioun hunn. Dat geet op de Freud zréck, et geet op de Lacan zréck. Dat si Formatiounen, déi niewent der, normalerweis, universitärer Ausbildung gréisstendeels geschéien. An ech mengen, do solle mir eis net dran amëschen. Dat muss ee respektéieren.

Et huet mer wichteg geschéngt, dee Pluralismus vun der Approche hei eranzekréien an d'Gesetz, dee jo och gefuerdert war, iwwregens och vun aneren Organisatioune gefuerdert war. An ech mengen, et muss ee wierklech all deene Merci soen, déi do matgehollef hunn, sécher der Madame Andrich, der Madame Lorsché sécher an och eisem Rapporteur, deen, mengen ech, niewent der CSV de Verdéngscht huet, dass en och seng Meenung kann änneren am Laf vun der Diskussioun. Dat fannen ech wichteg.

(Interruption et hilarité)

Et war en hallwe Luef.

(Hilarité et interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Urbany, wëllt Der esou gentil sinn, virunzefueren!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt. Ech fuere weider, jo.

Psychotherapeute ginn also elo e Beruff. Si kënne Prestatioune maachen. Si kënnen och remboursëiert gi vun der Sécurité sociale. Et gëtt formell e Gesondheetsberuff. Studie kann ee maachen, wann een e Master an der Psychologie huet oder wann een Dokter ass an zousätzlech Studien op der Uni Lëtzebuerg mécht oder e Studium am Ausland och nodréiglech unerkannt kritt. E Psychiater, dee muss wuel och eng speziell Ausbildung derniewent maachen, kann awer och sech Psychotherapeut nennen.

Ech mengen, dass elo villes wäert dovun ofhänke bei deem Gesetz hei, éischtens vun der Formatioun, déi geschitt op der Uni Lëtzebuerg, well dat ass de wesentleche Faktor hei, déi Ausbildung, déi geschitt dann am Wesentlechen op der Uni Lëtzebuerg an hänkt och of vun der Praxis vu Lëtzebuerg, wat d'Unerkennung vu Formatiounen ugeet, déi am Ausland gemaach sinn.

An do, muss ech soen, bleiwen ech skeptesch, well am Rapport selwer vun der Kommissioun steet dran, dass den Zougang zu der Formatioun vum Psychotherapeut an anere Länner net esou restriktiv gehandhabt gëtt wéi bei eis an dass et un der Ministerin läit, fir den Tri ze maachen, wat unerkannt gëtt a wat net.

Si mécht dat opgrond vun engem Avis vum Conseil scientifique, wou ech awer muss soen, deen zesummegesat ass mat véier Leit, déi wahrscheinlech aus där Formatioun vun der Uni Lëtzebuerg wäerte kommen, no enger lwwergangszäit, Psychotherapeuten, engem Vertrieder vun der Uni Lëtzebuerg selwer an engem Psychiater. An ech gesi reell d'Gefor vum Protektionismus doranner, och well ech Erfahrung hu mat aneren Unerkennungsprozedure vun aneren Diplomen, déi am Ausland gemaach gi sinn.

De Statsrot konnt nach duerchsetzen, dass eng limitativ Lëscht vun Ausbildungsberäicher an d'Gesetz kënnt an dass „notamment" erauskënnt, wat dem Conseil scientifique erlaabt hätt, fir d'schlecht an d'gutt Wieder ze maachen, wat d'Ausbildung, d'zukünfteg Ausbildung vun der Psychotherapie ugeet.

Fir mech ass et wichteg, wat elo geschafe gëtt, weiderhin ënner ganz klorer Beobachtung ze halen, och wat d'Kritären ugeet, wat elo d'Remboursementer an der Sécurité sociale ugeet, wéi dat elo domadder weidergeet.

Ech kann net, a mir kënnen net dee Projet, wann een d'ganz Virgeschicht kuckt a wann een déi Appréhensiounen huet vis-à-vis vun där Abteilung op der Uni Lëtzebuerg, déi elo eng wesentlech Roll an deem Ganzen ze spille kritt, kënne mir net dee Projet hei stëmmen, obscho mer begréissen, dass et wichteg ass, dass dee Beruff vum Psychotherapeut unerkannt gëtt, mä mir wäerten eis duerfir beim Projet nëmmen enthalen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Urbany.

Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert. Ech géif d'Madame Gesondheetsminister Lydia Mutsch bieden ëm hir Interventioun.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn et gepackt! Mir hunn et fäerdegbruecht, dass Lëtzebuerg e modernt Psychotherapeutegesetz kritt. Domat si mer vläicht net dat éischt Land an Europa, mä mir sinn nach laang net dat lescht an Europa. An ech fannen, dass mer hei gutt Aarbecht geleescht hunn.

A wann ech soen, dass mer hei gutt Aarbecht geleescht hunn, da wëll ech ausdrécklech déi gutt Aarbecht vun der Kommissioun hei ervirsträiche mat un der Spëtz dem Rapporteur, deen net nëmmen hei e ganz gudden an iwwersiichtleche Rapport presentéiert huet, mä dee sech virun allem och perséinlech ganz vill an déi Débaten agebonnen huet a ganz vill matgeschafft huet, fir dass mer esou e gutt Gesetz konnte kréien. An ech wollt him an all deenen, déi dozou bäigedroen hunn, e grousse Merci soen.

Ech fannen och, dass et wichteg war, fir bei deem komplexe Gesetz, ëm dat et sech hei handelt, net mat Scheiklappe virzegoen, mä op ze si fir déi gutt Argumenter, déi komm sinn. An ech war och als Ministerin drun interesséiert, obwuel e gudden Deel vun de Viraarbechten zu dësem Gesetz schonn entaméiert gi waren ënnert der viregter Regierung, fir awer och nach eng Kéier op ze si fir d'Argumenter, net nëmme vun deenen ënnerschiddleche Parteien, mä och vun den Associatiounen a vun den Akteuren, déi um Terrain schaffen. Dat ass nach laang keng Selbstverständlechkeet. Mä et war awer an deem heite Gesetz besonnesch wichteg, well et si jo awer och d'Akteuren um Terrain, déi eis mussen hëerno zur Säit stoen, fir dass mer eng propper Ëmsetzung vun deem Gesetz kréien.

Ech wëll awer ganz ausdrécklech och de wichtege Rôle vu mengem Virgänger beim Ausschaffe vun dësem Gesetz ervirsträichen, well och, wann een dat herno net méi kann am Detail ervirsträichen, wann et ëm d'Diskussioun vun deem Gesetz geet, esou hunn dach awer laang Méint vun intensiven Diskussioune mat de Leit vum Terrain, mat den Associatiounen dozou gefouert, dass mir eng Grondlag virfonnt hunn, déi eis Diskussioun an der Kommissioun, wann och net manner komplex gemaach huet, mä awer méi einfach gemaach huet, well mer eng propper Virlag virfonnt hunn. An dat wëll ech och hei begréissen.

Bon, mir hunn, wou et drëm gaangen ass, de Beruff vum Psychotherapeut ze regelen, een Haaptproblem ze meeschtere gehat. Op där enger Säit gouf et natierlech politesch Virstellunge ronderëm dee Beruff, wéi mer e wéilten definéieren. Et gouf och eng ganz Rei vu wëssenschaftlechen Usätz, wéi eng Préalabelen erfëllt musse sinn, fir dass een de Beruff vum Psychotherapeut professionell kann ausüben.

Op där anerer Säit hate mer awer ganz kloer a ganz ferm artikuléiert Besoinen an Erwaardunge vun de Leit, déi an deem dote Beruff oder an ähnlech gelagerte Formatioune scho geschafft hunn an déi alleguerten iwwerzeegt waren, dass hiren Input fir dat heite Gesetz dee richtegen Input wier. Dat heescht, mir hu missen eng global Äntwert fanne vun deene verschiddenen Usätz, déi mer fonnt hunn, a si alleguerten hu missen an dat heite Gesetz afléissen. Dat war net ganz einfach.

Derbäi koum, dass mer nieft där konzertéierter Strategie, déi mer ageschloen hunn, och nach der Tatsaach hu misse Rechnung droen, dass de Beruff vum Psychotherapeut nëmmen denkbar ass an enger multidisziplinärer Approche.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat heescht, mir hunn op där enger Säit d'Besoine ganz däitlech gesinn. Se ware bekannt.

Mir wollten och vun den Erfahrungen, déi scho gesammelt gi waren, profitéieren. Mir wollten och d'Acquise respektéieren. Mir wollten och déi national an déi international Standpunkte respektéieren an afléisse loossen, déi mer kannt hunn. Mä mir wollten awer och déi wëssenschaftlech Standarden, déi mer awer och vun den unerkannte Psychotherapeute mat op de Wee kritt hunn, afléisse loossen.

Deem all hu mer misse Rechnung droen a mir hunn dobäi och déi zukünfteg Entwécklungen net dierfen duerch e Gesetz hypothéquéieren, wat ze vill rigid wier a senger Ausriichtung. Dat waren also déi Préalabelen, mat deene mer befaasst waren, wou mer an der Kommissioun déi Diskussioune weidergefouert hunn, déi schonn an enger viregter Legislaturperiod entaméiert gi waren.

Mir hunn och dofir eng Virdécisioun geholl, an d'Kommissioun huet déi oprechterhalen, fir déi verschidde Methode vun der Psychotherapie net gesetzlech an dësem Projet festzeschreiwen, mä de wëssenschaftleche Bäirot an der Psychotherapie, de Conseil scientifique de psychothérapie, mat där Aufgab ze betrauen. An ech denken, dass dat eng richteg Décisioun war, well esou kënne mer och herno vill méi effikass an och méi flexibel, an zwar do, wou et noutwendeg ass, méiglechen Entwécklungen op deem Gebitt Rechnung droen, ouni direkt mussen d'Gesetz ëmzeänneren.

Firwat mer dëst Gesetz brauchen, ass, mengen ech, vun enger ganzer Rei Virriednerinnen a Virriedner hei gesot ginn. Majo, zum engen, fir den eventuellen Abusen entgéintzewierken. An obwuel um Terrain scho vill Viraarbecht geleescht ginn ass vu Leit, déi awer am Usaz schonn an där Professioun geschafft hunn, wollte mir awer verhënneren, dass eng ganz Rei vun Akteuren aus dem medezineschen, aus dem psychologeschen, éducativen, paramedezineschen, awer och absolutt anere Secteure psychotherapeutesch Prestatioune leeschten oder proposéieren, ouni dass de Prestataire eng adequat, qualifizéiert oder superviséiert Formatioun an Usproch geholl hätt. Dat ass wichteg, dass mer verhënneren, dass an deem delikate Beräich, an deem mer eis hei bewegen, Leit Diagnose stellen oder Leit Behandlunge maachen, déi net dofir outilléiert sinn.

Fakt ass och, dass mir am Moment hei zu Lëtzebuerg net wëssen, wéi vill Patiente sech tatsächlech a qualifizéierter oder awer och an net qualifizéierter Psychotherapie befannen.

Dëse Projet de loi proposéiert an eisen Aen eng pragmatesch an eng realistesch Reglementatioun vum Beruff vum Psychotherapeut a stellt och domadder gläichzäiteg sécher, an dorunner ass eis wierklech geleeën, dass déi psychesch krank Persounen eng qualitativ héichwäerteg Behandlung kënne kréien an net Leit an de Grapp falen, déi dofir iwwerhaapt net outilléiert sinn.

Wéi kënne mer appréciéieren oder jugéieren, ob een outilléiert ass, ob een déi néideg Qualifikatiounen huet? A firwat ass et esou wichteg, dass een déi Qualifikatiounen huet? Majo, ganz einfach: Well d'Prise en charge vun der psychescher Souffrance eng ganz besonnesch Erwaardung mat sech brëngt, nämlech eng psychotherapeutesch Evaluatioun à même sinn, kënnen ze maachen.

An et ass absolutt wichteg, dass esou eng Evaluatioun, esou eng Diagnos, esou eng Bestandsopnahm vun engem qualifizéierte Professionelle kann duerchgefouert ginn.

Wann heivunner Abstraktioun gemaach gëtt, wat an eisen Aen dee falsche Wee wier, da kéint d'Hëllef, déi vun net ausräichend oder iwwerhaapt net qualifizéierte Persoune proposéiert gëtt, den Zoustand vun deene psychesch kranke Leit radikal verschlechteren oder déi psychesch krank Leit grousse Risiken aussetzen, an dat bei enger Populatioun vu Leit, déi souwisou scho fragiliséiert ass oder par définition besonnesch vulnerabel ass. Dat ass also e Risiko, dee mir wëlle reduzéieren. Mir wëlle verhënneren, dass d'psychescht Leed oder déi psychiatresch Krankheete sech weider verschlechteren. Dat wëlle mer verhënneren.

Et ass och hei scho vum Remboursement geschwat ginn. Dat ass een net onwichtegen Aspekt. Wéi vill Leit hu vläicht aus grad deem Grond net op déi Behandlung zréckgegraff, déi si awer ganz néideg gebraucht hätten, well et ebe bis elo net séchergestallt war, dass eng Psychotherapie ka vun der Gesondheetskeess rembourséiert ginn? Dat heescht, et ass net eng Fro vu sozialem Background, ob ee kann oder dierf behandelt ginn oder net. Dat ass a mengen Aen och e ganz wichtegen Aspekt vu sozialer Gerechtegkeet.

Wat ass eist Zil? Eist Zil ass, dass mer kënnen e Patient, dee psychesch Problemer huet, propper behandelen an och domadder gläichzäiteg verhënneren, dass en onnéideg médicaliséiert géif ginn oder pathologiséiert géif ginn. Dat wëlle mer net. Mä mir wëlle seng psychesch Souffrance erofsetzen a mir wëlle virun allem, dass déi Zesummenaarbecht mat deene Partner, déi gebraucht ginn, fir eng Prise en charge komplett ze maachen, dass déi kann en bonne et due forme geschéien.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, dass mer am Beräich vun der Psychotherapie automatesch an der Interdisziplinaritéit musse sinn, well et geet net drëm, dass e Psychotherapeut am Eck mat sengem Patient soll sëtzen, ofgeschiermt vum Rescht vun der Welt. Dat gesi mir net esou.

Mir hunn awer gläichzäiteg, an ech betounen dat nach eng Kéier, de Wonsch, dass mer och d'Consommatioun vu Psychotroppen hei erofsetzen. Mir gehéieren zu deene Länner, déi den héchste Medikamentegebrauch hunn an alle Beräicher ronderëm Depressiounen, sief et, fir sech ze berouegen; sief et, fir anzeschlofen; sief et, fir sech erëm opzeputschen. Do si mir an engem ieweschte Peloton hei zu Lëtzebuerg.

An ausserdeem hu mir d'Informatioun, an et ass hei scho vun e puer Riedner gesot ginn, dass et hei zu Lëtzebuerg net aneschters ass, wéi am Rescht vun der Welt, dass wierklech eng vu véier Persounen an hirem Liewen iergendwéini mat psychesche Problemer ze kämpfe kritt a susceptibel ass, fir sech fir eng psychesch oder eng psychiatresch Stéierung och musse behandelen ze loossen.

An Europa, mä och hei zu Lëtzebuerg, sinn ëm déi 10% vun de Leit an hirem Liewe mat deene Symptomer do betraff. Ech hunn et d'éineschters gesot: Depressiounen, Angschtstéierungen, Problemer an der Relatioun, mam Alkohol, mat den Drogen oder och méi gravéierend psychiatresch Stéierunge wéi Psychosen oder bipolar Stéierungen.

An ech brauch Iech jo och net ze soen, dass ganz vill vun deene Krankheeten dozou féieren, dass een net méi am Liewen eens gëtt, dass een op der Aarbecht net méi eens gëtt. Et gëtt geschat, dass 7% vun de Kuerzzäitkrankeschäiner op e medezinesche Grond vun enger Depressioun zréckginn an 23% vun de Laangzäitkrankeschäiner op déi doten Ursaach zréckginn.

Suicide - och dat ass hei scho gesot ginn -, mir wëssen, dass 15% vun de Leit mat grave Stéierungen duerch Suicide stierwen a 56% mindestens ee Suicideversuch duerchféieren. An dat wëlle mer och mat Hëllef vun deem heite Gesetz besser an de Grëff kréien.

Ech resüméieren: Mir kréien duerch dat heite Gesetz Kloerheet, wat Psychotherapie ass a wéi eng Formatioun ee muss hunn, fir se kënnen auszeüben. An domat wierke mer och den Abusen entgéint.

Zweetens: Mir huelen eng professionell Prise en charge vun de Leit mat psychesche Problemer als Préalabel an als Garantie, a mir wëllen och ausdrécklech verhënneren, dass déi Leit onnéideg Medikamenter huelen, wann och eng psychotherapeutesch Prise en charge eng Linderung vun hirem Leide kéint brëngen.

Drëttens: Mir hu pragmatesch Iwwergangsbestëmmungen, fir déi Leit, déi um Terrain scho wäertvoll Aarbecht geleescht hunn, net virun de Kapp ze stoussen, mä fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hir Aarbecht kënne weiderzemaachen.

Véiertens: Mir offréieren eng professionell Prise en charge an e Remboursement vun där Prise en charge, wat eis eng Garantie gëtt, dass et keng Konditioun vu sozialer Hierkonft ass, déi ausschlaggebend ass, ob een an dësem Land kann eng psychotherapeutesch Behandlung kréien oder net.

An als lescht Argument: Mir gesinn dat heiten als Gewënn fir de Patient un, dee ka sécherstellen, dass en eng professionell Behandlung ka kréien.

Ech hunn zum Schluss nach e puer kleng Remarquen ze maachen. Mir sinn hei mat enger Motioun betraut. De Gros vun den Ausféierungen an där Motioun sinn Ëmsetzungsmodalitéiten. Ech wëll hei den Auteure vun dëser Motioun soen, dass se sech kënnen op eis verloossen, op mech a meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter, dass mir dat heite Gesetz en bonne et due forme wäerten ëmsetzen, mat allem, wat dozou gehéiert, an dass mir déi heite Motioun net brauchen, fir dat ze maachen.

Ech kann Iech och garantéieren, dass ech mat deene Ministeren, déi mat zoustänneg sinn, ob dat de Minister vun der Sécurité sociale ass, ob dat de Minister vun den Héichschoulen ass, ob dat de Minister vun den Zouloossungen ass, dass ech mat hinnen déi Pourparlere wäert féieren, fir dass dat heite Gesetz an der Praxis kann ëmgesat ginn.

Ofschléissend wollt ech allen Intervenantë Merci soe fir déi Ausféierungen, déi si gemaach hunn. A virun allem Merci fir déi gutt Aarbecht an der Kommissioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Gesondheetsministesch.

Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6578...

M. Gilles Roth *(CSV).*- An d'Motioun?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, déi kënnt herno, nom Vote.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Maache mer fir d'Éischt de Vote iwwert de Projet?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fir d'Éischt deen iwwert de Projet de loi, Här Roth, an dann huele mer d'Motioun. Merci awer fir d'Erënnerung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6578 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote iwwert de Projet 6578 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60 Deputéierten hu sech direkt oder indirekt um Vote bedeelegt. 36 hu mat Jo gestëmmt, kee mat Neen a 24 Abstentiounen. D'Resultat war elo just ee Moment verschwonnen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6578 est adopté par 35 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

An da géife mer zur Motioun iwwergoen.

Motion 1

Wuertmeldungen zur Motioun? D'Madame Andrich hat se kuerz presentéiert, mä wann...

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech net méi op den Detail vun der Motioun agoen,

well ech dat am Fong a menger Ried presentéiert hat.

An déi Opfuerderungen un d'Regierung sinn awer Saachen, déi am Virfeld elo net weider ofgeschwat waren. Dofir wär ech natierlech frou, wann ech eng Ennerstëtzung kréich. Mä d'Madame Minister huet jo gesot, dat wär net de Fall. Elo wollt ech awer froen, ob nach aner Kolleegen do sinn, déi déi ënnerstëtzen. An ech wollt och da froen, dass mer dann zum Vote géife kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Zousätzlech Wuertmeldungen zur Motioun?

Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Mir soen der Madame Andrich Merci fir déi Motioun. Mir hunn eis dat ugekuckt. Mir fannen dat ganz sënnvoll, wat hei drasteet. Ech mengen, dat ass complémentaire zu deem Gesetz, wat mer elo gestëmmt hunn. A mir wäerten déi Motioun dofir och matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Dann den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir hunn eis déi Motioun hei natierlech och am Detail ugekuckt, an esou wéi d'Ministesch gesot huet, hu mir vollst Vertrauen a si an an hir Mataarbechter, datt déi Emsetzung hei vun dësem Gesetz natierlech esou wäert geschéien, wéi mir dat och virdru virgesinn hunn. An duerfir géife mer als LSAP dës Motioun net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Als Gréng si mir der Meenung, dass déi Motioun d'Regierung entmündegt, well mer der Meenung sinn,...

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...d'Regierung ass à même, an den Dialog ze trieden, huet dat och wëlles. Se huet och wëlles, déi néideg Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir d'Gesetz ze applizéieren a fir déi nächst Etapp anzelauden.

Si muss och net elo vun engem „steering group" begleet ginn, wa se et nach net néideg huet. Ech mengen, et sëtze kompetent Leit um Ministère, déi hir Aarbecht gutt maachen. A wa se et fir néideg fënnt, ka se och a Kontakt triede mat aneren Akteuren. Dat, wat se souwisou och scho mécht, wa se Berodung brauch.

An deem Sënn fanne mer dës Motioun iwwerflësseg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et ass eigentlech schonn alles gesot, mä nach net vu jiddwerengem. Duerfir wéilt ech awer och soen, datt meng Fraktioun déi Motioun hei net wëllt stëmmen an net wäert stëmmen, well se eigentlech superfétatoire ass. Ech mengen, well et eng Evidenz ass, datt d'Regierung wäert alles maachen, fir déi Punkten, déi hei opgezielt gi sinn, ëmzesetzen. Also duerfir an deem Sënn och eise Vote.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun hei stëmmen, well se och dem Sënn vun eiser Abstentioun virdrun entsprécht, dass ee muss dat do ganz genau weiderhi verfollegen, wéi dat geet.

Et si jo och inhaltlech Indicatiounen hei dran, déi net nëmmen eleng eppes ze dinn hu mat enger formeller Emsetzung vum Gesetz, mä déi och mam Inhalt vun deenen Exekutiounsmoossnamen ze dinn hunn, wéi zum Beispill wat d'Zesummesetzung vum Conseil scientifique ugeet. Wat eng vun deene Saache war, déi ech och ervirgehuewen hunn, dass et net däerf esou sinn, dass erëm eng Kéier déi Leit vun därselwechter Richtung op der Uni Lëtzebuerg do exklusiv dra vertruede sinn. An dat sinn awer déi, déi herno unerkennen, wat se wëllen als Ausbildung an esou weider akzeptéieren a wat net.

Mir fäerten dofir, dass et vill ze vill eng eesäiteg Orientéierung gëtt, wann net dee Wonsch hei, fir och dat pluralistesch zesummen ze setzen, géif erfëllt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madame Gesondheetsministesch, mengen ech, huet Stellung geholl gehat. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

(Interruption)

Den Här Schank huet Jo gestëmmt.

60 Bedeelegungen: 28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass d'Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, do geet et ëm eng ganz Rei vu Kooperatiounsaccorden tëschent der Europäescher Gemeinschaft, dem Kambodscha, dem Vietnam, der Mongolei an dem Irak. Et wäert eng Presentatioun vun zwee Rapporteure kommen, deen ee fir déi dräi éischt, an dann deen zweete Rapporteur fir dee leschte Projet. An et wäert och eng gemeinsam Diskussioun ginn.

D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel. An d'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. 6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur les projets de loi n°6726, n°6727 et n°6728

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi gesot, bei dësen dräi Gesetzesprojeten, déi ech virstellen, geet et ëm d'Approbatioun vun engem globalen Accord de partenariat et de coopération tëschent der Europäescher Unioun an hire Memberstate mat dräi anere Länner: fir de Projet 6726 mat de Philippinen, fir de Projet 6727 mam Vietnam a fir de Projet 6728 mat der Mongolei. Dës Accords de partenariat et de coopération sinn am Fong déi vertraglech Basis tëschent der EU, hire Memberstaten, fir d'Kooperatioun mat Drëttstaten.

Wat den Accord mat de Philippinen ugeet, hunn d'Verhandlunge vu Juni 2008 bis Juni 2010 gedauert a se goufen 2012 am Kader vun enger ministerieller ASEAN-Reunioun ënnerschriwwen. Dësen Accord schreift sech an, wéi gesot, an e breede Verhandlungsprozess vun den APCen. Am Moment ginn där mat méi Länner a Südostasien verhandelt am Kader vun der ASEAN.

Och dës Accorden hunn d'Vokatioun, fir déi aktuell bilateral Relatiounen tëschent der EU an den ASEAN-Länner ze stäerken. An dës Accords de partenariat et de coopération sinn och eng Viraussetzung, fir spéiderhi mat ASEAN-Länner Fräihandelsofkommessen ofzeschléissen.

Dësen APC mat de Philippinen ass deen éischte bilateralen Accord tëschent der EU an de Philippinen. D'Philippine si Member vum G-24. Se ware Membre fondateur vun der UNO. Si hunn och 2011 de Statut de Rome vun der Cour pénale internationale ratifizéiert, wat en Zeechen ass, dass si sech och am Dossier Rechtsstaatlechkeet engagéiere wëllen.

D'Philippinen hunn eng enorm Croissance économique erlieft. Si hunn eng Croissance vu 6,5% am Joer 2013 gehat. Si sinn de fënneften Handelspartner fir Import an Export vun der EU. An d'EU ass iwwregens och den héchsten auslänneschen Investisseur op de Philippinen. An d'Philippine sinn hirersäits den 49. Handelspartner vun der EU.

Bei den zéng ASEAN-Länner sinn d'Philippinen de sechsten Handelspartner vu Lëtzebuerg an d'Valeur vun den Échangë beleeft sech op 9,32 Milliounen Euro. D'Échangë vu Servicer tëschent Lëtzebuerg an de Philippinen hunn eng spektakulär Croissance kannt: Déi si vun 2002 vun 2,46 Milliounen op 59 Milliounen am Joer 2011 eropgaangen!

D'Relatiounen tëschent de Philippinen a Lëtzebuerg sinn exzellent, haaptsächlech och eng ganz gutt politesch Kooperatioun um Niveau vun der UNO. D'Philippinen hunn déi lescht Joren e puer Naturkatastrophe kannt, leider. Do huet Lëtzebuerg och eng Aide humanitaire bruecht, déi cumuléiert sech op méi wéi 2,8 Milliounen Euro.

Wat elo de Projet de loi, den APC mam Vietnam ubelaangt, do sinn d'Verhandlungen 2011 ofgeschloss ginn. De Vietnam, dat wësse mer alleguerten, huet an deene leschte Jorzéngten en enormen Effort gemaach, fir sech opzemaachen, politesch a wirtschaftlech. An en huet och eng enorm dynamesch an durabel Croissance, e PIB vu 7,3% en moyenne tëschent 1990 an 2010. Dat huet och dozou bäigedroen, dass et zu enger enormer Reduktioun vum Taux de pauvreté an deem Land komm ass.

Am Joer 2013 war d'EU den zweeten Handelspartner vum Vietnam an deen éischte fir Exporter aus dem Vietnam. De Vietnam ënnerhält natierlech och politesch an ekonomesch Relatioune mat Lëtzebuerg. Vun den zéng ASEAN-Staten ass de Vietnam de véierten Handelspartner vun onsem Land. D'Valeur vun den Échangen 2013 war 12 Milliounen Euro: 7 Millioune fir Importer aus dem Vietnam a 5 Millioune fir Exporter an de Vietnam. D'Échangë vu Servicer mam Vietnam allerdéngs hunn eng enorm Croissance kannt: 2 Milliounen 2003 an 92 Milliounen 2013! D'Balance dovunner ass da largement excédentaire fir Lëtzebuerg: 77 Milliounen am Joer 2013.

Erlaabt mer an deem Zesummenhang och drun ze erënneren, dass de Vietnam jo e Partnerland ass vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Mir hunn dee leschte PIC mat dem Vietnam ënnerschriwwen 2011. Dee leeft elo am Joer 2015 aus. A mir sinn, wéi gesot, do an enger Stratégie de sortie mam Vietnam. A mir wëllen doduerch weiderhi Relatioune mat deem Land halen, ekonomesch Relatiounen.

Zum Ofschloss wollt ech och nach drun erënneren, dass, wéi gesot, d'EU amgaangen ass, och mam Vietnam ze diskutéieren iwwer en Accord de libre-échange.

Wat elo de Projet 6728 ugeet, dat ass den APC tëschent der Europäescher Unioun an der Mongolei, do ersetzt dësen Accord en alen Accord vun 1993, den Accord de coopération commerciale et économique. Dat hei ass en APC, dat ass also e moderniséierte Kader vun de Relatiounen tëschent der Unioun an der Mongolei.

A genau wéi all déi aner Accorden, déi ech virdrun opgezielt hunn, beinhalt dësen Accord och eng Rei vu gemeinsame Prinzipien an och vu gedeeltene Valeuren, déi mer mat der Mongolei an och mat deenen anere Länner, iwwert déi ech virdru geschwat hunn, hunn.

Dësen Accord mat der Mongolei, genau wéi déi aner, ass e méi déift politescht an ekonomescht Engagement tëschent der Europäescher Unioun an der Mongolei an, wéi gesot, deenen anere Länner. Och dësen Accord, do ginn ech e bësse méi an den Inhalt vun deenen Accorden an, beinhalt, genau wéi déi aner, déi nämlecht politesch Standardklauselen iwwert d'Mënscherechter, d'Massevernichtungswaffen, d'Cour pénale internationale.

Dësen Accord setzt sech och an - an dat ass och ëmmer ganz wichteg, dorobber pocht d'Europäesch Unioun jo ëmmer - fir eng méi regional an international Kooperatioun. Dësen Accord, genau wéi déi aner, ass och d'Basis, fir iwwer méi sensibel Sujeten ze diskutéieren, wéi de Blanchiment de capitaux, den Drogenhandel, d'organiséiert Kriminalitéit an d'Korruptioun. An natierlech och d'Obligatioun, fir zesummenzeschaffen an der Lutte géint den Terrorismus.

D'Mongolei, dat wësst Der, ass e grousst Land, tëschent zwee nach méi grousse Länner agekesselt, China a Russland. An dofir nenne si d'Europäesch Unioun hiren drëtten Noper an och e wichtegen Handelspartner. D'Handelséchangen tëschent der Mongolei a Lëtzebuerg, déi sinn nach ganz wéineg entwéckelt, mä déi hunn awer en enormt Potenzial. An och den Échange vu Servicer ass amgaangen ze demarréieren tëschent der Mongolei a Lëtzebuerg.

D'Mongolei ass fir Lëtzebuerg kee Partenaire privilégié, wat d'Entwécklungspolitik ubelaangt, mä et ass awer trotzdeem e Partner vun eis. Zum Beispill am Joer 2013 sinn 2,3 Millioune vun der Aide publique au développement vu Lëtzebuerg an d'Mongolei gefloss.

D'APCen erlaben also e méi effikassen Engagement vun der EU an hire Memberstate vis-à-vis vun dësen Drëttstaten, wat d'Entwécklung, wat den Handel a wat d'Investissementer ugeet. Um institutionelle Plang gesinn dës Accorden och e Comité mixte vir, wou Représentantë vun deenen zwou Parteie sinn, an déi kucken, dass déi Accorden dann och gutt ëmgesat ginn. Déi Accorde si fir eng Period vu fënnef Joer ofgeschloss. Se ginn automatesch prorogéiert, all Kéiers ee Joer.

Ech wollt just drun erënneren, dass mer zweemol an der Kommissioun, de 5. Januar an den 28. Januar... an den 28. Abrëll hu mer an der Kommissioun iwwert dës Projete geschwat. Mir haten eng Unanimitéit. Meng schréftlech Rapporte sinn ugeholl ginn, gradesou wéi de schréftleche Rapport vum nächste Riedner, dem Gusty Graas, deen den APC iwwert den Irak wäert virstellen.

Déi Accorde sinn also unanime ugeholl ginn an der Kommissioun. Ech soen dofir och schonn dem Gusty Graas Merci. An och deen Accord wäert d'LSAP matstëmmen. An ech ginn och elo den Accord vun der LSAP fir déi dräi Accorden, déi ech elo virgestallt hunn.

Ech soen all de Membere vun der aussepolitescher Kommissioun, als President vun där Kommissioun, villmools Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer an dësen Dossieren hunn. An och Merci fir d'Disponibilitéit vun de Vertrieder vum Ministère, mat deene mer ëmmer eng flott Diskussioun hunn, wann déi Projeten hei presentéiert ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An deen nächste Rapporteur ass schonn ënnerwee fir de Projet de loi 6729. Den Här Graas huet d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi n°6729

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Mäerz 2006 krut d'Europäesch Kommissioun d'Mandat, fir en neie Partenariats- a Kooperatiounsaccord mat der Republik vum Irak auszehandelen. Am November vum selwechte Joer hunn déi Verhandlungen ugefaangen a konnten no der néngter Reunioun am November 2009 ofgeschloss ginn.

Dësen Accord gëtt u sech e juristesche Kader hier, fir Gespréicher op allerhéchstem politeschem Niveau ze féieren. Den Accord schreift sech awer och an d'Kontinuitéit vun den EU-Efforten an, fir den Irak no 2003 erëm opzebauen. 2003, dorunner kënnt Dir Iech bestëmmt jo nach erënneren, wéi de Regime vum Saddam Hussein, virun allem vun enger amerikanescher an englescher Offensiv, eliminéiert gouf.

Iwwer eng Milliard Euro goufen an der Tëschenzäit an d'Rekonstruktioun vun deem Land investéiert. Dës Hëllef baséiert virun allem op den Objektiver vum Millénaire vun der Ent-

wécklung bei der UNO. D'EU ass den éischten Handelspartner vum Irak, mat engem Gesamtéchange vu 16,05 Milliarden am Joer 2013, dat virun den USA, virun Indien an och viru China.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi hei gouf den 21. Oktober 2014 vum Här Ausseminister déposéiert. De 5. Januar 2015 war ech zum Rapporteur genannt ginn. D'Chambre de Commerce hat hiren Avis den 8. Dezember 2014 virgeluecht. Si begréisst dësen Accord, well virun allem awer och déi politesch an ekonomesch Relatioune mam Irak heiduerch nach kënne verbessert ginn.

De Conseil d'État, deen hat säin Avis de 6. Februar 2015 ënnerbreet an deen hat och näischt un deem Projet de loi hei auszesetzen.

Ech wëll da kuerz op den Inhalt vun dësem Accord agoen, deen 124 Artikelen huet an a fënnef Haaptdeeler opgedeelt ass.

Am éischten Deel geet et ëm d'Aussepolitik an d'Sécherheet. Gemeinsam solle Moossname géint den Terrorismus an d'Verbreede vu Waffe geholl ginn. Dernieft gesäit deen Accord awer och hei vir, fir dem Irak spéider de Statut vu Roum vum Internationale Strofgeriicht ze ginn.

Am zweeten Deel ginn dann den Handel an d'Investissementer geregelt. Eng progressiv Liberaliséierung vum Commerce an de Schutz vun de Propriétéitsrechter stinn hei am Vierdergrond. Och wann den Irak nach net Member vun der Welthandelsorganisatioun ass, referéiert sech den APC awer hei op d'Regele vun der OMC an och op déi vum GATT aus dem Joer 1994. Et ass och eng Iwwergangsperiod am Beräich vun dem Opmaache vun de Marchés publics hei virgesinn.

Den drëtten Deel behandelt dann d'Kooperatioun. Et geet hei méi spezifesch ëm d'Éducatioun, d'Jugend, d'Aarbecht, d'Zivillgesellschaft an d'Mënscherechter. Dernieft gëtt awer och den Akzent op déi ekonomesch Zesummenaarbecht geluecht, besonnesch um Niveau vun de PMEen, awer och an de Beräicher vun der Landwirtschaft, vum Transport, der ländlecher Entwécklung, den Telekommunikatiounen, de Finanzen an dem Tourismus. Déi zwee Partner engagéiere sech dann awer och, um Niveau vun der Fiskalitéit méi enk ze kooperéieren.

Ech wëll dann awer och op den Artikel 93 hiweisen. Do geet et méi spezifesch ëm den Ëmweltschutz. An an deem Sënn ass och de Geescht vun der nohalteger Entwécklung an deen Artikel agefloss an d'Europäesch Unioun verflicht sech och do, technesch Kompetenzen dem Irak ze ginn.

D'Justiz, d'Fräiheet an d'Sécherheet sinn dann d'Themen am véierten Deel. D'Migratiouns- an d'Asylpolitik wéi och d'Lutte géint den Terrorismus an d'Droge sinn do d'Haaptsujeten. Den Artikel 104, deen och eng gewëssen interessant Ausso huet, dee regelt de Schutz vun de Privatdonnéeën. An net onwesentlech ass awer och den Artikel 109, wou bilateral Austauscher um Niveau vun der Kultur virgesi sinn.

Zum Schluss dann nach e kuerzt Wuert iwwert de fënneften Deel, wou et méi ëm generell an institutionell Dispositioune geet. Virgesinn ass d'Schafe vun engem Conseil de coopération, deen d'Asetze vun dësem Accord iwwerwaache soll. Dee muss och op d'mannst eemol d'Joer zesummekommen. An da gesi sech awer och d'Membere vum irakesche Parlament a Membere vum Europaparlament am Kader vun enger parlamentarescher Kooperatiounskommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Accord huet eng Lafdauer vun zéng Joer, an e gëtt dann automatesch ëmmer fir ee Joer verlängert, et sief, datt eng vun deenen zwou Parteie sechs Méint virum Oflaf géif opkënnegen. Wann en net respektéiert gëtt, an dat virun allem um Niveau vun de Mënscherechter, da kann deen Accord och hei suspendéiert ginn.

Ech wëll am Numm vun der Demokratescher Partei hei den Accord ginn, bieden Iech och, dësem Accord zouzestëmmen, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci fir d'Alleréischt deenen zwee Rapporteuren, déi eis op hir gewinnten detailléiert a ganz komplett Aart a Weis déi Accorde geschildert hunn, soudatt eigentlech net méi vill derbäizefügen ass. Ech géif och direkt soen, datt meng Fraktioun bien entendu den Accord zu deene véier Accorde gëtt.

Ech wëll awer vläicht zwou Observatioune maachen: eng éischt, wat déi Accorden ubelaangt am asiatesche Raum. De Rapporteur huet et schonn ënnerstrach: Déi Accorde sinn u sech de Préalabel fir dee ganz groussen Accord de libre-échange mat den ASEAN-Länner. An dofir si se e wichtege Schrëtt.

Et ass elo e bësselche schued, datt den Ausseminister net hei ass. Ech wär nämlech net onfrou gewiescht, e puer Informatiounen ze kréien, wou mer mat deem Accord de libre-échange mat den ASEAN-Länner dru sinn. Et gëtt am Moment ganz vill vun TTIP a vun TiSA geschwat. Dat hei ass och en extrem wichtegen Accord de libre-échange. An ech wär, wéi gesot, frou, vläicht an enger nächster Sitzung, wann den Ausseminister eis do kéint nach eng Rei vun Explikatioune ginn.

Dann eng zweet Remarque, déi den Accordcadre mam Irak betrëfft. De Rapporteur huet dat och ënnerstrach. Do ass u sech eng ganz flott Saach mat dran, an zwar gëtt et do e Comité de coopération tëschent dem Europaparlament an dem irakesche Parlament. Ech géif et just wichteg fannen, wann och déi national Parlamenter do trotzdeem vertruede wieren, well all déi Accorden, dësen Accord och, musse jo vun den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn. An dofir géif et och Sënn maachen, datt een och Vertrieder vun den nationale Parlamenter do derbäi hätt.

Dat gesot, gi mir, wéi gesot, eisen Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. Dann hunn ech den Accord kritt vun deenen zwee Rapporteuren. Dann den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Angel Merci ze soe fir déi dräi Rapporten. Ech brengen den Accord vun der grénger Fraktioun fir déi Accorde souwuel mat de Philippinen, dem Vietnam an der Mongolei. Och e Merci un den honorabelen Här Graas fir säi Rapport, an ech brengen him och den Accord vun eiser Fraktioun fir dee Projet mat dem Irak.

Ech moosse mer net un, fir den Här Ausseminister hei ze schwätzen. Mä ech mengen, op déi Fro, déi den Här Mosar gestallt huet, fir iwwert d'Fortschrëtter an den ASEAN-Verhandlungen ze schwätzen, wäerte mer och an enger Kommissioun kënnen zréckgräifen, well do mécht den Här Ausseminister sech jo wierklech net rar. Do hu mer oft Geleeënheet, fir mat him ze diskutéieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Et ass och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un d'Rapporteuren, déi awer eng ganz voluminéis an och eng komplizéiert Matière hei konnte ganz gutt resüméieren.

Mir wollte just als ADR e Kommentar maachen. Mir stëmmen déi Gesetzer mat, selbstverständlech, well se jo deene concernéierte Länner och Avantagë bréngen. An et ass sécher, datt mir dat dann och ënnerstëtzen. Mä et ass vläicht och, wa mer esou Accorden ënnerschreiwen oder ratifizéieren, wéi mer et haut hei maachen, awer interessant, iwwert de Contenu vläicht deen een oder anere Gedanken ze verléieren.

Well mir hu jo eng grouss Debatt hei am Ableck iwwert den TTIP an iwwer aner Accorden, mat Kanada an esou weider an esou virun, an dann ass et interessant, fir ze kucken, wéi mir als Europäesch Unioun eis Partner behandelen. Wa mer hei en Handelsofkommes maachen oder och en Accord de libre-échange - dat ass elo hei nach net de Fall -, mä: Wéi gi mir mat eise Partner ëm?

A wann een dann déi Texter hei liest, da gesäit een awer, datt ech net ganz vill muss iwwerdreiwen, fir ze soen, datt awer eng gewësse kolonialistesch Attitüd do derhannertsteet. Do si säiteweis Artikelen dran, wou mir gesellschaftspolitesch Iwwerzeegungen, déi eis hei an Europa am Ableck wichteg sinn oder wéinstens engem groussen Deel vun der Politik wichteg sinn, déi mer awer dann an déi Traitéen iwwerhuelen an a Kulturen iwwerdroen, déi vläicht ganz aner Opfaassungen hunn.

Et ass och heiansdo irritant, fir verschidde Saachen ze liesen. Et irritéiert, wann ee liest an engem Traité mat de Philippinen, datt déi mussen do d'Biocarburante promouvéieren - zum Beispill eppes, wat ethesch méi wéi diskutabel ass.

Et kann irritéieren, wann ee fir den Irak, engem Land, wat an engem Iwwerliewenskampf ass am Ableck, dat kämpft géint den Islamesche Stat an aner Erscheinungen, déi dee Stat a senger Grondsubstanz iwwerhaapt a Fro stellen, wann een dann déi Artikele liest iwwer zum Beispill d'Massevernichtungswaffen, wou mer wëssen, datt dee Krich, den zweeten Irakkrich, gefouert ginn ass ënnert deem falsche Virwand vun de Massevernichtungswaffen, déi deemools net do waren, an datt dat Land haut natierlech och déi Capacitéit net huet.

Ech wëll dat net a Fro stellen, mä déi Manéier, wéi dat dann an deem Traité do festgehalen ass, dat ass einfach eng Schabloun, déi applizéiert gëtt an all Traité. An et kann ee sech awer froen, ob dat déi richteg Approche ass, fir mat Länner ëmzegoen, well iwwerhaapt net op hir spezifesch Situatioun vun deem Ableck agaange gëtt.

An dann, et kann ee verstoen, datt déi Saachen drakommen. Et ass einfach dat, wat am Europaparlament gefrot gëtt vun deene Fraktiounen, fir dat do ze ratifizéieren. Mä ëmmer erëm, d'Iwwerleeung, déi ech hei wéilt maachen, ass just, fir emol an de Raum ze stellen, wéi mir mat deenen aneren ëmginn, an engem Kontext, wou mir déi Négociatioune vun TTIP an esou weider awer hannerfroen.

Dann och deen Accord mam Irak: Et ass bäi Wäitem deen décksten Accord, well natierlech do mat de Buedemschätz…, also mat der Mongolei och, mä am Irak ass mam Uelech natierlech am Ableck am meeschten ze huelen, do gëtt et relativ vill Dispositiounen iwwer Arbitrage. Bon, elo kann een natierlech soen: Esou wéi den Accord formuléiert ass, ass dat en Arbitrage tëschent Staten. Obschonn ech och net ganz sécher sinn, datt et sech nëmmen op Staten applizéiert. Bei de Redaktioune vun den Artikele 57 an 62 besonnesch kann ee sech d'Fro stellen.

Mä och do muss een dann alt erëm eng Kéier froen, an engem nächste Stadium, wann deen Accord de libre-échange da kënnt: Wéi ass et da mam Investitiounsschutz a Länner wéi dem Irak oder der Mongolei, wou grouss Buedemschätz ze huele sinn?

Ech si gär d'accord, fir ze soen, datt mir fir d'Mongolei en drëtten Noper sinn, mä en drëtten Noper soll sech och behuelen. An en drëtten Noper muss och déi verschidden Interesse vun deene Länner respektéieren, mat deene mer Handelsbezéiungen hunn.

Mat Vietnam, wann een deen Accord liest, ass et nach méi surrealistesch, datt mir nach ëmmer Entwécklungshëllef leeschten a Vietnam. Mir dépasséieren hei am Stadium vun den Europa-Vietnam-Bezéiunge scho laang de Stadium vun der Entwécklungshëllef, déi mir awer nach ëmmer do leeschten. Natierlech gëtt et do en Opt-out-Zeenario, dee mer säit Joren dann diskutéieren, mä dee mer nach net duerchgezunn hunn. An ech mengen, mir si jo och eent vun deene leschte Länner, wann net iwwerhaapt dat lescht, wat iwwerhaapt nach Entwécklungshëllef a Vietnam leescht. An et gëtt héich Zäit, datt mer eis do zréckzéien, well mer op engem ganz aneren Niveau vu Bezéiunge schonn ukomm sinn.

Also, all déi Accorden, wéi gesot, mir droe se als ADR mat. Mä déi Approche musse mer awer am A behalen, wéi mir mat anere Länner ëmginn. A mir mussen och, wa mer déi Accorden hei ëmsetzen, wéi mer et haut hei maachen, an a Lëtzebuerger Recht iwwerféieren, da solle mer eis awer och froen: Kënne mir eis als Land dann astellen op déi nei Méiglechkeeten, déi eis déi Accorde ginn?

Deen normale Reflex wier jo och, datt mer dann - ech huelen un, et gëtt gemaach, ech sinn awer nach laang net sécher, datt et gemaach gëtt -, datt mer eis mat eisen Acteurs économiques, mat der Chambre de Commerce a mat aneren zesummesetzen an dann och diskutéieren, wéi eng Opportunitéiten déi Accorden eis ginn, ob mer administrativ opgestallt sinn, fir déi Accorden och zum Benefiss vun eisen diverse Wirtschaftssecteuren ëmzesetzen. Ech mengen, dat wier déi Approche, wa mer dat hei maachen, ass et en Exercice, deen derwäert ass, fir ze kucken, datt mer en och fir eis Ekonomie natierlech rentabel maachen.

Awer den Appell, dee mir haut maachen, ass, datt mer eben e Respekt géintiwwer deene Länner erëm léieren, deen hei an dësen Accorden net ëmmer an d'A sprëngt.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir hunn et hei mat véier verschiddenen Accorden ze dinn, vun deenen der dräi ganz ähnlech sinn, mat de Philippinen, der Mongolei a Vietnam, an engem, dee vun enger, muss een awer soen, besonnesch geopolitescher Brisanz ass, nämlech dee mam Irak.

Gemeinsam hu se awer alle véier, datt se déi dominéierend neoliberal Logik an den internationalen Handelsbezéiunge weider ausbauen an deelweis souguer op d'Spëtz dreiwe wëllen. Déi dräi asiatesch Länner hunn, am Moment, verschidden Degrée vun Integratioun an Interessen um Weltmaart. D'Philippine si Member vun der Welthandelsorganisatioun an hunn och de GATT-Accord ënnerschriwwen. De Vietnam ass eréischt kierzlech der OMC bäigetratt, an d'Mongolei huet weder de GATT ënnerschriwwen nach ass se Member vun der OMC.

Dat ausgeschwaten Zil vun der Europäescher Kommissioun ass et, mat de Länner vum südostasiatesche Raum e wäiträichend Fräihandelsofkommes, an dat gouf schonn och hei gesot, zu Recht, vergläichbar mam TTIP mat den USA, oder mat CETA, deem Accord mat Kanada, ofzeschléissen.

Déi Accorden, déi mer elo hei an der Chamber virleien hunn, sinn éischter Virleefer a Virbedéngung vum Aushandele vun engem gréissere Fräihandelsofkommes. Och wann déi heiten Accorden nach ganz wéineg contraignant sinn, esou weise se schonns, a wéi eng falsch Richtung et goe soll. Dee wichtegsten a gréissten Deel vun den APCen hei betrëfft déi kommerziell Zesummenaarbecht a liest sech wéi eng Aart Abécédaire vum Wirtschaftsliberalismus.

D'Kapitalflëss solle vereinfacht ginn an Investitiounsbarrièren, esou wéi se genannt ginn - et kéint een och Protektioune soen -, sollen iwwerwonne ginn. D'Konditiounen, fir Zougang zu deene Marchéen ze kréien, sollen erofgesat ginn, an déi sougenannten „barrières non tarifaires", dat heescht bestehend Regulëierungen, sollen, wa méiglech, am beschte ganz verschwannen.

Da gëtt och nach vum Klima geschwat, vun engem attraktive Klima fir Investissementer, dat soll geschafe ginn, an d'Konkurrenz als dominéierenden ekonomesche Prinzip soll ausgebaut ginn, an dat och, a besonnesch, am Secteur vun den erneierbaren Energien.

Hei sollen also déiselwecht ekonomesch Prinzipien - Dereguléierung a Liberaliséierung -, déi zënter 30 Joer iwwerall an der Welt zu Krisen a Verwerfunge féieren, d'Richtung vun eisen Handelsbezéiunge mat deene Länner uweisen. Et sinn Accorden, déi net an éischter Linn den Interesse vun de Leit déngen, mä deene vun de multinationalen Entreprisen, déi Weeër sichen, Benefisser ze maachen.

Et deet mer leed, datt mir eis hei ëmmer erëm répétéieren, mä et gëtt eng Logik. An déi Logik gëtt ëmmer erëm weider applizéiert, och wann ee mierkt, datt et näischt bréngt. Errare humanum est, perseverare diabolicum.

Dee richtegen décken Hummer ass awer den Accord mam Irak! D'Richtung ass déiselwecht wéi bei deenen aneren Accorden, mä et geet nach vill méi wäit. Den Irak ass an enger Situatioun, wou dat Land zënter ´91 ënner massiven ekonomeschen a soziale Schwieregkeete leit. Net nëmme gouf d'Populatioun vun enger Diktatur ënnerdréckt, mä si huet och gelidden ënner Sanktiounen, déi an éischter Linn d'Zivillpopulatioun getraff hunn.

Dunn, mam illegalen a vëlkerrechtswiddregen zweete Golfkrich, wou zwar de Saddam Hussein „liquidéiert" gouf - wéi den Här Graas och gesot huet, mä d'Land gouf mat liquidéiert, dat däerf een och ni vergiessen -, bei deem och eng Rëtsch Länner aus der EU drun deelgeholl hunn, huet dat Land wuel déi schlëmmste Phas vun Zerstéierung vun ëffentleche Strukturen an Infrastrukture materlieft.

An da kann een drun erënneren, déi kanadesch Publizistin Naomi Klein beschreift an hirem Buch „Shock and awe" (veuillez lire: „The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism"), also d'Schockstrategie, wéi déi ganz irakesch Ekomomie an enger Päerdskur privatiséiert ginn ass, wéi de Chômage, d'Aarmut an d'Verzweiflung omnipräsent gi sinn, wéi d'ëffentlecht Liewe komplett zesummegebrach ass, als Resultat dovunner, datt amerikanesch Firme sech alles ënnert den Nol gerappt hunn, d'Land ausbludde gelooss hunn an dunn, wéi näischt méi ze verdénge war, erëm ofgezu sinn.

Zréckbliwwen ass e Land, dat mer haut kennen, an deem et Biergerkrich oder souguer éischter Krich gëtt an dat iwwerhaapt ëm seng territorial Integritéit kämpft.

Duerch déi neoliberal Schockstrategie ab 2002 vu kompletter Privatiséierung a Liberaliséierung ass ee vun deene gréisste Berceaue vum ISIS, vum internationalen Terrorismus entstanen, an e Land, dat kaum nach an der Lag ass, déi elementaarsten Daseinsfürsorge fir seng Popula-

tioun ze garantéieren, e Land, aus deem eleng dëst Joer schonns 1,6 Millioune Leit geflücht sinn.

Deen Accord, dee mer elo hei virleien hunn, huet, am Géigesaz zu deenen dräi aneren, eendeiteg contraignant Deeler. Obwuel den Irak net Member vun der Welthandelsorganisatioun ass, sollen déiselwecht zwéngend Prinzipie fir hie gëllen. Dësen Accord gesäit vir, datt den Irak an där Situatioun, wou en ass, säi Maart progressiv fir Servicer opmaache soll, dat heescht, datt europäesch Firmen am Irak gläichbehandelt musse gi wéi irakescher.

D'Marchés publics gi liberaliséiert. Dat heescht, wann eng ëffentlech Instanz vum Irak eng Ausschreiwung mécht, zum Beispill, fir eng Waasserleitung ze leeën, dann däerfen irakesch Firmen net bevorzugt ginn, ausser si wieren net méi wéi 5% respektiv 10% méi deier - eng Regelung, déi awer soll séier ofgeschaaft ginn. Zu deene Beräicher gehéieren ausdrécklech d'Waasserversuergung, d'Elektresch, d'Eisebunn, d'Telekommunikatiounen an d'Mülloffuhr. Dat sinn heiansdo och Saachen, déi mir selwer net géifen akzeptéieren - wëll ech drun erënneren -, an zu Recht.

An anere Wierder: E Land, nodeems et futtigebommt gouf, deem seng Ekonomie komplett um Buedem läit, well alles liberaliséiert a privatiséiert ginn ass, an elo näischt méi funktionéiert, dat Land kritt heimadder all Méiglechkeet geholl, eng eegen Ekonomie opzebaue respektiv se virun de Multien ze schützen!

Am Accord steet dann och nach, datt all Joer soll evaluéiert ginn, ob een déi Beräicher vun de Marchés publics nach ausweide soll. An dann, déi ominéis Schiidsgeriichter, déi iwwer Litigë befanne sollen a géint déi d'Zivillgesellschaft hei an Europa Stuerm leeft, zu Recht, ginn op Drock vun der EU an dësen Accord geschriwwen.

Als Alleréischt muss ee soen, datt et kee Geriicht ass, et och keng Riichter sinn, mä et sinn Arbiteren, wéi beim Fussball, Privatspezialisten am Handelsrecht, deenen hir Décisiounen och nach bei enger anerer Instanz net ufechtbar sinn, aneschters wéi beim Fussball, esou wéi dat an engem Rechtsstat misst sinn. A si hunn d'Befugnis, immens héich Strofen auszeschwätzen, an ënnergruewen domadder d'demokratesch Souveränitéit vu Staten.

Den Här Ausseminister huet an der Debatt iwwer ähnlech Verträg mat Georgien gesot: „Rechtsstaatlechkeet an Demokratie, dat si Valeuren, déi mer wëlle wierklech mat deene Länner deelen."

Dat ass richteg, Här President. Et baut een awer keng Rechtsstaatlechkeet an och keng Demokratie op, andeems een deene Länner Schiidsgeriichter imposéiert, déi géint all Prinzip vu Rechtsstaatlechkeet an Demokratie verstoussen.

An dann, zum Schluss, nach dat heiten: Am Artikel 99 vun dësem Accord steet da souguer, datt den Irak weider Efforten a sengem Privatisatiounsprogramm ze maachen hätt. Wat hätte mer nach gären? Wat solle se nach weider privatiséieren? Dat ass och nach d'Fro, déi sech stellt.

Här President, mat dësem Accord maache mer weder onsen Europäer nach de Mënschen am Irak e Gefalen. Mir kopéieren déiselwecht desastréis Praktike vun den Amerikaner an deene leschten zéng Joer, déi dat Land ausbludde gelooss hunn. Fanatismus, Fundamentalismus a Millioune vu Flüchtlinge sinn d'Resultat vun där doter Politik. No der amerikanescher Schockstrategie ass deen heiten Accord säin europäesche klenge Brudder.

Den Irak bräicht awer am Géigendeel e grouss ugeluechten Investitiounsplang, fir datt seng eegen Ekonomie erëm kéint op d'Bee kommen, esou wéi mir dat an Europa nom Zweete Weltkrich haten, wat een och nach zum Deel kéint kritiséieren, well dat war och net alles onineressériert, mä ëmmerhin huet de Marshallplang explizitt verhënnert, datt auslännesch Firme sech beräicheren, an Europa konnt sech erëm opbauen.

Dat heiten ass also, an eisen Aen, genau de Géigendeel dovunner, wat ee misst maachen. Hei solle souguer multinational Firmen nach weider Benefisser aus dem Misär vun dësem Land zéien, e bësse wéi Geieren, déi ronderëm e Kadaver fléien.

Esou eppes kënne mir net ënnerstëtzen. Mir wäerten natierlech dergéint stëmmen, well mir soen, e Vote ass ganz schnell gemaach, mä hei muss ee wierklech oppassen. Dofir: véiermol Neen!

Ech soen Iech Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Graas huet sech d'Wuert gefrot.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach just e kuerze prozeduralen Oubli nohuelen. Et war och vläicht falsch interpretéiert ginn. Ech hat just den Accord virdru ginn zu dem APC mat dem Irak, wollt awer selbstverständlech am Numm vun der DP och den Accord zu deenen dräi aneren Accorden hei bréngen. Net datt den Doute géif opkommen, mir géife vläicht op eemol hei sympathiséiere mat eisem Virriedner. Loin de là!

An dowéinst wollt ech dat awer hei kloerstellen an och gläichzäiteg dem Här Angel nach eng Kéier Merci soe fir seng exzellent Aarbecht, déi en an deenen dräi Rapporten do geleescht huet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir déi Prezisioun. Den Här Angel huet d'Wuert och nach gefrot.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo. Ech wollt just op d'Interventioun vum Här Kartheiser agoen, dee gefrot huet, wéi esou Accorden, a mir hate jo schonn ähnlech Accorden, wéi hei d'Chambre de Commerce oder wéi mir déi hei ëmsetzen.

Ech wëll drun erënneren, dass bei all dësen Accorden och en Avis, e positiven Avis vun der Chambre de Commerce do ass, an dass zum Beispill muer an der Chambre de Commerce e Séminaire ass iwwert den Accord commercial - dat hei si jo keng Accords commerciaux -, iwwert den Accord commercial, dee mer d'lescht Joer gestëmmt hunn hei tëschent der EU a Peru. Do ass muer zum Beispill ee mat de Lëtzebuerger Wirtschaftsakteuren, wéi mer dat kënnen ëmsetzen. Also et gëtt ëmmer e Suivi gemaach zu deene Projeten.

Ech wëll och nach soen, dass mer där heiten Accorde jo nach eng Rei wäerten an d'Kommissioun kréien, an dass mer dann - nach eng Kéier, wann dat de Wonsch ass, an ech mengen, dat ass jo de Wonsch hei - nach méi eng verdéiften Diskussioun mam Minister a mat senge Beamte wäerte kréien.

An dat kënnt jo elo, wa fir verschidde Länner e Fräihandelsofkommes kënnt, do musse mer effektiv ganz gutt oppassen. Mä déi Négociatioune sinn eréischt 2012 ugaangen, déi si ganz haart. An natierlech duerch den TTIP, wou ville Leit d'Aen opgemaach gi sinn, wäerten déi Négociatioune vill méi schwéier ginn. An do wäerte mer dann och vigilent matdiskutéieren als national Parlamenter.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Gesondheetsministesch fir den Ausseminister, deen, wéi säin Numm et seet, dobaussen ass, am Ausland.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances (en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Ausseminister huet mech gebieden, e puer Wierder a sengem Numm ze soen. Fir d'Éischt natierlech Merci ze soe fir déi gutt Viraarbecht, déi geleescht ginn ass an deene leschte Wochen, fir dass déi véier Gesetzestexter kënnen haut presentéiert ginn. An dann awer och ausdrécklech deenen zwee Rapporteuren, dem Marc Angel an dem Gusty Graas Merci ze soe fir hir Viraarbecht an och fir hire gudde Rapport hei.

Et ass scho vun de Rapporteure gesot ginn, mir hunn hei véier verschidde Kaderaccorden haut ze stëmmen. Bei dräi vun hinne gëtt et schonn e Kaderaccord, deen am Virfeld, an der Vergaangenheet ofgeschloss gi war: 1980 fir de Vietnam a fir d'Philippinen, an d'Mongolei 1993. Do geet et also drëm, fir elo op där doter Grondlag weider Verbesserungen ze erzilen, virun allem um wirtschaftleche Plang. Dat si méi generell Accorden, wou eng ganz Rei vun Elementer afléissen.

Beim Irak, an dat ass e puermol hei ervirgestrach ginn, komme verstäerkt och politesch Considératiounen derbäi. Et geet effektiv ëm eng Villzuel vu Beräicher, vu politesche Froen, wéi de Kampf géint den Terrorismus an d'Förderung vun de Mënscherechter bis hin zum Handel an den Investitiounen, an och Schlësselberäicher wéi Energie a Servicer.

Fir eis ass den neien Accord e Symbol am Fong vun der Europäescher Unioun, fir dem Irak a grad dëse schwéiere politeschen Zäiten zur Säit ze stoen an hinnen och, wéi och ëmmer et méiglech ass, ze hëllefe bei hire Beméiungen, fir d'Demokratie an hirem Land weider ze stäerken.

Ech wollt generell betounen, dass et bei kengem vun deenen Accorden ausschliisslech ëm Wirtschafts- an Handelsbezéiunge geet, mä dass Lëtzebuerg bei alle Kaderaccorden a bei alle Kooperatiounsaccorden och ëmmer e ganz grousse Wäert op de Respekt vun de Mënscherechter a vun der Rechtsstaatlechkeet geluecht huet. Dat heescht, mir hunn eis och ëmmer agesat fir eng nohalteg Entwécklung an deene Länner, mat deene mer Accorde maachen an och fir méi sozial Gerechtegkeet, soudass et wierklech schued wier, déi Diskussioun op wirtschaftspolitesch Considératiounen ze limitéieren.

Dat ass besonnesch wichteg bei deem Kaderaccord mam Irak. Leider ass et jo do esou, dass mer weider all Dag schlecht Nouvellë kréien. An eisen Aen ass et wichteg, dass mer hei eng laangfristeg Partnerschaft kënnen agoen, fir wierklech dem Land Ënnerstëtzung ze ginn an och Perspektiven ze ginn, déi et brauch, fir aus der Kris erauszekommen.

Bon, do si mer effektiv nach net esou wäit komm, wéi mer gehofft hunn, well den Iwwergang vum Irak, vun engem krisegerëselte Land zu enger stabiller Demokratie, wäert nach ganz laang daueren. Et ass net ëmmer einfach, fir en demokratesche Prozess ze begleeden. Mä, eiser Meenung no, kënne mir och, genee wéi aner Länner aus der Europäescher Unioun, dozou bäidroen, fir am Dialog hinnen ze hëllefen a fir och d'Stäerkung vun der Zivillgesellschaft virunzedreiwen.

Et geet dann och drëm, fir sécherzestellen, dass den Irak ka staark gemaach ginn, fir och besser sech kënne vum Fléau vum État islamique fräizemaachen, an och de politesche Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech um Opbau vum Land ze bedeelegen. An dass dobäi gehéiert, fir déi wirtschaftlech Infrastrukture vum Land ze stäerken, an och dozou bäizedroen, de Fridden ze assuréieren, ass an eisen Aen, zesumme mat der Uechtung vun de Mënscherechter, e ganz grousst Element.

Ech géif dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Iech bieden, fir Áren Aval ze ginn dëse véier Kaderaccorden.

Et sinn hei eng Rei vu Froe gestallt ginn, déi ech mer all opgeschriwwen hunn, virun allem d'Fro vum honorabelen Här Mosar, wat de Stand vun de Verhandlunge mat den ASEAN-Länner ubelaangt. Ech ginn dovunner aus, dass den Här Ausseminister do an deenen nächste Kommissioune wäert drop äntwerten.

An ech géif, fir mäin Deel, Merci soen, dass Der mir erlaabt hutt, am Numm vum Ausseminister hei e puer Wierder zu deenen Accorden ze soen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen da successiv zu der Ofstëmmung iwwert déi verschidde Projeten iwwergoen.

Fir d'Éischt de Projet de loi 6726.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6726 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Deputéierten hu sech direkt oder indirekt bedeelegt: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Marc Angel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Deen nächste Projet 6728.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6728 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass och dee Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Guy Arendt);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

An dee leschte Projet, de 6729.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6729 et dispense du second vote constitutionnel

Och do fänkt d'Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 58-mol Jo an 2-mol Neen, domat ass och deen dote Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Lau-

rent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Guy Arendt);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech wollt Iech zum Schluss nach froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6752, en EU-Reglement iwwert d'Ierfschaften an iwwert d'Schafe vun engem europäeschen Ierfschaftszertifikat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An den Här Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt, ass schonn op der Riednertribün. Dir hutt d'Wuert.

6. 6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civil

Rapport de la Commission juridique

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass Enn leschtes Joers déposéiert ginn, duerch déi verschidden Etappe gaangen, an den 13. Mee ass de schréftleche Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn.

Dëse Projet de loi setzt d'europäescht Reglement 650/2012 an Applikatioun. Dëst Reglement ass de 4. Juli 2012 vum Europäesche Parlament a vum Conseil votéiert ginn a regelt d'Unerkenne vun Décisiounen an Akten am Kader vu Successiounen an de Memberstate vun der Europäescher Unioun. Groussbritannien, Irland an Dänemark si par contre net un dëst Reglement gebonnen.

Domat schreiwen dës Dispositioune sech an de Kader vun der Coopération judiciaire an der EU an. D'Zil vun der Schafung vun engem Espace de liberté, de sécurité et de justice an d'Vervollstännegung vum Prinzip vun der Reconnaissance mutuelle ginn also elo och op d'Ierfschaften ausgeweit. An dat ass och gutt esou!

An de leschte Joren a Jorzéngten haten nämlech ëmmer méi Leit Problemer, hir Rechter am Kader vun enger Ierfschaft geltend ze maachen, soubal d'Familljeverhältnisser iwwert déi national Grenzen erausgaange sinn. Et brauch een do nëmmen ze zitéieren déi Lëtzebuerger a Lëtzebuergerinnen, déi eriwwer an d'Belsch oder an d'Altersheim an d'Belsch gaange sinn oder soss anzwousch, oder elo déi aktuell Lëtzebuerger, déi eben an Däitschland eriwwerplënneren, déi sinn alleguerte vun deem heite Reglement definitiv betraff.

D'Reglement proposéiert dofir eng ganz Rei Mesuren, déi et dem legalen Ierwe vereinfachen, seng Qualitéit als dësen ze beweisen a vu senge Rechter Gebrauch ze maachen. E wichtege Schratt ass dobäi och d'Aféiere vun engem Certificat successoral européen. Wann dëse Certificat un eng Persoun ausgestallt ginn ass, da gëllt dëst Dokument an all Memberstat vun der Europäescher Unioun, ausser wéi gesot déi dräi, déi elo net hei mat vun dësem Reglement befaasst sinn.

Allgemeng gëtt et fir den europäesche Bierger an Zukunft méi einfach an onkomplizéiert am Fall vu grenziwwerschreidenden Ierfschaftsfäll. D'Reglement huet Regelen opgestallt, wat fir e Gesetz fir eng ganz Ierfschaft gëllt, onofhängeg dovun, a wat fir engem EU-Land sech déi concernéiert Biens meubles a Biens immeubles befannen.

Et ass also an Zukunft just nach een nationaalt Gesetz applikabel fir eng Ierfschaft. Et handelt sech am Regelfall ëm d'Gesetz aus deem Land, wou dee Verstuerwene seng Résidence habituelle hat. Do ass zum Beispill eng grouss Änneruing am Verglach zu der bestehender Situatioun, wou op d'Immobilien d'Gesetz vun der Lag vun deenen uwendbar wor. Mä opgrond vum Artikel 22 vum Reglement kann een och zu Liefzäiten d'Gesetz ausdrécklech festhalen, wat ee fir d'Successioun auswielt.

Dës Regelen applizéiere sech op all zivill Aspekter vun enger Ierfschaft opgrond vum Doud. Steierrechtlech Froe sinn explizitt net vun dësem Reglement betraff.

Dat betreffend europäescht Reglement ass eigentlech d'application directe fir all Successiounen ab dem 17. August 2015. Mir mussen trotzdeem dëse Projet de loi haut stëmmen, well den Artikel 31 vum Reglement eng Mesure de transposition nationale virgesäit. Et geet hei drëms, eng national Autoritéit ze bestëmmen an de Kader ze fixéieren, an deem sech déi Autoritéit bewege soll.

De Projet de loi, iwwert dee mir haut ofstëmmen, proposéiert, d'Notairen als dës Autoritéit zu Lëtzebuerg festzehalen. Trotz e puer klenger Bedenke vum Statsrot zu dësem Choix, deen eigentlech d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines amplaz proposéiert huet, huet d'Commission juridique sech décidéiert, d'Notairen als zoustänneg Autoritéit bäizebehalen, dëst aus zwou Ursaachen: Eischtens, d'Kommissioun ass der Meenung, dass ee weiderhin eng strikt Trennung tëschent Fonctions juridictionnelles a Fonctions régaliennes bäibehale soll. An zweetens, d'Chambre des Notaires huet sech deenen neien Aufgaben net opposéiert.

Mat dësem Projet de loi setze mir also déi néideg Dispositiounen an nationaalt Gesetz ëm a passen d'Gesetz vum 25. September 1905 iwwert d'Transkriptioun vun den Droits réels immobiliers an den Nouveau Code de procédure civile deementspriechend un.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir bleift soss näischt méi iwwreg, wéi Iech ze bieden, dëse Projet ze stëmmen, zu deem d'DP hiren Accord gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Eischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (*CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Eischt dem Rapporteur Merci fir säi gudde schréftlech a mëndleche Rapport. Den Här Rapporteur ass schonn op d'Changementer agaangen. Ech wéilt och just eng Kéier ervirsträichen, datt mer duerch déi Kreatioun vun deem Certificat successoral européen am Fong e Passeport européen schafen, wéi mer deen och an aneren Domäner vum europäesche Recht kennen, wat och am Esprit vun Europa ass.

E gréissere Changement kënnt, an ech géif souguer soen, datt dat e Paradigmewiessel ass: Bis haut war ëmmer d'Gesetz applikabel am Kader vun enger Successioun d'Gesetz vun der leschter Residenz vum De cujus. Haut elo mat dësem Reglement kann een d'Gesetz wielen. Et ass d'Gesetz vun deem Stat, wou een d'Nationalitéit huet. Et ka jo emol virkommen, datt ech en cours de route vu mengem Liewen d'Nationalitéit changéieren. Oder wann ech d'duebel Nationalitéit hunn, hunn ech eben de Choix, eent vun deenen zwee Gesetzer ze wielen.

Wéi de Rapporteur gesot huet, musse mer hei eng Mesure d'exécution huelen, déi am Artikel 31 vum Reglement virgesinn ass, well do ass virgesinn, datt eng Institutioun oder eng Autoritéit muss en Acte d'adaptation en matière des droits réels huelen. Wat heescht dat konkret? Ma ech wëll dat mat engem Beispill illustréieren.

Wann zum Beispill an England eng Successioun opgeet an an där Successioun ginn et Immeublen, zum Beispill zu Lëtzebuerg, an den De cujus huet sengem Successeur oder sengem Légataire en Droit réel op dat Immeubel hei zu Lëtzebuerg ginn ënner engleschem Recht, wat mir hei zu Lëtzebuerg net an där Form kennen, da muss dann hei den Notaire, de lëtzebuergeschen Notaire saiséiert ginn, fir e sougenannten Acte d'adaptation ze redigéieren, an deem en analyséiert, wéi en Droit réel ënnert dem lëtzebuergesche Recht esou no wéi méiglech dem Droit réel ënnert dem englesche Recht kënnt. E muss do och dann den Esprit vum Gesetz vun deem Land respektéieren, an deem d'Successioun opgeet.

A wéi den Här Rapporteur gesot huet, designéiere mir haut duerch dat Gesetz, wat mer hei elo wäerte stëmmen, eben den Notaire, deen derfir zoustänneg ass.

Domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gloden. Nächste Riedner ass den Här Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech mengen, déi juristesch Explikatiounen, déi si ginn. Ech géif dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a géif den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir maache genau datselwecht. Mir soen dem Här Arendt Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir seng ganz, ganz flott Explikatiounen an dem Kolleeg Gloden fir säi gudden Exempel. Ech mengen, och d'Leit, déi manner am Droit dra sinn, hunn elo verstanen, wourëm et geet.

Wichteg zréckzebehalen ass: Dat heiten ass en EU-Reglement, wat d'application directe ass. Dat heescht, egal ob mer et elo gutt fannen oder schlecht fannen, mir kënne strictement näischt méi drun änneren! An als ADR musse mer ganz kloer prinzipiell kritiséieren, datt iwwer zivillrechtlech Froe vun deem doten Ausmooss ka légiféréiert ginn, ouni datt eis Chamber do agebonnen ass.

Dat Reglement huet ganz positiv Punkten, wéi zum Beispill de Certificat successoral européen, dee verhënnert, datt een elo muss a ville verschiddene Länner e Certificat siche goen. A ganz vill Lëtzebuerger waren do scho geplot, well se vun engem geierft hunn, deen a Spuenien zum Beispill en Immeubel hat, an a Spuenien, dat muss ee leider Gottes soen, sinn d'Administratiounen duerch d'Bank esou korrupt, datt ganz vill Geld muss bezuelt ginn, fir esou e Certificat ze kréien!

Et huet awer och negativ Punkten, wéi zum Beispill d'Notioun...

(Interruption)

Dach, dat ass esou, ech kann Iech ganz... Bei „private message" kann ech Iech ganz konkret Beispiller ginn.

(Brouhaha)

An dësem Reglement huele mer déi Notioun vun „résidence habituelle" op. Dat ass eng Notioun aus dem Droit anglo-saxon, déi mir net kennen. An do bemängele mer, datt et ëmmer erëm zu enger Vermëschung vun zwee Rechtssystemer kënnt duerch déi Manie, alles wëllen ze uniformiséieren, wat awer net uniformiséierbar ass, well eben déi Rechtssystemer komplett verschidden Notioune kennen.

Effektiv ass ee vun deene wichtegste Punkten, datt ech elo ka wielen, wat fir e Gesetz sech op meng Successioun applizéiert, soulaang wéi dat e Gesetz ass vun enger vun deenen Nationalitéiten, déi ech hunn.

Ee Problem, deen een domadder kéint hunn, wou de Reglement awer och drop reagéiert huet, ass deen, datt mir zum Beispill zu Lëtzebuerg eng Réserve héréditaire fir d'Kanner kennen, déi awer ganz vill aner Länner net kennen. An et hätt ee sech kënne virstellen: Wat geschitt, wann e Lëtzebuerger, deen och Englänner ass, zum Beispill seet: „Ma dann huelen ech elo dat englescht Recht", wat keng Réserve héréditaire kennt? An do gëtt et awer den Artikel 35 vum Reglement, dee seet, datt den Ordre public gëllt an deem Land, wou e Geriicht dermat befaasst ass. Dat heescht, e Lëtzebuerger Riichter géif soen: „Ma eisen Ordre public verbitt d'Entierwung vum Kand."

Wien ass de For? Dat ass dat Geriicht, wat befaasst ass, wat jo nees eppes aneschters ass wéi dat Gesetz, wat applikabel ass op d'Successioun. An do mussen d'Leit gutt oppassen, well de For, dat ass dee vun der Loi choisie. Dat heescht, a mengem Beispill wier dat en englescht Geriicht, wann d'Parteien, spréch d'lerwen, d'accord sinn. Wann een also an esou enger Situatioun ass, muss ee ganz gutt oppassen, wat fir en Accord datt een do eventuell gëtt, well virun engem englesche Riichter kéint ech jo deen Ordre public luxembourgeois zum Beispill net invoquéieren.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo d'Regierung - ech hu keng aner Wuertmeldung -, den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci fir d'Eischt der Commission juridique an un der Spëtzt dem Rapporteur fir säi mëndlechen an och schréftleche Rapport. Ech mengen, souwuel vum Här Arendt wéi vum Här Gloden sinn all d'Explikatioune gi ginn zu engem Text, vun deem ech mengen, dass et déi lescht Amtshandlung war vun der Madame Modert, den 3. Dezember 2013.

Et ass och e ganz gudden Text, deen och noutwendeg ass, och wann en als Reglement ab dem 17. August 2015 souwisou directement applikabel wier. Ech deelen och do net, wat den Här Reding gesot huet, seng Kritik um Reglement. E Reglement ass demokratesch legitiméiert duerch eis europäesch Institutiounen, vun deene Lëtzebuerg och en Deel ass. D'Reglementer sinn nieft den Direktiven absolutt noutwendeg Rechtsinstrumenter, déi et erlaben, d'Europäesch Unioun ze verdéiwen an d'Länner an der Unioun méi no beieneenzebréngen. Déi a Fro ze stellen, géif méi wéi e Schoss an de Knéi fir d'Europäesch Unioun bedeiten. Dofir mengen ech, da solle mer eis un deem Instrument do net stéieren.

Wann ech scho beim Här Reding sinn: Ech wëll lech och kuerz drop hiweisen, Här Reding, dass déi Notioun vun der „dernière résidence habituelle" net nëmmen eng ass aus dem angelsächsesche Raum. Et ass eng Notion européenne a si ënnerläit och dofir der Interpretatioun vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg. Do hu mer also, mengen ech, net déi Distanz zu där Notioun, wéi Dir se elo hei virdru beschriwwen hutt.

Zum Choix vun der Kommissioun, bei den Notairen ze bleiwen: Dat ass natierlech e Choix, deen d'Regierung ausdrécklech ënnerstëtzt. Ech mengen, d'Notairen hunn tatsächlech duerch dat, wat se maachen, déi meescht Kenntnis an dëser Matière. D'Argumenter vum Statsrot sinn net all falsch, dat ass richteg. Mä ech mengen awer, dass ënnert dem Strëch d'Argumenter fir d'Notairen awer däitlech iwwerweien. Dofir sinn ech frou, dass d'Kommissioun bei deem dote Choix bliwwen ass.

Ech wëll just nach ee Wuert soen, Här President, iwwert de méi allgemenge Kontext vum Familljerecht an der Europäescher Unioun. Den Här Rapporteur hat recht, drop hinzeweisen, dass mer hei eis bewegen am gemeinsamen europäesche Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Justiz. D'Ierfschaftsrecht ass zu Recht en Deel, deen elo domadder do erageholl gëtt. A mir wäerten och ënner Lëtzebuerger Présidence probéieren, am Familljerecht Fortschrëtter ze erreechen. Och do gëtt et zwee Reglementer, déi scho méi laang an der Diskussioun sinn, wou d'Diskussioune schwiereg sinn, wou ech awer net ouni Optimismus sinn, dass mer eventuell ënner Lëtzebuerger Présidence kéinten en Ofschloss op deene kréien.

Dat ass engersäits bei de Régimes matrimoniaux an anerersäits bei den Effets patrimoniaux vun de Partenariats enregistrés. Dat si mat verschiddene Länner méi schwiereg Diskussiounen. Mä an der Zäit, wou Europa zesummewiisst, wou d'Leit hiert Recht op Mobilitéit ëmmer méi notzen, wou och ëmmer méi Familljen an Europa entstinn, déi aus verschiddene Länner kommen - Lëtzebuerg kennt dat ganz vill, aner Länner manner, awer Tendenz steigend, och gläichgeschlechtlech Koppelen -, halen ech et fir absolutt noutwendeg, dass mer am Beräich vum Familljerecht wierklech Fortschrëtter erzilen.

Et ass och dee Beräich, deen de Leit ganz no ass, wou ee wierklech a sengem perséinlechen Alldag ka gesinn, wat d'Europäesch Unioun, d'europäesch Konstruktioun engem bréngt. Dofir, mengen ech, ass et grad wichteg am Beräich vun der Justiz, dass mer am Familljerecht weider verdéiwen, weider méi no kommen, och an der géigesäiteger Unerkennung, awer och am Schafe vu gemeinsamen europäesche Rechter mam Instrument vum Reglement, wat ech an dëser Matière ausdrécklech fir hëllefräich halen.

An op dee Wee wëlle mer eis och an der Lëtzebuerger Présidence, op dee Wee wëlle mer eis weider beginn. Et ass e wichtege Wee fir d'Leit, fir d'Mënschen an der Europäescher Unioun, an all hire Länner, och hei zu Lëtzebuerg ganz

oft iwwregens, souguer méi zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner.

Dofir Merci fir Är Zoustëmmung zu dësem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6752 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6752 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

An d'Ofstëmmung ass eriwwer. Mir maachen déi Korrektiounen, déi noutwendeg sinn.

De Projet ass bei 54 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl. Mir komplettéieren dat.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6752 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Claude Haagen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Guy Arendt);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci.

Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. Merci.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)

SÉANCE 36 JEUDI, 21 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6709 - Projet de loi modifiant
- la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant

1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Frank Arndt (dépôt d'une motion), M. Max Hahn (M. Roy Reding pose une question), M. Gérard Anzia, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. 6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Dan Kersch, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtten. Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dat ass dann notéiert a mir géifen dann direkt zu eisem normalen Ordre du jour iwwergoe mat de Projete 6709 a 6710, Projeten, déi den Elektrescha Gasmaart concernéieren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, zesumme fir déi zwee Projeten. An d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den honorabelen Här Frank Arndt. Den Här Arndt ass schonn do.

2. 6709 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant

1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi an der Conférence des Présidents festgehalen, wäert ech elo a mengem mëndleche Rapport déi zwee Projet-de-loien zesumme presentéieren.

Déi zwee Gesetzer betreffen eisen Energiesecteur. Deen éischte Projet de loi mat der Nummer 6709 betrëfft d'Organisatioun vun eisem Elektrizitéitsmarché an deen zweete mat der Nummer 6710 betrëfft eise Marché vum natierleche Gas. Déi zwee Gesetzesprojete goufe vum Ekonomieministère den 30. Juli 2014 an der Chamber déposéiert. De Projet de loi betreffend d'Organisatioun vun eisem Elektrizitéitsmarché ännert och d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Organisatioun vum Institut luxembourgeois de régulation.

Ze bemierken ass, datt déi zwee Gesetzer keng finanziell Auswierkung op de Statsbudget hunn. D'Ekonomieskommissioun huet déi zwee Gesetzesprojeten an de jeeweilege Versammlungen zesumme verschafft. Déi éischt Sëtzung war de 4. Dezember 2014, wou mäi Parteikolleeg Claude Haagen als Rapporteur genannt gi war, eng Woch drop hunn ech déi Missioun iwwerholl.

Une voix.- Esou schnell geet et!

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Vun deenen eenzelne Beruffschambere si ganz vill Iddie virgeschloe ginn, déi deelweis net all op därselwechter Welleléngt louchen. An eise Sëtzunge goufen d'Meenungen an d'Iddie vun de jeeweilege Beruffschamberen analyséiert a verschafft.

De Statsrot huet de Gesetzesprojet den 11. November 2014 fir d'Éischt aviséiert. Zweemol goufen Amendementer gemaach, soudatt déi lescht Oppositions formelles mam Avis vum 3. Abrëll konnten erausgeholl ginn.

Mëttlerweil ass et wierklech dréngend ginn, datt mir dëse Projet vum Gesetz hei an der Chamber stëmmen, well mer schonn den Délai de transposition iwwerschratt hunn an eng Procédure de mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun ageleet kritt hunn.

Dës Texter komplettéieren déi europäesch reglementaresch Rahmebedéngunge betreffend déi gemeinsam Klima- an Energiepolitik. Et soll och op europäescher Ebene e gemeinsame reglementaresche Kader entstoen, dee sech fir d'Promotioun vun der Energieeffikassitéit asetzt an dat gemeinsam agesatent Zil duerchsetzt, bis 2020 d'energetesch Effikassitéit ëm 20% eropzesetzen.

An anere Wierder solle mat dëse Gesetzesprojeten déi aktuell bestoend Hürden opgehuewe ginn, soudatt ee gemeinsam op europäeschem Niveau d'Zilsetzung vun enger besserer Versuergung an Energieeffikassitéit duerchsetze kann. Dat heescht jo dann och, datt mir wëllen eng gemeinsam europäesch Energiepolitik gestalten. D'gesamt Energieaspuernis, dat vum Verdeeler bis zum Endverbraucher geet, soll 1,5% vum jährlechen Energievolumen ausmaachen. An dat elo emol bis 2020. Sou gesäit et d'EU-Direktiv vir.

D'betreffend Betriber kënnen dës Aspuernisser bei sech maachen oder bei den Zwëschenhändler maachen, also bei hiren Zouliwwerer. Wéi vill een aspuere muss, hänkt dovun of, wéi grouss de jeeweilegen Undeel um Maart ass. D'Aspuernis muss gemaach ginn, soss si Strofe fälleg, mä fir et méi flexibel ze gestalten, kann dee Betreffenden Defiziter oder Iwwerschëss vun engem Joer an dat anert mat eriwwerhuelen. Den Defizit muss dann awer an den nächste véier Joer kompenséiert ginn.

D'Direktiv léisst och Spillraum bei der Ëmsetzung, zum Beispill bei der Kooperatioun zwëschen nationalen Autoritéiten, wéi déi vun dem ILR an dem Justizberäich.

D'Mandatsdauer vun de Conseilsmemberen aus dem ILR gëtt op zwee Mandater limitéiert an och hir Onofhängegkeet soll verstäerkt ginn an d'Prozedur vum Iwwerdenke vun enger Entscheedung vereinfacht ginn.

Ee vun den Haaptpunkte vun der europäescher Direktiv ass et, de Konsument oder den Endverbraucher matanzebannen an d'Ëmsetzung vun der Energieeffikassitéit. Sou solle sougenannt „compteurs intelligents" oder „intelligent Zähleren" am Neibau oder a bestoende Gebaier agebaut ginn. Sou gesäit de Konsument genau, wéini a wou een d'Energie benotzt huet. Dëst kann him hëllefen, säi Verbraucherverhalen esou ze änneren, datt hien um Enn Energie spuere kann.

Natierlech muss een an dësem Beräich oppassen, datt d'Date vum Konsument net vun deem, dee se ofliest, mëssbraucht ginn a géint deejéinege benotzt kënne ginn. An deem Kontext soll gesot sinn, datt een d'Bedenken iwwer esou intelligent Zählere verstoe kann, mä am Generelle sinn esou Compteuren eng gutt Saach, well déi vill positiv Elementer déi negativ iwwerweien.

Et war ee sech och eens an der Ekonomieskommissioun, datt bei finanziell schwaache Stéit, sougenannten „clients vulnérables", opgepasst muss ginn, datt dës Mesurë si net belaaschten.

Och war sech d'Kommissioun eens, datt d'Energielandschaft hei zu Lëtzebuerg sech an engem Wandel befënnt, an dat ass jo awer och näischt Neies, an datt Energieeffizienz näischt aneres bedeit, wéi datt mat wéineg Energieopwand e groussen Notzen ze erreechen ass. Geet de Bedarf u Stroum a Wäermt nämlech erof, hëlt domadder och déi néideg Energieproduktioun of an dat féiert automatesch derzou, datt den Ausstouss vun CO_2-Emissioune verréngert gëtt an de Verbraucher dofir manner héich Energierechnungen ze bezuelen huet.

Och si mir an der Kommissioun iwwerzeegt, datt dëst awer nëmme ka geléngen, wa jiddweree säi Bäitrag leescht, dat heescht doheem a sengem Haus, mä och allgemeng, bis hin zu de Ministèren, well soss sinn all dës Klimaziler net ze erreechen. Genausou kloer ass et awer och: Ouni Effizienz an Energiespuerprojete bleift dee wirtschaftleche Wuesstumspotenzial fir eis Wirtschaft op der Streck.

All weider Detailer zu dëse Projet-de-loie kënnt Der an deenen zwee schréftleche Rapporten erëmfannen, erëmliesen. Ech wëll vun dëser Säit virun allem der Kommissioun Merci soen, de Beamten aus dem Wirtschaftsministère, dem Sekretariat vun der Kommissioun fir déi exzellent Zesummenaarbecht. An deem Sënn Merci nach eng Kéier!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, well et sech passt a well et och gutt war, e grousse Merci un de Rapporteur fir säi Rapport.

An dësen zwee Gesetzesprojete geet et ëm déi national an europäesch Klima- an Energiepoli-

tik, d'Energieeffikassitéit an dorëms, wéi eng Ziler bis 2020 ze erreeche sinn. Dës zwee Gesetzesprojete setzen d'Direktiv 2012/27 an nationaalt Recht ëm a féieren e puer Neierunge fir d'Marchéë vum Gas a vun der Elektrizitéit an.

Den Haaptvolet ass d'Obligatioun vun der Energieeffikassitéit, déi bis 2020 europawäit ëm 20% soll erhéicht ginn. Fir dat ze erreechen, soll also den Endconsommateur méi staark agebonne ginn. Dat geschitt, andeems hien an Zukunft detailléiert iwwer seng Consommatioun an iwwer seng Käschten informéiert gëtt. Bei deem Punkt kommen also déi sougenannt „intelligent Miesser", déi „smart meters" an d'Spill. Si erlaben et dem Endverbraucher, genee ze verfollegen, zu wéi engem Zäitpunkt a fir wat fir eng Zwecker hie wéi vill Stroum oder Gas benotzt huet a wat et en dann och kascht.

D'Zil ass, dass d'Endverbraucher - dat si souwuel d'Privatstéit, dass mer eis richteg verstinn, also déi résidentiel, wéi och déi fonctionnel, also och d'Entreprisen - realiséieren, wat wat kascht, sech doduerch am Idealfall also méi intensiv mat der Consommatioun beschäftegen an dann och e Bewosstsäin fir den Energieverbrauch esou kréien. D'Consommatioun soll also méi sensibel gemaach ginn, si soll, fir et emol esou ze soen, analytesch an d'Käpp erakommen, et soll konkret ginn. D'Leit solle sech bewosst sinn, wéi vill et zum Beispill doheem kascht, wann een dann de Stand-by un der Tëlee uléisst 24 op 24 Stonnen oder ze vill waarmt Waasser beim Spulle benotzt gëtt, an esou weider, an esou weider.

Eng vun den Haaptmesurë vun dësen zwee Gesetzesprojeten, fir d'Zil vun enger méi héijer Energieeffikassitéit ze erreechen, sinn also déi Miesser do. An zu deenen „smart meters" gëtt et eng Rei vu Prezisiounen. De Virriedner ass drop agaangen, den Här Arndt, si däerfen also net an d'Privatsphär vun de Leit agräifen an zu Sammlunge vu Privatdate verkommen. Dat schéngt evident ze sinn.

Déi Miesser, sou intelligent wéi se och solle sinn, musse sech op déi reng technesch Donnéeë beschränken. Et däerf net sinn, dass déi Donnéeën zu aneren Zwecker wéi der renger Energieeffikassitéit gebraucht ginn. Och sollen déi technesch Informatioune gratis sinn a soumadder och all Bierger, deen en intelligente Miesser a sengem Haushalt huet, et erméiglechen, Konklusiounen aus senge Rechnungen ze zéien an eventuell Spuermesuren dann ze ergräifen.

Et ass net oninteressant ze soen, dass ab dem 1. Juli 2016 all nei installéierte Miesser en intelligente soll sinn. Bis Enn 2018 solle 95% vum elektresche Verbrauch a bis Enn 2020 90% vum Gasverbrauch intelligent gemooss ginn.

Et läit op der Hand, dass et dës Mesurë fir eng méi héich Energieeffikassitéit dann och net fir näischt gëtt. Dat huet e Käschtepunkt. A fir eis als CSV ass et wichteg ze betounen, dass d'Käschten, insbesonnesch fir den Endverbraucher, esou niddreg wéi méiglech sollen awer gehale ginn.

Dowéinst kann ee sech froen, inwiefern gestaffelt Tariffer fir d'Clienten eng Méiglechkeet kéinten duerstellen, fir engersäits de Verbrauch ze reduzéieren an anerersäits déijéineg Verbraucher ze belounen, déi zu enger méi héijer Energieeffikassitéit bäidroen.

Et soll een awer am Kontext vun der Energieaspuerung - an dat zielt net nëmmen hei an der Diskussioun ronderëm d'Smart-meteren, mä iwwerhaapt - deene méi kritesche Stëmmen, déi hei en héijen Invest zum Beispill beim Bau allgemeng bekloen, well jo och elo vun dësem Joer un AB a vun 2017 un AA muss gebaut ginn, entgéinthalen, dass et déi 20 Joer duerno de Bewunner vum Haus oder vum Appartement méi bëlleg gëtt. E kuerzfristegt Denken ass beim Sujet vun der Energieaspuerung ganz dacks e falscht Denken. Ee méi deieren Invest gëtt op laang Siicht méi bëlleg.

A rezent Studie weisen et och. Mir hunn net méi spéit wéi haut de Moien an der Kommissiounssëtzung nach doriwwer geschwat, dass et an de leschte Joren, an de leschte sechs, siwe Joren duerch d'Emdenken, duerch d'Anescht-Bauen, duerch d'Sanéieren, duerch en aneren Esprit méiglech war, wäit iwwert d'Halschent vun der Consommatioun am Résidentiel anzespueren. Dat kënnt net nëmmen eiser Emweltbilanz zegutt, mä och dem Portmonni vum Endverbraucher. De Smart meter ass also e Puzzlestéck vun deem Ganzen.

Elo kann deen Eenzelnen aspueren - mir kréien awer och ëmmer méi Eenzelner an d'Land! Och dat muss ee soen. Hei zu Lëtzebuerg si mer do atypesch. All Joer komme graff gesot 10.000 Leit bäi. Dat ass zéngdausendmol méi Konsum! A well Lëtzebuerg an deem Punkt atypesch ass, ass et en onwahrscheinlechen Challenge, déi global Consommatioun erofzesetzen. Et ass scho bal en Challenge, fir se ze halen.

Villes vun deem, wat elo scho gesot gouf a wahrscheinlech och nach wäert gesot ginn, gëllt also insbesonnesch fir d'Privatstéit. Mä bei deene ganzen Diskussiounen ëm d'Effikassitéit däerf een awer och net vergiessen, dass d'Energie e wichtege Facteur vun eiser nationaler Ekonomie ass, an dat fir alleguerten d'Akteuren dobaussen. Dobäi denke mer besonnesch natierlech un déi kleng an un déi mëttelstännesch Betriber, fir déi de Käschtepunkt vun der Energie ganz dacks en héijen Ausgabeposten ass.

Mä souguer an deene Betriber oder an deene Secteuren, wou een am éischten Ablack vläicht géif denken, dass de Käschtepunkt Energie vläicht net esou wichteg ass, schwätz d'Banken- an d'Finanzplaz, gëtt awer den Energieverbrauch en ëmmer méi wichtege Punkt. Insbesonnesch déi sophistiquéiert Infrastrukturen, zum Beispill Datenzentren an esou weider, si ganz riseg Stroumfréisser.

Aus deem Grond däerf een ni vergiessen, dass bei allen Efforten, fir den Energieverbrauch ze reduzéieren, eis Ekonomie an d'Kompetitivitéit net sollen dorënner leiden. Hand an Hand goen ass hei ganz wichteg. Also, de Stroum- an de Gasliwwerant, deen opgefuerdert gëtt ze spueren, muss kucken, wéi en dat mécht, och mat den Akteuren aus der Ekonomie, déi eben Energie brauchen. Hei ass et ganz wichteg, un enger intelligenter Win-win-Situatioun ze schaffen.

Fir dat Zil vun enger 20%eger Erhéijung vun eiser Energieeffikassitéit bis 2020 ze erreechen, soll et och an Zukunft zu energeteschen Audite kommen - dat ass ze begréissen! - wéi och zu Quote fir d'energetesch Renovatioun vu Gebaier an ëffentlecher Hand.

D'Zil vun den Energieaspuerungen ass ganz héich. Dofir sief gesot, dass net nëmmen déi direkt Aspuerunge vun den Energieversuerger do mat erafléissen, mä dass och d'Energieaspuerunge vun Drëttentreprisë mat an déi Rechnung fléissen. D'Konditioune sinn, dass ëmmer kloer kontraktuell Obligatiounen tëscht Energieversuerger an Drëttentreprisë bestinn an dass déi Obligatiounen novollzéibar an och ganz transparent sinn, dat vis-à-vis vun allen Akteuren an och vum Endverbraucher.

Am Résumé bleift Folgendes ze soen, Dir Dammen an Dir Hären, Här President: D'Direktiv 2012/27, déi d'Basis fir dës zwee Gesetzesprojeten ass, huet als grouss Neierung d'Aféierung vun Obligatiounen, wat d'Energieaspuerung betrëfft. D'Zil vun enger Aspuerung vun 20% bis 2020 ass net bindend, dat heescht, d'Europäesch Kommissioun kann e Memberstat net virun den Europäesche Geriichtshaff zitéieren am Fall, wou déi Ziler net sollten oder net kéinten agehale ginn.

An awer versteet et sech vum selwen, dass mer all eist Bescht sollte ginn, fir dës ambitiéis Ziler ze erreechen, eleng schonn, fir méi onofhängeg vum Ausland ze ginn, mä awer och fir der nächster Generatioun kënnen ze weisen, dass mir eis druginn an dass eis vill dru geleeën ass, den Energieverbrauch esou intelligent wéi méiglech ze halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Eischen. An elo hu mer erëm den Här Frank Arndt am Asaz. Dës Kéier mat enger anerer Kap?

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Jo, mat enger anerer Kap. Ech géif just gären dem Här Wiseler d'Motioun ginn, fir ze ënnerschreiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, jo, kee Problem. Et ass just e bëssen onorthodox, mä bon!

(Hilarité)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Ech sinn heiansdo méi onorthodox.

Bon, no deem klengen Exkurs, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann nach eng Kéier: D'Energielandschaft an Europa befënnt sech an engem Wandel, dat ass näischt Neies. Den Ausstig aus der Kernenergie, de weideren Ausbau vu regenerativen Energien an op laang Siicht déi geplangt Reduzéierung vu fossilen Energieträger bedeit en Emdenken an eiser Notzung vun deene begrenzte Ressourcen, déi mir hunn.

Ech mengen och, datt mir eis alleguer eens sinn, datt niewent dem Embau vun eisem Energiesystem natierlech och d'Steigerung vun der Energieeffizienz e wesentleche Bestanddeel vun engem Ëmdenken an der Energiepolitik muss sinn.

Och bezweifelt keen, datt all Energie, déi mir net verbrauchen, u sech déi sënnvollst Energieaspuernis ass. Mä all technesch Léisungen a politesch Kompromisser notzen näischt, oder ganz wéineg, wann d'Leit se dobaussen net matdroen.

Energieeffizienz ass e Motor fir de Fortschrëtt an e Motor fir d'Invester, dat wäert jo sécherlech keen ofstreiden. Onnéidegen Energieverbrauch bedeit jo nëmmen zousätzlech Käschten an domadder och en erhiefleche Wettbewerbsnodeel, well et d'Energiepräisser an d'Luucht dreift an domadder d'Versuergungssécherheet och nach a Fro stellt. All Kilowatttonn, déi net verbraucht gëtt, muss jo och net produzéiert ginn. Dofir ass de Schlëssel, fir datt mir en Ëmdenken an der Energiepolitik kënnen erreechen, dat Einfachst an dat Effikasst, nämlech Energie spueren.

Erlaabt mer, hei eng Studie ze ernimme vum Fraunhofer-Institut, déi weist, datt europawäit bis 2050 wäit iwwert d'Halschent u Primärenergie kann agespuert ginn, ouni e Komfortverloscht a Kaf ze huelen. Dës Studie seet och, datt all Produktioun vun enger Kilowattstonn Endenergie duerchschnëttlech dräimol esou deier ass wéi d'Vermeidung vun hirem Verbrauch. Mir brauche manner Importer. All Tonn Uelech, all Kubikmeter Gas, dee mir net brauchen ze importéieren, mécht eis onofhängeg am weltwäite Wettbewerb ëm dat ëmmer méi Knappgi vu fossile Brennstoffer.

Mä wou kënne mir nach Energie aspueren an domadder eis Energieeffizienz verbesseren? Ma ech denken un d'Energiespueren doheem. En nohaltegen Ëmgang mat der Energie fänkt doheem un. Ech wousst zum Beispill net, datt dat stroumintensiivst Gerät an engem Haushalt an der Moyenne d'Heizungspompel ass. Ech denken och, datt der vill heibanne sinn oder datt ech net deen Eenzege sinn, deem dat net esou als solches bekannt war. An Däitschland ass bewise ginn, datt duerch den Abau vun enger neier Heizungspompel an engem Véierpersounenhaushalt plus minus 120 Euro Stroumkäschten am Joer kënnen agespuert ginn. Ech denken, datt dat e konkret Zil kann a misst sinn, esou Pompelen an all Haushalt hei am Land ze installéieren.

Beispillsweis léisst sech och duerch eng optimal Dämmung vum Daach a vu Wänn déi Wäermt, déi do ass, beschtméiglech notzen. Gradesou wichteg si gutt isoléierend Fënsteren, am beschte mat Dräifachverglasung. Doriwwer eraus kënne mir mat modernen Heizungsanlage klimafrëndlech Energie hierstellen. Sou gëtt mat Hëllef vun effiziente Brennwäertkesselen den Energieverbrauch vun Uelech a Gas bal ganz an notzbar Wäermt ëmgewandelt. Besonnesch klimaschounend sinn Heizungen, déi mat erneierbare Brennstoffer wéi Holzpellets schaffen. Ee weidere Virdeel vun dësen nowuessende Rohstoffer: Si kënnen aus eiser Regioun kommen.

Eng grouss Energieeffizienz garantéieren och Miniblockheizkraaftwierker, déi ënner anerem mat Biodiesel, Biogas oder Holzpellets bedriwwe kënne ginn. Si maache Stroum an notzen déi Hëtzt, déi do entsteet, fir Gebaier ze hëtzen. Doduerch erreeche se e Wierkungsgrad vu bis zu iwwer 95%.

Ëmweltfrëndlech heize léisst sech awer och mat enger Wäermepompel. Dës Pompelen entzéien der Emgéigend, dem Buedem, der Loft oder dem Grondwaasser Wäermt a maache se fir eis notzbar. Och mat méi spuersamen Haushaltsgeräter wéi Frigoen, Spullmaschinnen oder Wäschmaschinne vun der Energieklass A kënnen esou bis 40% u Stroum a 60% u Waasser gespuert ginn.

Mä mindestens esou wichteg wéi déi richteg Technik ass eist perséinlecht Verhalen. Hei gëtt et einfach, awer effizient Spuerméiglechkeeten, wéi de Verzicht op onnéidege Stand-by-Betrib, dorop ze verzichten eben. An Däitschland kéint een ee bestehend Atomkraaftwierk vum Netz huelen, wann d'Leit hir Geräter net déi ganzen Zäit am Stand-by hätten.

Derniewent kënnen duerch den Asaz vun digitalen Thermostaten 30% vun den Heizkäschten agespuert ginn. Bei de Wäschmaschinnen heescht et, d'Capacitéit vun der Wäschmaschinn, oder de Spullmaschinnen, voll auszenotzen.

Wa mir vun Energiespuere schwätzen, musse mer awer och oppassen, datt déi finanzschwaach Haushalter besonnesch Ënnerstëtzung brauchen a kréie bei hiren Ustrengungen, wa si wëllen Energie spueren.

Ech maache gären en Exkurs hei, dat geet vläicht e bëssen iwwert dat eraus, wat mer wëlles haten, mä wann ee vun Energieeffizienz schwätzt bis 2020, da gehéieren hei déi verschidden Theme fir mech derzou. Ech denken, datt just si vun deene beschten Energieberodungsugebueter a vun der Aféierung vu besonnesch energieeffiziente Geräter musse profitéieren. Jo, dat heescht, mir mussen dofir e Budget virgesinn. Mä ech sinn iwwerzeegt dovunner, datt mer dat, wat mir do investéieren, mat engem ganz grousse Rendement erëmkréien!

Et kann een haut festhalen, datt mir mat deene Programmer, déi bis elo lancéiert gi sinn, wéi d'Energieberodung, vum Klimapakt bis hin zu den Energieagenturen, um gudde Wee sinn. Energiechecks fir Haushalter, do kommen d'Energieberoder an d'Haiser a ginn Tipps of zum Spuere vun Energie. Ech menge schonn, datt eng Face-to-Face-Berodung déi effikasste Method ass, fir d'Leit vun eisen Ziler ze iwwerzeegen.

Energie spueren an den Uertschaften, Regiounen oder am Land ass och en Deel dovun. Méi Energie spueren ass net nëmmen eng Saach vu jiddwerengem, mä och vun eisen Uertschaften, Gemengen oder vum Stat. Soll net bei de Sanéierungsmoossnamen an de Neibaute gepréift ginn, ob den Asaz vun erneierbaren Energien net zur Flicht muss ginn?

Oder wéi zu Esslingen, wou aus dem Drénkwaasser Stroum gewonne gëtt! Wéi fonctionnéiert dat? Ech hu mer dat emol um Internet ugekuckt. Bei Fallhéichte vun honnert Meter zwëschen dem Waasserbehälter an dem Punkt vun der Waasserverdeelung kann déi am Waasser gespäichert Energie duerch den Héichtenënnerscheed an engem Waasserkraaftwierk genotzt ginn, fir do Stroum ze maachen. D'Stadtwerke Esslingen produzéiere pro Joer 750.000 kWh Stroum a spueren esou bal 500 Tonnen Kuelendioxidemissiounen.

An de Gemengen, wou mer selwer betraff sinn, oder vill heibanne betraff sinn, sinn 30% bis 50% vum Stroumverbrauch op Stroosseluuchten zréckzeféieren. Ee Grond dofir ass, datt mer deelweis nach ganz al Stroosseluuchtesystemer a Betrib hunn. Mat modernen Natriumhéichdrockluuchten oder...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da schneit ee se of!

(Hilarité)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Dat ass zwar net den Thema dovun, Här Gibéryen, mä bon! Mat modernen Natriumhéichdrockluuchten oder Halogenluuchte sinn iwwer 50% vun der Energie ze spueren.

Wandkraaft a Sonnenenergie sinn zwar klimafrëndlech, hunn awer den Nodeel, datt se vum Wieder ofhängeg sinn. Dat ass och de Grond, datt an Zukunft op déi intelligent Netzer zréckgegraff gëtt, d'„smart grids". Hei sollen d'Problemer, wéi duerch d'Schwankung, mat Hëllef vu modernster Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie Léisunge fannen. Hei ginn all Akteuren zesumme vernetzt: déi de Stroum maachen, de Verbraucher souwéi d'Späichermedien. Ugebuet an Nofro ginn also an Echtzäit openeenofgestëmmt. Et entsteet eng virtuell Energiemaartplaz, op där jiddwereen Energie kafen, awer och verkafen an aspeise kann.

Energie spuere bei der Aarbecht oder an de Produktiounsbetriber: Industriell Produktiounsprozesser verbrauchen oft vill Energie. Ech sinn do iwwerzeegt, datt et nach vill Méiglechkeete gëtt, fir Ressourcen an Energieeffizienz bei der Aarbecht a bei der Produktioun anzespueren.

Ech mengen, datt den Top-Runner-Programm, dee mëttlerweil an iwwer 50 Länner agefouert ginn ass, e politescht Instrument kéint sinn, fir esou eng Steigerung vun der Energieeffizienz erbäizeféieren. Dëst Instrument gesäit vir, datt zu engem bestëmmte Stéchdag eng Iwwersiicht um Maart gemaach gëtt, beispillsweis hei iwwert d'Elektromotoren. Do gëtt dann deen effizientsten ënnert dësen Elektromotoren zum Standard fir dës Branche gesat.

Dëse Standard muss dann zu engem gewëssenen Zäitpunkt an der Zukunft erreecht gi sinn, zum Beispill no fënnef, siwen oder zéng Joer. Wann dann een Hiersteller vun dëse Motoren nom Oflaf vun dëser Frist dësen neien Effizienzstandard net erfëllt, sou kann dat fir hien, also den Hiersteller vun dëse Motoren, jee no nationaler Gestaltung vun de Gesetzer eng Strofzuelung a souguer e Verkafsverbuet no sech zéie fir dës Motoren, déi de Standard eben net erreecht hunn. Esou e Programm huet niewebäi nach ee Virdeel: datt et och eng Weiderentwécklung vu Motoren erméiglecht a weiderdreift.

Energie spueren ënnerwee, och do gëtt et Méiglechkeeten: Klimafrëndlech Undriffsystemer wéi Elektroautoen, Hybridbusser, Vëloe mat Elektromotor gehéieren haut hei sécherlech derzou. Um Wee an en Zäitalter vun der Elektromobilitéit sinn zwar nach e puer technesch Erausfuerderungen ze léisen. Beispillsweis mussen d'Capacitéit vun de Batterië verbessert an d'Infrastrukture fir d'Opluedstatiounen ausgebaut ginn. Mä dat heescht natierlech och,

datt mir nach méi Stroum aus erneierbaren Energië musse gewannen, wa mer dat do wëllen, datt Elektromobiller och wierklech eng klimafrëndlech Alternativ sinn.

Och d'Aféiere vu Pneue mat geréngem Rollwidderstand, wat jo dann derzou féiert, datt mat deene Pneue manner Sprit gebraucht gëtt, ass jo eng Méiglechkeet. Sou geet aus enger Studie an Europa eraus, datt duerch d'Opleeë vun esou Pneuen an der Moyenne bis 300 Euro pro Auto agespuert kënne ginn. Och seet dës Berechnung, datt duerch de Kraaftstoff, de Bensin also, deen domadder kann - oder de Mazout - agespuert ginn, bis zu 1,3 Milliounë virtuell Autoe manner op de Stroosse géife verkéieren.

Mir mussen eis och eng Méiglechkeet ginn, datt mir dat bis 2020 gesat Zil an deenen nächste Joren am A behalen, an nobesseren, wa mir riskéieren, dëst Zil net ze erreechen.

Dofir, Här President, war ech e klengen Exkurs maachen. Dat hei ass eng Motioun, déi ech wëll erareechen, déi vu sämtleche Parteie mat ënnerschriwwe ginn ass, déi ech de Regierungsvertrieder da mat op de Wee géif ginn. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'en matière d'économies d'énergie, les projets de loi n°6709 et n°6710 fixent comme objectif maximal de réduction un volume global cumulé de 6.185 GWh à réaliser par les fournisseurs d'énergie électrique et de gaz naturel dans la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2020;

- que cette mesure est prise dans le cadre de la transposition de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique qui établit un cadre commun pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif fixé par l'UE d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date;

- qu'en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 de cette directive, le volume d'économies d'énergie précité a été réduit de 25% par rapport aux exigences de base de cette directive, soit une économie d'énergie de 1,5% par an;

- que le développement rapide des technologies actuelles pourrait éventuellement permettre des économies d'énergie plus rapides, voire plus importantes que celles envisagées dans les scénarios actuels;

- que le Luxembourg possède les atouts nécessaires pour jouer un rôle modèle au niveau européen et ceci notamment en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE au second semestre 2015 et du Sommet mondial sur le climat en décembre 2015 à Paris;

- que conformément à son programme 2013-2018, le Gouvernement entend faire du Luxembourg un pionnier en ce qui concerne l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans la Grande Région; que, suivant ce même programme, le Gouvernement eut l'intention d'utiliser la transposition en droit national de la directive européenne sur l'efficacité énergétique pour créer un cadre politique, juridique et financier ambitieux afin de faire de l'économie luxembourgeoise progressivement une des économies les plus efficaces en énergie,

invite le Gouvernement

- à évaluer après trois ans les progrès réellement accomplis en matière d'efficacité énergétique et à les comparer avec la trajectoire initialement prévue;

- à augmenter, le cas échéant, notre objectif national d'économie d'énergie en ligne avec des progrès éventuellement plus rapides que prévus par les projets de loi en question.

(s.) Frank Arndt, Gérard Anzia, Gast Gibéryen, Max Hahn, David Wagner, Claude Wiseler.

Also, Energieeffizienz, och am Kontext vun Europa 2020, do gehéieren déi zwee Projeten hei fir mech kloer derzou, mä et geet méi wäit! An ech wollt dee klenge Bäitrag hei maachen.

An ech ginn natierlech och elo hei den Accord vun eiser Fraktioun fir déi Projets de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn ageschriwwen. An Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Eischt géif ech gären ufänken an dem Rapporteur, dem Frank Arndt, Merci soe souwuel fir säi schréftleche wéi och fir säi mëndlechen, komplette Rapport.

Mir schwätzen elo zënter knapp enger hallwer Stonn hei iwwer Energieeffizienz. Wat ass iwwerhaapt Energieeffizienz? Energieeffizienz besteet aus zwee Wierder: aus Energie an aus Effizienz.

Här President, Dir wësst et, ech war, ier ech Deputéierte gi sinn, Offizéier an der Stad bei de Beruffspompjeeën an do zoustänneg fir d'Formatioun vun de Stagiairen. An do hu mer dann ënner anerem an der technescher Hëllefleeschtung nieft deene praktesche Formatiounen, déi vill méi beléift ware wéi déi theoretesch, wéi Der Iech virstelle kënnt, dann och iwwer Energie geschwat. An do hunn ech hinnen da gesot, dass déi Energie eigentlech d'Fäegkeet ass vun engem Kierper, fir Aarbecht ze verriichten.

Duerch d'Verbrennung vun engem Kubikmeter Gas beispillsweis kann een thermesch Energie gewannen, fir e Raum ze hëtzen zum Beispill. Dobäi ginn CO_2-Emissioune fräigesat, wéi bei all Verbrennung. An den CO_2, an dat wësse mer heibannen alleguer, ass haaptverantwortlech fir de Klimawandel. Vun der ongesonder Ofhängegkeet vu Länner wéi beispillsweis Russland guer net ze schwätzen!

Bei der elektrescher Energie ass et ähnlech. Fir elektresch Energie, ëmgangssproochlech als Stroum bezeechent, gëtt ënner anerem Atomenergie benotzt. A mir sinn eis och heibannen alleguer eens, dass Atomkraaftwierker wéi Cattenom beispillsweis zougemaach sollte ginn. A mir wëssen och, dass d'erneierbar Energien eleng als Alternativ dozou leider net duerginn, soudass mer eigentlech net derlaanschtkommen, fir souwuel eise Gas- wéi och eisen Elektreschbedarf, dee mer hunn, drastesch ze reduzéieren. Wat net verbraucht gëtt, brauch net produzéiert ze ginn!

Dann, dat anert Wuert ass Effizienz, effizient: E Fussballspiller, beispillsweis e Stiermer, dee vun zéng Goalchancë véier Goaler schéisst, ass sécherlech méi effizient wéi ech zu Schuller an der Härenéquipe, deen da vläicht ee bis guer kee Goal vun zéng Goalchancen eraschéisst.

Une voix.- Dat ass richteg.

(Hilarité)

Une autre voix.- Also, d'Konsequenz?

M. Max Hahn *(DP).*- Energieeffizienz ass ähnlech: Bei der Energieeffizienz geet et dorëms, en Zil mat engem minimalen Energieopwand ze erreechen. Sou kann ee beispillsweis honnert Kilometer Auto fueren: Dat kann ee maache mat engem Auto, dee véier Liter op honnert Kilometer verbraucht, et kann een et awer och mat engem Auto maachen, deen zéng Liter op honnert Kilometer verbraucht. Ech brauch Iech net ze soen, dass dee mat véier Liter op honnert Kilometer méi effizient ass.

Dee Raum, an deem mer hei sëtzen, an der Plénière, do ass et ähnlech. Un deem Beispill kann een illustréieren, dass deen heite Raum beispillsweis, wann deen elo nach besser isoléiert géif ginn, da bräicht ee manner Gas, fir en ze hëtzen, a wa mer nach méi energetesch Beliichtung hei hätten, zum Beispill LED-Luuchten, da bräichte mer och manner Elektresch heifir.

Dat, wat ech Iech heimat wëll soen, ass, dass et bei der Energieeffizienz op kee Fall ëm e Verzicht geet. Mir wäerte weiderhin dee Raum hei hëtzen, mir wäerten e weiderhi beliichten, mä mir wäerten dat mat manner Energie maachen. A genau dorëms geet et bei deenen hei zwee Projet-de-loien: Mir probéieren, mat manner Energie datselwecht Resultat ze garantéieren an domat manner Stroum a manner Gas ze verbëtzen.

Här President, d'EU huet sech e puer Ziler gesat an der Emweltpolitik. Eent dovun ass, bis 2020 d'Energieeffizienz ëm 20% an d'Luucht ze setzen. Dat klengt Lëtzebuerg kann dat net eleng. Mir mussen dat zesumme maachen: zesumme mat deenen aneren EU-Memberlänner, zesumme mat eise Bierger, zesumme mat den Entreprisen an och zesumme mat de Gemengen. Mir maachen dat mat deem heite Gesetzesprojet och zesumme mat eisen eelef Gasversuerger a mat eise 25 Elektroversuerger.

Här President, dëse Projet de loi gëtt der Energieeffizienz hei zu Lëtzebuerg e grousse Kick. Firwat? D'Stroum- an d'Gasfournisseure ginn elo gesetzlech obligéiert, de Betriber an de Privatstéit ze hëllefen, fir manner Energie ze benotzen an ze verbëtzen. Aspuerunge kënnen d'Energieversuerger souwuel bei hire Clientë maache wéi och bei deenen anere Versuerger hire Clienten, a si kënnen dat eigentlech vun engem Volet, vum Gasberäich zum Beispill, och an den elektresche Beräich iwwerdroen. Sprëch: En Elektro-, e Stroumversuerger kann zum Beispill d'Clienten incitéieren, sech méi en energetesche Frigo zouzeleeën. E ka se awer och incitéieren, fir beispillsweis besser Fënsteren an hirem Logement virzegesinn.

Wéi geet een do an der Praxis vir? Et gëtt eigentlech de Bilan vum Virjoer gekuckt an da gëtt gekuckt, wat den Energieversuerger XY un Energie verkaaft huet. An doropshi gëtt berechent, wat den Energieversuerger dann dat Joer drop an Ofhängegkeet vu senger Part de marché un Aspuerunge muss maachen. Wat ganz wichteg ass, dat ass, dass déi zwee Projet-de-loien hei net verhënneren, dass d'Energieversuerger nei Clientë kënne siche goen. Ganz am Géigendeel, si kënnen nei Clientë rekrutéieren. Si mussen dann awer wëssen, dass se am Folgejoer dann an der Zomm méi Aspuerunge musse maachen.

Et geet also dorëms, kënnen ze wuessen an trotzdeem d'Ressourcen ze schounen an eis Liewensqualitéit ze verbesseren. Grad hei zu Lëtzebuerg, an et ass virdru scho gesot ginn, hei zu Lëtzebuerg, wou mir pro Joer ëm 13.000 Awunner wuessen, also eng Populatioun vun dräimol enger Gemeng Dippech! Och déi 13.000 Leit verbrauchen Energie. Grad hei zu Lëtzebuerg, wou eis Wirtschaft wiisst an eis Betriber sech usidelen, och déi verbrauchen Energie!

Dofir, Här President, ass et wichteg, dass et keng Begrenzung vum Volume vun der Energie gëtt. D'Zil ass et, d'Energie méi effizient ze notzen, da wäert de Volume vun der Energie vum selwen zréckgoen, och mat neien Aktivitéiten a mat neie Privatstéit am Land.

Domat, Här President, schafe mir eng regelrecht Offensiv, fir verstoppten Energiepotenzialer opzespieren, eisen Energieverbrauch ze optiméieren, an dat an deene meeschte Fäll ouni Niewewierkungen, mä am Géigendeel, mat engem positiven Effekt: Mir schounen de Klima a mir spuere Suen.

Ech ginn Iech nach gären e Beispill: Géif ee sech moies eng Stonn op de Glacis stellen an et géif een de Loftdrock vun de Pneue kontrolléieren, da géif ee vläicht feststellen, dass d'Halschent vun de Pneuen net genuch Loft hätten. Sou, stellt ee sech elo dohinner an et géif een net nëmmen de Loftdrock préiwen, mä et géif een de Loftdrock och nach adaptéieren op den optimale Wäert, da kéint dat, ouni dass déi Autoen herno manner Kilometere fueren, dozou féieren, dass déi Autoen alt bis zu 20% manner Sprit géife verbrauchen! Ech wëll domat sécherlech net soen, dass et net méi effizient wier, Vëlo ze fueren oder den ëffentlechen Transport ze benotzen, mä ech wollt Iech just un deem dote Beispill weisen, dass een eigentlech mat klengen Efforte scho ganz vill an deem heite Beräich ka maachen.

Dëst Gesetz wäert derzou féieren, dass d'Gas- an d'Stroumversuerger ganz kreativ an deem heite Beräich wäerte ginn. Si wäerten un d'Leit eruntrieden a si wäerte se encouragéieren, fir hir Energieverbräich ze hannerfroen.

Här President, ech sinn net houfreg drop, dass mer déi zwee Projet-de-loien elo eréischt hei an der Chamber zum Vote hunn. Et ass eng EU-Direktiv - wéi awer bei villen EU-Direktiven -, déi relativ spéit hei zu Lëtzebuerg ëmgesat gëtt. Mir sinn net déi Lescht, mir wäerten am hënneschte Peloton matfueren. An ech sinn awer gudder Déng an ech soen: Besser ze spéit, wéi ni, dass mer an deem dote Beräich ganz staark nach wäerten an deenen nächste Méint a Joren ophuelen! A wie weess, vläicht schaffe mir eis eng Kéier aus deem hënneschte Peloton no vir an dee viischte Peloton. An da kënnt et vläicht eng Kéier zu enger klenger Échappée - an dat géif ech mir zumindest wënschen!

Dës EU-Direktiv ass awer och de Beweis, denken ech, dass ganz vill Saachen, déi vu Bréissel kommen, ganz, ganz sënnvoll sinn. Well ech ka mer net virstellen, dass déi eenzel EU-Memberstaten esou ambitiéis Ziler vum selwen attackéiert hätten.

Ech hat deslescht eng Entrevue mat engem dänesche Kolleeg an dunn hu mer dann och iwwert dat heiten Thema geschwat. Hien huet mer gesot, dass d'dänesch Regierung et fäerdegbruecht huet, dass all drëtten Dän energiespuerend Moossnamen a sengem Eegenheem duerchgefouert huet.

Ech muss Iech soen, Dir Dammen, Dir Hären, ech fannen dat sensationell! An ech hoffen, dass eis dat och hei zu Lëtzebuerg wäert gelénge. Ech wënsche mir dat, well dat féiert zu enger Win-win-win-win-Situatioun - véiermol!

(Exclamations)

Zum enge profitéiert de Verbraucher dervun, well de Verbraucher wäert eng manner héich Energierechnung ze bezuelen hunn, eis Emwelt selbstverständlech, de Stat duerch manner Kyoto-Strofgelder an och eis lokal Betriber, déi an deem dote Beräich sécherlech nach ganz vill Potenzial hunn, fir Aarbechtsplazen ze schafen.

Ech si mer och sécher, dass déi heiten zwee Gesetzesprojeten am Zesummenhang mat weidere Mesuren, wéi beispillsweis der Klimabank, e ganz richtegen a wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung sinn. Mir wëssen, dass trotz Primmen, wéi der PRIMe House, net allze vill an der Albausanéierung an deene leschte Jore passéiert ass. Dofir muss een d'Iddi vun der Subventionéierung a Fro stellen. An ech sinn och frou, dass d'Regierung dat mécht a vläicht éischter de Wee sicht, fir Richtung Virfinanzéierung ze goen, wéi de Modell vun der Klimabank dat virgesäit.

De Problem bei der Subventionéierung ass jo deen, dass een zwar 20% bis 30% subventionéiert kritt - déi Subventioun, déi een dann alt vläicht ee Joer oder alt zwee Joer duerno iergendwann eng Kéier ze gesi kritt -, mä et muss een nach ëmmer déi aner 70% bis 80% selwer bezuelen an déi aner 20% bis 30% souguer eng laang Zäit virstrecken, bis een dann de Subsid erëmkritt.

Bei der Virfinanzéierung ass et esou, dass 100% vum Kapital zur Verfügung gestallt ginn, dat zu engem ganz bëllegen Taux, voire engem Prêt mat engem Zënssaz vun null Prozent. An déi Energiespuermoossnamen, déi ee jo ëmsetzt, déi féiere jo derzou, dass een Energiekäschten aspuert. A genau mat deenen Aspuerungen, mat deem Geld, wat een aspuert, kann een dann duerno säi Prêt zréckbezuelen.

Här President, sinn d'Ziler vun dësen zwee Projet-de-loien ambitiéis genuch? Dat ass jo eppes, wat e bëssen dobaussen diskutéiert ginn ass. Ech muss Iech soen, ech fir mäin Deel denken, dass se ambitiéis genuch sinn. Ech sinn nämlech kee Frënd dervun, dass mir heibannen Ziler setzen, vun deene mer wëssen, dass mer se net erreeche kënnen an net erreeche wäerten, Stéchwuert Kyoto-Ofkommes.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Mir däerfen och net um Pabeier Saache festhalen, déi an der Realitéit ni antreffe wäerten. Bei dësem Gesetz, awer och bei anere Gesetzer ass et dofir ganz wichteg, regelméisseg e Bilan ze maachen. Och mir als Politik mussen eis hannerfroen a kucken: Huet d'Politik déi Ziler, déi mer wollten erreechen, dann och tatsächlech erreecht?

Dofir sinn ech och ganz frou, dass déi Motioun vu sämtleche Parteien hei ënnerschriwwe ginn ass, fir dass mer no dräi Joer hei e Bilan wäerte maachen, ob mer eis Ziler dann hei erreecht hunn oder net. An ech muss Iech och soen, d'Pénalitéiten, déi an deenen heite Projet-de-loie virgesi ginn am Fall, wou d'Energieversuerger hiren Obligatiounen net nokommen: Och do muss ee vläicht dann un där enger oder un där anerer Stellschrauf nodréien, wann ee gesäit, dass d'Energieversuerger hirer Verflichtung net nokommen, voire dass déi eng et maachen a mam gudde Beispill virginn an anerer léiwer hir Pénalitéite bezuele wéi an Energiespuermoossnamen ze investéieren.

D'Konsequenz vun dësen zwee Projet-de-loie wäert sécherlech sinn, dass zousätzlech Käschte wäerten entstoen. Zum engen, an dat héiert een dobaussen, dass déi fläisseg Energieversuerger schonn amgaange sinn, den Terrain ze sondéieren a quasi - ech soen dat elo e bëssen iwwerspëtzt - mam Scheckheft duerch d'Land trëppelen an notamment bei déi gréisst, déi grouss Energieverbraucher ginn a kucken, fir mat deenen Energiespuermoossnamen duerchzezéien, wouvun dann den Energieversuerger de Mérite hätt, dass en och Certificate géif kréien, déi e sech dann herno kann urechnen.

D'Energieversuerger, déi wäerten dofir Servicer musse schafen, Servicer mat Ingenieuren, mat Techniker, mat administrativem Personal. Si wäerten, et ass schonn ernimmt ginn, déi intelligent Compteuren installéieren. All déi Saache kaschte Geld! Elo gëtt et dräi Méiglechkeeten, wéi déi Käschte verlagert ginn: Entweder geet et op de Benefiss vum Energieversuerger oder d'Gas- an d'Stroumpräisser wäerten eropgoen oder d'Käschte wäerte mat ëffentleche Mëttele finanzéiert ginn.

Dir Dammen, Dir Hären, ech denken, dass eppes sécher net däerf passéieren: Et däerf net sinn, dass grouss Clientë wéi Entreprisë beispillsweis, wou sécherlech méi Potenzial ass, fir Energie ze spueren, well se einfach méi Energie verbrauchen, dass déi de Privatpersoune bevirzucht ginn. Dat géif nämlech dozou féieren, dass en fin de compte d'Privatleit géifen derfir bezuelen, fir dass Energiespuermoossname bei den Entreprisen a bei de gréissere Betriber géife gemaach ginn, an d'Privatleit selwer awer net an de Genoss vun esou Mesurë géife kommen.

Genau dofir denke mir als Demokratesch Partei, dass e gewëssene Prozentsaz u Mesurë bei Privatleit realiséiert muss ginn. Ech géif souguer esou wäit goen a soen: net nëmme bei de Pri-

vatleit, mä notamment och bei deene sozial Schwaachen, Stéchwuert Energieaarmut. Et ass jo eng Tatsaach, dass déi sozial schwaach Leit éischter an energetesch schlechte Wunnengen oder Haiser wunnen an dass do eigentlech och e ganz, ganz grousst Potenzial ass. An ech denken, dass mer hei eigentlech d'Chance hunn, fir och an deem dote Beräich eng gewëssen Obligatioun den Energieversuerger ze ginn, fir dass se och an deem dote Beräich attackéiere mussen.

Här President, d'Regierung huet sech fir d'Approche décidéiert, dass d'Energie- a Gasversuerger an Zukunft d'Responsabilitéit, fir d'Energieeffizienz virunzedreiwen, ze droen hunn. Dofir gëtt et och eng ganz Rei gutt Grënn. Eng ganz Rei aner EU-Memberstaten hu sech fir deeselwechte Wee décidéiert. An ech fannen dat och dee richtege Wee, well et si jo d'Energieversuerger, déi eigentlech ganz no un hirem Client dru sinn. An ech denken, iwwert deen dote Wee kéinte mer de Problem vun der Energieeffizienz an de Grëff kréien.

D'Energieversuerger selwer soe souguer, dass si an där heiter Obligatioun - wou ee ka soen: „Deene geet et jo nëmmen drëms, fir hir Energie ze verkafen!", dat ass guer net wouer! -, d'Energieversuerger selwer sinn et, déi engem soen, dass si fir sech selwer an deem heite Beräich ganz vill Potenzialer gesinn an dass si eigentlech selwer wëllen dervun ewech, fir just nach Energieverkaf ze géréieren, mä dass et einfach a Richtung Energieberodung och muss goen.

Eppes, wat een dann och an deem heite Kontext dobaussen héieren huet, dat ass, dass d'Pëtrolshändler eigentlech an deem heite Gesetz ausgeklamert gi sinn. Ech muss Iech awer soen, ech fannen, dass et eng ganz Rei gutt Grënn dofir gëtt, dass d'Pëtrolshändler ausgeklamert gi sinn, well si hu keng Lienen zu hire Consommateuren. Si misste ganz nei Strukturen opbauen, fir déi Berodung kënnen ze liwweren, déi an deem heite Beräich néideg ass. Ech wëll domadder awer ganz sécherlech net soen, dass och déi dote Versuerger, d'Pëtrolsfournisseuren, net och finanziell kontribuéiere mussen.

Wat den Tanktourismus als solchen ugeet, ass et jo esou, dass déi meescht Pëtrolsproduiten och guer net hei am Land verbraucht ginn. À long terme ass den Tanktourismus keen nohaltege Modell, ech mengen, do si mer eis eens. Et muss een awer och wëssen, dass och ouni den Tanktourismus d'Autoen an d'Camionen, déi op Lëtzebuerg tanke kommen, och weiderhin nach wäerte fueren. Déi wäerten net muer verschrott ginn oder an der Garage stoe bleiwen! Mir hunn zwar dann hei zu Lëtzebuerg keng CO_2-Emissioune méi, déi mer ugerechent kréien, mä mir hunn awer dofir e Lach vun enger Milliard an eisem Statsbudget.

An deem Kontext wëll ech och erwähnen, dass de Präisverfall vum Pëtrol definitiv eng positiv Auswierkung op eis Wirtschaft huet an op de Portmonni vun eise Bierger. Leider, an dat fäerten ech, ass dat awer just eng Momentopnahm. Dofir gëllt et, grad elo ze handelen a grad elo eis prett ze maachen, fir wann d'Energiepräisser erëm wäerten an d'Onendlecht klammen, fir dass mer da fit sinn.

Et huet ee jo oft dobaussen, wann een iwwer Energiespuere schwätzt, da gräifen d'Leit hire Portmonni a si halen dee fest un. Et misst genau de Géigendeel sinn, well deen, deen haut an energiespuerend Mesuren investéiert, dee spuert muer net nëmmen Energie, mä domat och Geld.

Här President, ech denken, dass mer an der Energieeffizienz ganz, ganz grouss Potenzialer hei zu Lëtzebuerg hunn. D'intelligent Compteure wäerte sécherlech derzou bäidroen, dass d'Versuerger gehollef kréien, fir d'Bierger dobaussen nach méi ze sensibiliséieren. Et ass och interessant, beispillsweis e Verglach ze kréie mat anere Stéit an ähnleche Situatiounen, wéi et ëm deenen hire Verbrauch steet, an do derniewent sécherlech och virdeelhaft, dass eng Fernofliesung méiglech ass an dass ganz nei Tarifikatiounsméiglechkeete wäerte méiglech sinn.

Zukunftspotenzial zu Lëtzebuerg: selbstverständlech an der Albausanéierung. Ech denken un d'Isolatioun, Solaranlagen, Austausch vu Fënsteren, Heizungsanlagen a Beliichtungen. Zukunftspotenzial awer och fir eis Betriber: Energieeffizienz ass e Kompetitivitéitsfacteur, dee kengem wéideet. Mir si beim energieeffiziente Baue scho ganz wäit. Eis Betriber hunn eng super Expertise an deem dote Beräich. An dovu gëllt et ze profitéieren an dorop opzebauen! Et ass esou, dass souguer lëtzebuergesch Betriber iwwert d'Grenzen eraus vun deem doten Know-how profitéieren.

Mir hunn och Potenzial, wat d'Benotzerverhalen ugeet. Mir haten deslescht an enger Kommissiounssitzung mat der Familljeministesch Corinne Cahen driwwer geschwat, dass ee ganz oft och bei sozial schwaache Familljen nach ganz vill ka maache mat einfache Mëttelen, andeems een net nëmmen d'Assistant-sociallen op den Terrain bei d'Leit schéckt, mä och vläicht Energieberoder vun „myenergy" beispillsweis, déi engem vläicht kënne Saache soen - déi vläicht fir deen een oder deen aneren evident sinn! -, dat heescht: richteg lëften, Luuchten net déi ganzen Zäit brenne loossen, eng Tëlee net déi ganzen Zäit brenne loossen, déi einfach Saachen. Ech denken, dass do och nach ganz, ganz vill Potenzial ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann den Här Hahn domat d'accord ass, den Här Reding huet eng Fro.

M. Max Hahn *(DP).*- Ganz gär.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, ech hätt an deem dote Kontext eng Fro, wat sozial schwaach Familljen ugeet. Déi gréng Kolleegen hunn do schonn e puermol drop higewisen, do hu mer e grousse Problem: Déi brauche keng Energieberodung, déi brauche Stroum! Eise Code seet, datt e Frigo oder eng Tëlee net däerfe saiséiert ginn, mä Stroum, Stroum däerf ofgespaart ginn!

Wat ass do Är Siicht, wat do kéint ënnerholl ginn, fir datt esou Stéit net dostinn owes mat hirem Frigo, wou de Stroum ofgespaart ass an hir Liewensmëttel gi futti an der Tru, wéi dat haut nach ass? A vu datt besonnesch déi gréng Partei do jo schonn zwee-, dräimol ganz gutt Question-parlementairen an déi Richtung gestallt huet, wollt ech froen, ob do eppes an der Maach ass, fir datt dat an Zukunft net méi ka virkommen.

Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Ma ech géif vläicht dem Kolleeg Roy Reding villmools Merci soe fir déi Fro. Meng Zäit gëtt gestoppt, huet den Här President mer gesot - well ech wollt eigentlech zu menger Konklusioun kommen. Ech ginn awer ganz gär op déi dote Fro an.

Et ass eigentlech esou, an dat ass eis och an der Kommissioun erzielt ginn, dass am Moment éischter d'Tendenz ass vun den Offices sociaux, fir Energierechnunge blann ze bezuelen, ouni ze hannerfroen, ob een net vläicht besser hätt, fir Fachleit bei d'Leit op den Terrain ze schécken a fir mat de Leit um Terrain ze kucken: „Lauschter, du hues awer eng relativ héich Consommatioun un Elektresch, u Mazout oder u Gas" an deenen einfach Tuyauen um Terrain ze ginn, wéi se do Aspuerunge kënne maachen. Dat heescht an deem dote Kontext ass eng ganz, ganz Rei ze maachen.

An ech fannen, dat passt ganz gutt och bei dëst Gesetz, well mir wëlle jo energieeffizient ginn. An hei kann een energieeffizient ginn, ouni dass dat de Statsbudget eppes kascht. Au contraire, et entlaascht de Statsbudget en fin de compte!

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Ech wollt awer nach soen, dass de Stat net nëmmen do mam gudde Beispill virgeet. De Stat geet och mam gudde Beispill vir, wat d'nohaltegt Bauen ugeet bei den ëffentleche Gebaier. All Neibaute vum Stat ginn no deenen neiste Standarden, wat d'Energieeffizienz ugeet, gebaut an et ass och virgesinn, fir e Screening vu sämtleche Statsgebaier ze maachen, fir och do Potenzialer opzedecken. A gleeft mer et, do gëtt et vill, vill Potenzialer, wat an engem sougenannte Screening wäert kënnen opgedeckt ginn.

Dir Dammen, Dir Hären, Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. D'Klimapolitik ass...

(Brouhaha)

Meng net, meng Riedezäit!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, d'Klimapolitik ass keng Sprintdisziplin. D'Klimapolitik ass éischter e Marathon.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Mir mussen an deem heite Beräich e laangen Otem hunn. Mir mussen e ganz laangen Otem hunn, well déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, déi sinn ambitiéis, déi si ganz ambitiéis! Et ass och keng Fro, ob mer eis Ziler erreeche wëllen, mä et ass eng Noutwendegkeet. Wie sech haut ekologesch net richteg opstellt, deen huet et muer ekonomesch ganz, ganz schwéier. Et geet dorëms, eis Zukunft ofzesécheren, d'Energieversuergung ze garantéieren, ëm d'Schafen an d'Erhale vun Aarbechtsplazen an net zulescht ëm eise Bäitrag zu enger klimafrëndlecher Gesellschaft.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo direkt de Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren elo, net nach eng Kéier déi Saachen all ze widderhuelen, déi meng Virriedner elo schonn hei zu dëser Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv vun 2012 gesot hunn.

Déi Direktiv baut op op engem EU-Konzept vun 20/20/20 bis 2020, also 20% méi Effikassitéit, 20% méi erneierbar Energien an 20% manner CO_2-Ausstouss. Mir als Gréng ënnerstëtzen natierlech souwuel déi Direktiv wéi och déi Klimaziler vun der EU mat zwou Hänn.

Elo ze lamentéieren, dass dat esou spéit geschitt, dat, mengen ech, huet kee Wäert. Mir mussen do no vir kucken. An och d'Kriticken, déi am Raum stinn, dass déi Ëmsetzung vun der Direktiv, déi vill méi eng grouss Panoplie huet wéi just Stroum a Gas, mä ganz aner Secteuren nach betrëfft, dass déi Ambitiounen net héich genuch sinn, och dat loossen ech hei net gëllen.

Ech loossen och net gëllen, dass hei just e minimaalt Zil, wéi et an der Direktiv virgesinn ass, an all Ausnahmeregelunge genotzt si ginn, well ech sinn, jo, ech sinn der Iwwerzeegung, dass déi kleng Schrëtt, déi mer u sech hei elo aféieren, e wesentleche Bäitrag wäerte liwweren, well mir féieren näischt manner a wéi eng Obligation de service public op d'Parties obligées bei de Fournisseure vun der Elektrizitéit an och vum Gas.

Dat sinn also Schrëtt, déi d'office nohalteg bleiwen, déi och mussen dokumentéiert ginn, wat déi reell Aspuerunge sinn, siehe Règlement grand-ducal, dee ganz voluminéis ass, wou u sech dann déi Schrëtt och beschriwwe sinn. A wou ee sech och kann drop verloossen, dass déi Aspuerungen eben och iwwer 2020 ewech nach wäerten hir Valeur hunn.

D'Kritiker soen och: Wou ass dann elo de Mazout a wou ass dann d'Fernwärme an dësem Projet de loi? Ma an dësem Projet de loi si se net dran. Mä, muss ech soen, et ass deelweis méi schwiereg, well déi Fournisseure vill méi breet gestreet sinn, well mer och ganz vill do am Albau sinn, wou och Sanéierungen ustinn. Bon, wann ee seet Sanéierung, da steet, wann ee bis energetesch sanéiert huet, och eng nei Heizung un. An dann? Ma da kënne jo d'Primme gräifen. Dann hu mer d'PRIME House, déi u sech dann och d'Leit, déi sanéieren, encouragéiere soll, fir op aner Heizsystemer zréckzegräifen. Also hätte mer do d'office dann och, no dem Sanéieren, eng Effizienzsteigerung a manner Mazout an och manner Fernwärme, déi géife genotzt ginn.

Mengem Virriedner ginn ech awer ganz gäre recht, dass muss en Équiliber fonnt ginn zwëschent der Opdeelung vun de Käschte vun de Mesuren. Wann déi Parties obligées natierlech, an dat soll och esou sinn, fir d'Éischt probéieren, déi méi einfach Clienten, déi méi grouss Quantitéiten Energie um Maart ze gewannen an anzespueren, dann däerf et awer net esou sinn, dass et just déi méi kleng Clientë sinn, déi u sech déi Méikäschte géifen droen. Do muss ee soen, bei deene méi klenge Clientë gëtt et elo och scho flächendeckend eng gratis Energieberodung iwwer „myenergy".

An ech selwer kann dovunner e Lidd sangen. Säit 1997 si mer am Kanton Réiden amgaangen, gratis Energieberodung, vill méi déif nach wéi am Moment d'Berodung vun „myenergy" ass, bei de Privatleit, bei de Gemengen, bei de Kleng- a Mëttelentreprisen ze maachen, an dat bréngt eppes an dat ass och nohalteg. Déi Berodungen an déi Ëmsetzung vun de Moossname bei de Leit bréngt eng Aspuerung, also och eng Effizienzsteigerung.

Déi intelligent Compteure sinn ugeschwat ginn, an do komme mer jo an der Siichtweis bis 2018 respektiv 2020 op 90% respektiv iwwer 90%, wou se mussen dann an all Haushalt ëmgesat sinn. Dann erhoffen ech mer just, dass déi intelligent Compteuren och eben entspriechend déi Réckmeldung un d'Notzer vun der Energie ginn. Dat schéngt mer de Knackpunkt ze sinn, well nëmmen den Notzer, dee weess, wat e vun Energie verbraucht, kann och op säin Energieverbrauch awierken an domat och déi gewënschten Effizienzsteigerung duerch déi intelligent Compteure bewierken.

À propos intelligente Compteur - dat ass de Virdeel, wann een an engem Haus wunnt, wou schonn déi drëtt Generatioun dra wunnt - ech war op de Späicher gaangen elo gëschter, fir emol ze kucken, ob ech net nach eng Rechnung géif erëmfannen am Stroumberäich. Hei hunn ech eng fonnt: Esou gesäit en intelligente Compteur vun 1955 aus. Do ass dann opgefouert Staarkstroum an Haushaltsstroum - Dir musst wëssen, ech kommen aus engem Handwierksbetrib, enger Schräinerei -, insgesamt huet dee Stot mat fënnef Leit an eben dann dem handwierkleche Betrib 106 kWh de Mount verbraucht.

Dunn hunn ech da meng Rechnung erausgeholl - a vu dass ech och scho laang an där Matière schaffen, ginn ech mech och gutt drun, hoffentlech, fir do esou mann wéi méiglech Stroum ze verbrauchen: Pro Mount, och mir sinn zu fënnef am Moment, hu mer awer dann e Stroumverbrauch vun 270 bis 280 kWh de Mount. Dat ass also schonn emol eng Verschlechterung vun der Effizienz, wann een dat reng kuckt vum Energieverbrauch, an de leschte 60 Joer ëm e Facteur dräi.

A wann ech den duerchschnëttleche Lëtzebuerger Haushalt kucken, da leien ech souguer éischter bei enger Verschlechterung ëm e Facteur véier. Dat heescht, mir sinn elo sécherlech an der Flicht, wa mer wëllen eisen Nokommen eng gesond Ëmwelt hannerloossen, eng Effizienzsteigerung ze maachen. Se war schonn emol do.

Ech kommen nach eng Kéier zréck an d'Gegenwart. Déi aner Fro, déi am Raum steet, déi och schonn ugeschwat ginn ass: Wou ass den Transportsecteur an deem Ganzen, wann ee jo weess, dass zu Lëtzebuerg circa 60% vun dem ganzen Energieverbrauch op den Transportsecteur falen?

Ma dozou e puer Moossnamen, déi awer an der Maach sinn. Eng éischt emol, dat ass elo keng Moossnam, dat ass just eng Feststellung: De Groupement pétrolier, deen huet an enger Pressekonferenz elo am Februar dëst Joer d'Chiffere fir 2014 duergeluecht a wou se u sech dann e Mannerverkaf vun 3,3% vun deene Pëtrolsprodukter am Treibstoffberäich haten. Dat wëllt awer net heeschen, dass mer do eng Effizienzsteigerung hunn. Dat ass jo do, wou ee muss oppassen. Dat wëllt just heeschen, dass do elo manner verkaf gi war, aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer.

Een anere Chiffer, dat ass awer eng Effizienzsteigerung, dat ass, wann een déi Neiumellunge kuckt, déi duerchschnëttlech Flott zu Lëtzebuerg: 2005 ware mer do bei 168 g CO_2 op de Kilometer. An 2014, d'Chiffere vum leschte Joer, an der Moyenne cumulée, 130 g CO_2 op de Kilometer. Do hu mer also eng Aspuerung, déi läit am Beräich vun, mengen ech, 30%. Ech hunn elo de Chiffer net méi grad hei, d'Chiffere sinn do net gradesou wichteg. Mä Dir gesitt, do ass eng Effizienzsteigerung do.

Ass et elo, well de Konsument higaangen ass, a sech zu méi klengen Autoen orientéiert huet, well u sech dat am Portmonni gedréckt huet? Oder ass et einfach, well d'Flott, déi d'Hiersteller ubidden, wierklech méi effizient ginn ass? Just een Auto erausgepickt, dat ass en Hybrid - ech nennen elo keng Mark, fir keng Reklamm ze maachen -, effektiv hat deen en CO_2-Ausstouss vun 104 g ëm 2005, an dee leschte Modell 2014, deen ass bei 74 g fir deeselwechten Auto a mat därselwechter Capacitéit vu Leit, déi e ka befërderen. Do ass also an de leschten zéng Joer schonns eng Effizienzsteigerung am Transportsecteur geschitt.

Eng aner Moossnam am Transportsecteur, dat ass eng fräiwëlleg Verflichtung, déi weist och, dass u sech Effizienzsteigerung vill mat wirtschaften ze dinn huet, mat Aarbechtsplazgarantie, mat Aarbechtsplazsécherung, mat Standuertsécherung zu Lëtzebuerg. Bon, do war elo, mengen ech, virun zwee Deeg déi Virstellung vum Präis „Lean and Green", deen och hei zu Lëtzebuerg u verschidden Entreprisen am Transportsecteur vergi ginn ass, wou ee sech muss engagéieren, fir 20% manner Energie ze verbrauchen, op fënnef Joer gekuckt. Dat ass ambitiéis!

Dat ass méi ambitiéis wéi dat Zil, wat mir hei an der Effizienzdirektiv fir Stroum a Gas ëmsetzen. An do waren eenzel Entreprisen dobäi, déi sech engagéiert hunn, mat 29,6% Aspuerung, déi si wëllen an deenen nächste fënnef Joer maachen. Awer net nëmmen, wann ech gelift, mam Ëmweltgedanken, mä ganz kloer, fir e wirtschaftleche Virdeel ze hunn, fir kënnen um Maart vum Transportsecteur, dee ganz heiss ëmkämpft ass, wëll ech emol soen, an Europa, fir do kënnen ze bestoen.

Eng aner Saach, dat ass elo wierklech erëm vu gëschter. Net méi spéit wéi gëschter - dat ass eng flott Floskel - war ech mat engem Promoteur zesummen, dat war dann am Schäfferot, deen erëm driwwer geklot huet, dass mer eben esou streng Wärmeschutzveruerdnungen hei zu Lëtzebuerg hunn, dass d'Bauen ëmmer méi deier gëtt. Bon, do muss ech soen, do si mer vir vis-à-vis vun Europa.

Et ass jo och ëmmer gesot ginn: Mir sinn ëmmer hannendran. Mir sinn hannendran mat der Effizienz, eréischt an Deelberäicher ëmzesetzen. Mä do si mer vir vis-à-vis vun den aneren europäesche Länner. An dat ass och gutt esou, well eist Handwierk gëtt doduerch éischter fit wéi an den Nopeschlänner, fir schonn op e Standard vum A oder „Nearly-zero"-Haus ze kommen. An dat bréngt eppes!

Do dobäi ass parallell u sech d'Formatioun ugelaf, souwuel an de Schoule wéi awer och am Handwierk selwer. Den Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment, den IFSB, deen huet gewisen, dass dat Zesummespill vun deene ville verschiddenen Handwierksbetriber, fir en energieeffizient Haus ze bauen, noutwendeg war an extrem gutt genotzt gëtt. An do hu mer u sech dofir e Qualitéitsvirsprong am Handwierk schonn elo vis-à-vis vum noen Ausland duerch méi schaarf Richtlinnen.

An da kommen ech nach eng Kéier zréck op déi Ausso eben dann: D'Baue gëtt ëmmer méi deier zu Lëtzebuerg. Ech mengen, do gëtt ëmmer nëmmen deen ee Punkt, den Invest gekuckt zum Moment, mä d'Betribskäschten, dat, wat u sech och déi méi sozial schwaach Haushalter ëmmer misst interesséieren, dat sinn d'Niewekäschten, och wann een an der Locatioun ass, déi däerfen een net friessen.

Wa mer de Bestand kucken: An engem „I"-Haus, wat ganz dacks de Standard ass bei engem Haus an der Locatioun, hu mer dann Niewekäschte vun, à voir, 200, 300 Euro de Mount. Wiere se an engem „A"-Haus ënnerwee mat gläicher Surface, da wieren et dann 30 bis 40 Euro de Mount. Ma dat ass awer e Knackpunkt, deen een net däerf vernoléissegen, och elo, wann een nei baut oder nei wëllt investéieren, deen ee muss am Ae behalen.

Dat heescht, Wärmeschutz, Energieeffizienz an och Standuertvirdeeler fir Lëtzebuerg si matenee verknäppt. An ech sinn der Meenung, dass mer doduerch eisem Handwierk eppes Guddes gedoen hunn, well se hunn e Virsprong.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Eng Saach nach, dat sinn natierlech elo am Moment déi déif Energiepräisser, déi gutt fir de Wirtschaftsmotor sinn an awer fir d'Effizienzdiskussioun natierlech erëm en Nodeel hunn, well dat heescht, dass den Temps de retour, wann een eng Moossnam mécht, natierlech elo méi laang gëtt. Also muss ee schonn iwwerleeën, dass d'Moossnamen, déi een elo ergräift, ebe laangfristeg och am Portmonni sech wäerte rechnen.

An et ass eng Illusioun, fir ze mengen, déi momentan Opnahm, déi een huet, bei engem Invest, deen op 20, 30 oder méi Jore geet bei engem Haus, dass een elo mengt, den Energiepräis wier elo ze bëlleg, fir e Schrëtt méi wäit ze goen. Dat ass, menger Meenung no, eng falsch Vue vun der Situatioun.

Een anere Standuertvirdeel, dee mer eis zu Lëtzebuerg sollen, mussen onbedéngt verschafen am Beräich och vun der Energieeffizienz, dat ass natierlech d'Fuerschung, d'Fuerschung an zwee Beräicher. Energieeffizienz ass dacks guer kee Problem vun der Technik - d'Technik ass do -, et ass ganz dacks e Problem vun der Finanzéierung. Lëtzebuerg ass jo de Finanz-Eldorado vun Europa, ma da musse mer och eis iwwerleeën, wéi mer do Mëttele kënnen opstellen, finanztechnesch Mëttelen, fir u sech Projeten an dësem Beräich ze finanzéieren. Ech mengen, do ass en Challenge an dee solle mer ugoen. An et wier derwäert, fir doriwwer eng Kéier méi haart nozedenken.

„Awer opgepasst, wann ech gelift!", ass net nëmmen e Slogan vu Leit, déi eben de 7. Juni eng aner Campagne..., oder wou mer u sech zu engem Referendum geruff sinn, mä opgepasst, Energieeffizienz ass fir déi gréng eng Sail, een Argument an där ganzer Klima- an Energiediskussioun, fir u sech Lëtzebuerg zukunftsfäeg opzestellen: Energieeffizienz, CO_2-Aspuerung an och erneierbar Energien. Wann eis deen Challenge geléngt, fir d'Energieeffizienz no vir ze bréngen, ma dann ass déi Visioun, déi mir als Gréng hunn, vun 100% erneierbaren Energien an noer Zukunft och realiséierbar!

Ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren a géif dann d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun ginn zu dësen zwee Projet-de-loien, déi absolutt an eisem Sënn sinn, an och natierlech zu der Motioun, fir hinzegoen an no dräi Joer u sech eis reell realiséiert Energieaspuerung eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken, ob mer op der Trajectoire sinn, a gegebenenfalls, ambitiéis wéi mer och zu Lëtzebuerg sinn, se no uewen unzepassen.

Merci nach eng Kéier fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Elo war ech erschreckt, ech duecht, ech kéint nach e bësse waarden. Merci, Här President. Als Alleréischt wollt ech betounen, datt mer eis hei an engem Beräich bewegen, deen am Prinzip vun enger fundamentaler Kontradiktioun geprägt ass. Dee Kader ass nämlech dee vun den EU-Richtlinne vun 1998, 2003 an 2012, déi och eng Ëffnung vum Stroummaart méiglech gemaach hunn oder sech an deem Kader bewegen, also d'Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmaart, dat heescht der ëffentlecher Hand d'Emprise op Stroum- a Gasversuergung ewechgeholl hunn.

Gläichzäiteg ass awer an alle Käpp ukomm, datt eis Gesellschaft méi energieeffizient funktionéieren a Ressourcë schoune muss. Dat ass eng wichteg politesch Aufgab, bei där et am Endeffekt ëm näischt aneschters geet, wéi ëm d'Iwwerliewe vun der Mënschheet, also eng Aufgab, bei där am Prinzip déi ëffentlech Hand staark misst agräife kënnen.

Mä de Problem ass deen, datt, wann d'ëffentlech Hand keng staark Emprise op d'Produktioun an d'Verdeele vun der Energie méi huet, an dat deelweis oder ganz der privater Hand iwwerléisst, quitte datt verschidden Oplagen existéieren, datt dann dës Ziler eendeiteg méi schwéier erreechbar sinn, dëst ëmsou méi, well d'Industrie d'Schoune vum Klima net als prioritäert Zil op hire Fändel geschriwwen huet an net gewëllt ass, dës Ziler ouni kloer Contrainten ze erfëllen. Dat ass fir den allgemenge Kader.

Dës Gesetzer, déi mer haut stëmmen, oder och net, oder bei deene mer eis enthalen, wéi dat bei eis wäert de Fall sinn, sinn eng Emsetzung vun der sougenannter 20/20/20-Direktiv vun 2012, déi relativ ambitiéis Klimaziler festschreift, dat heescht d'Reduktioun bis 2020 vun 20% vum primären Energieverbrauch.

Wat an dëser Direktiv als relativ positiv och ze bewäerten ass, ass d'Tatsaach, datt quasi all d'Secteure betraff sinn, quasi all, ausser deem vum Transport, op deen ech nach wäert zréckkommen. D'Direktiv encouragéiert och d'technologesch Verbesserungen, déi zu enger Erofsetzung vum Energiekonsum féieren. De Problem ass awer, datt dat Ganzt, wéi ech scho virdru gesot hunn, am Kader vun engem liberaliséierte Maart stattfënnt, an datt den Transport ausgeklamert ass als contraignant Mesure.

Am EU-Parlament hat och de Lëtzebuerger Deputéierte Claude Turmes de Bericht virgeluecht, wou een och positiv Bäiträg kann ervirsträichen: d'Notioun vum Service public vun der Energie, d'Subventioune fir energetesch Auditen, obwuel et och net kloer ass, ob se privat oder ëffentlech solle sinn, d'Informatioune bei den „smart grids" oder nach, an dat ass wichteg, contraignant Objektiver.

Leider muss een och negativ Punkte relevéieren, wéi zum Beispill, datt Atomkraaftwierker ausgeschloss bleiwe bei den Analyse fir d'Cogénératioun, fir déi ze erméiglechen, oder d'Suppressioun vun den Entravë géintiwwer den Operateuren, wat schlussendlech d'Rechter vun de Konsumenten aschränkt.

A wa mer scho beim Konsument sinn, komme mer net derlaanscht, vun der Energieaarmut ze schwätzen. Dës Gesetzer gesinn nämlech Kompensatiounsmechanisme vir, wat d'Energieeffizienz ubelaangt. Allerdéngs sinn déi vag formuléiert an da kann een nach net virausgesinn, wéi de Schlëssel wäert ausgesinn a wat de Konsument berappe muss, nach net ze schwätze vun der sozialer Situatioun vun dem Konsument.

Grad am Zesummenhang awer vum „smart metering" wier et wichteg gewiescht, d'Fro vun der Energieaarmut ze thematiséieren a Mesurë virzeschloen, wéi den Eenzelne souwuel de Verbrauch reduzéiere kann, wéi och géint d'Energieaarmut virzegoen. „myenergy" hat jo och do eng Partie Projete presentéiert. Dovunner steet an dëse Gesetzer awer häerzlech wéineg, wat och en Zeeche vun Aarmut ass.

D'Regierung argumentéiert, dës Moossname missten am Kader vun anere Gesetzer geholl ginn. Mir sinn awer der Iwwerzeegung, datt et ganz geféierlech ass, dës Gesetzer ze stëmmen, ouni ze wëssen, wat fir eng Moossname géint d'Energieaarmut kéinte geholl gi respektiv net geholl ginn.

Dat bedeit och, datt et eng Gefor gëtt, datt zum Beispill - et gouf vun Dänemark geschwat - an Dänemark d'Mesurë vun der Energieeffizienz sech op grouss Clienten duerno reduzéiert hunn, also zum Beispill d'Industrie oder d'Déngschtleeschtungen, well do eendeiteg méi ze huelen ass, wéi beim eenzelne Client. Dee muss da seng Kontributioun trotzdeem ofginn, mä riskéiert nach op Moossname waarden ze mussen.

Dann zum sougenannte Compteur intelligent. Dës Mesure ka selbstverständlech zu enger Vereinfachung vum Comptage bäidroen. Mä wéi mat all technologeschem Fortschrëtt, zemools all déi Fortschrëtter, déi haut erlaben, Donnéeën ze sammelen an ze verschaffen, si mer skeptesch, wat d'Protection des données ugeet, a bemängelen ze wéineg Mesuren, déi de Schutz vum Konsument assuréieren, zemools wat den Historique vu senger Consommatioun ugeet. Wat geschitt mat dësen Donnéeën? Wéi kënne se ausgewäert ginn? Wouhi gi se? Dat sinn nach Froen, op déi net genügend Äntwerte kommen.

An dann, et gouf och schonn hei ugeschwat, zu Lëtzebuerg ass eben den Transportsecteur en äusserst energieintensive Secteur, deen e ganz groussen Deel vum nationalen Energiekonsum ausmécht. Do zirkuléieren Zuele vun 30 bis 50%. Ech hu selwer net nogerechent, mä et ass e beträchtlechen Undeel. Doduerch, datt dee Secteur ausgeklamert bleift, komme mer net eiser Verflichtung vun engem Spuere vun 1,5% pro Joer no. Mir bleiwen da bei 1,125% stiechen, wat Lëtzebuerg net an eng Virreiderroll aschreift.

Mir sinn och net an eiser Virreiderroll, wa mir nëmme Stroum- a Gasversuerger an d'Verflichtung huelen. Dat gouf och schonn hei bemängelt. Mir mengen, datt aner Secteuren, wéi déi vum Bensin, vum Diesel, vum Mazout a vum Kerosin och net verschount misste bleiwen.

Här President, aus all deenen Ursaachen, souwuel, wat de ganze liberalwirtschaftleche Kontext ugeet, mä och wat d'Timiditéit ugeet, mat där dës Regierung d'Fro vun der Energieeffizienz erugeet, mat de Mëttelen, déi trotzdeem zur Verfügung géife stoen, wäerte mir eis bei dëse Projeten enthalen.

Mir wäerten natierlech awer trotzdeem och déi Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, awer nach mat ofstëmmen, well, och wa se net wéideet, ka se jo schlussendlech och interessant sinn, fir datt een an dräi Joer - vläicht hätt ee kënnen den Datum e bësse virzéien, mä trotzdeem - ee Bilan kann zéien an d'Diskussioun weiderféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner.

Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Här President. Fir d'Alleréischt géif ech der Chamber gäre Merci soe fir déi Diskussioun an dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht.

Et ass virdrun ugeklongen: Mir sinn hei en retard mat der Transpositioun vun där doter Direktiv vu bal engem Joer elo. Dofir sinn ech frou, dass mer dat haut ofstëmmen.

Ech wëll awer och hei nach ee Wuert soen zum Prinzip vun deenen heite Gesetzer, wou et jo drëm geet, en Obligatiounsmechanismus betreffend d'Energieeffizienz anzeféieren. Mä ech wëll awer opmierksam maachen no enger ganzer Rei Kriticken, déi elo komm sinn, nämlech dass dat heite jo net déi eenzeg Mesure ass, déi mer huelen am Beräich vun der Energieeffizienz.

Ech wëll hei erënneren un dat Reglement, wat d'Energieeffizienz an de Gebaier betrëfft, wou den Här Anzia ganz richteg gesot huet, dass mer do Virreider sinn an der ganzer Europäescher Unioun. Ech wëll un d'Prime CAR-e erënneren, déi d'Subventiounen an Investitiounen, déi et bei erneierbareren Energië gëtt. Ech wëll un deen Accord volontaire erënneren, dee mat der Fédération des Industriels vereinbart gëtt. An ech wëll och un de Projet Smart metering erënneren, dee jo och an der Ausféierung ass. Vun dohier, mengen ech, ass dat Ganzt e Package, deen an déi richteg Richtung geet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

A mer géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 6709 fir d'Éischt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6709 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fängt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Félix Eischen), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

D'Enthalunge si motivéiert, also brauche mer net drop zréckzekommen.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispenz vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer iwwergoen zum Projet de loi 6710.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6710 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An eng liicht Differenz: 59-mol Jo an 1 Abstentioun.

Une voix.- Den Här Urbany huet sech geiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hat Der Iech verdréckt?

(Interruption)

Ah, jo. Jo, Här Urbany.

(Interruption)

Domat ass och dee Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6710 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Zeimet), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat bei dësem Projet esou décidéiert.

Motion 1

A mir géifen dann zur Motioun iwwergoen.

Wëllt nach ee Stellung bezéien zur Motioun?

(Négation)

Da géife mer à main levée iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Ass dat méiglech?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géif ech froen: Wien ass mat der Motioun averstanen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ma dat ass schéin. D'Motioun ass unanime ugeholl. Merci.

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6704 iwwert den Artikel 108 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech gesinn, de Rapporteur, deen ass scho prett. Den Här Claude Haagen huet d'Wuert.

3. 6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

(Concertation interne)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Aah! Den Här Rapporteur seet mer, et wär de Projet de loi 6704A. An do hunn ech gemengt: Aah!

Plusieurs voix.- A, aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir d'Prezisioun. Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Et war komm, mä et war lues komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi 6704A geet aus dem Projet de loi 6704 ervir, dee méi bekannt ass als Omnibusgesetz. D'Omnibusgesetz gëtt mat der Nummer 6704 identifizéiert an ass de 16. Juli 2014 vum zoustännege Minister vun der Fonction publique hei an der Chamber déposéiert ginn a gesäit eng ganz Rei vu Gesetzesännerunge vir, déi d'Simplification administrative, iwwert déi schonn hei vill diskutéiert gouf, an d'Realitéit ëmsetze soll.

Eng vun deene Modifikatioune betrëfft d'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal. An do besteet eng gewëssen Urgence, op déi ech elo direkt ze schwätze kommen. No der aktueller Gesetzgebung hunn d'Gemengen nach just bis den 8. August 2015 Zäit, fir hir PAGen ze iwwerschaffen. Mä déi allermeescht Gemenge wäerten net an der Lag sinn, dësen Délai ze respektéieren an anzehalen.

Well den integralen initiale Gesetzesprojet 6704 net méi ka virum Summer gestëmmt ginn, mir waarden nach op den Avis vum Statsrot, an d'Modifikatioun vum Artikel 108 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal awer esou schnell wéi méiglech muss a Kraaft trieden, huet den Innenminister, deen och fir d'Fonction publique zoustänneg ass an dësem Fall, proposéiert, fir déi concernéiert Artikelen, déi de PAG vun de Gemenge betreffen, aus dem Omnibusgesetz erauszehuelen an dorauser de Projet de loi 6704A ze maachen.

De Statsrot huet sech dëser Propos ugeschloss an eben dës Dispositioune separat aviséiert. Déi concernéiert Chamberen, den OAI souwéi de Mouvement écologique, hunn zu dësem Projet de loi een Avis ofginn. De Projet de loi ass och an der Intérieurskommissioun diskutéiert an analyséiert ginn, an déi zoustänneg Fonction-publiques-Kommissioun huet hir Aarbechten den 13. November vum leschte Joer ugefaangen.

Nodeems verschidden Amendementer vun der Regierung ausgeschafft si ginn, an de Statsrot säin Avis den 3. Abrëll vun dësem Joer ginn huet, huet déi zoustänneg Kommissioun sech dësem Avis ugeholl an huet d'Propositioune vum Statsrot integral iwwerholl. De Rapport iwwert dëse Projet de loi ass den 13. Mee vun dësem Joer ugeholl ginn.

Ze bemierke bleift, dass de Statsrot nach amgaangen ass, d'Omnibusgesetz - ech hunn dat scho gesot - ze aviséieren, ausser dem initialen Artikel 33 an engem neien Artikel 33bis, déi eben dëse Projet de loi betreffen.

Här President, den Zweck vun dësen zwee genannten Artikelen ass, fir den Artikel 108 vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain ëmzeänneren. Dëse Projet de loi begräift och nëmmen déi zwee Artikelen, déi awer fir d'Gemengen extrem wichteg sinn: den éischten Artikel, deen de Paragraf 1 vum Artikel 108 aus dem virgenannte Gesetz vum 19. Juli 2004 ännert, an een zweeten Artikel, deen den drëtte Paragraf vun deem Artikel vun deem Gesetz och ännert.

D'Haaptzil vun dësem Projet de loi ass, fir Deadline, fir d'Date limite vum 8. August 2015, déi d'Annerung fir d'Iwwerschaffen an d'Upasse, d'Adoptioune vun de PAGe fir d'Gemenge virschreift, fir eben dësen Datum ze verlängeren. Dësen Datum gëtt mat dësem Projet de loi op den 8. August 2018 verlängert. Déi allermeeschte Gemenge kënnen den Datum vum 8. August vun dësem Joer, vun 2015, net respektéieren. Vill Gemengen hunn awer och schonn an der Vergaangenheet eng Kéier vun der Geleeënheet profitéiert, fir den Délai op eben den Datum vum 8. August 2015 ëm zwee Joer verlängert ze kréien.

Et sinn awer och Gemengen, déi dës Verlängerung op den Datum vun hirer Deliberalisatioun vum Gemengerot baséiert hunn a wou elo d'Date limite éischter wéi den 8. August 2015 ass. D'Gemengen hunn also net alleguerten dervu profitéiert, fir den Délai op déi zwee Joer mat der Deadline vum 8. August 2015 ze verlängeren. Dofir huet ebe misse schnell gehandelt ginn, well am Fall, wou den entspriechenden Délai net ka respektéiert ginn, ginn déi PAGe vun dëse concernéierte Gemenge ganz einfach caduc, also hifälleg, wat zu engem grousse Vide juridique ka féieren.

Fir an Zukunft net nach emol an déiselwecht Situatioun ze kommen oder ze riskéieren, an déiselwecht Situatioun ze kommen, ginn d'PAGen och nom Délai vum 8. August 2018 net méi einfach hifälleg, falls se bis dohinner net iwwerschafft gi sinn. Trotzdeem bleift awer e gewëssenen Drock fir d'Gemenge bestoen, fir hire PAG ze iwwerschaffen. D'Sanktioun wäert no dësem Datum doranner bestoen, net méi, datt déi PAGe caduc ginn, mä datt déi Gemengen, déi hire PAG net iwwerschafft hunn, keng Ëmännerungen, keng Modifikatioune vun de PAGe méi dierfe maachen, ausser der Reform natierlech vum neie PAG, an datt och keng Procédure vun engem PAP „nouveau quartier" kann ugeholl ginn.

Ze bemierken ass, datt momentan vun deenen 105 Gemengen hei zu Lëtzebuerg der ronn 15 ee PAG hunn, dee konform zum Gesetz vum 19. Juli 2004 ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Gemengen en neie PAG ausschaffen, da musse se dat och, esou wéi dat virgesinn ass am Gesetz vum Juli 2004, mat engem neie Bautereglement verbannen. Dat ass am Artikel 38 esou festgehalen. Am Moment ass awer och am Artikel 108 eng duebel Sanktioun virgesinn, fir déi Gemengen, déi net bis spéitstens den 8. August 2015 hire PAG an hiert Bautereglement iwwerschafft hunn. Net nëmmen de PAG géif dann hifälleg ginn, mä och dat aalt Bautereglement gëtt dee Moment caduc.

D'Bautereglementer, déi um Gesetz vun 1937, wa se dorobber zréckginn, baséieren, wieren also net méi gülteg. An dëst kéint opgrond vun der Verbindung PAG/Règlement sur les bâtisses, also Bautereglement, zu schwierege Situatiounen an de Gemenge fir aktuell oder future Besëtzer vun Immobilie féieren.

Am zweeten Artikel vun dësem Projet de loi proposéiere mir dofir deen Deel vun de Sanktiounen ze sträichen, deen d'Bautereglement begrëfft, also den drëtte Paragraf vum Artikel 108. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an un de Commentaire vun den Artikelen.

An der Hoffnung, de Gemengen domadder geholl ze hunn, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Claude Haagen Merci fir säi gudde schréftleche Bericht an och säi mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg.

D'Fro, déi der Chamber haut gestallt gëtt, ass déi: Sidd Dir averstanen domat, dass d'Gemenge bis 2018 Zäit hunn, fir hire PAG vun der neier Generatioun ze hunn? Mécht eng Gemeng dat net bis den August 2018, da kann an där Gemeng keen neit Lotissement méi genehmegt ginn. D'CSV, déi beäntwert dës Fro mat engem klore Jo.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Déi politesch an och déi rechtlech Tragweit vun dësem Gesetzesprojet geet an eisen Aen awer vill méi wäit. Et geet ëm méi wéi eng Textännerung vun enger Iwwergangsbestëmmung vun eisem Gesetz iwwert den Aménagement communal aus dem Joer 2004. D'CSV-Fraktioun, déi steet weiderhin zu der Orientierung vun dem kommunalen Aménagéierungsgesetz. Et erlaabt generell eng méi kohärent Gestaltung vun eise Gemengen an domat och vun eisem Land.

Wann d'Zilsetzung vum Gesetz ouni Zweifel déi richteg ass, dann ass déi technesch Ausleeung vun deem Gesetz awer duerchaus verbesserungsbedürfteg. Et geet hei net - an ech soen et nach eng Kéier: net! -, ëm politesch Scholdzouweisungen. Jiddwereen, dës Regierung, déi fréier, dës Chamber, déi fréier, an d'Administratioun, ce sont les ministres qui passent et l'administration reste, muss sech mat där eegener Nues huelen.

Et geet blouss ëm faktuell Feststellungen. D'Gesetz iwwert den Aménagement communal, dat ass zanter 2004 elo schonns fënnefmol ëmgeännert. Dat hei ass déi sechste Kéier. Méi oft eigentlech wéi d'Aménagéierungsgesetz vun 1937 a bal 70 Joer.

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi zweet Rei, wann ech gelift!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Délai, fir landeswäit PAGe vun der neier Generatioun ze hunn, ass vun 2010 op mëttlerweil 2018 verlängert ginn. An et däerft wuel, mengen ech ze soen, net déi leschte Verlängerung sinn. Dëst Gesetz, dat ass ee wichtege Pfeiler vun der Bautätegkeet an eisem Land. Et gëtt vu bal allen Akteuren ëmmer nees regelméisseg ënnerstrach: der Regierung, der Chamber, dem Statsrot, de Beruffskummeren, dem Syvicol stellvertriedend fir all Gemengen, a villen anere méi.

An d'Baupräisser hei am Land sinn ze héich, well mir net schnell genuch neit Bauland kënnen erschléissen. Et ass och dofir utopesch ze mengen, eleng kënnen op fräi Baulücken zréckzegräifen, well bei niddregen Zënsen an enger staarker Nofro no Bauterrainen ass eng erschlosse Baulück ee Spekulatiounsobjekt - Här Eischen! - mat Garantie op d'Zukunft an ouni Risiko. Mä d'Prozedur, fir neit Bauland ze erschléissen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war net den Här Eischen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...ass nun eemol an dësem Gemengenaménagéierungsgesetz festgeluecht. Duerfir geet et bei dësem Gesetzesprojet eigentlech ëm méi wéi eng einfach Verlängerung vun engem Délai. Et stellt sech d'Fro: Op en Neits eng Verlängerung vum Délai, firwat? Mä och d'Fro: Wat fir eng Konsequenze bréngt dës Verlängerung mat sech?

Éischtens, firwat iwwerhaapt eng Verlängerung vun dem Délai? Bis elo hu knapp 15% - 15%! - vun de Gemengen ee PAG vun der neier Generatioun. Et si vun der Awunnerzuel hier och net onbedéngt déi gréisste Gemengen. Ursaach fir de Retard ass sécher eng feelend Kenntnis an och Onsécherheet vun de politeschen, den administrativen an och den techneschen Akteure bei der Ausleeung vun dësem Gesetz.

D'Gesetz ass komplizéiert geschriwwen. D'Rechtssécherheet gëtt doduerch awer net onbedéngt méi grouss.

D'Ausleeung vum Gesetz huet doduerch zu enger Hällewull vun Uerteeler vun dem Verwaltungsgeriicht gefouert. Jo, e Respekt vun der Gewaltentrennung! Mä och déi Justizdécisioune sinn, iwwert de Laf vun de Jore gekuckt, zum Deel ënner sech ganz kontradiktoresch, an dat mécht d'Saach sécherlech net méi einfach.

Ursaach ass sécher och ee Manktum u Koordinatioun a virun allem dem Zesummespill mat eenzelne Gesetzestexter aus dem Ëmweltberäich. De Statsrot, iwwregens och déi fréier Regierung, jo souguer d'Chamber an dem Bericht iwwert déi sougenannte Réforme territoriale, hunn ëmmer nees fir e sougenannte Code de l'aménagement communal plädéiert. Ursaach ass sécher och een net ëmmer glécklecht partnerschaftlecht Zesummeschaffen tëschent Stat a Gemengen.

Et huet een d'Impressioun, et géif do heiansdo méi ëm dat berühmt Aarmbéien ewéi ëm d'Saach goen. An dobäi sinn d'verfassungsrechtlech Rollen tëschent dem Stat an de Gemengen eigentlech zimlech kloer geregelt, an d'Verwaltungsgeriicht huet dat an x Uerteeler och ëmmer festgehalen.

D'Gemengen, ech soen nach eng Kéier, d'Gemenge si verfassungsrechtlech zoustänneg fir déi urbanistesch Gestaltung op hirem Territoire an deemno och fir déi politesch Opportunitéit. De Stat ass a senger Roll dat legaalt Kontrollorgan am Sënn vun dem generellen Interessi.

Dëst partnerschaftlecht Zesummewierken tëschent dem Stat mat all sengen Institutionen a Servicer an de Gemenge muss verbessert ginn. Et däerf kee Géinteneen, mä am Interessi vun der Saach muss et ee Matenee sinn, an dat onofhängeg vun aller politescher Faarf vun den Akteuren.

Ursaach ass awer och eng feelend Koordinatioun tëschent de staatleche Servicer, déi an den Aménagement communal awierken. Et geet hei vum Innenministère bis iwwert den Ëmweltministère, der Gestion de l'eau a bis an d'Kultur.

Obwuel vill Efforte gemaach goufen, feelt et awer un der néideger Kohärenz. D'Retarden an der Prozedur hänken dann oft of vun ëmmer neien Exigenzen, sief et bei Etüden iwwert d'Waasserqualitéit, d'Fliedermais, de schwaarzen, de roude Milan, der Servitude archéologique, de rare Planzen a Vulle bis zu den Naturschutzzonen an esou weider. All dëst mag sécherlech sënnvoll sinn, mä et ass mëttlerweil ee Prozedurdickecht ginn, wou - op gutt Lëtzebuergesch - „eng Kaz hir Jong net méi erëmfënnt".

Ursaach fir eng Verlängerung vun den Délaie fir d'PAGe vun der neier Generatioun ass net zulescht awer och ee regelrechte Prozedurstau, zu deem et riskéiert, an nächster Zukunft ze féieren. Ronn 90 Gemengen - 90 Gemengen - mussen an deenen nächsten dräi Joer, dat si 36 Méint, nei PAGe maachen an dat, bei gegebenenfalls Recourse bei dem Verwaltungsgeriicht, och nach op eenzelne Punkte regularisëieren!

D'CSV-Fraktioun begréisst duerfir déi Moossnamen, déi am Omnibusgesetz virgesi sinn, fir d'Prozedure weider ze vereinfachen. D'CSV fuerdert doriwwer eraus, fir besonnesch am Ëmweltberäich méi prezis Regelen ze schafen, wat fir eng Etüden no wat fir enge Kritäre bannent wat fir engem Délai musse gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Och d'Verwaltunge mussen Délaie virgeschriwwe kréien, bannent deene si dës Etüden iwwerpréiwen. A sollt et zu Personalmangel kommen, jo, da muss opgestockt ginn.

D'Rechtssécherheet gëtt mat ëmmer neien Ufuerderungen an ouni kloer Rechtsinstrumenter net méi grouss. Recourse virum Geriicht wäerten dann och ganz bestëmmt net ausbleiwen. An et soll ee sech kenger Illusioun präisginn: Een, deen opgrond vun enger Fliedermaus-Etüd eng Servitude op säi potenzielle Bauterrain geluecht kritt, deen däerft, ënner Ëmstänn, net ofgeneigt sinn, dësen Aschnëtt op säin Eegentumsrecht, well dorëms geet et, wuel geriichtlech préiwen ze loossen!

Zweetens, d'Fro vun de Konsequenze vun der Verlängerung vun dem Délai fir e PAG vun der neier Generatioun. Ronn 90 Gemenge wäerte bannent deenen nächsten dräi Joer während Minimum 12 bis 14 Méint an enger Iwwergangsphas sinn. Si hunn da parallell hiren aktuelle PAG an een neie Projet vun engem PAG ze berücksichtegen. Während där Iwwergangszäit ginn d'Baugenehmegungen am Prinzip op deem ale PAG ausgestallt. Mä d'Genehmegung muss, an d'Gesetz gesäit dat am Artikel 21 kloer vir, parallell Bestëmmunge vun dem PAG vun der neier Prozedur aus respektéieren. An dat ass net ëmmer eng ganz einfach Saach, well d'Regelen tëschent deem alen an deem neie PAG stëmme ganz oft net iwwereneen.

Ech ginn Iech e Beispill. An engem ale PAG steet dran, dass de Leit hir Diecher e sougenannte Schrägdaach missten hunn, mat enger maximaler Neigung vu 45°. Mä déi nei Bauarchitektur, an ech mengen, dat gesäit jiddwereen am Land, gesäit meeschtens sougenannte Retraiten op dem ieweschte Stack vir, mat engem Flaachdaach. An d'Konsequenz vun der Applikatioun vun deenen zwee PAGen, während där Iwwergangsphas, dréit net onbedéngt zur Rechtssécherheet bäi. Eng Rechtsonsécherheet an der Iwwergangsphas zu de PAGe vun der neier Generatioun biergt dann och de Risiko vun eventuelle Schuedensersatzkloen a sech.

Wann een dann nach a Betruecht zitt, dass de Buergermeeschter souguer ka penalrechtlech haftbar gemaach ginn opgrond vun enger eventuell illegaler Baugenehmegung, déi hien ausstellt, wat iwwregens parteiiwwergräifend als net glécklech empfonnt gouf, souwuel an der leschter Innenkommissioun wéi och ënnert dëser neier Regierung, dann ass ee gemeinsamen Effort verlaangt vu Stat a vu Gemengen, fir d'PAGe vun der neier Generatioun esou séier wéi méiglech an d'Dréchent ze brëngen.

Et sollt een an deem Kontext iwwerleeën, ob een net während der Ausaarbechtungsprozedur vun engem neie PAG Baugenehmegunge kéint ausstellen, déi entweder konform zu deem ale PAG sinn oder dem Projet vun deem neie PAG. Eng diesbezüglech Iwwergangsbe-

stëmmung steet iwwregens nach ëmmer haut am Artikel 108bis vun dem Gesetz iwwert den Aménagement communal; si ass just net bekannt. Dës Iwwergangsbestëmmung ass blous zanter 2005 net méi de facto applikabel. Wat d'Iwwergangsphas méi laang dauert, wat d'Rechtsonsécherheet awer méi grouss wäert ginn.

Den Artikel 108bis vun dem Gesetz iwwert den Aménagement communal, dee seet heizou: «Tant que le plan d'aménagement général de la commune n'a pas fait l'objet d'une refonte et adaptation complètes conformément au paragraphe (1) de l'article 108, le bourgmestre accorde directement une autorisation de construire pour les travaux de construction, de transformation ou de démolition d'un bâtiment si ces travaux sont conformes soit au plan ou projet d'aménagement général, soit au plan ou projet d'aménagement particulier approuvés ou en cours d'approbation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Och d'«entrée en vigueur de la présente loi», dat bezitt sech op e Gesetz vun 2005. An de Virschlag vun der CSV wier do, dee Sazdeel «au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi» ze sträichen.

Här President, d'CSV-Fraktioun stëmmt dëse Projet mat.

Mir ënnerstëtzen och eng séier Ëmsetzung vum Rescht vun dem Omnibusgesetz. Mir sinn der Meenung, dass den Ëmweltberäich a Saache Vereinfachung vun de Prozedure ganz einfach ze kuerz komm ass. D'Omnibusgesetz misst, eiser Meenung no, op deem Punkt erweidert ginn.

Sous réserve vun deene Bemierkungen, ginn ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, hei an do muss de Législateur jo agräifen, fir punktuell Feelaschätzunge vu fréier erëm ze berengegen. Dat ass natierlech net onbedéngt dann eng gesetzlech Meeschterleeschtung. Leider si mer haut an deem Zeenario. Mä vu datt mer jo ganz vill Gemengepolitiker heibanne sëtzen hunn, versti se awer och, datt mer haut mussen déi - et kann ee scho soen - Urgence virhuelen an datt mer d'Omnibusgesetz hu misse splécken an haut am Fong geholl just punktuell eng Adaptatioun am Intérêt vun de Gemenge virhuelen.

Well wann dat net géif geschéien, da wësse mer ganz kloer, datt géife seriö Problemer op ganz vill Gemengen zoukommen. An datt mer haut deen Délai, deen ominéisen Délai vum 8. August 2015 op 2018 ausweiden, huet dermat ze dinn, wéi de Rapporteur hei et scho ganz kloer gesot huet, datt ebe ganz vill Gemengen, déi meescht Gemengen deem Optrag, wéi en am Gesetz virgesi war, jo net nokomm sinn.

Ech wëll dann nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen op deen Délai, deen am Gesetz vum 19. Juli 2004 festgeschriwwe gi war. Wann een eng Kéier déi Debatten do zréckliest, da muss ee feststellen, datt et deemools awer souguer an der Majoritéit och eng Rei Leit gi sinn, déi scho gewarnt hu virun deem Délai. Ech wëll drop hiweisen, datt en CSV-Vertrieder deemools, dat war den Här Halsdorf, dat schonn ervirgestrach huet. Ech wëll och drop hiweisen, datt en DP-Vetrieder, deen deeselwechten och haut ass nach ëmmer, och drop higewisen huet, datt déi Délaie vu sechs Joer trotzdeem vill ze vill kuerz gegraff wieren.

An effektiv, bis 2011 hate jo nëmme sechs Gemengen et fäerdegbruecht, am Kader vum 2004er Gesetz hire PAG unzepassen. E PAG unzepassen, an och do soen ech net vill Neits heibannen, well déi Meescht domadder eng gewëssen Erfahrung gemaach hunn, ass natierlech eng Aarbecht vun engem ganz laangen Otem. Mir wëssen, datt dat eng Aufgab ass, déi net vun haut op muer ze realiséieren ass. Et weess een, datt do ganz vill Akteure musse matspillen. An et weess een och, datt eng ganz Rei nei Elementer derbäikomm sinn, fir kënnen déi PAGen opzestellen.

Wa mer, wéi gesot, haut déi Dispositiounen net géifen änneren, da géif d'Onzefriddenheet nach vill méi grouss ginn, net nëmme bei de Gemengeresponsabelen, mä virun allem och bei Privatleit a virun allem awer och bei Entrepreneure respektiv Promoteuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass och ze begréissen an dësem Projet, datt déi urspréinglech festgehale Sanktiounen u sech elo ofgeschwächt ginn, soudatt, wa Gemenge bis 2018 hire PAG dann nach ëmmer net sollten adaptéiert hunn, zumindest déi negativ Konsequenzen dach dee Moment éischter erträäglech wieren. De fréiere Législateur hat do ouni Zweifel iwwert d'Zil erausgeschoss.

Et ass schonn hei ugeschnidde ginn, natierlech war dat deemools och als e gewëssent Drockmëttel virgesi ginn, wat och net ganz falsch ass, an et soll een dat och an aller Serenitéit hei ënnersträichen. Elo kréien d'Gemenge praktesch dräi an en halleft Joer weider Zäit, fir kënnen hir PAGen ze adaptéieren. An och, wann et eng schwiereg, eng komplex Prozedur ass, esou mengen ech awer, misst dach awer all Gemeng bis dohinner et fäerdegbréngen, och dann, wéi gesot, déi Aarbecht ze maachen.

Wichteg ass och, datt, wéi gesot, de Paragraf 3 vum Artikel 108 vum 2004er Gesetz heimadder och ofgeschafe gëtt. Da kënnt och méi eng Kloerheet, wat eben och d'Bautereglementer ubelaangt. Och do huet eng gewësse rechtlech Onsécherheet elo ëmmer geherrscht, ob d'37er Gesetz nach applikabel wier, ob d'2004er Gesetz nach applikabel wier. An dowéinst ass dat an deem Sënn och elo hei ze begréissen.

Vläicht och eng ganz kuerz Remarque zu de Bautereglementer, datt et hei dann natierlech och ze bedaueren ass, datt u sech net genuch Courage vläicht och gewise gëtt, fir an de Bautereglementer gewësse Moossnamen awer schonn ze fixéieren, datt et dem Buergermeeschter och méi einfach vläicht gemaach gëtt, bei Décisioune Baugenehmegungen auszestellen.

D'Gesetz iwwert den Aménagement communal vun 2004 - an och déi Kolleegen a Kolleeginnen, déi heibanne sinn, déi deemools derbäi waren, kënne sech nach erënneren - stoung deemools natierlech och am Schiet, kann ee scho bal soen, vun där Diskussioun iwwert den IVL, iwwert dee mer jo och schonn eng länger Zäitchen net méi schwätzen. Wa mer haut iwwer Landesplanung schwätzen, da schwätze mer natierlech implizitt och iwwert déi kommunal Entwécklung, an déi ass natierlech an deene leschte Méint, och virun allem duerch déi verschidde Plan-sectoriellen, mat beaflosst ginn. Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, mir wëssen alleguer, wat d'Konsequenz vun där Diskussioun war: Déi Prozedur ass jo den 28. November 2014 gestoppt ginn.

Eppes ass allerdéngs ganz kloer: Déi Diskussioun wäert erëm eng Kéier missen opgeholl ginn. Mir wäerten erëm eng Kéier eng méi approfondéiert Diskussioun iwwert déi Plan-sectorielle féieren, wat natierlech dann och automatesch wäert eng Implikatioun op déi verschidde PAGen hunn. An dowéinst ass jo och déi Fro, déi vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers opgeworf gi war, ob een net hätt sollen e gemeinsamen Délai festhalen, mat Sécherheet net vun der Hand ze weisen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt an där ganzer Diskussioun vun de Plan-sectoriellen awer déi sëllechen a gutt Avisen, déi gemaach gi sinn, datt déi awer net verluer sinn, datt déi Avisen nach wie vor hire Bestanddeel (veuillez lire: hir Berechtegung) hunn, datt se gegebenenfalls och mussen oder kënnen adaptéiert ginn. Mä déi Aarbecht war mat Sécherheet net ëmsoss.

Ech mengen, virdrun huet den Här Roth hei eng Rei Iddien développéiert, déi een zum gréissten Deel kann ënnersträichen. Erlaabt mer awer trotzdeem, Här Roth, eng kleng Géigefro ze stellen.

Et ass awer virun allem eng Partei, déi iwwer all déi Joren awer d'Méiglechkeet hat, elo schonn am Fong geholl wäitsiichteg am Viraus ze plangen, soudatt eben elo déi vill Problemer, déi ech opgestallt hunn, net hätte missen entstoen. Dat ass net polemesch hei gesot, mä trotzdeem, wann een elo heihinnerkënnt an et verlaangt een eng ganz Rei vu Moossnamen, da muss ee sech awer trotzdeem zumindest d'Géigefro gefale loossen, ob een net awer d'Méiglechkeet hat, iwwert de Wee vu sengen Innenministeren, déi een all déi Joren a senge Reien hat, trotzdeem vläicht, vläicht, vläicht, vläicht e bësselche méi mat Viraussiicht ze operéieren.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech war hei ganz prezis, Här Halsdorf. Ech mengen, Äre Fraktiounskolleeg huet jo all déi Froen opgelëscht. An do waren eng ganz Rei Saachen, déi een hätt och scho vläicht kënnen an der Vergaangenheet hei maachen.

Onofhängeg dovun, ech mengen, et ass gutt, datt mer haut op dës Manéier hei reagéieren. D'DP-Fraktioun jiddefalls kann déi Moossnamen hei nëmmen ënnerstëtzen, an der Hoffnung, wéi gesot, datt mer elo net kuerzfristeg erëm eng Kéier musse gewëssen Adaptatioune vun dem Gesetz virhuelen, wuel wëssend, datt et eng extrem komplex Matière ass, wuel wëssend, datt sech eben aus der Praxis eraus eng ganz nei Siicht vu Problemer opgedoen huet an datt dat ebe mat sech bruecht huet, datt regelméisseg muss hei légiféréiert ginn.

An deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun, soen awer och dem Rapporteur Claude Haagen Merci fir seng ausféierlech Berichter, souwuel mëndlecher wéi och schréftlecher Natur. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Merci och dem Här Graas. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech war als Netgemengepolitiker e bësselche schonn erféiert, wéi ech gesinn hunn, datt mer hei - d'Wäisheet vun der Conférence des Présidents - de Modell 1 fir de Projet zouginn hunn, a wéi Dir dunn och nach gesot hutt, et wier de 6704, dunn hunn ech geduecht, mir géifen iwwert d'Omnibusgesetz schwätzen. Gott sei Dank ass dat net de Fall. Et ass de 6704A, wéi de Rapporteur dat richteg gesot huet. An de Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, huet zu Recht gesot: Et gëtt eng gewëssen Urgence.

Déi gewëssen Urgence huet en och erkläert. En huet gesot, mat deem Gesetz hei géife mer zwee Artikelen änneren, déi extrem wichteg wieren, an dat sinn zwee Artikele vum Gesetz vum 19. Juli 2004. An do ginn ech och dem Här Gilles Roth, dem PAG-Expert vun der CSV, absolutt recht, datt dat Gesetz vun 2004 - och als Netgemengepolitiker géif ech dat awer och kënne soen -, net allze vill ee grousse Worf war. Do si schonn esou vill Nobesserunge geschitt. An Dir hutt gemengt, et wier net déi lescht. Et kéint och duerchaus sinn, datt et nach net déi lescht wier.

Op alle Fall, déi hei, déi mer dann elo an enger gewëssener Urgence virhuelen, dat resüméiert sech drop, datt mer d'Deadline, wou déi PAGe vun der neier Generatioun mussen ofgeschloss sinn, op den 8. August 2018 verlängeren. Et ass och gesot ginn: Vun deenen 105 Gemenge sinn der just 15, déi hire PAG konform hunn. An et ass och gesot ginn, datt d'Sanktiounen och geännert ginn. De PAG gëtt net méi caduc, mä et däerfe keng Emännerunge méi gemaach ginn. An och d'Bautereglement gëtt net méi caduc.

Dat si selbstverständlech Ännerungen, déi mir begréissen, an duerfir ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 6704A. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Claude Adam. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Claude Haagen fir dee formidabele Rapport, schréftlechen a mëndlechen, Merci hei soen.

Ech mengen, wa mer haut hei eng Spléckung vun dem Onmibusgesetz gemaach hunn a just zwee Artikelen aus dem Gesetz vum 19. Juli 2004 ofänneren, esou wësse mer alleguer am Fong scho vun 2004 un, déi deemools schonn heibanne waren, datt mer wäerten an der Zukunft, vun deemools aus gesinn, Problemer mat den Délaie kréien. Dat ass 2004 schonn heibannen diskutéiert ginn. An d'Argumentatioun war deemools déi, datt mer gesot hunn: Wa mer keng Délaien drasetzen, mer setze keng Sanktiounen dran, da maachen d'Gemengen näischt, dann huele se sech gutt Zäit, da schleeft dat einfach esou virun.

Mir hunn Délaien dragesat, mir hu Sanktiounen dragesat, an den Erfolleg war duerfir awer net vill méi grouss. Et gesäit een, datt d'Lëtzebuerger Gemenge wëssen, wéi d'Politik hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. Wann een esou Délaien drasetzt a Sanktiounen drasetzt, an et si genuch Gemengen, déi sech net drun halen, da gëtt dat einfach geännert an et gëtt verlängert.

Sou hu mer schonn Etappen dertëschent gebaut. An all Kéiers hu mer dat gesot hei, datt deen Délai net wäert agehale ginn. An ech kann Iech och elo scho soen, Här President, Dir sollt kucken, am Mee 2018 e Mëtteg op dem Ordre du jour eng Stonn ze reservéieren, well mer dann erëm e Projet de loi hei wäerten diskutéieren, fir den Délai vun 2018 vläicht nëmme méi dann op 2020..., mä mir wäerten en dann nach eng Kéier verlängeren, och wa mer d'Sanktiounen elo an dësem Gesetz erofgesat hunn.

Dat heescht, d'Gemengen huet et net gestéiert, wéi d'Sanktioune relativ sec waren. An ech ka mer elo virstellen, well se elo méi schwaach sinn, datt se elo net méi erpicht sinn, fir méi séier ze schaffen, well d'Sanktioune si jo elo méi schwaach ginn.

Mä och déi Sanktioune wäerte mer net zum Droe komme loossen am Joer 2018. Och da wäerte mer erëm mussen hei légiféréieren.

D'Fro, déi ee sech am Fong muss stellen: Firwat hunn am Fong elo no zéng Joer eréischt eng zéng, fofzéng Gemengen d'Prozedur duerchlaf? Dat ass am Fong déi Diskussioun, déi mer misste féieren. Firwat bréngen eis Gemengen dat net fäerdeg? Oder wëlle se et net? Ech géif mengen, d'Gemenge wëllen et maachen! Et ass also net, datt, mengen ech, eng Oppositioun ass vun de Gemengen a se soen: Mir wëllen dat doten net maachen. Ech mengen, eng Gemeng huet en Intérêt drun, fir et ze maachen. Mä da muss ee kucke goen: Firwat geschitt et dann net?

Wa mer 2011 sechs Gemengen haten - dat heescht, du war scho sechs, siwe Joer d'Gesetz a Kraaft - an 2015 hu mer der fofzéng, da misst den Här Minister eis vläicht kënne soen, si wëssen awer vläicht, wou déi aner Gemengen an de Prozedure méi oder wéineger dru sinn oder wat bis elo an de Ministère agereecht ginn ass. Mä et misst een awer och emol eng Analys maachen am Fong, amplaz datt mer einfach ouni vill Diskussioun all puer Joer den Délai verlängeren. Firwat hunn d'Gemengen dat net fäerdegbruecht?

Ass et einfach ze komplizéiert un de Prozeduren? Ech verstinn, datt dat doten an all Gemeng a jee nodeem, wéi d'Viraarbecht war, wéi deen ale PAG war... Et gëtt jo och Gemengen, déi scho relativ wäitsiichteg PAGe virun zéng, fofzéng Joer gemaach hunn, wou ech géif mengen, déi kéinten dann och vläicht méi séier eng Adaptatioun maachen. Et sinn awer och Gemengen, déi nach relativ wäit hannen an deem Domän sinn an déi quasi alles mussen integral iwwerschaffen. Dann ass dat eng enorm Aarbecht!

An ech weess och aus menger laangjähreger Erfahrung, déi ech doranner hunn, datt dat net einfach ass, an enger Gemeng un de PAG fréckelen ze goen, well d'Wënsch ëmmer da ganz grouss sinn an d'Diskussioune grouss sinn an et politesch net einfach ass. An der Zwëschenzäit kommen dann och nach Gemengerotswahlen dertëschent, wou dann erëm aner Leit an d'Gemenge kommen. Et kommen nei Iddien, nei Interessen oder wéi een et wëllt nennen. Alles dat mécht d'Saach net méi schwéier (veuillez lire: méi einfach)!

D'Prozedure si sécherlech och eng vun den Ursaachen, wou mer jo scho laang driwwer schwätzen, an iwwert d'Omnibusgesetz wëlle mer jo och iwwerhaapt Prozedure maachen. Mä mir mussen, mengen ech och, hei Délaie setzen an de Prozeduren. Net nëmmen de Gemengen, mä och de staatleche Verwaltunge musse mer Délaie setzen, wou et muss virugoen. A mir hunn och nogebessert an der...

An ech ka mech erënneren, deemools, wéi mer ugefaangen hunn, iwwert déi dote Saachen ze diskutéieren, datt mer och gesot hunn: „Hu mer iwwerhaapt genuch Bureau-d'étuden?", wa sämtlech Gemenge géife matenee soen: „Ma elo maache mer et." Do ware mer déizäit schonn der Meenung, datt mer net genuch Bureau-d'étuden hätten, déi dat iwwerhaapt géife fäerdegbréngen, oder mir missten an d'Ausland goe bei Bureau-d'étuden. An do ass gesot ginn: „Ma neen, et muss jo net alles matenee gemaach ginn. Kommt, mir kucken, datt mer déi Bureau-d'étuden, déi mer am Land hunn, datt mer déi beschäftegt kréien." Mat deem bekannte Resultat, wat mer dann haut hei hunn.

Duerfir, wéi gesot, mir hunn hei eng Situatioun, wou et och haut erëm richteg ass, datt mer en Délai setzen, well ouni Délai, sinn ech einfach iwwerzeegt, géif guer näischt geschéien! Mä ech sinn iwwerzeegt, datt och mat engem Délai mer an dräi Joer erëm wäerten hei stoen. An dann, hoffen ech, ass d'Progressioun awer bis an den nächsten dräi Joer méi séier virugaange wéi se an deene leschte Jore virugaangen ass!

A mir kënnen nëmme just zesummen hoffen - an et si jo vill Kommunalpolitiker heibannen -, datt d'Gemenge wierklech e Maximum maachen, fir datt mer iwwert deen dote Wee eng uerdentlech a geuerdnet Landesplanung zustane kréien, déi méi wéi iwwerfälleg ass.

Ech soen Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. D'Wuert huet direkt den Innenminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt och e Merci un de Rapporteur an un d'Chamber allgemeng, dass en akzeptéiert ginn ass, dësen - géif ech soen -

awer bal e bëssen onkonventionelle Wee vun der Lassléisung vun engem Deel vum Omnibusgesetz, fir där Prozedur zougestëmmt ze hunn. Och de Statsrot ass jo mat op deen dote Wee gaangen, well mer jo alleguerte wëssen, dass mer hei an der Obligatioun waren, fir séier ze handelen, fir d'Gemengen net an eng Situatioun vun Insécurité juridique ze setzen.

Et ass virdru gesot ginn: 2014 ass d'Omnibusgesetz als Ganzt déposéiert ginn. Mir waarden nach ëmmer op den Avis vum Statsrot. Ech ginn allerdéngs gären zou, dass dat Gesetz esou ëmfaassend ass, dass et net einfach ass, do all d'Detailer ze erfaassen, an dass een dofir eng gewëssen Zäit brauch, fir dat Ganzt ze analyséieren. Do läit den Däiwel ganz oft am Detail. Dofir war ech och ganz frou, dass och de Statsrot, wéi gesot, mat op dee Wee gaangen ass, fir deen heiten Deel vum Omnibusgesetz erauszeléisen, well mer einfach an der Situatioun sinn, dass dee fatalen Datum vum 8. August 2015 elo ganz séier kënnt.

An ech wëll nach derbäisoen, dass e fir eenzel Gemenge souguer nach vläicht ënner Ëmstänn vill méi séier komm wier, well de Libellé vun hirer Deliberatioun, wou se d'Verlängerung ugefrot hunn, juristesch och onkloer wier, soudass et souguer ënner Ëmstänn esou gewiescht wier, dass scho Gemengen an der Situatioun gewiescht wieren, dass se scho virum 8. August 2015 an der Situatioun gewiescht wieren, dass hire PAG tout simplement caduc gewiescht wier.

Ech mengen, et ass och hei kloer scho gesot gi vum Rapporteur, wat den Inhalt vun deem Gesetz ass. Et ass näischt Weltbewegendes, an trotzdeem ass et eppes, wat fir d'Gemenge vun essenzieller Bedeitung ass. Mir wëssen dat alleguerten. An dofir jiddwerengem Merci, dee gehollef huet, dass mer dëst Gesetz konnten op dëse Wee hei an d'Chamber bréngen!

Ech mengen, wa mer elo deen Délai hei verlängeren, an den Här Gibéryen huet virdrun och dovunner geschwat, dann ass dat keng Opfuerderung un d'Gemengen, elo piano, piano ze maachen, nach méi lues ze maache wéi vläicht an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, elo nach kënne sech Zäit ze huelen an ze träntelen. Am Géigendeel, den Drock ass grouss! Och déi dräi Joer, déi mer elo verlängeren, déi gi ganz séier eriwwer. An et ass virdru schonn ugedeit ginn, do wäert och nach e gewëssene politeschen Drock och op d'Gemengen duerkommen.

Also wéi gesot, keng Opfuerderung un d'Gemengen, elo ze träntelen, ganz am Géigendeel! Et soll een de Gemenge kloermaachen, wat d'Virdeeler vun de PAGe vun där neier Generatioun si par rapport zu där aler Gesetzgebung vun 1937. Dofir och d'Opfuerderung hei ganz kloer un d'Gemengen, elo séier virunzemaachen an net ze waarden, well et am Sënn och vun enger wesentlecher Simplification administrative ass, virun allem och am Beräich vun de Quartier-existanten, dass mer eben déi PAGe vun der neier Generatioun esou séier wéi méiglech wäerte kréien.

Net zulescht, selbstverständlech, d'Sanktioun: Et gëtt geännert, mä si fält net. Et bleift eng wesentlech Sanktioun drop, wann een en Datum net anhält, nämlech déi, dass ee keng Modification ponctuelle vum PAG méi ka maachen, respektiv déi Sanktioun, dass och kee PAP vun den nouveaux Quartiers méi ka gemaach ginn. Dat ass, mengen ech, trotzdeem e wesentlechen Aschnëtt an d'Gestaltungsfräiheet vun enger Gemeng. Dofir mengen ech, dass déi Sanktioun hei och nach streng genuch ass, fir d'Gemengen ze incitéieren, awer elo séier op de Wee ze goe vum PAG vun der neier Generatioun.

Ech wëll kuerz vläicht drop agoen, wat de Vertrieder vun der CSV gesot huet, wou ech ganz villes kann ënnerschreiwen, wat e gesot huet, virun allem d'Iddi, dass mer hei net sollte géinteneen operéieren, mä vill méi matenee schaffen. Hei sinn net d'Parteifaarwen, déi interessant sinn an déi wichteg sinn, mä hei ass wichteg ze kucken, dass mer zu konkrete Léisungen um Terrain kommen, fir dass mer am Intérêt vum Land de Wunnengsbau kënne virundreiwen. Dat ass ganz wichteg.

Et ass och gesot ginn, et géif net genuch Koordinatioun gemaach ginn. Ech wëll dem Här Roth awer dozou soen, dass dat och meng Aschätzung war. An dofir hu mer am Intérieur déi Plattform ageriicht, wou am Virfeld vun der Planung, vun de PAPen u sech all Akteuren un engem Dësch sëtzen: d'Gemenge mat de Promoteuren, mat de Vertrieder aus de Verwaltungen, sief dat den Environnement, d'Gestion de l'eau, d'Ponts et Chaussées, d'Kultur, a selbstverständlech och vum Intérieur an och nach anere Verwaltungen, wann et da muss sinn. Ech mengen, dat klappt och relativ gutt.

Mä och déi Plattform do kann u sech net all Problemer léisen, déi mer an der Prozedur entdecken. Och déi Plattform do an och déi Vertrieder vun deene jeeweilege Ministèrë mussen hiweisen op hir jeeweileg Gesetzgebungen, déi mussen agehale ginn. Dir kennt alleguerten d'Gesetz vun 2008 iwwert déi faméis SUPen, wat eis an deem engen oder anere Projete jo awer Problemer mécht. A mir mussen, do ginn ech Iech recht, mir mussen och dorunner schaffen, fir hei zu Vereinfachungen ze kommen!

Ech sinn awer och frou, dass den Här Roth Léierfäegkeet bewisen huet, wéi en am Fong sech selwer eng Fro gestallt huet, déi en an engem Referendumsstil praktesch hei gestallt huet, an du konnt e se mat Jo beäntwerten. Ech mengen, dat weist jo och, dass d'CSV léierfäeg ass. An ech wëll him och soen, dass ech genau an deem nämlechte Geescht,...

(Interruption)

...genau a sengem Geescht wäert probéieren, konstruktiv seng Iddi opzehuelen a se ze préiwen.

Ech ginn allerdéngs ze bedenken, dass se eventuell den Nodeel kéint hunn, dass mer, wa mer déi Iddi do tel quel iwwerhuelen, am Fong déi nei Orientatiounen, déi mer an engem neie PAG awer scho wëlle festhalen, déi nei politesch Orientatioun, déi mer wëlle ginn, déi nei urbanistesch Orientatioun, déi mer wëlle ginn, déi sech jo awer och aus enger demokratesch opgestallter Étude préparatoire schonn erausgeschielt hunn, dass mer déi u sech géifen hypothéquéieren, andeems dass mer géifen einfach d'Dispositioune vun engem ale PAG iwwerhuelen.

Dofir: Jo zur Iddi, et soll ee se préiwen, et soll ee se kucken. All Iddi ass gutt, egal vu wiem se kënnt, wa mer kënnen hei konstruktiv virukommen. Ech wëll just soen: Il y a du pour et du contre, et ass bal wéi bei allem. Mä ech huelen awer d'Iddie mat an ech wäert se mat menge Servicer préiwen, fir gegebenenfalls nach eng Kéier dorobber zréckzekommen.

Dat gesot, nach eng Kéier e grousse Merci, dass mer hei konkret virukommen. An dee Merci kann ech, mengen ech, och hei am Numm vun alle Gemenge ginn.

Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6704A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6704A et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6704A est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Zeimet), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Serge Wilmes) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Eugène Berger), Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge sinn den 9., 10. an 11. Juni. Ech soen Iech villmools Merci a selbstverständlech gesi mer eis erëm an deene ville Kommissiounssëtzungen.

Merci a bis geschwënn!

(Fin de la séance publique à 16.06 heures)

SÉANCE 37 MARDI, 9 JUIN 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Conclusions du rapport final concernant la «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies
- *Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Dépôt et présentation d'une résolution: M. Alex Bodry (M. Michel Wolter intervient)*
- *Débat: M. Serge Wilmes, M. Lex Delles, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

(La séance est suspendue de 16.25 à 16.41 heures.)

7. Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015
- *Débat: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), M. Eugène Berger (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. Claude Adam (interventions de M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry), M. David Wagner (interventions de M. Claude Wiseler, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État), M. Marc Spautz (interventions de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Marc Angel et M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter, M. Eugène Berger, Mme Nancy Arendt, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler et M. Fernand Kartheiser)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Dat ass net de Fall.

2. Communications

Da wollt ech der Chamber communiquéieren:

1) dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert gouf.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an d'Chamber erakomm sinn, ass un d'Fraktioune gaangen.

3) D'Lëscht mat der Petitioun, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert ginn ass, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

4) Sou wéi dat dann am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: De 4. Juni 2015 huet d'Presidentin vum Statsrot matgedeelt, dass nom Départ vum Här Paul Schmit e Posten als Conseiller d'État vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Statsconseiller opzestellen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat spéitstens bis den 1. Juli. De Stempel vun der Post gëllt.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass een déi folgend Konditiounen erfëllt: d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn, hei zu Lëtzebuerg liewen, den Alter vun 30 Joer erreecht hunn.

E spezifesche Profil ass eis vum Conseil d'État matgedeelt ginn. Wat dëse Profil ugeet, esou huet de Conseil d'État sech fir eng Preferenz fir e Kandidat, dee Jurist ass, mat enger Spezialiséierung am Droit public an administratif an enger Erfahrung am administrative Beräich, ausgeschwat.

Ech erënneren Iech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgeluechter Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beleet. Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 9 juin 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6818** - Projet de loi portant création d'une école internationale à Differdange*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.05.2015

***6820** - Projet de loi portant modification:*

1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne,

2) du Code d'instruction criminelle,

3) du Code pénal

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.05.2015

***6823** - Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.05.2015

***6824** - Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.05.2015

***6825** - Projet de loi relatif à la construction de la 5e extension de la Cour de Justice de l'Union européenne*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.06.2015

3) La demande de pétition publique suivante a été déposée:

*Demande de pétition publique n°**507** - Eis Kanner sinn zu allem fäeg. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul!*

Dépôt: 21.05.2015 par Marco Thomé, Gewerkschaft vum Gemengepersonal

4) Par courrier du 4 juin 2015, Madame la Présidente du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés qu'à la suite du départ du Vice-président du Conseil d'État, M. Paul Schmit, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 01.07.2015, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) résider au Grand-Duché (certificat de résidence);

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Un profil spécifique du candidat pour le mandat à pourvoir a été établi par le Conseil d'État. Le Conseil d'État exprime une préférence pour un candidat disposant d'une formation de juriste, spécialisé en droit public et en droit administratif et disposant d'une expérience administrative. La Chambre des Députés établira la liste des trois candidats en séance publique sur base des candidatures introduites.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech Iech matdeelen, dass an hirer Reunioun vum 4. Juni d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6821 ausgeschwat huet. Et handelt sech dobäi ëm eng Propositioun fir eng Ofännerung vum Statsrot. Déi Propositioun gouf den 19. Mee vum Här Paul-Henri Meyers deponéiert.

Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi n°6821 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

4. 6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée

Déclaration de recevabilité

An der Reunioun vum 4. Juni 2015 huet sech d'Presidentekonferenz och fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6822 ausgeschwat. Et handelt sech ëm eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit fir déi fräiwëlleg Zaldoten. Déi Proposition de loi gouf den 20. Mee vum Här Fernand Kartheiser deponéiert.

Ass d'Chamber d'accord mat deem Virschlag vun der Presidentekonferenz?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi n°6822 est renvoyée à la Commission juridique.)

5. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz vun deemselwechten Dag huet sech fir deen Ordre du jour ausgeschwat, deen de Fraktiounen zougestallt ginn ass.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

A mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Et geet ëm deen Débat, dee vun der Regierung ugefrot ginn ass iwwert de Rapport Artuso, betreffend d'Fro vun der Behandlung vun eise jiddesche Matbierger während där Period vun 1933 bis ´41. Ech wëll Iech soen, dass d'Riedezäit nom Modell 1 fixéiert ass. Dir hutt déi Riedezäit matgedeelt kritt. An als éischte Riedner bieden ech de Statsminister, den Här Xavier Bettel, un d'Riednerpult. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

6. Conclusions du rapport final concernant la «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies

Déclaration

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech Merci, dass an de Chamberskommissiounen an och heibannen an aller Serenitéit am Kader vun engem éierlechen, oppenen a couragéierten Débat iwwert de Rôle vun eisen Institutiounen an enger ganz däischterer Zäit vun eiser Geschicht ka geschwat ginn.

Nodeems d'Historiker Serge Hoffmann an Denis Scuto an der Öffentlechkeet berechtegt Froen iwwert de Rôle vun de Lëtzebuerger Autoritéite während dem Zweete Weltkrich gestallt hunn, gouf den 28. September 2012 hei an der Chamber eng parlamentaresch Fro déposéiert, eng Fro, déi net ouni Konsequenze bliwwen ass. An engem gewëssene Sënn geet hei am Parlament haut also e Krees zou, och wann d'Opschaffen an d'Aarbechte vun der Recherche weidergefouert musse ginn an och ginn.

Am Januar virun zwee Joer huet den deemolege Premierminister a senger Äntwert op déi Fro vum Här Ben Fayot nach vun engem gewëssene Flou geschwat, wat de Rôle vun der Verwaltungskommissioun a Relatioun mat der Deportatioun vu Judde betrëfft. Aus deem Grond huet d'Regierung et och noutwendeg fonnt, dass een d'Recherche sollt encouragéieren.

Am Mee 2013 ass schliisslech eng Konventioun tëschent der Uni Lëtzebuerg an dem Statsministère ënnerschriwwe ginn, déi et erlaabt huet, fir en Dispositif vu Recherche iwwert de Rôle vun der Exekutiv an der Zäit vum Zweete Weltkrich opzestellen.

D'Froen, déi sech gestallt goufen, waren eendeiteg a couragéiert: Hunn d'Autoritéite vun deemools mam Okkupant bei der Persekutioun vun de Judde kollaboréiert? Wéi huet déi eventuell Kollaboratioun ausgesinn? Wéi a vu wiem war se motivéiert?

Den Historiker Vincent Artuso huet den Optrag vun der Uni Lëtzebuerg ugeholl an hie gouf a senger Aarbecht encadréiert vun engem Comité scientifique. Et huet sech bei der Aarbecht vum Här Artuso scho fréi gewisen, dass d'Fuerschung iwwert d'Kollaboratioun wäit iwwert dat muss erausgoen, wat an dësem Projet de recherche definéiert gouf.

Dës ganz fréi Konklusioun steet nach ëmmer a muss zu weideren Efforte beim Opschaffe vun eiser eegener Geschicht féieren. D'Resultater vun der Recherche an déi virleefeg Schlusskonklusioune vum Här Artuso sinn a sengem Rapport festgehalen. Et sinn zum Deel ganz nei Erkenntnisser, déi den Historiker beschreift. An et ass duerch dës Fuerschungsaarbecht Luucht a verschidden däischter Ecker komm an dat ass och gutt esou a wichteg. Et gouf héich Zäit - et gouf héich Zäit! -, dass mir eis mat allen Aspekter vun eiser Geschicht auserneesetzen, dass mer méi e kompletten Iwwerbléck vun deem, wat geschitt ass, fuerderen an och kréien.

Et sinn awer net nëmmen nei Erkenntnisser, déi eis haut zum Nodenke brénge. Am Rapport, iwwert deen d'Chamber haut debattéiert, sinn och Elementer zréckzefannen, déi scho virdru bekannt waren, awer kaum thematiséiert goufen. Dat betrëfft d'Beispill vum Telegramm vun der Commission administrative un Nazidäitschland, iwwert deen de Paul Cerf 1980 scho geschriwwen huet. Hei seet d'Verwaltungskommissioun sech bereet, nei Uerderen ze follegen, soulaang d'Souveränitéit vum Land net a Fro gestallt géif ginn.

Mir hunn haut och nei Informatiounen, déi mer virun e puer Méint net haten. Mir hunn haut e Spigel, an dee mer kucken, dee jorzéngtelaang um Späicher an enger Këscht louch, déi staark verstëbst war an déi keen esou richteg wollt opmaachen. Mir hunn eenzel Beispiller, wou Vertrieder vun der Exekutiv bewosst oder onbewosst kollaboréiert hunn an e Riedche waren an där Maschinerie vun der Juddeverfolgung. Fonctionnairen, Vertrieder vun der Police, Leit aus dem Enseignement, mä och Beamten a Buergermeeschteren op Gemengenniveau ware punktuell oder generell bereet, fir ze kollaboréieren an notamment Lëschte mat Nimm vu jiddesche Matbierger opzestellen a weiderzeginn.

Déi gréisste Responsabilitéit vun der Verwaltungskommissioun war déi, dass een den Uerdere vum Gauleiter Gustav Simon gefollegt huet an de Lëtzebuerger Judden, déi geflücht waren, net erlaabt huet, nees bei sech heemzekommen, schreift de Vincent Artuso a sengem Rapport.

Vun deem Dag un hätt een d'Denkmuster vum Nationalsozialismus akzeptéiert, sou den Historiker an de Konklusioune vu sengem Rapport. D'Fro, ob et eng Alternativ zu där Positioun gouf, ass haut schwéier ze beäntwerten, an nach méi schwéier ze beäntwerten.

Et bleift d'Gewëssheet, dass mer net all Helde waren an dass mer eng Verantwortung géigeniwwer der jiddescher Communautéit droen. Déi Verantwortung musse mer iwwerhuelen an zu där musse mer och stoen. Wéi mer haut domadder ëmginn, musse mer all zesummen entscheeden.

An dofir freet d'Regierung och, Här President, d'Chamber, als éischte Pouvoir vum Land, op dëser Fro Positioun ze bezéien. D'Bereetschaft vum Pouvoir exécutif, fir d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen, steet, an déi Responsabilitéit kënnen a solle mer haut zesummen assuméieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. An éischte Riedner ass den Här Alex Bodry, President vun der Institutiounskommissioun, deen am Numm vun der Presidentekonferenz an der Institutiounskommissioun d'Resultat vun eisen Aarbechte presentéiert a Form vun enger Resolutioun. Duerno kënnt den eigentlechen Débat. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et présentation d'une résolution

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass fir mech eng grouss Éier, fir haut däerfen an Árem Numm dës Resolutioun ze presentéieren, eng Resolutioun, déi mer a siwe Sitzunge geschafen hunn, d'Conférence des Présidents an d'Institutiounskommissioun, mat der Suerg a mat dem Wëllen, fir op eestëmmeg Konklusiounen ze kommen. Dat ass eis gelongen.

1945 bis 2015, 70 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich debattéiert d'Chamber iwwert déi sougenannten „Juddefro" zu Lëtzebuerg, d'Verfolgung vun de Judden ënnert der Nazibesatzung hei am Land. Et ass déi éischte Kéier, dass déi Fro vun der Shoah, der systematescher Exterminatioun vun dem jiddesche Vollek, an den Zentrum vun enger parlamentarescher Debatt hei zu Lëtzebuerg gesat gëtt. Bei dësem Masseverbriechen, dësem Vëlkermord, dësem Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, jo géint d'Mënschheet, duerch Nazidäitschland an duerch eng Haassideologie si während dem Zweete Weltkrich sechs Millioune Judden ëmkomm, dorënner 1,5 Millioune Kanner.

Dës verréckten Exterminatiounswell huet och viru Lëtzebuerg net Halt gemaach. No dem aktuelle Wëssensstand si ronn 1.300 Judden, déi am Mee 1940 am Land gelieft hunn, vu Lëtzebuerg, vu Frankräich a vun der Belsch an d'Doudeslageren deportéiert ginn, wou se bal all gestuerwe sinn.

Dës Affer gehéieren zu deem bluddegen Tribut, deen eist Land an deem Krich huet misse bezuelen. No den offizielle Chifferen huet Lëtzebuerg 5.700 Doudesfäll ze bekloen, déi op de Krich an op d'Ënnerdréckung zréckzeféiere sinn. Dat entsprécht ronn 2% vun der deemoleger Bevëlkerung. Dës dramatesch Evenementer bleiwen an eiser nationaler kollektiver Erënnerung, an eiser Geschicht verankert. Si hunn d'Lëtzebuerger Natioun zementéiert.

Als Chamber bewonnere mer de Courage, déi couragéiert Haltung vu munche Lëtzebuerger géintiwwer dem Okkupant, déi senger mënscheveruechtender Ideologie resistéiert hunn an och eng Partie Judde virum sécheren Doud gerett hunn.

Dee vun der Regierung gefrote Rapport vum Historiker Vincent Artuso vum 9. Februar 2015 huet awer och eng aner Säit vun der Situatioun vun de Judden hei zu Lëtzebuerg opgezeechent. An enger de Judde misstrauesch, jo feindlech gesënnter Atmosphär an den 1930er Joren, an de 40er Joren zu Lëtzebuerg, wéi a ganz Europa, ass op verschiddene Verwaltungsniveauen et hei am Land zu Feelverhale komm.

Am Rapport Artuso gëtt folgend Schlussfolgerung gezunn - ech zitéieren aus dem franséischen Text: «L'administration luxembourgeoise collabora à la politique de persécutions antisémites de l'administration civile allemande dans trois domaines: l'identification des personnes considérées comme appartenant à la race juive selon les critères allemands; leur expulsion de la fonction publique, des professions libérales et des écoles; la spoliation de leurs biens.» Enn vum Zitat.

Déi vun der Chamber de 16. Mee 1904 agesate Verwaltungskommissioun, eng Aart „Regierung bis", huet d'Uerder vum Gauleiter a Gestapo matgedroen an dozou bäigedroen, de Lëtzebuerger vu jiddeschem Glawen, déi geflücht waren, d'Zréckkommen an hiert Land ze verweigeren. D'Lëtzebuerger Judde sinn esou aus der nationaler Gemeinschaft ausgeschloss ginn.

Och wann net d'Verwaltung als Ganzt während dësem Ufank vun der Nazibesatzung kollaboréiert huet, geet aus den historesche Recherchen ervir, dass eenzel Membere vun der Verwaltungskommissioun, en Deel vun de Verwaltungscheffen, eenzel Beamten aus dem Justizministère an der Police, eenzel Buergermeeschteren a Schouldirekteren, Enseignanten a Schoulinspektere wéi och Notairen an Expertkontabelen, déi och eng ëffentlech Missioun ausüben, antisemitesch Consignë ginn oder ausgefouert hunn. Dat hu se gemaach, anscheinend ouni sech weider Froen ze stellen, an heiansdo mat Äifer, wann et drëm gaangen ass, Lëschte vu Lëtzebuerger an auslännesche Judden opzestellen.

Och ass bekannt, spéitstens zënter dem Rapport vun 2009 iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder hei zu Lëtzebuerg, dass eenzel Lëtzebuerger ëffentlech Autoritéite bei der Spoliatioun vun de Verméige vun de Membere vun der jiddescher Gemeinschaft bedeelegt waren.

D'Lëtzebuerger Exilregierung, déi offiziell de Stat vertratt huet, huet, an och dat geet aus dem Artuso-Rapport ervir, probéiert, de Judden ze hëllefen. An de Lëtzebuerger Stat als Ganzt huet offiziell keng antisemitesch Verfolgungspolitik bedriwwen. Et bleift awer och d'Erkenntnis: De Judden ass och zu Lëtzebuerg an och vu Lëtzebuerger Leed zougefüügt ginn a grousst Onrecht geschitt.

Et ass an eisen Aen Zäit, héich Zäit, mä glécklecherweis net ze spéit, fir e staarke symboleschen Akt ze setzen an der jiddescher Gemeinschaft eng iwwerfälleg Unerkennung ze ginn a se offiziell an d'Gemeinschaft vun allen Äffer vum Naziregime hei zu Lëtzebuerg opzehuelen, eng Unerkennung, déi virdru Resistenzler, Zwangsrekrutéierter, Ëmgesidelter, politesch Verfollegter an, ënner anere Viraussetzungen, Spueniekämpfer kritt hunn.

D'Initiative wéi d'Schafe vun enger Fondatioun an engem Monument zur Erënnerung un d'Shoah, d'Weiderféierung vun den Aarbechte ronderëm d'Comptes dormants an nei Strukture fir d'Geschichtsfuerschung wéi och gesetzlech Archivnorme sinn alles Initiativen, déi d'Regierung ugestouss huet an an där nächster Zäit wëllt realiséieren.

D'Chamber dréckt ausdrécklech de Wonsch aus, dass d'Erënnerungsaarbecht ronderëm den Zweete Weltkrich nieft der Roll vun der Verwaltungskommissioun nach weider muss analyséiert ginn, och op aner Theme soll ausgedehnt ginn, wéi op d'Roll vun der Chamber zu där Zäit, vum Statsrot, vun der politescher Kommissioun, der Exilregierung an och vu verschiddenen Industriekreesser. Do ass nach vill historesch Opschaffungsaarbecht ze maachen.

Dëse Resolutiounsentworf, deen d'Ënnerschréft vun 21 Kolleeginnen a Kolleegen dréit, bréngt also zum Ausdrock dat, wat sämtlech an dëser Chamber vertruede Parteien, Fraktiounen a Sensibilitéiten empfannen. Trotz allen Divergenzen an der Appréciatioun vun deem engen oder aneren Aspekt vun där Zäit war de Wëllen, e kloren, onmëssverständleche politesche Message un d'jiddesch Gemeinschaft zu Lëtzebuerg ze riichten, eenzeg an eleng ausschlaggebend.

An engem rare Moment vun Eestëmmegkeet erkennt d'Chamber d'Leiden un, déi der jiddescher Gemeinschaft, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, während der Naziokkupatioun zougefüügt gi sinn, an dréckt hiert déift Bedaueren aus. D'Chamber entschëllegt sech bei der jiddescher Communautéit fir déi Feelverhalen, duerch déi d'Verantwortung vun der Lëtzebuerger ëffentlecher Autoritéit engagéiert ass. D'Chamber ënnersträicht d'Wichtegkeet vun den historesche Recherchen, mam Zil, géint d'Vergiessen a fir d'Erënnerung un déi dramatesch a markant Etappe vun eiser Geschicht virzegoen. Esou Grausamkeeten däerfe sech net widderhuelen!

Duerfir hëlt och d'Chamber, zum Schluss vun hirem Text, e feierlechen Engagement, sech mat voller Kraaft fir de Respekt vun de Mënscherechter anzesetzen a géint all Forme vun Antisemitismus, vu Rassismus a Friemenhaass unzekämpfen. Dat si mer allen Affer vun der Shoah schëlleg. Dat si mer alle Leit schëlleg, déi ënnert dem Naziregime hei zu Lëtzebuerg gelidden hunn.

Merci.

Résolution

- Vu le rapport de Monsieur Vincent Artuso, «La „question juive" au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies», commandité par le Premier ministre en avril 2013 et remis le 9 février 2015;

- vu le rapport de la Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre, «La spoliation des biens juifs au Luxembourg, 1940-1945» du 19 juin 2009;

- vu le rapport «Fondation de la Mémoire de la Shoah» établi le 31 mars 2014 à la suite d'une mission de concertation confiée par le Premier ministre à Monsieur Ben Fayot en septembre 2013;

A. considérant les conclusions principales du rapport de Monsieur Vincent Artuso selon lesquelles «l'administration luxembourgeoise collabora à la politique de persécutions antisémites de l'administration civile allemande dans trois domaines: l'identification des personnes considérées comme appartenant à la race juive selon les critères allemands; leur expulsion de la fonction publique, des professions libérales et des écoles; la spoliation de leurs biens», tout en prenant en compte l'attitude méfiante grandissante à l'égard des Juifs qui régnait au Luxembourg et en Europe pendant les années 1930 et la première moitié des années 1940, rappelée par ledit rapport et qui a facilité les dérives constatées;

B. considérant, qu'en l'état actuel des connaissances, la Commission administrative, instituée par la résolution de la Chambre des Députés du 16 mai 1940, a mis en œuvre l'ordre du gauleiter sur l'interdiction de retour sur le territoire prononcée à l'encontre des citoyens luxembourgeois juifs ayant fui l'occupation nazie, les excluant ainsi de la communauté nationale;

C. considérant que certains membres de la Commission administrative, une partie des chefs d'administration, certains fonctionnaires du Ministère de la Justice, plusieurs membres de la police locale étatisée, certains bourgmestres et certains directeurs d'établissements d'enseignement secondaire, des enseignants et inspecteurs de l'enseignement primaire, des notaires et des experts-comptables, assumant des missions de service public, ont collaboré en ordonnant ou en mettant en œuvre des consignes antisémites, apparemment sans en remettre en question la légitimité, voire la moralité et ceci parfois avec diligence, notamment lorsqu'il s'agissait de dresser des listes de citoyens et d'étrangers juifs;

D. considérant la participation de certaines autorités publiques luxembourgeoises aux spoliations de biens appartenant aux membres de la communauté juive;

E. rappelant le lourd tribut payé par la population et particulièrement par les Juifs lors des années d'occupation et de terreur nazies;

F. rappelant qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, d'après l'état actuel des connaissances, environ 1.300 Juifs, vivant au Luxembourg en date du 10 mai 1940, qui avaient en partie fui le Luxembourg après l'invasion nazie et n'ont pas pu y rentrer, ont été déportés depuis le Luxembourg, la France et la Belgique vers les camps de la mort où presque tous ont été assassinés;

G. rappelant que le rapport de Monsieur Vincent Artuso vient confirmer que le Gouvernement en exil ne s'est pas rendu coupable d'actes de collaboration dans le contexte de la persécution antisémite nazie sous l'Occupation, mais qu'il a pris des dispositions pour venir au secours de ses ressortissants juifs dès que l'ordre d'expulsion des Juifs du Luxembourg, signifié le 12 septembre 1940 par la Gestapo sur ordre du gauleiter aux représentants du Consistoire israélite, lui fut connu et que l'État dans son ensemble n'a pas officiellement mené une politique de persécution antisémite;

H. saluant les actes de courage de certains habitants du Luxembourg qui ont sauvé des Juifs du sort tragique qui les menaçait et rappelant les nombreux actes de résistance à l'occupant nazi, dont l'action devient aujourd'hui, au vu de l'attitude de certaines autorités de l'État, d'autant plus méritoire;

I. prenant acte que la communauté juive n'a jusqu'ici obtenu aucune reconnaissance officielle de la part de l'État et n'a pas encore été intégrée officiellement dans la communauté des victimes du régime national-socialiste, contrairement à ce qui a déjà été accompli notamment en faveur des résistants, des enrôlés de force, des déportés, des personnes traquées pour leurs convictions politiques ou religieuses ou des volontaires des Brigades Internationales de la Guerre d'Espagne;

J. se félicitant de la proposition du Gouvernement de débattre publiquement de ces questions à la Chambre des Députés et considérant les initiatives d'ores et déjà annoncées, telles que la création d'une Fondation et d'un Monument de la Mémoire de la Shoah, l'identification des comptes et autres titres dormants, la mise en place, par la voie législative, de normes d'archivage appropriées et la création d'un pôle de recherche historiographique consolidé;

K. considérant qu'il y a lieu d'élargir, dans le cadre du travail de mémoire qui sera ainsi mené à l'avenir, le dispositif de recherche sur le rôle de la Commission administrative durant la Seconde Guerre mondiale à d'autres objets, tels que la Chambre des Députés, le Conseil d'État, ou encore la Commission politique, le Gouvernement en exil ou certains milieux industriels,

la Chambre des Députés,

1. reconnaît et déplore profondément les souffrances infligées à la communauté juive, à ses membres luxembourgeois et étrangers, durant l'occupation nazie du Luxembourg;

2. exprime ses excuses à la communauté juive, alors que du fait des actes fautifs commis, la responsabilité de l'autorité publique luxembourgeoise se trouve engagée;

3. rappelle l'importance de poursuivre les recherches historiques, notamment dans le but de perpétuer le devoir de mémoire pour éviter l'oubli de faits dramatiques et marquants de notre Histoire;

4. prend l'engagement solennel de faire tout son possible afin que de telles atrocités ne puissent se reproduire, de continuer à défendre avec vigueur les droits de l'Homme et de lutter contre toute forme d'antisémitisme, de racisme et de xénophobie.

(s.) Alex Bodry, Claude Adam, Simone Beissel, Eugène Berger, Lex Delles, Mars Di Bartolomeo, Joëlle Elvinger, Franz Fayot, Gast Gibéryen, Léon Gloden, Cécile Hemmen, Fernand Kartheiser, Viviane Loschetter, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Lydie Polfer, Gilles Roth, Serge Urbany, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, fir d'Geschicht: Kéint den Här Bodry eis vläicht just erkläeren, wéi de Choix op déi 21 (veuillez lire: 20) Deputéierte komm ass, fir dass dat och spéider eng Kéier kann nogelies ginn. Ech mengen, déi aner 39 (veuillez lire: 40) Deputéierten hätten och ënnerschriwwen, wann net no engem gewëssene Kritär eigentlech d'Ënnerschréften hei zustane komm wieren. Wann en eis dat nach kéint erklären, fir dass do net spéider kann e Mëssverständnis opkommen,.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech, Här Wolter. Et sinn d'Memberen...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass eng Delegatioun, déi sech zesummesetzt aus de Membere vun der Institutiounskommissioun an der Conférence des Présidents. An et sinn déi Membere vun der Chamber gefrot ginn, hei ze ënnerschreiwen, déi un deenen Aarbechte mat bedeelegt waren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Très bien! Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir d'Prezisioun. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Serge Wilmes fir d'CSV.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV ass frou, datt mer haut iwwert d'Konklusioune vum Artuso-Rapport schwätzen. Frou, well et eng wichteg Diskussioun ass. Eng Diskussioun, déi iwwert d'Parteien eraus geet, iwwert d'Politik eraus. Eng Diskussioun, bei där et ëm all d'Awunner vun eisem Land geet. Zesumme kucke mer haut op eng vun deene schwéiersten Zäiten zréck, déi onst Land erlieft huet: den Zweete Weltkrich.

Et war eng däischter Zäit, voller Leed fir onst Land a seng Awunner. Zu Lëtzebuerg ass vill a gären iwwert dës Zäit geschriwwen a geschwat ginn, doriwwer, wéi Nazidäitschland ons vun 1940 bis `44 besat huet, doriwwer, wéi d'Nazien ons forcéiere wollten, fir däitsch ze ginn, doriwwer, wéi d'Lëtzebuerger hirem Okkupant d'Stir gebueden hunn, an iwwert deen héije mënschleche Präis, dee se dofir bezuelt hunn.

Manner vill a gäre gëtt iwwert déi geschriwwen a geschwat, déi dem Naziokkupant gehollef, eng Hand mat ugepaakt, kollaboréiert hunn. D'Kollaboratioun ass keen Tabuthema méi. Et fënnt ee se an enge sëlleche Bicher, Mémoiren, Ausstellungen a souguer Filmer. An engems ass d'Kollaboratioun awer e sensibele Sujet. E Sujet, dee wéideet.

Viru 75 Joer sinn et der ginn, déi matgehollef hunn. Et sinn der ginn, déi aktiv Resistenz gemaach hunn. An déi allermeeschten, déi hu versicht, ze liewen an ze iwwerliewen. Dat war esou. An haut erkenne mer dat einfach un, esou wéi d'Situatioun war. Si war net schwaarz oder wäiss, et war eppes dertëschent mat villen Nuancen.

An dorëms geet et och beim Rapport Artuso, iwwert d'Verfolgung vun de Judden hei zu Lëtzebuerg. Et geet drëms, fir ze nuancéieren, net fir ze dénoncéieren. Et ass ebe geschitt, och bei ons am Joer 1940. Deemools hunn och Lëtzebuerger, och Vertrieder vum Lëtzebuerger Stat, gehollef, fir Judden ze identifizéieren, auszestoussen a se ze verdreiwen. Esou d'Haaptkonklusioune vum Rapport Artuso.

Et gëtt vill Grënn, firwat datt dat geschitt ass: aus Angscht, aus Drock, aus Résiliatioun, aus Upassung, aus Opportunismus oder aus Iwwerzeegung. Mä ons geet et net drëms, fir mam Fanger op een ze weisen oder fir ze jugéieren. Mir wëssen haut bei der Verfolgung vun de Judden: Zu Lëtzebuerg ass kollaboréiert ginn, och vun enger Rei ëffentlechen Autoritéiten a vu verschiddene vun hire Vertrieder. An dofir wëlle mer der jiddescher Communautéit haut soen, datt et ons leeddeet. Mir entschëllegen ons.

Et ass an där Zäit zu Lëtzebuerg wéi a ganz Europa eng Méfiance géigeniwwer de Judde ginn. Mä d'Lëtzebuerger Vollek war an ass net antisemitesch. Et gouf och keng esou eng Politik vum ganze Lëtzebuerger Stat gemaach. D'Exilregierung an eenzel Bierger hu Judde gehollef. An awer si mer haut betraff als Mënschen. Mir fillen no, wat deemools geschitt ass hei bei ons. Och bei ons goufen deemools jiddesch Bierger verdriwwen. An déi meescht vun hinne sinn net méi heemkomm, si sinn ëmbruecht ginn, an dat eenzeg an eleng, well se Judde waren. D'Nazien haten décidéiert, hinnen d'Mënschsinn ewechzehuelen. An dat däerfe mer, dat wëlle mer net vergiessen.

Mir soen onse jiddesche Matbierger an de jiddesche Flüchtlinge vun deemools: „Dir hutt zu ons gehéiert. Dir gehéiert zu ons. Dir sidd e festen Deel vun onser Gesellschaft, vun onsem Land. Wat Iech geschitt ass, dat wëlle mer weiderginn. An dat wäerte mer och weiderginn un ons Kanner a Kandskanner, ëmmer an ëmmer erëm. Genee wéi och un déi aner Affer wäerte mer denken an dat weiderginn un d'Resistenzler, d'Zwangsrekrutéierten, déi Ëmgesidelt, déi politesch a reliéis verfollegt Leit, u jiddwer Affer, fir datt hiert Blutt zum Blutt vun der Hoffnung gëtt a bleift."

Mir all zesumme si gefuerdert, Toleranz ze liewen an aus der Geschicht ze léieren. Dat huet ganz einfach mat engem Bild vum Mënsch ze dinn, vu senger Dignitéit, vu senger Fräiheet. A wann ons déi um Häerz leien, dann ass et ni ze spéit, fir iwwert déi Zäit vun der Shoah ze schwätzen. An dofir maache mer och haut dee Geste vis-à-vis vun onse jiddesche Matbierger. Mir soe Pardon. Mir erënneren ons. A ganz konkret schafe mer dofir en nationaalt Monument an eng Fondatioun vun der Shoah. A mir hätten och gären, datt eng Plaz vun der Deportatioun vun de Judden hei am Land, wéi Cinqfontaines/Pafemillen bei Elwen, als Lieu de mémoire erhale bleift...

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- ...an datt d'Fuerschung iwwert déi Zäit an allgemeng iwwer ons rezent Vergaangenheet weidergeet a mat den néidege Mëttelen ënnerstëtzt gëtt, wéi zum Beispill an engem Archivgesetz, dat jo schonn am Tirang läit.

Här President, als CSV sti mir zu all deene Gesten, déi mer haut maachen, mat all de Perspektive fir ons all. An an deem Sënn ënnerstëtze mer och d'Resolutioun vun der Chamber mat hire Konklusiounen an offizielle Gesten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wilmes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Lex Delles fir d'DP. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi exzellent Recherchë vum Här Vincent Artuso an Zesummenaarbecht mam Comité scientifique hunn de Mérite, dass mer et haut hei fäerdegbréngen, een objektiven a sachlechen Débat iwwert dëst Kapitel vun eiser Geschicht ze féieren. Dofir, Här Artuso, soen ech Iech Merci, gradesou wéi all deenen anere Chercheuren, déi bis elo gehollef hunn, fir d'Geschicht vu Lëtzebuerg opzeschaffen.

De Rapport, deen d'Regierung an Optrag ginn huet, kënnt zur Konklusioun, dass d'Verwaltungskommissioun aktiv kollaboréiert huet. Den Haaptreproche u si ass deen, dass si op Uerder vum Gauleiter de Judde verbueden huet, zréck op Lëtzebuerg ze kommen, och deenen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit haten. D'Judde goufen domadder zu Bierger zweeter Klass degradéiert.

D'Verwaltungskommissioun huet sech zum Beispill awer dem Gauleiter senger Sprachenverordnung widdersat. Si hätt sech also och dem Verbuet, fir Flüchtlingen nees heemkommen ze loossen, kënne widdersetzen oder wéinstens dergéint protestéieren. Dat huet se awer net gemaach. Dat si Fakten, déi d'Historiker eis virun d'A gefouert hunn. D'Fro, déi mer eis haut musse stellen, ass, wéi eng Suite mer dësen neien Erkenntnisser wëllen a solle ginn.

Am Virfeld vun dëser Debatt ass d'Institutiounskommissioun an aacht Sëtzungen zesummekomm, fir de Rapport ze analyséieren. An et ass séier kloer ginn, dass zwar d'Fro vun der fräiwëlleger Kollaboratioun vun der Verwaltungskommissioun souwäit beäntwert gouf, gläichzäiteg awer ganz vill nei, gradesou wichteg Froen opgeworf gi sinn, wéi zum Beispill: Wat war d'Roll vun der Exilregierung par rapport zu der Verwaltungskommissioun? Huet d'Verwaltungskommissioun Récksprooch mat der Exilregierung, mam Parlament oder mam Statsrot geholl? Wéi war d'Legitimitéit vun der Verwaltungskommissioun? Dat just, fir nëmmen e puer Froen opzewerfen, déi et nach gëllt, weider ze beliichten.

Et ass dofir ganz schwiereg, haut schonn iwwer definitiv Konklusioune respektiv Konsequenzen ze schwätzen. D'Chamber entzitt sech domadder hirer Verantwortung awer net. Au contraire! An dëser Resolutioun, déi d'Parteien alleguerten zesummen an der zoustänneger Chamberskommissioun ausgeschafft hunn, erkennt d'Parlament d'Leide vun der jiddescher Communautéit zu Lëtzebuerg ënnert dem Naziregime un.

Aus deem Grond hunn d'Parteien och unanime décidéiert, fir sech am Numm vun der Chamber fir déi Akten, déi d'Responsabilitéit vun der Autorité publique engagéiert hunn, ze entschëllegen. Am Laf vu menger Ried wäert ech nach méi am Detail op dës Resolutioun agoen. De roude Fuedem, dee sech heiduerch zitt, resüméiert sech awer an engem Saz: opschaffen, weiderfuerschen a vermëttelen, fir ni méi ze vergiessen.

Här President, „ni méi Auschwitz, ni méi Holocaust", dat seet sech hautdesdaags esou einfach, mä wie garantéiert eis, dass dat esou och wierklech ni méi virkënnt?

Den Zweete Weltkrich ass net duergaangen, dass déi richteg Léieren dorauser gezu goufen. Ganz am Géigendeel! Zum Beispill Ruanda, Cambodge, Jugoslawien. D'Lëscht vun den autoritäre Regimmer am 20., am 21. Jorhonnert, duerch déi Dausenden an Dausende vun onschëllege Leit ëm d'Liewe komm sinn, ass vill ze laang, an dat Schlëmmst dobäi ass: Si kritt keen Enn. Zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich, an anere Wierder an deene leschte 70 Joer, goufen et nëmme 26 Deeg ouni Krich op dëser Welt. Intoleranz, Diskriminatioun, Rassismus, Xenophobie keimen och ëmmer nees an der Bevëlkerung op.

Ech muss jo hei kee méi un déi rezent Attentater zu Bréissel, Paräis, Kopenhagen erënneren, oder un esou stupid Akte vu Profanatioun vu Kierfechter. Antisemitismus ass an eisen Nopeschlänner amgaangen zouzehuelen. A mir wëssen et, Lëtzebuerg ass keng Insel. Déi bescht Method, fir ze verhënneren, dass de Phenomeen iwwerschwappt, ass nach ëmmer d'Opklärung. Ech wäert méi spéit a menger Ried nach emol op d'Wichtegkeet vun dëser Opklärung agoen.

Dofir begréissen ech ëmsou méi de Rapport vum Vincent Artuso, deen et eis net nëmmen erlaabt, d'Roll vun der Verwaltungskommissioun ënnert dem Naziregime ze analyséieren, mä deen eis virun allem hëlleft, een Tabu ze briechen an eis Geschicht opzeschaffen. Ech wëll awer ënnersträichen, dass et hei net drëms geet, een ze stigmatiséieren oder mam Fanger op een ze weisen, ganz am Contraire.

Et geet drëms, dass mir alleguerten assuméieren, dass deemools net alles esou gelaf ass, wéi et hätt sollen. Et ass eben net alles schwaarz oder wäiss, et gi ganz vill Nuancen. An dofir geet et och net drëms, iergendeen ze verueerteelen, well kee vun eis weess, wéi een an där deemoleger Situatioun gehandelt hätt.

Wéi iwwerall goufen et och hei am Land net nëmmen Helden, mä där gouf et der awer och. Bei den Zwangsrekrutéierten, ech denken hei awer och un d'Resistenzler, oder ganz einfach u Leit, Familljen, déi Judde gehollef hu respektiv géint den Naziregime ugekämpft hunn, ouni et un déi grouss Klack ze hänken. Och dat soll op dëser Plaz emol eng Kéier ervirgestrach ginn.

Här President, de Rapport Artuso huet awer och gewisen, dass et nach eng ganz Partie Lacunne ginn, zum Deel, well eis Archiven net komplett sinn. Den Här Artuso huet selwer an där Entrevue, déi mer mat him haten, op d'Schwieregkeeten higewisen, déi en dowéinst a senger Recherche hat. Déi eenzel Administratioune sinn nämlech net obligéiert, hir Archiven un déi national Archive weiderzeginn. Et feelt un enger kloer definéierter Method.

Et feelt awer ganz einfach och un enger Archivkultur. Dat beschte Beispill sinn déi 350 lafend Meter Archiven aus de 40er Joren, déi ursprénglech aus dem Finanzministère stamen an déi eréischt virun e puer Wochen elo an den Nationalarchiven opgedaucht an net répertoriéiert sinn. Dës Dokumenter mussen elo nodréiglech nach opgeschafft ginn, zemools well se eventuell nei Erkenntnisser zu de Comptes dormants kéinte liwweren.

Wichteg ass et awer och, dass mer derfir suergen, dass alleguerten déi Dokumenter, déi vläicht nach an ëffentleche Gebaier, awer och bei Privatleit am Keller, um Späicher oder iergendzwousch leien, erfaasst ginn. Dat weist, dass mer séier e Basisgesetz brauchen, wat d'Archivéieren ubelaangt. Ech sinn dofir och ëmsou méi frou, dass de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt huet, dass an den nächste Wochen ee Gesetz op den Instanzewee geschéckt gëtt, wat den Emgang mat offizielle staatlechen Dokumenter regelt.

Här President, et ginn awer och nach eng ganz Rei Lacunnen an dem Kapitel vun eiser Geschicht. Et gëtt nach iwwer villes e Flou. Dee Rapport, iwwert dee mer haut hei schwätzen, an och dat gouf schonn e puermol ënnerstrach, ass net d'Enn vun de Fuerschungen, mä den Ufank. Fir sech méi e globaalt Bild vun der Lëtzebuerger Geschicht an den 30er a 40er Joren ze maachen, mussen, an dat huet sech ganz kloer erausgeschielt, nach weider Etüde gemaach ginn. Ech hat et am Ufank vu menger Ried schonn ugedeit: nei Froen, déi duerch dëse Rapport opgeworf goufen, wat d'Roll vun der Exilregierung par rapport zu der Verwaltungskommissioun ubelaangt, oder och nach de Rôle vum Statsrot an dem Parlament par rapport zu där Verwaltungskommissioun.

Do dernieft ass och nach laang net alles iwwert d'Geschicht iwwert d'Resistenz an där vun den Zwangsrekrutéierte gewosst, soudass et nach ganz vill Froe ginn, op déi mer eng Äntwert musse fannen. Et ass jo ganz vill am Virfeld vun dëser Debatt iwwert d'Institut fir Zäitgeschicht geschwat ginn. Ma net méi spéit wéi de leschte Freiden huet den zoustännege Statssekretär Marc Hansen ugekënnegt, dass d'Institut fir Zäitgeschicht am Juli 2016 ka lassleeën. Et soll een interdisziplinareschen Zenter ginn, deen un d'Uni Lëtzebuerg rattachéiert gëtt, wat déi appropriéiertst Plaz ass, fir dës Recherchen ze organiséieren.

D'Missioun vun deem Institut, esou wéi et am Regierungsprogramm steet, ass déi vun enger wëssenschaftlecher Recherche, déi eis Zäitgeschicht op eng objektiv a kritesch Manéier ënnert d'Lupp hélt. Dofir ass et wichteg, e kohärente Programm festzeleeën, dee systematesch alleguerten d'Aspekter vun der rezenter Vergaangenheet analyséiert. Déi Analys soll sech awer net just op d'Period vum Zweete Weltkrich beschränken, mä op dat ganzt 20. Jorhonnert. Dat heescht, och d'europäesch Integratioun respektiv den Iwwergang vu Lëtzebuerg als Industriestanduert zu enger Déngschtleeschtungsgesellschaft oder och nach eis Mediegeschicht.

D'Demokratesch Partei begréisst an deem Zesummenhang och, dass solle Synergien, ënner anerem mam Centre Robert Schuman, mam Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance a mat deem vun den Zwangsrekrutéierten, gemaach ginn. Schliisslech gouf jo schonn do eng enorm Viraarbecht geleescht.

Déi wëssenschaftlech Recherchen erlaben eis, eng Analys op Fakten ze maachen an net op Emotiounen, well et sinn déi, déi dacks fir Sträit suergen. Déi logesch Suite vun dësen Etüden ass, dass déi nei Erkenntnisser an d'Wëssensvermëttlung mat afléissen. An deem Kontext ass et och ubruecht, fir de Geschichtsunterrecht gradesou wéi dee vun der Éducation civique an eise Schoulen unzepassen.

Här President, dem Gerd Klestadt, en Zäitzeien, deen zesumme mam Statsminister an der groussherzoglecher Famill elo am Januar un de Gedenkfeierlechkeete fir de 70. Anniversaire vun der Befreiung vun Auschwitz deelgeholl huet, läit et um Häerz, fir de Jugendleche seng Zäit am KZ zu Bergen-Belsen ze erzielen, fir dass dat op kee Fall a Vergiessenheet geréit.

An deene leschte 14 Joer huet de Gerd Klestadt 14.000 Schüler begéint, souwuel hei am Land wéi och an Däitschland an a Frankräich. Dobäi huet hie misse feststellen, dass d'Lëtzebuerger Schüler net ëmmer genuch iwwert déi néideg historesch Kenntnisser verfügen, déi awer d'Grondviraussetzung sinn, fir den Holocaust ze verstoen. Ouni dëse Background kënnen d'Schüler net begräifen, wéi et esou wäit komme konnt. An dobäi ass d'Opklärung deen eenzege Wee, fir ze vermeiden, dass esou Verbriechen nach eng Kéier opkommen.

A genee hei ass et, wou d'Responsabilitéit vun den Elteren, Grousselteren a Familljen, awer natierlech och vun den Enseignantë gefuerdert ass. Et ass wichteg, dass d'Kanner an déi Jugendlech wëssen, wat deemools geschitt ass, fir dass se matzäiten d'Zeeche vun Intoleranz an Extremismus kënnen detektéieren, fir dergéintzesteieren.

Här President, mir hunn elo vill iwwer fuerschen a vermëttele geschwat. Ma sech erënneren, den Devoir de mémoire, ass en anere Volet, deen op d'mannst esou wichteg ass. An dofir begréissen ech et och, dass déi vun der jiddescher Communautéit scho laang gefuerdert Fondatioun elo endlech Formen unhélt. Wéi de Statsminister Xavier Bettel et schonn ugekënnegt huet, soll dat eng Fondation pour la Mémoire de la Shoah ginn.

Fir den Ament ass en Aarbechtsgrupp, dee sech aus Vertrieder vum Statsministère an dem Consistoire zesummesetzt, domadder beschäftegt, d'Statutten an d'Missioun vun dëser Fondatioun auszeschaffen, déi ënner anerem aus Geld wäert gespeist ginn, wat op de sougenannte Comptes dormants läit a wat net vun lerwe reklaméiert gouf. Am Zesummenhang vun dëse Comptes dormants wäert deemnächst jo och e Rapport presentéiert ginn. D'Regierung denkt ausserdeem driwwer no, fir och nach e komplementare Rapport iwwert d'Spoliation vun de Biens juifs an Optrag ze ginn.

Här President, nach hu mer déi immens grouss Chance, fir kënne vun den Témoignagë vun den Zäitzeien ze profitéieren. An an deem Kontext begréissen ech och déi sëllechen Initiativen, déi et hei am Land ginn, wéi zum Beispill d'Témoins de la deuxième génération, déi iwwregens vum Charles Goerens an d'Liewe geruff gouf an déi all Joers Lycéesklassen zesumme mat KZ-Iwwerliewenden op Auschwitz begleet.

Esou eng Rees, déi jo e commémorativen an och e pädagogeschen Hannergrond huet, muss awer gutt virbereet sinn. An dofir wëll ech déi Opklärungsaarbecht, déi d'Proffen am Virfeld maachen, hei eemol ausdrécklech luewen! Well och 70 Joer duerno sinn déi Andréck, déi een zu Auschwitz respektiv zu Birkenau vermëttelt kritt, extrem schwiereg emotionell ze verschaffen. D'Témoignagë vun Iwwerliewende féieren engem hei dat Onvirstellbart virun Aen.

Ech hunn et virdru scho gesot, eis Generatioun huet d'Chance, dass nach Zäitzeien do sinn. Mir hunn elo vill iwwert d'Affer vun der Shoah geschwat, mä geneesou wichteg wéi hir Iwwerliwwerunge sinn déi vun den Zwangsrekrutéierten oder Resistenzler an awer och vun all deenen, déi déi Zäit matgemaach hunn. Mä leider gëtt et ëmmer manner Iwwerliewender. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir hir Erënnerunge festhalen op Pabeier, op Video, fir dass si hir Messagen och eise Kanner kënne viruginn, fir ze vermeiden, dass d'Geschicht sech widderhélt.

A wann ee kuckt, wat den Ament ronderëm eis nees amgaangen ass ze geschéien, ech hunn et aganks schonn opgezielt, dann ass d'Sensibiliséierung vu jonke Leit méi wéi jee néideg.

Dofir ënnerstëtzen ech och all Projeten, déi an déi Richtung ginn, wéi zum Beispill d'Memo-Shoah asbl. Si huet sech, grad wéi och aner Associatiounen, zum Zil gesat, derfir ze suergen, dass d'Mémoire lieweg bleift. Zënter 1969 ass de Site vu Fünfbrunnen, vu wou Honnerte vu Judden deportéiert goufen, e Lieu de mémoire. Op Initiativ vum Här Henri Juda ass 2013 dunn d'Asbl MemoShoah gegrënnt gi mam Haaptzil, fir iwwert d'Monument zu Fünfbrunnen eraus d'Mémoire vun alle Génociden ze sinn.

Als Munnerefer Buergermeeschter ass et mer wichteg, och e Stéck Geschicht festzehalen, andeems mer e Lieu de mémoire aus der Synagog maachen, déi zanter 1995 am Besëtz vun der Gemeng Munneref ass, ëm 1900 vu jiddesche Famillje gebaut ginn an am Zweete Weltkrich komplett verwüüst ginn ass. Et huet du bis 1953 gebraucht, bis se nees restauréiert war. Mat de Joren allerdéngs ass déi jiddesch Communautéit zu Munneref ëmmer méi kleng ginn, soudass d'Leit sech an engem Gebietsraum am Hotel Bristol versammelt hunn.

D'Original vun der Arche sainte vun der Synagog vu Munneref steet haut nach an der grousser Synagog an der Stad. Mir hunn awer eng Kopie vun där Arche sainte nobaue gelooss, an déi steet haut nees an der neier aler Synagog zu Munneref. Nodeems d'Gebai nämlech jorelaang eidel stoung, ass d'Synagog dëst Joer elo fäerdeg renovéiert ginn.

Net nëmmen huet d'MemoShoah hire Siège social do, mä d'Raimlechkeete solle virun allem fir Expositiounen an éducativ Projete genotzt ginn. Et ass ausserdeem och nach virgesinn, dass mer dësen Hierscht Stolpersteng vum Kölner Bildhauer Gunter Demnig geluecht kréien als Lieu de mémoire, fir der Geschicht vun der jiddescher Communautéit zu Munneref ze gedenken.

Well et esou wichteg ass, Lieu-de-mémoiren ze hunn, ass et scho laang eng Revendicatioun vun der jiddescher Communautéit, an onser Haaptstad e commémoratiivt Monument ze erriichten. An och hei sinn ech frou, dass de Stat an Zesummenaarbecht mat der Stad dëser Fuerderung elo gerecht gëtt. De franséisch-israelesche Kënschtler Shelomo Selinger wäert eng Skulptur schafen, an dat quasi op där Plaz, op där fréier d'Synagog an der Rue Notre-Dame stoung, tëschent der Kathedral an der fréierer Sainte-Sophie, ier se am Zweete Weltkrich vun den Nazien zerstéiert gouf.

Eng kleng Anekdot dozou: D'Nazien hätten d'Synagog schonn e puer Joer méi fréi zerstéiere wëllen, allerdéngs hate se Schwieregkeeten, eng Lëtzebuerger Firma ze fannen, déi bereet war, deen Uerder ze exekutéieren.

Här President, et ass wichteg, esou Lieu-de-mémoiren ze hunn, fir den Affer vun der Shoah, den Zwangsrekrutéierten, deenen, déi an der Resistenz waren oder an alliéierten Arméie fir eis Fräiheet gekämpft hunn, jee, kuerz gesot, fir allen Affer vum Zweete Weltkrich ze gedenken.

Fir den Ament lafe Gespréicher mat all den Initiativen a Comitéen, déi sech derfir asetzen, dass d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich oprechterhale bleift. D'Iddi ass, dass si alleguerten zesummen an engem eenzege staarke Comité vertruede sinn, fir esou der Erënnerung nach méi eng grouss Bedeitung ze ginn. An dofir begréissen ech och d'Initiativ vun eisem Premier Xavier Bettel, fir en nationalen Dag vum Souvenir an d'Liewen ze ruffen, wou mer alleguerten zesummen an enger ziviller Zeremonie den Affer gedenken.

Anerersäits ass et awer och wichteg, fir esou Lieu-de-mémoiren ze hunn, fir sech bewosst ze bleiwen, dass dat, wat deemools geschitt ass, en Deel vun onser Geschicht ass an dass dat zu eiser Identitéit gehéiert. Ouni Wuerzele weess een net, wien een ass. Nëmmen esou kann een d'Entwécklungen an de richtege Kontext setzen, net fir ze veruerteelen, mä fir ze beuerteelen. Nëmmen esou kann een dat Gutt vum Schlechten ënnerscheeden. Dëst Bewosstsinn ass de Grondstee vun eiser Fräiheet a vun eiser Verantwortung, Wäerter, déi et gëllt, ëmmer nees weiderzevermëttelen.

De Geschichtsunterrecht ass dofir do, fir op eng objektiv Aart a Weis déi historesch Faiten ze erklären. Allerdéngs geet dat eleng net duer, wichteg ass och, dass een déi richteg Léieren dorauser zitt. Mä dofir ass de klassesche Geschichtsunterrecht oder de Civiquesunterrecht net onbedéngt déi richteg Plaz. Am Ausland gëtt et Iwwerleeungen, fir déi Wäerter vu Fräiheet, Verantwortung an Toleranz de Schüler an engem spezifesche Cours ze vermëttelen. A wat läit do méi no, wéi dat an deen neie Wäerteunterrecht ze integréieren?

Här President, ech sinn der Meenung, dass dat deen ideale Kader ass, fir eise Kanner a Jugendleche genee dës Wäerter mat op de Wee ze ginn. An dësem Wäerteunterrecht ginn eis Kanner och net méi wéi bis ewell jee no Relioun oder Glawe getrennt, mä bleiwen zesummen a léieren do een deem anere seng Iwwerzeegungen am géigesäitege Respekt an an der Toleranz kennen. Ech sinn der déifster Iwwerzeegung, dass dës Prinzipien de Grondstee vun eisem Rechtsstat sinn. Dofir ass et esou wichteg, déi scho vu Klengem un ze vermëttelen, fir dass de Rechtsstat ni méi un d'Wackele kënnt.

Här President, et war mer eng immens grouss Éier, am Numm vun eiser Fraktioun haut zu deem Thema kënne Stellung ze huelen. Ech kennen dëst Kapitel vun eiser Geschicht wuel aus de Bicher, ech hat awer och nach d'Chance, a menger Famill Zäitzeien ze hunn, déi mer hir ganz perséinlech Andréck erzielt hunn. Dat huet mech geprägt an dofir gesinn ech et och als meng Aufgab als Bierger, alles drunzesetzen, fir dass déi wäertvoll Témoignagen net a Vergiessenheet geroden. Et ass wichteg, dass déi Generatiounen no mir och déi ganz Envergure mat all hire Facetten, déi de Krich mat sech bruecht huet, sief et d'Liewen ënnert der Okkupatioun, d'Kollaboratioun, d'Shoah oder nach d'Resistenz, richteg erfaasse kënnen.

An deem Sënn kann ech déi Resolutioun am Numm vun der demokratescher Fraktioun nëmme begréissen. Mat dëser Resolutioun erkennt d'Parlament d'Leed, dat der jiddescher Communautéit, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, zougefüügt gouf, un. D'Chamber erkennt och d'Responsabilitéit vu verschiddene Beamten a Lëtzebuerger Verwaltungen un an entschëllegt sech dowéinst bei der jiddescher Communautéit. Weiderfuerschen, fir déi ganz Geschicht opzeschaffen, fir ni méi ze vergiessen, dat ass deen eenzeg richtege Wee!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Delles. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwer eent vun den däischterste Kapitele vun der Mënschheet, dat och bei eis am Land déif Spuren a vill Leed hannerlooss huet. Et geet ëm d'Verfolgung, d'Entrechtung, Verdreiwung a schliisslech de Génocide vun de Judden duerch Hitlerdäitschland an Däitschland selwer an duerno an de Länner, déi Nazidäitschland ugegraff a besat huet. Dat si 75 Joer hier a betrëfft eng Zäit, déi kee vun ons méi erlieft huet.

„Wat soll dat also haut?", wäerten der vill soen. „Hu mer keng aner Problemer, wéi ons mat ale Geschichten erëmzebaalgen?" - Mä d'Shoah an d'Aart a Weis, wéi e Land mat deem historeschen Evenement ëmgeet, ass en zentrale Punkt fir eng gesond Demokratie a fir d'Selbstverständnis vun engem Land. Eng Gesellschaft, déi hir Vergaangenheet net kennt, kritt Problemer mat hirer Zukunft, well d'Geschicht héiert ni op, ons ze beaflossen an ze verfollegen. Den Antisemitismus an de Rassismus sinn en Iwwel, dat al a modern Gesellschafte säit Jorhonnerte beaflosst huet an och haut nach beaflosst.

Här President, am September 2012 huet den Historiker Serge Hoffmann en oppene Bréif un den deemolege Premier geschéckt. Eng Woch virdrun hat den Elio Di Rupo an der Suite vum Rapport „La Belgique docile" sech fir d'Matverantwortung vun de belschen Autoritéite bei der Juddeverfolgung offiziell entschëllegt.

De Serge Hoffmann freet deemools a sengem Bréif, an ech zitéieren: „Müsste unser Premierminister nicht dasselbe für Luxemburg tun, da auch in unserem Land die damaligen Luxemburger Autoritäten zuerst mit der deutschen Militärverwaltung und, ab August 1940, mit der deutschen Zivilverwaltung eng zusammenarbeiteten? Die Parallelen zu Belgien sind sehr offensichtlich! In beiden Fällen hatten die jeweiligen Regierungen beim Einmarsch der deutschen Truppen ihr Land verlassen und waren ins Exil geflüchtet. Die politische Verantwortung ihrer jeweiligen Länder hatten sie einer aus Regierungskommissaren bestehenden Verwaltungskommission überlassen. Sowohl in Belgien als auch in Luxemburg kollaborierten diese «Ersatzregierungen» mit den Nazis und unternahmen nichts gegen die Judenverfolgung in ihren jeweiligen Ländern."

Op eng parlamentaresch Ufro vum LSAP-Deputéierte Ben Fayot huet de Jean-Claude Juncker 2013 geäntwert: «Il subsiste en effet un certain flou concernant les événements de l'époque et notamment le rôle de la Commission administrative en général et en rapport avec la déportation de la population juive en particulier.»

D'Ausgrenzung vun de Judde war a ville Länner net mam Enn vum Zweete Weltkrich eriwwer. Am kathoulesche Polen sinn nom Krich nach ewell Judde verfollegt an ausgegrenzt ginn. Och an anere Länner hate vill Judden et schwéier, an hir fréier Heemecht erëmzekommen an en neit Liewen unzefänken. Derbäi koum, dass Auschwitz an all déi Konzentratiouns- a Vernichtungslager, déi iwwerall a ganz Europa opgaange waren, jorzéngtelaang net oder wéineg bekannt waren. Si goufe vun der grousser Effentlechkeet net wouergeholl.

Déi Responsabel si seelen zur Verantwortung gezu ginn. Net méi spéit wéi virun zwou Wochen, den 28. Mee 2015, huet déi däitsch Wochenzeitung „Zeit" iwwer e Prozess géint en 93-jähregen SS-Unterscharführer bericht an dobäi public gemaach, dass vu 6.500 SS-Verbriecher, déi eleng zu Auschwitz-Birkenau um Wierk waren, der insgesamt nëmmen 43 viru Geriicht gestallt goufen.

Och an anere Länner gouf sech schwéiergedoe mam Opschaffe vun Naziverbriechen. A Frankräich huet eréischt 30 Joer nom Enn vum Krich, nämlech 1976, en amerikaneschen Historiker, de Robert Paxton, e Buch iwwert d'Verbrieche vum Vichy-Regime geschriwwen. Zu Lëtzebuerg huet en Nethistoriker, de Journalist Paul Cerf, dat éischt Buch iwwert d'Shoah zu Lëtzebuerg 1974 publizéiert ënnert dem Titel „Longtemps j'aurai mémoire".

Zu Recht ass vill nom Krich iwwert d'Resistenz an d'Zwangsrekrutéierung bericht a geschriwwe ginn. Och iwwert déi Ëmgesidelt an all déi Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi ënnert der Naziherrschaft gelidden hunn, ass deemools vill geschwat ginn. Nom Krich waren dat déi Haapttheme vun der Opschaffung vun onser Geschicht. Ufanks 2000 goufen dozou zwee Centres de recherche et de documentation opgebaut.

Mä d'Shoah gouf net thematiséiert, krut kee Centre de recherche et de documentation. D'Judden hunn net zur Communautéit vun de Victimme gehéiert, wéi den Här Claude Marx, de President vum Consistoire, den 2. Abrëll 2015 an onser Kommissiounssëtzung gesot huet. Dat mierkt een och, wann een zum Beispill d'Diskussiounen an der Chamber tëschent 1946 an 1950 zum Krichsschiedgesetz liest. Do ass eng eenzeg Kéier a vun engem eenzege Riedner vun der Juddeverfolgung geschwat ginn, an zwar vum Jängi Fohrmann.

Vill méi wichteg war et der Politik deemools, ze behaapten, d'ganzt Land hätt Resistenz gemaach. De Pierre Dupong seet de 5. Abrëll 1945 virun der Assemblée consultative, an ech zitéieren: «J'ai toujours défendu la thèse que le peuple luxembourgeois a résisté dans sa presque totalité, les uns de cette façon, les autres d'une autre façon, les uns par des actes d'héroïsme, les autres par des actes de résistance passive, et tous ceux-ci ont le droit de se réclamer de la Résistance.»

De Lambert Schaus, och vun der Rietspartei, seet deeselwechten Dag: „D'Resistenz vun der Grande-Duchesse, der Regierong an dem Vollek ass e Block, e Ganzt. Mär als déi stäerkst Partei am Land loossen esou eng Meenung net opkommen, wéi wann net d'ganzt Vollek resistéiert hätt."

Mir wëssen haut, dass dat net stëmmt. Eng Minoritéit vu Lëtzebuerger huet kollaboréiert. Et gouf och vereenzelt en Excès de zèle vun Administratioune vis-à-vis vum Chef vun der Zivilverwaltung. Lëschte goufe gemaach, verschidde Lëtzebuerger sinn an d'VdB gaangen, ier se dozou gezwonge waren. Déi meescht Lëtzebuerger hunn d'Fauscht an der Täsch gemaach. Resistenz huet vill Formen, awer aktiv Resistenz ass just vun enger Minoritéit gemaach ginn. Ëmsou méi grouss ass de Mérite vun deene Fraen a Männer, déi wierklech aktiv an organiséiert Resistenz gemaach an domat hiert Liewen op d'Spill gesat hunn.

Denke mer just stellvertriedend un déi grouss Resistenzler Eugène Leger, Albert Ungeheuer, Hubert Glesener, Albert Wingert an de Raymond Petit, de jonke Grënner vun der LPL, dee sech, vun den Nazien zu Berdorf ëmzingelt, erschoss huet, fir näischt ze verroden. A Frankräich kennt all Kand och haut nach den Numm vum Jean Moulin. Et kann ee sech just wënschen, dass déi Nimm, déi ech elo just genannt hunn, zu Lëtzebuerg net vergiess ginn!

Här President, et ass e Fait, dass och an anere Länner probéiert ginn ass, sech iwwer e weide Resistenzbegréff ze legitiméieren. Awer an anere Länner huet iergendwann eng kritesch Historiografie agesat, déi d'Geschicht relativéiert huet an d'Komplexitéit vun der Situatioun ënnerstrach huet. Wéi de Paul Cerf 1986 säi Buch „L'étoile juive au Luxembourg" erausbruecht huet, wou hien och op den Antijudaismus an den 30er Joren zu Lëtzebuerg, virun allem am Ëmfeld vun der kathoulescher Kierch, agaangen ass, ass en dofir an der „Hémecht", der eenzeger Lëtzebuerger Geschichtszeitung, schaarf kritiséiert ginn.

An därselwechter Nummer lueft deeselwechte konservative Rezensent d'Verwaltungskommissioun a stellt och allgemeng eng kritesch Geschichtsschreiwung iwwert den Zweete Weltkrich un de Pranger. Hie schwätzt vun der - an ech zitéieren - «obsession de ceux qui se croient obligés de secouer vigoureusement, comme ils disent, le cocotier de (prétendus) clichés bien ancrés et de réécrire l'histoire à contre-courant des réalités historiques». Dat war eng kloer Warnung, fir net vum Pad vum offiziellen Discours ofzewäichen. Och dat ass e Grond, firwat dass mer elo eréischt iwwert dës Fakten diskutéieren.

An anere Länner gouf an de 70er an 80er Jore schonn eng méi kritesch Geschichtsschreiwung bedriwwen. An den 90er Jore koum d'Shoah am Ausland dann och fir d'Politik erëm op d'Tapéit a gouf ëffentlech diskutéiert. A Frankräich zum Beispill huet de President Chirac am Joer 1995 d'Verantwortung vu Vichy fir de Génocide un de Judden unerkannt. An 2000 ass de Rapport Mattéoli iwwert d'Spoliatioun vun de Judden erauskomm. Och an der Belsch gouf et en ähnleche Rapport.

Nun ass déi lëtzebuergesch Situatioun vun 1940 bis 1944 net mat Frankräich gläichzesetzen, awer eng vergläichend Analys mat der Belsch an Holland huet an der Lëtzebuerger Historiografie net stattfonnt.

Firwat ass d'Opschaffung vun där Geschicht fir all Land esou wichteg? Och haut gëtt et nach Antisemitismus, och haut gëtt et ëmmer nach Leit, déi d'Shoah als en Detail vun der Geschicht betruechten, wéi de rietsextreme Jean-Marie Le Pen, dee seng politesch Carrière an déi vu senger Partei Front national zu engem gudden Deel mat antisemiteschen Attacken op politesch Géigner bedriwwen huet. Mä den Antisemitismus gëtt et och a säit jeehier op der extrem lénker Säit vum politesche Spektrum, dee bei der Ausenanersetzung iwwer Israel a Palästina och bei ons heiansdo opflaamt.

Den Negationismus, wat d'Shoah betrëfft, ass eng wäit verbreet Haltung an Europa a besonnesch och am Mëttleren Osten. Och haut gëtt et reliéis Fanatiker, déi d'Judden, well se Judde sinn, ausmäerze wëllen.

Lëtzebuerg huet eng laang Geschicht vum Zesummeliewe mat Biergerinnen a Bierger vu jiddescher Konfessioun. Am 19. Jorhonnert war se gepräägt vu liberaler Toleranz an Opgeschlossenheet engersäits a vun antisemiteschen Hetzrieden an Artikelen, besonnesch vu kathoulescher Säit, anerersäits. Si ass dunn an den 20er an 30er Joren an engem Gemësch vun Nationalismus, Friemenhaass an Antisemitismus op eng gefäierlech Bunn komm. Dat ass an der Geschichtsschreiwung vu jéngeren Historiker an de leschte Jore gewise ginn.

Den Denis Scuto huet a sengem Buch iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit beschriwwen, wéi an den 30er Joren d'Judden zu Lëtzebuerg ausgegrenzt goufen. Dofir begréissen ech ausdrécklech, dass de Vincent Artuso och d'30er Joren a senger Fuerschung mat behandelt huet, well sech an deene Jore vill verfollegt Judden aus Däitschland an, ab 1938, aus Éisträich zu Lëtzebuerg opgehalen hunn. An och nom Krich sinn auslännesch Judden, déi virum Krich zu Lëtzebuerg gelieft hunn, net entschiedegt gi fir déi Spoliatiounen, déi se erlidden hunn.

A well mer esou eng Geschicht hunn, déi sech vir an no dem Zweete Weltkrich ofgespillt huet, ass et haut nach e Problem vun onser Gesellschaft, dëst opzeschaffen.

Här President, mir sinn haut op engem Punkt ukomm, wou d'Lëtzebuerger Politik sech ënner anerem zur Behandlung vun der Shoah zu Lëtzebuerg ausschwätze wëllt. Et huet 15 Joer Hin an Hier gedauert, bis et esou wäit war.

Opgrond vun enger Proposition de loi vum LSAP-Deputéierte Ben Fayot am Joer 2001 iwwert d'Spoliatioun vun de Judden huet de Regierungsrot dat Joer eng offiziell Kommissioun agesat. Déi ass 2009 zu engem Bericht komm. Dat war e laangen Dag, well dozwëschent während zwee Joer Archive vum Krichsschued an Däitschland hu misse restauréiert ginn. Säit 2009 dauert et elo schonns sechs Joer, fir d'Recommandatioune vun deem Rapport ëmzesetzen. Déi Recommandatioune behalen hire ganze Wäert. Si waren an dräi Deeler opgedeelt: éischtens Actions immédiates et ponctuelles, zweetens Actions d'indemnisation an drëttens Actions à long terme.

Zu den Actions immédiates et ponctuelles hätt zum Beispill gehéiert, de Kommissiounsbericht ze publizéieren. E stoung um Internet, mä et gouf ni e Bichelchen domat gemaach. Dat hätt 3.000 bis 4.000 Euro kascht. Firwat dat net méiglech war, ass schlicht onverständlech! Et sollt och en Internetsite ageriicht ginn, zum Beispill mat der Lëscht vun alle Judden, déi den 10. Mee 1940 zu Lëtzebuerg gelieft hunn. Et sollt en Dokument geschafe ginn, wat den Nokommen attestéiere géif, dass hir Virfahren deportéiert an ermuert goufe respektiv verschwonne sinn. Dozou, also och zu den Actions immédiates, huet och gehéiert, e Monument opzeriichten. All déi Saache sinn net geschitt. An ech mengen, dat brauch een net weider ze kommentéieren!

Als Action d'indemnisation war eng Indemnisation symbolique virgeschloe ginn an et sollt och d'Lëscht vun de Besëtzer vun de Comptes dormants publizéiert ginn. À long terme, heescht et weider, sollte Strukturen opgebaut gi fir d'Dokumentatioun an d'Fuerschung iwwert d'Shoah zu Lëtzebuerg. Et sollte Fuerscher chargéiert ginn, deene Leit zur Verfügung ze stoen, déi Informatiounen zur Entschiedegung vun hire Famillje sichen. Och goung rieds vun enger Fondation de la mémoire de la Shoah.

An der Zwëschenzäit ass Bewegung an d'Ëmsetzung vun deene Recommandatioune komm. Et handelt sech ëm dräi Saachen: d'Monument, d'Fondatioun an den Institut d'histoire du temps présent.

Wat d'Fondatioun ugeet, hänkt se bekanntlech vun der Dotatioun of, déi dës Stëftung onofhängeg mécht. Mir sinn ons eeneg, dass se keng Recherche mécht, mä sech an der Haaptsaach ëm den Travail de mémoire bekëmmert. D'Iddi ass net, dass déi Fondatioun den Travail de mémoire monopoliséiert, mä Initiativen aus der Gesellschaft ënnerstëtzt, wéi zum Beispill Lieux de mémoire ze erhalen an ze valoriséieren.

Et ass sécher schéin, e Monument opzeriichten an all Joer eng Commémoratioun do ze maachen. Et ass och gutt, dass dëst an der Mëtt vun der Stad geschitt. Mä fir dass e Monument eppes Lieweges ass an an dësem Fall eng aktiv Fonctioun vun Oprëselen an Nodenke kritt, misst schonn eppes méi geschéien, wéi dat zu Paräis beim Mémorial juif ass oder zu Berlin, wou Dokumentatioun gewise gëtt, Ausstellungen organiséiert ginn, Visiteuren empfaange ginn, Schoulklasse sech ophalen an esou weider.

Wesentlech ass fir d'LSAP den Institut d'histoire du temps présent. Mir hätte gären en Institut fir eng wëssenschaftlech, kritesch an objektiv Geschichtsschreiwung. A mir begréissen als LSAP, dass dëst och elo Realitéit gëtt.

De 5. Mee 2015 huet de Premier hei deklaréiert, dass déi bestehend Instituter fir Resistenz an den Enrôlement forcé solle regruppéiert ginn. Dat ass gutt! Souguer de Paul Dostert, den Direkter vum CDRR, huet am Mäerz 2013 op RTL gesot, déi Zweedeelung tëschent Resistenz an Zwangsrekrutéierung wär, a senge Wierder, „sécherlech net sënnvoll".

A leschte Freiden, dat ass schonn hei gesot ginn, huet de Regierungsrot beschloss, dass den IHTP als Centre interdisciplinaire op der Uni Lëtzebuerg folgend Instituter zesummeféiere soll: de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, de Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, de Centre de documentation et de recherche sur la Résistance an de Centre de documentation et de recherche sur l'Enrôlement forcé.

An am Prinzip ass eng Synergie richteg. Mä wichteg wäert sinn, dass den Objet vun deem Institut kloer genuch ass, fir dass déi Lëtzebuerger Zäitgeschicht wierklech erfuerscht gëtt. Well dorëm ass et eis jo och an eisem Koalitiounsvertrag gaangen an dat steet och, mengen ech, esou am Regierungsprogramm.

D'Uni huet hir Autonomie a si décidéiert eleng, wien op wat a wéi laang schaffe kann oder soll. Verschidden Themen, déi am Ausland scho laang opgeschafft sinn, mussen och elo endlech zu Lëtzebuerg opgeschafft ginn. Den Artuso-Rapport schwätzt iwwert d'Exekutiv. Wat war mat der Chamber an der Justiz an och der Police? Dat ass och schonn hei gesot ginn am Débat. Eng ganz Rei Themen, och jenseits vum Zweete Weltkrich, musse fir Lëtzebuerg endlech erfuerscht ginn.

Mir hätte gären eng Struktur, déi op ass fir all déi Fuerscher, déi an der Lëtzebuerger Geschicht no wëssenschaftleche Methode schaffen. Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng Historiografie, déi och déi schwiereg Themen ugeet. Mir brauchen en Débat académique a public ouni Tabuen, en Débat, wou kee Fuerscher fäerte muss, ob seng Virgesetzten an der Fakultéit dat och esou gesinn. Net all Fuerscher sinn op der Uni. D'Uni ass net eleng zu Lëtzebuerg, a mir wëlle kee seriöe Fuerscher, deen net op der Uni ass, ausschléissen. En oppenen Débat ass wichteg fir eis Gesellschaft a fir eis Demokratie.

Aner Problemer sinn och am Zesummenhang mat der Geschichtsfuerschung opgeworf ginn a musse geléist ginn. Een dovunner ass dee vun den Archiven. D'Verwaltung vun den Archives nationales mécht hir Aarbecht exzellent, mä si huet net genuch Leit an net genuch Plaz. Et geet hei ëm d'Verflichtung vun de Verwaltungen, hir Archiven ze déposéieren, fir dass se no de legalen Délaien de Fuerscher zougänglech sinn. Dozou gehéiert och d'Manéier, wéi déi Archiven entstinn, dat heescht, wéi d'Dossieren an de Verwaltungen opgestallt, gefouert a beschriwwe ginn. Et geet och drëm, wéi komplett se sinn, an dat ass ëmsou méi wichteg, wéi elo villes ouni Pabeier, reng elektronesch communiquéiert gëtt.

Ech hunn dozou eng Question parlementaire gestallt am Mäerz dëst Joer. An ech krut vun der Kulturministesch geäntwert, dass en Avantprojet de loi iwwert den Archivage den 30. Abrëll am Regierungsrot diskutéiert ginn ass. Déi Äntwert seet och, dass dat Gesetz géif eng eenheetlech an zwéngend Archivéierungsmethod fir all Verwaltunge virgesinn, ënnert der Opsiicht vum Nationalarchiv, dat och géif déi néideg Moyenen dofir kréien. Dat begréisse mir ausdrécklech als LSAP a mir hoffen, dass dëse Projet de loi schnell weidergeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt, dass d'Chamber hir Verantwortung elo hëlt. D'Regierung huet dat jorzéngtelaang net gemaach. Grad eléi an der Belsch, wou de

Senat den Ustouss ginn huet, fir dass de Stat Excusen un d'jiddesch Gemeinschaft soll maachen, soll dat dann och elo d'Chamber un d'Adress vun der Regierung maachen.

Eng Gesellschaft, déi hir Vergaangenheet net kennt, kritt Problemer mat hirer Zukunft. Loosse mer elo endlech handelen, 75 Joer nom verhängnisvollen 10. Mee 1940!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

(Interruption)

Ah, d'Madame Loschetter kritt selbstverständlech d'Wuert nach fir déi gréng. Dir waart net ageschriwwen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Onbeschreifleches u mënschlecher Grausamkeet an Ënnerdréckung ass während dem Zweete Weltkrich och hei zu Lëtzebuerg erdroe ginn. Zäitzeien erzielen et ons oder hëllefen, et duerch Bicher, Ausstellungen, Konferenzen oder Besuch an de Schoulen ze vermëttelen. Oder schlëmmer nach: erzielen et net, well et eben „onbeschreiflech" ass!

Vill Familljen zu Lëtzebuerg hunn an hirer Familljebiografie e perséinlecht Drama niddergeschriwwen: Leit, déi ëmgesidelt gi sinn, déi deportéiert gi sinn, jonk Leit, déi einfach aus der Famill ewechgerappt gi sinn an agezu gi sinn, Leit, déi heiheem aner Leit verstoppt a versuergt hunn, jonk Leit, déi heiheem oder am Ausland géint den Okkupant gekämpft hunn an der Arméi oder an der Resistenz, Mënschen, déi dofir Sanktiounen a Strofe mat a Kaf geholl hunn.

Et gouf an dësem Land eng Solidaritéit ënnert de Leit, eng Compassioun, eng gewësse géigesäiteg Ënnerstëtzung géint e gemeinsame Feind. An dës Solidaritéit wor ëmsou méi wichteg, well hei am Land keng Regierung a kee Statschef méi do war. Eenzegt Zeeche fir d'Vollek wore Radiosmessagen, un deene sech vill Leit ugehalen hunn.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass den offiziellen a gutt bekannte Kontext. En Deel awer vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung war tatsächlech an offiziell ausgeschloss an deem gemeinsame Kampf géint de gemeinsame Feind: déi jiddesch Communautéit vu Lëtzebuerg! Et besteet keen Zweifel, datt Lëtzebuerger Matbierger a Matbiergerinnen, Kanner a Jugendlecher, opgrond vun hirer Relioun an der Konsequenz net ënnert deemselwechte Schutz vun der Lëtzebuerger Autoritéit stoungen a sech och net konnten un därselwechter Solidaritéit ënnert de Lëtzebuerger bedeelegen.

De Rapport Artuso, elaboréiert vum Vincent Artuso an ënnerstëtzt vun alle Membere vun der Commission scientifique, erlaabt ons haut, verschidde Fakten ze confirméieren an aner nei, vläicht manner glorräich Fakten unzehuelen.

Dëse Rapport ass eng wichteg Aarbecht, eng Aarbecht, déi de Mérite huet, Dokumenter aus verschiddenen Archive respektiv verschiddene Publikatiounen zesummegestallt ze hunn an domadder d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Geschicht par rapport zu der jiddescher Communautéit kënnen an hirer chronologescher Entwécklung ze skizzéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Rapport beschreift op eng kloer Manéier, wéi et hei zu Lëtzebuerg - zu Lëtzebuerg! - schlussendlech iwwerhaapt méiglech konnt ginn notamment, datt Lëtzebuerger Bierger, déi an der Fonction publique geschafft hunn, eleng opgrond vun hirer Relioun hu missen demissionéieren; datt Lëtzebuerger Bierger, déi e liberale Beruff ausgeüübt hunn, verbuede kritt hunn, hire Beruff weider auszeüben, an dat eleng opgrond vun hirer Relioun; datt dat, wat hinne gehéiert huet, spoliéiert ginn ass, just opgrond vun hirer Relioun; datt d'Lëtzebuerger Autoritéite Lëschte vu jiddesche Kanner a Jugendlechen aus de Schoule gefrot hunn an akribesch gutt opgestallt kritt hunn; datt souguer am Zweifelsfall Lëschte vu sougenannten Mischlingen opgestallt gi sinn an datt schlussendlech Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen den Zougang, de Retour an hiert Land verweigert ginn ass opgrond eenzeg an eleng vun hirer Relioun.

Dëst ass net eréischt oder eleng duerch eng Invasioun vun den Nationalsozialisten, duerch dem Gauleiter seng Präsenz an Allmächtegkeet méiglech ginn.

De Rapport Artuso beschreift déi schläichend Evolutioun duerch d'30er Jore vun der Segregatioun vun deene Lëtzebuerger, déi der jiddescher Relioun ugehéiert hunn. Dëse Rapport huet och de Mérite, ze beschreiwen, wéi ab Mëtt den 30er Joren den Antisemitismus salonfäeg gemaach ginn ass. Salonfäeg heescht, datt Aussoen, Akten a Verhalen, déi normalerweis condamnéiert ginn a condamnabel sinn, konnte stattfannen, ouni datt weder eng Autoritéit nach d'Gesellschaft sech dergéint geäussert hunn. Jo, souguer well eng Lëtzebuerger Autoritéit et esou décidéiert hat!

Vill auslännesch jiddesch Fraen a Männer hu missen aus hire Länner flüchten a sinn och op Lëtzebuerg komm. Doduerch ass eng Angscht vun Überfremdung an onsem Land entstanen, déi op ons Lëtzebuerger jiddesch Matbierger iwwerdroe gouf. Dëse schläichenden Antisemitismus, dee sech och an onsem Land etabléiert huet, kulminéiert, wéi scho gesot, am August 1940, wou d'Commission administrative keen Ënnerscheed méi mécht tëschent net Lëtzebuerger a Lëtzebuerger jiddesche Bierger.

D'Participatioun an duerno d'Kollaboratioun vun de Lëtzebuerger Verwaltungen un enger offensichtlech antisemitescher Politik sinn eng Evidenz ginn. D'Fro, déi ee sech haut stelle muss, ass déi vun der Verantwortung vun de Lëtzebuerger Autoritéiten. An do wëll ech am Numm vun der gréngер Fraktioun hei ausdrécklech ënnerstraichen, datt mir ons net beruff fillen, eng historesch Analys vun oder iwwert dëse Rapport ze maachen. Dofir wéilt ech och an dëser Ried weder konkret beschriwwe Situatiounen nach Nimm zitéieren.

Un ons ass et, déi politesch Komponent ze considéréieren an ons dozou ze äusseren. Wien dréit d'Verantwortung fir dësen Deel vun der Lëtzebuerger Geschicht? D'Gesellschaft vun deemools, déi méi mat sech an hirer Sécherheet beschäftegt wor a wéineg Méiglechkeet hat, fir e kritesche Sënn ze entwéckelen, a spéider selwer mat Angscht an Honger ze kämpfen hat? Dat ass eng Fro, zumindest solle mer doriwwer nodenklech sinn. Lëtzebuerger Autoritéiten, op alle Fall, esou wéi et am Rapport beschriwwe gëtt an an der Resolutioun och opgezielt gëtt.

Mir haut heibannen als folgend Generatiounen droen eng Verantwortung, an déi ass essenziell: nämlech d'Unerkennung vun deem, wat geschitt ass, d'Verantwortung vun deemools unerkennen, d'Leed unerkennen an ons zudéifst dofir entschëllegen!

Mir haut heibannen droen awer och d'Verantwortung, fir ze garantéieren, datt d'Geschicht ka weider opgeschafft ginn, datt notamment d'Recherchë weidergefouert ginn - un déi 350 Meter, déi kierzlech aus den Archiven erëm opgedaucht sinn -, oder datt d'Lëschte vun de bestehende Comptes dormants nogekuckt ginn. A mir haut heibannen droe Verantwortung, datt de Rôle vun der Chamber, vum Statsrot, vun der Justiz, vun der Exilregierung, vu Banken an dem Industriemilieu vun deemools éierlech a ganz opgeschafft gëtt.

A mir all zesummen droe Verantwortung, datt dësen Deel vun der Geschicht zu Lëtzebuerg net a Vergiessenheet geréit! Mir sinn all deene Leit, déi gelidden hunn, et schëlleg, grad ewéi och alle Leit, déi op eng exemplaresch, op eng courageis an op eng mënschlech Manéier geholl hunn!

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat Leed, wat der jiddescher Communautéit am Zweete Weltkrich an Europa an och hei zu Lëtzebuerg ugedoe ginn ass, huet an all jiddesch Famill haut nach seng Spuren hannerlooss, bei de Kanner vun deemools bis eriwwer bei hir Kanner a Kandskanner. An déi Spure solle fir ons all en Zeeche sinn, eng Erënnerung sinn, fir virun all Form vu Friemenhaass ze warnen.

Dat kënne mer op ganz vill verschidde Manéieren, zum Beispill esou, wéi et virun e puer Wochen zwee wonnerbar Lëtzebuerger Museker an der Villa Pauly gemaach hu mat engem jiddesche Lidd, e Symbollidd vum jiddesche kulturelle Patrimoine vu virun der Shoah, genannt Oyfn Pripetchik . «Quand vous serez plus vieux, chers enfants, vous comprendrez vous-mêmes combien de larmes se trouvent dans ces lettres et combien de pleurs», ass en Zitat vun deem Lidd.

Wat fir eng schéi Victoire, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dës musikalesch Téin grad an dëser Villa konnten ze héieren an ze honoréieren! Nieft dëse Plazen, wéi d'Villa Pauly, wéi Cinqfontaines oder d'Hollerecher Gare, déi zur Mémoire vun der Lëtzebuerger Geschicht gehéieren, sinn esou Messagë vu Versöhnung a vu Fridden dat bescht Mëttel, fir de kommende Generatiounen ze weisen, wéi onerlässlech, wéi onerlässlech et ass, sech och mat dësem Deel vun onser Geschicht ausenanerzesetzen!

Esou eppes dierf ni méi virkommen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Loschetter. Als Nächsten ass ageschriwwen: den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass extrem wichteg, datt déi Diskussioun haut hei stattfënnt. An déi Entschëllegung, déi mer haut eise jiddesche Matbierger offréieren, ass richteg a wichteg. Dat Leed, wat si erlidden hunn am Krich, dat wor onendlech grouss, an all Bedeelegung vun ëffentlechen Autoritéiten un der Juddeverfolgung ass zudéifst ze bedaueren. Am däitlechsten, haut och dokumentéiert, ass wahrscheinlech déi Bedeelegung vun den Autoritéiten am Kader vun der Spoliatioun, Collège de contrôleurs, Notairen, an esou weider.

Ganz wichteg ass och deen Engagement, dee mir haut huelen, fir alles ze maachen, fir esou Tragödien an Zukunft ze verhënneren. Mir freeën eis och als ADR, datt mer déi Resolutioun haut eestëmmeg kënnen unhuelen. An dat ass och e ganz grousst Symbol.

Mir hunn awer als Lëtzebuerger kee Vel' d'Hiv', wéi dat a Frankräich war, keng staatlech Bedeelegung un der Exterminatiounspolitik vum Drëtte Räich. An dowéinst ass déi Entschëllegung, déi mir haut ginn, am Verglach mat deem, wat am Ausland u Gestë gemaach gouf, e ganz besonnesch staarke Geste.

Mir kënnen och haut nach eemol feststellen, datt eis Groussherzogin an eis Regierung Gott sei Dank an d'Exil gaange sinn. Och dat ass eppes, wat en filigrane ëmmer erëm am Rapport Artuso däitlech erauskënnt. Et wär wahrscheinlech ganz schwéier gewiescht, nach eng Lëtzebuerger Souveränitéit oprechtzëerhalen, wann dat net de Fall gewiescht wär.

Et ass d'Kollaboratioun ginn, leider, an der Bevëlkerung. Et gouf d'Gielemännercher, et gouf d'VdB - „Verein deutscher Banditen", wéi en dacks genannt gouf -, an et gouf och Kollaboratioun am Exercice a mat der Autoritéit vun engem offiziellen Titel oder enger offizieller Funktioun. An dowéinst hu mir haut hei déi Diskussioun.

Mir soen als ADR och jiddwerengem vun Häerze Merci, dee resistéiert huet, eisem klenge Land gehollef huet, an och all deenen, déi gehollef hunn, Judden ze retten, och deenen auslännesche Länner a Legatiounen, déi sech bedeelegt hunn, wéi déi amerikanesch, déi portugisesch, déi franséisch Autoritéiten, déi all matgehollef hunn, fir déi Leit ze retten.

Mir däerfen d'Affer net vergiessen a mir musse si éieren. Dofir och vun eiser Säit aus e klore Jo zu engem Monument fir d'Shoah! E klore Jo zu engem Geschichtsunterrecht an de Schoulen, deen derfir suergt, datt déi Faiten historesch korrekt erkläert ginn an ni vergiess ginn. An och ee Jo vun eiser Säit zum Erhale vun historesche Plazen, wéi der Pafemillen oder och anere Plaze wéi der Villa Pauly, der Hollerecher Gare, déi an der Geschicht vum Lëtzebuerger Leiden am Zweete Weltkrich eng zentral Roll gespillt hunn.

Deen Institut fir Zäitgeschicht, deen elo soll geschafe ginn, soll och d'Haltung vun der Regierung géigeniwwer anere Problemer weider opschaffen. An dozou gehéieren och d'Tambower, déi nach net esou séier aus Russland erëmkomm sinn, wéi dat vläicht méiglech gewiescht wär nom Enn vum Krich. Mir considéréieren déi Leidensgeschichten an hirer Gesamtheet. Mir denken net, datt eng Konkurrenz tëschent Afferkategorien ubruecht ass.

De Sujet vun haut ass elo speziell de Rapport Artuso a mir wëllen dat och dann hei maachen, fir e bëssen dee Rapport ze kommentéieren. Et ass sécher och néideg, eng kritesch Betruechtung ze gesinn an am A ze behalen, well et goufen och scho virdrun aner Konklusioune vun Historiker, den Hären Trausch, Dostert, Schoentgen, Heisbourg, Cerf, iwwert d'Verantwortung an aneren an d'Existenz vu Lëtzebuerger staatleche Strukturen am Krich an hiren eventuell verbleiwenden Handlungsspillraim oder Responsabilitéiten. Och si si mat de Sourcen, déi disponibel waren, verantwortungsvoll ëmgaangen, koumen awer zum Deel zu fundamental anere Konklusiounen, wéi den Här Artuso.

Haut gëtt déi traditionell Geschichtsschreiwung, déi och op deene Quelle berout, dacks als Mythos duergestallt. Si wor awer rechtlech gutt fundéiert an historesch insgesamt, vu d'Quellen, och iwwerzeegend. Et muss een dofir och dann de Rapport Artuso an deem Kontext kritesch kucken.

Mir wëllen awer feststellen, datt d'Verantwortung fir déi Juddeverfolgung an dat Leed ganz kloer beim Okkupant a bei senger Ideologie louch, an trotz der Existenz vu ville Gielemännercher wor Lëtzebuerg a woren d'Lëtzebuerger an hirer immenser Majoritéit Affer an net Täter, och an der net jiddescher Populatioun. An trotz deem bedauernswäerten a verdamenswierdegen Antisemitismus, deen et och scho virum Krich gouf, huet Lëtzebuerg enorm ville Judde gehollef a kann dorop houfreg sinn. Och dat steet am Rapport Artuso. Ech mengen, e seet souguer, proportional zweemol esou vill wéi Holland virum Krich. Dat ass eng grouss Leeschtung.

Wann een also dee Rapport kuckt, da muss ee feststellen, datt et awer e Versuch ass, eng Kollaboratioun vu staatleche Strukturen nozeweisen. An heiansdo ass d'Beweislaascht net ganz staark. Et gëtt vill Hypotheesen, et gëtt ganz vill Spekulatiounen, et gëtt leider dacks Räsonnementer à charge méi wéi à décharge.

Et freet ee sech heiansdo, wann een dee Rapport liest, ob mer et mat Geschichtsschreiwung ze dinn hunn oder mat enger Geschichtspolitik. Soll probéiert ginn, dee Mythos, vun deem ech virdru geschwat hunn, an och zum Deel d'Natioun ze dekonstruéieren, wéi dat heiansdo haut probéiert gëtt? Dat wär sécher falsch, well en Hiréckele vun de Lëtzebuerger an d'Noperschaft vun den Täter, dat wär eng Laascht, déi mir net brauchen ze droen, well se sech esou net beweise léisst, wéi gesot, mat Ausnahm vun de Collaborateuren.

Et gëtt methodologesch Bemierkungen, déi ee sécher ka maachen. De Comité scientifique ass ganz breet opgestallt. Dat mécht et och da méi schwéier, fir eventuell weider Analysen oder weider Fuerschungen ze maachen, onofhängeg vum Rapport Artuso oder mat där néideger wëssenschaftlech kritescher Distanz zum Rapport Artuso. Et gëtt och an deem Rapport keng chronologesch Gesamtiwwersiicht. An dobäi géifen Datumen an de Verglach vun Datumen et awer erlaben, kausal Zesummenhäng méi kloer ze erkennen a Situatioune besser ze bewäerten.

Wichteg Archive konnten nach net ausgewäert ginn, notamment déi däitsch Archiven. Juristesch Aspekter musse berücksichtegt ginn, wéi zum Beispill déi Haager Landkrichskonventioune vun 1907, déi d'Flichte vun engem Okkupant an d'Rechter vun enger okkupéierter Natioun däitlech beschreiwen. Déi Verflichtunge goufe vun däitscher Säit mëssuecht.

Et gouf vun däitscher Säit ni eng Unerkennung vu staatleche Lëtzebuerger Strukturen, spéitstens vum August 1940 un; weder vun enger Souveränitéit nach vun enger Regierungskommissioun. Am Rapport Artuso steet kloer: «Berlin rejeta toute forme de collaboration institutionnelle avec les Luxembourgeois.» Ech mengen, dat war op der Säit 110. An dorauser muss een dann awer och déi richteg Konklusiounen zéien.

Den historesche Kontext, dee gëtt dacks net genuch differenzéiert betruecht. Déi däitsch Juddepolitik wor 1940 nach net déi vun 1942. De But war, Lëtzebuerg an och d'Räich allgemeng, well si hu jo Lëtzebuerg ganz séier als Deel vum Räich gekuckt, ethnesch propper ze maachen, wéi een dat muss fuerchtbar ausdrécken; déi Säuberungsiddien. „Judenrein" an aner Ausdréck goufe benotzt. Et wor awer nach net d'Politik vun der Endlösung oder vun der Exterminatioun.

An d'Stëmmung an Europa bis Enn 1940 wor och eng, déi ganz kloer muss betruecht ginn, wann een dat wëllt bewäerten, wat hei geschitt ass. Et wor eng Stëmmung vun Hoffnungslosegkeet, dacks vu Verzweiflung no engem ganz séieren däitsche Sieg am Westen an engem Klima, wou Gewalt a Suerg ëm d'Famill, wou villes op Improvisatioun, op Hoffnungslosegkeet a Verzweiflung an am Zweifel geschitt ass.

Ech wëll hei dofir kuerz, den Här Premier huet virdrun den Telegramm ernimmt am Kader vun der neier Uerdnung... Dat wär scho bal e Geste vu Kollaboratioun gewiescht; ech sinn net esou sécher, et muss ee gesinn. Am Rapport Artuso seet den Här Artuso, datt déi «Commission administrative à une date non précisée» bei de Gauleiter zitéiert gouf. An do krut se gesot, la Constitution, datt dat hien ass; déi Lëtzebuerger Verfassung, dat wär elo de Gauleiter. „Wir sind", seet de Gauleiter „mit einem Schuschnigg fertig geworden" - also den éisträichesche Premier, deen duerno an d'KZ koum -, „ich werde auch mit Ihnen fertig."

An da seet en: „Neutral langt nicht mehr, meine Herren, es heißt deutschfreundlich sein." An da schreiwen awer trotzdeem... Déi Commission administrative schreift oder wëllt un den Hitler schreiwen - hei ass eng franséisch Iwwersetzung -: «(...) les soussignés, représentants de tous les milieux du peuple luxembourgeois, ont l'honneur d'exprimer le souhait unanime de la population du Grand-Duché pour le maintien de sa vie propre étatique dans le cadre du nouvel ordre européen.» Hate se dann eng aner Wiel? «Notre peuple, fier d'une existence millénaire, tient de toute son âme à son indépendance étatique et politique recouvrée il y a un siècle (...)» an esou weider.

Ech gesinn, meng Zäit ass net esou grouss, datt ech dat kéint virliesen, mä et wär derwäert,

well et ass net onbedéngt en Akt vu Kollaboratioun, mä haaptsächlech en Akt, fir déi staatlech Onofhängegkeet awer kënnen esou gutt wéi méiglech ze erhalen.

Kollaboratioun ass net Kollaboratioun. Heiansdo mécht ee Kollaboratioun, fir méi Schlëmmes ze verhënneren, heiansdo. An dat ass veruerteelenswäert, wa Leit kollaboréieren, fir déi däitsch Ziler mat ze realiséieren, an dat geet natierlech net.

Handlungsméiglechkeete gouf et bei der administrativer Kommissioun praktesch keng méi. Wann een déi Datume kuckt vum Krichszoustand bis iwwert dat, wat geschitt ass, och herno, wou déi Lëschten opgestallt gi sinn, wann een dat analyséiert, gesäit een, datt praktesch keng Handlungsspillraim méi bestanen hunn. Enn Juli ass den Här Wehrer scho convoquéiert ginn, wou de Gauleiter nach net do war, bei en däitschen Zivillbeamten an et gouf verbueden, e Concert ze organiséieren. E Concert! An dat ass nach net vergläichbar mat deene Mesuren, déi méi spéit geholl gi sinn.

Wann een also déi Lëschte kuckt, déi opgestallt gi sinn. Och dat wëll ech soen, well et ass awer vläicht wichteg, fir dat ze soen. De 6. September sinn déi Lëschten opgestallt ginn. Den 12. September ass d'Gestapo bei de Consistoire israélite gaangen, fir ze soen: „Dir hutt nach 14 Deeg, da mussen all Judden aus dem Land eraus sinn." Fir an deem Kontext un eng Privatinitiativ ze gleewen, ass ganz schwéier.

Och wat de Retour vun de jiddesche Bierger op Lëtzebuerg ugaangen ass, muss ee soen, datt am Rapport Artuso u sech dee Räsonnement op engem Stréchpunkt berout. An dat seet den Här Artuso selwer, wann en et beuerteelt. Dee Saz „Juden wird die Einreise versagt", steet hanner engem Stréchpunkt, an dorobber ass de Räsonnement da baséiert. Dat ass net onbedéngt ganz staark. An op där Säit virdru schreift den Här Artuso nach: «Il est donc indéniable que la Commission administrative vint en aide à des personnes qui souhaitaient partir et qui n'étaient plus en sécurité au Luxembourg.»

An ee leschte Saz, ee lescht Wuert iwwert d'Nationalitéitegesetz, well dat och nach en zentrale Punkt ass an där ganzer Diskussioun. Am Mäerz 1940 huet eis Chamber en neit Nationalitéitegesetz gestëmmt. Am Mäerz 1940. Zënter September 1939 wor Europa am Krich. An am Mee 1940 koum d'Invasioun. Dat Nationalitéitegesetz ass geholl ginn am Bewosstsi vun enger däitscher Invasioun, déi onmëttelbar sollt bevirstoen.

An da gëtt gesot, do gëtt déi Lëtzebuerger Nationalitéit betount. Et wor net d'Iddi, fir d'Aarbechter auszeschléissen oder fir déi liberal Konzepter ze vergiessen. Et wor en Akt vu Widderstand héchstwahrscheinlech a vun engem Iwwerliewenswëlle vun engem Lëtzebuerg, wat grad seng 100-Joer-Feier hanner sech hat an den Däitsche wollt weisen, datt se eng eegen Natioun sinn a sech net duerch vëlkeg Konzepter oder anerer wollten desorientéiere loossen.

An ech froe mech, wann et déi Gesetzgebung am Mäerz 1940 net gi wär, ob et fir d'Lëtzebuerger dann esou einfach gewiescht wär - oder et wor schwéier genuch, mä esou iwwerzeegend gewiescht wär -, och fir d'Resistenzorganisatiounen, fir d'Lëtzebuerger ze motivéieren, bei der Personenstandsaufnahme ze schreiwen: dräimol Lëtzebuergesch, wou se mat hirem Numm hu missen dofir astoen a Risiken huelen, fir sech zu eiser Heemecht ze bekennen.

Ech mengen, de Rapport Artuso ass ganz sécher e wichtegt Dokument an e soll eis hëllefen, nozedenken an ze beuerteelen, mä e muss iwwerpréift ginn. E muss och anescht beliicht ginn. Mir hätte gär weider Fuerschungen. Mä eppes ass ganz kloer: D'Lëtzebuerger an hirer grousser Majoritéit woren Affer an net Täter. Mir musse Kollaboratioun verdamen, mä mir kënne stolz sinn op eis Geschicht am Zweete Weltkrich.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech wollt just d'Chamber drop hiweisen, dass den Här Kartheiser ganz genee a senger Zäit war, well mer an der Presidentekonferenz décidéiert haten, d'Riedezäit vun der Resolutioun mat anzeschléissen, also d'Sensibilitéiten 12,5 Minutten amplaz 10 Minutten haten. Dat gëllt da selbstverständlech och fir den Här Urbany fir déi Lénk, dee scho prett ass. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass keen Zweifel, dass dës Debatt eng vun deene wichtegsten ass fir d'Opschaffe vun der neierer Geschicht vun eisem Land. Och wann een Deel vun der Geschicht gewësse gesellschaftlech Grondmusteren opweist, déi och haut nach wierksam sinn, mengen ech awer, dass e grad wéinst der besonnescher Gravitéit vun de Faiten net mat haut ze vergläichen ass.

Mä trotzdeem, och nach 75 Joer duerno muss een e grousst Zécke feststellen, fir politesch Verantwortungen um héchsten Niveau vum Stat an aller Däitlechkeet ze nennen. Eleng duerfir, mengen ech, ass et ze begréissen, dass déi Resolutioun hei vun der Chamber eestëmmeg, no grondleeënde schwieregen Diskussiounen, festhält d'Responsabilitéit vum Stat als solchen, l'Autorité publique, an der jiddescher Communautéit hir Excusë presentéiert fir déi Akten, déi am Numm vum Stat begaange si gi vun deene verschiddenen Autoritéiten a Responsabelen, an dass se och däitlech Akte vun der Kollaboratioun waren, wéi dës Resolutioun festhält.

Mir mengen och, dass déi Akten an engem Kontext begaange gi sinn, wou d'Chamber an och de Statsrot weider bestanen hunn. An ech mengen och, dass d'Responsabilitéit vum éischte Pouvoir, dat heescht vum gewieltene Parlament deemools, evidenterweis och engagéiert ass, an net nëmmen eleng déi vun der Commission administrative, déi als eng Aart Ersatzregierung vun der Chamber agesat gi war.

An et ass duerfir och ze begréissen, dass d'Resolutioun weider geschichtlech Recherchë virgesäit, an zwar iwwert d'Roll an d'Interaktioun vun deene verschiddenen Träger vun de Statsautoritéiten, déi et deemools ginn ass - d'Chamber, de Statsrot an d'Exilregierung -, an aner och Recherchen afuerdert iwwert d'politesch Interaktioun, déi et deemools ginn ass mat den haaptsächlech wirtschaftleche Milieue vun där Zäit, dat heescht der Stolindustrie, déi am Fong geholl eng Aart Global Player deemools scho war, souwuel vis-à-vis vun den Nazibesatzer wéi vis-à-vis vun den Alliéierten, an déi duerfir och noutgedrongen eng mitigéiert Haltung ageholl huet, déi sech vläicht op d'Politik ausgedréckt huet. Ech mengen, dat ass un der geschichtlecher Fuerschung, fir dat an Zukunft festzestellen.

Wéi Der wësst, ass dës Debatt jo hei vum Historiker Serge Hoffmann lancéiert ginn, nodeems de belsche Premier sech fir d'Kollaboratioun vun den Autoritéiten un der Exterminatioun vun de Judden entschëllegt huet. „Sowohl in Belgien als auch in Luxemburg kollaborierten die «Ersatzregierungen» mit den Nazis", huet en deemools geschriwwen, „und unternahmen nichts gegen die Judenverfolgung in ihren jeweiligen Ländern."

D'Debatt geet och zréck op d'Veröffentlechung duerch en aneren Historiker, den Denis Scuto, vun de Lëschte vu jiddesche Schoulkanner, déi am September 1940 opgestallt gi sinn. Haut hu mer e Rapport virleien, deen a senger Däitlechkeet net ze iwwertreffen ass, a woufir ee muss dem Historiker Vincent Artuso an der Équipe, déi hie begleet huet, Merci soen.

Här President, dee Rapport hei deckt villes op. Ech wëll mech op déi Passagë beschränken an och op déi e bëssen agoen, déi weisen, wéi et esou wäit komme konnt, well ech mengen, dat ass dat Wichtegst, wann ee wëllt hunn, dass d'Geschicht sech net an där doter Form widderhëlt.

De Rapport weist ganz kloer op de friemefeindleche Kontext an den 20er an 30er Joren hin. E geet schonn zréck op e Gesetz vum 28. Oktober 1920, wat geheescht huet «destiné à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché». E referéiert sech och op dem Denis Scuto säi Buch iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wat, mengen ech awer, ganz gutt an ausféierlech beschreift, wéi d'Nationalitéit zu Lëtzebuerg ëmmer méi, an dat war en historesche Prozess, op en ethneschen enke Begréff zréckgefouert ginn ass, dee wäit ewech war vum Universalismus vun der Natioun an der Fransëischer Revolutioun an deen och leschten Enns derzou gefouert huet, dass 1940, kuerz virum Amarsch, d'Ofschafe vum Droit du sol agefouert ginn ass, dat ganz laang gebraucht huet, bis 2008, bis et erëm an enger gewëssener Form agefouert ginn ass.

De Vincent Artuso beschreift och, wéi d'Regierung Bech refuséiert huet, d'Accorde vun der Société des Nations unzehuelen an e Statut fir Asylbewerber ze schafen. A wéi dat zu enger ofweisender Haltung och gefouert huet vis-à-vis vun de politesche Flüchtlingen aus Däitschland, zum Beispill no der Saar-Annexioun 1935, an natierlech och vis-à-vis vun den däitsche Judden, déi heihinnerkomm sinn an déi extra um Passbüro enregistréiert gi sinn.

An ebe just well se verfollegt gi sinn, ware se suspekt, well geduecht ginn ass, dass se sech grad dowéinst géifen dauerhaft hei am Land etabléieren. D'Sûreté publique an der Gendarmerie huet speziell Fonctiounen deemools kritt: déi vun der politescher Iwwerwaachung an och déi vun der Iwwerwaachung vun den Ausländer. An et ass och kee Wonner, dass et en direkte Lien gëtt tëschent deene Verantwortleche vun deene Servicer deemools an der Kollaboratioun spéider vu gewëssene Statsautoritéiten.

Mä och an der Politik sinn et Entwécklunge ginn, déi ee muss haut nach am A behalen. 1934 huet de Rapporteur vun der Zentralsektioun vun der Chamber, de konservativen Eugène Reichling, e Contrôle sévère vun den Elementer verlaangt, déi an d'Land kommen, an huet domadder ausdrécklech och d'«immigrés et réfugiés juifs» gemengt, déi de lëtzebuergeschen Handwierker a Geschäftsleit géife Konkurrenz maachen.

1936 huet de Justizminister Dumont d'Gefor vun enger ze vill zahlreicher auslännescher Bevëlkerung un d'Wand gemoolt, besonnesch andeem e sech och beruff huet op «étrangers nouveau venus». Et géif sech besonnesch ëm déi handelen, op déi ee misst oppassen. An domat sinn natierlech och déi däitsch-jiddesch Refugiéë gemengt gewiescht, deene virgeworf ginn ass, ënner anerem och auslännesch politesch Aktivitéiten an d'Land ze transplantéieren, wéi e sech ausgedréckt huet, an den Ordre public ze menacéieren. Domadder zesummen hänkt och d'Opstellung vu Lëschte vu Judde scho Mëtt vun den 30er Joren.

Mä et sinn och Lëschten opgestallt ginn deemools vun deeneselwechte Policeservicer iwwer Spuenienkämpfer, Kommunisten, italienesch Antifaschisten, déi herno d'Basis geliwwert hu fir d'Aarbecht vun der Gestapo.

Besonnesch schlëmm, mengen ech, ass et och, dass scho virun der Besatzung déi däitsch Rassegesetzer, wat hir Auswierkungen op gemëschte Bestietnisser ugeet, ugeholl gi sinn, och opgrond vun engem Avis vum Statsrot, dee gesot huet, gewëssen international Konventiounen, déi de Géigendeel gesot hunn, déi géifen net gëllen an deem Fall an déi däitsch Rassegesetzer missten hei de Virrang kréien. Holland huet zum Beispill eng aner Haltung deemools ageholl. 1938 goufen och ee Moment d'Grenzen zougemaach, och fir Réfugiéen, deenen hir Pabeieren an Uerdnung waren.

Den offizielle friemefeindleche Kontext war also evident, och wann en net ëmmer vun alle Verantwortleche gedeelt ginn ass an och wann et scho fréi Warnunge vu Leit aus Politik a Justiz ginn ass.

«Le plus grand triomphe idéologique du nazisme, avant la guerre, fut d'imposer l'idée selon laquelle ce n'était pas leur politique raciste qui posait problème au niveau international mais le départ des victimes.», seet den Här Artuso. An de Rapport weist ebe just de Lien op zu deem legale Kader, an deem sech déi Friemefeindlechkeet scho konnt virum Krich entwéckelen, och vis-à-vis vun de Judden. An dat ëmsou méi, well et ëmmer och en traditionelle reliéisen Antijudaismus zu Lëtzebuerg zënter Jorhonnerte ginn ass.

De Lien tëschent politescher a reliéis-rassistescher Verfollegung ass gradesou däitlech. E geet aus folgendem Zitat zum Beispill ervir, vun engem Rapport vum 21. Dezember 1935 vum Chef vun der Sûreté, dee seet: „Man weiß auch aus Erfahrung, daß in politischer Hinsicht durchwegs das jüdische Element ein unberechenbarer Faktor ist, das, um im Trüben fischen zu können, gerne bei revolutionären Bestrebungen seine Hand im Spiel hält."

Här President, ech hu mech elo an där kuerzer Duerstellung an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, beschränkt op offiziell Äusserungen an offiziell Moossnamen, déi deemools getraff gi sinn, well jo och dat de Kontext vun eiser Resolutioun ass, déi schreift ganz däitlech vun enger «attitude méfiante grandissante à l'égard des Juifs qui régnait au Luxembourg et en Europe pendant les années 1930 (...) et qui a facilité les dérives constatées;». Ech kann net agoen op de politesche Kontext aus där Zäit, op déi Stréimungen, déi et an där Zäit gi sinn, déi och hir Zopp gekacht hu mat der Iwwerfriemungsangscht, déi an den 30er Joren omnipräsent war.

Den Antisemitismus war och nom Krich nach an enger gewëssener Form präsent. Ech hunn dat selwer erfuer, ech ka mech erënneren, dass ech als Kand op der Strooss vu Kanner „Judd" genannt gi sinn, wahrscheinlech well ech als eenzegt Kand am Duerf net um Reliounsunterrecht deelgeholl hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Esou ass et mir och gaangen.

(Interruptions diverses)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech hunn am Ufank gesot, dass mer et hei mat enger besonnescher historescher Situatioun ze dinn haten, déi net mat där vun haut vergläichbar ass. Mä et kann een awer ni ausschléissen, dass esou Situatioune kënnen erëmkommen. An duerfir ass et, mengen ech, besonnesch wichteg, dass um Enn vun eiser Resolutioun de feierlechen Engagement steet, fir alles ze maachen, fir dass et ni méi zu esou Grausamkeeten däerf kommen, dass musse weider d'Mënscherechter mat Nodrock verteidegt ginn an dass muss gekämpft gi géint all Forme vun Antisemitismus, Rassismus a Friemefeindlechkeet!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo fir d'Regierung de Premierminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et soll een ni vergiessen, dass am Zweete Weltkrich eng honnertmol onst Land leie bliwwen ass. Tëschent 55 a 60 Millioune Leit si gestuerwen. Honnertmol e Land wéi Lëtzebuerg! Honnertmol!

Eleng vun deenen Doudege sinn iwwer 5,5 Millioune Judden ëm d'Liewe komm. Si sinn ëm d'Liewe komm, well se exterminéiert gi sinn. Et sinn 200.000 bis 250.000 handicapéiert a physesch handicapéiert Leit, déi ëmbruecht gi sinn. Et sinn eng iwwer dräi Millioune Krichsgefaangener, déi ëmbruecht gi sinn. Et si bal eng Millioun Rommen ëmbruecht ginn. Et sinn 10.000 bis 15.000 Homosexueller ëmkomm. Et sinn Dausende vu Geeschtlechen, Jehovas Zeien oder Fräimaurer ëmbruecht ginn. Einfach well se net an dee Schema gepasst hunn, deen den Okkupant deemools hat!

Ech kann Iech just soen, Här President, dass, wann een eng Kéier zu Auschwitz war, een net méi als selwechte Mënsch erauskënnt. Well d'Konklusioun vun enger Visite zu Auschwitz ass déi, dass de Mënsch de Responsabelen ass fir déi Horroren a keen anere wéi de Mënsch selwer engem anere Mënsch dat ugedoen huet!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou och iwwer ganz vill Saachen, déi hei gesot gi sinn, iwwert d'Zoustëmmung vun der Chamber zu där Iddi, fir eng Statu ze maachen en mémoire vum Holocaust. An ech wëll och do der Gemeng Lëtzebuerg e grousse Merci soen, dass se zesumme mam Stat sech direkt gëeenegt huet, fir finanziell an och déi logistesch Hëllef ze ginn, fir dass mer mam Här Selinger, dee selwer e Judd ass, dee Victime war vun der Deportatioun, dat Denkmal och kënne maachen.

Et ass och vum nationalen Dag vum Souvenir geschwat ginn. Jo, mir wëllen een Dag am Joer hunn, wou mer zesummen - all zesummen! -, an och virun allem an de Schoulen, erënneren, eis alleguerten erënneren, wat geschitt ass. A mir wëllen do och zesumme mam Éducationsministère kucken, dass an de Schoulen och deen Dag iwwert déi Atrocitéiten, déi och hei am Land geschitt sinn, soll geschwat ginn. Et ass am Cursus vum Lycée, et kritt een dat eng Kéier mat, mä mir mengen, dass eemol am Joer een Dag op d'mannst een och kann eng Zäit huelen, fir doriwwer ze diskutéieren.

Ech sinn och ganz frou iwwert d'Zoustëmmung iwwert den Institut fir Zäitgeschicht, dee mer d'lescht Woch och mam Statssekretär Hansen presentéiert hunn, dee wichteg ass, well d'Geschicht, mir sinn ni fäerdeg mat eiser Geschicht, fir se selwer och ze studéieren.

An, Här President, ech wëll Iech an Ärer Conférence des Présidents och Merci soen, well wéi mer de Rapport vum Här Artuso kritt hunn, woren e puer Méiglechkeeten do. A mir hu gemengt, dass en Débat de consultation déi richteg Fassong wier, fir hei kënnen iwwert déi Situatioun ze diskutéieren, an dass mir, Dir, zesummen an den Institutiounen, an Äre Kommissiounen, hei am Plenum haut, a mir och op eiser Säit zu deeneselwechte Konklusioune kommen. An ech muss Iech soen, mir hätten net sollen de Feeler maachen, fir ze soen: „Mir sinn net fäerdeg, dowéinst wëlle mer keng Responsabilitéit unerkennen." Dat wier e falscht Zeeche gewiescht, fir eppes ze reportéieren, wou mer alleguerte wëssen, dass et eng Responsabilitéit och gëtt!

Jo, Här President, mir waren net all Helden. Dat ass eng vun de Wourechten, där mer haut mussen an d'A kucken, déi mer mussen akzeptéieren a virun där mir eis net kënnen, net sollen a guer net wëlle verstoppen. Mir waren net all Helden. Mä et goufen awer och vill Helden am Zweete Weltkrich. Et goufe Fraen a Männer, jonk Meedercher a Bouwen, déi sech an enger Aart a Weis engagéiert hunn, wéi mer et eis haut bal net méi kënne virstellen.

Mir hunn all eng gemeinsam Vergaangenheet, mä vill Famillje vun deemools hunn hir eege Geschicht. Et ass d'Geschicht vun deene Famill-

jen, déi während de Krichsjore Leit bei sech um Späicher verstoppt hunn. Et ass d'Geschicht vu Mammen a Fraen, déi jorelaang net woussten, wou hir Bouwen a Männer dru waren, well se virun der Zwangsrekrutéierung fortgelaf sinn. Et si Geschichte vu Resistenzler, déi queesch duerch d'Land mam Vëlo gefuer sinn, fir d'Flüchtlinge vun der Sauer un déi franséisch Grenz ze bréngen. Courageiert Lëtzebuerger, déi Flugblieder gedréckt hunn, déi heemlech Fixspéin mat roudem Kapp an déi blo Tënt gezappt hunn, déi aus Mënze mat der Grande-Duchesse Spéngele gebastelt hunn, fir se als Zeeche vun der Resistenz ze verdeelen.

Et gëtt déi Biografië vu Jugendlechen, déi hiert Liewen op d'Spill gesat hunn, fir aneren d'Iwwerliewen ze erméiglechen. Déi Lëtzebuerger Populatioun huet sech géint den Nationalismus (veuillez lire: Nationalsozialismus) gewiert a fir d'Fräiheet engagéiert. Déi grouss Majoritéit vun de Lëtzebuerger, déi grouss Majoritéit vun de Leit am Land huet sech géint dee Regime ausgeschwat. Och d'Exilregierung huet sech op hir Manéier géint den Naziregime gestäipt a sech op d'Säit vun de Judde gestallt, déi net méi konnten zréck an hir Heemecht goen.

De Fait awer, dass si zu Flüchtlingen hu misse ginn an net méi am Land wëllkomm waren, läit och an der Responsabilitéit vun der Exekutiv, vun deene Leit, déi deemools duerch eng Resolutioun vun der Chamber mat der Regierungsaarbecht chargéiert waren. De Fait och, dass iwwer 1.300 Judden, déi zu Lëtzebuerg gelieft hunn, du vun hei aus respektiv aus der Belsch oder aus Frankräich deportéiert goufen a praktesch alleguerten an Doudeslager ëmkomm sinn, ass eng Realitéit, där mer eis stellen.

Dat ass eng Realitéit, déi mer unhuelen a fir déi ech mech haut am Numm vun der Regierung och entschëllegen. Et ass eng Entschëllegung vun der Regierung vis-à-vis vun der jiddescher Communautéit zu Lëtzebuerg a vis-à-vis vun de Familllje vun deemools an haut.

Dës wichteg a richteg Excuse ass awer net de Schlusspunkt vun der Veraarbechtung, et gëtt nach vill där verstëbste Këschten, déi mussen opgemaach ginn. De Rôle vun den Institutiounen, also och dee vun der Chamber a vum Statsrot, muss och nach weider beliicht ginn. An ech si frou, dass et fir déi Projeten och e breede Konsens hei am Haus gëtt.

Et geet net nëmmen drëms, opzeschaffen, mä och opzeklären, ze erklären an ze warnen. Et muss een d'Zeeche kennen, fir se matzäiten ze erkennen. An dat ass de Message, dee mir eis selwer an eise Kanner schëlleg sinn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister.

Mir géifen dann elo zur Ofstëmmung iwwer eis Resolutioun iwwergoen, déi ënner anerem d'Entschëllegung vun der Chamber duerstellt. Ech géif Iech froen: Maache mer dat mat Handophiewen oder maache mer dat elektronesch, fir en Zeechen ze setzen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Merci, mir géifen dann eng elektronesch Ofstëmmung virhuelen. D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Eischt d'Jo-Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Eis Resolutioun ass mat 60 Stëmmen ugeholl, mat Unanimitéit.

(Applaudissements)

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ech wollt der Chamber an der Regierung Merci soe fir déi wierdeg Diskussioun an d'Eestëmmegkeet, virun allem och fir déi gemeinsam Initiativ. Heimat huet elo d'Lëtzebuerger Regierung grad wéi och d'Lëtzebuerger Chamber sech bei eiser jiddescher Communautéit entschëllegt. Mir iwwerhuelen domat Verantwortung fir en donkelt, en dramatescht Kapitel aus eiser Geschicht, dat bis elo net genuch opgeschafft gi war an dat mer weider wëllen opschaffen, andeem mer eis déi noutwendeg Mëttelen dozou ginn.

Mir iwwerhuelen awer och Verantwortung a mir engagéieren eis, fir alles ze maachen, dass esou Grujelechkeeten net méi kënne geschéien, fir d'Mënscherechter an eis Grondwäerter weider mat aller Kraaft ze verteidegen a géint all Form vun Antisemitismus, Rassismus, Haassverbriechen a Friemenhaass ze kämpfen.

Stellvertriedend fir eis all vernäipen ech mech virun den Affer vun de Verbriechen un der Mënschheet während der Nazizäit an drécken den Iwwerliewenden an hire Familljen eisen déiwe Respekt aus.

Alleguer deenen, déi un deem richtungsweisende Geste vun haut bedeelegt waren, erlaben ech mer, e ganz häerzleche Merci ze soen, a géif elo d'Sëtzung fir e puer Minutten ënnerbrieche fir eng kleng Denkpaus, ier mer zu deem nächsten Débat iwwerginn.

Villmools Merci Iech!

(M. le Président s'adresse au public présent dans les tribunes de la Chambre.)

Villmools Merci Iech!

(La séance est suspendue à 16.25 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.41 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eis Sëtzung ass erëm op a mer géifen da mat eisem Ordre du jour weiderfueren. Mir kommen un d'Debatt iwwert d'Resultat vum Referendum vu virun zwee Deeg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

7. Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, dës Debatt war ursprénglech vun der Majoritéit net fir haut geplangt an och net fir haut gewollt. Et ass eréischt, wéi d'Oppositioun insistéiert huet, datt dës Debatt haut op den Ordre du jour komm ass. Dës Debatt sollt net haut, mä iergendwou anescht sinn, d'nächst Woch.

(Interruption)

D'nächst Woch. An ech fannen et awer normal, datt, wann d'Chamber e Sonnden e Referendum organiséiert huet, mer dann dënschdes aus deem Referendum direkt Konklusiounen zéien. Et kann net sinn, datt dat anescht soll sinn. Och 2005 war den 12. Juli eng Debatt iwwert de Referendum, deen den 10. Juli stattfonnt huet.

D'CSV hat gemengt, datt et och besser wär, dës Debatt ze trenne vun där Debatt iwwert de Rapport Artuso an de Rapport Artuso op d'nächst Woch ze verleeën, well mer et net normal fonnt hunn an net gutt fonnt hu fir d'Dignitéit haaptsächlech vum Rapport Artuso, datt sollten déi zwou Debatten an engem Dag stattfannen. Dat war net gewollt. Dat war net gewënscht. Dat huet missen, déi zwou Saachen, haut sinn, ech mengen, well et gewollt war, datt dës Debatt iwwert de Referendum esou vill wéi méiglech sollt ënnergoen a mer direkt sollten op den normalen Ordre du jour iwwergoen.

Ech soen deene Leit, déi de leschte Sonndeg mat Nee gestëmmt hunn, Merci fir dee Choix, dee si geholl hunn. Ech mengen, et ass dee richtege Choix. Ech drécken och deene Leit, déi Jo gesot hunn, mäi Respekt fir hir Argumenter aus. An och dat, wat mir proposéiert hunn, dat ass, an ech nennen et gären esou, en Nee vun der oppener Dier, wou mer och eng Rei vun hiren Argumenter kënnen erëmfannen.

Wa mer kucken, wat geschitt ass an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint, a wann ech just d'Sondagen analyséieren, an ech schwätzen hei elo vun der Propositioun iwwert d'Auslännerwahlrecht, da gesinn ech, datt d'Evolutioun vu wéi d'Leit wollte stëmmen - virun dräi, véier Méint mat engem Nee 44% an engem Jo 48% - eropgaangen ass vu 44% op 78% Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn.

Firwat ass dat esou?

An enger éischter Etapp an den Explikatiounen an an den Diskussiounen ass nämlech gesot a gemaach ginn, wéi wann all déi Leit, déi wéilte mat Nee stëmmen, almoudesch, net modern, rechtslaaschteg, verstëbst, ouni Häerz wären. Esou ass d'Descriptioun gemaach ginn. Esou sinn déi Leit duergestallt ginn.

Vun deem Moment un, wou d'Diskussioun virun dräi, véier Méint ugefaangen huet, wéi mer hei de Referendum gestëmmt hunn, an Alternativen op den Dësch komm sinn, wéi d'Diskussioun kéint gefouert ginn, wéi konnt gesot ginn, datt och den Neen net eng Stëmm wär, déi Leit ouni Häerz géifen ausdrécken, mä datt och den Nee kéint Alternative bedeiten, aner Weeër bedeiten, ass lues a lues - an dat gesäit een an de Sondagen - déi ganz Stëmmung ëmgeschloen an anescht ginn.

Et ass eis a villen Emissioune gesot ginn: CSV, Dir sidd isoléiert an der Diskussioun. Kuckt dach, all déi aner - aner Parteien, aner Jugendorganisatiounen, ech ka mech hei un d'Debatt erënneren, inklusiv eis Jugendorganisatioun, Gewerkschaften, Sociétés civiles, sämtlech geschriwwe Press - sinn enger anerer Meenung. Dir sidd isoléiert.

Ech stelle fest, wat Isolatioun an dësem Fall heescht: 80% vun de Leit stinn an deemselwechten isoléierten Eck hanner eis. An hanner aneren, hannert deenen Iddien, hannert den Iddie vum Neen. An ech zéien deen och net - ech soen dat och nach eng Kéier - parteipolitesch op eis.

Et ass eis vill kritiséiert ginn an där Campagne, déi mer gemaach hunn. De Statsminister huet sech schockéiert gewisen iwwert déi Campagne, déi mer gemaach hunn, an en huet gesot, mir géife mat där Campagne Angscht wëlle suscitéieren. Mir hunn oft explizéiert, datt mer an där Campagne hei net wollte Jo an Neen als Partei soen, well mer eis wollten argumentéiert weisen, well mer wollten informéieren, well mer wollten de Leit soen, firwat mer Nee soen.

Mir hunn net mat der Angscht gespillt. An ech war schockéiert iwwert d'Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, dat dobaussen ze maachen, well ech soen Iech, hätt ech wëllen, hätte mir wëlle mat der Angscht spillen, hätte mer ganz aner Argumenter opbruecht. Argumenter, déi mer oft an de Versammlunge gehéiert hunn. Argumenter, déi eis nogeluecht gi sinn. Mir hu vun deenen Argumenter, déi mer hätte kënne bréngen, keng bruecht. Mir hu probéiert, eng Campagne ze maachen, déi a sech net polemesch war, déi argumentativ war an déi propper war.

Ech hätt kënnen äntwerten op alles dat, wat ech an den Zeitunge gelies hunn. Ech hätt kënnen äntwerten op alles dat, wat gesot ginn ass. Mir hu probéiert, déi ganzen Zäit eng uerdentlech an eng argumentativ Campagne ze maachen.

Dës Regierung huet dëse Referendum gewollt. Mir hunn, wéi déi Iddi opkomm ass, kloer gesot, datt mer dat keng gutt Iddi géife fannen, datt mer léiwer en anere Wee hätten, fir déi heiten Diskussioun ze féieren. Dës Majoritéit huet d'Froen erausgesicht a se huet d'Froe formuléiert. Wéi déi Froen do waren, hu mer kloer an däitlech gesot: „Passt op, wat Der maacht, well Dir gitt mat där heiter Diskussioun sämtleche Populisten, Xenophoben a Rassisten, déi et wëllen, um gëllene Plateau eng Diskussioun zerwéieren! Dir spalt hei an der Gesellschaft."

Dir wollt d'Leit vum Jo iwwerzeegen, well Der wollt, an dat soen ech kloer an däitlech, an Äre politeschen Iwwerleeungen, an Dir hutt et och geholl, well Der wollt d'CSV an den Eck drécken an ëmgoen. Duerfir hutt Der dëse Referendum gemaach.

De Premier huet gesot, hie géif de Leit wëllen e Spigel virun d'Gesiicht halen. D'Leit hunn an enger onerwaart preziser an däitlecher Äntwert mat engem extrem héijen Neen dem Premier de Spigel selwer virun d'Ae gehalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An elo stinn dëse Premier an dës Majoritéit virun engem Koup vu Schierbelen! An ech soen Iech, ech sinn net frou doriwwer. Ech si wierklech net frou doriwwer. Well wat hu mer hei déclenchéiert? A wat fir enger Situatioun si mer haut? Hei ass eng Diskussioun déclenchéiert ginn, déi schlecht fir d'Land war! Et ass vill Sträit déclenchéiert ginn, vill onnéideg Reiwereien am Land. Vill Spannunge sinn hei déclenchéiert ginn. Heimat ass d'Land gespalt ginn. A wann Der d'Sondagë kuckt, soen d'Leit genau datselwecht a spiere se genau datselwecht.

An ech soen Iech haaptsächlech eppes anescht, wat mech wierklech och perséinlech blesséiert: Hei ass net nëmmen d'Land gespalt ginn, mä hei sinn och Spannungen tëschent de Communautéiten, tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ervirgeruff ginn, Suspiciounen, Reprochen. An ech kennen déi Communautéiten an ech weess, wat se denken a wat se fillen. Dat war schlecht, onnéideg. Onnéideg!

A fir déi Leit, déi soen, dat wär net wouer: Kuckt eng Kéier, wann Der et liest, wat an den Zeitunge vu verschiddene Communautéite steet! D'lescht Woch, déi lescht, déi erauskomm ass: De Referendum «provoque des tensions entre Luxembourgeois et étrangers». Säite gi beschriwwen domadder. Et gëtt esou gespuert. Dat hätte mer an dësem Land net néideg,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir dat esou ze maachen. Net néideg! Dir hutt dem Land am Ausland geschuet. Ech ginn dovunner aus, datt eis Ambassade mussen Explikatioune ginn iwwert dat, wat elo geschitt ass.

(Interruption)

Da kuckt och, wat an der auslännescher Press ass! Kuckt emol, wat do gesot gëtt! Dir hutt, Här Premier, Ärer Kredibilitéit am Ausland geschuet. An Dir hutt, Här Premier, Ärer Kredibilitéit haaptsächlech hei am Inland geschuet, hei zu Lëtzebuerg! Dir sidd, duerch déi Äntwerten, déi Der hei krut, geschwächt ginn an der Politik!

An ech froe mech, an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint, wéi Dir déi Politik, déi Reformen, déi ustinn, déi musse fir eist Land gemaach ginn, wéi Der nach déi Kredibilitéit an déi Autoritéit kënnt hunn, fir an deenen nächste Wochen déi do Reformen duerchzesetzen. Ech froe mech dat! An eist Land, an deenen nächste Méint, brauch Reformen. An dat gëtt, soen ech Iech, eng verlueren Zäit, déi mer an deenen nächste Méint a Joren hei an dësem Land wäerten erliewen.

(Interruption)

Dir hutt gesot, dat hei, dat wär eng flott Diskussioun gewiescht, dee Referendum. Et géif elo jiddwereen iwwer Politik schwätzen, doheem a wou och ëmmer. Ech soen Iech: Dat hei war fir mech keng flott Diskussioun! Well ech soen Iech, ech sinn op deene verschiddenste Plazen ugerempelt ginn, an eis Kolleegen och, op där enger Säit als Rassist, Xenophob wéinst Iddien an op där anerer Säit, well mer gesot kréien: „Dir gitt vill ze vill wäit mat Äre Propositiounen", op net ëmmer ganz gutt Aart a Weisen. Do hätt ech gär kënnen drop verzichten, a mir alleguer, op déi Saachen do verzichten.

Dir krut d'ailleurs och eng Rei - Dir hutt et selwer geschriwwen, duerfir kann ech et soen - Drohunge gemaach. Mir hunn an dësem Land d'Naissance vun enger rietsextremer Partei gesinn an der leschter Zäit. Dat ass alles net gewollt. Ech weess och net, wat dorauser gëtt, mä et ass awer an deenen dote Woche geschitt, an engem Klima, deen net gutt ass. Do kann ech nëmme bravo soe fir dat do. Bravo fir dat do! Dee Klima hätte mer an dësem Land net gebraucht! Mir haten et net a mir hätten et net gebraucht!

Dir hutt hei Grief opgemaach!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt hei Grief opgemaach. An elo sot Der, et wär näischt geschitt! Elo sot Der, et wär näischt geschitt!

Mir haten hei kee flotte Referendum! Mir haten hei keng flott Diskussioun! Mir haten en onnéidege Referendum! Mir hu Schued an der Gesellschaft a mir hu Schued tëschent de Communautéiten. An Dir sot einfach: „Dat war elo flott, elo gi mer à l'ordre du jour." Esou mécht ee keng Politik!

Dir hutt eis gesot a gefrot virum Referendum, wann et e Jo gëtt, mir sollten eis ouni Diskussioun ëm 180 Grad dréien, dat, wat mer säit Jore soen, dat, wat mer an eis Programmer schreiwen, dat, wat mer eise Wieler versprach hunn, einfach ëmdréien a soen: Dat ass elo anescht.

Elo ass Nee gesot ginn. A wat sot Dir? „On passe à l'ordre du jour." „Nächste Sujet." „Dat war et." Dat ass keng Aart a Weis, fir Politik ze maachen!

Dat ass, dat, wat ech elo beschriwwen hunn, de Spigel, deen d'Lëtzebuerger Iech gewisen hunn. An ech soen Iech ganz kloer: Dir sidd responsabel fir dat dote Bild. Ech froen Iech - an ech hunn Iech dat scho gesot - guer näischt. Ech hunn net virum Referendum gefrot, de Premier soll säi Posten, seng Zukunft domadder op d'Spill setzen. Ech hunn dat net gefrot an ech froen et och elo net. Ech soen Iech just: Virun deem Bild do, virun deem Koup Schierbelen, deen Der hei provozéiert hutt, virun deem Koup Schierbelen, deen Der gemaach hutt, sollt Dir Är Konklusiounen zéien a musst Dir responsabel sinn an Är Responsabilitéit huelen.

Et ass nach ni eng Regierung ginn, déi esou an engem Referendum désavouéiert ginn ass wéi Dir. Nach ni ass et esou eng Regierung ginn! Et ass nach ni eng Regierung ginn, déi esou wéineg Gespier hat fir d'Gefill vun deem, wat d'Leit dobaussen denken! An ech soen Iech, wann ech an Ärer Plaz wär bei engem Referendum, wou 80% vun de Leit mat Nee gestëmmt hunn...

An d'Diskussioun: Hu se elo iwwert d'Iddien ofgestëmmt an iwwert d'Froen, déi gestallt goufen, oder hu se ofgestëmmt iwwert d'Regierung an d'Kontinuitéit vun der Regierung?, ass mer am Fong egal! Et wäert dat eent sinn an et wäert och e wéineg dat anert sinn. Wéi och ëmmer, d'Zuele fanne mer ni eraus. Et ass mer egal.

Ech soe just ganz kloer, datt ech mengen, datt e Premier... A wann ech Premier wär a wann ech an Ärer Plaz wär, Här Bettel, mat 80% ofgestrooft gi vun der Bevëlkerung, da wéisst ech, wat ech gemaach hätt, da wéisst ech, wat ech ze maachen hätt! Well déi Responsabilitéit opzehuelen, mat deem do Resultat nach wëlle weider an deenen nächste Méint Politik ze maachen, do, wou mer Décisioune brauchen, ech mengen, dat gëtt extrem schwéier fir Iech. An ech hätt dat Gefill, fir meng Responsabilitéit bei esou engem Resultat ganz kloer ze huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi geet et elo weider? Ech soen, datt duerch deen heite Referendum déi Problemer, déi mer hunn, a mir hunn der eng Rei, an et stelle sech eng Rei Froen, datt déi Problemer sécher net geléist sinn. Déi Problemer sinn net geléist. Ech soen Iech just, datt se mat dësem Resultat a mat där Diskussioun, déi mer elo haten, vill méi schwéier ze léise wäerte sinn an deenen nächste Wochen a Méint, vill méi schwéier, well mer e Klima geschaf hunn, wat net gutt ass fir d'Léisungsfindung! An duerfir sidd Der responsabel!

Dat Eenzegt**,** wat geschitt ass, dat ass, datt d'Äntwerte vun der Majoritéit kloer an däitlech refuséiert gi sinn an datt et elo wesentlech méi schwéier ass, Problemer ze léisen an aner Léisungen ëmzesetzen.

Op déi éischt Fro vun dem 16-Joer-Wahlrecht a vum Interessi vun de Jugendlechen un der Politik sinn eng Rei aner Propositioune gemaach ginn. Ech mengen, do muss dru geschafft ginn. Mir hunn d'Méiglechkeet, an de Schoule méi iwwer Politik ze schwätzen. Mir solle kucken, datt mer déi Méiglechkeeten ëmgesat kréien an deenen nächste Wochen a Méint.

Mir sollen un deene Programmer schaffen. Mir sollen eis Iddie ginn, fir eis Jugendlech méi un d'Politik erunzezéien. Mir sollen och an de Gemenge kucken, datt mer déi Efforte maachen, déi obligatoresch Kommissiounen, d'Gemengeréit, d'Parlament. Large Consultatioune mam Syvicol mussen do gefouert ginn. Eng grouss Aarbecht steet bevir, déi muss gemaach ginn. Et gëtt Weeër, fir et ze maachen.

Wat d'Ministeschmandater ugeet, do soen ech ganz kloer fir meng Partei, datt mir net wëllen an där nächster Zäit verzichten op d'Experienz vu Politiker, déi wëssen, wéi et geet, déi wëssen, wéi politesch Dossiere virunzebrénge sinn, an datt et schued wär, dorop ze verzichten, an datt mer net wëlles hunn, op déi do Iddi op iergendeng Aart a Weis anzegoen.

Wann Dir dat awer wëllt maachen, da waarde mir drop, fir ze kucken, wat Dir elo an Ären eegene Parteie maacht, wat fir eng Konsequenzen Dir elo draus zitt. Well et ass net, well d'Leit Iech Nee gesot hunn, dat net obligatoresch an d'Gesetz anzeféieren. Wann Der Iech selwer seriö huelt, da misst Der Är eege Konsequenzen draus zéien. Mir waarden drop, fir einfach ze wëssen, wéi seriö Der selwer Är eegen Iddie fannt a wéi seriö Der Iech selwer huelt, wat an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint bei Iech an de Parteie mat Ären Décisioune geschitt. Da kucke mer, wéi seriö Der sidd!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat dee leschte Punkt ugeet, deen iwwert d'Auslännerwahlrecht, leien eng Rei Alternativen um Dësch. Mir mengen, datt d'Kommissioun soll esou schnell wéi méiglech doriwwer elo schwätzen. A mir mengen, datt een och bei der auslännescher Communautéit muss kloer an däitlech soen, wat een elo mécht an datt een net stoe bleift.

Ech soen Iech just - an dat huet mech och rose gemaach -, ech sinn elo gefrot gi vu Journalisten a vun anere Leit: Dir hutt eng Proposition-de-loi op den Dësch geluecht, elo hutt Der jo „gewonnen" - ënner Gänseféisercher, et sinn net meng Termen -, zitt Der déi dann elo zréck oder stitt Der nach ëmmer hannendrun?

Da soen ech Iech: Firwat haalt Der mech? Firwat halen déi Leit eis? Mir hunn eng Propositioun gemaach, well mer un e Wee gleewe vu Participatioun vun Netlëtzebuerger a well mer mengen, datt mer all Efforte musse maachen, fir d'Netlëtzebuerger an eis Gesellschaft eranzekréien, datt mer all Efforte musse maachen an dësem Land fir dat gemeinsamt Liewen, wat mer an deene leschten 30, 40 Joer gutt matenee gefouert hunn.

Ech weess och, datt Problemer do waren. Mä wann ech kucken, wat am Ausland alt lass ass, da soen ech, datt mer zu Lëtzebuerg gemeinsam hei gutt gelieft hunn! An ech fannen, datt dëse Referendum eis duerfir Problemer a Froe stellt. Ech fannen, datt mer mussen alles maachen, fir dat gemeinsamt Liewen an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren erëm esou ze garantéieren, datt mer gemeinsam déi Zukunft kënnen assuréieren, gemeinsam eist Land opbauen, gemeinsam eis Zukunft opbauen, well ech dat wesentlech fannen, datt mer et maachen.

An ech hoffen, an engem erschwéierte Klima, datt mer dat fäerdegbréngen, fir dat ze maachen. Ech hoffen, datt mer dat fäerdegbréngen, fir dat gemeinsam ze maachen. Op jidde Fall soen ech Iech, am Numm vu menger Partei, datt mir bereet sinn a selbstverständlech wëllen op déi Gemeinschaften zougoen, selbstverständlech Diskussioune féieren, selbstverständlech eist dozou bäidroen, fir déi Kohäsioun an eiser Gesellschaft, déi Kohärenz an eiser Gesellschaft, déi Zukunft vun eiser Gesellschaft och esou gutt wéi méiglech ze garantéieren.

Ech wëll ofschléissend, well ech net méi wëll iwwert dëse Sujet soen, well ech net méi laang driwwer schwätze wëll, dem Premier nach eng Kéier soen, datt hien un deem Referendum hei eng grouss Responsabilitéit huet, eng ganz grouss Responsabilitéit! An hie muss mat där Responsabilitéit eens ginn. Dëse Referendum huet eisem Land net gutt gedoen. Dëse Referendum huet d'Klima an eisem Land wesentlech méi schwéier gemaach. Domat muss de Premier, domat muss dës Regierung liewen. An domat muss hie wëssen, wat fir eng Konsequenzen hien dorauser wëllt zéien. Wann ech et wär, wéisst ech genau, wat ech ze maachen hätt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut als Chamber zesummen, fir eng éischt Reaktioun ze ginn op d'Resultater vun dem Referendum, eng éischt Analys ze maache vun deene Resultater. Dat ass normal. Mir hätte virgezunn, et hätt ee virdrun eenzel Froen nach kënnen an der Constitutiounskommissioun vu muer trennen, erklären.

Mä et bleift, dass et wichteg ass, dass mer haut zesumme schwätzen, well schliisslech ass e Referendum näischt Alldeegleches. De Referendum, et ass dee véierten, dee mer an eiser Geschicht, an der Geschicht vun eisem Land duerchgefouert hunn. An duerfir, mengen ech, soll een an aller Rou, an aller Sachlechkeet an och an aller Bescheidenheet vun alle Säiten un d'Interpretatioun vun deem Text erugoen.

D'Resultater sinn onmëssverständlech. Den Neen huet sech imposéiert bei deenen dräi Froen. En huet dat gemaach an alle Gemengen, an alle Géigende vum Land, an allen Alterskategorien, an alle Sozialkategorien. Do gëtt et näischt drun ze deiten! Et ass kloer, dee Message do ass kloer och fir eis Partei, mä ech soen awer och, dass den Nee wéi de Jo kengem gehéiert: kenger Partei, kenger Associatioun, kengem Mënsch. Et ass och net de Jo vun enger Élite an den Nee vun der Mëtt vun der Gesellschaft. Et sinn alles Bierger...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sinn alles Bierger...

(Brouhaha)

Une voix.- Op eemol!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen! Et sinn alles Bierger, déi gläich zielen, deenen hire Bulletin gläich zielt an déi fir eis alleguerten hei gläich zielen. Béid Lagere si Lëtzebuerger Bierger.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dëst Resultat gehéiert eigentlech nëmmen engem: Dëst Resultat gehéiert de Lëtzebuerger, déi sech ausgesprach hunn iwwer Referendum, déi d'Geleeënheet gebuede kritt hunn, wat rar ass hei zu Lëtzebuerg, an eisen Aen ze rar, fir direkt hir Meenung kënnen zu enger politescher Fro ze äusseren. Mir respektéieren d'Expressioun vun der Souveränitéit vum Vollek, an déi Expressioun, déi huet sech souwuel am Jo wéi am Neen ausgedréckt. Sou soll d'Approche sinn zu deem dote Referendum!

Ech deelen awer guer net déi apokalyptesch Visioun, déi den CSV-Spriecher elo hei gemaach huet vum Zoustand vum Land, wou e mengt, et wäre praktesch biergerkrichsähnlech Zoustänn elo an deene leschten Deeg hei zu Lëtzebuerg entstanen. Bon, ech kommen nëmme vun Diddeleng. Ech weess net, wéi et op anere Plazen ass.

Ech kann Iech soen, an ech war effektiv de Sonndeg selwer nach ënnert de Leit, ier ech hei an d'Stad komm sinn, an ech ka soen, ech hunn näischt vun deene Spannunge festgestallt. Ech hunn op jidde Fall net festgestallt, dass duerch de Referendum, duerch de Fait, dass d'Leit konnten hir Meenung ausdrécken, plëtzlech hei an dësem Land vun haut op muer Spannungen entstane wären! Wa Rëss an dëser Gesellschaft sinn, da si se do. Da musse mer dat erkennen. Da musse mer och vläicht net ëmmer d'Aen zoumaachen an den Deckel op alles...

(Interruptions diverses)

...setzen, wat kann eigentlech esou divergent an enger Gesellschaft sech ausdrécken.

Une voix.- Genau!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wa Rëss do sinn, da waren déi Rëss do virum Referendum an da musse mer gemeinsam probéieren, déi sozial Kohäsioun vun dëser Gesellschaft ze stäerken. Dat ass immens wichteg...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir wäert nach an deenen nächste Méint gesinn,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...fir d'Zukunft.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir wäert dat nach an deenen nächste Méint gesinn, wat fir Reaktioune kommen! Ech soen Iech et!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass immens wichteg fir d'Zukunft vun dësem Land.

Loosse mer also näischt hei erbäirieden, eropbeschwieren, wat et an där doter Form net hei zu Lëtzebuerg gëtt! A loosse mer effektiv kucken, déi Rëss, déi sécherlech an der Fassad vun eiser Gesellschaft sinn, och wat dat Zesummeliewe vun den eenzelne Gemeinschaften hei am Land betrëfft, loosse mer probéieren, déi gemeinsam zouzemaache mat deenen direkt Concernéierten. Esou ass, mengen ech, déi Äntwert, déi een op déi dote Fro muss ginn. An net, wou se hei eigentlech Gespenster eropbeschwieren, déi esou net sinn!

Mir mussen also probéieren, Grief zouzemaachen. Mir mussen awer och, mengen ech, dat ass wichteg, do ginn ech dem Fernand Fehlen recht a senger Argumentatioun, dass ee festgestallt huet bei dëse Wahlen - dat gëllt fir all déi, déi an där Diskussioun mat dra waren -, wat sécherlech muncherengem gefeelt huet, dat ass d'Empathie, d'Empathie fir deen aneren, sech an d'Roll, sech an de Kapp vun deem aneren eranzesetzen, ze probéieren, vu senger Siicht seng Argumenter ze verstoen. Ech mengen, dat ass immens wichteg och fir zukünfteg Diskussiounen, déi mer hei am Land féieren.

A mir däerfe jo och Diskussiounen, déi kontradiktoresch sinn, net aus dem Wee goen. Dat hu mer vläicht ze laang hei zu Lëtzebuerg gemaach, dass mer ëmmer versicht hunn hei, vun engem Kompromëss op deen aneren ze kommen an ze soen: Iergendwéi wäerte mer schonn eens ginn. Et ginn heiansdo Momenter, wou ee muss de Leit och d'Méiglechkeet ginn, hir Meenung voll ze äusseren, och wann dat dann op eng aner Meenung opstéisst, déi an eng aner Richtung geet. Dat ass awer, mengen ech, de Bestand vun der demokratescher Diskussioun. A mir däerfen dat net fäerten, och verschidde Froen op deem dote Wee unzegoen.

De Wieler huet op dräi Froe geäntwert, an op soss näischt! Ech zielen hei, kann zitéieren, ech kéint zitéieren den Här Wiseler, ech kéint den Här Spautz zitéieren, ech kéint den Här Gibéryen zitéieren, an hire leschten Interventiounen an deene leschte Wochen, an ëffentleche Medienoptrëtter, wou ganz kloer gesot ginn ass - den Här Gibéryen huet dat gemaach: „Bei dësem Referendum wäert net ofgestëmmt ginn iwwer Persounen, et wäert net ofgestëmmt ginn iwwer Parteien. Et gëtt nëmmen ofgestëmmt iwwer dräi Froen."

Abee, ech mengen, et kann een d'Spillregelen net änneren, nodeem d'Spill eriwwer ass! Hei sinn am Virfeld ganz kloer Spillregele festgeluecht ginn. Dës Regierung, dës Majoritéit huet ëmmer gesot: „Dat si fir eis dräi Sachfroen, déi ze tranchéiere sinn, well mer eis net eens sinn op deenen dote Punkten, wat d'Formulatioun vun deene Kapitelen an engem neie Verfassungstext ugeet. Mir hätten déi Saach gär tranchéiert, op der Saach hätte mer gären déi dote Froen tranchéiert." Dat huet de Wieler gemaach, an aller Däitlechkeet, méi däitlech, wéi ech mer et hätt kënne virstellen! Mä dat mécht et ëmsou méi einfach, mengen ech, fir direkt Konklusiounen dorauser ze zéien.

De Wieler huet sech géint d'Iddi vun engem Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer fir sämtlech Wahlen ausgeschwat. Et ass kloer, dass an enger neier Verfassung de Wahlalter wäert bei 18 Joer stoe bleiwen, wat déi eenzel Wahlen ugeet. An et bleift also deen Text, wéi en haut an der bestehender Verfassung ass, dee wäert och an déi nei Verfassung erakommen.

De Wieler huet sech géint dat aktivt Awunnerwahlrecht ënner gewësse Konditiounen ausgeschwat bei den Nationalwahlen. Et ass also selbstverständlech, dass d'Konditioun vum aktive Wahlrecht bei Chamberwahle wäert gebonne bleiwen un d'Nationalitéit, wéi d'Leit et gären hätten. Och do bleift et beim aktuelle Verfassungstext an där neier Verfassung.

De Wieler huet Nee gesot zu enger zäitlecher Begrenzung vun de Ministeschmandater. De Wieler wëllt dat doten net. Also wäerte mer et net als Regel feststellen. Och d'Parteien hu sécherlech deen dote Message mat op de Wee kritt, wat de Wieler wëllt an där doter Fro. Si mussen also och hir Positioune kritesch hannerfroen.

Ech perséinlech géif menger Partei de Rot ginn, an hirem nächste Wahlprogramm déi dote Punkten net méi virzegesinn. Déi sinn net majoritéitsfäeg hei zu Lëtzebuerg! Et sollt een och do Respekt weise virun där klorer Ausso, déi de Wieler an deenen dote Punkte gemaach huet. Et geet hei ëm de Respekt och vun der Demokratie an de Respekt och vun eiser eegener Initiativ, déi mer geholl hunn, fir zu deenen dote Froen d'Meenung vun de Lëtzebuerger anzehuelen. Do ass also keen Interpretatiounsspillraum dran, wat d'Ausso vun der grousser Majoritéit vun de Leit ass.

Wat stécht hannert deem Neen? Ech deelen do éischter d'Usiicht vum Claude Wiseler, dass dat müüsseg ass nozesichen. Dat kéint ee jo nëmmen opgrond vu Sondagë maachen. Där leien der jo och vir, wat alles hannert deem Nee stécht. Mä den Nee wéi de Jo ass wahrscheinlech eng Additioun vu verschiddenen Iwwerleeungen, déi zu deem doten Ausdrock gefouert hunn.

Ech bleiwen awer der Meenung, dass alles, wat ee kann erandeiten, net dovunner soll oflenken, dass d'Leit sech effektiv zu dräi Froen ausgeschwat hunn an hirer grousser Majoritéit. An et ass och dat, wat een haut muss da respektéieren an ëmsetzen.

(Interruption)

Pardon? Wëllt een eng Tëschefro stellen?

(Interruption)

Wann Der awer wollt eng Iwwerleeung hei erabréngen, da kënnt Der dat maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, loosst Iech net oflenken! Den Här Bodry huet d'Wuert a soss keen. Fuert weider, wann ech gelift, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech soen och ganz kloer, dass dësen dräifachen Neen, och an där Däitlechkeet, fir eis Partei enttäuschend ass a sécherlech och e Réckschlag ass. Eng politesch Nidderlag, dat soll ee ganz kloer soen. Mir waren - ech och perséinlech - um Ursprong vun där Iddi, déi dote Froe per Referendum eigentlech de Leit virzeleeën. Dat hu mer net gemaach, wëll ech nach eng Kéier soen, fir d'CSV widdert d'Wand ze drécken. Ech weess, dass d'CSV net midd gëtt, an esou enger Afferroll sech hei weider ze bewegen,...

(Exclamations)

...zënter dass se net méi an der Regierung sinn. Mä dat hu mer gemaach, an och den Här Spautz...

(Protestations)

Dat hu mer gemaach, an och den Här Spautz huet dat an enger Emissioun gesot, dat waren dräi Froen, op deene mer eis net eens waren! Dat waren dräi Froen, op deene mer eis net eens waren.

Une voix.- ..., da lauschtert no, wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll net hei an den Detail goen, mä mir haten eng Kéier eng Eenegung. Mir haten eng Eenegung! An déi stoung nach bis Juni 2013, ier d'Chamber, jo, eigentlech opgeléist ginn ass, awer net opgrond vun der Demissioun vum deemolege Premier.

A wann den Här Wiseler hei gesot huet, hie wär direkt do, an den Här Spautz huet an der Pressekonferenz gesot, engem CSV-Mann bräicht een dat net ze soen, si wéissten, dass se direkt géifen demissionéieren... En huet den Här Bech beméit, 1937, allerdéngs net ervirgehuewen, dass gläichzäiteg '37 Wahle waren an zwee Bezierker, an doduerjer, dass d'Aarbechterpartei deemools grousse Vainqueur vun deene Wahle war, och do eng nei Konstellatioun sech an der Regierung sollt maachen. Et hat also net nëmmen eppes mam Referendum ze di sengerzäit.

Mä mir haten 2013 och d'Situatioun, wou hei eng kloer Situatioun war am Parlament a wou awer u sech den deemolege Premier net dohinnergaangen ass an en huet demissionéiert. En huet zwar derfir gesuergt, dass Neiwahlen organiséiert gi sinn. Mä d'Demissioun ass net den éischte Schratt, deen och en CSV-Premier onbedéngt mécht, wann e virun enger Situatioun steet, dass en net méi d'Vertrauen, genügend Vertrauen hei am Parlament huet. Dat wëll ech einfach nëmme soe fir all déi Duerstellungen, mir hätten dat eent, an déi aner, déi hu jo kee Courage.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- 80%, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et soll een ëmmer probéieren, objektiv ze bleiwen, wann een esou Duerstellunge mécht.

(Interruption)

De Referendum, dat wëll ech allerdéngs soen, an ech hoffen, dass dat och esou gesi gëtt vun all Mënsch... Ech weess, ëmmer wann e Referendum mat Neen ausgeet, dat heescht also, dass d'Auteure vum Referendum am Fong net recht kritt hunn - well déi maache jo meeschtens net e Referendum, fir herno Nee gesot ze kréien -, dass dat riskéiert, de Referendum selwer a Fro ze stellen. Wéi 1937 eng Regierung vun enger Majoritéit deemools mat der Iddi vum Referendum schlussendlech Nee gesot kritt huet vun de Leit, huet et immens laang gedauert, bis 2005, bis erëm eng Kéier e Referendum hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. An ech hoffen, well ech awer un dat Instrument, net nom Schwäizer Modell, mä awer un e Lëtzebuerger Instrument an eng Lëtzebuerger Rhythmik vu Referende gleewen, dass duerch déi Erfahrung hei net d'Konklusioun gezu gëtt, de Referendum wär eppes, wat mer net méi sollten hei zu Lëtzebuerg duerchféieren.

Mir hu jo ee selwer virgesinn iwwer en neie Verfassungstext, ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber ze schwätzen. Mä et ass awer fir mech wichteg, dass och an enger repräsentativer Demokratie, e System, wou mer selbstverständlech wëllen drableiwen, dass och dat kann ugeräichert gi vun Zäit zu Zäit duerch direkt Volleksbefroungen zu eenzelne Punkten. An ech mengen, och dee relativen Échec mam Resultat soll een net dozou notzen, fir d'Instrument vum Referendum selwer a Fro ze stellen.

Ech mengen, dass dat vun de Leit akzeptéiert ass. Dat schénge jo och d'Sondagen ze weisen, dat gesäit een och bei där Wahlbedeelegung, déi vergläichbar ass zur Wahlbedeelegung bei politesche Wahlen. Et gesäit een, dass mer souguer vill manner wäiss Stëmmziedele gehat hunn. Mir hu vill manner ongülteg Stëmme gehat, wéi mer dat normalerweis bei nationale Wahlen hunn. Also insgesamt hunn eigentlech méi Leit gülteg ofginn, hir Meenung geäussert, wéi dat bei Chamberwahlen an der Regel de Fall ass. Et gesäit een also, dass d'Instrument u sech akzeptéiert ass, dass d'Leit wëlle mat gehéiert ginn, dass se och wëllen hir Meenungen äusseren.

Dat sollte mer, mengen ech, och am Hannerkapp behale fir d'Zukunft. Mir sollten dat Instrument also vun der Volleksbefroung net fale loossen. A mir sollen eigentlech och, mengen ech, bei deem bleiwen, wat mer elo am Verfassungsentworf jo och virgesinn hunn, dass de Referendum souguer soll complétéiert ginn duerch e System vu Volleksinitiativ. Déi Verfassungsgrondlag wëlle mer jo gemeinsam schafen. An ech hoffen, dass déi Erfahrung hei eis och weider bestäerkt, an där Iddi do vu méi direkter Bedeelegung vun de Wieler virunzegoen.

Déi dräi Verfassungsfroe si gekläert. Ech hu gesot, dass déi eent zu eent wäerten ëmgesat ginn. Mir hunn dat gesot virum Referendum a mir soe genau datselwecht och nom Referendum. D'Themen awer, d'Theme bleiwen. D'Thema vum Zesummeliewen zu Lëtzebuerg, vum mateneen Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg, vun der Bedeelegung vun alle Bierger um gesellschaftlechen an um politesche Liewen, dat bleift eng Erausfuerderung fir eis all! Net nëmme fir déi, déi momentan an der Majoritéit sinn, mä dat bleift eng Erausfuerderung fir eis all, well mer do eigentlech op de Kärberäich komme vun der Entwécklung vun eisem Land an och vun der Zukunft vu Lëtzebuerg.

Gradesou wéi de Schantjen, fir derfir ze suergen, dass jonk Leit sech fréi, vläicht méi fréi wéi elo, fir Politik interesséieren, fir d'éffentlech Saach interesséieren, matagebonne musse ginn a lokal an national Matbestëmmungsmodeller, projektbezunne Matbestëmmungsmodeller, extra och op jonk Leit ausgeriicht. Well mir brauche ganz einfach fir dëst Land aktiv, kritesch jonk Bierger, jonk Leit, déi bereet sinn, fréi och scho Responsabilitéit ze iwwerhuelen! An da musse mer se och matschwätzen an och matdécidéiere loossen. Da musse mer hinnen also och mat nolauschteren, wéi mer anere Leit och nolauschteren.

An duerfir soll d'Regierung dat maachen, wat an hirem Regierungsprogramm steet. Si brauch do näischt ze erfannen! Si soll déi national Zentral fir politesch Bildung an d'Liewe ruffen. Si soll - an do si mer amgaang, jo och mat der Chamber selwer an der Regierung an allen Akteuren ze kucken - flott Coursë vu Bürgerkunde, vun Instruction civique an deenen eenzelne Schoultyppen aféieren. Si soll also och do mathëllefen, d'Schoul erëm méi opzemaachen eigentlech fir Politik, net fir Parteipolitik, mä fir Politik am nobele Sënn vum Wuert, nieft enger Partnerschaft Gemengen a Stat a Jugendverbänn, déi mer brauchen, fir do och konkret virunzekommen. Ech mengen, dass op deem Thema kann a muss weider geschafft ginn.

Mir brauche sécherlech och en Aktiounsplang, wat d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ugeet, d'Integratiounspolitik, déi soll weiderentwéckelt ginn, weider kritesch gekuckt ginn: Wou sinn nach Faillen an deem ganze System, wat kënne mer do nach verbesseren, wat den Accueil vun deenen neie Leit hei zu Lëtzebuerg ugeet? Wéi kënne mer aus enger, mengen ech, friddlecher Koexistenz, déi tëschent de Communautéiten hei zu Lëtzebuerg besteet, a wierklech e Matenee kommen, an e multikulturellen Austausch eigentlech, interkulturellen Austausch kréien tëschent deenen eenzelne Communautéiten?

Do ginn et flott Projeten um Terrain. Zu Diddeleng hu mer während fënnef Joer e Projet fir zwee Quartieren hei entwéckelt mat engem héijen Undeel vun Netlëtzebuerger, wou dorunner konkret geschafft gëtt, wou mer och déi néideg Moyenen a Personal zur Verfügung stellen, dass deen interkulturellen Dialog an deenen dote Quartiere gräift. An dat huet zu flotten Initiative gefouert, zu engem vill bessere Versteesdemech vun deenen engen an deenen anere gefouert. An dat ass, mengen ech, e Wee, wou een och mat ville klenge Projeten um Terrain ka virukommen.

Ech gleewen do net un déi grouss Léisung, mä vill kleng Projeten um Terrain vu konkreter Zesummenaarbecht brauche mer, wou jiddweree sech muss op deen aneren zoubewegen. Ech gesinn dee Geste net eleng vun de Lëtzebuerger par rapport zu den Auslänner, dee muss natierlech och komme vun den Auslänner par rapport zu de Lëtzebuerger.

An ech mengen och, déi Offenheet, déi mer geschafen hunn, haut schonn, zu Lëtzebuerg bei de Wahle fir d'Europaparlament matzemaachen, bei de Wahle fir d'Gemenge matzemaachen, déi sollen nach méi Leit an Zukunft notzen! Et gëtt kee forcéiert, dat ze maachen, mä wann den Interessi do ass fir dëst Land, da solle méi Leit déi dote Méiglechkeet fir d'Auslänner notzen, fir konkret och kënne matzemaachen. Also do ass vill Bewegung nach méiglech!

D'Lëtzebuerger Sprooch ass fir eis d'Kommunikatiounssprooch par excellence an dësem Land. Doru wëlle mer näischt änneren. Mir wëlle se an der neier Verfassung méi staark verankere wéi dat haut de Fall ass, wou an der bestehender Verfassung d'Lëtzebuerger Sprooch emol guer net erwähnt gëtt. Dat wëlle mer änneren. Wéi mer och mussen un eiser Méisproochegkeet festhalen. Dat ass en Atout vun dësem Land, deen et a kengem anere Land gëtt! Mir brauchen dat eent a mir brauchen dat anert.

A wa mer d'Lëtzebuergesch wëlle méi förderen, wa mer där Meenung sinn - an et ass jo ganz kloer zum Ausdrock komm, mengen ech, bei deem dote Referendum -, da musse mer och den Auslänner méi Méiglechkeete bidden, fir dat Lëtzebuergesch hei ze léieren, also méi Coursen ubidden, och ugepasst un d'Situatioun vun deenen Eenzelnen, an derfir suergen, dass och déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir do och konkret virunzekommen, fir dass méi Leit Lëtzebuergesch verstinn a méi Leit Lëtzebuergesch schwätzen.

Ech kommen dann och op deen anere Volet, dat ass dee vun der Reform vun eisem Nationalitéitegesetz vun 2008. Do brauche mer d'Rad net nei ze erfannen, et ass eng Grondlag do nach vun der viregter Regierung. Opgrond vu Verhandlungen, déi tëschent der CSV an der LSAP gefouert gi sinn, huet den Här Biltgen an eiser aller Numm e Projet de loi deponéiert, deen, opgrond vun deem éischte Bilan, dee gezu ginn ass vun der Applikatioun vum Gesetz vun 2008, eng Rei vun Erliichterunge vun de Prozedure virgesäit, och eng Rei vun Erliichterunge vu Konditioune virgesäit, fir Lëtzebuerger ze ginn.

An eisem Wahlprogramm referéiere mer eis op deen doten Text. Mir mengen, dass deen Text gutt ass. An d'CSV mécht näischt aneschters, well wann ech déi Proposition de loi vum Här Wiseler kucken, déi e viru Kuerzem hei deponéiert huet, dat ass zu 85%, wann net zu 90% sinn dat d'Iddien, déi schonn an eisem gemeinsamen Text Biltgen vu virun dräi Joer festgehale gi sinn. Si ass just ugeräichert ginn op dräi Punkte vun zousätzlechen Erliichterungen eigentlech, wat d'Konditiounen ugeet, iwwert déi da muss diskutéiert ginn.

An eisem Wahlprogramm steet, dass mer zu deem Text stinn. Mir hätte gären op zwee Punkten eng Verbesserung gehat. Den Niveau vun de Sproochentester, wou mir der Meenung waren, dass een den Niveau vun de Sproochentester soll méi upassen un de Bildungsniveau, deen den Untragsteller mat erabréngt, fir eng sozial Ongläichheet eigentlech do ze verhënneren, wéi sech e bëssen elo gewisen huet. A mir sinn der Meenung, dass mer Elementer vum Buedemrecht sollen an eist Gesetz eranhuelen, dass also déi Leit, déi hei gebuer sinn an eng Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg gelieft hunn, automatesch Lëtzebuerger ginn.

Näischt anescht gesäit eigentlech och elo d'CSV vir. Et war just net méiglech virun dräi Joer, dat dote scho virzegesinn. Ech si frou, dass mer eis elo begéinen op deenen dote Punkten an ech waarden op de Projet de loi vun der Regierung, dee jo nach soll virun der Summerpaus virgestallt ginn. An dann, mengen ech, da maache mer dat, wéi dat ëmmer üüblech war: Da setze mer eis zesummen, mir kucken d'Gemeinsamkeeten erauszeschielen a mir kucken do en Text ze maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Mir setzen eis zesummen", dat ass awer elo ganz schéin an dësem Kontext, „wéi et ëmmer war" .

M. Michel Wolter *(CSV).*- „Wéi et ëmmer war", dat war déi Zäit virun dëser Regierung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hätten eis vläicht solle virdrun zesummesetzen.

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat mengen ech net. Ech soen lech ganz éierlech, dee leschten Text, de Projet de loi vum Här Biltgen, deen ech elo grad erwähnt hunn, deen ass tëschent der LSAP an der CSV ausgehandelt ginn. Deen ass deemools net mat de Liberalen a mat deene Gréngen ausgehandelt ginn, also...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt e puermol gesot, virum Referendum sollte mer eis zesummesetzen. Mir hunn et e puermol gefrot!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat war deeselwechte Sujet. Do war d'Praxis och virdrun, dass een dat an der Koalitioun geregelt huet, an herno selbstverständlech an der Diskussioun am Parlament. Do gi jo déi sämtlech Projete gekuckt. Da gëtt de Projet vun der Regierung gekuckt, gëtt d'Proposition de loi vun der CSV gekuckt.

A wat ech elo awer feststelle vun Iddien, déi bis elo um Dësch leien, zweifelen ech awer kee Moment drun, dass mer hei eng breet Majoritéit wäerten am Parlament kréien, wat déi Reform vun dem Nationalitéitegesetz vun 2008 ugeet. An dorëms geet et eis jo eigentlech.

Et geet jo hei net ëm Autorenrechter, mä et geet hei drëm, dass mer eis an der Saach virubewegen, dass mer e breeden Accord hei an dëser Chamber kréien. An dat ass, mengen ech, ganz gutt ze maachen. Ech si sécher, dass mer also och déi Prozedur am Laf vum nächste Joer kënnen ofschléissen. Dann hu mer déi Reform gemaach, déi mer brauchen, ouni un d'Eckwäerter vun eisem Gesetz vun 2008 rüttelen ze goen. Dat soen ech och ganz kloer!

Mir sinn als LSAP nohalteg der Meenung, dass een net soll d'Schleisen elo opmaachen, dass ee soll punktuell Erliichterunge maachen an de Prozeduren, punktuell eenzel Konditiounen anescht definéieren, mä dass awer grosso modo déi Aart a Weis, wéi d'Virschrëfte sinn, fir Lëtzebuerger ze ginn, dass déi soll bleiwen, dat heescht, weider och als ee vun den Haaptkritären d'Lëtzebuerger Sprooch behalen. An och do mengen ech, dass sech keng gréisser Divergenzen hei an dësem Haus wäerten zu där doter Fro maachen. Ech sinn also ganz optimistesch, dass mer do wäerte virukommen an deem Sënn, dee mer, mengen ech, alleguerte wënschen.

E Wuert zur Verfassungsreform wëll ech nach soen. Fir eis war et kloer, dass déi heite Froen eng Etapp waren an där Verfassungs...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass Der...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, da kommen ech zum Schluss. Ech wëll just soen, do schwätze mer e Mëttwoch an der Kommissioun driwwer, dass mer als LSAP derfir plädéieren, fir eng méi oppe Prozedur, och wat d'Verfassungsreform ugeet, duerchzezéien. Dass mer also do net elo eis ausschliisslech bewegen an de Sitzunge vun der zoustänneger Kommissioun, mä dass mer eis do och opmaachen an ëffentleche Sitzungen, fir déi wesentlech Kärpunkten ze diskutéieren, fir och vu baussen déi eng oder aner Suggestioun a Kritik ze verschaffen an eisen Aarbechten, wéi mer dat och mat aneren offiziellen Avise maachen.

Da musse mer eis eens ginn iwwert den Timing. Ech hu gelies, gëschter ass vun der CSV erstmaleg Kritik geäussert ginn u mengem indikativen Timing, deen ech opgestallt hunn, fir u sech am Fréijoer 2017 e Vote an der Chamber ze hunn iwwert déi nei Verfassung. A wa se déi zwee Drëttel da kritt, effektiv dann am Hierscht, am Oktober 2017 dann de Referendum, den décisionnelle Referendum ze maachen. Mir kënnen dat e Mëttwoch diskutéieren.

Ech freeë mech op all Propositioune fir e konkreten Zäitplang, wéi aner Parteie sech dat virstellen. An da sinn ech sécher, dass mer an deem consensuelle Geescht, wéi mer an där Kommissioun schaffen, eis och do eens ginn.

Wann dann nach jiddwereen déi Verfassungsreform wëllt bis Enn 2018: Dat ass déi eenzeg Fro, déi ech awer och da wäert nach e Mëttwoch stellen.

Dat gesot, mengen ech, meng Zäit ass ofgelaf an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger vun der DP.

Une voix.- Deem seng Zäit ass och ofgelaf.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, ech brauch keen Echo zu menger rietser Säit.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als gudden Demokrat,...

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et huet keen aneren d'Wuert, Här Wolter.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun wëll ech nom Referendum fir d'Éischt dräi Constate maachen.

Éischtens, mir si frou, datt Lëtzebuerg e Sonndeg iwwerhaapt d'Méiglechkeet hat, seng Meenung zu dräi eminent wichtege Froen am Kader vun der Verfassungsreform ze soen. Et ass eigentlech déi éischte Kéier, datt mer op de Wee vun esou enger Form vun direkter Participatioun ginn. Dat hate mer hei zu Lëtzebuerg nach net.

Zweetens, mir huelen zur Kenntnis, datt eng grouss Majoritéit vun de Leit eis Propositiounen an deenen dräi Froen net deelt.

An drëttens, mir respektéieren zu 100% dem Wieler säi Vote a mir wäerten och deementspriechend d'Verfassung schreiwen. Am Kloertext heescht dat, datt mer net déi dräi Propositiounen an d'Verfassung wäerten aschreiwen.

Et huet een an deene leschte Woche vun den Oppositiounsparteien, mä och vun aneren héieren, datt se vläicht de Referendum iwwerhaapt net wollten. Et sinn der och, déi gesot hunn, datt e vläicht net legal wier. Ech muss lech soen, och nom Resultat bedauere mir net, datt mer de Referendum organiséiert hunn.

Jo, mir haten de Courage, d'Vollek ëm seng Meenung ze froen. An et konnt ee feststellen, datt vill, ganz vill Leit awer frou waren, sech endlech kënnen och mat an d'Politik anzebannen, datt och wichteg Froen net nëmmen hannert zouenen Dieren diskutéiert ginn, wéi dat oft an der Vergaangenheet de Fall war, mä datt och déi eenzel Bierger konnten dozou hir Meenung soen.

An et muss een awer feststellen - an dat kënnen och alleguerten déi, déi op den Tables rondes waren, oder einfach kucken, analyséieren, wéi dat déi leschte Woche war -, datt nach ni hei zu Lëtzebuerg esou intensiv, jo heiansdo och kontrovers iwwer wichteg politesch Sujeten diskutéiert ginn ass. An ech mengen, dat ass dat, wat een awer soll begréissen, wann endlech hei zu Lëtzebuerg méi partizipativ Demokratie gewot gëtt.

Här President, d'Resultat ass net dat, wat mir eis als Majoritéit erhofft haten. Dat kann an dat wëll ech och net verstoppen. Et kann een awer

och op där anerer Säit net nëmmen e Referendum organiséieren, wann ee vu virera sécher ass, datt e mat Jo ausgeet. Et ass hei drëms gaang, Kloerheet ze kréien, wéi mer eist Grondgesetz sollen eben an deene spezifeschen dräi Punkte verfaassen.

An all d'Parteien - ech betounen: all d'Parteien! - hunn hir Positiounen am Virfeld vum Referendum oppen duergeluecht an och verteidegt. An dat ass jo awer och dat Normaalst vun der Welt. An enger Demokratie ass dat och néideg. An och bei engem Referendum ass dat dat normaalt Spill, datt deen een an deen anere seng Meenung dozou huet. Dat ass net nëmmen an der Politik esou bei de politesche Parteien, och d'Akteuren aus der Zivillgesellschaft, de Kierchen, de Gewerkschaften, Journalisten hunn dat alleguerte gemaach. Déi eng hu sech fir de Jo ausgeschwat, déi aner fir den Neen.

Mir waren eis och alleguerte bewosst, ier mer dee Referendum ugaang sinn, datt en Neen zu deenen dräi Froe kéint erauskommen. Mä dat soll awer net verhënneren, datt een e Referendum duerfir mat Courage ugeet. Jo, datt den Neen esou däitlech ausgefall ass, hu wuel déi mannst vun eis erwaart. All déi, déi fir de Jo agetruede sinn, mussen agestoen, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, méi Bierger vun eisen Argumenter zu deenen dräi Froen ze iwwerzeegen.

Virum Referendum an och duerno gëtt elo nach gekuckt oder gëtt opgeworf, ob d'Campagne en général, ob dat déi richteg war, ob se appropriéiert war, ob se richteg organiséiert war. Och dat solle mer a Rou analyséieren, bilanzéieren.

Do sinn eng Rei Froen, déi sech stellen. Hu mer eis Zäit genuch geholl fir den Débat? Hätte mer net eigentlech - an dat ass eng interessant Bemierkung, déi ech e Méindeg an enger Ronn héieren hu vum Jean-Lou Siweck vum „Lëtzebuerger Wort" -, hätte mer eis net misse fir d'Éischt genuch Zäit ginn, fir eigentlech d'Problematik de Leit ze erklären, ier mer déi eng oder aner Propositioun oder Solutiounen ervirbruecht hunn? Och dat soll ee méi genau studéieren, datt et eigentlech de Leit vläicht och ze schnell gaang ass, datt een also hätt misse méi e laangen, méi e breeden Débat organiséieren. Op all déi Froe musse mer kucken, elo och Äntwerten ze fannen, virun allem och, wa mer bei engem Referendum 2017 dat da wëlle besser maachen.

Här President, ech hunn et scho gesot, mir hunn elo Kloerheet a wëssen, wat mir ze maachen hunn. An ech betounen dat hei wierklech nach eng Kéier an aller Däitlechkeet, wat mer och virum Referendum scho gesot hunn: Mir respektéieren de Vote vum Wieler a riichten eis parlamentaresch Aarbecht duerno! Nach eng Kéier: Mir wäerten also d'Verfassungsreform, wat déi dräi Punkten ubelaangt, esou schreiwen, wéi de Wieler dat och wëllt.

Mir ware virum Referendum ganz kloer a mir sinn also och nom Referendum ganz kloer a mir stinn zu eisen Aussoen. Fir eis ass de Wielerwëllen net ze interpretéieren, a wat virum Referendum richteg war, ass och nom Referendum vir eis richteg. Dat war net ëmmer esou fir all Partei, déi dat esou kloer gesot huet, a wou déi eng oder aner Kéier rieds war vun: de Wielerwëllen interpretéieren.

Et ass och gesot ginn, datt dee Referendum hei d'Land géif splécken duerch déi Froen, déi gestallt gi sinn. Mä ech froe mech, wéi kann een e Land splécken, wann et einfach drëm geet, fir d'Meenung ze wësse vun de Leit. Ech mengen, et ass jo eigentlech dodrëms gaang. Et ass net de Referendum, dee gespléckt huet, mä de Referendum huet einfach opgewisen, datt am Land an dëse Froen d'Leit gespléckt oder verschiddener Meenung sinn.

Mä op wat fir enger Fro ass eigentlech och e Land zu 100% enger Meenung? Ech mengen, souguer bei engem Referendum, wann ee géif froe fir Fräibéier fir jiddwereen, wiere mer emol net zu 100% derfir!

(Brouhaha)

Här President, fir ze soen, datt, wann een e Referendum mécht, wann ee verschidde Méiglechkeeten huet, datt et kloer ass, datt do ëmmer verschidde Meenunge sinn, datt een doduerjer net d'Land spléckt, mä datt een doduerjer weist, datt ebe verschidde Meenungen am Land bestinn.

Jo, et sinn och dann, op de sozialen Netzwierker virun allem, vun deenen zwou Säiten, muss ee soen, déi eng oder aner Entgleisunge komm. Déi extremistesch Äusserunge sinn awer net wéinst dem Referendum komm. Et muss een och do wëssen, datt déi wahrscheinlech latent och hei zu Lëtzebuerg präsent sinn. Do solle mer och net d'Aen do virdrun zoumaachen! De Referendum huet déi einfach da méi kloer zudag bruecht.

Mä ech wëll awer nach eng Kéier betounen, Här President, ervirhiewen: Wierklech eng ganz grouss Majoritéit vun de Leit, déi hunn am géigesäitege Respekt mateneen diskutéiert a waren och wierklech frou iwwert déi Geleeënheet. Alleguerten déi, déi mat op den Tables rondes waren, an et sinn der jo eng Rei heibannen, hunn dat gemierkt, datt déi Tables rondes, déi d'Chamber organiséiert huet, ganz anstänneg iwwert d'Bühn gaang sinn. Wa Parteien dat organiséiert hunn, war datselwecht de Fall.

Ech hunn och net héieren, datt d'Leit sech op den Aarbechtsplazen zerklappt hunn, well se ënnerschiddlecher Meenung waren, oder an de Familljen. Au contraire! Och nom Referendum ass net de Krich ausgebrach hei zu Lëtzebuerg, mä och nom Referendum gëtt natierlech nach driwwer diskutéiert. Mä an der ganz grousser Majoritéit geet dat awer ganz uerdentlech iwwert d'Bühn.

An och Sondagë weisen dat jo, datt de Referendum eigentlech do eppes Positives war, datt en d'Diskussioun lancéiert huet. Wann een dee Referendum kuckt, da gëtt do gesot, datt eigentlech 61% vun de Leit - vill méi wéi op den Tables rondes ënner anerem - an hirer Famill, oder ënner Frënn... 58% soen do, datt se also mat de Frënn intensiv doriwwer diskutéiert hunn.

Wéini hate mer dat eigentlech schonn hei am Land, datt mer iwwert dat geschwat hunn? A forcément ass do net jiddwereen därselwechter Meenung. An dat heescht awer net, datt doduerjer d'Land gespléckt ginn ass.

An ech mengen, ass dat eigentlech jo awer net dat, wat ee sech fir en demokratescht Lëtzebuerg virstellt, datt mer déi wichteg Froen net nëmmen hannert zouenen Dieren diskutéieren, mä datt mer se dobausse mat de Leit diskutéieren? Ech fanne wierklech, datt dat awer e Plus ass fir eis Demokratie!

Här President, ech war erstaunt, wéi ech déi Suggestioune fir e Récktrëtt vun der Regierung oder vu Regierungsmembere vusäite vun der CSV an och vun der ADR héieren hunn, well all d'Parteien - all d'Parteien! - ware sech am Virfeld eens, datt de Referendum kee Vote iwwert d'Zukunft vun der Regierung wier. Et kéint een do... et brauch een net wäit zréckzebliederen, nach de leschte Freideg an engem Interview am „Wort" huet den Här Wiseler dat kloer gesot. Dat kann ee schwaarz op wäiss noliesen.

An ech ka mech wéinstens un zwou Tables rondes erënneren, mä ech mengen och den „Kloertext" op RTL, wou den Här Gibéryen ganz kloer a bedächteg gesot huet: Hei geet et net ëm iergendeng Popularitéit vun enger Regierung...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Datt d'Campagne eng kloer Sprooch schwätzt.

M. Eugène Berger *(DP).*- Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech hunn lech just gesot, wat ech géif maachen, Här Gibéryen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jiddweree kann datselwecht nolauschteren...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Net Här Gibéryen, mä Här Berger!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, jiddweree kann dat also och nolauschteren. Och den Här Gibéryen huet op den Tables rondes an och am „Kloertext" gesot: Hei geet et wierklech ëm dräi wichteg Froen an ëm soss weider näischt!

A firwat soll et och e Vote iwwert d'Regierung sinn? De Sënn an Zweck vun engem Referendum ass jo awer ganz kloer: Mir schaffen un enger Verfassungsreform, dat hu mer och am Virfeld gesot, an op e puer Punkten hu mer kee Konsens an duerfir wëlle mer per Referendum do wëssen, wéi de Gros vun de Wieler hei zu Lëtzebuerg dozou steet. A mir hu kloer Froe gestallt a mir kruten och kloer Äntwerten. Well dës Äntwerten...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir maacht lech d'Liewen awer heiansdo e wéineg einfach!

M. Eugène Berger *(DP).*- Wat gëtt elo nämlech gemaach? Mir hu kloer gesot virun dem Referendum, datt mer dat respektéieren an net interpretéieren. Elo gëtt och vun deene Leit, déi virun dem Referendum gesot hunn, et ass kee Vote iwwer eng Regierung, déi fänken awer elo no dem Referendum och un ze interpretéieren. An ech fannen, dat ass awer wierklech engem Referendum net wierdeg, datt ee virum Referendum et esou interpretéiert an nom Referendum et aneschters interpretéiert, grad wéi et engem an de Krom passt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Berger, et däerf ee jo awer nach selwer soen, wat ee géif maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, den Här Wiseler hat virdrun d'Wuert. Mä e kann awer duerno och nach eng Kéier froen, wann en dat wëllt.

Iwwregens aus engem Sondage - ech mengen, Dir hutt deen och jo alleguerte wahrscheinlech analyséiert - geet och ganz kloer ervir, datt d'Leit, déi gefrot gi sinn, soen, ganz kloer soen, datt se net Neen zu enger Regierung gesot hunn. Dach, 6% bis 8%, jee no Fro, hu gesot, datt se och Neen oder kloer Nee wéilten zur Regierung soen. Mä de Gros vun de Leit huet eigentlech dat net zum Ausdrock bruecht. Da sollt een also dat och net duerno dran interpretéieren.

An ech kann och feststellen, datt eigentlech jo dee Vote komplett, et kann ee wierklech soe komplett parteionofhängeg war. D'Majoritéitsparteien hunn hir Wieler genausou wéineg zu 100% iwwerzeegt fir hir Positioun. Och an eise Parteie vun der Majoritéit sinn der eng ganz Rei, déi mat Nee bei där enger oder anerer Fro gestëmmt hunn. An och ëmgedréit: Bei den Oppositiounsparteien hunn net all hir Wieler an all hir Membere fir den Nee gestëmmt. Ech mengen, och do si Sondagen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Vläicht awer liicht méi wéi bei Iech!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här Berger huet am Moment d'Wuert. Här Berger, loosst Iech net beiren!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, och do si jo Sondagë gemaach ginn, wou dat och kloer dorauser ervirgeet. Et ass keng Partei, déi hir Memberen oder hir Wieler 100% hanner hir Positioun kritt huet!

(Brouhaha)

Et kann een einfach, Här President...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et kann een einfach landeswäit feststellen, den Neen huet dominéiert, egal wat fir eng Parteifaarf de jeeweilege Wieler hat. Dat ass hei de Fait a wierklech, nach eng Kéier, dat ënnersträicht jo, datt et hei de Leit ëm d'Saach gaang ass an net ëm Persounen.

Ech muss och soen, ech hunn och Leit a menger Partei begéint, déi gesot hunn: Jo, ech hu bei där enger oder anerer Fro Nee gewielt. Mä se hunn awer gläichzäiteg gesot: Et ass mir guer net drëms gaang, eisem Parteipresident...

(Interruption)

Si hunn awer wierklech gesot: Et ass net drëms gaang, dem Parteipresident oder dem Premier eng auszewëschen. Si hunn einfach gesot: Et ass eis ëm d'Thema gaang.

Här President, et ass och virgeworf ginn am Virfeld vun der Campagne, och duerno nach, datt d'Regierung sech mat hirem Engagement fir de Jo responsabel gemaach huet. Et ass jo och elo nach gesot ginn.

Ech wëll just drun erënneren, datt net nëmmen d'Regierung, mä datt vill Leit hiert Engagement geholl hunn. Dat ass jo de Sënn vun engem Referendum, fir zu där enger oder anerer Säit ze stoen, sech ze positionéieren. Dat huet d'Regierung gemaach, dat hunn d'Parteie gemaach, dat hunn d'Gewerkschafte gemaach, d'Kierch huet dat gemaach, d'„Lëtzebuerger Wort" oder d'Zeitungen, Redakteuren hunn dat gemaach an esou virun an esou fort. Et ass jo einfach dat.

Bei engem Referendum geet et drëms, dat ass am Sënn vum Referendum, datt een natierlech virdrun de Leit seet, zu wat een d'Tendenz huet, wéi ee selwer géif dat maachen. Dat heescht awer net, datt een de Leit dat octroyéiert. An dat ass jo ebe grad de Plus, datt d'Leit awer herno selwer, en connaissance de cause, kënnen dann ofstëmmen. An et geet net drëms, fir datt een herno soll personell Konsequenzen zéien. Well, wann dat de Fall wier, da bräichte mer ni méi e Referendum zu Lëtzebuerg ze organiséieren!

A just fir de Verfassungsexpert Luc Heuschling ze zitéieren, deen huet och gesot: „Éischtens, d'Leit ware frou, datt se emol eng Kéier konnte matschwätzen." An en hält och näischt vu Formulatiounen oder vun Demanden, fir datt eng Regierung soll zrécktrieden. An e verweist och ënner anerem op d'Schwäiz, wou och net all Kéiers bei all Referendum eng Regierung oder Parteie Konsequenzen huelen, déi vläicht fir déi eng oder aner Positioun astoungen.

Ech weess just, Här President, 2005 hate mer e lëtzebuergesche Statsminister, jo, dee säi Récktrëtt bei engem Neen am Kader vum Referendum zur Europäescher Verfassung ugekënnegt hat. An d'Leit hunn dat deemools eigentlech och zu Recht gesot an net appréciéiert, datt een d'Leit doduerjer eigentlech ënner Drock wollt setze fir déi eng oder aner Optioun.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass eng Interpretatioun, déi Dir ginn hutt!

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass dat, wat deemools 2005 e lëtzebuergesche Statsminister gemaach huet. 2015 huet en anere lëtzebuergesche Statsminister am Virfeld ganz kloer dat net gemaach.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- E wousst vläicht genau, firwat!

M. Eugène Berger *(DP).*- En huet ëmmer erëm betount, en huet ëmmer erëm betount am Virfeld, am Géigesaz zu 2005 huet en ëmmer erëm betount, datt e keen ënner Drock setzt, datt et wierklech nëmmen drëms geet, fir d'Meenung vun de Leit zu deenen dräi verschiddene Froen ze kennen!

Wann ee muss Konsequenzen aus dem Referendum zéien, da geet et ëm Inhalter, da geet et drëms, wéi eng Politik dann elo muss an deenen dote Froe gemaach ginn. Dat sinn déi Konsequenzen, déi ee muss zéien! A wat fir eng sinn dat dann?

D'Verfassungsreform gëtt elo geschriwwen, ouni déi dräi Proposen aus dem Referendum ze berücksichtegen. Mir respektéieren dat, hunn ech scho gesot, zu honnert Prozent. An da musse mer och kucken awer op där anerer Säit, a mäi Virriedner huet dat och scho gesot an dat schéngt mer och ganz wichteg, mir mussen awer kucken, déi d'Erausfuerderungen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi iwwerhaapt eigentlech och zu där Froestellung gefouert hunn, mir mussen da kucken zesummen, och weiderhin zesumme mat de Bierger am Land eis Gedanke maachen, wéi mer se wëlle léisen. Well dat ass jo awer och hei eppes, dat ass: D'Politik huet an deene leschten 20 Joer eigentlech verpasst, sech eng Rei Froen ze stellen.

Mir hu vill iwwer Landesplanung an deene leschten 20 Joer geschwat. Mir hunn iwwert d'Erausfuerderunge geschwat, ob ee méi Stroosse misst bauen. Mir hunn iwwert d'Plansectorielle geschwat. Mir hunn driwwer geschwat, wat fir eng Infrastrukturen ee brauch. Mir hunn driwwer geschwat, wou Zone-d'activitéë kommen. Mä an där ganzer Fro, an där ganzer Diskussioun iwwert de 500.000-Awunner-Stat, deen natierlech och domat ze dinn huet, datt méi Leit hei op Lëtzebuerg kommen, datt mer eng Migratioun hunn, hu mer eigentlech vill iwwer materiell oder landesplanneresch Froe geschwat. Mir hunn awer déi Fro vun der demokratescher Participatioun an deem Débat an deene leschten 20 Joer ganz oft, wann net ze soe bal ëmmer, ausgeklamert.

An duerfir brauche mer dann elo deen Débat, deen dat mat sech zitt, wa mer eben als Stat wuessen, wéi mer awer Demokratiedefiziter, déi entstane sinn, wéi mer déi da kënnen zoumaachen, wéi mer do kënnen dat Ganzt ugoen. An ech mengen, de Referendum huet den Débat ugestouss. An dat ass awer eng gutt Saach. A mir mussen eis also an den nächste Méint a Joren zesumme mat de Bierger weider Gedanke maachen, wéi een eben dat Zesummeliewen, déi Participatioun ka besser gestalten.

D'Oppositioun huet eng Propos mat dem Nationalitéitegesetz avancéiert. Et ass net eppes ganz Neies. Et war schonn zum Deel, 80%, eng Kopie vun enger Propos Biltgen. Och aner Parteien hunn esou Propose presentéiert. Mä och do ass et awer elo wichteg, och Léieren ze zéien aus dem Referendum: datt mer elo net déi dote Froen, dat dote Gesetz hanner zouenen Dieren erëm diskutéieren! Och déi Propos musse mer genau analyséieren an och déi Propos solle mer da wierklech grouss a flächendeckend mat de Leit dobaussen diskutéieren, am Dialog, fir datt dann och vläicht nei Iddien dobäi erauskommen an datt mer da wierklech och an där ganzer Diskussioun méi Participatioun fir all Awunner, och fir déi Jonk, kréien.

Ech mengen, dat ass eng vun de Lektiounen, déi mer hei sollen zéien, datt d'Leit wëllen, datt se mat an esou wichtege Froen implizéiert ginn. An dat solle mer also dann net verpasse bei där nächster Diskussioun, déi dann usteet.

Här President, de Sonndeg war also net de Schluss vun dem Débat, et war eng Aart Ufank. De Referendum huet e wichtegen Débat ugestouss, a mir sollen also dat weiderféieren, zesummen an der Chamber natierlech, mä awer och zesumme mat de Bierger dobausse muss dat gefouert ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen emol fir d'Éischt däerfe festzestellen, datt d'Campagne fir de Referendum eriwwer ass, an ech schléisse mech eigentlech och deem un, wat och de Claude Wiseler gesot huet, datt déi ëffentlech Campagne eigentlech propper, uerdentlech an argumentativ war.

Ech hat d'Chance, den Optrag vu menger Fraktioun a menger Partei, fir déi gréng op ganz villen Table-ronden ze vertrieden, fënnef vu sechs vun der Chamber an och eng hallef Dosen, déi vu Gemengen organiséiert waren. Ech war och, ech hat d'Chance, fir an de Medie präsent ze sinn, fir op ville Plazen ze sinn, an ech hu vill kënne mat Leit diskutéieren. Ech hu vill Froe matkritt an et war fir mech eng interessant Erfahrung, wou ech dann elo nach wëll e bëssen drop zréckkommen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi éischt Fro, déi ech mer stellen a wou ech mer e bëssen dann eng aner Äntwert ginn, wéi den Här Wiseler se elo ginn huet oder wéi ech hie verstanen hunn, dat ass déi éischt Fro: Ass e Referendum eng Méiglechkeet, fir politesch Décisiounen ze huelen? Solle mer iwwer eist Zesummeliewe schwätzen oder net? Kiere mer léiwer eppes ënnert den Teppech oder solle mer iwwer eppes, wou mer mengen, mir hätten en Defizit oder mir hätten eng Problematik, solle mer driwwer diskutéieren?

Ech sinn der Meenung, datt mer zu Lëtzebuerg net op enger Insel liewen. Vläicht hu mer ze vill oft d'Gefill gehat oder gemaach, wéi wa mer géifen op enger Insel liewen. Ech si schonn der Meenung, datt, wa mer Problemer oder wa mer Diskussiounsstoff hunn, da solle mer et och diskutéieren.

Den Här Wiseler huet och gesot: „Eist Land brauch Reformen an den nächste Méint." Och dat ass schonn eng Ausso, déi ech kann deelen.

Op d'Fro, ob de Referendum eis am Ausland geschuet huet, behaapten ech emol einfach a soen: Ech ka mer et net virstellen. Ech sinn houfreg drop, datt mir zu Lëtzebuerg an engem uerdentleche Kader konnten déi Fro hei debattéieren. An ech genéiere mech och net, fir ze soen, datt dat a ganz ville Länner net méiglech wier, fir esou eng oppen Diskussioun an deem dote Rahmen ze féieren! Ech sinn houfreg dorobber an ech mengen, mer sollen dat alleguerte mat Zefriddenheet enregistréieren.

Ech kommen dann och eng Kéier op déi dräi Froen, déi mer gestallt haten. A mir haten esou flott d'Formulatioun gewielt: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen...?". Déi éischt Fro: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'Lëtzebuerger tëschent 16 an 18 Joer kënne wiele goen, wa se dat wëllen?" Bon, 80,87% hunn dozou Nee gesot! Nodeems mer zweemol de Versuch hei an der Chamber haten, fir de Wahlalter erofzesetzen - do ware mer an der Chamber dermat gescheitert -, dunn hu mer dann och nach d'Décisioun vun de Lëtzebuerger Wielerinnen a Wieler gefrot. A si hunn eis déi Décisioun och an aller Däitlechkeet matgedeelt: neen! An et war emol keen „Nee merci", mä et war wierklech éischter en „Neen, basta!".

An ech mengen, dat musse mer ganz einfach als Politiker zur Kenntnis huelen. Déi Fro ass gestallt an déi ass beäntwert fir eng länger Zäit!

(Interruption)

Ma déi Fro ass gestallt a beäntwert.

Mir hunn awer och, an dat war awer dat Flott och un deem ganzen Débat, mir hunn awer op eisen Table-ronden alleguerte festgestallt, datt et e gewëssene Participatiounsdefizit vu Jugendlechen u gesellschaftleche Verhältnisser gëtt. Mir hunn och Iddie lancéiert. Mir hunn d'Schoul ëmmer erëm erugezunn, woubäi ech awer och e bësselche warnen, fir aus all gesellschaftlechem Problem ee schouleschen ze maachen. Mir kënnen net permanent nei Schoulfächer aféieren.

Ech sinn awer selbstverständlech domat averstanen, datt mer musse méi iwwer politesch Bildung diskutéieren. Politesch Bildung an de Schoule geet a mengen Aen net doduerch, datt d'politesch Parteie méiglechst vill dohinnerginn, mä datt an de Schoule geléiert gëtt, kontrovers ze diskutéieren, debattéieren. Ech denke vläicht éischter u Rhetorikcoursë vun den ale Griichen an de Réimer, ouni déi wëllen op Algriichesch oder Latäin ze féieren, wéi datt ech mengen, d'politesch Parteie missten de Schoulen d'Dier arennen.

Ech menge schonn, datt dat eng wichteg Aufgab ass, fir ze kucken: Wéi kënne mer déi Jonk u gesellschaftlechen, u politesche Prozesser bedeelegen, interesséieren? Ech soen awer och, datt mer net sollen op de Wee goen, fir ze mengen, et wiere grouss Ënnerscheeder bei deem, wat bei deene Jonken ass, a bei deem, wat bei deenen anere Leit an der Gesellschaft ass. Mir stellen iwwerall e bësselchen en Defizit fest um Interessi un der Politik, eng gewësse Politikverdrossenheet. Duerfir mengen ech net, datt mer sollen ze vill soen, datt et bei deenen tëschent 16 a 17 an 18 Joer anescht wier wéi bei aneren Deeler vun eiser Gesellschaft.

Dann hu mer d'Fro gestallt: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt Auslänner, déi mindestens zéng Joer am Land wunnen a scho bei enger Wahl matgemaach hunn, och kënne bei Chamberswahle matmaachen, wa si dat wëllen?" Hei waren et och erëm eng Kéier 78,02%, déi Nee gesot hunn.

An der Referendumscampagne op den Table-ronden hunn ech gesot, datt d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger bei eis am Land gutt zesummeliewen. An ech sinn och houfreg dorop. An ech hunn et och grad a mengem Ufank gesot, datt mer hei konnten eng Diskussioun féieren, déi a ville Länner net méiglech gewiescht wier, gefouert ze ginn.

Mir sinn also net dervun ausgaangen, datt mer sollen eng Fro vu méi Participatioun, vu politescher Participatioun vun Netlëtzebuerger féieren, well mer alles am Misär stoen hätten, absolutt net! Well mer gesot hunn: „Mir komme gutt zesummen aus", a well mer gesot hunn: „Wa mer eis an eisem Land esou weiderentwéckelen, da gesi mer awer, datt et wichteg wier, wa mer géifen aner Weeër goen."

Gutt, mir hunn déi Fro gestallt. Ech hunn och zwee Méint Campagne gemaach fir déi Fro. An ech sinn natierlech iwwert den héijen Taux vun den Nee-Stëmmen och liicht erstaunt. Ech muss soen „liicht erstaunt", well am Laf vun der Campagne huet een awer op eemol gemierkt, datt eng Kéier d'Stëmmung gekippt ass.

Interessant, mir sollen eis alleguer - an net nëmmen déi, déi fir de Jo sinn, oder net nëmmen déi, déi fir den Nee sinn -, mir sollen eis och dermat auserneesetzen, wat eigentlech d'Ursaach ass souwuel vum Jo wéi och vum Neen. Ech mengen, dat sinn déi Froen, déi eis elo trotzdeem missten interesséieren, ouni wëllen eng Interpretatioun ze maachen. D'Interpretatioun ass gemaach! Den Neen ass esou däitlech, do brauche mer net dru réieren ze goen. Mä wat huet d'Leit beweegt, fir sech an déi eng oder an déi aner Richtung ze décidéieren?

(Interruptions diverses)

Une voix.- Loosst emol den Här Adam schwätzen!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sollen eis Zäit huelen, fir Zukunftsstrategien ze entwéckelen. De Wee, fir iwwert d'Wahlrecht méi politesch Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger ze kréien, deen ass elo zou!

Et ass awer och oft gesot ginn, datt mer alleguerten datselwecht Zil hunn, an zwar d'Participatioun vu méiglechst ville Bierger a méiglechst ville Beräicher ze realiséieren. Et huet een och an den Diskussioune gesinn, datt d'politesch Parteien hei aus der Chamber och hir Meenung weiderentwéckelt hunn an och net stoe bliwwe sinn. Zum Beispill par rapport zum Gesetz vun 2008: Ech war op Table-ronden derbäi, wou d'ADR eng Effnung gemaach huet, wat d'duebel Nationalitéit betrëfft. 2008 ware se nach do dergéint.

D'CSV huet och den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit wëlles ze vereinfachen. Dat war och 2008 net. Also och mir hei an der Chamber entwéckelen eis weider. An ech mengen, mir sinn eis scho bewosst, datt mer zesumme musse kucken, wéi mer dat Bescht fir eist Land, dat Bescht fir eis Populatioun kënne maachen.

Mir wëssen, wéi eise Sproocheräichtum hei am Land ass. A mir wëssen och, datt mat deem Räichtum och Suergen a Problemer verbonne sinn. Dat ass eis duerch d'Schouldiskussioun bekannt, mä dat geet natierlech wäit iwwer eng Diskussioun vun de Schoulen eraus.

Mir wëssen, datt mer en héije wirtschaftleche Wuesstum hunn. A mir wëssen, datt och zu Lëtzebuerg net jiddwereen an och net am selwechten Ausmooss vun deem Wuesstum profitéiert. Eis Erausfuerderungen nom 7. Juni sinn eigentlech déiselwecht wéi déi virum 7. Juni. Eng méiglech Pist huet elo d'Roud Kaart kritt vum Wieler. Méiglechst all Parteie solle sech elo zesummesetzen a méiglechst gemeinsam iwwer eng zukünfteg Entwécklung debattéieren.

An da gouf et jo och nach eng drëtt Fro. Déi war virun allem interessant an der Diskussioun, well se eise Wahlsystem beréiert huet. Do sinn och an deene Gespréicher Punkten opgeworf gi wéi Duebelmandater, wou ech och interessant Äusserunge vun anere politesche Parteien héieren hunn. Ganz kuerz hate mer den D'Hondt-System ugeschwat. Mir hunn och iwwer ee grousse Wahlbezierk fir d'ganzt Land geschwat. Ech mengen net, datt mer schnell vun der Plaz kommen doranner, mä ech mengen awer, datt et politesch interessant wier, dat dote weiderzediskutéieren. Op alle Fall stoung dat...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...Referendum doriwwer elo gemaach hutt!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här Wiseler?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wëllt Der en neie Referendum maachen? Well dat dote muss an d'Constitutioun kommen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här Wiseler, dat do stoung effektiv net bei der Referendumsfro zur Debatt. Ech hu just gesot: Et ass an der Diskussioun awer thematiséiert ginn an ech hunn dat interessant fonnt.

(Interruptions diverses)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, loosst den Här Adam elo emol schwätzen! Net all mateneen, wann ech gelift! Den Här Adam huet eleng d'Wuert!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mä am Referendum hate mer gefrot: Begrenzung vun de Regierungsmandater op zéng Joer? An do ass, wéi gesot, d'Äntwert kloer: 70% vun de Leit soen Neen! Also ass déi Diskussioun och fir déi nächst, fir länger Zäit, vum Dësch.

(Interruptions)

Wéi geet et elo weider?

Majo, d'Chambersaarbecht éischtens: Bon, ech ginn emol dervun aus, datt et an der Institutiounskommissioun, wat déi dräi Froen hei ugeet, méi einfach wäert si virunzeschaffe wéi mat engem knappe Jo. Do kréiche mer wahrscheinlech vill aner Diskussiounen. Eis Aarbecht un der Fro vum Wahlrecht ënner 16 Joer a vun den Netlëtzebuerger, dat misst relativ schnell an der Institutiounskommissioun ofgeschloss sinn.

Da bleift allerdéngs nach d'Fro, wéi mer mat der ganzer Verfassung ëmginn. Et gëtt zum Beispill och nach en Internetsite vun der Chamber. Do gëtt et d'Méiglechkeet, do froe mer d'Leit: Ënnerbreet eis Ar Virschléi! An et gëtt jo och schonn eng relativ laang Lëscht vu Virschléi, déi d'Leit gemaach hunn. An deene musse mer eis jo och unhuelen, déi musse mer alleguerten analyséieren, soudatt déi endgülteg nei Versioun vläicht awer net esou schnell op den Instanzewee ka goen, wéi mer eis dat virgestallt hunn.

Onofhängeg vun den Aarbechten un der Verfassung, musse mer eis awer och zesummefannen, fir iwwer e puer wichteg Aspekter, déi eis all hei am Land betreffen, iwwer Froen, déi mer eis alleguer stellen, zesummen eng Äntwert ze fannen.

D'Äntwert op d'Froe vum Referendum kenne mer. De massiven Neen ass och net mëssze verstoen.

Interessant a wichteg sinn awer d'Ursaachen, firwat besonnesch bei der zweeter Fro vill Leit Nee gesot hunn, awer och d'Ursaachen, firwat datt 20% vun de Leit Jo gesot hunn! Mir mussen eng Analys maachen, firwat datt dat ass.

Mir kënnen, an duerfir war och d'Debatt... Här Wiseler, Dir hat gesot am Ufank: „Mir haten am Raum, fir déi Debatt hei eréischt d'nächst Woch ze féieren." Dir hat proposéiert, fir se haut ze féieren. Et sinn Argumenter derfir ginn, fir se haut ze féieren, dat ass ganz kloer: d'Aktualitéit. Et wieren och Argumenter ginn, fir fir d'Éischt nach eng Kéier an d'Institutiounskommissioun ze goen an e bësselche mat enger gewëssener Distanz dorun ze goen.

Mir hu probéiert..., oder d'Conférence des Présidents ass der Propos vum Här Wiseler entgéintkomm. Ech war am Ufank net frou doriwwer; ech hat d'Éier, déi zweete Kéier a mengem Liewen an der Conférence des Présidents derbäi ze sinn. Ech hat d'Éier, bei där Décisioun derbäi ze sinn, an ech hat och am Ufank gesot, et wier keng gutt Iddi, wann déi zwou Debatten op engem Dag wieren.

Ech muss awer soen, Här Wiseler, bis elo, wéi déi Diskussioun gelaf ass, mengen ech, datt mer eisem Haus hei awer all Éier maachen. Déi Diskussioun iwwert de Rapport Artuso war, a mengen Aen, absolutt korrekt. A bis elo hunn ech wierklech d'Gefill, wéi wa mer et och géife fäerdegbréngen, an deemselwechte positive Geescht déi hei Diskussioun ze féieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, meng wichtegst Fro war jo emol haaptsächlech, déi Debatt vun elo op den Ordre du jour iwwerhaapt ze kréien.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et ginn och Argumenter, fir…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wiseler, Dir hutt eng Fro gestallt un den Här Adam, oder?

Plusieurs voix.- Neen!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay.

(Brouhaha)

Une voix.- Fuert einfach weider!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, wat hunn ech elo nach gemaach, Madame Presidentin?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech mengen, den Här Adam fiert elo emol virun a sengem Discours. Här Adam!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci. Merci villmools.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Also, den Här Adam huet eleng d'Wuert. Wann ech gelift, e bësselche Rou am Sall!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci! Also, eng Rei Froen, déi mer eis stellen, wou mer, mengen ech, net derlaanschtkommen, fir déi méi genee ze analyséieren. Mir mengen, et ass jo elo eben, well et esou fréi ass, kann ee jo just Pisten undeiten. Et ass jo keen..., also, ech mudde mir wéinstens net zou, fir elo kënnen e Feintuning ze maache vun de Motivatiounen, firwat datt d'Leit an déi eng oder déi aner Richtung gewielt hunn.

Ech kann awer, well ech esou oft bei Diskussiounen derbäi war an esou vill kritesch Leit héieren hunn hir Meenung soen, einfach feststellen, datt et awer e gewëssent Onwuelsinn gëtt an der Gesellschaft, eng gewëssen negativ Astellung, déi ech dann - an da schwätzen ech a mengem Numm - e bësselche mat Globaliséierung an Aklang bréngen, wou Leit veronséchert si vun enger Welt, déi ëmmer méi schnell dréit, wou d'Globaliséierung ëmmer méi Grenze verwëschen deet, eng gewësse Skepsis vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, déi och bei eis net Halt mécht, eng Skepsis vis-à-vis vun der Muecht vun de Banken a vun de grousse Konzernen.

D'Wunne gëtt ëmmer méi deier, de Stau gëtt ëmmer méi laang. Dat sinn Themen, deene mer eis mussen unhuelen.

En anere Sujet, deen ëmmer erëm opgetaucht ass: d'Lëtzebuerger Sprooch. Mir haten hei am November d'lescht Joer en Débat, wou mer gesot hunn: Der Lëtzebuerger Sprooch geet et esou gutt wéi nach ni. Ech stinn och haut dozou. An ech sinn awer der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer eben nach méi maache fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Mir hate festgestallt hei, datt esou vill Leit Lëtzebuergesch léiere wéi nach ni. Abee, et gëtt nach ëmmer Waardeschlaangen, wann ee wëllt Lëtzebuergesch léieren. An ech mengen, dann ass dat ganz kloer eng weider Erausfuerderung, déi mer mussen unhuelen an där mer mussen entgéintgoen.

Mir haten och vill iwwert déi Begréffer Souveränitéit, Nationalitéit diskutéiert. Déi sinn och am 21. Jorhonnert wichteg. Wat versti mer dorënner? Wéi kënne mer en Identitéitsverloscht oder d'Gefill vun engem Identitéitsverloscht verhënneren? Dat si Froen, déi net enger Partei gehéieren, mä dat si Froen, mat deene mer eis alleguerte mussen auserneesetzen, well dat sinn och Froen, déi d'Leit bei eis am Land beréieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Zwee kuerz Punkten an da sinn ech um Schluss. D'Prognosen, et ass och erëm haut de Mëtteg vu Prognose geschwat ginn. A fir mech ass dat awer eng wichteg Erkenntnis: Déi Prognosen, déi louche relativ wäit vum Schoss. Souguer de Charles Margue ass haut am „Wort" zitéiert: „Da fängt man schon an, an sich selbst zu zweifeln." Duerfir géif ech och...

(Interruptions)

...fir mech selwer soen: Kommt, mir loossen eis net ze vill...

(Brouhaha)

Kommt, mir loossen eis net ze vill vu Politbarometeren a vu Sondagen dreiwen! Kommt, mir brauchen déi néideg Rou fir eis selwer, fir an der Diskussioun mat de Leit zu enger Meenung ze kommen!

An da perséinlech, ech hunn et virdrun opgezielt, ech hat d'Chance, fir fir déi gréng déi ganz Campagne ze maachen. Ech si selbstver-

ständlech net zefridde mat menger Aarbecht, well ech moossen déi net u menger Präsenz dobaussen um Terrain, mä ech moosse se um Resultat. An d'Resultat ass nun eemol einfach, dat kann een net beschönegen, et ass net esou - a wäit dervun -, wéi mer eis et gewënscht haten! Mä gutt, mir hu gesot: Mir stellen d'Fro, mir akzeptéieren all Resultat, wéi et kënnt.

An eng lescht Bemierkung: Wann eng Regierung muss demissionéieren, well e Referendum net esou ausgaangen ass, wéi se wollt, da géif dat ganz kloer a mengen Aen heeschen: Dann däerfe mer keng Referendume méi organiséieren!

(Interruption)

Well da maache mer eng Serie vun: Referendum ass gläich Vertrauensvote an d'Regierung. An ech mengen, wa mer wëllen eng Kultur vu Referendumsdébate kréien, dann däerfe mer deen do Lien net maachen. Mir hunn e virum Referendum net gemaach, keng Partei huet e virum Referendum gemaach. Ech fannen, mir sollen en och elo net maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Ech hunn Iech e bëssen Zäit bäiginn, vu dass Der e puermol ënnerbrach gi sidd. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuerger hunn de Sonnden décidéiert: fir Lëtzebuerg, fir eis Souveränitéit, fir eis Nationalitéit, fir eis Sprooch an eis Identitéit! De Referendum vum 7. Juni dëst Joer ass duerfir e ganz wichtegen Dag a wäert och sécherlech an d'Geschicht vun eisem Land agoen.

An deene leschten honnert Joer hunn dräi Referendumen hei am Land stattfonnt, déi mat der Identitéit an der Souveränitéit vun eisem Land ze dinn haten. Den 28. September 1919 hunn d'Lëtzebuerger mat 77,8% fir d'Monarchie gestëmmt, bal deeselwechte Prozentsaz, wéi mer en de Sonnden haten. Den 10. Oktober 1941 hunn d'Nazien hei am Land, dat war zwar keen direkte Referendum, mä eng „Personenstandsaufnahme" gemaach, haut géife mer soen eng Vollekszielung, wou se dräi Froe gestallt hunn: iwwert d'„Staatsangehörigkeit", d'„Muttersprache" an d'„Volksangehörigkeit".

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A si hätte gär gehat, d'Lëtzebuerger sollten dräimol mat „Däitsch" äntwerten. D'Lëtzebuerger hunn awer zu 95%, trotz dem Drock an der Gefor vun den Nazien, dräimol mat „Lëtzebuerg" geäntwert, an dunn hunn d'Nazien déi Prozedur gestoppt.

An elo de 7. Juni hunn d'Lëtzebuerger mat bal 80% erëm Nee gesot zu enger Rei vun Décisiounen, déi eiser Souveränitéit, eiser Identitéit, eiser Nationalitéit geschuet hätten.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Haut op den Dag virun 200 Joer, Här President, den 9. Juni 1850 (veuillez lire: 1815), ass um Wiener Kongress am Fong de Lëtzebuerger Stat gegrënnt ginn. Dat wier eng Geleeënheet gewiescht, well dat just haut 200 Deeg (veuillez lire: 200 Joer) sinn, datt an dësen Deeg eis Regierung dat offiziell geéiert hätt. D'Regierung huet dat net gemaach. Ech géif soen, datt d'Lëtzebuerger mat hirem Vote vum leschte Sonnden déi 200 Joer geéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Referendum war kee Vote géint d'Auslänner, mä et war e Vote fir Lëtzebuerg, e Vote fir d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger iwwert d'Nationalitéit. Mir wëllen integréieren a mat deene Leit zesummeliewen.

A wa gesot gëtt, datt d'Lëtzebuerger mat Sécherheet an de leschte Jorzéngte gutt mat eisen auslännesche Matbierger zesummegelieft hunn, da stëmmt dat. Well et gëtt sécherlech kee Land op der Welt, wou esou vill Nationalitéiten esou am Fridden zesummeliewen, wéi dat hei de Fall ass. An dat muss, muss a kann nëmme fonctionnéieren, wann et vun deenen zwou Säiten esou gesi gëtt.

A wann et op der Lëtzebuerger Säit och an de leschte Wochen op de sozialen Netzwierker emol déi eng oder déi aner Ausrutscher gi sinn, esou hat ee gemengt, datt mam Sonnden dat Ganzt eriwwer wier. An ech war duerfir gëschter iwwerrascht, am „Quotidien" kënnen ze liesen, datt de Sekretär vum Departement vun den Immigrés beim OGB-L an engem Interview gesot huet, datt: «de dénoncer les mensonges énormes du CSV et de l'ADR. Cela fait 25 ans que je paie mes impôts au Luxembourg pour ces incompétents et menteurs de Claude Wiseler et Gast Gibéryen qui n'ont jamais travaillé.»

Une voix.- Uih!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass net iergendwéi ee gewiescht, dat war de Responsabele vum Departement vum OGB-L vun den Immigrés, also e Mann, deen Afloss bei sengen auslännesche Kolleegen huet. A wann dat een Dag nom Referendum säi Respekt ass virum Choix, deen d'Lëtzebuerger e Sonnde geholl hunn, da musse verschidde Leit sech selwer an de Spigel kucken!

Här President, wa mer soen „an d'Integratioun investéieren", dann ass dat virun allem och fir eis, an d'Sprooch investéieren. Mir musse flächendeckend hei am Land d'Lëtzebuerger Sprooch a Coursen ubidden, gratis. Mir musse genuch Leit hunn, déi déi Sprooch kënne forméieren, an eise Frënd Fayot Ben, dee laang bei eis hei an der Chamber wor, huet eis haut nach e Mail geschéckt, wou en drop higewisen huet, datt zum Beispill an Däitschland Leit, déi an d'Land erakommen an d'Sprooch net kennen, datt déi 600 Stonnen do kréien, fir déi däitsch Sprooch ze léieren, bis 900 Stonnen. Däitschland huet sécherlech net deen Immigratiounsproblem, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg hunn, an duerfir, mengen ech, géife mer gutt drun doen, wierklech massiv, massiv doranner ze investéieren hei zu Lëtzebuerg.

Wann een d'Resultat kuckt, Här President, da muss ee feststellen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech sinn do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...datt dat Resultat méi kloer ass, wéi jiddweree vun eis et heibannen erwaart huet. Et ass e ganz kloert Resultat. Et ass eng kloer Sprooch, déi d'Lëtzebuerger de Sonnde geschwat hunn, ouni vill ze schwätzen. Mir sinn erausgaangen, mir hu vill geschwat. Mä d'Lëtzebuerger hunn, wéi se am Wahlbüro waren, eng kloer an onmëssverständlech Décisioun geholl.

Déi Themaen, déi dräi, déi e Sonnden zur Diskussioun stoungen an zur Wiel stoungen, déi mussen elo definitiv aus eiser politescher Diskussioun verschwonne sinn. Si kënne keen Afloss an eis Verfassung kréien. An ech sinn och frou, datt dat vun deenen anere Parteien esou gesi ginn ass.

Dat Resultat ass ëmsou méi iwwerraschend, wann ee kuckt, wie sech alles fir de Jo agesat huet. Wann ee weess, datt vun néng Parteien, déi mer hei am Land hunn, siwe Parteie fir de Jo waren, datt de gréissten Deel vun der geschriwwener Press fir de Jo war, datt de Bëschof mat senger Zeitung fir de Jo war, Kënschtler - eng bestëmmte Klass vu Leit huet ganzsäiteg Annoncë gemaach - an d'Organisatioun MINTE mat alle Gewerkschaften an Organisatiounen hannendrun, da muss een haut soen, wann esou massiv Campagne gemaach ginn ass fir de Jo, da musse vill Leit an deenen Organisatiounen, bis bei d'Kierch, de Bëschof, sech d'Fro stellen, ob an deem Numm, wou se mengen ze schwätzen, ob déi Leit an déi Scheewercher nach hannerun hinne stinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gambia huet och Campagne gemaach. D'Regierung huet Campagne gemaach. Si huet d'Froe mat hirer Majoritéit décidéiert, net d'Oppositioun! De Statsminister huet bei der Lag vun der Natioun de gréissten Deel vu senger Interventioun iwwert de Referendum gemaach. En huet de Pilgerstaf an de Grapp geholl, fir doruechter ze goen. Deelweis hunn aner Ministeren..., ma et ass hiert gutt Recht, mä et ass och hiert Engagement.

An deelweis sinn d'Leit och vu Regierungsmemberen, bis hi bei de Statsminister, beleidegt ginn an där Campagne! Ech denken dorun, datt d'Wuert gefall ass vun „Frechheet", vun „domm". Lëtzebuerg ass mat Dubai verglach ginn, engem Land, wou d'Auslänner iwwerhaapt keng Rechter hunn a wou d'Fraen iwwerhaapt keng Rechter hunn. Wann e Statsminister eist Land mat esou engem Land vergläicht, da muss ee sech vill Froe stellen.

A wann den Här Bodry haut hei gesot huet, datt de Jo an den Nee kenger Élite géif gehéieren, da muss een awer soen, Här Bodry, datt dat, wat Der an engem Interview gëschter geschriwwen hutt, awer ganz aneschters geklongen huet. Dir hutt deemools geäntwert: „Interessant war aber schon, dass eher jene mit Ja gestimmt haben, die eine höhere Schulbildung und ein höheres Einkommensniveau aufweisen."

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Géift Der wann ech gelift och..., Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat do ass e bësse symptomatesch fir awer klenger Ausrutscher, déi bei der Wahlcampagne waren, all déi Insinuatiounen. Wann een Zitater mécht, da muss een se ganz maachen! Éischtens hunn ech den Interview net geschriwwen, et war en Télefonsinterview! A si hunn och net meng ganz Äntwert publizéiert.

Ech hunn - an der éischter Fro war et nämlech: Sidd Der der Meenung, dass de Jo e Jo vun der Élite war? -, do hunn ech Nee geäntwert! Genau dat, wat ech haut gesot hunn! An dunn hunn ech gesot, dass...

(Interruption)

Ech hu mech referéiert op - et ass dat Eenzegt, wat do ass - Ëmfroen, dass dann erauskomm wär, dass awer natierlech déi jonk Leit an dass déi Leit mat héijem Akommes a mat Uniausbildung, dass déi u sech „méi" fir de Jo gestëmmt hunn. Mä ech hunn awer och gesot: „An alle Kategorië war den Nee majoritär."

Also ech géif bieden, wann Der esou Saache maacht: Et ass ëmmer dat Erausrappe vun engem Zitat, dat Net-an-de-Kontext-Setzen, ech fannen et net ganz fair! Et ass natierlech, doropshin ass dat jo och vun anere Leit schonn erëm lancéiert ginn an den Netzwierker. Ech muss soen, dat ass déi Form vu politescher Ausenanersetzung, déi mech perséinlech dégoûtéiert!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat, wat ech hei zitéiert hunn, ass dat, wat an deem Artikel stoung! Ech hunn näischt bäigesat an ech hunn näischt ewechgeholl!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här Bodry,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech zitéiere vläicht ee vun Äre Parteikolleegen. Dat kënnt Der haut um Internet noliesen, bei RTL, e gewëssenen Här Philippe Meyers.

Une voix.- Oh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass e President vun enger vun Äre Strukturen!

Une voix.- Jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Deen huet geschriwwen: „Ech si schockéiert. Hei gëtt dann nom Referendum nach eemol ënnerstrach, dass 80% vun de Lëtzebuerger domm sinn a 76% vun den LSAP-Wieler net aus der sozialer Couche vun de Groussverdénger kommen." Dat ass d'Äntwert, Här Bodry! Da schwätzt Der mat Äre Leit intern! Ech liesen deem säin Text net virun...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech liesen deem säin Text net vir, well da Wierder kommen un Är Adress, déi ech Iech wëll haut hei erspueren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Huelt ganz Zitater, wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass eng Äntwert vun engem President...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Huelt déi ganz Fro, huelt déi ganz Zitater!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass onseriö, dat do!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här Gibéryen, dee bieden ech och elo, sech un d'Chamber ze riichten an u soss keen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Onseriö!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert an e kritt selbstverständlech déi Zäit ugerechent. Mä hei an der Chamber hu mer d'Traditioun, dass, wann ee sech un ee riicht, dee selbstverständlech, wann dat net deem entsprécht, wat e gesot huet, deen dat och selbstverständlech ka berichtegen. An dat ass elo geschitt an den Här Gibéryen huet eleng d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President! Nach duerfir, fir déi zwou, dräi Minutten, déi mer bleiwen, e puer Wierder iwwert d'Konsequenzen. D'Regierung mécht hei, wéi wa se géif einfach zum Ordre du jour iwwergoen, obschonn dëser Regierung, nodeem se 18 Méint am Amt ass, nach 30% vun de Bierger hir d'Vertraue schenken, obschonn 80% vun de Leit gëschter géint déi Iddien, déi si hei am Land wollt duerchsetzen, gestëmmt hunn! Esou séier ass nach ni eng Regierung vun uewen no ënne gefall.

Gambia ass ugetrueden, fir d'Land ze moderniséieren a méi fortschrëttlech ze maachen, e lénksideologesche Stat aus Lëtzebuerg ze maachen. Si hunn an 18 Méint, Här President, méi futtigemaach, wéi d'Generatioune virdru gutt gemaach hunn!

(Protestations)

An och de Sonnden am Vote ass dat kloer zum Ausdrock komm. Et ass gesot ginn, d'Leit kriten Angscht gemaach an d'Leit hätten Angscht. Neen, d'Leit hate Courage de Sonnden! Si hate keng Angscht, si hate Courage de Sonnden. A wann een Angscht huet hei am Land, dann ass et dës Regierung vis-à-vis vun de Wieler!

Mir hu kee Récktrëtt verlaangt. Mä mir hu gesot: „Wa mir an där Situatioun wieren a mir hätten esou eng Offuer vun de Wieler kritt, wéi dës Regierung se kritt huet, dann hätte mir gewosst, wat mer gemaach hätten. Da wiere mer bei de Grand-Duc gaangen a mir hätten eis Demissioun agereecht!"

(Brouhaha)

Mä muechtbesiessen, wéi dës Regierung ass, bleift se op hire Still pechen! D'Vertraue vun de Bierger huet se verspillt! Vum 7. Juni un ass et net méi d'Regierung fir d'Vollek, mä d'Regierung géint d'Vollek!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, eng Saach ass kloer: D'Land wäert net ënnergoen. Et ass och richteg ze soen, an dat gouf gesot, datt d'Zesummeliewen tëschent de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger hei am Land relativ gutt geklappt huet, weiderhi relativ gutt klappt, zemools wann een dat och nach mam Ausland vergläicht.

Et muss ee sech awer och heiansdo d'Fro stellen, ob et och ëmmer en Zesummeliewen ass oder net éischter en Niewenteneeliewen. Dat ass eng Fro, déi ee sech muss stellen. An et muss ee sech och d'Fro stellen: Fir wéi laang nach? Well wann een dat an de Kontext setzt vun der Ëmverdeelung vum Räichtum mat den Ongläichheeten, déi ëmmer méi wuessen, da riskéieren natierlech och d'Spannunge méi grouss ze ginn.

Et huet een heiansdo héieren, et si Leit, déi referéiere sech u Frankräich a soen: „Jo, a Frankräich ginn et Schwieregkeete wéinst dem Droit du sol oder wéinst der Laizitéit." Dat ass Brach. Dat ass absolutte Brach! Et huet näischt domat ze dinn. A Frankräich ginn et Schwieregkeete wéinst de grousse soziale Spannungen an Ongläichheeten! Ech mengen, et däerf een déi Saachen och net matenee vermëschen.

Ech weess net, wéi all eenzelnen Auslänner elo hei zu Lëtzebuerg den Neen interpretéiert huet. Ech ka mer scho virstellen - an ech weess dat och positiv vun eenzelne Fäll, mä dat sinn ëmmer eenzel Fäll -, datt gewëssen Auslänner eng kleng Bull am Bauch hunn. Net onbedéngt, well se d'Wahlrecht wollten, mä well se awer scho massiv gesot kritt hunn, datt se keng weider Rechter solle kréien.

D'CSV huet virdru gesot, d'Regierung wier onverantwortlech gewiescht, fir dee Referendum esou ofzehalen. Et kann een driwwer diskutéieren, wéi de Referendum ofgehale gouf. Mir hunn dat och kritiséiert. Ech mengen awer och, datt et vun der CSV net ganz verantwortlech war, déi Aart a Weis, wéi si d'Campagne menéiert huet. Wann een „Opgepasst!" oprifft, da kann een dat erklären a versichen ze erklären, wéi dat ze interpretéieren ass... Souwisou, e gudde Slogan, dee brauch een net ze interpretéieren, dee liicht jiddwerengem an! Da musst Der vläicht Är Agence wiesselen oder eng professionell...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann een eppes wëllt maachen, kann een alles maachen, Här Wagner!

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Da kënnt Der dat vläicht versichen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir wëllt dat do jo maachen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et si vill Leit...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir wëllt dat do jo maachen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen! Ech wëll dat net maachen, well Dir hutt och eng Responsabilitéit! Dir sidd jo eng grouss Volkspartei an Dir...

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu se awer och geholl, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir hutt...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, mir hu se awer och geholl, Här Wagner.

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et si vill Leit, déi hunn dat esou interpretéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst lech net beiren, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma guer net, ech schwätze weider!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A riicht lech erëm un d'Chamber!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

Dat ass esou interpretéiert ginn. Ech weess, datt Dir vläicht Schwieregkeeten hutt domadder, Här Wiseler, well dat gläicht lech net. Mä dat ass awer vu ville Leit esou interpretéiert ginn, wéi wann ee misst op d'Auslänner oppassen. An ech mengen, dat huet wéigedoen.

Ech menge souwisou, jo, während dëser Campagne si vill Leit blesséiert ginn. An et goufe vill Leit blesséiert op den zwou Säiten. Natierlech, wann een d'Nee-Wieler als Rassisten oder als Xenophoben duerstellt, oder ënnerstellt, si wieren domm - an ech wëll net domadder soen, datt de Premierminister dat gesot hätt, well dat huet en net esou gesot, dat wëll ech kloerstellen, mä et ass heiansdo op anere Plazen esou gesot ginn -, dann ass dat falsch an dann ass et blessant. An dat däerf een net soen.

Wann een awer och ënnerstellt, datt d'Auslänner géifen hiert Wahlrecht ausnotzen, fir d'Souveränitéit vum Land a Fro ze stellen, oder si géifen net zur nationaler Solidargemeinschaft gehéieren, wéi d'ADR dat gemaach huet, da blesséiert dat och, an dat deet dem ganze Land wéi!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'Fro vun der Demissioun vun der Regierung gouf net gestallt. Parteipolitesch Spillercher wëlle mir op jidde Fall als déi Lénk, als Oppositiounspartei, net matmaachen! Ech mengen, et soll een och net alles mëssinterpretéieren.

A wann 2005 den Här Juncker seng Demissioun op d'Wo bruecht huet, da war dat Chantage. Dat hat näischt mat Demokratie ze dinn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat war Courage, Här Wagner!

(Exclamations)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass awer net ze verkennen,...

(Brouhaha général)

...datt d'Leit en allgemengt Mësstrauen an de politesche System hunn, an net just an dës Regierung. Dat huet Grënn, dat muss een awer och wëssen. Eng Spuerpolitik, déi bedriwwe gëtt vun dëser Regierung, awer och an der Kontinuitéit vun der viregter Regierung.

(Brouhaha)

Eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewen. Eng Politik, déi vun alle sozialen a gewerkschaftlechen Akteuren zudéifst veruerteelt gouf! Trotzdeem bleift eng Regierung stur a léisst sech eréischt op Gespréicher mat de Gewerkschaften an, wa bis massiven Drock ausgeüübt gouf. Duerch esou Methoden am Inhalt an an der Form gëtt een net den Androck, et géif een d'Vollek eescht huelen. Andeems een och de Lobbyiste vun enger klenger Interessegrupp, déi vun der Finanzoligarchie, en disproportionale politesche Poids gëtt, dann ass dat och net gesond.

Wann ech haut de Moien och erëm eng Kéier an der Zeitung liesen, d'Regierung wéilt onbedéngt den TTIP während der Présidence weiderbréngen, wou jiddweree weess, an do goufen och Sondagë gemaach, datt d'Majoritéit vun der Bevëlkerung dergéint ass, datt d'Zivillgesellschaft dergéint ass, dann ass dat och net ganz gesond fir d'Demokratie!

Mä wat mécht d'Regierung? Si ignoréiert dat! Net just d'Regierung, et gëtt och hei Parteien, déi den TTIP ënnerstëtzen. Mir sinn u sech déi Eenzeg hei... Allez, ech huelen déi gréng mat...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass léif.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An och Parteien, déi dee ganzen Dag vun nationaler Souveränitéit schwätzen, an déi awer guer kee Problem hunn, fir d'national Souveränitéit ze monnayéieren iwwer esou en Handelsvertrag wéi den TTIP, well do ass se wierklech a Fro gestallt an net duerch d'Auslännerwahlrecht. Dat wollt ech lech och nach eng Kéier soen.

(Interruption)

Majo, dann hu mer e reelle Problem!

Wat d'Konsequenze wäerte si fir jiddweree vun eis, ech mengen, datt mer net Schlussfolgerunge sollen zéien, déi net ze zéie sinn a keng Politique politicienne bedreiwen. De politesche System muss een awer a Fro stellen an erneieren. Eis Verfassung muss esou geännert ginn, datt mer de Bierger weider Méiglechkeeten ubidden, fir matzedécidéieren a matzëentscheeden. Dat geet wäit iwwert d'Fro vum Referendum eraus an och wäit iwwert d'Informatiounsowender, wou een de Leit erkläert, wat ee wëlles huet.

Et soll een och oppassen, net ze vill arrogant ze sinn. Ech mengen, d'Fro vun der politescher Bildung ass schonn hei opgetaucht. Et ass keng Fro vu politescher Bildung. Ech ka mech och erëm eng Kéier erënneren, 2005, wou awer och den Neen ëmmer méi staark ginn ass, gouf gesot, dat hätt domadder ze dinn, datt d'Leit keng politesch Bildung hätten. Ech mengen, dat soll ee si loossen.

Politesch Bildung, jo, an de Schoulen, op verschidden Aart a Weisen, kann ee maachen, mä dat soll een net an den Zesummenhang brénge mat enger Aart a Weis, wéi d'Leit vläicht ofstëmmen. A wann ee mengt, datt d'Leit vläicht net esou richteg ofstëmme wéi ee selwer gären hätt, dat huet net mat engem Manktum u politescher Bildung ze dinn.

Une voix.- Ech mengen, dee Lien huet kee gemaach.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dee Lien hutt Dir och net gemaach, wollt ech och soen. Dat ass kloer.

Wann een awer dovunner ausgeet, datt d'Leit vläicht aus anere Motiver Neen oder Jo gestëmmt hunn, wat duerchaus bei enger Partie de Fall war, da soll ee versichen, ze verstoen, wouhier déi Onzefriddenheet kënnt. A mir mussen eis elo iwwerleeën, wat fir eng konkret Piste mer ënnerhuelen, well et gëtt weiderhin en demokratesche Problem hei am Land, dee fënnt op zwee Niveaue statt: Déi eng Halschent huet d'Wahlrecht, déi aner net. Dat wäert sech deemnächst eben net änneren. An eisen Ae bleift de Problem trotzdeem weider bestoen.

A vun der Nationalitéit ofgesinn, eis Demokratie ass defizitär souwuel um politesche Plang wéi och um wirtschaftleche Plang, zum Beispill wat d'Matbestëmmung an de Betriber ubelaangt. Dat betrëfft jiddwereen, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger.

An zur Verfassung, do ass och e Problem. Déi dräi Froen, déi gestallt goufen, si jo am Kontext vun der Verfassungsrevisioun gestallt ginn. Lëtzebuerg soll eng nei Verfassung kréien. Wéi gi mer do virun? Et ass schonn ugeklongen, den Här Bodry ass e bëssen drop agaangen, datt an der Institutiounskommissioun wäert nach weiderdiskutéiert ginn, wéi mer dat weider upaken.

Mir si weiderhin der Meenung, datt mer net kënnen esou eppes Wichteges wéi d'Verfassung einfach esou, ënner Ausschloss vun der Bevëlkerung, décidéieren, an duerno vläicht mat engem uschléissende Referendum, dee vläicht och erëm eng Kéier an d'Box geet, deemno wéi. Mir mengen, datt et wierklech un der Zäit ass, zemools bei esou wichtege Froe wéi eng Fro vun der Verfassung, datt do d'Bevëlkerung konkret a massiv an intensiv muss mat agebonne ginn.

Et kann net sinn, datt eng Regierung untrëtt a seet, mir maachen d'Fënsteren op, mir wëlle méi Demokratie, an duerno selwer entscheet, wat fir eng Froe gestallt ginn, sech dräi Themen auswielt, net op aner Virschléi ageet, an herno emol net capabel ass, eng uerdentlech Campagne ze organiséieren. Dat gëllt fir eis all, well d'Chamber war och dofir verantwortlech, muss een och soen, och wa Kriticke koumen. Mä ech mengen, dat hu mer wierklech net richteg u sech gemeeschtert.

Zum Beispill d'Spillregele muss ee festleeën, ier een e Referendum mécht. Et geet net duer ze soen, mir hätte keng Referendumskultur. Mir wëssen dat. Mä da solle mer eis eng ginn! An da muss ee sech vläicht e bësse méi Zäit ginn, fir déi Spillregele festzeleeën, amplaz herno mussen driwwer ze diskutéieren, awéifern de Camp vum Jo a vum Neen iwwerhaapt gläichberechtegt kënnen zu Wuert kommen. Déi Diskussioun huet jo déi eigentlech Diskussioun polluéiert während e puer Deeg an e puer Wochen. An dat war net gutt.

Ech mengen, d'Lëtzebuerger Natioun ass eng jonk Natioun, déi sech definitiv nom Zweete Weltkrich affirméiert huet. Mir sinn e klengt Land, mir hunn eng speziell Sproochesituatioun, déi een néierens erëmfënnt. Mir sinn en Immigratiounsland ginn, nodeems mir laang en Emigratiounsland waren, wat e positivt Zeechen ass, well et ass en Zeechen, datt et eis gutt geet. Mir sinn e Land, wat staark wiisst, wat immens dynamesch ass, wat jonk ass, och wéinst der Immigratioun. Mir sinn e Land, wou eng Sprooch geschwat gëtt, déi soss a kengem anere Land geschwat gëtt an déi ëmmer méi geschwat gëtt, an esouguer ëmmer besser geschriwwe gëtt. Ech mengen, dat ass net oft gesot ginn, mä dat ass awer eng Realitéit.

Ech mengen, et ginn och heiansdo Saachen, wéi fir eng Vendeuse zum Beispill, déi Bréidercher verkeeft, déi minimum aacht Stonne muss schaffen am Buttek a bestëmmt zwou Stonnen Transport erdroe muss, fir an der Moselle zum Beispill erëm hin- an zréckzefueren. An déi vläicht och nach no hire Kanner an nom Stot muss kucken, wann de Mann vläicht och net onbedéngt mathëlleft. Dann ass d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch net esou selbstverständlech!

Fir eng Sprooch ze léieren, brauch ee vill Energie, zemools wann een net méi dee Jéngsten ass. Dofir och wierklech, d'Moyene sech ginn - d'Sprooch war jo och e Sujet -, d'Moyene sech ginn, net ze zwéngen, mä wierklech massiv de Leit d'Méiglechkeet ginn, dës Sprooch ze léieren, well dat ass gutt fir jiddwereen, ouni datt dat eng onméiglech Laascht gëtt. Well eng Sprooch ze léieren ass och net evident fir jiddwereen. Déi eng hunn éischter Schwieregkeeten, anerer net.

An ech wollt och nach eng Kéier eppes soen: D'ASTI, op déi gëtt ëmmer gäre geklappt...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Op d'ASTI gëtt gäre geklappt, jo, Här Kartheiser, Dir wësst et. Virun 30 Joer, iwwer 30 Joer gouf et eng Organisatioun, déi hei am Land den Immigrantekanner Lëtzebuergeschcoursen ugebueden huet, dat war d'ASTI. Et war net de Stat. Dat waren och net selbst ernannte Patrioten.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat waren déi, déi net zéngmol den Dag „Ons Heemecht" menge mussen ze sangen, mä dat ware Leit, déi einfach gehandelt hunn, fir d'Land a fir d'Immigratioun. Dat däerf een och net vergiessen.

Ech mengen trotzdeem, mir mussen herno gewësse Froe méi entkrampft ugoen, zemools zesumme mat der Zivillgesellschaft, mat de Bierger, mat oder ouni Lëtzebuerger Pass. Ech mengen, all Säit ass dozou bereet.

Ech schléissen of. Déi ganz grouss Majoritéit vun de Lëtzebuerger hunn näischt géint d'Auslänner. An ech kenne keen Auslänner, dee Lëtzebuerg net gären hätt, am Géigendeel, heiansdo souguer méi wéi d'Lëtzebuerger selwer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. An Dir wäert mer erlaben, vläicht just ze preziséieren, dass an der Chamber hei keng Parteie sech fir den TTIP ausgedréckt hunn, mä dass mer hei als Chamber ëmmer intervenéiert hunn, fir déi Accorden hei virun d'Chamber ze kréien an dass mer da kënnen doriwwer diskutéieren. Just, mengen ech, fir d'Diskussioun erëm ze ramenéieren op dee Punkt a vläicht och fir d'Éier vun der Chamber an deem doten Dossier ze verteidegen. Mir wëllen hei matentscheeden an op Basis vun de Resultater jugéieren. Villmools Merci. An d'Wuert huet direkt den...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech hoffen awer, datt Der déi Remarque wäert all Kéiers maachen, wann iwwerhaapt iwwer eng Partei diskutéiert gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech wëll just soen, dass hei d'Chamber a Fro gestallt ginn ass. An ech hunn d'Intérête vun der Chamber ze vertrieden. An hei sinn e ganze Koup Zeien derbäi, déi an deenen Diskussioune mat de Kommissären derbäi waren, déi an den Diskussioune mam Här Schulz derbäi waren a wou d'Chamber hir Roll komplett gespillt huet a sämtlech Kolleegen aus sämtleche Fraktiounen hir Roll gespillt hunn. Ech wollt dat just preziséieren. Dat ass d'Missioun vum Chamberspresident, fir, wann eppes iwwert d'Chamber gesot gëtt, wat der Realitéit net entsprécht, dat awer ze preziséieren. Merci fir d'Versteesdemech.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- De Réckzuch vun den...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, ech hunn dat...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- De Réckzuch... d'Verhandlungen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Äre Kolleeg huet geschwat. Ech hu just eng Preziséioun dozou ginn. An den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An deem Kontext, Här President, wou elo just de Sujet abordéiert gouf, huet d'Regierung, well den TTIP hei wierklech ernimmt gëtt, gefrot, fir dass während eiser Présidence - fir déi, déi et nach net matkritt hunn - d'Sozialpartner aus den 28 EU-Länner zesummen zu Bréissel mat der Kommissioun en Échange kréien, fir dass dee Reproche, dass do an der Dunkelkammer iergendeppes ausgehandelt gëtt, soll vum Dësch verschwannen. Ech wollt lech dat just matdeelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir d'Prezisiounen. An den Här Spautz huet d'Wuert elo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „e Rass ass duerch d'Gesellschaft gaangen". Dat hunn net ech gesot, mä dat stoung gëschter an enger Dageszeitung, wou et heescht, et wier hei zu Lëtzebuerg elo e Rass entstanen. Mir hätten Netlëtzebuerger a Lëtzebuerger, mir hätten där Jo an där Neen, mir hätten 20% fir dat eent a mir hätten 80% fir dat anert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wou ass de Rass?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, da musst Der de Journalist froen, Madame Loschetter. Mä Dir kënnt jo nach eng Kéier hei no mir schwätzen.

Ech kann op alle Fall soen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mä Dir widderhuelt et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert a soss keen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...mat all deenen Aussoen, déi gemaach gi sinn, a wann een awer mat den auslännesche Matbierger schwätzt, stellt een och fest, dass och si sech

net wuelfille mat all deem, wat leschte Sonndeg hei geschitt ass, an dass dee Message, dee mer vermëttelen, souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och iwwert d'Grenzen eraus, net grad iwwerall als positiv ukomm ass.

Den Här Bodry huet geschwat vu perséinlechen Urempelungen. De Statsminister huet dat an der Campagne erlieft. Et sinn och aner Leit, déi dat an der Campagne erlieft hunn, net gradesou krass wéi dat beim Statsminister de Fall war, mä déi hu virgeworf kritt, si wiere brong respektiv si hätten eppes géint d'Jugend.

A wann den Här Bodry seet, et soll een d'Leit net perséinlech urempelen, dann huelt Ärer Jugend dat mat, well och...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...Är Jugend huet et fäerdegbruecht, mat Autocollante mech perséinlech unzerempelen. Ech kann domat liewen. Mä ech wëll Iech awer just soen, et däerf een net deenen anere Leit virwerfen (veuillez lire: virschreiwen), keng perséinlech Urempelungen ze maachen, an a sengem eegene Stall, fir et dann esou auszedrécken, bréngt een et net fäerdeg, fir dat an d'Rei ze bréngen. Ech wëll dat awer och gesot hunn, well och dat ass net grad déi schéin an déi propper Aart a Weis.

D'Vollek huet leschte Sonndeg geschwat. An d'Vollek huet eng ganz kloer Sprooch geschwat. An all Resultater, déi am Virfeld vun den Demoskope virausgesot gi waren, goufen iwwertraff. 211.013 Leit hu leschte Sonndeg mat un deene Wahlen deelgeholl. Dat sinn der ganz vill. A wann een déi 211.013 Leit kuckt an dovun 80%, dat sinn der 170.616, déi bei där enger respektiv där anerer Fro Jo gesot hunn, an et sinn der 40.500, déi bei där Fro Nee gesot hunn. Ech wëll nach eng Kéier widderhuelen...

Ëmgedréit, pardon, et si selbstverständlech 170.616 Leit, déi Nee gesot hunn, a 40.500,...

(Interruptions diverses)

...déi Jo gesot hunn.

(Brouhaha)

Well, wann déi Debatt haut ausgaange wier, et wier 170.000-mol Jo a 40.000-mol Neen, da wier de Langage an de Sproochgebrauch vun dem Här Bodry, dem Här Berger an dem Här Adam e bëssen en anere gewiescht vis-à-vis vun der CSV. An dann hätt et geheescht: „Dir hutt näischt verstanen an Dir sidd nach ëmmer déi ewig Gestrigen." Dofir wëll ech soen, dass et awer kloer ass. An dee Message, deen eriwwerkomm ass vun de Lëtzebuergerinnen an de Lëtzebuerger, ass kloer.

Wann och am Virfeld probéiert ginn ass, an et ass schonn hei gesot gi vu verschiddene vun de Virriedner, Clanen hei zu Lëtzebuerg ze bilden, da wëll ech drun erënneren, dass net méi spéit wéi leschte Freideg déi heite Publikatioun an der Lëtzebuerger Press war.

(M. Marc Spautz montre une documentation à la Chambre des Députés.)

An do gesäit een der e puer op där enger Säit stoen a ganz vill op där anerer, mä d'Wahlresultat seet genau de Contraire! Well d'Wahlresultat seet, 80% vun de Lëtzebuerger sinn net mat där Propos vun der Regierung averstanen an 80% vun de Lëtzebuerger wëllen dat net.

Ech hunn elo bewosst gesot, vun der Regierung. Am Ufank huet et geheescht, dat hei ass kee Referendum, dee vun der Regierung organiséiert gëtt, mä dat hei ass de Referendum vun der Chamber. An et ass d'Institutiounskommissioun, déi, zesumme mam Chambersbureau a mat der Conférence des Présidents, déi Campagne géif maachen. Esou ass et och ugaangen.

An deenen éischte Sondagë war et ganz kloer, zweemol Neen an eemol Jo... zweemol Jo an eemol Nee géifen d'Lëtzebuerger soen. An déi Ënnerscheeder sinn ëmmer méi grouss ginn. An duerno huet de Statsminister deklaréiert an engem Briefing vun der Press, hie misst sech elo amëschen, fir kënne mam Pilgerstab ronderëm ze goen, fir alles dat an d'Rei ze bréngen.

Ech weess elo net, ob en domadder wëllt an d'Rei bréngen, dass een de Führerschäin ka mat 17 oder mat 16 Joer maachen, ob et dat ass, wat e wëllt an d'Rei bréngen. Mä op alle Fall, ab deem Moment huet d'Regierung sech an dee Wahlkampf massiv agemëscht.

An dofir ass och d'Fro, déi ee sech muss stellen: Wann d'Regierung sech esou abruecht huet wéi déi dräi führend Ministeren, de Vizepremier, de Premier an de Justizminister, an et gëtt een deementspriechend vun de Lëtzebuerger ofgestrooft, ob een dann net sech muss awer och aner Froe stellen, wéi einfach elo d'Blat ëmzedréien an nom Ordre du jour virunzefueren.

(Brouhaha)

Well eppes, wat ganz kloer ass, well an där ganzer Emfro...

Här Braz, wëllt Dir eppes soen? Hei, den Här Braz wëllt eng Fro stellen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Den Här Spautz, wéi och den Här Wiseler virdrun, seet ëmmer, et misst ee sech Froe stellen, oder den Här Wiseler, hie wéisst, wat e géif maachen. Dir hutt dat elo x-mol gesot an deene leschten Deeg. Dir hutt nach ni gesot, wat dat ass. Da sot, wat dat ass, sot et riicht eraus! Sot, wat Der mengt! Da weess och jiddwereen, wat Der mengt. Well Dir schwätzt an Ausdréck, déi net verständlech sinn, Här Spautz. Sot, wat Der mengt!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech soen, datt ech et e Sonndeg op der Tëlee ganz kloer gesot hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wiseler oder den Här Spautz.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...wann ech eppes ze décidéiere gehat hätt...

(Brouhaha)

Den Här Spautz, mengen ech, erlaabt mer, ee Wuert ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Den Här Wiseler.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fir kloer an däitlech op Är Fro ze äntwerten, ech hunn et schonn e Sonndeg op der Tëlee gesot: „Wann ech an der Plaz vum Här Bettel wär, da wär ech e Méindeg de Moien um aacht Auer bei de Grand-Duc gaangen, fir meng Demissioun ze ginn, well ech net méilt Premier sinn, wann d'Land mech mat 80% ofgefouert hätt."

War déi Ausso kloer? Hutt Der se verstanen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- An ech hu gesot, Här Braz, an dat konnt Der och an der Press liese respektiv nolauschteren: „Wann ech am Fall wier vun deenen anere Parteien, géif ech mengem Nationalcomité proposéieren, dass mer géife bei de Grand-Duc goen an eis aus der Regierung zréckzéien." Dat konnt Der um Radio nolauschteren an dat konnt Der och an der Zeitung liesen. Ech wosst net, dass Der d'Geleeënheet net hat déi lescht Deeg, Iech mat der politescher Aktualitéit ze beschäftegen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Braz war ze vill depriméiert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll soen, an dat beweist och elo, wéi d'Diskussioun heibanne geet: Wann et déi eng Säit ass, dann ass ëmmer alles richteg, wann et déi aner Säit ass, ass alles falsch. Dir hutt eis Saachen ënnerstallt während där ganzer Campagne an Dir sidd net mat proppere Saachen op eis zougaangen. Dir hutt eis ënnerstallt, de Wielerwëllen...

Plusieurs voix.- Ooh! Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...net ze respektéieren. Den Här Berger huet et nach virdrun heibanne gesot. Den Här Berger huet nach hei op dësem Pult gesot, dass hei de Wielerwëlle vu verschiddene Leit am Virfeld net hätt wëlle respektéiert ginn. An en huet geschwat hei vu Fräibéier fir jiddwereen.

Ech muss Iech soen, d'Verfassung, an déi Froen, déi an der Verfassung gestallt ginn, dat ass net, fir dat mat Fräibéier ze vergläichen, mä do geet et ëm d'Grondgesetz vum Lëtzebuerger Land, an dat ass eppes Wichteges! An do kann een net vu Fräibéier schwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wëll ech an engem zweete Fall soen...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz, erlaabt Der, dass den Här Berger...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann ech déi Minutt erëmkréien, jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, den Här Spautz zitéiert mech och elo falsch. Wann e virdrun nogelauschtert huet, ech hu gesot: „Et gëtt keng Fro an engem Referendum oder kaum eng Fro, scho guer net esou eng, déi géif 100% fir e Jo oder en Neen ausgoen." Dat war eigentlech déi eenzeg Saach, un engem Beispill illustréiert. Méi war et net! Dofir madder hunn ech net iergendeppes vun der Seriositéit vun der Verfassung a Fro gestallt.

An déi zweet Saach ass déi, datt virun de Wahlen, virun dem Referendum, effektiv, ënner anerem, dem Här Spautz seng Partei gesot huet, datt si géifen nom Referendum kucken, dat ze interpretéieren. Mir hunn dat net gemaach. Mir hu virun dem Referendum kloer gesot, datt mer dat géife respektéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass och net vill ze interpretéieren do.

(Brouhaha et hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Wat mer virum Referendum gesot hunn, hu mer och nom Referendum gemaach. Voilà!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo huet den Här Spautz d'Wuert. A just den Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hu just d'Fro net verstanen, déi den Här Berger gestallt huet. Dat war eng Erklärung, dat do war keng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eng Erklärung.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Just fir dat awer ze preziséieren.

Da wëll ech och soen, den Här Bodry an den Här Berger sinn och nach op verschidden aner Remarquen agaange vis-à-vis vun der CSV, wou ech awer wëll soen, déi net esou sinn, an déi wëll ech och net hei esou stoe loossen, wéi déi Hären dat gesot hunn.

Den Här Bodry huet gesot, 2013 wier en Accord gewiescht mat der CSV iwwert d'Auslännerwahlrecht an der Verfassung. Dat ass net richteg! Et louch eng Propos um Dësch iwwer en Artikel, wou dragestanen huet, dass d'Auslännerwahlrecht kéint iwwer e Spezialgesetz geregelt ginn - net nëmmen d'Auslännerwahlrecht, mä d'Wahlrecht allgemeng -, mä dass dofir déi verfassungsméisseg Majoritéit misst an der Chamber gëllen, an dat si 40 vu 60 Sëtz. Dat stoung an deem Text dran.

An duerno, no de Wahlen, huet d'Regierung guer net méi dovu geschwat, mä d'Regierung huet festgehalen an engem Regierungsprogramm, dee vun dräi Parteien ënnerschriwwe ginn ass, deen heibanne vum Här Bettel virgestallt ginn ass, dass si dat net méi géife maachen, mä dass si gären e Referendum géife maachen op deenen dräi Froen.

Ech wëll soen, wann een e Referendum mécht, da kann ee sech och e Beispill huele bei de Schwäizer oder bei den Iren, déi e Referendum gemaach hunn, wou d'Froe prezis gestallt waren a wou net herno 150 Interpretatioune méiglech sinn: Wat ass bei där enger oder bei där anerer Fro gemengt? Mä do ass et ganz kloer an däitlech. An do hunn d'Iren respektiv d'Schwäizer en Text doleien a si wëssen, en connaissance de cause, wat deen Text ass, dee se ofstëmmen, an dass och deen Text esou genau an dat Gesetz erakënnt an net einfach mat enger Interpretatioun.

Dann ass heibannen nach geschwat gi vun 2005, do hätt den Här Juncker d'Leit, heibannen hunn der gesot, den Här Juncker hätt d'Leit erpresst, wéi e gesot hätt bei deem Referendum, wa mer keng Majoritéit géife kréien hei am Lëtzebuerger Land, da géif hien zrécktrieden. Ech kann Iech awer och soen, et war een Deputéierten heibannen oder e Parteipresident, deen huet 2005 gesot: „Wann dee Referendum schifgeet, geet et net duer, dass de Premierminister zrécktrëtt, mä da mussen et Neiwahle ginn."

A fir déi Leit, déi net wëssen, wien dat war, dat war den Här Alex Bodry, deen déi Zäit Parteipresident vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei war, deen, nodeem den Här Juncker dat gesot hat, dass hien da géif zrécktrieden, gesot huet, et géif net duergoen, dass hie géif zrécktrieden, mä et missten Neiwahlen hei am Lëtzebuerger Land ginn. Dat ass geschitt 2005. An dat ass och ni dementéiert ginn, weder vum Här Bodry nach vu soss engem!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry ass konsequent.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da sinn ech och iwwerrascht, wa mer heibanne schwätze vum Zukunftspak. Heibannen ass elo just gesot ginn, et misst een d'Sprooche férderen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz, den Här Angel weist de Fanger.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Angel? Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här Spautz, kënnt Der Iech drun erënneren, dass déi Situatioun 2005 awer liicht aneschters war, dass de Referendum den zweete Vote vun der Chamber ersat huet, dass mer als Chamber hei schonn e Vote geholl haten, deen unanime war. An dat war e bëssen eng aner Situatioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wëll...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wëll Iech dorun erënneren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dach!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen. Mir haten heibanne schonn eng Kéier doriwwer geschwat. Neen!

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, firwat hunn ech déi Deklaratioun gemaach? Ech sot, ech war séngerzäit net mam Virpresche vum Premier d'accord, well ech derfir sinn, dass een net soll säi perséinlecht Schicksal verbanne mat enger Referendumsfro, well dat den Drock ausmécht (veuillez lire: erhéicht) op d'Leit, an et soll een eigentlech net aus engem Referendum ee Plebiszit maachen. Dat wësst Der, vun Ufank u war dat meng Positioun hei zu dësem Referendum, et sollt een déi doten zwee trennen.

Mä ech sot, wann de Premier schwätzt vun d'Demissioun ginn, sot ech, misst eigentlech d'Chamber opgeléist ginn. Well, wat war 2005 gemaach ginn? Eppes ganz Spezielles, wat och vill Leit net verstanen hunn oder wat vläicht och zum Resultat vun 2005 bäigedroen huet.

Et ass deemools décidéiert ginn, dass d'Chamber en éischte Vote géif maachen iwwert den Traité. D'Chamber huet - ech wousst et och net méi, ech hunn et missen nokucken -, d'Chamber huet en éischte Vote gemaach iwwert den Traité an der Iddi, datt jiddweree misst Faarf bekennen an der Chamber virun dem Referendum. An d'Chamber huet keng Dispens gefrot vum zweete Vote.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Sou war et deemools. Keng Dispens vum zweete Vote. Dat war zwou Woche virum Referendum, do huet d'Chamber e Vote gemaach. Si huet keng Dispens gefrot vum zweete Vote. An do ass déi berühmt-berüchtegt Resolutioun gestëmmt ginn, wou 60 Deputéierte vu 60 hei gesot hunn: Egal wat erauskënnt, mir respektéieren eent zu eent deen dote Vote.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- A wann Nee gesot gëtt, da fënnt ebe keen zweete Vote statt.

Also an deem Kontext hunn ech déi Ausso deemools gemaach, well d'Chamber sech vill méi staark implizéiert hat doduerjer, dass se e klore Vote gemaach huet derfir.

An dann, wann ee scho vun Demissioun schwätzt, ass et eigentlech och logesch, ass dat net nëmmen en Désaveu da fir de Premierminister, deen da mengt ze demissionéieren, dann ass et eigentlech en Désaveu fir déi ganz Chamber, déi virdrun e Vote geholl huet. Fir just ze soen, dat war de Kontext vu menger Deklaratioun vun deemools.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä et war awer och e konsultative Referendum, a kee Referendum nom Artikel 114.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et war e konsultative Referendum.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dass mer eis just eens sinn iwwert déi Tatsaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn awer elo d'Fakten hei erëmginn, mengen ech.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä, Här Bodry, et war awer sécher, dass net iwwert dee Referendum mir d'europäesch Verfassung ugeholl hätten. Mir hu just d'Lëtzebuerger Bevëlkerung mat deem Referendum gefrot, ob se domat averstane wier oder net, op konsultativer Basis. An et huet keen zweete Vote ersat, esou wéi den Artikel vun der Constitutioun dat virgesäit. Da si mer eis eens.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat geet jo net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo. Da si mer eis an deem Punkt eens.

An dann eng lescht Remarque, déi ech awer och net verstanen hunn. Dat ass déi, dass den Här Bodry hei gesot huet bei der Sprooch, et misst een alles maachen, fir de Leit ze hëllefen, finanziell ze hëllefen, an et misst een all d'Méiglechkeeten op den Dësch leeën, fir dass d'Leit d'Méiglechkeet hätten, Lëtzebuergesch ze léieren.

Am Zukunftspak, am Punkt 193 steet dran, dass eng Reduktioun vum Remboursement géif gemaach gi fir alleguerten déi Aarbechter, déi Arbeitnehmer, déi wéilten un engem Lëtzebuerger Cours deelhuelen. Da muss ech soen, dass ech awer dann iwwerrascht sinn, wann et am Dezember geheescht huet, mir missten op

deem Punkt spueren, an elo gëtt hei gesot, et wier näischt ze schued, fir dat do ze förderen.

Ech muss soen, ech begréissen dat, wann elo op eemol d'Regierung agesäit, dass een alles dat muss maachen, fir déi Leit ze förderen an déi Leit ze ënnerstëtzen. Ech verstinn awer net, firwat da viru sechs Méint dat ee vun de Punkte war, deen am Spuerpak deklaréiert ginn ass, fir drop ze spueren. Dass dat awer da komesch ass an net logesch ass, fir an där Kontinuitéit ze fueren.

Et ass och wichteg, dass mer elo kucken an där Verfassungsgeschicht, wou muer de Moien d'Verfassungskommissioun zesummekënnt, fir dann och doriwwer kloer an däitlech Faarf ze bekennen, wéi et dann elo ass mat där Proposition de loi, déi vun der CSV um Dësch läit. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, elo ze héieren, dass d'Regierung géif mat engem Projet kommen. Ma et läit eng Proposition de loi vir. Et brauch ee jo just déi an der Kommissioun ze behandelen. Mir brauchen awer elo net driwwer ze diskutéieren, ob en neien Text muss kommen oder net.

(Interruption)

Mä et läit eng Proposition de loi vir. Déi kann ee jo awer dann akzeptéieren an dann driwwer diskutéieren. Oder geet et hei just drëm, fir da kënnen ze soen: „Et war net der CSV hir Propos, déi ugeholl ginn ass, mä d'Regierung huet een anere Projet gemaach."? Da wier ech éischter der Meenung, dass et dee Wee ass, deen d'Regierung wëllt goen.

An da sinn ech och gespaant, am September, wann d'Schoul ugeet - mir sinn eis jo alleguerten eens, an dat war eppes, wou och d'Kolleege vun der ADR derbäi waren, dass mer misste méi politesch Bildung an der Schoul maachen -, dass awer dann och net nëmmen iwwert den Institut geschwat gëtt, mä dass dann och dat muss an de Schoulprogrammer opgeholl ginn. An dass iwwert déi Programmer muss kloer an däitlech diskutéiert ginn an dass dat kloer muss op den Dësch kommen, wat dann do elo enseignéiert gëtt, fir eis Jugendlech mat anzebannen an d'politescht Geschäft, fir dass se och déi Erfahrung kréien, déi se brauchen, fir am politesche Geschäft kënne matzemaachen.

An do war och belächelt ginn am Débat iwwert den État de la nation hei vum Statsminister, wéi mer gesot hunn, da misst een och iwwert d'Förderung vun de Kanner- an de Jugendgemengeréit schwätzen. Do huet e gesot, dat wär eng Spillsaach. Also ech gesinn et net als Spillsaach un! Mä dass déi Kannergemengeréit an déi Jugendgemengeréit, déi et schonn a jett Gemenge ginn, dass dat och muss gefërdert ginn an dass do och Initiative musse geholl gi vum Innenminister, fir ze soen, dass an deene Gemengen, wou nach näischt ass, dass och do eppes muss geschéien.

An dann e leschte Saz, Dir Dammen an Dir Hären. Ech sinn der Meenung, dass ee sech de Referendum hei hätt kënnen op déi doten Aart a Weis spueren. Et kann een d'Vollek froen ëm seng Meenung, et soll een dat och maachen a regelméissegen Ofstänn. Mä wann ee Froe stellt, déi net kloer definéiert sinn, déi net ausgedäitscht sinn, wéi herno genau den Text op den Dësch kënnt, dann ass dat de falsche Wee! Da mécht een Onmutt an der Gesellschaft.

An et ass elo wichteg, dass mer zesummen op d'Gesellschaft duerginn, dass mer mat deene Leit diskutéieren. Well hei hunn d'Lëtzebuerger net zu 80% gesot, mir si géint eis auslännesch Matbierger, mä d'Lëtzebuerger hunn zu 80% gesot, mir sinn net averstane mat deem Wee, deen dës Regierung an deem dote Punkt amgaang ass ze goen.

An déi Aussoen, déi vun de Meenungsfuerschungsinstituter gemaach gi sinn, déi selwer soen, si sinn iwwerrascht vun deene risegen Ofschwankungen (veuillez lire: Ofweichungen), déi si festgestallt hunn tëschent deem, wat si an Ëmfroen nach d'lescht Woch gemaach (veuillez lire: erausfonnt) hunn, a wat herno leschte Sonndeg erauskomm ass, da muss ech Iech soen, Dir Hären an Damme vun der Regierung, Här President, da muss ech hinne soen, dass et awer och ganz komesch ass, well si sinn net nëmmen eleng ofgestrooft ginn - esou nennen ech dat - op deenen dräi Froen, mä d'Lëtzebuerger sinn net méi averstane mat deem Wee, deen d'Regierung amgaang ass ze goen.

D'Lëtzebuerger sinn net méi averstane mat deem Modell, wou si haut wëlle vun haut op muer alles dat an den Eck geheien, wat Jorzéngten hei vu Generatiounen opgebaut ginn ass. An dat ass mat d'Resultat vun deem Referendum vum leschte Sonndeg. An hei gëllt et elo Neel mat Käpp ze maachen am Intérêt vum Land.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. Ech mengen, ech hunn d'Ënnerbriechunge korrekt berechent gehat. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet elo direkt de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Dass mer eis alleguerten eens sinn: De Wieler huet sech e Sonndeg kloer ausgeschwat. Et war e klore Vote iwwert dräi Froen an et waren der just dräi an et hätten der kënne méi sinn. Déi Lénk hu Propositioune gemaach. Ech muss awer just drun erënneren, Här President, dass vun deenen aneren Oppositiounsparteie keng Propositioune gemaach gi sinn!

Mir hunn d'Meenunge vun de Wielerinnen a vun de Wieler gefrot an de Vote ass eendäiteg. A mir huelen dat zur Kenntnis a selbstverständlech respektéiere mir dat och. Mir hunn de Message verstan. Et war en däitleche Message. Et war en Zeeche vun de Wieler zu wichtege Froe vun eisem Zesummeliewen.

Mir hunn eis Proposen zum Vote gestallt an déi Propose sinn net ugeholl ginn. Dat akzeptéiere mer ouni iergendeppes wëllen hei schéinzerieden. Den Detail an déi genee Hannergrënn vun deem Vote sinn ze analyséieren, och wann hei verschidde Leit hir Interpretatioun vun der Analys scho maachen.

Eppes ass awer ganz kloer, Här President: Et gouf hei e klore Message, mä et ass kee Message, deen dem Land schuet, esou wéi verschidde Leit hei probéieren, dat duerzestellen,…

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …oder deen eis an e schlecht Liicht stellt.

An ech wëll do just e Beispill ginn, well ech Notte jo kréien. Et si jo verschidde Leit, déi schonn an der Regierung waren an der CSV, an do kritt een Notte vun den Ambassaden, an ech erlabe mer, just eng vun haut ze zitéieren: «La votation sur les trois questions au référendum du 7 juin est largement passée inaperçue dans les médias et donc par l'opinion publique, même intéressée.»

Une voix.- Gott sei Dank!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- «Ainsi le Ministre des Affaires étrangères que j'ai rencontré hier l'après-midi n'en était visiblement pas au courant.»

(Brouhaha)

Dir gesitt, Här President, wann een dann Argumenter huet, da kritt een direkt gesot, dass se net stëmmen. Hei gëtt behaapt, duerch d'ganz Welt wier Lëtzebuerg duerch de Kaka gezu ginn.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech liesen hei just eng Note vir an ech wëll virun allem op all déi Artikelen opmierksam maachen, an der ganzer Welt an a ganz Europa, déi gesot hunn, dass dës Regierung de Courage hat, Froen ze stellen, déi a ganz ville Länner Tabuthemae sinn. Dat ass dat, wat an de meeschten Zeitunge kënnt. Et steet néierens, d'Land wier zerspléckt. Et steet néierens, d'Demokratie wier um Buedem. Et steet néierens, mir wiere virun engem Zivillkrich. Et steet iwwerall: Si haten de Courage, d'Land wëllen ze moderniséieren. Si hate probéiert, verschidde Reformen duerchzekréien, mä déi net duerchkomm sinn.

Dat ass de Message, deen duerchkomm ass, an néierens, dass hei e Land zerspléckt wier.

Ech sinn…

(Brouhaha général)

Wësst Der, Här President, mir sinn eng Demokratie, an dës Majoritéit hëlt dat och eescht. A wann ech dann héieren, mir hätten hei jo rietsextrem Parteien, déi elo géife kommen. Ech wëll just soen, dass a Frankräich ni e Referendum gefrot ginn ass iwwer eng Participatioun vun iergendengem Bierger, an de Front National bei de leschten Europawahle 25,4% vun de Wahle gemaach huet. An Éisträich ass ni e Referendum gemaach ginn, ob d'Leit sollte matwielen, déi net den éisträichesche Pass hunn: D'FP huet 27,1% gemaach.

Ech sinn houfreg - ech sinn houfreg! -, dass mer hei eng Chamber hunn, an där keng Vertrieder vun extremrietse Parteie sinn, well mer et fäerdegbréngen, iwwer verschidde Sujeten ze schwätzen. A wann ee mengt, dass en Deckel iwwer verschiddene Sujeten et géif erlaben, dass dann néierens e Problem këint entstoen, gesitt Der d'Resultater elo mat de Resultater vun extremrietse Parteien an aneren europäesche Länner.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Här President, et war - an ech muss och soen, dass ech hei net bereien, dass mer e Referendum organiséiert hunn - richteg a wichteg, e Referendum ze maachen. Mir stinn zu der Iddi vun enger participativer Demokratie, an de Vote vun de Sonndeg ass en Optrag, deen d'Chamber eis ginn huet. Et ass den Optrag elo vum Wieler, fir d'Verfassungsreform ze maachen an déi Elementer, déi am Referendum zum Vote stoungen, dobäi op der Säit ze loossen.

Hei gëtt elo gesot, dat wier en Désaveu vun enger Regierung. Ech muss Iech soen, dass déi 80% vu Wieler oder déi 20% vun deenen anere Wieler et net akzeptéieren, wann heibannen eng Partei sech dee Vote wëllt accaparéieren. Déi 80% sinn net 80% CSV an ADR an déi 20% sinn net d'Wieler…

(Brouhaha général et exclamations)

…vun der LSAP, vun deene Gréngen a vun der DP, Här President.

Déi Leit, déi Leit, déi Leit…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, dat huet och kee gesot, Här Bettel!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Leit hunn en âme et conscience…

(Brouhaha général et exclamations)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Lamentabel, dat do!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Nervositéit, Här President, beweist…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn net nervös, Här Bettel! Mir sinn net nervös!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, et ass eng Roserei iwwert dat, wat Dir hei sot!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just soen…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass ganz schlëmm, dat do! Fir e Statsminister! E soll sech schummen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei gëtt gesot, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, bis elo sinn déi Diskussiounen…

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass absolutt richteg.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just soen, Här President, hei no deem Demokratieexercice, dee mer dëse Sonndeg haten, kréie mer gesot, dass d'Land a Schierbele wier. Dat ass gesot gi vum Fraktiounschef vun der CSV. Fir mech ass d'Demokratie net a Schierbelen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn net gesot, datt d'Land a Schierbele wier. Ech hat gesot, Dir hätt e Koup Schierbele provozéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma dann, Demokratie ass fir mech och kee Koup Schierbelen, Här President. Ech soen et nach eng Kéier: Dat heiten ass e wichtegen Exercice…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gitt emol eng Kéier bei d'Leit eraus, dann héiert Der, wat do geschitt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech wier frou, Här President, wann den Här Wiseler oder den Här Spautz an den Här Wolter, deen elo gläich e Schlag heibanne wäert maachen,…

(Exclamations)

…awer eis kéinte soen…

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et ass indigne, wéi den Här Wolter sech behëlt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann den Här Spautz oder den Här Wiseler wëssen, well den Här Spautz selwer jo Irland zitéiert huet, Här President... Den 22. Mee wor jo e Referendum an Irland, Här President. Ech weess net, ob den Här Spautz oder den Här Wiseler dat wëssen. Wësst Der, dass e Referendum an Irland war?

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bettel, ech weess, dass e Referendum an Irland war. Ech weess dat! Wat ass dat do fir eng Fro!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat déi Fro kënnt, Här President: Well jiddweree schwätzt jo vun där enger Fro…

(Brouhaha général)

Här President, jiddweree schwätzt vun enger Fro. Ech wëll Iech just soen, dass an Irland den 22. Mee och eng zweet Verfassungsfro war. Déi meescht heibanne wëssen et net.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et war vu 35 Joer op 21 Joer vum President erof, just fir Iech ze weisen, datt mer d'Saachen och wëssen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Vote vu 35 op 21…

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Kolleeginnen a Kolleegen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech soen Iech, datt och nach eng drëtt an der Diskussioun war an Irland, déi net gestallt ginn ass, an dat wor déi vun 18 op 16 erof. Déi war och nach bei hinnen um Ordre du jour.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, mir hunn eis bis elo dru gehalen! Mir hunn eis bis elo dru gehalen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat ass awer net eis Schold, dat do. Dat ass awer provozéiert vum Statsminister.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir hunn eis bis elo dru gehalen, wann eng Reaktioun fälleg war zu engem Riedner, dass mer eis zu Wuert gemellt hunn. A bis elo an deem ganzen Débat huet jiddwereen, dee wollt intervenéieren oder dertëschent eng Prezisioun ginn, deen huet dat Wuert kritt.

Ech bieden Iech just drëm, dass mer dobäi bleiwen. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Ried vum Statsminister. Wa vum Statsminister eppes gesot gëtt, wat deem engen oder aneren heibannen net gefält, ginn ech dovun aus, dass de Statsminister och domat d'accord ass, wann eng Zwëschefro oder eng Zwëschebemierkung gemaach gëtt.

Bis elo ass déi Diskussioun hei offensiv, mä fair gefouert ginn. An ech wënsche mer, dass mer dobäi bleiwen. A wann ech gelift, jiddwereen, deen d'Wuert gär hätt, kritt et, mä weist wann ech gelift de Fanger oder mellt sech a steet dann, esou wéi dat hei am Haus üüblech ass, op!

Villmools Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà! Merci, Här President.

Just zu Irland, well ech Irland zitéiert hunn. An Irland wor den 22. Mee e Referendum, Här President, wou gefrot ginn ass, ob de Wahlalter, fir President kënnen ze ginn, vu 35 kéint op 21 Joer erofgesat ginn. Et sinn 73,06% vun den Irlänner, déi Nee gesot hunn.

Ech hunn net matkritt, dass iergendeen an Irland dem Enda Kenny, dee Member ass vun der Europäescher Vollekspartei, seng Demissioun gefrot huet. Hunn ech net matkritt! Dat heescht, dass an deene Länner, wou awer e Referendum organiséiert gëtt, wou bal dräi Véierel vun de Leit Nee soen, doduerjer net gesot gëtt, dass Konsequenze musse gezu ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz respektiv den Här Wiseler. Wie soll ech virhuelen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt den Här Premierminister froen, en huet elo Irland zitéiert. Ech wëll Iech just soen, a Schottland, ech huele jo un, dass Der dat wësst, oder stellen ech Iech léiwer d'Fro: Wësst Der, dass a Schottland, wéi e Referendum schifgaangen ass, dass de Premierminister vu Schottland zréckgetrueden ass? En hat dat och net ugekënnegt am Virfeld. Mä en hat de Courage, herno ze soen: Wann ech falschleien an de Leit eng falsch Propos maachen, da ginn ech och duerno menger Wee. An dat ass de Verglach. Wësst Der dat?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Spautz, ech soen Iech, en hat virum Referendum och esou Saachen ugekënnegt. Ech hunn dès le départ gesot, dass dëse Referendum... Ech fannen, elo hei déi Diskussioun iwwert de Referendum ze hunn, Här President, mir sinn op enger Schinn, wa mer elo amgaange sinn ze diskutéieren, ob e Referendum eng Responsabilitéit vun enger Regierung mat sech bréngt oder net: Ech muss Iech soen,

dass de Wieler de leschte Sonndeg net fir oder géint ee war. An d'Sondagë soen, dass jo e ganz gerénge Prozentsaz wierklech wëllt d'Regierung sanktionéieren. Dat gesäit ee jo och an den Zuelen. Ech mengen, et si 6, 7 oder 8% vun deenen 80%, déi och Nee gestëmmt hunn, déi soen, just well se dëser Regierung wollten eng Rout Kaart weisen.

Duerfir, ech froe wierklech, wa mer wëllen e Referendum…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech loossen e säi Räsonnement fäerdeg maachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …als Demokratiespropos hei hunn, dass d'Leit och matschwätzen.

Mir hu Feeler gemaach, Här President, mir gesinn dat och an. Mir hunn als Koalitiounsparteien net genuch Efforte gemaach, fir d'Leit matzehuelen dès le départ. Dat ass e Feeler, dee mer mussen agesinn. A mir hu se och net genuch am Prozess matagebonnen dès le départ. Et ass eis alleguerte kloer ginn, dass den Débat, déi ëffentlech Diskussioun an déi politesch Ausenanersetzung net den Usus vum Alldag vum Wieler hei zu Lëtzebuerg ass. A mir mussen, mir mussen e mat abannen! An duerfir hoffen ech, dass mer wierklech - haut ass et normal, dass jiddweree mengt, elo misst dat heiten oder dat dote geschéien -, mä dass mer et fäerdegbréngen, muer déi Diskussioune weiderzebréngen.

Mir hunn eng eemoleg Chance, Här President, eng Dynamik an dësem Land ze hunn, wou d'Leit Loscht hunn, fir matzeschwätzen, wou d'Leit Loscht hunn, fir matzebestëmmen. Et wier schued, wann duerch heiteg politesch Spillereie mer et géife fäerdegbréngen, ze soen: Stopp, mir wëllen dat doten net, well e Referendum an Zukunft just de But huet, fir ze soen, ob een zefridden ass mat enger Regierung oder net.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech fannen net, datt et flott ass, wat geschitt ass.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, et ass och an engem Referendum… Den Här Siweck huet jo gëschter e Commentaire gemaach, ech brauch net anzegoen op den Här Siweck, well et ass net de Spriecher vun dëser Koalitioun an och net de Porte-parole, also wierklech net, mä dee selwer gesot huet, e Referendum…

(Interruption)

Et ass den Här Siweck, dee seet selwer…

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Siweck seet selwer, dass een e Referendum net sollt nëmmen organiséieren op Froen, bei deenen ee weess, dass een eng large Majoritéit géif kréien. Et muss een heiansdo de Leit… Ech fannen et jo flott, Här President, ech fannen et wichteg, dass mer an deem dote Kontext mat de Leit… Et ass kontrovers geschwat ginn. Jo, et ass kontrovers geschwat ginn. Mä dat ass wichteg, dass kontrovers och ka geschwat ginn. Et huet kee vun iergendengem anere gesot ze kréien, wat seng Meenung sollt sinn. Mä et ass awer wichteg, d'Leit ze informéieren.

Ech kréien haut vu verschiddene Leit de Reproche gemaach, ech wier bei de Bierger de Kontakt siche gaangen, fir mat de Leit driwwer ze diskutéieren. Ech sinn och frou - Dir waart et net, mä et huet en aneren et gemaach -, ech hat de Reproche gemaach kritt virdrun, ech hunn et net gemaach. Dann hunn ech et gemaach, da kréien ech de Reproche, dass ech et gemaach hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass een zesumme mam Bierger de Kontakt sicht. An do dierf net schonn dès le départ gesot ginn: An deen doten dierf näischt soen. Et ass wichteg!

A gleeft mer et, déi Messagen, déi mer kritt hu vu Leit, déi Merci gesot hunn. Ech hu vill Messagë kritt, Här President, déi lescht Deeg, déi mer gesot hunn: „Ech hunn dräimol Nee gestëmmt, mä ech si frou, dass ech hunn dierfe stëmmen. Ech war frou, dass ech meng Meenung gefrot gi sinn. Ech war frou, dass ech hunn dierfe mat participéieren un enger Décisioun fir eist Land."

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, Dir spiert wierklech net, wat d'Gefill vum Land ass. Wann ech dat do héieren, also, wann ech dat do héieren…!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei kann een emol net schwätzen!

(Hilarité et brouhaha)

Hei kann een emol net schwätzen!

Ech soen Iech nach eng Kéier, d'Land ass net gespléckt a läit net a Schierbelen, Här President. Mir mussen eis net verstoppen, fir de Courage ze hunn, all zesummen Décisiounen ze huelen. Et ass positiv, wa mir eis iwwer eis Zukunft Gedanke maachen. A gleeft mer et, et ass derwäert, dat ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statsminister. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Ech wollt just d'Kolleegen drun erënneren, dass muer keng ëffentlech Sëtzung ass, dass mer awer an der Institutiounskommissioun tagen an dass muer de Mëtteg, net wéi üüblech donneschdes, d'Presidentekonferenz ass. A mir gesinn eis den Donneschdeg an ëffentlecher Sëtzung erëm. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Här President, mir hu selbstverständlech…, ech kréien hei gesot, ech géif net verstoen. Ech muss Iech just soen, Här President, dass de Gros vun de Leit frou war.

(Brouhaha)

A wann ech kucken, wann ech kucken…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sot dat do nach eng Kéier! Sot dat nach eng Kéier!

(Brouhaha général)

Une voix.- 80%!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech insistéieren nach eng Kéier. Ech kréien hei gesot vun där Säit, si wéissten, wat si ze maachen hätten, wa se a menger Plaz wieren. Dat wier ni virkomm, well Dir hätt ni eng Fro gestallt!

(Brouhaha général)

Dowéinster, ech hunn, mir hunn…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, déi dote Fro hätte mer wierklech net gestallt. Dat soe mer ganz kloer.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn déi Froe gestallt. Mir hunn de Bierger gefrot. Mir hunn de Bierger gefrot a mir respektéieren en a mir si frou iwwert déi Dynamik.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Här President, mir bleiwe bei där Meenung, dass den Échange iwwer essenziell Froe vun eisem Zesummeliewen net dierf haut ophalen. Neen, „on ne peut pas passer à l'ordre du jour", wéi wann näischt geschitt wier. Et ass wichteg, nach eng Kéier, vun där Dynamik vun de Leit, déi bereet sinn, matzeschaffen, ze profitéieren a se matanzebannen.

Ech hu fir dës Woch schonn e Rendez-vous gefrot mat Experten, justement fir iwwer méiglech Pisten ze schwätzen. Mir schaffen u Konzepter, fir ze kucken, wéi mer justement och d'Bierger méi kënne matabannen, bei Débaten, Workshops oder interaktiven Diskussiounen. Dir hutt jo och den Internet-Site. Et ass wichteg. Mir gesinn et jo, dass de Bierger bereet ass, matzeschaffen, wann en d'Méiglechkeet kritt, och matzeschwätzen.

D'Land, Här President, ass net gespléckt. An et läit net a Schierbelen. Et soll keen de Message verstoe vun dësem Sonndeg, wéi wann de Vote géint eng Kategorie vu Leit wier, dass et e Vertrauensbroch ass - ech hu jo gëschter Owend och d'Tëlee gekuckt -, wéi wann deen een deem aneren net géif vertrauen. Mä et ass eben de Fait, dass mer musse méi fréi vläicht ufänken och mat der politescher Bildung vun deem engen, vun deem aneren.

Mir hunn eng Rëtsch vu Punkten, wou mer aus dem Referendum solle léieren, fir ze kucken, wéi mer kënnen zu deem Vertraue kommen, wat vläicht deen een oder deen aneren dann eben nach net hat, fir deem anere säi Vertrauen ze schenken. Dat muss kommen, an dofir musse mer och da weiderkommen.

Elo ze soen, wann d'Leit elo Nee gesot hunn, elo misste mir direkt Äntwerte parat hunn, a mir hätten e Plan B. Deen ass net do! Dat heescht, elo fir ze soen, elo kucke mer iergendswéi awer, well dat ass jo de Sonndeg och op der Tëlee komm, e Plan B ze hunn, wou mer dann awer géifen déi eng oder déi aner Saach probéieren, an d'Verfassungsreform eranzekréien, dat ass net de Fall.

D'Meenung vun de Leit…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir géifen dat och net zouloossen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …wor kloer, an dat ass och ze respektéieren. Här President, mir mussen eis net verstoppe fir de Courage, all zesummen Décisiounen ze huelen. Et ass positiv,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Premierminister, den Här Kartheiser freet, ob en däerf eng Zwëschebemierkung maachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, sécher.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. An och Merci dem Här Statsminister, datt e mer dës Méiglechkeet gëtt. Ech huelen dem Här Statsminister seng Erklärunge ganz gär zur Kenntnis. Ech erkennen och an deem, wat hie selwer a Vertrieder vun de Regierungsparteie gesot hunn, e grousse Wëlle vun der Säit vun der Regierung a vun de Regierungsparteien, méi op de Wee vum Referendum ze goen an d'Vollek méi anzebannen.

Ech wollt den Här Statsminister an deem Kontext drun erënneren, datt d'ADR zwou Propositioune gemaach huet fir Referenda, eng iwwert den Tram an eng iwwer eng wichteg gesellschaftspolitesch Fro: d'homosexuellt Bestietnis.

An deem Zesummenhang wollt ech also den Här Statsminister froen, ob hie mengt, seng Regierung an d'Regierungsparteien, datt och déi Propositiounen, fir Referenda ze maachen, fir eng méi participativ Demokratie hei am Land ze erméiglechen, dann ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll Iech just soen, dass d'Regierung sech eraushält bei Décisiounen, déi d'Chamber ze huelen huet. Et si Proposition-de-loien. D'Chamber muss duerno décidéieren, wat se mat de Proposition-de-loie mécht. Mir mussen en Avis schreiwen.

(Brouhaha)

Mir mussen en Avis schreiwen. Ech soe just nach eng Kéier, wann et drëms geet, fir Projeten ze maachen,…

(Brouhaha)

…wou et wichteg ass…

Sommaire des séances publiques nos35, 36 et 37

35e séance

Ouverture de la séance publique p. 534

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 534

6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine p. 534-536

6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant
1) le Code de la sécurité sociale;
2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;
3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service p. 537-545

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union eurpéenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012 p. 545-548

6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant
a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et
b) le Nouveau Code de procédure civil p. 548-549

36e séance

Ouverture de la séance publique p. 549

6709 - Projet de loi modifiant
- la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant
1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation;
2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 549-554

6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 554-556

37e séance

Ouverture de la séance publique p. 557

Communications p. 557

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État p. 557

6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée p. 557

Ordre du jour p. 557

Conclusions du rapport final concernant la «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies p. 557-563

Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015 p. 563-572

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1144	Fernand Kartheiser	Autorité parentale
1149	Claude Adam	Espionnage des lignes de communications par satellite et des «data centers»
1152	Léon Gloden	Événements et banquets organisés lors de la Présidence du Conseil de l'Union européenne
1154	Roy Reding	Limitation du nombre de chiens qu'une personne peut détenir
1155	Marcel Oberweis	Évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg en 2014
1158	Martine Hansen	Mise en place au niveau de la formation professionnelle d'un système de conversion des mentions du système actuel vers un système de notes chiffrées
1159	Jean-Marie Halsdorf	Construction d'un parking «Park and Rail» à Rodange
1160	Diane Adehm, Gilles Roth	Traite des êtres humains
1161	Alexander Krieps, Edy Mertens	Reconnaissance du burn out
1162	Roy Reding	Remboursement des tests en relation avec la thrombose
1163	Laurent Mosar	Accusations de l'ONG Amnesty International contre le Hamas
1164	Taina Bofferding, Georges Engel	Congé d'accueil
1165	Max Hahn, Gusty Graas	Interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics
1166	Nancy Arendt	Répartition des demandeurs d'asile
1167	Marc Spautz	«Stëftung Hëllef Doheem»
1168	Serge Wilmes	Édifices religieux
1169	Octavie Modert	Optimisation fiscale des sociétés
1170	Laurent Mosar	Violences intercommunautaires en Birmanie
1171	Marco Schank	Musée de l'Ardoise
1172	Martine Hansen, Marco Schank	Circuits autopédestres
1173	Gusty Graas	Instructeur de natation
1174	Marc Angel	Accessibilité de la ligne d'autobus 290 pour des personnes âgées et/ou handicapées
1175	Laurent Mosar	Sanctions à l'encontre de la Russie
1176	Gusty Graas	Pilules de contraception augmentant le risque de thrombose
1178	David Wagner	Déclaration des transactions des entreprises belges supérieures à 100.000 euros
1179	Taina Bofferding	Contrats de travail des salariés du «Luxembourg Institute of Science and Technology»
1180	Marc Lies	Changements sur la ligne RGTR 125
1181	Léon Gloden	Obligations du Code de la Route pour les cyclistes
1182	Marc Spautz	Exploitation de travailleurs au Luxembourg
1184	Roy Reding	Autorisations de construire à l'Aéroport de Luxembourg
1185	Marc Spautz	Importations depuis la Belgique
1186	Marc Spautz, Aly Kaes	Dysfonctionnements sur les chantiers au Luxembourg
1187	Marcel Oberweis	Processus de Bologne
1188	Serge Urbany	Exploitation criminelle par le travail
1189	Martine Hansen, Aly Kaes	Transports en commun
1190	Diane Adehm, Gilles Roth	Fabriques d'église
1191	Serge Wilmes	Reproches formulés à l'adresse du Gouvernement précédent
1192	André Bauler	Zone d'activité «Flébour»
1193	Diane Adehm, Gilles Roth	Carte bleue européenne pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés
1194	Marc Angel	Cessions et saisies des salaires et pensions
1196	Marc Spautz	Appel d'offres concernant l'exploitation des magasins «buy bye» à l'Aéroport de Luxembourg
1197	Sylvie Andrich-Duval	Mobilité des personnes à besoins spécifiques
1198	Gilles Roth, Diane Adehm	Évaluation du Conseil national des finances publiques à l'occasion du Programme de stabilité et de croissance 2015-2019
1201	Claudia Dall'Agnol	Recrutement auprès de la police
1202	Martine Hansen	Offre de cours de langue luxembourgeoise en vue de l'acquisition de la nationalité du pays
1203	Nancy Arendt	Consommation de cannabis
1204	Marc Spautz	Phénomène de l'absentéisme
1205	Franz Fayot	Gouvernance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier
1206	David Wagner	Relations entre certains instituts bancaires avec les ressortissants cubains et les ONG de coopération avec Cuba
1207	Nancy Arendt	Stratégie et plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées
1209	Octavie Modert	Échéancier du dépôt du projet de loi sur l'archivage
1210	Martine Hansen	Horaires hebdomadaires dans l'enseignement fondamental
1212	Aly Kaes	Banque et Caisse d'Épargne de l'État
1213	Laurent Mosar	Activités du BND pour le compte de la NSA
1214	Aly Kaes	Travaux en vue de la réalisation du tram
1215	Aly Kaes	Zones d'activités économiques dans le Nord du pays
1221	Françoise Hetto-Gaasch	Prostitution
1227	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Heures éducatives supplémentaires pour un enfant à besoins spéciaux
1237	Aly Kaes	Entièreté du projet de tramway

Question 1144 (17.06.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**autorité parentale:**

Dans son arrêt 7/99 du 26 mars 1999, la Cour Constitutionnelle a déclaré que l'article 380, alinéa 1er du Code civil, en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement à la mère, n'est pas conforme à l'article 11 (2) de la Constitution.

Dans son arrêt 47/08 du 12 décembre 2008, la Cour Constitutionnelle a déclaré que les articles 302, alinéa 1er et 378, alinéa 1er du Code civil ne sont pas conformes à l'article 10bis (1) de la Constitution dans la mesure où ils n'autorisent pas l'exercice conjoint par les deux parents divorcés de l'autorité parentale sur les enfants communs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Considérant que les arrêts de la Cour Constitutionnelle mentionnés ci-avant n'ont toujours pas été coulés dans le droit positif, est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut confirmer que l'autorité parentale conjointe est dès lors à considérer comme «de principe» dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce des parents? À défaut, est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut préciser quelle est actuellement la situation en droit de l'autorité parentale dans le cadre d'une séparation et/ou d'un divorce des parents?

2. Monsieur le Ministre de la Justice a-t-il connaissance des difficultés rencontrées (problèmes pour obtenir des informations sur la scolarité ou le carnet de santé de leur enfant, etc.) par de nombreux parents non gardiens, qui trouvent leur origine dans la situation floue en droit de l'attribution de l'autorité parentale, suite aux arrêts de la Cour Constitutionnelle mentionnés ci-dessus?

3. Monsieur le Ministre de la Justice est-il d'avis qu'il convient de changer sans tarder les articles du Code civil relatifs à l'autorité parentale, déclarés non conformes à la Constitution en 1999, respectivement en 2008, par la Cour Constitutionnelle?

4. Quelle était, de l'avis de Monsieur le Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, la motivation du Gouvernement pour prendre en urgence le règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril 1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour législations d'actes?

5. Messieurs les Ministres de la Justice et des Affaires étrangères sont-ils conscients du fait que de nombreuses inquiétudes se sont fait jour, notamment en ce qui concerne l'interprétation et l'application de l'article 4, plus précisément en relation avec le pouvoir d'appréciation réservé aux fonctionnaires du Bureau des passeports et les critères qu'ils peuvent retenir pour l'application dudit règlement? Si oui, peuvent-ils donner des précisions concernant l'interprétation et les modalités d'application de l'article 4?

6. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes peut-il préciser depuis quelle date le Bureau des passeports inscrit le(s) titulaire(s) de l'autorité parentale dans les pas-

seports des enfants mineurs? Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes peut-il indiquer la raison et la base légale de cette inscription et confirmer que cette inscription est toujours effectuée dans le passeport des enfants mineurs?

7. Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut-il préciser la raison pour laquelle un parent non gardien bénéficiant de l'autorité parentale ne peut pas consulter au même titre que le parent gardien les données de ses enfants contenues dans le «Registre national des personnes physiques» à travers la plateforme myguichet.lu et, le cas échéant, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre pour remédier à cette discrimination du parent non gardien?

Réponse commune (07.07.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

- Quant à l'autorité parentale:

Dans le cadre du divorce par consentement mutuel, les conjoints sont libres de s'accorder sur le maintien de l'autorité parentale conjointe. En cas de divorce pour cause déterminée, l'autorité parentale conjointe est attribuée par le tribunal sur demande, sauf si l'autorité parentale conjointe est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans le cas des enfants naturels, reconnus par les deux parents, le juge des tutelles certifie aux parents, à leur demande, l'autorité parentale conjointe, sauf jugement contraire.

Le Ministère de la Justice travaille intensivement sur une réforme globale du droit de la famille. Ce projet de réforme respectera les arrêts de la Cour Constitutionnelle en matière d'autorité parentale et reprendra également pour l'essentiel le projet de loi n°5867 relatif à la responsabilité parentale, déposé le 11 avril 2008 à la Chambre des Députés. Cette réforme fondamentale s'appliquera à tous les parents, mariés ou non, ou vivant en partenariat, séparés ou divorcés (et donc à tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage).

- Quant aux documents de voyage:

De nouvelles réglementations européennes et internationales[1] ont rendu obligatoire l'introduction d'une nouvelle génération de puce électronique et d'améliorer les procédures de programmation des puces dans les passeports avec effet au 1er janvier 2015.

La procédure de marché public lancée en novembre 2012 a été sérieusement retardée par une série de recours devant le Tribunal administratif par un soumissionnaire n'ayant pas remporté le marché, de sorte que l'attribution finale du marché n'a finalement pu se faire que suite à une ordonnance du Tribunal administratif du 1er avril 2014.

Étant donné que le marché couvrait également la revue du design artistique et technique du nouveau passeport ainsi que la revue de l'infrastructure (puces électroniques et programmation) afin de rendre les passeports conformes aux nouvelles normes de sécurité obligatoires, le design définitif du nouveau passeport n'a pu être arrêté qu'au mois de décembre 2014, suivi par la production de spécimens.

Ce n'est donc qu'à ce moment qu'a pu avoir lieu la rédaction de l'article 2 du règlement grand-ducal[2] qui décrit le design des différentes pages du passeport.

Le MAEE ayant obtenu de la part de la Commission européenne l'accord de reporter l'introduction du nouveau passeport, conforme aux nouvelles normes, jusqu'au mois de février, il était inévitable que le règlement en question soit pris en urgence.

Quant à l'alinéa 3 de l'art. 4 (8) qui stipule comme suit: «Dans les circonstances exceptionnelles et pour des motifs dûment justifiés, le Bureau des passeports, Visas et Légalisations se réserve le droit de déroger à l'alinéa précédent et d'autoriser l'un ou l'autre parent à introduire la demande de passeport pour le mineur.» Cette disposition a été introduite dans le règlement grand-ducal afin de permettre de débloquer des situations dans lesquelles le parent qui exerce l'autorité parentale n'est physiquement pas en mesure de faire la demande de passeport pour l'enfant mineur.

L'alinéa en question a pour seul but de permettre au BPVL d'agir dans l'intérêt de l'enfant et des parents lorsque la situation le commande.

L'article 2 (8) du règlement grand-ducal du 12 février 2015 indique que la deuxième page numérotée est réservée aux autorités compétentes pour la délivrance des passeports.

L'inscription de l'autorité parentale dans les passeports des mineurs, déjà possible par avant en page 2 du passeport, a été introduite dans le logiciel de saisie des demandes de passeports en utilisation depuis l'entrée en vigueur du nouveau passeport au 16 février 2015. Cette situation a été rectifiée et nous vous informons que l'inscription de l'autorité parentale est devenue facultative depuis avril 2015. Elle ne se fait donc plus que sur demande du ou des parents.

- Quant au registre national créé par la loi du 25 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques:

Le registre national créé par la loi du 25 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ne prévoit pas la gestion de la notion d'autorité parentale. La loi sur la protection des données ainsi que la législation en vigueur ne permettent donc au Centre des technologies de l'information de l'État d'afficher, sur sa plateforme myguichet.lu, les données des enfants mineurs naturels (ou adoption plénière) que sous condition que le parent habite la même adresse que l'enfant mineur consulté. Plusieurs pistes sont en train d'être explorées pour remédier à ce problème.

Question 1149 (20.05.2015) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**espionnage des lignes de communications par satellite et des «data centers»:**

Depuis 2013, les révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance américains et européens ont provoqué une couverture médiatique et une prise de conscience sans égal du fonctionnement et des méthodes de travail et de la coopération des services de renseignement.

De nombreux cas de dysfonctionnements, voire d'agissements illégaux furent révélés par la suite, tel que par exemple les programmes PRISM et TEMPORA, la révélation fin juin 2013 que le service secret américain NSA avait également mis sous écoute les bureaux de plusieurs institutions européennes à Bruxelles, sans oublier la surveillance directe du téléphone portable de la Chancelière allemande depuis probablement l'année 2002 ou le vol de clés de chiffrement de cartes SIM d'une société qui en produit deux milliards par an pour plus de 450 opérateurs de téléphonie mobile dans le monde.

La presse allemande a révélé fin avril 2015 que le service de renseignement allemand BND surveillait depuis de nombreuses années les communications numériques transitant par l'Allemagne pour le compte de la NSA et que les cibles de cet espionnage étaient aussi des firmes, des organisations, des institutions, des gouvernements européens, etc. Les sources évoquaient notamment de grandes entreprises comme EADS, Airbus ou Siemens, mais aussi des politiciens comme par exemple de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères français, de l'Elysée et de la Commission européenne.

Le député vert autrichien Peter Pilz a publié vendredi un courriel d'un employé de la Deutsche Telekom au service de renseignement allemand BND datant de février 2005. Ce courriel démontre que le BND a également espionné, outre une connexion autrichienne, quatre connexions de télécommunication luxembourgeoises. Ce lundi, une «wishlist» de liaisons européennes, sur lesquelles la NSA souhaitait avoir accès à l'époque, regroupe en tout onze liaisons de télécommunication luxembourgeoises par câble (avec Moscou, Prague, Ankara, Vienne, Copenhague, Stockholm, Helsinki, Amsterdam, Zurich, Milan et Rome).

Le Luxembourg héberge non seulement jusqu'à 20% des «data centers» ultra-sécurisés du monde, mais aussi la société SES, leader mondial des services par satellites. Le réseau de la société SES couvre presque la totalité du globe et offre aussi des services de communication par satellites pour personnes privées, entreprises, opérateurs de télécommunication et agences gouvernementales, y inclus aux États-Unis.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants du Ministre des Communications et des Médias:

1. Est-ce que le Gouvernement possède actuellement des indices indiquant directement ou indirectement une surveillance des liaisons de communication par satellites vers et à partir du Luxembourg? Est-ce qu'il y a eu des indices ou des cas concrets dans le passé?

2. Est-ce qu'il existe éventuellement un accord secret entre la société SES et l'agence NSA lui permettant une surveillance des communications satellitaires du groupe SES ou de l'une de ses filiales, suite à la fusion avec l'opérateur satellitaire américain General Electric Americom en novembre 2001 (par exemple à l'image des accords avec les sociétés US au sein du programme PRISM)?

3. Qu'en est-il de la stratégie de sécurité des «data centers» luxembourgeois face à l'interception massive des données de télécommunication internationales?

4. Est-ce que les révélations récentes auront un impact sur la nouvelle stratégie «Digital Lëtzebuerg»? Quelles mesures est-ce que le Gouvernement envisage afin de renforcer le niveau de sécurité et la protection des communications tant nationales qu'internationales face aux activités d'espionnage politique et industriel?

Réponse (18.06.2015) de **M, Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

Le Gouvernement n'a en sa possession aucun élément factuel concernant une surveillance des liaisons satellitaires vers ou à partir du Luxembourg, et plus particulièrement celles de la Société européenne des Satellites, par des services secrets étrangers. Ce constat vaut également pour le passé.

La Société européenne des Satellites n'a conclu aucun accord avec la National Security Agency qui autoriserait celle-ci à surveiller les communications satellitaires de la Société européenne des Satellites ou de ses filiales.

Pour ce qui est de la sécurité des «data centers», Monsieur le Député notera que ces derniers bénéficient d'une attention toute particulière de la part des services concernés et notamment du Haut-commissariat à la Protection nationale. Dans ce contexte, je me permets d'attirer l'attention de Monsieur le Député sur les dispositifs prévus par le projet de loi portant création d'un Haut-commissariat à la Protection nationale actuellement en voie d'instance, projet de loi qui s'articule autour de deux piliers principaux, à savoir la prévention et la gestion de crises majeures, d'une part, et, précisément, la protection des infrastructures dites critiques, d'autre part.

La cybersécurité constitue par ailleurs un des piliers de la mise en œuvre de la stratégie «Digital Lëtzebuerg», alors que l'évolution de notre pays vers une «smart nation» ne se conçoit guère sans une intégration pleine et entière de cette dimension dans les politiques à mettre en place à ce niveau. Le Gouvernement a dans cette perspective adopté lors de sa séance du 27 mars 2015 une nouvelle mouture de la stratégie nationale en matière de cybersécurité dont la première version datait de 2012. Le Gouvernement a en effet jugé utile de mettre à jour le plan adopté en 2012 pour l'adapter aux défis de l'évolution rapide des technologies de communication et d'information. Cette nouvelle stratégie prévoit notamment une meilleure coordination entre les acteurs concernés par la cybersécurité et des moyens renforcés. Elle se décline en sept objectifs et développe sous son objectif 3 toute une panoplie de mesures visant à augmenter la résilience de l'infrastructure numérique.

Question 1152 (21.05.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **événements et banquets organisés lors de la Présidence du Conseil de l'Union européenne:**

À partir du 1er juillet prochain le Luxembourg assurera pour six mois la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Dans le cadre de cette Présidence, un certain nombre de réunions et de banquets auront lieu sur le territoire du Grand-Duché. Il revient à l'administration luxembourgeoise d'organiser ces événements et d'en choisir les lieux. Dans l'optique du «nation branding» la Présidence présente une occasion à ne pas rater en ce qui concerne la promotion du pays et la diversité de ses régions.

Or, selon mes informations, l'organisation des événements et banquets se concentrerait uniquement à Luxembourg-ville et dans les communes limitrophes à l'exception d'une manifestation programmée au Nord du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le Gouvernement entend-il promouvoir notre pays en servant de préférence des produits du terroir, y inclus des vins blancs et rouges ainsi que des crémants luxembourgeois?

Réponse commune (15.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Sur décision du Conseil de Gouvernement en date du 25 avril 2014, il a été retenu d'organiser toutes les réunions informelles au niveau ministériel au European Convention Center Luxembourg (ECCL)[3] et ceci pour des raisons budgétaires, mais aussi dans un souci d'efficacité. En effet, le Centre de Conférences dispose de toutes les infrastructures nécessaires (salles de réunion, salles de déjeuner/dîner, centre de presse, cabines d'interprétation…) pour garantir le bon déroulement des événements/réunions à organiser à Luxembourg. Des sites alternatifs (à Luxembourg-ville et à Belval) ont toutefois été identifiés pour des réunions au niveau fonctionnaire/expert, notamment pour le mois d'octobre 2015 (réunions du Conseil à Luxembourg).

Les repas officiels offerts lors des réunions informelles seront organisés soit à Luxembourg-ville, soit à l'extérieur. Ces sites ont été identifiés et choisis en étroite coopération avec les départements ministériels. Les dîners auront notamment lieu à Luxembourg-ville, à Belval, à Bourglinster, à Echternach, à Altwies, à Clervaux, à Urspelt, à Vianden, à Schengen, etc.

La promotion du «made in Luxembourg» représente un des enjeux majeurs de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et le volet de la restauration est une occasion unique de faire connaître la richesse culinaire luxembourgeoise à nos hôtes de marque. Pour cette raison, la Présidence luxembourgeoise a choisi de travailler uniquement avec des prestataires établis au Luxembourg maîtrisant la cuisine luxembourgeoise et travaillant essentiellement avec les produits du terroir luxembourgeois. Il en est de même pour les vins et crémants. En effet, la Présidence luxembourgeoise servira uniquement des vins et crémants luxembourgeois.

Question 1154 (21.05.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **limitation du nombre de chiens qu'une personne peut détenir:**

Et ass mer zu Ouere komm, datt verschidde Gemengen de Bierger wëlle virschreiwen, wéi vill Hënn si maximal däerfen doheem halen. Dofir wollt ech dës Froen un d'Häre Bannen- a Landwirtschaftsminister riichten:

1. Sinn der Regierung Fäll bekannt, wou Gemenge Bierger virschreiwen, wéi vill Hënn si an hirem Heem däerfen halen?

2. Hu Gemengeverwaltungen d'Recht, fir hei Beschränkungen ze imposéieren?

3. Ass et net eng Saach vum Propriétaire, fir ze décidéieren, wéi vill Hënn hien a senger Wunneng hale wëllt oder dem Locataire erlabe wëllt ze halen, natierlech ëmmer am Respekt vum Déiereschutz?

Réponse commune (15.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ad 1. Zanter dem Akraafttriede vum ofgeännerten Hondsgesetz vum 9. Mee 2008, sinn der Regierung keng direkt Fäll bekannt, wou d'Gemengen de Bierger virschreiwen, wéi vill Hënn si an hirem Heem halen däerfen.

Ad 2. Wat déi rechtlech Bestëmmungen ubelaangt, esou fält d'Hale vun Hënn an Zwinger ënnert d'Bestëmmunge vun der Kommodosprozedur, déi am modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 virgesinn ass, an zwar an dësem spezielle Fall ënnert d'Dispositioune mat der Referenznummer 020406 vum groussherzogleche Reglement vum 10. Mee 2012 „Ménageries permanentes, jardins zoologiques, établissements de détention, de vente, de soins, de garde, d'élevage et d'exposition de plus de 10 animaux» an déi sougenannte Klass 2 an domadder ënnert d'Kompetenz vum Buergermeeschter, deen insgesamt fir d'Sécherheet, d'Hygiène an déi ëffentlech Rou zoustänneg ass.

Ad 3. Generell fält d'Hale vun Hënn doheem ënnert d'Bestëmmunge vum Déiereschutzge-

[1] Décision de la Commission C(2011) 5499 du 4 août 2011 ainsi que Doc. 9303 de l'Organisation de l'aviation civile internationale

[2] Règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril 1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour légalisations d'actes.

[3] Précédemment appelé «Nouveau Centre de Conférences Kirchberg» (NCCK)

setz vum 15. Mäerz 1983 an déi vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2000, deen déi minimal Konditioune fir d'Halen an den Ënnerhalt vun Déiere festhält.

Question 1155 (21.05.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg en 2014:**

Dans un communiqué de presse du 18 mai 2015, la Commission européenne constate une réduction globale de 4,5% des émissions de gaz à effet de serre au cours de l'année 2014 dans les pays de l'Union européenne, au Liechtenstein, en Norvège et en Islande. Ces chiffres viennent d'être publiés à la veille d'un nouvel accord mondial sur le climat qui devrait être réalisé au COP21 en décembre 2015 à Paris et relancer les efforts de combattre l'effet de serre. Ces efforts s'inscrivent dans une stratégie globale de l'Union européenne qui se donne un triple objectif: une baisse de 40% des émissions de gaz à effet de serre, une part de 27% d'énergies renouvelables dans la production énergétique nationale ainsi qu'une baisse de 30% de la consommation énergétique primaire via des gains d'efficacité.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des chiffres (absolus et en pourcentage) de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg pour l'année 2014?

- Quelle est l'appréciation de Madame la Ministre de l'évolution et, le cas échéant, des mesures envisagées afin de poursuivre la réduction des émissions au Luxembourg?

Réponse (29.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le recul de 4,5% entre les années 2013 et 2014 auquel se réfère le communiqué de la Commission européenne concerne les émissions de gaz à effet de serre des installations participant au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (EU ETS).

Au Grand-Duché de Luxembourg, les émissions des 19 installations fixes couvertes par le EU ETS ont augmenté de 3,8% sur la même période, passant de 1.847.000 tonnes à 1.917.000 tonnes.

Le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est un des piliers de la politique climatique de l'Union européenne. Il est complété au niveau national par une série de mesures, telles que l'accord volontaire relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, conclu entre le Gouvernement luxembourgeois, «myenergy» et la Fedil - Business Federation Luxembourg, ou encore le projet «Learning Factory» et les régimes de subvention.

Question 1158 (22.05.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **mise en place au niveau de la formation professionnelle d'un système de conversion des mentions du système actuel vers un système de notes chiffrées:**

Suite aux problèmes rencontrés par les premiers techniciens diplômés ayant accès aux études techniques supérieures en raison du système de notation actuel, le Ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont retenu de mettre en place un système de conversion des mentions actuelles vers un système de notes chiffrées.

Selon les déclarations du Ministre de l'Éducation nationale, le Service de la formation professionnelle s'est concerté à cet effet avec le CEDIES afin de convenir, pour les étudiants désirant poursuivre leurs études en Allemagne, d'une démarche permettant la conversion des mentions et des résultats en question vers le système allemand.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, respectivement à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Pour motiver les élèves, et dans un objectif de transparence, ne serait-il pas opportun si les étudiants étaient informés du mode de calcul des notes?

- Dans le même ordre d'idées, le Ministre envisage-t-il de rendre public le tableau de conversion et d'informer les lycées et les élèves? Dans l'affirmative, quels sont les délais que le Ministre entend observer?

Réponse (30.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dès que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont eu connaissance des problèmes rencontrés lors de l'inscription aux universités et plus particulièrement aux universités allemandes par les premiers techniciens diplômés, une concertation avec les responsables du CEDIES et le Service de la formation professionnelle a eu lieu.

Suite à cette concertation, un tableau permettant la conversion des résultats obtenus dans le cadre d'une formation professionnelle vers le système de notation allemand suivant des critères transparents et standardisés a été élaboré.

Compte tenu de ces remarques liminaires, je me permets de fournir les réponses aux différentes questions de l'honorable Députée Hansen.

Tout élève qui fait une demande écrite auprès du Service de la formation professionnelle reçoit ce tableau ensemble avec le certificat attestant la correspondance des résultats de sa formation terminée vers le système de notation allemand.

Dans un souci de transparence, rien ne s'oppose au fait de rendre ce tableau accessible au grand public et plus particulièrement aux élèves, afin de leur permettre de se familiariser à l'avance avec les critères à atteindre afin d'obtenir une certaine note dans le système de notation allemand.

Je vous confirme donc que ce tableau sera prochainement publié sur le site du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et qu'il sera également transmis aux directions des lycées organisant des formations professionnelles en les invitant à le transmettre aux élèves concernés.

Question 1159 (22.05.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **construction d'un parking «Park and Rail» à Rodange:**

D'ici 2025 le Ministère du Développement durable souhaite créer environ 11.400 places de parking au Grand-Duché. Dans le but d'atteindre ce chiffre, le Gouvernement a préconisé la création d'un parking «Park and Rail» à côté de la gare de Rodange avec une capacité totale de 1.800 emplacements. Récemment Monsieur le Ministre du Développement durable a affirmé que ce projet sera réalisé en deux étapes. La première prévoit la création de 300 places, suivie par l'aménagement de 1.500 places dans une étape ultérieure.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministre pourrait-il préciser les raisons pour lesquelles les travaux du parking préconisé ne seront pas achevés en une seule fois?

- Serait-il possible de préciser les dates et les durées des travaux et en particulier la date à laquelle les 1.800 emplacements seront accessibles?

Réponse (02.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1159 du 22 mai 2015, l'honorable Député Jean-Marie Halsdorf souhaite s'informer au sujet de la construction d'un parking «Park & Rail» à Rodange.

Par sa situation proche de la frontière et des axes routiers principaux, la gare de Rodange est un site prioritaire du plan P&R. Le P&R de la gare de Rodange sera construit au nord de la gare ferroviaire entre les voies ferrées et le boulevard de l'Europe. Cet emplacement permet un accès routier direct au parking sans passer par des zones d'habitation.

Le projet prévoit en effet une réalisation en différentes phases: la première phase comporte en effet la réalisation d'un parking en surface d'une capacité de 210 places qui représente par ailleurs la capacité minimale disponible tout au long des différentes phases du chantier.

Pour cette première phase d'un parking en surface, les CFL peuvent envisager un début des travaux en 2017 sous condition du vote de la loi de financement y afférente qui est prévue d'être introduite dans la phase législative au courant de l'année 2016. Dans ces conditions, la mise en service de la première phase du projet pourrait intervenir pour la fin 2017. Pour cette première phase aucune adaptation ne sera réalisée au niveau des infrastructures de la gare. Les navetteurs emprunteront l'accès actuel au quai provisoire et utiliseront le souterrain pour piétons au droit de passage à niveau n°27 pour accéder aux autres quais. La construction d'une passerelle donnant accès aux autres quais engendrera le remaniement des infrastructures de la gare, dont les travaux seront entamés après la mise en service de la phase 1.

La construction du parking en ouvrage (phase 2) débutera directement après l'achèvement du parking en surface et portera la capacité du parking à 930 places à l'horizon 2019.

La troisième phase ajoutera 860 places supplémentaires pour porter la capacité totale du P&R à 1.790 places à l'horizon 2020.

Les adaptations importantes aux infrastructures ferroviaires rendront également nécessaire la suppression du passage à niveau n°27 qui sera remplacé par un passage pour piétons et cyclistes. En vue de promouvoir la mobilité douce, les locaux nécessaires pour vélos (mBox) seront installés sur le site de la gare ferroviaire. Par ailleurs, un réaménagement complet de la gare routière est également projeté.

Question 1160 (22.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **traite des êtres humains:**

Il nous revient que des déficits se manifestent au niveau de la coopération avec les pays limitrophes en matière de traite des êtres humains, en particulier la traite liée au phénomène de la prostitution.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend déployer en vue de contrecarrer ce phénomène?

- Est-ce que le Gouvernement compte renforcer la collaboration avec les pays limitrophes en la matière?

- Est-ce que le Gouvernement entend mettre en place une structure d'accueil pour les victimes?

- Existe-t-il une unité spéciale au sein de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène?

- Est-ce que des programmes de formation spécialisés sont organisés pour les agents chargés de lutter contre ce phénomène?

Réponse (22.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La traite des êtres humains est considérée comme l'une des atteintes les plus insupportables aux droits de l'Homme.

Le Luxembourg n'est pas à l'abri de ce phénomène et de ce fait, les autorités luxembourgeoises se sont dotées assez tôt de tout un arsenal afin de prévenir et combattre ce fléau moderne. Il s'agit d'une approche multidisciplinaire telle que recommandée par les organisations internationales et régionales (UNO, EU, OSCE, Conseil de l'Europe, Benelux).

S'agissant du cadre juridique national de la lutte contre la traite, l'incrimination de la traite a été introduite dans le code pénal, en son article 382-1, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par les lois du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et du 9 avril 2014.

D'autres dispositions légales et réglementaires, comme la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, le règlement grand-ducal du 10 mars 2014 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains et le règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 déterminent les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite, la collaboration avec la police en la matière ou bien encore la création du Comité de suivi et de la lutte contre la traite des êtres humains.

Finalement la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

A) Assistance et protection des victimes

Les victimes de la traite des êtres humains, adultes et mineures, ont des droits, notamment celui d'être reconnues victimes, aidées, assistées et protégées, par le biais notamment:

1) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Cette loi définit l'assistance à laquelle ont droit les victimes et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

2) du règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 portant 1. exécution de l'article 2, paragraphes (1) point a) et (2) et (4) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains 2. modification du règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants

Le règlement permet aux gestionnaires qui désirent assister les victimes de la traite de demander un agrément.

En fonction du sexe, de l'âge respectivement de l'état physique et/ou psychique des victimes, les compétences ministérielles concernant l'agrément à octroyer en matière d'assistance aux victimes de la traite sont réparties entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Égalité des chances.

La coordination des services agréés pour la prise en charge des personnes en situation de détresse et par conséquent des victimes de la traite est assurée par l'asbl Femmes en détresse et la Fondation Maison de la Porte Ouverte. Ces deux associations sont membres du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains

B) La politique de lutte contre la traite des êtres humains passe par une approche horizontale et notamment par la mise en place d'un «comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains» institué par la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains. Ce Comité interministériel est chargé de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite.

Le Comité interministériel est composé de représentants du Ministère de l'Égalité des chances, du Ministère ayant l'Enfance et la Jeunesse dans ses attributions, du Ministère de la Justice qui le préside, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Sécurité intérieure, du Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Immigration, du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère des Classes moyennes, de l'Inspection du travail et des mines, de l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration), de chaque parquet, de la Police grand-ducale et de deux représentants des services d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains agréés.

Des représentants de la Commission consultative des droits de l'Homme, dans leur mission de rapporteur national, peuvent participer aux réunions du Comité.

Le Comité travaille actuellement à l'établissement d'un plan d'action national de lutte contre la traite qui sera soumis au Conseil de Gouvernement au deuxième semestre 2015.

C) Collaboration avec des pays limitrophes

La loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale sert de cadre à la coopération internationale en matière de traite. Il y a également lieu de citer la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne. S'agissant des instruments internationaux, il y a lieu de se référer, entre autres, à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990, la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000 et son protocole additionnel.

L'article 26-3 du Code d'instruction criminelle prévoit la transmission sans délai par le procureur d'État de la plainte d'une personne résidente à l'autorité compétente de l'État où l'infraction a été commise, dans la mesure où sa compétence n'est pas exercée.

Les échanges spontanés d'informations et de dénonciations se font soit directement entre les autorités judiciaires compétentes, conformément à l'article 6 de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, soit entre Ministères de la Justice, conformément à l'article 21 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

Fin 2012, les instances compétentes du Benelux ont lancé une coopération afin d'échanger les connaissances, les bonnes pratiques, les évolutions et les tendances dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

Un groupe de travail travaille ainsi à la mise en place d'une série de mesures concrètes pour assurer une meilleure protection transnationale des victimes de la traite des êtres humains. Différentes pistes sont à l'examen. On peut notamment citer:

1. la création d'un mécanisme transfrontalier Benelux d'orientation des victimes. Sous l'impulsion de l'Union européenne, les pays sont incités à développer un mécanisme d'orientation national. Ce mécanisme est un guide qui indique comment les différents partenaires impliqués dans la lutte contre la traite des êtres humains (service de police, parquet, services sociaux, office des étrangers, organisations non gouvernementales, etc.) agissent pour détecter, soutenir et au besoin accueillir les victimes.

Dans un premier temps, les partenaires du Benelux ont décidé d'élaborer une brochure décrivant les mécanismes nationaux d'orientation appliqués dans les trois pays.

2. l'étude portant sur la faisabilité d'un titre de séjour «Benelux». L'idée est que, lorsqu'un des trois pays du Benelux reconnaît le statut de victime de la traite à une victime et lui délivre un titre de séjour temporaire, ce titre vaudrait dans l'ensemble du Benelux. Cette solution permettrait d'assurer une meilleure sécurité des victimes. C'est un élément important pour un petit pays comme le Luxembourg où les possibilités de placer des victimes dans des lieux sûrs sont peu nombreuses.

3. l'encouragement des coopérations eurégionales entre les centres d'accueil des victimes. Ces centres et autres ONG spécialisées jouent un rôle fondamental dans l'accueil et l'encadrement des victimes. Afin d'encourager une collaboration transfrontalière à ce niveau, il a été décidé d'organiser un atelier, dans le cadre du Benelux, à l'intention des organisations sociales qui se consacrent à la protection des victimes de la traite des êtres humains.

4. la mise en place de programmes communs de formation entre les différents acteurs (services de police, parquets, inspections sociales, etc.). Le Luxembourg pourrait ainsi profiter du know-how existant en Belgique et aux Pays-Bas.

Des responsables de la sécurité intérieure des trois pays ont décidé de commencer à travailler ensemble sur l'approche administrative en matière de la criminalité organisée de façon transfrontalière.

Ainsi une conférence a été organisée le 28 novembre où le Luxembourg a été représenté par le Ministère de la Justice, la Police grand-ducale, le Ministère de la Sécurité intérieure et la ville d'Esch-sur-Alzette. Un groupe de travail stimulera l'échange de bonnes pratiques et suivra de plus près les développements au niveau européen en rapport avec cette matière. Ensuite il se penchera, dans la mesure du possible, sur des initiatives communes concernant des phénomènes qui doivent être abordés prioritairement comme le trafic des êtres humains, le trafic des drogues et les bandes criminelles de motards. À la fin de l'année prochaine, les membres de ce groupe de travail présenteront un rapport d'avancement au Comité des Ministres du Benelux.

D) Le mécanisme d'identification au Grand-Duché de Luxembourg

Au sein de la Police grand-ducale, la section Criminalité organisée est chargée d'enquêtes qui relèvent de la criminalité organisée, c'est-à-dire les infractions pour lesquelles l'existence d'un groupe ou d'une organisation criminelle est supposée ou connue. Dans ce cadre, la lutte contre la traite des êtres humains figure parmi les missions revenant à cette section.

Il convient de noter qu'aux termes de la loi, la police est la seule autorité pouvant identifier une victime présumée de la traite des êtres humains, mais la «découverte» d'une telle victime peut se faire par d'autres autorités/organes/personnes. Il est donc primordial qu'une victime potentielle soit orientée vers la section Criminalité organisée du Service de police judiciaire afin de lui attribuer le caractère de victime.

La formation des professionnels tant initiale que continue est indispensable pour assurer une meilleure identification et un accompagnement adéquat des victimes. Elle constitue également une mesure clé pour mener une politique efficace contre la traite des êtres humains.

L'article 9 de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, dispose que «Le personnel de la Police spécialisé dans la prévention ou la lutte contre la traite, le personnel des services de l'immigration et des services d'assistance sont tenus de suivre des cours de formation dispensés à leur attention et axés sur l'identification des victimes, les droits de la personne humaine et la protection des victimes contre les trafiquants».

Des cours de formations continues sont régulièrement dispensés aux policiers. Les enquêteurs du Service de police judiciaire ont, de par le passé, déjà suivi nombreux cours et séminaires en la matière.

La dernière formation en la matière a eu lieu les 26 et 27 novembre 2014 avec la participation du «Bundeskriminalamt» et de la police belge.

En ce qui concerne la formation continue des magistrats (juges et procureurs), les magistrats luxembourgeois ont accès à la formation continue dispensée par l'École nationale de la magistrature en France et l'Académie allemande de la magistrature («Deutsche Richterakademie»), qui incluent la traite parmi les thèmes qu'elles proposent.

Question 1161 (26.05.2015) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **reconnaissance du burn out:**

Une trentaine de députés de l'Assemblée nationale française demandent la reconnaissance du burn out comme maladie professionnelle. Selon nos informations, le Ministre du Travail et de l'Emploi français se serait montré favorable à l'encontre de cette initiative.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils, à l'instar de la France, de reconnaître le syndrome du burn out et de toutes ses manifestations parallèles comme maladie professionnelle?

- Dans l'affirmative, quel serait l'impact financier d'une telle mesure sur les budgets de la Caisse Nationale de Santé ainsi que de la Caisse nationale d'assurance pension?

Réponse commune (29.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans leur question parlementaire commune, Messieurs les Députés souhaitent savoir d'une part, si les Ministres envisagent, à l'instar de la France, de reconnaître le syndrome du burn out et ses manifestations parallèles comme maladie professionnelle et, d'autre part, dans l'affirmative, quel serait l'impact financier d'une telle mesure sur les budgets de la Caisse Nationale de Santé (CNS) et de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP).

À l'instar du système français, le régime applicable au Luxembourg en matière de reconnaissance des maladies professionnelles tel que prévu par l'article 94 du Code de la sécurité sociale est un système dualiste en ce sens que les maladies professionnelles sont susceptibles d'être reconnues soit dans le cadre du tableau des maladies professionnelles soit dans le cadre du système complémentaire hors tableau.

Le tableau des maladies professionnelles tel que déterminé sur proposition de la Commission supérieure des maladies professionnelles, regroupe les pathologies en fonction des agents nocifs ou risques susceptibles de provoquer des maladies. Une maladie est présumée d'origine professionnelle lorsqu'elle figure au tableau et est contractée par suite d'une exposition au travail à un risque spécifique. Une maladie non inscrite au tableau peut être reconnue si l'assuré rapporte la preuve que la cause déterminante de celle-ci réside dans l'activité professionnelle assurée. Contrairement à d'autres pays, il n'existe dans le régime luxembourgeois aucun seuil pour l'instruction des dossiers ni aucune condition légale liée au taux d'incapacité partielle permanente pour l'indemnisation.

En vertu de l'article 95, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, ne peuvent être inscrites au tableau des maladies professionnelles que des maladies provoquées par des risques professionnels spécifiques pour lesquelles il est scientifiquement établi que certains groupes de personnes sont particulièrement exposés par rapport à la population générale du fait de leur activité professionnelle assurée.

Le tableau ne comprend pas les maladies psychiques en général ni le syndrome du burn out en particulier. La plupart des études scientifiques et médicales viennent encore à conclure qu'il n'est non seulement pas démontré que certains secteurs ou groupes professionnels déterminés sont plus exposés que d'autres, mais encore que ce genre de pathologie a, dans la grande majorité des cas, des causes plurifactorielles se retrouvant tant dans la vie privée que dans une exposition professionnelle. Les risques psychiques liés au travail nécessitent d'autres approches que celles déployées en faveur de la reconnaissance des maladies professionnelles traditionnelles. Les experts s'accordent finalement largement à dire qu'il est primordial et dans l'intérêt de tous d'agir activement de manière préventive par des mesures concrètes en responsabilisant toutes les personnes concernées: assurés, employeurs, familles et professionnels de santé.

Par conséquent, au vu de la spécificité et de la complexité de ces types de pathologies, une reconnaissance n'est justifiée que dans le cadre du système hors tableau si les preuves d'une exposition à un risque professionnel spécifique, d'une maladie et d'une relation causale déterminante entre cette exposition professionnelle et la maladie sont rapportées. L'appréciation se fait toujours in concreto après une instruction complète du dossier compte tenu des éléments de la cause. Une inscription générale au tableau des maladies professionnelles n'est dès lors actuellement, d'un point de vue médico-légal, pas justifiée.

Concernant des déclarations portant comme diagnostic un syndrome du burn out ou une maladie psychique similaire, l'Association d'assurance accident a, à ce jour, déjà reconnu un syndrome du burn out en tant que maladie professionnelle. Dans quelques autres affaires, la prise en charge a été déclinée faute de preuve de la cause déterminante d'origine professionnelle. Deux affaires sont actuellement en cours d'instruction. Il en est de même du syndrome de stress posttraumatique.

En cas de reconnaissance d'une maladie en tant que maladie professionnelle par l'assurance accident, l'assuré peut prétendre aux prestations légalement prévues en matière d'assurance accident, à savoir prise en charge intégrale par le biais du système du tiers payant des prestations de soins de santé, allocation d'indemnités pécuniaires de maladie et de rentes en cas de perte de salaire ainsi que d'indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux en cas d'incapacité partielle permanente. Les coûts d'un tel dossier sont dès lors variables et dépendent non seulement des soins de santé fournis et des indemnités payées pendant l'incapacité de travail totale temporaire dont la durée peut être très variable, mais également des séquelles définitives dont l'assuré reste le cas échéant atteint après la consolidation et de sa situation personnelle y consécutive, dépendamment du fait s'il est apte à reprendre son travail ou s'il doit bénéficier d'un reclassement professionnel ou d'une mise en invalidité définitive.

Question 1162 (28.05.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **remboursement des tests en relation avec la thrombose:**

E Mënsch, deen eng Thrombos huet, muss net nëmmen am Ufank all zweeten Dag an d'Bluttanalys, mä fréier oder spéider och dräi Mutatiounstester iwwer sech ergoe loossen. Dat si Gentester, déi kucken, ob een eng Veranlagung zu Thrombosen huet. Déi Tester si relativ deier, awer och iwwerliewenswichteg. D'Gesondheetskeess remboursëiert se anscheinend nëmme vu Fall zu Fall, jee nodeems bei wéi e Laboratoire ee geet. Wann d'Tester am Spidol gemaach ginn, gi se remboursëiert. Geet de Patient bei e private Laboratoire, während sengem Traitement awer nodeems hien aus dem Spidol entlooss ginn ass, muss e fir déi dräi Tester iwwer 100 Euro aus senger Täsch bezuelen.

An deem Kader wollt ech dës Froen un d'Madame Gesondheetsministesch stellen:

1. Wat kaschten déi dräi Mutatiounstester?

2. Firwat mussen d'Mutatiounstester am Kader vun engem méiglecherweis liewenslaangen Traitement bei engem private Laboratoire aus eegener Täsch bezuelt ginn?

3. Wéisou kascht et op där enger Plaz an op där anerer net?

4. A firwat ginn déi Tester, déi jo zur Standardbehandlung gehéieren, net automatesch am Spidol gemaach?

Réponse (29.06.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Monsieur le Député affirme dans sa question parlementaire que: «E Mënsch, deen eng Thrombos huet, muss... fréier oder spéider och dräi Mutatiounstester iwwer sech ergoe loossen...». Or, cette allégation ne fait que semer un sentiment d'angoisse et d'insécurité parmi la population souffrant de la maladie thromboembolique tout en allant à l'encontre des recommandations scientifiques internationales en vigueur en la matière.

Les tests génétiques auxquels fait allusion Monsieur le Député rentrent dans le cadre du dépistage de la thrombophilie. Par thrombophilie on «désigne les anomalies de l'hémostase prédisposant aux thromboses ou la tendance clinique aux thromboses veineuses profondes et embolies pulmonaires» (HAS, septembre 2006). Les trois tests génétiques sous rubrique sont:

- la recherche de la mutation facteur V Leiden,

- la recherche de la mutation 20210 de la prothrombine,

- la recherche de la mutation du gène codant pour la MTHFR (méthylène tétrahydrofolate réductase).

En ce qui concerne la place de la recherche d'une éventuelle thrombophilie, le professeur S. M. Schellong note en mai 2014 dans la revue scientifique «Der Internist»: «Nach nunmehr 20 Jahren ist sich die Wissenschaft im Wesentlichen einig, dass ein Thrombophilie-Screening für den einzelnen Patienten nur geringen Nutzen hat. Umso schmerzlicher ist die Feststellung, wie häufig und wie umfangreich es dennoch durchgeführt wird (...). In der Folge werden in unzähligen Einzelfällen Patienten verunsichert und überbehandelt; im Ganzen wird der Gemeinschaft der Versicherten beträchtlicher Schaden zugefügt.»

Le professeur Schellong conclut dans son: «Fazit für die Praxis»:

- «Eine oder mehrere Episoden einer getriggerten (donc non survenue de manière spontanée, mais suite par exemple à une immobilisation prolongée ou une chirurgie des membres inférieurs) venösen Throboembolie sind kein Grund für ein Thrombophilie-Screening.

- Handelt es sich um eine erste idiopathische (donc survenue sans cause décelable) venöse Thromboembolie, ist ein Thrombophilie-Screening nur sinnvoll, wenn der Patient aus einer thrombophilen Familie (comptant au moins deux parents du premier degré atteints de maladie thromboembolique) stammt oder Hinweise für ein Antiphospholipidsyndrom bestehen.

- Beim Rezidiv einer idiopathischen venösen Thromboembolie erübrigt sich die Testung auf eine Thrombophilie (la réapparition de la maladie démontrant déjà sa tendance à la thrombophilie).

- Nichterkrankte Personen sollten nicht auf eine Thrombophilie getestet werden. Die einzige Ausnahme bilden Frauen vor der geplanten Einnahme der Pille oder vor bzw. zu Beginn einer Schwangerschaft, wenn ein oder mehrere Verwandte ersten Grades an einer venösen Throboembolie erkrankt sind.

- Eine Testung auf erbliche Thrombophilien kommt weder bei arteriellen Erkrankungen noch bei ungewöhnlichen Thromboselokalisationen in Betracht. Bei entsprechenden zusätzlichen Hinweisen kann gezielt nach einem Antiphospholipidsyndrom gefahndet werden.

- Rezidivierende Aborte (avortement spontané) sind ein klinischer Bestandteil des Antiphospholipidsyndroms. Bezüglich einer Rezidivprophylaxe mit Azetylsalyzylsäure und/oder niedermolekularem Heparin besteht heute Konsens.

- Eine schwächere Assoziation besteht für die ererbten Thrombophilien. Die medikamentöse Rezidivprophylaxe ist in diesem Fall experimentell, kann individuell aber gerechtfertigt sein.

- Bei gut abgesicherter Indikation sollte immer die vollständige Testpalette der Thrombophilieparameter Anwendung finden. Sie umfasst allerdings lediglich fünf ererbte Thrombophilien und drei Parameter für das Antiphospholipidsyndrom.»

La «Leitlinie der Deutschen Gesellschaft für Angiologie» relative à «Diagnostik und Therapie der Venenthrombose und der Lungenembolie» note au chapitre «Umfelddiagnostik»: «Daraus folgt, dass eine Thrombophilie-Diagnostik bei einer akuten venösen Thromboembolie fast immer überflüssig ist, da das Untersuchungser-

gebnis keinen Einfluss auf die unmittelbaren therapeutischen Entscheidungen hat. (...)

Lediglich bei dem begründeten Verdacht auf ein Antiphospholipid-Antikörper-Syndrom oder bei einer eindeutigen Häufung der Erkrankung unter erstgradigen Verwandten kann die Testung sinnvoll werden. (...) Ausdrücklich abgeraten wird von einem breiten Screening Gesunder, da die daraus folgenden Konsequenzen für das Individuum völlig unklar sind und oft mehr Unsicherheit als wirksame Vermeidung von Erkrankungsfällen resultiert. (...) Die Abklärung bezüglich Thrombophilie hat keine Bedeutung für die Diagnostik und initiale Therapie der akuten Venenthrombose. Nur in wenigen Fällen kann sie die Entscheidung über die Dauer der Antikoagulation beeinflussen...»

Ces quelques extraits permettent donc de relativiser l'affirmation de Monsieur le Député que lesdits tests génétiques doivent être réalisés dans le chef de tout patient souffrant de thrombose veineuse profonde et qu'ils seraient indispensables à la survie.

L'examen en question correspond à l'acte LB011 de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale dont le libellé a la teneur suivante: «Analyse du génome par amplification d'une mutation ou d'un polymorphisme lié, maximum 3.» Le tarif officiel de cet acte dans la nomenclature des actes de biologie médicale est de 28,46 euros. Selon renseignements recueillis auprès des services compétents de la CNS, le tarif facturé aux personnes protégées serait toutefois dans certains cas supérieur. Ainsi il semble que dans certains cas le tarif applicable avant l'abaissement de la valeur de la lettre clé (01.01.2015) soit appliqué (35,57 euros); dans d'autres cas le tarif appliqué semble être un tarif «libre» pouvant aller jusqu'à 45 euros. Dans ce contexte, les informations à disposition de la CNS ne sont toutefois pas complètes, étant donné qu'il se peut que le laboratoire informe en amont la personne que l'analyse ne sera pas prise en charge. Les factures en question ne parviennent donc éventuellement pas à la caisse de maladie.

En ce qui concerne la question de la prise en charge, les informations dans la question de Monsieur le Député doivent être nuancées. Le contexte de la prise en charge des analyses génétiques est complexe. La prise en charge systématique de telles analyses, souvent prescrites à des fins purement préventives, ne répond pas aux critères d'économicité et dépasse l'utile et le nécessaire. Face à la multiplication de ces examens effectués à charge de l'assurance maladie, la CNS et le CMSS avaient à l'époque été chargés par le Ministre de la Sécurité sociale de prévoir des conditions de prise en charge visant à écarter de la prise en charge les examens à seule visée préventive. Les dispositions statutaires en question sont entrées en vigueur après consultation de différents acteurs (Direction de la Santé, LNS, FLLAM). Il était prévu de soumettre les dispositions en question à évaluation au bout d'une année et de les adapter en cas de besoin.

La prise en charge de la position LB011 est soumise à certaines conditions de prise en charge en application de l'article 75 bis et du point 1 de l'annexe E des statuts de la Caisse nationale de Santé. Le point 1 de l'annexe E contient la liste limitative des pathologies dont la prise en charge des procédés analytiques par amplification du génome peut être accordée sur base d'une autorisation préalable du Contrôle médical de la Sécurité sociale en vertu de l'article 75bis des statuts de la Caisse nationale de Santé. Les 2e et 3e pathologies de la liste sont respectivement le trouble du facteur II/ prothrombine ainsi que le facteur V Leiden: détermination de la mutation p.R506Q. En ce qui concerne l'article 75bis, il prévoit le cadre et les conditions dans lesquels l'acte en question peut être pris en charge sur autorisation préalable du CMSS. Afin de pouvoir vérifier que les conditions sont bien remplies, le patient doit disposer d'un dossier médical comprenant un certain nombre d'éléments (ordonnance médicale, conseil génétique, certification d'une information préalable à la personne protégée…). Du moment que les conditions de prise en charge sont remplies, la prise en charge est de 100% du tarif prévu dans la nomenclature.

L'article 75bis est d'application pour toute analyse dont la mise en compte se fait selon la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale. Il s'applique dès lors également aux analyses dispensées en milieu extrahospitalier par un laboratoire hospitalier.

Q204

Question 1163 (28.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **accusations de l'ONG Amnesty International contre le Hamas:**

D'après un article paru hier sur le site du «Figaro», un rapport publié par Amnesty International met en cause le Hamas pour avoir commis des exactions contre 23 Palestiniens accusés d'avoir collaboré avec Israël durant le conflit meurtrier de l'été dernier dans la bande de Gaza. Les enlèvements, tortures et meurtres à l'encontre de membres du Fatah constitueraient selon l'ONG des crimes révoltants contre des Palestiniens sans défense, et pouvant donc être considérés comme crimes de guerre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux accusations très graves véhiculées par l'ONG Amnesty International contre les responsables du Hamas?

2. Si ces accusations s'avèrent justes, quelles sont les mesures que l'Union européenne respectivement le Gouvernement luxembourgeois entendent adopter par rapport aux responsables du Hamas?

3. Monsieur le Ministre est-il d'avis que la Cour pénale internationale pourrait le cas échéant être saisie pour crimes de guerre?

Réponse (30.06.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Les accusations portées par l'ONG Amnesty International contre l'organisation du Hamas suivant lesquelles celle-ci aurait mené pendant la guerre de Gaza de 2014 une campagne d'enlèvements, de torture et de crimes contre des Palestiniens accusés de «collaborer» avec Israël sont extrêmement graves et sérieuses. En effet, les violations graves de l'article 3 des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture ou encore les prises d'otage, sont à considérer comme des «crimes de guerre» au sens de l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Pour le cas où les accusations portées par Amnesty International contre le Hamas devraient être confirmées, il est primordial que la communauté internationale s'assure que les auteurs de crimes de guerre soient identifiés, appréhendés et traduits devant la justice.

Dans ce contexte, les rapports selon lesquels l'Autorité palestinienne n'aurait à l'heure actuelle pas encore procédé à l'ouverture d'enquêtes indépendantes et impartiales pour faire la lumière sur ces accusations sont préoccupants. Il est dès lors essentiel que les accusations portées par Amnesty International puissent faire l'objet d'une enquête indépendante et impartiale menée par les autorités judiciaires compétentes. Or, il faut garder à l'esprit dans ce contexte que l'Autorité palestinienne n'est aujourd'hui toujours pas en mesure d'exercer son autorité dans la bande de Gaza, un territoire qui reste sous occupation israélienne et sous contrôle de facto du Hamas.

Indépendamment du bien-fondé des accusations portées contre le Hamas, le rapport d'Amnesty International illustre cependant la nécessité absolue d'une réconciliation entre Palestiniens. Le Luxembourg appelle constamment les Palestiniens à surpasser leurs différences pour permettre la mise en place dans les faits d'un gouvernement palestinien d'unité dont l'autorité s'étendrait également à Gaza. Dans la mesure où l'absence de réconciliation réelle entre Palestiniens constitue un des facteurs du blocage dans le processus de paix israélo-palestinien, le Gouvernement luxembourgeois soutient pleinement les initiatives régionales et internationales visant à concilier les divergences de vues entre Palestiniens.

Ad 2. Alors que le Tribunal de l'Union européenne avait annulé pour des raisons de nature procédurale l'inscription du Hamas sur la liste des organisations terroristes (arrêt T-400/10 du 17 décembre 2014), l'Union européenne, par le biais du Conseil Affaires étrangères du 19 janvier, a cependant décidé de faire appel de cet arrêt. Par l'adoption de la décision PESC 2015/521 du 26 mars 2015, le Conseil a par ailleurs décidé en parallèle de maintenir le Hamas sur la liste des organisations terroristes. De par l'effet de ces décisions, les avoirs détenus par le Hamas dans l'Union européenne restent complètement gelés. De plus, il est à noter que les États membres de l'Union européenne n'entretiennent pas de contacts directs avec le Hamas ou ses dirigeants depuis l'inscription en 2003 de cette organisation sur la liste de l'UE des organisations terroristes.

Au-delà du régime de sanctions économiques contre le Hamas, il est cependant aussi primordial de faire pression sur tous les acteurs concernés pour que les auteurs présumés de ces actes soient appréhendés et jugés en conformité avec les principes d'un État de droit.

Aussi le Luxembourg continue-t-il à exhorter tous les acteurs à coopérer pleinement avec la commission d'enquête de l'ONU sur Gaza, mandatée par le Conseil des droits de l'Homme pour faire la lumière sur les violations du droit international commises le cas échéant pendant la dernière guerre de Gaza. La commission d'enquête a d'ailleurs interprété son mandat comme s'étendant aux agissements des groupes armés palestiniens dans la bande de Gaza, ce qui devrait a priori lui permettre d'apporter des éclaircissements sur les accusations d'Amnesty International contre le Hamas. Les résultats de l'enquête menée par la commission onusienne dépendent cependant de façon décisive de la possibilité d'obtenir un accès direct aux acteurs concernés dans la bande de Gaza, une condition qui ne se trouve cependant pas remplie.

Ad 3. Le Luxembourg a pleinement soutenu l'accession de la Palestine au statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). En effet, l'adhésion de la Palestine à la CPI, devenue effective au 1er avril 2015, est susceptible de contribuer au respect en toutes circonstances du droit international humanitaire dans les territoires palestiniens, une exigence à laquelle le Luxembourg accorde une très grande importance.

Dans la mesure où la Palestine a déclaré lors du dépôt des instruments de ratification accepter la compétence de la CPI sur les crimes commis le cas échéant sur son territoire depuis le 13 juin 2014, il n'y a a priori pas d'obstacle de nature juridique à ce que la CPI enquête sur les accusations d'Amnesty International contre le Hamas. En effet, la juridiction de la CPI s'étend (entre autres) à tous les actes commis sur le territoire d'un État partie au statut de Rome.

Dans ce contexte, il est à noter que le procureur de la CPI a d'ores et déjà ouvert en date du 16 janvier 2015 un examen préliminaire sur la situation en Palestine, ce qui pourrait à terme déboucher sur l'ouverture d'une enquête par la CPI. En effet, la procédure de l'examen préliminaire consiste notamment à examiner les informations disponibles afin de déterminer s'il existe une base raisonnable pour initier une enquête au regard des critères de recevabilité posés par le Statut de Rome.

Question 1164 (28.05.2015) de **Mme Taina Bofferding** et **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **congé d'accueil:**

Récemment, la presse a fait état d'un jeune père frontalier, qui, avec son mari, a adopté une petite fille pour laquelle il a désiré prendre un congé d'accueil.

Or, l'article L.234-56 du Code du Travail prévoit que «en cas d'adoption par deux conjoints d'un enfant non encore admis à la première année d'études primaires, la femme (…) a droit à un congé dit 'congé d'accueil', d'une durée de huit semaines (…)».

Le même article stipule également que «le conjoint de la femme visée à l'alinéa qui précède peut faire valoir le droit au congé d'accueil auprès de l'employeur (…) lorsque la femme renonce à faire valoir son droit au congé d'accueil».

Selon le paragraphe (2), «s'il n'y a qu'un seul adoptant, salarié masculin ou féminin, celui-ci peut seul bénéficier du congé d'accueil, à moins que l'enfant non encore admis à la première année d'études primaires ne vive déjà en communauté domestique avec l'adoptant».

Le Code du Travail règle donc toutes sortes de cas de figure pour ce qui est des conditions d'accès au congé d'accueil - à l'exception de deux hommes homosexuels ayant adopté un enfant.

À noter que la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose pour sa part que «en cas d'adoption d'un enfant non encore admis à la première année d'études primaires, le fonctionnaire bénéficie (…) d'un congé d'accueil de huit semaines» et ne différencie donc pas entre la mère ou le père adoptif.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour dire que l'article L.234-56 du Code du Travail est discriminatoire en ce qu'il exclut les pères adoptifs homosexuels du droit au congé d'accueil?

- Monsieur le Ministre prévoit-il de procéder à une modification de l'article en question?

Réponse (09.07.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'entrée en vigueur au 1er janvier 2015 de la loi du 4 juillet 2014 sur le mariage a impacté l'attribution du congé d'accueil pour les salariés. L'article 25 (2) du Code de la sécurité sociale assimile le congé d'accueil au congé de maternité postnatal et renvoie à l'article L.234-56 du Code du Travail en ce qui concerne les modalités d'attribution. Cet article dispose ce qui suit:

«Art. L.234-56.

(1) En cas d'adoption par deux 'conjoints' d'un enfant non encore admis à la première année d'études primaires, la femme occupée dans le cadre d'un contrat de louage de services par un employeur du secteur privé a droit à un congé dit 'congé d'accueil', d'une durée de huit semaines, sur présentation d'une attestation délivrée par le tribunal selon laquelle la procédure d'adoption est introduite. En cas d'adoption multiple, la durée du congé d'accueil est portée à douze semaines.

Toutefois, le conjoint de la femme visée à l'alinéa qui précède peut faire valoir le droit au congé d'accueil auprès de l'employeur du secteur privé qui l'occupe dans le cadre d'un contrat de louage de services lorsque la femme renonce à faire valoir son droit au congé d'accueil. Il en est de même pour le conjoint occupé par un employeur du secteur privé dans le cadre d'un contrat de louage de services lorsque la femme exerce une activité professionnelle non salariée. Lorsque le congé d'accueil a été sollicité et accordé à son conjoint conformément aux dispositions du présent alinéa, il ne peut plus être sollicité par la femme.

Au cas où l'un des 'conjoints' adoptants a obtenu le bénéfice du congé d'accueil visé à l'article 29, paragraphe (2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, le congé d'accueil prévu par les dispositions du présent article ne peut plus être accordé.

(2) S'il n'y a qu'un seul adoptant, salarié masculin ou féminin, celui-ci peut seul bénéficier du congé d'accueil, à moins que l'enfant non encore admis à la première année d'études primaires ne vive déjà en communauté domestique avec l'adoptant.»

Or, l'article 8 de la loi du 4 juillet 2014 précise que:

«Art. 8. Dans toutes les dispositions légales, au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les termes 'époux', 'épouse', 'mari', 'femme', 'femme mariée', 'époux ou épouse', 'mari ou femme' sont remplacés par celui de 'conjoint', les termes 'époux et épouse', 'épouse et époux', 'mari et femme', 'femme et mari' sont remplacés par celui de 'conjoints', le terme 'veuve' ou 'veuf' en tant que nom est remplacé par celui de 'conjoint survivant' pour autant que les termes visés font une référence directe ou indirecte aux droits et obligations issus d'un mariage.

Ne sont pas soumis aux adaptations qui précèdent, les articles 312, 313-1, 314 à 317 et l'article 313-2 pour le terme 'mari'.»

La loi citée a donc en effet voulu abolir toute différence de traitement entre couples hétérosexuels et homosexuels et nonobstant le fait que lors de la dernière mise à jour du texte coordonné du Code du Travail il a été omis de procéder à certaines adaptations requises, la CNS applique l'article L.234-56 du Code du Travail selon la volonté du législateur telle qu'elle résulte de la loi susmentionnée du 4 juillet 2014.

La CNS distingue dès lors deux situations selon que les deux conjoints remplissent les conditions légales ou que celles-ci ne sont remplies que dans le chef d'un seul des conjoints. Si un seul des conjoints remplit les conditions d'octroi du congé d'accueil prévues par la loi, il pourra seul en bénéficier. La disposition relative à la cession du droit ne saurait trouver application dans ce cas. Si les deux conjoints remplissent les conditions d'octroi, le couple détermine le bénéficiaire du congé d'accueil.

Question 1165 (28.05.2015) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics:**

La loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques a comme but de

réduire de façon sensible les risques liés aux pesticides ainsi que leur utilisation.

Dans son article 11 paragraphe (3), cette loi dispose que «L'application de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics est interdite à partir du 1er janvier 2016.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, un règlement grand-ducal peut définir les conditions auxquelles l'application de produits phytopharmaceutiques restera autorisée.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Suite à l'interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics à partir du 1er janvier 2016, Monsieur le Ministre compte-t-il informer les communes de cette interdiction?

2. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'encourager les communes à offrir des formations spécifiques pour les ouvriers communaux dans le but de les initier aux méthodes alternatives de la lutte contre les mauvaises herbes?

3. Concernant le règlement grand-ducal mentionné à l'article 11 et pouvant définir les conditions auxquelles l'application de produits phytopharmaceutiques restera autorisée, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si ce règlement a déjà été finalisé et nous préciser les conditions pouvant mener à cette autorisation?

Réponse (25.06.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ad 1. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a pris les contacts nécessaires avec le Ministère de l'Intérieur et rédigera une circulaire à ce sujet aux communes qui leur sera transmise via le Ministère de l'Intérieur. Le cas échéant, une réunion avec les responsables du Syvicol pourra également être organisée.

Ad 2. Un tel encouragement paraît effectivement opportun. Les formations visées permettront notamment de promouvoir la tolérance envers et d'accroître l'acceptation des méthodes non chimiques de gestion des espaces publics et de démontrer leur efficacité.

À noter qu'il existe d'ores et déjà un certain nombre de communes n'employant plus de produits phytopharmaceutiques. Les communes intéressées peuvent par ailleurs contacter l'asbl Emweltberodung Lëtzebuerg (www.ebl.lu) qui est impliquée dans la mise en œuvre de la campagne «sans pesticides» (www.environnement.public.lu/sanspesticides). L'EBL possède des compétences dans cette matière et organise régulièrement des événements de vulgarisation concernant ces thèmes.

Ad 3. L'article 11 paragraphe 3 de la loi du 19 décembre relative aux produits phytopharmaceutiques dispose qu'un règlement grand-ducal peut accorder une dérogation à l'application de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics. Il s'ensuit que Monsieur le Ministre n'est pas dans l'obligation d'accorder une telle dérogation. Cependant, un cas envisageable pour une telle dérogation pourrait être un danger pour la santé publique, par exemple pour la lutte contre des plantes allergènes, si les autres méthodes de lutte s'avèrent inefficaces. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs estime que la dérogation à l'interdiction d'emploi de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics devrait d'abord être discutée avec les acteurs concernés afin d'identifier les cas nécessitant effectivement une dérogation. La rédaction de ce règlement grand-ducal nécessitera en tout état de cause le concours de plusieurs ministères.

Question 1166 (29.05.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **répartition des demandeurs d'asile:**

La Commission européenne a présenté, mercredi 27 mai, son plan global sur l'immigration, en précisant les «clés de répartition» de migrants à accueillir par pays. C'est un plan en deux volets, dont le premier concerne la relocalisation, au cours des deux prochaines années, de 40.000 ressortissants Syriens et Erythréens ayant besoin d'une p rotection internationale. Le second volet du plan sur les migrations est en réalité une «recommandation» aux États pour réinstaller sur une période de deux ans 20.000 demandeurs d'asile reconnus comme tels par le Haut-Commissariat des Nations Unies et pour l'instant accueillis hors d'Europe.

Selon la Commission, 515 personnes au total pourraient rejoindre le Luxembourg, dont 368 «relocalisations» de Syriens et d'Erythréens et 147 réfugiés accueillis en provenance de pays tiers. Le Premier Ministre Xavier Bettel avait annoncé la mise en place d'un groupe de travail interministériel pour préparer le pays à l'afflux de migrants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre du Logement:

1. Mesdames et Monsieur les Ministres, dans quel intervalle temporel les migrants vont-ils arriver au Luxembourg?

2. Où ces migrants seront-ils logés? Quelles structures d'accueil sont actuellement disponibles?

3. Les Ministres peuvent-ils fournir des renseignements supplémentaires sur la stratégie nationale pour la gestion des futurs flux migratoires?

Réponse commune (02.07.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Ad 1. La réinstallation est le transfert de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, identifiés comme ayant besoin d'une protection internationale, vers un État de l'Union européenne où ils sont admis soit pour des raisons humanitaires soit du fait de leur statut de réfugié. La recommandation de la Commission européenne du 27 mai 2015 propose un schéma volontaire de 20.000 places sur deux ans ciblant les pays concernés par les programmes régionaux de protection et de développement et basé sur plusieurs critères. Les régions visées sont la Corne de l'Afrique, le Nord de l'Afrique et le Moyen-Orient. La durée de ce schéma devrait être de deux ans à partir de la date d'adoption de la recommandation de la Commission. Cette dernière n'exclut pas, au-delà de l'année 2016, de mettre en avant une proposition législative contraignante en la matière.

Quant à la relocalisation, la Commission a adopté le 27 mai 2015 une proposition de décision du Conseil établissant des mesures provisoires dans le domaine de la protection internationale. Cet instrument a pour objectif de soulager des États membres confrontés à une situation d'exception. Cette proposition basée sur l'article 78 (3) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit le déclenchement d'un mécanisme d'urgence provisoire pour une durée de 24 mois à partir de l'entrée en vigueur de la décision du Conseil. La procédure prévue à l'article 78 (3) du Traité est soumise à une majorité qualifiée avec une consultation du Parlement européen. Il s'agit d'un mécanisme obligatoire pour tous les États membres (sauf le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark). Dans la proposition de décision, l'Italie et la Grèce sont, à ce stade, les bénéficiaires. Le mécanisme vise les nationalités pour lesquelles le taux de reconnaissance européen en tant que bénéficiaires d'une protection internationale est de 75% ou plus, soit actuellement l'Erythrée et la Syrie.

Le Conseil européen a convenu de venir en aide à 60.000 personnes par le biais d'une relocalisation temporaire et exceptionnelle de 40.000 personnes depuis l'Italie et la Grèce, et via la réinstallation de 20.000 personnes à partir de pays tiers. Le Conseil européen a insisté sur une participation volontaire de tous les États membres et il appartient au Conseil de déterminer les modalités de répartition.

Ad 2. À leur arrivée au Grand-Duché de Luxembourg, les familles séjournent quelques semaines au Centre Héliar à Weilerbach qui, de par sa structure, leur garantit un accès direct aux différentes aides dont elles peuvent bénéficier. Un encadrement régulier et adapté, tant au niveau socio-culturel qu'au niveau des démarches administratives, permet aux personnes de mieux se préparer à la vie future au Luxembourg, avant d'être ensuite relogées dans des structures individuelles.

Ainsi, les 28 personnes arrivées au Luxembourg en avril 2014, ont toutes été relogées rapidement dans des logements individuels répartis sur tout le pays.

Actuellement, l'OLAI se mobilise avec ses partenaires pour trouver des logements adaptés afin de pouvoir reloger les familles syriennes accueillies en mai 2015 et de permettre aux enfants en âge de scolarité de commencer l'année scolaire 2015-2016 dans leur nouvelle commune de résidence.

Nonobstant la bonne volonté et l'esprit de solidarité manifestés par certaines communes, la pénurie de logements à laquelle doit faire face l'OLAI altère les efforts déployés en vue d'améliorer sans cesse les conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale et des réfugiés.

Les personnes qui pourraient rejoindre le Luxembourg d'après l'agenda proposé par la Commission, seront prises en charge par l'OLAI et ses partenaires qui veilleront aux besoins particuliers des personnes vulnérables et à la préservation de l'unité familiale.

Afin de pallier le manque de structures d'hébergement et pour maîtriser efficacement un nouvel afflux de demandeurs de protection internationale, l'OLAI est en train d'établir, ensemble avec tous les ministères concernés, une évaluation des structures existantes et des besoins, ceci afin d'élaborer à court terme une planification des structures d'hébergement et de logement.

Ad 3. La répartition des 60.000 personnes sera clarifiée par le Conseil d'ici fin juillet. Les mesures de réinstallation et de relocalisation seront mises en œuvre sur deux ans. Le déploiement concret dépendra cependant des procédures sur le terrain.

Au niveau national, il va sans dire que la future mise en pratique de ces mesures nécessite une programmation et coordination importantes au niveau, entre autres, des capacités d'accueil et de logement et des infrastructures scolaires. À cet effet, le groupe de travail interministériel mentionné par l'honorable Députée dans sa question parlementaire a été mis en place et a entamé ses travaux.

Question 1167 (29.05.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **«Stëftung Hëllef Doheem»:**

Depuis un certain temps, le secteur des prestataires de soins connaît des difficultés économiques et, dans ce contexte, il vient d'être annoncé qu'un plan social est en préparation à la fondation «Stëftung Hëllef Doheem», qui pourrait avoir comme conséquence le licenciement d'employés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Conseil de Gouvernement entend-il déclarer le secteur des soins en crise tel que prévu par le Code du Travail?

- Monsieur le Ministre est-il en contact avec les responsables des différents prestataires afin de garantir à l'avenir la prise en charge des personnes en situation de dépendance ainsi que la qualité des soins prestés?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'on devrait d'abord encourager la «Stëftung Hëllef Doheem» à élaborer un plan de maintien dans l'emploi avant de préparer un plan social?

- Est-ce que d'autres prestataires risquent aussi de devoir déposer un plan social?

- Quel est l'état d'avancement de la réforme de l'assurance dépendance?

Réponse (29.06.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Suivant les indications de la «Stëftung Hëllef Doheem», la décision d'un plan social concernant 90 salariés résulterait des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre du pacte d'avenir, à savoir le maintien du gel des valeurs monétaires et l'application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des standards d'octroi des prestations à partir de 2015.

L'état des lieux a montré que ce recentrage au niveau des standards d'octroi et de détermination des prestations n'a pas abouti à des coupures substantielles au niveau des prestations.

Dès que j'ai eu connaissance des problèmes financiers, j'ai instauré une plate-forme regroupant des représentants de mon département et des services y rattachés et des délégués de deux réseaux universels, dont la «Stëftung Hëllef Doheem», mandatée pour analyser la problématique et déterminer à brève échéance des solutions à la problématique dans le contexte juridique actuel. Sans attendre les conclusions de la plate-forme, la «Stëftung Hëllef Doheem» a déposé un plan social.

Suivant les chiffres à ma disposition, le réseau «Stëftung Hëllef Doheem» dispose toujours d'une certaine marge de manœuvre. Les conséquences d'une politique peut-être trop généreuse en matière d'engagements de nouveau personnel et du financement d'un nouvel outil informatique sont deux éléments à prendre en compte dans l'analyse. Je souligne que depuis 2013, les prestataires étaient au courant du gel des valeurs monétaires.

Dans le cadre d'une médiation récente mise en œuvre sur mandat du Gouvernement, les Ministres de la Sécurité sociale, de la Famille et du Travail et de l'Emploi, les syndicats et la «Stëftung Hëllef Doheem» ont convenu que le prestataire suspend la procédure engagée du plan social visant le maintien dans l'emploi des salariés en cause moyennant des mesures de reconversion ou de réaffectation internes, voire externes et la reprise éventuelle des foyers de jour d'Echternach et de Wiltz par un autre prestataire. En contrepartie, le Gouvernement s'engage à prévoir une rétribution financière des efforts réalisés par le réseau concernant le déploiement de l'outil informatique repris ci-avant et pour honorer son engagement relatif à la prestation d'un service universel. Le dialogue entre parties continuera en vue d'arriver à des solutions pérennes et une sécurité de planification certaine au niveau du prestataire. Tous les acteurs concernés sont appelés à prendre leurs responsabilités.

Le programme gouvernemental prévoit une réforme structurelle de l'assurance dépendance permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations en vue d'une pérennisation du système. À cet effet, il est important de recentrer l'assurance dépendance sur les principes de base, le service d'aides et soins de qualité dans le domaine des actes essentiels de la vie (AEV) et la priorité du maintien à domicile.

Le programme gouvernemental prévoit un regroupement et une forfaitisation des actes pris en charge ainsi qu'une flexibilisation des plans de prise en charge.

Le nouveau système par classes de dépendance tel qu'il est envisagé sera axé sur des objectifs de soins.

Les modalités de financement des prestations en nature et en espèces, servant à la reconnaissance de services réalisés par un ou plusieurs aidants, seront adaptées en conséquence.

Une révision de la procédure d'évaluation et de détermination de la dépendance, maillon principal de l'assurance, et le choix d'un nouvel outil, validé scientifiquement et permettant le retraçage transparent du processus décisionnel, sont des points clés de la réforme.

La réforme tend à consolider la gouvernance de l'assurance dépendance à tous les niveaux et vise la création de filières de prise en charge efficientes et une meilleure coordination autour de la personne.

Elle prévoit également une révision de la méthodologie de détermination des valeurs monétaires en considération des nouvelles modalités de facturation visant à accentuer davantage les efforts des prestataires relatifs aux aspects qualitatifs de leurs services et de leur organisation. Une simplification administrative au niveau des procédures est envisagée.

L'impact des adaptations de l'assurance dépendance sur le budget des dépenses de l'État sera pris en compte. Une hausse de la contribution dépendance n'interviendra qu'en cas de nécessité avérée. Des participations au niveau des personnes protégées ne sont actuellement pas prévues. Il s'agira d'identifier d'éventuelles sources de doubles paiements qui ont pu être créées depuis la mise en place de l'assurance dépendance. Ce volet inclut la délimitation de l'assurance dépendance par rapport à d'autres politiques sociales et les questions de financement.

Un nouveau concept concernant le financement des aides et soins requis dans les domaines des tâches domestiques, du soutien et du conseil est actuellement en discussion. L'idée d'une différenciation dans la prise en charge suivant le lieu de vie du bénéficiaire, la question de nouveaux regroupements d'actes, l'élaboration envisagée d'un règlement grand-ducal de concordance entre les agréments ASFT et les contrats d'aides et de soins prévus pour les prestataires de l'assurance dépendance, les logements encadrés et la politique mise en œuvre en faveur des personnes handicapées et son financement sont des sujets actuellement examinés avec le département de la Famille.

Une analyse juridique est en cours en ce qui concerne les dispositions particulières prévues dans la loi pour différentes maladies et déficiences dont la réduction auditive, la perte de la capacité visuelle et Spina Bifida.

Le dépôt du projet de loi est prévu au courant de l'année 2016. L'entrée en vigueur est prévue pour 2017. L'introduction des nouvelles dispositions sera assortie de mesures transitoires en faveur des ayants-droit et des prestataires.

Je suis en contact régulier tant avec l'organisation représentative des prestataires, la Fédération COPAS, qu'avec un certain nombre de prestataires pour les tenir informés sur l'avancement du projet et prendre en compte leurs avis sur certains points.

Question 1168 (29.05.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **édifices religieux:**

Après les accords du 26 janvier 2015 entre le Gouvernement et les communautés religieuses établies au Luxembourg, les questions relatives à leur mise en pratique, notamment en ce qui concerne la réorganisation des fabriques d'église, commencent à émerger.

Comme le relate un article paru le 28 mai 2015 dans un journal luxembourgeois, afin d'éviter que des églises ou chapelles soient démolies à l'avenir, le Syndicat des fabriques d'église du Luxembourg (SYFEL) a recommandé à ses membres de saisir le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) pour faire classer leurs édifices religieux en tant que monument national, voire de les faire inscrire à l'inventaire supplémentaire.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Combien d'édifices religieux établis au Luxembourg sont classés en tant que monument national et combien d'entre eux sont inscrits à l'inventaire supplémentaire? Combien d'édifices ne bénéficient d'aucune de ces mesures de protection?

2. Combien d'édifices religieux non protégés en tant que patrimoine architectural national rempliraient les critères requis pour être soit classés en tant que monument national soit inscrits à l'inventaire supplémentaire?

3. Le Gouvernement envisage-t-il d'appliquer la protection pour les édifices religieux remplissant ces critères?

4. Le Gouvernement prévoit-il le cas échéant une autre mesure concernant ces édifices et, si oui, quelle est la mesure en question?

Réponse (08.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

À ce jour sont classés monuments nationaux 45 églises et clochers, 22 chapelles, onze ensembles mobiliers d'église, 13 orgues d'église, trois statues religieuses, deux croix, 16 cimetières, un presbytère, sept anciens presbytères, deux couvents, deux anciennes abbayes et deux anciens ermitages.

Sont inscrits à l'inventaire supplémentaire 14 églises, 16 chapelles, un ensemble de peintures murales dans le chœur d'une église, six ensembles mobiliers d'église, une orgue d'église, une statue religieuse, deux croix, six cimetières, un presbytère, trois anciens presbytères.

Partant, le reste des édifices religieux du pays, dont le nombre est estimé à environ 500 et dont l'inventaire est actuellement en cours, ne bénéficie pas d'une mesure de protection nationale à ce jour.

Nonobstant la nécessité légale d'un avis ad hoc pour chaque édifice de la part de la Commission des Sites et Monuments Nationaux, le Service des Sites et Monuments Nationaux estime que la plupart des édifices religieux du pays rempliraient les critères requis pour être soit classés en tant que monument national soit inscrits à l'inventaire supplémentaire. En effet, chacun de ces édifices constitue une architecture originale et le plus souvent authentique, cela dans un pays pauvre en monuments. De surcroît, ils sont des témoins importants de l'histoire religieuse et sociale de nos villes et villages

Question 1169 (29.05.2015) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**optimisation fiscale des sociétés:**

Le géant américain de la distribution Amazon a annoncé mardi qu'il déclare désormais ses revenus pays par pays. Depuis le 1er mai, le groupe comptabilise ses ventes à partir de branches nationales dans quatre pays européens, et non plus à partir du Luxembourg comme il le faisait auparavant selon une pratique d'optimisation fiscale légale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les conséquences de cette décision pour le Luxembourg et notamment au niveau du déchet fiscal?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que d'autres entreprises installées au Luxembourg vont suivre l'exemple d'Amazon?

Réponse (24.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, il convient d'indiquer qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter la manière dont une société privée donnée décide de structurer ses opérations.

D'une manière générale, il semble utile de rappeler que le fait d'effectuer des ventes au travers de l'ensemble du marché commun à partir d'un seul État membre de l'Union européenne ne constitue pas une pratique d'optimisation fiscale, mais la mise en œuvre du droit à la libre circulation, qui se trouve au cœur des traités européens.

En vertu de la directive 2008/8/CE du 12 février 2008, toute vente de services électroniques effectuée en ligne est soumise, à partir du 1er janvier 2015, à la TVA de l'État membre d'établissement du client, sans considération de l'État où celle-ci se trouve comptabilisée dans le chef du vendeur. Pour le Luxembourg, la perte des recettes correspondantes, évaluée à plus de 628 millions d'euros en 2015, à 737 millions en 2016 et à plus d'un milliard en 2017 et 2018, a d'ores et déjà été prise en compte lors de l'établissement du budget pluriannuel pour la période de 2015 à 2018.

Il est trop tôt pour évaluer les conséquences éventuelles que des restructurations de ce type pourraient être susceptibles d'avoir au niveau de l'impôt sur le revenu des collectivités, ainsi que, le cas échéant, sur le fonctionnement du mini-guichet unique luxembourgeois.

Question 1170 (29.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **violences intercommunautaires en Birmanie:**

En Birmanie, les violences contre la minorité musulmane Rohingya se sont transformées en attaques systématiques, et une politique nationale de discrimination et de persécution. Des violences intercommunautaires entre Bouddhistes et Rohingyas ont fait plus de 200 morts, dont principalement des musulmans. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le conflit a déjà entraîné le déplacement de plus de 140.000 Rohingyas vers l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande où ils vivent dans des conditions inhumaines dans des camps de détention.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre, quelle est à l'heure actuelle l'attitude de l'Union européenne par rapport à la situation en Birmanie?

2. L'Union européenne envisage-t-elle de prendre des mesures vis-à-vis du Gouvernement de la Birmanie?

3. L'Union européenne entend-elle prendre des initiatives afin de venir en aide aux Rohingyas?

Réponse (30.06.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Le cadre global, qui définit la politique de l'UE et l'aide apportée aux réformes jusqu'en 2015, a été adopté par le Conseil Affaires étrangères le 22 juillet 2013. La paix, la démocratie, le développement et le commerce, ainsi que l'engagement du Myanmar envers la communauté internationale ont été identifiés comme les principaux domaines d'action.

L'objectif prioritaire de l'UE est d'aider le Gouvernement civil à progresser dans le développement social et économique du pays, en respectant les droits de l'Homme. Reconnaissant les mesures positives importantes que le Gouvernement a prises et qui répondent à ce que l'UE et d'autres membres de la communauté internationale demandaient depuis longtemps, l'UE a entamé un réajustement graduel de sa politique à l'égard du Myanmar, l'objectif étant de renforcer le processus de réforme et de contribuer au développement sur le plan économique, politique et social. La visite officielle, en avril 2012, de Madame Ashton, la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'époque, a marqué un nouveau départ dans les relations UE-Myanmar. La Haute Représentante a inauguré le bureau de l'UE à Yangon, permettant des contacts plus réguliers et la mise en place d'un dialogue bilatéral constructif avec les principales parties prenantes. L'UE appuie le processus visant à instaurer la paix et la stabilité dans les régions où vivent des minorités ethniques et à créer des perspectives de développement à long terme pour ces régions, comme le démontre le soutien important que l'UE apporte au Centre pour la paix du Myanmar.

L'UE a institutionnalisé en 2014 un dialogue sur les droits de l'Homme avec le Myanmar. Le 2e dialogue co-présidé par Monsieur Lambrinidis, le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'Homme, s'est tenu le 18 juin 2015 à Nay Pyi Taw. Les discussions ont porté sur les migrations, les droits des minorités ethniques ainsi que la situation dans l'État Rakhine. Monsieur Lambrinidis a appelé le Gouvernement birman à s'engager de manière constructive avec ses partenaires régionaux envers les «boat people Rohingya», afin de s'attaquer aux causes fondamentales des migrations illégales, combattre la traite des êtres humains et prévenir de nouvelles violations des droits de l'Homme. Il a aussi demandé aux autorités de régler au plus vite la question du statut des Rohingya ainsi que de mettre fin à l'impunité de ceux qui incitent à la haine et à l'intolérance.

À peine quelques jours plus tard, le 22 juin 2015, le Conseil des Affaires étrangères réuni à Luxembourg a, dans ses conclusions sur les prochaines élections au Myanmar, appelé toutes les parties concernées par le conflit en cours à trouver un compromis pour la mise en place d'un cessez-le-feu durable sur l'ensemble du territoire.

De manière générale l'UE est préoccupée par les conséquences humanitaires de la marginalisation de la communauté Rohingya, car près d'un million de Rohingya n'ont pas de droit de citoyenneté au Myanmar, ce qui limite considérablement leur accès aux soins de santé de base, à l'éducation, aux moyens de subsistance et l'exercice d'autres droits fondamentaux. L'UE déplore que la situation humanitaire ait continué de se détériorer depuis 2014. L'UE est profondément préoccupée que cette détérioration de la situation ait conduit un nombre croissant d'hommes, de femmes et d'enfants Rohingya à prendre la mer, à la recherche de meilleures conditions dans les autres pays de la région dont notamment en Malaisie.

L'UE demeure préoccupée par le fait que des milliers de migrants Rohingya sont toujours susceptibles d'être à la dérive en haute mer, et donc en danger de mort. L'UE se félicite de la décision prise par la Malaisie et l'Indonésie d'effectuer des opérations de recherche et de sauvetage, permettant aux passagers de ces bateaux de débarquer sur leur territoire et de leur fournir un abri temporaire. L'UE se félicite également de la tenue des réunions organisées par la Malaisie et la Thaïlande le 20 et 29 mai pour trouver une solution à cette crise humanitaire régionale et nous espérons que ces pays, ainsi que l'ASEAN, resteront engagés dans ce processus.

Ad 2. Depuis 2011, le Myanmar s'est lancé dans un ambitieux programme de réformes politiques et économiques, mettant fin à cinq décennies de régime autoritaire. Le Gouvernement s'est engagé à mettre en place un véritable système démocratique, et des progrès importants ont été réalisés en vue d'instaurer une société plus ouverte et équitable. Les élections présidentielles qui auront lieu fin octobre ou début novembre 2015 permettront de juger l'état d'avancement de cette transition démocratique.

L'engagement pris par le Gouvernement de libérer tous les prisonniers politiques, les efforts consentis pour réviser et réformer la législation, la volonté de traiter les préoccupations écologiques et économiques exprimées par la société civile, l'assouplissement de la censure et l'adoption d'une législation dans le domaine du droit du travail constituent des signes d'encouragement pour l'UE et rendent les promesses de réforme plus crédibles.

Ces changements sont positifs, mais le pays n'en reste pas moins confronté à de nombreux problèmes complexes notamment dans le domaine des droits de l'Homme, des minorités, de la paix et de la réconciliation nationale. Des décennies de mauvaise gestion et d'isolement économique ont généré une pauvreté structurelle profondément ancrée. La croissance économique repose essentiellement sur les industries extractives. Le chômage est très important et le PIB par habitant est le plus faible parmi les pays du Sud-Est asiatique. Ce n'est que récemment que le climat de peur qui pesait sur tout le pays a commencé à se dissiper et que les citoyens ont retrouvé une confiance qui leur permet de s'organiser, d'exprimer leur point de vue et de se plaindre des injustices. En temps, le pouvoir judiciaire et l'administration publique sont encore trop faibles pour permettre à l'État de droit de se mettre en place de façon durable.

L'UE et ses États membres n'ont eu de cesse d'exiger la libération sans condition de tous les prisonniers politiques. Les accords de cessez-le-feu qui ont été négociés ou sont en cours de négociation avec dix des onze plus grands groupes armés ethniques constituent un acquis important. Il n'en demeure pas moins difficile d'instaurer la paix dans l'État de Kachin, riche en ressources, ce qui illustre la complexité d'aboutir à un règlement politique durable avec les minorités ethniques du pays. L'an dernier, les affrontements entre les communautés de l'État Rakhine ont soulevé de graves préoccupations parmi l'UE et ses États membres qui ont renouvelé l'appel au Gouvernement pour que celui-ci règle la question du statut des populations Rohingya et améliore le bien-être et la situation humanitaire de celles-ci.

Le mesures restrictives imposées par l'UE depuis 2006 à l'encontre de la Birmanie ont été suspendues en avril 2012 et levées en 2013, afin de saluer et d'encourager le processus de réforme. Les mesures restrictives en matière d'embargo sur les armes sont restées en vigueur. Le Conseil dans sa décision 2015/666 du 28 avril 2015 vient de reconduire ses mesures restrictives jusqu'au 30 avril 2016.

Ad 3. La Commission européenne, via son service à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO), finance depuis 1994 des programmes de secours dans l'État Rakhine et dans les zones frontières du Bangladesh qui accueillent plus de 30.000 réfugiés Rohingyas. Un soutien supplémentaire est aussi apporté à la Thaïlande depuis 2013. ECHO a ouvert un bureau à Yangon en 2005 et un autre à Dhaka au Bangladesh en 2002, afin de faciliter la distribution de l'aide humanitaire de l'UE. Entre 2010 et 2015, ECHO a octroyé quelque 57,3 millions d'euros en aide humanitaire aux populations vulnérables de l'État Rakhine, y compris dans les zones septentrionales plus isolées. En 2015, ECHO a financé des projets dans tout l'État Rakhine, visant à répondre à certains des besoins les plus pressants des populations Rohingyas dans les cantons septentrionaux, en ce compris une aide alimentaire et nutritionnelle (en particulier pour les enfants de moins de cinq ans), des services de santé de base, et un approvisionnement en articles ménagers de première nécessité, et visant également à soutenir les populations déplacées depuis 2012. Conjointement avec ses partenaires humanitaires, ECHO s'engage à poursuivre sa contribution à l'organisation de services de base.

L'UE a également alloué des fonds significatifs aux fonds et programmes des Nations Unies, venant en aide aux réfugiés Rohingyas non reconnus au Bangladesh. Entre 2007 et 2015, 26,3 millions d'euros ont été octroyés pour l'organisation de soins de santé, d'un approvisionnement en eau, de sanitaires, d'abris et d'aide alimentaire. ECHO a alloué 325.000 euros à l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) depuis 2013, pour qu'elle fournisse une aide en vivres, articles ménagers de première nécessité et soins de santé, et une protection à quelque 3.000 hommes, femmes et enfants Rohingyas détenus en Thaïlande et arrêtés pour avoir prétendument tenté de traverser illégalement la Thaïlande en vue de rejoindre la Malaisie.

La Commission européenne agit sur base des principes humanitaires internationaux, qui font partie intégrante du Consensus européen sur l'aide humanitaire. Ceci signifie que la Commission européenne apporte une assistance humanitaire aux communautés les plus vulnérables, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse. L'aide humanitaire de l'UE se fonde uniquement sur les besoins. Les projets ainsi financés sont mis en œuvre par les organisations partenaires d'ECHO, parmi lesquelles des organisations non gouvernementales et des agences de l'ONU.

Question 1171 (01.06.2015) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **Musée de l'Ardoise:**

Les Ardoisières de Haut-Martelange représentent un patrimoine industriel exceptionnel du Grand-Duché. En effet, Haut-Martelange a été un important centre d'exploitation de l'ardoise à partir du 18e siècle. En 1995, le site s'est vu décerner le Prix Henry Ford pour la protection de la nature et de l'environnement. Le site des Ardoisières de Haut-Martelange, dont l'État est propriétaire depuis 2003 et dont l'animation est assurée par l'asbl «Les Amis de l'Ardoise», a été inscrit au courant de l'année 2000 à l'inventaire supplémentaire de la liste

des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale.

Bien que le programme gouvernemental de 2013 prévoie une relance du projet, Madame la Ministre de la Culture a déclaré dans le cadre du paquet d'avenir que le projet des ardoisières a été mis en veille.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- À défaut de réalisation à court terme du projet pour le Musée de l'Ardoise, existe-t-il un plan cadre de valorisation à moyen et long terme du site des Ardoisières de Haut-Martelange, site inscrit à l'inventaire supplémentaire depuis 2000?

- Est-ce que des mesures de sauvegarde sont prises en vue de la conservation du site classé et est-ce qu'elles bénéficient d'un budget annuel régulier?

Réponse (26.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Le site des Ardoisières de Haut-Martelange est un précieux témoin du patrimoine industriel et il me tient à cœur de préserver ce site, classé monument national. De ce fait des travaux sont nécessaires pour assurer une sauvegarde dans les règles de l'art.

En effet le site est régulièrement inondé par les eaux de ruissellement en provenance des surfaces situées en amont. Ces eaux causent non seulement une gêne pour l'exploitation actuelle du site, mais entraînent à la longue également une érosion des sols, qui sera nuisible aux monuments historiques. Pour remédier à cette situation, le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a fait élaborer un projet d'évacuation des eaux pluviales, qui consiste principalement dans la pose d'un collecteur pour rejeter les eaux dans le ruisseau appelé Rombach, longeant le site. Une procédure ouverte a été lancée et les travaux d'évacuation des eaux, indispensables pour toute mesure ultérieure de mise en valeur, y débuteront au cours du mois de septembre 2015. Les travaux sont estimés à 1.325.000 euros TTC et les honoraires d'ingénieurs-conseils à 103.000 euros.

De même, 600.000 euros sont prévus pour les travaux de restauration d'un bâtiment, dit «bâtiment administratif» et qui sert à l'association «Les Amis de l'Ardoise» (250.000 en 2015 et 350.000 en 2016). Ces travaux débuteront sous peu.

Enfin, 100.000 euros sont budgétisés pour des travaux de stabilisation de la Galerie Rosset, à réaliser au cours de l'année 2016. Si d'autres mesures de restauration ou de réparation devaient s'imposer au cours des prochaines années, les crédits du SSMN serviront à les financer.

Il est à souligner que depuis 2001 l'État a investi, en tant que maître d'ouvrage, 3.241.600 euros dans des mesures de consolidation et de sécurisation des immeubles sur le site des anciennes exploitations ardoisières de Haut-Martelange. Grâce à ces travaux, achevés en 2013, les immeubles ne sont point menacés à l'heure actuelle.

Concernant les activités culturelles sur le site je tiens à souligner que mon Ministère accorde depuis 2011 un subside annuel de 15.000 euros à l'asbl «Les Amis de l'Ardoise». Cet argent aide à financer les activités sur le site, tels le Musée de l'Ardoise, l'organisation de visites guidées ou encore «mARTelange».

Question 1172 (01.06.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **circuits autopédestres:**

L'industrie touristique représente 8,3% du PIB luxembourgeois et gagnera certainement en importance au cours des années futures. La nature et le paysage constituent un des piliers fondamentaux sur lesquels est construit ce secteur indispensable à l'économie nationale, surtout dans les régions rurales. Il est dès lors d'une importance cruciale de bien entretenir les infrastructures touristiques du pays et de pouvoir présenter à la clientèle étrangère une offre touristique adéquate.

Dans cette optique, les circuits autopédestres remplissent un rôle extrêmement important dans les zones rurales du pays. En effet, les touristes qui s'y rendent cherchent surtout le calme et souhaitent explorer notre patrimoine naturel et culturel. Or, l'on se doit de constater qu'un certain nombre de ces randonnées ne sont pas suffisamment signalées ou entretenues.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits évoqués?

- De quels moyens Monsieur le Ministre dispose-t-il afin de remédier à ces problèmes qui risquent de ternir l'image touristique du Grand-Duché?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de centraliser les observations des usagers, notamment via le site de l'Office National du Tourisme, afin d'améliorer la situation?

Réponse (02.07.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les honorables Députés soulignent à raison que la nature intacte du pays et les randonnées pédestres figurent parmi les principaux attraits touristiques du Luxembourg. Notre réseau de sentiers de randonnées est parmi le plus dense d'Europe et le Ministère de l'Économie met en œuvre des moyens importants afin de maintenir la réputation et la qualité de ce réseau. L'attribution du label «Leading Quality Trails-Best of Europe» à deux sentiers au Grand-Duché, sur un total de sept sentiers en Europe, est une confirmation de la renommée de nos sentiers.

Pour ce qui est de l'entretien et de la signalisation des sentiers, il importe de savoir que les responsabilités sont partagées avec différents organismes.

L'entretien des sentiers est assuré par les bénévoles des différents syndicats d'initiative, qui sont soutenus moyennant des subsides du Ministère de l'Économie pour le remboursement des frais de matériel. Les services techniques des administrations communales et les centres de triage de l'Administration de la Nature et des Forêts les soutiennent également.

Pour ce qui est de la signalisation, le Ministère de l'Économie intervient pour le balisage des circuits autopédestres, du réseau national de sentiers de randonnées et des randonnées CFL, ainsi que pour les sentiers transfrontaliers et européens qui traversent notre pays. Les autres sentiers de randonnées locaux et les sentiers thématiques sont gérés à d'autres niveaux (communes, syndicats d'initiative, etc.).

Le Ministère de l'Économie a conclu une convention avec les Services de l'Entraide sàrl, une structure de réinsertion sociale et professionnelle. Trois à quatre équipes sillonnent l'ensemble du territoire national tout au long de l'année afin de vérifier et de remplacer la signalisation des différents sentiers de randonnée. Ces personnes font un travail remarquable qui est très apprécié compte tenu du temps d'intervention très rapide suite à chaque incident signalé.

Pour ce qui est du matériel nécessaire pour le balisage, le Ministère de l'Économie est chargé de l'acquisition ou bien il assure le remboursement aux différents porteurs de projet.

Il importe de signaler que les autorités publiques sont souvent tributaires de faits qui se soustraient à leur influence: dégâts naturels dus à des intempéries et inondations ou vandalisme. Les services mis en place pour assurer l'entretien et le balisage font le nécessaire dans la mesure du possible pour remédier aux dégâts engendrés par ce type d'évènements.

Les informations sur d'éventuels problèmes d'entretien ou de signalisation parviennent des équipes de balisage qui sillonnent les sentiers, mais également souvent de randonneurs qui prennent la bonne initiative de les signaler aux syndicats d'initiative, aux Offices Régionaux de Tourisme, à l'Office National du Tourisme ou bien directement au Ministère de l'Économie.

J'invite les honorables Députés à informer le Ministère de l'Économie des cas concrets auxquels ils se réfèrent afin que le Ministère puisse veiller à remédier aux problèmes de suite grâce aux équipes d'intervention mentionnées ci-dessus.

Question 1173 (01.06.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**instructeur de natation:**

Lors de l'examen périodique médical d'un instructeur de natation (code CITP-08: 3423), le formulaire complété par le gérant d'un centre de natation a été refusé par le médecin du travail avec comme argument que la case «Risques» n'était pas remplie adéquatement. En effet, le médecin du travail a fait remarquer que le sauvetage de personnes en détresse devait y figurer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si l'exigence de faire figurer le sauvetage de personnes en détresse parmi les risques qu'encourt l'instructeur de natation est obligatoire, sachant que le gérant en question ne s'est jamais vu demander une telle précision?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer le bien-fondé de cette précision considérant que l'assistance aux baigneurs et les premiers secours font partie des compétences requises pour l'exercice du métier d'instructeur de natation?

- Vu que le gérant d'un centre de natation est le responsable des instructeurs de natation de son établissement, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations précises quant à la responsabilité engagée du responsable?

Réponse (30.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°1173 du 1er juin 2015 l'honorable Député Gusty Graas a noté que lors de l'examen périodique médical d'un instructeur de natation (code CITP-08: 3423), le formulaire complété par le gérant d'un centre de natation aurait été refusé par le médecin du travail avec comme argument que la case «Risques» n'aurait pas été remplie adéquatement. Le médecin du travail aurait fait remarquer que le sauvetage de personnes en détresse aurait dû y figurer.

Dans ce contexte, l'honorable Député a demandé si l'exigence de faire figurer le sauvetage de personnes en détresse parmi les risques qu'encourt l'instructeur de natation est obligatoire, sachant que le gérant en question ne s'est jamais vu demander une telle précision. Par ailleurs, l'honorable Député a posé la question du bien-fondé de cette précision considérant que l'assistance aux baigneurs et les premiers secours font partie des compétences requises pour l'exercice du métier d'instructeur de natation. Finalement, et vu que le gérant d'un centre de natation est le responsable des instructeurs de natation de son établissement, l'honorable Député a demandé des informations précises quant à la responsabilité engagée du responsable.

En réponse, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que, pour chaque administration, établissement ou service étatique ou communal, le responsable chargé de mettre en œuvre et de promouvoir la sécurité établit, en collaboration avec le médecin du travail, un inventaire des postes à risques. D'après l'article L.326-4 du Code du Travail, il faut entendre par poste à risque: «1. tout poste exposant à un risque de maladie professionnelle, à un risque spécifique d'accident professionnel sur le lieu de travail, à des agents physiques, chimiques, biologiques ou cancérigènes susceptibles de nuire à la santé; 2. tout poste comportant une activité susceptible de mettre gravement en danger la sécurité et la santé d'autres travailleurs ou de tiers ainsi que tout poste de travail comportant le contrôle d'une installation dont la défaillance peut mettre gravement en danger la sécurité et santé d'autres travailleurs ou de tiers».

Conformément à l'article 32, paragraphe 2 du statut général des fonctionnaires de l'État, respectivement l'article 36, paragraphe 2 du statut général des fonctionnaires communaux et l'article L.326-3 du Code du Travail, les agents étatiques et communaux occupant un poste à risques tel que défini ci-dessus doivent se soumettre régulièrement à des examens médicaux périodiques effectués par le médecin du travail. Le suivi des échéances de ces examens médicaux et le remplissage des formulaires y relatifs sont à effectuer par les responsables de la sécurité.

Le formulaire relatif à l'examen médical comporte plusieurs rubriques relatives au poste occupé par l'agent à examiner, entre autres celle concernant les risques éventuels liés au poste. Étant donné que, conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles, les missions du responsable consistent notamment à «évaluer les risques en vue du choix adéquat des équipements, substances et aménagements, en vue du meilleur niveau de protection et en vue de l'intégration de la préoccupation de sécurité à tous les niveaux d'activités journalières», il devrait disposer des informations nécessaires pour identifier les risques liés au poste de travail de la personne à examiner. Évidemment, le responsable peut à tout moment contacter le médecin du travail pour qu'il l'assiste à identifier les risques en question.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que veiller à la sécurité physique des baigneurs fait certes partie des tâches quotidiennes d'un instructeur de natation, mais que le sauvetage de personnes en détresse comporte également des risques pour la santé de l'instructeur de natation lui-même. D'autres risques pourraient par exemple être liés aux irritations respiratoires dues au chlore.

Finalement, et concernant la responsabilité engagée du responsable chargé de la sécurité, il convient de souligner que d'après les articles 6 et 7 la loi précitée du 19 mars 1988, la fonction de responsable dans les établissements étatiques et communaux, tels que les centres de natation, revient aux présidents ou préposés chargés de la direction. Si ces derniers ont le statut d'agent public les dispositions relatives aux droits, devoirs, exonérations et sanctions prévus par respectivement le statut général des fonctionnaires de l'État et le statut général des fonctionnaires communaux s'appliquent.

Question 1174 (01.06.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**accessibilité de la ligne d'autobus 290 pour des personnes âgées et/ou handicapées:**

Dû au chantier Royal Hamilius, une série de lignes d'autobus (AVL et RGTR) sont réorganisées à partir du 1er juin, dont la ligne 290 (Mersch-Luxembourg). Cette ligne dessert notamment la Clinique d'Eich, le Tricentenaire à Helmsange, le Centre intégré pour personnes âgées de Bofferdange ainsi que le Blannenheem à Berschbach et est de ce fait très fréquentée par des personnes âgées et/ou souffrant d'handicaps très divers.

Il s'avère que le terminus de ladite ligne sera, à partir du 1er juin, déplacé vers l'arrêt Badanstalt. Or cet arrêt, contrairement au terminus «usuel», la Gare de Luxembourg, n'est pas spécialement aménagé (accès spécifiques, systèmes d'informations acoustiques, etc.) et donc difficilement ou pas du tout accessible pour les personnes âgées et/ou handicapées.

Pourtant, un des objectifs du plan d'action de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH) transposée par le biais de la loi du 28 juillet 2011, est «d'assurer la mobilité des personnes handicapées en leur garantissant l'accessibilité aux transports publics (…) afin de permettre aux personnes en situation de handicap de se déplacer de manière autonome et si possible sans que la présence d'une tierce personne soit nécessaire».

Afin d'atteindre cet objectif, le Gouvernement annonce dans son plan d'action (page 35) qu'«une ligne de bus totalement accessible sera mise en service à court terme dans le cadre d'un projet pilote. L'expérience engrangée par ce projet devra permettre la création d'une ligne cohérente (…) qui devra servir de modèle en matière d'accessibilité des transports».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent confirmer les informations en rapport avec la ligne 290?

- Ont-ils connaissance des problèmes invoqués? Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils d'y remédier et, si oui, par quels moyens et dans quel délai?

- Est-ce que la ligne de bus du projet pilote annoncée dans le plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH a été réalisée? Dans l'affirmative, est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent fournir de plus amples détails sur le projet (mise en œuvre, localisation, durée, conclusions…)? Dans la négative, quelles sont les raisons pour la non-réalisation de ce projet?

- La réalisation ultérieure de ce projet est-elle prévue par le Gouvernement? Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres partagent l'avis que, vu les institutions desservies, la ligne 290 se prêterait bien à un tel projet pilote?

Réponse commune (06.07.2015) de **M. Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En matière de «handicap», le rôle du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est de développer et de coordonner les politiques, législations et actions en faveur des personnes en situation de handicap au niveau du Gouvernement luxembourgeois. En sa qualité de «point de contact» dans le cadre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH), le Ministère de la Famille promeut, encourage et fait avancer, notamment par la voie d'un plan d'action

quinquennal, le «mainstreaming» du handicap dans tous les domaines de la vie et domaines politiques et favorise ainsi la mise en place d'une culture de l'inclusion.

En ce qui concerne l'accessibilité des transports publics, le Ministère de la Famille se concerte régulièrement avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Pour ce qui est en particulier de la ligne de bus RGTR 290, nous confirmons que celle-ci a subi des changements à partir du 1er juin 2015 en relation avec le chantier Hamilius. La ligne a été réorganisée et a son terminus au premier contact avec le centre ville, à l'arrêt Badanstalt. Plusieurs lignes RGTR doivent fonctionner maintenant selon ce principe.

Comme la majorité des arrêts de bus sur le territoire de la Ville de Luxembourg, l'arrêt Badanstalt répond aux exigences de l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite, bien qu'il ne possède pas tous les atouts de la gare centrale. Vu l'importance de l'arrêt il faudra évaluer la configuration ensemble avec les services responsables de la Ville de Luxembourg.

De manière générale nous tenons à soulever que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures entreprend beaucoup d'efforts afin d'améliorer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite au réseau RGTR. D'abord les responsables du RGTR favorisent la mise en service de bus à plancher bas ou des bus du type «low-entry» dans les situations où la configuration de la ligne de bus le permet. Au-delà de cette mesure, la mise en service du projet télématique améliorera considérablement l'annonce des informations aux personnes en situation de handicap.

Pour le moment il n'existe pas de ligne de bus «modèle» regroupant toutes les spécifications concernant l'accessibilité des personnes en situation de handicap. En vue d'instaurer une ligne de bus modèle, comme énoncé dans le plan d'action de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, il faudra préalablement adapter les différents arrêts de bus.

Or, précisons que l'aménagement des arrêts bus se trouve sous la responsabilité des autorités communales.

Quoi qu'il en soit, la mise en service de la ligne 290 est toujours destinée à servir dans le futur de ligne modèle, le matériel roulant y étant déjà adapté.

Question 1175 (02.06.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **sanctions à l'encontre de la Russie:**

Le «Tageblatt online» a publié un article le 31 mai 2015 dans lequel il cite un rapport du journal allemand «Spiegel» au sujet des sanctions à l'encontre de la Russie dans le contexte de la crise ukrainienne. Selon ce rapport, le commerce entre des entreprises multinationales américaines et la Russie continuerait malgré les sanctions économiques prononcées par les États-Unis et l'Union européenne. Le rapport évoque même des commandes et livraisons d'équipements militaires. Si les multinationales européennes enregistrent des pertes considérables en termes de commerce avec la Russie suite à ces sanctions, les multinationales américaines quant à elles connaîtraient étonnamment une hausse de leur chiffre d'affaires.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du rapport du «Spiegel» susmentionné?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une enquête devrait être ouverte afin de faire toute la lumière sur cette affaire?

- Si ces allégations s'avèrent véridiques, quelles conséquences l'Union européenne respectivement le Gouvernement luxembourgeois envisagent-ils d'en tirer?

Réponse (02.07.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

L'article cité par l'honorable Député dans sa question parlementaire décrit l'impact des mesures restrictives de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique à l'encontre de la Russie sur les affaires de certaines entreprises américaines et européennes (dont notamment allemandes) en Russie, sans pour autant présenter une analyse globale de l'impact des mesures respectives sur le commerce bilatéral Union européenne - Russie et le commerce bilatéral États-Unis d'Amérique - Russie.

Selon les chiffres officiels de la Commission européenne («DG Commerce»), le commerce bilatéral de biens entre l'UE et la Russie a connu une baisse de 326,4 milliards EUR en 2013 à 285,1 milliards EUR en 2014 (-12,6%), dont -13,5% pour les exportations européennes vers la Russie et -12,1% pour les importations russes vers l'UE.

Selon les chiffres officiels des États-Unis d'Amérique («US Census data»), le commerce bilatéral de biens entre les États-Unis d'Amérique et la Russie a diminué de 38,2 milliards USD en 2013 à 34,4 milliards USD en 2014 (-9,9%), dont -3,5% pour les exportations américaines vers la Russie et -12,6% pour les importations russes aux États-Unis d'Amérique.

Même si le commerce de biens entre les États-Unis d'Amérique et la Russie ne représentait qu'environ 11% en 2014 du commerce de biens de l'Union européenne avec la Russie, l'impact des mesures restrictives semble néanmoins se faire sentir des deux côtés de l'Atlantique.

Ensemble avec les autres États membres de l'UE, le Ministère des Affaires étrangères et européennes suit de très près la mise en œuvre des mesures restrictives européennes et américaines à l'encontre de la Russie ainsi que leur impact sur les entreprises européennes.

Soucieux d'une mise en œuvre harmonisée de ces mesures, le Ministère des Affaires étrangères et européennes est aussi en contact avec les autorités compétentes des États-Unis d'Amérique avec lesquelles il a soulevé le sujet en question.

Question 1176 (02.06.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **pilules de contraception augmentant le risque de thrombose:**

Des scientifiques de l'Université de Nottingham ont récemment publié une étude détaillée concernant le risque d'une thrombose relatif à l'usage de certaines pilules de contraception. Ainsi, ce risque serait nettement plus élevé en utilisant des pilules contenant du desogestrel ou du cyproteron. Il y a un an et demi une étude de l'Agence Européenne des Médicaments avait fourni des résultats similaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des études susmentionnées?

- Est-ce que des pilules contenant du désogestrel ou de la cyprotérone sont commercialisées au Luxembourg?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre des mesures appropriées contre la commercialisation des produits en question?

Réponse (30.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Madame la Ministre de la Santé est au courant de l'étude à laquelle se réfère l'honorable Député Gusty Graas. Cette étude confirme les conclusions de 2013 de l'Agence Européenne des Médicaments (EMA) à Londres sur le faible risque de thrombose avec la prise de contraceptifs oraux combinés.

Les résultats de l'étude sont en accord avec ceux de la réévaluation du rapport bénéfice/risque menée en 2013 par l'EMA qui avait conclu que le rapport bénéfice/risque restait positif à condition de les utiliser en accord avec le résumé des caractéristiques du produit.

Des médicaments contenant du désogestrel et de la cyprotérone sont commercialisés au Luxembourg.

Ces médicaments continuent à être suivis par le PRAC (Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance) qui a recommandé le suivi des activités de pharmacovigilance.

Suite à la réévaluation conduite en 2013, des mesures de minimisation de risques ont été introduites dans le résumé des caractéristiques du produit afin de mieux adresser le risque de thrombose, qui reste faible, et qui varie en fonction du type de progestatif que les différents contraceptifs contiennent. Les médecins et les patientes en sont informés et il appartient au médecin, en évaluant les éventuels facteurs de risque de chaque patiente et en accord avec elle, de décider du contraceptif à prescrire qui lui convient le mieux en fonction de l'anamnèse.

Question 1178 (02.06.2015) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **déclaration des transactions des entreprises belges supérieures à 100.000 euros:**

Selon un article paru dans la presse belge, notamment dans le quotidien «Le Soir», le Gouvernement belge aurait décidé de placer le Luxembourg sur la liste des paradis fiscaux. Cette décision aurait pour conséquence d'obliger toutes les entreprises belges à déclarer leurs transactions supérieures à 100.000 euros avec le Luxembourg. Selon un expert fiscaliste, cette décision pourrait entraîner des difficultés au niveau des entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1. Lors du sommet belgo-luxembourgeois «Gaichel VIII», du 5 février 2015, il a été retenu que: «Le Gouvernement belge examinera prochainement l'opportunité de cette mesure à la lumière des nouveaux développements et informera le Luxembourg des suites y réservées.» Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le Gouvernement belge a, entre le 5 février et la prise de décision effective, informé le Luxembourg de sa décision?

2. Sachant que ces entreprises verront leur taux d'imposition augmenter sensiblement, quelles seront les conséquences concrètes de cette décision du Gouvernement belge?

3. Monsieur le Ministre peut-il me communiquer le nombre d'entreprises belges qui seraient touchées par cette décision et le volume global des recettes fiscales que le Luxembourg perçoit à travers les entreprises concernées?

4. Parmi ces entreprises, combien d'entre elles disposent d'une substance économique?

5. Le Luxembourg avait fourni au Gouvernement belge une liste des entreprises ayant bénéficié d'une décision anticipée au Luxembourg. Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il existe un lien entre la remise de cette liste et la décision du Gouvernement belge citée ci-dessus?

6. Monsieur le Ministre peut-il me transmettre les détails de cette liste fournie à la Belgique et notamment:

a) sur quelle période cette liste s'étend;

b) le nombre d'entreprises comprises sur cette liste?

7. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette décision à l'encontre du Luxembourg est justifiée?

8. Hormis la Belgique, avez-vous connaissance d'autres pays qui ont entamé ou finalisé une démarche identique?

9. Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il déjà entrepris des démarches envers le Gouvernement belge, et si oui, lesquelles? Sinon, quelles démarches compte-t-il entreprendre prochainement?

10. Qu'entendez-vous entreprendre afin que le Luxembourg ne soit plus considéré comme un paradis fiscal pour les grandes sociétés et les multinationales?

Réponse (24.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la première question de l'honorable Député, il convient de souligner que l'article de presse auquel celui-ci se réfère ne reflète pas exactement la réalité. En effet, la législation belge ne prévoit pas de liste des paradis fiscaux, sur laquelle figurerait le Luxembourg.

L'article 307, CIR 92 belge, applicable à partir de l'année d'imposition 2010, prévoit que «les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (…) sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui (…) pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard (…)», et ce à l'occasion de leur déclaration annuelle à l'impôt. L'article précise en outre que cette déclaration «doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100.000 euros». À noter que l'article prévoit une obligation de notification, mais non pas d'augmentation du taux d'imposition à charge des sociétés concernées, tel que le suggère l'honorable Député dans sa deuxième question.

Étant donné que le 23 novembre 2013, le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales, l'article précité est susceptible de s'appliquer, en relation avec le Luxembourg, pour l'année d'imposition 2014.

Dans la meure où les sociétés visées, le cas échéant, sont des contribuables belges, l'administration luxembourgeoise ne dispose pas des éléments permettant d'apporter une réponse aux questions 3. et 4. de l'honorable Député

Les autorités belges préparent actuellement une circulaire devant préciser, le cas échéant, les modalités d'application de l'article précité. À ce jour, elle n'a pas encore été finalisée et les discussions entre les deux Gouvernements continuent à ce sujet. En effet, le Gouvernement a, dès son entrée en fonction le 4 décembre 2013, mis en œuvre tout un éventail de mesures pour répondre aux critiques du «Forum mondial». En tout état de cause, l'application de la loi à des entreprises luxembourgeoises serait, le cas échéant, la suite mécanique de la vérification des conditions prévues à l'article 307 précité, sans lien avec la liste des décisions anticipées communiquée aux autorités belges, tel que le laisse sous-entendre l'honorable Député dans la cinquième question.

Quant à la sixième question, il convient d'indiquer que cette liste est couverte par le secret fiscal et n'est dès lors pas susceptible de faire l'objet d'une publication.

Pour répondre aux quatre dernières questions de l'honorable Député, il convient de rappeler qu'outre le cas de la Belgique, dont la loi est susceptible de s'appliquer mécaniquement, des institutions financières internationales telles que la BEI ou la BERD menaçaient de ne plus utiliser la place financière luxembourgeoise pour leurs opérations si le Luxembourg ne négociait pas une période de grâce avec ces institutions, et ce sur la base d'un calendrier rigoureux avec leur panoplie de mesures législatives.

Sur ce, toute une série d'initiatives législatives ont été prises:

- la loi du 26 mai 2014 portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts;

- la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Au travers de ses décisions, le Gouvernement a par ailleurs pu procéder à:

- le 29 octobre 2014, la signature de la déclaration de Berlin, en vertu de laquelle le Luxembourg compte parmi les «early adopters» du «Common Reporting Standard»;

- en novembre 2014, l'adoption de la proposition de directive européenne en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal);

- le 1er janvier 2015, à la mise en œuvre de l'échange automatique prévu par la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêt.

Grâce à l'action décisive du Gouvernement, une nouvelle évaluation du Luxembourg est désormais en cours et devrait se traduire, au cours des prochains mois, par une confirmation par le «Forum mondial» de l'efficacité des mesures mises en œuvre. La nouvelle évaluation du Luxembourg en cours a permis de prolonger la période de grâce obtenue auprès des institutions financières et internationales. C'est sur cette base également que se poursuivent les discussions avec le Gouvernement belge.

On peut donc affirmer que les mesures les plus déterminantes pour résoudre la situation actuelle ont d'ores et déjà été prises. Dès l'aboutissement de la procédure actuellement en cours au «Forum mondial», le Luxembourg ne sera en principe plus susceptible de tomber dans le champ d'application de la législation belge précitée ou de toute autre législation ou réglementation similaire.

Question 1179 (02.06.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **contrats de travail des salariés du «Luxembourg Institute of Science and Technology»:**

Avec la loi du 3 décembre 2014 relative à l'organisation des centres de recherche publics, les CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann ont été regroupés en un seul établissement dénommé «Luxembourg Institute of Science and Technology», abrégé par LIST.

Il me revient que dans le contexte de ce regrou-

pement ayant pris effet au 1er janvier 2015, les contrats de travail des salariés ont dû être «adaptés» à la nouvelle situation, c.-à-d. que de nouveaux contrats ont dû être conclus. Dû à une réorganisation des domaines de recherche au sein du centre nouvellement créé, visant notamment à supprimer tout dédoublement des activités de recherche, certains contrats à durée déterminée (CDD) n'auraient ainsi pas été renouvelés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'information que suite au regroupement des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann de nouveaux contrats de travail ont dû être conclus pour tous les salariés du nouveau LIST?

- Est-ce que des représentants syndicaux / des représentants du personnel furent impliqués dans l'élaboration des nouveaux contrats? Dans la négative, pourquoi pas?

- Est-il correct que certains CDD n'ont pas été renouvelés? Si oui, pour quelles raisons?

- En comparant les effectifs des CRP Tudor et Lippmann avec ceux du LIST, quel est le «bilan» (en nombre) des différents types de contrats (à durée déterminée et à durée indéterminée)? Si ce bilan est négatif, peut-on en conclure que le regroupement des deux CRP a engendré une perte d'emplois?

Réponse (02.07.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1179 de Madame la Députée Taina Bofferding.

Bien que la loi du 3 décembre 2014 relative à l'organisation des centres de recherche publics (CRP) n'implique pas l'obligation légale de conclure de nouveaux contrats de travail avec l'ensemble du personnel du «Luxembourg Institute of Science and Technology» (LIST), les conseils d'administration des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann avaient pris la décision de proposer de nouveaux contrats de travail au personnel LIST. Cette décision a été entérinée par le nouveau conseil d'administration du LIST et poursuit essentiellement l'objectif de simplifier et d'harmoniser la gestion administrative du personnel et d'officialiser la fonction de chaque collaborateur dans les nouvelles entités organisationnelles du LIST.

En outre les nouveaux contrats de travail formalisent l'octroi des conditions harmonisées, telles qu'elles ont été élaborées en étroite collaboration avec la délégation du personnel.

À la dissolution des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann fin 2014, quatre contrats CDD et deux contrats de stagiaires sont venus à échéance et ne sont plus comptabilisés dans l'effectif du LIST au moment de sa création en date du 1er janvier 2015. En outre six collaborateurs sous contrats CDI ont démissionné du CRP en date du 31 décembre 2014 en vue d'un engagement auprès de l'administration gouvernementale.

Ainsi le nouveau centre de recherche LIST comptait au moment de sa création 142 employés sous contrats CDD, 485 employés sous contrats CDI et douze collaborateurs sous le statut de stagiaire, fonctionnaire détaché ou autre.

Après cinq mois et demi, le LIST compte 129 personnes sous contrats CDD. Cette légère baisse du contingent est essentiellement due à la saisonnalité de certaines activités et projets. Le nombre de personnes travaillant sous contrats CDI reste constant à 484 unités. Actuellement le centre de recherche LIST occupe 42 personnes sous le statut de stagiaire, fonctionnaire détaché ou autre.

En résumé, l'effectif du centre de recherche LIST a évolué de 639 personnes à sa création (1er janvier 2015) à 655 au 15 juin 2015.

Question 1180 (02.06.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **changements sur la ligne RGTR 125:**

La localité d'Itzig a été affectée non seulement par la suppression de la ligne RGTR 125, mais également par le fait que la nouvelle ligne RGTR 167 qui la remplace, ne dessert plus directement le Kirchberg. Les utilisateurs de la ligne qui souhaitent se rendre au Kirchberg sont obligés de changer de ligne en cours de route.

Ce qui est encore plus regrettable est le fait que divers arrêts, notamment «Beim Klouschter» et «Am Horra», ont été supprimés sans que la commune ni les résidents n'en aient été informés auparavant.

- Alors que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures se veut d'améliorer le réseau des transports en commun, ces changements ne sont-ils pas un pas dans l'autre direction?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de réinstaurer les arrêts supprimés dans le village d'Itzig afin que les habitants puissent prendre à l'avenir le bus à ces arrêts?

Réponse (02.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire du 2 juin 2015, l'honorable Député Marc Lies souhaite avoir des informations concernant la réorganisation d'une ligne de bus desservant sa commune.

Préalablement, j'aimerais noter que lors de la réorganisation du réseau RGTR qui a dû se faire dans le cadre de la suppression de la gare routière Hamilius à partir du 1er juin 2015 et afin d'assurer le fonctionnement du réseau RGTR au centre ville, il a été nécessaire de réduire de façon très importante le nombre de bus circulant entre la gare, le centre ville et le Kirchberg.

Par conséquent, le Service des transports publics du département des transports, en charge du réseau RGTR, a dû supprimer un grand nombre de connexions directes entre différentes localités de l'agglomération de Luxembourg avec différents quartiers de la ville.

Suite à cette contrainte, l'ancienne ligne 125 a été remplacée par une nouvelle ligne 167 à Itzig. Les habitants d'Itzig, à l'instar de beaucoup d'autres habitants d'autres localités, doivent changer une fois de bus pour prendre une correspondance vers le Kirchberg.

Inutile de préciser que les contraintes du chantier Hamilius n'ont pas permis la conservation de toutes les anciennes connexions directes de sorte que le nouvel horaire oblige un grand nombre d'usagers des transports publics d'accepter dorénavant un changement de bus au centre ville.

Enfin, je tiens à informer Monsieur le Député que j'ai chargé mes services de réinstaurer les arrêts dans le village d'Itzig («Beim Klouschter» et «Am Horra») à partir de la rentrée 2015 (01.09.2015).

Question 1181 (03.06.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **obligations du Code de la Route pour les cyclistes:**

La promotion de la mobilité douce fait partie d'une stratégie plus globale visant notamment à désengorger nos routes. Un des moyens de transport auxquels les usagers sont appelés à avoir davantage recours est le vélo. Les vélos doivent être, d'après les dispositions du Code de la Route, munis d'une sonnette e. a. pour prévenir les piétons/coureurs sur le passage des cyclistes. Notons d'ailleurs que le défaut d'une sonnette réglementaire constitue une infraction punissable de 74 euros.

Or, il s'avère que de nombreux vélos ne sont pas équipés de sonnettes. Ainsi, en circulant sur les chemins réservés aux cyclistes et piétons/coureurs, un risque réel de collision et partant d'accident existe, étant donné que le cycliste d'un vélo non équipé d'une sonnette ne peut pas adéquatement prévenir le piéton ou coureur en s'approchant de lui.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les cyclistes sont suffisamment sensibilisés quant aux obligations pesant sur eux du fait des dispositions du Code de la Route?

- Dans la négative, ne serait-il pas utile d'organiser une campagne de sensibilisation à ce sujet?

- Existe-t-il des statistiques relatives aux infractions commises par les cyclistes? Lesquelles?

Réponse (09.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'obligation pour les cyclistes d'équiper leur cycle d'une sonnette.

En l'absence de données objectives permettant d'établir si les cyclistes dans leur ensemble sont suffisamment sensibilisés en ce qui concerne l'obligation d'équiper leur cycle d'une sonnette, je ne peux répondre que par l'observation plus générale qu'il est toujours utile de rappeler le Code de la Route à tous les usagers de la route.

Dans le cadre de la coupe scolaire, la Police grand-ducale sensibilise de façon systématique nos plus jeunes cyclistes quant à l'équipement complet d'un cycle, y compris de la sonnette.

Pour ce qui est des campagnes de rappel sur un sujet tel que celui-ci, une initiative locale relayée par la presse est en général plus efficace qu'une campagne de sensibilisation «grand public». Ainsi, la Ville de Luxembourg, en collaboration avec la Police grand-ducale et la «Lëtzebuerger Vëlosinitiativ», organise depuis deux ans en novembre un «Beleuchtungs-check» auprès des cyclistes qui empruntent le Rond-point Schuman. Pour y avoir partagé en tant que cycliste, je vous confirme que les usagers apprécient l'approche pratique, utile et positive de l'action.

Si une commune observait, à un certain endroit, un problème récurrent de cyclistes non équipés de sonnettes, ne pourrait-elle pas organiser, par exemple lors de la semaine de la mobilité, une action similaire où des sonnettes portant le logo de la commune seraient distribuées aux cyclistes? Cela s'est déjà fait à l'étranger.

Au cours des dernières années, la Police grand-ducale n'a relevé aucun défaut d'une sonnette réglementaire sur un cycle.

Question 1182 (03.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**exploitation de travailleurs au Luxembourg:**

Une récente étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) plaide en faveur d'une tolérance zéro envers les formes graves d'exploitation par le travail. Selon les auteurs, le risque d'exploitation des travailleurs est élevé dans des secteurs tels l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la construction, les activités d'hébergement et de restauration, les travaux domestiques et certaines formes de travaux industriels. Le Luxembourg est à plusieurs reprises pointé du doigt pour sa législation non conforme aux standards européens.

La FRA recommande enfin aux institutions européennes et aux États membres:

- d'établir des mécanismes de prévention et de contrôle à travers l'inspection sur le lieu de travail, créant un cadre juridique et institutionnel pour suivre les cas d'exploitation au travail;

- de garantir aux victimes l'accès à la justice en mettant à leur disposition des services d'aide ciblés, en leur fournissant des informations sur leurs droits, en menant des enquêtes et des procédures d'examen efficaces et en appliquant des sanctions à l'égard des auteurs de toute forme d'exploitation au travail;

- de contraindre les entreprises de fournir des informations sur les mesures de sauvegarde prises pour empêcher l'exploitation au travail, et de publier un registre public des employeurs ou des recruteurs reconnus coupables d'exploitation au travail;

- de ne pas subordonner le droit des victimes d'être reconnues comme telles et de pouvoir se tourner vers la justice à la situation légale de celles-ci par rapport au droit de séjour.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'étude, notamment en ce qui concerne le Luxembourg?

2. Comment le Ministre envisage-t-il de transposer les recommandations de la FRA en droit luxembourgeois? Quelles initiatives législatives et autres Monsieur le Ministre envisage-t-il?

3. Comment Monsieur le Ministre entend-il sensibiliser les travailleurs qui risquent le plus de faire l'objet de ces types d'exploitation par le travail?

4. Quels sont les mécanismes de prévention et de contrôle mis en place pour suivre les cas d'exploitation? Existe-t-il des statistiques quant aux formes graves d'exploitation par le travail?

5. Quel est l'avis de Monsieur le Ministre quant à la mise en place d'un registre public reprenant les employeurs/recruteurs reconnus coupables d'exploitation par le travail?

6. Monsieur le Ministre considère-t-il qu'il existe une différence de traitement en matière d'exploitation par le travail entre ressortissants de pays tiers et ressortissants de pays de l'UE? Cette différence de traitement est-elle justifiée?

Réponse (07.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. Il y a lieu de retenir tout d'abord que les conclusions de l'étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) ne concernent pas uniquement le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dans ce contexte et pour améliorer l'efficacité des enquêtes dans les cas d'exploitation grave par le travail, il convient d'institutionnaliser la coopération et d'établir des liens étroits entre l'Inspection du travail et des mines et les autres administrations impliquées (Police grand-ducale, Administration des Douanes et Accises) et les procureurs, y compris dans des contextes transfrontaliers, en vue de pouvoir combattre plus efficacement toute forme d'exploitation par le travail.

À noter que dans le cadre de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'ITM informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains.

Ad 2. En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, il y a lieu de retenir que prochainement un projet de loi sera introduit dans la procédure législative pour transposer notamment la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Dans ce cadre, il est également prévu que dorénavant l'Inspection du travail et des mines pourra faire cesser le travail ou ordonner la fermeture partielle ou totale d'un chantier en cas de violation en matière de droit du travail.

Il y sera également prévu que la responsabilité en cascade dans le cadre de sous-traitance directe et indirecte sera définie comme disposition d'ordre public.

Ces mesures permettront de combattre plus concrètement toutes les formes d'exploitation par le travail.

Ad 3. L'Inspection du travail et des mines permet aux victimes soumises à des formes graves d'exploitation par le travail d'accéder à des informations sur leurs droits légitimes en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail sur son site Internet et accueille également des salariés et des employeurs au sein de ses guichets qui par ailleurs ont été augmentés de trois (Strassen, Esch-sur-Alzette et Diekirch) à sept (Wiltz, Wasserbillig, Differdange et Dudelange).

Les syndicats justifiant de la représentativité nationale générale pour le secteur privé ont, lors de réunions à caractère tripartite sur la lutte contre le dumping social dans le secteur de la construction, également déclaré qu'ils allaient entamer des actions en vue de sensibiliser les salariés de contacter l'Inspection du travail et des mines en cas de constatation d'abus et qu'ils procéderont à la formation de leurs délégués du personnel sur le sujet.

Ad 4. Dans le cadre de ses compétences relatives aux contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'Inspection du travail et des mines informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains ou de formes graves d'exploitation par le travail.

À l'heure actuelle, l'Inspection du travail et des mines ne dispose pas de statistiques fiables regroupant toutes les formes en matière d'exploitation par le travail.

Ad 5. En ce qui concerne la mise en place d'un registre public reprenant les employeurs/recruteurs reconnus coupables d'exploitation par le travail, il paraît envisageable de prévoir que le Comité de coordination national d'inspection du monde du travail prévu à l'article L.613-2 du Code du Travail constitue et tient à jour une telle liste, sans que celle-ci soit nécessairement publique.

Ad 6. Dans le cadre de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'Inspection du travail et des mines ne fait pas de différentiation de traitement en fonction de la nationalité du salarié et de son pays d'origine.

Question 1184 (09.06.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **autorisations de construire à l'Aéroport de Luxembourg:**

Luxaviation ass e Lëtzebuerger Betrib, dee sech an de leschte fënnef Joer vun enger Minifirma mat engem Fliger zum zweetgréissten Opérateur vu Privatfliger weltwäit mat 250 Maschinnen entwéckelt huet. Ee vun de Responsable beschwéiert sech an engem Interview mam

«Quotidien», datt Luxaviation zënter Joren ugefrot huet, fir um Findel kënne Maintenancehalen ze bauen.

Dofir hei meng spezifesch Froen, fir d'Éischt un den Infrastrukturminister:

1. Firwat dauert et esou laang mat der Autorisatioun fir dës Hale vu Luxaviation um Findel?

2. Wou ass de Problem? Soss gëtt um Findel-Areal jo relativ vill beweegt.

3. War d'Prozedur fir d'Cargolux-Hal vergläichbar an huet et do och esou laang gedauert?

De Wirtschaftsminister wollt ech froen:

4. Gëtt et Projektiounen, wéi vill Aarbechtsplazen a wéi vill Revenu den Ënnerhalt vun 250 Fligeren um Findel kéint duerstellen?

5. Ass hei net e Schoulbeispill, wéi innovativ Firme ganz konkret kéinte gehollef kréien, einfach duerch manner Bürokratie a méi Proaktivitéit vum Stat?

Meng lescht Fro geet un den Éducatiounsminister:

6. Mir hunn, souwäit ech weess, eng komplett Formatioun als Fligermécanicien zu Dummeldeng. Wär Luxaviation net och en interessante Partner an där Formatioun?

Réponse commune (13.07.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum éierbaren Deputéierten obläit et eis, déi heiten Äntwerten ze ginn:

Ad 1. an 2. Deen opwendege Projet enthält eng gewëssen Zuel Contrainten:

- Ëmwelt: En Accord vun der Ëmweltverwaltung gëtt gebraucht, fir d'Sanéierungsaarbechten ausféieren ze dierfen;

- Plaz: E passenden Terrain ass fonnt ginn, mä déi bestehend Gebaier mussen ofgerappt ginn, fir dee gebrauchte Raum fräizeleeën;

- Autorisatiounen: D'Prozedur Kommodo/Inkommodo, d'Baugenehmegung, etc.;

- operationell an technesch Contrainten.

Ausserdem brauch d'Realisatioun vum Projet e finanziell liewensfäegen Accord fir d'Benotze vum Terrain.

Ad 3. Déi zwee Projete sinn net matenee vergläichbar, well se prezis an zilorientéiert Verhandlunge brauchen, deenen hiert Virukommen a Resultat ganz vun den Intervenanten a vun den Ëmstänn ofhänken. En Accord fannen, ka sech vu Fall zu Fall als méi oder wéineger schwéier erweisen.

Et muss och preziséiert ginn, datt d'Équipe vu lux-Airport momentan eng ganz Rei grouss Projete géréiert, déi alleguer gläich wichteg sinn. De Projet Luxaviation gëtt mat der ganzer Opmierksamkeet behandelt, déi et erlaabt, dësen an deene beschte Konditiounen erfollegräich ofzeschléissen.

An Tëschenzäit, bis de Projet konkretiséiert ass, huet lux-Airport Luxaviation eng Iwwergangsléisung ugebueden, déi sech an engem fortgeschrattene Stadium vun de Verhandlunge befënnt.

Ad 4. a 5. De Wirtschaftsministère ass net mat engem detailléierte Geschäftsplang, dee souwuel d'Besoinen wéi och d'potenziell Retombéeë preziséiert huet, befaasst ginn. Hien ass awer vu Luxaviation am Kontext vun enger finanzieller Transaktioun, déi entre-temps realiséiert schéngt ze sinn, informéiert ginn, dass d'Gesellschaft drun denkt, hir Präsenz zu Lëtzebuerg ze verstäerken, ënner anerem doduerch, dass d'Maintenance vu Fligeren hei kéint gemaach ginn.

De Ministère huet als generell Approche, all Projet op seng individuell Méritter ze iwwerpréiwen, an opgrond vun där Analys dann ze décidéieren, ob a wat fir eng Instrumenter kéinten agesat ginn. Doriwwer eraus ass d'Regierung amgaang, Efforten am Beräich Simplification administrative ze maachen, déi souwuel de Betriber wéi den eenzelne Leit zegutt kommen.

Ad 6. Et schwätzt näischt dergéint, dass Luxaviation och Apprentisen um Niveau DAP- oder DT-Fligermécanicien ausbilt. Wa si den Droit de former hunn, solle si hir oppe Plazen an der Beruffsausbildung um Aarbechtsamt mellen. A wa si nach keen Droit de former hunn, solle si sich bei der Chambre de Commerce mellen, fir dësen ze kréien.

Q210

Question 1185 (04.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **importations depuis la Belgique:**

Suites aux récentes allégations de la presse, confirmées aussitôt par le Gouvernement, le Grand-Duché sera classé comme «paradis fiscal» par les autorités belges. Cette disposition obligera les entreprises belges à déclarer toutes les transactions pour des montants supérieurs à 100.000 euros.

Dans le cadre du débat sur le projet de loi n°6592 relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile, qui a été évacué par la Chambre des Députés il y a bientôt un an, des problèmes plus généraux ont été évoqués concernant la «contrainte territoriale» avec la Belgique. De nombreuses entreprises luxembourgeoises ne peuvent effectivement s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur, alors qu'elles sont forcées de passer par des entités belges notamment. D'après le représentant du ministère compétent, ce problème est connu de longue date et de ce fait, plusieurs Ministres luxembourgeois étaient déjà intervenus auprès de la Commission européenne. Cette dernière aurait justement décidé d'étudier la problématique en question.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'étude réalisée par la Commission européenne concernant la problématique de la liberté d'approvisionnement pour les entreprises luxembourgeoises?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les importations depuis la Belgique auront un impact négatif sur l'économie luxembourgeoise suite à l'obligation pour les entreprises belges de déclarer prochainement les transactions dépassant le montant de 100.000 euros?

3. Dans l'affirmative, comment le Gouvernement pense-t-il y remédier?

Réponse commune (06.07.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Ad 1. De nombreuses entreprises luxembourgeoises font face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur. Maints producteurs et grossistes obligent en effet nos entreprises à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées par leur système de réseaux de distribution. Le libre accès au fournisseur de leur choix, dans l'État membre de leur choix, est donc souvent refusé aux entreprises implantées au Luxembourg. Ceci entraîne une pénalisation pour nos entreprises: en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée de services/de produits et ses services annexes).

En collaboration notamment avec la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), le Gouvernement a entrepris au fil des dernières années une série de démarches pour optimiser l'approvisionnement des entreprises luxembourgeoises, dont notamment des réunions avec la Commission européenne, la participation à des enquêtes et consultations publiques au niveau européen, une demande de renseignement auprès d'une série de multinationales, etc.

Suite à ces multiples efforts, le problème d'approvisionnement au Luxembourg avait finalement été souligné de manière explicite dans le rapport annuel sur l'état d'intégration du marché intérieur[4], publié par la Commission européenne dans le cadre de son examen annuel de la croissance. L'ancien Commissaire européen en charge du marché intérieur Michel Barnier avait à l'époque partagé les interrogations du Luxembourg quant à la légitimité au sein du marché intérieur de pratiques et restrictions telles que celles décrites ci-dessus et avait affiché sa détermination à lutter contre tout cloisonnement artificiel du marché intérieur. En 2014, la Commission européenne a donc commencé à examiner de plus près la question des restrictions territoriales de l'offre.

À travers son programme gouvernemental (2013), le Gouvernement s'est engagé à s'employer en faveur d'une levée des difficultés d'approvisionnement évoquées ci-dessus.

[4] Un marché unique pour la croissance et pour l'emploi: une analyse des progrès réalisés et des obstacles restants entre les États membres, COM(2013) 785 final p. 6.

En janvier 2015, le Ministre de l'Économie a rencontré Elżbieta Bieńkowska, la nouvelle Commissaire européenne chargée du marché intérieur et de l'industrie, qui a également partagé les interrogations du Luxembourg et a affiché une ferme détermination à lutter contre ce type de cloisonnement au sein du marché intérieur. La Commission européenne est à l'heure actuelle toujours dans une phase de collecte d'informations et de données, et n'a donc pas encore terminé son analyse.

À côté des multiples efforts engagés au niveau communautaire, le Ministre de l'Économie a également lancé début 2015 une nouvelle initiative au niveau du Benelux, en présence de représentants de la Commission européenne. Le Secrétariat général Benelux, ensemble avec ses trois pays membres, est actuellement en train d'analyser la possibilité de l'élaboration d'une recommandation politique du Comité de Ministres sur les restrictions territoriales de l'offre. À travers une telle recommandation politique, les pays peuvent s'engager politiquement à tester certaines solutions, ou à introduire des moyens de défense supplémentaires, au niveau du Benelux.

Pour conclure, le Gouvernement suit donc de près l'évolution de ce dossier à la fois au niveau communautaire et au niveau du Benelux, en étroite collaboration avec nos organisations professionnelles concernées.

Ad 2. L'article 307, CIR 92 belge, applicable à partir de l'année d'imposition 2010, prévoit que «les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (…) sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui (…) pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le 'Forum mondial' sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard (…)» et ce à l'occasion de leur déclaration annuelle à l'impôt. L'article précise en outre que cette déclaration «doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100.000 euros». La législation belge ne prévoit donc pas de liste des paradis fiscaux, sur laquelle figurerait le Luxembourg.

Le cas de figure envisagé par l'article 307 est celui d'une entreprise belge donneur d'ordre de paiements à destination d'un pays tiers. Dans l'hypothèse envisagée par l'honorable Député, l'entreprise belge, fournisseur d'une entreprise luxembourgeoise, serait destinataire de paiements en provenance du Luxembourg. Partant, l'article précité n'est pas susceptible d'avoir un impact direct sur l'activité visée par l'honorable Député.

Question 1186 (04.06.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **dysfonctionnements sur les chantiers au Luxembourg:**

Après qu'une étude réalisée par la «European Union Agency for Fundamental Rights» a récemment dénoncé l'existence de formes graves d'exploitation par le travail en Europe, un reportage diffusé hier sur RTL a montré que l'esclavage moderne, le dumping social et des conditions de vie indignes des salariés ne semblent pas s'arrêter aux frontières du Luxembourg.

Il y est question de salariés portugais venant au Luxembourg avec l'espoir de trouver un emploi et un meilleur avenir, mais qui font l'objet d'exploitation par leurs employeurs en se faisant rétribuer largement en dessous du salaire social minimum, souvent sans contrat de travail, sans parler de leurs conditions de vie ingrates.

Le reportage sur RTL dénonce par ailleurs des cas de dumping social sur au moins un chantier subventionné par l'État et en partie par l'Union européenne.

Notons que Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avait déjà dénoncé la problématique alarmante du dumping social et indiqué aux députés le 15 janvier 2014:

«Il faut constater qu'à cet égard la situation est en voie de détérioration dans notre pays, en particulier dans le secteur de la construction. Les règles du détachement sont de moins en moins respectées et la législation concernant le salaire social minimum se trouve souvent grossièrement violée.

Face à une telle évolution, il importe de protéger les entreprises luxembourgeoises exposées à une concurrence déloyale et illégale. Faute de réagir adéquatement à ce phénomène, on inciterait implicitement les entreprises luxembourgeoises à se mettre elles-mêmes dans l'illégalité. Au plan européen, un renforcement de la directive détachement se trouve en cours d'instance. Au plan national, il s'agira de donner à l'ITM des moyens supplémentaires en ressources humaines et surtout la possibilité d'infliger des sanctions rapides et efficaces à l'encontre d'entreprises pratiquant souvent de façon éhontée le dumping social.

L'introduction du badge social a constitué une première étape en ce sens, mais ne suffit pas.

Il est désormais indispensable de se doter de moyens de répression efficaces.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Comment Messieurs les Ministres procèdent-ils pour contrôler en amont et en aval les entreprises soumissionnaires (et leurs sous-traitants) dans le cadre d'un marché public?

2. Comment Messieurs les Ministres envisagent-ils de protéger efficacement les entreprises évoluant dans la légalité face à la concurrence déloyale faite par des entreprises en situation d'illégalité?

3. Alors qu'il paraît que le contrôle sur les chantiers, même publics, ne soit pas assuré, quelles sont les mesures préconisées par Messieurs les Ministres à court, moyen et long terme pour y remédier?

4. Quelles sont les mesures mises en place depuis 2014 pour endiguer les phénomènes de dumping social en particulier et de violation du droit du travail en général?

Réponse commune (16.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°1186 du 4 juin 2015, les honorables Députés Aly Kaes et Marc Spautz souhaitent avoir des informations concernant le dysfonctionnement sur les chantiers au Luxembourg.

Ad 1. Dans le cadre des soumissions publiques, le pouvoir adjudicateur définit conformément au règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, des critères de sélection qualitative ainsi que des conditions minima de participation. Cette démarche vise à restreindre jusqu'à un certain niveau le groupe des soumissionnaires potentiels, de manière à pouvoir garantir que l'adjudicateur sera apte à exécuter le marché en question avec la qualité et suivant les conditions requises.

Lors des procédures de soumissions publiques, les opérateurs économiques sont invités à introduire un certain nombre de documents justifiant la conformité par rapport aux exigences formulées. Toutefois, les moyens de contrôle réels dont dispose le maître d'ouvrage sont limités. Ainsi, les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures effectuent les vérifications de tous les documents administratifs lors de la procédure d'adjudication pour autant que ces documents fassent l'objet des données à demander dans le cadre des marchés publics. Il s'agit notamment des certificats émis par les administrations fiscales et les établissements de sécurité sociale, de l'autorisation d'établissement, de l'inscription au registre professionnel ainsi que des bilans et comptes pertes et profits des entreprises.

À ce sujet, il y a lieu de noter que seules les entreprises qui ont pu présenter des documents conformes sont susceptibles de bénéficier d'une commande, les autres étant écartées pour non-conformité administrative. Aussi, la lettre de commande envoyée à l'entreprise après la décision d'adjudication rappelle expressément l'obligation du respect des dispositions de la loi du 20 décembre 2002 concernant le détachement de salariés et le contrôle de l'application du droit du travail.

Le cahier des clauses et conditions générales des CFL, qui est à la base des marchés réalisés sur les chantiers étatiques dont le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des CFL assure la maîtrise d'ouvrage, contient un certain nombre d'obligations à charge de l'entrepreneur et de ses sous-traitants en matière de droit du travail:

L'article 20 (1) prévoit que «les salaires payés ne peuvent ni être inférieurs à ceux prévus par les lois et les règlements en vigueur, ni à ceux prévus dans la convention collective de travail, s'il en existe une, dans l'industrie ou le métier en cause».

L'article 50 (1) prévoit que «l'entrepreneur paiera ses ouvriers et employés en se conformant aux prescriptions et règlements en vigueur».

L'annexe 3, intitulée «respect de la législation nationale luxembourgeoise», rappelle que «il

est impératif que l'entreprise et ses sous-traitants éventuels respectent les lois et règlements du Grand-Duché de Luxembourg, notamment […] le Code du Travail […]».

Le Code du Travail contient les dispositions relatives au salaire minimum. Et les documents contractuels entre les CFL et l'entreprise générale imposent le respect du Code du Travail. L'entrepreneur général est responsable de ses sous-traitants.

Dans le cadre des procédures d'analyse et d'évaluation des offres remises lors des soumissions, les CFL procèdent, conformément aux lois et règlements en vigueur, à l'analyse des prix offerts. En cas de prix anormalement bas, les soumissionnaires concernés sont priés de remettre des sous-détails de prix et un engagement garantissant la réalisation des prestations aux prix offerts. Sur base de ces informations, les CFL décident de maintenir ou d'écarter l'offre remise. En particulier, une offre proposant des heures de régie dont les taux horaires sont inférieurs au salaire minimum garanti sera écartée d'office.

Quand l'adjudicataire recourt à des entreprises sous-traitantes pour la réalisation de certains travaux, fournitures ou prestations, les CFL lui demandent de leur fournir un certain nombre d'informations et de documents qu'ils analysent avant approbation des sous-traitants:

- plan particulier de sécurité et de santé de l'entreprise (contrôlé préalablement par le coordinateur de sécurité);

- autorisation d'établissement;

- numéro de registre de commerce;

- numéros matricule et d'identification de la TVA;

- liste de personnel.

Chaque sous-traitant approuvé doit en outre figurer sur l'avis préalable du coordinateur de sécurité. D'ailleurs, les divers documents relatifs à un marché (cahier des charges et lettre d'adjudication) rappellent à l'entreprise que celle-ci et l'ensemble de ses sous-traitants doivent impérativement respecter les lois et règlements luxembourgeois en vigueur pour les chantiers publics.

Ad 2. Afin de protéger les entreprises évoluant dans la légalité, un système de badge social a été introduit au 1er janvier 2014 pour les salariés qui ne possèdent pas de carte de sécurité sociale luxembourgeoise et qui pour une durée déterminée viennent travailler sur le territoire luxembourgeois qui permet à l'Inspection du travail et des mines de faire les contrôles nécessaires afin de s'assurer que les dispositions d'ordre public prévues à l'article L.010-1 du Code du Travail soient respectées.

Ad 3. Concernant le contrôle des chantiers, il faut préciser que sur chaque projet de construction de l'État dépendant du Département des Travaux publics, un bureau spécialisé en matière de missions de coordination sécurité et santé est chargé notamment du contrôle de la loi du 20 décembre 2002 concernant le détachement des salariés.

Le coordinateur veillera à ce que les mesures nécessaires soient prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier. Or, suivant les réglementations en vigueur, le coordinateur de sécurité et santé ne peut exercer le contrôle que sur des personnes effectivement déclarées ayant accès au chantier. Cette déclaration d'accès est à établir par l'entreprise, alors que le coordinateur veille à ce que la liste des personnes soit tenue à jour. Pour des raisons de protection des données personnelles, ni lui, ni le maître d'ouvrage n'est autorisé par la législation actuelle à demander aux salariés des entreprises les papiers d'identité, ni des pièces renseignant sur leurs contrats de travail ou leurs rémunérations respectives. Suite à l'introduction du badge social, chaque travailleur doit disposer de la carte de légitimation de la sécurité sociale ou, en cas de détachement, du badge social délivré par l'Inspection du travail et des mines. Ces dispositions récentes ainsi que la décision de renforcer le personnel de l'Inspection du travail et des mines permettront une surveillance accrue au niveau des salariés intervenant sur les chantiers.

En ce qui concerne plus particulièrement les contrôles sur les chantiers dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage, les CFL procèdent régulièrement dans le cadre de leurs compétences:

- à des audits de sécurité sur chantier;

- à des contrôles réguliers sur chantier des conditions de sécurité et de salubrité (contrôle de la présence et de l'état des sanitaires, vestiaires et des locaux servant de réfectoire). Ces contrôles sont en partie réalisés ensemble avec le coordinateur de sécurité;

- à des contrôles des conditions de travail des ouvriers.

Le coordinateur de sécurité, mandaté par les CFL, procède à des visites de chantier régulières au cours desquelles il contrôle outre la sécurité, notamment la salubrité, les conditions de travail, etc. Ces visites font l'objet de rapports de visite.

Finalement, dans ce contexte, le Directeur des Ponts & Chaussées a adressé, en date du 10 janvier 2014, une circulaire à tous ses services les invitant à inclure l'obligation du port de la carte d'affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise ou du badge social dans les cahiers particuliers de charge tout en proposant au Ministre du Développement durable et des Infrastructures d'inclure cette obligation également dans les clauses générales.

De même la Fédération des Artisans a adressé une lettre circulaire à ses membres et à la Chambre des Métiers pour atteindre tous les inscrits au rôle artisanal.

Ad 4. Prochainement un projet de loi sera introduit dans la procédure législative pour transposer notamment la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement des salariés effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Dans ce cadre, il est également prévu que dorénavant l'Inspection du travail et des mines pourra faire cesser le travail ou ordonner la fermeture partielle ou totale d'un chantier en cas de violation en matière de droit du travail.

Il y sera également prévu que la responsabilité en cascade dans le cadre de la sous-traitance directe et indirecte sera définie comme disposition d'ordre public.

Question 1187 (04.06.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **processus de Bologne:**

Le programme Erasmus permet aux étudiants de passer un semestre de leurs études à l'étranger, ce qui revêt une importance particulière. En effet, il permet l'approfondissement de langues étrangères, l'acquisition du savoir et d'une manière plus générale un élargissement de l'horizon culturel et intellectuel. Le processus de Bologne visait à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables à l'échelle européenne afin de promouvoir la mobilité internationale des étudiants.

Or, la mobilité des étudiants est parfois freinée par des problèmes de reconnaissance des diplômes entre pays européens et pays tiers.

Lors de la récente conférence interministérielle européenne sur le processus de Bologne à Erevan, en Arménie, l'importance d'avancer vers la reconnaissance automatique des diplômes et des compétences a été soulignée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien d'étudiants de l'Université du Luxembourg ont participé au programme Erasmus durant les dernières cinq années académiques?

- Le Ministre est-il au courant des problèmes de reconnaissance des diplômes?

- Quels moyens le Ministre a-t-il à sa disposition afin de favoriser la reconnaissance des semestres Erasmus dans le cadre du processus de Bologne?

Réponse (30.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En ce qui concerne le nombre d'étudiants qui ont participé au programme Erasmus, l'Université du Luxembourg a déjà permis et organisé la mobilité de 2.319 étudiants dans le cadre de ce programme, et ce depuis 2010. Cette mobilité a été financée à travers les subventions du programme européen Erasmus, qui ont permis l'octroi de bourses de mobilité aux étudiants de l'Université du Luxembourg. Pour l'année académique 2015-2016, l'Université du Luxembourg a 215 accords Erasmus en vigueur. Par ailleurs, je tiens à souligner que l'Université du Luxembourg s'est vu attribuer la Charte Erasmus par la Commission européenne, Direction générale Éducation & Culture, à compter du 10 janvier 2014.

Afin d'éviter les problèmes de reconnaissance du programme académique pendant la mobilité, l'Université du Luxembourg fait signer un «learning agreement» à l'étudiant et à l'université partenaire, qui est censé garantir que le programme académique pendant la mobilité soit agréé par toutes les parties (document-type, correspondant à la Charte Erasmus: http://ec.europa.eu/education/opportunities/higher-education/doc/learning-studies_en.pdf).

La signature d'un tel «learning agreement» a été mise en place à partir de l'année académique 2006-2007. Ce document garantit à l'étudiant la reconnaissance et la prise en compte de son parcours à l'étranger.

Dès lors, à l'Université du Luxembourg, la procédure du «learning agreement» constitue en quelque sorte une garantie pour la reconnaissance des semestres Erasmus.

Question 1188 (04.06.2015) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**exploitation criminelle par le travail:**

Le 2 juin 2015, l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) a publié un rapport intitulé: «Severe labour exploitation: workers moving within or into the European Union States' obligations and victims' rights». Dans ce rapport, la FRA constate notamment que l'exploitation criminelle par le travail est répandue dans divers pays de l'UE et dans divers secteurs. Pour ce rapport, la FRA n'a pas mené de recherches de terrain au Luxembourg, mais critique le Grand-Duché pour sa législation trop laxiste à cet égard. Le rapport fait notamment une série de propositions pour renforcer la lutte contre l'exploitation grave par le travail.

Le 3 juin 2015, RTL Luxembourg a diffusé un reportage intitulé: «Undercover: Modern Sklaverei op Lëtzebuerger Chantieren?» Ce reportage fait état de cas sévères d'exploitation de travailleurs portugais dans le secteur de la construction qui s'apparentent à de l'esclavage moderne. RTL montre notamment en caméra cachée un ouvrier sur un chantier subventionné par l'État à Luxembourg-Pfaffenthal, qui affirme travailler dix heures par jour (7.30 à 18.00 heures) pour un salaire de 7,50 euros l'heure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Nicolas Schmit les questions suivantes:

1. Quels enseignements Monsieur le Ministre tire-t-il aussi bien du rapport de la FRA que du reportage susmentionné de RTL?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il y a lieu d'agir urgemment dans la matière?

3. Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il proposer pour renforcer le combat contre toutes formes d'exploitation sévère du travail?

Réponse (07.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. Il y a lieu de retenir tout d'abord que les conclusions de l'étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) ne concernent pas uniquement le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dans ce contexte et pour améliorer l'efficacité des enquêtes dans les cas d'exploitation grave par le travail, il convient d'institutionnaliser la coopération et d'établir des liens étroits entre l'Inspection du travail et des mines et les autres administrations impliquées (Police grand-ducale, Administration des Douanes et Accises) et les procureurs, y compris dans des contextes transfrontaliers, en vue de pouvoir combattre plus efficacement toute forme d'exploitation par le travail.

À noter que dans le cadre de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'ITM informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains.

L'Inspection du travail et des mines permet également aux victimes soumises à des formes graves d'exploitation par le travail d'accéder à des informations sur leurs droits légitimes en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail sur son site Internet et accueille également des salariés et des employeurs au sein de ses guichets qui par ailleurs ont été augmentés de trois (Strassen, Esch-sur-Alzette et Diekirch) à sept (Wiltz, Wasserbillig, Differdange et Dudelange).

Ad 2. et 3. Prochainement un projet de loi sera introduit dans la procédure législative pour transposer notamment la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Dans ce cadre, il est également prévu que dorénavant l'Inspection du travail et des mines pourra faire cesser le travail ou ordonner la fermeture partielle ou totale d'un chantier en cas de violation en matière de droit du travail.

Il y sera également prévu que la responsabilité en cascade dans le cadre de sous-traitance directe et indirecte sera définie comme disposition d'ordre public.

Par ailleurs, l'Inspection du travail et des mines s'est dotée d'un organigramme fonctionnel et de services dont les inspecteurs du travail agissent sur le terrain en tant que «pool» dans tous les secteurs économiques confondus.

Question 1189 (04.06.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **transports en commun:**

La Ville de Luxembourg, en collaboration avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, vient d'annoncer qu'à partir du samedi 6 juin 2015, toutes les lignes du réseau des autobus de la capitale seront gratuites les samedis, tout comme les lignes Eurobus et certaines lignes RGTR assurant une desserte intra-Ville.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- En quoi consiste cette collaboration?

- Cette collaboration comporte-t-elle un support financier de la part du Ministère?

- Dans l'affirmative, quel est le montant de ce support financier?

- Est-ce que d'autres communes, voire régions, peuvent également profiter d'une telle collaboration avec le Ministère et, le cas échéant, sous quelles conditions?

Réponse (02.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquièrent au sujet de la gratuité de certaines lignes RGTR le samedi assurant une desserte intra-Ville de Luxembourg.

En effet, en raison du grand nombre de chantiers actuels et futurs sur le territoire de la Ville de Luxembourg et en particulier dans le centre ville, (Hamilius, Tram, etc.) et au vu de l'étroite collaboration entre le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et la Ville de Luxembourg concernant le réseau de bus dans l'agglomération de la Ville de Luxembourg, l'on a décidé, d'un commun accord, de proposer le transport gratuit les samedis afin de renforcer ce jour-là l'utilisation des transports publics.

Cette collaboration ne comporte pas de support financier proprement dit de la part du MDDI à l'exception d'une perte de recettes ce jour-là sur les lignes de bus RGTR. Il est cependant très difficile pour l'instant d'évaluer ce déchet de recettes alors qu'une grande partie des clients des transports publics sont détenteurs d'un abonnement (mensuel, voire annuel). Des pourparlers avec les responsables de la Ville de Luxembourg sont prévus pour une éventuelle participation financière de cette dernière à cette situation tout à fait exceptionnelle.

D'autres communes, voire régions, pourraient également profiter d'une telle mesure dûment justifiée et exceptionnelle. La direction en charge des transports publics devrait à ce moment-là évaluer préalablement si des perturbations similaires (grands chantiers), auxquelles la commune serait exposée, justifieraient une telle mesure.

Question 1190 (04.06.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **fabriques d'église:**

Le 26 janvier 2015, le Gouvernement a signé trois accords avec l'Église catholique, dont un portait plus particulièrement sur l'organisation future des fabriques d'église au niveau communal.

Des réunions d'information auxquelles le secteur communal a été convié ont par la suite eu lieu en mars 2015. À aucun moment cependant, Monsieur le Ministre n'a cherché à se mettre d'accord avec le secteur communal sur la démarche à suivre en la matière. Au contraire, le 24 avril 2015, Monsieur le Ministre de l'Intérieur adresse une circulaire aux administrations com-

munales explicitant les démarches à entamer par les communes, tout en insistant à ce que les négociations entre les communes et les fabriques d'église aboutissent au plus tard le 1er avril 2017.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Quelle est la base légale de cette circulaire (à défaut de lois d'approbation des conventions susmentionnées)? A défaut de base légale, Monsieur le Ministre estime-t-il que ladite circulaire puisse lier les communes? Est-ce que par ailleurs une convention conclue entre l'État et une communauté religieuse peut créer des obligations juridiques pour les communes?

2. Alors qu'il résulte de la convention entre l'État et l'Église catholique concernant la nouvelle organisation des fabriques d'église que seules les personnes physiques seront admises à faire des dons et des legs au bénéfice du fonds à créer, l'exclusion des personnes morales ne viole-t-elle pas le principe de l'égalité devant la loi? Monsieur le Ministre est-il en mesure d'argumenter cette différence de traitement alors que celle-ci devrait, selon une jurisprudence bien assise de la Cour Constitutionnelle, procéder de disparités objectives, être rationnellement justifiée et proportionnée à son but?

3. De même, l'interdiction faite aux communes de soutenir financièrement les fabriques d'église n'est-elle pas contraire au principe de l'autonomie communale prévu à l'article 107 de la Constitution?

Réponse (03.07.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse aux questions des honorables Députés au sujet de l'organisation future des fabriques des églises, il y a lieu de fournir les réponses suivantes:

Ad 1. La circulaire n°3255 du 24 avril 2015, qui a été adressée aux administrations communales à la suite des quatre réunions d'information organisées en collaboration avec le Syvicol en mars 2015, a pour objet:

- d'informer les communes sur les tenants et aboutissants de la convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique concernant la nouvelle organisation des fabriques des églises;

- d'informer les communes sur le fait que les fabriques des églises seront abolies par la voie législative et unifiées en un seul et unique Fonds;

- de fournir des explications aux communes quant aux démarches à entamer.

Alors que la future loi abrogeant le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises s'imposera, le cas échéant, aux communes, il est entendu que la convention signée par le Gouvernement et l'Église catholique en date du 26 janvier 2015 ne crée pas d'obligations juridiques pour les communes.

Ad 2. Ladite convention stipule, en effet, que le futur Fonds pourra bénéficier de dons et de legs de la part de personnes physiques, les dons étant fiscalement déductibles dans le chef des donateurs. Cette disposition permet, dans le respect des libertés constitutionnelles, aux personnes croyantes qui entendent soutenir l'Église catholique de faire valoir la déduction fiscale des dons versés. Or comme, par définition, une personne morale ne peut être croyante, la question d'une éventuelle disparité de traitement ne se pose point.

Ad 3. Tout d'abord, il convient de préciser que la convention précitée est un appui à l'autonomie communale, comme il appartiendra aux communes, dans le plein respect du principe de l'autonomie communale, de clarifier enfin les relations de propriété des édifices religieux et de décider librement de l'usage des édifices religieux leur revenant.

Contrairement aux affirmations des auteurs de la question parlementaire, ladite convention n'interdit pas aux communes de soutenir financièrement les fabriques des églises, ce qui ne ferait d'ailleurs pas de sens comme les fabriques des églises seront abolies par la future loi.

Question 1191 (05.06.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **reproches formulés à l'adresse du Gouvernement précédent:**

Dans une interview accordée à un grand journal belge (édition du 3 juin 2015), Monsieur le Ministre des Finances affirme que lors de sa prise de fonction fin 2013, sa «première tâche a été de réparer les dégâts causés par ses prédécesseurs».

Dans ce contexte, permettez-moi, Monsieur le Ministre des Finances, de vous poser les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre veut bien décrire de manière plus précise les dégâts auxquels il se réfère dans l'interview susmentionnée? Quelles mesures correctrices ses prédécesseurs auraient dû mener à son avis afin d'éviter ces dégâts?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que de tels propos servent à renforcer la position du Luxembourg au niveau européen, voire international? Le Gouvernement ne plaidait-il pas après l'affaire «LuxLeaks» la solidarité nationale de tous les acteurs politiques afin de défendre au mieux la cause du pays?

Réponse (02.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le 23 novembre 2013, bien avant l'affaire «Luxleaks», le «Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales» a jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales. Il a ainsi mis en exergue de graves défaillances au niveau de sa législation, de sa réglementation, et de la pratique afférente. Au regard des critères d'évaluation du «Forum mondial», les critiques formulées étaient prévisibles et auraient dès lors pu être anticipées par la mise en œuvre, en temps utile, de réformes correspondantes.

Conscient des risques de sanction et de réputation engendrés par cette situation, le Gouvernement a, dès son entrée en fonction le 4 décembre 2013, mis en œuvre tout un éventail de mesures pour répondre aux critiques du «Forum mondial». Il a ainsi pris acte de l'urgence d'agir qui existait dans ce dossier. Force est de constater que cette analyse ne fut pas partagée par le parti de l'honorable Député. En effet, sa fraction parlementaire a demandé encore le 4 novembre 2014 le report du vote sur le projet de loi n°6680 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale. Elle s'est finalement abstenue lors du vote.

Or, c'est l'adoption de ce texte, en complément de ceux adoptés antérieurement au cours de l'année 2014, dont la liste exhaustive est reprise dans la réponse à la question parlementaire n°1178 *(cf. ci-dessus)*, qui a permis au Gouvernement de convaincre le «Forum mondial» d'initier une nouvelle évaluation du Luxembourg.

Le Gouvernement constate que les réformes mises en œuvre depuis le 4 décembre 2013 ont fortement contribué à renforcer la crédibilité du Luxembourg dans la gestion des critiques, souvent mal fondées, qui lui ont été adressées dans le cadre de l'affaire «LuxLeaks».

Question 1192 (05.06.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **zone d'activité «Flébour»:**

Le Gouvernement a décidé de ne pas étendre la zone d'activités «Flébour» dans la commune de Bourscheid. À l'heure qu'il est, deux entreprises font partie de cette zone, une entreprise active dans le secteur énergétique et une autre travaillant dans le domaine des transports collectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'elle est disposée à accepter un élargissement de l'actuelle zone en vue de garantir le développement nécessaire des deux entreprises présentes sur le site?

- Madame la Ministre peut-elle informer si des pourparlers ont eu lieu entre son ministère et les édiles communaux de Bourscheid afin de préparer une extension raisonnable de ladite zone? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces échanges?

Réponse (07.07.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Tout d'abord, il importe de préciser que le Département de l'environnement ne s'est jusqu'à présent pas opposé à une extension de la zone d'activités existante à Flébour pour les besoins des entrepreneurs y implantés.

Par contre, la création d'une nouvelle zone d'activités économiques à caractère régional au même endroit a été vue d'un œil très critique, ce qui explique qu'elle ne fait pas partie du projet de plan directeur sectoriel précité.

C'est dans cette logique que le Département de l'environnement avait déjà informé la commune de Bourscheid dans son avis du 24 septembre 2014, établi dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique relative au PAG de la commune, que «… le Département de l'Environnement peut se déclarer d'accord avec une légère extension de la zone d'activités économiques pour permettre l'agrandissement de l'entreprise existante, et ce dans le cadre des limites définies par le projet de plan directeur sectoriel… Les variantes potentielles pour une telle extension sont à analyser en détail en phase 2 du rapport environnemental, de manière à en limiter l'impact environnemental, notamment paysager».

Récemment des pourparlers ont eu lieu avec le collège échevinal et une réunion de concertation supplémentaire est prévue pour juillet 2015 pour s'échanger sur d'éventuelles délimitations.

Question 1193 (05.06.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **carte bleue européenne pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés:**

L'article 45 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit une autorisation de séjour pour ressortissants de pays tiers aux fins d'exercer un emploi hautement qualifié. Une des conditions à remplir est celle d'un niveau de rémunération minimal déterminé par le règlement grand-ducal du 26 septembre 2008. Le règlement ministériel du 13 mai 2015 fixant le salaire annuel brut moyen prévoit dans son article 2 une exception pour les professions pour lesquelles un besoin particulier de travailleurs ressortissants de pays tiers est constaté par le Gouvernement. Les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés et formés par l'Université du Luxembourg ne tombent cependant pas sous le champ de la carte bleue.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir des données et statistiques pour les cinq dernières années concernant la demande et l'octroi de la carte bleue européenne pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés, classées selon les différentes professions en question?

2. Les spécialistes des technologies de l'information et des communications figurant en tant qu'exception permettant un seuil du niveau de rémunération minimal plus bas, Messieurs les Ministres prévoient-ils d'autres professions à exempter?

3. Est-ce qu'il y avait d'autres exceptions dans le passé qui avaient été abolies, et dans l'affirmative, pour quelles raisons?

4. Compte tenu de la problématique d'autorisation de séjour pour les personnes hautement qualifiées de pays tiers ayant accompli leurs études ou recherches à l'Université du Luxembourg et du besoin de leurs compétences pour l'économie nationale, Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas opportun de créer une simplification d'autorisation de séjour voire d'ouvrir la voie de la carte bleue à ces personnes?

Réponse commune (06.07.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Les efforts mis en œuvre par le Gouvernement afin de développer le secteur des TIC a connu un réel succès pendant les dernières années. De plus en plus d'entreprises se créent, s'installent chez nous et se développent, ce qui tend à accroître les besoins de personnel qualifié dans ce domaine. Cependant un nombre important de ces emplois ne peuvent actuellement pas être comblés par des résidents luxembourgeois ou même de la Grande Région.

De nombreuses initiatives qui ont pour objectif d'accroître l'offre de formation au Luxembourg dans ces nouvelles professions sont des initiatives à long terme. En effet, dans le cadre de la stratégie «Digital Lëtzebuerg», cette question est activement discutée dans le groupe de travail e-skills analysant les aspects liés à la formation et au recrutement dans le secteur des technologies de l'information et dans les secteurs connexes. Dans ce même contexte, le programme Digital(4)Education regroupe de nombreuses initiatives, certaines existantes, d'autres en cours de lancement, qui ont pour objectif d'accroître l'offre de formation au Luxembourg dans ces nouvelles professions, et ceci à tous les niveaux (éducation fondamentale et secondaire, formation professionnelle initiale et continue et enseignement universitaire). D'autres actions ont pour but de sensibiliser les jeunes à ces professions d'avenir. Toutefois, il s'agit d'initiatives à long terme, qui prendront un certain temps à porter leurs fruits. Dans l'attente, les entreprises en question qui veulent se développer et grandir au Luxembourg sont donc inévitablement amenées à recruter des personnes issues de l'UE et de pays tiers.

Ad 1. Pour la période du 1er janvier 2012 au 30 mai 2015, la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a délivré 67 premiers titres de séjour «carte bleue européenne» pour les trois catégories de professions visées par l'article 2 du règlement ministériel du 13 mai 2015 et 39 renouvellements de titres de séjour pour les catégories de professions précitées, ventilés comme suit:

Premières délivrances

Catégorie 212: Mathématiciens, actuaires et statisticiens: 7

Catégorie 251: Concepteurs et analystes et de multimédia: 31

Catégorie 252: Spécialistes de bases de données et des réseaux d'ordinateurs: 29

Renouvellements

Catégorie 212: Mathématiciens, actuaires et statisticiens: 3

Catégorie 251: Concepteurs et analystes et de multimédia: 21

Catégorie 252: Spécialistes de bases de données et des réseaux d'ordinateurs: 15

À noter que ces chiffres se réfèrent non pas aux cinq dernières années mais couvrent la période entre le 1er janvier 2012 et le 30 mai 2015 alors que la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié a été transposée en droit interne par la loi du 8 décembre 2011.

En chiffre absolu, 781 premières délivrances de cartes bleues furent accordées pendant la période retenue. Les professions en question représentent donc 8,5% pour les premières délivrances.

Pour ce qui concerne les renouvellements, 403 cartes bleues furent accordées depuis janvier 2012. Le nombre moins important s'explique principalement par le fait qu'un grand nombre de cartes bleues accordées une première fois sont encore valables à l'heure actuelle. Les professions en question représentent donc 9,6% pour les renouvellements.

Une comparaison avec le nombre de délivrances dans les autres États membres peut être consultée sous: http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2014/EN/1-2014-287-EN-F1-1.Pdf

Ad 2. Pour le moment d'autres exemptions ne sont pas prévues.

L'exemption introduite en faveur du secteur technologies de l'information et de la communication (TIC) s'explique d'ailleurs par le fait qu'une partie des recrutements concernent des salariés qui viennent juste d'achever leurs études par des entreprises récemment créées. Dans ces cas de figure, le seuil général de la carte bleue de 150% du salaire moyen annuel, comme prévu par la directive en question, posait souvent des difficultés pour des start-ups, vu le salaire moyen très élevé au Luxembourg.

Le phénomène des start-ups est sensiblement moins prononcé dans d'autres secteurs, notamment dans le secteur financier, et les recrutements concernent souvent des salariés ayant une grande expérience professionnelle pour lesquels les salaires plus élevés ne posent pas de difficultés aux entreprises, qui se trouvent par ailleurs dans une situation financière plus stable.

Ad 3. Non, il n'y a pas eu d'autres exceptions dans le passé.

Ad 4. Des réflexions dans ce sens sont en cours au sein de la Direction de l'immigration.

Question 1194 (08.06.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **cessions et saisies des salaires et pensions:**

Les cessions et saisies des salaires et pensions sont régies par la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes. L'article 4 de cette loi prévoit qu'une partie de ces revenus est insaisissable - partie qui diminue selon le montant du revenu. Or, les montants de ces «tranches» selon lesquelles les rémunérations,

pensions et rentes sont subdivisées, n'ont plus été adaptés depuis la publication du règlement grand-ducal du 26 juin 2002 fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes. Ceci signifie que depuis 13 ans, la part insaisissable - et donc le minimum que peut garder une personne endettée pour vivre - a diminué constamment.

Par ailleurs, il faut noter que ces tranches ne sont pas adaptées en fonction de la situation familiale du débiteur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils conscients de cette situation?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne pensent-ils pas qu'il faudrait adapter les montants de ces tranches au minimum à l'évolution du coût de la vie?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils d'accord pour dire que ces montants devraient absolument tenir compte de la situation familiale du débiteur?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils l'intention d'adapter, voire de réformer la législation en la matière?

Réponse commune (07.07.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Angel qui porte sur les cessions et saisies des salaires et pensions, le Ministre de la Justice et la Ministre de la Famille et de l'Intégration aimeraient fournir les précisions qui suivent.

Le Gouvernement est conscient que la dernière adaptation du règlement grand-ducal fixant les tranches cessibles et saisissables des rémunérations date de 2002 et de l'impact de l'évolution du coût de la vie sur les débiteurs concernés. C'est la raison pour laquelle un projet de règlement grand-ducal portant adaptation des tranches à l'évolution du coût de la vie est en préparation et sera soumis au Conseil de Gouvernement au plus tard fin juillet 2015.

Faute de référence dans le texte légal de base en question, à savoir la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes, il n'est actuellement pas possible de tenir compte de la composition du ménage du débiteur. Conscient de la problématique, le Gouvernement envisage de revoir la législation actuelle pour prendre en compte la situation familiale et pour laisser à la disposition du débiteur un revenu minimum considéré comme vital, tout en donnant des garanties de recouvrement au créancier. Le projet de loi n°4955 portant modification de la loi du 11 novembre 1970 citée ci-avant, tient compte de ces considérations et constituera une bonne base de travail.

Question 1196 (09.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**appel d'offres concernant l'exploitation des magasins «buy bye» à l'Aéroport de Luxembourg:**

Selon les informations diffusées dans la presse, les quatre magasins «buy bye» à l'aérogare de Luxembourg, appelés autrefois «Tax Free Shops» et exploités depuis 1970 par Luxair, seront désormais commercialisés par le groupe français Lagardère. Cette décision a été prise il y a quelques jours par le conseil d'administration de lux-Airport, société privée détenue entièrement par l'État luxembourgeois et dont tous les membres du conseil d'administration sont des agents de l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sachant que le «travel retail» est en pleine expansion, pourquoi le choix d'exploitation des magasins de l'Aéroport du Luxembourg porte-t-il sur un concurrent étranger et non pas sur Luxair, lui retirant par là une source non négligeable d'argent et un moyen de contact avec les passagers?

- Sachant que les magasins ne relèvent pas du handling soumis à la réglementation d'une directive européenne et qu'il n'y a aucune obligation légale à lancer un appel d'offres international, pourquoi lux-Airport SA a pourtant lancé un tel appel?

- Selon le porte-parole de Luxair, «il s'agit d'une activité historique pour notre compagnie» dont «le marché, qui est tributaire du passage et du pouvoir d'achat des passagers de l'aéroport, a toujours apporté sa contribution aux résultats du groupe» et il parle d'une vraie «déception pour nous». L'État luxembourgeois étant ensemble avec la BCEE l'actionnaire majoritaire de Luxair SA ne devrait-il pas garantir les intérêts de Luxair et essayer de trouver la meilleure solution pour les deux entreprises dont il est l'actionnaire majoritaire, à savoir lux-Airport et Luxair?

- Monsieur le Ministre, en tant que responsable du Gouvernement, ne devrait-il pas veiller à ce que les agents de l'État représentant l'État luxembourgeois dans les conseils d'administration respectifs prennent les meilleures décisions pour l'économie nationale, le développement des activités aériennes au Luxembourg et des deux entreprises lux-Airport et Luxair?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que les produits luxembourgeois seront toujours distribués dans les futures boutiques de la maison étrangère?

- Bien que l'appel d'offres pour l'exploitation des magasins prévoie une reprise du personnel dans la nouvelle entreprise, quel est le résultat des premières réunions avec le personnel et les syndicats et sous quelles conditions le personnel sera-t-il repris dans la nouvelle entité, notamment en ce qui concerne les contrats et salaires proposés?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir qu'il n'y aura pas de dumping social en reprenant les employés actuels sous des conditions désavantageuses?

Réponse (15.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

- En septembre 2012, sous la responsabilité de mon prédécesseur, Monsieur Claude Wiseler, lux-Airport SA a commandité une revue stratégique de ses activités auprès de la société A.T. Kearney. En date du 26 octobre 2012, le consultant a présenté son analyse en matière de gestion des commerces et des restaurants en identifiant un potentiel important d'optimisation par un réaménagement du «lay out» des entités et de la performance des exploitants.

Il convient de rappeler dans ce contexte que suivant la réglementation européenne en vigueur l'Aéroport de Luxembourg doit s'autofinancer actuellement jusqu'à concurrence de 50% des investissements à réaliser. Dès que l'aéroport dépasse la limite de 3 millions de passagers ce pourcentage augmentera à 75%.

Quant à l'évaluation des candidatures dans le cadre de l'appel d'offres concerné, elle reposait sur des critères à la fois financiers et non financiers, tels que le concept, le type de commerces et l'intégration dans l'environnement aéroportuaire, mais aucunement sur un quelconque critère de nationalité qui serait contraire au marché unique des services dans l'espace communautaire. Il est à noter par ailleurs que très peu de compagnies aériennes exercent encore une activité «retail» en aéroport de par le monde, ce qui laisse penser que cette activité ne fait en général pas partie de leur cœur de métier.

- L'appel d'offres en question n'est pas soumis à la loi sur les marchés publics et a été lancé dans la presse spécialisée du domaine d'activité concerné comme le ferait toute société de droit privé en respectant le principe de la libre concurrence ainsi que les normes de «best practice». Par le lancement de cet appel d'offres, lux-Airport SA poursuivait deux objectifs d'égale importance, à savoir positionner l'offre commerciale en aérogare aux standards les plus élevés de l'industrie et obtenir des garanties de rentabilité à long terme pour s'assurer une augmentation certaine des revenus issus desdits commerces afin de consolider son propre modèle économique.

- Suivant l'évaluation des offres réalisée avec l'assistance d'un consultant externe spécialisé, l'offre de Luxair était devancée par les autres à la fois sur les critères financiers et non financiers. Les offres retenues par le conseil d'administration de lux-Airport étaient de toute évidence et en toute objectivité le meilleur choix pour lux-Airport, pour le développement des activités aéroportuaires au Luxembourg, pour l'attractivité de l'Aéroport de Luxembourg, pour le confort des passagers de toutes les compagnies aériennes confondues et de façon indirecte pour l'économie nationale en ce qu'il accroît le chiffre d'affaires généré au Luxembourg et la capacité de lux-Airport à s'autofinancer. Il convient de spécifier que les sociétés qui ont remporté le marché sont priées de constituer des sociétés luxembourgeoises soumises à l'imposition et aux taxes locales.

- La vente de produits luxembourgeois fait partie des obligations stipulées dans le cahier des charges et les sociétés retenues ont présenté des concepts intégrant de manière intelligente et convaincante à la fois les produits locaux et ce qui identifie le Luxembourg aux yeux des clients. Des espaces sont spécialement prévus à cet effet dans le duty free et dans la salle d'embarquement.

- La reprise du personnel dans le cadre d'un transfert d'entreprise est imposée par les articles L.127-1 à L.127-6 du Code du Travail luxembourgeois auxquels le cahier des charges fait un renvoi exprès pour être certain que les offres soient remises en connaissance de cause de cette particularité légale protégeant les droits des salariés. Le rôle de lux-Airport se limite cependant à l'analyse des offres et à l'attribution dudit marché. Puisqu'il s'agit de liens issus d'un contrat de travail, seuls l'ancien employeur, le nouvel employeur et les représentants syndicaux sont autorisés à mener les négociations pour la reprise effective du personnel.

- L'article L.127.3 paragraphe 1 du Code du Travail prévoit que «les droits et obligations qui résultent pour le cédant d'un contrat de travail ou d'une relation de travail existant à la date du transfert sont, du fait de ce transfert, transférés au cessionnaire». Le paragraphe 3 de l'article précité ajoute qu'«après le transfert, le cessionnaire maintient les conditions de travail convenues par une convention collective dans la même mesure que celle-ci les a prévues pour le cédant, jusqu'à la date de la résiliation ou de l'expiration de la convention collective ou de l'entrée en vigueur ou de l'application d'une autre convention collective».

Question 1197 (09.06.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **mobilité des personnes à besoins spécifiques:**

Selon le Plan d'action du Gouvernement luxembourgeois pour la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées de 2012, la mobilité personnelle des personnes à besoins spécifiques est l'une des conditions sine qua non de leur participation autonome et égalitaire à la vie sociale.

Le Plan vise entre autres à adapter le transport public afin d'encourager une plus grande indépendance de ces personnes. Il serait ainsi indispensable de mettre en place une infrastructure adaptée, notamment au niveau de l'accessibilité des arrêts de bus et des quais de gare, ou de former davantage les conducteurs de bus et le personnel de train, afin qu'ils puissent communiquer au mieux avec les personnes handicapées. De plus, il faut que les informations relatives au transport et les horaires des transports publics soient accessibles aux personnes présentant des troubles de la vue ou de l'audition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quel est l'état actuel de l'accessibilité des transports en commun aux personnes à besoins spécifiques?

- L'adaptation du concept des autobus pour personnes à besoins spécifiques CAPABS et Adapto tiendra-t-elle compte des revendications des personnes concernées?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il améliorer de manière efficace l'accessibilité des personnes à besoins spécifiques au transport public?

- Existe-t-il un plan pluriannuel pour l'adaptation des infrastructures?

- Comment le Gouvernement entend-il impliquer les communes dans ce contexte?

- Dans le cadre du projet du tram, quelles mesures et infrastructures sont prévues pour garantir au maximum l'accessibilité aux personnes présentant un handicap?

- Que fera le Gouvernement pour garantir une application harmonisée et cohérente par les instances publiques de la définition d'un handicap et des divers degrés de celui-ci?

Réponse commune (02.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:*

Tout d'abord, nous tenons à vous assurer que l'accessibilité des personnes à mobilité réduite préoccupe nos services qui tiennent à respecter les besoins des personnes à mobilité réduite dans tous les projets concernant les transports publics.

En général, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures entreprend de considérables efforts afin d'améliorer l'accessibilité du réseau RGTR aux personnes à mobilité réduite en favorisant la mise en service de bus à plancher bas ou des bus du type «low entry» dans toutes les situations où la configuration de la ligne de bus le permet. En outre, la mise en service du projet télématique améliore l'an-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

nonce des informations aux personnes à besoins spécifiques.

Dans la même optique, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a réorganisé les différents services alternatifs (i. e. Adapto, CAPABS) afin de mieux répondre aux besoins des personnes à besoins spécifiques. Dans le cadre de ces projets, l'on a tenu compte des revendications des différentes associations et structures concernées.

En outre, plusieurs projets sont actuellement en cours en vue d'améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Il s'agit notamment de la mise en conformité des gares/haltes CFL lors des travaux de rénovations; du projet télématique du Verkéiersverbond visant à proposer, par plusieurs vecteurs de communications, l'information des horaires en temps réel aux utilisateurs et d'autres informations concernant leur trajet.

Or, il est indispensable de responsabiliser les autorités communales alors qu'elles sont en charge de l'aménagement des arrêts de bus. Le Verkéiersverbond a d'ailleurs déjà élaboré une brochure afin de montrer les concepts de l'arrêt de bus optimal et d'aider ainsi les communes par cette standardisation à réaliser de façon plus aisée leurs arrêts.

Le projet TRAM s'intègrera également dans la politique générale du MDDI concernant la mise en place de nouvelles infrastructures adaptées des transports publics. Ainsi, ADAPTH asbl, association conventionnée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, qui depuis 2012 est «Centre de compétence national pour l'accessibilité des bâtiments» a été contacté par LuxTram SA en vue d'une consultation en matière d'accessibilité.

Concernant la question relative à un plan pluriannuel, actuellement les exigences d'accessibilité, telles que définies par la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public et son règlement d'exécution du 23 novembre 2001 s'appliquent déjà, entre autres, à tous les projets de nouvelles constructions et de rénovation importante d'un lieu ouvert au public relevant de l'État, des communes et des établissements publics et visent plus particulièrement les fonctions accessibles au public.

Dans le cadre de l'adaptation de cette législation aux dispositions de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (ci-après CRDPH), le champ d'application de la loi de 2001 sera largement étendu, entre autres à de nombreux lieux privés ouverts au public et à certaines parties et à certains types de logement.

À noter que la nouvelle législation mettra davantage l'accent sur le principe du «Design for all» que sur l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. Le «Design for all» a pour objet de garantir à chaque personne des chances égales de participation à tous les aspects de la vie. Il s'agit d'un concept holistique pour la diversité humaine, l'inclusion sociale et l'égalité des chances.

Il va sans dire que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région se concerte régulièrement, entre autres, avec le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol, notamment sur les questions d'accessibilité.

Afin de permettre au Gouvernement de mener à bien la réforme de la législation actuelle relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public, qui est actuellement en cours de réalisation, les agents du Ministère de la Famille et de l'Intégration en charge de ce dossier ont lancé une étude visant le patrimoine existant. Il s'agit d'évaluer l'état actuel - d'un point de vue accessibilité et «Design for all» - des bâtiments dont les communes sont propriétaires ou locataires et de pouvoir, le cas échéant, chiffrer leur mise en accessibilité.

À cette fin, ADAPTH asbl a développé, en concertation avec le Service «Personnes handicapées» du Ministère de la Famille, un outil de travail sous forme d'un questionnaire en ligne (programme informatique - ABOP) qui permet la création d'une base de données centralisée. Ne sont concernés que les bâtiments hébergeant des fonctions accessibles au public.

Le législateur a établi différents critères selon lesquels les personnes handicapées peuvent bénéficier de prestations ou d'allocations. Il définit ainsi, dans un contexte déterminé, qui peut être considéré comme personne handicapée. Les prestations ou allocations varient en fonction des différents types de déficiences des personnes concernées et en fonction de la situation. Ainsi, il existe des mesures particulières et des aides financières (p. ex. prestations de l'assurance dépendance, revenu pour personnes gravement handicapées), et aussi des mesures de compensation du handicap (p. ex. carte de stationnement pour personnes handicapées) qui se rapportent à différents domaines de la vie. D'ailleurs, même s'il n'existe actuellement pas de définition unique et universelle du handicap consacrée par la loi au Luxembourg, le Grand-Duché s'est engagé, en ratifiant la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées en octobre 2011, à adopter la notion du handicap telle qu'énoncée à l'article premier de la CRDPH.

Q214

Question 1198 (09.06.2015) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**évaluation du Conseil national des finances publiques à l'occasion du Programme de stabilité et de croissance 2015-2019:**

Dans le cadre de son évaluation des finances publiques à l'occasion du Programme de stabilité et de croissance 2015-2019, le Conseil national des finances publiques retient que pour atteindre l'objectif budgétaire à moyen terme, soit un solde structurel supérieur à 0,5% du PIB, il faudra pour la période 2015 à 2019 assurer du côté des recettes budgétaires une stabilité fiscale sur toute la période en question.

Cela signifierait en particulier une neutralité budgétaire de la réforme fiscale annoncée pour 2017 et le maintien des recettes de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire au-delà de l'année 2016.

Du côté des dépenses budgétaires, le Conseil national des finances publiques estime nécessaire une mise en œuvre complète du «Zukunftspak» dont 67% des mesures de réduction sont non encore réalisées à l'heure actuelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement partage sous ce point de vue les recommandations du Conseil national des finances publiques?

- Est-ce que le Gouvernement entend partant assurer que la réforme fiscale projetée pour 2017 soit menée dans le cadre d'une stricte neutralité budgétaire?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de maintenir l'impôt d'équilibrage budgétaire jusqu'à la fin de la présente législature?

- Quel est l'impact, en termes de réduction des dépenses budgétaires, noté à ce stade au niveau de la mise en œuvre du «Zukunftspak»?

Réponse (13.07.2015) **de M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En date du 9 juin 2015, le Conseil national des finances publiques (CNFP) a publié son premier rapport portant sur le Programme de stabilité et de croissance 2015-2019 envoyé par le Gouvernement aux instances communautaires fin avril. Les missions du CNFP sont définies dans la loi du 12 juillet 2014 sur la coordination et la gouvernance des finances publiques. En particulier, le CNFP est amené à faire des évaluations des finances publiques notamment par rapport aux règles budgétaires que le Gouvernement s'est données dans le cadre de la transposition du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance.

Dans son analyse, le CNFP constate en particulier, comme soulevé par les honorables Députés, que l'évolution des finances publiques telle que décrite dans le PSC se base sur la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses. Le CNFP fait ensuite observer que toute non-matérialisation d'une ou de plusieurs de ces hypothèses représente un risque pour la trajectoire des finances publiques telle que décrite dans le PSC. Comme il s'agit des mêmes hypothèses que celles retenues par le Gouvernement dans ses projections des finances publiques, le Gouvernement ne peut que partager cette analyse en termes de risques. En outre le Gouvernement considère bien évidemment que la réforme fiscale y compris l'impôt d'équilibrage budgétaire provisoire ne devra pas remettre en cause l'atteinte de l'OMT.

Actuellement, le Gouvernement maintient ces hypothèses pour l'estimation de ses prévisions des finances publiques à moyen terme, tout en étant conscient que toute modification future en relation avec ces hypothèses ayant un impact budgétaire négatif, i. e. détériorant la trajectoire des finances publiques, devra être contre-financée par de nouvelles mesures afin de permettre au Gouvernement de respecter ses objectifs budgétaires fixés pour la période 2015-2019.

Quant à la mise en œuvre complète du «Zukunftspak» selon le calendrier initial, celle-ci fait partie des hypothèses sur lesquelles se basent les prévisions des finances publiques à moyen terme, qui sont d'ailleurs maintenues par le Gouvernement. Dans ce contexte, il est à noter que dans le PSC, le Gouvernement avait ajouté une analyse de sensibilité décrivant l'impact sur la trajectoire des finances publiques d'une non-réalisation complète du «Zukunftspak», laquelle concluait à la nécessité d'une mise en œuvre complète afin de permettre la réalisation des objectifs budgétaires à moyen terme, surtout au niveau de la stabilisation de la dette publique brute.

Quant à l'état des lieux sur la mise en œuvre du «Zukunftspak», il convient de renvoyer les honorables Députés à la réponse à leur question nº1105 concernant l'exécution du paquet d'avenir *(cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015)*.

Concernant en particulier l'état des lieux de l'impact du «Zukunftspak» sur les dépenses, il y a lieu de considérer le tableau suivant contenu dans le PSC:

(en mio. d'euros)	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses (somme)	**-146**	**-276**	**-352**	**-411**	**-427**
Consommation intermédiaire	*-13*	*-33*	*-36*	*-39*	*-40*
Formation de capital	*-19*	*-40*	*-47*	*-49*	*-50*
Rémunération des salariés	*-6*	*-10*	*-11*	*-11*	*-11*
Autres impôts sur la production	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Subventions à payer	*-15*	*-59*	*-66*	*-80*	*-83*
Revenus de la propriété	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	*-13*	*-40*	*-56*	*-66*	*-68*
Prestations sociales en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis par l'intermédiaire de producteurs marchands	*-78*	*-98*	*-138*	*-161*	*-167*
Autres transferts courants	*7*	*14*	*19*	*21*	*22*
Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Transferts en capital à payer	*-9*	*-11*	*-17*	*-28*	*-29*
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Recettes (somme)	**365**	**488**	**568**	**559**	**578**
Production marchande	*5*	*9*	*9*	*9*	*9*
Production pour usage final propre	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Paiements au titre de l'autre production non marchande	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Impôts sur la production et les importations	*267*	*369*	*443*	*429*	*444*
Autres subventions sur la production à recevoir	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Revenus de la propriété	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	*91*	*106*	*111*	*116*	*120*
Cotisations sociales	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres transferts courants	*1*	*3*	*4*	*3*	*4*
Transferts en capital à recevoir	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Capacité/besoin de financement (= recettes - dépenses)	**512**	**765**	**920**	**970**	**1005**

Compte tenu du fait que les travaux préparatoires pour le projet de loi sur le budget 2016 et le projet de loi sur la programmation financière pluriannuelle 2016-2019 sont encore en cours, aucune représentation actualisée de l'impact du «Zukunftspak» sur les dépenses ne peut être donnée autre que celle basée sur les informations fournies dans le PSC.

Question 1201 (10.06.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **recrutement auprès de la police:**

Il me revient que le Ministre de la Sécurité intérieure envisage de recruter 80 volontaires de police alors que par voie de presse seuls 50 postes de volontaires ont été déclarés vacants.

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre exact de postes vacants?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de l'augmentation du recrutement programmé?

3. Quel est le nombre exact de dossiers de candidature déposés suite à la première annonce?

4. Quel est le processus de recrutement et de formation des volontaires de police avant leur engagement?

Réponse (18.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Soucieux d'améliorer les moyens à disposition de la police afin d'assurer au mieux la sécurité publique, j'ai décidé de recruter 80 volontaires de police en 2015.

L'expérience a montré qu'un pourcentage élevé des candidats admis à la formation de base ne sont en définitive pas assermentés, soit parce qu'ils sont éliminés, soit parce qu'ils abandonnent en cours de formation. Ainsi parmi les 65 volontaires recrutés en 2013, seuls 48 se trouvent encore en cours de formation. Sur les 50 volontaires recrutés en 2014 il n'en reste actuellement plus que 37.

360 dossiers de candidature ont été déposés suite au premier appel de candidature publié au mois d'avril 2015.

L'examen-concours aura lieu le 8 juillet 2015 et après les épreuves écrites, les candidats seront soumis à une épreuve sportive et une épreuve psychologique. La formation débutera par une instruction tactique de base jusqu'en décembre 2015. Par la suite, les candidats ayant réussi suivront une formation de base à l'École de Police et feront des stages pratiques en unité avant leur examen final. Après réussite, les volontaires seront engagés comme inspecteur de police en septembre 2017.

Question 1202 (10.06.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**offre de cours de langue luxembourgeoise en vue de l'acquisition de la nationalité du pays:**

Une des conditions à remplir pour pouvoir obtenir la nationalité luxembourgeoise via la procédure de la naturalisation consiste dans la réussite d'une épreuve en langue luxembourgeoise parlée. Pour relever ce défi les résidents étrangers sont souvent obligés de fréquenter des cours de langue luxembourgeoise. Cependant, comme l'indique le site de l'Institut national des langues, presque tous les cours de langue luxembourgeoise pour débutants sont complets, obligeant ainsi les personnes voulant acquérir la nationalité luxembourgeoise à s'inscrire sur les listes d'attente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le temps moyen d'attente avant que les personnes concernées puissent entamer leurs cours de luxembourgeois?

- Comment le Gouvernement entend-il résoudre ce problème afin de soutenir les résidents étrangers désireux d'acquérir la nationalité luxembourgeoise?

Réponse commune (08.07.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

À titre préliminaire, il convient de noter que la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise ne rend pas obligatoire la participation à des cours de langue luxembourgeoise dans le cadre des procédures d'acquisition ou de recouvrement de la qualité de Luxembourgeois. Toutefois, l'article 3, dernier alinéa du règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant l'organisation des épreuves et l'attestation de compétence de communication en langue luxembourgeoise parlée pour être admis à la naturalisation prévoit le remboursement partiel des frais d'inscription aux cours de langue luxembourgeoise au profit des candidats à la naturalisation.

1. Est-ce que les cours de langue luxembourgeoise sont complets et les personnes doivent s'inscrire sur des listes d'attente?

L'offre de cours de luxembourgeois pour adultes du MENJE se compose des cours de l'Institut national des langues (INL) et du Service de la formation des adultes (SFA). Les cours du SFA sont dispensés dans les lycées et auprès des communes et associations conventionnées.

Pour l'année 2013-2014, l'INL et le SFA ont enregistré un total de 9.119 (2.966 + 6.153) inscriptions. Sur cette même année, 492 cours (147 + 345) ont été organisés au niveau national.

En ce qui concerne les cours de luxembourgeois à l'Institut national des langues, il convient de noter qu'il n'y a souvent plus de places disponibles. Toutes les personnes qui ont passé un test de placement et qui n'ont pas pu s'inscrire dans un cours en début de semestre sont mises sur une liste d'attente. Ceci

est le cas surtout pour les niveaux débutants. Le tableau suivant renseigne sur la situation du semestre de printemps.

Cours de luxembourgeois
Printemps 2015

Niveau	Place	Inscrit	Libre (*)	Taux d'inscription	En attente	Nombre de cours
A1.1	467	474	-7	101%	284	21
A1.2	106	111	-5	105%	44	5
A2.1	413	420	-7	102%	38	19
A2.2	238	241	-3	101%	25	11
B1	34	36	-2	106%	18	2
B1.1	140	124	16	89%	35	6
B1.2	114	107	7	94%	15	7
B1.3	96	61	35	64%	7	5
B2.1	54	40	14	74%	16	3
B2.2	35	23	12	66%	15	2
C1	22	15	7	68%	11	1
ZLSK	25	25	0	100%	0	1
Grand Total	1.744	1.677	67	96%	508	83

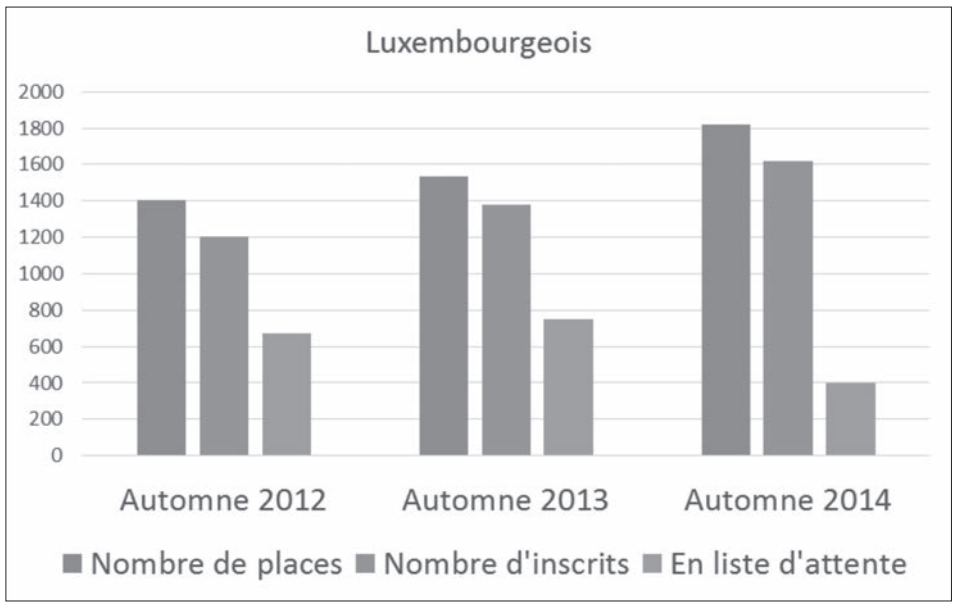
(*) Libre = Place - nombre d'inscrits négatif, compte tenu des départs et des sur inscriptions

Par différentes mesures, l'INL a cependant réduit le nombre de personnes sur liste d'attente des années précédentes - systématisation et variation de l'offre, augmentation du nombre de cours, création de classes plus grandes et réadaptation de l'offre de cours en fonction des besoins après les journées d'inscription semestrielles.

tarité de l'offre, la durée d'attente pour ceux et celles qui souhaitent apprendre la langue luxembourgeoise est minimale.

Avec les deux sites de l'INL et une centaine de sites sur lesquels les lycées, communes et associations offrent des cours, le Gouvernement s'est ainsi doté d'un dispositif performant et flexible pour répondre à la demande existante et pour faire face à une offre croissante d'année en année.

Il reste à noter qu'un nombre significatif de personnes qui s'inscrivent au «Sproochentest» n'ont jamais suivi de cours de luxembourgeois.



2. Quel est le temps moyen avant que les personnes concernées puissent entamer leurs cours de luxembourgeois?

Toutes les personnes inscrites sur la liste d'attente à l'INL reçoivent un accès prioritaire qui leur permet de s'inscrire soit en cours de semestre si des places se libèrent ou de nouveaux cours sont créés, soit au début du semestre prochain.

Si les créneaux horaires et les jours des cours leur conviennent, toutes les personnes ayant un accès prioritaire peuvent avoir une place le semestre prochain. Il convient de noter que l'INL offre des cours pour débutants pour tous les créneaux horaires entre 8.00 heures et 21.00 heures et que les cours les plus sollicités et totalisant également le plus de personnes sur des listes d'attente sont les cours de 12.00 heures à 14.00 heures et les cours du soir entre 17.00 heures et 21.00 heures. Par expérience, 50% des bénéficiaires d'un accès prioritaire l'utilisent effectivement.

3. Comment le Gouvernement entend-il résoudre ce problème afin de soutenir les résidents désireux d'acquérir la nationalité luxembourgeoise?

Depuis la mise en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, l'INL a augmenté le nombre de cours de luxembourgeois chaque année. De 100 cours en 2008 il est passé à 160 cours en 2014.

L'offre du SFA, qui complète l'offre de l'INL avec plus de 340 cours par an, a pendant cette même période augmenté également (2.879 inscriptions en 2008, 6.153 inscriptions en 2014).

Lors des journées d'inscription à l'INL, toutes les personnes en attente d'un cours sont informées sur l'offre du SFA. Par cette complémentarité de l'offre, la durée d'attente pour ceux et celles qui souhaitent apprendre la langue luxembourgeoise est minimale.

Une enquête menée auprès des personnes ayant participé au «Sproochentest» en janvier et février 2015 a révélé que 39,3% des candidats n'ont jamais assisté à un cours de luxembourgeois.

Sur les personnes qui ont fait des cours de langues, 80,5% ont fréquenté des cours offerts par le MENJE (dont 35,7% exclusivement à l'INL, 34,4% exclusivement au SFA et 10,4% à l'INL et au SFA).

Question 1203 (10.06.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **consommation de cannabis:**

La question sur une éventuelle légalisation du cannabis est régulièrement discutée dans la société luxembourgeoise. Un certain nombre d'organisations réclament explicitement la dépénalisation de cette drogue. Dans le récent rapport européen sur les drogues, il est souligné que la part de l'héroïne dans le problème de la drogue en Europe est moindre qu'auparavant, tandis que les stimulants, les drogues de synthèse, le cannabis et les produits pharmaceutiques gagnent en importance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame et Monsieur les Ministres existe-t-il des statistiques (à défaut, des projections) concernant la consommation du cannabis au Luxembourg? Combien de jeunes consomment de nos jours régulièrement du cannabis?

2. Quel est en moyenne l'âge de début de consommation des drogues douces et à quel âge en consomment-ils le plus? De quelles drogues s'agit-il en l'occurrence?

3. Comment les Ministres envisagent-ils de réagir face à la consommation accrue du cannabis?

4. Existe-t-il des statistiques quant à la quantité de stupéfiants commandée sur Internet? Dans l'affirmative, est-ce que la quantité de stupéfiants commandée sur Internet est croissante?

5. Comment le Gouvernement envisage-t-il de lutter contre la commande de drogues sur Internet?

6. À côté des campagnes de sensibilisation, quelles autres mesures Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils pour endiguer la consommation de drogues chez les jeunes?

Réponse commune (07.07.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Concernant les deux premières questions, il y a lieu de se référer aux études sérielles HBSC («Health Behaviour in School-Aged Children» - OMS) qui fournissent les données nationales représentatives les plus récentes en matière de prévalence de consommation de cannabis chez les jeunes âgés entre douze et 18 ans ainsi que de son évolution entre 1999 et 2010. En 2010, 15,5% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours de leur vie alors que ce taux s'élevait à 24,57% en 1999.

En ce qui concerne la prévalence de consommation au cours des derniers douze mois, on observe un taux de 12% en 2010 comparé à un taux de 20,76% en 1999. Pour ce qui est de la consommation récente, 6,3% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours des derniers 30 jours en 2010 alors que ce taux était de 7,27% en 2006.

L'âge médian à la première consommation de cannabis en référence aux jeunes questionnés dans la cadre des études HBSC est passé de 14 ans en 2006 à 15 ans en 2010. (Pour une description plus détaillée de ces études, nous renvoyons l'honorable Parlementaire à la réponse à la question parlementaire n°1771 de Monsieur le Député André Bauler, *cf. compte rendu n°4/session extraordinaire 2011-2012*.)

Actuellement une enquête représentative de santé en population générale, intitulée EHIS («European Health Interview Survey» - Eurostat) est en cours à l'échelle nationale. EHIS inclut des données de la consommation de produits psychoactifs au sein de la population générale âgée de 15 ans et plus. Les premiers résultats de cette enquête sont attendus pour la fin de 2015.

En réponse aux questions 3. et 6., il faut souligner que sur base des données représentatives actuellement disponibles, on conclura à une diminution de la prévalence de l'usage de cannabis des jeunes âgés de douze à 18 ans entre 1999 et 2010. Les résultats fournis prochainement par EHIS ainsi que par la prochaine vague de l'étude HBSC permettront de disposer de données valides, comparables et actualisées sur la prévalence de l'usage de l'ensemble des produits psychoactifs, dont le cannabis, au Luxembourg. Le Gouvernement orientera ses réflexions en fonction de l'état de la situation observée en la matière et documenté au niveau national afin de juger s'il y a lieu de compléter ou d'adapter les mesures prévues au Plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées, rendu public au mois de mai de cette année.

Quant à la question de savoir s'il existe des statistiques sur la quantité de stupéfiants commandée par Internet, il faut donner à considérer que disposer de données statistiques fiables sur la quantité de stupéfiants commandée par Internet impliquerait que l'on puisse avoir accès à l'information relative à nombre de transactions d'une grande diversité de produits a priori légaux pour la plupart. Il faut en outre rajouter qu'au niveau de l'établissement des statistiques, ni la Police grand-ducale ni les parquets ne distinguent le mode d'acquisition des stupéfiants, ceci n'ayant aucune incidence sur l'infraction pénale même. La vente classique par Internet de produits psychoactifs concerne avant tout les produits communément appelés «Nouvelles drogues de synthèse» ou «Euphorisants légaux». Il s'agit de produits vendus comme étant légaux qui contiennent des substances qui sont censées mimer les effets de drogues illicites. Ces substances sont inclues et mélangées à une grande variété de produits allant du parfum d'ambiance, de mélanges d'herbes odorantes aux sels de bain ou fertiliseurs de plantes et autres.

S'ajoute à cela que tant les nouvelles substances psychoactives que les drogues classiques sont offertes à la vente sur le web visible et invisible. Le web invisible est une couche de l'internet non accessible via les moteurs de recherche classiques. Il s'agit d'un véritable marché «gris» en ligne qui n'est accessible que via des logiciels de cryptage, qui offre un degré élevé de confidentialité et qui est basé en grande partie sur des crypto-monnaies, dont le bitcoin, pour faciliter les transactions anonymes.

Ces facteurs expliquent en grande partie le manque de données fiables et comparables en la matière au niveau de l'UE.

Cependant, le parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été amené à traiter quelques dossiers où de petites quantités de cannabis ont été commandées par le biais d'Internet mais le nombre de ces dossiers reste cependant marginal.

Quant à la question relative à la lutte contre la commande de drogues sur Internet, il faut souligner qu'il est extrêmement difficile de lutter contre ce phénomène au niveau national étant donné que les vendeurs des stupéfiants se trouvent généralement à l'étranger tout comme les serveurs qui hébergent les sites offrant des stupéfiants. Cette lutte doit impérativement être menée de façon concertée au niveau européen, voire mondial.

Question 1204 (10.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **phénomène de l'absentéisme:**

Le 8 juin 2015, le Groupe de Haut Niveau sur l'absentéisme a présenté les nouveaux chiffres sur l'absentéisme au travail. Le document complet n'étant disponible que le 19 juin 2015, il paraît que la baisse du taux d'absentéisme pour maladie des salariés pour 2014, i. e. 2,3% par rapport à son niveau de 2013, soit essentiellement due à la moindre intensité de l'épidémie grippale de 2014 par rapport à celle de 2013.

Dans un communiqué de presse publié début décembre 2014, les responsables notaient déjà une baisse du taux d'absentéisme enregistrée au cours du 1er semestre 2014 de 0,2 points de pourcentage par rapport à la même période de 2013. Il ressortait du même communiqué de presse que: «Afin d'alimenter le débat politique sur les mesures à mettre en œuvre pour réduire l'absentéisme, les Ministres de la Sécurité sociale et du Travail et de l'Emploi ont souhaité pouvoir s'appuyer sur une bonne connaissance du phénomène. Dans cette perspective, un programme d'études a été approuvé par eux, dont l'objectif est d'élargir le débat sur l'absentéisme au travail en envisageant les différentes formes d'absentéisme, leurs causes respectives ainsi que les mesures de politiques pouvant correspondre à chacune d'elles. Ce programme d'études, qui sera développé et réalisé par le service statistique de l'Inspection générale de la sécurité sociale, permettra entre autres de faire le bilan des politiques mises en œuvre dans d'autres pays ainsi que, le cas échéant, de leurs effets. D'autres travaux permettront de comprendre et de quantifier certains comportements d'absence de manière à en déduire des propositions de politiques publiques ou managériales. Les résultats de ce programme d'études seront présentés aux ministres concernés ainsi qu'au Groupe de Haut Niveau au cours du premier semestre 2015.»

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer le décalage dans le temps entre, d'une part, l'annonce d'une mise à jour des chiffres de l'absentéisme au travail et, d'autre part, la publication du document complet sur l'absentéisme?

2. Alors que les résultats du programme d'études dont il est question ci-dessus devraient être présentés à Messieurs les Ministres au cours du premier semestre 2015, Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir de plus amples renseignements sur les formes d'absentéisme identifiées, leurs causes, ainsi que les mesures politiques envisagées par le Gouvernement, le bilan des politiques mises en œuvre dans d'autres pays ainsi que leurs effets? Qu'en est-il des travaux menés pour mieux appréhender certains comportements d'absence et des propositions de politiques publiques ou managériales à mener?

3. Quel est enfin l'impact de la baisse du taux d'absentéisme observée en 2014 sur la situa-

tion financière de la Mutualité des Employeurs au 31 décembre 2014 (à noter que la mutualité avait craint devoir consommer quasi entièrement sa réserve légale en raison d'une coupe budgétaire de 45 millions euros)? Quid des prévisions financières de la Mutualité des Employeurs pour l'année 2015?

Réponse commune (14.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. Dans le communiqué de presse du 8 juin 2015, le Groupe de Haut Niveau (GHN) a annoncé que les chiffres relatifs au 2e semestre 2014 seraient intégrés, «dans les jours à venir», à l'observatoire de l'absentéisme. La raison pour laquelle les derniers chiffres n'ont pas encore alimenté l'observatoire au moment de l'annonce tient aux délais habituellement nécessaires à la coordination entre l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) et le LISER, ce dernier gérant le site de l'observatoire ainsi que l'envoi des courriers destinés aux entreprises.

En ce qui concerne le document complet sur l'absentéisme, la raison pour laquelle il n'est pas diffusé simultanément au communiqué de presse résulte du fait que le calcul de certains indicateurs ainsi que les commentaires afférents ne sont pas encore finalisés.

Ad 2. Les travaux qui ont été présentés au GHN sur l'absentéisme du 8 juin 2015 concernent les points suivants:

1) Bilan des expériences étrangères sur la mise en œuvre de politiques de réintégration des salariés absents pendant une longue période.

L'idée de ces politiques est la suivante: dans le cas de maladies longues, il s'agit de promouvoir l'idée selon laquelle il faut favoriser le retour à l'emploi le plus tôt possible en aménageant le temps de travail ainsi que les conditions de travail si nécessaire. Dans des pays comme la Suède ou la Norvège, ces politiques de réintégration ont prouvé leur efficacité puisque, en plus de réduire le coût direct de l'absence, elles permettent une guérison plus rapide du salarié et surtout améliorent sa santé à moyen terme par rapport aux salariés n'ayant pas bénéficié de ce type d'absences. Le GHN a demandé à l'IGSS d'analyser de plus près les trajectoires des personnes à considérer dans le cas du Luxembourg en vue d'alimenter la réflexion du GHN sur les suites à donner à la mise en œuvre éventuelle au Luxembourg d'une politique de réintégration avancée des salariés absents.

2) Analyse du cadre institutionnel relatif à l'absentéisme au travers de la question suivante: «Dans quelle mesure le principe de la mutualisation des risques constitue-t-il un cadre institutionnel qui incite les entreprises à s'inscrire dans une démarche de réduction de l'absentéisme?»

Les analyses présentées sur ce point mettent en évidence certaines situations où le fonctionnement institutionnel présente un potentiel d'amélioration au niveau de l'incitation des entreprises à s'activer en vue d'une réduction de leur absentéisme. Ces analyses ont donné lieu à des discussions au sein du GHN sur les ajustements éventuels qui pourraient être introduits dans le système actuel pour pallier des effets non souhaités. Afin de faire progresser cette réflexion, le GHN a demandé que les analyses présentées le 8 juin le soient également au sein du conseil d'administration de la MdE pour recueillir des propositions éventuelles émanant de cette dernière.

Ad 3. En octobre 2014, au moment de l'élaboration du budget interne de la MdE, les projections pour l'année 2014 laissaient présager une consommation quasi totale de la réserve de la MdE dès 2015. Du fait de l'évolution plus favorable de l'absentéisme en 2014, par rapport à l'hypothèse retenue dans le budget de la Mutualité, les dépenses de la MdE ont été inférieures de quelque 15 millions d'euros par rapport à celles qui ont été prévues.

Selon les dernières projections réalisées par l'IGSS dans le cadre de l'élaboration du budget de l'État 2016, le solde des opérations courantes de la MdE devrait atteindre 4 millions d'euros en 2015. En maintenant la réserve minimale à 10% des dépenses, l'excédent cumul après opérations devrait être de 18 millions d'euros.

Q216

Question 1205 (10.06.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **gouvernance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier:**

Le directeur général de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) Jean Guill écrit dans la préface du rapport annuel 2014 de la CSSF: «Soixante-dix ans après la création du «contrôle bancaire» au Luxembourg, la place et son régulateur n'ont plus grand chose en commun avec leurs débuts. La CSSF, héritière du Commissariat au Contrôle des Banques et de l'Institut monétaire luxembourgeois, membre à part entière du Système européen de surveillance financière et du Mécanisme de surveillance unique, mériterait une mise à jour de sa gouvernance, de ses missions et de ses moyens. La direction de la CSSF a soumis au Ministre des Finances un avant-projet de loi pour une Autorité du Secteur Financier qui, sans rien révolutionner, permettrait au Gouvernement et au législateur de réaliser cet objectif de réforme dans la continuité.»

D'après certains articles de presse, cet avant-projet de loi voulu par le directeur général de la CSSF concernerait un changement de nom de la CSSF en «Autorité du secteur financier» d'une part, mais surtout un changement de la gouvernance de la CSSF, consistant dans une composition différente de son conseil d'administration pour mieux asseoir l'indépendance de la CSSF. La présence au conseil d'administration de la CSSF de hauts fonctionnaires siégeant également dans des conseils d'administration d'entités surveillées est effectivement problématique du point de vue de possibles conflits d'intérêts.

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cet avant-projet de loi est dans sa possession et quel sort entend-il y réserver?

2. Au cas où il entend réserver une suite favorable à ce projet de loi, peut-il indiquer dans quels délais ce projet de loi pourrait être soumis à la Chambre des Députés?

Réponse (13.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Depuis sa création en 1998 la CSSF s'est vu attribuer au fil des années de nouvelles missions. C'est ainsi que la mission de surveillance de la CSSF a été étendue notamment aux établissements de paiement et établissements de monnaie électronique, à certains véhicules de titrisation et fonds de pension, aux PSF connexes au secteur financier, aux agences de notation de crédit et aux réviseurs d'entreprises. La CSSF fait en outre partie du Système européen de surveillance financière et depuis novembre 2014 également du Mécanisme de surveillance unique. Elle participera enfin à partir de 2016 au Mécanisme de résolution unique. Pour faire face à ces nouvelles missions, les ressources financières et humaines de la CSSF ont été considérablement augmentées ces dernières années. Le cadre légal régissant les activités du secteur financier et les missions et les pouvoirs de la CSSF a également été ajusté au fur et à mesure pour refléter ces développements.

Les lois-cadre régissant le secteur financier feront dans les deux prochaines années l'objet de modifications substantielles. Parmi les chantiers législatifs en cours figurent la transposition de la directive relative au redressement et à la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, qui attribuera à la CSSF un rôle clé dans la résolution des banques, la transposition de la directive relative aux systèmes de garantie des dépôts qui transformera le système privé de l'AGDL en un système public géré par la CSSF, la mise à plat de la loi de 1993 relative au secteur financier pour refléter l'entrée en vigueur du Mécanisme de surveillance unique, la création d'un cadre légal cohérent renforçant les pouvoirs d'intervention et de sanctions de la CSSF, qui mettra à disposition de la CSSF une panoplie d'instruments qui répondra aux «best practices» internationales, la transposition de la directive relative aux marchés d'instruments financiers (MIFID) et enfin la transposition de la 4e directive antiblanchiment qui vient d'être adoptée.

La législation du secteur financier évoluera de ce fait de manière significative dans les années à venir. À l'instar de ce qui s'est fait par le passé, il est prévu dans les avant-projets de loi en cours d'élaboration de mettre à jour la gouvernance et les pouvoirs de la CSSF aux fins d'assurer que la CSSF soit en mesure de remplir au mieux et en toute indépendance les missions qui lui sont confiées. L'approche incrémentale prendra en compte l'avant-projet de loi auquel la question parlementaire fait référence tout en assurant la cohérence du dispositif et sa conformité aux normes européennes. Il importe de doter le Luxembourg d'un superviseur efficace doté d'une gouvernance appropriée et de pouvoirs étendus afin d'asseoir la crédibilité et la réputation de la place financière luxembourgeoise à l'échelle mondiale.

Question 1206 (11.06.2015) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **relations entre certains instituts bancaires avec les ressortissants cubains et les ONG de coopération avec Cuba:**

Il m'est parvenu que certains instituts bancaires établis au Luxembourg, notamment des instituts dans lesquels l'État luxembourgeois détient des parts, refuseraient de délivrer des cartes de crédit à des citoyens de nationalité cubaine, voire de nationalité luxembourgeoise, mais d'origine cubaine. Cela serait notamment le cas de la BGL BNP Paribas. Cette décision serait justifiée par une sanction de la justice américaine en 2014 envers la BNP Paribas en raison de la violation de la banque de l'embargo que les États-Unis ont unilatéralement imposé à certains pays, dont la République socialiste de Cuba. En réponse à une question parlementaire que les honorables Diane Adehm et Gilles Roth vous avaient posée le 5 juin 2014 *(cf. question parlementaire n°0334, compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)*, vous aviez affirmé: «La banque luxembourgeoise BGL BNP Paribas, qui fait partie du groupe BNP Paribas, n'est pas visée par les investigations ni par les décisions des autorités américaines. (...) Les clients de la banque ne sont en rien affectés par les décisions des autorités américaines.»

Malgré la reprise de relations diplomatiques et bancaires entre Cuba et les États-Unis d'Amérique en cours depuis cette année, il semblerait que notamment cet institut continue à refuser un certain nombre de services à des ressortissants cubains ou anciennement cubains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Pouvez-vous m'assurer qu'aucun institut financier établi au Luxembourg n'applique de telles pratiques? Dans le cas contraire, pouvez-vous me communiquer le nombre de cas dont vous avez connaissance ainsi que les instituts qui en sont à l'origine?

2. Ces refus de délivrer des cartes de crédit à des citoyens en raison de leur nationalité ou de leur origine ne contreviennent-ils pas à la législation luxembourgeoise et n'enfreignent-ils pas l'article 454 du Code pénal qui prohibe toute forme de discrimination? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches que vous entendez entreprendre envers ces instituts?

Dans le même ordre d'idées, il me revient que d'autres instituts, notamment la banque ING, refuseraient d'exécuter des virements de comptes de leurs clients vers des comptes d'ONG de coopération avec Cuba. Cette banque justifie cette décision par la signature du «Patriot Act» des États-Unis qui considère de telles transactions comme des financements du terrorisme. En réponse à une question orale posée par l'honorable André Hoffmann durant la séance publique du 8 mars 2011, votre prédécesseur, Monsieur Luc Frieden, avait estimé, sous réserve de plus amples informations, qu'une banque de l'Union européenne n'aurait aucune raison de refuser une transaction vers une ONG établie elle aussi dans l'Union, de surcroît si cette dernière est reconnue officiellement par les autorités publiques.

3. Pouvez-vous m'assurer qu'aucun établissement bancaire établi au Luxembourg ne refuse d'effectuer des transactions vers des ONG reconnues et membres du Cercle des ONG, notamment l'Amistad Luxemburgo-Cuba et Solidarité Luxembourg-Cuba?

4. Dans le cas contraire, estimez-vous que ces pratiques sont conformes à la législation luxembourgeoise? Sinon, quelles sont les démarches que vous entendez entreprendre envers ces instituts?

5. Estimez-vous qu'une transaction financière vers les organisations susmentionnées revient à un financement du terrorisme?

Réponse (13.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans le contexte d'une économie mondialisée, les établissements bancaires établis au Luxembourg et opérant à l'international sont tenus au respect de la réglementation nationale, européenne et internationale, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. À ce titre, ils sont tenus au respect des sanctions et des embargos décidés notamment par l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis. Ainsi, du fait de leur caractère international, en particulier lorsqu'elles sont exécutées en dollar des États-Unis d'Amérique et impliquent des résidents de pays sous embargo américain, certaines transactions bancaires sont interdites par l'«Office of Foreign Assets Control» (OFAC), sous peine pour l'établissement bancaire d'encourir des sanctions financières par les autorités américaines. Cuba figurant sur les listes de l'OFAC, des restrictions peuvent donc s'appliquer à des résidents cubains. Pour autant, des virements libellés en euro au bénéfice d'une ONG luxembourgeoise ne relèvent pas du champ d'application de la réglementation en question.

La délivrance de cartes de crédit relève quant à elle de la politique de crédit des banques, qui tiendra compte, notamment, de la solvabilité du demandeur en question.

Lorsqu'un client d'une banque luxembourgeoise estime que celle-ci n'applique pas correctement la réglementation en vigueur, il a la possibilité de s'adresser à la CSSF, autorité compétente pour recevoir les réclamations des clients des établissements soumis à sa surveillance en vue de chercher un règlement à l'amiable en conformité avec l'article 58 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans les conditions du règlement CSSF n°13-02.

Question 1207 (12.06.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **stratégie et** le **plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées:**

En mai dernier, Madame la Ministre de la Santé a présenté la stratégie et le plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées. Dans un souci de réduire la demande de substances toxicomanes, il est prévu notamment d'améliorer la disponibilité et l'efficacité des programmes de prévention. Le texte reprend l'idée que le milieu scolaire est un «lieu privilégié pour le travail de prévention qui idéalement devrait s'étendre sur toute la durée de la scolarité». Jusqu'à présent, ce travail de prévention a été assuré exclusivement par la police.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement a-t-il l'intention d'amplifier les campagnes de sensibilisation menées par la police dans les écoles et les lycées?

- Dans l'affirmative, de quelle manière?

- Un certain nombre d'associations sont aussi engagées dans la prévention de la consommation des drogues chez les jeunes. Est-ce que le travail de prévention organisé par la police est coordonné avec celui des associations sur le terrain? Si oui, de quelle manière? Est-ce que cette coordination pourrait encore être optimisée?

Réponse commune (15.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le service de prévention de la Police grand-ducale propose dans les classes du cycle 4.2 de l'école fondamentale des séances d'information concernant la prévention de la consommation de drogues. Des séances d'information sont également organisées au niveau des classes de 7e et 8e de l'enseignement secondaire. Des interventions préventives en matière de drogues et d'addictions au sein des établissements scolaires nationaux sont également assurées par des services spécialisés en matière de drogues et d'addictions. Les interventions de la Police grand-ducale font dès lors partie de l'ensemble des actions menées en milieu scolaire.

Par ailleurs, dans le cadre de la promotion de la santé scolaire, le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) propose aux établissements d'enseignement secondaire des instruments de prévention concernant l'alcool, le tabac ou les substances illicites. L'objectif de ces actions est la prise de conscience des modes individuels de consommation de ces substances et de motiver les élèves à un usage responsable des substances légales. Cet objectif s'inscrit dans une perspective du développement de «life skills» auprès des élèves. Pour ce qui est de la consommation d'alcool, les élèves sont incités à des modes de consommation respectueux pour leur santé. Quant au tabac, l'abstinence est visée.

Le plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acqui-

sition illicite et les addictions associées prévoit le développement et l'optimisation de l'offre préventive en milieu scolaire. À cette fin, un groupe de travail, composé d'intervenants spécialisés en prévention et de réduction de la demande de drogues et des intervenants de la Police grand-ducale, élabore actuellement un projet de concept d'intervention commun qui est basé sur le principe de la multidisciplinarité et de la complémentarité, incluant des interventions définies pour chaque acteur impliqué et visant une offre globale. Dans un premier temps, un inventaire des offres dans le domaine de la prévention actuellement existantes sera élaboré en concertation avec la direction du SCRIPT et la responsable de la promotion de la santé scolaire - en vue de renforcer les collaborations dans ce domaine.

Outre les interventions en classe ciblant les étudiants, et afin d'aboutir à des changements durables en matière de prévention, il est également important d'inclure le personnel éducatif et autres acteurs du milieu scolaire (personnel enseignant, psycho-socio-éducatif et, si possible, des membres de la médecine scolaire) dans l'approche préventive. À cet égard des services spécialisés en matière de drogues et d'addictions organisent et offrent des formations à l'adresse de ces derniers en collaboration étroite avec le service compétent du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 1209 (15.06.2015) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**échéancier du dépôt du projet de loi sur l'archivage:**

Dans le cadre du débat de la Chambre des Députés sur le rapport dit Artuso et des excuses présentées à la Communauté juive, il fut à plusieurs reprises question du futur projet de loi sur l'archivage qui est en voie de préparation au sein du Ministère de la Culture.

Dans ce contexte, Madame la Ministre de la Culture a affirmé dans sa réponse du 27 avril 2015 à ma question parlementaire n°1001 *(cf. compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015)* ce qui suit: «L'avant-projet de loi sur l'archivage sera présenté et discuté le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement, après de longues années de réflexion sous le Gouvernement précédent. Dès qu'il est approuvé, il sera déposé à la Chambre des Députés et soumis pour avis au Conseil d'État.»

Considérant que la date du 30 avril 2015 avancée par Madame la Ministre est désormais dépassée, je voudrais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'un avant-projet de loi sur l'archivage a été soumis au Gouvernement en Conseil?

- Si tel fut le cas, pour quelles raisons le projet de loi n'est-il pas encore prêt à être présenté?

- Compte tenu de ce report de délai, quel est désormais l'échéancier envisagé par le Gouvernement pour le dépôt de ce projet de loi?

Réponse (15.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

L'avant-projet de loi sur l'archivage et ses quatre avant-projets de règlements grand-ducaux furent présentés et discutés le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement. Pour finaliser certains points, il fut décidé de continuer le large processus de consultation ayant mené à la rédaction des textes précités avec les ministères concernés, dont notamment les Ministères de la Justice, de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Depuis, des réunions ont eu lieu entre le Ministère de la Culture et les Ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, le Service de Renseignement de l'État ainsi qu'avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE faisant partie du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative) et la Chambre des Notaires.

Suite à ces réunions, le texte est actuellement en cours d'adaptation ponctuelle et sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais.

Question 1210 (15.06.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **horaires hebdomadaires dans l'enseignement fondamental:**

Actuellement, les comités d'écoles, les commissions scolaires et les conseils communaux sont en train de préparer leur organisation scolaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

1. Est-ce que tous les établissements scolaires disposent d'un horaire-type pour la répartition des heures de cours au niveau des différents cycles? Dans l'affirmative, est-ce que ces documents font partie des éléments et informations à fournir aux membres de la commission scolaire tels que prévus par la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental?

2. Selon l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, la durée d'une leçon est fixée à 55 minutes. Cette durée peut être réduite à 50 minutes - pour des raisons d'organisation - sans que toutefois le nombre des leçons d'enseignement à durée réduite ne dépasse les 2/5 des leçons hebdomadaires et des heures d'appui.

Combien de communes et d'écoles appliquent actuellement (2014-2015) cette réduction de la tâche d'enseignement selon l'article 3? Combien de communes ont annoncé vouloir appliquer cette réduction pour l'année scolaire 2015-2016?

Quel est le volume de cours ainsi «réduit» au niveau national?

3. Quelles sont les «raisons d'organisation» qui peuvent légitimer la réduction de la durée des leçons?

4. Est-ce que le Ministère dispose de recommandations et/ou de lignes directrices quant à l'application d'une telle réduction de leçons hebdomadaires?

5. Existe-t-il des domaines d'apprentissage pour lesquels une réduction du volume de cours n'est pas à appliquer ou déconseillée?

6. Concernant l'élaboration de l'horaire-type par école, est-ce qu'il existe des recommandations concernant le nombre, la durée et la répartition des récréations?

7. Selon l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, si les conditions locales le permettent et en accord avec le comité d'école et l'inspecteur, des leçons d'enseignement direct peuvent être remplacées par des heures d'appui pédagogique; ces dernières peuvent être remplacées par des leçons d'enseignement direct.

Combien de communes et d'écoles ont recours à l'article 2 et de quelle manière?

8. Est-ce que le Ministère de l'Éducation dispose d'études d'évaluation quant aux différents modèles préconisés pour l'appui pédagogique?

Réponse (13.07.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. En ce qui concerne l'aménagement de l'horaire scolaire, il y a lieu de mentionner que l'annexe 3 du règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental dispose que les classes du cycle 1 comptent 26 leçons hebdomadaires d'enseignement, alors que celles des cycles 2, 3 et 4 en comptent 28.

La lettre circulaire de printemps adressée annuellement par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions aux autorités communales dans le cadre de la préparation de l'organisation de l'année scolaire subséquente, a fourni en 2000 les précisons exposées ci-dessous et rappelées à plusieurs reprises jusqu'en 2004:

«L'horaire de l'éducation préscolaire compte 26 unités d'enseignement. L'horaire hebdomadaire de l'enseignement primaire comprend 28 heures d'enseignement direct, dont 18 à 55 minutes et dix à 50 minutes.

En vue de déterminer l'horaire de la semaine le mieux adapté aux enfants, tenant compte des spécificités de la commune, les membres de la commission scolaire, l'inspecteur du ressort et les responsables communaux se concerteront avec les parents d'élèves et le personnel enseignant concerné.

Pour l'enseignement primaire, les deux horaires-modèles suivants peuvent être appliqués:

Le premier modèle prévoit le samedi libre, ce qui implique qu'au moins 20 minutes sont ajoutées à chaque matinée. Un autre modèle de récupération implique qu'une 5e leçon est ajoutée à la matinée du mardi et du jeudi. Pour équilibrer autant que possible la durée de l'enseignement, il est recommandé d'organiser les unités de 50 minutes les mardis et jeudis.

Le deuxième modèle est une variante de l'horaire traditionnel. Il s'en distingue uniquement par le fait que les classes ne fonctionnent que chaque deuxième samedi. Suivant ce modèle les classes fonctionnent pendant 16 samedis, 15 samedis sont libres. Pour garantir une certaine unité dans toutes les communes, qui ont opté pour ce second modèle, les dates des 15 samedis libres sont fixés comme suit: (…)

Les communes qui désirent adopter un autre modèle d'horaire journalier ou hebdomadaire peuvent faire une proposition qui tient compte des spécificités locales. Dans leur choix elles se laisseront guider par les critères de qualité de l'enseignement et par les besoins des enfants. La demande y relative, comprenant une description détaillée des mesures pédagogiques doit être soumise pour approbation au ministère.»

La liste des samedis libres, pour les communes ou syndicats scolaires intercommunaux concernés, continue à être publiée annuellement dans la circulaire susmentionnée.

Ad 2. - 5. L'aménagement des horaires scolaires tels qu'exposés ad 1. ci-avant n'a pas suscité de problèmes à ma connaissance. Mes services ne disposent pas des statistiques sollicitées en ce moment, mais il appert qu'une large majorité de communes fonctionne d'après le modèle «18 leçons à 55 et dix leçons à 50 minutes». Je n'ai pas émis de consigne nouvelle en la matière; je rappelle toutefois que j'ai consulté différents partenaires scolaires et notamment les présidents d'un comité d'école au cours du premier trimestre de l'année scolaire en cours en vue de discuter avec eux leurs avis et suggestions concernant une éventuelle réorganisation de l'horaire scolaire actuellement appliqué dans l'enseignement fondamental, sans que les travaux y relatifs aient abouti à ce stade.

Ad 6. Pour ce qui est du nombre et de la répartition des récréations:

- pour les classes primaires, une récréation est prévue au milieu de la matinée ainsi que l'après-midi après la 1ère leçon;

- pour les classes du 1er cycle, il n'y a pas de recommandations spécifiques.

En ce qui concerne la durée des recréations, la durée minimale appliquée est de 15 minutes le matin et de dix minutes l'après-midi.

Ad 7. D'après les données saisies dans l'application Scolaria pour l'année 2014-2015:

- 350 leçons d'appui pédagogique sont remplacées par des leçons d'enseignement direct dans au total 39 communes ou syndicats scolaires intercommunaux, et

- plusieurs leçons d'enseignement direct sont remplacées par des heures d'appui pédagogique dans quelques communes.

Ad 8. À part les réflexions exposées dans le rapport de Monsieur Siggy Koenig, commandité lors du bilan de la réforme de l'enseignement fondamental, dans lequel l'auteur consacre un chapitre entier à l'évolution de la mise en place de l'appui pédagogique (Chapitre 9.4, pp. 34 et 35) et celles contenues dans le rapport d'expertise sur le bilan de la réforme de l'école fondamentale, établi sous la direction du Professeur Dr Daniel Tröhler de l'Université du Luxembourg [Chapitre 1.2.3.1. Appui («Unterstützungsunterricht»), page 10, chapitre 2.2.4.2. «Nachhilfe und Unterstützung», l'appui pédagogique, pp. 49-51], je ne dispose pas d'autres évaluations quant à la mise en œuvre de l'appui pédagogique à l'école fondamentale.

Question 1212 (15.06.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **Banque et Caisse d'Épargne de l'État:**

Il me revient que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État envisagerait de réduire le nombre de virements bancaires nationaux gratuits à seulement deux virements par mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Quelles sont les raisons d'un tel changement?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle décision pénaliserait surtout les familles nombreuses, les personnes âgées et les gens à revenu modeste?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que chaque détenteur d'un compte devrait disposer d'un socle minimal de virements gratuits?

Réponse (15.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale de la BCEE, qui est un établissement public autonome. Toutefois, pour répondre à l'honorable Député, on peut préciser les faits suivants:

- les clients particuliers de la BCEE continueront à bénéficier de huit Eurotransferts (paiements intra-communautaires) gratuits par mois, dont deux avec saisie manuelle directe à l'agence;

- les frais de saisie manuelle ne seront pas appliqués aux clients ayant 75 ans ou plus.

Question 1213 (15.06.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **activités du BND pour le compte de la NSA:**

Interrogé le 21 mai 2015 par la commission d'enquête du Bundestag allemand sur les interceptions effectuées par le BND pour le compte de la NSA, le directeur du BND aurait expliqué que son service aurait certes manqué à son devoir de diligence en n'examinant pas systématiquement les critères de sélection lui soumis par la NSA. Il a toutefois assuré qu'il n'y avait rien d'illégal à cela tant que la collecte ne visait pas des intérêts allemands.

Ce faisant, le directeur du BND semble implicitement avouer que le BND ne se serait pas soucié des intérêts de ses partenaires européens, ce qui paraît contredire un accord trouvé entre le BND et la NSA prévoyant que les activités de renseignement ne devraient cibler ni les citoyens allemands, ni les sociétés européennes, voire les gouvernements de l'Union européenne.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle appréciation, Monsieur le Ministre, donne-t-il des affirmations du directeur du BND allemand? Monsieur le Ministre évoquera-t-il ledit sujet demain lors de son entrevue avec la Chancelière allemande?

- Quelles sont les mesures prônées par le Gouvernement pour mieux protéger les droits des citoyens luxembourgeois?

Réponse (03.07.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Il ne m'appartient pas de me livrer à une interprétation qui serait hasardeuse des explications fournies par le directeur du BND à la commission d'enquête du Bundestag allemand sur les interceptions effectuées par le BND pour le compte de la NSA, explications dont je ne connais d'ailleurs pas le contenu exact. Le sujet a été évoqué lors de ma visite de travail à Berlin le 17 juin lors de l'entrevue que j'ai eue avec la Chancelière allemande Angela Merkel.

En ce qui concerne les mesures prises par le Gouvernement pour mieux protéger les droits des citoyens luxembourgeois, je me permets de renvoyer Monsieur le Député entre autres à ma réponse à la question parlementaire n°1149 de Monsieur le Député Claude Adam concernant un éventuel espionnage des liaisons de communications par satellite vers et à partir du Luxembourg *(cf. ci-dessus)*.

Question 1214 (16.06.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **travaux en vue de la réalisation du tram:**

Je me réfère au projet de réalisation d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg. Ce projet relève du champ d'application de la loi du 29 mai 2009 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 97/11/CE du 3 mars 1997. L'information du public y prévue à l'article 11 marque l'achèvement de la procédure et ouvre la voie à un potentiel recours en annulation.

Les travaux en vue de l'installation du centre de remisage et de maintenance ont désormais commencé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La procédure prévue dans la loi précitée du 29 mai 2009 a-t-elle été achevée et le public informé en conformité avec son article 11?

- Dans la négative, sur quelle base les travaux en vue de la réalisation du tram ont-ils été entamés?

Réponse (24.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1214 du 16 juin 2015, l'honorable Député Aly Kaes souhaite avoir des informations concernant les travaux en vue de la réalisation du tram.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures confirme que les travaux en vue de la réalisation du tram ont débuté le 15 juin 2015, après que l'information visée à l'article 11 de la loi du 29 mai 2009 sur l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets d'infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires ait été mise à la disposition du public le 5 juin 2015 auprès des communes de Luxembourg et Niederanven.

Cette information du public conclut une procédure engagée fin 2012 qui a notamment vu organisée une consultation du public en avril 2013. Le bilan de cette consultation a été suivi d'une décision du Gouvernement en Conseil le 5 juillet 2013 qui a entériné le choix du tracé de la ligne de tram et de la localisation de son Centre de Remisage et de Maintenance, tel qu'il a été soumis à la Chambre des Députés dans le cadre de l'examen du projet de loi de financement relative au tram déposé le 4 octobre 2013.

Dès lors, les services de l'État ont défini les conditions d'aménagement et d'exploitation du tram ainsi que les mesures compensatoires, ces dernières ayant fait l'objet d'une communication importante vers le grand public fin 2014, portant en particulier sur la renaturation d'une surface de plus de 6 ha en limite du massif du Grünewald.

Il faut retenir enfin que la construction du Centre de Remisage et de Maintenance du tram a fait l'objet d'une décision ministérielle de l'Administration de la Gestion de l'Eau visant notamment à définir les mesures de protection des nappes souterraines.

Quant au démarrage effectif du chantier relatif, dans un premier temps, au seul Centre de Remisage et de Maintenance, il a fait l'objet d'une permission de voirie de la part de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Question 1215 (16.06.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **zones d'activités économiques dans le Nord du pays:**

En réponse à une question adressée par l'honorable Député André Bauler à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie dans le cadre de l'Heure de questions au Gouvernement du 16 juin 2015 relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, Madame la Secrétaire d'État a affirmé que des problèmes subsistent au niveau des capacités d'implantation. Les capacités disponibles à l'heure actuelle ou dans un proche avenir ne seraient pas suffisamment importantes pour satisfaire la demande des entreprises.

Cette déclaration est plus qu'étonnant sachant que le Gouvernement avait décidé dans le cadre du plan sectoriel zones d'activités économiques de ne pas reprendre le site de Flébour dans la liste des nouvelles zones d'activités économiques régionales. En effet le site en question a été supprimé de l'avant-projet initial, alors qu'il s'agissait d'un projet intercommunal et que le site est bien desservi et que toutes les infrastructures nécessaires à son élaboration sont d'ores et déjà disponibles. De plus 6 ha sont actuellement urbanisés et déjà occupés par des activités (Creos et une entreprise autocars).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Quelles sont les zones d'activités dans le Nord du pays qui affichent complet?

- Quelles sont les zones d'activités dans le Nord du pays qui disposent encore de terrains non occupés?

- Le Gouvernement prévoit-il l'extension de zones d'activités existantes et, le cas échéant, lesquelles?

- Le Gouvernement prévoit-il l'implantation de nouvelles zones d'activités dans le Nord du pays et, le cas échéant, à quels endroits?

- Vu les problèmes au niveau des capacités d'implantation, le site Flébour va-t-il être repris par le Gouvernement en tant que nouvelle zone d'activités économiques régionale?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (16.07.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le but de garantir le développement économique régional du Nord du pays à court, moyen et long terme, il est prévu de créer respectivement d'étendre un certain nombre de zones d'activités économiques nationales et régionales dont certaines sont déjà dans une phase de planification avancée.

Les zones d'activités économiques régionales existantes dans le Nord du pays qui affichent ou sont sur le point d'afficher complets sont les quatre zones d'activités économiques régionales de Troisvierges «Gare» et «a Stackem», de Hosingen et de Eselborn/Lentzweiler, gérées par le Syndicat intercommunal SICLER, ainsi que celle sise à Wiltz qui est gérée par le syndicat intercommunal ZARW.

La zone d'activités économiques nationale située à Wiltz et gérée par le Ministère de l'Économie dispose actuellement encore de deux parcelles libres d'environ 6 ha.

Concernant les extensions de zones d'activités économiques régionales existantes en phase de planification avancée, la ZAE de Troisvierges «a Stackem» sera élargie d'une superficie de quelque 12 ha bruts et celle de Eselborn/Lentzweiler d'une surface brute de quelque 35 ha. Une extension de la zone d'activités régionale de Wiltz de quelque 2,3 ha est également envisagée par le Syndicat ZARW. Les planifications respectives sont mises en œuvre par les communes compétentes, de concert avec les syndicats intercommunaux et le Ministère de l'Économie.

De nouvelles zones d'activités économiques sont également prévues dans le Nord du pays: une ZAE nationale sise à Marnach d'une surface d'environ 5 ha et réservée aux activités audiovisuelles et de télécommunications ainsi qu'un certain nombre de zones d'activités économiques régionales prévues à Fischbach/Clervaux, à Heiderscheid, à Nothum et à Erpeldange/Diekirch (Fridhaff), représentant une surface brute totale de quelque 75 ha.

Les communes ont par ailleurs la possibilité d'aménager de nouvelles zones d'activités économiques communales pour couvrir les besoins du développement économique local tout en privilégiant la coopération intercommunale pour la mise en œuvre de zones d'activités économiques régionales.

Comme le projet de PSZAE se trouve actuellement dans une phase de révision et qu'une analyse approfondie des avis recueillis dans le cadre de la phase de consultation publique relative aux projets de plans directeurs sectoriels est en cours, il est trop tôt pour se prononcer quant à une éventuelle reprise du site de Flébour en tant que zone d'activités économiques régionale.

Question 1221 (17.06.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **prostitution:**

L'Assemblée nationale de la France a une nouvelle fois voté vendredi 12 juin pour la pénalisation des clients de prostituées, en adoptant en deuxième lecture la proposition de loi renforçant la lutte contre la prostitution. Une pénalisation contre laquelle les sénateurs avaient voté en mars dernier.

Ce texte, qui doit repartir au Sénat, prévoit aussi la création d'un parcours de sortie de la prostitution et des mesures d'accompagnement social, le renforcement de la lutte contre le proxénétisme ainsi qu'une politique de prévention auprès des jeunes. Les partisans du texte sont convaincus d'arriver à faire passer leur texte en l'état d'ici à la fin de l'année. En cas de désaccord persistant avec le Sénat, c'est en effet l'Assemblée qui aura le dernier mot.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'approche adoptée par l'Assemblée nationale?

Au cas d'une pénalisation des clients en France, celle-ci aura des conséquences pour le Grand-Duché. Le Luxembourg devrait se préparer en effet à voir affluer des clients qui cherchent du sexe tarifé et légalisé.

- Le Gouvernement compte-t-il suivre la même voie une fois la pénalisation prend loi en France?

Réponse commune (16.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au positionnement du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux éventuels changements législatifs concernant la prostitution en France.

En date du 30 avril 2015 un débat de consultation au sujet de la prostitution a eu lieu à la Chambre des Députés. Ce débat, prévu dans le cadre du programme gouvernemental, fut d'une grande utilité dans la mesure où il a complété les efforts du Gouvernement pour élaborer un concept global en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg. En effet, le débat s'est basé sur le rapport de la «plateforme prostitution», instaurée en octobre 2012. Cette plateforme se composant de représentants des Ministères de la Justice et de l'Égalité des chances, du Parquet général, de la police judiciaire, de la «HIV Berodung», du «dropIn» et du Service d'intervention sociale de la Ville de Luxembourg a retenu un certain nombre de pistes intéressantes, dont certaines sont en voie d'être implémentées, telles que l'élaboration d'une stratégie «EXIT» par le service «dropIn» ou encore la poursuite des travaux relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action national éducation sexuelle et affective.

L'honorable Députée se réfère au texte de la proposition de loi déposée le 11 octobre 2013 et adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 12 juin 2015, visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les prostituées. Une des modifications de l'Assemblée générale a été entre autres la réintroduction de la pénalisation des clients.

Les conclusions de la «plateforme prostitution» présentées en décembre 2014 ainsi que le débat parlementaire constituent des éléments importants dans le cadre du processus de réflexion dans lequel se trouve encore le Gouvernement luxembourgeois. Il est évident que le Gouvernement continue à suivre de très près l'évolution des débats menés à l'étranger, et plus particulièrement dans nos pays voisins, et d'analyser les répercussions potentielles des décisions y prises sur la situation au Grand-Duché.

Question 1227 (19.06.2015) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **heures éducatives supplémentaires pour un enfant à besoins spéciaux:**

Selon nos informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse aurait informé certaines structures d'accueil commerciales que, pour des raisons de «contraintes budgétaires», le Ministère ne pourrait pas financer pour l'année 2015 des heures éducatives supplémentaires pour des enfants à besoins spéciaux (EBS).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la véracité de cette affirmation?

2. Dans l'affirmative, combien de structures d'accueil commerciales sont concernées? Combien d'enfants à besoins spéciaux sont concernés?

Dans un tel scénario, les parents concernés sont obligés de trouver une place dans une structure d'accueil conventionnée. Or, les listes d'attente dans les structures conventionnées sont souvent longues et les enfants dans le besoin risquent de ne pas être encadrés convenablement durant l'attente.

3. De quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il d'aider les enfants concernés?

Réponse (13.07.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. La base légale actuelle ne permet pas de financer des heures éducatives supplémentaires pour les enfants à besoins spéciaux (EBS) dans les services d'éducation et d'accueil (sea) de type commercial.

La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique n'autorise un soutien financier sous forme de subside ou de participation financière que dans le contexte explicite d'une signature d'une convention financière avec l'État.

L'État n'est actuellement lié aux services de type commercial que par le biais d'un «accord de collaboration» réglant uniquement le volet technique et financier du dispositif du chèque-service accueil.

Ad 2. Mes services ne disposent pas des chiffres relevant des structures d'accueil commerciales.

Ad 3. Des pourparlers sont actuellement menés avec le secteur conventionné et commercial de l'accueil et de l'éducation pour mettre en place un programme national pour une offre gratuite d'éducation plurilingue qui s'adresse à tous les enfants âgés de un à quatre ans.

Mise à part le plurilinguisme, l'accès de tous les enfants à une éducation et un accueil de qualité devra y jouer un rôle primordial. Une solution pérenne pour le financement d'un dispositif visant à assurer une approche inclusive au niveau des services de type commercial pourrait dès lors être trouvée dans ce nouveau cadre légal.

Question 1237 (25.06.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**entièreté du projet de tramway:**

Selon l'appel à candidature pour le marché de maîtrise d'œuvre du projet de tram, les candidatures doivent comporter une offre sur l'entièreté du projet de tram c.-à-d. pour la construction d'une ligne de tramway entre la Cloche d'Or et l'aéroport.

Or, l'on se doit de constater qu'à travers la loi du 24 juillet 2014, la Chambre des Députés n'a jusqu'à présent que donné son accord pour la construction du tracé entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire au Kirchberg.

- Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre s'il estime que l'attribution d'un contrat sur l'entièreté du projet tram, alors que seule la première étape a été autorisée par la Chambre des Députés, est conforme aux procédures en vigueur actuellement. Quelles sont les modalités précises qui, à cet effet, sont prévues par les dispositions contractuelles liant l'État à l'adjudicataire?

Réponse (13.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1237 du 25 juin 2015, l'honorable Député Aly Kaes souhaite savoir si l'attribution du contrat de maîtrise d'œuvre sur l'entièreté du projet de tram entre la Cloche d'Or et l'aéroport est conforme aux procédures en vigueur concernant le financement du projet.

Tout d'abord, je voudrais préciser que la réalisation du tram à Luxembourg entre la Cloche d'Or et le Findel est un projet d'ensemble qui nécessite une approche globale afin de pouvoir garantir la cohérence de sa conception technique.

Inutile de rappeler la motion du 4 juin 2014 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement:

«- à accélérer les phases suivantes de la mise en œuvre du projet tram que sont les extensions à réaliser vers la périphérie, notamment vers l'aérogare du Findel respectivement vers les pôles de développement de Howald, du Ban de Gasperich et de la Cloche d'Or;

- à déposer dans les meilleurs délais des projets de loi en fonction de l'avancement des études et de la réalisation des dossiers EIE (étude d'impact environnementale) pour les différentes extensions du tram.»

Pour pouvoir déposer un projet de loi, il est évident que les études afférentes soient préparées.

Quoi qu'il en soit, la gouvernance du projet implique de considérer deux étapes dans sa réalisation, à savoir:

• 1ère étape: Ligne initiale entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg

Le contrat de maîtrise d'œuvre conclu en février 2015 prévoit une tranche ferme contenant toutes les prestations liées à la réalisation de cette première ligne entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg. Cette tranche inclut également les études nécessaires à l'élaboration des projets de loi de financement des extensions vers Cloche d'Or et Findel. Toutes ces prestations sont aujourd'hui engagées afin de respecter l'échéance de la mise en service du premier tronçon entre Pont Rouge et Luxexpo au second semestre 2017.

• 2e étape: Prolongation de la ligne initiale vers la Cloche d'Or et vers le Findel

Plusieurs tranches conditionnelles sont également prévues dans ce contrat pour les prestations d'ingénierie nécessaires à la réalisation des tronçons Gare Centrale - Cloche d'Or et Circuit de la Foire internationale au Kirchberg - Findel. À ce jour, ces prestations ne sont pas engagées et ne le seront qu'après le vote des lois de financement y afférentes. Dans l'hypothèse où les financements ne seraient pas votés, les tranches conditionnelles concernées deviendraient caduques, sans versement d'indemnités ou de compensation à l'adjudicataire du marché.

N°15
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

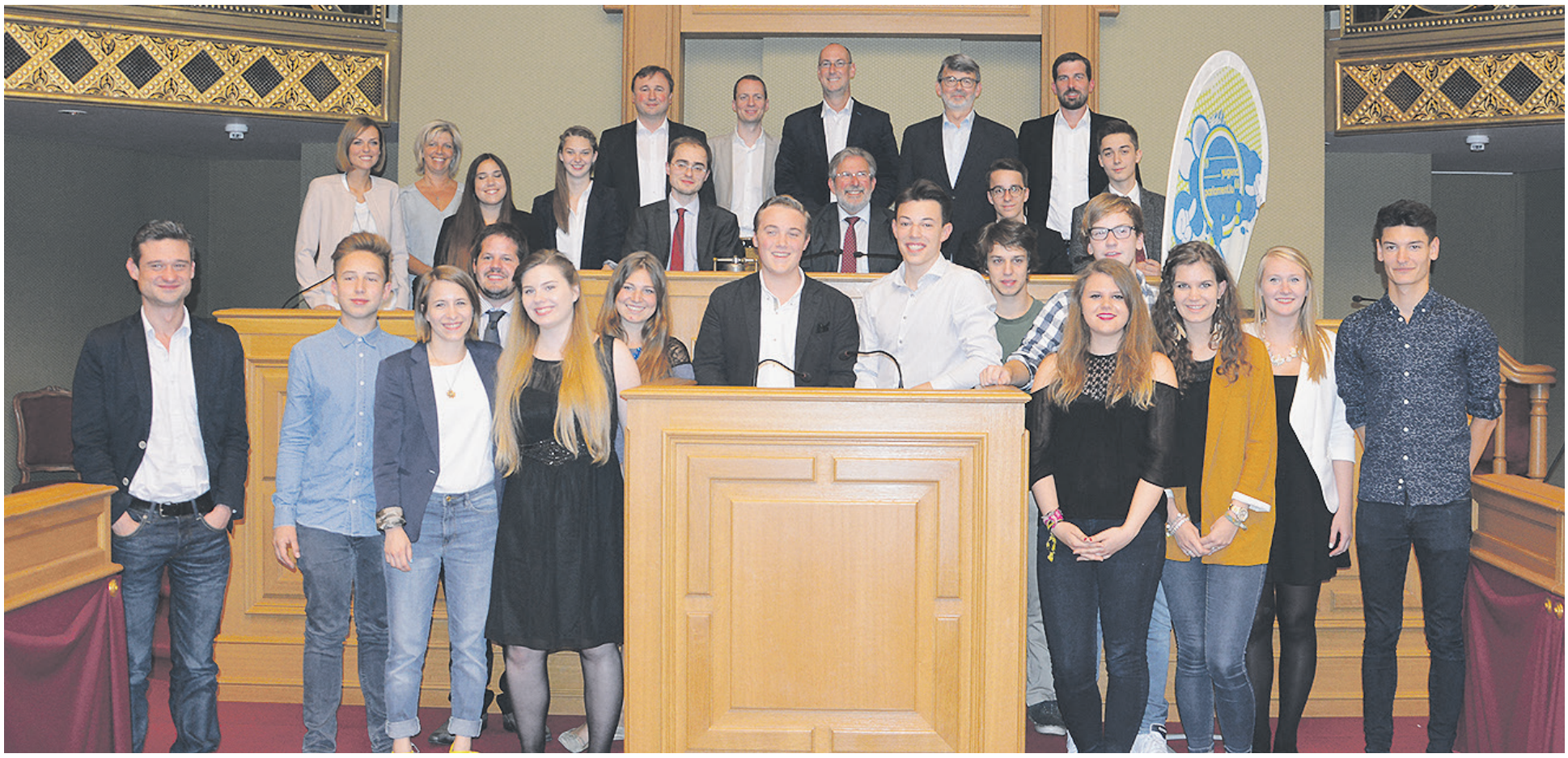
Priorités de la Présidence luxembourgeoise p. 573
Vision Zéro - combattre l'insécurité routière p. 590
Parcs naturels p. 600

Sommaire des séances publiques nos 38 à 40 p. 608
Sommaire des questions parlementaires p. Q219

38e séance Jeudi 11 juin 2015
39e séance Mardi 16 juin 2015
40e séance Mercredi 17 juin 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Le Parlement des Jeunes présente ses résolutions



Les membres du Parlement des Jeunes exposent leurs résolutions aux membres de la Chambre des Députés.

À la mi-juillet, le Parlement des Jeunes a présenté ses résolutions adoptées au cours des derniers mois et en a discuté avec les membres de différentes commissions parlementaires à la Chambre des Députés. Les textes, au nombre de seize, votés par le «Jugendparlament», témoignent des activités tous azimuts de la jeune assemblée dont les représentants ont échangé les vues avec les députés sur les résolutions suivantes:

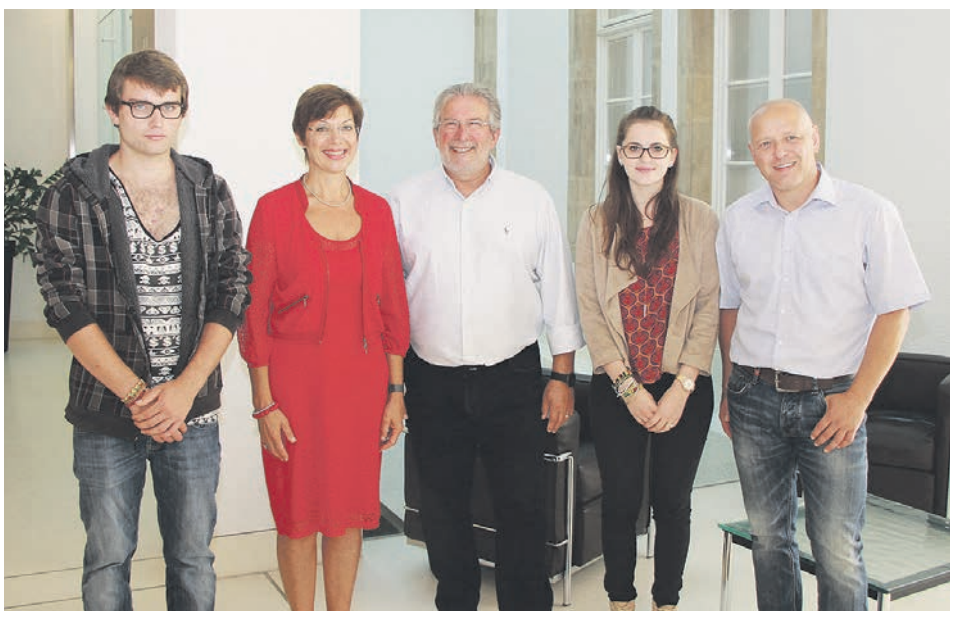
- résolution sur la gestion du phénomène des jeunes djihadistes européens;
- résolution sur la lutte contre le virus Ebola et la réforme de l'aide au développement;
- résolution sur une stratégie de lutte contre le groupe terroriste «État islamique»;
- résolution sur l'enseignement de l'éducation civique;
- résolution portant sur le choix entre le cours des religions et le cours d'éducation morale et sociale;
- résolution portant sur le logement au Luxembourg;
- résolution portant sur la limitation des mandats des ministres;
- résolution en faveur de l'ouverture encadrée du droit de vote aux résidents non luxembourgeois;
- résolution sur le droit de vote à partir de 16 ans;
- résolution sur le processus de paix et de réunification de Chypre;
- résolution sur la conférence de Paris sur le climat (COP 21) ;
- résolution sur les activités de surveillance des services de renseignement;
- résolution sur la prostitution;
- résolution sur le rapprochement entre Israéliens et Palestiniens;
- résolution pour la protection des insectes pollinisateurs;
- résolution pour une orientation en faveur de l'avenir de l'étudiant.

„I want to see a Europe where all young people...“

Du 12 au 15 mars 2015, 15 filles et garçons âgés de 13 à 20 ans et venant des «SOS-Kannerdierfer» du Luxembourg, de la Norvège, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Autriche, de l'Albanie et de la Croatie se sont réunis à l'académie Hermann Gmeiner à Innsbruck. Au cours de cet échange interculturel, les jeunes ont discuté de thèmes politiques comme les droits des enfants, la participation politique des jeunes, le droit de vote, l'accès à une formation, la discrimination et la pauvreté.

Les participants à l'échange interculturel ont établi une carte de l'Europe avec des messages pour l'avenir à l'attention du monde politique. Une délégation remettra cette carte fin août au Ministre des Affaires étrangères de l'Autriche. Par ce geste symbolique, les adolescents et jeunes adultes des «SOS Kannerdierfer» souhaitent montrer leur engagement pour l'Europe et pour leur propre avenir. Un des messages est le suivant: „I want to see a Europe where all young people... were treated honestly by the politicians, because one day we will be the representatives of this world.“

Deux des quatre jeunes qui ont représenté le Luxembourg, Mme Jeanne Arndt et M. Francesco Conter, accompagnés par la directrice générale de la Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf, Mme Marianne Brosius-Kolber, et du chef de groupe du foyer Leir, M. Bernd Schäfer, ont présenté le projet et les conclusions au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.



M. Mars Di Bartolomeo s'est informé au sujet du projet et des conclusions de l'échange interculturel des «SOS-Kannerdierfer».

La sûreté et la durée d'exploitation de Cattenom évoquées à l'occasion d'une visite de l'ASN française



Les membres de la délégation de la Sous-commission ont rencontré des responsables de l'Autorité de sûreté nucléaire.

À l'occasion d'une entrevue avec des responsables de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à Montrouge dans la banlieue parisienne, une délégation de la Sous-commission, chargée de préparer un débat d'orientation sur la politique énergétique et du climat au Grand-Duché - débat qui aura lieu en automne à la rentrée parlementaire - s'est informée sur le dispositif de sûreté améliorée des centrales nucléaires françaises suite aux enseignements tirés de l'accident de Fukushima.

L'ASN, créée en 2006 par la loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, assure, au nom de l'État français, le contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés à l'utilisation du nucléaire. Les activités contrôlées par l'ASN vont donc des installations nucléaires aux installations médicales, en passant par le transport de matières radioactives et les installations industrielles et de recherche utilisant des rayonnements ionisants.

Accompagnés par des représentants du Comité national d'action contre le nucléaire, les membres de la Sous-commission se sont particulièrement intéressés au devenir de la centrale nucléaire de Cattenom, ceci dans l'optique de l'établissement d'un nouveau cadre légal de la politique énergétique de la France, visant à réduire de 75% à 50% sa dépendance vis-à-vis de l'énergie nucléaire.

La nouvelle politique envisagée par le gouvernement français implique une cessation de fonctionnement de certains réacteurs nucléaires. Pour ce qui est d'une éventuelle déconnexion de la centrale de Cattenom du réseau nucléaire français, la délégation parlementaire luxembourgeoise n'a point reçu d'information permettant de conclure que la centrale mosellane serait visée par les propositions de fermeture à soumettre par son exploitant EDF (Électricité de France).

Néanmoins, la délégation luxembourgeoise a obtenu l'assurance qu'une enquête publique transfrontalière sera réalisée au moment de la 4e inspection décennale, inspection qui aura lieu en 2026 et décidera d'une prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale de Cattenom.

La Francophonie parlementaire s'est réunie en Suisse

La 41e Assemblée plénière de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue au Conseil national du Parlement suisse les 9 et 10 juillet 2015. Cette rencontre, placée sous le thème «Encourager l'accès à une formation de qualité pour tous: un défi prioritaire pour la Francophonie» a réuni près de 300 parlementaires d'une cinquantaine de sections de l'APF, dont M. Michel Wolter en tant que représentant de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF.

Suite à la réunion du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des quatre commissions, les délégations ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture où elles ont pu entendre M. Stéphane Rossini, Président du Conseil national, M. Paul E. McIntyre (sénateur, Canada), Président de l'APF, M. Claude Hêche, Président du Conseil des États, Mme Michaëlle Jean, nouvelle Secrétaire générale de de l'OIF et M. Didier Burkhalter, conseiller fédéral représentant le gouvernement suisse.

Mme Michaëlle Jean, qui s'exprimait pour la première fois devant les parlementaires de l'APF, a ensuite présenté les grandes lignes de la stratégie de l'OIF avant de se prêter à une séance de questions réponses avec les parlementaires.

Le débat général a donné lieu à une vingtaine d'interventions qui ont permis aux parlementaires d'échanger des informations sur la formation professionnelle, en analysant plus particulièrement le modèle suisse et de proposer des mesures pour améliorer l'accès des citoyens à Internet et à la formation en ligne.

Les parlementaires ont adopté vingt résolutions portant notamment sur les situations politiques dans l'espace francophone, les enfants sans identité, l'emploi des jeunes, l'accès universel aux services de prévention contre le VIH, la prise en compte du genre dans les discussions climatiques et la lutte contre le terrorisme international.

M. Michel Wolter a présenté les comptes de l'Assemblée et a proposé de nouvelles mesures de transparence.

L'Assemblée générale a enfin procédé par acclamation à l'élection pour les deux prochaines années des membres de ses instances. Le Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo, M. Aubin Minaku, a été élu Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Le Président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Jacques Chagnon, a été élu premier Vice-président et le Secrétaire général parlementaire, M. Pascal Terrasse (député, France), a été reconduit dans ses fonctions, tout comme M. Michel Wolter dans celles de Trésorier international de l'APF.

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les commissions et l'Assemblée plénière du Parlement francophone des Jeunes (PFJ), dont la 7e édition se tenait aux mêmes dates à Berne et à laquelle deux jeunes Luxembourgeois, Mme Jana Degrott et M. Andreas von Ganski, ont participé.



M. Michel Wolter (à gauche) lors de la réunion du Bureau de l'APF

Le Président a reçu...



...S. E. M. Huang Changqing, nouvel ambassadeur de Chine au Luxembourg.



NOUVELLES LOIS

Archivage électronique

6543 - Projet de loi

relatif à l'archivage électronique et portant modification:

1. de l'article 1334 du Code civil;

2. de l'article 16 du Code de commerce;

3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Une fois adopté, ce dispositif met en place un statut spécifique de «Prestataire de services de dématérialisation ou de conservation» (PSDC) et représente un élément important pour l'avenir du secteur des services électroniques. En Europe, aucun pays ne dispose à ce stade d'un cadre légal traitant de l'archivage électronique. Si des dispositions existent à l'étranger, elles sont spécifiques à un secteur déterminé. Également au niveau communautaire, aucun texte à transposer dans ce domaine n'existe, de sorte que le Luxembourg s'arrogera l'avantage du «first mover». Le projet de loi vise ainsi à

- reconnaître la valeur juridique des documents dématérialisés et, sous certaines conditions, présumer de leur conformité à l'original;

- établir un niveau d'exigence élevé afin d'assurer que les archives dématérialisées soient fiables et durables;

- organiser l'activité de prestataire de services de dématérialisation ou de conservation.

La **reconnaissance de la valeur juridique** des documents dématérialisés doit être garantie par la loi pour fournir aux détenteurs de documents dématérialisés la sécurité juridique et la confiance nécessaires au développement de l'archivage électronique. Par conséquent, les documents dématérialisés par des PSDC doivent bénéficier d'une véritable présomption de conformité à l'original. En plus, les documents dématérialisés et conservés conformément aux prescriptions légales et réglementaires applicables ne doivent pas être susceptibles d'être rejetés par le juge par le simple fait qu'ils se présentent sous forme électronique ou qu'il subsiste un original papier (comme cela ressort aujourd'hui encore implicitement de l'article 1333 du Code civil).

Pour bénéficier d'une telle reconnaissance, le processus de dématérialisation et de conservation doit nécessairement répondre à des **exigences techniques** et organisationnelles sérieuses quant à la fiabilité et la durabilité des archives. Ces exigences seront fixées par règlement grand-ducal.

Ceux qui auront une activité de dématérialisation ou de conservation pourront obtenir le statut de PSDC en se **faisant certifier** et en notifiant leur certification à l'ILNAS. La validation de la notification par l'ILNAS et son inscription sur une liste ad hoc donneront aux acteurs concernés le droit d'utiliser le statut de prestataire de services de dématérialisation ou de conservation et démontreront leur sérieux en garantissant la mise en place et le maintien par ces derniers de procédures de dématérialisation ou de conservation répondant à un niveau d'exigence particulièrement élevé.

À noter que ce statut n'est pas une condition pour offrir des services d'archivage électronique, que ce soit de la dématérialisation ou de la conservation électronique. La seule conséquence pour un acteur qui renonce à quérir ce statut est qu'il devra, le cas échéant, à chaque fois prouver au tribunal que ses fichiers ont été créés et archivés selon les règles de l'art.

Le champ d'application du projet de loi comprend principalement les actes sous seing privé, signature manuscrite ou électronique et les documents sous l'obligation de conservation commerciale/comptable. Les actes authentiques et les activités de simple stockage de données qui ne consistent pas à conserver des documents en garantissant leur intégrité sont exclus du champ d'application du projet de loi.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.02.2013

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

16.01.2014	Désignation d'un rapporteur
30.01.2014	Présentation du projet de loi
17.07.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.09.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19.03.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2015

Loi du 25 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°150, page 3058

Dialogue social à l'intérieur des entreprises

6545 - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Une des principales innovations du projet de loi 6545 portant réforme du dialogue social consiste à transférer les attributions réservées jusqu'à présent au comité mixte à la délégation du personnel. La suppression du comité mixte fait de la délégation l'unique organe représentant les intérêts des salariés et a pour finalité de simplifier la représentation du personnel par une concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule délégation par entreprise en vue d'une revalorisation qualitative du dialogue social.

Suite à la suppression du comité mixte, les attributions de ce dernier sont transmises, sous quelques conditions, à la délégation du personnel. Les missions, les rôles et les attributions de la délégation du personnel sont repris dans les sections 1 à 4 du chapitre IV.

Le projet de loi précise les attributions suivantes:

- Sauvegarder et défendre les intérêts du personnel salarié de l'entreprise en matière de conditions de travail, de sécurité de l'emploi et de statut social.

- Dans un esprit de coopération, la délégation doit prévenir et régler les différends pouvant surgir entre l'employeur et le personnel salarié.

- La délégation doit présenter à l'employeur toute réclamation, individuelle ou collective.

- À défaut d'un règlement des différends susmentionnés, la délégation peut saisir l'Inspection du travail et des mines de toute plainte ou observation relative à l'application des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles relatives aux conditions de travail, aux droits et à la protection des salariés dans l'exercice de leur profession.

- La délégation veille au respect rigoureux de l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ainsi que la rémunération et les conditions de travail

- Le chef d'entreprise est tenu de communiquer à la délégation du personnel les renseignements nécessaires à la bonne exécution de sa mission et susceptibles d'éclairer les membres qui la composent sur la marche et la vie de l'entreprise, dont l'évolution récente et l'évolution probable de ses activités ainsi que de sa situation économique. Cette communication se fait à la demande de la délégation ou mensuellement dans les entreprises occupant au moins 150 salariés. Dans les autres entreprises, elle se fait à l'occasion des réunions avec la direction de l'entreprise.

- Le chef d'entreprise doit informer la délégation et le délégué à la sécurité et à la santé des risques pour la sécurité et la santé ainsi que des mesures et activités de protection et de prévention à prendre. Ces informations doivent également être communiquées à tout employeur de salariés des entreprises extérieures intervenant dans l'entreprise, qui doit les transmettre à sa délégation du personnel.

- Le chef d'entreprise informe la délégation et le délégué à la sécurité et à la santé de l'évolution du taux d'absence.

- Le chef d'entreprise occupant moins de 150 salariés pendant les douze mois précédant le premier jour du mois de l'affichage annonçant les élections, devra informer une fois par an au moins sa délégation du personnel sur l'évolution économique et financière, ainsi que sur les activités récentes et probables. Cela se fera sur base d'un rapport d'ensemble sur l'activité de l'entreprise, le chiffre d'affaires, les résultats globaux de la production et de l'exploitation, les commandes, l'évolution de la structure et du montant des rémunérations du personnel et les investissements réalisés.

D'autres chapitres importants du projet de loi concernent:

- l'information et la consultation sur la vie de l'entreprise (Cette rubrique traite des domaines où la délégation n'est pas seulement informée mais également consultée, alors que pour certains cas elle devra donner un avis.),

- l'information et la consultation en matière technique, économique et financière,

- la participation à certaines décisions de l'entreprise,

- la fonction de délégué à la sécurité et à la santé,

- la fonction de délégué à l'égalité.

En ce qui concerne la structuration des délégations au sein de l'entreprise, il est prévu que toute entreprise, qui occupe au moins 15 salariés pendant les 12 mois qui précèdent le premier jour du mois de l'affichage annonçant les élections, est tenue de faire désigner des délégués du personnel. La composition numérique des délégations du personnel est fonction de l'effectif des salariés qu'elles représentent (p.ex. 1 membre lorsque l'effectif des salariés est compris entre 15 et 25 membres et 25 membres lorsque l'effectif est compris entre 5.101 et 5.500).

Le projet de loi prévoit que lorsque plusieurs entreprises constituent une entité économique et sociale (EES), il peut être institué, à la demande d'au moins deux délégations de l'entité, une délégation au niveau de l'entité économique et sociale. Les demandes doivent être formulées dans un délai de trois mois après les élections des délégations du personnel. La délégation au niveau de l'EES représente les intérêts de l'ensemble des salariés occupés dans les diverses entreprises d'une entité économique et sociale.

La commission a retenu que la délégation au niveau de l'EES n'a d'autre attribution que l'échange d'informations entre différentes délégations du personnel dont elle est issue.

Les délégués EES sont élus par les délégations du personnel, chaque délégation disposant d'une seule voix. Les délégués EES disposeront de la protection spéciale contre le licenciement.

Le projet de loi accorde aux délégations du personnel, sous certaines conditions, la possibilité d'avoir recours à des conseillers internes et externes ainsi que le droit d'avoir recours à un expert. La législation en vigueur prévoit déjà cette possibilité, mais seulement aux délégations des entreprises avec un effectif d'au moins 150 salariés. Dorénavant cette possibilité est accordée aux délégations ayant au moins 51 salariés.

De plus, le droit de désigner des conseillers externes n'est plus seulement réservé aux syndicats jouissant de la représentativité sur le plan national mais est élargi aux syndicats jouissant de la représentativité dans un secteur important de notre économie, à condition qu'ils disposent d'au moins un tiers des délégués effectifs.

Quant aux modalités d'élection, le projet prévoit que les délégués titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin secret à l'urne, suivant les règles de la représentation proportionnelle, par les salariés de l'entreprise, sur des listes de candidats présentées soit par un syndicat qui jouit de la représentativité nationale générale, soit par un nombre de salariés de l'entreprise représentant cinq pour cent au moins de l'effectif total, sans toutefois devoir excéder cent. Dans les entreprises occupant moins de cent salariés, le scrutin s'effectue d'après le système de la majorité relative. Les syndicats jouissant de la représentativité sectorielle sont autorisés à présenter des listes dans les secteurs où leur représentativité est reconnue en application de l'article L.161-6.

Quant aux adaptations que le projet apporte au système des crédits d'heures, le projet de loi prévoit l'obligation pour le chef d'entreprise de laisser aux membres de la délégation le temps nécessaire pour accomplir leurs fonctions et de rémunérer ce temps comme temps de travail. Ainsi, il est prévu que le chef d'une entreprise, dont l'effectif ne dépasse pas 149 salariés, doit accorder un crédit d'heures sur base de 40 heures par semaine à raison de cinq cents salariés. Dans les entreprises dont l'effectif représenté se situe entre cent cinquante et deux cent quarante-neuf, le chef d'entreprise accorde aux délégués un crédit d'heures rémunérées total proportionnel à l'effectif des salariés qu'ils représentent sur la base d'un crédit de quarante heures par semaine à raison de deux cent cinquante salariés.

L'article L.415-5 du projet de loi prévoit la libération d'un délégué dans les entreprises occupant entre 250 et 500 salariés; deux délégués dans les entreprises occupant entre 501 et 1.000 salariés; trois délégués dans les entreprises occupant entre 1.001 et 2.000 salariés; quatre délégués dans les entreprises occupant entre 2.001 et 3.500 salariés et par après un délégué supplémentaire par tranche de 1.500 salariés lorsque l'effectif dépasse 3.500 salariés.

Le projet de loi prévoit une protection spéciale des délégués du personnel ainsi que des délégués à la sécurité et à la santé contre le licenciement pendant la durée de leur mandat. Il pose par ailleurs le principe de la nullité de toute notification d'un tel licenciement, du maintien ou de la réintégration dans l'emploi de tout délégué illégalement licencié. Il innove en permettant également au délégué indûment licencié, qui ne souhaite plus reprendre son travail, de demander des dommages et intérêts.

Finalement, une autre innovation du projet de loi consiste en la mise en place de la médiation en cas de différends sur l'application ou résultant de l'application de différents articles du Code du Travail en matière de délégation du personnel. Ainsi le texte prévoit que ces litiges non résolus après une éventuelle mise en intervention de l'ITM peuvent être portés devant une Commission de Médiation instituée dans le cadre d'une convention collective, soit au niveau de l'entreprise, soit au niveau sectoriel, ou dans le cadre d'un accord en matière de dialogue interprofessionnel. Cette commission est présidée par un médiateur désigné d'un commun accord par les parties dans la convention collective de travail ou dans l'accord en matière de dialogue interprofessionnel. À défaut d'une telle disposition, un médiateur pourra être demandé auprès du directeur de l'Inspection du travail et des mines.

En cas d'échec d'une médiation, toutes les voies légales de droit commun de règlements de litiges collectifs et tous les recours judiciaires restent ouverts aux parties.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.02.2013

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

08.05.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

01.10.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.10.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.10.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.11.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.01.2015	Décision concernant les points tenus en suspens et adoption des amendements parlementaires
15.01.2015	Evacuation définitive des points en suspens
	Présentation et adoption des amendements parlementaires
24.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2015
Loi du 23 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°144, page 2958

Modernisation de l'Administration des services vétérinaires

6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires

L'objet principal du projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires (ASV) est de moderniser cette administration de manière à ce qu'elle puisse mieux répondre à la réalité des obligations qui lui incombent.

Par l'adoption de ce projet de loi, l'actuelle loi-cadre portant création de l'Administration des services vétérinaires, remontant à l'année 1976, sera abrogée.

L'organisation actuelle de l'ASV peut être qualifiée d'horizontale vu que quatre vétérinaires-inspecteurs sont responsables de toutes les obligations incombant à l'ASV dans leur circonscription respective, c'est-à-dire la santé animale, le bien-être animal et la santé publique. Les tâches incombant aux différentes circonscriptions varient, toutefois, considérablement selon la circonscription. De surcroît, les compétences spécifiques demandées sont devenues de plus en plus «techniques», de sorte qu'une réorganisation de type verticale s'est imposée.

Par conséquent, cinq divisions seront créées. Chacune sera munie d'un chef de division chargé exclusivement des compétences liées à sa division. Ces cinq divisions seront: la Division de la santé animale, la Division de la santé publique, la Division du contrôle à l'importation, la Division du laboratoire de médecine vétérinaire, la Division de l'identification et de l'enregistrement des animaux.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 18.02.2014
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs
(Président: Gusty Graas):

12.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.12.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.02.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.05.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2015
Loi du 14 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°140, page 2934

Régulation du secteur bancaire

6660 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;

- transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;

- modification de:

1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Suite à la crise financière de 2007-2008, lors du sommet de la zone euro en juin 2012, le Conseil européen a décidé de créer une Union bancaire qui permettrait d'assurer de manière centralisée la surveillance et la résolution des banques de la zone euro. L'Union bancaire se compose d'un côté du Mécanisme de surveillance unique (MSU) et de l'autre côté du Mécanisme de résolution unique (MRU), obligatoires pour tous les États membres de la zone euro et ouverts à tous les autres pays de l'UE.

Entré officiellement en fonction en novembre 2014, le MSU se compose de la Banque centrale européenne (BCE) et des autorités compétentes nationales (ACN) des États membres participants. La BCE est chargée de veiller au fonctionnement efficace et cohérent du MSU et supervise le fonctionnement du système. Afin d'assurer une surveillance efficace, les établissements de crédit sont classés en tant qu'établissements «importants» ou «moins importants»; la BCE exerce une surveillance directe sur les banques importantes, tandis que les ACN sont chargées de la surveillance des banques moins importantes. Cette surveillance se base sur des procédures et approches développées par le MSU et appliquées de manière uniforme à travers l'Union bancaire.

Le 20 juillet 2011, la Commission européenne a adopté un paquet législatif afin de consolider la régulation du secteur bancaire. Les propositions législatives en question remplacent les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE par le règlement (UE) n°575/2013 («Capital Requirements Regulation» ou CRR) et la directive 2013/36/UE («Capital Requirements Directive» ou «CRD IV»). Allant au-delà des critères prévus par la réglementation dite «Bâle III», applicables au niveau mondial à tous les grands groupes bancaires ayant une activité internationale, ces deux textes forment désormais le cadre légal européen pour l'agrément des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. C'est sur ces deux textes que se base la surveillance de la BCE et des ACN.

Les innovations du paquet «CRD IV» reflètent le souci d'accroître la qualité du capital éligible et d'augmenter la quantité de capital détenu. Les textes visent en outre à optimiser les standards de la surveillance de la liquidité en introduisant, pour la première fois, un cadre réglementaire harmonisé dans ce domaine de la surveillance prudentielle. Il y a, en outre, lieu de citer les dispositions par rapport à la rémunération, au mode de gouvernance, à la diversité de la composition du conseil d'administration, à la transparence à l'égard des activités financières, aux réserves de fonds propres pour faire face aux risques systémiques, aux pouvoirs des autorités de surveillance et aux sanctions administratives.

Le présent projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois les dispositions de ladite directive 2013/36/UE communément appelée «CRD IV» (ci-après la «Directive»). Par ailleurs, il abroge les dispositions légales qui font dorénavant double emploi avec le règlement (UE) n°575/2013 (CRR) qui, ensemble avec la Directive, forme le cadre juridique européen pour l'agrément et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement sans préjudice des dispositions applicables de par la directive 2004/39/CE.

Il en résulte une abrogation des directives 2006/48/CE et 2006/49/CE qui ont été transposées dans la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans les circulaires CSSF, pour ne citer que les plus importantes, à savoir les circulaires CSSF 06/273 et 07/290. Toutefois, comme beaucoup de dispositions de la directive 2006/48/CE ont été reprises littéralement dans la Directive et que d'autres n'ont été que légèrement modifiées, le présent projet de loi ne nécessite plus de transposer toute la Directive, mais peut se limiter à ne transposer que les modifications par rapport à la directive 2006/48/CE, respectivement par rapport à la directive 2006/49/CE. Les dispositions qui n'ont pas été reprises par la Directive, mais par le règlement (UE) n°575/2013 seront supprimées de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ce projet de loi confirme également la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) en sa qualité d'autorité compétente, y compris dans le contexte du MSU.

Les parties de la Directive les plus innovatrices sont tout d'abord celles qui viennent exiger des établissements de crédit et des entreprises d'investissement concernés qu'ils détiennent, en sus des exigences de fonds propres, des coussins de fonds propres. Il s'agit d'une nouvelle gamme d'outils de surveillance prudentielle, y compris de nature macroprudentielle, introduite par le chapitre 5 nouveau de la partie III de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. La Directive prévoit par ailleurs des modifications en matière de sanctions pécuniaires administratives, qui sont rendues plus dissuasives, et d'autres mesures administratives. La Directive renforce les exigences en matière de gouvernance dans le secteur financier, afin de prévenir les répercussions que des systèmes de gouvernance d'entreprise mal conçus pourraient avoir sur la saine gestion des risques au niveau des établissements concernés. Il convient aussi de relever certaines dispositions nouvellement introduites en matière de politiques de rémunération, ainsi que des adaptations du champ d'application de la Directive, plus particulièrement en ce qui concerne les entreprises d'investissement.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

11.11.2014	Désignation d'un rapporteur
22.01.2015	Discussion reportée à une date ultérieure
24.02.2015	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.03.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements
17.03.2015	Suite de la présentation et de l'adoption d'une série d'amendements
16.06.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2015
Loi du 23 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°149, page 3012

TVA et accises

6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le projet de loi poursuit deux objets, un premier en matière de taxe sur la valeur ajoutée, un second en fait d'accises.

La première fin consiste, en effet,

- à transposer en droit national certaines dispositions facultatives de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée («directive TVA») en relation avec le régime fiscal applicable aux opérations dans la zone franche;

- à étendre le régime d'imposition de la marge bénéficiaire, défini par les articles 312 à 325 de la directive TVA, et applicable aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité, de manière à transposer les dispositions spécifiques, facultatives, prévues par ladite directive à l'égard des organisateurs de ventes aux enchères publiques;

- à étendre l'application du taux réduit de huit pour cent, à l'instar des objets d'art, aux importations d'objets de collection et d'antiquité.

Au vu de la transposition de dispositions de la directive TVA, certaines modifications de nature technique se sont également révélées nécessaires.

Le second objet du projet de loi se rapporte aux accises. Pour rappel, le droit d'accise autonome spécifique sur les tabacs à rouler des cigarettes a été introduit par la loi budgétaire de 2010. Or, avec les augmentations de cette accise durant les quatre dernières années (une augmentation de 5,00 euros), elle se situe ac-

tuellement à 9,00 euros. Ainsi, la limite de 10,00 euros est presqu'atteinte. Le taux maximal du droit d'accise autonome spécifique sur les tabacs à fumer de 10,00 à 25,00 euros est relevé afin d'anticiper d'éventuelles augmentations futures de ce taux.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.08.2014
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

10.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.06.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.06.2015
Loi du 24 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°145, page 2986

Renforcement de la protection des enfants

6788 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012

Le présent projet de loi vise à approuver le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012.

Ce troisième Protocole facultatif à la Convention vise à établir une procédure de présentation de communications ayant trait à la Convention précitée, ainsi qu'aux Protocoles facultatifs, permettant de renforcer la surveillance et le contrôle de l'exécution de la Convention par les États. Il permet aux mineurs de faire appel à l'Organisation des Nations Unies lorsque leurs droits ne sont pas respectés dans un pays signataire du protocole.

Ce nouveau protocole facultatif renforce la protection des enfants en leur permettant, sous certaines conditions, de présenter des communications au Comité des droits de l'enfant s'ils considèrent être victimes d'une violation par un État partie des droits énoncés par la Convention ou par un protocole facultatif auquel cet État est partie.

En cas de violations graves ou systématiques, le Comité des droits de l'enfant peut effectuer une enquête sur place et vérifier les mesures que l'État prend pour remédier aux problèmes constatés. En créant une procédure de plainte, le Protocole facultatif comble ainsi une lacune normative d'un instrument international jusqu'ici dépourvu de ce mécanisme.

Le Luxembourg déclare en outre qu'il reconnaît la compétence du Comité des droits de l'enfant pour recevoir et examiner les communications dans lesquelles un État affirme qu'un autre État ne s'acquitte pas de ses obligations au titre d'un quelconque des instruments auquel l'État est partie en matière de droits de l'enfant, au sens de l'article 12 du Protocole facultatif. Cette déclaration n'est pas indispensable lors de la ratification mais elle souligne le soutien du dispositif par le Luxembourg.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.03.2015
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

03.06.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2015

Rectificatif à la directive 2008/101/CE

6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1er, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet a pour objet de modifier l'article 5*quinquies*, paragraphe 1er, point b), de la loi du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Cette modification vise à transposer en droit luxembourgeois, pour des raisons de sécurité juridique, de conformité linguistique et d'applicabilité, le rectificatif à la directive 2008/101/CE du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce rectificatif précise que l'augmentation annuelle en tonnes-kilomètres, mentionnée à l'endroit du point b) précité, est une augmentation moyenne annuelle.

L'article 5*quinquies* de la loi précitée du 23 décembre 2004 introduit une réserve spéciale pour certains exploitants d'aéronefs. Cette réserve spéciale est fixée à 3% de la quantité totale des quotas à allouer pour chaque période d'allocation. Sont susceptibles de bénéficier de cette réserve les exploitants d'aéronefs qui soit commencent à exercer une activité aérienne relevant de l'annexe I, soit dont les données relatives aux tonnes-kilomètres traduisent une augmentation annuelle moyenne supérieure à 18%. Or, sans le terme «moyenne», les exploitants doivent réaliser une augmentation annuelle supérieure à 18% sur l'ensemble de la période. Avec le terme «moyenne» tel qu'introduit par le rectificatif, les conditions sont moins restrictives, les 18% représentant la moyenne et permettant des augmentations différenciées.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 11.03.2015
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

29.04.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2015
Loi du 24 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°148, page 3008

Accord FATCA

6798 - Projet de loi portant approbation

1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014

2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1er avril 2015

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique du nom de la législation américaine «Foreign Account Tax Compliance Act» (FATCA), aussi bien que de l'échange des notes y relatives.

L'Accord, signé le 28 mars 2014 à Luxembourg, prévoit les modalités de l'échange automatique et réciproque d'informations entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique. Cet échange concerne des informations de nature financière de la part de comptes de personnes ayant des liens avec les États-Unis d'Amérique.

La loi FATCA de 2010 et ses objectifs

Le projet de loi fait suite à l'introduction en mars 2010 de ladite législation américaine qui renforce les obligations d'échange d'informations des institutions financières étrangères avec les autorités fiscales américaines afin de pouvoir soumettre à l'imposition américaine les revenus dont bénéficient auprès d'institutions financières étrangères des résidents et des citoyens des États-Unis d'Amérique, aussi bien que des personnes ayant des liens financiers avec ce pays.

Étant donné que les États-Unis d'Amérique imposent leurs contribuables sur base de leur revenu mondial, toute personne considérée comme „US person" au sens du fisc américain IRS («Internal Revenue Service») - notion qui va pour le surcroît plus loin que le fait d'être «US citizen» au sens des lois sur la nationalité - doit déclarer tous ses revenus, quelle que soit la localité où ils ont été générés, auprès du IRS. Une fois tous les revenus déclarés, un crédit d'impôt total ou partiel sur les impôts éventuellement déjà payés dans un autre pays peut être accordé sous condition qu'il existe un traité de non-double imposition entre les États-Unis et le pays en question.

Or, ces derniers ne font pas partie de l'Accord sur lequel porte le présent projet de loi.

La législation de FATCA cible les cas de non-observation fiscale de personnes physiques américaines possédant des comptes à l'étranger. À cette fin, elle se concentre sur l'obtention d'informations financières, d'une part de personnes américaines aux comptes ou biens à l'étranger, et d'autre part d'institutions financières étrangères concernant des comptes de contribuables américains ou d'entités substantiellement détenues par des personnes américaines. Bref, l'objectif de la loi FATCA est la déclaration des avoirs financiers étrangers aux États-Unis d'Amérique, une retenue à la source étant le coût dans le cas de non-déclaration. En effet, faute de cet échange d'informations, les institutions financières concernées se verront appliquer une taxe de 30% à la source sur les revenus américains qui leur sont payés.

Un accord bilatéral en 2014 entre le Grand-Duché et les États-Unis d'Amérique

C'est dans cette optique de minimiser les pratiques d'évasion fiscale qu'en juillet 2012 les États-Unis d'Amérique ont proposé à leurs partenaires, dont le Luxembourg, de conclure des accords bilatéraux pour faciliter la mise en œuvre de cet échange automatique d'informations. L'Accord signé le 28 mars 2014 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique définit les types d'information que les parties entendent échanger automatiquement (entre autres: nom et adresse du titulaire du compte, numéro du compte, nom de l'institution financière communicante luxembourgeoise, solde ou valeur du compte) ainsi que le calendrier d'introduction et les conditions de mise en œuvre de cet échange. De plus, les deux parties contractantes ont signé un «Memorandum of Understanding» (MOU) qui détermine un régime d'application transitoire et le système d'enregistrement des institutions financières luxembourgeoises auprès de l'IRS.

Le mode de fonctionnement

Pour le Luxembourg, l'Administration des contributions directes (ACD) est l'Autorité compétente par délégation. Les informations respectives sont à fournir, annuellement et dans la forme prescrite, jusqu'au 30 juin après la fin de l'année civile à laquelle elles font référence, au IRS. Or, il est à remarquer que cette date est reportée au 31 juillet 2015 par les autorités fiscales nationales sur base de l'article 83(1) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. L'Accord prévoit un premier échange d'informations en septembre 2015.

- Le projet de loi sous rubrique prévoit en outre des sanctions administratives spécifiques qui pourront être infligées par le bureau de la retenue d'impôt sur les intérêts aux institutions financières luxembourgeoises qui n'auront pas respecté les obligations prévues par FATCA.

- Il existe également la possibilité pour les institutions financières déclarantes luxembourgeoises de charger un prestataire de services tiers de l'exécution de leurs obligations. Or, un transfert de responsabilité n'est pas admis.

- Le droit à la protection des données à caractère personnel est par ailleurs garanti.

- Les institutions financières luxembourgeoises ne peuvent pas refuser la communication des informations en invoquant le secret professionnel auquel elles sont généralement assujetties.

- De plus, toutes les informations échangées seront soumises à la confidentialité.

- Les annexes précisent les modalités supplémentaires à l'échange d'informations aussi bien que les bénéficiaires effectifs exemptés d'un tel échange.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.03.2015
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

12.05.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.06.2015	Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
	Adoption d'une série d'amendements
22.06.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2015
Loi du 24 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°145, page 2984

SÉANCE 38

JEUDI,
11 JUIN 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loreta Graužinienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Débat: M. Laurent Mosar (interventions de M. Serge Urbany, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler et M. Jean Asselborn), M. Marc Angel, Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam (interventions de M. Jean Asselborn et M. Fernand Kartheiser), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jean Asselborn) (dépôt d'une motion), M. Serge Urbany (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Motion 1: M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany (renvoi de la motion en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat eis Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech soen dem Här Justizminister Merci.

2. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loreta Graužinienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie

An ech hunn dann de Pleséier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, j'ai le grand plaisir de saluer cordialement parmi nous sur la tribune des visiteurs la présence de Son Excellence Madame Loreta Graužinienė, Présidente du Seimas, le Parlement lituanien, en visite officielle au Luxembourg...

(Applaudissements)

...et plus particulièrement au Parlement luxembourgeois, accompagnée d'une sympathique délégation avec le Vice-Président du Parlement et ancien Premier Ministre de la Lituanie.

Excellences, c'est pour nous un très grand plaisir et honneur de vous saluer parmi nous. Les relations humaines et politiques entre nos deux pays sont excellentes. Mais nous avons constaté au cours de nos discussions qu'il y a encore un grand potentiel de développement en matière économique. Soyez sûres qu'ensemble nous allons mettre la main à la pâte et nous allons contribuer à nouer des liens encore plus étroits entre nos deux pays.

Vous allez vivre un moment historique parmi nous, parce que dans quelques instants notre Ministre des Affaires étrangères va présenter les priorités de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Vous connaissez très bien le dossier, vu qu'il y a deux ans, la Lituanie a pour la première fois assumé la Présidence de l'Union européenne. Et je peux vous certifier que c'était une très bonne Présidence. Merci.

Je vous souhaite un séjour agréable et fructueux au Luxembourg. Et nos bonjours à la Lituanie, avec laquelle nous sommes très solidaires. Merci.

Je donne maintenant la parole à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères. Här Minister Jean Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

3. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ufänken, géif ech dem President deen offizielle Programm vun eiser Présidence iwwerreechen a vläicht sinn hien an de Bureau d'accord, dass dee géif och esou dann an d'Chamberblietche kommen, wann d'Chamber domadder d'accord ass.

(M. Jean Asselborn dépose une documentation.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Ech kucken direkt, ob dat dran ass. Merci.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Leit alleguerten, ech mengen, dass d'Lëtzebuerger Presidentschaft am zweete Semester 2015 wäert ënner engem Stär stoen, wou mer konfrontéiert bleiwe mat internationalen Onrouen, souwuel am Oste vun der Europäescher Unioun wéi och am Süden, wou innereuropäesch Erausfuerderungen, Défien zum Beispill virun allem wat d'Migratioun ugeet, op eis zoukommen. An ech mengen och, dass fir déi nohalteg wirtschaftlech Neibeliewung, dass mer do mussen Ustrengunge maachen, fir d'Verbesserung vun de soziale Situatiounen a villen europäesche Länner mathëllefen ze begleeden.

D'Lëtzebuerger Presidentschaft, wéi all Presidentschaft zënter 2009, bestëmmt net total d'Agenda, mä mir mussen a mir wëllen Akzenter setzen. Ech soe virewech, dass vläicht déi wichtegst Akzenter déi sinn, dass mer weder e Grexit wëllen nach e Brexit. Mir wäerten d'Rad an eiser Presidentschaft net nei erfannen, mä mir wëllen hëllefen, dass d'Europäesch Unioun nach méi effikass gëtt, wéi se et schonn ass.

Wann een d'Iwwerschréft vun eisem Programm kuckt, da gesäit een, et ass eng Unioun fir d'Bierger. Wat bedeit dat? A mengen Aen: D'Europäesch Unioun, dat sinn Institutiounen, déi selbstverständlech musse fonctionnéieren. Et sinn europäesch Conseilen, et si Conseilen, et ass Bréissel am Allgemengen, wou d'Theatralik net däerf dat Wichtegst sinn. Et ass och d'Bewosstsäin, dass mer eng Aarbechtsmethod hunn an der Europäescher Unioun, déi mer nennen „Gemeinschaftsmethod", wou den Integratiounswëllen, d'Effizienz an d'Solidaritéit groussgeschriwwe ginn.

Konkret heescht dat, a mengen Aen an an den Ae vun eiser Regierung, dass de Bierger aus Bréissel net nëmmen Téin héiert, wann e Reformen héiert, dass e gläich u Sanktiounen denkt, u Stëllstand, u sozialen Ofbau, un Dereguléierung. D'Europäesch Unioun muss erëm - wat et war eng Zäit, wéi ech ugefaangen hunn, op dee Posten ze kommen - de Garant si vun Hoffnung, vu Perspektiv, vu Glafwierdegkeet. D'Europäesch Unioun däerf keng Angscht maachen, mä d'Europäesch Unioun muss Zouversiicht ausstrahlen.

Duerfir hu mer, Här President, de Begréff vum „sozialen Triple-A", e Begréff, deen d'Kommissioun an engem gewëssene Moment ausgedréckt huet, opgegraff a mir wëllen der sozialer Dimensioun eng ganz besonnesch Opmierksamkeet ginn. D'Europäesch Unioun ass e Friddensprojet tout court. Mä d'Europäesch Unioun ass och ee soziale Friddensprojet. An am beschten, fir nei Impulser kënnen ze ginn, setze mer op eng nohalteg Entwécklung, wou dann d'Plus-valuen, déi geschafe ginn, och hire sozialen Nidderschlag fanne mussen.

Dat éischt Instrument, wat an eiser Présidence wäert missen entwéckelt ginn, dat ass de Fong fir strategesch Investitiounen. Dir wësst, dass eise Finanzminister do och ganz positiv reagéiert huet mat der Regierung. Bei deenen 315 Milliarde wëlle mer mat upaken, zemools och, well déi ganz Gestioun do dervunner vun der Banque européenne d'investissement hei um Kierchbierg gemaach gëtt.

Zweetens, an der Europäescher Unioun brauche mer eng nei Dynamik an der Industriepolitik. Ob dat d'Stolproduktioun ass, ob et d'Satellittekommunikatioun ass, ob et d'Fuerschung ass, ob et d'Innovatioun ass, den Europäesche Fuerschungsraum huet fir eis eng zentral Bedeitung.

Här President, an deem Sënn musse mer och alles maachen, wat mer kënne maachen an eiser Présidence, fir am digitale Beräich den europäesche Bannemaart nei ze beliewen. Mir hunn de Moment 28 Minimäert, déi total fragmentéiert sinn. A mir brauchen ee groussen europäesche Maart am digitale Beräich.

Wat d'Energie ugeet, wëlle mer d'Energieunioun virubréngen, mat, wéi Der wësst, enger horizontaler Strategie, déi also duerch all Domäner vun der Politik geet.

Wat den Transport ugeet, setze mer eis a fir d'Objektiver vun der europäescher Transportpolitik, déi sech fir eng effikass, fir eng sécher a fir eng fiabel Mobilitéit staarkmécht.

Här President, wa mer soen, dass mer d'Sozialpolitik an de Mëttelpunkt setze vun eiser Présidence, heescht dat och, dass mer als Lëtzebuerg wierklech un der Spëtzt sinn, fir géint Steierflucht a géint Steierhannerzéiung virzegoen. Net nëmme Lëtzebuerg ass do gefuerdert, mä och Lëtzebuerg. Mir hunn zënter 2013 eist Land op eng aner Schinn gesat, an dës Regierung huet jo gehollef, dass mer wierklech op deem Gleis och virukommen.

Mir hunn eng Bankeplaz, wat jo näischt Verwerfleches u sech ass, mä eng Bankeplaz ass noutwendeg fir d'Fonctionnéiere vun der europäescher Wirtschaft. Déi Bankeplaz, dat stëmmt, ass iwwerdimensionéiert, esou wéi an anere Länner zum Beispill d'Autofabrikatioun iwwerdimensionéiert ass. Déi Bankeplaz, oder d'Trëmp vun där Bankeplaz berouen op der Kompetenz, op der Transparenz, um Vertrauen. Mir kooperéieren intensiivst, eise Finanzminister huet et schonn e puermol gesot, um Niveau vun der OECD. Mir halen eis un d'Richtlinne vum G20.

Mir wëllen natierlech, dat ënnersträiche mer iwwerall, wou mer sinn, dass een „level playing field" ass, dee weltwäit zielt, un éischter Stell natierlech och um Niveau vun der OECD, Finanztransparenz an Informatiounsaustausch, och bei de Rulingen, konform zu den Iddien, wéi d'Kommissioun dat virhuet, an enger Direktiv auszedrécken.

Mir sinn och d'accord, dass een d'Bemiessungsgrondlag fir d'Kierperschaftssteier virubréngt. Um Niveau vum BEPS wësst Der, dass de Pascal Saint-Amans hei zu Lëtzebuerg war virun enger kuerzer Zäit an eis positiv ageschat huet, eis Aarbecht. En ass den Directeur vun der Fiskalitéit vun der OECD. Also och do si mer aktiv mat um Wierken, fir am éischte Peloton ze sinn. Mir sinn och d'accord, dass den Aktiounsplang zur Besteierung vun den Entreprisë virubruecht gëtt.

Här President, d'Stäerkung vun der europäescher Wettbewerbsfäegkeet, do waarde mer op de Rapport vun deene véier Presidente plus de President vum Europaparlament. An dat wäert diskutéiert ginn op allen Niveauen, selbstverständlech och zum Schluss um Conseil Affaires générales. A mir maachen do eist Bescht, fir d'Léieren aus deem Rapport ze zéien, am Intérêt vun eiser Wirtschaft.

Bon, wat d'Wirtschaftsimpulser ugeet - an do kënne mer d'Aen net zoumaachen -, dat sinn och déi bilateral Handelsofkommen, TTIP, CETA, virun allem. Ech wëll direkt hei soen, TTIP, mir wëssen dat, ass e konfliktuelle Sujet, dee bleift och konfliktuell. Wann ee kuckt, wat an de leschten zwee Deeg am Europaparlament geschitt ass, gesäit een, mat wat fir enger Leidenschaft dass un déi Saach erugaange gëtt. Ech kann Iech just soe fir de Conseil, dass mer roueg bleiwen, dass mer weder virpreschen nach zréckhalen, dass mer eis Aarbecht maachen.

Mir hunn, als eent vu sechs Länner, mat Däitschland, mat Frankräich, mat den Holländer, mat de Schweden a mat den Däne probéiert, deen ISDS, déi Schiidsgeriichter, fir do eng nei Generatioun vu Schiidsgeriichter opzebauen. Schiidsgeriichter, déi transparent sinn, wou eng Rekursméiglechkeet ass, déi och public sinn, wann déi Schiidsriichter zesummekommen. Mir musse kucken, wéi dat sech weider entwéckelt.

Mir wëssen, dass d'Europaparlament eng Schlësselpositioun doranner huet, mä am Conseil, an dat musse mer wëssen hei, geet déi Debatt virun. A mir als Lëtzebuerger wäerten do och eis Verantwortung iwwerhuelen, souwuel wat TTIP ugeet wéi wat CETA ugeet. An natierlech och um Niveau vun der OMC, wou am Dezember eng grouss Konferenz zu Nairobi ass. An do muss ee kucken, ob een am Standstill bleift oder ob een erauskënnt.

Besser, soen ech awer hei fir ofzeschléissen, d'Europäesch Unioun sëtzt mat um Dësch, wa Standarden a wann d'Regelen ausgehandelt gi vun der Welt, vum Weltmaart, wéi wann d'Europäesch Unioun net derbäi ass oder am Eck sëtzt. Duerfir, mir maachen eis Aufgab, esou wéi dat vun eis verlaangt gëtt, am Conseil op deem Punkt.

Ech wëll och soen, wa mer vun engem Triple-A-Status schwätzen, wat d'Sozialpolitik ugeet, da musse mer eis asetze fir d'Verbesserung vun den Iwwergäng tëschent Bildung a Beschäftegung an Europa, tëschent Integratioun vun de Jugendlechen, mat Hëllef och vun der Jugendgarantie, wou Frankräich ganz staark drop hält.

Ech mengen, Dir wësst - wann ech un deen zweete Punkt ka kommen -, wat déi innereuropäesch Erausfuerderung ugeet, dass do een Thema un der Spëtzt steet, nämlech alles, wat mat Migratioun ze dinn huet. Hei geet et, bei der Äntwert op jidde Fall vun der Europäescher Unioun geet et ëm d'Glafwierdegkeet, wéi mir amstand sinn, eis Wäerter an der Welt ze verteidegen, awer och d'Glafwierdegkeet par rapport dozou, wéi mir selwer zu deene Wäerter stinn.

Dir wësst, dass een dat kann an e puer Punkten opdeelen, an ech wëll hei just den Iwwerschlag maachen. D'Rette vun de Mënschen am Mëttelmier ass zënter Wochen op enger méi héijer Stuf ukomm. Et si ganz vill Länner, déi hëllefen: d'Kroaten, d'Iren, d'Italiener selwer, déi Däitsch, d'Fransousen, d'Britten, an et gi méi Leit gerett wéi jee virdrun, obschonn dass dat natierlech nach net honnertprozenteg ass.

Mir mussen awer och wëssen, dass mir gesinn, wann d'Leit am Mëttelmier an Nout sinn, mä dat, wat mer net gesinn, dat ass, wat fir Strapazen dass déi Leit hanneru sech hunn, wa se iwwerhaapt a Libyen oder beim Mier ukommen, wou déi Banden, déi Schleiserbanden natierlech usetzen, sief et aus dem Westen, sief et aus dem Oste vun Afrika, an dat onwahrscheinlecht Leed, wat do sech zoudréit! Wann Der d'Témoignagë liest: eng Mamm mat dräi Kanner ënnerwee, wéi se ausenanergerappt ginn, wéi se considéréiert gëtt wéi eng Fatz a wivill Leit dass do ënner grujeleche Konditioune wochelaang ënnerwee sinn, fir da vläicht op e Schëff ze kommen, wat dann ënnergeet!

Duerfir ass mäin Appell, an ech wäert dat och maachen am Conseil, ëmmer, dass mer mussen un d'Wuerzele goe vun deem Leed. Dat ass engersäits de Krich - dee kann Europa net stoppen -, mä anersäits natierlech d'Entwécklungshëllef, déi mer musse virubréngen. A mir musse weisen op deene Konferenzen, déi an eiser Présidence sinn, dass Europa dozou steet, net eleng aus politesche Grënn, net eleng aus humane Grënn, mä virun allem och, ech hunn et gesot am Ufank, d'Wäerter vun der Europäescher Unioun stinn do um Spill.

Déi Schlepperbanden, déi mussen zerstéiert ginn. Dir wësst, dass gefrot ginn ass, fir ënner Chapter VII am Conseil de Sécurité eng Reso-

lutioun hinzekréien. Dat ass de Moment nach net geschitt. Déi Diskussioune sinn nach amgaangen. Mä och do ass et evident, dass et net kann eng Autorisatioun ginn, fir aus Fligeren d'Schëffer a Libyen ze bombardéieren. Mä et geet drëm, fir Schëffer kënnen aus dem Verkéier ze zéien, déi manifestement agesat ginn, fir dat Leed vun deene Leit do ze verursaachen.

Den drëtte Punkt ass dann d'Solidaritéit. An do wäert, ech hoffen, an der Europäescher Unioun de Begrëff vun der Solidaritéit effektiv spillen. Dir wësst, dass 20.000 Leit sollen an Europa op volontärer Basis opgeholl ginn, déi de Moment nach an Afrika sinn, an Nordafrika sinn, 24.000, déi elo schonn an Italien sinn, a 16.000, déi elo schonn a Griichenland sinn. An do soll dann duerch e Vote à majorité qualifiée déi Opdeelung kommen.

Lëtzebuerg krit, in toto, 515 Leit, esou wéi et elo ausgesäit. Ech mengen net, dass dat eppes ass, wat mer net kéinte packen. Allerdéngs musse mer eis da gutt preparéieren dorobber. Mir mussen och Hëllef kréien. De Muere waren nach d'Leit vun der Kommissioun bei mer, dass och Hëllef do vun der Europäescher Unioun zur Verfügung gestallt gëtt, fir d'Capacité d'accueil ze verbesseren. Dat ass och an enger Zäit vun zwee Joer, et ass also net an enger Zäit vun engem Mount. An d'Kritären, déi agesat gi sinn, déi wäerten diskutéiert ginn. Dat ass natierlech engersäits de PIB. Et ass anerersäits, wivill Chômage dass an deem Land ass. Et ass drëttens dann, wivill Réfugiéen dat Land schonn opgeholl huet. A véiertens ass et d'Awunnerzuel.

Bon, mir wäerten de 15. Juni fir d'Éischt am Conseil JAI doriwwer diskutéieren. Den 9. Juli wäerte mer zu enger Konklusioun kommen. Ech kann nëmme just dat hei soen, dass, wann de Prinzip steet, dass all Land - ech soen, all Land! - matmécht, da geet et. Wann de Prinzip net steet, wann net all Land matmécht, da geet et net! Bien, mä déi Debatt wäert sech selbstverständlech duerch eis ganz Présidence zéien.

Ech kommen dann zu der europäescher Aussepolitik. An ech géif vläicht ufänke mam Osten. Just e puer Wuert do derzou.

Dir wësst, Russland, Ukrain, Minsk, Begréffer, déi mer alleguerte kennen. Ech géif mengen, an ech fäerte wierklech, dass d'Isoléierung vu Russland, wann dat undauert an undauert, dass dat d'Lag net verbessert, mä verschlëmmert! D'Sanktiounen, déi gi gespuert a Russland, awer den Trotz, fir ze trotzen, dee verleiht eng gewësse Stäerkt. A mir musse kucken, dass mer effektiv op eng aner Spur erëm kommen.

Ee Joer no den Normandie-Festivitéiten - an e puer vun eis aus der Regierung waren do - hat ee vill Hoffnung, mä et ass nach vill méi schwiereg ginn. Och an der Ukrain sinn d'Reforme bis dato äusserst spärlech. Den Auswee, dee kënnt net mat zousätzleche Waffe vor Ort an och net mat zousätzleche Sanktioune géint Russland. Mir musse wëssen an ëmmer widderhuelen, dass Russland géint d'internationaalt Recht verstouss huet. An do kënne mer net op d'Dagesuerdnung iwwergoen. Mä nach wie vor muss ee wëssen, dass mer dëse Kontinent mat Russland ze deelen hunn.

Ouni nozeginn, misst een awer vläicht probéieren, dass ee lues a lues op enger neier Basis, déi net méi déi Basis ass, déi et war an der Intensitéit vun der Kooperatioun mat Russland, erëm zu Fridde kënnt an zu enger gewëssener Normalitéit.

Ech mengen, de Wonsch, dee vill Leit hätten, dat wier, wann een um Enn vun eiser Présidence am Dezember 2015 - ech soen, et ass e Wonsch -, do kéint den „reverse" maache vun de Sanktiounen, dass och eventuell d'Isoléierung vu Russland kéint nei iwwerduecht ginn. Ofgesinn natierlech vum Fait, dass d'internationaalt Recht, wéi ech gesot hunn, nach ëmmer violéiert bleift, soulaang wéi Russland d'Krim besetzt.

Wat de Süden ugeet, do hu mer a Libyen jo eng Militärinterventioun gehat, a Syrien war keng Militärinterventioun, mä d'Destabiliséierung vun deenen zwee Länner ass e Fakt, deen Dausenden an Dausende vun Doudege bruecht huet a wou ee keen Enn vum Leed ofgesäit.

Gëschter war zu Berlin, wat Libyen ugeet, eng grouss Konferenz. An zumindest waren déi Leit a Libyen, déi all Dag openaner schéissen, ëm deen Dësch, déi vun Tripoli an déi vun Tobruk. Ech hoffen, dass et fäerdegbruecht gëtt, fir vun där Konferenz aus e Gouvernement d'unité nationale a Libyen zustanen ze bréngen. Dat wier immens wichteg, net nëmme fir Libyen, mä ech mengen och fir déi ganz Konsequenzen, déi vu Libyen ausginn.

Wat Syrien ugeet, a mir wëssen et als Lëtzebuerger am beschten, d'UNO huet versicht, hir Aufgab ze maachen um humanitäre Plang, mä an der Essenz ass et esou, dass bis dato och de Sécherheetsrot net amstand war, fir e Kader ze schafen, dass déi Katastroph do ophéiert.

D'EU, ech hunn et schonn ugedeit, huet net d'Mëttelen, fir Kricher wéi a Syrien, am Irak oder am Jemen entscheedend ze beaflossen, fir dass se kënnen zu Enn kommen. Eng Capacitéit, déi am Fong eigentlech keen eenzelt Land, esou grouss wéi et och ass, op dëser Welt huet.

Här President, d'Erweiderungspolitik ass eng vun deene schwieregste Politicken, a mir wäerten dat och gesinn an eiser Présidence. Ech plädéieren derfir, grad no de Wahlen an der Türkei vum leschte Sonndeg, dass mer grad elo alles maachen an eiser Présidence, dass e Kapitel erëm opgemaach gëtt. D'Kapitel 17 ass dat, wou et ëm d'Union économique et monétaire geet, dat elo nach vun de Fransousen e wéineg blockéiert ginn ass, mä gëschter war de Statssekretär hei zu Lëtzebuerg an en huet mer gesot, dass Frankräich géif doriwwer nodenken.

Grad wéi awer och d'Kapitelen iwwert d'Mënscherechter an d'Rechtsstaatlechkeet, 23 a 24, déi de Moment nach vun Zypern blockéiert ginn: Ech mengen, et wier en Zeechen, net fir d'Politiker an der Türkei, mä virun allem fir d'Vollek an der Türkei, dass déi Négociatioun zu Bréissel grad elo, grad elo no de Wahlen - ech soen et nach eng Kéier - vum leschte Sonndeg net géif ofgebrach ginn, mä géif weidergoen. Dat gëtt eng grouss Erausfuerderung, mä ech hoffen, dass mer kënne mathëllefen an der Europäescher Unioun - mir hunn dat och recommandéiert kritt, alles ze maachen, vun der Kommissioun -, fir an déi Richtung ze schaffen.

Dir wësst, um Balkan gëtt et positiv Saachen, et gëtt negativ Saachen. Positiv ass, dass mer versicht hunn, a Bosnien-Herzegowina - virun allem Däitschland an England, Groussbritannien - e Virstouss ze maachen. Dat schéngt op enger besserer Pist ze sinn. Serbien, Kosovo, do ass och Hoffnung do. Do, wou et absolutt schlëmm ass, ass natierlech de Moment a Mazedonien.

Mir hunn och vläicht do als Europäesch Unioun e Feeler gemaach. Mazedonien huet 2005 de Status kritt vum Pays candidat. A vun do un ass näischt méi geschitt. Ech weess net, wann Négociatioune géife lafen, ob eng Evolutioun vun engem Premierminister an déi Direktioun, wéi bei deem aktuelle Premierminister, gaange wier, wann d'Europäesch Unioun méi eng Emprise gehat hätt op d'Politik a Mazedonien.

Ech wëll och vläicht nach e Wuert soen zu Montenegro, wat menger Meenung no am einfachste gëtt. An et wäert och dat éischt Land sinn, wat prett ass. An Albanien gëtt et och Zeeche vun Hoffnung, a mir mussen déi weider ënnerstëtzen.

An eiser Présidence, Här President, si mer konfrontéiert mat der COP21. Konfrontéiert ass net dat richtegt Wuert. Mir hunn déi net ze leeden, mä mir hunn eng wichteg Aufgab, an eis Ëmweltministesch ass an engstem Kontakt, ech hunn dat nach gëschter, virgëschter gesinn zu Berlin, mat den europäeschen Ëmweltministeren, wat ganz richteg ass a wat ganz gutt ass, och mam Ausseminister vu Frankräich, fir dass mer et fäerdegbréngen, als Lëtzebuerger Présidence zesumme mat der Kommissioun e gemeinsamt Mandat an eng Koordinéierung vun de Positioune vun der Europäescher Unioun auszeschaffen, wat ganz, ganz wichteg wier.

Et ass net d'Europäesch Unioun, déi décidéiert, ob dat en Erfolleg gëtt oder net. Do si Länner wéi China, wéi Indien an esou weider, déi determinant sinn. Mä et ass ganz wichteg, wa mir als Lëtzebuerger Présidence do eng positiv Roll kënne spillen.

Schliisslech d'Joer vun der Entwécklungspolitik, 2015, alles an eiser Présidence: D'Finanzéierung, déi Froe wäerte sech zu Addis Abeba erginn am Juli. Zu New York dann, am September, ass de Post-2015-Sommet, fir ze kucken, wéi et virugeet mat de Post-2015-Ziler.

An dann zum Ofschloss gëtt et e grousst Evenement hei zu Lëtzebuerg am Dezember, wou och alleguerten d'Autoritéiten, d'Presidente vun der Europäescher Unioun, Conseilen an esou weider an d'Kommissioun hei wäerte sinn: den Ofschloss vum Joer vum Développement an der Europäescher Unioun.

Här President, erlaabt mer elo, nach zwee Wuert ze soen, well ech hat dat am Ufank ugedeit, zu Grexit an och zu Brexit, an dann hätt ech Mäint gemaach fir de Mëtten.

Also zum Grexit: D'griichescht Vollek muss och weiderhin an Dignitéit liewe kënnen. D'griichescht Vollek muss Léin kréien a Gehälter, Léin kréien a Renten, vun deene se liewe kënnen. All Griich soll an enger Krankekeess sinn an all Kand soll genuch ze iessen hunn, wat de Moment net de Fall ass, dat musse mer wëssen. Griichenland däerf net zu engem Drëttweltland matzen an der Europäescher Unioun ginn!

Déi vill Hëllefen op där anerer Säit, déi vill Kreditter, déi u Griichenland gaange sinn, jo, och vun eis a vu praktesch alle Länner aus der Eurozon, déi si gaangen ënner verschiddene Bedéngungen. Déi Bedéngunge musse respektéiert ginn, dat ass kloer, och wa mer se kënnen zäitlech agencéieren. Ech hoffen, dass an dëse Stonnen, an dësen Deeg eng Léisung ka fonnt ginn an dass dat doten eppes ass, wat nach just den Ufank vun eiser Présidence touchéiert, mä net méi d'Mëtt an och net méi d'Enn. Alles aneschters, wat géif geschéien, wat mer Grexit nennen, wier eng Défaite fir d'Europäesch Unioun.

Wat Groussbritannien ugeet, do geschitt eigentlech absolutt dat, an dat kënnt heiansdo vir an der Geschicht, wat beim Discours vu Bloomberg virun zwee Joer den Här Cameron annoncéiert huet. Et ass och en ligne mat deem, wat de Philip Hammond, hiren Ausseminister, mer gesot huet e puer Deeg virun de Wahlen, dass Groussbritannien net nëmme géif e Referendum ofhale loossen, mä dass et och e System wier, bon, deen, wann een dat elo e wéineg graff seet, engem klenge Chantage kéint gläichkommen: Wann d'Revendicatioun, déi Groussbritannien stellt, wann d'Europäesch Unioun déi mat Oui beäntwert, da plädéiert d'Regierung fir e Oui beim Referendum, anerefalls fir en Non.

D'Europäesch Unioun ouni Groussbritannien wier geschwächt. Mä ëmgedréit och! Groussbritannien ouni EU wier och doudsécher net gestäerkt. Et muss een also d'Weeër exploitéieren. Ech mengen: Jo zu alle méiglechen Négociatiounen, déi kënne stattfannen, awer Neen, wann et un d'Essenz geet - wéi zum Beispill d'libre Circulation, wann déi géif a Fro gestallt ginn - an der Europäescher Unioun.

Ech wëll nëmme just hei drun erënneren, dass, wéi Lëtzebuerg an aner Länner par rapport zu Portugal oder mat de verschiddene Länner aus dem Osten Délaien, zousätzlech Délaien agesat hunn, déi méiglech waren an der Direktiv, dass se ëmmer vun engem kritiséiert gi sinn: Dat war Groussbritannien. Duerfir, et ass en totalen Ëmschwong an hirer Opfaassung doriwwer. An ech mengen, do musse mer haart bleiwen. Dat musse mer soen, dass op deem Punkt näischt ka geschéien.

De Premierminister Cameron kënnt och op Lëtzebuerg. Ech si perséinlech och invitéiert op London bei den Ausseminister a bei den Europaminister. Ech maachen dat och, well dat hei riskéiert och, zu engem gewëssene Moment en Thema am Conseil Affaires générales ze ginn.

Här President, fir ofzeschléissen... An ech hunn lech déi schrëftlech offiziell Propositioune gi vun eisem Programm, ech wollt déi net hei paraphraséieren, mä ech konnt, ech hunn och net alles opgezielt a menger Ried. Ech mengen, dat ka jiddweree liesen, wann e wëllt. Mä et ass eigentlech opgebaut op siwe Punkten, a meng Diplomaten, déi mech jo total an der Hand hunn, hu mer gesot, ech misst zum Schluss nach eng Kéier déi siwe Punkten opzielen, op déi dat opgebaut ass:

Dat Éischt, dat ass: Investitioune fir méi Wuesstum a Beschäftegung. Dat Zweet, dat ass d'Verdéiwe vun der sozialer Dimensioun vun der Europäescher Unioun. Dat Drëtt, dat ass d'Migratioun besser géréieren, d'Fräiheeten, d'Rechter, d'Sécherheet vun de Bierger besser matenee verbannen. Véiertens, d'Dynamik vum Bannemaart nei beliewen. Fënneftens, d'europäesch Wettbewerbsfäegkeet an engem globalen an transparente Kader ausriichten. Sechstens, de Prinzip vun der Nohaltegkeet förderen. A siwentens, d'Präsenz vun der Europäescher Unioun an der Welt stäerken.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Ausseminister. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame, Dir Häre Ministeren, Europa geet et am Moment net gutt, a villen Europäer nach manner. D'Kris ass net iwwerwonnen, och wann éischt positiv Unzeeche fir eng wirtschaftlech Reprise ze erkenne sinn. Villen Europäer, virun allem jonke Mënschen, speziell am Süde vun eisem Kontinent, geet et schlecht. Richteg schlecht geet et awer ganz besonnesch deene ville potenzielle Flüchtlingen, déi nach ëmmer zu Honnertdausenden op eng Rees iwwer Land a mam Schëff no Europa waarden, déi fir vill vun hinne kann e grausamen Doud bedeiten.

D'lëtzebuergesch Présidence vum Conseil vun der Europäescher Unioun kënnt an engem entscheedende Moment, wou d'Weiche vun der Europäescher Unioun kloer musse gestallt ginn: bei der Flüchtlingspolitik, awer och op ganz villen aneren Terrainen, wéi an där nach ëmmer äusserst beonrouegender Situatioun a Griichenland an an enger och nach ëmmer explosiver Situatioun an der Ukrain.

Eng Présidence erwächt an, awer och ausserhalb vun Europa ëmmer vill Hoffnungen, an dat wäert och dës Kéier erëm de Fall sinn, ganz besonnesch, well eist Land an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm e Garant fir gutt organiséiert an erfollegräich Présidencë war.

Fir meng Fraktioun a mech selwer ass et duerfir wesentlech, datt dës Présidence virun allem dräi Objektiver muss gerecht ginn: Éischtens muss d'Iddi vun Europa fir d'Bierger dobaussen erëm als Synonym fir d'Hoffnung vu ville Bierger op e bessert Liewe stoen; zweetens muss Europa fir en nohaltege Wirtschaftswuesstum stoen, fir virun allem d'Jugendaarbechtslosegkeet, an hei schwätze mer vu ronn fënnef Milliounen Eenzelschicksaler, endlech an de Grëff ze kréien a fir deene ville jonke Leit iwwerhaapt emol erëm eng Perspektiv an deem Europa ze bidden; drëttens, dem Bild vu Lëtzebuerg, wat an deene leschte Wochen a Méint e puer Schréipsen an Europa an doriwwer eraus kritt huet, erëm iwwert d'Présidence an der Unioun e frësche Pinselstréch ze ginn.

Dobäi ass et kloer, datt d'Présidencen haut net méi deeselwechte politesche Stellewäert hunn, wéi nach 2005 bei eiser leschter Présidence. An awer! Eng Présidence geet wäit iwwer en technesche Akt vum renge Presidéiere vu Gremien eraus an och wäit iwwer politesch Symbolik, well och dee beschten Orchester, Här Ausseminister, brauch e gudden Dirigent, grad wa vill divenaarteg Solisten dra sinn. Doriwwer eraus ass en Orchester ëmmer nëmmen esou gutt, wéi déi verschidde Museker, jiddwereen eenzel, hir Partitur beherrschen.

Här President, ier ech zu de Prioritéite vun der Présidence kommen, wëll ech awer fir d'Alleréischt eisem Ausseminister e grousse Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi hien an der Chamberskommissioun, awer och haut déi Prioritéite virgestallt huet, an him och direkt soen, datt mir frou sinn, datt hien haut och nach ëmmer als Ausseminister hei virun eis sëtzt.

(Hilarité et interruptions)

Well mir haten, Här Ausseminister, d'lescht Woch kuerz awer e bëssen ugefaangen, fir Iech ze zidderen, wéi mer héieren hunn, datt Der net géift d'Konsequenzen ausschléissen am Fall, wou et bei engem Referendum iwwert d'Mandater zu engem Nee géif kommen. An duerfir si mer frou, datt Der hei sëtzt. Iwwerhaapt menge mir, Här Asselborn, Dir waart dat beschte Verkafsargument fir den Neen op dëser Fro! An et hätt kee Mënsch dobausse verstanen, firwat grad Dir als Éischten hätt missen ënnert déi Mandatsbegrenzung do falen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, ech wëll dann och direkt...

(Interruption)

...ënnersträichen, datt mir mat deene Prioritéiten, esou wéi den Här Asselborn se hei virgestallt huet, en gros kënnen eis averstanen erklären, och wa mer op deem engen oder anere Punkt dach vläicht heiansdo e bëssen eng aner Positioun hu wéi d'Regierung.

Ech hat virdrun d'Bild vun engem Orchester gebraucht. An ech géif duerfir och nach eng Kéier betounen, datt mir ganz besonnesch als klengt Land an der Présidence fir europäesch Harmonie eis musse staarkmaachen, well deen europäeschen Orchester gëtt just nach gelauschtert, wann en zesummespillt an am beschten och nach datselwecht Stéck spillt.

An deem Kontext ass et prioritär, datt an Europa weider dat Wuert „Solidaritéit" keen eidelt dierf sinn, Solidaritéit, déi allerdéngs ni en sens unique dierf sinn, mä ëmmer op Géigesäitegkeet berout. Dat heescht zum Beispill, datt Athen endlech muss mat engem klore Programm a Kalenner kommen, aus deem ervirgeet, wat fir eng Reformen a wéini se ëmgesat ginn.

Leider huet eis och de G7 net wierklech an deem doten Dossier weiderbruecht. An et ass fir mech och net méi akzeptabel, datt déi griichesch Regierung, sief dat de Premier Tsipras oder de Finanzminister Varoufakis oder aner Kolleegen aus där Regierung, permanent Zousoe maachen, déi, kaum datt d'Dier vum Fliger zu Athen opgaangen ass, schonn erëm Schnéi vu gëschter sinn!

Solidaritéit...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ooh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat ass jo esou en Aarmut, dat do!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ...huet och eppes...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma wivill Programmer solle se nach virleeën?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Solidaritéit...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'EU soll se emol unhuelen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Solidaritéit huet och eppes, Dir Dammen an Dir Hären, Här Urbany, mat Verlässlechkeet ze dinn!

Mä ech kéint och den TTIP, also dat transatlantescht Fräihandelsofkommes, oder den onbestreitbare Klimawandel als weider disharmonesch Beispiller uféieren. Vun enger eestëmmeger, oder zumindest enger stëmmeger oder ofgestëmmtener EU-Aussepolitik net ze schwätzen!

Mä och innenpolitesch Picken, wéi déi däitsch PKW-Maut, wou ech och op eis Kolleegen niewendrun an Däitschland kucken, bréngen eis am europäesche Geescht net wierklech weider. Esou oder esou, europäesch Kakofonie brauch weder Europa nach d'Welt, weder d'Lëtzebuerger nach d'Europäer.

A scho guer net eis jonk Leit, déi verzweifelt no Aarbecht an domadder och nom Sënn am Liewe sichen. Hinne muss Europa erëm Äntwerte ginn, well d'Déift vun der europäescher Kris geet wäit iwwer eng reng Wirtschafts- a Finanzkris, esou schlëmm déi och ëmmer war, eraus, och wäit iwwer eng reng Kris vun der souveräner Schold. Mä d'Kris, an där mer nach ëmmer feststiechen, ass och vläicht eng virun allem vum Sënn, eng Kris vun der europäescher Iddi. Eben, well d'Leit net méi un Europa an un d'Europäesch Unioun gleewen an eigentlech och net méi u sech selwer.

Béides, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer ënneren. Och hei muss d'Lëtzebuerger Présidence usetzen an de Leit, de Lëtzebuerger an den Europäer, an esouguer doriwwer eraus och de potenzielle Flüchtlingen an Afrika an am Mëttleren Orient erëm Mutt maachen an Hoffnung ginn, well grad heiheem an Europa gëtt et, am Géigesaz zu Afrika an zum Maghreb, kee Grond, fir Angscht virun der Zukunft ze hunn. Mä et gëtt all Grond, fir mat Zouversiicht d'Blat vun der Kris ëmzeschloen an déi lescht Kéier vun der Kris ze huelen.

Dat muss éischtens nohalteg geschéien a mat klore Regelen. Soss nämlech geréit eisen europäeschen „way of life", fir et emol op Angelsächsesch ze soen, a Gefor. An deen europäeschen Dram ass jo net nëmmen en Dram vu Fräiheet, mä en Dram vu Verantwortung, Fräiheet a Gerechtegkeet. Oder programmatesch gesot: vu sozialer Maartwirtschaft. Grad an Zäite vun TTIP an TiSA dierfe mir dovunner net ofwäichen an eis Iwwerzeegungen och net opweechen. Ganz am Géigendeel! An ech kommen nach dorop zréck.

Erlaabt mer awer hei nach, Här President, eng kleng Referendumsparenthèse ze maachen, well no deem Vollekstsunami vum leschte Sonndeg muss een dach e puer Wuert doriwwer verléieren, dat och virun enger Présidence an och, a ganz besonnesch, an dëser Debatt.

Ech zitéieren e Mann, deen Der alleguer kennt, deen net verdächteg ass, Politik ze maachen, nämlech den RTL-Chefredakter Guy Kaiser, deen a sengem Commentaire...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général et hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...deen a sengem Commentaire vun dësem Méindeg... Lauschtert emol no, Madame Loschetter, Dir sidd vläicht ganz d'accord! Den Här Kaiser huet also Folgendes gesot: „De Premier brauch dowéinst net ze demissionéieren" - dat gefält lech jo sécherlech gutt -, „mä hien ass zënter gëschter geschwächt, heiheem an och iwwert d'Grenzen eraus."

E geschwächte Premier, eng geschwächte Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ass net gutt fir eist Land, net heiheem, awer och net dobaussen an Europa! Doriwwer eraus ass Europa och e wéineg eist Doheem. Mä dat ass eng aner Debatt.

Ech wëll hei an elo just de Problem vun enger Présidence vun enger Regierung oppen uschwätzen, déi eigentlech just nach vun 20% vun de Lëtzebuerger gedroen ass.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Protestations)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An ech soen dat net, Här President, ech soen dat net...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...nach ofgestridden hutt! Dir sidd amgaangen, dat hei ze maachen.

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat huet zwee Deeg gedauert!

(Brouhaha général)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Bodry, loosst...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry, Dir musst och nolauschteren, wat den Här Mosar seet!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...loosst mech dach emol...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn nogelauschtert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...vun 80%, mä vun den 20% geschwat.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir kënnt jo gär herno, Här Bodry...

(Brouhaha général)

Une voix.- D'Sozialiste kommen och nach drun!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An ech soen dat - lauschtert no, Här Bodry! - net mat Freed, a scho guer net mat Freed um Schued! Mä Fakt ass, datt duerch déi, an erlaabt mer nach eng Kéier, den Här Kaiser ze zitéieren,...

Une voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...eng „fatzeg op den Deckel" fir d'Regierung vun de Leit och eis Présidence Legitimatiounsproblemer huet, heiheem, Här Bodry, an dobaussen! Well och eis europäesch Partner hunn iwwer hir Medien an Ambassaden dëse Referendum méi oder wéineger genee verfollegt. A gestäerkt geet dës Regierung hei sécher net eraus!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat stëmmt net!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech fannen et net normal - ech souz jo och op Ärer Plaz -, datt hei den Här Bodry mech ka permanent ënnerbriechen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll lech soen, Här Mosar, dass ech virgëschter bei där Debatt och ganz grousszügeg war, fir den Débat ze förderen. An Dir hutt jo och Freed un der Debatt.

(Interruption)

Wann Dir awer mengt, dass ech hei sollt méi seriö duerchgräifen, da muss ech den Débat eigentlech erëm op de Punkt zréckbréngen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn iwwregens, Här President, guer kee Problem, datt den Här Bodry mir all Froe stellt, an ech géif och versichen, em op all Froen ze äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ech géif den Här Bodry da bieden, wann e Froen huet, dat esou ze maachen, wéi mer dat d'leschte Kéier gesot hunn: de Fanger weisen an dann opstoen an dann d'Fro stellen. Merci!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An, Här President, mir haten en Dënschden...

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

Une voix.- En huet de Fanger net gewisen, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- A mir haten, Här President, de leschten Dënschden de Mëtten, hunn ech eigentlech fonnt, eng äusserst gutt Debatt iwwert d'Konsequenze vun deem Referendum, wou och vun enger Rei vu Majoritéitsvertrieder hei eng Rei ganz positiv Avancë gemaach gi sinn, déi ech begréisst hunn.

Ech muss lech allerdéngs soen, an ech sinn elo 21 Joer Member vun deem Haus, datt, wéi herno de Premier hei op d'Riednerpult komm ass, an ech hunn...

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Bodry, deen huet sech zu Wuert gemellt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma, Här Bodry, dann...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech froe mech ganz éierlech: Wat bréngt et, wa mer déi Debatt, déi mer genau zu deem Thema den Dënschden hei gefouert hunn, nach eng Kéier bei dëser Debatt féieren?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech weess...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat bréngt eis sécherlech net weider! Dat hëlleft och net der Présidence.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Bodry, ech weess, datt Dir déi Debatt net gär féiert! Mä et muss awer nach hei erlaabt sinn, am Kader besonnesch vun enger Présidence, déi an e puer Wochen ugeet, eng Rei Punkten ze preziséieren! An ech muss lech soen, ech hu jo elo näischt Negatives gesot iwwert déi Riedner, déi de leschten Dënschden de Mëtten hei intervenéiert sinn.

Ech muss lech just soen, deen Optrëtt herno vum Premier, dee war fir mech ganz schwéier nozevollzéien, well ech nämlech net mengen, datt, wéi de Premier et sot, déi meescht Wieler, souwuel d'ailleurs bei den Neen- wéi awer och bei de Josoer, nämlech seng Freed iwwert de Referendum konnten novollzéien oder deelen. Duerfir mengen ech, datt de Premier gutt berode wär, virum Ufank vun dëser Présidence endlech vun dëser Referendumswollek erofzeklammen a sech mat de Suerge vun de Leit an Europa, a ganz besonnesch heiheem, emol eeschthaft auserneenzesetzen!

Firwat soen ech lech dat, Här President? Net fir d'Regierung an enger fir eist Land wichteger Présidence nach weider ze schwächen. Am Géigendeel! Mir soen, datt dës Présidence net nëmmen d'Présidence vun dëser Regierung ass, mä et ass och d'Présidence vun der Chamber. An aus dësem Grond wär et och gutt, wann net nëmmen den Här Ausseminister, deen dat ëmmer bravouréis mécht, mä och déi aner Kolleege Ministere géifen an déi eenzel Fachkommissioune kommen, fir iwwer eis Présidence ze schwätzen, a wann och all Fachminister kéint déi verschidde Fachkommissioune vun dësem Haus regelméisseg iwwert déi grouss Dossiere vun dëser Présidence ënnerriichten.

Iwwerhaapt sinn ech nohalteg der Meenung, datt d'Roll an d'Gewiicht vun den nationale Parlamenter an Europa nach weider muss gestäerkt ginn. Mir hu mam Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag e wichtegt Etappenzil erreecht, sinn awer nach wäit vun der Ligne d'arrivée ewech a mir mussen an deenen nächste Jore weider Etappen upeilen an erreechen. An ech weess, Här Ausseminister, datt ech an lech, engem grousse Vëlosfuerer, sécherlech hei op ganz vill Verständnis wäert falen.

Hei ass an deene leschte Méint vill ronderëmgeplooschtert a -gedoktert ginn an et gëtt elo wierklech Zäit, datt ënner lëtzebuergescher Présidence endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. Awer net nëmmen hei, mä och an deene ganz ville Reunioune vun der COSAC oder Fachkommissioune mam Europaparlament, awer och an deene jeeweilege Kommissiounen aus deenen nationale Parlamenter kann eng richteg a wichteg Aarbecht, och am Interessi vun den nationale Parlamenter, gemaach ginn.

An e gutt Beispill ass duerfir déi interparlamentaresch Konferenz zum Pacte budgétaire, de faméisen Artikel 13. Do géif ech hoffen, an ech mengen, mir hëllefen alleguerten do mat, datt ënner lëtzebuergescher Présidence et zu engem definitive Reglementsprojet wäert kommen, deen dann och d'Chamber hei zur Ofstëmmung ka virleeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa brauch e gutt fonctionnéierend Europaparlament, brauch awer och gutt fonctionnéierend national Parlamenter. Mir sollen eis net als Konkurrenten, mä als Partner gesinn, well dann nëmme kënne mir e reellt Géigegewiicht zum EU-Conseil, awer och zu der Kommissioun duerstellen.

D'Lëtzebuerger Présidence ass awer net nëmmen eng vun der Regierung a vun der Chamber, mä doriwwer eraus eng vum ganze Land, vun alle Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi an eisem Land wunnen. Jo, et ass eng Présidence vun alle Leit, fir déi eist hiert Doheem ass.

D'CSV gesäit dann och hir Roll virun allem an enger fundéierter a konstruktiver Begleedung vun der Regierung an der Majoritéit an dësem Haus - wann dat dann, Här President, erwënscht ass. Vun eiser Säit ass et jiddefalls eng éierlech gemengten Offer am Interessi vu Land a Leit, am Interessi vu Lëtzebuerg an Europa, fir datt dës Présidence fir d'Lëtzebuerger Land e Succès gëtt, an zwar net nëmme fir d'Regierung, mä fir eis alleguer an, wéi scho gesot, virun allem fir d'Europäer, well ëm si muss et erëm verstäerkt an Europa goen. Woumadder ech erëm bei neier Hoffnung an neiem Wuesstum fir eis Wirtschaft, virun allem fir eis jonk Leit, déi Aarbecht sichen, wär.

Här President, de Wirtschaftswuesstum an domadder verbonnen och d'Schafung vun neien Aarbechtsplaze sinn eng Prioritéit vun Ärer, vun eiser Présidence, déi mir voll a ganz ënnerschreiwen, well d'Akzeptanz vun Europa steet a fält mat deem, wat aarbechtsmaartpolitesch hannen erauskënnt. Well wéi soll e jonke Chômeur a Griichenland, a Spuenien, a Portugal oder och zu Lëtzebuerg un Europa gleewen?

Duerfir sinn ech frou, datt éischt Zeeche vu Croissance um europäeschen Horizont erkennbar sinn. E wesentlecht Element a Saache vu Wirtschaftsentwécklung sinn d'Investitiounen am Euroraum. An domadder sinn ech dann och beim sougenannten „Juncker-Plang", dee muss zu engem Win-win-Plang fir jiddwereen an Europa ginn an deen dat och fir Lëtzebuerg wäert ginn. Ech sinn duerfir frou, datt eis Regierung elo och voll a ganz hei matmécht - et geet jo ëm ronn 80 Milliioune Lëtzebuerger Frang (veuillez lire: ronn 80 Millioune vu Lëtzebuerg) -, an dat no enger klenger Rëtsch vu Retizenzen am Ufank.

Mä dat geet net duer. Lëtzebuerg muss och aner Länner, Här Ausseminister, iwwerzeegen, mat senger Présidence, fir dëse Plang ze ënnerstëtzen, fir datt d'Hiewelwierkung och ganz ka fonctionnéieren. Ech hunn nämlech d'Gefill, datt eng Rei vu Regierungen an eenzelne Memberlänner sech fléiwe loossen, fir dësem Plang hir voll Ënnerstëtzung ze ginn. Dëst wär schued, well dëse Plang nëmmen, wéi ech gesot hunn, seng ganz Hiewelwierkung kann entwéckelen, wann e vu méiglechst villen a breede Schëllere gedroe gëtt.

An deem Sënn ass et wichteg, datt mer zesumme mat der Europäescher Investitiounsbank, déi déi Projeten erausgesicht huet, en nohaltege Wuesstum a gläichzäiteg nohalteg an anstänneg Aarbechtsplaze schafen.

Zu engem nohaltege Wuesstum gehéieren awer och Reformstrukturen an eng responsabel europäesch Budgetspolitik, well wann Europa vun eppes genuch huet, da sinn dat, niewent dem Chômage, Scholden. Duerfir musse mir eis alleguer reforméieren, awer net um Bockel vun deene Schwächste vun eise Gesellschaften. Duerfir musse mir intelligent spueren, awer och hei net um Bockel vun deenen, déi souwisou schonn näischt hunn.

Och an Europa musse breet Schëlleren déi gréisste Laascht droen. Och an Europa brauche mir Mindestsockelen, wéi d'EVP an d'Sozialisten dat an hire Campagnë gefuerdert hunn, well wann Europa eppes net brauch, dann ass et nei Aarmut, déi just nei Extremismen an Instabilitéite schaaft. Dat kann iwwregens och net am Interessi vun der Wirtschaft sinn, a vun der Politik scho guer net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet fir d'Lëtzebuerger Présidence vum Rot vun der Europäescher Unioun siwe Prioritéite festgeluecht. Dat sinn der vill a sechs Méint.

Iwwert déi éischt an déi zweet, also de Wuesstum an den Emploi, hunn ech elo scho grad geschwat, an op deene Prioritéite fënnt d'Regierung eis 100%eg Zoustëmmung. Awer nach eng Kéier: Mir wäre frou, wann d'Regierung mat ganzer Energie de Juncker-Plang géif ënnerstëtzen, net wéinst eisem fréiere Premier a Kolleeg Jean-Claude Juncker, mä wéinst den Investitiounen an enger Gréisstenuerdnung vun 315 Milliarden Euro - ëmmerhi wäert de Fong ënner lëtzebuergescher Présidence hei zu Lëtzebuerg op der BEI ulafen - a wéinst deene ville Mënschen an Europa, déi op eng Aarbecht waarden a fir déi dëse Plang nei Chancen an Diere kann opmaachen.

Weider Prioritéite vun lech an och vun eis sinn d'Flüchtlingspolitik an de Klimawandel, verbonne mat der Demande no enger méi nohalteger Politik. Den Här Statsminister huet virun e puer Deeg géintiwwer dem President vum Europäesche Parlament Schulz zu Senneng nach eng Kéier ënnerstrach, datt hien déi sozial Dimensioun vun der Unioun wéilt stäerken an dem Bannemaart eng nei Dynamik wéilt ginn. Och op dësem Punkt si mir bei lech, well mir och der Iwwerzeegung sinn, datt een an Zukunft nach méi op ekologesch-sozial Maartwirtschaft muss setzen.

An deem Kontext kommen ech net derlaanscht, op den digitale Bannemaart anzegoen. An hei deelen ech d'Aschätzung vum zoustännege Kommissär Oettinger, datt Europa an deene leschte Joren e gewëssene Retard vis-à-vis vun anere Länner kritt huet an datt et absolutt prioritär ass, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir musse mat alle Mëttelen dës Retarden ophuelen, well och hei schléift d'Konkurrenz net.

Den Här Statsminister huet och ënnerstrach, datt hien d'Kompetitivitéit an Europa allgemeng géif wëlle stäerken an eis Unioun méi transparent gestalte wéilt. Fir eis sinn dat alles gutt Usätz. Nach muss een am Detail awer klären, wat dëst alles um Terrain politesch, gesellschaftlech, wirtschaftlech a sozial heescht. Well an Europa ass et genausou wéi doheem: Op abstrakt an theoretesch Prinzipien ass ee sech nawell séier eens, mä de lëtzebuergesche wéi och den europäeschen Däiwel leien dacks am Detail. Am Generellen, awer och an deenen transatlanteschen Handelsaccorden, iwwert déi an deene leschte Wochen a Méint vill Richteges, awer och vill Falsches gezielt ginn ass.

Ech sinn dann och, Här President, beim TTIP an TiSA, déi och am generelle Kontext vum Bannemaart zu de Prioritéite vun eiser Présidence solle gehéieren. TTIP ass jo dat ugestrieftent Fräihandelsofkommes mat de Vereenegte State vun Amerika. An TiSA ass dat vun 23 Memberstate vun der Welthandelsorganisatioun WTO ugestrieftent Handelsofkommes an de Servicer. A wann et ëm Servicer geet, musse mir zu Lëtzebuerg ëmmer ganz besonnesch hellhéireg sinn, ob dat déi ëffentlech Servicer betrëfft, awer och déi Servicer aus dem Finanzsecteur.

Duerfir si mir frou, Här President, datt mer an eiser Kolleegin Viviane Reding eng Lëtzebuerger Politikerin un éischter TiSA-Front hunn. Déi fréier Kommissärin ass nämlech TiSA-Rapportrice am Europaparlament, a mir hunn duerfir d'Chance, Informatiounen hei aus éischter Hand ze kréien. Dovu solle mir natierlech och als Chamber profitéieren, an dat hu mer schonn ënnert der Presidenz vum Kolleeg Marc Angel och an der zoustänneger Kommissioun gemaach.

Erlaabt mer awer heizou, Här President, eng allgemeng Bemierkung, déi ech och scho bei Geleeënheet, Här Ausseminister, vun Ärer aussepolitescher Deklaratioun gemaach hunn an déi eis amerikanesch Partner op där anerer Säit vum Atlantik betrëfft. Ech muss lech agestoen, datt verschidden Evenementer aus deene leschte Wochen a Méint net dozou bäigedroen hunn, d'Vertrauen, zumindest an déi amerikanesch Administratioun, ze verstäerken. Wann een zum Beispill kuckt, wat am NSA-Dossier och anscheinend par rapport zu eisem Land an zu verschiddene vun eisen Entreprisë geschitt ass!

Datselwecht gëllt awer och fir eng méi rezent Informatioun, déi kierzlech am „Spiegel Online" nozeliese war, laut där anscheinend déi rezent Handelsbilanz tëschent den Amerikaner an de Russen nawell kräfteg ugezunn huet, während gläichzäiteg déiselwecht Bilanz tëschent der Europäescher Unioun a Russland gradesou substanziell ofgeholl huet. Wou sech d'Fro natierlech stellt, wéi dat méiglech ass an ob hei net mat enger gewëssener Systematik vun amerikaneschen Entreprisë versicht gëtt, déi Sanktiounspolitik ze ëmgoen.

Wann een dann och nach weess, datt d'Vereenegt State sech extrem staark fléiwe loossen, wat d'Emsetzung vu verschiddenen internationalen Accorde wéi Basel II ugeet, kënnt een net derlaanscht, sech awer eng Rei Froen iwwert déi reell politesch Intentioune vu Washington ze stellen.

Wat elo d'Positioun vun der CSV-Fraktioun betrëfft, do si mir prinzipiell der Meenung, datt dës béid Accorden, TTIP an TiSA, eng grouss Chance fir Europa an d'Europäesch Unioun kënne bedeiten, op déi mer net einfach esou kënne verzichten. Dëst ass ganz besonnesch wichteg, wann ee weess, datt op där anerer Säit vun eisem Planéit et aner Handelsaccorden tëschent China, Russland an och mat verschiddene südamerikanesche Länner ginn, déi ofgeschloss ginn. A mir mussen an Europa gutt oppassen, datt Europa sech wirtschaftlech net herno total do isoléiert - par rapport zu de Vereenegte Staten, awer net nëmmen - an op deene Marchéë keen Accès méi wäert hunn.

Dat gesot, ass et fir eis awer gradesou kloer, datt mer souwuel beim TTIP, awer vläicht nach méi, Dir Dammen an Dir Hären, beim TiSA-Accord um Niveau vun der WTO eis weder als Europäer nach als Lëtzebuerger dierfen iwwer en transatlanteschen Dësch zéie loossen. An och hei gëllt «les bons comptes font les bons amis», oder ech géif et vläicht hei e bësselchen aneschters formuléieren, Här Ausseminister: «les bons accords font les bons amis». Well datt d'Vereenegt State vun Amerika e wichtegen an onverzichtbare Partner vun der Europäescher Unioun sinn, steet fir mech ausser Zweifel. Mä et muss eng Frëndschaft an eng Partnerschaft op Aenhéicht sinn.

Duerfir ass fir eis kloer, an ech ënnersträichen dat haut an hei nach eng Kéier, datt mir eis europäesch Standarden a Saache Sozialrecht, Naturschutz, Kulturschutz, Finanzdéngschtleeschtungen net um TTIP- oder TiSA-Altor dierfen afferen, an och ganz besonnesch um Niveau vum Dateschutz, deen ech an dësem Kontext nach eng Kéier wëll nennen.

Mir wëssen, datt et ganz besonnesch op dësem Terrain ass, wou eis europäesch an och lëtzebuergesch Lat vill méi héich läit wéi bei eisen amerikanesche Partner, dëst, well mir a puncto Dateschutz eng ganz aner Geschicht a ganz aner Traditiounen hunn. A fir eis muss et och dës héich europäesch Lat sinn, Här Ausseminister, déi sech an deene verschiddenen Accorde wäert erëmfannen. Et kann net sinn, datt mir ënnert där Lat erduerchginn, egal ob dat bei TTIP oder TiSA wäert sinn.

A grad wann een déi rezent Excèse vun der NSA bedenkt, dierf een och hei keng falsch Kompromësser agoen. Den EU-Vertrag an eis Grondrechtcharta musse respektéiert ginn, net nëmmen, awer och vun den Amerikaner. An och, wa mir duerch dës Handelsaccorden d'Chance hunn, dee gréisste Wirtschaftsraum vun der Welt ze schafen, mat 800 Milliounë Mënschen, dierf dëse kee rechtsfräie Raum fir multinational Entreprisë ginn.

Och dat huet eppes mat Nohaltegkeet ze dinn, e Prinzip, dee jo net nëmmen eng ekologesch, mä och eng wirtschaftlech, sozial a juristesch Dimensioun huet. Fir esou en TTIP „right", an net „light", fir esou en TiSA „right", an net „light" vun der sozialer Maartwirtschaft si mir, a fir keen aneren!

An dësem TTIP-Kontext begréisse mir duerfir och, datt den Här Statsminister Gespréicher mat den europäesche Sozialpartner annoncéiert huet, well mir kommen hei just zu nohaltege Resultater, Här President, wa mir alleguer transparent spillen an d'Leit ëmfaassend informéieren. Gefrot sinn hei keng Sloganen, mä eng éierlech an ëmfaassend Informatioun, esou datt sech all Bierger selwer dobausse seng Meenung ka maachen, well Desinformatioun gëtt et an dësen Dossiere méi wéi genuch a vun alle Säiten.

Erlaabt mer hei, am TTIP-Kontext nach eng Aktualitéitsremarque no dem Report vum Vote am Europaparlament ze maachen. Als Nationalparlamenter, an eisem Fall als Lëtzebuerger Chamber, solle mir net virun den TTIP-Won sprangen, mä villméi de Vote vu Stroossbuerg ofwaarden an dann en connaissance de cause selwer décidéieren. An op kee Fall dierfe mir hei de Biergerschutz dem Investoreschutz afferen! Mir brauchen hei villméi eng richteg Balance, déi d'Fräiheet vum Bierger a vum Endconsommateur an de Mëttelpunkt stellt. Dann an nëmmen da gëtt dëst Fräihandelsofkommes och vun der Majoritéit vun de Leit dobaussen akzeptéiert.

A wann ech da bei der Ekologie a bei der Ekonomie sinn, da sinn ech och séier beim Klimawandel. Et ass zwar gutt, datt mir endlech e bësse Summer hei zu Lëtzebuerg hunn, mä hei geet et ëm wesentlech méi. Hei geet et ëm eis politesch, gesellschaftlech, eis ekonomesch a sozial Zukunft an iwwregens och ëm déi ganz perséinlech Zukunft vun eis alleguer a vun eise Kanner a Kandskanner.

Et muss een also keen alternativen Ekologist sinn - well, Här Kox, dee sinn ech sécherlech net -, fir ze erkennen, datt de Klimawandel eng vun deene grousse geopoliteschen Erausfuerderunge vun eiser Zäit ass. Well och d'Kricher vun der Zukunft wäerte méi nach ëm Waasser gefouert gi wéi ëm Pëtrol. Am Mëttleren an Noen Osten ass dat deelweis schonn haut de Fall.

Esou oder esou ass et richteg, fir de Klimawandel zu enger Prioritéit vun eiser Présidence ze maachen. An ech sinn dann och zouversiichtlech, datt dee sougenanntene COP21, also d'Weltklimakonferenz Ufank Dezember zu Paräis, net nëmmen zu engem Christmas-Shopping-Event gëtt, mä och zu engem politeschen Duerchbroch féiert, obschonn ech am Ament hei, wéi déi franséisch Regierung och, meng Zweifelen hunn.

Duerfir freet et mech dann och ganz besonnesch, datt de G7 elo ënner däitscher Présidence Réckewand aus de bayereschen Alpe bruecht huet, och wann dee leider nach net ganz bis an d'UN-Verhandlungen op Bonn duerchgedrongen ass. Mä entscheedend ass, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Richtung stëmmt an datt mer zesummen am Klimapeloton op der Arrivée, Här Asselborn, ukommen. Klimaéchappéë brénge eis an de Klima nämlech net weider. Wichteg ass, datt mer zesumme mat engem robusten Accord, deen eng maximal Äerderwiermung vun zwee Grad juristesch verbindlech a waasserdicht assuréiert, iwwert d'Ligne d'arrivée fueren. A firwat net ënner...

Une voix.- Juristesch verbindlech?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...enger lëtzebuergescher Présidence - an Dir als grousse Vëlosliibhaber, Här Ausseminister, erlaabt mer dëst Bild - am klimatesche Maillot jaune? Dat géif Europa, dat géif Lëtzebuerg och gutt zu Gesiicht stoen.

Eng weider Prioritéit ass déi schonn erwähnte Flüchtlingspolitik, virun allem am Mëttelmierraum. Och hei si mir bei Iech, Här Ausseminister, an eis Gemengen an d'Lëtzebuerger iwwregens och, well et ass net wouer, datt d'Gemengen an d'Lëtzebuerger net solidaresch wären. Ganz am Géigendeel!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Zil muss et sinn, datt ënner lëtzebuergescher Présidence kee Flüchtling méi am Mëttelmier erdrénkt a méiglechst och duerno net. Dat wäert net einfach ginn, well den humanitären Drock ass enorm an déi kriminell Offer ass ëmmer méi grouss. Trotz grousse Fortschrëtter froen ech mech, ob mir eis all wierklech déi néideg Moyenen hei ginn. Esou oder esou musse mer alles drusetzen, fir datt kee méi an Zukunft am Mëttelmier wäert erdrénken.

Mir brauchen duerfir och intelligent Quote fir Flüchtlingen an Europa. D'Propositiounen, déi hei vu Bréissel kommen, ginn eiser Meenung no an déi richteg Richtung. An och d'UNO seet hei hir Unerkennung. Elo geet et also drëms, datt d'Memberstaten iwwert d'Sonndesrieden ewech solidaresch handelen an hir Resistenzen opginn, zumindest wat eenzel State betrëfft. Gläichzäiteg muss Europa awer och legal Weeër fir d'Immigratioun schafen. Och dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, e groussen Challenge fir eis Présidence, bei deem mir Iech voll a ganz wäerten ënnerstëtzen.

Wa mir awer iwwer Flüchtlingspolitik, -problematik schwätzen, geet et awer och virun allem drëms, de Problem un der Wuerzel unzepaken. An „Wuerzel" heescht an dësem Fall virun allem déi politesch Onstabilitéit am Irak an a Syrien op där enger Säit an a verschiddenen afrikanesche Länner op där anerer Säit. Dës Onstabilitéit ass zu engem groussen Deel op islamistesch Terrororganisatioune wéi Daech a Boko Haram zréckzeféieren, déi mat enger bis elo nach net bekannter Mooss Brutalitéit Dausende vu Leit entféieren a massakréieren. Et stellt ee fest, datt dësen Islamesche Stat trotz gewëssenen Efforte vun der internationaler Communautéit weider um Virmarsch ass a geschwënn net méi wäit vun oder praktesch schonn op der éischter NATO-Grenz steet.

Mir hu virun e puer Wochen an dësem Haus, Här President, eng Resolutioun iwwert den armenesche Génocide verabschit. An dësem Deel vun der Welt fënnt en anere Génocide am Moment statt, nämlech dee vu verschiddene chrëschtleche Minoritéiten a virun allem dee vun de Jesiden. Dëst geschitt zum Deel wäit ewech vun der Aktualitéit an de Medien.

Här President, hei geet et awer net nëmmen ëm Männer, Fraen a Kanner, déi all Dag verdriwwen a massakréiert ginn, mä hei geet et och ëm d'Wuerzelen, Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Zivilisatioun, déi amgaange sinn, zu Palmyra zerstéiert ze ginn, ouni datt d'international Communautéit dee klengste Fanger hei réiert!

Hei geet et awer och, Dir Dammen an Hären, virun allem ëm déi Wäerter, déi fir eis alleguerte wichteg sinn: d'Mënscherechter am Allgemengen, d'Gläichheet tëschent Fra a Mann, d'Fräiheet vun der Ausübung vun de Reliounen, d'fräi Meenungsäusserung an esou weider. All Dag ginn dës Wäerter ëmmer erëm mat Féiss getrëppelt!

Ech hunn ëmmer méi d'Gefill, datt mir an der westlecher Welt am Allgemengen an an der Europäescher Unioun am Speziellen ëmmer manner bereet sinn, fir eis eege Wäerter ze kämpfen an eis fir dës Wäerter och ausserhalb vun der Unioun anzesetzen.

Wa mir et net fäerdegbréngen, an deenen nächste Joren och an dëse Regioune vun der Welt an enger determinéierter Manéier géint all Forme vun Extremismus virzegoen, brauche mer eis iwwerhaapt kengen Illusiounen hinzeginn, datt mer mëttel- oder souguer laangfristeg d'Flüchtlingsproblematik an de Gréff kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech si mer bewosst, datt dat sécherlech, Här President, d'Méiglechkeete vun enger lëtzebuergescher Présidence largement sprengt. Mä nach wäre mir frou, Här Ausseminister, wann Dir Iech bei Äre Kolleegen an der Unioun kéint staarkmaachen an eng Initiativ géift huelen, fir de Schutz besonnesch vun alle Minoritéiten, reliéisen an aneren, ze garantéieren.

Ech hu virdru vill vu Wirtschaft geschwat, wou Europa leider Gottes riskéiert, an Zukunft eng ëmmer manner wichteg Roll ze spillen. Duerfir muss Europa an Zukunft vläicht awer méi den Akzent op d'Attraktivitéit vu senger Soft Power, also och vu senge Wäerter a vu senger Liewensaart, leeën, well néierens lieft et sech an der Moyenne nach esou gutt an der Welt wéi an Europa.

Dat heescht awer och, datt mer weider musse prioritär op d'Bildung an op d'Fuerschung setzen, well och dat huet mat nohaltegem Wuesstum ze dinn. Soft Power heescht net, datt ee soll op Hard Power verzichten, weder op déi militäresch nach op déi ekonomesch. Am Géigendeel! Awer si mussen intelligent als Smart Power an enger robuster Wäertemuecht matenee verbonne ginn. Dat mécht Amerika esou, mä dat maachen och ëmmer méi grouss geopolitesch Playere wéi China, Indien a Brasilien.

Souwuel aus politesche wéi och aus wirtschaftleche Grënn wär et besonnesch interessant, ënner lëtzebuergescher Présidence zum Beispill - ech hat déi Iddi schonn opgeworf - en EU-China-Finanzsommet op den eurasesche Wee ze bréngen, well niewent dem Atlantik an dem TTIP dierf och Europa Asien an de Pazifik net aus den Ae verléieren, well dat 21. Jorhonnert ass um beschte Wee, territorial ee pazifescht ze ginn.

A wann ech Asien soen, da soen ech nach eemol, datt een och déi kontinental Brécken no Asien net dierf vernoléissegen. An éischter Linn natierlech Russland. Datselwecht géllt awer och fir eisen net ëmmer einfachen NATO-Alliéierten Türkei. Mä och hei gëtt et Hoffnung, well säit dem leschte Sonnden d'AKP net méi d'absolutt Majoritéit am türkesche Parlament huet. An och dorauser ergi sech vläicht, Här Ausseminister, eng Rei vu méi hoffnungsvolle Perspektiven an der nächster Zukunft.

Här President, ech hu scho kuerz vu Griichenland a vu Groussbritannien geschwat. Béid Länner verbënnt niewent der Tatsaach, datt vill räich Griichen net zu Lëtzebuerg, mä zu London wunnen an domadder keng Steiere bezuelen, d'Menace vun engem EU-Austrëtt, dee sougenannte Grexit, an de Brexit fir eis englesch Frënn. Deen éischten opgezwongen eventuell, deen zweete fräiwëlleg, no engem Referendum.

Mä weder e Grexit nach e Brexit sinn am Interessi vun Europa a vum Euro, an iwwregens och net am Interessi vun de Griichen a vun de Britten. Well, wéi de fréieren däitschen Ausseminister Joschka Fischer, gréngen Ausseminister, zu Recht seet: Brexit a Grexit zesumme kéinten e perfekte Stuerm erginn, deen d'Existenz vun der EU als Ganzt kéint a Fro stellen. An trotz allen erfuerderlechen neien Narrative vun Hoffnung muss een dach awer soen, datt mir eis dat net kënne leeschten. Soss kéint aus 2015 emol séier erëm 1915 ginn! Och d'Verhënnerung vu Grexit a Brexit muss duerfir weider Prioritéit vun eiser Présidence sinn an ass iwwregens och eng absolutt Prioritéit vun der Kommissioun an dem Kommissiounspresident Juncker.

Iwwregens verbënnt Griichenland a Groussbritannien nach eppes aneschters: Si brauchen alle béid europapolitesch Perspektiven. A si stinn da jo domadder net eleng, well all Land an Europa esou Perspektive brauch, an Europa selwer och erëm. An och hei am Land brauche mir nei Perspektiven, fir de Bierger dobaussen erëm méi vun der europäescher Iddi ze iwwerzeegen.

Ech wëll awer zum Schluss, Här President, nach ganz kuerz op d'Finanzdossieren agoen - et ass elo schued, datt de Finanzminister eraus ass -, déi net nëmmen, awer och eppes mam Image vun eisem Land ze dinn hunn. Ech wëll elo haut an hei net op all Facettë vun dësem däregen Dossier agoen. Ech wäert dat bei Geleeënheet vu menger Interpellatioun zur Zukunft vun der Finanzplaz maachen. Erlaabt mer awer trotzdeem haut just e puer ganz kuerz Wierder.

Lëtzebuerg gëtt an Europa an doriwwer eraus gäre karikaturéiert a reduzéiert op eng Finanzplaz, voire op e Steierparadäis, an zwar net just zënter der sougenanntener LuxLeaks-Affär, déi och ëmmer nach hir Wellen an Europa schléit an déi ganz besonnesch säit dem Asetze vun der TAXE-Kommissioun um Niveau vum Europaparlament dach - loosse mer eis näischt virmaachen! - e gewëssenen Drock op eist Land ausüübt.

Mir sinn eis bewosst, Här President, datt et fir d'Regierung ganz besonnesch an dësem Dossier schwiereg gëtt, well se sech do wäert permanent op engem Minnefeld bewegen, wou à tout moment erëm kann eng nei Streebomm explodéieren. Mir mengen duerfir, a mir soen och der Regierung hei eis voll Ënnerstëtzung zou, datt mer weider d'Kaart vun der Transparenz solle spillen an och proaktiv Efforte vun der Kommissioun an deem zoustännege Kommissär Moscovici ënnerstëtzen. Ech denken hei ganz besonnesch un den Dossier vum ACCIS, also där gemeinsamer Steierbase, fir déi, an Dir wësst dat, meng Fraktioun an ech selwer scho säit méi Laangem plädéieren.

Weider ass et awer och wichteg, datt dës Transparenz an Zukunft bei de Rulinge spillt, an duerfir si mir der Meenung, datt, ouni de Prinzip vun de Rulingen, déi mer weider brauchen, opzeginn, mer dach awer hei gemeinsam Spillregele fir d'Zukunft an der Europäescher Unioun brauchen. Doriwwer eraus ass et awer ëmmer erëm wichteg, datt een dee sougenannten „level playing field" net aus den Ae verléiert a mer net onbedéngt virun den OECD-Won hei solle lafen, mä prioritär versichen, am Kader vun der OECD nei Spillregelen ëmzesetzen.

Datt Lëtzebuerg iwwregens alles aneschters wéi e Steierparadäis ass, wëssen, mengen ech, mir alleguer, déi hei an deem Land Steiere

bezuelen. A scho laang ass dee gréissten Atout vun dëser Finanzplaz net méi d'Bankgeheimnis, mä den Know-how vun deene ville Fraen a Männer, déi op eiser Banken- a Finanzplaz schaffen. A well dat esou ass, gesinn ech dat eigentlech och guer net als esou dramatesch un, wéi vill Leit dat fäerten, datt mir eis an Zukunft aneschters mussen um Niveau vun der Finanzplaz opstellen, well ech iwwerzeegt sinn, datt mir dat, Dir Dammen an Dir Hären, packen an datt mer souguer eng Rei vun neien Aktivitéiten an eist Land wäerte kënne bréngen. Mä dozou méi bei Geleeënheet vu menger Interpellatioun.

Här President, d'Présidence ass awer och wichteg, fir datt mer dobausse weisen, datt Lëtzebuerg méi wéi eng Finanzplaz ass, mä och virun allem eng multikulturell Gesellschaft, déi vläicht an hirer Komplexitéit net ëmmer, och vun der Regierung, richteg ageschat ginn ass. Wann de Referendum vu virun e puer Deeg eis eppes bewisen huet, dann ass et och dat do.

Dëse richtegen, kompletten a faarwegen Zukunftsimage vu Lëtzebuerg musse mir duerfir och mat eiser Présidence no baussen hi véhiculéieren. Esou gesinn ass fir Lëtzebuerg och eis Présidence eng Kompetenznisch, an där mir eis als klengt Land weise kënnen, an där mir och weise kënnen, wie mir sinn a wat mir europapolitesch kënnen. Och hei kënnt Dir op d'CSV zielen.

An deem Geescht géif et eiser Présidence och gutt zu Gesiicht stoen, fir vun der Geleeënheet ze profitéieren, Här Justizminister, fir sech fir de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit iwwerall an ëmfaassend an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus anzesetzen, well ech mengen, dat ass och eng Lektioun, déi mer alleguerten aus der Referendumsdebatt sollte mathuelen. Mir sinn op alle Fall iwwerzeegt, datt eng generell Aféierung an der gesamter EU vun der duebeler Nationalitéit en éischten, eminent wichtege Schrëtt a Richtung vun enger konkreter Ëmsetzung vun eiser europäescher Citoyennetéit wär, déi mir eis jo alleguerten, mengen ech, an dësem Haus wënschen.

An deem Sënn wäre mir, wéi gesot, frou, Här Aussen- an Här Justizminister, wann Dir Iech alle béid kéint heifir staarkmaachen an, wie weess, vläicht och do eng ganz konkret Initiativ huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen duerfir alleguer zesummen aus Europa erëm eng Iddi, mä och erëm eng Wierklechkeet vun der Hoffnung maachen, well nëmmen esou huet Europa Zukunft, nëmmen esou hunn d'Europäer Zukunft. D'Lëtzebuerger Présidence vum Rot vun der Europäescher Unioun huet hei wichteg Aufgabe viru sech, well och e klengt Land, an dat huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet dacks bewisen, kann eng grouss Présidence ofliwweren. Well Europa ass keng Iddi vu geografescher, mä vu mënschlecher Gréisst. Dës Iddi gouf iwwregens gebuer am ale Griichenland. Och dat ass gutt emol an der Grexit-Debatt gesot.

Ënner Lëtzebuerger Présidence musse mir awer elo dat neit Europa weiderbauen. An dat geet net mat de reng nationalstaatleche Reflexer vun der Vergaangenheet, mä just mat méi Europa an och mat méi Vertrauen erëm an Europa an an eis selwer als Europäer. Oder, villméi nach, mat Vertrauen an e bessert Europa, dat erëm zu enger richteger Unioun gëtt, zu enger Unioun vun de Regiounen a vun den Natiounen, zu enger Unioun vu Solidaritéit a Subsidiaritéit, zu enger Unioun vun nohaltegem Wuesstum an der gudder Aarbecht, a virun allem zu enger Unioun vun neiem Vertrauen an neier Hoffnung fir Europa, fir d'Welt, virun allem awer fir d'Leit heiheem an dobaussen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a wënschen Iech an eis an de Bierger dobaussen eng erfollegräich Présidence.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister. An dann huet d'Wuert direkt den Här Marc Angel fir d'LSAP. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert versichen, elo nëmmen iwwert d'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Présidence an iwwer Europa ze schwätzen an net, wéi mäi Virriedner, iwwert d'Optriede vum Premierminister, esou wéi ech och net wäert schwätzen iwwert d'Optriede vun anere Lëtzebuerger Personalitéiten am Ausland. Ech wëll hei beim Fong bleiwen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll gläich ufänken, och dem Ausseminister Merci ze soe fir säin Engagement an dass e bei eis an d'aussepolitesch Kommissioun kënnt ëmmer virun de Conseilen, no de Conseilen an och elo virun der Présidence. En huet eis e Méindeg en long et en large de Programm erklärt. Ech wëll him dofir Merci soen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass en dës Présidence vun 2015 genausou gutt iwwert d'Bühn brénge wäert, wéi déi Présidence, déi en 2005 hat, wou e knapp sechs Méint Ausseminister war a wou en och do Europa a Lëtzebuerg virugedriwwen huet.

Effizienz, Effikassitéit, Nohaltegkeet a Chancëgläichheet, dat sinn d'Haaptlinnen, déi d'Aktioun vun onser Lëtzebuerger Présidence an der Europäescher Unioun ausmaachen. Ons Lëtzebuerger Présidence steet am Zeeche vu wirtschaftlechem Wuesstum an dem Schafe vun Aarbechtsplazen a vun der Solidaritéit.

Ons Présidence setzt de Bierger an den Zentrum vum europäesche Projet! Dat freet d'LSAP. D'LSAP-Fraktioun freet sech och enorm iwwert déi sozial Dimensioun vun der Lëtzebuerger Présidence.

Et ass fir onst Land déi zwielefte Kéier, dass mer d'EU-Présidence hunn. D'Vergaangenheet huet bewisen, dass dat ëmmer gutt Présidencë waren. An dofir sinn och d'Erwaardunge vu villen an deene 27 anere Länner ganz grouss.

Ech wëll och drun erënneren, dass eng Présidence vun der EU sech an e bestëmmte Kader aschreift. Et ass net esou, wéi wann elo ganz Europa no der Lëtzebuerger Päif danzen a sprange géif. An den Ausseminister huet dat e Méindeg an der aussepolitescher Kommissioun ganz gutt erklärt an haut och nach eng Kéier kuerz ugeschwat. Déi Agenda vun onser Présidence, déi gëtt an engem interinstitutionelle Kader gemaach, virun allem am EU-Conseil, awer och mat der EU-Kommissioun zesummen, a se schreift sech natierlech och an deem Kader an dat an, wat am Europaparlament geschitt.

Lëtzebuerg kann a soll elo an deenen nächste Méint Akzenter setzen, Impulser ginn. A Lëtzebuerg kann Dossieren an deene verschiddene Conseile virubréngen. Et ka Positiounen ausschaffen, verhandelen, an dat am permanenten Dialog mat der Kommissioun a mam Europaparlament.

Dës zwieleft Présidence fir Lëtzebuerg ass och déi éischt Présidence nom Lissabon-Vertrag. Säit deem Vertrag, dat wësse mer, hu mer e permanente Rotspresident, am Ufank den Herman Van Rompuy, elo den Donald Tusk, a mir hunn och eng Héich Vertriederin vun der Unioun fir Aussen- a Sécherheetspolitik, déi och Vizepresidentin vun der Kommissioun ass.

Et ass och déi éischt Présidence, wou mer an deem sougenannten „Trio Présidence" zesummeschaffen. Mat Italien a Lettland hu mer vill kooperéiert. Nei ass et awer och, dass dat hei déi éischt Présidence ass, wou am Europaparlament, no de leschten Europawahlen, d'Zuel vun den Europaskeptiker, fir net Géigner ze soen, vill méi grouss ginn ass. An nei ass och, dass duerch d'Bestëmme vu Spëtzekandidate vun de grousse politesche Famillje bei de leschten Europawahlen an dunn d'Wiel am Europaparlament vum Jean-Claude Juncker zum President vun der EU-Kommissioun och d'Europaparlament gestäerkt do erauskomm ass.

D'Présidence vu Lëtzebuerg, an och dat ass nei, muss mat enger nei organiséierter EU-Kommissioun zesummeschaffen, enger Kommissioun, déi nei am Amt ass an déi hiert Schaffen agebaut huet, dat ass och déi éischte Kéier, an de Prinzip vun der Discontinuitéit an déi sech och „better regulation" op de Fändel schreift. Eng EU-Kommissioun, an där de President a seng Équipe versichen, d'politesch Musteren ze duerchbriechen a wou de Collège vun der Kommissioun an transversal Projektteamen, déi jeeweils vun engem Kommissiounsvizepresident geleet ginn, dann och do Responsabilitéit droen. Doduerch konzentréiert sech d'Kommissioun op déi grouss Dossieren. An dëse kohärenten Opbau, mengen ech, ass ganz gutt fir Europa.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun begréisst et och, dass dës Présidence, wéi all ons aner Présidencen, beméit ass, fir Europa virunzebréngen, an dat net nëmmen zu Bréissel an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä an alle 27 Länner! Mir begréissen et och dofir, dass d'Regierung ganz kloer seet, dass se sech asetze wëllt, fir dass de Subsidiaritéitsprinzip an de Proportionalitéitsprinzip richteg applizéiert ginn.

An dat ass och wichteg fir ons als Chamber, déi och am Kader vum Lissabon-Vertrag mat allen aneren nationale Parlamenter och a villen europäeschen Dossiere matschwätze soll, an zwar net nëmme beim Transposéiere vun den Direktiven, mä schonn an engem ganz fréie Stadium. Ech komme spéider nach eng Kéier op d'Roll vun den nationale Parlamenter an op déi parlamentaresch Dimensioun vun der Lëtzebuerger Présidence ze schwätzen.

Ganz wichteg ass et och, dass mer als Lëtzebuerger Présidence d'Mise à jour vun deem Accord „Mieux légiférer" weiderbréngen. D'Aarbechte vun dësem wichtegen interinstitutionellen Accord tëschent der EU-Kommissioun, tëschent dem Conseil an dem Europaparlament solle jo Enn 2015 ofgeschloss ginn. D'EU-Kommissioun huet virun zwou Wochen, den 19. Mee, hir Agenda dozou virgestallt.

Et ass also wichteg, dass um Enn d'Legislatioun vun der Europäescher Unioun méi transparent gëtt, dass d'Resultat vun de Consultations publiques mat der Zivilgesellschaft, der Consultatioun mat de Länner a mat den Experte verbessert gëtt. Et ass wichteg, dass d'EU-Legislatioun permanent iwwerpréift gëtt. Et ass wichteg, dass hiren Impakt besser ageschat gëtt, an et ass och wichteg, dass déi trilateral Négociatiounen - Europaparlament, Conseil an EU-Kommissioun - méi transparent musse ginn. Et ass e wichtegen Dossier an ech wënschen dem Minister eng gutt Hand, fir deen Dossier weiderzebréngen, an dass en och, wéi virgesinn, Enn 2015 ofgeschloss ka ginn.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP begréisst et, dass dës Regierung d'Iddi vun engem Europa vum Triple-A social iwwerhëlt a ganz uewen op hirer Prioritéitelëscht fir ons EU-Présidence stoen huet. D'Stäerkung vun der sozialer Dimensioun an Europa muss an alle Politikfelder vun der Unioun agebaut a berücksichtegt ginn an dofir däerf se net nëmmen an engem eenzelne Pilier social cantonnéiert bleiwen!

Déi sozial Dimensioun muss esou och zum Beispill bei där sougenannter „procédure de surveillance macroéconomique et budgétaire" integréiert ginn. Mir wënschen onser Présidence, dass se et fäerdegbréngt, fir déi sozial Défien an déi makroekonomesch Défie vun Europa besser mateneen ze verknüpfen. Et ass wichteg, dass dës Défien net méi géinteneen ausgespillt ginn.

Mir wënschen ons och als LSAP, dass derfir gesuergt wäert ginn, dass et an Zukunft zu engem verstäerkte Suivi vun de sozialen Aspekter am Kader vum Semestre européen kënnt. Hei huet och d'Strategie „Europe 2020" eng ganz wichteg Roll ze spillen, well inklusive Wuesstum an där Strategie ganz grouss geschriwwe gëtt.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass mer an onse Chamberskommissiounen a besonnesch och an der Sozialkommissioun op dee Sujet hei wäerten zréckkommen, well spéitstens am Juli ass jo hei zu Lëtzebuerg en informellen EPSCO-Conseil, wou déi sozial Dimensioun vun der EU um Ordre du jour steet.

Wann een dann dat Dokument iwwert d'Prioritéite vun onser EU-Présidence liest, dat de Minister ons e Méindeg mat an d'aussepolitesch Kommissioun bruecht huet a wat en elo grad hei ofginn huet, kann ee sech freeën, dass all déi Pisten, déi an aneren Domäner wéi Kultur, Sport, Éducatioun a Jeunesse identifizéiert goufen, et den EU-Länner erméigleche wäerten, cibléiert Mesuren ëmzesetzen, fir eng besser sozial Inklusioun a méi aktiv Participatioun vun de Bierger um ëffentlechen a politesche Liewen ze kréien. Och dat ass sozial Dimensioun!

Wat de Sozialdialog ugeet, wäre mir ouni deen als Land net do, wou mer haut stinn. Dofir begréisse mir et als LSAP, dass Lëtzebuerg dëse Sozialdialog och um EU-Plang fuerdere wëllt. Et ass dofir richteg a wichteg, dass mer ënner onser Présidence den 20. Oktober eng ganz grouss Réunioun hei zu Lëtzebuerg organiséiere mat sämtlechen europäesche Sozialpartner.

De Krisemanagement an Europa vun de leschte Jore konnt déi sozial Problemer net léisen. Si goufen esouguer a ville Länner vill méi grouss. An dofir menge mir, dass et esou enorm wichteg ass, déi sozial Dimensioun ze stäerken, an et ass gutt, dass d'Lëtzebuerger Présidence op deen Aspekt ganz vill Energie setzt.

Dir Dammen an Dir Hären, no den Drame vun deene leschte Méint am Mëttelmier - an d'Drame passéieren net nëmmen am Mëttelmier, well fir bis bei d'Mëttelmier ze kommen, stierwe menger Meenung no genausou vill Leit wéi am Mëttelmier -, mengen ech, bei deenen Dramen, do huet Europa séier gehandelt an et ass och elo un der Lëtzebuerger Présidence, fir derfir ze suergen, dass déi Dynamik bestoe bleift. Dat gëtt ganz schwiereg, well do och schonn, wéi mer dat liese konnten, verschidde Länner Widderstand ugekënnegt hunn.

D'Kommissioun huet bei hire Propose vun Enn Mee den Artikel 78, 3. Paragraf vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Unioun invoquéiert. Deen Artikel seet, dass am Fall, wou een oder méi Memberstate sech an enger Noutsituatioun befannen, déi duerch e plëtzlechen Afflux vu Persounen aus Drëttstate charakteriséiert ass, dass de Conseil da ka Mesuren op Virschlag vun der Kommissioun huelen. D'LSAP ënnerstëtzt dee Choix.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi Proposition de décision läit also elo säit dem 27. Mee um Dësch. Et geet ëm d'Relokalisatioun vu 40.000 Flüchtlingen, déi a Griichenland an an Italien geflücht sinn. Et betrëfft hei virun allem Demandeuren, déi manifestement eng Protection internationale brauchen, méi konkret, et geet ëm Eritreer an ëm Syrer, well bei deenen zwou Nationalitéiten den Taux vu Reconnaissance bei méi wéi 75% läit.

Derbäi kënnt och nach eng Recommandatioun fir e Programme de réinstallation vun 20.000 Mënschen, déi internationale Schutz brauchen. Si sollen, no Préifung an op Propositioun vum UNHCR, aus engem Drëttstat an en EU-Memberstat kommen, dee se dann ophëlt an hinnen och deen néidegen internationale Schutz gëtt.

E weidert Element, dat och wichteg ass, ass natierlech den Aktiounsplang géint d'Schlepper. Et ass wesentlech, fir an der Flüchtlingsfro séier weiderzekommen, a mir ënnerstëtzen dofir generell d'Iddi, dass all Memberstat vun der Unioun seng Responsabilitéit huele muss. Dat betrëfft selbstverständlech och Lëtzebuerg.

Mir si grondsätzlech bereet, e gutt Stéckche méi ze maachen, mä den Detail dovunner an och d'Berechnung vum Verdeelungsschlëssel musse mer vill méi genau analyséieren. An dofir hunn ech och fir den 21. Juni eng aussepolitesch Kommissioun, déi sech jo och mam Dossier Immigratioun befaasst, aberuff, fir dass mer do kënne mat den Experten eng Kéier déi ganz Propositioune vun der Kommissioun duerchgoen a studéieren als Chamber.

Alles dat ass ëmsou méi wichteg, well mer jo à long terme eng gerecht Verdeelung vun de Flüchtlinge wëllen hunn. Mir brauchen effektiv eng dauerhaft Léisung. An d'Kommissioun huet jo och dofir annoncéiert, bis Enn 2015 eng legislativ Propositioun ze maachen, fir en obligatoresche Relokaliséierungsmechanismus anzeféieren, deen automatesch aktivéiert gëtt am Fall vun engem Massenzoustroum vu Persounen, déi manifestement internationale Schutz brauchen, an deen déi Mënschen op déi verschidden EU-Memberstate verdeele wäert.

Vu dass jo e groussen Effort bei der Opnahm vu Flüchtlingen dacks an den Noperstate vun deene betraffene Länner geschitt, siehe Jordanien a Libanon, ass et och positiv, dass d'Unioun deene Länner verstäerkt ënnert d'Äerm gräife wëllt. Alles dat ass e gudden Ufank, mä et muss nach vill méi an Zukunft geschéien!

D'Weeër fir déi legal Immigratioun musse méi einfach gemaach ginn. An do, fannen ech,

geet et net duer, wéi d'Kommissioun am Moment seet, sech nëmmen op d'Blue Card ze konzentréieren, dat heescht op Leit mat héije Qualifikatiounen, also „highly qualified people", mä dëse Kontinent, déi ganz Migratiounspolitik muss och e bëssen ënnert där demografescher Entwécklung vun Europa gekuckt ginn. Well haut hu mer véier jonk Leit fir eng Persoun iwwer 65 Joer an Europa. An 20, 30 Joer hu mer nach zwee jonk Leit par rapport zu engem iwwer 65 Joer an Europa.

Dat ass eng demografesch Entwécklung, déi mer musse considéréieren, wa mer wëllen iwwer legal Immigratioun och schwätzen. Sou wéi mir hei zu Lëtzebuerg Leit brauchen, déi eis hëllefen, fir dass d'Land dréint, esou brauch och de Kontinent Europa Mënschen, fir dass dee Kontinent hei nach ka wirtschaftlech a sozial dréinen an der Zukunft.

Ech wëll och e puer Wuert zum grousse Juncker-Plang soen, zum Investitiounsplang vun der EU, dee jo virgesäit, dass 315 Milliarde solle fir Investissementer bereetstoen. Ons Présidence muss also och dës gutt Initiativ begleeden a mat de Partner weiderbréngen. D'Membere vun onser Finanzkommissioun a vum Chambersbureau hate jo dëse Méindeg ulässlech vun enger Visite bei der Banque européenne d'investissement vill Informatiounen iwwert dësen ambitiéise Plang kritt a mir hu mat de Responsabele vun der BEI doriwwer och intensiv diskutéiert.

D'Investitioune solle via déi Europäesch Investitiounsbank verlafen. Et ass do, wou de Fong fir strategesch Investitiounen etabléiert ass. Si ass déi Instanz, déi den Know-how huet an och d'Organisatioun vun deem Mammutprojet iwwerhëlt. Déi dofir néideg 21 Milliarde gi vum Europäesche Fong fir strategesch Investitioune libéréiert. Et rechent ee mat engem Effet multiplicateur vun 1 zu 15. Dat heescht, fir all bereetgestallt Milliard kënne 15 Milliarden investéiert ginn.

Et sollen erëm méi Leit um Aarbechtsmaart Fouss faassen an Europa soll méi staark wuessen. A mir brauchen dee Wuesstum, fir de Chômage ze bekämpfen. Et ass e Plang fir déi nächst dräi Joer an e betrëfft, an dat ass gutt, esouwuel de private wéi och den ëffentleche Secteur.

Den aktuelle Manktum un Investitiounen an der EU-Zon muss gestoppt ginn! Säit der Finanzkris ass d'Investitiounscapacitéit ëm 14% gefall. An absolutten Zuelen hu mer mat engem Réckgang vun iwwer 400 Milliarden ze dinn, vun 3.000 Milliarden erof op 2.600 Milliarden! De sougenannten „Juncker-Investmentplang" ass, mengen ech, do eng kohärent Géigemoossnam.

Privat an ëffentlech Investissementer gi kombinéiert. Den Europäesche Fong fir strategesch Investitioune gëtt Garantië fir spezifesch ausgewielten, viabel Projeten. An haaptsächlech investéiert de Privatsecteur dran. Dës Projete wäerten eng Plus-value fir dat betreffend Land sinn, mä awer och eng Plus-value fir ganz Europa! An en plus kënne jo och d'Länner nach zousätzlech finanziell Moyene bereetstellen. Lëtzebuerg huet jo eng Participatioun vun 80 Milliounen Euro annoncéiert.

Am Globale sollen nach weider Investitiounsbarrièren eliminéiert ginn. D'lokaalt Entrepreneuriat soll ënnerstëtzt ginn, ob dat elo Startuppe sinn oder kleng a mëttelstännesch Entreprisë mat Wuesstumscapacitéiten. Dobäi kéinte sech europäesch Entreprisen nach méi un de Kapitalmaart wenden, well deen ass an Europa, am Verglach zu den USA, nach ausbaufäeg. Innovatioun, Recherche an Développement stinn natierlech och ganz vir bei Europa. Europa muss méi innovativ bleiwen, fir kënne mat deenen anere grousse Playeren op dëser Welt matzehalen.

Wat d'Industrie an Europa ugeet, do musse mer weider op d'Reindustrialiséierung vu munche Regioune setzen. D'Industrie ass extrem wichteg fir e Land, well do vill Leit kënne beschäftegt ginn. Europa huet sech als Zil gesat, den Niveau vun der Industrie bis 2020 op 20% par rapport vum EU-PIB eropzesetzen. Am Moment leie mer an der EU bei 15%.

Et ass also ze begréissen, dass d'Ëmsetzung vun enger richteger europäescher Industriepolitik eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Présidence ass. An dat ass jo och en Thema, deen eise Wirtschaftsminister Etienne Schneider och hei zu Lëtzebuerg seriö upaakt an och an Europa permanent verteidegt. Mir mussen also hëllefen, fir déi am Juli geplangte Feuille de route iwwert déi industriell Wettbewerbsfäegkeet vun Europa weiderzedreiwen, a mir mussen och sektoriell Pläng wéi de „Plan acier" pushen.

An ech freeë mech och, dass ons Présidence och déi Finanzinstrumenter an de Soutien vun der Unioun a puncto kleng a mëttel Betriber weiderbrénge wëllt, wéi zum Beispill de Programme pour la compétitivité des PME «COSME» an och de Programme-cadre fir Recherche an Innovatioun «Horizon 2020». Et ass wichteg, dass eis Présidence do hëlleft, déi Programmer weiderzebréngen.

D'LSAP-Fraktioun begréisst et och, dass d'Lëtzebuerger EU-Présidence de Marché intérieur dynamiséiere wëllt an dobäi besonnesch den Dossier vum digitale Bannemaart virundreiwe wëllt. Fir ons Sozialisten ass et an deem Dossier wichteg, dass déi digital Revolutioun net nëmmen de Mäert, dem Bannemaart zeguttkënnt, mä virun allem och de Mënschen. Déi sozialistesch Fraktioun am Europaparlament huet uganks Juni hir digital Strategie virgestallt, an där et méi wäit geet wéi just en digitale Bannemaart, mä do geet et ëm eng richteg digital Unioun.

Fir d'LSAP däerf d'Digitaliséierung also net nëmmen ënnert dem Aspekt vum Marché intérieur gekuckt ginn. Mir mussen eis och ëm d'Aarbechtsbedingungen am digitalen Zäitalter këmmeren, mir mussen eis ëm den Dateschutz këmmeren, mir mussen eis ëm d'Droits d'auteur këmmeren, ëm d'Cybersecurity, de Konsumenteschutz an ëm d'Innovatioun.

An ech mengen, et ass och gutt, dass d'Strategie vun der Europäescher Kommissioun hei dee richtegen Usaz enthält. An am Oktober wëllt jo d'EU-Kommissioun nach eng Propos virbréngen, fir dee sougenannten „geo-blocking" ze iwwerwannen.

Fir d'LSAP ass et also wichteg, dass den Dossier vum digitalen Europa weidergedriwwe gëtt an dass dat digitaalt Europa inklusiv ze organiséieren ass, dass all Biergerinnen a Bierger drun deelhuele kënnen an dass elementar Valeure wéi Oppenheet, Transparenz, Fairness a Chancëgläichheet an deem Dossier respektéiert ginn.

TTIP, Dir Dammen an Dir Hären, dat wësse mer all, ass am Moment e vill diskutéiert Thema a ganz Europa. Vill Leit si géint TTIP, well se mengen, dass Europa do de Kierzere géif zéien. D'Bierger hunn Angscht viru genmanipuléierte Planzen, hormonbelaaschtem Fleesch, niddregen Dateschutzstandarden a maache sech och Suergen iwwert de geplangten Investitiounsschutz an och déi sougenannten „regulatory corporation". Vill fäerten, dass d'Amerikaner d'Europäesch Unioun iwwert den Dësch zéie wäerten.

Mä den TTIP huet och eng aner Säit, vun där een net vill ze héiere kritt. Béid Säite vum Atlantik géifen a kéinte vun esou engem Traité och profitéieren. Mir Europäer kéinte méi staark eis Produiten op den amerikanesche Maart bréngen. Architektebüroen, Ingenieursbüroen, Designerbüroen, all Zorte vu klenge Betriber, besonnesch eis kleng a mëttelstännesch Betriber, also net nëmme grouss Konzerner, kéinten ouni Hürden an den USA hir Produiten oder zumindest hir Servicer ubidden.

Zu de Grousskonzerner, ech mengen, déi brauche keen TTIP. Déi brauche weder en ISDS nach en TTIP, déi kënne sech ëmmer arrangéieren. Mä et sinn déi kleng Betriber an et sinn d'mëttel Betriber, fir déi, mengen ech, TTIP eng Méiglechkeet wär, wann et e gudden TTIP gëtt. Et sinn déi, déi vill Leit och astellen an déi vill Aarbechtsplaze kreéieren. A wann déi nei Chancë kréien op anere Mäert, dann, mengen ech, hätte mer Europa e Schrëtt no vir bruecht. Mat TTIP kënne mer och als Europäer weltwäit Normen an onsem Sënn beaflossen, anstatt déi vun aneren, wéi zum Beispill vu Chineesen oder vun Inder, beaflossen ze loossen.

Et ass mir als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun ganz wichteg, dass mer deen Dossier hei a permanentem Dialog mam Ausseministère a mat senge Mataarbechter verfollegen. Dat ass wichteg. Mir haten en Hearing dozou. Mir hate souguer en zweeten Hearing mat der zoustänneger Kommissärin heibannen. Dee permanenten Dialog ass wichteg. Et ass wichteg, dass déi national Parlamenter deen Dossier mat suivéieren. Wa mer den TTIP an eiser Chamberskommissioun diskutéieren, an der Plénière oder mat eise Wieler, kënne mer hëllefen opzeklären, ëm wat et geet, och mat Äre Wieler, mat alle Wieler. An da musse mer d'Suerge vun eisen Interlocuteuren och eescht huelen.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer et fäerdegbréngen, e Fräihandelsofkommes mat den USA ofzeschléissen, dat net nëmme gutt ass fir d'Mäert, mä virun allem wa mer kënnen en TTIP ofschléissen, dee gutt ass fir d'Mënschen, déi an deene Mäert liewen an déi an deene Mäert schaffen, da wäerte mir als LSAP kee Problem mat TTIP kréien, wann en emol bis fäerdeg ausgehandelt um Dësch läit.

Ech sinn net mat der Anti-TTIP-Bewegung d'accord, dass een einfach esou d'Verhandlungen net soll poursuivéieren a stoppe soll. Mir hu Verantwortung als Politik, als gewielte Volleksvertrieder, dës Verhandlungen opmierksam ze suivéieren. Mir mussen, an dat maache mer och, rout Linnen zéien. A mir mussen eis sozial an ekologesch Standarde verdeegegen.

Der Anti-TTIP-Bewegung muss een awer ganz héich urechnen, dass se d'Politik a virun allem och d'Bierger opmierksam gemaach huet, fir an deem heiten Dossier ganz, ganz vigilent ze bleiwen. An et ass och hir ze verdanken, dass et zu där grousser Transparenzoffensiv komm ass vun der Europäescher Kommissioun.

Wéi stoung et an engem „Spiegel"-Artikel? „Viel ist schiefgelaufen. Noch ist es Zeit, die Fehler zu korrigieren." Do solle mer als Lëtzebuerger Présidence am Dossier TTIP usetzen. Et ass also derwäert, als Europäer e gudde Fräihandelsaccord mat auszeschaffen. Wa mer net matmaachen, wéi gesot, da kréie mer an Zukunft d'Regele vun aneren diktéiert. Wéi gesot, wann et e gudden TTIP gëtt, kënne mer all heibannen zefridde sinn. A wann et e schlechten TTIP gëtt, wann e schlecht Resultat erauskënnt, sinn ech iwwerzeegt, dass mer hei och kee Problem wäerte kréien, fir alleguer dergéint ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op eis Présidence kënnt an deenen nächste Méint och eng weider wichteg a schwiereg Aufgab zou an de Beräicher nohalteg Entwécklung an Emweltschutz. Et stinn hei zwee grouss Rendezvousen un, wou d'Présidence eng Koordinatiounsroll um Niveau vun der EU muss iwwerhuelen. Dat ass de Sommet vun der nohalteger Entwécklung am September zu New York, mat der Post-2015-Agenda, wou jo aus den „millennium development goals" déi sougenannten „sustainable development goals" gemaach ginn. An dann ass et och déi 21. Konferenz vun de Signatairë vun der Kaderkonventioun vun de Vereenten Natiounen zum Klimawandel, COP21, déi am Dezember zu Paräis stattfënnt.

Et gëtt e grousse Konsens, dass all eis Politicke sech missten um Prinzip vun der Nohaltegkeet ausriichten. Mir wëssen all, wa mer iwwerliewenswichteg natierlech Ressourcen iwwerstrapazéieren, dass dat op d'Käschte vun de kommende Generatioune geet an dass mer iergendwann u Grenze stoussen, an déi Grenze sinn net verhandelbar, an dass mer am Fong un deem Aascht seeën, op deem mer sëtzen.

Soubal et dann awer konkret gëtt a mer fräiwëlleg a preventiv Aschränkunge missten akzeptéieren, fir deem Prinzip gerecht ze ginn, da fänken d'Verhandlungen un. Wéi vill Naturschutz brauche mer wierklech? Musse mer op e wichtege Projet verzichte wéinst enger Fliedermaus oder enger Wëllkaz? A wat däerf dat alles kaschten?

Um internationalen Niveau, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass dat net aneschters. An den TTIP, fir nach eng Kéier dorop zréckzekommen, ass och e gutt Beispill heifir. Eent vun de stäerksten Argumenter vun de Géigner vum TTIP ass d'Angscht, dass eis Ëmweltstandarde bei deene Verhandlungen a Fro gestallt kéinte ginn. An dat ass och normal a richteg esou, well d'Zil vun engem Fräihandelsaccord ass et, par définition, fir Handelsbarrièren ofzebauen. An dorënner falen nun eemol och Aschränkungen, déi mer dem Handel am Intérêt vun enger nohalteger Entwécklung wëllen operleeën.

Eng vun deene groussen Erausfuerderunge wäert et sinn, ënner anerem, an dëse Verhandlungen de politesche Spillraum ze verdeedegen, dee mer och an Zukunft wäerte brauchen, fir natierlech Ressourcen, d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun eise Bierger kënnen effikass ze schützen. Dëst war just e Beispill dofir, dass den Ëmweltschutz en transversaalt Thema ass, wat muss a ville verschiddenen Diskussioune mat erafléissen an dann och deen néidege Stellewäert zougestane kréien.

Ech wëll net am Detail op déi eenzel Dossieren agoen, wou an der Kontinuitéit vun den Efforte vun deene leschte Jore weider Fortschrëtter gemaach musse ginn, wéi zum Beispill am Dossier Loftverschmotzung a Biodiversitéit. Ech wéilt virun allem ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass et eis gelénge, déi enk Verbindung an Interdépendance vun Ëmwelttheme mat anere politeschen Themen an alle Verhandlunge präsent ze halen. Mir musse léieren, fräiwëlleg Aschränkungen an Ausgaben am Intérêt vum Naturschutz net als Belaaschtung, mä als Investitioun fir d'Zukunft ze gesinn.

Mir wëssen, wéi deier et gëtt, d'Konsequenze vun der Iwwernotzung vun den natierleche Ressourcë spéider erëm auszegläichen. Mir wëssen, dass preventiv Moossname méi bëlleg ginn. A wat mer méi laang waarden, fir ze handelen, wat et méi deier wäert ginn. Aus ekonomescher Siicht ass dat eng Schold, fir déi mer héich Zënse musse bezuelen a wou d'Zënse schnell usteigen, wann d'Lafzäit vun der Schold verlängert gëtt. Et ass dofir ganz wichteg, dass mer déi Efforte maachen, fir dësen Aspekt kloer an eiser Budgetspolitik auszeweisen. An ech hoffen och, dass et eiser Regierung wäert gelénge, dat och am Kader vun deem sougenannte Greening vum Semestre européen ze erreechen.

Deeselwechte Prinzip gëllt selbstverständlech fir déi komplex Dossiere vu Klimaschutz a vun eiser Energiepolitik. An dësem Beräich steet jo um Enn mat der Konferenz zu Paräis e ganz wichtege Rendez-vous un. An et läit net zulescht un der Présidence, derfir ze suergen, dass dës Verhandlunge gutt preparéiert ginn an eng Chance bidden, fir zu engem dréngend noutwendegen, ambitiéisen internationalen Accord ze kommen.

An et ass och kloer, dass mer parallell eis eegen Efforten an deene Beräicher mussen iwwerpréiwen. An d'Chamber wëllt dat souwuel um nationale Plang wéi och um internationale Plang ganz enk begleeden. Dofir ass et gutt, dass mer hei als Chamber eis Sous-commissioun beoptragt hunn, fir sech domadder ze befaassen.

Et ass wichteg, dass d'EU am Beräich Klimaschutz an Energiepolitik eng Virreiderroll anhélt an hir Ambitiounen héich hält, net zulescht fir kohärent ze si mat deenen Efforten, déi mer an anere Beräicher, besonnesch am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht, maachen.

Ech sinn dofir frou, dass eis Présidence zesummefält och mam Europäesche Joer fir Entwécklung, well dat hëlleft, den Impakt vun eise Politicken an anere Beräicher, notamment am Klimaschutz, op eis grouss Ziler vun der Entwécklungszesummenaarbecht siichtbar ze maachen.

Europa an der Welt stäerken ass och eng vun de Prioritéite vun eiser Présidence, déi sech och aschreift an de Programm vum Här Juncker senger Kommissioun.

Mir hunn et gesot a mir wëssen et, a mir hunn dat och diskutéiert an eiser aussepolitescher Kommissioun an och schonn heibannen an et ass vu Virriedner gesot ginn: Déi geopolitesch Situatioun huet sech staark verännert. Mir wëssen, wat am Süde geschitt vun Europa, mir wëssen, wat am Oste vun Europa geschitt. Mir hate virun zwou Wochen d'Haute Représentante, d'Madame Mogherini, hei, mat där mer dat diskutéiert hunn.

Interessant war och, dass mer an deem Trio présidentiel jo mat den Italiener zesumme waren, wou ganz vill no der Problematik am Süde gekuckt ginn ass, a mat eise lettesche Frënn, wou da méi op d'Problematik am Oste gekuckt ginn ass, wou jo och de Sommet vum Partenariat oriental zu Riga war. Ech mengen, dat war gutt. Mä mir mussen als Lëtzebuerg vläicht versichen, dass mer als Europäer wëssen, dass déi zwee Problemer genausou wichteg sinn, dass eis Baussegrenzen ze schützen am Süde genausou wichteg ass, wéi eis Baussegrenzen am Osten ze schützen. Mir sollen do Europa zesummebréngen an Europa net diviséieren. An ech mengen, dat ass och eng wichteg Roll an deem Kapitel vun der europäescher Aussepolitik.

An ech mengen, et gëtt jo och interessant, wann elo de Conseil am Juni dat Mandat gëtt, fir dass d'Haute Représentante kann eng nei Politik, eng nei Strategie entwéckele vun der europäescher Aussepolitik. An ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Asselborn mat senger Erfahrung och do kann hëllefen.

De Conseil conféréiert jo och nach eng aner Rei Mandater, wat d'Politique de sécurité et de défense commune ubelaangt, déi ganz Coopération en matière de défense. Ech mengen, och do ass et interessant, déi Dossieren ze suivéieren. An do freeën ech mech, wann de Minister virun de Conseilssëtzungen an no de Conseilssëtzunge bei eis an d'Kommissioun kënnt, da kënne mer dat do diskutéieren.

Genausou wéi et interessant ass ze verfollegen, dass, wéi mer jo wëssen, d'Kommissioun d'Politique européenne de voisinage, d'europäesch Noperschaftspolitik wëllt nei schreiwen. Do leeft am Moment eng grouss Consultatioun vun der Kommissioun. An do sollen och um Enn vum Joer Texter kommen. Och do freeën ech mech, dass mer dat kënne mat begleeden.

Ech wollt ganz zum Schluss zwee Wuert zur parlamentarescher Dimensioun vun der Présidence soen. Mir wäerten als Chamber aacht gréisser Versammlungen organiséieren an dofir wëll ech schonn direkt all eise Mataarbechter, a besonnesch deene Mataarbechter vun eisem Service international a vun eiser Cellule européenne, Merci soe fir déi Organisatioun am Virfeld. Dat ass scho vill Aarbecht, fir dat ze preparéieren. Et gëtt nach méi Aarbecht, wa mer dat mussen duerchzéien. Mir hunn eng kleng Administratioun, mä mir hunn awer eng Administratioun, déi do ganz effikass ass.

Mir hunn, niewent deenen interparlamentaresche Sitzungen, déi mer musse maachen, wéi d'COSAC oder d'Conférence interparlemen-

taire pour la politique étrangère et de sécurité commune oder wéi d'Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, déi mer kuerzerhand Artikel 13 nennen, déi Sitzunge musse mer presidéieren - an och do gëtt dat eng flott Aarbecht fir eis an do musse mer all matschaffen -, an do derniewent fannen ech et ganz interessant och, an dat ass ënnert dem Impuls vum Chamberspresident, dass mer eng grouss interparlamentaresch Versammlung organiséieren, wou et ëm déi sozial Dimensioun vun Europa geet, wou et ëm deen Triple-A social geet. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

An da wäert d'aussen- an europapolitesch Kommissioun nach um Enn vum Joer, um Enn vun der Année européenne du développement eng interparlamentaresch Versammlung organiséieren, wou mer iwwert déi nei Weeër schwätzen, déi ze goe sinn no der Post-2015-Agenda an der Entwécklungspolitik, an der Entwécklungszesummenaarbecht. Ech mengen, dat ass ganz flott, dass mer dat wäerte maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi nächst sechs Méint ginn net nëmme spannend fir eis Regierung, net nëmme spannend fir eis Diplomaten, eis Fonctionnairen, an net nëmmen déi aus dem Ausseministère, mä déi aus alle Ministèren, deenen ech vun hei aus och wëll Merci soen, mä si ginn och spannend fir eis heibannen am Haus. Mir wäerte gefuerdert ginn.

Mir sollen an eise Kommissiounen, net nëmmen an der aussen- an europapolitescher Kommissioun, mä an alle Kommissiounen, eis Ministere froen, wat an de Conseilen um Ordre du jour ass, mat hinnen diskutéieren, se virun de Conseilen an d'Kommissiounssitzungen invitéieren, se duerno an d'Kommissiounssitzungen invitéieren. Et ass esou, wa mir hei am nationale Parlament eis intensiv mat deene Froe beschäftegen, wéi mer och Europa kënnen eise Biergerinnen a Bierger méi no brëngen.

Ech hoffen, dass dës Présidence, an och déi parlamentaresch Dimensioun vun där Présidence hei, eis all motivéiert als Deputéiert, niewent eiser lokaler, niewent eiser regionaler an niewent eiser nationaler Dimensioun och eis europäesch Dimensioun auszebauen, an dass mer an deenen nächste Joren an deem Sënn kënne weiderschaffen an déi europäesch Sujeten hei mat eisem Aussen- an Europaminister permanent kënnen diskutéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Angel. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech soe fir d'Éischt dem Här Ausseminister Merci fir déi ganz flott a lieweg Presentatioun vun deem ganz ambitiéise Programm, deen d'Présidence sech ginn huet fir déi nächst sechs Méint. An ech kann him och elo schonn net nëmme vill Erfolleg dobäi wënschen, mä him natierlech och ons Ennerstëtzung zousoen, net nëmmen him, mä der ganzer Regierung natierlech, well hei si besonnesch och d'Fachministeren, an eng ganz Rei, besonnesch gefuerdert, well et ass, wéi Dir et ganz richteg sot, net d'Présidence vun der Regierung, et ass d'Présidence vum Lëtzebuerger Land. A mir hunn also alleguerten all Intérêt drun, fir matzehëllefen, datt dat wierklech zu engem Erfolleg gëtt.

An ech wéilt an deem Zesummenhang hei drun erënneren, wat 2005 déi deemoleg Oppositioun der Regierung ugebueden hat, well, wann ech soen, oder wa mir feststellen, datt et eng Erausfuerderung ass fir d'Regierung an d'Ministeren, dann ass et och eng Erausfuerderung fir d'Beamten, dat heescht fir all d'Verwaltungen.

Deemools, 2005 am Januar, hat déi deemoleg Oppositioun, déi mer gutt bekannt war, der Regierung offréiert ze soen, datt an deene sechs Méint vun der Présidence si géif wierklech oppassen, fir eben d'Beamten an d'Verwaltungen net onnéideg ze belaaschte mat verschiddene Froen an aneren Ufroen.

Ech wollt dat just hei nach eng Kéier soen, well ech mengen, datt dat an esou engem klenge Land wéi onsem, dat drop ugewisen ass, datt mer zesumme wierklech den nationale Succès am Vierdergrond halen, scho wichteg war.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Verschidden Ausso vum Här Mosar kéinten dorop schléissen, anerer an déi aner Säit. Mä bon, ech liewen alt nach ëmmer, ech sinn Optimist an hoffen, datt dat och vun der jëtzeger Oppositioun esou gesi gëtt.

Léif Kolleegen, haut, mengen ech, ka kee sech méi Lëtzebuerg ouni d'Europäesch Unioun virstellen. An natierlech och de Contraire! Mir wëllen ons och keng Europäesch Unioun ouni Lëtzebuerg virstellen. Well, an dora si mer ons och ganz sécher eens, onst Land huet ganz vill vun Europa profitéiert an ons Zukunft hänkt virun allem ganz vill vun dem Succès vun Europa of, vun deem, wéi Europa sech weider wäert entwéckelen.

Als Matgrënner vun deem Projet, deen 1952, d'ailleurs virun allem hei an dëser Stad, den Ufank fonnt huet, d'CECA, vun där déi éischt Sitzungen am Gemengenhaus vun der Stad Lëtzebuerg waren, där hire Geriichtshaff sech am Cercle etabléiert hat, bedeit dat natierlech och fir ons alleguerten eng besonnesch Verantwortung. An an de kommende Méint wäerte mir dëser Verantwortung nees eng Kéier gerecht ginn an d'Présidence vum Conseil iwwerhuelen.

An obschonns et dës Kéier déi zwieleft Présidence ass, bleift et awer eng ganz besonnesch Erausfuerderung, well sech de Kontext vun dëser Présidence an esou munchen Hisiichte vun deenen aneren ënnerscheet: éischtens, den institutionelle Kader, dee mam Lissabon-Traité geännert ginn ass. Den Här Minister ass dorop agaangen. Dës Kéier si mer zesummen an engem Trio mat Italien a Lettland, Länner, déi virun ons eben d'Présidence haten a mat deene mir ons koordinéieren, fir d'Prioritéite festzeleeën.

An trotzdeem kann a soll d'Présidence nei Impulser ginn, nei Impulser, fir Dossiere weiderzebréngen, Impulser fir d'Memberlänner op Sujeten zesummenzebréngen, op deene se vläicht net esou direkt zesummen eens sinn.

An och déi wirtschaftlech Lag ass eng ganz aner wéi déi 2005. Nëmme ganz lues erhëlt d'Europäesch Unioun sech nämlech vun enger Finanz- a Wirtschaftskris, déi onse Kontinent a seng Bierger schwéier getraff huet. An dofir ass et grad wichteg, de Gestaltungsspillraum, dee mir elo hunn, esou ze notzen, fir dozou bäizedroen, deenen europäeschen Ekonomien nees op d'Been ze hëllefen.

Mir däerfen och net vergiessen, datt esou eng Présidence onsem Land eng gewësse Visibilitéit no bausse gëtt, déi net ze ënnerschätzen ass. Mir sollen déi Tribün och konsequent notzen a weisen, datt den europäesche Projet net de Problem duerstellt, mä, au contraire, datt en d'Léisung zu grousse Problemer ass.

D'Äntwerten nämlech op d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert, ewéi de Klimawandel, d'Ressourcëknappheet oder déi weider zouhuelend Globaliséierung, kënne mir nëmmen zesummen ugoen. Op sech eleng gestallt ass kee Land aus der Europäescher Unioun staark genuch, fir laangfristeg d'Zukunft an de Wuelstand vu senge Bierger sécherzestellen. An dëst gëllt natierlech virun allem fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg.

Ausserdeem wäert d'Présidence onst Land fir sechs Méint an de Mëttelpunkt vun Europa stellen. Dat ass eng grouss Chance, déi mer kréien, fir onst Land no bausse bekannt ze maachen a virun allem och ons Stäerkten an de Vierdergrond ze stellen a vun deem Image ewechzekommen, deen de Mëtteg och schonn hei erwähnt ginn ass, en Image, wéi wa Lëtzebuerg näischt aneschters wier wéi eng Finanzplaz.

Madame President, de Programm huet den Titel «Une Union pour les citoyens». An d'Lëtzebuerger Présidence, esou de Programm, wäert, am Aklang mat hiren Traditiounen an Iwwerzeegungen, sech beméien, de Bierger an de Mëttelpunkt vun hirem Uleies ze setzen an derfir ze suergen, datt an alle Politikberäicher vun der Europäescher Unioun déi reell an déi direkt Interesse vun de Bierger berücksichtegt ginn. Dëst ass eng Geleeënheet, fir dem Bierger bei ons, awer och am Rescht vun der Europäescher Unioun ze beweisen, datt net alles, wat vu Bréissel kënnt, schlecht ass, mä och a sengem eegenen Interessi, an datt eng gutt Zesummenaarbecht op europäeschem Niveau eng ganz Partie Domäner vun onsem Alldag positiv beaflosse kann.

Villes, wat mer haut als selbstverständlech hinhuelen, huet säin Ursprong nämlech an dëser Kooperatioun. An dach, de Statistiken no fanne 70% vun den europäesche Bierger, datt d'europäesch Legislatioun ze schwéierfälleg an ze komplizéiert wier. Jo, et ass och wouer, net ëmmer ass den europäeschen Niveau deen, deen ubruecht ass, fir Léisungen op Problemer ze proposéieren. An dofir ass den interinstitutionellen Accord „Mieux légiférer" och gutt, well dee soll jo ebe just dëse Problem ugoen a wierklech dem Problem op de Grond goen.

Den Entscheedungsprozess vun der EU muss méi biergerno a méi transparent gestalt ginn an op de Bierger duergoen. Dat hutt Dir Iech virgeholl. Dat huet d'Lëtzebuerger Regierung sech virgeholl, an doranner hutt Dir ons voll Ennerstëtzung, well d'Vertraue vun de Bierger an d'Stäerkte vun der Europäescher Unioun nees hierzestellen, ass eng prioritär Aufgab, well et ass nun eemol ganz einfach d'Basis vun enger demokratescher Gesellschaft.

Madame Presidentin, ech géif haut gäre just op e puer Aspekter vun där europäescher Politik agoen, déi eis um Häerz leien. Et sinn der scho vill hei ugeschwat ginn, an ech versichen, mech dofir vläicht méi kuerz ze halen, mä wichteg Punkte ginn et der awer, déi ech wëll ervirsträichen. An deene leschte Méint a Joren hat Europa net ëmmer en einfache Stand: eng international Finanzkris, déi eis all zolidd getraff huet, d'national Budgeten, déi net alleguerte gesond waren a weiderhin och net gesond sinn, Chômagetauxen, déi explodéiert sinn, a Krich virun eiser Dier. Dat ass e ganz gefäierleche Mix.

Ech hu virdrun d'CECA ugeschwat, och eben, fir un déi wirtschaftlech Wuerzele vun der Europäescher Unioun ze erënneren. Mir mussen also derfir suergen, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir datt eben ons europäesch Ekonomien an der Zukunft nees méi staark sinn. Déi meescht wirtschaftlech Indicateure weise jo, Gott sei Dank, liicht no uewen. Mä net all déi europäesch Länner sinn iwwert de Bierg; mir wëssen et. Hei ass et, wou d'Politik Verantwortung iwwerhuele muss. Mir mussen de Kontext schafen, fir datt weider investéiert gëtt, net einfach ëm dem Investissement wëllen, mä fir datt eis Betriber Leit astelle kënnen, fir datt mer de Chômage an de Grëff kënne kréien, de Chômage, dee Gëft fir all Demokratie ass.

Den Triple-A gëtt ugestrieft. Jo, dat ënnerstëtze mir. An an deem Sënn ginn ech och just e puer Beispiller, wéi mer Europa an deem Sënn kënne weiderbréngen. Den europäeschen Investitiounsplang ass e gudde Start. An e gëtt jo hei zu Lëtzebuerg vun der BEI gesteiert. Tëschent 2015 an 2017 wäerten esou 315 Milliarden Euro an eis Ekonomien investéiert ginn. Dat ass e staarkt Zeechen. Et ass wichteg, datt mer eis Wirtschaft haut fit maachen, andeems mer Infrastrukture bauen, déi eis et muer erlaben, kompetitiv ze bleiwen, awer och Investitioune virun allem an de Capital humain maachen, an eis Jugend; ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Lëtzebuerg wäert awer och Efforten am Kader vun der Europäescher Unioun an der OECD maachen an aktiv ënnerstëtzen, fir eng méi transparent Finanzwelt ze schafen. Ech denken do besonnesch un d'BEPSen, eng Initiativ vun der OECD, wéi Der wësst, déi bei de Betriber fir méi Steiergerechtegkeet soll suergen, an un den Informatiounsaustausch bei der Besteierung.

An deene leschte Jorzéngten hu mer eis eng staark Finanzplaz hei am Land opgebaut. An dat ass och gutt esou, well dovun hu mer alleguerte profitéiert. A wa mer et fäerdegbréngen, eis weiderzëentwéckelen, eis nei opzestellen, da kënne mer dat och an deenen nächste Jore weider esou bedreiwen, an eist Land an eis Bierger virun allem kënne profitéieren dovun. Mir zielen do ganz staark op den Asaz vun eisem Finanzminister, dem Minister Gramegna, well hie wäert do eng ganz Rei wichteg Décisiounen an Entrevuë musse féieren.

Jo, eis Banke sinn an der Finanzkris schwéier getraff ginn. Dofir ass et elo esou wichteg, strukturell Reformen an deem Secteur weiderzedreiwen. D'Banke spillen nämlech, dat soll een ni vergiessen, weiderhin eng ganz wichteg Roll, fir d'Kapital dohinner ze leeden, wou et am meeschte gebraucht gëtt. A mir brauchen d'Banken, fir eiser Ekonomie weiderzehëllefen, eisen Entrepreneuren déi Prêten ze ginn, déi se brauchen, fir hir gutt Iddien ëmzesetzen an domat Aarbechtsplazen ze schafen.

A wou mer bei eisen Industrië sinn: Hinne musse mer och hëllefen, fir sech opzestellen, an dat duerch sektoriell Aktiounspläng, déi eis Betriber kompetitiv maachen. Ech erënneren an dësem Kontext un de Programm «Horizon 2020», dee sech speziell op d'Recherche an d'Innovatioun konzentréiert, well do läit d'Zukunft.

Madame Presidentin, niewent deem Wirtschaftlechen ass et fir eis awer och kloer, datt een nëmme laangfristeg héich Liewensstandarde garantéiere kann, wann een e staarkt sozialt Europa opbaut, well dat Sozialt an dat Ekonomescht stinn net am Widdersproch. Au contraire, si brauchen een deen aneren, fir Wuelstand a soziale Fridden ze garantéieren. An ech erënneren un dat, wat de Premier, de Xavier Bettel, dem President Hollande gesot huet, wéi dee viru Kuerzem hei op Besuch war, wou e sot, wuertwiertlech: «Nous avons besoin d'une Europe à dimension sociale forte, et c'est un libéral qui vous le dit.» Dat huet den Här Hollande natierlech gutt mat heem geholl.

Och hei e puer Beispiller nëmmen, wéi ee sech dëst staarkt Europa, soziaalt Europa virstellt: Mir brauchen eng Politik, déi Zukunftschancë bitt, besonnesch bei der Educatioun an an der Formatioun. Wann eis Kanner haut gutt op d'Aarbechtswelt vu muer virbereet ginn, dann, jo nëmmen dann, gi mir hinnen eng echt Startchance, aus där si eppes maache kënnen.

An deem Zesummenhang wëll ech och drop hiweisen, datt déi digital Kompetenzen hautdesdaags jo ëmmer méi wichteg ginn. Et ass scho vun alle Riedner dorop higewise ginn. Den Educatiounsminister huet jo och dofir schonns an deene leschte Wochen eng ganz Rei Efforte gemaach, fir eis Kanner op den digitalen Zäitalter virzebereeden. An um europäesche Plang, jo, do brauche mer den digitale Marché unique, fir datt dee fragmentéierte Marché vun 28 Länner ee staarke Marché gëtt, fir eis esou Chancen ze gi vis-à-vis vun eisen asiateschen an amerikanesche Konkurrenten.

Eis läit awer och ganz vill drun, d'Performance vum Aarbechtsmarché selwer ze verbesseren, ënner anerem bei der Transitioun vun der Schoul an d'Aarbechtswelt. Déi zwou Sphäre mussen openeen ofgestëmmt ginn, esou, datt eis Kanner dat léieren, wat hinnen dann herno och weiderhëlleft. Esou ass zum Beispill d'Insertioun vun de Jonken an d'Aarbechtswelt mat der Garantie pour la jeunesse vereinfacht ginn. An op dësem Punkt muss Europa weider um Ball bleiwen.

Hei am Land hu mer et fäerdegbruecht, de Sozialdialog erëm ze beliewen. An och op europäeschem Niveau brauche mer eng Diskussioun tëschent alle Sozialpartner iwwert d'Zukunft vun eiser Unioun. Et ass wichteg, datt ee sech zesummen un een Dësch setzt, fir ze kucken a fir driwwer ze schwätzen, wat een am beschte Sënn am Intérêt vun de Leit ka maachen. An ech begréissen dofir ausdrécklech déi Initiativ, déi vun der Regierung geholl ginn ass, fir dat eben och hei ze maachen, besonnesch och am Kader vun dem TTIP. Dat ass schonn hei ugeschwat ginn, an ech kommen nach drop zréck.

Madame Presidentin, Europa ass keng Insel a wat baussent eise Grenze geschitt, muss eis all eppes ugoen. An do ass jo momentan villes, jo, villes, wat eis Suerge mécht. A Syrien sinn iwwer zéng Milliounen op der Flucht, am Land selwer an doriwwer eraus och. Nach méi no bei eis a Libyen kann een net wierklech méi vun engem Stat schwätzen. An nach méi no, an der Ukrain, jo, do ass Krich.

Do, wou mir ons, nom Fall vum Eiserne Virhang an nom Krich um Balkan déi lescht Joren iergendwéi ageriet haten an och wollten dru gleewen, datt d'Demokratie an de Rechtsstat, och wa se heiansdo gehippt hunn, nees géifen Anzuch halen, musse mer gesinn, datt dat nach net alles esou ass.

Mir wësse spéitstens säit dem Ausbroch vun der Ukrain-Kris, wéi zerbriechlech de Fridden op eisem Kontinent ass. An ech erlabe mer hei op dëser Plaz, op d'Analys zréckzekommen, déi meng Kolleegin Anne Brasseur am November während der aussepolitescher Debatt hei gemaach huet, an déi Analys ze widderhuelen, nämlech d'Ukrain-Kris, huet se gesot, wier eng Kris, déi virun eise Grenzen natierlech wier an déi ons géif erlaben och oder ons och géif zwéngen, de Bléck op eis selwer ze werfen. Während nämlech europäesch Fändelen iwwert der Maidan-Plaz zu Kiew geflattert sinn, sinn op där anerer Säit, dat heescht bei eis, vill vun eise Bierger net méi sécher, ob si an der Europäescher Unioun nach hir Plaz hunn. An anere Wierder: Déi, déi dra sinn, wëssen net, ob se nach wëlle bleiwen, an déi, déi net dra sinn, wëllen drakommen.

Wéi ech dat schonn am Ufank vu menger Ried betount hunn, musse mir bannent eise Grenzen an de kommende Jore beweisen, datt déi europäesch Integratioun deen eenzeg richtegen an durabele Wee ass. An ech sinn iwwerzeegt, datt hei och déi Lëtzebuerger Présidence mat all de Mëttelen, déi hir zur Verfügung stinn, deem wäert nogoen, well vill steet um Spill.

Mir hu virun e puer Deeg besonnesch drun erënnert: Mir haten elo 60 Joer Fridden an de Wuelstand, deen opgebaut ginn ass. Mä d'Garantie dovun, dofir musse mer all Dag nees eis selwer asetzen.

Wéinst deem am Moment besonnesch komplizéierten internationale Kontext muss d'Europäesch Unioun elo also och als internationalen Akteur nees méi wouergeholl ginn. Et ass net nëmmen un der Zäit, sech ze positionéieren, mä et ass un der Zäit ze handelen.

Europa, mir wëssen et, ass eng Wäertegemeinschaft, an där d'Mënscherechter ganz grousségeschriwwe ginn. An déi Wäerter dierfe keng Grenze kennen, besonnesch an der Flüchtlingsproblematik. Vill ze laang huet Europa nogekuckt. A leider huet et zu enger vun deene gréisste Katastrophe misse kommen, fir datt endlech konkret gehandelt gëtt. D'Rettung vun de Flüchtlingen an Nout ass keng Optioun, mä et ass eis Flicht. An ons Présidence gëtt hei gefuerdert. A si ass sech däers jo och bewosst.

Och d'Quoteverfahre wäert ënnert der Lëtzebuerger Présidence zum Thema ginn. D'Verhandlunge wäerte ganz sécher net einfach ginn. Mä ech kann et nëmme widderhuelen: Hei ass Solidaritéit gefuerdert, Solidaritéit mat deene Leit - an de Minister huet et a ganz treffende Wierder gesot -, déi heihinnerkomm sinn, well se vun doheem ewech hu misse goen, well hiert Liewen, hiert Liewen an dat vun hire Kanner um Spill stoung a well se ëner mënschenonwierdegen Emstänn wierklech och nach hir Heemecht hu misse verloossen.

A mir mussen ophalen, déi Problematik esou ze behandelen, wéi wann et elo eng Urgence wier. Et ass nämlech keng! Et ass e strukturelle Problem mat enger Rei vu ganz evidenten Ursaachen. Jo, an d'Ursaachen, mir kenne se: Krich, Aarmut, Aussiichtslosegkeet fir déi Leit a Korruptioun. An doduerch wäert och den Undrang ganz sécher net erofgoen. Biergerkricher a Misär op anere Kontinenter wäerten nach jorzéngtelaang Konsequenzen an Europa mat sech bréngen. An ech sinn dofir frou, datt eng vun de Prioritéite vun dëser Présidence d'Bekämpfung vun de Schlepperbanden och ass, déi vun dem Misär vun dëse Leit profitéieren.

An ech wéilt och nach eng Kéier zréckkommen op déi Réseaue vun der organiséierter Kriminalitéit, déi vun der Vulnerabilitéit vun de Mënschen einfach profitéieren. Ech hat dat och schonn a menger Ried, déi ech hei gefeiert hunn iwwert d'Prostitutioun, ervirgestrach, an ech si frou ze héieren an ech hoffen et op alle Fall, datt och dat eng vun de Prioritéite vun der Présidence ass, dat heescht, d'Zesummenaarbecht zwëschen de Memberlänner op dem Gebitt an um Niveau vun der Police, fir dës Schlepperbanden ze ënnerbannen.

An erlaabt mer, och nach hei op ee Punkt anzegoen. Mir wësse leider, datt eng Rei vu jonke Leit bei eis, a méi nach an eisen Nopeschlänner, hiert Emfeld verlooss hunn, fir sech terroristesche Gruppen am Irak an a Syrien unzeschléissen. An et kann een et net verheemlechen: Hiert potenziellt Zréckkomme stellt besonnesch Erausfuerderungen duer. An deem Sënn ass d'Fro vum Terrorismus baussent eise Grenzen eweí awer och bannent eise Grenzen en Thema, wat d'Présidence sécher beschäftege wäert, an dat, fir d'Sécherheet vun onse Bierger ze garantéieren, ouni awer hir Grondrechter ze opferen.

Madame Presidentin, dëst Joer ass och d'Europäescht Joer vun der Aide au développement. A ganz kuerz, ech brauch kengem et heibannen ze soen, mir wëssen, datt Lëtzebuerg do eng Virreiderroll an der Europäescher Unioun, mä och op internationalem Plang spillt. An ech hoffen nëmmen, datt Lëtzebuerg eben an där Problematik seng Roll wierklech weess ze spillen, fir déi aner Akteuren eben och op e Konsens ze bréngen, fir e Solidaritéitsbäitrag ze schafen a fir datt och jiddweree säi Solidaritéitsbäitrag wierklech brengt.

Madame Presidentin, nach zum Schluss kuerz lwwerleeungen zum TTIP. En ass hei vun allen Orateuren ugeschwat ginn. Mir wëssen alleguerten, datt den TTIP op ville Plazen op Kritik stéisst, besonnesch bei der Zivilgesellschaft, mä net nëmmen, mä net nëmmen! Dës Regierung an och dëst Parlament hu vun Ufank un dës Problematik eescht geholl an hunn Transparenz gefuerdert.

Jo, den TTIP, wann e gutt ausgehandelt gëtt, kann Opportunitéite bidden, kann Opportunitéite bidde fir Aarbechtsplazen. Mä e kann awer och, an dat kënne mer net matmaachen, e kann och Gefore beinhalten. An et kann net sinn, datt mir eis europäesch héich gestallt wirtschaftlech, sozial an Emweltreglementatioune géifen opferen am Kader vun deem TTIP.

Transparenz, och an dem Arbitrage, ass gefuerdert. D'DP géif keng aner Léisung akzeptéieren. Mä loosse mer ofwaarden, wéi wierklech déi Verhandlungen ausginn, fir eng definitiv Äntwert dorop ze ginn! Mä déi dote Kritäre si fir eis absolutt essenziell.

Här Minister, dës Présidence muss eis staark Ugehéiereregkeet zur Europäescher Unioun an zu hire Wäerter zum Ausdrock bréngen. Déi nächst Méint wäerte mat Sécherheet fir Iech a fir Är Kolleegen aus der Regierung keng einfach sinn. Ech denken do un d'Verhandlung mat Griichenland a seng Zukunft an der Eurozon, dem David Cameron seng Ambitiounen, en neien Traité auszehandelen, an och deen uschléissende Referendum a Groussbritannien.

An et ass kloer: Mir kënne kee Rückzug op den nationalen Niveau ënnerstëtzen, well Europa ëmmer nëmmen dann a senger Geschicht weiderkomm ass, wa mer zesummestoungen. Et steet vill um Spill, fir ganz Europa, mä och fir de Prestige vun onsem Land. Déi sechs Méint, déi virun eis leien, musse mer dofir notzen, datt mir dozou bäidroen, eng besser Zukunft ze gestalten.

Mir kënnen dozou bäidroen, besser Argumenter ze fannen, fir d'Bierger ze iwwerzeegen, un den europäesche Projet nees ze gleewen an drun deelzehuelen, fir dëse Projet weider no vir ze bréngen. An ech gleewe fest drun, datt eng «Union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe», wéi dat da schonn am Maastricht-Traité festgehale ginn ass, d'Äntwert op d'Erausfuerderungen, déi virun eis leien, ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Villmools Merci, Madame Polfer. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün: den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Europäescher Unioun geet et net extra gutt. Dem Eurobarometer vum Hierscht 2014 no haten am Joer 2007 57% vun den europäesche Bierger Vertrauen an d'Europäesch Unioun. Am Hierscht d'lescht Joer waren et der nëmmen nach 37%. 2007 waren nach 69% optimistesch iwwert d'Zukunft vun Europa. 2014 waren et der nach 51%. Den Eurobarometer ass d'Spigelbild vun engem acharnéierte Pessimismus an Europa.

An den EU-Länner, déi besonnesch mat wirtschaftleche Krisen ze kämpfen hunn, ass et nëmme méi eng Minoritéit vun de Leit, déi Europa als Chance betruechten. Eng Majoritéit gesäit d'Europäesch Unioun schonn éischter als Belaaschtung. Déi positiv Wäerter, fir déi Europa steet, ginn net méi esou vun de Leit wouergeholl. D'Fräiheet ze reesen, ze studéieren an ze schaffen iwwerall an Europa, déi gemeinsam Währung, jo, souguer d'Tatsaach, datt mer an den EU-Länner a Fridden zesummeliewen, ginn net méi als esou wichteg empfonnt wéi nach virun zéng Joer. D'EU kritt ëmmer méi e Stempel vu Geldverschwendung a Bürokratie opgedréckt.

(Interruption)

Och wann et net ëmmer einfach ass: déi gréng sinn iwwerzeegt Europäer! Mir gleewe weiderhin, datt eis Zukunft hei zu Lëtzebuerg an um ganzen europäesche Kontinent an enger staarker Europäescher Unioun läit.

An och wann ee mat Sondagen ëmmer muss virsiichteg sinn, wann een déi interpretéiert, sou musse mer eis awer d'Fro stellen, wéi et ëm déi europäesch Iddi, ëm dat, wat de Jeremy Rifkin als den „europäeschen Dram" bezeechent huet, steet.

Et ass offensichtlech, datt déi allgemeng Situatioun an Europa alles anescht wéi roseg ass. Mëttlerweil hu mer an deenen 28 EU-Memberstate 25 Millioune jonk Leit ënner 25 Joer, déi op der Sich no enger Aarbechtsplaz sinn. A verschiddenen EU-State läit de Chômagetaux fir déi Jonk iwwer 40%. A Spuenien hu schonn méi wéi d'Halschent vun deene Jonke keng Aarbecht méi.

Déi europäesch Scholdekris huet a verschiddene Länner zu desastréise Konsequenze gefouert, Stéchwuert Griichenland: Hei ass de Chômage op 28% geklommen. Bei der Jugend ass en op 60% an d'Luucht geschoss. De Revenu moyen am Land ass dobäi ëm 40% erofgaangen an déi ëffentlech Schold ass vun 124% op 180% vum PIB gewuess. D'Pensiounen a Griichenland sinn drastesch zréckgeschrauft ginn. A bal d'Halschent - ech betounen: bal d'Halschent! - vun alle Pensionäre kréie mëttlerweil just nach eng Rent, déi ënnert dem Seuil de pauvreté relative läit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu kee Wonnermëttel, wéi Griichenland erëm kann ekonomesch op d'Bee gesat ginn. Ech sinn och iwwerzeegt dervun, datt Griichenland selwer nach Efforte muss maachen. Ech kann awer deen Zynismus net méi matdroen, datt d'griichesch Renten nach eng Kéier misste gekierzt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Och an aneren europäesche Länner ass déi wirtschaftlech Situatioun alles anescht wéi gutt: Kroatien, Italien, Zypern a Finnland hunn d'lescht Joer kee Wuesstum vun hirem PIB kënne vermierken. An dobäi ass de PIB net dat eenzegt an och emol oft net ëmmer dat richtegt Instrument, fir de Wuelstand an engem Land ze moossen,…

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …mä och aner Indicateuren deite bäi Wäitem net ëmmer op eng optimal Situatioun hin. Et gëtt zum Beispill och esou eppes wéi den „World Happiness Report", an dora sinn dann och Länner wéi zum Beispill Spuenien, Portugal, Griichenland wäit zréckgefall. Et geet de Leit net gutt. D'Leit sinn net frou. Se si bedréckt an dësen europäesche Länner.

A parallell dozou ass an deene leschte Joren a villen europäesche Länner déi politesch Stëmmung ëmgeschloen. Et kann ee scho vun enger allgemenger Politikverdrossenheet schwätzen. A ville Länner mécht sech eng ëmmer méi grouss europakritesch Stëmmung breet. Dat griichescht Vollek huet zum Beispill am Februar dëst Joer Konsequenze gezunn a bei de Wahlen eng Partei an d'Regierung bruecht, déi versprach hat, Schluss mat enger Austeritéitspolitik ze maachen, déi ënner anerem vun der Europäescher Unioun opgezwonge gouf. Datt d'Europäesch Unioun an den Euro net eleng schold un der desolater Situatioun a Griichenland sinn, huet sech mëttlerweil gradesou gewisen, wéi et sech och gewisen huet, datt ee mat Verspriechen zwar Wahle gewanne kann, awer domat nach net automatesch eng Léisung fir eng problematesch Situatioun fonnt ass.

De Grexit, den Austrëtt vu Griichenland aus der Eurozon an aus der Europäescher Unioun, steet nach ëmmer oder méi wéi jee am Raum. déi gréng sinn der Meenung, datt e Grexit keng Léisung, mä eng Verschäerfung vun de Problemer a Griichenland an Europa géif bedeiten.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Och a Groussbritannien sinn déi euroskeptesch Bewegungen um Wuessen. Den antieuropäesche Populismus fënnt ëmmer méi Zoustëmmung. An et gëtt souguer deemnächst an engem Referendum iwwert d'Méiglechkeete vun engem Brexit, also dem briteschen Exit aus der EU, ofgestëmmt.

déi gréng sinn och der Meenung, datt e Brexit net gutt fir Europa an d'europäesch Iddi ass. De méigleche fräiwëllegen Austrëtt vun engem Memberstat aus der Unioun ass awer eng aner Diskussioun wéi de quasi erzwongenen Austrëtt vun engem Member. Dat huet de Minister och hei richteg gesot.

Déi antieuropäesch Stëmmung huet sech bei den Europawahlen d'lescht Joer bemierkbar gemaach. D'Wieler a Frankräich, Italien, Däitschland an och an anere Länner hunn euroskeptesche Parteie méi Stëmme gi wéi jee virdrun. Den europäeschen Dram riskéiert, en europäeschen Albdram ze ginn.

Mir Gréng gleewen awer weiderhin un déi europäesch Iddi a mir wëllen eis derfir asetzen, datt och de Gros vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger sech weiderhi kënne mat der Iddi vun engem gemeinsame staarken a solidareschen Europa identifizéieren.

Vum 1. Juli bis den 31. Dezember huet Lëtzebuerg d'Présidence vum Conseil vun der EU. Mir hu Présidence-Erfahrung, schliisslech ass et déi zwieleft Kéier, datt mer d'Présidence hunn, och wann d'EU net méi déiselwecht ass wéi zum Beispill 2005. Mir hunn et haut mat méi engem staarken EU-Parlament ze dinn. Mir hunn ee méi oder manner gewielte President vun der Kommissioun, deen och nach Lëtzebuerger ass, a mir hunn nei Strukturen, ënner anerem, wat d'Aussepolitik betrëfft. Mir maachen net, oder zumindest net eleng, d'Agenda vun der Présidence. Déi grouss Zich ginn net vu Lëtzebuerg virgesat. D'Présidence steet an der Kontinuitéit vun deem, wat virdru war, a vun deem, wat duerno kënnt.

Wa mir et fäerdegbréngen, an e puer wichtegen Dossiere gemeinsam Positiounen erbäizefëieren, mat Gespier fir den europäeschen Intérêt, dann hu mer schonn net schlecht geschafft. Mir sinn eréischt Ufank Juni. Et weess een net, wat nach alles komme kann.

Mir ginn dervun aus, datt och eng Rei Erwaardunge vun eisen europäesche Partner un d'Lëtzebuerger Présidence gestallt ginn. Mat eise ronn 540.000 Awunner si mir eent vun deene räichsten a klengsten EU-Memberlänner. Lëtzebuerg ass eng wichteg Finanzplaz: dee gréissten Zenter fir Private Banking an der Eurozon, deen zweetgréissten Investment-Fund-Zenter op der Welt, no den USA. D'Finanzservicer hunn eis räich gemaach a sinn een Deel vun eisem Nation Branding.

D'LuxLeaks-Affär huet fir vill Diskussiounsstoff gesuergt. „Mir sinn eng Bankeplaz", sot den Här Ausseminister, „an dat ass jo eigentlech näischt Schlechtes." Den Här Mosar huet vun engem „Minnefeld" geschwat. Ech si frou, am Pabeier vun der Regierung kënnen ze liesen: «Le Luxembourg entend situer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale dans un cadre global et veut s'assurer que toute concurrence soit loyale.»

Den europäeschen Dram verwierklechen, däerf eiser Meenung no net nëmmen heeschen, déi europäesch Wirtschaftsunioun bis an dee klengsten Detail ze perfektionéieren. Europa ass net just definéiert duerch Mechanisme wéi den „Sixpack", „Twopack" oder d'Europäescht Semester. Europa ass och net eleng definéiert duerch den Euro, eis gemeinschaftlech Währung, mat där een a bal ganz Europa an och an anere Länner, déi d'EU-Memberschaft nach ëmmer ustriewen, ka bezuelen. Dat ass zwar eng immens wichteg Säit vun Europa, an awer ass fir eis Gréng bei der Verwierklechung vum europäeschen Dram, der europäescher Iddi déi sozial Dimensioun op d'mannst genausou wichteg. An et ass dës sozial Dimensioun, déi mer bis elo vill ze vill vernoléissegt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Présidence däerfen eiser Meenung no - an d'Regierung schéngt dat jo och esou ze gesinn - duerfir net nëmmen um wirtschaftleche Plang leien, mä et muss och op Dossiere geschafft ginn, déi de sozialen Zesummenhalt vun den europäesche Länner förderen an déi zu enger Steigerung vum Wuelbefanne vun den europäesche Bierger bäidroen. Zudeem musse mir an Dossiere weiderkommen, op deenen et nach keng eenheetlech europäesch Positioun gëtt - voir TTIP, do wäert ech och nach drop ze schwätze kommen.

De Jean-Claude Juncker huet vun engem „Triple-A social" fir Europa geschwat. D'Lëtzebuerger Présidence wëllt dëse Projet ënnerstëtzen an Zesummenaarbecht mat dem EU-Parlament, mat der Kommissioun, mat de Memberstaten, mat de Sozialpartner. déi gréng begréissen dat ausdrécklech. Mir hoffen, datt et net just bei schéine Wierder bleift, datt mer net just vun dem Investissement social schwätzen, mä och eppes Opweises hunn.

Iwwregens, den Audrock „investissement dans le capital humain" - Humankapital - am Text, dee ka mer net extra gutt gefalen, och wann ech d'Iddi, déi hei ausgedréckt gëtt, mengen ze verstoen a se ënnerstëtzen.

Niewent dem staarken Akzent, dee mer mussen op e soziaalt Europa leeën, musse mer och de Gedanke vun engem solidareschen Europa erëm nei beliewen. Mir brauchen ee solidarescht Europa, fir d'Erausfuerderunge vun der Zukunft op eisem Kontinent ze meeschteren.

An eiser Debatt am Abrëll dëst Joer hei an der Chamber ware mer eis all eens, datt déi Europäesch Unioun méi Verantwortung muss iwwerhuelen an der Flüchtlingsfro an datt mer esou vill wéi méiglech Mënscheliewen am Mëttelmier musse retten. Mir Gréng begréissen et natierlech, datt dës Fro esou vill Zoustëmmung hei an der Chamber fonnt huet. Mir mengen awer och, datt eis Verantwortung net dobäi däerf ophalen, fir deene Flüchtlingen, déi a Séinout gerode sinn, ze hëllefen.

Als EU Verantwortung iwwerhuelen, heescht fir eis Gréng virun allem, eng gemeinsam Léisung fannen. Déi eenzel europäesch Memberstate mussen all zesummen hir Responsabilitéit assuméieren an deene Länner wéi zum Beispill Italien a Griichenland, déi déi éischt Zoulafstell vun der Majoritéit vu Flüchtlinge sinn, ënnert d'Äerm gräifen an hinne bei där schwéierer logistescher a finanzieller Aufgab hëllefen, fir mat deem grousse Flüchtlingsfloss eens ze ginn.

Méi wéi 100.000 Flüchtlinge sinn eleng dëst Joer iwwert d'Mëttelmier komm. Dat gëtt ëmmer als enorm vill duergestallt. Ass dat wierklech esou enorm vill, wann een dat mat der Zuel vun den Awunner vun der Europäescher Unioun a Relatioun setzt?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Selbstverständlech muss et d'Zil sinn, datt d'Mënschen hiert Gléck an hirer Heemecht kënne fannen. Am „Tageblatt" vu gëschter stoung en Artikel iwwert d'Bewunner vun der Gazasträif, iwwert déi mer nach net geschwat hunn am Kader vun der Flüchtlingsdebatt. D'Iwwerschréft war: „Nichts wie weg". All zweete Bewunner vun där Zon wëllt auswanderen. Wéi vill Zone gëtt et op der Welt, wou wéinst Honger, Krich a Misär de Saz „Nichts wie weg" deen eenzegen Auswee fir vill Mënschen ass?

515 Leit, huet de Minister gesot, géifen dat, wa mer da probéieren, déi Flüchtlinge méi gerecht opzedeelen an Europa. Dat géif da 515 Leit fir Lëtzebuerg bedeiten. Mir sinn als Gréng der Meenung, datt dat duerchaus fir Lëtzebuerg ze

packen ass. Mir sinn awer allerdéngs och der Meenung, datt mer se net sollen op d'liicht Schëller huelen, déi Erausfuerderung.

Ech hunn haut an der Zeitung, am „Wort", mat Freed gesinn, datt dräi Ministere gëschter an der Weilerbaach waren a sech e Bild vun der Situatioun gemaach hunn. Ech hunn awer och aus aneren esou Foyere Réckmeldunge kritt an ech hunn einfach och festgestallt, datt mer wierklech och mussen Efforte maache bei eis am Land, fir d'Situatioun vun deene Flüchtlingen och, mengen ech, nach besser an de Grëff ze kréien, wéi mer et am Moment maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- En anert wichtegt Kapitel an Europa a fir eis EU-Présidence ass eis Jugend. Déi jonk Generatioun, déi eigentlech grad misst un den europäeschen Dram gleewen an deen Dram droen, ass desillusionéiert. Duerch déi aktuell ze vill eesäiteg ekonomesch Approche schéngt d'EU ville Bierger, net nëmme jonken, éischter e Problem wéi eng Léisung. Hei musse mer dréngend usetzen. Mä net nëmme mir, och d'EU-Kommissioun dréit hei eng riseg Responsabilitéit. Europäesch Politik muss méi e mënschlecht a soziaalt Gesiicht kréien.

Am Numm vu menger Fraktioun stellen ech mat Freed fest, datt de Programm vun der Lëtzebuerger Présidence 2015, deen den Ausseminister eis de Méindeg och schonn an der Chamberskommissioun erläutert huet, kee Programm just fir Firmen a Banken ass. Lëtzebuerg gëtt sech mat dësem Programm eng ambitiéis Agenda fir déi kommend Méint a mir hoffen, datt villes dovunner kann ëmgesat ginn.

Mir wëssen allerdéngs, datt Accorden op EU-Niveau net vun haut op muer entstinn. Eng Lëtzebuerger Présidence eleng ka kaum en neien Dossier opwerfen a bannent sechs Méint zur Décisioun bréngen. Trotzdeem ass d'Lëtzebuerger Présidence och fir déi gréng eng Chance, fir eisem Image als gudde Vermëttler gerecht ze ginn, fir engersäits wichteg Dossieren, déi scho länger doleien, ze deblockéieren, nei Themen unzepaken an aner Dossieren zum Ofschloss ze bréngen. Dat muss Lëtzebuerg notamment och an de Beräicher Ëmwelt, Transport an Naturschutz maachen.

D'Madame Polfer huet gesot, et wier eng Erausfuerderung fir d'Regierung, fir d'Parlament an och fir verschidde Fachministeren. Ech ginn net op all Fachberäich an, just op e puer, déi och vläicht aus grénger Siicht fir eis ganz wichteg sinn.

Ee Fachberäich ass den Transport. Do läit de véierte Paquet ferroviaire vir. Do soll d'Liberalisatioun vum Schinneverkéier weidergefouert ginn, d'Trennung vu Schinn an Zuchverkéier, mam Zil, bis 2019 de Marché vun de Voyageuren total opzemaachen.

D'Positioun vu Lëtzebuerg geet aus dem Regierungsprogramm ervir. Ech ginn elo net weider dorobber an. Ech mengen, mir sinn eis alleguerte bewosst, datt dat gréisser Erausfuerderunge si fir e klengt Land a fir eis Eisebunn, esou wéi déi historesch gewuess ass an esou wéi se funktionéiert. An ech mengen, do ass et scho wichteg, datt mer och net nëmmen an eisem Intérêt, mä och am Intérêt vu villen anere klenge Länner drop awierken, datt mer déi Interessen och kënne gewahrt halen.

D'Lëtzebuerger Présidence wëllt eng effikass, sécher, zouverlässeg, accessibel a sozial responsabel Mobilitéit an Europa förderen. An och wann den ëffentlechen Transport vill besser ass, wéi vill Autofuerer dat mengen, bleift nach vill ze dinn am Land selwer, an der Groussregioun an och an Europa.

Esou ass zum Beispill och d'Mobilité douce bis elo nach keen Thema op EU-Niveau. Lëtzebuerg bréngt dëst als Thema op d'Dagesuerdnung, andeems mir dës Mobilitéit zum Beispill wëllen an de Livre blanc Transports erakréien, an den MDDI organiséiert Evenementer während der Présidence zu dëser Form vu Mobilitéit.

Zum Thema Naturschutz: Déi europäesch Naturschutzdirektive sollen net verwässert ginn, notamment d'Direktiv zur Biodiversitéit. E wichtege Moment wäert d'„mid-term review" sinn. Ënner Lëtzebuerger Présidence sollen déi inhaltlech Saache geklärt ginn.

Ëmwelt- a Klimaschutz: Ee vun den eventuell wäitreechendsten Dossieren ënner eiser Présidence ass mat Sécherheet d'UN-Klimakonferenz am Dezember zu Paräis. Bei der COP21 wäert d'Lëtzebuerger Ëmweltministesch d'EU-Positioun koordinéieren. Lëtzebuerg ass heibäi am Grupp vun den EU-Virreider, déi sech staarkmaache fir ambitiéis a contraignant Ziler am Klimaschutz. Mir sollen eis duerch Engagement auszeechnen, awer och duerch Realismus. Mir wëlle keen zweet „Kopenhagen". A fir glafwierdeg ze sinn, musse mer och eis Hausaufgaben heiheem maachen. Net d'EU décidéiert, de Minister huet et och gesot, mä d'EU ass e wichtege Partner a kann eng wichteg Roll bei dësem Gipfel spillen.

Entscheedend fir Paräis ass de finanziellen Engagement vun den Industrielänner vis-à-vis vun den Entwécklungslänner. Hei wäert Lëtzebuerg sech iwwregens spezifesch derfir asetzen, datt international ONGe méi staark mataagebonne ginn, an d'Lëtzebuerger Présidence wäert och extra Efforte maachen, fir d'Klimaverhandlungen am Virfeld vu Paräis net méi just als Ëmweltthema ze diskutéieren, mä vill méi breet ze thematiséieren.

En zentrale Sujet wäert och déi nei Direktiv betreffend groussraimeg Loftschadstoffer sinn, déi sougenannt „NEC-Direktiv", wou Lëtzebuerg probéiert, e Link mam Klimaschutz hierzestellen.

Zu der Energie: Mir schaffe weider un der Energiewend. Mir mussen d'Investissementer an déi richteg Kanäl leeden, dezentral Strukture stäerken nom Motto „Think small first". An deem Kontext freet et mech och, datt zum Beispill um G7-Sommet d'Zil festgehale ginn ass, datt d'Weltwirtschaft soll „décarboniséiert" ginn. Dat ass wichteg, dat sinn zwar eigentlech nach nëmme Wierder um Pabeier, mä trotzdeem, et ass awer gutt, wann dat emol eng Kéier esou kloer ausgeschwat ginn ass wéi do.

Dann e Sujet, deen och nach fir eis wichteg ass: Dateschutz a Biergerrechter. Am Beräich vun der Justiz wäert d'Reform vun den EU-Dateschutzregelen ee vun deene wichtegsten Dossiere ginn, well do d'Positioune vum EU-Conseil a vum EU-Parlament momentan wäit auserneeleien. Als Gréng géife mir eis natierlech wënschen, datt eis Présidence et fäerdegbréngt, deen Dossier als Pak, dat heescht souwuel d'Reglement wéi och d'Direktiv, bis Chrëschtdag ofzeschléissen.

Doriwwer eraus wëll ech hei awer och ënnersträichen, datt esou munches un de Verhandlungspositioune vum Europäesche Parlament mir vill besser gefält wéi déi aktuell Conseilspositioun.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- E weidert wichtegt Thema soll géint Enn vun der Présidence d'Décisioun vum Europäesche Geriichtshaff vum Abrëll 2014 iwwert d'EU-Direktiv zur Vorratsdatespäicherung vun Telekommunikatiounsdonnéeë ginn. Den Europäesche Geriichtshaff huet dës Direktiv jo annulléiert. De Problem ass, datt dëst Uerteel de Prinzip vun der genereller an anlassloser Späicherung vun Donnéeën zwar wäitgehend zertrümmert huet, ouni awer d'Fro vum Prinzip ëmfaassend an ofschléissend beäntwert ze hunn. „Leider!", soen ech do als Gréngen.

Duerfir gëtt et och zanterhier keng gemeinsam EU-Interpretatioun vun dësem Urteel an d'Memberstate kachen all hir eegen Zopp an dësem fundamentalen Dossier. Déi eng hu guer näischt un hirer nationaler Legislatioun geännert, anerer hu se ganz ofgeschaaft iwwer Uerteeler vun hiren ieweschten nationale Geriichter. Drëtter, sou wéi Lëtzebuerg, hunn de Wee gewielt, fir hir Legislatioun maximal un d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff unzepassen. An nach anerer, wéi notamment eis däitsch Noperen, wëllen d'Vorratsdatespäicherung elo eréischt afëieren.

Hei schéngt et eis definitiv néideg, zu enger gemeinsamer EU-Positioun ze kommen. A Lëtzebuerg sollt duerfir probéieren, dëse Sujet an deenen nächste sechs Méint op den Ordre du jour ze setzen.

Fir ofzeschléissen nach e puer Wuert zu den TTIP-Verhandlungen. Och déi wäerte virausiichtlech ënner Lëtzebuerger Présidence weiderlafen. Datt ënner Lëtzebuerger Présidence et zu engem Ofschloss kënnt, ass onwahrscheinlech, oder besser: onméiglech.

Zimlech erstaunt war ech allerdéngs, wéi ech am Regierungspabeier gelies hunn, d'Lëtzebuerger Présidence géif dru schaffen, fir en Accord commercial mat Kanada ze ënnerschreiwen. Hei geet et ëm de CETA. An ech wier frou, fir vläicht vu Regierungssäit nach e puer Erläuterungen ze kréien, wéi ech dat soll verstoen, wéi wäit den Accord CETA mat Kanada ass, ob dat schonn esou wäit ass, datt mer dee géifen ënnerschreiwen. Mir considéréieren och de CETA-Accord e bësselchen als den TTIP „light" a wëssen, datt zum Beispill - zum Beispill! - déi Geschicht vun de Schiidsgeriichter och CETA touchéiert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Soll ech direkt äntwerten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, et ass esou, dass, wann déi ISDS, déi Schiidsgeriichter nouvelle génération, am Europaparlament fir d'Alleréischt, mä dann awer och an der Kommissioun an am Conseil géifen en Appui fannen, dat heescht, wann d'Schiidsgeriichter géife méi transparent ginn, ëffentlech, mat Riichter, déi permanent do sinn, mat enger zweeter Instanz zum Beispill, do war geduecht gi vum Rapporteur, dem Här Bernd Lange, fir ze probéieren, mat de Kanadier ze verhandelen, dass een och déi ISDS nouvelle génération kéint an de CETA integréieren.

Mä zënter gëschter a virgëschter ass eppes geschitt am Europaparlament. Do muss een oppassen an ofwaarden, wéi dat sech elo setzt. Ech hunn elo gelies, dass en neien Ulaf eventuell nach am Juli geholl gëtt. Mä dat war d'Iddi. Dat war d'Iddi. Ob déi esou duerchsetzbar ass, weess ech net. Ech ka mer just nëmme virstellen, dass am Europaparlament eng grouss Virsiicht bleift, fir de CETA, esou wéi en ass, unzehuelen, obschonn den ISDS am CETA en aneren ISDS ass, wéi deen, deen nach am TTIP virgesinn ass.

Mä ech mengen, dorëm dréit sech alles, an a mengen Aen, wa keng Solutioun fir den ISDS fonnt gëtt, da wäert et immens schwéier ginn, fir dass de CETA géif ugeholl ginn am Europäesche Parlament. Dat ass de Stand vu mengem Wëssen, wou mer elo stinn.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci! Här President, ech hoffen och op meng Kolleegen am Europaparlament, déi wäerten hëllefen, datt dat schwéier gëtt fir e CETA an en TTIP, wa mer dann op deem do Punkt - an et gëtt nach Punkten, déi eis Suerge maachen - keng aner Positioune kréien.

Wéi bei all anerem Dossier huet Lëtzebuerg als Présidence d'Flicht, net seng eege Positioun - dat gëllt dann eben och fir TTIP - oder net nëmme seng eege Positioun, mä d'Positioun vun deenen 28 Memberstaten ze vertrieden an ze koordinéieren. An dat wäert, Dir hutt et ugedeit, op kee Fall eng einfach Aufgab sinn, ënner anerem och, well Lëtzebuerg bis elo ee vun deene kriteschste Memberstate war, wat TTIP ugeet. Ech mengen, mir haten e Bréif vun Iech, Här Ausseminister, mir hunn e Bréif vun der Ëmweltministesch, wou nach eng Rei Froe gestallt ginn, an ech mengen, et gëtt och e Bréif vum Här Chamberspresident, wou mer weider Informatioune froen. Déi kritesch Haltung wëll ech och hei ausdrécklech begréissen.

Natierlech si mir och der Meenung, datt et besser ass, datt Europa mat verhandelt, wéi datt ouni Europa oder géint Europa verhandelt gëtt, mä den TTIP muss aus der Dunkelkammer eraus. En Handelsvertrag vun dësem Ëmfang, dee muss vun de Parlamentarier an hire Mataarbechter a Beroder kënnen agesi ginn.

D'Schiidsgeriichter, ech mengen, do si mer eis eens, dat hu mer scho gesot, sinn ënnert dëser Form net tragbar. Wann dat dann eng international an ëffentlech Nues kritt, dann ass dat emol zumindest e Fortschrëtt.

En anere Problem hu mer awer och mat der virgesinner regulatorescher Kooperatioun. Dat ass fir eis en Agrëff an demokratesch Prozesser, mat deem mer eis och net kënnen offannen. Mir sinn och der Meenung, an ech mengen, mir sinn net eleng mat eiser Meenung, datt TTIP net e rengt Handelsofkommes ass, mä vun den nationale Parlamenter ratifizéiert muss ginn. Mir sinn nach ëmmer skeptesch, ob duerch TTIP sech Aarbechts- an Ëmweltstandarden op dem héchstméiglechen Niveau wäerten duerchsetzen. Mir fäerten nach ëmmer, datt et éischter ausgesäit, wéi wann et op dem méiglechst niddregen Niveau kéint geschéien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss vu menger Ried. Ech wollt nach just kuerz soen: Am Pabeier, mengen ech - oder ech hunn et och vläicht iwwersinn - war net iwwert d'Ukrain rieds gaangen. Ech si frou, datt den Här Ausseminister haut awer och d'Ukrain erwähnt huet. An och deelen ech komplett seng Meenung, wann e seet, datt eng Isoléierung vu Russland keng Léisung ass. An ech mengen och, datt mer sollten eis Présidence notzen, fir déi Kanäl, déi mer mat Russland hunn, weider auszebauen, oprechtzëerhalen, an och eis sollte bewosst sinn, datt Russland zum europäesche Kontinent gehéiert. An ech mengen, déi gréng si bei Wäitem keng, déi eng russesch Putin-Politik an eng russesch Politik verdeedegen. Mä mir sinn awer schonn der Meenung, datt mer eis et net kënne leeschten, fir ouni Russland Politik ze maachen an Europa.

Dir hutt et gesot, Här Minister: Russland huet géint internationaalt Recht verstouss. Et gëtt nach Länner, déi géint internationaalt Recht verstouss hunn, a mat deene mer och zesummeschaffen. Ech mengen, mir mussen…

(Interruption)

Pardon?

M. Roy Reding *(ADR).*- Wéi eng mengt Der?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, däerf ech eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech, wann de Riedner domat d'accord ass.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dir däerft mer eng Fro stellen, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wär dem Här Adam just dankbar, fir opzezielen, mat wéi enge Länner mer zesummeschaffen, déi géint internationaalt Recht verstouss hunn.

Villmools Merci.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech hunn dobäi un Israel geduecht, Här Kartheiser.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat gesot, Här Minister, deelen ech och Är Ausféierungen, déi Der zu Libyen a Syrien gemaach hutt, Libyen a Syrien - Dir hat dat an der aussepolitescher Kommissioun gesot -, wou d'Situatioune sech ähnelen, a mir hu festgestallt, a Libyen hate mer eng Interventioun, a Syrien hate mer keng, a mir sinn zweemol eigentlech net zu eppes komm, wat de Leit d'Situatioun méi einfach mécht.

Ech deelen och Är Meenung - a mat dem Referendum, dee mer de Sonndeg haten, war et och e bësselchen an de Vergiess geroden, datt de Sonndeg an der Türkei Wahle waren -, selbstverständlech ass et net un engem Lëtzebuerger Politiker, e Wahlprozess ze analyséieren, mä och e Lëtzebuerger Politiker däerf sech iwwer e Wahlresultat freeën. An ech sinn och frou, datt d'AKP eben net méi déi absolutt Majoritéit huet! An ech ginn Iech och recht: Mir sollen déi Erweiderungspolitik weiderféieren, déi mer hu mat der Türkei, ouni der Türkei eppes ze schenken, solle mer awer fair a korrekt mat der Türkei weiderverhandelen.

An e leschte Saz: Et war mer och net entgaangen, datt d'Kolleege vun déi Lénk och eng Question parlementaire gestallt haten. Natierlech kascht deen EU-Sommet och Suen. An ech mengen, dat ass logesch, a mir sollen eis…

(Interruption)

…mir sollen eis…

Une voix.- EU-Sommet?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Pardon, entschëllegt! D'EU-Présidence! Ech mengen, et ass an enger Question parlamentaire de Budget veranschlaagt ginn. An ech fannen dat och korrekt an dat soll een och net ënnert den Dësch stellen, selbstverständlech, mä ech soe ganz

kloer - an ech mengen och net, datt d'Kolleegen eppes anescht intendéiert haten -, ech soe ganz kloer, datt mer eis och mussen eis EU-Politik eppes kaschte loossen. An eisen Ae sinn dat gutt investéiert Suen!

Mir hunn eis och vun der Regierung verséchere gelooss scho bei der Budgetsdebatt, datt probéiert ginn ass, déi Ausgaben net ausuferen ze loossen. Et ass gekuckt ginn, fir net ze vill Suen auszeginn. Mä ech mengen, déi Sue si gutt investéiert.

An domadder wënschen ech der Regierung, der Chamber, souwäit wéi se betraff ass, deene verschiddenen, allen - allen! - Fachministere bonne Chance a vill Succès bei där Présidence, déi dann elo deemnächst usteet!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa huet sech fundamental verännert zënter eiser leschter Présidence. Déi Présidence, déi mer elo hunn, dat ass net nëmmen eng an engem neien institutionelle Kader, mä et gëtt an der Europäescher Unioun eng ganz Rei Krisen - de Brexit an de Grexit si genannt ginn -, déi grouss Erausfuerderungen un eis stellen.

Mä och an de leschten Europawahlen ass et jo esou, datt ganz antieuropäesch Stréimungen op de rietsextremen a lénksextreme Borde vill méi staark gi sinn am Europaparlament, och natierlech den euroskeptesche Mouvement méi staark ginn ass am Europaparlament an elo déi drëttgréisst Fraktioun am Europaparlament stellt. Et ass eng ganz nei Situatioun a mir kënnen net „business as usual" maachen.

Och eng Conseilsprésidence muss Visiounen hunn. An den Här Asselborn ass komm, a mir soen him Merci, datt en hei dee Programm virgestallt huet, mä en ass komm u sech an en huet eis gesot, e kéint d'Rad net nei erfannen, an en huet den Brexit a Grexit och als Problemer genannt, awer och eigentlech keng Léisung, keng Visioun, keng Approche vun der Lëtzebuerger Présidence do virgestallt, fir déi Problemer unzegoen.

Dat geet wahrscheinlech net duer. Et geet net duer, hei mat engem Programm ze kommen, deen d'Europäesch Kommissioun virbereet huet. Mir brauchen als Ausseminister, als Lëtzebuerger Présidence vum Conseil méi wéi en Ausseminister, deen u sech heihinnerkënnt als Bréifdréier vun der Europäescher Kommissioun mat engem Programm, dee wäitgehend deene Pabeieren entsprécht, déi um Niveau vun der Kommissioun festgeluecht gi sinn.

Eng Présidence vum Conseil muss virun allem kucken, datt de Conseil gestäerkt gëtt, datt déi Regierungsinstanzen an der Europäescher Unioun erëm voll zur Geltung kommen! An dat ass e Problem. Et gëtt net nëmme vun der Europäescher Kommissioun dauernd probéiert, d'Kompetenze vun de Memberstate ze reduzéieren, mä och vum Europäesche Parlament! D'Europäescht Parlament kënnt heihinner a wëllt eis soen, wéi eise Programm soll ausgesinn, bis hin, wéi eis Agenda soll sinn no de Virstellunge vum Europäesche Parlament.

Mir wëllen net als ADR, datt eng Conseilsprésidence sech entmündege léisst vun aneren europäeschen Institutiounen. Dat ass net am Sënn vum Gläichgewiicht tëschent den europäeschen Institutiounen a vum Rôle vun deenen engen a vun deenen aneren.

Eng Présidence huet eng Marge de manœuvre, mä et muss ee se wëllen huelen! Dofir brauch een eng Regierung, déi mat Energie d'Interessen net nëmme vun eisem Land och vertrëtt, mä an dëser Situatioun vun alle Regierungen, vum ganze Conseil, och géintiwwer aneren Institutiounen.

An et geet dach net, wéi d'Europaparlament, dat och nach heihinnerkënnt - ech kommen nach drop - an eis och nach humiliéiert! Ech denken elo un déi Nominatioun do vum Här André Deltour (veuillez lire: Antoine Deltour) fir de Prix du citoyen européen am Europäesche Parlament. Mir hunn haut hei - ech begréissen en - e grénge Justizminister sëtzen, den Antoine Deltour ass ee vu senge Clienten, an am Europaparlament sinn et déi gréng - déi gréng! -, déi proposéieren, datt den Här Antoine Deltour de Prix du citoyen européen kritt. Dat ass eng Dialektik, déi fir eis net nozevollzéien ass. Mä dat sinn déi gréng Pirouetten: Engersäits ass deen Här virun der Justiz, an am Europaparlament gëtt e gelueft a geéiert!

(Interruption)

Mir brauchen eng Présidence vum Conseil, déi och dem Europaparlament emol ganz kloer seet, datt d'Europaparlament déi Kompetenzen huet, déi et vun den Traitéë krut a keng méi! D'Europaparlament këmmert sech dauernd méi ëm Kompetenzen, déi déi vun de Memberstate sinn. Gesellschaftspolitesch Froen, dat geet d'Europaparlament näischt un! A mir kréien eng Décisioun oder Resolutioun oder iergendeen Instrument vum Europaparlament nom aneren iwwer gesellschaftspolitesch Froen, iwwer Ofdreiwung, iwwer Gender. Mä dat ass net deem säi Rôle, fir dat ze maachen. Dat ass eng Zoustännegkeet vun den Nationalstaten a mir solle kucken, fir dat ze trennen, well d'Demokratie besteet och doranner, datt een deem anere säi Rôle respektéiert a kee seng Kompetenzen iwwerschreit.

Mir hunn d'Europaparlament hei erlieft no der LuxLeaks-Affär. Si si komm mat enger Kommissioun, déi d'Kommissioun TAXE, déi se gemaach hunn, et ass alles... A si wollten eis Dokumenter kucken. Si wollte Lëtzebuerger Beamte verhéieren, oder héieren - wéi Der wëllt.

Ass dat dann net e bëssen en Optrëtt, deen och vill ze wäit geet? Musse mir eis dat alles bidde loosse vun enger Institutioun, déi do an där Fro iwwerhaapt net déi Kompetenzen huet, fir dat ze maachen? Ass dat néideg? Hu mer dann net de Courage als Land, och emol Grenzen ze zéien, och emol ze soen, mir hätte gär och Transparenz am internationale Finanzwiesen an esou weider an esou virun? Mir si kee Steierparadäis. Mir schaffe mat, awer mir schaffe mat no Regelen, déi awer institutionell vertrietbar sinn, well dofir ratifizéiere mir hei Traitéen, fir Rechter ze hunn als Memberstat, och géintiwwer esou Institutiounen!

Dann d'Europaparlament, wat dauernd Ressources propres wëllt! Ech soen Iech direkt: Mat eis ass dat guer net dran. Et wäert keng europäesch Steiere gi mat enger ADR. A bei der nächster Reform vun den Traitéen, wann dann esou eppes verhandelt gëtt, och am Kader vum Brexit oder fir deen ze verhënneren, wäerte mir och drop oppassen, datt domadder net nei Kompetenze fir d'Europaparlament verbonne sinn.

Et gëtt och Leit, an dat wëll ech vläicht och am Kader vum Referendum hei soen, well all Partei jo e bëssen awer dorobber uspillt, et gëtt Leit, sou hunn ech mer soe gelooss, déi soen, déi Lëtzebuerger Chamber wär vläicht net ganz representativ an net ganz legitim, well nëmme 54% vun eiser Populatioun géifen driwwer ofstëmmen, wien heibanne sëtzt.

D'Europaparlament hat bei deene leschte Wahlen eng Wahlbedeelegung vun 43% europawäit an a Polen 24%. A wann d'Europaparlament dann dorëmmer optrëtt, da froen ech mech dann awer an där Logik, déi hei am Land gebraucht ginn ass, wat dann d'Legitimitéit an d'Representativitéit vun deem Parlament duerstellt.

Déi Lëscht, déi mer hei schréftlech kruten - an ech soen dem Här Asselborn ausdrécklech Merci dofir, datt en eis hei déi Lëscht ginn huet mat de Prioritéite vun der Présidence -, mä et ass e bëssen eng Épicierslëscht. Dat ass awer de Propre vun deene Programmen, déi gemaach ginn: zu engem Gramm „compétitivité industrielle", e Liter „infrastructures de marché", eng Dosen „transition énergétique" an esou weider. An da kritt een eng Épicierslëscht zesummen. Mä, wat mer brauchen,…

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dir hutt jo awer e Programm.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, et ass e Programm, et ass e Programm.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dir hutt jo net nëmmen do d'Iwwerschréft, Dir hutt jo awer 25 Säiten, wou de Programm…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, Här Minister, Dir kënnt Iech drop verloossen, ech gehéieren zu deenen, déi dat zweemol gelies hunn!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kommen dach net virun Iech a sinn net virbereet.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Aha!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, mä ech wollt Iech soen…

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dir sot, Dir hätt nëmme just…

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä wat mer gebraucht hätten, wat mer gebraucht hätten, Här Minister, niewent der Épicierslëscht, dat ass d'politesch Visioun, dat ass d'Envergure vun enger Regierung an zemools vun engem Minister, deen op der Televisioun seet, en hätt zéng Joer gebraucht, fir ze léieren, fir dat ze maachen, wat elo kënnt: déi nächst Présidence. Mä dann hätte mer och erwaart, datt Der déi Léier, déi politesch Visioun an de Programm erabréngt! Mä wou ass se? Wou ass se?

Ech kommen op e puer Beispiller, fir Iech dat ze weisen: Grexit, emol fir unzefänken. Ass dat net Zynismus, datt Dir hei vun engem Triple-A am Sozialwiese schwätzt a gläichzäiteg nokuckt, ouni iergendeng Initiativ och vun Ärer Säit ze envisagéieren, sief et direkt oder indirekt, well mer jo net direkt an deenen Négociatiounen implizéiert sinn als Lëtzebuerg, mä och emol net indirekt, fir ze kucken, wéi een dann en Triple-A am Soziale kann a Griichenland férderen?

Dann hu mir als ADR awer schonn ëmmer gesot, datt deen Usaz jo falsch ass mat Griichenland. Et kann een net strukturell Reformen ersetzen duerch Mëttele vun der Geldpolitik. Dat muss schifgoen! An och wa se et elo nach kënne retten, dann dauert et nach eng gewëssen Zäit an da kënnt déi nächst Kris. Dee ganzen Usaz an där Kris ass vun Ufank u falsch an de Courage besteet doranner, institutionell Mëttelen ze fannen, Traitésrevisiounen ze fannen, fir deem Land ze hëllefen, erëm op d'Féiss ze kommen, ouni aus enger Europäescher Unioun erauszegoe selbstverständlech, iwwer Transitiounsphasen, fir datt et emol erëm ka Fouss faassen.

Mä déi Visioun, déi Verbassenheet, fir déi politesch Unioun ze retten an doduerch keen erauszeloossen, dat ass en Usaz vun enger europäescher Visioun op d'Käschte vum griichesche Vollek. An déi kënne mir net matdroen. Europa däerf och keng Transfertunioun ginn.

Här Minister, wëllt Der eng Fro stellen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech géif gär eng Fro stellen, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, elo hunn ech näischt verstanen. Hätt Der gären, dass d'Traitéen esou geännert ginn, dass mer kéinte Griichenland erausgeheien? Oder wat hutt Der elo gesot?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, ech hunn Iech gesot, d'Traitéë sollen dat preziséieren, wat bis elo net drasteet, nämlech d'Modalitéiten, fir aus der Währungsunioun erauszekommen, ënner wéi enge Modalitéiten, well dat steet net dran! Awer Griichenland muss an der Europäescher Unioun bleiwen. Awer déi Flexibilitéit vun der Währungsunioun, déi muss dran, well...

Ech beäntwerten dat no der Fro. Ech wëll meng Zäit net dofir...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech kritt Der déi Zäit guttgeschriwwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President! Well ech wollt dem Här Ausseminister awer och soen, datt et jo net normal ass, datt mer an där ganzer Resolutioun vun der Griichenland-Kris ëmmer erëm laanscht d'Traitéë schlitteren, datt et den Här Draghi ass, a senger Funktioun als Chef vun der Zentralbank, deen déi währungspolitesch Instrumenter op den Dësch leet, déi politesch oder institutionell soss net kënne geholl ginn, fir Griichenland nach ze hëllefen. Dat ass jo net normal! Mir mussen d'Traitéen nobesseren! Dozou gehéiert souwuel de Rôle vun der Europäescher Zentralbank wéi och déi Flexibilitéit, déi mer brauchen, wann e Land a strukturelle Problemer ass, wéi Griichenland ass, an net mat Mëttele vun der Geldpolitik ka gerett ginn. An dat hu mer jo gesinn.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Majo, majo. Ech sinn net an der Verantwortung, leider, mä Dir sidd et!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da wollt ech Iech awer och soen, datt dat, wat déi Währungskris elo hat - elo ginn ech erëm viru mat der Ried, Här President, wéinst menger Zäit, et muss ee fair sinn -, mä déi Instrumenter, déi Griichenlandkris huet eis immens vill kascht als Lëtzebuerg bis elo! Politesch huet et eis kascht, wéi och aner Staten, datt mer en Deel vun eiser Souveränitéit...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Den Här Minister huet eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, am Moment huet just den Här Kartheiser d'Wuert. Här Ausseminister, Dir hutt gutt Zäit herno, fir drop ze äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Minister kann awer ëmmer eng Fro stellen, Här President.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, loosst Iech net méi ënnerbriechen, Här Kartheiser! Fuert weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gär, gär. Also, nächsten Usaz. Déi Kris hei huet eis immens vill kascht als Lëtzebuerg. Politesch hu mer en Deel vun eiser Souveränitéit verluer, wéi anerer och, mat deem Semestre européen, obscho mir jo net an enger Scholdesituatioun gewiescht waren, déi dat justifiéiert hätt. Mir hunn als Chamber Rechter verluer an der Budgetsprozedur an an eiser Souveränitéit. A mir soen, déi Konstruktiounsfeeler vum Euro däerfen net dozou féieren, datt hannert dem Réck vun de Bierger elo un enger politescher Unioun geschafft gëtt.

De Brexit: Do vermëssen ech d'Analys! Als Lëtzebuerg si mir fundamental national drun interesséiert, datt d'Vereenegt Kinnekräich an der Europäescher Unioun bleift. Geet et eraus?

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Mä ech soen Iech et, wann Der et nach net sollt wëssen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech hunn et jo gesot!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Well mir wëlle jo net an der Europäescher Unioun sinn, wou nëmmen Däitschland a Frankräich nach als grouss determinant State sinn! Wéi ee Rôle kënne mir dann nach hunn? Fir eis ass och dat Vereenegt Kinnekräich en Instrument vu Gläichgewiicht an Europa, vu politeschem Gläichgewiicht, wat eis notzt. An dofir musse mer kucken, datt se dra sinn. An d'Traitésännerungen…

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Den Här Minister huet erëm eng Fro. Da stellt Är Fro, Här Minister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, ech hu just d'Fro, ob Dir net mat Iech selwer schwätzt, well dat doten hunn ech alles gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech hu gesot, dass…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Däerf den Här Kartheiser net eis Meenung hei soen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ma dach.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech géif Iech elo bieden, och den Här Ausseminister, de Riedner ausschwätzen ze loossen. A wann herno eng Erklärung ze ginn ass, maache mer dat no den Interventiounen. Wann ech gelift!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Elo ass et definitiv Schluss, ech soen näischt méi. Voilà!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo schwätzt den Här Kartheiser an e léisst sech net méi ënnerbriechen, an e stellt och net d'Fro, ob een eng Fro huet.

(Hilarité et brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, déi Traitésännerungen, déi mer mussen hunn, fir d'Engländer oder d'Briten hei an der Unioun ze loossen, déi musse mer verhandelen. An déi Ännerungen, déi kommen eis vläicht alleguer zegutt, well an enger Unioun, déi op där enger Säit ëmmer méi grouss gëtt - Dir wëllt jo all Mënsch do eranhuelen an Europa oder bal all Land -, mä do brauche mer och en Europa mat méi Vitessen, mat méi Flexibilitéit.

Et ass dach net méiglech virauszegesinn, wann Der net dat Ganzt ëmmer méi brëcheg wëllt maachen, ëmmer méi onflexibel, fir net do eng gewëssen Differenzéierung eranzebréngen. An déi Verhandlunge vun engem Europa à la carte, déi mer mat de Brite musse féieren, déi musse fir jiddweree gëllen, well et e Mëttel ass, fir Europa méi stabill ze maachen doduerch, datt et méi Flexibilitéit kritt.

Wann d'Liberté de mouvement a Fro gestallt ass, da musse mer jo awer och gesinn, datt et e Mëssbrauch vu Sozialsystemer gëtt an Europa. An et kann een net dogmatesch dorobber änt-

werten, mä et gëtt konkret Problemer, fir déi mer konkret Léisunge musse fannen am Interessi, datt mer dat Vereenegt Kinnekräich an Europa behalen, mä am Interessi vun eis alleguer och.

Migratioun: Ech wëll keng Vermëschung tëschent den Terme Migranten a Flüchtlingen. Net all Migrant ass e Flüchtling! Net all Flüchtling oder net all Migrant huet d'Recht op e Flüchtlingsstatut. Mä wa mer als Lëtzebuerg en Effort solle maachen, dann hätte mir awer och gär, datt déi Gesetzer applizéiert ginn, déi mer elo hunn, an datt déi Leit, déi hei am Land sinn, déi keng Rechter méi hunn, deenen hir Prozedure fäerdeg sinn, déi eist Land misste verloossen no den Décisioune vun eise Justizautoritéiten, datt déi och musse goen, well dann hu mer och Plaz fir anerer, well déi huele jo Plaz.

An do brauch een och politesche Courage, fir ze soen: Ma deenen hir Prozedur ass fäerdeg no alle rechtsstaatleche Kritären, da musse se d'Land och verloossen. Wa mer der huelen, dann ass dat an der Rei, dat ass mënschlech, dat ass richteg, mir musse se retten, mir mussen der ophuelen! Dat ass hei net contestéiert! Wat mir awer froen als ADR… A mir mussen deene Leit och eng Perspektiv ginn, déi mer ophuelen an déi och e Recht hunn op e Flüchtlingsstatut.

Mä als ADR soe mir awer och: Wou ass dann d'Grenz? Wéi vill Jore soll dat da goen? Wéi vill solle mer der ophuelen? Et muss dach iergendwou eng politesch Visioun ginn, fir de Problem ze léisen, och net laangfristeg duerch Entwécklungshëllef op engem Horizont vu 50 Joer, mir brauchen och kuerzfristeg Léisungen. Well et ka jo net ëmmer sinn, datt mer elo dauernd am Mëttelmier Leit retten, wat richteg ass, awer keng politesch begleedend Moossnamen huelen, fir de Problem als solchen awer kënnen an de Grëff ze kréien. An dozou brauch et eben och politesche Courage, och wann dat net ëmmer iwwerall populär ass.

Zum TTIP vläicht nach Wuert, well eis Zäit ass leider net esou grouss. Den Här Turmes vun deene Gréngen, deen ech als Deputéierten ëmmer notéieren, wann en duerch d'Stad leeft mat engem Dëppen an engem Deckel, mat deem en op d'Dëppe schléit, an da rifft en: „Stoppt den TTIP!", oder: „TTIP op den Tipp!", deen am Europaparlament dann dofir stëmmt, an déi gréng verdeedegen den TTIP heibannen. Dat ass e bësse wéi beim Här Deltour. Et ass eng ganz interessant politesch Logik an där Partei. Mä dee seet eben och, wéi déi gréng alleguer, mir missten oppassen an esou weider an esou virun.

Mir als ADR wëllen haut hei eng Motioun déposéieren, datt mir gär hätten, datt den TTIP an den nationale Parlamenter muss ratifizéiert ginn. Mir hätte gär, datt dëst Parlament haut - an dofir proposéiere mer Iech dat, Här President - eng Motioun stëmmt, an där mer kloer zur Regierung soen: Engagéiert Iech derfir bei alle Regierungen a bei den europäeschen Institutiounen, datt den TTIP muss an den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que les négociations sur le Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) entre la Commission européenne et les États-Unis d'Amérique sont en cours et suscitent une certaine inquiétude auprès d'une partie du public quant au contenu et à l'impact de ce futur accord;

- que le futur accord avec les États-Unis portera sur un certain nombre de domaines à compétences partagées et relevant donc aussi de l'autorité des États membres conformément entre autres à l'article 4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

invite le Gouvernement

1. à insister, notamment au cours de la présidence luxembourgeoise du Conseil, auprès des Gouvernements des pays membres de l'Union européenne et de toutes les institutions européennes sur le rôle important des parlements nationaux dans le cadre de la négociation et de la ratification d'accords commerciaux internationaux;

2. à veiller à ce que le TTIP, une fois négocié, soit soumis obligatoirement à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech mengen, mat enger Motioun hätt ech nach eng Minutt gewonnen, wann ech mech net iren.

(Interruptions)

An dann, wat d'Russland ugeet: Ech si frou, ganz éierlech frou, fir ze gesinn, datt den Här Minister an och aner Parteien hei derfir plädéieren, datt mer mussen aus där Sakgaass eraus, an déi mer eis zum Deel selwer eramanövréiert hunn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dann hunn ech awer wéinstens eng…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gelift?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dann hunn ech wéinstens eng Visioun!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also ech weess net, wéi vill Dir der hutt, Här Minister, mä dat doten ass op jidde Fall eng, déi och mir gutt fannen! An et geet jo net anescht. Mir kënne jo net weider op där dote Schinn fueren, zemools well déi ganz Logik, déi dohannertsteet, ze vill eesäiteg ass an der Analys. Och mir soen, datt Feeler geschitt sinn, och mir wëlle keng Affer si vun enger gewëssener Propaganda. Mä op där anerer Säit brauche mer wierklech eng politesch Maturitéit, fir eis mat Russland op en anere Fouss ze stellen.

A wat mer och kritiséieren, dat ass, datt déi ganz Négociatiounen do gefouert gi vun Däitschland a Frankräich, fir déi keen institutionellt Mandat virläit. Déi europäesch Baussepolitik, déi soll gemaach gi vun der Madame Mogherini, wann eng ass, an net vun Däitschland a Frankräich. Do ass en Directoire, dee sech ëmmer méi etabléiert, souwuel am finanztechnesche Beräich wéi och am baussepolitesche Beräich, deen net an den Traitéë steet. An dofir protestéiere mir do dergéint. A mir erwaarden eis vun enger Présidence vum Conseil, datt se seet: Dat do geet net! Mir hunn Traitéen, an dann hätte mer och gär, datt déi respektéiert ginn.

Da vläicht nach ee Wuert zur Tierkei. Dir sot, Här Minister, datt Der gär hätt, datt nei Kapitelen opgemaach ginn. Mir soen Iech als ADR kloer, wat mer ëmmer gesot hunn: D'Tierkei ass fir eis e wichtege Partner. Et ass e wichtegen Handelspartner, et ass e strategesche Partner fir Europa. Mä mir kënnen net envisagéieren, datt d'Tierkei Member an der Europäescher Unioun gëtt. Mir hätte gär, datt mer op eng aner Schinn ginn. Mir wëllen déi Verhandlungen net a mir hätte gär.. An dat ass jo och e bëssen awer schockéierend, och wann et politesch Entwécklungen an deem Land ginn, déi net oninteressant sinn, mä mir kënnen awer net higoen an ignoréieren, datt sech zum Beispill an der Zypern-Fro, wat Tierkei ugeet, näischt ännert. Si hunn nach ëmmer net hir Verflichtunge géintiwwer der Europäescher Unioun agehalen. A soulaang dat net de Fall ass, fannen ech och, kënne mer näischt do maachen.

D'Lëtzebuerger Sprooch an Europa: Zéng Joer ass et hier, 2005, ënnert där leschter Lëtzebuerger Présidence, datt eng Regelung ugeholl ginn ass, déi eis erlaabt hätt, Lëtzebuergesch an Europa ze förderen, an zwar duerch d'Lëtzebuerger Présidence. Et wär an eisen Aen déi Geleeënheet, datt dës Lëtzebuerger Présidence dat dann endlech ëmsetzt, wat mer selwer verhandelt hu virun zéng Joer, fir datt déi Lëtzebuerger Sprooch e bessere Statut an Europa kritt.

D'duebel Nationalitéit loossen ech elo am Ableck sinn, mä nach ee Wuert zum Siège. Do hutt Dir eis am Comité des régions doriwwer informéiert, datt Lëtzebuerg e Sëtz verluer huet am Comité des régions. Dir hutt eis e Bréif geschriwwen an Dir sot, eng ähnlech Situatioun wär elo am Comité économique et social européen a Lëtzebuerg géif sech do wieren.

Mir géife vun Iech erwaarden, Här Minister, datt mir keng Konzessioune maachen, déi net iwwer en Traité ginn. A wann iergendeng Institutioun kuerzfristeg net kann tagen, dann ass dat eben esou, dann ass et esou! Mä mir erwaarden eis vun enger Regierung, datt eis Interessen am Siège net sacrifiéiert ginn, datt mer net dauernd noginn, well de Respekt, deen eng Regierung huet, deen hänkt net dovun of, ob elo hei de Referendum nëmmen deelweis..., mä en hänkt dovun of, mat wéi enger Energie, mat wéi enger Kompetenz, mat wéi enger Iwwerzeegung déi Lëtzebuerger Interessen an Europa vertruede ginn! An an dëser Regierung gesi mer déi Qualitéiten net!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo de leschten ageschriwwene Riedner, den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir de Compte rendu vun eisen Debatten hei awer festhalen, dass mir als déi Lénk déi Debatt hei gefrot haten, schonn Ufank vum Joer. A mir si frou, dass se hei ka stattfannen.

Et geet eis dobäi net drëm, fir genau den Agenda ze kontrolléiere vun der Regierung. Et geet eis ëm d'Grondausriichtung vun der Europäescher Unioun. Äre Pabeier ass iwwertitelt: „Une Union pour les citoyens". Dora sinn d'Prioritéite vun der Présidence festgehalen. Mir mengen, dass de reellen Inhalt vun der europäescher Politik am Fong geholl deem Titel vun deem Pabeier do widdersprécht. An ech wëll dat festmaachen un dräi Schwéierpunkten.

Éischtens, et gëtt an Europa weder eng gemeinsam Wirtschaftspolitik nach eng gemeinsam Sozialpolitik. Et gëtt keen europäesche Budget oder bal keen europäesche Budget. An duerfir setzt och den Investitiounsplang Juncker op d'Mobiliséierung vum Privatkapital bei der Finanzéierung vun der Wirtschaft.

Och d'Lëtzebuerger Présidence setzt an hirem Pabeier d'Prioritéiten ausschliisslech op d'Entwécklung vun de Kapitalmäert a bënnt natierlech domat och d'wirtschaftlech Entwécklung u Profiterwaardunge vum private Kapital. An dat bedeit, ouni Zweifel, weideren Drock op d'Léin an op d'Sozialbedéngungen.

Esou sinn déi eigentlech europäesch Elementer vun der Wirtschafts- a Sozialpolitik och eigentlech ze fannen an de Recommandatiounen, déi mer gemaach kréien all Joer vun dem Europäesche Rot am Kader vum Semestre européen. A mir wëssen, wat do drasteet. Mir wëssen och, wat d'Regierung ëmmer äntwert.

Ech wëll nëmmen e puer Beispiller hei nennen, fir ze veranschaulechen, wat d'Leit dobaussen ënner Sozialpolitik an Europa verstinn. Sou wëllt d'Regierung zum Beispill d'Diskussiounen iwwer weider Pensiounsreformen ee Joer virzéien, obschonn eng Etüd vum ECOFIN-Rot, déi viru Kuerzem erauskomm ass, gewisen huet, dass déi Lëtzebuerger Rentemauer net schonn 2034 kënnt, wéi gesot ginn ass bei der Rentereform, mä 20 Joer méi spéit, dat heescht am Joer 2054. Dat heescht, mir zéien am Fong d'Debatt iwwer weider Reforme bei de Rente vir, obscho mer gesot kréien, dass et a Wierklechkeet iwwerhaapt kee Problem vu Rentemauer gëtt, mä dass dee Problem sech vill méi spéit wäert stellen, wat mir iwwregens och schonn ëmmer gesot hunn, wéi mer hei iwwert d'Rentereform diskutéiert hunn.

D'Regierung wëllt och an der Fleegeversécherung - dat ass e weidere Message, dee se op Bréissel geschéckt huet - no weidere Käschtespuereffekter sichen, während dobaussen „Hëllef doheem" Aarbechtsplazen ofbaut.

D'Regierung wëllt och d'Bedéngunge verschlechteren, fir déi qualifizéiert Aarbecht unzëerkennen, souwuel vu Leit mat engem Diplom wéi och vu Leit aus grousse Botzfirmaen opgrond vun hirer laangjähreger Erfahrung. An deem Secteur sollen d'Bedéngunge verschlechtert ginn.

A si wëllt sech an d'Lounbildung och am Privatsecteur amëschen an d'Lounentwécklung am ëffentleche Secteur an am konventionéierte Secteur no där Lounentwécklung ausriichten, a mir wëssen, zu wat fir enge Sozialkonflikter dat féiert.

Dat sinn d'Realitéite vun der Sozialpolitik, déi bei de Leit eriwwerkommen. An ech mengen och, dass dat d'Bild präägt vun Europa, wat en desastréist Bild ass a wat och zu enger ëmmer méi grousser Politikmiddegkeet féiert. An duerfir sinn d'Regierungen zoustänneg an Europa. Och eis Regierung ass duerfir zoustänneg.

A wann den Här Juncker elo als neie Kommissiounspresident d'Schlagwuert vum Triple-A (veuillez lire: Triple-A social) an d'Welt gesat huet, da muss ech awer soen: Déi europäesch Bierger wäerten och nach den Här Juncker wahrscheinlech kenneléieren, dee virun allem gewinnt ass, grouss Schlagwierder an d'Welt ze setze bei Debatten hei iwwert d'„Lage der Nation" an esou weider, wouvun een duerno näischt méi héieren huet. Well dat Wuert vum Triple-A social ass elo virun engem hallwe Joer lancéiert ginn, wéi e Kommissiounspresident ginn ass, a bis haut ass et nach mat kengem eenzege konkreten Inhalt verbonnen.

Et ass och net an Ärem Pabeier hei definéiert. Et ass och e Schlagwuert an Ärem Pabeier hei. A wann dat sollt anescht sinn, wëll ech den Här Ausseminister froen, eis herno de Contenu vum Triple-A social hei ze erklären. Op jidde Fall wäerte mir déi Fro weider verfollegen. A mir wäerten och an de Kommissiounssitzungen, déi duerfir zoustänneg sinn - den Här Angel huet eis dat jo ugebueden -, déi Fro stellen, wat konkret domat verbonnen ass, wat d'Regierung sech dorënner virstellt.

Mir wäerten och den 2. Juli, wann d'Europäesch Kommissioun hei an der Chamber ass, déiselwecht Fro stellen: Wat ass mat deem Triple-A social do verbonnen? Well mir kënnen eis kee konkrete Contenu dorënner virstellen. Firwat? Well déi ganz Politik bis elo an eng Géigerichtung gelaf ass, a Richtung vu méi Kompetitivitéit, bessere Bedéngunge fir d'Betriber. Dat ass dat, wat an all den Texter drasteet. Dat ass dat, wat och an der europäescher Wirtschaftspolitik, esou wéi se gesi gëtt, dat heescht a Form vu Recommandatiounen un déi eenzel Länner, bis elo drastoung.

Här President, dat, wat a Griichenland geschitt ass, ass eiser Meenung no och symptomatesch fir dee ganzen Irwee, op deem sech d'Europäesch Unioun befënnt. Ech hat schonn am Mee hei drop higewisen, dass Lëtzebuerg sech net däerf op d'Säit vun den Hardliner an där Diskussioun stellen an dass et och an eisem eegenen Interessi ass, dass Lëtzebuerg (veuillez lire: dass Griichenland) en Auswee fënnt an en Opschwong erëm ka kréien. An dat ass net méiglech mat där Politik, wéi se bis elo bedriwwe ginn ass.

A wa schonn de Pressespriecher vum Kommissiounspresident fënnt, dass den Austeritéitsprogramm vun der EU bis elo onausgeglach war, e Programm, deen awer ëmmerhin ënnert dem Här Juncker als Europresident ausgehandelt gi war, dann däerf et keen Zweifel méi dru ginn, a mir wëssen dat och aus der Erfahrung, dass a Griichenland duerch déi Politik, déi d'EU do duerchgezunn huet, eng sozial Katastroph entstanen ass. An et gesäit een och, dass d'Leit alleguerten hannert der Regierung stinn dohannen, wa se drop drängt, fir minimal sozial Verbesserungen ze kréien.

An ech fannen et skandaléis, wa vusäite vun aneren europäesche Regierungen, elo nach, haut nach, verlaangt gëtt, d'griichesch Regierung misst zum Beispill de Solidaritéitszouschlag fir kleng Rentner ofschafen oder d'TVA um Stroum erhéijen! Da fannen ech dat net an der Rei an ech fannen och, dass d'griichesch Regierung genuch Programmer a genuch Virschléi, déi ganz seriö sinn a guer net esou wäit ginn, wéi ëmmer gesot gëtt, virgeluecht huet an dass et un den EU-Instanzen ass, fir sech ze bewegen an där Fro.

An ech hätt gären héieren hei, wann dat och kloer gesot gi wier, well ech mengen, et kann ee wierklech net vun engem souveräne Land verlaangen - an dat ass déi Fro, déi sech do wierklech stellt, déi vun der Souveränitéit -, dass et op deen dote Wee matgeet. An ech wëll drun erënneren, dass viru Kuerzem d'iewescht Geriicht a Griichenland décidéiert huet, dass déi Rentekierzungen, déi 2012 agefouert gi si vum Här Juncker als Eurogroup-Chef, géint d'Verfassung a Griichenland verstoussen.

Ech mengen och, dass d'Europäesch Unioun mat hirem Virgoen amgaangen ass, u Grenzen ze stoussen. Ech mengen och, dass, wann déi Grenzen iwwerschratt ginn, dann implodéiert iwwer kuerz oder laang d'Eurozon, an d'Europäesch Unioun souguer mat. A schonn eleng bei deem erzwongenen Austrëtt vu Griichenland aus dem Euro kommen op eist Land nei Belaaschtungen zou, well bis elo hu mer eigentlech nëmmen Zënse kasséiert vu Griichenland.

Ech wëll dat dem Här Kartheiser soen, dee gesot huet, mir hätte bis elo esou schrecklech vill a Griichenland investéiert: Mir hu bis elo Zënsen erausgezunn aus deem Prêt, dee mer u Griichenland gemaach hunn. A Griichenland huet…

(Interruption)

A Griichenland huet dee Prêt pünktlech zréckbezuelt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo? Gären.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Urbany huet näischt dergéint.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt den Här Urbany just froen, ob e gemierkt huet, datt ech iwwert dee politesche Präis geschwat hunn, deen déi Saach eis kascht huet, wat d'Souveränitéit an d'Rechter vun der Chamber an der Budgetsprozedur ugeet. Datt mer Griichenland e bilaterale Prêt ginn hunn a wat mer do un Zënse kritt hunn an d'Modalitéite vum Prêt hat ech a menger Ried net ernimmt!

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Oh, ech hat dat zwar anescht verstanen. Mä wann Der dat elo sot, dann huelen ech dat zur Kenntnis.

Nun, wann et emol eng Kéier souwäit géif kommen, dass et géif zu engem sougenannte Grexit kommen, da spillen allerdéngs déi Garantien. An da muss och de Lëtzebuerger Steierzueler duerfir riichtstoen. An dat féiert dann, esou wéi bei der Finanzkris, zu neien Austeritéitspäck. Iwwregens och zu neie Renteverschlechterungen, well mer wësse mussen, dass d'Rentereserv op de Finanzmäert placéiert ass. A wann dee Rendement ofhëlt do, ass am

Mechanismus vum neie Rentegesetz virgesinn, dass och d'Prestatiounen oder gewësse Prestatioune vun de Rente wäerten no ënne goen. Dat heescht, mir hunn all Interessi drun, dass eng Léisung fonnt gëtt.

An ech mengen och, dass, wa mer wëllen den Euro längerfristeg halen, dat dann nëmmen iwwer grondleeënd Reforme féiert, ëm déi et och schlussendlech geet bei deem heroesche Kampf, muss ech soen, deen déi griichesch Regierung féiert, fir d'Interessen och vun de Leit an eise Länner, well d'Europäesch Unioun als Konstruktioun, do sinn ech vläicht mam Här Kartheiser d'accord, kann net esou weider bestoen.

Eis Léisunge ginn allerdéngs diametral an eng aner Richtung. Mir mengen, dass muss vill méi eng gemeinsam Politik gemaach ginn, dass vill méi Solidaritéit muss och antrieden an der Europäescher Unioun. A mir si frou, dass d'griichesch Regierung och esou standhaft ass. A mir sinn och iwwerzeegt, dass se um Enn wäert Erfolleg hunn.

Ech wëll nach op eng zweet Saach agoen, dat ass d'Flüchtlingspolitik. Och do geet et ëm Solidaritéit zwëschen de Länner. An ech mengen, dass et vun enger Rei vu Länner esou massiv Widderstänn gëtt géint déi Quoteregelung, déi jo bedeit, dass eenzel Länner sollen en Deel vun de Flüchtlingen ophuelen - d'Zuel ass fir Lëtzebuerg genannt ginn -, dass do grouss Länner Widderstand dergéint maachen, dat fannen ech och en Aarmutszeugnis! An dat weist och, dass an Europa ëmmer méi national Interessen iwwerhandhuelen an de Solidargedanken amgaangen ass zréckzegoen. Duerfir mengen ech, et soll ee sech derfir asetzen, dass déi Quoteregelung kënnt, dass se iwwerall applizéiert gëtt. Dat ass net nëmme gutt fir déi Länner, an déi d'Flüchtlinge fir d'Éischt kommen - Griichenland an Italien -, mä dat ass och gutt, fir d'Solidaritéit iwwerhaapt an Europa ze stäerken.

Déi Äntwert, déi d'Europäesch Unioun gëtt an der Mëttelmierkris, kënnt ze spéit. Si bekämpft virun allem d'Symptomer. Déi Opstockung vun deenen Operatiounen Triton oder Poseidon ass zwar ze begréissen, well domadder weider Mënscheliewe kënne gerett ginn, mä si hunn nach ëmmer d'Mandat, fir d'Grenzen ze sécheren, an net haaptsächlech d'Mandat, fir Rettung ze maachen. An dat ënnerscheet se och vun där Operatioun Mare Nostrum vun den Italiener, déi leider net konnt weidergeféiert ginn.

Mir mengen och, dass déi Pläng, fir géint d'Schlepper virzegoen, keng Léisung sinn. Au contraire. Wann déi hei eng Dier zougemaach kréien, fanne se aner Plazen, fir hirem Geschäft nozegoen. An et bréngt och mat sech, dass déi Leit dann a Kriselänner wéi Libyen zum Beispill, wat och am Krich ass, hänke bleiwen an och do a Gefor sinn. Duerfir, mengen ech, misst een och do no anere Weeër sichen. An déi eenzeg laangfristeg Léisung vum Migratiounsproblem ass, dass mer Perspektiven och an den afrikanesche Länner selwer schafen.

Mir mussen endlech och begräifen, dass d'Migratioun en transversaalt Thema ass, dat mat ville Beräicher ze dinn huet, dat Verbindung huet mat der Kooperatiounspolitik, dat awer och Verbindung huet mat deenen Associéierungsverträg, déi mer mat deene Länner schléissen an déi ganz dacks dozou féieren, dass déi Länner an eng ekonomesch Ofhängegkeet geroden, dass mer hir eege Landwirtschaft an hir bëssen Industrie, déi se bei sech hunn, futtimaachen duerch esou eng Politik.

Dann nach séier zu den Handelsofkommessen. Ech mengen, dass déi Ofkommesse ganz wäit ginn an dass et net dorëm geet, wéi den Här Ángel hei gesot huet, fir klenge Betriber et ze erméiglechen, an den USA e Marché ze fannen. Ech mengen, dass kleng Betriber virun allem interesséiert sinn, hei an der Géigend Ofsazmäert ze fannen, dass se Kafkraaft brauchen an dass kaum kleng Betriber un engem Marché an den USA interesséiert sinn.

Mä ech mengen, dass et bei deenen Accorde virun allem ëm eppes geet: Et geet drëm, fir d'Politik, de Spillraum vun der Politik hei an de Länner ze begrenzen, an zwar doduerch, dass déi Konzerner, déi eigentlech interesséiert sinn dorunner, fir dee Spillraum vun eis alleguer, vun de Bierger dobaussen ze begrenzen an deenen eegene Gesetzer, déi mer eis wëlle ginn..., dass dat den eigentlechen Interessi ass, fir déi Verträg do duerchzezéien, well se dann iwwert de geriichtleche Wee kënnen Décisiounen, Gesetzer an esou weider, déi geholl ginn, erëm eng Kéier réckgängeg maachen.

An ech mengen, dat ass déi grouss Gefor vun deem ganzen Ensembel vu Verträg, ëm déi et sech hei handelt. Et geet net ëm eenzel Aspekter. Et gi vill eenzel Saachen erausgegraff. Et gëtt och elo neierdéngs vun deene Geriichter do vill geschwat. Et gëtt gesot, do géifen Ännerunge kommen. Mä ech mengen, dass dat Ganzt en Ensembel ass an dass deen Ensembel muss als en neien Agréff vun der Privatwirtschaft an d'Politik an eise Länner begraff ginn an als solchen och muss bekämpft ginn. An ech mengen, dass en nëmme konsequent ka bekämpft ginn, andeem ee seet: „Stopp!" zu deene Verhandlungen. Ech mengen, dass dat deen eenzege Wee ass. Dat ass och dee Wee, deen d'Gewerkschaften, deen Émweltorganisatiounen an aner Organisatiounen hei am Land eis virschloen.

Duerfir mengen ech, et soll ee wierklech hei dräimol Nee soen: Et soll een Nee soen zum TTIP, et soll een Nee soen zum TiSA an et soll een Nee soen zum CETA.

Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, mir sinn um Schluss vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Ausseminister a soss keen.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also fir D'Alleréischt wollt ech soen, Här Urbany, dass ech versicht hunn, an deem, wat ech gesot hunn als Introduktioun, den Triple-A social, dat heescht, déi sozial Dimensioun méi ervirzesträichen, dat ass eigentlech duerch dee ganze Kapitel vu menger Ried gaangen. An ech mengen, do sidd Der mat mer eens, dass ech déi net erëm ka widderhuelen.

Mä et ass kloer: d'Investissement, d'Relance vun der Industriepolitik, den digitale Raum opbauen an esou weider, d'Ekonomie stimuléieren duerch Investissement an och duerch Reaktivatiounen a verschiddene Beräicher, dat sinn d'Plus-valuen, déi geschafe ginn, an déi Plus-valuë sollen dann och eng Répercussioun hunn op sozialem Plang. Dat ass dat, wat ech domadder mengen. Mä ech si selbstverständlech d'accord mat Iech a wann Der dat frot, hutt Der jo bestëmmt och Suggestiounen ze maachen, an déi huelen ech ganz gären op.

Wat déi Motioun hei ugeet, do géif ech der Chamber soen: Mir mussen hei virsiichteg sinn. An ech soen Iech, firwat. Et gëtt europäescht Recht. An ech mengen, den Här Kartheiser, aus senger Jugend, dee weess och nach, wat dat ass,...

(Hilarité)

...an do steet dran, dass et iwwerhaapt keng Diskussioun gëtt, wann d'Kompetenz an engem Traité vun der Kommissioun dépasséiert ass, da si mer an engem Accord mixte. Mä dat weess elo keen. Soubal also wéi déi Kompetenz dépasséiert ass, hu mer en Accord mixte. Do brauch d'Présidence net ze insistéieren, oder net iergendeen aneren an der Europäescher Unioun. An duerfir géif ech mengen, dass een dat hei elo net soll stëmmen.

De Message hu mer jo verstanen. Ech mengen, de President huet och e Bréif geschriwwen, dass dat soll en Accord mixte ginn. Mir sinn och op där Schinn. Mä, gleeft mer, mir mussen awer wëssen, wat an der Substanz dran ass, ier mer kënnen eis als Chamber... - mir si jo e seriöe Veräin, géif ech mengen, also Dir! Mir heiansdo och -, mä duerfir...

(Hilarité)

...géif ech mengen, dass mer awer musse kucken, wat an der Substanz hei erauskënnt an dann eng Décisioun fir d'Chamber huelen. Dat ass meng Suggestioun.

Ech kann net als Présidence - dat soen ech Iech, egal wat mer elo hei stëmmen - an der Europäescher Unioun do optrieden am Conseil a soen: „Hei, Lëtzebuerg fuerdert elo, dass et en Accord mixte ass!" Mir mussen d'Substanz vun deem Accord kennen, ier mer dat kënne fuerderen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zu der Motioun, den Här Kartheiser.

Motion 1

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wollt dem Här Asselborn Merci soe fir deen Interessi, deen e fir dësen Text huet. Mä ech mengen, mir schaffe jo elo net ouni Virgeschicht hei. Mir haten d'Madame Malmström hei. Mir hunn als Parlament och bei där Geleeënheet a bei anere Geleeënheeten der Europäescher Kommissioun ëmmer nees dëse Message ginn.

Ech mengen net, datt ee ka raisonnablement drun zweifelen am Ableck, datt d'Kompetenze vun de Memberstate beréiert ginn. Ech mengen, jiddwereen, dee bis elo mat där Diskussioun hei ze dinn hat, weess jo, datt eng ganz Rei Saachen an deem Traité wäerte stoen, déi d'Kompetenze vun de Memberstaten direkt beréieren. A mir wëssen, datt eis Populatioun besuergt ass iwwert dat, wat hei drakënnt. A fir do e kloert Zeeche vun eiser Säit ze setzen, hale mir et wierklech fir wichteg, och géintiwwer der Europäescher Kommissioun a géintiwwer de Lëtzebuerger Bierger, fir dat Zeechen ze setzen, datt mir eis hei als Parlament an an der Regierung dofir asetzen.

Ech mengen, dat ass e wichtegt, staarkt Zeechen, dat mir géife setzen. An dofir géife mer insistéieren, datt mer et och maachen. Et kascht eis näischt. Et ass an der Linn zu deem, wat mer bis elo vertrueden hunn. Awer et ass e staarkt politescht Zeechen, wa mer dat och an dëser Form maachen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Also, mir hunn natierlech vollt Verständnis fir déi Demande vum ADR, well dat, ech mengen, vun eis alleguerten d'Demande ass. Also, iwwert de Fong vun der Demande gëtt et keen Zweifel.

Ech hunn awer och, besonnesch als Jurist, e bësse Verständnis fir dem Ausseminister seng Argumentatioun. An och wann ee bien entendu dat kann novollzéien, wat den Här Kartheiser seet, kann ech Iech awer och net garantéieren, Här Kartheiser, wéi eng Cour, déi eng Kéier mat där Thematik géif beoptragt ginn, in fine géif entscheeden, soudatt ech do awer och meng Bedenken hunn, Bedenken, déi och fir meng Fraktioun bestinn.

Do hunn ech mech gefrot, Här Kartheiser: Ech mengen, mam éischten Tiret, dem „insister", kënne mer alleguerten d'accord sinn. Do, wou ech mengen, dass et wierklech e bëssen ze wäit geet, dat ass mat deem „à veiller à ce que le TTIP", well ech wierklech och mengen, datt d'Regierung souguer mat allem gudde Wëllen, dee se hei kann hunn, dat net onbedéngt ka fäerdegbréngen, esou datt een dat vläicht e bësselchen aneschters formuléiert. Mä an där Form, esou wéi Dir dat elo hei virschlot, kënne mir och déi dote Motioun an där doter Form net stëmmen, quitte datt mer awer mat der Zilrichtung d'accord sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Den Här Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, ech ginn dem Minister an och dem Här Mosar recht, dass ee seet, dass mer eis um Fong all eens sinn, mä dass et eng juristesch Fro ass an dass et do schwéier ass, elo hei an der Séance plénière dorop eng Äntwert ze fannen, d'autant plus, wou och nach e Verfahren um Europäesche Geriichtshaff leeft iwwert dat Fräihandelsofkommes mat Singapur, wann ech mech net iren. Dofir froen ech mech, ob een net awer eng Kéier soll déi Motioun mat an d'Kommissioun huelen an da mol kucken, ob een driwwer diskutéiert, ob een eng juristesch Formulatioun fënnt fir déi Suerg, déi mer all hunn, dass an den nationale Parlamenter driwwer ofgestëmmt gëtt herno.

Wichteg ass awer - wat vill méi wichteg ass -, dass mer am Virfeld, egal, ob mer driwwer ofstëmmen oder net ofstëmmen, dass mer deen Dossier, wéi ech et gesot hunn a menger Ried, suivéieren, dass mer, wéi de Minister eis et versprach huet, e permanenten Dialog mam Minister a mat senge Mataarbechter hunn, fir iwwert déi Verhandlungen ze schwätzen an och hei eis rout Linne virzeleeën, an dass mer och mat eise Kolleegen aus dem Europaparlament deen Dialog féieren. Dofir, ech géif vläicht proposéieren, dass mer se awer dann nach eng Kéier an der Kommissioun géifen diskutéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech mengen, den Här Kartheiser mécht e klengen Denkfeeler. Et geet net ëm d'Kompetenzen. Mir hunn der Kommissioun e Mandat ginn - de Conseil -, fir ze négociéieren. An alles, wat iwwert dat Mandat erausgeet, wat - loosse mer soen - Clauses politiques wieren oder Clausen, déi net am Mandat sinn, wann dat sech erausstellt, dass där dra sinn, dann ass et en Accord mixte! Dat ass esou. Dat ass déi juristesch Interpretatioun dovunner.

Elo kënne mer soen: Okay, wann dat elo négociéiert ass... A mir hunn dat jo och gesot als Chamber, de President huet et gesot, mir hunn et ëmmer gesot, mir hunn och der Madame Malmström dat gesot. Si selwer huet et jo gesot! Mä ditt mech elo net an dëser Phas, wou ech net weess, wat mat der d'Substanz gëtt, insistéiere während eiser Présidence, dass et soll en Accord mixte sinn! Dat ass de Punkt, wou mer vläicht elo hei an der Interpretatioun e wéineg ausenaner sinn.

Mir sinn um Fong d'accord, fir dass herno och d'Parlament soll säin Accord ginn. Mä dat kënne mer elo net stëmmen. Ech mengen, dat kënnt Der net vu mir verlaangen, well do maachen ech mech jo lächerlech, wann ech elo, an dësem Moment, dat an eiser Présidence virdroen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser. Parole après ministre, well ech mengen, d'Zäit fir d'Motioun an alles ass ausgelaf.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech soen Iech Merci. Mä et steet jo am Reglement, datt een no engem Minister kann d'Parole froen, an ech sinn Iech och ganz dankbar, datt Der mer se accordéiert.

Ech wollt just soen, wann Der den Artikel 4 kuckt vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Union européenne, do sinn d'Compétences partagées jo esou definéiert, wéi se bei der Prise de décision gängeg gehandelt ginn. Dat heescht, et gëtt einfach Domäner, wou souwuel de Conseil wéi och d'Parlament an der Prise de décision mat dra sinn, an dat definéiert jo och, wéinstens an der Optik vun deem Artikel, wat eng Compétence partagée ass.

Dofir ass jo och kloer, datt eng Rei vun deene Saachen och herno, ausser - Surprise! - et wär guer näischt am TTIP, beréiert sinn. Ech géif Iech proposéiere vläicht, fir där doter Suerg entgéintzekommen, datt mer géife soen am Punkt 2: «…à veiller à ce que le TTIP, une fois négocié, et lorsqu'il est établi que les compétences des États membres sont engagées, soit soumis obligatoirement à la ratification.» Ech mengen, dann hu mer nach ëmmer deen „safeguard" dran, datt fir d'Éischt juristesch gekuckt gëtt, ob et esou ass. A wann et esou ass, da kéinte mer awer da ratifizéieren.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, also ech mengen, den Här Kartheiser huet elo hei eng Proposition de texte gemaach, déi vläicht méi akzeptabel ass wéi déi aktuell. Mä nach eng Kéier, vu datt et wierklech eng komplizéiert juristesch Matière ass, géif ech nach eng Kéier déi Propositioun vum Här Angel hei opgräifen. Ech mengen, hei brécht eis elo keen Zack aus der Kroun, wa mer déi Motioun dann, le cas échéant, eng Kéier géifen a 14 Deeg stëmmen.

Duerfir wäre mir d'accord, datt déi Motioun an d'Kommissioun verwise gëtt. Wann den Här Kartheiser elo drop insistéiert, datt se ofgestëmmt gëtt, da musse mir eis enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Kartheiser, eng leschte Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech si jo bekannt heibanne wéinst menger Flexibilitéit a Kompromëssbereetschaft...

(Hilarité générale)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …an dofir géif ech soen, dann huele mer se an d'Kommissioun. Awer ech wär ganz frou, wa mer eis kéinten ënnereneen eens ginn, datt mer se awer virum 1. Juli, virum Début vun der Présidence, nach eng Kéier an d'Plénière huelen, well ech mengen, et ass jo och an der Kommissioun séier driwwer geschwat, an datt mer dann dat Resultat hei kënnen dem Vote stellen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir déi Unanimitéit. Dann…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech froen nach d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll och nach eppes zu där Motioun hei soen. Also, mir hätten déi Motioun hei ouni Problem gestëmmt. A mir fannen, dass hei juristesch Argumenter avancéiert ginn, fir eigentlech e politesche Problem ze cachéieren, well et geet hei ëm e politesche Problem. Et ass kee juristescht Argument, wat mech kann iwwerzeegen, dass en Traité, deen esou wäit agräift an d'Liewe vun de Leit, dass dee soll net hei duerch d'Parlament goen!

An ech menge souguer an ech gesinn och net an, firwat net dat elo kann däitlech an enger Resolutioun stoen, dat, wat ëmmer gesot ginn ass, och a Kommissiounssitzungen, och vum Här Ausseminister: dass et selbstverständlech wier, dass mer an eisem Parlament géifen doriwwer ofstëmmen!

Ech menge souguer, dass esou Traitéen, vun esou enger Wichtegkeet, missten engem Referendum ënnerworf ginn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech géif d'Chamber da froen,...

(Brouhaha)

...mat bal Unanimitéit, ob se bereet ass, d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwermëttelen. Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Ech géif soen, mat Handophiewen.

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(La motion n°1 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.)

Ech mengen, et ass e puermol och drun erënnert ginn, dass souwuel vun der aussepolitescher Kommissioun wéi vun der Présidence vun der Chamber, wéi an den Diskussioune mat sämtleche Presidente vun europäesche Parlamenter, wéi an der Entrevue mam Europaparlament vun dësem Parlament drop insistéiert ginn ass, dass mir an där heiter Diskussioun eist Wuert ze soen hunn an dass déi Traitéen an d'Chamber hei geheieren.

Voilà, dat gesot, si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. Mir hu Rendez-vous dann de 16. an de 17. Juni, dat heescht, deen nächsten Dënschdeg an deen nächste Mëttwoch.

Merci villmools. D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.40 heures)

SÉANCE 39 MARDI, 16 JUIN 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Edy Mertens - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
- *M. Roger Negri - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. Félix Eischen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie
- *M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6e semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- *M. Alexander Krieps - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

5. 6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?»
- *Exposé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Débat: M. Marco Schank, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Cécile Hemmen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Pierre Gramegna, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op a fänke mat der traditioneller Fro un d'Regierung un:

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister.

2. Communications

Ech hunn der Chamber matzedeelen, dass d'Lëscht vun de parlamentaresche Froe mat den Äntwerten hei um Büro deponéiert ass, dass d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert gi sinn zënter der leschter Sëtzung, un d'Fraktioune verdeelt ginn ass an dass och déi nei Petitiounen, déi erakomm sinn, un d'Fraktioune gaange sinn.

Communications du Président - séance publique du 16 juin 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6826** - Projet de loi portant approbation des conventions fiscales avec Andorre, la Croatie, l'Estonie et Singapour ainsi que des protocoles aux conventions fiscales en vigueur avec les Émirats Arabes Unis, la France, l'Irlande, la Lituanie, Maurice et la Tunisie*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.06.2015

***6827** - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.06.2015

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**508** - Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et interventions médicales*

Dépôt: 05.06.2015 par M. Cyril Perrichon

*Demande de pétition publique n°**509** - Stop au roaming*

Dépôt: 08.06.2015 par M. Stefano Botta

*Demande de pétition publique n°**510** - Referendum: Neiwahle fir Lëtzebuerg*

Dépôt: 08.06.2015 par M. Flavio Menei

*Demande de pétition publique n°**511** - Haaptsprooch: Lëtzebuergesch Sprooch*

Dépôt: 09.06.2015 par M. Carlo Bretz

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 10. Juni huet d'Presidentekonferenz den Ordre du jour festgehalen, deen un d'Fraktioune gaangen ass. Ech ginn also dovun aus, dass d'Chamber déi Propositioun vum Ordre du jour kennt, a wollt Iech da froen, ob Der mam Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord sidd.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert an ech soen Iech Merci do derfir.

Mir géifen eis Sëtzung vun haut da mat enger Froestonn un d'Regierung ufänken. Dir wësst, dass d'Deputéiert zwou Minutten hunn, fir d'Fro ze stellen, an dass d'Regierung der véier huet, fir dorop ze äntwerten, an dass mer ofwiesselnd Majoritéit an Oppositioun zum Zuch komme loossen.

Déi éischt Fro kënnt vum Här Edy Mertens, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister a betrëfft d'Stroosseninfrastruktur am Kanton Clierf. An den Här Mertens ass scho prett. Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister stellen. Et ass esou, datt immens vill Leit sech beschwéieren iwwert dee wierklech schlechten Zoustand vun de Rond-pointen am Clierfer Kanton. An effektiv ass et esou, datt hei all Rond-point bis op, mengen ech, een, dee mat ënnerhale gëtt vun enger Gemeng, wierklech an engem desolaten Zoustand ass; a wou vun uewen erof dann awer ëmmer gesot gëtt, dee misst sech selwer begréngen an dat kéim vun ënnen erop an da géif dat wonnerschéi gréng ginn.

Mä et ass awer esou, datt se esou ausgesinn - ech konnt mech de Moien dervun iwwerzeegen, wéi ech op Housen erausgefuer sinn um Schinker -, dat gesäit wierklech net schéin aus.

An ech wéilt den Här Minister froen: Wat gedenkt hie mat den zoustännege Servicer ze ënnerhuelen, fir datt trotzdeem dës Giratoirë méi ansehnlech ginn, also méi gefleegt schéngen?

Des Weidere wollt ech den Här Minister dann och nach froen: Wat och ëmmer schlëmmer gëtt, dat ass - ech si schliisslech Buerger-

meeschter zu Ëlwen - de Verkéier zu Ëlwen. Do hate mer Iech mat dem Plan sectoriel «Transports» och eng nei Etüd eraginn, déi gemaach gouf vun engem Etüdebüro iwwert de Verkéier. Dat gëtt esou schlëmm - ech hat dës Woch erëm do Zeene gesinn! -, deelweis stockt de ganze Verkéier, et geet net méi.

An do wollt ech Iech froen, Här Minister, wéi Der och richteg ewell eng Kéier gesot hat, ob Der vläicht dru kéint denken, d'Prioritéit ze änneren a vläicht Ëlwen dann och - och wéinst der Geféierlechkeet vun deenen Transporter duerch déi Uertschaft - vun der Prioritéit 3 an d'Prioritéit 2 ëmzeklasséieren, well dat jo dann nach eng ganz laang Zäit ass, ier een eppes kéint maachen.

An dann eng drëtt Fro, wat ech wollt froen, dat ass de Contournement Housen. Wa mer jo elo wëssen, wat op der N7 geschitt, Richtung Wämperhaart, an dann ass et jo esou, datt déi Pläng jo nach valabel sinn, déi do sinn, an do wollt ech Iech froen, wéini et kënnt oder wéini mer drun denken, wéini et kéint sinn, datt mer mam Contournement Housen géifen ufänken, wéi et do mam Timing ass.

Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Zu där éischter Fro wollt ech dem Här Mertens Merci soen, datt e mech dorop opmierksam gemaach huet. Ech sinn zwar heiansdo mam Trakter ënnerwee am Éislek, mä wéi ech do ënnerwee war, war et nach méi kal, do waren d'Rondpointen nach net esou bewuess. An dee fiert och net esou séier. Ech hunn awer menge Servicer gesot, si sollen dono kucken, datt déi Rond-pointe propper gemaach ginn.

Déi zweet Fro ass déi méi genereller Natur, an och méi spezifesch, wat de Contournement Ëlwen ugeet. Et ass esou, datt mer amgaang sinn, souwisou déi ganz N7, also vum Fridhaff erop bis d'Wämperhaart, jo ze iwwerkucken. Ech kann Iech och soen, datt och schonn d'Ausmoossunge gemaach gi sinn, fir se op e Standard ze bréngen, datt se den Normen emol entsprécht, déi Strooss. Well déi huet jo de Problem, datt se haut enger dräispureger Strooss, wéi se international d'Normen huet, net entsprécht.

Mir sinn och amgaang, eng Rei Saachen ze kucken, wat d'Oftrennungen ubelaangt, well dat war jo och op deene Versammlungen, déi ech organiséiert hat op der N7, vill en Thema, ob een net verschidden Ofsécherunge kéint maachen, datt ee méi Leitplanke setzt. Och dat si mer amgaang ze kucken. Et gesäit och éischter alles positiv aus, muss ech soen.

Dann deen drëtte Punkt: Mir wäerten och kucken, ob mer net op verschiddene Plazen, wou virun allem eben d'Traktere méi schwéier weiderkommen, esou där Kriichspure kënne maachen. Och dat gëtt analyséiert.

An derniewent hu mer eng Rei konkret Projeten, déi souwisou um Lafe sinn. Dat eent ass ronderëm Clierf, am Kader vun der Transversale Clierf, wou de Giratoire op der N7, Héicht Maarnech, elo amgaang ass, gebaut ze ginn. E soll bis Enn 2015 fäerdeg sinn. Da gëtt och eng nei Bretelle d'accès tëschent der N18 an der N7 gebaut. Do geet et haaptsächlech drëm, fir dee Lénksofbéier ze suppriméieren. Och dat soll relativ kuerzfristeg gemaach ginn.

An da kommen natierlech am Kader vun der Transversale Clierf och nach aner Giratoiren, déi geplangt ginn, haaptsächlech de Giratoire mat der Transversale um CR340 respektiv tëschent der N18 an dem CR334. De Contournement vun Housen ass an der Planung. Dee wäert an deem Délai ëmgesat ginn, wéi e virgesi war.

Dat heescht, mir sinn amgaang, e ganze Koup Saachen op där Streck do ze maachen, esou wéi ech et och versprach hat. An ech wäert och, ech géif soen, Enn des Joers eng Kéier an d'Nohaltegkeetskommissioun kommen. Da wäert ech Iech d'Detailer vun der Planung weisen, mam genaue Planning, wéi mer déi eng an déi aner Saache wäerten ëmsetzen an deenen nächste Joren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Serge Wilmes, riicht sech och un den Nohaltegkeetsminister a geet ëm d'Buslinn 300 tëschent Diddenuewen an dem Kierchbierg. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet Hamilius, deen huet jo d'Buslinnen an der Stad, mä och am Land a souguer iwwert d'Grenzen eraus op d'Kopp gehäit. An dat gëllt och zum Beispill fir déi Linn 300, déi de President ugeschwat huet. Déi geet vun Hayange/Diddenuewen iwwert d'Stad, de Stadzentrum, op de Kierchbierg.

Zënter dem 1. Juni fiert awer déi Linn net méi, wéi gewinnt bis elo, duerch den Zentrum vun der Stad. An iwwert d'Gare fiert dee Bus och nach just eng Kéier an der Stonn amplaz aachtmol an der Stonn. A vun Thionville aus fiert vu moies u just nach ee Bus iwwert d'Gare, amplaz vu sechs Bussen, fort. An no 18:30 Auer muss een ewell eng Stonn méi laang waarden, fir nees mam Bus Richtung Thionville ze fueren.

D'Konsequenz ass, datt elo ebe ganz vill Frontalieren amplaz mam Bus mat dem Auto an d'Stad kommen, fir ze schaffen, well eben déi Reorganisatioun net méi zu hiren Aarbechtszäite passt. An engems géifen awer déi meescht ganz gären nees weider mam Bus fueren, mä hunn elo einfach keen anere Choix. Et zirkuléiert och ewell eng Lëscht mat 400 Ënnerschréften, vu Lëtzebuerger an och Fransousen ënnerschriwwen, déi gäre froen, datt sech do eppes géif änneren.

Dofir wéilt ech gären dem Transportminister dës Froen hei stellen:

Wisou ass do déi Zuel esou drastesch eben erofgaangen, datt se net méi duerch de Stadzentrum fiert? Et ass jo wéinst dem Chantier, mä firwat ass dat esou drastesch eben erofgaangen? A gëtt et hei net Alternativen, fir kënnen awer weiderhin ze assuréieren, datt se géif duerch de Stadzentrum fueren? An ass déi Décisioun och mat de franséische Kolleegen diskutéiert ginn, ier se getraff ginn ass? A wann net, wäert Der da prett, fir zesumme mat hinnen ze kucken, vläicht do eng Léisung ze fannen? Well et wär jo awer am Intérêt vun de Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen, an och am Intérêt vum ëffentlechen Transport.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wilmes. An d'Wuert huet direkt erëm den Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soen dem Här Wilmes Merci fir déi Froen, déi e gestallt huet. Ech wëll em awer direkt soen, datt seng Informantin, nämlech d'Buergermeeschtesch vun Thionville, hei, géif ech soen, mat hirem Bréif, dee se geschriwwen huet a wou se jo och lénks a riets probéiert huet... - et ass jo och Wahlkampf zu Thionville, dat wësse mer alleguerten, mir sinn tëschent dem éischten an dem zweeten Tour -, e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss huet.

An ech géif och vun hei aus de Message wëlle schécken: De Lëtzebuerger Stat ass natierlech selbstverständlech gär bereet, mat Nopeschregiounen zesummen eppes ze maachen, sous condition, datt se dann awer och emol bereet sinn, mat ze bezuelen! Well déi Linnen op Thionville, déi ginn ausschliisslech vum Lëtzebuerger Steierzueler bezuelt. An ech muss soen, ech fannen et awer e bëssen e staarkt Stéck, wann ee Fuerderunge stellt an een ni awer och nëmmen déi geréngste Bereetschaft weist an der Grenzregioun, fir selwer finanziell mat ze participéieren.

Dat gesot, ass natierlech d'Duerstellung an der Realitéit net grad esou. Wat ass geschitt? Effektiv, duerch d'Émstellung vun dem Busréseau, ben, ëmmer, wann een eng grouss Ëmstellung mécht, da muss een duerno e Feintuning maachen. Dat ass ganz kloer. An dat ass hei och de Fall. Dat hate mer och versprach. Mir hu souwisou vun Ufank u gesot, datt mer géife kucken, ee Mount d'Saach analyséieren, an da kucke mer déi méi kleng Saachen, déi lénks a riets net fonctionnéieren, wat normal ass bei esou enger Reorganisatioun, datt mer do nobessere ginn.

Et war awer och vun Ufank u virgesinn, datt op där Linn 300 souwisou géife Verstäerkunge kommen. Well de Problem ass jo hei deen - et ass net, datt d'Kadenz esou wäit erofgeschrauft ginn ass -, mä de Problem ass deen, datt haut ganz vill Linnen, déi virdru Gare-Kierchbierg gefuer sinn, elo direkt iwwert d'Autobunn op de Kierchbierg fueren, dat heescht d'Gare net méi ufueren. Dat ass den Haaptproblem.

Dat heescht, mir hunn am Fong d'Desserte net erofgeschrauft, mä doduerjer, datt mer de Bus déviéiert hunn a vill Leit direkt op de Kierchbierg fueren iwwert d'Autobunn, fueren déi zum Beispill och net méi op d'Gare. Dat muss ech awer soen, dat ass awer och gemaach ginn op Basis vun enger Ëmfro. Et ass d'Entreprise Vandivinit, déi deen Tracé, also déi Linn do fiert. Do sinn Enquêtë gemaach ginn an do ass och erausfonnt ginn, datt awer de groussen Undeel vun de Leit, déi vun do kommen, déi dee Bus geholl hunn, op de Kierchbierg gi respektiv op d'Cloche d'Or gi respektiv op Leideleng schaffe ginn.

An dofir hu mer och gesot, datt mer wëllen am September nach eppes nobesseren. Dat war awer vun Ufank un ageplangt, an zwar, datt mer och eng ganz Rei Buslinnen direkt a Richtung Leideleng oder Cloche d'Or fuere loossen, well do e ganze Koup vun deene Leit och schaffen. Do sinn der zum Beispill och vill, déi fueren haut op d'Gare, mussen do erëm e Bus huelen zréck fir op d'Cloche d'Or oder fir op Leideleng, an dat wëlle mer ebe verbesseren duerch méi direkt Linnen. A mir wëllen déi da kombinéieren a koppele mat der bestehender Linn 300.

Dat heescht, éischtens emol sinn eng Rei Verstäerkunge scho gemaach ginn. Dat war och esou virgesinn, déi lafen elo scho Richtung Gare. Dat war och esou am Projet dran. An da kënnt e gudden Deel Feintuning no. Dat geet ab dem 1. September, wou mer kucken, wéi gesot, awer dann och d'Cloche d'Or a Leideleng matanzebannen. An ech mengen, wa mer dat alles zesumme gemaach hunn, da wäert op alle Fall fir déi Leit, déi haut de Bus huelen, de Problem geléist sinn. Well dann hu mer déi all erfaasst, déi en och an der Vergaangenheet geholl hunn a mir féiere se dohinner, wuer se wollte fueren.

A wa mer zousätzlech nach wëlle verstäerken, wéi gesot, meng Dier ass ëmmer op, wann ee mat mir wëllt schwätzen, fir ze kucken, wat een nach kann zousätzlech maachen. Awer dann natierlech sous condition, datt mer och iwwert de Finanzement schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un de Statssekretär am Héichschoulministère an dréit sech ëm d'Entwécklung vun de Studiebäihëllefen am Joer 2014. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Nodeem dass mer jo am leschte Joer d'Studentebourse reforméiert hu mat neie Kritären a se och EU-konform gemaach hunn, dass jo d'Kanner vun de Frontalieren och kënnen dovunner profitéieren, wollt ech de Statssekretär Marc Hansen froen, ob en eis kéint soen, wéi et mam Traitement vun den Dossieren ass. Wéi vill sinn der elo bäikomm? An och vläicht e bëssen Detailer vu Leit, déi elo éligibel sinn, fir déi Bourssen do ze kréien.

Des Weidere wollt ech och als Lescht d'Fro dann nach stellen, wéi et mam finanzielle Kader, dee sengerzäit jo virgesi war, géif stoen.

Ech géif dem Här Statssekretär elo scho Merci soe fir seng Äntwerten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet den zoustännege Statssekretär, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech si frou, dass den Deputéierte Roger Negri déi dote Fro stellt, well mir hu Mëtt der leschter Woch - a mir haten dat och an der Kommissioun gesot - d'Summersemester am CEDIES ofgeschloss. Mir leien also domadder och emol ënnert deene sechs Wochen zanter dem 30. Abrëll, wou mer dës Kéier konnten ofschléissen. Wann ech soen „ofschléissen", da sinn déi Dossieren natierlech elo an der Liquidatioun respektiv liquidéiert. Do kann et natierlech nach deen een oder aneren Dag daueren, bis d'Suen definitiv ukomm sinn.

Ech wéilt awer op dëser Plaz och do e Merci soen un d'ganz Équipe vum CEDIES. Mir hunn do eng Organisatioun geschaaft, fir dat e bësse méi séier ze maachen. Mir wäerten dat och nach an Zukunft maachen, well mer jo och wëssen, wéi wichteg et ass, dass déi Sue bei de Studenten ukommen.

D'Zuelen, déi ech Iech elo ka ginn, dat sinn dann och déi, ouni eng ganz detailléiert Analys elo, well mer déi eréischt zanter e puer Deeg hunn. Et sinn dëst Joer ronn 27.500 Demanden erakomm, 17.000 ware Résidenten an 10.500 waren Non-résidenten. Et muss een awer dobäi bemierken, dass et der am Summersemester e bësse manner ware wéi am Wantersemester. Et kann een och festhalen, dass iwwert dat ganzt Joer ronn 2.500 Demandë refuséiert goufen, aus deenen diverse Grënn, well et am Gesetz eben dat net hierginn huet.

Dir hutt och d'Fro gestallt, wat de Finanzkader ugeet. Do kann ee soen, dass mer elo nach ronn 1.000 Dossieren am Suspens hunn, well se nach net ganz komplett sinn, well do nach verschidde Fichë mussen erëmkomme vun de Studenten. Mä d'Enveloppe fir 2014/2015 wäert bei ronn 93 Milliounen Euro leien. D'Enveloppe fir 2013/2014, déi war 154 Milliounen Euro. Dat heescht, do gesäit een e bëssen déi zwee Kaderen, déi matenee verglach sinn. An an der Fiche financière, wéi mer dat ofgestëmmt hunn, déi louch bei ronn 120 Milliounen Euro.

Dat dote sinn elo brut Zuelen, ouni dass mer eng definitiv Analys nach dovun hunn, well mer dat natierlech nach wäerte verdéiwen.

Dir wësst, dass mer och eng Ëmfro gemaach haten an Zesummenaarbecht mat de Studenten, fir och ze kucken, wat d'Besoine vun de Studente sinn an ob et mat de Moyenen, déi zur Verfügung gestallt ginn, ob et do géif duergoen, fir kënnen ze studéieren. Dat ass elo eng éischt Konklusioun, déi een dorauser gezunn huet, dass et mat deenen dote Moyene fir d'Studenten awer nach ëmmer méiglech ass, fir ze studéieren, egal aus wat fir enge Konditiounen de Jong oder d'Studentin hierkommen, soudass dat doten op jidde Fall an eisen Ae mat deenen dote Moyene méiglech ass.

Vläicht awer och nach e puer zousätzlech Informatiounen: D'Dossiere komme vu Studenten oder Studentinnen, déi aus 24 verschiddenen Nationalitéite sinn. Dat heescht, dat mécht d'Saach net méi einfach, fir déi doten ze traitéieren. Mä mir hunn et da fäerdegbruecht, fir ënner sechs Wochen déi doten alleguerten ze behandelen, wou ech awer muss soen, dass d'Summersemester och e bësse méi einfach ze behandelen ass wéi d'Wantersemester an dass mer natierlech och elo, wann déi nei Demandë wäerten erakommen, e puer Punkte wäerten änneren, fir et nach méi einfach ze maachen. Notamment wäert et vum 1. August oder Ufank August normalerweis méiglech sinn, fir et och iwwert de guichet.lu eranzereechen.

An Dir wësst och, dass de CEDIES amgaangen ass ze plënneren. Mir probéieren, déi och Ufank vum August am Ministère ze hunn, an dat wäert och verschidde Synergien nach méiglech maachen, soudass mer dann och nach wahrscheinlech an der Vitesse, wéi mer d'Dossiere behandelen, e bësse méi séier virukommen.

Dat dote sinn déi Zuelen, déi Der gefrot hutt. Den Detail dovunner wäerte mer natierlech och an deenen nächste Wochen nach eng Kéier intern bei eis am Haus méi genee ënnert d'Lupp huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Marc Hansen. Déi nächst Fro kënnt vum Här Félix Eischen, dee scho prett ass, riicht sech un den Erzéiungsminister an dréit ëm déi provisoresch Infrastrukture vum Centre d'éducation différenciée zu Esch. Dir hutt d'Wuert.

- Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Här Minister, um Datum vum 13. Mäerz 2014 ass d'Deponie zu Monnerech gerëtscht, mat der Konsequenz, dass d'Éducation différenciée mat 53 Kanner an 20 Enseignantë souwéi dem administrativen a medezinesche Personal huet mussen aus hirem Gebai eraus, wou se zanter ville Joren ënnerbruecht war. Déi ganz Unitéit ass am September 2014 an eng provisoresch Léisung ënnerdaach komm, e Provisoire, deen awer nach ëmmer unhält.

D'Kanner an d'Membere vum Personal sinn elo op véier Sitte verstreet: am Lycée Hubert Clément, am Lycée Belval, an der École fondamentale zu Monnerech an och zu Bartreng. De Problem ass deen, dass, wéi et schéngt, d'Viraussetzungen, fir do adequat Schoul ze halen, awer net gi sinn, zemools mat Kanner, déi eng Spezialbetreiung brauchen. Op laang Siicht ass dat net méiglech, an d'Kanner leiden, wéi et schéngt, zimlech massiv ënnert dëser Situatioun.

E puer vun de Problemer: Zum Deel besti keng uerdentlech Sanitärinstallatiounen, keng uerdentlech Heizung. Psychologen, Orthophonisten, rééducative Service, Pédopsy (veuillez lire: Pédopsychiatrie) hu keng Raimlechkeeten, fir hir Aarbecht ze maachen, an déi d'Kanner awer dréngend brauchen.

Fir Atelieren oder Sportaktivitéite mussen d'Kanner op eng sëlleche verschidden aner Sitte bruecht ginn oder kréien d'Aktivitéiten och einfach gestrach. Et ass zwar ugeduecht, dass déi nei definitiv Raim um Belval solle gebaut ginn. Éier dës allerdéngs kéinte genotzt ginn, dauert et sécher nach zwee bis dräi Joer, wann net nach méi laang.

D'Kanner, d'Elteren an d'Schoulpersonal, Här Minister, géifen awer am léifsten an dat fréiert Schoulgebai zréckgoen. Dat ass équipéiert mat allem, wat d'Kanner an d'Enseignanten do brauchen. Dëst Gebai ass no dem Incident mat der Deponie renovéiert ginn. Et steet awer aktuell eidel, riskéiert ze verfalen, obschonns awer keng Gefor méi bestéing, dass do eppes géif norutsche kënnen, opgrond vun de Resultater vun de rezenten Etüden.

Dofir wollt ech vum Minister wëssen: Wéi gesäit hien d'Zukunft vun de Kanner vun der Ediff Esch kuerz- a mëttelfristeg?

Wuel ass virgesinn, dass en neie Provisorium zu Suessem soll opgeriicht ginn, woubäi awer nach absolutt keng Aarbechten do ugefaangen hunn an et domadder erëm keng kuerzfristeg Léisung gëtt fir dës Kanner, och wat d'Rentrée 2015/2016 ugeet.

Wéi gesäit de Minister dann d'Méiglechkeet eventuell, dass déi Kanner erëm kéinten op hiren ale Site zréckgoen, esou dass se erëm kéinte vun enger optimaler Situatioun profitéieren, wëssend dass och do Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn?

An dann drëtt a lescht Fro: Fir wéini gesäit de Minister déi nei definitiv Schoulinfrastruktur bezuchsfäeg?

Ech soen Iech am Viraus Merci fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Eischen. An d'Wuert huet direkt den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv - an ech mengen, e groussen Deel vum Historique ass scho vum Félix Eischen gemaach ginn -, duerch dat Rëtsche yum Monnerecher Tipp ass dat Gebai, wou d'Éducation différenciée vun Esch bis dohinner dra war, net beschiedegt ginn, mä trotzdeem an de Sécherheetsperimeter erakomm. Och den Accès war dee Moment blockéiert, ass d'ailleurs haut och nach ëmmer blockéiert. An et ass haut och nach ëmmer alles streng ofgespaart do. Et ass also net, wéi wann dat Gebai, wéi dat elo hei e bëssen ugeklongen ass, elo haut disponibel wär an et kéint een eigentlech direkt eraplënneren.

Mir hunn dunn natierlech misse kucken, an der absolutter Urgence, wéi mer déi Kanner géife gutt ënnerdaach kréien oder esou gutt wéi méiglech ënnerdaach kréien. D'Escher Gemeng huet ganz staark an enger éischter Phas gehollef, well se nach Capacitéiten a Primärschoulsgebaier fräi hat. Si hunn déi awer fir déi lescht Rentrée 2014/2015 erëm selwer missen huelen, soudatt mer hu misse kucken, wou mer op anere Plaze géifen ënnerdaach kommen, ënner anerem op e puer Sitten, dat stëmmt. Allerdéngs, de Gros vun de Kanner ass haut am Victor-Hugo-Gebai zu Esch, wou jo och den Escher Meedercherslycée, de Lycée Hubert Clément, während dem Chantier am Meedercherslycée ënnerbruecht ass.

Parallell dozou ass natierlech gekuckt ginn, wéi mer aner Léisunge kënne fannen. An och do hu mer mat enger Gemeng aus der Géigend, nämlech der Suessemer Gemeng, ganz gutt zesummegeschafft. An do geschitt och elo munneches, ass ganz villes an der Planung. An zwar soll e Pavillon opgeriicht ginn an der Rue Sigefroi zu Bieles, fir do eben all déi Kanner kënnen ënnerdaach ze huelen, déi virdrun zu Monnerech an deem Zentrum waren.

Allerdéngs war et do esou, datt eng Modifikatioun vum PAG noutwendeg war, fir iwwerhaapt do kënne Pavillonen opzeriichten. An den Député-Maire vu Suessem, dee kann eis dat bestëmmt elo confirméieren: Eisen Informatiounen no ass de 15. Juli eng Réunioun vum Gemengerot, wou déi Modifikatioun vum PAG um Ordre du jour steet, soudatt deen Dossier do op jidde Fall weidergeet a mat Héichdrock dorunner geschafft gëtt an der Gemeng Suessem, bei eis am Ministère an awer och bei de Bâtiments publics, fir dann do dee Pavillon kënnen hinzekréien.

Mir wëssen awer och, datt dat just eng Iwwergangsléisung ass, bis dann nämlech zesumme mat der Gemeng Suessem en definitiivt Gebai soll gebaut ginn, wat e Projet ass, dee mer ganz besonnesch gutt gefält, well do jo eng Schoul, eng Grondschoul vun der Gemeng Suessem wäert op dee Site kommen an awer och e regionalen Zenter vun der Éducation différenciée wäert op dee Site kommen. Soudatt mer do virun allem och am Inklusiounsgedanke kënne schaffen, datt mer Kanner, déi an der Éducation différenciée sinn, kënnen an d'Regelklasse mat eran integréieren, souwäit dat méiglech ass, respektiv och Kanner vun der Grondschoul enk zesummeschaffe kënnen mat Kanner vun der Éducation différenciée.

An och do lafen déi gemeinsam Planungsaarbechten, fir datt dee Projet do ka Realitéit ginn. E wäert awer sécherlech net an deenen nächsten zwee Joer fäerdeg sinn an duerfir brauche mer nach déi Iwwergangsléisung vun deene Pavillonen, déi mer zu Bieles an der Rue Sigefroi wäerten opstellen.

Nach eng Kéier: Déi Méiglechkeet, déi Dir hei elo skizzéiert hutt, fir an dat aalt Gebai zréckzegoen, dovunner hu mir op jidde Fall am Éducatiounsministère keng Kenntnis. Mir hu keng schréftlech Trace, datt dat haut géif goen. Mir hu keen offiziellen Avis, deen eis dat géif erlaben. An eis Servicer soen eis éischter, datt een dat net soll maachen, well do gëtt jo och elo nach eng Strooss gebaut, déi quasi dee ganze Site do soll contournéieren, an datt virun allem während deene Bauzäiten awer do ganz vill Kaméidi, ganz vill Stëbs wär an datt et sécherlech net optimal wär, fir elo während där doter Zäit an dat Gebai zréckzegoen.

An nach eng Kéier: Haut ass dat nach ëmmer innerhalb vun deem Sécherheetsperimeter. Et ass haut nach ëmmer ofgespaart, et ass net accessibel, soudatt à court terme dat doten net méiglech ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Erzéiungsminister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Josée Lorsché, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ëm d'Park & Ride-Parkingen. Madame Lorsché.

- Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, meng Fro riicht sech, wéi gesot, un Iech als Nohaltegkeetsminister a bezitt sech op d'Mobilitéitskonzept MoDu a méi speziell op de Bau vu Park & Riden a Pôles d'échange, déi et jo sollen erlaben, déi verschidde Verkéiersmëttel besser openeen ofzestëmmen an och besser mateneen ze verbannen.

Ech denken hei net nëmmen un d'Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg, mä och un d'Grenzregiounen, wou et ënner anerem drëms geet, eben den Duerchgangsverkéier an den Uertschaften ze reduzéiere respektiv ganz erauszekréien an awer och d'Mobilitéit an deene Regiounen ze optimiséieren doduerch, datt d'Frontalieren an d'Awunner aus deene Regioune vill méi fréi op den ëffentlechen Transport kënnen ëmklammen, net nëmmen, fir op d'Aarbecht ze fueren, mä allgemeng an der Mobilitéit.

Dohier meng Fro un Iech, Här Minister, ob Dir eis kënnt informéieren, wéi et momentan mat der Planung vun deene Pôles d'échange a Park & Riden ausgesäit, wéi d'Délaie sinn an ob wéi enge Plazen déi Projete wäerten entstoen.

An ech soen Iech scho Merci fir d'Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché. An den Här Nohaltegkeetsminister ass elo direkt hei.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soen der Madame Lorsché och Merci fir hir Fro. Mir hu ganz vill Pôle-d'échangë geplangt. Wann ech bei deenen an dem Zentrum ufänken, dat sinn der eleng um Tracé vum Tram néng Stéck, dovunner déi bedeitendst, dat ass den Héienhaff zum Beispill. Dat ass niewent dem Findel, wou en Échange wäert stattfannen tëschent dem Tram an dem Bus an och dem Tram an dem Auto. Do gëtt e Park & Ride vu 4.000 Plaze gebaut. Dat ass geduecht, fir natierlech alles, wat vun Norden oder vun Oste kënnt, gréisstendeels opzefänken. Do ginn d'Opfahrte vun den Autobunnen direkt an de Park & Ride gebaut, soudatt ee bequem vun do op den Tram kann ëmsteigen, deen all dräi Minutte fiert an een da bequem op déi Plaze bréngt an der Stad, wou ee wëllt hikommen.

Da wäerte laanscht dee ganzen Tracé nach zousätzlech aacht aner Pôle-d'échangen entstoen. Dat ass da bei der Luxexpo, dat ass den Arrêt Pafendall-Kierchbierg. Do ass et just mam Zuch en Échange. Et si verschiddener, do ass et Zuch-Bus an -Auto, wou den Échange gemaach gëtt. An da geet et weider a Richtung Gare, d'Gare centrale. Natierlech um Houwald, do gëtt en Échange mat de Busse gemaach. An da méi uewen um Houwald, do kënnt erëm een Échange mam Zuch, mam Bus a mat Parking. An da geet et weider bis uewen op d'Cloche d'Or, do gëtt och nach en neie Park & Ride gebaut vun 2.000 Plazen.

Da si mer awer och amgaangen, duerch d'ganzt Land Park & Riden ze bauen. Meng Prioritéit ass virun allem op de Grenzregiounen. Firwat? Ma well do dat gréisste Potenzial ass, fir relativ séier Frontaliere vum Auto erofzekréien. Dat sinn der deelweis mam Bus, déi geplangt sinn, Richtung däitsch Säit e puer neier, wou mer elo an der Diskussioun sinn och mat däitsche Grenzregiounen, ënner anerem och ee mam Kolleeg Gloden, dee mer en Tipp ginn hat, mat engem Buergermeeschter vu vis-à-vis vun him, also op der däitscher Säit, bei der Gemeng Gréiwemaacher.

Mä et sinn der e ganze Koup ënnerwee. Zum Beispill ass et awer och, déi wichtegst, dat sinn déi bei der Eisebunn, well dat ass natierlech esou, do kréie mer méi grouss Capacitéiten drop. Do wäert ech Enn des Joers e Gesetzesprojet déposéieren, fir dräi Park & Ridë mateneen ze bauen. Dat eent ass zu Rodange: 1.500 Plazen. Dat anert ass zu Waasserbëlleg op der Gare: 450 Plazen. An deen drëtten ass zu Miersch op der Gare, dat ass zwar net grad d'Grenzregioun, mä awer och e wichtege Pôle d'échange zu Miersch mat 450 Plazen.

Mir hunn aktuell, wann ech elo reng d'Parkplaze kucken, schonn 12.785 Parkplazen op esou méi groussen oder méi klenge Pôle-d'échangen, bei de Garë respektiv bei Busarrêten, oder verschiddentlech op den Autobunnen och souguer. An et kommen der an deenen nächste Joren e ganze Pak derbäi. An zwar tëschent 2015 elo an 2020 komme ganz genau 14.999 Parkplaze bäi, dovunner der 292 dëst Joer an nach d'nächst Joer, an da kënnt e ganz grousse Pak tëschent 2017 an 2019. Dat sinn der eleng do, jo, ëm déi 10.000, an dann nach eng Kéier 4.300, also just tëschent 2020 an 2021.

Dat heescht, dat gëtt eng enorm Capacitéitssteigerung vun de Park & Riden un de Garë respektiv un den eenzelne grousse Busarrêten also. A mat der Zilsetzung, wa mer natierlech 14.900 zousätzlech Parkplaze schafen, wann ech emol nëmmen dervun ausginn, datt dat alles eenzel Autoe sinn, déi dorobber stinn, zum Beispill, da sinn dat mindestens 15.000 Autoe manner op der Strooss.

Well ech kann Iech soen, déi Park & Riden de Moment, wa se gutt organiséiert sinn, da si se esou séier voll, wéi mer se bauen, bei de Busgarë respektiv bei den Zich, well natierlech entre-temps d'Leit awer längstens erausfonnt hunn, datt duerch d'Prioriséierung vum ëffentlechen Transport an duerch dat, wat mer och maachen am Ausbau, dat vill méi séier geet, fir moies op d'Aarbechtsplaz ze kommen, wéi wann ee sech an de kilometerlaange Staue muss bewegen. An duerfir sinn natierlech déi Pôle-d'échangen an déi Park & Riden un deene Pôle-d'échangen en extrem wichtege Bestanddeel vun deem gesamte Mobilitéitskonzept.

Ech mengen, datt een et och duerfir net oft genuch erkläre kann, datt een an deem ganze Mobilitéitskonzept net een eenzelt Element dierf kucken, sief et den Zuch, nach den Tram, nach de Bus, mä et muss een dat am Gesamte kucken. An da kritt een eréischt dat komplett Bild, fir ze verstoen, datt mer et kënne fäerdegbréngen, wa mer déi Investissementer do alleguerte maache bis no 2020, fir wierklech e Qualitéitssprong ze maachen am ëffentlechen Transport, dat heescht, wou mer méi Leit op den ëffentlechen Transport kréien.

An datt et fonctionnéiert a genotzt gëtt, dat huet sech gëschter bewisen, Här President - dat ass dee leschte Saz -, un den Zuelen, déi d'Eisebunn presentéiert huet. Ech mengen, net nëmme sinn hir Zuele generell ganz positiv, mä virun allem, wat d'Passagéier ubelaangt, hu mer enorm Steigerungsrate pro Joer, an déi beleeën, datt, soubal mer eppes maache fir d'Qualitéit am ëffentlechen Transport respektiv fir d'Multimodalitéit ze förderen, wou ee kann ëmsteige vun deem engen op dat anert Verkéiersmëttel relativ bequem, datt dann d'Leit dat och massiv notzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och, Här Minister. Dat war e laange Saz.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hat en e bëssen an d'Längt gezunn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, Merci. Mir kommen un déi nächst Fro. Déi kënnt vun der Madame Françoise Hetto-Gaasch, riicht sech un den Héichschoulminister, de Statssekretär am Héichschoulministère, a geet ëm d'Konventioun mat der Belsch iwwert d'Unerkennung vu Studiendiplomer. Madame Hetto-Gaasch.

- Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, meng Fro geet effektiv un de Statssekretär Marc Hansen. Här Hansen, Dir waart den 18. Mee zu Bréissel, wou Der eng Konventioun ënnerschriwwen hutt mat der Belsch an och mat Holland. Meng Fro ass - et sinn der e puer:

Wourëms geet et genee an dëser Konventioun? Huet déi Konventioun eventuell eppes mat der Direktiv 2013/55 ze dinn, wou et ëm d'Equivalenze vun Diplomer an der Formation supérieure geet respektiv ëm d'Reconnaissance automatique du droit d'exercice?

Stëmmt et, dass duerch dës Direktiv, fir kënnen hei zu Lëtzebuerg ze exercéieren, de Formatiounsniveau fir eng ganz Partie vu Gesondheetsberuffer, wéi zum Beispill d'Laboranten, d'Kinéen, d'Ergotherapeuten, d'Orthophonisten, d'Orthoptisten an awer och nach an aner Beruffer wéi d'Éducateur-graduéen an och d'Assistant-sociallen, dass do dee Formatiounsniveau wäit erofgesat gëtt?

Bis ewell huet ee jo missen, wann een an deene Beruffer wollt schaffen, en Niveau Bac+3 oder e Bac+4 hunn. An Zukunft kéint een da laut där Direktiv och hei an dëse Formatioune schaffen, wann een eng „Formation professionnelle équivalente au bac" hätt, déi an engem anere Land unerkannt ass. Wat fir eng Konsequenzen hätt dat fir déi Leit, déi elo an dëse Secteure schaffen am éducativen, sozialen oder och Santéssecteur an deene Beruffer, déi ech virdrun opgezielt hunn?

Wat bedeit dat awer och fir d'Qualitéit vun de Servicer, déi offréiert gi vu Leit mat engem däitlech méi déiwe Wëssensstand? Wat geschitt mat deene Studenten, déi am Moment ënnerwee sinn am Ausland, ebe just an esou Formatiounen? Si hunn Zäit an och Geld investéiert, fir eng gutt Formatioun, sou wéi se bei eis bis elo gefrot gëtt. Si riskéieren, herno vun haut op muer iwwerqualifizéiert ze sinn. An ass och dru geduecht ginn, fir deene jonke Leit, déi elo grad just d'Première gemaach hunn a vläicht am Moment amgaange sinn, hir Valise fir Lloret ze paken, fir deenen awer ze soen, wat do an Zukunft op se duerkënnt, fir datt se wëssen, a wéi eng Richtung se sech solle lancéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hetto-Gaasch. An d'Wuert huet direkt de Statssekretär am Héichschoulministère, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Deputéiert, Merci fir déi dote Fro, well et ass natierlech eng interessant Fro, well se e ganze Koup Problemer opgeworf huet, déi natierlech och am Moment amgaang si gestallt ze ginn en vue vun dem Ëmsetze vun där doter Direktiv, wou mer matzendra sinn. Dofir kann ech nach net op alles natierlech eng Äntwert ginn, well grad dorunner geschafft gëtt.

Dir hutt och gefrot, wat de Lien wär zwëschen där Benelux-Konventioun, déi mer den 18. Mee ënnerschriwwen hunn, an deenen doten Direktiven. Do gëtt et u sech keen direkte Link. Déi Konventioun, déi mer do zu Bréissel ënnerschriwwen hunn, ass natierlech emol fir d'Éischt just eng, déi zwëschen de Länner aus dem Benelux, also d'Belsch, Hollänner a mir, zielt. Dat ass am Fong just eng automatesch Reconnaissance um Niveau vun den Diplomer. Dat heescht, e Bachelor aus der Belsch gëtt unerkannt bei eis als Bachelor, an idem ass et fir de Master vun deenen Instituter, déi déi natierlech kënnen erdeelen. Dat huet also keen direkte Link a bënnt just déi doten dräi Länner.

Op där doter Signature ass natierlech och d'Fro gestallt ginn, inwiefern mer vläicht eng Kéier drun denken, fir och esou eppes e bësse méi wäit ze maache wéi de Benelux. Mä dat muss een natierlech dann och ëmmer am Kontext mat deenen anere Länner verhandelen, fir ze kucken, ob een och esou Konventiounen natierlech hikritt.

Dann d'Direktiv 2013/55, déi Der ugeschwat hutt, déi muss bis Ufank vum nächste Joer ëmgesat sinn. Do lafen am Moment interministeriell - well et ass e komplexe Sujet mat alleguerten deene Ministèren, déi och hei concernéiert sinn -, do lafen am Moment d'Preparatiounsaarbechten. Et geet do natierlech ëm d'Qualifikatiounen, an net nëmmen an deene Beräicher, wéi Dir et gesot hutt, well mir hunn nach e ganze Koup do ronderëm. Et geet eben do ëm den Droit d'établissement oder den

Droit d'exercer, wou een eben an der ganzer EU dat dote soll kucken.

Déi Aarbechten, déi lafen, a soubal mer déi ofgeschloss hunn an natierlech och deenen dote Punkte Rechnung droen an deenen Aarbechtsgruppen - déi si schonn opgeworf ginn, do gëtt vill driwwer diskutéiert -, da komme mer natierlech och mat dem respektive Projet hei an d'Chamber, fir dat dann och an der Kommissioun ze diskutéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Eis virlescht Fro kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère an dréit ëm d'Aktivitéitszonen am Norde vum Land. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Fro un d'Madame Statssekretär an der Ekonomie stellen. Am Norde vum Land, besonnesch an de Kantonen Dikrech a Clierf, fänkt et wierklech un, méi enk ze gi mat Terrainen an Aktivitéitszonen. Déi geplangt Aktivitéitszon um Fridhaff am Kanton Dikrech ass do e wichtege Schrëtt, fir dass existent Betriber aus dem Sauerdall eng nei Plaz fir hir Aktivitéite kënne fannen.

Et mierkt een awer, dass Betriber besonnesch am Transportsecteur, zum Beispill wat den Transport vu Wueren ugeet, an och am Handwierk et nach ëmmer schwéier hunn, fir eng Plaz an enger Aktivitéitszon ze fannen. Si wëllen hir Uertschaft, an där se kaum bis guer net expandéiere kënnen, verloossen, fir sech op engem méi accessibelen a méi séchere Standuert ze implantéieren, zemol wou dëse Wiessel och Plaz ka schafe fir neie Wunnraum an dësen Uertschaften.

Dofir wollt ech d'Madame Statssekretärin froen, ob si an hir Servicer Méiglechkeete gesinn, fir dëse mëttelstännesche Betriber mat Wuesstumspotenzial entgéintzekommen, an ob si schonn an deem Kontext Gespréicher mat dem Ëmweltministère hat, fir kuerzfristeg Léisungen an de bestehenden Zones d'activités ze fannen an esou och eng räsonabel Extensioun an de bestehenden Zonen ze erméiglechen. Hei geet et ëm Aarbechtsplazen, jo, ëm dat laangfristegt Iwwerliewe vu Betriber.

Am Raum Dikrech deet sech jo lues a lues eppes, ma wéi gesäit d'Situatioun am Clierfer, am Wolzer an am Réidener Kanton aus? Wéi grouss ass hei de Spillraum? Wat sinn hei d'Perspektive fir Betriber, déi no engem gëeegenten Terrain sichen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet d'Madame Statssekretärin am Wirtschaftsministère. An ech géif d'Kolleege vun der Madame Statssekretärin ëm Opmierksamkeet bieden.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. Den honorabelen Deputéierten André Bauler huet vollkomme recht. Am Norde vum Land fänkt et un, enk ze ginn an den Aktivitéitszonen. Wann een d'Situatioun an de regionalen Zone kuckt, da weist sech, datt effektiv am SICLER, dem Gemengesyndikat aus dem Norden, dass et do quasi voll ass, quitte datt, wann een e puer kleng Modifikatioune mécht, dat deen een oder deen aneren Terrain nach hiergëtt.

Zu Ëlwen ass eng Zon an der Planung.

(Interruption)

Zu Ëlwen ass eng Zon an der Planung an och zu Lenzweiler ginn et do ganz sécher nach Méiglechkeeten. Mä dat ass nach net konkret. Dat ass nach net fir haut a muer.

An zu Dikrech par contre, do gëtt jo elo wierklech intensiv dru geschafft. Do geet et intensiv weider um Fridhaff am Kader vum Gemengesyndikat ZANO. Dat si brutto 45 Hektar, déi do kommen. Am Prinzip kënnen d'Erschléissungsaarbechten d'nächst Joer ugoen. Et ass awer och esou, dass déi éischt Betriber sech net virun 2017 do kënnen nidderloossen. Am Réidener Kanton sinn och just nach e puer Parzelle fräi. An zu Wolz a Wanseler ass leider bal näischt méi disponibel.

Mä et ass awer elo esou, dass net den Norden eleng mat där doter Problematik natierlech geplot ass. Och soss am Land sinn ëmmer manner Terraine fräi fir nei Wirtschaftsaktivitéiten. An duerfir ass de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» jo esou wichteg a méi néideg wéi jee. Et ass wierklech schued, dass dee ganze Prozess vun de Plans sectoriels nach eemol huet missen op de Leescht geholl ginn. Mä esou, wéi se hannerlooss goufen, konnte se eben net duerchgoen.

An duerfir bitt sech dann och elo d'Geleeënheet, se besser ze maachen. An dat mécht d'Regierung elo ganz intensiv an och transversal. Net méi spéit wéi gëschter waren déi concernéiert Ministeren am MDDI mat Vertrieder vun der Société civile zesummen, fir si matanzebezéien, fir mat hinnen zesummen ze plangen. An dee ganze Prozess, ech mengen, dat ass eng participativ Approche, déi mer wëllen an déi mer och brauchen, fir d'Weiche fir d'Zukunft richteg ze stellen.

Dozou gehéiert ganz sécher, dass mer eben erëm nei Reserven u Bauland opbauen, fir nei Aktivitéitszone kënnen ze schafen, fir déi bestehend och ze vergréisseren. Et ass ganz richteg, et ginn effektiv vill an ëmmer méi Betriber an engem Duerfkär, déi wëllen ausbauen, déi dat awer net kënnen, déi dat vläicht och net dierfen. Déi Betriber mussen absolutt d'Méiglechkeet kréien, fir sech ze relokaliséieren, an zwar an der Regioun, fir weider kënnen ze wuessen, fir weider kënnen Aarbechtsplazen ze schafen an ze erhalen.

An ech wëll hei wierklech op déi Noutwendegkeet vun deene Reserven hiweisen, well mer iwwert déi nächst zéng, fofzéng Joer musse plangen. Et geet einfach net, dass mer ofwaarden, bis sech op enger Plaz genuch Betriber zesummefannen, déi no neie Plaze sichen. Dat wär ganz einfach irresponsabel, fir dorobber ze waarden, well d'Erfahrung jo weist, dass et Joren dauert tëscht dem Moment, wou sech de Besoin bemierkbar mécht, an deem Moment, wou en Terrain fonnt ass an d'Prozeduren duerchlaf sinn. An d'Aarbechten, fir ze erschléissen, bis déi ofgeschloss sinn, deen Délai ass einfach extrem laang an duerfir musse mer plangen an duerfir musse mer eben Terraine reservéieren.

Natierlech hunn och verschidden Typpe vu Betriber méi Problemer, fir en Terrain ze fannen, wéi anerer. Duerfir wëlle mer och den Zougang zu deenen Zone méi einfach maachen, d'Konditiounen, déi ze erfëlle sinn. An dat gëllt ganz besonnesch fir d'Handwierk.

Mir sinn och amgaang ze iwwerleeën, wat mer ebe fir Firmae maachen, déi néierens esou richteg beléift sinn, déi keen esou richteg wëllt hunn. Dir hutt den Transportsecteur ugeschwat. Ech denken och un de Bau. Ech mengen, déi Entreprisen, déi brauche vill Flächen. Si hu sur place wéineg Personal. Et ass awer esou, dass se mat hire Camione respektiv mat de Busse vill Trafic, vill Kaméidi generéieren.

Ech weess, dass schonn deen een oder deen aneren och an d'Grenzregioun ausgewach ass. Ech mengen, dat ka keng Léisung sinn. Dat ass och net nohalteg. Mir mussen dee Problem upaken an eis iwwerleeën, ob mer net an deene verschiddene Regioune vum Land extra Zone schafe fir esou eng Zort vu Betriber. Mä dat si mer amgaang ze kucken an dat geet och nëmmen an Zesummenaarbecht natierlech mat de Gemengen, mat de Syndicaten. Vun de Gemenge gi jo ganz vill Initiativen aus. Ech wëll och ënnersträichen, dass mer elo un neien Zone schaffen, dass mer net waarden, bis de Plan sectoriel erëm fäerdeg ass. Meng Leit stinn zur Verfügung, fir mat de Gemengen un neien Iddien ze schaffen. Et ass kloer, dass mer och weiderhin déi 85% vun de regionalen Zone virfinanzéieren.

A ganz zum Schluss nach just ee Wuert zu de Relatioune mam Ëmweltministère. Dir hutt déi ugeschnidden. Et ass evident, dass mer beim Plange vun neien Zonen a beim Ausbau vun deene bestehenden direkt vun Ufank un mam Naturschutz a mat der Ëmwelt, also mat de Verwaltunge vun Naturschutz an Ëmwelt dat zesummen uginn. Ech wëll och net, dass mer do mam Briecheise virginn, well herno hu mer zréckgeschafft, wa mer déi Prozeduren net ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Statssekretärin, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Direkt. Et ass awer sécher nach Sputt, fir an de Prozedure méi séier ze ginn, dat ass kloer. Ech mengen, mir brauchen do eng pragmatesch Approche. An déi hu mer och mam Ministère vum Environnement, mam Statssekretär, mat der Ëmweltministesch. Mir kucken déi Froen zesummen. Mir kucken déi vu Fall zu Fall, an zwar vun Ufank un. Dann entsti keng falsch Délaien, keng Malentenduen. Ech mengen, dat ass och de Virdeel, wann een an enger Regierung kee Silosdenken huet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An ech géif d'Kolleegen aus der Regierung bieden, sech un déi véier Minutten ze halen. Ech gesinn, d'Chamber mécht dat ewell ganz disziplinéiert. Wann ech gelift, et gëllt fir jiddwereen!

Eis lescht Fro kënnt vum Alexander Krieps, riicht sech un den Aarbechtsminister a geet ëm eng gefrote sechst Congéswoch. Déi gëtt awer net vum Här Alexander Krieps gefrot.

- Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6e semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Alexander Krieps *(DP).*- Nëmmen net, nëmmen net!

(Interruption)

Merci, Här President. Dir Dammen an Häre, Här Minister, erfreet war ech gëschter ze héieren, dass trotz der TVA-Erhéijung vun 2% d'Präisser am Land relativ stabill bliwwe sinn.

(Interruption)

Dat weist d'Wäitsiicht vum Här Jean-Claude Juncker, deen op dëser Tribün viru genau zwee Joer ugekënnegt hat, déi TVA ëm 2% ze hiewen, nodeem dass natierlech déi deemoleg Regierung 8,5 Milliarde Scholde gemaach hat an dräi Joer.

(Interruption)

Meng Fro haut betrëfft net deen Defizit, mä d'Fuerderung vun enger Syndikatssäit, fir eng sechst Woch Congé anzeféieren...

(Hilarité)

...an de legale Congé zu Lëtzebuerg, 25 Deeg plus, dëst Joer, zéng Feierdeeg, a verschidde Secteuren hunn nach gären zéng Deeg méi wéi dat.

Dofir ass meng Fro: Fäert d'Regierung net, dass d'Aféiere vun enger sechster Woch Congé fir kleng Betriber eng extrem Belaaschtung wäert ginn an engem Ëmfeld...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Am Moment huet just den Här Alexander Krieps d'Wuert!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech kann Iech awer herno nach äntwerten, well wann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll Iech just drun erënneren, dass bei deene mëndleche Froen hei just d'Deputéiert an d'Regierungsmemberen d'Wuert hunn. Den Här Aly Kaes huet virdru ganz disziplinéiert d'Wuert gefrot. En huet et net kritt, well mer hei an enger anerer Prozedur sinn. Ech géif Iech also, wann ech gelift, bieden nozelauschteren!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Wéi vill Minutten hunn ech dann nach?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt nach genee 40 Sekonnen.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci. Jo, gëschter war rieds vu 86.000 Emploien.

Do sidd Der awer knéckeg, mengen ech!

(Hilarité générale)

Also, fir ganz vill Betriber...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kënne verhandelen.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, an der Rei!

Also, 86.000 Emploien a ganz sensibele Secteuren, déi der Kompetitivitéit ausgesat si vum noen Ausland, wou manner wéi e Véierel Paie bezuelt ginn, an dem sozialen Dumping, dee mer net an de Grëff kréien an esou virun. Fäert de Minister net, oder d'Regierung villméi, dass Interimsplaze geschaaft ginn?

An ech hunn och déi sechst Woch Congé net am Regierungsprogramm - ech liesen deen elo all zweet Woch - erëmfonnt, op kenger Säit. Also, ech wollt hei nach eng Kéier da froen, ob et net méi wichteg wär, Aarbechtsplazen ze erhalen, wéi de Risiko ze lafen, duerch eng 2,37 bis 2,40 linear Paieméiausgab an de Betriber Plazen a Gefor ze setzen!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Krieps. An d'Wuert huet dann den Här Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Deputéierten, ech fäerte guer näischt, emol éischtens, well ech nach net d'Impressioun hunn, datt dat doten eng Saach ass, déi elo schonn ëmgesat wier. Hei ass eng Propositioun, vläicht eng Revendicatioun, mä mir sinn awer nach da wäit ewech vun der Ëmsetzung.

Sécher huet all Partner, Sozialpartner d'Recht, dat ze fuerderen an dat ze proposéieren, wat e wëllt. Mä vun där Fuerderung bis zur Ëmsetzung ass nach e Wee. Mir hu momentan Diskussiounen iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit. Wann déi Fuerderung do soll an déi Diskussioun kommen, dann ass se dran. Mä ech mengen, bis zur Realisatioun ass nach e Wee.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Mir wären um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir ginn op eisen nächste Punkt um Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6713 iwwert d'TVA an d'Akzisen. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

5. 6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, op dëser Plaz maachen ech Iech de Rapport zu engem Gesetzestext, deen zwee Objeten huet: Op där enger Säit geet et an der Haaptsaach drëms, verschidde fakultativ Dispositioune vun der sougenannter „Directive TVA" an eist nationaalt Recht ëmzesetzen. An op där anerer Säit geet et ëm kleng Ännerunge bei den Akzisen.

De Projet de loi 6713 ass den 28. August 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. Den 13. Oktober huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics hiren Avis publizéiert. Den 30. Oktober huet d'Chambre des Salariés hiren Avis ofginn. De 25. November huet d'Chambre de Commerce an de 5. Dezember huet d'Chambre des Métiers hiren Avis ofginn.

Den 9. Dezember huet de Statsrot du säin Avis finaliséiert. An den 19. Mee huet d'Regierung Amendementen zum initialen Text erageréecht, soudass de Statsrot säin Avis complémentaire den 2. Juni verfaasse konnt.

D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 9. Juni 2015 ugeholl.

Här President, den éischten Objet vun dësem Gesetzestext betrëfft eng Rei fakultativ Dispositioune vun der Directive TVA, déi mer an eist nationaalt Recht ëmsetzen an déi d'Zone franche betreffen. Mir erweideren hei de Perimeter vum sougenannten „Régime suspensif" vun der TVA, esou wéi den Artikel 163 vun der Direktiv et virgesäit.

Ech wëll elo net ze vill an den techneschen Detail agoen. Et geet hei ëm Adaptatioune vun eisem TVAs-Gesetz, déi noutwendeg sinn, fir engersäits de legale Kader vum Freeport ze erweideren, an zweetens, fir och eis Ekonomie ze diversifiéieren.

An dësem Zesummenhang wëll ech dann och preziséieren, dass duerch dëse Gesetzestext all Operateure vum Port franc den Obligatiounen a Saache Lutte géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus ënnerleien.

Den zweeten Objet vun dësem Projet de loi ass eng reng technesch Adaptatioun bei den Akzisen. Heizou wëll ech rappeléieren, dass 2010 de sougenannten „droit d'accise autonome spécifique" fir den Tubak agefouert gouf. Hei besteet am Moment eng Limite vun 10 Euro de Kilo. A well dës Akzise sech iwwert déi lescht Jore weiderentwéckelt hunn a beim Dépôt vum Projet de loi bei 9 Euro louchen, gëtt dës Limite - an ech preziséieren hei, dass et sech ëm en Taux maximal handelt - vun 10 Euro op 25 Euro de Kilo erhéicht, fir eventuell zukünfteg Erhéijungen ze anticipéieren.

Am Géigesaz zu deem, wat haut eng Dageszeitung geschriwwen huet, geet et hei net drëms, eng Tax mol 2,5 ze multiplizéieren an esou direkt d'Akzisen ze erhéijen, mä mir erhéijen hei wierklech just e maximalen Taux, fir weider Erhéijungen eventuell gegebenenfalls zu engem gewëssenen Zäitpunkt ze erméiglechen.

Här President, de virleienden Text gesäit verschidde punktuell Ännerunge vun dräi Gesetzer

vir. An et geet hei haaptsächlech drëms, eis Ekonomie ze diversifiéieren an awer och dem Konschthandel eng nei Dynamik ze ginn. Ech mengen, mir sinn eis heibannen all eens, dass mer eng kompetitiv Wirtschaft brauchen an et ni falsch ass, sech verschidde Standbeen opzebauen.

Ech géif dann och hei dem Finanzminister souwéi och dem Direkter vum Enregistrement an de Beamte vum Finanzministère Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht mam Parlament. An ech géif och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, och wann et net einfach war, mat e bësse manner Stëmm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Elvinger. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Joëlle Elvinger, der Rapportrice, Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet gesot, den eigentlechen Zweck vun dësem Gesetzesprojet ass et, en attraktive Steierregime fir de Freeport um Findel ze schafen. Dat maache mer engersäits, andeems dass mer e reduzéierten TVA-Saz vun 8% applizéiere fir d'Importer, dat heescht déi Gidder, déi an de Freeport eraginn. A währenddeem, wou déi Gidder, haaptsächlech Konschtobjekter, an dem Freeport sinn, gëtt op deenen Operatioune keng TVA verrechent. D'TVA gëtt eigentlech eréischt verrechent, wann déi Gidder de Freeport verloossen. Wann et an en Drëttstat geet, gëtt keng TVA verrechent. An dee Moment, wou den Assujetti an engem europäesche Memberstat ass, gëtt och keng TVA verrechent.

D'CSV seet prinzipiell Jo zu dësem Gesetzesprojet, well en éischtens emol rechtlech duerch eng europäesch TVAs-Direktiv ofgeséchert ass. Mir maachen also hei näischt Onméigleches, mä dat, wat mer virgesinn, ass eng Facultéit, déi d'europäesch TVAs-Direktive virgesinn.

Zweetens steet d'CSV och politesch zu der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft. Mir hunn engersäits de Bankesecteur, an et ass iwwert déi lescht Joren ëmmer gekuckt ginn, fir doniewent och e Logistikzenter opzebauen. Abee, de Freeport op dem Findel, dee verbënnt eigentlech engersäits d'Aktivitéite vun der Finanzbranche mat deene vun engem Logistikzenter.

Mir stinn och zu deem favorabele Steierregime, well ouni deen eise Freeport um Findel keng Kompetitivitéit huet vis-à-vis vun anere Freeporten, déi mer hunn, zum Beispill zu Genève oder zu Singapur. Well den eigentlechen Zweck ass jo deen, fir déi bescht Zone franche an der Europäescher Unioun hei zu Lëtzebuerg ze hunn, an duerfir ass och deen attraktiven TVAs-Regime néideg.

Mir soen awer Jo gekoppelt un en Amendement, dat vun der Regierung en cours de route eragereecht gouf, nämlech dat, dass den Operateur vun dem Freeport sämtlechen Obligatioune vun der véierter Blanchimentsdirektiv, dat heescht den Obligatioune vun dem Wäisswäschen (veuillez lire: géint d'Wäisswäschen) vun de Suen, ënnerläit. Mir sinn der Meenung, dass dat och batter néideg ass an Terme vun Image, net nëmme vun dem Freeport, mä virun allem vum gesamte Land, well déi negativ Noriichten, déi näischt mat dem Gesetz ze dinn haten, mä mat de Leit, déi un der Spëtzt vun dem Freeport stoungen, déi dinn dem Freeport virun allem, mä dem Land insgesamt, net gutt!

D'Chambre de Commerce, déi huet d'lescht Woch och, ech soen, méi en „kriteschen" Avis eragereecht iwwert déi Bestëmmungen, dass den Operateur, dat heescht de Responsabele vun dem Freeport, den Obligatioune vun dem Wäisswäschen (veuillez lire: géint d'Wäisswäschen) vum Geld géif ënnerleien, andeem e misst all Transaktioun als sougenannt „suspekt" Transaktioun och der betreffender Cellule bei dem Parquet mellen.

Et kann een aus der Siicht vun der Handelskummer deen Avis verstoen, well en trotzdeem op eng Rei vun administrative Chargen hiweist. Mä ech soen awer grad esou kloer: Als CVS deele mir deen Avis net. Ech mengen, hei geet et einfach ëm den Image vun dem Freeport an duerfir muss een och der Realitéit an d'Ae kucken. Ech mengen, et ass en oppent Geheimnis, dass besonnesch op dem Niveau vun dem Handel mat Kulturgidder, Tableauen oder anere Saachen, de Risiko, ech betounen „de Risiko" vum Wäisswäsche vu Suen net kleng ass. An duerfir soll een och net d'Ae virun der Realitéit zoumaachen. An duerfir musse mer déi beschtméiglech Kontrollen an dem Freeport assuréieren.

Mir maachen dat haut, andeem mer dësem Gesetzesprojet zoustëmmen. Et ass virun allem awer och d'Responsabilitéit, an dat soll ee gradesou kloer soen, vu jiddwerengem, deen um Niveau vun dem Freeport agéiert, dass dat och an deem legislative Kader ëmgesat gëtt, deen d'Chamber zesummen haut mat der Regierung setzt.

Mir musse streng sinn, well an dësem Beräich kann een net streng genuch sinn. A loosse mer dat éierlech soen: Wann do eng Kéier eppes mat Wäisswäsche vu Sue sollt schifgoen, also, do musse mer laang lafen, fir dat erëm riichtzebéien. An deem Sënn a mat deene Bemierkunge ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll och der Madame Elvinger gär Merci soe fir hire ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot zu dësem Projet de loi. An domat géif ech den Accord abrénge vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll dann och mech de Mercie vu virdru un d'Rapportrice uschléisse fir de mëndlechen an de schréftleche Rapport. Et ass virdru vun de Risikoen an de Virdeeler awer och geschwat gi vun esou engem Freeport. Ech ka mech deem och uschléissen a gi gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Merci. Dann huet d'Wuert den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och mir schléissen eis souwuel de Mercie wéi der Approbatioun zu dësem Text un. Besonnesch begréisse mer och d'Extensioun vun deem Regime op d'Enchère publique vun Œuvres d'art, well ech mengen, dat ass e ganz besonnesch interessante Créneau fir eist Land. Wa mer kucken, wat zu Paräis, zu Monaco an op anere Plazen an deem Domän leeft, ass dat tatsächlech eppes, wat eiser Plaz nëmme Guddes kann doen. An duerfir brénge ech mat grousser Freed d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir konnt dervun ausgoen, datt ech awer wollt e puer Wierder zu deem Gesetzesprojet verléieren, well mat deem Gesetzesprojet, deen hei virläit, gëtt d'Chamber an éischter Linn u sech och gefrot, fir dem Freeport, der Fräihandelszon, eng Faveur ze maachen. Et gëtt virgeschloen, dann dee reduzéierten TVA-Taux vun 8% op den Import vun deiere Konschtwierker elo nach auszeweiden op Kollektiounsartikelen an Antiquitéiten. Et gëtt virgeschloen, u sech d'Geschäft an d'Spekulatioun mat Luxusgidder, wat innerhalb vum Freeport schonn ouni Besteierung ofleeft, elo och ausserhalb steierlech weider ze begënschtegen.

U sech gëtt virgeschloen, d'Multimilliardäre steierlech weider ze entlaaschten an et hinnen nach méi einfach ze maachen, hire Räichtum ze vergréisseren. De Freeport, dat gouf och schonn ugedeit, huet och deen zweifelhafte Mérite, grad emol en halleft Joer op ze sinn a scho fir d'Zweet de President vum Virstand gewiesselt ze hunn.

Zwee Häre sinn déi wichtegst Investisseure vum Lëtzebuerger Freeport. Do gëtt et engersäits d'Firma Natural le Coultre, dat ass dee gréisste Locataire vum Lëtzebuerger an och vum Schwäizer Freeport.

Mä et geet hei net nëmmen ëm Bedruch a Konschtfälschung, mä a Wierklechkeet och ëm systematesche Steierdumping. De Freeport ass e Versuch, fir déi Ultraräich, déi Ultra High Net Worth Individuals op Lëtzebuerg ze lackelen, an dat natierlech just, andeems mir si hei manner oder guer keng Steiere bezuele loossen. Deene Leit gouf also eng nei Spillplaz gebaut, op där se spekuléiere kënnen an nach méi räich kënne ginn. Räich Leit, deene während der Kris d'Loscht vergaangen ass, mat Immobilien ze spekuléieren, däerfen dat elo mat Konschtwierker an Antiquitéite maachen, quasi steierfräi natierlech!

Dat Gesetz, dat elo hei gestëmmt gi soll, versicht net, d'Geschäfter am Freeport ze reguléieren, versicht och net, déi grenzenlos Spekulatioun ze bekämpfen a scho guer net, de Geschäftsmodell vu Lëtzebuerg ze diversifizéieren, wéi et jo bei der Ouverture vum Freeport geheescht huet a wéi et weiderhin heescht. Dat ass eng Kontinuatioun vun der Logik, déi beim LuxLeaks-Skandal un d'Effentlechkeet koum. D'Regierung erméiglecht de Firmen hei zu Lëtzebuerg, ze maachen, wat se wëllen, schreift hinnen déi Gesetzer, déi si och gären hätten. D'Regierung hofft, datt iergendwann eng Kéier e puer Grimmele vum Dësch falen. A si wëssen awer emol nach net, ob iwwerhaapt Grimmelen eroffalen.

Här President, ee vun deene grouss ugekënnegte Projete vun dëser Regierung ass d'Steierreform. Eng Steierreform, déi laang a breet soll an der Chamber deemnächst diskutéiert ginn an am Idealfall, esou héiert een eenzel zaghaft Stëmmen aus de Majoritéitsparteien, zu méi sozialer Gerechtegkeet féiere soll,eng Steierreform, déi duerchduecht soll sinn an e kohärent Ganzt soll erginn.

Wat d'Regierung awer hei mécht, ass genau de Géigendeel. Si schaaft elo am Virfeld Fakten. Den 1. Januar vun dësem Joer huet d'Regierung eng Steierreform gemaach. Zanter dem 1. Januar mussen d'Leit 2% méi TVA op deene meeschten Alldagsgidder bezuelen. Och ass den intermédiairen TVA-Taux vu 6 op 8% geklommen, op liewenswichtege Gidder wéi Elektresch oder Gas, eng onsozial Steiererhéijung, déi am meeschten déi trëfft, déi net iwwer riseg Zomme verfügen.

Et gouf zwar gëschter eng Etüd presentéiert och, vun der Madame Statssekretärin Francine Closener, déi versicht, e bëssen den Impakt vun der TVA-Erhéijung ze minimiséieren. Mä ech mengen, doriwwer misst een eng Kéier gutt diskutéieren, wéi den Impakt vläicht och absorbéiert gouf op deene verschiddensten Aart a Weisen, a wien dat och kann absorbéieren am beschten, eng Supermarchéskett oder e klengen Indépendant. Ech mengen, doriwwer kéint een nach vill diskutéieren, well déi blank Zuelen, déi soen net onbedéngt eppes aus.

Schlussendlech déi, déi iwwer vill Geld verfügen, deene mécht d'Regierung hei, bei dësem Projet, souguer nach e Steierkaddo. Dëst ass dat, wat mir bis elo vun der Regierung gesinn hunn: bei deene Klengen huelen, fir et deenen Décken ze ginn. An doranner ënnerscheet sech dës Regierung och net vun der CSV, déi dëse Projet jo och matdréit.

Mir kéinten och elo iwwer europäesch Solidaritéit schwätzen an iwwer Nation Branding, haut, zwou Woche virum Ufank vun der Lëtzebuerger Présidence. Mir kéinten iwwer Wirtschaftspolitik schwätzen, déi just als Nischepolitik geduecht gëtt an eigentlech am Kär nach ëmmer exklusiv op Steierdumping setzt. Et kéint een och elo nach iwwer Steierflucht, Konschtfälschungen a Geldwäsch schwätzen, mä d'Zäit ass net dofir do, meng leeft of.

Et missten och nach e puer Wierder doriwwer gesot ginn, datt et e Skandal ass, Konschtwierker iwwerhaapt, amplaz ëffentlech an e Musée ze setzen, an e Bunker ze spären.

Dowéinst nach just ee leschte Punkt, eng Propos: Hei gëtt och driwwer geschwat, fir besser Mesurë géint d'Gefor vun der Terrorismusfinanzéierung, géint Drogen- a Waffenhandel ze fannen. A mir als déi Lénk hunn do e Mëttel, dee garantéiert funktionéiert, deen eng gutt Hëllef wäert sinn: Maacht dee Freeport einfach zou!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, léif Kolleegen aus der Regierung, ech freeë mech, dass mer eng relativ breet Zoustëmmung haut hei kënne feststellen zu dësem Projet de loi, dee sech, wéi richteg ënnerstrach, insréiert an eis Diversifikatiounspolitik souwuel op där enger Säit vun eiser Finanzplaz an an engems och opbaut op engem neie Secteur, deen iwwert déi lescht zéng, 15 Joer entwéckelt ginn ass, deem vun der Logistik.

Dräi Haaptparagrafen hu mer hei an dësem Gesetz: Mir hunn en Aspekt TVA, mir hunn en Aspekt Akzisen a mir hunn en Aspekt Bekämpfung vum Blanchiment. Vläicht ee Wuert zu jiddwerengem vun deene Paragrafen.

A Saachen TVA wollte mer d'Gesetz clarifiéieren, ënner anerem och fir temporär Sortië vun dem Freeport ze erlaben, fir kënne justement op eng Stee ze goen oder op eng Ausstellung an erëm zréckzekommen. Dat ass och vun der Direktiv TVA virgesinn, dass een esou eppes ka maachen. A mer hunn da vun där Facultéit profitéiert.

Dat Zweet ass an deem Kontext vun der TVA, dass mer e fiskalesche Regime maachen, dee virdeelhaft ass, haaptsächlech justement fir op Steeë kënne matzemaachen. Et muss ee wëssen, dass eis Nopeschlänner alleguerten an och England e ganz favorabelen TVA-Taux hu fir esou Steeën an dass dat expressis verbis an der TVA-Gesetzgebung virgesinn ass vun der EU a mer dann dovunner Gebrauch maachen an doduerch dann den Taux réduit vun 8% op enger Marge bénéficiaire, déi reduzéiert ass, wäerten applizéieren. Mir maachen also keen extrae Lëtzebuerger Regime, mir profitéiere vun eppes, wat d'EU-Direktiv iwwert d'TVA souwisou virgesäit.

Ech géif soen, dat ass, vum Wirtschaftlechen, vum Fiskaleschen, d'Essenz vum Projet. Mir hu profitéiert, fir - an dat ass en annexen Aspekt - de maximale Montant vun Akzisen um gerullten Tubak, fir dee maximale Saz, dee méiglech ass, am Gesetz ze verankeren, well mer elo iwwert déi lescht Joren un déi al Limite ukomm ware vun zéng Euro. A mir setzen elo deen Taux op 25 erop, wann een an Zukunft de Besoin hätt, deen Taux an d'Luucht ze setzen.

An dann den drëtte Punkt ass vläicht deen, dee vun der Aktualitéit hier deen interessantsten an och dee wichtegsten ass. Dat ass, ob ee soll dee Freeport der Gesetzgebung géint d'Wäisswäschen ënnerwerfen. Mir hunn dat no alle Kritäre gekuckt. An en fait ass den Droit positif folgenden: Dass een dat net misst maachen, mir awer geduecht hunn, dass mer missten am Intérêt vun der Reputatioun vum Freeport an am Intérêt vun der Reputatioun vum Land virgräifen, virgräifen, andeem een op eng präemptiv Aart a Weis seet: Mir ënnerwerfen de Freeport nawell dëse Regelen, obwuel et net vum GAFI, vun der OCDE onbedéngt erfuerdert ass.

Wat huet eis dozou gefouert? Ech géif soen, Evolutiounen an de leschte Joren, wat de Marché vun der Konscht ubelaangt. An engem Emfeld, wou d'Zënsen immens niddreg sinn, ass de Marché vun der Konscht extrem spekulativ an extrem attraktiv ginn, soudass also do e Risk besteet. An d'generell Regele vum GAFI soen eis: Wann e Risk besteet, wann eng gewëssen „Vulnerabilitéit" - dat ass d'Wuert, wat gebraucht gëtt - an engem Secteur do ass, da soll ee preventiv virgoen. An dat wollte mer heimadder maachen.

Mir hunn och den Avis vun der Chambre de Commerce ganz sérieusement gekuckt. Ech mengen, d'Chambre de Commerce huet eng Foto op haut gemaach a gesot: Dat ass eng Obligatioun méi, déi mer dem Freeport-Taux ginn, där mer de Freeport ënnerwerfen. An d'Regierung huet fonnt, an ech si frou, dass déi meescht Parteie queesch duerch d'Boot hei dat och esou gesinn, dass mer Intérêt hunn, dass mer méi virsiichteg si wéi de Minimum. An en fait soen ech mer och Folgendes: Dat ass herno souguer och vläicht e Verkafsargument, e Kompetitivitéitsargument, wann ee kann no bausse soen, dass een déi Regele vum Blanchiment preventiv, par rapport zu deem, wat international virgesinn ass, anhält.

Vläicht ee Wuert, wéi dat alles geregelt ass. Mir hunn en fait zwou Administratioune vum Stat, déi am Freeport wäerten täteg sinn oder schonn zum Deel täteg sinn. Dat eent ass d'Administration des Douanes. Déi kontrolléieren d'Wueren, déi erakommen. An d'Administration de l'Enregistrement ass zoustänneg fir d'Gesetzer géint de Blanchiment. Domat ass dann de Freeport deeneselwechte Gesetzer ënnerworf wéi eng Bank, awer och wéi e Bijoutier oder wéi e Garagist oder wéi ganz vill aner Commerçanten. Ech mengen, domat leeschte mer dem Freeport en Déngscht, awer och senger eegener Reputatioun.

Ech géif och gären hei ënnersträichen, dass mer déi Regelen zesumme verfaasst hunn, an der Kooperatioun mam Secteur, mam Freeport selwer, awer och mam Ministère de la Justice, deen an deene Saache federführend ass. An dat Ganzt mat engem Bléck och op d'Zukunft, wat fir eng Regelen op eis do zoukommen.

Ech mengen, dass mer mat deem heite Gesetz eise Freeport modern, flott a konkurrenzfäeg maachen an an engems wegweisend fir d'Zukunft. An deem Sënn freeën ech mech iwwert déi breet Zoustëmmung, déi mer haut hei ronderëm d'Parlament konnten héieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6713 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6713 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6713 ass mat 58 Jo- géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, enger vun der Regierung gefroter Konsultatiounsdebatt iwwer méi Sécherheet am Stroosseverkéier mat dem Objektiv, null Affer ze erreechen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

6. Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?»

Exposé

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.-* Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, mir haten, bannent elo enger Woch, fënnef Doudeger op eise Stroossen, dorënner eng Polizistin, déi ënner ganz trageschen Ëmstänn hiert Liewen huet misse loossen, well se hirer Aarbecht nogaangen ass. Zënter dem Ufank vum Joer, ech hunn d'Lëscht elo hei just kritt, aktualiséiert: 17 Doudeger direkt op der Strooss, plus een Doudegen, deen nodréiglech gestuerwen ass, am Fong 18 Doudeger op eise Stroossen! E ganze Koup schwéier Accidenter mat ganz schwéier Blesséierten. An d'Ursaache vun deenen Accidenter sinn, géif ech soen, zu iwwer 80% ëmmer déi nämlecht: d'Vitesse an Alkohol, an oft Vitesse an Alkohol kombinéiert.

An ech muss soen, dee Misär, dat Leed, dat dat mat sech brëngt, dat ass terribel, net nëmmen natierlech fir déi direkt Betraffen, oft Onschëlleger, déi hei mussen drënner leiden, mä och fir dee ganzen Entourage, oft awer och natierlech fir déi, déi dat Ganzt verursaachen, andeem se mat Onverstand gefuer sinn, déi dann nodréiglech, duerno sech eréischt de Konsequenzen oder eréischt bewosst sinn, wat se ugeriicht hunn.

Mä et ass awer gradesou kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Häre: Weder ech nach d'Regierung wëllen dat doten nokucken! An duerfir si mer zënter engem Joer amgaangen drun ze schaffen, fir e ganze Programm ze lancéieren, fir ze kucken, datt mer déi dramatesch Bilanz do erofkréien.

Déi ass dramatesch, well mer och am europäesche Verglach extrem schlecht dostinn. Soit, datt ech weess, datt natierlech fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, relationell gesinn, d'Zuelen ëmmer natierlech en vue vun der Klengheet an der Bevëlkerungszuel, déi mer hunn, e bësse relativéiert sinn, mä si ass awer am Total dramatesch. An et ass och dramatesch, ech wäert lech herno e puer éischt Zuele matdeelen devun, zënter dem 1. Juni, wéi de Punkteführerschäin verschäerft ginn ass, wou d'Police während aacht, zéng Deeg déi éischt Kontrolle gemaach huet, wat dobäi erauskomm ass.

Dat, trotz datt mäi Ministère eng ganz, ganz breet Campagne gemaach huet iwwer Woche virdrun, virum Antriede vum Punkteführerschäin, dat heescht, wou am Fong een hätt misse sech soen, grad elo missten dach verschidde Leit sech bewosst sinn, datt ee Verschiddenes einfach net méi soll an net méi kann an net méi däerf maachen. D'Realitéit ass awer, leider, eng aner.

D'Verkéierssécherheet ass duerfir fir mech an och fir d'Regierung eng Topprioritéit. All Regierungsmember huet sech souguer engagéiert zu verschiddene Mesuren, jiddweree spezifesch a sengem Beräich. An ech hunn en Aktiounsplang der Regierung virgeluecht virun enger Rei Méint, deen och natierlech ugeholl ginn ass. Deen Aktiounsplang ass ausgeschafft ginn iwwer ee Joer mat alle relevanten Akteuren hei zu Lëtzebuerg, déi de près ou de loin eppes mat Stroossen- oder Verkéierssécherheet ze dinn hunn. Dat heescht, dat geet vum Automobile Club bis bei d'Sécurité routière, AVR, awer och selbstverständlech all Ministèren a Verwaltungen, déi do mat dra sinn. All déi hu matgeschafft an dräi, véier Sëtzungen, d'lescht Joer, fir deen Aktiounsplang auszeschaffen.

Deen Aktiounsplang, dee baséiert op dräi Sailen: Preventioun, Sensibilisatioun a Repressioun. An ech soen och direkt: Et geet nëmmen, mir kréien dat Ganzt nëmmen an de Grëff, wa mer déi dräi Sailen zesumme wierke loossen. Eng eleng brëngt eis näischt. Dat ass nëmmen eppes Hallwes, eppes Véierels. An déi eenzel Saile wierken och nëmmen, well se bestäerkt ginn oder verstäerkt ginn duerch déi aner.

D'Preventioun, fir just e puer Beispiller ze ginn: Wat versti mer dorënner?

Dat ass natierlech emol an enger éischter Stell Nobesserungen um Stroosseréseau. Do geet et drëms, déi geféierlech Punkten, déi sougenannten „points noirs", ze detektéieren - dat ass och geschitt entre-temps - an dann ze kucken, wéi mer am Stroosseréseau nobessere kënnen, datt geféierlech Situatiounen net kënnen entstoen duerch de Stroosseréseau selwer, oder méiglechst net. Ech mengen, net an alle Fäll kann ee stroossebaulech eppes maachen.

Dat sinn awer och aner Mesuren, wéi zum Beispill, datt mer d'Kredibilitéit vu verschiddenen Aktiounen, déi mer maachen - zum Beispill eng Zon 30 ze installéieren, wou mer jo wëlle méi wäit och goen an deenen nächste Joren, och op Statsstroossen dat erméiglechen, ënner ganz spezifesche Bedéngungen -, datt awer déi Mesuren eng gewësse Kredibilitéit hunn, datt mer net einfach Schëlder mat 30 dohinnersetzen an da mengen, da géifen d'Leit mat 30 fueren, oder och souguer mat enger anerer Vitesse, mä datt dann och de Stroosseraum esou misst aménagéiert sinn, datt en deem entsprécht, där Vitesse eenegermoossen entsprécht, déi mer wëllen do kréien.

An dann natierlech och Saachen diskutéieren, dat gehéiert och zur Preventioun, wéi Reduktioun vun der Vitesse ausserhalb vun den Agglomeratiounen, well ech wëll drop hiweisen, datt déi schlëmmsten Accidenter net an den Agglomeratioune geschéien, och emol net op den Autobunnsréseauen - do geschéien der och -, mä dat ass net déi grouss Unzuel. Déi grouss Unzuel geschitt ausserhalb vun den Agglomeratiounen, op de Landstroossen. Och do unzesetzen.

An dann natierlech awer och esou Saachen ze maachen, wéi zum Beispill Stagen, am Kader vu sougenannten „peines pédagogiques", fir déi anzeféieren, fir iwwert dee Wee... Do geet et zwar méi natierlech drëms, d'Leit dozou ze brëngen, déi eng Kéier eppes, en Accident provozéiert hunn, fir dann duerno preventiv derfir ze suergen, datt se sech bewosst ginn, firwat et geschitt ass an et net méi duerno maachen. Well ech mengen, déi Strof, déi ee kritt, sief et, wann et nëmmen e Protokoll ass oder, wann et awer méi wäit geet, e strofrechtlechen Aspekt nach hannendrun ass, dat ass eng Saach. Ech mengen, déi „peine pédagogique" ass sécherlech e Volet, deen och derzou gehéiert an deen ech éischter och gesinn als Preventioun fir d'Zukunft.

Déi zweet Sail ass d'Sensibilisatioun.

Dat sinn natierlech all eis Opklärungscampagnen, déi mer maachen. Mir haten, wéi gesot, eng, déi leeft souguer och nach weider, ronderëm de Punkteführerschäin. Déi huet wochelaang gedauert; all méiglech Aktiounen hu mer gemaach do ronderëm. Dat sinn awer och d'Stagen zu Colmer-Berg, wou et drëms geet, déi spezifesch Fuerweis ze analyséieren an och de Leit, de Chauffeuren, méi däitlech ze maachen, wat dann déi potenziell Risike sinn, wann ee fiert.

Well, ech mengen, wann een de Führerschäin mécht, ass dat esou, da léiert ee vläicht fueren an de Code de la route ze respektéiere respektiv eenegermoosse wéi ee soll fueren, mä et léiert een net d'Bewosstsäin kréien, datt een eigentlech den Auto net kontrolléiert an datt et vill Imprévue gëtt an datt et dobaussen eigentlech kee Mënsch gëtt, deen den Auto honnertprozenteg kontrolléiert, well einfach ze vill Saachen do dertëschent kënne passéieren am Stroosseraum, déi een einfach net ka virausgesinn zum Beispill! Oder datt een d'Vitessen net richteg aschätzt, net richteg versteet a sech virun allem de Konsequenzen dovunner net bewosst ass, wat dat ka bewierken. Ech mengen, och dat si Saachen, déi zu der Sensibilisatioun zum Beispill gehéieren.

Deen drëtte Volet ass d'Repressioun.

Do war natierlech de Punkteführerschäin, d'Verschäerfung vun de Strofen eppes. An ech hu virdru gesot, mir... Zënter dem 1. Juni ass en a Kraaft. Mir haten eng riseg Campagne gemaach. An ech wëll lech just ee Beispill eraushuelen, fir lech ze illustréieren, datt tëschent dem 1.6. an dem 10./12.6. d'Police e bësse Kontrollen doruechter gemaach huet. An do, Dir wësst, datt mer elo ewell bei dem Handynotzen um Steier do Punkten ofzéien, d'Protokoller och verduebelt gi sinn. An awer, trotz der Campagne, bei deene puer Kontrollen, déi gemaach gi sinn, sinn 154-mol zwee Punkten ofgezu ginn an deene Campagnen! Dat heescht, et ass bal net ze verstoen, datt no wochelaange Campagnen, wou jiddweree sech däers jo misst bewosst sinn, dat awer geschitt ass!

Ech wëll awer derbäisoen, datt een hei awer och gesäit, wéi wichteg datt et ass, datt mer do Punkten agefouert hunn, well ech mengen, an dat ass jo dee wichtegsten Aspekt, psychologesch, beim Punkteführerschäin, dat ass, wann een awer da Punkte verluer huet - hei sinn et der elo zwee; wann et bei Vitesse ass, kënnen et der an Zukunft bis sechs ginn -, dat verhält een an da passt een op duerno, mindestens eng Zäit. Déi Zäit, déi dräi Joer duerno, wou ee weess, datt ee scho vill Punkte verluer huet, ännert een och d'Fuerweis. An dat spillt da sécherlech mat dran.

An dann natierlech d'Radaren. Mir waarden elo nach op deen zweeten Avis vum Statsrot. Ech hat gesot, ech hätt gär, datt virum Summer 2015 mer dat Gesetz duerch d'Chamber kënne kréien. Dat wäert eis geléngen. D'Avisen, also d'Amendementen, déi d'Chamberskommissioun eraginn huet, fir dem éischten Avis Rechnung ze droen, wou...

Iwwregens, ech hunn an enger Zeitung gelies, dat wier e ganz negativen Avis gewiescht. Et muss ee sech awer emol virstellen, deen éischte Projet, deen éischte Versuch, dee gemaach gi war beim Radarsgesetz, deen ass zerrappt gi vun A bis Z. Hei war eng eenzeg Opposition formelle dran. An déi war nach eng, wou och de Parquet a sengem Avis schlussendlech drop opmierksam gemaach hat. Dat heescht, et ass eppes, wat mer och wossten, wou och duerfir kee Problem war, fir déi Fro geléist ze kréien.

Dat hu mer och gemaach, also d'Chamber huet dat gemaach iwwert d'Amendementen, déi bei de Statsrot geschéckt gi sinn, soudatt ech dovun ausginn, datt mer den zweeten Avis, well dee relativ einfach wäert gi fir de Statsrot, well mer allem Rechnung gedroen hunn, an deenen nächsten aacht, zéng Deeg nach wäerte kréien. An da gëtt dat Gesetz hoffentlech hei unanime vun der Chamber gestëmmt, nach virun der Summerpaus.

An da kann ech och déi aner Phas definitiv ulafe loossen, déi awer ganz..., an der Preparatioun si mer am Timing dran, nämlech vun der Installatioun respektiv dem Zouschlag, fir d'Apparater ze kafen, déi da bis Enn des Joers sollen installéiert ginn, fir datt Ufank d'nächst Joer déi Radare wäerte fonctionnéieren.

An da wëll ech och soen, datt, wann een iwwer Radaren oder Repressiounen am Allgemenge schwätzt, dat net esou ass, wéi dat och duergestallt gëtt, datt dat eng Machine à sous ass, well et ass net d'Recette: Mir, ech erhoffe mer, datt déi Radare méiglechst wéineg Leit flashen, well dat ass jo den idealen Zoustand. Mä souguer déi, déi geblëtzt ginn, an déi Recetten, déi mer do kréien, déi si minimal. Virun allem si se minimal par rapport zu deem Erspuernis, ech schwätzen da guer net vum Misär, dee mer eis erspueren, well mer jo d'Vitessen erofgesat kréien a manner Accidenter kréien. Ech schwätzen awer hei elo reng vu finanzielle Recetten. Den Erspuernis fir d'Allgemengheet ass virun allem ze gesinn duerch de Fait, datt mer manner Accidenter hunn!

An ech wëll lech just soen, ech hunn, mir hunn eng Etüd maache gelooss - dat ass am Fong eng Etüd, déi baséiert op Zuelen, wéi se an Däitschland existéieren; déi sinn awer bei eis plus ou moins d'nämlecht -, fir emol eng Kéier genau berechnen ze loossen, wat eis dann en Accident kascht, niewent dem Misär an dem Leed fir déi Betraffen an den Entourage. Wat kascht eis dann als Allgemengheet en Accident finanziell, wann esou eppes geschitt?

An do kënnt eraus - haalt lech un! -, wann et sech ëm en Accident handelt, deen op enger Autobunn geschitt zum Beispill, wou een ëm d'Liewe kënnt oder e Schwéierblesséierten entsteet, da kascht esou en Accident d'Allgemengheet 360.000 Euro! A wann et e Liichtblesséierten ass, 44.000 Euro. Bei de Landstroossen ass et natierlech manner: 240.000, 241.000 Euro. A wann et innerorts ass, 187.000 Euro. Dat heescht, do sinn all d'Fraisen agerechent, déi iergendwéi mam Accident ze dinn hunn. Dat geet vun den Ambulanzen, déi mussen op d'Plaz kommen, wat un de Stroosse futtigeet an, an, an. D'Assurancen-, Affekotekäschten, déi entstinn, Gesondheetskäschten, déi entstinn.

Also, wéi gesot, 361.000 Euro spuere mer der Gesellschaft, niewent deem ville Misär a Leed, bei all Doudegem oder Schwéierblesséiertem, dee mer op der Strooss oder op der Autobunn manner hunn. An dat ass de Gewënn fir d'Gesellschaft, dee mer kréien duerch esou Mesurë wéi zum Beispill, ënner anerem, d'Radaren, mä och aner Saachen, déi mer treffen.

Natierlech gehéieren zur Repressioun och méi Kontrollen. D'Police huet jo och elo ugekënnegt, datt se bis Enn Juli ganz staark wäert kontrolléieren. Och dat ass grouss ugekënnegt ginn. Jiddweree misst et wëssen, datt schaarf kontrolléiert wäert gi bis Enn Juli, mat der Zilsetzung, emol eng Kéier e Mount ze kréien ouni Accident. Ech fannen dat eng super Initiativ vun der Police, déi se do hëlt. An ech mengen, wann déi mobill Radaren eng Kéier bis do sinn, ginn esou Kontrolle wéi déi doten - déi gehéiere jo och zu deem, wat mer wäerte stëmmen hei - nach méi einfach.

Deen Aktiounsplang ëmfaasst also insgesamt, ënnert deenen dräi Sailen, 29 verschidde Mesuren. An och do wëll ech, well jo ëmmer gemengt gëtt dobaussen, jo, elo géif nëmmen op Repressioun gesat ginn, wëll ech hei emol oplëschten, wat déi 29 Mesurë sinn.

Do sinn der néng Stéck, déi betreffen d'Repressioun, zéng Stéck betreffen d'Preventioun an zéng Stéck d'Sensibilisatioun. Dat heescht, zwee Drëttel, déck zwee Drëttel vun deene Mesurë sinn am Beräich vun der Preventioun an der Sensibilisatioun an nëmmen een Drëttel ass d'Repressioun. Och emol eng Kéier, fir dat kloerzestellen. Mä, wéi ech awer virdrun erkläert hunn, déi dräi Saile mussen zesumme fonctionnéieren, well soss gräife se net an da kréie mer och kee Resultat.

Mir hunn eelef Défien, déi si beschriwwe ginn an deem Aktiounsplang.

Deen éischten ass natierlech, dat ass dee wichtegsten, d'Problematik vum Excès de vitesse, fir deen an de Grëff ze kréien. Wa mer dat packen, kréie mer wierklech d'Accidenter zolidd erofgesat.

Deen zweeten, hunn ech och scho gesot, dat sinn d'Drogen en général, mä virun allem den Alkohol, deen déi gréisste Ravagë mécht, mä awer och d'Medikamenternotzung, wann een hannert dem Steier ass. Och do, dat ass natierlech elo sécherlech eng manner grouss Envergure. Et ass awer och e bëssen eng Donkelziffer, well mer et net esou richteg wëssen. Mir wëssen am meeschte bei Drogen, bei Alkohol. Mä den Alkohol ass natierlech deen, wou et am meeschte spillt.

Drëtte Punkt ass d'Förderung vun de Sécherheetséquipementer am Stroosseraum.

Dee véierten ass d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen. Ech mengen, dat betrëfft alles dat, wat ech gesot hunn, wat zu Colmer-Bierg gemaach gëtt, wou d'Leit solle geléiert ginn, wat dat heescht, wat iwwerhaapt eng geféierlech Verhalensweis am Verkéier ass.

De fënneften ass e ganz wichtegen: Dat ass de Schutz vun de vulnerabele Verkéiersteilnehmer. Dat sinn haaptsächlech Foussgänger, Vëlosfuerer oder och souguer Motocyclisten. Mä haaptsächlech d'Foussgänger a Vëlosfuerer, wou ëmmer nach dramatesch Saache geschéien. Nach elo rezenterweis ass eng eeler Persoun erëm dout iwwerrannt ginn op engem Foussgängersträifen!

An dann de sechste Punkt, d'Stroosseninfrastrukture méi sécher maachen. Ech mengen, dat hunn ech erkläert.

De siwente Punkt ass eng kohärent Preventiounspolitik. Ech mengen, do spillt och d'Aneegräife vun deenen eenzelnen Instrumenter an och d'Zesummeschaffe vun deenen eenzelnen Akteuren eng wichteg Roll.

Deen aachte Punkt ass eng besser Ausbildung vun de Chauffeuren en général. An och do musse mer, mengen ech, drun denken, eng Kéier de Führerschäin als solchen ze iwwerden-

ken, d'Formatioun vum Führerschäin ze iwwerdenken. Ech mengen, datt de Fait, datt am Führerschäin awer gréisstendeels d'Haaptschwéiergewiicht geluecht gëtt op d'Kenntnis, also d'Léiere vum Code de la route respektiv wéi eng Rietsvirfahrt anzehalen ass an esou weider, dat ass alles gutt. Mä mir mussen awer, mengen ech, do ëmdenken an och méi déi Elementer erabréngen, wou ech gesot hunn, vum geféierleche Verkéiersverhalen, datt een dat an de Führerschäin méi mat abaut an Zukunft. Dat heescht, mir missten eng Reform eng Kéier ustriewen och vun deem Punkteführerschäin, also vum Führerschäin, pardon.

An dann natierlech verstäerkte Campagnen. Dat hunn ech scho gesot. Den néngte Punkt.

An deen zéngte Punkt sinn effikass Policekontrollen. Do spille ganz sécherlech herno déi mobill Radaren eng ganz grouss Roll.

An dann den eelefte Punkt ass, Sanktiounen am Gesamten iwwerdenken, engersäits a Richtung och, wéi ech gesot hunn, „peines pédagogiques", mä och insgesamt déi strofrechtlech Sanktiounen, fir déi eng Kéier ze iwwerdenken.

Et ass esou, datt dee ganze Plang ambitiéis ass. Mä mir wëllen en awer wierklech och ganz seriö huelen an ëmsetzen. Duerfir hu mer och e prezisen Timing entre-temps dropgesat, a wéi engem Zäitrahme mer dee wëllen ëmsetzen. A mir hunn och mat der Table ronde, also mat all deenen Akteuren ofgemaach, datt mer eis mindestens eemol d'Joer gesinn. Dat heescht, eemol d'Joer wëll ech Rechenschaft ofleeën, wéi déi eenzel Punkten ëmgesat gi sinn, a vläicht dann och Bilan zéien, wat se bruecht hunn oder vläicht net bruecht hunn. Déi nächst Sëtzung ass zum Beispill am Juli, wou mer de Bilan fir dëst Joer wäerten zéien.

An dann ass et och esou, datt déi ganz Verkéierssécherheet, déi spillt natierlech och europäesch an international eng grouss Roll. Et ass esou, datt souguer nogeduecht gëtt am Kader vun der UNO, bei den „millennium goals", ob een net d'Verkéiersdoudegerproblematik soll do mat thematiséieren, well dat entre-temps natierlech e weltwäiten enorme Problem ginn ass, wivill Leit hiert Liewe verléieren op der Strooss.

An ech wäert och ënnert der Lëtzebuerger Présidence am Oktober, wou mer virschwieft, eng „mid-term review" ze maache vum Wäissbuch Transport, well d'nächst Joer wäert d'Kommissioun dat maachen, an duerfir hunn ech wëlles, am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence, datt de Conseil des ministres och eng Kéier driwwer schwätzt. Do wäert natierlech d'Verkéierssécherheet och e grousst Thema ginn.

A fir mech ass och duerfir déi Debatt haut de Mëtteg hei an der Chamber..., net nëmmen erhoffen ech mer natierlech Ënnerstëtzung fir d'Regierung an hirer Approche zu deem Ganzen, mä et ass och wichteg, datt déi Debatt hei eleng stattfënnt zu deem Aktiounsprogramm, well och esou eng Debatt wéi déi heiten ass en Deel vun der Sensibiliséierung an dréit mat derzou bäi, datt mer, wéi gesot, dee Misär do an de Grëff kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. D'Wuert huet dann den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marco Schank.

Débat

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguerten, eng uerg Serie vu Verkéiersaccidenter huet eis an deene leschte Woche virun Ae gefouert, datt jiddweree vun eis all Dag zu all Moment hei am Land kann Affer ginn am Stroosseverkéier.

De Minister huet et gesot: Déi Tragik vun deem grujelechen Accident virun zéng Deeg, wou eng jonk Polizistin am Déngscht hiert Liewe verluer huet, an dat duerch e staark alkoholiséierte Chauffeur, mécht, wéi esou vill aner Accidenter, däitlech, datt net all Mënsch mat engem Führerschäi ka responsabel mat sengem Gefier ëmgoen, an engem Land, an ech widderhuele mech do par rapport zu deem, wat ech viru sechs Wochen zum Punkteführerschäi gesot hunn, an engem Land, wou a mengen Aen ze séier gefuer gëtt! Et gëtt sech systematesch net un d'Limite de vitesse gehalen, dacks geféierlech, dacks onnëtz iwwerholl! De Winker erausmaache gëllt scheinbar bei villen als oncool an den Handy um Ouer par contre als richteg locker.

Leider ass et esou, datt een och ëmmer erëm Buschauffeure mam Handy beim Fueren observéiert. Jiddwerengem vun eis misst bewosst sinn, datt sech hanner all Blesséiertem, hanner all Doudegem op eise Stroossen enorm vill Leed, Misär verstoppt: Familljen, Partnerschaften, Frëndschaften, déi auserneegerappt ginn, Matmënschen, déi sech hiert ganzt Liewe mat grave Séquelle mussen auserneesetzen.

Onofhängeg dovu kann et dach fir näischt a fir kee gutt sinn, wann e Mënsch scho fréi moies gestresst op der Aarbecht ukënnt, an dat duerch déi Manéier, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Auto fueren! Ech hu ganz bewosst dëse Passage aus menger Interventioun vu viru sechs Wochen, zumindest sënngeméiss, nach eemol gesot, well een d'Hoffnung net opgëtt, datt, wann een datselwecht dacks genuch seet a mir alleguerten och därselwechter Meenung sinn, datt dat richteg ass, wat ee seet, et awer iergendwann eng Kéier Agang an eis Käpp fënnt.

Ech hale mech do un de pädagogesche Prinzip, deen och d'Sécurité-routières-Campagnë suivéieren, déi ëmmer erëm déiselwecht Messagë véhiculéiere mussen.

Viru sechs Wochen hu mer hei d'Gesetz iwwert de Punkteführerschäin adaptéiert. Haut elo diskutéiere mer de Plan d'action «sécurité routière» mam Zil «Vision Zéro, zéro mort, zéro blessé grave», an dat mat der Participatioun un deem europäeschen Objectif, fir d'Zuel vun den Doudegen ëm d'Halschent op den europäesche Stroossen erofzesetzen.

Dëse Plang identifizéiert net manner wéi eelef Défien an insgesamt 28 Mesuren. A bei deenen Défien - wéi kéint et anescht sinn? - stinn op éischter an op zweeter Plaz déi béid grouss Erausfuerderungen, fir iwwerdriwwe Vitesse an d'Fueren ënner Alkoholafloss an de Grëff ze kréien, alle béid d'Haaptursaach vun den Accidenter mat net manner wéi 70% Undeel bei den déidlech Blesséierten d'lescht Joer.

Op déi aner Défie wëll ech elo hei weider net agoen. Duerfir wëll ech awer zu deene sëlleche Mesuren aus dem Aktiounsplang Stellung huele respektiv och eng Partie Iddie proposéieren, déi elo net an deem Programm do drastinn.

Ugefaange mat de Sanktiounen, déi duerch dat ganz rezent Upasse vum Punkteführerschäin op ville Pläng - an do ginn et direkt e puer Mesuren an dem Aktiounsplang -, déi dann och duerch de Punkteführerschäin zolidd verschäerft goufen, sou ënner anerem den Excès de vitesse, den Délit de grande vitesse, dann d'Fueren ënner Alkohol-, Medikamenten- an Drogenafloss, d'Ceinture net undinn - mat der erschreckender Tatsaach, datt ee Véierel vun deenen Automobilisten, déi déidlech blesséiert goufen d'lescht Joer, de Gurt net unhaten -, oder och de Gebrauch vum Handy a souguer och dem Tablet, wat ech viru Kuerzem eng Kéier konnt observéieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Doriwwer eraus hu mir viru sechs Wochen net nëmmen d'Punkten, mä och d'Geldstrofen e gutt Stéck an d'Luucht gesat.

Da wëll ech op eng an eisen Ae ganz wichteg Mesure ze schwätze kommen, dat ass d'Instrument vun de Verkéierssécherheetsauditen. Schonn de viregte Minister respektiv déi viregt Ministeren hunn derfir gesuergt, datt bei nei aménagéierte Stroossen esou Audite gemaach goufen. Ech erënnere mech un dee vun der N12 oder och dee vun der N7 an anerer. An esou Audite maachen natierlech och Sënn bei bestehende Stroossen, besonnesch, awer net nëmmen, op geféierlechen Tronçonen, wou dann awer och d'Konklusioune vun deeneselwechte mussen ëmgesat ginn.

Esou e Virgoen hëlleft ganz bestëmmt, de Stroosseraum méi sécher ze gestalten. An an der Praxis ass et och sécher esou, datt déi vill kleng fachlech Aspekter, déi vun den Ingenieure vu Ponts et Chaussées mat erabruecht ginn, stroossebaulech bei engem Projet dann och ëmgesat ginn an däitlech och zu méi Verkéierssécherheet kënne féieren. Duerfir setzen och ëmmer méi Länner systematesch bei der Verkéiersonfallpreventioun op onofhängeg a speziell ausgebilten Auditeuren.

Wann ech richteg weess, gëtt et am Ministère dozou en Aarbechtsgrupp. Vläicht kann de Minister eis och soen, wéi dat mat de Verkéierssécherheetsauditen am Moment gehandhabt gëtt.

Op d'Radaren, obwuel se immens wichteg sinn, wëll ech elo net weider zréckkommen, well se jo wäerte kommen. De Minister huet elo nach eng Kéier däitlech gemaach, wéi séier dat dann elo soll geschéien. Ech mengen och, datt et hei am Haus duerfir eng breet Zoustëmmung gëtt.

Da ginn et och méi onspektakulär Mesuren, déi och bei den Auditen emol ëmgesat ginn, wéi d'Ewechfräse vun der Trennlinn an der Mëtt vu verschiddene Stroossen. Och dat ka schonn e Méi u Verkéierssécherheet bedeiten. Wéi gesot, et ginn der eng ganz Partie, déi a priori als kleng Mesurë kënnen agestuuft ginn, mä déi awer als Ganzt och vill kënne bewierken.

Da war nach an der Diskussioun déi lescht Wochen och d'Aféierung vum Alcolock, also dem Ethylotest am Auto, eng Mesure, déi et jo a verschiddene Länner scho gëtt, besonnesch och déisäit dem Atlantik an den USA oder a Kanada. A Frankräich sinn zënter 2010 d'Autobussen am ëffentlechen Transport fir Kanner entspriechend équipéiert. A mir kënnen eis absolutt den Asaz vum Alcohol Interlock besonnesch fir Récidivistë virstellen. Eng Partie Froe bleiwe sécher ze klären: Wie gëtt viséiert? D'Maniabilitéit an esou weider. A mir deelen och d'Meenung vum Minister, fir mat engem Projet pilote hei unzefänken an d'Vir- an d'Nodeeler ze analyséieren. A beispillsweis soll awer och hei d'Noutwendegkeet vun esou enger Mesure fir professionell Chauffeure gekuckt ginn.

Här President, eng weider Mesure ass d'Konzept vun dem sougenannten „Shared Space", wou sozial Kontroll soll hëllefen, datt an engem fest definéierten Espace een op deen anere Rücksicht hëlt, léiert, Rücksicht ze huelen, dëst ënner anerem parallell mat enger, ech nennen dat emol „Entrümpelung" vun der Verkéierssignalisatioun. An d'Konzept vum Shared Space, dat passt jo och an d'Iddi vum Ministère, fir ze evaluéieren, ënner wéi enge Konditiounen zum Beispill op Statsstroosse d'Vitesse ënner 50 gedréckt ka ginn.

Souwäit ech weess, sinn eng ganz Partie Gemengen interesséiert. Ech weess vun e puer, déi sech gemellt hunn, fir bei esou Projete matzemaachen. De Minister huet jo och viru Kuerzem gesot, datt deen Aarbechtsgrupp, deen agesat gouf, fir déi Kritären ze bestëmmen, seng Aarbecht elo ofgeschloss hätt. Et wier vläicht interessant och, fir ze héieren, wéi dat elo virugeet, wéi vill Gemengen datt do sech bedeelegen, datt do och eppes Sënnvolles dann herno derbäi erauskënnt.

A mir kéinten eis virstellen, datt d'Erofsetzung vun der Vitesselimit am Ëmfeld vu Schoulen op Tempo 30 carrément flächendeckend kéint agesat ginn. Beispillsweis maachen d'Éisträicher dat an enger Aktioun „Tempo 30 vor Schulen", wou och d'Kanner, d'Schoulkanner natierlech duerch iergendwellech Aktivitéiten - Biller molen, déi dann als Aktiounsschëlter opgestallt ginn - och an dee Prozess do integréiert ginn.

Dann ass ee Problem, deen immens heefeg ass, deen, wou een e sëlleche Chauffeure kann observéieren, datt se SMSe liesen oder souguer schreiwen am Auto a sech doduerch oflenke loossen. A Frankräich gouf eng App entwéckelt, déi den Handy an e Mode de conduite setzt. An dës App setzt dann d'Fonctiounen SMS an Appellen aus, soudatt ee beim Fueren eben net gestéiert gëtt. Derbäi kënnt, datt déi App derfir suergt, datt jiddwereen, deen dem Chauffeur eng SMS schéckt, da frëndlecherweis drop higewise gëtt, datt de Chauffeur am Moment Auto fiert an eben net soll gestéiert ginn an och net äntwerte ka ganz einfach.

Madame Presidentin, als Nächst wollt ech schonn op eng Partie Iddie respektiv Mesuren agoen, déi éischter en éducative Charakter hunn, ee Beräich, dee mir awer enorm wichteg ass. An ech wollt do esou eng kleng Lëscht elo maachen. A verschiddene Länner ginn och esou Mesurë proposéiert, fir den Automobilisten eng Aart Formation continue ze garantéieren, déi sech dann doduerch eventuell hirem eegene Feelverhalen op der Strooss bewosst kënne ginn.

An Däitschland gëtt beispillsweis all Joers den „Tag der Verkehrssicherheit" organiséiert, ganz praktesch, mat Matmaachaktioune fir Kanner a Familljen, selbstverständlech och Sécherheetstraining, dat mer vu Colmer kennen.

Mä esou en offiziellen a ganz praktesch orientéierten Dag mat Familljecharakter fir Grouss a Kleng, wou d'Responsabilitéit vun deem Eenzelne vis-à-vis vu sengem Matmënsch am Stroosseverkéier am Mëttelpunkt steet, ech mengen, datt dat och eng flott Form kéint si fir hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt déi eng oder aner Initiativ. Et gëtt d'„Journée des victimes de la route" an et ginn aner Saachen. Mä ech mengen, esou ee spezifeschen Dag vun der Verkéierssécherheet mat enger ganzer Partie vun Aktivitéiten, praktesch ugewannt fir Kleng a Grouss, wier do e gudde Moyen.

Doriwwer eraus kéint een Tester a Coursen am Internet ubidden, bei deenen d'Chauffeuren hiert Verkéierswësse kënnen iwwerpréifen, sech testen a sech esou och weiderbilden. Dëst ass zum Beispill eng rezent Initiativ aus Däitschland an aus Holland. Beim gratis online „VVN Opfriscursus" an Holland hunn an deenen éischten zwou Wochen net manner wéi 80.000 Leit matgemaach. Do gesäit een, datt och esou Initiativen um Internet eppes kënne bréngen!

An all dës Mesurë muss een als Formation continue fir Verkéiersteilnehmer ugesinn, och am Hibléck, wat de Minister virdru sot, op d'Reform vum Führerschäin, déi jo och ugekënnegt gouf viru sechs Wochen, nach am Kader vun dëser Legislaturperiod.

Op jidde Fall si mir eis eens, datt et beim Führerschäimaachen definitiv net duergeet, fir nëmme Regelen ze léieren. Et muss deem jonke Chauffeur däitlech gemaach ginn, wat geschitt, jee nodeem, ob ee sech eben net un déi Regelen hält, wat d'Resultat ass, well soi-disant en Auto beherrschen a gutt kënne fueren, notzt kengem eppes, well kee vun eis definitiv eleng op enger Strooss ass!

Ech denken, datt et hei och sënnvoll ka sinn, de Bezuch zu Gewalt an d'Bild vum Auto ze thematiséieren am Führerschäimaachen. An dëse Kontext gehéiert och d'Konfrontatioun mat Verkéiersaffer, mat konkrete Situatiounen aus dem Verkéiersalldag, wat, mengen ech, deem Eenzelne méi e responsabelt Verhale mam Auto géif vermëttelen.

Et ass sech et sécher ze einfach gemaach, fir all gesellschaftleche Problem, dee mer hunn, an d'Schoul ze transportéieren an do ofzelueden. Nach kann ech mer awer virstellen, datt bei den 18- an 19-Jähregen am Lycée et net verkéiert wier, fir d'Verkéierssécherheet systematesch ze thematiséieren.

Da wollt ech och nach op de Sujet vun de Strofen am Code pénal agoen. Meng Fraktiounskolleegin Françoise Hetto hat virun e puer Wochen eng Question parlementaire gestallt: ob et net sënnvoll wier, d'Strofen am Code pénal besonnesch bei déidlechen Accidenter eropzesetzen. An de Justizminister huet a senger Äntwert op déi Question parlementaire geäntwert, datt eng Ännerung vun de Strofen am Moment net an d'A gefaasst géif ginn, well de Fächer vu Sanktiounen och haut nach appropriéiert wier.

Haut de Moien huet de Procureur d'État vun Dikrech an enger Radiosemissioun gesot, datt beim Maximum d'Strofen ëmmer méi an d'Luucht gaange wieren, datt awer vergiess gi wier, de Minimum ze adaptéieren. Hien huet sech och fir de franséische System ausgeschwat, wou de Riichter net ënner e gewëssene Minimum ka goen.

Dozou wollt ech soen, datt mir eis enger Diskussioun, fir d'Strofen ze adaptéieren, net verschléissen. Mir denken awer, datt an dësem Zesummenhang nach eng aner Mesure kéint besonnesch zilführend sinn, an zwar, wann d'Geriichter méi dacks géifen op d'Travaux d'intérêt général zréckgräifen,...

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV)*.- ...wat awer an eisem System den Ament just eng Peine de substitution ass fir Infraktiounen, op deene maximal eng Prisongsstrof vu sechs Méint steet. Firwat net e Schëllegen, e Récidiviste mat Affer vum Stroosseverkéier konfrontéieren an e fir eng gewëssen Zäit an engem Spidol oder an enger Ariichtung fir Rééducatioun schaffen dinn? Ech selwer sinn net Jurist, mä wann ee sech eens ass, fir d'Travaux d'intérêt général méi an de Vierdergrond ze stellen, da muss een och der Justiz déi néideg Moyene ginn, déi se am Moment net huet. Duerfir misst dann déi ganz Philosophie, dee ganze Regime vun den Travaux d'intérêt général iwwerschafft ginn, fir datt d'Riichter esou Strofe méi generell kéinte prononcéieren. Deemno: Travaux d'intérêt général och als Peine complémentaire aféieren, y compris fir Peinen, déi mat enger Prisongsstrof bestrooft ginn.

Här President, oder Madame Presidentin ass et nach ëmmer, ech denken, datt mir eng Fuerkultur brauchen, déi op dem Respekt ee virun deem aneren opbaut. An duerfir mengen ech och, datt mir net fir d'Lescht Ustrengunge brauchen, déi op sensibiliséieren a forméieren opbauen, vu Kanner, vu jonke Leit, awer och vun experimentéierte Chauffeuren oder déi sech duerfir halen, fir datt den Shared Space an déi sozial Rencontre, vun där ech virdru geschwat hunn, vun allen, déi um Verkéier deelhuelen, och Agang an eis Käpp fënnt.

Zum Schluss dann nach mäi Ceterum censeo. Ech mengen, datt et virun allem och muss eng verstäerkt Promotioun fir den ëffentlechen Transport ginn - Stéchwuert: stressfräi op d'Aarbecht fueren - respektiv datt ee muss déi ëffentlech Verkéiersmëttel nach méi attraktiv maachen. An ech mengen och, no där Virstellung vun der CFL gëschter ass do nach eng ganz Partie Sputt no uewen. An ech géif och duerfir proposéieren, datt dat e ganz interessante Sujet fir en nächsten Débat kéint sinn, an ech wollt och an Aussiicht stellen, esou eng Initiativ ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Här Schank. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).-* Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer, 2014, hu 35 Mënschen op eise Stroossen hiert Liewe verluer an 245 Persoune goufe schwéier blesséiert. Dat ass a béide Fäll, sougutt bei den Doudege wéi bei de schwéier Blesséierten, gläichbedeitend mat engem Réckgang vun 22% am Verglach zum Joer virdrun, 2013. Wann ee sech dann nach virun Ae féiert, dass säit 2001 déi déidlech Accidenter op eise Stroossen ëm ronn 50% erofgaange sinn, an dat bei enger Populatioun, déi innerhalb vun zéng Joer, zwëschen 2004 an 2014, ëm 19% gewuess ass, d'Zuel vun de Frontalieren ëm 45% an de Fuerpark ëm 17% zougeholl hunn, da kéint ee mengen, dass mat där Zounahm vum Trafic a gläichzäitegem Réckgang vun de schwéieren Accidenter eigentlech alles an der Rei wier.

Mä dat wier en Trugschluss. Dat gouf engem duerch d'Aktualitéit an deene leschten zwou Wochen - an den Här Minister huet dat scho virdrun och gesot - op eng traureg Aart a Weis erëm an Erënnerung geruff. Tëschent dem 25. Mee an dem 8. Juni si bei Accidenter zwësche Miersch an Aangelsbierg, Capellen an Holzem, Munzen a Maarnech, op der A1, der Tréierer Autobunn beim Potaaschbierg an zu Dippech insgesamt fënnef Mënschen op eng tragesch Aart a Weis ëm hiert Liewe komm, woubäi ech dee leschtgenannten dramateschen déidlechen Accident nach eng Kéier - vun där jonker Polizistin - besonnesch ervirsträiche wëll. All Verkéiersdoudegen ass deemno een Doudegen ze vill!

Gläichzäiteg soll ee bei alle Statistiken awer och all déi vill Verletzter ni vergiessen, déi Joren a ganz oft e Liewe laang mat de physeschen an och de psychologesche Séquellen, déi Accidenter mat sech bréngen, liewe mussen.

Aus all dëse Grënn wëllt d'Politik zesumme mat enger ganzer Rei Partner aus der Zivilgesellschaft d'Sécherheetssituatioun - oder soll ech besser soen d'Onsécherheetslag? - op eise Stroosse verbesseren. D'Lëtzebuerger Regierung huet doraus den Aktiounsplang „sécurité routière" zu enger vun hire grousse Prioritéiten erkläert, an dat ënnerstëtze mir als LSAP voll a ganz.

De laangfristegen Objektiv vun dësem Aktiounsplang mam Numm „Vision Zéro", dee vun 2014 bis 2018 leeft, ass ambitiéis a kloer: null Doudeger an null schwéier Blesséierter op eise Stroossen. Natierlech schéngt engem dës Zuel utopesch, onerreechbar, mä engersäits ënnersträicht dësen Titel d'Motivatioun an d'Zilstreebegkeet vun de Responsabelen, anersäits muss dës Visioun ganz einfach d'Zil bleiwen, wann ee spierbar an nohalteg un der Istsituatioun eppes ännere wëllt.

Dëse Plang, deen d'Resultat vun der Zesummenaarbecht mat allen Akteuren ass, déi an dësem Beräich schaffe beziehungsweis sech engagéieren, wéi d'Associatioun vun de Victimes de la Route (d'AVR), d'Assurancëvereenegung (d'ACA), de Fuerausbildungszentrum vu Colmer-Bierg, d'Police, d'Sécurité routière, d'Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA), de Statec, de Syvicol, de Parquet, déi Professionell aus dem Automobillberäich, d'Autodistributeuren an d'Garagisten (ADAL a FEGARLUX) an déi verschidde concernéiert Ministèren natierlech, dëse Plang also soll bei der Ëmsetzung vum mëttelfristegen europawäiten Zil bis 2020 hëllefen, dat Zil ze erreechen, am Verglach zu 2011 d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen ëm d'Halschent ze reduzéieren an d'Zuel vun de schwéier Blesséierten däitlech ze reduzéieren.

Mam Plang „Vision Zéro" sollen d'Problemer an d'Erausfuerderungen identifizéiert ginn, déi sech aktuell den Efforte fir d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet an de Wee stellen, an doraus dann déi Mesuren definéiert ginn, déi geholl musse ginn, fir dësen Erausfuerderungen ze begéinen. D'Moossnamen, déi geholl solle ginn, betreffe souwuel d'Usageren am Verkéier, d'Stroosseninfrastrukture wéi d'Gefierer selwer.

Eelef Erausfuerderungen, verbonne mat net manner wéi 29 Mesuren, déi de Minister scho gesot huet, huet d'Regierung an Zesummenaarbecht mat de genannten Associatiounen an Administratiounen definéiert. Fir se nach eng Kéier kuerz ze widderhuelen - wéi mäi Virriedner Marco Schank eis et gesot huet, kann een et net oft genuch soen -: d'Reduktioun vum Fueren ënner Alkohol-, Drogen- oder Medikamentenafloss, d'Promotioun vun de Sécherheetséquipementer, d'Stäerkung vun der Opmierksamkeet um Steier an d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen an de Schutz vun de vulnerabele Verkéiersteilnehmer, sprëch Foussgänger, Vëlos- a Motosfuerer.

Weider Erausfuerderunge stelle méi sécher Stroosseninfrastrukturen, eng kohärent Preventiounspolitik an d'Verbesserung vun der Formatioun vun de Chauffeuren duer. Schliisslech sollen d'Sensibiliséierungscampagnë weidergefouert ginn, effikass Policekontrollen duerchgefouert ginn an de System vun de Sanktiounen iwwerkuckt ginn.

Ganz uewen op der Prioritéitelëscht sti fir déi Verantwortlech vum Aktiounsplang awer, an d'statistesch Donnéeë ginn hinnen do ganz recht, och d'Bekämpfung an d'Preventioun vun den Excès de vitesse, also d'Gerenns op de Stroossen. D'Mesuren, déi et erlabe sollen, dëst Zil ze erreechen, sinn ënner anerem d'Installatioun, wéi mer elo schonn héieren hunn, vu fixe Radaren, d'Verbesserung vun der Kredibilitéit bezéiungsweis vun der Visibilitéit vun de Vitesselimitatiounen, virun allem a verkéiersberouegten Zonen, an eventuell d'Reduktioun vun der Vitesse ausserhalb vun den Uertschaften, wéi de Minister och elo scho gesot huet, well do och déi meescht Accidenter geschéien. A gradesou gutt ënnerstëtze mer och, dass innerhalb vun den Uertschaften, fir bei Spideeler, Schoulen an esou weider, et och méiglech ass, op den Haaptstroossen Zon-30-Zonen oder Shared-Space-Zonen anzeféieren.

Eng éischt Moossnam ass dann awer eng Verschäerfung vun de Sanktiounen. Dës Mesure gouf dann och schonn ëmgesat mat der Reform vum Punkteführerschäin, déi mer hei den 29. Abrëll an der Chamber gestëmmt hunn. Dat neit Gesetz, dat mir als LSAP ausdrécklech begréisst hunn, gesäit ënner anerem vir, dass säit dem 1. Juni fir en Délit de grande vitesse sechs Punkten amplaz bis dohinner véier Punkte fälleg sinn an dass ee fir e Retrait immédiat bei engem Excès de vitesse véier amplaz zwee Punkte verléiert.

Relativ schnell, dat heescht nach virun der Summerpaus, solle mer als Chamber och iwwert d'Installatioun vun den automatesche Radaren - et geet hei ëm zwanzeg fix a sechs mobill Radaren, déi op geféierleche Plaze sollen installéiert ginn - befannen. Dës Léisung ass net onëmstridden. Se huet, intelligent an iwwerluecht agesat, diversen Etüden no ze uerteelen, an anere Länner awer zu méi Sécherheet gefouert.

An deem Kontext wëll ech ënnersträichen, dass mir als LSAP all sënnvoll Mesure oder Initiativ positiv gesinn, déi eng Reduktioun vun der Vitesse mat sech bréngt, well schliisslech ass d'Vitesse ee Phenomeen, deen an de leschte Joren erschreckend zougeholl huet. Gouf zejoert bei 48% vun allen déidlechen Accidenter ze héich Vitesse als Ursaach notéiert, waren et der 2013 nach nëmmen 39%. An och ouni Accidenter goung d'Zuel vun de Verbalisatioune wéinst ze schnellem Fueren däitlech erop.

Wat déi zweet definéiert Erausfuerderung bezéiungsweis Prioritéit, d'Reduktioun vum Fueren ënner Alkohol-, Drogen- a Medikamentenafloss, ubelaangt, ass och scho munches geschitt. Mat deem elo grad ugeschwate Gesetz iwwert de Punkteführerschäin goufen d'Sanktioune punkteméisseg och an dësem Beräich verschäerft an d'Grenzwäerter fir Drogen op déi méi streng Seuile vun der belscher Legislatioun ugepasst. Net ëmsoss! Schliisslech ass bei ronn all fënneftem Accident, ob déidlech oder mat Schwéierblesséierten, Alkohol am Spill a bei 2 bis 3% ëmmerhin nach Drogen.

Och soll am Austausch vun deene concernéierten Akteuren iwwert d'Méiglechkeet vun der Aféierung vu sougenannten Alcolocken diskutéiert ginn, also Apparaten, déi fest am Auto installéiert sinn a verhënneren, dass de Chauffeur, dee gedronk huet, de Motor kann umaachen.

Och wann een dat net flächendeckend aféiert oder aféiere kann, esou kann ee sech awer virstellen, dass vläicht Récidivisten an enger éischter Phas - firwat och net op fräiwëlleger Basis? -, hiert Gefier mat esou engem System équipéiere bezéiungsweis équipéiere mussen, wuel wëssend, dass och dëse System seng Grenzen huet an nëmmen als een Element, wéi och de Minister scho gesot huet, vun engem Ganze ka gesi ginn.

Positiv ervirsträiche wëll ech am Kontext vu Medikamenter um Steier dann awer och, dass den Aktiounsplang och hei eng besser Sensibiliséierung vu Patienten duerch Dokteren an Apdikter weider soll bréngen - Stéchwuert: Alkohol an Drogen am Auto -an d'Upassen un d'Demande vun der sougenannter Mobilité alternative, also ënner anerem d'Late-Night-Bussen, wann ee gedronk huet, oder Night-Rider-Bussen, och virgesäit. Nëmmen, wann déi néideg Offer besteet, kann ee logescherweis vun deenen Ugesprache verlaangen, am Cas échéant dorop dann och zréckzegräifen.

E wichtege Punkt vum Aktiounsplang ass och d'Promotioun vun de Sécherheetséquipementer am Auto. Och hei goufen d'Sanktioune fir d'Fueren ouni Sécherheetsgurt, ouni Helm um Moto oder d'Netbenotze vun engem adaptéierte Kannersëtz verschäerft. Eng Etüd iwwert den Taux vun de Chauffeuren, déi mat bezéiungsweis ouni Sécherheetsceinture fueren, steet nach aus, ass awer virgesinn. Traureg Tatsaach ass awer elo schonn, dass 2014 ronn ee Véierel vun den déidlech blesséierten Automobilisten a 6% vun de Schwéierblesséierte kee Sécherheetsgurt unhaten! De Chauffeure muss deemno verstäerkt kloergemaach ginn, dass een duerch en einfache Klick vläicht net all Leed, mä op alle Fall vill Leed ka verhënneren.

Eng éischt Mesure, fir d'Stäerkung vun der Opmierksamkeet um Steier an d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen ze erreechen, gouf dann och schonn duerch eng Verschäerfung vun de Sanktioune geholl.

Säit elo ronn zwou Woche ginn an dësem Zesummenhang, de Minister huet et gesot, d'Benotze vun engem Handy oder engem Tablet genau wéi den Netrespekt vum Sécherheetsofstand mat Verloscht vun zwee Punkten um Führerschäin bestrooft. Och wa si et mëttlerweil besser wësse missten, ënnerschätze vill Automobilisten nach ëmmer d'Gefor, déi vun der Oflenkung duerch d'Benotze vun engem Handy oder deem Tablet kënnt an zu enger grousser Gefor féiert.

Bäi Wäitem kee Kavaléiersdelikt, mä en Akt, deen extrem geféierlech ass an doduerch dramatesch Konsequenze kann hunn, ass d'Duerchfuere vun enger rouder Luucht. Fir dësen net rare Phenomeen an de Grëff ze kréien, gesäit den Aktiounsplang „sécurité routière" d'Méiglechkeet vun engem Projet pilote vir - mäi Virriedner, de Marco Schank, huet dat och scho gesot -, mat deem soll iwwerpréift ginn, ob Radaren, déi d'Respektéiere vun de roude Luuchten iwwerwaachen, Sënn maachen oder net. De Lead bei dësem Projet sollen hei Ponts et Chaussées iwwerhuelen.

Awer vergiesse mer net, dass am Stroosseverkéier net nëmme motoriséiert Gefierer ënnerwee sinn, mä och Foussgänger a Vëlosfuerer. Dës zwou Kategorien, déi mat der offizieller Bezeechnung vun der Mobilité douce zesummegefaasst ginn, wäerten, wann et esou geet, wéi d'Regierung dat virgesäit an och vill Bierger sech dat erhoffen, och nach weider wuessen. Méi Foussgänger, virun allem méi Vëloen, mat deenen entspriechenden Infrastrukturen, verlaangen awer och virun allem vun den Automobilisten, fir déi méi eng grouss Präsenz vun net motoriséierten Zweerieder hei zu Lëtzebuerg dach eng nei Situatioun duerstellt, vill méi Rücksicht.

All Verkéiersteilnehmer musse verstoen, wéi déi rezent Campagne vun der Sécurité routière an der Regierung et erklären, dass et nëmme mat engem rücksichtsvolle Matenee geet an dass d'Strooss fir jiddweree gläichermoossen do ass.

Mä och an anere Punkte besti Verbesserungsméiglechkeeten am Sënn vun de Foussgänger an de Vëlosfuerer. An hei setzt den Aktiounsplang, vun deem mir hei schwätzen, och un. Esou sollen zum Beispill Recommandatiounen ausgeschafft ginn, déi et erlabe sollen, d'Zebrasträife méi sécher ze maachen. Gläichzäiteg mussen déi schwächsten Usageren am Verkéier iwwer Sensibiliséierungscampagnen opgeklärt ginn, wéi wichteg et ass, dass se gutt gesi ginn, besonnesch an de Joreszäite mat schlechtem Wieder, mä och selwer gutt esou visibel sinn, zum Beispill duerch reflektéierend Kleedungsstécker oder verschidden Unhängsel, déi reflektéierend sinn.

Méi Sécherheet fir Vëlosfuerer wëllen déi politesch Responsabel duerch eng besser Ofsécherung vun de Vëlospisten erreechen. Den éischte Schrëtt ass jo an där Richtung mat dem neie Gesetz, dat mer hei och Enn Februar gestëmmt hunn, och gesat ginn. Dësen Text ënnersträicht nämlech d'Noutwendegkeet, dass Vëlospisten, ob nei ugeluecht oder schonn existent, méiglechst sécher an dofir méiglechst ofgetrennt an, wéi mer dat esou schéin op Franséisch soen, „en site propre" vun anere Verkéiersweeër unzeleeë sinn an d'Signalisatioun dobäi och dovunner ze verbesseren ass.

Zu deene méi schwaache Verkéiersteilnehmer gehéieren awer och d'Motosfuerer. An do wësse mer, dass et vill Accidenter ginn, a se ginn natierlech och am Aktiounsplang net vergiess. En éischte Punkt an dësem Zesummenhang ass och scho realiséiert ginn: D'Panneaue mat der Opschréft „Fit for your bike", mat deene besonnesch fir motoriséiert Zweerieder geféierlech Zonen ausgewise goufen, sinn, well se ze vill zweedeiteg waren a vereenzelt vläicht grad zum schnellen a riskante Fueren ugereegt hunn, duerch nei Warnschëlder ersat ginn.

Weider soll déi verantwortlech Administratioun sougenannten „points noirs" op eise Stroossen identifizéieren, fir dës besonnesch geféierlech Plaze bautechnesch ze entschäerfen an domadder méi sécher ze maachen, oder, wann dat net méiglech ass, duerch eng geziilte Signalisatioun auszeweisen, wat awer net ëmmer méiglech ass.

An deeselwechte Kontext schreiwen ech do och déi punktuell Sécherheetsauditen an, déi bezüglech verschiddene geféierleche Strecken oder Deelstrecken am Sënn vun alle Verkéiersteilnehmer, also net nëmmen de Motoen, gemaach goufen a laut Aktiounsplang nach weider gemaach solle ginn.

Weider wäert dann och e strategesche Plang ausgeschafft ginn, fir iwwert de Wee vun der Stroosseninfrastruktur d'Zuel vun den Accidenter ze reduzéieren an dann och den Audit, an dat ass och eis ganz wichteg, iwwer eisen Autobunnsréseau ze finaliséieren. Op den Autobunne geschéien, wann een d'Statistiken nëmme kuckt fir 2014, zwar nëmmen 10% vun allen déidlechen Accidenter, mä, wéi scho gesot, ass all Doudegen och hei en Doudegen ze vill. Dofir huet och esou eng Etüd am Kader vun engen Aktiounsplang, deen den Usproch huet, komplett an domat méiglechst effikass ze sinn, hir onbestreitbar Plaz.

No méi effikasse Léisungen, fir op den Autobunnen d'Fueren a Géigerichtung, also déi sougenannte Geeschterfuerer, ze verhënneren, gëtt och gesicht. Divers Methode goufen an dësem Zesummenhang schonn am Ausland getest a kommen do zum Asaz, mat méi oder manner groussem Erfolleg. Awer net all Moossnam, déi an engem anere Land vläicht fonctionnéiert, ass och direkt hei zu Lëtzebuerg applikabel. Schliisslech si mir e klengt Land mat engem klengen Autobunnsréseau an, wéi mer alleguerte wëssen, mat, virun allem ronderëm d'Stad, villen Aus- an Opfahrten, déi entspriechend no beienee leien.

En anert Thema, dat an der Ëffentlechkeet regelméisseg fir vill an oft hëtzeg Diskussioune suergt, ass och en Thema vun der „Vision Zéro". Ech schwätze vun den Obstakelen um Bord vun de Stroossen, an engem Saz gesot vun de Beem, déi laansicht d'Stroosse stinn. De Minister huet och an dësem Zesummenhang jo ganz kloer an der Ëffentlechkeet Stellung bezunn. Seng Approche, déi mer hei begréissen, ass elo keng Alles-oder-näischt-Approche, mä éischter eng, déi mer als pragmatesch bezeechnen. Déi Beem, déi eng konkret Gefor duerstellen, well se zum Beispill ze no un der Strooss sinn, déi sollen ewechgemaach ginn. Mä et kënnt awer net zu engem systemateschen Ofholze vun de Beem laansicht d'Stroossen.

Villméi soll och an dësem Beräich complémentaire op Preventioun a Sensibiliséierung gesat ginn, woubäi mir just beim Thema Sensibiliséierung bei engem fir eis als LSAP essenziellen Deel - ech mengen, de Minister huet dat och scho gesot - vum Aktiounsplang wieren.

Well ee wichtegen, jo vläicht den zentrale Punkt an alle Beméiungen, fir de Stroosseverkéier méi sécher ze maachen, an ech schwätzen hei ganz bewosst net vum schwächste Glidd an der Ketten, ass - wéi een ëmmer erëm gesäit, trotz alle Méiglechkeete bei Technik an Infrastrukturen - ganz einfach de Chauffeur. An do virun allem de jonke Chauffeur. Wéi soen eis däitsch Noperen esou schéin? „Was Hänschen nicht lernt, lernt Hans nimmermehr." Dofir ass et besonnesch wichteg, eben dës jonk Chauffeuren op d'Geforen am Stroosseverkéier opmierksam ze maachen.

An dësem Sënn ass geplangt, fir d'Méiglechkeet anzeféieren, dass Jonker, déi d'Conduite accompagnée maachen, schonn um Sécherheetsfuerstage zu Colmer-Bierg deelhuele kënnen. Anticipéiert soll dann och de Formatiounscours fir nei Motocyclistë ginn. Mä et soll een nach méi jonk ufänken, an dowéinst sollen déi éducativ Programmer, déi et elo scho gëtt, an der Grondschoul an duerno am Secondaire weidergefouert ginn. Ech mengen, mäi Virriedner huet dat och scho gesot.

D'Fro sollt ee sech och stellen, ob a wéi, vläicht op eng spilleresch Aart a Weis, eben éducativ, mat zum Beispill enger Coupe scolaire fir divers Altersklassen, een d'Léiere vum Verhalen am Stroosseverkéier nach méi attraktiv kéint gestalten.

Mä d'Vermëttlung vun de Regele vum Code de la route däerf sech, dat hunn déi Verantwortlech och erkannt, net exklusiv op Kanner a Jugendlecher beschränken. Sou wichteg dëst och hei ass, dat, wat een eng Kéier méi oder manner gutt geléiert huet, verhält een nämlech net onbedéngt säi Liewe laang. Virun allem ass et am Stroosseverkéier esou wéi am Rescht vum Liewen och: D'Situatioune verännere sech, evoluéieren.

Dofir ass et wichteg a richteg, och verstäerkt wëllen d'Senioren ze sensibiliséieren. Woubäi an eisen Aen als LSAP - dat soll een hei betounen, well selwer gesäit ee jo wahrscheinlech net ëmmer richteg an, wéi ee sech als Senior fillt - den Term „Senior" soll am Sënn gebraucht ginn, wéi et am Angelsächseschen an der Beruffswelt de Fall ass, also all Persoun, elo onofhängeg vun engem konkreten Alter, déi schonn eng gewëssen Erfahrung Opweises huet.

Dass dës Erfahrung net ëmmer nëmme positiv genotzt gëtt, si och vläicht souguer d'Ursaach vu Selbstiwwerschätzung ass, weise Statistiken. Sou war zum Beispill am Joer 2014 d'Alterskategorie vu 35 bis 44 Joer fir 30% vun allen déidlechen Accidenter verantwortlech. Am Vergläich: Bei deenen 18- bis 24-Jährege waren et der, wann een dat kann esou soen, „nëmmen" 20%.

Fazit: Et muss also och, awer eben net nëmmen, bei der Jugend ugesat ginn, mä bei alle Leit, déi fueren. An och do sollen déi eeler Leit, wa se gesinn, dass se net méi richteg hiert Gefier beherrschen, och matzäit drun denken, fir sech ebe féieren ze loossen.

Wichteg ass deemno, dass déi eenzel Sensibiliséierungscampagnë cibléiert a kloer sinn, fir déi gewënschten - ech soen emol - Clientèle ze erreechen. Dat setzt och viraus, dass d'Informatioun der Zilgrupp entspriechend verbreet gëtt, zum Beispill vun der Sécurité routière oder op de soziale Medien, an de Garagen an esou weider.

An et sollt een, do si mer als LSAP och enger Meenung mat all deenen, déi sech fir d'Stroossesécherheet staarkmaachen, roueg Betraffener och zu Wuert komme loossen, déi mat Témoignagë weisen, wéi schnell eppes ka geschéien, ob als Affer oder als Verursaacher. A well de Mënsch eben ass, wéi en ass, geet et vläicht leider, vläicht glécklecherweis, jee no Point de vue, net ëmmer mat gutt gemengten oder léiwe Wierder oder Gesten duer an et kënnt een eben net laanscht Repressioun a Sanktiounen.

Mä fir och an dësem Beräich déi gréisstméiglech Effikassitéit, ech géif souguer esou wäit goen ze behaapten, déi gréisstméiglech Akzeptanz ze erreechen, soll engersäits de Risiko, fir erwëscht a sanktionéiert ze ginn, als reell empfonnt ginn, anerersäits sollen déi repressiv Kontrolle mat de preventive Kontrolle méi oder wéineger am Gläichgewiicht sinn. An deem Sënn sollen d'Kontrollen, den Aktiounsplang gesäit dat jo och vir, prinzipiell enger Kartografie vun den Accidenter entspriechend duerchgefouert ginn.

Wat elo d'Strofen ubelaangt, esou wier et wichteg, dës méiglechst schnell ze prononcéieren. Dofir sollt doriwwer nogeduecht ginn, fir mat méi administrative Peinen d'Geriichter ze entlaaschten. Ausserdeem sollt och, an dat ass eng ganz gutt Iddi am Aktiounsplang, doriwwer nogeduecht ginn, fir méi pädagogesch Strofen anzeféieren: Aarbechten am ëffentlechen Interessi, eng Therapie, fir vun Drogen oder Alkohol ewechzekommen, oder d'Deelhuelen u spezielle Sensibiliséierungsstagë sinn an dësem Kontext nëmmen e puer vun den ugeduechte Méiglechkeeten.

Madame Presidentin, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass et richteg a wichteg ass, dass dësen Aktiounsplang net eng blann Sanktiounspolitik mat enger willkürlecher Persekutioun a Bestrofung vun Automobiliste verfollegt. Dat wier eng schlecht, well eng falsch Approche. Mesurë fir méi sécher Stroosseninfrastrukturen, eng kohärent Preventiounspolitik an d'Verbesserung vun der Formatioun vun de Chauffeure genau wéi d'Weiderféiere vu Sensibiliséierungscampagnë sollen am Ensembel dozou bäidroen, fir der „Vision Zéro" esou no wéi méiglech ze kommen.

D'Accidenter op eise Stroossen, elo mat oder ouni Doudeger, suergen einfach fir vill ze vill mënschlecht Leed. An dofir ënnerstëtze mir als LSAP voll a ganz den Aktiounsplang „Vision Zéro".

An domat, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Negri. Eis nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: „Wann ech mat 50 fueren, hunn ech d'Gefill, ech géif hannerzeg fueren." „Am Auto telefonéieren ech net, mä ech äntwerte just." „D'Vitesse ass mäin Testosteron." - Dës an ähnlech infantil Räsonnementer waren am Documentaire „Tout est permis" vun der fransäischer Cinéastin Coline Serreau ze héieren. Et ass e Film, op deen den Här Minister zesumme mat der Sécurité routière an den Utopia invitéiert hat.

An ech denken, dat war eng flott Initiativ, déi kéint widderholl ginn, eng Initiativ, déi sensibiliséiert huet an engem d'Aen opgemaach huet. Dës Aussoe stame vu Chauffeuren, déi a Form vun Interview mat de Grënn an de Konsequenze vun hiren eegene Verkéiersdelikter konfrontéiert gi sinn, wou déi 200 befrote Männer a Frae ganz ënnerschiddlech Erklärunge fir hiert Verhalen zum Beschte ginn hunn. Mä ënnert dem Strëch war hir Ausso eigentlech ëmmer déiselwecht, an zwar déi: „Ech weess net, firwat ech dëse Stage muss maachen. Ech hunn zwar Punkte verluer, mä ech sinn net schëlleg. Ech hunn alles am Gréff." Dat heescht, et sinn ëmmer déi aner, déi schëlleg sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëser Nonchalance an der Manéier, all Responsabilitéit vu sech ze weisen, begéint een net nëmmen an engem Film. Et begéint een dës Astellung op Schratt an Tratt, soubal ee mat Leit iwwer Sanktiounen a Verkéierskontrolle schwätzt. Leider ass et just dës Mentalitéit, déi fatal ass. Se ass awer och den Haaptgrond, firwat esou vill Accidenter geschéien a firwat de Stat ebe just reglementaresch muss agräifen. Wann all Bierger sech senger Verantwortung bewosst wier, da wieren d'Kontrollen an d'Sanktioune vun Ufank un iwwerflëssig.

Enk verbonne mat dësem feelende Verantwortungsbewosstsäin vu ville Chauffeuren ass natierlech dat gestéiert a scho bal perverst Verhalen oder besser gesot Verhältnis zum Auto. An eiser Gesellschaft, dat wësst Der alleguer, ass den Auto keen einfacht Fortbewegungsmëttel méi, fir vun A op B ze kommen, mä eent vun de wichtegste Symboler vu Fräiheet, vu Seduktioun a vu Muecht, wat den Ego an de Mëttelpunkt stellt. Datt d'Strooss der Allgemengheet gehéiert an datt d'Behuelen op der Strooss eng Fro ass vu Respekt a Citoyennetéit, gëtt deene meeschten eréischt da bewosst, wa se selwer mat de Konsequenze vun hirem Verkéiersdelikt konfrontéiert ginn. Et sinn oft irreparabel Konsequenzen. Mä leider ass et dann ze spéit.

Domat kommen ech da bei d'Strategie mam Numm „Vision Zéro", déi als Zil huet, d'Zuel vun den Accidenter carrément op null ze reduzéieren, dëst an Ulehnung un den amerikanesche Chemiekonzern DuPont, deen dëse Begréff scho virun iwwer honnert Joer als Betribsphilosophie agefouert hat a beweise wollt, datt all Aarbechtsaccident vermeidbar wier.

Mëtt der 90er Joren ass dëse Begréff vu schwedesche Verkéiersexperten op de Stroossentrafic iwwerdroe ginn a war 1997 d'Basis vun deenen éischte groussen an ëmmer méi usprochsvolle Sécherheetsprogrammer an Europa. Mam Aktiounsplang vum Nohaltegkeetsminister ass dës Approche och zu Lëtzebuerg ukomm, a mir sinn iwwerzeegt, datt se och hei hir Friichte wäert droen.

Den Erfolleg gëtt der Strategie „Vision Zéro" nämlech recht. Bewisenermoosse veronglécken an deene Länner, déi konsequent Sécherheetsprogrammer duerchféieren, vill manner Mënschen am Stroosseverkéier wéi do, wou d'Verkéierspolitik der Autoslobby zu Féiss läit an de Stäerkeren d'Rudder iwwerléisst. Sou konnt zum Beispill schonn am Joer 2004 an Dänemark bewise ginn, datt duerch konsequent Sécherheetsmoossname véiermol manner Mënschen am Stroossentrafic zu Schued kommen, wéi an Däitschland beispillsweis, wat laang op esou Programmer verzicht huet.

Net vill anescht war et zu Lëtzebuerg, wat a puncto Verkéierssécherheet och net zu de Pionéier gehéiert. Vill ze vill laang ass an eisem Land op de Bau vu breede Stroossen, et kann ee bal soe vu Rennpiste gesat ginn, während de Bau vu sécheren Infrastrukture fir Vëlosfuerer a Foussgänger systematesch vernoléissegt ginn ass. Dernieft hat d'Politik och net genuch Courage, fir onverantwortlecht Verhale streng ze sanktionéieren. Datt d'Aféierung vum Punkteführerschäin am Joer 2001 just mat 39 Jo-Stëmmen a ganzer 19 Nee-Stëmme vun der Chamber guttgeheescht ginn ass, seet genuch aus iwwert déi politesch Mentalitéit vun deemools.

Kee Wonner, datt déi luewenswäert Initiative vun der Sécurité routière während Joren, der Association des Victimes de la Route, dem ACL, der Police, mä och eenzelne Gemengen an awer och de Schoulen net déi Resultater bruecht hunn, déi se bruecht hätten, wann d'Politik um selwechte Strang gezunn hätt a méi Initiativgeescht an deem Beräich gewisen hätt.

Haut woen ech ze behaapten, datt den Nohaltegkeetsminister François Bausch mat senge Reformen an Initiative wierklech e couragéierte Richtungswiessel agelaut huet. A mir freeën eis als Gréng, datt och d'Chamber, wéi et schéngt, de Mutt huet, dem Géigewand vun der Autoslobby standzehalen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech beim Aktiounsplang, deen, wéi gesot, op dräi Piliere berout. Ech brauch se net ze widderhuelen: dem mënschleche Verhalen, den Infrastrukturen an der Technik vun den Autoen.

Mënschlech bedéngt ass natierlech d'Vitesse d'Haaptursaach vun de schwéieren Accidenter. Konsequenterweis muss och den Haaptdéfi dann dora bestoen, der Rennerei en Enn ze setzen. Stéchwuert Verschäerfung vum Punkteführerschäin, dee jo schonn a Kraaft ass.

Stéchwuert awer och Radaren, déi ënnerwee sinn an eng berechtegt Fal duerstelle fir déi, déi mengen, se géifen an der Iwwerschreidung vun der Vitesse hiert Gléck fannen. Eng perfid Geldpompel, wéi et oft genannt gëtt, fir déi staatlech Keesen ze fëllen, sinn d'Radaren allerdéngs net. Schliisslech gëtt jo kee Mënsch forcéiert, méi séier ze fuere wéi erlaabt, an da gëtt och kee Mënsch forcéiert, déi Keess ze fëllen.

Net ze vergiesse sinn dann awer och déi sozial a gesellschaftlech Nofolgekäschte vun Accidenter, déi sech Joer fir Joer op Milliounen Euro belafen. De Minister huet d'Zuele genannt. Déi Einnahme kompenséieren net dat, wat alles iwwert d'Accidenter muss bezuelt ginn.

Fir eis sinn d'Radare jiddefalls en effikasst Instrument, fir d'Preventioun ze erhéijen an ze verhënneren, datt d'Vitesselimitatiounen no eegenem Gutdünken interpretéiert kënne ginn. Wéi grouss den Handlungsbedarf am Beräich vun de Vitesseiwwerschreidungen ass, weist schonn eleng déi dramatesch Serie vun Accidenter, déi mer an de leschte Wochen a Méint op eise Stroossen erlieft hunn. Ech ginn net nach eng Kéier dorop an.

Onofhängeg dovun, wëll ech awer eng europäesch Masterstudie erwähnen, déi d'Vitesselimitatiounen als allerwichtegst Instrument fir méi Verkéierssécherheet festgehalen huet, dëst ebe grad och op deene Plazen, wou ee mengt, et wier egal, ob ee mat 50, 60 oder méi Kilometer pro Stonn fiert, well de breede Stroossentracé et hiergëtt oder einfach well d'Morphologie keng Gefor erkenne léisst.

D'Etüd, déi ech erwähnt hunn, koum zur Konklusioun, datt eng Reduktioun vun der Vitesse vun nëmmen 1% d'Zuel vun den Accidenter ëm 2% erofsetzt. Dat heescht, wann d'Vitesse beispillsweis vu 50 op 30 km/h reduzéiert gëtt, dat si 40%, fält de Risiko, datt Mënschen zu Schued kommen, ëm 80%. Eng aner Rechnung: Wann d'Vitesse vun 120 op 90 km/h reduzéiert gëtt, dat si 25%, fält de Risiko, datt Mënschen zu Schued kommen, ëm 50%.

An därselwechter Logik koum och d'Weltgesondheetsorganisatioun 2004 zum Schluss, datt an der gesamter EU all Joer 6.000 Liewe kéinte gerett ginn, datt 140.000 Accidenter kéinte verhënnert ginn an datt europawäit 20 Milliarden Euro am Joer kéinte gespuert ginn, wann d'Duerchschnëttsgeschwindegkeet um gesamten Territoire vun der Europäescher Unioun nëmmen ëm 3 km/h erofgesat géif ginn.

Och fir den Impakt vu strenge Vitesselimitatiounen an den Uertskäre ginn et genuch Beweiser. Dat ass net just Spekulatioun. Bei enger Opprallgeschwindegkeet vu 50 km/h ginn etwa 90% vun de Foussgänger schwéier verletzt oder komme carrément ëm d'Liewen. Eréischt bei enger Opprallgeschwindegkeet vun 30 km/h iwwerliewe 60% vun de Foussgänger den Opprall mat liichte Verletzungen, während nach ëmmer 20% schwéier blesséiert ginn. A kaum Verletzungsrisiko gëtt et eréischt bei engem Tempo vun 10 bis 15 km/h.

Aus deem Grond, Här Minister, kënne mir nëmme begréissen, datt Dir der Verkéiersberouegung an den Uertschaften eng Prioritéit araumt an domat eng kleng Revolutioun agelaut hutt par rapport zu Äre Virgänger. Dir haalt net méi drop, datt op Statsstroossen, déi duerch d'Gemenge fueren, automatesch Tempo 50 muss erlaabt ginn. Och Tempo 30 a manner respektiv Shared Space ass op deenen Tracée méiglech, natierlech ënnert der Konditioun, datt och d'Stroossen, datt d'Infrastruktur an deem Sënn ugepasst gëtt.

Doriwwer eraus wëll ech awer och eppes soen zu der Verkéierserzéiung, déi menger Meenung no net eréischt an der Jugend oder am Erwuessenenalter soll ufänken, mä am klengsten Alter, well och Kanner musse léieren, datt et eng ganz geféierlech an onverantwortlech Vitesse gëtt an op där anerer Säit eng sportlech a flott Vitesse, déi se all sollen erliewen. Och Erwuessener kënnen dat nach léieren, mä et soll een am klengen Alter ufänken. Déi eng Vitesse kascht Liewen, déi aner mécht Freed.

En anere Risikofaktor, dee grad wéi d'Vitesse vum Mënsch ausgeet an net vu geféierleche Stroossen oder Stroossebeem, ass dee vum Fueren ënner Alkoholafloss, wéi gesot, als zweetheefegst Ursaach vun de schwéieren Accidenter.

Obscho jiddweree weess, datt souwuel d'Wahrnehmung wéi och d'Reaktiounsfäegkeet ënnert dem Konsum vun Alkohol an Droge leiden, iwwerschätze vill Konsumente sech selwer; schonn eleng, wann et drëms geet, sech un e kritesche Wäert erunzedrénken. Duerno si se oft jenseits von Gut und Böse. Iwwersi gëtt oft, datt physesch oder psychesch Ëmstänn de Promillewäert beaflossen, doru gëtt net ëmmer geduecht. Grad wéi och d'Siichtverhältnisser op der Strooss oder d'Däischtert zu verännerte Reaktiounszäiten a Wahrnehmungsstéierunge kënne féieren. Natierlech gehéieren an dee Kontext och Drogen a Medikamenter, déi virun allem a Kombinatioun mat Alkohol ganz gefäierlech Auswierkunge kënnen hunn.

Opgrond vun de Kriticken, déi ee riets a lénks ze héiere kritt, méi lénks wéi riets, ass et mer wichteg ze betounen, datt et an dëser Debatt net ëm d'Drogepolitik vun der Regierung geet an och net ëm d'Penaliséierung oder d'Legaliséierung, mä eenzeg an eleng dorëms, ze verhënneren, datt Leit, déi Alkohol oder eben Droge konsuméiert hunn, hannert d'Steier klammen.

An deem Sënn sti mir der ugeduechter Aféierung vum sougenannten Alcolock ganz positiv vis-à-vis, virun allem och am Bustransport, wou d'Chauffeuren eng grouss Verantwortung iwwert d'Passagéier hunn. Dat heescht, wann de Chauffeur ze vill Alkohol gedronk huet, spréngt de Motor vum Autocar oder Autobus iwwerhaapt net un. Wéi gesot trëtt dëse System deemnächst a Frankräich a Kraaft, firwat net och bei eis?

E leschte Volet, deen ech nach wéilt uschwätzen, Här Minister, ass dee vun de Sécherheetsauditen an de strategesche Pläng um Niveau vun de Stroosseninfrastrukturen. Fir eis gëtt et just ee Mëttel, fir d'Sécherheet op deem Plang ze erhéijen. Dat Mëttel huet en Numm. Et heescht Réckbau vun der Plaz fir d'Autoen an Ausbau vu séchere Weeër fir d'Mobilité douce; wat jo ganz an Ärem Sënn ass.

Erlaabt mir nach e klengt Wuert zu de Gemengen an zu de kommunale Mobilitéitskommissiounen, déi am Beräich vun den Infrastrukturen och eng grouss Verantwortung hunn an eigentlech och mat an d'Boot sollte geholl ginn, wann et drëms geet, landeswäit Sécherheetsauditen opzestellen, vu datt et d'Gemengepäpp a -mamme sinn, déi hir Geforequellen am beschte kennen.

Ofschléissend wéilt ech betounen, datt de Kampf fir méi Sécherheet op der Strooss eigentlech wäit iwwert dëse Moossnamekatalog erausgeet. Et ass nämlech net nëmmen ekologesch, mä och sécherheetsméisseg wichteg a richteg, op den Ausbau vum Schinnenéseau an natierlech och op den Ausbau vum Tram ze setzen, fir op déi Manéier vill Autoe vun der Strooss ze kréien. Och dozou gëtt et Etüden. De Risiko, déidlech op der Strooss ze veronglécken, ass nämlech 42-mol méi héich wéi am Zuch, während de Risiko, op der Strooss verletzt ze ginn, ganz genee 95-mol méi héich ass wéi am Zuch. Dat ass an enger däitscher Etüd aus dem Joer 2008 ervirkomm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems d'Weltgesondheetsorganisatioun schonn 2004 no strenge Regelen a méi Preventioun an der Mobilitéitspolitik verlaangt huet, kënnt och Lëtzebuerg där Fuerderung endlech no. An duerfir wëlle mer Iech félicitéieren, Här Minister. Wann an zéng Joer vun Iech gesot gëtt, Dir hätt zwar mat Ärem Aktivismus liicht gestresst, mä Dir hätt vill Liewe gerett a vill Leed verhënnert mat Ärer konsequenter Politik, da si mer schonn haut op der gewonnener Säit. An duerfir soen ech Iech och elo scho Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei Evenementer aus de leschten Deeg ginn effektiv dësem Débat e besonnesche Stempel. Ech mengen dramatesch Accidenter, déi geschitt sinn, déi hunn eemol méi bewisen, wéi noutwendeg et ass, datt ee sech och regelméisseg mat der Problematik vum Stroosseverkéier auserneesetzt.

An dann däerf ee jo och net vergiessen, datt mir jo besonnesch hei zu Lëtzebuerg eng ganz héich Densitéit um Niveau vum Verkéier hunn. Mir hunn de Moment 443.250 Autoe fir 562.958 Awunner. An da kommen och nach all Dag 164.600 Frontalieren an d'Land. Dat ass evident, datt dat natierlech eng Rei Problemer um Niveau vum Stroosseverkéier schaaft.

Heiansdo huet een natierlech och d'Gefill, wéi wann de Législateur géif hannert der Entwécklung hierlafen, well d'Verschäerfung vu Geset-

zer, vu Reglementer a vu Quoten dach oft net dat Zil erreechen, wat mer eis gestallt hunn. Gutt gemengte Sensibiliséierungscampagnë bleiwe leider och hannert dem erhofften Erfolleg. An trotzdeem muss een awer permanent sech Gedanke maachen, wéi ee kann déi ganz Problematik besser an de Grëff kréien. Upassunge sinn also, ouni Zweifel, och um legislativen Niveau regelméisseg noutwendeg.

Déi Debatt vun haut, déi een ouni Zweifel nëmme ka begréissen, déi dréit u sech derzou bäi, fir eis méi intensiv mat den Iddie vun der Regierung, a méi spezifesch vum zoustännege Minister, auserneenzesetzen. Den Titel vum Aktiounsplang, dee jo op dräi Saile berout, ass zwar extrem ambitiéis gewielt, an et muss een dat och hei ënnersträichen, dee wäerte mer leider ni erreechen, dat Zil. Op där anerer Säit muss ee sech natierlech awer hei d'Lat ganz héich leeën.

Duerfir ass et och ze begréissen, datt dës Regierung d'Verkéierssécherheet zu awer enger vun hiren absolutte Prioritéiten, kann ee scho bal soen, erkläert huet. A begréissenswäert ass awer virun allem och, datt et sech hei ëm eng kollektiv Aarbecht handelt, datt hei net e Plang entworf ginn ass an deem berühmte stillen Kämmerlein, mä datt hei versicht gëtt, mat alle wichtegen Akteuren zesummenzeschaffen, sief dat, wéi gesot, d'AVR, d'FEGARLUX oder d'ADAL. An dat ass och dee beschte Bewäis, datt se alleguer wëllen un deemselwechte Strang zéien, well soss wäerte mer, wéi gesot, dee Fléau, an et kann ee roueg vun engem Fléau schwätzen, net kënnen an de Grëff kréien.

Et ass ze hoffen, datt, wéi gesot, duerch déi Rei Mesuren, déi hei virgeluecht goufen, och do e Mentalitéitswiessel kann antrieden an datt sech vläicht eenzel Leit och méi bewosst sinn, wéi wichteg datt et ass, datt mer vill méi en zivilisséiert Verhalen am Verkéier och kënnen an Zukunft ustriewen.

Den Auto, evidenterweis, deen nach wie vor en héije Stellewäert an eiser Gesellschaft huet, jo, dat soll och net a Fro gestallt ginn, mä et soll awer och hei ënnerstrach ginn, datt den Auto net méi déi absolutt Prioritéit am Verkéier kann an och däerf hunn, well all aner Akteuren, ech denken un d'Foussgänger, ech denken un d'Motocyclisten, ech denken un d'Vëlosfuerer, mussen op deemselwechten Niveau och gesinn an och behandelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och kee Wonner, datt bei deenen eelef Erausfuerderungen d'Vitesse natierlech un éischter Plaz steet. Et ass jo en offent Geheimnis, et ass schonn e puermol de Mëtten och hei ënnerstrach ginn, datt déi iwwerdriwwe Vitesse, an dat muss ee leider Dag fir Dag feststellen, op eise Stroossen zu extrem héijem Leed ka féieren. An ech mengen, et ass keen heibannen, deen net scho seng negativ Erfahrungen och gemaach huet.

Déi grondsätzlech Fro, déi ee sech natierlech muss stellen: Firwat gëtt dann iwwerhaapt an eiser Gesellschaft gerannt? Firwat spezifesch och nach an eisem Land? Do gëtt et natierlech eng Rei vun Äntwerten. Psychologen, Psychiateren a Soziologe kënne wahrscheinlech eng vill méi fundamental Äntwert ginn. Eppes ass sécher: Et huet een heiansdo d'Gefill, datt eng gewësse kausal Relatioun tëschent der Liewensastellung an och dem Behuelen am Verkéier ouni Zweifel besteet.

Dowéinst ass et awer och wichteg a richteg, datt d'Regierung elo wëllt där Raserei de Kampf nach méi usoen. Ech mengen, mir hu jo duerch de Vote vum Punkteführerschäin de leschten 29. Abrëll hei d'Strofskala eropgesat an enger Rei Punkten, wat och wichteg ass a wat och da soll derzou bäidroen, e bessert Verhalen unzestriewen. Wa mer virdrun de Minister héieren hunn, schéngt dat jo awer bei Eenzelnen nach net ukomm ze sinn. Et soll een awer ëmmerhin drop hiweisen, datt mer awer hei elo wierklech kloer Messagen no bausse ginn hunn, datt et sech awer mat Sécherheet net lount, sech dobaussen am Verkéier de Batti ze stellen.

Et ass evident, datt d'Vitesseiwwerschreidungen, datt déi eben elo nach méi staark sanktionéiert ginn. An op där anerer Säit striewe mer jo duerfir och d'Installatioun vu Radaren un. An ech kann dat och nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei dat als eng noutwendeg Mesure ugesäit. Ech hoffen och, datt mer dat noutwendegt Gesetz nach kënne virun der Summervakanz hei votéieren.

De Géigner vun de Radare soll awer vläicht gesot ginn, datt dat sech net ëm eng nei Schikan handelt. Ganz au contraire! An et ass hei och schonn ënnerstrach ginn: Wa jiddweree sech un de Code de la Route hält, wa jiddweree sech un déi sëlleche Schëlder hält, da brauch e jo keng Angscht ze hunn. Da kënne ganz vill Radaren opgestallt ginn.

An et beweist awer och d'Praxis zum Beispill an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, wou wëssenschaftlech Analyse gemaach gi sinn: No dem Opstelle vun de Radaren ass effektiv d'Zuel vun de schwéieren Accidenter zréckgaangen. Et kann een also ouni Zweifel behaapten, datt et wichteg ass, datt mer Radaren opstellen. A virun allem als effikass stelle sech déi Apparater eraus op de Landstroossen, déi natierlech dann awer och duerch Schëlder ugekënnegt ginn.

Ech muss natierlech an deem Kontext och nach eng Kéier op déi Iddi zréckkommen, déi virun allem an Däitschland elo ëmmer méi populär gëtt, fir op de Landstroossen d'Vitesse vun 90 op 80 erofzesetzen. Dat ass eng Iddi, déi u sech vun enger Rei vun Experte kreéiert ginn ass, well dat eben och géif derzou bäidroen, fir datt manner Accidenter géifen op de Landstroosse virkommen.

Ech weess, datt et hei zu Lëtzebuerg och eng Rei Unhänger dovunner gëtt, ënner anerem d'Sécurité routière. Ech hat an deem Sënn och eng Question parlementaire gestallt. Deemools ass mer jo gesot ginn, datt en Aarbechtsgrupp géif agesat ginn, oder en ass agesat, fir sech doriwwer emol éischt Gedanken ze maachen. Et wier vläicht net schlecht, wann de Minister kéint elo eis scho soen, wou de Moment den Entwécklungsstand drun ass.

Eng weider wichteg Ursaach vun den Accidenter - dat ass och näischt Neies, mä et ass ebe leider eng Tatsaach -, dat ass natierlech den iwwerméissege Genoss vun Alkohol iwwert dem Autofueren. Do erlieft ee jo och munchmol déi onnéidegst an och onméiglechst Saachen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei där neier Saach vun Alcolock. Jo, sécher, ech mengen, all nei Moossnam, déi derzou soll bäidroen, fir d'Sécherheet ze verbesseren, gëtt gären a priori als eng nei Schikan ugesinn. Ech mengen, a priori soll een, vis-à-vis vun där neier Iddi, dach e bësse méi reservéiert déi Saach gesinn. Ech mengen, et soll een elo emol ofwaarden, wat dat am Ausland vun Erkenntnisser mat sech bréngt. Datt dat elo a Frankräich den 1. September uleeft, dat ass allerdéngs do, mengen Informatiounen no, limitéiert op d'Buschauffeuren.

Mir als Demokratesch Partei verschléissen eis a priori net esou enger neier Iddi, mengen awer, datt een zu dësem Zäitpunkt esou eppes net soll generaliséieren. An et soll een, wéi gesot, do emol ofwaarden, wéi sech dat an der Praxis op aneren Niveauen auswierkt.

A Schweden, zum Beispill, si se schonn esou wäit gaangen, datt d'Patrone kënne vun hire Salariéë verlaangen, datt eben an de Firmeween - ech betounen: an de Firmeween - där Apparater installéiert kënne ginn.

Da muss een och drop hiweisen, datt déi Alcolocken awer och den Nodeel kënnen hunn, datt ee jo awer och de Bäifuerer zum Beispill ka gebrauchen, soudatt also do mat Sécherheet nach muss eng gewëssen Entwécklung ofgewaart ginn, ier ee sech kann definitiv derzou ausschwätzen.

Mir wëssen alleguerten, an elo soll och keen oder bal kee behaapten, datt en net och emol an der Situatioun war, wann een op enger Feier ass, wann een op engem gudden Iessen ass, datt natierlech den Heemwee da sech munchmol kann e bësselche problematesch gestalten, well ee vläicht emol awer sech net onbedéngt nëmme mat Waasser opgehalen huet, fir et emol esou auszedrécken.

Dowéinst ass dann awer och d'Fro ze stellen: Wéi kënne mer déi Moyene verbesseren, datt een awer och kann esou Transporter iwwer aner Weeër ofleeën, wéi da grad iwwert den Auto? An da si mer natierlech ganz séier och beim ëffentlechen Transport.

Do ass mat Sécherheet nach eng Rei Potenzial auszeschëpfen. Ech denke virun allem un den Zuch, dee vläicht awer nach heiansdo och zu spéiderer Stonn kéint fueren. Ech denken och un den Ausbau vum Bussystem. Da gëtt et natierlech awer och e puer positiv Elementer. Un éischter Linn ass et dann zum Beispill den Night Rider, obwuel do eenzel Gemenge sech awer d'Fro stellen, ob se dat nach finanziell kënnen an Zukunft droen.

Ech denken awer virun allem och un de Late-Night-Bus, dee jo un éischter Linn fir déi jonk Leit kreéiert ginn ass. Dat sinn awer Moyenen, déi sollen an Zukunft vläicht nach méi ausgenotzt ginn.

Dat fiabelst Transportmëttel wier vläicht an deem Fall den Taxi. Mir wëssen awer, datt mer hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt déi bëllegst Taxitariffer hunn. Duerfir kann ee sech awer emol d'Fro stellen, ob net vläicht gewëssen Taxifahrte sollte vläicht subventionéiert ginn, wuel wëssend, datt een doduerch jo awer och aner Ausgabe sech erspuert.

Et ass virdrun hei gesot ginn, de Minister ass och drop agaangen, wat u sech Onglécker fir d'Allgemengheet vu Käschte mat sech bréngen. Dat ass jo horrend, dee Chiffer, deen hei genannt ginn ass. Dowéinst kann ee sech awer da wierklech d'Fro stellen, ob net de Stat op där anerer Säit vläicht verstäerkt kéint op gewëssenen Initiative seng Ënnerstëtzung, finanziell Ënnerstëtzung garantéieren, fir datt mer ebe manner Leed a virun allem manner Accidenter dann och op eise Stroossen hunn.

Et ass natierlech och bekannt, datt virun allem de Genoss vu Medikamenter an och den Drogenafloss e weidert, leider, also datt och dat am Strooseverkéier e ganz grousse Problem duerstellt. An et ass jo och gewosst, deemno wat fir eng Medikamenter datt ee geholl huet, datt dat natierlech och op d'Käschte vun der Konzentratioun geet. Ech wëll och do nach eng Kéier drop hiweisen, datt a Frankräich Chercheuren elo och do Tester gemaach hunn, datt een zum Beispill op Basis vum Spaut och ka feststellen, wéi héich de Middegkeetsgrad ass. Och do, wéi gesot, muss een awer emol ofwaarden, wéi d'Entwécklung an deenen nächste Jore sech wäert maachen.

An dem Plan d'action, deen een insgesamt natierlech als ganz ambitiéis kann ugesinn an och als richteg, geet ënner anerem natierlech och rieds iwwert d'Stroosseninfrastrukturen an d'Mechanik vun den Autoen. Jo, dat sinn natierlech och zwee Elementer, déi zu Accidenter bäidroen. Ech mengen awer, et soll een dat elo net hei iwwerbewäerten. Net datt mer dat ëmmer ze vill op deen Niveau ofdrécken. Obwuel natierlech, wéi gesot, een net kann ignoréieren, datt, besonnesch wat d'Strooseninfrastrukturen ugeet, eng Rei Accidenter geschitt sinn, fir déi de Chauffeur a priori net direkt responsabel war.

Da si mer natierlech och ganz séier bei där ominéiser Diskussioun iwwert d'Stroossebeem. Hu Stroossebeem e Recht, laanscht d'Stroossen ze stoen? Ass et noutwendeg? Ass et sécher? Ass et nach ugëeegent, datt een an Zukunft nach Beem laanscht d'Stroosse planzt? Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, wou et ganz vill Pour et contre gëtt.

Zumindest, mengen ech awer, soll een och hei eng ganz realistesch Approche anhuelen. Et ass jo mat Sécherheet net de Bam, deen den Accident verschëllegt, mä et ass jo un éischter Linn awer oft d'Verhale vum Chauffeur, dat dozou bäidréit. Obwuel et natierlech och Situatioune gëtt, wou de Chauffeur awer net duerch säi Verschëlden en Accident dee Moment huet. An deen Accident, deen natierlech dann eng aner Envergure huet, wann och Stroossebeem dostinn.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier och widderhuelen, wat ech scho bei der Diskussioun iwwert de Punkteführerschäin gesot hunn, datt awer zum Beispill Stroossebeem op enger flotter Landstrooss och positiv Effete kënnen op d'Fuerverhalen hunn an datt een dat och däerf op kee Fall hei ignoréieren.

Dann d'Automobilindustrie, muss een awer hei ënnersträichen, huet enorm, enorm Efforten an deene leschte Jorzéngte gemaach, fir d'Sécherheet an den Autoen ze verbesseren, eng technesch Evolutioun, déi nach net um Enn ass. Do liest ee jo schonn déi fantasteschst Saachen, muss ee bal soen: computergesteiert Autoen, déi vläicht muer, iwwermuer och op eise Stroossen zirkuléieren. Et ass also net méi eng utopesch Visioun, mä et ass eppes, wat schonn deelweis Realitéit ass, besonnesch an den USA.

Den Auto, deen u sech da soll en neie Liewensraum ginn, en drëtte Liewensraum, wéi verschidde Leit soen. Mobilfunkchippe géifen derzou bäidroen, datt, wéi gesot, de Chauffeur net méi géif d'Haaptroll spillen. Dat kléngt natierlech alles ganz flott a géif eis an eng Welt eraféieren, wou ee sech kéint virstellen, datt d'Zuel vun den Accidenter géif erofgoen. Mä ech mengen, dat Dreemen do musse mer de Moment emol nach e bësse si loossen an awer eis mat der Realitéit méi auserneesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Haaptsuerg gëllt natierlech dem Schutz och vun den aneren Akteuren. Mir hunn elo vill, oder ech hunn elo vill hei iwwert den Auto geschwat, mä, wéi gesot, et gëtt jo awer nach vill aner Stroossebenotzer, wéi eben d'Foussgänger, wéi d'Vëlosfuerer a wéi virun allem och d'Motocyclisten. Da si mer natierlech och ganz séier bei de Gemengen, de Gemengen, déi natierlech eng ganz grouss Responsabilitéit virun allem am Aménagement vun de Stroosseninfrastrukturen ze spillen hunn.

An ech mengen op alle Fall, et wier jo haut bal evident, datt een an all Gemeng, do, wou et méiglech ass, an dat ass jo inneruerts, an de Quartieren, d'Zon 30 géif aféieren. D'Zon 30 ass net der Weisheit letzter Schluss, mä d'Zon 30 dréit awer ouni Zweifel derzou bäi, datt d'Bewosstsäin virun allem och gesteigert emol gëtt vun den Autosfuerer, datt se sech bewosst sinn, datt et sech hei net méi ëm eng Strooss handelt, wou den Auto absolutt d'Prioritéit huet. An dowéinst, fir déi Gemengen, déi dat nach net sollte realiséiert hunn, mengen ech, déi solle sech deen Appell awer vläicht zu Häerz huelen an dann an Zukunft och de politesche Courage hunn, dat ëmzesetzen, wuel wëssend, datt natierlech och net ëmmer jiddwereen dermat d'accord ass. Well de politesche Courage ass natierlech och hei gefuerdert.

Dee politesche Courage ass nach méi gefuerdert, wa mer nach eng Stuf méi heich ginn, an zwar Zone-résidentielle schafen, dat heescht do, wou dann d'Vitesse op 20 fixéiert gëtt. Och dat ass ouni Zweifel e qualitative Sprong, dee sech natierlech net an all Quartier realiséiere léisst. Mä do, wou et machbar ass, sollen och d'Gemengen de Courage hunn an et dann och maachen.

Et geet natierlech net nëmmen duer, elo hei da reglementaresch Moossnamen ze huelen, d'Vitesse erofzesetzen. Et muss een natierlech och dat ganzt Emfeld verbesseren duerch gewëssen zousätzlech Infrastrukturen, sief dat och erëm Gréngs, sief dat natierlech awer och gegebenenfalls duerch sougenannt „Höcker", fir dann eben déi, déi sech nach ëmmer net wëllen drun halen, awer dann dervun ofzehalen, fir iwwerméisseg séier ze fueren.

Dann ass et wierklech ze begréissen, datt de Minister awer elo wëllt op de Wee goen, an deen een oder deen anere Pilotprojet ass jo schonn an Ausaarbechtung, fir och op Statsstroossen d'Vitesselimite op 30 ze setzen, wuel wëssend, datt dat natierlech nëmmen op Statsstroosse ka geschéien, déi duerch Uertschafte ginn. Mä mat Sécherheet kann een lech awer an där Approche do wierklech nëmmen de Réck stäipen.

Wa mer natierlech och vun deenen aneren Akteure schwätzen, schwätzt een och ganz séier vun de Vëlosfuerer. Mir hunn duerch de Vote vun deem neie Gesetz iwwert d'Vëlospisten natierlech och do e qualitative Sprong gemaach. Tatsaach ass awer, datt d'Vëlofueren nach wie vor relativ gefäierlech ass, an datt de Raum, dee fir d'Vëlosfuerer reservéiert ass, nach wie vor net deem entsprécht, wéi e vläicht misst sinn. An ech bleiwen och nach wie vor der Meenung, datt muss haart driwwer nogeduecht ginn, awéifern datt gewëssen Trottoiren, wa se eng gewësse Breet hunn, kënnen och vläicht mam Foussgänger an Zukunft gedeelt ginn. Et wier also net schlecht, wa mer op deem Niveau och géife kucken, fir nach weider méi no vir ze kommen.

Wa mer da bei där drëtter Kategorie sinn, déi nieft dem Auto awer nach muss hei erwähnt ginn, da si mer séier bei de Motocyclisten. An dat ass natierlech e ganz grousse Problem. An zwar huet d'Zuel vun den Accidenter do och déi lescht Jore leider net ofgeholl. Zum Beispill tëschent 2012 an 2014 hunn 21 Motocyclisten hiert Liewen op eise Stroosse verluer. 89% dovunner ware männlech. Firwat?

Bon, do kann een och laang driwwer diskutéieren. Déi meescht Accidenter sinn op engem Sonndeg geschitt, 64% an enger Kéier. Dat sinn elo alles Zuelen, déi ech net erfonnt hunn, mä déi de Statec elo rezent publizéiert huet a sengem Bulletin „Regards/04" vum Abrëll 2015. An 43% sinn Netrésidenten. Och dat beweist jo u sech, datt et awer oft bei de Motocyclisten, ech wëll dat net generaliséieren, mä awer datt et sech oft ëm Fuerer handelt, déi vläicht awer och hir Maschinn iwwerschätzen. Et kann een also do op eng gewësse feelend Experienz zréckschléissen. Jiddefalls, dowéinst ass et och wichteg, datt permanent Formatioun och do ugebuede gëtt.

Et stellt een och eng gewësse Kontradiktioun fest, well, wann ee mat Motocyclistë schwätzt, déi awer gréisstendeels esou Ausflich maachen, fir ebe grad d'Natur ze genéissen - dowéinst ass jo och virun allem an deene méi ländleche Raim d'Motofuere besonnesch beléift, leider geschéien och do ganz vill Accidenter -, mä d'Fro ass awer ze stellen, ob do net eng Kontradiktioun läit, wann ech engersäits just erausfueren, fir d'Natur ze genéissen, anersäits dann awer se net genuch genéissen, well ech eben ze vill séier fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun deenen eelef Haaptdéfie ginn am Dokument als zéngte Punkt méi effikass Polizeikontrolle gefuerdert. Jo, och do kënne mir selbstverständlech dat mat ënnersträichen, woubäi se un éischter Linn natierlech prophylaktesch solle sinn.

An deem Kontext kënnt een natierlech och net derlaanscht, fir nach eng Kéier un dee wierklech grujelechen Accident d'lescht Woch zu

Dippech ze erënneren. Ech mengen, ech brauch net méi op d'Detailer anzegoen, wat een net nëmme schockéiert huet, mä wierklech och ganz kloer immens traureg gemaach huet, wéi déi jonk Polizistin brutal do aus dem Liewe gerappt ginn ass an Ausübung vun hirem Déngscht.

A wann d'Statistik stëmmt, déi ech och iergendwou gelies hunn, da sinn zënter dem Zweete Weltkrich net manner wéi zéng Polizisten a Gendarmen am Déngscht fir d'Allgemengheet ëm d'Liewe komm. Och dat soll eis ze denke ginn.

Ech mengen, och dat beweist ganz kloer, wat fir eng dach wichteg Missioun d'Polizisten an eiser Gesellschaft ze spillen hunn an datt mer musse versichen, och vis-à-vis vun hinnen, déi beschtméiglech Konditiounen ze schafen. An och déi kleng Reiwereien, déi de Moment bestinn, wat d'Carrièren ubelaangt, sollen op alle Fall net Ulass ginn, fir eng gewëssen Onzefriddenheet do ze kréien. Ech mengen, do muss schnellstméiglech gekuckt ginn, fir e Konsens ze erreechen, well, wéi gesot, mir en effikasse Polizeicorps brauchen, mir brauche motivéiert Polizisten. Si droen ouni Zweifel dozou bäi, datt net nëmmen um Niveau vum Verkéier, mä op villen anere Plazen awer d'Sécherheet an eiser Gesellschaft garantéiert ass.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Wa mer natierlech och bei Kontrolle sinn, da si mer ganz séier awer och bei de Konsequenze vun de Kontrollen, an zwar bei de Konsequenzen, déi natierlech, wat den administrativen Deel ubelaangt, fixéiert sinn. Natierlech, op där anerer Säit hu mer och Sanktiounen, déi vun de Geriichter ausgeschwat ginn. Och do, natierlech, stellt ee sech munchmol d'Fro, ob de Code pénal, ob déi Strofen, wéi se ausgeschwat gi sinn, héich genuch sinn. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen.

Mä zumindest, mengen ech awer, fir d'Récidivistë kéinten awer an Zukunft vläicht nach trotzdeem aner Strofen ugewannt ginn, wéi dat munchmol de Fall ass. A wann een, wéi gesot, nach eng Kéier zréckkënnt op dee grausamen Accident vun der Polizistin, wou et jo effektiv sech ëm e Récidiviste gehandelt huet, da muss ee sech awer trotzdeem munch Froe stellen.

Donieft kann natierlech d'Strofmooss duerch pädagogesch Strofen ersat ginn oder wéinstens complémentéiert ginn. Och dat ass eng Iddi, déi een ouni Zweifel soll zréckbehalen, well e Mënsch, deen direkt mat de Konsequenze vu sengem Feelverhale konfrontéiert gëtt, ass vläicht éischter emol motivéiert, sech dann awer och ze besseren.

Erlaabt mer zum Schluss vläicht nach op e puer punktuell Mesuren anzegoen. Ënner anerem soll jo och eng Etüd gemaach ginn iwwer Radaren, déi solle bei roude Luuchten installéiert ginn. Ech kann hei nëmmen op d'Beispill vun der Schwäiz hiweisen. Do géif ech kengem roden, duerch rout ze fueren, well do gëtt een direkt geblëtzt an do kann et engem och bléien, datt ee souguer relativ séier de Führerschäin ofgeholl kritt. D'Schwäizer sinn natierlech do extrem streng dran. Mir mierken awer, an dat mierkt ee praktesch jo och all Dag, datt et nach ëmmer ze vill Leit gëtt, déi mengen, dat wier jo net schlëmm, wann ee géif och nach bei rout iwwert d'Kräizung fueren.

Vläicht e leschte Punkt, deen ech nach wollt uschneiden, dat ass dee vun de Geeschterfuerer. Och do hu mer leider schonn eng ganz Rei ganz schlëmm Accidenter erlieft. Och do steet jo an dem Aktiounsplang, datt géife gewëssen Etüde gemaach ginn. Ech weisen drop hin, datt et och do schonn technesch Méiglechkeete gëtt, déi sougenannte Krallen, déi opginn, wann een, wéi gesot, verkéiert op eng Autobunnsopfahrt eropfiert. Och do, mengen ech, misste mer relativ séier handelen, well ze vill awer och do schonn op deem Niveau geschitt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider geet et an eiser Gesellschaft net nëmmen duer, fir gutt Sensibiliséierungscampagnen ze maachen, fir den Appell un d'Eegeverantwortung ëmmer erëm ze erneieren, esou wesentlech an esou wichteg dat och ass. Mir mussen awer, doriwwer eraus, och nach aner Moossnamen treffen, wat eis allerdéngs net soll dovun ofhalen, fir nach ëmmer verstäerkt d'Problematik vun dem Verkéier ze thematiséieren. Dat geschitt, ënner anerem, och duerch deen Débat vun haut. Dat ass ganz wesentlech. Dat soll och regelméisseg geschéien.

Mä doriwwer eraus muss natierlech all Instrument genotzt ginn, fir, wéi gesot, ëmmer erëm drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, datt een en ziviliséiert Verhalen un den Dag leet, wat de Stroosseverkéier ubelaangt. Ech denken, wéi gesot, mat dem Radio, der Press a virun allem natierlech och den neie soziale Netzwierker kann een awer ganz vill Positives dobaussen erreechen.

Mä, ënnert dem Strëch, si mer eis eens, datt awer och musse gewëssen Adaptatiounen um legislativen a reglementareschen Niveau geholl ginn. Jiddefalls ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei déi Pisten, déi hei opgezeechent ginn, stellt sech hannert déi Politik, déi de Moment vun der Regierung an dem zoustännegen Nohaltegkeetsminister gemaach gëtt. Et ass evident, datt mer mussen op deem dote Wee weiderfueren. Mir hunn einfach ze vill Problemer, wat de Verkéier hei zu Lëtzebuerg ubelaangt! An deementspriechend, wéi gesot, Här Minister, wäert d'Demokratesch Partei Iech och an Zukunft bei Äre Moossnamen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An den Här Gibéryen ass scho prett.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Vision Zéro" huet den zoustännege Minister gesot, eng Visioun, déi ee muss begréissen, och wa mer eis eens sinn, datt se sécherlech wäert net esou séier oder och vläicht ni erreecht ginn. Mä datt ee sech als Zil setzt, datt mer keng Doudeger méi op eise Stroosse kréien, ass en Zil, mengen ech, wat jiddwereen heibannen ënnerstëtzt.

Mir mussen also permanent, alleguer zesummen, dohi wierken, fir d'Risikoen, déi sech mam Stroosseverkéier verbannen, ze reduzéieren. Et ass net esou, wéi wann an der Vergaangenheet näischt geschitt wier. Et si schonn dacks esou Diskussiounen heibannen an der Chamber geschitt. An iwwer all déi Rei vu Jore sinn och vill Moossname getraff ginn um politesche Plang.

Et muss een awer och soen, datt eis Stroosse méi sécher gi sinn, d'Gefierer si méi sécher ginn, et goufen aner Moossname getraff am repressiven Deel, d'Kontrollen, d'Formatiounen an esou viru si verstäerkt ginn. An alles dat huet dozou gefouert, datt, obwuel eise Fuhrpark an deene leschte Jorzéngte massiv ugewuess ass, op där anerer Säit awer d'Zuel vun den Doudege lues a lues erofgaangen ass op haut 30, 40, 45 pro Joer, wat der sécherlech nach, alleguer, ze vill sinn!

Mä mir kënnen eis erënneren, datt mer och Zäiten haten, wou mer bei iwwer 100 Doudeger louchen a wou eise Fuhrpark net esou grouss war, deen hei zu Lëtzebuerg exceptionnel grouss ass, net nëmmen opgrond vun de Résidenten, mä och wéinst deenen 180.000 Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen an e staarken Transitverkéier duerstelle fir dach e klenge Réseau, dee mer hei vu Stroossen hunn.

Ech mengen, fir déi zéng Minutten, déi ech hunn, wëll ech net déi ganz Problematik auserneenhuelen, mä ech wëll op verschidde Punkten agoen. Ee vun de Punkten, dee sécherlech nei ass, dat ass d'Situatioun, wéi se sech haut, an ëmmer méi, op eise Stroosse presentéiert. Mir wëssen, datt eis Stroossen ëmmer méi staark befuer ginn, datt mer ëmmer méi Staue kréien.

An de Staue selwer geschéien an der Regel keng Accidenter. Mä ech ka mer awer virstellen, datt aus de Stauen eraus, d'Leit, verschidde Leit, an enger gewësser Hektik, an engem gewëssene Stress da wëllen awer versichen, fir een Deel vläicht vun der verluerener Zäit ze récupéréieren, an doduerch nei Geforen entstinn, duerch déi iwwerfëllte Stroossesituatioun, déi mer hei am Land hunn. An déi wäert och an deenen nächste Joren net besser ginn, mä déi wäert sech sécherlech nach weiderhi verschlechteren!

A well eben d'Stroossen esou staark befuer sinn, ass och eben de Verkéiersfloss méi geféierlech ginn. Virun allem Autoen, déi aus Säitestroosse kommen, déi mussen op Stroossen erabéien, déi staark befuer sinn, déi hu praktesch keng Chancë méi, fir eranzekommen, wann net een op der Haaptstrooss stoe bleift. An da kommen eben déi Situatiounen, datt d'Leit dann op eemol mengen, et géing nach duer, fir eranzefueren. An da fuere se eran, an et geet awer net méi duer an dann hänke se aneneen.

Ech ginn dervun aus, datt och déi Accidenter, déi mer um Schlammestee elo kierzlech kannt hunn, datt dat Accidenter sinn, déi zum Deel..., well ech déi Situatioun gutt kennen, all Dag e puermol duerchfueren: Do kënnt ee bal net méi eraus. Elo maache mer Luuchten dohinner, wat d'Saach sécherlech méi sécher mécht. Mat de Luuchte wäerte mer net esou séier méi Accidenter kréien.

Mä ech gleewen net, datt Luuchten op där Plaz de Problem léisen, well ech dovun ausginn, datt an de Spëtzestonnen d'Stauen no riets an no lénks do wäerten enorm grouss sinn an ech mer d'Fro stellen, ob net awer de Minister sollt seng Verwaltung ustellen, no de Luuchten - wou ech soen, wat gutt ass fir d'Situatioun, wat d'Sécherheet ubelaangt -, mä ob een net awer sollt do, well Plaz do ass, versichen, e grousse Rond-point eventuell dohinner ze maachen, wat dann awer e grousse muss sinn, well et ass e relativ staarke Verkéiersfloss, deen do leeft.

Zu de Rond-pointen: Prinzipiell si mir als ADR der Meenung, datt dat eng vun deene beschte Sécherheetsmoossnamen ass. Et gëtt natierlech haut och Tendenzen, déi erëm wëlle vun de Rond-pointen zréckgoen. Mä ech hunn nach d'lescht Kéier nogelies, a Frankräich, déi jo am Fong als Éischt an am massiivsten an déi Richtung gaange sinn, déi bewäerten dat haut awer nach ëmmer als positiv.

A mir sinn och der Meenung, datt een do net sollt direkt zréckgoen erëm vun de Rond-pointen op normal Kräizungen, well ech mengen, an de Rond-pointe selwer, do kann den Här Minister eis vläicht dat soen oder nokucke loossen, hu mer net vill Accidenter, a virun allem keng schwéier Accidenter. Et sief, datt een, wéi dat fréier op der Autobunn Diddeleng war, riicht duerch de Rond-point gerannt ass, wat jo awer net direkt vun deene Leit och als e Rond-point ugesi ginn ass, soss wiere se net drageranrnt. Déi hu gemengt, se wieren nach ëmmer op der Autobunn.

D'Radaren u sech kënnen hëllefen. Awer, eiser Meenung no, déi fix Radaren, déi bréngen näischt! Virun allem an engem klenge Land weess souwisou nom zweeten Dag jiddwereen, wou dee fixe Radar steet.

A wa mer an d'Ausland fueren a mer kennen déi Plazen, wou d'Radare sinn: Wat ass eng normal Reaktioun? Wa mer méi séier si virdrun, maache mer méi lues. A wa mer laanscht de Radar sinn, da fuere mer erëm méi séier. Duerfir, wann een e Radarsystem mécht, da soll dat schonn e System sinn, wat ee ka variabel doruechter stellen. Awer fix Radare bréngen, menger Meenung no, an engem Land wéi Lëtzebuerg, net déi Wierkung, déi mer eis erwaarden.

Zu der Repressioun: Wat Kontrollen a méi Police-Präsenz um Terrain ubelaangt, dat géife mer begréissen. Mir si souguer der Meenung, datt dat mat déi beschte Méiglechkeet ass, fir d'Accidenter ze reduzéieren, wann d'Police op dem Terrain ass.

Par contre, fir elo d'Protokoller oder d'Punkten ze héijen, dat hu mer scho virun e puer Wochen hei an der Debatt gesot, gesi mir net als déi gutt Léisung. Ech mengen, dat beschte Beispill ass: Mir hu viru sechs Wochen dat Gesetz gestëmmt, mir haten awer elo an enger Woch fënnef Doudeger. Och wa mer d'Punkten an d'Strofen nach méi héich gesat hätten, hätte mer déi awer!

Duerfir wëlle mer och soen, datt ee bei de Protokoller muss oppassen. Ech hunn nach de Moien de Procureur vun Dikrech héieren, dee mengt, et misst een d'Protokoller héich an d'Luucht hiewen an datt een och do sollt op dee sozialen, oder besser gesot, deen onsozialen Effet oppassen. Ech mengen, een dee mat engem décken Auto duerch d'Géigend fiert, deen 80.000, 100.000 Euro kascht, deem mécht e Protokoll vläicht vun 100 oder 200 Euro näischt aus. Mä den normalen Aarbechter, dee mat engem klengen Auto doruechter fiert an deen déi muss bezuelen, fir dee mécht dat vill aus. Also, duerfir solle mer och oppassen, datt dat net soll eng onsozial Moossnam ginn, wa mer eben do wëllen déi Strofe massiv eropsetzen, wat, eiser Meenung no, och näischt um Resultat wäert herno änneren!

E puer Punkten nach. D'Autobunnen, d'Tankstellen op den Autobunnen. Mir mussen eis eens ginn, datt mer do ganz dacks Réckstaue kréien op praktesch allen Autobunne mat de Camionen, déi op d'Autobunn erausfueren. An dat gëtt nei Geforepunkten. An do musse mir, eiser Meenung no, och reagéieren. Et kann net esou sinn, datt déi op d'Autobunn erausfueren an do nei Geforepunkte schafen.

Mir sollten eis dofir och wierklech iwwerleeën... Mir si scho wéi laang amgaangen, zum Beispill, datt op der Saarautobunn misst eng Tankstell kommen. Elo kréie mer op Beetebuerg/Diddeleng..., an den neie Containerdénge kënnt eng Tankstell, mä et ass a priori fir déi Camionen, déi dorobber fueren.

Mä wa mer d'Politik vum Tanktourismus maachen, da musse mer och genuch Tankstellen op der Autobunn hunn, fir datt déi Camionen eben net op der Autobunn stinn, oder mer däerfen déi Politik net maachen. Et kann op jidde Fall net op d'Käschte vun der Sécherheet goen.

D'Motorrieder, déi hu vill Kolleege schonn hei ernimmt, op déi ginn ech elo net weider an. Bei de Beem, do si mir och der Meenung, et ass net de Beem hir Schold, wann een drarennt. Duerfir soe mer och net, et sollt een d'Beem ewechmaache laanscht d'Stroossen. Mä déi Beem, déi do stinn, wou mer wëssen, datt do eng Gefor ass, déi soll ee verplanzen oder et soll ee se duerch Sécherheetsmoossnamen ofsécheren. Mä mir soen awer och ganz kloer: Op de Landstroosse sollt ee keng nei Beem méi planzen.

Bei deem Punkt muss ech dann och soen, wann een eng „Vision Zéro" huet, Här Minister, dann hätt een net däerfen op den Autobunnen d'Luuchten ofseeën, well dat sécherlech net zu der Verkéierssécherheet bäigedroen huet, well jiddwereen, deen iwwert déi Autobunne fiert, dee weess, déi Stécker, déi beliicht sinn, déi sinn effektiv méi sécher wéi déi aner. Dat war eng Décisioun, déi verkéierssécherheetsméisseg doudsécher an déi falsch Richtung gaangen ass!

Wat den Alkohol ubelaangt, wat eng vun den Haaptursaachen ass, si mer och der Meenung, datt een dat, wat momentan am Ausland probéiert gëtt, datt en Auto net uspréngt, wann e gewëssen Alkoholdéngen am Auto ass, datt een dat sollt iwwerwaachen, kucken, wat dovunner d'Resultater sinn. A mer verschléissen eis och do net enger Diskussioun. Mir géifen domadder de Chauffeur viru sech a virun deenen anere Leit nëmme schützen. An ech mengen, den Alkohol ass nun emol eben eng vun den Haaptursaachen an do sinn all Mëttele gutt, fir datt mer dat erofkréien.

D'Motorrieder (veuillez lire: D'Vëloen), wéi gesot, si scho ugeschwat ginn, wat awer do eng vun den Haaptursaachen ass. Mir sollen och dofir systematesch, wat d'Vëloen ubelaangt, d'Pisten ausbauen, fir datt d'Vëloen esou fräi an esou gutt kënne fueren, ouni mussen am normale Stroosseverkéier sech mat den Autoen d'Strooss ze deelen.

Generell wëll ech zum Schluss soen, datt mer an eiser Gesellschaft awer och mussen e Mentalitéitswiessel kréien. Mir musse permanent Campagnë maachen. Mir mussen Diskussioune wéi déi heiten heibannen an dobausse maachen. Mir musse Formatioun maachen.

A jiddwer Eenzelnen, deen an déi Diskussioun agräift an dovun iwwerzeegt ass, dee muss dann och mam gudde Beispill virgoen. D'Sécherheet op eise Stroossen ass net eng Responsabilitéit exklusiv vun der Politik, mä déi geet jiddwer Eenzelnen un!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi lescht Woch huet alt erëm gewisen, wéi wichteg et ass, fir an der Fro vun der Verkéierssécherheet weiderzekommen. Déi Accidenter sinn net nëmmen eng Tragédie fir déi Concernéiert, mä och fir hir Familljen a Frënn!

Obwuel d'Zuel vun den Doudegen an de Schwéierblesséierten an de leschte Jorzéngten erofgaangen ass, läit se natierlech nach ëmmer vill ze héich. Virun allem, wann een déi Zuele mat deenen aneren EU-Membere vergläicht, well op europäeschem Plang leie mir nach relativ wäit iwwert der Moyenne. Dofir brauche mir och an Zukunft e stännege politeschen Engagement op där Fro, an dat op héchstem Niveau!

An där Strategie, déi virläit, erschéngen ons déi meeschte Mesurë sënnvoll an och richteg ze sinn. Mir begréissen do virun allem, datt esou vill concernéiert Akteure beim Ausschaffe mat um Dësch souzen. Wann een do wëllt weiderkommen, dann ass et wichteg, och e gewëssenen Know-how zesummenzeleeën.

Mir hate vläicht e bësse beim Projet de loi iwwert d'Installatioun vu fixe Radaren, iwwert dee mer souwisou wäerte weiderhin nach diskutéieren, eng Rei Bedenken, virun allem, wat den Dateschutz ugeet, well déi national Dateschutzkommissioun jo och am Februar dozou en Avis virgeluecht hat an do eng Rei Saache bemängelt hat. Prinzipiell si mer natierlech positiv agestallt, wat déi Radaren ubelaangt. Mä mir mengen, datt een do awer nach op eng Partie Saache misst oppassen.

D'Ofschreckung ass natierlech en zentraalt Element fir méi Verkéierssécherheet. Dat mierkt een och tatsächlech, wann een déi franséisch Autobunnen zum Beispill benotzt, relativ oft, datt jo eng gewëssen Disziplin sech do bemierkbar gemaach huet, muss ee soen. An et versteet een och relativ schnell, firwat. Net nëmme wéinst de Radaren, mä wéinst der Gendarmerie, déi och all zweete Kilometer quasi do lauert a ganz fein a ganz fréndlech engem ze verstoe gëtt, datt een e bëssen ze schnell gefuer ass, awer ganz ferm. An dat huet schonn e gewëssenen Effekt. Leider ass et eben

esou, heiansdo, datt ee muss d'Mënschen ofschrecken, fir datt se e bëssen oppassen.

Mir hu jo och d'Sanktioune verstäerkt, mat engem neien, méi strenge Punktekatalog. Ech mengen, dat war jo iwwerhaapt ee vun deenen éischte Projet-de-loien, déi ech matgestëmmt hunn. Dat war néideg a wahrscheinlech och richteg. De Virdeel beim Punktesystem ass jo och deen, datt e fir jiddwereen u sech gläich ass.

Wat awer dat zweet Element vun der Ofschreckung ugeet, nämlech d'Geldstrofen am Zesummenhang mat Infraktioune vum Code de la Route, do hunn d'Strofen net fir jiddwereen datselwecht Gewiicht. Ech mengen - den Här Gibéryen ass och e bëssen drop agaange virdrun -, fir een, deen 10.000 Euro verdéngt, ass e Protokoll vun 150 Euro Peanuts, oder bal Peanuts, während dat fir deen aneren, deen zum Beispill nëmmen e Mindestloun verdéngt oder e bësse méi, ënner Ëmstänn scho kann e Problem duerstellen.

An dat bréngt och mat sech, datt de Caractère dissuasif vun deene Geldstrofen ënnerschiddlech ass, jee nom Akommes vun der Persoun. Et kann een och dovunner ausgoen oft, datt d'Akommes vun der Persoun d'Puissance e bësse vum Auto och nach matbestëmme kann an d'Méiglechkeet, fir méi schnell ze fueren, nach matbestëmme kann. Net nëmmen, mä dat kann dozou bäidroen.

Fir deem entgéintzewierken, hunn awer och scho verschidden europäesch Länner progressiv Strofe fir Verstéiss am Stroosseverkéier agefouert, déi sech dem Akommes vun der Persoun upassen. Dat ass zum Beispill de Fall fir d'Schwäiz, fir Finnland, dann anscheinend och fir Norwegen.

An der Schwäiz gëtt et dee System säit 2011 fir besonnesch schlëmm Verstéiss, zum Beispill bei iwwerdriwwen héije Vitessen oder wann ee mat méi wéi 0,8 Promill ënnerwee war. D'Geldstrof gëtt do berechent, andeems de Riichter notamment de Revenu, d'Verméigen an d'Familljesituatioun mat berücksichtegt. Et kéint ee sech also duerchaus emol d'Fro stellen, ech mengen, dat betrëfft souwuel den Transportminister wéi wahrscheinlech och de Justizminister selwer, ob een och net zu Lëtzebuerg esou Geldstrofe kéint aféieren, déi proportional zum Akommes verhaange kéinte ginn.

Här President, mir hunn hei am Land eng ganz Rei schwaarz Flecken op onsem Verkéiersréseau, dat heescht Kräizungen oder Strecken, wou et regelméisseg zu schwéieren Accidenter kënnt. Fir esou Plazen a Strecken ze identifizéieren, ass et wichteg, d'Accidenter systematesch ze répertoriéieren. A wann esou schwaarz Flecken opfalen, da muss do och schnell gehandelt ginn, well oft dauert et einfach ze vill laang, bis entspriechend Moossname geholl ginn.

(Coup de cloche de la présidence)

Um Schlammestee, et gouf scho gesot, op der Kräizung tëschent Fréiseng an Alzeng ass dat, ënner anerem, de Fall an do kënnt et och souwisou zënter Jorzéngte regelméisseg zu Accidenter. Ähnleches kann een och fir d'Streck tëschent Koplescht a Schëndels soen.

Dee leschte Punkt, op deen ech och nach wollt agoen, ass d'Verkéierserzéiung. Dat ass keen einfache Beräich, an deem ee schnell Erfolleger kann erfueren, mä et ass awer en immens wichtege Beräich. Zemools bei deene méi jonke Leit gëtt et oft déi Mentalitéit, meeschtens sinn et och nach jonk Männer, datt schnell fuere mat séieren Autoe glécklech mécht. An déi Mentalitéit gëtt och vun der Automobilsbranche systematesch gefërdert.

Et muss een dofir och scho bei Jugendlechen usetze mat der Sensibilisatiounsaarbecht an hinne vermëttelen, datt déi ëffentlech Stroossen näischt mat engem Computerspill ze dinn hunn. Et muss een hinne vermëttelen, datt se net nëmme fir sech selwer eng Responsabilitéit hunn am Stroosseverkéier, mä och fir déi aner Leit, déi ënnerwee sinn.

Et kann een natierlech, et soll een natierlech esou Campagnë maachen, et soll een dat vermëttelen. Et soll een natierlech jonk Leit, an net nëmme jonk Leit, och méi erwuesse Leit opfuerderen, sech responsabel ze behuelen op der Strooss an deemno wéi och sech responsabel ze ameséieren. Mä et muss een och gewësse Realitéiten an d'A kucken.

Do vergësst ee schnell, wéi et ass, wann ee sech zum Beispill owes ameséiert, wann ee jonk ass, wann een um Tour ass a wann een e puer Pätt ze vill intus huet. Dat ass eis wahrscheinlech all schonn emol geschitt. Ech hoffen, datt et eis heiansdo och nach e bësse geschitt. Mä et weess ee ganz kloer, datt een an deem Zesummenhang duerno d'Fro vun der Responsabilitéit, déi een am kloren Zoustand wierklech och agesäit, ab engem gewëssene Moment net méi esou richteg agesäit.

Do muss een dann och eng Offer virgesinn, déi et erlaabt, op eng flexibel Aart a Weis iwwert d'ganz Nuecht heemzekommen - ech denken do wierklech och un déi Jonk -, ouni vill mussen ze bezuelen a wierklech op eng flexibel Aart a Weis. Also, et kann een net dovunner ausgoen, jonk Leit, déi erausginn um zéng Auer, déi kënne vläicht dovunner ausgoen, datt se duerno um zwou heemkommen, mä deemno wéi wat geschitt a wéi den Owend verleeft, geschitt dat jo net esou. Dat heescht, d'Responsabilitéit hin oder hier, duerno si se an enger quokeleger Situatioun. An et ass natierlech eendeiteg besser, datt mer alles drusetzen, fir och déi inhärent Irresponsabilitéit, déi de Mënsch a sech huet, fir där och entgéintzekommen, wat net heescht, datt ee se op hir Responsabilitéit net och opmierksam mécht.

D'Verkéiersaccidenter hänke mam Autofueren zesummen. Manner Autostrafic bedeit noutgedrongen och manner Autosaccidenter. Op den Auto esou oft wéi méiglech ze verzichten, ass also e Wee fir méi Sécherheet. Mä op den Auto ze verzichten, ass méi einfach gesot, wéi gemaach. Wien an der Stad wunnt a schafft an dee gréissten Deel vu senger Fräizäit do verbréngt, dee kann natierlech vill méi einfach op den Auto verzichten. Mir liewen awer an enger Zäit, wou vun de Leit eng ëmmer gréisser Flexibilitéit erwaart gëtt an och eng ëmmer méi grouss Mobilitéit erwaart gëtt. An d'Fro muss ee sech och stellen, ob den ëffentlechen Transport sech ëmmer och de Besoine vun de Salariéen zum Beispill adaptéiert.

Ech huelen e Beispill, e konkret Beispill: Eng Vendeuse an engem Supermarché zu Miersch wunnt zu Steesel, zu Heeschdref méi genau, hëlt am Prinzip och ëmmer den Zuch, fir schaffen ze goen, et ass e Kazesprong. Mä de Problem ass, wann d'Schicht moies um sechs Auer ufänkt, da fiert keen Zuch, da fiert kee Bus, an da muss een op den Auto zréckgräifen. Ech mengen, do muss een och nach kucken, fir d'Offer nach aneschters ze gestalten.

A finalement muss een natierlech och an der Sensibilisatiounsaarbecht de Lien maache mat der Ëmweltproblematik. Mir sinn eis däers bewosst: Wie méi lues fiert, dee verbraucht manner Sprit. An dat ass net nëmme gutt fir d'Klima, mä och gutt fir de Portmonni. Mä dat ass awer och nëmme méiglech, wann d'Rahmebedéngunge geschafe goufen, fir op den Auto ze verzichten.

Ech si mer bewosst, datt et e richtegt Bewosstsäin gëtt an dëser Regierung, fir an dës Richtung ze goen. A mir wäerten natierlech als déi Lénk all Kéiers och all Projet, deen an dës Richtung geet, ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Ech wollt d'Chamber just ëm Rot froen. Mir hunn nach eng ageschriwwe Riednerin, mat zwou Minutten, déi awer just nach eng hallef Minutt zegutt huet.

Ass d'Chamber bereet, eng Minutt Bonus ze ginn?

Plusieurs voix.- Jo.

(Assentiment)

Une voix.- Annerhallef Minutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Annerhallef Minutt Bonus.

(Brouhaha)

Da géif ech d'Madame Hemmen bieden, op d'Tribün ze kommen a sech strikt un déi zwou Minutten ze halen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Da maachen ech dat elo ganz séier. Ech soen Iech e ganz grousse Merci, Här President, an och léif Kolleegen, Merci dofir.

Ech hunn eigentlech just e Verbesserungsvirschlag. Fir de ganze Rescht schléissen ech mech natierlech all deem un, wat haut de Mëtteg gesot ginn ass.

Ech wollt eigentlech un de Minister e Virschlag ginn am Hibléck ebe just op d'Mise en place vun de Moossnamen. Sief et, wann e Rondpoint oder awer rout Luuchten zum Beispill geplangt ginn, wéilt ech gären op dëser Plaz op d'Wichtegkeet hiweisen, fir d'Bierger vun de concernéierten Uertschaften, wou déi jeeweileg Point-noiren, wéi Der se genannt hutt, och dra sinn, och an de Choix vun den adaptabele Solutioune mat anzebannen.

Et ass nämlech ganz schwéier verständlech, firwat dass deier a ganz opwendeg Etüden e confidentiellë Charakter hunn a firwat dass sech net déi néideg Zäit geholl gëtt, sief et vum Ministère oder awer vun de Ponts et Chaussées, fir eng sommaire ëffentlech Presentatioun fir d'Bierger ze maachen.

Här Minister, Dir wësst, vu wéi engem Point noir dass ech schwätzen. An et hätt wierklech vill Gestreits an och vill Gediskutéiers kënnen évitéiert ginn, wann d'Bierger informéiert gi wieren iwwer Solutiounen, déi geholl ginn, a wou ech och elo ganz frou sinn an hoffen, dass se ganz geschwënn en place sinn.

Erlaabt mer och e klengt Miniwuert ze soen zu den 30er Zonen. Ech fannen dat wierklech ganz begréissenswäert, dass op de Strossen, op den nationale Stroossen déi Méiglechkeet gi gëtt. Ech géif awer och drop hiweisen, dass mer, an ech hoffen dat och, dass déi Kritären, déi do ugewannt ginn, dass déi wierklech och kënnen e bësselche méi large interpretéiert ginn, besonnesch am Hibléck op eventuell ländlech Stroossen, wann net grad Schoulen oder esou dra sinn, dass een awer emol eng Kéier kéint duerch d'Fangere gekuckt kréien, virun allem déi Dierfer, déi net kënnen an de Genoss komme vun engem Contournement a wou et wierklech quasi wéi duerch en Triichter muss goen, fir bei grouss Zonen ze kommen, an déi do wierklech am Verkéier erstécken.

Mä bon, dat gesi mer dann. Dir hutt eis d'Hoffnung ginn, dass mer do eng Ouverture kënne kréien, an do freeë mer eis drop. Villmools Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, fir op d'Deputéierteninterventiounen ze äntwerten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. An ech wollt och alle Riednerinnen a Riedner Merci soe fir hir konstruktiv Bäiträg haut de Mëtteg an och fir déi vill Ënnerstëtzung, déi d'Regierung kritt an hirer Politik.

Ech wollt vläicht op e puer Saachen agoen, déi gesot gi sinn, respektiv e puer Froen, déi gestallt gi sinn, versichen ze beäntwerten.

Ech fänke vläicht u mat der Fro vum Här Schank iwwert d'Verkéierssécherheetsauditen. Do gëtt et en Aarbechtsgrupp, deen och interministeriell zesummegesat ass. An deen Aarbechtsgrupp huet esou wäit eigentlech seng Aarbechten ofgeschloss. An op Basis vun deem zimlech zolitten Audit, dee gemaach ginn ass, setze mer elo esou eng Aart pluriannuellë Programm op, fir ze kucken, wat mer no an no maachen.

Eng éischt Saach, déi mer ganz sécher wäerte maachen, dat ass déi leideg Fro vun de Beem, wat jo eng ganz sensibel Fro ass, déi een awer muss beäntwerten. Ech mengen, mir mussen einfach awer gesinn, wéi d'Realitéit ass. Et gëtt Strecken, wou Beem bis an d'Strooss eragewuess sinn. Et gëtt och Strecken, wou d'Beem net an d'Strooss eragewuess sinn, wou een da muss aner Sécherheetsmesuren treffen, wéi Leitplanke virdru setzen.

A mir wäerten ufänken als Éischt op der Streck Miersch-Schëndels zum Beispill, well dat eng vun deene ganz geféierleche Strecken an där Hisiicht ass, well mer och do wëlle virweisen. Mä ech maachen dat och mam Environnement zesummen. Sur place wäerte mer dat wëlle weisen, an och dann de ganze Programm erklären, fir Verständnis werben, datt et hei net drëms geet, fir egal wat ze maachen, mä ganz prezis a cibléiert isoléiert Aktiounen ze maachen, déi awer vill Resultat kënne bréngen. An dat wëlle mer, wéi gesot, haaptsächlech un deem Streckenofschnëtt Miersch-Schëndels weisen, fir dann och, mengen ech, no baussen déi néideg Sensibilitéit ze kréien an och Verständnis ze kréie bei de Leit, datt, wa mer da weiderfueren op anere Plazen, dann an deem nämlechte Genre weidergefuer gëtt.

Dann ass d'Fro komm vun de Zones 30 respektiv Shared Space op de Statsstroossen. Ech mengen, de Prozess ass eigentlech ofgeschloss. Ech waarden op den Avis vum Syvicol, deen ech wäert elo gläich kréien. Et ass awer allerdéngs esou, ech hunn de Gemenge gesot, si sollen net waarden elo, bis mer déi Avisen alleguer hu respektiv bis dat Reglement, enfin loosse mer soen déi Richtlinn, déi mer do ausgeschafft hunn, definitiv an enger Broschür - mir wëllen eng Broschür dorauser maachen - verfaasst ass an dann och reglementaresche Charakter kritt huet; datt déi Gemengen, déi elo schonn Ambitiounen hunn oder Projeten hunn, sech net solle scheien, fir dann de Ministère ze kontaktéieren.

Da kucke mer zesumme mat deene Gemengen, op Basis vun deem, wat mer schonn eigentlech festgehalen hunn, Projeten awer scho kënnen ëmzesetzen, déi dann dat respektéieren. Ech hunn dat mat enger Rei Gemengen, ech mengen, d'Beetebuerger Gemeng ass eng dovunner - ech gesinn elo de Buergermeeschter just hei sëtzen oder d'Madame Lorsché aus dem Schäfferot -, mä et sinn aner Gemengen, d'Stad Lëtzebuerg huet een, zwee Projeten, déi scho méi laang an der Aarbecht waren, déi selbstverständlech kënnen dann och ëm...

(Interruption)

Ah jo, den Här Graas, pardon,...

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Aah!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*-...de ganze Schäfferot, de ganze Schäfferot vu Beetebuerg ass hei vertrueden!

(Interruption par M. Gusty Graas)

Entschëllegt, Här Graas, datt ech Iech vergiess hat!

Also, wéi gesot, wa Gemengen do sinn, déi Projete konkret hunn, solle se eis wierklech kontaktéieren, an da versiche mer, op Basis vun deem, wat mer festgehalen hunn, ze kucken, fir och do Léisungen ze fannen.

An et ass ganz sécher, et si gewësse Flexibilitéiten dran, well dat och elo just gefrot ginn ass nach. Mä mir mussen awer Regelen opstellen, déi... Mir hunn och Ënnerscheeder, muss ech soen, och esou gemaach an deem Regelwierk tëschent urbanen Zentren a ländleche Gemengen. Also, do gëtt et verschidde Méiglechkeeten, déi ee kann, verschidden Toolen, déi ee kann uwenden a fir jiddwereen ass eppes dobäi.

Mir mussen awer gewësse Regelen hunn, well et dierf jo awer net derzou féieren, datt elo op eemol wahllos jiddweree lénks a riets einfach wëllt iwwerall 30er Zone maachen. Ech mengen, dat soll jo net den Zweck si vun der Operatioun.

Da sinn ech och domat d'accord, wat den Här Schank gesot huet: datt d'Bild vum Auto sech muss veränneren. Ganz sécher ass dat eng vun deene wichtegen Aufgaben. An ech muss soen, dat, wat mer ganz gutt gefält, dat ass déi Iddi vun engem Dag fir Verkéierssécherheet. Ech géif mengen, dat sollt ee sech wierklech iwwerleeën, ob mer net esou eppes maachen. Ech mengen, do kann ee flott Aktioune maache ganz sécher, déi zur Sensibiliséierung bäidroen.

Dann zu där Fro - et sinn e puer Leit, déi drop agaange sinn - mam Alcolock. Ech mengen, mir sinn amgaang, dat ze analyséieren. Mir haten e Seminar am Ministère organiséiert mat Experten aus dem Ausland. Mir sinn amgaang, dat auszewäerten. D'Grondiddi geet drop, fir an eng Richtung ze goen, datt mer e Pilotprojet wäerte maachen.

Ech wëll perséinlech, soen ech Iech, et éischter ausriichten de Moment op Récidivisten. Dat soll elo net, ech sinn net onbedéngt waarm, fir do esou grouss ugeluechte Saachen ze maachen aus der Hëft eraus, och wa se schonn a Länner wéi a Schweden existéieren. Ech fannen, et soll een hei virsiichteg sinn. Et soll een et wierklech maachen am Kader emol vun engem Pilotprojet a kucken, wat dat ka bréngen.

An et geet haaptsächlech drëms, fir Leit, déi schonn eng Kéier ënner Alkoholafloss de Führerschäin entweder ewechgeholl kritt hunn oder en Accident provozéiert hunn, fir do dat ze maachen, amplaz datt se de Führerschäin dann - wéi soll ech soen? - eng gewëssen Zäit ewechgeholl kréien, datt een en Deel dovunner kann noloossen, sous Konditioun, datt se zum Beispill géife fuere mat engem Alcolock, wou mer dann eng Garantie hunn och, datt se, wa se zum Beispill dann d'Recht kréien, op hir Aarbechtsplaz ze fueren, och wierklech ëmmer esou fueren, wéi et virgesinn ass, nämlech ouni gedronk ze hunn.

Well et kënnt jo derbäi, datt mer an deem neie Punkteführerschäin d'Regele verschäerft hunn, ënner wéi enge Konditiounen ee kann, wann een de Führerschäin ewechgeholl kritt huet wéinst Alkohol, en erëmkréien. Dat war e bësselche large interpretéiert ginn, datt een, ben, ech wëll net soe fir alles, awer fir ganz vill Saachen de Führerschäin, also den Auto konnt dann awer notzen. An dat wëlle mer erëm, dat ass jo elo reduzéiert ginn, wierklech op zum Beispill fir Kanner enzwousch ze féieren, an eng Schoul zum Beispill, oder op d'Aarbecht. An da kéint dat dote sécherlech en Instrument sinn, fir ze versichen, emol e Pilotprojet ze maachen.

Ech wëll och soen, datt mer am Beräich vun de Méiglechkeeten, déi mer de Leit wëllen zur Verfügung stellen, fir, wa se emol owes erausginn an e Patt, e Pättchen drénken, dann ouni ze fueren heemzekommen, vill maachen. Ech hunn de Kredit fir de Late-Night-Bus ganz staark eropgesat. Mir hunn och en neie Wee gewielt, datt d'Gemengen an Zukunft elo kënnen déi Suen, also iwwerhaapt Sue kréien, e

Subsid kréie vu mengem Ministère, fir e Late-Night-Bus ze organiséieren oder fir den Night Rider.

Si hunn de Choix. Dat heescht, mir wëllen eis do net méi amëschen, well ech mengen, all Gemeng selwer weess besser, wat an hirer Gemeng fir Besoine sinn. Dat ass jo och ganz ënnerschiddlech. Ech mengen, an enger Stad Lëtzebuerg ass et anescht wéi an enger Landgemeng. An duerfir hu mer de Kredit staark eropgesat mat neie Regelen, wou mer kucken och, wéi dat elo evoluéiert. An da wäerte mer vläicht dat och nach ausbauen.

Da wëll ech awer och drun erënneren, datt mer vill Saache maachen, zum Beispill elo um Virowend vum Nationalfeierdag, datt de Bus an den Zuch bis déif an d'Nuecht era fueren, a mir hu se souguer gratis gemaach, fir datt d'Leit den Auto sollen doheem loossen, wa se an d'Stad feiere kommen, soudatt eigentlech een, deen an der Stad hei feiert fir Nationalfeierdag, wou ëmmer jo eng grouss Party ugesot ass, vill, vill Méiglechkeeten huet, fir owes mam ëffentlechen Transport heemzekommen, an en plus nach, wéi gesot, gratis.

Mir hunn dat nämlecht och fir Silvester d'lescht Joer fir d'Éischt gemaach zesummen och mat der Stad Lëtzebuerg, déi selwer dann och nach eng Rei Initiative geholl huet. Dat wäerte mer selbstverständlech widderhuelen. An ech mengen, et gi schrëttweis där Saache gemaach.

An da gëtt et awer och nach ëmmer, dat dierf een awer och net vergiessen, d'Méiglechkeet vum „Chauffeur fir den Owend". Ech mengen, et muss jo awer net sinn, datt, wann een... Do kann ee sech jo awer ofléisen. Et muss jo net sinn, datt ëmmer jiddwereen owes - ech weess net - granatevoll doruechter trëllt an dann...

(Hilarité)

Et ka jo awer och sinn, datt ee sech emol en Owend ameséiert, ouni éischtens esou vill ze drénken an zweetens awer och derfir dann ze suergen, wa mer emol e bësse méi drénken, datt vläicht een de Verstand behält a seet: Okay dann, ech gi mech hier den Owend, fir déi aner heemzebréngen! A wann een dat ofwiesselend mécht, dann ass dat och alles méiglech.

(Interruptions et hilarité)

Also, et gëtt villfälteg Méiglechkeeten, wéi ee sech kann organiséieren. Mir maachen ëmmer esou, wéi wann et just déi eenzeg Méiglechkeet gi wär bis elo, fir selwer ze fueren. Dat ass net de Fall. Dat huet awer och domat ze dinn, datt et laang zu Lëtzebuerg quasi en Tabu war an einfach esou zum gudden Toun gehéiert huet, datt dat kee Problem war. An ech mengen, dat huet elo geännert an dat ass awer richteg esou. An duerfir sollen déi aner Saache genotzt ginn.

Dann ass gesot ginn hei vum Här Gibéryen, et wiere vill Leit, vill Accidenter géife geschéien, well d'Leit gestresst wieren aus dem Stau eraus an esou weider. Bon. Ech wëll net behaapten, datt et där Fäll keng ginn. Mä ech wëll Iech awer soen, déi fënnef Fäll, déi mer elo haten, dat ware keng aus dem Stau eraus. Dat waren der mat vill Alkohol, nuets an esou weider op Stroossen, wou net vill Autoen ënnerwee waren!

Also, ech mengen, de Gros vun den Accidenter, déi geschéien, déi geschéien, wéi ech gesot hunn, éischter op de Landstroossen, haaptsächlech déi ganz schwéier Accidenter, an dat huet net vill ze di mam Stress am Stau. Sécherlech gëtt et där Fäll och, mä awer dat ass net, wéi gesot, de groussen Deel.

(Interruption)

Dann ass ze soen, datt déi Rond-points-Diskussiounen, do gëtt ëmmer gesot, de Rond-point wier dat Sécherst vum Séchersten. Jo, sécher, de Rond-point, normalerweis fiert een do eran oder kann een nëmmen do erafuere mat lueser Vitesse, well soss hat ee Pech. A mir hate jo ee Rond-point, wou och vill Leit hiert Liewe gelooss hunn, wou mer gesinn hunn, datt och dat net ëmmer déi gréisste Garantie bei allem ass.

Et ass awer allerdéngs esou, datt e Rond-point net iwwerall Sënn mécht. Zu Fréiseng, ech hat dat iwwregens och der Gemeng gesot vu Fréiseng, déi ware bei mer, ier mer d'definitiv Décisioun geholl hunn, zu Fréiseng féiert de Rond-point dozou, datt mer éischter nach méi, also pardon, zu...

Plusieurs voix.- Schlammestee.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...Schlammestee, net zu Fréiseng, mä um Schlammestee féiert de Rond-point dozou, datt mer e Réckstau riskéieren ze kréien da bis op Fréiseng, well d'rout Luuchte kënne mer esou schalten, datt op der Haaptachs méiglechst vill gréng ewell ass.

An et soll jo och net esou sinn, datt déi, déi vun der Säit do kommen... Do kommen der vill, déi notzen d'Schläichweeër duerch d'Uertschaften. Déi solle schéi propper op der Nationalstrooss bleiwen an net ëmmer duerch d'Uertschafte fueren. Dann hu se och manner Problemer do, bei Rout, also bei Gréng eranzekommen op där Kräizung.

An Zukunft op alle Fall ass et esou, datt... Ech wollt och der Madame Buergermeeschter soe vu Weiler: Mir wollten hei séier eppes maachen, well och de Wonsch jo do war, fir séier eppes ze maachen. Wa mer hei nach elo ugefaangen hätte mat 26 Biergerversammlungen, da wier net bis de Summer déi Anlag, déi mer elo do wäerte stoen hunn, do. An ech mengen, et war jo awer de Wonsch, mindestens an Ärer Gemeng unanime, fir et ze maachen.

Mä fir de Rescht ginn ech ganz vill mat Ponts et Chaussées bei Projeten an d'Quartiere bei d'Bierger a pilgeren duerch d'Land, fir Projeten ze weisen. Mä hei ass et drëms gaangen, ganz séier eppes ze maachen.

Da wollt ech och soen iwwert d'Radarsgesetz, den Här Wagner sot dat, do wieren nach Problemer, do hätt jo d'Dateschutzkommissioun en Avis gemaach. Ech wëll soen, datt mer deem Rechnung gedroen hunn, wat gesot ginn ass. Mir hu jo an eisen Amendementen, déi mer gemaach hunn zum Projet, natierlech den Avis vum Parquet, dee vun der Dateschutzkommissioun gekuckt an och natierlech dee vum Statsrot. A mir hunn deene Saachen, déi d'Dateschutzkommissioun eis suggeréiert huet, Rechnung gedroen, soudatt dat kee Problem méi dierft stellen.

Ech wëll dem Här Gibéryen nach eng Kéier soen, och wat d'Radaren ugeet, wann e seet: „Déi fix Radaren, déi bréngen näischt!" Wat heescht dat, déi bréngen näischt? Déi brénge keng Suen eran? Neen, ech wëll och net, datt se Suen erabréngen!

Ech wëll gär, datt d'Leit..., well déi fix Radare komme jo dohinner stoen, wou mer Stroossesituatiounen hunn, wou mer un der Strooss selwer näischt méi kënnen direkt ännere, wou mer awer wëssen, datt sech net un d'Vitesse gehale gëtt a wou dat dann ëmmer erëm zu Accidenter geféiert huet. Ma, do geet et mer drëms, do setzen ech de Radar gär dohinner, well ech da weess, wann en do steet, datt jiddweree sech drun hält an do keen Accident méi op deem Point noir geschitt. Dat ass précisément den Objet dovunner.

An ech wëll net, datt déi eppes abréngen! Ech wëll am léifsten, datt d'Radaren eis null Centime abréngen an d'Statskeess! Et geet drëms, datt ee sech soll un d'Vitesse halen. A kuckt emol eng Kéier, wann Der an der Zäit a Frankräich gefuer sidd op Metz, tëschent der Grenz a Metz, ier d'Radaren do waren - do weess jo haut all Mënsch, wou se stinn -: Wat waren do schwéier Accidenter op deene Plazen! An haut, zënterhier gëtt et do keng méi. Do fuere se all wéi an de Vereenegte Staten, schéi gemittlech tuckere se mat hiren 110 km niewenteneen. Oder gemittlech! Dat ass jo ëmmerhin nach 110 gefuer! Mä mir hunn de Geforepunkt doduerjer ewechkritt an et geschéien op där Plaz keng Accidenter méi.

An dat ass den Zweck vun de fixe Radaren! Derniewent kommen natierlech déi mobill. Déi sinn natierlech geduecht, fir... Do weess jo keen, déi kënnen haut do stoen, muer do stoen. Dat ass méi, fir allgemeng d'Vitesse erofzesetzen.

Dann nach eng Kéier, obschonn ech et zwar schonn 30-mol widderholl hunn, mä awer dowéinst, well Dir et sidd, widderhuelen ech et da fir d'31: d'Luuchten op den Autobunnen! Mir hunn op dem gréissten Deel vun eisen Autobunnen, ausser op den Échangeuren, nach ni Luuchte gehat. An ech wëll Iech och soen: Et gëtt iwwerhaapt keen Zesummenhang tëschent der Beliichtung vun der Autobunn an den Accidenter, déi drop geschéien. Am Ausland hutt Der a ganz Frankräich op sämtlechen Autobunnen nach ni Luuchte gehat. An Däitschland och net, ausser natierlech ëmmer bei den Échangeuren.

An déi Luuchten, déi hei stoungen op der Autobunn Richtung Arel, déi ewechgeholl gi sinn, déi hu missen ewechgeholl ginn, soss hätte se missen ersat ginn. Et war de Choix, entweder neier do opzeriichten, well déi ware vereelst, faul, déi ware souguer deelweis e Risiko, duerfir hu se missen ewechgeholl ginn, dann hätt ech missen neier setzen. A well der néierens stinn a well et och keen Zesummenhang gëtt tëschent der Verkéierssécherheet an der Beliichtung vun der Autobunn...

Et ass souguer éischter de Géigendeel oft de Fall! Firwat geschéien déi meescht Accidenter am Summer an net am Wanter, haaptsächlech déi schwéier Accidenter? Ma, well am Summer d'Leit natierlech denken: Et ass hell, d'Strooss sinn dréchen, ech gesi wäit an da mengen ech, ech kéint nach méi op de Gas drécken. Duerfir, et ass iwwerhaapt keen Zesummenhang dotëschent. An duerfir wier ech frou, wann dat Mäerchen endlech emol eng Kéier géif net méi hei gezielt ginn, well dat ass mat Sécherheet net de Fall.

Da bleiwen nach just ofschléissend, Här President, zwee Sätz, een zu dem ëffentlechen Transport. Natierlech ass et wichteg, datt mer den ëffentlechen Transport ausbauen, datt dat eng immens Inzidenz huet op de Verkéier generell an och op d'Accidenter. Mir hunn e kolossalen Investitiounsprogramm fir déi nächst Joren. Wa mer et packen, deen ëmzesetzen, wouru mer energesch schaffen, an ech och dorop hoffen, da wäerte mer, wéi gesot, do wesentlech Verbesserunge kréien. An duerfir insgesamt mengen ech, datt mer dann domadder och e gudden zousätzlechen, zwar indirekte Wee gesicht hunn, fir och d'Verkéierssécherheet méi grouss ze kréien.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi gesot nach eng Kéier vu menger Säit aus, vun der Regierungssäit aus Merci fir d'Ënnerstëtzung. An ech mengen, all zesumme kënne mer esou op de Wee kommen, datt mer Verbesserunge kréien an der Verkéierssécherheet. An dorëms geet et jo.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci fir déi ganz konstruktiv Diskussioun. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir eis nächst ëffentlech Sëtzung.

Ech soen Iech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.55 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 40

MERCREDI,
17 JUIN 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1er, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote secret sur la candidature unique*

5. Débat d'orientation sur les parcs naturels
- *Exposé: M. Emile Eicher*
- *Débat: M. Marco Schank (dépôt d'une motion), M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia (dépôt d'une motion), M. Gilles Baum, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (interventions de M. Marcel Oberweis, M. Léon Gloden et M. Marco Schank)*
- *Motion 1: M. Henri Kox, M. Marco Schank, Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (renvoi de la motion en commission)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass net de Fall. Da soen ech villmools Merci. A mir géifen direkt zum éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen, dat ass de Projet de loi N°6659 iwwert d'Organisatioun respektiv d'Reorganisatioun vun der Veterinärsverwaltung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas!

2. 6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Veterinärsverwaltung huet jo hei zu Lëtzebuerg eng ganz laang Geschicht. Duerch eng Ordonnance vum 26. Dezember 1814 ware schonn am alen Herzogtum Lëtzebuerg, dat jo deemools nach zum napoleonesche Keeserräich gehéiert huet, d'Veterinärsservicer agefouert ginn.

Mam Arrêté vum Regierungsrot vum 17. Februar 1846 goufe fënnef sanitär Divisioune geschafen. 1858 hate mer hei am Land eelef Veterinären. An d'Basis vum heitege Service vétérinaire war mat de Reglementatioune vum 30. Juli 1863 a 14. Juli 1913 geluecht ginn.

Zu där Zäit war iwwregens de Beruff vum Veterinär nach guer net geschützt. Dat huet gedauert bis 1927, a méi spezifesch duerch d'Gesetz vum 23. Mee 1927. Den éischten Doktertitel an der Veterinärsmedezin op Basis vun deem Gesetz ass iwwregens un den Här Edouard Frising vu Folkendeng deemools gaang.

D'Héichschoulgesetz vum 18. Juni 1969 hat dunn e Mindestzyklus vu fënnef Joer postsecondairer Ausbildung fir de Veterinärsberuff virgesinn. No dem Zweete Weltkrich goufen dunn d'Servicer nei organiséiert. D'Land war deemools a véier Circonscriptiounen agedeelt ginn an duerch d'Gesetz vum 7. Juli 1958 war dunn och d'Veterinärsinspektioun geschafe ginn. D'Fonctioune vum Generalinspektor respektiv vum Laboratoiresdirekter goufe getrennt.

Allerdéngs huet et sech erausgestallt, datt dat vläicht net déi allerbeschten Iddi war. Et hu sech dunn eng Rei Problemer erausgestallt. An et koum 1976 zu enger eenzeger Verwaltung. 1976 ass am Fong geholl d'Gesetz geschafe ginn, op deem d'Organisatioun vun där heiteger Veterinärsinspektioun an och Veterinärsverwaltung baséiert. 2003 war dunn och en neie wichtege Moment, an zwar ass dunn d'sanitär Kontroll vu gréisseren Etablissementer duerch Veterinärfonctionnairen ënnert d'Tutelle vum Gesondheetsminister gestallt ginn.

E gudden Deel vun deenen eenzelnen historeschen Informatiounen, déi ech elo hei vermëttelt hunn, entstamen awer aus engem ganz interessante Buch, an zwar vum fréiere Veterinär, dem Dokter Georges Theves sengem Buch „Le Luxembourg et ses vétérinaires 1790-1990".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et also drëms, fir d'Administration des services vétérinaires, wéi dës Verwaltung u sech offiziell heescht, ze moderniséieren. D'Kadergesetz, dat hunn ech hei scho kuerz erwähnt, datéiert vun 1976. Dee Moment respektiv de Moment hu mer nach véier Veterinärsinspekteren, déi kompetent si fir all Obligatiounen, déi an hire Circonscriptiounen ufalen. Dës Aufgabe goufen awer am Laf vun de Joren ëmmer méi komplex. Dowéinst huet sech och eng Reorganisatioun vun der ASV opgedrängt. Virun allem awer och, well déi Tâchen, jee no Circonscriptioun, staark variéiert hunn.

Duerch dëse Projet de loi, deen den 18. Februar 2014 déposéiert gi war an zu deem ech den 12. November 2014 zum Rapporteur genannt gi war, gëtt d'ASV also - wann ech elo déi Ofkierzung gebrauchen, wéi gesot d'Administration des services vétérinaires - nei strukturéiert, an zwar verloosse mer elo u sech den Niveau vun där horizontaler Struktur a mer ginn elo méi op den Niveau vun enger vertikaler Struktur.

Mat dësem Projet de loi, an dat ass u sech déi Haaptneierung, ginn elo fënnef Divisioune geschafen, mat engem jeeweilege Chef de division un der Spëtzt. An ech wëll och elo kuerz op déi eenzel Divisiounen hei agoen.

Déi éischt Divisioun ass d'Santé animale. Dës Divisioun iwwerwaacht de sanitäre Statut vun den eenzelnen Déierebestänn. Et geet awer och hei ëm d'Wuelbefanne vun den Déieren, sief dat beim Transport, sief dat bei der Haltung oder sief dat och beim Schluechten. Dës Divisioun schaaft och eng enk Zesummenaarbecht mat onofhängege Veterinären. Wann ech elo vun onofhängege Veterinäre schwätzen, sinn dat selbstverständlech déi, déi elo net am Statsdéngscht sinn an déi natierlech virun allem bei der Iwwerwaachung vun Epidemië kënne wichteg Tâchen iwwerhuelen.

Déi zweet Divisioun ass dann d'Santé publique. Dës Divisioun huet als Objektiv d'Kontroll vun der Produktioun, dem Stockage an dem Verkaf vun lesswuere vun Déieren, wéi Eeër, Mëllech, Fleesch an och Fëschprodukten. A si applizéiert virun allem déi europäesch Legislatioun, an zwar d'Reglement 178/2002 vum Europaparlament an och vum Conseil vum 28. Januar 2002. Et geet also hei virun allem ëm d'Liewensmëttelsécherheet. An ech wëll och hei ënnersträichen, datt déi Divisioun ënnert der Tutelle vum Gesondheetsministère steet.

Da komme mer zu där drëtter Divisioun, hei geet et ëm de Contrôle vum Import. An do bewege mer eis um Niveau vun engem Grenzposten. An zwar ass dee jo da baséiert am Cargozenter um Findel. Et geet also drëm, fir d'Déiereproduiten an och d'Déiere selwer aus Drëttlänner ze kontrolléieren. D'Pabeiere ginn natierlech hei consultéiert. Et ginn och physesch Kontrolle gemaach. An den zoustännege Veterinär stellt dann en Dokument aus, wat den Import vun Déieren a Produkter an d'Europäesch Unioun erlaabt.

Dann déi véiert Divisioun, dat ass de Laboratoire vun der Veterinärmedezin. Dat gëtt elo eng autonom Divisioun, wat bis dato net de Fall war. Déi maachen natierlech Analyse vun den Échantillonen.

Dann déi fënneft a lescht Divisioun, dat ass d'Identifikatioun an den Enregistrement vun Déieren, de Service Sanitel, deen d'Traçabilitéit vun de Béischte feststellt. Dee gëtt elo an d'ASV integréiert, fir eng eegen Divisioun ze ginn.

Déi véier éischt Divisiounen, déi gi vu Veterinärsinspektere geleet. Déi fënneft Divisioun, do ass virgesinn, datt och e Fonctionnaire aus der Carrière supérieure vum Stat, aus dem administrative Beräich, kann do d'Leedung iwwerhuelen. D'Fonctionnairë vum Service Sanitel kënnen eng Nominatioun an der ASV kréien an der Carrière an an der Fonctioun vun der Regierungsverwaltung. Si behalen och hir Avancementsméiglechkeeten, déi se bis elo haten, sous réserve, wéi gesot, datt déi méi favorabel si wéi déi nei Avancementsméiglechkeeten.

E weidert wichtegt Objektiv vun dësem Gesetz ass awer dann och den Alignement vun alle Veterinären hirer Carrière. Domadder soll u sech e selwechte Gehaltsniveau ugestrieft gi wéi an ähnleche Carrièrë beim Stat. D'Médecins vétérinaires-inspecteurs chefs de division, déi ginn am Grad 16 klasséiert, an d'Médecins vétérinaires-inspecteurs am Grad 14. Och ginn déi verschidde Fonctiounen an der ASV, d'Kritäre fir ze avancéiere wéi och d'Rekrutementsbestëmmungen definéiert.

Dann den Artikel 4, deen definéiert u sech de ganze Kader vun där Verwaltung. An och wéi den Artikel 8 vum Gesetz elo virgesäit, ginn d'Fonctionnairen an der Carrière Médecins-vétérinaires rekrutéiert ënnert deenen, déi autoriséiert sinn, de Beruff vum Veterinär an der Europäescher Unioun auszeüben, a se mussen awer och eng berufflech Erfahrung vu mindestens fënnef Joer virweise kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach e Wuert zu deenen eenzelnen Avisen. Den Avis vum Collège vétérinaire datéiert vum 8. Juli 2013, deen u sech dee Projet de loi hei begréisst. Och d'Statsbeamtechamber hat an hirem Avis vum 5. Dezember 2013 eng positiv Approche zu dësem Gesetzesprojet.

De Statsrot sengersäits war a sengem Avis vum 24. Juni 2014 allerdéngs méi kritesch. Fir d'Éischt war monéiert ginn, datt keng Fiche financière derbäi war beim Projet. Dann huet en awer och dräi Oppositions formelles zréckbehalen. Déi éischt hat sech mat der Nominatioun vum Direkter ofginn, wou de Statsrot, mengen ech, och zu Recht natierlech gesot huet, datt net de Landwirtschaftsminister d'Kompetenz huet, fir den Direkter ze nennen, mä datt dat selbstverständlech muss eng Décisioun vum Regierungsrot sinn. Den Direkter vun där Verwaltung, deen natierlech ënnerstëtzt gëtt, wéi gesot, vu sengen Divisiounsscheffen.

Dann hat de Statsrot och nach ënnerstrach, datt e méi Detailer iwwert déi Tax gäre wëllt hunn, déi am Artikel 9 vum Gesetz virgesinn ass. Dat ass nämlech eng Tax, déi och agezu gëtt vum Enregistrement. Déi däerf net méi héich wéi 10.000 Euro sinn. An et ass e grousherzoglecht Reglement, dat natierlech do déi eenzel Kritäre festhält an och d'Kontrollen, op deenen déi Tax kann agefouert ginn.

A schliisslech huet sech déi héich Kierperschaft och dorunner gestéiert, datt déi onofhängeg Veterinären - wéi gesot, nach eng Kéier, déi, déi net de Fonctionnairesstatut hunn -, datt déi sollen iwwert déi Tax do rémunéréiert ginn. D'Kommissioun hat natierlech dunn eng Rei Amendementer ausgeschafft an och virgeluecht, an de Statsrot huet dunn de 6. Februar 2015 en Avis complémentaire gemaach, wou nach eng Kéier drop higewise ginn ass, datt nach wie vor déi Fiche financière gefeelt huet.

Wat dann den Artikel 9 ubelaangt, iwwert dee mer eis hu missen du méi am Detail ënnerhalen, wéi gesot, wat déi ominéis Tax ubelaangt, do huet de Statsrot dunn nach seng Opposition formelle oprechterhalen. Et koum awer dunn zu engem zousätzlechen Avis complémentaire, well mer awer dunn de Statsrot drop higewisen hunn, datt en awer och vläicht eis Interpretatioun net esou richteg verstanen hat. An den 20. Mäerz 2015, wéi gesot, huet e sech dunn a sengem zousätzlechen Avis complémentaire mat eisem Avis oder mat eisem Amendement d'accord erkläert.

Inspektioune kënnen, wéi gesot, och duerch praktizéierend Veterinären ausgefouert ginn, déi entweder vum Gesondheetsminister oder vum Agrarminister eng Nominatioun kréien. Ech wëll och nach hei ënnersträichen, datt all Betrib, dee Béischten hält, dee Béischten och zillt, datt dee muss e Kontrakt hu mat engem Veterinär, an déi Veterinäre mussen zweemol d'Joer dann och e Rapport maachen, deen och der Verwaltung muss virgeluecht ginn. An de Moment hu mer esou plus ou moins 30 Veterinären, déi déi Aarbecht maachen.

Mat dësem Gesetz ginn dann awer och d'Bestëmmunge vum modifizéierte Gesetz vum 22. Juni 1963 iwwert d'Gehälter vun de Beamten am ëffentlechen Déngscht ofgeännert. Ech wëll allerdéngs hei ganz kloer preziséieren, datt selbstverständlech nom Akraafttriede vun deem Paquet, dee mer iwwert d'Fonction publique hei gestëmmt hunn, dat war de 24. Mäerz, datt natierlech automatesch dann och dat Gesetz hei ëmgeännert gëtt, sofern et natierlech och dat heite Gesetz wäert betreffen. Dir wësst jo, datt déi Gesetzer den 1. Oktober wäerten a Kraaft trieden. De Personalbestand u sech vun der Verwaltung gëtt duerch dëst Gesetz hei net geännert. Mir bleiwen also bei der Zuel vun 20 Veterinären. An am Ganze wäerte plus ou moins 45 Leit weiderhin och an där Verwaltung schaffen.

Ech wëll dann zum Schluss awer och nach e puer Mercien hei ausspriechen, an éischter Linn un den Direkter vun der Veterinärsverwaltung, den Dokter Félix Wildschütz an all seng Leit. Dann och dem Sekretär vun der Agarkommissioun, dem Timon Oesch an och dem DP-Mataarbechter Christian Lamesch.

Ech géif Iech och dofir bieden, dësem Gesetz Är Zoustëmmung ze ginn, well et e wesentlecht, e wichtegt Gesetz ass. Et geet hei virun allem an éischter Linn natierlech ëm d'Liewensmëttelsécherheet an et geet awer och drëms, fir eng Verwaltung, déi eng ganz laang, eng grouss Traditioun an eiser Gesellschaft, an eisem Stat huet, fir där awer méi e moderne Look ze ginn, datt se sech wierklech kann och deenen neien Erausfuerderungen upassen. An ech brénge selbstverständlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet direkt déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madame Martine Hansen. Dir hutt d'Wuert, Madame Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Veterinärsverwaltung ass eng immens wichteg Verwaltung vun eisem Landwirtschaftsministère. Mä si ass net nëmme wichteg fir eis Landwirtschaft, si ass am Prinzip wichteg fir eis alleguer!

Ech hat a mengem fréiere Liewe scho méi dacks Kontakt mat der Veterinärsverwaltung, sief dat emol als Grënnungsmitglied vun den Direktvermaarter, wou mer gekuckt hunn, fir datt déi Baueren, déi wéilten doheem Direktvermaartung maachen, datt déi och eng Genehmegung kéinte kréien, fir ze schluechten a fir ze verschneiden. Sief dat als Enseignant, wou mer zesummen, ënner anerem mat de Veterinären, och Coursë gehal hu fir d'Direktvermaarter, oder och als Direkter, wou mer gekuckt hunn, fir dës Coursen oder eis Coursen allgemeng lafend un déi aktuell Reglementer unzepassen. An all Kéiers war ech iwwerzeegt vun der Aarbecht, déi an der Veterinärsverwaltung geleescht ginn ass.

An dofir sinn ech richteg frou, datt ech haut am Numm vun der CSV och hei kann den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

D'Haaptzil vum Gesetz ass, fir dës Verwaltung esou ze moderniséieren, datt si déi Aufgaben, déi si muss iwwerhuelen, och effektiv kann iwwerhuelen. An ech mengen, d'Verwaltung huet sech och ouni dëst Gesetz scho staark moderniséiert, mä dofir ass et ëmsou méi dréngend, och de gesetzleche Kader elo unzepassen.

Den Här Rapporteur, de Gusty Graas, huet dat ganzt Gesetz am Detail mam Historique beschriwwen, an dofir soen ech him villmools Merci. An ech wäert mech sécher hidden, hei nach eng Kéier op all d'Punkten anzegoen.

Ech wëll awer véier Punkten uschwätzen, déi vläicht esou net am Detail ugeschwat gi sinn. Dat eent ass de Bien-être de l'animal, dat ass ugeschwat ginn, ass wichteg, ass eng wichteg Aufgab vun der Veterinärsverwaltung, fir derfir ze suergen.

Mä hei zu Lëtzebuerg ass d'Recherche och wichteg an och hei zu Lëtzebuerg ginn am Beräich vun der Recherche Versich mat Déiere gemaach. Am Prinzip mat Mais, dat esouwuel op der Uni wéi och am Luxembourg Institute op Health. An ech mengen, dat ass och absolutt noutwendeg a sënnvoll. An ech sinn dovun iwwerzeegt, datt d'Recherche nach weider muss ausgebaut ginn, mä datt mer op där anerer Säit, fir d'Kredibilitéit vun der Recherche ze assuréieren, och eng streng Surveillance vun de Labosdéiere musse garantéieren. An och hei huet d'Veterinärsverwaltung eng wichteg Aufgab fir eist Land, eng Aufgab, déi wahrscheinlech an Zukunft nach wäert u Bedeitung gewannen, déi also eventuell nach muss ausgebaut ginn.

D'Liewensmëttelsécherheet, den Här Graas huet déi och ugeschwat, duerch Kontrolle garantéieren: Bei Produkter vun déierescher Hierkunft ass dat also eng weider wichteg Aufgab vun der Veterinärsverwaltung. An enger Kommissiounssëtzung, enger Jointe vu Santé a Landwirtschaft vum 25. November 2014, krute mer ugekënnegt, datt eng extern Firma géif beoptragt ginn, een Audit iwwert d'Liewensmëttelsécherheet ze maachen an datt den Audit misst Enn Januar 2015 fäerdeg sinn. D'Resultater missten also um Dësch leien.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt déi eenzel Verwaltungen, déi am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet a Kontroll Verantwortung hunn - an et sinn der eng Partie, déi koordinéiert zesummeschaffen -, datt d'Kompetenze vun de Verwaltunge fir déi eenzel Kontrollberäicher kloer definéiert sinn, an dëst, fir op där enger Säit duebel Kontrollen ze verhënneren, awer och, fir op där anerer Säit Kontrolllächer ze verhënneren. Eis géif et also interesséieren a mir wäre frou, wann den Här Minister eis kuerz kéint soen, wat Konkretes bei dësem Audit erauskomm ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer iwwert dëst Gesetz an der Kommissioun diskutéiert hunn, krute mer vum Här Minister erklärt, datt dëst Gesetz dréngend wär, fir kënnen d'Taxen, déi am Zukunftspak virgesi sinn, opzehiewen. Am Budget ass nämlech als Spuermesure 227 d'Prestation vétérinaire payante virgesinn, fir am Beräich vun der Landwirtschaft fir 2015 130.000 Euro zousätzlech opzehiewen. Den Artikel 9 vun dësem Projet de loi gesäit elo dës Méiglechkeet vun Taxenerhiewung vir, woubäi ee Règlement grand-ducal soll definéieren, wéi eng Kontrolloperatioune susceptibel sinn, fir d'Taxen ze erhiewen a wéi héich dës Taxe solle sinn.

Et géif eis interesséieren, wéini dëse Règlement grand-ducal public gëtt. Mir haten heizou schonns Detailer bei de Budgetskommissioune gefrot. A mir bedaueren, dës Detailfroen nach ëmmer net beäntwert kritt ze hunn!

Dir Dammen an Dir Hären, just nach ofschléissend, dëst Gesetz huet als zweet Objektiv, de Personalkader an der Veterinärsverwaltung nei ze definéieren. Et ass also och ee Kadergesetz. An et ass allerdéngs net ganz glécklech, fir elo nach e Kader nei ze schafen, woubäi dee mam Akraafttriede vun der Reform vun der Fonction publique am Oktober erëm hifälleg gëtt, wat aner Froen opwerft. Als CSV hate mer dacks genuch op dës Inkohärenz opmierksam gemaach!

Mat dëser ofschléissender Bemierkung ginn ech den Accord zu dësem Projet de loi am Numm vun der CSV. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. An nächst Riednerin ass d'Madame Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt eigentlech dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci soe fir dee ganz gudden, detailléierte Rapport, deen e gemaach huet. Mir ginn als LSAP selbstverständlech eisen Accord zu dësem Projet.

Ech wéilt awer och nach kuerz drop zréckkommen, wat elo grad ugeschwat gouf, wat d'Sécurité alimentaire ubelaangt. Selbstverständlech läit dat eis och um Häerz, dass dat ganz séier beaarbecht an och evakuéiert gëtt. An dofir kann ech elo scho soen, dass dat an eiser nächster Kommissiounssëtzung vun der Santé um Programm ass. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hemmen. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ka mech de Wierder vu menge Virriedner nëmmen uschléissen an ech wëll dem Rapporteur fir den ausféierleche mëndlechen an awer och schréftleche Rapport Merci soen. Och dat, wat elo d'Madame Hemmen nach eng Kéier gesot huet, wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt, kënne mir nëmmen énnerstëtzen. An och do wäerte mer aktiv matschaffen, fir do e proppert an e gutt Gesetz kënnen ze maachen.

Ech brénge dann heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och mir wëlle vun eiser Säit aus dem Kolleeg Gusty Graas Merci soe fir säi gudde Rapport, deen e gemaach huet. An ech ka mech och nëmmen de Wierder vu menge Virriedner uschléissen an den Accord vun eisem Grupp ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci villmools. Jo, mir wäerten och... Also mir...

(Hilarité)

Bei eis fält et op. Mir wäerten och eisen Accord ginn zu dësem Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An um Wee ass schonn den Här Landwirtschaftsminister. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert deen d'Chamber haut ofstëmmt, betrëfft d'Organisatioun vun der Veterinärsverwaltung. Et geet hei net drëm, fir eng nei Verwaltung ze schafen, mä villméi drëm, fir eng legal Basis ze schafe fir d'Aarbechtsopdeelung vun der Verwaltung, wéi se schonn zënter Jore praktizéiert gëtt a wéi se och deenen heitegen Erfuerdernisser muss gerecht ginn.

Dat eenzegt wierklech neit organisatorescht Element ass de Fait, datt de Service Sanitel, dee bis elo am Ministère selwer ugesidelt war, an d'Veterinärsverwaltung integréiert gëtt. Ech kommen duerno nach kuerz heirobber zréck.

Op den Historique wëll ech net agoen, well dat huet de Rapporteur, den Här Gusty Graas, op eng exzellent Aart a Weis gemaach. An ech wëll dem Kolleeg Gusty Graas een ausdréckleche Merci soe fir seng exzellent Aarbecht bei dësem Projet.

Erlaabt mir awer vläicht e bësschen op d'Organisatioun an d'Aufgabe vun dëser Verwaltung anzegoen, esou wéi se haut funktionéiert, ënner mengem Ministère, an a verschiddene Beräicher och ënnert der Kompetenz vun der Gesondheetsministesch.

Ech fänken u mam Veterinärlaboratoire. D'Aufgabe vum Veterinärlabo, deen an deenen nächsten zwee Joer an een neit Gebai wäert plënneren, an zwar op Diddeleng, nieft de Laboratoire National de Santé, bestinn aus Analysen an de Beräicher Déierekrankheeten a Liewensmëttelsécherheet vu Liewensmëttel déiereschen Ursprongs, haaptsächlech Fleesch a Fleeschprodukter. Duerch dëst Gesetz gëtt de Veterinärlabo, deen zënter dem Gesetz vun 1976 zur Veterinärsverwaltung gehéiert, eng Divisioun vun dëser, an aus dem Vétérinairechef de laboratoire gëtt ee Chef de division. Déi verschidde Servicer vun der Veterinärsinspektioun sinn zesumme mam Service Sanitel an engem Gebai ënnerbruecht.

Vu datt d'Aufgabe vun der Veterinärsinspektioun sech ëmmer méi spezialiséiert hunn an d'Reglementatioun vun deene verschiddene Beräicher ëmmer méi komplex gëtt, war d'Positioun vum Veterinärsinspekter, deen a senger Circonscriptioun alles ofgedeckt huet, net méi ze halen. An duerfir ass ee vun der geografescher Opdeelung iwwergaang op eng no Kompetenzen.

Esou sinn dräi Divisiounen entstanen: d'Santé animale, d'Santé publique an de Contrôle à l'importation. Duerch de Fait, datt et eng intensiv Zesummenaarbecht gëtt tëschent der Division santé animale an dem Service Sanitel, gouf décidéiert, datt dëse vum September 2013, zesumme mat der Inspektioun, op déiselwecht Adress geplënnert ass. An duerch dëst Gesetz ass eng véiert Divisioun, nämlech d'Division de l'identification et de l'enregistrement geschafe ginn.

Erlaabt mer kuerz, op d'Aufgabe vun dëse véier Divisiounen anzegoen.

Éischtens, d'Division animale këmmert sech ëm de sanitäre Status vun den Déieren an eise landwirtschaftleche Betriber, den Hausdéieren, awer och de wëllen Déieren, mat engem Schwéierpunkt op de sougenannten Zoonosen, dat heescht Krankheeten, déi kënnen op de Mënsch iwwerdroe ginn. Hei ginn engersäits Programmer opgestallt, fir d'Krankheeten ze iwwerwaachen a wa méiglech auszerotten, anersäits ginn Noutfallpläng erstallt, fir beim Ausbroch vun ustiechende Krankheeten, wéi d'Schwéngspescht oder d'Maul- und Klauenseuche, direkt kënnen ze reagéieren an d'Ausbreedung vun der Krankheet ze stoppen. All déi Aktivitéite geschéien an Zesummenaarbecht mat de Veterinärpraktiker, déi d'Épidémiosurveillance an de Betriber maachen an, am Fall vum Ausbroch vu Krankheeten, Bluttprouwen huelen oder d'Déieren impfen.

Een anert grousst Aufgabegebitt vun där Divisioun ass den Déiereschutz. Dësen ass am Laf vun der Zäit zu enger vun de wichtegsten Aufgabe vun der Veterinärsverwaltung ginn. Den Déiereschutz, oder wéi et besser op Franséisch ausgedréckt gëtt duerch «respect du bien-être animal», ass an där heiteger Gesellschaft ee ganz wichtegt Thema, esou wéi d'Diskussiounen iwwer zwou Petitiounen an dësem Haus et gewisen hunn. Mir sinn amgaang, un engem neien, méi modernen Déiereschutzgesetz ze schaffen. An ech hoffen, datt ech, no éischte Consultatiounen, geschwënn e finaliséierte Projet de loi hei an der Chamber kann déposéieren, iwwert deen da soll an engem valabelen Délai ofgestëmmt ginn.

Zweetens, d'Divisioun Santé publique këmmert sech ëm d'Kontroll vun de Liewensmëttel déiereschen Ursprongs, wéi Fleesch, Fësch, Mëllech, Eeër oder och den Hunneg. Et geet hei ëm d'Liewensmëttelsécherheet, d'Hygien an de Produktiounsbetriber an awer och ëm d'Etikettéierung um Niveau vum Verkaf, fir ze garantéieren, datt de Konsument déi néideg a richteg Informatiounen zum Produkt kritt, dat hie keeft a konsuméiert.

Wa mir elo d'Aufgabe vun dësen zwou Divisioune betruechten, kann ee soen, datt d'Veterinärsverwaltung d'Kontroll mécht iwwert déi ganz Chaîne alimentaire oder, anescht ausgedréckt, «de la fourche à la fourchette» oder «de l'étable à la table».

Drëttens, d'Divisioun «Contrôle à l'importation» këmmert sech ëm d'Kontroll vun de liewegen Déieren an de Produkter déiereschen Ursprongs, déi op dem direkte Wee aus Drëttlänner iwwer Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun erakommen, dat heescht mam Fliger um Cargozenter landen. Hei gëtt et ee sougenannte Poste d'inspection frontalier, dee vun engem Veterinär vun der Verwaltung, à temps plein, besat ass. Ausserhalb vun de Bürosstonne gëtt den Déngscht vu Veterinären aus der Verwaltung à tour de rôle assuréiert, well dës Kontrollen och um Weekend an op de Feierdeeg duerchgefouert ginn.

Bei dëse Kontrolle geet et drëm, fir ze iwwerpréiwen, datt déi Déieren a Produkter aus Drëttlänner, déi an d'Europäesch Unioun erakommen, och där hire Standarde sollen entspriechen. Falls d'Kontrollen, déi souwuel d'Zertifikate wéi och d'Identitéit betreffen, favorabel sinn, kënnen dës Déieren oder Produkter fräi um europäesche Marché zirkuléieren. Ganz wichteg ass och hei erëm eng Kéier, datt all déi Déierentransporter de Konditioune vum Bien-être animal entspriechen, wat och vum Veterinär op der Plaz iwwerpréift gëtt.

Véiertens, d'Divisioun «Identification et enregistrement des animaux», déi duerch dëst Gesetz neierdéngs an d'Veterinärsverwaltung integréiert gëtt, këmmert sech ëm d'Identifikatioun vun de landwirtschaftlechen Notzdéieren. All déi Donnéeë ginn an enger zentraler nationaler Datebank enregistréiert.

An der Liewensmëttelproduktioun ass d'Traçabilitéit ee ganz wichtegt Element, déi et erlaabt, dem Konsument op der Etikett déi néideg Informatioun ze ginn, wat d'Origine vum Produkt betrëfft, an anerersäits d'Méiglechkeet gëtt, am Fall vun engem Problem, déi concernéiert Wuere geziilt vum Marché ze huelen an domat eng gréisser Liewensmëttelkris ze verhënneren. Dës Integratioun an d'Veterinärsverwaltung mécht Sënn, well souwuel bei der Bekämpfung vu Krankheete wéi och bei der Iwwerwaachung vun der Liewensmëttelsécherheet, d'Traçabilitéit vun den Déieren ee wichtege Facteur duerstellt.

Vu datt mir d'Gesetz vun 1976, wat d'Organisatioun vun der Veterinärsverwaltung ugeet, komplett erneiert hunn, hu mir och vun der Geleeënheet profitéiert, d'Titele vun de Veterinäre vun der Verwaltung ze harmoniséieren an een neien Titel vum Chef de division ze schafen. Zousätzlech sinn och d'Carrièrë vum jëtzegen a vum zukünftege Personal aus der Verwaltung am Service Sanitel ugepasst ginn. Dës Konditiounen ënnerleie selbstverständlech där neier Reglementatioun vun der Fonction publique, déi och deemnächst a Kraaft trëtt.

Wat elo d'Fro ubelaangt, wou mer mam Audit iwwert d'Sécurité alimentaire dru sinn, do sti mer just virun där leschter Ofschlossreunioun. An déi zwee concernéiert Ministèrë wäerte selbstverständlech déi concernéiert Chamberskommissiounen, en temps utile, iwwert d'Erkenntnisser vun den Auditeuren informéieren.

Wat elo d'Reglement iwwert d'Taxen ubelaangt, brauche mer natierlech d'Gesetz vun haut. A soubal mer dat Gesetz hunn, da wäerte mer am Fong geholl dann och dat Reglement publizéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt Iech mat dësem Exposé e puer Abléck an déi villfältig Aarbecht vun der Veterinärsverwaltung ginn an Iech vum Notze vun dësem gesetzleche Kader fir eng modern a kompetent Veterinärsverwaltung iwwerzeegen. Eng Verwaltung, déi am Déngscht vun der Allgemengheet steet, sief et als Déierenhalter oder als Konsument.

Duerfir wënschen ech mer eng breet Ënnerstëtzung vun der Chamber fir dëse Projet de loi a soen Iech Merci fir Äert gedëllegt Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister.

A mer kënnen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6659 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6659 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 60 direkt an indirekt Participatiounen um Vote an de Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Max Hahn), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber och d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann elo zum nächste Projet iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6791, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Austausch vun Emissiounsquoten. An de Rapporteur, den honorabelen Här Henri Kox, hält sech scho prett. En huet och direkt d'Wuert. Just Iech informéiert, dass och hei d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

3. 6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1er, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Et ass eng ganz kleng Ännerung am Gesetz vum 23. Dezember 2004, wou et iwwert den Échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre geet. An dësem Artikel geet et ënner anerem och ëm eng Zoudeelung vun Emissiounsquote fir d'Fluchindustrie.

Et huet sech leider bei der Transpositioun vun der europäescher Direktiv e Feeler ageschlach, well eng Iwwersetzung iwwersi ginn ass. Dat war d'Direktiv 2008/101 vum 19. November 2008, wou et eben ëm eng Augmentatioun vun enger Quot fir d'Fluchindustrie geet.

Si hu fir eng Period vum Emissiounshandel eng gewësse Quantitéit zegutt. Déi Quantitéit kann ëm 18% zouhuelen an där Period. An et ass awer vergiess ginn, dass dat eng Moyennenaugmentatioun ass. Dat heescht, d'Moyenne huet gefeelt. An domadder gëtt dat e bësse komplizéiert, fir dat ëmzesetzen. Well esou wéi et haut am Text steet, misst pro Joer 18% Augmentatioun sinn. Dat ass awer net de Fall. Hei ass et ëm eng Moyenne iwwert déi Period... Déi al Period vun der Kyoto-Zoudeelung war jo 2008-2012. An déi nei Period ass 2013-2020.

Wéi gesot, dat ass geännert ginn. Dat heescht, d'Wuert ass am Artikel 5quinquies derbäikomm, soudass mer net méi vun Augmentation annuelle supérieure à 18% schwätzen, mä Augmentation annuelle moyenne supérieure à 18%. Dat ass a sech d'Ännerung, déi mer hei am Gesetz bäifügen. Et ass eng wichteg, well et d'juristesch Base méi kloer schaaft.

Vläicht zu e puer Daten. D'Gesetz selwer gouf den 11. Mäerz 2015 déposéiert. D'Avise vum Statsrot vum 3. Abrëll 2015, d'Avise vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers: 23. Mars, 28. Abrëll. Alleguerten hu se dësem Accord oder dëser Ännerung natierlech bäigestëmmt. An der Sitzung vum 29. Abrëll gouf ech als Rapporteur vun dësem Gesetz ernannt. A mir hunn och de Gesetzesprojet analyséiert. An an der Kommissioun vum 11.6. gouf dëse Projet unanime ugeholl.

Dat wär et gewiescht zu dësem Gesetzesprojet. An ech géif och gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, nodeem den Henri Kox elo grad a sengem schréftleche Rapport an och mëndleche Rapport alles gesot huet, wat ze soen ass, kann ech och nëmmen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun bäiflécken.

Ech wollt awer profitéiere vun der Saach, well mer jo elo virun der grousser Konferenz vu COP21 stinn: Et ass vun der Aviatioun hei geschwat ginn. Wann ee bedenkt, dass d'Aviatioun momentan mat 2% zu den Dreifhausgase bäidréit, a wann ee gëschter gelies huet zu Bourget, do schloe sech déi grouss Gesellschaften dann erëm, Fligeren ze verkafen, do ass gesot ginn, an den nächsten 20 Joer ginn 23.000 Fligeren op de Marché bruecht. Da kann ee sech jo virstellen, wat sech do am Himmel nach alles doe wäert an un neien Dreifhausgasen deet. Mä dat gesot um Rand.

Merci nach eng Kéier, an d'Zoustëmmung vun ons.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Oberweis. Den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. An och e grousse Merci un eise Rapporteur, den Henri Kox. An domadder bréngen ech och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann als Nächsten huet den Här Max Hahn d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech schléisse mech de Wierder vu menge Virriedner un a géif dem Rapporteur, dem Henri Kox, e grousse Merci soe fir säi gudde schréftlechen awer och mëndleche Rapport. An ech ginn domat dann hei den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus dem Här Kox e grousse Merci fir dee Rapport, deen en eis elo hei gemaach huet.

Ech wollt just soen, den Här Oberweis huet ganz recht: Et gëtt vill Fliger. An dofir... An och hei am Land hu mer d'Aviatioun als e wichtegen ekonomesche Facteur. D'Madame Minister ass elo amgaangen, d'Konferenz zu Paräis virzebereeden. An dofir wär et interessant, vun hir gewuer ze ginn, wéi si mat der Lëtzebuerger Ekonomie an notamment mat eisen Agenten an der Loftfahrt a Kontakt ass, fir ze kucken, fir d'Interesse vun der Lëtzebuerger Loftfahrt an deene Verhandlungen ze respektéieren, respektiv wat sech soll änneren an deenen Dispositiounen aus dem Kyoto-Accord, deen d'Loftfahrt betrëfft.

Ech mengen, dat ass wierklech fir eis ganz wichteg, well mir brauchen natierlech eis Loftfahrt, notamment och am Beräich vun der Logistik. An et ass en Domän, wou ganz vill Kompetitivitéit, ganz vill Konkurrenz existéiert. An dofir ass déi Berechnungsgrondlag vun den Emissiounsquote respektiv wat soss nach kann op déi Quoten ugerechent gi bei de Loftfahrtfirmen, inklusiv Buedemvehikelen an esou weider, eng ganz wichteg Diskussioun.

Derbäi kënnt nach, datt China jo dat Land ass, wat am Ableck am meeschten CO_2-Emissioune verursaacht. A China ass, contrairement zu deem Ableck, wou Kyoto vereinbart gouf, elo e Partner an der Lëtzebuerger Loftfahrtindustrie. An da stellt sech d'Fro natierlech iwwert d'Applikatioun an d'Applikabilitéit vun deem Prinzip vun der „common but differentiated responsibility" tëschent den entwéckelten an den Entwécklungslänner, souwäit ee China nach kann zu der zweeter Kategorie rechnen.

Dofir ass d'Fro: Soll deen Ënnerscheed an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung bestoe bleiwen, well jo och bei der Cargolux eng grouss chineesesch Participatioun elo ass? A wa jo, wéi soll dat dann op d'WTO-Kompatibilitéit vun deem Accord kënnen ugerechent ginn?

Ech mengen, den Europäesche Geriichtshaff hat am Ableck d'Situatioun vu virun dräi Joer als kompatibel mat der Organisation mondiale du commerce deklaréiert. Jee nodeem wat awer am COP21 soll négociéiert ginn, kann dat net méi de Fall sinn. Dofir wär et interessant, fir vun der Lëtzebuerger Regierung gewuer ze ginn, wéi se d'Durabilitéit vun där CBDR-Clause do gesäit, also „common but differentiated responsibility", notamment am Beräich vun der Loftfahrt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci och dem Här Kartheiser. Domat wäre mer um Enn... Ah, entschëllegt, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Kee Problem.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir waart och net ageschriwwen. Duerfir konnt ech net wëssen, dass Der...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass mäi Feeler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Duerfir nach eng Kéier den Appell un déi, déi wëlle schwätzen, sech och wann ech gelift anzedroen. Dir hutt awer d'Wuert, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci villmools, Här President. Ech soen och dem Här Rapporteur Merci fir säi Bericht. Bon, mir sinn natierlech net géint déi Modifikatioun vun deem Passus. Mir hate jo och am August 2010 dat Gesetz, wou d'Fligerei an den Emissiounshandel mat inkluéiert gouf, matgedroen. Allerdéngs sti mer prinzipiell dem Emissiounshandel ganz skeptesch géigeniwwer.

Mir haten natierlech och déi lescht Reform am Joer 2012 net matgedroen. Ech wëll nach zitéieren, am Dezember 2012 sot den Här Camille Gira zu deem Gesetz: „Aus engem Instrument, fir de Klima ze schützen, ass eng Gelddréckmaschinn fir Multinationalle ginn." En hat vollkomme recht. An aus deem Grond wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo direkt d'Madame Emweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Bon, villmools Merci fir d'Éischt emol dem Här Kox fir säi Rapport. An ech mengen, et handelt sech hei ledeglech ëm eng Rektifikatioun, déi mer maachen. Dir hutt ganz recht: D'ETS-Reform, op déi waarde mer. De Kommissär wäert eis do nach virum Summer e Virschlag virleeën, dee mir dann als Présidence direkt wäerten och mat den Ëmweltministeren debattéieren. D'Klimakonferenz ass e ganz, ganz wichtege Volet, an d'ETS-Reform schnell unzegoen natierlech och e wichtege Schrëtt, fir ze weisen, dass mer et mam Klima eescht mengen.

Ech proposéieren awer dann och dem Här Kartheiser, dass mer eis iwwert de Volet Klima, Aviatioun an all dat, et ass elo méi e komplext Thema... Ech mengen, dass mer haut den Débat iwwert d'Naturparke sollte seriö féieren. Ech géif Iech proposéieren, dass mer dat dann an enger Kommissioun nach eng Kéier separat traitéieren, esou wéi mer eben och d'Ufro hunn, nach eng Kéier separat iwwert d'Présidence ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Ministesch.

A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6791 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6791 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

Jo, ech hunn awer 60 Stëmmen.

(Hilarité)

Mir maachen dat an d'Rei. Ech gesinn Iech jo och.

(Interruption)

Also, de Projet de loi, ech mengen, do wäert sech näischt drun änneren, ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)

Mir géifen dann zum drëtte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm d'Nominatioun vun engem Kontekommissär fir d'SNCI. Esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1967 iwwert d'Schafe vun enger Société Nationale de Crédit et d'Investissement an d'Artikelen 140 bis 153 vum Chambersreglement dat virgesinn, stëmme mer also haut doriwwer of. D'Kandidatelëscht ass all Deputéierte verdeelt ginn a läit Iech och vir. Laut Artikel 148 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer genannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn. Den Artikel 146 vum Reglement gesäit vir, dass dës Nominatioun duerch eng absolutt Majoritéit erfollegt.

Well mer just ee Kandidat fir de Poste virleien hunn, kënne mer de Vote elektronesch maachen. De Vote par procuration, wëll ech Iech soen, ass net erlaabt.

Vote secret sur la candidature unique

An ech géif dann de Vote lancéieren.

Huet jiddweree vun Iech ofgestëmmt?

(Interruption)

Wat gelift?

(Interruption)

Mir hunn eng Kandidatur an de Vote ass elektronesch ofgeséchert. An en ass nach amgaangen.

Voilà, de Vote ass eriwwer. A mir hunn 51 Stëmme fir den Här Patrick Wies.

Résultat du vote secret sur la candidature unique: M. Patrick Wies a été élu par 51 voix contre 1.

Domat ass déi Majoritéit, déi gefrot ass, largement gefuerdert. An ech mengen, d'Fro vun der Madame Mergen war esou ze interpretéieren, dass een net gesäit, wéi wien ofgestëmmt huet. Dat ass geséchert. Dir gesitt dat och beim Bulletin, deen un d'Fraktioune verdeelt gëtt. Dee gesäit esou aus, zimlech wäiss.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech erkennen näischt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, esou soll dat och sinn, Här Haagen.

Voilà, domat ass den Här Patrick Wies als Commissaire aux comptes designéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Naturparken. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den Auteur, deen d'Debatt gefrot huet, den Här Emile Eicher, huet elo direkt d'Wuert.

Kolleeginnen, Kolleegen, et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Dat mécht dem Rapporteur seng Aarbecht e bësse méi schwéier. Also wann ech gelift, kommt, mer respektéiere seng Aarbecht! Här Eicher, Dir hutt d'Wuert, a just Dir.

5. Débat d'orientation sur les parcs naturels

Exposé

M. Emile Eicher *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mir eng grouss Freed an och e grousst Uleies, am eegenen Numm, mä awer och am Numm vum Syvicol haut zum Thema Naturparken zu Lëtzebuerg Stellung ze bezéien.

Zéng Méint huet et gedauert, bis datt elo dës Orientéierungsdebatt zustane komm ass, mä an där Zäit goufen d'Études détaillées vum Naturpark Öewersauer a vum Naturpark Our fäerdeggestallt. Ausserdeem hu béid Naturparke sech och vergréissert. Esou ass Wolz zum Naturpark Öewersauer bäikomm, an am Naturpark Our ass dat d'Gemeng Wëntger. Derniewent ass awer och den Naturpark Mëllerdall am Endspurt, fir offiziell gegrënnt ze ginn. Hei gesitt Der, datt d'Naturparkiddi sech och an anere Regiounen ausgebreet huet.

Här President, ech wäert a mengen Ausféierunge vun deem allgemengen Deel vum Fonctionnement a vun de vasten Aufgabe vun de Lëtzebuerger Naturparke schwätzen. Mäi Frënd, de Marco Schank, wäert de Volet Environnement mat de Station-biologiquen iwwerhuelen.

Erlaabt mir, am Virfeld e puer grondleeënd Fakten an Erënnerung ze ruffen. D'Basis vun der Grënnung vun Naturparke geet op d'Déclaration d'intention générale vum Regierungsrot vum 24. Abrëll 1981 zréck, déi deemools d'Schafung vun dräi Naturparken, nämlech deem vun der Öewersauer, vun der Our an och scho vun der Musel, virgesinn hat. Erënnere wëll ech lech och un d'Gesetz vun den Naturparke vum 10. August 1993, dat elo mëttlerweil schonn iwwer 20 Joer al ass.

An der Debatt iwwert d'Naturparken ass et och sënnvoll, e Bléck iwwer eis Grenzen ze werfen. Wa mer eis d'Kaart vun der Groussregioun emol ukucken, da fält eis op, datt mir eng ganz Rei vun Naturparke ronderëm eis Grenzen hunn. Beispillsweis d'Naturparke Südeifel an Nordeifel, d'Naturparken Attert, les Deux Ourthes, d'Forêt d'Anlier. Méi wéi 13% vun der Fläch vun de Groussregioune sinn Naturparken, an dat souwuel an der Wallonie, a Rheinland-Pfalz, am Saarland wéi och bei eise franséischen Noperen, wou de Parc naturel régional de Lorraine selwer schonn eng Fläch vun iwwer 2.200 km² huet an domadder och dee gréissten Naturpark vun der Groussregioun ass.

Hei zu Lëtzebuerg maachen d'Naturparken Öewersauer, Mëllerdall an Our méi wéi een Drëttel vum Territoire aus. Duerfir schonn direkt meng éischt Froen: Wéi steet et mat den Diskussiounen iwwert de grenziwwerschreidenden Naturpark op der Musel? An an deem Kontext do: Gëtt déi ganz Musel mat agebonnen oder bleift et beim Dräilännereck? A méi eng allgemeng Fro: Wéi vill Naturparke brauche mir oder wëlle mir hei zu Lëtzebuerg hunn?

Här President, net vergiesse sollte mer och an där Diskussioun, datt den éischte grenziwwerschreidenden Naturpark an Europa nom Zweete Weltkrich de 17. Abrëll 1964 zu Cliärref op der Basis vun engem Statsvertrag tëschent Rheinland-Pfalz a Lëtzebuerg agereecht an de 4. Mee 1964 zu Vianden gegrënnt gouf. Den däitsch-Lëtzebuerger Naturpark, deen am Wesentlechen aus dem Naturpark Südeifel op däitscher Säit, dem Naturpark Our an deem neien Naturpark Mëllerdall op Lëtzebuerger Säit besteet.

Deemools scho wor den Naturpark als Kooperatiounsmodell iwwert d'Grenzen eraus geduecht. Iwwer Our a Sauer goufe Brécke gebaut a 50 Joer duerno am Kader vun engem Interregprojet erneiert respektiv duerch nei Brécken ergänzt.

Eis Naturparke schaffe ganz konkret an engem Netzwierk zesummen a konnten doduerch mat Hëllef vu folgende grenziwwerschreidenden europäesche Programmer ënnerstëtzt ginn: wéi zum Beispill dem Interreg, dat ass den europäesche Fonds fir Regionalentwécklung, dee vum Ëmweltfonds vun der EU finanzéiert gëtt, an dem LEADER-Programm, de Förderprogramm vun der Entwécklung vum ländleche Raum.

Bedeitend Investitioune sinn an de leschte Joren an den Naturparke realiséiert ginn. Dozou gehéieren: Renaturéierungsmoossnamen am Kader vun de Fließgewässer, Partnerschaften op der Uewersauer an och der Our, mä och de Kultur- an Tourismusfestival „Jardins… à suivre", d'Netzwierk vun den Naturparke vun der Groussregioun, de Projet „Habitreg", wou et ëm en Erfahrungsaustausch a Virschléi am Beräich vun der nohalteger Siidlungsentwécklung geet. E Projet, dee mer zesumme mat der Lorraine an der Wallonie erschafft hunn. An och eisen neiste Projet, den Naturwanderpark Delux, wou et ëm Premiumwanderweeër an den Naturparke geet. Ouni d'Kompetenz an d'Manpower vun den Naturparke wieren dës Projete fir eis kleng ländlech Gemenge wuel kaum realiséierbar gewiescht.

Här President, deen éischten Naturpark sollt op Propositioun vun der Regierung 1987 gegrënnt ginn, an zwar an der Regioun ronderëm de Stauséi. D'Gemengen hunn dee Plang dunn awer verworf, well en ze vill naturschützeresch Ziler opgewisen huet an d'Entwécklung vun der Regioun gebremst hätt. Duerfir hunn dunn 1988 néng Gemengen den interkommunale Syndikat SYCOPAN gegrënnt, deen en neie Projet ausgeschafft hat, mam Zil, souwuel Naturschutz wéi och déi ekonomesch an déi sozial Entwécklung an der Regioun an d'Gläichgewiicht ze brénge.

Wichteg ze wëssen ass och, datt eist Naturparkgesetz vum 10. August 1993 sech um franséische Modell vun de Parcs régionaux orientéiert huet, mat enger Stratégie de développement territorial, wou déi dräi Piliere vun der nohalteger Entwécklung, sprëch Ekologie, Ekonomie a sozial Entwécklung mateneen an Aklang bruecht solle ginn. Dobäi gouf de Bottom-up-Prinzip festgehalen. Dat bedeit, datt en Naturpark nëmmen dann entstoe kann, wou eng Demande vun de Forces vives vun der Regioun besteet. De Stat selwer gëtt eigentlech nëmmen dann aktiv, wann d'Gemengen hien drëm froen. Eréischt 1999 konnt dunn den Naturpark Öewersauer gegrënnt ginn. Op dee laange Wee geet de Marco Schank a senger Interventioun nach weider an.

Och beim Naturpark Our geet d'Initiativ op d'Forces vives vun dëser Regioun zréck, an zwar vum Veräin „Frënn vum Ourdall", dee sech schonns zanter 1991 fir d'Schafung vun engem Naturpark Our engagéiert hat. 1992 hu sech du fënnef Gemengen an dem interkommunale Syndikat SIVOUR zesummegedoen. An 1995 an 1997 sinn nach zousätzlech aacht Gemengen derbäikomm. Offiziell hat dëse Gemengesyndikat schonn 1994 d'Initiativ geholl, fir en Naturpark ze froen. Et huet dunn nach eelef Joer gedauert, bis den Naturpark offiziell am Juni 2005 gegrënnt ginn ass.

Loosst mech op dëser Plaz och nach kuerz op d'Prozedur agoen, fir en Naturpark ze grënnen. Hei si véier Etappe virgesinn. Déj éischt ass déi vun der Erstellung vun enger Étude préparatoire, wou grosso modo d'Objektiver vun deem nei ze schafenden Naturpark definéiert ginn. D'Opstelle vun enger Étude détaillée, déi eng Aart Aarbechtsprogramm, e Budgetsplang, en Organigramm an d'Lafzäit vum Naturpark definéiert. An, drëttens, eng ëffentlech Presentatioun vun dësen Dokumenter. An dann duerno d'Décisioun vun de Gemengeréit, ob se bei deem Naturpark sech engagéieren oder net. An déi lescht Etapp ass da schlussendlech déi reglementaresch Prozedur, déi iwwer Règlement grand-ducal fir d'Schafung vun engem Naturpark virgesinn ass. An deem Kader ginn awer och de Conseil supérieur de l'aménagement du territoire an de Conseil supérieur pour la protection de l'environnement (veuillez lire: de la nature) ëm hiren Avis gefrot.

Här President, wann ee bedenkt, esou wéi ech dat virdru skizzéiert hunn, datt esou eng Prozedur ronn zéng Joer gedauert huet, mengen ech, da kann ee sech d'Fro stellen, ob dat esou noutwendeg war.

Am Kader vun de Bäitrëttsgespréicher mat neie Gemengen ass dee Prozess beim Naturpark Our bal iwwer zwou Legislaturperiode gelaf, wat dozou gefouert huet, datt dunn och eng Gemeng ofgesprongen ass. Och wann den Naturpark Mëllerdall dës Prozedur elo schonns vill méi schnell ugeet, bleift se trotzdeem nach schwéierfälleg.

Mir verstinn, datt eng Neigrënnung vun engem Naturpark eng déif gräifend Analys vun der Regierung viraussetzt. Et bleift trotzdeem d'Fro, ob dës Prozedur nach zäitgeméiss ass. Dat ëmsou méi, wann et ëm eng Verlängerung respektiv eng Erweiderung oder esouguer eng Fusioun vun Naturparke geet. Dobäi sollt een net vergiessen, datt een Naturpark per Gesetz op eng Dauer vun zéng Joer gegrënnt gëtt. Oder sollte mir net besser, wéi eis franséisch Kolleegen dat elo plangen, déi Lafzäit op 15 Joer eropsetzen?

Um Enn vun der Period verlaangt d'Gesetz dann, datt ee Bilan gemaach gëtt. Och hei ass et eng Iwwerleeung wäert, ob et net méi sënnvoll wier, sech e permanente Monitoring oder e performant Evaluatiounsinstrument ze ginn, amplaz zéng Joer ofzewaarden, fir e Bilan ze maachen.

Här President, wat d'Objektiver vun engem Naturpark ugeet, esou seet den Artikel 2 vum Naturparkgesetz vun 1993 Folgendes: Et geet, éischtens, ëm d'Erhalen an d'Entwécklung vun dem natierlechen an dem kulturelle Patrimoine. Zweetens ëm d'Promotioun an d'Orientéierung vun den ekonomeschen, den ekologeschen an de sozialen Entwécklunge vun där Regioun, an dat besonnesch am Hibléck op d'Liewensqualitéit vu sengen Awunner. An et geet och ëm d'Promotioun an d'touristesch Entwécklung vun enger Regioun.

D'Naturparke verfollegen also eng duebel Strategie, souwuel ee Schutz- wéi och een Entwécklungszil. Hei gëtt et ganz däitlech, datt een Naturpark eng Panoplie vun Aufgaben erfëlle muss. Vun Ufank u stoung doweinst, um Niveau vun der Regierung, d'Kompetenz fir d'Naturparke bei der Landesplanung, wat jo schonn en däitleche Message u sech ass, wéi dat Naturparkinstrument hei zu Lëtzebuerg ugesi gëtt. Deementspriechend sinn d'Naturparken zu Lëtzebuerg ee Kooperatiounsmodell, ee Modell fir Regionalentwécklung a gläichzäiteg och ee Modell fir e modernen Natur- a Landschaftsschutz, deen op e permanenten Dialog mat alle Concernéierte setzt an net zousätzlech Restriktioune formuléiert. Als gutt Beispill sief hei d'Fließgewässerpartnerschaft ernimmt.

Generell gëtt et an den Naturparken themeniwwergräifend Kooperatiounen a Synergien. Esou vernetze mir Beräicher wéi Natur, Kultur, Geschicht, Landwirtschaft, Tourismus an och nei Technologie mateneen. Gutt Beispiller duerfir sinn d'Duchfabréck zu Esch-Sauer, d'Solarboot um Stau, den Eau'tomobil oder eis vill thematesch Wanderweeër wéi de Klangwanderwee, de Legenden- oder de Skulpturewee, de Sentier des Passeurs, eis grenziwwerschreidend Nat'Our-Routen a ganz rezent déi nei Ourdallpromenade.

All landwirtschaftlech Produkter, wéi Speltz, Téi, Wëllkar an Hanf konnte mat innovativen Technologien erëm zu neiem Liewen erwächt ginn. Generell ass eng Gamme vu regionale Produkter entstanen, souwuel am konventionelle Secteur wéi och mat eise Biobaueren. Mat den Demonstratiounsfelder „Champs élysées" war gläichzäiteg en neit kulturtouristescht Produkt entstanen. Och wann nëmmen eng begrenzten Zuel vu Bauere matmécht, hunn dës Nischeprodukter awer hire Maart fonnt a si hunn zur Verbesserung an och zur regionaler Wäertschëpfung bäigedroen.

Béid Naturparken hunn e Landwirtschaftsberoder agestallt, mat ënnerschiddlechen Aufgabeberäicher. Sou gëtt am Naturpark Öewersauer, nieft der Aarbecht mat de regionale Produzenten, och nach vill Wäert op eng Düngeberodung geluecht. Am Naturpark Our stinn dernieft awer och nach d'Betreiung vun de Versuchsfelder, zemools mat neien Energieplanzen, am Schwéierpunkt vun der Aarbecht vum Landwirtschaftsberoder. Och d'Entwécklung vun neie Produkter an d'Betreiung vun de Bauere beim Opbau vun neie Marketingstrategië ware vu grousser Bedeitung.

An Zesummenaarbecht mat der Gemeng Tandel huet den Naturpark Our ee spezielle Projet entwéckelt: D'École du goût soll dozou bäidroen, Kanner, Jugendlecher an Erwuessener fir eng gesond, ofwiesslungsräich a regional Ernährung ze begeeschteren. Dee Projet ass ausgeschafft ginn, et gëtt och schonn en ideaalt Gebai, fir dëser Iddi eng Heemecht ze ginn, just déi eenzel Ministèren, déi sech do nach kéinten abréngen, sinn nach zu kenger Konklusioun komm.

Wat den Tourismus ugeet, esou sollt een net vergiessen, datt a ganz Europa Regiounen, déi Naturparke sinn, dës Image de marque geziilt asetzen, fir eng nohalteg touristesch Clientèle och ze interesséieren. Och déi national touristesch Vermaartungsstrukturen an Däitschland, Éisträich a ganz besonnesch an der Schwäiz maache geziilt Reklamm fir hir Naturparken.

Duerfir meng Fro: Wär et net sënnvoll, fir eng geziilten Tourismuspromotioun vun den Naturparken an der nationaler Vermaartungsstrategie virzegesinn an esou speziell Natur a Landschaft als en touristescht Kapital opzewäerten?

Dës Image de marque ass immens wichteg fir e konsequente Regionalmarketing respektiv fir d'Schafung vun enger regionaler Identitéit, an dat souwuel no banne wéi no baussen. Hei däerf ech sécherlech déi exemplaresch Aarbecht vum Naturpark Öewersauer zitéieren, dee mam Label „vum Séi" de véiertbekannteste Label hei zu Lëtzebuerg huet, dee sech gutt etabléiert huet.

Et stellt sech awer och do d'Fro, ob een net sollt een ale Programm, dee vun der Braugeescht, erëm eng Kéier opliewe loossen, ëmsou méi, well elo Wolz och an engem Naturpark ass. A mir wëssen, datt dës Produktioun stickstoffaarm ass a wéi d'Fauscht op d'A an der nohalteger Produktioun vun der Geeschtproduktioun läit.

Wat d'Image de marque ugeet, esou ass den Naturpark Öewersauer nach e Schratt méi wäit gaang an huet sech als Éischten ee klore Leitmotiv ginn, an zwar als Waasserregioun vu Lëtzebuerg. Hei ginn all d'Projeten an der Stauséiregioun, ob touristescher, kultureller oder landwirtschaftlecher Natur, op hir Verträglechkeet mam Waasserschutz gepréift. Hei geet et wierklech net drëm, fir méi restriktiv virzegoen, mä zesumme mat alle betreffende Leit ëmweltschounend Projeten ze entwéckelen.

Den Naturpark Our huet sech als Thema Natur a Landschaft ginn.

Här President, eis Naturparken offréieren eng ganz Rei vu regionale Servicer, déi eis kleng Gemengen eleng esou net kéinten ëmsetzen. Ech däerf do un de GIS-Projet, de Landschaftsrahmenplang, de Guichet unique PME, d'biologesch Statioun, déi regional Koordinatioun vun der Energieberodung an esou weider erënneren.

Am Kader vum geografeschen Informatiounssystem vum Naturpark Our hunn d'Naturparkgemengen et mat enger regionaler Approche fäerdegbruecht, alle Gemengen dës nei Technologien zur Verfügung ze stellen. An deem GIS si 94 Informatiounsloen zum Thema Ëmwelt, Klima, Tourismus, Aménagement du territoire, Aménagement communal an esou weider an technesch Infrastrukture vun de Gemenge selwer enthalen.

Den Naturpark këmmert sech ëm d'Erfaassung, d'Gestioun, d'Beaarbechtung an d'Presentatioun vun dësen Donnéeën. Souwuel um technesche wéi och um politesche Plang ass dëst Aarbechtsinstrument net méi ewechzedenken. Fir déi dräi grouss Gemengefusioune Park Housen, Clierf an Tandel waren dës Informatioune vun aussergewéinlecher Wichtegkeet!

Besonnesch am Kader vun der Prozedur ronderëm d'Plans sectoriels war de GIS immens hëllefräich. Mir konnte mat wéinege Klicks all eis Donnéeën iwwereneeleeën an hunn dobäi relativ schnell Incompatibilitéiten an och Inkohärenzen direkt detektéiere kënnen. Derniewent ass de GIS och zu enger Schnëttstell vu lokalen, regionalen an nationalen Donnéeë ginn, also eng echt Austauschplattform.

Här President, eng Besonneschkeet vun dem Fonctionnement vun den Naturparksyndikater ass de Caractère mixte vun esou engem Comité. Dëse besteet souwuel aus Gemengeverantwortleche wéi och aus Delegéierte vu Ministèren: den Dater, Ëmwelt, béides vum MDDI, Tourismus, Développement rural, Natur an Ëmwelt a Kultur. Dobäi läit d'Présidence awer an den Hänn vun de kommunale Responsabelen.

Och wann eng Rei vu Responsabelen aus de Gemengen am Ufank ganz skeptesch waren, esou kann ech dach awer haut behaapten, datt dee Modell villfälteg an och wichteg Impulser an eis Regioune bruecht huet. Awer, wéi esou oft, muss een och soen, datt dat ganz oft um Engagement vun eenzelne Mataarbechter vun de Ministèren ass; an deene wëll ech hei och en extrae Merci ausdrécken derfir.

Wat den Erfolleg vun engem Naturpark ugeet, esou ass och de finanziellen Engagement vu Gemengen a Stat vu grousser Bedeitung. Wichteg dobäi ass awer ze wëssen, datt et fir déi Villfalt vun Aufgabe just e puer Ministerë gëtt, déi hei matfinanzéieren. Dat ass den MDDI Dater, deen 80% vum administrative Personal kofinanzéiert an och e groussen Deel vun de Fonctionnements- an de Projetskäschten. Och den Département Environnement ënnerstëtzt eist Personal mat Fonctionnementskäschten an der Station biologique an och fir d'Personalkäschten.

De Landwirtschaftsberoder gouf zu 70% iwwert de Volet vun der Vulgarisation agricole aus deem alen Agrargesetz finanzéiert. Hei kënnegt sech awer elo eng Ännerung duerch dat neit Agrargesetz un, wat eis wierklech Suerge mécht. An Zukunft sollen nëmmen nach direkt Berodungsleeschtunge fir déi eenzel Betriber ënnerstëtzt ginn. Dobäi wären dann awer ganz vill Projeten, déi d'Naturparken am Moment maachen, net méi éligibel.

Och d'Gemenge leeschten hire Bäitrag, an dat mat enger Kontributioun, déi jee no Naturpark ënnerschiddlech ass. Dëst dokumentéiert och nach eng Kéier d'Autonomie vun all Naturparkregioun. Si décidéieren, wat fir eng Projeten ëmgesat solle ginn, a si gi sech dann och deen néidege Budget derfir. Beim Naturpark Öewersauer mécht dat ronn 3,5% a beim Naturpark Our ronn 2,1% vun hirer Dotation communale aus. Generell kann een awer soen, datt iwwert déi lescht Joren den Engagement vun de Gemenge kontinuéierlech an d'Luucht gaangen ass an datt de Moment d'Gemenge ronn d'Halschent vum Budget droen.

Wéi virdru gewisen, realiséieren d'Naturparken eng ganz Rei touristesch a kulturell Projeten, ouni datt déi respektiv Ministèren iwwer spezifesch Budgetsposte verfügen. Duerfir meng Fro: Fir den Naturparke méi Planungssécherheet ze garantéieren, fir datt se hire villfältegen Aufgabe gerecht kënne ginn, wär et do net sënnvoll, datt, ausser dem MDDI an der Landwirtschaft, och déi aner concernéiert Ministërë sech d'Budgetsmëttele géife ginn, fir an den Naturparken aktiv ze ginn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, datt et fir lech verständlech an däitlech ginn ass, wéi villfälteg d'Aufgabe vun Naturparke sinn, wéi querschnëttsorientéiert mir schaffen a wat fir eng Plus-value si eise Regioune bréngen. D'Naturparke bleiwe fir eis e ganz wichtegt Instrument vun der Regionalentwécklung. D'Naturparke sollen och zukünfteg Modellregioune sinn an doriwwer eraus de Regiounen och eng Identitéit ginn an als Sproochrouer vun enger Regioun déngen. D'Naturparke si Partner fir Natur, Kultur a Mënschen an enger Regioun. Hei geet et virun allem ëm d'Zesummenaarbecht an déi stelle mer an de Mëttelpunkt.

Fir datt d'Naturparken awer deenen zukünftegen Aufgaben nach besser gerecht kënne ginn, muss een un där enger oder anerer Stellschrauf nach schrauwen. D'Naturparke wënsche sech eng Iwwerschaffung vum Naturparkgesetz, wou méi effikass a virun allem och méi vereinfacht Prozedure méiglech ginn. Dobäi ass et

och wichteg, datt eng laangfristeg Planungssécherheet duerch déi néideg Finanzen ofgesécher gëtt. D'Naturparke sinn och bereet, am Kader vun de Reforme vum Aménagement du territoire eng aktiv Roll matzespillen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Eicher. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank. Här Schank!

Débat

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, um Ufank vu menger Interventioun wollt ech e puer kuerz Wierder zur Geschicht vun den Naturparke soen, well déi Philosophie, fir déi ee sech deemools décidéiert hat, och mat, an eisen Aen, de Perspektive vun den Naturparken zesummenhänkt. Deemools, Enn den 80er, Ufank 90er, huet dat ellent Wuert vum Indianerreservat den Tour gemaach bei eis am Eck, mat engem Zonk ronderëm a mat enger Entrée, déi ee misst bezuelen, wann een déi Einheimesch wéilt kucke kommen.

Firwat dat? Urspréinglech haten d'Gemenge ronderëm d'Uewersauer et hei mat enger Top-down-Virgoensweis staatlechersäits ze dinn. Dat heescht, datt de Projet entstanen ass ouni Matsproocherecht vun der Regioun, vun de Leit, déi do gewunnt hunn, an och vun de Gemengen aus därselwechter zukünfteger Naturparkregioun.

Ech erënnere mech nach ganz gär un dat 200 Säite staarkt Dokument vun engem Schwäizer Büro, wou eng Hällewull vu Restriktiounen a Virschréften drastoungen an eng kleng hallef Säit mat méigleche Perspektiven, déi fir d'Naturparkregioun parat waren. An domat waren natierlech d'Leit an d'Gemengen net d'accord. D'Gemengen hu sech gewiert an hu sech dofir an engem Syndikat zesummegeschloss.

An ech wëll och hei ënnersträichen, datt se deemools an hire Beméiungen Hëllef krute vun engem Mouvement écologique an och vun engem ÖkoFonds. Zesummen ass sech och staarkgemaach gi fir d'Konzept vum franséische Regionalpark, well hei eben d'Iddi vun dem Entwécklungsinstrument fir eng Regioun ganz staark ausgeprägt ass an et net eben ausschliisslech den Naturschutzgedanke beinhalt.

No an no ass du mat staatlecher Hëllef an och dem deemolege Landesplanungsminister Alex Bodry - en ass haut net hei, deen awer en oppent Ouer hat fir dat Matenee beim Entstoe vun deem Naturparksgesetz -, ass dat eigentlech zesumme mat der Regioun ausgeschafft ginn, wat och bal eng Première war deemools.

Den Naturpark gouf, dat huet den Emile Eicher gesot, zu engem Instrument, virun allem zu engem Motor fir regional Entwécklung an engem Deel vum ländleche Raum, mat dem Zil, natierlechen a kulturelle Patrimoine net nëmmen ze erhalen, mä virun allem och ze valoriséieren an och déi ekonomesch, ekologesch Entwécklung weiderzedreiwen.

An ech mengen, datt dat deemools scho Virreidercharakter hat, well d'Kritäre vun der Nohaltegkeet an och vun der Biergerbedeelegung e wichtege Bestanddeel waren. Extrem positiv war och de Fait, datt d'Gemengen net nëmme geléiert hunn, iwwer hire Virgäertchen eraus ze kucken, mä och déi béid Begréffer Partenariat, also zesummen eppes fäerdegbréngen, an de Bottom-up-Prinzip, deen den Emile Eicher virdrun ernimmt huet, an hire Käpp ze verankeren an och entspriechend dann ze handelen. Et war nei, scho bal revolutionär!

An amplaz iwwert d'Landflucht ze soueren, déi gouf et deemools tatsächlech, an ze waarden, bis vun uewen aus der Stad eppes Sënnvolles geschitt wier, huet sech d'Regioun begannt, fir hir Geschécker eigentlech selwer an de Grapp ze huelen. An et war och eng richteg Opbrochstëmmung, besonnesch well och nach deeselwechte Moment déi Regioun vun der Uewersauer éischt Leader-Regioun war an eigentlech och doraus eppes gemaach gouf.

Iwwregens, nieft deem Léierprozess, datt een nëmme partnerschaftlech eppes kéint bewegen, koum eng drëtt Stäerkt vun den Naturparken derbäi, an zwar hat ee vun do un d'Méiglechkeet, Leit anzestellen. Dat heescht, Leit, déi mat hirer berufflecher Aarbecht konnten eng Regioun weiderentwéckelen, déi den Know-how haten oder sech den Know-how no an no ginn hunn an an der Regioun also vun ënne konnten - mat der Hëllef vu Sue vun uewen, hu mer esou dacks gesot - méi eng konsequent Wäertschëpfung am ländleche Raum fäerdegbréngen. An den Emile Eicher huet och déi verschidde Produiten ernimmt. Alles dat, mengen ech, ass zum Deel eng wierklech Success Story ginn.

D'Naturparksgesetz war eigentlech och fir déi Zäit e ganz fortschrëttlechen Text, ebe mat där partnerschaftlecher Notioun a mat deem paritéitesch besate Comité. D'Gesetz vun 1993 huet a ville Punkten och sech bewährt. Ee Problem, dee virdrun och vu mengem Virriedner ernimmt ginn ass, dat ass selbstverständlech deen, datt verschidde Prozeduren einfach ze laang sinn. An ech mengen, datt een et dofir och muss op de Leescht huelen.

Net fir näischt ware mer alleguerten deemools schlussendlech der Meenung, fir d'Naturparken dem Landesplanungsminister ze ënnerstellen, net dem Émweltminister, fir einfach d'Bedeitung vun den Naturparken als Instrument vun der Regionalentwécklung an der Landesplanung ervirzesträichen. An ech soen herno nach ee Wuert dozou.

Se ass, mengen ech, och ganz aktuell, d'Fro no der Roll vun den Naturparken an der Suite vun den Diskussiounen ëm d'Plans sectoriels. An ech hunn och an där Stellungnahm vum Mouvement écologique gelies, dee jo an enger kuerzer Prise de position dozou eppes gesot huet, an ech selwer hat d'lescht Joer an engem Débat och d'Fro opgeworf, ob d'Regierung net gutt berode wier, mat den Naturparken als gutt strukturéiert Zesummeschléss vu Gemengen am ländleche Raum eben zesumme landesplaneresch Ziler ze fixéieren an dann och deen néidegen Handlungsspillraum ze kréien an de Gemengen, fir dann déi Ziler eenheetlech ëmzesetzen. An ech mengen, datt de Méco do net onrecht huet, wann e seet, datt d'Naturparken an der Landesplanungspolitik e wichtegt Bindeglied tëschent dem nationalen an dem kommunalen Niveau kéinte sinn. An dofir soll, an eisen Aen, och d'Regierung d'Naturparke fir hir landesplaneresch Zwecker notzen.

Dofir wollt ech och d'Madame Ministesch froen, ob d'Regierung gewëllt ass, fir d'Naturparken an der weiderer Diskussioun iwwert d'Plan-sectoriellen anzebannen.

Doriwwer eraus steet jo och eng Fusioun vun zwee Naturparken an d'Haus. Dozou huet mäi Virriedner och Stellung geholl. Hien huet den zukünftegen Naturpark Musel erwähnt, oder Dräilännereck erwähnt, oder wéi och ëmmer en dann elo soll heeschen. Ech denken, datt mer nach dozou eppes héieren.

An dat Eenzegt, wat mech och interesséiert, och verbonne mat enger Fro un d'Madame Ministesch, ass dat, wat mam Biodiversum geschitt. Ob dann definitiv dat Gebai zu Schengen och déi Roll soll spillen, fir als Maison du parc, oder zumindest een Deel als Maison du parc ze figuréieren an engem zukünftegen Naturpark. Allerdéngs muss een da fir d'Éischt kucken: Wéi grouss gëtt den Naturpark? Gëtt déi Revendicatioun ëmgesat, wéi virdru scho gesot ginn ass, fir déi ganz Musel anzebezéien? Mir si gespaant, wat d'Madame Minister eis dozou spéider wäert soen.

Dann ass et esou, datt et sech an der Regel bei engem Naturpark jo ëm eng Regioun handelt, déi een aussergewéinlechen natierlechen, kulturelle Potenzial, Patrimoine huet. An net als Lescht stinn och d'Natur an d'Émwelt an engem Naturpark ganz vir op der Agenda, obwuel, wéi ech virdru gesot hunn, een Naturpark eben net nëmmen Naturschutz bedeit, mä virun allem ee regionaalt Entwécklungsinstrument ass, mat landesplanereschem Charakter.

Mä ech wollt dann a menger Interventioun virun allem awer och e puer Wuert zum Naturan Émweltschutz soen, mat vläicht dräi, véier Beispiller. Engersäits d'Stations biologiques, de Klimapakt an d'Beispill vun der Naturparkschoul an der Naturerzéiung, wat, mengen ech, ee flott Beispill ass, an och ee Wuert zum Contrat de rivière soen.

Bei de Stations biologiques ass et esou, datt déi dräi Naturparken, grad och wéi de SICONA an de SIAS, eng Konventioun mat dem Ministère hunn, an dës Konventioun ass de Kader fir Projeten an och fir déi schwéierpunktméisseg Aarbecht am Naturschutz. An hei gi Projete vun nationaler an eben och vu regionaler Envergure realiséiert.

Just fir Iech eng Kéier déi Envergure ze dokumentéieren: 2014 waren dat net manner wéi 5.460 Stonnen, déi prestéiert goufen an deenen dräi Naturparken Our, Öewersauer a Mëllerdall. An do kommen dann nach 6.660 Stonnen derbäi vu SICONA a SIAS. Dat mécht also insgesamt 12.120 Stonnen, déi 2014 an de Stations biologiques prestéiert goufen.

Déi dräi Naturparken Öewersauer, Our, Mëllerdall, mat hiren insgesamt 25 Gemengen, wéi gesot, e gudden Drëttel vun eisem Land, maachen do eng ganz facetteräich Aarbecht, an ech hunn och als fréiere Minister drop gepocht, datt direkt am Ufank vun den Aarbechten am Naturpark Mëllerdall eng Station biologique sollt entstoen. An do passéiert an där relativ kuerzer Zäit eigentlech och ganz vill schonn.

An den Naturparken Öewersauer an Our gëtt et déi Statiounen zënter 2002/2003, am Naturpark Mëllerdall zënter 2013. An déi Aarbechten, just fir Iech ee Bild ze ginn, an engem Saz, do gëtt d'Gestioun vu Biodiversitéitskontrakter gemaach, Aarteschutz, de Monitoring vu spezifeschen Espècen, d'Realiséiere vum Heckekadaster, a virun allem natierlech och Sensibiliséierung a Formatioun, Berodung a Saachen Naturschutz, mat natierlech dem spezifeschen Uleies vun deem eenzelnen Naturpark, zum Beispill eben och europäesch Naturschutzprojeten. Oder, wéi am Naturpark Mëllerdall, wou zum Beispill och Projete gemaach gi mat Espaces verts innerhalb an ausserhalb vun den Uertschaften.

Dann e wichtegt Wuert zum Finanzement vun de Stations biologiques. Wann ee vun deene 475 Euro pro Quadratkilometer ausgeet, wéi et urspréinglech am Plan national fir den Naturschutz fir déi biologesch Statioune virgesi war, da läit een de Moment nach just bei 408 Euro, dat, well jo do de Montant vu 770.000 Euro vun 2014 am Statsbudget fir 2015 deeselwechte bliwwen ass, obwuel eigentlech 928.000 Euro an Aussiicht gestallt gi waren. An och déi ginn op Dauer natierlech net duer, wa Gemenge bäikommen oder op der Musel nach eppes derbäi géif kommen.

Och net genuch Budget gëtt gebraucht fir d'2008er Reglement, dat ass dat Reglement vun de Subside fir d'Amelioratioun vum Milieu naturel fir d'Gemengen. Och dat Reglement kann net effikass ëmgesat ginn, well an de Gemengen déi Subsiden net kënne garantéiert ginn.

Wann een d'Gemengen als Partner behale wëllt, ass et an eisen Aen onbedéngt noutwendeg, datt dee Budgetsartikel op 2 Milliounen eropgesat gëtt. Ech mengen, datt mer de Moment bei 1,5 Milliounen do leien.

D'Gemenge mat de Stations biologiques sinn een enorm wichtege Partner am Naturschutz zu Lëtzebuerg beim Erhale vun der Biodiversitéit hei am Land. Dat hu fréier Regierunge gesot, dat huet och eis Émweltministesch op där enger oder anerer Plaz scho confirméiert. De Statssekretär am Nohaltegkeetsministère hat eemol gesot, den Naturschutz wier keng kommunal Aufgab. D'Leit an de Gemengesyndikater waren net ganz frou driwwer.

Nach hat hien, formal gesinn, recht, well formal gesinn ass den Naturschutz effektiv keng Mission obligatoire vun de Gemengen. Mä dat ass zum Beispill d'Kannerbetreiung och net. An och do gi mer aktiv an dofir, mengen ech, ass et awer wichteg, datt déi kommunal Aufgab do och vläicht eemol festgeschriwwe gëtt.

An dofir wëll ech och haut de Mëtteg dee Saz positiv kucken, an deem Sënn, datt ech d'Madame Minister froen, ob et net sënnvoll wier, am neien Naturschutzgesetz eventuell dann d'Missioune vu Stat a Gemengen a Saachen Naturschutz a Biodiversitéit ee fir alle Mol ze verankeren, dëst nom Prinzip vun der Subsidiaritéit.

An ech wollt, Här President, an deem Kontext och eng Motioun déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur communal est un acteur de taille en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel;

- considérant que les communes s'engagent sur le plan local et régional en faveur de la sauvegarde de la diversité biologique, contribuant ainsi à la mise en œuvre du plan national pour la protection de la nature;

- considérant que les stations biologiques au sein des syndicats de parcs naturels et des syndicats de communes ayant pour mission la protection de la nature sont des instruments qui visent à promouvoir la protection de la nature au niveau communal;

- sachant que les tâches à effectuer par les stations biologiques peuvent également comprendre des projets nationaux, tels que la promotion des contrats «Biodiversité» auprès des agriculteurs;

- considérant que le taux de couverture des communes membres d'un syndicat de parcs naturels ou d'un syndicat de communes ayant pour mission la protection de la nature, y compris les communes ayant signé une convention de coopération, se situe à plus de 70%;

- considérant que les moyens budgétaires des communes syndiquées (hors aides de l'État) en faveur de la biodiversité se situent à environ 3.000.000 euros par an;

- sachant que le domaine d'activités et le financement des stations biologiques sont réglés par des conventions conclues avec le Ministère de l'Environnement;

- considérant que l'engagement des communes dans ce secteur ne fait pas partie des missions obligatoires du secteur communal;

- sachant que les délais pour les dossiers d'autorisation introduits par les stations biologiques dépassent régulièrement 6 mois pour atteindre plus d'un an et ceci même pour des projets en faveur de la protection de la nature;

- considérant que la participation de l'État au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement pour l'année 2015 reste inchangée par rapport à l'année 2014 pour être fixée à 770.000 euros;

- considérant que les crédits budgétaires pour 2015 ne suivent pas le nombre croissant de communes syndiquées;

invite le Gouvernement

- à définir au niveau de la loi sur la protection de la nature les missions de l'État et des communes en matière de protection de la biodiversité, en tenant compte du principe de la subsidiarité;

- à tenir compte des dépenses incombant au secteur communal lors de la révision de la dotation de l'État en faveur des communes;

- à simplifier les procédures d'autorisation pour les projets soumis par les stations biologiques en vue d'augmenter l'efficacité des moyens financiers;

- à prévoir les moyens suffisants pour que les stations biologiques existantes puissent continuer à accomplir leurs missions dans l'intérêt de la protection de la nature et de l'environnement.

(s.) Marco Schank, Nancy Arendt, Emile Eicher, Martine Hansen, Roy Reding, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marco Schank *(CSV).*- An da wollt ech mer awer och erlaben, nach eemol ze froen, wéini dat neit Naturschutzgesetz kënnt. Mir haten ufanks des Joers gesot kritt, virun der grousser Vakanz. Elo weess ech net, ob dat ze maachen ass, mat all deem Émgeréits vun der Présidence. Mir wieren natierlech frou, well mer elo scho laang drop waarden, wann dat awer deemnächst kéim, fir datt mer wéissten, wat dann och do drasteet.

Nach ee Wuert zu de Biodiversitéitskontrakter. D'lescht Joer si kaum nei Kontrakter derbäikomm, well nom 30. Juni 2014 d'Biodiversitéitsreglement jo keng Base légale méi hat. An et gouf och bis ewell nach net erneiert, well mir op d'Agrargesetz waarden. An et gëtt gefaart dobaussen um Terrain, datt dat Vertrauen, dat dës Statiounen zesumme mat de Baueren opgebaut huet, erëm verluer geet, well et um nationalen Niveau jo do net weidergeet.

Et ass och ganz sécher kontraproduktiv fir den Naturschutz, wa keng auslafend Kontrakter kënne verlängert ginn, vun neie Verträg emol ganz ofgesinn. Dëst ëmsou méi, well no der Publikatioun vum Biotopkadaster eng ganz Rei Leit zënter Ufank 2014 och drop waarden an hoffen, op deene Flächen ee Biodiversitéitskontrakt ze kréien, wou nach keen drop ass. Ech hu mer och soe gelooss, datt de Landwirtschaftsminister drop hischafft, datt de Volet milieu rural vum Biodiversitéitsreglement zumindest mëttelfristeg bei d'Landwirtschaft géif kommen. An ech wollt och do froen, wéi d'Madame Émweltminister dat gesäit.

Kuerzfristeg soll jo geplangt sinn, de Bëschdeel vum Reglement, vum Biodiversitéitsreglement a Bëschreglement ze fusionéieren. An d'Fro stellt sech, ob da mat esou enger Démarche net de Wee fräi gëtt, fir eben och d'Agrarëmweltprogrammer an de Volet milieu rural vum Biodiversitéitsreglement ze fusionéieren an ob dat iwwerhaapt gewënscht ass.

Dann ee Wuert zum Klimapakt. Dëse Projet an deenen zwee Naturparken Öewersauer an Our ass e gutt Beispill, an eisen Aen, wéi Kräften, wa se gebündelt sinn, och kënne ganz positiv wierken. An déi Kooperatioun vu klenge Gemengen, déi eleng dee Projet net hätte kënne schëlleren, datt awer dann do esou, partnerschaftlech, enorm positiv Resultater zesummekommen.

Duerch déi regional Approche konnt eng integréiert Strategie vun Zesummenaarbecht applizéiert ginn, an och dat direkt nodeem datt de Projet 2013 vum Nohaltegkeetsministère zesumme mat „myenergy" lancéiert gouf. Sou konnte gemengeniwwergräifend d'Koordinatioun an de Finanzement iwwer ee pluriannuelle Finanzéierungsplang an Aktiounsplang effizient garantéiert ginn.

An de regionalen Aspekt huet och d'Gestioun vun der „EcoSpeedRegion" méiglech gemaach. Dat ass en informateschen Tool, fir CO_2-Emissiounen ze quantifizéieren an ee Bilan carbone

regional opzestellen. An et muss ee soen, d'Resultater, déi loosse sech weisen. Am Abrëll 2015, zwee Joer no dem Ënnerschreiwe vum Pacte Climat, hunn all d'Gemenge vum Naturpark Our scho wéinstens 50% vum maximale Score op Basis vum Moossnamekatalog erreecht. Verschidde Gemenge louchen do driwwer a goufen och zertifizéiert nom „European Energy Award". An am Naturpark Öewersauer sinn et wéinstens iwwer 40% vum maximal méigleche Score.

Ee Wuert zu engem ganz flotte Projet, dat ass d'Naturparkschoul. Dir wësst, datt et leider haut esou ass, datt d'Kanner an hirer Fräizäit ëmmer manner d'Méiglechkeet gebuede kréien, sech dobaussen an der fräier Natur ze bewegen an d'Natur ze entdecken an och spilleresch d'Natur kennenzeléieren. Dofir brauch een esou Projeten och wéi dësen. Et ginn nach vill anerer iwwert d'Land an anere Syndikater.

Mä d'Zil vun der Naturparkschoul vum Naturpark Öewersauer, an Zesummenaarbecht mat der Natur- a Bëschverwaltung, riicht sech virun allem un d'Grondschoulenseignanten aus der Naturparkregioun a besteet doran, naturrelevant Sujeten ëmmer erëm, regelméisseg an de Schoulalldag opzehuelen. Vu klengem u soll de Kanner do, wou se opwuessen, ee positive Bezuch zur Natur vermëttelt ginn a si sollen, wéi gesot, op eng spilleresch Manéier hir Emwelt an déi regional Eegenaarten entdecken an, mengen ech, dat ass awer och e wichtege Punkt, dann och duerno zu ëmweltbewosstem Handelen ugereegt ginn.

Dat heescht, hei iwwerhuelen d'Mataarbechter vum Naturpark an d'Fierschter vun der Naturverwaltung d'Aufgab vun Experten, déi Informatiounen zu bestëmmte Sujeten ausschaffen an a Form vun Themefichen dann och zougänglech maachen. Dës ginn dann am Unterrecht vun den Enseignanten traitéiert an och virbereet.

D'Offer vun der Naturparkschoul ëmfaasst an der Haaptsaach d'Ausschaffe vu pädagogeschem Material, d'Weiderbilde vum Léierpersonal a virun allem och d'Gestioun vun enger Plattform mat spezifesche Projektdeeg, mat och konkreten Aktiounen um Terrain.

Als lescht Beispill fir d'Stäerkte vun der Struktur Naturpark wollt ech nach kuerz de Contrat de rivière an der Regioun vun zwee Naturparken, well dat e grenziwwerschreidende Projet ass, Öewersauer an och dee vun der Forêt d'Anlier Haute-Sûre op belscher Säit ernimmen, well hei de Schutz vun der Ressource Waasser jo e ganz wesentlechen ass, un der Uewersauer mat deem gréisste Reservoir vun Uewerflächewaasser hei am Land.

Wéi gesot, zwee Naturparken, déi an enker Zesummenaarbecht, also an der Belsch an op Lëtzebuerger Säit, mat de Bauere kooperéieren, fir eng nohalteg Landwirtschaft ze promouvéieren, Fiichtgebidder mat hirer spezifescher Fauna a Flora ze schützen a virun allem awer och d'Awunner an natierlech d'Touristen ze informéieren an ze sensibiliséieren. Ëmmerhin hunn net manner wéi 31 Partner aus der Belsch an 19 Partner aus Lëtzebuerg 2008 dee Pacte Haute-Sûre ënnerschriwwen an am Aktiounsprogramm goufen net manner wéi 255 Aktioune verankert!

Wéi wichteg esou eng Zesummenaarbecht ass, dat wësse mir an der Regioun net eréischt zënter dem Pestizidaccident d'lescht Joer an deem Eck. Well um Stau gëtt et zënter Laangem eng Ëmweltberodung am Sënn vum Waasserschutz an eng ekologesch an ekonomesch orientéiert Berodung fir d'Baueren. Den Emile Eicher huet dat och fir d'Naturparken insgesamt virdrun ervirgestrach. Hei ass dann och eng enk Zesummenaarbecht mam SEBES, mam SIDEN an eng Hällewull vun Aarbechtsgruppen, déi sech, kann ee soen, Dag fir Dag mam Waasserschutz auserneesetzen.

An dofir wëll ech och soen, als Konklusioun dovunner, datt et immens wichteg ass, datt d'Berodung an d'Koordinatioun a puncto Waasserschutz am Aufgabeberäich vum Naturpark bleiwen, well dës Struktur och fir d'Regierung, mengen ech, een optimaalt Instrument fir eng ugepasste Waasserschutzpolitik muss sinn an deem sensibelen Eck mat eben deem groussen Drénkwaasserreservoir, dem Stau vun Esch-Sauer.

Här President, ech wollt dann zur Konklusioun kommen. An zwar wollt ech als Éischt soen, mir wëllen, datt d'Naturparken insgesamt an Zukunft weider eng wichteg Roll spille bei der Conciliatioun vun ekologeschen, ekonomeschen a sozialen Intérêten an engem ländleche Raum. Regiounen, wou d'Gemenge ganz fréi geléiert hunn, zesummenzeschaffen an a ville Punkten ze kooperéieren ënner sech an eben och mam Stat op engem Dësch.

An da wëlle mir och däitlech maachen, datt an Zukunft d'Regierung net soll op dat Instrument Naturpark verzichten, fir, zesumme mat de Gemengen aus deene Syndikater, einvernehmlech Entwécklungsziler ze fixéieren an dëse Gemengen dann och deen Handlungsspillraum ze ginn, och finanziell, dee se brauchen, fir hir Regioun konsequent weiderzëentwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An nächsten agedroene Riedner ass den Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleegen a Kolleeginnen, et ass natierlech schwéier, no esou zwee Experte vun der Matière, dem Marco Schank, fréiere President a Grënner vum Naturpark Öewersauer, oder dem Emile Eicher, nach vill Argumenter ze fannen, déi een Débat d'orientation weiderféieren. Et ass villes hei gesot ginn. Dem Marco seng Konklusiounen, ech denken, datt jiddwereen déi kéint hei, deen an engem Naturpark ass oder matschafft oder wëllt drakommen, esou mat ënnerschreiwen.

Mä ech mengen, mir als Fraktioun vun der LSAP haut begréissen deen Débat d'orientation hei. Mir zéien haut ee Bilan a kucken, wat fir eng Perspektiven d'Naturparken hunn. Wou kommen d'Naturparken hier? Wat fir en Ursprong huet d'Naturparkiddi? A wat sinn d'Erausfuerderungen an der Zukunft fir d'Naturparken? Ech mengen, dat sinn déi Aspekter, déi mir haut hei an dem Débat d'orientation diskutéiere wäerten.

A wéi huet deen deemolege President Marco Schank 2009 an engem Artikel an enger Zeitung gesot iwwert den Naturpark Öewersauer: „Am Ufank war de Stauséi, an ouni Stauséi géif et wahrscheinlech keen Naturpark Öewersauer ginn." Also d'Iddi vum Naturpark Öewersauer ass am Fong esou al wéi de Stauséi selwer, nämlech 55 Joer al.

Deemools louch d'Verantwortung, fir d'Naturparken ze erschafen, nach ënnert dem Daach vum Landesplanungsministerium, an de 6.4.1999 war et dunn esou wäit: Den Naturpark Öewersauer ass verwierklecht ginn. An deen deemolege Minister war den Alex Bodry, wéi och schonn hei zitéiert ginn ass. Och do kann een noliesen, an ech zitéieren: „Datt dëst Zil erreecht konnt ginn, verdanke mir net zulescht dem Landesplanungsminister Alex Bodry, dee mat vill Gescheck, där néideger Kompromëssbereetschaft a virun allem a stännegem Dialog mat de Gemengen ëmmer un der Iddi vum Naturpark festgehalen huet."

Et ass deemools richteg erkannt ginn, datt d'Naturparken nëmmen da kënnen eng Chance hunn, wa se vun ënne gedroe ginn. Och hei ass de Prinzip vum Bottom-up erkläert ginn. Dat heescht jo, d'Abanne vun alle betraffenen Akteuren, vun der Lokalbevëlkerung bis zu deenen natierlech, déi och d'Entscheedunge mussen treffen a sollen treffen. Ee Prinzip, deen iwwregens bis haut een Erfollegsgeheimnis ass vun den Naturparken.

Déi regional Naturparken als Chance gesinn, fir mat den Awunner aus der Regioun eng nohalteg Entwécklung ze förderen, mä dëst net nëmmen am Sënn vun ekologesche Moossnamen, mä och, datt nei Perspektive mussen entwéckelt ginn, fir déi wirtschaftlech, sozial a kulturell Entwécklung an der Regioun ze stäerken a weiderzedreiwen. No dem Motto vum Naturpark Öewersauer „Eng Chance fir d'Regioun" hunn d'Leit aus dem Naturpark Öewersauer hiert Schicksal selwer an d'Hand geholl an de Stat huet dat ënnerstëtzt, wat sech jo och als richteg erausgestallt huet.

Wann deemools d'Verantwortung ënnert dem Landesplanungsministerium louch, dann huet dat jo och bewisen, datt d'Naturparken deemools als wichtegt Instrument vun der Regionalentwécklung, dat heescht och vun der Landesplanung, gesi gi sinn. Datt natierlech och d'Natur, d'Emwelt an de Landschaftsschutz eng besonnesch Bedeitung sollen hunn, mengen ech, läit hei op der Hand.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Mä all Gesetz oder Instrument, wat ee sech gëtt, soll a muss och op de Leescht geholl ginn. An et muss gekuckt ginn, wat een erreecht huet, an dëst am beschte mat Zilsetzungen, déi ee sech gëtt. Dat Zil, wat ee sech an der Regionalentwécklung gëtt, ass d'Grondlag. An dës Grondlag hëlt een dann, fir eng objektiv Bilanz ze zéien. No 15 Joer vum Naturpark Our an Öewersauer, wou déi sech agelieft hunn, ass et ubruecht, an all Oppenheet ze hannerfroen, awéiwäit déi an den Naturparke gesaten Ziler an Erwaardungen erfëllt konnte ginn, an anerséit ze ënnersichen, wou et Stäerkten a Schwächte gëtt a wéi ee sech an der Zukunft opstelle muss a kann.

Wann een d'Berichter vun den Naturparksyndikater Öewersauer an Our duerchkuckt, fënnt een do schonns kritesch Elementer, wat net esou gutt gelaf ass an deene Joren, wou d'Naturparke bestinn, wou se fonctionnéieren, mä et kann een do och eng perspektivesch orientéiert Ausriichtung, wou d'Rees soll higoen, erëmfannen. D'Ziler, déi ee sech gesat huet, déi erreecht gi sinn, jo an neen. Da muss een och mat Beispiller kommen eventuell. Ech hu mer erlaabt, der e puer erauszepicken a si betreffen net eleng d'Ministesch, déi de Mëtten hei ass, mä, ech mengen, et ass méi villfälteg wéi dat, wat mer wëllen uschwätzen. An ech wëll emol vläicht den Tourismus uschneiden.

Am Tourismus ass d'Aussenduerstellung bis elo ee ganz wichtege Schwéierpunkt. Dëst wäert och an Zukunft esou bleiwen. Mir sinn eis bewosst, datt d'Bezeechnung „Naturpark" aus Siicht vum Tourist oder dem Tourismus e ganz wichtege Virdeel an engem Secteur ass, wou de Wettbewerb dach immens... grouss ass. Voilà, et geet jo!

An internationale Studie gouf festgestallt, datt een Naturpark en héicht Potenzial vu Wäertschëpfung erméiglecht, virun allem am Beräich vum Tourismus. Dëst ass besonnesch fir touristesch ausgeriichte Regiounen am Norden, am Mëllerdall, d'Musel virauser genannt, de Westen, wéi e sech nach wäert entwéckelen, et weess een et net, ee Virdeel. D'Stad Lëtzebuerg, de Süden hunn do sécher aner Virdeeler.

Eng vun den Haaptaufgabe vum Naturpark ass et, de Schutz vun Natur a Landschaft mat attraktiven Erliefnisméiglechkeeten an der touristescher Entwécklung an Aklang ze bréngen. Den Tourismus brauch eng intakt Natur als wichtegst Kapital. Rezent Émfroe vum Ortal an dem ONT bestätegen, datt fir d'Besucher am Éislek besonnesch d'Eenzegaartegkeet an d'Villfalt vun de Landschaften, eis beandrockend Däller, d'Ursprénglechkeet vun eiser Natur, eis propper Loft, d'Sécherheet fir d'Famillje souwéi praktesch kee Massentourismus d'Virdeeler sinn, déi en Tourist, dee se sicht, do wäert erëmfannen an duerfir eis Regioun och schätzt.

Mä wat kann een da verbesseren?

Vu datt d'Ausriichtung a virun allem d'Missioune vun den ORTen an deene leschte Jore sech ëmmer méi an d'Regioune verankert hunn, an dat och esou vum Tourismusministère gesi gëtt, muss ee menger Meenung no als Naturparken do nach méi enk mat den ORTen zesummeschaffen, fir zum Beispill d'Schafung vun neien touristesche Produkter an den Naturparken ze vermaarten, ze hëllefen, d'Regioune vun den Naturparken ze vermaarten, wat och schonn hei ugeklongen ass, ee regionaalt touristescht Marketingkonzept mat den Naturparken ze erstellen, déi éierenamtlech a professionell Touristiker zesummenzeféieren an ze beroden, d'Koordinatioun mat den Naturparke vun den Aktivitéiten an d'Betreiung vun de Projeten an der Regioun, d'Auswäertung mat den Naturparke vun den natierlechen historeschen an kulturellen Ierwen aus der Regioun ze analyséieren, ze kategoriséieren a weiderzebréngen. Ech mengen, dat sinn e puer Iddien, wat den Tourismus betrëfft.

D'Schaffen an engem Naturpark, d'Wirtschaft an engem Naturpark ass och net eleng e Problem oder eng Orientéierung hei fir d'Emweltministesch. Mä eng intakt Natur bedeit awer och... An erlaabt mer hei eng perséinlech Bemierkung: Mir mussen oppassen, well mir den néidege Spillraum och weider brauchen, datt den Agrarsecteur an ekonomesch Aktivitéite kënne stattfannen!

Dat heescht, mir musse gëeegent Terraine fannen. An et kann ee keng Oplage ginn, déi et onméiglech maachen, datt och an den Naturparke Betriber sech kënnen installéieren oder se do Nodeeler hunn oder et méi deier gëtt. Dann hu mer eppes falsch gemaach oder mir musse kucken, wéi mer kompenséiere kënnen. Well soss setze mer déi Regiounen a Situatiounen, wou se awer schwéier erauskommen, apaart wa se an engem Waasseranzugsgebitt leien, dat fir Drénkwaasser gebraucht gëtt.

An do wëll ech awer drop hiweisen: Mir schwätzen ëmmer vum Stauséi, mä d'Quellen, déi mer am Land hunn, déi hunn och en Anzugsgebitt. A wann ech mech richteg kann erënneren, dann hu mer an enger Kommissioun eng Kéier driwwer diskutéiert, datt d'Ongléck, dat um Stau geschitt ass, op e Problem zréckzeféiere wier, deen an de Quellen awer méi wesentlech ass, wéi en am Stauséi ass.

An duerfir muss een och am Globale respektiv am Regionalen am Land kucken, wéi ee mat esou Problemer ëmgeet. An ech denken, dat ass net eleng ee Problem vun den Naturparken, mä do muss scho méi déif gekuckt ginn. An do missten dann och Kompenséierungsmoossname stattfannen. Wann een do deenen Uertschaften, déi iwwerhaapt am Anzugsgebitt leien, wou Waasser ofgezaapt gëtt, déi néideg Méiglechkeeten hëlt, fir sech ze installéieren, da muss ee kucken, wéi een domadder ëmgeet.

Da wier d'Iddi jo vläicht: Firwat net d'Gewerbezonen ënner een Hutt leeën? Dann hu mer et net méi, datt jiddweree mengt, hie misst seng Gewerbezon kréien, fir dann och déi néideg Gelder vum Stat ze kréien, well en esou vill Betriber a senger Gemeng huet. Dat kéint ee sech jo emol eng Kéier duerch de Kapp goe loossen. Natierlech kann een do och mam Fanger op eis selwer weisen. An de Gemenge misste mer mam gudde Beispill virgoen.

Ech denken un den Emile Eicher, de SICLER, déi et maachen, wat sécherlech ee Beispill ass, wat ervirzehiewen ass. Um Stauséi hu mer do nach e bëssen Aarbecht virun eis, Marco. Mir wëssen, datt mer do eis Hausaufgabe vläicht nach net esou gutt gemaach hunn. Mä déi sinn ze maachen. An duerfir ass déi Orientéierungsdebatt jo och hei, fir ze kucken, wou mer eis sollen hibewegen.

Wat fir eng Méiglechkeeten huet een Naturpark? Et war viraus ugeklongen hei, déi Nischepolitik - nennen ech se emol -, déi ugefaangen huet mat engem „Téi vum Séi", mat engem „Véi vum Séi", „Speltz vum Séi", den „Gourmet vum Séi", d'„Bléi vum Séi" an den „Buttek vum Séi". Et ass e Label, wéi et gesot ginn ass, deen elo véiertwichtegste Label ass, dee mer hei am Land hunn.

Also, déi Nischepolitik huet sech gedroen, déi deemools promouvéiert ginn ass a weidergedriwwe ginn ass. An ech mengen, et ass schonn ee Standbeen, wou ee kann drop opbauen. Dat sinn nämlech virun allem dann och Perspektive fir eis Gastronomie, d'Landwirtschaftsbetriber oder soss Betriber aus den Naturparken, déi eng regional Wäertschafung domat erfueren, awer och Aarbechtsplaze schafen, wat jo och net dat Schlechtst ass.

D'Landschaftsplanung, wann een déi kuckt. Well den Drock och am ländleche Raum - d'Entwécklung - op de Wunnengsmaart ëmmer méi grouss gëtt op deem begrenzte Raum, deen zur Verfügung steet, muss och an den Naturparken natierlech gekuckt ginn, wéi sech solch Entwécklungszeenarien an deem Ausschaffe vun neie PAGen auswierken. De Flächebedarf muss gekuckt ginn, mä d'Dierfer mussen awer och weider kënne wuessen. Infrastrukturen a Mobilitéitsaspekter mussen iwwerluecht an ugepasst ginn.

Wéi wäit kënne mir d'Eegenaart vum ländleche Raum erhalen an trotzdeem flächespuerend a modern bauen? Dat sinn Hausaufgaben, déi mir am Kader vu Flächennotzungsplang an den Naturparken hunn a wou mer eis nach mussen dra verdéiwen, wéi mer domadder eens ginn.

D'Finanzéierung ass hei ugeklongen. Déi deet jiddwerengem wéi. D'Gemengen hunn där Suen och ni genuch, a mir denken, datt et an den Naturparken d'selwecht ass. Do musse mer awer oppassen, datt mer keng Konkurrenz eis selwer schafen, wa mer op eemol dräi, véier, fënnef Naturparken hunn, vu Sponsoringe schwätzen, datt mer all iwwerall bei déiselwecht uklappe ginn, denken ech schonn, datt een do misst vläicht kucken, wéi een dat matenee ka vernetzen. Duerfir den Opruff, déi Fusioun, déi am Raum steet, esou schnell wéi méiglech ze verwierklechen. Sécherlech brauch dat seng Zäit, ech wäert herno nach eng Kéier op d'Prozeduren zréckkommen. Awer ech menge schonn, datt een do muss oppassen, datt mer kee Konkurrenzkampf entstoe loossen.

D'fix Subventioune sinn ugeklongen hei, plafonéiert Subventioune vum Stat. Et ass natierlech ee Problem, wann en Naturpark sech vergréissert - mir sinn elo selwer am Fall -, awer u sech de Plaffong deeselwechte bleift. Dann ass et schwéier, dobaussen ze vermëttelen, datt mer déiselwecht Aarbecht gemaach kréie mat manner Stonnen, déi disponibel si fir méi Hektaren, wann ech dat elo mat de Landwirtschaftsberoder kucken.

Dann, projetbezunne Förderunge vu Partner aus den Naturparken, déi gären hir Projeten ëmsetzen, mussen natierlech am Aklang si mam Zil, dat den Naturpark sech gesat huet an do erëmzefanne sinn. Ech mengen awer och, datt een do mat Partner oder eben nach mat Sponsore kéint vläicht Méiglechkeete fannen, wann dat natierlech eng gréisser Basis huet, wou dat gedroe gëtt.

Dann d'Kofinanzéierunge vu Projeten iwwer EU-Gelder. Ech denken, do si Projeten, déi mat Rheinland-Pfalz scho gemaach gi sinn, wegweisend. Déi kéint een erauspaken a vläicht en „copy paste" maache fir aner Naturparken. Et brauch een d'Rad jo och an deem Fall net ëmmer nei ze erfannen.

Net ze vergiessen, d'Einnahmen duerch eegen Aktivitéiten, déi och ugeklonge sinn. Ech ginn

elo vläicht einfach zréck op den Naturpark Öewersauer, well ech deen am beschte kennen: d'Solarboot, d'Duchfabrik. Et gëtt villes do opzezielen, wat et do vu Méiglechkeete gëtt.

Bon, déi léif Prozedure sinn och ugeklongen hei. Wa mer vun de Prozedure schwätzen: Wëntger huet ee Joer gebraucht, mengen ech, annerhalleft Joer gebraucht, fir bäizekommen. Déi Wëlzer sinn ëmmer sportlech gewiescht, mä an deem Sënn net esou sportlech; déi hunn aacht Joer gebraucht.

Dat huet awer och alles seng Ursaachen. Et muss een awer elo net ëmmer d'Schold bei d'Ministèrë siche goen. Mir waren an där glécklecher Situatioun, datt mer fir d'Éischt zu zwee wollte bäitrieden: Rammerech a Wolz. 2007 hu mer och ugefaangen, driwwer ze verhandelen. Wat ass antëschent geschitt? Ma Rammerech huet dunn op eemol décidéiert, awer dann net matzegoen. Dunn hu mer emol erëm eng Kéier nei ugefaange mat enger Étude détaillée, dat erëm alles nei opzeschaffen, d'PAGen nei opzeschaffen an esou weider.

Bon, mir sinn nach besser ginn. Dunn hu mer nach beschloss, eng Fusioun ze maachen: Wolz an Eschweiler. Dunn hu mer alt nach eng Kéier ugefaangen, dat Ganzt vu vir opzerullen. Dat erkläert natierlech déi Zäit, déi ee brauch, fir Biergerforen ze organiséieren, Etüden ze maachen.

Ech mengen trotzdeem, ob d'Gesetz an där Form, wéi mer et hunn, déi richteg Äntwert op en Naturpark ass... Ech weess d'Äntwert net, ech ginn et éierlech zou, mä wa mer gär e bësse méi Flexibilitéit hätten, mengen ech, musse mer do Iwwerleeunge maachen. Well soss, denken ech, si mer do awer um falsche Wee oder mir kréien et ganz schwéier no bausse vermëttelt, wa mer... An nach eng Kéier: Et ass d'Schold net beim Ministère hei ze sichen oder bei de Prozeduren direkt, wann et esou laang dauert wéi bei Wolz, mä mir sinn eis awer alleguerten eens gewiescht, datt et zimlech laang dauert, bis een en neien Naturpark gemaach huet oder eng Fusioun wëllt maachen oder just wann ee wëllt bäitrieden.

Dann ass och hei ugeklongen, iwwert d'national Grenzen ze kucken, wéi do Kooperatioune kënne lafen. Och, mengen ech, do ass de Stauséi ernimmt ginn, well d'Waasseranzugsgebitt ebe mam Contrat de rivière trotzdeem net viru Grenze stallhält, wou d'Waasser hileeft. Wa mer wëssen, vu wou mer et erofkréien, musse mer kucken, fir do mat hinnen zesummenzeschaffen. An et bleift net aus.

Am Dräilännereck, wou virun x Joren d'Iddi war, fir een Naturpark ze grënnen iwwert d'Musel eraus, an den Dräilännereck seet et jo, wéi een dann do wëllt schaffen, oder d'Our nach eng Kéier mat hiren Naturrouten an Extratouren, wou mat Rheinland-Pfalz zesummegeschafft gëtt, sinn déi bescht Beispiller, déi et ginn.

Ech ka just soen aus Erfahrung hier, datt et immens vill Virdeeler ginn, wann een en Naturpark huet. Et huet een eng Masse critique, déi wiisst, déi méi grouss gëtt. Et huet een ee Gehéier no baussen. D'Weeër si vill méi kuerz. Dir hutt un den Dëscher déi néideg Leit vun de Gemenge sëtzen, aus der Bevëlkerung sëtzen, plus déi vun de Ministèren. Dir kënnt lech austauschen. Dir kënnt Froe stellen. Dir kritt net ëmmer direkt eng Äntwert, mä Dir kritt eng Äntwert. An dat ass awer och am Austausch, datt ee sech kann erklären, wichteg. An duerfir mengen ech schonn, datt dat dee richtege Wee ass.

De Pacte Climat ass hei ugefouert ginn. Ech hat mer d'Fro gestallt, wann déi eenzel Gemengen dat hätte misse maachen, ob mer dann eng Zertifizéierung fäerdegbruecht hätten, déi an deenen zwee Naturparken am Norde leien, tëschent 40 a 60% hunn ech mer hei opgeschriwwen, awer huelt mech elo net esou genau, mä ech mengen, souguer nach méi héich, seet den Emile mer dohannen, dann ass dat dee richtege Wee gewiescht.

D'Landwirtschaftsberodung ass ugeklongen, déi ee sech konnt erlaben, fir de Baueren ze soen: Wat solle se produzéieren? Wéi solle se düngen? Och dat, mengen ech, ass wichteg gewiescht an et huet sech positiv ausgedréckt.

De GIS ass ugeklongen hei, wat deen zesummen un Entwécklung huet fir kleng Gemengen. Mä grouss Gemenge kënne sech dat erlaben, kleng Gemengen hunn deen Know-how net, fir dat kënnen ze maachen. Och, mengen ech, ass do de Virdeel, deen ee kann erauszéien.

De Projet, deen ugeklongen ass iwwert de Contrat de rivière mat dem SEBES, mat dem SIDEN. Et ass nëmmen ze begréissen, datt op deem Niveau och zesummegeschafft gëtt.

Duerfir vun eiser Säit aus mat deene puer Iddien, déi d'LSAP-Fraktioun hei weider lech eraginn huet, hoffen ech net ze vill genervt ze hunn, mä gehollef ze hunn, fir an engem Débat d'orientation weiderzekommen. An duerfir soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Merci. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gérard Anzia agedroen. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der CSV emol Merci, dass se déi Ufro gemaach hunn, fir eben deen Débat elo haut de Mëtteg hei ze maachen iwwert d'Parc-naturellen - an der Mehrzahl -, iwwert déi, déi jo scho Bestand hunn, déi an der Maach sinn an déi an Zukunft nach solle kommen, well dat gëtt mer d'Méiglechkeet, op verschidden Aspekter anzegoen, déi der grénger Fraktioun u sech staark um Häerz leien.

Ganz vill Saache sinn iwwert d'Naturparken hei och elo schonn ernimmt ginn. Ech probéieren esou wäit wéi méiglech, meng Ried hei unzepassen, soudass ech net an d'Widderhuelung verfalen, wat zwar net ganz einfach wäert ginn.

D'Konzept vun den Naturparken ass am 93er Gesetz definéiert ginn. A virun allem sinn et dräi Voleten, déi an den Naturparken ze behandele sinn. Dat ass Natur an Ëmwelt, dat ass de Patrimoine culturel ze erhalen an et ass den Développement vun der Ekonomie, an do speziell Aarbecht, Wunnen an Tourismus ënner een Hutt ze bréngen. Duerfir sinn d'Naturparken ee Moyen, e wichtege Moyen vun enger nohalteger Entwécklung.

An dat Wichtegst do derbäi, wat eben de Leit vläicht net gradesou bekannt ass, dat ass eben déi Form vum Syndicat mixte, wou am Comité do zesummegeschafft gëtt, wou a sech d'Administratiounen an de Ministère an d'Vertrieder aus de Gemenge vertruede sinn. Déi garantéieren a sech, dass d'Décisiounen, déi geholl ginn, eng Kéier eng vertikal Vernetzung hunn, also an de Ministère an an d'Verwaltung eran, an dass eben och d'Gemengepäpp dann natierlech d'Aufgab hunn, eben horizontal ze schaffen an hir Membergemengen ze informéieren iwwert déi Diskussiounen, déi do geschéien.

D'Naturparken, déi mussen awer och vun de Betriber, vun de Baueren, vun de Bewirtschafter an och vun de Leit aus der Regioun gedroe ginn. An duerfir ass et och, mengen ech, no zéng Joer respektiv 15 Joer vun engem Naturpark, ganz wichteg, dass e Bilan gezu gëtt, dass ee vläicht d'Leitbild, wat ee sengerzäit opgestallt huet, eng Kéier op de Leescht hëlt, dass ee seng Aarbecht, déi ee gemaach huet a geleescht huet, kritesch hannerfreet an och probéiert, unhand vun Indicateuren eben e Bilan ze zéien, deen d'Strooss hält.

Ech wëll op verschidden Aspekter vun deenen Objektiver vun engem Naturpark hei kuerz agoen. D'Bild, dat sech mir, oder dat dacks vermëttelt gëtt, och vis-à-vis vun de Leit, dat ass: En Naturpark, dee steet do fir den Tourismus un éischter Stell. Dat ass e falscht Bild! Dat ass e Bild, wat, wann een och op de Site vun deene verschiddenen Naturparke geet, e bëssen d'Iwwerhand huet. An et ass awer och wichteg, dass ee weidervermëttelt, dass deen Tourismus, dee mer do promouvéieren, eben och Aarbechtsplazen an der Regioun séchert an an Zukunft nach méi soll sécheren. Dat ass wichteg. E wichtegen Aspekt.

Dat muss awer och vun de Bewunner akzeptéiert ginn. Da kënne mer och net kloen, wann Touriste kommen, den Trafic op den Niewestroossen zouhëlt, d'Roulotten do kutschéieren, an dass mer doduerch am Beruffsverkéier genervt sinn. Dat ass och e wirtschaftlechen Aspekt, den Tourismus, dee positiv muss vermëttelt ginn.

Mir feelt e bëssen dee méi regionalen, nohaltegen Tourismus, dee mer an den Naturparke sécherlech gutt kéinten ënnerbréngen, am Sënn vun engem zum Deel aneren Tourismus, deen ech awer och an anere Regioune vun Nopeschlänner scho fonnt hunn, wou een och geziilt als Famillje géif vläicht histeieren. An och un d'Famillje géif ech do denken. Dat ass einfach een Ustouss, deen ech maachen.

Ee klenge Problem oder eppes, wat mer mussen onbedéngt ugoen, dat ass déi touristesch Vermaartung, déi a sech hei eng Dräifaltegkeet huet. Zwee Naturparken, ech nennen elo den Naturpark Öewersauer, den Naturpark Our, déi allen zwee eng Cellule hunn, déi ganz staark den Tourismus promouvéiert, och iwwer hir Internetsitten, iwwer hir Programmer, hir Aktivitéiten, an doriwwer en ORT, deen déi zwee chapeautéiert. Dat ass e bësselchen e Problem, wou ech mengen, dee musse mer ugoen, fir dass mer do op enger Linn, mat enger Stëmm den Tourismus am Norde promouvéieren.

Well dem Tourist ass et ganz egal, ob hien elo grad eng Kéier de Sprong gemaach huet iwwert d'Gemengegrenz vun deem engen Naturpark an deen aneren. Deen hätt gär deeselwechte Service, am beschten esouguer déiselwecht Uspriechpartner a virun allem och eng ähnlech - wéi soll ech soen? - Form vun der Duerbiddung, wéi déi Servicer, wéi déi Hoteller, déi Restauranten erëmzefanne sinn, wéi déi Wanderweeër ze entdecke sinn an esou weider an esou fort.

Leider ass och an de Parcs naturels am Ufank, an d'Diskussioune ware jo och, wann een an d'Archive kucke geet, Diskussiounen, déi relativ negativ vun der Landwirtschaft opgeholl gi sinn, wou a sech de Parc naturel ëmmer als Restriktioun e bësse verstane ginn ass. Wat awer esou guer net de Fall muss sinn! Natierlech, an dat versteet ee gutt, wann ech och kucken, wéi vill Biodiversitéitskontrakter ebe vun deenen zwee Naturparke gemaach ginn, dann ass dat natierlech eng begrenzten Zuel an eng begrenzte Fläch. Mä mir sinn am Éislek. Wann een op déi gutt Akerflächen - dat kann och schwiereg sinn an dat kann ech absolutt novollzéien - och nach zousätzlech mat Biodiversitéitskontrakter eng Oplag dropleet. Do muss jo och kënne gewirtschaftet ginn.

Wichteg ass et awer, an dat ass jo d'Entstehungsursaach vun eisen zwee Parcs naturels, an do fänke mer mat der Uewersauer un, dat ass awer eng Natura 2000-Zon ronderëm de Stau, de Stau selwer als Drénkwaasserschutzgebitt. Dat Eenzegt, wat bis dato, virun allem wéi eben den Naturpark gegrënnt ginn ass, Bestand hat: also de Schutz vum Waasser a vu senger Ëmwelt. An och den Naturpark Our, deen huet jo awer ee grousst, soen ech emol, Réckgrat. Dat ass dat Natura 2000-Gebitt, wat laanscht d'Ourgrenz ass, wat grenziwwerschreidend ass, och op der Säit vun der Äifel vis-à-vis eran, a wou och eng Kooperatioun an deem Beräich ass.

Den Naturpark muss eng positiv Verbindung, Verknüpfung vun de Leit no bausse bewierken, och vum Tourist, fir ze soen, majo, do kommen ech an eng Regioun, wou grad d'Natur - et ass jo am Numm vun deem Gremium - respektéiert a promouvéiert gëtt.

Bon, ee klenge Bémol an der Saach, ënner eis, ass natierlech, wa mer soen, an engem Naturpark, grad Öewersauer, deen eelsten, dee mer hunn, ass dann awer dee Virfall elo gewiescht, dee mer duerch en aneren Accident detektéiert hunn, dat ass déi Grondbelaaschtung vun de Pestiziden. Grad an engem Naturpark, wou eben eng Drénkwaasserschutzzon ausgewise war, wou mer awer och mussen da ganz kloer eis Bewirtschaftung vun deene Flächen elo hannerfroen. Och dat muss ech hei bemierken a kommen och net do derlaanscht. Obwuel an all Naturpark och eng landwirtschaftlech Berodung, niewent der biologescher Statioun, besteet, mä ech mengen, dass dee Service da muss nach weider ausgebaut ginn.

Wichteg schéngt mer och, dass d'Leit aus der Regioun sech mat dem Naturpark identifizéieren. Dat ass, schéngt et mer, och nach net iwwerall komplett vollzunn. A leider ass de regionale Gedanken och nach net bis an déi lescht Stuff duerchgedrongen. Bon, dat ass e reale Problem, deen huet een iwwerall, wann een ee Gemengesyndikat oder een - dat hei ass e Syndicat à vocation multiple oder mat deem Comité mixte do - huet. Dat ass grad d'Schwieregkeet.

Den Naturpark Öewersauer huet et och duebel schwéier, wann een den Historique kuckt, dass eben och elo relativ vill Mouvement an de Gemenge war, an de Membergemengen, mat dem Austrëtt vun zwou Gemengen, déi och sech net, an hir Bierger sech och net erëmfonnt haten am Naturpark Öewersauer, sief dat d'Gemeng Rammerech an d'Gemeng Ell.

Elo kënnt de Bäitrëtt vu Wolz, mat enger fusionéierter Gemeng, wou also dann den Naturpark méi grouss gëtt. Ma elo ass den Challenge natierlech deen, déi Leit mat anzebannen an hinnen ee regionaalt Leitbild ze ginn, fir dass déi Leit sech och dran erëmfannen.

Positiv ass awer ganz kloer, ech mengen, dat huet den Naturpark Öewersauer ronnbruecht, fir de Label Téi, Véi, Bléi, Kraider vum Séi bis bei de Leschten an d'Stuff awer ze bréngen, iwwert d'Grandes surfaces, iwwert déi vill Beméiungen, déi se gemaach hunn. Ma et ass awer och wichteg, wann een e Label vun engem regionale Produkt op d'Schinn setzt, dass eben d'Kritären, wéi en ugebaut gëtt, wat hannendrun ass, fir de Produzent, awer och virun allem fir de Produzent (veuillez lire: Konsument) novollzéibar sinn. Bidons-Labelen hu kee Wäert! Den Natur vum Séi-Label, oder den Téi vum Séi-Label, deen huet sech wierklech duerchgesat duerch seng Qualitéit an déi konsequent Emsetzung an och déi Kommunikatioun, vum Produzent bis bei de Konsument.

Wat mir do feelt, ass awer nach d'Duerchdréngung bis an de Café, an d'Restauratioun eran, an d'Hôtellerie eran. Wann ech elo, just fir ee Beispill ze nennen, am Nord-Pas de Calais ënnerwee sinn an der Côte d'Opale, ma dann hunn ech an all, awer an all Café eng Reklamm vun dem regionale Produkt um Dësch stoen, sief et am Café oder am Restaurant. An do musse mer wierklech dru schaffen.

Ee Plat, ech spannen e bëssen, mä esou ee Plat du jour régional, ma dat misst ee wierklech an den Naturparken erëmfannen, wou och d'Produkter da verschafft ginn aus der Regioun. Dann hunn ech nämlech och de Virdeel fir d'Bewirtschafter vum Naturpark direkt um Teller a jiddweree versteet, firwat en eventuell eng Restriktioun soll a muss anhalen, well e säi Produkt och do lassgëtt. An dat ass wichteg, un deem enke Lien do ze schaffen.

Bon, d'Tutelle oder de Ministère de tutelle ass eben d'Landesplanung, déi elo am MDDI eben ënnerbruecht ass, wou eben och den Naturschutz ënnerbruecht ass. Mä elo muss een awer soen, wann een dat nüchtern kuckt, dass déi regional Planung, ech soen emol, net existent ass oder ganz schwaach existent an de Parc-naturellen ass.

Verschidde Problemer kéint een doduerch sécherlech behiewen, wann een dat méi intensiv géif notzen. Déi Leit, déi hei an der Chamber sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst alleguerten, de PAG, de Plang ass d'Kompetenz vun enger Gemeng - ech wëll dat och net a Fro stellen, all Gemeng ass do Här a Meeschter -, et wier awer flott an interessant, fir ze kucken, dass awer d'Gemengen aus engem Parc naturel probéieren, ähnlech Iwwerleeungen an hir Büroe weiderzedroen, fir a sech méi eng kohärent Entwécklung eben an der Landesplanung do op d'Schinnen ze setzen.

Bon, d'Aarbechtsplazen, mir wëssen dat, sinn deelweis konzentréiert an der Stad, awer och deelweis an deene méi groussen Zones d'activités économiques et industrielles, déi eben elo och an deenen zwee Naturparke geschaf gi sinn. Domat kënnt awer och e Méi u Verkéier. Et ass kloer, wann ech en Déngschtleeschtungsbetrib elo awer, soen ech emol, an enger Industriezon uewen un der Nationale 7 hunn, deen an d'Stad muss fueren, ma da fueren d'Camionnetten an d'Stad an dann hunn ech deen zousätzlechen Trafic. An d'Liewensqualitéit fir déi Leit, déi am Naturpark wunnen, déi leit dorënner. Dogéint kennen ech och elo kee Wonnermëttel. Mä sécherlech ass d'Instrument vun der Landesplanung hei gefuerdert a muss verstäerkt an den Naturparke gelieft ginn.

Eppes anescht ass natierlech och den Drock op d'Terrainen. An do gëtt et jo Statistiken: Wat ech méi wäit ewech vun dem Zentrum vu Lëtzebuerg sinn, wat den Terrainspräis erofgeet. Folglech gëtt och d'Bebauung do forcéiert. Folglech ass och dann de Verkéier, fir op d'Aarbechtsplaz ze kommen, erëm méi héich. Also leit och dorënner erëm d'Liewensqualitéit. An do muss ech dem Marco Schank, mengem Virriedner, recht ginn, dass dat e ganz wichtege Kritär ass, deen ee verstäerkt misst an de Parc-naturellen hei ugoen.

E klengen Zwëscheruff: Dir alleguerte krut och, wéi ech selwer, vum Mouvement écologique eng Stellungnahm geschéckt zu eisem Diskussiounspunkt, dee mer haut de Mëtteg hei hunn. An ech kann hinnen net an allem recht ginn, awer sécherlech an deem Deel, dass een elo soll eng objektiv Bilanz vun dem Instrument Naturpark maachen a sech Kritäre ginn, déi moossbar sinn. Indicateuren, déi awer, fir mech, déi dräi Objektiver vun engem Parc naturel - Natur, Ëmwelt, Conservation, respect du patrimoine culturel an och der Ekonomie eben dann - kënne moossen. Do muss een d'Käpp zesummestrecken, fir dass ee seng Aarbecht ka gutt bewäerten.

D'Naturparke mussen a sech, wann ee kuckt, wéi vill Objektiver se solle verfollegen, Spezialisten an alle Beräicher sinn, wat se awer net ëmmer kënne sinn. Duerfir gi se ganz vill Synergien an, och iwwert d'Grenzen eraus, dat ass gutt esou, sief et am Naturschutz, Energie, Klima, Waasser, Transport oder Tourismus.

Dat bréngt awer och eng grouss, eng zousätzlech Schwieregkeet, dat ass: Wéi kréien ech dat déclinéiert bis a meng lescht Gemeng, déi Member ass, vun dem Parc naturel? Dat ass een Nodeel vun där Villfältegkeet, deen een do huet. De Virdeel ass, wann e motivéierte Comité mixte do ass, da kritt en awer ganz vill Themen ugerass an och opgeschafft an entspriechend prett gemaach, fir dass et eben och an deenen eenzelne Gemenge kann ëmgesat ginn.

Ee klengt Beispill: Wann en Naturpark, wat mir normal schéngt, op sengen éffentleche Fläche

soll pestizidfräi schaffen, dann ass awer natierlech nach ëmmer bei der eenzelner Gemeng d'Kompetenz, fir ze soen, ob se dat dann och 1:1 ëmsetzt. Wat leider dann awer méi schwéier ass, fir dee Gedanken zum Beispill weiderzedroen.

Och si verschidde Kooperatiounen net ëmmer déiselwecht Zon betreffend, siehe grad Flosspartnerschaften. Wann ech déi un der Uewersauer kucken, da sinn am Anzugsgebitt aner Gemengen derbäi, déi net am Naturpark Öewersauer, zum Beispill, am Parc naturel dra sinn, respektiv Ähnleches gëllt fir d'Our. Do kéint ee sécherlech nach Synergië schafen, d'Kompetenze bündelen an domat ee Méi erschaffen, ee Méi fir d'Ëmsetzung an deene verschiddene Beräicher.

Och eng Bündelung kéint ech mer gutt virstelle vun de biologesche Statiounen an deenen zwee Naturparken. Wa se jo géife fusionéieren, wär déi Bündelung jo do ginn. Wichteg ass do en Austausch ënnert deene Scientifiquen, ënnert deenen Experten, déi an deenen zwee Parke sinn. Do sinn zwee, dräi Käpp, an zesumme komme se op wesentlech besser Resultater, wéi wa jiddwereen eleng op sengem Feld muss schaffen, wou d'Problematik jo awer, dat wësse mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, déiselwecht ass. Eng Stäerkung géif doraus entstoen.

Eng Stäerkung och fir d'Berodung vun der Landwirtschaft a vun de Gemengen an deene verschiddenste Beräicher, sief et am Ëmgang mat de Pestiziden, mat der Düngung, wat scho verstäerkt an deenen zwee Naturparke gemaach gëtt. Do komme mer net derlaanscht. Do si mer alleguerte gefuerdert!

An domat géif ech elo hei zum Schluss komme vu menger Interventioun zu dem Parc naturel, well et ass onméiglech, all Aspekt dovun opzezielen an hei ze ëmräissen. Fir déi gréng ass den Naturpark ee ganz wichtegt Element. E wichtegt Element vun enger nohalteger Entwécklung vun enger Regioun, fir déi Entwécklung och ze steieren an ze ënnerstëtzen. Et ass och en Instrument, fir de Produzent an de Konsument vill méi no beieneen ze bréngen, am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft.

Et ass och e wichtegt Element fir eng Regioun, hir Landschaft an d'Vitrine vu Lëtzebuerg ze setzen. An do géif ech och soen, dat soll konsequent agesat gi beim Nation Branding. Well do ass, soen ech emol, ee Patrimoine, deen ee ka weisen, deen ee soll weisen an deen eben och, zesummen an deenen zwee Naturparken, respektiv an deenen, déi nach solle kommen, soll duergestallt ginn.

Dat geet awer nëmme mat de Leit aus der Regioun. Déi musse matmaachen. Et soll fir an et muss fir d'Leit aus der Regioun sinn. D'Virdeeler mussen och fir d'Leit aus der Regioun spierbar ginn. An dat géif mech elo hei zum Schluss vu menger Interventioun bréngen. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech géif dann hei awer en Dépôt maachen, am Numm vun den dräi Majoritéitsparteien an der ganzer Chamber a sech, fir d'Regierung opzeruffen, fir am Sënn vun de Parcs naturels verschidden Denkustéiss hei unzegoen. An herno géif ech dat nach eng Kéier virstellen. Wann ech gelift, Här President!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les missions assignées aux Parcs naturels par la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

- considérant que les Parcs naturels constituent un instrument de l'aménagement du territoire pour le développement durable et intégré des régions rurales;

- considérant que les espaces déclarés «Parc naturel» sont dotés d'un patrimoine naturel et culturel de grande valeur;

- considérant que le label «Parc naturel» confie une certaine «qualité» et «cohésion» à la région et que les Parcs naturels:

- offrent l'opportunité d'une coopération au niveau régional et entre les acteurs communaux et étatiques,

- créent un dynamisme dans la région et permettent de réaliser une multitude de projets aux bienfaits du développement de la région,

- sont connus dans le pays et sont appréciés au-delà des frontières comme destination touristique,

- sont des centres de compétences grâce auxquels les régions peuvent profiter des Fonds européens pour développer des projets innovants,

- ont permis la création des réseaux transfrontaliers importants;

- considérant les champs d'actions du Parc naturel de la Haute-Sûre et du Parc naturel de l'Our avec leur principe directeur respectivement de «Waasserregioun» et de «Natur a Landschaft am Eisléck»;

- considérant qu'un troisième Parc naturel dénommé Mëllerdall est en voie de création;

- considérant les efforts du Gouvernement en vue de coordonner davantage les activités des Parcs naturels et de profiter des synergies qui s'offrent dans de multiples domaines;

invite le Gouvernement

- à veiller à un ancrage des principes du développement durable et intégré dans les régions rurales déclarées comme Parcs naturels en:

- consolidant le rôle des Parcs naturels en matière d'aménagement du territoire et plus spécifiquement en ce qui concerne la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel,

- portant une attention particulière aux aspects du développement économique et durable (p.ex. emplacement et aménagement de zones d'activités, promotion de l'économie circulaire, conception d'un tourisme durable, promotion de produits régionaux),

- mettant en place un conseil spécifique en matière de protection des eaux,

- confirmant l'importance d'une agriculture durable,

- promouvant la visibilité des Parcs naturels au niveau de la Grande Région,

- effectuant une évaluation des projets et actions par un monitoring régulier et systématique dans les Parcs naturels;

- à assurer une sécurité financière pour les activités des Parcs naturels, y compris leurs services tels que les stations biologiques ou le conseil agricole.

(s.) Gérard Anzia, Frank Arndt, Gilles Baum, Roy Reding, Marco Schank, David Wagner.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Här Anzia. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zwee Naturparken hunn no zéng Joer Bestoen en éischte Bilan gezunn. An en drëtten Naturpark steet kuerz virdrun, ze entstoen. An ech mengen, elo wär dee richtege Moment, fir hei emol an der Chamber iwwert de Rôle vun den Naturparken, iwwer hir Stäerkten a Schwächten an och iwwer hir Zukunft ze diskutéieren.

Ech hunn d'Gefill, wéi wa ganz vill Leit dobaussen net géife wëssen, wat en Naturpark ass. En Naturpark ass kee Park mat engem Drot ronderëm, wou ee kann Déiere fiddere goen, wéi verschidde Leit et mengen. Et ass en Instrument, fir eng nohalteg Entwécklung vun de ländleche Regiounen aus eisem Land ze förderen. Dëst Konzept geet vill méi wäit wéi nëmmen Natur- an Ëmweltschutz, et geet och ëm d'Erhale vum Patrimoine culturel, ëm d'Förderung vum Tourismus an ëm déi ekonomesch Entwécklung vun eise Regiounen.

Wann ee sech als Gemengen zesummendeet, fir e gemeinsame Projet wéi en Naturpark unzegoen, dann ass et wichteg, dass jiddwereen un engem Strang zitt, fir déi Ziler ze erreechen, déi ee sech zesumme gesat huet. Dat kann natierlech eng Beräicherung fir déi ganz Regioun bedeiten. En Naturpark ass also e solidaresche Bäitrag vun enger Gemeng fir hir ganz Regioun. An dofir muss ee sécherstellen, dass déi Suen, déi investéiert ginn, och sënnvoll genotzt ginn.

Ech hat e Méindeg de Moien d'Chance, fir op Housen ze fueren a mer e Bild ze maachen, mech ze informéieren iwwert den Naturpark Our. An ech muss soen, déi Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi liewen Naturpark. An dëst Gefill gëllt et op alleguer d'Awunner aus der Regioun ze iwwerdroen. Dofir ass et och wichteg, dass déi Projeten, wéi Naturparken, bei de Leit ukommen. Et ass wichteg, dass d'Leit sech mat hirem Naturpark identifizéieren. An an deem Beräich sinn awer nach Efforten ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Am Naturpark Our ginn zum Beispill alleguer d'Décisiounen am Comité unanime geholl. Dat weist, dass jiddweree sech mat den Ziler identifizéiere kann. Esou soll et och sinn. Mä och bei hinnen, genausou wéi bei anere Parken, leeft nach net grad alles optimal an et gëtt e puer Punkten, wou, menger Meenung no, d'Naturparke sech nach weiderentwéckele kënnen. Dofir: Den Débat d'orientation ass déi richteg Plaz, fir déi positiv Elementer ervirzeträichen, mä de But vun engem Débat d'orientation soll awer och sinn, fir Impulser ze ginn, fir d'Saachen nach besser an Zukunft kënnen ze maachen.

Här President, ob den Naturpark als en Instrument vun der Landesplanung an der regionaler Entwécklung vun de ländleche Géigenden an Zukunft méi eng grouss Roll soll spillen, dat ass eng Fro. De Programme directeur vun 2003 huet d'Naturparken als strategescht Instrument, fir den Développement rural op interkommunalem Niveau virunzedreiwen, erwähnt. Am Landesplanungsgesetz sinn d'Naturparken och als Instrument vun der Regionalentwécklung festgeschriwwen.

Dofir froen ech mech awer, ob d'Naturparke bis elo e reelle Bäitrag zur Landesplanung geliwwert hunn, dëst am raumplaneresche Beräich, awer och am ökonomeschen a soziale Beräich. Ech mengen nämlech, dass de Volet Landesplanung, ausser dass si bei engem PAG-Projet vun enger Naturparkgemeng en Avis mussen ofginn, net wierklech an d'Hand vun den Naturparke geholl ginn ass. Jiddefalls misst een den Naturparke kloer soen, wat hir Roll an der Landesplanung an Zukunft soll sinn.

En Naturpark ass sécherlech e gudde Modell fir eng effizient Kooperatioun um nationalen Niveau, sief et tëschent de Gemenge selwer, zesumme mat de Ministèren, awer och mat de lokalen Interesseveräiner. D'Comitée vun den Naturparke bestinn aus Vertrieder vun de Gemengen, Vertrieder vu verschiddene Ministèren. Zudeem ginn et konsultativ Kommissiounen, déi meeschtens aus Vertrieder vun de lokalen Associatioune bestinn, déi déiselwecht Interessen hu wéi och den Naturpark. Dës Kompositioun ass also déi ideal Ausgangspositioun, fir dass d'Intérêten an d'Iddie vun all dëse Partner zesummefléissen, soudass och séchergestallt gëtt, dass keen double Emploi gemaach gëtt.

Genausou wéi bei de Leader-Projete kënnen och Projeten nom Bottom-up-Prinzip entstoen. Dat heescht, dass déi Leit, déi all Dag um Terrain sinn, hir Iddie kënnen op den Dësch leeën. Vu dass de Comité och aus Vertrieder vu verschiddene Ministèrë besteet, ass séier gewosst, ob déi virgestallte Projeten och landesplaneresch stëmmen.

Esou hunn zum Beispill, op Initiativ vum Naturpark Our, d'Membergemenge sech zesummegedoen, fir an hirer Regioun Subsiden ze definéieren, déi si hire Bierger ausdeelen, wa se zum Beispill eng Fotovoltaikanlag op hirem Daach installéieren. En anert positivt Beispill vun deene Gemengen ass de Mëtteg schonn ugeschwat ginn, an zwar de GIS, de geografeschen Informatiounssystem, dee fir alleguerten d'Membergemenge kaaft ginn ass a wou all Membergemeng e gudde Batz Sue konnt spueren.

En Naturpark liwwert am Fong déi beschte Viraussetzung, fir zesumme kënnen eng kohärent regional Klimapolitik ze bedreiwen. Besonnesch an de klenge ländleche Gemengen ass d'Personal oft net esou opgestallt wéi an deene grousse Gemengen. Dofir ass et fir eng Gemeng vu Virdeel, wa si an engem Naturpark ass a kann op d'Servicer vun Experten zréckgräifen, wéi engem Energieberoder, engem Ëmweltberoder, engem Waasserschutzberoder, engem Landwirtschaftsberoder.

Zesummen an engem Naturpark kann een eng ganz Rei Projete realiséieren, déi een als Gemeng eleng net kéint ëmsetzen. Esou ass et zum Beispill och bei enger ganzer Rei vun europäesche Projeten. Et muss ee wëssen, dass d'EU fir d'Entwécklung vum ländleche Raum europäesch Gelder zur Verfügung stellt. Et handelt sech ëm Programmer, déi Der kennt: de Programm LEADER, LIFE, Interreg an esou weider.

Et stellt een awer fest, dass Lëtzebuerg eent vun deene Länner ass, wou déi meeschte Suen nees zréck op Bréissel fléissen, well mer keng oder net genuch Projeten areechen. Well fir e Projet op d'Been ze stellen, brauch ee Kompetenz a Manpower, déi een zesummen an engem Naturpark ka schafen, mä déi eng eenzel Gemeng sech net leeschte kéint. Dofir ass et wichteg, dass och déi kleng Gemenge vun deenen europäeschen Hëllefe profitéiere kënnen.

D'Dokumentatioun, déi mer zur Verfügung gestallt kritt hunn, féiert de Klimapakt als ee Beispill vun där gudder Kollaboratioun tëschent de Gemengen un. An dësem Fall ass et sënnvoll, dass ee sech zesummendeet an zesummen op d'Servicer vun engem Klimaberoder kann zréckgräife fir all déi Aufgaben, déi am Kader vum Klimapakt ufalen.

Wann een d'Resultater, déi déi verschidde Gemengen aus den Naturparken erreecht hunn, fir den European Energy Award ze kréien, kuckt, da mierkt een, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn, considérabel waren. Et kann een also behaapten, dass dëst e positiven Effekt ass vun der interkommunaler Kollaboratioun, well een als Gemeng gesäit, wat seng Nopeschgemeng mécht an dat ee motivéiert, fir sech nach méi unzestrengen.

Här President, wat kann een zu den Naturparken als Modell vu Kooperatioun op supranationalem Niveau soen?

An eiser Dokumentatioun sinn ech gewuer ginn, dass 1964 en däitsch-lëtzebuergeschen Naturpark geschafe gouf. Et ass mer awer net ganz kloer, wat d'Roll vun dësem Park am Joer 2015 ass an ob seng urspréinglech Ziler nach zäitgeméiss sinn. Et geet och rieds vu verschiddenen transeuropäesche Kooperatioune wéi der Fédération EUROPARC, der Déclaration de coopération des fédérations des Parcs naturels francophones européens - elo huelen ech eng Kéier Loft -, enger Charta „Europa brauch Naturparken".

Ech ka mer virstellen, dass déi Responsabel vun eisen Naturparke Visitte maache bei hire Partner vun deenen aneren Naturparken a sech do u Best Practicen inspiréieren. Mä ech wéilt awer och gär wëssen, wat déi konkret Virdeeler a Synergië sinn, déi aus dëse Kooperatiounen entstinn. A mengen Ae wier et hei sënnvoll, och eng Kéier de Bilan ze maachen an d'Evaluatioun iwwert déi bestehend supranational Kooperatioun emol an Ugréff ze huelen.

Dëst gëllt och fir de Contrat de rivière Haute-Sûre. Hei si konkret Objektiver definéiert ginn. Hat dës Kooperatioun zum Beispill e positiven Impakt op d'Léise vum Drénkwaasserproblem, deen entstane war, wéi d'lescht Joer am September Metazachlor an een Aarm vun der Uewersauer op der belscher Säit gefloss ass?

Wann een iwwer grenziwwerschreidend Kooperatioun schwätzt, denkt een och un den Naturpark, deen am Dräilännereck ronderëm Schengen soll entstoen. Et steet am Dokument, dass eng Étude transfrontalière wäert gemaach ginn a Kollaboratioun mat eisen Nopeschlänner, wou d'Resultater 2016 wäerte bekannt ginn. Ech si gespaant, ob dësen Naturpark ähnlech Ziler wéi eis dräi national Naturparke wäert verfollegen oder ob en éischter als Promotiounsinstrument fir den Tourismus am Dräilännereck soll déngen.

Bei engem Naturpark spillt d'Natur, wéi et schonn am Numm steet, eng wichteg Roll. Vill Naturparken, besonnesch am noen Ausland, hunn als exklusiivt Zil, d'Natur an d'Landwirtschaft ze schützen. D'Objektiver vun eisen Naturparken integréieren natierlech och dës Ziler, mä si ginn awer wäit doriwwer eraus. An dat ass och gutt esou.

Den Natur- an Ëmweltschutz ass ee vun den Haaptobjektiver vun den Naturparken. Et muss een awer och wëssen, dass, wann eng Gemeng engem Naturpark bäitrëtt, keng nei Oplagen, wat den Naturschutz ugeet, op si zoukënnt. Dat ass eng Angscht, déi d'Awunner heiansdo hunn, wann et ëm de Bäitrëtt an en Naturpark geet. All Gemeng muss déi national Legislatioun vum Natur- a Waasserschutz respektéieren, onofhängeg ob si an engem Naturpark ass oder net. A well et an de Gemengen, déi an engem Naturpark sinn, vill Terraine gëtt, op deenen Oplage sinn, ass et fir de Propriétaire, an dat si jo meeschtens Baueren, och wäertvoll, op d'Beroder aus dem Naturpark kënnen zréckzegräifen.

Een Zil vum Naturpark Öewersauer ass, d'Waasser vum Stau, wat ëmmerhi 70% vun der Bevëlkerung hei am Land beliwwert, propper ze halen. Fir dës Aufgab ze erfëllen, hu se e Waasserschutzberoder agestallt.

En Naturpark huet awer och e pädagogeschen Zweck fir Grouss a Kleng. Et ass wichteg, d'Zesummeliewe vu Mënsch an Natur am Respekt vun der Ëmwelt ze vermëttelen. E gutt Beispill ass hei zum Beispill d'Solarboot aus dem Naturpark Öewersauer. Dëse Projet weist op eng ëmweltfrëndlech Aart a Weis déi schéin Naturlandschafte laanscht de Stau an ass zudeem eng flott Touristenattraktioun.

E gutt Beispill fir eng sënnvoll Kooperatioun am Kader vum nationalen Ëmweltschutz ass, dass déi dräi Naturparke mam Nohaltegkeetsministère eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, fir eng biologesch Statioun bei hinnen ze integréieren an ze géréieren. Duerch dës Synergië kënnen national Obligatioune regional sënnvoll organiséiert ginn.

Här President, en Naturpark spillt awer och eng wichteg Roll an der Gestioun vum Patrimoine culturel a vum Tourismus am ländleche Raum. Et ass evident, dass net all Gemeng deeselwechte Patrimoine besëtzt. Dofir ass et fir mech wichteg, dass innerhalb vun engem Naturpark keng Gemeng privilegéiert gëtt a jiddweree sech als vollwäertege Partner fillt.

Wat den Tourismus ugeet, ass et d'selwecht. Et gëtt Gemengen, déi méi Touristen unzéie wéi anerer. Dofir ass et nëmme logesch, dass déi Gemengen, wou Potenzial do ass, fir d'Géigend nach méi attraktiv fir Touristen ze maachen, och méi Investitioune kréie wéi anerer.

D'Naturparken hunn als Missioun, den Tourismus ze promouvéieren. Ech hunn awer d'Gefill, dass d'Kooperatioun mat anere Partner an deem Beräich nach net ganz optimal ass. Ech fannen, dass d'Kooperatioun vun den Naturparke mam Office régional de tourisme des Ardennes luxembourgeoises verbesserungsfäeg ass. An ech ka mer virstellen, dass dës Relatioun sech mat den neie Missioune bei der ugekënnegter Restrukturatioun vun den Tourismusbüroe wesentlech verbessere wäert an d'Roll vun deene verschiddenen Akteuren an Zukunft kloer definéiert wäert ginn.

Ee Sujet, dee mer besonnesch um Häerz läit, dat sinn awer d'Synergien tëschent den Naturparken an der Landwirtschaft. D'Naturparken hunn d'Méiglechkeet, d'Baueren ze beroden, besonnesch wa si an enger Zon leien, an där Naturschutzoplage gëllen, wéi zum Beispill an engem Natura 2000-Gebitt, Terrainen, déi ënner BIODIV-Verträg stinn oder wou d'Oplage vun de Waasserschutzgebidder zielen.

Wat d'Berodung säitens den Naturparken ugeet, sinn ech der Meenung, dass d'Koordinatioun mat anere Beroder, sief et déi vun der ASTA oder vun der Landwirtschaftskummer, besser koordinéiert misst sinn. Et wier am Intérêt vun alle Concernéierten, wann a Saache Berodung méi Hand an Hand géif geschafft ginn, amplaz sech Konkurrenz ze maachen.

Här President, d'Leit solle sech jo mat hirem Naturpark identifizéieren. A well d'Leit sech ganz staark mat de Produiten identifizéieren, déi an hirer Regioun gemaach ginn, géif ech och hei den Hiewel e bësse méi usetzen. Wann en Tourist eng Regioun besiche kënnt, da wëllt e meeschtens och eng regional Spezialitéit schmaachen a mat heem huelen.

Den Naturpark Öewersauer, an et ass de Mëtten e puermol ugeklongen, huet dat op eng exemplaresch Aart a Weis gemaach. Hir Naturparkproduite si jiddwerengem hei am Sall e Begréff an d'Produite mam Numm „vum Séi" si mëttlerweil landeswäit bekannt. Leider hénkt den Naturpark Our op deem dote Gebitt e bëssen hannendrun. Op hirer Internetsäit steet kee Wuert iwwert déi vill regional Produiten aus hirem Naturpark. An ech sinn iwwerzeegt, dass een do nach esou munches ka besser maachen.

Dofir sinn ech awer ëmsou méi frou, dass am Mëllerdaller Naturpark déi Mëllerdaller Produzenten, déi sech scho virdrun zesummegeschloss haten, fir méi eng grouss Visibilitéit ze kréien, vun Ufank un an de Projet vum Naturpark mat agebonne waren. An deem Kader misst een awer och iwwer en Naturpark-iwwergräifende Label nodenken. Hei misst d'Initiativ awer vun uewe kommen an et misst séchergestallt ginn, dass kloer Regelen, wat d'Qualitéit, d'Traçabilitéit an d'Regionalitéit vun de Produiten ugeet, fir jiddweree gëllen.

De Budget fir de Fonctionnement vun engem Naturpark ass an der Moyenne tëschent 1,5 an 1,6 Milliounen d'Joer. Dëst sinn ongefeier zu 45% Sue vun de Gemengen, 50% vum Stat a 5% europäesch Gelder. Dat heescht also, dass d'Naturparken integral mat Steiergelder finanzéiert sinn. An dowéinst muss evaluéiert ginn, wéi déi Suen agesat ginn.

D'Käschten, déi en Naturpark fir eng Gemeng mat sech brëngen, sinn net onbedeitend, besonnesch fir déi kleng Gemengen. Eng Gemengepolitik soll jo ëmmer virausschauend sinn. En Engagement an en Naturpark ass fir zéng Joer. De Budget muss also fir zéng Joer ageplangt ginn. Dat ass méi laang wéi d'Legislaturperiod vun engem Schäfferot. Do besteet also de Risiko, dass d'Käschte vu Joer zu Joer wuessen an een als eenzel Gemeng näischt kann dergéint maachen.

Dofir ass et fir déi eenzel Gemenge wichteg, dass si mierken, dass si eppes vun hirer Participatioun am Naturpark hunn, well si hire Bierger dobausse mussen d'Resultat presentéieren an d'Bierger iwwerzeegen, dass d'Participatioun am Naturpark eng gutt Saach ass. Et wier awer falsch, als Gemeng am Kader vun engem Naturpark nëmmen op de Return on invest ze kucken, well d'Naturparken de Leit vill méi bidde wéi nëmmen dat. Ech denken do un d'Stäerke vun der Identifikatioun mat der Regioun, d'Beliewe vun den Dierfer mat kulturellen an touristesche Manifestatiounen a villes méi.

Dass eng Gemeng och kann d'Gefill kréien, dass hir Participatioun an engem Naturpark hinnen näischt brëngt, dat beweist d'Gemeng Ell, déi no zéng Joer décidéiert huet, den Naturpark Öewersauer ze verloossen. Si wäerten d'Rechnung gemaach hunn a gekuckt hunn, wat se all Joers abezuelen a wivill Projete bei hinnen ëmgesat goufen.

Den neien Naturpark Mëllerdall wäert iwwregens ouni d'Fusiounsgemeng Ärenzdall entstoen, well anescht wéi d'Gemeng Ell hu si d'Rechnung scho virdru gemaach. Och d'Gemeng Wäisswampech gesäit net den Intérêt, fir dem Naturpark Our bäizetrieden. Ech mengen, bei deenen dräi Beispiller do misst een awer och Ursaachefuerschung bedreiwen an analyséieren, firwat dass déi dräi Gemenge sech der Iddi vum Naturpark verschléissen.

Et gëtt jo ëmmer vill iwwert de Finanzement geschwat. A mir ass an de Bilanen opgefall, dass d'Käschte vum Personal de Gros vun de Fraise vun engem Naturpark ausmaachen. En Naturpark däerf natierlech kee Selbstzweck sinn. An d'Suen, déi do erafléissen, sollen och erëm an d'Regioun fléissen. Et kéint een d'Gefill kréien, an dat wier falsch, dass de Montant, deen an d'Personalkäschte fléisst, iwwerproportional wier zum Rapport vun de Suen, déi an d'Projete fléissen. Mä et däerf een net vergiessen, dass déi Leit, déi am Naturpark schaffen, hir Fachkompetenz de Gemengen zur Verfügung stellen an déi meescht Gemenge sech esou Beroder eleng net kéinte leeschten.

Här President, d'CSV hat an der zoustänneger Kommissioun och eis Meenung zu enger eventueller Adaptatioun vum Naturparksgesetz gefrot. Dëse Sujet gouf am Aarbechtsdokument net méi opgegraff. Ech géif lech awer gären d'Meenung vun der DP nach eng Kéier weiderginn.

Wann eng Gemeng engem Naturpark bäitriede wëllt, esou muss si déiselwecht Prozedur duerchlafe wéi bei der Kreatioun vun engem neien Naturpark. Dat heescht, mat Étude préparatoire, mat Étude détaillée an deem ganze Prozedere. Dëse Prozess ass a mengen Ae vill ze schwéierfälleg a vill ze laang. Wann ech kucken, dass d'Prozedur vun der Kreatioun vum Naturpark Mëllerdall säit sechs Joer amgaangen ass an déi vum Naturpark Our iwwer zéng Joer gedauert huet, da sinn ech awer der Meenung, dass een déi ganz Prozeduren do eng Kéier seriö muss op de Leescht huelen.

En plus kann et sinn, dass en cours de route Gemengewahle kommen an déi Responsabel op eng Kéier décidéieren, net méi an engem Naturpark matzemaachen, sech aus dem Naturpark zréckzezéien, wéi dat de Fall war bei der Gemeng Rammerech.

Här President, et ass net ganz einfach, no zéng Joer e Bilan ze zéien, well ech an de Bilanen, déi vun deenen zwee Naturparken op den Dësch geluecht gi sinn, konkret Zuele vermëssen. Zuelen, déi beleeën, ob déi ugestrieften Ziler och erreecht gi sinn. An dat ass och den Haaptkritikpunkt, deen ech wëll betounen.

D'Iddi an d'Ziler vun den Naturparke sinn eng gutt Saach. Et goufe ganz vill flott Projete realiséiert, wat ganz positiv ass fir d'Entwécklung vum ländleche Raum, mä dat geet awer iergendwéi net duer. Wann ee wierklech wëllt wëssen, ob d'Objektiver erreecht gi sinn, da muss een d'Zuelen op den Dësch leeën. An dat kritt een, andeem ee Statistik féiert.

Wéi ass d'Entwécklung vun den Iwwernuechtungen an der Hotellerie? Ass déi Entwécklung a Relatioun mat den Aktivitéite vum Naturpark oder hunn aner Verännerungen dës Zuele beaflosst? Wéi vill Leit kennen den Naturpark? Wéi ass et mat der Entwécklung vun der Fauna an der Flora an den Naturparken? Ass déi Entwécklung a Relatioun mat der Unzuel vu Projete vun den Naturparken ze gesinn? Wéi stinn d'Personalkäschte par rapport mat eventuellen Aspuerungen, déi duerch Synergieeffekter an de Gemenge realiséiert goufen? Wéi vill investéiert Sue kommen herno an dem Commerce, an der Hotellerie oder an der Restauratioun un?

Dëst ass just en Échantillon vu Froen, déi ech awer pertinent fannen. Dat sinn alles Froen, déi net systematesch gestallt gi sinn. Et sinn awer Froen, déi ee soll systematesch stellen, wann ee wëllt de reellen Impakt vun den Naturparke par rapport zu den Objektiver definéieren.

Hätt ee méi prezis Zuelen, da kéint een och evaluéieren, ob déi investéiert Steiergelder och hir Ziler erreecht hunn an domadder gutt investéiert sinn. Et misst een also an Zukunft eng synthetesch Analys vun de Resultater vun der Aarbecht vun den Naturparken ustriewen unhand vun Indicateuren, déi vun den Zilsetzungen ofgeleet sinn an och quantifizéierbar Elementer enthale missten.

Dat misst d'Bilanen, wéi se elo gemaach gi sinn, ergänzen. Ech géif et awer och ganz sënnvoll fannen, wann d'Naturparken e regelméissege Monitoring géife maachen, anstatt just e Bilan no zéng Joer ofzeliwweren. Da kéinte si och méi séier op eventuell Deviatioune vun den Ziler reagéieren.

Här President, ech hunn elo e puer Pisten opgezeechent, déi et de Parke sécherlech erlabe wäerten, an Zukunft nach besser ze funktionéieren. Well dann ass den Naturpark sënnvoll an e ka seng Ziler erreechen: d'Erhale vun der propperer Loft, dem Waasser an dem Buedem, d'Konservatioun an d'Erhale vum Patrimoine culturel, d'Promotioun vun enger nohalteger Entwécklung, d'Promotioun vum Tourismus a Fräizäitaktivitéiten, eng nohalteg ökonomesch a soziokulturel Entwécklung. Dobäi spillt d'Identifikatioun vun der Bevëlkerung mat hirer Regioun eng ganz wesentlech Roll, déi et auszebaue gëllt.

Beim Naturpark Mëllerdall sti mer eréischt am Ufank. Mir hunn d'Chance, elo aus der Erfahrung vun deenen zwee anere Parken ze léieren. An ech si sécher, dass et eng Beräicherung fir d'Regioun Mëllerdall wäert sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. Den nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass net ëmmer einfach, iwwer en Thema ze schwätzen, wou esou vill Konsens herrscht, nodeem esou vill extrem kompetent Leit esou vill extrem richteg Saache gesot hunn.

Une voix.- Awer?

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, et gëtt keen Awer. Ech wëll einfach op e puer Punkten agoen, déi mir opgefall si beim Duerchliese vun deem Rapport. Ech mengen, mir alleguerten hunn dervu profitéiert, datt mer dee Rapport vun deenen zwee bestehenden Naturparke kruten. An et ass ganz interessant, dat ze liesen.

Am Programme directeur vum Aménagement vum Territoire vun 2003 steet sënngemëiss: Déi Naturparke sinn en Experiment. Dat si se. Si sinn ee gutt a si sinn ee wichtegt Experiment. An aus Experimenter léiere mer fir eist Land a besonnesch och fir eis Groussregioun. En Experiment ass ëmmer „try and error". Kommt, mir probéieren eppes, a kommt, mir kucken, wat draus gëtt! A Gott sei Dank hu mer haut déi Experienz vun deenen zwee Parken. A wa mer déi Rapporte liesen a richteg liesen, och tëschent den Zeile liesen, gi mer ganz vill gewuer.

Ech ginn dem Kolleeg Gilles Baum ganz recht, datt et un Zuele feelt. Mä ganz oft sinn eben och Saachen net quantifizéierbar. Wat ass op wat zréckzeféieren? Unisono liese mer an deenen zwee Rapporten, datt am Ufank d'Zilsetzung ze wäit gefaasst war, ze philosophesch, net prezis genuch. Déi eng schwätzen dervun, datt d'Definitioun muss méi op d'Kernkompetenze gesat ginn, déi aner schwätze vun enger dynamischer Zilführung, vun enger Konzentratioun „auf prioritäre Maßnahmen". A wa mer kucken, gesi mer jo och, an et ass hei oft genuch gesot ginn, datt déi Parken, déi dann eppes ganz Spezifesches hunn, „vum Séi" zum Beispill, dee Branding, datt dat dann eppes immens Positives ass.

Wichteg ass, datt manner Ziler méi effizient verfollegt ginn an deene bestehenden an an den zukünftegen Naturparken. Dat ass och wichteg wéinst der Adhäsioun vun der Bevëlkerung. An och dat ass ugeklongen. Et kann een net einfach soen, „mir maachen elo een Naturpark, et ass eng wonnerschéi Saach, sidd all dermat d'accord", an duerno kommen da vläicht awer Restriktiounen - an do muss ech dem Kolleeg Gilles Baum dann déi Kéier widderspriechen -, vun deene virdrun net rieds war. Et muss mat klore Kaarte gespillt ginn. Wann ee schwätzt vun „mir erhale Waasser", „mir erhale Buedem", ma selbstverständlech bedéngt dat dann och Restriktiounen! An och dat muss klipp a kloer ugeschwat ginn.

Do, wou Restriktioune kommen, erënneren ech un eis Grondpositioun, d'Grondpositioun vun der ADR: Ëmmer dann, wann et zu Akommesverlosch kënnt fir de Pächter oder zu Wäertverlosch fir de Propriétaire, muss dat vum Stat, vun eis alleguerten, vum Steierzueler fair entschiedegt ginn.

Zwou kleng Remarquen. Et ass ganz vill geschwat ginn iwwert de Klimapakt, den Energy Award. Bravo! Ech muss awer allerdéngs soen, an der Praxis ass et esou, datt grad am Éislek vill Energieproduzenten, industriell Energieproduzente mat Problemer ze kämpfen hunn. Sief et Biogasanlagen, déi net ëmmer ganz fair behandelt gi vum Landwirtschaftsministère, sief et d'Kënnegung vu Verträg vu grousse Wandanlagen oder Fotovoltaikanlagen duerch Enovos, Creos a wéi se dann alleguerten heeschen. Do gëtt et einfach eng Rupture tëschent dem Diskurs, tëschent deem, wat mer wëllen, an tëschent deem, wat op dem Terrain praktesch geschitt.

Ganz positiv gesinn ech den Ubau vum Miscanthus, eppes, woumat ech selwer op e puer Hektar experimentéiert hunn a wat ganz bestëmmt fir d'Biomassproduktioun eng fantastesch Saach ass.

Schlussendlech erlaabt mer nach ee Wuert zum Tourismus. Ech maache mer grouss Suergen iwwert déi Branche an eisem Land am Norden, am Osten, wann ech kucken, wéi vill Betriber do am Moment zoumaachen, wëlle verkafen, net méi wëlle virufueren. Ech vermëssen Iwwerleeungen an deenen Dokumenter, déi eis zur Verfügung gestallt goufen, zur Désinclavéierung, zum Zougang, zur Zoufahrt, sief et och Busitinérairen, an eis Naturparken. Do gëtt et Gedanken, déi an deem Dokument net optauchen. An et ass ganz bestëmmt ee vun deenen allerwesentlechsten Aspekter vun der „Operatioun Naturparken".

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Laut mengem Fuerplang ass kee weidere Riedner ageschriwwen. Dann huet direkt d'Émweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Häre Deputéierten, fir d'Éischt emol e ganz grousse Merci fir déi konstruktiv, déi heiansdo kritesch Bäiträg, well et ass duerch Kritik an duerch Reiwung, dass mer alleguerte wuessen, dass mer Iddie weiderbréngen a mer e gutt Stéck weiderkommen.

Et huet e puer Méint gedauert, well mir hate vill Aarbecht an et goung eis drëm, déi Dynamik, déi mer grad hate vun den zwou Erweideerungen, an awer och déi Dynamik, déi mer haten, fir den Naturpark Mëllerdall schnell weiderzebréngen, ze notzen an eis mat dem konkrete Realiséiere vun deene Projeten auserneenzesetzen.

An da muss ech awer och soen, dass mer eis elo wollten déi Zäit huelen, lech déi Dokumentatioun zur Verfügung ze stellen. An an deem Kontext soen ech natierlech dem Liette Mathieu an awer och all eise Mataarbechter vun den Naturparken an de biologesche Statioune Merci, Merci fir eng Kompilatioun, eng komplett onpolitesch Kompilatioun vu flotte Projeten an Initiativen, déi geholl gi sinn an den Naturparken, déi net zum Zil hat, ganzheetlech ze sinn a Léisungsusätz ze ginn, well dat hu mer haut gemaach. Et war d'Zil, dass mer eng Diskussiounsgrondlag haten op der Basis vun eisen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, d'Zil, eng Grondlag ze hu fir e flotten a konstruktiven Débat, dee mer haut, an där Hisiicht, och haten.

Et ass net déi éischt Ufro. Déi éischt Ufro war 2012 vum Camille Gira a vum François Bausch gemaach ginn an ass ni realiséiert ginn, an dofir sinn ech ëmsou méi frou, dass ech haut däerf hei stoen als fervente Verfechter vun enger Naturparkphilosophie, déi ech am Ufank duerft - vu Biergersäit - materliewen.

Den Naturpark, an dat gouf haut ganz oft gesot, ass en Instrument vun der Landesplanung. En ass en Instrument, fir eng nohalteg, eng integréiert Entwécklung vun enger Regioun virunzebréngen, déi op deenen dräi Piliere vun der Nohaltegkeet baséiert: der Ekonomie, der Ekologie an dem soziale Beräich. Dat heescht, dat sinn déi dräi Voleten, an deene mer eis bewegen. A mir wëssen, an dat gouf hei méifach gesot, dass mer e groussen Drock um ländleche Raum hunn an dass mer nëmmen duerch eng gutt Planung et fäerdegbréngen, d'Liewensqualitéit am ländleche Raum ze erhalen an d'Attraktivitéit vum ländleche Raum ze erhalen.

No zéng respektiv 15 Joer Erfahrung sammelen an Zesummewuessen, well den Naturpark ass eppes Lieweges, ass e Prozess, wéi et haut méifach gesot gouf, kënne mer eng gutt Analys maache vun de Stäerkten an de Schwächten. An Dir hutt d'Bilane virleien.

Vläicht éischt emol e puer Stäerkten.

Ech mengen, eng definitiv Stäerkt ass wierklech déi horizontal Approche an der Austauschplattform. Den Naturpark ass eng Austauschplattform, wou mer ganz vill verschidden Akteuren un engem Dësch hunn. Mir hu vill Gemengen, déi hir Regioun gesinn, wou mam Kierchtuermdenken opgehale gëtt a wou zesummen no Léisunge gesicht gëtt. Mir hunn den direkte Lien an d'Ministèren duerch déi Vertrieder aus de Ministèren. Mir hu biologesch Statiounen. Mir hu Verwaltungen.

Dat heescht, mir sëtzen alleguerten un engem Dësch an diskutéieren, wéi mer Ekonomie, Ekologie an dat soziaalt Zesummeliewen am ländleche Raum uginn a wéi mer déi Défien, déi sech eis stellen, speziell fir déi ländlech Raim, kënnen zesumme léisen a wéi mer och kënnen dat Geld dohinner bréngen, fir dat ze maachen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

En Naturpark schaaft also eng Dynamik a vill flott eenzel Projeten, déi Der alleguerte konnt aus der Etüd eraushuelen. Et sinn, an dat wëll ech hei betounen, ëmmer qualitativ héichwäerteg Projete gewiescht, wou mer e flotten Output och deelweis haten. Sief et elo de GIS, sief et awer och aner Saache wéi e Klimapakt, dee mer zesumme gemaach hunn, wou een haut ka soen: Dat dote war eng positiv Konkurrenz, déi am Laf vun der Zäit tëschent de Gemengen entstanen ass, mat där mer u sech dee ganzen Norde schonn e Stéck weiderbruecht hunn, fir méi klimafrëndlech ze sinn. An dat ass schonn och e Succès.

D'Naturparke sinn, an dat hate mer gesot, national an och international en Aushängeschëld, e Werbeinstrument, awer och eppes, wou mer no banne sensibiliséiere kënnen, wou mer eng Plattform hunn, fir eis Bierger ze informéieren. An och dat kënne mer ausbauen, awer och do ass vill geschitt. Et gëtt u sech flott Initiativen, wéi déi Naturparkschoul, déi erwähnt ginn ass vum Här Schank, wéi awer och eng École du goût, wou mer d'Kanner kënnen un d'Hand huelen an hinne weisen, wéi wichteg et ass, dass mer wëssen, wat vu wéi enger Zäit, wéini bei eis wiisst a wéi et schmaacht.

D'Naturparke sinn dofir e wichtegt Instrument vu Sensibiliséierung an iwwerhuelen och d'Roll, fir am Tourismus matzespillen. An do wëll ech op eng vun den éischte Froen agoen, déi vum Här Eicher gestallt ginn ass. Se ass och vum Här Schank a se ass och duerno vun, mengen ech, bal alle Riedner hei gestallt ginn: Jo, mir mussen d'Zesummenaarbecht mam Tourismus verstäerken an d'Rollebild vun den eenzelnen Akteure schäerfen.

Dat si mer amgaangen ze maachen. Et huet Sënn, dass en ORT d'Vermaartung no bausse mécht. An et huet awer och Sënn, dass en Naturpark un engem Dësch sëtzt, fir Konzepter mat auszeschaffen, speziell fir den doucen Tourismus ze promouvéieren. Speziell wann et ëm Initiative geet wéi en „e-bike" oder Fahrradverleih oder esou, dann huet dat Sënn, dass een do d'Akteuren zesummen um Dësch huet. An ech mengen, dass déi Plattform sollt genotzt ginn. An et ass e wichtegen Akteur. Mä, wéi gesot, et ass wichteg, keen double Emploi ze maachen an d'Rolleverständnis vun deenen zwee ze stäerken. An dann huet een och eng Win-win-Situatioun vun engem professionelle Vermaarter an engem, deen hëlleft, och intern, déi Konzepter nohalteg ze gestalten.

Den Naturpark brëngt Know-how an d'Regioun, Know-how, dee soss net do wär. Kleng Gemengen hu mat ganz aneren Erausfuerderungen ze kämpfen, well se net esou eng grouss Personaldecken hunn. An do hu mer op villen Ebene gesinn, dass deen Know-how kënnt. Et geet een zesummen zum Beispill europäesch Gelder sichen, wéi an de LIFE-Projeten, wéi an den Interreg-Projeten, wou een dee Moment och konkret en Output huet.

An dann net zulescht wëll ech awer och nach de wichtege Rôle vun de biologesche Statiounen ernimmen, déi u sech, an där Hisiicht, d'Réckgrat si vun deem Naturschutz um Terrain, wou mer konkret mat de Bauere Biodiversitéitsverträg aushandelen, wou awer och fir d'Gemengen eng Berodung zur Verfügung steet, wéi mer pestizidfräi schaffen, wéi mer d'Beem schneiden, wou Beiecoursen organiséiert ginn.

Dat heescht, mir hunn eng Multitude vu Saachen, déi fir d'Gemenge gemaach ginn, déi jo kofinanzéiert ginn, a gläichzäiteg hu mer en Akteur um Terrain, deen eis och Donnéeë sammelt. An dofir hu mer och eng ganz Rei Donnéeën an den Naturparken, déi mer soss net hätten. Dat maache se dee Moment fir den Environnement. Déi Donnéeë si wichteg an dat, deen Deel vun der Tâche, bezilt och dee Moment den Environnement zu 100%.

Eng nohalteg Entwécklung an der Regioun, do ware mer eis haut alleguerten eens, ass wichteg. Et ass wichteg, d'Bierger derbäi ze hunn. Et ass och wichteg, de Bottom-up-Prozess, dee mer hunn, weider ze behalen, well ech selwer war am Naturpark Mëllerdall derbäi an ech kann lech soen: Et war eng flott Erfahrung. Ech war deemools als Produzentin derbäi an hu mech, vun Ufank un, eescht geholl gefillt. An dat, mengen ech, ass et, wat mer mussen hikréien. Mir mussen d'Bierger eescht huelen an hire Wënsch an hiren Ängschten. An do kann en Naturpark als regionaalt Instrument e ganz gutt Mëttel sinn.

Jo, elo komme mer zu den Défien, den Défien, déi mer alleguerten haut hei héieren hunn.

Mir mussen de Profil schäerfen. Domat si mer amgaangen. An dat ass och an de rezenten Etüde ganz kloer ervirkomm. Mir mussen d'Instrument, den Naturpark als Instrument vun der Landesplanung och als Instrument vun der Landesplanung notzen. A jo, en ass e Bindeglied an där ganzer Diskussioun vun der Landesplanung.

A mir mussen et virun allem fäerdegbréngen, dass mer d'Wunnen, d'Schaffen, d'Fräizäit méi no beieneebréngen, dass mer eis méi Gedanke maachen, an do, Här Reding, ginn ech lech recht: Wéi komme mer vun enger Plaz op déi aner? Net nëmmen am Tourismus, mä wéi kréie mer den ëffentlechen Transport och am ländleche Raum méi zum Moyen de transport, dee mer all Dag benotzen, organiséiert?

Alles dat si Saachen, nieft deem Aspect vun dem Landschaftsschutz an der typescher Architektur, déi mer mussen erhalen, wou mer politesche Courage brauchen, a wou ech gehofft hätt, dass Der mer haut nach e puer Signaler sende géift, well ech lech muss soen, et si schwiereg Froen, wann ee sech freet: Wéi kënne mer ouni méi Bevormundung vun eiser Säit - an dat wëlle mer net, well et ass e participativen Element -, wéi kréie mer dat hin, dat méi erofzebriechen, dass méi Gemengen och de Courage hunn, déi gemeinsam Planung, sief et um Niveau PAGen, sief et op der regionaler Säit, ze maachen?

E wichtege Schrëtt hu mer an där leschter Zäit gemaach, wéi mer an der Regioun Mëllerdall zum Beispill mat alle Gemengen op de Wee gaange sinn, gemeinsam ze kucken: Wou sinn dann déi richteg Standuerte fir eis Aktivitéitszonen?

Mir sinn amgaange beim Ministère de l'Économie, awer och mat eiser Landesplanung eng Etüd ze maachen, wou mer mat alle Gemengen um Dësch souzen, fir dass all Gemengen zesummen herno an engem Syndikat an hirer Regioun déi richteg Standuerte fannen, fir eben hir Zone-d'activitéen ze implantéieren, déi dann och nohalteg solle geplangt ginn. Ech mengen, dat ass e konkreten Usaz, un deem mer elo am Moment um Schaffe sinn, deen immens wichteg ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Minister!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der, dass den Här Oberweis lech e Signal setzt?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Yes.

(Hilarité)

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Madame. Här President, Madame Ministesch, Dir hutt geschwat virdrun eng Kéier vun der Iwwerleeung, dass Der d'Matbierger musst eranzéien. Dat ass en Thema, dat jo de Mëtte permanent ronderëmgegeeschtert ass. Elo ass et jo awer esou, dass mer e Park hunn am Weste vum Land uewen - Öewersauer - a mer hunn de Mëtten héieren, dee vun dem Ourdall. An uewenaus ass eng Lück, déi Der genannt hutt, et ass e puermol gesot ginn, déi eng Gemeng douewen am Éislek, déi et net fäerdegbréngt, déi Lück ze schléissen.

Wéi wier et dann, wann awer d'Politik géif probéieren, mat de Partenairen um Terrain ze kucken, dass, wann awer vläicht Bierger do wéilte matmaachen, wéi dann d'Politik iwwerzeegt kéint ginn, dass et Sënn géif maachen, déi Bréck ze schloen uewen am Éislek?

Merci.

(Interruption)

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hunn dat doten héieren. Ech denken, dass et de politesche Wëlle vun de Gemengen eben och sollt sinn, dass se wëllen adhéréieren. Mir hunn elo just zwou Prozeduren hanner eis, wou mer Gemengen hunn, déi wollte mat eragoen. An et ass wichteg herno, dass mer am Norden en vue vun enger spéiderer Fusioun, iwwert déi ech haut elo och keng Detailer vun de Responsabele krut, e Stéck weiderkommen.

Mir mussen also Choixen treffen, Méiglechkeeten iwwerleeën, wéi mer eben nohalteg an zesumme kënnen eis ländlech Raim plangen.

Zum Gesetz, zum Gesetz.

(Hilarité)

Do war vum Emile Eicher an dem Marco Schank den Opruff, dass mer mussen d'Gesetz moderniséieren, an och vum Gilles Baum. Sécherlech verschléisse mer eis kenger Diskussioun a sécherlech ginn et Saachen, déi ee ka verbesseren. Do hu mer recht. Mir haten elo e politesche Choix vun enger Prioritéit gesat. D'Prioritéit war et elo fir eis, dëse Prozess vun der Kreatioun a vun der Erweiderung vun den Naturparke weiderzeféieren.

Wa mer déi lescht Evolutioun kucken, beim Naturpark Mëllerdall, do hate mer déi lescht Phas an zweeanenhalleft Joer doduerch. Wa mer kucken, d'Gemeng Wëntger, déi ass an zwee Joer, net grad zwee Joer, derbäikomm. Dat heescht, wann de politesche Wëllen do ass, kréie mer mat deem Instrument, wat mer haut hunn, eigentlech schnell hin, dass eng Gemeng kann derbäikommen.

An déi Zäit, dat kann ech lech aus eegener Erfahrung soen, déi mer am Mëllerdall gebraucht hate fir d'Kreatioun, war wichteg, fir mat eis dee Moment als Bierger, als lokal Produzenten, als Betriber an als Akteuren - do hu mer jo och Veräiner - ze schwätzen, fir ze kucken: A wéi eng Richtung geet et? Wat sinn eis Prioritéiten? Wéi gesäit herno eise Profil aus?

An dat gouf an engem participative Prozess, wou ech och ganz gäre mengem Virgänger Merci soen, dass dee Prozess esou initiéiert ginn ass, hu mer dat dann och fäerdeg gemaach, soudass vun Ufank un déi grouss Akteuren aus der Regioun regruppéiert derbäi waren. An ech mengen, dass dat an dësem Sënn duerchaus Sënn mécht, eng Prozedur ze hunn, déi net ze kuerz ass, fir dass déi Identitéitsbildung, déi och den Optrag vum Naturpark ass, och ka geschéien.

De Musel-Beräich, do si mer amgaangen, an dat stoung och an eisem Rapport, nach eng Etüd ze maachen, an zwar musse mer engersäits d'Form an anerersäits d'Ausdehnung klären. Dann ass et eben esou, et mécht nëmme Sënn, wa mer eng Masse critique hunn, wann et grenziwwerschreidend ass. A bei der Form kéint et ebe sinn, dass et besser wier, dat an engem GECT ze maachen, dat ass e Groupement européen de coopération territoriale. Mir sinn amgaangen ze kucken, wéi dat kéint passéieren.

An de Biodiversum, nëmme fir dat ze soen, dee plange mer dëst Joer nach opzemaachen, an am Moment soll et haaptsächlech do weidergoen, dass mer emol un d'Rulle kommen. An da kann een nach eng Kéier spéider driwwer schwätzen, well an där Zäit wäerte mer net do eng Struktur um Stoen hunn, déi scho regional funktionéiert.

Mehrfach gouf och déi nohalteg Entwécklung an de Limitte vun eisen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass nach e Fanger an d'Luucht gaange vum Här Gloden, wann Der erlaabt, Madame Minister.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Madame Ministesch, Dir hutt elo vun enger Etüd geschwat par rapport zum Osten, wann ech dat richteg verstanen hunn.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo.

(Brouhaha général)

D'Musel.

M. Léon Gloden *(CSV).*- D'Musel. Ass déi scho public?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- 2016.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Okay, Merci!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Also, u sech gëtt am Kader vum Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal" elo analyséiert, wéi mer kéinten do virugoen. Also, et ass keng regelrecht…, et ass am Kader vum Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", wou mer eben zesumme schreiwen, wéi ee kéint esou virugoen.

Nohalteg Entwécklung a Ressourcëschutz. Bon! Wa mer eis d'lescht Joer an den Hierscht zréckversetzen a kucken, wat am Waasserschutz geschitt ass, da muss ee soen, dass am Naturpark Öewersauer nach Loft no uewen ass. Am Waasserschutz mierke mer, dass dat, wat mer bis ewell gemaach hunn, obwuel mer gutt Strukturen opgebaut hunn, obwuel et Berodung gëtt, nach net dat Resultat huet, wat mer missten hunn.

Wat hu mer elo anescht gemaach? Well et kann een elo engersäits lamentéieren, mä anerersäits: Wat ass zwëschenzäitlech geschitt? Ma, bis dohinner souzen nach net all Akteuren um Dësch an et war nach net de Finissage gemaach, wie wat mécht. Ech kann lech soen, dass mëttlerweil d'Kommunikatioun tëschent allen Akteuren ëm e Wesentlecht verbessert ginn ass. Och do ass am Moment amgaangen eng Etüd fir d'Schutzzonen ze lafen a fir konkret Mesuren, an do si mer amgaangen ze verbesseren, well dat, wann ech et elo réckwierkend géif betruechten, ass nach keng bonne Note wäert gewiescht.

Do musse mer eis verbesseren, geneesou wéi eben och, wat d'Biodiversitéit ugeet, well mir sinn dat zerschniddenst Land, mir sinn zersidelt a mir mierken, dass mer ëmmer nach e Verloscht u Strukturelementer hunn. An dofir muss d'Aarbecht vun de biologesche Statiounen, awer och vun der landwirtschaftlecher Berodung méi intensiv ginn. Mir brauchen eng Waasserberodung, an ech muss soen, do hunn déi eenzel Kritiker och recht gehat: Mir brauchen Indicateuren, fir kënnen ze soen, fir kënnen ze moossen an e Monitoring doriwwer ze maachen, wou mer dru sinn.

Or, wat ass dann elo geschitt? An deenen neien Études détaillées, déi dëst Joer erauskomm sinn, also 2014 de Mëllerdall, 2015 elo d'Our, sinn déi Indicateuren dran. Mir fänken elo un, an deem Beräich méi seriö ze schaffen, eis Indicateuren ze ginn.

Dat sinn net nëmmen Indicateuren aus dem Naturschutz! Dat ass net nëmme Waasser! Dat ass och: Wéi schaffe mer wirtschaftlech? Wéi entwéckele mer eis? Wéi gëtt den Tourismus weidergedriwwen?

Well den Naturpark ass jo keen Naturreservat, wéi mer ewell héieren hunn, et ass keng Kéisklack. Et ass en Element vun der Landesplanung, an och do musse mer kucken: Benotze mir dat Instrument, wat mer hunn, richteg? An dofir sinn ech och frou, dass rezent do einfach nach eng Kéier e bëssen ugezu gouf an déi Indicateure mat erugezu ginn.

Och wat d'regional Produzenten an d'Produkter ugeet, do hat den Här Schank gesot, et wier eng Success Story. Ech géif soen, vum Marketing hier a vun deem, wat d'Leit wouergeholl hu vun de Produite vum Séi, vun deene mer wëssen, dass se immens bekannt sinn, ass et sécherlech zum Deel eng Success Story, awer och do hu mer nach esou munches ze dinn. Och do brauche mer Kritären, och do musse mer nach méi maache fir d'Vertrauensbildung. An och do musse mer eis ustrengen, dass mer all Akteure mat an d'Boot huelen an dass mer d'Leit, déi am Naturpark wunnen, an d'Landwirtschaft méi no beieneebréngen, dass mer nach méi Efforte maachen, fir zu där Identitéitsbildung bäizedroen.

Mir wëssen et: D'Léift geet duerch de Mo. Mir wëssen, d'Liewensmëttel sinn e groussen Identifikatiounsfaktor. Do sinn nach Potenzialer do. A wa mer dann uerdentlech Kritäre schafen an och nach e puer Elementer vum Naturschutz géifen do drabréngen, eng Win-win-Situatioun fir d'Leit a fir d'Natur géife bréngen, dann, mengen ech, géife mer am Endeffekt zu enger

grousser Akzeptanz komme vun der Landwirtschaft am ländleche Raum.

Här President, Dir Dammen, Dir Häre, erlaabt mer nach e puer Remarquen. Beim Erstelle vum Bilan sot den Här Franz Handler, eisen éisträicheschen Expert, am internationale Vergläich kéinte mer eis weisen, well mir hu mat wéineg Mëttele scho vill erreecht. Dat ass gutt. Do wäre mer eis haut och alleguerten eens. Haut koume lauter positiv Biller vun engem Naturpark.

Zweetens: Naturparke setze vill Energie, vill Kreativitéit fräi. Si sinn zu enger regionaler Plattform ginn, déi lieweg ass, déi schafft fir d'Regioun, fir d'Mënschen a mat de Mënschen. Den Naturpark ass keng Kéisklack, mä e kann e Kader setzen, e Kader fir méi Liewensqualitéit, fir eng nohalteg wirtschaftlech Entwécklung an e bessert Plange vum ländleche Raum. Et ass vill Guddes a vill flott Projeten initiéiert ginn, mä d'Resultater weisen, dass mer eis mussen inhaltlech méi déif an d'Matière erasetzen.

Mir waren eis haut eens, dass mer méi kloer Kritäre brauchen, sief et am Beräich vum Waasserschutz, sief et am Beräich vum Naturschutz, sief et am Beräich vun der Wirtschaft, dass mer méi Moossbarkeet brauchen, fir déi Finanzen, déi mer ausginn, ze kontrolléieren, a fir ze kontrolléieren, ob mer déi Ziler, déi mir eis setzen, och erreecht hunn.

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, erwaarden ech mer och vun Iech als Gemengepolitiker, als matdreiwend Kräften an deenen Naturparken, dass Der Äre Courage an d'Hand huelt a vläicht heiansdo méi mat op de Wee gitt vu méi zesumme plangen, vu méi eis ënnerstëtzen, wann et ëm Natur- a Waasserschutz geet. An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer déi Debatt haut hei haten.

Getrei dem Sproch vum Henry Ford, dee mer als Sproch op eiser Broschür haten, mengen ech ze soen, en Naturpark ass e liewegt Instrument an dofir passt dee Sproch immens gutt: Sech zesummendinn ass en Ufank, zesummebleiwen ass e Prozess an zesummeschaffen ass eng Réussite!

Ech jiddefalls, ech freeë mech op d'Zesummenaarbecht mat Iech alleguerten an den Naturparken an ech soen Iech Merci fir déi konstruktiv Debatt, déi mer haten.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Marco Schank un d'Madame Minister.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Marco Schank *(CSV).*- Madame Minister, ech wollt awer nach soen, ech hat wéinstens dräi Froen, déi ech elo net beäntwert krut. Kann ech déi nach séier eng Kéier stellen, well se awer net onwichteg sinn?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, jo.

M. Marco Schank *(CSV).*- Déi éischt ass déi nom Naturschutzgesetz, wéini datt dat kënnt.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ah jo!

M. Marco Schank *(CSV).*- Dat ass elo schonn deen drëtten Délai, dee mer gesot kruten.

Déi zweet ass déi Fro, déi ech gestallt hat, ob dann d'Naturparken agebonne ginn an d'Folgediskussioune vun de Plans sectoriels.

An déi drëtt war déi vum Biodiversum.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Dat stëmmt, d'Naturschutzgesetz hat ech vergiess ze erwähnen. Beim Naturschutzgesetz, do si mer no enger längerer Préifung, déi néideg ginn ass, um gudde Wee, op der leschter Ligne droite, an da gëtt et nach eng Kéier, elo just virum Summer, mam Secteur beschwat, mat anere Ministèren. An dann hoffe mer, dass mer et iwwert de Summer esou wäit hunn, dass mer et den Hierscht lancéiere kënnen. Ech mengen, dass awer d'Récksprooch mat alle Concernéierten e wichtegt Element ass, wat mer elo net sollten iwwert de Knéi briechen.

Bon, de Biodiversum, deen ass och op der leschter Ligne droite. Mir hunn ewell mëttlerweil en éischte provisoreschen Termin...

(Problèmes de sonorisation)

A beim Biodiversum ass et esou, dass deen natierlech elo wesentlech éischter fäerdeg ass, wéi déi Iddi, déi mer fir déi Regioun op der Musel hunn. Dat heescht, de Biodiversum wäert als regionalen Zentrum vun der Biodiversitéit, vum Liewen, wat mer am Waasser a ronderëm eis hunn, fungéieren, mat och engem historesche Réckbléck, an e wäert an enger éischter Phas esou fonctionnéieren.

Wéi eng Aufgaben en herno vläicht nach kann hunn, dat sief dann dohigestallt. Et ass awer wichteg, dass dee Bau, deen e ganz schéinen a réussséierte Bau ass, dass deen elo mat Liewe gefëllt gëtt.

An dat Drëtt war elo den…

M. Marco Schank *(CSV).*- D'Naturparken abannen an d'Diskussiounen.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Genau. Jo, bon, dat hat ech geduecht, dass ech et awer an der Ried dra gehat hätt. Natierlech sinn d'Naturparken eent vun de Bindeglieder an ee vun de Partner am Beräich vun der Landesplanung. A mir hunn do eben op deem Beräich jo och schonn, dofir hat ech eben d'Beispill, wou mer ganz konkret am Mëllerdall all d'Gemengen zesumme geholl hunn a konkret do kucken, wou mer solle wéi eng Zonen hikréien. Dat heescht, si si sécherlech een Element an ee Partner, wann et drëm geet, eng Regioun an d'Land ze plangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Minister. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun.

Motions

Mir sinn awer mat zwou Motioune befaasst, eng, déi vum Här Marco Schank abruecht ginn ass, an eng, déi vum Här Gérard Anzia abruecht ginn ass. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Den Här Kox.

Motion 1

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ma ech wollt Stellung zu der éischter Motioun huelen a proposéieren den Auteuren, ob et méiglech wier, déi an enger Kommissiounssëtzung mat der Ministesch ausféierlech ze diskutéieren, well et iwwert de Beräich vum Naturpark eraus geet. Et geet ënner anerem ëm d'Biodiversitéit, et geet ëm d'Finanzen, et geet, wéi gesot, elo och nach ëm den Naturschutz selwer, ëm d'Naturschutzgesetz.

Et ass jo och nach eng Reunioun elo virgesinn, fir iwwert d'Présidence ze diskutéieren, soudass mer dës Motioun kéinten do gläichzäiteg mat der Ministesch diskutéieren. Dat wier eng Propos, déi ech als President vun der Environnementskommissioun ze maachen hätt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci zu der Propos. Den Här Marco Schank.

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, ech wollt soen, datt mir domadder d'accord sinn, fir se an d'Kommissioun ze ginn. Ech wëll awer derbäisoen, datt et schued ass, datt se net vun der Majoritéit kann ugeholl ginn, well déi Doléancen, déi inhaltlech an där Motioun stinn, déi komme vum Terrain. Déi kommen net nëmme vun de Stations biologiques, mä och vun deene verschiddenen Naturschutzsyndikater an Naturparksyndikater.

An ech wier awer frou, wa mer eis da richteg eng Kéier kéinten Zäit huelen, fir doriwwer ze schwätzen, well d'Leit um Terrain sinn net zefridden. Duerfir, mengen ech, ass et och méi sënnvoll, amplaz datt se ofgelehnt gëtt, datt mer hei nach eng Kéier driwwer schwätzen, a Präsenz vun der Madame Minister selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Minister dozou.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Bon, ech mengen, dass en Deel vun den Doléancen, déi ech elo just beim Iwwerliese gesinn hunn, schonn zum Deel och an eng richteg Richtung gaange sinn. Mir hunn de Budget fir d'biologesch Statiounen a fir déi Projeten, déi domat liéiert sinn, scho vun 1,2 op 1,5 eropgesat an dee geet elo nach eng Kéier erop. A mir sinn och amgaangen, substanziell de Budget eropzesetzen, well mer jo eng biologesch Statioun méi hunn. Déi Saache wäerte sech en cours de route natierlech dann och klären. Mä ech kann awer wierklech ganz gären... Nëmme fir Iech dorobber, op déi zwou finanziell Doléancen, déi drastinn, scho kuerz ze äntwerten.

A wat d'Naturschutzgesetz ugeet: Also vu mir aus kënne mer gären driwwer diskutéieren. Ech mengen, dass Dir deemools och net där Meenung waart, dat esou opzesplitten. Mä bon, ech sinn op jidde Fall fir déi Diskussioun do an enger Kommissioun gäre bereet. An ech denken, dat brénge dann och eppes, wa mer dat an deem Kader maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat heescht, mir géifen déi Propositioun unhuelen. D'Motioun géif an d'Kommissioun goen. Dat heescht net, dass déi Motioun vum Dësch ass, mä dass se zousätzlech diskutéiert gëtt an, le cas échéant, hei erëm an de Plenum erakënnt.

Merci fir déi Propos. Ech ginn dovun aus, dass d'Chamber domadder d'accord ass?

(Assentiment)

Merci.

Motion 2

Da géife mer zu där zweeter Motioun iwwergoen. Dozou Wuertmeldungen? Ass alles dozou gesot?

Gutt. Da géif ech d'Motioun zur Ofstëmmung bréngen. Also et ass d'Motioun N°2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Wa bei engem d'Ofstëmmung net duerchkomm sollt sinn, rektifizéiere mer dat. Mä d'Ergebnis ass ganz kloer: 59 Participatiounen um Vote, 59-mol Jo. Domat ass déi Motioun unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Souwäit wéi ech dat gesinn, si mer elo um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Ech soen Iech alleguer Merci. Kommt gutt heem! Déi nächst Woch steet gréisstendeels am Zeeche vum Nationalfeierdag, a mir gesinn eis erëm an der ëffentlecher Sëtzung déi iwwernächst Woch.

Domat ass d'Sëtzung ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 17.04 heures)

Sommaire des séances publiques n^os^38, 39 et 40

38^e^ séance

Ouverture de la séance publique p. 573

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loreta Graužinienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie p. 573

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat p. 573-585

39^e^ séance

Ouverture de la séance publique p. 585

Communications p. 585

Ordre du jour p. 585

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 585-586

- Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 586

- Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 586

- Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 586-587

- Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 587

- Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 587-588

- Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 588

- Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6e semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 588

6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 588-590

Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?» p. 590-597

40^e^ séance

Ouverture de la séance publique p. 598

6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires p. 598-599

6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1^er^, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 599-600

Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) p. 600

Débat d'orientation sur les parcs naturels p. 600-608

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1195	Sylvie Andrich-Duval	Permis de conduire
1199	Serge Urbany	Reconnaissance formelle de l'État de Palestine
1200	Martine Hansen, Marco Schank	Problèmes dans le secteur des soins
1211	Marcel Oberweis	Traitement des déchets infectieux du secteur hospitalier
1216	Laurent Mosar, Gilles Roth	Maniement des comptes dormants
1217	André Bauler	Service des animations culturelles régionales
1218	Max Hahn	Conservation des oiseaux sauvages
1219	Josée Lorsché	Membres actifs féminins dans les corps de sapeurs-pompiers
1220	Aly Kaes	Évaluation des risques à effectuer par les employeurs
1222	Aly Kaes	Sapeurs-pompiers volontaires
1223	Diane Adehm, Gilles Roth	Réhabilitation du Pont Adolphe
1224	David Wagner	Traité de non-prolifération
1225	Max Hahn	Réseau national des pistes cyclables
1228	Martine Hansen	Éducation précoce
1229	Joëlle Elvinger	«Stëftung Hëllef Doheem»
1230	Marc Spautz	Niveau de formation des demandeurs d'emploi
1231	Franz Fayot	Château de Mansfeld
1232	Laurent Zeimet	Prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés par l'Administration des Services de Secours
1233	Marc Spautz	Effectifs de l'ADEM
1235	David Wagner	Conférences de lycée
1236	Marc Lies	Fonds du Logement
1238	Taina Bofferding	Situation des personnes sans domicile fixe
1240	Franz Fayot	Prostitution
1241	Roger Negri	Permis de conduire pour motocycles légers
1242	Martine Mergen	Emplacement de l'Université du Luxembourg
1243	Marc Spautz	Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire
1244	André Bauler, Max Hahn	Rats mutants
1245	Cécile Hemmen	Commerce illicite des produits de tabac
1247	Diane Adehm, Gilles Roth	Plans sectoriels
1248	Gusty Graas, Guy Arendt	Réémergence du loup
1249	Françoise Hetto-Gaasch	Utilisation de la piscine du Lycée de Junglinster
1250	Marcel Oberweis	Activités d'insertion professionnelle (AIP)
1251	Laurent Mosar	Raïf Badawi
1252	Laurent Mosar	«Roaming»
1253	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme du Pacte Logement
1254	Diane Adehm, Gilles Roth	Compte général de l'exercice précédent
1255	Diane Adehm, Gilles Roth	Position du Gouvernement face au plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette
1258	Marc Spautz	Qualité des eaux pluviales de la zone industrielle «Um Monkeler»
1259	Marco Schank, Martine Hansen	Fauchage tardif
1261	Marcel Oberweis	Secteur non-ETS
1262	Laurent Zeimet	Capitales européennes de la culture
1267	Nancy Arendt	«Memory Coaches»
1268	Max Hahn, André Bauler	Sécheresse
1269	Nancy Arendt	Cours de sauvetage
1270	Marc Lies	Nomination du nouveau Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement
1271	Marc Lies	Ministère du Logement
1272	Marcel Oberweis	Initiative InnovFin SME Guarantee
1276	Martine Hansen, Léon Gloden	Fédération Saint-Hubert des Chasseurs
1278	Marc Spautz	Circulation «inter-files» des motards dans les embouteillages
1279	Nancy Arendt	Refus de prestations de soins de santé
1280	Taina Bofferding	Collection de photographie d'art de la BCEE
1281	Sylvie Andrich-Duval	Maison des Droits de l'Homme
1282	David Wagner	«Migrant Integration Policy Index»
1284	Diane Adehm, Gilles Roth	Révélations concernant le SREL
1286	Gilles Baum	Réfugiés
1287	Laurent Mosar	Clôture entre la Hongrie et la Serbie
1292	Roy Reding	Avis sur des projets de loi
1295	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme fiscale
1300	Marc Spautz	Publications du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
1301 cf. 1302	Marc Spautz	Tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)
1302 cf. 1301	Roger Negri	Tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)
1305	Nancy Arendt	Utilisation du narguilé (shisha) au Luxembourg
1307	Diane Adehm, Gilles Roth	Évolution des ventes de carburant et de produits connexes
1309	André Bauler	Photographies publiées par les Archives nationales de Luxembourg
1310	Marco Schank	Patrimoine culturel et religieux
1315	Laurent Mosar	Création d'une unité de police pour les transports publics
1345	Françoise Hetto-Gaasch	Personnes bénéficiaires d'une mesure de protection internationale

Question 1195 (09.06.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **permis de conduire:**

Im Januar 2015 hat der Minister angekündigt, dass er gedenkt, die Gültigkeitsfristen des Führerscheins für ältere Mitbürger zu verlängern. So muss der Führerschein zwischen dem 70. und 80. Lebensjahr nur noch alle fünf Jahre verlängert werden und nach dem 80. Lebensjahr nur noch im Zweijahresrhythmus. Die Maßnahme stellt sicherlich eine Verbesserung für die älteren Mitbürger dar und kommt meiner Forderung von April 2014 nach.

Anfang 2013 wurden in Luxemburg die neuen Führerscheine im Kreditkartenformat eingeführt. Meinen Informationen zufolge gibt es jedoch Probleme, was die Qualität dieser Führerscheine angeht. So seien etwa besonders die Fotos dermaßen undeutlich, dass manche Personen fast unkenntlich sind.

In Anbetracht dieser Informationen möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Wann werden die neuen Gültigkeitsfristen des Führerscheins in Kraft treten?

- Sind dem Minister die Probleme bezüglich der Führerscheine im Kreditkartenformat bekannt?

- Wenn ja, wie gedenkt der Minister, diese zu beheben?

Réponse (22.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge, d'une part, sur la date d'entrée en vigueur de la nouvelle périodicité du renouvellement du permis de conduire à partir de 70 ans et, d'autre part, sur les problèmes de qualité des permis de conduire sous forme de carte de crédit.

Une modification du Code de la Route sera publiée sous peu au Mémorial et adaptera notamment les dispositions en matière de renouvellement du permis de conduire pour les personnes âgées de plus de 70 ans, dispositions qui seront d'application à partir du 1er septembre 2015.

Ensuite, en ce qui concerne la qualité des photos sur les nouveaux permis de conduire, il y a lieu de confirmer que la qualité de la photo sur une partie des permis de conduire n'est pas optimale, et ceci du fait du degré insuffisant de la plupart des photos remises et en outre du fait de la perte de qualité, de quelques pour cent, inhérente au processus de fabrication des permis de conduire.

Afin de remédier à la situation actuelle peu satisfaisante, les services compétents sont en train d'analyser certaines solutions dont celle de prescrire en matière de permis de conduire le même processus pour l'enrôlement des photos qui est applicable en matière des passeports, à savoir la prise des photos au moyen des équipements spéciaux qui sont installés à cette fin auprès des administrations communales et qui permettent de générer des photos digitalisées d'une qualité largement supérieure à celle obtenue avec le logiciel actuel.

Question 1199 (09.06.2015) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant la **reconnaissance formelle de l'État de Palestine:**

Le 17 décembre 2014, la Chambre des Députés a adopté une motion concernant la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967. Au cours du débat qui a précédé l'adoption de cette motion, Monsieur le Ministre a notamment estimé que «le statu quo n'est pas une option» et que le Gouvernement était en faveur d'une telle démarche au moment opportun.

Depuis lors, un nouveau Gouvernement de droite a pris ses fonctions en Israël, dont

nombre de ministres sont ouvertement opposés à la création d'un État palestinien. En même temps, la communauté internationale, à l'image de l'Allemagne et de la France, multiplie les efforts pour relancer le processus de paix et notamment pour en arriver à une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU à ce sujet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas le moment opportun pour procéder à une reconnaissance de l'État de Palestine par le Luxembourg, afin d'appuyer la démarche actuelle de la communauté internationale?

2. Dans le cas contraire, quelles raisons Monsieur le Ministre fait-il valoir pour retarder une telle reconnaissance?

Réponse (21.07.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères, destinataire de la question parlementaire n°1199 du 9 juin 2015, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives à la reconnaissance formelle de la Palestine et le prie de trouver ci-après les réponses apportées à ces dernières. Le Ministre se propose de traiter les deux questions ensemble.

Lors des discussions le 30 décembre 2014 au sein du Conseil de Sécurité sur le projet de résolution présenté par la Jordanie et fixant un cadre contraignant pour la mise en œuvre de la solution à deux États, le Luxembourg avait donné les explications de vote suivantes: «Israéliens et Palestiniens n'arriveront à s'entendre que si la communauté internationale s'engage de manière plus déterminée que par le passé; si elle fixe le cadre d'un règlement avec des paramètres clairs et un calendrier précis. (...) Pour être à la hauteur de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité doit assumer un rôle plus actif pour appuyer et préserver la solution à deux États et mettre un terme à l'occupation.» Malgré le vote du Luxembourg en faveur de la résolution jordanienne, celle-ci n'a pas recueilli la majorité absolue de neuf votes requise pour pouvoir être adoptée.

Plus de six mois après cette réunion du Conseil de Sécurité, force est de constater que les négociations entre Israël et la Palestine sont toujours au point mort. S'il convient de déplorer cette situation, il y a toutefois lieu de noter que la France travaille sur le texte d'une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité. Sur le fond, le projet de résolution en question devrait inclure un échéancier endéans lequel les négociations entre Israéliens et Palestiniens devront permettre d'obtenir des avancées tangibles vers la solution à deux États, et donc à terme vers la fin de l'occupation israélienne.

En ligne avec son vote du 30 décembre, le Luxembourg favoriserait l'adoption d'une telle résolution et encourage la France à poursuivre les efforts en ce sens.

En raison de son engagement constant pour la mise en œuvre de la solution à deux États, le Luxembourg est en principe pleinement disposé à reconnaître la Palestine comme État. Toutefois une telle reconnaissance doit néanmoins servir l'objectif concret de la paix et ne devrait pas être une fin en soi, à portée exclusivement symbolique. Il s'agit de donner les meilleures chances de départ à un État palestinien reconnu par la communauté internationale. Par conséquent, la reconnaissance bilatérale, si elle entend être utilisée comme un instrument à portée politique, se doit dès lors de reposer sur une décision dûment considérée, prenant en compte le contexte politique international prévalant au moment de la reconnaissance.

Je suis donc convaincu qu'il faut attendre le moment le plus opportun sur le plan politique pour procéder à la reconnaissance de la Palestine comme État. Le cas échéant, une coordination parmi les États membres de l'Union européenne partageant les mêmes points de vue pourrait se révéler particulièrement utile pour maximiser l'impact politique de la reconnaissance.

S'il s'avère que le projet de résolution porté actuellement par la France ne peut être adopté par le Conseil de Sécurité, ou dans l'hypothèse où les négociations pour la mise en œuvre de la solution à deux États n'aboutissent finalement pas endéans l'échéance fixée par la résolution du Conseil de Sécurité, je suis persuadé que le Gouvernement luxembourgeois devra prendre ses responsabilités et reconnaître par conséquent formellement la Palestine en tant qu'État souverain et démocratique d'un seul tenant et viable sur la base des frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties et avec Jérusalem-Est comme capitale.

Finalement, il convient encore de noter qu'une éventuelle reconnaissance de la Palestine par le Luxembourg n'est pas dirigée contre Israël, mais doit être interprétée dans la perspective de la mise en œuvre effective de la solution à deux États, pour laquelle le Luxembourg, l'Union européenne et la communauté internationale s'engagent de façon constante depuis de longues années.

Q220

Question 1200 (10.06.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **problèmes dans le secteur des soins:**

Die kürzlich bekannt gewordenen Probleme im Pflegesektor betreffen auch den ländlichen Raum. So soll unseren Informationen zufolge die Tagespflegestätte „Am Schlass" in Wiltz demnächst schließen.

Wohlwissend, dass die Kosten im ländlichen Raum, aufgrund größerer Wege, höher sind als in den Städten, so muss trotzdem sichergestellt sein, dass die Menschen hier ein Anrecht auf die gleichen Pflegeleistungen haben.

In Anbetracht dieser Informationen möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Existiert ein Konzept, um die Chancengleichheit der Pflegeeinrichtungen im ganzen Land zu garantieren und vor allem der Einrichtungen im ländlichen Raum?

- Wird der speziellen Situation des ländlichen Raums und den damit verbundenen zusätzlichen Kosten im Rahmen der Reform der Pflegeversicherung Rechnung getragen und ist ein finanzieller Ausgleich vorgesehen?

Réponse (23.07.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires régissant la matière, tous les prestataires reçoivent les mêmes rémunérations pour des prestations identiques, quel que soit leur lieu d'activité.

Une analyse est actuellement en cours en vue de la mise en oeuvre d'une méthodologie tendant à permettre une rémunération adéquate des services disposés à intervenir dans des régions à population moins dense nécessitant l'organisation par ces structures de trajets plus longs, voire plus discontinus, dans le cadre de la garantie d'un service universel. La mise en œuvre de cette méthodologie est prévue en amont de la réforme projetée de l'assurance dépendance au niveau conventionnel.

Question 1211 (15.06.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **traitement des déchets infectieux du secteur hospitalier:**

À l'heure actuelle, les déchets infectieux du secteur hospitalier sont exportés à l'étranger en vue de leur traitement par incinération. La quantité de déchets infectieux effectivement produite au Luxembourg est estimée à 300 tonnes par an. Une étude réalisée par le SIDOR en 2014 a esquissé une solution nationale pour le traitement des déchets infectieux. Elle prévoit soit la création d'une nouvelle unité d'incinération uniquement pour déchets infectieux sur le site SIDOR, soit la stérilisation des déchets infectieux sur le site du SIDOR avec ensuite incinération dans l'usine existante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons les déchets infectieux du secteur hospitalier sont-ils exportés à l'étranger?

- Quel est le coût de ce traitement à l'étranger?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la solution nationale proposée par l'étude susmentionnée?

Réponse commune (20.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'exportation des déchets infectieux luxembourgeois vers l'étranger se fait à défaut d'installations luxembourgeoises adaptées au traitement de ce type spécifique de déchets.

L'Administration de l'Environnement ignore le coût du traitement de ces déchets. D'une façon générale, ce coût est négocié entre le producteur du déchet et le prestataire de services pour l'évacuation et le traitement des déchets. Il n'y a pas d'obligation de communication de ce coût à l'Administration.

Le Plan général de gestion des déchets, tel qu'il fut adopté par le Gouvernement en janvier 2010, prévoit trois options pour le traitement des déchets infectieux:

- l'exportation de ces déchets vers des installations d'incinération à l'étranger;

- la désinfection des déchets infectieux et leur élimination subséquente à l'incinérateur du SIDOR;

- la mise en place d'équipements spécifiques au SIDOR pour permettre l'enfournement des déchets infectieux directement dans l'incinérateur. (Vu le caractère infectieux de ces déchets, un enfournement par le biais de la fosse pour déchets municipaux n'est pas faisable.)

Cette proposition, réalisée sur base d'une étude effectuée par le Centre de ressources des technologies pour l'environnement (CRIE) en 2007, avait retenu comme étant équivalentes, d'un point de vue écologique, l'exportation et la désinfection dans une installation nationale avec incinération subséquente.

La décision finale sur l'option à retenir appartient cependant au secteur hospitalier. Si plusieurs réunions entre les différents acteurs, dont notamment la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois et le SIDOR ont eu lieu, toujours est-il qu'un accord n'a pas encore pu être trouvé jusqu'à présent.

Question 1216 (16.07.2015) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **maniement des comptes dormants:**

Dans le contexte des débats autour des comptes dormants, le directeur général de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a annoncé que l'établissement qu'il dirige pourrait dans les mois à venir définir des lignes directrices concernant le maniement de ces comptes par les établissements financiers soumis à sa surveillance. Une des pistes qu'il avance serait la création d'un registre central géré par la CSSF et qui répertorierait l'ensemble desdits comptes. Les personnes concernées pourraient alors s'adresser à la CSSF afin d'obtenir accès à ces comptes.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux idées avancées par le directeur général de la CSSF?

- Comment le Gouvernement entend-il aborder ladite problématique?

Réponse (20.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, la CSSF exerce ses fonctions en toute indépendance. Il n'appartient donc pas au Gouvernement d'interférer avec d'éventuelles initiatives de celle-ci au sujet du maniement des comptes dormants par les établissements sous sa surveillance.

Question 1217 (17.06.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **service des animations culturelles régionales:**

Le Ministère de la Culture héberge le service des animations culturelles régionales depuis les années 1990.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les missions précises de ce service et comment fonctionne-t-il?

- Combien de personnes travaillent dans ce service et quel est leur statut?

- Quels sont les projets actuels et les priorités du service des animations culturelles régionales?

- Comment le budget de ce service a-t-il évolué ces dernières années?

- Comment les relations avec les partenaires culturels les plus divers sont-elles organisées? Les centres culturels régionaux ou les festivals recourent-ils généralement ou occasionnellement à l'aide ou au conseil des animations culturelles régionales?

Réponse (28.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Grâce à la politique de décentralisation du Ministère de la Culture, l'offre culturelle en région s'est développée et professionnalisée continuellement les deux dernières décennies. La coopération et la communication entre les acteurs culturels régionaux se sont nettement améliorées: des projets culturels de qualité et d'envergure en sont le résultat.

Voilà pourquoi une délimitation géographique rigide du service d'animation culturelle régionale en régions Nord, Sud, Est, telle que pratiquée antérieurement, perd en importance et fait progressivement place à une répartition des tâches plus flexible et s'orientant aux projets du service.

Le service d'animation culturelle régionale travaille sur des projets en fonction des besoins des acteurs culturels régionaux et transfrontaliers afin de garantir un développement culturel régional en ligne avec la politique culturelle gouvernementale. Il est sollicité au niveau de l'information, de la médiation, de l'expertise et de la coordination. Actuellement ce service compte dans ses effectifs quatre personnes à temps plein avec le statut de l'employé d'État. Un poste est momentanément vacant et la procédure de recrutement est en cours.

Depuis 2014, le lieu de travail du service d'animation culturelle régionale est installé aux «Annexes» du Château de Bourglinster. L'avantage en est, d'une part, son accès rapide en région, sa proximité avec les acteurs culturels locaux et régionaux. D'autre part, cela permet d'assurer un encadrement optimal des artistes locataires et résidents des «Annexes», centre de création artistique, et de garantir la gestion journalière du site, y compris les locations des salles des fêtes du château lui-même.

Les missions du service d'animation culturelle régionale:

- développer des outils et méthodes pour formaliser une démarche de qualité en termes de coopération décentralisée pour l'action culturelle;

- encadrer les projets de l'animation culturelle régionale sous la tutelle du Ministère de la Culture;

- développer et accompagner de nouveaux concepts de coopération culturelle locale, régionale et transfrontalière;

- soutenir les acteurs du domaine culturel et socioculturel décentralisé dans leurs fonctions d'organisation et de gestion, de recherche et de création (centres culturels régionaux, musées régionaux, communes, syndicats, commissions culturelles communales, etc.);

- favoriser la création de synergies entre acteurs culturels et autres (associations socioculturelles, tourisme, développement régional, etc.);

- encadrer les acteurs culturels régionaux conventionnés avec le Ministère de la Culture;

- fournir, sur demande, une assistance ponctuelle aux projets artistiques et aux pratiques culturelles sur tout le territoire du pays;

- traiter les demandes de subvention des infrastructures culturelles dans les différentes communes;

- suivre tous les projets à caractère régional confiés par la Ministre et/ou la direction du Ministère de la Culture.

Sur base de ces missions je peux citer quelques projets actuellement en cours:

- Fond-de-Gras: Encadrement de la gestion du Parc Industriel et Ferroviaire du Fond-de-Gras. Analyse, conception et élaboration d'un nouveau concept pour le site en collaboration avec différents acteurs, en l'occurrence Luxinnovation, Fondation Bassin Minier, ORT, etc.;

- Musée national de la Résistance: Accompagnement dans l'élaboration d'un nouveau concept et encadrement de l'agrandissement et renouvellement du Musée national de la Résistance à Esch-sur-Alzette;

- Maison de l'Archéologie à Dalheim et site gallo-romain adjacent: accompagnement des travaux de revalorisation de la Maison de l'Archéologie à Dalheim et aide à l'élaboration d'un concept d'animation;

- les Annexes du Château de Bourglinster: mise en place d'un concept de fonctionnement pour les ateliers et résidences d'artistes, mise en place d'une stratégie de communication. Gestion et programmation du site (coordination des artistes résidents et locataires, gestion de l'agenda, suivi des contrats de location et de résidence, réception et traitement des candidatures, suivi de la domotique du lieu, etc.)

- Réseau Musées Luxembourg: animation et présidence du Réseau Musées Luxembourg regroupant les musées régionaux sous une même enseigne et développant des activités communes (invitation aux musées, élaboration de projets pédagogiques, site Internet, mise en place d'un logiciel d'archivage, etc.).

S'y ajoute une série de projets annuels récurrents:

- co-organisation de la résidence d'auteur pour littérature de jeunesse «Struwwelpippi kommt zur Springprozession»;

- organisation dé la résidence d'artiste transfrontalière «ARTMIX»: projet transfrontalier entre le Luxembourg et la ville de Sarrebruck;

- gestion des Galeries d'État Château de Bourglinster et «Konschthaus Beim Engel»;

- organisation de la journée «Invitation aux musées» en partenariat avec le groupement «Stater Muséeën»;

- organisation de l'évènement «Shakespeare at the castle»: pièce de théâtre anglophone et plein air du répertoire de W. Shakespeare sur le parvis du Château de Bourglinster;

- co-organisation des «Journées du chant grégorien» à l'abbaye de Clervaux;

- co-organisation de l'édition annuelle dé la «Fête de la musique» en donnant de nouvelles impulsions aux acteurs dans les régions.

Le service d'animation culturelle régionale ne dispose pas d'un budget propre. Les frais engendrés par les différents projets sont répartis sur plusieurs articles budgétaires qui ne desservent pas uniquement les besoins du service d'animation culturelle régionale, mais également d'autres services au sein du Ministère de la Culture. En ce qui concerne les besoins financiers du service d'animation culturelle régionale, les budgets sont dressés en fonction des projets à réaliser au courant de l'année suivante.

Concernant les relations avec les partenaires culturels régionaux, il faut dire qu'elles se déroulent sur plusieurs niveaux. D'une part, les agents du service d'animation culturelle régionale représentent le Ministère de la Culture dans les conseils d'administration des différentes structures culturelles en région (ORT, centres culturels régionaux, musées, châteaux, comités interministériels, parcs naturels, etc.), d'autre part, les agents du service d'animation sont sollicités explicitement par les acteurs en région. Le service réagit alors aux demandes spécifiques des acteurs culturels en région. Les centres culturels régionaux sont assistés par le service d'animation culturelle à travers un contact régulier. Les festivals recourent plutôt occasionnellement à l'aide du service d'animation culturelle régionale.

Question 1218 (17.06.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **conservation des oiseaux sauvages:**

La directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, dite «directive Oiseaux», vise à protéger, gérer et réguler toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres. Pour être conforme à la «directive Oiseaux», le Luxembourg a désigné douze zones de protection spéciale (ZPS) et les a intégrées dans son réseau Natura 2000. En 2015, il est prévu d'intégrer dans ce réseau six nouvelles zones IBA («Important Bird Areas») en tant que zones de protection spéciale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Qui définit les zones IBA et les zones de protection spéciale? Quelle est la densité d'une espèce d'oiseaux requise pour qu'une zone soit désignée comme zone de protection?

2. Des particuliers peuvent-ils signaler la présence d'oiseaux à protéger auprès du Ministère de l'Environnement? Dans l'affirmative, est-ce que ces signalements peuvent être à l'origine de la désignation d'une nouvelle zone IBA ou ZPS?

3. La présence d'oiseaux à protéger dans les zones IBA et zones de protection spéciale est-elle évaluée régulièrement? Dans l'affirmative, dans quelle périodicité ces évaluations ont-elles lieu et quelles conclusions peuvent en être tirées concernant la présence d'oiseaux à protéger dans ces zones?

4. La découverte d'oiseaux lors d'une étude stratégique environnementale peut-elle également être à l'origine de la création d'une nouvelle zone de protection?

Réponse (06.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

De prime abord, il y a lieu de faire une distinction claire et nette entre les «Important Bird Areas» (IBA), aires identifiées et délimitées par une organisation non gouvernementale internationale («Birdlife International»), et les zones de protection spéciale (ZPS), identifiées, délimitées et déclarées obligatoires par les États membres de l'Union européenne en application de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (ci-après «directive Oiseaux»), abrogeant la directive 79/409/CEE du 2 avril 1979.

La directive 2009/147/CE impose aux États membres l'obligation d'assurer la conservation de toutes les espèces d'oiseaux sauvages et de leurs habitats naturels présents sur leur territoire national respectif. Compte tenu de ces exigences, les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisantes d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux visées. Selon l'article 3 de la «directive Oiseaux», la préservation, le maintien et le rétablissement des biotopes et des habitats comportent en premier lieu la création de zones de protection. Les ZPS sont à désigner par les États membres en vertu de l'article 4 qui vise à protéger les espèces mentionnées à l'annexe I de ladite directive, ainsi que les espèces migratrices non visées à ladite annexe, dont la venue est régulière.

Pour ce faire seuls les critères ornithologiques peuvent servir de base pour délimiter les sites les plus appropriés en vue de leur désignation comme ZPS. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) refuse d'admettre dans ce contexte la prise en compte d'exigences économiques.

La CJUE rappelle de façon constante que «les États membres sont tenus de classer en ZPS tous les sites qui, en application des critères ornithologiques, apparaissent comme étant les plus appropriés au regard de la conservation des espèces en cause»[1]. En ce qui concerne l'envergure des ZPS que les différents États membres sont appelés à désigner en application de la directive 2009/147/CE, la CJUE a clairement défini que «(...) l'article 4, paragraphe 1, de la directive impose aux États membres une obligation de classer en ZPS les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation des espèces mentionnées à l'annexe I, à laquelle il n'est pas possible de se soustraire par l'adoption d'autres mesures de conservation spéciale».[1] Il s'ensuit que ni la taille du territoire national, ni le pourcentage de zones de protection communautaire par rapport à son territoire ne peuvent influencer le choix de l'État membre lors de la désignation de zones de protection. Les ZPS doivent être désignées en fonction des espèces protégées, de leur répartition naturelle et de leur présence réelle sur le terrain.

Les inventaires nationaux des IBA des différents pays membres de l'Union européenne constituent la référence pour toute identification des ZPS à désigner dans ces pays.

Les IBA pour leur part font partie d'un inventaire scientifique dressé en application d'un programme international de «Birdlife International» visant à recenser les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux sauvages. Pour être classé comme IBA, un site doit remplir au moins une des conditions suivantes:

- être l'habitat d'une certaine population d'une espèce internationalement reconnue comme étant en danger;

- être l'habitat d'un grand nombre ou d'une concentration d'oiseaux migrateurs;

- être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Les critères de sélection appliqués font intervenir des seuils chiffrés.

À l'origine de l'identification des IBA du Luxembourg figure l'identification de plusieurs zones supplémentaires en tant que IBA qui ne font pas partie des ZPS[2], réalisée par la Centrale ornithologique du Luxembourg (institution conventionnée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'environnement).

Le lien qui existe entre les IBA et les ZPS est avant tout d'ordre formel, alors que les IBA constituent des ZPS «de fait» dont le régime est plus restrictif que celui des ZPS régulièrement désignées par l'État membre. La faculté des États membres de porter une atteinte significative à des «ZPS de fait» ne saurait être justifiée par des exigences économiques et sociales. Seules des raisons d'intérêt public majeur comme celles relevant de la sécurité publique ou de santé humaine sont acceptables. Ce n'est qu'une fois les ZPS désignées en bonne et due forme - au Luxembourg par la voie de règlement grand-ducal - que, par le biais de l'article 7 de la directive 92/43 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage, un régime juridique plus élaboré devient applicable aux zones. En effet, l'article 6 de la directive 92/43 élargit l'éventail des raisons pouvant justifier une atteinte aux ZPS déjà classées, en y incluant expressément des raisons de nature sociale ou économique.

Quant à la nécessité d'étendre le réseau de ZPS, il y a lieu de rappeler que la Commission européenne a déjà entamé la procédure de précontentieux en sommant les autorités luxembourgeoises à se conformer à leurs obligations en matière de protection des oiseaux sauvages.

En effet, en date du 10 janvier 2011, la Commission européenne avait fait appel aux autorités compétentes luxembourgeoises, en l'occurrence le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de lui communiquer les résultats d'une évaluation du réseau national de ZPS et de l'informer de l'intention éventuelle du Gouvernement de procéder à la désignation de ZPS supplémentaires. À l'origine de cette démarche figure la proposition par la «Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga (LNVL)» de six zones supplémentaires en tant que «Important Bird Areas (IBA)» qui ne font pas partie des ZPS désignées en vertu de la «directive Oiseaux» concernant la conservation des oiseaux sauvages. En date du 4 mars 2011, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a informé la Commission par voie diplomatique qu'il procèdera à une analyse de ces zones et qu'il informera la Commission des démarches à suivre au premier semestre 2011.

Afin de vérifier le bien-fondé des IBA et la nécessité de désigner ces sites en tant que ZPS, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait chargé l'Université de Wageningen «Alterra» d'une analyse indépendante des données ornithologiques. Cette étude confirme d'abord l'importance des douze ZPS déjà désignées et confirme la lacune de la désignation pour les espèces liées aux milieux ouverts, ainsi que pour la Gélinotte des bois. Ensuite elle confirme la pertinence scientifique des six IBA et suggère leur désignation par le Gouvernement luxembourgeois en tant que ZPS.

Le Département de l'environnement a ensuite procédé à un affinage détaillé des délimitations des ZPS, analysé l'existence de conflits potentiels avec les PAG existants des communes et aplani les différences.

Les six nouvelles ZPS ont trouvé l'aval du Gouvernement en Conseil dans sa séance du 31 juillet et le projet de règlement grand-ducal y afférent poursuivra la procédure prévue par la loi.

L'honorable Député s'enquiert encore de la méthode de délimitation et de suivi des IBA respectivement des ZPS.

En vertu de la «directive Oiseaux» et de la jurisprudence constante de la Cour de justice des Communautés européennes, seuls des critères à caractère scientifique doivent présider lors du choix et de la délimitation des sites.[3]

La délimitation des ZPS supplémentaires est déterminée sur base des coordonnées géographiques des données ornithologiques issues d'inventaires ciblés des espèces protégées présentes sur le territoire. Les zones ainsi délimitées comportent également des biotopes, habitats et milieux naturels qui font partie intégrante des écosystèmes favorables à la conservation des espèces visées.

Une zone d'intérêt ornithologique peut être qualifiée en tant que partie d'un paysage ou d'une région, dans laquelle les espèces d'oiseaux clés sont présentes en nombre et en densité supérieurs à la moyenne, dans laquelle des habitats importants pour ces espèces sont abondants et dans laquelle des mesures de conservation peuvent être entreprises afin de garantir le maintien des espèces en question. Les zones d'intérêt ornithologique sont délimitées géographiquement de façon à ce que la zone:

- soit différente en caractère, en habitat et en intérêt ornithologique par rapport aux régions environnantes;

- existe en tant qu'autre type de zone protégée ou peut être gérée comme entité de zone par des mesures de conservation;

- soit une zone qui présente les conditions requises pour l'occupation par les espèces clés à considérer.

Les informations pour la distribution et les effectifs des espèces d'oiseaux au Luxembourg se basent sur différents inventaires récents des espèces clés, réalisés selon des standards systématiques reconnus, et encadrés par la Centrale ornithologique du Luxembourg, ainsi que sur des informations contenues dans la banque de données du Muséum national d'Histoire naturelle. Pour de nombreuses espèces d'oiseaux clés, les informations d'un inventaire national ou régional étaient donc disponibles, tel que pour la Pie-grièche écorcheur «Lanius collurio», la Pie-grièche grise «Lanius excubitor», les deux espèces de milans, le Milan royal «Milvus milvus» et le Milan noir «Milvus migrans», ou encore le Vanneau huppé «Vanellus vanellus». Pour d'autres espèces existait une très bonne connaissance des noyaux de distribution les plus importants grâce à des suivis annuels, tels la Cigogne noire «Ciconia nigra», le Faucon pèlerin «Falco peregrinus», le Grand-duc d'Europe «Bubo bubo», la Râle des genêts «Crex crex» ou le Blongios nain «Ixobrychus minutus».

L'article 12 de la «directive Oiseaux» concerne l'obligation de rapportage des États membres et de la Commission, tout en se focalisant sur les progrès réalisés dans l'implémentation de ladite directive. Récemment, la Commission sur accord avec les États membres a revu la procédure de rapportage dans l'objectif de le compléter par les données concernant l'état de conservation des populations des espèces d'oiseaux sauvages visées par la directive, tout en faisant un parallélisme entre la procédure et les échéances du rapportage de la «directive Oiseaux» et celui de la «directive Habitat», c.-à-d. une périodicité de six ans. La méthodologie et les résultats sont accessibles en ligne, ainsi qu'un résumé des résultats concernant les oiseaux.[4]

Une bonne connaissance de la situation et des variations des effectifs des populations d'oiseaux est une condition essentielle pour garantir que les États membres de l'Union européenne transposent de façon suffisante les obligations de la «directive Oiseaux». Pour évaluer les effectifs des populations et pour déterminer leurs variations dans le temps, ainsi que pour identifier des différences géographiques ou encore des différences dans et en dehors du réseau Natura 2000, une méthodologie standardisée, répétable et donc comparable entre les comptages est nécessaire. Considérant ce qui précède, des programmes de suivi de nombreuses espèces d'oiseaux ont été initiés depuis la fin des années 1990 par la Centrale ornithologique du Luxembourg cofinancée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Question 1219 (17.06.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **membres actifs féminins dans les corps de sapeurs-pompiers:**

À l'occasion de la Journée internationale de la femme 2013, le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA) avait lancé l'initiative «D'Fraen am Rettungswiesen: Mir sinn dobäi!». Cette campagne avait pour objectif d'encourager les femmes à s'engager davantage dans les services de secours, y inclus les corps de sapeurs-pompiers. Les rapports annuels[5] sur les effectifs des différents corps de sapeurs-pompiers, publiés par la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers du Grand-Duché de Luxembourg, n'incluent cependant pas de statistiques sur le genre des membres actifs au sein de chaque corps, sauf pour les sections des jeunes «Jugendpompjeeën».

Selon mes informations, un corps de sapeurs-pompiers du Grand-Duché semble ne pas accepter des membres actifs féminins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. L'impact de la campagne du MEGA sur l'engagement des femmes dans les services de secours et plus particulièrement dans les corps de sapeurs-pompiers a-t-il été analysé?

2. Quelle est l'évolution du nombre d'hommes et de femmes actifs au sein des différents corps de sapeurs-pompiers dans les années 2012, 2013 et 2014?

3. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un, voire plusieurs corps de sapeurs-pompiers n'acceptent pas de femmes comme membres actifs? Dans l'affirmative, ce refus n'est-il pas contraire à la législation en vigueur et au principe d'égalité devant la loi?

[1] Arrêt C-3/96, 19 mai 1998, Commission des Communautés européennes c/ Royaume des Pays-Bas

[2] http://www.luxnatur.lu/publi/wb25001144.pdf#page84

[3] CJCE, C-355/90, 2 août 1993, Commission/Espagne; CJCE, C-44/95, 11 juillet 1996, Commission/Royaume-Uni; CJCE, C-71/97, 1 octobre 1998, Commission/Espagne; CJCE, C-3/96, 19 mai 1998,Commission/Pays-Bas; CJCE, C-71/97.

[4] http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/dossiers/Rapports desdirectives/index.html

[5] http://www.pompjeesverband.lu/content2/menu/left/122

Réponse (22.07.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée réfère à une campagne lancée conjointement par le Ministère de l'Égalité des chances et le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2013. La campagne consistait en des démonstrations de sauvetage effectuées par des membres actifs féminins des services de secours sur la place Guillaume à Luxembourg-ville et en une table ronde organisée au Cercle Cité.

Il n'y a pas eu d'analyse spécifique concernant l'impact de cette campagne sur l'engagement des femmes dans les services de secours.

En ce qui concerne les corps de sapeurs-pompiers, le nombre de membres féminins a évolué comme suit dans les années 2012 à 2015:

Année	Membres actifs	Vétérans	Membres inactifs	Jeunes pompiers	Total
2012	589	31	22	310	952
2013	534	30	54	300	918
2014	532	34	76	318	960
2015	528	34	79	319	960

Le Ministère de l'Intérieur n'a pas connaissance que des corps de sapeurs-pompiers n'accepteraient pas des femmes comme membres actifs et aucune réclamation dans ce sens n'a été portée â sa connaissance. Un tel comportement serait en effet contraire à la législation en vigueur et au principe d'égalité devant la loi.

Question 1220 (17.06.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**évaluation des risques à effectuer par les employeurs:**

Aux termes de l'article L.312-1 du Code du Travail, tout employeur doit assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. Pour y parvenir il doit e. a. procéder à une évaluation des risques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tout employeur établi au Luxembourg procède à cette évaluation des risques? De quelle manière?

2. Combien d'entreprises ont recours à des «salariés désignés», tels que définis à l'article L.312-3 du Code du Travail et combien font appel à des compétences extérieures?

3. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de fois l'Inspection du travail et des mines a été saisie en application de l'article L.312-7 (5) du Code du Travail au cours des cinq dernières années? Combien de fois les réserves exprimées par les salariés quant au dispositif mis en place par l'employeur se sont-elles avérées par la suite?

Réponse (24.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire:*

Aux termes de l'article L.312-1 du Code du Travail, tout employeur doit assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. Pour y parvenir il doit e. a. procéder à une évaluation des risques.

Ad 1. Le premier alinéa du 3e paragraphe de l'article L.312-2 du Code du Travail dispose que l'employeur doit évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris dans le choix des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques et dans l'aménagement des lieux de travail. Le point 1 du premier paragraphe de l'article L.312-5 du Code du Travail dispose que l'employeur doit disposer d'une évaluation des risques pour la sécurité et la santé au travail, y compris ceux concernant les groupes des salariés à risques particuliers.

Dans le cadre de ses compétences, l'ITM effectue des contrôles ponctuels dans les entreprises. Ces contrôles englobent divers aspects relatifs à la sécurité et à la santé des salariés.

Vu que ces contrôles ne sont qu'effectués dans un nombre restreint d'entreprises, aucune statistique se référant à tous les employeurs ne peut être fournie.

Par ailleurs, conformément à l'article L.614-3 du Code du Travail, si l'employeur contrôlé n'a fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou sanction administrative, le rapport relatif au contrôle ainsi que toutes les pièces s'y rapportant sont à détruire dans les deux ans.

Toutefois, il y a lieu de relever que pour les établissements soumis à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les exploitants sont tenus de fournir une telle évaluation des risques dans le cadre de la demande d'autorisation.

Ad 2. L'article L.312-3 dispose que tout employeur doit désigner un ou plusieurs salariés pour s'occuper des activités de protection et des activités de prévention des risques professionnels de l'entreprise. Pour les entreprises occupant jusqu'à 50 salariés, l'employeur peut lui-même assumer cette mission, lorsqu'il remplit les conditions y relatives. Malheureusement, la législation ne prévoit pas que la désignation d'un salarié désigné soit notifiée, soit au Ministre ayant le travail dans ses attributions, soit à l'Inspection du travail et des mines.

Par conséquent, ni l'ITM, ni le Ministre ne disposent de statistiques sur le nombre des salariés désignés qui ont été nommés par les entreprises. Il en est de même en ce qui concerne le recours à des compétences extérieures.

Suivant les indications des organismes de formation, 1.386 personnes ont été formées entre 1997 et 2006 et environ 12.000 personnes ont suivi la formation pour salariés désignés depuis 2007.

Ad 3. L'article L.312-7 (5) dispose que l'employeur est tenu d'accorder aux délégués à la sécurité une dispense de travail suffisante sans perte de salaire et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour permettre à ces représentants d'exercer les droits et fonctions découlant du présent titre. Les salariés ou leurs représentants ont le droit de faire appel, conformément notamment au livre VI, titre 1er, à l'Inspection du travail et des mines s'ils estiment que les mesures prises et les moyens engagés par l'employeur ne sont pas suffisants pour garantir la sécurité et la santé au travail.

Conformément à l'article L.614-3 du Code du Travail, si l'employeur contrôlé n'a fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou sanction administrative, le rapport relatif au contrôle ainsi que toutes les pièces s'y rapportant sont à détruire dans les deux ans.

Actuellement, le système de gestion des enquêtes auprès de l'ITM n'offre pas la possibilité de fournir des données chiffrées relatives à la saisine de délégués à la sécurité.

Question 1222 (17.06.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **sapeurs-pompiers volontaires:**

Le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 portant organisation 1. de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours 2. des services d'incendie et de sauvetage des communes précise que pour être admis aux fonctions de sapeur-pompier volontaire, le candidat doit signer une déclaration d'adhésion au corps des sapeurs-pompiers et dans un délai de deux années à compter de sa date d'admission, il doit avoir obtenu le brevet de formation initiale des sapeurs-pompiers volontaires.

Endéans les cinq années qui suivent l'adhésion du candidat, ce dernier doit obtenir le brevet d'aptitude du 1er degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie. Le sapeur-pompier qui n'obtient pas ce brevet dans ce délai est qualifié de membre inactif et ne peut plus prendre part aux interventions effectuées par son corps.

Or, beaucoup de sapeurs-pompiers volontaires, membre d'un corps des sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 et pouvant se prévaloir de plusieurs années d'expérience ne sont pas en possession du brevet d'aptitude requis par ce règlement grand-ducal. De ce fait, beaucoup de corps de pompiers risquent de ne plus être opérationnels vu que ces membres sont qualifiés de membres inactifs et ne peuvent ainsi plus participer aux interventions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Pour les sapeurs-pompiers volontaires membre d'un corps des sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement susmentionné, est-il prévu de les dispenser de l'obtention du brevet d'aptitude du 1er degré afin qu'ils puissent continuer à prendre part aux interventions effectuées par leur corps et ainsi agir et s'engager en faveur de leurs concitoyens?

Réponse (22.07.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député fait référence à l'obligation pour les sapeurs-pompiers volontaires d'obtenir dans un délai de cinq ans à partir de leur adhésion au corps de sapeurs-pompiers, le brevet d'aptitude du degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie. Monsieur le Député fait encore observer qu'un certain nombre de sapeurs-pompiers volontaires, membres d'un corps des sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 et pouvant se prévaloir de plusieurs années d'expérience, ne sont pas en possession du brevet d'aptitude requis par ce règlement grand-ducal et ne peuvent ainsi plus participer aux interventions.

Cette problématique a été portée à la connaissance du Ministère de l'Intérieur par la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers qui avait demandé une dérogation pour les sapeurs-pompiers volontaires, ayant eu au moins 50 ans au moment de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 5 mai 2010 précité et qui ont au moins 25 années de service à leur actif. Le Ministre de l'Intérieur a suivi la proposition de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers, de sorte que le règlement grand-ducal du 12 février 2015 a introduit une dispense pour l'obtention du brevet d'aptitude du 1er degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie pour les sapeurs-pompiers qui remplissent les conditions mentionnées ci-dessus, sous réserve d'avoir suivi une formation d'au moins 28 heures en matière de lutte contre l'incendie dispensée par un organisme agréé par le Ministre avant le 31 décembre 2018 au plus tard.

Je tiens à relever que la décision de ne pas dispenser les personnes membres d'un corps de sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 de l'obtention du brevet d'aptitude du 1er degré a été prise a juste titre par mon prédécesseur. En effet, l'amélioration de la formation des agents des services de secours pour des raisons de sécurité (tant pour les agents eux-mêmes et leurs collègues que pour les personnes à secourir) a été un des principes majeurs ayant guidé la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours et votée également par l'honorable Député.

Afin de permettre aux sapeurs-pompiers qui ne remplissent plus ou pas encore les conditions de formation prévues par la réglementation en vigueur, mes services étudient, ensemble avec la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers, les possibilités d'augmenter et de diversifier l'offre des cours de formation, afin de permettre à tous les membres des corps de sapeurs-pompiers de satisfaire aux conditions de formation demandées.

Question 1223 (17.06.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réhabilitation du Pont Adolphe:**

Le 2 avril 2015, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a annoncé que les coûts de réhabilitation du Pont Adolphe s'élèveraient à 40,2 millions d'euros, ce qui correspond à des économies d'environ un tiers du montant initialement prévu de 63 millions d'euros. Selon Monsieur le Ministre, cette réduction drastique résulte de la baisse du cours des matières premières et des offres des entreprises liées à la conjoncture.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quant aux économies liées à la baisse des matières premières, selon certaines sources, la reconstruction du pont se ferait non pas à l'aide de pierres naturelles mais de pierres en béton habillées. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il confirmer cette affirmation?

- Quant aux économies liées aux entreprises et à la conjoncture, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il préciser d'où ces économies proviennent exactement?

- Est-ce qu'il y a des économies par rapport à la main-d'œuvre employée?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que tous les travailleurs impliqués dans ces travaux furent embauchés selon les règles du droit du travail luxembourgeois?

- La main-d'œuvre est-elle suffisamment formée et spécialisée pour réhabiliter le Pont Adolphe selon les «règles de l'art», dans le respect de l'ouvrage de l'ingénieur Paul Séjourné?

- Le rapport de la Commission du Développement durable mentionne que «les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe devraient lui assurer une pérennité d'une centaine d'années». Pendant combien d'années le pont réhabilité sera-t-il couvert par la garantie? Comment et par qui la surveillance et la maintenance des structures du Pont Adolphe seront-t elles assurées?

- Est-ce qu'il y a des études sur la réaction des structures métalliques face aux variations du climat et aux charges auxquelles elles sont exposées? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats? Monsieur le Ministre peut-il garantir que le carottage (tiges, barres métalliques) ne risque pas de causer de nouveaux problèmes?

Réponse (28.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés au sujet de la reconstruction du Pont Adolphe à l'aide de pierres naturelles, il y a lieu de souligner que le projet de réhabilitation de l'ouvrage a été conduit par mes services en s'obligeant au maintien maximal, voire total, des maçonneries d'origine. Chaque pierre démontée a été numérotée, stockée et sera finalement reposée à sa place d'origine. Seules les pierres cassées ou fortement détériorées (environ 5% du volume) seront remplacées par de nouvelles pierres naturelles en provenance des mêmes carrières que celles utilisées à l'époque par Paul Séjourné et plus précisément:

- les pierres de Gilsdorf utilisées pour l'arc principal et le complément du blason;

- les pierres d'Ernzen pour le restant du pont.

Les balustrades du garde-corps, qui est à refaire tel que prévu par le projet, seront reconstruites à l'identique avec des pierres naturelles d'Ernzen. Seules les parties pleines auront un noyau, en béton armé - indispensable pour la stabilité - comme c'était déjà le cas auparavant.

L'exploitant des carrières est une société spécialisée en pierres naturelles qui dispose d'une expérience de plusieurs décennies. Elle est mandatée directement par l'Administration des Ponts et Chaussées. La réfection de la maçonnerie sur site est assurée par une entreprise spécialisée, provenant du Sud de la France et disposant d'une grande réputation dans ce domaine.

Il y a donc lieu de remarquer que les sources des honorables Députés étaient mal informées.

Une économie des coûts de réhabilitation du Pont Adolphe n'est donc pas due aux pierres naturelles, mais notamment aux raisons suivantes:

Au moment du dépôt de la loi portant sur la réhabilitation du Pont Adolphe, certains détails du projet n'avaient pas encore été définitivement arrêtés, à savoir:

- utilisation d'un acier à haute ductilité pour les barres de confortement des arcs au lieu du titane. En effet, les essais menés à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) ont montré le caractère fragile de ce dernier matériau;

- réorganisation de l'installation de chantier et renonciation à la construction d'une importante surface de travail le long de la Pétrusse en rive droite;

- diminution de l'envergure du projet, notamment la réfection des trottoirs et le renouvellement des réseaux le long des routes adjacentes.

Chaque projet mis en soumission est sujet à la concurrence entre les entreprises. Les offres sont élaborées sur base des expériences spécifiques, du know-how, des ressources humaines et matérielles de l'entreprise, ainsi que de leurs relations avec des sociétés spécialisées dans différents domaines qui seront éventuellement leurs sous-traitants.

Le prix de chaque position est influencé par le taux d'occupation des entreprises, et en conséquence le nombre de projets/travaux sur le marché conditionne le niveau des montants

des travaux (loi des marchés, offre et demande).

Ainsi le prix de l'offre de l'adjudicataire se situe de presque 23% en dessous du devis remis avec le dossier de soumission. Toutefois, l'adjudicataire a remis une offre techniquement conforme et respectant les taux prévus par la convention collective de travail pour le bâtiment déclarée d'obligation générale.

L'affinement des études du projet du tram avec abandon du principe de l'alimentation des trams par un troisième rail conducteur va aussi conduire à une économie sensible des coûts.

S'y ajoute encore le fait que la baisse du coût des travaux entraîne automatiquement une baisse des honoraires des bureaux d'études qui sont calculés au prorata du coût effectif des travaux. Aussi, au stade actuel des travaux, le montant réservé aux divers et imprévus ne sera pas entièrement dépensé.

En ce qui concerne la main-d'œuvre employée, il faut dire que le chantier de réhabilitation du Pont Adolphe a un taux de main-d'œuvre très élevé par rapport à d'autres chantiers classiques de construction d'ouvrages d'art. L'emploi de machines lourdes n'est guère possible en raison de la capacité portante de l'échafaudage et des contraintes liées à la limitation des vibrations dans la structure. L'affectation du personnel et de la main-d'œuvre est conditionnée par le phasage des travaux et l'interaction des différents corps de métier dans le cadre du planning général des interventions.

En moyenne une cinquantaine d'ouvriers par jour travaillent sur ce chantier et des économies par rapport à la main-d'œuvre ne sont pas envisageables sans allonger considérablement les délais pour la finalisation des travaux. La seule économie se reflète dans le savoir-faire des entreprises à planifier les travaux de façon à ce que l'occupation du personnel soit efficace et continue.

Au sujet de l'embauche des travailleurs selon les règles du droit du travail luxembourgeois je renvoie à ma réponse commune avec le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à la question parlementaire n°1186 de Messieurs les Députés Marc Spautz et Aly Kaes *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015)*.

Ainsi, dans le cadre du respect du travail en détachement et de la sécurité, l'Inspection du travail et des mines (ITM) fait des contrôles réguliers concernant le personnel détaché par les entreprises et le respect du droit du travail luxembourgeois.

De plus, le chantier est équipé d'une pointeuse afin de contrôler le nombre d'heures de travail et les présences sur le chantier et chaque ouvrier est obligé de s'enregistrer dès son arrivée au chantier.

Toutes les entreprises ont les références et l'expérience nécessaires pour mener les travaux dé réhabilitation du Pont Adolphe à bonne fin et leurs ouvriers ont un grand savoir-faire dans leur domaine respectif et sont suffisamment formés et spécialisés pour réhabiliter le Pont Adolphe.

De plus, des procédures de travail sont rédigées pour chaque activité sur le chantier. La plupart des procédures sont soumises à une validation par des essais de convenance avant leur approbation.

Finalement, les ouvriers et employés doivent se soumettre aux ordres de l'administration. En cas de non-obéissance ou en cas de circonstances graves, l'écartement du chantier de ces personnes sera exigé, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent.

La pérennité de l'ouvrage est conçue pour une durée de 100 ans.

Lors des phases d'études et de préparation du projet, de multiples analyses ont été réalisées. Des universités ainsi que des experts à l'échelle européenne ont été consultés et ont contribué à la définition des procédés et mesures de réhabilitation et de conservation de l'ouvrage.

Toutes ces analyses et études ont été coordonnées par la Division des Ouvrages d'Art de l'Administration des Ponts et Chaussées qui assure également le suivi, la surveillance et l'entretien de l'ouvrage.

L'ouvrage sera équipé d'un système de monitoring de détection de corrosion qui fournira à fout moment des informations sur l'état des éléments.

Concernant la garantie, l'entrepreneur est responsable conformément aux articles 1641, 1792 et 2270 du Code civil.

Quant à la réaction des structures métalliques face aux variations de climat et aux charges, je précise que l'élément principal de la stabilisation de l'ouvrage, outre l'injection de l'ensemble des fissures et microfissures est constitué par le confortement de l'arc principal au moyen d'une précontrainte radiale et transversale. Ensemble avec les forces naturelles axiales dues au système statique et à la nature de l'ouvrage, la précontrainte dans les deux sens crée un état tridimensionnel de contraintes qui augmente la résistance de la structure et la capacité portante de l'ouvrage.

Ce système a été mis au point en étroite collaboration avec les bureaux d'études et l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et une attention particulière a été portée sur la performance du système de protection anticorrosion:

- la protection passive est conçue d'éléments redondants. Toutes les pièces d'ancrage de la précontrainte sont réalisées en inox Duplex qui représente l'acier le plus résistant contre la corrosion;

- un système actif de détection de corrosion est installé et surveille l'ouvrage en permanence.

Tous les forages sont injectés au moyen d'un coulis spécifique à base de ciment. Par ailleurs, une partie des ancrages est munie de l'option d'un démontage ultérieur pour des raisons de contrôle et d'analyse.

Il est assuré que la sollicitation dans l'arc ne dépasse jamais les limites des matériaux et de la structure. Dans cet objectif, une surveillance permanente par équipements «thermologgers», extensomètres, détecteurs d'ébranlements, ainsi qu'un suivi régulier des déformations seront mis en place.

L'ensemble des phases de démolition et de reconstruction est calculé minutieusement moyennant des logiciels performants. De plus, les têtes d'ancrage sont capables de reprendre les différences d'allongement entre la pierre et l'acier suite aux variations de température. On peut ainsi garantir que les nouvelles inclusions ne risqueront pas de causer de nouveaux problèmes.

Même si le risque de tremblement de terre est pratiquement inexistant, le pont a été conçu pour y résister.

Question 1224 (17.06.2015) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **Traité de non-prolifération:**

Lors de la récente Conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) qui s'est conclue à New York le 22 mai 2015, 107 nations ont approuvé l'important Engagement humanitaire proposé par l'Autriche «pour combler le vide juridique pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires». Cela a constitué le résultat le plus significatif de ce mois de négociations mouvementées.

Malheureusement, le Luxembourg ne figurait pas parmi les nations qui ont approuvé ce texte.

Partant, je voudrais poser les questions suivntes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas approuvé l'Engagement humanitaire proposé par l'Autriche?

2. En tant que partie du Traité de non-prolifération, le Luxembourg est dans l'obligation légale de poursuivre les négociations pour le désarmement nucléaire. N'estimez-vous pas que l'approbation de l'Engagement humanitaire soit conforme à cette obligation légale?

3. Cette décision est-elle définitive ou le Gouvernement luxembourgeois entend-il rejoindre prochainement les 107 nations qui ont approuvé l'Engagement humanitaire?

Réponse (21.07.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Le Luxembourg partage l'objectif d'un désarmement et la création d'un monde sans armes nucléaires dans le cadre des accords internationaux existants et des accords de sécurité auxquels il adhère. Dans cet esprit, il est dommage que la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) a laquelle se réfère l'honorable Député n'ait pas été en mesure d'adopter un document final et d'enregistrer par la même occasion des progrès dans le domaine du premier pilier du Traité, à savoir le désarmement.

Le Luxembourg considère que l'approche retenue par l'«Engagement humanitaire» pour atteindre un monde sans armes nucléaires - à savoir la rédaction d'un nouvel instrument juridiquement contraignant prohibant la production, le stockage ou la vente d'armes nucléaires - n'est pas de nature à répondre à l'objectif poursuivi, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les préoccupations sécuritaires des États détenteurs d'armes nucléaires parties au TNP qui, au vu des bouleversements récents au niveau de l'environnement sécuritaire global, ne signeraient dès lors pas un tel instrument.

C'est la raison pourquoi le Luxembourg continue à soutenir l'approche progressive de désarmement nucléaire, qui se base sur des réductions étape par étape, vérifiables par le biais d'un processus négocié entre les États détenteurs d'armes nucléaires. Par ailleurs, des réflexions s'imposent également concernant les autres États possédant des armes nucléaires qui ne sont pas parties du TNP et qui ne sont actuellement soumis à aucune obligation juridique.

Ad 2. Le Traité de non-prolifération a en effet pour objectif ultime le désarmement nucléaire et la création d'un monde sans armes nucléaires. Or, comme indiqué sous le point 1., le débat concernant la meilleure manière d'y arriver demeure ouvert et a donc dominé la récente Conférence d'examen à New York.

Ad 3. Luxembourg demeure fermement engagé à créer un monde exempt d'armes nucléaires et continue de considérer le TNP comme la pierre angulaire du régime global de non-prolifération. Le Luxembourg plaide par ailleurs en faveur d'un recentrage des débats sur l'entrée en vigueur du TICE (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), ainsi que sur les efforts de lancer dans les meilleurs délais des négociations pour un traité interdisant ta production de matières fissiles pour les armes nucléaires («Fissile Material Cut-off Treaty»).

Question 1225 (19.06.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **réseau national des pistes cyclables:**

Le programme gouvernemental précise qu'il «est prévu de développer de façon conséquente le réseau national des pistes cyclables tant pour les besoins touristiques que pour les besoins de la mobilité quotidienne». En date du 24 février 2015, la Chambre de Députés a voté de manière unanime le projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Lors des discussions au sein de la Chambre des Députés, il était question d'un phasage pour la mise en place des différentes pistes cyclables prévues. Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir de plus amples informations quant aux différentes phases de mise en œuvre?

- Lesquelles des pistes cyclables sont définies prioritaires par le Gouvernement dans un premier temps?

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à l'état d'avancement de la planification, au délai de construction et aux travaux à exécuter dans ce contexte?

Réponse (31.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux prévoit la création de 41 itinéraires cyclables nationaux qui doivent desservir des points d'intérêts majeurs tels que des gares ferroviaires ou des pôles d'emplois. De ce fait, il est non seulement prévu de réaliser de nouveaux itinéraires cyclables, mais d'adapter aussi le réseau national existant afin de pouvoir desservir lesdits points d'intérêts et de supprimer les points dangereux.

Mes services ont identifié en conséquence les différentes mesures nécessaires pour la réalisation de ces itinéraires qui peuvent à ce stade être regroupés à plus de 100 projets, dont certains sont déjà plus avancés vu qu'ils ont été élaborés sur base de l'ancienne loi datant de 1999. Les nouveaux projets sont actuellement analysés conjointement par les services en charge de la mobilité douce, de l'environnement et de la gestion de l'eau en vue des autorisations nécessaires conformément à la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et la loi du 30 décembre 2008 sur la protection et gestion des eaux.

Vu que l'extension du réseau cyclable national ne peut pas se faire d'un seul coup, des priorités ont été définies pour ces projets en fonction de leur utilité dans le réseau national et des ressources pour la mise en œuvre. De manière générale, une priorité est accordée à la connexion du réseau cyclable national aux grands pôles d'emplois, aux pôles d'échanges et parkings relais, aux itinéraires touristiques internationaux ainsi qu'aux lycées de proximité.

De ce fait, il est prévu que pour les projets de la première phase de réalisation, au moins les chantiers débuteront dans les meilleurs délais. En ce qui concerne les projets pour la mobilité douce quotidienne, on peut citer entre autres la desserte interne des centres de développement et d'attraction, la liaison entre les communes de la Région Sud, la desserte des zones d'activités d'envergure ainsi que certaines pénétrantes de la Ville de Luxembourg. Les grands projets à vocation touristique sont la réalisation de l'Eurovéloroute n°5 passant sur le territoire luxembourgeois par les pistes PC17, PC11 et PC6, la promenade le long de la Moselle, le raccord de la Vennbahn à Clervaux et à la Nordstad ainsi que le raccord de la zone de récréation «Stauséi» au réseau national.

Cependant, la planification de toutes les autres pistes cyclables avancera parallèlement. De ce fait, si l'un des projets prioritaires rencontrait des difficultés et des retards imprévus, un autre projet, non prioritaire, mais dont les questions d'emprises et d'autorisations auraient été réglées, serait réalisé plus tôt que prévu.

Question 1228 (19.06.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**éducation précoce:**

En automne dernier, le Gouvernement avait annoncé de créer un accès gratuit à un encadrement pédagogique pour les enfants de deux à trois ans pendant les horaires de l'enseignement public luxembourgeois (26 heures par semaine) et la durée de l'année scolaire (36 semaines).

Quant à l'éducation précoce, celle-ci est déjà gratuite et s'adresse à tous les enfants âgés de trois ans. La fréquentation des classes précoces est facultative, toutefois une fois les enfants inscrits, les parents sont tenus d'assurer la présence de ces derniers en classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de classes précoces existent actuellement au Luxembourg?

2. Combien de places sont actuellement disponibles dans l'ensemble des classes précoces?

3. Combien de places sont à mi-temps et à plein-temps? (Certaines communes proposent les deux formules.)

4. Existe-t-il un manque de places? Quelles communes sont le plus concernées par ce manque de places?

5. Combien de places seront encore nécessaires pour garantir à chaque enfant âgé de trois ans le droit de pouvoir fréquenter une classe de l'éducation précoce pendant l'horaire total de l'école luxembourgeoise?

6. De quelle manière le Ministre entend-il réaliser le principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre tous les enfants dans l'accès à l'éducation précoce?

Réponse (21.07.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Durant l'année scolaire 2014-2015, 251 classes d'éducation précoce figuraient dans les organisations scolaires établies par les communes/syndicats scolaires.

Ad 2. Partant des recommandations de ma circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2015-2016 qui précise que les groupes d'éducation précoce ne devraient, en principe, pas dépasser 20 enfants par groupe, 251 classes pourraient accueillir un maximum de 5.020 enfants. Cette considération ne tient évidemment pas compte de la capacité actuelle des locaux scolaires, mais est à considérer comme limite supérieure. Pour comparaison, d'après les modèles calculés par le Statec, la population comprend 6.083 enfants de trois ans en 2014.

Ad 3. L'éducation précoce est organisée par plages: cinq plages durant les matinées du lundi au vendredi et trois plages durant les après-midis du lundi, mercredi et vendredi. L'inscription des enfants à l'éducation précoce dépend aussi bien de la volonté de leurs parents que des disponibilités offertes par les

communes. Au cours de l'année scolaire 2014-2015, 4.059 enfants ont été inscrits pour un total de 26.187 plages, alors que l'inscription théorique maximale se chiffre à 32.472 plages pour ces mêmes enfants.

Partant des considérations développées au point 2. ci-avant, un total de 5.020 enfants aurait pu être inscrit pour un maximum de 40.160 plages.

Ad 4. L'éducation précoce fonctionne par classes, chaque classe pouvant être constituée d'un ou plusieurs groupes dont la taille ne dépasse pas, dans la mesure du possible, le nombre de 20 enfants. Les groupes sont constitués en fonction des demandes. Pour bon nombre de parents, la fréquentation de l'éducation précoce est tributaire de l'encadrement socio-éducatif offert et de l'accessibilité de ce dernier pour les enfants de l'âge précoce, notamment pendant la pause de midi, avant 8.00 heures et après 16.00 heures. Pour des parents qui travaillent à plein temps, une prise en charge continue incluant les plages en dehors de l'horaire scolaire est souvent une condition indispensable à la fréquentation de l'éducation précoce.

Par conséquent, il s'avère hasardeux d'apporter une réponse à la question posée, puisque celle-ci ne se limite pas à l'accessibilité de l'éducation précoce.

Ad 5. Comme il ressort des explications qui précédent que la fréquentation d'une classe de l'éducation précoce dépend souvent des possibilités d'accueil en dehors de l'horaire scolaire, le calcul de places nécessaires est difficile à réaliser. Il s'agira plutôt de pourvoir à un accès des enfants de l'âge précoce à l'offre d'encadrement socio-éducatif. Afin d'assurer une prise en charge cohérente, coordonnée et centrée sur les besoins de l'enfant, j'encourage la mise en place de projets qui fonctionnent selon le principe d'un encadrement à journée continue. L'objectif principal consiste à faciliter le quotidien des enfants âgés de trois à quatre ans en leur offrant un encadrement dans un même endroit assuré par une seule équipe pédagogique et socio-éducative. Une telle conception permet de mieux répondre aux besoins individuels de chaque enfant et d'y adapter les activités didactiques, éducatives et ludiques. Elle constitue une offre facultative pour les familles qui ne peuvent toutefois pas être obligées à en profiter.

Pour ce qui du détail des deux questions relatives à l'offre et l'accessibilité de l'éducation précoce pour les enfants de trois ans, j'aimerais renvoyer au bilan de l'éducation précoce qui est en train d'être finalisé par mes services. Au cours de l'année scolaire 2014-2015 ont été réalisées différentes études quantitatives et qualitatives en collaboration avec les chercheurs de l'Université du Luxembourg. La fréquentation de l'éducation précoce a été un élément clé de cette enquête. Les réponses sont actuellement en train d'être évaluées et la présentation des résultats sera prévue pour le début de l'année scolaire 2015-2016.

Ad 6. La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire a introduit le droit à une formation scolaire pour chaque enfant âgé de trois ans qui habite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Ce droit est défini non seulement comme le droit de pouvoir fréquenter une école de l'enseignement fondamental, mais également comme le droit d'y recevoir une éducation adaptée à ses besoins.

Cette approche inclusive et différenciée est à la base d'une éducation qui repose sur les principes d'égalité et d'équité des chances.

De nombreuses études ont démontré les effets bénéfiques d'une éducation de qualité dès le plus jeune âge portant sur le développement des enfants. Conscient du fait que ces effets bénéfiques ne peuvent être déployés sans une fréquentation régulière de l'éducation précoce, mon département encourage les communes depuis des années à prévoir un minimum de quatre plages par semaine pour l'éducation précoce.

Question 1229 (19.06.2015) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant la **«Stëftung Hëllef Doheem»:**

Suite à la récente annonce de la «Stëftung Hëllef Doheem» de vouloir licencier quelque 90 de ses salariés, le Ministère de la Sécurité sociale ainsi que le Ministère de la Famille et de l'Intégration ont déclaré leur volonté d'agir comme médiateur entre les deux parties concernées.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuels engagements de la part du Gouvernement vis-à-vis des responsables de la «Stëftung Hëllef Doheem»?

- Si tel est le cas, Monsieur le Ministre saurait-il m'informer sur l'envergure financière de ces engagements?

- Si des engagements ont été pris vis-à-vis de la «Stëftung Hëllef Doheem», est-ce que ceux-ci seront également applicables aux autres prestataires du secteur et quel en sera l'impact budgétaire?

Réponse (07.08.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Pour cadrer les problèmes que la présente question parlementaire évoque, je me permets de rappeler à Madame la Députée la réponse que j'ai fournie en date du 26 juin 2015 à la question parlementaire de Monsieur le Député Marc Spautz qui traitait du même sujet *(cf. question parlementaire n°1167, compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015)*.

Entre-temps ont eu lieu plusieurs réunions entre représentants gouvernementaux, l'association sans but lucratif «Stëftung Hëllef Doheem» et les organisations syndicales.

La «Stëftung Hëllef Doheem» s'est engagée à la suite de ces négociations à geler le plan social.

En contrepartie, les Ministres de la Famille et de l'Intégration, de la Sécurité sociale et du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ont consenti à mettre en œuvre tous les instruments légaux à leur disposition dans un tel cas tels que les différents modèles de préretraite, l'aide au réemploi, la mise à la retraite et ceci pour éviter des licenciements.

Par ailleurs, certaines pistes sont mises à l'étude afin de permettre de contrefinancer en partie certaines dépenses du prestataire résultant de l'exécution d'un service universel.

Ces travaux d'étude n'ont pas encore abouti et les négociations sont partant encore en cours, de sorte qu'il est impossible de donner à l'heure actuelle des informations plus précises concernant les tenants et aboutissants de celles-ci.

Les instruments légaux mis en route par le Gouvernement par rapport à la «Stëftung Hëllef Doheem» s'appliquent à tous les employeurs et salariés.

En ce qui concerne plus précisément les frais découlant de l'exécution du service universel, si des mesures financières spécifiques devaient être prises dans ce domaine, elles seraient certes appliquées de la même façon à d'autres prestataires qui le prennent en charge au même titre.

Question 1230 (19.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **niveau de formation des demandeurs d'emploi:**

Il appert que le nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM avec un niveau de formation «moyen supérieur» à «supérieur» est en progression. Alors qu'en avril 2011, cette catégorie de demandeurs d'emploi (DE) représentait environ 36% de la totalité des DE, ce pourcentage franchit désormais la barre des 41%.

La part des jeunes dans cette catégorie de DE semble au contraire en régression (14,13% en avril 2011 par rapport à 10,64% en avril 2015). Notons toutefois que cette comparaison mérite d'être nuancée alors qu'en avril 2011, les chiffres des jeunes DE de cette catégorie comportaient les jeunes jusqu'à l'âge de 26 ans, tandis que ceux d'avril 2015 n'y incluaient que ceux de 25 ans au plus.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir de plus amples renseignements quant à l'âge moyen des DE ayant un niveau de formation «moyen supérieur»? Quel est l'âge moyen des DE présentant un niveau de formation «supérieur»?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre des DE du niveau «moyen supérieur» et du niveau «supérieur» par tranche d'âge (moins de 25 ans, 25 à 29 ans, 30 à 39 ans, 40 à 49, 50 à 59 ans et 60 ans et plus)? Est-il possible de retracer l'évolution de ces catégories de DE sur les dernières cinq années?

- Est-ce que l'ancienneté d'inscription des DE d'un niveau de formation «moyen supérieur» augmente avec l'âge des DE? Qu'en est-il des DE du niveau «supérieur»?

- Combien de personnes ayant un niveau de formation «moyen supérieur» à «supérieur» n'apparaissent pas dans les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi du fait qu'elles sont affectées à une mesure pour l'emploi? Est-ce que ce pourcentage a évolué dans des proportions similaires que la part des DE du niveau de formation «moyen supérieur» et «supérieur» dans le total des DE?

Réponse (16.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Entre avril 2011 et avril 2015 deux changements sont intervenus dans la méthodologie statistique. Premièrement, la méthodologie pour le comptage des demandeurs d'emploi a été changée à partir de janvier 2012. Deuxièmement, les catégories d'âge ont été modifiées, de sorte qu'un «jeune» est dorénavant une personne âgée de moins de 25 ans plutôt que moins de 26 ans. Les tableaux ci-dessous tiennent compte de ces changements et proposent tous les chiffres selon les normes les plus récentes.

La part des demandeurs d'emploi qui disposent d'un niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur» est passée de 37,2% en avril 2011 à 41,1% en avril 2015. Chez les jeunes de moins de 25 ans, cette part est passée de 32,7% en avril 2011 à 41,1% en avril 2015. Le niveau «moyen supérieur» correspond à l'équivalent des classes de 12e à 14e de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à l'équivalent des classes de 2e et 1ère de l'enseignement secondaire. Le niveau «supérieur» correspond à l'enseignement postsecondaire.

Tableau 1: Demandeurs d'emploi disponibles, par niveau de formation

	Total		< 25 ans	
	Avril 2011	Avril 2015	Avril 2011	Avril 2015
Moyen supérieur	2.840	4.302	445	663
Supérieur	1.985	3.032	94	118
Moyen supérieur + supérieur	4.825	7.334	539	781
Total	12.958	17.731	1.649	1.902
% moyen supérieur + supérieur	372	41,4	32,7	41,1

Source: ADEM

On peut comparer le niveau d'éducation des demandeurs d'emploi au niveau d'éducation de la population active. Il s'avère qu'en 2011, 72% des actifs, âgés de 15 à 64 ans, affichent un niveau d'éducation comparable aux catégories «moyen supérieur» et «supérieur».

Tableau 2: Niveau d'éducation de la population active en 2011

	%
Primaire	14
Secondaire inférieur	14
Secondaire supérieur	39
Post-secondaire non tertiaire	2
Tertiaire	31

Source: Statec, Recensement de la population

En avril 2011, les jeunes de moins de 25 ans représentent 11,2% des demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur». Cette part est de 10,6% en avril 2015.

Tableau 3: Demandeurs d'emploi disponibles, de niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur»

	Avril 2011	Avril 2015
< 25 ans	539	781
Total	4.825	7.334
% des < 25 ans	11,2	10,6

Source: ADEM

L'âge moyen des demandeurs d'emploi qui présentent un niveau de formation «moyen supérieur» s'élève à 38,3 ans en avril 2011 et à 38,7 ans en avril 2015. Les demandeurs d'emploi avec un niveau de formation «supérieur» affichent un âge moyen de 38,9 ans en avril 2011 et de 39,4 ans en avril 2015.

Tableau 4: Âge moyen des demandeurs d'emploi disponibles

	Avril 2011	Avril 2015
Moyen supérieur	38,3	38,7
Supérieur	38,9	39,4

Source: ADEM

Le nombre de demandeurs d'emploi qui ont un niveau de formation «moyen supérieur» a augmenté de 51,5% entre avril 2011 et avril 2015. Près de la moitié de cette progression provient des demandeurs d'emploi âgés entre 30 et 49 ans. Le nombre de demandeurs d'emploi qui ont un niveau de formation «supérieur» progresse de 52,7% sur la même période. Les demandeurs d'emploi âgés entre 30 et 49 ans expliquent près de deux tiers de cette croissance. Un tableau avec l'évolution mensuelle des demandeurs d'emploi par niveau de formation et classe d'âge se trouve en annexe.

Tableau 5: Demandeurs d'emploi disponibles, de niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur», par classe d'âge

	Moyen supérieur			Supérieur		
	Avril 2011	Avril 2015	Augmentation (%)	Avril 2011	Avril 2011	Augmentation (%)
< 25	445	663	49,0	94	118	25,5
25-29	388	571	47,2	313	455	45,4
30-39	697	1.064	52,7	717	1.070	49,2
40-49	684	999	46,1	497	800	61,0
50-59	566	882	55,8	313	508	62,3
>=60	60	123	105,0	51	81	58,8
Total	2.840	4.302	51,5	1.985	3.032	52,7

Source: ADEM

Chez les demandeurs d'emploi de niveau de formation «moyen supérieur», la part des personnes avec une durée d'inscription de moins de six mois diminue avec l'âge, tandis que la part des personnes inscrites entre six et douze mois augmente. La part des personnes demandeurs inscrits depuis plus de douze mois diminue avec l'âge des demandeurs. Ceci s'explique par la définition que chez les jeunes de moins de 30 ans, les mesures pour l'emploi sont relativement fréquentes. Pendant que le jeune participe à une mesure pour l'emploi, il reste inscrit à l'ADEM et le compteur de la durée continue.

Chez les demandeurs d'emploi de niveau de formation «supérieur», le constat est légèrement différent. Comme précédemment, la part des demandeurs avec une durée d'inscription de moins de six mois diminue avec l'âge tandis que la part des demandeurs inscrits entre six et douze mois augmente. La part de demandeurs inscrits depuis plus de douze mois augmente progressivement de 21,2% chez les plus jeunes jusqu'environ 27% chez les demandeurs âgés entre 30 et 49 ans. Ensuite, cette part chute pour revenir à environ 22%.

Tableau 6: Demandeurs d'emploi disponibles, de niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur», par classe d'âge et par durée d'inscription - avril 2015

	Moyen supérieur			Supérieur		
	< 6 mois	6-12 mois	> 12 mois	< 6 mois	6-12 mois	> 12 mois
moins de 25 ans	58,1	15,7	26,2	71,2	7,6	21,2
25-29 ans	47,8	25,2	27,0	61,5	13,2	25,3
30-39 ans	43,8	32,9	23,3	52,6	20,0	27,4
40-49 ans	34,0	42,5	23,4	37,5	35,4	27,1
50-59 ans	23,8	58,5	17,7	30,7	46,5	22,8
60 ans et plus	15,4	67,7	17,9	17,3	60,5	22,2

Source: ADEM

En avril 2011, 1.622 personnes d'un niveau «moyen supérieur» ou «supérieur» ont bénéficié d'une mesure pour l'emploi, soit 37,7% du nombre total des bénéficiaires d'une mesure. En avril 2015, ce nombre est de 1.933 personnes, soit 35% du total des bénéficiaires d'une mesure. Le nombre total des bénéficiaires d'une mesure a progressé de 28,2% entre avril 2011 et avril 2015, tandis que le nombre de bénéficiaires d'un niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur» n'a progressé que de 19,2%.

Tableau 7: Bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi

	Avril 2011		Avril 2015		
	Personnes	% du total	Personnes	% du total	Variation avril 2011-avril 2015 (%)
Moyen supérieur	1.147	26,6	1.357	24,6	18,3
Supérieur	475	11,0	576	10,4	21,3
Moyen supérieur + supérieur	1.622	37,7	1.933	35,0	19,2
Total	4.304		5.519		28,2

Source: ADEM

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1231 (19.06.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **château de Mansfeld:**

Le château de Mansfeld édifié par le Gouverneur du Grand-Duché du Luxembourg entre 1563 et 1604 et ses jardins conçus dans le style Renaissance se trouvent actuellement dans un état déplorable. Lors de l'heure de questions du 21 janvier 2014, Madame la Ministre avait annoncé qu'un concours d'idées allait être lancé par le Fonds du Logement dans les mois à venir. Le 30 septembre 2014, la Ministre de la Culture avait invité la Commission de la Culture à se rendre sur le site afin de visiter les vestiges du château et des jardins. Cette visite rassemblait en outre des représentants du Ministère du Logement, du Fonds du Logement, du Service des Sites et Monuments Nationaux, du Centre National de Recherche Archéologique, de la Ville de Luxembourg ainsi que du bureau d'études ayant effectué l'étude sur le site Mansfeld.

À l'issue de cette visite, il a été convenu qu'un groupe de travail serait constitué entre le Ministère de la Culture, la Ville de Luxembourg et les autres administrations concernées afin de proposer des pistes pour une préservation, restauration et valorisation du site. Pour mémoire, le rapport de Luxconsult suggérait l'affectation en trois zones, à savoir: 1. une zone haute, côté Neudorf, Malakoff: intégration des formes du château, affectation au logement; 2. une zone moyenne: protection du site, qui est en phase de dégradation rapide; et 3. une zone du parc: finalité récréative et ludique. L'affectation proposée par ce groupe de travail serait ensuite discutée au sein de la Commission de la Culture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Le groupe de travail annoncé après la visite du 30 septembre 2014 a-t-il commencé ses travaux et quand compte-t-il proposer des solutions pour le site?

- Comment les travaux de ce groupe de travail s'agencent-ils avec le concours d'idées concernant l'aménagement futur du site auquel faisait référence Madame la Ministre le 21 janvier 2014?

- Est-ce que des propositions concrètes ont pu être dégagées quant à l'affectation et la valorisation du site? Dans la négative, qu'est-ce qui retarde l'avancement de ces travaux?

- La Commission des Sites et Monuments Nationaux (COSIMO) a-t-elle été saisie afin de procéder au classement du site? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de la COSIMO?

- Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville a-t-il été impliqué dans les discussions concernant l'avenir du site? Quel rôle lui sera-t-il attribué dans l'élaboration et l'exécution du projet retenu?

Réponse (28.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Le groupe de travail Château Mansfeld s'est constitué le 6 février 2015 sous la direction de Monsieur J.-L. Mousset (Conservateur honoraire du MNHA) et avec la participation du Centre National de Recherche Archéologique (CNRA), de l'administration communale de Luxembourg et du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN). J'ai rencontré les responsables du groupe de travail récemment et ils m'ont présenté les premières propositions d'aménagement. Le rapport final sera dressé en automne.

Le groupe propose un plan en trois parties:

1. aménagement d'une zone archéologique, formée par les vestiges monumentaux du bassin de Neptune, de la grotte et du cryptoportique;

2. aménagement d'un parc public à caractère patrimonial avec mise en valeur des vestiges archéologiques;

3. aménagement d'une partie habitation dans l'ancienne tour d'habitation, la grande galerie et la tour sud du château.

Actuellement je suis en pourparlers avec la Ville de Luxembourg, propriétaire du site, pour évaluer une mise en valeur digne de ce site exceptionnel.

Dans le cadre du PAG de la Ville de Luxembourg, les vestiges du château et le domaine dit «parc Mansfeld» figurent parmi les monuments et sites protégés. Actuellement une partie du site est inscrite à l'inventaire supplémentaire par arrêté ministériel du 5 mars 2004. Une demande de classement du site comme monument national est en cours de procédure et a reçu un avis favorable de la Commission des Sites et Monuments Nationaux. La COSIMO estime encore «qu'une extension de la protection sur des immeubles et secteurs présentant un intérêt historique, urbanistique et/ou architectural et situés dans les alentours du site est à analyser dans une deuxième étape».

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville (FRVV) n'a jusqu'à présent pas été impliqué dans ce projet et il faudra évaluer cette possibilité.

Question 1232 (19.06.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés par l'Administration des Services de Secours:**

Le groupe syndical des pompiers-ambulanciers dans la fonction communale s'est récemment réuni avec le Ministre de l'Intérieur pour discuter entre autres des conditions de travail, de la formation professionnelle et de la formation continue. Selon le syndicat, le Ministre s'est montré en défaveur d'une prime de grand risque au profit des agents professionnels.

Or, selon le syndicat, les agents professionnels contribuent à la lutte contre les incendies et les agents-ambulanciers sont exposés à des risques supplémentaires tels que l'agressivité, l'insécurité routière et les infections.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est en défaveur d'une prime de grand risque pour les agents professionnels engagés comme ambulanciers?

- Monsieur le Ministre est-il au courant que les agents professionnels sont également impliqués dans la lutte contre les incendies?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que l'agressivité, l'insécurité routière et les infections sont des risques «connus d'avance», ne justifiant pas de prime?

Réponse (22.07.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question parlementaire de Monsieur le Député concerne la prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés par l'Administration des Services de Secours, problématique que j'ai héritée de mon prédécesseur qui a procédé aux premières embauches d'agents professionnels.

La réunion à laquelle réfère Monsieur le Député a eu lieu dans le cadre de la présentation et de la discussion de l'avant-projet de loi relative à la réforme des services de secours. À cette occasion, j'ai également discuté du futur statut des agents professionnels des secours avec le groupe syndical des pompiers-ambulanciers.

Quant à la question d'une prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés actuellement par l'Administration des Services de Secours, j'ai expliqué que ce sujet serait abordé dans le cadre de la création de la nouvelle carrière d'agent professionnel des secours. Il vous a certainement aussi été rapporté que j'ai annoncé aux agents professionnels actuellement en place la perspective d'intégrer la nouvelle carrière d'agent professionnel des secours sous le statut de fonctionnaire d'État avec tous les avantages qui y sont liés. Cette opportunité unique offerte aux agents concernés est liée à la condition de faire valoir une formation d'un niveau équivalent à celle faite par leurs homologues des sapeurs-pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg. À partir du moment où cette condition est remplie, les agents professionnels concernés pourront bénéficier des mêmes primes.

Question 1233 (19.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **effectifs de l'ADEM:**

En réponse à ma question parlementaire n°1044 *(cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre a indiqué que le nombre d'agents au service de l'ADEM (hors agents temporaires, tels les OTI et CAE) a augmenté de 112 personnes, plus huit en cours de recrutement portant ainsi les effectifs de l'ADEM à 397 personnes. Cela équivaut à une augmentation des effectifs de l'ADEM sur une période de cinq ans de +/- 30%.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'engager du personnel en sus des recrutements actuellement en cours?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser combien de personnes au service de l'ADEM disposent du statut d'agent public (employé de l'État ou fonctionnaire) et combien disposent d'un statut d'agent privé?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin préciser le statut des 14 consultants occupés au service «Employeurs»?

Réponse (20.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Une proposition de renforcement du personnel de l'ADEM pour l'année 2015 a été transmise à la Commission d'Économies et de Rationalisation en vue de l'engagement de 14 agents en sus pour les besoins des divers services de l'ADEM. Les 397 personnes au service de l'ADEM sont classées dans les statuts suivants:

- fonctionnaires/employés de l'État: 323 agents;

- agents privés: 74 agents.

Le service «Employeurs» compte parmi ses agents 14 consultants:

- sept salariés intellectuels indépendants;

- sept agents qui sont détachés par le prêt temporaire de main-d'œuvre par des organisations patronales et mis à disposition de l'Agence pour le développement de l'Emploi en vue du renforcement de ses effectifs.

Question 1235 (24.06.2015) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **conférences de lycée:**

L'intersyndicale (SEW, Apess et FEDUSE-Ens.) avait engagé une procédure de litige contre le Ministère de l'Éducation nationale portant sur les mesures d'économies que le Gouvernement projette d'appliquer à l'éducation dans le cadre du «Paquet d'avenir».

Conformément aux engagements pris par l'intersyndicale et à ce qui a été retenu lors de la dernière réunion de conciliation entre l'intersyndicale et vous-même, le corps enseignant a été appelé à se positionner par rapport à la proposition d'accord issue de ladite procédure.

Afin d'organiser la consultation du corps enseignant, l'intersyndicale et les comités des enseignants avaient convenu que des conférences plénières seraient organisées dans les lycées de l'ES et de l'EST, en vertu de l'art. 22 de la loi du 25 avril 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques:

«La conférence du lycée réunit les membres du corps enseignant du lycée et les membres des services du lycée. Elle est convoquée par le directeur de sa propre initiative ou lorsqu'un quart des enseignants et des membres des services le demandent.

La conférence du lycée donne son avis sur tous les sujets qui lui sont soumis par le ministre ou par le directeur. Elle délibère de sa propre initiative sur toutes les questions importantes concernant l'enseignement et l'éducation au sein du lycée.»

Or, à la demande des représentants des enseignants de convoquer les conférences plénières au sein des lycées, un certain nombre de directeurs des lycées de l'enseignement technique (EST) ont refusé la convocation de ladite conférence plénière en prétextant le motif que ladite consultation n'avait aucun lien avec l'enseignement au sein du lycée et en faisant valoir une interdiction provenant de la part du Ministère de l'Éducation nationale.

Selon les représentants syndicaux, qui auraient exhorté le Ministère à respecter les dispositions légales en vigueur, ce dernier aurait persisté dans son opposition aux convocations plénières, et ce, malgré les dispositions de l'article 22.

Partant, je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

1. L'article 22 de la loi du 25 avril 2004 stipule sans ambiguïtés que la conférence du lycée se réunit dès lors qu'un quart des enseignants en a fait la demande et que cette conférence «peut délibérer de toutes les questions importantes concernant l'enseignement et l'éducation au sein du lycée». Sachant que l'accord avec l'intersyndicale comporte bel et bien des points qui touchent directement au fonctionnement interne de chaque lycée - entre autres les mesures de remédiation et l'organisation de l'enseignement en cycles - et que la prédécesseure de Monsieur le Ministre avait convoqué de telles conférences afin de discuter de sa réforme des lycées, qu'est-ce qui justifie la décision d'une direction d'un établissement de l'enseignement secondaire de refuser la convocation d'une telle conférence?

2. Est-il vrai que le Ministère a enjoint aux directions d'empêcher la tenue de ces conférences? Dans l'affirmative, pour quelles raisons? Dans la négative, les directions en question n'ont elles pas violé l'article régissant la tenue des conférences de lycée? Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de ces dernières afin de les exhorter à se tenir aux dispositions prévues par la loi?

3. Toujours dans l'affirmative de la question susmentionnée, quel article de loi permet au Ministère d'appeler les directions d'établissements secondaires à refuser la tenue des conférences de lycée?

Réponse (27.07.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La proposition de consulter tous les enseignants avant toute signature d'un accord avec le Gouvernement émanait explicitement de l'intersyndicale. Dans ce contexte, l'intersyndicale s'était engagée de l'organisation de la consultation et du vote y relatifs avec sa base.

Il n'a pas été convenu avec l'intersyndicale que des séances d'information soient organisées par les directions des lycées. En mai 2015, j'ai adressé une communication aux directions des lycées, leur demandant de fournir les moyens nécessaires pour le bon déroulement du vote, en permettant notamment la mise en place d'une urne dans les secrétariats.

Certaines directions ont été sollicitées par leurs comités de professeurs en vue de l'organisation d'une conférence plénière.

Dans tous les lycées où un quart des enseignants ont officiellement demandé l'organisation d'une conférence plénière, suivant l'article 22 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, celle-ci a été convoquée par le directeur. Dans les autres établissements où une telle demande n'a pas été introduite ou n'a pas atteint le quorum requis, les directions ont mis à disposition une salle pour l'organisation d'une séance d'information.

Aucune plainte de la part des représentants de l'intersyndicale ne m'est parvenue concernant l'opposition d'un directeur en vue de l'organisation d'une conférence plénière demandée par un quart des enseignants.

Je n'ai pas enjoint les directions d'empêcher la tenue de ces conférences. J'ai par contre informé les directions que la procédure de consultation se déroulait sous la responsabilité de l'intersyndicale et les ai appelées à adopter une position neutre.

Question 1236 (25.06.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du Logement:**

«Le FDL construit du social de luxe à Mondorf», tel est le titre d'un article paru le 22 juin 2015 dans un hebdomadaire luxembourgeois. Dans cet article est révélé que le Fonds du Logement est en train de réaliser un projet de 17 maisons unifamiliales à Mondorf-les-Bains. Ce projet, de par sa composition urbaine et architecturale, n'entre apparemment pas dans le schéma typique des réalisations du Fonds du Logement.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

1. Est-ce que le Fonds du Logement a été initiateur de ce PAP ou bien l'administration communale de Mondorf?

2. Madame la Ministre peut-elle me confirmer que ce projet intitulé «rue des Rosiers» constitue le premier projet réalisé par le Fonds du Logement, depuis sa création il y a quelque 35 années, qui accuse des maisons unifamiliales isolées?

3. Est-il vrai que ce projet ne comporte aucune construction en bande, mais se borne à offrir des maisons jumelées par leurs seuls garages?

4. Est-il correct que ce projet n'accuse aucun logement destiné au logement locatif social?

5. La fourchette des prix de vente annoncée par l'article variant de 442.000 à 479.000 euros, reflète-t-elle la réalité?

6. Madame la Ministre estime-t-elle que ce projet constitue de par sa philosophie un projet pilote tendant à combattre la pénurie du logement dans l'esprit du développement durable?

Réponse (27.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

L'administration communale de Mondorf-les-Bains a pris l'initiative de faire dresser le PAP en question.

Le projet «rue des Rosiers» à Mondorf-les-Bains est, en effet, le premier projet du Fonds du Logement qui comprend des maisons unifamiliales isolées. Pour des raisons architecturales et urbanistiques (et notamment du fait que la rue longeant ces maisons est en pente), cette conception a été retenue comme la meilleure.

Ce projet comprend 14 maisons construites en bande et trois maisons isolées. 14 maisons sont bien définies dans le PAP comme maisons en bande. C'est grâce à une modification ponctuelle du PAG de Mondorf-les-Bains que la conception de cette typologie a pu être autorisée, car elle n'est pas permise dans un secteur de faible densité. Les garages ont été séparés des maisons, car pour des constructions basse énergie, il est préconisé de sortir ces premiers de l'enveloppe chauffée. Les reculs antérieurs ayant été réduits par une modification ponctuelle du PAG afin de limiter la consommation d'espace, des car-ports ont été aménagés latéralement aux maisons.

Le secteur de faible densité n'a pas permis la conception de résidences, mais uniquement de maisons. Le Fonds du Logement ne se dédie en principe pas à la location des maisons unifamiliales en nouvelle construction.

Les prix de vente sont bien compris entre 442.000 et 479.000 €. Il faut cependant encore en déduire les quelque 25.000€ de subsides alloués pour la classe énergétique «AAA» par le Département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Madame la Ministre du Logement est convaincue que le projet «rue des Rosiers» constitue un projet pilote tendant à combattre la pénurie du logement dans l'esprit du développement durable. En effet, les prix de vente des maisons dudit projet sont largement en dessous des prix de vente affichés actuellement sur le marché privé à Mondorf-les-Bains. De plus, tous les logements de ce projet correspondent à la classe énergétique «AAA».

Question 1238 (25.06.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **situation des personnes sans domicile fixe:**

Cet hiver la capitale a connu la mort d'une personne sans domicile fixe (SDF). Actuellement 250 à 300 personnes seraient sans domicile fixe au Luxembourg.

Récemment un reportage télévisé a montré que des SDF se sont installés dans des tentes sur un parking à Luxembourg-Bonnevoie. Il ressort des témoignages que la question de l'absence d'adresse est souvent le cœur du problème qui entraîne d'autres difficultés comme par exemple l'accès aux pièces d'identité et autres documents administratifs, l'accès aux aides sociales, la recherche d'un emploi, et bien sûr la recherche d'un nouveau logement.

Aussi, il ressort des rapports des foyers d'accueil installés au Sud et dans le Centre du pays, qu'un certain nombre de personnes SDF viennent du Nord du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

1. Quelles sont, selon Madame la Ministre, les principales causes du phénomène du sans-abrisme? Le nombre de lits mis à disposition dans les structures d'accueil est-il suffisant, tant pendant la période hivernale qu'en dehors de cette période?

2. Quelles sont les structures d'accueil présentes au Nord du pays? Sont-elles suffisantes au vu des besoins régionaux constatés? Le cas échéant, est-il prévu de les agrandir?

3. Le Gouvernement prévoit-il une solution juridique telle qu'une «procédure de rattachement» ou autre «déclaration d'élection de domicile» auprès d'une association agreée ou d'une commune permettant aux SDF de disposer d'une adresse administrative pour faire valoir leurs droits et bénéficier de prestations sociales?

Réponse (22.06.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:*

Ad 1. Depuis 2013, le Luxembourg dispose d'une stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement[6]. Ce document se base sur une analyse faite de la situation luxembourgeoise par une plateforme de collaboration et prend en compte les consultations des ministères, des communes, des offices sociaux et des organisations non gouvernementales.[7]

Trois principes sont à la base de la stratégie nationale: elle préconise une approche par le logement («housing led»), un encadrement variable («floating support») et elle vise à se baser sur les chiffres («evidence based»). Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région coordonne la stratégie, mais les actions concrètes prévues impliquent la responsabilité d'autres ministères et acteurs.

En premier lieu, les causes du sans-abrisme sont aussi différentes que le profil des personnes sans-abri et leur situation. Il existe en effet différents cas de figure d'exclusion liée au logement. En l'absence d'une définition européenne commune du sans-abrisme, la FEANTSA[8] a développé une typologie de l'exclusion liée au logement appelée ETHOS qui différencie quatre catégories: être sans abri (dormant à la rue), être sans logement (avec un abri mais provisoire dans des institutions ou foyers d'hébergement), se trouver en logement précaire (menacé d'exclusion sévère en raison de baux précaires, expulsions, violences domestiques) et se trouver en logement inadéquat (dans des caravanes sur des sites illégaux, en logement indigne, dans des conditions de surpeuplement sévère).

Tel que prévu par l'action n°8 de l'objectif III de la stratégie nationale, une étude est actuellement en cours qui va déboucher sur une typologie du mal logement adaptée à la réalité luxembourgeoise et une quantification des personnes concernées par les différents types d'exclusion.

En second lieu, les causes du sans-abrisme sont multiples et interconnectées. Il s'agit le plus souvent d'un processus qui mène à une exclusion liée au logement. La recherche actuelle nous renseigne sur quatre facteurs à risque: des facteurs structurels, des facteurs institutionnels, des facteurs relationnels et des facteurs personnels.[9] En 2007, le CEPS/ Instead a interrogé 568 personnes «sans-abri» et «sans logement» sur les raisons de la perte du dernier logement stable. 31% des personnes interrogées ont évoqué des raisons économiques et financières (perte de travail, perte de revenus, surendettement, impossibilité de payer le loyer), 34% des personnes ont indiqué des problèmes relationnels avec l'entourage familial (conflits avec la famille ou le conjoint, violence au sein de la famille, divorce, séparation), 15% des personnes ont indiqué des problèmes de santé (problèmes d'addiction à l'alcool ou aux stupéfiants, etc.) et 5% des personnes l'institutionnalisation (clinique, prison, etc.). Les femmes sont surreprésentées pour indiquer la violence familiale comme cause de la perte du dernier logement stable.[10]

Les offres d'hébergement au Luxembourg englobent des structures de type différent: des structures d'hébergement d'urgence, des foyers d'accueil classiques, des logements avec accompagnement social ainsi que des logements privatifs dans le cadre d'un projet pilote «Housing First». S'y ajoutent les logements mis à disposition par les communes, les offices sociaux, des associations telles que la «Wunnengshëllef» ou l'Agence Immobilière Sociale, ainsi que les logements loués par le Fonds du Logement et la Société Nationale des Habitations à Bon Marché. En fonction de la population cible, les services des structures d'hébergement sont agréés et/ou conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère du Logement, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Égalité des chances, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les communes ou les offices sociaux.

À côté des offres d'hébergement, il existe plusieurs structures d'accueil «bas seuil» offrant pendant la journée entre autres des services de restauration, des espaces de rencontre, des aides sociales ponctuelles, des douches, des machines à laver, des vestiaires. Afin d'aller à la rencontre des personnes les plus marginalisées, plusieurs services «streetwork» ont été mis en place.

Le Luxembourg dispose actuellement de trois foyers dits d'urgence: le Centre Ulysse à Luxembourg avec une capacité de 64 lits (56 lits hommes et huit lits femmes) et de deux lits d'urgence, la structure Abrigado - également à Luxembourg - avec une capacité de 42 lits (30 lits hommes et douze lits femmes), ainsi que le Foyer Abrisud à Esch-sur-Alzette avec une capacité de 18 lits (14 lits hommes et quatre lits femmes). Au cours des cinq dernières années, la durée moyenne de séjour aux foyers Ulysse et Abrisud a augmenté. On peut en conclure que la population présente dans les foyers d'urgence de nuit reste plus longtemps dans ce type de structure destiné à offrir un hébergement temporaire et de courte durée. Ce phénomène peut s'expliquer, entre autres, par le fait que ce public fragilisé et à problématiques multiples rencontre des difficultés majeures pour accéder à des logements à prix modéré sur le marché privé. Cet exemple montre la nécessité d'une approche transversale en matière de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement.

Afin d'éviter que des personnes ne meurent d'hypothermie par périodes de grand froid, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg organise depuis l'hiver 2001-2002 l'«Action Hiver» («Wanteraktioun»). Cette action humanitaire a proposé pendant l'hiver

[6] Ministère de la Famille et de l'Intégration, Stratégie nationale contre, le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020, Luxembourg, 2012

[7] Ministère de la Famille et de l'Intégration, Exclusion sociale liée au logement et au sans-abrisme, D'un état des lieux vers une stratégie nationale, Luxembourg, octobre 2011

[8] Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri

[9] Busch-Geertsema, Edgar W., O'Sullivan E., Pleace N., «Absence de chez-soi et politiques en la matière en Europe; les enseignements de la recherche», FEANTSA, décembre 2010

[10] CEPS/Instead, «L'exclusion liée au logement des personnes prises en charges par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés: dénombrement et caractéristiques», Étude réalisée pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration du Grand-Duché de Luxembourg, février 2007, pp.48-49

2014-2015 un hébergement de nuit, un accueil de jour, un repas chaud, ainsi qu'une permanence infirmière deux fois par semaine entièrement assurée par des professionnels bénévoles du service des aides et des soins de la Croix-Rouge. Même si la fréquentation augmente chaque année, les places proposées n'étaient saturées à aucun moment.

Ad 2. En vertu de l'article 26 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, les administrations communales ont la mission d'assurer dans la mesure du possible, le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.

L'office social Nordstad gère une structure d'hébergement à Ettelbruck. De plus, en date du 12 mai 2015, le projet «Jugendwunnen» de la Nordstadjugend asbl a été inauguré en présence de Monsieur Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement, et de Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une convention avec le Comité National de Défense Sociale (CNDS) qui gère entre autres des foyers d'hébergement à Diekirch (2), Ettelbruck et Hautbellain, ainsi qu'un accueil de jour à Diekirch. Par ailleurs, l'Agence Immobilière Sociale loue une trentaine de logements au Nord du pays.

D'autres ministères conventionnent au Nord du pays des structures d'hébergement pour des publics spécifiques, tel que p. ex. le Foyer Eeschwëller Haus Edith Stein de la Fondation Maison de la Porte Ouverte.

La stratégie nationale prévoit dans son objectif II, action n°1, la mise en place de lits d'accueil d'urgence décentralisés pour personnes légalement sur le territoire. Afin d'atteindre les personnes les plus marginalisées, il est important d'adopter une approche «bas seuil» orientée vers les besoins des personnes et se basant sur un travail professionnel avec le réseau psycho-médico-social de la région en question.

Ad 3. En 2006, une commission des domiciliations a été créée au sein du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région pour examiner, sur base d'une enquête sociale, les demandes des personnes à régulariser grâce à une domiciliation administrative dans un service conventionné. La commission regroupe des délégués des Ministères des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Intérieur, du Logement, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ainsi que des représentants du Fonds national de la solidarité et du Service national d'action sociale.

La commission a siégé douze fois en 2014. Elle a examiné 731 demandes, dont 270 demandes de prolongation. Ces demandes ont concerné 446 personnes différentes, dont 125 femmes (28%) et 321 hommes (72%).

Par adresse de référence, il y a lieu d'entendre l'adresse habituelle d'une personne morale œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dûment agréée conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, à laquelle peuvent être adressés le courrier et les documents administratifs, et être signifiés ou notifiés les documents judiciaires en vue de leur transmission effective à leur destinataire.

À défaut d'indication d'une adresse réelle d'une personne morale visée à l'alinéa 2 par le demandeur à l'inscription sur le registre principal, l'adresse de l'office social territorialement compétent pour la commune tenant le registre principal sur lequel cette personne demande à être inscrite constitue l'adresse de référence.

Les personnes inscrites à une adresse de référence doivent se présenter tous les six mois à l'administration communale du lieu de leur inscription.»

Question 1240 (25.06.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **prostitution:**

Il me revient que les prostituées de rue offrant leurs services à Luxembourg-ville en dehors du périmètre délimité à l'article 48 du règlement de police générale de la Ville de Luxembourg seraient de manière conséquente verbalisées et condamnées par ordonnance pénale à une contravention de 500 euros.

Les femmes qui s'exposent à la prostitution de rue, qui sont de l'accord général les éléments les plus vulnérables et les plus exploités dans le système de la prostitution organisée, sont ainsi les premières punies, alors que les organisateurs de la traite des êtres humains, les proxénètes, en sont épargnés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les prostituées de rue sont appréhendées et sanctionnées d'une amende de 500 euros par infraction au cas où elles se trouvent en dehors du périmètre défini au règlement de police générale de la Ville de Luxembourg?

2. Monsieur le Ministre estime-t-il cette pratique consistant dans la sanction des victimes de la traite des êtres humains cohérente avec l'approche d'éradiquer le proxénétisme, qui est une des formes les plus graves de la traite des êtres humains?

Réponse (27.07.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Les prostituées qui font l'objet d'une ordonnance pénale sont a priori punies pour les infractions de racolage. Le simple fait de se retrouver en dehors du périmètre défini au règlement général de police de la Ville de Luxembourg ne conduit pas systématiquement à une sanction par voie d'ordonnance pénale, ce qui se reflète par ailleurs dans les chiffres fournis par le Parquet de Luxembourg:

année 2014: 49 nouvelles affaires et 17 ordonnances pénales rendues;

année 2015: cinq nouvelles affaires dont quatre affaires fixées en audience et onze ordonnances pénales rendues, onze affaires encore en suspens.

Ad 2. Il faut noter que toutes les prostituées appréhendées ne sont pas à considérer d'office comme des victimes de la traite des êtres humains, ni de proxénétisme. La première étape est un travail d'identification qui doit être mené par la police. L'appréhension constitue un moyen à ces fins.

Une prostituée identifiée officiellement en tant que victime de la traite est prise en charge par les services spécialisés en matière d'assistance aux victimes de la traite et ne devrait plus se retrouver sur la voie publique.

Pour le surplus, une victime identifiée bénéficie des immunités et exonérations prévues à l'article 382-2 paragraphes 3 et 4 du Code pénal.

À toutes fins utiles, il y a lieu de rappeler que si des amendes sont infligées sur base du règlement général de police de la Ville de Luxembourg, ce règlement a pour objectif de garantir la salubrité et la sécurité des lieux de la Ville de Luxembourg. L'application de ce règlement échappe à la compétence du Ministère de la Justice.

Évolution du nombre de demandes et de demandeurs				
Année	Demandes	Variation	Personnes	Variation
2006	79	-	47	-
2007	100	+27%	86	+82%
2008	125	+25%	108	+26%
2009	169	+35%	144	+33%
2010	219	+30%	165	+15%
2011	289	+32%	214	+30%
2012	542	+88%	346	+62%
2013	610	+13%	368	+6%
2014	731	+20%	446	+21%

Le nombre de demandes a progressé de 20% en 2014 par rapport à 2013. Cette hausse montre que de plus en plus de personnes vivent dans des conditions de logement précaires sans pouvoir se domicilier.[11]

Par ailleurs, le Gouvernement a déposé le 27 avril 2015 le projet de loi (document parlementaire 6807) modifiant:

1) la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2) la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

qui prévoit: «Art. 25. (1) Peuvent demander à être inscrits sur le registre principal, les Luxembourgeois qui n'ont pas de résidence au Luxembourg ou à l'étranger qu'ils pourraient occuper de façon habituelle. Ils sont inscrits à une adresse de référence s'ils sont présumés présents sur le territoire de la commune pendant une durée qui dépasse six mois sur une période de douze mois.

[11] Ministère de la Famille de l'intégration et à la Grande Région, Rapport d'activité 2014, pp.86-88

Question 1241 (26.06.2015) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **permis de conduire pour motocycles légers:**

Depuis le 19 janvier 2013, en application de la directive 2006/126/CE, sont autorisés à la conduite de motocycles légers (<125 cm^3 ou catégorie A1) les titulaires du permis de conduire de la catégorie B (voiture), à condition d'être titulaire dudit permis B depuis deux ans au moins et d'avoir participé à une formation théorique et pratique de sept heures au moins en auto-école.

Cette extension du droit de conduire est attestée sur le permis de conduire moyennant l'apposition du code national 100 derrière la catégorie B.

Cependant, ce droit de conduire est limité au territoire du Luxembourg.

En effet, cette extension du permis ne bénéficie pas d'une reconnaissance mutuelle entre États membres de l'Union européenne, tel qu'il ressort du dernier alinéa du paragraphe 3 de la directive précitée du 20 décembre 2006.

Nos pays voisins ont prévu des équivalences du permis B similaires, valables seulement dans leur pays, telle l'«attestation 125» en France, ou le «Code 111» en Autriche.

Par conséquent, un Luxembourgeois à l'étranger ou un étranger au Luxembourg doit être titulaire d'un permis A pour circuler sur un deux-roues 125 cm^3.

Cependant, à la différence du Luxembourg, en France l'équivalence ne fait pas l'objet d'une mention sur le permis de conduire mais est attestée sur un document séparé, de sorte que les étrangers séjournant même temporairement en France (étudiants par exemple) et disposant d'un permis B depuis plus de deux ans peuvent suivre une formation dans une auto-école française et se voir remettre l'attestation autorisant de circuler en motocycle 125 cm^3 sur le territoire français.

Vu ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis, eu égard à la situation particulière du Luxembourg, que les dispositions actuelles ne garantissent pas une véritable liberté de circulation aux conducteurs de motocycles 125 cm^3 au sein de l'Union européenne?

2. Le Gouvernement prévoit-il d'intervenir auprès de la Commission européenne afin de trouver une solution juridique permettant la reconnaissance des extensions et équivalences entre les États membres de l'UE?

3. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il convient, à l'instar de ce qui est possible en France, de permettre aux non-résidents de suivre la formation B100 au Grand-Duché leur permettant de circuler librement sur notre territoire national?

Réponse (29.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire.

Force est de constater que des négociations avaient été entamées entre le Luxembourg, la Belgique et la France en vue d'une éventuelle reconnaissance mutuelle de l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire sur leurs territoires respectifs.

En effet, la reconnaissance mutuelle projetée aurait facilité la libre circulation des citoyens dans les pays limitrophes. Il en découle que les autorités compétentes se sont prononcées en faveur de l'examen de la possibilité d'une telle reconnaissance mutuelle.

Dans cet ordre d'idées, la Commission européenne a été saisie en date du 24 janvier 2014 avec la question de la conformité d'une telle reconnaissance mutuelle aux dispositions de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire. Selon la prise de position orale de la Commission européenne, la reconnaissance mutuelle envisagée est contraire à la directive 2006/126/CE.

À relever encore que le titulaire d'un permis de conduire étranger de la catégorie B depuis au moins deux ans, tel par exemple un étudiant étranger, peut suivre la formation B100 au Luxembourg pour être autorisé au Luxembourg à conduire un motocycle de la catégorie A1, à condition de séjourner depuis au moins six mois au pays. À la fin de la formation, il fera transcrire ou échangera son permis de conduire étranger contre un permis de conduire luxembourgeois sur lequel est apposé le code national 100 derrière la catégorie B.

Question 1242 (26.06.2015) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant l'**emplacement de l'Université du Luxembourg:**

Dans le résumé des travaux du Conseil de Gouvernement du 5 juin 2015, il est indiqué: «Le Conseil a décidé d'implanter de façon définitive la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (décanat, bibliothèque, formations de master, doctorats, activités de recherche et formations professionnelles et continues) de l'Université du Luxembourg, le Centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT) de l'Université ainsi que l'Institut Max Planck de droit procédural réglementaire international et européen sur un site unique à Luxembourg-Kirchberg situé à l'actuel campus Kirchberg» et «le Conseil retient que l'enseignement des bachelors de la Faculté de droit, d'économie et de finance aura lieu comme prévu à Belval à partir de la rentrée académique 2016-2017».

Il en découlerait que le site du Limpertsberg serait définitivement abandonné, le seul site à Luxembourg resterait celui du Kirchberg. En plus, une partie non négligeable de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance serait transférée sur le site de Belval.

Pour justifier ces décisions le Conseil de Gouvernement se réfère au Gouvernement antérieur.

Dans ce contexte, il échet de noter que si le programme gouvernemental 2009-2014 prévoyait «une consolidation du site de Belval par l'implantation sur ce site des formations et des activités de recherche en économie ainsi que des services du décanat de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg», le transfert de l'enseignement de bachelor en droit, économie et finance sur le site de Belval n'y était nullement prévu. Par ailleurs, lors d'une conférence de presse de septembre 2009, l'ancien Ministre de l'Enseignement supérieur, Monsieur François Biltgen, a bien précisé que ce seront les formations et activités de recherche en économie ainsi que les services du décanat de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance qui seraient implantés à Belval. Dixit Monsieur Biltgen: «Pour des raisons de proximité avec la place financière et les institutions judiciaires luxembourgeoises et européennes et en vue de pérenniser le site de la capitale, le centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances sera localisé à Luxembourg-Ville y inclus les services de support nécessaires à son fonctionnement.»

Monsieur Rolf Tarrach, l'ancien recteur de l'Université du Luxembourg, a précisé dans une interview donnée au «Citymag» et publiée en octobre 2009, que la décision du Gouvernement de laisser les départements Finance et Droit de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance en ville que «(…) était la seule solution raisonnable (…)» afin d'offrir aux étudiants non diplômés un accès facilité au centre financier et aux institutions juridiques.

Force est de constater qu'il n'a pas été, par le passé, question de déplacer les études de bachelor à Belval.

Il échet encore de noter que le site du Kirchberg, si les activités y seront transférées, devra être rénové, alors que le campus Limpertsberg est, du moins en partie, de construction récente, ce qui rend la décision du Conseil de Gouvernement encore moins compréhensible.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à envisager le transfert des études de bachelor en droit et finance sur le site Belval, alors qu'un tel transfert n'était nullement prévu?

2. L'Université du Luxembourg qui, en principe devrait être impliquée dans ces décisions[12], a-t-elle rendu un avis à ce sujet voire le Gouvernement a-t-il demandé l'avis de l'Université du Luxembourg avant de prendre sa décision?

3. Le site du Kirchberg ayant été retenu pour les activités résiduelles à Luxembourg, il faudra dès lors rénover et réaménager le campus Kirchberg. Le Gouvernement peut-il m'informer à combien se chiffrera ladite rénovation? Qu'adviendra-t-il des bâtiments du campus Limpertsberg, dont certains, les plus anciens, ont un grand intérêt historique, culturel et patrimoniale?

Réponse (10.07.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1242 de Madame la Députée Martine Mergen. D'abord je tiens à souligner que cette thématique a été présentée et discutée lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 10 juin 2015.

En ce qui concerne l'implantation de l'Université du Luxembourg, le programme gouvernemental 2013-2018 prévoit l'engagement suivant: «En ce qui concerne l'implantation des différentes facultés de l'Université, le Gouvernement respectera ses engagements pris en 2005.» Dans sa séance du 23 décembre 2005, le Gouvernement en Conseil avait retenu à l'époque: «… Le Gouvernement en Conseil décide sur cette base de l'implantation de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation ainsi que du rectorat à Belval-Ouest. … Le Gouvernement en Conseil décide d'implanter provisoirement la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance à Luxembourg-Limpertsberg. Comme ce site n'est cependant pas conforme aux critères IVL, la question du site définitif de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance sera rediscutée à l'horizon 2009…»

Je tiens à préciser que la partie du programme gouvernemental 2009-2014 citée par Madame la Députée n'a débouché sur aucune décision officielle. En effet, en 2009, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait initié des sondages auprès de l'Université du Luxembourg, des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette sur le site définitif de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance. Des vues divergentes ont été exprimées quant au siège du doyen de la Faculté et au déroulement des cours de bachelor de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance. Les précisions apportées par l'ancien Ministre de l'Enseignement supérieur lors d'une conférence de presse en septembre 2009 n'ont jamais été validées de façon officielle par une décision ministérielle ou par une décision du Gouvernement en Conseil. Par conséquent, aucune décision n'a été prise à l'époque, ni par le Gouvernement, ni par le ministre compétent.

Cependant, dans sa séance du 3 décembre 2011, le Conseil de Gouvernance de l'Université, en présence du Commissaire du Gouvernement de l'époque, a approuvé la répartition de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance sur les deux sites Belval et Luxembourg tenant compte de l'hypothèse que la Barre de l'Enseignement de la Maison du Savoir serait surdimensionnée pour les deux autres facultés de l'Université. Ainsi, en décembre 2011, le Conseil de Gouvernance de l'Université a retenu et planifié que l'enseignement des bachelors de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance aurait lieu à Belval. En date du 22 décembre 2011, le recteur de l'Université du Luxembourg a informé le directeur du Fonds Belval de cette décision. Même si le Commissaire du Gouvernement de l'époque de l'Université du Luxembourg était au courant de cette décision, celle-ci n'a pas été portée de façon officielle à la connaissance ni du Gouvernement ni des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette.

Au vu de cette situation plutôt malencontreuse, il a été tâché, en concertation avec l'Université du Luxembourg, de porter une proposition de décision au niveau du Gouvernement en Conseil. Par conséquent, les décisions prises par le Gouvernement en Conseil du 5 juin 2015 concernant la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance «…d'implanter de façon définitive la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (décanat, bibliothèque, formations de master, doctorants, activités de recherche et formations professionnelles et continues) de l'Université du Luxembourg sur un site unique à Luxembourg-Kirchberg situé à l'actuel campus Kirchberg…» et «…retient que l'enseignement des bachelors de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université aura lieu à Belval à partir de la rentrée académique 2016-2017», créent une situation stable et transparente pour les responsables de l'Université du Luxembourg, de même que pour les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette.

En ce qui concerne la deuxième partie de votre question, je peux vous assurer que l'Université du Luxembourg a été consultée à plusieurs reprises et elle a clairement manifesté, pour l'implantation de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance, une préférence en faveur du campus Kirchberg (Quartier du Parc central). Considérant la capacité de la Barre de l'Enseignement dans la Maison du Savoir à Belval, l'Université du Luxembourg a exprimé son souhait que l'enseignement des bachelors de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances aura lieu à Belval à partir de la rentrée académique 2016-2017. Étant donné que le bâtiment Tudor de l'État au JFK à Kirchberg sera mis à disposition pour le compte de l'Université du Luxembourg, il est prévu d'y implanter, en concertation avec l'Université du Luxembourg, le centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT) de l'Université du Luxembourg.

Le Gouvernement en Conseil du 5 juin 2015 a chargé le Ministre du Développement durable et des Infrastructures de procéder à une étude de faisabilité. Par conséquent, il n'est pas possible pour le moment de chiffrer le montant de la rénovation ou des nouvelles constructions.

En ce qui concerne les bâtiments du campus Limpertsberg, il a été précisé, lors de la réunion précitée de la commission parlementaire du 10 juin 2015, que le site Limpertsberg sera libéré par l'Université du Luxembourg au fur et à mesure de l'avancement des travaux entrepris sur le nouveau site. Il est donc trop tôt pour déterminer les futures affectations des bâtiments du Limpertsberg.

[12] Monsieur François Biltgen, ancien Ministre de l'Enseignement supérieur: «(…) l'Université du Luxembourg décidera, en toute autonomie, de l'organisation de ce centre de compétences et déterminera pour son fonctionnement le bon usage des facilités tant à Belval qu'à Luxembourg dans un souci d'économie et d'efficacité.»

Question 1243 (26.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**impôt d'équilibrage budgétaire temporaire:**

Il ressort de la 16e actualisation du programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché du Luxembourg que l'IEBT générera au cours des années 2015 à 2019 respectivement 80, 100, 105, 110 et 114 millions euros de recettes fiscales.

Ces projections ne semblent pas en phase avec les termes de l'accord trouvé le 28 novembre 2014 entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB et qui indique que cet impôt ne sera introduit qu'en attendant la réforme fiscale.

Rappelons que le Gouvernement a annoncé vouloir procéder à une réforme fiscale d'envergure devant entrer en vigueur au 1er janvier 2017.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer comment s'articuleront ces deux paramètres de prime abord contradictoires?

- À considérer que l'IEBT disparaîtra au 1er janvier 2017, comment ces moins-values en termes de recettes fiscales seront-elles couvertes?

Réponse (28.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La réponse à la question parlementaire n°1198 *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015)* a d'ores et déjà souligné que l'évolution des finances publiques telles que décrites dans la 16e actualisation du programme de stabilité et de croissance 2015-2019 se base sur la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses. Le Gouvernement maintient, à ce stade, ces hypothèses pour l'estimation de ses prévisions des finances publiques à moyen terme, tout en étant conscient que toute modification future en relation avec ces hypothèses ayant un impact budgétaire négatif, i. e. détériorant la trajectoire des finances publiques, devra être contre-financée par de nouvelles mesures afin de permettre au Gouvernement de respecter ses objectifs budgétaires fixés pour la période 2015-2019.

Le Gouvernement considère bien évidemment que la réforme fiscale y compris l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ne devra pas remettre en cause l'atteinte de l'OMT.

Question 1244 (29.06.2015) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **rats mutants:**

Selon la presse britannique et française, des rats mutants d'une taille de quelque 60 à 80 centimètres, qui s'adaptent rapidement à de nouveaux environnements, semblent avoir envahi plusieurs villes anglaises telles par exemple Birmingham, Liverpool et Oxford et même la capitale russe. À en croire certaines gens, ces animaux, apparemment d'origine africaine, auraient développé une résistance aux mort-aux-rats si bien qu'il est de plus en plus difficile de les exterminer.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle nous fournir des précisions concernant cette problématique?

- A-t-on déjà détecté de tels rats dans nos contrées?

- Faut-il craindre une invasion de ces animaux sur le continent européen?

Réponse (31.07.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les rats «mutants» évoqués par les Députés Bauler et Hahn ne sont rien d'autre que le résultat d'un processus d'adaptation par sélection naturelle aux rodenticides employés pendant des décennies pour combattre les surmulots («Wanderratte», «Rattus norvegicus») en milieu urbain et rural en Grande Bretagne. Des études récentes effectuées à l'Université de Huddersfield montrent que cette résistance aux rodenticides est maintenant très répandue en Grande Bretagne. De telles adaptations sont le résultat de mutations au niveau de l'ADN, qui sont un phénomène tout à fait naturel qui se passe en permanence dans toutes les espèces y inclus des humains… C'est donc l'évolution (décrite par Darwin) qui se passe devant nos yeux.

Afin de réduire les risques du développement d'adaptations aux rodenticides, il importe de réduire l'emploi de ces poisons au strict minimum. L'empoisonnement de rongeurs peut par ailleurs avoir un effet néfaste sur leurs prédateurs naturels, par l'effet de bioaccumulation.

En ce qui concerne la soi-disant taille inhabituellement large de ces rats, il faut savoir que le surmulot fait en moyenne 25 centimètres de long (corps) avec une queue de la même longueur. Toutefois, comme c'est aussi le cas chez bien d'autres espèces - y inclus les humains -, des variations de taille sont également normales chez le surmulot. Les articles de presse britannique récents, faisant référence à ou montrant des rats de «taille de chats», ne permettent aucunement de faire des assertions sur la fréquence de ces grands rats dans la population globale de rats en Grande Bretagne.

Par ailleurs, de telles descriptions de personnes observant des animaux à distance sont le plus souvent des exagérations, qui, une fois dans les médias, ont tendance à générer une certaine zizanie dans la population humaine. Nous avons connu un exemple similaire au Luxembourg lors de la présence de la fameuse «panthère noire» il y a quelques années, quand bon nombre de gens ont envoyé des photos de chats noirs à l'administration pour démontrer la présence de la «panthère», dangereuse, cruelle, féroce…

Au Luxembourg nous ne disposons ni de données concernant la prévalence de la résistance aux rodenticides dans la population du rat brun ni d'informations concernant des rats de taille inhabituelle. À noter que le surmulot est très commun au Luxembourg et répandu un peu partout y inclus dans les villages et les villes. Il peut être observé à partir de nombreuses terrasses en ville de Luxembourg tard le soir. Néanmoins, malgré une répartition dans tout le pays depuis des décennies, y inclus en milieu urbain, des problèmes liés à la présence du surmulot ne sont pas connus à ce jour au Luxembourg.

Question 1245 (29.06.2015) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **commerce illicite des produits de tabac:**

Selon mes informations, l'Administration des Douanes et Accises aurait signé au cours des derniers mois plusieurs accords de coopération avec d'importants producteurs mondiaux de tabac afin de combattre la contrefaçon et le trafic illicite de produits de tabac. Dans ce contexte, l'ADA mettrait en exergue non seulement les effets économiques et financiers néfastes du commerce illicite des produits de tabac, mais aussi les risques sanitaires inhérents à la contrefaçon.

Vu l'importance que l'Organisation mondiale de la Santé accorde à la lutte contre le commerce illicite et la contrefaçon dans sa stratégie globale de lutte contre le tabagisme, la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) a adopté en date du 12 novembre 2012 à Séoul le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, ceci en application de l'article 15 de la CCLAT.

- Partant, et compte tenu du fait que le Luxembourg a ratifié la CCLAT en 2005, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Santé si le Gouvernement luxembourgeois a l'intention de signer le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac.

Réponse (23.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, auquel se réfère l'honorable Députée, marque en effet une étape importante dans l'action au niveau international en matière de lutte antitabac.

Ce nouvel instrument juridique de santé publique, qui s'inscrit dans le cadre de la Convention-cadre de lutte anti-tabac (CCLAT) de l'Organisation mondiale de la Santé, vise ainsi à renforcer les dimensions juridiques de la coopération à l'échelle planétaire dans le domaine de la santé avec pour objectif de rendre plus difficile le contournement de la politique de santé publique contre le tabagisme.

Ainsi le défi, qui consiste à lutter de manière efficace contre le fléau du commerce illicite des produits du tabac, ne saurait ni reposer sur la bonne volonté de quelques producteurs de tabac, ni s'appliquer limitativement dans certains pays déterminés.

Cela étant, je reste persuadée que ce Protocole constitue dès lors une réponse adéquate à ce phénomène dans la mesure où cette lutte est confiée de manière exclusive et concertée aux États qui sont parties à cet accord.

Question 1247 (30.6.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **plans sectoriels:**

Dans une interview accordée aujourd'hui au «Luxemburger Wort», le Secrétaire d'État au Logement Marc Hansen indique que le Gouvernement est en train d'analyser les avis des communes relatifs aux plans sectoriels en vue d'une éventuelle réédition des plans sectoriels. Il dit que l'affirmation de Madame la Ministre du Logement comme quoi il n'y aurait plus de plans sectoriels, du moins en matière du logement, serait osée et prématurée.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Gouvernement en matière des plans sectoriels, et plus particulièrement ceux dans le domaine du logement?

- Est-ce que l'approche de Madame la Ministre du Logement de ne plus préconiser de plans sectoriels est compatible avec les termes de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire?

- Le Gouvernement envisage-t-il l'abrogation de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire?

Réponse (29.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1247 du 30 juin 2015, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth souhaitent savoir la position du Gouvernement en matière des plans sectoriels, plus particulièrement dans le domaine du logement.

Le 28 novembre 2014, le Gouvernement a décidé de retirer de la phase procédurale les projets de règlement grand-ducal déclarant obli-

gatoires les quatre plans directeurs sectoriels «logement», «transports», «paysages» et «zones d'activités économiques», qui devaient munir la planification territoriale d'outils à caractère réglementaire au niveau national. Diverses insécurités juridiques soulevées par le Conseil d'État ont rendu cette décision inévitable.

Cette interruption de la procédure réglementaire, pendant laquelle la loi concernant l'aménagement du territoire sera amendée, permet également de retravailler les projets de règlements en toute sérénité, transparence et sécurité juridique.

La nécessité des plans sectoriels a été reconnue par une grande majorité des acteurs locaux lors de la consultation publique ainsi que par les Députés lors du débat de consultation du 19 mars 2015 à la Chambre dès Députés. À l'issue du débat de consultation, le Gouvernement a été invité par une majorité des Députés d'amender les textes et de prendre en considération les avis rendus par les communes.

Dans le domaine du logement, l'objectif primaire reste de mobiliser les terrains à bâtir, dynamiser la création de logements sociaux et de logements à prix abordables et de lutter contre la lenteur administrative de viabilisation de terrains.

Aux fins de pouvoir réduire les effets négatifs de l'évolution spatiale tendancielle et de favoriser une meilleure répartition des activités humaines sur le territoire ainsi qu'un regroupement des flux de trafic, le programme directeur de l'aménagement du territoire revendique l'orientation de la répartition de la population résidente, actuelle et future, en fonction du système des centres de développement et d'attraction.

Le groupe de travail du plan directeur sectoriel «logement», présidé par le Ministère du Logement, est en train d'analyser comment la loi, les règlements et les programmes concernant l'aménagement du territoire peuvent servir à atteindre les objectifs primaires du Ministère du Logement tout en respectant à la fois les orientations de l'aménagement du territoire:

- en transférant toutes les dispositions du plan sectoriel ayant trait, de près ou de loin, aux matières réservées par la Constitution à la loi, telles que la propriété privée ou l'autonomie communale, dans la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

- en analysant en dialogue avec les communes les futurs projets de logement;

- en transférant les objectifs stratégiques et recommandations dans un nouveau manuel destiné à réaliser la mise en conformité des PAG communaux avec le programme directeur d'aménagement du territoire.

Au cours des prochaines semaines, tous les aspects relatifs au plan directeur sectoriel «logement» seront analysés afin de pouvoir par après décider sur les suites à réserver dans le cadre du remaniement des plans directeurs sectoriels.

Question 1248 (30.06.2015) de **MM. Gusty Graas** et **Guy Arendt** *(DP)* concernant la **réémergence du loup:**

Dans son papier de position du 25 juin 2015, la «Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg» (FSHCL) pense qu'après plus de 120 années d'absence du loup sur le territoire du Grand-Duché, sa réémergence est imminente. Par conséquent, elle demande la mise en place d'un plan de gestion de cet animal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle partager le constat qu'une réémergence du loup dans nos contrées est imminente? Une sensibilisation de la population est-elle envisagée le moment venu?

2. Juge-t-elle opportun d'établir un plan de gestion du loup? Dans l'affirmative, des associations concernées par la protection de la nature, comme la FSHCL, seront-elles invitées à contribuer à l'élaboration d'un tel plan?

3. Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de la FSHCL qu'un monitoring de la population du loup ainsi que des espèces proies devrait faire partie intégrante de ce plan de gestion?

Réponse (24.07.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. Comme déjà mentionné dans la réponse à la question parlementaire n°0727 du Député Fernand Kartheiser en novembre 2014 *(cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2014-2015)*, l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF) suit de près l'évolution de la répartition géographique du loup depuis l'année 2000, et est en échange régulier avec des experts des pays limitrophes et au-delà à ce sujet.

Néanmoins, il est difficile de dire exactement quand le loup fera sa réapparition au Luxembourg, voire impossible. Elle pourrait se faire dans dix ans, mais elle pourrait également se faire demain.

Il est même concevable que des loups solitaires aient déjà parcouru le Luxembourg pendant les années passées sans avoir été détectés, vu leur peur de l'homme et leur comportement le plus souvent cryptique.

Le constat fait par la FSHCL n'est aucunement nouveau. L'ANF et le Département de l'Environnement sont conscients depuis des années du retour potentiel du loup dans notre Grande Région. Dans la formation des aspirants-chasseurs, le loup est traité depuis plus de dix ans. Depuis 2013, un certain nombre d'articles ont paru dans la presse luxembourgeoise au sujet du loup, réalisés en collaboration avec des agents de l'ANF, visant à sensibiliser le grand public. Par ailleurs, des agents de l'ANF ont publié un article dans le «Regulus», revue de «natur&ëmwelt», ainsi que dans la revue «Privatbësch». Une offre de publier un article du même genre dans la revue de la FSHCL, «Fëscher, Jeeër an Hondsfrënn», en vue de sensibiliser les chasseurs, a été refusée par les responsables de la FSHCL.

Par ailleurs, l'ANF a présenté un exposé au sujet du retour du loup destiné au grand public en date du 26 février 2015 à Ingeldorf. Vu le succès de cet exposé, avec plus de 120 personnes présentes, le même exposé sera répété en automne à plusieurs endroits du pays pour sensibiliser un maximum de gens. Une invitation à ces exposés sera également envoyée en temps utile aux membres de la Chambre des Députés.

En conclusion, la sensibilisation est importante, étant donné que beaucoup de gens ont une fausse image du loup en tête, stimulée par des contes tels que «Le Petit Chaperon rouge» ainsi que par des campagnes négatives et non basées sur les connaissances scientifiques par certains groupes de lobbyistes antiloup.

Ad 2. Oui. En date du 18 mars 2015, l'ANF avait organisé une réunion de concertation avec des représentants des régions limitrophes (France, Rhénanie-Palatinat, Wallonie) pour discuter de l'opportunité d'établir un plan de gestion commun.

Or, étant donné que la France a déjà un plan de gestion «loup» national depuis des années vu la présence du loup depuis 1992, et que la Rhénanie-Palatinat vient également de publier un plan de gestion «loup» en 2015, l'idée d'un plan de gestion commun a été abandonnée. Néanmoins, l'accord a été trouvé que toutes les régions de la Grande Région devraient aborder la gestion du loup selon les mêmes principes, en tenant compte des expériences déjà acquises par notamment la France. Ainsi, les aspects à considérer impérativement dans un plan de gestion «loup» sont:

- l'application de méthodologies adéquates de détection et de monitoring;

- l'implication, à un moment donné, des groupes lobbyistes intéressés au loup tels que les chasseurs, les éleveurs de moutons, etc.;

- l'élaboration d'outils de gestion tels que l'indemnisation en cas de pertes au niveau des moutons ou autres animaux d'élevage;

- l'analyse d'aspects comportementaux, de la possibilité d'élimination d'individus problématiques, etc.;

- le développement d'un réseau de correspondants «loup» (potentiellement composé d'experts de l'ANF, de représentants d'ONG de protection de la nature, de chasseurs, de privés, etc.) pour faire transiter rapidement toute information au sujet du loup;

- la prise en charge par les départements gouvernementaux d'un programme de sensibilisation et de communication avec la presse.

Par la suite, en date du 23 avril 2015, l'ANF a présenté l'idée d'établir un plan de gestion «loup» pour le Luxembourg au Conseil supérieur de la chasse (CSC). Lors de cette réunion, aucun membre de la FSHCL n'était présent.

Le CSC a conclu que:

«Comme le retour du loup dans nos régions est imminent, il faudra se munir d'un plan de gestion 'loup'. Les grands points de plans de gestion existants à l'étranger sont l'information générale, la cohabitation avec le loup, les points de conflits et la gestion de ces conflits.

Les membres du CSC sont, à l'unanimité,

- d'avis qu'il faudra un plan de gestion 'loup' pour le Luxembourg;

- d'avis que l'ANF est l'instance qui devra mettre en place ce plan de gestion;

- d'avis que pendant l'élaboration du plan de gestion, l'ANF devra consulter tous les acteurs potentiellement concernés par le retour du loup (agriculteurs, éleveurs d'animaux de rente, chasseurs...);

- d'accord avec le principe qu'il faudra prévoir des indemnisations, et que celles-ci devront être couplées à des conditions.

Dans ce cadre, il faudra analyser le risque des pertes de production du troupeau liées au stress provoqué par une attaque ou les suites de celle-ci (avortements, risque d'accidents routiers par animaux vaguants...).»

Je peux donc rassurer les Députés Graas et Arendt que l'ANF est bien préparée aux développements en Europe en ce qui concerne le loup ainsi qu'à sa présence probable au Luxembourg dans les années à venir.

Ad 3. Le monitoring du loup sera essentiel et est de toute façon prévu par l'ANF, aussi dans le contexte européen. Un monitoring des proies ne s'impose pas.

Question 1249 (30.06.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**utilisation de la piscine du Lycée de Junglinster:**

Selon un accord entre la commune de Junglinster et l'État, la piscine du lycée de Junglinster devrait pouvoir être ouverte au grand public après les heures de classe ou même pendant le weekend. En ce qui concerne le nettoyage et la surveillance du bassin, la commune est prête à prendre ses responsabilités. Il reste à déterminer le prix du loyer à payer par la commune à l'État. À plusieurs reprises la commune a pris contact avec le Ministère des Finances à ce sujet, mais sans résultat.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de la problématique?

- Dans l'affirmative, quand le Ministère communiquera-t-il un montant à payer par la commune en tant que loyer pour que la piscine puisse enfin être accessible au grand public?

Réponse commune (03.08.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Depuis les débuts de la conception du projet, il a été veillé à agencer le bâtiment de manière à assurer la possibilité de mettre les infrastructures sportives à disposition d'utilisateurs tiers, notamment de la commune de Junglinster. Dans ce contexte, le hall des sports avait même été réduit d'une unité suite à un préaccord entre la commune et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ainsi, en contrepartie à la mise à disposition de la piscine à la commune, il a été convenu que des plages horaires dans le hall des sports communal Gaston Stein pourraient être occupées par le lycée.

Le lycée a été mis en service en septembre 2014, tandis que la piscine est en fonction depuis le 3e trimestre de l'année scolaire 2014-2015. Rien ne s'oppose donc, d'un point de vue technique et fonctionnel, à l'utilisation de la piscine par des utilisateurs externes au lycée tels que des écoliers de la commune de Junglinster.

En ce qui concerne l'ouverture de la piscine au grand public, il y a lieu de vérifier si des équipements supplémentaires sont nécessaires. Par ailleurs, des questions tenant à la surveillance et à la responsabilité pendant ces heures restent ouvertes.

Les modalités de mise à disposition sont à clarifier avec la direction du Lycée de Junglinster. Le prix éventuel à fixer prochainement dépendra des frais additionnels qu'une telle ouverture plus large de la piscine pourra entraîner. Une réunion de concertation aura lieu après la rentrée scolaire entre des représentants de la commune, de la direction du lycée et des ministères concernés.

Question 1250 (30.06.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **Activités d'insertion professionnelle (AIP):**

Dans un avis adressé par le Service national d'action sociale (SNAS) à l'ensemble de leurs services régionaux, le SNAS invite les initiatives sociales de type CIGL ou CIGR conventionnées par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à ne plus organiser d'AIP.

D'après mes informations, cette décision aurait été prise, d'une part, dans l'attente d'une réforme de la loi sur le revenu minimum garanti (RMG) et, d'autre part, avec l'objectif de ne pas mélanger les populations plus proches du premier marché du travail et les bénéficiaires du RMG.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Peuvent-ils confirmer les raisons à la base de ces changements? À défaut, quelles en sont les motivations?

- Est-ce que les seules initiatives sociales de type CIGL/CIGR sont concernées par ces changements?

- Les Ministres sont-ils d'avis que les bénéficiaires du RMG sont plus éloignés du premier marché du travail que les autres demandeurs d'emploi?

- Quels sont les principaux éléments de la réforme du RMG justifiant de telles mesures?

- Comment les bénéficiaires du RMG seront-ils à l'avenir accompagnés dans l'élaboration d'un projet d'insertion professionnelle?

Réponse commune (23.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:*

L'honorable Député Oberweis fait état d'un avis adressé par le Service national d'action sociale (SNAS) aux Services régionaux d'action sociale (SRAS) et invitant «les initiatives sociales de type CIGL ou CIGR conventionnées par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à ne plus organiser d'AIP».

Il y a lieu de préciser que l'avis précité valait invitation aux SRAS, conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à ne plus organiser d'activités d'insertion professionnelle (AIP) auprès des seules initiatives sociales de type CIGL ou CIGR.

Ce sont en effet les SRAS qui, - après signature d'un contrat d'insertion entre le SNAS et les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG) soumis à la condition d'être inscrits en tant que demandeurs d'emploi à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) tout comme à la condition d'activation prévue dans le dispositif RMG -, ont pour mission de contacter des organismes d'affectation potentiels de telles personnes en vue de l'organisation d'une activité d'insertion professionnelle (AIP) conforme au projet d'insertion contractuellement retenu.

L'avis précité, concerté entre le SNAS et l'ADEM, conformément à l'approche horizontale privilégiée par le Gouvernement[13] et en dehors des travaux préparatifs de la réforme du dispositif RMG, trouve sa base dans le chapitre «Travail et Emploi» du programme gouvernemental qui appelle une coopération améliorée et systématisée entre l'ADEM et le SNAS[14] et les motivations qui le sous-tendent, face à une clientèle commune, sont les suivantes:

- départager les dossiers de la clientèle en question et éviter ainsi des doubles emplois tout en utilisant de manière plus efficiente toutes les ressources disponibles;

- optimiser et rendre plus transparente l'orientation de la clientèle précitée.

Les bénéficiaires de ce dispositif, dont une minorité seulement est tenue d'être inscrite à l'ADEM en vue d'une intégration au premier marché du travail[15], continuent à être accompagnés par le SNAS, qui est soutenu par les SRAS.

À noter que les personnes dont l'AIP auprès d'une initiative sociale de type CIGL ou CIGR prend fin conformément à cette concertation peuvent, le cas échéant, en tant que demandeurs d'emploi et en fonction de leur employabilité, être assignées par l'ADEM à un poste auprès de la même initiative sociale. Elles y béné-

[13] Cf. Programme gouvernemental, préambule, p. 4

[14] Cf. Programme gouvernemental, p. 44

[15] Cf. Rapport d'activité 2014 du Ministère de la Famille et de l'Intégration, page 198

ficient, dans le cadre d'une mesure spéciale et si un tel poste est vacant, d'un contrat de travail à durée déterminée de deux ans rémunéré au niveau du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

Question 1251 (30.06.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant **Raïf Badawi:**

Le jeune écrivain et blogueur saoudien Raïf Badawi, qui militait ouvertement pour une libéralisation morale de l'Arabie saoudite, qui a reçu de nombreux prix honorifiques et qui a même été proposé pour le Prix Nobel de la Paix, a été emprisonné en 2012 pour apostasie et insulte à l'islam par les autorités saoudiennes.

L'application de la sentence de flagellation en public, qui a suscité une vague d'indignation dans le monde entier, a débuté au mois de janvier cette année. Malgré que les États-Unis, le Canada ainsi que toute la Communauté européenne aient formellement demandé à l'Arabie saoudite de mettre un terme à ce supplice, la justice saoudienne envisagerait de faire subir un nouveau procès à Raïf Badawi, qui risque même d'aboutir à la peine de mort.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant d'un nouveau procès éventuel contre Raïf Badawi?

2. Monsieur le Ministre entend-il intervenir dans le cadre de l'Union européenne et au niveau bilatéral afin de dénoncer, le cas échéant, la décision judiciaire ainsi que l'application de la peine à l'encontre de Raïf Badawi?

Réponse (29.07.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, destinataire de la question parlementaire n°1251 du 30 juin 2015, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives au sort du blogueur saoudien Raïf Badawi, et le prie de trouver ci-après les réponses apportées à ces dernières.

Ad 1. Je ne dispose pas de plus amples informations quant à un éventuel nouveau procès de Raïf Badawi. En juin 2015, la Cour suprême d'Arabie saoudite a confirmé la condamnation de Raïf Badawi à 1.000 coups de fouet et à dix ans de prison, décision de justice qui n'est plus susceptible d'appel du point de vue du droit interne, sans préjudice d'un éventuel recours en grâce auprès des autorités saoudiennes.

Ad 2. Le sort subi par le blogueur saoudien Raïf Badawi depuis son arrestation en 2012 est extrêmement préoccupant. Le Luxembourg dénonce la torture et toute autre forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, comme les châtiments corporels. La flagellation en public, comme tous les autres châtiments corporels, constitue en effet un traitement inacceptable dans un État de droit et est contraire à la dignité humaine. Aussi bien le Comité des droits de l'Homme de l'ONU que le Comité contre la torture ont d'ailleurs considéré que l'interdiction de la torture et des mauvais traitements devait être comprise comme s'étendant aux châtiments corporels, y compris les peines corporelles excessives ordonnées pour une infraction pénale. Ayant ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants, l'Arabie saoudite s'est notamment engagée à «prendre les mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction». Si Raïf Badawi n'a plus subi de séance de flagellation depuis janvier 2015, le Luxembourg continue cependant d'encourager les autorités saoudiennes à faire preuve de clémence en ce qui concerne l'exécution de la peine à l'encontre de Raïf Badawi.

Dans ce contexte, l'Union européenne, à travers la Haute Représentante Federica Mogherini, est également intervenue plusieurs fois au cours des derniers mois auprès des autorités saoudiennes, notamment en leur demandant de suspendre tout nouveau châtiment corporel infligé à Raïf Badawi. Le Luxembourg soutient pleinement ces démarches et souhaite que le dialogue politique entre l'UE et l'Arabie saoudite prenne en compte la nécessité de reconnaître et de respecter pleinement les droits fondamentaux de tous les citoyens, y compris la liberté d'expression et le droit de ne pas être soumis à des traitements inhumains et dégradants. Le Luxembourg encourage enfin les autorités saoudiennes à mettre un terme définitif au recours à la flagellation et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'à la peine de mort.

Question 1252 (30.06.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«roaming»:**

D'après un article paru aujourd'hui sur «l'essentiel online», les coûts de «roaming» au sein de l'Union européenne devraient venir à terme le 15 juin 2017. Il paraît en effet que les chefs de Gouvernement et le Parlement européen soient parvenus à un accord. Les opérateurs auraient néanmoins négocié des arrangements de sorte qu'ils pourront faire payer des frais en cas d'utilisation trop fréquente des services de communication en dehors des frontières. Il s'agirait surtout d'abolir le «roaming» pour les personnes en déplacement à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relayées par la presse?

- Dans l'affirmative, pourquoi la date retenue est-elle fixée au 15 juin 2017, soit dans seulement deux ans?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser ce que les opérateurs entendent concrètement par une utilisation trop «fréquente» des services de communication en dehors des frontières?

Réponse (29.07.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Je confirme qu'un accord a été trouvé entre la Présidence lettone et le Parlement européen au sujet du projet de règlement concernant la neutralité du net et le «roaming». Cet accord a été approuvé à Bruxelles par le Comité des représentants permanents sous Présidence luxembourgeoise.

En ce qui concerne plus particulièrement le «roaming», la date retenue pour l'abolition des surcharges est en effet le 15 juin 2017. Le Parlement européen et le Conseil étaient d'accord qu'il est nécessaire de procéder à une révision des tarifs appliqués sur le marché de gros avant de pouvoir abolir les surcharges au niveau du marché de détail. Cette révision sera effectuée par la Commission d'ici le 15 juin 2016. Ensuite la Commission devra soumettre une proposition de révision des tarifs de gros qui fera l'objet d'une approbation par la procédure législative européenne.

Ainsi les conditions seront réunies pour l'abolition des surcharges à supporter par les abonnés à partir du 15 juin 2017. Ce délai est donc difficilement compressible. Cependant, le projet de règlement prévoit que, pendant une phase transitoire, à partir du 30 avril 2016, les surcharges maximales seront déjà sensiblement réduites.

Comme le Parlement européen l'avait déjà proposé dans le contexte de ses amendements, les opérateurs gardent le droit d'appliquer une politique dite de «fair use». Il s'agit en l'occurrence d'éviter que les résidents d'un État membre souscrivent un abonnement auprès d'un opérateur d'un autre État membre où les prix domestiques sont plus bas. Le but est principalement d'éviter que des abonnés se trouvent ainsi en situation de «roaming» permanent, ce qui serait considéré comme un abus. Les abonnés devront cependant pouvoir communiquer sans frais de «roaming» lors de leurs déplacements périodiques dans les autres pays de l'UE. La Commission européenne devra encore adopter des règles d'exécution précisant les modalités à respecter par de telles clauses «fair use».

Les discussions sur le «roaming» ont été longues et difficiles, mais on connaît ainsi une véritable avancée en faveur du consommateur en Europe.

Question 1253 (30.06.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme du Pacte Logement:**

Déjà début 2014, Madame la Ministre du Logement avait annoncé vouloir réformer le Pacte Logement. Elle avait même laissé sous-entendre que les communes, n'ayant, d'après la Ministre, pas respecté les termes du pacte, devraient rembourser lesdits subsides. En automne 2014, Madame le Ministre a annoncé vouloir bloquer les fonds qui devraient être alloués aux communes à partir de 2017 et vouloir ne les débloquer que si les communes les investiraient pour construire de l'habitat.

D'après la presse, les propositions de Madame la Ministre ne seraient plus à l'ordre du jour. Il paraît en effet que Monsieur le Secrétaire d'État au Logement aurait donné son aval au retrait desdites propositions.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Madame la Ministre entend-elle honorer les engagements pris par l'État vis-à-vis des communes dans le cadre du Pacte Logement au-delà de 2017?

- Quelles sont les pistes actuellement discutées avec le Syvicol en matière de logement?

Réponse (27.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

- Madame la Ministre du Logement confirme que ses propositions relatives à la réforme du Pacte Logement, approuvées par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 4 juillet 2014, ne seront pas poursuivies. En effet, au cours des derniers mois, plusieurs concertations avec le Syvicol ont permis de constater que les mesures initialement retenues ne pourront pas atteindre l'objectif souhaité. Par conséquent, une continuation dans cette voie n'est plus de mise.

Le Conseil de Gouvernement a ainsi, dans sa séance du 2 juillet 2015, décidé de revenir sur sa décision du 4 juillet 2014 et de ne point modifier ni de réformer la constellation actuelle du Pacte Logement.

- Madame la Ministre du Logement confirme que les engagements pris par l'État vis-à-vis des communes dans le cadre du Pacte Logement seront honorés conformément aux dispositions de la loi afférente du 22 octobre 2008, incluant la période de 2017 à 2021.

- Dans sa séance du 2 juillet 2015, le Conseil de Gouvernement a chargé Madame la Ministre du Logement de procéder à l'élaboration d'un nouveau concept Pacte Logement en étroite collaboration avec le Syvicol, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. À cette fin, un groupe de travail sera créé entre ses acteurs au cours des semaines à venir.

Question 1254 (30.06.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **compte général de l'exercice précédent:**

D'après l'article 11 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice précédent doit être déposé à la Chambre des Députés pour le 31 mai au plus tard.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quand il entend déposer ledit projet de loi à la Chambre des Députés?

- Quelles sont les raisons de ce retard?

Réponse (31.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le projet de loi portant règlement du compte général de l'État de l'exercice 2014 figurait à l'ordre du jour de la séance du 27 juillet 2015 du Conseil de Gouvernement et sera déposé à la Chambre des Députés dans les prochains jours. Le dépôt tardif du projet de loi est motivé par le souci d'assurer l'exhaustivité de l'information contenue dans le compte général de l'État de l'exercice 2014.

Question 1255 (01.07.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **position du Gouvernement face au plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette:**

Il paraît que tous les membres du Gouvernement luxembourgeois ne sont pas sur la même longueur d'onde quant à une prolongation du plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette.

Alors que Monsieur le Ministre Nicolas Schmit préconise un revirement rapide et critique les mesures imposées par la troïka à la Grèce, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, s'est dit opposé à une remise de dettes voire à une éventuelle restructuration de la dette grecque. Monsieur le Ministre des Finances s'est également montré très ferme vis-à-vis des Grecs. Finalement, Monsieur le Ministre François Bausch semble, quant à lui, préconiser une réduction des dettes.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle est en définitive la position du Gouvernement dans ce dossier? Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que cette position sera défendue par tous les membres du Gouvernement?

Réponse (15.07.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Madame la Députée et Monsieur le Député s'enquièrent de la position du Gouvernement quant au plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette. À ce sujet, j'ai l'honneur de renvoyer Madame la Députée et Monsieur le Député aux différentes déclarations qui ont été faites à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre des Finances et par moi-même et notamment à la déclaration du 1er juillet de Monsieur le Ministre des Finances sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, à ma déclaration du 8 juillet sur les discussions du sommet européen du 7 juillet 2015 en relation avec la situation en Grèce après le référendum du 5 juillet 2015 et enfin à la déclaration du même jour de Monsieur le Ministre des Finances sur les discussions menées au sein de l'Eurogroup sur la situation grecque.

Ces déclarations ont été faites au nom du Gouvernement et reflètent sa position unanime.

Question 1258 (01.07.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **qualité des eaux pluviales de la zone industrielle «Um Monkeler»:**

D'après un article paru le 30 juin 2015 dans le «Luxemburger Wort», le partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette, créé en 2012 à l'initiative des cinq communes riveraines - Esch-sur-Alzette, Sanem, Schifflange, Bettembourg et Roeser - a fait procéder à un programme d'analyses du réseau pluvial de la zone industrielle «Um Monkeler» se déversant dans l'Alzette à Schifflange afin de localiser et de hiérarchiser d'éventuelles sources de pollution.

Il paraît que lesdites analyses ont révélé une forte contamination au niveau de l'Alzette des sédiments provenant du rejet de la canalisation de la zone industrielle «Um Monkeler».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de ces analyses et ont-ils connaissance des résultats de celles-ci? Peuvent-ils confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre et Monsieur le Ministre comptent-ils adopter à court, à moyen et à long terme pour faire face à cette situation?

Réponse commune (07.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

D'emblée il y a lieu de noter que conformément aux dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, il incombe aux communes d'assurer la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées et des eaux pluviales dans les zones urbanisées ce qui comprend la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et la surveillance des infrastructures d'assainissement. Afin d'être en mesure de remplir ces obligations, les exploitants de ces infrastructures, en l'occurrence les communes et les syndicats, sont également tenus d'avoir établi un dossier technique qui doit être communiqué au ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions, actuellement la Ministre de l'Environnement. Les dossiers techniques comprennent notamment des plans de réseaux détaillés ou encore des résultats d'une analyse visuelle de l'état des infrastructures. Les dossiers techniques des communes avoisinantes du site de la zone industrielle «Um Monkeler» dont dispose à ce stade l'Administration de la Gestion de l'Eau ne comprennent pas d'informations pour le site concerné. Ces informations sont cependant primordiales pour prendre des décisions sur les prochaines étapes.

La question de l'honorable Député adresse les résultats d'une étude établie pour le compte du Contrat de rivière Alzette. L'article de presse paru en date du 30 juin 2015 dans le «Luxemburger Wort» se réfère à cette même étude. L'Administration de l'Environnement ainsi que l'Administration de la Gestion de l'Eau dis-

posent d'une copie du rapport final de l'étude en question. Malheureusement, aucune des administrations n'était contactée par le bureau d'études qui a réalisé l'étude en vue de la préparation de la campagne d'échantillonnage. Ceci aurait en effet permis d'obtenir une vue plus générale de l'état du réseau d'évacuation des eaux pluviales de la zone industrielle «Um Monkeler» et de tirer des conclusions ciblées.

S'y ajoute que l'Administration de la Gestion de l'Eau ne dispose que depuis quelques jours de plans des réseaux plus détaillés de la zone d'activités et que le dossier technique d'assainissement fait toujours défaut. Faute d'informations plus exhaustives, une interprétation des résultats d'analyse ne peut être qu'approximative.

L'interprétation maintenue par le rapport final conclut sur une source de pollution en relation avec une émission par une des sociétés implantées au site. Or, sur base des informations fournies, ceci n'est qu'une des hypothèses possibles. L'infiltration d'eau souterraine dans la canalisation ou encore l'existence de dépôts de sédiments anciens constituent d'autres explications possibles pour les concentrations trouvées. Le rapport final de l'étude précitée ne permet pas aux administrations concernées d'identifier l'origine de la pollution. Les substances, analysés au cours de cette étude, en l'occurrence, les métaux et les hydrocarbures, absorbent et se concentrent sur les poussières et sont lessivées par les eaux de pluies et peuvent par la suite s'accumuler dans les réseaux d'assainissement. Somme toute, il y a lieu de mentionner que ni les substances détectées ni les concentrations mesurées ne sont inhabituelles pour une région avec une longue histoire d'activités industrielles.

À court terme il est important que les dossiers techniques renseignant sur les infrastructures d'assainissement et de leur mode d'exploitation soient mis à jour pour renseigner sur le site en question et soumis à l'Administration de la Gestion de l'Eau.

La plupart des sociétés actives sur le site disposent d'une autorisation au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Certaines d'entre elles ont également soumis une demande d'autorisation conformément à l'article 23 de loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Pour d'autres des demandes d'autorisation sont en voie d'instruction suivant les deux bases légales. Il va sans dire que ces autorisations prévoient également des conditions relatives à la protection de l'eau.

Si après un curage et une réfection de la canalisation une pollution était toujours manifeste, il faudrait évaluer si les moyens mis en œuvre par les sociétés sur base de leurs autorisations ne doivent pas être renforcés.

Question 1259 (01.07.2015) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **fauchage tardif:**

Des expériences ont montré que la fréquence et la période de fauchage influençaient de manière déterminante la diversité biologique des zones fauchées. Une ou deux coupes par an permettent d'assurer un développement optimal et diversifié de la faune et de la flore. Dans ce contexte, la division de l'Administration des Ponts et Chaussées d'Esch-sur-Sûre a décidé de ne plus procéder au fauchage régulier et entier autour du lac, mais de passer à un système de deux fauchages par an.

Or, il nous revient que pour les responsables des communes bordant le lac, la solution retenue n'est pas du tout satisfaisante. À titre d'exemple on peut citer la place près du lac de Bavigne qui est un point d'attrait pour les habitants et visiteurs en plein centre du village et où des milliers de touristes passent pendant la période estivale. En effet, le collège échevinal de la commune du lac de la Haute-Sûre a adressé une lettre à Madame la Ministre de l'Environnement estimant que le fait de ne pas tondre le gazon en question donne un air non accueillant, nuira à la propreté des lieux et peut même favoriser le dépôt illégal d'ordures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il prévu de revenir au fauchage régulier et entier aux endroits touristiques du lac de la Haute-Sûre et notamment à l'endroit susmentionné?

- Dans la négative, comment le Gouvernement entend-il garantir la propreté respectivement l'aspect visuel de ces lieux?

Réponse (07.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le fauchage visé dans la question parlementaire a été exécuté par l'Administration des Ponts et Chaussées suivant les recommandations et principes développés dans la brochure «Nature et Construction». Cette brochure a été élaborée conjointement par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Ponts et Chaussées en collaboration avec différents experts, et présentée à la presse par Monsieurs les Ministres Claude Wiseler et Marco Schank en date du 28 juin 2013.

Plusieurs intensités de fauchage dans la brochure sont distinguées, aboutissant à différentes formes de végétation:

- aucun fauchage: zone à libre évolution (en dernière conséquence: la forêt);

- fauchage une fois tous les deux à cinq ans: friche herbacée («Krautbrache»);

- fauchage une fois par an en été: prairie à herbes longues («Langgraswiese»);

- fauchage une fois au printemps et, si nécessaire, une deuxième fois en été: prairie à herbes courtes («Kurzgraswiese»);

- fauchage plus de deux fois par an: gazon («Rasen»).

Les modalités d'exécution sont donc suffisamment variables pour correspondre à tous les objectifs ou souhaits.

Le principe de gestion retenu pour les zones de verdure autour du lac de la Haute-Sûre se fait de façon générale selon les objectifs fondamentaux d'un parc naturel, à savoir notamment la conservation du caractère et de la diversité du milieu naturel et la promotion d'activités de tourisme et de loisirs.

En ce qui concerne l'ensemble des zones de verdure entretenues par les services de l'Administration des Ponts et Chaussées autour du lac de la Haute-Sûre, aucun changement fondamental n'est prévu par rapport au passé. Après analyse plus approfondie, certaines zones peuvent cependant se révéler plus propices que d'autres pour faire intervenir davantage des considérations écologiques, soit par exemple parce que les surfaces en question ont été peu fréquentées dans le passé, soit parce que la zone en question a une haute valeur écologique et paysagère.

Ces conditions peuvent être jugées réunies en l'occurrence pour une partie du site de Bavigne, le but étant également que ces formations végétales se caractérisent par une certaine valeur esthétique et constitueront une plus-value touristique. Ces réflexions, respectivement projets pilotes ponctuels, sont en cours de faire l'objet de concertations avec les différentes communes autour du lac de la Haute-Sûre, ceci en collaboration avec l'Administration de la Nature et des Forêts.

Telle est la marche à suivre, qui est également prévue avec la commune du lac de la Haute-Sûre.

En ce qui concerne la propreté des lieux concernés, les services de l'Administration des Ponts et Chaussées continueront à garantir le ramassage des ordures et déchets.

Question 1261 (01.07.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **secteur non-ETS:**

Selon la Commission européenne, le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne couvre 45% des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union, émis par des installations de production d'énergie et des installations industrielles. Entre 2013 et 2014 ces émissions ont reculé au niveau européen de 4,5% tandis qu'au Grand-Duché ces émissions ont augmenté de 3,8% sur la même période. Les émissions restantes, qui ne sont pas couvertes par le système ETS, sont inclues dans le secteur non-ETS (transports, bâtiments, agriculture, etc.).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les émissions dans les secteurs non-ETS entre les années 2013 et 2014?

- Quelles sont les mesures concrètes envisagées par le Gouvernement pour diminuer les émissions dans les secteurs ne relevant pas du système communautaire d'échange de quotas d'émission?

- Par quels moyens le Gouvernement entend-il les mettre en œuvre?

- Madame la Ministre entend-elle aborder la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs non-ETS dans le cadre de la COP21 à Paris?

Réponse (06.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Les émissions du Luxembourg pour les secteurs qui ne sont pas couverts par le système communautaire d'échange de quotas d'émission (EU ETS) s'élevaient en 2013 à quelque 9.526.000 tonnes. Le Luxembourg a ainsi respecté l'objectif qui lui est assigné pour 2013 (9.540.000 tonnes) conformément à la trajectoire linéaire établie par la décision communautaire dite «partage des efforts» pour les années 2013 à 2020. Selon cette décision, le Luxembourg, qui dispose d'ailleurs de l'objectif de réduction le plus ambitieux ensemble avec l'Irlande et le Danemark, sera amené à réduire ses émissions annuellement de l'ordre de 200.000 tonnes jusqu'en 2020, soit par des mesures nationales, soit par le recours aux mécanismes dits flexibles. Les premières estimations pour l'année 2014 semblent indiquer une nouvelle baisse des émissions de l'ordre de 3% par rapport à 2013.

Les mesures concrètes pour diminuer les émissions dans les secteurs non couverts par l'ETS sont reprises dans le 2e plan national d'action de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce dernier comprend une cinquantaine de mesures principalement dans les domaines de la promotion des énergies renouvelables, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la réorganisation de la mobilité. Leur mise en œuvre relève non seulement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, mais aussi d'autres ministères tels que le Ministère de l'Économie, le Ministère du Logement ou encore le Ministère de l'Agriculture.

Notons aussi le rôle du pacte climat avec les communes à travers duquel l'État offre aux communes un cadre de référence législatif, technique et financier pour faciliter leur intervention ciblée dans la lutte contre le changement climatique.

Pour ce qui est de la dernière question, je tiens à souligner que l'objectif de la conférence des Parties de Paris en décembre 2015 consiste à mettre en place un régime global de lutte contre les changements climatiques suffisamment ambitieux pour éviter que le réchauffement planétaire ne dépasse 2°C. De toute évidence tous les secteurs d'émission devront apporter leur contribution.

Question 1262 (01.07.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant les **capitales européennes de la culture:**

Après les éditions 1995 et 2007, le Luxembourg pourra de nouveau proposer une ville portant le titre «capitale européenne de la culture» en 2022. Si la ville de Luxembourg a été désignée à deux reprises, d'autres villes pourraient dorénavant entrer en ligne de mire.

Les onze communes regroupées dans le syndicat Pro-Sud ont déjà manifesté leur volonté de formuler une candidature commune.

Il convient d'évoquer dans ce contexte la décision n°445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 instituant une action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033, et abrogeant la décision n°1622/2006/CE.

L'article 11, paragraphe 4, de la décision en question dispose en effet que «lorsqu'une ville associe sa zone environnante, la désignation s'applique à la ville».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les conditions qu'une ville ou commune doit remplir pour poser sa candidature?

- Selon quels critères le Gouvernement entend-il désigner la capitale européenne de la culture pour 2022?

- Est-ce qu'une enveloppe budgétaire a déjà été définie ou envisagée? Quelles seraient les dépenses prévisibles à charge de la candidature sélectionnée?

- Considérant la décision du Parlement européen et du Conseil et en particulier l'article 11 susmentionné, Madame la Ministre entend-elle soutenir une candidature d'un regroupement de communes pour la désignation comme capitale européenne de la culture en 2022?

- Comment Madame la Ministre évalue-t-elle les chances de succès d'une candidature émanant des communes regroupées au sein du syndicat Pro-Sud?

Réponse (13.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Les capitales européennes de la culture sont une action de l'Union européenne.

Elles suivent les règles fixées par la décision n°445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 instituant une action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033, qui détaille notamment:

- les critères qu'une ville ou commune doit remplir pour poser sa candidature (article 5);

- que l'État membre concerné désigne la ville pouvant prétendre au titre sur la base des recommandations figurant dans le rapport de sélection du jury d'experts indépendants (article 11);

- la nécessité pour l'État membre concerné de publier un appel à candidatures (article 7), candidature qui devra être accompagnée d'un budget prévisionnel faisant mention de toutes les dépenses nécessaires (de la phase de préparation jusqu'à l'année elle-même) pour mettre en œuvre le programme proposé par la ville candidate;

- qu'un jury composé d'experts indépendants est chargé des procédures de sélection et de suivi, sachant que l'État membre concerné est autorisé à nommer jusqu'à deux experts dans le jury (article 6).

Étant donné que la décision n°445/2014/UE prévoit expressément à l'article 11 la possibilité pour une ville d'associer sa zone environnante, une candidature émanant des communes regroupées au sein du syndicat Pro-Sud est tout aussi possible que la candidature de toute autre ville ou commune qui choisirait de déposer un dossier, sachant qu'il faudra que les communes regroupées au sein du syndicat Pro-Sud désignent une ville/commune chef de file, puisque le titre ne peut être décerné qu'à une ville.

Question 1267 (02.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **«Memory Coaches»:**

Das Gesundheitsministerium hat kürzlich ein Präventionsprogramm für Demenzerkrankungen vorgestellt. Man geht davon aus, dass gegenwärtig circa 6.000 Menschen in Luxemburg an Demenz erkrankt sind. Im neuen Präventionsprogramm wurde eine individuelle Betreuung durch „Memory Coaches" angekündigt, die Sprechstunden in den drei „Maisons médicales" anbieten sollen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Handelt es sich bei den „Memory Coaches" um einen neuen paramedizinischen Beruf? Können auch andere Berufe aus der Medizin durch Weiterbildung das Statut des „Memory Coach" erlangen?

- Welche Zulassungskriterien sind zur Ausbildung für den „Memory Coach" erfordert? Über welche Ausbildung verfügen diese „Coaches"?

- Wo wird diese Ausbildung angeboten? Wird sie auch in Luxemburg angeboten?

- Wird die Gesundheitskasse beziehungsweise die Pflegeversicherung die anfallenden Kosten übernehmen?

- Werden die Tarife pro Stunde oder pro medizinische Leistung festgelegt?

- Werden sofort genügend „Memory Coaches" zur Verfügung stehen, um die angekündigte individuelle Betreuung zu gewährleisten? Wie viele „Memory Coaches" gibt es im Moment in Luxemburg?

Réponse (27.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Der von der Abgeordneten erwähnte „Memory Coach" ist lediglich die Bezeichnung für eine technische Projektmitarbeiterin, die im Rahmen des Pilotprojekts „Programm Demenz-Prävention" (PDP) eingestellt wurde.

Beim „Memory Coach" handelt es sich nicht um einen neuen reglementierten Beruf im Gesundheitsbereich. Folglich gibt es weder gesetzlich festgelegte Ausbildungs- noch andere Zulassungskriterien.

Bei der Stellenausschreibung wurde jedoch darauf geachtet, dass die/der „Memory Coach" einschlägige Vorkenntnisse und Erfahrung in den Bereichen Pflege, Sozialarbeit oder Gesundheitsversorgung hat.

Zudem sieht das PDP eine projektbezogene Fortbildung des „Memory Coach" vor, die

durch das Deutsche Institut für Demenzprävention der Universität des Saarlandes als Intensivtraining in Flomburg erfolgt.

Die Ausbildung erfolgt in drei Stufen:

- In Stufe I erhält die/der „Memory Coach" die Befähigung zur Zusammenstellung unterschiedlicher Informations-, Beratungs- und Interventionsmodulen für die unterschiedlichen Adressaten entsprechend dem erstellten Risikoprofil sowie, wenn gewünscht, für die Entwicklung unterstützender Angebote für Angehörige und das soziale Umfeld;

- in Stufe II erfolgt die „train-the-trainer"-Befähigung;

- Stufe III beinhaltet die kontinuierliche Weiterbildung aufgrund der gemachten Erfahrungen zur Sicherung der Qualität und dynamischen Anpassung des PDP.

Die anfallenden Kosten des PDP werden aus dem Haushalt 2014-2019 des Gesundheitsministeriums finanziert.

Dazu muss erwähnt werden, dass keine medizinischen Leistungen im Rahmen des PDP erbracht werden.

Die Kosten für Interventionen des Programms werden von den lokalen Partnern auf Gutscheinbasis direkt mit dem PDP abgerechnet und aus dem vorgesehenen Haushalt des Gesundheitsministeriums bezahlt.

Die Teilnahme am PDP und die damit verbundenen Interventionen sind für den Patienten somit kostenlos.

Zurzeit ist ein „Memory Coach" für das PDP eingestellt worden.

Dies entspricht dem erwarteten und errechneten Bedarf für Luxemburg, um die angekündigten Leistungen in der Anfangsphase des PDP erbringen zu können.

Es ist vorgesehen, die Zahl der „Memory Coaches" bedarfsorientiert mit der Zunahme der Anzahl betreuter Personen zu erhöhen.

Question 1268 (03.07.2015) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **sécheresse:**

Dans nos contrées, les ans 2003, 2007 et 2011 ont été jusqu'à présent les années les plus sèches du nouveau siècle. A l'heure qu'il est, la canicule, qui touche également le Luxembourg, semble confirmer cette évolution. D'ailleurs, durant les semaines qui ont précédé la canicule les pluies étaient peu abondantes.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des réserves d'eau potable et du niveau de la nappe phréatique depuis septembre 2010?

2. Est-il déjà nécessaire de réduire la consommation d'eau potable?

Quand le gouvernement envisage-t-il de sensibiliser le grand public à économiser de l'eau potable?

3. La sécheresse et la chaleur des dernières semaines a-t-elle un impact sur la qualité de l'eau potable? Dans l'affirmative, est-ce que les communes seront invitées par le gouvernement à contrôler leurs bassins d'eau potable plus fréquemment?

Réponse (07.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Environ 50% de l'eau potable consommée au Grand-Duché provient des réserves d'eau souterraine. Parmi ces réserves, trois quarts provient de l'aquifère du Grès de Luxembourg. L'état quantitatif des nappes phréatiques est évalué par le suivi des débits des sources d'eau d'un côté, et des niveaux d'eau souterraine dans des forages d'observation de l'autre côté.

D'emblée il y a lieu de noter que les mois d'hiver (octobre/novembre à mars/avril) constituent la période cruciale pour la recharge des nappes phréatiques (précipitations «utiles»).

Depuis l'année 2003, on constate, suite à certains déficits pluviométriques pendant les mois d'hiver, une diminution des réserves en eau souterraine en dessous des moyennes pluriannuelles avec des minimas recensés pendant l'hiver 2006/2007 et l'hiver 2013. Ceci est la conséquence de périodes où les précipitations «utiles» étaient particulièrement basses, notamment en pendant l'hiver 2004/2005 et l'hiver 2011. Depuis lors, les réserves ont augmenté significativement pour atteindre des niveaux de 20 à 30% supérieurs aux minimas constatés en 2006/07 et 2013. Au premier semestre 2015 les réserves ont atteint à peu près le même niveau voire un niveau supérieur à celui de septembre 2010. Ceci résulte du fait que les précipitations «utiles» des années 2012 et 2013 ont dépassé jusqu'à 20% la moyenne interannuelle des années 1984 à 2013. Les précipitations hivernales d'octobre 2014 à mars 2015 correspondent à celles de 2013 et sont inférieures à celles de 2014. Par conséquent, les réserves d'eau souterraine devraient stagner, voire légèrement baisser pendant les mois d'été 2015.

Les chiffres précités se basent sur le réseau de surveillance de l'Administration de la gestion de l'eau, ainsi que sur un projet de suivi de l'évolution quantitative de la ressource en eau souterraine exploitée par la Ville de Luxembourg. Ces chiffres valent pour l'aquifère du Grès de Luxembourg. Les autres aquifères exploités pour l'eau destinée à la consommation humaine se caractérisent, à part la nappe captive et profonde du Buntsandstein, par une plus grande réactivité face aux précipitations et des capacités d'emmagasinement relativement limitées. Ceci donne lieu à des baisses des réserves en eau souterraine plus significatives que dans le Grès de Luxembourg, sans que pour autant des seuils critiques ne soient atteints. Les réserves des nappes captives et profondes du Buntsandstein et du Grès de Luxembourg sont actuellement en bon état. Ces nappes sont uniquement exploitées en cas de besoin urgent.

Les cotes maximales du lac de la Haute-Sûre sont fixées par la consigne d'exploitation du barrage d'Esch-sur-Sûre. Elles varient entre 317 mètres en hiver (1er novembre au 31 mars) et 320 mètres en été. En hiver, la cote maximale est plus basse afin que le barrage de la Haute-Sûre puisse remplir également sa fonction de mesure anticrues. Le niveau du lac avait atteint son minimum en novembre 2011 avec 309,6 mètres. Actuellement, la cote est à 317 mètres. Entre 2012 et 2015, les cotes ont varié entre 314.7 et 319.6. En aucun moment, le niveau du lac a mis en péril la sécurité d'approvisionnement en eau potable. En effet, actuellement, le volume d'eau stocké dans le lac de la Haute-Sûre est d'environ 50.000.000 m^3. La capacité maximale de traitement de la station SEBES est de 70.000 m^3/j.

Au vu de ce qui précède, aucune pénurie concernant l'alimentation en eau potable n'est attendue.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de réduire la consommation d'eau potable en tenant compte de la situation actuelle de réserves en eau potable.

Les consommations en eau potable ont diminué significativement avec le début des vacances scolaires. Cette diminution s'est poursuivie avec le début du congé collectif en date du 31 juillet 2015.

L'évolution des conditions météorologiques, de l'état des ressources, ainsi que des consommations en eau potable continue d'être suivie de près par l'Administration de la gestion de l'eau.

Il est à noter que le Luxembourg ne connaît de pénurie suite à la disponibilité insuffisante des ressources en eau souterraine. Les mesures de limitation de la consommation d'eau potable décrétées en 2007 étaient liées au dimensionnement inapproprié des infrastructures d'eau potable (réservoirs, conduites) pour faire face à des fortes variations journalières des consommations pour des usages non durables en période d'importantes températures atmosphériques. Suite aux fortes migrations quotidiennes de travailleurs transfrontaliers, la consommation en eau potable du Grand-Duché se caractérise notamment par de grandes variations journalières pendant les jours ouvrables.

Ni la sécheresse, ni les températures élevées des dernières semaines n'ont eu un impact sur la qualité de l'eau potable. En effet, en périodes de forte consommation, l'eau potable a un temps de séjour beaucoup moins important dans les réservoirs et peu de chance de se réchauffer étant donné que de grands volumes sont échangés à une température aux environs de 10°C (température annuelle moyenne de l'eau souterraine). Il est même vrai qu'en période de sécheresse, le risque d'infiltrations par le milieu ambiant dans les ressources d'eau potable, et souvent source de contaminations, est plus faible qu'en période de pluies.

Finalement il y a lieu de préciser que les administrations communales et les syndicats de communes sont obligés en tant que fournisseurs d'eau potable de respecter les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité d'eau destinée à la consommation humaine en ce qui concerne aussi bien la fréquence des analyses que les paramètres à analyser.

Question 1269 (03.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **cours de sauvetage:**

Selon mes informations, en cas de congé de maladie prolongé de l'instructeur de natation, certaines autorités responsables de l'organisation des cours de natation scolaire autorisent récemment les enseignants d'éducation physique et sportive d'assurer la tâche de sauvetage et de surveillance lors du cours de natation, lorsque ces derniers disposent d'une qualification équivalente à un brevet de sauvetage élémentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

2. Dans l'affirmative, cette situation constitue-t-elle une exception ou devient-elle la norme?

3. De quel brevet les enseignants d'éducation physique et sportive disposent-ils exactement pour pouvoir assurer la tâche de sauvetage et de surveillance pendant le cours de natation?

4. Cette nouvelle approche sera-t-elle imposée prochainement par le Gouvernement dans tous les lycées si les professeurs d'éducation physique sont en possession du brevet de sauvetage?

5. L'enseignant d'éducation physique et sportive est-il rémunéré de façon différente quand il effectue ce remplacement?

6. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle situation mette en cause la sécurité des élèves, si les enseignants doivent non seulement assurer le bon déroulement du cours de natation mais aussi assurer la sécurité lors des cours de natation et diriger les opérations de sauvetage et de secours (éventuellement intervenir en cas d'urgence)?

7. Face à une telle répartition de la tâche, ne risque-t-on pas de dévaloriser le métier de l'instructeur de natation et de mettre en cause sa raison d'être?

Réponse (03.08.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Madame la Députée a trait à l'organisation voire la surveillance des cours de natation scolaire.

Tout d'abord il m'importe de rappeler dans ce contexte les dispositions du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire qui prévoit notamment dans son article 2 que le déroulement en sécurité du cours de natation exige la présence d'un personnel de surveillance qualifié dont le nombre est déterminé en fonction de la capacité d'accueil du bassin et de l'effectif des élèves.

Ad 1. Je peux en effet confirmer que dans un lycée, l'instructeur de natation, qui était en congé de maladie prolongé, a été remplacé temporairement par un professeur d'éducation physique et sportive pendant les cours de natation.

Ad 2. Cette situation constitue évidemment une exception et a été retenue afin de ne pas devoir pénaliser les jeunes. À défaut de cette solution temporaire, les cours de natation auraient tout simplement dû être annulés.

Ad 3. Le professeur d'éducation physique et sportive assurant exceptionnellement la surveillance générale doit prouver avoir des connaissances et capacités fondamentales en premiers secours, en sauvetage et en réanimation.

Ad 4. Le Gouvernement n'a pas l'intention d'imposer au professeur d'éducation physique en possession d'un brevet de sauvetage la tâche de surveillance générale des cours de natation.

Ad 5. En ce qui concerne la question relative à la rémunération, le Ministre des Sports n'est pas en possession de ces informations et ne saurait dès lors pas répondre à cette question.

Ad 6. Cette solution exceptionnelle ne met pas en cause la sécurité des élèves du fait que ce n'est pas l'enseignant qui assure le cours de natation proprement dit qui prend la relève de l'instructeur de natation, mais un autre professeur d'éducation physique supplémentaire à celui qui assure le cours.

Ad 7. Le Gouvernement n'a pas l'intention de mettre en cause ou de dévaloriser le métier de l'instructeur de natation et rappelle que cette solution a été prise à titre tout à fait exceptionnel, étant donné que c'était la seule solution afin de pouvoir assurer, malgré l'absence de l'instructeur de natation, les cours en question.

Question 1270 (03.07.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **nomination du nouveau Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement:**

La nomination d'un ex-agent immobilier à la fonction de Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement a été largement commentée par la presse.

Certains y voyaient un conflit d'intérêts, assertion qui a été réfutée par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État lors du point-presse organisé à l'issue du Conseil de Gouvernement du 2 juillet 2015.

Paperjam.lu fournit aujourd'hui de nouveaux éléments laissant entrevoir des relations professionnelles antérieures du nouveau Premier Conseiller de Gouvernement avec le Secrétaire d'État au Logement et éventuellement un conflit d'intérêts, alors que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement est le frère d'un avocat, dont l'étude serait à la base de la très controversée convention conclue entre la société de promotion immobilière «Livingroom» et le Fonds du Logement à Leudelange.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Madame la Ministre est-elle toujours convaincue que cette nomination ne cache pas un éventuel conflit d'intérêts?

- Madame la Ministre ne voit-elle pas d'inconvénients à ce que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement, vu ses relations familiales, s'occupe de projets dont ledit fonds est en charge?

Réponse (27.07.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La question parlementaire de l'honorable Député se réfère à un article publié par paperjam.lu, qui traite, d'un côté, de la convention «Livingroom» et, d'un autre côté, du fait que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement et le Secrétaire d'État au Logement étaient «journalistes presqu'au même moment à RTL, en radio».

Madame la Ministre du Logement confirme des contacts professionnels antérieurs entre le Secrétaire d'État au Logement et le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement.

En ce qui concerne la convention «Livingroom», il faut rappeler que le parquet est saisi du dossier «Livingroom» et que ce sont les autorités judiciaires qui procèdent actuellement à une instruction complète dudit dossier. Il n'appartient pas au Ministère du Logement d'y prendre position au stade actuel.

Quant à la question de l'honorable Député concernant un éventuel conflit d'intérêts, il faut souligner que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement a, comme tout fonctionnaire, prêté serment avant d'exercer ses fonctions. Il s'est ainsi engagé à respecter la Constitution et les lois du pays, et a promis de remplir ses fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.

Il est bien conscient de ses responsabilités et obligations particulières.

Madame la Ministre du Logement est convaincue qu'il accomplira ses tâches avec impartialité et dévouement.

Question 1271 (06.07.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Ministère du Logement:**

Nom Regierungsrot vum 2. Juli 2015 goufe vill Froen zum Maggy Nagel gestallt. Den Här Statsminister huet betount, et wär kee Problem, dass si net an der Chamber un der Interpellatioun zum Logement war, well de Marc Hansen fir déi nei Projeten zoustänneg wär. Op d'Fro vun engem Journalist, wat dann d'Maggy Nagel mécht, wann de Marc Hansen fir all nei Projeten zoustänneg ass an ob si Logementsministesch bis d'Enn vun der Legislaturperiod bleift, huet den Här Statsminister Folgendes geäntwert:

„Ech weess net, wat muer geschitt. Ech kann lech elo net soen, wat muer geschitt. Gëschter ass d'Présidence ugaangen. Ech konzentréiere mech elo déi nächst sechs Méint och op déi

Présidence. Selbstverständlech, national Dossieren, déi dierf een net vergiessen, mä fir elo Spekulatiounen ze maachen, dass ech gär deen een oder deen anere Minister géif wiesselen, ass net dat, wat ech haut am Kapp hunn. Ech soen Iech just nach eng Kéier, dass eng Aarbechtsopdeelung tëscht dem Här Hansen an der Madame Nagel gemaach ginn ass an dass do eben administrativ Aarbechten an dass eng Kéier déi technesch Aarbechte sinn a Projeten. A fir Iech elo ganz genau ze soen, wie wat ganz genau mécht, do kann ech eng Kéier den Organigramm froen an Iech deen dann eng Kéier presentéieren, mä ech hunn deen elo net hei."

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Här Statsminister, wéi ass den Organigramm am Dossier vum Logement a wéi ass déi genee Opdeelung vun den Tâchen, vun deenen den Här Statsminister schwätzt, zwëschent dem Maggy Nagel an dem Marc Hansen?

2. Der CSV ass eng konstruktiv Oppositiounsaarbecht wichteg, dat ënner anerem a besonnesch an der Logementspolitik. Ee produktiivt Matschaffen ass allerdéngs nëmme méiglech, wann ee weess, wien de richtegen Uspriechpartner am Dossier ass. Här Statsminister, ass d'Maggy Nagel oder de Marc Hansen de Responsabele fir d'Logementspolitik bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod?

Réponse (30.07.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Ministesch vum Logement ass zoustänneg fir den Aarbechtsberäich vun hirem Ministère, esou wéi en am Arrêté grand-ducal portant constitution des ministères beschriwwen ass.

D'Ministesch huet dem Statssekretär eng Délégation de signature gi fir all d'Attributioune vum Ministère.

D'Ministesch an de Statssekretär stëmme sech permanent iwwert d'Detailer vun hirer Zesummenaarbecht of.

Question 1272 (07.07.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**initiative InnovFin SME Guarantee:**

Dans le cadre de l'initiative InnovFin SME Guarantee initiée par la Commission européenne ensemble avec le groupe BEI, le Fonds européen d'investissement (FEI) vient de signer un accord avec la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) pour l'octroi de crédits à des petites et moyennes entreprises. Ces crédits, dont le montant s'élève à 60 millions euros, sont destinés aux petites et moyennes entreprises établies au Luxembourg et dans la Grande Région. Il paraît que la banque ING Luxembourg aurait signé un accord similaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Selon quelle clé ces crédits se répartiront-ils entre le Luxembourg et la Grande Région?

- À quels critères les entreprises devront-elles répondre pour pouvoir prétendre auxdits crédits?

Réponse commune (06.08.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le cadre de l'initiative InnovFin SME Guarantee, le Fonds européen d'investissement (FEI) a signé des accords avec deux banques luxembourgeoises pour l'octroi de crédits à des petites et moyennes entreprises (PME).

La Banque européenne d'investissement (BEI) nous a informés que la part des crédits susceptibles d'être accordés à des entreprises dans la Grande Région restera relativement faible, l'essentiel étant dédié à des entreprises à Luxembourg.

Afin de pouvoir prétendre auxdits crédits dans le cadre des conventions, le financement devra satisfaire aux critères d'éligibilité définis par le mandat InnovFin. L'entreprise doit être une PME ou avoir moins de 500 employés et répondre à une des exigences suivantes reprises de façon sommaire:

- l'enreprise entend utiliser le financement pour produire, développer ou améliorer un produit, processus ou service qui est innovant et dont le risque technologique ou industriel est démontré;

- l'entreprise existe depuis moins de douze ans et a, vu son chiffre d'affaires ou le nombre de ses employés, augmenté de façon importante;

- l'entreprise a des dépenses en Recherche et Innovation («R&I») importantes;

- l'entreprise a bénéficié, au cours des 36 derniers mois, d'instruments de financement ou de programmes régionaux ou nationaux de recherche ou de soutien à l'innovation;

- l'entreprise a reçu un prix R&D ou innovation au cours des 24 derniers mois;

- l'entreprise a enregistré au moins un brevet, droit, copyright ou autre certificat de protection au cours des 24 derniers mois;

- l'entreprise a reçu un investissement d'un fonds à capital-risque;

- l'entreprise souhaite investir afin d'entrer sur un nouveau marché (produit ou géographie).

Question 1276 (08.07.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **Fédération Saint-Hubert des Chasseurs:**

Les discordances entre la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs et le Ministère de l'Environnement sont manifestes. Les discussions récentes sur la chasse pour les années cynégétiques 2015-2016 et notamment la chasse au renard ainsi que la résiliation de la convention du 22 mai 2009 avec la Fédération Saint-Hubert en sont de bons exemples. Il nous revient dans ce contexte qu'un médiateur a été mis en place pour rapprocher les deux parties et ceci en la personne de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à mettre en place un médiateur?

- Quelle est la mission de Monsieur le Premier Ministre en tant que médiateur entre les parties susmentionnées?

- Quels sont les dossiers dans lesquels Monsieur le Premier Ministre entend intervenir?

Réponse (30.07.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En date du 22 juin a eu lieu au Ministère d'État une rencontre entre la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs, le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures et moi-même. Nous nous sommes entendus de nous revoir dans les prochaines semaines pour évoquer certains sujets concernant la chasse.

Question 1278 (09.07.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **circulation «inter-files» des motards dans les embouteillages:**

Selon mes informations, la circulation «inter-files» des motards dans les embouteillages est autorisée dans certains pays sous condition de mettre les clignotants et de rouler à une vitesse adaptée à la situation p. ex à une vitesse inférieure à 30 km/h.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La remontée des files par les deux- et trois-roues motorisés est-elle autorisée au Luxembourg?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la pratique de l'«inter-files»?

Réponse (17.07.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la remontée des files par les deux- et trois-roues motorisés au Luxembourg.

Actuellement, la pratique de l'«inter-files» des motards est interdite au Luxembourg.

Afin d'analyser l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, cette pratique au Luxembourg, j'ai chargé le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de Circulation de l'État de me faire tenir un avis circonstancié, tout en se basant sur les expériences à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, le volet sécurité des motards doit impérativement prévaloir.

Question 1279 (09.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **refus de prestations de soins de santé:**

Selon la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, chaque patient a le droit de choisir librement le prestataire de soins de santé.

Le patient peut également demander la transmission de son dossier patient à un autre prestataire de soins de santé de son choix. Ceci inclut que ce dernier peut, le cas échéant, être établi à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de patients se sont vus refuser la prise en charge d'un prestataire de soins de santé à l'étranger?

- De quels types de prestations de soins de santé s'agit-il?

Réponse (11.08.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers a été transposée au Luxembourg par les lois du 1er juillet 2015 portant transposition de la directive et modifiant le Code de la sécurité sociale. Il convient de noter que le règlement (CE) 883/2004 (CE) du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale trouve toujours application pour les traitements dispensés à l'étranger en application de l'article 20 du règlement susmentionné (traitement couvert par S2).

Depuis la transposition de la directive les personnes protégées peuvent prétendre au Luxembourg à la prise en charge des soins de santé transfrontaliers sur base des conditions, modalités, taux et tarifs applicables au Luxembourg conformément à l'article 20 du Code de la sécurité sociale et des statuts de la Caisse nationale de santé. Lors de la transposition, le Luxembourg a opté pour le maintien d'un système d'autorisation préalable pour la prise en charge des soins de santé transfrontaliers impliquant au minimum une nuit d'hôpital ou le recours à des infrastructures ou équipements médicaux hautement spécialisés et coûteux. En ce qui concerne les autres prestations de soins de santé, les conditions de prise en charge auxquelles sont soumises ces prestations lorsqu'elles sont dispensées au Luxembourg en dehors d'un contexte transfrontalier valent également lorsque ces prestations sont dispensées à l'étranger. Il en est ainsi notamment des autorisations préalables requises pour certains traitements médico-dentaires, les traitements de kinésithérapie, d'orthophonie et certaines interventions chirurgicales de nature esthétique.

Il s'agit donc de distinguer les refus d'autorisation préalable de traitement à l'étranger en vertu de l'article 20 (2) du Code de la sécurité sociale et les refus de prise en charge de prestations dispensées dans un contexte transfrontalier.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée, la Caisse Nationale de Santé a émis 21 décisions présidentielles de refus d'autorisation dans le cadre de l'article 20 (2) du Code de la sécurité sociale. Les refus concernent majoritairement des interventions non opposables à l'assurance maladie au Luxembourg, des traitements possibles au Luxembourg dans un délai raisonnable, le non-respect des formalités administratives.

En ce qui concerne les refus de prise en charge de prestations dispensées dans un contexte transfrontalier depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée, le nombre de refus est de 437. Les refus concernent majoritairement des prestations qui ne sont pas prévues par l'assurance maladie, des traitements de kinésithérapie pour lesquels la procédure de validation prévue pour les traitements de kinésithérapie au Luxembourg n'a pas été respectée, ainsi que des hospitalisations à l'étranger en dehors d'une autorisation préalable.

Question 1280 (10.07.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **collection de photographie d'art de la BCEE:**

Suite à une question parlementaire que j'avais posée à Madame la Ministre de la Culture le 7 octobre 2014 (n°0599) *(cf. compte rendu n°2/ session extraordinaire 2013-2014)* concernant l'importante collection de photographie d'art dont est en possession la BCEE et suite à la réponse fournie par Madame la Ministre en date du 18 novembre 2014, un article bien recherché a récemment été publié dans le «Luxemburger Wort». Loin de confirmer les réponses de Madame la Ministre, cet article ne manque pas de poser de nouvelles questions concernant cette collection.

Ainsi, il semblerait que depuis la remarquable exposition de photographies de portrait appartenant à la BCEE dans le cadre de «Art Cologne» en 2002, la BCEE ait refusé tout prêt à d'autres institutions artistiques, comme par exemple au «Berliner Gropius-Bau».

J'aimerais dans ce contexte poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer cette information et me renseigner sur les raisons de ces refus?

- Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que cette collection appartenant à une banque étatique devrait se trouver sous la tutelle soit du Ministre des Finances soit du Ministre de la Culture et devrait donc être accessible au grand public?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur la politique d'achat et de vente concernant la collection de la BCEE ainsi que sur toutes les transactions des dix dernières années?

- Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que la remise de la collection à une commission d'experts pour inventaire et évaluation ainsi que pour la conservation et la valorisation, tout en préservant le droit de propriété de la banque serait une mesure appropriée?

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils entrés en dialogue avec les responsables de la BCEE afin d'étudier les possibilités de création d'une fondation, de prêt à une institution publique ou encore de vente des œuvres? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (06.08.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

La collection d'art fait partie intégrante du patrimoine de la BCEE. À ce titre, elle est comptabilisée dans son bilan. Il appartient dès lors aux organes dirigeants de la banque de décider de l'usage qui sera fait de la collection. La politique de la BCEE a consisté ces dernières années à conserver au mieux la collection tout en la rendant accessible périodiquement, dans des conditions appropriées, au grand public.

Les œuvres sont ainsi rendues accessibles dans le cadre d'expositions dans les locaux de la banque, dont notamment mais pas exclusivement, la galerie d'art «Am Tunnel» où se tiennent périodiquement des expositions thématiques des œuvres d'art de la collection de la banque. Une exposition montrant des photographies de la collection est d'ailleurs prévue d'octobre 2015 à 2016.

Par ailleurs, la BCEE ne refuse nullement de procéder à des prêts d'œuvres d'art de sa collection. Les organes compétents de la banque décident au cas par cas de procéder à des prêts tout en étant soucieux de conserver au mieux durablement la collection. À titre d'exemple, l'on peut citer la participation de la BCEE aux expositions suivantes:

- 2010: Commune de Diekirch: peintures de Henri Dillenburg;

- 2012: Mudam: peinture de Patricia Lippert;

- 2013: Commune de Diekirch: peintures de Roger Gerson;

- 2013: Lëtz. Artisten Center (LAC): peintures de différents artistes luxembourgeois;

- 2014: Musée d'Augsburg: film sur Edward Steichen;

- 2014: Mudam: photographies d'Edward Steichen;

- 2015: Galerie d'Esch: peinture de Jean-Pierre Junius.

La BCEE dispose d'un inventaire détaillé de toutes les œuvres faisant partie de la collection. Les conditions de conservation sont adaptées aux types d'œuvres d'art faisant partie de la collection (température, humidité de l'air) dans des localités spécifiquement équipées à cet effet.

Compte tenu de la taille considérable de la collection d'art, les organes compétents de la BCEE ont jugé approprié de réviser la politique d'achat et, depuis quelques années, ne procèdent plus qu'occasionnellement à de nouvelles acquisitions dans le respect du budget approuvé par les organes dirigeants de la BCEE. Celle-ci n'a pas opéré de ventes dans les années écoulées, la politique de la banque consistant à conserver durablement la collection.

Question 1281 (10.07.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **Maison des Droits de l'Homme:**

D'après le programme gouvernemental, le Gouvernement envisagerait la création d'une Maison des Droits de l'Homme, laquelle devrait permettre aux acteurs concernés de dégager des synergies, de mettre en commun un centre de documentation et un secrétariat général tout en conservant leur indépendance.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer de l'état d'avancement de ce dossier?

- Quel site se prêterait le plus, aux yeux du Gouvernement, à l'implantation de cette maison?

Réponse commune (04.08.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Madame la Députée voudrait connaître l'état d'avancement de ce dossier, ainsi que la préférence du Gouvernement concernant le site d'implantation d'une Maison des Droits de l'Homme pour la Commission consultative des Droits de l'Homme, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand», le Centre pour l'égalité de traitement et l'Ombudsman.

Nous voudrions informer Madame la Députée que la recherche de locaux aptes à héberger la Maison des Droits de l'Homme s'avère assez compliquée.

En effet, déjà en 2009 une première proposition faite par la Commission des Loyers et acceptée de prime abord par les différents organismes a été rejetée en fin de compte à cause de l'accessibilité difficile pour des personnes handicapées.

D'autres propositions ont également été refusées par l'une ou l'autre des organisations concernées.

Nous prierions Madame la Députée de trouver ci-après les immeubles qui ont été visités et analysés par le secrétariat de la Commission des Loyers, proposés aux organismes concernés et qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas été retenus:

- immeuble domanial sis 6, rue du Palais de Justice à Luxembourg;

- immeuble loué sis 52, avenue de la Gare;

- immeuble domanial sis 1A, rue Auguste Lumière;

- immeuble loué sis 71-73, rue Adolphe Fischer;

- immeuble sis 39, rue Glesener;

- immeuble sis 45, avenue Monterey;

- immeuble (partie) sis 2a, rue Kalchesbruck;

- immeuble sis 87, route de Thionville;

- immeuble sis 108, avenue du X Septembre.

Comme les localités doivent répondre à des critères spécifiques, tant du point de vue de l'accessibilité que du point de vue de l'aménagement intérieur, Madame la Députée comprendra que la recherche d'un site convenant à toutes les parties n'est pas chose aisée.

Le Gouvernement quant à lui continuera à proposer aux organismes concernés des immeubles correspondant aux critères mentionnés ci-dessus et espère que le projet de construction d'un immeuble à affectation mixte de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché situé sur la route d'Arlon à Luxembourg en face de la Direction de l'Immigration et à proximité de la Place de l'Étoile récemment avancé comme proposition emportera l'adhésion de toutes les parties concernées.

Question 1282 (10.07.2015) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **«Migrant Integration Policy Index»:**

Selon le «Migrant Integration Policy Index», dénommé «MIPEX», le cadre dans lequel se situe la situation luxembourgeoise de l'intégration est considéré comme étant positif. Toutefois, certains domaines semblent devoir bénéficier d'une attention supplémentaire.

1. Je voudrais savoir de Madame la Ministre de l'Intégration et de la Famille quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX concernant le Plan d'action national d'intégration?

Par ailleurs, Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une évaluation et un renforcement du contrat d'accueil et d'intégration est nécessaire?

Je voudrais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX concernant l'éducation nationale?

Je voudrais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX concernant la réforme de la loi sur la naturalisation?

2. D'une manière générale, mais particulièrement lors de la dernière campagne référendaire, la question de la langue luxembourgeoise a traversé les débats.

- Que prévoit le Gouvernement pour renforcer le multilinguisme, dont la langue luxembourgeoise, plus précisément en matière de congé linguistique.

Dans ce sens, je voudrais savoir de Monsieur de Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Combien y eut-il de bénéficiaires de ce congé en 2014?

- Avec un solde migratoire de 10.000 personnes par an, le champ de ce congé sera-t-il étoffé en volume d'heures et étendu à d'autres langues que le luxembourgeois?

Toujours dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- L'offre de cours de langue sera-t-elle augmentée dans le cadre du CAI?

- La proposition d'aller voir sur place les «Integrationskurse» fonctionnant par exemple à Trêves a-t-elle une chance d'être entendue?

3. Finalement, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre d'État si le Gouvernement se sent concerné par l'Appel du 6 juin (en annexe), certes adressé au Président de la Chambre, mais relevant des compétences de nombreux ministères?

Que pense le Gouvernement de l'exemple allemand relatif à une «table ronde» cité dans cet appel?

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Réponse commune (03.08.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le MIPEX («Migrant Integration Policy Index») est un indicateur de la politique d'intégration menée par les États. Coordonné par le «Migration Policy Group» (MPC), cet indicateur identifie et mesure les résultats perçus des politiques d'intégration. Le MIPEX permet aussi d'informer les acteurs politiques clés sur la façon d'utiliser des indicateurs pour améliorer la gouvernance des politiques d'intégration. À cet égard, et dans un souci de responsabilité partagée, il est important de prendre en compte les aspects mis en lumière par le MIPEX dans le contexte des réflexions menées sur le Plan d'action national d'intégration.

Notons qu'à côté du MIPEX, d'autres recherches et études qui ont trait à la politique d'intégration, sont d'importance lors des discussions sur le Plan d'action national d'intégration.

Ainsi, une étude réalisée par l'Université du Luxembourg sur les besoins et demandes des signataires du contrat d'accueil et d'intégration (CAI) et ressortissants de pays tiers a révélé une grande satisfaction des signataires du CAI par rapport à l'instrument qui est actuellement en place. Cette étude, menée dans le cadre du Fonds européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers (FEI), a été complétée par un bilan interne du CAI réalisé par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Actuellement, des réflexions sont menées afin de garantir la durabilité de l'outil, la mise à la disposition d'un public plus large et une meilleure adaptation aux attentes des signataires.

Dans le cadre du CAI, les signataires ont le choix entre l'apprentissage du luxembourgeois, du français et de l'allemand.

Ces cours sont offerts par des prestataires agréés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et sont organisés selon des formules diverses afin de répondre aux demandes des signataires. L'organisation et le financement des cours de langues étant de la compétence du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une éventuelle augmentation du nombre de cours fera l'objet d'une discussion entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le ministère en question.

Des programmes destinés à promouvoir l'intégration, surtout des ressortissants de pays tiers, existent dans de nombreux pays européens et des échanges de bonnes pratiques avec des praticiens de pays limitrophes peuvent s'avérer intéressants et éventuellement source d'inspiration. Néanmoins, la situation linguistique particulière du Luxembourg ainsi que son très fort taux de résidents non luxembourgeois rendent difficilement transposables telles quelles des initiatives d'intégration mises en place dans d'autres pays.

En ce qui concerne l'Éducation nationale, les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX cadrent avec les actions engagées et prévues par le programme gouvernemental de la présente période législative. Celui-ci vise en effet à mettre en place une éducation formelle et non formelle de qualité, fondée sur la prise en compte de la diversité sociale, culturelle et linguistique de tous les jeunes. L'inclusion de tous les enfants et jeunes dans une éducation de qualité est également l'une des priorités de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Cette priorité se décline en plusieurs champs d'action. Les actions engagées ou prévues s'inscrivent également dans la logique du maintien scolaire et des six pistes proposées par le ministère à l'issue du symposium européen sur le décrochage scolaire (juillet 2015). Elles portent notamment sur:

- La promotion et la valorisation du plurilinguisme

Concrètement, il s'agit de favoriser l'éducation plurilingue et pluriculturelle de tous les enfants, et notamment de ceux d'un à quatre ans, et de réviser les programmes de l'enseignement et de l'apprentissage des langues.

- Les actions au niveau des transitions

Pour assurer une plus grande continuité et cohérence entre les ordres d'enseignement et dans le parcours scolaire des élèves, il est prévu de réformer le passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire. Les transitions ultérieures des classes inférieures aux classes supérieures ou aux classes de la formation professionnelle seront également adaptées.

- La démarche d'orientation dans les lycées

Le projet de loi sur l'orientation scolaire et professionnelle introduira l'obligation pour chaque lycée de définir sa propre démarche d'orientation. Les objectifs nationaux seront définis dans un cadre de référence, tandis que les établissements seront autonomes pour choisir les pratiques les mieux adaptées aux besoins de leur population d'élèves.

- La diversification de l'offre scolaire

Les efforts de diversification de l'offre scolaire pour mieux répondre à l'hétérogénéité de la population scolaire seront poursuivis. Les classes d'accueil pour les élèves récemment arrivés au pays, les classes francophones ouvertes pour la rentrée scolaire 2015-2016 au Lycée classique de Diekirch et au Lycée technique Mathias Adam ainsi que le projet d'une école internationale à Differdange qui prépare au bac européen complètent les offres de classes internationales qui existent au Lycée technique du Centre, à l'Athénée de Luxembourg et au Lycée technique Michel Lucius.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peut également assurer Monsieur le Député qu'il lui importe d'aller vers les parents immigrés et les communautés étrangères. Il s'est entretenu récemment de ce sujet avec Son Excellence Monsieur José Cesário, Secrétaire d'État des Communautés portugaises. Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et notamment celui de la Scolarisation des enfants étrangers, sont en contact avec des ambassades et associations d'étrangers pour chercher, avec leur concours, à mieux disséminer l'information sur l'école luxembourgeoise auprès des parents immigrés. Actuellement, 37 médiateurs interculturels offrent leur aide dans 27 langues différentes à la fois aux parents et aux enseignants pour faciliter la communication entre l'école et les élèves et parents d'élèves de langue étrangère. Durant l'année scolaire écoulée, ils ont assisté à plus de 1.800 entretiens entre enseignants et parents d'élève, par exemple.

Il convient enfin de citer également le nouveau cours «Vie et société» qui se veut lui aussi une réponse à la diversité croissante de notre population scolaire et un moyen pour construire le vivre-ensemble. Ainsi, le nouveau cours visera à promouvoir l'ouverture, le respect et la tolérance dans notre société multiculturelle et contribuera de ce fait à l'éducation à la citoyenneté.

En matière d'accès à la nationalité luxembourgeoise, le Grand-Duché se classe au 7e rang parmi 38 États et bénéficie de 68 points dans le cadre du MIPEX 2015. Ce résultat satisfaisant est essentiellement dû à la généralisation du principe de la double ou multiple nationalité, introduite par la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. Toutefois, le MI-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

PEX 2015 montre que des progrès restent à faire en vue de garantir un plus large accès à la nationalité luxembourgeoise.

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit que «les conditions et procédures prévues pour accéder à la nationalité luxembourgeoise seront allégées. Les changements concerneront en particulier l'abaissement du niveau des connaissances linguistiques dans l'intérêt d'assurer l'équité sociale». Actuellement, le Ministère de la Justice est en train de finaliser une proposition de réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise.

Au cours de l'année 2014, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a reçu 496 dossiers relatifs au congé linguistique.

Parmi ces 496 demandes:

- 288 ont été des bénéficiaires nouveaux, et

- 208 dossiers concernaient des bénéficiaires qui avaient déjà préalablement bénéficié du congé linguistique (2e tranche, heures de formation supplémentaires).

Enfin, nous voudrions noter que le Gouvernement se sent évidemment concerné par les thèmes abordés dans l'appel du 6 juin 2015 mentionné par Monsieur le Député et nous en voulons pour preuve les initiatives prises dont question ci-dessus.

Question 1284 (10.07.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **révélations concernant le SREL:**

En réponse à notre question urgente de mardi dernier se rapportant plus concrètement à une liste de clients attribuée à la société italienne Hacking Team et divulguée sur Internet, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a jugé approprié de donner des informations relatives au Service de Renseignement de l'État (SREL) dépassant ainsi le cadre des questions lui soumises, qui, rappelons-le, s'adressaient en fait à Monsieur le Ministre des Finances et se limitaient strictement aux informations relatives à l'administration fiscale luxembourgeoise.

Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a indiqué dans ce contexte que le SREL avait à deux reprises recours à un logiciel d'interception des communications de la société Hacking Team acquis sous l'ancien Premier Ministre, sans mentionner que ce logiciel figure encore aujourd'hui sur la liste de facturation du SREL.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ne juge-t-il pas que les informations en rapport avec des systèmes informatiques utilisés par le SREL soient tellement sensibles qu'elles ne doivent pas être confirmées motu proprio par le ministre de tutelle du SREL?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous livrer son appréciation quant à la compatibilité de ses déclarations avec l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État?

- À considérer que, selon Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, la confirmation d'informations divulguées sur Internet ne pose pas problème au regard des dispositions pénales contenues dans la loi du 15 juin 2004, pour quelles raisons Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, n'a-t-il pas mentionné à la Chambre des Députés que des frais de maintenance sont encore aujourd'hui mis en compte auprès du SREL?

- À en croire les dires de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, le logiciel ne serait plus utilisé aujourd'hui.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il nous expliquer pourquoi alors des frais de maintenance sont toujours dus?

Réponse (24.07.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Les réponses fournies lors de la séance de la Chambre des Députés du mardi 7 juillet 2015 ont été élaborées en concertation avec le Service de Renseignement de l'État. S'agissant des autres informations sollicitées par les honorables Députés, celles-ci risquent d'empiéter sur les dispositions de l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et de ce fait je me limiterai à la présente réponse.

Question 1286 (13.07.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **réfugiés:**

Les États membres de l'Union européenne cherchent actuellement une solution pour répartir 60.000 réfugiés se trouvant actuellement bloqués en Italie et en Grèce. Dans l'immédiat, il s'agit d'accueillir les personnes fuyant des zones de conflit armé.

Le bilan de l'année 2014 en matière d'asile et d'immigration rappelle que «les pays des Balkans de l'Ouest restent les premiers pays de provenance des demandeurs, avec en premier lieu la Bosnie-Herzégovine (14,94%), suivie du Kosovo (12,83%), du Monténégro (12,56%) et de l'Albanie (10,72%). La Syrie se place au 5e rang avec 8,52% des demandeurs». Ce même bilan révèle que la majorité des demandes de ressortissants des pays des Balkans n'aboutissent que très rarement. La longueur des procédures devançant le retour de ces personnes peut engendrer des situations difficiles. Pendant le traitement de leurs dossiers, les familles s'intègrent dans leurs communes, les enfants sont scolarisés et commencent à maîtriser le luxembourgeois. La longueur des décisions entretient l'espoir et l'annonce de leur retour provoque un réel déracinement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères dispose-t-il de statistiques relatives à la durée moyenne de l'examen de la demande, en l'occurrence de la durée du séjour des ressortissants des pays des Balkans?

2. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il me renseigner sur l'impact des accords de réadmission conclus avec la plupart des pays des Balkans sur la durée de la procédure de demande de protection internationale?

3. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il me renseigner sur l'impact de la liste de pays d'origine sûrs sur laquelle la plupart des pays des Balkans figurent, sur la durée de la procédure de demande de protection internationale?

Réponse (27.07.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Au niveau de l'instruction de la demande par la Direction de l'immigration, la durée de traitement à partir de la demande de protection internationale jusqu'à la décision s'est élevée en procédure normale, pour les demandeurs de protection internationale en provenance des Balkans, au courant des années 2013, 2014 et 2015 (jusqu'au 30 juin) à 13,5 mois pour l'année 2013, 7,3 mois pour l'année 2014 et 5,8 mois pendant l'année 2015. On constate donc une nette diminution de la durée de la procédure au niveau de l'instruction des demandes provenant de ressortissants des pays des Balkans de l'Ouest au cours des derniers 30 mois. Au total, 420 personnes originaires des Balkans de l'Ouest ont reçu une décision négative en procédure normale. En procédure accélérée, la durée moyenne de traitement de la demande est nettement plus courte (voir la réponse à la question n°3).

Quant à la durée du séjour, il convient de souligner qu'elle est variable pour diverses raisons. En effet, le demandeur a la possibilité d'exercer son droit de recours contre une décision de rejet de sa demande de protection internationale; le recours étant suspensif, le demandeur a donc le droit de rester sur le territoire luxembourgeois jusqu'à l'issue de celui-ci. Pour la procédure normale, un double degré de juridiction est prévu, c'est-à-dire qu'une possibilité d'interjeter appel devant la Cour administrative contre le jugement du Tribunal administratif, permettant ainsi au demandeur de rester sur le territoire dans l'attente de l'arrêt de la Cour. En cas de procédure accélérée, un seul degré de juridiction existe, avec des délais plus courts qu'en procédure normale.

Lorsque le demandeur se trouve débouté de sa demande de protection internationale, après notamment avoir épuisé toutes les voies de recours, il doit retourner dans son pays d'origine. Un délai de 30 jours est accordé pour permettre au concerné d'opter pour un retour volontaire. Or, ce délai pour le retour volontaire peut être prolongé dans certains cas de figure, notamment en cas d'enfants scolarisés auxquels on accorde la possibilité de terminer l'année scolaire en cours.

Il existe également d'autres cas de figure où un retour n'est pas possible dans l'immédiat. Si le demandeur de protection international débouté justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté, le Ministre peut reporter l'éloignement pour une durée déterminée. Dans ce cas, l'intéressé peut demeurer provisoirement sur le territoire sans toutefois être autorisé à y séjourner. À cela s'ajoute qu'il peut exister un empêchement à l'éloignement, plus précisément, l'étranger ne peut être éloigné du territoire s'il établit au moyen de certificats médicaux que son état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut entraînerait pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité, et s'il rapporte la preuve qu'il ne peut effectivement bénéficier d'un traitement approprié dans le pays vers lequel il est susceptible d'être éloigné. Dans ces conditions, un sursis à l'éloignement peut être délivré, lui permettant de demeurer temporairement sur le territoire.

Au regard de tous ces aléas, une durée moyenne de séjour ne peut être évaluée.

Ad 2. Comme les accords de réadmission concernent d'une manière générale le rapatriement des personnes en séjour irrégulier, ils n'ont aucune influence sur la durée de la procédure de demande de protection internationale. Les accords ne jouent qu'au moment où un demandeur de protection internationale est débouté définitivement de sa demande de protection internationale et qu'il doit quitter le Luxembourg. Il convient de noter dans ce contexte que la coopération en matière de réadmission avec les pays des Balkans de l'Ouest est en général très bonne.

Ad 3. Au sens de l'article 20, par. 1c) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, le Ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée si le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 21 de la loi. Cette disposition a un impact sur la durée de la procédure de demande de protection internationale. En effet, le Ministre prend sa décision au plus tard dans un délai de deux mois à partir du jour où il apparaît que le demandeur tombe sous un des cas prévus à l'article 20 de la loi. Cependant, le Service Réfugiés procède à une analyse individuelle de chaque dossier afin de vérifier si la notion de pays d'origine sûr s'applique à la situation individuelle du demandeur. Un pays considéré comme pays d'origine sûr peut en effet ne pas s'avérer comme sûr dans certaines circonstances particulières.

Au courant des années 2013, 2014 et 2015 (jusqu'au 30 juin), 910 personnes originaires des pays des Balkans de l'Ouest ont reçu une décision négative en procédure accélérée. La durée moyenne de la procédure jusqu'à la décision ministérielle s'est élevée à 3,5 mois.

Question 1287 (13.07.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **clôture entre la Hongrie et la Serbie:**

Le 17 juin dernier, le Ministre des Affaires étrangères hongrois a annoncé la fermeture de la frontière hongroise avec la Serbie et en même temps le début des travaux de construction d'une clôture de 4 mètres de haut sur les 175 km de frontière séparant les deux pays.

Il s'agit en l'occurrence d'une décision qui ne me semble pas seulement contraire aux valeurs fondamentales de l'Union européenne (UE), mais qui oppose en plus deux pays, dont l'un est membre de l'Union européenne (UE) et l'autre un pays candidat à l'adhésion à l'UE.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à la construction de ce mur?

2. Ce sujet a-t-il été abordé lors de l'entrevue que Monsieur le Ministre a eue avec son homologue hongrois en date du 7 juillet 2015?

3. Ce sujet a-t-il déjà été discuté au niveau du Conseil Affaires générales de l'Union européenne?

4. Quels sont les moyens à disposition de l'UE pour contrer de telles initiatives qui semblent contraires aux principes et valeurs de l'UE? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la construction dudit mur se fait sans le concours de fonds européens?

Réponse (04.08.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Réponse à la question 1: Le Conseil européen des 25 et 26 juin 2015 a conclu que l'Union européenne doit déployer de plus vastes efforts pour mieux endiguer les flux croissants de migration illégale, y compris le renforcement de la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne.

La gestion des frontières est une compétence qui relève des États membres de l'Union européenne. Les États membres doivent identifier les mesures permettant de sécuriser les frontières extérieures de l'UE. Cependant, les mesures prises face à la récente augmentation des flux migratoires doivent respecter le droit communautaire et les obligations internationales, les droits de l'Homme des migrants et le principe humanitaire de non-refoulement pour ce qui est des personnes qui peuvent bénéficier de la protection internationale.

Le Luxembourg espère que la conférence de haut niveau que la Hongrie se propose d'accueillir en automne à Budapest permettra d'aborder tant les défis que pose la route migratoire des Balkans occidentaux que les réponses communes à adopter face aux flux migratoires.

Réponse à la question 2: La question a été abordée lors de l'entrevue du 7 juillet où la partie luxembourgeoise s'est montrée très critique quant aux effets d'une telle mesure.

Réponse à la question 3: Non.

Réponse à la question 4: Le Code frontières Schengen n'interdit pas la construction de clôtures aux frontières extérieures. Pour ce qui est d'un éventuel financement de cette clôture par des fonds européens, je me permets de renvoyer l'honorable Député au point de presse de la Commission européenne du 18 juin dernier, lors duquel la porte-parole de la Commission a informé que la Commission ne finance pas de tels projets. La porte-parole a aussi rappelé que des demandes de financement présentées par d'autres États membres pour ériger des clôtures aux frontières extérieures ont été rejetées par le passé.

Question 1292 (15.07.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**avis sur des projets de loi:**

Et ass mir zu Ouere komm, datt de Landwirtschaftsministère e Gesetzesprojet mat dräi Projete vu Reglementer iwwert den Déiereschutz u Privatleit vu verschiddenen Organisatioune geschéckt huet, fir hiren Avis ze froen.

- Denkt den Här Minister net, datt d'Deputéiert an éischter Linn sollten informéiert ginn, datt also e Projet de loi fir d'Alleréischt sollt an der Chamber déposéiert ginn, éier, wat mir begréissen, den Avis vun Organisatioune gefrot gëtt?

Réponse (23.07.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ech erlabe mer, den Här Deputéierte Roy Reding op de Procès-verbal vun der gemeinsamer Sëtzung vun der Petitiounskommissioun a vun der Kommissioun fir Landwirtschaft, Wäibau, ländlech Entwécklung a Konsumenteschutz vum 6. Oktober 2014 hinzeweisen. An där Sëtzung, un där den Här Deputéierte Roy Reding och selwer deelgeholl huet, gouf vu mir Folgendes festgehalen a vun de Membere vun deenen zwou Kommissiounen och matgedroen:

«Pour ce qui est du calendrier prévisionnel de la réforme de la loi sur la protection des animaux, Monsieur le Ministre informe qu'un avant-projet de loi sera finalisé début 2015 et soumis pour avis aux acteurs du terrain. Il envisage de déposer le projet de loi mi-2015.»

Ech hu mech deemno strikt un dat gehalen, wat mam Accord vun deenen zwou Chamberskommissiounen zréckbehale gouf.

Question 1295 (15.07.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme fiscale:**

Le président du parti socialiste luxembourgeois (LSAP) a tenu à préciser hier que la réforme fiscale préparée par l'actuel Gouvernement ne pourrait avoir pour effet d'affecter négativement les personnes à revenus modestes (sans préciser toutefois quelle catégorie de personnes serait visée en particulier). Il a ensuite indiqué qu'il faudrait examiner la répartition de la charge fiscale entre les personnes physiques et les personnes morales, en excluant tout système d'imposition forfaitaire des sociétés. Notons enfin que le président du LSAP n'a cette fois-ci plus prôné l'introduction d'un nouveau taux d'imposition maximal («Spitzensteuersatz») pour les personnes les plus aisées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le Gouvernement ne compte pas s'écarter du taux d'imposition nominal applicable aux sociétés en matière d'IRC, i. e. 21%?

- Le Gouvernement envisage-t-il au contraire l'introduction d'une imposition progressive des sociétés? L'introduction d'un tel système ne viendra-t-il pas contredire les discussions en cours au niveau européen?

Réponse (29.07.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'il ressort des réponses aux questions parlementaires précédentes des honorables Députés au sujet de la réforme fiscale (n°66 *[cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014]*, n°92 *[cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014]*, n°575 *[cf. compte rendu n°/session extraordinaire 2013-2014]*, n°838 *[cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015]*, n°1058 *[cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015]* et n°1150 *[cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015]*), il n'est pas opportun, à ce stade, de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui pourraient alimenter les discussions afférentes, lesquelles pourront débuter une fois que les analyses préalables auront été finalisées.

Question 1300 (16.07.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **publications du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:**

Alors que la quasi-totalité des ministères ont diffusé leur rapport d'activité relatif à l'année 2014, celui du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire fait toujours défaut.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer les retards dans la publication dudit rapport d'activité? Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à ladite publication?

2. Quand Monsieur le Ministre mettra-t-il à disposition des Députés le troisième rapport de la Commission de suivi prévue à l'article L.621-4 du Code du Travail?

Réponse (24.07.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Par sa question parlementaire n°1300, l'honorable Député Marc Spautz souhaite obtenir des informations au sujet de la diffusion du rapport d'activité relatif à l'année 2014 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Ad 1. Les services du Ministère ainsi que les administrations attachées s'efforcent tous les ans de produire un rapport d'activité qui se veut le plus fiable et le plus détaillé possible afin que les honorables Députés, ainsi que toutes les parties intéressées, puissent y trouver les informations relatives aux activités de mon Ministère et des administrations attachées.

Pour garantir cette qualité, certaines données financières et administratives sont indispensables. Or, les dernières données ne sont pas disponibles en temps utile pour pouvoir les produire, analyser et intégrer dans le rapport d'activité.

Ces données concernent notamment les dépenses du Fonds pour l'Emploi. En ce qui concerne le recueil de données chiffrées sur l'emploi, un certain recul temporel est indispensable pour obtenir des chiffres et statistiques fiables. Il se trouve que le rapport d'activité est en cours de finalisation et qu'il sera publié très prochainement.

Ad 2. En ce qui concerne le rapport annuel de la Commission de suivi de l'Agence pour le développement de l'emploi, je tiens à rappeler à l'honorable Député qu'il ne s'agit pas d'un rapport relatant des activités de la Commission - cette partie étant intégrée dans le rapport d'activité de mon Ministère - mais d'un rapport que la Commission produit annuellement et reprenant ses analyses et conclusions par rapport à l'exécution des missions de l'Agence pour le développement de l'emploi.

En effet, le premier paragraphe de l'article L.621-4 du Code du Travail stipule que: «Il est créé (...) une commission de suivi chargée d'assister le ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'Agence pour le développement de l'emploi. (...) Elle [la commission] fait un rapport annuel à l'intention du ministre ayant l'Emploi dans ses attributions qui peut lui demander des avis spécifiques.» Dès lors, les membres de la Commission de suivi décident de l'opportunité de produire ce rapport, à condition qu'il soit produit dans l'année. Le secrétariat de la Commission m'a par ailleurs informé que ce rapport devrait être adopté par les membres courant du trimestre en cours. Je ne tarderai pas à le transmettre à la Chambre des Députés, comme ce fut le cas pour tous les rapports précédents, une fois qu'il m'aura été remis.

Question 1301 (17.07.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA):**

Il me revient que les différents CIPA auraient récemment revu à la hausse les tarifs y applicables. Cette hausse viserait du moins en partie à contrebalancer les mesures d'économies annoncées par le Gouvernement dans son paquet d'avenir de 2014 (mesures n^{os}256 et 257). Etant donné que les usagers se voient ainsi exposés à une réelle surcharge, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont les mesures préconisées par Monsieur le Ministre pour soutenir au moins financièrement les personnes concernées?

Question 1302 (17.07.2015) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA):**

Ces derniers jours, les pensionnaires de certains Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ont été informés d'une augmentation des prix de pension, du service en chambre, du forfait «aide aux actes essentiels de la vie», de la gestion ainsi que de la distribution des médicaments. Selon les explications avancées, cette hausse de 7% à partir du 1er août 2015 serait due à la mesure dite «257» du paquet de mesures de consolidation budgétaire qui prévoit une application plus restrictive des critères d'octroi des prestations par la Cellule d'évaluation et d'orientation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette hausse des prix dans certains CIPA?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de l'explication avancée, sachant que la mesure dite «257» prévoit en effet un gel de la valeur monétaire des prestataires ainsi qu'une application plus restrictive des critères d'octroi des prestations dans le cadre de l'assurance dépendance - alors que notamment le prix de pension augmentera pour tous les pensionnaires, qu'ils soient bénéficiaires des prestations de l'assurance dépendance ou non?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une hausse des prix de 7% est justifiée au vu de l'augmentation des coûts - notamment salariaux - à porter par les prestataires?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir à cette augmentation de prix dans les CIPA?

- Monsieur le Ministre compte-t-il chercher une solution pour soutenir d'une façon ou d'une autre les personnes âgées dont le budget sera dépassé suite à cette hausse de prix et qui n'auront plus les moyens d'habiter en CIPA?

Réponse (11.08.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au cours des semaines passées, certains représentants de gestionnaires d'établissements d'aides et de soins ont annoncé publiquement d'envisager une hausse des prix de pension argumentant que cette dernière s'avère inévitable compte tenu des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre du pacte d'avenir et concernant le maintien du gel des valeurs monétaires et une application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des standards d'octroi des prestations à partir de 2015.

La polémique suscitée par ces interventions dans la presse nationale et auprès des ayants-droit est déplorable et crée un certain nombre d'incertitudes et un malaise.

Un premier état des lieux, basé sur les chiffres présentés par la Caisse nationale de Santé et une analyse de la Cellule d'évaluation et d'orientation, a montré que la réorientation au niveau des standards d'octroi et de détermination des prestations n'a pas abouti à des coupures substantielles au niveau des prestations.

Une réunion d'information organisée en juin 2015 avec toutes les parties prenantes au sujet des critères d'octroi témoigne de la concertation avec l'organisme représentatif des prestataires, la COPAS, et les syndicats OGB-L et LCGB.

Lors d'une réunion commune qui a eu lieu en date du 21 juillet 2015 j'ai convenu avec la COPAS et les deux syndicats de procéder ensemble à une analyse détaillée de la problématique en vue de trouver, le cas échéant, des solutions à des problèmes à Identifier, tout en prenant en considération les spécificités des différents prestataires.

Les travaux d'analyse se baseront sur les chiffres disponibles auprès de la Caisse nationale de Santé qui sont régulièrement mis à jour. L'échange avec toutes les parties prenantes sera intensifié au cours des mois à venir moyennant l'instauration d'un comité de suivi qui se réunira régulièrement en vue d'analyser l'évolution de la situation.

La stabilisation du secteur, des prestations de qualité et le maintien de l'emploi sont les objectifs primordiaux de la démarche. La détermination d'une trajectoire visant la soutenabilité financière est un autre objectif visé.

Je reconnais pleinement la nécessité d'une sécurité de planification au niveau des gestionnaires.

Il faut également reconnaître que l'application plus efficiente des standards de détermination des prestations par la Cellule d'évaluation et d'orientation cadre avec les indications et concepts relevés au niveau du programme gouvernemental concernant la réforme projetée de l'assurance dépendance, à savoir la mise en œuvre d'une réforme structurelle permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations, la viabilité à long terme de l'assurance dépendance avec comme objectif la prestation de soins de qualité utiles et nécessaires.

Par rapport à la question n°2 de Monsieur le Député Spautz, je rappelle que le prix de pension se compose d'une part du montant couvert par le forfait de l'assurance dépendance relatif aux soins procurés et d'autre part du montant relatif à la partie hôtellerie qui est à charge du pensionnaire. Si une augmentation de 7% sur les prix globaux a eu lieu, cela veut dire qu'un montant plus élevé reste à charge du pensionnaire. Or, si cette part ne peut plus être financée par les moyens financiers propres de l'affilié, alors elle est prise en charge par le Fonds national de solidarité, de sorte qu'a priori les coûts supplémentaires, s'ils s'avèrent justifiés, sont pris en charge par l'Etat dans les cas où le pensionnaire n'est pas capable d'y subvenir lui-même.

Pour ce qui est de la question n°2 de Monsieur le Député Negri, je ne voudrais pas anticiper les résultats des analyses mises en œuvre par le comité de suivi. Je tiens néanmoins à souligner que le Gouvernement s'est engagé à assurer la transposition de l'accord salarial de la Fonction publique au secteur des aides et soins avec une adaptation des valeurs monétaires en 2016 de 0,9 et 2,2% afin de permettre aux prestataires d'assurer cette transposition.

Question 1305 (17.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**utilisation du narguilé (shisha) au Luxembourg:**

Seit einigen Jahren wird das Shisha-Rauchen immer beliebter bei der Jugend, und auch in Luxemburg sind einige Shisha-Bars entstanden.

Doch der Genuss dieser orientalischen Wasserpfeifen, versehen mit Apfel-, Vanille-, oder Erdbeertabak, ist nicht so harmlos wie oft angenommen. Experten warnen, dass bereits einmaliger Konsum eine Kohlenmonoxidvergiftung verursachen kann, regelmäßiger Genuss könne gar Herzerkrankungen und Krebs herbeiführen. Da eine Shisha-Session laut Weltgesundheitsorganisation im Schnitt 20 bis 80 Minuten dauert, inhaliert der Raucher während dieser Zeit den Qualm von etwa 100 Zigaretten.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Verfügt die Ministerin über Statistiken bezüglich der Anzahl derjenigen, die in Luxemburg regelmäßig Shisha rauchen?

- Fällt das Shisha-Rauchen unter die Antitabakgesetzgebung?

- Wenn nicht, gedenkt die Ministerin das Antitabakgesetz dahingehend zu verschärfen?

- Gedenkt die Regierung gar, das Shisha-Rauchen gesetzlich zu verbieten?

- Verfügt die Ministerin über rezente medizinische Erkenntnisse bezüglich der gesundheitlichen Gefahren des Shisha-Rauchens?

- Gedenkt die Ministerin, eine Sensibilisierungskampagne zu starten, um über die Gefahren des Shisha-Rauchens aufzuklären?

Réponse (30.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Un récent rapport de la Fondation Cancer montre que 5% de la population luxembourgeoise fume la shisha, ce qui représente plus de 22.000 fumeurs en 2013. Parmi ces 22.000 fumeurs, 21% ont entre 15 et 25 ans, soit un adolescent sur cinq; les jeunes sont attirés par le côté ludique et convivial de ce type de consommation.

La loi antitabac entrée en vigueur le janvier 2014 s'applique à la shisha. Ainsi, pour pouvoir continuer leurs activités, les bars à shisha ont l'obligation d'installer des fumoirs représentant moins de 30% de la surface utile de l'établissement.

La composition de la shisha est d'environ 25% de tabac, associé à un mélange de mélasse et d'arômes de fruits. Ce mélange est mis dans un petit réservoir et recouvert de papier aluminium troué. On y place dessus un charbon ardent qui lance le processus de combustion du tabac. La fumée émise passe dans de l'eau et est aspirée par la personne qui fume la shisha au travers d'un tuyau souple.

Contrairement à une croyance répandue, l'eau ne retient pas les substances nocives et cancérogènes dans la fumée inhalée. Une cinquantaine de bouffées de shisha sur une durée moyenne d'une heure sont équivalentes à deux paquets de cigarettes fumées. Le monoxyde de carbone est présent en quantité sept fois supérieure à celle présente dans la fumée d'une cigarette. La shisha, comme la cigarette, ne crée pas seulement de la dépendance chez son consommateur, mais augmente significativement le risque de cancers, de bronchites chroniques et de problèmes cardio-vasculaires.

En outre, la shisha expose le fumeur à des risques de contagion virale et microbienne, car le même embout est utilisé par les autres fumeurs, entre autres, il existe un risque d'infection par les maladies infectieuses et transmissibles suivantes: tuberculose, herpès, hépatite.

Cela étant, je viens de charger mes services d'évaluer, d'un point de vue santé publique, le besoin d'encadrer davantage cette pratique.

Le sujet de la shisha a été déjà traité lors de plusieurs campagnes d'information et de sensibilisation de prévention du tabagisme, organisées annuellement à l'occasion du 31 mai (Journée mondiale sans tabac, OMS) par le Ministère de la Santé. Les dangers de la shisha sont repris dans les brochures du ministère sur le sujet.

La Fondation Cancer y a consacré des articles dans ses publications «Info Cancer» et «den ins!der», s'adressant tout particulièrement aux jeunes.

Une campagne ciblant plus spécifiquement les jeunes sur ce sujet précis est envisagée.

Question 1307 (17.07.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**évolution des ventes de carburant et de produits connexes:**

D'après un article paru dans le «Lëtzebuerger Land» du 17 juillet 2015, les ventes de carburant seraient en chute depuis quelques années déjà. Les raisons à la base de cette régression seraient multiples, le phénomène complexe: augmentation des droits d'accises au 1er janvier 2015, bouchons sur les autoroutes, régimes sur le gasoil pour camions plus favorables en Belgique, recours accru à d'autres moyens de transport.

Il n'est pas à exclure qu'une baisse du tourisme à la pompe et corrélativement du niveau des ventes de produits connexes, telles les cigarettes, a un impact direct sur les recettes étatiques.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est l'impact des baisses constatées au niveau des ventes de carburant et de cigarettes sur les recettes budgétaires?

- Quel en est l'impact sur les dépenses budgétaires?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin nous indiquer si ces évolutions ne compromettent pas les prévisions du Gouvernement prévues dans la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018?

Réponse (03.08.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'administration estime que les résultats des six premiers mois de l'année annoncent une diminution d'environ 180 millions de litres de Diesel et d'environ 50 millions de litres d'essence en moins pour toute l'année 2015 par rapport à 2014 ce qui entraînerait une moins-value totale de droits d'accises sur l'huile minérale de quelque 90 millions par rapport au budget 2015.

En ce qui concerne les cigarettes, les recettes provenant des droits d'accises sur le tabac sont en baisse vu entre autres la diminution réelle des ventes et la mise à la consommation anticipée de décembre 2014 due au fait de l'augmentation de TVA de 15 à 17% à partir du 1er janvier 2015. Cette baisse entraînera vraisemblablement une diminution des recettes estimée à quelque 10 millions d'euros par rapport aux prévisions du budget 2015. Vu l'évolution globale des autres recettes, cette baisse est sans impact immédiat sur les dépenses budgétaires prévues pour 2015. Le Gouvernement continue à suivre de près ces évolutions.

L'établissement du budget pluriannuel pour la période 2015 à 2019 se fera en tenant compte de toutes les informations qui seront disponibles à ce moment.

Question 1309 (20.07.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **photographies publiées par les Archives nationales de Luxembourg:**

Les Archives nationales de Luxembourg viennent de mettre en ligne quelque 6.500 photographies dressant un portrait centré sur la nature, le tourisme et l'économie du Grand-Duché de Luxembourg.

Cette collection retraçant l'histoire du Luxembourg de 1950 à 1970 pourrait être une source précieuse pour illustrer des articles dans des publications, pour créer des œuvres artistiques, ou même pour toute autre action promotionnelle de notre pays. Cependant les droits d'auteurs «Creative Commons» interdisent toute transformation et toute utilisation de ces photos à des fins commerciales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Qui est le propriétaire des ces photographies?

- Dans le cas où les Archives nationales de Luxembourg sont propriétaires de cette collection, pourquoi les droits d'auteurs «Creative Commons» retenus pour ces photos sont-ils si restrictifs?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que ces images constituent un patrimoine culturel de grande valeur et devraient de ce fait être non seulement accessibles à des fins privées mais également à des fins publiques telles que des publications associatives, culturelles ou commerciales?

Réponse (13.08.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Dans le cadre d'un de leurs récents projets de numérisation, les Archives nationales de Luxembourg ont numérisé 7.240 photographies issues de la collection photographique du Service gouvernemental d'expansion économique et touristique (ancien service du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes), dont 6.544 ont été mis en ligne en date du 14 juillet 2015.

Les clichés dressent un portrait essentiellement centré sur la nature, le tourisme et l'économie du Grand-Duché de Luxembourg des années 1950 à 1970 et constituent de ce fait une source historique visuelle pertinente et riche en informations. C'est pour cette raison que les Archives nationales ont souhaité rendre accessible au public à des fins scientifiques et pédagogiques ce patrimoine national visuel par le biais de leur site Internet.

Conscients du fait que la publication des photographies soulève la question des droits d'auteur, et en l'absence de traces écrites permettant de retracer l'historique des conditions dans lesquelles la collection a été assemblée à l'époque, les responsables des Archives nationales ont effectué les recherches diligentes nécessaires afin d'identifier les détenteurs des droits.

Concernant la question de la propriété:

L'État luxembourgeois a la propriété matérielle des négatifs et/ou tirages papier des photos en question. Les Archives nationales sont l'administration en charge de la conservation et de la valorisation des documents d'archives. La propriété immatérielle ou intellectuelle (ici: les droits d'auteurs) est, sauf dispositions formelles contraires, auprès des auteurs respectivement de leurs ayants droits respectifs.

Concernant la question du choix de la licence:

En fonction du résultat des recherches effectuées par les Archives nationales, et dans le souhait d'une gestion homogène de la situation des droits, les Archives nationales ont contacté les auteurs ou leurs ayants-droit dans le but de les sensibiliser au sujet et de les encourager à permettre une réutilisation des œuvres en question. Le choix du type de licence suggéré représente un compromis entre les intérêts des chercheurs et utilisateurs d'archives d'un côté et le respect des droits des auteurs de l'autre côté. En vue de fixer le cadre légal dans lequel s'inscrivent l'exploitation, la communication et la reproduction des photographies, des conventions ont été élaborées reconfirmant explicitement aux Archives nationales le droit d'utiliser, et en particulier de communiquer par voie numérique, les photographies, dans le respect de la licence ouverte «Creative Commons CC BY-NC-ND».

Pour certains clichés, les ayants-droit ont choisi ne pas permettre une réutilisation; pour d'autres, dont l'État peut raisonnablement prétendre être détenteur des droits, les photos ont été déclarées faisant parti du domaine public; d'autres cas de figure n'ont pas permis de mener à bien les recherches pour diverses raisons, et ont mené les responsables des Archives nationales à considérer les œuvres comme orphelines ou à ne pas pouvoir conclure par rapport à la situation des droits d'auteurs. Pour ces derniers cas, les Archives nationales ont signalé en ligne leur intérêt à rectifier la situation au cas où des informations pertinentes permettraient de compléter les recherches.

La licence (ou contrat-type) «Creative Commons CC BY-NC-ND», retenue par une bonne partie des ayants-droit, leur donne la possibilité de permettre la réutilisation d'œuvres spécifiques par toute personne physique ou morale, dans le respect des conditions énoncées. Dans le cas ci-présent, les auteurs ou leurs ayants droit qui ont recouru à une licence CC ont choisi les conditions suivantes:

- attribution (BY) - l'utilisateur devra attribuer l'œuvre de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits;

- pas d'utilisation commerciale (NC) - l'utilisateur n'a pas le droit d'utiliser l'œuvre à des fins commerciales;

- pas d'œuvres dérivées (ND) - l'utilisateur n'a pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette œuvre pour ses besoins.

Concernant la question d'une utilisation plus large des œuvres:

Les photographies placées sous cette licence peuvent en tout état de cause être utilisées à des fins publiques telles que des publications associatives ou culturelles, sous condition qu'elles n'aient pas un caractère commercial. Les ayants-droit restant détenteurs des droits, et les contrats-type «Creative Commons» n'étant pas de nature exclusive, rien n'empêche un utilisateur final de les approcher et de négocier un accord bilatéral, afin de lever ces restrictions en vue d'une utilisation à des fins commerciales et/ou la création d'œuvres dérivées pour des clichés particuliers.

Question 1310 (20.07.2015) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **patrimoine culturel et religieux:**

Dans le contexte de la conservation et de la protection du patrimoine culturel, le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) examine si un immeuble ou objet pourrait être classé «monument national» respectivement être inscrit à l'inventaire supplémentaire. C'est ainsi que dans sa réponse à la question parlementaire n°1168 de Serge Wilmes *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015)*, Madame la Ministre a précisé qu'environ 500 édifices religieux sont en train d'être inventoriés par le SSMN et que la plupart remplirait les critères pour être protégés. C'est dans ce contexte que j'aimerais poser lesquestions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle indiquer la date à laquelle la protection des édifices religieux en question sera effectuée et quand elle deviendra effective?

- Le Ministère a-t-il affecté le budget requis au sein du Fonds pour les monuments historiques, voire dans d'autres parties du Budget de l'État, pour subventionner ou contribuer à la protection de l'ensemble de ces immeubles et objets, sachant que le Fonds disposait d'une réserve financière suffisante?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre de demandes actuellement déposées au sein du SSMN de manière générale, ainsi que sur la durée approximative que prendra l'instruction des demandes en vue de la protection effective d'un objet respectivement d'un immeuble?

- À quelle fréquence la Commission des Sites et Monuments Nationaux se réunit-elle?

Réponse (18.08.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

L'inventaire actuellement en cours des édifices religieux du pays est effectué par le Service des Sites et Monuments Nationaux en collaboration avec les administrations communales du pays et leurs bureaux d'études dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement généraux (PAG). Une protection juridique au niveau communal de ces édifices devrait se mettre en place avec l'entrée en vigueur des nouveaux PAG.

Parallèlement à cette procédure, un inventaire scientifique de tous les objets dignes de protection nationale, dont les édifices religieux, est lancé. Ces travaux porteront sur une durée estimative de trois ans. Au vu des résultats qui en découleront, la décision politique sur les protections nationales à entamer devra être prise.

Le budget pluriannuel estimatif du Fonds pour les monuments historiques prévoit neuf millions d'euros pour des travaux de conservation et de restauration au patrimoine religieux à faire réaliser d'ici 2020.

Actuellement, presque 400 demandes de protection nationale sont en procédure, dont 68 objets religieux. En moyenne, la durée pour voir protéger juridiquement un immeuble est d'un an.

La Commission des Sites et Monuments Nationaux se réunit en principe une fois par mois.

Question 1315 (23.07.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **création d'une unité de police pour les transports publics:**

À l'occasion de la réunion du Comité de pilotage de la sécurité dans les transports, l'idée de la création d'une unité de police spécifiquement dédiée aux transports publics aurait été discutée.

Dans ce contexte, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures aurait indiqué vouloir adresser une lettre en ce sens à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer avoir été saisi par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures d'une lettre requérant la création d'une telle unité de police?

- Monsieur le Ministre entend-il revenir sur sa position et créer une telle unité?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les agents de cette unité feront partie de l'effectif de la Police grand-ducale ou appartiendront à une structure à part? Quelles seraient par ailleurs les compétences de cette unité?

Réponse (31.07.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

À l'heure actuelle, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ne s'est pas encore adressé par écrit à mon Ministère.

Néanmoins, le Gouvernement se doit d'augmenter le sentiment de sécurité à Luxembourg tant du personnel que des usagers des transports publics.

Dans le cadre des travaux de réforme de la police, l'aspect sécuritaire des transports publics sera discuté.

Question 1345 (04.08.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **personnes bénéficiaires d'une mesure de protection internationale:**

Au moment de jouir de la protection internationale et de se voir attribuer le RMG, les personnes bénéficiaires d'une mesure de protection internationale sont tenues d'abandonner le logement mis à disposition par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Afin de leur laisser le temps nécessaire pour trouver une autre habitation, l'OLAI leur permet selon les cas de rester provisoirement dans le logement sous condition de participer aux frais locatifs. Or, les personnes en question risquent de rencontrer des difficultés à trouver un poste de travail et un logement appropriés notamment à cause de la méconnaissance des langues nationales et des services luxembourgeois existants.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle préciser les modalités relatives à la fixation des tarifs de participation aux frais locatifs pour les personnes bénéficiant d'une protection internationale? Est-ce que la participation financière dépend de la surface et de l'état du logement?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de personnes bénéficiaires d'une protection internationale qui peinent à trouver un travail et un logement?

- Madame la Ministre peut-elle assurer que les personnes en question bénéficient d'un encadrement ou d'une structure spéciale (hormis l'OLAI qui n'est plus en charge à ce stade-là), qui les aident à trouver un poste de travail ainsi qu'un logement appropriés?

Réponse (18.08.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:*

Les personnes demandeuses de protection internationale hébergées dans une structure de l'OLAI qui deviennent bénéficiaires d'une mesure de protection internationale, continuent à bénéficier de la gratuité de l'hébergement assortie de nourriture pendant une période de trois mois. Cette période a été fixée dans le but de donner le temps nécessaire aux personnes afin de faire aboutir les démarches administratives pour faire valoir leurs droits sociaux et avoir accès, entre autres, au RMG.

Les personnes qui, à l'issue de ces trois mois, n'ont pas trouvé de logement, peuvent continuer à habiter dans la structure de l'OLAI et à recourir aux services et aux conseils du service social de l'Office; dès lors elles sont tenues de participer aux frais locatifs.

La participation aux frais d'hébergement dans les foyers de l'OLAI est fixée en fonction de la composition de ménage. Ainsi, pour les familles, la participation financière correspond à un tiers de l'intégralité de leurs revenus. Pour les personnes isolées, la participation financière aux frais d'hébergement est progressive; elle est de 450 euros le quatrième mois, de 550 euros le cinquième mois et de 650 euros à partir du sixième mois.

Dès que les personnes bénéficient d'une mesure de protection, elles ont les mêmes droits que tout résident légal sur le territoire; elles peuvent donc s'adresser à l'office social de leur commune de résidence, à l'ADEM ou aux organismes spécialisés dans la location ou la vente de logements à coût modéré (AIS, FdL, SNHBM).

En outre, à l'instar de tout étranger légalement établi au Luxembourg, elles ont la possibilité de souscrire à un contrat d'accueil et d'intégration. Par ce biais, elles peuvent bénéficier de cours de langues à tarif réduit, de cours d'instruction civique et d'une journée d'orientation.

N°16
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Politique du logement p. 612
Situation financière de la Grèce p. 625
Conservation du patrimoine p. 635
Sommaire des séances publiques nos41 à 43 p. 656
Sommaire des questions parlementaires p. Q238
41e séance Mardi 30 juin 2015
42e séance Mercredi 1er juillet 2015
43e séance Jeudi 2 juillet 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Visite officielle du Secrétaire général de l'OTAN



M. Jens Stoltenberg reçu par une délégation de parlementaires luxembourgeois.

Lors d'une rencontre avec une délégation de parlementaires luxembourgeois, M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, a abordé toute une série de sujets, remerciant notamment le Grand-Duché pour ses contributions militaires, financières et autres au bon fonctionnement de l'Alliance.

Le plus grand défi de l'organisation, à la tête de laquelle il se trouve depuis octobre 2014, consiste à «s'adapter à un moment où l'environnement sécuritaire a changé de manière fondamentale», ceci en restant fidèle à ses principes de base - l'article 5 du traité prévoyant en effet que si un allié est victime d'une attaque armée, chacun des autres membres de l'Alliance considérera cet acte de violence comme une attaque armée contre l'ensemble de ses membres et prendra les mesures qu'il juge nécessaires pour apporter une assistance à l'allié attaqué - tout en augmentant les budgets dédiés à la défense.

M. Stoltenberg n'y voit aucune contradiction avec par exemple les coupures qu'il a fait effectuer en sa qualité de Ministre des Finances dans le budget de défense de son propre pays dans les années 1990: «À l'époque, nous nous trouvions dans une situation où la tension avait diminué. C'était la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, la tension est montée d'un cran. Par conséquent, les budgets doivent à nouveau être augmentés.»

Dialoguer n'est pas synonyme de faiblesse

En ce qui concerne les relations de l'OTAN avec la Russie suite à l'annexion de la Crimée, M. Stoltenberg plaide pour une position ferme: la violation de l'intégrité territoriale d'un autre pays exclut toute coopération. Mais, d'après le Secrétaire général, elle n'exclut pas pour autant le dialogue politique. «Le dialogue n'est pas un signe de faiblesse», a-t-il conclu.

Sea Shepherd reçu par le Président de la Chambre

Le Luxembourgeois Kevin Schiltz, engagé au sein de l'ONG Sea Shepherd dans la lutte contre la chasse aux baleines, a été condamné par les îles Féroé. Convaincu de ses actions et prêt à purger sa peine, il vient d'être expulsé des îles.

Des militants de l'organisation qui s'engage pour la protection de la faune maritime ont exposé leurs soucis au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Depuis juin, 490 baleines, des globicéphales, ont été tuées aux îles Féroé, protectorat du Danemark. Douze militants de Sea Shepherd - dont neuf ressortissants de l'Union européenne - ont été arrêtés depuis le 20 juillet.

M. Di Bartolomeo a relevé le succès de la pétition contre la chasse aux baleines aux îles Féroé qui avait mené à un débat public à la Chambre et à des démarches au niveau politique.

Ainsi, le Parlement luxembourgeois avait envoyé une lettre aux îles Féroé, demandant d'objectiver le débat. D'après son Président, il est nécessaire de distinguer entre la chasse aux baleines destinées à l'alimentation et la chasse gratuite aux animaux qui sont d'ailleurs facilement repérables vu leur comportement très social. Sea Shepherd peut, selon le Président, compter sur l'appui moral de la Chambre des Députés à sa cause. Le Parlement luxembourgeois est intervenu dans ce sens auprès des autorités danoises ainsi que des îles Féroé.

Les représentants de l'organisation ont remercié les responsables politiques du Grand-Duché pour leur engagement qui avait finalement permis à Kevin Schiltz de quitter les îles.



M. Mars Di Bartolomeo a rencontré des représentants de l'ONG Sea Shepherd.

Pour un Sénégal attractif pour les investisseurs



M. Amadou Bâ accueilli par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères.

Profitant de sa visite au Luxembourg où - en compagnie d'une forte délégation - il vient de s'entretenir avec autant d'acteurs économiques (responsables de la place financière, de Luxembourg for Finance, de la Chambre de Commerce, de Luxinnovation et de différentes entreprises) que de décideurs politiques (Ministres des Finances, de la Coopération et de l'Action humanitaire, du Travail et de l'Emploi), le Ministre des Finances de la République du Sénégal, M. Amadou Bâ, s'est rendu à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Traditionnellement basées sur la coopération au développement - le Sénégal est depuis 20 ans l'un des cinq pays partenaires africains de la coopération luxembourgeoise -, les relations entre le Grand-Duché et ce pays clé de l'Ouest africain sont en train de se diversifier.

Faisant partie des pays africains les plus industrialisés avec la présence de multinationales majoritairement d'origine française, le Sénégal, malgré ses difficultés à renouer avec une dynamique de croissance soutenue ces dernières années, a su maintenir une certaine attractivité auprès des investisseurs étrangers grâce notamment à sa situation géographique et sa stabilité politique.

Un renforcement des contacts économiques, commerciaux et financiers entre le Luxembourg et le Sénégal s'avérerait donc judicieux d'autant plus que la Chambre de Commerce luxembourgeoise a identifié le Sénégal comme l'un des pays prioritaires en Afrique pour développer ce type de relations.

Libérer la croissance

Devant les députés, M. Amadou Bâ s'est livré à un plaidoyer en ce sens, déclarant que son gouvernement cherche, par le biais d'une gouvernance transparente et efficace, à inscrire le pays sur la voie de l'émergence. D'où dès l'accession au pouvoir de M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal depuis 2012, une relance des activités productives et un renforcement des infrastructures à travers la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) visant à libérer la croissance dans le pays. Ainsi 4,4% de croissance du PIB sont attendus pour 2015 et le Sénégal pourrait encore faire mieux en 2016 avec 5,4% pronostiqués.

Autre atout du Sénégal: 70% de sa population ont moins de 25 ans, et à Amadou Bâ de remercier dans ce contexte l'aide précieuse fournie par le Grand-Duché à travers son 3e Programme indicatif de Coopération (PIC III) venant à échéance en 2016 et ciblant surtout les jeunes en matière d'éducation et de formation professionnelle.

Dans ce contexte, le Ministre des Finances sénégalais a sensibilisé les députés luxembourgeois à l'importance d'une hydraulique durable dans son pays. Sachant que son pays fait partie de la bande sahélienne allant d'ouest en est du continent africain et que 50% de sa population vit au niveau rural, avoir accès à l'eau est primordial surtout dans une perspective de fixer cette population.

Prendre en main son destin

Conscient que l'Afrique se trouve à un point charnière de son développement où les pays qui la composent doivent prendre leur destin en main, M. Bâ s'est aussi fait l'avocat d'une meilleure répartition des fruits de la croissance.

L'entrevue avec les membres de la commission parlementaire s'est finalement terminée par une évocation des Accords de Partenariat économique (APE) conclus entre l'Union européenne et les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont M. Macky Sall vient d'être élu Président en mai 2015 lors du 47e sommet de l'organisation à Accra (Ghana).

Les 15 membres de la CEDEAO - principale structure destinée à coordonner les actions des pays de l'Afrique de l'Ouest et de promouvoir leur coopération et intégration - se félicitent de ces accords, considérés comme des mesures d'accompagnement afin d'assurer leur politique de développement.

SÉANCE 41

MARDI,
30 JUIN 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Serge Urbany, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

4. 6788 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Mme Sylvie Andrich-Duval (parole après ministre), M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6803 - Projet de loi portant modification de l'article 161 du Nouveau Code de procédure civile (sans rapport et sans débats)
- *Mme Viviane Loschetter*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Débat d'orientation sur l'orientation future de la politique du logement
- *M. Claude Wiseler (interventions de M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen)*
- *Exposé: M. Marc Lies*

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies
- *M. Marc Lies*

8. Débat d'orientation sur l'orientation future de la politique du logement (suite)
- *Exposé (suite): M. Marc Lies (intervention de M. Lex Delles)*
- *Débat: M. Guy Arendt (interventions de M. Gilles Roth et M. Marco Schank), M. Yves Cruchten (questions de M. Roy Reding), M. Roberto Traversini (intervention de M. Marc Lies), M. Roy Reding (question de M. Marc Lies), M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement (questions de M. Claude Wiseler)*
- *M. Marc Lies, M. Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch, Ministre; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat ass net de Fall. Da kënne mer zum Ordre du jour iwwergoen.

2. Communications

Ech hunn Iech folgend Kommunikatiounen ze maachen: D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ass hei um Büro déposéiert an disponibel. D'Lëscht vun de Projet-de-loien an de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung erabruecht gi sinn, gouf un d'Fraktioune verdeelt.

Communications du Président - séance publique du 30 juin 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6828** - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.06.2015

***6829** - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, fait à Bruxelles, le 5 février 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.06.2015

3) Les demandes de pétition publique et de pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition ordinaire n°**512** - Contre le harcèlement moral (mobbing)*

Dépôt: 31.05.2015 par M. Vincenzo Sportelli

*Demande de pétition publique n°**513** - De Groupe Neiwahlen fuerdert d'Demissioun vun der aktueller Regierung, der sougenannter Gambia-koalitioun*

Dépôt: 17.06.2015 par M. Daniel Rinck - Neiwahlen Lëtzebuerg

*Demande de pétition publique n°**514** - Pour un accès Internet minimum gratuit, facilement accessible et utilisable pour tous*

Dépôt: 18.06.2015 par M. Carlos Rodrigues

*Demande de pétition publique n°**515** - Le «burn-out» considéré comme maladie professionnelle*

Dépôt: 20.06.2015 par M. Claude Eich

*Demande de pétition publique n°**516** - Impôts supplémentaires pour les frontaliers*

Dépôt: 23.06.2015 par M. Mickael Ferreira

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hirer Sëtzung vun haut de Moien huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch en ofgeännerten Ordre du jour virgeschloen. D'Änneronge par rapport zum Ordre du jour, deen Dir d'lescht Woch geschéckt krut, betreffe just den Dag vu muer.

D'Sëtzung vun e Mëttwoch fänkt mat enger Deklaratioun vum Finanzminister iwwert déi finanziell Situatioun a Griichenland an hir europäesch Folgen un, mat uschléissender Debatt, nom Modell 1. D'Interpellatioun vum Här Laurent Mosar iwwer eis Finanzplaz géif no der Propositioun vun der Presidentekonferenz vun de Moien op en aneren Dag verschoben, an déi Interpellatioun, déi normal virgesi war, déi iwwert de Patrimoine, déi gëtt bäibehalen.

Mir hunn also e modifizéierten Ordre du jour ze proposéieren. Ech gesinn, dohanne geet eng Hand an d'Luucht zum Ordre du jour. Den Här Urbany freet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat dëse Weekend, de Sonnden, ongeféier zäitgläich mam Eugène Berger als President vun der Finanzkommissioun, och e Bréif geschéckt un den Här President, un d'Conférence des Présidents, wou ech gefrot hunn, dass dës Woch, zu engem Zäitpunkt, wou et him geet, de Premierminister, den Här Bettel, sollt eng Deklaratioun vun der Regierung maachen iwwert d'europäesch Kris. Well ech mengen, dorëm handelt et sech hei.

Et handelt sech net ausschliisslech ëm eng Kris a Griichenland, et handelt sech ëm eng Kris vun der europäescher Konstruktioun u sech. An ech mengen, jee nodeem, wéi déi Diskussiounen déi nächst Zäit wäerten ausgoen, hu mer et souwisou mat engem aneren Europa ze dinn, wéi mer et bis elo kannt hunn. Mir hunn et entweder ze di mat engem Europa, wat méi solidaresch ass, wat méi demokratesch ass, oder mir hunn et mat engem Europa ze dinn, wat méi diktatoresch ass wéi bis elo a manner solidaresch wéi bis elo.

An ech mengen, dat ass dee Froekomplex, wou mir mengen, dass hei an der Chamber sollt eng Deklaratioun komme vum Premierminister, deen als Statsminister an als Statsmann misst dozou Stellung huelen, a wat fir enger Situatioun dass mer eis elo an Europa befannen. D'ganz Welt schwätzt dovunner. An ech fannen, hei an der Chamber misst eng wierklech grondleeënd Debatt doriwwer stattfannen op héchstem Niveau.

Wat dobäi erauskënnt, stellt eis net zefridden: D'Conférence des Présidents huet de Muere beschloss, dass op den Ordre du jour eng Erklärung gesat gëtt vum Finanzminister iwwert d'Finanzsituatioun a Griichenland an hir Auswierkungen.

Ech hunn näischt dergéint, dass den Här Finanzminister, dee jo selwer bei deene Verhandlungen derbäi war, hei eng Deklaratioun mécht, mä ech fannen, derniewent misst och nach d'Méiglechkeet sinn, dës Woch - an anscheinend kënnt den Här Bettel jo muer erëm, am spéiden Nomëtten - misst et nach méiglech sinn, och dës Woch en Débat hei ze organiséiere mat enger Deklaratioun iwwert déi brisant politesch Situatioun, déi mer haut an Europa hunn.

Wat ech nach wëll derbäisoen: Aner Parlamenter diskutéiere jo och dës Woch. Muer ass och eng Debatt am Bundestag. A wéi een an der Press liest, an der „Süddeutsche Zeitung" zum Beispill, leien do den Deputéierten eng ganz Partie vun Dokumenter vir, „Dokumente für die Euro-Gruppe", sechs un der Zuel, anscheinend. Dorënner läit och, zum Beispill, eng Analys iwwert d'Scholdentragfäegkeet vu Griichenland, wou awer anscheinend näischt drasteet vun enger Ëmscholdung, vun där awer nach den Här Juncker a senger Pressekonferenz als Kommissiounspresident gëschter geschwat huet.

Et sollen och do derbäileien Informatiounen iwwert den Investitiounspak vu 35 Milliarden u Griichenland. Dovun huet en och geschwat. Mä et liest een elo an der Press, dass dat en ale Pak ass, dee scho fir d'Period vun 2007 bis 2013 gegollt huet, also näischt Neies ass.

Also ech fannen, ier mer eng Debatt féieren, egal wéi se elo schlussendlech wäert ausgesinn, mussen eis op jidde Fall déi Dokumenter, déi och deenen däitschen Deputéierte virleien, och virgeluecht ginn. Ech mengen, soss ass kee sënnvollen Débat méiglech.

An an deem Débat muer mam Här Gramegna, op jidde Fall, wëll ech och eng Äntwert vun der Regierung op de Bréif kréien, deen den Här Tsipras, Premierminister vu Griichenland, un den Här Bettel geriicht huet a wou e gefrot huet, fir déi finanziell Regelunge wéinstens während der Period vun der Referendumscampagne ze verschiben, fir dass, wéi e sech ausgedréckt huet, dee Referendum a Griichenland kann „ouni Drock vu baussen" ofgehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Just als liicht Rektifikatioun: Déi Demande, déi vum Här Berger erakomm war fir en Débat respektiv och eng Kommissiounssëtzung, war däitlech virun där Demande erakomm, déi vun Iech méi spéit am Nomëtte komm ass. Ech wollt dat just der Wourecht halber nach eng Kéier ënnersträichen a froen dann, wien d'Wuert freet. Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just fir ganz kuerz ze soen: Mir si selbstverständlech d'accord mat deem Changement vum Ordre du jour. Mir sinn och frou, datt eng Deklaratioun vun der Regierung kënnt respektiv d'Geleeënheet fir déi eenzel Fraktiounen, sech zu deem Sujet hei auszedrécken.

Mir hätte selbstverständlech och léiwer gehat, et wär de Statsminister, deen déi Deklaratioun hei gehalen hätt, esou wéi dat och an anere Parlamenter de Fall ass.

Mä ech wollt just am Fong derbäifügen, datt ech awer dem Här Urbany seng Demande ënnerstëtze fir déi Dokumentatiounen, déi der Regierung zur Dispositioun sinn an déi eventuell eis géifen erlaben, fir d'Situatioun besser anzeschätzen, datt mer déi kéinten zur Verfügung gestallt kréien.

Dat géif eis zumindest erlaben, déi Diskussioun och op anere Chifferen ze féieren, respektiv esou ze féieren, datt mer en connaissance de cause vun deene leschten Elementer sinn, wa mer déi Diskussioun hei féieren. Déi Demande ënnerstëtzen ech formellement.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech mengen, och vun eiser Säit fanne mer et richteg. Mir haten eis och als Fraktiounspresidente vun der Majoritéit kuerzgeschalt während dem Weekend, fir dass mer déi heiten Initiativ hei huelen, dass de Finanzminister souwuel an d'Finanzkommissioun kënnt de Mëttwoch an dann duerno hei an der Chamber um zwou Auer an der ëffentlecher Sitzung och Stellung bezitt.

Ech fannen et eigentlech normal, dass et och an dësem Moment de Finanzminister ass, deen et mécht, well jo eigentlech dat Ganzt éclatéiert ass am Eurogroup, an enger Sitzung och vun de Ministere vum Eurogroup. An da fannen ech et normal, dass de Lëtzebuerger Vertrieder am Eurogroup kann hei der Chamber Ried an Äntwert stoen och iwwert déi Deklaratioun, déi en am Numm vun der Regierung mécht.

Ech mengen net, dass mer domadder den Dossier EU-Euro-Griichenland zoumaachen. Ech denke schonn, dass mer nach genuch Geleeënheete wäerte kréien an och mussen huelen, fir iwwert déi ganz Problematik nach hei ze diskutéieren. Duerfir mengen ech, dass dat hei éischter den Ufank ass vun enger Debatt, déi mer nach iwwert déi nächst Méint wäerten hei féieren, wéi dass et de Schlusspunkt wär vun där doter Debatt. Duerfir fanne mir et normal, dass den Ordre du jour och esou da bleift, wéi e virgeschloen ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Den Här Berger an dann d'Madame Loschetter.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Dir hutt de rezenten Historique gemaach, wéi dat gelaf ass mat den Demanden. Effektiv hat ech de Sonnden de Moien opgrond vun deenen Evolutiounen, déi een och an der Press dee Moment konnt liesen a verfollegen, déi Propos, zesumme mam Finanzminister oder en accord mam Finanzminister, gemaach, well do och eben d'Disponibilitéit huet misse gekuckt ginn. De Finanzminister ass nach am Ausland am Numm vun der Regierung, och de Premier ass am Ausland, an dat war deen éischte méiglechen Datum, fir dat kënnen ze maachen.

De Finanzminister kënnt jo och moies an eng speziell aberuffe Sitzung vun der Cofibu. Ech mengen, et ass eng Deklaratioun vun der Regierung natierlech, mä wou awer dann de Fachminister effektiv hei, wéi scho mäi Virriedner gesot huet, awer an deene leschten - wéi soll ech soen? - Evenementer oder och an deene leschte Punkte wahrscheinlech da Bescheed weess, an deenen technesche Punkten, fir et emol esou ze formuléieren, wat diskutéiert ginn ass, soudatt dat och ganz opschlossräich ass, datt natierlech och eng politesch Diskussioun muss do gefouert ginn.

An ech mengen, muer steet et jiddwerengem fräi, an dat wäert och wahrscheinlech jiddweree maachen, datt och déi politesch Aspekter an och déi Froen, déi sech méi generell zu Europa stellen, do kënnen erërtert ginn.

Ech sinn och voll a ganz domat averstanen, datt een do, wann een d'Dokumenter nach ka kuerzfristeg organiséieren, datt een dat mécht. Ech mengen, mir huelen dann direkt Kontakt op mat dem Finanzministère, fir do esou vill... Ech kann elo net garantéieren, datt elo all Dokumenter eventuell esou kuerzfristeg kënnen organiséiert ginn, mä op alle Fall déi, déi een do ka kréien, déi och an auslännesche Parlamenter zur Verfügung stinn, dat misst jo méiglech sinn, datt mer déi dann hunn.

An et wäert sécherlech och net déi leschte Kéier sinn, datt mer iwwert deen Dossier nach wäerten diskutéieren. Et wier ze hoffen, datt et déi leschte Kéier wier, muss ech éierlech soen, et wier eigentlech dat mäi Wonsch, mä et ass ze fäerten, loosse mer et emol esou formuléieren, datt et awer net déi leschte Kéier ass.

Mä dat gesot, da wier awer och eis Propos, fir ebe bei deem Ordre du jour, dee mer haut de Moien an der Conférence des Présidents festgeluecht hunn, fir bei deem ze bleiwen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. D'Madame Loschetter an dann den Här Gibéryen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Mir begréissen et ausdrécklech, datt mer an där beschtméiglecher Zäit kënnen hei an dësem Plenum eng éischt Debatt iwwert d'Situatioun vun Europa betreffend Griichenland féieren. An duerfir si mer och frou, datt mer dat muer scho kënne maachen an datt mer virdrun, dat heescht moies, an där zoustänneger Kommissioun kënne mam Minister déi neistméiglech Informatioune kréien, déi mëttlerweil jo awer changéiere vun Dag zu Dag.

Duerfir mengen ech, datt et ubruecht ass, fir muer de Mëtten zesumme mam Finanzminister eng éischt Debatt ze féieren. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Loschetter. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir sinn dermat averstanen, datt mer beim Ordre du jour bleiwen, esou wéi e proposéiert ass. Mir wëssen, de Premier ass am Ausland an e kënnt eréischt kuerzfristeg zréck. An ech mengen, dat ass och net esou wesentlech, well déi Deklaratioun, déi gemaach gëtt, dat ass jo am Numm vun der Regierung, wou se gemaach gëtt. Ee Minister, deen eng Deklaratioun mécht, mécht se ëmmer am Numm vun der Regierung.

An et war de Finanzminister, deen eis jo och d'lescht Woch an der Finanzkommissioun informéiert huet, deen eis muer informéiert an der Finanzkommissioun an dee jo och am Detail déi Diskussioune gefouert huet, well op europäeschem Niveau waren et jo och d'Finanzministeren, déi d'Diskussioune gefouert hunn, quitte datt herno d'Stats- a Regierungscheffe politesch mussen d'Décisiounen huelen.

Wat mir méi wichteg schéngt, an et ass jo och vun de Kolleegen hei alleguer begréisst ginn, dat ass déi Dokumentatioun, déi mer zur Verfügung solle gestallt kréien. An ech wier frou, wa mer net géife waarde bis muer de Mëtten zwielef Auer, bis mer déi kriten. Ech mengen, wann déi haut an Däitschland dem Bundestag verdeelt ginn ass, da misst et jo och méiglech sinn, fir datt mir dat eventuell och nach haut kéinte kréien, fir datt déi Leit, déi muer intervenéieren, och nach déi Zäit hätten, fir kënnen an déi Dokumenter eranzekucken. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen.

Domat si mer um Enn vun der Ronn ukomm. Ech géif proposéieren, dass mer eis zum Echo vun der Chamber maachen an direkt Récksprooch huele mam Finanzministère, fir déi Dokumentatioun, déi disponibel ass, der Chamber esou séier wéi méiglech zur Verfügung ze stellen.

Da géife mer iwwergoen zum Vote iwwert den Ordre du jour. Do ass wahrscheinlech d'elektronesch Ofstëmmung gefrot?

(Assentiment)

Jo. Da gi mer zum Vote iwwer.

Vote sur l'ordre du jour

D'Ofstëmmung fänkt un.

(Interruption)

Mir stëmme fir d'Propos vun der Presidentekonferenz vun de Moien. Wien also do dermat d'accord ass, stëmmt mat Jo, an deen dergéint ass, mat Neen. Merci fir d'Prezisioun!

An d'Procuratioune sinn och gemaach, ginn ech emol dovun aus. Jo. An de Vote ass ofgeschloss.

58-mol Jo fir de proposéierten Ordre du jour, 2-mol Neen. Domat ass den Ordre du jour mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

A mir géifen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. De Projet de loi 6788 betrëfft e Protokoll zu enger Konventioun iwwert d'Rechter vun de Kanner. An d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Rapporteur, den Här Lex Delles, dee scho prett ass.

4. 6788 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Projet ass ee vun deene Projeten, déi um Ordre du jour nawell gären iwwersi ginn. Et ass e bësse schued, well et bei deem heiten, deem virleienden Text, ëm e Projet geet, wou et ëm déi geet, déi an eiser Gesellschaft am meeschten op eise Schutz ugewise sinn: Et geet ëm eis Kanner respektiv ëm hir Rechter.

Et handelt sech hei ëm deen drëtte fakultative Protokoll vun der UN-Kannerschutzkonventioun vum 20. November 1989. De Protokoll selwer ass vun 2011, a Lëtzebuerg war eent vun deenen éischte Länner, déi dëse Protokoll ënnerschriwwen hunn.

Am Inhalt vum virleienden Text ass ënner anerem eng Prozedur virgesinn, fir kënnen eng individuell Plainte beim Comité des droits de l'enfant vun der UN anzereechen. Dës Plainte gëtt méiglech, wann all aner Rekursméiglechkeeten erschëpft goufen.

Eng Prezisioun zum Rôle an zur Aufgab vun dësem Comité: Hie setzt sech aus zéng unerkannten Experten zesummen a seng Missioun besteet doranner, fir ze kucken, ob déi Staten, déi d'Kannerschutzkonventioun ratifizéiert hunn, sech och un hir Dispositiounen halen. Des Weidere gëtt duerch de Protokoll eng Prozedur vun der innerstaatlecher Kommunikatioun agefouert.

Mat der Ratifizéierung vum Protokoll erkennt Lëtzebuerg och d'Kompetenz vum Comité des droits de l'enfant un, fir kënnen dës Kommunikatioun ze analyséieren am Fall, wou ee Stat een aneren accuséiert, géint d'Kannerschutzkonventioun ze verstoussen. Schlussendlech gesäit de Protokoll eng Enquêtëprozedur am Fall vu grave respektiv systematesche Verstéiss géint d'Konventioun vir. Dës Prozedur ka vum Comité des droits de l'enfant lancéiert ginn.

Här President, wouranner besteet den Intérêt vu Lëtzebuerg, fir dëse Prodokoll ze ratifizéieren?

Et ass net nëmmen e juristeschen Intérêt, wéi een dat opgrond vu mengen Ausféierunge vläicht kéint mengen, déi e bësse méi technesch waren. Neen! Wa mir als eent vun deenen éischte Länner dëse Protokoll unhuelen, dann ënnersträiche mir domadder eise Wëllen, fir d'Situatioun vun de Kanner respektiv vun hire Rechter ze verbesseren. Ech mengen, dass et duerchaus manner gutt Motiver ginn, fir e Gesetzesprojet séier ëmzesetzen!

Här President, a sengem Avis vum 5. Mee 2015 - dëst war iwwregens deen eenzegen Avis, dee bis zum Vote vum Rapport virlouch - huet de Statsrot et ausdrécklech begréisst, dass Lëtzebuerg de Protokoll wëllt ratifizéieren, well en der Meenung ass, dass heiduerch d'Applikatioun vun den Dispositioune vun der Kannerschutzkonventioun gestäerkt gëtt.

De Conseil d'État huet awer och e bësse méi eng kritesch Remarque gemaach, andeems en d'Fro opgeworf huet, ob déi concernéiert Servicer an Administratiounen zu Lëtzebuerg, méi speziell den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, den ORK, och wierklech déi néideg Moyenen hunn, fir hiren Aufgaben och richteg kënnen nozekommen.

Dës Fro ass sécherlech net ganz onberechtegt, mä et géif de Kader vun dësem Rapport zu dësem Projet de loi sprengen. Vläicht kann awer de Minister heizou e puer Detailer ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis och nach drop higewisen, dass legislativ Texter aneschters wéi Reglementer keng Formule exécutoire enthalen. Den entspriechenden Artikel, urspréinglech den Artikel 3 vum Text, gouf der Recommandatioun vum Statsrot entspriechend fale gelooss.

Ofschléissend, Här President, wëll ech nach e puer Mercie lassginn: natierlech e Merci un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Éducatiounskommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht am Kader vun dësem Projet de loi, awer och e spezielle Merci der Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Christiane Huberty, där hire leschte Rapport dat heite war, an nach eng Kéier Merci fir déi gutt a vertrauensvoll Zesummenaarbecht!

Dëst gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der Demokratescher Partei zum virleiende Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, pünktlech zum 25. Gebuertsdag vun der UNO-Kannerrechtskonventioun, wann och net op den Dag genee, ratifizéiert Lëtzebuerg haut den drëtte fakultativen Zousazprotokoll zu dëser internationaler Konventioun, deen erméiglecht, dass Kanner a Jugendlecher, eenzel oder am Grupp respektiv duerch e rechtleche Vertrieder, hir Rechter elo direkt bei de Vereenten Natioune kënnen akloen. Merci dem Rapporteur, deen eis elo just mëndlech an och a sengem schréftleche Rapport genee dat dote beschriwwen huet. Dat erlaabt mer, am Numm vun der CSV just op e puer Aspekter anzegoen.

Lëtzebuerg ass domat dat 18. Land vun den UNO-Memberlänner, dat dësen Zousazprotokoll duerch säi Parlament unhuele léisst, nieft den 49 Länner, déi bis de 27. Juni 2015 ënnerschriwwen haten. Ënnerschriwwen hat Lëtzebuerg dat Dokument awer schonn den éischte méiglechen Dag, wou dee Protokoll opgaangen ass fir d'Ënnerschréft, an zwar den 28. Februar 2012, ënnert der viregter Regierungskoalitioun. An domat huet Lëtzebuerg eng Virreiderroll ageholl. Et louch iwwregens och schonn en Avantprojet am Tirang am Summer 2013.

Kannerrechter si Mënscherechter, an dofir hu se an den Ae vun der CSV e besonnesche Stellewäert. D'CSV begréisst deemno ausdrécklech d'Plus-value vun deem Protokoll. Et ass eng Opwäertung vun der UNO-Kannerrechtskonventioun, well si dee leschten UNO-Traité war, deen nach keen individuellt Recht virgesinn hat, fir Klo ze féieren. Den UNO-Kannerrechtscomité war dat eenzegt Organ vun de Vereenten Natiounen, dat net de Pouvoir hat, fir eenzelne Plainten nozegoen.

E weidere Meilesteen also fir d'Kannerrechter!

Et ass unzehuelen, dass den Impakt fir Lëtzebuerg awer éischter méi symbolescher Natur wäert sinn, well mer jo schonn zënter dem 25. Juli 2002 e Gesetz verankert hunn, also e Gremium am Gesetz verankert hunn, dat ënner anerem zoustänneg ass, fir deene verschiddenen individuelle Plainten nozegoen, an zwar den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, ORK. Dee gëtt awer praktesch schonn elo iwerschwemmt mat Eenzelfäll.

Déi nei individuell UNO-Plaintëprozedur spillt jo, wéi mer et héieren hunn, nëmmen, wann all rechtlech Mëttel an deem jeeweilege Stat ausgeschäfft sinn an nach weider och Konditiounen erfëllt sinn, ënner anerem eng schréftlech Demande, déi innerhalb vun zwielef Méint muss agereecht ginn.

Den ORK sengersäits gesäit en direkten Zougang vir fir d'Kanner iwwer E-Mail oder Telefon, ouni dass e Bréif muss geschriwwe ginn. En huet och en Internetsite an en ass op Facebook. An trotzdeem stellt e sech a sengem Rapport vun 2014 selwer d'Fro vu senger eegener Visibilitéit, well an deenen 13 Joer, wou et elo den ORK gëtt, hu sech séier wéineg Kanner a Jugendlech do gemellt. Den ORK fuerdert méi kannerfrëndlech Reklamatiounsméiglechkeeten hei am Land, déi méi no um Liewensalldag vun de Kanner sinn, sprécht lokal, an och méi eng kandgerecht Justiz.

De Conseil de l'Europe recommandéiert eng gesetzlech Verankerung vu Plaintëprozeduren, déi liicht accessibel fir Kanner a verschiddene Kontexter sinn.

Dee virleiende Protokoll soll, laut sengem Artikel 17, och der breeder Éffentlechkeet aktiv zougänglech gemaach ginn an den Accès zu den Informatioune garantéiert ginn am Fall vun Affären, wou Lëtzebuerg betraff wier, ugepasst un déi Erwuessen, d'Kanner, an och déi mat spezifesche Besoinen.

Dofir hat d'CSV och bei den Diskussiounen zum Gesetzesprojet an der zoustänneger Chamberskommissioun d'Remarque vum Statsrot opgegraff an hannerfrot, ob d'Regierung déi néideg Mëttel dofir virgesinn hätt. An den Här Minister, deen hat jo an Aussiicht gestallt, dass fir 2016 déi néideg Ufro fir méi Ressourcë géif gemaach ginn. Dat geet awer an den Ae vun der CSV net duer, dofir ofschléissend e puer Froen un den Här Minister:

Wéi e Kommunikatiounskonzept huet d'Regierung an dëser Saach? Ginn den „Kanner-Jugendtelefon" an de Centre de Médiation zum Beispill matagebonnen?

Wéi wäit ass d'Regierung mat hirer ugekënnegter schneller Reform vum Gesetz vum ORK? Ginn do och Plaintëprozedure geregelt? Kënnen d'Kanner Assistance judiciaire, also en Affekot an dëser Saach ufroen?

D'CSV fënnt, dat wier eng ganz néideg Reform a plädéiert doriwwer eraus och fir d'Opstelle vun engem nationalen Aktiounsplang fir d'Kannerrechter, esou wéi am Beräich vun der Égalité des chances dat schonn de Fall ass, dat am Dialog mat alle Bedeelegten, an ech betounen „am Dialog", well dat ass jo net grad de Stil vun där heiteger Regierung.

A senger Äntwert...

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- ...op der Madame Modert a meng Question parlementaire seet de Minister, et wier en informellen, interministeriellen Aarbechtsgrupp domat befaasst. Wéi wäit sinn déi Aarbechten hei scho virugaangen?

Wéi gëtt och dem Impakt vun dësem Protokoll bei där méi wéi dréngender Reform vum Jugendschutzgesetz Rechnung gedroen? An do soll jo och deen Aarbechtsgrupp, ënner anerem, eng legal Basis kréien.

An ech kommen zu menger leschter Fro, Här President: Wéi wäit ass d'Regierung mat hiren Iwwerleeungen zu den institutionelle Froe ronderëm d'Ubannung vu sämtleche Mënscherechtsgremien un d'Chamber? An och, fir ze froen - well déi hu jo den Avis ginn, dass se wëllen dem Statsminister ënnergeuerdnet bleiwen -, d'Mënscherechtskommissioun? A kënnt et elo zu enger Maison des droits de l'Homme, wou all déi Gremien do zesummegefouert ginn? Wa jo, wéini? An ass och do d'Visibilitéit vum ORK garantéiert?

An domat soen ech Iech Merci an, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Andrich. Nächst Riednerin ass d'Madame Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och dem Rapporteur, dem Lex Delles, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An da wéilt ech och nach gären eng Kéier bei dëser Konventioun, ëm déi et hei geet, ënnersträichen, dass Lëtzebuerg eent vun deenen éischte Länner war, wat déi Konventioun ënner-

schriwwen hat. Domat weist Lëtzebuerg nämlech, wéi wichteg et ass, dass...

(Interruptions)

Geet de Mikro net?

(Interruptions)

Dach!

Domat weist Lëtzebuerg nämlech, wéi wichteg et ass, dass d'Rechter vum Kand respektéiert ginn, well dës Konventioun, déi mer elo hei ëmsetzen, ass eng weider Prozedur, fir de Schutz vum Kand ze stäerken.

An domadder géif ech dann och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur, de Président-rapporteur huet eigentlech alles gesot, wat ze soen ass. Duerfir sinn ech och ganz séier derduerch.

Mir hunn hei den drëtte fakultativen Zousazprotokoll vun de Kannerrechter. Lëtzebuerg war eent vun - d'Madame Burton huet et och gesot - den éischte Länner, wat déi Konventioun ënnerschriwwen huet. An et ass och richteg, et geet net nëmmen duer, fir Konventiounen ze ënnerschreiwen, et muss een och derfir suergen, datt ee se anhält.

An déi gréng, grad wéi all meng Virriedner virdrun, ënnersträichen de Wëllen, fir d'Bemëiungen am Intérêt vun de Rechter a vum Schutz vun eise Kanner a vun de Kanner alleguerten unzëerkennen.

Et ass nach ugeschwat ginn, d'Madame Andrich huet gesot, huet drop higewisen zu Recht, datt de Statsrot och iwwert den ORK eng Remarque gemaach huet. Dir hutt och zu Recht gesot, dee gëtt et net eréischt zënter datt déi nei Regierung do ass, dee gëtt et schonn zënter 13 Joer. A selbstverständlech verschléisse mir eis och net enger Debatt, ob deen ORK genuch Visibilitéit huet. Dat ass eng Debatt, déi ass ëmmer derwäert, fir gefouert ze ginn.

Méi kannerfrëndlech Kloméiglechkeeten, dat ass e Sujet, deen ech och ganz interessant fannen. Ech mengen, hei maache mer jo e Schrëtt dervun, mä dat ass e Sujet, deen een am Kader vum ORK soll nach eng Kéier diskutéieren. An de Minister - Dir hat dat och ugeschwat, Madame Andrich - hat an der Kommissioun och schonn ugeschwat, datt e géif a puncto ORK och nach déi eng oder déi aner Mesure brëngen.

Och d'Jugendschutzgesetz hat Der ugefouert, Madame Andrich. Och dat, d'Reform vum Jugendschutzgesetz, steet scho méi laang am Raum wéi déi nei Regierung do ass. An ech sinn och zouversiichtlech, datt mer do nach Diskussioune wäerte kréien. An ech freeë mech dorobber. Ech mengen awer, datt dat wäit iwwert dee Projet de loi 6788 erausgeet, fir deen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun brëngen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Exzellent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och, Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och en häerzleche Merci un den Här Delles fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet. Mir wäerten eis awer als ADR enthalen, wa mer iwwert dëse Projet de loi hei ofstëmmen, well mir sinn eis an engem Punkt eens an awer och vläicht net ganz eens.

D'Kannerrechtskonventioun ass en Instrument vun zentraler Wichtegkeet fir d'Rechter vun de Kanner hei am Land, mä et ass eng Konventioun, déi scho laang leit, och hei. Mir hunn eng Virgeschicht, déi scho wäit zréckgeet, an ech erënneren hei un en Avis aus dem Joer 2004 vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, wou dra gesot gëtt, u sech wär déi Kannerrechtskonventioun a wichtegen Aspekter ni ëmgesat ginn a si wär souguer vu ville Geriichter considéréiert als „non directement applicable", an natierlech notamment an deem Kontext vu Scheedungssituatiounen, do, wou drasteet, datt e Kand d'Recht huet op perséinlech Relatiounen a regelméisseg Relatioune mat sengen Elteren, wat natierlech direkt Implikatiounen huet op den Droit de visite et d'hébergement an och op d'Garde partagée - Froen, déi bis haut net geregelt sinn!

Dofir deet et eis och leed, datt de Justizminister haut net hei ass, well ech mengen, et wär déi Geleeënheet, fir och op d'Wichtegkeet vun engem neie Scheedungsgesetz opmierksam ze maachen, wou déi zwee Elterendeeler am Interessi vun de Kanner déiselwecht Rechter hätten, fir mat de Kanner kënne souwuel eng gemeinsam Responsabilitéit iwwert d'Kanner auszeübe wéi och eben dat Recht vum Kand op regelméissege Kontakt mat sengen zwee Elterendeeler ze garantéieren.

Dofir ass dat emol direkt eng Fro un d'Regierung: Wou ass dat neit Scheedungsgesetz drun, fir datt an deenen zentralen Aspekter d'Kannerrechtskonventioun hei zu Lëtzebuerg och wierklech kann applizéiert ginn?

Et kann een och net elo higoen an esou e Protokoll ratifizéieren, well grad e Gebuertsdag ass vun der Kannerrechtskonventioun oder well mir als Lëtzebuerger wëlle mat deenen Éischte sinn, och wann dat ganz léif ass; esou ee Geste ass ëmmer léif gemengt, mä domadder ass et net gemaach! Wann een esou eppes ëmsetzt wéi dat hei, do stelle sech och ganz substanziell Froen. Eng vun deenen ass zum Beispill: Firwat hu mer keen Avis gesi vum ORK fir dëst Gesetz? Firwat hu mer keen Avis vum Tribunal de la jeunesse? Well et si jo esou vill Froen, déi sech hei stellen!

Hei gëtt gesot, e Kand oder Gruppe vu Kanner kënnen eng Plainte maachen. Wéi wär do d'Prozedur? Wéi ass et mat der Autorité parentale an deem Fall? Wéi eng Forme vu Rechtsvertriedung wäre méiglech? Wéi eng Form oder Garantie de confidentialité hätten déi Kanner, wa se esou eng Prozedur géifen ufänke virun enger internationaler Instanz?

Mir wëssen, datt hei virum Jugendgeriicht ëmmer Debatte sinn, wou e Spannungsverhältnis ass tëschent dem Recht op Éffentlechkeet - et ass jo och eng Garantie am Rechtswiesen, datt eng Geriichtsverhandlung ëmmer soll éffentlech sinn - op där enger Säit, an awer dem Schutzbedürfnis, wat absolutt legitim ass, vun deene Mannerjähregen an engem geriichtleche Verfahren. Also et gëtt eng ganz Rei Spannungsverfahren.

An da gëtt et och Defizienzen an deem Fonctionnement vun den Institutioune vun de Vereenten Natiounen, déi awer ëmmer erëm oder ganz dacks och visibel ginn, wann et ëm esou Kommissioune geet. Den Här Delles huet gesot, do sinn unerkannten Experten an där Kommissioun. Dat mag sinn. Mä u sech ginn et awer och ëmmer erëm Situatiounen, wou den Avis vun deene Kommissiounen esou gesteiert gëtt vun interesséierte Staten, datt se als Argument geholl ginn, fir laanscht Geriichtsuerteeler oder laanscht parlamentaresch Décisioune politeschen Drock auszeüben, fir gewëssen Änerunge virzehuelen.

Alles dat si Considérationen, déi een hei muss mat a Betruecht huelen, well et geet eis jo zesummen ëm de Schutz vum Kand! An dee gesi mir elo hei ouni déi rechtlech Garantien a Clarificatiounen an ouni déi voll Applikatioun vun der Kannerrechtskonventioun zu Lëtzebuerg net garantéiert. Do wär eis Prioritéit gewiescht als ADR, derfir ze suergen, datt d'Kannerrechtskonventioun an allen Artikelen an notamment an deenen, déi a Scheedungssituatiounen applikabel sinn, hei emol géif ëmgesat ginn, an dann hätt een och kënnen déi weider Schrëtt huelen.

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten eis als ADR enthalen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. A leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Déi Konventioun, dee Protocole facultatif, dee mir haut wäerten unhuelen, ass eent vun deene wichtegsten Instrumenter op internationalem Niveau, fir d'Rechter vun de Kanner ze schützen. Deen drëtte Protokoll, dee wäert dann och déi Konventioun juristesch stäerken, an dat ass natierlech kruzial, well et ass déi eenzeg wichteg UN-Konventioun zu de Mënscherechter, wou et nach kee Complaintëmechanism gouf. An ouni dat huet natierlech esou eng Konventioun quasi kee Gewiicht. Dofir wäerte mir dee Gesetzesprojet natierlech matstëmmen.

Mir sinn do derfir a mir begréissen och, datt Lëtzebuerg esou schnell u sech dat mat ratifizéiert huet an ënnerschriwwen huet. Mir hoffen och, datt nach aner Länner wäerte motivéiert sinn, dat nach ze maachen.

Also dee Protokoll brëngt indirekt mat sech, datt déi Länner, déi dat da ratifizéiert hunn, encouragéiert ginn, hir national Justizsystemer besser op d'Rechter vun de Kanner kënnen auszeriichten. Dat ass och eng Erausfuerderung fir Lëtzebuerg.

D'Convention relative aux droits de l'enfant gëtt zu Lëtzebuerg natierlech besser ëmgesat wéi an deene meeschte Länner, mä dat heescht nach net, datt hei alles perfekt wier. An den ORK, et gouf och schonn hei gesot, deen hei de Monitoring mécht a fir déi Konventioun zoustänneg ass, dee mécht och eng ganz Partie Recommandatiounen. Et kann een dann e puer Beispiller nennen:

Den Zougang vun de Kanner zur Justiz muss appropriéiert sinn, dat steet och am Préambule vun deem drëtte Protokoll, dee mir hei unhuelen. Mä net nëmmen zur Justiz, och an alle relevante Strukture mussen d'Kanner d'Méiglechkeet hunn, sech ze äusseren an och eventuell Plaintë kënnen ze maachen, wéi an de Schoulen, an de Maisons relais, an de Sportsklibb an esou weider. Och do si mer nach gefuerdert, fir de Suivi ze maachen. Den Zougang vun de Kanner zu de staatleche Servicer muss appropriéiert sinn. Do muss een nach bürokratesch Hürden ofbauen.

An dann, och nach ganz wichteg, eng besonnesch Attentioun soll och gëlle fir d'Enfants migrants, well ier se Migrantë sinn, sinn et virun allem Kanner, an déi sinn natierlech besonnesch vulnerabel. A mir mengen, mir mussen dat och am Liicht vun Expulsioune gesinn, wou do och hir Rechter musse berücksichtegt ginn.

Voilà, dovunner ofgesinn, wäerte mer deen heite Projet natierlech matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. D'Wuert huet direkt eise Jugendminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci dem Rapporteur fir déi Explikatiounen an och Merci fir déi dach ganz breet Zoustëmmung, déi dee Projet de loi elo hei an deem Gesetz fënnt. Den Zousazprotokoll zu der Kannerrechtskonventioun, dee fakultativ ass, dee Lëtzebuerg awer als eent vun deenen éischte Länner mat ënnerschriwwen huet, denken ech, stäerkt nach eng Kéier d'Kannerrechter hei zu Lëtzebuerg, well doduerjer net nëmme Rechter definéiert sinn, mä Rechter mussen och kënnen aklobar sinn. An do, wou déi national Instanzen dat net zouloossen, gëtt eben elo déi Méiglechkeet och do par rapport zu der Kommissioun bei den UN agefouert heimadder.

Dat ass op där enger Säit e kloert Signal, op där anerer Säit e ganz konkret Recht fir Mineuren hei am Land. An et ass wouer, et ass an eenzelnen Interventiounen och ënnerstrach ginn, et däerf net bei engem klore Signal bleiwen. Mir mussen och kucken, datt mer op deenen anere Felder, wou Kannerrechter kënnen an och musse gestäerkt ginn, datt mer do virukommen.

Do ass hei an der Debatt nach eng Kéier drop higewise ginn: Wou wëlle mer den ORK, wat jo en zentraalt Element ass, wann et ëm Kannerrechter hei zu Lëtzebuerg geet, wou wëlle mer deen usidelen? De Regierungsprogramm proposéiert nach ëmmer, datt et éischter d'Chamber soll si wéi d'Regierung respektiv e Ministère.

Ech muss nach eng Kéier soen, datt ech mech net onbedéngt à l'aise spieren, als Minister mat zoustänneg ze si fir en Organ, wou haaptsächlech awer och Servicer, déi ënner meng Responsabilitéit an dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse falen, sollen och emol vläicht déi eng oder aner Kéier mat kontrolléiert ginn oder wou dann och Reklamatioune mussen traitéiert an diskutéiert ginn, déi sech par rapport zu eise Servicer, déi ënner eis Kompetenz falen, vun deem Ministère, artikuléieren. Ech fannen dat net déi ideal Solutioun. Duerfir géif ech nach ëmmer plädéieren, fir et bei d'Chamber ze huelen.

Mir hunn awer och eng Rei vu Meenungen oder eng Rei vu Propositiounen ze maachen, wann et drëms geet: Wéi kann den ORK an Zukunft vläicht nach aneschters fonctionnéieren? Wat kënne mer am Gesetz och nach aneschters definéieren?

Ech fannen, datt d'Nominatiounsprozedur vun de Memberen haut kaum beschriwwen ass, op jidde Fall net esou beschriwwen ass, wéi se misst beschriwwe sinn, datt mer do e stéckwäit méi Transparenz misste kréien. Ech denken och, wann déi Visibilitéit, déi den ORK schonn huet, mä vläicht sech nach ka weider erschaffen, wéi dat och hei gefuerdert ginn ass, da bräicht een eigentlech eng Administratioun och an dem ORK, déi fest dem ORK zousteet an net nëmmen op detachéiert Personal zréckgräift. Ech denken och, datt een déi finanziell Onofhängegkeet an deem Kontext nach eng Kéier soll kënnen diskutéieren.

An ech mengen awer och, datt ee vläicht nach eng Kéier méi prezis soll kucken, wien da Member ka ginn, wat d'Konditioune solle sinn, ob een net och do op där enger Säit eng Opdeelung kann hunn tëschent engem Ombudsmann fir Kannerrechter an op där anerer Säit engem Comité vun Experten, déi do kënne mat intervenéieren a géifen d'Diskussioun innerhalb vun deem Comité kënne beräicheren.

Duerfir, wann och hei gefrot gouf: „Wou ass dat drun?", denken ech, datt déi dote Froen da solle mat tranchéiert ginn, wa kloer ass, wou mer den ORK rattachéieren. D'Positioun vun der Regierung, op jidde Fall vun eisem Ministère, ass do nach ëmmer kloer.

Dat heescht awer och, datt mer eis net onbedéngt..., well hei gëtt gemengt, mir géife keen Dialog fleegen oder net genuch Dialog fleegen! Mir hunn net d'Gewunnecht, wann et ëm Kompetenze vun anere geet, an dësem Fall vun der Chamber, da mat der Dampwalz dohierzekommen an dann ze soen: Esou huet et elo ze sinn! Ech denken, wa mer eis eens kënne maachen, datt den ORK ënnert d'Kompetenz vun der Chamber soll kommen, datt mer dat mat der Chamber géife kucken a virun allem d'Chamber och do de Lead kéint dran iwwerhuelen. Mir sinn op jidde Fall bereet, déi Diskussioun an nächster Zäit ganz zilstrebeg ze féieren.

Dat gesot, sinn ech awer frou, datt mer dat heiten elo kënne virhuelen, well trotz de Bedenken, déi de Fernand Kartheiser hei geäussert huet, mengen ech awer, hënnert eis näischt dorunner, elo dëse Schratt ze maachen. Mir géifen hei awer zousätzlech Rechter, déi Mineuren an eisem Land géife kréien, deene virenthalen, well eng Rei vun éischter politesche Bedenken hei bestanen hunn. An Dir wësst, wat d'Intentioun vun der Regierung ass a puncto Scheedungsrecht, a puncto vun aneren Dossieren, déi Der hei opgeworf hutt. Do schaffe mer drun, mä et ass kee Grond, fir dat heiten haut elo net zu dësem Zäitpunkt ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, wann Der erlaabt, Här Minister, d'Madame Andrich wëllt nach eng Kéier nohaken.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hätt nach eng Fro un den Här Minister, wou en elo net drop agaang ass, déi ech virdru gestallt hunn. A wann ech déi Saach vum Dialog gesot hunn, da war et drop gemënzt, dass dee Plan d'action national, also deen nationalen Aktiounsplang fir d'Kannerrechter sollt am Dialog mat all de Partner geschéien. An do hat den Här Minister jo an där Question parlementaire gesot, do géif deen interministeriellen, informellen Aarbechtsgrupp dru schaffen. Dat war eigentlech d'Fro, wéi wäit och deen do Projet wär.

Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ma, deen interministerielle Grupp, dee schafft och dorunner, an ech proposéieren, datt mer deemnächst eng Kéier, wa mer e bëssen Zäit hunn an eiser Kommissioun, dat op den Ordre de jour huelen an dann de Stand maachen dovunner, vun deenen Aarbechten: wéi wäit datt se haut gediehe sinn, wat scho kloer Konklusioune sinn, wat awer och vläicht nach oppe Froe sinn. Am Kontext vum Dialog, mengen ech, kann een d'Chamber och do gäre matabannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Minister.

Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6788 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6788 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt och direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6788 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten,

Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 6803, e Projet, dee mat e bësse méi enger ongewéinlecher Prozedur hei am Haus ofleeft, well op Ufro vun der Kommissioun, vun der Commission juridique, a mam unanimen Accord vun der Conférence des Présidents gouf zréckbehalen, dass iwwer dëse Projet de loi konform zum Artikel 73 vun eisem Chambersreglement ouni Rapport an ouni Debatten ofgestëmmt gëtt.

Et ass keen Awand zu dëser Prozedur virun dëser Sëtzung erakomm, soudass där Ufro vun der Commission juridique Rechnung gedroe gëtt. D'Wuert huet d'Madame Rapporteur, d'Madame Viviane Loschetter, déi eis explizéiert, dass hei näischt verstoppt gëtt! Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

5. 6803 - Projet de loi portant modification de l'article 161 du Nouveau Code de procédure civile (sans rapport et sans débats)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet eigentlech hei just ëm eng kleng technesch Adaptatioun vun deem Projet de loi 6803, deen de 17. Abrëll dëses Joers déposéiert ginn ass.

An deem Projet de loi, do geet et eigentlech just drëms, fir den Artikel 161 vum Neie Code de procédure civile ze änneren, an zwar wëlle mer en a sengem Artikel 161 esou adaptéieren, datt mer schreiwen: «Est considérée comme signification à domicile la signification faite à l'adresse sous laquelle le destinataire est inscrit au registre national des personnes physiques.»

Eigentlech geet et drëms, fir den «registre de la population», esou wéi et bis elo dra war, ze ersetzen duerch d'Wierder «registre national des personnes physiques». Et handelt sech also ëm eng technesch Adaptatioun, déi awer noutwendeg ass, fir datt d'Dierwiechteren, d'Huissiers de justice, och hir Aarbecht konform zu deem Artikel 161 vum neie Code kënne maachen.

De Statsrot gesäit dat och esou an en huet och net verfeelt, ons matzedeelen, datt en eigentlech dat scho méi laang esou gesäit, well och beim Artikel 46 vun deem Gesetz, wat mer den 19. Juni 2013 veröffentlecht hunn, do hat de Statsrot schonn a sengem Avis gesot, datt ee misst «prévoir la possibilité pour les auxiliaires de justice», dat heescht, en hat schonn deemools virsiichteg a viraussiichteg drop higewisen. An dofir maache mer dann haut e bësse spéit, mä léiwer spéit wéi ni, déi technesch Adaptatioun.

Ech soen Iech Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A vu dass mer keen Débat maachen, komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6803.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6803 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt och direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

A mir hunn Eestëmmegkeet bei der Ofstëmmung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

An ech géif lech dann nach froen, ob Der d'accord sidd fir d'Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächsten a leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi zukünfteg Wunnengspolitik, déi ugefrot ginn ass vun der CSV-Fraktioun. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

An d'Wuert huet direkt den Här Wiseler.

6. Débat d'orientation sur l'orientation future de la politique du logement

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll just froen, datt, oder soen, datt dat hei eng ganz wichteg Debatt fir eis als CSV-Fraktioun ass, wou mer scho méintelaang froen, fir kënnen iwwert déi Problematik vum Logement ze schwätzen. Ech stelle just fest, datt fir dës Debatt haut heibannen d'Madame Minister net präsent ass an de Statssekretär dës Debatt féiert.

Meng Fro ass: Wéi ass dann d'Kompetenzopdeelung an der Regierung tëschent der Ministesch an dem Statssekretär? Wéi ass et méiglech, datt eng Ministesch bei esou enger wesentlecher Debatt net emol Zäit fënnt, fir an d'Chamber ze goen? A wéi stellt ee sech an Zukunft vir, datt soll de Ministère du Logement gefouert ginn?

Une voix.- Den Här Hansen muss laachen.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass incroyabel!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wëllt den Här Statssekretär direkt dorop reagéieren?

Une voix.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da wäert en am Laf vun der Diskussioun dorop zréckkommen. An d'Wuert huet direkt dann den...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Oh, Här President, mir hätten awer gären eng Äntwert dorop!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, also,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech fannen et awer net eng onwesentlech Fro, wéi hei d'Tâchenopdeelung ass tëschent der Ministesch an dem Statssekretär a wien dann hei déi Debatt mécht a wéisou déi Opdeelung ass.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, d'Fro ass ganz kloer gestallt. An den Här Statssekretär huet och ze verstoe ginn, dass en zum jëtzegen Zäitpunkt net wëllt äntwerten.

Une voix.- E muss nach iwwerleeën.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech stellen domat fest, dass...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir stelle fest, datt de Statssekretär net wëllt äntwerten op déi Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat ass genee dat, wat ech gesot hunn.

Une voix.- Hie laacht just.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo direkt den Auteur vun...

Une voix.- ...Regierung, fir de Logement.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...der Demande, den Här Marc Lies.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wien ass da responsabel an där Regierung hei? Vum Logement?

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Am Moment huet just den Auteur vun der Demande d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war alt ëmmer der Meenung, datt dee responsabel wär, deen d'Pai kritt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd alleguer ageschriwwen an Dir kënnt Är Meenung dann och ganz detailléiert hei op der Tribün virbréngen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bon gutt, ech mengen, Dir musst mer vläicht e puer Minutte méi zougestoen, Här President, well opgrond vun der Netpräsenz vun der Madame Minister wäert meng Ried dann awer elo mussen deelweis ëmformuléiert ginn.

Une voix.- Oh!

(Brouhaha)

M. Marc Lies *(CSV).*- Duerfir, an deem Sënn dann, sieft nosiichteg, wann effektiv en cours de route deen een oder deen anere Saz da muss ëmformuléiert ginn.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Lies, Dir hat an Ärer viregter Argumentatioun, fir d'Riedezäit verlängert ze kréien, mengen ech, scho gutt Argumenter bruecht,...

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà, très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...soudass Der déi zougestane kritt, well Der och fir d'CSV mat schwätzt.

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà. Gutt. Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier, ech wéilt ufänke mat enger klenger Intro a Chifferen.

Ech mengen, d'Madame Loschetter huet och nach eng Fro?

Ech si frou, datt mir dësen Débat haut hei kënne féieren. De Sujet vum Logement ass hei am Land an deene leschte Joren zu engem richtegen Dauerbrenner ginn. Bei de Wahlversammlunge virun zwee Joer wor dëst och ëmmer e Sujet, deen d'Leit beweegt huet.

Déi nei Regierung huet de Wunnengsbau dann och zu enger vun hiren Haaptprioritéite gemaach. Eist Land ass, bedéngt duerch seng geografesch an duerch seng wirtschaftlech Lag, an deene leschte Jore praktesch explodéiert, wat de Populatiounswuesstum ugeet.

Erlaabt mer, datt ech Iech elo vläicht deelweis mat esou munche Chiffere bombardéieren, mä ech mengen, et ass wichteg, fir einfach emol den Istzoustand ze maachen, wéi d'Situatioun hei am Land ass, respektiv wéi se an deene leschte Joren dann dee Moment och evoluéiert huet.

Op den 1. Januar 2015 hat de Grand-Duché eng Awunnerzuel vu 562.958 Leit. Den 1. Januar 1960, virun eppes méi wéi 50 Joer, hunn awer nëmmen 313.050 Bierger hei am Land gewunnt. Dat ass eng Croissance vu 75,5% innerhalb vun eppes méi wéi 50 Joer.

Eis dräi Nopeschlänner hu folgende Populatiounswuesstum op déi lescht 50 Joer virzeweisen: Frankräich läit bei enger Croissance vu ronn 40%, d'Belsch bei 21% an Däitschland bei 13%. D'Europäesch Unioun verzeechent eng Croissance moyenne vu 25%.

Am Joer 2013 louch de Populatiounszouwuess an der EU bei 3,4‰. Lëtzebuerg läit hei bei engem Plus vun 19‰, wat d'Migratioun ugeet, a bei 23,3‰, wat de Gesamtzouwuess ugeet. Duerno kënnt Malta mat 9,5‰ a Schweden mat 9,3‰. Lëtzebuerg ass also dräimol esou séier gewuess wéi d'Moyenne an der EU an deene leschte 50 Joer. Am Joer 2013 si mir zweemol méi séier gewuess wéi Malta, wat déi zweethéchste Croissance an der EU 2013 hat.

Virun zéng Joer, op den 1. Januar 2004, huet eist Land 455.000 Awunner gezielt. Op den 1. Januar 2009, matten an der Finanz- a Wirtschaftskris, hu 493.000 Leit am Grand-Duché gelieft. Am Zéngjoresvergläich entsprécht dat enger Croissance vu ronn 21%. Am Fënnefjoresvergläich, während de Krisejore wuelverstanen, entsprécht dat enger Croissance vun ëmmerhin 11,5%.

Wa mir d'Analys maachen, wéi eis Populatioun iwwert déi lescht Jore gewuess ass, da stelle mer fest, datt an deene leschte fënnef Joer de Wuesstum nach méi rasant wor wéi an deene Jore virdrun.

Vergläicht een dat iwwert déi lescht aacht Joer, wéi vill Wunnenge pro Joer fäerdeggestallt gi sinn, da komme mer op folgend Zuelen: 2005 goufen 1.979 Wunnenge fäerdeggestallt, 2006 2.266, 2007 3.023, 2008 deen absolutte Rekord mat 4.444, 2009 3.740, 2010 2.824, 2011 2.162 an 2012 2.304. Dat entsprécht am Ganzen 22.742 Wunnengen, an net, esou wéi och d'Madame Minister d'lescht Joer nach behaapt huet, 7.300 Wunnengen, déi anscheinend an där Zäit gebaut gi wieren.

An de Joren 2011 bis haut gouf folgend Zuel un neie Baugenehmegungen ausgestallt: 2011 4.323, 2012 4.305, 2013 3.761. Am Joer 2014 goufen insgesamt 6.360 Autorisatiounen ausgestallt, dovun am leschten Trimester 2.872, wat sécherlech ganz kloer domat ze dinn huet, datt dann dee Moment och d'Hausse vun der TVA op Zweetwunnengen ab dësem Joer agefouert ginn ass.

An de Krisejoren 2009 an 2010 goufen 3.693 respektiv 3.892 Autorisatiounen ausgestallt. Kuckt een den Achèvement vu Wunnengen am Joer 2011 - 2.162 -, berechent mat enger mëttlerer Bauzäit vun engem bis zwee Joer, da stelle mer fest, datt sécherlech opgrond vun der Kris ronn 1.500 Wunnengen net gebaut gi sinn. Mat dem Achèvement vun 22.742 Wunnenge vun 2005 bis 2012 an de Baugenehmegungen, déi ausgestallt gi sinn tëschent 2011 an 2014, komme mer op e Chiffer vun 41.491 Wunnengen, wat enger Moyenne vu ronn 4.150 Wunnenge pro Joer entsprécht.

Eist Land huet en enorme Solde migratoire iwwert déi lescht puer Joren opzeweisen. Am Joer 2011 wor et beispillsweis en Zouwuess vun 13.013 Leit, 2012 woren et 12.186 Awunner, 2013 12.641 an elo, d'lescht Joer, 2014, och en absolutte Rekord mat 13.278 Leit. Wa mer déi lescht véier Joer zesummerechnen, da komme mer op e Plus vun 51.118 Awunner. Rechne mer dës Zuel duerch e Ratio vun 2,3 Awunner pro Wunneng, ergëtt dat e Chiffer vun 22.225 Wunnengen, déi an deene leschte véier Joer hätte misse gebaut ginn.

D'Gréisst vun de Ménagen huet awer och am Laf vun de Jore geännert. Woren et am Joer 2001 nach 2,5 Persoune pro Ménage, esou läit d'Wohnungsbedarfsprognose am Joer 2021 bei 2,3 Persoune pro Ménage. Dat heescht also, datt mer an de kommende Joren nach méi Wunnenge brauchen, fir der Demande Rechnung ze droen.

Eis Wunnenge sinn am Duerchschnëtt nach ze grouss. Hei wier et ubruecht, och am Bestand derfir ze suergen, datt méi Wunnunitéiten autoriséiert kéinte ginn.

Opgrond vun deene Chifferen, déi ech lech hei presentéiert hunn, gesäit ee ganz kloer, datt eist Land sech an enger ganz spezifescher Situatioun befënnt. D'Krisejoren hu bewierkt, datt manner Wunnenge gebaut gi sinn an och manner Baugenehmegungen ausgestallt gi sinn. Op där anerer Säit hunn déi gutt wirtschaftlech Situatioun an dat positivt soziaalt Émfeld dozou gefouert, datt vill Leit aus hiren Heemechtslänner fortgezu sinn, fir eng besser Zukunft an engem anere Land ze fannen. Lëtzebuerg ass hei d'Paradebeispill an der EU, wat dës Migratioun ugeet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt awer och e puer Wuert iwwert d'Mesuren an d'Hëllefe vum Stat schwätzen. Déi viregt Regierungen hunn eng ganz Rei Efforte gemaach, fir méi Offer um Wunnengsmaart ze schafen, mat beispillsweis dem Pacte Logement oder dem Paquet Logement; d'Iddi vun enger Wunnengsbaugesellschaft wor sécherlech och déi richteg Pist. Dës Wunnengsbaugesellschaft a Kombinatioun mat deene lokalen Akteuren, also de Gemengen, hätt am Beräich vum sozialen oder subventionéierte Wunnengsbau an deenen nächste Joren zu engem richtege Schub kënne féieren.

Aus dësem Grond ass och de viregte Wunnengsbauminister, de Marco Schank, virun an no de leschte Gemengewahle bei d'Gemenge gepilgert, fir hinnen de subventionéierten a soziale Wunnengsbau um Gemengenniveau schmackhaft ze maachen. Datt dëse Pèlerinage seng Friichte gedroen huet, beweisen d'Berichter aus de Gemengeréit. Zanter enger Rei vu Jore beméien d'Gemenge sech aktiv, Terrainen opzekafe respektiv Initiativen ze ergräifen, fir subventionéierte Wunnengsbau oder Mietwunnengsbau ze bedreiwen.

Obwuel de Fonds du Logement an d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché an deene leschte Jore vill Efforte gemaach hunn, fir subventionéiert Wunnengen oder Mietwunnengen op de Marché ze bréngen, geet dat sécherlech net duer, fir der Demande Rechnung ze droen.

Wat de reelle Besoin vu Sozialwunnengen ugeet, do ginn d'Meenunge wäit auserneen.

Déi eng schwätze vu wäit iwwer 20.000 Wunnengen, déi aner schwätze vu ronn 10.000 Wunnengen. Fait ass, datt an den Offices sociaux uechtert d'Land sech déi zweetmeescht Demandë vun Hëllefen op d'Wunne bezéien. De Stat huet iwwert d'Aide au logement, d'Aides à la pierre, d'TVA Logement an de Crédit d'impôt eng Hällewull un Hëllefen iwwert déi lescht Joren en place gesat.

Am Joer 2013 goufe beispillsweis 30.745 Dossiere vun der Aide au logement traitéiert an et goufen am Ganze 47,17 Milliounen ausbezuelt. D'Subventions an d'Bonifications d'intérêt maache mat 37,56 Milliounen deen déckste Pak aus, duerno kënnt d'Prime de construction et d'acquisition mat 8,4 Milliounen.

Am Beräich vun der Aide à la pierre goufen am Joer 2013 80,6 Milliounen ausbezuelt. Heivu sinn 30 Milliounen un d'Gemengen an un d'Promoteurs publics am Kader vun dem Mietwunnengsbau, dem subventionéierte Wunnengsbau an dem Aménagement vu Bauterrainen ausbezuelt ginn. Iwwert de Pacte Logement sinn och 50,32 Milliounen un d'Gemenge gefloss.

De Remboursement vun der TVA Logement huet 2013 mat 33,8 Milliounen zu Buch geschloen. Déi direkt Applikatioun vun den 3% TVA huet 188,4 Milliounen ausgemaach. Just als Beispill: Zanter 2002 goufen hei am Ganze 446.600 Demandë positiv aviséiert. D'viregt Joer si 46.090 Dossieren traitéiert ginn. De Crédit d'impôt huet 139,5 Milliounen ausgemaach. Och hei eng kleng Statistik: Zanter 2006 hunn am Ganzen 92.234 Bénéficiairen heivunner profitéiert, wat dann e Montant ausmécht vun 1,089 Milliarden, déi u Mesuren ausbezuelt gi sinn. Rechent een all dës Hëllefen oder Erliichterungen zesummen, da kënnt een op e Montant vu 489,7 Milliounen nëmmen eleng fir d'Joer 2013!

Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn d'Parametere vun der Wunnengsbauhëllef a wéi kann de private Promoteur matagebonne ginn?

Et muss sécherlech gekuckt ginn, datt och de private Promoteur eng Hand am Beräich vum subventionéierte Wunnengsbau oder am Beräich vum Mietwunnengsbau mat upeekt. D'Parametere mussen awer hei déiselwecht si wéi och beim ëffentleche Promoteur. An hei läit genau d'Kromm an der Heck!

Wat fir e private Promoteur wëllt seng Terraine beispillsweis an eng Emphytéose op 99 Joer ginn? Wat fir e private Promoteur wëllt bei der Vente en Droit de préemption vu 15 respektiv bis 25 Joer oder doriwwer eraus an den Acte notarié schreiwen? Wat fir e private Promoteur wëllt sech gär mat Critères d'éligibilité ronderëmschloen? Seng Geschäftsphilosophie ass sécherlech eng aner. Bei dëser läit de Fokus éischter op dem Geschäft, um Geldverdéngen, an net onbedéngt op deem Sozialen.

D'Fro, déi ee sech hei awer a Relatioun mat der Vente vun Appartementswunnenge muss stellen: Wou fänkt dat Soziaalt un a wou hält et op? Ass eng Wunneng vun 2.500 bis 3.000 Euro/m² Verkafspräis als sozial gerecht unzegesinn, fir op Hëllefe vum Stat kënnen ze zielen? All Promoteur, ob privat oder ëffentlech, ka bei der Vente vun enger Wunneng op déi staatlech Ënnerstëtzung zielen, wann den Acquéreur den Oplagen och Rechnung dréit.

Richteg wier et, wann all Wunneng, déi vum Stat iwwer ëffentlech Hëllefe matfinanzéiert géif ginn, iwwer en Droit de préemption vu 15 bis 25 Joer oder doriwwer eraus nees vum Vendeur, dat heescht vum Promoteur public oder privé, am Virkafsrecht géif zréckkaaft ginn, natierlech mat Arechnung vum Amortissement an op där anerer Säit och vun der Präisdeierecht. Dëst hätt zur Konsequenz, datt kee sech un enger Wunneng opgrond vun enger positiver Präisspiral kéint beräicheren an op där anerer Säit bei engem eventuelle Präisverfall misst dropbezuelen. Dës Wunneng géif sozial gerecht ouni Präisdrock vun engem Propriétaire op deen aneren iwwergoen.

Une voix.- Exzellent Iddi.

M. Marc Lies *(CSV)*.- De Prinzip vum Logement à coût modéré muss awer och hannerfrot ginn. Eng méi genau Definitioun vum moderéierte Wunnengsbau géif definitiv fir méi Kloerheet suergen. Wou muss de Präis beispillsweis fir moderéierte Wunnengsbau leien, wann eng Gemeng eng Konventioun am Kader vum Pacte Logement mat engem private Promoteur mécht, wou 10% vun de Wunnengen iwwer engem Hektar fir sozial Zwecker musse reservéiert sinn? Soll dëse Präis sech un de Präisser vun de Promoteurs publics tëschent 2.500 an 3.000 Euro/m² orientéieren oder kënnen dat aner Präisser sinn?

Huele mer ee Beispill: Eng Gemeng mécht eng Konventioun mat engem Promoteur, wou de Präis 20% ënnert dem normale Marchéspräis läit. D'Vente um Privatmarché läit bei 6.000 Euro/m². Minus 20% ergëtt 4.800 Euro/m². D'Fro, déi ee sech stellt: Entsprécht dëse Präis nach engem moderéierte Präis?

Déi kruzial Fro, déi sech hei stellt: Wéi gerecht ass d'Attributioun vun dëse Wunnengen? No wat fir enge Kritäre ginn dës Wunnenge verkaaft? Wéi gesäit et mam Virkafsrecht aus? Sinn dat zéng Joer oder méi? Ass de Fall vun enger Scheedung oder Successioun mat considéréiert? Hei misst och d'Virkafsrecht am Acte notarié mat ageschriwwe ginn. Anerefalls kann esou eng Transaktioun zu engem Superdeal fir de glécklechen Acquéreur ginn.

Wat eng eventuell Participatioun vun engem private Promoteur bei der Realisatioun vu soziale Mietwunnengen ugeet, do gëtt d'Problematik definitiv nach méi komplex wéi bei der Vente à coût modéré. Bei enger sozialer Mietwunneng ass de Prinzip jo deen, datt d'Leit, déi finanziell manner gutt dostinn, d'Méiglechkeet solle kréien, an de Genoss vun dëse Wunnengen ze kommen.

Hei gëllt et éischtens, virop eng finanziell a sozial Analys ze maachen: Ass d'Situatioun vun der Famill oder där jeeweileger Persoun därmoosse problematesch, datt si ouni friem Hëllef keng Méiglechkeet huet, fir eng Wunneng um private Marché ze fannen? Dëst misst jo déi éischt Approche vum Vermieter sinn. Gëtt dës Analys net am Viraus gemaach, da kann et relativ schnell zu Abus social kommen.

D'Fro, déi sech stellt: Ass e private Promoteur oder eng Agence immobilière habilitéiert, dës Analyse professionell ze maachen? Menger Meenung no net. Dat ass jo och definitiv net hire Core business.

Zweetens: Muss de Loyer opgrond vu soziale Komponenten - Composition du ménage, Surface habitable, Revenu -, wat dem Règlement grand-ducal vum 16. November 1998 entsprécht, berechent ginn? Zousätzlechen administrativen Opwand fält heimat un, dee sécherlech net am Interessi vum private Promoteur oder der Agence immobilière ass.

Deen drëtte Punkt an awer sécherlech och deen ausschlaggebende Punkt ass deen, datt de Loyer bei soziale Mietwunnengen e gutt Stéck ënnert dem normale Loyer läit. Méi Aarbecht a méi administrativen Opwand, fir herno manner an der Enveloppe ze hunn, eventuell net iwwert d'Ronnen ze kommen, wat fir ee Geschäftsmann hélt dëse Risiko an dës Laaschten op sech?

Den Här Scheuren, President vun der Chambre immobilière, huet Ufank dem Joer an engem Interview bei Radio 100,7, wou hie wor, zu dësem Punkt Stellung geholl. Dem Här Scheuren, ech hunn him deemools ganz gutt nogelauschtert, ech verstinn awer ëmmer nach net, wéi de Mietwunnengsbau beim private Promoteur soll fonctionnéieren. Hien huet keng Äntwert op d'Fro vum Journalist ginn, zu wat fir engem Präis de Meter carré da verlount soll ginn. Sinn dat 4 Euro/m², wat enger Moyenne vun dem Fonds du Logement an der Société Nationale des Habitations à Bon Marché entsprécht? Oder soll dat no Marchéskonditioune sinn, déi an der Moyenne éischter bei 19 Euro/m² leien?

Ech mengen, de Loyer orientéiert sech éischter um Marché. Et gëtt dach kee privaten Investisseur, deen an en Objet investéiert, wou hie kee Return on invest huet. Also, wéi soll de Leit mat niddregem Akommes dann hei gehollef ginn, wann de Loyer beispillsweis iwwert der Halschent vun hirem Revenu läit? Datt no Opfaassung vum Här Scheuren d'Offices sociaux uechtert d'Land och nach sollen hëllefen, datt den Investisseur seng Wunnenge vermiet kritt, dat fannen ech dach awer éischter schonn ee staarkt Stéck!

Wat hei géif Sënn maachen, dat si lokal oder regional Filiale vun der Agence Immobilière Sociale, wéi beispillsweis de SIKOR am Süde vum Land et och virgemaach huet. Ech kommen zum Schluss vu mengem Exposé nach eng Kéier heirop zréck.

Ech wéilt dem Här Scheuren seng Iwwerleeungen awer nach eng Kéier gär opgräifen, andeems hien de fréiere Wunnengsbauminister zitéiert, seng Argumenter net verstane gehat ze hunn, wat de sozialen oder Mietwunnengsbau à coût modéré ugeet. Ech hunn dem Här Scheuren seng Argumentatioun virun e puer Joer och net verstanen an ech versti se haut nawell nach net.

D'Iddi, datt e Ménage, nodeems datt hien zéng Joer an enger Wunneng gelount huet, kéint kafen, schéngt mir eng ganz interessant Approche ze sinn. Wéi dës Acquisitioun mat engem Mindestloun beispillsweis awer soll fonctionnéieren, dat ass fir mech definitiv e Rätsel.

Ech ginn Iech och hei e Rechebeispill: Eng Wunneng mat 100 m² kascht um Marché an der Moyenne 4.323 Euro/m², wat existent Wunnenge sinn. Bei enger Vente en état futur d'achèvement läit de Meter-carrés-Präis an der Moyenne bei 5.283 Euro. De Fonds du Logement an d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché verkafen tëschent 2.500 an 3.000 Euro/m² oder liicht doriwwer eraus. Mir ginn hei einfach emol vum niddregste Präis vun 2.500 Euro/m² aus. Da kascht dës Wunneng 250.000 Euro.

Meng Fro: Vu wiem soll dëse Ménage déi 250.000 Euro geléint kréien? Wéi soll dëse Ménage en eventuelle Kredit op 20 Joer, mat zurzäit engem extrem niddregen Zënssaz, deen zurzäit mat engem Remboursement vun 1.300 Euro da cotéiert ass, wéi soll dëse Ménage dat zréckbezuele mat engem Revenu vu knapps ënner 2.000 Euro? Ech mengen, hei läit d'Saach op der Hand, datt dat definitiv net fonctionnéiere kann.

Dir Dammen an Dir Hären, virun de Wahle gouf vill geschwat. Souwuel d'DP, d'LSAP an och déi gréng hunn dat Blot...

Une voix.- Awer och d'CSV!

M. Marc Lies *(CSV)*.- D'CSV huet och vill geschwat.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Lies *(CSV)*.- D'DP, d'LSAP, virun de Wahlen, hunn awer vill geschwat an och dat Blot vum Himmel dee Moment erof versprach: wann ee vun hinnen an der Responsabilitéit wier, da géife komplett nei Akzenter an der Logementspolitik gesat ginn. Eng vun den Haaptprioritéiten, ech mengen, dat wësse mer, ass dee Moment de Logement, vun dëser Regierung. No mëttlerweil 19 Méint Gambia-Regierung ass awer, mengen ech kënnen ze soen och hei vum Riednerpult aus, an dësem Beräich nach net allze vill geschitt!

Une voix.- Awer nach méi wéi virdrun!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Op gesetzlecher Basis ass iwwerhaapt näischt geschitt. Ech mengen, dat kann een „Ernüchterung pur" nennen! Gesinn esou Prioritéiten aus?

déi gréng schwätze beispillsweis an hirem Wahlprogramm dovun, datt d'Gemengen déi néideg Hëllefe staatlechersäits solle kréien, fir verstäerkt erschwénglech a sozial Mietwunnenge kënnen unzebidden. Déi Iwwerleeung ass richteg, honnertprozenteg! Ech weess just net, ob déi gréng Fraktioun, ob si an deene leschte Joren net matkritt haten, datt am Logementsministère, datt et zanter Joren do schonn eng Cellule gëtt, déi sech effektiv genau deene Froen unhélt, fir de Gemengen eng Hëllefstellung ze ginn, wat d'Kafen, d'Bauen an d'Embaue vu Wunnenge fir sozial Zwecker ugeet.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Bezuschusst gëtt dës Mesure...

Ah, ech weess net. Vläicht déi gréng och net.

Bezuschusst gëtt dës Mesure mat 75%. Och hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet, Bauland opzekafen, fir e subventionéierte Wunnengsbau kënnen ze bedreiwen. E Subsid...

(Interruption)

Richteg, virdru wor et awer och 75. Dunn ass et erofgaangen op 70 an elo nees an d'Luucht.

(Interruptions)

Voilà. Während de Krisejoren, ass wuelweislech hei ze betounen, an esou virun! Mä déi sinn et jo praktesch net ginn, Ärer Meenung no.

E Subsid vu 50% gëtt bei der Acquisitioun ausbezuelt, mat der Konditioun, datt dës Terrainen innerhalb vun zéng Joer verbaut musse ginn. déi gréng an d'LSAP géife béid laut hire Wahlprogrammer d'Gemenge gär obligéieren, eng Mindestzuel vu soziale Wunnengen am Verhältnis zu hirer Awunnerzuel zur Dispositioun ze stellen. E Quotesystem soll dann, laut der LSAP, och un d'Gemengefinanzéierung gekoppelt ginn, wat der CSV hirer Meenung no sécherlech eng Iwwerleeung wäert ass.

D'LSAP schwätzt vun enger Wunnengsbauoffensiv, déi mat hinne soll kommen. Wéi dat awer praktesch soll ëmgesat ginn, dovun hu mer bis haut nach net allze vill Konkretes gesinn.

Une voix.- Ooh!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Mam Échec vun de Plans sectoriels dierft dëst alles just nach Wonschdenke bleiwen.

D'DP, déi de Wunnengsbauminister stellt, géif gär ëffentlecht Bauland direkt mobiliséieren, wat sécherlech eng begréissenswäert Initiativ ass. Wéi dat an der Praxis awer soll ëmgesat ginn, dat bleift wahrscheinlech hiert Geheimnis.

D'Madame Minister, déi leider de Mëtten net do ass, hat hir ganz Wunnengsbaupolitik...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Merci, Madame Loschetter, fir Är Umierkungen! Ech wäert mer dat zu Häerz huelen.

D'Madame Minister huet hir ganz Wunnengsbaupolitik op d'Ëmsetzung vun de grands Projets d'envergure gesat. Zitat, virum Échec vun de Plans sectoriels: „De Bagger wäert elo deemnächst rullen." Bon, ech menge ganz, de Bagger bleift nach e bëssen am Hangar stoen.

Och schwätzt d'DP an hirem Wahlprogramm ëmmer nees vu PPPen. Ech wéilt hei awer och do virdru warnen, en Amalgam vun ëffentlechem a privatem Promoteur ze maachen, ouni op déiselwecht Konditiounen an Oplagen ze pochen. Wéi ech virdru scho gesot hunn, sollen d'Iwwerleeunge gemaach ginn, fir de private Promoteur mat an d'Boot ze huelen, fir méi sozial gerecht Wunnengen op de Marché ze bréngen. De Wee muss awer definitiv dee richtege sinn, e Wee, deen transparent a gerecht fir jiddweree muss sinn.

Am Koalitiounsaccord steet net vill Neies an definitiv fënnt een an dësem Accord och net d'Patentléisung, wéi an deenen nächste Jore méi schnell a vun der Quantitéit hier och méi soll gebaut ginn.

All Mënsch hei am Land ass sécherlech domat averstanen, datt méi schnell subventionéiert Wunnengen op de Marché solle kommen. Da muss een awer och d'Moyenen hunn, fir dat ze maachen! Ech brauch och kengem hei am Haus ze soen, datt, bedéngt duerch d'Prozeduren an awer och den Egoismus vun de Leit, sech eng Ëmsetzung iwwer Jore strecke kann. Et ass also heuchleresch, ze behaapten, datt 10.000 nei Wunnengen am Eilverfahre kéinte gebaut ginn.

Wann dës Regierung et eescht gemengt hätt mat dem Wunnengsbau, dann hätt se de Beräich vum Logement an engem eenzege Ministère ugesidelt, an net an dräi verschiddene Ministèren, wou och nach dräi verschidde Parteien d'Soen hunn. Dëst ass keng kohärent a keng transparent Approche an dréit sécherlech net zu enger Vereinfachung vun der Situatioun bäi. Mat der vill ugekënnegter Transparenz an neier Form vun Zesummeschaffen ass no 19 Méint net vill iwwreg bliwwen!

Vill Annoncen a keng konkret Ëmsetzung weiderhin a Siicht! Aus Prioritéiten ass just nach Schaumschlägerei ginn, an dat eenzegt Mëttel, op dat d'Madame Nagel gesat huet, fir de Wunnengsbau schnellstméiglech no vir ze bréngen, wor de Plan sectoriel «Logement» mat deene jeeweilege Projets d'envergure. D'Madame Minister sot d'lescht Joer an Interviewen, dat wier den A an den O vun hirer Logementspolitik. Ech mengen, da muss d'Logementspolitik awer elo drastesch revidéiert ginn, nodeems datt d'Ëmsetzung vun de Plans sectoriels d'lescht Joer op Äis geluecht ginn ass.

Datt awer virun un de Plan-sectoriellë soll geschafft ginn an datt si hir Wichtegkeet weider behalen, steet natierlech ausser Fro. D'CSV wäert sech och an Zukunft un den Aarbechte bedeelegen, fir datt dës Pläng an de kommende Joren ënner anere Parametere kënnen ëmgesat ginn. Datt eis Gemenge bei der Opstellung vun dëse Pläng onbedéngt matagebonne musse ginn, misst no dëse séllechen negativen Avise mëttlerweil awer jiddwerengem bewosst sinn.

D'lescht Joer hunn eise Premier an déi zoustänneg Ministesch voller Houfert de Bau vun iwwer 10.000 Wunnengen a kierzester Zäit ugekënnegt. Am État de la nation seet de Xavier Bettel: „Esou wäert de Stat an deenen nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 Wunnenge bauen oder zum Deel finanzéieren, woubäi e groussen Deel fir de Locatif reservéiert ass." Wéini dës Wunnenge gebaut solle gi respektiv wien dës Wunnengen a kierzester Zäit soll bauen, bleift wahrscheinlech awer e Geheimnis vun dëser Regierung.

Hei geet et just ëm Annoncen a vill PR, mat kengem konkrete Konzept vun Ëmsetzung hannendrun, ausser datt de Fonds du Logement elo zu Munneref 17 héichwäerteg Eefamilljenhaiser wäert bauen, wou d'Situatioun vum Foncier et sécherlech awer och erlaabt hätt, méi Haiser oder eventuell eng Résidence nach dohinner kënnen ze bauen.

Am Kader vun der Presentatioun vum Programme pluriannuel de construction d'ensembles de logements subventionnés, an deem 471 verschidde Projete regruppéiert opgefouert sinn a wou 10.517 Wunnenge solle gebaut ginn, vergësst d'Madame Minister awer ze soen, datt dëst just e Regruppement vu Projeten ass, déi deelweis emol nach net an enger Prozedur sinn. D'Madame Nagel gëtt awer net midd ze behaapten, dës Wunnenge sollen an deenen éischten zéng Joer gebaut ginn.

An deene leschten zéng Joer hunn d'Promoteurs publics an d'Gemengen an der Moyenne ronn 240 Wunnengen am Joer gebaut. Mat der Annonce vun deenen 10.000 Wunnenge misste ronn 1.000 Wunnenge pro Joer gebaut ginn. Dat géif also heeschen, datt d'Gemengen an d'Promoteurs publics hir Efforte vun haut op muer ëm dat Véierfacht missten an d'Luucht setzen. Wéi dat an der Praxis soll fonctionnéieren, dat muss eis dann dee Moment den Här Hansen soen.

Mat dem Afrostelle vu Konventiounen tëschent Promoteurs publics a Promoteurs privés ass d'Onsécherheet um Terrain vill méi grouss ginn, wat an Zukunft dann iwwerhaapt nach däerf gemaach ginn, ouni e Risiko ze lafen, datt dës Konventioun virum Parquet lant.

Déi nei Presidentin, d'Madame Fernandes, dierft sécherlech keng einfach Aufgab mat der Successioun vum Här Miltgen hunn. Bis datt de Fonds du Logement no der Revokatioun vum Här Miltgen nees vollstänneg fonctionnel wäert sinn, dierft nach eng Zäitche vergoen. Dës Onrou an Onsécherheet dréit op kee Fall zur Produktivitéit bäi.

D'Madame Nagel seet, datt d'CSV opgrond vun hirer Kritik un der Kompetenz vun de Promoteurs publics géif zweifelen. Ech soen hei der Madame Nagel: Neen, mir zweifelen net un der Kompetenz vun de Promoteurs publics, mir zweifelen awer un der Emsetzbarkeet vun hiren Aussoen. Et kéint een awer och den Androck gewannen, datt d'Madame Nagel un der Kompetenz vun de Promoteurs publics géif zweifelen. Wéi si soss déi Aussoe vun hir ze verstoen, „datt bis 2025 déi 10.000 Wunnenge solle gebaut ginn, vläicht awer net ganz färdeg ginn"? Zitat Madame Nagel, Pressebriefing vum 27. Oktober. Oder datt, wa bis 2025 net alles färdeg ass, da sinn d'Promoteurs publics derfir responsabel. Mä ben jo, esou kann ee sech och senger Responsabilitéit entledegen!

D'Madame Nagel hat jo net méi allze vill Vertrauen an de President vum Fonds du Logement. Wat him dann awer elo genau ze reprochéieren ass, dat wäerte mer jo iergendwann eng Kéier gewuer ginn. D'Madame Nagel krut virun e puer Wochen den Här Hansen als Statssekretär zur Säit gestallt. Ufank vun dësem Joer gouf och nach e Pressespriecher agestallt. Am Ministère du Logement schéngt et zanter Kuerzem méi ëm Presseaarbecht ze goen, wéi ëm reell pragmatesch Aarbecht um Terrain.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- Wann e Minister innerhalb vu kierzester Zäit esou vill Leit zur Säit gestallt kritt, da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dës Regierung iwwerhaapt nach Vertrauen an dëse Minister huet. Hei ginn et da verschidde Parallellen zur Revokatioun vum President vum Fonds du Logement.

Här Hansen, ech wéilt Iech hei gär dee ganze Programme pluriannuel virhalen. Do sti 471 verschidde Projeten drop. Ben, et wor eigentlech un d'Madame Nagel adresséiert, well si ëmmer mat deem Programm komm ass, datt dat dann effektiv sollt de Schlëssel sinn, fir déi 10.000 oder 10.500 Wunnengen ze bauen. Ech mengen, hei wier et wichteg, datt dësen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Lies, am Zweifelsfall adresséiert Iech un d'Chamber!

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Lies *(CSV).*- Très bien! Gutt! Här Hansen,...

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Oder un de President vun der Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- President vun der Chamber geet och.

Une voix.- Ech mengen, e weess net, wéi dat geet an der Chamber.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dach, ech huelen elo emol eng Schlupp Waasser, da geet et besser.

(Brouhaha général)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Richteg!

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech léieren et! Voilà. Duerfir, et wier wichteg, fir dee Programme pluriannuel vun deene 471 verschiddene Projeten, datt deen an Zukunft méi transparent dee Moment géif opgestallt ginn. An ech mengen, Beispiller ginn et hei, wat d'Emsetzbarkeet ugeet, och vun dësem Plan pluriannuel. Ech huelen ee Beispill eraus just mat Ollem, wou an deenen nächste Jore solle 750 Wunnenge gebaut ginn. De PAP wäert awer eréischt am Laf vum nächste Joer fäerdeggestallt ginn. An dann ass och duerno festgehalen, datt 25 bis 50 Wunnengen d'Joer solle gebaut ginn, wat dann enger mëttlerer Emsetzungsfrist vu 15 bis 20 Joer entsprécht. Duerfir, ech mengen, hei just ee klengt Beispill, datt dëse Plan pluriannuel, datt deen definitiv mat zéng Joer net kann opgoen.

Duerfir och, hei wier et wichteg, Transparenz walten ze loossen. Ma ech mengen, d'Regierung huet jo ëmmer gesot, si wéilt Transparenz walte loossen, da soll se dat dann och dee Moment hei, wat d'Logementspolitik dann dee Moment ugeet, applizéieren!

De viregte Wunnengsbauminister, de Marco Schank, huet säi Programm definitiv ëmmer méi transparent opgestallt, wat dann heescht, datt dee Moment déi kuerzfristeg Wunnengen, déi gebaut kënne ginn, opgefouert gi sinn, ee Projet vu Wunnengsbau, dee mëttelfristeg kann ëmgesat ginn, awer och laangfristeg. An ech mengen, dat wier wichteg, fir effektiv esou eng Opschlësselung ze kréien, datt een och iwwert d'Zukunft gesäit, wat wéini op wat fir enge Plaze soll gebaut sinn.

An enger vun de leschte Kommissiounssëtzunge gouf eis den zweete Monitoring iwwert de Pacte Logement presentéiert. Wéi schonn an der Kommissiounssëtzung vun der CSV gefrot, géife mir Iech bieden, d'Methodologie vun dësem Monitoring ze iwwerschaffen, datt dëse Monitoring enger reeller Bestandsopnahm Rechnung dréit, enger Bestandsopnahm, déi 100%eg der Realitéit entsprécht.

Och soll heibäi den néngte Wunnengsbauprogramm vun der Regierung esou agedeelt ginn, datt ausgewise gëtt, wéi vill Wunnenge schonn am Kader vun dësem Programm gebaut gi sinn, wéi vill Wunnengen an der Emsetzung sinn a wéi vill vun dëse Wunnengen eréischt duerch e konkrete Projet an de kommende Joren an d'Prozedur ginn. Aus Transparenzgrënn sollt hei och eng approximativ Zäitschinn ausgewise sinn.

Dësen Outil kann eis an Zukunft dozou verhëllefen, eng besser Visibilitéit iwwert den Istzoustand ze kréien an doduerch d'Landesplanung, wat de Wunnengsbau ugeet, och besser kënnen ze steieren.

Datt bei de Baulücken en Inventaire gemaach ginn ass, ass sécher luewenswäert. Wann awer keng konkret Mesuren ugeduecht ginn, wéi een de private Propriétaire dozou bréngt, fir seng Terrainen op de Marché ze bréngen, da bleift dëse Baulückeprogramm leider just en zahnlosen Tiger. Zum Schluss vu mengem Exposé bei de Propositioune kommen ech och nach eng Kéier op dëse Punkt zréck.

Am Beräich vun der Wunnengsnout bei eise Jugendleche muss d'Politik schnellstméiglech Léisunge fannen. D'Ënnerbréngung vu Réfugiéë mécht eis Suergen. Mir sollen awer net vergiessen, datt och hei am Land eng ganz Rëtsch Jugendlecher op Hëllef ugewise sinn. Bedéngt duerch Problemer am Elterenhaus wëllen oder mussen dës Jugendlech relogéiert ginn. An dësem Beräich feelt et och un deenen néidege Strukturen, wou dee Jugendlechen en neit Doheem fanne kann a wou hien och op professionell Hëllef zréckgräife kann, fir säi Liewen nees an de Grëff ze kréien. Hei ass d'Regierung, sinn awer och d'Gemenge gefuerdert, Haiser vum betreite Wunnen zur Verfügung ze stellen, fir datt net nach méi Jugendlecher ofrutschen. A firwat kann net och esou verstäerkt mat experimentéierte Partner aus dem Sozialberäich an den Offices sociaux zesummegeschafft ginn?

Eng aner Méiglechkeet ass déi, datt Jonker, déi am Beruffsliewe stinn, Zougrëff op Einliegerwohnunge kréien, wat heescht, datt an engem Haus/Ménage, wou d'Surface eemol ze vill grouss ass, Plaz gemaach gëtt fir eng zousätzlech Wunneng. De Contrat de location gëtt dann ënner Form vun enger Sous- oder Colocatioun gemaach. An esou enge Fäll kéint awer och d'Agence Immobilière Sociale derfir suergen, datt jonk Leit mat engem klenge Revenu a Wunnengen, déi vun der AIS ugelount ginn, en Ënnerdaach fannen.

Och si kannerräich Familljen an Allengerzéier engem méi héijen Aarmutsrisiko ausgesat an hu besonnesch Zougangsschwieregkeeten zum Wunnengsmaart. Virun allem gëtt de Séjour vu Fraen an Nout an de Fraefoyeren ëmmer méi laang, well se praktesch zu iwwer 50% e Problem hunn, eng Wunneng um normale Wunnengsmarché ze fannen, ofgesi vum Mangel un Zwou-Phasen-Wunnengen, wou se nach eng Zäit laang weiderbetreit ginn.

Leit mat spezifesche Besoinen an ëmmer méi Persoune mat psychesche Problemer riskéieren, an eng ähnlech prekär Situatioun ze kommen. Hei feele besonnesch sozial Mietwunnenge wéi Studioen an Appartementer mat engem bis zwee Schlofzëmmeren, déi de Besoine vun dësen Zilgruppen ugepasst sinn.

Op enger Konferenz vun der ULC den 23. Mäerz huet d'Madame Minister vun dem Prêt à taux zéro geschwat, wat d'nohaltegt Bauen ugeet, a se huet ënner anerem och iwwer e Loyer à coût modéré op dëser Konferenz geschwat. De Marco Schank huet den 20. Juni 2013 als deemools zoustännege Logementsminister de Projet de loi mat der Nummer 6583 eragereecht, wou et ëm d'Promotion du logement an dem Habitat durable gaangen ass. Mat dësem Gesetz sollten déi sozioekonomesch, energetesch an ekologesch Hëllefen zesummegefouert ginn. Mat deem energeteschen Assainissement vun de Wunnenge sollt och aktiv géint d'Energieaarmut virgaange ginn, an dëst ënner Form vun engem Prêt à taux zéro. Leider huet d'Madame Minister dëse Gesetzestext den 13. Mäerz vun dësem Joer vum Rôle geholl.

An dësem Kontext an awer och am Kontext vun der Gesamtheet vun der Logementspolitik géif ech Iech, Här Hansen, awer gär nach eng Rei Froe stellen:

Wéi vill Wunnenge sollen de Fonds du Logement, d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché an awer och d'Gemenge bis 2018 opgrond vun hire Programmer fäerdegstellen?

Wat ass Ärer Meenung no déi genau Definitioun vum Logement à coût modéré? Wat ass déi genau Definitioun vum Loyer à coût modéré, deen amgaang ass ausgeschafft ze ginn?

Wéi stellt Dir Iech eng Kollaboratioun mam private Promoteur vir? Sollen de Promoteur privé, de Promoteur public an d'Gemengen an Zukunft verstäerkt iwwer Konventioune kënnen zesummeschaffen?

Wou ass de Projet de loi iwwert d'Subvention loyer drun?

Wéi gesäit d'Zukunft vum Fonds du Logement aus?

Wéi virdru scho gesot, huet d'Madame Minister och annoncéiert, datt de Prêt à taux zéro soll kommen. D'CSV kann dës Annonce nëmmen ënnerstëtzen, well se och an hirem Wahlprogramm stoung. Wéini soll dëse Prêt à taux zéro kommen?

Ech ginn heimat dovun aus, datt d'Klimabank opgrond vun dëser Mesure dann elo emol däerft op Äis geluecht ginn.

Op wat fir e Wee wëllt Dir dann an Zukunft goen, fir d'Wunnengsnout vun de Jugendlechen ze minderen?

Ech wéilt awer och nach eng Kéier gär hannerfroen, wéi Dir mat deenen 10% wëllt ëmgoen, déi am Kader vun engem PAP iwwer engem Hektar musse genotzt ginn, fir e subventionéierte Wunnengsbau oder Logement à coût modéré ze bedreiwen. Präisser vu 4.800 Euro/m² kann ee jo sécherlech net als Coût modéré bezeechnen.

Datt vum Fonds de Kirchberg an der Société Nationale des Habitations à Bon Marché an deenen nächste fënnef bis zéng Joer 1.600 Wunnenge solle gebaut ginn, kann ee begréissen, läit duerch d'Lag vum Kierchbierg an duerch d'Propriétéitsverhältnisser awer sécherlech och op der Hand. Datt awer zwee verschidde Präisser, wat d'Vente vu Logementer ugeet, applizéiert ginn a bei der Vente vum Fonds de Kirchberg net emol op sozial Kritäre soll gekuckt ginn, dat versti mir definitiv net!

Firwat leeft d'Vente vun dëse Wunnengen net integral iwwert d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché, wou dann och zu deemselwechte Präis dann dee Moment déi Wunnenge kéinte verkaaft ginn an och zu deeneselwechte Kritären?

Mir hunn eng grouss Pénurie, wat Mietwunnengen ugeet. Wéi vill Mietwunnenge ginn och hei um Kierchbierg gebaut?

Ech hoffen, datt déi néideg Réckschlëss gezu ginn an datt den Undeel vun deenen 10% och senger reeller Bestëmmung zeguttkënnt, wat dann heescht: dem Bau vun erschwénglechem a sozial gerechtem Wunnraum!

Ech kommen hei och zum Schluss nach eng Kéier op dës Aussoen zréck. Ech warnen dës Regierung do virdrun, e Blankoscheck un de private Promoteur auszestellen an dat Ganzt um Bockel vum Steierzueler auszedroen.

Een nächste Punkt ass d'TVA Logement an de Mietzuschuss. D'TVA Logement ass en anert Beispill vun enger kuerzsiichteger Vue. Hei ass d'Haaptzil, an deenen éischte Jore schnell Geld an de Statsbeidel ze kréien; datt awer kuerz- bis mëttelfristeg aner Problemer mat dëser Mesure entstoe kënnen, wahrscheinlech souguer entstoe wäerten, ass dëser Majoritéit anscheinend ganz egal.

D'Verbänn warnen alleguer do virdrun, datt dës Mesure vun der Hausse vun der TVA op Zweetwunnenge vun 3% op 17% zu dramatesche Konsequenzen am Beräich vum Handwierk féiere kann. Eng moderat Hausse hätt sécherlech net fir esou vill Onsécherheet an Zweifel bei den Akteuren um Bau gesuergt. Des Weidere bemängelt de Wirtschafts- a Sozialrot, datt keng Impaktstudie hei gemaach ginn ass.

Mat der Argumentatioun vun der Regierung, datt deejéinegen, deen eng Zweetwunneng baut, méi belaascht ka gi wéi e Stot, dee sech eng Wunneng fir eegen Zwecker baut, domat kann ee jo d'accord sinn. Datt awer praktesch eis ganz Regierung erklärt, datt dës Mesure keng direkt Inzidenz op d'Präisser hätt, datt d'Offer an d'Demande schonn derfir suerge wäerten, datt d'Präisser net nach weider an d'Luucht ginn, ass jo awer Polemik pur!

Dës Hausse vu 14% huet eng direkt Inzidenz op d'Loyerspräisser, dat ass esou sécher wéi den Amen am Gebiet. A grad hei läit jo eisen allergréisste Problem: Mir hunn net genuch Mietwunnengen. D'Prekaritéit bei deene Leit, déi haut schonn net méi genuch hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wäert an Zukunft nach méi grouss ginn.

Déi Suen, déi iwwert d'Hausse vun der TVA erakommen, si ganz séier nees opgeschafft, ob dat iwwert den annoncéierte Mietzuschuss ass, ob dat iwwert d'Ofschreiwungsméiglechkeeten ass, ob dat nach iwwert déi zousätzlech Moyenen ass, déi eis Offices sociaux sécherlech an Zukunft wäerte brauchen. Ech kéint d'Lëscht nach complétéieren duerch eventuell manner Emploi a méi Chômage am Beräich vum Handwierk.

D'Präisser, déi den Observatoire de l'Habitat den 23. Mäerz publizéiert huet, verdäitlechen, datt definitiv keng Brems um Marché ze erkennen ass. Ëm 5,6% sinn déi enregistréiert Präisser an d'Luucht gaangen. Festzestellen ass awer, datt d'Zuel vun de Ventes en état futur d'achèvement bei den Appartementer am véierten Trimester 2014 ëm 161% par rapport zum véierten Trimester 2013 an d'Luucht gaangen ass. Dës Venten hunn natierlech mat der Hausse vun der TVA ze dinn. Wéi gesinn d'Venten an engem Joer aus? Dat ass déi Fro, déi ee sech ka stellen. Genau hei lafe mer Gefor, datt et duerno zu engem Abroch komme kann.

Besuergniserreegend ass, datt de Prix moyen iwwert d'Joer 2014 bei enger Vente en état futur d'achèvement an der Stad bei 6.746 Euro/m² louch, wat enger Croissance vu 4% (veuillez lire: vu 6%) entsprécht. De Prix moyen am ganze Land läit bei 5.283 Euro/m² fir Appartementer.

Kucke mir awer déi annoncéiert Präisser op dat véiert Trimester 2014 an iwwert dat ganzt Joer, da gesäit d'Saach vill méi dramatesch aus. Dat véiert Trimester ass bei den Appartementer mat 7,3% an der Hausse. An iwwert dat ganzt Joer gekuckt stelle mer eng Hausse vun 12,1% fest. Eng kräfteg Hausse wor och bei der Locatioun vun Appartementer ze erwaarden. Dës Hausse, iwwert d'Joer gesinn, läit an der Moyenne bei 11,9%. An déi Hausse wäert sécherlech an deenen nächste Joren nach weider an d'Luucht goen.

Et steet fest, datt de Mietzuschuss ënnert dëse Viraussetzunge schnellstméiglech muss kommen. De liberale Fraktiounschef muss awer hei vill Waasser a säi Wäi geschott hunn, fir dësem Gesetz nach virun der Ofstëmmung säin Accord ze ginn. Wat huet den Här Berger dach 2013, wéi dëse Projet der Press presentéiert ginn ass, dëse Projet an der Loft zerrappt!

Et ass definitiv vill Gewulls a vill Inkohärenz an den Annoncë vun der Regierung. Enger Verbesserung vun der Situatioun um Logementsmarché dëngt dat sécherlech net, just au contraire!

Déi Fro, déi ee sech allerdéngs stelle muss: Firwat gëtt dat Ganzt net iwwer eng allgemeng Reform behandelt, wou och déi steierlech Aspekter mat a Considératioun gezu géife ginn? Dëst wier eng kohärent an zilorientéiert Politik a kee Wischiwaschi.

Zur Problematik Wunnengsmaart, awer och Registre de la population, wat e grousse Problem an eise Gemengen duerstellt: Ob e reelle Reformwëllen an dësem Beräich an am Groussen a Ganzen an der Wunnengspolitik vun dëser Regierung do ass, a virop och vun eisem Premier, dat stellen ech méi wéi a Fro.

Beschte Beweis heifir sinn d'Äntwerten op dräi Questions parlementaires vu menger Säit aus, wou ech probéiert hunn oder hat, de Fanger an d'Wonn ze leeën, wat d'Logementsproblematik ugeet, awer och, wat de Problem vun eisem Registre de la population ugeet. Duerch eng ongenügend Kontroll beim Enregistrement an de Gemenge kënnt et heefeg zu Abus sociaux, en Ëmstand, deen och vusäite vum Fonds national de solidarité - iwwert den RMG -, de Prestations familiales, der ADEM an

och der Police grand-ducale ugeprangert gëtt, en Ëmstand, deen eis Autoritéite misst alertéieren.

Ass et normal, datt Persounen - elo lauschtert gutt no! - sech zum Beispill am Palais grand-ducal umellen oder op enger x-beliebeger Parzell, wou net emol en Haus steet, an do kënnen enregistréiert ginn an eventuell dann och nach vu sozialen Hëllefleeschtunge kënne profitéieren? Ech mengen, dat ass net normal! An duerfir ass et wichteg, datt dann dee Moment vusäite vun eise Populatiounsbüroen oder Biergerzentren an Zukunft verstäerkt op deene Plazen opgepasst gëtt, wou keng Leit däerfen ugemellt ginn, datt dann dee Moment och do an Zukunft kee méi soll ugemellt ginn.

Eis Sozialkeesen, déi sinn amgaangen ze verzweifelen, well dat doten ëmmer nees ugemahnt gëtt, och bei den Autorités an de responsabele Politiker an de Gemengen. Ech mengen, si musse sech dach hei virkomme wéi „die Rufer in der weiten Wüste".

D'Gesetz vun der Aide au logement vun 1979 - Kapitel 4, Assainissement de logements, Gesetz vum 15. Juli 1993 - gesäit vir, datt all Wunneng iwwer e gewëssene Standard an iwwer verschidden hygienesch Dispositioune muss verfügen. De Règlement grand-ducal vun 1979 iwwert d'Critères de location, de salubrité ou d'hygiène geet souguer nach méi wäit. D'Salubritéit an d'Hygiène sinn a ville Fäll net méi assuréiert, wa verschidde rücksichtslos Geschäftemacher sech um Bockel vu bedürftegte Leit a vu Leit, déi während enger kuerzer Zäit eng Wunneng brauchen, definitiv eng gëllen Nues verdéngen.

Och korrespondéieren eng sëlleche Wunnengen net méi de Baugenehmegungen, déi vun deene jeeweilege Gemengen ausgestallt gi sinn. Fir dëst ze ëmgoen, gi souguer verschidden Immobilienagencen dohin a schreiwen an hiren Annoncen, datt d'Leit sech an dëse Wunnengen net regelkonform kënnen umellen. Ech mengen, hei brauch ech Iech net ze soen, datt dëst definitiv net der Gesetzgebung entsprécht an enger absolutter Violatioun vun eiser Gesetzgebung entsprécht.

Pro Wunnunitéit kann nëmmen ee Ménage ugemellt ginn. Wann awer op eemol all eenzelt Zëmmer an enger Wunneng verlount gëtt, da stellt sech awer d'Fro vun der Responsabilitéit am Fall vun engem Incident. Autoriséiert de Propriétaire eng Sous-locatioun vu senger Wunneng, da gëtt déi éischt Persoun als Referenzpersoun am Ménage ugemellt. Wann nach zousätzlech Leit an dësem Ménage ugemellt ginn, déi keng familiär Relatioun zum Éischtgenannten hunn, da ginn dës Leit als „non apparenté" gefouert. Ass dës Referenzpersoun sech hirer Responsabilitéit bewosst? Am Fall vun engem Litige ass si responsabel, net méi an net manner!

Et ginn deelweis exorbitant Loyere fir en Eenzelzëmmer gefrot. Hei läit eng Violatioun vun eisem Mietgesetz relativ no, e Mietgesetz, wat da seet, datt de Loyer vun enger Unité de logement iwwert d'Joer gesinn net dierf iwwer 5% vum Gesamtinvest erausgoen. Am Fall vun der Locatioun vu Logements collectifs muss de Bailleur am Viraus eng Deklaratioun iwwert de Maximum u Persounen, déi logéiert kënne ginn, maachen. Wéi d'Zëmmeren agedeelt sinn an de Montant vum Loyer, dat muss och nach deklaréiert ginn.

Am Fall vun engem Incident, bei deem eng Persoun zu Schued kënnt, déi net regelkonform ugemellt oder logéiert ginn ass, stellt sech relativ séier d'Scholdfro. Och wann d'Allgemengheet net fir all Mëssstand ka schëlleg gemaach ginn, esou stellt de Buergermeeschter awer d'Baugenehmegung aus an ass och responsabel fir de Registre de la population, dat heescht, datt all Persoun regelkonform muss ugemellt ginn, regelkonform och, wat den Zoustand vun der Wunneng ugeet.

Ech maachen heibannen een dréngenden Appell un alleguerten déi Lokalpolitiker, un d'Députés-maires, fir sech dëser Problematik unzehuelen an och hiert Gemengepersonal an dëser Fro ze sensibiliséieren, fir dëse Mëssstänn entgéintzewierken.

Den Här Bettel huet mech a menger zweeter Question parlementaire, déi op dës Mëssstänn sollt hiweisen, mat deem einfache Saz: „D'Regierung deelt d'Suerg a schwätzt sech kloer en faveur vun enger Sensibilisatioun aus" wëllen ofspeisen.

Ech gi mech definitiv awer net mat dëser Nonchalance zefridden, zemools et hei ëm en ëffentleche Mëssstand geet, deen d'Politik net einfach dierf ignoréieren. Dëst ass och Logementspolitik, awer net nëmmen. Fir dës problematesch Situatioun fir all Bedeelegte kënnen ze verbesseren, mussen all Zännrieder aneneegräifen. Eng national Taskforce, déi de Stat an d'Gemenge mat abegräift, muss hei déi néideg Réckschléss zéien. D'Haaptaarbecht läit awer sécherlech bei de Gemengen, fir en interne Controlling ze maachen. Ënnert der Applikatioun vun alle Gesetzer a Reglementatioune sinn eng sëlleche Méiglechkeete ginn, fir dës Situatioun um nationale Plang ze verbesseren.

Ech wéilt zum Schluss gär op d'Konklusiounen an awer och verschidde Propositioune kommen. Zum Schluss vu mengem Exposé wéilt ech gär, wéi scho gesot, Konklusiounen zéien awer och verschidde Pisten opzeechnen, déi zur Verbesserung vun der Situatioun um Wunnengsmaart, notamment um sozialen oder subventionéierte Wunnengsmaart, kënne féieren.

D'Situatioun op engem Wunnengsmaart ass an engem Beräich, wou d'Wirtschaftsleeschtung héich ass, wou d'Salairen héich sinn, wou nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, an der Regel eppes méi prekär. Net nëmme Lëtzebuerg ass vun esou enger Situatioun betraff. Dëst beweisen d'Statistiken op der ganzer Welt: Do, wou d'Wirtschaft floréiert, floréieren och d'Wunnengspräisser.

Wéi ech a menger Interventioun schonn am Ufank verdäitlecht hunn, befënnt sech eist Land an enger ganz besonnescher Situatioun am Verglach zum Ausland. Mir musse vill méi Ustrengungen ënnerhuelen, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Et gëtt definitiv keng Patentléisung fir eis Situatioun.

D'CSV hält weider un hire Proposen aus dem Wahlprogramm fest, datt d'Schafung vun enger Wunnengsbaugesellschaft, wou d'Gemenge verstäerkt matagebonne solle ginn, mëttel- bis laangfristeg zu enger Verbesserung vum subventionéierte Wunnengsbau a vum Mietwunnengsbau wäert féieren, an dëst natierlech an enker Kollaboratioun mat eise Gemengen, dem Promoteur public an awer och dem private Promoteur.

A menger éischter Propos wéilt ech gär heirop agoen. Wéi kéint dës Kollaboratioun och mat engem private Promoteur, dee clé en main baut, ausgesinn? D'Terrainen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn, nodeems e PAP gestëmmt ginn ass, kënnen iwwer eng ëffentlech Ausschreiwung, wat de Bau vu subventionéierten oder Mietwunnengen ugeet, un e private Constructeur an enger Entreprise générale vergi ginn. Dës Entreprise générale ass dann zoustänneg fir d'Ëmsetzung vun dëse Wunnengen. Am Bordereau de soumission muss genau beschriwwe sinn, wéi dës Wunnenge sollen ausgestatt ginn a wéi deen approximative Coût final TTC pro Meter carré iwwert Bruttogeschossfläch an d'Surface habitable soll ausgesinn

Den Terrain bleift virun am Besëtz vun de Gemengen. D'Vente fënnt zu deeneselwechte Konditiounen iwwer Erbpachtvertrag wéi bei de Promoteurs publics statt, an och d'Locatioun vun de Wunnenge kéint iwwer eng Agence locale vun der Wunnengsbaugesellschaft géréiert ginn. Dës Agence ass dann och responsabel fir de komplette Suivi, an dëst an enker Zesummenaarbecht mat der jeeweileger Gemeng an och dem Office social aus där Gemeng. Dëst kann natierlech och iwwer Syndikater vu Gemengen an Offices sociaux lafen.

Dës Approche reit sech an an d'Iwwerleeung vun der viregter Regierung, déi mat enger Wunnengsbaugesellschaft d'Basis fir dës Form vu staatlecher, kommunaler a privater Kollaboratioun wollt leeën.

Dës Form vun Zesummenaarbecht wier eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen: Éischtens kéint d'Offer u Wunnengen ënnert dëser Form vun Zesummenaarbecht méi schnell an d'Luucht gedriwwe ginn. Zweetens ass assuréiert, datt de private Constructeur iwwert déi nächst Jore mat Aarbecht versuergt ass. Drëttens kënnen nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi an dëse kommunalen oder regionalen Zentre fir e reibungslosen Oflaf vun dësen Transaktioune solle suergen. Véiertens kënnen d'Präisser beim Wunnengsbau (veuillez lire: beim soziale Mietwunnengsbau) no ënne gedréckt ginn, wat dann och nees eng positiv Inzidenz op de Statsbudget hätt.

De Wee ass eigentlech relativ einfach an orientéiert sech um Fonctionnement vun deenen zwee groussen ëffentleche Promoteuren: dem Fonds du Logement an der Société Nationale des Habitations à Bon Marché.

Zweet Propos: Alternativ Wunnengsbauformen, wéi zum Beispill Kooperativen, soll ee verstäerkt an d'A faassen. Verschidde Beispiller heivu gëtt et och schonn hei am Land. Am noen Ausland an an de skandinavesche Länner funktionéiert dëse System schonn zanter Joren. Et gëtt och schonn Associatiounen hei am Land, déi un esou Projete schaffen.

D'Zil heivun ass et, e gemeinschaftlecht Wunnen ze propagéieren, eng Optimiséierung vun der Wunnfläch erbäizeféieren an duerch d'Solidaritéit, d'sozial Kritären an den Know-how vun all Akteur och eng Finanzéierbarkeet kënnen ze assuréieren. Opgrond vun der Evolutioun vun eiser demografescher Situatioun wier dat intergenerationellt Wunne verstäerkt ze förderen, an dëst am Kader vun de kommunale Senioren- a Jugendpläng.

Propos 3: Och misst d'Cellule vun de Constructions d'ensemble am Ministère du Logement personalméisseg opgestockt ginn, fir de Gemenge méi schnell mat Rot an Dot kënnen zur Säit ze stoen.

Propos 4: Eng Vereinfachung vum Baurecht an d'Ofspecke vu verschiddene Prozedure sinn, wéi mer alleguer heibanne wëssen, en anere Kritär.

Propos 5: De Mietzuschuss, de Mietspigel an e Quota vu soziale Wunnenge pro Gemeng am Kader vum Pacte Logement si sécherlech Outilen, déi een a Considératioun sollt zéien.

Propos 6: Fir d'Jugend gëtt et ëmmer méi schwéier, eng Wunneng ze fannen. Am Kader vun Neibaute sollte mir de Prinzip vun Einliegerwohnungen an Zukunft applizéieren, wat dann heescht, datt kleng Raimlechkeeten an engem Haus kënne sous-louéiert ginn. Et gëtt och ëmmer méi Jugendlecher, déi opgrond vu Problemer am Elterenhaus vun doheem fortwëllen. De Stat an d'Gemenge sollten och hei méi Haiser vum betreite Wunnen en place setzen, fir dëse Jugendlechen d'Méiglechkeet ze ginn, aus enger Spiral vu Problemer an deelweis souguer Gewalt ze kommen, an hinnen heiduerch nei Zukunftschancë mam encadréierte Wunnen opzezeechnen.

Net ze vergiessen: eis eeler Matbierger. Och hei musse mer kucken, datt an Zukunft verstäerkt an de Logement encadré investéiert gëtt. Eise Sozialsystem erlaabt et eis hei an Zukunft net méi, a grouss Altersheimer ze investéieren. Also mussen Alternative fonnt ginn. Dës Wunnenge musse barrièrëfräi aménagéiert ginn, datt all Zort vun Hëllefleeschtung vu spezialiséierte Fleegeservicer méiglech ass.

Eng Iwwerpréiwung vun der aktueller Action sociofamiliale et thérapeutique wier ubruecht, an esou kënnen nei Forme vu betreitem an telematesch ënnerstëtztem Wunne bestëmmt ginn.

D'Propos 7: D'Situatioun um Logementsmarché huet och geännert. Et kommen ëmmer méi „expatriates" an d'Land, déi nëmme während enger kuerzer Zäit am Land bleiwen. Och dëse Leit an deene spezifeschen Ëmstänn musse mer Rechnung droen, fir hinnen deen néidege Confort kënnen ze assuréiere während där Zäit, wou si bei eis am Land sinn. Um Marché mussen déi sougenannten „boarding houses" geschafe ginn, kleng Wunnengen, déi op Basis vu gréisseren Hotelszëmmeren aménagéiert ginn, awer op eng bestëmmten Dauer kënne verlount ginn.

Propos 8: Eng gréisser Kollaboratioun tëschent de Gemengen, den Offices sociaux an der Agence Immobilière Sociale wär wënschenswäert, wou beispillsweis den Office soical oder d'Gemeng sech bei der Agence Immobilière Sociale akafe kann, wat an der Praxis heescht, datt eng zousätzlech Persoun bei der AIS agestallt gëtt an derfir suerge soll, datt eng Rei vu Wunnengen u Leit verlount kënne ginn, déi Schwieregkeeten hunn, um private Marché eng Wunneng ze fannen.

Ech fannen, dëser Form vu Gestioun a Kollaboratioun soll ee sech verstäerkt widmen, well dëst deen einfachsten a bëllegste Wee ass, Familljen an Nout weiderzehëllefen. Opgrond vun enger Berechnung vun der AIS kascht eng Nuecht pro Persoun 5,67 Euro. Och kann ee mat dësem Prinzip vu Locatioun massiv géint de Leerstand vu Wunnenge virgoen.

Propos 9: En aneren Outil ass de Remembrement urbain. Wann d'Gemengen ënnert dëser Form de Lead beim Ausschaffe vum PAP huelen, da kënne si vun engem Hektar 10% u Bauland afuerderen, esou wéi de Pacte Logement et virgesäit. E Basispräis gëtt hei definéiert an iwwer e Punktwäert an déi ganz Berechnung vum neie Lotissement matabezunn. Iwwert dëse Wee kommen eis Gemengen un neit Bauland, fir e subventionéierte Wunnengsbau oder Mietwunnengsbau kënnen ze bedreiwen. Den Taux vun 10% kéint sécherlech och iwwerduecht ginn an eventuell ëm deen een oder anere Prozentpunkt an d'Luucht gesat ginn.

Propos 10: Am Kader vun der Refonte vun de PAGe kënnen d'Gemenge fir eng Innenverdichtung an hire Quartiers existants suergen. De Ministère de l'Intérieur sollt d'Gemengen hei consultéieren, fir eng optimal Ausnotzung vun dësen Zonen ze assuréieren.

Propos 11: Ënner Innenverdichtung versti mir awer och, datt Baulücken an eise Quartieren no an no musse verbaut ginn. Vu datt iwwer 90% vun dësen Terrainen a privater Hand sinn, proposéiere mir, datt de Législateur op de Wee vun enger Steiererliichterung soll goen, fir dem Propriétaire méi e staarken Incentive ze ginn, seng Terrainen op de Marché ze bréngen. Mir kéinten eis beispillsweis virstellen, datt während enger Rei vu Jore keng Plus-value bei der Vente vun dëse Parzellen erhuewe gëtt. Am Acte de vente muss awer eng Klausel stoen, datt dës Propriétéit innerhalb vun enger Dauer vun zwee bis dräi Joer muss viabiliséiert sinn

Propos 12: Fir de Mietwunnengsbau weider ze förderen, sollten nach zousätzlech Ureizer geschafe ginn. Mat enger Verlängerung vun den Ofschreiwungsméiglechkeeten iwwert d'Dauer vu sechs Joer eraus géif deem sécherlech Rechnung gedroe ginn.

Propos 13 - an déi lescht: Fir d'Offer verstäerkt an d'Luucht ze setzen, muss awer och op der grénger Wiss gebaut ginn. Déi viregt Regierung huet am Kader vun dem Plan sectoriel «Logement» gekuckt, fir a Richtung vun de sougenannte Projets d'envergure ze goen; Terrainen, déi zu 2/5 schonn am Perimeter sinn, an 3/5, déi ausserhalb leien. Dëst hätt dozou gefouert, datt an dësen Zonen eng grouss Unzuel u Wunnengen entstane wieren, déi natierlech fir eng Präisstabiliséierung hätte solle suergen. Véier bis fënnef Pilotprojeten, mat deenen déi jeeweileg Gemengen och mussen d'accord sinn, kéinten hei eng Virreiderroll spillen.

Am Kader vun der Landesplanung brauche mir och dëser Projeten, wou de Stat d'Ficellen am Grapp hält a kuckt, datt dës Terraine schnellstméiglech kënne viabiliséiert ginn. Bei dëse Projete muss natierlech och derfir gesuergt ginn, datt deen néidege soziale Mix ugewannt gëtt. De Schlëssel vun deem, wat fir Mietwunnengsbau a fir subventionéierte Wunnengsbau geholl gëtt, muss natierlech no uewen ugepasst gi par rapport zu deem, wat momentan iwwert d'Gesetz vum Pacte Logement virgesinn ass.

Schlussendlech läit et awer nëmmen un eis alleguer, un de Propriétairen, un de Baupromoteuren, un den Immobilienagencen an natierlech um Wunnengsnotzer, fir eng gesond Situatioun erbäizeféieren. Wann d'Gier nom schnelle Geld an d'Méfiance vun deem enge vis-à-vis vun deem aneren net esou grouss wieren, wéi se zurzäit sinn, da géife verschidde Prozedure méi einfach an och méi schnell iwwert d'Bühn kënne goen. Jiddwereen ass därselwechter Problematik ausgesat. D'Rolleverdeelung ass just bei deem engen a bei deem aneren eng aner. Mir sollen an eiser Gesellschaft an Zukunft méi op Solidaritéit setzen an net op Divisioun. Eis Gesellschaft steet a fält mat deem, wéi si sech selwer gëtt.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies

Här President, ech wéilt Iech hei gär eng Proposition de loi erareechen, wou et ëm d'Bekämpfung vun der Energieaarmut geet a wou et och ëm d'Critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité, d'habitabilité et de location geet.

Wann ech gelift!

6830 *- Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech si fäerdeg an ech soen Iech villmools Merci fir Äert laangt a gedëllegt Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

8. Débat d'orientation sur l'orientation future de la politique du logement (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Lies. Här Lies, wann Der erlaabt, den Här Delles wollt Iech eng Fro stellen. E war disziplinéiert genuch, fir net ze ënnerbriechen. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Et geet sécherlech ëm Mondorf?

M. Lex Delles *(DP).*- Jo, Här President, et ass eng kleng Richtegstellung an eng Fro, déi ech dem Här Lies wollt stellen. En huet e PAP vun der Gemeng Munneref ugeschwat, deen, wéi d'Madame Nagel Buergermeeschtesch war, ausgeschafft ginn ass, mat awer dem Ministère zesummen, also mam viregte Minister zesummen ausgeschafft ginn ass.

Ech mengen, do ass gesot ginn, dee PAP wär net dicht genuch, an ech menge souguer, Här Lies, et ass proposéiert ginn, en Appartementsgebai do an e Quartier ze setzen, wou nëmmen Eefamilljenhaiser stinn.

Dofir hätt ech just zwou Froen: ob dat do Är Meenung eleng ass oder déi vun Ärer Fraktioun, an natierlech, ob Der elo der Meenung sidd, dass dee PAP, deen also mat deem viregte Minister an der Gemeng Munneref zesummen ausgeschafft ginn ass, elo net méi gutt ass oder ob en awer nach gutt ass.

Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Also, ech hunn eng Fro, eng Question parlementaire och un d'Madame Ministesch gestallt gehat. Wann een effektiv kuckt, d'Fro, déi jo gestallt ginn ass, ass déi dee Moment, ob et am Fonds du Logement senger Praxis ass, datt effektiv bei engem PAP, wou Haiser gebaut ginn, déi Haiser zu véier Säiten dann net ugebaut sinn, dat heescht fräi stehend sinn, wat dann dee Moment awer e gewëssene Luxus mat sech bréngt. An ech mengen, d'Philosophie souwuel vum Fonds du Logement wéi awer och vun der Société Nationale des Habitations à Bon Marché ass déi, datt dann dee Moment Wunnengen als Reienhaiser uneneegebaut ginn, fir dann dee Moment de Foncier optimal kënnen auszenotzen.

Ech hu mer och Äre PAP ugekuckt gehat. Ech mengen, als Buergermeeschter beschäftegt ee sech jo och mat esou Saachen. Ech sinn awer der Meenung, datt effektiv hei eng Densificatioun hätt kënne gemaach ginn. An ech mengen, dat ass eng Fro, déi ech der Madame Minister gestallt hunn, ob dat effektiv déi neist Philosophie oder d'Philosophie vun dem Fonds du Logement ass, fir dann dee Moment eng Bebauung, déi net méi esou dense ass, wéi dat an der Zäit emol de Fall wor, ob dat eng Praxis ass, déi an Zukunft dee Moment soll viru propagéiert ginn.

Ech sinn der Meenung, dat do ass net dee richtege Wee, well de Foncier, dee soll optimal ausgenotzt ginn, andeem effektiv méi Reienhaiser kënnen zesummegebaut ginn. A wéi gesot, dat ass meng Question parlementaire, déi ech och gestallt hunn. An ech mengen, et ass eng pertinent Fro.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lies. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt fir d'DP.

Débat

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Eigentlech sinn ech frou - ouni polemesch ze sinn -, ze mierken, dass d'CSV no 35 Joer entdeckt, dass de Logement e wichtege Sujet ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et interruption)

M. Guy Arendt *(DP).*- Ech hu virdru vum Här Lies ganz vill Kritik héieren. An déi Proposen, déi en elo haut gemaach huet, hätt en eigentlech scho kënne virun e puer Joer sengem Minister stellen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP).*- Här President, erlaabt mer, dës Ried bildlech unzefänken: Wa mer op der Eisebunn wären, géif ech soen, dass d'Lokomotiv vun eiser Wirtschaft an deene leschte Jore relativ gutt gefuer ass. Si ass och net allze schlecht duerch den Dall vun der Finanzkris komm. Vill Kuel gouf ugehäit, fir iwwert de Bierg ze kommen. Als Éischt huet de Waggon vum Aarbechtsmaart matgezunn: Méi Emploi am Land bedeit eng Baisse vum Chômage. Dann de Waggon vun de Finanzen: Méi Recetten halen eis am grénge Beräich. Just de Waggon vum Logement ass manner fest un der Lokomotiv festgemaach. Et schéngt, wéi wann deen den ugeschloenen Takt net matgoe kéint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um richtege Wee. Mä mir mussen oppassen, dass mer de Logement och op där richteger Schinn hunn respektiv op déi richteg Schinn kréien. Wann et eiser Wirtschaft gutt geet, geet et eis all gutt. Just ass dat net beim Logement de Fall, wou d'Offer der Demande net méi nokënnt. Dat ass allerdéngs keng nei Situatioun. Mä bis elo ass oft esou gemaach ginn, wéi wann een dee Problem just mat der Géisskan kéint léisen. Abee, neen! Haut gesi mer, dass dat esou net geet, mä dass mer iwwerluecht a couragéiert Mesuren huele mussen, fir all eise Matbierger en Daach iwwert dem Kapp ubidden ze kënnen.

De Logement geet eis all eppes un: de Locataire, de Propriétaire, de Promoteur, den Entrepreneur, d'Handwierk um Bau, d'Gemengen an de Stat. De Logement ass eng Haaptprioritéit vun dëser Regierung. Ech si frou driwwer, well an deene leschte Jore war dat net ëmmer de Fall. Dat weess ech als Buergermeeschter nëmmen allze gutt!

All Dag gëtt ee vu Leit ugeschwat, déi Schwieregkeeten hunn, en Daach iwwert dem Kapp ze fannen. A gleeft mer: Et handelt sech hei net nëmmen ëm Leit oder Persounen, déi onverhofft an eng schwiereg Situatioun gerode sinn, mä et sinn och vill Jonker, déi virun e puer Joer ugefaangen hunn ze schaffen. Et si Koppelen, déi vläicht e Kand hunn a Problemer hunn, d'Enner zesummenzekréien, well se e relativ héije Loyer bezuele mussen.

Och wa mer eis zënter Längerem eens sinn, dass mer am Beräich vun de Wunnengen hei am Land eng Situatioun hunn, déi esou net méi éiweg drobar ass, esou goufen an der Vergaangenheet dach net nëmme couragéiert Décisiounen am Sënn vum Land getraff.

Wann déi gréisst Oppositiounspartei elo op dëser Tribün esou mécht, wéi wann am Logement an deene leschten 18 Méint näischt geschitt wär, dann ënnerschätzt se éischtens dës Koalitioun an iwwerschätzt déi Regierungen, an deene si selwer de Logement iwwer 35 Joer ëner sech hat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP).*- Ech mengen, do léie se sech selwer an d'Täsch.

(Interruption)

Och wann dat där Partei net passt, dass dat elo gesot gëtt, erënneren ech se gären un dem Jean-Claude Juncker säin „Mea culpa!" vun 2005, wou hie gesot huet, dass de Logement seng gréissten Défaite ass.

Mir all heibanne si gefuerdert, fir de Matbierger vun dësem Land e Wunnengsmaart unzebidden, dee funktionéiert, deen hinnen en Daach iwwert dem Kapp gëtt an et hinnen doduerch erlaabt, hiert Liewen an de Grapp ze huelen. Et soll een ophalen, iwwert de Logement nëmmen ze schwätzen. Et gëtt Zäit, dass Wierder an Taten ëmgewandelt ginn - wat dës Regierung mécht. Ech sinn der Meenung, dass mer am Logement zesummestoe mussen, well et hei ëm all eis Bierger geet.

Här President, et gëtt net vill Leit am Land, déi bezweifelen, dass mer méi Logementer baue mussen. Haut de Mëtte solle Pisten opgezeechent ginn, wéi een dat erreeche kann. Ier ech awer an de Vif vun dësem Sujet aginn, ass et wichteg, eng Aart État des lieux ze maachen an ze wëssen, wéi d'Situatioun um Terrain ausgesäit. Um Enn vum Dag geet et drëms, dat ze maachen, wat eise Bierger zeguttkënnt, net, wat ideologesch oder parteipolitesch deem engen oder deem anere besser schmaacht.

Mir hunn et hei mat engem ganz komplexen Dossier ze dinn, an deem mer nëmme weiderkommen, wa mer pragmatesch un d'Saach eruginn. Ech si frou ze gesinn, dass eis Wirtschaft staark opgestallt ass. Dëst féiert derzou, dass vill Leit bei eis schaffen a liewe wëllen, wat ech ebenfalls nëmme begréisse kann. Dës Situatioun bréngt awer och eng Rei Konsequenze mat sech, op déi mer agoe mussen, fir eise Wuelstand dauerhaft garantéieren ze kënnen.

Den 19. Mäerz ass de Kolleeg Max Hahn schonn op dës Thematik agaangen,...

Une voix.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP).*- ...wéi mer iwwert d'Landesplanung geschwat hunn. Ech erënneren un Theme wéi d'Mobilitéit, déi grouss Infrastrukturen, d'Industriezonen an eben och wéi de Logement, op deen ech op dëser Plaz méi am Detail agoe wäert.

Am September 2011 huet de Statec berechent, dass mer an de kommende Joren an der Moyenne 6.500 nei Wunnenge baue mussen, fir dem Besoin u Wunnraum gerecht ze ginn. Jo, als dynamesch Ekonomie brauche mer och Plaz, fir d'Leit ënnerzebréngen.

An anere Wierder: Mir wuesse virun an dofir musse mer och eis Bausubstanz vergréisseren. Dat ass bestëmmt keen neit Phenomeen, mä bis elo huet d'Politik et net fäerdegbruecht, d'Potenzialer vum Wunnengsbau wierklech auszereizen.

Wann ee sech elo ukuckt, wéi vill nei Wunnengen an deene leschte Jore fäerdeggestallt goufen, da fält engem eppes ganz schnell op: D'Offer kënnt der Demande net no. Oder anescht ausgedréckt: Et gëtt net genuch Wunnraum hei am Land, fir all eis Matbierger adequat ënnerzebréngen. De Marc Lies huet schonn eng Partie vun de Chifferen duerchginn. Ech wollt se awer och nach eng Kéier däitlech maachen:

Mir brauche 6.500 Wunnengen am Joer. Mir hunn am Joer 2007 dovunner 3.023 Unitéite gebaut. Also emol net d'Halschecht! An de Joren duerno ware mer net méi performant: 2008 waren et 4.444 Logementer, 2009 3.740, 2010 ware mer bei 2.824, 2011 sinn 2.162 Unitéite fäerdeg ginn an 2012 waren et der 2.304. Déi Chiffere ginn also dauernd erof. An dofir fannen ech dem Här Lies seng Interpretatioun vun de Chifferen interessant.

Et muss ee keen Expert sinn, fir ze verstoen, dass mer hei am Land der Demande u Wunnfläch nolafen. Et ass deemno einfach, fir eng Iddi ze kréien, a wéi eng Richtung d'Präisser evoluéieren: Eng grouss Demande an eng Offer, déi mat dem Tempo net mathale kann, also geet d'Präisdeierecht an d'Luucht.

Ech brauch weder den Deputéierten heibannen nach de Leit dobaussen e laangen Exposé iwwert d'Logementspräisser ze halen. Ech wëll awer op e puer Punkten agoen. Tëschent 2005 an 2014 louch déi allgemeng Inflatioun an der Moyenne bei 2,2% am Joer. Am selwechten Zäitraum sinn d'Präisser fir Haiser awer ëm bal 4% d'Joer geklommen. Bei der Vente vun Appartementer ass et souguer nach e bësse méi. Wann ee sech d'Loyeren ukuckt, ass d'Steigerung zwar manner grouss, mä besonnesch bei den Appartementer ass do e bestëmmten Drock op de Präisser.

An anere Wierder: Et ass ganz kloer, dass d'Präisser mat der Zäit klammen, wat d'Inflatioun ass, mä de Präis vum Wunnraum klëmmt bal duebel esou schnell ewéi dee vun all deenen anerer Wueren a Servicer. Eis Situatioun hei am Land ass also eng gutt, mä beim Logement gesi mer eng Tendenz, déi net mam generellen Trend mathält.

Doduerch gëtt et fir jonk Familljen ëmmer méi schwéier, eng adequat Wunneng um fräie Marché ze fannen, dëst souwuel fir eppes ze loune wéi fir ze kafen. Des Weidere féiert et dozou, dass vill Leit op de subventionéierte Wunnengsbau zréckgräife mussen, wat weder fir si nach fir de Stat eng laangfristeg Léisung duerstellt.

Här President, mir hu leider e ganz klore Constat, eng Feststellung, déi eis esou net zefriddestelle kann. Dofir muss déi allgemeng Richtung déi sinn, fir d'Offer vum Logement ze dynamiséieren, fir de Waggon vum Logement erëm un d'Lokomotiv ze koppelen. Dat geet nëmmen doduerch, dass mer méi Wunnenge bauen, fir esou d'Präisser stabiliséiert ze kréien. Dëst ass net nëmmen eng Aufgab vum Logementsministère. Et ass eng Tâche vun enger Rei Ministèren, déi direkt an indirekt mam Wunnengsbau ze dinn hunn.

Et ass e Fakt, dass de Groussdeel vun der Legislatioun, déi de Logement betrëfft, beim Ministère de l'Intérieur läit. Dofir sinn ech frou, dass och hei ganz vill luewenswäert Efforte gemaach ginn. Ech wëll op dëser Plaz besonnesch ervirsträichen, dass verschidde Prozeduren am Moment scho wesentlech méi schnell weiderginn, wéi dat nach virun engem Joer de Fall war. Als Buergermeeschter kann ech e Liddche vu laange Prozedure sangen, an ech kann hei eng kloer Verbesserung feststellen.

Den Environnement spillt ebenfalls eng grouss Roll, an dat besonnesch bei de sougenannte Strategeschen Émweltpréiwungen oder SUPen, grad ewéi bei Hëllefe fir Sanéierungen. An och hei gesinn ech vill gudde Wëllen, fir d'Logementsproblematik an de Gréff ze kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP).*- Allerdéngs muss ee soen, dass hei d'Prozeduren awer nach laang sinn, obschonn Efforte gemaach gi sinn.

Den Infrastrukturminister sëtzt och mat am Boot, dat besonnesch, wann et ëm de soziale Wunnengsbau geet. Dat konnt ee virun dräi Woche bei sëlleche Projeten um Kierchbierg gesinn.

An natierlech dréit de Logementsministère selwer och säin Deel derzou bäi, de Wunnengsbau ze dynamiséieren. Hei mussen d'Fiedem zesummelafen, fir dass déi verschidden Elementer openeen ofgestëmmt sinn.

Wéi gesot, de Logement ass eng Prioritéit fir d'Regierung, net nëmme fir d'DP. Silosdenke bréngt eis néierens weider, a scho guer net am Logement. Dofir sinn ech frou, dass déi concernéiert Ministèren ëmmer besser zesummeschaffen an am Intérêt vun eisem Land a senge Matbierger un engem Strang zéien.

De Logement läit awer net nëmmen an der Hand vun de Ministèren, dat ass scho gesot ginn, mä och bei de Gemengen, de Promoteuren, de Privatpersounen an natierlech dem Handwierk. De Stat soll awer Impulser setzen. An dofir begréissen ech, dass mer eis haut doriwwer austauschen, wéi dëst geschéie kann.

Ech géif dann elo op verschidde Mesuren agoen, déi d'Orientatioun vun der Logementspolitik ausmaache wäerten. Esou eng komplex Problematik kann een net vun haut op muer mat engem Gesetzestext léisen. Et muss een op ganz verschiddene Pläng aktiv ginn, andeems een eng ganz Rei vun Akteure matabënnt.

Fir d'Éischt kuerz zum Plan sectoriel «Logement». Ech brauch Iech hei net den Detail zu de Pläng opzezielen, ech wëll awer kuerz drun erënneren, dass dëser Regierung näischt aneschters iwwreg bliwwen ass, wéi dës Pläng zréckzezéien, well an de Jore virdrun handwierklech Feeler ënnerlaf waren.

Ech begréissen, dass esou vill Gemengen a Memberen aus der Zivillgesellschaft hir Avisen eraginn hunn an aktiv an deem Dossier matschaffe wëllen. Ech sinn dofir och zouversiichtlech, dass de Logement weider eng staark Roll an Zukunft spille wäert.

Wann een driwwer schwätzt, wéi ee méi baue kann a wéi ee méi Bauland op de Marché kréie kann, kënnt oft d'Iddi an d'Spill, fir de Bauperimeter opzemaachen. Et ass awer leider net esou, dass eleng doduerjer, dass eppes an de Bauperimeter kënnt, och forcément dorobber gebaut gëtt. Dofir kënnt een net laanscht e sougenannten „Baulandvertrag", deen d'DP schonn zënter Längerem an d'Diskussioun bruecht huet. E Baulandvertrag tëschent dem Propriétaire an der Gemeng bedeit, dass en Terrain, deen am Moment nach net am Perimeter läit, nëmmen als Bauland klasséiert ka ginn, wann en och innerhalb vun enger kloer festgesater Frist bebaut gëtt. Passéiert dat net, fält den Terrain erëm zréck an d'Grénzon, soudass de Propriétaire op deem Stéck Terrain sécherlech fir eng Zäitche keng Plus-value maache kann. Den Innenminister ass hei amgaangen, e ganze Modell auszeschaffen, deen Ureizer kreéiert, fir schnell Wunnraum schafen ze kënnen.

En anert Konzept, wat d'DP ëmmer erëm gefuerdert huet, ass de Baulückeprogramm. Hei sinn d'Bauterrainen am Perimeter betraff, déi am Moment nach broochleien, obschonns se bebaubar wären. Esou Baulücke sinn net nëmmen esthetesch net schéin, mä si verhënneren och, dass d'Potenzial u Bauland ganz ausgeschëpft ka ginn.

Oft leien esou Terrainen am Kär vum Duerf oder vun der Uertschaft a sinn esou gutt un den ëffentlechen Transport ugebonnen. Et ass dofir schued, dass op esou Plaze keng Logementer gebaut ginn. Am Moment lafe Gespréicher mat de Gemengen, wéi een esou e Baulückeprogramm ëmsetze kann, well och d'Gemengen en Intérêt drun hunn, wann esou Lücken zougemaach ginn.

Den däitsche Projet vum REFINA kéint hei e Beispill fir eis Gemenge sinn. Et geet drëms, d'Propriétairë vu Baulücken ze beroden, wéi se hiren Terrain mobiliséiere kënnen. Oft ass et nämlech esou, dass d'Besëtzer virun de Prozeduren, déi laangwiereg sinn, zréckschrecken. Hei kënnen d'Gemenge wierklech aktiv ginn an eng Vermëttlerroll tëschent de Privatpersounen an dem Bauhär spillen, dëst besonnesch, wou mer elo iwwert de Géoportail eng Kaart hunn, déi Baulücke signaliséiert.

Ech begréissen et och ausdrécklech, dass de Stat an dësem Dossier mam gudde Beispill virgeet, andeems en op Baulücken, déi him gehéieren, bezuelbare Wunnraum schafe wäert. Ech mengen, dat ass wierklech e gudden Usaz.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech sinn awer och der Meenung, dass Strofttaxen net dee richtege Wee sinn, fir d'Propriétairen drunzekréien, hiren Terrain ze mobiliséieren, och well esou eng Tax da wuel einfach op de Präis vum Immeuble dropgeschloe géif ginn, wat de Präis nach méi an d'Luucht dreiwe géif.

E Baulückeprogramm ass awer och luewenswäert, well hei Privatpersounen hir Verantwortung iwwerhuele kënnen. De Stat kann a soll net eleng bauen, mä de Stat kann awer privat Akteuren zesummebréngen. Iwwert d'SNHBM zum Beispill kann de Stat de Gemengen hëllefen ze bauen, dat andeems hinne bei techneschen an administrative Froe gehollef gëtt.

Madame Presidentin, en aneren Dossier, an deem dës Regierung eng pragmatesch Approche geholl huet, déi elo hir Friichte wäert droen, ass d'Thema vun den Déngschtwunnengen, an deem d'AIS eng grouss Roll iwwerholl huet. Zu Rodange konnt esou elo déi éischt Famill an eng Wunneng anzéien, e Bewäis, dass ee mat innovativen Iddien och am soziale Wunnengsbau villes erreeche kann.

Et ginn awer och nach eng ganz Rei aner Projeten, déi an deene kommende Méint ulafe wäerten. Op den ale Frichen zum Beispill vum Laminoir zu Diddeleng soll e ganz neie Quartier mat 1.000 Wunneenheete kommen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wonnerbar!

M. Guy Arendt *(DP).*- Op de Frichë vu Wolz solle 700 Wunnengen entstoen. D'SNHBM huet en Terrain um Site „Sigelriech" zu Olm, dee viabiliséiert ka ginn, och fir 100 Logementer. An da sinn déi sëlleche Projeten um Kierchbierg virgesinn, déi virun dräi Woche virgestallt goufen. Och hei sinn et ëm déi 4.000 Wunnengen, déi gebaut ginn, an dat zum Deel iwwert d'Formule vum Bail emphytéotique.

Egal wéi een et dréit, et kënnt ee bei dësen Zuelen net derlaanscht, fir festzestellen, dass Neel mat Käpp gemaach ginn, fir weider Wunnraum ze schafen. D'SNHBM ass verstäerkt ginn, fir besonnesch Mietwunnengen ubidden ze kënnen. D'AIS mécht eng ganz gutt Aarbecht, wann et drëms geet, Leit, déi um Marché keng Wunneng fannen, en Daach iwwert dem Kapp unzebidden. Och do si mer gefuerdert, fir déi gutt Aarbecht ze ënnerstëtzen a virunzedreiwen an esou positiv op dem Logementsmaart kënnen ze intervenéieren.

De Fonds du Logement wäert iwwer en neie Gesetzestext eng optimiséiert Gouvernance kréien, fir ganz aktiv matschaffen ze kënnen. Den Audit huet esou munches iwwert de schlechte Fonctionnement bestätegt. Et geet elo drëms, de Fonds du Logement nei opzestellen an him kloer Missiounen ze ginn, fir dass hie méi a besser aktiv am Logement ka schaffen. All dës Akteure sinn immens wichteg fir d'Ausriichtung vun eiser Logementspolitik.

Mir hu Ministèren, déi un engem Strang zéien. Mir hu staatlech Akteuren, déi besser opgestallt ginn. Mir hu Gemengen, déi Initiativ weisen, fir ze bauen, a mir hunn och en Handwierk, wat qualitativ héichwäerteg baue kann. Ech sinn zouversiichtlech, dass mer et fäerdegbrénge kënnen, all dës Elementer zesummenzestrécken, fir de Logement an de Grëff ze kréien.

Madame Presidentin, d'DP ass scho säit Längerem der Iwwerzeegung, dass verschidden Aiden am Logement net deen Effet hunn, deen erwënscht ass. Et huet een heiansdo d'Gefill, wéi wa verschidden Hëllefen, déi an de leschte Joren agefouert goufen, méi derzou gedéngt hätten, fir Kaddoen ze maachen, wéi de Leit an hire Kanner laangfristeg eng erschwénglech Wunneng ze garantéieren. Och gëtt et esou eng Bandbreet un Aiden, dass et oft schwéier ass ze wëssen, wéini ee wat ufroe kann. An deem Sënn wäert de LISER eng Etüd ulafe loossen, fir all eis Aiden op de Leescht ze huelen, dat, fir sécherzestellen, dass d'Steiergelder net zu enger Logementspolitik bäidroen, déi d'Präisser nach zousätzlech unheizt.

An dësem Kontext an an deem Sënn ass et och ze begréissen, dass et zu engem Guichet unique fir all d'Aiden am Logement komme soll. Bis elo gi verschidden Hëllefe vum Environnement ausbezuelt, anerer vum Wirtschaftsministère an nach anerer vum Logementsministère, soudass d'Leit vun enger Plaz op déi aner lafe mussen. Dëst wäert elo mëttelfristeg net méi de Fall sinn, woumat de Leit vill gehollef ass.

Eng vun dësen Aiden ass déi ugekënnegt Subvention de loyer, déi sozial méi schwaach gestallte Stéit ënnert d'Äerm gräift, fir hire Loyer ze bezuelen. Och wann d'Regierung ganz vill Mesuren an Ugréff geholl huet, fir de Wunnengsbau ze dynamiséieren, esou dauert et awer eng Zäitchen, bis dass dës Efforten hir Friichten droe kënnen. Dofir ass esou eng Subventioun fir Stéit, déi e groussen Deel vun hirem Akommes fir de Loyer opbrénge mussen, eng positiv Mesure. Ëm déi 19.000 Stéit wäerten esou all Mount gehollef kréien, fir hire Loyer ze bezuelen.

Dann nach e Wuert zu engem anere Konzept, wat Zukunft huet: d'Klimabank. De Finanzministère ass amgaangen, verschidde Modeller ze préiwen, wéi esou e Projet vun enger Virfinanzéierung ëmzesetzen ass. Et geet heibäi drëms, dass de Stat e Prêt garantéiert, dee fir eng energetesch Sanéierung genotzt gëtt, soudass de Stot an deene Joren drop de Prêt mat den Aspuernisser zréckbezuele kann. De sougenannten „Klimaprêt" ass eng méiglech Pist an deem Kontext.

Madame Presidentin, ech si frou, dass mer op dëser Plaz iwwert de Logement diskutéiere kënnen, well et e wichtegt Thema fir eis Gesellschaft ass. Jo, de Logement ass eng komplex Thematik. Jo, d'Offer u Wunnengen ass limitéiert. Genau dowéinst ginn et awer och eng ganz Rei Pisten, wéi d'Politik handelt, fir Wunnraum abordabel ze maachen.

Ech muss feststellen, dass elo Hand ugeluecht gëtt. An déi heiteg gréisst Oppositiounspartei huet während 35 Joer de Logementsministère gestallt, eng Period, an där d'Präisser nëmmen eng Richtung kannt hunn. Dës Regierung ass elo gutt annerhalleft Joer am Amt, an ech gesi vill Positives, well se d'Heft an de Grapp hélt a sech net hanner engem Mea culpa verschanzt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

M. Guy Arendt *(DP).*- Et ass net einfach, fir de Waggon vum Logement op den Tempo vun der Wirtschaftslokomotiv ze bréngen. Mä ech gesi vill Hänn, déi mathëllefen, fir de Waggon unzekrämpen. An deem Sënn ënnerstëtzen ech d'Orientatioun vun der Logementspolitik, wéi se déi responsabel Ministèren ugeschloen hunn.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Den Här Roth wollt Iech nach eng Fro stellen.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wollt den Här Arendt froen - e seet, d'CSV wär responsabel fir d'Flambée vun de Präisser iwwert déi leschte Joren -, ob en net der Meenung wier, dass dat och eppes ze dinn hätt mat der wirtschaftlecher Entwécklung vun onsem Land.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech mengen net, dass den Här Arendt esou eppes gesot huet.

M. Guy Arendt *(DP).*- Ech mengen, wann een esou déck iwwert de Logement schwätzt an elo Reprochë mécht, dass näischt gemaach géif ginn, fir d'Logementspräisser erofzebréngen, an et hat ee 35 Joer d'Responsabilitéit, dann hätt een awer do och scho kënne Mesuren ergräifen. Och wann d'Wirtschaft klëmmt, kéint een awer Mesuren huele fir dann déi Präisser. An et si jo Proposen elo gemaach ginn! Firwat sinn déi net virun e puer Joer gemaach ginn?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- Et ass vill ëmgesat ginn. Déi gouf et scho virdrun.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Guy Arendt. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Mir schwätzen haut de Mëtteg iwwert de Logement an d'Demande ass komm vun de Kolleege vun der CSV. Wann ech awer esou an de Sall kucken, da mierken ech, datt de Sujet se net méi extra vill passionéiert, nodeems hire Riedner geschwat huet. Mä ech soen awer all deene Kolleege vun der CSV villmools Merci, déi d'Gedold hunn, hei ze bleiwen a mer nozelauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ganz gutt geschwat!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dir Dammen an Hären Deputéiert, mir schwätzen haut de Mëtteg e Sujet un, deen a mengen an a villen anere Leit hiren Aen zu engem vun de wichtegsten Theme gehéiert an dee ganz ville Mënschen an dësem Land ganz grouss Suerge mécht.

Lëtzebuerg ass e räicht Land, zemools am Verglach mat eisen Noperen. An dach huet och Lëtzebuerg en héijen Taux un Aarmutsrisiko. Dobäi sinn et meeschtens net eis Paien, déi ze niddreg sinn. Et sinn och net eis Sozialtransferten, déi net duerginn. Wat de Bierger an eisem Land e Lach an de Portmonni frësst, dat sinn d'Käschte vum Wunnen. Do ass et egal, ob ee lount oder keeft. Duerch déi aussergewéinlech Präisexplosioun um Wunnengsmaart an de leschte 25 Joer hu vill Awunner ëmmer méi Problemer, fir Enn des Mounts déi berühmten zwee Enner beienanerzekréien.

De Problem ass net nei, den Débat, dee mer haut féieren, dofir och net. Hei an der Chamber ginn et regelméisseg Echangen zu dësem Sujet. Déi lescht woren 2012 en Débat d'orientation iwwert d'Logementspolitik an 2010 eng Heure d'actualité iwwert d'Logementspolitik an 2010 eng Heure d'actualité iwwert d'Evaluatioun vum Pacte Logement a vun der Bail- a Loyersgesetzgebung.

Et ass awer net vu Muttwëll, sech och haut nach eemol Zäit ze huelen a sech doriwwer auszetauschen. D'Situatioun um Wunnengsmaart huet sech nämlech net entspaant. Am Contraire: D'Präisser klammen nawell. Erstaunlech ass dat schonn, gouf eist Land dach och ewéi vill aner Länner vun der Finanz- a Wirtschaftskris getraff.

D'Statistike vum Observatoire de l'Habitat informéieren eis, datt tëschent dem éischten Trimester 2005 an dem véierten Trimester 2014 d'Präisser vun der Locatioun vun den Appartementer ëm 39% geklomme sinn, d'Kafpräisser fir Haiser ëm 41% an déi fir Appartementer souguer ëm 52%. A verschiddene Jore gouf d'Evolutioun e bësse gebremst. Mä besonnesch säit dem Joer 2012 zéien d'Präisser erëm enorm un. Ongeféier d'Halschent vun der Deierecht säit 2005 ass zréckzeféieren op d'Zäit no 2012.

An der Politik ass et esou, datt, wann eppes net klappt, da gëtt séier no engem Schëllege gesicht: „Et war déi al Regierung, déi de Problem verkannt huet an näischt ënnerholl huet." „Et ass déi nei Regierung, déi schold ass an annerhalleft Joer nom Untrëtt all déi Problemer nach net geléist huet, an et ass nach näischt geschitt."

Ech wëll mech hei net un deem Gestëppels bedeelegen.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Obwuel, Här Lies, dat wollt ech Iech awer soen,...

(Hilarité)

...datt och mir bestëmmt villes heizou géif afalen. Am Endeffekt awer mengen ech, datt dat kengem eppes hëlleft. Virun allem ginn doduerjer d'Präisser um Immobiliemarché net gebremst.

Wie sech e bësse mam Dossier ofgëtt, an dat huet den Här Lies och richtegerweis virdru gesot, dee gesäit ganz séier, wou de Schong dréckt: Den Drock op den Immobiliemarché kënnt virun allem duerch dee gewaltegen Zouwuess vun eiser Populatioun. Lëtzebuerg huet e Solde migratoire vun iwwer 10.000 an de leschte Joren. An deem Sënn géifen iwwer 4.000 nei Wunnengen all Joers gebraucht ginn, just nëmmen, fir déi Leit bei eis ze logéieren, déi bei eis an d'Land bäizéien. An dobäi hu mer emol net de Remplacement vun deem ale Bestand matagerechent.

De Statec huet eis virgerechent, datt mer tëschent 2010 an 2030 effektiv all Joers 6.500 nei Logementer bräichten. Op där anerer Säit kréie mer awer am Duerchschnëtt an de Joren 2001 bis 2011 nëmmen eng 2.700 nei Wunnenge gebaut. Dës Moyenne geet déi lescht Joren effektiv liicht an d'Luucht, wéi den Här Lies och richtegerweis gesot huet.

D'Pénurie vu Wunnunitéite gëtt also all Joers méi grouss, wat sech an enger fräier Maartwirtschaft och direkt op d'Präisser auswierkt. Et wär allerdéngs falsch, elo d'Hänn an de Schouss ze leeën an ze soen: „Mir kënne jo dach näischt dorunner änneren." Dat gouf och richtegerweis an der Vergaangenheet net gemaach.

Vill Initiative goufen an de leschte Jore geholl, fir ze hëllefen, datt och fir déi heiteg Generatioun den Dram vun engem eegenen Doheem net vu virera platzt. D'Zënssubventiounen, Wunnengsbauhëllefen, niddreg TVA beim Bau oder beim Renovéieren, de bëllegen Akt an esou weider an esou fort sollten de Familljen hëllefen, wat jo och zum Deel fonctionnéiert huet. Kuckt een allerdéngs d'Evolutioun vun de Präisser, esou muss een haut mat e bësse Recul feststellen, datt all dës Hëllefen, déi de Stat, also d'Allgemengheet, all Joers vill Sue kaschten, d'Präisser weder stabiliséiert nach gebremst hunn.

Eenzelner behaapte souguer, datt grad de Contraire geschitt wier an d'Hëllefe vum Stat och nach fir weider Haussen um Immobiliemarché gesuergt hätten. Et kann ee sech effektiv d'Fro stellen, ob déi Subventiounen, déi de Stat un eis Familljen ausbezilt, wierklech bei de Leit bleiwen, oder ob se net dach weidergereecht ginn un d'Promoteuren, un d'Grondstécksbesëtzer an un d'Immobilienhaien.

Dës Theorie ass awer schwéier ze beleeën. Dofir wëlle mer net déi direkt Hëllefen a Fro stellen, mä et gëllt, do dernieft eng aner Politik ze schalten. Amplaz also wéi an der Vergaangenheet eleng d'Scheckheft erauszehuelen a méi finanziell Hëllefen auszeschëdden, fir d'Nofro ze stäerken, sollte mer alles drusetzen, fir d'Offer eropzesetzen.

An den Ae vun der LSAP gëtt et bei dëser Problematik net déi eng Wonnerléisung. Vill méi musse mer u ville klenge Schrauwen dréien, eis Energie an eis Ressourcen do asetzen, wou se am meeschte gebraucht ginn a wou se och eppes nëtzen. Ee Volet vun der Logementspolitik ass do an der Vergaangenheet schändlech vernoléissegt ginn, an dat ass de Logement locatif.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Während mer vill verschidden Hëllefen agefouert hunn, fir ze hëllefen, en eegent Doheem unzeschafen, sou gëtt et haut kaum Hëllefe fir déi Leit, déi musse lounen. Et sinn awer allze dacks si, déi, déi loune mussen, déi déi Schwaachst an eiser Gesellschaft sinn. Fir si, déi, wa se bis hire Loyer bezuelt hunn, kee Sputt méi hunn, fir eppes op d'Säit ze leeën, an also ni wäerten an de Genoss komme vun engem eegenen Doheem an och vun deene staatlechen Hëllefen, fir si gëtt et kaum Hëllef!

Et sief drun erënnert, datt d'Evolutioun vun de Präisser am Locatif bal gradesou séier no uewe schéisst wéi d'Präisser beim Kafen.

Bal 17% vun de Lëtzebuerger Stéit riskéieren, ënnert den Aarmutsrisiko ze falen. Déi allermeescht vun hinne si Locataires. Hei muss also deen éischten Hiewel ugesat ginn. Ënnert der viregter Regierung gouf och ewell un engem Gesetz fir e Mietzuschuss geschafft, un enger Subvention de loyer. An eiser Kommissioun hu mer dës Virlag zejoert eng éischte Kéier gekuckt an op ville Plaze Verbesserunge virgeschloen.

D'Madame Minister aus dem Logement an hire Statssekretär hunn op d'Doléancë vun der Chamberskommissioun gelauschtert an en iwwerschaffte Projet viru Kuerzem an eiser Kommissioun diskutéiert. Et gouf effektiv fir d'LSAP kee Versteesdemech dofir, datt grad d'RMG-Empfänger vun esou enger Hëllef ausgeschloss sollte ginn. Grad si, déi am wéinegsten hunn an et am dréngendste bräichten!

Och goufe mam neie Projet d'Montante vun den Hëllefe substanziell gehéicht: vu 70 op 124 Euro fir Eepersounestéit, vun 100 op 124 Euro fir Stéit ouni Kanner, vun 120 op 149 Euro fir Stéit mat engem Kand a vun 141 op 174 Euro fir Stéit mat zwee Kanner. Déi maximal Subventioun ass vun 230 op 300 Euro de Mount eropgesat ginn.

D'Zuel vun de Bénéficiairen ass drastesch an d'Luucht gesat ginn, esou datt elo eng geschaten 19.000 Famillje wäerte kënnen an de Genoss vun esou enger Subventioun kommen. Dat ass net näischt!

Den OGB-L huet viru Kuerzem gefuerdert, datt de Mindestloun sollt ëm 10% gehéicht ginn, ënner anerem, huet en do argumentéiert, wéinst den ëmmer méi héije Käschte vum Wunnen. Verschidde Kreesser hei am Land hunn iwwert deen dote Virschlag vum OGB-L gelaacht. Mä dat ass eng berechtegt Fuerderung, och wa se schwéier ëmzesetzen ass, schonn eleng aus Kompetitivitéitsgrënn.

De Mietzuschuss ass fir eis déi allerbescht Äntwert op d'Problemer vun de Leit: am Sënn vun de Mënschen, déi Hëllef brauchen, am Sënn och vun enger sozialer Selektivitéit, déi hei à la perfection ëmgesat gëtt, am Sënn och vun der Fuerderung vum OGB-L an och am Sënn vun der Kompetitivitéit vun eisem Land.

Als awer nach neien Deputéierte wonneren ech mech nach ëmmer, wéi laang de legislative Prozess dauert, also wéi laang et brauch vun enger Iddi bis zu engem fäerdege Gesetz.

An ech mierken esou lues, datt meng Ried ufänkt, d'Leit ze interesséieren, et gëtt ëmmer méi Public heibannen. Ech soen Iech villmools Merci.

(Hilarité)

Och beim Mietzuschuss huet et elo laang gedauert, wat ech an och anerer scho beklot hunn. Et ass dofir wichteg, datt mer elo esou séier wéi méiglech ufänke mat eiser parlamentarescher Aarbecht hei am Haus an dëst a mengen Ae wichtegst Gesetz aus der Logements-, mä virun allem Sozialpolitik an dëser Legislaturperiod séier ëmsetzen. Vill Leit waarden dorobber an et ass fir vill Leit eng Urgence!

Niewent dem Mietzuschuss gëtt et nach aner Schantercher, wou mer de Locataire kënnen de Réck stäipen. Wien haut wëllt eng Wunneng lounen, dee muss ee Mount Loyer virstrecken. Meeschtens muss en der Agence ee Mount Loyer Kommissioun bezuelen an dann och nach dem Propriétaire dräi Méint Loyersgarantie hannerloossen. Dat sinn zesummen net manner ewéi fënnef Méint Loyer, déi en neie Locataire muss op den Dësch leeën, fir de Schlëssel vun enger Wunneng ze kréien. Dat ass enorm!

Am Regierungsprogramm steet: «Dans l'objectif d'abolir le système des cautions de loyer tout en maintenant le principe de la protection des propriétaires contre le danger potentiel de loyers impayés, le Gouvernement étudiera les possibilités d'introduire une garantie de loyer», a Klammere steet nach do: «non commerciaux».

D'LSAP ënnerstëtzt déi doten Iddi a mir wiere frou... Mir wéilte froen, wou d'Regierung mat dësem Projet drun ass. Et géif nämlech ville Locataires hëllefen, wann ënner verschiddene Bedingungen de Stat kéint intervenéieren an déi Loyersgarantie stellen.

An deemselwechte Kader muss an Zukunft de Bestellerprinzip gëlle bei de Kommissioune fir d'Agencen. Bis haut war dat iwwer e Règlement grand-ducal aus dem Joer 1972 geregelt an d'Realitéit ass awer nun emol déi, datt an den allermeeschte Fäll d'Kommissioun vum Locataire bezuelt gëtt.

Mäi Virschlag ass, datt deen, deen d'Immobilienagence ustellt, och muss d'Agence bezuelen. Stellt e Propriétaire eng Agence un, e Locataire ze fannen, esou muss de Propriétaire d'Kommissioun iwwerhuelen. An ëmgedréint, wann e Locataire eng Agence freet, him eng Wunneng ze sichen, dann ass et och um Locataire, fir d'Agence ze bezuelen. Fir datt awer net de Spunnes gedriwwe gëtt, mussen och Strofe

virgesi ginn, wann eng Agence sech net géif dorunner halen.

Erlaabt mer, hei eng Klammer opzemaachen. An deemselwechte Règlement grand-ducal vun 1972 gëtt och d'Kommissioun fir d'Immobilienagence op maximal 3% festgeschriwwen am Fall vun engem Kaf vun engem Logement. Wann een awer elo weess, datt an deene leschte Jore sech d'Präisser vun den Haiser an Appartementer verdräifacht hunn a méi, da muss d'Fro erlaabt sinn, ob et gerechtfertegt ass, datt sech domadder och d'Kommissioun op der Vente automatesch verdräifacht a méi, dat Ganzt, ouni datt onbedéngt den Opwand fir d'Agencë sech drastesch erhéicht hätt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- E klengt Beispill, fir dat ze illustréieren: Bei der Vente vun engem Logement vu 500.000 Euro beleeft sech d'Kommissioun fir d'Agence op 15.000 Euro. Ech mengen, et wier derwäert, sech Gedanken ze maachen, ob een dës Maximalkommissioun net misst a Fro stellen oder op d'mannst erofschrauwen.

Mä zréck bei de Locatif. Bei eisen däitschen Nopere gëtt den Ament vill vun enger Mietpreisbremse geschwat. Déi Mannste wëssen awer, datt mir zu Lëtzebuerg ewell esou eng Zort Brems hunn. D'Gesetz iwwert de Bail à loyer hält nämlech fest, datt e Joresloyer net méi héich däerf si wéi 5% vum investéierte Kapital: dat ass de Wäert vum Bau a vun de Renovatioune vun der Wunneng an och vum Terrain.

Et wär sënnvoll, sech och haut nach eemol domadder ze beschäftegen. Éischtens gouf dëse Prozentsaz agefouert zu engem Moment, wou d'Zënse vill méi héich ware wéi haut. Zweetens, wa mer besonnesch d'Entwécklung vun den Terrainspräisser zu Lëtzebuerg kucken an dovun ausginn, datt den Amortissement vun enger Wunneng no 20 Joer sech realiséiert soll hunn, froe mer eis, ob et net néideg ass, d'Terrainspräisser an d'Käschte vum Akt - och wann den Akt nëmmen eng geréng Part ass - no deenen 20 Joer weider an de Capital investi matanzebezéien.

D'Präisentwécklung vun den Terrainen zu Lëtzebuerg ass héich genuch, soudatt fir eis et net méi néideg ass, datt de Locataire bis op éiweg nach weider dofir bezuele muss!

Doriwwer eraus brauche mer och eng besser Kontroll vun de Loyerspräisser. Ech mengen, déi meescht heibanne kënne mat mer d'accord sinn, fir ze fuerderen, datt mer déi lokal oder regional Loyerskommissioune musse reforméieren, vläicht eng national Struktur draus maachen. Awer virun allem musse mer hinne méi Kompetenze ginn.

Firwat musse mer iwwerhaapt Subventiounen an Hëllefen am Logement locatif schafen? Virun allem, well mer bis elo zu Lëtzebuerg versot hu beim soziale Wunnengsbau. Vergläiche mer eis mat eisen Nopeschlänner, dann erféiert een. De Prozentsaz vun de Sozialwunnenge par rapport zum gesamte Wunnengsbestand läit an Holland bei 35%, a Frankräich bei 19%, an der Belsch bei 7%, an Däitschland bei 6% an zu Lëtzebuerg bei knapps 2%. Mir mussen dofir de Logement locatif social massiv ausbauen!

Wann een awer weess, datt dee wichtegsten Akteur op dësem Gebitt, de Fonds du Logement, grad emol 81 Wunnengen an der Moyenne pro Joer realiséiert, dann ass dat Grond genuch, fir hei ze reforméieren. D'Madame Minister huet dat och erkannt. Mat engem Audit iwwert dëse Fong soll elo eng Reform vum Fonds du Logement kommen. De Fong brauch säin eegent Gesetz, eng besser Gouvernance mat engem Vollzäitdirekter a virun allem e kloren Optrag.

Een anere wichtegen Akteur ass - en ass haut och schonn e puermol genannt ginn - d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché, déi sech als Zil gesat huet, bis 2024 250 nei Logementer pro Joer ze realiséieren. Dat ass déi Richtung, déi mir Sozialisten eis wënschen a mir wäerten dofir och vun deem neie Fonds du Logement méi ambitiéis Ziler wéi bis elo verlaangen.

Wa mer iwwert de Logement schwätzen, dann däerf allerdéngs een Akteur net feelen, vläicht dee wichtegsten: d'Gemengen. Fir si mat an d'Boot ze huelen, gouf de Pacte Logement an d'Liewe geruff, deen d'Gemenge sollt incitéieren ze wuessen, sech opzemaachen, fir neie Wunnraum ze schafen. An der Konterpartie wierdegt de Stat de Gemengen hir Efforten an hiren Asaz mat finanziellen Hëllefen. Dat ass richteg, well op eng Gemeng, déi wiisst, komme vill zousätzlech Dépensen duer: D'Infrastrukture musse vergréissert ginn, Schoulen, Maison-relaisen, Kanal- a Stroossenaarbechten an esou weider an esou fort.

Wa mer awer haut e klenge Bilan zéien, da musse mer feststellen, datt de Pacte Logement sengen Ambitiounen net gerecht gëtt. Hei gouf e bürokratescht Monster geschafen, et gouf ee Kontakt tëschent dem Stat an de Gemengen, wann d'Konventioun ënnerschriwwe gouf, an duerno bal näischt méi.

Dobäi brauche vill Gemengen d'Hëllef, d'Berodung vum Stat, fir bei sech eng kohärent Logementspolitik ëmzesetzen. Vill Gemenge scheiteren an hirem gudde Wëlle fir ze wuessen duerch staatlech Virschrëften, duerch kompliziéiert Prozeduren an heiansdo duerch exzessiv Interpretatioune vu gesetzleche Bestëmmungen, wéi zum Beispill am Naturschutzgesetz, fir nëmmen dat ze nennen.

Amplaz datt de Stat a seng Verwaltungen ëmmer nëmmen do sinn, fir ze soen, wat net geet, wat net däerf sinn a wat op kee Fall däerf geschéien, misst de Stat de Gemengen eng Hëllef sinn, fir hinnen ze soen, wat da geet, wou se kënne wuessen a wéi se kënne wuessen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- D'Verwaltungen, och wann haut schonn eenzel engagéiert Beamten dat maachen, misste méi eng proaktiv Roll anhuelen, de Gemengen zur Säit stoen, si begleeden an hëllefen, Bauprojeten ze realiséieren. D'Regierung sollt sech iwwerleeën, esou eng Berodungsstell anzeriichten. Dat Ganzt ass och am Kader vun der Simplification administrative ze gesinn.

Et misst jiddwerengem kloer sinn, datt eben net all d'Gemengen déiselwecht Moyenen hunn. Eng Gemeng Käerch zum Beispill deet sech bestëmmt méi schwéier mat verschiddene Projeten a Prozedure wéi eng Stad Esch oder eng Stad Lëtzebuerg, déi sech duerch hir Gréisst e richtege Service Logement kënne leeschten. Déi kleng a mëttelgrouss Gemenge maachen awer e gudden Deel vun eisem Land aus. Si mussen dofir besonnesch ënnerstëtzt a berode ginn.

Interessant Initiative kommen och vun de Gemenge selwer - an ech mengen, déi Initiativ ass haut scho fënnefmol erwähnt ginn -, esou gëtt zum Beispill probéiert, de Modell vun den Agences Immobilières Sociales och op lokalem Niveau ze applizéieren. Hei proposéieren d'Gemengen engem Propriétaire, eng Wunneng ze iwwerhuelen a weiderzeverlounen. D'Gemenge brauchen an deem Contrat de bail just en Droit de sous-location. De Propriétaire kritt engersäits de Loyer garantéiert an e brauch sech och ëm soss net vill ze këmmeren, verzicht awer op där anerer Säit op e klengen Deel vum Loyer, soudatt d'Gemeng dës Wunneng kann ënnert dem normale Marchéspräis, zum Beispill no soziale Kritären, weiderverlounen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- D'Kordall-Gemenge Péiteng, Déifferdeng, Suessem a Käerjeng sinn zanter Kuerzem mat esou engem Projet amgaang. Och d'Gemeng Dikrech mécht grad där doter Projeten. Et ass ze hoffen, datt dat e Succès gëtt an datt sech esou Initiativen och an anere Gemenge weise wäerten.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Cruchten, den Här Reding wollt lech eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, natierlech.

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann Der erlaabt, Här Cruchten, dat ass eng ganz interessant Saach mat deenen Agences Immobilières Sociales. Dir sot, d'Gemeng lount of ënnert dem normale Maartpräis. De Propriétaire verzicht also op en Deel vun deem Loyer, deen en um Maart kéint kréien. Wat fir ee Prozentsaz ass dat? Lount Dir of, zum Beispill, zu 75% vum Maartpräis, oder hutt Der e Meter-carrés-Präis? Well virdrun och geschwat ginn ass vum Kolleeg Lies, fir wéi vill Euro de Meter carré privat Promoteure géife sozial verlounen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dat do ass d'Négociatioun tëschent...

M. Roy Reding *(ADR).*- Mä hutt Der do Erfahrungswäerter, déi Der eis kéint matdeelen?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Also, ech hunn elo keng Erfahrungswäerter, well ech d'Kontrakter vun de Gemengen net kennen, an ech muss soen - ech hunn elo eng ganz Partie Gemengen opgezielt -, meng Gemeng, d'Gemeng Käerjeng, huet eréischt een esou e Kontrakt ofgeschloss. Ech mengen, vun deene Gemengen, déi hei alleguerten erwähnt gi sinn, ass dat déi mat deene mannste Logementer. Dofir hunn ech wéineg Erfahrungswäerter.

Mä natierlech ass dat doten d'Verhandlungsbasis tëschent der Gemeng an dem Propriétaire vum Logement. An ech mengen och net, datt een do sollt mat enger Schabloun iwwert dat ganzt Land fueren. Do sollen d'Gemenge kënne verhandele mat de Propriétairen. Ech ka mer awer duerchaus virstellen, datt dat och engem Propriétaire eppes wäert ass, wann en d'Garantie huet, datt en all Mount garantéiert den 30. vum Mount säi Loyer op dem Kont huet.

Ech mengen, datt do vill Propriétairë bereet wären, déi schlecht Erfahrunge gemaach hunn - well mir hu jo heiansdo d'Tendenz, ëmmer op d'Propriétairen ze klappen -, mä kommt, mir maachen awer emol eng Klammer op: Vill Propriétairë sinn och an der Situatioun, datt se Ausstänn mussen nolafen, datt se hire Locatairë mussen ëmmer an éiweg nolafen, fir dee geschëllte Loyer anzezéien. An ech mengen, dat heite wär eng gutt an eng flott Initiativ, fir hinnen engersäits de Loyer ze garantéieren, an op där anerer Säit géife si och e Schrëtt maachen, fir dann um Präis, dee se op deem Marché bidden, e klengen Effort ze maachen.

D'Pionéieraarbecht vun der éischter nationaler Agence Immobilière Sociale ass dofir och bemierkenswäert, well se gewisen huet, datt dëse Modell an der Praxis och gutt funktionéiert. Fir si eleng ass et schwéier, dat ganzt Land ofzedecken. Mir sinn dovunner iwwerzeegt, datt hire Modell op lokaler oder regionaler Basis soll ëmgesat ginn, virun allem, well mer mengen, datt dee Modell besonnesch op deem Niveau am beschte funktionéiert.

Iwwerhaapt ginn et haut fir d'Gemenge vill finanziell Hëllefen, wa se zum Beispill Logementer fir eeler Matbierger oder och nach Studente wëlle bauen, oder och soss. 75% Subsid vum Stat, dat heescht, eng Gemeng baut eng Wunneng a kritt fir dee Präis der direkt dräi fir näischt derbäi! Am Cactus géif hei dropstoen: 1+3 gratis.

Vill Gemenge si sech net bewosst, wat fir finanziell Ënnerstëtzungen et gëtt. An et wär flott, wann d'Regierung hei nach eemol en Informatiounseffort géif maache bei de Lëtzebuerger Gemengen.

Ech hu mech elo laang mat deem soziale Volet vun der Logementspolitik ofginn. Dat ass fir mech a fir meng Partei, wéi Der wësst, een immens wichtegen Aspekt. Donieft muss een awer erkennen, datt och de Mëttelstand ënnert den héijen Immobiliepräisser ze leiden huet. Et ass schonn dacks hei op där Tribün gesot ginn: Verschiddener verloossen eist Land a ginn an d'Grenzregioun wunnen, well se sech hei zu Lëtzebuerg keen eegent Heem méi kënne finanzéieren. Och fir d'Mëttelschicht hei zu Lëtzebuerg muss also Logementspolitik gemaach ginn!

A wéi ech virdru scho gesot hunn, net eleng iwwer Subventiounen, mä doduerch, datt mer d'Offer vergréisseren. Fir d'Offer ze vergréisseren, musse mer fir de fräie Maart méi Bauland kréien. Allerdéngs och d'ëffentlech Hand muss un Terrainen erukommen, wa se da wëllt aktiv ginn um Wunnengsmaart.

D'Projets de grande envergure aus dem Plan sectoriel «Logement» goufen zwar elo gebremst, mä verschiddener kënnen nawell geschwë realiséiert ginn a solle virgezu ginn. Déi aner sollen dann eben nokommen.

Mir begréissen der Regierung hir Initiativ, fir dee sougenannte Baulückeprogramm duerchzeféieren. Wéi eis den Här Statssekretär viru Kuerzem informéiert huet, goufen net manner wéi 957 ha definéiert, op deenen theoretesch kéint kuerz- oder mëttelfristeg gebaut ginn. De Problem ass natierlech, datt iwwer 90% dovunner a privater Hand leien.

Dat sinn net alles Spekulanten, déi d'Präisser wëllen an d'Luucht dreiwen. Et sinn zum ganz groussen Deel Privatpersounen, déi et an enger éischter Phas gëllt ze sensibiliséieren an ze incitéieren, matzemaache beim Mobiliséiere vun neie Bauflächen. Ech sinn iwwerzeegt, datt der vill vun hinne bereet sinn, do matzemaachen.

An enger spéiderer Phas muss een awer och déi Propriétairen identifizéieren, déi bewosst Terraine broochleie loossen, fir esou d'Präisser an d'Luucht ze dreiwen. Hei däerf een duerchaus driwwer nodenken, wann Incentiven net funktionéieren, och eng Besteierung anzeféieren.

Eenzel Gemengen hu jo schonn iwwert de Pacte Logement spezifesch Taxen agefouert. Et gëllt elo ze kucken, wat dat brëngt, wa se endlech bis applizéiert ginn. Vill Gemenge waarden nämlech op déi éischt Erfahrung vun deene puer courageierte Gemengen, déi op dee Wee gaange sinn.

D'ëffentlech Hand géif heiansdo gäre méi maachen. Leider kënnt se net ëmmer un d'Terrainen erun. Sou hu mer zwar en Droit de préemption agefouert, wou zum Beispill d'Gemengen e Virkaafsrecht kréien op Terrainen, déi bei hinnen an der Vente stinn. Allerdéngs musse si dat ëmmer zum Marchéspräis maachen an droen doduerch och zu enger Verdeierung bäi.

Meng Partei, d'LSAP, bleift der Meenung, datt mer musse méi e staarkt Virkafsrecht kréie fir d'Gemengen, andeems de Präis vun engem Geriicht oder vun engem Expert fixéiert gëtt an net den Exzesser vum fräie Maart ënnerläit. Am Ausland, wou et esou Instrumenter gëtt, goufe gutt Erfahrunge gemaach, a vill Gemenge steieren heiriwwer hir Städteplanung, hir gesamt Gemengenentwécklung.

En aneren Outil ass deen, deen applizéiert gëtt bei de PAPen, déi méi grouss si wéi een Hektar. Hei mussen, wéi gesot, 10% virgesi gi fir de sougenannte Logement à coût modéré, wou den Här Lies eis jo och duergeluecht huet, datt dat net esou evident ass, deen ze definéieren.

Dat kléngt gutt. Mä wat ass dann elo genee dee Logement à coût modéré? Spillen do iwwerall déiselwecht Kritären? Oder hänkt dat vläicht vum gudde Wëlle vum Promoteur of? Wär et net eng Iddi, datt déi 10% zu engem faire Präis zum Beispill un d'Gemengen oder nach de Fonds du Logement verkaaft ginn? Op dës Manéier kéint d'ëffentlech Hand un déi néideg Terraine kommen, fir hir eege Projeten ze realiséieren. Ass d'ëffentlech Hand nämlech eemol am Besëtz vun Terrainen, esou ka se och aktiv ginn, zum Beispill iwwert déi sougenannt Bails emphytéotiques, wou jonke Familljen den Terrain net méi verkaaft gëtt, mä iwwer länger Zäit verlount gëtt. Dat dréckt natierlech de Gesamtkäschtepunkt vum Wunnen, och fir dee sougenannte Mëttelstand.

E groussen Deel vun de Logementshëllefe waren an de leschte Joren Hëllefen am Beräich vun der Fiskalitéit. Den Här Lies huet dat am Detail gemaach, dofir kann ech et résuméieren. Ech résuméieren am Fong dee leschte Rapport d'activité vun 2013 vum Ministère: TVA Logement: 222 Milliounen, bëllegen Akt: 135 Milliounen, Aides à la pierre: 81 Milliounen. An elo lauschtert gutt: 48 Millioune fir Direkthëllefen un d'Stéit. Bei den Hëllefen un d'Stéit gouf an der Lescht vill gespuert: 2007 waren dat nach 66 Milliounen!

Wat bedeit dat fir eis als LSAP? D'Reform vun der TVA Logement begréisse mer, well de Stat hei Kaddoe mécht, déi net hëllefen, de Problem vum Logement ze behiewen. D'LSAP ass awer nach ëmmer fir de bëllegen Akt, well mer mengen, datt et eng wichteg Mesure ass fir déi Jonk, déi eng éischt Uschafung wëlle maachen. Par ailleurs si mer der Meenung, datt de Stat déi Recettë gutt kompenséiert, well e mat den Droits d'enregistrement et de transcription genuch un der Entwécklung vum Immobiliemarché matprofitéiert. Mir hunn awer näischt dergéint, wann de bëllegen Akt géif fir ganz héich Revenusklassen ofgeschaaft ginn.

Dann d'Aides individuelles, déi ëmmer erëm fir all Feelentwécklung responsabel gemaach ginn, mä déi am Endeffekt nëmmen 11% vun den Dépensen a Cadeaux fiscaux ausmaachen. Do ass fir eis elo genuch gespuert ginn.

Et géif zu dëser ganzer Thematik nach villes ze soen, mä et ass onméiglech, an enger kuerzer Debatt hei an der Chamber alles unzeschwätzen. Ech wëll elo hei ophale mam Wonsch, datt mer eis als Politiker manner domadder beschäftegen, een deem aneren d'Schold ze gi fir dat eent oder dat anert, wat net esou leeft, wéi et misst sinn, mä datt mer zesummen no Léisunge sichen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg d'Wunnen erëm erschwénglech maache kënnen.

Ech mengen, ech hätt haut am Numm vu menger Partei eng Rëtsch Piste gezeechent. Aner Riedner vun haut hunn nach aner Weeër gesinn. Ech mengen, et ass derwäert, sech mat all dëse Propositiounen ausenanerzesetzen.

An ech hu Vertrauen an d'Regierung, datt si dat mécht an de Regierungsprogramm ëmsetzt, fir datt mer Enn 2018 kënne soen, datt mer e gutt Stéck virukomm sinn an der Logementspolitik.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen, Dir Häre: „Sichs de nach oder wunns de schonn?", ufänke wollt ech mat dëser lëtzebuergesch adaptéierter Versioun vun engem Werbeslogan vun engem schwedesche Miwwelhaus, well et ass genau déi Sich no enger adequater Wunneng zu engem abordabele Präis, déi hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi schwéier gëtt.

Dobäi huet all Mënsch e Recht op eng würdeg Wunneng, och hei zu Lëtzebuerg. Dat steet esou am Deel vum Verfassungsentworf, dee konsensfäeg ass. Am Artikel 41 heescht et: «L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.» A schonn eleng dofir däerf d'Politik net einfach nokucken,...

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- …wa Leit a Wunnengen ënnerbruecht ginn a sinn, déi kenge raimlechen an hygienesche Kritären entspriechen!

Ech denken do zum Beispill un déi leideg Chambres à café, vun deenen ech selwer de Problem beschtens kennen. Ech si während Joren zu Déifferdeng 36 Bistroe moies fréi - well da sinn d'Leit nach an den Zëmmeren -, mat der Police eis - sämtlech Bistroen zu Déifferdeng - ukucke gaangen, wéi d'Leit do wunnen.

Ech kann Iech soen, dass et nach méi schlëmm war wéi déi Zäit, wou mäi Papp 1956, 1957 an esou Kabaisercher gewunnt huet. Dat hei war 2009, 2010, an et war vill méi schlëmm! Do hu 17 Leit ganz no openeen an enger Kummer gewunnt, mat enger Toilette, enger Dusch, déi net gaangen ass. Do war e Gank, 2,40 m breet, deen ass opgedeelt ginn: All zwee Meter ass e Stéck Holz gemaach ginn, do waren duebel Better, an déi Leit hunn net d'Zëmmer bezuelt, déi hu 500 Euro pro Bett bezuelt!

Dat war virun e puer Joer zu Déifferdeng. An ech weess, dass dat och an anere Gemengen ass. Bei eis hunn déizäit 440 Leit esou gewunnt. Am Moment sinn et der nach knapps 200. Dat heescht, wann ee wëllt, kritt een awer och do eppes gemaach. An dat ass och gutt esou!

Ech wëll awer och eng wäit verbreete Form vu Spekulatioun kritesch hannerfroen: Dës Spekulatioun besteet doranner, dass bestehend typesch Bauformen net als solch wäertgeschat ginn, mä opgrond vum Potenzial, wat den Terrain an d'kommunaalt Bautereglement hierginn. Ech denken un eis Baurenhäff an den Uertschaften, awer och un typesch Eefamilljenhaiser am Minett. Déi systematesch Émwandlung vun esou gewuesse Strukturen an Appartementshaiser kann net am Interessi vun der harmonescher Entwécklung vun eise Stad-an Duerfzentre sinn. Mir hunn dat zu Déifferdeng erkannt a mat Erfolleg verhënnert kritt.

Dëst Beispill weist awer och, dass spezifesch Léisungen a spezifesche Fäll musse kënnen applizéiert ginn, ouni dobäi déi generell Erausfuerderung ze vergiessen.

Mir mussen nämlech déi richteg Ursaache vun de bestehende Mëssstänn erkennen a mat Determinatioun dergéint virgoen, soss léise mer de Problem net, mä mir schafen anerer oder verlageren a verdrängen déi bestehend dohin, wou kee se méi gesäit.

D'Fakten um Wunnengsmaart si kloer. D'Wunnengspräisser sinn an de leschte Jore kontinuéierlech geklommen a si klamme weider, souwuel vun deenen ale wéi och deenen neien Haiser, an natierlech d'Loyeren och. 2014 waren et ongeféier 4,5%, wéi déi Hausse war. Dëse Phenomeen ass landeswäit deeselwechten, och wann eng Konzentratioun op d'Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge ronderëm kloer erkennbar ass. Et sinn net d'Baukäschten, mä et ass den Terrainspräis, deen d'Wunnengspräisser eropdréckt.

Une voix.- Richteg!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- D'Resultat dovun: D'Wunnen ass deen héchsten Ausgabeposte vun de Stéit zu Lëtzebuerg. Zemools bei deene Stéit mat niddregem Akommes maachen déi Käschte bis zu 46% vun de Gesamtausgaben aus. Beim Logement hu mer et also mat engem eminente soziale Problem ze dinn.

Nëmmen 2% vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg sinn ëffentlech subventionéiert. Mir leien domadder bal um Wupp vun der europäescher Tabell. Et ginn zu Lëtzebuerg 4.000 esou Wunnengen. Mir bräichten der, laut Berechnunge vun der Caritas, ronn 30.000, also op d'mannst siwemol esou vill, wéi der momentan do sinn.

D'Erfahrunge vun de leschte Jore weisen och, dass d'Problemer vum Wunnengsmaart net duerch isoléiert Eenzelmoossnamen an net vun haut op muer ze léise sinn. Et misst op ville Plaze gläichzäiteg e ganze Katalog vu verschiddene Moossnamen ergraff ginn. Dat mécht d'Erausfuerderung äusserst schwéier, an déi nei Ministesch, d'Madame Nagel, an de Statssekretär Marc Hansen hunn den Dossier geierft, dee bei kengem Logementsminister an deene leschte Joren - ech hat hei 20 Joer stoen, mä ech hunn héieren, et si 35 Joer - richteg zefriddestellend Resultater bruecht huet.

De Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg ass engem ongehéierlechen Drock ausgesat. Onofhängeg vun der wirtschaftlecher Entwécklung besteet eng kontinuéierlech Zounahm vun der Bevëlkerung vun iwwer 10.000 Awunner pro Joer. Dat féiert zum entspriechende Bedarf un neie Wunnenge vun 3.000 bis 4.000 Stéck pro Joer. Dat Ganzt gëtt verstäerkt duerch de Fait, dass duerchschnëttlech d'Stéit méi kleng ginn an d'Wunnfläch pro Persoun zouhëlt.

Déi héich Präisser maachen et ville Leit, déi hei liewe wëllen, ëmmer méi schwéier, um sougenannte fräie Marché un eng Wunneng ze kommen. Betraff sinn net nëmmen déi 14% vun den Haushalter, déi un der Aarmutsgrenz liewen, mä mëttlerweil geet et wäit doriwwer eraus. Dofir ass et fir eis Gréng déi wichteg Erausfuerderung, dee risegen Defizit am Beräich vun de subventionéierte Mietwunnengen unzegoen, wou mer bis elo mat 2% op der leschter Plaz leien am europäesche Verglach.

Ouni ze vill op d'Vergaangenheet anzegoen, muss een einfach feststellen, dass dee Beräich vun erschwéngleche Wunnenge bis elo keng richteg Prioritéit war oder op d'mannst an der Praxis net zefriddestellend ugepaakt ginn ass. De Stat huet an der Vergaangenheet net genuch an deem Beräich gemaach. Bei de Gemenge war keng Traditioun do - ausser bei deene puer groussen -, fir an deem Beräich aktiv ze ginn. Virun allem ass et keng aktiv Démarche ginn, fir d'Gemengen ze encouragéieren, am Géigendeel: „Iwwerloosst dat de Promoteuren!", huet et laang geheescht.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Dat muss änneren!

Et ass also net vun ongeféier, dass déi gutt Instrumenter, déi am zweeten Deel vum Pacte Logement virgesi sinn, nach net richteg um Gemengenniveau zur Uwendung komm sinn: d'Virkafsrecht, de Bail emphytéotique, d'Taxen op fräiem Bauland an eidel stoende Wunnengen an esou weider. Op d'Ursaachen, firwat dat esou ass, kommen ech nach herno zréck.

Mir mengen allerdéngs net, dass een de Problem um Wunnengsmaart mat Eenzelmoossnamen oder mat Schlagwierder an de Gréff kritt. Esou ee Schlagwuert ass zum Beispill déi elo an Däitschland agefouert „Mietpreisbremse". Esou en ähnlecht Instrument besteet zu Lëtzebuerg duerch déi 5%, déi am Loyersgesetz stinn, déi d'Héicht vum Loyer par rapport zum investéierte Kapital festleeën.

Mä wéi vill Loyere ginn dann effektiv esou berechent a wie kontrolléiert dat an, virun allem, sanktionéiert de Mëssbrauch? Dëst, just fir ze weisen, dass et ganz schwéier wäert sinn, mat isoléierten Eenzelmoossnamen zefriddestellend um Wunnengsmaart anzegräifen. Mir als Gréng verspriechen eis méi dervun, geziilt ëffentlech Projeten ze lancéieren, fir déi ze ënnerstëtzen, déi um fräie Marché keng Chance oder kaum eng Chance hu matzehalen.

Ech wëll mech an dësem Débat d'orientation dofir op déi fir ons wesentlech Pisten am Beräich subventionéierte Mietwunnengsbau an am Beräich vun neie Wunnforme beschränken, zwee Beräicher, déi mir als absolutt wichteg a prioritär fannen.

Wat muss eiser Meenung no geschéien, fir dass et an deene Beräicher weidergeet?

Déi Mesuren, déi ech elo hei opzielen, stinn als Iddi am Koalitiounsvertrag. Dësen Débat d'orientation bitt mer d'Méiglechkeet, e bësse méi genau dorobber anzegoen.

Déi éischt Pist: De Stat selwer muss einfach méi esou Mietwunnenge bauen, déi dann no soziale Kritären an zu abordabele Präisser verlount ginn. Ech ënnersträichen „verlount ginn". Dozou sinn Initiative vum Stat néideg.

Wie soll dat da maache beim Stat? D'Société Nationale des Habitations à Bon Marché an de Fonds du Logement. D'Reformen, d'Opwäertung vun deenen zwou Institutioune sinn néideg a ginn och an d'Weeër geleet.

Madame Presidentin, ech wéilt do nach e puer Saachen aus menger Gemeng zielen, well ech awer do e bësse méi Erfahrung hu wéi hei an der Chamber. Mir geet et wéi dem Här Cruchten: Ech sinn zimlech nei hei, mä ech hunn awer meng Erfahrungen déi lescht zéng Joer a menger Gemeng gemaach.

Mir hunn do, „Peschkopp" gëtt dat genannt, eng 140 Mietwunnengen. Do huet sech erausgestallt, dass vun deenen 140 Mietwunnengen zënter Méint, wann net Joren, der 23 eidel stoungen. Vu dass de President vum Fong awer regelméisseg bei eis an de Schäfferot komm ass, hunn ech en drop ugeschwat, wéi dat méiglech wier. Ech hunn direkt d'Äntwert kritt, dat wier net esou. Ech hu gesot: „Et ass op alle Fall keen do ugemellt." Dat fënnt een awer als Buergermeeschter eraus. An ech hu gezielt kritt, da géife se frëschgemaach ginn, mä de Peschkopp war scho ganz renovéiert ginn, dofir huet dat mech gewonnert.

Dunn hu mer décidéiert, well mer eis do net eens gi sinn am Schäfferot, kommt, mir maachen e Bréif. Dunn hu mer dann och e Bréif un de Fong geschriwwen, an do kréien ech natierlech erëm eng Äntwert vum President, mat deem ech souwisou net eens gi war am Schäfferot, mä déiselwecht Persoun huet mer geäntwert, dat wier net esou. Dunn hunn ech gesot: „Bon, et ka jo sinn, mä dann, firwat huet déiselwecht Persoun erëm geäntwert?" Dunn hunn ech gesot: „Da schreifs de dem Minister." Du schreiwen ech dem Minister, an do waarden ech haut nach op d'Äntwert!

Dat heescht, déi Persoun, déi bei eis am Schäfferot gezielt huet, dat wier net esou, déi Persoun, déi mir geschriwwen hat, dass et nach ëmmer net esou wier, dat ass awer déiselwecht Persoun, déi beim Minister Premier conseiller war. Dann ass et kloer, dass mäi Kapp seet: „Dat ka jo awer net sinn!" Dat kann net sinn, dass eng Persoun dräimol mir äntwert, quitte dass ech vläicht net recht hat! Mä et ass net gesond, dass eng Persoun dräi Funktiounen huet, op alle Fall net esou wichteg Funktioune wéi déi doten. Dofir begréissen ech, dass d'Regierung wierklech do e Schratt gemaach huet, fir dat ze änneren.

Nach eng ganz kuerz Saach: Mir hu sechs Appartementer, déi kënne gebaut ginn. Zënter sechs Joer ass alles fäerdeg - alles fäerdeg! -, mä et ass en Traffo, dee muss geréckelt ginn. A wie bezilt dat? De Fong wollt dat net bezuelen. Si soen: „Et ass d'Creos." D'Creos seet: „Op kee Fall! Mir wëlle jo net bauen, Dir wëllt bauen." Elo ass dat sechs Joer hier, en Traffo, wat ongeféier 35.000 Euro kascht, fir en ze réckelen, wou amplaz kéinte sechs Wunnenge gebaut ginn! Wann déi gebaut gi wiere viru sechs Joer, da wier iwwert de Loyer dat souwisou scho bezuelt ginn. Dat kann et jo och net sinn!

An ech halen elo wierklech op, ech hu wierklech nach Beispiller, wou ee gemierkt huet, dass do awer eppes net stëmmt. A wat mech nach e bësse méi rose gemaach huet, dat ass: Wann s de en Terrain hues an du wëlls deen dann entweder un d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché ginn oder un de Fong, dass déi zwou Instanzen zwee verschidde Präisser de Gemengen ubidden. Dat ka jo net sinn!

Et kann net sinn! D'Société Nationale des Habitations à Bon Marché, déi hält sech un déi Präisser - ech weess dat, well ech d'Chance hunn, do am Verwaltungsrot ze sinn an nach ee Joer do ze sinn -, dass déi e feste Präis huet an dass dann eng Sociétéit dohinnerkënnt a seet: „Ech ginn 2.000, 3.000 Euro méi, fir dee Projet ze kréien", dat fannen ech net richteg. An ech hoffen, dat wäert dann och ophalen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Zweetens: Mir mussen de Gemenge staark a proaktiv staatlech Wunnengsbaupartner zur Säit stellen, fir dass virun allem och kleng Gemenge kënnen aktiv ginn an och méi kleng Projete kënne verwierklecht ginn. Wat sollen déi Partner maachen? Op d'Gemengen zougoen a mat hinne Projeten detektéieren a plangen; administrativ, technesch a logistesch Hürden ugoen; Bauland erschléissen a baue loossen oder bestehend Wunnengen astandsetzen; d'Gestioun vun de Locatairen iwwerhuelen.

Et ass och keen Zoufall, dass verschidde Moossname vum Pacte Logement kaum oder net genügend vun de Gemengen applizéiert gi sinn, zum Beispill déi Taxen op eidele Wunnengen oder onbebauten Terrainen. Déi, déi bei der Diskussioun zum Projet de loi derbäi waren, wëssen et: Et war vun Ufank u keng optimal Léisung, déi Verantwortung op d'Gemengen ze iwwerdroen, ouni déi néideg Hëllefstellung ze ginn.

Wie kënnen dës Wunnengsbaupartner fir d'Gemenge sinn? Déi bestehend Société Nationale des Habitations à Bon Marché an de reformëierte Fonds du Logement, wou och d'Aktivitéite vun enger Agence Immobilière Sociale erëm verstäerkt kënne ginn.

Mir gesinn dës aktiv staatlech Wunnengsbaupartner als absolutt noutwendeg, wann een net wëllt esou wäit goe wéi a Frankräich. Do ass de soziale Wunnengsbau eng Flichtaufgab vun de Gemengen. All gréisser Stad muss 25% Sozialwunnengen opweisen, fir eng Mixité sociale sécherzestellen. Ähnlech zu München, do geschitt eng „sozialgerechte Bodennutzung", mat Minimum 30% gefuerdertem Wunnengsbau. D'Resultat um Terrain ass schlussendlech dat, wat zielt. An dovu wëlle mir hei zu Lëtzebuerg weider Schrëtt ofhängeg maachen.

Fir déi zwou genannt Pisten unzegoen, mussen de Stat an d'Gemengen awer u Bauterrain kommen an domadder mat engem laangjährege Tabu briechen. Kaum eng Gemeng huet Baulandreserven ugeluecht oder verfüügt iwwer gréisser Flächen, fir Bauland auszeweisen. Esou wéi et an enger Chambersmotioun gefrot gi war an am Plan sectoriel «Logement» virgesi war, ass et nach ëmmer richteg, den Droit de préemption fir verschidden Akteuren op all d'Terraine vun de Gemengen auszedehnen.

Drëttens, d'Mobiliséierung vu private Wunnengen, déi aus ënnerschiddleche Grënn oft eidel stoe gelooss ginn. Dobäi si ganz gutt Erfahrunge gemaach gi mat der nationaler oder mat de regionalen Agences Immobilières Sociales, déi de Propriétairen e feste Loyer garantéieren, sech awer ëm d'Locatioun an alles ronderëm këmmeren.

Kordall ass ugeschwat ginn, schonn zweemol, dat freet mech extrem vill. Do hu mer bal a manner wéi engem Joer iwwer 30 Wunnengen op de Maart kritt. Dat heescht - ech wëll dat net vergläichen, ech wëll et just soen -, dass dat op alle Fall gradesou vill ass, wéi d'lescht Joer de Fonds du Logement op de Maart bruecht huet.

Do war virdrun eng Fro gestallt ginn, ech kann lech se beäntwerten. Dat heescht, d'AIS Kordall bezilt zwësche 6 an 10 Euro/m^2. Kee Frang méi, kee Frang manner! Soss ass dat net ze maachen! Dat heescht, do si Leit, déi kommen, déi hu schlecht Erfahrunge gemaach - ech mengen, den Här Cruchten huet et gesot - an et ginn ëmmer méi Leit, déi versichen, op dee Wee ze goen, well se gesinn, dass et vläicht méi sënnvoll ass, en Appartement, d'Haus esou ze kréien, wéi een et gëtt, an dass et e garantéierte Loyer ass. Op alle Fall ass dat eppes, wouriwwer mer frou sinn. An ech sinn och frou, dass d'Konventioun mam Kordall ënnerschriwwe ginn ass, wou mer do eng finanziell Ënnerstëtzung kréien.

Och déi finanziell Hëllefe fir d'Sanéierung vu bestoende Wunnenge bidden interessant Ureizer an Hëllefen, fir esou Gebaier bewunnbar ze maachen. D'AIS plus finanziell Hëllefe sinn deemno wichteg Outilen an der Geschierkëscht fir d'Mobiliséierung vu private Wunnengen.

Mä vläicht feelt an dëser Geschierkëscht en zousätzlecht Instrument, an zwar eent, wat nëmmen dann ugewannt gëtt, wann all déi aner Outile versot hunn an de Propriétaire partout d'Wunneng awer wëllt eidel stoe loossen. Mir mengen, dass an deem Fall eng Tax op esou muttwëlleg eidel stoend Wunnenge kann a muss kommen, landeswäit an eenheetlech. D'Wunnengsnout vun deenen enge verbitt de Muttwëll - verbonne mat Spekulatiounen op méi Gewënn - vun deenen aneren. Hei muss d'Politik kloer Prioritéite setzen!

Vill Leit, virun allem am ländleche Raum, wunne selwer an hire Wunnengen, déi awer net méi den energeteschen Ufuerderungen entsprieche respektiv wou d'Käschte fir d'Hëtzen an de Stroum de Revenu vun der Famill opfriessen - Stéchwuert Energieaarmut. Fir dass eng energetesch Sanéierung vun esou Haiser ka wierken, mussen net nëmme gënschteg Kreditter zur Verfügung gestallt ginn, oft muss d'ëffentlech Hand d'Garantie bei esou Kreditter mat iwwerhuelen.

Véiertens, nei Wunnformen. Ech wëll elo kuerz op zwou Wunnformen agoen, déi mir hei zu Lëtzebuerg nach net esou gutt kennen, déi awer derwäert sinn, méi genee beliicht ze ginn.

D'Wunnkooperativen: Bei de Wunnkooperative geet et drëm, dass méi Leit oder Famillje sech op engem Grondstéck en Haus opriichten, wat se gemeinsam bewunnen a sech esou ariichten, wéi et hire Bedürfnisser entsprécht: gemeinsam genotzte Raim niewent private Raim. Dës Wunnform bitt eng etlech Virdeeler, net eleng fir d'Notzer, mä och fir d'Allgemengheet.

Esou steet an de Konklusioune vum Caritas-Dossier vum Juli 2014 dat heiten ze liesen: «Les coopératives d'habitation peuvent avoir un impact bénéfique sur le marché du logement. Leur développement dépend des soutiens étatiques mis en place. Par l'intermédiaire des coopératives, l'État peut poursuivre deux objectifs, soit la constitution d'un parc de logements à prix abordable, soit la construction de logements sociaux.»

D'Wunnkooperative sinn an eisen Nopeschlänner scho méi laang eng interessant Alternativ fir Familljen, déi bewosst méi sozial Kontakter wëlle fleegen a mat manner Geld sech wëllen eng Wunneng leeschten.

Obwuel hei zu Lëtzebuerg nach eng etlech rechtlech an administrativ Hürde fir esou Wunnforme bestinn - zum Beispill ginn d'Kooperative rechtlech wéi kommerziell Sociétéite behandelt an d'Bewunner kommen net an de Genoss vun de staatlechen Aiden, well een an enger Wunnkooperativ weder en echte Propriétaire ass nach en echte Locataire ass -, ginn et trotz deene Schwieregkeete verschidden Initiativen, fir an déi Richtung Projeten ze verwierklechen. Notamment an der Stad Lëtzebuerg ass deemnächst mat esou engem Projet ze rechnen. Mir hoffen, dass dat Beispill Schoul wäert maachen an dass déi bestehend Hürde fir d'Wunnkooperativen an nächster Zäit kënnen ofgebaut ginn.

Generatiouneniwwergräifend Wunnen: Déi Generatioun, déi d'Wunngemeinschaften erfonnt huet, kënnt esou lues selwer an den Alter. Fir géint d'Altersisolatioun virzegoen, ass et deemno net verwonnerlech, dass déiselwecht Leit elo aner Forme vu Seniorewunnenge sichen an nei Iddien entwéckelen. D'Ältersstruktur vun der Bevëlkerung zu Lëtzebuerg, mat iwwer 14% iwwer 65 Joer, drängt och bei eis no anere Léisungen.

D'Iddi vum generatiouneniwwergräifende Wunnen ass einfach: D'Noperschaftshëllef bei verschiddene Bedürfnisser a Fäegkeete soll assuréiert ginn. D'Isolatioun, grad vun deenen eelere Leit, soll verhënnert ginn. Am Idealfall kënnen Al a Jonk dovunner profitéieren. D'Kanner liewe mat der Grousselteregeneratioun zesummen. Rüsteg Senioren ënnerstëtze jonk Familljen an ëmgedréint.

Dës Iddi huet näischt mat engem nostalgeschen Zréck an d'Groussfamill vun de 50er Joren ze dinn. Well esou harmonesch, wéi dat oft duergestallt ginn ass, war et net. Neen, hei geet et drëm, d'Individualitéit ze berücksichtegen, ouni déi sozial Kontakter auszeschléissen, ouni eng strikt gebailech a raimlech Trennung vun de Generatiounen.

An et soll een net mengen, dass dat net géif goen. An eisen Nopeschlänner gëtt et ganz positiv Beispiller an déi Richtung, mat vill Zefriddenheet op alle Säiten. An Däitschland huet esou eng Wunnform scho méi laang Traditioun. A Frankräich leeschten „Le Pari Solidaire" oder „Récipro-Cité" an dësem Domän Pionéieraarbecht. An der Regioun Bréissel gi Projete fir intergenerationellt Wunne par l'intermédiaire vun zwou Asblen, dat sinn den „Abbeyfield" an „Assembl'âges", speziell ënnerstëtzt. Am Kanton Zürich an der Schwäiz gëtt et gutt Erfahrungen, fir bei eelere Leit, déi eleng wunnen, Studentewunnengen anzeriichten.

Iwwregens soll een och net mengen, dass hei zu Lëtzebuerg esou Wunnforme komplett Neiland wieren. Dat ass nämlech net de Fall! Ech hunn elo grad Däitschland, Frankräich, d'Belsch an d'Schwäiz genannt, mä hei am Land, an der Stad, zu Déifferdeng, wunne scho jorzéngtelaang Studente bei Familljen. Dat ass bei der Miami University, do wunnen d'Studente scho bei Familljen doheem.

An et ass och verständlech: Iergendwann eng Kéier plënneren d'Kanner, oder op alle Fall hoffe mer emol, dass d'Kanner dann erausplënneren, an dann huet een op eemol een, zwee Zëmmere fräi. An dat klappt ganz gutt, wann een dee Wee wëllt goen.

Esou Wunnforme sinn zu Lëtzebuerg sécherlech nach net verbreet genuch, mä si existéieren an et soll ee se weider développéieren. Mir mengen, dass et derwäert ass, och esou Projeten zu Lëtzebuerg unzegoen, a si frou, dass an der Stad Lëtzebuerg esou e Projet, zesumme mat der Caritas, ulafe wäert.

Et ass, mengen ech, mëttlerweil jiddwerengem kloer, dass sämtlech Akteuren am Domän vum Logement musse matspillen, wa mir d'Problemer wëlle léisen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Jo?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Entschëllegt, den Här Lies, mengen ech, wollt Iech eng Fro stellen. Här Lies.

Sidd Der domat d'accord, Här Traversini?

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Jo.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech wollt dem Här Traversini just eng kuerz Fro stellen, well en effektiv déi Wunnformen uschwätzt, ech mengen, hie schwätzt do vu Wunngemeinschaften: ob dat normal ass - ech hunn dat virdrun och a mengem Diskurs gesot gehat, datt et effektiv méi a méi hei um Wunnengsmaart zu Forme kënnt, datt an eenzelnen Unités de logement all eenzelt Zëmmer dee Moment verlount gëtt iwwer Agences immobilières, déi dat wierklech zu hirem Business gemaach hunn, wou ee mat deem aneren näischt méi ze dinn huet a wou d'Zëmmere à 700 bis 800 Euro an nach doriwwer eraus verlount ginn -, ob den Här Traversini mengt, wa mer effektiv vun deene Forme vu Wunngemeinschafte schwätzen, datt dat eng normal Praxis ass, déi an Zukunft dee Moment soll gedult ginn an eventuell och nach gefërdert ginn.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Selbstverständlech net! Ech fannen, et ass net ëmmer alles mat Geld ze bezuelen. Et kann een och Leit, Studente bei sech wunne loossen. Iwwregens hunn ech der zwee doheem, déi bezuele kee Loyer, well ech geduecht hunn, ech kéint Englesch doduerch léieren. Et ass hinnen nach net gelongen, dass ech Englesch kann.

(Hilarité)

Ech wël soen, dass net ëmmer alles mat Geld ze bezuelen ass. Et ass och esou, dass ee Studente bei sech ophëlt wéinst aneren Interessen. A selbstverständlech ass et net an der Rei, dass een domadder erëm eleng wëllt Geld maachen, esou wéi och net bei de Cafészëmmeren. Also ech mengen, dass mer eis do eens sinn.

Sou, elo hutt Der et fäerdegbruecht...

(Hilarité)

Ech fanne mech awer erëm. Esou schnell...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Loosst Iech net duerjernee maachen.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Esou schnell kritt een en Italiener net kleng, Madame Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, neen.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Et ass wéi gesot, mengen ech, mëttlerweil jiddwerengem kloer, dass sämtlech Akteuren am Domän vum Logement musse matspillen, wa mer d'Problemer wëlle léisen - ech hunn et fonnt! Dat ass, wéi gesot, de Stat, dee gefuerdert ass, méi abordabel Mietwunnengen ze bauen, dat sinn d'Gemengen, déi méi aktiv solle ginn an hir Responsabilitéiten an Zesummenaarbecht mam Stat mussen iwwerhuelen.

Dat sinn awer och d'Privatleit, also engersäits d'Privatpromoteuren an anerersäits d'Propriétairë selwer vun de Wunnengen. D'Propriétairë kënne sécherlech och e Schratt maachen a Richtung méi abordabele Loyer, andeems se dat, wat se froen, zum Beispill ëm 100, 150, 200 Euro géifen erofsetzen. Si géifen dann nämlech hire Locatairen entgéintkommen a gläichzäiteg awer och sécherstellen, dass déi Sue vum Loyer all Mount géifen erakommen.

Natierlech sinn 100, 150 Euro och vill Sue fir d'Propriétairen. Mä mir wëssen awer, dass am Normalfall d'Propriétairen net zu deene 14% Leit gehéieren, déi hei zu Lëtzebuerg un der Aarmutsgrenz liewen, an dass se dee Manque à gagner mat aller Wahrscheinlechkeet besser verkraafte kënne wéi eng Famill, déi all Mount kämpft, richteg kämpft, fir de Loyer ze bezuelen!

Gläichzäiteg géifen d'Propriétairen och méigleche Schwieregkeeten aus de Féiss goen, déi entstoe kënnen, wann de Locataire säi Loyer net bezilt. An Dir wësst jo, et si jo genuch Juristen heibannen, fir ze wëssen, wat dat bedeit, wann s de e Locataire hues, deen net méi säi Loyer ka bezuelen. Dann ass et, mengen ech, méi sënnvoll, dass ee sech vläicht géif dohinnersetzen an driwwer nodenken, awer vläicht e Schratt a Richtung Locatairen ze maachen.

Jiddereen ass gefuerdert, seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Well nëmmen, wa vill pertinent Moossname gläichzäiteg op ville Plaze geholl ginn, kréie mer de Logementsproblem an de Grëff!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen dem Paul och e grousse Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn hei vill interessant Saachen héieren, och vill nei Informatioune kritt an enger Matière, déi extrem wichteg ass. Ech hu just eppes, a mengen Aen, a menger Subjektivitéit, vill ze oft héieren, an dat war: Stat, Stat, Stat.

Deen Eenzegen, deen e bësselche méi a meng Richtung argumentéiert huet, war de Kolleeg Guy Arendt, dee festgestallt huet, datt d'Logementspolitik en Échec ass. A firwat? Majo, well et Saache gëtt, mat deene mécht ee keng Politik, mä do léisst een e bësselchen de Maart och gewäerden.

Mir hunn e Ministère du Logement. Firwat hu mer kee Ministère des voitures d'occasion? Firwat hu mer kee Ministère de la fourniture de la population en denrées alimentaires? Ma ganz einfach, well mer eng Maartwirtschaft hunn, déi derfir suergt, datt dat klappt. Et ass genuch Offer do an och de Präis ass richteg, well de Präis ass transparent. Et brauch ee weder e Gesetz nach e Ministère, fir net engem ze vill ze bezuele fir deem säin Auto. D'Informatioune si liicht ze kréien, vill méi liicht haut wéi nach viru Joren.

Wat ass am Logement anescht? Jo, et feelt eis Transparenz an den Donnéeën. Stéchwuert: Et feelt eis e Mietspiegel, et feelt eis e Präiskadaster. Dat wiere ganz wichteg Instrumenter fir de Maart, fir de Keefer, fir de Locataire, fir erauszefannen, wou e steet.

A jo, et gëtt eng Pénurie, besonnesch wat bezuelbare Wunnraum ugeet. Datt mer eis direkt richteg verstinn: Mir als ADR sinn der Meenung, datt all Lëtzebuerger an och all Mënsch, deen hei schafft, bezuelbare Wunnraum soll kënne kréien. An zwar net als Déclaration de principe an enger Verfassung, mä an der Realitéit! An da musse mer kucken, wéi een dat ka fäerdegbréngen. An nach eng Kéier: An eisen Ae geet dat mat manner Stat, mat manner Reglementatioun.

Dir maacht an Ärem Rapport eng ganz Rei vu Virschléi, déi ech wëll e bësselchen eenzel analyséieren. Mä virun allem hunn ech an Ärem Rapport e Saz gelies, dee mech profund schockéiert, datt et dat hautdesdaags nach ka ginn: Dir schwätzt vun enger «personne qui a un emploi, mais qui demeure dans la pauvreté et ceci malgré les transferts sociaux dont elle bénéficie». Dat ass fir mech eng Bankrotterklärung vu Politik!

Dir schlot elo verschidde Mesurë vir, fir dat ze änneren, fir méi bezuelbare Wunnraum un de Mann, un d'Fra, un d'Famill ze bréngen, sief et fir ze lounen, sief et fir ze kafen. An do si ganz gutt Mesuren dran, et si gutt Mesuren dran an et sinn a mengen Aen, an eisen Aen och ganz schlecht Mesuren dran.

Ganz gutt fannen ech Äre Recours aux investisseurs privés. Säit iwwer zwielef Joer ass d'Chambre immobilière hanner sukzessive Ministeren, fir do en Accord ze fannen, fir datt privat Investisseure sozial Mietwunnechte kënne bauen. Bei Baukäschte vu maximal 3.200 Euro/m^2, an do ass d'TVA - allerdéngs mat 3% an net mat 17% - abegraff, erhale mer selbstverständlech niddreg Loyeren. An do huet de Kolleeg Lies komplett onrecht, wann e mengt, déi Investisseure géifen da mat esou Wunnechten op de Maart goe mat Meter-carrés-Präisser vun 19 Euro**.**

Ech krut, dankenswäerterweis, vum Kolleeg Traversini eng Äntwert dorobber, wéi eng Loyeren da bezuelt gi fir, wuelverstanen, Okkasiounswunnechte vun enger Agence Immobilière Sociale - nei oder Okkasioun. An e sot, tëschent 6 an 10 Euro/m^2. Abee, Privatinvestisseure fir Mietwunnechte wieren d'accord, am Süde vum Land, fir fonkelfuschnei Wunnechte mat engem feste Präis op zéng Joer fir 10 bis 12 Euro/m^2 ze verlounen. Ech mengen, do leie mer ganz no beieneen. Wourunner feelt et?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Reding, entschëllegt! Den Här Lies, mengen ech, wëllt Iech eng Fro stellen, wann Der dermat d'accord sidd.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, gären, selbstverständlech.

M. Marc Lies *(CSV).*- Bon, Här Reding, Dir sot elo, datt e privaten Investisseur… Sidd Dir dann der Meenung, datt e privaten Investisseur eben deeselwechte Präis fir de Loyer freet wéi zum Beispill…

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Ech wollt elo dorop kommen, jo.

M. Marc Lies *(CSV).*- …de Fong oder d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché?

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, dat ganz bestëmmt net.

M. Marc Lies *(CSV).*- …dann hätt ech gär e Beispill.

M. Roy Reding *(ADR).*- Mä e freet deeselwechte Präis wéi deen, deen hautdesdaags an Agence-immobilière-socialle gefrot gëtt, an dat fir e fonkelfuschneien Appartement.

An ech erklären Iech och, wéi et geet. Et feelt nëmmen un enger eenzeger Saach: An dat sinn, ech kommen nach méi spéit drop zréck, d'Banken, d'Banken, déi am Moment Problemer maachen, net nëmmen dem Privatmann, dee wëllt e Kredit hunn, fir eppes ze kafen, mä och dem Promoteur, dee wëllt bauen, mat Eegebedeelegungen, déi ganz einfach vill ze vill héich sinn. An déi privat Promoteure soe mer: Wann de Stat d'accord wier, fir eng Statsgarantie ze iwwerhuele fir déi Eegebedeelegung - dat kascht guer näischt, et ass eng Garantie, an a Contrepartie gëtt gebaut -, da kënne ganz, ganz schnell Mietwunnechte gebaut ginn zu deene soziale Kritären, déi ech elo genannt hunn, dat heescht zéng Joer e feste Loyer vun 10, 12 Euro am Süden.

Ech hunn ee Promoteur, mat deem ech déi Zuelen hei duerchgaange sinn, dee sot zu mir: „Ma, ech kann 2016 108 Logemente liwweren." Liwweren! Voilà, ech mengen, dat wier eng Pist, déi eng liberal Regierung onbedéngt sollt weiderverfollegen.

Eng weider ganz gutt Iddi, déi Der uschneit, an ech mengen, do sinn all Spezialisten d'accord, dat ass, datt et muss zu enger Reduktioun komme vun der Dauer vu Prozeduren a vun ze villen Oplagen, déi ëmmer erëm bäikommen.

An Dir maacht dann eng Déclaration de principe, sot awer gläichzäiteg: „Ma, mir hu keng Kompetenz, mäi Ministère huet keng Kompetenz an deene Saachen", wat richteg ass, well et sinn aner Ministèren, „mä mir veilléieren awer, datt keng nei Contrainten derbäikommen." Ben, ech géif Iech invitéieren ze veilléieren, datt emol Contrainten, déi do sinn, fortkommen an datt keng weider Prozedurdaueren derbäikommen an datt de façon proactive - „de façon proactive", an duerfir félicitéieren ech Iech a mir wäerten Iech beim Wuert huelen-, datt Der géift derfir suergen, datt déi Daueren erofginn.

Et sinn hei vill Leit, déi konnten hei aus dem Volle schäffen, andeem se vu konkrete Beispiller geschwat hunn aus hirer Gemeng, aus hirer Erfahrung. Ech wëll dat dann och maachen a soen: Ma, ganz oft läit et um lokalen „goodwill" oder um staatlechen „goodwill", a ganz oft läit et och u Muechtspillercher, firwat datt konkret Bauprojeten extrem, extrem verzögert ginn.

Ech wëll just zwee Beispiller erauspicken, an et ass en Zoufall, datt et zwou blo-gréng Gemenge sinn, déi concernéiert sinn, dat wëll ech ganz kloer soen.

Dat eent ass e Bauterrain op der Areler Strooss, déi fréier Klinik Dr. Bohler. Déi kommunal Kommissioun vum Développement urbain war, mengen ech, géint d'Stëmme vun deene Lénken der Meenung, et sollt een do kee PAP musse maachen. Dat ass e fäerdegen Terrain, en huet manner wéi een Hektar, e läit un enger Haaptstrooss, en ass voll erschloss. Et hätt kënnen direkt eng Baugenehmegung ausgestallt ginn. D'Gemeng, de blo-grénge Buergermeeschter- a Schäfferot, huet décidéiert: „Neen, mir maachen do e PAP, well da kënne mer vun deem Promoteur eppes froen, da muss deen eppes oftrieden."

Ech ginn Iech en anert Beispill aus där schéiner Gemeng Bartreng - och déi blo-gréng gefouert, wann ech mech net iren. Do ass e Promoteur gezwonge ginn, e relativ grousst Stéck vum Terrain, op deem e Residenze gebaut huet, der Gemeng ze schenken. Dat ass da soidisant, fir datt do ëffentlech Infrastrukture solle kënne gemaach ginn. An duerno huet en e missen zum Maartpräis vun der Gemeng zréckkafen! Dat si Saachen, dat si Mesuren, déi dreiwen d'Präisser an d'Luucht!

Eng gutt Iddi, déi Der hutt, sinn d'Baulücken. D'Baulücke sinn eng fantastesch Iddi! Ech soen Iech awer: Bei mengem Heemechtshaus ass niewendrun eng Scheier, op enger Haaptstrooss, voll erschloss, déi ka muer ofgerappt ginn an et ka gebaut ginn, dräi Jumeléeën. Mä do musse mer e PAP maachen! A jiddweree weess, wat een domadder belästegt ass a wat fir eng schwéier Prozedur datt ee muss maachen.

Firwat? Firwat muss ech op engem fest a fäerdeg erschlosse Baugrondstéck matzen am Duerf e PAP maache fir dräi Jumeléeën?! Dat sinn dach Absurditéiten! Wann Der wëllt eppes ënnerhuele fir d'Baupräisser: Do ass e Beispill!

Eng net esou gutt Iddi fannen ech d'Modifikatioun vum Code civil, déi Der envisagéiert, wou d'Agences sociales - an nëmmen d'Agences sociales - kënne Locatairë virun der Zäit en cours vum Bail erausgeheien.

Ech fannen et gutt, datt mer endlech nees vun enger Durée contractuelle am Bail schwätzen, datt déi nees e Sënn huet, datt déi Prorogation légale, deen Irrsinn, dat Monster vu Prorogation légale ofgeschaaft gëtt! Fir all déi, déi net wëssen, wat dat ass: Dat heescht konkret, ech maachen e Mietvertrag op dräi Joer, mä en ass en fait à durée indéterminée, well ausser de Locataire bezilt net oder ech hunn en anere schwerwiegende Grond oder eben Eegebedarf, kréien ech dee Locataire net méi eraus. Firwat kann ech net e feste Vertrag maachen op dräi Joer, deen och wierklech dräi Joer ass? Oder fënnef Joer? Oder néng Joer?

Hei soll dann ausgerechent fir d'Agences sociales eng Ausnahm agefouert ginn, datt déi kënne während engem Contrat de bail, wou en normale Propriétaire keen erauskritt, de Locataire eraussetzen.

Guer net gutt, mä dat wësst Der schonn, war natierlech d'Hausse vun der TVA. Mir hunn Iech deemools virgerechent, wat fir eng Hausse dat géif an de Präisser an an de Loyere bedeiten. An d'Fakte ginn eis ganz einfach recht. Dir wäert gesinn, nach sechs Méint, dann hutt Der d'Statistike komplett, da gesitt Der, wat fir eng desastréis Politik Der domadder gemaach hutt, wat de Logement ugeet.

Mä dat Schlëmmst - dat Schlëmmst, well et a mengen Aen dat Onéierlechst ass -, dat ass déi Geschicht mat dem Bail emphytéotique, déi

ech ëmmer erëm héieren an op déi esou vill Leit esou grouss Stécker halen.

Et gouf verkënnegt den 12. Juni an enger Pressekonferenz vun der Madame Ministesch - Dir waart do leider net agelueden - an dem François Bausch, datt um Kierchbierg an Zukunft, wou d'Präisser géife bei 7.150 Euro/m² leien, de Stat dann elo um fräie Maart fir 4.200 Euro/m² an um Marché subventionné fir 3.250 Euro/m² géif verkafen.

Dat si jo fantastesch Nouvellen! Dat ass jo e Schnäppchen! Dat ass jo e fantastescht Schnäppchen! Ech kann eppes, wat 7.150 Euro wäert ass, kafen um fräie Maart fir 4.200 oder um subventionéierte Maart fir 3.250 Euro. Ma d'Leit musse jo Schlaang gestanen hunn, fir dat doten ze kréien! Firwat stounge se net Schlaang? Mir maachen d'Berechnung, wat do falsch ass an deem Räsonnement:

Et ass ganz einfach e Bedruch! Well et gëtt dräi grouss Konditiounen, déi dermat verbonne sinn: Éischtens, ech muss mech verflichten, selwer 25 Joer an deem Logement ze liewen. 25 Joer! E Véierelsjorhonnert! En Drëttel vum Mënscheliewen am statisteschen Duerchschnëtt.

(Interruption)

Wie mat 25 kann da garantéieren, datt e mat 50 nach do lieft? E grënnt eng Famill, e kritt Kanner, e wëllt plënneren.

Et gëtt en Droit de préemption, dat heescht, e Virkafsrecht fir de Stat…

Här Traversini, dat hei ass d'Stad Lëtzebuerg, ech weess net, ob Dir do mat betraff sidd, mä…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Reding, adresséiert Iech un d'Chamber!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et gëtt en Droit…

Ech wëll just nach dëse Räsonnement fäerdeg maachen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, adresséiert Iech un d'Chamber, wann ech gelift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech adresséiere mech un d'Chamber, jo.

Et gëtt en Droit de préemption op de Logement subventionné, dat heescht e Virkafsrecht. An da kënnt dat Allerschlëmmst: Et gëtt 99 Joer Bail emphytéotique. An no deenen 99 Joer, jo, et gëtt gesot, da kéint dat verlängert ginn, mä et kann awer och net verlängert ginn. An da fält de Bau zréck un de Stat, an zwar zur Valeur vun den Zillen, déi d'Zillen dee Moment hunn.

An domat maacht einfach eng Rechnung! Ech kafen haut 100 m² fir 3.250 Euro, dat sinn 325.000 Euro. An an 99 Joer fält dat zréck un de Stat an ech kréien nach de Wäert vun den Zillen, dat sinn dann dee Moment vläicht 100.000 Euro. Oder ech kafe fir 7.150 Euro um Maart: 715.000 Euro fir meng 100 m². Dat sinn an 100 Joer, eleng mat der Inflatioun vun 2% d'Joer - soen ech einfach emol - am Schnëtt op 100 Joer gesinn eleng schonn iwwer zwou Milliounen. An da kënnt jo nach d'Plus-value immobilière derbäi.

Leit, déi Grondbesëtzer wëlle ginn, déi wëllen dat dach ginn, fir hir eege Renten ofzesécheren oder fir hire Kanner ze ginn oder fir e Patrimoine ze schafen, soss mécht et dach kee Sënn, fir Propriétaire ze ginn! Da kann ech dach gradesou gutt lounen, wann ech um Enn vum Dag jo souwisou net mäin Investissement zréckkréien.

Et muss einfach Kloertext geschwat gi mat de Leit. Si solle wëssen, wourop datt se sech aloossen. An ech perséinlech géif all Mënsch encouragéieren, léiwer lounen ze goe wéi op déi dote Konditiounen anzegoen, oder nach besser, kafen ze goen, well en dann nämlech Propriétaire gëtt a well en da vun där Plus-value ka profitéieren. An dat, wat Der ganz béis nennt, och an Ärem Rapport: „Mir mussen d'Spéculation immobilière bekämpfen!", ma, dat ass fir mech en natierlecht Grondrecht vum Mënsch, fir sech e Verméigen duerch seng Aarbecht opzebauen, an och iwwer Generatiounen ewech opzebauen.

A wou läit den eigentleche Problem, wa mer vu Pénurië schwätzen? Dee läit dach an de Kreditter. Mir hunn et schonn ugeschwat. 20%, 30% oder 40% Eegebedeelegung huet e jonke Mënsch net, wann e säin Appartement wëllt kafen. Ech kommen op mäi Beispill zréck: Mäin 100 m²-Appartement um Kierchbierg, mäi richtegt, wou ech richtege Propriétaire wëll ginn, fir 700.000 Euro, do muss ech elo 150.000 Euro bis 300.000 Euro op den Dësch leeën.

Wie vun eis hätt dat an deem Alter kënne maachen? Dat ass einfach zréckzefëieren op eng falsch Direktiv vun eiser Zentralbank an op eng Amëschung vun der CSSF an d'Politik vun de Banken, déi imposéiert hunn, déi dote wierklech onverschimmt Eegebedeelegungsraten opzestellen.

Wie vun eis kennt net Leit - jiddweree vun eis kennt e Fall -, wou een e Kredit net krut, wou e manner hätt misse rembourséieren, fir Propriétaire ze ginn, wéi en am Moment Loyer bezilt?

Ass dat sozial? Ass dat richteg? Een, dee manner muss rembourséieren an doduerch Propriétaire gëtt an hie selwer a seng Famill profitéiere vun enger Plus-value a baue sech e Patrimoine op, kritt kee Kredit, obwuel e méi Loyer bezilt! Ma wat mir brauchen, ass net eng Klimabank, mä eng Sozialbank! Eng Bank, déi an esou engem Fall seet: „Ma mir finanzéieren déi doten Acquisitioun." An natierlech hëlt déi jo eng Hypothéik! An natierlech huet déi jo eng Sécherheet, datt se rembourséiert gëtt.

Dat wier eis éischt grouss Propos un d'Regierung: Iwwerleet Iech emol d'Schafe vun enger Sozialbank.

Eng aner Propositioun, déi mer scho méi laang gemaach hunn, ass de Portage foncier. Dat ass net wéi de Bail emphytéotique, wou ech no 50 oder 99 Joer meng Propriétéit verléieren, mä hei kréien ech meng Propriétéit eréischt, nodeem ech mäi Kredit um Bau bezuelt hunn. Dat heescht, ech rembourséiere während 30 Joer, zum Beispill, meng Konstruktioun an dann um Schluss bezuelen ech mäin Terrain. Dee Portage foncier, dat mécht Sënn, well do ginn ech um Enn vun der Operatioun Propriétaire.

Wa mer vu Bail-emphytéotiquë schwätzen, ma da maache mer dach Bail-emphytéotiquen, an England nenne se dat „leasehold", op 999 Joer, well da si mer op enger Dauer, wou op déi nächst Generatiounen - a ganz vill Generatiounen - gekuckt de Mënsch Propriétaire bleift a vu senger Plus-value ka profitéieren.

Et ass schued, datt eise Justizminister net do ass, soss hätt ech him haut gesot, datt ech - an ech soen der Chamber et, Madame Presidentin -, datt ech de 4. Juni eng Requête „bail à loyer" ofginn hu géint e Locataire, dee säit véier Méint kee Loyer bezilt, an ech hunn elo haut emol nach keng Convocatioun fir d'Sëtzung.

Wëlle mer d'Délaie verkierzen? Wëlle mer derfir suergen, datt d'Leit nees gäre verlounen? Ma da kommt, mir suergen derfir, datt bei deenen - an den Här Traversini huet dat mat Recht gesot -, déi kee Loyer bezuelen, wat jo awer Leit sinn, déi am Feeler sinn, datt do d'Prozedure ganz däitlech, ganz, ganz däitlech reduzéiert ginn. Da kommen nees méi Mietwunnechten op de Marché.

Firwat loossen d'Leit dann hir Mietwunnechten eidel stoen? Dat ass dach net aus Blödsinn! Dat ass dach entweder, well se et wëlle fräihale fir een, deen eréischt an zwee, dräi Joer vun der Uni kënnt, a si fäerten, si hätten da Scherereien. Et ass vläicht…

(Interruption)

Mä dach, et gëtt ëmmer Ursaachen, firwat datt een eppes eidel stoe léisst. E léisst et eidel stoen, well en RMG oder e Complément RMG kritt. Well wësst Der nämlech, datt déi Persoun, déi e Complément RMG kritt, wa se verkeeft, datt se da rembourséiere muss? Awer wa se stierft, mussen hir Ierwen e ganz groussen Deel vun der Plus-value oder vum Präis, deen erakënnt, net versteieren.

Ass dat richteg, datt eng Persoun, déi verkeeft - also net „versteieren", rembourséieren! -, muss rembourséieren an hir Ierwe mussen net rembourséieren? Ma natierlech loossen déi Leit dach dee Logement eidel stoen! Si wiere jo blöd, wa se et net géife maachen.

Den Energiepass…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Reding, kommt Der esou lues zum Schluss, wann ech gelift?

M. Roy Reding *(ADR).*- Ah, sorry! Just nach ee Wuert zum Energiepass. Mir hu jo ëmmer hei am Land d'Tendenz iwwerzereglementéieren. Wéi déi europäesch „Direktiv Energiepass" koum, hu mer décidéiert, datt an enger Residenz muss den Energiepass fir all Appartement do sinn.

Firwat? Doduerch kanns de vill Appartementer net verlounen an net verkafen, well et illegal ass, dat ze maachen ouni Energiepass. Firwat kann ech net en Energiepass maachen op meng Wunnecht eleng? D'autant plus, wou dat jo gutt wier, wann ech zum Beispill Mesurë gemaach hunn a mengem Appartement an deen extra isoléiert hunn. An da wier deen Appartement um Maart.

Voilà, ech kommen zum Schluss a wënschen Iech bonne Chance, soulaang wéi et Äre Ministère nach gëtt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächsten agedroene Riedner ruffen ech den Här David Wagner op d'Tribün. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin. Et ass scho gesot ginn, et ass scho laang hier, mä jiddweree ka sech drun erënneren: Virun zéng Joer vun dëser Plaz aus huet den deemolege Premierminister Jean-Claude Juncker bedauert, datt seng Regierung - a seng Partei, kann een och soen - net genuch fir de Logement gemaach hätten - a säi Minister haaptsächlech.

(Interruption)

Zéng Joer si vergaangen an de Problem vum bezuelbare Wunnraum zu Lëtzebuerg ass nach méi gewuess. Et ass souguer ee vun den Haaptproblemer hei am Land ginn, net nëmme fir déi Leit, déi ganz wéineg verdéngen, mä an der Tëschenzäit och fir e gudden Deel vun de Mëttelschichten.

Wat ass eng gutt Wunnengsbaupolitik? Dat ass eng, déi et der ganzer Bevëlkerung erlaabt, eng éierbar Wunneng ze hunn, kee Schloff also, ouni sech ze ruinéieren an ouni datt et zu finanziellen Engpäss féiert. Eng gëlle Regel ass jo, datt kee Mënsch iwwer een Drëttel vu sengem Akommes an eng Wunneng investéiere misst, awer dat ass bäi Wäitem jo net méi de Fall.

Mir wëssen, wat bis elo net gegraff huet: Eng Baupolitik, déi sech no der Offer orientéiert, souguer wann déi ëffentlech Hand mat enger Palett vu Subventiounen agräift. Esou eng Politik huet et net fäerdegbruecht, weder de Präis vun der Immobilie ze reduzéieren nach déi vum Bauterrain. Ëffentlech Subventiounen, déi jo mat Steiergelder finanzéiert ginn, si wahrscheinlech kee wierksamt Mëttel, fir Drock op d'Präisser auszeüben. Am Géigendeel, et ass eng mat ëffentleche Gelder finanzéiert Kautioun, fir weiderhin um Bau- an um Buedemmarché d'Präisser horrend an d'Luucht ze dreiwen.

Et gëtt zwar behaapt, déi Subventioune géifen net dozou féieren, datt d'Propriétairen d'Präisser wäerten erhéijen, well d'Subventioun sech op de Loyer théorique baséiert. Do sinn ech mer net esou sécher, ob dat esou ass, well mat der Zäit kéint jo och esou eng Aart Inflation théorique als Äntwert entstoen. Op jiddwer Fall, den Observatoire de l'Habitat mengt och an dësem Zesummenhang, datt eng Inflatioun vun de Präisser nëmmen duerch eng seriö Erweiderung vum Parc locatif, also vum Bau vu Wunnengen, kéint neutraliséiert ginn.

Wat awer sécher ass, ass, datt dës Subventiounen net dozou bäidroe wäerten, datt d'Präisser erofginn. An et wäert souwisou och e Käschtepunkt droen: Am Joer 2011 war d'Population éligible, also déi Leit, déi a Fro kommen, fir esou eng Subventioun ze kréien, ongefëier 12.000 Leit. Elo sinn et der 19.000, wann net esouguer méi. Souwisou, d'Tendenz weist kloer no uewen.

An dat ass natierlech alarméierend an et gëtt eis ze bedenken, datt e radikaalt Ëmdenken entstoe muss, amplaz nëmmen ze pléischteren.

Wat d'Subventioun ubelaangt, héchstens kéint een déi natierlech envisagéieren als eng kuerzfristeg Mesure d'urgence, limitéiert op e puer Joer, esou laang, wéi mer och de Logementsproblem net geléist kréien, well et ass ëmmerhin nach eng Méiglechkeet, fir de Leit direkt materiell ënnert d'Äerm ze gräifen. A wann dat eng Méiglechkeet ass, da muss een dat natierlech och betruechten. Mä et ka keng Politik op laang Dauer sinn, well de Problem, dee kréie mer net an de Grëff, soulaang mer dem Marché wéi bis elo fräi Hand loossen.

Dofir wonnert et mech ëmmer, wa Leit Aussoe maachen oder souguer heiansdo Similiparteie grënnen, wou se behaapten, de Stat, dee géif esou phenomenal agräifen an all Beräicher vum Liewen hei zu Lëtzebuerg. Wat de Logement ubelaangt op jiddwer Fall ass dat bei Wäitem net de Fall, mat de Resultater, déi mer awer wierklech kënnen erliewen!

Also mir kréien de Problem och net geléist, soulaang mer eis op homeopathesch Mesurë limitéieren - dat kann zum Beispill d'Beispill vun de Baulücke sinn -, déi natierlech am Prinzip Sënn maachen an déi ee muss ënnerstëtzen, mä déi natierlech keen Haaptpilier vun enger Logementspolitik duerstelle kënnen.

Eng éischt Etapp muss déi sinn, datt mer eis eens ginn iwwert d'Besoinen. De Wunnraum, deen ze schafen ass, muss chiffréiert ginn. Mir ginn dovunner aus, datt dat pro Joer 8.000 nei Wunnenge misste sinn. Mir soen 8.000, iwwert déi Zuel kann een natierlech diskutéieren. De CEPS/Instead, deen huet nach virun zwee Joer vu mindestens 6.500 zousätzleche Logementer geschwat. D'Tendenz ass wuessend.

Bon, Haaptsaach, et kann ee sech iwwer eng gewësse Masse critique eens ginn. An da muss ee wëssen, wou och gebaut gëtt, a wëssen: Wat erlaabt den aktuelle Bauperimeter? Et muss awer dobäi kloer sinn, datt dee Bauperimeter op kee Fall einfach esou och op eng fir d'Ëmwelt laxistesch Aart a Weis blann ausgeweit soll ginn.

Dann ass do och d'Etapp vun der Beschafung vun neie Bauterrainen, an do ginn et verschidden Usätz. Een interessante Levier ass deen, deen och d'Industriebrooche betrëfft. An do kann een och kucken, wat deen Tübinger Modell esou zum Beispill virschléit, a sech do inspiréieren.

Et si Leit, déi bestëmmt wëssen hei, wourëms et geet. Ech kann dat kuerz erklären. Wann een e konkret Beispill hëlt, zum Beispill eng Brooch am Rollengergronn, an der Géigend, wou ech wunnen, vu Villeroy zum Beispill, do kann d'Gemeng higoen, si wëllt den Terrain ofkafe mam Gedanken, Wunnengen drop ze bauen. Wahrscheinlech huet awer d'Sociétéit och déiselwecht Gedanken, fir Wunnengen drop ze bauen, awer natierlech mat anere Kritären, respektiv och eng Wunnengsgemeinschaft. Dorëms geet et jo och nach, fir déi drop ze installéieren. De Propriétaire wëllt natierlech de Maximum dorauser schloen.

Et ass awer net als Bauterrain klasséiert. An do huet d'Gemeng eng Méiglechkeet, fir ze soen: „Soulaang mir eis net eens ginn, och iwwert d'Sanéierung vum Terrain" - well dat ass och nach ëmmer, do kann een natierlech dat och nach diskutéieren; ech mengen, de Laminoire zu Diddeleng, dat war eng onméiglech Geschicht, fir sech do kënnen eens ze ginn -, „majo, da gëtt den Terrain net ëmklasséiert." Dat heescht, de Propriétaire wäert keng…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat maache mer elo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo? Gëtt dat elo gemaach? Ech sinn ee Joer laang net méi am Gemengerot a scho geschitt et.

(Brouhaha et hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Déi Iddi, déi war scho virun…

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wagner, d'Madame Loschetter huet Iech elo déi lescht Informatioune ginn. Da fuert elo virun. Mä wéi gesot, Är Kolleege vum Stater Gemengerot wäerten Iech briefen.

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech hoffen, jo, dat wäert nach geschéien.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, fuert elo viru mat der Nationalpolitik.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, voilà, da fuere mer weider. Wann et trotzdeem net zu enger Transaction à l'amiable kéint kommen, well de Propriétaire trotzdeem hofft, datt vläicht duerno eng aner Tendenz an der Gemeng de Schäfferot bilt, kann een natierlech och nach mat der Waff vun der Expropriatioun drohen. An do misst een natierlech och de legislativen Arsenal ausbauen. Mä, wéi ech scho virdru gesot hunn, kann een dem private Marché d'fräi Hand net iwwerloossen. Lëtzebuerg muss schnell handelen an et misst een esou eng Aart Marshallplang opsetzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir schloen dofir och vir, datt eng national Wunnengsbaugesellschaft gegrënnt gëtt. Do muss een natierlech och kucken, wat ee mam Fonds du Logement, wat ee mat der Société Nationale des Habitations à Bon Marché mécht, inwiefern een déi vläicht och zesummebréngt. An et ass natierlech an eisen Aen eng Gesellschaft, déi sech net soll dorobber begrenzen, Logementer bauen ze loossen an no gewësse Kritären ze verginn an ze géréieren, mä dës ëffentlech Gesellschaft soll och d'Leedung iwwerhuelen an zu engem groussen Deel selwer och bauen.

Si hätt dann e puer Missiounen: d'Mobiliséierung vun den Terrainen, d'Mobiliséierung och vun de Finanzmëttelen, de Bau selwer ze bedreiwen, op jiddwer Fall de Gros dovunner, an am Zesummespill mat Stat a Gemengen zu sozial gerechte Präisser ze verlounen oder mat Emphytéose ze verkafen.

Mä wat evident ass, ass, datt d'ëffentlech Hand éischter op Locatioun muss agoen, well do och déi gréisste Schwieregkeete stattfannen. Am Joer 2009 nach waren 29% vun de Locatairen ënnert dem Seuil de pauvreté an 59% hunn uginn, si hätte Schwieregkeeten um Enn vum Mount. Et kann ee leider dovunner ausgoen,

datt dës Zuelen eendeiteg weider geklomme sinn.

Also, dës Wunnengsbaugesellschaft soll awer divers Wunnmodeller promouvéieren, sief et de klassesche Locatif, et kann natierlech och d'Propriétéit sinn - iwwert d'Opschlësselung muss ee sech nach kënne festleeën -, awer och intergenerationell Logementer oder WGen, Genossenschaften, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen.

An à part vum positiven Impakt op de Logement, deen esou eng Wunnengsbaugesellschaft ausléise géif, géif dës Gesellschaft och hiert bäidroen zur Bekämpfung vum Chômage: Leit astellen, Leit ausbilden, och Jonker, an den diverse Beruffer, déi néideg wären, wéi Urbanismus, Finanzen, Administratioun, Ingenieuren, Bauaarbechter, Handwierker, Handwierkerinnen a Bauaarbechterinnen an Emweltspezialisten an esou weider an esou virun. Alles Beruffer an Ausbildunge fir eng nëtzlech Gesellschaft, déi eng Liewensperspektiv ubidde géifen an déi schlussendlech eng Beliewung vun der nationaler Wirtschaft och schafe géifen.

Mir sinn eis bewosst, datt esou eng Gesellschaft net vun haut op muer op d'Bee ka gestallt ginn. Mir mengen awer, datt de politesche Wëllen all déi Aspekter upake kann, wann e rationell an organiséiert an demokratesch planifizéiert.

De Problem ass awer deen, wéi mer all wëssen, datt d'Präisser souwuel vum Wäert vum Terrain ofhänken, deen exceptionnel explodéiert, wéi och vun de Margen ofhänke vun de Promoteuren, déi tëschent 12% an 20% leien. Déi sinn natierlech och erofgaange wéinst der Kris, well si louchen eendeiteg driwwer, bis zu 30%.

Här President, am Prinzip dierft esou eppes wéi Sozialwunnengen net existéieren. All Wunneng, déi gebaut gëtt, misst abordabel sinn. De Bau vu Sozialwunnengen ass jo och en Aveu, datt de Marché net präisgerecht fir d'Bevëlkerung baue kann an datt déi ëffentlech Hand mat ëffentleche Gelder, mat Steiergelder do agräift, wou de Marché verseet, well deen nëmme fir eng Minoritéit profitorientéiert fonctionnéiert.

Et ass natierlech besser, et konzentréiert ee sech och an enger gewëssener Phas, zemools elo, an et ass schonn eemol gesot ginn, op Sozialwunnengen. Well mir wësse ganz genau, an dat ass jo och verschleeft gi während Jorzéngten, datt hei zu Lëtzebuerg de Proporz vu Sozialwunnenge lamentabel ass am Verglach mat anere Länner. Dat gouf och schonn hei gesot vum Här Cruchten.

Wa Mesurë geholl ginn, fir e gewëssen Taux och vu Logements à coût modéré - dat ass och gesot ginn - ze bauen, da si mer och nach net ganz wäit komm, well de Pacte Logement zum Beispill, dee gesäit jo och vir, datt 10% vun de Wunnengen, déi am Kader vun engem PAP gebaut ginn, à coût modéré solle sinn.

De Projet vun de Baulücken, deen och presentéiert gouf vun der Regierung, dee gesäit souguer en Taux vun 30% vir. Dovunner ofgesinn, datt et nach net kloer ass, ob d'Qualitéit vun dëse Wunnengen identesch ass mat där vun normale Wunnengen, an datt net kloer ass, wéi vill zum Verkaf a wéi vill zur Locatioun ausgeschriwwe ginn, muss ee sech eens sinn, wat dee Coût modéré wierklech bedeit. Dat sinn dann 80% am Prinzip vum Duerchschnëttspräis. An der Stad géif dat nach ëmmer 80% vu 6.700 Euro/m² am Prinzip bedeiten. Dee Coût ass wuel moderéiert, verglach natierlech mat engem onmoderéierten Duerchschnëtt, dee schonn inabordabel ass!

Och all déi Saachen iwwert d'Finanzementer, wat een och muss diskutéieren, ech mengen, dat muss een an engem ganzen Zesummenhang gesinn. An do waarde mer natierlech och op déi grouss Steierreform, déi d'nächst Joer kënnt, well mer mengen, datt se muss sozial gerecht sinn, dat heescht progressiv, staark progressiv muss sinn, an datt een och op nei Recettë ka waarden, déi natierlech och nei Geldquelle wäerte bréngen, déi ënner anerem och ganz staark an de Logement kéinten investéiert ginn.

Mir hunn awer och schonn oft proposéiert, datt d'Reserve vun de Pensiounsfongen och massiv an esou e Programm kéinten eragepompelt ginn. An et ginn och nach aner Méiglechkeeten, wou ee mat engem Schlag zwou Mécke schloe kann.

Eng vun den Ursaache vun de Logementsproblemer zu Lëtzebuerg ass ouni Zweifel natierlech d'Spekulatioun mat Gebaier a mat Terrainen. Ech verstinn, datt fir gewësse Leit Spekulatioun eppes Normales ass, wat de fräie Maart ausléist. Ech weess och, datt dat de Fall ass. Mir wëssen dat. A justement muss een och dat regelen, well dat soss ausufert!

Et ginn natierlech och scho Bestriewungen, de Pacte Logement erlaabt dat jo och, fir broochleiend Gebaier oder Bauterrainen ze taxéieren. D'Taxatioun soll ofschreckend wierken, also graduell an d'Luucht goen, soudatt d'Spekulanten um Enn näischt méi un hirer Brooch verdénge kënnen.

Dat betrëfft natierlech net onbedéngt eng Wunneng, déi ee reservéiert fir seng Kanner, déi op der Uni sinn an esou weider. Ech mengen, do muss een dat och e bëssen aneschters gesinn. Et geet drëms, fir eng iwwerméisseg Spekulatioun op broochleiend Gebaier oder Terrainen ze applizéieren (veuillez lire: ze verhënneren). Also dat muss een esou gesinn.

Do ginn et natierlech och Stied, déi Pionéieraarbecht geleescht hunn, wéi Biekerech an Esch. An dat muss een natierlech och begréissen. Mä dat geet natierlech nach net duer.

Et muss een awer och direkt Mesuren huelen, déi d'Locatairë betreffen, well dat sinn déi, déi mat de gréisste Schwieregkeete konfrontéiert sinn. Firwat? Wéi ech schonn am Ufank vu menger Ried gesot hat, sti mir der Logik vun de Subventiounen, op laang Dauer op jiddwer Fall, skeptesch géintiwwer. Mir mengen, et soll een en anere Wee aschloen, an zwar a Richtung vun der Stäerkung vun de Rechter vun de Locatairen.

Do ass natierlech och d'Loyersgesetz, wat muss hierkommen, wat och tatsächlech garantéiert, datt de Propriétaire net 5% vun den Investitiounskäschten iwwerschreit. Dat ass jo natierlech och scho virgesinn. Mä dat Gesetz muss dat och garantéieren an do misst och eng ganz kloer Clause am Contrat de bail festgeluecht ginn, déi, nodeems se och ënnerschriwwe gouf, bei enger zoustänneger Stell misst obligatoresch ugemellt ginn, déi dat och nach géif kontrolléieren. Dat kéint geschéien iwwert d'Schafung vun enger nationaler Mietkommissioun zum Beispill.

Dat ass och e Punkt, deen een an Ugréff misst huelen, well mir wëssen, datt déi lokal Mietkommissiounen oft, wa se iwwerhaapt wierklech funktionéieren, net onbedéngt iwwert déi néideg Mëttele verfügen, fir ze funktionéieren. An dovunner ofgesi sinn d'Bierger meeschtens net iwwer hir eege Rechter informéiert, voire vill Leit wëssen emol net, datt et esou Kommissioune gëtt. Do muss een natierlech och Informatiounsaarbecht maachen.

Dofir menge mir, datt ee misst dee Wee aschloe vun enger nationaler Mietkommissioun. Natierlech misst een e Modus fannen, wéi d'Gemengen an dëser Kommissioun anzebanne wären. Mä natierlech ass awer weiderhin och de Problem, datt jee no Uertschaft déi 5% nach weiderhin net ze bezuele sinn. Vläicht muss een do och kucken, fir eng Aart Zonage hei am Land virzehuelen, wou den Taux sech géif nach vläicht upassen.

Zum Ofschloss - well ech hu schonn ze vill geschwat, wéi ëmmer -, et gëtt élémentaire Besoine vun de Mënschen, déi mussen erfëllt ginn a wou d'ëffentlech Hand agräift, well mer soss eng total ongläichméisseg Gesellschaft hätten. Dat ass de Fall vun der Bildung, dat ass de Fall vun der Gesondheet. Mir wëssen, wéi schlecht et enger Bevëlkerung geet, wann dës Besoinen nëmmen der privater, onsiichtbarer Hand iwwerlooss ginn. Kee Mënsch mat gesondem Mënscheverstand ass der Meenung, datt esou Besoinen dem Maart misste komplett iwwerlooss ginn!

Korrekt Wunnen ass an eisen Aen och e fundamentale Besoin, ouni dee keng uerdentlech Liewensperspektiv méiglech ass. A wa mer eis op deem Punkt eens sinn, da musse mer d'Konklusioun dorauser zéien an d'Recht op d'Wunne politesch esou behandele wéi d'Recht op eng Bildung an d'Recht op gesondheetlech Traitementer.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. An nach just e bësse mat der Stoppauer üben. Voilà, mir sinn dann, mengen ech, um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet direkt de Statssekretär am Logement, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn op jiddwer Fall frou, dass dëse Mëtteg mat där heiter Debatt konnt op en Enn goen, well et ass eng ganz wichteg Etapp an eng ganz wichteg Debatt och an där ganzer Problematik ronderëm de Logement. Ech soen och dofir alleguerten de Leit Merci, an och deenen, déi d'Debatt hei ugefrot hunn, fir dass mer konnten op esou enger Plaz eng Kéier déi verschidde Facettë beliichten an op déi verschidden Aspekter agoen.

De Problem vum Logement, dat gouf och schonn dacks gesot, dat ass en nationale Problem. De Logementsproblem, an dat gouf och dacks gesot haut de Mëtteg, dee begleet eist Land, an dat schonn zanter Jorzéngten. De Problem, dee mer hunn, dee mécht ganz ville Leit richteg Kappzerbrieches an déi hunn och richteg Suerge mat deem Sujet. Dofir kënne mer en natierlech ëmmer erëm och politesch héichkachen. Mir kënnen eis och do verschidde Saachen un de Kapp geheien, mä mir kommen awer net derlaanscht, fir ze soen, dass et e ganz seriöe Problem ass, mat vill Kappzerbrieches fir d'Leit dobaussen, déi domadder reell Problemer hunn.

D'Logementsproblematik, dat gouf och de Mëtteg gesot, déi ass ganz komplex an et spillen och vill Facteure mat aus ganz ville Politikberäicher an net nëmmen aus dem logementspolitesche Ministère. An all déi Facteuren hunn och en Impakt op déi heiten Diskussioun.

Et ginn dann och vill Akteuren, déi mussen hëllefen, fir Léisungen auszeschaffen. Et gi vill Leit, déi mussen eng Hand mat upaken, fir dës Léisungen ëmzesetzen. An nieft dem Stat sinn dat natierlech d'Gemengen, mä awer och d'Privatleit an déi Professionell och aus deem Secteur. An dofir, well vill Leit musse matspillen, sinn ech och frou, dass d'Debatt haut eng Kéier hei gefouert gouf. Et gouf se schonn dacks, ma et war och wichteg, fir eng Kéier an där heiter Legislaturperiod iwwert dat heiten hei ze diskutéieren.

Et gouf an de Rieden intensiv gesot, dass eppes soll a muss geschéien, an dofir, ënnert de Riedner an och doriwwer eraus ënner all deenen, déi heibanne sëtzen, hunn der jo och vill Responsabilitéit an de Gemengen a si vertrieden dann och d'Suerge vun de Gemengen an och deenen hir Intérêten, an déi Froen, déi dann de Mëtteg hei gestallt goufen, déi soll dann och jiddweree mat heem huele bei sech, do wou e Responsabilitéit huet, och an d'Gemengen. A mir sollen d'Froen net nëmmen hei stellen am Kontext vun der Chamber an der Regierung, mä och all Gemengeresponsabele muss hei och sech déi Froe stellen, déi haut de Mëtteg thematiséiert goufen.

Den Yves Cruchten huet op dëser Plaz e bëssen den Historique gemaach iwwert déi lescht fënnef Joer, wat hei an der Chamber alles diskutéiert gouf. Abee, d'Debatt ass scho vill méi al hei an der Chamber wéi 2011/2012. Ech kucken eng Kéier zréck op ufangs den 2000er, wou et och schonn eng grouss Debatt hei gouf a wou deemools de President vun der Chamber, de Mars Di Bartolomeo, den Interpellant war an deen natierlech och e ganze Koup vun deene Saachen, déi haut gesot goufen, schonn deemools gesot huet.

Hien huet och gesot, dass d'Eegenheem amgaange wär, e Luxusartikel ze ginn, dass dat fir vill Leit en Dram géif bleiwen. Hien huet deemools och festgestallt, dass de Fonds du Logement zwar géif bauen, mä net genuch, well 1.400 Leit géifen op enger Waardelëscht vum Fong op eng Wunneng laueren. Hautzudaags sinn et och nach 1.400 Leit! Hien huet deemools och gesot, dass mer net genuch Wunnenge schafen an dass et och kee relevante Stock u Wunnenge gëtt, jiddefalls net disponibel. Hien huet gesot, dass et en okkulte Stock gëtt vun eidel stoende Wunnengen, mä dass ee sech bis dohinner nach net esou richteg dorunner gewot hätt, mä dat misst een an Zukunft maachen. Dat war Ufank vun den 2000er.

Vill vun deem, wat an den Debatten och nach vun anere Leit a vun alle Bänke gesot gouf, hätt haut de Mëtteg kënne gesot ginn a gouf och eent zu eent nach eng Kéier hei thematiséiert.

Ech géif esouguer nach méi wäit zréckgoe wéi déi 2000er, souguer an d'Joer 1990, wou et déiselwecht Debatt hei an der Chamber gouf. An do huet den deemolege Minister fir de Logement, de Jean Spautz, dat heite gesot: „Mir hunn erkannt, dass et um Wunnengsmaart, esouwuel fir d'Eegenheembeschafung wéi och fir d'Mietwunnengen, net esou ka weidergoen an dass mer eppes mussen ënnerhuelen." En huet weider gesot: Et gëtt e „grousse Problem, dee vum Terrain. Mir si wierklech an enger Situatioun, wou d'Nofro däermoosse grouss ass an d'Ugebuet kleng, wouduerch an eisem System vun der fräier Maartwirtschaft d'Präisser klammen a klammen."

Dat si Sätz, déi de Mëtteg och tel quel hei gesot goufe vun aneren Orateuren. En huet du gesot, dass de Stat, d'Regierung géif e Kadaster maache vun Terrainen, déi géifen dorëmmer opstoen. An en huet gesot, e géif de Gemengen e Bréif schreiwen, fir dass se géifen hëllefen, Terrainen ze beschafen. An en huet och gesot: „Mir hunn Honnerte vun Haiser am Lëtzebuerger Land eidel stoen. A wann een duerch d'Land fiert, da gesäit een, dass se verfalen. Et si meeschtens gréisser Haiser a mir solle kucken, fir dass een d'Méiglechkeet kritt, fir esou een Haus iergendwéi ze kréien."

Dunn huet en och nach deen heite Saz gesot, fir iwwert d'privat Implikatioun ze schwätzen. E sot: „Loosst lech déi folgend Iddi emol duerch de Kapp goen, esou wéi mir de Gemengen elo 40% gi fir de Mietwunnengsbau" ze attaquéieren, „deen zu de Konditioune vum soziale Wunnengsbau vermiet gëtt, géife mer higoen a private Firmen" d'Méiglechkeet ginn, „sous condition dass eng Mietpreisbindung vum Fonds du Logement ass fir mindestens zéng, mä léiwer fir" nach méi Joren, an e géif och Firme kennen, déi dorunner interesséiert wären, obwuel se net vill Loyer géifen erakréien. Ech muss soen, dat ass alles haut de Mëtteg nach eng Kéier gesot ginn, op déi eng oder op déi aner Aart a Weis.

Dee Constat musse mer maachen, hutt Dir gemaach. Deen ass net méi wéi fënnef Joer stoe bliwwe virdrun, mä deen ass wäit zréckgaangen. Dat do si 25 Joer, wou genee déi dote Pisten, déi mer de Mëtteg nach eng Kéier debattéiert hunn, och deemools debattéiert goufen. An dofir muss ee soen, och deemools gouf et schonn déi Iwwerleeungen, an dat ass natierlech och ze begréissen. An déi goufen haut nach eng Kéier ugeschwat an déi solle mer och alleguerte weider zesumme verfollegen.

Et kann een och elo net soen, ob déi falsch Décisioune geholl goufen oder ob keng Décisioune geholl goufen, well dat wär och, mengen ech, e bëssen einfach. An dat ass och net de Rôle, an dat huet den Yves Cruchten och ervirgestrach hei, dass mer hei solle grouss iwwert deen een oder deen anere schwätzen. Mir musse kucken, fir dee Logementsproblem hei unzegoen.

Et gëtt keng pauschal Äntwert an et gëtt och keng Méiglechkeet, fir alles falsch ze maachen, wat geschitt ass. Et muss ee verschidde Saache vläicht nach mat méi Motivatioun a mat méi Wëllen ugoen an dat och méi transversal gesinn.

Dofir soen ech och - an déi Fro war mer de Mëtteg gestallt ginn, ech sollt kuerz drop reagéieren, wat dann hei oder wien hei aus der Regierung sollt Stellung huelen: Ech hunn de Mëtteg hei gesinn, dass um Ordre du jour eng Debatt iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vum Logement géif stoen. Do ass et, mengen ech, och dann, wa mer net iwwert déi lescht 25 Joer ze vill solle schwätzen, relativ onwichteg, wien aus der Regierung hei steet, fir doriwwer ze schwätzen.

Et gëtt e ganze Koup un Aussoen, déi hei gemaach goufen an déi sollte mer haut de Mëtteg debattéieren. An dofir sinn ech och heihinnerkomm. An dat ass, mengen ech, eppes, wat mer sollen zréckbehale fir an Zukunft, well de Problem eis alleguerten ugeet an de Problem dobausse ganz ville Leit dee Kappzerbrieches mécht, deen ech ernimmt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Statssekretär. Erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Wiseler?

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Natierlech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Statssekretär, ech fannen déi Explikatioun elo awer e wéineg einfach: Dir hutt dat um Programm gesinn an du sidd Der emol heihinnerkomm. Meng Fro war awer eng ganz aner: Ech wollt wëssen, wien dann elo an der Regierung fir wat zoustänneg wär. Dat ass awer en normaalt Recht vun der Chamber.

Mir hunn eng Debatt iwwert de Logement hei, wat eng vun deene wesentlechen Debatten ass iwwert deen dote Sujet. Mir hunn eng Ministesch fir de Logement. A mir hätten et einfach absolutt normal fonnt, datt d'Ministesch fir de Logement, déi schonn een an en halleft Joer am Amt ass - Dir sidd et eréischt an där doter Fonctioun säit eppes méi wéi engem Mount -, eis hei Ried an Äntwert gestanen hätt iwwert déi Solutiounen, déi se elo 18 Méint Zäit hat, fir virzebereeden.

Dofir wëlle mir wëssen: Éischtens, firwat ass se net hei? An zweetens wëlle mer awer wëssen, wéi Är Aarbechtsopdeelung ass. Och dat ass eppes, wat d'Chamber e Recht huet ze wëssen. Datt Dir elo einfach heihinnerkomm sidd, dat stelle mer fest. Mir stellen och fest, datt d'Ministesch net do ass, a mir wëlle wësse firwat!

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Ech géif do bei där doter Fro déi heiten Äntwert ginn: Virun engem Joer stoung ech op där heiter Plaz am Kontext vun de Studentebäihëllefen, déi am Enseignement supérieur diskutéiert goufen. Do goufen och Froe gestallt vun de Regierungsmemberen (veuillez lire: un d'Regierungsmemberen). Do waren och

17.000 Leit dobaussen, déi sech domadder beschäftegt hunn. Dunn hunn ech och Explikatiounen an deem Kontext hei ginn als Statssekretär am Enseignement supérieur. An do ass och net d'Fro gestallt ginn, wien hei géif schwätzen, mä et ass just gekuckt ginn, dass mer de Problem kéinte geléist kréien. An där Vue gesinn ech hei op dëser Plaz meng Missioun, fir de Logement weiderzebréngen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dee Moment sinn ech dovunner ausgaangen, datt Dir dofir zoustänneg sidd.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Haut hu mer nach ëmmer keng Äntwert kritt. Ech wëll einfach déi Äntwert wëssen! Et ass jo awer e Recht, datt d'Chamber dat weess.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Den Här Statssekretär huet elo d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Ech hunn elo e bëssen den Tour gemaach vun deene leschte 25 Joer, fir e bëssen ze kucken, wat do alles diskutéiert ginn ass a wat fir eng Initiative geholl goufen oder net geholl goufen.

Ech géif dann elo och eben op d'zukünfteg Ausriichtung vun der Regierungspolitik am Beräich vum Logement hei agoen. An do géif ech e klenge Constat maachen, well ech als ee vun deenen, déi am Ministère du Logement mat responsabel sinn op politeschem Niveau, Iech eng Feuille de route zoukomme gelooss hunn, wou e ganze Koup u Punkten dran opgefouert goufen.

An ech hunn dann op där heiter Plaz elo 13 Proposen och héiere vum Här Lies. An ech muss soen, all Propositiounen, déi de Mëtteg gemaach goufen, fannen ech tipptopp. Mir gi mat alle Propositiounen elo an de Ministère a mir wäerte se och eng Kéier analyséieren. An dofir ass dat heite jo och eng Debatt, déi gemaach gouf, fir dat ze diskutéieren. An dofir wäert ech déi dote Propositiounen alleguerten och analyséieren.

An et fält mer eben - an dofir hunn ech iwwert d'Feuille de route geschwat - och e bësse méi einfach, well vun deenen 13 Propositiounen, déi Dir och elo gemaach hutt, steet de Gros och an där Feuille de route, déi mer Iech ausdeele gelooss hunn, déi Der matgedeelt kritt hutt, an dofir entdecken ech och net ganz vill Neies als Propositiounen. Et si vläicht déi eng oder aner Argumentairen, déi e bëssen anescht gedréit goufen, mä de Gros vun de Propositioune fënnt een an deene Feuille-de-route-Punkten erëm. Dofir ginn ech jo nach eng Kéier drop an an dofir fannen ech se alleguerte seriö genuch, fir déi 13 Propositiounen natierlech och nach eng Kéier ze analyséieren. Grad wéi déi Propositiounen, déi vun dem Roberto Traversini oder dem Yves Cruchten hei gemaach goufen, sinn dat alles Propositiounen, déi mer wäerten analyséieren.

Ech géif awer nach eppes Klenges wëllen - well dat och eng vun Äre Froe war - dovunner och mat engem Wuert erklären, wat ech awer wierklech elo couragéiert fannen an deene ville Froen, déi Der gestallt hutt. Ech wäert elo op verschidde Punkten agoen.

Mä eng Fro stellt Der: wou d'Subvention de loyer drun ass. Dat fannen ech elo couragéiert, well ech, ier ech eng Pressekonferenz gemaach hunn an ier eppes doriwwer thematiséiert ginn ass, genee an der Chamberskommissioun war a gesot hunn, dass d'Subvention de loyer duerch de Regierungsrot gaangen ass, an Iech kuerz eng Kéier d'Eckpunkter ëmrass hunn, déi an den Amendementer dra sinn. Dat hutt Der dee Moment erkläert kritt, dat heescht, Dir wousst, dass et am Regierungsrot décidéiert gi wär, dass et elo beim Conseil d'État ass an natierlech och eng Kéier an d'Chamber wäert kommen. Ech mengen, éierlechkeetshalber kann een dat awer esou soen. An dat war eng vun deene Froen, wou Der gesot hutt, wou d'Subvention de loyer drun ass.

Wat Är Propositiounen ugeet, ass eng net dran ernimmt, an der Feuille de route, well ech de Courage natierlech net selwer hat, fir se hei ze proposéieren. Dat ass, fir méi Leit ze kréien an de Ministère du Logement, wou ech komplett mat Iech d'accord sinn. A wann dat eng Kéier de Wonsch ass vun der Chamber a mer do natierlech e grousse Support fannen, sinn ech dee Leschten, deen dat doten net begréisst.

Well ech kann Iech soen, an der Ried vum Jean Spautz deemools, do huet deen nämlech och d'Personal vun dem Ministère du Logement eng Kéier ervirgestrach an en huet gesot: „Ech hunn de Moment am Ministère du Logement sechs Leit." Gutt, am Ministère du Logement, wann een d'Aides au logement erausrechent, sinn der am Moment 13. Dat sinn der net vill méi an deene 25 Joer. An ech mengen, d'Besoine sinn natierlech awer impressionant. A wann dat de Konsens ass, dass mer méi Leit an de Ministère du Logement kréien, kann ech dat natierlech nëmme begréissen.

Déi aner Propositiounen, do wäert ech dann elo nach eng Kéier déi Feuille de route duerchgoen. An do fannt Der vill vun Äre Punkten erëm respektiv déi eng oder aner fannt Der och an dem Regierungsaccord erëm. An dofir, mengen ech, sinn déi Propositiounen och elo näischt Neies. Si sinn anescht beliicht vläicht, mä et kann een natierlech doriwwer schwätzen.

Eng vun deenen éischten Etappen, dat war natierlech de Baulückeprogramm. Dee gouf och virun enger kuerzer Zäit presentéiert. E gouf éischtens an der Chamberskommissioun presentéiert an e gouf och scho virun deenen éischte Gemenge presentéiert.

957 Hektar, d'Zuel ass de Mëtteg gefall, ginn et där Baulücken. Et gouf eng nei Definitioun vun deene verschiddene Ministèrë vun deene Baulücken, fir eng Kéier kënne vun uewen erof ze kucken, wéi et dann och domadder ass. Den Outil, dee gouf presentéiert. 92% sinn an der privater Hand, sief et bei de Privatpersounen oder awer och bei de Gesellschaften. Mir hunn dann natierlech och de Constat misse maachen, dass 44 Hektar de Gemenge gehéieren an 11 Hektar dem Stat an dann nach deenen eenzelne Fongen, wou ech elo net méi an den Detail ginn, well dat alles relativ kleng Zuele sinn.

Den Ament hu mer dann déi éischt Gemenge gesinn. Mir hunn och déi gefrot, fir de Feedback ze ginn zu deem dote Programm, fir si am Fong ze froen, ob net op där enger oder anerer Baulück vläicht e Projet virgesinn ass, fir eng Schoul drop ze bauen oder iergendeng aner Infrastruktur. A mir sinn amgaangen, op dee Feedback ze waarden, wou dat och scho kënnt.

Duerno gi mer weider un déi nächst Gemengen, wou mer kucken, wou déi Baulücke leien. An da probéiere mer natierlech och Weeër - an do hutt Der dat richteg bemierkt -, mir musse Weeër fannen, fir un d'Privatpropriétairen ze kommen a fir ze kucken, ob se net awer en Intérêt hunn, fir ze bauen, ze verkafen oder op déi eng oder aner Fassong eben ze viabiliséieren.

Ech mengen, mir sollen nämlech net méi dovunner nëmmen ausgoen, dass jiddwereen den Terrain fir seng Kanner hält. Et muss een och hei kucken, fir Pisten ze detektéieren, fir eben zesumme weiderzekommen. Mä dee Wee do, dee geet - an dofir maache mer d'Presentatioun och bei de Gemengen - iwwert de Partenariat mat de Gemengen.

An ähnleche Fäll, den Deputéierten Arendt huet et hei ernimmt, goufen an Däitschland ganz gutt Resultater erziilt, wou 20% bis 25% vun deenen Terraine konnte mobiliséiert ginn, wann een un déi Privatpropriétairen erugeet, wann ee mat hinnen an d'Gespréich kënnt, fir ze kucken, ob et do net awer eng Méiglechkeet gëtt. An dat muss dee Wee sinn, dee mer aschloen.

Ee Wuert iwwert déi eelef Hektar, déi dem Stat gehéieren. Do leeft grad d'Analys. Déi wäerten natierlech och net alleguerte kënne genotzt ginn, well do sinn éischtens emol kleng Parzellen derbäi, een Ar hei, zwee Ar do oder nach an deenen dote Paragen. Mä mir probéieren awer, dass mer déi eng oder aner grouss Plaz fannen am Land ënnert deenen eelef Hektar, wou mer dann och selwer kënne Projeten drop realiséieren.

Et muss een natierlech och - an do ginn ech all deenen Orateure recht, déi dat de Mëtteg gesot hunn - soen, wann d'Baulück bis bebaut ass, dann ass et keng méi logescherweis an dann ass déi doten Aktioun natierlech eriwwer. Mä fir et dobäi sinn ze loossen an ze soen, ma dofir géife mer et net maachen, dat wär natierlech och dee falsche Wee. Dat Ganzt ass e Puzzlesteck. Dat heiten ass eent vun deene Puzzlestécker an dat soll een op jidde Fall weiderdreiwen.

De Baulandvertrag, deen ass och ernimmt ginn de Mëtteg an den Diskussiounen. De Baulandvertrag, ech mengen, de Prinzip kann ech Iech nach eng Kéier ganz séier virstellen: Dat ass eng Konventioun mat engem Propriétaire, deem säin Terrain an de Perimeter kënnt, fir zu deem ze soen: Ma, bannent enger gewëssener Zäit muss deen Terrain awer viabiliséiert sinn.

Do muss een natierlech kucken, éischtens, wéi laang déi Durée ass. Dat hänkt jo och vun der Parzell of, well et ass eppes anescht, ob een zéng Ar enzwousch eranhëlt oder ob et eppes ass, wat gréisser Hektare sinn. An da soll een an där Konventioun virgesinn, dass dat bannent enger gewëssener Zäit viabiliséiert gëtt. A wa sech net dru gehale gëtt, da muss een och kucken, ob dat dann zréckklasséiert gëtt, ob een en Droit de préemption oder iergendee Verkaf un d'Gemeng muss maache respektiv ob et do eng Penalitéit da gëtt, déi nach alles ze deklaréiere sinn. Dat ass awer eng vun de Prärogative vun dem Intérieursministère an dofir ass et natierlech och bei dem Intérieursministère, wou dat dote grad ausgeschafft gëtt.

Dofir wéilt ech dann och eng Kéier op dëser Plaz dat, wat awer och de Mëtteg gesot ginn ass, de Rôle vun dem Logementsministère, kuerz ernimmen. De Logementsministère, deen hänkt nun eemol net an dem Ausschaffe vun de Reglementer, de Prozeduren dran, e gëtt och keng Autorisatiounen. Dat heescht, en hänkt also zwëschen dem Intérieur, dem Environnement, an da spillen op där anerer Säit natierlech och d'Gemengen eng Roll, déi do aktiv sinn.

An dat gëtt natierlech ganz dacks och vu politesch interesséierte Persoune falsch gesinn. Déi komme souguer bei eis, souguer Gemengen, fir mat eis ze schwätzen iwwert de PAP oder hire PAG oder wat mir do kéinte maachen. Dat si mir net, de Logement. Dat probéiere mer deenen natierlech dann och ëmmer ze erklären a mir weise se op déi Mesuren hin, déi mir kënnen hunn, fir de Logement ebe mat ze begleeden.

Et sief awer gesot - well den Här Reding dat ernimmt huet iwwer eise Rôle an deenen Diskussiounen -, mir bréngen eis do natierlech an, och proaktiv, fir ze kucken, wat och scho bei existente Prozedure vläicht net optimal leeft, well mer de Feedback awer och vun de Gemenge kréien a vun dem Terrain, fir ze kucken, wat do eventuell ka verbessert ginn. An och beim Ausschaffen, wat och an der Feuille de route ebe steet, brénge mer eis natierlech och an.

Dat si ganz konstruktiv Gespréicher, souwuel mat dem Environnement wéi mat dem Intérieur. Dat sinn der natierlech, wou jiddweree seng Argumenter abréngt, an déi och wichteg sinn, dass se gefouert ginn. An dat gëtt awer massiv och an deene leschte Wochen a Méint thematiséiert.

De private Volet, deen ass och haut de Mëtteg ernimmt ginn. Do goufen et natierlech och an eiser Feuille de route e puer Indicatiounen. Et steet och e ganzen Deel dovunner an dem Regierungsaccord. Mir musse verstäerkt privat Akteure matabannen. Mir hu se och an deene leschte Méint begéint, fir mat hinne vläicht nei Pisten auszeloten, wéi een dat kann hikréien. Ech mengen, nieft prozeduralen an administrativen Iwwerleeunge schwätze mer do iwwer Méiglechkeete vu Subventiounen, fir Adaptatioune vun existente Reglementer. Mir diskutéieren iwwer fiskal Mesuren, wat och de Mëtteg hei ugeschwat ginn ass. A mir kucken och, fir erauszefannen, wat et och vläicht an deene Beräicher op aneren Territoirë gëtt an am Ausland, wat een do eventuell sech kann ukucken a wat dovunner zréckzebehalen ass oder net.

Déi ëffentlech Promoteuren, déi sinn haut de Mëtteg ganz dacks ugeschwat ginn. E puer Wierder och doriwwer: D'SNHBM - dofir wëll ech och net ze vill op d'Zuelen elo agoen - déi huet viru Kuerzem och eng Kéier eng Presentatioun gemaach vun hire Chifferen. Dir hutt déi och an Ärer Feuille de route dran. Déi sinn amgaangen, iwwert d'Zukunftsstrategie ze diskutéieren. Si denken drun, fir vun 80 Logementer, déi se an der Moyenne zwëschen 2005 an 2014 fäerdeggestallt hunn, op 250 ze goen. Si wäerten dofir nei Leit brauchen. Mir hunn am Moment 48 Leit a wäerten op ronn 90 Mataarbechter goen Enn 2017.

Se wäerten derniewent natierlech kucken, verstäerkt och mat de Gemengen zesummenzeschaffen, entweder fir fir d'Gemeng ze bauen oder mat der Gemeng zesummen. An ech mengen, do si se relativ gutt opgestallt, fir dat doten ze maachen.

Mir wäerten natierlech och mat der SNHBM, esou wéi et am Regierungsaccord steet, kucken, ob deenen hir Strukturen esou fonctionnéieren. Mä ech mengen, do ass, bei deenen Zuelen, déi do erauskommen, am Moment schonn e ganze Koup, wat do geschitt ass. Déi hunn e ganze Koup u Projeten, wou ech net méi wëll op se alleguerten agoen, well Der se an Ärer Feuille de route stoen hutt. Dat sinn awer impressionnant Chantieren, déi se virun der Dier stoen hunn, notamment e Projet d'envergure, dee se och an hirem Besëtz hunn, wat den Terrain ugeet. Dat ass Olm, 27 Hektar gehéieren der SNHBM. An esou Projeten, déi kommen natierlech och op eis duer.

Méi diskutéieren héieren hunn ech de Mëtteg an och an der leschter Zäit natierlech iwwert de Fonds du Logement, wou ech net méi op d'Problematik wëll ze vill agoen. Déi gouf Iech an der Chamberskommissioun genuch proposéiert. Ech kann Iech awer soen, dass am Moment ganz vill do geschafft gëtt. Do gëtt et ganz schwiereg Momenter an deenen Aarbechten. Den Här Lies huet et och nach eng Kéier hei ugeschwat an dat ass och eppes, wat ech lech an der Chamber ganz ëffentlech gesot hunn: De Fong wäert dat nächst Joer oder dat nächst annerhalleft Joer mat sech selwer beschäftegt sinn, fir do verschidde Saachen hinzekréien, schonn eleng nëmmen an der aktueller Form.

Dir hutt och bestëmmt d'Annoncë gesinn. De Fong sicht am Moment e Coordinateur général, deen d'Presidentin an de Comité assistéiert. An dat ass och batter néideg, fir do och eng gewësse Struktur eranzekréien an och ze wëssen, wou d'Projeten dru sinn, och dee Moment, wéi Projete kënnen entwéckelt ginn, wann een en Terrain oder iergendeng Opportunitéit huet.

Dann hu mer eng Reform vun dem Gesetz an de Raum gestallt gehat. Do schaffe mer mat Héichdrock drun. Ech hoffen, dass mer dat nach virum Summer packen, soss awer direkt am Hierscht. Et ass och e ganze Koup, wat ech och an der Chamberskommissioun dee Moment schonn thematiséiert hunn a wou mer och dru schaffen.

Do wäert eng nei Gouvernance kommen: Et gëtt eng ganz kloer Trennung zwëschent dem Verwaltungsrot, deen da fir déi strategesch Iwwerleeungen a fir d'Ausriichtung responsabel ass, an op där anerer Säit deene Leit, déi sech ëm d'operationellt Geschäft bekëmmeren.

Da schaffe mer natierlech och un der Ausriichtung an un de Missioune vum Fong. An ech hunn den Här Cruchten de Mëtteg héiere vill iwwert de Locatif schwätzen, do wäert vill iwwert de Locatif an deene Missioune stoen. Do wäert natierlech och gekuckt ginn, wéi mer verstäerkt mat de Gemenge kënnen zesummeschaffen, well dat och Akteure sinn, déi do proaktiv kënne virgoen.

Ech hunn driwwer geschwat oder et ass och geschwat ginn iwwert d'AIS oder dee Service, deen d'AIS proposéiert. Dat ass och eng Iwwerleeung, déi mer amgaange sinn ze féieren: wéi een dat ka vläicht méi no bei de Fong bréngen oder bei de Fong och iergendwéi ënner enger Form integréieren, dass de Fong dat natierlech och kann hikréien. Do schaffe mer drun. Dat war och eng Fro vun dem Här Lies, wou mer do dru sinn. Dat ass drop an drun, dass mer do mat deenen Aarbechte fäerdeg ginn. Mä där Saach gëtt sech awer ganz seriö ugeholl.

Da gouf och an de Propositiounen, déi ech de Mëtteg héieren hunn, iwwert d'Wunne fir Jugendlecher oder fir Jonker geschwat. Dat steet jo och an der Feuille de route dran, an dat ass natierlech och de Virdeel, wann een eben dann am Logement mat aktiv ass an awer och an der Éducation nationale, dass et do e ganze Koup vun Zesummenaarbechte gëtt, wou och Pisten detektéiert goufe mat de Gemengen a wou mer elo viru Kuerzem zu Ettelbréck och scho Logementer konnten aweien. An do sinn awer an deem Sënn an deenen nächste Méint nach eng 90 bis 100 Logementer, déi mer vläicht kënnen diskutéiere mat deem engen oder aneren, wat jo och emol net onwichteg ass.

De Mëtteg ass vill iwwert d'Zuele geschwat ginn. Jiddwereen huet se op seng Aart a Weis vläicht interpretéiert. Moyennë rechnen, dat ass eng spannend Saach! Wann een d'Moyenne rechent op zwee Joer, gëtt et eng aner Moyenne, wéi wann een iwwer 25 Joer rechent. Wann ee Moyennë rechent, do muss een natierlech oppassen. Dofir wëll ech och net ze vill op d'Zuelen agoen oder de Logement nëmmen un Zuele fixéieren, wat natierlech e wichtege Kritär ass, mä dat soll awer net nëmmen deen eenzege sinn. Mä do schaffe mer natierlech och un de grousse Projeten: Constructions d'ensembles, de Programme pluriannuel. Dat sinn alles Punkten, wou mer grad dru schaffen a wou mer och amgaange sinn, eng Aktualisatioun ze maache vun deem Programm vun de Constructions d'ensembles, dee mer dann och eng Kéier deemnächst wäerten diskutéieren.

Nieft den Zuelen, wat d'Quantitéit ugeet, ass eppes ernimmt ginn haut de Mëtteg, wat mer awer och wichteg schéngt, dat ass d'Qualitéit vum Logement. Dat ass och eppes, wat een ëmmer soll um Radar hunn, an och am Kontext vun dem Logement social. Dat hu mer och diskutéiert, souwuel mat deenen ëffentlechen Akteure wéi awer och mat deenen, déi dobausse bauen, mat de Bauträger, dass een dat och an deem dote Kontext awer net soll aus den Ae verléieren an dass dat och e wichtege Kritär ass fir d'Liewensqualitéit. Well et geet jo net nëmmen duer, fir iergendwellech kleng Studioen oder Haisercher ze bauen, wou herno keen agreabel kann dra wunnen. An dat ass och eppes, wat eis um Häerz läit.

De Projet Réimerwee hei uewen um Kierchbierg, deen ass och thematiséiert ginn. Den Här Lies huet d'AIS thematiséiert gehat a sengen 13 Propositiounen. Déi AIS, déi steet zwar net an der Feuille de route, oder just ganz kuerz, mä déi steet an dem Regierungsaccord, wou et och soll en Élargissement vun den Aktivitéite vun der AIS ginn.

Dir wësst, d'AIS, dat ass näischt, wat direkt ënnert der Tutelle vum Stat steet. Dat ass eng eegestänneg Struktur, déi ënner enger Fondatioun hänkt. Si schafft vill mat dem Stat zesummen. Déi hänkt un enger Fondatioun, soudass mer mat deenen ëmmer am Partenariat kënne schaffen. A mir probéieren natierlech, dat esou gutt wéi méiglech ze maachen.

Ee Wuert dann nach iwwert d'Aides au logement, well dat och haut de Mëtteg thematiséiert gouf. D'Zuelen, déi kennt Der, déi goufen haut de Mëtteg ugeschwat. Et sinn déi 48 Milliounen, déi an dem Total do zesummekommen am Budget. Dat si 25.000 Dossieren, déi do traitéiert goufen. Dat sinn der vill. Dat hu mer an dem Regierungsaccord stoen, dass mer déi Aiden - an de Guy Arendt huet et och eng Kéier gesot - eng Kéier sollen op de Leescht huelen, ob déi hautzudaags nach eng Kéier alleguerten aktuell sinn, wat eventuell adaptéiert muss ginn, wat net méi zum Marché och vläicht passt.

An dee Screening, dee si mer natierlech amgaangen ze maachen. Mir schaffen och intensiv drun, fir déi Aides au logement ze zentraliséieren a fir dass eben all déi Aide-étatiquen, wat de Logement ugeet, och eng Kéier op enger Plaz sinn, wat och eng administrativ Vereinfachung ass fir den Administré.

D'Subvention de loyer, déi hunn ech kuerz ugeschwat. Do sinn Amendements gouvernementaux komm, déi sinn amgaangen, hire Wee ze maachen. Et goufen zwee gréisser Changementer, wou ech awer nach eng Kéier kann drop agoen, fir dat nach eng Kéier kuerz hei ze soen:

Dat Éischt ass eben, dass déi nei Bénéficiairë vun dem RMG eriwwerkomme vun dem Fonds national de solidarité elo bei d'Aides au logement. Dat sinn an de Rechnunge ronn 8.000 Leit, déi am Fong nei vum RMG eriwwerkommen. An da wäerten et 12.000 nei Clientë gi vun där Subvention de loyer. Dat ass natierlech eng grouss Zuel. Déi kënnen déi Subvention de loyer kréien, wann et ebe kee soziale Logement gëtt, fir um Privatmarché awer nach d'Méiglechkeet ze hunn, fir eng Wunneng ze kréien. Beim Constat, deen haut de Mëtteg och dresséiert gouf, dass et net genuch Sozialwunnenge gëtt, ass dat doten natierlech dann eng Initiativ, fir deenen ze hëllefen.

A wa mer vu Sue schwätzen: Déi Enveloppe financière, déi dorunner gekoppelt ass, dat sinn 28 Milliounen Euro am Joer. Do muss een natierlech soen: Dat sinn awer 8,8 Milliounen Euro, wann ech mech richteg drun erënneren, déi eriwwerkomme vum Fonds national de solidarité, also déi, déi iwwert den RMG dohinnerkommen. An et sinn 20 Milliounen Euro, déi nei sinn, déi rekurrent sinn all Joer. An dovunner sinn awer 12.000 Stéit betraff, wat awer och, mengen ech, wichteg ass, dass mer dat dote maachen.

An da kann een natierlech och soen, dat zweet Amendement, wat gemaach ginn ass, dat ass, fir déi verschidde Plaffongen awer ze adaptéieren. Dir wësst, an deem Projet virdru louch en zum Beispill bei enger Persoun bei 70 Euro. Do si mer elo bei 124 Euro, dat heescht, do hu mer se awer och nach eng Kéier konsequent an d'Luucht gesat, fir dass dat awer och eng Berechtegung huet a fir dass dat kann do hëllefen.

Dann ee Wuert, well dat och thematiséiert gouf, iwwert d'Commissions communales, also d'Loyerskommissiounen. Do war ech och an enger Chamberskommissioun, wou mer dat och eng Kéier ugerass hunn an d'Pisten do diskutéiert hunn, wéi déi kéinte reforméiert ginn. Do ass natierlech och elo d'Ofschafe vun den Distriktskommissären, wat an d'Haus steet, an do gëtt et jo schonn en Ersetzen, dass mer do en Agent aus dem Ministère du Logement dohinnersetzen. An da solle mer se och eng Kéier reforméieren an eng national Struktur eventuell schafen, déi dat dann och professionell kéint maachen, ouni awer den Aspekt ze vernoléissegen, dass awer och deen een oder aneren Delegéierten aus de Gemengen da mat kann derbäi sinn. Mä wéi mer dat tässelen, dat wäerte mer och mat deene concernéierte Leit diskutéieren.

D'Klimabank, déi ass am Ausschaffen. Déi ass just bei de Finanzministère eriwwergewiesselt, wat de Lead ugeet, fir déi auszeschaffen. Déi wäert awer och nach an deenen nächste Méint kënne weidergedriwwe ginn. An do kann een natierlech och alleguerten déi Saachen eng Kéier als Modulle sech dra virstellen, wéi Dir gesot hutt, de Prêt à taux zéro oder aner Modullen, déi do kënne mat dragesat ginn, an dat kann natierlech och e gutt Stéck méi wäit goen.

Bei den Déngschtwunnengen, do hu mer déi éischt Déngschtwunneng ausgeliwwert. Dat war elo virun dräi Wochen. Dat ass eng Famill, déi elo zu Rodange ënnerdaach koum, mat véier Kanner. Ech mengen, do ass zum Beispill d'AIS bäigezu ginn, well de Regierungsrot d'Décisioun geholl huet, dass déi Déngschtwunnengen, déi eidel géife stoen, géife kënnen der AIS zur Verfügung gestallt ginn. An déi Famill huet bis elo op enger Plaz gewunnt an enger Garage, do hunn zwee Kanner den Asthma kritt gehat, well do Schimmelpilz an der Wunneng war. An ech mengen, dat kann een nëmme begréissen, wann dat dee Moment geschitt ass.

Dat ass, mengen ech, och e gudde Wee, soudass een dat natierlech och soll weiderdreiwen. Do gëtt gekuckt, wat fir eng Wunnenge sech dofir eegnen, wou nëmme kleng Aarbechte musse gemaach ginn. Mä dee Programm, deen ass amgaangen, och um Terrain schonn ëmgesat ze ginn, an do ginn d'Schlësselen iwwerreecht.

Dat ass e bëssen den Tour gemaach vun deene Mesuren, déi eben och an eiser Feuille de route stoungen. Et muss een och soen, dass de Logementsministère am Moment ganz vill schafft, fir dat doten alles ze maachen, well hei si mer net nëmmen amgaangen, e puer Punkten opzezielen. Dir hutt et gesinn an Ärer Feuille de route, hei ass richteg dorunner geschafft ginn. Do si konkret Etappe geholl. A mir sinn och amgaangen, weider dorunner ze schaffen.

Fir dat awer alles ze maachen, an domadder géif ech op jidde Fall wëllen ofschléissen, brauche mer jiddwereen an där doter Diskussioun. Do hu mer an deene leschte Joren, an dat huet jiddwereen hei opgewisen, vläicht net ëmmer genuch zesummegeschafft, an do musse mer alleguerte vill méi zesummeschaffen, all déi Akteuren, déi do involvéiert sinn.

Dat ass dann och elo dee Wee, dee mer probéieren ze maachen. An ech probéieren, och nach eng Kéier an d'Gemengen ze goen, fir do d'Logementsmesuren och nach eng Kéier ze presentéieren, well dat eng gutt Initiativ och ass, fir nach eng Kéier deen Échange ze hunn. Mä duerno muss jiddwereen hei eng Hand mat upaken. Dat ass net nëmmen de Logementsministère eleng, dat ass net de Minister, dat ass net d'Regierung, hei ass jiddwereen heibanne gefuerdert.

Déi Froen, déi haut hei diskutéiert goufen, sollt Der och an Äre Gemengeréit natierlech mat diskutéieren, fir dann zesumme kënne weiderzekucken.

An ech hunn Iech et versprach an ech hale mech och dorunner: Déi Propositiounen, egal ob se schonn iergendwou drastoungen an engem aneren Text, déi haut de Mëtteg hei gemaach goufen, hu mer alleguerte mat opgeschriwwen. Mir wäerten déi analyséieren. A mir wäerte kucken - wann ech soen, dass mer et alleguerte sollte maachen -, fir och déi Initiativen eventuell op déi eng oder aner Aart a Weis kënne mat ze begleeden oder op d'mannst, fir eng kohärent Analys doriwwer ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Statssekretär. Den Här Lies wollt nach eng Bemierkung maachen oder eng Fro stellen, wann Der erlaabt.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Jo, jo.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt froen, den Här Hansen hat virdru gesot…, respektiv meng Fro, wat de Mietzuschuss ugeet. Do wor et eigentlech éischter d'Fro, ob en iergendwelch Informatiounen doriwwer hätt, wéi et mam Avis vum Conseil d'État ausgesäit. Ech hu gesinn, datt deen effektiv elo haut ukomm ass. Duerfir, dat wor d'Fro. Ech mengen, datt an der Kommissioun dat beschwat ginn ass, ass absolutt guer keng Questioun.

Ech wollt awer nach op zwee Punkten agoen, déi och an eisen 13 Proposen dra woren, wat eis awer relativ wichteg erschéngt. Ech mengen, Dir hutt elo zum Schluss och gesot, datt een do e Schulterschluss muss sichen, notamment mat de Gemengen. An ech mengen, an de Gemengen, do spillt definitiv d'Musek, wann et drëm geet, Autorisatiounen auszestellen an datt dee Moment um Terrain réellement och eppes ëmgesat gëtt.

Ech mengen, dat ass déi richteg Approche. An duerfir, aus deem Grond, an deenen 13 Proposen, notamment an där éischter: Déi viregt Regierung hat déi Wunnengsbaugesellschaft an Optrag ginn, wou et notamment drëm gaangen ass, fir dann dee Moment ze kucken, verstäerkt an de Mietwunnengsbau kënnen ze investéieren, awer och an de subventionéierte Wunnengsbau, wat d'Vente dann dee Moment ugeet, awer och fir ze kucken, fir mat lokalen Akteuren do verstäerkt dee Moment kënnen zesummenzeschaffen, an ech mengen, do ass et notamment genau dat, d'Gemenge sinn dee sprangende Punkt op lokalem respektiv regionalem Plang, fir dann dee Moment och esou Strukturen opzesetzen, fir datt et effektiv vun ënnen erop och méi séier ka goen, fir dann eben um Terrain ëmzesetzen.

Dat wor deen ee Punkt, notamment awer och d'Fro, wat d'Cellule de construction d'ensembles am Ministère du Logement ugeet, ech mengen, wou den Dirk Petry, awer och d'Diane Dupont eng formidabel Aarbecht maachen, leider awer nëmmen zu zwee sinn, fir all deenen Demandë vun de Gemengen entgéintzekommen, wou et dann drëm geet, fir entweder eng Wunneng ze kafen, eng Wunneng ze bauen, eng Wunneng ze sanéieren. Gutt, ech mengen, et si Prozeduren, déi effektiv hir Zäit brauchen. An do brauch een awer och déi néideg Leit, fir deem dann entgéintzewierke respektiv och de Gemengen do eng Hëllefleeschtung ze ginn.

Zu der Cellule de construction d'ensembles, awer och dem Plan sectoriel «Logement», wou effektiv widderspréchlech Aussoe woren, och vun der Madame Minister, wou Dir dat vläicht e bësse revidéiert hutt, duerfir d'Fro, wat dann d'Wunnengsbaugesellschaft ugeet: Ass d'Regierung dorun interesséiert, awer och um lokale Plang, kommunale Plang, verstäerkt dann dee Moment an déi Richtung ze goen, fir esou Cellullen ze schafen?

Respektiv, wéi gesäit et aus mat dem Plan sectoriel «Logement»? Huet deen nach eng Zukunft? Well ech mengen, et wär wichteg, datt effektiv verschidde Projets d'envergure an Zukunft sollen ëmgesat ginn, fir méi Offer ze schafen.

Merci.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Also e puer Wierder Explikatiounen dozou, wat Der gesot hutt iwwert d'Cellule oder d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen: Wat mer sécher wäerte maachen, an dat hunn ech jo ugedeit, an der Reform elo vum Fonds du Logement wäerte mer verstäerkt och do kucken, fir d'Gemenge mat dran ze implizéieren.

An dann ass, mengen ech, ee Punkt, dee mir awer och wichteg schéngt, an do sinn ech bei Iech iwwert deen dote Volet, dat ass, fir och um Niveau vum Ministère du Logement ze kucken, fir vläicht een ze designéieren, deen nach vill méi verstäerkt mat de Gemenge schafft an och hannendrun en Dispatching da mécht - wat awer och scho gutt geschitt vun deene Responsabele bei eis am Ministère -, awer dann den Dispatching och mécht vun deenen Ufroe bei der SNHBM, beim Fong a fir eben hannendrun och ze kucken, dann eng Kéier eng Ausso ze maachen. Dat ass d'Äntwert dorobber.

Zum Plan sectoriel «Logement» oder Plans sectoriels en tant que tels: Ech kann natierlech haaptsächlech elo just fir de Logement schwätzen. Do hu mer ofgemaach, dass mer bis Enn Summer déi Avise vun de Gemenge ganz seriö kucken. Dat si mer amgaangen ze maachen. Wa mer déi Avisen eng Kéier analyséiert hunn a gelies hunn, da kucke mer och, wéi et domadder ka weidergoen. An interministeriell gëtt och am Moment zesummegeschafft, fir ze kucken, wéi et domadder ka virugoen.

Dat sinn am Moment d'Aarbechten, déi gemaach ginn. Mä ob et elo ee gëtt, oder d'Plans sectoriels en tant que tels, dat muss dann dee Moment eng Kéier an de Regierungsrot kommen an do déi Décisioun geholl ginn. Mä et ass awer elo net esou, dass et kee Plan sectoriel «Logement» à ce stade méi gëtt. Et gëtt geschafft un deenen Avisen, déi erakoumen, wat jo och wichteg ass, dass dat vun de Gemengen analyséiert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statssekretär. Domat, vu dass mer keng Motiounen, keng Resolutiounen hunn, si mer um Enn vun eisen Diskussioune vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

Villmools Merci an e schéinen Owend nach!

(Fin de la séance publique à 18.51 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 42

MERCREDI,
1ER JUILLET 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, suivie d'un débat

- *Déclaration: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Débat: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry*

3. Question urgente n°1257 de M. Marc Spautz relative à l'actionnariat de la compagnie aérienne Luxair

- *M. Marc Spautz - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

4. Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, suivie d'un débat (suite)

- *Débat (suite): Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

5. 6798 - Projet de loi portant approbation

1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014

2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1er avril 2015

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Question élargie n°6 de M. Laurent Mosar au sujet du nombre de représentants luxembourgeois au Conseil économique et social européen

- *M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Lydie Polfer)*

7. Interpellation de M. André Bauler sur la politique en matière de conservation du patrimoine

- *Exposé: M. André Bauler*
- *Débat: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam (intervention de M. Franz Fayot), M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, François Bausch, Mme Maggy Nagel et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass op. An ech hunn déi traditionell Fro un d'Regierung, ob si eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Justizminister. Da komme mer direkt op den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour: eng Deklaratioun vun dem Finanzminister, am Numm vun der Regierung, iwwert déi finanziell Situatioun a Griichenland an hir europäesch Folgen. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt nom Modell 1, an déi Kolleegen, déi sech nach net agedroen hunn, si gebieden, dat ze maachen.

An direkt huet d'Wuert den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

2. Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, suivie d'un débat

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léiwe Kolleeg vun der Regierung, haut ass den éischten Dag vun der Lëtzebuerger Présidence an der Europäescher Unioun. An dësen Dag steet ënnert dem Zeeche vum griichesche Klima a vum griichesche Thema. Säit Mëtternuecht ass gewosst, dass Griichenland seng Schold vun 1,6 Milliarden Euro beim Fonds Monétaire International net bezuelt huet. De Fonds Monétaire International huet dat och an engem Communiqué confirméiert. A säitdeem steet Griichenland am Fonds Monétaire International op enger Lëscht als e Land, wat Retards de paiement huet, „arrears" op Englesch. Dat ass also nach net formell en Défaut de paiement, dat ass eng juristesch Nuance, déi awer wichteg ass.

Dat ass e Réckschlag fir Griichenland, fir d'griichescht Vollek, mä dat ass och e Réckschlag fir Europa a fir d'Eurozon. A leider si mer an déi Sakgaass komm, obwuel d'Eurozon alles gemaach huet, fir dat ze verhënneren. A leider ass dat och geschitt, well et fir Griichenland net einfach ass, fir Reformen ze maachen, well der och schonn en Deel gemaach gi sinn an déi Reformen natierlech ganz schwéier Konsequenze fir d'Leit a Griichenland a fir d'Bevëlkerung hunn.

Dat verléiere mir als Lëtzebuerger Regierung net aus den Aen. An ech muss soen, wann ech gesinn, wéi schwéier et ass, an eisem eegene Land Reformen ze maachen, wéi mer dat mam Zukunftspak gesinn hunn, wat ganz kleng Reforme si verglach mat deem, wat an engem Land wéi Griichenland zum Deel gemaach ginn ass an nach misst gemaach ginn, da kann een natierlech ofweien, wéi schwéier et ass, déi Efforten ze maachen.

D'Institutiounen haten en fait - d'Institutiounen, dat sinn d'Europäesch Zentralbank, d'Kommissioun an de Fonds Monétaire International, déi fir den Eurogroup d'Verhandlunge féieren - vum Eurogroup Instruktioune kritt, fir alles ze maachen, fir en Accord ze kréien, fir also flexibel ze sinn. An dat hu mer och an deene leschte véier Méint gemaach!

Erënnert Iech, mir hunn den 20. Februar 2015 eng Transitiounsperiod verhandelt mat Griichenland. Do war eng nei Regierung komm an dunn hu mer fonnt, dass et net gutt wär, dass den zweete Rettungspak, deen hätt missen auslafen Enn Februar, dass deen automatesch géif auslafen, ouni d'Geleeënheet ze ginn, dat nei ze kucken, nei ze kucke mat enger duebler Flexibilitéit dran.

Par rapport zu deem, wat war, war déi duebel Flexibilitéit éischtens emol, dass ee sech Zäit ginn huet, an zweetens, dat ass oft vergiess ginn, dass een der griichescher Regierung d'Geleeënheet ginn huet, fir d'Mesuren, déi Griichenland misst huelen, selwer méi ze gestalten. Anescht ausgedréckt: dass d'Institutiounen net eenzel Mesurë proposéieren, mä dass een en fait Griichenland e gewëssene Choix léisst. Als Géigeleeschtung, kann ee soen, huet Griichenland sech engagéiert, all seng Schold en ze begläichen. Dat war den Équiliber, dee mer den 20. Februar fonnt hunn.

Ech wëll och virausschécken direkt am Ufank - ech wäert zum Schluss nach eng Kéier drop zréckkommen -, dass déi Kreditter, déi Griichenland krut, ëmmer begleet ware vu Moossnamen, déi misste geholl gi vu Griichenland, fir seng Wirtschaft ze sanéieren, fir sech fit ze maachen. De But vun deene Konditiounen ass net, dat Land ze strofen. De But ass, dass dat Land erëm op d'Bee kënnt, well déi éischt Initiativ an deene Reduktioune vu Schold en, déi geschitt sinn, an déi éischt Hëllefen, déi geschitt sinn, ware jo geschitt, well d'Land schonn deemools, 2011, seng Scholden net méi konnt begläichen.

Mä déi véier Méint sinn net gutt ausgenotzt ginn, haaptsächlech dowéinst, well Griichenland keng Daten a keng Ziffere geliwwert huet, oder nëmme ganz partiell, soudass och déi Flexibilitéit net genügend konnt ausgenotzt ginn an dass en plus, an dat ass vläicht ganz wesentlech, wéinst där ganzer Onsécherheet a Griichenland sech d'Situatioun, déi wirtschaftlech Situatioun, immens verschlechtert huet.

Firwat si mer an deene véier Méint net weiderkomm, mat Ausnahm nëmme vun den Informatiounen, déi gefeelt hunn?

Den zweete Grond ass, dass vill Zäit verluer ginn ass. Den drëtten ass, dass d'griichesch Regierung eppes praktizéiert huet, wat eng griichesch Spezialitéit ass, an dat ass d'Dialektik. Dat heescht, et seet een eppes, eng Thees, an da seet een eppes anescht, eng Antithees. An dann ass et schwéier, fir eng Synthees ze fannen! An d'Griichen hunn dat esou gemaach, dass se e gewëssene Langage an dem Eurogroup gehalen hunn, dat war dann d'Thees, a soubal se doheem waren a Griichenland, hu se de Contraire gesot, d'Antithees. An da si se erëm zréck an den Eurogroup komm an do hu se erëm eng Kéier d'Thees verteidegt, net eng Synthees.

A mat esou enger Method ass et natierlech ganz schwéier schaffen. De Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker huet dat jo selwer och bedauert. An hie war an deene leschte Woche vläicht nach vill méi implizéiert wéi all aner Akteuren an huet jo och do versicht, nach nei Weeër ze goen, nach nei Konzessiounen ze maachen. An him ass et och esou gaangen, dass en eng Victime war vun där griichescher Dialektik.

Mir hunn also vill Zäit verluer. An trotzdeem huet een an deene leschten zwou Wochen nach gesinn, dass zu Berlin e Sommet war, wou déi dräi Institutioune vertruede waren, d'Madame Merkel, d'Bundeskanzlerin, an de franséische President, wou nach nei Konzessioune gemaach gi sinn, déi een och zum Deel erëmfënnt an deem Pabeier, deen um Dësch louch d'lescht Woch.

An ech wëll vläicht just eng Moossnam do erausschielen, fir ze weisen, dass déi Flexibilitéit, vun där hei rieds geet, dass dat net näischt ass.

Et war virgesinn am zweete Rettungspak, dass Griichenland misst e Solde primaire positif vun 3% hunn. An an deem Kompromëss, deen zu Berlin do gemaach gi war, wär dee Solde primaire vun 3 op 1 erofgaangen a wär och fir déi Joren duerno vill méi niddreg gewiescht wéi dat, wat virgesinn ass. Wann een also gesäit: vun 1 op 3, do ass en fait den Eurogroup an Europa e gutt Stéck vum Wee gaangen, fir deem Rechnung ze droen, dass d'Wirtschaft a Griichenland net esou gutt geet, a well awer eng grouss Resistenz vun der griichescher Regierung war.

Ech wëll awer elo - well dat hei war elo d'Einleitung - op aacht Punkten agoen, ech zielen déi dann au fur et à mesure op. A fir d'Éischt wëll ech awer résuméieren, wat an der leschter Woch geschitt ass.

De 24. Februar, Mëttwoch virun enger Woch, hate mir vum Sommet vun de Stats- a Regierungscheffe gesot kritt, mir missten eng Léisung fannen, dass de Sommet eis géif encouragéieren, déi Léisung ze fannen. An domadder gouf confirméiert, dass den Eurogroup déi richteg Plaz ass, déi dofir zoustänneg ass.

Wéi mer de 24. Juni zesummekomm sinn, hate mer, wéi leider esou oft, keng Dokumenter, well nach alles a Verhandlung war, soudass déi Reunioun ganz séier vertaagt ginn ass op den Dag duerno, den Donneschdeg de 25., mat der Konditioun, déi den Eurogroup gesat huet, dass mer de 25. endlech Dokumenter vun den Institutioune géife kréien, och wa keen Accord drop wär, mä dass ee wéinstens kéint op Basis vun engem Schreiwes schaffen.

Am Laf vum Moie vum 25. krute mer dann endlech déi Dokumenter. Dat sinn der sechs Stéck, an dat sinn och déi, déi ech gëschter Owend op d'Chambre des Députés geschéckt hunn, soudass d'Membere vun der Cofibu déi Dokumenter kruten.

Esou géint 12 Auer hate mer déi Dokumenter, de 25., dunn huet et och relativ gutt ausgesinn, hu mer all fonnt. An dunn ass den éischte Coup de théâtre komm, well eng Stonn duerno koum eng nei Versioun vum Finanzminister Varoufakis, déi d'griichesch Versioun war. Dat heescht, mir haten zwee Jeue vun Dokumenter an an där griichescher Versioun war iwwerhaapt net spezifiéiert, wat anescht wär wéi an deenen aneren Dokumenter, dat heescht, et huet ee missen déi zwee niefteneeliesen.

Dir verstitt, dat ass keng Aarbechtsaart a -weis. Doriwwer war all Mënsch e bëssen onzefridden, fir et ganz héiflech auszedrécken. A mir hunn den Institutiounen d'Mandat ginn, fir dann elo déi zwou Versioune mateneen ze vergläichen. D'Haaptdokument, ëm dat et do goung, war d'Dokument vun de Reformen a Griichenland, wat een op Englesch „prior actions" nennt, fir ze kucken, wat Griichenland bereet wär ze maachen.

De Paquet, deen um Dësch louch, dee vun Europa proposéiert war, dat war e kompletten. An d'Divergenze waren, ech wëll se just kuerz opzielen: TVA, Pensiounen, verschidden Deeler vun der Pensiounsreform, Reformen um Aarbechtsmaart a Reformen op de Produktemäert.

D'Institutiounen hunn ugefaangen ze schaffen. D'autant plus ass donneschdes de 25. de Sommet ugaange vun de Stats- a Regierungscheffen, dee moies de 26., freides, fäerdeg ginn ass. An der Tëschenzäit sinn, wéi gesot, déi Négociatiounen zwësche Griichenland an den dräi Institutioune weidergaangen.

An dunn, zweete Coup de théâtre, de 26., freides owes, no bei Mëtternuecht, huet de Premierminister vu Griichenland Tsipras deklaréiert, dass e géif e Referendum maachen an dass e géif senger Bevëlkerung recommandéieren, fir bei deem Referendum Neen ze stëmmen. Herno kommen ech nach op d'Froen, déi gestallt ginn, oder d'Fro, déi gestallt gëtt, zréck.

Wat net esou vill gewosst ass, ass, dass d'griichesch Négociateuren an deem Mëtten oder spéide Mëtte vum 26. d'Instruktioun kruten, fir sech vun den Négociatiounen zréckzezéien. Dat heescht, à partir du moment, wou d'griichesch Regierung wousst, dass se géif e Referendum annoncéieren, huet se dann hire Leit gesot, si solle sech zréckzéien. Dat heescht, si hu sech unilateral op d'Säit gesat, freides de 26.

Den Dag duerno hate mir Eurogroup, dee virgesi war, normalerweis fir eens ze ginn, well d'Institutioune ware jo amgaangen ze schaffen, an do hu mer natierlech deen zweete Coup de théâtre vun deem Referendum do voll op d'Bomm kritt!

D'griichesch Regierung huet erkläert, firwat se e Referendum géif maachen - dat ass och vläicht net onnéideg, dat kuerz ze soen, well esou vill Incertituden och nach dës Woch bestinn -, si huet gesot: „Mir mussen esou eng wichteg Saach wéi dee Rettungspak der griichescher Bevëlkerung duerstellen, well hei geet et ëm eppes ganz Wichteges, d'Zukunft vu Griichenland, d'Zukunft vum Euro an eisem Land. An dofir maache mir dat. An dofir froe mir lech och, d'Partner vun der Eurozon, dass Der eis en Délai vun engem Mount méi gitt, fir dass eise Referendum roueg kann iwwert d'Bühn goen an dass eise Referendum kann eben an enger Atmosphär vu Rou geschéien."

Den Eurogroup ass där Demande net nogaangen. An ech widderhuelen nach eng Kéier, firwat. Grond eent: well de Referendum - dorop kommen ech nach - mat iwwerhaapt kengem diskutéiert ginn ass, och net mat de Regierungscheffen. Zweetens: well d'Négociatiounen unilateral blockéiert gi sinn, oder ënnerbrach gi si plutôt. An drëttens: well d'Regierung jo gesot huet, si wéilten Nee stëmmen. Majo, wa se wëllen Nee stëmmen, da gesäit een net richteg an, wat een nach soll verhandelen!

Doropshin ass dann e Communiqué gemaach gi vum Eurogroup, deen nëmme vun 18 Länner gedroe war, an dat waren eben all d'Länner mat Ausnahm vu Griichenland. Mir haten och duerno nach eng Reuniouun zu 18, ouni Griichenland, wou mer e bëssen iwwert d'Konsequenze vun der Rupture geschwat hunn. An dann hu mer eis och elo d'Fro misse stellen, wat da geschitt.

Dat hei ass elo just e Résumé, wat an deene leschten dräi Deeg geschitt ass vun der leschter Woch. An da géif ech elo gären, dat wär mäin zweete Punkt, soen, wat sinn dann d'Froen, oder wat ass d'Fro, déi dem griichesche Vollek gestallt ass. Déi ass folgend: D'griichesch Bevëlkerung gëtt gefrot, ob se mam Reformprogramm, wéi en den Donneschdeg um Dësch louch, d'accord ass an ob se mat der Nohaltegkeetsanalys vun der Schold, wéi se och den Donneschdeg um Dësch louch, d'accord ass.

Ech beneiden d'griichesch Électeuren net, well wa se déi zwee Dokumenter misste liesen, géife se gesinn, dass se ganz komplizéiert sinn. Mä dat ass vläicht nach dat Mannst. Wat ee sech muss bewosst sinn, ass, dass déi zwee Dokumenter - ech nenne se och dofir „Dokumenter", oder, dat sinn Aarbechtspabeieren! -, op deenen Texter besteet keen Accord! Op deenen Texter besteet emol keen Accord am Eurogroup bei deenen 18 Länner, well dat war jo alles ganz fluctuant. Dat heescht, et gëtt e Referendum gemaach iwwer Entscheedungen, déi net geholl gi sinn. Déi Dokumenter ginn och net dat ganzt Bild erëm. An drëttens kann een haut, no e puer Deeg, soen, dass se scho vun der Realitéit dépasséiert sinn, zum Deel och, well d'griichesch Instabilitéit an d'griichesch Wirtschaft sech verhäert.

Den drëtte Punkt ass: Wat ass dann an deene leschten zwee Deeg geschitt, an haaptsächlech gëschter? Gëschter krute mer zwee Bréiwer vum Här Tsipras. Ech hunn haut de Moien an der Cofibu gesot: „e Bréif vum Här Tsipras an e Bréif vum Här Varoufakis", mä deen zweete Bréif vum Varoufakis ass transforméiert ginn an e Bréif vum Här Tsipras, also zwee Bréiwer vum Här Tsipras, déi gëschter komm sinn.

Deen een ass geriicht un den European Stability Mechanism, dat ass déi Institutioun, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz huet, déi justement fir esou Fäll virgesinn ass, an do freet Griichenland eng Hëllef ënnert dem Artikel 13, freet och ëmmer nach Accès ze hunn op de Fong - European Financial Stability Fund - an e puer aner Saachen. An an deem Bréif steet e leschte Saz, ënnerschriwwe vum Här Varoufakis, dass natierlech Griichenland seng Scholde géif all zréckbezuelen, wann d'wirtschaftlech Croissance, d'sozial Kohäsioun an d'Wirtschaftslag dat géifen erlaben.

Also dat ass e Saz, wann een dee gutt liest, deen en fait zréckgeet par rapport zu deem, wat mer amgaange sinn oder waren ze diskutéieren am zweete Rettungspak, wou et jo ganz kloer war, dass Bedéngunge wären an dass en plus vun de Bedéngungen natierlech Griichenland géif seng Scholden zréckbezuelen. An hei kréie mer eng Demande, wou drasteet, dass en fait souguer d'Zréckbezuele vun de Scholden a Fro gestallt ass.

An deen zweete Bréif vum Här Tsipras, dee gëschter Owend spéit ukomm ass, dee geet un, andeem e seet, si wären elo d'accord, déi Propositioune vun Aktioune vum Donneschdeg unzehuelen, mat ganz klengen, mineuren Ënnerscheeder. Wann Der dann duerch déi Ënnerscheeder gitt, jo, da faalt Der erëm op all déi Problemer, op déi mer virdru gestouss sinn.

Wat heescht dat? Eh bien, dat heescht, dass d'griichesch Regierung wahrscheinlech ganz iwwerstierzt handelt, dass se och wahrscheinlech a schwierege Situatiounen ass, woufir een zum Deel Verständnis huet, mä esou ze verhandelen ass natierlech fir d'Partner ganz schwéier, fir net ze soen onméiglech. A wéi gesot, ëm Mëtternuecht ass dann de Paiement - Mëtternuecht eiser Zäit, 6 Auer Washingtoner Zäit -, do ass de Paiement un de Fonds Monétaire International net gemaach ginn.

Ech mengen, domat hunn ech e bësse résuméiert, wat an der leschter Woch geschitt ass. Ech kommen elo zu mengem véierte Punkt: Wat sinn d'Konsequenze fir Griichenland?

D'Konsequenze fir Griichenland sinn, dass sonndes owes - glécklecherweis! - décidéiert ginn ass, d'Banken zouzemaachen a Kapitalkontrollen anzeféieren. Dat konnt och nëmmen d'griichesch Regierung décidéieren. Si haten eis verséchert, si géifen dat net maachen. Si hunn et awer gemaach. A Gott sei Dank hu se et gemaach!

D'Leit sinn immens veronséchert, haaptsächlech a Griichenland, mä ech géif och soen, am Rescht vun Europa. Vill Leit sinn amgaangen ze iwwerleeën, ob se hir Vakanz do solle kierzen oder net maachen - wat natierlech net gutt ass fir d'griichesch Wirtschaft. D'Entrepreneuren hu säit Méint opgehalen, an deem Land ze investéieren, déi, déi do sinn. An déi aus dem Ausland hunn natierlech sech zréckgehalen.

De Mario Draghi seet ëmmer, dass dat, wat e Land brauch, fir ze wuessen, zwou Saache sinn: Sécherheet, also Prévisibilitéit, Sécherheet op där enger Säit, a Kreditter, d'Verfügbarkeet vu Geld fir ze léinen. Eh bien, déi zwou Saachen huet Griichenland leider guer net!

A leschte Punkt, évidemment - dat wësse mer och haut, vu dass de Paiement un de Fonds Monétaire net gemaach ginn ass - sinn d'Keesen a Griichenland eidel! Den 30. Juni war also och den Dag, wou den zweete Rettungsprogramm ausgelaf ass. An dat ass ganz schued, dass deen ausgelaf ass, well an deem waren nach 7,2 Milliarden Euro virgesi fir d'Griichen. An do waren och nach 10,8 Milliarden zur Verfügung fir d'griichesch Banken am Hellenic Fund for Stabilisation (veuillez lire: Hellenic Financial Stability Fund). All dat Geld, wat souwisou scho mobiliséiert war, ass elo net zur Verfügung.

D'Konsequenz ass also fir Griichenland e grousse Vertrauensverloscht vun de Partner par rapport zu Griichenland a ganz vill Suerge fir d'Regierung, mä awer och haaptsächlech fir d'Bevëlkerung.

Wat ass d'Expositioun vu Lëtzebuerg? An dat wär mäi fënnefte Punkt. Eis Expositioun ass, wéi ech dat och scho viru Méint eng Kéier an enger parlamentarescher Fro beäntwert hat, ronn 532 Milliounen Euro, dovunner 381 Milliounen an dem European Financial Stability Fund an 140 Millioune bilateral. Déi, déi an deem europäesche Fong dra sinn, dat ass méi eng Garantie an déi sinn also net richteg scho bezunn. Do besteet de Moment keng Urgenz, fir ze agéieren.

Déi 140 Milliounen, déi bilateral geléint gi sinn, do muss an den nächsten Deeg gekuckt ginn, wat geschitt. Do gëtt et en fait dräi Optiounen: Dat eent ass, dass een d'Zréckbezuele vun deene Prête beschleunegt. Dat anert, déi zweet Méiglechkeet ass, dass ee seng Rechter reservéiert, bestätegt. An déi drëtt Méiglechkeet ass, dass ee géif op seng Rechter renoncéieren, dass een déi géif opginn.

Do gëtt et e Konsortium an Europa, deen da regelméisseg elo wäert zesummekommen, wou d'Kommissioun och participéiert, dee wäert entscheeden, wat do soll gemaach ginn. Do soll eng europäesch gemeinsam Décisioun geholl ginn.

Mäi sechste Punkt wär: Wat huet Lëtzebuerg an dëser ganzer Phas an och an deene Méint virdru gemaach? Dat Éischt ass, dass mer mussen elo emol ofwaarden, wat an deem Referendum geschitt. Dat ass eng grouss Incertitude, mat där et schwéier ass, eens ze ginn.

Ech wëll och ganz kloer hei soen, dass Lëtzebuerg dat iwwerhaapt net a Fro stellt, dass Griichenland e Referendum mécht! Dat ass e gutt Recht vun engem Land. Et géif eis net gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat géife contestéieren. Mä wat mer bemängelen, dat ass, dass mer net informéiert gi sinn doriwwer, an zweetens, dass den Timing extrem geféierlech ass, geféierlech fir ons, mä awer och geféierlech fir Griichenland. Hätte se dee Referendum am Februar annoncéiert - wann de Sujet esou wichteg ass, da wousst een dat jo och schonn am Februar -, dann hätt all Mënsch gewosst, dat geet bei d'Vollek! An dat wär och respektéiert ginn, dass een dat esou mécht. Mä wann een natierlech op de leschte Stëppel domadder kënnt, da gesäit dat méi aus wéi e Pokerspill wéi wéi eng seriö Négociatioun.

Et ass och schwéier, mat engem ze négociéieren, deen lech seet: „Egal wat Der dann elo hei op den Dësch leet, wäerte mir de Leit soen, dass se sollen Nee stëmmen." Wou ass do nach Raum, fir ze négociéieren?

An trotzdeem hu mir den Dialog mat de Griichen - mir als Lëtzebuerg, schwätzen ech elo - gehalen. Gëschter huet nach eise Premierminister mam Premierminister Tsipras geschwat. Well e justement esou äifreg schreift, hu mer geduecht, dass mer och solle mat him schwätzen. Mä et ass kloer, dass hei e ganz groussen Abroch vu Vertraue geschitt ass! Mä trotz dësem Abroch vu Vertraue menge mir, dass mir als Lëtzebuerg, a ganz besonnesch och, well mer d'Présidence vun Europa säit haut hunn, eis Dier ëmmer sollen oploossen.

Et ass elo un de Griichen ze décidéieren. Wa si Jo stëmmen..., oder kommt, mir fänken un, wa se emol Nee stëmmen: Da soen d'Griiche jo, dass se d'Regele vun der Eurozon net méi respektéiere wëllen an dass se sech am Stabilitéits a Croissancepakt net méi wuelfillen. Si hunn domadder nach net décidéiert, dass se wëllen aus der Eurozon erausgoen. Dat ass nach méi e formelle Schrëtt, deen awer e bëssen an der Logik do dran ass. Mä et ass ganz kloer, dass, wa se Nee stëmmen, et e schwéieren an e stengege Wee fir Griichenland gëtt.

Wa se Jo stëmmen, jo, dann heescht dat, dass se d'Regelen, wéi se haut existéieren, wouerhuelen an dass mer eng gutt Base hunn, fir weiderzediskutéieren.

Et steet ons als Regierung vu Lëtzebuerg net zou, de Griichen ze soen, wéi se solle stëmmen. Dat ass hir eege Responsabilitéit. Et ass eis Responsabilitéit wéi déi vun deenen anere Länner, ze erklären, wat d'Enjeue sinn, mä et ass un de Griiche selwer ze entscheeden. A mir wäerten déi Décisioun, déi si huelen, och respektéieren, och wa se herno eis Négociatioun méi schwéier mécht.

Ech fannen, dass de Bréif vum Här Tsipras vu gëschter, wou e justement d'Hëllef vum European Stability Mechanism freet a gären iwwert den Artikel 13 Hëllefen, finanziell Hëllefe fir säi Land wëllt kréien, jo beweist, wéi gutt et ass, am Euro ze sinn an an der Eurozon! Well wann een do net dran ass, da kritt een déi Hëllefen net, dann ass een eleng!

Wann elo Griichenland géif Neen am deem Referendum soen an dann iwwer Schrëtt spéider - ech weess awer net, wéi laang dass dat dauert, well d'Prozedur ass net bekannt a si ass nach net ageschriwwen - eng Kéier géif aus dem Euro erausgoen, dann ass Griichenland nach ëmmer an der EU. An ech hoffen an ech mengen och ze wëssen, dass et awer absolutt net hir Intentioun ass, aus der EU erauszetrieden.

A wa se an der Europäescher Unioun dra sinn, eh bien, da si se nach ëmmer e ganz wichtege Partner! A wa se aus dem Euro erausginn, da si si net déi Eenzeg, déi den Euro net hunn. Et si jo zéng Länner, oder néng Länner, déi den Euro net hunn de Moment. Et sinn och eng Rëtsch Länner, déi net am Schengen-Vertrag sinn, si sinn awer an der EU. Mir hunn also an Europa e bëssen heiansdo en „Europe à la carte" oder en haarde Kär: D'Eurozon ass ganz kloer den haarde Kär.

Mä wa Griichenland doraus erausgeet, ass awer och nach ëmmer eng grouss Solidaritéit iwwert d'Weeër vun der Europäescher Unioun méiglech an iwwer all déi Instrumenter, aus deene mer do kënnen Utilitéit zéien. Dat sinn de Fonds de développement régional an de Fonds social. D'Griiche sinn also net elenggelooss, ob se Jo oder Neen äntwerten, mä si solle sech hire Responsabilitéite bewosst sinn.

Mäi leschte Punkt ass d'Fro: Wéi geet et weider? An haaptsächlech: Brauch Griichenland en drëtte Rettungsplang? Meng Äntwert ass do ganz einfach: Et ass eng Evidenz, dass Griichenland en drëtte Rettungsplang brauch! Deen zweeten ass jo net fäerdeg gemaach ginn. Do hu mer 7,2 Milliarde broochgeluecht, déi mer jo net utiliséiert hunn. Mir haten 10,8 Milliarden, fir d'Banken ze stabiliséieren. A mir wëssen haut, dass Griichenland riseg Liquiditéitsproblemer huet. Also muss Griichenland gehollef kréien!

Griichenland muss gehollef kréien, mä net egal wéi, an zwar och mat Konditiounen. An ech répétéieren nach eng Kéier: Déi Konditioune sinn net do, fir Griichenland ze strofen, mä se sinn do, fir ze évitéieren, dass déi Fongen, déi mer muer Griichenland ginn, an e Faass ouni Buedem ginn. Well wann et d'Cause net léist vun dëser Verschëldung, jo, dann hëlleft de finanzielle Bäitrag net.

Wat mengen ech domat? Eh bien, d'griichesch Wirtschaft wiisst säit enger hallwer Dose Joren iwwerhaapt net méi, au contraire, si schrumpft ëmmer méi zesummen. Si ass an engem Däiwelskrees an et ass aus deem Däiwelskrees, wou ee muss erauskommen. A wann d'griichesch Regierung mengt, dass ee kéint weider just nëmmen Hëllefe kréien a keng Efforte maachen, fir seng eegen Ekonomie fit ze maachen, dann iert se sech! Mä si iert sech da leider haaptsächlech fir sech selwer a fir hir Leit.

Wat ass dann elo d'Situatioun, ganz nüchtern gekuckt, fir d'Eurozon selwer? Ech mengen, d'Eurozon selwer ass sécher. D'Situatioun a Griichenland ass dramatesch, mä d'Eurozon ass sécher! D'Situatioun vun deenen 18 anere Länner ass stabel. Dat huet ee gesinn. D'Mäert hu ganz geuerdnet reagéiert an den Euro ass op 1,12 Dollar stabel bliwwen. Wann Der op déi lescht sechs Méint kuckt, gesitt Der, dass den Euro och viru sechs Méint ongeféier op deem Niveau war - e war schonn e bësse méi ënnen -, den Euro huet also resistéiert.

Dat ass en Zeechen, dass dat Ganzt och gutt virbereet war. Ech mengen, dass déi lescht Méint ausgenotzt gi si vun allen Akteuren, fir alleguerten d'Eventualitéiten ze kucken, an dat hunn, mengen ech och, d'Mäert unerkannt. Mir sinn also zu allen Eventualitéite bereet. Dat ass u sech eng gutt Noriicht, eng gutt Noriicht fir d'Lëtzebuerger. Dat ass eng gutt Noriicht fir alleguerten d'Länner an et ass och e Bewäis, dass den Euro e seriöe Projet ass.

Als Land, wat haut d'Présidence iwwerhëlt - an ech selwer dann d'Roll vum Vizepresident vum Eurogroup -, ass et eis Verflichtung, alle Memberstate vun der EU nach méi nozelauschtere wéi soss, a ganz speziell all deenen aus den Eurolänner.

Mir wäerten dee komplizéierte Puzzle vun der griichescher Kris net zerschloen, mä mir wäerten alles maachen, fir dass dee komplizéierte Mosaik ëmmer méi zolidd gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech soen, datt, ier ech heihinnerkomm sinn, ech just d'Diskussioun, eng ähnlech Diskussioun am Bundestag nach deelweis nogelauschtert hunn. An ech hunn do festgestallt, datt, fir iwwert deeselwechte Sujet am Bundestag ze schwätzen, souwuel d'Bundeskanzlerin, d'Madame Merkel, wéi de Finanzminister, den Här Schäuble, wéi de Vizepremier a Wirtschaftsminister Sigmar Gabriel, deen dowéinst extra eng Rees an Israel ofgesot huet, do waren, fir dem Bundestag Ried an Äntwert ze stoen.

Ech soen evidenterweis dem Här Gramegna Merci fir seng Ausféierungen. Ech hätt just och gär gehat, datt mer déi aner Stëmm gehéiert hätte vun deemjéinegen, deen am Conseil de l'Europe (veuillez lire: am Conseil européen) de politeschen Deel vun där heiter Diskussioun féiert, well et ass evidenterweis och eppes anescht, ob s de an dem Eurogroup respektiv am Conseil européen - pardon! -, bass,...

(Interruption)

...fir deng Diskussioun ze féieren. Et ass eppes anescht! A wann een och héieren huet déi eng an déi aner de Mëtten an dem Bundestag, dann huet ee gesinn, wéi verschidden och d'Aussoe konnten do sinn a wéi d'Approchen haaptsächlech konnte verschidde sinn.

Ech regrettéieren dat ganz einfach, datt den Här Premier net déi Zäit fonnt huet, fir de Mëtten heihinner bei eis ze kommen.

Haut nenne mer vill Zuelen. Et gëtt vill iwwer Technik geschwat. Ech wëll awer domadder ufänken, ee Wuert iwwert d'Leit ze soen. Well hannert deenen Zuelen, hannert där Technik, hannert all deem, wat den Här Gramegna eis elo gesot huet, sinn natierlech vill Eenzelschicksaler, sinn natierlech vill Leit verstoppt, vill Schwieregkeeten, vill *P*roblemer, vill Trauer, vill Laaschte verstoppt, un déi mer mussen denken. An ech mengen, Dir hutt dat och gemaach, wéi Der Är Wierder hei gesot hutt. Mä ech wollt einfach, well et mer wichteg war, domadder ufänken.

De Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker sot de Méinden, datt dat hei keng Partie Ligepoker ass. Et ass net een, dee gewënnt an dësem Spill, an en aneren, dee verléiert. Entweder mir sinn all Gewënner oder mir sinn all Verléierer. An ech fannen dat als Approche fundamental richteg. An dat Ganzt, wat mer iwwert déi lescht Deeg hei gesinn hunn - an de Finanzminister huet et richteg an am Detail beschriwwen -, ech empfannen dat Ganzt am Fong als en Trauerspill, wat hei ofgelaf ass a wéi

déi Verhandlungen hu misse gefouert ginn. Et ass e Pokerspill vun enger griichescher Regierung, wat hei gespillt ginn ass, an esou, wéi et hei och vum Finanzminister beschriwwe ginn ass, kann een dat net als seriö beschreiwen.

Nodeem no enger Woch fënnefmol den Eurogroup huet missen zesummekommen, 13 Eurogroupë säit Februar iwwert dee Sujet zesummekomm waren, zwee Conseil-européenen driwwer geschwat hunn, nodeem datt, wann ech dat gutt nogelauschtert hunn, mer no bei engem Accord waren, geet déi griichesch Regierung hin, ouni mat iergendengem ze schwätzen, a seet, si géif elo e Referendum maachen, ouni mat iergendengem dat ofzeschwätzen!

E Referendum, wou haut och d'Froestellung net kloer ass, wou d'Erklärungszäit - a mir wëssen dat jo, well mer Erfahrung jo elo mat de Referendumen hunn -, wou d'Erklärungszäit bis e Sonnden, fir e komplizéierte Sujet de Leit ze erklären, awer gläich null ass, wou iwwert déi Konsequenzen, ob Jo oder Neen erauskënnt, net geschwat ginn ass! Wat geschitt, wa Jo erauskënnt? Wat geschitt, wann Neen erauskënnt? A wou eng Fro gestallt gëtt iwwer Pabeieren, iwwer Dokumenter, déi et am Fong an deem Sënn iwwerhaapt net gëtt, well keen Accord bis elo driwwer fonnt ginn ass respektiv well se vun där Säit, déi se virgeluecht huet, och zréckgezu gi sinn.

Selbstverständlech däerf eng Regierung e Referendum maachen. Selbstverständlech ass dat e basisdemokratescht Recht, wat mer och net contestéieren. Mä ech muss awer soen, déi Aart a Weis, wéi hei mat de Partner a mat dem griichesche Vollek ëmgaange gëtt, datt do sech awer ganz vill Fragezeiche stellen.

Ech hätt et logesch fonnt, wann een an e Referendum geet an et freet ee sech en Accord, nodeem een eens ginn ass op engem Dokument, an et freet een dann d'griichescht Vollek, fir e Mandat ze kréie vun der Bevëlkerung, fir e konsequenten an zilstrebege Reformkurs ze maachen, deen een ausgehandelt huet a mat deem een d'accord ass a fir deen ee wëllt ëm Erlaabnis beim griichesche Vollek froen, fir datt erëm nei Aarbechtsplaze geschaf ginn an datt erëm ka Wuesstum produzéiert ginn. Dat hätt ech normal als Approche fonnt. Esou hunn ech Schwieregkeeten, et ze verstoen.

An dann och nach ze soen, datt een hannert där Fro, déi ee stellt, hannert deene Pabeieren, déi een op den Dësch leet, fir driwwer ofzestëmmen, och net hannendrusteet an d'griichescht Vollek freet, fir mat Neen ze beäntwerten, an dann och virschléit - op jidde Fall gëschter nach, well haut ass d'Situatioun schonn anescht -, och nach virschléit, fir déi lafend Programmer ze verlängeren an domat Verflichtungen, finanziell Verflichtungen, déi een huet, ze decken, ouni datt een iergendeng Programmbedéngung wëllt erfëllen, dat ass fir mech awer onverständlech. Hei ass et fir mech kloer, datt et just eng Zilsetzung gouf, déi drëm gaangen ass, weider Zäit ze gewannen an an Zwëschenzäit Finanzmëttel ze kréien, ouni Reformen ze maachen.

D'Solidaritéit an Europa ass eng Noutwendegkeet, an Europa an an der Eurozon! Mir sinn eng Solidargemeinschaft. Doraus si mer entstanen. Dat wëlle mer sinn, dat wëlle mer och bleiwen. Hëllef ginn anere Länner, déi a Schwieregkeete sinn, déi Problemer hunn, ass eng Noutwendegkeet, ass eng Noutwendegkeet! Dat gesi mer och an, alleguer. Dat ass och gemaach ginn an deene leschte Joren: 2010 si fir Griichenland an aner Länner Hëllefsprogramme virbereet ginn deemools, bilateral Kreditter vun den Eurostaten an dem Internationale Währungsfong, en zweeten Hëllefspak no 2012, deen zweemol verlängert ginn ass. 7,2 Milliarde stoungen nach bis gëschter op.

D'griichesch Regierung huet déi Oplagen net erfëllt an huet dee Programm gëschter oflafe gelooss, niewent Hëllefspäck, déi iwwert d'Mëttel vun der Agrar- a Fëschereipolitik respektiv vun der Kohäsiouns- a Strukturpolitik an deene leschte Jore gefloss sinn. Doriwwer hutt Der net geschwat. Zwëschen 2007 an 2013 waren dat am Nettosaldo 32,5 Milliarden Euro. Och betrachtlech Zommen!

Zum Prinzip wëll ech ganz kloer soen: Éischtens, d'Zurverfügungstellung vu Finanzmëttel, ouni - ouni! - datt ee sech eens gëtt iwwer e weidere Wee vu Griichenland, kann a mengen Ae keng Léisung sinn. Et wär op jidde Fall net verantwortlech par rapport zu de Bierger vun deenen aneren europäesche Staten an och net verantwortlech par rapport zu Griichenland an de Griichen, déi domat méi an d'Dependenz nach géife geroden. Zweetens: Europäesch an international Programme kënnen net - kënnen net! - éiweg daueren. Si sollen, si däerfe just eng Hëllef zur Selbsthëllef sinn, eng Hëllef zur Selbsthëllef begleet mat engem klore Wee an d'Zukunft, dee muss mat ofgemaach sinn an dee muss do sinn!

Dat ass jo och eppes, wat an anere Länner geklappt huet: an Irland, a Spuenien, a Portugal. An ech soen Iech, an Dir wësst et, och do war et net einfach, och do war et ganz, ganz schwiereg! Och do ass vill contestéiert ginn. Dir kënnt Iech erënneren un all déi Zeenen, déi mer op der Tëlee gesinn hunn, och vu portugisesche Leit, vu spuenesche Leit, déi protestéiert hunn dobaussen, well et och fir si net einfach war. Mir wëssen, wéi schwiereg et war. Déi dräi Länner hunn déi Reformen duerchgesat - duerchgesat! - an hunn och haut Resultater.

A Spuenien hu mer eng Ekonomie, där et erëm besser geet. D'Previsioun fir 2015 ass e Wuesstum vun 2,8%. Mir hunn eng Demande intérieure, déi bei 2,1% läit. Demande intérieure heescht, datt et inlands och erëm besser geet. Dat waren -2,6% 2013. Mir hunn e Budgetsdefizit, dee vun 10,3% op 4,5% - wat nach ze héich ass, mä de Wee ass awer enorm, dee gaange ginn ass vun 10,3% op 4,5%! - erofgeschrauft ginn ass. An haut ass den Accès un d'Kapitalmäert erëm esou do, datt en ouni weider grouss Käschte ka gemaach ginn. A mir hunn haaptsächlech e Chômage, dee vu 26,1% op 22% erofgaangen ass. Dat ass nach ze vill, dat Ganzt ass fragill - fragill! -, mä et ass awer de richtege Wee!

Wann ee Portugal kuckt, ass et datselwecht: Haut eng Croissance vun 0,9%, dat waren 2012 - dräi Joer hier - -4%, an e Budgetsdefizit vu -4,5% vum PIB, dat waren 2010 11%! An e Chômage, deen op 14,1% ass, dee vun 2012 16,4% erofkomm ass! Alles dat ass nach net einfach. Alles dat ass nach schwiereg. Alles dat, och a Portugal, spieren d'Leit nach net richteg. A mir wëssen, wéi vill Schwieregkeeten do och Eenzelner haten, well se hir Liewensplanung net méi konnte realiséieren, well hir Finanzen drastesch erofgaange sinn, well se déi Efforten hu misse maachen. Dat war net einfach fir keen, fir keen! D'Resultater loosse sech awer elo weisen.

An Irland datselwecht: Mir hunn haut e Chômage vun 11,3%, deen ass vu 14,7% erofgaangen. E Budgetsdefizit vu 4,1% vum PIB, dee war 2010 32%, vun 32% 2010 op 4% Budgetsdefizit erofgaangen! Kënnt Der Iech virstellen, wéi vill Efforten a Steieren a Lounkierzungen dat och fir d'Ire waren? D'Resultat: Haut hu mer e Wuesstum an Irland vu +4,8%, dat stäerkste Wuesstum an Europa!

Dat stäerkste Wuesstum an Europa, well déi Programmen duerchgesat gi sinn. Ech weess, datt dat net einfach war. Ech weess, wéi schwiereg dat fir d'Leit war. Ech weess och, wéi vill mënschlech Dramen, déi ech deelen, och do hannendrustoungen! Mä ech soen awer: Et sinn awer Resultater do a Perspektive fir déi Länner, fir op hiren eegene Féiss ze stoen. D'ailleurs, si sinn all aus den Hëllefsprogrammen eraus a si sinn d'ailleurs stolz, aus den Hëllefsprogrammen eraus ze sinn. A Portugal huet gefrot, éischter erauszekommen, wéi et hätt missen erauskommen. Ech wëll dat och eng Kéier soen.

An och e Griichenland war um richtege Wee. Déi viregt Regierung ënnert dem viregte Premier Samaras huet am Géigendeel zu dem heitege griichesche Premier Reformen ëmgesat, déi och hir Friichte gedroen hunn. Déi al griichesch Regierung huet déi gréisst Budgetskonsolidéierung virgeholl, déi jee en EU-Land an deene leschten 30 Joer ënnerholl huet. An Zesummenaarbecht mat der Troika ass et hir duerch divers Strukturreformen an deenen ënnerschiddlechste Politikberäicher gelongen, hiren Haushaltsdefizit massiv ze reduzéieren: -3,5% nach 2014 mat engem Primäriwwerschoss vu +1,5%. E Progrès, wann ee bedenkt, datt dësen Taux 2011 nach bei -10,2% louch!

An ech kéint nach eng Rei Zuelen a Griichenland opzielen, déi nach d'lescht Joer gülteg waren, mat engem Accès um Kapital- an um Finanzmaart, dee bal 2014 zum Schluss erëm méiglech gewiescht wär. Dat ass haut mat deenen Aktiounen, déi dës Regierung gemaach huet, net méi dran! D'Basis fir eng laangfristeg an dauerhaft Wuesstums- an Aarbechtsplazeschafungspolitik ass elo erëm a Fro gestallt, no ville Schwieregkeeten, déi d'lescht Joer waren, fir ze probéieren, d'Emsetzung vun deene Reformen ze maachen.

Déi nei griichesch Regierung wollt dee Wee net weidergoen. Si huet eng ganz Rei Reforme blockéiert, ouni se duerch anerer ze ersetzen! Ech mengen, datt och d'Europäesch Conseilen an d'Kommissioun d'accord gewiescht wären, dee Programm a Fro ze stellen, wann dann aner Alternative fir datselwecht Resultat um Dësch geleeën hätten. Dat war awer net de Fall.

Et gëtt och vill iwwert d'Propositioune vun der Kommissioun geschwat, déi bis zum 25. um Dësch louchen, nach net akzeptéiert vum Conseil européen, nach net akzeptéiert, mä trotzdeem um Dësch louchen. Et gëtt vill geschwat. Et gëtt och villes gesot, dat eent an dat anert gëtt driwwer gesot. An et ass och schwéier, dat alles ze appréciéieren.

Mä ech wëll awer soen, datt dofir de Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker dee Pak, deen do geschnüürt ginn ass, emol publizéiert huet, fir datt jiddweree sech och emol kéint e Bild maachen, wat et dann an der Realitéit heescht, fir datt dat Ganzt emol eng Kéier transparent, kloer an däitlech wär, fir datt een net kéint alles driwwer verzielen, wat esou an deene leschte Méint driwwer verzielt ginn ass, wat dann u Grausamkeete géif gemaach ginn!

Ech weess, wann ech dat liesen, datt dat e ganz schwierege Programm ass. Ech weess, wéi schwéier dat a Griichenland wäert ginn, wann esou e Programm duerchgesat gëtt. Ech soen awer och, dat Engagement, wat d'Kommissioun, net nëmmen den Här Juncker, och den Här Dijsselbloem, och anerer an dem Conseil, an deene leschte Méint haten, fir zu deene Resultater ze kommen, dat war exemplaresch. An et ass och vill opgepasst ginn, datt déi sozial Fairheet an deene Programmen och géif respektéiert ginn.

Et ass der Kommissioun drëm gaangen, fir op där enger Säit e korrekt a fairt Ofkommes fir d'griichescht Vollek ze maachen, an op där anerer Säit awer och opzepassen, datt d'Konditioune fir d'Eestëmmegkeet vun deenen aneren 18 Länner - well déi war noutwendeg, soss geet dat Ganzt net! -, datt d'Konditioune fir d'Eestëmmegkeet och do wäre fir déi aner Länner, aner 18 Länner, déi Milliarde vu Sue vun hire Steierzueler Griichenland geléint hunn. Déi Eestëmmegkeet huet een nach, hätt een nach misse fäerdegbréngen.

A vill ass och op déi griichesch Revendicatiounen agaange ginn, well jiddweree versteet, wéi schwiereg et ass fir d'Leit, fir Griichenland, fir hei déi Reformen ze maachen. An et ass gekuckt ginn an deem Pak, fir fir Fairheet ze bleiwen: kee Schnëtt an d'Gehälter, notamment déi kleng Gehälter, an an d'Pensiounen, Hëllef fir déi Äermst, Efforten, déi proportionell zu dem Akommes agedeelt ginn, Schnëtter an der Verteidegungspolitik, méi Fairness an der Besteierung, haaptsächlech d'Besteierung vun den Armateuren, déi momentan ganz wéineg a Griichenland besteiert sinn, Kampf géint Korruptioun, Transparenz vun der Administratioun, independent Steierverwaltung - alles dat ware Punkten, déi beinhaltet waren an deene ganze Proposen.

An déi Propos, déi um Dësch louch, ass och keng, déi Griichenland doutgespuert hätt. Et ass keng Propos vun der blanner Austeritéit. Et ass villméi e Pak, deen am Verglach mat de Propose vu virdru ganzer 12 Milliarden Euro manner u Spuermoossname vun de Griiche verlaangt hätt. Wat net heescht, datt et einfach gi wär, well net jiddweree wäert mat esou engem Bréisseler Pak, wéi en dann och ëmmer ausgesinn hätt - oder ausgesi wäert an Zukunft -, individuell a Griichenland gewannen.

Richteg bleift, datt esouwuel d'Griiche wéi och d'Europäer alleguer mat dësem Pak wäerte gewannen, wann e bis ofgeschloss ass. An dat mat enger Propos, déi e gangbare Wee fir jiddweree gewiescht wär, dee gudde Wëlle beweist. Och wa vläicht deen een oder deen aneren e wéineg méi laang hätt schaffe misse goen. Mä och hei ass d'Propos fair an zoumuttbar bliwwen. An nach eemol: Vun anere Länner si ganz aner a vill méi stengeg Weeër verlaangt ginn.

D'Kommissioun, den Eurogroup, d'Madame Merkel, den Här Hollande hu gesot, d'Dier géif opbleiwen. Den Här Gramegna huet et och virun e puer Minutten hei gesot: prett fir ze diskutéiere géife mer bleiwen, prett, Léisungen ze fanne bis zur leschter Sekonn, och mam Här Tsipras a mat der griichescher Regierung. Nodroend däerf ee jo als wäitsiichtegen Europapolitiker net sinn. Et geet net ëm d'Regierung hei, mä et geet hei ëm d'griichescht Vollek.

Awer et däerf een och net naiv sinn. An duerfir ass et wichteg, Här Finanzminister, datt ee mat alle Proposen, déi aus Athen kommen, virsiichteg ëmgeet! An dat mécht mech traureg, wann een dat esou muss an aller Kloerheet soen.

An trotzdeem soen ech och hei ganz kloer, datt een erëm muss zesummen neit Vertrauen opbauen, well Europa ass a war a muss och an Zukunft eng Vertrauensgemeinschaft bleiwen, an haaptsächlech ass och eng Währungsunioun op Vertraue baséiert. A mir mussen all Efforte maachen an deenen nächste Méint, fir ze probéieren, dat Vertrauen erëm erëmzekréien.

Jiddweree muss awer dann och verstoen, datt déi Solidaritéit, déi Europa wëllt, bereet ass ze weisen, firwat Europa och am Fong do ass, datt déi Solidaritéit zesummegeet mat Soliditéit a Responsabilitéit! An déi zwou Saachen, Solidaritéit op där enger Säit, Soliditéit a Responsabilitéit op där anerer Säit, sinn zwou Säite vun därselwechter europäescher Medail, déi net kënnen auserneegeholl ginn an déi zesumme musse bleiwen.

E Sonndeg ass e Referendum a Griichenland ugekënnegt. Ob en da stattfënnt, gesi mer. Et gëtt probéiert, de Griichen ze zielen, datt se iwwer eng Propos géifen ofstëmmen. Ech mengen net, datt deem esou ass. An zesumme mam Kommissiounspresident, mam Parlamentspresident, dem Martin Schulz, mam Eurogroup-Chef, dem Här Dijsselbloem, mengen ech, datt et hei ëm e Referendum iwwer Europa geet: Jo oder Neen zu Europa oder zu der europäescher Zukunft?

An ech soen do ganz kloer: Mir soe Jo zu Europa, och Jo zu engem Europa mat de Griichen! Jo zu engem Europa, wou Griichenland erëm ekonomesch op d'Bee kënnt, wou Griichenland wirtschaftlech sech erëm erkréie kann. Jo zu engem Europa vun der Solidaritéit. Mä net ëm all Präis! Dat heescht fir eis: Solidaritéit a Soliditéit a Responsabilitéit an en Europa, wou Regelen agehale ginn, déi fir jiddweree gemeinsam gutt sinn.

Vun der Lëtzebuerger Regierung erwaarde mer - an ech hoffen, Här Finanzminister, datt d'Lëtzebuerger Regierung hei eng an déiselwecht Meenung huet -, vun der Lëtzebuerger Regierung erwaarde mer, datt dës Positioun kloer zum Ausdrock kënnt, datt se eis Présidence notzt, fir ze probéieren, erëm dat Vertrauen do opzebauen, datt se kloer seet an ëmmer erëm widderhëlt, datt mer dat Europa vun der Solidaritéit wëllen, mä datt Europa och muss Soliditéit a Responsabilitéit heeschen.

Mir wëllen och an Zukunft e Griichenland an der Europäescher Unioun an an der Eurozon, mä e Griichenland, wat d'accord ass, sech eng Zukunft ze ginn, e Griichenland, wat wëllt op seng eege Féiss kommen. An ech si sécher, datt d'Griichen dat och wëllen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Leit a laange Schlaangen, déi virun de Bancomate stinn, Bensin, deen op de Pompelen, den Tankstelle rationéiert gëtt, Leit, déi Hamsterkeef maachen, well se net wëssen, ob se nach soss muer oder iwwermuer eppes kënne kachen, Rentner, déi net wëssen, ob se iwwerhaapt nach iwwert d'Ronne kommen den nächste Mount, dat si Biller, déi mer déi lescht Deeg konnte gesinn. Net aus enger Regioun iergendwou wäit an Afrika oder soss enger Kriseregioun, neen, aus Griichenland, also engem vun den Eurolänner, an dat mécht natierlech jiddweree betraff a kann eis net kalloossen.

Et weist virun allem awer och, wien eigentlech déi Leidtragend sinn an där ganzer Griichenlandkris: Et ass déi griichesch Bevëlkerung, déi hei muss ganz villes erdroen. Si ass et, déi déi Konsequenzen dréit, well hir Regierung déi Hand, déi Europa ëmmer erëm, ëmmer nees ausstreckt, nach eng Kéier ausgeschloen huet a well Griichenland, déi nei Regierung, déi do säit 2013 (veuillez lire: säit Januar 2015) am Amt ass, ëmmer erëm Europa an Otem hält.

Ech mengen, et komme jo praktesch am Stonnentakt nei Nouvellen. Am Dossier vu Griichenland ass et wierklech ganz schwéier, nach iwwerhaapt en Iwwerbléck eenegermoossen ze hunn a fir och de leschte Stand vun de Positiounen hei ze hunn. Et gëtt engem bal dronken! An ech sinn op alle Fall trotzdeem ganz frou, datt de Finanzminister, de Pierre Gramegna, praktesch zu all Moment prett war an ass, fir d'Chamber, fir d'Cofibu, d'Kommissioun vun de Finanzen an dem Budget, ze informéieren. Och wann en net zu Land war, war e prett, fir iwwer Tëlefonskonferenz do déi lescht Detailer ze ginn, an ech fannen, dat ass och dee richtege Wee. Hei gëtt voll op Transparenz an Informatioun gespillt.

Ech begréissen et och, datt en haut de Mëtte fir den éischtméiglechen Datum dës Woch konnt an eng ëffentlech Sitzung kommen, fir datt mer och hei déi wichteg Debatt féieren. Sécherlech wiere mer och frou gewiescht, wann de Premier hätt kënnen derbäi sinn. Mä et ass ganz einfach esou, datt de Premier nach am Ausland ass, datt en op enger wichteger Rees an Amerika ass respektiv vun do zréckkënnt, soudatt een also do och elo net soll eppes dorauser deiten.

Ech mengen, mir hunn hei och eng ganz Rei Dokumenter kritt. D'Transparenz spillt also voll, a mir maachen also hei och deen Exercice, deen an anere Parlamenter gemaach gëtt, deen awer wichteg ass. An hei geet et jo och drëms - mir hunn d'Positioun hei vun der Re-

gierung héieren; de Finanzminister huet am Numm vun der Regierung geschwat -, datt déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hei am Parlament kënnen hir Positiounen duerleeën.

Här President, mir hunn Onsécherheet, Ongewëssheet, net, well d'Kommissioun oder d'EZB oder d'Memberlänner aus der Eurozon dauernd hir Meenung änneren, mä dat ass, well déi griichesch Regierung an deene leschte Wochen a besonnesch an deene leschten Deeg dauernd hir Positiounen ännert an eben dauernd Europa an Otem hält.

Ech maachen elo och keen Historique. Ech mengen, de Finanzminister huet versicht, duerch déi Momenter aus deene leschte Stonnen an Deeg, do derduerjer ze schwammen an dat beschtméiglech duerzestellen. Nach haut de Moien an der Cofibu, e war nach grad amgaang, eis e confidentielle Bréif ze weisen, du konnt ee schonn op enger Newsagence liesen, datt erëm en anere Bréif vun der Regierung anscheinend zougestallt gi war.

Mä ech wëll eigentlech nëmmen drun erënneren, un de rezenten Historique, fir dat awer da méi am Groussen ze kucken. Ech ginn elo net op d'Chifferen an esou weider an, op déi eenzel Detailer, dat ass, wéi gesot, gemaach. Mä ech wëll einfach awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer jo am Februar och - ech mengen, et war den 20. Februar - vum Finanzminister gebrieft gi waren, wéi eigentlech deemools och schonn d'Situatioun méi brenzleg war, an datt mer dunn erkläert kruten, datt kloer d'Virgab war, datt eben dann dat sollt bis gëschter..., respektiv bis haut sollten déi Hëllefe weidergefouert gi respektiv och kënnen iwwerbréckt ginn.

En hat deemools, laut deem, wat eis den Här Minister erkläert hat, och eng Lëscht eraginn, fir ze soen, wou se da géifen usetzen, wou se géife versichen, Reformen ze maachen. Dat war also en Engagement vun där enger an där anerer Säit. An ech wëll och wierklech ganz kloer betounen: All déi Bestriewungen, och ob et am Februar war oder nach virdrun, all déi Bestriewungen, déi waren a sinn, fir Griichenland net d'Hand ze forcéieren, mä ebe fir de Griichen d'Hand ze reechen, fir hinnen ze hëllefen!

An am Februar, mengen ech, war et awer nach... - wann een dat och noliest am PV vun där Reunioun -, konnt een awer nach optimistesch sinn an et huet een un de gudde Wëllen, virun allem och op der griichescher Säit, gegleeft an et huet ee sech eigentlech Rendezvous ginn och fir gëschter, fir dann de Point ze maachen an ze soen: „Et ass alles an der Rei." Leider ass et net esou komm!

Et muss een och soen, datt Lëtzebuerg op där Säit vun deenen ass, déi déi Solidaritéit, och déi europäesch Solidaritéit kloer ënnerstëtzen. Lëtzebuerg, dat krute mer och nach gesot, huet effektiv bilateral Prête Griichenland gi fir 140 Milliounen. Mir sinn an engem Stabilitéitsfong, wou mer fir Garantië sti fir 380 Milliounen Euro. Och kee klengen Effort vun eiser Säit aus, mä deen awer wierklech och guer keen a Fro stellt, well, jo, Europa - an och Lëtzebuerg gehéiert derzou - ass eng Solidargemeinschaft, a mir sollen och houfreg dorobber sinn!

An déi Solidargemeinschaft huet jo och an deene leschte Jore gespillt vis-à-vis vu Griichenland, wou mer hinnen d'Hand gereecht hunn. Et sinn, ech ginn net op d'Chifferen an, awer wierklech substanziell finanziell Mëttel, Milliarden Euro, an de griichesche Wirtschaftskreeslaf gepompelt ginn. An dat net nëmmen - et muss een dat awer och soen -, net nëmmen, fir Scholden ofzedecken oder zréckzebezuelen, mä och, fir datt Griichenland sech konnt oder hätt solle besser opstelle wirtschaftlech a strukturell!

An duerfir och, well heiansdo gëtt dat vu verschiddene Säiten esou duergestallt, wéi wann eigentlech d'Schold bei béise Créanciere wier, datt Griichenland elo an där aktueller Situatioun wier: mitnichten! Mir kéinten eis jo emol d'Fro stellen: Wou wier Griichenland dann elo drun, wa se net all déi europäesch Hëllefen an deene leschte Jore kritt hätten?

Mä awer op där anerer Säit huet de Solidaritéitsprinzip och seng Grenzen. Dat mécht nëmme Sënn, wa Griichenland op där anerer Säit bereet ass, och Reformen op d'Been ze setzen, déi ebe versichen, déi strukturell Problemer an de Gréff ze kréien oder wéinstens unzegoen, wéinstens kleng Efforten ze maachen.

An et muss een och also wierklech kloer soen, datt et net ass, well Hëllefen ausbezuelt gi sinn, datt Griichenland an där Situatioun ass, mä déi allermeeschte Problemer, déi elo a Griichenland sinn, sinn awer hausgemaach!

Bon, et kéint een elo och soen, et ass eigentlech schonns ugaangen deemools, wéi Griichenland an d'Eurozon komm ass. Ech mengen, do waren eigentlech och net alleguerten déi Konditiounen erfëllt a Griichenland war eigentlech net fit, fir dee Schrëtt ze maachen. Do kann een natierlech och kucken, wou do op där enger an op där anerer Säit awer och Feeler geschitt sinn.

Bon, de Budgetsdéséquiliber a vill aner strukturell Problemer hat Griichenland op alle Fall scho laang, ier Europa him gehollef huet, och schonn ier et an d'Eurozon komm ass. An do muss een och éierlechkeetshalber soen, datt dat also net elo e Problem ass, deen eréischt säit deene leschte sechs Méint, wou eng nei Regierung a Griichenland ass, do ass. Ech mengen, déi strukturell Problemer si wierklech chronesch Problemer vu Griichenland, déi awer mussen ugaange ginn.

Wat sinn déi Problemer? Ech mengen, et kéint een elo eng Rei Beispiller huelen: eng opgeblose Fonction publique; de Fait, datt d'Steieren net agedriwwe ginn; héich defizitär Statsentreprisen an esou weider. Et sinn dat einfach e puer Beispiller vun deene Problemer, déi d'Griichen, déi griichesch Regierungen, egal wat fir eng, mussen ugoen, jo, och wann dat net ëmmer populär fir eng Regierung ass, wann een esou Reforme muss ugoen.

Mä do ass Griichenland net eleng. Et ass och scho gesot gi virdrun. Och aner Länner aus der Eurozon hu misse grouss Efforten an deene leschte Jore maachen, fir aus enger schwiereger Situatioun erauszekommen, déi och gehollef kruten. D'Länner sinn och scho genannt ginn. Fir se net ze widderhuelen: Ech denken u Portugal, Spuenien, Irland, och Lettland. Déi hunn déi Ustrengunge gemaach a se hunn awer schonn éischt positiv Resultater opzeweisen. De Chômage geet erof, hire Wirtschaftswuesstum verbessert sech.

An, Här President, ech muss soen, déi eigentlech Tragédie, dat ass jo, datt och a Griichenland déi éischt Unzeeche waren, datt verschidde Reforme géife gräifen, déi déi Regierung virun där aktueller an Ugréff geholl hat, datt also Griichenland och ganz lues, jo, ganz lues um Wee biergop war, ier dunn eben Enn 2013 (veuillez lire: ufanks 2015) eng lénksextrem Regierung zu Athen ugetratt ass, déi d'Geschécker an d'Hand geholl huet. An d'Resultat vum Här Tsipras senger Politik si leider, dat muss een einfach kloer soen, Schierbelen, an dobäi gëtt et och guer keen eenzege Gewënner: weder Europa nach d'griichescht Vollek an och emol net seng eege Regierung.

Mir sinn elo an enger Situatioun op engem Punkt, wou déi griichesch Regierung wierklech d'Zukunft vun hirem Land a vun hire Bierger op d'Spill setzt. A firwat? Well - dat soe jo och ganz vill Analysten - eigentlech hei och wierklech volontaire eng ideologesch Konfrontatioun mat der EU gesicht gëtt. Si stellen eigentlech déi ganz europäesch Konstruktioun letztendlech a Fro.

D'Konditiounen awer fir de Bäitrëtt an den Euro war de Respekt vun de Regele vun der Währungsunioun mat klore budgetäre Regelen an, an, an. Ech zielen dat net alles op. Mä all déi Konditioune ware gewosst, wéi een do an déi Gemeinschaft agetrueden ass. An elo wëllt awer déi lénks Regierung eigentlech näischt méi dovunner wëssen a praktesch eben alles a Fro stellen.

Si stellen e Modell a Fro, deen awer an deenen allermeeschte Länner an eiser Gemeinschaft, déi mer hunn an Europa, d'Strooss gehalen huet, fir net méi ze soen, deen awer eigentlech praktesch en Erfollegsmodell war, mat deem awer ëmmer eng gewëssen Nohaltegkeet a Wuelstand fir méiglechst vill Leit konnten erreecht ginn. Si stellen dee Modell a Fro a si hunn awer och kee konkrete Modell, wéi een dann aneschters en nohaltege Sozial- a Wirtschaftsraum kéint opstellen. Au contraire, an der Realpolitik a Griichenland gesi mer, wat dobäi erauskënnt, wa si d'Saachen aneschters wëlle gestalten. Do hu mer elo méi grouss Problemer, wéi mer der jee haten.

An och, dat wëll ech och soen, Här President, dës Regierung an och, ech mengen, mir hei alleguerten, wéinstens déi meescht Parteien, wann ech dat verstinn, op alle Fall huet och mäi Virriedner dat gesot, datt mer dat net a Fro stellen, dat, wat a Jorzéngten opgebaut ginn ass hei an Europa fir Fridden, Stabilitéit a gutt Liewenskonditioune fir e ganze Kontinent. A mir wäerten och, do kënnt Der sécher sinn, an dës Regierung och während der Présidence an deem Sënn weiderschaffen an och all Efforten an deem Sënn maachen.

Déi Fro ass elo: Wéi geet et weider, ech soen emol net, an deenen nächste Stonnen, mä an den nächsten Deeg, an den nächste Wochen?

Fir eis ass kloer: Et ass wichteg, datt mer Griichenland, dem griichesche Vollek virun allem och weiderhin d'Hand reechen, datt mer wierklech all Efforte musse maachen, fir datt mer hei nach zu engem Kompromiss kommen. Ech mengen, Europa, d'Kommissioun och, jo, d'EZB, aner Gremien, hunn an deene leschten Deeg vill Kompromisser gemaach, Bereetschaft gewisen, fir eng solidaresch Solutioun ze fannen.

An et ass awer elo, dat muss een awer och kloer soen, et ass elo wierklech endlech un der griichescher Regierung, fir opzehale mat deem Hin an Hier an och endlech zu hire Wierder oder zu hiren Engagementer ze stoen an och net ze provozéieren, well deen iwwerraschende Coup vun der Annonce vun dem Referendum, et war praktesch, ech géif soen, eng hallef Sekonn virun zwielef, wéi deen ugekënnegt ginn ass, dat war wierklech net am Intérêt vum Vertrauen an och vun éierleche Verhandlungen. Da brüskéiert ee wierklech déi Leit, déi op där anerer Säit vum Dësch sëtzen.

Ech mengen, wonnert Iech hei net, wann ech soen, datt e Referendum jo u sech e positivt Instrument ass, mä wann et awer esou benotzt gëtt wéi elo a Griichenland, a fir dann och nach d'Leit opzeruffen, an eng gewësse Richtung géint e gewëssenen europäesche Konstrukt am Endeffekt ze stëmmen, dann ass dat wierklech net konstruktiv.

Mä de Finanzminister huet och erkläert, et ass eigentlech och schwéier, wéi een déi Froen iwwerhaapt ka verstoen, well eigentlech soll dat griichescht Vollek sech iwwer Texter ausschwätzen, Texter, déi eigentlech nach néierens och Zoustëmmung hunn, oder definitiv Zoustëmmung fonnt hunn. An ech mengen, et ass kloer, et gesäit een hei, et ass net nëmmen ee Gefill, datt déi griichesch Regierung virun allem dat Mëttel benotzt huet, och fir parteistrategesch vläicht innerhalb vu Griichenland do verschidden Interessen ze verfollegen.

Wéi gesot, d'Fro bleift, wéi et weidergeet. Fir eis ass et kloer, datt mer alles mussen drusetzen, datt mer hei, jo, ech géif soen, eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, déi awer Europa an deene leschten, net Joren, mä vläicht Jorzéngten hat, datt mer déi awer zesummen zu engem gudden Enn kënne féieren. A fir eis ass et awer och kloer, fir eis soll et eng Solutioun sinn, muss et eng Solutioun sinn, datt Griichenland och an der Eurozon bleift.

Ech mengen, en „Grexit", wéi dat genannt gëtt, dat ass wierklech keng Léisung, weder fir dat griichescht Vollek nach fir Europa. An och, wann de Moment d'Marchéé roueg sinn a gesot gëtt: „Dat ass alles net esou schwiereg, do kënne mer deem mat Rou entgéintkucken.", mengen ech, d'Konsequenze vun enger Sortie vu Griichenland aus der Eurozon géifen awer vläicht méi Risiko bedeiten, wéi ee sech dat de Moment ka virstellen an et soll ee wierklech net an déi Situatiounen erasteieren.

Ech mengen, nach eng Kéier, Europa, an ech zielen och Lëtzebuerg dozou, huet all Efforte gemaach, huet extrem gudde Wëlle gewisen, fir hei virunzekommen. An et ass elo wierklech un der griichescher Regierung, datt si och endlech e loyale Partner um Verhandlungsdësch sinn, datt se och, jo, och prett musse sinn, dann déi Efforten, déi se wëlle maachen, herno an der Praxis ëmzesetzen, och da vläicht keen einfache Gang duerch hiert Parlament ze maachen, mä awer och vläicht ze kucken, ze probéieren dann, wa se prett sinn oder d'accord sinn, fir Saachen ëmzesetzen, hiert Vollek do derfir ze gewannen, fir dat ze maachen.

Ech mengen, virun allem dierf et hei net ëm ideologesch Rechthaberei goen. Hei muss an dierf et nëmmen eenzeg an eleng ëm d'Interesse vun dem griichesche Vollek goen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gesi mech hei net als Procureur géint eng aktuell griichesch Regierung an och net als Verteideger vun därselwechter Regierung. Ech mengen, dass et hei wéi bei villen Dossieren ass, dass een net mat engem Schwaarz-Wäiss-Schema soll un esou eng Fro erugoen, dass et hei vill Facetten ze kucke ginn an dass ee muss nuancéieren, wann een e Bléck op d'Chronologie vun der griichescher Kris werft an op dat, wat mer haut a puncto Griichenland kënne feststellen.

Fir eis ass et kloer, dass deen Désaccord, jo, déi Konfrontatioun, déi sech breetgemaach huet déi lescht Woch, déi zu engem Ofbroch vun de Verhandlunge gefouert huet, net gewollt war. Op jidde Fall net vun eis gewollt. A si war och net gewollt vun der Lëtzebuerger Regierung, déi dat ëmmer, iwwert déi lescht Wochen, kloergemaach huet. Griichenland gehéiert fest zu Europa, dat kann net anescht sinn. A Griichenland gehéiert och, an eisen Aen, zur Eurozon. Et wär e grousse Verloscht, wann e Land aus der Eurozon misst austrieden.

Wann et awer net geschwënn zu engem Zréck un de Verhandlungsdësch kënnt - an ech weess net, ob deen Échange de courrier schonn dat bedeit oder just de Contraire eigentlech bedeit vun engem reellen Zréck un de Verhandlungsdësch, ob hei reng taktesch Manöveren amgaange sinn ofzelafen oder ob wierklech eng Bereetschaft do ass, frësch a seriö déi Diskussioune bis un d'Enn ze féieren -, wann et net zu esou engem Zréck zum Verhandlungsdësch kënnt, dee mir als LSAP-Fraktioun eis wënschen, da gëtt sécherlech e Käil gedriwwen, e Käil gedriwwe mat onberechenbare Folge fir den Euro, e Käil gedriwwen tëschent Griichenland an déi aner EU-Staten, mat eventuellen déiwe Folgen och, wat den Zesummenhalt vun dem europäeschen Eenegungsprojet ugeet.

An dëser politescher, wirtschaftlecher, sozialer a monetärer Ongewëssheet ass, an eisen Aen, en onperfekten Accord nach ëmmer besser wéi e schaarfe Broch, virun deem mer, momentan zumindest, stinn. D'Rechnung vun esou engem definitive Broch wäerte wuel haaptsächlech déi ze droe kréien, déi schonn an deene leschte Joren am meeschten ënnert der Kris a Griichenland ze leiden haten: déi Leit mat engem klengen a mat engem mëttleren Akommes, déi eng, déi an d'Aarmut ofgerutscht sinn, déi aner, déi Schwieregkeeten hunn, d'Enner beieneenzekréien.

An et ass dat, mengen ech, wat och muss d'Haaptsuerg sinn, wann een no enger Léisung kuckt, net nëmmen no Zuelen ze kucken, virun allem och net nëmmen a Riede vun de Schicksaler vun de Leit ze schwätzen an dann awer erëm eng Kéier op d'Zuelen zréckzekommen, mä reell ze kucken: Wéi kënne mer Léisunge fannen, duerch déi déi dote Leit net nach weider getraff ginn?

Dat gëllt fir mech net nëmme fir Griichenland, dat gëllt fir mech och fir all aner europäesch Staten. Dat ass den Haaptausgangspunkt, vun deem aus mir als Sozialisten un déi dote Problematik wëllen erukommen. Eng Aarbechtslosegkeet an deem Land vu 25%, bei der Jugend bei 50%, e PIB, deen nach haut dräi Véierel duerstellt vun deem virun der Kris, alles dat, mengen ech, weist, dass mer d'Schicksal vun de Griiche weider musse fest am A behalen. Dat hu mer vläicht net an deem gewënschte Mooss gemaach an deene leschte Joren.

Ech mengen, dat gëllt net an deemselwechte Mooss fir déi lescht Virschléi, déi um Dësch leien, wou wierklech probéiert ginn ass, mat vill méi Aemooss un déi Froe vun de Spuermoossnamen erunzegoen, wéi dat an deene successive Päck an der Vergaangenheet de Fall war. Mir mussen awer och hei de Courage opbréngen, dat hunn ech e bësse vermësst beim Spriecher besonnesch och vun der CSV, e bëssen e kritesche Bléck ze werfen op d'Vergaangenheet. Net alles, och wann dat hei mat eis décidéiert ginn ass, war gutt, well mir et mat décidéiert hunn, mä awer och do ass méi nuancéiert ze kucken, wat vläicht hätt kënne besser gemaach ginn an der Vergaangenheet, wat fir eng Feeler dass ee vläicht net nach eng Kéier sollt maachen.

Entre-temps si jo net nëmmen eng Rei vu Wirtschaftsnobelpräisträger, mä och ganz gemässegt Politiker, wéi de Philippe Maystadt nach virun e puer Deeg, déi sech selbstkritesch geäussert hunn, wéi och de Chefökonom vum Internationale Währungsfong, wéi och de fréiere President vum Internationale Währungsfong, déi gesot hunn: „Mir hunn d'Situatioun sengerzäit falsch ageschat. Mir hu Mëttelen hei préconiséiert fir Griichenland, déi echt net un d'griichesch Situatioun ugepasst waren, well eben dee Stat net gutt fonctionnéiert, well eben déi Verwaltunge ganz schwaach sinn, well se et net fäerdegbréngen, fir u sech hir Steieren anzedreiwen."

An dat ass eng kollektiv Responsabilitéit, déi dat Land do huet, wat dozou gefouert huet, dass Moossnamen an Instrumenter, déi vläicht an anere Länner positiv Resultater bewierkt hunn, mëttelfristeg a Griichenland net zu deene positive Resultater gefouert hunn. Also muss een och de Courage hunn, en Ajustement vun deene Politicken do an d'A ze faassen.

Als LSAP-Fraktioun si mer hei bei deene sëllechen Debatten an deene leschte Joren net midd ginn, ëmmer erëm ze betounen, dass bei aller Noutwendegkeet, fir Budgetsdisziplin ze kréien a mëttelfristeg Budgetsgläichgewiichter ze kréie bei der ëffentlecher Säit, een de Wuesstumsincentive net däerf vergiesse bei deem Ganzen. Dat ass awer zum Deel och a Griichenland ënnert d'Rieder geroden an der Vergaangenheet, trotz deene sëllechen europäeschen

Hëllefen, déi Griichenland nach weider kritt huet an deene leschte Joren.

An dat ass, mengen ech, dat, wat elo och op europäeschem Plang méi staark erkannt gëtt, wéi déi Jore virdrun. De sougenannten „Juncker-Plang", wat eng Konditioun war vun de Sozialisten am Europaparlament, fir eng Presidentschaft Jean-Claude Juncker ze ënnerstëtzen, dee baut jo grad op deem dote Volet op, dee baut dee Volet Incitatioun fir méi Wirtschaftswuesstum, Investissementer an e produktive Beräich aus, deen immens wichteg ass als Pendant, als Contrepartie, als Complément zu deem, wat vu Budgetsmoossnamen am Sënn vun engem besseren Équiliber vun den ëffentleche Finanze muss geholl ginn an de jeeweilege Länner.

An et ass net vun ongeféier, dass grad an deene leschten Deeg eng Initiativ och jo vun der Madame Merkel a vum franséische President, dem Här Hollande, geholl ginn ass, fir och de Griichen nach kloerzemaachen, dass bei all deene Konditiounen, déi hei weider gebonne solle bleiwen un zousätzlech Hëllefen oder d'Ausbezuele vu weideren Hëllefen, et kloer ass, dass weider gëllt, dass bis zu 35 Milliarden Euro an deenen nächste Jore solle mat investéiert ginn a Griichenland, fir eng Rei vu Projeten ze bewierken, dass do och erëm eng Kéier de Wuesstum besser un de Gang kënnt.

Dat ass, mengen ech, immens wichteg, dass mer déi zwee Elementer vun der Gesamtstrategie „Hëllefe fir Griichenland" net däerfen auseneranerdividéieren an zesumme musse féieren.

D'Würd vun de Griichen, d'Würd vu Griichenland muss selbstverständlech respektéiert bleiwen. Griichenland ass e gläichwäertege Partner an Europa. An et ass och an eisen Ae legitim, dass eng nei gewielte Regierung ka munches a Fro stellen. Si huet e gewëssent Mandat kritt bei de Wahlen, dat ass hiert Recht, fir dat ze maachen.

Just, déi griichesch Regierung muss awer unerkennen, dat huet se ze spéit gemaach, dass se net eleng ass! Dass si eng vu villen europäesche Regierungen ass an dass si net méi eng staark Legitimitéit huet wéi all déi aner Regierungen an Europa! Déi sinn all demokratesch gewielt. Si hunn all eng Majoritéit an hire Parlamenter. An do hätt ech och gär, wann eng Gläichwäertegkeet vun deenen eenzelne Regierunge géif unerkannt ginn.

A wann ee Regelen a Fro stellt, da muss ee Majoritéite kréien, heiansdo souguer Eestëmmegkeete kréien op europäeschem Plang mat anere legitime Partner, fir déi Regelen da gemeinsam ze änneren. Dat ass eng Erkenntnis, déi ze spéit komm ass. Wann ee mengt, déi bei der leschter Wahl, déi hätten d'Soen a ganz Europa, dat ass en Trugschluss gewiescht, deen nach Spéitfolge kann hunn. An et wär besser gewiescht, vun Ufank u wär do déi griichesch Regierung mat méi enger realistescher Aschätzung vun der juristescher a vun der politescher Situatioun an Europa un déi Diskussiounen do erugaangen. Dann hätte mer vläicht eng Rei Méint Zäit net verluer gehat.

Fir en Accord ze erreechen, muss e Kompromiss fonnt ginn. An da muss sech jiddwereen op deen aneren zoubewegen. Regele sinn do, fir respektéiert ze ginn, gëlle fir jiddwereen, kënnen nëmme gemeinsam ofgeännert ginn. Déi lescht Virschléi, souwuel vun der Europäescher Kommissioun, vum IWF a vun der Europäescher Zentralbank, wat d'Konditioune vun engem Verlängere vum Hëllefsprogramm ugeet an d'Ausbezuele vun zousätzleche Geldsprëtzen am Laf vun deem bestehenden zweete Programm oder deem deemools nach bestehende Programm, dee besteet zwar eigentlech elo zënter gëschter net méi, droen de méi negative Wuesstumsprognose Rechnung fir Griichenland.

Do gëtt net einfach Business oder „politics as usual" gemaach, do ass probéiert ginn, deene verännerte Wirtschaftsperspektiven a Griichenland Rechnung ze droen an och deen Effort vu Budgetssanéierung, dee verlaangt gëtt, och deementspriechend unzepassen. Dat féiert praktesch zu méi wéi enger Halbéierung vun deem Budgetseffort, dee vun de Griichen an deenen nächste Jore soll verlaangt ginn, par rapport zu deem, wat nach virun e puer Méint an der Diskussioun war.

Gekoppelt ass déi Ausso do un eng Bereetschaft, fir weider iwwer eng Ëmstrukturéierung vun der Scholdelaascht ze diskutéieren an, wéi gesot, iwwer Strukturfongen an aner europäesch Mëttelen och konkret Investissementer a Griichenland weiderhin ze förderen. D'Griichen a Griichenland sinn also net fale gelooss ginn. Dat war net d'Absicht vun der Europäescher Unioun, an dat ass och a bleift och an eisen Ae richteg.

Mir als LSAP-Fraktioun sinn och der Meenung, dass iwwer eng Scholdestrukturéierung soll weiderhin diskutéiert ginn, direkt iwwert d'Fro vun enger weiderer Streckung vun deene Scholde respektiv enger weiderer Verännerung vum Taux.

Obwuel do scho villes gemaach ginn ass! Och dat, mengen ech, misst een, der Wourecht halber, nach eng Kéier hei rappeléieren. Wéi d'Hëllefsprogrammer gestart si ginn, fir d'Éischt déi bilateral Prêten, déi gemaach si ginn, wou och Lëtzebuerg jo bei deene Länner war, déi de Griichen do gehollef hunn, do ware mer bei ganz anere Bedéngunge wéi haut!

D'Tauxen, déi sinn erofgesat gi vun 300 Basispunkten, déi sech op den EURIBOR dräi Méint grefféieren, op, zënter dem 15. Dezember 2012, nach 50, also just nach ee Sechstel eigentlech vun deem, wat virgesi war am Ufank, wéi de politeschen Accord eigentlech och an de Parlamenter gi ginn ass, fir de Griichen iwwer bilateral Prêten ze hëllefen.

Datselwecht ass geschitt mam Erfallsdatum a mat der Dauer vun deenen eenzelnen europäesche Prêten. Am Ufank louchen déi tëschent fënnef an zéng Joer. Déi si fir d'Éischt eng Kéier op 15 Joer verlängert ginn an dunn op 30 Joer verlängert ginn. Do ass also nach d'Méiglechkeet, e Geste par rapport zu Griichenland ze maachen.

Ech muss awer och soen, dass scho munches am Laf vum Joer 2012 geschitt ass, wat d'Ëmstrukturéierung vun der griichescher Schold par rapport zu Europa ugeet. An et däerf och net vergiess ginn, dass och jo en „haircut" gemaach ginn ass vu ronn 50%, wat déi privat Scholde vu Griichenland ugeet. Dat war eng Erspuernis fir de griichesche Statsbudget vun 110 Milliarden Euro. Och dat, mengen ech, däerf een hei eng Kéier rappeléieren.

Et bleift, dass Lëtzebuerg matgemaach huet, dass mer, pro Kapp gekuckt, Spëtzereider sinn. Mir sinn do bei ronn 900 Euro, gutt 900 Euro, bal 1.000 Euro pro Kapp, wou Lëtzebuerg eigentlech sech engagéiert huet par rapport zu de griicheschen Hëllefsprogrammer. An ech verstinn also ganz gutt, dass d'Regierung seet, dass een haut net wëllt iwwer en „haircut" diskutéieren, wat déi dote Scholde vu Griichenland par papport zu Lëtzebuerg ugeet. Et soll ee sech awer och do näischt virmaachen: Déi Diskussioun ronderëm e Scholdeschnatt wäert kommen. Net elo, mä da kënnt se sécherlech spéiderhin. Do muss een, mengen ech, och éierlech sinn, dass déi Diskussioun net fir all Zäite vum Dësch ewech ass.

De schlechten Zoustand vun de griichesche Finanzen, vun der griichescher ëffentlecher Verwaltung, déi extrem sozial Ongläichheeten a Griichenland bestinn haut, mä et ass net richteg ze soen, déi wären elo haaptsächlech zréckzeféieren op déi Hëllefsprogrammer an déi Bedéngungen, déi gestallt si gi vun europäescher Säit, fir déi Hëllefen do kënnen ze kréien.

Och do wär et awer net schlecht, eng Kéier zréckzekucken: Wéi war dann d'Situatioun a Griichenland zum Beispill am Joer 2009, ier eigentlech déi Hëllefsprogrammer an déi Bedéngungen do gesat si ginn?

Do hat Griichenland scho praktesch eng Verschëldung, déi net wäit vun 130% vum PIB louch. 2009 130% vum PIB! Et huet also näischt ze dinn eigentlech mat deenen Oplagen an deem Wirtschaftsabroch, deen doduerjer provozéiert gi wär, mä dat ass schonn d'Resultat vun der Politik gewiescht, déi iwwer laang Joren a Griichenland gefouert ginn ass.

Et ass wouer, dass déi Oplagen, eenzelne vun deenen Oplagen, d'Situatioun net verbessert hunn, eng Rei, notamment sozial Diskrepanze méi staark si ginn duerch eenzelner vun deene Moossnamen, mä och do, mengen ech, muss ee la part des choses maachen, wann een eng objektiv Appréciatioun vun der griichescher Situatioun virhëlt.

D'europäesch Solidaritéit huet gespillt. Si huet gespillt och net eleng aus Altruismus, och dat hat ech schonn d'Geleeënheet, hei bei viregten Debatte viru Joren ze soen, wéi mer grad iwwert déi dote Prêten hei diskutéiert hunn. Et ass och Eegenintérêt derbäi gewiescht. Et ass och, ënner anerem, drëm gaangen, fir och europäesch Banken ze schützen, à la rigueur och Banken, déi hei zu Lëtzebuerg usässeg waren a sinn an déi vill Engagementer par rapport zu Griichenland haten. All, och Däitschland huet ähnlech reagéiert, Frankräich hat ähnlech Reaktiounen, dat huet matgespillt.

Et muss een awer och soen, wann dat net gemaach gi wär, dann hätt d'griichesch Regierung missen intervenéieren, wéi mir et jo och sengerzäit 2008 hu misse maache fir eng grouss Bank hei zu Lëtzebuerg! Dann hätten d'Griiche misse selwer intervenéieren, fir ze verhënneren, dass hire Bankesystem géif zesummebriechen. Duerfir, wéi gesot, déi Duerstellungen, déi gesot ginn, déi europäesch Sue wären nëmmen an d'Banke gaangen, ginn eigentlech och erëm eng Kéier net d'Gesamtheet vun der Realitéit erëm. Och do muss een, wéi esou oft, nuancéieren a kucken, wéi d'Situatioun wierklech war.

Et ass evident, dass ouni déi direkt Prêten, ouni d'Interventioun och vum europäesche Rettungsprabbeli, ouni d'EZB, ouni zum Deel och den IWF Griichenland zesummegebrach wär. Et war wichteg, dass déi Hëllefe komm sinn. An ech deelen d'Aschätzung, déi d'Regierung huet: Et ass och wichteg, dass weider Hëllefe fir Griichenland wäerte musse kommen, selbstverständlech no Verhandlungen an och op Bedéngungen opgebaut.

Ech hunn et gesot: Wat besonnesch festzestellen ass, dat ass, dass doduerch, dass an deene leschte Joren d'Aarmut méi grouss ginn ass, de Mëttelstand geschwächt ginn ass, de Sozialsystem fragiliséiert ginn ass a Griichenland, a virun allem, mengen ech, duerch de Fait, dass d'Ongläichheete méi grouss gi sinn an deem Land, ee sech ee Ressort ewechgeholl huet, fir de Wuesstum unzekuerbelen, well all Etüde weisen, dass déi Länner, wou den Ënnerscheed tëschent Aarm a Räich am gréissten ass, eigentlech dat eng Hemmnis ass fir Wirtschaftswuesstum. An duerfir ass et wichteg, dass dat berücksichtegt gëtt bei deene Konditiounen, déi elo festgeluecht ginn, wann et ëm weider Hëllefe geet. An dat ass jo och, wéi ech scho gesot hunn, probéiert ginn, vun den europäeschen Institutiounen ze maachen, wou een iwwert dat eent oder dat anert kann diskutéieren.

Ech kann net aschätzen, wat zum Beispill dat Ofschafe vun deem Pensiounszouschoss bedeit, wat virgesinn ass jo an deem Pabeier vun den europäeschen Institutiounen. Trefft dat déi Kleng, da wär et an eisen Aen dat falscht Signal. Gëtt dat ersat duerch en anere soziale System mat méi kloren a kohärente Kritären, ass dat natierlech erëm eppes anescht. Soudass et also eigentlech schwéier ass, anzeschätzen, wat sech am Detail vläicht hannert deem engen oder anere Saz verstoppt, deen an deem Accord do dran ass.

An ech wënschen de Griiche bonne Chance, dat do ze verstoen, wat dann do am Detail wierklech an deene leschte Propositioune vun den europäeschen Institutiounen draläit, well dat jo och d'Resultat ass vu Virgespréicher vun deem Ganzen. An et kann een eigentlech dat nëmme verstoen, wann een déi ursprénglech Positiounen och vun deenen eenzelne Säite kannt huet.

E Wuert muss e Wuert sinn. An et ass fir mech enttäuschend, dass eng griichesch Regierung dohinnergeet an am Februar zu Saache Jo seet, vun deene se haut eigentlech näischt méi wëllt wëssen. Esou kann een effektiv net uerdentlech verhandelen. Esou kann een effektiv net uerdentlech diskutéieren.

Natierlech gëtt och déi Regierung an domadder och Griichenland selwer als Land konfrontéiert mat dach - ech ka se net anescht nennen - enger Rei vu populistesche Wahlverspriechen, déi gemaach gi si virun e puer Méint, déi natierlech zum Wahlerfolleg vun där Partei do bäigedroen hunn, wéi sengerzäit e PASOK och ähnlech - an d'Chrëschtdemokraten hunn et herno net besser gemaach -, déi mat deelweis populisteschen a vereinfachte Wahlverspriche Majoritéite kritt hunn a gläich drop net méi do waren, well déi Wahlverspriechen einfach un der Realitéit gescheitert sinn.

An esou kann et och där aktueller Regierung goen, déi jo net nëmmen duerch eng Lénkspartei vertrueden ass, déi och e bëssen de Mariage vun den Extremen duerstellt, wou mer op där enger Säit eng Lénksbewegung hunn an op där anerer Säit eng national-konservativ Bewegung hunn, déi sech an engem eens waren, Neen ze soen zu allem, wat vu baussen, vu Bréissel géif kommen, mä déi awer wahrscheinlech doriwwer eraus kee gemeinsamen - et géif mech wonneren -, kee gemeinsame Projet hätten, wéi Griichenland, wéi de Sozial- a Wirtschaftsmodell vu Griichenland an deenen nächste Jore soll opgestallt sinn! Dat kënne se eigentlech net hunn. An dat spigelt sech natierlech och elo als e Schwaachpunkt och fir déi Weiderentwécklung vu Griichenland.

Wann ee Wahle (veuillez lire: Wahlcampagnen) féiert a Wahle gewënnt mat deem duebele Verspriechen: „Mir suergen derfir, dass keng Konditioune méi vu baussen un eis gestallt ginn, wat zousätzlech Hëllefen ugeet", an et seet een: „A mir bleiwen och coûte que coûte an der Eurozon", dann ass leider dat duebelt Verspriechen esou net ze halen. Do ass de Wieler eppes virgegaukelt ginn. An natierlech gëtt elo dës Regierung gemooss un deene Verspriechen, déi se selwer gemaach huet.

Dat erkläert och, firwat dass se elo zréckgräift op dat Instrument vum Referendum, wat een effektiv scho virun e puer Méint an der Diskussioun begéint huet. Mä dass se dat am leschte Moment aus der Täsch erauszéien, während de Verhandlungen, an elo erëm eng Kéier, nodeems se en neie Bréif geschriwwen hunn, bal erëm ukënnegen, si kéinten dee Referendum nach zréckzéien, dat ass awer, muss ech soen, dat ass awer e Manque de sériosité, dee relativ gravéierend ass! An do freet ee sech, wéiwäit et hei ëm de Fong geet, ob dat alles nëmmen taktesch Manövere sinn, déi momentan do ofgezu ginn. A wou eigentlech awer och de Geck mat de Griiche gemaach gëtt, muss ech soen, wann dat dote sollt de Fall sinn.

Et ass also esou, dass, an dat muss een einfach respektéieren: D'griichesch Regierung huet an engem Rekordtempo décidéiert, fir d'griichescht Vollek mat an d'Verantwortung eranzehuelen. Dat hu mer zur Kenntnis ze huelen. Dont acte, soen ech. D'Décisioun läit bei de Griichen, op déi dote Fro ze äntwerten, a bei kengem aneren. A mir sinn als LSAP-Fraktioun och der Meenung, dass sech keen aneren, och keng aner Institutiounen an héichrangeg Vertrieder vun europäeschen Institutiounen an déi Wahlcampagne a Griichenland sollten amëschen. Dat ass fir d'Éischt emol eng griichesch Affär, quitte dass mer selbstverständlech mussen iwwert d'Konsequenze gemeinsam herno befannen.

D'LSAP-Fraktioun steet hannert der Positioun, déi d'Regierung hei duergeluecht huet, net nëmmen haut, mä och an de Sitzunge vun der Finanzkommissioun an deene Méint virdrun. Si huet ni zu den Hardliner gehéiert an där doter Fro, war ëmmer op fir Diskussiounen, mä huet awer och kloergemaach, dass gewësse Regele mussen agehale bleiwen, an dat, wat eng Kéier festgehalen ass, muss och weider gëllen.

Mir begréissen et ausdrécklech, dass och déi Bréckebauerfunktioun, fir déi e klengt Land méi gëeegent ass wéi vill anerer, déi sech d'Lëtzebuerger Regierung zougëeegent huet fir déi Presidentschaft, dass déi och an deem heiten Dossier mat Griichenland soll konkret spillen. Dat brauche mer sécherlech. Déi Hëllef ass noutwendeg.

A mir begréissen och schlussendlech, dass dës Regierung sech ausschwätzt fir Strukturreformen a Griichenland - do muss munches sech verännere, wat d'Verwaltung ugeet, wat och d'Positioun vun den Oligarchen an deem dote Land ugeet, wat d'Privilegie vun notamment enger Statskeess zum Beispill ugeet, d'Militärbudgeten ubelaangt, alles dat sinn, mengen ech, Punkten, déi wichteg ze diskutéiere sinn -, Rücksicht hëlt op sozial Mëssstänn, déi an deem Land bestinn a méi grouss gi sinn an deene leschte Joren, bereet ass, zousätzlech Hëllefe mat auszeginn a fir eng Diskussioun weider opbleift, wat eng Restrukturéierung vun der griichescher Schold ugeet.

Ech kommen zum Schluss. Iwwert d'Griichefro awer eraus mengen ech, muss een och e kritesche Bléck werfen op den Zoustand vun Europa, op e Bild vu grousser Middegkeet, vun Zerstriddenheet, wat dat Europa ofgëtt, net nëmmen haut, mä och schonn iwwer laang, laang Méint.

Wou sinn haut d'Versprieche vun engem gemeinsame Wuesstum, vu gemeinsamer Prosperitéit? Wou ass haut d'Iddi vu Solidaritéit? Engem Enn vun dem nationalen Denken?

Et ass eng Renationaliséierung an alle Punkten, déi sech breetmécht, wann ech d'Debatten elo, d'Diskussiounen an Däitschland kucken, wann dann eng Partei wéi déi Lénk elo proposéieren, d'Madame Wagenknecht, fir ze soen: „Mir mussen elo an Däitschland e Referendum maachen iwwert déi Rettungspäck, déi mir jo schliisslech bezuelen." Wa mer mengen, mat nationale Referende kënne mer Europa ee Millimeter weiderbewegen, ech mengen, da leie mer um falsche Schëff.

An duerfir muss ee sech och d'Fro stellen: Wéi ass et mam Versprieche vum Fridden? Kréie mer dat wierklech och notamment an eise Grenzen nach hin? Wéi ass et mam Versprieche vun engem Europa vun de Bierger, wann ee gesäit, dass all déi Décisiounen, déi elo geholl ginn, awer an zentrale Gremie geholl ginn, enger EZB, enger Exekutiv, déi, déi am mannsten no eigentlech beim Bierger ass?

A wéi steet et och mam politesche Gläichgewiicht an Europa? Wie gëtt den Toun un? Ass dat just nach ee Land? Sinn et anerer?

Här President, ech kommen zum Schluss. Wat eis feelt, dat ass sécherlech e Projet fir Europa, deen d'Leit och emotionell géif bannen. Deen hu mer net méi. Dee fanne mer och haut an dëser Debatt net. Mä vläicht, an dat kéint dat Positivt sinn, kann eng nohalteg Léisung vun der Griichefro dozou bäidroen, dass mer eng Chance fir en Neiufank kréien. Déi Hoffnung sollte mer op jidde Fall net opginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry.

Wann d'Chamber domat d'accord ass, géife mer e kuerze Break maachen, fir dem Nohaltegkeetsminister d'Geleeënheet ze ginn, op eng Question urgente ze äntwerte wéinst dem Actionnariat bei der Luxair.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

*E*t ass och ofgeschwat tëschent dem Här Nohaltegkeetsminister an der nächster Riednerin. Ech géif dem Här Spautz dann, wann d'Regierung d'accord ass, d'Geleeënheet ginn, fir d'Fro ze développéieren, op déi de François Bausch da kann direkt äntwerten. Merci.

3. Question urgente n°1257 de M. Marc Spautz relative à l'actionnariat de la compagnie aérienne Luxair

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et war haut an der Press an den Nohaltegkeetsminister huet et och scho bestätegt: D'Lufthansa wëllt 13% vun dem Kapital vun der Luxair, deen der Lufthansa gehéiert, ofstoussen.

Dofir ass et fir eis och wichteg ze wëssen, wat dat fir en Impakt huet, op d'Luxair selwer, awer och op de Flughafe Lëtzebuerg, notamment well jo och vill gemeinsam Flich organiséiert gi vun der Lufthansa mat der Luxair.

Wat bedeit dat fir alleguerten déi Flich? Wat bedeit dat Ganzt fir d'Personal? A wat bedeit dat och fir d'finanziell Situatioun vun der Luxair insgesamt? Well déi Ukënnegung ass jo sécher net aus alle Wolleke gefall. Ech ka mer och virstellen, dass et nach net méiglech ass, all déi Konsequenzen do och schonn ze hunn, mä ech wär awer gespaant op d'Reaktioun vun der Regierung.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Spautz. An d'Wuert huet direkt de François Bausch, den Transport- an Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech bleiwen hei uewen, well ech et ganz kuerz wëll maachen, an zwar an engem Saz. Wéi den Här Spautz selwer seet, hunn ech dat jo an der Press confirméiert, datt ech esou e Bréif kritt hunn. An Dir verstitt, datt ech natierlech net an enger ëffentlecher Sëtzung iwwert d'Situatioun vun engem privatrechtleche Betrib schwätzen, soit datt de Stat do mat Aktionär ass. An duerfir hat ech selwer de Moie gefrot, fir den nächsten Donneschdeg kënnen an d'Chamberskommissioun ze kommen, fir do à huis clos all Detailer ze ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, da maache mer dat esou.

Da géif ech mat dem Débat iwwer Griichenland virufueren. An d'Wuert huet direkt d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

4. Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, suivie d'un débat (suite)

Débat (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wat mer beschwätzen a wat um Spill steet, ass schlussendlech net méi an net manner ewéi d'Zukunft vun der Europäescher Unioun, d'Zukunft an d'Viabilitéit vun dem europäeschen Dram, vun der viregter Generatioun initiéiert fir déi nächst Generatioun. A wa mer éierlech sinn, geet et weder eleng ëm Griichenland nach ëm den Euro. Et geet ëm eng Visioun vun Zesummeliewen, vu Fräiheet a vu Fridden. Oder, manner pathetesch a méi nüchtern, musse mer elo um Beispill vu Griichenland, mä där Beispiller gëtt et nach an Europa, erliewen, datt eng ekonomesch a Währungsunioun net duergeet, fir en Zesummelieweprojet vu 500 Milliounë Mënschen ze garantéieren.

Mir erliewen haut an um Beispill vu Griichenland, wat mer schonns bei den Diskussiounen iwwert den europäeschen Traité deemools festgestallt hunn, an déi Hausaufgab, déi mer nach wollten nohuelen, no der Adoptioun vum Traité: Et feelen ons déi politesch a sozial gemeinsam Komponente vun Europa, déi mer notamment och gebraucht hätten, fir déi nei osteuropäesch Länner besser an d'Unioun ze integréieren, fir d'Finanz-, d'Wirtschafts- an d'Sozialkris besser ze affrontéieren, fir eng gemeinsam Aussepolitik ze definéieren, fir eng mënschlech Flüchtlingspolitik ze elaboréieren - e ganz aktuellt Thema iwwregens.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

*W*at notamment a Griichenland sech lues a lues opgebaut huet säit der Aféierung vum Euro a sech irrémédiablement verschäerft huet säit 2008, huet villfälteg Ursaachen, op déi ech haut net kann agoen, Madame Presidentin, well mir soss d'Zäit och fortleeft, esou wéi et mengem Virriedner gaangen ass. Datt schlussendlech awer déi politesch Responsabel d'Verantwortung dofir mussen droen, schéngt ons eng Evidenz an enger Demokratie.

D'Europäesch Unioun, déi eenzel Memberstaten hu sech finanziell engagéiert, nieft den Institutiounen an de private Créancieren. Ob déi engagéiert Suen awer wierklech oder wierklech ëmmer do ukomm sinn, wou a wéi et virgesi wor, ass net sécher. Dat deklaréiert Zil war, Griichenland konkret ze ënnerstëtzen, fir aus där aussiichtsloser Finanzkris erauszekommen, d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen an d'Land erëm EU-fit ze maachen, jo souguer Eurozon-fit ze maachen.

A Griichenland dréit haut eng Schold vu ronn 321 an eppes Milliarden. Wuel huet Griichenland, an et ass och scho vum Finanzminister gesot ginn, e primären Excédent, dee gréisste vun den EU-Länner, mä dat ass d'Resultat vun der Spuer- an Austeritéitspolitik. Allerdéngs ass dat och virum Ofbuche vun de Scholden. A Griichenland spuert weider.

An ech wollt just e puer Daten ugi vun deenen éischte véier Méint 2015, fir e bëssen d'Situatioun ze weisen, wéi se haut ass. Net ganz relevant, mä trotzdeem.

16 Milliarden Dépensë sinn 2015 scho verbucht ginn. Dat sinn zwou Milliarde manner, ewéi geplangt gi war. Mä och bei den Einnahme kënnt manner eran. Déi éischt véier Méint vun dësem Joer sinn u Steierakommes 12 Milliarden erakomm. Dat sinn 884 Milliounë manner, ewéi virgesi war. Bei den direkte Steiere just 4,8 Milliarden, dat ass eng Baisse vun 11,4%, a bei den indirekte Steieren eng Baisse vun 3,4% 2015. D'TVA- an d'Akommessteieren op de physesche Persounen an op den Entreprisë kommen effektiv net eran ewéi geplangt.

Déi griichesch Entreprisë sinn an enger totaler Depressioun, hunn dem Stat och net 2015 déi geplangten 181 Milliounen erabruecht, mä just 37 Milliounen. An, jo, sécherlech, sécherlech huet dat méi Ursaachen! En Deel dovunner ass sécherlech och op Steierbedruch zréckzeféieren, mä den Haaptgrond ass awer, datt d'Wirtschaft net ukënnt.

Säit fënnef Joer erliewen déi Leit, déi a Griichenland wunnen, eng vun de schlëmmsten Austeritéitspoliticken an hirem Alldag. Säit 2009 hu mer aacht Austeritéitspläng, véier Regierungen an zwee Rettungspläng erlieft. An d'Land läit regelrecht um Buedem. D'Mënschen, déi do liewen, hunn effektiv keng Perspektive méi, an déi Jonk hu kaum eng Zukunft.

Déi aktuell Regierung, déi säit e puer Méint am Amt ass, ass eng typesch, jo, et ass scho bal eng klassesch radikal Lénksregierung, déi hir ideologesch Politik vun der Pensée unique konsequent ausüübt. Si huet och e Mandat dofir kritt. Dat muss ee fairerweis soen. An et muss een och fairerweis soen, datt véier Regierunge virdru kläglech versot hunn, zum Deel och richteg korrupt waren, zum Deel och Favoritissem à grande échelle bedriwwen hunn a konsequenterweis och déi néideg a batter noutwendeg Strukturreformen net emol usazweis konnten duerchféieren.

Zu de Strukturreforme gehéiert och, d'Statsstrukturen ze reforméieren, wat apaart schwiereg ass, net nëmmen iwwregens a Griichenland. Dat Eenzegt, wat déi viregt Regierungen esou richteg gutt fäerdegbruecht hunn, ass, eng immens grouss Politikverdrossenheet verbreet ze hunn an de Rescht vu Vertrauen an d'Politik zerstéiert ze hunn. Dat war effektiv dat, wat ee virun zwee Joer, virun engem Joer a Griichenland bei deenen normale Leit gespuert huet.

Et besteet och eng immens grouss Roserei vum griichesche Vollek par rapport zu deenen zwee grousse Parteiclanen. An de Succès vun der lénker Partei a Griichenland, deen ass doduerch geschitt, datt grouss Hoffnung a si gesat ginn ass. An et ass och zum Deel drop zréckzeféieren, datt vum griichesche Vollek, vum Aarbechter ouni Aarbecht, awer och vum Patron vun enger Entreprise iwwert d'Leit, déi e liberale Beruff ausüben, immens vill Hoffnungen an dës nei Partei gesat si ginn.

Et gëtt Leit, déi hunn témoignéiert an déi hunn och erklärt, firwat datt se dës nei Regierung gewielt hunn. Si gehéiere kenger traditioneller etabléierter an diskreditéierter Parteifamill un. Si weise sech engagéiert oder hu sech emol engagéiert gewisen. Si hu Gehéier fonnt bei de Leit, virun allem, well se versprach hunn, an hirem Wahlprogramm, der Austeritéitspolitik vun der EU en Enn ze setzen. Der Austeritéitspolitik en Enn setzen an der Troika de Bass ze halen, dat war dann och de Programm, deen et fäerdegbruecht huet, datt extrem lénks an éischter riets sech fonnt hunn.

Et kann een der griichescher Regierung villes reprochéieren iwwert d'Form oder den Inhalt, mä si hu vum Vollek e Mandat kritt an hale sech eigentlech, bis viru Kuerzem, wou een net méi richteg weess, strikt un dat Mandat. De Problem ass awer, datt dat Mandat net esou ëmsetzbar ass. An de Problem ass och, datt de System, dee se wëlle bekämpfen, net esou ze veränneren ass, ewéi den Här Tsipras a seng Équipe dat versichen ze maachen. An da gëllt et och, wann een da sech mat deem System uleet, a priori och Ofkommes prinzipiell emol anzehalen, respektiv et gëllt, ze verhandelen a virun allem um Verhandlungsdësch ze bleiwen.

Madame Presidentin, mir kënnen ons e Referendum virstellen. Why not? Awer e Referendum iwwer e fäerdeg négociéiert Ofkommes, vu béide Parteien ugeholl, déi um Verhandlungsdësch sinn, dat dann och mat Jo hätt kënnen approuvéiert ginn oder och mat Nee refuséiert.

Awer dat, wat d'Griichen am mannste gebrauche kënnen, grad elo, ass e Referendum iwwer eppes, wat net fäerdeg négociéiert ass, wou de Premier, dee selwer eigentlech sollt souverän fir säi Land verhandelen, d'Verhandlunge verléisst an oprifft géint d'gemeinsamt Sichen no Léisungen.

An éierlech gesot: Griichenland brauch scho guer net e Kommissiounspresident, deen och Deel vum Verhandlungsdësch ass, dee sech an en nationaalt Referendum amëscht an deen da fir e Jo oprifft.

D'Absurditéit, an där Griichenland sech haut befënnt, ass e Referendum tëschent sech virstellen: schlëmm oder schlëmmer, woubäi et ons och net ëmmer esou kloer ass, wat schlëmm ass a wat schlëmmer ass. Wahrscheinlech ass schlëmmer, wann d'Land faillitegeet, schlëmmer fir Griichenland, mä net nëmmen. En „Grexit" an der reeller Ëmsetzung ass en definitive Rass an onsem europäesche Projet, mat all senge Konsequenzen.

An do froe mir ons, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wéi eng déi schlëmmste Konsequenze sinn: déi wirtschaftlech, déi sozial, déi monetär oder déi geopolitesch oder vläicht alle véier. Si mer sécher, datt mer net amgaange sinn, déi onbezuelbar Wäerter ewéi Fräiheet a Fridden op d'Spill ze setzen?

Madame Presidentin, wat mir a Griichenland brauchen, ass e richtegen nohaltege wirtschaftleche Programm fir Griichenland, deen et erlaabt, datt dat Land erëm eegestänneg ka fonctionnéieren. A mir brauchen och eng éierlech Diskussioun iwwert d'Ëmverdeelung an d'Streckung vun der Schold, an och eng Scholdereduzéierung dierf keen Tabu méi sinn, soll undiskutéiert ginn, eng éierlech Diskussioun, déi mat Zuelen ënnermauert ass, well mir stellen ons munchmol Froen, ob et Sënn mécht, esou strikt mat der Scholdeverflichtung ëmzegoen, notamment am Kader vun engem eventuellen neie Spuerprogramm, wëssend - wëssend! -, datt esou eminent Wirtschaftsspezialisten, an dorënner och zwee Nobelpräisträger, staark Zweifel hunn iwwert d'Ëmsetzbarkeet an d'Effizienz vun enger Verlängerung vu Spuer- an Austeritéitsprogrammer, ewéi Griichenland se de Moment kennt.

Säit dem éischte Rettungspak ass de Chômage explodéiert. Virun allem huet de Jugendchômage eng verluere Generatioun geschafen an eng Fuite vun der Matière grise provozéiert, genau där Matière grise, déi mer brauchen, fir d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen an deem Land.

Eng Massenimmigratioun vu Flüchtlinge suergt fir extrem gefäierlech Tensiounen an dësem Land, dat en plus eleng dosteet mat dësem Problem, deen et net respektiv net méi bewältege kann, net nëmme faute de moyens, mä virun allem, well d'Instanzen, déi sech dorëms solle këmmeren, oder d'Asblen, déi sech dorëms solle këmmeren, sech elo ëm hir eege Matbierger këmmeren, déi zum Deel enger Massenaarmut ausgesat sinn.

Madame Presidentin, et ass och scho virdrun ugeklongen: Spuenien oder Portugal oder Irland si wuel aus hire schlëmmste rouden Zuelen erausgewuess, jo, si weisen eng Reprise économique no engem stramme virgeschriwwenen Austeritéitsprogramm. Mä wéi géifen dann d'Zuele vun enger sozialer Moossung ausgesinn an dëse Länner haut? Hu mer do op alles, wat eng Gesellschaft brauch, fir ze liewen, Rücksicht geholl? Mir hu keen Triple-A oder och keen Triple-C, fir sozial Komponenten ze moossen a gegebenenfalls Alarm ze schloen.

Här President... Madame Presidentin, et gëtt kuerzfristeg nëmmen ee Wee, an dat ass dee vum Verhandlungsdësch. Dat ass dee vun den nohaltege Léisunge fir e gemeinsame Projet, an net eleng fir ee Land, mä fir all d'Länner. An dofir wënsche mir ons, datt déi griichesch politesch Responsabel hirer Tâche würdeg sinn oder hirer Tâche würdeg ginn. An déi gehéiert nun eemol un e Verhandlungsdësch an net an eng Revolutioun.

Mir wënschen ons awer och, datt déi europäesch Instanzen, zu deene mir jo och gehéieren, erkennen, datt de Moment komm ass, fir en éierleche Bilan ze maache vun de Spuerpläng a Griichenland, a Spuenien, a Portugal an och an Irland. En éierleche Bilan iwwert déi ekonomesch, finanziell a sozial Nohaltegkeet vun de proposéierte Mesuren. Mir brauchen dat haut, wa mer e liefbart Europa muer wëlle gestalten.

A Lëtzebuerg huet mat Sécherheet säin Deel dozou an deenen nächste sechs Méint bäizedroen. Mir woren oft als klengt Land e gudde Vermëttler. An ons Regierungsmemberen, déi direkt concernéiert sinn dovunner, wéi onse Premier, wéi onse Finanzminister, hunn dat och bis elo gutt gemaach. Mir wënschen Iech, Här Finanzminister, dem Premierminister, Madame Presidentin, mir wënschen eigentlech der ganzer Regierung eng gutt Hand, fir weiderhin esou de Vermëttler ze spillen, fir datt mer effektiv zu engem méi positive Resultat kommen, wéi dee Chaos, dee mer haut a muer a gëschter erlieft hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, *Madame Presidentin. F*ir d'Éischt wëll ech vun eiser Säit aus och dem Här Finanzminister Merci soe fir déi Deklaratioun, déi en de Mëtteg hei an der Chamber gemaach huet, an och fir déi Informatiounen, déi en eis ëmmer relativ séier als Membere vun der Finanzkommissioun zoukomme gelooss huet. An ech hoffen, datt dat, wat den Här Finanzminister de Mëtten och hei gesot huet, esou wéi dat üüblech ass, am Numm vun der ganzer Regierung ass. Well wa mer an de leschten Deeg gekuckt hunn, wat verschidde Regierungsmembere getwittert hunn oder an de sozialen Netzer geschriwwen hunn, esou war dat sécherlech net ëmmer am Aklang mat deem, wat d'Regierung offiziell deklaréiert huet.

Madame Presidentin, zënter Jore schwätze mer regelméisseg iwwert déi sougenannte Griichenlandkris. An deene leschte Wochen a Méint ëmmer méi, praktesch all Dag. An et kann ee soen, an deene leschte Momenter si mer am Stonnentakt ukomm, wou d'Nouvellen ëmmer erëm nei ginn. A wa mer elo fäerdeg sinn no dëser Sitzung, kënnt den Här Minister iwwer eng Télefonskonferenz erëm mat den Eurogroup-Ministeren zesummen. An en Enn ass net an Aussiicht. An duerfir wëll ech och probéieren, mech hei méi op eng global Approche, an net op déi Minutt, wou mer elo grad dru sinn, ze limitéieren.

Haut si mer awer un engem décisive Punkt ukomm. Griichenland ass de facto bankrott. Et ka senge finanzielle Verflichtungen net méi nokommen. D'Politik vun de leschte Joren ass domadder échoué iert. D'Situatioun ass haut méi schlëmm wéi viru fënnef Joer. Dat trotz Milliarde vun Hëllefen.

Mä loosse mer emol vu vir ufänken! D'Schold vun der Situatioun ass un éischter Stell selwer a Griichenland ze sichen. E Land, wat iwwer Jorzéngten iwwer seng Verhältnisser gelieft huet, wat keng fonctionnel Strukturen hat an nach ëmmer net huet, net à même ass, d'Steiere richteg anzekasséieren, emol kee Kadaster huet, wou d'Korruptioun zu der Regel gehéiert a keng Steiere bezuelen zu engem gudden Deel der Normalitéit ugepasst ass.

Awer och, a virun allem e Land, wou déi ganz Räich, d'Oligarchen, de Pouvoir hunn. E puer honnert Famillje gehéieren 80% vum Räichtum. All traditionell Parteien, déi an der Vergaangenheet um Pouvoir waren, si vun den Oligarche kontrolléiert, besat, jo, dirigéiert ginn. D'politesch Décisiounen, egal wéi eng Regierung sech zesummegesat huet, waren duerfir ëmmer am Interessi vun de Räichen. Et waren och déi Parteien, déi Griichenland an dee Schlamassel gefouert hunn, wou se haut dra sinn.

Mä net nëmmen d'Griichen hu Schold drun,

mä och Europa. D'Griichen hätten nimools dierfen an den Euro opgeholl ginn! Si hunn a kenger Hisiicht d'Konditiounen erfëllt, weder ekonomescher nach finanzieller Natur. Opgrond vu falschem a gefälschtem Zuelematerial ass Griichenland an den Euro opgeholl ginn. Dat woussten och déi Responsabel zu Bréissel, och de Jean-Claude Juncker, an awer hu si Griichenland an den Euro opgeholl. Si sinn also Mattäter an duerfir genausou matschëlleg, och wa kee vun hinnen haut méi eppes dovunner wëllt wëssen.

Wéi d'Kris a Griichenland sech zougespëtzt huet, stounge sech ëmmer zwou Richtungen, wéi d'Rettung sollt ausgesinn, géigeniwwer. Déi eng soten, Griichenland muss onbedéngt am Euro bleiwen, déi aner awer ware fir en zäitlechen Austrëtt vu Griichenland aus dem Euro.

D'ADR war vun Ufank u fir en zäitlech fräiwëllegen Austrëtt vu Griichenland aus dem Euro. Och bei engem Austrëtt hätt Griichenland misse gehollef kréien, sief et iwwert d'Verlängerung vu Kreditter, niddregen Zënsen oder finanziellen Ënnerstëtzungen aus humanitäre Grënn, fir eben dem griichesche Vollek, wat staark gelidden huet, ze hëllefen.

Déi europäesch Responsabel hu sech awer fir en anere Wee entscheet: Griichenland misst am Euro bleiwen. Mat dem bekannte Resultat. Mir hu Milliarden u Griichenland bezuelt, un éischter Stell awer, fir franséisch an däitsch Banken ze retten. Dat awer ënner Konditiounen, déi d'griichescht Vollek, den normale Bierger brutal getraff hunn, déi net schold waren un deem Desaster.

De Chômage ass haut nach genausou héich wéi viru fënnef Joer. Ganz vill Leit hunn net méi genuch, fir ze liewen. Krank sinn, bei den Dokter goen, an d'Spidol goen, kënne vill Leit sech net méi leeschten. D'Suicider sinn ëm 35% geklommen. D'Oligarche sinn awer verschount bliwwe bis elo. Si haten Zäit, fir d'Geld bis elo an d'Ausland ze transportéieren. Alles ass op de Bockel vun den normalen, vun de klenge Bierger ofgewälzt ginn. Dat ass d'Resultat vun där europäescher Politik.

An och deen neie Spuerprogramm bedeit erëm Sozialofbau fir déi Leit, déi elo schonns näischt méi hunn. Europa huet an dësem Dossier säi wierklecht Gesiicht gewisen an der Griichenlandkris. Et ass keen Europa vun de Bierger, et ass kee soziaalt Europa. Neen, d'Politik vun Europa huet elo bewisen, se ass fir déi Räich a géint déi Kleng, géint den Normalbierger.

Den Här Juncker huet geschwat viru Méint a Jore vu Folterinstrumenter, déi d'Europäesch Unioun am Keller hätt, wann d'Griichen net géife paréieren, wa se net géifen dat maachen, wat si gären hätten, dat heescht Sozialofbau bedreiwen. Den Här Juncker kënnt elo, véier Deeg virum Referendum, gëschter a seet, hien hätt Versteesdemech fir d'griichescht Vollek: „Ech verstinn d'Griichen, well déi Politik, déi war unverträglich", schreift en haut am „Lëtzebuerger Wort". Dat ass Hypokrisie op allerhéchstem Niveau, wann een e Vollek iwwer Joren esou gäisselt an dann e puer Deeg virun dem Referendum de Mea culpa mécht.

Och de Kolleeg Alex Bodry huet de Mëtteg hei an där Debatt am Fong bedauert, wat d'griichescht Vollek an deene leschte Joren a Méint huet misse leiden. Ech wëll awer festhalen, datt och d'LSAP hei an der Chamber ëmmer déi Spuerprogrammer, déi zu Bréissel décidéiert goufen, eestëmmeg hei als LSAP mat ënnerstëtzt huet.

D'griichescht Vollek huet esou vill gelidden, vill Leit hunn näischt méi ze verléieren an hunn duerfir Parteien an d'Regierung gestëmmt, déi se vläicht soss ni gestëmmt hätten, déi alles versprach hunn, awer objektiv bal näischt dovunner kënnen halen. Parteien, déi och net wëllen den Engagement respektéieren, dee Griichenland vis-à-vis vun deenen Institutiounen a State geholl huet, déi hinne Geld geléint hunn. E Land muss awer seng Engagementer halen, och dann, wann eng Regierungsmajoritéit ännert.

Un dësem politesche Revirement sinn a priori all déi schold, déi Griichenland obligéiert hunn, deen onmënschleche Sozialofbau ze bedreiwen an déi Räich ze verschounen. D'Politik an der neier griichescher Regierung huet d'Kris verschäerft. Mat enger Regierung, déi net méi berechenbar ass, kann een net méi seriö diskutéieren a verhandelen.

D'Konsequenz ass, dass d'Situatioun sech an de leschte Méint nach verschäerft huet: keng Investitioune méi. D'Ekonomie huet als eenzegt Land an Europa eng negativ Tendenz. 1,5 Milliarde manner Steierrecettë sinn an deenen éischte sechs Méint an d'griichesch Statskeess erakomm. Griichenland bleift e Faass ouni Buedem. Déi aktuell bedriwwe Rettungspolitik ass en eenzegen Échec.

Ier ech zur Konklusioun kommen, Madame Presidentin, nach e puer Iwwerleeungen.

Éischtens, d'Ausso vun europäesche Spëtzepolitiker, Griichenland misst am Euro bleiwen, schwächt d'Verhandlungspositioun vum Eurogroup, vun Europa, a stäerkt d'Verhandlungspositioun vu Griichenland. De griichesche Ministerpresident konnt duerfir iwwer Wochen a Méint de Geck mat dem Rescht vun Europa maachen.

Zweetens, duerch dës falsch europäesch Politik hunn d'europäesch State vill Souveränitéitsrechter zugonschte vun der Europäescher Unioun missen ofginn. D'Europäesch Unioun ass fir hir falsch Politik, déi se an deene leschte Jore gemaach huet, och nach iwwert dee Wee gestäerkt a belount ginn.

Mir als Lëtzebuerg hunn an hate keng Schold un deem Misär, hunn awer net nëmme misse bezuelen, mir hunn och nach misse Souveränitéitsrechter oftrieden. Lëtzebuerg ass finanziell bedeelegt mat 140 Milliounen, déi mer bilateral Griichenland ginn hunn, an 381 Millioune Garantien iwwert d'Stabilitéitsfongen. Gelder, déi wahrscheinlech ni wäerten zréckkommen.

Aktuell gëtt pro Kapp zréckbezuelt: d'Letten: 250 Euro op de Kapp; d'Fransousen: 989 Euro - net zréckbezuelt, mä de Bäitrag, deen déi Länner pro Kapp Awunner leeschten -; déi Däitsch: 1.055 Euro op de Kapp; d'Hollänner: 1.099 Euro op de Kapp, an d'Lëtzebuerger, wéi ëmmer Spëtzereider, leie mat 1.637 Euro pro Kapp Scholden, déi Griichenland vis-à-vis vun all Lëtzebuerger Bierger huet, un der Spëtzt.

Den nächste Sonnden ass de Referendum. Déi politesch Klass soll sech do eraushalen, och déi vu Bréissel. Ech mengen, den Här Juncker hätt misse spéitstens nom Referendum hei zu Lëtzebuerg wëssen, datt, wann eng gewëssen Élite mengt, se misst Bierger Virschrëfte maachen, dat schaarf an d'Box geet. E soll oppassen, datt et de Sonnden net och esou geet.

Här President, als Konklusioun: D'ADR bleift derbäi, datt Griichenland soll fräiwëlleg aus dem Euro austrieden. Et sollt kee Scholdeschnëtt gemaach ginn, och wann d'Scholde verlängert ginn, wa keng Zënse méi misste bezuelt ginn am Noutfall, mä d'Scholde musse bestoe bleiwen. Griichenland muss ofwäerten. A fir seng Handelsdefiziter ofzeschwächen oder auszegläichen, muss och an Zukunft da bei engem Austrëtt Griichenland finanziell gehollef kréien, ënnert der Konditioun, datt se, wéi gesot, fräiwëlleg austrieden.

Humanitär Hëllef musse mer leeschten, fir de griichesche Bierger bäizestoen an deene Länner ze hëllefen. D'Eurolänner sinn, wéi de Minister eis de Moien erkläert huet, och op en Austrëtt preparéiert. Et weess keen, wéi Griichenland dosteet, mä d'Eurolänner si preparéiert. Maache mer dat net, geet d'Tragédie weider a weider. A mir bezuele weider a weider an et gëtt net besser, a Griichenland bleift dann e Faass ouni Buedem.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin. Den italienesche Premierminister, den Här Renzi, huet sech de leschte Samschden, op därselwechter Sitzung iwwregens, wou iwwer Griichenland geschwat ginn ass, zur Flüchtlingsfro geäussert an en huet zu deenen anere Ministerpresidente gesot: „Wann Der net solidaresch wëllt si mat Italien", iwwregens och mat Griichenland an der Flüchtlingsfro, dovu schwätzt keen, „verdéngt Der net, Europa genannt ze ginn", huet e gesot. Dat war e rosenen Ausspruch, deen en do gemaach huet, deen awer enger gewëssener Realitéit entsprécht.

An ech mengen, déi lescht Deeg hu kloer gewisen, dass et sech net eleng ëm eng griichesch Kris handelt, mä dass et sech ëm eng Kris vun der europäescher Konstruktioun handelt. Eng gemeinsam Währung tëschent Staten, déi a Konkurrenz stinn, kann nëmmen zu Turbulenze féieren. Ech mengen, dass dat de Gebuertsfeeler ass vum Euro, esou wéi en haut besteet.

Et gi State mat groussen Exportiwwerschëss wéi Däitschland, an et gi Staten, dat sinn Ofsazmäert fir déi Länner vu Wueren a vu Kapital. An dat ass och de Fall vu Griichenland. An den USA an an anere grousse federalistesche State wier esou eng Kris wéi déi hei net denkbar. Do gëtt et net nëmmen eng Währung, déi iwwerall natierlech indispensabel ass, mä et gëtt och e gemeinsame Budget, an d'Zentralbank kann an deene Staten och Suen un hiren eegene Stat ginn.

Et ginn an deene Länner massiv Transferte gemaach, fir dass de Liewensstandard an deene verschiddene Regiounen, déi net all déiselwecht wirtschaftlech Stäerkt hunn, och an den USA net, dass de Liewensstandard kann ausgeglach ginn, ouni dass et zu interne Verdeelungskämpf kënnt tëschent de Regioune vun deene Staten.

Alles dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass an der EU haut net méiglech. En europäesche Budget gëtt et kaum. D'EZB, d'Europäesch Zentralbank, däerf net u State Sue verléinen. Si muss iwwer Kapitalmäert duerfir fueren. A Krisepolitik bedeit ëmmer, dass d'Länner erëm sollen an d'Situatioun kommen - si kommen et awer ni -, fir selwer op de Kapitalmäert erëm kënne léinen ze goen. An duerfir musse se all verfügbar Mëttelen an hirem Land opbréngen, fir d'EZB an aner Institutiounen ze rembourséieren.

An et muss een och soen, et ginn och haut nach grouss Gewënner gemaach op de griicheschen Obligatiounen. Do sinn zwou oder dräi Milliarden, déi an der leschter Zäit erakomm sinn iwwer griichesch Obligatiounen, déi iwwregens och pünktlech zréckbezuelt gi sinn. Et sinn awer d'Leit am Land selwer, déi mussen dofir opkommen. Dat ass deen aneren Aspekt dovunner. Si mussen dofir opkomme mat massive Léin- a Rentenaboussen, mat engem Sozialnetz, wat net méi do ass. Fir 40% vun de Leit gëtt et keng Krankeversécherung méi, an dee ganze sozialen Noutstand, deen domat zesummenhängt, dat ass déi aner Säit vun deene sougenannten „Hëllefen" fir Griichenland.

A wa gesot gëtt, an anere Länner wéi Spuenien oder Portugal oder Irland, do geet et och erëm biergop an de Chômage geet do zréck, da muss ech awer soen: Zum Beispill bei Spuenien geet de Chômage zréck, well déi jonk Spuenier auswanderen an aner Länner. Dowéinst geet ënner anerem de Chômage zréck. An e geet och zréck, well déi meeschten Aarbechtsplazen, déi do geschafe ginn, dat sinn Aarbechtsplazen à temps partiel. Dat heescht, se léisen och definitiv keng sozial Problemer.

Ech hu vun der EZB geschwat. Den Europäesche Rettungsschierm, deen däerf wuel Suen u Staten direkt léinen, awer nëmme Suen, déi hie selwer och op de Finanzmäert geléint huet, net bei der Zentralbank zum Beispill. An och déi Sue sinn un déiselwecht Konditioune gebonnen. Och déi Sue brénge ganz vill Gewënner eran op de Finanzmäert.

Et muss een duerfir awer trotzdeem, mengen ech, hei ganz kloer soen, prinzipiell: Sue fir Griichenland sinn eigentlech keng Hëllefspäck. D'Sue fir Griichenland fléissen do net an d'Ekonomie. Si fléissen zréck, fir de Scholdendéngscht bei der Europäescher Zentralbank, beim Europäesche Rettungsfong oder och beim Internationale Währungsfong ze bedéngen. Och iwwregens déi Milliarden, déi elo versprach gi ware bei deene gescheiterte Verhandlungen zu Bréissel, och déi wieren haaptsächlech dohinner zréckgefloss.

An et muss ee soen, déi Sue kommen och net aus de Budgete vun deenen anere Staten, si kommen net vum Mindestlounbezéier aus anere Länner, déi ëmmer gär als Beispill mobiliséiert ginn. Och si kommen aus de Finanzmäert a fléissen och deelweis do erëm mat Gewënn zréck.

D'Staten hafte just a leschter Instanz, wann alles schifgeet, mat hire Garantien. A wann déi Garantië bis spillen, kënnt Der sécher sinn, dass och dann am Budget vun deene Staten d'Austeritéitspolitik erugezu gëtt, fir déi Perten dann ze kompenséieren.

Och den Ursprong vun der griichescher Kris läit eendeiteg do, wou Privatbanken, virun allem aus Frankräich an Däitschland, sech verzockt haten, well se d'wirtschaftlech Situatioun a Griichenland falsch ageschat hate viru Joren an duerno enorm Risikoprämie facturéiert hunn, déi net méi ze bezuele waren. Well virdru war de griichesche Bankesystem nach gesond. D'Einlage waren zum Beispill an Héicht vun de Kreditter, déi gemaach gi sinn. Privat Scholden a Griichenland, souguer d'Statsscholden, louchen ëmmer ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt.

Duerno sinn déi iwwerdeiert Bankkreditter vun den Institutiounen iwwerholl ginn a si gi bis haut mat leschter Energie ouni Haircut ageklot vis-à-vis vum griichesche Stat. An deen Haircut, dee muss kommen, ass ouni Zweifel e Scholdeschnëtt. Do si sech, mengen ech, déi meescht Leit driwwer eens.

Gläichzäiteg hu jo déi europäesch Programmer, déi domat verbonne waren, d'Wirtschaftssituatioun an d'sozial Situatioun dramatesch verschlechtert, wat natierlech och zum Abroch vum PIB gefouert huet, wat dozou gefouert huet, dass d'Scholde par rapport zum PIB natierlech geklomme sinn.

Dat war alles virauszegesinn. Den Här Gramegna huet hei gesot, et géif jo alles gemaach ginn, fir d'Wirtschaft do erëm op d'Been ze kréien. Ech wëll zitéieren hei aus enger Debatt, déi mer hei an der Chamber haten de 6. Mäerz 2012. Dunn ass alles ugaangen, do ass et ëm dee Pak gaangen, deen elo haut soll verlängert ginn. Do huet déi gréng Fraktioun eng Demande gemaach fir eng Heure d'actualité an an där Debatt huet hire Spriecher vun deemools, den Här Bausch, gesot:

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

„Dësen Hëllefspak fir Griichenland ass keng Hëllef, mä just e puer Zentimeter méi un der Léngt, mat där d'Griichen am Moment um europäesche Parquet virgefouert ginn! Dat ass eiser Meenung no onerdréiglech, ech géif bal soen, et ass bal degoutant! An dat zerstéiert och d'Vertraue vun de Bierger an eis demokratesch europäesch Institutiounen. Dir wësst, datt dës Politik deem Land net hëlleft. Dir wësst, datt dëst Land muss massiv entschëllt ginn an datt dat déi eenzeg Léisung ass."

An ech muss soen, dat gëtt och ëmmer méi agesinn, och op internationalem Plang. Just hei an der Chamber, fannen ech, dass et relativ wéineg agesi gëtt an eng eesäiteg Duerstellung hei vun der Problematik ëmmer gemaach gëtt. Zum Beispill huet de Chef vun dem DIW, vun deem däitsche Wirtschaftsinstitut, dem Haaptwirtschaftsinstitut an Däitschland, déi awer virdrun ëmmer d'offiziell Politik verteidegt hunn, muss een derbäisoen, gesot, de Spuerkurs, dee wier gescheitert, well „er hat die griechischen Institutionen überfordert und letztendlich die Krise noch weiter vertieft". Deeselwechten Här, dee warnt och virun engem ähnlechen Effet wéi bei Lehman Brothers deemools, wou jo d'Kris ausgeléist ginn ass 2008/2009.

Dat ass eng Ausso vun engem kompetente Mann, mengen ech, dee sech Suerge mécht iwwert d'Auswierkunge vun engem Grexit an iwwert d'Auswierkunge vum Scheitere vun der europäescher Politik an där doter Fro. Mir héiere vum Här Gramegna hei just nëmmen, dass den Euro sécher wier. Den Här Gramegna mengt, den Euro wier sécher, dee Wirtschaftsspezialist, dee bis elo ëmmer den offizielle Kurs verteidegt huet, seet, et ass net wouer. Et ass scho vum Här Bodry hei zitéiert ginn, de Virgänger vun der Madame Lagarde huet gesot: „Den FMI huet Feeler gemaach an ech iwwerhuele meng Responsabilitéit" an e verlaangt eng aner Politik vis-à-vis vu Griichenland.

Ech mengen, dass dee Kurs einfach gescheitert ass vun deene Regierungen, déi nëmmen op d'Kapitalmäert hei gesat hunn, an ech mengen, dass Lëtzebuerg leider do derzougehéiert an domat och d'Positioun ageholl huet vum Exportland Däitschland, wou jo de Wëllen no engem Grexit besonnesch staark war a besonnesch staark expriméiert ginn ass, bis zum Schluss expriméiert ginn ass! An ech sinn och nach iwwerzeegt, dass de Wëllen och do derhannert ass, fir iwwer e Grexit - deen, vun deem hei offiziell gesot gëtt, dass mer deen net wënschen - déi Kris do ze léisen.

Ech mengen duerfir och, dass, esou wéi d'Madame Loschetter scho gesot huet, Europa virun enger Kräizung steet. An egal wat fir e Wee Europa aschléit, wäerte mer en anert Europa herno hunn. Mir hunn entweder de Wee vun haarde Mesuren ze goen a Form vun enger weiderer Verdéiwung vun deem Mechanismus, mat all deenen Ausschlossméiglechkeeten, déi domat verbonne sinn, wat schlussendlech op en Nordeuro erausleeft, deen am Intérêt vun Däitschland wier - déi dann hir D-Mark erëm hätten - a wat awer d'EU virun eng grouss Zerräissprouf géif setzen.

Oder mir hunn de Choix, fir en Arrangement ze treffe mat der griichescher Regierung zesummen, dat och am Interessi wier vun anere klenge Länner, dat och am Interessi wier vun de Südlänner, déi net wëllen hir Wirtschaft op d'Kopp geheien an och net wëllen Hongerrevolten an hire Länner an Zukunft hunn.

Ech ka leider aus Zäitgrënn net méi agoen op déi Verhandlungen, op déi Duerstellung vun de Verhandlungen no baussen, wou ech einfach fannen, dass dat eng Duerstellung war, déi der tatsächlecher Situatioun net Rechnung dréit. Ech fannen, wien hei ze kritiséieren ass, dat ass net eng Regierung, déi konsequent ass,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Urbany, wann Der keng Zäit méi derfir hutt, da maacht et och net!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wier frou, wann Der mer e Point de chute géift gewähren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn Iech schonn e Point de chute vun annerhallwer Minutt ginn. Dat ass iwwerproportionell vis-à-vis vun deenen anere Fraktiounen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt. Mir fannen - fir ofzeschléissen -, dass déi Haltung vun der griichescher Regierung, fir e Referendum ze maachen an d'Vollek entscheeden ze loossen..., bei all deene politesche Manöveren, déi virdru waren, et sinn zu Bréissel Leit agelued gi vun den Oppositiounsparteien, während parallell am Sall niewendrun d'Verhandlungen an der Endphas waren! Dat si Manöveren, déi sinn inakzeptabel! Inakzeptabel och ass, wat den Här Juncker sech erlaabt, hien, dee verantwortlech ass un all deene Programmer vun 2010 un als Eurogroup-Chef! Hien huet dach dat alles an d'Wee geleet!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Urbany, kommt zur Konklusioun, soss muss ech Iech de Mikro ewechhuelen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Duerfir mengen ech, dass nom nächste Sonnden d'Situatioun vill méi kloer wäert sinn. An ech hoffen, dass d'Richtung och kloer ass. A wann d'Richtung en Neen ass, da geet et drëm, d'Verhandlunge frësch opzehuelen an zu engem akzeptabele Resultat ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Urbany. Domat hutt Der zwou an eng hallef Minutte méi kritt wéi Der zegutt hat. Also ech mengen, Dir sidd gutt ewechkomm. An domat huet direkt de Finanzminister d'Wuert. Här Gramegna!

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Merci alleguerten den Intervenantë fir den Débat. Ech hale mech relativ kuerz, well ech mengen, dass mer den Tour gutt gemaach hunn. Et si vill Kommentaren hei gemaach ginn. Ech wëll fir d'Éischt emol eng Saach riichtstellen a ganz kloer soen: Ech hunn haut de Mëtten déi Interventioun hei gemaach natierlech am Numm vun der Regierung. An ech kann all déi, déi d'Fro gestallt hunn, berouegen: Et war absolutt net schwéier, fir do eng gemeinsam Haltung ze fannen, well mer déi nach ëmmer haten.

Ech wëll just fënnef kleng Punkte maachen, déi en fait net Äntwerte sinn, mä Ergänzungen oder Bestätegungen zu verschiddene Saachen, déi gesot gi sinn.

Zu Recht hunn eng Rëtsch Orateuren drop insistéiert, dass 2012 scho ganz vill gemaach ginn ass fir Griichenland am Sënn vun enger Reduktioun vun der Schold, Ëmstrukturéierung vun der Schold. D'Intérête sinn erofgesat gi vun 3% op 0,5%, d'Délaie si verlängert ginn, fir d'Éischt op 15 Joer an dunn op 30 Joer. Ech kann Iech soen, fir Lëtzebuerg sinn déi lescht Kreditter, déi ausbezuelt musse ginn an de Joren 2041/2042, en fait ganz wäit ewech. An drëttens effektiv, dass de ganze Pak vu Kreditter am Privatsecteur reduzéiert ginn ass an dass dat d'Halschent war an ongeféier e Wäert war vun 110 Milliarden.

Dat ass alles ganz richteg an dat beweist, dass scho par rapport zu Griichenland eng grouss Flexibilitéit ugewannt ginn ass.

Richtegerweis ass och drun erënnert ginn, dass fir eng Rëtsch aner Länner Programmer entworf gi sinn. Portugal, Spuenien, Irland sinn déi bekanntst. Mä awer och ware Problemer an e puer anere Länner, an déi Länner sinn natierlech ganz haart an den Négociatiounen. Déi hu missen an hire Länner ganz onpopulär Mesuren huelen a si verstinn natierlech vill manner, wann een elo par rapport zu Griichenland ganz vill Verbesserunge *mécht.*

Mäin drëtte Punkt ass zu der Gesamtproblematik vun der Solidaritéit. Et ass richtegerweis ënnerstrach ginn, dass Griichenland net nëmme vu Kreditter benefisséiert, mä en fait wéinst der Appartenance vu Griichenland zu der EU och ganz vill vun de Strukturfonge kritt. An et ass richteg, och ze ënnersträichen, dass eent vun den Ziler vun der neier Kommissioun ass, vill méi den Investissement ze förderen, an dass den EFSI, den European Fund for Strategic Investments, dass deen dozou do ass, fir an Europa d'Croissance ze stäerken op där enger Säit, mä natierlech och, fir grad deene Länner wéi Griichenland ënnert d'Äerm ze gräifen.

Leider muss een awer och soen, dass Griichenland masseg Zommen, déi am Programm vun 2007 bis 2014 zur Dispositioun stoungen an de Strukturfongen, net ausgenotzt huet, well se keng Projete presentéiert hunn. Et kann een also nëmmen engem Land hëllefen, wat sech och selwer wëllt hëllefen.

Et ass och esou, dass doduerch, dass den Invest a Griichenland esou schwaach ass, et net méiglech ass, a Griichenland d'Croissance erëm unzekuerbelen. An ech mengen, et gëtt dat dat Essenziellt an deem drëtte Pak, dass een also net nëmmen nei Gelder mobiliséiert fir Griichenland, mä en Investitiounsplang moolt, deen d'Strooss hält, deen awer net nëmmen d'Strooss hält, mä deen och herno ëmgesat gëtt! An „ëmgesat gëtt" heescht och, dass Griichenland sech berode léisst, fir déi Suen, déi zur Verfügung kënne gestallt ginn, och wierklech dann ze gebrauchen an ze mobiliséieren.

Et wär net richteg ze soen, dass Europa net de Maximum hei gemaach huet am Effort vu Solidaritéit par rapport zu Griichenland. Et kann een de Bierg vu Schold vu Griichenland net doduerch reduzéieren, andeem ee Scholdzouweisungen un anerer mécht. D'Responsabilitéit fir d'Situatioun a Griichenland läit un alleréischter Stell, an dat ass och hei gesot ginn, bei de Griiche selwer! Mä Europa huet Solidaritéit bewisen a wäert dat och an Zukunft maachen.

Ech soen et ganz gären an engem Résumé, an an där Formel ass bal alles dran: D'Griiche wëlle jo an der Eurozon bleiwen, si wëllen den Euro behalen. Ech verstinn, firwat se den Euro wëlle behalen: Den Euro ass eng Devise, déi vill wäert ass, déi erlaabt, d'Importatioune bëlleg anzekafen. Et ass och eng gutt Saach, den Euro ze hunn. Den Euro ass also vill wäert. A wann eppes vill wäert ass, da muss een och e Präis dofir bezuelen. An de Präis, dat sinn eben déi Ustrengungen, déi Griichenland muss maachen, Ustrengungen, déi aner Länner jo och alleguerte maachen. Verschiddener maache se ganz natierlech, anerer sinn a méi kritesche Situatiounen a mussen dofir Pläng op d'Bee setzen, fir erëm op d'riicht Bunn ze kommen.

An dofir, als Konklusioun wäert ech dann nach e Saz iwwert dat soen, mat deem ech haut ugefaangen hunn: eis Présidence. Dir kënnt op Lëtzebuerg zielen an der Chamber. Mir wäerten alles maachen, fir eis Hand auszestrecke par rapport zu Griichenland, an natierlech deenen aneren 18 Membere vun der Eurozon nolauschteren. Mä wann een eng Hand ausstreckt, muss deen anere se och nach wëllen ergräifen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Domat wäre mer um Enn vun eisem Débat ukomm a mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, de Projet 6798 iwwert de FATCA-Accord.

Ech géif Iech proposéieren, dass mer fir d'Éischt d'Madame Rapportrice zu Wuert komme loossen. A vu dass den Här Finanzminister eis vun Ufank u gesot hat, dass e ganz limitéiert a sengem Ordre du jour ass, vu all dat, wat ronderëm ass, géif ech Iech proposéieren, dass mer him direkt no der Rapportrice - mam Accord vun der Chamber - géifen d'Wuert ginn.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann huet d'Madame Rapportrice d'Wuert.

5. 6798 - Projet de loi portant approbation

1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014
2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1er avril 2015

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op dëser Plaz maachen ech Iech de Rapport zu engem Gesetzestext, deen esouwuel en Accord tëschent eiser Regierung an där vun de Vereenegte State vun Amerika vum 28. Mäerz 2014 wéi och en Échange de notes vum 31. Mäerz an 1. Abrëll 2015 approuvéiert. Et handelt sech haut de Mëtten ëm d'Thema vum sougenannte FATCA, méi genau engem amerikanesche Gesetz mam Numm „Foreign Account Tax Compliance Act", wat am Mäerz 2010 a Kraaft getrueden ass.

De Projet de loi ass de 26. Mäerz 2015 vum Finanzminister Pierre Gramegna déposéiert ginn. Den 22. Abrëll ass dunn den Échange de notes zum Accord der Chamber iwwerdroe ginn.

De Statsrot huet de Gesetzestext de 5. Mee aviséiert. D'Commission nationale pour la protection des données huet den 13. Mee 2015 zum Text Stellung bezunn. D'Chambre de Commerce huet dunn hiren Avis zum Text den 21. Mee publizéiert. Doropshin huet d'Finanz- a Budgetskommissioun den 3. Juni eng Rei Amendementer ugeholl. Den 10. Juni huet d'Chambre des Salariés hiren Avis ofginn an den Avis complémentaire vum Statsrot datéiert vum 16. Juni dëst Joer.

D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 22. Juni dunn ugeholl.

Här President, den Accord, deen de Gesetzestext vun haut approuvéiert, ass den 28. Mäerz vun der Lëtzebuerger an der amerikanescher Regierung ënnerschriwwe ginn a betrëfft den automateschen Austausch vu Finanzinformatioune vu Leit, déi e Lien mat den USA hunn an e Kont an eisem Land besëtzen.

Ech huelen elo e bëssen aus, fir ze erklären, ëm wat et bei dësem Informatiounsaustausch geet a wat et domat op sech huet.

An den USA gi Privatpersounen op hirem sougenannten „revenu mondial" besteiert. Dat heescht, d'Besteierung fält op all Revenu un, egal wou dëse seng Source huet. Der amerikanescher Regierung geet et drëms, sécherzestellen, dass hir keng méiglech Steierofgaben duerch d'Gräpp ginn doduerch, dass d'Leit am Ausland e Revenu hunn, deen net an den USA uginn ass.

2010 huet d'amerikanescht Parlament duerfir d'FATCA-Gesetz gestëmmt, wat auslännesch Finanzinstituter dozou bréngt, dem amerikanesche Fisk, also dem Inland Revenue Service (veuillez lire: Internal Revenue Service), Informatiounen iwwer méiglech Konte vun amerikanesche Statsbierger weiderzeginn.

Et ass an dësem Kontext ze preziséieren, dass dat net nëmme Leit mat engem amerikanesche Pass betrëfft, mä och Persounen, déi allgemeng e Lien mat den USA hunn. Dat wëllt awer net automatesch heeschen, dass op esou auslännesche Konten och amerikanesch Steiere musse bezuelt ginn, well oft hunn d'USA en Duebelbesteierungsofkommes mat verschiddenen anere Länner an esou kann eng Duebelbesteierung eben évitéiert ginn. Wann also en Amerikaner bei eis wunnt an och hei e Kont huet, muss seng Bank dem amerikanesche Fisk an Zukunft matdeelen, wéi vill Suen op deem Kont stinn. Doropshi kann da seng Steierlaascht an den USA berechent ginn.

Am Juli 2012 hunn déi amerikanesch Autoritéiten dunn ugefaangen, de Kontakt mat hire Partnerlänner, dorënner och Lëtzebuerg, ze sichen, fir e bilateralen Accord an deem Sënn auszeschaffen. Am Mäerz 2014 war et dunn esou wäit an den Accord ass tëschent deenen zwou Regierungen ënnerschriwwe ginn, deen déi genau Detailer vum automateschen Informatiounsaustausch festleet. En zousätzleche Memorandum of Understanding gesäit eng Transitiounsphas vir.

Wéi fonctionnéiert esou en Austausch elo genee? D'Administration des Contributions directes sammelt d'Informatioune vun de jeeweilege Banken, am Normalfall bis den 30. Juni vum Joer drop. Wéinst dem Zäitdrock, dee mir awer elo hunn, ass deen Datum fir dëst Joer op den 31. Juli no hanne verréckelt ginn. Am August kontrolléiert also d'Steierverwaltung da kuerz, ob all Informatiounen do sinn, soudass den éischten Échange mam amerikanesche Fisk am September dëst Joer ka stattfannen. Fir déi Joren duerno gëllt awer weiderhin den Délai vum 30. Juni.

Ech ginn Iech nach e puer kleng Detailer zum FATCA-Accord, an zwar sinn och administrativ Strofe virgesi fir de Fall, wou eng Bank dës Informatiounen net erausgëtt. An och, wa Banken engem Drëtten d'Charge ginn, fir dës Informatioune fir si weiderzeginn, esou bleift d'Responsabilitéit nach ëmmer beim Finanzinstitut selwer. Et ass och garantéiert, dass déi perséinlech Date protegéiert sinn a vertraulech gehandhabt ginn, an dëst just am Kontext vum FATCA.

Sou wéi déi amerikanesch Regierung en Accord mat eiser Regierung getraff huet, sou ass se och amgaang, mat anere Länner Accorden ze ënnerschreiwen. Ufanks dëses Joers ware 54 Länner, déi de FATCA-Accord mat den USA ënnerschriwwen haten. Et handelt sech heibäi also ëm en internationaalt Netz, wou Informatiounen ausgetosch ginn.

Här President, de Mëtteg geet et drëms, e bilateralen Accord mat den USA ze approuvéieren, deen derzou bäidréit, dass d'Leit déi Steiere bezuelen, déi d'Legislatioune virgesinn.

Mir sinn eis all eens, dass Steierhannerzéiung näischt an engem faire Steierregime ze dinn huet, an duerfir begréissen ech, dass eis Regierung dësen Accord mat den USA ënnerschriwwen huet. Am Allgemengen triede mir jo fir e sougenannten „level playing field" an, soudass eng fair Konkurrenz bei der Besteierung spille kann, dat souwuel um europäesche wéi och um internationale Plang.

Am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence hu mir wierklech eng Geleeënheet, fir d'Efforte fir eng transparent Besteierung an der EU weiderzedreiwen. An ech si frou, dass dat och eng vun de Prioritéite vun eiser Regierung ass.

An deem Sënn reit de Projet vun de Mëtteg sech an d'Beméiunge vun eisem Land an. Dowéinst soen ech och dem Finanzminister souwéi och senge Beamten, déi op dësem technesch komplexen Dossier matgeschafft hunn, an eisem Mataarbechter an der Fraktioun, dem Ben Jacoby, villmools Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Elvinger. An d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt e grousse Merci un d'Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Deen Accord FATCA, wéi e vun den Amerikaner 2009 an d'Welt gesat ginn ass an duerno duerch d'ganz Welt verbreet ginn ass, huet zu Lëtzebuerg sengerzäit fir ganz vill Suergen an Oprou gesuergt. Ech ka mech dat nach ganz gutt erënneren. A während enger Rëtsch Méint, fir net ze soe Joren, hu mer eis d'Fro gestallt, wéi mer dann déi Problematik do kéinte léisen, wéi mer da kéinte fir d'amerikanesch Leit, Persounen, individuell Persounen op där enger Säit, amerikanesch Gesellschaften eng Exceptioun maachen zu deem, wat bei eis d'Regel ass, oder war plutôt, vum Bankgeheimnis.

A mir hunn, dat war jo déi viregt Regierung, no enger gewëssener Zäit agesinn, dass et inévitabel wier, mat eisen amerikanesche Frënn a Partner déi Konventioun do ofzeschléissen. Et war keng einfach Négociatioun, well se éischtens emol komplex war, well d'Amerikaner e ganz komplizéiert Gesetz hunn. Et war natierlech komplizéiert, well et bei eis e Präzedenzfall geschaf huet.

Den Dag, wou mer dat haut hei den 1. Juli 2015 an der Chamber stëmmen, huet d'Welt sech vill geännert par rapport zu deemools, well mir hunn am November vum leschte Joer d'Bankgeheimnis zu Lëtzebuerg abrogéiert, soudass mer deen heite Projet relativ roueg kënnen iwwert d'Bühn huelen.

Wat ech heimat wëll soen, ass, dass an enger relativ kuerzer Zäit Lëtzebuerg sech immens reforméiert huet am Domän vun der Transparenz, am Domän vum Échange d'informations. Mir hunn en fait op den 1. Januar vun dësem Joer en Échange automatique d'informations agefouert. E baséiert op der Direktiv vun den Zënse vun der EU. Wou mer virdru Quellesteier gemaach hunn, maache mer elo Échange d'informations säit dem 1. Januar 2015.

Ech hunn am Oktober vum leschte Joer am Numm vun dëser Regierung ënnerschriwwen, dass mer bei de Fraisen Adopteure si vun der Berliner Konventioun, soudass mer op den 1. Januar 2017 den Échange d'informations vill méi breet wäerten applizéieren, wéi nëmmen op den Zënsrevenuen. Soudass haut dee Projet hei als bal eng Säitebegleedung kéint considéréiert ginn. E war et historesch net. Et war deen, deen dat Ganzt en fait un d'Rulle bruecht huet.

Doduerch, dass mer dat elo nach just an der Zäit maachen... Ech mengen, mir respektéieren hei d'Terminer, an dat ass gutt. Doduerch, dass mir awer eis Gesetzgebung an aneren, a méi generellen Terme geännert hunn, ass dat heiten u sech bal eng Formalitéit. Eng Formalitéit, déi awer verschidden Adaptatioune mat sech bruecht huet. Mir hu richtegerweis de Modell 1 gewielt. Et waren zwou Optiounen an der Konventioun. De Modell 1 ass, dass d'Administration des Contributions directes mat den Amerikaner am Kontakt ass. D'Schwäizer, déi en anere Modell gewielt haten, hunn dat an Zwëschenzäit geännert.

De FATCA war net nëmmen e Précurseur, wat de Secret bancaire ubelaangt, deen domadder ofgeschaaft ginn ass, et war och e Précurseur vun den Informatiounen, déi gefrot gi sinn. De Modell vu FATCA ass deen, deen am „Common Reporting Standard" vun der OECD en fait grosso modo iwwerholl ginn ass. An deen, dee mer also vun 2017 u wäerte gebrauchen, deen Échange d'informations baséiert haaptsächlech op deem Modell hei vu FATCA. Dat heescht, mir trainéieren elo hei mam FATCA, dee mer hei ëmsetzen, scho fir dat, wat 2017 kënnt.

Et ware ganz vill Froen an den Avisen. Ech wëll verschiddener kuerz hei uschwätzen.

Et besteet nach eng gewëssen Incertitude, wat fir eng Délaien applikabel sinn, fir wéi laang een Date muss zréckhalen, fir se ze liwweren. An do gëtt et verschidden Interpretatiounen. Dat ass awer weder am Traité FATCA geregelt nach ass et unilateral an einfach an eisem Gesetz, well verschidde Gesetzer sech applizéieren. D'generell Prescriptioun zu Lëtzebuerg ass 30 Joer. D'Banke mussen hir Donnéeën zéng Joer halen, et cetera. Do muss ee clarifiéieren. Et ass och esou, dass d'europäesch Direktive fir den Échange d'informations och do keng Indikatioun liwweren. Dat kann een awer an deenen nächste Jore klären.

An dann hutt Der am Gesetz an der Kommissioun verschidden Amendementer ugeholl vun der Commission nationale de la Protection des données. An ech fannen, dass dat eng ganz gutt Saach ass. Dir hutt och de Virschlag vun der Chambre de Commerce zréckbehalen, fir dem Établissement financier e Mount méi ze ginn, just nëmmen dëst Joer, fir déi Donnéeën eranzeschécken, well eben d'Ratifikatioun an deen Accord hei eréischt haut stattfënnt. An ech mengen, dat war am Sënn vun dem pragmatesche Virgoen zu Lëtzebuerg ganz gutt esou.

Zweetleschte Punkt nach. Ech si gefrot gi vum Deputéierte Laurent Mosar, wéi et ass mat der Base légale vun der 30%-Erhiewung. An ech wäert schrëftlech och op Iech dorop zréckkommen.

Mäi leschte Punkt ass, dass dat heiten natierlech nëmme méiglech ass, wa mer dat an der Pratique uerdentlech ëmsetzen. Ech kann Iech do awer direkt berouegen. D'Administration des contributions huet gréisser Investissementer am Joer 2014 gemaach, fir den Échange automatique vum 1. Januar ze maachen am Kader vun der EU-Direktiv. An dank deenen Investissementer ass et natierlech einfach, och deen Échange hei mat Amerika ze maachen.

Och ass et wichteg, dass een do op Sécuritéitsmoossnamen oppasst. Dofir ass hei en informatesche Programm geschriwwe ginn, dee baséiert ass op LuxTrust, soudass mer doduerch och eng flott Utilisatioun vum LuxTrust hunn, deen och vum Stat favoriséiert ginn ass a wat dësen Transaktiounen och eng grouss Sécherheet gëtt. Well mir sinn zwar hei op, fir en Échange d'informations ze maachen an déi Informatiounen an d'Ausland ze ginn, parallell hätte mer awer gären, dass nëmmen den Destinataire, deen déi zegutt huet, se ka verwäerten a keen aneren. An dofir mussen natierlech déi informatesch Linne sécuriséiert ginn. Dat ass alles zäitgerecht gemaach ginn. An dofir soen ech Iech, dass mer hei an der Ëmsetzung keng Schwieregkeete wäerten hunn.

Ech wäert nach soulaang wéi méiglech bleiwen, fir dann dem Débat nozelauschteren an hoffen, dass dëse Gesetzesprojet vill Ënnerstëtzung ka kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Finanzminister, de FATCA oder den „Foreign Account Tax Compliance Act" ass u sech 2010 vun de Vereenegte State vun Amerika agefouert ginn, eigentlech fir géint déi systematesch Steierflucht vun amerikaneschem Kapital virzegoen. Do muss ee wëssen - ech mengen, d'Rapportrice hat dat och scho preziséiert -, datt d'Vereenegt Staten e bëssen e spezielle Steiersystem hunn, an deem Sënn, datt se net nëmmen d'Kapital vun hire Résidenten an Amerika besteieren, mä och an anere Länner. A vu datt et do relativ staark an deene leschte Joren zu Kapitalflucht komm ass, hunn d'Amerikaner sech obligéiert gefillt, dëse FATCA-Agreement anzeféieren.

Gläichzäiteg, an dat huet de Finanzminister virdrun och hei zu Recht ënnerstrach, ass eigentlech awer och de FATCA den Ufank vum Enn vun eisem Bankgeheimnis an der Europäescher Unioun, awer och doriwwer eraus gewiescht an huet eigentlech doduerch säit 2010 fir ganz vill Wellen a Polemik an der Welt gesuergt, dat souwuel op juristeschem wéi awer och op wirtschaftlechem Niveau.

Vun Ufank un, an dat ass eppes, wat een ëmmer erëm erstaunt huet, wann ee weess, wéi vill Oppositioun während laange Joren hei géint d'Ophiewe vum Bankgeheimnis war, muss een eigentlech soen, datt dee FATCA-Agreement relativ schnell vun deenen allermeeschte Länner akzeptéiert ginn ass. Et ass wuel iwwert d'Modalitéite laang debattéiert, diskutéiert ginn, notamment tëschent der Schwäiz an de Vereenegte Staten, mä finalement ass deen Agreement awer ugeholl ginn an - d'Madame Rapportrice huet et virdru gesot - en ass entre-temps vu 54 anere Länner och ugeholl ginn.

Ech wëll dann och fir d'Alleréischt hei der Madame Elvinger Merci soe fir hiren exzellente Rapport, souwuel dee mëndleche wéi dee schrëftlechen, déi béid ganz komplett waren, soudatt ech eigentlech mech hei kann op e puer Generalitéite beschränken.

Fir d'Éischt, fir nach eng Kéier ze begréissen, an dat ass och scho gesot ginn, datt mir eis fir dee sougenannte Modell 1 an net de Modell 2 décidéiert hunn, deen, ech mengen, wesentlech méi einfach och an der Praxis ëmzesetzen ass. Ech begréissen och, datt d'Regierung direkt d'accord war, fir den Délai nach ëm e Mount ze verlängeren elo op den 31. Juli vun dësem Joer.

An ech si besonnesch awer och frou, well Der meng Sensibilitéit fir déi Thematik kennt, datt den Dateschutz an och d'Confidentialitéit vun allen ausgetoschenen Donnéeën expressément an dësem Accord festgeschriwwe ginn. Allerdéngs, an do e klengen Appell un de Finanzminister, ass et natierlech elo wichteg, Här Finanzminister, datt dat dote respektéiert gëtt an datt dat och ëmgesat gë*tt.*

Ech hunn, wéi gesot, do absolument keng Doutten, datt op eiser, op der lëtzebuergescher Säit dat wäert ëmgesat ginn. Ech hunn allerdéngs do ëmmer e bësse meng Zweifelen, wat eis amerikanesch Frënn ugeet. Mä ech hunn, wéi gesot, Vertrauen an Iech, Här Finanzminister, datt Dir wäert eisen amerikanesche Frënn, wann dat da muss sinn, op d'Fanger klappen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi wësse schonn alles.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Déi wësse schonn alles.

Da wëll ech awer och nach op ee Punkt agoen. Dat ass nämlech, datt och dee FATCA-Agreement a sech als Referenz entre-temps geholl gëtt fir dee sougenannten „Common Reporting Standard" oder CRS, wou et a sech drëm geet, justement d'Bankgeheimnis opzehiewen an an den automateschen Informatiounsaustausch iwwerzegoen.

Firwat soen ech dat? Mä well ech eigentlech fannen, datt mer hei dee richtege Wee gesicht hunn. Mir hunn nämlech hei e System, deen international valabel ass. Dat heescht, eis Banke wäerte sech an Zukunft net musse mat verschiddene Standarden erëmploen, mä si hunn direkt deen CRS-Standard, an dat wäert ganz ville Finanzinstituter hir Aarbecht wesentlech vereinfachen.

Erlaabt mer awer, Här Finanzminister, vläicht op dräi e bësselche méi kriddelech Punkten anzegoen. An do ass den éischten, do wëll ech op déi Kritik zréckkomme vun der Dateschutzkommissioun, déi sech e bësselche beschwéiert hunn, datt se eréischt ganz zum Schluss eigentlech gefrot gi wären, fir zu dësem Projet de loi en Avis ofzeginn. Ech wär do ganz frou, wa vläicht an Zukunft all Kéiers, an dat ass a ganz villen esou Gesetzer de Fall, wann den Dateschutz beréiert gëtt, ëmmer direkt den Avis vun der Dateschutzkommissioun ugefrot géif ginn.

An ech mengen, datt et do och elo zwee Accorde gëtt, wou et och vill mat Dateschutz a mat Prestations de services ze dinn huet, nämlech den TTIP a ganz besonnesch den TiSA, wär ech frou, wa mer deen elo diskutéieren an och do méi an d'Detailer kommen, wann een och vläicht... wann d'Regierung am Virfeld och wéilt den Avis vun der Dateschutzkommissioun dozou ufroen, well ech och mengen, datt sech do eng ganz Rei vu Froe wäerte stellen.

En zweete Problem, deen ech gesinn, ass deen, an ech hunn dat virdru scho kuerz ugeschnidden: Hei gëtt jo elo eng Réciprocitéit vun Informatiounsaustausch festgeschriwwen. An do hunn ech nach ëmmer e bësselchen de Problem, datt et an de Vereenegte Staten e Stat gëtt, deen Delaware heescht, an deen et sech do net einfach mécht, fir do och en Informatiounsaustausch virzehuelen.

An ech froe mech, ob souguer elo mat deem FATCA-Agreement et wäert och do zu engem automateschen Informatiounsaustausch kommen, wat d'net amerikanesch Résidentë vis-à-vis vun der Europäescher Unioun ubelaangt. Mir gëtt op jidde Fall vu ganz ville Kreesser aus deem Secteur gesot, datt vun där doter Säit den Informatiounsaustausch net schrecklech perfekt ass. An duerfir wär ech dann och frou, Här Finanzminister, wann Der och do kéint e wachsamt A op déi Réciprocitéit geheien.

Dann e leschte Punkt, Dir hutt et scho virdrun ugeschwat, dat schéngt mer keen onwesentleche Punkt ze sinn. Dat ass dee vun de Sanktiounen, déi an deem Agreement do festgeschriwwe sinn. Nämlech dann, wann e Finanzetablissement den Informatiounsaustausch net respektéiert, automatesch do géif eng Quellesteier vun 30% missen erhuewe ginn. Do stellen ech mer einfach d'Fro, wat d'Base légale vun där Quellesteier ass, déi a kengem vun eise Steiergesetzer festgeschriwwen ass.

Hei hu mer wuel en internationalen Accord, nach stellen ech mer awer d'Fro, wann et wierklech eng Kéier do géif haart op haart kommen, a wann do e Finanzetablissement géif e Recours maachen, ob déi 30% Quellesteier iwwerhaapt eng legal Basis hätten. An ech si frou, datt Der mer versprach hutt, datt Der dee Punkt géift schrëftlech nokucken.

Dat gesot, mengen ech, ass dat heiten e wichtege Schratt an och méi Transparenz, och vun eiser Finanz- a Bankeplaz. Duerfir wäerte mir dëse Projet de loi stëmmen. An duerfir soen ech och Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Finanzminister huet et gesot, mir schwätzen haut am Kader vun dësem Projet de loi am Fong iwwer eng historesch Gesetzgebung fir eist Land. FATCA, dat den 18. Mäerz 2010 am Kader vum „Hiring Incentives to Restore Employment Act" agefouert gouf, huet méi schnell erreecht, wat jorzéngtelaang Verhandlungen um europäeschen Niveau net erreeche konnten, nämlech, dass eist Land an anerer gezwonge goufen, méi Steiertransparenz anzeféieren, och wann dat geheescht huet, dass eist Bankgeheimnis extrem verwässert gouf.

Mir hunn haut net direkt iwwer eis Finanzplaz geschwat, wéi dat initialement geplangt war, mä iwwer FATCA haut an iwwer CRD IV muer. Da schwätze mer trotzdeem iwwer zwee zentral Gesetzer fir eis Finanzplaz.

FATCA, de Minister huet och dat scho gesot, zesumme mat der Finanzkris vun 2008 an ebe mat deene méi knappe Budgete fir munch Länner, déi dorauser entstane sinn, kann haut allgemeng als den Ausléiser vun engem Paradigmewiessel an der Steiertransparenz weltwäit ugesi ginn. An enger éischter Zäit duerch eng unilateral Legislatioun mat universellen an extraterritoriellen Effeten, wéi eleng d'Amerikaner se kënnen adoptéieren, an duerno duerch en négociéierten Accord de coopération globale, huet FATCA d'Regele vum internationale Steierrecht geännert.

Ënnert der Menace vun enger Quellesteier vun 30% huet FATCA ni plus ni moins wéi en automateschen Échange vu Steierinformatiounen zwëschen internationale Finanzinstituter an dem amerikanesche Stat agefouert iwwer weltwäit Revenue vun US-Ressortissanten.

Dat huet der Diskussioun iwwert d'Steiertransparenz um Niveau vum G20 vun der OCDE, denkt een do un d'Relance vu BEPS, mä och an der EU, eng nei Dynamik ginn. D'Direktiv 2011/16 iwwert d'Coopération administrative dans le domaine fiscal, déi jo méi e breeden Échange virgesäit, déi och bei eis am November d'lescht Joer ëmgesat gouf, ass och en Effekt vu FATCA.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vill gesot ginn, ech wollt awer just kuerz drop agoen, wat dat Gesetz elo fir eis Banken hei heescht.

Wéi déi éischt Nouvellë vu FATCA koumen 2010 a wéi et kloer gouf, wat dat géif mat sech brénge fir hiseg Finanzinstituter, kënnt Der Iech erënneren, dass verschidde Banke vun der Plaz décidéiert hunn, keng amerikanesch Clientë méi ze huelen an och existenten amerikanesche Clienten ze kënnegen.

Dat war e radikale Schrëtt, dee vu verschiddene Banken aus kommerzielle Grënn geholl gouf, well d'Käschte vun der Konformitéit mat FATCA net a Proportioun stounge mam Benefiss, deen déi Clientë bruecht hunn.

A wa mer haut iwwert dëst Gesetz schwätzen, wat effektiv en Acquis ass, no deene Gesetzer, déi mer jo schonn duerchbruecht hunn am Échange d'informations fiscales, dann ass et trotzdeem wichteg ze soen, dass dat hei net onschëlleg ass, en termes de coût, fir d'Banken.

Den „regulatory burden", de Käschtepunkt vun der Konformitéit, ass och duerch FATCA an d'Luucht gaangen. No enger Etüd vun der ABBL mat Ernst & Young, déi am Avis vun der Chambre de Commerce zitéiert gëtt, gëtt fir d'Banke vun der Plaz e Käschtepunkt vu 74 Milliounen Euro ugefouert, bei deene sech jährlech Fraisen, récurrent Fraise vun 10 Milliounen Euro ajoutéieren. Et ass also net näischt an et gehéiert och nach eng Kéier hei zu engem zousätzleche Käschtepunkt fir d'Banken, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn. Trotzdeem also en Impakt fir eis Bankeplaz.

De Minister huet et gesot: Mir hunn en Accordtype „Model 1" adoptéiert mat den USA, an zwar ee vun där réciproquer Aart, wat heescht, dass d'USA sech och engagéiert hunn, Informatiounen iwwer Lëtzebuerger Résidenten, déi bei amerikanesche Finanzinstituter Konten hunn, de Lëtzebuerger Autoritéite matzedeelen. Domat wieren dann d'Lëtzebuerger Clienten e bëssen, paradoxalerweis, méi schlecht dru wéi Clienten, déi zu Lëtzebuerg liewen an déi nach ëmmer dem Lëtzebuerger Bankgeheimnis ënnerleien, dat heescht dovunner benefisséieren.

Well mir hunn eist Bankgeheimnis net ganz ofgeschaaft. Neen, et wierkt nach um Lëtzebuerger Territoire. An dofir hu mer déi e bësse cocasse Situatioun, dass auslännesch Steiersujete besser elo drun..., also méi schlecht dru si wéi déi Lëtzebuerger, déi nach ëmmer vun engem staarke Bankgeheimnis profitéieren. Ob dat gutt ass am Sënn vun enger Justice fiscale zwëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, dat sief dohinnergestallt.

Konkret sinn d'Konsequenze fir Lëtzebuerger Finanzinstituter déi hei: Éischtens mussen all Lëtzebuerger Finanzinstituter amerikanesch Konten identifiéieren an all Joer matdeelen un d'Steierverwaltung, ënnert de Modalitéite vun der Annex 1 vum Accord. Mir wëssen och, dass d'Steierverwaltung den 31. Mäerz 2014 schonn eng éischt Serie vun Indicatioune fir d'Matdeele vun Informatioune vu Lëtzebuerger Finanzinstituter matgedeelt huet.

Zweetens muss fir 2015 an 2016 all Lëtzebuerger Finanzinstitutioun zudeem der Steierverwaltung den Numm vun all Institution financière non participante matdeelen, där se e Paiement gemaach huet, an de Montant vun deene Paiementer.

Déi drëtt Konsequenz ass, dass fir Finanzinstituter, déi als „qualified intermediary" agéieren ënnert dem US Internal Revenue Code, eng Retenue vun 30% op all Paiement de source américaine un eng Institution financière non participante muss gemaach ginn.

A schlussendlech muss all Lëtzebuerger Finanzinstitut, dat Kommunikatioune mécht, sech agreéiere loossen, gemäss den Agrémentsregelen an de Partnerlänner. Dës „registration" mécht sech gemäss enger elektronescher Prozedur, déi den IRS festgeluecht huet, an dat a gewëssenen Délaien.

Mir wäerten dëse Projet matstëmmen als LSAP. Mir fannen, dass et gutt ass, dass mer dëse FATCA elo bei eis ëmsetzen. Dat ass a villen anere Länner, och op konkurrente Finanzplazen, schonn de Fall an et gehéiert och zu der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz, an Zäite vu gréisserer Steiertransparenz, dass mer de FATCA elo bei eis ugeholl hunn. Dofir géif ech och dann heimat den Accord vun der LSAP matbréngen. Ech géif natierlech och der Rapportrice Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll et kuerz maachen. Ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass jo net normal, dass de Minister virun den eenzelnen Deputéierte schwätzt, mä seng Ausféierung huet a sech praktesch alles gesot. Ech mengen, mir kënnen deem net méi vill bäisteieren. Dofir kënne mer dësen Accord och gäre matstëmmen. Dofir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus un d'Kolleegin Joëlle Elvinger e Merci fir hire gudde Rapport, dee se eis zu dësem Projet gemaach huet. Och mat deenen Erklärungen, déi se virdrun hei ofginn huet, wat eis dann och erméiglecht, no-

deem den Här Minister och nach eng Rei vun Erklärungen ofginn huet, datt mir eis kënne méi kuerzfaassen.

Ech mengen, deen Accord, deen ënnert der Bezeechnung FATCA tëschent Lëtzebuerg an Amerika ofgeschloss ginn ass an deen haut hei gestëmmt gëtt, ass een Accord, dee sécherlech, wa mer eng Rei vu Joren zréckkucken, net méiglech gewiescht wier.

Mir wëssen alleguer, datt an deene leschte Joren ee grousse Paradigmewiessel hei entstanen ass. D'Bankgeheimnis war hei zu Lëtzebuerg iwwer Jorzéngte praktesch eppes esou wéi eng helleg Kou, géif ech soen. A wann een zréckkuckt, déi Debatten, déi mer ëmmer hei am Parlament gefouert hunn, da war quasi eng Unanimitéit hei am Land, an deem Parlament, datt dat Bankgeheimnis misst, egal wéi, ëmmer respektéiert ginn a bestoe bleiwen.

Mä d'Zäiten hu geännert a mir alleguer hunn och mat geännert, well dat, wat mer haut hei soen, hu mer viru fënnef an zéng a 15 Joer doudsécher net hei gesot. Do hu mer eppes vertratt, wou awer am Zäitgeescht, an der Entwécklung a mat deem, wat alles an der Welt an deene leschte Jore geschitt ass, en Ëmdenke stattfonnt huet a wou mer haut als Lëtzebuerg eis an déi Rei vun deene Länner areien, déi och wëllen alles maachen, fir datt Steierflucht net méi ka méiglech sinn oder zumindest esou mann wéi méiglech kann nach praktizéiert ginn.

DSchlupflächer, fir Steierhannerzéiung ze maachen, gi lues a lues ëmmer méi zou. An ënnert dem Strëch muss een och soen, datt dat gutt esou ass, datt och déi Leit, déi iwwer Konstruktioune konnte laanscht d'Steiere kommen, woubäi den normale Bierger an och déi Kleng- a Mëttelbetriber hir Steieren alleguer musse bezuelen, ass et scho richteg, datt an Zäiten, wou d'Budgeten an deene meeschte Länner méi knapp ginn a vill defizitär sinn, datt een och do, korrekterweis, d'Steieren hëlt, wou se sinn, an zwar bei jiddwerengem.

Sécherlech gëtt och mat dësem Accord net alles zougemaach weltwäit, mä et gesäit een awer, datt Schrack fir Schrack et an déi Richtung geet.

Et ass kloer, wa mer dëse Projet stëmmen, nodeems mer schonn den automateschen Informatiounsaustausch opgrond vun enger EU-Direktiv um Niveau vun Europa décidéiert hunn, elo hei mat den Amerikaner, datt dat Répercussioune fir eis Finanzplaz huet. Mä, ech mengen, eis Finanzplaz ass net iwwerrascht ginn. Dat ass keng Décisioun, déi vun haut op muer komm ass, et ass eng relativ länger Evolutioun gewiescht.

Ech mengen, et geet praktesch, kann ee soen, op den Accord vu Feira zréck, deen am Joer 2003 stattfonnt huet, wann ech mech net iren, wou am Fong dee Wee, wou um Schluss d'Opgi vum Bankgeheimnis stoung, ageleet ginn ass. An dat huet dann och enger Finanzplaz wéi Lëtzebuerg et erméiglecht, iwwer all déi Jore sech ëmzestellen an eng nei Palett vu Produkter op de Maart ze brëngen, fir dat kënnen auszegläichen oder zumindest zum Deel auszegläichen, wat opgrond vu fréiere Geschäfter haut net méi méiglech ass.

Ech mengen, eis Finanzplaz ass gutt opgestallt, mä trotzdeem, a mir wäerten elo an deenen nächsten, vläicht nach virun der Summervakanz, heibannen, opgrond vun enger Interpellatioun vum Kolleeg Laurent Mosar, iwwert de Finanzsecteur matdiskutéieren, wou och déi heiten Evolutioune mat drafalen an aner Saachen, déi eis Finanzplaz beréieren, wou mer dann hei wäerten dat méi am Detail debattéieren.

Eis Finanzplaz: Wa mer Finanzplaz soen, wéi effikass eis Finanzplaz ass, wéi se kann d'Clienten hei op Lëtzebuerg kréien, mat deene se ka Geschäfter maachen, huet dat selbstverständlech och ëmmer Répercussiounen op d'Statsfinanzen.

Mir wëssen alleguer, datt d'Statsfinanzen zu engem gudden Deel opgrond vu Recetten aus dem Finanzsecteur bestinn, an duerfir ass et och konsequent a logesch, datt, wann eppes op der Finanzplaz geschitt, dat och Répercussiounen op eis Statsfinanze wäert hunn.

Hei ass dat schwéier auszerechnen, well ech mengen, d'Banken an och déi Leit, déi hei betraff sinn, déi hunn net op dat Gesetz hei gewaart, fir sech an Uerdnung ze setzen. Dat ass alles scho längst geschitt. Esou däerft dat also net haut oder dëst Joer d'Resultat si vun negative Répercussiounen op d'Bilane vun de Banke respektiv op d'Statsfinanzen. Wann dat geschitt ass, dann ass dat schonn an deene Méint a Jore virdru geschitt.

Dëst ass awer, mengen ech, e wichtege Projet, well mer alleguer d'Bestriewung hunn, fir eis als Land an awer och virun allem, wat eis Finanzplaz ubelaangt, no baussen an der Welt duerzestellen, net als Finanzplaz, déi sech drop spezialiséiert, fir hei Steierhannerzéiung oder Schwaarzgelder ze betreien, mä datt et dann eng Finanzplaz ass, déi opgrond vun hirer Qualitéit an opgrond vun enger gudder qualifizéierter héijer Aarbecht vun hire Mataarbechter sech soll no bausse presentéieren. A mat dësem Gesetz, mengen ech, maache mer e weidere Schrack an déi Richtung. An duerfir fënnt dëst Gesetz och d'Zoustëmmung vun der ADR.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also, u sech gleewe mir un de Multilateralismus a si vun Natur aus natierlech skeptesch, wann ee Land, eng Groussmuecht unilateral eppes décidéiert, wat Auswierkungen op de Rescht vun der Welt huet. Am Fall awer vum FATCA muss een awer zumindest unerkennen, datt déi Virgoensweis vun den Amerikaner e positiven Nieweneffekt hat, nämlech d'Mise en place...

(Interruption)

Ech wäert Iech ëmmer, ëmmer, all Kéiers étonnéieren!

...nämlech d'Mise en place vun Instrumenter entscheedend weiderzebréngen, fir géint d'Steierflucht vu räichen Individue virzegoen. De FATCA huet souzesoe per force d'Dier opgemaach zu méi Steiergerechtegkeet op der Welt. Ouni de FATCA géif et haut wahrscheinlech nach kee Standard vun der OCDE iwwert den automateschen Informatiounsaustausch ginn an et wär wahrscheinlech och nach keng EU-Direktiv zu deem Thema ugeholl ginn.

Dat muss een dem FATCA schlussendlech urechnen, datt en dobäi gehollef huet, eng vun deene groussen Ongerechtegkeete vun eiser Zäit unzegoen. De FATCA huet och bewisen, datt et méiglech ass, de Finanzsecteur innerhalb vu kuerzer Zäit zu méi Transparenz a Kooperatioun u sech ze zwéngen, wann nëmmen de politesche Wëllen do ass.

Allerdéngs hunn d'Amerikaner déi Bewegung a Saachen automateschen Informatiounsaustausch e bësse malgré eux och ugestouss a si spillen, dat kann ee jo och soen an dat gouf och hei scho gesot, duerchaus eng ambigu Roll, wann et drëms geet, de gemeinsamen „Reporting Standard" ëmzesetzen. Dat huet natierlech domadder ze dinn, datt se och eng aner fiskal Legislatioun a Struktur hunn, an do musse se och nach Efforte maachen, well déi Thematik ass jo kee Sens unique.

Här President, den automateschen Informatiounsaustausch ass fir ons wichteg, well Steiergerechtegkeet fir ons wichteg ass. Wa mer net wëllen, datt déi Räich vun dëser Welt sech hirer Verantwortung géintiwwer der Gesellschaft entzéien - an nëmme si kënnen déi Steiernischen och konsequent ausnotzen, well se d'Mëttelen dofir hunn -, da muss et eng méi enk Kooperatioun tëschent de Steierbehërde ginn. Dat ass ausserdeem och eng wirtschaftlech wichteg Fro.

Dat wierksamste Mëttel, fir aus der Wirtschaftskris erauszekommen, an där mer eis säit e puer Joer befannen, ass, mat der Austeritéitspolitik opzehalen. Dat mécht net de private Secteur, dat kënnen nëmmen d'Regierunge maachen. An dat kënne se ëmsou besser maachen, jee méi Recettë se erakréien.

Och dofir brauche mer den automateschen Informatiounsaustausch, well déi Recetten, déi d'Regierungen duerch d'Steierflucht ouni Contrepartie verléieren, schueden de Staten iwwerall op der Welt an en fin de compte och Lëtzebuerg.

Datt Lëtzebuerg deem Prinzip mëttlerweil zougestëmmt huet, ass begréissenswäert. D'Lëtzebuerger Finanzplaz ass duerch de FATCA net an de Koup gefall a genausou wéineg wäert se mam automateschen Informatiounsaustausch op EU-Niveau an de Koup falen. Dee Wee musse mer och an anere Beräicher konsequent matgoen, virun allem, wat déi aggressiv Steieroptiméierung vun de groussen Entreprisen ugeet, wou de Schued nach vill méi grouss ass.

Lëtzebuerg muss eng proaktiv a konstruktiv Roll bei den aktuelle BEPS-Diskussioune bei der OCDE spillen. Dat ass laangfristeg och am Interessi vum Land, net nëmmen, well et der Finanzplaz eng méi nohalteg Perspektiv gëtt, mä och, well et Lëtzebuerg gutt geet, wann et deenen aneren EU-Länner gutt geet. An da brauche mir, en passant, wahrscheinlech och keen artificiellen Nation Branding méi ze bedreiwen; dat wier och nach eppes Positives.

De Projet de loi, deen hei soll gestëmmt ginn, regelt d'Emsetzung vun deene FATCA-Verflichtungen um nationalen Niveau. Dobäi huet sech d'Regierung da fir dee sougenannte Modell 1 entscheet, dee virgesäit, datt d'Informatioune vun der Steierverwaltung zentral gesammelt ginn an dann un déi amerikanesch Autoritéite weidergeleet ginn.

Dobäi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt de Lëtzebuerger Steierzueler elo eng Facture vu mindestens 200.000 Euro pro Joer dohinnergeluecht kritt, nëmme fir de Finanzinstitutiounen den administrativen Opwand ze erliichteren. Trotzdeem si mer der Meenung, datt dat eng richteg Entscheedung war, well domadder jo och de Wee virbereet gëtt fir den europäeschen Informatiounsaustausch. Allerdéngs däerf et net sinn, datt déi lëtzebuergesch Autoritéiten dobäi hir Roll méssbrauchen, fir eng schützend Hand iwwert d'Bankeplaz an hir Clienten ze halen.

Wéi gesot, stëmme mer dat Gesetz hei mat, well ons den automateschen Informatiounsaustausch prinzipiell wichteg a richteg erschéngt. Allerdéngs si mer natierlech net esou naiv, fir ze gleewen, datt domadder all Problemer vun der Steierflucht vun de Superräiche geléist sinn. Souwuel de FATCA wéi och de Modell vun der OCDE an d'Direktiv vun der EU si wäit vu perfekt.

Et ass e wichtege Schratt, dee mer och wëlle guttheeschen, mä et sinn nach ëmmer ze vill Lächer an deene Regele virgesinn, déi et de sougenannten „High Net Worth Individuals" och an Zukunft wäerten erlaben, hire Räichtum virun der Allgemengheet ze verstoppen.

Ech ginn Iech an deem Kontext just ee Beispill: Eent vun deene Lächer, déi weder vum FATCA nach an der OCDE-Propos adresséiert ginn, betrëfft e Liiblingsthema vun eis, nämlech de Freeport, well déi Luxusartikelen, déi do gelagert ginn oder transitéieren, vum Informatiounsaustausch net erfaasst ginn. A wéi d'Engländer esou schéi soen: „Honi soit qui mal y pense."

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. Ech ginn dovunner aus, dass no der Interventioun vum Finanzminister d'Regierung elo net méi direkt gefuerdert ass. An ech géif da proposéieren, zum Vote iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6798 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Brouhaha)

D'Problemer léise mer herno. An de Vote ass ofgeschloss. Mir hunn Unanimitéit, 59-mol Jo bei 59 Participatiounen. Mir rektifizéieren, wann et noutwendeg ass. Domadder ass awer jiddefalls kloer, dass de Projet 6798 ugeholl ass.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6798 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech wollt Iech froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen dann zu der Question élargie N°6 iwwergoen, déi vum Här Laurent Mosar gestallt gëtt an déi d'Zuel vun de lëtzebuergesche Vertrieder am Europäesche Wirtschafts- a Sozialrot betrëfft. Ech begréissen och de Premier, deen dann direkt wäert op déi Fro äntwerten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

6. Question élargie n°6 de M. Laurent Mosar au sujet du nombre de représentants luxembourgeois au Conseil économique et social européen

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, ech wollt de Mëtten an enger erweiderter Fro effektiv op zwee konsultativ europäesch Gremien agoen: de Comité des régions an de Comité économique et social, well mer do an engem Gremium schonn e Sëtz verluer hunn an an deem anere Gremium anscheinend och am September eng Décisioun doriwwer géif falen.

Ech wëll awer ganz kuerz, ier ech op meng Froe kommen, e klengen Historique vun där Thematik maachen, well ech mengen, dat ass an dësem Dossier äusserst sënnvoll. Dat ass u sech eng Initiativ, déi op eng Initiativ vun der viregter Kommissioun, vun der Kommissioun Barroso zréckgeet, wou déi proposéiert hat, fir d'Éischt am Comité des régions, well déi Zuel sollt limitéiert ginn au détriment vun deene klenge Länner, déi Zuelen eben ze adaptéieren. Dat ass eng Décisioun, déi ass deemools à la majorité um Niveau vun der Kommissioun geholl ginn. Dat sinn awer ëmmer Décisiounen, déi nach musse vum Conseil européen guttgeheescht ginn.

Nodeem datt - dat ass, wéi gesot, elo e gutt Joer hier - relativ vill Opregung war, an och eng ganz Rei vu Leit sech dozou positionéiert hunn, notamment de Kolleeg Emile Eicher a senger Qualitéit als President vum Syvicol, an och anerer, ass folgend Positioun komm, an ech géif Iech vläicht déi Positioun vun der aktueller Regierung virliesen. Dat ass eng Positioun, déi an engem Interview vum Ausseminister Jean Asselborn formuléiert gi war.

De Jean Asselborn seet Folgendes: „Mir waren dorobber gefaasst, dass d'Kommissioun déi Positioun do géif anhuelen. Mir sinn och preparéiert, fir eis mat aneren, et gëtt nach aner Länner, déi och do betraff sinn, am Conseil do dergéint ze wieren, an dass mer domadder net d'accord sinn, an dass mer eis dergéint opposéieren, well mer wëssen, wa mer dat maache beim Comité des régions oder beim Conseil économique et social, dass et dann och net wäit ass bis zum Europaparlament, zu der Zuel vun den Deputéierten, déi mer do hunn, an domadder kënne mer net d'accord sinn. Ech mengen", seet den Här Ausseminister, „et ass net tragbar, et ass net logesch, och vun der Kommissioun, fir just bei deene Klengen do grapschen ze goen." - Tounlaut vum Här Asselborn. - „Dat ass eng Astellung, déi ech net kann deelen an déi eis Regierung och net deelt. Do gëtt et Instrumenter, mat deene mir eis do dergéint kënne wieren, an déi benotze mer." Dat huet also den Här Ausseminister Jean Asselborn virun engem gudde Joer zu deene Propositioune gesot.

Duerno war eng Kéier eng Reunioun an der aussepolitescher Kommissioun, wou mat ganz vill Häerzbludden, mengen ech, déi meescht Kolleegen hu missen zur Kenntnis huelen, datt mer géifen e Sëtz am Comité des régions verléieren. Dee Moment ass awer nach absolument näischt gesot ginn, datt och dee Sëtz um Niveau vum Europäesche Wirtschafts- a Sozialrot zur Dispositioun stoung. An et ass eigentlech elo eréischt, no engem Bréif, deen d'Europadeputéiert Viviane Reding un de Statsminister geschéckt huet, wou een d'Gefill huet, datt d'Regierung amgaangen ass, do op déi Positioun, déi den Här Asselborn nach kloer definéiert huet, zréckzekommen.

Ech wëll och nach eng Kéier hei soen, datt déi zwee Gremien, awer och ganz besonnesch den Europäesche Wirtschafts- a Sozialrot, wichteg Institutioune sinn, well hei och eng Rei Avisen um Niveau vum Sozialdialog geschriwwen a verséiert ginn.

A wa mer hei e Sëtz verléieren, Dir Dammen an Dir Hären, da geet dat au détriment vun de Sozialpartner, esou wéi et beim Comité des régions au détriment vun eise Gemenge gaangen ass. Duerfir wëll ech dem Här Statsminister véier Froe stellen.

Déi éischt, Här Statsminister: Ass dat richteg, datt Der op déi Positioun, déi deemools den Ausseminister Jean Asselborn relativ kloer festgeluecht huet, zréckkommt? Firwat kommt Der dorop zréck?

Zweet Fro: Kréie mer dann en contrepartie eventuell aner Avantagen? Dat kéint jo emol méiglech sinn.

An an deemselwechte Kontext wëll ech dann och nach eng Kéier déi Fro opwerfe vu verschiddenen aneren Institutiounen, déi mer sol-

len hei op Lëtzebuerg kréien, notamment eng, déi fir dat Land immens wichteg ass, nämlech déi vum Europäesche Parquet, dee laut Traité d'ailleurs Lëtzebuerg zousteet.

An duerfir wär ech ganz frou, Här Statsminister, wann Der och de Mëtteg hei sidd, datt Der eis do ganz klipp a kloer elo sot: Wat ass d'Positioun vun der Regierung? A mir ginn dervun aus, datt Dir nach wie vor dat nach ëmmer ënnerstëtzt, wat den Här Jean Asselborn virun engem Joer gesot huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet direkt den Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem honorabelen Här Mosar Merci soen, dass e mer d'Geleeënheet gëtt, haut Kloerheet an deem doten Dossier ze schafen.

Ech mengen, Här Mosar, wat wichteg ass, Dir hutt den Historique och zitéiert vun deenen Dossieren. Et muss ee wëssen, dass an de Prozeduren exklusiv d'Initiativrecht bei der Kommissioun ass, ab initio, voll. D'Kommissioun huet déi Propose gemaach, andeem se dräi méi klenge Länner proposéiert huet, déi Plazen ewechzehuelen. An do gëtt et keng honnertdausend Méiglechkeeten. Oder an enger Kommissioun, wou, och an der viregter Kommissioun, e Lëtzebuerger derbäi ass, oder haut, wann et deemools duerchgaangen ass, dat am Fong d'Länner dann an eng Situatioun bréngt, wou se mussen au niveau…

An Dir hutt gesot, am Conseil européen: Normalerweis, wann et am Conseil Affaires générales duerchgeet, kënnt et emol net bis an de Conseil européen, mä do muss dann unanime - unanime! - gestëmmt ginn, fir dass do eng Änerung kënnt vis-à-vis vun enger Propositioun, déi vun der Kommissioun kënnt. An Dir kënnt Iech jo virstellen, dass dat doudsécher net de Fall ass, och mat den Diskussiounen, déi ee mat deem engen a mat deem aneren huet.

Wat wichteg ass ze wëssen: D'Kommissioun huet am Ufank e Pak proposéiert, e Pak proposéiert, wou mer direkt déi zwou Plaze sollte verléieren. An deemools hutt Dir och, wann ech mech net iren, eng Question parlementaire gestallt, wou och gesot ginn ass, dass mer géifen alles maachen, fir ze kämpfen, fir déi net ze verléieren.

Dofir hu mir eis och, wéi am Juni 2014 annoncéiert, vehement gewiert. Mir hu gesot, mir wéilte kee Package. An ech sinn och do ganz frou, dass mer mat der deemoleger italienescher Présidence net méi iwwer e Package geschwat hunn, mä iwwer eenzel Mesuren, wat et erlaabt, dass net e Précédant geschafe gëtt, wou dann an engem Ensembel vu Mesuren am Fong Reduktioune vu Sëtz virgesi ginn.

Et muss een och wëssen, dass mer an eng Situatioun komm sinn, wou een am Fong d'Institutioune blockéiert. De Bäitrëtt vu Kroatien ass jo och d'Ursaach, firwat elo eng nei Kompositioun muss kommen, well am Fong déi Zuele festgesat gi vun engem Maximum, vu wéi vill Memberen dra musse sinn. Dat heescht, wa Kroatien bäikënnt, ass gekuckt ginn, wéi déi Memberen da kéinte bäikommen. An do ass de Calcul da komm, dass Estland, Zypern a Lëtzebuerg do ee verluer hunn.

Wa mer elo - elo! - blockéiere géifen, géifen déi Institutiounen net fonctionnéiere kënnen. Ech wëll Iech just soen, dass haut den éischten Dag vun eiser Présidence ass. Wa mer am September bei enger Sitzung vum Conseil économique et social d'Institutioun blockéiert hätten als Lëtzebuerger eleng, well ech hunn och mat de Regierungskolleege geschwat aus deenen anere Länner, da weess ech net, ob dat eis gutt zu Gesiicht gestanen hätt, fir d'Institutioun total ze blockéieren.

An ech muss Iech och soen, dass déi Responsabilitéit kee Land op sech huele wëllt, eng Institutioun ze blockéieren. Dat wosst och déi al Kommissioun. Dat wosst och déi al Kommissioun, wéi se dat proposéiert huet, a si hu mat vollem Wëssen décidéiert, dräi vun deene klenge Memberlänner ënner Drock am Fong ze setzen, andeem se hinnen als eenzegen Auswee d'Optioun gelooss hunn, en Décisiounsprozess vun der Unioun carrément total ze blockéieren, eppes, wat net denkbar ass an, esou wéi ech gesot hunn, virun allem och an där Situatioun, an där mer sinn, mengen ech, och net opportun ass.

Ech wëll elo net polemiséieren a soen, dass een an der Kommissioun war a wat deen dann deemools gemaach huet, ob dee wierklech seng ganz Energie benotzt huet, fir do alles ze blockéieren oder net - je ne rentre pas dans les débats!

Ech ginn och net polemesch, andeem ech soen, wat Verschiddener an där Entrevue, déi ech mat Europadeputéierten hat, mer gesot hunn - Dir sot haut, dat wiere ganz wichteg Gremien -, wéi se déi deemools qualifiéiert hunn. Je ne rentre pas dans les débats! Et geet hei ëm d'Saach an ech wëll net polemesch ginn, well ech mengen, virun allem geet et och ëm dee sechste Sëtz duerno am Europaparlament.

Bon, wéi gesot, Alternativvirschléi sinn deemools vun der Kommissioun och net komm. An ech soen et nach eng Kéier: Eng Unanimitéit muss si vun deenen anere Länner, fir ze soen: „Mir sinn eens, dass Der bei eis der musst huelen." Wéi Der Iech kënnt virstellen, wa bis d'Kommissioun d'Propositioun gemaach huet, ass et e bësse schwéier, fir do iergendeppes kënnen drun ze änneren.

Wat wichteg gewiescht wier, dat wier am Fong, dass déi Négociatiounen an der Kommissioun stattfonnt hätten, ier déi Propos komm wär vun där Kommissioun. A jiddwereen, deen d'Genèse vun deem Dossier kennt, weess genee, wéi d'Prozedure sinn an och wéi d'Responsabilitéiten hei verdeelt sinn.

Wat awer wichteg war, an ech mengen, dat ass dat, wat mir fäerdegbruecht hunn - ech wëll net vun Erausschloe schwätzen, well dat kléngt esou, wéi wann et eng Victoire wär -, dat ass, dass et eng Mesure transitoire ass. Dat steet am Text. Et ass eng Mesure transitoire. Kuerzfristeg soll déi spezifesch Fro vun deenen zwou Normen, justement d'Limitatioun vun der Zuel vun de Mandater am CES, wéi se am Moment virgesinn ass, an och d'Noutwendegkeet, Plaze fir déi kroatesch Delegéierten ze maachen, sollte rediskutéiert ginn. Domadder hu mer am Fong évitéiert, dass déi Reduktioun och definitiv ass.

Ech kann elo, Här President, dem Här Mosar net verspriechen, dass ech et fäerdegbréngen, an deenen nächste Wochen a Méint dat elo ëmzedréien, mä mir hunn awer gesot kritt, dass dat doten net definitiv wier, dat wier elo am Fong virun allem, fir d'Institutioun och net ze blockéieren. An de Considérant 6 leet fest, dass d'Kommissioun spéitstens fir d'Sitzungsperiod vun 2020 oder schonns méi fréi, am Kontext vun enger Erweiderung, eng nei Propos muss ënnerbreeden, wat d'Mandatsverdeelung um CES ugeet.

Doweinst muss ech Iech soen, dass d'Regierung et domadder fäerdegbruecht huet, nodréiglech d'Garantien an d'Décisioun ze kréien, déi sécherstellen, dass dat lescht Wuert hei an deem doten Dossier nach net geschwat ass.

Hätte mer déi Propositioun vun der Kommissioun einfach esou akzeptéiert a mir hätten eis net gewiert ënnert der italienescher an der letzter Présidence, da wier effektiv dat lescht Wuert gefall an da wiere mir och definitiv op fënnef Delegéiert reduzéiert ginn. Dofir sinn ech frou, dass deen doten Abschnitt och dran ass.

Ech muss Iech awer och soen, dass ech der Meenung sinn, dass hei probéiert gëtt, jo ze maachen, wéi wa mer als Regierung selwer hei d'Schold hätten, dass mer dee Sëtz verluer hunn. Ech soen et nach eng Kéier: D'Initiativ kënnt vun der Kommissioun! Mir hätte kënnen d'Institutioune blockéieren. Ech mengen, dat hätt eis net gutt zu Gesiicht gestanen.

Ech wier wierklech, Här President, awer elo frou, mir hunn haut all Regards tournés sur nous, wa mer et géife fäerdegbréngen, zesummen och an der Chamber elo déi Attacken, fir ze soen, wat d'Regierung elo gutt oder net gutt gemaach huet, ze évitéieren an zesummen ze kucken, fir dës Présidence e Maximum, am Intérêt vun eisem Land, och no bausse kënnen an d'Vitrine ze stellen.

D'Fro vun de sechs Sëtz am Europaparlament. Hei gëtt da gesot, dat wier den Début vun enger Reduktioun och vun deene sechs. Do muss ee just wëssen, dass dat an den Traitéë steet! A gleeft mer et, heibanne sëtzt eng Exausseministesch, déi gekämpft huet, fir déi sechs ze kréien. Wann ech mech net iren, war dat zu Nice, wou et…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wou anerer d'accord gewiescht wieren, fir erofzegoen, déi an der Konventioun do dermat d'accord waren. Jo!

Une voix.- Aah, interessant!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech war net derbäi. Doweinst, ech weess net, wat deemools geschitt ass. Mä ech weess just, dass no ganz laange Verhandlunge probéiert ginn ass, eis sechs Sëtz erofzeschrauwen zu Nice, an dass do eis Ausseministesch op jidde Fall sech vehement dergéint agesat huet. Ech weess elo net, wien nach derbäi war, Här President, fir elo iergendengem…

(Interruptions)

Mä et ass net de But vun dëser Debatt, fir Iech elo ze soen, wien elo recht huet oder net recht huet.

Dat Eenzegt, wat hei ass, ech stinn hannert der Décisioun, dass mer wierklech e Joer laang alles gemaach hunn, wat mer konnten. De Kompromëss, dass et elo net definitiv ass, dass elo nach eng Kéier gekuckt gëtt, bis 2020 nach eng Kéier gekuckt gëtt, ass fir eis eng Pist, déi selbstverständlech gutt ass, amplaz direkt alles a Kaf geholl ze hunn an dann net méi négociéieren ze kënnen.

Déi sechs Sëtz bleiwe fir eis en Tabuthema, fir dru fréckelen ze goen. Mir hu verschidde Parteien hei an där Chamber an et wier schrecklech, wa verschidde Parteien net kéinte representéiert sinn an engem Europaparlament, well mer als Lëtzebuerg dann nëmmen nach dräi oder véier Sëtz hätten. Et erlaabt och eng Representativitéit vum politesche Spektrum, deen hei zu Lëtzebuerg ass, mat sechs.

An ech wëll nach eng Kéier soen, Här President, ech hunn och mat de Kolleege Regierungscheffe vun deenen anere Länner geschwat, déi och gesot hunn, dass se kee Choix haten, dass se och léiwer gehat hätten, keen ze verléieren. Mä wann et drëms geet, awer zesummen effikass weiderzeschaffen, et heiansdo besser ass, net zefridde vläicht ze sinn a vläicht à moyen terme kënnen nees eng Saach riichtzebéien, wéi eng ganz Institutioun ze blockéieren.

An ech soen nach eng Kéier: Weder Zypern nach Estland huet d'Présidence. An ech mengen, et wier net gutt gewiescht fir Lëtzebuerg, wa mer européesch Institutioune blockéiert hätten, well mer gemengt hätten, mir géife schlecht ewechkomme bei enger Sëtzverdeelung.

Mä nach eng Kéier, déi sechs Sëtz, Här President, dës Regierung steet dozou an do ass fir eis och keng Diskussioun, fir déi erofzesetzen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Premierminister. Den Här Mosar kann am Rahme vun der Question élargie nach eng Kéier nohaken.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech bleiwen awer hei stoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech wëll fir d'Éischt dem Här Statsminister Merci soe fir déi komplett Äntwert, déi mer awer nach net honnertprozenteg Satisfaktioun ginn huet.

Fir d'Alleréischt wollt ech awer och nach eng Kéier eppes riichtstellen: Dee Lien do tëschent dem Comité économique et social an deene sechs Europadeputéierten ass haaptsächlech vum Här Asselborn gemaach ginn. Duerfir hunn ech dat zitéiert. Den Här Asselborn huet gesot, et wär en enorme Risque, datt, wa mer hei géifen noginn, déi nächst Etapp eventuell dann déi sechs Europadeputéierte kéinte sinn. An duerfir hunn ech dat widderholl.

Ech wëll awer ganz kloer soen, datt meng Fraktioun an ech selwer hei d'Meenung vum Här Asselborn deelen. Mä, wéi gesot, dat ass elo net am Gaart zumindest nëmme vun der CSV-Fraktioun gewuess.

Ech wëll awer elo nach eng Kéier eng Prezisioun vun Iech, Här Statsminister, well wann ech elo richteg verstanen hunn, da verléiere mer elo emol provisoresch dee Sëtz am Europäesche Wirtschafts- a Sozialrot. Dat heescht, mir ginn erof vu sechs op fënnef. Mä 2021, wann ech richteg nogelauschtert hunn, gëtt dat nach eng Kéier frësch diskutéiert. An da kann een eventuell nach eng Kéier op déi ganz Repartitioun do zréckkommen?

Ech wëll just dat heite soen, Här Statsminister, hei wäert et esou ähnlech sinn, wéi a ganz ville Beräicher vun eisem Liewen: ce n'est que le provisoire qui dure! An ech fäerte ganz, datt mer, leider Gottes, deen dote Sëtz definitiv lass sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, Här President, mir wäerten alles maachen, fir dee Sëtz zréckzekréien. Ech soen et natierlech nach eng Kéier hei: Ech kann Iech net verspriechen, Här President, wéi et ausgeet. Mä ech mengen hei, an deem dote Kontext, ech soen et nach eng Kéier, si mer virun e Fait accompli gesat gi vun enger Kommissioun, déi d'Initiativ huet, déi déi kleng Länner ënner Drock gesat huet, wou se am Fong kee Choix haten, ausser mir géifen elo déi ganz europäesch Institutioune blockéieren!

An do sinn ech iwwerzeegt, Här President, dass och den Här Mosar a jiddwereen heibannen eens ass, dass et katastrophal gewiescht wier ënner eiser Présidence, wa mer eis eegen Institutiounen an Europa géife blockéieren, well mir mengen - bei Zypern an Estland, déi Jo gesot hunn -, mir als Lëtzebuerger hätte missen Nee soen. Ech mengen, hei ass et och eng Saach vu Kredibilitéit.

An nach eng Kéier, ech si frou, dass mer et fäerdegbruecht hunn, dass net e Package gemaach ginn ass, dat heescht wou gesot gi wier direkt, déi dote Länner verléieren dat do, mä dass do eenzel verhandelt ginn ass, a bei deem heite Posten, wéi gesot, do en Engagement komm ass, dass mer géifen och dat doten nach eng Kéier renégociéieren an dass et net definitiv ass.

Mä fir Iech ze soen, ce n'est que le provisoire qui dure, oder mir kréien en zréck, déi Garantie kann ech Iech net ginn. Dat Eenzegt, wat ech Iech ka soen - an Dir kennt jo d'Energie vum Här Asselborn, déi en och scho bei Iech an der Kommissioun hat -, dass hien och de Maximum op sengem Niveau wäert maachen, fir dass mer gutt ewechkommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass d'Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Erhale vum Kulturierwen. Den Här Bauler huet direkt d'Wuert.

7. Interpellation de M. André Bauler sur la politique en matière de conservation du patrimoine

Exposé

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mir perséinlech wichteg gewiescht, datt all Fraktiounen an all politesch Sensibilitéiten hei am Parlament d'Méiglechkeet kréien, fir sech am Virfeld vun engem neien Denkmalschutzgesetz auszeschwätzen an esou hir respektiv Positiounen afléissen ze loossen. Dat soll am Kader vun dëser Interpellatioun haut an hei geschéien.

Den Zoufall wollt et, datt dës Interpellatioun um 1. Juli 2015, also um Ufank vun der Lëtzebuerger Présidence an Europa stattfënnt. Europa ass räich u Monumenter an historesche Gebaier. Vill Länner hunn och eng laang Traditioun am Denkmalschutz. A fir all d'State sinn dës Monumenter a Gebaier e wesentlecht Element vun hirer kultureller Eegenaart an eng Tromp fir hiren Tourismus.

Här President, vill vun eis heibannen erënnere sech sécherlech u Privathaiser an aner Gebailechkeeten aus hirer Gemeng, déi, ouni vill ze zécken, ofgerappt goufen a wou spéider eréischt erkannt gouf, datt hei eng Doudsënn begaange gouf. Ech kann op dëser Plaz net all déi Gebaier opzielen, déi dem Bagger zum Affer gefall sinn. Op den Assises du Patrimoine krute mer am November 2014 eng Rëtsch vun hinne virgestallt an eis goungen d'Aen op wéi Ginzescheeken!

E gutt Beispill ass d'Charly's Gare zu Dummeldeng, déi an den 80er Joren ofgerappt gouf. E méi rezent Beispill ass déi gelunge Geschicht vun der Dëppefabréck zu Iechternach. Dëst erhalenswäert Gebai sollt eigentlech klasséiert ginn. Et ass awer virun zwee Joer ofgerappt ginn. An dunn, nodeems et net méi dostoung, ass et schlussendlech awer klasséiert ginn. Ech wëll hei wierklech net polemesch sinn, mä et kann ee roueg soen, datt de Bagger, an dësem Fall, méi séier war wéi déi deemoleg Ministesch Octavie Modert.

Här President, wat fort ass, ass fort. An eng Kopie kann den Original ni ersetzen! Et ass ewéi bei engem alen, awer dach gutt gefleegte Gebëss. D'Zänn sinn zwar net méi schnéiwäiss, awer nach ëmmer gesond. Si hunn eng Patine mat liichtem Gielstéch, ma dee ganzen Ensembel passt beieneen. Do kéim et jo kengem éierlechen Zänndokter an de Sënn, ze soen: Kommt, mir rappen deen doten Zant eraus an ersetzen en duerch e fonkelnagelneie Stëftzant! En Zant, wäiss ewéi Kallek oder Kéis, dat géif jo dat ganzt Gebëss, jo, dee ganzen Ensembel op d'Kopp geheien, just fir eppes Ales, dat ëmmer nach säi Wäert huet, duerch eppes Neies an Ar tificielles ze ersetzen

Här President, no dësem vläicht méi rustikale Beispill wollt ech awer preziséieren, datt am Denkmalschutz, dank dem Asaz vu villen Akteuren, privaten an ëffentlechen, munch Positives an de leschten 30 Joer geschitt ass. Denke mer un de Cachet vun der Alstad, dee wäitgehend erhale konnt bleiwen. Denke mer u Patrizierhaiser an der Stad an iwwer Land, un al Bauerenhäff oder u Millen, déi haut nach, glécklecherweis, quasi onberéiert sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Denkmalschutz huet hei am Land keng esou eng laang Traditioun wéi am noen Ausland. Et feelt och eng regelrecht Denkmalschutzkultur, esou wéi mer se aus aneren europäesche State kennen.

Duerfir gëtt et och héich Zäit, datt mir d'Granada-Konventioun aus dem Joer 1985 als eent vun de leschte Memberlänner vum Conseil de l'Europe ratifizéieren. Et geet hei ëm de Schutz an ëm d'Erhale vum europäeschen architektonesche Patrimoine. D'Zil vun der Granada-Konventioun ass et, fir de Gedanke vum aktiven Denkmalschutz op internationalem Plang ze verankeren an esou d'Bewosstsinn vun de Leit fir d'Baugeschicht an Europa ze stäerken.

Hei am Land war den Denkmalschutz laang Joren e Stéifkand vun der Politik. Net wéineg politesch Verantwortlecher - an net nëmme si - hu kaum, wann iwwerhaapt, de Wäert vun eisem historesche Patrimoine erkannt. Dacks huet et geheescht: Fort mam ale Buttek, heihinner kënnt eppes méi Modernes, Praktesches, Funktionelles a Wirtschaftleches stoen! Denkmalschutz war meeschtens oder beschtefalls en Niewespillfeld vun der Politik, wann iwwerhaapt! Et ass etleche Conservateuren, wéi zum Beispill dem Alfred Steinmetzer, awer och Politiker, wéi dem Robert Krieps an dem Pierre Werner, déi eng Sensibilitéit fir de Sujet haten, ze verdanken, datt den Denkmalschutz an de 70er an 80er Joren iwwerhaapt thematiséiert gouf.

Här President, datt mer eisen historesche Patrimoine schütze mussen, gëtt mëttlerweil vun ëmmer méi Bierger erkannt. Et gëtt erkannt, well mer kee Land wëlle sinn, dat seng eege Baukultur a seng Geschicht mat Féiss trëppele wëllt.

Erlaabt mer an deem Kontext e Saz ze zitéieren, deen d'Stad Zürich op hir Internetsäit gesat huet an dee genee dat erëmspigelt. Ech zitéieren: „Gebäude speichern Informationen: Sie erinnern an die städtebauliche, politische, kulturelle, soziale oder wirtschaftliche Vergangenheit und prägen damit die Identität der Stadt und ihrer Bewohnerinnen und Bewohner. Deshalb werden Bauten geschützt."

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Hei zu Lëtzebuerg huet den Naturschutz en héije Stellewäert. Et gëtt kaum eng Supp, déi net klasséiert gëtt. An all Fliedermaus, déi an engem fiichten Tunnel tëschent Wilwerdang an Huldang oder soss éierens iwwerwantert, gëtt ëmheegt an ëmfleegt. Et ass awer verwonnerlech, firwat net eng ähnlech Begeeschterung fir d'Denkmalfleeg entwéckelt gouf. Dobäi wëll ech net soen, datt mir elo nach laangwiereg Prozedure mussen dropleeën, ma datt et der Politik muss geléngen, dem Denkmalschutz, ouni iwwerdriwwe Bürokratie, en neie Stellewäert ze ginn.

An eise Schoule gëtt iwwer Ëmweltschutz geschwat. De Schutz vun der materieller Ierfschaft vun eiser Geschicht, de Schutz vum kulturhistoresche Patrimoine gouf bis ewell beschtefalls um Rand, also reng zoufälleg behandelt. Lëtzebuerg huet also e groussen Nohuelbedarf a Saachen Denkmalschutz. Hei brauche mer eng nei Kultur. An déi Kultur misst och an eise Schoule méi thematiséiert ginn, net nëmmen an der Konschtgeschicht, mä och verstäerkt am Geschichtsunterrecht.

An den 80er Joren hat Sites et Monuments eng Campagne lafen ënnert dem Titel „Eist Duerf soll liewen!", wou fir de Sujet sensibiliséiert gouf. Et goufe Villages pilotes erausgewielt, déi besonnesch ze schütze wieren, denke mer u Lellgen am Kiischpelt, denke mer u Veianen, Chrëschtnech, Wäicherdang am Éislek an och aner Uertschaften. Haut stellt ee fest, datt dës Aktioun kaum weider imitéiert gouf an datt vill Dierfer hiren traditionelle Charakter verléieren.

An etleche Gemengen ass den Interessi an d'Sensibilitéit fir den Denkmalschutz net därmoossen entwéckelt, an déi allgemeng Bebauungspläng loosse villes zou, wat den architektonesche Charakter vun den Uertschafte staark verännere kann. À propos sensibiliséieren: Fir den Historiker Robert L. Philippart steet fest, datt, wann ee fir eise Patrimoine sensibiliséiert, een da kloer weise muss, wat seng Plusvalue fir de Propriétaire a fir déi ganz Gesellschaft ass.

Här President, nëmmen eng Minoritéit vun eisen historesche Gebaier ass geschützt. Et sinn dat, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen, d'Fierschterhaus um Stafelter, d'Gemengenhaus an der Fiels, de sougenannte Manoir de Roebé oder d'Schlass vu Meesebuerg. Bei eise Kapellen a Kierchen, déi gradesou zur Identitéit vun eiser Kulturlandschaft gehéieren, sinn déi eng geschützt, déi aner net. Denke mer zum Beispill un d'Kathedral, déi net klasséiert ass.

Och esouguer eis al Kierfechter misst een als „Lieu du patrimoine" beim Denkmalschutz mat a Betruecht zéien, wéinstens wat bestëmmte Grafskulpturen ugeet, déi eis nach bis erof an d'18. Jorhonnert souguer erhale sinn. Ech denken do zum Beispill un de Kierfecht vu Kierchen an der Gemeng Ëlwen oder un d'Kierfechter vu Veianen, Dikrech an Notre-Dame hei an der Stad, den Niklos-Kierfecht. D'Gemenge misste sech eng gemeinsam Guideline ginn, wat de Schutz vu Kierfechter an eenzelne Monumenter ubelaangt. D'Lëtzebuerger Handwierk war an der Zäit hei ganz kreativ an huet wäit an d'Ausland exportéiert. D'Wallonie huet en exzellenten Denkmalschutz an dësem Beräich entwéckelt.

Här President, wa mir als Tourist an d'Ausland fueren, da si mer voller Bewonnerung fir den architektonesche Patrimoine. Ganz dacks ass et dat Éischt, wat mir besichen: en historescht Gebai, e Schlass, eng Maison de maître, en ale Park mat geschützte Beem oder einfach Doléiner- oder Aarbechterhaiser, esou wéi se no bei Saint-Hubert am Domaine Fourneau St. Michel ze gesi sinn, en Eko-Musée, an deem al Gebaier, déi op anere Plazen ofgerappt goufen, erëm mat vill Fachkompetenz opgeriicht ginn an esou der Éffentlechkeet zougänglech gemaach kënne ginn.

Wa mer an d'Elsass an an d'Bourgogne fueren, fir nëmmen dës Destinatiounen ze nennen, et gëtt natierlech och anerer, loosse mer eis einfach vun där iwwer Jorhonnerte gewuessener Architektur beandrocken, déi villfach mat vill Goût an der Riicht gehale gëtt oder mat einfache Mëttel restauréiert gouf. Ouni dës Architektur aus fréierer Zäit hätten d'Dierfer oder d'Stied, déi mir als Tourist besichen, kee Charakter. Tourismus ass schliisslech näischt, wat vu sech selwer aus existéiert, mä et ass eng Kombinatioun aus Kultur, Patrimoine, Landschaft, Gastronomie a villen anere Facteuren.

De Patrimoine architectural ass also, nieft der Sprooch, der Mentalitéit vun den Awunner oder den Traditiounen, ouni Zweifel en Element vun der Identitéit vun engem Land. Wien also schützenswäert Gebailechkeeten ofrappe léisst, deen zerstéiert ëmmer e Stéck vun eiser Geschicht, eiser Baukultur, eiser Eegenaart.

Jo, wat de Charakter vun eisem Land ausmécht, dat ass och seng Baukultur. Lëtzebuerg ass net nëmmen eng Finanzplaz. Lëtzebuerg huet vill Trëmp, mat deenen ee sech heiheem an am Ausland ka weise loossen. Dozou gehéiert ouni Zweifel och eisen architektonesche Patrimoine.

Denkmalschutz ass en Thema. Et ass en Thema, well et hei am Land zënter enger Rei Joren opfält, datt ëmmer méi al Gebaier, ech hunn et virdru gesot - déi duerchaus schützenswäert sinn, well mir schwätzen nëmme vun deenen -, ofgerappt ginn. Et geet hei wierklech net ëm den Erhalt vun ale Braken, mä ëm erhalenswäert Bausubstanz. Et geet och drëms, Al an Nei op originell a konvivial Manéier mateneen ze verbannen.

Hei am Land ginn et duerchaus Projeten, bei deenen déi historesch Bausubstanz nei a sënnvoll genotzt gouf a gëtt. Et ass esou zum Beispill der Hartnäckegkeet vun der deemoleger an heiteger Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer ze verdanken, datt d'Haiser Richard a Prëntz, déi der Chamber haut zur Verfügung stinn, net ofgerappt gi sinn an duerch e Projet ersat gi wieren, deen d'Alstad verschandelt hätt. Op alle Fall soll ëmmer versicht ginn, Ales mat Neiem ze verbannen. Et geet jo och net drëm, potemkinsch Fassaden oder Kulissen ze schafen, hannert deene kee Liewe wier.

Här President, dacks gëtt och mam Argument operéiert, mir hätten esou vill Wunnnout hei am Land, datt et bal onverantwortlech wier, al Gebaier, schützenswäert Gebaier ze erhalen. Natierlech hu mer net genuch bezuelbare Wunnraum fir all déi Leit, déi bei eis hei zu Lëtzebuerg liewe wëllen. Dat habilitéiert eis awer net, liichtfankeg mat eisem erhalenswäerte Patrimoine ëmzegoen.

Déi zwou Saache stinn effektiv net onbedéngt am Widdersproch zueneen. Ganz am Géigendeel! Fir e Beispill ze nennen: Viru Kuerzem huet een Entrepreneur ee geschütztent Gebai zu Veianen kaaft, dat fréier en Hotel war. No der Sanéierung entstinn hei an engem historeschen Ambiente awer elo eelef bezuelbar Wunnengen an e Gemeinschaftsgaart, an deem d'Bewunner sech entspane kënnen. En anert flott Beispill ass dat vun der aler Gare zu Näerzeng, wou elo Studentewunnenge fir d'Uni entstane sinn.

Dat weist, datt Denkmalschutz a Wunnengsbau sech net vu vireran ausschléissen, ausschléisse mussen. D'Notzung vun alem Gemaier, fir neie Wunnraum ze schafen, ass also och e wichtegt Thema. Hei geet et ëm eng fachgerecht Notzung vun historescher Bausubstanz am Respekt vun internationalen an nationale Standarden a Regelen.

Här President, et besteet Handlungsbedarf an duerfir soll dann och elo d'Gesetz iwwert den Denkmalschutz vum 8. Juli 1983 duerch en zäitgeméissen Text ersat ginn. An dësem Kontext soll dann och d'Aarbechtsweis vun der Commission des Sites et Monuments Nationaux redefinéiert ginn. D'Assises du Patrimoine am November d'lescht Joer ware sécherlech e Laboratoire fir nei Pisten, Denkustéiss a konkret Virschléi um Terrain vun der Restauratioun an der Conservatioun vun eisem Patrimoine.

Geet et ëm den Erhalt vun historeschem Patrimoine, musse mer eis ëmmer nees d'Fro stellen: Wat sinn dann déi wëssenschaftlech, objektiv fundéiert Kritären, no deenen een neutral entscheede kann, ob e Gebai, e Monument oder eng Skulptur als Objet, deen et ze erhale gëllt, klasséiert ka ginn?

Ier ech op dës Kritären aginn, wollt ech Iech fir d'Éischt drop hiweisen, datt ee sech beim Denkmalschutz ëmmer d'Notioun vum Intérêt public virun Ae muss halen. Den ëffentlechen Interessi fir e spezifeschen Objet ass schonn eleng dowéinst ginn, well en eng Bedeitung fir eis Geschicht, eis Kultur huet. Ob en Objet als erhalenswäert ugekuckt gëtt, muss och fräi si vu reng ästheteschen Uerteeler, déi an eiser Zäit gängeg oder dominant sinn.

Dernieft gëtt et och d'Notioun vum Ensembel, deen et ze schütze gëllt. Dat ass eng Usammlung vun Objeten, déi raimlech gesinn enk zesummenhänken. Zwee pertinent Beispiller sinn den Alstadvéierel ronderëm de Fëschmaart oder den Ensembel Schlass a Stadmauer vu Veianen. Wichteg fir en Ensembel ass, datt et kaum Agréffer gouf oder zu Agréffer koum, déi säi Charakter zerstéiert hätten. Geet et ëm Ensembelschutz, sou mussen onbedéngt wëssenschaftlech Kritäre berücksichtegt ginn. Ästhetesch Kritäre sinn zwar luewenswäert, ma ob eppes schéin oder net schéin ass, ass e subjektivt Gefill, op kee Fall awer e wëssenschaftlech fundéierte Kritär. Sou gëtt et natierlech Gebaier, déi net onbedéngt schéi sinn oder als schéin empfonnt ginn, awer trotzdeem erhalenswäert sinn an duerfir national protegéiert musse ginn.

Här President, bei de wëssenschaftleche Kritären ënnerscheet een tëschent zäitlechen, raimlechen an zäitlech-raimleche Kritären. Zu den zäitleche Kritäre gehéieren zum Beispill d'Authentizitéit vun engem Gebai an d'Tatsaach, datt dësen Objet rar ass. Wichteg ass och, datt et guer net oder kaum verännert gouf, wéi zum Beispill de Palais grand-ducal oder och nach d'Kierch vu Jonglënster.

Wat de Kritär vun der Raritéit ugeet, do ginn et Gebaier wéi d'Turnhal vu Waldbëlleg, en eemolege Bau, en äusserst sielenen Objet aus dem Joer 1890, wéi et keen aneren an eisem ländleche Raum gëtt.

Weider zäitlech Kritäre si folgend: de Genre vun engem Gebai, also seng spezifesch Funktioun - eng Schoul, eng Gare, eng Klinik, e Gemengenhaus, eng Synagog - oder och nach seng Architektur oder konschtgeschichtlech Relevanz; denke mer un d'Iechternacher Basilika.

Da gëtt et och nach en aneren zäitlechen Aspekt, an dat ass de Kritär vun der Bedeitung vun engem Objet fir eis Technik- an Industriegeschicht, eis Militärgeschicht, eis politesch Geschicht oder eis Sozialgeschicht. Bei der Sozialgeschicht denkt een un al Doléiner- oder Aarbechterhaiser, déi nach gutt erhalen a kaum verännert si respektiv ganz typesch sinn. Bei der politescher Geschicht denkt een un Denkmäler, u Gebaier mat besonnescher Vergaangenheet oder u Gedenkplacken. D'Klëppelkrichsdenkmal zu Cliärref oder d'Villa Pauly an der Stad sinn esou Objeten.

Dat hei waren nëmmen e puer Beispiller, fir Iech déi zäitlech Kritären ze illustréieren. Da ginn et awer och, wéi ech virdrunner gesot hunn, raimlech Kritären. Et sinn dat zum Beispill landschaftstypesch Objeten, déi nëmmen an enger bestëmmter Regioun virkommen; denke mer am Iechternacher Raum un d'Abteihäff, déi d'Benediktiner mat Fleesch, Friichten a Käre versuergt hunn an de Baustil vun der barocker Abtei an de ländleche Milieu bruecht hunn. Ënnert de raimleche Kritäre fënnt een och uertsgeschichtlech Elementer, déi mat der lokaler Geschicht enk verbonne sinn; sou zum Beispill e Gebai, wou am Zweete Weltkrich Jonge verstoppt waren oder wou d'Resistenz sech getraff huet.

An da gëtt et och nach déi zäitlech-raimlech Kritären, wéi zum Beispill d'Bedeitung vun engem Objet fir eis Siidlungsgeschicht oder d'Siidlungsgeschicht vun enger Uertschaft; zum Beispill d'Stadmauer vun Iechternach, déi d'Entwécklung vun dëser Uertschaft ouni Zweifel gepräägt huet.

Här President, ech wëll hei beileiwe kee Cours iwwer Denkmalschutz halen. Ech wollt eigentlech just weisen, datt mer eis ouni Weideres kënnen op Kritäre baséieren, déi an der Fachliteratur gebraucht ginn.

An de leschte Joren erliewe mer, wéi eis Stied an Dierfer amgaange sinn, hiren traditionelle Charakter ze verléieren.

Mir brauchen duerfir also - éischtens emol - en neit Gesetz, an deem och eng Definitioun vun deem, wat een ënner „protection d'ensemble" versteet, drasteet. Do gëtt et Uertschaften, wou a bestëmmte Stroossen oder Quartieren ee Gebai nom aneren ofgerappt gëtt, ouni datt en urbanistescht Konzept virläit, dat der historescher Bausubstanz Rechnung dréit.

D'Stad Lëtzebuerg geet elo emol op de Wee vun den „ensembles sensibles", wou deels ganz Stroossen ausgewise ginn, well se duerch hiren harmonesche Charakter ervirstiechen. Dat heescht an anere Wierder, datt an dësen Zonen zwar nach ëmmer kann ofgerappt, gebaut oder ëmgebaut ginn, dat allerdéngs an Ofsprooch mat der Stad Lëtzebuerg, fir datt dat kohärent Bild vun deem ganzen Ensembel erhale bleift. Dat ass a mengen Aen en éischte Schrëtt an d'Richtung vu méi Denkmalschutz.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Pardon, Madame Polfer?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et gëtt zënter 20 Joer Ensembles sensibles...

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- Madame Polfer, ech soen Iech Merci fir dës Prezisioun.

Une voix.- Très bien!

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Pardon, keng Zwiegespréicher, wann ech gelift!

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- Zweetens: Mir mussen och eng Grondsazdebatt iwwert d'Erweiderung vum Denkmalbegréff féieren. Lëtzebuerg muss sech esou zum Beispill iwwerleeën, ob et net och d'Charte de Florence iwwert de Schutz vun historesche Gäert ratifizéiert.

Drëttens: Generell gekuckt brauche mer méi Rechtssécherheet a Saachen Denkmalschutz. Dozou gehéiert, datt mer endlech mat de wëssenschaftlechen Denkmaltopografië weiderfueren a si do, wou et Sënn mécht, an d'Bebauungspläng vun eise Gemengen afléisse loossen.

D'Lëschte vu schützenswäerten Denkmäler musse Bestand virun engem Tribunal hunn. Duerfir brauche mer eng kohärent Démarche, souwuel wat d'Terminologie wéi och wat d'Philosophie vun der Gesetzgebung betrëfft. Am Naturschutz hu mer ee Gesetz an eng Zilsetzung. Am Beräich vum Denkmalschutz hu mer et awer eigentlech mat zwee Gesetzer ze dinn, déi awer net openeen ofgestëmmt sinn. Domat sinn Interessekonflikter virprogramméiert. Denkmalschutz ass nach ëmmer vill méi e kommunaalt Thema an ze wéineg eng national Ugeleeënheet respektiv Erausfuerderung.

Véiertens, an dat ass en zentrale Punkt an eiser aktueller Diskussioun: Mir brauchen eng Harmoniséierung vun de Gesetzgebungen. Zurzäit an zanter Joren hu mer effektiv mat sech konkurrenzéierende Legislatiounen ze dinn, e regelrechte Pingpong tëschent de respektive Gesetzgebungen a Verwaltungen. D'Gesetz iwwert den Aménagement communal an dat iwwert den Denkmalschutz gräifen net ëmmer aneneen. Dacks ginn zwar dann awer Fait-accomplien, vollendet Tatsaache geschaf. E Gebai soll ofgerappt ginn, well e fäerdege PAP virläit an déi jeeweileg Gebailechkeeten net geschützt sinn.

Sites et Monuments musse wierklech ewechkomme vun hirer Pompjeesfunktioun. Dacks ass et ze spéit, fir ze klasséieren, da läit d'Kand am Pëtz, a wat fort ass, dat ass, wéi ech d'éinescht gesot hunn, fir ëmmer fort. Duerfir muss och d'Éffentlechkeet méi sensibiliséiert ginn. Eng Upassung vun de Legislatioune géif sécherlech zu enger administrativer Vereinfachung an deemno zu méi kuerze Weeër féieren, an dat wier letztendlech fir all Akteuren e Gewënn.

Fënneftens: Et ass gutt, datt d'Kulturministesch d'Finanzéierung vu Renovéierunge bei net geschützte Gebaier ofgeschaaft huet. Dës Subventionéierung huet kee Sënn méi gemaach. Dat Geld ass besser a Modellprojekter ugeluecht, déi d'Gemengen duerchféiere wëllen. Verschidde Gemenge sollen an Zukunft fir esou eng Projete Geld an eng Berodung vu Sites et Monuments kréien.

Elo, wou d'Reglement vum 19. Dezember 2014 nëmmen nach déi Haiser subventionéiert, déi op enger Lëscht stinn oder kommunal klasséiert sinn, elo endlech entsteet och Drock op d'Gemengen, well elo Leit hir Immobilien am PAG klasséiert wëlle gesinn. Allgemeng ass et besser, wann d'Gemenge vun der „Ennerschutzstellungsprozedur", wéi dat esou schéin heescht, befreit ginn an dat dem Stat iwwerlooss gëtt. Virun allem déi manner grouss Gemengen hunn dacks weder d'Personal nach d'Kompetenz derfir.

Sechstens: Mir brauchen duerfir eng national Schutzlëscht. Et soll dat eng Lëscht sinn, déi ee vu virera kucke kann. Propriétairen, Promoteu-

ren, Immobilienhändler, Gemengen a Verwaltungen, jiddweree muss wëssen, wou en drun ass. Dat bréngt méi Planungssécherheet an erlaabt eis, kohärent ze entwéckelen.

Transparenz a Rechtssécherheet sinn also hei d'Schlësselwierder. Transparenz bedeit ganz konkret, datt d'Bierger zum Beispill Abléck an de Kritärekatalog hunn. Et muss een och méi séier a méi einfach kënne schützen. Dat bedeit, datt d'Prozedure musse vereinfacht ginn. Fir datt dat méiglech soll sinn, däerf net jiddweree seng eegen Zëppche kachen. Geet et ëm Denkmalschutz an de Schutz vu Gebaier, muss vun Ufank u jiddwer Partner derbäi sinn. Mir brauchen also eng besser Koordinatioun tëschent de Verwaltunge bezéiungsweis tëschent de Ministèren.

Transparenz bedeit och, datt d'Prozeduren novollzéibar sinn. Transparenz bedeit, datt mer iwwer komplett Denkmallëschte verfügen. Duerfir sinn Denkmaltopografien esou wichteg. Et geet net duer mat de sougenannten „Begehungslëschten", wou een duerch d'Dierfer geet an dann all Gebai opschreift a fotografiéiert. Mir brauchen e wëssenschaftlechen Inventaire an en Departement, dat sech ëm dës Inventariséierung këmmert. Wat um Inventaire steet, soll och an Zukunft automatesch national geschützt sinn.

Siwentens: E groussen Challenge ass sécherlech och, datt mer déi Jonk informéieren an ausbilden, fir datt si net nëmmen am Beräich Naturschutz méi sensibel ginn, mä och am Domän vum Denkmalschutz. Nëmmen esou kënne mer bei deene jonke Leit en Interessi, jo, e Gefill fir de Schutz vun eiser Baukultur entwéckelen.

Aachtens: Denkmalschutz muss och finanzéiert kënne ginn. Dat ass net einfach. Duerfir froen ech mech, ob mir net iwwer nei Modeller missten nodenken, fir de Leit, déi erhalen a restauréieren, méi entgéintzekommen. Och soll iwwer e Fonds national du patrimoine nogeduecht ginn, dee vu Mäzene gespeist gëtt a mat deem spezifesch Projete kënne finanziell ënnerstëtzt ginn.

Madame Minister, mir begréissen, datt Dir an engem oppene Prozess d'Aarbechtsgruppen zesummegesat hutt, déi dann elo un engem neien Denkmalschutzgesetz matschaffe sollen. Si solle jo eng wichteg Virbereedungsaarbecht leeschten. Ech sinn och zefridden, datt all interesséiert Akteure mat agebonne sinn: den OAI, de Syvicol, Denkmalschutzveräiner an esou weider. Iwwert dëse Wee sollen d'Archäologie an d'Fleeg vun eisen Denkmäler zesummefannen. Hei soll zesummefannen, wat zesummegehéiert. Dat spuert Käschten a verbessert déi inhaltlech Aarbecht.

Een Zil ass et, fir Sites et Monuments ze depolitiséieren. Et kann net sinn, datt e Minister entscheet, ob e Gebai stoe bleift oder net. Duerfir brauche mer wëssenschaftlech Kritären, en nationale Schutzmechanismus. Well hei geet et jo schliisslech och a grad ëm den Intérêt public. Et däerf een net Carte blanche hunn, fir alles ewechzerappen. Historesch wäertvoll respektiv schützenswäert Gebaier gehéieren engem nun eemol net nëmme privat, si gehéieren och der Geschicht an dem Patrimoine vum Land.

Schwätze mer vun Denkmalschutz, musse mer och hei zu Lëtzebuerg begräifen, datt mer eng Verantwortung vis-à-vis vun eiser historescher Baukultur hunn.

Ech wëll ofschléissen, andeem ech en Zitat vum Professer Michel Pauly opgräifen, dee betount huet: „Es geht nicht darum, Denkmäler zu schützen, sondern Zeugen der Bau- und Lebensweise aus vergangenen Zeiten, die auch unser Stadt- und Dorfbild noch prägen."

Zum Schluss däerfe mer eppes net vergiessen: Deen, dee schützt, deen, dee conservéiert a restauréiert, dee mécht dat och fir den Intérêt public. E mécht et am Respekt vun eiser Geschicht, eiser kultureller Identitéit. An e mécht et besonnesch fir déi kommend Generatiounen, déi e Recht drop hunn, déi wierklech Zeie vun eiser eegener Geschicht kennenzeléieren. Well, wéi steet schonn esou schéin op enger bronze Plack, déi an der Alstad 1995 tëschent dem Café Ënnert de Steiler an dem Haus vun der Loge ubruecht gouf: «Le respect du passé est le garant de l'avenir».

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Saz ass eigentlech alles gesot. Ech soen Iech Merci an ech freeë mech mat Iech zesummen op eng instruktiv Diskussioun hei am Plenum.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Interpellant, dem Här André Bauler. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Octavie Modert ageschriwwen. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gi mengem Virriedner, dem Interpellant André Bauler, recht, datt d'Chamber sech och soll prononcéiere kënnen am Virfeld vum zukünftegen Denkmalschutzgesetz, iwwert dat sech eng Aarbechtsgrupp regelméisseg am Kulturministère trëfft, wat u sech eng gutt Aart a Weis ass, fir dodrunner ze schaffen.

Erlaabt mer ze soen, datt et wuel e bësse speziell ass, datt de Minister vu senger eegener Partei interpelléiert gëtt. An ier Majoritéitsvertrieder sech elo opreegen, wëll ech hinne soen, datt d'Deputéiert vun enger Partei, déi an dëser Majoritéit vertrueden ass, dat ënnert de leschte Regierungen och alt virbruecht hunn - dann ass et jo sécher elo och nach richteg.

Eng aner Partei huet schonn am Virfeld hir Orientéierungen iwwert d'Press duergestallt, d'LSAP, virgëschter. Ech weess net, ob een als Majoritéitsfraktioun d'Primeur der Chamber soll ginn, jiddefalls däerf déi Debatt net kale Kaffi elo hei ginn! Allerdéngs kann ee feststellen, datt hir och vill interessant Virschléi, déi dra sinn, deelweis inspiréiert si vu Bestehendem a schonn nei Geschriwwenem oder Virgeschloenem.

Ech deelen och dem honorabelen Här Bauler seng Meenung, esou wéi och d'LSAP, datt dem Denkmalschutz dee richtege Wäert zouerkannt muss ginn. De Stellewäert vum Denkmalschutz ass e gesellschaftleche Wäert. Et ass e Wäert fir d'Gesellschaft, en ass am Intérêt public an dat muss och ausschlaggebend sinn. Mir brauche Bewosstsinn an „Bewosstginn" fir de Wäert vun der Denkmalfleeg!

En historesche Stadkär oder Duerfkär mécht eis Uertschaften zu liewenswäerte Plaze mat enger Séil, mat Charakter. Et ass déi gewuesse Geschicht. Et si gebauten Zäitzeien. Et ass eis Geschicht, e Stéck Mémoire. De Begréff Identitéit géif ech net onbedéngt gebrauchen. Et muss een deen net iwwerstrapazéieren. E Stéck kulturell Identitéit kann een awer scho soen.

An engem geschichtsträchtegen oder eenzegaartegen Haus ze wunnen oder ze schaffen, dat ass eng Auszeechnung, eng Freed, kee Leed. Gutt erhalen historesch Uertschafte sinn e kloren Tourismusatout. Am Nation Branding soll ee se net aus den Ae verléieren, well d'Baukultur dréit zur Attraktivitéit vun den Dierfer a Stied bäi, an zwar net just fir d'Touristen, mä och fir all d'Awunner. Et ass e wichtegt Stéck Liewensqualitéit an et dréit zur sozialer Mixitéit bäi. Et stäerkt also den esou wichtege sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft.

Ouni iwwerhaapt de wirtschaftlechen Impakt ze vergiessen: Kulturtourismus op där enger Säit an op där anerer Säit nei Chancë fir d'Handwierk. Et ass ganz einfach Bestanddeel vum Développement durable.

Loosse mer eis freeën iwwer schéi gewuessen Uertschaften, gutt erhalen Duerf- a Stadbiller, qualitativ Architektur an et net als en Hemmschong ukucken, wéi een heiansdo den Androck huet. Sécher, den Drock vum Wunnengsmaart, deen och den Interpellant ugeschwat huet - an déi Debatt hate mer hei gëschter och -, deen dréit natierlech vill zu där Meenung bäi, datt et en Hemmschong wär. Awer et däerf een net d'Promoteuren hei am Land d'Politik maachen a bestëmme loossen am Wunnengsbau a beim Patrimoine bâti. De Präisdrock kann esouguer manner schlëmm ginn, wann heiansdo e Reedel agemaach gëtt an domadder Grenzen opgewise ginn.

Mir musse bedenken, datt de gebaute Patrimoine net nowiisst: ofgerappt ass definitiv zerstéiert. Dann ass e fir ëmmer verluer a ka sech net regeneréiere wéi d'Natur. Eent ass awer och sécher: Patrimoine muss liewen, a fir ze liewen a virunzeliewen, muss e sech och kënne virunentwéckelen. An dat net just op architektoneschem Plang, mä e muss och kënnen un nei Usprécher ugepasst ginn oder eng aner Affektatioun kréien. Et muss een dra liewe kënnen. En ass net immuabel, bis op wéineg Ausnahmen, deenen hir Bedeitung immens ass. Änneronge sinn erlaabt, mat Versteesdemech fir déi bestehend Bausubstanz, hire Geescht an hir Bedeitung.

Mir sinn net fir Fassadismus. An do ginn et och e Koup Beispiller, et sinn der souguer genannt gi virdrun!

Ech sinn nach vill manner fir Historizismus. Heiansdo awer ass eng Fassad oder Elementer dovunner erhalenswäert, och wann de Rescht vum Gebai et net méi ass, oder och just dat nach et ass.

Heiansdo ass et d'Volumétrie, déi zielt, de Gabarit, d'Dispositioun vum Bau an esou weider. Et ass wichteg fir den Urbanismus. Et kënnt nun eemol och drop un, wou an heiansdo wéi en Haus steet, fir ze wëssen, ob et soll erhale ginn, zum Beispill en Eckhaus oder op enger wichteger Kräizung an esou weider. Urbanismus ass jo net einfach en Zoufallsprodukt. Fir d'Entwécklung vun den Uertschaften ass gutt Architektur wesentlech. Och nei qualitativ Architektur spillt eng wichteg Roll, net lauter nullaachtfofzéng virgefäerdegt Bëtongskéip ouni Séil. Dat brauche mer net iwwerall.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sollen d'Gesetz nei opleeën. Folgend grouss Orientéierungen, mengen ech, sinn do derbäi wichteg. Ech kommen herno nach op e puer Detailer zréck, souwäit wéi méiglech an dëser Debatt.

Mir brauche verschidden Niveaue bei de Schutzmoossnamen: en nationale Schutz an, ech mengen, e kommunale Schutz och. Mir brauche verschidde Gradatioune vu Schutz, an zwar: e Klassement an e méi labbere Schutz, esou wéi hautdesdaags deelweis den Inventaire supplémentaire - wéi och ëmmer d'Denominatioun dovunner ass -, an dat zwar jee no Bedeitung vum schützenswäerten Objet.

Ausserdeem, mengen ech, brauche mer en individuelle Schutz, deen den eenzelnen Objet kuckt, an op där anerer Säit e méi generelle Schutz mat deels manner contraignante Regelen. Dat ass och vläicht méi eng Flächenausweisung, esou wéi haut schonn Zone-tampone bestinn oder Secteurs sensibles, sauvegardés, protégés - wéi ee se wëllt nennen. Et kann ee se vläicht och an Zukunft Zones d'intérêt patrimonial nennen, wéi och ëmmer; an dat kann awer och am Kader vum PAG geregelt ginn zum Beispill.

Mir brauche Prévisibilitéit, also Systematik, déi een och erreecht mat dem virgenannte méi generelle Schutz an iwwert d'PAGen, och eventuell iwwer e Repérage, eng Inventarisatioun an esou virun.

Mir brauchen Objektivitéit, also Kritären, och wa mer net ganz laanscht de Vu-Fall-zu-Fall kommen, well soss passt et net ëmmer. A Kritäre bestinn haut.

Mir brauchen Akzeptanz, also Sensibiliséierung: informéieren, éduquéieren, forméieren. Mir brauchen Ureizer, Incentives, Incitatiounen, also Hëllefstellung, Berodung a Bäihëllefen.

Mir brauche Visibilitéit, also Ëffentlechkeet an och e Label, dat ass eng Auszeechnung, e Klassement, dat ass eng Auszeechnung, an e Label soll dat kënne weisen an dorobber kann een houfreg sinn.

Mir brauche Participatioun mat Assisen, eventuell engem Conseil supérieur, awer och, wat scho gemaach ginn ass an deene leschte rezente Joren a verschiddene Gemengen, Informatiounsversammlungen op der Plaz: erklären, opklären, unhéieren, verstoen op béide Säiten, agebonne ginn, zesummeschaffen.

Dat Beispill, wat den Här Bauler genannt huet vun den 80er Joren, wat e bëssen eppes aneschters ass wéi déi Informatiounsversammlungen, déi ech ugeschwat hunn, mä trotzdeem wichteg ass, fir och ëmmer erëm dohierzegoen an ze erklären an domadder eng wichteg Sensibiliséierungsaarbecht ze maachen, mengen ech, muss och an Zukunft erëm kënnen e bësse méi méiglech ginn. Dat ass och eng Fro vun Zäit vun den Experten.

Mir brauchen déi kommunal Entscheedungsdréier. D'Gemenge mussen och Hëllefstellung vum Stat kréien, well si kënnen och net eleng dodranner gelooss ginn.

Insgesamt musse mer schliisslech och mat der Zäit ewechkomme vun Urgencen an ze villen Interventiounen a leschter Minutt, ewech vum Katastropheschutz souzesoen, hin zu Previsioun a Prévisibilitéit, also en A-priori-Schutz, wann ech kann esou soen.

Et war wuel iwwert déi lescht Joren net ze vermeiden, datt villes op de Stëppel komm ass an och alt ze spéit komm ass. Den Här Bauler huet d'Beispill vun der Dëppefabrik genannt. Awer effektiv sinn iwwer e Véierel, bal en Drëttel vun alle geschützten Objeten aus de leschten 80 Joer a menger Zäit, vu mir klasséiert oder op den Inventaire supplémentaire gesat ginn. Et war nämlech vill nozehuelen an et bleift och nach weider Aarbecht ze maachen, dat ass kloer. Et ass net ofgeschloss an ech hunn och net alles gemaach an och net alles gemaach kritt.

An, Madame Minister, Äre Kolleeg Bauler huet lech virdrun erausgefuerdert: Dir musst méi séier ginn ewéi ech. Also gitt lech drun! Duerfir ass et fir mech wichteg, fir ewechzekomme vun nëmmen Eenzelschutz, soss ass d'Prévisibilitéit schlecht hinzekréien. Duerfir soll d'Denkmalschutzgesetz erneiert ginn, fir déi virgenannt Prinzipien afléissen ze loossen.

D'Gesetz huet awer net in globo versot. Et ass a villen Deeler souguer nach ëmmer gutt. Awer eng Opfrëschung an e puer nei Notiounen a Konzepter kënnen dran afléissen.

Dir wësst, datt d'Neioplo vum Denkmalschutzgesetz eng laang Geschicht heibannen huet. Am Joer 2000 si punktuell Ännerunge virschloe ginn. Dunn huet de Statsrot gemengt: «Cela manque d'ambition.» Ech hunn dunn den Dossier opgegraff, déi éischt Versioun vum Gesetzesprojet komplett amendéiert a mir hunn zesummen an der Chamberskommissioun weider dru geschafft. Awer no an no Amendementer ze maachen, huet den Text legistesch sécher net méi liesbar gemaach, mä méi schwéierfälleg an och nach net perfekt.

Besser wéi Geflécks ze maachen, war et dunn, fir d'Gesetz eng Kéier ganz frësch ze schreiwen, an dat no enger Etüd, déi ënner anerem aner a méi nei Gesetzgebungen an Europa ënnersiche sollt. Déi Etüd ass zanter Hierscht 2013 do, soudatt d'Erkenntnisser dovun ewell kënnen afléissen an en neit Gesetz.

An dat ass jo an der Maach. Wéini, Madame Minister, denkt Dir, datt et kann an der Chamber hannerluecht ginn? Kënnt Dir eis dozou vläicht scho méi soen haut?

Mä nach eng Kéier: Wann een och verschidden Neierunge brénge kann, soll een net eppes, wat sech bewäert huet, just fir de Prinzip ersetzen. Och am Ausland ginn et keng wierklech radikal aner Léisungen; am Detail ginn et emol Ënnerscheeder.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen op eenzelner vu mengen Aussoen a groussen Orientéierungen zréck, zesumme mat e puer aneren Detailer am Kontext vum neie Gesetz.

Zum Beispill d'Definitioun: Et gëtt alt behaapt, mir hätte keng zu Lëtzebuerg. Dat ass awer net wouer esou, jiddefalls net ganz richteg esou, well mir hu souwuel eng generell am Gesetz wéi international Konventioune ratifizéiert. Et gëtt och den Droit positif an déi Definitiounen hu weiderhi Bestand!

Et gëtt och keng méi eng prezis an den auslännesche Gesetzgebungen - a Frankräich heescht et weiderhin «intérêt historique, artistique ou architectural» -, ausser datt op Plazen an anere Gesetzgebungen heiansdo beschriwwe gëtt, wéi eng Zort Patrimoine betraff wär, wéi zum Beispill am Québec: immateriell, Paysages, Personnages, Lieux, Documents, Immeubles selbstverständlech. Mä ech mengen, dat ass och e bësse selbstverständlech.

Dann ass et wichteg, no Kritären ze kucken. Do brauch een awer d'Welt net nei ze erfannen. Si bestinn a sinn zougänglech op der Internetsäit vum Service des Sites et Monuments Nationaux, schonn ënnert der viregter Regierung. Déi do Kritäre sinn och ugewannt gi beim Opstelle vun de PAGen, well wëssenschaftlech etabléiert Kritäre sinn eng Garantie fir Objektivitéit. Et sinn iwwregens 16 Kritären, déi haut scho bestinn. An ech froe mech, ob et net grad genau déi 16 Stéck sinn, déi d'LSAP als nei Kritären opzielt a virschléit. Sou wéi ech et gekuckt hu jiddefalls, sinn et genau déiselwecht, déi haut scho bestinn!

D'Kritäre kënnen awer eng aner offiziell Basis kréien. Iwwregens sinn och erëm an deene meeschten auslännesche Reglementatioune keng exakt a figéiert Kritären ageschriwwen. Kritäre si wichteg, awer si däerfen net eenzel Situatioune rigidifiéieren an net op de konkrete Fall passen, soss ass et och erëm näischt! Si sinn am effizientsten an adaptéiertsten, wa se erofdeklinéiert op déi konkret Situatioun um Terrain kënne ginn an där Rechnung kënnen droen, an allen Hisiichten.

Mir mussen ewechkommen nëmme vum Eenzelschützen. Mir mussen op en aneren Niveau iwwergoen, méi iwwergräifend, an net Stéck fir Stéck eenzel maachen; duerfir deemools meng Initiativ, fir et an d'PAGen anzebauen. Esou kréie mer méi e globale Gesamtschutz hin an dat bedeit Prévisibilitéit. Sou ass gewosst, wou een drun ass!

Ech wëll an dee Kontext matabauen: déi wëssenschaftlech Inventariséierung. Et ass sécher eng interessant, och eng nëtzlech an eng wichteg Aarbecht. Géif et esou e kompletten Inventaire ginn, esou eng komplett Topografie, wär dat wierklech gutt. Et ass awer iwwer all déi lescht Jorzéngten an ënner alle Kulturministere kee ginn. Trotzdeem ass Denkmalschutz gemaach ginn a musse mer virukommen.

Wéi gesot, ongefeier e Véierel vun alle Klassementer an Inventaires ass an deene leschte puer Joer gemaach ginn, och ouni landeswäit Inventairesaarbecht. Souwisou kann esou en Inventaire net déi aner an déi bestehend, normal Aarbecht vum Service ersetzen. Si ka se net suppléieren, kann an däerf se och net ophalen. Mir mussen och op anere Pläng kënne virukommen.

Et muss een also wëssen, wou ee kuerzfristeg d'Kräften, déi verfügbar sinn, asetze wëllt. Oder et muss een extern Hëllef mat bäihuelen, fir ze hëllefen, déi Inventariséierungsaarbecht ze maachen, wat natierlech och méiglech wär, op jidde Fall an engem éischte Moment. Ech ginn ze bedenken, datt et eng Aarbecht ass, déi net an e puer Woche gemaach ass, soss wär se wahrscheinlech och schonn do. Well et si wäit méi, mengen ech, wéi déi 5.000 schützenswäert Objeten, vun deenen alt geschwat gëtt.

Esou en Inventaire betrëfft wahrscheinlech bal véiermol esou vill Bauten, déi duerfir net alleguer herno musse klasséiert ginn, mä et ass en Inventaire. Dat dauert also e bëssen an erkläert, firwat dës Inventariséierung zwar ugefaangen ass, awer nach net ofgeschloss ass.

Ech hat duerfir och eng aner Optioun geholl: wéi gesot, iwwert d'Viraarbechte fir d'PAGe mat ze fueren. Esou ass d'Begehung konkret an um Terrain an zesumme mat de Gemengeverantwortlechen a Mataarbechter gemaach ginn. An domat konnt souwuel hir Opmierksamkeet op wichteg schützenswäert Elementer gelenkt ginn a gläichzäiteg de lokale Begebenheete mat Rechnung gedroe ginn. An als Resultat ass zousätzlech domat eng Zort Inventaire uechtert d'ganzt Land opgeholl ginn, wann dat och net total gläichzesetzen ass, selbstverständlech, mat der Topografie.

Déi Aarbechten awer kann ee weider verwäerten, wann eng global Inventariséierung opgestallt soll ginn. Déi Virgehensaart a -weis, fir iwwert de PAG mat kënnen ze fueren, war fir mech och zilféierend. Et war wichteg, déi Geleeënheet, déi dee Moment do bestanen huet, ze ergräifen a vun den Aarbechte fir d'Opstelle vun de PAGen an alle Gemengen aus dem Land kënnen ze profitéieren. Mir sinn domat op de Wee vu vill méi enger grousser Systematik och komm. À moins natierlech, datt ee géif fir de Kulturpatrimoine och e Plan sectoriel maachen, denken ech, datt déi dote Virgaben nach ëmmer richteg an déi bescht sinn.

E Wuert zu den Incitatiounen. Dat si Bäihëllefen, op där enger Säit Subsiden, op där anerer Säit als aner Méiglechkeet d'Fiskaliséieren. Déi huet awer een Nodeel, d'Fiskaliséierung: Se ass just fir déi, déi Steiere bezuelen. Mä Denkmalschutz a -fleeg soll awer net nëmme si fir Leit, déi sech et leeschte kënnen, mä am Sënn vum Intérêt public och zougänglech si fir Mënsche mat manner héijem Akommes. Et kënnt een also net laanscht en direkt Subventionéieren an net just en indirekt Fiskaliséieren. Duerfir fannen ech et och keng gutt Iddi, fir Subsiden nach just dann ze ginn, wann e Gebai klasséiert ass. Ech mengen, et ass dee falsche Message. Och wann ee gär däerf duerch en Upassen a Moduléiere vun deem Subsid en Incitatif schafe fir d'Klasséieren oder eng Schutzmoossnam.

D'Iddi vun der Loyersbäihëllef no der Restauratioun, wéi d'LSAP se virschléit, ass och interessant. Madame Minister, hei kënnt Dir Är Zoustännegkeeten an deenen zwee Ministèren och gutt kombinéieren.

E Wuert zu de Verwaltungen. Wichteg ass, datt se genuch Mataarbechter hunn - dat ass ëmmer wichteg, dat ass och ëmmer e Problem -, fir mat hirem Fachwëssen ze begleeden, ze beroden, ze sensibiliséieren, ze entscheeden. Dat sollten der sécherlech e puer méi sinn, well déi bestehend Équipe immens vill schafft an iergendees do och muss entlaascht kënne ginn. Allerdéngs, dee lokalen a méi generelle Schutz soll jo och do déi Entlaascht och zu engem Deel entlaaschte kënnen.

An dësem Kontext ee Wuert iwwert d'Archäologie. Do hate mer schonn all Cas de figure. Si war am Ufank am Sites et Monuments integréiert. Duerno ass se do erauskomm. Dat hat och seng Grënn. A virun e puer Joer hunn ech dem Service méi Eegestännegkeet ginn. Vläicht ass déi Léisung wuel déi bescht, well et néierens honnertprozenteg drapasst, wéinst Aufgabegebidder respektiv Ausféierungsmethoden, déi zimlech ënnerschiddlech sinn. Jiddefalls awer sollen iwwert de Patrimoine archéologique als solche gesetzlech Dispositiounen agefouert ginn an dat kann an dat zukünftegt Gesetz hei integréiert ginn. Och un d'Archéologie préventive soll een a kann een do denken.

Wichteg ass et an dësem Kontext, datt d'Informatioune fléissen, do, wou et néideg ass, egal wéi eng Affektatioun den zoustännegen Archäologieservice huet, well en huet ëmmer mat méi wéi enger anerer Verwaltung ze doen. A gradesou wichteg ass d'Zesummenaarbecht mat Verwaltungen iwwert de Kulturministère eraus, wéi Bâtiments publics, Ponts et Chaussées an esou weider, och nach anerer. D'Gemenge souwisou.

Ee Wuert hei och nach eng Kéier zu der Ausso vun der LSAP, datt déi bestehend Verwaltung verbraucht ass. Si ass sécherlech net perfekt, wéi all Verwaltung! A si muss op ville Plaze sinn, kann awer net omnipräsent sinn. Duerfir muss se awer net onbedéngt wäit vun der Realitéit ewech sinn. Wäertvoll Hëllef kann a gëtt geleescht vun Associatiounen, wéi Luxembourg Patrimoine zum Beispill. Mä si mussen d'Aarbecht awer net all iwwerhuelen. An et muss een och net alles vun hinnen iwwerhuelen, wat se soen.

Wann een iwwregens de Pabeier vun der LSAP op dësem Punkt liest, wat d'Verwaltungsorganisatioun ugeet, mierkt een, datt se Hëllef hate vu Mënschen, déi scho Verwaltunge vu banne gesinn hunn.

Berodend Organer. Wéi eng Zukunft fir d'COSIMO? Si ka sécherlech méi thematesch gegliddert sinn, wéi et haut ass, wou dann d'Membere changéiere kënnen, aner Experten, jee no Peiler, mat bäigeholl kënne ginn, och emol auslännesch Experten. An de Bléck vu bausse sollt och mat berücksichtegt kënne ginn.

E Conseil supérieur. Et ass eng Iddi e bëssen aneschters formuléiert, déi och schonn an de Raum gestallt ginn ass virgëschter. Ech géif e Conseil supérieur nennen. Ech géif awer och eng aner Kompositioun virgesinn. Ech fannen, dee soll sech net beschränken op politesch Parteien a Gemengen. Da soll een dat Organ méi grouss gestalten, mat Vertrieder och vun der Zivillgesellschaft an de Besëtzer souwéi vun den Hommes et métiers de l'art, déi mat derbäi sollte sinn. Da kann een déi berodend Kommissioun, déi virdrun, och aneschters zesummesetzen. Et kéint ee sech zum Beispill hei och a verschiddene Punkten un der däitscher Bundesstiftung Baukultur inspiréieren. Ech ginn awer elo net weider dorop an, aus Zäitursaachen och.

Bei den Assisen, mengen ech, ass wichteg, se regelméisseg ze maachen a se och méi wäit opzemaachen, och fir all Public. Dat ass och e wichtegt Element vu Sensibiliséierung. Nach muss d'Politik eegen Entscheedungen treffen. Si ka sech och net alles diktéiere loossen a si muss och nach heiansdo vill Considératioune mat eranhuelen.

E puer Detailer, Här President, déi och kënne mat gekuckt gi beim neie Gesetz. Zum Beispill zu de Kollektiounen in globo am Besëtz vun der ëffentlecher Hand. Ech mengen, Besëtz a gebaute Besëtz vun der nationaler Hand soll per Gesetz an de Rang vu geschützten Objeten erhuewe ginn. Dat ass logesch an dat verhënnert, datt fir all eenzel Gebaier muss eng extra Prozedur gemaach ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech fannen och, datt de Stat net brauch fir säi Besëtz eng Prozedur ze lancéieren: En ass ees wéi ees den Hidder an de Beschützer dovun.

Duerfir war och net onbedéngt néideg bis elo, alles eenzel ënner Denkmalschutz ze stellen. Trotzdeem, fir allem aus de Féiss ze goen, a well ëmmer nees déi Diskussiounen opkommen, hunn ech dëse Virschlag gemaach. Dat gëllt natierlech a ganz besonnesch och fir déi national Sammlungen, Kollektiounen, Muséeën, Archiven, Bibliothéik an esou weider, och wann een dovunner ausgoe kann, datt déi souwisou duerch Usage dee Statut hunn.

E Wuert zu Publizitéit, Reklammen, Schëlder an esou weider. Hei ass eng nei gesetzlech Basis néideg. Et soll weiderhin nëmmen eng Genehmegung par exception virgesi sinn, awer d'Dimensioune vun erlaabte Schëlder kënnen ugepasst gi vis-à-vis vun deem, wat haut virgesinn ass. Ech sinn net der Meenung, datt dat just op de Schëllere vun de Gemenge leie soll, déi domadder eleng gelooss ginn, ouni Indicatiounen, wéi a wouno se entscheede kënnen. An dat fannen ech am Omnibusgesetzesprojet net gutt.

An den Aktivitéits- an Industriezone soll ee guer keng Genehmegung brauche fir ee Schëld. Hei mussen aner Regele gëlle kënnen. Eventuell kann ee reglementaresch eng ganz grouss héchst Dimensioun virgesinn, fir datt net total iwwerdriwwe gëtt.

Baussent a bannent den Uertschafte muss et och däerfen eng Beschëlderung ginn, fir op eppes hinzeweisen, egal ob dat en ëffentleche Bau, historesch, kulturell, sportlech Installatiounen oder Geschäfter sinn. Ech géif eng net invasiv an homogen Beschëlderung virgesinn. Et gëtt flott Beispiller, ech hat do scho Virschléi op einschlägege Plaze gemaach.

Här President, villes géif een nach kënnen ernimmen: zum Unesco-Patrimoine, zu den Initiativen, de Sanktiounen, Kreditter, déi wichteg si fir d'Incentiven. Ech hat do e gutt dotéierte Fong hannerlooss. Mir hate gutt gespuert doranner. Awer d'Zäit, mengen ech, ass haut hei net derfir do, fir déi Detailer esou genau ze analyséieren.

Ee Wuert nach zu enger Fro. Soll een de Schutz vum Patrimoine an d'Verfassung aschreiwen? Als Jurist soen ech, datt dat net onbedéngt muss sinn, wéinst eisem Verfassungsverständnis, ewéi mir et hei hunn, dat heescht wéinst der Manéier, wéi eis Verfassung geschriwwen ass.

Ech weess, datt dës Aussoe vun de Sachexperten an de Melomanen net verstane gëtt. Mä den Droit ass eben heiansdo eng Saach à part. Hätte mir zum Beispill e Préambule, dee mer awer net hunn, géif dat natierlech d'Saach erliichteren. Ech soen allerdéngs och, jee nodeem, wat nach alles Verfassungsrang géif kréien an Zukunft, da plädéieren ech awer och derfir, datt de Patrimoine an d'Kultur an eis Verfassung Agang fannen an ageschriwwe ginn.

Ee Wuert, aus Aktualitéitsgrënn, iwwer Kierchen a reliéise Patrimoine. Dat huet natierlech elo duerch d'Aktualitéit eng Urgence kritt, déi soss net gebuede war. Wéi gedenkt d'Madame Minister domat ëmzegoen?

Et ass jo sécherlech net esou, datt dee laang bestehende Patrimoine an Traditiounen der ëffentlecher Hand elo komplett egal wären. A ville klengen Uertschaften ass et dacks dat eenzegt Kulturmonument an ass gradesou schützenswäert wéi soss historesch Bauten an der Uertschaft, niewent deenen et och steet an där hir Unuerdnung et dacks konditionéiert huet, well soss ass déi gesamten Denkmalschutziddi iwwerhaapt ad absurdum gefouert an da brauche mir hei guer net virunzediskutéieren, weder iwwert de bestehenden Denkmalschutz nach iwwer en zukünftegt Gesetz.

Duerfir plädéieren ech och hei derfir, datt dee Patrimoine och automatesch ënner Denkmalschutz gestallt gëtt, mam selwechte Mechanismus wéi virdru virgeschloe bei staatleche Gebaier. Ech denken, et brauch hei och eng séier Ausso an en Engagement vun der Madame Minister.

Nach zwou Saachen, déi am Kader vun deem neie Gesetz afléisse kéinten, wëll ech soen: Energieeffizienz an Isoléieren. Ech wëll do en Opruff maachen, fir déi al Bausubstanzen ze berücksichtegen a liewen ze loossen. D'Beispiller wéi déi, wou Energieberoder gesot hunn, en Haus, wat 170 Joer al ass, misst ofgerappt ginn, well et net den neien Normen no déi richteg energetesch Wäerter huet, déi Beispiller däerfen net méi virkommen.

De Präis vun der groer Energie muss och zielen. Neit Material hierstellen huet och säi Präis. Do mussen d'Normen op déi bestehend historesch oder méi al Bausubstanz ugepasst ginn. Ausserdeem gëtt et Méiglechkeete vun Isolatioun mat natierleche Materialien an esou weider, net den andauernde Styropor, déi d'Resultat genausou gutt, wann net besser erreechen. Dat hunn och Studie bewisen, datt d'Energiebilanz a -performanz vun alen Haiser besser ass wéi déi mat neien heitege Materialie gebaute Gebaier.

Nach eng Saach. D'Regel, datt eng Baugenehmegung oder Genehmegung, fir ofzerappen, no engem Joer respektiv zwee no Verlängerung ofleeft, wann d'Aarbechten net signifikativ ugefaangen hunn, déi Regel féiert leider derzou, datt al Haiser, déi net klasséiert sinn, dann emol séier ofgerappt an zerstéiert ginn. An et dauert dacks jorelaang, ier dat neit dohinnergebaut gëtt, well net emol en neie Keefer fonnt ginn ass. Vläicht kéint een an esou Fäll drun denken, fir fir esou Fäll d'Regelen e bëssen anescht ze adaptéieren.

A wa mer vun Neibaute schwätzen, wëll ech nach fir eng qualitativ Architektur plädéieren. Et wär och interessant, datt eng typesch Architektur sech eng Kéier géif kënnen erausschielen.

Här President, erlaabt mer eng Feststellung. An de leschte fënnef, sechs Joer ass e Véierel protegéiert gi vun allem, wat an den 80er Jore gemaach ginn ass. Meng Bilanz ass also net esou schlecht heibäi, et ass awer net dorobber, wou et mer ukënnt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass: Meng Entscheedung, fir iwwert d'Prozedur vum PAG-Opstellen ze fueren, huet e Quantesprong bruecht plus e bessert Wëssen iwwert de Patrimoine um Terrain a bei den Entscheedungsdréier, datt et muss virugoen.

2013 huet eng wichteg Jurisprudenz festgehalen am Appell - dee war op meng Uweisung hin ageluecht ginn -, datt den Denkmalschutz plutôt une chance qu'une tare ass. Dat ass e wichtegt Uerteel.

Dat heescht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eppes geleescht an erreecht ginn, souguer ouni en neit Gesetz. Ech wënschen lech, Madame Minister, och esou vill Determinatioun a Resultater fir den Denkmalschutz.

Ee Fazit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann een, mengen ech, heibannen zéien. Mir wäerten all en neit Denkmalschutzgesetz wëllen - éischtens. An zweetens, eise Patrimoine brauch méi Opmierksamkeet a Versteesdemech, brauch eng iwwergräifend Bewosstsinnsnahm. An ech denken, heibanne wäert doranner eng grouss Eenegkeet bestoen. Iwwert déi grouss Linnen, do si mer sécherlech all därselwechter Meenung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng lescht Umierkung: Et deet mir am Häerz wéi, wéi de Moment op manner verwinnte Plazen an der Welt emblematesch a weltwäit iwwerragend Kulturgidder a Syrien, am Irak, Nimrud zum Beispill, an aneren duerch ganz bewosst Handelen zerstéiert ginn, als Krichsakt, als Terrorakt oder als Finanzéierungsquell duerfir duerch Kulturraub. Dës Beispiller beweisen eis leider, an do si mir bestëmmt all iwwergräifend d'accord, wéi wichteg de Respekt vum kulturelle Patrimoine an Denkmalschutz ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Modert. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e grousse Merci un den Interpellant, de Kolleeg André Bauler, fir dës Initiativ, déi eis all erlaabt, eis hei zu dësem wichtege Sujet ze äusseren.

Am Virfeld zu dëser Debatt huet de Kolleeg André Bauler en interessanten Artikel veréffentlecht am „Lëtzebuerger Wort" den 20. Juni 2015 mam Titel „Denkmalschutz: ein politisches Thema". Doranner seet en, ënner anerem, an dat huet en och elo a senger Interventioun gesot, dass et falsch wär, den Denkmalschutz ze politiséieren. Et misst ee just de Fachleit vum nationalen Denkmalschutz kloer, wëssenschaftlech gefestegt a juristesch iwwerpréifbar Kritäre ginn, fir domat Transparenz a Rechtsstaatlechkeet ze sécheren.

Mä et ass just den Enjeu vun der Politik, a mengen Aen op d'mannst, fir dat fäerdegzebréngen. An et ass am héchste Grad politesch, dass d'Politik dat bis elo nach net fäerdegbruecht huet! Et sinn nämlech 32 Joer hier, dass d'Gesetz vun 1983 iwwert den Denkmalschutz a Kraaft ass. An et si 15 Joer hier, dass d'Politik dat Gesetz ännere wollt.

De 17. Oktober 2000 huet déi deemoleg CSV/DP-Regierung e Projet de loi 4715 an der Chamber déposéiert, fir dat Gesetz ze reforméieren. Virdrun hat déi deemools nei geschafe Cour constitutionnelle en Avis dozou gemaach, wéi d'Regierung Immeubles klasséiert huet. D'Ursaach war, laut Exposé des motifs vun deem Projet de loi, „d'actualiser un texte devenu désuet". An ech mengen, dat, wat 2000 wouer war, ass haut am Joer 2015 nach vill méi wouer. Dat heescht, dass dat Gesetz vun ´83 hoffnungslos vereelzt ass.

De Statsrot huet méi wéi ee Joer gebraucht, fir säin Avis den 10. Dezember 2002 virzeleeën. An deen Avis war vernichtend fir de Projet, aus villen Ursaachen, mä och där vun der Rechtssécherheet. Mä de Statsrot huet sech du vill Méi gemaach a souzesoen e ganz neien Text geschriwwen a proposéiert. D'Absicht war dobäi, en Équiliber ze fannen tëschent dem ëffentlechen Interessi vum Denkmalschutz an dem privaten Interessi vum Besëtz. De Projet ass du bis Dezember 2007 gelaf, nodeem d'Chamber den 9. August vun deem Joer en zweeten Train d'amendements virgeluecht hat. De Statsrot huet och déi Amendementen am Detail akribesch gekuckt a sech trotz enger Partie klenger Reserven domat d'accord erkläert.

Ausser der Verfassung, Här President, ass sécher seelen e Projet esou intensiv a seriö vun alle Säiten - Regierung, Statsrot a Chamberskommissioun - behandelt a verhandelt ginn, wéi de Projet 4715. Mä nom Dezember 2007 war Schluss mat deem Projet, net, andeem en an d'Plénière komm ass, fir gestëmmt ze ginn, mä doduerch, dass en an den Tirang geluecht gouf an an der Versenkung verschwonnen ass.

De Projet 4715, obschonns fäerdeg, fir gestëmmt ze ginn, ass ni an d'Plénière komm, e Rätsel, wat ni opgekläert gouf an zu deem weder déi zoustänneg Ministesch Erna Hennicot-Schoepges nach hir Partei, d'CSV, iergendwa Stellung geholl hunn. Wann dat keng Politik ass, da weess ech net, wat Politik ass!

Dësen historesche Rappel, nëmme fir ze weisen, wéi schwéier et wäert sinn, an Zukunft e Gesetz ze erneieren, wat esou vill Leit an Interessegruppe betrëfft. Wéi esou munch Regierungsprogrammer scho virdrun, seet och dee vun dëser Regierungskoalitioun, dass se d'Gesetz iwwert den Denkmalschutz reforméiere wëllt. Et ass gewosst, an ech si sécher, dass d'Madame Minister dorop wäert agoen, dass un esou enger Reform geschafft gëtt am Kulturministère.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, soll bis Enn des Joers, mä d'Madame Minister kann dat jo dann duerno confirméieren, en neie Projet de loi déposéiert ginn. Dat begréisse mir als LSAP-Fraktioun expressément, well den Denkmalschutz eppes ass, wat eis um Häerz läit.

Et ass sécher gutt, wann d'Chamber iwwert den Denkmalschutz éffentlech schwätzt, entre autres och, fir der Regierung e puer Iddien ze ginn an ze weisen, wou mer hiwëllen. Mä fir d'LSAP däerf et net beim Schwätze bleiwen: Et muss schnell zu engem Projet kommen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir sinn e Land ouni Buedemschätz. An dofir ass de Grond an de Buedem, grad ewéi d'Immobilien, déi dropstinn, wéi Pëtrol a Gold zugläich hei zu Lëtzebuerg. Dofir hu Leit, déi sech fir d'Protektioun vum gebaute Patrimoine asetzen, et net liicht. Al Haiser, Bauten a Kulturgidder hu keng Lobby, op alle Fall keng, déi ganz schwéier weit géint Bauhären a Promoteure mat milliouneschwéiere Projeten.

Ech krut a menger jonker Carrière als Deputéierte schonn e puer gepeffert E-Mailen an Tëlefone vu Leit, Bauhären, deene meng parlamentaresch Ufroen net gefall hunn. Ech war ee Moment tentéiert, hei e puer Zitater ze brénge, en „Best of", mä well ech e gutt gezillte Jong sinn, maachen ech dat elo net.

Plusieurs voix.- Ooh!

Une voix.- Gëff mir se déi nächste Kéier mat!

(Hilarité)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Denkmalschutz. Denkmalschutz ass bei eis am Land zweetrangeg an dat war och schonn ëmmer esou de Fall.

Mir sinn als Land, an dat ass och scho gesot gi vum André Bauler, an där Hisiicht hannendran. Bayern feiert d'nächst Joer den honnertste Gebuertsdag vun hirem Inventarabschluss. Bei eis geet keng rieds vun engem nationalen Inventar, op alle Fall nach net. Bei eis geet bis elo just rieds vu Begehungslisten, wat kee Vergläich ass mat engem nationale wëssenschaftlechen Inventaire.

De Prozentsaz vun national denkmalgeschützte Bauten zum Gesamtbestand 2015 läit bei eis bei 0,7%. Am Verglach sinn et 2,8% an Däitschland an 2,5% a Frankräich. D'Associatioun „Sauvegarde du Patrimoine" schätzt, dass hei am Land all Joer zirka 100 Bauwierker, déi zwar net geschützt sinn, awer schützenswäert wieren, zerstéiert ginn. Wann ee vun 3.950 net geschützten, awer schützenswäerte Bauten ausgeet, huet een de Calcul schnell gemaach. An dat géif dann heeschen, dass a 40 Joer alles Schützenswäertes fort wier. Et gëtt also eng Urgence, fir ze handelen!

D'Grënn fir dës Situatioun sinn an engem Dokument, och erëm eng Kéier vun den Denkmalschützer vun „Sauvegarde du Patrimoine" an „Luxembourg Patrimoine", opgefouert. An ech denken, dass déi Grënn och richteg sinn. Éischtens, an och dat ass scho gesot gi vum Interpellant, well mer eréischt spéit ugefaangen hu mam Denkmalschutz. Bei eis am Land war dat 1927. An Däitschland hu se domat schonn am 19. Jorhonnert ugefaangen, 1818. A Frankräich 1834.

En zweete Grond, och deen ass schonn hei erwähnt ginn, ass, dass mer déi international Konventiounen net ratifizéiert hunn: Granada 1985 iwwert de Baukulturgüterschutz, déi mer zwar ënnerschriwwen hunn, awer net ratifizéiert; d'Konventioun vu Florenz iwwert d'historesch Gäert an d'europäesch Konventioun vu Malta iwwert de Schutz vum archäologeschen Héritage.

Drëttens, an dat ass e ganz wichtege Grond, huet et och domat ze dinn, dass mer keng Sensibiliséierung zu deem Thema vun de Bierger hunn. Et sinn net ganz vill Initiative geholl ginn an der Vergaangenheet, et ass och keen Thema an de Schoulen, contrairement zum Naturschutz. An dat dréit sécher dozou bäi, dass den Denkmalschutz och dowéinst e bëssen de Parent pauvre hei bei eis am Land ass.

Mä den Haaptgrond, deen och déi virgenannte Grënn, mengen ech, all erkläert, ass mangelnde politesche Wëllen. Dat huet sécher, an dat ass och scho vu Virriedner erwähnt ginn, dat huet sécher mat eiser ze knapper Wunnengsoffer ze dinn. Dir wësst, an dat hu mer gëschter an der Debatt iwwert de Logement diskutéiert, dass mer hei zu Lëtzebuerg e Solde migratoire hu vun ongeféier 10.000, plus 10.000 neien Awunner all Joer. Dat kreéiert natierlech en enorme Besoin un neie Logementer, un neien Infrastrukturen, wat natierlech eng immens Pressioun ass, wa muss gebaut ginn, fir al Gebaier ofzerappen.

Dee Problem ass och liéiert mat enger Froestellung iwwert d'Croissance hei am Land. De Conseil national des finances publiques, déi jonk Institutioun, déi virun e puer Wochen hiren éischte Rapport virgestallt huet, schwätzt vun enger Populatioun vun 1,1 Millioune fir eist Land um Horizont 2050, fir nach eise Pensiounssystem um aktuellen Niveau ze finanzéieren. Dat stellt eng Fro vu Croissance: Wéi vill kënne mer wuessen? Wéi vill wëlle mer wuessen an eisem Land? Wéi vill Stroossen, Schoulen, Spideeler, Altersheimer kënne mer nach bauen?

Et gëtt dofir eng onheemlech Pressioun, fir vill a schnell nei Wunnengen, mä och nei Infrastrukturen ze bauen. A wann et dorëm geet, nei ze bauen, da sinn Albauten oft an de Féiss. An da gesi mer bei eis, dass mer oft Solutions de facilité wielen an dass mer soen: Fort mat deem ale Krëppeng! Dat ass eng Mentalitéit, déi wäit verbreet ass ënner responsabele Politiker, mä och bei de Bauhären, Investoren a Promoteuren, déi oft, leider, eleng no de Gesetzer vum Maart kucken.

Dëst Denke gräift allerdéngs e bësse kuerz. Éischtens, dat huet och den Interpellant scho gesot, kann een och an alen Haiser wunnen. Jo, et muss ee souguer dra wunnen, wann ee se wëllt erhalen.

Zweetens kann een an de meeschte Fäll al Gebailechkeeten an en neie Projet integréieren. E Beispill dofir ass d'Maison Bourg-Gemen an der Stad. Dësen Objet konnt schlussendlech duerch de groussen Asaz vun enger Rei vu Leit, mat un der viischter Front de Lampertsbierger Geschichtsfrënn, gerett a mat an de Projet „Wunnen ouni Auto an der Stad" ageplangt ginn. Op där anerer Säit muss een och eng Diskussioun féieren, wéi ee gäre baut. Et muss méiglech sinn, op eng Aart a Weis ze bauen, déi et erlaabt, net nëmmen deen alen, schützenswäerte Baubestand ofzerappen.

Här President, Denkmalschutz ass dowéinst esou komplex, well et mat Wunnengspolitik, mä och mat Urbanismus a Landesplanung ze dinn huet. Firwat ass de Schutz vun eisem Patrimoine esou wichteg? Et si scho munch Grënn genannt gi vu menge Virriedner, an ech mengen, ech erfannen hei keng nei, mä a mengen Aen an an den Ae vun der LSAP ass de Schutz vun eisem Patrimoine dowéinst esou wichteg, an der Haaptsaach, well et eng Fro vu Respekt ass. Et ass eng Fro vu Respekt fir déi Leit, déi eist Land opgebaut hunn.

Ech schwätzen hei net nëmme vu Prunkbauten à la Siège vun der ARBED, vun enger Kathedral oder vu Brécken, mä och vun Haiser a souguer vun Aarbechterhaiser, déi derwäert sinn, erhalen ze ginn. Se sinn derwäert, erhalen ze ginn, net nëmmen, well se flott sinn, mä well se un eng Zäit erënneren a well se solle geschützt ginn aus Respekt virun eisen Elteren, Groussan Urgrousselteren, déi oft hiert Liewe laang gespuert hunn, fir se opzeriichten, déi se geheegt a gefleegt hunn. An och aus Respekt virun deene Leit, déi no hinne koumen an déi no deenen Haiser gekuckt hunn.

Et ass och eng Erënnerung un eng Zäit, wou eist Land nach e bësse méi bescheide gelieft huet. D'Cité Grey zu Nidderkuer, d'Rue Baudouin zu Hollerech an der Stad an d'Rue Wilmar um Lampertsbierg, dat sinn alles Ensemblen, déi am Fong kleng Haiser si vu klenge Leit. Ech denken och un d'Doléinerhaiser an d'Aarbechterhaiser am Éislek. All dat kënnt engem do an de Kapp.

D'Aart a Weis, wéi ee mat deene Lieux de mémoire, och populärer Aart, ëmgeet, seet munches iwwer e Land aus. Wa mir eist Gediechtnis net wëlle verléieren, wa mir eise Kanner wëllen erklären, wou mer hierkommen, op wat eis Identitéit, op déi mer eis jo oft gäre beruffen, baséiert, musse mer eis kulturhistoresch Gebaier, eisen archäologesche Patrimoine an och eis Konschtkollektioune schützen a fir d'Zukunft erhalen.

En anere Grond, dee fir e bessere Schutz vun eisem Patrimoine plädéiert, vläicht een, deen e bësse méi an der Moud ass, ass dee vum Nation Branding an och vum Tourismus. Och dat ass scho gesot ginn. A wann ee sech Promotiounsfilmer fir Lëtzebuerg ukuckt, da gesäit een, dass an der Haaptsaach al Bauten a Monumenter gewise ginn, éischter wéi moderner. Och d'Touristen, wéi och d'Lëtzebuerger, gi gären al Gebailechkeete kucken, déi vun eiser industrieller Kultur a Vergaangenheet schwätzen. D'Rotonden, d'Héichiewen um Belval, de Miercher Literaturzentrum, de Waassertuerm zu Diddeleng, dat sinn alles Beispiller vu réusséierte Renovatiounen a Verwäertunge vun aler Bausubstanz.

Wat funktionéiert net an eisem aktuellen Denkmalschutz? Wéi gesot, ech hunn eng Partie Froe gestallt, säit ech Deputéierte sinn, zu Bauten, vun deenen ech matkritt hunn, dass se géifen ofgerappt ginn. Meeschtens ass dat dann och kuerz drop geschitt. Ech denken un den Hadir-Tuerm, d'Haiser an der Michel-Rodange-Strooss, d'Paul-Wurth-Hal, oft trotz Avis favorable de classement vun der COSIMO. D'Haus Bourg-Gemen war eng Ausnahm, déi nëmmen duerch de kollektiven Asaz vun enger Partie Leit méiglech war, an eben duerch eng klug Décisioun vum Stater Schäfferot.

Mä all déi Froen hunn eppes gewisen: D'Prozedur fir de Klassement ass ze laang, ze ontransparent an et sinn ze vill Akteuren doran impliziéiert, déi sech en Dossier oft wéi eng waarm Gromper hin an hier puchen, bis d'Gebai da leider schlussendlech am Koup läit. A si weisen, dass den nationale Service des Sites et Monuments oft muss Pompjee spillen, mat oneffikasse juristesche Moyenen an och leider mat ongenügende Personalmoyenen.

En éischte Problem am aktuelle Gesetz ass an eisen Aen, dass et ze vill eng enk Definitioun vum Patrimoine huet. E modernt Denkmalschutzgesetz soll iwwert déi klassesch Sites et monuments och d'Archäologie, de Patrimoine mobilier, d'Konschtkollektiounen an de sougenannten „Patrimoine immatériel", eis Bräich an eis Traditiounen, ofdecken. Zu der Konfusioun an der aktueller Situatioun dréit och déi onglécklech Villfalt vu Kategorien op nationaler a kommunaler Ebene bäi. An dorobber kommen ech nach zréck.

E weidere Schwaachpunkt ass, dass mer keng kohärent Politik hu fir den Denkmalschutz am ganze Land. Dofir misst en neit Gesetz, an eisen Aen, d'Aféiere vun engem nationale Plang fir de Schutz vum Patrimoine virgesinn. En zentrale Problem ass, dass mer net erfaasst hunn um nationale Plang, wat schützenswäert ass. Fir ze wëssen, wat ee schütze muss a wéi een et schütze muss, muss een dat fir d'Éischt identifizéiert hunn an erfaasst hunn. Dofir hätt d'LSAP gären, dass de Kulturministère schnell en nationalen Inventaire mécht no wëssenschaftleche Kritären, déi och am Gesetz festgeschriwwe ginn.

Ech hunn et scho gesot: D'Aart a Weis, wéi den Denkmalschutz funktionéiert, ass net zefriddestellend. De Service des Sites et Monuments Nationaux schafft oft an der Urgence, mat wéinege Moyenen. Et gëtt Iwwerschneidungen, Konflikter tëschent de Missioune vu Sites et Monuments an aneren Administratiounen a Kulturinstituter. Dat ass net gutt. Mir proposéieren dofir eng grondleeënd Reorganisatioun vun där Verwaltung mat kloren an exklusiven Zoustännegkeeten a méi Personalmoyenen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, besonnesch d'Cour administrative huet an deene leschte Joren duerch eng sensibel Jurisprudenz, déi duerch vill Fangerspëtzegefill charakteriséiert ass, dem Gesetz vun '83 en Effet utile ginn a munch Objeten an Ensembele virun der Destruktioun gerett. Mä dat ass keng zefriddestellend Situatioun, dass den Denkmalschutz op eemol en „Nid de contentieux" gëtt, wou keng Rechtssécherheet besteet. Dofir muss e seriöen Inventaire gemaach ginn, en vue vun deem neie Gesetz, vun deem, wat fonctionnéiert a wat net.

Schlussendlech: Wat kann ee besser maachen en vue vun där neier Reform? Wat sinn d'Propose vun der LSAP an dëser Matière?

Wéi gesot, mir proposéieren eng komplett Definitioun vum Patrimoine. Déi kéint sech zum Beispill ulehnen un d'Convention-cadre vum Conseil de l'Europe vu Faro vun 2005. Dat ass eng gutt Definitioun, déi souwuel Baute wéi och d'Archäologie, fir déi et fir den Ament keen eegestännege gesetzleche Kader gëtt - an och dat ass eng Lacune an eiser Gesetzgebung -, wéi och d'Miwwelen a Patrimoine immatériel virgesäit.

Zweetens ass et wichteg, tëschent kommunalem an nationalem Denkmalschutz ze ënnerscheeden. De kommunalen Denkmalschutz huet éischter als Zil, Gebaier ze erhalen, déi fir d'Gesamtbild vun enger Gemeng relevant sinn. An deem Sënn kann ee beim kommunalen Denkmalschutz och vu Landschaftsschutz oder vun Urbanismusschutz schwätzen. An d'Gemenge sollen do genuch Gestaltungsfräiheet hunn.

Fir déi Gebaier, déi no wëssenschaftleche Kritären national schützenswäert sinn, also déi 5.000, déi hei am Land no Schätzunge vun Denkmalschützer betraff sinn, misst déi national Denkmalschutzadministratioun an enger Top-down-Approche de Schutz vun deene Gebaier dekretéieren an eng aktiv Hëllef fir de Bauhär ubidden, deen déi Gebaier soll ëmfonctionnéieren oder renovéieren. An ech si frou ze héieren, dass och den Interpellant André Bauler op där Linn ass.

De Stat, de Kulturministère muss hei seng Verantwortung iwwerhuelen. E muss schnell en nationalen Inventaire erstellen, wéi deen, dee fir de Kanton Iechternach an an där Topografie fir dee Kanton gemaach ginn ass an enger remarkabeler Aarbecht. Dat soll no wëssenschaftleche Kritäre geschéien. An da muss ee klasséieren an eng Schutzprozedur aleeden. Dat soll, wéi gesot, schnell geschéien. An et dierf och do, an eisen Aen, keng Interferenze gi vusäite vun de Gemengen, weder ënner Form vu Veto nach a Form vun ze laangen Délaien.

Den eigentleche Schutz vum Patrimoine huet dofir och, an eisen Aen, näischt am Gesetz iwwert den Aménagement communal verluer. An et war, an eisen Aen, e Feeler, fir do e parallelle kommunale Schutz am Kontext vun de PAGe virzegesinn. Dat féiert zu Konfusioun an zu Konflikter. Oft gëtt gemengt, dass, wann eppes kommunal am PAG als Ensemble sensible klasséiert ass, et da geschützt ass. Dat ass awer net esou. An duerch e PAP, wësse mer och, dass esou Dispositioune kënnen ausgehiewelt ginn.

Mä et geet net hei drëm, fir mam Fanger op d'Gemengen ze weisen. Bei den Assises du Patrimoine ass, wéi gesot, e puermol drop higewise ginn, dass d'Protektioun vum nationale Patrimoine muss top-down geschéien. An ech mengen, dat wär e ganz wichtege Punkt, well d'Gemenge sinn einfach ze vill Pressioune finanzieller a politescher Aart ausgesat, fir hei déi richteg Décisiounen ze huelen.

Drëtte Punkt: d'Kritäre fir den Denkmalschutz. D'Octavie Modert huet déi 16 Kritäre genannt, déi mer an eiser Propositioun ernimmt hunn. Dat ass ganz richteg, dat sinn déi 16 aus der Topografie vum Kanton Iechternach. Mir sinn der Meenung, dass dat gutt Kritäre sinn. Den Haaptkritär dobäi ass dee vun der Authentizitéit. An da gëtt et nach 15 subsidiär Kritären, deenen ouni spezifesch Gewiichtung misst Rechnung gedroe ginn. Dobäi kann een de signifikative Charakter vun enger Architektur fir e gewëssene Stil oder eng Zäit nennen, d'Raritéit, de Genre, d'Charakteristik fir d'Period, d'Relevanz fir sozial, militäresch oder industriell Geschicht vum Land oder vun der Regioun oder nach den Type de bâti. Et gëtt nach anerer, mä dat si just e puer Beispiller.

Domadder géif een och der Tendenz, eleng no engem subjektiven Esthetiksgefill ze jugéieren, entgéintwierken. Den Interpellant huet dat gesot: Deen eenzege Kritär ass net deen, wat schéin ass, et ass vill méi wéi dat.

Schlussendlech ass de Patrimoine och eppes Evolutives. A munche Länner, mir schwätzen also net nëmme vu Baute vu virun 1930, a munche Länner gëtt elo schonn iwwer eng Protektioun vun der Architektur aus de Joren 1990 bis 2000 nogeduecht; och dat ass, deemno wéi, préservabel.

Dann ass e wichtege Punkt, deen ech och schonn évoquéiert hunn, de Service des Sites et Monuments reforméieren. Wéi gesot, de Fonctionnement vun deem Service ass an eisen Aen net zefriddestellend. A mir kéinten deen am Fong reforméieren no deene verschiddene Sparte vum Denkmalschutz. A mir géife proposéieren, en a véier Servicer ze ënnerdeelen.

Mir géifen och proposéieren, e Conseil national du patrimoine culturel ze schafen.

Ech kommen zu engem Schluss, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, well Dir sidd am roude Beräich.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech weess dat. An dee Conseil national sollt presidéiert gi vun engem Fonctionnaire aus dem Kulturministère, mä e sollt och eng méi transparent Kompositioun kréien, wou och eng politesch Representatioun duerch d'Chamber sollt dra sinn, natierlech e Représentant vum Syvicol, an no méi klore Fonctionnementsregelen. De COSIMO erfëllt déi Kritären, an eisen Aen, net. An dofir menge mer, dass do e Besoin wär, fir dat ze än neren.

Bon, ech hätt nach e puer aner Saachen: de Programme national de protection du patrimoine, d'Aart a Weis, wéi d'finanziell Hëllefe musse gestalt ginn. Och do ass Reformbedarf, an ech mengen, et ass an esou enger Reform, op déi mer eis freeën, se och ze diskutéiere mat der Ministesch a mat de Kolleegen aus der Chamber, dass een do munches kéint verbesseren, am Sënn vun engem modernen Denkmalschutzgesetz.

Wéi gesot, et ass en extrem wichtegen Dossier fir eis Partei, well en huet mat Identitéit ze dinn, en huet och mat Respekt fir eis Ahnen, eis Virfahren ze dinn, mat Erënnerung a mat der Erzéiung vun eise Kanner.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wollt am Fong net onbedéngt intervenéieren, well ech ganz mat deem d'accord sinn, wat natierlech den Interpellant, den André Bauler, gesot huet.

Ech mengen, et wier awer wichteg, datt ech awer géif e gewëssenen Témoignage hei brëngen, well déi Atmosphär, déi een e bësse spiert, déi mécht mech awer…, dat gëtt mer en ongutt Gefill. Et kéint een nämlech d'Gefill hunn, wéi wann also Denkmalschutz an iwwerhaapt Patrimoine architectural deene meeschten egal wier a wéi wann nach guer näischt gemaach gi wier. An et gëtt geschwat…, a mir sinn hei op der richteger Plaz, fir den nationale Schutz ze organiséieren, ganz richteg, mä - mä! - et gëtt eben awer och just de kommunale Schutz.

An do muss ech soen, do sinn ech mat elo enger Ausso, op d'mannst mat enger Ausso vum Här Fayot wierklech guer net d'accord, fir ze soen, datt d'Aschreiwe vun dem Schutz vum dem Patrimoine architectural am Fong an de PAGen net esou wichteg wier oder souguer à la rigueur net richteg wier! Do kann ech awer wierklech guer net dermat d'accord sinn, net aus ideologesche Grënn, mä ganz einfach aus realistesche Grënn!

An ech fille mech dofir gezwongen, Iech e puer Zuelen ze ginn, wéi - et ass nun eemol eis Haaptstad - d'Stad Lëtzebuerg et zënter Laangem do mat der Relioun hält. Zënter den 90er Joren, ufanks ´90, wéi mer de Joly-Plang ugeholl hunn, huet d'Stad Lëtzebuerg sechs Secteuren, déi protégé sinn. A wann ech soen „protégé", dann heescht dat, datt net kann ofgerappt ginn. Dat ass de Secteur de la Vieille Ville, dat ass de Secteur de la Ville Haute, dat ass de Secteur du Parc, dat ass dee ganze Secteur vum Plateau Bourbon, dat ass dee ganze Secteur vun der Vallée de la Pétrusse, de l'Alzette, dat heescht, wou Clausen, Gronn a Pafendall dran ass.

A wéi vill Gebaier sinn an deene Secteuren, wou also net kann..., wéi et hei gemaach gëtt awer, wéi wann dat net geschützt wier? Do sinn iwwer 2.000 Gebaier dran, schonn eleng 2.000 Gebaier an de richtege Secteur-protégéen. An elo schwätzen ech emol nach net vun de Monuments protégés, eben d'Kathedral, de Palais, et j'en passe, mä wou et evident ass.

Mä niewendrun hate mer och schonn, wéi gesot ufanks den 90er Joren, déi Secteurs sensibles erabruecht. Jo, an de Secteurs sensibles ass et e bësse méi flexibel, wéi et de Mëtten hei jo och schonn ënnerstrach ginn ass, mä de Prinzip ass awer, datt et bleift, datt déi Gebaier bleiwen. A vun ´92 bis haut, dat sinn also elo 23 Joer, hate mer an deene bestehende Secteur-sensibelen, an dat waren, nëmme fir Iech awer e Bild ze ginn, dat waren Haiser, déi sech op 18,5 km ausgedehnt hunn an déi 1.655 Gebaier betraff hunn, hate mer ni e Problem an ass keen Haus ofgerappt ginn!

Et gëtt nämlech esou gemaach, wéi wann d'Secteurs sensibles esou e Knätschgummi wieren, wéi wann ee kéint ofrappen. Mir haten an deenen 23 Joer ni e Problem an iwwerall krute mer eng Léisung, wou net d'Haiser ofgerappt gi sinn. A mir hunn dat effektiv elo méi grouss gemaach. A mir hunn déi Secteur-sensibelen ausgedehnt an elo kommen 32,8 km Haiser derbäi, Kilometer an der Strooss. An dat sinn 2.955 Gebaier. Mir kommen also an de Secteur-sensibelen op 4.630 Gebaier plus eben déi 2.000, déi wierklech ganz protégé sinn. Mir kommen also hei, am Ganzen, fir et ronn ze maachen, op iwwer 6.600 Gebaier, déi an der Stad, an der Haaptstad, geschützt sinn.

Do soll also elo kee mer soen, de kommunale Schutz wier näischt wäert a géif näischt brëngen. Elo kann ee soen, dat ass da vläicht eng Milchmädchen-Rechnung, mä wann ee weess, datt an der Stad 20.000 Gebaier répertoriéiert ginn, natierlech ëmmer plus ou moins, mir ginn elo net op eent méi oder eent manner, mä en gros sinn et 20.000 Haiser, déi répertoriéiert sinn, an Dir huelt dann déi 6.600, déi eben e Schutz vun der Gemengereglementatioun hunn, op wéi vill komme mer dann? Da komme mer op 33% vun de Gebaier hei an der Haaptstad, déi also e Schutz vun der Gemengereglementatioun hunn.

A Gott sei Dank - Gott sei Dank! , well gewëss eng Stad lieft, muss liewen, a mir kënnen eis jo och ausdehnen, well mir hunn nach vill Méiglechkeeten, ons an neie Quartieren auszedehnen, mä dat do ass d'Realitéit.

An dofir, ech wollt déi do Zuelen och soen, net fir een ëmzehaen, mä fir einfach ze soen, datt, wann een heiansdo héiert…, den Här Fayot hat elo gesot, nëmmen 2% um Nationalen an do wiere mer esou vill méi schlecht wéi all déi aner. Ech géif gären déi Haaptstad gesinn, wou 33% vun de Gebaier e kommunale Schutz hunn! Wahrscheinlech, vläicht ass dat zu Prag, dat kéint emol sinn, mä ech weess et awer net. Et ass einfach eng Suppositioun. Mä ech weess net, ob et der vill ginn, wou esou e Schutz ass.

Dat gesot, si mir awer gär bereet, a mir hunn dat nach ëmmer gesot, fir déi Reglementatiounen nach méi prezis ze maachen, well, jo, mir brauche Prévisibilitéit. A mir hunn eis oft genuch driwwer opgereegt, datt heiansdo en urgence dann nach dat eent oder dat anert derbäikomm ass. Well, wann ech soen 33% si geschützt an do gëtt näischt ofgerappt an do ass näischt ofgerappt ginn, dann hutt Der der niewendrun awer nach 66%. Dat ass och richteg.

Do sinn zwar déi nei Quartieren derbäi, d'PAPen, déi souwisou och geschützt sinn, mä do kann et ëmmer esou si wéi an der Rue Michel-Rodange. Dir hutt déi dräi Haiser genannt. Jo, do war effektiv eng Autorisatioun erausgaangen, mä nodeem de Gemengerot fir d'Zweet doriwwer befonnt hat! Et ass also net „eine Nacht- und Nebelaktion". Neen, dat ass ausféierlech am Gemengerot besprach ginn.

A si sinn eben zu där Konklusioun komm, datt an enger Strooss, wou schonn esou vill - wou schonn esou vill! - effektiv lénks a riets déi Saache gebaut gi sinn, déi de Vago-Plang eben dee Moment virgesinn hat… Dat ass e Plang, wéi Der alleguer wësst, aus de 60er Joren. Op enger Rei Plaze sinn déi Saache gemaach ginn. Gott sei Dank op enger Rei anere Plazen net. Mä Dir hutt eben eng Rei vun deenen Accidenter. Dir braucht nëmmen déi nächste Kéier, wann der d'Nei Avenue eroffuert, ze kucken op dem Rousegäertchen, do, wou fréier de Kino Yank war, do ass een esou e grousst Accident. Mä déi Haiser, déi sinn dee Moment opgrond vun där deemoleger Reglementatioun gemaach ginn. Dat wier zënter ´92 net méi méiglech.

Ech wëll also der Madame Minister nëmmen zousoen, datt mir gären…, net nëmme gären, mä datt mer froen, fir nach méi Prévisibilitéit, fir nach méi Rechtssécherheet hei eranzekréien an datt den architektonesche Schutz vun eisem Patrimoine, also datt de Patrimoine architectural ons besonnesch um Häerz louch.

Dat wollt ech just, duerch déi puer Zifferen, ënnermaueren a wierklech nach eng Kéier ganz kloer soen. Mir sinn awer nach fir all Besserungen a virun allem Kloerstellunge méi wéi bereet, matzeschaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Polfer. An elo huet d'Wuert den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll fir d'Alleréischt dem Interpellant, dem Här Bauler, Merci soe fir déi interessant Debatten, déi mer dann de Mëtteg hei gefouert hunn, déi sech méi laang zéien, wéi ech geplangt hunn, soudatt ech dann, mat Bedaueren, eng aner kulturell Manifestatioun muss ausfale loossen. Den Owend gëtt de Prix Servais zu Miersch verliehen. Dann entschëllegen ech mech hei. Vläicht hätt d'Ministesch och wëllen dohinnergoen. Mä trotzdeem Merci fir déi Interpellatioun hei. An och Merci fir déi vill Iddien, déi schonn hei ausgedréckt gi sinn.

D'Mënsche si keng geschichtslos Wiesen, si loosse sech ëmmer erëm an hirem Denken an Handele vun hirer Vergaangenheet, vun hirem Erliefte leeden. Ob an der Konscht, der Wirtschaft oder der Politik, aktuell Entwécklunge sinn am beschten nozevollzéien, wa se an en historesche Kontext kënne gestallt ginn.

Denkmäler sinn net nëmmen Zeie vun hirer Zäit, si drécken enger Uertschaft, enger Landschaft, enger Géigend hire Stempel op. Den Erhalt vu Stadvéierel, de Schutz vun Industriedenkmäler oder d'Valorisatioun vu Bauerenhäff droen derzou bäi, de Bezuch vun de Bewunner zu der Stad oder dem Duerf, wou se liewen, ze stäerken.

Et kann een driwwer diskutéieren, ob een den Denkmalschutz an den Déngscht vun der Förderung vun enger nationaler Identitéit ka stellen. Eiser Meenung no hu Kulturgidder keng Nationalitéit. Si kënnen de Mënschen Orientéierung ginn, deene se als Symbol vu gesellschaftlecher Verankerung déngen, si kënne Bezuchspunkte fir Integratioun bidde fir Leit, déi nach net esou laang do wunnen, an eng Beräicherung fir d'Touriste sinn, déi eng Géigend wëlle kennen- a verstoe léieren; verschidden Intervenantë sinn och schonn dorobber agaangen.

Mir wëllen a mussen deen Débat iwwert d'Identitéit, deen net eréischt mam Referendum ugefaangen huet, mä duerch de Referendum neien Opwand kritt huet, weiderféieren. D'Sprooch an d'Sprooche sinn en Aspekt vun der Identitéitsdebatt. Eisen natierlechen a kulturelle Patrimoine si weider Aspekter. Ee Land a seng Populatioun definéiere sech jo och duerch hire Patrimoine.

An ech maachen eng kleng Klammer op: Ech sinn och ganz frou, datt d'Madame Modert schonn, si huet dat zum Schluss gesot, mä deeselwechte Gedanken och hat. Niewent de villen Atrocitéite vis-à-vis vun de Mënschen, probéieren déi nei Forme vun Extremisten an Terroriste jo och ëmmer méi oft a méi systematesch, hir Muecht duerch d'Zerstéiere vu Kulturgidder, déi net an hiert Weltbild passen, ze zerstéieren (veuillez lire: ze demonstréieren).

Am Mäerz 2001 hunn d'Taliban d'Buddhae vu Bamiyan an Afghanistan gesprengt a fir d'Dschihadiste vum Daesh gëtt et keng Notioun vu schützenswäertem Patrimoine. D'Lëscht vu geziilten Zerstéierunge vu Kulturgidder am Irak an a Syrien ass laang, an net all Zerstéierunge suerge fir international Schlagzeilen. D'Unesco probéiert, zesumme mat Regierungen, Interpol an aneren nationalen an internationalen Organisatiounen, géint den Ausverkaf an d'Zerstéiere vum Patrimoine a Syrien, am Irak oder an anere Krichsregioune virzegoen.

Ech hu mer dëse klengen Exkurs erlaabt, well et mer wichteg ass, drop hinzeweisen, datt den Erhalt vum kulturelle Patrimoine néierens op der Welt vum selwe geet an en a verschiddene Géigende vun der Welt systematesch vernicht gëtt.

An duerfir ass et wichteg, datt mer och déi international Beméiungen ënnerstëtzen, esou wéi mer den 20. November 2014 hei an der Chamber eng Unesco-Konventioun ratifizéiert hunn, déi den illegale Kulturgiddertransfert besser bekämpfen a verhënnere soll. Leider muss awer och gesot ginn, datt dës Konventioun scho vun 1970 ass. Mir sinn net ëmmer déi Schnellst, wat de Schutz vun eisem Patrimoine betrëfft.

An dat ass da schonn och en éischte Wonsch un déi zukünfteg Politik vum Erhale vum Patrimoine: Mir sollen och um internationale Plang méi schnell matschaffen an deem méi Wäert ginn.

D'Konservatioun vun eisem Patrimoine ass, an eisen Aen, eng politesch Missioun. Eng ganz Rei Décisiounen, déi musse geholl ginn, si vun eminent politeschem Charakter. Eisen natierlechen a kulturelle Patrimoine war der Politik jorzéngtelaang net wichteg genuch an doduerch sinn eng ganz Rei Feeler geschitt. Et sinn der eng ganz Rei opgezielt ginn haut de Mëtteg. Haut sinn d'Populatioun an d'Politik vill méi sensibiliséiert. Mä den Drock ass allerdéngs och nach vill méi staark ginn duerch déi rasant Entwécklung vun eiser Populatioun an duerch déi mëttlerweil exorbitant Präisser vum Bauland.

Och wa mer mat wëssenschaftleche Kritäre fueren, wéi se vum Service des Sites et Monuments Nationaux opgezielt ginn, da loosse se ëmmer e gewëssene Spillraum och fir politesch Décisiounen.

Éischt kruzial Fro ass also: Wéi eng Objete musse geschützt ginn? D'Suerg ëm den Erhalt vun historescher Substanz huet zu enger weltwäiter Denkmalschutzbewegung gefouert. Virun allem den ICOMOS huet eng ganz Rei Konventiounen artikuléiert an déi Konventioune vun dem ICOMOS si keng Gesetzer a keng Konventiounen op Regierungsbasis, mä si stellen awer déi Upaken duer, un deene sech de Service des Sites et Monuments a sengem Aarbechtsalldag orientéiert.

Déi wichtegst Konventioun ass och haut nach ëmmer d'Charte de Venise iwwert d'Konservatioun an d'Restauratioun vu Monumenter a Sitten. Do heescht et, ënner anerem, och, datt mer solle virsiichteg sinn, wa mer erëm opbauen, datt, wa mer keng genee Pläng hunn, da solle mer d'Gebailechkeet léiwer esou loossen, wéi se ass, soss riskéiere mer eng Vermëschung vu Stiler an Epochen, wat net am Sënn vum Schutz vum Patrimoine ass.

Vun deemselwechten ICOMOS gëtt et och eng Charte de Florence vun 1981, déi sech mat historesche Gäert befaasst. Dat ass an eisen Aen ee ganz interessante Sujet. Wéi wäit datt mer zu Lëtzebuerg mat dem ICOMOS do zesummeschaffen op deem Gebitt, dat entzitt sech menger Kenntnis, mä ech zitéieren awer en Historiker, dat ass de Marc Schoellen, dee seet: „Wann een op d'Fro zréckkënnt, firwat datt bei eis Gaartdenkmäler manner gutt geschützt, erhalen a gefleegt si wéi zum Beispill an eisen Nopeschlänner Belsch, Frankräich oder Däitschland, dann huet dat och eppes domat ze dinn, datt déi rechtlech Bedéngungen, fir Gäert effizient ze schützen an ze fleegen, net genügend sinn."

Ech stellen dat emol an de Raum. Wa mer iwwer eng Reform vum Denkmalschutz schwätzen, ass dat do bestëmmt och derwäert, fir méi am Detail ze analyséieren.

Och de Conseil de l'Europe huet sech mat enger Rei Konventioune mat der Protektioun vum Patrimoine befaasst. Hei wëll ech just d'Konventioun vu Granada iwwert den Erhalt vum architektonesche Patrimoine an Europa ernimmen. Déi Konventioun ass ´85 vum Ministerrot vum Conseil de l'Europe guttgeheescht ginn. Lëtzebuerg hat déi Konventioun direkt ënnerschriwwen, mä mir hate se bis haut nach net ratifizéiert. Dat wëlle mer nohuele mam Projet de loi 6817, deen den 13. Mee 2015 déposéiert gouf.

An och hei erlaben ech mer dann, erëm eng Kéier ze soen, datt de Schutz vum Patrimoine, eisem eegenen an dem internationalen, der Politik laang Zäit net wichteg genuch war.

Et schéngt awer elo esou, wéi wa Bewegung an d'Spill kéim. Déi Debatt haut ass schonn en Zeechen. An et ass och schonn haut praktesch vu jiddwerengem erwähnt ginn: Den 28. an den 29. November waren zu Lëtzebuerg d'Assises du Patrimoine an der Abtei Neimënster. Esou Assisë kéinte méi oft, méi regelméisseg an och un de grand Public adresséiert sinn. Do waren eng ganz Rei interessant Kolloquien, ënner anerem och eng Table ronde, wou esou zimlech alles vertruede war, wat hei am Ländchen eng fundéiert Meenung an dësem Dossier ze äusseren huet. Esou Assisë sinn natierlech eng gutt Saach, „ee Laboratoire", huet den Här Bauler gesot.

Ech hunn allerdéngs keng Tracen am Internet fonnt, wat dann elo debattéiert ginn ass, an ech hu keng Konklusioune fonnt. Ech ka mer allerdéngs schlecht virstellen, datt dee Ministère, dee sech derfir asetzt, wichteg kulturpolitesch Tracen ze halen, net och derfir gesuergt huet, datt dës Assisë fir d'Nowelt dokumentéiert ginn. Et ass mer gesot ginn, an dat ass de Mëtteg och hei bestätegt gi vu verschiddenen Intervenanten, datt en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn ass, de Syvicol an den Intérieur hätte sech nach derbäigesat, an ech ginn och dervun aus, datt d'Ministesch eis eventuell haut nach eppes iwwert déi Konklusioune vun deenen Assisë wäert verroden.

Eis Kolleege vun der LSAP haten de Méindeg op enger Pressekonferenz gesot: Lëtzebuerg brauch onbedéngt en neit Denkmalschutzgesetz. Ech hat den Historiker zitéiert, den Här Schoellen, deen der Meenung ass, datt déi legal Basis, fir historesch Gäert ze schützen, praktesch inexistent wier. Et schéngt och esou, dat ass och scho gesot ginn, wéi wann déi Bestëmmungen iwwert d'Publicitéit am ëffentleche Raum sollten iwwerschafft ginn.

An enger Question parlementaire vun den Häre Bauler a Graas war och gefrot ginn: Majo, wéi ass dat méiglech, datt esou wichteg Bauwierker wéi de Pont Adolphe an de Palais grand-ducal an d'Kathedral net op engem Inventar si vun national geschützten Denkmäler?

An ech deelen do allerdéngs d'Aschätzung vun der Madame Minister, net datt dat soll éiweg esou bleiwen, mä si huet gesot: „Do ass och keng Gefor gewiescht, well eben de Service des Sites et Monuments ëmmer direkt konsultéiert gëtt, wann un deenen dote Wierker eppes geschitt."

Wann also elo just 1.050 Objete vu geschätzte 5.000 op der nationaler Denkmallëscht ageschriwwe sinn, dann ass dat natierlech een Zoustand, deen net däerf esou bleiwen. Ob dat allerdéngs eng grouss Urgence ass, do däerf een awer och nach gedeelter Meenung sinn.

D'Denkmalamt soll méi Personal kréien. Dat ass eng Grondviraussetzung, och wa mer, wéi den Här Fayot proposéiert, et nei opdeelen, nei glidderen. Ouni méi Personal kann ee schlecht eng nei Opdeelung maachen. Mir hunn dat als Gréng an der Vergaangenheet ëmmer gefrot. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech och haut nach.

Mir loossen eis gäre vun der Drénglechkeet vun engem neie Gesetz iwwerzeegen. Ech erënneren awer och zum Beispill un een Artikel vum Michel Pauly am „Forum" vum September 2006, deen do gesot huet: „Ee Gesetz ersetzt keng Politik."

Mir hunn eis och an deem Kontext nach eng Rei Froe gestallt. Mir wëssen alleguer, an den Här Fayot ass och drop agaangen: Viru 15 Joer ass en neit Gesetz déposéiert ginn. An ech hat de Pleséier, selwer jorelaang an der Kulturkommissioun ze sëtzen an d'Debatten iwwert dat Gesetz matzeerliewen.

2003, do war ech nach net derbäi, do war ech nach net an der Chamber, war déi deemoleg Presidentin vun der Kommissioun, d'Madame Nelly Stein, als Rapportrice designéiert. 2007 war et de Fred Sunnen. Si sinn allen zwee schonn net méi bei eis. 2009 war et dunn un der Madame Mergen. An zënterhier ass net méi vum Gesetz geschwat ginn, wat ech allerdéngs net an direkt Relatioun zu der neier Rapportrice wëll setzen.

Viru méi wéi 15 Joer ass d'Iddi vun engem neie Gesetz gebuer an op den Instanzewee geschéckt ginn. Wa mer elo nach ëmmer keen neit Gesetz hunn, da kann dat bedeiten, datt

mer ganz, ganz dréngend een neit Gesetz brauchen. Et kéint eventuell awer och bedeiten, datt dat aalt Gesetz vläicht net esou schlecht war, wéi mer dat alt heiansdo gemengt hunn, an datt mer och aner Weeër fonnt hunn, fir eisem gemeinsamen Zil, dem Schutz vum Patrimoine, méi no ze kommen.

Ee Wee, dee mer gaange sinn oder dee mer amgaange sinn ze goen, ass, Immeublen, déi schützenswäert sinn, ze repéréieren an iwwer PAGe vun de Gemengen ze schützen. Den Här Fayot huet dat als Feeler bezeechent. D'Madame Polfer huet dat net als Feeler bezeechent. Ech hätt och éischter d'Tendenz ze soen: „Dat war eng absolutt Noutwendegkeet." An ech probéieren och ze erklären, firwat.

E Musterbeispill ass natierlech, an dat ass och schonn erwähnt ginn, dat Wierk vum Christina Mayer „Topographie der Baukultur des Großherzogtums Luxemburg" iwwert de Kanton Iechternach. Do sinn och déi Kritären ugefouert ginn, déi och, mengen ech, allgemeng als gutt a wichteg unerkannt gi sinn. An déi Kritäre sollen och engem Gemengen- a Schäfferot et erméiglechen, nozevollzéien, firwat datt eppes soll geschützt ginn.

Dat Wierk vun der Madame Mayer gëtt als Band 1 bezeechent an et war geduecht, datt op dat éischt Wierk nach aner Bänn nokomme sollten. Dat ass eppes, wat ech mer géif vun Häerze wënschen a wou ech och hoffen, datt dat nach weidergeet, datt mer eng Kéier all déi Kantonen hunn.

Et ass awer och festgestallt ginn, datt et net schnell genuch géif goen. Den Här Fayot huet gesot, et ass villes futtigemaach ginn. Ech mengen, ech hunn et net gezielt, mä mengem Gefill no hutt Der sechsmol gesot, et muss schnell goen. An do ass dann och ebe festgestallt ginn, datt, wa mer eng streng wëssenschaftlech Virgehensweis hunn, mat deene Moyenen, déi mer nun emol nëmmen hunn haut, da gëtt ze vill schnell zerstéiert. Da si Saache futti, ier mer se kënne schützen.

Et muss een driwwer streiden, ob et feig ass, wann de Ministère d'Aufgab vum Schutz vum Patrimoine zumindest deelweis un d'Gemengen delegéiert. Ech mengen, mir hu schonn a ville Politikberäicher geléiert, datt et net ouni eng aktiv Mathëllef vun de Gemenge geet, sief et beim Wunnengsbau, sief et beim Klimaschutz, jo och beim Emweltschutz. Ouni Gemenge klappt et net.

Den Inventar vun deene Gebaier, déi dann eben net... En ass mir och net wëssenschaftlech genuch. Ech war nach déizäit zu Miersch am Gemengerot, wéi mer emol och iwwert déi Lëscht diskutéiert hunn. Dat ass heiansdo net esou einfach, déi Diskussiounen. Do gëtt och... Den Här Bauler huet gesot: „Schéin dierf net dat Haaptargument sinn." Mä, Här Bauler, do kënnt een awer heiansdo a schwiereg Diskussioune vu grad just: „Dat do ass e schéint Haus, dat musse mer halen. Dat do ass kee schéint Haus, dat kënne mer ofräissen."

Also, et ass net der Weisheit letzter Schluss. Mä ech mengen awer schonn, datt grad deen do Moyen vun engem Inventar awer schonn emol ee Stopp mécht. An ech kann Iech och de Bewäis eigentlech ginn, wéi urgent datt et ass. Mir hunn an deem Gemengerot zu Miersch iwwert d'Bauwierker geschwat. An dunn hu mer festgestallt: Majo elo schwätze mer hei iwwert dee Projet, mä dee gëtt et iwwerhaapt net méi. Dat Haus ass schonn ofgerappt! Dat heescht, wa mer waarden, bis mer d'ganzt Land wëssenschaftlech katalogiséiert hunn, da riskéiere mer awer wierklech ee groussen Deel vun deene Saachen, déi misste versuergt ginn, datt déi scho verschwonne sinn.

Da stellt sech fir eng Gemeng natierlech d'Fro: Wéi schütze mer? Just den Alignement?

(Interruption par M. Franz Fayot)

Här Fayot, ech si ganz knapp an der Zäit. Gären dann zum Schluss.

Wéi schütze mer, den Alignement oder den Alignement an d'Volumétrie, d'ganzt Haus a senger ganzer Bausubstanz? Fir d'Gemeng Miersch waren dat op enger éischter Lëscht 187 Denkmalobjeten an 226 historesch interessant Objeten. Dat ass schonn eng enorm Zuel. Dir hutt d'Zuele vun der Stad Lëtzebuerg, déi sinn nach méi impressionnant. Mä och fir eng Gemeng Miersch ass dat vill.

A wéi grouss den Drock op eng Gemeng ass, dat hunn ech Iech scho gesot. Duerfir menge mer, mer däerfen net bei deem Inventar stoe bleiwen, mä mer mengen, datt et awer éischter eng gutt Iddi war, fir d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen a fir op dee Wee wéinstens awer eng éischt Brems anzeleeën. An natierlech musse mer och elo weiderfueren. An natierlech mussen dann och elo déi staatlech Instanzen hir Aarbecht maachen.

An et ass mer awer och, an da kommen ech zum Schluss, immens wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen am Numm vun der grénger Fraktioun, datt et effektiv Leit gëtt, déi soen: Alles, wat net Passivhaus ass, muss ofgerappt ginn an duerch e Passivhaus ersat ginn. Dat ass awer net d'Meenung vun der grénger Partei.

Ech erlabe mer awer ze soen, datt et besonnesch an de Käre vun den Uertschaften a vun de Stied ganz oft kleng Haiser ginn, déi dostinn. An déi Leit, déi do wunnen, sinn net onbedéngt déi mat den déckste Paien. An et ass en Ënnerscheed, ob Der an engem Haus, wat energetesch sanéiert ass, lieft - dat ass en anert Liewens- a Wunngefill -, wéi wann Der an engem Haus sidd, wat zitt. Duerfir mengen ech schonn, mer sollen awer do och kompromëssfäeg sinn. A mer sollen och finanziell Ureizer gi fir déi Leit, fir sachgerecht a fachgerecht och grad just déi Haiser kënnen ze renovéieren an als Wunnraum attraktiv ze halen.

Ech soen Iech Merci. Meng Zäit ass ofgelaf. Ech soen och Merci fir d'Indulgence. A wann nach Zäit wier, da kann den Här Fayot mer awer och nach eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war esou schéin, datt Der eng Kéier am roude Beräich waart.

(Hilarité)

Une voix.- Mir sinn dat ganz oft.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Fayot huet dann d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz op dat agoen, wat d'Madame Polfer an och den Här Adam gesot hunn, zu mengen Aussoen zum Denkmalschutz am Kader vun de Gemengen. Ech sinn do vläicht e bësse falsch verstane ginn. Ech wollt en fait just soen, dass den eigentlechen Denkmalschutz, den nationalen Denkmalschutz näischt direkt ze dinn huet mam Gemengendenkmalschutz. De sougenannten Denkmalschutz am Kader vun de PAGe vun de Gemengen ass sécher e ganz utillt Instrument. Et huet awer natierlech méi...

An ech kann der Gemeng Lëtzebuerg nëmme félicitéieren, wa se 33%...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...vun hire Gebaier dann an enger Zon an deene Secteurs protégés oder den Ensembles sensibles stoen huet. Mä dat sinn éischtens, ëmmer e bëssen aner Kritären. Et wëllt net heeschen, dass se absolutt protegéiert sinn. Dat heescht, dat sinn zwou verschidde Saachen. An ech mengen, dass een all Gemeng natierlech soll gewäerde loossen, wa se gären am Kader vun hire PAGen dat solle maachen, an een dat och encouragéiert. An dat soll och accompagnéiert gi vum Kulturministère. Mä et sinn, mengen ech, zwou verschidde Saachen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech maachen eng Fro draus, Här Fayot. Ech ginn Iech recht. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Ech maachen eng Nuance. Ech mengen, selbstverständlech muss de Kulturministère seng Aufgaben iwwerhuelen. An ech soen dat och ganz kloer: Mir däerfen net dobäi stoe bleiwen!

Wou ech net... Erëm vläicht eng Geschicht vu Wording: Ob een d'Gemenge soll gewäerde loossen oder ob ee se soll encouragéieren, incitéieren, begleeden, da ginn ech awer éischter an déi Richtung, wou ech soen: Dat wier wichteg. An da schaffe mer op zwou verschiddenen Instanzen an Ebenen un deemselwechten Zil, nämlech de Schutz vun eisem Patrimoine.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt - entschëllegt, ech hat dee falsche Knäppche gedréckt - den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci. Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Alleréischt e grousse Merci un den Här Bauler fir déi Interpellatioun. Et ass net nëmmen interessant, heiriwwer ze schwätzen, et ass och e bëssen en Akt vu Courage, well, ech mengen, Dir an Ärer Partei, Dir hutt jo elo Är Beroderfirma, déi Liberal, an déi soen, de Stat soll sech iwwerhaapt net an d'Kultur amëschen. An Dir sot awer hei de Contraire elo. An do...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat hunn ech nach ni héieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Hutt Der dat net héieren?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat hunn ech nach ni héieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech ginn ënnerbrach vun der Madame Polfer. Wëllt d'Madame Polfer mer vläicht eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat hätt Der zwar gär, mä ech mengen net, dass d'Madame Polfer Iech eng stellt. Fuert Dir roueg virun! An ech wäert ganz gutt oppassen, dass Der net méi ënnerbrach gitt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Däerf ech mäi Saz nach eng Kéier vu vir ufänken?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech. An Dir kritt dat och net kontabiliséiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci. Also, ech wollt dem Här Bauler félicitéiere fir deen Akt vu Courage,...

(Brouhaha)

...well a senger Partei gëtt et der, déi Liberal, déi soen, de Stat soll sech iwwerhaapt net an d'Politik (veuillez lire: an d'Kultur) amëschen. An d'DP seet eis hei méi. Am Regierungsprogramm seet se souguer, si hätt souguer gär e Kulturentwécklungsplang. Et ass déi wonnerschéinst sozialistesch Approche, fir e Plang ze maachen, fir d'Kultur ze entwéckelen. Mä dat ass eng parteiintern Diskussioun.

Mä ech wëll profitéiere vun der Geleeënheet, fir no zwee Joer, nodeem dës Koalitioun hei um Rudder ass, emol vläicht en éischte Bilan ze maache vun deem wierklechen Engagement vun dëser Koalitioun fir den Denkmalschutz.

Ech gesinn zum Beispill eng Diskussioun tëschent engem grénge Buergermeeschter an enger bloer Ministesch iwwert den Hadir-Tuerm zu Déifferdeng. Eent zu null fir déi gréng, well den Tuerm ass verschwonnen!

Ech gesinn eng Diskussioun ëm fënnef Haiser zu Dikrech, déi de Service des Sites et Monuments wollt klasséieren, Aarbechterhaiser. Hei huet d'Sozialistesch Partei alt gekrasch iwwert d'Doléinerhaiser, eisen Héritage culturel an industriel an esou weider. An da geet déiselwecht Partei ënner engem roude Buergermeeschter zu Dikrech Haiser ofrappen! An da gëtt hei doriwwer geklot. Net iwwert de roude Buergermeeschter, mä awer d'LSAP mécht eng Pressekonferenz, fir iwwert den Denkmalschutz ze schwätzen ouni den Här Haagen, nodeem awer zu Dikrech dat do geschitt ass.

Iwwerhaapt hunn ech fonnt, datt déi Pressekonferenz vun der LSAP awer e komesche Stil war an enger Koalitioun. Eng Partei aus der Koalitioun geet hin an hélt enger Partei, déi awer de Minister huet, eigentlech de Botter vun der Schmier, virun enger Koalitiounsdebatt oder virun enger Diskussioun hei an der Chamber.

E ganz, ganz komesche Stil! An och nach vun enger Partei, fannen ech, déi am Denkmalschutz u sech sech sollt vornehm zréckhalen. Well ech erënnere mech nach, ech sinn al genuch derfir, datt Jeunes et Patrimoine `92 just dem Här Goebbels de gëllene Bagger geschenkt hat fir seng Méritten un der Zerstéierung vun der Alstad. Also, ech wär, wat d'LSAP ugeet, ganz virsiichteg, souwuel am Stil wéi och am Contenu vum Denkmalschutz.

Awer dës Regierung huet och d'Subsidereglement da reforméiert. Dat ass och eppes, wat e bësse komesch ass, well et just déi sozial Schwaach trëfft, well déi kënnen eben dann net méi esou renovéieren. An et trëfft nach eng zweet Saach, déi awer och vläicht politesch d'Intentioun ass: d'Kierchen. D'Kierchen an d'Synagogen; ech wëll déi net ausschléissen.

Well et ka jo net sinn, an dat ass jo och eppes, wat an där ganzer Diskussioun ëm d'Trennung vu Kierch a Stat awer ze kuerz kënnt, dat ass, datt d'Kierchen an all déi Konscht an de Kierchen - et ass ee vun deem wichtegsten Deel vun eisem Patrimoine hei am Land -, datt dee Kierchefong, dee soll geschaf ginn, dofir kann eleng opkommen. D'Fro ass: Ass dat net eng Intentioun och vläicht vun der Regierung, fir herno einfach nozekucken, wéi déi Kierchen zu ganz komeschen Zwecker benotzt ginn, wa se bis desakraliséiert sinn?

An da kënnt nach derbäi, wéi dann...

(Interruptions)

Jo, ma neen... Dat ass jo awer e wichtegen Deel, ech mengen, vun der Séil vun eisem Land. An d'Fro ass: Wéi vill där Kierche sinn dann iwwerhaapt ënner Denkmalschutz hei am Land? Et sinn der net vill. A wéi vill sinn der an der Prozedur? Well normalerweis musse se jo am Regierungsrot dann ënner Denkmalschutz gestallt ginn.

An ech froe mech bei där ganzer Diskussioun, déi mer am Ableck hunn ëm d'Trennung vu Kierch a Stat, ob iwwerhaapt de Regierungsrot nach higeet a Kierchen ënner Denkmalschutz stellt, well vläicht den Hannergedanken ass, „da kënne se muer als Bistro oder als Theater genotzt ginn". An dat ass eng Fro, déi ech awer gär stellen: Wéi wëllt Der dee Patrimoine vun de Kierchen a vun de Synagogen dauerhaft schützen hei am Land an net nokucken, wéi se denaturéiert ginn an humiliéiert ginn?

An och deen Engagement fir den Denkmalschutz, deen iwwerzeegt mech eigentlech iwwerhaapt net! Mir hunn hei Saachen, déi a Gefor sinn. Mir hunn d'Ettelbrécker Gare, déi kéint erhale ginn. Do ass guer kee Wëllen do. Mir hunn aner Saachen am Land, ech hu mer der e puer opgeschriwwen. Mä et ass einfach eng Geforesituatioun fir vill Saachen.

Mir hunn à l'échelle luxembourgeoise... Ech mengen, mäi Virriedner vun der grénger Partei hat vun den Taliban geschwat, mä à l'échelle luxembourgeoise hu mir och Taliban, déi Kulturgidder zerstéieren, notamment d'Demokratesch Partei an der Haaptstad, déi scho laang um Rudder ass. Ech erënneren un de Pôle Nord, ech erënneren un d'Maison Berbère, ech erënneren un de Crédit Lyonnais. Ech erënneren...

(Interruption)

Ma neen, mä dat sinn awer Saachen. An d'Madame Polfer kënnt heihinner, Här President, a seet: „Dat wor virun `92." Mä wa meng Erënnerung richteg ass, ass d'Madame Polfer Buergermeeschter vun der Haaptstad vun `82 bis `99 gewiescht. A se kann elo net heihinnerkommen a soen: „Ech hu keng Verantwortung fir dat, wat deemools do geschitt ass."

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech hunn ni d'Autorisatioun ginn, fir de Pôle Nord ofzerappen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, d'Demokratesch Partei,...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här Kartheiser, ech hunn ni d'Autorisatioun ginn, de Pôle Nord ofzerappen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...haut assistéiert vun deene Gréngen, zerstéiert Saachen, déi wäertvoll sinn an der Haaptstad. An d'Madame Minister huet eis hei... an der Regierungserklärung steet dat, et wäre Saachen do wéi d'Ardoisières vu Martelange, déi wäre wichteg, oder d'Halle des soufflantes vu Belval wär wichteg. Dat steet an der Regierungserklärung. Et steet awer net méi, oder et ass net méi hei gesot ginn, wéi d'Madame Minister am November heihinnerkoum, fir mat eis iwwer hir Prioritéiten ze schwätzen, du wor dat net méi an der Diskussioun. An zu Martelange, do gëtt e bëssen do gewurschtelt, fir d'Saach um Lafen ze halen, mä awer deen Élan, fir dat erëm nei opzebauen oder fir wierklech do ze investéieren, deen ass net festzestellen.

Bei anere Saachen, Ricciacus, also Duelem, a Kolpech an esou weider, Mansfeld, dat si grouss Kulturevenementer: näischt ze héieren. Ähnlech mat deene méi schwierege Kapitelen aus der Geschicht, wéi zum Beispill Cinqfontaines, wéi d'Villa Pauly, wéi d'Hollerecher Gare, do feelt et eis un Initiativ a Wëllen! Mir gesinn dee Wëllen net. Mir gesinn och keng Linn.

Wann ech elo kucken, zum Beispill d'Madame Minister, mat der Madame Buergermeeschter vun der Haaptstad, déi wor mat derbäi, se sinn d'Rotonden aweie gaangen d'lescht Woch oder viru véierzéng Deeg, ech weess et net méi genee. Mä do ass... A mengen Aen liesen ech do eng Konzeptlosegkeet.

Ech erënnere mech ganz gutt, Madame Minister, wou Dir - oder ech wëll mech un d'Chamber adresséieren, Här President, soss géift Der mech à juste titre hei drun erënneren -, mä wou d'Madame Minister an d'Regierung komm ass, eng vun deenen éischte Saache war, fir déi Konventiounen ze kënnegen, mat deem Argument: „Mir musse fir d'Éischt e Konzept hunn an da kucke mer, wie wéi vill Sue kritt." Wat logesch ass.

Mä elo geet d'Madame Minister hin a bei de Rotondë seet se: „Mir mussen eis iwwerleeën, wéi ee Konzept mer kënnen an déi zweet Rotonde erasetzen." Dat ass an engen Interview, dat kann all Mënsch noliesen. An da seet se gläichzäiteg: „Mä de Budget fir 2016 setze mer schonn an d'Luucht." Do ass et also ëmgekéiert. Mir hu kee Konzept, mä de Budget geet an d'Luucht. Bei de Konventiounen huet et geheescht: Wie kee Konzept huet, dee kritt de Budget gestrach. Herno huet zwar awer jiddweree méi kritt. Mä bon, dat ass eng aner Diskussioun.

Mir sollen haut iwwert d'Referenzpunkte vun der Reform vum Gesetz schwätzen. Et gëtt der véier: de Rapport Desseilles; dee Projet de loi, deen haut schonn e puermol diskutéiert ginn ass, vun 2000; de Pacte culturel vun 2008 an eng Rei vun internationale Konventiounen. Mä mir denken awer als ADR, datt et emol gutt wär, dat Potenzial an deem Gesetz vun 1983 emol voll ze notzen, wat dat Gesetz awer hiergëtt, an déi legal Instrumenter, déi existéieren.

Do wär zum Beispill, ganz Ensembele klasséieren. Dat gëtt jo awer net gemaach. Vläicht an

der Gemeng, awer net op nationalem Niveau. Oder wichteg Monumenter klasséieren. Wat ass dat da fir en Argument, fir ze soen: „Mir brauchen d'Kathedral net ze klasséieren, well se ass souwisou net a Gefor."? Dat iwwerzeegt mech net. Neen, um nationalen Niveau, oder de Palais oder aner Gebaier vun där Ranguerdnung.

Oder wéi ass et mat engem Perimeter ronderëm geschützte Gebaier? Oder mat engem Matsproocherecht vum Bierger? Mir hu virun allem déi gréng, déi ëmmer schwätzen: Ma all Bierger muss bedeelegt ginn, mat u Biergerversammlungen, Matsproocherecht. Wou ass deen am Denkmalschutz? Wou setzt déi Koalitioun dat dann ëm, wat se eis als Credo verkeeft? Néierens!

Dann hu mer de Problem mat dem Personal a Sites et Monuments. Ech sinn entsat, wann ech bedenken, ech hunn d'Télefonsbuch vun der Regierung, do kucken ech, wann ech mech net iren, datt 16 Leit do schaffen. Et sinn der esou vill wéi an de Rotonden. Mä dat ass deen nationale Service fir Sites et Monuments! All aner Kultur-... oder ech wëll net iwwerdreiwen, mä vill aner Kulturinstitutiounen am Land hu vill méi Leit. Wat ass dat da fir e politesche Wëllen?

Do muss ech allerdéngs d'Kolleege vun der CSV mat aschléissen. Iwwer all déi Joren hunn déi Parteien, déi an der Regierung waren, schwaarz, rout, blo an elo och gréng... Wou ass dann de Wëllen, fir den Denkmalschutz ze maachen, wann een do net déi Leit an déi Mëttelen hisetzt, déi et géif brauchen?

Enseigne publicitaire: Et ass kee Gesetz gemaach ginn. An dat gëtt dat Gesetz vun 1983 awer och hier. Et ass wichteg, fir et ze maachen. Et ass awer net gemaach ginn.

Mir denken op jidde Fall, datt ee muss eng Rei vu legale Moossname virgesinn, wann ee wierklech dem Denkmalschutz wëllt e Gefale maachen.

Éischtens muss een emol higoen an aner Kategorië vu Klasséierung kënne virgesinn, wéi just ze soen: Dat ass e Monument national. Dat ass e grousst Wuert. Kommt, mir schwätze vu Monument historique oder vun enger anerer Terminologie, déi mer kënnen aféieren, an och vu méi Flexibilitéit an der Natur vun der Klassifizéierung! Dat géif Verschiddenes och vläicht scho méi einfach maachen.

Dann ass et effektiv besser, de Stat ass responsabel derfir, wéi d'Gemengen. Well, an zemools an deene klenge Gemengen ass et ganz schwéier fir Buergermeeschteren, fir vläicht dem Wëlle vun deem engen oder vun deem aneren entgéintzestoen a fir sech fir den Denkmalschutz iwwerzeegend anzesetzen.

D'Verwaltungsprozedure musse méi einfach ginn. A mir brauchen Décisiounen op Verwaltungsniveau, fir kënne Saachen ze klasséieren. Dat ass am Ausland och de Fall. Mir brauchen ëmmer e Bléck op d'Promotioun an d'international Vernetzung, Tourismus, wa mer esou Saache maachen, an e Service éducatif.

Zwee Wierder nach iwwert d'Chance fir d'Handwierk, well dat ass eppes ganz Wichteges. Mir brauchen d'Méiglechkeet fir d'Handwierker hei am Land, sech esou ze qualifizéieren an der Restauréierung vu Gebaier, am Denkmalschutz, datt se dat Wëssen och kënnen exportéieren. Dat ass e Créneau fir d'Handwierk, e wäertvolle Créneau, wou mer Leit am Ableck heiansdo aus Rumänien, aus Polen komme loossen, fir Saachen ze restauréie ren.

Mir kënnen dat hei am Land förderen, ausbilden. Dat solle mer maachen. A mir sollen net higoen, wéi déi gréng et maachen, fir alles zu Passivhaiser oder esou ze isoléieren, datt d'Haiser herno komplett verschimmelt sinn, well dat ass d'Resultat vun där grénger Politik am Bau. Dat brauche mer net. Mir brauchen och nach Haiser, déi liewen, esou wéi se geduecht waren, op eng natierlech Manéier, wou ee kann d'Fënsteren opmaachen.

Ech wëll als Konklusioun just hoffen, datt net d'Resultat vun dëser Regierung e Genre Bild vun der Madame Nagel ass, e bësse wéi de Picasso „Paysage de la culture luxembourgeoise au crépuscule". Dat ass d'Resultat vun Ärer Politik.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Kulturministesch, d'Madame Maggy Nagel, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech wollt lech virop alleguerten, mam Här Bauler ugefaangen, Merci soe fir déi interessant Rieden, déi mer de Mëtteg hei konnten héieren. An ech sinn iwwerzeegt, an et ass och de Bewäis, datt de Patrimoine eis all eppes ugeet an datt mer wierklech alleguerte ganz no mat eisen Aussoen niewentenee sinn. Mir mussen nach just dat Matenee fannen.

Wéi Der wësst, si mer am Ministère amgaangen, e Gesetzesprojet auszeschaffen. A mer si mat risege Schrëtt op eng nei Aart a Weis an a ganz kuerzer Zäit ganz gutt virukomm. Nodeems ech déi lescht Deeg villes gelies an och gehéiert hunn, sinn ech frou, datt eng ganz Partie Elementer, Fakten, Statistiken aus der Etüd vum Här François Desseilles - deen ass de Mëtteg nach net esou hei ernimmt ginn, mä deen ass awer e ganz wichtege Personnage an där ganzer Diskussioun vun dem Patrimoine, wéi et an Zukunft soll ausgesinn -, déi ech am Mee hei d'lescht Joer gemaach hunn, d'Geleeënheet hei am Haus hat, fir schonn drop anzegoen, mat an d'Iwwerleeungen agefloss sinn. An et gëtt engem, no all deem, wat mer de Mëtteg elo hei héieren hunn, och d'Sécherheet, datt mir also a ville Punkten och schonn op enger Linn leien.

Ech wëll op dëser Plaz och drun erënneren, datt et schonn e legislative Reformversuch gouf mam Gesetzesprojet 4715, deen de 17. Oktober 2000 hei déposéiert ginn ass an zanter bal 15 Joer no jorelaangem Hin an Hier definitiv am Tirang verstëbst. Ech hu gesot, datt mer den Ament an eisem Haus intensiv un engem Gesetzesprojet schaffen. An ech wëll de Mëtteg unhand vun e puer Zuele verdäitlechen, wéi breet mer opgestallt sinn an der Ausaarbechtung vun deem neie Gesetz.

Wéi ass et ugaangen? Mat den Assises du Patrimoine Enn November 2014 hu mer de Grondstee geluecht. An duerno hu mer fir déi dräi spezifesch Beräicher - Patrimoine architectural, archéologique, de mobilier an de Patrimoine immatériel - Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff. An an dësen Aarbechtsgruppe waren am Ganze bal 30 Leit. Se sinn aachtmol beieneekomm an et gouf ronn 24 Stonne ganz konstruktiv a kontrovers diskutéiert.

An op Basis vun deene Gespréicher an deenen Erfahrungen, déi ech bis haut mam Dossier Denkmalschutz gemaach hunn, sinn ech amgaangen, mat menge Leit am Ministère en Avant-projet de loi ze schreiwen, deen ech fest wëlles hunn, nach virum Enn vum Joer hei an de Chamber ze déposéieren.

Ier ech a grousse Linnen drop aginn, wat mer plangen, wéilt ech awer emol direkt zwee Constate maachen.

An der Vergaangenheet goufen net genuch Gebaier national protegéiert. Dat huet mat sech bruecht, datt mer dacks aus enger Urgence eraus hu misse schaffen. A wann zum Beispill eng Baugenehmegung vum Buergermeeschter scho virlouch fir e schützenswäert Gebai, wat sollt ofgerappt ginn, da ware mer munchmol an enger ganz, ganz spezieller Situatioun.

Dernieft feelt et beim Erhale vum Patrimoine u Kohärenz. Wéi soll ee sech soss erklären, datt op ville Plazen uechtert d'Land al a schützenswäert Gebaier net protegéiert sinn oder deels schonn ofgerappt goufen? D'Feele vun engem zolitten Inventaire ass de Grond fir déi Inkohä renz an ass Pompjeesattitüd.

An duerfir verlaangen ech vum éischten Dag un en transparenten an ëffentlechen Inventaire vu schützenswäerte Gebaier, deen an enger Datebank vun all Mënsch consultéiert ka ginn. Mir sinn an där paradoxer Situatioun, datt zum Beispill hei an der Strooss vum Krautmaart dräi Adresse klasséiert sinn, awer net de Palais an och net d'Chambersgebai. Eng ganz speziell Situatioun, obschonns an dem Bebauungsplang vun der Stad Lëtzebuerg déi Gebaier protegéiert sinn.

Dat wëll ech änneren. An duerfir wäerte mer eis Moyene ginn, esou en Inventaire parallell zum Gesetz opzestellen. Moyenen, dat heescht iwwert de Wee vun Experten, déi mer asetzen, fir eis do eng Hand mat unzepaken.

Den Nohuelbedarf am Klasséiere vu Gebaier an d'Inkohärenz bei de Schutzprozedure sinn och den Ursprong vun der Rechtsonsécherheet, déi aktuell fir all Bedeelegt besteet. An de leschte Joren huet de Service des Sites et Monuments Nationaux sech haaptsächlech investéiert, fir de Gemengen am Kader vu sougenannte Begehungen zur Säit ze stoen, fir datt déi lokal schützenswäert Gebaier an déi nei PAGe kënnen afléissen.

Och wann dës Aarbecht wichteg ass an och net verluer geet, muss den Denkmalschutz och op nationalem Niveau virugedriwwe ginn, an dat souwuel iwwert dem Buedem wéi ënnert dem Buedem, fir datt mer endlech aus där Situatioun, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, hei an deem dach klenge Land erauskommen.

Fir datt mer eis richteg verstinn: D'Aarbecht vum Denkmalschutz soll gestäerkt aus eiser Reform ervirgoen. An dat erreeche mer net, andeems mer de Service des Sites et Monuments ofschafen oder an e falscht Liicht setzen. De Message ass een aneren. Mir wëllen d'Denkmalschutzamt zesummeleeë mat der Archäologie an esou nei a méi effikass opstellen, mat natierlech deenen néidege Finanzen an deenen néidege Ressource-humainen, déi mer eis mussen an dësem Fall ginn, a wou ech hoffen, datt mer dat och akzeptéiert kréien, wann et bis an engem Budget steet.

Et soll och eng aner Kommunikatioun si mat dem Ministère selwer. No bannen an no bausse musse verschidde Saachen och verbessert ginn.

D'Aufgaben am Déngscht vum Patrimoine si gewalteg a permanent. An de Bedarf u Reformen ass et och, wat awer net heescht, wéi esou munchereen dat wëllt verstanen hunn, datt d'Aarbechte vum Service des Sites et Monuments oder déi vum Centre National de Recherche Archéologique hei en cause wieren. Unhand vun e puer Zuele wëll ech all den Zweifler weisen, datt eis Conservateuren, Architekten an dat ganzt Personal net chômëiert.

Erlaabt mer e puer Beispiller. Zanter 2010 goufe ronn 2.000 Kontrakter am Wäert vun iwwer 60 Milliounen Euro ofgeschloss, fir Gebaier vum Stat ze valoriséieren. Et goufen 2.200 Subventiounen am Wäert vun iwwer 13 Milliounen accordéiert, fir Gemengen a Privatleit an der Restauratioun vun hire Gebaier ze hëllefen.

An deem Kontext si schonns eleng an der Moyenne véier Visitten den Dag noutwendeg. An am Ganze si vu menge Leit vum Service des Sites et Monuments 500 Begehungen an deene leschte sechs Joer an all eise Gemenge gemaach ginn. Visitten, déi net ëmsoss sinn - d'Resultater gesi mer -, well schonn elo sinn eng zwielef Gemengen, déi hire PAG ofgeschloss hunn, déi dem Patrimoine eng ganz besonnesch Attentioun ginn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Ausschaffe vun eisem Projet de loi kënne mer, wéi ech scho gesot hunn, op d'Etüd vum Här Desseilles zréckgräifen, déi meng Virgängerin, d'Madame Modert, nach an Optrag ginn hat. Dëse belsche Jurist an Expert a Saache Protection du patrimoine culturel huet eis ënner anerem och vill Opschlëss doriwwer ginn, wéi dëst Thema am Ausland gehandhabt gëtt.

Dësen Avant-projet, an dat ass nei an dësem Domän, gëtt, wéi ech scho gesot hunn, am Kader vun engem participative Prozess ausgeschafft. An no den Assises du Patrimoine hu mer breet gefächert Aarbechtsgruppen agesat, fir um Text matzeschaffen. Si hunn op dräi Sujete geschafft: de Patrimoine architectural, de Patrimoine archéologique an de Patrimoine mobilier an immatériel.

Nieft deene verschiddene Ministèren oder Verwaltungen, déi concernéiert sinn, hu mer d'Dieren awer och fir d'Zivillgesellschaft opgemaach. Associatioune fir den Denkmalschutz, de Mouvéco, de Syvicol, den Ordre des architectes, alleguerte ware se an deene Gruppe vertrueden a konnte mat diskutéieren.

Nei ass awer och, datt dës Regierung sech derfir asetzt, datt Lëtzebuerg déi längst iwwerfälleg international Konventiounen an dëser Matière ratifizéiert an dës och an deen neie Gesetzesprojet wëllt mat afléisse loossen. Esou huet Lëtzebuerg kierzlech d'Unesco-Konventioun iwwert den Import-Export an illegalen Handel mat Kulturgidder vun 1970 ratifizéiert. An dernieft hunn ech am Mee dëst Joer e Gesetzesprojet hei am Haus déposéiert, fir d'Konventioun vu Granada 1985 ëmzesetzen, wou et ëm de Patrimoine architectural geet.

An ech wëll esou séier wéi méiglech e Projet de loi déposéiere fir d'Approbatioun vun der Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique vun 1992, d'Convention La Valette, wou Lëtzebuerg dat zweetlescht europäescht Land ass, wat dës Konventioun vu La Valette soll ratifizéieren. Et geet mer drëms, wat nei ass och, fir datt dëse Virentwerf wäert de gesamte Patrimoine culturel betreffen, dat heescht souwuel den architecturalen an archäologesche wéi de Patrimoine mobilier an immatériel.

Dernieft soll an dësem Gesetz och den institutionelle Volet geregelt ginn, duerch d'Schafe vun enger Administration du Patrimoine culturel, an där d'Zoustännegkeete fir all Patrimoine zesummegeluecht ginn. Ech denken do natierlech un de Service des Sites et Monuments an de Centre National de Recherche Archéologique. Aus enger disparater a vereelzter Legislatioun soll e modernt Denkmalschutzgesetz entstoen, wat scho Virriedner vu mir hei ernimmt hunn.

Et gouf och scho gesot, datt et d'Zil ass, dem Denkmalschutz en neie Stellewäert ze ginn. De Schutz vum Patrimoine soll genau wéi den Ëmweltschutz zu de gefestegte Grondwäerter vun eiser Gesellschaft an eisem Rechtssystem gehéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dann elo op déi Haaptpunkte vun dëser neier Denkmalschutzpolitik agoen.

D'Erstelle vun engem nationalen Inventaire ass absolutt an dréngend noutwendeg. A beim Erstelle vum Inventaire soll de Schwéierpunkt op déi reng Wëssenschaftlechkeet geluecht ginn. Et ass wichteg, ze ënnersträichen, datt esou en Inventaire och en Objet ka beinhalten, deen net oder nach net klasséiert ass, datt awer ëmgedréit et och méiglech ass, näischt klasséiert ze ginn, wat et net op den Inventaire packt. An doranner läit schonns eng gewësse Rechtssécherheet.

D'Décisioun, wat op deen Inventaire stoe soll kommen, soll also net politesch geholl ginn, mä soll opgrond vu klore wëssenschaftleche Kritären doranner agedroe ginn. Do, mengen ech, si mer eis alleguerten eens.

D'Aarbechte fir dësen Inventaire, dee méi detailléiert soll gi wéi d'Begehungen, déi an de leschte Jore gemaach goufen - an do schwätze mer net vun engem Inventaire, mä do schwätze mer vun enger Bestandsopnahm -, mussen esou séier wéi méiglech ugefaange ginn, fir datt dëst Instrument am Idealfall scho steet, ier de Gesetzestext a Kraaft trëtt.

Mir wëllen eng Transparenz schafen, déi et esou nach net gëtt, andeems all Bierger dobausse sech da kann ukucken, wat fir e Gebai geschützt ass a wat fir eng schützenswäert sinn. An d'Iddi ass et, dësen Inventaire an e GIS, ee geografeschen Informatiounssystem, afléissen ze loossen. An dee soll fir de Public fräigeschalt ginn.

Den Inventaire, deen op Basis vu klore wëssenschaftleche Kritären erstallt gëtt, soll en Instrument de connaissance ginn. Dat heescht, datt déi Gebaier, déi dropstinn, net automatesch klasséiert sinn. Mir wëllen effektiv net op de Wee wéi an Däitschland goen, wou iwwer e System vu Lëschte protegéiert gëtt.

Nieft dem Inventaire wëlle mer awer och d'Protektiounsprozeduren änneren a méi einfach maachen. Alles dat, fir datt mer esou séier wéi méiglech méi ewéi just ee Fënneftel vun eise schützenswäerte Gebaier herno klasséiert hunn. Esou soll et an Zukunft just nach eng Protektiounsprozedur ginn. Dat heescht, den Inventaire supplémentaire, deen am Fong als eng reng provisoresch Mesure virgesi war am Gesetz, soll ewechfalen. D'Décisioun vun engem Klassement vun engem Gebai géif allerdéngs ëmmer nach um Ministerniveau geholl ginn.

Souwuel den Inventaire wéi och d'Klassementer sollen op deene 16 international unerkannte wëssenschaftleche Kritären duerchgefouert ginn, déi aktuell scho gebraucht ginn an och dacks vun de Geriichter analyséiert ginn. Dës objektiv Kritäre mussen allerdéngs nach zum Deel verfeinert a méi kloer formuléiert ginn, ier se dann an engem Règlement granducal festgehale solle ginn, fir datt d'Leit dobaussen an awer och eis Geriichter mat enger honnertprozenteger Sécherheet wëssen, no wéi enge Kritären hei zu Lëtzebuerg geschützt gëtt an datt dëse Schutz och kohärent ass.

Mir stinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun engem Défi. Mir hunn een enorme Retard opzehuelen a Saachen Erstellung vun engem wëssenschaftlechen Inventaire op nationalem Niveau an a Moderniséierung vun den nationale Klassementsprozeduren. Op där anerer Säit hu mer e groussen Drock um Wunnengsmaart. An dat verflicht eis derzou, bannent kuerzer Zäit a fir eng Iwwergangsphas Léisungen ze fannen, déi d'Zerstéierung vum nationale Patrimoine verhënneren, ouni nei Wunnengsbauprojeten ze blockéieren.

An deem Sënn schaffe mer zesumme mam Innenminister, dem Här Dan Kersch, un enger Circulaire fir d'Gemengen, déi nach virum Summer soll erausgoen an déi d'Gemenge wäert derzou opruffen, an enger Phase transitoire, dat heescht soulaang mir nach keng Inventairen hunn, d'Informatioun iwwer eng Baugenehmegung betreffend e Gebai, wat schützenswäert ass, awer national nach net geschützt ass, un de Service des Sites et Monuments weiderzeginn.

Och wann de Stat senger Verantwortung a Saachen Denkmalschutz muss nokommen, gesi mir d'Gemengen nach wie vor als e wichtege Partner am Denkmalschutz, dee mer wëlle mat iwwert dee Wee abannen. Si sinn e wichtege Partner. An de Bewäis derfir sinn déi ronn 20.000 Gebaier, déi d'Gemengen zesumme mam Sites et Monuments am Kader vum Repérage vum lokale Patrimoine fir d'PAGen als schützenswäert identifizéiert hunn.

E Wuert, dat ass de Mëtteg hei opkomm, zu de Kierchen. Wou mer alleguerten därselwechter Meenung sinn, dat ass, datt et wichteg Zeie si vun der reliéiser a sozialer Geschicht an eise Stied an an eisen Dierfer. Bis elo sinn 126 Objeten, dozou gehéiere Kierchen, Gebaier am Allgemengen, Kierfechter, Mobilier, Monumenter

an esou weider als Monument national klasséiert. Dovunner sinn et 45 Kierchen a 14, déi um Inventaire supplémentaire nach dropkommen, an nach ongeféier 500 Édifice-religieuen, wou den Inventaire en cours ass, wou d'Avise musse virleien a wou et d'Intentioun vun eis ass, fir op de Wee vun engem nationale Schutz ze goen. Also wëlle mer dat net blockéieren, wéi dat hei gesot gëtt, mä mir wëlle ganz kräfteg un deene Klassementer viruschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo esou, datt mer eréischt eng absolutt Planungs- a Rechtssécherheet kréien, wa mir bis all inventoriéiert Gebaier geschützt hunn an datt mer an enger Phase transitoire op de genannten Informatiounsfloss duerch d'Gemengen ugewise sinn. An ech wëll hei den exzellenten Informatiounsfloss ënnersträichen, dee mer an deene leschte Méint mat enger Stad Lëtzebuerg haten.

Esou stelle mir eis déi Zesummenaarbecht vir. An ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat d'Madame Polfer elo d'éinescht gesot huet: D'Stad huet sech an deene leschte Joren oder jorelaang schonn nach ëmmer fir hire Patrimoine agesat. An e ganzt Ëmdenken ass nach derbäikomm, dat heescht, nach méi sensibel wëlle si mat deem Patrimoine, dee si hei an der Stad hunn, ëmgoen. An dorunner schaffe mer zesummen.

Mir wëllen och vun dësem Gesetzesprojet profitéieren, fir wichteg Notiounen, déi an eisem aktuelle Gesetz feelen an deelweis an internationale Konventioune stinn, mat ze integréieren. Hei geet et zum Beispill ëm d'Definitioun selwer vum Patrimoine culturel an awer och ëm déi Notioun vum Ensembel, déi zwar elo scho vun der Jurisprudenz akzeptéiert gëtt, mä déi eben nach net gesetzlech verankert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn uganks gesot, datt den Denkmalschutz eis all eppes ugeet. An et muss méi zum Thema Denkmalschutz sensibiliséiert ginn. Lëtzebuerg brauch eng Prise de conscience vu sengem Patrimoine culturel an eng Denkmalkultur.

Mir musse bei eise Kanner ufänken, fir déi op engem Niveau ze sensibiliséieren, wou se an de Schoule wierklech bereet sinn, fir mat eis drop ze goen. Esou kann zum Beispill dru geduecht ginn, datt nieft de Journées du patrimoine, déi et scho gëtt, méi an de Schoulen organiséiert ka ginn, esou wéi dat am Beräich vun der Ëmwelt scho geschitt. Esou kéint een, wéi et elo schonn am „natur musée" mat der Ëmwelt gemaach gëtt, de Kanner iwwert dee Wee den Denkmalschutz entweder a Muséeën oder firwat net op der Plaz vum Patrimoine selwer méi no bréngen a se domadder iwwert dee Wee mat hirem Patrimoine konfrontéieren.

Dernieft muss awer och déi ëffentlech Sensibiliséierungsaarbecht bei de Leit an och bei de Gemenge virugedriwwe ginn. Ëmmer erëm mussen eis Leit am Land doruechter pilgeren, ëmmer erëm Erklärunge ginn, ëmmer erëm op déi verschidde Froen, déi nach op sinn, Äntwerte ginn.

Denkmalschutz ass och d'Visittekaart vun engem Land, net nëmme fir den Tourismus, mä och fir d'Image de marque vu Lëtzebuerg an en Haaptfacteur vun eiser Identitéit, wat och schonn hei gesot ginn ass.

Mir wëllen den Denkmalschutz och weiderhi finanziell ënnerstëtzen. Sou sollen d'Bierger net nëmmen duerch déi aktuell Subventiounen Direkthëllefe kréien. Mir wëllen aner Weeër fannen, den Denkmalschutz attraktiv ze maachen. An heizou muss ee soen, datt duerch e Règlement grand-ducal vum Dezember 2014 Äarbechten net nëmmen un nationalen, mä och u lokal geschützte Gebaier ënnerstëtzt ginn.

Och schafe mir e Plan national pour la protection du patrimoine culturel aus. An dëse Plang soll d'Politik an den Denkmalschutz orientéieren a verschidde Mesurë beinhalten, wéi zum Beispill prioritär Zonen, déi misste protegéiert ginn, en Aktiounsprogramm a Saache Patrimoine oder awer Sensibiliséierungsmesuren. Dëse Plang wëll ech an Zesummenaarbecht mat alle concernéierte Partner an Zukunft ausschaffen.

Um Enn wëll ech awer och nach drop agoen, wéi déi verschidden décisionnel Institutioune solle fonctionnéieren. Ech wëll eng Administration du Patrimoine schafen, déi fir de gesamte Patrimoine culturel zoustänneg ass, mat Sektioune fir de Patrimoine architectural iwwert dem Buedem an de Patrimoine archéologique ënnert dem Buedem an de Patrimoine mobilier an immatériel.

Parallell soll e Service de l'inventaire mat all dëse Servicer zesummeschaffen. Seng Missioun ass d'Erstellung an d'Aktualiséierung vun engem kompletten Inventaire iwwer eise Patrimoine. De Service des Sites et Monuments an de Centre National de Recherche Archéologique sollen ënner eng gemeinsam Verwaltung gestallt ginn.

Wéi Der gesitt, komme mer net laanscht eng grouss Ëmorganisatioun vum Service des Sites et Monuments a vum Centre National de Recherche Archéologique. Dës Servicer sollen déi néideg mënschlech a finanziell Ressourcë kréien. Et ass ganz wichteg, datt mer do alleguerten derhannert sti fir all déi Doléancen, déi mer hunn, datt et soll flott, séier a performant virugoen, fir déi wichteg wëssenschaftlech Aarbecht am Déngscht vum Denkmalschutz voll a ganz kënnen ze erfëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt dës Reform eisem Patrimoine en neie Stellewäert gëtt an datt och en neit Bewosstsinn entsteet. Mir sinn eis an de Generatiounen, déi no eis kommen, dat schëlleg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Kulturministesch. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm.

Rendez-vous muer de Mëtten um zwou, mat ënner anerem der Reform vum Sozialdialog.

Ech soen Iech Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.55 heures)

SÉANCE 43 JEUDI, 2 JUILLET 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6543 - Projet de loi relatif à l'archivage électronique et portant modification:

1. de l'article 1334 du Code civil;

2. de l'article 16 du Code de commerce;

3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question urgente n°1264 de M. Max Hahn et de M. Gusty Graas relative aux logements de service

- *M. Gilles Roth, Mme Simone Beissel, Présidente de séance*
- *M. Gusty Graas, M. Gilles Roth, M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

4. 6660 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;

- transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;

- modification de:

1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6545 - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du Travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Frank Arndt, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Marc Spautz et M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Nicolas Schmit et Pierre Gramegna, Ministres.

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op a froen den Här Wirtschaftsminister, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour: de Projet de loi 6543 iwwert den elektroneschen Archivage. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet den Här Rapporteur, de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

2. 6543 - Projet de loi relatif à l'archivage électronique et portant modification:

1. de l'article 1334 du Code civil;

2. de l'article 16 du Code de commerce;

3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci. Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Projet de loi iwwert de sougenannten Archivage électronique ass den 13. Februar 2013 vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet den 22. Mee 2013 an d'Chambre des Métiers de 14. Juni dat Joer hiren Avis heizou ofginn. Du koumen d'Wahlen dertëschent, wat de Projet eng éischte Kéier retardéiert huet.

Den éischten Avis vum Conseil d'État koum den 8. Oktober 2013. Ufanks 2014 sinn ech als Rapporteur genannt ginn. Am Juli an am September hu mer den Avis vum Statsrot an der Kommissioun ënnersicht an den 20. Oktober 2014 hu mer eng Lettre d'amendements un de Statsrot geschéckt. Mir kruten dunn den 10. Mäerz 2015 en Avis complémentaire, op dee mer mat neien Amendements parlementaires den 3. Abrëll 2015 geäntwert hunn. No engem zweeten Avis complémentaire vum 16. Juni 2015 konnt dunn de 26. Juni dëst Joer dëse Rapport ugeholl ginn.

Dir gesitt schonn un den Antécédenten, dass dat heiten eng e bësse méi mouvementéiert Prozedur war, fir hei zu engem Enn ze kommen. Vläicht ass duerch Malentendue mam Statsrot an dësem dach zimlech technesche Gesetz, haaptsächlech wat de Volet PSDC, dat heescht déi Prestataires de services de dématé-

rialisation ou de conservation, ugeet, e gutt Stéck Zäit verluer gaangen. Dat ass bedauerlech.

A vläicht wär et gutt, wa mer bei esou technesche Projeten, wat jo oft de Fall ass an der Ekonomie, mä awer och an anere Beräicher, scho méi fréi kéinten en Échange kréien tëschent den Auteure vum Projet de loi an dem Statsrot, och fir verschidde Verständnisfroe vun Ufank un ze klären a fir ze vermeiden, dass sech opsäite vum Statsrot an Opposition-formellë verbass gëtt, déi am Fong keng Raison d'être hunn. Ech wäert am Kader vun dësem Projet de loi nach eng Kéier op dee Punkt zréckkommen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat dësem Projet de loi iwwerhëlt Lëtzebuerg erëm eng Virreiderroll an Europa, mä awer och international. Et gëtt menges Wëssens, an ech hunn e puer Recherchë gemaach, keen anert Land op der Welt, dat eng ähnlech Initiativ lancéiert huet. Mir liewen haut an enger Welt, wou vill Akteuren op Pabeier verzichte wëllen a wou Pabeier an engem gewëssene Mooss an a bestëmmten Domänen iwwerflësseg ass.

National an international Akteure wëllen de Volume vum Pabeier reduzéieren, sief et aus käschtentechnesche Grënn, fir de Stockage vu grousse Pabeierquantitéiten ze limitéieren, aus Einfachheet an och fir den Accès an d'Deele vun Informatiounen ze verbesseren. Och fir d'Gefor vun zoufällegen Zerstéierunge vun Informatiounen ze évitéieren, ass den Archivage électronique eng gutt Saach. Ëmwelttechnesch brauch ech lech, mengen ech, net ze soen, dass et och do eng exzellent Initiativ ass, well ee sécherlech manner Pabeier wäert gebrauchen.

Mir hate schonn am Dezember 1986 - schonn deemools - eng Virreiderroll iwwerholl, wéi mer d'Gesetz an de Règlement grand-ducal vum 22. Dezember 1986 agefouert hunn. Dat Reglement huet et erméiglecht, dass eng Archive numérisée als konform zum Original kann ugesi ginn, wa se durabel ass. An an deem Kontext heescht dat, dass d'Reproduktioun onläschbar an ontrennbar vum Original ass.

Och wann eng dematerialiséiert Kopie nach ëmmer durabel muss sinn, huet sech säit 1986 vill verännert an déi Technologie vun deemools ass haut dépasséiert. Mat dësem Projet de loi kënnt och en neie Règlement grand-ducal, deen déi al nach valabel Konzepter vun 1986 iwwerhëlt a mat deenen neien Elementer zesummeféiert.

Den technologesche Fortschrëtt huet et erméiglecht, dass mir mam Gesetz vum 14. August 2000 d'elektronesch Ënnerschrëft verankert hunn. Lëtzebuerg war deemools dat éischt Land, wat eng elektronesch Ënnerschrëft mat enger handschrëftlecher Ënnerschrëft juristesch gläichgestallt huet.

2005 gouf d'elektronesch Zertifikatiounsplattform mat der Kreatioun vu LuxTrust SA amplaz gesat. Haut benotzen ongefäier 400.000 Leit déi Plattform, sief et fir Banktransaktiounen unzefroen, ze iwwerwaachen, ze koordinéieren, also am Endeffekt fir Transaktiounen ze sécuriséieren. Dat ass en Outil ginn, deen elo just nach schwéier ewechzedenken ass.

D'Dematerialisatioun vun Informatiounen ass also e wichtegen Enjeu, dat an enger neier Welt ouni Pabeier. De Bierger ka vun doheem aus Transaktioune sécher a bequeem vollstrecken a muss net an de Guichet. Esou spuert een Zäit, et ass ee flexibel a vill méi effizient.

Aner elektronesch Prozedure ginn och ëmmer méi üüblech, zum Beispill wat eis ëffentlech Administratiounen ubelaangt, wou a villen Domäner den elektroneschen Dépôt vun Dossiere Praxis ass, wéi zum Beispill bei Steiererklärungen oder um Handelsregëster. Et ass heiansdo souguer obligatoresch, en elektroneschen Dossier opzestellen, wéi zum Beispill wat d'TVA-Erklärung fir Entreprisen ugeet.

Sou ass dës nei Gesetzgebung e wichtegt Element fir d'Zukunft vum Land als e Standuert fir en Operateur vun elektronesche Servicer zu Lëtzebuerg. Operateuren aus dem E-Commerce, déi zu Lëtzebuerg eng rechtlech Unerkennung vun hiren dematerialiséierten Dokumenter kréien - et denkt een direkt u Betriber wéi Amazon -, hunn doduerch e gudden Incitatif, fir sech bei eis nidderzeloossen, ofgesinn natierlech vun enger Rei anere Standuertfacteuren, déi stëmme mussen. A vu dass mir schonn eng staark auslännesch Präsenz hunn, wäerte mir dann och hei hoffentlech kënne vun deem sougenannten „network effect" profitéieren, dat ëmsou méi, well an Europa fir de Moment kee Land e legale Kader fir den Archivage électronique huet; ech hunn dat scho gesot. Och wann et Dispositiounen am Ausland gëtt, si si spezifesch fir bestëmmte Secteuren. Et gëtt am Moment och keng europäesch Direktiv an et gëtt och eises Wëssens keng europäesch Pläng, fir aktiv ze ginn an deem Domän.

Vläicht ännert dat sech mat de Pläng fir den Espace européen numérique, mä fir de Moment ass nach näischt a Siicht, wëssend, dass Lëtzebuerg huet misse seng Pläng un d'Europäesch Kommissioun schécken, dräi Méint iert d'Gesetz konnt finaliséiert ginn. D'EU-Kommissioun oder aner Länner hätten et kënnen opgräifen, hätte kënnen aktiv ginn, mä si hunn dat awer net gemaach.

Mir hunn also hei dee sougenannten „First-mover-Virdeel". A wann eng Direktiv an Europa ausgeschafft soll ginn, dann ass ze hoffen, dass mir wäerte mat eiser Erfahrung, eisem Know-how déi zukünfteg Rahmebedéngunge staark matpräge kënnen.

Wéi schonn ugeschwat, wäerte mir mat dësem Gesetzesentworf eng Moderniséierung vun eisem legislative Kader brëngen, betreffend d'Dematerialisatioun vu bestëmmten Dokumenter an d'Konservatioun vun Dokumenter an digitaler Form. An deem Kontext gëtt d'Aktivitéit vu sougenannten „prestataires de services de dématérialisation ou de conservation", ënnert dem Akronym PSDC erméiglecht.

D'Erausfuerderunge vun dësem Gesetz sinn haaptsächlech vun dräi Uerderen.

Éischtens ass den Enjeu, fir hei d'Unerkennung vun der Rechtsgültegkeet vun digital archivéierten Dokumenter fäerdegzebréngen. Et geet drëm ze vermeiden, dass e Riichter d'Valeur vun engem elektroneschen Dokument verwerft an d'Produktioun vum Original fuerdert, wéi dëst bis elo de Fall ass a Präsenz vun enger Kopie. Dat heescht, wann en eng Kopie am Kader vun enger Prozedur gewise kritt, dass e seet: „Ech hätt gären, dass Der mer d'Original weist!"

Dëst ass e grousse Facteur vu juristescher Onsécherheet à l'heure actuelle. Dës Dokumenter, déi mer elo hei am Kader vun dësem Gesetz archivéieren, wäerten also, wa si ënner bestëmmte Konditiounen archivéiert ginn, an dësem Kontext och dematerialiséiert ginn a juristesch voll unerkannt ginn. Hei muss d'Ufuerderungslat héich geluecht ginn, soudass déi dematerialiséiert Archiven zouverlässeg a laangjähreg sinn.

Eng Fro, déi eis an deem Zesummenhang och an der Wirtschaftskommissioun beschäftegt huet, ass, wat d'Valeur probante vun den Dokumenter um internationale Plang duerstellt, dat heescht ausserhalb vun engem reng Lëtzebuerger Kontext. De Fazit vun eisen Diskussioune war, dass mir, souwäit wéi mer dat kënnen à l'heure actuelle determinéieren, zouversiichtlech kënne sinn, dass déi archivéiert Dokumenter och international unerkannt misste ginn.

Wann en Dokument am Kader vun enger Geriichtsaffär am Ausland sollt kontestéiert ginn, da kuckt den auslännesche Riichter an der Regel, wéi dat betraffend Dokument dematerialiséiert an archivéiert ginn ass. Am Prinzip kuckt en, ob et ënnert de Regele vum État d'origine regelrecht archivéiert gouf an ob et och do eng voll Beweiskraaft huet. Wann dat de Fall ass, an d'autant plus, wann den Archivage ënner technesch héichwäertege Standarde gemaach ginn ass, dann ass d'Wahrscheinlechkeet grouss, dass dat Dokument och am Ausland virun engem Riichter voll unerkannt gëtt.

An den USA zum Beispill dematerialiséieren d'Geriichter haut schonn zu 99% hir Dokumenter. A bis elo sinn digital oder elektronesch Dokumenter, déi no gewëssenen Normen dematerialiséiert an archivéiert goufen, nach ni vun engem Geriicht verworf ginn.

Wéi gesot, well mir hei ganz héich Standarden applizéieren, fir déi Dematerialisatioun an Archivéierung ze maachen, dierften eis Dokumenter am Ausland unerkannt ginn. Et ass Flicht, ISO/IEC-Normen ze respektéieren. Dat sinn international IT-Normen, déi an der ganzer Welt unerkannt sinn. Si hunn de groussen Avantage, dass si technologesch neutral sinn, also net vun enger gewëssener Mark vun Hardware ofhänken. Den ISO/IEC 27001 an den ISO/IEC 27002:2013 schreiwen zum Beispill vir, wéi een eng Dematerialisatioun normgerecht ausüübt, wéi een Informatioune sécuriséiert a klassifiéiert.

Och gëtt d'Relatioun mam Client a Fournisseur definéiert. Den ISO 30301:2011 ass spezifesch op d'Konservéierung baséiert. Dat hei ass elo dee leschten ISO, deen ech zitéieren; ech verspriechen lech et.

(Interruption)

D'Sécherheet an der Informatiounstechnik wäert och den héchsten internationalen Normen entspriechen. D'Aktivitéit vum Prestataire de services de dématérialisation ou de conservation wäert streng geregelt sinn an hir Zouloossung wäert ënner techneschen Exigenze verlafen, déi an enger Annex zu engem Règlement grand-ducal diesbezüglech ausgeféiert sinn. D'Zertifikatioun gëtt vum ILNAS iwwerwaacht a kontrolléiert. Den ILNAS wäert eng Liste de confiance des prestataires de services de dématérialisation ou de conservation opstellen.

D'Présomption de conformité trëfft net zou fir en Akteur, dee sech net zertifiéiere léisst. Dësen Akteur muss ëmmer kënne beweisen, dass den digitalen Archivage selon les règles et dispositions en vigueur gemaach gouf. Hei ass et also wichteg, en Ënnerscheed ze maachen tëschent deenen, déi de Statut als PSDC hunn, an deenen, déi dee Statut net hunn. All Akteur, deen ënnert dem Statut vum PSDC operéiert a sech esou zertifiéiere léisst, profitéiert vun der Présomption de conformité an esou, am gegebene Fall, vum Renversement vun der Beweislaascht viru Geriicht.

Dëst ass e wichtege Punkt an dëst war och de Knackpunkt vun der Diskussioun mam Statsrot zu dësem Projet de loi. De Statsrot hat e Problem mat der Prozedur fir d'Zertifikatioun vu PSDCen duerch den ILNAS. An enger éischter Phas hat hien e Problem mam Hiwäis op e Référentiel technique vum ILNAS, an a sengem zweeten Avis huet hien du fonnt, dass d'Zouloossung vu PSDCen eng Restriktioun vun der Liberté de commerce et de l'industrie wär, déi an den Domaine réservé à la loi geméiss Artikel 32 (3) vun der Verfassung géif falen. D'Konsequenz war, dass d'Bedéngunge fir d'Zouloossung vun de PSDCe missten an d'Gesetz stoe kommen. Op d'mannst d'Finalités, conditions et modalités no der Jurisprudenz „Ries" vun der Cour constitutionnelle vum 29. November 2013.

Du ware mer e bësse schlecht drun an der Ekonomieskommissioun, well de Statsrot keen Textvirschlag gemaach hat. Mir wossten also net, wat mer sollten an d'Gesetz schreiwen. Schlussendlech konnt de Problem geléist ginn an de Statsrot huet a sengem zweeten Avis complémentaire d'Argumentatioun vun der Wirtschaftskommissioun akzeptéiert, nämlech, dass jiddweree kann d'Aktivitéit vun Dematerialisatioun a Conservatioun vun Dokumenter an elektronescher Form maachen.

Allerdéngs, an dës Nuance ass wichteg, bénéficiéiere just déi vun de PSDC archivéiert Dokumenter vum Renversement de la charge de la preuve an den neien Artikelen 1334-1 vum Code civil a 16 vum Code de commerce, dat heescht Valeur probante conforme à l'original sauf preuve du contraire.

Déi aner, dat heescht d'Net-PSDCen, kënnen dës Aktivitéit zwar och maache mat enger einfacher Handelsermächtegung, mä ouni Présomptioun, wat d'Valeur probante vun hiren archivéierten Dokumenter ugeet.

Et wäerten an Zukunft also dräi Forme vun Akteure ginn:

- Als Éischt déi ouni de Statut vum PSDC, also ouni explizitt Zertifikatioun.

- Dann déi mam Statut vum PSDC, déi also vun där Présomption de preuve bénéficiéieren.

- An dann drëttens nach déi Akteuren, déi de Statut vu PSDC hunn an zousätzlech en Agrément als PSF (Professionnel du secteur financier) hunn, dëst well si fir de Finanz- a Bankesecteur schaffen. Déi lescht Kategorie profitéiert dann och nach vun enger Exceptioun zum Bankgeheimnis am Verhältnis mat Clienten aus dem Bankesecteur, ënnert dem Gesetz vun 1993 iwwert de Secteur financier, wéi dat och bei anere PSF de support de Fall ass.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Statsrot hat nach eng Rei aner Commentairen an Oppositions formelles gemaach, déi awer all relativ einfach geléist konnte ginn. Ech géif hei gären op mäin ausféierleche schréftleche Rapport verweisen.

Sou wéi de Label vum PSF jiddwerengem am Finanz- a Bankesecteur bekannt ass, ass ze hoffen, dass den Term PSDC sech lokal an international wäert profiléieren a Lëtzebuerg als Standuert fir den Archivage an d'Dematerialisatioun bekannt maache wäert.

Et sief nach bemierkt - ech weess, Här President; ech kommen zu engem Schluss -, dass d'Uwennungsgebitt vum Gesetz sech op d'Actes sous seing privé begrenzt, also d'Dokumenter aus dem Privatsecteur. Dat hëlleft enger ganzer Rei vun Entreprisen aus dem Finanzsecteur an aus der Realwirtschaft. Et concernéiert zurzäit nach net déi ëffentlech Dokumenter an och keng Notairesakten. Dat war jo ursprénglech d'Intentioun vum Ministère, ass awer du fale gelooss ginn. Mä ech mengen, dat ass awer eppes, wat schnell sollt op de Leescht geholl ginn, an dee Wonsch ass och geäussert ginn an der Kommissioun.

Voilà, dat gesot, sinn ech hei derduerch. Ech géif gären e grousse Merci soen un de Raymond Faber aus dem Wirtschaftsministère, de Papp vun dësem Projet de los, oder op d'mannst een, dee sech ganz vill domat befaasst huet. Ech géif och gäre Merci soen dem Timon Oesch, eisem Sekretär an der Wirtschaftskommissioun, an de Collaborateure vun eisem Pool bei der LSAP. An ech géif natierlech den Accord gi vu menger Fraktioun heizou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Fayot, deen, mengen ech, guer net esou vill am Minus war, vu dass e fir d'Fraktioun mat geschwat huet. Merci fir d'Versteesdemech vun der Chamber. An d'Wuert huet direkt d'Madame Diane Adehm fir d'CSV. Madame Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer d'Gesetz iwwert den Archivage électronique. Dëst Gesetz gëtt zënter Laangem vun der Finanzbranche an dem ICT-Secteur hei zu Lëtzebuerg erwaart. D'Gesetz steet fir d'Weiderentwécklung vun den elektronesche Servicer.

Wirtschaftspolitesch gesinn ass fir Lëtzebuerg eng digital Agenda geschafe ginn. Et hu sech schonn eng sëlleche kleng a grouss international ICT-Akteuren hei zu Lëtzebuerg niddergelooss. Donieft besteet hei am Land eng vun deene modernsten Infrastrukturen iwwerhaapt. Ech denken do zum Beispill un d'Glasfaseren, déi uechtert d'Land geluecht ginn, oder och un eis modern Datenzentren, déi mir hei am Land hunn.

Lëtzebuerg wëllt seng Plaz a seng Kompetenzen als internationalen Hub vun Datespäicheren ausbauen an den Archivage électronique ass doranner e ganz wichtege Bestanddeel.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Lëtzebuerg wëllt an Zukunft och en Exzellenzzenter gi fir d'Protektioun an haaptsächlech de Stockage vun Donnéeën. Eis Datenzentre si schonn op engem immens héijen Niveau. Wa mir eis awer weider wëllen an dësem Beräich profiléieren, musse mir och en Dateschutzgesetz hunn, dat hieb- a stichfest ass. Mir brauche Rechtssécherheet.

Mat enger kohärenter EU-Regelung an deem Beräich ass am Secteur vum Stockage vun Donnéeë sécherlech nach vill Potenzial dran, an domadder och am Beräich vum Archivage électronique. D'Gesetz iwwert den Archivage électronique ass also eng logesch Suite vun de Bestriewunge vun der fréierer CSV/LSAP-Regierung, fir den ICT-Secteur hei zu Lëtzebuerg konsequent auszebauen an domadder eis Wirtschaft ze diversifiéieren.

Ëm wat geet et am Gesetz iwwert den Archivage électronique? Ech wëll elo kee Rapport bis maachen, well de Rapporteur, de Franz Fayot, huet en exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach. An ech wëll him dofir och Merci soen.

Ech wéilt awer just e puer Punkten erausgräifen, déi fir d'CSV wichteg sinn. Dat proposéiert Gesetz beinhalt eng sougenannten „présomption de conformité" tëschent der Kopie an dem Original. Dat heescht, d'Kopie gëtt dem Original als ebenbürteg ugesinn. Dëst ass, ënner anerem, och méiglech dank der Signature électronique a LuxTrust. D'Gesetz vum 14. August 2000 iwwert den elektroneschen Handel gesäit vir, dass d'Signature électronique déiselwecht Valeur juridique kann hu wéi eng Ënnerschrëft vun Hand. Des Weidere gouf 2005 LuxTrust SA geschafen. Dës elektronesch Zertifikatioun gëtt haaptsächlech am Bankeberäich benotzt.

Fir digital Kopië mat der nämlechter Bewäiskraaft wéi e materiellt Original ze schafen, gëtt et Konditiounen ze erfëllen, fir zertifizéiert ze sinn. Dës sinn an engem technesche Règlement grand-ducal detailléiert. All Entreprise kann natierlech och ouni Zertifizéierung selwer digital Kopien ufäerdegen, allerdéngs hunn dës Kopien dann net deeselwechte Stellewäert wéi d'Original.

D'Zertifizéierung geschitt duerch de staatlechen ILNAS a gëtt och do vun akkreditéierten Zertifikateure virgeholl.

Wat geschitt dann, wann een zertifizéierten Déngschtleeschter a Faillite geet? Hei wéilt ech drop hiweisen, dass ënnert dem fréiere Justizminister François Biltgen den Artikel 567 vum Code de commerce ugepasst gouf. Hei goung et drëm, fir ze klären, wie Besëtzer ass vu Biens immatériels am Kader vun enger Faillite. An dës Upassung gouf deemools am Kontext vum Cloud computing gemaach.

Wat geschitt, wann engem zertifizéierten Déngschtleeschter d'Zertifikatioun entzu gëtt? Déi zertifizéiert Dokumenter behalen hir Gültegkeet a profitéieren och weiderhi vun hirer Présomption de conformité. Dat heescht, si stinn op enger Héicht mat engem schréftlechen Original. De Propriétaire huet d'Recht, seng digital Kopie zréckzefuerderen oder un e Prestataire vu senger Wiel transferéieren ze loossen. Och heirobber besteet eng gesetzlech Garantie.

Des Weideren ass d'Gesetz technologieneutral. Et gëtt keng detailléiert technesch Spezifikatiounen definéiert, well sech d'Technologien hautdesdaags immens séier wandelen. Et soll also vermidde ginn, dass d'Gesetz stänneg muss modifizéiert ginn.

Firwat ass en neit Gesetz um Gebitt vun der elektronescher Archivéierung iwwerhaapt noutwendeg? De gesetzleche Kader zum Thema Archivéierung vun Dokumenter ass komplett vereelzt. Den aktuelle Règlement grand-ducal iwwert d'Archivéierung ass aus dem Joer 1986 - dat si geschwënn 30 Joer -, an doranner gëtt ënner anerem nach vu Mikrofilmer geschwat.

Juristesch geet et ëm d'Konditiounen, déi mussen erfëllt sinn, fir dass eng digital Kopie déiselwecht Beweiskraaft huet wéi e materiellt Original. Den aktuelle Kader féiert zu grousser juristescher Onsécherheet, well eng Kopie ass dem Original net gläichgestallt, mä d'Kopie steet an der Hierarchie ënnert dem Original.

Wéi eng Secteure profitéiere vun dem neie Gesetz iwwert den Archivage électronique? Bestehend Akteuren, déi vun dësem Gesetz profitéieren, sinn emol haaptsächlech d'Prestataires de support fir d'Akteure vun der Finanzplaz. Eng wichteg Roll spillt hei d'Verlagerung vu villen Aktivitéiten, ewech vun de grousse Firmen, hi bei kleng spezialiséiert a méi effizient Unitéiten. Dëst ass eng Bewegung, déi een an de leschte Joren op der ganzer Finanzplaz gesinn huet, a fir d'Archivéierung besteet duerfir sécherlech eng grouss Nofro.

Och d'Datenzentre profitéiere vun dësem Gesetz. Lëtzebuerg huet héichmodern a sécher Datenzentren, déi sech manner no de groussen a bëllege Massespäicheren ausriichten a méi no deenen Akteuren, déi dee beschten a sécherste Späicher sichen, wéi zum Beispill d'Banken oder Assurancen, déi ganz sensibel Donnéeën hunn. Zesumme mam Cloud computing ergi sech eng ganz Rei nei Méiglechkeeten, fir zu all Moment a vun iwwerall op seng digital Kopien zréckzegräifen, mat där nämlechter Valeur juridique wéi e schréftlecht Original.

Ënner anerem dowéinst ass et noutwendeg, dass Lëtzebuerg als „first mover" dësen Dossier op europäeschem an internationalem Plang weiderdreift. Falls sech déi lëtzebuergesch Standarden duerchsetzen, kéint een op eng laang Erfahrung an e grousse Standuertvirdeel zréckblécken.

Zukünfteg Akteuren, déi vum Gesetz profitéieren, gëtt et och. Do gëtt et zum Beispill déi grouss international Betriber. Den Archivage électronique kann eng wichteg Roll spillen, fir multinational Entreprisen unzelackelen, fir dass si hei een Haaptfirmesëtz opmaachen. De Grond ass, dass den Archivage électronique immens Plaz spuert; en ass méi accessibel a méi effizient.

Et däerf ee sech awer elo net erwaarden, dass vun engem Dag op deen aneren international Betriber hir ganz Archiver op Lëtzebuerg digitaliséiere kommen. D'Dematerialiséierung an d'Konservéierung vun digitale Kopien ass schliisslech och mat ville Käschte verbonnen. Wat awer denkbar ass, ass, dass d'Betriber e Firmesëtz hei opmaachen, fir hir zukünfteg Archiver hei ze installéieren. Doduerch ginn Infrastrukture gebraucht, Personal gëtt agestallt, reell Betribswirtschaftsaarbecht gëtt gemaach an et gi selbstverständlech och Steieren drop bezuelt.

Fir de sougenannten „trust" aus dem angelsächsesche Recht oder fir déi zukünfteg Lëtzebuerger Fondation patrimoniale kann den Archivage électronique och e wichtege Bestanddeel sinn. D'Ufuerderungen un déi elektronesch Konservéierung vu Kontrakter a vun allen aneren Dokumenter sinn héich. Dowéinst sinn d'Kritäre vun enger Zertifikatioun och deementspriechend ganz héich. Déi streng Konditiounen a strikt Iwwerwaachung sollen dat néidegt Vertraue schafen. Dat betrëfft d'Finanzplaz souwuel wéi den ICT-Secteur a besonnesch de lëtzebuergeschen Datenhub.

Fir déi Begënschtegt vun engem Trust gëtt et des Weidere ganz nei Méiglechkeeten duerch d'Digitaliséierung. Et gi Weeër geschafen, fir zu all Moment op hir Donnéeë kënnen zréckzegräifen an zum Beispill en Historique ze schafen, deen d'Gestioun vereinfacht, oder och duerch eng integréiert Sichmaschinn.

Lëtzebuerg huet also an dësem Secteur eng Virreiderroll iwwerholl. Et gëtt nach kee bannend EU-Recht zu dësem Thema an och keen EU-Land, wat eng vergläichbar Regelung hätt. Lëtzebuerg ass avantgardistesch an et ass net zu gudder Lescht dem Finanzsecteur ze verdanken, deen dëse Projet iwwregens staark begréisst, dass hautdesdaags scho vill Entreprisen Entmaterialiséierungs- a Konservéierungsservicer ubidden.

Dëst geschitt dann zukünfteg och mat dem laang gewënschte gesetzleche Kader. Lëtzebuerg ass an dësem Beräich also duerchaus an der Lag, Standarden an Normen ze setzen. Duerch d'Gesetz entstinn och ganz kloer Standuertvirdeeler, well déi elektronesch Archivéierung kann zu groussen Erspuernisser bei de Käschte féieren. Esou eng Virreiderroll huet natierlech och gewësse Konsequenzen: Esou ass nach net gewosst, wat d'Valeur vun esou enger digitaler Kopie am Ausland viru Geriicht ass. Et ass ze hoffen, dass d'EU och op de Wee vun der elektronescher Archivéierung nom Modell Lëtzebuerg geet an esou fir eng eenheetlech a kohärent Situatioun tëschent de Memberlänner suergt. Lëtzebuerg als „first mover" soll doweinst eng aktiv Roll spille bei der Promotioun vu senge Virdeeler an insgesamt vun de Virdeeler vum Archivage électronique.

Lëtzebuerg ass innovativ a Lëtzebuerg soll seng Innovatioune promouvéieren. An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn ofschléissend den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Adehm. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen d'Madame Joëlle Elvinger vun der DP. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci. Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een un Archiver denkt, denkt een oft un e Keller oder un e Späicher mat meterlaange Regaler, wou vill al Dokumenter oder Classeure mat enger zentimeterdecker Couche Stëbs drastinn. D'Zukunft gesäit awer anescht aus!

Wëllt een hautzudaags en Dokument fir d'Éiwegkeet opbewahren, huet ee besser, et archivéiert een et digital. D'Archiver vun der Zukunft leien definitiv an den Datazentren. Do fënnt ee kee Stëbs, an héichmodern Sécherheetsmesurë suergen derfir, dass weder Waasser nach Feier d'Servere beschiedege kënnen. Als klengt Land huet Lëtzebuerg schonn iwwer 20 Datazentren, déi den héchsten Normen entspriechen. D'Weiche sinn also gestallt, fir dass an deenen Zentren och elektronesch Donnéeë gespäichert an archivéiert kënne ginn.

Vu dass vill multinational Firmen an Zukunft am léifsten hir elektronesch Archiver op enger zentraler Stell opbauen, ass elo dee richtege Moment, dëst Gesetz ze stëmmen. Mat him kréie mir en ideale legislative Kader, fir zu Lëtzebuerg a Saachen Archivage électronique en neie Marché ze schafen. Iwwer 400.000 Leit benotzen elo schonn déi elektronesch Ënnerschréft vu LuxTrust.

Nodeems mir dat éischt europäescht Land waren, wou esou eng elektronesch Ënnerschréft déi nämlecht juristesch Valeur hat wéi eng Manuskriptënnerschréft, wëlle mir weiderhin am Domän vun den elektroneschen Déngschtleeschtungen „first mover" sinn. Bis elo huet nach kee Land sech esou en evoluéierte legale Kader ginn, wat den elektroneschen Archivage ugeet. Och d'Europäesch Kommissioun huet nach net zu deem Sujet légiféréiert.

Dat biergt natierlech Risiken a sech, wann een den Éischten ass. Et gëtt nämlech keng Referenzwäerter an Erfahrungen, déi ee ka berücksichtegen. Mä wien näischt wot, dee gewënnt och näischt! A Lëtzebuerg huet schonn oft a villen Domäne bewisen, dass mir eis trauen a Virreider wëlle sinn. Am elektroneschen Archivage soll dat net anescht sinn.

Duerch d'Stëmme vun dësem Gesetzesprojet maache mir e weidere Schrëtt an déi richteg Richtung. D'Zil ass et, de legale Kader, wat den Archivage an d'Dematerialisatioun vun Dokumenter ugeet, deen ëmmerhin op e Reglement vun 1986 zréckgeet, ze moderniséieren an un eis heiteg Zäit unzepassen.

Dofir gëtt ënner anerem eng nei Aktivitéit definéiert, nämlech déi vum PSDC, dat heescht dem Prestataire de services de dématérialisation ou de conservation.

Ech wäert hei elo net nach eng Kéier op all eenzel Detailer vum Projet agoen, dat huet de Rapporteur Franz Fayot schonn a sengem gudde mëndleche souwéi och schréftleche Rapport ganz gutt gemaach. An ech soen him hei och Merci fir dee gudde Rapport.

Wat fir mech wichteg ass, ass, dass dëst Gesetz den elektroneschen Dokumenter déiselwecht Valeur juridique wäert gi wéi den Dokumenter a Pabeierversioun. Dëst ass eng Demande vu ville Firmen. Si wäerten esou an Zukunft considérabel Plaz spuere kënnen, well se kee voluminéist Pabeierarchiv méi mussen uleeën. A wann een de Meter-carrés-Präis vu Bürosflächen zu Lëtzebuerg kennt, da kann ee sech ausrechnen, wat dëst Gesetz fir eis Entreprisen u Käschtenaspuerunge mat sech brénge kann.

Dëse Gesetzesprojet definéiert och d'Normen, déi sécherstelle wäerten, dass déi elektronesch Dokumenter fiabel sinn an och an der Zäit dauerhaft bestoe kënnen. D'Zertifikatioun vun den Déngschtleeschter als PSDC versprécht dës Fiabilitéit. Wann et ëm sensibel Dokumenter geet wéi Paiziedelen, Bilanen, Konten a Statutten, ass et fir eng Firma elementar, dass, wa si dës Dokumenter just nach elektronesch verwalt, dës och vun héchster Qualitéit sinn an och net verluer kënne goen.

Dofir ass et wichteg, dass dëse Règlement grand-ducal d'Kritäre wäert definéieren, wéi en Déngschtleeschter Dokumenter archivéieren an dematerialiséiere muss, fir dierfen zertifizéiert ze ginn. Heibäi gëtt sech och op d'international Norme beruff, déi deene modernste Standarden entspriechen. Esou eng Zertifizéierung versprécht dem Client Sécherheet, an dat ass an dësem Domän och den A an den O.

Et wäerten also an Zukunft dräi Akteuren op dësem Marché operéieren: déi, déi net zertifizéiert sinn; déi, déi als PSDC zertifizéiert sinn, an déi, déi zousätzlech och vun der CSSF en Agrément kruten, fir och am Finanzsecteur dës Servicer dierfen unzebidden. Als renomméiert Banken- a Finanzplaz ass dëst natierlech eng bedeitend Beräicherung fir d'Konkurrenzfäegkeet vun eisem Land.

Madame Presidentin, zum Schluss wëll ech soen, dass d'DP am elektroneschen Archivage nach ëmmer e grousst ekonomescht Potenzial fir eist Land gesinn huet. Eng modern a pragmatesch Legislatioun fir den elektroneschen Archivage vun Dokumenter ass e grousse Virdeel fir de Standuert Lëtzebuerg. Dofir si mir frou, dass dëst Gesetz haut hei ka gestëmmt ginn.

Ech mengen och, dass et déi richteg Léisung war, dëse Gesetzesprojet net an der éischter Phas ze amendéieren an op de Beräich vun den Documents administratifs oder den Documents authentiques auszeweiden. Dat heescht awer net, dass dat net soll geschéien. Ganz am Géigendeel! Mä wa mir dëst an dat Gesetz hei agebaut hätten, hätte mir d'Gesetz considérabel verzögert a mir hätte riskéiert, de Virdeel vum „first mover" an dësem Beräich ze verléieren.

Dofir hoffen ech awer, dass, wéi ugekënnegt, dëse Kader elo schnellstméiglech op offiziell Dokumenter vum Stat, vun de Gemengen a vun den Notairë kann ausgeweit ginn. Dëst wier e wichtege Schratt am Kader vum eGovernment, dee mer ustriewen. Mir brauchen nämlech net nëmmen eng kompetitiv Ekonomie, mä och e kompetitive Stat. An do féiert kee Wee laanscht eng Digitaliséierung vun den administrative Prozeduren.

Elo scho kann een déi elektronesch Ënnerschréft op ville Plazen notzen: Seng Steiererklärung kann een online ausfëllen an d'TVA-Erklärung muss säit e puer Joer obligatoresch online agereecht ginn.

Ech wéilt, dass an Zukunft all d'Demanden un de Stat online eragereecht kéinte ginn. Mam guichet.lu hu mir elo schonn eng performant Plattform, déi dëst an Zukunft kann erméiglechen. Dëst ass net nëmmen e Service um Bierger an un den Entreprisen, mä et mécht eise Statsapparat méi transparent an d'administrativ Prozeduren doduerch méi séier an och méi performant.

Ech sinn och der Meenung, dass parallell zur Aféierung vun dësem Gesetz d'Recherche an dësem Beräich muss gepuscht ginn. Et ass nëmme logesch, dass an engem Land, dat am Beräich ICT als Virreider optriede wëllt, d'Projeten op eiser Uni, sief dat am Beräich Datesécherheet, elektronesch Ënnerschréften, Internetplattformen oder ebe grad dem elektroneschen Archivage, d'Zil solle verfollegen, zesumme mat den Akteuren, déi hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich täteg sinn, neit Wëssen an nei Prozeduren an d'Liewen ze bréngen.

Dëst gesot, ginn ech heibäi och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Elvinger. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Gérard Anzia vun déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, haut hu mer de Projet de loi zum Archivage électronique um Ordre du jour. Ech géif och dem Franz Fayot Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, deen e gemaach huet, mëndlech a schréftlech, an ech wéilt och net op d'Technicitéit agoen, déi an deem schréftleche Rapport nozeliesen ass.

A mengem Handy wéi an Ärem och, do dréien dräi, véier Prozessere mat enger Vitesse, déi zéngmol esou héich ass wéi bei deenen, déi 1986 a Betrib waren. Ech erënnere mech nach drun op der Uni: Dat war eng exotesch Saach, dass do sollt e PC sinn. Ech selwer hat iergendwéi esou e Commodore, eng Maschinn mat enger Kassett als Späicher.

(Hilarité)

Also vu Vitesse a Späichercapacitéit war do net ze schwätzen.

Une voix.- Hutt Der en nach?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Oh, ech hunn en nach um Späicher. Dat ass, wann een e grousst Haus huet, dann huet een och nach e Späicher.

Et ass also guer net verwonnerlech, dass mer elo mussen no bal 60, pardon, no bal 30 Joer - elo kommen ech awer bal aus dem Konzept - de gesetzleche Kader a puncto Digitaliséierung hei nei op de Leescht huelen. Déi rasant informatesch Fortschrëtter, déi erlaben et haut, dass ëmmer méi Alldagsprozeduren, sief et am privaten, ëffentlechen oder kommerzielle Raum, elektronesch gehandhabt ginn.

Am Privaten - elo grad ass et scho gesot gi vu menger Virriednerin -: Steiererklärung, online banking kennt jiddwereen. Ech erënnere mech nach drun, '86 huet een e Virement vun Hand ausgefëllt an dann an eng Bréifkëscht geworf. An dann ass en exekutéiert ginn an et hat een hoffentlech och lieserlech geschriwwen, soss war de Montant respektiv d'Adress falsch.

Eng kleng Klamer op: Ganz op de Pabeier verzichte mer och elo nach net. Wa mer erëm eng Kéier eis Extraiten zréckkréie vun der Bank, da si mer awer deemno wéi gebieden, wa mer eng Rechnung vum Dokter hunn, déi net direkt beglach ginn ass, fir awer e Stéck Pabeier do drunzehänken. Och dorun, mengen ech, kéint een an dierft een a misst een eng Kéier schaffen.

Op enger Gemeng ass et normal, dass online reservéiert gëtt. De Guichet virtuel dréckt eis Formulairen aus. Iwwer LuxTrust-Zougang hu mer eng elektronesch Ënnerschréft, déi garantéiert, dass och den Auteur vun der Demande deen ass, dee berechtegt ass, fir zu deenen Dokumenter ze kommen.

Am Schoulwiesen huet et sech längstens duerchgesat, dass ee Coursen online fënnt, dass een och e Portal huet, wou een un all d'Dokumentatiounen a Formations continues drukënnt.

No ville Konferenzen, déi ech besichen, fannen ech duerno ee Link an Download, wou ech u sech an elektronescher Form dat, wat mir virdru gezielt ginn ass, doheem nach eng Kéier nokucke kann.

Och d'Entreprisë klammen ëmmer méi op den elektroneschen Archivage ëm, deen eng Rei Virdeeler huet vis-à-vis vum Pabeier - et ass scho gesot ginn -: de Raumgewënn, de besseren Zougréff, virun allem déi méi einfach Recherche, wou et ebe méiglech ass, an deenen Dokumenter zäitspuerend Recherchen ze maachen, käschtegënschteg an et kann och ëmweltschounend sinn. „Dat kann och ëmweltschounend sinn" bedeit awer och, deemno wéi déi Ofspäicherung ass, dass dat ebe vun den Datazentren ofhänkt, ob déi deementspriechend esou opgestallt sinn.

Mir sollen eis do net alles virmaachen: „Ganz ouni Pabeier" bedeit awer net „ganz ouni Energieasaz". Den aktuelle Kader geet op d'Joer 1986 zréck - ech hat elo grad eng kuerz Ausféierung gemaach, wat fir informatesch Entwécklungen do geschitt sinn -, an deen ass hoffnunglos antiquéiert. En zentrale Problem, deen hei elo behuewe gëtt, ass d'Unerkennung vun den digitalen Dokumenter op juristeschem Plang. An duerfir ass et fir déi gréng eben och esou wichteg - op dëser Plaz wëll ech dat nach eng Kéier soen -, dass mer deem ebe mat dësem Projet de loi en Enn setzen.

Wourëm geet et? Mam Projet de loi zum Archivage électronique schafe mer also e kloren, moderne Kader, wat d'Digitaliséierung an den Archivage vun digitalen Dokumenter ugeet. Doriwwer eraus erschafe mer och en neie Statut fir d'Déngschtleeschter an dësem Domän. Mir erfannen d'Rad net nei; dat ass och elo scho gang und gäbe. Ech maachen eng Klamer op: Jiddweree kennt de Registre de Commerce et des Sociétés, wou een ëmmer erëm Dokumenter ka siche goen, wann een zu enger Entreprise Informatioune brauch. Et geet awer hei drëm - domat ass d'Klamer zou -, dass mer a qualitativer Hisiicht u sech eng Verbesserung aféieren.

Eis Virreiderroll a puncto Commerce électronique zu Lëtzebuerg, den Dateschutz mat der Signature électronique, d'Entwécklung vun eisem IT-Standuert, eis Bankeplaz mat hirem Finanzknow-how: Alles dat predestinéiert eis am Fong, fir och am Beräich vum Archivage électronique eng Virreiderroll an Europa ze spille mat deem entspriechende gesetzleche Kader, dee mer haut hoffentlech a sécherlech wäerte stëmmen. Do si mer um gudde Wee.

An Europa gëtt et nämlech, souwäit ech dat weess, nach néierens esou en allgemenge gesetzleche Kader, deen dëst Thema betrëfft. Mir schafen dëse Kader net nëmme just fir d'Firmen, déi hei schonn am Land sinn, mir schafen och en attraktive Standuert hei zu Lëtzebuerg a mir brëngen och aner Firmen heihinner, mat dësem Projet de loi. Am Sënn an an der Iddi vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie ass dëse Projet de loi also ee wichtege Bausteen.

Sou fënnt dësen och déi breet Zoustëmmung vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. Déi schwätze vun engem Projet novateur et prometteur. Konkret - et ass schonn alles virdru gesot ginn; ech maachen et ganz kuerz -: Et ass d'Unerkennung vum juristesche Wäert vun engem digitalen Dokument, d'Assuréiere vun engem héije Qualitéitsniveau a puncto Sécherheet an Nohaltegkeet, an d'Organisatioun vun den Déngschtleeschter an dësem Secteur.

An der Praxis soll dat dann esou fonctionnéieren, dass d'Uwäerter op de Statut vun engem Déngschtleeschter, dem PSDC, sech no bestëmmte festgeluechten technesche Kritäre mussen zertifizéiere loossen. Mat dësem Statut komme se dann op d'Lëscht vum ILNAS an dann däerfe se sech eben och PSDC nennen. D'Digitaliséierung an den Archivage mussen no bestëmmte Regele fonctionnéieren, déi eben och am Règlement grand-ducal fixéiert sinn.

Dëse Statut soll héchsten internationale Standarden entspriechen, stellt awer keng Beruffserlaabnis duer, mä soll e Garant si fir Qualitéit a fir juristesch Unerkennung vun deenen Dokumenter. Zentralen Uwennungsberäich ass dann och dee vun der Ekonomie, virun allem och dem Finanzsecteur, wat eben dann do déi verschidden Dokumenter ugeet.

Hei geet et elo net ëm den Archivage électronique vun den Administratiounen, sief et d'Gemengen, sief et de Stat, woubäi dat och e ganz wichtege Sujet ass, deen ee sécherlech spéiderhin eng Kéier sollt op de Leescht huelen.

Fazit: déi gréng erkennen d'Noutwendegkeet an d'Virdeeler vun engem elektroneschen Archivage ganz kloer un. Déi leien op der Hand: schnellen Zougréff, Recherche, Beaarbechtung vun iwwerall. Mir mussen awer och oppassen: Déi Virdeeler mussen Hand an Hand goe mat dem Dateschutz. Mir mussen assuréieren, dass nëmmen déi berechtegt Leit Zougréff huelen op deen Archivage an et muss een och derfir suergen, dass den Archivage nohalteg geschitt mat deem klengstméiglechen Energieopwand.

D'Stéchwuert hei ass natierlech „green IT". An dëser Fro, mengen ech, do si mer um richtege Wee, soudass mer och zu Lëtzebuerg hei wäerten eng Virreiderroll an Europa iwwerhuelen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn Iech hei d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Anzia. Sauf erreur hunn ech soss keen Deputéierte méi op der Riednerlëscht ageschriwwen. Ech hunn dann elo d'Éier an de Pleséier, fir der Regierung d'Wuert ze ginn. Den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss Iech als Wirtschaftsminister soen, dass dat heiten e ganz wichtege Projet ass. Och wann dat en héich technesche, en héich komplexe Projet ass, sou ass et awer en extrem wichtege Projet fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Déi al Legislatioun, an de Rapporteur ass drop agaangen, datéiert vun 1986, ass also méi wéi 25 Joer al an entsprécht sécherlech net méi der technescher Realitéit um Terrain.

Dëse Projet schreift sech och an eis Strategie „Digital Lëtzebuerg" an, andeem mer probéieren, Lëtzebuerg als digitale Standuert no vir ze brëngen. Dëse Projet concernéiert awer och nëmmen ongeféier 3 bis 5% vun den Dokumenter, déi also eng Valeur légale hunn. All aner Dokumenter kënnen iwwregens och haut schonn dematerialiséiert an duerno zerstéiert ginn. Viséiert sinn an deem Projet hei all Actes sous seing privé laut dem Artikel 1334 vum Code civil oder och laut dem Artikel 16 vum Code de commerce. Dat sinn Documents comptables, documents d'inventaires, etc.

Den Artikel 1334 vum Code civil huet also missen ëmgeännert ginn, well deen eigentlech, fir et einfach auszedrécken, gesot huet, dass ëmmer d'Original méi wäert ass wéi d'Kopie. Dat huet also misse geännert ginn. An dat huet speziell missen dowéinst geännert ginn, well ganz oft déi Actes sous seing privé net nëmmen an enger Versioun ënnerschriwwe gi sinn, also an engem Original, mä an esou vill Originaler, wéi et Parteie gi sinn. Dat féiert natierlech derzou, dass kee bereet ass, seng Kopie oder säin Original ze zerstéieren an elektronesch ze archivéieren, wann e weess, dass deen aneren eventuell nach d'Original huet an dass dat méi wäert ass wéi déi digital Kopie. Dofir huet dat misse geännert ginn.

Fir awer sécherzestellen, dass déi Dematerialiséierung an och d'Konservéierung vun deenen Dokumenter seriö a fiabel ass, hu mer, wéi et och gesot ginn ass vun de Virriedner, dee Statut vum PSDC agefouert, dem Prestataire de services de dématérialisation ou de conservation. Dee PSDC gëtt zertifiéiert vum ILNAS respektiv e kritt e PSF-Statut, wann en aktiv ass am Secteur financier. Dofir sinn zwee nei PSF-Statutte gegrënnt ginn.

Ech wëll hei als Konklusioun soen a vläicht fir d'Éischt emol nach eng Kéier drun erënneren, dass, no deene leschten internationalen Auditen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Kompetitivitéit vun deene verschiddene Länner op der Welt, Lëtzebuerg elo nach eng Kéier e grousse Schrëtt no vir gemaach huet. Mir sinn entretemps an der Europäescher Unioun dat kompetitiivst Land schlechthin. A mir sinn op der Welt d'Nummer sechs, wat eis Kompetitivitéit ugeet. An ech kann Iech versécheren: Mat deem Archivage électronique, dee mer hei aféieren, maache mer nach ee grousse Schrëtt no vir, wat eis Kompetitivitéit wäert ugoen.

Ech wëll och drun erënneren, wat och virdru gesot ginn ass: Mir hu jo elo net nëmmen den Archivage électronique als dat éischt Land an der Europäescher Unioun esou geregelt, mä mir hunn och schonn zënter enger Rei Jore LuxTrust, wou mer eng unique Signature électronique agefouert hunn. Den Avantage, dee mir mat der Signature électronique hu vis-à-vis vun anere Länner, ass einfach deen, dass mir ee System fir d'ganzt Land hunn, woubäi an anere Länner x verschidde Systemer geschaaft gi sinn, wat natierlech net ideal ass.

Also mengen ech, dass dat, wat mer haut oder wat Dir haut stëmmt, ee wichtegt Argument och gëtt fir Headquarteren. Dir wësst, dass d'Strategie vun der Regierung ënner anerem och déi ass, fir international Headquarteren zu Lëtzebuerg unzesidelen. An dat heite gëtt fir déi natierlech ee wichtegt Argument méi, fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir Headquarteren op Lëtzebuerg ze brëngen.

Mir ginn also duerch dat heite Gesetz nach e Schrëtt méi kompetitiv. De Standuert Lëtzebuerg gëtt nach méi attraktiv. A wat nach derbäi kënnt: Mir schafen am duebele Sënn nei Aarbechtsplazen, op där enger Säit duerch déi nei Entreprisen, déi duerch dat heite Gesetz motivéiert ginn, op Lëtzebuerg ze kommen, an op där anerer Säit, well mer jo deen neie Beruff vum Prestataire grënnen, wat natierlech och eng ganz Rei Aarbechtsplaze wäert zu Lëtzebuerg schafen.

Dofir Iech e ganz grousse Merci, dass Der dee Projet de loi hei ënnerstëtzt. An enger nächster Etapp, wëll ech just soen, dass mer drun denken an dru schaffen, fir och an Zukunft datselwecht ze maachen, wat d'Actes authentiques ugeet an d'Actes administratifs. Dat ass da fir eng zweet Phas ugeduecht.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann zu der Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6543 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung geet lass. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Da Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass fäerdeg. D'Resultat, wann ech richteg liesen: Unanimitéit am ganze Sall fir dee Projet.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marcel Oberweis), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Villmools merci Iech alleguerten.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze accordéieren?

(Assentiment)

Merci da souwäit.

An da kéime mer zu dem nächste Projet de loi iwwert den...

(Concertation interne)

Okay. Sou. Also, mir hunn hei nach eng Question urgente vun den Häre Max Hahn a Gusty Graas iwwert d'Logements de service.

(Concertation interne)

Jo, da géif ech ee vun deenen Hären - oder wéi wëllt Der dat maachen? - hei eropruffen, fir se virzestellen.

(Interruption)

Här Roth?

3. Question urgente n°1264 de M. Max Hahn et de M. Gusty Graas relative aux logements de service

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir sot „Logements de service". Heescht dat d'Logements de service vun der Police?

Une voix.- Jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, d'Logements de service vun der Police.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wëll drun erënneren, dass dräi Deputéierten, d'Madame Arendt, d'Madame Adehm an ech selwer, och eng schréftlech Question parlementaire zu deem Punkt gestallt hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Virun där heiter!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Virun där heiter.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech richteg informéiert sinn, ass de Libellé vun Ärer Question parlementaire liicht anescht. An dofir géife mer dat hei och an dëser Form akzeptéieren. Här Graas, wann Der wëllt hei op d'Tribün kommen.

(Interruption et concertation interne)

Bon, wann Der wëllt, mir kënnen och de System ëmänneren, dann...

(Négation)

Neen. Dir hutt se schréftlech gestallt. Dir kënnt se awer exposéieren, soss géife mer se herno nom Projet de loi huelen. Mä stellt se elo emol vir.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, effektiv de Kolleeg Max Hahn an ech hu gëschter eng Question parlementaire gestallt, nodeems eng Rei Bréiwer jo gëschter erausgaange sinn un eng Rei Beamten, virun allem um Niveau vun dem Polizeicorps, an doriwwer eraus awer och nach anere Corpsen, wou et iwwert d'Logementer geet, déi se bis elo konnte benotzen, a wou dann och Délaien dra festgehale goufen, vu wéini u misst e gewëssene Loyer bezuelt ginn, dee Loyer, deen op Basis vun enger Rei vu Kritäre festgesat ginn ass.

An dowéinst haten dann de Kolleeg Hahn an ech gëschter Owend, déi Question urgente gestallt, an där mer ebe wollten, wéi gesot, engersäits vum Minister vun der Sécurité intérieure respektiv och vum Finanzminister gewuer ginn, vu wéini u genee dat do applizéierbar ass, wat fir eng Kritären do musse respektéiert gi respektiv virun allem och op Basis vu wat genee déi Loyere festgeluecht goufen, well mer der Meenung sinn, datt et awer vläicht wichteg ass, an dësem Punkt trotzdeem, fir méi Klorheet ze weisen, well et jo awer vis-à-vis vun deene Leit, déi hei elo direkt betraff sinn, noutwendeg ass, datt een déi néideg Erklärunge gëtt, well jo awer trotzdeem fir eng Rei Leit ee sech ka virstellen, dat elo relativ kuerzfristeg zu enger Rei zousätzlechen Ausgabe géif féieren.

An dowéinst, wollt ech, zesumme mam Kolleeg Max Hahn elo Erklärunge kréien, well mer der Meenung sinn, datt et wichteg ass, zu dësem Zäitpunkt awer déi néideg Erklärungen ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas, zesumme fir den Här Max Hahn. Da géif ech dem Här...

(Interruption)

Den Här Roth wollt nach eng Fro stellen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Dir hutt virdru gesot, dee Libellé, dee wier liicht aneschters. Ech mengen, dee wier zimlech deeselwechten, just dass mir nach eng Rei vun zousätzleche Froe gestallt hunn: éischtens emol, ob de Minister effektiv déi Informatioun konnt confirméieren; zweetens, ob d'Locataren, an dësem Fall déi betraffen Agente vun der Police, informéiert gi sinn doriwwer, jiddwereen duerch en eenzelne Courrier; an drëttens, ob de Minister der Meenung ass, dass dat iwwerhaapt geet, e Loyer ze verzéngfachen, well jo, a mir haten net méi spéit wéi den Dënschdeg en Débat d'actualité iwwert de Logement hei, an dass et do gutt kéint méiglech sinn, dass de Capital investi, dat heescht déi 5%, déi als sougenannte „Mietbrems" am Gesetz virgesinn ass, kéinten iwwerschratt ginn.

Well ech hu gëschter e Kontrakt gesinn oder eng Erhéijung vun der Gemeng Schengen. Do ass fir e Logement de service vun enger Envergure, mengen ech, vun 72 m² e Loyer vun iwwer 1.000 Euro gefrot ginn. Ech fannen, dass dat fir d'Gemeng Schengen e relativ héijen individuelle Meter-carrés-Präis ass, d'autant plus, wou de Capital investi jo am Gesetz definéiert ass, wat een iwwerhaapt do kann eranhuelen. An ech ka mer net virstellen, dass de Stat jo Déngschtwunnenge baut, déi méi héich am Präis sinn, wéi dat op dem lokale Marché ass.

Des Weidere steet dann och nach an eiser Question parlementaire, op all deenen Immeublen, déi da verlount ginn, respektiv deene Logementer, wat jo och am Gesetz virgesinn ass, dass een do misst en Energiepass hunn. An duerfir war dann och eis Fro, ob fir déi sämtlech Changement-de-servicen, déi dann elo op de Logement ginn a wou déi zoustänneg Polizeiagenten da musse bis zu dem Zéngfache vun hirem urspréngleche Loyer bezuelen, ob déi dann och mat engem Energiepass versi sinn.

Deen anere Problem schéngt eis doran ze bestoen, ob d'Regierung net der Meenung ass, dass do eng ganz Rei vu Recours-judiciairë kéinte kommen, well déi Logements de service jo an enger gewëssener Bestëmmung gi sinn. A wann dann op eemol en Agent vun enger Minutt op déi aner, vu dass et jo e Logement de service ass, e Loyer muss bezuelen, deen ëm dat Zéngfacht méi héich ass, wéi deen, wat e bis elo bezuelt huet, ech mengen, dass do Risquë vu Recours-judiciairë respektiv Recourse bei den eenzelne Loyerskommissiounen net däerften ausbleiwen.

Sou, Madame Presidentin, ech hunn eis Froen eigentlech elo mat gestallt. Da kann de Minister jo och dozou Stellung huelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, Här Roth, Merci. Ech géif elo Folgendes proposéieren: Dir hutt se elo gestallt. Si koum awer eréischt den 2. hei schréftlech eran. Wann Der elo d'accord sidd, da froen ech den Här Minister, deen héchstwahrscheinlech..., oder vun deem ech net weess, ob e Kenntnis vun Ärer Fro huet, ech froen elo fir d'Éischt den Här Policeminister, ob en Är Fro kennt an ob e wëllt dorop äntwerten. Ass dat esou, dann hätt ech gär Ären Accord, dass mer hei déi ganz Fro mëndlech vidéieren an dass Dir dee Moment op eng schréftlech Äntwert verzicht. Dat ass d'Prozedur.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da wëll ech fir d'Éischt den Här Etienne Schneider froen, ob en d'accord ass, fir generell ze äntwerten.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also, Madame Presidentin, fir d'Alleréischt muss ech den - déi Fro ass jo vum Här Hahn un den Här Gramegna an u mech geschéckt ginn, well mer...

Une voix.- An dem Gusty!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- A vum Här Graas, pardon. Un zwee Ministeren ass se geschéckt ginn. U mech ass se gaangen, well ech Policeminister sinn. Mä den Dossier u sech gëtt géréiert vum Finanzminister, well sämtlech Statswunnengen natierlech iwwert de Finanzminister géréiert ginn.

Ech probéieren dofir, vu dass den Här Gramegna de Mëtteg net do ass, esou gutt wéi et geet, och op déi Froen ze äntwerten, déi hie concernéieren. Dofir sinn ech och d'accord, dann déi Froen unzehuelen. Wéi gesot, esou gutt wéi ech dat elo spontan da ka beäntwerten, géif ech dat da maachen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da soen ech Iech villmools Merci do derfir. An, wéi gesot, ech hätt gären den Accord vum Här Roth, dass en op d'schréftlech Prozedur verzicht.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech kucken déi zwou Dammen, an ech géif mengen, mir wieren domadder d'accord.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Akt ass Iech gi vun Ärer Deklaratioun.

Une voix.- E Bléck an d'Ae geet duer.

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass souwisou e relativ weiblechen Dag haut, wann ech kucken, wie schonn alles hei défiléiert ass. Här Roth, Merci.

Da géif ech elo erëm gär dem Här Schneider a senger Qualitéit als Policeminister d'Wuert ginn, fir op déi verschidde Froen Äntwerten ze ginn. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, als Äntwert op déi Fro, wat d'Déngschtwunnenge vun der Police...

Ah, elo ass de Finanzminister dann och do.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruption)

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Pardon.

Wat d'Déngschtwunnenge vun de Polizisten ugeet, ass et esou - vläicht eng éischt Remarque, eng préliminaire Remarque -, dass déi eigentlech à la base agefouert gi sinn, déi Déngschtwunnengen oder de Prinzip vun der Déngschtwunneng, well et e Périmètre d'habitation bei der Police ginn ass oder legal nach ëmmer gëtt, dee seet, dass e Polizist muss am Ëmkrees vu sengem Kommissariat wunnen. Dat war also d'Géigeleeschtung zu där doter Leeschtung.

Ech sinn awer, zënter ech Polizeiminister sinn, ëmmer erëm drop ugeschwat ginn, fir deen Déngschtperimeter ofzeschafen, well ëmmer manner Leit agesinn, wat de Sënn soll si vun deem Déngschtperimeter. Mir hunn dat och gemaach. Mir hunn awer dann och folglecherweis gesot als Regierung: Da mécht d'Déngschtwunneng u sech kee Sënn méi. Wann d'Leit kënne wunnen, wou se wëllen, mécht se kee Sënn méi. An dofir ass am Zukunftspak dat doten och eng vun de Mesurë gewiescht, fir déi Déngschtwunnenge generell beim Stat ofzeschafen, do, wou et méiglech ass.

Wéi sinn déi Loyeren, vun deenen déi Agenten haut profitéieren, festgeluecht ginn? Abee, déi Loyere sinn duerch eng Circulaire vun der Regierung 1982 fixéiert ginn a si sinn zanterhier ni adaptéiert ginn. Dat heescht, dass vun all deene Loyeren, vun deene mer schwätzen, a mir hu ronn 290 Bréiwer un Agenten, u Polizisten entre-temps erausgeschéckt, sinn déi Loyere bal a kengem Fall iwwer 100 Euro de Mount, de Moment.

Et ass awer och esou, dass et e Gesetz gëtt, an dat ass am Fong schonn eng Äntwert op den Här Roth, also e modifizéiert Gesetz vum 22. Juni 1963, dat seet, dass de Fonctionnaire, deen eng Déngschtwunneng kritt, muss de reelle Loyer bezuelen, allerdéngs mat enger Aschränkung: Dee reelle Loyer dierf net méi si wéi 20% vu senger Bruttopai. Dat Gesetz gëtt also hei elo applizéiert.

A just fir Iech e Beispill ze ginn, wat dat dote bedeit fir déi verschidde concernéiert Polizeibeamten: Bei engem Brigadier, deen en Ufanksgehalt huet, mat de Primmen, selbstverständlech, vun haut 3.490 Euro, wär dat dann ee maximale Loyer, deen e misst bezuelen, vu 698. A bei sengem Endgehalt vu 5.390 Euro hätt en e maximale Loyer ze bezuele vun 1.078 Euro. Beim Inspekter wär dat am Ufanksgehalt vun 3.743 Euro ee Loyer vu 748 Euro maximal. A bei sengem Endgehalt vu 7.716 Euro wär dat e maximale Loyer da vu 1.543 Euro.

Dat heescht, dat do sinn déi Spanne vu Loyeren, vun deene mer dann elo géife schwätzen. Ech hunn och ee konkret Beispill elo just nach gesi gehat vun enger Damm, déi e Loyer haut bezilt fir en Appartement vun 119 m² vu 74 Euro de Mount. An deen ass elo réévaluéiert ginn op 1.485 Euro de Mount. Vu dass awer och hei d'Regel vun den 20% spillt, muss se awer nëmmen e Loyer vun 990 Euro bezuelen. Dat heescht, par rapport zum reelle Marchéspräis gewënnt se nach ëmmer ronn 500 Euro.

Wéi ech virdru gesot hunn, sinn 290 Bréiwer u Polizistinnen a Polizisten erausgaangen. Dovun, muss ech soen, si 60 Wunnengen, déi an Enceinte-publicke sinn, mat deene mer... also, déi mer net kënne verkafe respektiv och net kënne réattribuéiere respektiv keen aneren Notzen direkt draus zéien, zumindest keen, fir et op dem private Marché ze veräusseren.

Et ass esou, dass déi Präisser, esou wéi se elo applizéiert sinn, no zwee Kritäre gerechent gi sinn. Ee Kritär ass d'Lokalitéit. Gekuckt ginn ass natierlech: Wou ass déi Wunneng? Wat jo hei zu Lëtzebuerg awer grouss Differenze mat sech bréngt. An zum anere sinn da fir déi Lokalitéit d'Präisser applizéiert ginn, déi den Observatoire de l'Habitat festleet. An do wësst Der och alleguerten, dass déi Präisser éischter de Marchéspräis ënnerschätzen, wéi iwwerschätzen.

Et ass esou, dass den Agent... Also, déi Polizeiagenten, déi concernéiert sinn, déi hunn e Bréif kritt vum Finanzministère, wou se gesot kruten, fir déi Wunneng, an där se haut wunnen, misste se laut där doter Berechnung de Loyer X an Zukunft bezuelen, mä vu dass se jo kënne vun där Regel vun den 20% Maximum profitéieren, solle se dem Finanzminister an der nächster Zäit dann hire Salaire eraginn, hire Revenu eraginn - dat ass dann am Fong en Traitement -, fir dass dann de reelle Loyer ka gerechent ginn, deen op si géif applizéiert ginn.

Da war déi drëtt Fro, déi vum Här Graas a vum Här Hahn gestallt ginn ass, déi, ob et en Droit de préemption gëtt. Dat gëtt et net. Also, dat maache mer net, aus verschiddene Grënn. Ee Grond ass deen, dass verschidde Logementer innerhalb vun enger Enceinte vun engem Ensemble immobilier sinn an dass et do ganz oft méi Sënn mécht, dee ganzen Ensemble immobilier ze revaloriséiere respektiv och ofzerappen, fir eppes méi Grousses kënnen dohinner ze bauen, an et dofir kontraproduktiv ass, wann do déi eng oder déi aner Wunneng privat verkaaft wär, de Stat also dann net d'Méiglechkeet hätt, dee ganzen Ensemble immobilier ze revaloriséieren, zum Beispill iwwer eng SNHBM, zum Beispill iwwer e Fonds du Logement.

An da wär natierlech dat anert och e Problem vun der Inégalité de traitement. Bon, déi gëtt et souwisou generell tëschent all deene Beamten, déi eng Déngschtwunneng hunn, an all deenen, déi keng hunn, zemools wa keng Konditioune méi drunhänken, fir déi een eng Déngschtwunneng haut kritt. Also, an där Situatioun si mer souwisou haut.

An déi aner ass déi, dass et ganz vill Déngschtwunnenge gëtt, wou de Roulement relativ staark ass. Dat heescht, deejéinegen, deen elo grad zoufälleg elo dran ass, deen hätt dann den Droit de préemption. Dee kéint also seng Wunneng dann direkt kafen. An deen, dee vläicht de Mount virdrun nach do gewunnt huet, deen nach net wousst, dass dat do kéim, deen hätt dat Recht net. Et wär also eng Lotterie, an och vun dohier eng Inégalité de traitement. Et ass awer natierlech kloer esou: Wann déi Wunnenge vereenzelt och iwwer eng Stee verkaaft ginn, da kann natierlech deejéinege se steeën, deen och dra gewunnt huet.

Dann nach vläicht déi Fro vum Här Roth, wat den Energiepass ugeet. Ech soen Iech elo emol, dass ech bal sécher sinn, dass den Energiepass net gefuerdert gëtt, well et gëtt jo keen neie Mietvertrag an deem Sënn. Et gëtt just eng Konditioun geännert, nämlech déi vum Loyer. Déi Leit, déi dra wunnen, déi wunne jo schonn dran an déi kréie just en anere Loyer applizéiert. Soss wär dat jo och um Privatmarché: All Kéier dann, wann de Loyer gehéicht gëtt, misst Der en neien Energiepass maachen. Dat ass net de Fall.

An, voilà, ech mengen, domat hätt ech op all déi Froe geäntwert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Villmools Merci, Här Minister. Ech begréissen den Här Minister Gramegna. Ech weess net, ob en nach eppes wëllt dozou soen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech géif gäre mengem Regierungskolleeg a Vizepremierminister félicitéiere fir déi ganz komplett Äntwert, déi en do konnt ginn, déi iwwert d'Question parlementaire vun de Kolleegen Hahn a Graas ewechgeet. Wann awer elo nach deen een oder deen anere Punkt nach net beäntwert wier, da géife mer dat schréftlech noreechen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci villmools. Ech géif da ronderëm de Sall kucken. Ech géif mengen, mir kéinten dëse Punkt ofschléissen. An elo iwwerginn ech un den Här Di Bartolomeo, fir virunzefueren.

Merci souwäit.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Vizepresidentin, déi dat wéi ëmmer exzellent gemaach huet. A mir géifen dann zum leschte Punkt kommen.

(Concertation interne)

Sorry fir dee klengen Délai. Mir hu just d'Premierministerin vun Norwegen empfaange gehat. Dofir Merci fir Äert Versteesdemech, dass ech net direkt erëm dra war.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 6660, enger Direktiv iwwert de Finanzsecteur. An direkt huet d'Wuert den honorabelen Här Rapporteur, de Guy Arendt.

4. 6660 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;

- transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;

- modification de:

1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haut de Mëtteg de Pleséier, e mëndleche Rapport zu engem Gesetzestext virzedroen, deen d'Dispositioune vun der Direktiv 2013/36/UE, och nach Direktiv CRD IV genannt, an eist nationaalt Recht transposéiert.

Et geet hei drëms, Regele festzeleeën, déi den europäesche Bankesystem weider consolidéiere wäerten. An de Gesetzestext ass den 28. Februar 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. Déi Europäesch Zentralbank huet hiren Avis de 26. Juni 2014 ofginn. D'Chambre de Commerce huet de 15. September Stellung geholl. An den Avis vum Statsrot datéiert vum 21. Oktober 2014.

De 17. Mäerz 2015 huet d'Finanz- an d'Budgetskommissioun eng Rei Amendementer ugeholl. Doropshin huet d'Chambre de Commerce en zweeten Avis de 5. Mee geschriwwen. An den 19. Mee huet de Statsrot säin Avis complémentaire ugeholl. D'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet de schréftleche Rapport den 22. Juni ugeholl.

Här President, aus der Finanzkris, déi ab 2007 hir Kreesser gezunn huet, hu mer eppes ganz kloer geléiert: D'Verhale vun e puer Instituter kann de ganze Bankesystem op d'Kopp geheien. Wann d'Kris hiren Ursprong an de Vereenegte Staten, am sougenannte Subprime-Marché hat, esou hunn d'Banken ëm de ganze Globus an d'Länner op der ganzer Welt mat massiven Auswierkungen, souguer bis haut nach, liewe mussen. Et huet sech awer och erausgestallt, dass national Mesuren net duergoungen, fir esou eng Kris ze verhënneren.

Am Summer 2012 huet dowéinst den Europäesche Rot décidéiert, eng sougenannte Bankenunioun ze bilden, an där all d'Banken, déi an der EU operativ sinn, iwwerwaacht ginn. Dës Unioun besteet aus zwee Pilieren. Mir hunn de sougenannten MSU, Mécanisme de surveillance unique, deen d'Banken am A behält. An et gëtt den MRU, de Mécanisme de résolution unique.

Wichteg ass, dass et sech hei jeeweils ëm een an deeselwechte Mechanismus fir all d'Banken handelt. De Gesetzestext vun de Mëtteg bezitt sech op deen éischte Volet, den MSU also, deen d'Soliditéit vum Bankesystem assuréiere soll, d'Stabilitéit garantéiere soll an eng kohärent Supervisioun erméiglecht.

An deem MSU gëtt et zwee Niveauen. Déi Europäesch Zentralbank surveilléiert déi Banken, déi besonnesch wichteg fir den europäesche Marché sinn. Et handelt sech ëm déi sougenannte systemesch Banken, déi Instituter, déi besonnesch ënnert d'Lupp geholl gi mussen, well si esou bedeitend sinn, dass, wa si wackelen, de ganze System Problemer kritt. Déi national Autoritéite si fir déi manner wichteg Banke responsabel.

D'CSSF, d'Commission de Surveillance du Secteur Financier, ass hei zu Lëtzebuerg als national Autoritéit bezeechent ginn. Et ass fir dës wichteg Banken, dass elo uniform Regelen agefouert goufen, well dës nach méi en exakte Suivi brauchen, ebe well se relevant fir d'Stabilitéit vum ganze Bankesystem sinn.

Am Moment gëtt et zwou Direktiven, déi de legale Kader fir d'Surveillance vun de Finanzinstituter duerstellen. Op där enger Säit ass dat d'Direktiv 575/2013, och nach „Capital Requirements Regulation" oder CRR genannt. Op där anerer Säit hu mer d'Direktiv 2013/36, och nach „Capital Requirements Directive" oder CRD IV genannt. D'Zuel IV steet als Successeur zu de Regele vu Basel III, déi éischter ausgeschafft goufen.

Den Text ass e ganz techneschen, esou datt ech fir d'Detailer op de schréftleche Rapport verweisen. Ech wëll awer e puer Punkten ervirsträichen.

Här President, d'Neierunge vun der Direktiv CRD IV, wéi ech scho gesot hunn, si komplex a kënnen a sechs verschidde Kategorien ënnerdeelt ginn.

Éischtens geet et drëm, souwuel d'Qualitéit wéi och d'Quantitéit vun de Kapitalreserven, déi e Finanzinstitut bereethale muss, ze optimiséieren. Mir schwätzen hei iwwert d'sougenannten „capital requirements". Op déi verschidden Niveaue gëtt elo nach en Niveau derbäigesat. D'Direktiv gesäit och minimal Kapitalreserve vir, deemno wéi staark d'Bank enger Bandbreet vu Risiken ausgesat ass.

Zweetens gëtt et Ännerungen, wat de sougenannten „leverage ratio" ugeet. An hei gi genau Verscholdungsgrenze festgehalen.

Drëttens, d'Direktiv setzt och Regele fest, wat d'Liquiditéit vun de Banken ugeet, dat souwuel par rapport zu engem Horizont vun 30 Deeg wéi och vun engem Joer.

Véiertens, et wäert och eng ganz Rei harmoniséiert Regele ginn, wéi déi finanziell Situatioun vun de Banken ze bewäerten ass. Dëst ass besonnesch wichteg am Kader vun der Surveillance vun de Finanzinstituter.

Fir dass dës Kontroll, fënneftens, propper fonctionnéiere kann, mussen d'Banken och verschidden Informatiounen un déi respektiv Autoritéite weiderginn, dat besonnesch am Kontext vun de verschiddene Risiken, deene se ausgesat sinn.

Sechstens, besonnesch wat déi sougenannten „large exposures" ugeet, also Risiken, déi sech op e puer Cliente konzentréieren, gesäit d'Direktiv och nei Regele vir.

D'Direktiv verfügt awer och iwwer Dispositioune bezüglech de Rémunératiounen an dem Modell vun der Gouvernance vun de Banke souwéi der Diversitéit vun de Verwaltungsréit. Et ass nach ze soen, dass de Gesetzesprojet och e puer technesch Upassunge virhëlt, dat, fir Iwwerlappunge mat anere Modalitéiten ze verhënneren.

Et geet hei awer net nëmmen ëm eng Direktiv, well duerch den Text vun haut de Mëtteg gëtt d'Gesetz iwwer eis Banke vun 1993 op de leschte Stand bruecht. Mir hunn eng breet gefächert an innovativ Finanzplaz. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass eis Gesetzgebung och an dësem Punkt mat der Zäit geet. Dëse Projet de loi dréit also derzou bäi, eist Land dobausse weider als Exzellenzzenter vun de Finanzen ze promouvéieren.

Här President, duerch d'Transpositioun vun der Direktiv CRD IV an eis Legislatioun, droe mer eist derzou bäi, fir d'Répercussioune vun enger Finanzkris, esou wéi mer se virun e puer Joer kannt hunn, ze minimiséieren. D'Finanzinstituter spillen an eiser heiteger Zäit eng immens grouss Roll an et ass richteg, dass d'Europäesch Unioun eenheetlech Regelen opgestallt huet, fir de Bankesystem ze stabiliséieren.

Zum Schluss soen ech dem Finanzminister a senge Leit, der Madame Guezennec an dem Ben Jacoby Merci a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci fir d'Alleréischt dem Rapporteur Guy Arendt, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, op eng exzellent Aart a Weis souwuel e schréftleche wéi mëndleche Rapport iwwer eng ganz komplex Thematik gemaach huet. Mir wäerten dëse Projet de loi stëmmen.

De Rapporteur huet et gesot: Hei ginn dräi ganz wichteg Direktiven transposéiert. An ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir zwou Remarquen ze maachen, déi mer an deem ganze Kontext wichteg schéngen ze sinn.

Dat Éischt ass: Déi Direktiv CR IV ass jo eigentlech den europäesche Pendant vun der Convention de Bâle, dat heescht vun deeneselwechte Regelen, déi do um Niveau vun de G20 ugeholl gi sinn. An u sech ass dat hei Basel III oder de Pendant vu Basel III. A wat mech do ëmmer erëm e bësse stéiert, besonnesch am Kader vun deenen Diskussiounen, déi mer am Moment féieren iwwer méi Transparenz am Finanzwiesen, ass, datt eng Rei vu Länner - an net déi mannst, notamment eis amerikanesch Frënn - emol Basel II nach net transposéiert hunn, emol guer net ze schwätze vu Basel III.

An déi drëtt Direktiv, déi mer hei transposéieren, dat ass de Pendant vun der MiFID-Direktiv. Och do ass et esou, datt entre autres d'Amerikaner déi nach ëmmer net transposéiert hunn. An dat wollt ech awer eng Kéier hei ënnersträichen an och do de Finanzminister bieden, an deene Gremien, wou e Lëtzebuerg an och d'Europäesch Unioun elo och am Kader vun der Présidence wäert vertrieden, ëmmer erëm dorobber hinzeweisen.

Eng zweet Remarque, dat ass méi eng allgemeng Remarque. Dat ass déi, wann een awer trotzdeem elo kuckt, wat do an deene leschte Jore vun Direktive komm ass, dat souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun wéi och um Niveau vun de G20, da stellt een trotzdeem fest, datt mer do awer a Richtung vun enger Surréglementatioun ginn. An ech muss wierklech soen, ech stelle mer heiansdo d'Fro, wéi een et hei och muss soen: Trop de réglementation tue la réglementation. Dat fänkt u quasiment emol net méi gérabel ze gi fir ganz vill besonnesch méi kleng Banken. An do och nach eng Kéier den Appell, besonnesch am Kontext vun enger neier Kommissioun, déi sech op de Fändel geschriwwen huet, fir manner ze reglementéieren, datt mer och hei awer iergendwéi eng Kéier musse mat där Iwwerreglementatioun ophalen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Bon, dëse Projet de loi setzt, wéi gesot, déi sougenannte CRD IV an d'Lëtzebuerger Recht ëm, den Accord Bâle III, dee mer hei haut am Modèle de base evakuéieren, deen awer trotzdeem eng fundamental Legislatioun ass fir eise Bankesecteur. Fir u sech eng Iddi vun der Envergure ze ginn: CRD IV ass 100 Säite staark, de Reglement CRR, dee jo derzou gehéiert an deen d'application directe ass, huet 300 Säiten. Dat heescht, dat si scho voluminéis an och extrem wichteg Gesetzgebungen, déi eise Finanzsecteur komplett nei organiséiere wäerten, wat d'Zouloossungen an och d'Kapitalexigenzen a munch aner Aspekter vun de Banken ugeet.

Et géif munches ze soe ginn hei. A muenches ass och gesot gi vum Rapporteur, dem Guy Arendt, deem ech och gär géif hei Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech géif mech awer gären als LSAP-Spriecher op ee Punkt konzentréieren, deen an den Ae vun eiser Partei extrem wichteg ass, an dat ass dee vun der Gouvernance. Mir wëssen, dass een zentrale Problem an der Genèse vun der Kris vun 2008, op déi Basel III jo am Fong sollt äntwerten a wou Basel III och probéiert huet, Lektiounen draus ze zéien, dee war vun engem Gefill vun Irresponsabilitéit. D'Irresponsabilitéit war eppes, wat a munche Finanzkreesser deemools wäit verbreet war. An et muss een zouginn, wann ee kuckt, wat no där Finanzkris geschitt ass, dass wéinegen Dirigente vun Finanzinstituter, déi duerch hir démesuréiert Egoen a rücksichtslos Gestioun de Finanzsystem an d'Weltwirtschaft bal an d'Mauer gefouert hunn, wierklech eppes geschitt ass, wann een elo emol vläicht vum Beispill vun Island ofgesäit.

Bon, e puer hunn eng oder zwou Villae verluer. Si hu vläicht och hire Privatjet musse verkafen, mä soss ass awer näischt wierklech Schlëmmes geschitt. Wann een d'Leit net reponsabiliséiert, da geschéien esou Krisen ëmmer erëm. Dann entstinn op allen Niveauen esou Personnagë wéi de Richard Fuld vu Lehman Brothers oder de Jérôme Kerviel vu Société générale, déi Milliarden an de Sand setzen. Dat si Leit, déi oft opgepolvert sinn duerch héich Bonussen, déi lassgeléist si vun all reeller Leeschtung.

An dofir ass d'Gouvernance esou wichteg. An hei bréngt CRD IV eng Partie interessant Innovatiounen. Dëst betrëfft d'Zesummesetzung vum Management an Opsiichtsorganer. CRD IV huet spezifesch Regele fir d'Direktioun, déi en charge vun der Gestion des risques ass. Si imposéiert och d'Konstitutioun vun Nominatiounscomitéë fir d'Membere vun der Direktioun a vun Organer, déi d'Rémunératioun vun héije Responsabelen a Banke festsetzen.

Dëst ass e ganz heikelt Thema. Och d'Rémunératiounspolitik ass jo als eng Schwaachstell am regulatoreschen Dispositiv erkannt ginn no der globaler Finanzkris 2008. Zu Recht, well deen, deen déck Primmen asäckele kann, ouni fir e Resultat riichtzestoen, huet e staarken Incitatif, fir egal wat ze maachen, fir zu senger Prime ze kommen.

Wéinst de Gouvernanceregelen, mä och wéinst aneren Améliorationen an eiser Finanzsupervisioun, déi dëse Projet de loi mat sech bréngt, wäert d'LSAP hei derfir stëmmen, ouni awer allze vill Illusiounen ze hunn, dass dëst iergendeppes hëllefe wäert, wann déi nächst spekulativ Bulle wäert platzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. An nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir géife gären dem Rapporteur, dem Här Guy Arendt, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann hunn ech den Här Gibéryen hei stoen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Da sinn ech frou, dass ech mech gutt preparéiert hat.

(Hilarité générale)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En ass erwächt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt och vun eiser Säit aus dem Rapporteur villmools Merci soen. Mir hunn dat an der Kommissioun jo am Detail duerchdiskutéiert an hien huet dat och wonnerbar hei a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport erëmbruecht, soudass ech mech nëmme ka menge Virriedner uschléissen an him Merci soen an eisen Accord bréngen.

Une voix.- Gutt geschwat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet direkt den Här Finanzminister d'Wuert. Här Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léiwe Kolleeg vun der Regierung, en fait stëmme mer haut a grousser Unanimitéit e wichtege Projet de loi. Et ass Referenz gemaach gi vum Deputéierte Franz Fayot op d'Originne vun der Weltfinanz- a Wirtschaftskris. An et ass ganz kloer, dass déi Emsetzung vun dëser Direktiv eng Äntwert op déi Weltfinanzkris war.

Ech muss zoustëmmen, datt, wann een 2006 oder 2007 verschidden Akteure vun der Finanzplaz - net vun der Lëtzebuerger, vun de Finanzplazen an der Welt - hir Meenung gefrot hätt, wéi sécher de Finanzsystem ass a war, do wären der ganz wéineg gewiescht, déi gesot hätten, dass do grouss Risquë sinn. An dofir wëll ech awer och e bësse relativiséieren, wat den Deputéierte Mosar gesot huet iwwert d'Surréglementatioun.

De Problem bei der Reglementatioun, fir ze wëssen, ob et ze wäit geet oder net wäit genuch, stellt ee leider oft eréischt a posteriori fest. A wat ech wierklech gutt fannen, ass, dass dës Direktiv en fait eng Rëtsch Saache virgesäit, déi virdrun iwwerhaapt net gekuckt gi sinn. An an där Hisiicht, muss ech soen, huet dës Direktiv mat sech bruecht, dass een aus der Kris geléiert huet.

Nun ass et och esou, dass Europa a ville vun dësen Domänen oft de Virreider ass. Dat kann ee positiv an dat kann een awer och negativ bewäerten. Déi Remarque, och vum Här Mosar, dee seet, eis amerikanesch Partner a Frënn sinn en retard, ass e richtege Problem. Et ass och e Problem, dee mer an aneren Domänen erëmfannen. Ech mengen, mir hu virun e puer Deeg och iwwert d'Fiskalitéit geschwat, do ass et net anescht.

Et ass just, dass dat e Problem ass, dee Lëtzebuerg net eleng ka léisen; par rapport zu Amerika, mengen ech. Mä d'EU kann dat op jidde Fall maachen. An ech mengen, mir sollen eisen amerikanesche Frënn dat regelméisseg widderhuelen. Mir maachen hei elo enger Upassung u Bâle III, u Basel III. An d'Amerikaner sinn emol nach net bei Basel II ugelaangt.

Ob wierklech d'Analys dann esou simplistesch ass, wéilt ech awer och e bëssen an de Raum stellen. Ech ka mer jo net virstellen, dass et am Intérêt vun Amerika ass, vun deem Land, vun deem d'Finanzkris jo ausgaangen ass, dass do iwwerhaapt keng Mesuré geholl gi sinn, mä wéi dat oft de Fall ass an deem Land, si dat op hir Aart a Weis maachen. Dofir soll een et och vläicht net ze vill simplistesch upaken.

Ech wëll net soen, dass Dir dat gesot hutt, dass et simplistesch ass. Dat wëll ech guer net hei gesot hunn. Ech wëll just soen: Mir vergläichen och vläicht zum Deel Äppel mat Biren. Mir applizéiere Basel II, Basel III, d'Amerikaner hunn d'Tendenz, dann hir eege Reglementatioun ze maachen - dat hu mer jo och mat FATCA gëschter nach diskutéiert - an dat ëmzesetzen.

Ceci dit, soll ee sech och bewosst sinn, dass Europa an deem heiten Domän…, wann een elo déi Direktiv fir dat néidegt Kapital fir d'Banken, CRD IV genannt, kuckt, ass dat eng Direktiv, déi sech an déi ganz Diskussioun vun der Bankenunioun areit. D'Bankenunioun ass Dezember 2013 ofgeschloss ginn. Dat war grad an deem Mount, wou ech fir d'Éischt am ECOFIN derbäi war. An ech muss soen, dass et e grousst Ereegnis war, dass mer et an e puer Joer an Europa fäerdegbruecht hunn, déi Bankenunioun ze maachen, wou vill Leit dru gezweifelt hunn, dass dat iwwerhaapt méiglech war.

Ech wëll och ganz kloer hei ënnersträichen, dass d'Bankenunioun a groussen Zich an en général eng ganz grouss Errungenschaft ass fir Europa an e ganz groussen Atout fir Lëtzebuerg, well eis Finanzplaz, déi reit sech elo an ënner engem europäesche Präbbeli, enger europäescher Supervisioun, déi gemeinsam ass, déi gemeinsam Regelen huet. A fir een, dee jo schonn oft duerch d'Welt gaangen ass a menge viregte Beruffer an och elo haut, hunn ech heiansdo héieren: „Jo, zu Lëtzebuerg hutt Der ganz vill Succès op Ärer Finanzplaz, well Är Supervisioun ass e bëssen ze vill flexibel." Dann hunn ech dat ëmmer gekontert, an ech sinn iwwerzeegt Dir och alleguerten, andeem mer ëmmer gesot hunn: „Eis CSSF mécht hir Aarbecht ganz gutt." A si mécht dat effektiv ganz gutt.

Mä elo si mer ënnert deem europäesche Präbbeli do. Do ass d'Äntwert immens einfach: De Gros vun de Regelen, fir net ze soen d'Regelen alleguerten, sinn déiselwecht. A mir applizéiere se, wéi mir all aner europäesch Regelen applizéieren. An dat ass zum Virdeel vun Europa an et ass zum Virdeel vu Lëtzebuerg.

CRD IV, dës Direktiv zesumme mat der „capital requirement regulation" ass dann elo de Corps unique, deen d'Eröffnung, also d'Autorisatioun, vun enger Bank hei zu Lëtzebuerg regelt an och hir Supervisioun. Dat amendéiert an där Hisiicht eist Gesetz iwwert d'Bankeplaz vun 1993 a setzt, wéi richtegt gesot ginn ass, Basel III ëm.

Ech géif gären dem Guy Arendt Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht an deem heiten Domän, deen extrem komplex ass. An ech géif gär och all deenen, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn, Merci soen.

Dës Direktiv verstäerkt d'Kapital, wat d'Banke mussen hunn, souwuel an der Quantitéit wéi och an der Qualitéit. Zweetens huet se en Impakt op d'Gouvernance vun de Banken, andeem d'Direkteren an och d'Membere vum Conseil nëmmen eng limitéiert Quantitéit vu Mandater däerfen unhuelen.

Firwa gëtt dat gemaach? Eh bien, fir sécherzestellen, dass déi Leit, déi déi grouss Responsabilitéit do hunn, entweder als Direkter oder als Member vum Conseil d'administration, déi néideg Zäit schenken, fir dass ebe keng Panne geschéien.

Et ass vill driwwer geschwat ginn, och iwwert d'Limitten, déi hei abruecht ginn, iwwert d'Rémunératioun vun den Direktere vun de Banken. Och do ass et relativ liicht ze verstoen, wat den Hannergrond ass. Den Hannergrond ass, ze évitéieren, dass d'Rémunératioune ganz einfach nëmme geknäipt ginn oder proportionell ginn zu de Benefisser, déi d'Banke maachen. A wat se da méi Benefisser maachen, wat natierlech d'Paie méi grouss ginn, op där enger Säit.

Mä wann dat deen eenzegen Incentive ass, deen den Dirigent huet, dann huet hie jo d'Tendenz, ganz vill Risiken ze huelen. An dat wëllt een heimat ënnerbannen. Ob dat da komplett geléngt iwwert deen heite Wee, mag och dohinnergestallt sinn, mä et ass awer wéinstens eng gewësse Garantie, dass aner Décisiounsfacteuren eng Roll spillen am Kapp vun den Dirigenten.

Dës Direktiv gëtt och der CSSF méi Pouvoiren, fir hir Missioun ëmzesetzen. Se gëtt hir méi Outilen, wéi een dat esou schéin nennt. A mir hunn och do der CSSF all d'Méiglechkeete ginn, déi an der Direktiv virgesi waren. Mir hunn do keng zréckbehalen. Mir hunn also de Maximum vun den Outile geholl. A mir hunn och Outile geschafe fir d'Surveillance macroprudentielle.

Wat kann ee sech ënner Surveillance macroprudentielle virstellen? Eh bien, dat ass en fait dat, wat een anescht och nach kann als systemesch Risike beschreiwen, déi hei ënnert d'Lupp geholl ginn. Mir hunn och zu Lëtzebuerg e Comité des risques systémiques agefouert, deen ech d'Éier hunn ze presidéieren. A mir haten och eng éischt Réunioun vun deem Comité virun e puer Deeg. An ech muss Iech soen: Wann een iwwert déi Problematik vun de Risque-systémiquen ufänkt nozedenken, da versteet een, dass an der Vergaangenheet en fait dee ganzen Aspekt vun de Risques macroprudentiels komplett ënnerschat war.

Mir hunn also, am Résumé, bei der Transpositioun hei derfir gesuergt, dass d'CSSF déi meescht méiglech Outile soll hunn, fir ze agéieren. Ech mengen, an där Hisiicht hu mer eng ganz komplett Transpositioun gemaach.

A mir hunn eng zweet Saach gemaach, déi e bësse vläicht inhabituel ass: Mir hätten hei Délais de transition gehat, déi et eis géifen erlaben, déi Direktiv Schratt fir Schratt ëmzesetzen.

Dat hu mer net wëlle maachen. Mir hu wëllen derfir suergen, dass déi Direktiv, soubal se hei gestëmmt ginn ass, direkt voll a ganz a Kraaft trëtt, well éischtens, d'CSSF d'Méiglechkeet huet, dat ze bewerkstellegen, mä zweetens, well mer mengen, well dat fir den Image vun eiser Place financière extrem wichteg ass an en fait extrem positiv ass.

An dofir gi mer och gelueft vum Fonds Monétaire International a vun der OCDE, dass mer dat esou wëllen ëmsetzen. Dat huet zum Beispill de Fonds Monétaire International a senger leschter Analys Artikel 4 am Mee gemaach. An dofir verstäerke mer dann och natierlech eisen Triple-A, deen eis jo esou wichteg ass. Den Triple-A kréie mer, well mer gesond Statsfinanzen hunn, mä awer och well eis Finanzplaz sécher ass.

Ech mengen, dass mer doduerch, dass mer dat esou transposéiert hunn, wéi ech et elo grad resüméiert hunn, eiser Kredibilitéit vun eisem Land a vun der Finanzplaz gerecht ginn, eisen Obligatiounen europäesch gerecht ginn an domat och eiser Finanzplaz an der Réputatioun vun eiser Finanzplaz e gudden Déngscht leeschten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir kënnen dann direkt zu der Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet 6660 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6660 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet 6660 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An da bleift mer just nach, d'Fro no der Dispens vum zweete Vote ze stellen.

(Assentiment)

D'accord. Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6545 iwwert d'Reform vum Sozialdialog. An direkt huet den Här Rapporteur d'Wuert, den Här Frank Arndt.

5. 6545 - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du Travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, virun 30 Joer war ech President vun enger Delegatioun. Ech hat net gemengt, datt ech eng Kéier hei kéint stoen an de Mëtten ee Gesetz matpresentéieren, wat een, fir mech, ee grousse Schratt weiderbréngt, ee Gesetz, wat Kompromësser bedeit.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Et ass e ganz wichtege Projet. Wann ech gelift!

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

…wat Kompromësser bedeit, sougutt fir d'Betriber wéi och fir d'Aarbechtnehmer. Ech mengen, et huet 36 Joer gedauert, bis mer et elo op de Leescht hei huelen. An et ass néideg, datt et op de Leescht geholl gëtt. Ech denken, datt ech herno als Fraktiounssprecher vun der LSAP do wéilt méi drop agoen. Elo ass et awer mäi Rôle, de Rapport ze maachen. An ech géif och mat deem elo weiderfueren.

D'Gesetz ass de 25. Februar 2013 déposéiert ginn. Et sinn Avisen erakomm vun der Chambre des Salariés, der Chambre des Métiers, dem Comité du Travail féminin, vum Conseil d'État, Avis-complémentaires, en zweeten Avis complémentaire. Mir kruten de Projet de loi vum Minister 2013 an am Oktober 2014 presentéiert. Ech sinn an där Réunioun vum 1.10.2014 als Rapporteur designéiert ginn. Mir hunn am Ganze 75 Amendementer adaptéiert. An de Projet ass de 24. Juni 2015 ugeholl ginn.

Et muss een awer vläicht den Historique kucke vum Dialogue social. Dat geet op 1919 zréck, wéi et den éischte Conseil d'usine permanent ginn ass. 1974 ass agefouert ginn, datt all Betrib, wou méi wéi 20 Aarbechter schaffen, eng Delegatioun muss hunn. 1974 ass de Comité mixte agefouert ginn. An 1979 war eng grouss Reform vun de Personaldelegatiounen, déi gemaach ginn ass an un där dem Här Wolter an dem Här Spautz hir Pappen do mat dru geschafft hunn.

D'Regierungserklärung vum 12.8.1999: Ukënnegung vun enger gesamter Reform vun den Texter betreffend d'Personaldelegatioun an d'Cogestioun. 2000 ass op Avis vum CES gesot ginn, datt et bluttnéideg wier, fir eng Reform ze maachen, fir d'Décisiounsprozedure besser ze encadréieren, souwuel um nationale wéi um europäeschen Niveau. Doropshin huet d'Regierung ugefaangen, ee Projet auszeschaffen, mä deen ass leider net finaliséiert ginn.

D'Regierungserklärung vum 23.7.2009: Ukënnegung vun dëser Reform nach eng Kéier. D'Fonctionnement vun de Personaldelegatiounen soll un déi aktuell wirtschaftlech Gegebenheeten ugepasst ginn, den Dialogue social soll méi effikass ginn an d'Konditiounen, an deenen d'Delegéierten hiert Mandat ausféieren, souwéi hire Kënnegungsschutz sollte verbessert ginn.

D'Grënn, fir den Dialogue social ze verbesseren, sinn…

(Interruption)

Erlaabt mer just, eng Kéier kuerz ze drénken. Merci.

Also, d'Grënn, fir den Dialogue social ze verbesseren, sinn: Wann een de Rapport vun Davos iwwert d'Gesamtkompetitivitéit vun de Länner kuckt, sinn ënnert deenen zéng kompetitiivste Länner der fënnef, déi e staark entwéckelte Sozialdialog hunn an och gewerkschaftlech Vertriedungen an de Betriber hunn. D'Beispill vum däitsche Betribsrat ass sécherlech net dat schlechst, dat ee kann ernimmen.

Zweetens, d'Betriber sinn de wirtschaftlechen Turbulenzen an Ännerungen ausgesat a musse sech erëm nei adaptéieren. Dëst huet oft een Impakt op d'Aarbechtsbedéngunge vun den Aarbechter. Dofir ass eng Verbesserung vum Sozialdialog grad zu Lëtzebuerg wichteg. Och soziale Fridden ass Nation Branding.

Drëttens, déi aktuell Prozedure waren net ëmmer effizient. Si sollen net ganz nei definéiert ginn, mä der Realitéit ugepasst a vereinfacht ginn, fir ënner anerem der grousser Komplexitéit vun der moderner Entreprise Rechnung ze droen. D'Wirtschaft soll demokratiséiert ginn, andeems d'Salariéen e méi grousst Matsproocherecht kréien.

Wat sinn dann d'Haaptpunkte vum Projet de loi? Jo, d'Suppressioun vum Comité mixte ass ee vun den Haaptpunkten. D'Attributioune vum Comité mixte ginn un d'Délégations du personnel weidergeleet. D'Delegatioun ass also déi eenzeg Instanz, déi den Intérêt vun de Salariéen an de Betriber vertrëtt. Dat ass a mengen Aen eng Vereinfachung.

Doriwwer kann een natierlech diskutéieren, mä wann een awer kuckt, wann et fréier bis 150 Leit war, hu mer et awer elo fäerdegbruecht, a virun allem war et jo och an de Wirtschaftszweiger, wou et virun allem de Comité mixte ginn ass, ass et awer elo méiglech, ab 150 Leit an alle Betriber kënnen e Matsproocherecht ze hunn. Also ass dat scho fir mech eng Vereinfachung.

An et muss een och soen, datt deelweis double Emploi gemaach gi war. Well ech aus Erfahrung do ka schwätzen: Wann een an enger Delegatioun souz an een e Comité mixte parallell lafen hat, huet een net ëmmer déiselwecht Informatioune weiderkritt, wéi déi Leit se am Comité mixtre kritt hunn. Also ass et, mengen ech, besser, si gi gebündelt op engem Niveau. An dat sollen dann d'Delegatiounen an eisen Ae sinn. An dat ass och am Rapport esou festgehale ginn.

Dann: Nei Strukturéierung an den Attributioune vu Personaldelegatiounen. D'Gréisst vun der Personaldelegatioun hänkt vun der Zuel vun de Salariéen am Betrib of. Mindestens 15 Salariéë fir een Delegéierten, deen d'Intérête vun de Salariéë vertrëtt.

Fir wat vertrëtt e se? Wat d'Aarbechtsbedéngungen an de Sozialstatut ugeet, vermëttelt en am Fall vun engem Konflikt zwëschen dem Patron an dem Employé. Wann de Konflikt net à l'amiable ka geléist ginn, kann d'Delegatioun och d'ITM saiséieren.

D'Égalité de traitement, wat d'Paien, d'Aarbechtsbedéngungen an den Accès zur Formatioun bedeit.

De Patron muss d'Delegatioun iwwer all Entwécklung vu sengen Aktivitéiten am Betrib informéieren. An deene Betriber mat iwwer 150 Salariéë muss déi Informatioun all Mount stattfannen. An deene Betriber muss de Patron all Joer der Delegatioun en detailléierte Rapport iwwert d'Aktivitéite vun der Entreprise virleeën.

De Projet de loi gesäit Beräicher vir, wou d'Delegatioun informéiert a consultéiert muss ginn, an aner Beräicher, wou d'Delegatioun och ëm den Avis muss gefrot ginn.

Wou muss dann d'Delegatioun informéiert a consultéiert ginn? Wann et ëm d'Entwécklung vum Emploi am Betrib geet. De Patron muss all Semester der Delegatioun d'Statistike liwweren iwwert d'Neiastellungen, d'Entloossungen, d'Promotiounen, d'Mutatiounen, d'Rémunérationen an d'Formatiounen an och iwwert d'Astellung vun den Intérimairen, d'Ofschléisse vu Contrats d'appui-emploi oder Contrats d'initiation à l'emploi.

D'Delegatioun muss och informéiert a consultéiert ginn iwwert d'Œuvres sociales, fréier ëmmer an der Kompetenz vum Comité mixte, déi et eventuell am Betrib ginn an déi am Intérêt vun den Employés an hire Famillje sinn. Dozou gehéieren och Mesuren, déi den Accès op e Logement assuréieren oder vereinfachen.

Wu muss dann informéiert, consultéiert an och den Avis gefrot ginn?

All Beräich, dee mat de Verbesserunge vun den Aarbechtsbedéngungen ze dinn huet. D'Ausbildung vun de Léierbouwen, Léiermeedercher, de Réclassement interne, etc. Eng kleng Remarque derzou: D'Gestion des âges ass gestrach ginn, well et dofir nach keng legal Basis gëtt. Et ass awer virgesinn, an engem Projet de loi weider behandelt ze ginn.

D'Personaldelegatioun muss ënner hire Memberen een Délégué à la sécurité et à la santé an een Délégué à l'égalité nominéieren. Si kréien zousätzleche Congé de formation.

Den Délégué à la sécurité muss vum Patron iwwer all nei Mesuren, déi en Afloss op d'Aarbechtsbedéngungen oder d'Sécherheet am Betrib hunn, informéiert ginn. Hie kann d'Chantiere kontrolléiere goen an, am Fall vun enger Urgence, d'ITM informéieren.

Den Délégué à l'égalité muss ënner anerem dem Patron ee Plang mat Mesurë virstellen, déi d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer am Betrib förderen.

Aner Strukturen an de Betriber. D'Delegatioun um Niveau vun der Entité économique et sociale, also eng EES, ass eng Zesummeféierung vun Entitéiten, déi och kënnen autonom Personnalité-juridiquen hunn, mä wou d'Direktioun awer konzentréiert ass. Wann op d'mannst zwou Delegatioune vun enger EES dat förderen, kann eng zousätzlech Delegatioun um Niveau vun der EES gegrënnt ginn. Si vertrëtt d'Intérête vun alle Salariéë vum Grupp an déngt dem Informatiounsaustausch ënnert den Delegatiounen.

A Betriber vu manner wéi 15 Salariéë gëtt ee Vertrieder designéiert, dee mat Voix consultative un de Versammlunge vun der EES kann deelhuelen.

Betriber mat méi wéi 51 Salariéë kënnen op extern oder intern Conseilleren zréckgräifen oder op een Expert, dee vum Employeur bezuelt gëtt, no feste Regelen.

E kuerzt Wuert iwwert d'Wahlen. D'Delegéierte gi vun de Salariéë gewielt unhand vu Lëschte mat Kandidaten, déi vun enger Gewerkschaft opgesat ginn, déi déi national Représentativitéit huet oder 5% vun de Salariéen. Wa keng Kandidate sech presentéieren, da mécht den Employeur der ITM ee Rapport, deen eng Enquête am Betrib mécht. Doropshi kënnen d'Kandidate par arrêté vum Aarbechtsminister designéiert ginn.

D'Delegéierte gi fir fënnef Joer gewielt.

D'Konditioune fir d'aktiivt Wahlrecht sinn op 16 Joer erofgesat ginn. Et war ëmmer 18 Joer, mä well och d'Délégation des jeunes salariés ofgeschaaft ginn ass, war et logesch, datt een de Wahlalter erofgesat huet.

En Aarbechts- oder Ausbildungsvertrag vun op d'mannst sechs Méint muss een hunn. Dat passiivt Wahlrecht: 18 Joer; Aarbechtsvertrag vun op d'mannst zwielef Méint onënnerbrach; Lëtzebuerger sinn oder eng Aarbechtsautorisatioun hunn, fir hei zu Lëtzebuerg ze schaffen.

Ze bemierken: De Salarié intérimaire huet kee Wahlrecht an deem Betrib, wou e seng Servicer ubitt.

De Crédit d'heures. De Projet de loi gesäit fir den Employeur d'Obligatioun vir, fir de Membere vun der Delegatioun Stonne fräi ze ginn, fir hirer Aarbecht als Delegéiert nozekommen. D'Unzuel vun de Stonnen, déi d'Delegatioun zegutt huet, hänkt vun der Gréisst vum Betrib of.

Eng aner Neierung am Projet de loi: Nei Delegéierte kréien dat éischt Joer vun hirem Mandat 16 Stonnen en plus, wat jo och Sënn mécht: Wa se nei ufänken, brauche se virun allem Formatioun.

De Schutz vun den Delegéierten. De Projet de loi gesäit vir, dass d'Personaldelegéierten an och d'Délégués à la sécurité ënner Kënnegungsschutz sti während der Dauer vun hirem Mandat. Dëse Schutz gëllt net am Fall, wou d'Entreprise aus wirtschaftleche Grënn muss zoumaachen oder am Fall vun enger Faute grave. Allerdéngs huet d'Kommissioun déi Klausel vun der Faute grave och esou geännert, dass en abusiivt Zréckgräife vum Patron op dës Klausel net méiglech ass.

D'Mediatioun. Innovatioun vum Projet de loi: D'Mise en place vun enger Mediatioun am Fall vun engem Sträit tëschent dem Patron an engem Salarié iwwer eng Ausleeung vun engem oder méi Artikele vum Code du Travail oder sief et vun engem Kollektivvertratg.

An deem Fall kann eng Commission de médiation am Kader vum Kollektivvertrag aberuff ginn, um Niveau vun der Entreprise oder um Niveau vum Secteur. Bei engem Échec vun der Mediatoun sinn all legal Weeër méiglech, fir virun déi zoustänneg Juridictiounen ze trieden.

D'Aarbecht vun der Kommissioun wëll ech nach eng Kéier hei ernimmen. D'Kommissioun huet sech ganz intensiv mam Projet a mat de verschiddenen Avisen auserneegesat.

Résumé vun den Haaptdiskussiounspunkten.

Suite Remarquë vun der Chambre des Salariés: D'Crédits d'heures sinn ugepasst ginn.

Den urspréngleche Text hat virgesinn, d'Délégatioun divisionnaires ofzeschafen a se duerch Représentants d'établissement ze ersetzen, well déi staark un de Fonctionnement vum Stolsecteur gebonne waren. De Statsrot war kritesch. D'Kommissioun huet deen Artikel ganz fale gelooss.

Vereinfachung vun der Représentatioun: All Pouvoiren an d'Hänn vun enger Delegatioun - der Personaldelegatioun nämlech.

D'Dispositioune gesi vir, dass ee Betrib, deen an enger Entité économique et sociale ass a manner wéi 15 Salariéen huet, ee Vertrieder kann designéieren, deen un de Versammlunge vun der Delegatioun um Niveau vun der EES deelhuele kann. Dat ass och vum Statsrot kritiséiert ginn, well se net kloer formuléiert ass. D'Kommissioun huet déi Dispositioun awer behalen, fir ze verhënneren, dass d'Patrone sech laanscht eng Delegatioun drécken, andeems se d'Betriber soulaang splécken, bis se manner wéi 15 Salariéen hunn.

Den urspréngleche Projet de loi hat virgesinn, dass an deene Betriber, wou sech keng Kandidature presentéieren, op Ufro vun enger Majoritéit vun de Salariéen d'Membere vun der Delegatioun par arrêté designéiert ginn. Dat war an ass vun der Chambre des Salariés kritiséiert ginn, well et Situatioune ginn, wou op Drock vum Patron keng Kandidatur zustane kënnt. D'Kommissioun proposéiert, dass fir d'Éischt eng Enquête vun der ITM soll gemaach ginn iwwert d'Ursaachen, firwat keng Kandidatur do ass, an dono eréischt gëtt den Delegéierten designéiert.

Mir hunn och an der Kommissioun festgehalen, dem Statsrot senger Proposition de texte vum 30.4.2015 Rechnung ze droen.

Des Weideren hat sech och de Feelerdäiwel ageschlach. Et waren Erreur-matériellen dran, a mir hunn eis eng Kéier op e Paragraf respektiv op en Alinea beruff, wat falsch war. De Statsrot huet eis awer do gréng Luucht ginn, fir dat kënnen ëmzeänneren.

Ech denken, am schréftleche Rapport fannt Dir all déi Detailer an Dir kënnt se dann och do noliesen. Merci un all d'Kolleegen an d'Kolleeginnen aus der Kommissioun fir déi haart awer ëmmer fair Debatten, déi mer haten, fir dat gutt Zesummeschaffen. Merci och un d'Leit aus dem Ministère souwéi un d'Leit aus der Chambersadministratioun.

Just eppes Klenges, wat ech nach mat op de Wee wëll ginn. Ech mengen, et ass ee Konsens, dee fonnt ginn ass. Et mécht een ni jiddwerengem alles gerecht. Dat muss ee bei esou Gesetzer einfach mat agesinn. An an deem Sënn denken ech, datt dat heiten awer ee Konsens ass, deen ee kann droen.

A Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den éischte Spriecher, de Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt e Merci un de Frank Arndt fir säi Bericht a seng Duerstellung. Och wann ech net mat allem kann averstane sinn, wat e gesot huet, esou wëll ech em awer Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet. An ech wëll och ënnersträichen, wat en elo zum Schluss gesot huet, dass, wann d'Diskussiounen och heiansdo an der Kommissiounssitzung e bësse méi haart waren, esou ass et awer ëmmer ëm dat Konstruktiivt gaangen, dass et ëmmer wichteg war, dass mer gesicht hunn, Léisungen ze fannen, mat deene jiddweree sech kann identifizéieren, wat eis jo oft gelongen ass a leider awer net iwwerall.

Akzenter ginn haut hei gesat. Wat fir eng, dat wäert d'Zukunft weisen. Wann een eppes wëllt änneren, muss ee wëssen, wéi et war a wéi et ass. Ech selwer hat d'Chance, Member vun enger Delegatioun an och Member vun engem Comité mixte gewiescht ze sinn. Dofir weess ech aus éischter Hand, wat et bedeit, an deene Gremien ze sëtzen.

Ech kann och soen, ech war mat enger Beruffschamber zesumme mam Gast Gibéryen. Déi ass dono fusionéiert gi mat der Chambre des Employés privés. An haut schwätze mer nach just vu fënnef Beruffschamberen. Mä Klammer erëm zou.

Also, ech hoffen, dass, wa mer eng Kéier géife bei de Patronatschamberen och d'Fusioun maachen, dass dat da keng Konsequenzen huet op d'Delegéierten, déi mer am Wirtschafts- a Sozialrot zu Bréissel kréien, wou jo gëschter driwwer geschwat ginn ass, well et ass am Fong ee vun de Salariatsmandater aus dem Wirtschafts- a Sozialrot, wat elo net méi wäert besat ginn. Mä de Statsminister huet eis jo gëschter erkläert, mir kréien dat Mandat jo eventuell erëm. Da si mer emol gespaant, ob dat bis 2021 de Fall ass.

An och dono a mengem Beruffsliewen hat ech vill mat dem Gesetz vun 1974 iwwert de Comité mixte an och iwwert d'Delegatiounsgesetz vun 1979 respektiv mat den Ännerungen, och nach mat deene vun 1980, well déi mer besonnesch um Häerz leien, ze dinn.

Wann een e klenge Réckbléck mécht iwwer alles dat, wat d'Représentation nationale ubelaangt, esou muss een zréckgoen op 1936, wéi d'Gesetz komm ass vun der Liberté syndicale. Schonn 1936 ass och de Conseil national du travail geschafe ginn, wou d'Patronat an d'Salariat zesummesouzen. Et kéint ee bal soen, dat wier de Virleefer vun eppes gewiescht, wat mer haut erëm kennen an och mussen hunn.

An den 10. November 1944, dat heescht direkt nom Krich, ass do nach en drëtte Partner bäikomm, nämlech de Stat. Et kann ee scho soen, 1944 haten d'Leit deemools och mat der Iddi vun der Tripartite, déi awer eréischt '77 geschafe ginn ass, schonn do déi éischt Weeër an déi éischt Marquë gestallt. 1945 ass och d'Conciliatioun geschafe ginn. D'Conciliatioun, déi am Volleksmond dobausse méi derfir bekannt ass, wann et Sträit ze schlichte gëtt zwëschen de Vertragsparteien, sief et an engem Kollektivvertrag, mä dass se awer och eng ganz wichteg Missioun hunn, wann et Schwieregkeete gëtt an der Interpretatioun vum Comité mixte respektiv vun der Delegatioun. Dat ass net iwwerall esou bekannt gewiescht.

1958 hu mer déi éischt BIT-Konventiounen, déi sech och mat der Matbestëmmung beschäftegt hunn, ratifizéiert. Dat war d'Konventioun '87 an '98. Ech wëll just soen - eng Klammer um Rand -, et sinn haut nach Länner, déi se nach ëmmer net ratifizéiert hunn. Do gesäit een, dass Lëtzebuerg awer schonn 1958 derbäi war.

An 1965 ass dunn dat éischt richtegt Kollektivvertragsgesetz hei zu Lëtzebuerg komm. Et ass och nach 1966 dee Wirtschafts- a Sozialrot komm. Och dat ass en Organ, wou et ëm den Dialogue social geet. A schlussendlech 1977 de Comité coordination de tripartite, wou ech awer schonn drop higewisen hunn, dass schonn 1944 déi Leit vun deemools och déi Iddi haten, fir déi dräi Parteien zesummenzekréien.

Dat ass de Wee vum nationalen Dialog. An ech mengen, deen ass jo och wichteg. Den nationalen Dialog huet déi eng Roll ze spillen an de betriiblechen Dialog eng aner.

Den 28. Abrëll 1919 ass et Flicht ginn hei zu Lëtzebuerg, e Conseil d'usine ze schafen. An dat ass an all Betrib iwwer 50 Leit gewiescht. Do ass e Conseil d'usine geschafe ginn. D'Delegatioun vun den Employéen ass 1937 geschafe ginn, well bis 1937 waren net vill Employéen an de Betriber beschäftegt. Mä dono ass eng Delegatioun komm vun den Employéen.

Déi éischt richteg Aarbechterdelegatioune mat deem Titel si geschafe ginn den 30. Oktober 1958. An 1962 an '71 sinn och nach eng Kéier Ännerunge komm, wat d'Délégations des employés privés ubelaangt.

Bei all deem, wat ech Iech elo gezielt hunn, war meeschtens heibannen an der Chamber e ganz grousse Konsens, fir dat ze maachen. Mä dono, 1974 beim Comité mixte, et ass schonn heibanne geschwat ginn, vun 1945 bis 1974 ass gebraucht ginn, dass de Comité mixte komm ass. Den éischte Virstouss huet de Pierre Krier 1945 geholl, fir en „gemischte Betriebsrat" ze schafen, dat no Modeller, déi et schonn déi Zäit an der Kuelenindustrie am Lothringesche ginn ass. 1951 ass och an Däitschland d'Montan-Matbestëmmung komm. Dee gréissten an deen erfollegräichste Matbestëmmungsmodell, deen et gëtt. Mä eréischt hei zu Lëtzebuerg ass 1972 no engem Avis vum Conseil économique et social d'Décisioun gefall, fir e Comité mixte ze schafen.

An et war de Statssekretär Jacques Santer, deen 1974 de Projet déposéiert huet, an och deen, deen duerno ëmgesat ginn ass. An dat ass am Fong dat Gesetz vun 1974, vun deem mer haut nach ëmmer, wat de Comité mixte ubelaangt, schwätzen.

Den 18. Mee 1979, an den Här Arndt huet d'Gesetz schonn zitéiert, war heibannen eng gréisser Ausenanersetzung. Do ass et ëm en neit Ausschussgesetz gaangen, wat déi deemoleg DP-LSAP-Koalitioun hannerluecht hat, a wou et drëm gaangen ass, déi minoritär Partner e bësse méi schlecht ze behandelen. Dunn ass dat Gesetz awer heibanne gestëmmt ginn. Et war d'Documentation parlementaire Nummer 2284 mat de Stëmme vun der DP an der LSAP géint d'Stëmme vun der kommunistescher Partei, vun der CSV, déi deemools géint de Projet waren.

An den 3. Abrëll, mä derzwëschent war esou eppes wéi eng Wahl, wou eng aner Regierung zustane komm ass, an dunn ass eng nei Koalitioun komm, an dofir ass dat Gesetz den 3. Abrëll geännert ginn ënner enger CSV-DP-Regierung an déi Ongerechtegkeet, wat d'Demokratie an de Betriber ubelaangt, ass erëm ofgeschaaft ginn.

(Interruption)

Och dat ganz interessant nozeliessen, d'Documentation parlementaire, fir déi Kolleegen, déi et gär liesen: 2333. Dat kënnt Der alleguerten noliesen. An deemools stoung et ënner anerem a verschiddene Presseorganer, ob dat net e Cadeau wier un déi neigegrënnten Eenheetsgewerkschaft, well déi ass 1978 entstane gewiescht.

D'Gesetz vun 1974 iwwert de Comité mixte, an do huet de Frank Arndt schonn drop higewisen, huet deemools net fir all d'Betriber iwwer 150 Leit gegollt, well all déi Betriber mam Statsvertrag, déi waren exclu. Dat heescht: de Casino vu Mondorf. Dat heescht: d'SEO. Dat heescht, am Ufank d'Spideeler, well d'Spideeler hu relativ laang gebraucht, bis se sech och op den Niveau vum Comité mixte gemaach haten, obwuel an den Dokumenter vun 1974 steet, dass et wichteg wier, dass et an de Spideeler direkt géif kommen. Mä déizäit hu mer och nach ënnerschiddlech Krankekeese kannt. Do war nach net d'Fusioun vun de Krankekeesen. An dat war dat, wat '74 beim Gesetz war.

An ech weess et esou gutt, well ech probéiert hat als..., wéi ech eng Kéier en neien Job kritt hunn an enger Gewerkschaft, hat ech d'SEO ugesicht, well ech gesot hunn, d'Gesetz iwwert de Comité mixte géif net applizéiert ginn. An do hunn ech deemools d'Äntwert kritt, majo, dat wier, well et e Statsvertrag wier, deen dat géif regelen. An dofir sinn ech deemools ofgeblëtzt. An dat sinn esou Momenter, déi behäls de däi Liewe laang, wann s de esou Saache gekuckt hues. Dat sinn ëmmer erëm schéin Erënnerungen, déi s de dann hues, wou s de dech agesat hues, mä wou s de awer deemools hues missen an der Documentation parlementaire feststellen, dass se net op deem Wee waren.

Mir haten dann och grouss Diskussiounen an den 90er Joren, ob een net misst d'Delegatiounsgesetz an och d'Comité-mixte-Gesetz änneren. 1992 huet d'Regierung Santer/Poos - neen, '92, dach, Santer/Poos - den Optrag ginn un de Conseil économique et social, dee misst e Rapport schreiwen iwwert d'Entwécklung - déi hat eng zwee-Drëttel-Majoritéit heibannen, Här Bodry -, un de Conseil économique et social, e soll eng Analys maachen, wat de Comité mixte bruecht huet, op wat fir enge Punkten e misst geännert ginn.

An dee Rapport ass 1999 am Plenum vum Conseil économique et social verabschit ginn, dass mer en neie Sozialdialog misste kréien. Dat war 1999 den Avis vum CES dozou. 1999 hunn och déi deemoleg representativ Gewerkschaften dem Aarbechtsminister matgedeelt, wat d'Ännerunge wieren, déi se gär hätte beim Delegatiounsgesetz, a wéi déi nei Échéancë sollte sinn, wéi déi Ännerunge sollte gemaach ginn. Doriwwer ass och geschafft ginn op deene jeeweilege Plazen, mä et muss ee wëssen, dass et awer nach méi laang gedauert huet, bis d'Ännerunge komm sinn.

Wat ass den Haaptënnerscheed beim Comité mixte? De Comité mixte ass och gewielt fir fënnef Joer, mä e gëtt net gewielt vun de Leit alleguerten, déi an engem Betrib schaffen, mä e gëtt just vun den Delegatioune gewielt, déi do sinn. Déi bestëmmen, wien déi Vertrieder sinn am Comité mixte. An do gëtt no engem Proporzsystem gewielt, bei alleguerten de Betriber, wéi gesot, mat méi wéi 150 Leit.

D'Gesetz vun 1974 huet awer och nach en anere Bestanddeel, an dat ass dat iwwert d'Verwaltungsréit. Et ass och a Betriber, wou Verwaltungsréit bestinn, dass do och en Drëttel vun de Leit musse Vertrieder si vum Personal. An och do gëtt et eng Besonnerheet, dass, wann et e Betrib ass vun der Utilité publique, dass et do och scho bei manner wéi där Klausel vum Verwaltungsrot..., dass dann och scho musse Personalvertrieder an de Conseil d'administration kommen. Dat hutt Der bei verschiddene klengen SAen, déi awer am Energieberäich ganz aktiv sinn an déi de Gemenge gehéieren, wou Leit mat am Verwaltungsrot vertruede sinn.

Da si mer bei der Delegatioun. Do gëtt och op fënnef Joer gewielt, mä do wielt net d'Delegatioun, do wielt d'ganzt Personal, déi dann en Aarbechtsvertrag hunn an déi un de Betrib gebonne sinn. Bis 100 Leit gëtt nom Majorz gewielt, dat heescht op Persounen. An iwwer 100 Leit gëtt nom Proporz gewielt, dat heescht mat Lëschte vun de Gewerkschaften oder och vun anere Leit, déi et fäerdegbruecht hunn, genuch Ënnerschréften ze bréngen. Déi national representativ Gewerkschafte brauche keng Ënnerschréften, mä déi aner, déi mussen Ënnerschréfte bréngen, wa se anerefalls wëlle Lëschten déposéieren.

Et muss een awer do nach derbäisoen: Beim Matbestëmmungsgesetz, do ass och ëmmer e Prorata gemaach ginn am Comité mixte tëschent de Beamten an den Aarbechter. Wann Der e Betrib hat, wou 160 Leit geschafft hunn an Dir hat 50 Aarbechter an 110 Beamten, da waren et zwee Beamtevertrieder an een Aarbechtervertrieder, oder ëmgedréit. An dat huet och ëmmer geännert. Jee nodeem wéi grouss de Betrib war, ass d'Kompositioun och ëmmer méi grouss ginn.

2006 ass de Sozialdialog Thema an der Tripartite gewiescht. Hei sëtzen ausser mir och nach aner Leit heibannen, déi deemools, zwar mat enger anerer Kap, och an där Tripartite souzen. An 2006 huet et geheescht: Wëlle mer en neie Sozialdialog, en neie Projet oder ass et de Statut unique? An do ass d'Décisioun gefall an där Tripartite, dass de Statut unique soll kommen an dass de Sozialdialog da géif e bëssen no hanne gedréckt ginn.

Se waren net alleguerte frou mat där Ukënnegung, déi deemools gemaach ginn ass an der Tripartite, mä et war dee Beschloss an et war dat Resultat, wat 2006 aus der Tripartite erauskomm ass. De Statut unique ass komm an d'Reform vun der Matbestëmmung an och vum Ausschussgesetz ass no hanne verréckelt ginn a war fir dee Moment vum Dësch.

Dat ass eng vun deenen Erklärungen dofir, och vläicht well den Här Arndt virdrun drop higewisen huet, wéi laang et gedauert huet, bis mer endlech zu där Reform komm sinn, dass se awer 2006 scho kuerz virun der Dier stoung an dass se do verlagert ginn ass, well nämlech do de Statut unique agefouert ginn ass. Dat muss een och wëssen.

Do war och eng europäesch Direktiv komm, déi drop higewisen huet, wat een alles kéint a sollt änneren. An och am Kader vum europäesche Sozialdialog war dat eent vun de groussen Themen, well et ass jo och déi Zäit gewiescht, wéi d'europäesch Betribsréit - vun deene mer hei elo weider net schwätzen - och agefouert gi sinn.

De Statut unique huet dann du mat sech bruecht, dass 2008 Iwwergangsbestëmmungen hu misse gemaach gi bei den Delegatiounswahlen. 2008 ass nach gewielt ginn, wéi wann et getrennten Delegatioune wieren. An an enger rezenter Question parlementaire, déi de Minister mer beäntwert hat, konnte mer och do feststellen, dass 2008 d'Zuel vun den Delegatiounen an d'Luucht gaange war op 2.235.

Dat war deemools eng Steigerung vu 500 Delegatioune vun enger Wahl op déi aner, wat awer ze erkläre war, dass mer dee Moment och nach ëmmer méi Aarbechtsplazen hei am Land geschafen hunn an ëmmer méi Betriber komm sinn. An déi ass awer dono erofgaangen 2013 vun 2.200 op 1.944, wat awer logesch ass, wann een de System vun den Delegatioune kennt, well do sinn et jo Délégation-uniquë ginn an net méi individuell eng Aarbechter- oder eng Beamtendelegatioun, wéi et virdrun de Fall war.

Gläichzäiteg sinn d'Comité-mixten an d'Luucht gaangen. 2008 waren et der 100 hei am Land, an 2013 waren et 132 Comité-mixten, déi hei am Land agesat gi sinn. Wann een dann zwar den Total mécht vun all deene Betriber iwwer 150, stellt ee fest, dass een eng Differenz huet, well den Total vun de Betriber, dat sinn der méi wéi 132, mä se hunn net alleguerten e Comité mixte.

Mä de Minister huet mer geschriwwe gehat, dass en d'ITM chargéiert hat, déi Analys ze maachen, mä e kéint mer de Moment net méi soen. An am Kader vun den NACE-Coden, déi hannendrustinn, huet een awer festgestallt, dass et méi Betriber sinn. Do ass sécherlech nach een oder deen aneren, wou de Comité mixte dee Moment nach net agesat war, respektiv wou een och muss oppassen, do ass jo eng Deadline, wéini d'Zuele gerechent ginn, wéini Wahle sinn, a wann een am Laf vun der Period eréischt déi Chifferen erreecht, dann zielt dat awer net - déi eng soen elo leider, déi aner soe Gott sei Dank -, fir dann e Comité mixte anzesetzen.

Dono ass e Kompromiss komm an der deemoleger Koalitioun vun der CSV mat der LSAP. Et ass e Kompromiss gesicht ginn no deene Wahle vun 2008, dass mer missten Ännerunge maachen, well et schwiereg wier, mat dem Statut unique bei deem System vun den Delegatiounen a bei deem System vum Comité mixte ze bleiwen.

Ee vun de Kompromisser war, dass de Comité mixte géif ofgeschaaft ginn, dass beim Crédit d'heures e Mindestsaz géif ageféiert gi fir eng Gewerkschaft, déi 20% géif erreechen. Et ass geschwat ginn iwwert d'Abteilungswahlen. A mir haten och eng länger Diskussioun iwwert d'Vereinfachung fir dat Ganzt an de Betriber. Dat ware d'Punkten, iwwert déi sech déi deemoleg CSV/LSAP-Koalitioun gëeenegt hat. An doropshin ass och den Dépôt hei gemaach gi vum Aarbechtsminister de 25. Februar 2013.

Den éischten Avis, deen elo vir war... An do muss ech soen, déi hunn do héchstwahrscheinlech Dag an Nuecht geschafft, well de 25. Februar huet den Aarbechtsminister den Dépôt gemaach. Den 8. Mäerz, dat heescht genau zwielef Deeg drop, huet schonn d'Chambre des Salariés..., net dass elo schonn ee vläicht virdru mat deene geschwat hätt, ech weess et net, mä vum Dépôt bis dohinner sinn do net manner wéi zéng Deeg vergaangen, du konnte se en Avis vun iwwer 40 Säiten virleeën, mat Neiformulatiounen, mat Remarquen, dass si net kéinten averstane sinn, dass si am Prinzip averstane wiere mam Avis, mä dass se awer mat verschiddene Problemer ganz grouss Schwieregkeeten hätten, ënner anerem där Minoritéitsklausel, déi fir si inakzeptabel wier an dass si dat och net wéilten.

Mä ech muss awer soen, dat war awer keng nei Erfindung, well déi 20%, déi stinn am Kollektivvertragsgesetz beim Gesetz iwwert d'Représentativitéit vun de Gewerkschaften. Do kommen déi 20% hier. An déi 20% waren eis deemools un d'Häerz geluecht ginn, wéi et Schwieregkeete gi war mam neie Kollektivvertragsgesetz vum Bureau international du Travail. An du sinn déi 20% och an d'Kollektivvertragsgesetz ageschriwwe ginn, soudass dat keng nei Erfindung war, mä dass déi 20% schonn am Aarbechtsrecht dach awer vorhande waren.

D'Chambre de Commerce, déi war net esou séier wéi d'Chambre des Salariés, déi huet de 25. Abrëll - déi huet also fënnef Woche méi laang gebraucht - vill méi e klengen Avis gemaach. An den Haaptpunkt, deen drasteet, de 25. Abrëll 2013, ass: «maintenir le comité mixte d'entreprise» Dat war d'Haaptausso vun der Chambre de Commerce, déi gesot hunn: Mir hätte gären, dass d'Comité-mixtë bestoe bleiwen. Well d'Comités mixtes fir si fruchtbar gewiescht wieren, d'Chambre de Commerce - an den Här Gramegna huet den Avis nach ënnerschriwwen deemools mat senger Kap vun deemools -, dass et wichteg wier an hiren Aen, dass de Comité mixte géif bestoe bleiwen an dass se iwwerrascht wieren, dass d'Vereinfachungen, déi si sech virgestallt hätten, déi an deem Gesetz géife kommen, awer net do wieren an dass dat sech op e Minimum géif reduzéieren.

Ech muss awer och fairnesshalber soen: Dat war keen Avis eleng vun der Chambre de Commerce, mä dat war e gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, deen déi gemeinsam gemaach hunn.

De Statsrot, eis héich Kierperschaft, huet bis den 2. Juli 2013 gebraucht an huet dunn en Avis ofginn, wou se da schreiwen, direkt bei der genereller Aféierung, dass se awer iwwerrascht wieren iwwer alles dat, wat mer do géife maachen, an dass do en zimlech groussen Duerjernee géif gemaach ginn, och mat den Texter a mat de Formulatiounen, dass do Répétitioune géife stattfannen a verschiddenen Artikelen, déi een iwwerhaapt net bräicht ze änneren.

A si hunn awer bei där Minoritéiteklausel, déi jo och elo awer erëm am Nachhinein geännert ginn ass, keng Opposition formelle gemaach. Si hu just geschriwwen, dat wier dann héchstwahrscheinlech e Choix politique, mä si géife sech deem net opposéieren, well herno vläicht do soss Leit gemengt hätten, et wier de Statsrot gewiescht, deen dat gären ofgeschaaft hätt. De Statsrot huet dat net verlaangt.

Duerno, also den 2. Juli, eng Woch méi spéit, hate mer heibannen eng Debatt, déi derzou gefouert huet, dass mer dräi Méint méi spéit Neiwahlen haten. An doduerch loung dee Projet jo dann och eng gewëssen Zäit op der Säit am Tirang. An dunn ass eng nei Regierung komm, an déi nei Regierung huet Amendementer gemaach. De Comité mixte gëtt weider ofgeschaaft. D'Abteilunge sinn ewech. D'Minoritéitsklausele beim Crédit d'heures gi gestrach.

Dat sinn elo déi Haaptpunkten, well bei deem aneren wëll ech dat net widderhuelen, wat den Här Arndt schonn exzellent erkläert huet. Dat waren déi Punkten, déi ofgeschaaft gi sinn. Beim Comité mixte wier et esou, dass künfteg d'Exekutiv oder de Bureau vun der Delegatioun déi Chargë géif iwwerhuelen an dass ee vun enger minoritärer Gewerkschaft opgrond vum Proporzsystem och do géif mat bäikommen. Dat géif sech all Kéiers dann am Prorata opdeelen, well do ass en extraen Tableau, wéi grouss déi Exekutiv ass.

Am Ufank ass et: President, Vizepresident a Sekretär. Ab 400 erweidert dat sech ëm eng Persoun. Ab 600 erweidert dat sech ëm zwou

Persounen, dräi Persounen a véier Persounen, déi an deem Bureau sinn. An all Kéiers kéim fir d'Froe vum Comité mixte, een Delegéierten, wéi en haut heescht, op d'mannst ee vun der minoritärer Gewerkschaft, derbäi, wann déi am Kader vum Proporz dat zegutt huet.

Dat kann derzou féieren, an deene ganz grousse Betriber, dass et siwe géint ee gëtt, wann Der nämlech eng Kompositioun hutt, deemno, wat erauskomm ass a wann et Koalitioune sinn, kann et do sinn, dass och eng Gewerkschaft, déi méi Prozenter erreecht huet, notamment vläicht an der Siderurgie awer kéint ausgebot ginn, wa sech do géif eng grouss Koalitioun maachen. Mä déi Aart Kompositioun gëtt et just an der Siderurgie a bei der Goodyear. Bei all deenen anere sinn net esou grouss Chifferen derbäi.

Dunn hu mer och grouss Diskussioune gefouert an der Kommissioun, wou ech och nach eng Kéier wëll deenen zwee, déi dat ëmmer hu misse schreiwen, den Här Bisenius an d'Madame Sonnetti, Merci soen, well ech hu mer nach eng Kéier erlaabt, all déi Rapporten ze liesen. An an all deene Rapporte si ganz interessant Saachen dran. Den Här Engel kennt se all auswendeg, well hien huet se ënnerschriwwen.

Do ass emol an deem éischten... Dunn hu mer gesot... Den 1. Oktober 2014 huet d'CSV matgedeelt, dass se opgrond vun deenen Ännerungen, déi géife virleien, déi déi nei Regierung gemaach hätt, Schwieregkeeten hätt, dee Wiessel vun der Philosophie ze verstoen an dass dat och fundamental Ännerunge géif matbréngen, well de Konsens wier deemools op deem gesamte Pak gewiescht. Dat ass nozeliesen am Procès-verbal vum 8. Oktober 2014, wéi déi Deklaratioun vun eise Säite gemaach ginn ass, wou mer gesot hunn: „Dat do ass net méi dee Projet, dee mir an der Regierung an deemools an der Koalitioun matgedroen hunn."

Wann een déi Rapporte liest, gesäit een och, dass net nëmmen d'CSV ganz vill kritesch Froe gestallt huet, mä och aner Politiker vun der Majoritéit. Ob déi mat deem Projet zefridde sinn oder net, dat gesi mer beim Vote herno. Mä op alle Fall, och do si vill Froe gestallt ginn. An et ass sécherlech och interessant, do verschidde Saachen ze liesen.

Och am Procès-verbal vum 22. November steet dran, dass et eng Kéier wichteg wier, dass eng Propos gemaach gi war, dass d'UEL, d'Union des Entreprises Luxembourgeoises, géif an d'Chamberskommissioun geruff ginn, fir dass se da kéint de vive voix erklären, wou hir Problemer sinn, well do ëmmer heiansdo um Radio Meenungsverschiddenheete waren, ob d'Patronat fir d'Ofschafe vum Comité mixte war oder net. Dann huet erëm deen een e Communiqué gemaach oder deen aneren.

An du loung eng Demande vir an déi ass den 22. November ofgestëmmt ginn. Siwe Leit waren dergéint, dass se géife geruff ginn. Dat war d'Demokratesch Partei, dat war d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei an dat waren déi gréng. A Jo gesot hunn deemools d'Chrëschtlech Sozial Vollekspartei an déi Lénk, déi gesot hunn, si hätte gären, dass d'UEL géif an d'Chamberskommissioun geruff ginn, fir kënnen ze erklären, wou si de Problem hu mat deem Avis.

Wann ee 7:6 ënnerläit, ass et kloer, da si se net geruff ginn. An därselwechter Sitzung ass et och ëm eng Ofstëmmung gaangen ëm de Crédit d'heures an d'Minoritéitsklausel. Och do huet eng Ofstëmmung stattfonnt. An déi ass ausgaangen: siwe géint fënnef. Et waren d'LSAP, d'DP an déi gréng, déi derfir waren, fir dass den Amendement géif bäibehale ginn. D'CSV huet gesot: „Mir maachen dat net mat. Mir hätte gären, dass den urspréngleche Text, datt deen 20% erëmkritt." Déi Lénk waren net méi dobannen. Do hat de Vertrieder vun déi Lénk aus perséinlechen Ursaache gesot, hie géif net un der Ofstëmmung mat deelhuelen.

Dee ganze Problem, deen ech domadder hunn, an ech hat schonn eng Kéier hei mam Nicolas Schmit en „Fight verbal", dat ass deen, dass, wa mer vu Crédit d'heures an der Gewerkschaftsszeen schwätzen, da vergläichen ech dat mam Congé politique bei der Gemeng. An do wësst Der alleguerten heibannen, wéi dat fonctionnéiert mam Congé politique: Deemno wéi grouss d'Gemeng ass, huet de Buergermeeschter esou vill Stonnen, e Schäffen esou vill Stonnen an de Conseiller esou vill Stonnen.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Ni genuch!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Traversini seet: „Ni genuch."

(Interruption)

D'Madame Hemmen schléisst sech un.

(Interruption)

Dat sinn déi Stonnen, déi de Leit zur Verfügung stinn, fir déi ze kréien. De Buergermeeschter an de Schäffen hu méi, si hu jo och eng aner Verantwortung. Mä bei de Conseilleren ass et egal, ob s de Oppositioun bass oder Majoritéit. All Conseiller huet déiselwecht Stonnen zegutt. Et ass just en Ënnerscheed bei der Gréisst vun der Gemeng, awer net, dass op eemol nëmmen d'Conseillere vun der Majoritéit eppes hunn an déi vun der Oppositioun net.

Bei der Delegatioun géif dat awer elo aneschters ginn. Fir d'Éischt géif zwar d'Zuel an d'Luucht gesat ginn, dass d'Base de calcul 40 Stonne bei 250 erreecht wier an dass een awer da vun 250 un eleng géif do sëtze mat 40 Stonnen. Dat heescht, wann ee 50,1% am Resultat huet, dee kritt de Crédit d'heures all, an déi zwee oder een eleng, deen 49,9% huet, dee geet eidel aus.

An déi Regel bleift bestoe bis bei 1.000 Leit. Fréier war et 1.500. Déi ass och erofgesat ginn, vu 1.500 op 1.000. An dann ass de Kader, wou eng national representativ Gewerkschaft erëm d'office e Mandat kritt. An et ass domadder, wou ech e Problem hunn, an net nëmmen ech, pardon, mä eis Fraktioun e Problem huet.

Mir hunn do e Kompromiss gemaach gehat, wou mer deemools gesot hunn: Mir kënnen dee Wee matmarschéieren, och wat dann d'Ofschafung vum Comité mixte ubelaangt, well du muss jo d'Méiglechkeet hunn, déi Dossieren ze studéieren! De Crédit d'heures ass jo net nëmmen do, fir dass ee kann duerch de Betrib goen, dass e kann u gewerkschaftleche Manifestatiounen deelhuelen, mä en ass jo och do, fir am Betrib sech mat sengen Dossieren ze beschäftegen, esou wéi dat och bei engem Gemengeconseiller, esou wéi dat och bei engem Schäffen a wéi dat och bei engem Buergermeeschter de Fall ass. An dat wier bei deene Leit hei net méi de Fall.

Wuel wëssend, am Crédit d'heures zielen net déi Stonnen, déi s de brauchs, fir an d'Sitzung ze goen. Déi sinn à part. Net dass een do elo eng Konfusioun mécht. Déi Stonnen, déi s de brauchs, fir an d'Sitzung ze goen, déi bleiwen erhalen, mä du hues awer fir de Rescht keng méi zegutt, déi am Betrib sinn. Bei all deene Leit iwwer 250 Leit, do ass kee Crédit d'heures do fir déi. 50,1 kritt alles, 49,9 kritt näischt. An dat ass dat, firwat mir dee Projet hei net kënne matdroen.

Ech wëll awer och soen: Am Avis complémentaire vun der Chambre de Commerce de 4. Juni vun dësem Joer, do schreift d'Chambre de Commerce, dass se emol, éischtens, iwwerrascht wier, well se versprach kritt hat, an dat steet och am Procès-verbal vum 12. November, se géif eng Kéier schréftlech alles zougestallt kréien a kéint en Avis dozou ginn, dass dat ni geschitt wier. Dat soen net ech, dat schreift d'Chambre de Commerce an hirem Avis, dee se de 4. Juni 2015 eraginn huet.

An dann am Avis vun der Chambre des Métiers, do steet dann - deen ass den 2. Juni komm an et war e bëssen enk fir den Här Arndt, dee ganz mat ze verschaffen am Rapport, well du ware mer schonn amgaang, um Rapport final ze schaffen -: «La Chambre des Métiers est d'avis que ce projet génère en soi le risque d'un blocage du dialogue social.» Dat schreift net d'CSV, dat schreift d'Chambre des Métiers, wou se drop hiweist, dass, wann een dat alles géif maachen, dat kéint e Blocage hierstellen.

D'Chambre des Métiers schreift och, dat ass den Artikel 415, dat ass dee mat der Minoritéit vun de Gewerkschaften, dass dat géif riskéieren, de gudde Fonctionnement vun der Delegatioun ze beanträchtegen an dass dat net den Esprit wier vun der Reform vum Dialogue social, esou wéi si sech dat géife virstellen. Dat hunn och net ech gesot, dat steet am Rapport vun der Chambre des Métiers vum Här Tom Wirion a vum Här Roland Kuhn. Also, dat ass elo net, dass ech an de Verdacht kommen, dass ech dat do soll do drageschriwwen hunn, mä dat steet esou do mat dran.

An da steet souguer nach an deem Avis: „le non-respect du principe démocratique". Dat schreift d'Chambre des Métiers, déi schreift, dass op Gewerkschaftssäit dat do géif dozou féieren, dass d'demokratesch Prinzipien net méi gewahrt wieren.

Also, da muss ech lech awer soen, da kann et jo awer net esou sinn, dass déi Leit vun der CSV an déi Leit vun anere Gewerkschaften, déi sech dergéint opposéieren, dass déi esou falschleien, wann och nach zwou Patronatschambere soen, et wier anescht!

Dofir kann ee sech d'Fro stellen, och wann ech weess, dass ech dann den Här Minister ëmmer trëppelen, ob dat Ganzt net e Merci ass, e Merci ass vun der Regierung un den OGB-L,...

(Interruptions)

...well den OGB-L bei de Wahle vun 2013 en Opruff gemaach huet, d'CSV net méi ze stëmmen.

Une voix.- Très bien! Très bien!

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Déi Fro kann ee sech stellen. Well et si jo net nëmme mir, déi eis déi Fro stellen, mä et ass jo awer hei och an de Beruffschambere vum Patronat, déi soen, dass dat do eng antidemokratesch Haltung wier an dass d'Prinzipie vun der Demokratie mat deem do Gesetz net méi géife respektéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä dat ass jo net fir d'Éischt, Här Engel! 1979, Här Fayot, hunn d'DP an d'LSAP schonn eng Kéier datselwecht gemaach. Horgenau datselwecht! An dat war d'Gesetz iwwert d'Ausschusswahlen 2284 vun 1979. An dat Gesetz ass sechs Méint drop geännert ginn, well dunn eng aner Regierung do war, déi gesot huet: Dat kann net sinn, dass mer domadder weiderfueren! Ech wëll awer och soen, dass dee Projet de loi net den Aval direkt kritt hat vum Statsrot, mä en huet missen duerch den zweete Vote goen, fir dass déi Ännerung konnt stattfannen.

Et bleift also dat Ganzt fir mech awer komesch, dass op eemol déi Ännerungen alleguerte komm sinn, dat, wat virum Oktober 2013 nach alles an der Rei war, dass dat dann op eemol nom Oktober 2013 alles falsch war, alles aneschters ass an dass, wann d'Beruffschambere vum Patronat sech a) wonneren, dass se net consultéiert gi sinn an der zweeter Phas an dass se déi Froen net kritt hunn, a b) dann och nach soen, dat hei wier awer en antidemokratescht oder ondemokratescht Virgoen, da wëll ech soen, wann een ëmmer gebläert huet...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wien?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, Madame Loschetter, Dir sidd elo just eréischt erakomm, Dir hutt den Ufank net matkritt. Dofir ass et schwéier, dann och elo eng Diskussioun mat lech ze féieren.

(Brouhaha général)

Dofir wëll ech just soen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här Spautz huet d'Wuert elo, wann ech gelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...wann hei gebläert ginn ass 2013: „D'Fënsteren op! Mir brauche méi Demokratie heibannen!", dann, mengen ech, hunn déi Leit dat vergiess, well dee Projet hei ass antidemokratesch a kann d'Zoustëmmung vun der CSV net kréien.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sou eppes mécht d'DP mat!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. An ech géif dann a senger Eegenschaft als Fraktiounssprecher den Här Frank Arndt erëm eng Kéier opruffen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dat an där Hëtzt!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vill drénken, vill drénken!

Une voix.- Da wëlle se nach d'Fënsteren opmaachen.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Bon. Ech wëll mengem Virriedner totzdeem Merci soen. Ech mengen, et gehéiert zu enger Demokratie,...

(Interruptions)

Une voix.- Dir sidd ze gutt!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Neen, et muss een dat och respektéieren. Et gehéiert zu engem Demokratieverständnis, wann een net därselwechter Meenung ass, an dat hu mer an der Kommissioun kloer diskutéiert, an et konnt een awer duerno sech an d'Gesiicht kucken an et huet ee sech net vernannt a gejaut. Ech mengen, dat gehéiert och dozou. An dat ass och geschitt. Mir hu verschidde Meenungen dozou. An dofir ass et och esou, datt mer verschidde Faarwen heibanne sëtzen hunn. Soss wier et e bëssen einfach.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vergiesst net, dem Rapporteur Merci ze soen!

(Hilarité générale)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- An ech géif dann och hei profitéieren, wéi den Här Gibéryen mer et da seet, dem Rapporteur, deen déi Kap dann ofgedoen huet, och Merci ze soen. Merci, Här Gibéryen!

(Hilarité)

Mä trotzdeem, als LSAP begréisse mir, datt d'Delegatiounsgesetz, dat vun 1979 dann, haut an eisen Ae moderniséiert gëtt. Deemools ass sech virun allem un industriell Produktiounsbetriber orientéiert ginn. Dës Ëmännerungen, déi mir haut hei virhuelen, droen de Verännerunge Rechnung, déi an der Aarbechtswelt, an der Wirtschaft iwwert déi lescht 36 Joer geschitt sinn.

Dës Reform vum Gesetz ass néideg, well et un d'Realitéite vun haut ugepasst gëtt an d'Méiglechkeete verbessert, fir datt dee Sozialdialog ee Kader gesat kritt, wou e souwuel d'Patronats- wéi och d'Salariatsinteressie méi effizient a besser kann ëmsetzen.

Wann een d'Definitioun vum Sozialdialog nokuckt, ass et esou, datt fir de Bureau international du Travail all Form vu Verhandlungen, Consultatiounen oder Austausch vun Informatiounen iwwer Sozial- a Wirtschaftspolitik, déi tëschent de Regierungsvertrieder, de Patronen an den Aarbechter stattfënnt, ënnert de Begréff vum Dialogue social fält. Et ass dëst dat bescht Instrument, fir d'Liewens- an d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren a fir eng besser sozial Gerechtegkeet ze garantéieren. A ville Beräicher verbessert den Dialogue social d'Gouvernance vun de Betriber a mécht d'Ekonomie an eiser globaliséierter Welt méi kompetitiv.

Wat fir eng Forme vu Sozialdialog ginn et dann? Dee kann e puer Formen unhuelen.

Éischtens, Verhandlungen. Kollektivvertragsverhandlungen sinn déi heefegst Form vum Sozialdialog. Sozialpartner kënne Kollektivvertragsverhandlungen um Niveau vun de Betriber ophuelen oder um Niveau vum Secteur vun der Regioun, national oder multinational.

Consultatiounen: Et handelt sech hei éischter ëm eng Prozedur, wou d'Partner bereet musse sinn, hire Point de vue ze deelen. Wa se dann zu engem méi déiwen Dialog kënne féieren, kann doraus een Accord entstoen. Verschidde Consultatiounen dénge just dem Informatiounsaustausch, anerer gi mam Optrag gemaach, fir en Accord tëschent zum Beispill Regierungsvertrieder, Patronat a Salariéen zu engem bestëmmte Sujet ze fannen.

Da schlussendlech den Informatiounsaustausch. Dat ass d'Basis vum Sozialdialog an et stellt net viraus, datt eng Debatt soll gefouert ginn oder datt eng Aktioun soll ënnerholl ginn. Duerch den Informatiounsaustausch kann de Sozialdialog stattfannen an Décisioune geholl ginn.

De Sozialdialog an anere Länner huet seng Wuerzelen an der Liberté syndicale an am Rescht vum kollektive Verhandelen. Et ass awer an all Land anescht, well en dem kulturellen, wirtschaftlechen a politesche Kontext vun all Land ugepasst ass. Et gëtt also net nëmmen ee Modell vu Sozialdialog.

Wéi eng Roll spillen dann d'Sozialpartner, fir de Sozialdialog ze stäerken?

D'Salariéen an hir Gewerkschafte spille mat de Patronen an der Regierung d'Haaptroll am Sozialdialog. Fir datt de Sozialdialog iewer fonctionnéiert, musse verschidde Bedéngungen erfëllt sinn, wéi zum Beispill d'Liberté syndicale an d'Recht, fir Kollektivvertragsverhandlungen ze féieren. Ënnert deene Bedéngunge kann de Sozialdialog d'Intérête vun de Salariéë verteidegen an d'Demokratie a gutt Aarbechtsbedéngungen op der Aarbecht garantéieren.

De Sozialdialog huet och bewisen, datt en an enger globaler Welt d'Ännerunge vum Aarbechtsmarché hëlleft, besser ze generéieren, well en ëmmer erëm de Konsens an d'Stabilitéit als Haaptzil huet. Doduerch kënnen d'Aarbechtsbedéngunge konstant verbessert ginn, an duerch Kollektivvertragsverhandlunge konnte scho vill Fortschrëtter gemaach ginn, wat d'Sécherheet, d'Gesondheet vu Salariéen ugeet, wat d'sozial Ofsécherung an d'Fortbildung betrëfft. Duerch d'Aarbecht vun de Gewerkschafte konnten d'Liewensqualitéit an d'Egalitéit an der Gesellschaft och verbessert ginn.

Fir d'Patronen: D'Patronatsgewerkschafte vertrieden d'Intérête vun hire Betriber an hëllefen dem Land, déi richteg Bedéngungen ze erfëllen, fir seng Ziler ze erreechen, wat den Emploi, d'Croissance ugeet. Si suergen derfir, datt de Rendement an d'Luucht geet, andeems se zum Beispill Formatioun fir d'Betriber ubidden.

D'Regierung net ze vergiessen! D'Aarbechtsadministratioun huet zwou Rollen am Sozialdialog ze spillen: eng Kéier als Promoteur. Si suergt derfir, datt de Sozialdialog an ideale Konditioune stattfanne kann an datt déi gesetzlech

Prozeduren agehale ginn. An zweetens als aktiven Akteur. D'Administratioun stellt Instrumenter zur Verfügung, déi de Sozialdialog förderen. Si kann och aktiv um Sozialdialog deelhuelen, fir den Austausch ze verbesseren a fir d'Ënnerstëtzung fir hir Politik ze fannen a fir hir Ëmsetzung.

Wéi déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung 2009 ugekënnegt huet, eng Reform ze maache vum Personaldelegatiounsgesetz, war d'Iddi déiselwecht, wéi se haut ass, wou mir dëse Projet de loi haut hei och diskutéieren an herno zur Ofstëmmung brénge wäerten.

Déi éischt grouss Reform ass um Enn vun den 1970er Jore gemaach ginn. Ech mengen, ech fänken elo net méi un, dat nach eng Kéier opzezielen. Den Här Spautz huet dat richteg gesot schonn alles. Mä wat deemools nach richteg war, ass haut net méi zäitgeméiss a muss nogebessert ginn. An dat heescht natierlech, ech hunn et virauser gesot, Kompromësser ze fannen. Wann een deem aneren nëmme schlechte Wëllen ënnerstellt, da kënnt een net weider. Et kann nëmmen zesummen no Weeër gesicht ginn, wann et Problemer an engem Betrib ginn.

Ech ginn Iech e Beispill, well ech eben aus dem Betrib kommen, vun enger Fabrik, déi am Véierschichtsystem geschafft huet. Beim Véierschichtsystem muss ee sech virstellen, datt all Weekend, all Feierdag fort ass. Ech denken un d'Klinicken. Dat gehéiert zu eiser Gesellschaft dozou. Mä wann ee siwen Deeg op därselwechter Schicht muss schaffen, nom selwechte Rhythmus muss schaffen, de Kierper passt sech dësem Rhythmus un, wat u sech schlecht ass. D'Sozialliewen op der Mëttesschicht leeft laanscht een. Dir hutt keng Méiglechkeet, wann Der am Sportsveräin sidd oder a kulturell Veräiner sidd, owes deelzehuelen. Et bleiwen och Krankmeldungen net aus doduerjer, datt eben déi siwen Deeg hannereneen Nuetsschicht oder Mëttesschicht, Fréischicht muss geschafft ginn.

Do huet sech d'Delegatioun mat der Direktioun un een Dësch gesat an no Léisunge gesicht. An de Virschlag ass och gemaach ginn, ee Modell auszeschaffen, deen herno och fonctionnéiert huet. Dat heescht, et ass opgespléckt ginn. Et schafft een elo an engem anere System. Et fänkt ee mat dräi Deeg Fréischicht un, zwee Deeg Mëttesschicht, zwee Deeg Nuetsschicht. Déi Schicht duerno ass dann zwee fréi, dräi mëttes an zwee nuets, an déi lescht ass dann eben zwee fréi, zwee mëttes an dräi nuets.

Firwat soen ech dat? Do ass mam Patron gekuckt ginn, fir eng Léisung ze fanne fir e Problem, deen do war. Déi ass fonnt ginn. Dee Problem ass op deem Niveau geléist ginn, ouni grouss Hëllefe mussen ze kréien, an et huet der Qualitéit, kann ech soen, wierklech der Qualitéit vum Betrib an dann och dem Ëmsetzen, wat d'Leit haten, fir sech an de Betrib eranzeversetzen, nëmme gehollef.

Also, ech wëll Iech domat soen, Kompromësser musse gesicht ginn, déi solle gesicht ginn an déi kënnen am beschten an de Betriber och esou erëmfonnt ginn. Also, Qualitéit an Effikassitéit vum Sozialdialog sinn décisiv Facteure fir eng, fir mech, kompetitiv Ekonomie.

Ech weess och, datt dës Approche net jiddwereen deelt. Mä kuckt d'Länner, wou de Sozialdialog fonctionnéiert! Ech mengen, mir Lëtzebuerger als Beispill hunn e soziale Fridden. Ech denken, et ka keen nee soen. Wat kaschten dann déi Streiken, déi ronderëm eis Länner do sinn? Wann op der Bunn gestreikt gëtt an Däitschland oder an der Belsch, da rege mir eis och op, mä, Gott sei Dank, déi Problemer hu mir net, well mer nach ëmmer de Sozialdialog héichhalen an och dann do Léisunge fannen.

Erlaabt mir awer och, op d'Betriber anzegoen, déi keng Delegatioun brauchen, well se manner wéi 15 Leit do schaffen hunn. An deene Betriber ass et jo oft esou, datt de Patron an d'Aarbechter am alldeegleche Geschäft zesummen am selwechte Beruff schaffen. Dat ass jo och dann oft esou, datt se a wierklech gudde Relatiounen ënnereneen eens ginn an hir Aarbecht vun éischter gudder Qualitéit ass. Mä dat ersetzt awer net e strukturéierten Austausch iwwer Sujete betreffend déi gesamten Aarbechtsbedéngungen an der wirtschaftlecher Lag vum Betrib, dat, wat mir elo de Mëtten hei de Sozialdialog nennen. Do soll ee kucken a muss ee kucken, wéi een dat - an ech wëll elo just en Ausrufezeechen setzen - eventuell besser strukturéiere kéint.

D'Comité-mixten: Do ginn ech dem Här Spautz dann elo net esou recht; dat ass jo vläicht och normal. Och d'Ofschafe vu Commissions mixtes ass net als soziale Réckschrëtt ze betruechten. Am Géigendeel! D'Matbestëmmungsrecht vun de Commissions mixtes war bis elo ausschliisslech an den Industrie-, Handwierks- an Handelsbetriber virgesinn, wéi hien dat och selwer gesot huet. Elo gëtt et awer erweidert op all Betriber mat iwwer 150 Aarbechtsnehmer, egal wat fir eng Rechtsform dee Betrib huet. Dat heescht, et ginn a ville Betriber paritéitesch Matbestëmmungsrechter agefouert, wou bis elo keng existéiert hunn, wéi zum Beispill am ëffentlechen an am konventionéierte Secteur.

D'Delegatiounen am Betrib: D'Delegatioun gëtt gewielt a Betriber, do weess een, dat si Leit, déi gehéieren enger Gewerkschaft un, mä et ginn der och gewielt, déi kenger Gewerkschaft ugehéieren. Mä wann dann d'Delegatioun bis gewielt ass, dann ass et wéi an enger Gemeng, dat ass richteg. Dann ass et net de Schäfferot vun enger Partei, Fraktioun oder enger Gruppéierung, mä et ass de Schäfferot vu sämtleche Bierger aus senger Gemeng.

Firwat soen ech dat? Ma well ech der Meenung sinn, datt am Kontext vum Crédit d'heures dee fräigestallten Delegéierten deen ass, dat kann een egal aus wellecher Gewerkschaft sinn, deen d'Interessie vun der Belegschaft aus dem Betrib muss a soll verteidegen, an net d'Meenunge vun de jeeweilege Gewerkschaften. Ech schléisse meng Gewerkschaft do mat an. D'Denken, fir dat d'Gewerkschafte sech kënne manifestéieren, dofir ginn et aner Plazen. An et kann och net sinn, datt am Betrib Gewerkschaftspolitik gemaach gëtt an dat op d'Käschte vun der Belegschaft.

Une voix.- Très bien!

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Duerfir ginn et Wahlen an do kritt een eng Majoritéit. An nach eng Kéier: Déi Gewerkschaft kann XY heeschen an huet dann de Crédit d'heures zegutt, wéi dat elo am Projet de loi festgehalen ass.

Wat sinn dann d'Avantagen - awer nach eng Kéier kuerz wëll ech déi oplëschten hei - fir den Aarbechtsnehmer bei dësem Projet de loi?

D'Delegatiounsinformatiounsrechter, fir sech besser ze beroden: Den Delegéierte ka sech fräi am Betrib bewegen an och déi elektronesch Mëttel vum Betrib benotzen. De Schutz vun Entloossunge gëtt verbessert. D'Delegatioune mat 51 Aarbechter kënnen op Beroder zréckgräifen; elo waren dat der 150. Méiglechkeeten, een Delegéierte fräizestelle scho vun 250 Aarbechtsnehmer un; virdru waren dat der 500.

Ech mengen, dat si genuch Argumenter mat deem Rescht, wat am Gesetz steet, fir datt ech hei d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ka ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Arndt. An nächst Riednerin ass d'Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Dialogue social huet zu Lëtzebuerg eng grouss Traditioun, souwuel tëschent Regierung, Patronat a Gewerkschafte wéi och an eise Betriber. De Sozialdialog gehéiert zum Erfollegsrezept, dat eist Land säit esou ville Joren auszeechent. Mir hu geléiert, datt een zesummen oft méi erreeche ka wéi eleng an datt de Sozialdialog, wa richteg ausgefouert, dem Allgemengwuel, also dem Wuel vu jiddwerengem déngt.

De soziale Fridden ass immens wichteg fir jiddwereen an eisem Land. Glécklecherweis kenne mir zu Lëtzebuerg, grad wéinst eiser Traditioun vum Dialog, keng Streikkultur wéi an eisen Nopeschlänner.

D'Wichtegkeet vum Sozialdialog a vum soziale Fridde gëllt och fir eis Entreprisen. Zefridde Mataarbechter, déi sech eescht geholl fillen, riskéieren net nëmmen, net op d'Strooss ze goen, mä sinn och vill méi produktiv, well se gär an hirem Betrib schaffen. De soziale Fridde schaaft och Aarbechtsplazen. Dat gutt Aarbechtsklima zu Lëtzebuerg an d'Raritéit vu sozialen Onrouen hu scho méi wéi eng auslännesch Firma op Lëtzebuerg gelackelt.

Wat geschitt, wann de Sozialdialog net richteg fonctionnéiert, gesi mir de Moment an Däitschland, wou mat der Bunn, der Post an de Crèchen dräi grouss Betriber respektiv Servicer gestreikt hunn, respektiv nach ëmmer streiken. Esou ee Streik geet net nëmmen op d'Laaschte vum jeeweilege Betrib oder de Salariéen, mä betrëfft dat ganzt Land. D'Leit kommen net méi op hir Aarbechtsplaz, well keen Zuch méi fiert oder d'Kita net méi op d'Kanner oppasst, an Honnerten Entreprisen, déi op de Gidderverkéier oder d'Post ugewise sinn, brécht den Ëmsaz ewech, wat weider Konsequenze mat sech bréngt.

Matenee schwätzen amplaz vu géintenee schaffen: Dat kléngt no gesondem Mënscheverstand, ass awer net ëmmer an iwwerall selbstverständlech. An dat gëllt fir déi zwou Säiten!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wéi an all System gëtt et där Gudder an där Schlechter. Mir mussen awer vum Image ewechkommen, datt all Patron nëmmen dat Schlecht fir seng Leit am Sënn huet a just op säin eegene Profit aus ass, ouni selwer eppes dofir ze schaffen. E gudde Patron, an där hu mer der ganz vill zu Lëtzebuerg, weess, datt hien op seng Leit, déi bei him schaffen, ugewisen ass, an ass drop beduecht, eng Ambiance a sengem Betrib ze erhalen.

Et ass och näischt Schlechtes, wann e Patron ëm d'Entwécklung vu sengem Betrib besuergt ass. Jo, d'Rechter an d'Intérête vun den Aarbechtsnehmer sinn immens wichteg a musse verdeedegt ginn. Loosst eis awer net vergiessen, datt och den Aarbechtsgeber net vernoléissegt däerf ginn, well et ass hien, wéi den Numm et scho seet, dee fir d'Aarbechtsplazen a soumat de Wuelstand fir eis Awunner suergt a Verantwortung dréit. Dofir brauch et e kohärente Kader, deen et all de betraffenen Akteuren erlaabt, hir Roll am Sënn vum Allgemengwuel ze spillen.

Dee Kader muss sech natierlech regelméisseg der Entwécklung vun der Wirtschaft upassen, fir neie Gegebenheeten an den Entreprisë gerecht ze ginn. Vu datt déi aktuell Legislatioun iwwert den Dialogue social aus de 70er Jore staamt, och wa se dertëschent eng Kéier kuerz amendéiert ginn ass, ass et also net verkéiert, déi verschidden Dispositiounen aus dem Code du Travail op de Leescht ze huelen an op hir Effikassitéit an der heiteger Zäit ze préiwen.

Dëst gouf mat dësem Projet de loi gemaach, deen nach vun der viregter Regierung ausgeschafft an déposéiert gouf. Ech verstoppen net, datt et an der Vergaangenheet déi eng oder aner DP-Kritik un dësem Projet de loi gouf. Virun allem eng ze opwendeg Prozedur a Mesuren, déi verschidden Entreprisen iwwerproportional par rapport zu hirem Notze belaaschten, waren an eisen Aen net vertretbar. Dofir ass d'Demokratesch Partei jo och frou, datt mat verschiddenen Amendementer Verbesserungen an deem Sënn erreecht konnte ginn. Ech denken hei virun allem un déi zousätzlech aacht Stonne fir de Syndicat minoritaire, déi net méi am Projet de loi dra sinn.

Och d'Patronatsverbänn an och déi eng oder aner Gewerkschaft hunn net mat Kritik un dësem Projet de loi gespuert. Esou gëtt zum Beispill vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers gefaart, datt de proposéierte System zu staark erhéichte Käschte virun allem fir kleng a mëttelgrouss Betriber, déi fir 130.000 Aarbechtsplaze Verantwortung droen, féiere wäert. Hei gi virun allem de verduebelte Crédit d'heures, d'Eropsetze vun der Zuel vun den Délégués libérés an d'Zréckgräifen op extern Experte kritiséiert, déi a kenger Relatioun stinn zu deene Stonnen, déi d'Vertrieder am Comité mixte ënnert dem aktuelle Gesetz an Usproch geholl hunn.

Hei misst een am Règlement grand-ducal op jidde Fall kucken, datt d'Käschte vun den Experten op engem räsonabelen Niveau plafonéiert ginn, dëst virun allem am Intérêt vun deene méi klenge Betriber. Och d'Verlagere vun der Codécisioun a Betriber vum Comité mixte an d'Délégation du personnel féiert zu Kritik, well an Zukunft méi Persounen an d'Codécisioun mat agebonne ginn, wat déi gesond Entwécklung vum Betrib kéint stéieren. Wa Codécisioun, dann och Koverantwortung.

Des Weidere gëtt gefaart, datt d'Weiderbezuele vum komplette Salaire am Fall vun enger Kënnegung vun engem Personaldelegéierten, dee souwisou just wéinst Faute grave kann entlooss ginn, kéint zu Abuse féieren. Den LCGB an aner Gewerkschaften hunn dann hirersäits op en Demokratiedefizit am Projet de loi higewisen, well d'Minoritéitsgewerkschaften an engem Betrib net proportional zu hirem Wahlresultat Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien. Och d'ALEBA war mam éischte Jet vum Gesetz guer net zefridden.

Bei all deene Kritikpunkten ass et wichteg, datt a regelméissegen Ofstänn gekuckt an evaluéiert gëtt, ob déi entspriechend Mesuren éischtens hiren Zweck erfëllen, ob zweetens hir Käschten net iwwerproportional héich par rapport zu hirem Notze sinn an drëttens keng Abusen zouloossen, déi esou net vum Auteur vun dësem Projet de loi gewënscht waren. Dëst gëllt an déi

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

zwou Richtungen. Et däerf ee weder bei de Patronen nach bei de Salariéë verallgemengeren.

Et muss och gekuckt ginn, ob an der Praxis virun allem déi méi kleng Betriber net ze vill ënnert dem neie Gesetz vum Dialogue social ze leiden hunn. An enger Zäit, wou ëmmer méi Traditiounsbetriber an d'Faillite falen, ass et och eng Aufgab vun der Politik ze kontrolléieren, ob een Deel vun de Problemer, déi dës Betriber hunn, net och op ze strengen Oplage berout.

Et ass also mat dësem Projet de loi esou, wéi et bei ville Reformen de Fall ass: Evaluatioun ass en onverzichtbaren Outil, deen d'Politik nach méi staark muss uwennen, fir Schwaachstellen ze identifizéieren an ze bestätegen. An dës Evaluatioun muss no fënnef Joer gemaach ginn. Wann dat geschitt, sinn ech zouversiichtlech, datt Lëtzebuerg och an Zukunft e Paradebeispill a Saache Sozialdialog a soziale Fridde wäert sinn. D'Demokratesch Partei ass op alle Fall bereet, de Modell ze verdeedegen, e Modell, an deem souwuel d'Rechter vum Aarbechtsgeber wéi och Aarbechtsnehmer verdeedegt ginn, e Modell, wou matenee geschwat gëtt amplaz géintenee gestridde gëtt, e Modell, aus deem mir all Notzen zéien.

Ech wëll dann och hei op dëser Plaz dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde Rapport a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Elvinger. Als nächste Riedner ass agedroen: den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Merci un de Frank Arndt fir deen ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport zum Projet de loi 6545 iwwert den Dialogue social.

„Mënschlech a kompetent": Dat ass d'Leitbild vun engem groussen Operateur am Fleegesecteur hei zu Lëtzebuerg mat bal 2.000 Mataarbechter. An deen huet eis, mengen ech, ganz kloer viru Kuerzem virun Ae gefouert, dass zu Lëtzebuerg den Dialogue social net optimal funktionéiert. Op Décisioun vun deem Opérateur hin an op seng Deklaratioun hin, dass 90 Mataarbechter vum Sozialplang concernéiert wären, sinn d'Gewerkschaften aktiv ginn an hu mat de Mataarbechter manifestéiert, wat dozou gefouert huet, dass gläich dräi Ministere sech dem Dialogue social ugeholl hunn a vermëttelt hunn, fir dass do kee Blocage soll geschéien. Dat waren d'Ministesch Corinne Cahen an d'Ministere Romain Schneider an Nicolas Schmit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dat ka fir Lëtzebuerg jo awer elo net de Modell sinn, dass d'Ministere sech all Kéiers an den Dialogue social mussen aschalten. An dofir mengen ech, dass et elo un der Zäit ass, fir dat Gesetz vun 1979 zum Dialogue social op de Leescht ze huelen an ze moderniséieren.

Wat ass elo déi gréissten Ännerung an dësem Projet de loi? Ma, et ass eng Neiopstellung vum Dialogue social nom däitsche Modell vum Betriebsrat. Ass deen däitsche Modell elo gutt? Ass dee Modell gutt fir Lëtzebuerg? Ass dat fir Lëtzebuerg ustriewenswäert? Ma, eng staark Vertriedung vun de Mataarbechter an den Entreprisen dréit, dem Forum économique mondial vun Davos no, dozou bäi, dass si méi kompetitiv sinn a ginn. Eng staark Mataarbechtervertriedung huet also en ekonomesche Virdeel. De Forum vun Davos huet e Klassement gemaach vun de kompetitiivste Länner, a bei deene fënnef éischte war jeeweils eng staark Vertriedung vun de Gewerkschaften an de Betriber virzefannen. Dat ass dach ee ganz interessanten Aspekt an dëser Diskussioun zu dem Projet de loi.

Bon! De Gewerkschafte geet dëse Projet de loi sécherlech net wäit genuch, den Entreprisë geet e vläicht schonn ze wäit, a wéi ëmmer am Liewe berout alles op engem Kompromëss.

Wat ass dann alles geschitt säit 1979? Majo, um ekonomesche Plang si ganz vill Ännerunge geschitt, wat den Afloss vun de multinationale Betriber hei zu Lëtzebuerg betrëfft, d'Sous-traitance, d'Auslagerung vu Geschäftssparten a Betriber an aner Länner - an europäesch Länner an och neteuropäesch Länner -, soudass och de Modell vum Dialogue social eiser Meenung no muss iwwerschafft ginn an als Instrument vum Schutz vun de Rechter vun de Salariéen, awer och als Instrument vun enger besserer Performance économique soll a muss verstane ginn.

An dës Richtung geet och déi Stäerkung vun der Délégation du personnel, déi d'Kompetenzen an d'Aufgabe vum Comité mixte iwwerdroe kritt. Nom Modell vum Betriebsrat gëtt et also no dësem Projet de loi eng Vereinfachung a just nach een Uspriechpartner an der Entreprise, wat déi Délégation du personnel dann och revaloriséiert.

D'Attributioune vun der Délégation du personnel - d'Struktur, d'Modalitéite vun de Wahlen, de Stonnekredit, d'Protektioun vun den Déléguéen an esou weider -, dat ass alles vu menge Virriedner respektiv vum Rapporteur schonn am Detail beliicht ginn, soudass ech dorop elo hei géif verzichten.

Ee klenge Punkt wollt ech awer just kuerz erausschielen aus deem Ganzen, dat ass den Délégué jeunes, dee mat dësem Projet de loi ofgeschaaft gëtt. Den Délégué jeunes, dat war e Vertrieder vun de Mataarbechter an engem Betrib, déi manner wéi 21 Joer haten. Amplaz ass eppes komm, wat mir als Gréng begréissen: Déi jonk Mataarbechter kréien no dësem Projet de loi dat aktiivt Wahlrecht mat 16 Joer an dat passiivt Wahlrecht mat 18 Joer. Mir huelen also mat dësem Projet de loi och déi jonk Mataarbechter am Betrib eescht, an dat ënnerstëtze mir als déi gréng ausdrécklech.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Eng Kritik, déi vun der Chambre des Salariés komm ass, dat ass, dass d'Participatioun vun de Mataarbechter an den Opsiichtsréit net an dësem Projet de loi berücksichtegt gëtt - d'Participatioun vun de Mataarbechter also an engem Conseil d'administration.

Wat fir een Impakt huet dat fir Lëtzebuerg? Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt dat vläicht gelies am „Lëtzebuerger Wort" vum Dënschdeg, 30. Juni: „Meyer Neptun GmbH will nach Luxemburg", „Luxemburgischer Standort soll deutsches AG-Recht umschiffen".

Ëm wat geet et do? Ma, et ass eng Ukënnegung, dass eng europäesch Werftegrupp hei op Lëtzebuerg wëllt kommen, fir dass se hir Firmestruktur ka bäibehalen: déi vun engem familljegefouerte Betrib. Si hu rezent eng Werft opkaaft a si musse sech elo als europäesche Grupp nei opstellen. Hinne geet et, hirer Presseerklärung no, net drëm, Steieren ze spueren, dass se wëllen op Lëtzebuerg kommen; si wëllen zu Lëtzebuerg eng Holding grënnen a Form vun enger Société européenne, fir dass si ebe keng Mataarbechter mussen an den Opsiichtsrot mat ophuelen.

Wou kënnt dat doten elo hier? Majo, Dir musst wëssen, dass an Däitschland et zwee Gesetzer zu dësem Thema gëtt: an dat ass d'Mitbestimmungsgesetz vun 1976, dat Betriber mat méi wéi 2.000 Salariéë betrëfft, wou da paritéitesch den Opsiichtsrot besat ass, respektiv d'Drittelbeteiligungsgesetz vun 2004, dat fir méi wéi 500 Salariéë gëllt, an den Numm vun deem Gesetz seet och, wéi do d'Opdeelung ass am Opsiichtsrot. Dat ass also e Wee, deen Däitschland geet, dat awer bekanntlech eng ganz kompetitiv a performant Industrie- an Entreprisëstruktur huet.

Dee Betrib hei, deen huet ongefeier 3.100 Salariéen. E wär also ganz sécher ënnert d'Matbestëmmungsgesetz an Däitschland gefall an hätt deementspriechend dann eben och missen eng Bedeelegung am Opsiichtsrot gewährleeschten.

Bon. All Noriicht ass normalerweis nëmmen esou al, wéi se gedréckt ass. Gëschter ass natierlech schonn eng Géigennoriicht komm an der „Neue Osnabrücker Zeitung". Do ass et dann esou, dass den Titel deen ass: „Meyer Werft in Luxemburg: Moratorium bis September".

Wat geschitt elo do? Ma natierlech ass déi niedersächsesch Landesregierung net frou iwwert dee Geste, deen déi Werft do wëllt ugoen oder deen déi Entreprise do wëllt maachen. Déi hunn och schonn zwou Firmen 2014 hei zu Lëtzebuerg gegrënnt. An do gräift elo hiren Dialogue social. An zwar setze se sech zesummen, awer et ass éischter och esou een Antiblocage-Dialogue-social wéi deen och am virgenannte Beispill, soudass d'Werft, de Betriebsrat, d'IG-Metall - also d'Gewerkschaft - an d'Landesregierung zesumme Gespréicher féieren iwwert déi Iddi vun der Meyer Werft.

Voilà! Dat ass just e klengt Beispill, fir ze soen, wat et alles an Nopeschlänner vu Reglementer a Bestëmmunge gëtt, wat den Dialogue social ugeet.

Elo zum Ofschloss, Här President – neen, entschëllegt, Madame Presidentin -, léif Kolleeginnen a Kolleegen: déi gréng sinn der Meenung, dass eng staark Délégation du personnel, déi souwuel d'Uleies vun de Mataarbechter vertrëtt an awer och dozou bäidréit, dass e gutt an nohaltegt Funktionéiere vun enger Entreprise garantéiert gëtt, wat deene soll um Häerz leien, och ganz sécherlech e Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg bréngt.

An domat wëlle mir als Gréng dat och ënnerstëtzen an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci fir Aert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Anzia. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci. Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Frank Arndt Merci als Rapporteur vun dësem Projet, deen eng laang Geschicht huet.

De Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg huet och eng ganz laang Geschicht, a mer schwätzen am Fong vun honnert Joer, wou hei zu Lëtzebuerg déi Entwécklung stattfonnt huet. Uganks vum leschte Jorhonnert ass et ugaangen an et ass dunn och ugaange mat eisem Sozialversécherungswiesen, mat Pensiounskeesen, mat Krankekeesen, déi an enger éischter Phas ëmmer nëmme betribsméisseg waren a sech och dunn zu deem entwéckelt hunn, wat se haut sinn: zu nationale Krankekeesen, Pensiounskeesen, Fleegeversécherungen an Onfallversécherungen.

Och de sozialen Dialog an de Betriber huet eng laang Geschicht an ass vu klengen Organisatiounen op Betribsniveaue gewuess, bis mer lues a lues Gewerkschafte kruten, déi strukturéiert waren, an dann och de gesetzleche Kader lues a lues etappeweis ausgebaut ginn ass.

All Etappe si meeschtens vun de Leit kritesch gesi ginn, wa mer um Sozialdialog gesetzlech Verankerunge gemaach hunn. Mä et muss een awer soen, datt mer op dee Sozialdialog, dee mer hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, an deene leschte Jorzéngte gemaach hunn, datt mer awer positiv dorobber kënnen zréckkucken.

Mir gesinn, datt mer hei an dësem Land ee soziale Fridden hunn, wourëm vill aner Länner eis beneiden, net nëmmen opgrond vun eise Gewerkschaften, mä och duerch d'Gewerkschaften. Ech denken zum Beispill un den Index, dee mer hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn a woumadder mer eng automatesch Upassung un d'Entwécklung vun de Léin a Gehälter a Pensioune maachen, wou an deenen anere Länner - mer brauchen net wäit, nëmme bei eis däitsch Nopere, ze kucken - permanent musse Lounaugmentatiounen ageklot ginn a wou da vill sozial Konflikter opkommen, wou Streiker opkommen.

Alles dat, mengen ech, ass op déi Konstruktioun, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, zréckzeféieren an huet als Zil gehat, datt mer hei zu Lëtzebuerg e gudde soziale Fridden - bis elo - hunn. A wat och een Atout ass fir de Standuert Lëtzebuerg: Och d'Betriber, déi kucke souwuel wéi déi politesch, mä awer och wéi déi sozial Verhältnisser an engem Land sinn, an do, mengen ech, géife mer als Lëtzebuerg haut e gutt Bild ofginn.

Datt déi Gesetzer an déi Entwécklunge regelméisseg ugepasst ginn, schéngt mer eng normal Affär ze sinn. De Kolleeg Marc Spautz huet ee ganz wäiten Exkurs gemaach, fir alles opzezielen, an ech mengen, en hat nach eppes verpasst, mä dat ass net esou schlëmm, well et waren der scho genuch, déi en opgezielt huet, mä do ass et awer och elo erëm un der Zäit, datt kënnen Upassunge gemaach ginn. Meng Virriedner si vill méi am Detail drop agaangen, soudatt een dat elo net méi nach eng Kéier brauch ze maachen.

Datt haut de Comité mixte ofgeschaaft gëtt an datt en an d'Missioun vun de Personalvertriedungen integréiert gëtt, kann een als eng positiv Entwécklung gesinn. Mir alleguer, déi haut hei schwätzen, komme jo aus der Gewerkschaftszeen, mir waren a villen Delegatiounen, a wann een net grad am Comité mixte war, da war et ëmmer schwéier, fir genau gewuer ze ginn, wat an deem Comité mixte do geschwat ginn ass. Hei kënnt elo zum Beispill eng Méiglechkeet, datt d'Delegatioun méi direkt Verbindungen als Delegatioun kritt, an obwuel iwwert déi sougenannten „Exekutiv" zwar do nach méi eng kleng Barrière agebaut ass, muss awer elo generell d'Entreprise der Delegatioun, an domadder der ganzer Delegatioun, eng Rei vun Informatiounen zoukomme loossen. An op dësem Punkt ass dat fir mech eppes Positives, wat an deem Gesetz ass.

Ech wëll elo net op d'Missiounen alleguer agoen. Also, de Rapporteur huet se opgezielt. Déi, déi elo an den Delegatioune sinn, dat sinn alleguer déi, déi do waren, inklusiv dat, wat elo duerch d'Comités mixtes derbäikënnt, wou d'Missioun mat bäikënnt.

D'Jugendausschëss ginn ofgeschaaft. Dat ass eng Tatsaach, datt mer praktesch keng Jugendlecher méi an deem Alter tëschent 16 an 18 Joer hunn. Si sinn och net laang do dran. Si sinn dann och net strukturéiert. Mir hu se zwar nach an den Delegéierte vun de Léierjongen oder Léiermeedercher, mä op där anerer Säit, wann elo Jugendlecher do sinn, kréie se wuel dat aktiivt Wahlrecht, mä et ass keng Garantie méi, wa se zu méi wieren, datt se e Vertrieder an der Delegatioun hätten.

Meng gewerkschaftlech a politesch Carrière huet och an engem Jugendausschuss ugefaangen, an duerfir bedauert een dann, wann...

(Interruption)

Haut hätt ech vläicht net méi déi Chance, fir déi Carrière ze maachen, well et kee Jugendausschuss méi haut géif ginn. Mä, wéi gesot, déi hunn da vläicht aner Méiglechkeeten.

Madame Presidentin, ech wëll vläicht méi e puer Wierder verléieren iwwert de Sozialdialog.

Wa mer vu Sozialdialog schwätzen, da schwätze mer am Fong vun dem Dialog tëschent de Sozialpartner: de Gewerkschaften, dem Patronat an dem Stat. Dat ass dat, wat an der Regel ënner Sozialdialog insinuéiert gëtt. An och haut, bei deem Gesetz hei, schwätze mer déi ganzen Zäit vun dem Sozialdialog, mä et muss een awer och wëssen, datt déi Gesetzer d'Basis leeën, fir där enger oder anerer Gewerkschaft hiert Kräfteverhältnis ze bevirdeelegen oder et ze benodeelegen.

Well och tëschent de Gewerkschafte besteet eng Konkurrenz, esou wéi se tëschent de Parteie besteet. Et gëtt och e gewëssene Machtkampf tëschent de Gewerkschaften. An duerfir ass et ëmmer wichteg, och ze kucken, wat an deene Gesetzer steet, wat alles méiglech ass, wat fir eng Gewerkschaften eventuell bevirdeelegt respektiv anerer benodeelegt ginn.

Et gëtt déi zwou grouss Tendenzen an der Gewerkschaftszeen, fir d'Eenheetsgewerkschaft ze grënnen. Dat war d'Zil 1979, wéi den OGB-L gegrënnt ginn ass. Ech sinn nach ee vun deene wéinegen, déi an deene Virverhandlunge vum éischte bis de leschte Moment derbäi waren. Déi meescht Kolleegen, déi deemools derbäi waren, sinn haut leider dout. Duerfir kennen ech genau d'Ziler, déi deemools waren. An duerfir hunn ech zum Schluss och derfir plädéiert, net dranzegoen, well ech och an der Eenheetsgewerkschaft eng grouss Gefor gesinn hunn.

Ech si perséinlech, an och meng Partei, e Verfechter vum gewerkschaftleche Pluralismus, well mer soen, datt de Pluralismus Virdeeler huet fir d'Salariat. Éischtens hu mer eng gesond Konkurrenz ënnert de Gewerkschaften. Mir hunn och eng Kontroll, eng Gewerkschaft vis-à-vis vun där anerer. An de Salarié huet och de Choix tëschent Gewerkschaften.

Mir kenne Länner, wou et d'Eenheetsgewerkschaft gëtt, do huet de Salarié kee Choix méi. Do ass e praktesch forcéiert, an déi eng Gewerkschaft ze goen. An dann ass et souguer, wa mer an Éisträich a vill Betriber kucke ginn, scho bal eng Obligatioun, datt ee muss an déi Gewerkschaft goen. Hei huet de Salarié nach eng Muecht - well en huet net ganz vill Muechte vis-à-vis vu senger Gewerkschaft -, datt e seet: Ech ginn eraus an ech gi bei eng aner oder ech wielen eng aner. An duerfir mengen ech, ass de gewerkschaftleche Pluralismus schonn eppes Wichteges an ech mengen, d'Lëtzebuerger halen och dru fest.

Et muss een allerdéngs wëssen, datt mer am Kader vum Kollektivvertragsgesetz eng Kéier déi national Représentativitéit agefouert hunn. An ech wëll mech och domadder befaassen, well do huet d'Politik e Jalon gesat an engem Wonsch vu Gewerkschafte Rechnung gedroen, fir datt déi eng gewësse Monopolstellung sollten hunn. Fir se mam Numm ze nennen, sinn dat haut den OGB-L an den LCGB, déi sech och doranner ëmmer eens waren, fir wann aner Gewerkschafte komm sinn oder sollten opkommen. An dowéinst ass déi national Représentativitéit jo gemaach ginn. Nodeems 1960 eng neutral Gewerkschaft gegrënnt ginn ass, ass duerno e Kollektivvertragsgesetz gemaach ginn, wat zwou Gewerkschaften eng Monopolstellung ginn huet.

A wann de Kolleeg Spautz Marc sech haut hei, mat Recht, opgereegt huet, datt an dësem Gesetz menger Meenung no eng Gewerkschaft, den OGB-L, hei e Virdeel vis-à-vis vun enger anerer nationaler representativer Gewerkschaft eventuell kritt, muss ech awer soen, datt bis dohinner souwuel den OGB-L an den LCGB sech awer ëmmer eens waren, wann et geheescht huet, all déi aner sech vum Pelz ze halen. A si hunn et dann och ëmmer fäerdegbruecht, datt déi Parteien, déi hinnen nostoungen, sief et d'CSV oder sief et d'LSAP, datt déi hinne Gesetzer gemaach hunn, déi hinne genehm waren.

Haut ass d'CSV net méi an der Majoritéit an duerfir ass dann elo eben e Gesetz gemaach ginn, wou ech der Meenung sinn, datt eben och, an do deelen ech d'Meenung vum Marc Spautz, datt hei eng Gewerkschaft, den OGB-L, eng Virreiderroll méi avantagéis kritt, wann een déi aktuell Situatioun kuckt, wéi dat de Fall war, sief dat bei de Fräistellungen oder sief dat d'Missiounen, wéi herno d'Exekutiv vun den Delegatioune sech zesummesetzt.

Déi national Représentativitéit... An duerfir wëll ech och soen, datt de Marc Spautz haut hei op d'Chambre des Métiers zréckgewisen huet, fir ze weisen, datt dat heite Gesetz ondemokratesch ass. Ech wëll net op d'Chambre des Métiers zréckweisen, ech wëll am Fong op déi Gewerkschaftler aus deene Gewerkschaften, déi d'national Représentativitéit realiséiert kritt hunn an hirem Interessi, weisen, datt dat och net grad demokratesch ass, fir net ze soen, et wier ondemokratesch.

Wa mer dat kucken, dat gëtt ëmmer an deene Gesetzer hei erëm verankert. Wann ee bei Delegatiounswahle Kandidatelëschten opsetzt, da steet am Gesetz, datt d'Kandidate kënne presentéiert gi vun enger national representativer Gewerkschaft. Dat heescht, wann e Betrib do ass vun 150 Leit an den OGB-L oder den LCGB, déi hätten ee Member an deem Betrib a si géifen dee bei de Wahle presentéieren a soen: „Hei ass eise Kandidat!", dann ass domadder d'Konditioun erfëllt.

A wann eng aner Gewerkschaft an deem Betrib ass an déi hätt vun deenen 150 Leit der 145 bei sech als Member, da muss déi bei 5% vun der Belegschaft Ënnerschréfte siche goen, fir iwwerhaapt kënnen hir Kandidaten ze presentéieren.

Et ass kee Problem, mä et ass net gerecht, datt déi eng mussen Ënnerschréfte siche goen an déi aner kënne se einfach presentéieren. Ech hunn elo e Beispill geholl, wou eng Gewerkschaft ganz vill Leit huet an deem Betrib, mä et kann och sinn, datt se der net esou vill huet, da ka se hir Lëscht emol net presentéieren, well se net 5% vun Ënnerschréften huet.

Mir kennen a politesche Systemer, datt ee muss beim Resultat 5% hunn, fir ee Mandat ze kréien, mä bei de Gewerkschaften ass hei eng Barrière agesat ginn, datt déi, déi net d'national Représentativitéit hunn, datt déi scho musse 5% am Virfeld vun de Leit ënnerschriwwe kréien. Dat, Kolleeg Spautz, an och déi aner Kolleegen, ass sécherlech och ondemokratesch.

Genau datselwecht ass bei dem Kollektivvertragsgesetz, wou just déi Gewerkschaften, déi d'national Représentativitéit hunn, d'Recht hunn, Kollektivverträg ofzeschléissen. Wann Der e Betrib hutt, wou eng aner Gewerkschaft d'ganz Belegschaft hanneru sech huet, d'ganz Delegatioun souguer géif besetzen, mä si huet kee Recht, fir e Kollektivvertrag auszehandelen. An et muss dach awer d'Personal aus engem Betrib sinn, wat kann décidéieren. Et décidéiert fir d'Delegatioun, an et ass och d'Personal, wat misst am Fong kënnen décidéieren, wéi si négociéiert. Neen, hei huet de Gesetzgeber zwou Gewerkschaften eng Monopolstellung ginn, déi mussen derfir ënnerschreiwen, fir datt e Kollektivvertrag rechtskräfteg ass.

Mir gesinn also, datt hei an dësem Gesetz all déi ondemokratesch Prinzipien, déi de gewerkschaftleche Pluralismus onwahrscheinlech anenken, datt déi zwou Gewerkschaften eng Monopolstellung ginn hunn. An dësem Gesetz komme mer dann elo emol éischtens och an eng Situatioun, wou eng vun deenen zwou national representative Gewerkschaften zousätzlech an dësem Gesetz bevirdeelegt gëtt. An duerfir wëll ech och soen: Déi Leit, déi sech doriwwer opregen, sollen awer wëssen, datt an der Vergaangenheet si mam OGB-L zesummen et ëmmer verstanen hunn, fir all déi aner Gewerkschaften, duerch hir politesch Frënn an de Regierungen, sech vum Pelz ze halen.

Well eben an dësem Gesetz elo dës ondemokratesch Prinzipie festgehale ginn, stëmme mir als ADR dergéint.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Gibéryen. Ech mengen, et ass keen Deputéierte méi ageschriwwen. Da géif ech elo der Regierung d'Wuert ginn. Ech géif den Här Minister Nicolas Schmit op d'Tribün ruffen.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, ech wëll emol ufänken, fir fir d'Éischt dem Rapporteur Merci ze soe fir seng gutt Aarbecht, fir säi Rapport, fir seng Presentatioun vu sengem Rapport. Ech wëll awer och alle Membere vun der Kommissioun Merci soe fir déi oppen, heiansdo e bësse méi sportlech Diskussioun, déi ëmmer korrekt war a wou mer awer eng large Plage, mengen ech, vu Punkten haten, wou mer d'accord sinn.

Ech wëll och vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, all deene Merci ze soen, déi un deem Projet hei geschafft hunn, dorënner och menge Beamten an och Leit vu baussen, besonnesch engem fréiere Beamten aus dem Ministère du Travail, deen ech besonnesch hei wëll ernimmen an deem ech vun dëser Plaz aus och Merci wëll soen, deen duerch seng grouss Experienz och mat un dësem Projet geschafft huet.

Wéi Der richteg gesot hutt: Dëse Projet ass net de Projet eleng vun dëser Regierung! Dëse Projet ass eigentlech dee vun der viregter Regierung. Et ass déi viregt Regierung, déi an hirer Deklaratioun vun 2009 annoncéiert huet, si géif eng Reform vun dem Sozialdialog an de Betriber maachen. A fir déi Reform ze maachen, si ganz vill Consultatiounen dee Moment gefouert ginn. Mat alle Gewerkschaften, mat alle Vertrieder aus der Wirtschaft sinn direkt Consultatiounen oder och heiansdo méi perséinlech Diskussiounen a Consultatioune gefouert ginn.

Datt et dann am Endeffekt net jiddwerengem passt a jiddwerengem schmaacht, bon, dat hunn eben oft esou Kompromësser u sech, datt een eben net alle Punkte vu jiddwerengem kann honnertprozenteg Rechnung droen. Mir wëssen och, datt Leit, besonnesch aus de Betriber, heiansdo op verschidden Aspekten, wat d'Organisatioun vum Sozialdialog an de Betriber ugeet, vläicht méi gereizt reagéieren, wéi anerer.

Et waren och ganz kloer Limitte fixéiert ginn, a wat fir eng..., wéi dee Projet hei sech sollt bewegen. Schonn 2009. Eng vun de Limitte war: Mir ginn net fundamental un d'Seuilen. Mir hunn dat respektéiert, well effektiv ee vun de wichtegste Seuilen, 15, ass net geännert ginn, wou ech derzou héieren hunn, aus eiser Gewerkschaftszeen, haaptsächlech, datt een hätt missen dee Seuil vu 15 nach erofsetzen, well et gëtt Länner, wou effektiv dee Seuil wäit méi niddreg ass wéi 15.

Et ass och kloer gesot ginn, a grad an deem Kontext wëll ech soen, well oft vu klengen Entreprisë geschwat gëtt, an ech mengen, de Rapporteur huet dat och gutt beschriwwen: Mir wollten also déi, besonnesch déi ganz kleng Entreprisen hei berücksichtegen an deenen net e System operleeën, deen eigentlech e bëssen artificiel wier, compte tenu vun der Zuel vun de Salariéen.

Et ass och kloer gesot ginn, datt mer net géifen un dat goen, wat d'Cogestioun proprement dit géif ubelaangen. Dat heescht, d'Representatioun vun de Salariéen an de Conseils d'administration, dat ass aus deem Projet erausgeholl ginn. Et ass erausgeholl ginn an, bon, do ass d'Fro: Ännere mer dat eemol? Et muss ee kucken, wéi d'Evolutioun och an Europa do geet.

Mä ech mengen, déi wesentlech Fro, au-delà hei vun där enger oder där anerer Stonn méi oder manner, dat ass dach d'Fro: Wat fir eng Wirtschaft wëlle mer? Wéi ee Système économique wëlle mer? Wëlle mer eng wierklech sozial Maartwirtschaft? Jo, ech mengen, déi meescht hei, voire jiddwereen ass fir eng gutt fonctionnéierend sozial Maartwirtschaft.

Wa mer dat also soen, da musse mer och akzeptéieren, datt d'Demokratie an esou enger sozialer Maartwirtschaft net ka virun den Diere vun den Entreprisen haltmaachen. An dat ass de Sënn vum Sozialdialog! Dat ass an d'Wirtschaft, an d'Entreprisen en Équiliber erabréngen, wou natierlech den Employeur seng Responsabilitéiten huet - den Arbeitgeber, wéi Der en ëmmer esou schéi genannt hutt, absolutt richteg! -, mä och den Arbeitnehmer, de Salarié, absolutt seng Intérêten am Betrib huet. An duerfir muss probéiert ginn, iwwert de Sozialdialog e gudde valabelen Équiliber ze schafen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wéi gesot ginn ass: Wann deen Dialog gutt fonctionnéiert, dann ass ganz oft à la clé e bessert wirtschaftlecht Resultat do, e bessert soziaalt Klima do. D'Leit si méi zefridden, well se d'Gefill hunn, eescht geholl ze ginn, well se d'Gefill hunn, gelauschtert ze ginn, well se d'Gefill hunn, iergendwéi un deem Ganzen ze participéieren.

Mir sinn eben elo net nëmmen an engem System, wou et drëm geet, a mir hate virdrun eng Diskussioun iwwert d'Finanzen, vun de Shareholder; mir mussen och e System hunn, wou d'Stakeholder - an d'Salariéé si Stakeholder - och musse kënnen eppes ze soen hunn an un deem Ganze kënne participéieren.

An duerfir ass et och wichteg, d'Gewerkschafte selwer an de Betriber an an deem Sozialdialog anzebannen! Et ass net d'Fro, 47 Gewerkschaften ze hunn, well wann een der 47 huet, dann huet ee keng. Et ass d'Fro, datt mer eng Gewerkschaftszeen hunn, déi, an do sinn ech absolutt d'accord mat deem, wat gesot ginn ass, déi participéiert, matschwätzt, mä awer och mat Verantwortung iwwerhëlt. Dat ass dat, wat de Sozialdialog staark mécht. Et ass dat, wat de Sozialdialog weiderbréngt. An dat sinn déi Froen, déi mer mussen hei diskutéieren. Dat sinn déi Reflexiounen, déi mer mussen zesummen ustellen.

Hei ass ee gutt Beispill genannt ginn, vum Här Garcia, iwwer Hëllef Doheem. Dat ass dee Sozialdialog op kee Fall, op kee Fall!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Anzia!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Pardon! Anzia. Jo, dat war virdrun, jo, très bien! Gesitt Der, ech sinn...

(Brouhaha)

Du war ech zwar och nach net hei. Voilà!

(Hilarité)

Wou also de Sozialdialog schlecht fonctionnéiert huet, mä wou e rattrapéiert ginn ass. An ech muss soen, wéi mer zesummesouze mat de Gewerkschaften, mat de Responsabele vun där - en l'occurrence - Fondatioun, net Entreprise, muss ech soen, hunn d'Gewerkschaften do e ganz positive Rôle gespillt, e ganz positive Rôle, fir eng valabel Solutioun ze fannen!

An, mir wëssen dach alleguerten, datt dee Secteur, wou de Sozialdialog fonctionnéiert huet, deen ons erlaabt huet, duerch Kris no Kris ze goen, dat ass dach d'Siderurgie! Wann et do net am Betrib staark Gewerkschafte ginn hätt, da wier alles auserneegebrach, alles auserneegefuer. Dann hätte mer dat erlieft, wat mer zu Florange an op anere Plazen erlieft hunn. Et ass, well mer e valabele Sozialdialog haten, well mer staark Gewerkschaften an de Betriber haten, datt mer konnten déi Siderurgieskris bis haut, bis virun e puer Deeg, wou mer nach zesummesouzen, esou léisen, fir datt et haut nach ëmmer als e Modell gëllt.

Elo e puer Saachen, déi net gesot gi sinn, an déi ech eigentlech bedaueren, datt se net gesot gi sinn, well dee Projet ass net nëmmen eng Saach vun e puer Stonnen hei oder e puer Stonnen do. Wat wëlle mer maachen?

Ma, mir wëllen och, datt deen Delegéierten en Delegéierten ass, dee seng Missioun voll a ganz kann assuméieren. A fir eng Missioun an engem komplizéierte Wirtschaftssystem, an enger Entreprise, déi ëmmer méi komplizéiert fonctionnéiert - an ech mengen, Dir hutt gesot, hei sinn eng Rei Leit, déi effektiv an Delegatiounen oder a Comités mixtes oder an deenen zwee vläicht waren -, Dir wësst alleguerten, datt d'Gestioun vun den Entreprisë komplex ginn ass, datt d'Aarbechtsrecht komplex ginn ass, datt all Sozialrecht komplex ginn ass. An duerfir musse mer natierlech den Delegéierten eng besser Formatioun ginn. An dat Gesetz hei erlaabt emol fir d'Éischt, datt d'Delegéiert eng besser Formatioun kréien. Dat ass also e wichtege Punkt.

En zweete Punkt, deen net gesot ginn ass, dat ass déi Geschicht mat de Conseilleren, wou ech oft effektiv kritiséiert gi sinn, och besonnesch vun de Chambres professionnelles patronales. Eh bien, éischtens emol gouf et Conseilleren. Conseillere sinn net eng Erfindung vu mir. Mä mir hunn de Seuil erofgesat vun de Conseilleren, well mer och der Meenung sinn, datt mer eben iwwert de Wee vun de Conseilleren d'Gewerkschafte selwer méi an de Betriber abannen. An et sinn nëmmen déi Gewerkschaften, déi eigentlech net wëllen am Betrib agebonne sinn, an deene Länner, wou de Sozialdialog net esou fonctionnéiert, wéi en hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, wou de Sozialdialog net fonctionnéiert.

An duerfir ass et e Calcul de courte vue - de courte vue! -, wann een net wëllt, datt d'Gewerkschaften e Rôle spillen iwwert d'Delegatioun, nieft der Delegatioun, mat der Delegatioun am Dialog mam Employeur, wann een dat net wëllt. Well dat ass e Wee, fir d'Gewerkschafte mat an de System ze implizéieren, fir ëmmer erëm zréck matzedécidéieren a mat Verantwortung ze iwwerhuelen.

Nun iwwert de Comité mixte e Wuert. Grad do läit de Punkt, firwat mer en ofgeschaaft hunn - ech mengen, den Här Gibéryen huet dat ganz gutt beschriwwen, ech muss lech félicitéieren -, well éischtens emol ass et e bëssen eng komesch Demokratie, wou déi eng alles wëssen an déi aner net alles. An et ass och net e Partage des rôles méi esou ze gesinn, wéi dat an der Vergaangenheet esou gesi ginn ass: Mat deenen enge schwätze mer seriö an déi aner kënne jäizen. Dat ass net dee System vu Sozialdialog, dee mer fir déi heiteg Zäit brauchen.

Mir haten e System, deen sech konnt net esou richteg décidéieren tëschent dem franséische System, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass, fir datt d'Salariéé kéinten am Betrib jäizen, an deem däitsche System, wou et drëm gaangen ass, datt d'Salariéé mat an d'Décisiounen integréiert géife ginn.

Eh bien, elo hu mer, mengen ech, eng Décisioun geholl. A mir hunn déi Décisioun geholl, well all déi aner se huelen, well all déi aner op deen nämlechte Wee ginn, y compris d'Fransousen - y compris d'Fransousen! Et ass net: «Les uns revendiquent et les autres négocient.» Neen, et ass sécher nach d'Recht vun all Delegatiounen, och kënnen ze revendiquéieren, dat ass an der Natur vun der Saach, mä et muss een déi zwou Saachen zesummebréngen.

Et ass dat, wat de Rôle vum Betriebsrat ass. De Betriebsrat an Däitschland ass den Interlocuteur vum Employeur. Et ass en Interlocuteur am Prinzip fiabel. Et ass en Interlocuteur, wou eng Majoritéit besteet, wou den Employeur sech kann drop verloossen, mä wou awer och d'Salariéé sech kënnen drop verloossen, well et de wierklechen, uniquë Représentant vun de Salariéen ass.

An, ech mengen, mir hunn ee groussen Défi: Dat ass emol genuch gutt Leit. An ech mengen, dat ass en Défi fir d'Employeure sougutt wéi fir d'Gewerkschaften, datt mer genuch Leit wierklech motivéieren, déi Charge vum Délégué ze huelen, well, wat ech héieren aus de Betriber, dat ass, datt ganz oft d'Leit soen: „Boff, ech géif mech jo engagéieren an esou weider, mä wann ech mech elo do engagéieren an ech gi gewielt an ech ginn Delegéiert, bon, da leit eigentlech meng professionell Carrière ënnert deem Mandat."

Dat mécht, datt vläicht déi Leit, déi besser wieren, fir déi Charge ze assuméieren, et net maachen, an datt dann eben anerer et maachen. An duerfir sinn ech der Meenung, datt mer mussen d'Leit iwwerzeegen, déi Charge als Delegéiert ze huelen, ze assuméieren, dat ze spillen. Et ass nëmmen esou, wou kann e produktive Qualitéitssozialdialog fonctionnéieren.

An och do hu mer eng Dispositioun agebaut, ausser der Formatioun. Dat ass eng besser Protektioun vum Delegéierten.

Mä en anert wichtegt Element ass, datt den Delegéierte muss eng gewëssen Assurance kréien, wat seng Carrière ubelaangt, fir datt en net e bëssen am Vide steet herno, wann en a) vläicht net méi erëmgewielt gëtt oder b) eigentlech seet: Dat do war et fir mech, ech wëll elo erëm am Betrib eng normal professionell Aufgab maachen. An déi Transitioun, dat ass e wichtege Bestanddeel, en essenzielle Bestanddeel vum Sozialdialog.

Elo kommen ech op dee berühmten Délégué libéré. Och dee spillt an deem do Spill e wichtege Rôle. Mir mussen deen Délégué libéré va-

loriséieren, fir datt Leit, déi wierklech kënnen en Interlocuteur vum Employeur sinn... A wat freet den Employeur eigentlech méi, wéi en Interlocuteur ze hunn, mat deem e ka schwätzen, deen em ka Saache bréngen, wat d'Leit préoccupéiert, wou kënne schonn am Virfeld Saachen négociéiert, diskutéiert an och dann definitiv beschloss ginn? Dat ass dat, wat den Employeur interesséiert!

Mä dat, wat natierlech de Salarié interesséiert, ass dat nämlecht, datt e weess, wie si meng Uspriechpartner, wien ass mäin Uspriechpartner hei an deem Betrib!

An do, Här Spautz, erlaabt mer do, net mat lech d'accord ze sinn. Dir hutt eng Experienz zwar an engem Comité mixte, an enger Delegatioun, Dir hutt och eng Experienz, mengen ech, an engem Gemengerot, Dir waart och Minister. Ech hu vill vun Ären Experienzen net.

D'Delegatioun ass kee Gemengerot! D'Delegatioun ass net e System, wou et eng Majoritéit gëtt an eng Minoritéit.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dach!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Da musse mer dee System iwwerwannen.

(Interruption)

Datt et Sensibilitéite gëtt, datt et Sensibilitéite gëtt, Här Spautz, an ech sinn net e Verfechter vum Syndicat unique! En huet seng Avantagen, an ech mengen, e kann och seng Inconvénienten hunn, effektiv. Ech sinn an deem Sënn fir de Pluralismus. Mä de Pluralismus heescht natierlech och, datt mer en demokratesche System hunn, datt mer optéieren...

(Brouhaha général)

Majo, datt et, wann et eemol gestëmmt ass, datt eben d'Majoritéit an der éischter Linn steet, eventuell déi Entreprisen iwwer 250 haut - an do kommen ech nach drop - de Représentant, den Délégué libéré hunn, an déi aner natierlech Delegéierte sinn. A mir revaloriséiere jo net nëmmen den Délégué libéré. Mir revaloriséieren d'ganz Delegatioun! Mir revaloriséieren all Delegéiert, all Delegéiert, all Delegéiert! An duerfir soen ech lech: Liest den Text!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Do steet ganz kloer dran, Här Spautz: «Chaque membre de la délégation doit obtenir le temps nécessaire pour accomplir sa fonction.»

M. Marc Spautz *(CSV).*- Lastik.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kloer. Do ass de Prinzip.

(Interruption par M. Marc Spautz)

All Delegéierte muss déi Zäit hunn, fir effektiv seng Missioun kënne voll ze erfëllen. Datt et natierlech en Délégué libéré gëtt, ech mengen, dat ass am Sënn, dat ass positiv fir e besser fonctionnéierenden Dialogue social an der Entreprise, eng méi effikass Representatioun vun de Leit.

Elo kommen ech... Ass eppes esou Schlëmmes fundamental verännert ginn?! Do kann ech mech jo nëmme wonneren! Wéi war de System haut? Här Spautz, de System war deen, an deen hutt Dir och deemools '79 net geännert, de System hutt Dir net geännert! De System 1979, deen Dir jo du geännert hutt, esou wéi en haut ass, an esou wéi mir e gelooss hunn, ass...

(Interruption par M. Marc Spautz)

...esou wéi mir e gelooss hunn, ass, datt bei 250 Leit am Betrib et een Délégué libéré gëtt. Elo sot mer emol, wéi war et dann do mat der Minoritéit? Wat hunn dann déi Minoritéite gemaach, déi dann net den Délégué libéré bei 250 haten? Hunn déi sech... Wéi eng Zäit hunn déi sech opgedeelt? Neen, déi hu keng Zäit opgedeelt, déi hunn dat kritt, wat haut d'Situatioun ass. Dat heescht, si hunn déi Zäit kritt, déi se als Delegéierte gebraucht hunn, fir hir Aarbecht ze maachen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Haut 250, gëschter 500. Gëschter 500. Dat heescht: Alleguerten déi, déi keen Délégué libéré haten, déi hunn net méi gehat wéi dat, wat se elo hunn. Just wat mir gemaach hunn, an do sinn ech stolz drop, mir hunn eigentlech d'Delegatioun gestäerkt, andeem mer dee Seuil vu 500 op 250 gesat hunn.

An elo froen ech lech, Här Spautz: Sidd Der do derfir oder sidd Der do dergéint?

Esou wéi ech lech och muss nach ëmmer froen: Sidd Der elo wierklech fir d'Abolitioun vum Comité mixte? Well Dir sot mer ëmmer dat, wat d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce gesot hunn, mä sot mer emol richteg, wat Dir dovu mengt! Sot mir: „Ech sinn derfir oder ech sinn dergéint." Ech hunn dat bis elo nach net héieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, wann Der lech un den Här Spautz adresséiert, amplaz un d'Chamber adresséiert,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...da muss ech dem Här Spautz, dee ganz fein de Fanger gewisen huet, och d'Wuert ginn, fir op Är Froen ze äntwerten. An ech wëll lech drop opmierksam maachen, Här Minister, dass d'Zäit fortleeft.

(Brouhaha)

Mä vu dass Der e puermol ënnerbrach gi sidd...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also fir d'Éischt zwou Remarquen: De Moment sinn et 158 Betriber, déi drënner komm sinn, wou Der virdru gesot hutt. Deemools, wéi dat Gesetz agefouert ginn ass, bei iwwer 500, wëll ech lech soen, dat waren der 13. Elo sinn et der 258, déi mat där 250er Regel spillen. Dat ass schonn e bëssen e klengen demokrateschen Ënnerscheed.

Zweetens, wou ech net mat lech d'accord sinn, dat ass déi Geschicht... Dass eng Delegatioun mat engem Gemengerot net datselwecht ass, do sinn ech mat lech d'accord, mä Dir musst ëmmer all Mënsch d'Méiglechkeet ginn, déi Zäit ze hunn, e feste Crédit d'heures ze hunn. An dat Eenzegt, wat ass mat deem Saz, deen Der virgelies hutt, deen ech guer net contestéieren, deen Eenzegen, deen do Geld verdéngt, sinn eis Kolleegen Affekoten heibannen, well dat wäerte vill Prozesser ginn a vill Jurisprudenze ginn, bis dat definéiert ass!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat steet haut och am Gesetz, Här Spautz, dat ass kee Saz, deen ech erfonnt hunn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An de Comité mixte, wëll ech lech soen: Ech perséinlech, Här Schmit, Dir hat mech eppes gefrot, ech perséinlech, ech sinn derfir, dass de Comité mixte bleift, wéi en ass.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Okay, c'est clair. Dir perséinlech!

(Brouhaha)

...wéi Är Fraktioun denkt, mä Dir perséinlech, okay.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Fir mech perséinlech...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- C'est clair.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo ass den Dialog eriwwer an den Här Minister huet net méi ganz vill Zäit fir d'Konklusiounen.

(Brouhaha)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Bien. Okay. Ech mengen, par ailleurs ass vill gesot ginn, ech brauch net méi dorop zréckzekommen, fir datt mer eben eng Enceinte unique hunn, wou den Dialogue social ka spillen.

Ech wëll elo net op all déi Erneierunge kommen, déi leider och net mentionnéiert gi sinn, well mer alles hei op ee klenge Punkt do reduzéiert hunn. Dee schéngt jiddwereen ze faszinéieren an ze monopoliséieren.

Ech muss awer och soen - fir d'Geschicht, déi Dir jo hallef richteg erzielt hutt, mä nëmmen hallef -: Ech hunn de Projet de loi oder den Avant-projet de loi esou presentéiert, wéi en haut grosso modo ass, ënnert der viregter Re-



gierung, Här Spautz. An et huet eng Zäitche gedauert an du sinn op eemol d'Leit waakreg ginn an do ass en Dénge komm, wou gesot ginn ass: Mir akzeptéieren dat net! Mir wëllen dat renégociéieren.

An, Här Spautz, Dir wësst, datt mer vill zesummesouzen. Do wousst ech net ëmmer, a wat fir enger Qualitéit Der do mat mir zesummesouzt.

Une voix.- Aah!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä, jo, ech hu verstanen, a wat fir enger. Dat ass och fir mech kee Problem en fait, well ech sinn net de Minister vun enger Gewerkschaft. Ech sinn de Minister vun de Salariéen a vun den Employeuren, well och de Ministre du Travail ass net nëmmen de Minister vun de Salariéen, en ass dee vun alle Leit, déi hei zu Lëtzebuerg vum Aarbechtsrecht ofhänken an d'Aarbechtsrecht musse respektéieren. Ech mengen, dat ass dat Wichtegst.

Mä ech hunn awer och nach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, entschëllegt, Här Minister,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...am Sënn vum Sozialdialog, wann Der den Här Spautz ugeschwat hutt, da muss ech dem Här Spautz och erëm eng Kéier d'Wuert ginn.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also, Här Minister, fir dat nach eng Kéier kloer ze soen: Ech hunn deemools mat Iech verhandelt mat engem Mandat als CSV-Fraktiounspresident, dee Posten, deen ech deemools bekleet hunn,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Okay, dat ass gutt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...an ech si chargéiert ginn, mam Minister e Kompromëss innerhalb der Koalitioun ze sichen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Très bien! Ech huelen dat...

Une voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat wousst Der awer och, ier den Här Spautz dat gesot huet, wëll ech soen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dont acte!

Bon, ech mengen, par ailleurs kenne mer alleguerten ons Affinitéiten an ons Lienen, och dem Här Spautz seng. Ech sinn elo ni responsabel gewiescht, mä mir kennen all ons Affinitéiten.

Wat ech hei zum Enn wëll soen, dat ass, datt och villes driwwer diskutéiert ginn ass, datt villes driwwer diskutéiert ginn ass iwwert de Käschtepunkt. Ech hunn dat jo elo nach erëm eemol héieren. Hei gëtt vergiess, datt jo awer eng ganz Rei Ekonomien an deem Projet hei och agebaut sinn!

Éischtens, Ekonomien, déi et virdru gi sinn iwwert de Statut unique, wou ganz Delegatiounen ofgeschaaft gi sinn, déi vun den Employéen zum Beispill. An ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt do e bëssen esou e Regret matspillt vun deem engen oder deem aneren, well ebe gesot ginn ass: Do hate mer méi ze soen, bei deenen aneren hu mer manner ze soen! An ech mengen, dat ass eben och en demokratescht Spill.

Da muss ech soen, mir hunn all déi intermédiaire Strukturen ofgeschaaft, déi et gi sinn. Déi gëtt et haut net méi. Et gëtt nach eng Delegatioun, eng, am Betrib. An dat ass e wichtege Punkt.

Mä ech wëll awer och nach en anere Punkt soen. Mir hunn hei eng nei Delegatioun agefouert. A mir wësse ganz genau, firwat mer déi Delegatioun agefouert hunn. An och do bedaueren ech, datt dat net genuch ervirgestrach gouf. Mir hu virdrun, mat der Madame Hetto, kann ech mech erënneren, diskutéiert iwwert dee ganzen Ensembel vu Geschäfter, wou d'Leit onméiglech behandelt gi sinn, wou d'Gewerkschaften net bäigelooss gi sinn, wou d'Situatioun katastrophal war um soziale Plang.

Firwat? Well ech alles a Stécker geschnidden hunn, fir nëmme keng Delegatioun ze hunn! Eh bien, mir féieren hei eng Delegatioun an, wann esou Spiller gemaach ginn, datt och esou Ensembelen, déi artificiellement gebaut ginn, fir de Gewerkschaften a fir de Salariéë keng Representatioun ze autoriséieren, fir datt déi mussen eng Representatioun kréien. Ech mengen, dat misst am Intérêt vu jiddwerengem sinn a besonnesch vun engem Qualitéitssozialdialog.

An da soen ech nach eemol...

Jo, Här Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, den Här Minister huet gesot...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt schonn alles guttgeschriwwen, Här Minister.

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Minister huet gesot, en hätt näischt ofgeschaaft. Ech wëll just soen: En huet d'Divisiounsausschëss ofgeschaaft! Also, ech hu keen... Dir hutt gesot, Dir hätt näischt ofgeschaaft. Ech wëll just soen, d'Divisiounsausschëss ginn et net méi.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dach! Ech hu gesot, ech hunn alles op een Zentrum bruecht. Ech hu Saachen ofgeschaaft.

(Interruptions)

Neen, ech hu se ofgeschaaft, well ëmmer gesot gëtt, de Käschtepunkt vun deem ganze System wier esou deier. Da gëtt ëmmer vernoléissegt a vergiess ze soen, wéi och ëmmer, datt mer eng ganz Rei Saachen ofgeschaaft hunn, y compris och de Comité mixte, well déi Leit, déi am Comité mixte waren, déi hu jo och Zäit do dra verbruecht. An dat ass jo alles; Zäit, wéi mer all wëssen, kascht jo Suen.

An dann dee leschte Punkt, wëll ech soen, dee System, dee mer jo dann, no laangen Négociatiounen, do festgehalen haten, dee Kompromëss: Wie war eigentlech den Tiers payant? Mä den Tiers payant war eigentlech den Employeur! Elo loosse mer dat kloer soen! Den Employeur war den Tiers payant vun deem System, wou nach hei an do eng Stonn bäikomm ass.

Bon, ech iwwerloossen den Employeuren ze décidéieren, ob dat gutt oder schlecht war. Ech fannen, datt et net besonnesch demokratesch war. Ech fannen, datt et eigentlech Konkurrenz oder de Conflit syndical an d'Betriber bruecht hätt. An dat ass net dat, wat mer wëllen. Mir wëllen, datt d'Gewerkschaften an enger gesonder Konkurrenz sinn. Mir wëllen, datt d'Gewerkschaften awer och an enger gesonder Zesummenaarbecht schaffen.

Et geet hei net drëm, d'Majoritéit an d'Oppositioun, wou d'Oppositioun alles mécht, fir der Majoritéit - d'Majoritéit, déi jo eigentlech d'ganz Belegschaft soll representéieren an hiren Intérêten -, fir där eigentlech nëmme Bengelen an de Wee ze leeën. Dat kann et net sinn!

An duerfir, mengen ech, ass dat heiten en Text, deen équilibréiert ass, deen natierlech d'Kriticke vun deem engen a vun deem anere brëngt, mä deen eigentlech awer fundamental de Qualitéitssozialdialog an de Betriber fërdert, wa jiddweree seng Responsabilitéit hëlt, wat ech hoffen, an deen eigentlech zu méi Demokratie an de Betriber féiert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do ass ukomm.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wéi? Wat ass dann?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, wann ech gelift, wann ech gelift, mir hunn hei eng lieweg Diskussioun gefouert an déi ass bis zum Schluss lieweg bliwwen. Ech ginn dovun aus, dass mer um Enn ukomm sinn a mer da kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

An, Här Minister, och wann Der net méi konnt op all Reaktioun elo nach reagéieren, ech mengen, d'Chamber war an der Zäit...

(Brouhaha)

...an der Zäit, mengen ech, ganz fair mat lech, fir dat emol esou ze soen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gesot, géif ech mat der Ofstëmmung ufänken.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6545 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung...

(Brouhaha général)

Wann ech gelift, nach e bësse Gedold!

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss. 59 Kolleegen hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. De Projet 6545 ass mat 34 Jo-Stëmmen, bei 25 Nee-Stëmmen adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6545 est adopté par 33 voix contre 26.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

M. David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment et négation)

Also, ech géif jo mengen, dass zumindest déiselwecht Majoritéit erauskënnt wéi beim Projet. An dann ass et eng Majoritéit.

(Interruptions)

Ech soen Iech Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Reunioun ukomm an ech schléissen d'Sëtzung domat of. Rendez-vous d'nächst Woch.

(Fin de la séance publique à 17.39 heures)

Sommaire des séances publiques nos41, 42 et 43

41e séance

Ouverture de la séance publique p. 609

Communications p. 609

Ordre du jour p. 609-610

6788 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012 p. 610-612

6803 - Projet de loi portant modification de l'article 161 du Nouveau Code de procédure civile (sans rapport et sans débats) p. 612

Débat d'orientation sur l'orientation future de la politique du logement p. 612-624

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies p. 615

42e séance

Ouverture de la séance publique p. 625

Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, suivie d'un débat p. 625-632

Question urgente n°1257 de M. Marc Spautz relative à l'actionnariat de la compagnie aérienne Luxair p. 630

6798 - Projet de loi portant approbation

1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014

2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1er avril 2015 p. 632-634

Question élargie n°6 de M. Laurent Mosar au sujet du nombre de représentants luxembourgeois au Conseil économique et social européen p. 634-635

Interpellation de M. André Bauler sur la politique en matière de conservation du patrimoine p. 635-643

43e séance

Ouverture de la séance publique p. 643

6543 - Projet de loi relatif à l'archivage électronique et portant modification:

1. de l'article 1334 du Code civil;

2. de l'article 16 du Code de commerce;

3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 643-646

Question urgente n°1264 de M. Max Hahn et de M. Gusty Graas relative aux logements de service p. 646-647

6660 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;

- transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;

- modification de:

1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs p.647-649

6545 - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du Travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises p. 649-656

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0273	Marcel Oberweis	Certificats d'émission de CO_2
0355	Félix Eischen	«Loi TGV»
0360	Nancy Arendt	Barrières linguistiques dans le secteur de la santé
0363	Claudia Dall'Agnol	Bibliothèques régionales
0364	Octavie Modert	Conséquences de la hausse de la TVA pour les viticulteurs
0365	Serge Wilmes	Sauvegarde de la mémoire des Juifs victimes, au Luxembourg, du régime nazi
0366	Sylvie Andrich-Duval, Claude Wiseler	Violence domestique subie par les personnes se trouvant en situation irrégulière sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg
0387	Sylvie Andrich-Duval	Activités de l'aide à la petite enfance
0456	Octavie Modert, Gilles Roth, Diane Adehm	Renouvellement du mandat du président de la Commission nationale pour la protection des données
0549	Marcel Oberweis	Taxe sur les aliments malsains
0559	Taina Bofferding	Contraception
0562	Laurent Mosar	Exportation de produits pétroliers provenant de raffineries contrôlées par le Groupe terroriste «État islamique»
0581	Justin Turpel	Accès des citoyens aux données concernant la gestion et la tarification de l'eau
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
0834	André Bauler	Demandeurs d'emploi hautement qualifiés
0990	Nancy Arendt	Lutte contre la pédophilie
0991	Marc Angel	Classement international sur la transparence de l'aide au développement (Aid Transparency Index)
0992	Justin Turpel	«Quantitative easing» (QE) prévu par la Banque centrale européenne (BCE)
0993	Justin Turpel	Plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, dit «plan Juncker», et le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)
0994	André Bauler	Fouilles sur un terrain romain à Schieren
0995	Marcel Oberweis	Voies réservées aux bus sur les autoroutes autour de la capitale
0996	Nancy Arendt	Projet «Chinese Table Tennis College-Europe in Luxembourg»
0997	Josée Lorsché	Apatridie
1078	Marc Lies	Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM)
1079	Gilles Baum	Piste cyclable le long de la Moselle
1090	Claude Adam	Congé culturel
1112	Fernand Kartheiser	Jeu pathologique
1118	André Bauler	Réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin
1145	Félix Eischen	Monopolisation des réseaux publics d'énergie
1157	Henri Kox	Effondrement des colonies d'abeilles au Luxembourg
1183	Josée Lorsché	Résidus de pesticides et de médicaments dans l'eau en bouteille
1208	Marc Spautz	Demandeurs d'emploi
1234	Marcel Oberweis	Formations d'apprentissage
1246	Léon Gloden	Directive 2012/18/UE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite directive «Seveso III»
1260	Marco Schank, Martine Hansen	Lycée technique Agricole et centre de compétences agricole
1263	Sylvie Andrich-Duval	Prévention de la démence
1275	Claudia Dall'Agnol	Chèque-service accueil
1277	Max Hahn	Climatisation dans les transports publics
1283	Lex Delles	Tourisme fluvial
1285	Claudia Dall'Agnol	Trafic sur les autoroutes
1288	Taina Bofferding	Badge social
1289	André Bauler	Atelier principal des Ponts et Chaussées à Diekirch
1291	Max Hahn	Ligne de bus entre Arlon et Esch-Belval
1296	Cécile Hemmen	Prisonniers LGBT
1391 urgente	Laurent Mosar	Société «Security-Service-Schmitt»

Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0273 (09.05.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **certificats d'émission de CO_2:**

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances au sujet des certificats d'émission de CO_2.

La presse étrangère rapportait récemment le cas d'un ressortissant britannique, sous le coup d'un mandat d'arrêt international et arrêté aux États-Unis, qui serait à la tête d'un carrousel TVA. Il aurait entre 2009 et 2010 dans le cadre de transactions portant sur des certificats d'émission de CO_2, à lui seul, fraudé le fisc de quelque 136 millions d'euros. Le fisc allemand se dit plus généralement victime d'une moins-value de 850 millions d'euros. La Deutsche Bank serait également impliquée dans l'affaire.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Les Ministres peuvent-ils exclure que des certificats d'émission dé CO_2 attribués aux entreprises luxembourgeoises ont fait partie de ces transactions?

- Les Ministres peuvent-ils exclure que des établissements de crédit ou autres établissements financiers luxembourgeois ont été impliqués dans de telles transactions frauduleuses?

Réponse commune (06.06.2014) de **M. Etienne Schneider,** Ministre de l'Économie, et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'administration luxembourgeoise compétente n'a pas connaissance que des entreprises luxembourgeoises aient fait partie de fraudes «carrousel» européennes.

L'administration luxembourgeoise compétente n'a pas non plus connaissance que des banques ou autres établissements financiers luxembourgeois aient été lésés par des fraudes de ce type.

En outre, déjà en 2010, le Gouvernement luxembourgeois a estimé indispensable d'écarter toute possibilité de monter une fraude carrousel TVA portant sur des certificats d'émission de CO_2 moyennant une modification de l'article 26 de la loi TVA par la loi du 2 juillet 2010 (Mémorial n°102, page 1829, entrée en vigueur le 1er juillet 2010).

Question 0355 (17.06.2014) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **«loi TGV»:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays 2014, le Ministre d'État annonçait l'importance que le nouveau Gouvernement apporterait à la simplification administrative et parlait, même déjà avant une quelconque mesure concrète soulageant les citoyens et entreprises, de la «simplification de la simplification». En outre, le Ministre d'État proclamait que la loi dite «Omnibus» serait avec effet immédiat une «loi TGV» et promettait son dépôt «avant les vacances de Pentecôte». Or, on peut constater qu'à part un changement de nom, cette loi annoncée n'est toujours pas déposée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir un délai réaliste quant au dépôt de ce texte?

- Annoncé comme un texte «nouveau qui va plus loin que ce qu'envisageait le Gouvernement précédent», tenant «compte d'aspects auxquels on ne s'intéressait pas jusqu'ici», quelles sont les mesures concrètes auxquelles travaille le Gouvernement?

Réponse (18.07.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°0355 du 17 juin 2014, l'honorable Député Félix Eischen demande si, d'une part, Monsieur le Ministre est en mesure de fournir un délai réaliste quant au dépôt de ce texte et, d'autre part, quelles sont les mesures concrètes auxquelles le Gouvernement travaille.

En réponse à ces questions, permettez-moi de rappeler d'abord le contexte et l'historique de ce projet:

Suite aux propositions de simplification administratives présentées initialement par l'UEL le 22 novembre 2012, le Ministère d'État a piloté une série de réunions bilatérales ayant servi à la préparation d'une liste d'engagements pris sous l'ancien Gouvernement et communiqués par celui-ci à l'UEL à l'occasion d'un «forum investissement».

En dépit de l'annonce de l'ancien Gouvernement de vouloir transposer ces engagements à brève échéance moyennant l'adoption d'une loi dite «Omnibus» et nonobstant les propositions complémentaires formulées par l'UEL, le Gouvernement actuel a dû constater non seulement que le projet «Omnibus» n'a pas pu être finalisé dans les délais préconisés, mais également l'inexistence de travaux législatifs afférents entamés.

Face à ces constats, le Gouvernement issu des élections d'octobre 2013 m'a chargé du suivi et de la mise en œuvre de la loi dite «Omnibus», ainsi que de la reprise du dialogue avec les administrations concernées et les différentes parties prenantes en vue d'une simplification accélérée des procédures administratives.

Ces travaux, pilotés par la plateforme interministérielle de réforme et de simplification administrative présidée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ont permis d'identifier, à partir d'un examen des procès-verbaux existants, cinq engagements concrets de nature législative, suscep-

tibles d'être réalisés à court terme moyennant adoption d'une loi «Omnibus». Il s'agissait en l'occurrence:

1. de l'introduction du principe de l'accord tacite en matière d'autorisations de construire;

2. de la suppression de l'autorisation du Ministre de l'Environnement pour les constructions à l'intérieur du périmètre constructible situées à proximité d'un bois ou d'un cours d'eau;

3. de l'introduction des classes 1A et 1B en matière d'établissements classés;

4. de l'introduction d'une possibilité de reclassement d'établissements de la classe 3 en classe 4;

5. de l'introduction d'une possibilité d'option pour les entreprises de séparer l'autorisation de construire de l'autorisation d'établissement, sous la condition du dépôt d'une garantie bancaire.

Le projet de loi actuel, tout en restant fidèle à l'approche initiale par la reprise de la plupart des quelques engagements identifiés, est le résultat d'un travail de concertation et de coordination très intensif au cours des mois passés qui a permis de dégager de nombreuses propositions complémentaires.

Le réexamen des engagements politiques de mai 2013 et la reprise active du dialogue politique avec les acteurs et administrations concernés ont en effet permis d'identifier toute une série d'autres pistes en vue d'une simplification accélérée des procédures administratives à la source. Parmi les mesures complémentaires proposées figurent certaines des propositions initiales de l'UEL restées sans suite, mais aussi des initiatives qui témoignent d'une nouvelle dynamique déclenchée par l'effet d'un dialogue transversal avec différentes parties prenantes.

À titre d'exemple la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, que l'ancien Gouvernement avait décidé de ne pas modifier à court terme dans le cadre de la loi «Omnibus», fait désormais l'objet de pas moins de 33 articles modificatifs. De même la réglementation actuelle de la publicité que l'ancien Gouvernement n'avait pas jugée opportun de modifier en dépit d'un contentieux important et régulier en la matière, a été revue dans l'optique non seulement d'une régularisation de la situation existante, mais d'une simplification plus substantielle du régime d'autorisation en place. Le projet constitue de ce fait un premier pas décisif en direction d'un screening systématique de l'ensemble des procédures et d'une nouvelle approche structurée, institutionnalisée à travers la mise en place d'une plateforme interministérielle de nature à la fois politique et administrative.

Les différentes propositions ont été élaborées en collaboration active et à géométrie variable avec ou par les différents départements concernés au gré d'une trentaine de réunions multilatérales et de plusieurs entrevues ministérielles avec l'UEL et le Syvicol. Elles s'articulent désormais non plus autour des trois lois cadres envisagées initialement, mais bien autour de 13 lois et arrêtés grand-ducaux différents faisant chacun l'objet d'un chapitre de l'avant-projet de loi.

Point de vue timing, un premier projet consolidé a pu être transmis pour avis aux membres de la plateforme interministérielle au début du mois de juin. À l'issue d'un ultime tour de concertation politique, le projet a pu être présenté une première fois au conseil de Gouvernement le 25 juin et déposé enfin à la Chambre des Députés le 16 juillet 2014, soit à peine six mois seulement après la mise en place de la plateforme interministérielle de réforme et de simplification administrative.

Le projet de loi ayant été déposé entre-temps, l'honorable Député sera désormais en mesure de prendre connaissance de l'ensemble des propositions concrètes élaborées par le Gouvernement.

Question 0360 (18.06.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **barrières linguistiques dans le secteur de la santé:**

Vu la part importante de professionnels de santé en provenance des pays limitrophes du Luxembourg, les barrières linguistiques entre le personnel et les patients ont fait l'objet de nombreuses discussions.

Dans le domaine de la prise en charge psychologique, la communication entre un patient et son thérapeute constitue la colonne vertébrale des soins conférés. L'état psychique critique de certaines personnes concernées risque de provoquer des tentatives de suicide ou d'autres incidents et nécessite un encadrement immédiat et conséquent. Il est dès lors crucial qu'en cas d'urgence le personnel présent dans les institutions aura les compétences linguistiques pour permettre aux patients de s'exprimer dans leur langue maternelle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que la situation linguistique dans les institutions médicales constitue un problème?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle intervenir afin de trouver une solution dans l'intérêt des patients?

Réponse (18.07.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les diverses dispositions législatives, tant pour les médecins que pour les professions de santé, prévoient que ceux-ci doivent se familiariser avec la situation luxembourgeoise et sont tenus d'acquérir les connaissances linguistiques nécessaires à leur activité au risque de voir engagée leur responsabilité disciplinaire, civile ou pénale.

En vue de favoriser l'acquisition des connaissances linguistiques éventuellement déficientes, les employeurs des structures de soins luxembourgeoises ont mis en place des facilités destinées à permettre à leurs employés de suivre des cours correspondants afin de pouvoir communiquer dans les trois langues officielles du Luxembourg; à savoir le luxembourgeois, le français et l'allemand.

De plus, il y a lieu de rappeler que de nombreux professionnels manient l'anglais et d'autres langues maternelles telles que le portugais ou l'italien et seront à même de servir d'interprète en cas de besoin.

Il en résulte que lors de la prise en charge d'un patient dans une structure de soins, une communication et un partage d'information peuvent être assurés afin de cerner la problématique ayant été à l'origine de la demande de prise en charge.

S'il s'avérait que le patient se trouve dans une situation d'urgence, les médecins et le personnel de soins sont est en mesure de gérer cette situation, et cela préalablement à la prise en charge proprement dite pour le problème sous-jacent.

Ceci vaut d'ailleurs également pour les diverses pathologies psychiques qui, après une prise en charge de la phase critique, devront être relayées aux professionnels compétents.

Si Madame la Députée disposait toutefois d'informations plus précises concernant des situations où la non-connaissance, respectivement une connaissance linguistique insuffisante aurait été à l'origine, voire aurait essentiellement contribué à un événement non désirable, je la prierais de me les transmettre.

Question 0363 (19.06.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **bibliothèques régionales:**

La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques a pour objectif de promouvoir l'accès au monde du savoir des citoyens de tout âge et de toute origine.

L'information et la communication passent en grande partie par l'écrit, donc par la lecture. Les nouvelles technologies n'y ont rien changé. Dans ce sens, on peut dire que la promotion de la lecture auprès des adultes est un moyen de promouvoir la participation démocratique. Chez les enfants, la sensibilisation à la lecture constitue une stimulation mentale et intellectuelle qui prévient l'échec scolaire.

Grâce à cette loi, de nombreuses bibliothèques ont été créées et permettent à tout un chacun d'avoir accès, dans un cadre convivial, à toutes les informations et supports mis à leur disposition. De plus, de nombreuses bibliothèques organisent des événements culturels ou pédagogiques et participent ainsi à l'animation culturelle locale et régionale.

La loi citée ci-dessus contient un dispositif d'aides financières permettant aux bibliothèques de fonctionner. Pour pouvoir en bénéficier, les bibliothèques doivent adresser annuellement une demande par écrit avant le 15 mars de l'année précédant celle où l'aide financière est attendue au Ministre ayant dans ses attributions la Culture. Or, il s'avère que bien que les demandes aient été introduites dans, les délais, aucune aide financière n'a été versée pour l'année 2014. Par conséquent, certaines bibliothèques, qui doivent bien entendu aussi verser des salaires, ont des difficultés à joindre les deux bouts et risquent de devoir fermer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Quand ces aides financières seront-elles versées?

2. Pourquoi ne peuvent-elles pas être versées dès le mois de janvier afin que les bibliothèques puissent honorer leurs engagements financiers dans les délais, dont notamment le versement des salariés?

3. Combien de dossiers le Ministère doit-il traiter?

Réponse (18.07.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques et de son règlement d'exécution, le Ministère de la Culture dispose d'un nouvel instrument pour promouvoir la professionnalisation des bibliothèques communales et associatives et pour amener les bibliothèques à remplir les conditions d'agréments en tant que bibliothèques publiques au sens de la loi.

La loi dispose que les frais de fonctionnement des bibliothèques publiques sont à charge des communes ou des associations dont elles relèvent. L'État participe aux frais du personnel et aux autres frais de fonctionnement des bibliothèques publiques par des subventions qui ne peuvent dépasser le taux de cinquante pour cent (50%), jusqu'à concurrence d'un montant de 45.000 euros par an et par bibliothèque publique.

Ad 1. Les aides financières du Ministère de la Culture parviennent aux bibliothèques agréées, gérées par des associations ou communes, au courant du premier trimestre de l'année en cours.

Cette année les aides financières ont été versées entre le 24 juin 2014 et 4 juillet 2014. Les retards de paiement sont imputables, d'une part au vote tardif du budget par la Chambre des Députés et, d'autre part, au nombre important de dossiers à traiter par le Ministère de la Culture au moment de la libération du budget. Ces dossiers concernent tout le secteur conventionné et subventionné.

Ad 2. Conscient du problème, le Ministère de la Culture s'efforcera de verser les aides financières de 2015 au premier trimestre de l'année en cours.

Ad 3. Depuis le 31 décembre 2013, onze bibliothèques bénéficient des aides étatiques en tant que bibliothèques publiques agréées. Il s'agit des bibliothèques de Differdange, Dudelange, Eschdorf, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Luxembourg-ville, Mersch, Troisvierges, Vianden et Wasserbillig-Mertert. Outre le traitement des dossiers de ces onze bibliothèques publiques, le Ministère de la Culture s'occupe des dossiers des 84 conventions ainsi que ceux des huit instituts culturels.

Question 0364 (19.06.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **conséquences de la hausse de la TVA pour les viticulteurs:**

La consommation de vins indigènes va en diminuant, alors même que la qualité des vins et crémants du Luxembourg connaît constamment et depuis de nombreuses aimées un accroissement formidable.

Considérant ces difficultés auxquelles sont confrontées les viticulteurs, les augmentations de taxes annoncées par le Gouvernement lors de sa déclaration du 2 avril risquent de leur poser des problèmes supplémentaires considérables.

Sur base de cet arrière-fond, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- La loi budgétaire du 29 avril 2014, en augmentant le taux d'accises sur les carburants et lubrifiants, ne fait pas référence à d'autres produits soumis à accises dans ce contexte. Monsieur le Ministre peut-il dès lors me confirmer que le taux d'accises sur les produits du terroir vinicoles ne sera pas augmenté?

- Monsieur le Premier Ministre a annoncé au cours de la déclaration du Gouvernement du 2 avril 2014, d'une part que, et au-delà de l'augmentation généralisée du taux de TVA de 15 à 17%, sera notamment aboli le taux intermédiaire de 12% et, d'autre part, que les alcools servis dans le secteur de la restauration seront relevés de 3 à 17% TVA. Le Gouvernement est-il conscient que le coût du vin augmentera in fine à deux égards?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le système de TVA forfaitaire applicable dans le secteur agricole et viticole ne sera pas mis en question?

- À cette double augmentation de TVA qui concerne un seul secteur, s'ajoute encore que le Gouvernement a décidé de modifier sa propre contribution à la mutualité des employeurs, ce qui va conduire à une augmentation des taux de cotisation pour les employeurs, augmentation de cotisation qui touchera également tout le secteur viticole qui lui aussi est créateur d'emplois. Est-ce que le Gouvernement est conscient qu'un secteur économique spécifique sera ainsi touché davantage encore que d'autres par ces décisions gouvernementales?

Réponse (16.07.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Lors de son discours sur l'État de la nation début avril, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que le taux intermédiaire de TVA applicable notamment aux vins de raisins frais titrant 13° ou moins d'alcool, à l'exception des vins enrichis en alcool, des vins mousseux et des vins dits de liqueur, sera maintenu mais augmentera aussi de deux points, à savoir de 12% à 14%.

De même, il a été dit que les boissons alcoolisées vendues dans le secteur Horesca passeraient du taux super-réduit au taux normal.

Monsieur le Premier Ministre ne s'est pas déclaré sur une augmentation des droits d'accise, sachant que le Luxembourg applique actuellement un droit d'accise de 0% aux produits vinicoles.

Le projet de loi qui mettra ces dispositions en place est encore en cours d'élaboration. Il n'est dès lors pas possible de se prononcer plus en détail sur les questions l'honorable Députée Octavie Modert.

Question 0365 (19.06.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **sauvegarde de la mémoire des Juifs victimes, au Luxembourg, du régime nazi:**

Me référant à ma question parlementaire n°2834 du 7 août 2013 et à la réponse de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État de l'époque *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2012-2013)*, j'aimerais m'enquérir de la position du Gouvernement actuel quant aux questions suivantes:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour préserver e. a. le site de Cinqfontaines en tant que lieu de mémoire pérenne?

- Quid du financement d'un monument à Luxembourg-ville à la mémoire des Juifs assassinés par l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale?

- Quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner aux recommandations contenues dans le rapport sur les spoliations des Juifs entre 1940 et 1945?

Réponse (18.07.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député s'interroge sur la position du Gouvernement en matière de sauvegarde de la mémoire des Juifs victimes du nazisme.

Je voudrais tout d'abord informer Monsieur le Député que Monsieur le Député honoraire Ben Fayot m'a remis en date du 25 juin 2014 son rapport sur la «Fondation de la Mémoire de la Shoah» établi dans le cadre d'une mission exploratoire qui lui fut confiée le 13 septembre 2013 par le Premier Ministre de l'époque.

Le Gouvernement est décidé de poursuivre ses contacts en vue d'analyser les différentes recommandations clé du Rapport de 2009 sur la spoliation des biens juifs au Luxembourg entre 1940 et 1945.

En ce qui concerne le site de Cinqfontaines, le Gouvernement rappelle qu'un monument y fut érigé en 1969 en mémoire des victimes juives de la Deuxième Guerre mondiale et notamment des Juifs qui furent rassemblés par l'occupant nazi sur le site de Cinqfontaines avant d'être déportés vers les ghettos et les camps à l'est de l'Europe. Chaque année, au mois de juillet, Cinqfontaines prête son cadre à une commémoration, tradition qu'il serait indiqué de perpétuer.

Enfin, et toujours dans le sillage du rapport de Monsieur Fayot, le Gouvernement se concertera tant avec le Consistoire Israélite qu'avec la ville de Luxembourg sur la forme que pourrait prendre un monument à la mémoire des Juifs

assassinés par l'occupant nazi, monument qui serait mis en place sur le territoire de la ville de Luxembourg dans un lieu qui reste à définir.

Question 0366 (19.06.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **violence domestique subie par les personnes se trouvant en situation irrégulière sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg:**

Le rapport du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence de l'année 2013 a été présenté le 15 mai 2014 par la Ministre de l'Égalité des chances.

Ce rapport mentionne la situation alarmante de personnes victimes de violence domestique alors qu'elles se trouvent en situation irrégulière au Grand-Duché de Luxembourg.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres précités:

1. Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques sur le nombre de personnes victimes de violence conjugale alors qu'elles se trouvent en situation irrégulière sur le territoire luxembourgeois?

2. Les foyers acceptent-ils l'hébergement de personnes victimes de violence domestique malgré le fait qu'elles ne sont en possession d'une autorisation de séjour réglementaire? Dans l'affirmative, quels sont les foyers en question?

3. Dans le rapport susmentionné est écrit que: «(...) La direction de l'Immigration prie les responsables des foyers de s'informer sur le passé des ressortissantes d'un pays tiers qui se sont nouvellement installées au Luxembourg. Dans certains cas, une autorisation de séjour internationale est demandée (...)». Selon cette procédure, les foyers établissent-ils un bilan du passé des personnes afin d'envisager toute solution, même celle d'une demande de protection internationale?

Réponse (11.07.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Les honorables Députés posent un certain nombre de questions relatives aux personnes qui sont victimes de violence domestique encadrées dans des structures conventionnées avec le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA) et se trouvant en situation irrégulière sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le MEGA tient à préciser que la problématique évoquée concerne également d'autres entités publiques s'occupant de ce type de population.

Ad 1. Le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence est un organe consultatif composé de représentants des Ministères de la Justice, de la Sécurité Intérieure et de l'Égalité des chances, de la Police grand-ducale, du Parquet Luxembourg, du Parquet Diekirch, du Service d'assistance aux victimes de violence domestique et du Service Riicht Eraus. Le Comité publie annuellement un rapport au Gouvernement avec des statistiques détaillées sur la violence domestique et un résumé reflétant les discussions menées au sein du Comité sur les différents problèmes liés à la violence domestique, dont celui des personnes se trouvant en situation irrégulière se trouvant sur le territoire luxembourgeois et qui sont encadrées par des services de consultation et/ou centres d'accueil conventionnés avec le MEGA.

Toutefois, livrer des statistiques sur le nombre de personnes victimes de violence domestique se trouvant en situation irrégulière au Luxembourg est un exercice qui est malheureusement difficile à réaliser. Il faut savoir que les séjours dans les structures conventionnées peuvent varier dans la durée du fait que certaines personnes quittent le pays après un certain temps, alors que d'autres ont des séjours prolongés dans les structures concernées. L'établissement de telles statistiques ne peut donc être qu'une photographie momentanée. Toutefois, le MEGA publie des statistiques annuelles concernant les femmes et filles encadrées dans nos foyers et centres d'accueil. Ces chiffres sont publiés aux rapports d'activités annuels du ministère.

Ad 2. Il faut savoir que les victimes, qui contactent les structures conventionnées chargées de l'encadrement psychosocial des victimes de violence domestique, se trouvent souvent dans des situations très difficiles du fait qu'elles ont souvent subi des traumatismes graves suite aux violences perpétrées. Voilà pourquoi, le personnel des structures conventionnées considère d'abord la gravité de la situation individuelle des victimes, ceci indépendamment du fait si elles se trouvent en situation (ir) régulière sur le territoire luxembourgeois. Refuser d'office un encadrement correspondrait à une non-assistance à une personne en danger. Cependant, dans le cas où il s'avère qu'une victime se trouve en situation irrégulière sur le territoire du Grand-Duché, les responsables dans les foyers informent la victime sur la nécessité, soit de procéder à la régularisation de leur statut, soit, dans le cas d'un refus par la direction de l'Immigration, de préparer leur départ dans les plus brefs délais.

Au moment des plateformes de concertation entre te MEGA et les gestionnaires conventionnés, cette problématique est régulièrement évoquée. Il s'agit donc d'un phénomène constaté dans chaque foyer.

C'est d'ailleurs pour donner suite à ces discussions que la Ministre de l'Égalité des chances a proposé la constitution d'un groupe de travail des services pour femmes en détresse concernant la problématique et l'intervention auprès des femmes immigrées: - La constitution d'un groupe de travail avec les diverses entités s'occupant de ce type de population (ADEM, Ministère des Affaires étrangères et européennes - Direction de l'immigration, Ministère de l'Égalité des chances, OLAI, Croix-Rouge, CLAE, ASTI). Le ministère de l'Égalité des chances va prochainement entamer les démarches pour créer ces groupes de travail dans des délais rapprochés, tout en estimant qu'une approche intégrée impliquant tous les acteurs représente le seul moyen pour élaborer des solutions durables.

Ad 3. D'après les informations de nos foyers, le personnel établit des bilans pour chaque cliente hébergée et encadrée, assortie d'un projet de vie afin de rétablir leur autonomie dans les plus brefs délais. Cette démarche peut inclure, le cas échéant, également une assistance pour une demande de protection internationale.

Concernant la position de la direction de l'Immigration reprise au paragraphe 3 de la question parlementaire et publiée au rapport sans avoir été validée au préalable par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes, parce qu'au moins la rédaction ne correspond pas aux termes de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la circulation des personnes et l'immigration.

S'il est vrai que la direction de l'Immigration prie les foyers de s'enquérir sur la situation administrative des seules victimes de violence domestique ressortissantes de pays tiers quant à leur séjour au Luxembourg [aucune information n'est demandée au sujet de victimes qui sont citoyen(ne)s européen(ne)] si il n'est demandé nullement de s'informer sur leur «passé», de même que la direction de l'Immigration n'est certainement pas commettant de bilans reprenant des données sensibles quant à la situation personnelle des personnes concernées.

Par ailleurs, certaines autres affirmations du rapport, telle que celle de prétendre que «les victimes de violence domestique peuvent également rester au pays» (page 38) doivent obligatoirement être différenciée.

Question 0387 (08.07.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **activités de l'aide à la petite enfance:**

L'avenir et le bien-être de l'enfant sont déterminés dans les premiers jours, semaines, mois suivant sa naissance. Il est aujourd'hui acquis que l'accès des familles aux centres de soin, d'éducation et de soutien pour leurs plus jeunes enfants a un impact positif sur le développement et les capacités d'apprentissage futures des enfants. Le Service d'intervention précoce orthopédagogique, connu sous le nom de SEPO, géré par une association sans but lucratif, fondé sur initiative privée en 1981 et reconnu d'utilité publique, y joue un rôle crucial.

L'association offre aujourd'hui différents services pour enfants, familles et professionnels, dont notamment des services d'intervention et d'aide précoce pour enfants entre zéro et six ans et leurs familles. Le nombre de familles recourant à ces services est en pleine croissance et se chiffre à 372 pour l'année dernière.

Depuis 2013, le SDPO fonctionne comme prestataire de services dans le cadre de la loi AEF (loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille). Cela a requis un changement du mode de financement des prestations fournies, indemnisées dorénavant par taux horaire. L'ONE (Office national de l'enfance), instauré par la loi AEF, a en effet mis en place depuis lors une administration qui coordonne les diverses mesures d'aide. Or, d'après une publication récente dans la presse, le bilan annuel de 2013 accuserait un déficit important suite notamment aux tarifs trop bas ou calculés de façon erronée par l'ONE. Dès lors, l'association aurait été obligée de contracter un crédit auprès d'une banque et se trouverait maintenant exposée à un risque d'insolvabilité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Sachant que les activités de l'aide à la petite enfance sont d'une importance primordiale pour notre société. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une association disposant d'une trentaine d'années d'expérience en la matière ne mériterait pas une attention et un soutien particuliers?

2. Est-ce que des entrevues avec des fonctionnaires du ministère ainsi qu'avec le directeur de l'ONE (Office national de l'enfance) ont eu lieu? Si oui, ont-elles abouti à une solution?

3. Monsieur le Ministre a-t-il été saisi d'une demande d'entrevue? Si oui, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de réagir pour remédier aux difficultés pécuniaires du SIPO?

4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun de procéder à une évaluation des activités et procédures de l'ONE alors que sa phase de démarrage est surmontée, afin d'en dégager les forces et faiblesses et de permettre d'éviter à l'avenir des situations précaires à des associations-partenaires?

Réponse (17.07.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse porte toute son attention sur la qualité de l'encadrement de la petite enfance, tant dans les différents contextes institutionnels que dans le contexte du soutien en famille. En particulier les jeunes qui présentent un retard de développement ou bien en risque d'un retard méritent une attention toute particulière de l'ensemble des intervenants dans une démarche cohérente et coordonnée.

Au Luxembourg, plusieurs organismes, dont le SIPO, disposent d'équipes multi-professionnelles particulièrement compétentes en matière d'intervention précoce. Ces compétences ne devront en aucun cas être mises en jeu.

Dans le contexte des forfaits payés par l'Office national de l'enfance (ONE) aux prestataires, le législateur a prévu dans la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, en son article 17 l'attribution de subventions extraordinaires par le Gouvernement à des prestataires «dont les bilans financiers accusent des déficits ...». Le Gouvernement entend soutenir l'a.s.b.l. SIPO pour les années de transition 2013 et 2014 en se basant sur le cadre législatif en vigueur.

Ad 2. Au cours des derniers mois, plusieurs entrevues entre des fonctionnaires du Ministère, de l'ONE et des responsables du SIPO ont eu lieu. Lors de ces entrevues les problèmes énoncés ont été discutés et des solutions ont été présentées, notamment en ce qui concerne le recours à l'article 17 cité.

En ce qui concerne une éventuelle adaptation des tarifs, un recensement des coûts de l'ensemble des services ambulatoires «aide à l'enfance et à la famille» est fait. Le SIPO est en train d'être évalué pour déterminer si les tarifications actuelles, basées sur l'assurance maladie et sur l'assurance dépendance, sont adaptées au secteur «aide à l'enfance» qui présente certaines particularités.

Ad 3. Je recevrai les responsables du SIPO pour une entrevue en date du 29 juillet 2014.

Ad 4. Le SIPO a rejoint le système de financement par forfaits horaires le 1er janvier 2013.

De ce fait le SIPO est encore en phase de transition entre l'ancien système des conventions et le nouveau système de financement par forfaits horaires. Cette transition a impliqué dans l'ensemble des services ambulatoires des modifications importantes au niveau organisationnel, en matière de structure du personnel et en matière de régionalisation. Le nouveau système requiert une meilleure adaptation des prestataires aux besoins toujours changeants de la population cible, une flexibilité conceptuelle etc.

Un audit externe «qualité» pourrait constituer éventuellement une solution. En effet, la quantité de forfaits accordés par l'ONE au SIPO dépasse largement la quantité de prestations réellement effectués par le SIPO. Les besoins et la demande de la population-cible ne constituent donc pas la base des problèmes actuels du SIPO.

Question 0456 (11.08.2014) de **Mme Octavie Modert**, **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **renouvellement du mandat du président de la Commission nationale pour la protection des données:**

D'après un article paru dans la presse écrite, le mandat de Monsieur Gérard Lommel, actuel président de la CNPD, ne serait pas renouvelé.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel sera le profil auquel devra satisfaire le nouveau président?

- Quelle sera la procédure de recrutement?

- Quelle sera par ailleurs la composition future de la CNPD? Quid de son mode de fonctionnement?

Réponse (19.08.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés qui porte sur le renouvellement des mandats des membres de la Commission nationale pour la protection des données qui expirent fin octobre 2014, je tiens à rappeler qu'en date du 8 août dernier un communiqué a été diffusé précisant qu'un appel à candidatures a été publié dans la presse en date du 26 Juillet dernier afin de pouvoir à la vacance de postes. Le délai pour présenter les candidatures est fixé au 18 septembre 2014. Ce n'est qu'après cette date que toutes les candidatures seront évaluées en fonction des critères renseignés dans l'appel à candidatures. Une copie de l'appel public est annexée à la présente.

Conformément à l'article 34 (2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel les membres de la Commission sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en Conseil. Le président est désigné par le Grand-Duc.

Le fonctionnement de la Commission est fixé par l'article 35 de la loi du 2 août précité. C'est sur la base de cet article que la Commission a adopté son règlement intérieur qui a été publié au Mémorial 6 du 28 janvier 2003 ainsi que sur le site de la CNPD (www.cnpd.lu).

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0549 (26.09.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **taxe sur les aliments malsains:**

Une étude de l'Université de Gand suggère de taxer à 10% les produits alimentaires malsains (souvent des produits trop riches en graisses saturées, en sucre et en sel). À politique inchangée, la pandémie de surpoids et d'obésité avec ses conséquences en maladies chroniques continue à augmenter. D'après cette étude, quand on instaure une taxe de 10% sur de la nourriture mauvaise pour la santé, leur consommation diminue de 6 à 10% et, indirectement, impacte sur la santé via une diminution du poids corporel et donc de maladies chroniques telles que le diabète de type 2. En Finlande, la «taxe bonbon» sur les boissons gazeuses, la crème glacée et les sucreries est un succès depuis 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre quelle est la situation actuelle au Luxembourg concernant l'obésité?

- La Ministre pourrait-elle m'indiquer s'il existe une corrélation entre l'obésité et des familles du milieu défavorisé, car les aliments riches en graisse, en sucre et en sel sont très souvent moins chers que les produits sains?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de suivre l'exemple de la Finlande en introduisant une «taxe bonbon», et avec cet argent, subsidier des produits sains alternatifs, des légumes et des fruits pour diminuer leur prix?

Réponse (30.10.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En ce qui concerne l'obésité au Luxembourg, une stabilisation du taux BMI⩾25 est constatée

depuis 2008 auprès des élèves de l'enseignement secondaire. Les variations annuelles de ce taux ne présentant pas de différences significatives. Pour ce groupe de la population, le Luxembourg répond ainsi aux buts recommandés par l'OMS, à savoir l'interruption de la tendance croissante et la stabilisation des taux d'obésité et de surcharge pondérale (BMI⩾25).

- % des élèves des lycées de l'enseignement secondaire avec BMI>25

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
BMI>25	11,8%	12,3%	13,9%	12,7%	11,9%	11,9%	11,6%	11,7%	12,0%

Réf: Rapports d'activité Ministère de la Santé / Division de la médecine scolaire

- Taux BMI⩾25 (surcharge pondérale ou obésité) population au travail / STM

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
% de femmes	40,5	41,4	41,7	43,4	43,9	43,9	45,7	44,3	44,4	48,2	50,2	50,3	49,7	48,1
% d'hommes	56,3	58,6	58,1	59,1	59,0	59,9	61,1	62,4	62,4	66,8	66,2	68,2	66,8	66,3
% de la population totale	50,1	51,8	51,6	52,8	52,8	53,3	54,6	54,8	54,7	58,7	59,1	60,2	59,2	58,1

Réf: Statistiques de l'OECD sur la Santé 2014 / Données du Service de Travail Multisectoriel / examens médicaux d'embauche et de suivi

Concernant les chiffres publiés dans le rapport OECD, il y a lieu de souligner que ces chiffres ne sont pas des chiffres représentant d'une manière significative l'entièreté de la population, puisqu'elles se limitent aux examens d'embauche du Service de Travail Multisectoriel uniquement.

Les problèmes d'obésité ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies dans la plupart des pays de l'OCDE. Au Luxembourg, le taux d'obésité* parmi la population adulte (basé sur des données de poids et de taille mesurés) a progressé de 16,3% en 2000 à 23,0% en 2012. Bien que ce taux reste moins élevé qu'aux États-Unis (35,3% en 2012) et au Royaume-Uni (24,7%), cette forte augmentation de la population obèse devrait entraîner un accroissement des maladies chroniques qui y sont liées (comme le diabète et les maladies cardiovasculaires) et un accroissement des dépenses de santé dans les années à venir.

*Obésité: BMI⩾30

Des corrélations positives entre l'obésité et le statut socio-économique, ainsi que le niveau d'éducation ont été mises en évidence par maintes études menées sur les populations des pays industrialisés.

Des faits similaires que ceux identifiés par: le National Obesity Observatory du Royaume Uni en 2012 s'avèrent justes dans nombre de pays de l'Union Européenne (Réf: NOO data factsheet Adult Obesity and socioeconomic status sept. 2012):

- chez les femmes la prévalence de l'obésité s'accroît avec le niveau de pauvreté;

- en considération avec le niveau d'éducation, ce lien, bien qu'existant pour les deux sexes, est particulièrement marqué pour les femmes;

- des relations positives entre la prévalence d'obésité et l'occupation professionnelle ont également été mises en évidence et ce pour les deux sexes, les taux d'obésité étant significativement plus élevés chez les personnes exerçant des occupations peu qualifiées par rapport à celles poursuivant des emplois de niveau académique.

Ces faits ont également été confirmés dans notre pays, notamment par les enquêtes suivantes:

- HBSC / Health Behaviour in school aged children 2010-2011 - âge: 11-18 ans

Des différences significatives sont identifiées entre la couche socio-économique la mieux située, appelée B1 et celle la moins privilégiée, appelée B3

Déterminant	B1	B3
Prise de petit déjeuner/jamais	23,6%	38,3%
Consommation de fruits au moins 1x/j	41,7%	30,2%
Consommation de légumes au moins 1x/j	37,3%	23,0%
Consommation de soft drinks au moins 1x/j	26,8%	46,3%

Les estimations de BMI, basées sur les poids et tailles autodéclarés, relèvent des taux de surcharge pondérale de 7,2% chez les jeunes du groupe B1 et de 17,1 chez les adolescents du groupe B3.

- Socioeconomic inequality and obesity prevalence trends in Luxembourg, 1995-2007; Tchicaya A; Lorentz N, BMC Research Notes BioMed Central 2012; données basées sur le Panel Socio-économique, Liewen zu Lëtzebuerg;

- Étude ORISCAV / Observation des risques et de la santé cardio-vasculaire au Luxembourg 2007-2008 - Ala'a Alkerwi et al., Enjeux santé, n°4 mars 2012.

Ces études relèvent qu'au Luxembourg aussi il existe de grandes inégalités socio-économiques par rapport aux taux d'obésité. Concernant les femmes, ces différences sont particulièrement marquées pour les niveaux d'éducation, pour les hommes les différences existent surtout en considération des niveaux de qualification professionnelle, montrant en 2007 dans le groupe professionnel «ouvriers», un taux d'obésité double de celui du groupe professionnel managers et académiciens.

L'OMS vient d'ailleurs de publier un rapport «Obesity and inequities/guidance for addressing inequities in overweight and obesity» pour souligner l'accentuation de la problématique et pour appeler les gouvernements à prendre des mesures adaptées.

L'OMS relève avec insistance les faits suivants:

- la prévalence de l'obésité est en croissance dans de nombreux pays d'Europe, la croissance est particulièrement importante dans les groupes socioéconomiques moins privilégiés. Dans l'UE 26% de l'obésité des hommes et 50% de l'obésité des femmes peuvent être attribués à des inégalités du statut éducationnel;

- les gradients des taux d'obésité entre couches sociales s'accroissent en continu, du fait d'un accroissement disproportionné auprès des populations financièrement moins privilégiées accentuant d'une manière considérable les inégalités devant la santé dans les populations;

- l'obésité des femmes enceintes a des répercussions sur la santé de leurs enfants, amplifiant les inégalités de santé à travers les générations;

- l'augmentation de la pauvreté ne fait qu'accentuer ces faits, du fait notamment que souvent les produits alimentaires riches en sucres et en graisses sont relativement bon marché par rapport aux aliments nutritionnels de qualité.

Les moyens à mettre en œuvre pour endiguer l'obésité et la sédentarité doivent être multiples et diversifiés, dans la mesure où les causes de l'obésité et de la sédentarité sont complexes et multifactorielles. D'un côté ces causes sont certes individuelles, mais d'un autre côté elles sont étroitement liées aux circonstances sociétales, voire environnementales.

Dès lors, l'idée de vouloir taxer, sous une forme ou une autre, des produits nuisant à la santé publique déterminés constitue, dans certains cas, une initiative à envisager, ceci à l'instar d'autres États, comme la Finlande, le Danemark ou la Hongrie.

Ainsi, le programme gouvernemental prévoit que «pour contribuer au financement des activités de prévention et de promotion, le Gouvernement préconisera la création d'un «Fonds pour la Santé» alimenté par des taxes supplémentaires réalisées sur les ventes de produits et de substances dont la consommation nuit à la santé, tels que tabac et alcool à haut pourcentage».

La mise au point de cet objectif se fera de concert avec le Ministère des Finances avec pour objectif de contribuer au mieux à des schémas de consommation sains au niveau de la population.

Question 0559 (29.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **contraception:**

La déclaration gouvernementale prévoit que «la législation relative à l'interruption volontaire de grossesse ne fera plus partie du code pénal et sera intégrée dans la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse. Cette législation sera réformée afin de rendre la deuxième consultation facultative».

Notons aussi dans ce contexte que depuis le 1er janvier 2012, les contraceptifs pour jeunes femmes en dessous de 25 ans sont pris en charge à 80% par la Caisse nationale de Santé sur base d'une ordonnance médicale et pour autant qu'il s'agisse d'un moyen contraceptif ne nécessitant pas d'intervention médicale.

Or, les chiffres du Planning familial montrent que plus de la moitié des demandes d'IVG formulées dans les centres du Planning familial proviennent de femmes âgées de plus de 25 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne pensent-ils pas que parallèlement à une légalisation de l'IVG telle que projetée il faudrait renforcer de façon significative les mesures de prévention des grossesses non désirées?

- Comment Madame la Ministre et Monsieur le Ministre se positionnent-ils à l'égard d'une éventuelle prise en charge des moyens contraceptifs pour les femmes au-dessus de 25 ans?

- Ne serait-il pas utile de considérer également la prise en charge des moyens contraceptifs nécessitant une intervention médicale, tel que le stérilet ou l'implant, dont l'utilisation est souvent plus facile et pratique et de ce fait plus sûre?

- Dans cet ordre d'idées Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils d'accord pour dire qu'il serait important de revoir et de développer l'éducation affective et sexuelle et d'y allouer les moyens nécessaires?

Réponse commune (04.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Par le Programme national intitulé «Promotion de la santé affective et sexuelle», http://www.sante.public.lu/ti/actualites/2013/07/sante-affective-sexuelle/index.html signé le 17 juillet 2013 par les Ministres de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Famille, et de l'Égalité des chances, l'engagement a été pris d'élaborer ensemble une stratégie commune pour développer un plan d'action cohérent et complémentaire dans le but de mieux pouvoir promouvoir et protéger la santé sexuelle et affective de la population.

Un des buts importants de ce programme est notamment l'approche holistique en faveur de la santé affective et sexuelle, englobant l'information et l'éducation sexuelle, la promotion d'une sexualité épanouie, responsable, respectueuse de soi et d'autrui, ainsi que la prévention des grossesses non désirées et des maladies sexuellement transmissibles.

Un groupe de travail interdisciplinaire, incluant les principaux acteurs du terrain, a été constitué pour la mise en œuvre des initiatives prévues dans le Plan d'action.

En ce qui concerne les principes du Programme national, qui sont axés sur la promotion de la santé affective et sexuelle, il y a lieu de préciser que la santé affective et sexuelle ne se limite pas aux relations sexuelles proprement dites, mais inclut l'affectivité, le respect et l'intégrité de soi et de l'autre, les spécificités du genre, le droit à l'identité et l'orientation sexuelle, au plaisir, à l'intimité et à la reproduction.

La promotion de la santé sexuelle et affective, qui fait partie de tout processus éducatif s'adressant aux enfants et aux jeunes, joue également un rôle important dans la prévention des grossesses non désirées et des maladies sexuellement transmissibles ainsi que de la violence sexuelle.

Dans le cadre de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de Santé (CNS) portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme, l'État prend en charge les contraceptifs oraux, patchs transdermiques et dispositifs estroprogestatifs vaginaux à hauteur de treize cycles par an au taux de remboursement de 80% jusqu'à la date du 25e anniversaire de l'assurée.

La CNS prend en charge les frais pour les examens et actes médicaux en rapport avec la prescription des contraceptifs, les frais liés au travail administratif relatif au remboursement des honoraires et au paiement des fournisseurs et les frais d'information des intervenants en ce qui concerne le système de prise en charge.

Une extension du programme de médecine préventive à d'autres moyens de contraception, voire à des assurées âgées de plus de 25 ans nécessiterait dès lors une modification de la convention.

Toujours est-il que le projet de la mise à disposition des contraceptifs ne nécessitant pas d'intervention médicale aux femmes de moins de 25 ans, prévoit que dans la mesure de pouvoir assurer à toutes les femmes, et particulièrement aux femmes démunies financièrement, un meilleur accès au contraceptif du meilleur choix, il y a lieu de faciliter l'accès au Planning familial, qui, au besoin, assure la mise à disposition gratuite des moyens de contraception. Le Ministère de la Santé procédera, sur base des chiffres fournis par le Planning familial à l'analyse des demandes introduites au cours des dernières années; ceci en vue de pouvoir évaluer le besoin d'adapter l'offre existante.

Une politique efficace de santé sexuelle, de prévention des grossesses non désirées se doit de considérer les besoins et nécessités de toute la population sexuellement active, tout en prenant en compte tant les spécificités liées au genre, à l'âge, aux spécificités culturelles. Cette façon d'agir ne saurait dès lors se limiter aux seules méthodes de contraception.

Les problèmes de santé sexuelle existant dans notre pays, comme les grossesses non désirées, les détresses et violences liées à la sexualité, les relations sexuelles peu respectueuses, voire violentes ne se limitent nullement à la population jeune. À elle seule, la prise en charge des contraceptifs ne résoudra pas ces problèmes. Aussi l'information et la sensibilisation de la population plus âgée, l'incitation des femmes et des hommes en vue d'adopter des attitudes individuelles responsables dans leur vie sexuelle constituent des priorités d'action.

Le choix de la contraception devra être celui du meilleur choix, sûr en ce qui concerne la protection recherchée, mais également sûr pour la santé de l'utilisatrice, et évalué entre la femme, respectivement l'homme et le médecin ou le centre d'aide et de conseil spécialisé.

Le Plan d'action du programme national, qui envisage de nombreuses initiatives à différents niveaux, devrait ainsi contribuer, et de manière significative, à la promotion de la santé affective et sexuelle de toute la population.

Question 0562 (29.09.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**exportation de produits pétroliers provenant de raffineries contrôlées par le Groupe terroriste «État islamique»:**

Depuis quelques jours, les médias informent qu'une dizaine de raffineries d'Iraq et de Syrie, pays exportateurs de produits pétroliers, seraient contrôlées par le groupe terroriste «État islamique» (EI). Selon les médias, les produits seraient exportés entre autres à différents États membres de l'Union européenne. Les raffineries concernées généreraient un chiffre d'affaires à hauteur de deux millions de dollars par jour, avec lequel l'EI s'approvisionnerait entre autres en armes.

Le Luxembourg importe les produits pétroliers principalement via la Belgique, mais également via la France et l'Allemagne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaire étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les Ministres sont-ils informés du fait que des produits provenant de raffineries contrôlées par l'EI sont exportés à des pays membres de l'Union européenne?

- Le Luxembourg est-il concerné par ces exportations?

- Le Gouvernement entend-il intervenir auprès de l'Union européenne afin d'empêcher le commerce extérieur de produits pétroliers issus de raffineries contrôlées par le groupe terroriste?

Réponse commune (30.10.2014) de **M. Jean Asselborn,** M*inistre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar concernant l'importation au Luxembourg de produits pétroliers provenant de raffineries contrôlées par le groupe terroriste «État islamique en Iraq et au Levant/Da'ech» nous pouvons vous communiquer les informations reprises ci-après:

L'information selon laquelle l'organisation terroriste «État islamique en Iraq et au Levant/Da'ech» (dénommée ci-après «EIIL») aurait pris le contrôle de différents gisements de pétrole et raffineries se trouvant en Iraq et en Syrie circule dans la presse depuis quelques semaines. D'après le centre d'analyse de renseignement de l'Union européenne la source dominante de financement de l'organisation est en effet la contrebande de pétrole. Grâce aux recettes de la vente du pétrole, l'EIIL peut financer ses activités. Le centre d'analyse de renseignement estime que la vente se fait majoritairement à travers des intermédiaires locaux (tribus) et le pétrole est consommé localement, entre autres par les forces armées syriennes.

Il est intéressant de situer les volumes en cause par rapport au marché mondial: si la production d'avant-guerre de la région contrôlée par l'EIIL se situait autour de 500.000 barils par jour, la production journalière actuelle serait d'environ 80.000 barils par jour[1] par rapport à la consommation journalière mondiale d'environ 92.000.000 barils/jour[2]. Selon le centre d'analyse ce volume de production ne peut que décroître car l'expertise de l'EIIL est insuffisante et l'infrastructure n'est pas renouvelée.

Le Luxembourg est obligé d'importer la totalité de sa consommation en produits pétroliers finis. Ces produits pétroliers finis sont importés de Belgique (77%), d'Allemagne (17%), des Pays-Bas (5%) et de France (1%)[3].

Il convient de noter dans ce contexte que l'UE a mis en place un embargo sur les exportations de pétrole en provenance de la Syrie (Décision 2011/273/PESC du Conseil du 9 mai 2011). Cette décision comporte une interdiction sur l'achat, l'importation et le transport de pétrole ou de produits pétroliers en provenance de la Syrie.

Le Luxembourg soutient en outre pleinement les efforts entrepris par la communauté internationale pour contrer la menace terroriste de l'EIIL et des combattants terroristes étrangers en Syrie et en Iraq, tout en soulignant le besoin d'une stratégie commune respectant les Droits de l'Homme, les libertés fondamentales et la primauté du droit international. Le Luxembourg a voté en faveur des résolutions 2170 (2014) et 2178 (2014) du Conseil de Sécurité qui réaffirment que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, constitue une des menaces les plus sérieuses contre la paix et la sécurité internationales et demandent des États membres une action d'ensemble contre ce fléau à l'échelle mondiale.

Ces résolutions rappellent, en outre, que l'EIIL a été inscrite, en date du 30 mai 2013, sur la liste des sanctions contre «Al-Qaïda» établie par le Comité du Conseil de Sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011). Les résolutions du Conseil de Sécurité interdisent tout échange commercial direct ou indirect avec l'EIIL et demandent aux États membres de prévenir et de réprimer le financement des actes de terrorisme en veillant à ce qu'aucun fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques ne soient mis directement ou indirectement à la disposition de ce groupe terroriste.

Cette position est également reflétée dans les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 30 août 2014 et du Conseil des Affaires étrangères du 20 octobre 2014, demandant entre autres une utilisation plus efficace des mesures restrictives existantes par le Conseil et les États membres afin d'empêcher l'EIIL de bénéficier de la vente illicite de produits pétroliers ou d'autres ressources sur les marchés internationaux conformément aux dispositions prévues dans les résolutions 2170 et 2178.

Respectueux de ces lignes directrices et de sa propre politique étrangère, le Luxembourg soutient donc pleinement toute mesure à l'encontre de l'EIIL, y compris les actions qui visent à éliminer ses sources de financement.

[1] IEA, Oil market report août 2014

[2] Ibid.

[3] Energy policies of IEA countries, 2014 Luxembourg review

Q242

Question 0581 (02.10.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**accès des citoyens aux données concernant la gestion et la tarification de l'eau:**

La convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, transposée en droit national par la loi du 31 juillet 2005, de même que la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement, transposée également en droit national, prévoient que les autorités publiques sont tenues de communiquer les informations relatives à l'environnement qu'elles détiennent, ou qui sont détenues pour leur compte, aux personnes qui en font la demande. Ce droit est ouvert à toute personne sans que le demandeur n'ait à justifier d'un intérêt. Le même droit s'applique aux associations d'utilité publique œuvrant dans ce domaine.

Dans ce cadre, j'aimerais souligner que la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, qui crée un cadre pour la protection et la gestion des eaux, poursuit une multitude d'objectifs visant une meilleure protection de l'environnement en général et des eaux en particulier, la prévention à toute dégradation supplémentaire, la préservation et l'amélioration de l'état des eaux souterraines et terrestres et des écosystèmes aquatiques. J'estime que toutes les informations liées à cette loi sur la gestion de l'eau, y compris les données nécessaires pour le calcul du prix de l'eau, doivent être accessibles au public et aux personnes qui en font la demande. Une partie de ces informations se trouve auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau auprès du Ministère de l'Environnement, d'autres sont collectées et traitées par les administrations communales et syndicats intercommunaux.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Partagez-vous l'avis que toutes les informations liées à la gestion de l'eau, y compris les données nécessaires pour le calcul du prix de l'eau, doivent être accessibles au public?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les autorités publiques nationales et locales obligées à délivrer ces informations aux personnes qui en font la demande?

3. Ne serait-il pas utile de mettre toutes ces informations à la disposition du public, soit au niveau communal, sur internet, soit de façon centralisée, sans que des personnes ne soient obligées de les demander expressément?

Réponse commune (04.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Concernant les points soulevés à la question parlementaire n°581 de l'honorable Député Justin Turpel qui a pour objet l'accès des citoyens aux données concernant la gestion et la tarification de l'eau, nous nous permettons de fournir les réponses suivantes:

1. En principe, toutes les données qui remplissent les conditions de la définition «information environnementale» au titre de la loi modifiée du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement sont accessibles au public. Par conséquent les informations liées à la gestion et à la protection de l'eau remplissant les conditions de l'article 2 de la loi précitée peuvent être divulguées au public. Certaines données nécessaires pour le calcul du prix de l'eau ne font pas partie des informations environnementales. S'y ajoute que la loi précitée prévoit de nombreux cas justifiant, pour des motifs différents, des restrictions à la divulgation d'une information environnementale. Il en est plus particulièrement de certaines données détenues par les autorités publiques, notamment afin de ne pas porter atteinte à la confidentialité ni des informations commerciales ni des données à caractère personnel.

2. Au regard de la nature des données concernées et au regard des compétences respectives, les administrations communales, les syndicats intercommunaux ainsi que le Ministère de l'Intérieur et le Département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures disposent des données liées au calcul du prix de l'eau.

3. Aux fins de transparence, il serait certes utile de rendre public les données concernées. Il va sans dire que les modalités y relatives doivent faire l'objet d'un examen approprié.

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015

Question 0834 (12.01.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **demandeurs d'emploi hautement qualifiés:**

Il va sans dire que les efforts déployés en matière d'orientation professionnelle jouent un rôle déterminant dans la lutte contre le chômage des jeunes. Dans ce contexte, les auteurs du plan national de mise en œuvre de la garantie pour la Jeunesse ont noté que «des efforts ont été récemment accomplis afin d'obtenir des statistiques précises sur les secteurs de l'économie porteurs de création d'emplois». De l'autre côté, il existe de nombreuses formations, telles la formation de psychologue, touchées particulièrement par le chômage intellectuel.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les branches ou métiers qui annoncent régulièrement des emplois via l'ADEM et qui ne trouvent pas suffisamment de personnes qualifiées pouvant occuper les postes déclarés vacants? Quelles sont les branches économiques les plus touchées par un déficit persistant de candidats?

- Quels sont les profils professionnels spécifiques qui sont le plus souvent demandés aux niveaux supérieur et universitaire?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les formations les plus touchées par le chômage intellectuel et quel est le nombre de demandeurs d'emplois concernés dans ce contexte?

- Combien de ces demandeurs d'emploi bénéficient d'une mesure du type CAE ou CIE? Quels sont les principaux secteurs qui ont bien voulu prendre en charge les personnes concernées?

- Combien de demandeurs d'emplois hautement qualifiés sont inscrits à l'un ou l'autre programme de réorientation professionnelle?

- L'ADEM pense-t-elle le cas échéant à des programmes destinés à orienter plus systématiquement les bacheliers, qui viennent d'abandonner des études postsecondaires et qui ne trouvent pas directement un emploi, vers l'artisanat dont la variété et les exigences des profils professionnels ne sont plus à démontrer?

Réponse (13.02.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Faisant suite à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler, je me permets de donner les éléments de réponse suivants:

Quant aux branches ou métiers qui annoncent régulièrement des emplois via l'ADEM et qui ne trouvent pas suffisamment de personnes qualifiées pouvant occuper les postes déclarés vacants, il y a lieu de relever que «la durée de vie» des offres d'emplois dans la banque de données de l'ADEM constitue un indicateur quant au déficit de candidats potentiels. À cet égard, ce sont notamment les secteurs des banques et assurances (gestionnaires d'organisme de placement collectif, comptables, analystes financiers, fiscalistes), le secteur de l'informatique, le secteur du support à l'entreprise (notamment des auditeurs) qui connaissent un déficit persistant de candidats appropriés.

Les profils professionnels demandés à l'ADEM manquent souvent de précision alors que, selon la déclaration de poste vacant, le poste peut être occupé par un demandeur d'emploi présentant une expérience certaine qui peut compenser le cas échéant un diplôme postsecondaire. En ne se basant que sur les postes vacants déclarés pour lesquels un niveau d'études supérieures déterminé est exigé, on constate que 40% des offres d'emploi déclarées à l'ADEM s'adressent à des profils professionnels de niveau supérieur. Ceci est notamment le cas pour le secteur des banques et assurances ainsi que pour celui du support aux entreprises (auditeurs e. a.).

Quant à la question de savoir quelles sont les formations les plus touchées par le chômage intellectuel et quel est le nombre de demandeurs d'emploi concernés, l'ADEM s'est basée sur les demandeurs d'emplois inscrits qui peuvent se prévaloir au moins de trois années postsecondaires réussies.

Dans ce contexte, on constate que fin décembre 2014 il y avait par exemple 143 juristes inscrits, 233 économistes (économie agricole et économie commerciale), 76 demandeurs qui ont étudié une ou plusieurs langues, 135 gestionnaires d'entreprise, 102 informaticiens...

En 2014, 88 jeunes demandeurs d'emploi diplômés ont bénéficié d'une mesure type CIE (82) ou CAE (6) et ce notamment dans les secteurs financier, gestion, construction, informatique...

L'ADEM propose plusieurs programmes qu'on peut qualifier de programme de réorientation professionnelle; en 2014, 161 personnes pouvant se prévaloir d'un bac plus cinq ont pu bénéficier d'un coaching par un consultant spécialisé de l'ADEM, 442 demandeurs ont participé à un atelier «création d'entreprise», 144 demandeurs ont pu profiter en 2014 du programme «fit for financial market» et 13 demandeurs ont participé au programme «45+ relancer ma carrière».

Finalement, en ce qui concerne l'orientation des bacheliers qui viennent d'abandonner leurs études postsecondaires, le Service d'orientation professionnelle de l'ADEM est un interlocuteur important pour les bacheliers, qui viennent d'abandonner leurs études et sont de suite à la recherche d'un nouveau projet professionnel. Ce service dirige les jeunes dans leur choix professionnel, les oriente vers les différents métiers qui pourraient correspondre à leurs intérêts et leurs aptitudes. Le Service d'orientation professionnelle est également responsable du placement en apprentissage. Il donne des conseils et assiste les jeunes dans leur recherche d'un poste d'apprenti en leur communiquant des adresses d'entreprises ayant déclaré de tels postes.

Dans le cadre de la garantie pour la jeunesse, les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits à l'ADEM bénéficient tous d'un nouveau mode d'accompagnement («Parcours personnalisé») que l'ADEM a mis en place afin de mieux détecter les capacités, les aptitudes et les besoins d'encadrement. Ce profiling se basant sur des critères objectifs (formation, expérience, compétence linguistique, état de santé) permet à l'ADEM de mieux orienter le demandeur d'emploi vers l'offre de service qui correspond à ses besoins, y compris l'artisanat.

Question 0990 (13.03.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **lutte contre la pédophilie:**

Des informations récentes font état de tendances inquiétantes en ce qui concerne les matériels pédopornographiques mis en ligne, notamment l'accroissement de la demande et la baisse de l'âge des victimes (selon Europol, 10% d'entre elles ont moins de deux ans).

Grâce à un nombre élevé de logiciels (des systèmes de scan d'e-mails, des services de numérisation d'images automatisé, etc.), il est aujourd'hui plus facile à retrouver des pédophiles qui sévissent sur Internet. Mais selon mes informations, la police et les autorités judiciaires sont souvent surchargés par manque de personnel et de technologie.

Pour pouvoir gérer et analyser les quantités de matériel de pornographie infantile, saisis lors de perquisitions, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Comment la Police grand-ducale compte-t-elle intervenir et quelles mesures prévoit-elle pour contrer ce fléau qu'est la pédophilie?

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner si la Police grand-ducale a assez de personnel pour lutter efficacement contre la pédophilie en croissance?

- Est-ce que la Police grand-ducale est en possession de ces logiciels spécifiques de détection?

- Dans la négative, les Ministres envisagent-ils d'investir dans des meilleurs logiciels pour détecter plus vite du matériel déchargé sur des ordinateurs pour inculper une personne en possession du matériel pédopornographique sur son ordinateur?

- Au Luxembourg, quel est le délai moyen de traitement du matériel perquisitionné tenant des données pédopornographiques?

Réponse commune (16.04.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La pédopornographie constitue un phénomène international. Le service de police judiciaire n'est donc pas seulement amené à mener des enquêtes judiciaires nationales, mais donne également un appui lors de l'exécution de commissions rogatoires internationales. À l'heure actuelle 27 affaires judiciaires sont en cours avec une tendance croissante. Il échet de souligner que la majorité de dénonciations viennent de l'étranger.

L'évolution permanente des affaires en cours nécessite dès lors une adaptation des moyens et une priorisation des affaires.

Le service de police judiciaire ne dispose pas des logiciels spécifiques de détection. Cependant les services de police disposent d'un programme informatique performant permettant d'isoler les images à caractère pédopornographique. Il va sans dire que la progression incessante des moyens d'Internet nécessite une adaptation permanente des enquêteurs aux médias informatiques.

Tout ordinateur saisi est analysé par le service compétent et l'extraction de toutes les données informatiques ainsi que l'expertise prennent entre quatre et six mois. Les délais d'enquêtes varient selon le volume de données saisies.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'études scientifiques qui établiraient une corrélation entre la prostitution et la pédopornographie.

Question 0991 (13.03.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **classement international sur la transparence de l'aide au développement (Aid Transparency Index):**

Selon une information diffusée par RTL.lu, le Luxembourg se classe 50e sur 68 pays dans la catégorie «very poor» selon le «Aid Transparency Index» de 2014. Ce score constitue une dégradation par rapport aux années précédentes, où le Luxembourg figurait déjà parmi les pays affichant un résultat plutôt médiocre d'après l'analyse de l'«Aid Transparency Index». Entre autres, le Luxembourg se fait critiquer du fait qu'il n'est pas membre de l'«International Aid Transparency Initiative».

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi le Luxembourg - qui fait un effort très considérable en matière de coopération au développement - affiche un résultat aussi mauvais dans un classement international sur la transparence de l'aide au développement?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Luxembourg n'est pas membre de l'«International Aid Transparency Initiative»?

Réponse (23.03.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. La coopération luxembourgeoise attache et a toujours attaché une grande importance à la transparence, prévisibilité et au contrôle de son action à tous les niveaux.

C'est la raison pour laquelle son cadre stratégique est public avec les stratégies sectorielles et thématiques. Les conditions générales de fonctionnement avec les ONG de développement et d'action humanitaire sont également accessibles au public, tout comme les Programmes indicatifs de coopération (PIC) avec les pays partenaires. Je présente d'ailleurs en Commission des Affaires étrangères régulièrement les nouvelles démarches en matière de PIC et fais un débriefing sur chaque commission de partenariat. Depuis quelque temps nous publions des brochures par pays partenaire avec les indications sur le contenu de nos projets et programmes ainsi que sur les engagements financiers en la matière.

En matière de prévisibilité il est essentiel que nos partenaires dans le Sud soient assurés dans un cadre multi-annuel des déboursements, détaillé par secteur et par localisation géographique, tout comme au niveau du rythme de déboursements. Le PIC donne cette clarté, qui est encore davantage précisée dans les documents de projets signés par les parties et ajoutent encore à la prévisibilité financière.

Celle-ci est aussi garantie de manière pluriannuelle dans nos accords-cadres avec les ONG luxembourgeoises agréées et dans les accords de partenariat stratégique avec les agences des Nations Unies qui nous sommes les plus proches.

Finalement, pour ce qui est du contrôle de nos engagements au niveau international, nous avons en tant que membre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE une obligation de rapportage très précis suivant les standards du Système de notification des pays créanciers (SNPC). L'OCDE n'est ici pas une simple instance d'enregistrement des chiffres de l'aide publique au développement, mais elle vérifie aussi les notifications et demande des corrections en cas de besoin.

2. Prenant en compte les conclusions de la 1ère réunion de haut niveau du partenariat mondial pour une coopération efficace qui s'est tenue en avril 2014 à Mexico et sachant qu'il faut aller plus loin en matière d'efficacité de l'aide, la coopération luxembourgeoise s'est dotée en automne 2014 d'un plan d'action pour l'efficacité du développement que j'avais l'honneur de présenter à la Chambre et qui énumère huit objectifs dont celui de la transparence et redevabilité mutuelle. Ce plan d'action qui couvre les années 2014-2016 prévoit aussi de nous conformer à terme aux normes et via les canaux du mode IITA (IATI en anglais) et donc de pouvoir adhérer à cette initiative.

3. Les préparatifs sont en cours, mais nécessitent beaucoup de travail additionnel non seulement de mon département mais de tous les acteurs de la coopération luxembourgeoise, y compris des ONG. Il ne s'agit en effet pas d'adhérer simplement aux principes de la transparence que met en avant cette initiative, voire de les appliquer, mais de mettre en place un nouveau système statistique qui exige une mise à jour très régulière.

4. Pour une meilleure compréhension des exigences techniques je me permets de développer ici quelque peu l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide:

L'IITA est née en 2008 lors du forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Accra, en vue de suivre l'engagement pris par la communauté internationale pour une meilleure transparence de l'aide au développement envers les pays partenaires. L'IITA se veut complémentaire au rapportage déjà existant auprès du CAD de l'OCDE, notamment le Système de notification des pays créanciers (SNPC) et le «Forward Spending Survey».

Pour mesurer la transparence des pays donateurs, IITA a développé un index qui se mesure à partir de 39 indicateurs regroupés en trois catégories.

À travers une pondération des indicateurs, le poids de chaque catégorie pour déterminer l'index de transparence se présente comme suit:

- engagement vis-à-vis de la transparence: 10%;

- organisation institutionnelle: 25%;

- base de données informatique accessible en ligne: 65%.

Les deux premières catégories analysent la transparence sur base de l'existence et de l'accessibilité d'un certain nombre de documents stratégiques; législation, stratégies, rapports annuels, budget, documents de projet. À ce niveau, IITA estime que le Luxembourg se classe de manière honorable: «It performs well on organisation planning information and scores higher than the index average on the provision of project documents.»

Ce jugement clément de l'IITA peut s'expliquer par le fait que le site de la coopération au développement du Luxembourg et celui de notre agence d'exécution Lux-Development, donnent accès à une vaste gamme d'information: législation, stratégies sectorielles, programmes indicatifs de coopération, résumés exécutifs des évaluations, rapports annuels, fiches signalétiques des projets, etc., qui répond en grande partie aux exigences des indicateurs de la catégorie et qui garantissent à nos partenaires une bonne transparence et prévisibilité.

Pour ce qui est de la 3e catégorie d'indicateurs, à savoir ceux liés à l'existence d'une base de données informatique, disponible en ligne, et listant l'ensemble des projets/programmes d'aide au développement selon certains critères, le résultat du Luxembourg est jugé insuffisant : «It performs poorly on financial data on individual activities and performance information (results, conditions and impact appraisals), particularly the latter for which it does not score any points.»

Cette évaluation négative s'explique par le fait que la coopération luxembourgeoise ne peut effectivement pas donner accès à une telle base de données à partir de son site Internet. Selon IITA, la base SNPC du CAD n'est pas suffisamment transparente, car elle ne propose que les déboursements effectifs mais aucune prévision.

Selon IITA, les prévisions de déboursements devraient également être accessibles en ligne et mises à jour sur une base mensuelle, voire trimestrielle. Adhérer à ce principe exigerait que chaque partenaire de la coopération luxembourgeoise, y compris les ONG, soumette chaque mois/trimestre, la programmation financière de ses programmes sous forme électronique standardisée, afin que la direction de la Coopération publie ces chiffres en ligne.

Considérant le poids de l'existence d'une telle base de données dans le calcul de l'index de transparence (65%), on comprend le faible score attribué au Luxembourg par IITA.

Il est certain qu'à l'avenir, le Luxembourg œuvrera à améliorer son classement IITA, notamment en ajoutant des liens supplémentaires sur son site pour fournir de l'information complémentaire. Des discussions sont également en cours avec LuxDev pour disposer de la programmation financière des projets/programmes sous la forme standardisée exigée par IITA. Par ailleurs, la commission européenne travaille elle aussi sur un nouveau standard commun de reporting financier.

Question 0992 (13.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **«quantitative easing» (QE) prévu par la Banque centrale européenne (BCE):**

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 22 janvier 2015 son programme d'assouplissement quantitatif (QE - «quantitative easing») afin de combattre les tendances déflationnistes et de doper la croissance dans la zone euro via un accès facilité au crédit. Ce programme implique des rachats massifs de dettes publiques et privées à hauteur de 60 milliards d'euros par mois entre mars 2015 et septembre 2016, soit au total 1.140 milliards d'euros en 19 mois. Les rachats de dettes publiques, qui se feraient obligatoirement sur les marchés secondaires, seraient principalement exécutés par les banques centrales nationales qui - via ligne de crédit - porteraient également la majorité du risque (80% contre 20% mutualisé par la BCE) lié à leurs propres obligations d'État.

Ainsi, la Banque centrale luxembourgeoise (BCL) est appelée à devenir active sur les marchés secondaires pour racheter la dette publique luxembourgeoise. Comme cette dernière est limitée et que le programme de la BCE stipule notamment que les banques centrales ne peuvent acquérir plus que 33% de la dette souveraine, la BCL a annoncée de racheter plutôt des dettes d'institutions européennes pour remplir son quota mensuel.

L'idée principale derrière le QE est que les banques concernées par les rachats investiront ces liquidités dans l'économie réelle (prêter aux entreprises ayant des projets afin de faire repartir l'économie). Or, rien n'est moins sûr que ça...

Dans ce contexte, je demande à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quel sera l'effet global du QE escompté pour l'économie européenne (en volume d'investissements supplémentaires et en surplus de croissance économique)?

2. Dans quelle mesure peut-il être exclu ou évité que les nouvelles liquidités soient utilisées en fin de compte à la spéculation financière (investies dans des fonds ou autres produits spéculatifs) et puissent contribuer ainsi à une nouvelle bulle spéculative, comme celle ayant abouti à la crise bancaire, financière et finalement économique et sociale de 2008?

3. Quels sont les autres dangers de l'opération?

4. Quelles seront les modalités pratiques pour le Luxembourg?

5. Quelles seront les dettes que la BCE prévoit de racheter? Le Gouvernement a-t-il une influence sur les choix et opérations de la BCE?

6. Quel sera l'effet escompté pour l'économie nationale?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) est garantie par les traités européens et la législation luxembourgeoise. Le Gouvernement n'intervient pas dans leurs choix et opérations.

Le programme annoncé par la BCE en date du 22 janvier 2015 prévoit l'achat, sur les marchés secondaires, de 60 milliards d'actifs par mois, de mars 2015 à septembre 2016 au moins. À travers ce programme, la BCE ajoute des achats d'obligations souveraines à ses programmes en vigueur d'achats d'actifs du secteur privé afin de faire face aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation.

Le programme est mis en œuvre de manière décentralisée, en mobilisant les ressources de l'Eurosystème dont fait également partie la BCL. Le Conseil des gouverneurs de la BCE garde le contrôle de l'ensemble des caractéristiques du programme et la BCE coordonne les achats, préservant ainsi l'unicité de la politique monétaire de l'Eurosystème.

La BCE a pris cette décision alors que la plupart des indicateurs de l'inflation effective et attendue dans la zone euro ont dérivé vers des planchers historiques, loin de l'objectif des 2%. Dans la mesure où des effets de second tour potentiels sur le processus de formation des salaires et des prix menaçaient d'affecter l'évolution des prix à moyen terme, une réaction vigoureuse de la politique monétaire était jugée indispensable par le Conseil des gouverneurs. La BCE surveille les données statistiques et indicateurs économiques pertinents, pour évaluer les résultats de la mise en œuvre du programme et réagir en conséquent.

Les achats d'actifs fournissent un soutien monétaire à l'économie dans un contexte de taux d'intérêt directeurs se situant à leur niveau plancher. Ils constituent un assouplissement des conditions monétaires et financières, réduisant le coût de l'accès au financement, donc facilitant les crédits en faveur des entreprises et des ménages, ce qui tend à soutenir l'investissement et la croissance dans la zone euro.

On constate par ailleurs que depuis l'annonce du programme le cours de l'euro a significativement baissé, ce qui favorise les exportations de l'industrie européenne sur les marchés internationaux.

Ensemble avec le plan Juncker et les réformes structurelles en cours dans différents pays de l'Union en conjonction avec les prix de l'énergie à des niveaux historiquement bas, le programme de la BCE contribue donc à une relance durable de la croissance de l'économie européenne, dont notre économie nationale particulièrement ouverte, fait partie intégrante.

Question 0993 (13.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, dit «plan Juncker», et le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS):**

En novembre 2014, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a présenté un plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe. Ce plan devrait répondre à la baisse des niveaux d'investissement observée dans l'UE depuis la crise financière et économique mondiale. En effet, selon la Commission européenne, les investissements dans l'UE ont chuté d'environ 430 milliards d'euros en comparaison du maximum de 2007.

Le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS) sera le principal instrument du plan pour financer des projets présentant un profil de risque plus élevé, maximisant ainsi l'impact des dépenses publiques et libérant l'investissement privé. Ce Fonds sera établi au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI) et devrait mobiliser miraculeusement quelque 315 milliards d'euros à travers une contribution/garantie de départ de l'UE de 16 milliards et de la BEI de 5 milliards, soit au total 21 milliards, appelés à se multiplier par 15 pour arriver à un total de 315 milliards sur la période 2015 à 2017, dont environ 240 milliards pour soutenir l'investissement dans les infrastructures, en particulier les réseaux à haut débit et les réseaux d'énergie, les infrastructures de transport dans les centres industriels, l'éducation, la recherche et l'innovation, les énergies renouvelables, et environ 75 milliards pour les PME et entreprises à moyenne capitalisation. Le FEIS sera ouvert aux contributions des États membres, directement ou par l'intermédiaire des banques nationales de développement; il est prévu d'être opérationnel d'ici à juin 2015.

Lors du conseil ECOFIN du 10 mars 2015, les ministres des finances ont insisté sur la mise en place d'une structure de gouvernance duale fondée sur les travaux d'un comité de pilotage chargé de fixer les orientations en matière d'investissement d'une part, et d'un comité d'investissement qui aurait pour mission de sélectionner les projets qui recevront le soutien du FEIS. En ce qui concerne les critères de sélection des projets, les ministres ont souligné l'importance de l'additionnalité, de la viabilité, de la valeur ajoutée européenne et de la mobilisation d'investissements privés.

Selon les informations de presse, Monsieur le Ministre des Finances du Luxembourg aurait indiqué à la sortie de la réunion ECOFIN, que le Luxembourg serait «en train d'étudier la possibilité de mettre à disposition des financements supplémentaires par l'intermédiaire de sa banque nationale de développement», tandis que le Ministre de l'Économie Etienne Schneider aurait déclaré le 2 mars 2015 que le Gouvernement n'avait pas l'intention de contribuer au FEIS.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelles sont les raisons de la baisse des niveaux d'investissement observées dans l'UE depuis la crise financière et économique mondiale d'environ 430 milliards d'euros en comparaison du maximum de 2007?

2. Cette somme est-t-elle identique à la perte de bénéfices en Europe pendant la période indiquée ou bien ne serait-il pas plus probable que les bénéfices réalisés ne soient plus réinvestis dans l'économie réelle, mais plutôt dans les produits financiers plus spéculatifs?

3. Quelles sont les sources des 16 milliards que veut contribuer l'Union européenne? Est-ce que cet argent est pris dans les fonds d'investissement existants ou s'agit-il de moyens budgétaires supplémentaires?

4. Le Luxembourg veut-il contribuer à un financement supplémentaire du EFSI ou bien à un cofinancement des projets sélectionnés?

5. Dans l'affirmative, quelle sera la grandeur de ce financement supplémentaire?

6. S'agit-il d'une contribution directe de l'État ou bien par la banque nationale de développement, qui, au Luxembourg, est la SNCI ou bien la SNCI se partage-t-elle le risque avec les banques commerciales et les promoteurs des projets, tel qu'annoncé par le Gouvernement lors de la présentation des nouveaux instruments de financement de la SNCI le 24.10.2014?

7. Parmi les projets proposés par le Luxembourg dans le cadre du plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, éligibles pour un soutien par le FEIS:

a. Quels sont les nouveaux projets, non encore prévus dans les plans d'investissements actuels et pour quel volume total d'investissement?

b. Quels sont les projets déjà envisagés avant l'annonce du plan d'investissement pour l'emploi, dit «plan Juncker», et quel en est le volume total?

8. Au cas où les projets prévus sub b. seront sélectionnés, quel sera le volume d'investissement que l'État n'aura plus besoin de faire suite au soutien par le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)?

9. Quel sera l'effet final supplémentaire du «plan Juncker» sur l'économie luxembourgeoise?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Depuis le début de la crise, le niveau d'investissement dans les pays européens a connu une importante baisse. En effet, en 2013, le niveau de l'investissement, public et privé confondus, était inférieur de 430 milliards d'euros par rapport à son niveau en 2007.

Ceci correspond à une baisse de 21% à 17% du PIB européen. Il s'agit cependant ici d'une moyenne globale qui ne reflète pas la situation individuelle de chaque État membre. En effet, la situation au sein de l'UE est très hétérogène entre les différents États: ainsi, dans certains États membres comme l'Espagne ou la Grèce, la baisse de l'investissement pouvait avoisiner voire dépasser les 60%, alors que des pays comme la Suède ou le Luxembourg la baisse du niveau de l'investissement est beaucoup moins prononcée.

La baisse du niveau de l'investissement s'explique par de multiples facteurs et peut varier en fonction du secteur (investissement privé ou public) et de la situation structurelle des pays. Sans prétention à l'exhaustivité, le niveau d'investissement est dépendant des facteurs suivants:

- la crise économique et financière a conduit à une très grande incertitude macroéconomique face à laquelle les opérateurs économiques ont réagi en réduisant leurs plans d'investissement; la faible demande en résultant a renforcé cette spirale de réduction;

- dans certains États membres, l'explosion de bulles immobilières/construction, le besoin de désendettement des ménages et des entreprises, voire le besoin des systèmes bancaires de réparer leurs bilans ont pu davantage aggraver des restrictions de crédit pour le financement de nouveaux investissements;

- en matière d'investissements publics, les États membres qui ont connu des difficultés sévères dans leurs finances publiques ont dû procéder à des baisses dans le cadre de leurs stratégies de consolidation pour rétablir une situation saine de leurs finances publiques.

Un rapport du 9 décembre 2014 de la task force temporaire sur l'investissement, dirigée par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, a analysé la faiblesse continue de l'investissement en Europe et procède à des recommandations pour y remédier.

Selon ce rapport, il n'existe pas de lien cohérent entré la baisse du niveau de l'investissement (public et privé confondus) de 430 milliards d'euros et la perte de bénéfices des entreprises à un niveau agrégé: i) le montant agrégé des investissements couvre des investissements publics qui ne génèrent, pas directement des bénéfices pour les entreprises privées; ii) le bénéfice d'une entreprise est la résultante de nombreux facteurs où le niveau de l'investissement est un facteur parmi d'autres. En outre, pendant une partie du temps de la crise, les entreprises européennes multinationales, pour répondre à la baisse de la croissance des marchés en Europe, ont cherché des opportunités d'investissements sur des marchés plus prometteurs en dehors de l'Europe.

Quant aux sources de financement du Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS), il sera doté de 21 milliards d'euros, dont 5 milliards d'euros proviendront de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les 16 milliards restants proviennent de la garantie de l'Union, dont 8 milliards seront versés en liquide dans un fonds de garantie. Le fonds de garantie sera progressivement doté de ce montant de 8 milliards d'euros d'ici à 2020, grâce à des redéploiements provenant du budget général de l'Union. Il ne s'agira donc pas de dotations supplémentaires dans le cadre du budget annuel de l'UE, mais d'un redéploiement à l'intérieur du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Le financement des 8 milliards d'euros nécessaires au provisionnement du fonds de garantie se décompose comme suit: 3,3 milliards d'euros provenant du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE); 2,7 milliards d'euros issus de l'Horizon 2020 (H2020) et 2 milliards d'euros provenant des marges non allouées sous les plafonds de dépenses du cadre financier pluriannuel (CFP 2014-2020).

Le Gouvernement favorise le modèle du cofinancement de projets à travers la SNCI. La SNCI et la BEI ne financent un projet qu'en partie seulement, le restant du financement devra, dans tous les cas, provenir des promoteurs privés et/ou des banques commerciales. Le Ministère des Finances, en tant que coordinateur, se concerte avec les autres Ministères concernés afin d'élaborer une liste de projets qui seraient éligibles à un cofinancement de la part de la BEI et du FEIS. Par ailleurs, le Ministère des Finances entamera la même concertation avec les partenaires du secteur privé. Dans ce processus, la SNCI pourra endosser, suivant le type de projet, le rôle de partenaire financier.

À ce stade, le Gouvernement n'est pas en mesure de chiffrer des investissements spécifiques dans le cadre du FEIS. La Chambre des Députés et le public seront informés de la liste de projets nationaux dès que les travaux de concertation seront achevés.

L'effet final sur l'économie luxembourgeoise du «plan Juncker», bien qu'estimé positif, ne saurait être analysé qu'une fois les projets d'investissement sélectionnés.

Question 0994 (16.03.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **fouilles sur un terrain romain à Schieren:**

Le Centre National de Recherche Archéologique est en train de réaliser des fouilles sur un site romain à Schieren.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre peut-elle préciser la nature des découvertes archéologiques sur le site en question?

2. Quelle est l'importance scientifique du site et des vestiges mis au jour?

3. Quelle est la durée estimée de ces investigations? Les archéologues peuvent-ils en estimer les coûts?

4. Connaît-on d'autres sites romains sur le territoire de la région Nordstad? Dans l'affirmative, Madame la Ministre, est-elle en mesure de fournir des précisions sur ces sites?

Réponse (02.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1. Les fouilles archéologiques actuellement en cours à Schieren - «auf der Schlammgraecht» sous la direction du Centre National de Recherche Archéologique sont à voir dans le contexte du projet d'élargissement de la voie rapide B7 sur 4 voies. Informée de l'existence du corps principal d'une importante villa gallo-romaine à plan axial à cet emplacement, l'Administration des Ponts et Chaussées (Division des Travaux neufs) a pris les devants pour anticiper et éviter des retards pour cause de fouilles d'urgence en faisant procéder au préalable à des investigations archéologiques dites «préventives». Le but de ces recherches est de reconnaître l'extension maximale de ce que les spécialistes appellent «pars urbana» de la villa, c'est-à-dire la maison de maître, puis de procéder à la fouille de l'aile nord qui doit malheureusement céder la place au projet de voirie. Dans les parties explorées, les archéologues ont déjà pu distinguer plusieurs phases de construction et de réaménagement ainsi que les traces de divers incendies. Une des zones sondées a révélé la présence d'importants restes de fresques murales probablement conservées dans leur totalité. Cette exceptionnelle découverte laisse supposer que cette demeure était richement décorée. En attendant que des décisions soient prises sur le devenir de l'ensemble de ce site archéologique et des moyens financiers à mettre ou non à disposition, des mesures conservatoires ont été prises pour préserver au mieux les peintures murales polychromes in situ.

Ad 2. La villa gallo-romaine de Schieren fait partie des très grandes villas à plan axial au nombre estimé d'une dizaine seulement au Grand-Duché de Luxembourg (par exemple Echternach, Vichten). Son importance est due tant à son bon état de conservation en élévation (bien meilleur que celui de la villa d'Echternach) qu'au fait qu'elle pourrait être la première villa de ce type fouillée dans son intégralité puisque sa «pars rustica», c'est-à-dire sa cour agricole avec ses bâtiments d'exploitation, a déjà été fouillée lors de la construction de la B7 en 1991-1992 et de l'aménagement d'un vaste lotissement résidentiel à l'aval de la B7 entre 2007 et 2012 (pour mémoire, on ne connaît que la pars rustica de la villa de Bertrange-«Burmicht», et que la «pars urbana» de celle d'Echternach). Elle répond à la définition de l'article 1er de la loi du 18 juillet 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux et il est du devoir de l'État de faire procéder à la fouille de ce type de sites avant leur destruction partielle ou totale.

Ad 3. L'intervention en cours porte, d'une part, sur l'aile nord de la villa vouée à disparaître et, d'autre part, sur une bande de sécurité le long du côté oriental de la route. Ces investigations sont cofinancées par l'Administration des Ponts et Chaussées et le Centre National de Recherche Archéologique. Elles devraient s'achever au cours de l'été 2016 pour un coût total estimé à 750.000 €. Ces estimations reposent sur les données transmises par le service technique de la Division des Travaux neufs (APCh) pour le projet d'élargissement de la voie rapide.

Pour ce qui est de la partie du bâtiment antique située en dehors de l'emprise de la route (zones médiane et méridionale), un dossier est en cours pour faire classer ces substructions «monument national». Pour l'instant, dans l'attente de budget ad hoc, il n'a pas encore été décidé si l'importante partie restante de la villa qui recèle des fresques bien conservées, fera l'objet d'une étude archéologique exhaustive avec une mise en valeur consécutive de l'ensemble de la villa à des fins de tourisme culturel, ou bien si elle sera conservée enfouie comme «réserve archéologique» pour les générations futures.

Ad 4. La base de données patrimoniales du Centre National de Recherche Archéologique recense plus d'une centaine de sites archéologiques toutes périodes confondues pour le territoire de la région Nordstad. Parmi eux se trouve notamment une villa gallo-romaine de type et d'importance équivalents à ceux de la villa de Schieren, cette dernière est recouverte par la ville de Diekirch. Régulièrement le suivi des aménagements urbains contemporains en révèlent et complètent le plan (présence de fresques, de mosaïques et de bassin rue de l'Esplanade par exemple).

Question 0995 (16.03.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **voies réservées aux bus sur les autoroutes autour de la capitale:**

Un article paru le 2 mars 2015 dans le «Figaro» mentionne les nouveaux aménagements sur les autoroutes pénétrant dans l'agglomération parisienne sur lesquelles la voie de droite existante est réservée exclusivement aux bus et taxis sur plusieurs kilomètres durant les jours ouvrables entre 7 et 10 heures. Dans certaines grandes villes européennes, le transport en autobus prend de plus en plus le dessus dans le secteur des transports publics.

Les axes autoroutiers luxembourgeois en provenance des pays voisins sont confrontés quotidiennement à des périodes de congestion intenses en raison notamment des afflux transfrontaliers, ce qui engendre des gros problèmes non seulement environnementaux mais aussi économiques. La Grande Région met déjà en place une multitude de services d'autocars qui circulent vers le Luxembourg et qui se trouvent également piégés dans les embouteillages sur les autoroutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cet aménagement des voies autoroutières réservées aux autobus dans certaines villes européennes?

- Dans le cadre de son programme de promotion des transports en commun, Monsieur le Ministre serait-il en faveur d'une telle mesure pour les axes autoroutiers autour de la capitale?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député porte sur le sujet de voies réservées aux autobus sur les autoroutes.

Effectivement, depuis plusieurs années différentes villes européennes ont aménagé, avec plus ou moins de succès, des couloirs réservés aux bus en service pendant les heures de pointe. Ces aménagements sont partiellement connus par mes services, mais ne sont pas nécessairement transposables dans la structure du réseau luxembourgeois.

Le réseau autoroutier luxembourgeois comprend en fait une seule autoroute pénétrante vers la capitale, c'est-à-dire l'autoroute A4 en provenance d'Esch-sur-Alzette. Les autres autoroutes (A1, A3 et A6) constituent des axes internationaux qui convergent certes vers la Ville de Luxembourg, mais ils trouvent leur continuité dans le contournement de la Ville de Luxembourg, qui doit recevoir aussi bien le trafic international que régional et même local. Avec leurs multiples échangeurs ces axes ne sont guère adaptés pour une gestion dynamique d'une voie de circulation.

Par contre sur l'autoroute d'Esch-sur-Alzette, il est prévu d'aménager un couloir bus jusqu'à Leudelange-Sud qui trouvera sa continuité sur la N4 pour desservir Leudelange et les quartiers de la Cloche d'Or. Ces travaux débuteront prochainement entre Leudelange-Sud et Pontpierre.

Question 0996 (16.03.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **projet «Chinese Table Tennis College-Europe in Luxembourg»:**

Le Luxembourg essaie depuis plusieurs années de s'établir sur la carte européenne comme pôle européen du sport. À côté du Centre de développement européen de volleyball qui s'est constitué en 2013, le «Chinese Table Tennis Collège Europe» a été créé en début d'année 2014. Les contributions pour le fonctionnement annuel de ces projets sont inscrites à l'article 33.017 au budget de 2015 «Relations sportives avec des pays, fédérations ou institutions sportives, partenaires ou non d'un accord bilatéral ou multilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg; dépenses diverses». La contribution financière s'élève à 145.000 euros pour l'année 2015 par rapport à 10.000 euros en 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Sport:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les fédérations qui vont profiter de cette contribution financière de 145.000 euros?

- Quelle est la contribution exacte dont bénéficie spécifiquement le tennis de table?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si et de quelle manière la collaboration sino-luxembourgeoise et la contribution financière ont été jusqu'à maintenant avantageuses pour la fédération du tennis de table luxembourgeois?

- Le Ministre envisage-t-il d'entamer des coopérations similaires pour d'autres fédérations luxembourgeoises?

- Comment d'autres fédérations sportives, non bénéficiaires des 145.000 euros, pourront-elles s'engager sur la même voie comme par exemple la fédération du tennis de table pour pouvoir profiter d'une telle contribution financière?

Réponse (17.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Il est à préciser que l'article budgétaire vise, comme l'indique son libellé, les relations spor-

tives avec les pays signataires d'un accord bi- ou multilatéral avec le Luxembourg. Des participations aux frais des fédérations en cas d'accueil de sportifs et de cadres techniques peuvent être prises en compte pour toute fédération, pour autant qu'une contrepartie du côté du pays partenaire soit assurée.

Dans le cadre du Chinese Table tennis College Europe (CTTCE), la Fédération luxembourgeoise de tennis de table (FLTT) ne profite que de façon indirecte de la somme globale de 125.000 € prévue pour le projet.

La collaboration sino-luxembourgeoise a profité à la FLTT sous forme de stages dispensés au Luxembourg par des entraîneurs chinois de très haut niveau aux jeunes talents de la FLTT. Les stages sont prévus au nombre de quatre par année pour une durée totale de 15 jours par stage. Sont pris en charge les frais de déplacement des entraîneurs, leurs hébergement et frais de restauration à l'Institut national des sports ainsi que leurs frais d'honoraires. Il est à souligner qu'une partie de ces frais reste à charge de la FLTT même. Par ailleurs, la joueuse de la Section des Sportifs d'Élite de l'Armée, Sarah De Nutte, a pu intégrer un stage du plus haut niveau en Chine.

En ce qui concerne des coopérations similaires pour d'autres fédérations luxembourgeoises, Madame la Députée peut relire à la page quatre du procès-verbal de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports du 27 novembre 2014, à laquelle elle a d'ailleurs assisté, que «M. le ministre [...] se dit ouvert à toute demande de ce genre. Il donne toutefois à considérer qu'il faudra disposer d'un concept clair, tel qu'il est le cas pour le projet chinois [....].»

Question 0997 (16.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**apatridie:**

Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, l'apatridie concerne plus de dix millions de personnes dans le monde.

L'apatridie ou le fait de n'être reconnu comme citoyen d'aucun pays a des conséquences désastreuses sur la vie des personnes, de leurs familles et de leurs communautés. Le fait d'avoir une nationalité ne confère pas uniquement un sentiment d'identité et d'appartenance, la nationalité détermine aussi la possibilité de bénéficier de la pleine protection de l'État et de jouir de nombreux droits fondamentaux (éducation, santé, emploi légal, propriété, participation politique, liberté de circulation...).

L'importance fondamentale du droit à une nationalité est d'ailleurs reconnue par l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ainsi que par divers traités relatifs aux droits de l'Homme.

Le Luxembourg a ratifié en 1960 la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, mais n'a pas signé celle de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Combien de personnes apatrides le Luxembourg compte-t-il? Combien de mineurs sont concernés par cette situation?

2. Quelles sont les mesures, administratives ou autres, mises en place pour venir en aide à ces personnes?

3. Le Luxembourg compte-t-il adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie?

Réponse (20.04.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

L'étranger sans nationalité et résidant habituellement au Luxembourg peut demander le statut d'apatride conformément à la Convention de New York du 28 septembre 1954. Sa demande doit être adressée à la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, seul organe compétent pour accorder ce statut. Il convient de noter que la qualité d'apatride ne se présume pas. Elle doit être établie dans tous les éléments qui déterminent par des preuves suffisamment précises et sérieuses.

Ad 1. Actuellement il n'est pas possible de chiffrer le nombre exact d'apatrides résidant sur le territoire luxembourgeois ni celui des mineurs concernés.

Les données suivantes concernent la délivrance de titres de voyage pour apatride depuis 2011:

	Délivrance titre de voyage pour apatrides	Renouvellement titre de voyage pour apatrides
2011	1	4
2012	1	9
2013	5	31
2013	5	18
Jusqu'au 25 mars 2015	2	3

Ad 2. Il convient de distinguer deux cas de figure. Une personne apatride bénéficiant du statut de réfugié se voit délivrer un titre de voyage pour réfugié et dispose de tous les droits découlant de son statut. Une personne apatride qui n'est pas bénéficiaire d'une protection internationale se voit délivrer un titre de voyage pour apatride. Ses droits découlent de la transposition des dispositions prévues à la Convention de New York du 28 septembre 1954 dans la législation nationale. À noter que la reconnaissance de l'apatridie ne donne pas automatiquement droit à un séjour. L'étranger auquel le statut d'apatride a été reconnu est considéré comme un ressortissant de pays tiers et doit remplir les conditions du droit d'entrée et de séjour conformément au chapitre 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Ad 3. La décision d'adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction de l'apatridie relève du ressort du Ministère de la Justice.

Le Ministère de la Justice nous informe que «l'une des préoccupations majeures de la communauté internationale est la prévention de l'apatridie. Le droit coutumier international veut que les États soient tenus, quand ils définissent qui sont leurs ressortissants, d'éviter les cas d'apatridie. La prévention de l'apatridie est étroitement liée au droit de la personne à une nationalité, étant donné que la non-réalisation de ce droit conduit à l'apatridie. Par l'adhésion envisagée à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, il s'agit de confirmer la volonté du Grand-Duché de lutter contre l'apatridie et de collaborer activement sur le plan international dans le domaine de la nationalité.»

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes se rallie à la position du Ministère de la Justice, qui est le ministère compétent dans ce dossier.

Question 1078 (23.04.2015) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM):**

Au cours de la réunion de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale du 22 avril 2015 au sujet de la stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension, le Président du Fonds de compensation a annoncé que le Fonds serait prêt à participer à une augmentation de capital de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) devenue nécessaire pour assurer l'activité de cette dernière. Toutefois cette augmentation de capital dépend de la position du Gouvernement parce que l'État détient actuellement 51,07% du capital de la SNHBM.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer l'information susmentionnée?

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux propos du Président du Fonds de compensation?

- Le Gouvernement est-il d'avis que la SNHBM a besoin d'une augmentation de capital pour que la SNHBM puisse pleinement exercer ces fonctions?

- Quel serait le montant de cette augmentation?

Réponse (22.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Afin de faire face aux objectifs du Gouvernement en matière de création de nouveaux logements à coût modéré, la SNHBM envisage une forte augmentation de son activité. Elle a notamment l'ambition de doubler son parc locatif d'ici cinq ans.

À cet effet, la SNHBM aura à moyen terme besoin de moyens financiers substantiels qu'elle souhaite obtenir par une augmentation de capital.

Le Gouvernement est favorable à une augmentation de capital de la SNHBM.

Afin de préparer cette augmentation de capital, la SNHBM procède actuellement à une valorisation réelle de ses actions. Une fois toutes les données disponibles, la société déterminera l'envergure de l'augmentation de capital à réaliser.

Question 1079 (23.04.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **piste cyclable le long de la Moselle:**

Selon le programme gouvernemental il est prévu «de développer de façon conséquente le réseau national des pistes cyclables». Afin d'atteindre cet objectif la Chambre des Députés vient de voter récemment la loi relative au réseau national de pistes cyclables et à la promotion de la mobilité douce.

La piste cyclable le long de la Moselle connaît actuellement encore un tronçon non aménagé aux besoins des cyclistes, à savoir entre les deux localités de Machtum et d'Ahn. En effet, sur le tronçon en question la piste cyclable, qui d'ailleurs se trouve dans un assez mauvais état, n'a pas encore été aménagée séparément des voies empruntées par les voitures.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est envisagé de combler cette lacune dans la piste cyclable mosellane?

- Dans l'affirmative, dans quels délais ce projet pourra-t-il être finalisé? Le projet a-t-il été retardé par les travaux effectués (mise en place d'une nouvelle conduite) dans le cadre de la construction de la station d'épuration à Grevenmacher?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les frais estimés pour le projet en question?

Réponse (02.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire du 23 avril 2015, l'honorable Député Gilles Baum se préoccupe du tronçon entre Machtum et Ahn de la piste cyclable PC3 le long de la Moselle non encore aménagé aux besoins des cyclistes.

Dans ce contexte je désire souligner que suivant la programmation pluriannuelle le projet de construction de la piste cyclable PC3 entre Machtum et Ahn dans le cadre du redressement de la route N10 est budgétisé pour les années 2015/2016 et que l'avant-projet y relatif a été approuvé de ma part en début de l'année. Le dossier de soumission est actuellement en voie de préparation et devrait être présenté avant les vacances d'été 2015.

Le projet comprend, sur une longueur totale de 3.100 m, la construction d'une piste cyclable d'une largeur de 3,00 m du côté de la Moselle ainsi que le rétrécissement de la N10 avec aménagement d'une bande de verdure avec glissière de sécurité. La séparation de la piste cyclable de la route nationale améliorera nettement le sentiment de sécurité des cyclistes et contribuera à l'attractivité du cyclotourisme le long de la Moselle.

À condition que toutes les emprises nécessaires à la réalisation du projet soient acquises et que toutes les autorisations requises soient délivrées, les travaux de construction de la piste cyclable pourront commencer vers la fin de l'année en cours ou en début 2016 pour se terminer en juillet 2016.

La conduite de refoulement vers la nouvelle station d'épuration à Grevenmacher, réalisée sous la responsabilité du Syndicat de Dépollution des Eaux résiduaires SIDEST, a été construite entre Ahn et Machtum en 2014 indépendamment des travaux de construction de la piste cyclable et ces travaux de la conduite n'ont pas retardé le projet de construction de la piste cyclable.

Le coût des travaux qui incluent également le renforcement de la N10 entre Machtum et Ahn sur une longueur de 2.500 m s'élève à environ trois millions d'euros.

À noter encore que le tronçon de la piste cyclable entre Machtum et Ahn s'inscrit dans le projet global de la construction de la piste cyclable PC3 entre Machtum et Stadtbredimus, dont le tronçon entre Wormeldange et Ehnen se trouve déjà en service depuis l'année dernière.

Question 1090 (29.03.2015) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **congé culturel:**

La loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir a abrogé la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel. L'argument principal pour abolir le congé culturel était le constat qu'il y a bien eu une certaine professionnalisation de la scène culturelle et artistique, mais que cet objectif n'a pas été atteint par le biais de l'institution du congé culturel.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Culture:

1. À combien de personnes et pour combien de jours est-ce que le Ministère de la Culture a accordé du congé culturel depuis 2009? À quelles catégories de personnes ou d'artistes est-ce que les bénéficiaires appartenaient? Quel était l'impact budgétaire annuel depuis 2009?

2. Le congé culturel ayant été aboli, est-ce que Madame la Ministre entend proposer de nouvelles mesures plus ciblées?

3. Quelles mesures alternatives sont prévues pour les personnes ou associations qui ont effectivement besoin du congé culturel sur leur chemin vers la professionnalisation, vu qu'elles ne peuvent pas profiter des bourses d'aide à la création, du statut d'artiste professionnel indépendant ou encore des aides en cas d'inactivité pour intermittents du spectacle? Qu'en est-il plus spécifiquement des personnes ayant jusqu'ici obtenu du congé culturel pour mener à bien des initiatives telles que l'organisation de festivals de musique ou autres?

Réponse (11.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

192 personnes ont bénéficié d'un congé culturel entre 2009 et 2014, dans la plupart des cas dans le domaine de la musique. Au total il s'agissait de 828 jours, l'impact budgétaire s'élevant à 33.105 €.

Le tableau en annexe reprend le détail de tous les congés culturels accordés de 2009 à 2014.

D'après les observations du ministère, le congé culturel n'a pas contribué à la professionnalisation de la scène artistique et culturelle luxembourgeoise. C'est la raison pour laquelle je favorise des mesures plus ciblées, telles les aides à caractère social pour artistes professionnels indépendants et pour intermittents du spectacle, les bourses d'aides à la création, au perfectionnement et au recyclage artistiques ainsi que les subsides.

J'ai donc profité de la récente institution de la loi du 19 décembre 2014 relative aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et à la promotion de la création artistique pour faciliter l'accès aux aides du Fonds social culturel à bon nombre d'artistes dans le secteur de la musique.

En effet, selon les dispositions de la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant les intermittents du spectacle, ces derniers étaient contraints à travailler prioritairement au Luxembourg ou pour une entreprise domiciliée au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités d'inactivité involontaire. La nouvelle loi abolit cette disposition spécifique et permet dès lors aux musiciens ou aux groupes, qui font des tournées à l'étranger, de bénéficier des aides du Fonds social culturel.

Si les aides à caractère social du Fonds social culturel sont accessibles uniquement aux artistes professionnels indépendants et aux intermittents du spectacle, les bourses d'aide à la création, au perfectionnement et au recyclage artistiques sont à la portée de tous les artistes et créateurs, professionnels ou non. De même, les subsides peuvent être demandés par tout acteur culturel, qu'il s'agisse d'une personne privée ou d'une association avec un projet artistique ou culturel. Par ce moyen, le ministère accorde par exemple des aides à la mobilité, à la production, à la diffusion, à l'édition ou à la traduction.

À ce stade il n'est pas prévu de remplacer le congé culturel par un autre instrument. Les organisateurs de festivals de musique ou autres,

qui ne sont pas professionnels, devront exercer leur travail bénévole en demandant du congé récréatif ou du congé sans solde auprès de leur employeur. Il convient de noter que le ministère de la Culture continue à soutenir indirectement le travail important des organisateurs concernés par des subventions souvent importantes.

	Demandes					
Domaines	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Musique	16	30	27	28	31	54
Arts visuels	2	3	6	1	2	3
Photo	1	0	0	3	0	4
Littérature/livres	1	1	3	1	2	0
Audiovisuel	0	0	2	1	0	2
Danse	3	0	2	4	3	0
Théâtre/spectacle	12	5	1	2	1	1
Autre	4	4	2	3	8	5
Total	284					

	Réponses positives					
Domaines	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Musique	11	15	21	13	27	31
Arts visuels	1	3	3	1	1	3
Photo	1	0	0	3	0	3
Littérature/livres	1	1	3	1	2	0
Audiovisuel	0	0	2	1	0	1
Danse	3	0	2	3	2	0
Théâtre/spectacle	5	4	1	2	1	1
Autre	2	2	1	2	8	4
Total	192					

	Jours accordés					
Domaines	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Musique	32	72	72	50	134	134
Arts visuels	7	20	19	2	8	9
Photo	3	0	0	17	0	11
Littérature/livres	3	4	12	4	8	0
Audiovisuel	0	0	5	8	0	2
Danse	14	0	4	12	6	0
Théâtre/spectacle	48	16	2	5	2	4
Autre	6	19	2	17	23	12
Total	828					

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Impact budgétaire en euros	3.327	4.802	3.207	8.380	4.368	9.021

Question 1112 (05.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **jeu pathologique:**

Experte ginn opgrond vun internationalen Zuele vu ronn fënnefdausend Mënschen aus, déi hei am Land eventuell kéinte spillsüchteg sinn. Am Ableck stinn awer nëmme relativ kleng Moyene zur Verfügung, fir deene Leit ze hëllefen. Et gëtt nëmmen eng Berodungsstell, déi hallefdaags besat ass. Et ass awer leider esou, datt bis zu zéng Persounen ënner engem eenzege Glécksspiller senger Sucht ze leiden hunn. An deem Kontext wollt ech deenen Damme Familljen- a Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et Zuelen, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg spillsüchteg sinn?

2. Gëtt dru geduecht, fir méi Moyenen ze schafen, fir deene Betraffenen, esouwuel de Spillsüchtege wéi de Leit aus hirem Emfeld, ze hëllefen?

3. Gëtt dru geduecht, d'Spillsucht schonn an de Schoulen ze thematiséieren, an zwar esouwuel wat d'Glécksspill wéi och wat d'Online-Spille vu Videospiller ugeet?

4. D'Gesetz bitt aktuell keng Handhabe géint Glécksspillautomaten, déi als Internet-Zougang ugesi sinn. Dogéint sinn déi traditionell Spillautomate verbueden. Wéini gëtt d'Gesetz iwwert d'Glécksspill der technologescher Entwécklung ugepasst?

Réponse (09.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierten évoquéiert Donnéeë bezéie sech op Schätzungen, déi op Basis vun auslännesche Prevalenzwäerter fir d'lëtzebuergesch Bevëlkerung héichgerechent gi sinn. Op nationalem Niveau erhuewen, representativ Donnéeën iwwert d'Spillsucht an der Gesamtbevëlkerung vu Lëtzebuerg leien zur Zäit keng vir.

Ad 2. De Gesondheetsministère subventionéiert d'Vereenegung Anonym Glécksspiller asbl, déi an deem viséierte Beräich täteg ass. An der neier nationaler Drogen- a Suchtstrategie 2015-2019, déi den 30. Abrëll vum Regierungsrot approuvéiert ginn ass, ass ënner anere den Domän vu net-substanzgebonnenen Ofhängegkeeten zréckbehale ginn. Dorënner fält och d'Spillsucht. An deem Sënn lafen zurzäit och Beméiungen, fir komplementar an alternativ Finanzéierungsquellen ze fannen, fir Servicer wéi Anonym Glécksspiller nach verstäerkt kënnen ze ënnerstëtzen. Onofhängeg vun der Schafung vun neie Moyenen, musse Synergië mat existéierenden Offeren, notamment aus de Beräicher Erzéiung, Familljen a Suchtberodung ausgebaut ginn, well Spillsucht villschichteg negativ Répercussiounen op de Betraffene selwer an op säin Emfeld kann hunn.

Ad 3. Déi verschidden national Associatiounen aus de Beräicher Suchtberodung a Suchtpreventioun gi regelméisseg vu Schoule sollicitéiert, fir an de Schoulklassen ze intervenéieren.

Spillsucht ass ee vun den Aspekter, déi do kënnen thematiséiert ginn.

Ad 4. D'Glécksspillautomate selwer falen net an de Kompetenzberäich vum Gesondheetsministère.

Q246

Question 1118 (07.05.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin:**

Les travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152) sont en voie de finalisation si bien que le chantier à proprement parler peut commencer en automne 2015, donc après la saison touristique. Il va de soi que le chantier en question aura des incidences négatives sur la fréquentation des restaurants situés aux environs de cet ouvrage d'art et sur le transport routier entre respectivement Michelau et Bourscheid (mairie) de même qu'entre Lipperscheid et Bourscheid (mairie).

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur l'organisation de ce chantier? Serait-il justifié et possible d'installer un pont provisoire du type Bailey ou autre pour éviter de longues déviations? Le coût d'un tel pont est-il actuellement prévu dans le budget de l'État?

- Pourquoi n'a-t-il pas été décidé de reconstruire l'ancien pont datant de 1895 et détruit pendant l'offensive des Ardennes (21 janvier 1945)? Ce projet aurait-il été plus cher que la réhabilitation programmée par l'Administration des Ponts et Chaussées?

- Est-il envisagé d'organiser une réunion d'information avec les citoyens concernés avant même l'ouverture du chantier?

Réponse (02.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire du 7 mai 2015, l'honorable Député Monsieur André Bauler se préoccupe des incidences sur le transport routier et sur la fréquentation des restaurants situés aux abords du pont OA152 enjambant la Sûre à Bourscheid-Moulin durant les travaux de réhabilitation de cet ouvrage.

Le pont routier OA152 à Bourscheid-Moulin sur lequel passe le chemin CR308 est un pont à multiples voûtes avec trois travées en béton armé d'une largeur de 6,05 m. Il s'étend sur une longueur totale de 44,10 m.

Après la réhabilitation du pont projetée, le futur gabarit du pont permettra la réalisation d'une voie de circulation de 4,50 m et d'un trottoir large d'au moins 1,50 m, ce qui suffira aux exigences locales et permettra de conserver l'aspect du pont construit après la Deuxième Guerre mondiale. Les frais de réhabilitation sont estimés à 860.000 euros (TVA comprise) et le pont renouvelé devrait à nouveau tenir quelques décennies.

En ce qui concerne l'organisation du chantier, je renvoie également à ma réponse à la question écrite n°608 du 8 octobre 2014 de Monsieur le Député Aly Kaes.

Tout d'abord je fais remarquer que l'installation d'un pont provisoire du type Bailey, Mabey-Johnson ou autre s'avère techniquement très difficile. Vu les espaces étroits à cet endroit, il n'est pas possible d'ériger un pont provisoire avec ses rampes et voies d'accès sans l'exécution d'interventions substantielles le long du lit de la Sûre. De même les coûts pour l'installation d'un tel pont peuvent rapidement dépasser les coûts propres à la réhabilitation du pont à Bourscheid-Moulin. En conséquence, il n'est guère justifié d'installer un pont provisoire et un tel coût n'est pas prévu dans le budget de l'État.

Durant l'exécution du chantier, il est prévu de planifier les travaux de façon à ce que la circulation des voitures ne soit interrompue que durant le renouvellement du tablier, durée qui devrait pouvoir être limitée à environ trois mois. En effet, certains travaux de réhabilitation, comme l'exécution de l'étanchéité du tablier, ne peuvent se faire que lors d'un barrage complet du pont et en dehors de la mauvaise saison. Durant les autres travaux de réhabilitation du pont, la circulation devrait toujours pouvoir être maintenue. À noter aussi que l'échafaudage, mis en place pour les travaux de réhabilitation, sera conçu de façon à permettre à tout moment le passage de piétons, même en menant un cycle à la main et qu'une bande de stationnement temporaire sera aménagée en aval du pont en bordure gauche de la route N27 pour joindre ensuite à pied l'autre côté de la Sûre.

Quant à la reconstruction de l'ancien pont à un seul arc à l'image du pont érigé dans le temps selon les plans de l'ingénieur Albert Rodange, il y a lieu de remarquer que cela équivaut à une démolition et une reconstruction complète du pont. Ainsi la durée du chantier reviendrait au double et les frais en résultant au quadruple. À cela s'ajouteraient des problèmes pour trouver des pierres de Gilsdorf en quantité suffisante et en qualité satisfaisante, ainsi qu'une entreprise ayant une expérience confirmée dans la réalisation de voûtes en pierre naturelle.

Il va de soi que tout barrage d'une route ou d'un pont routier sollicite toujours les usagers de la route en demandant des détours ou en causant des désagréments, par contre Bourscheid sera toujours accessible de toutes les directions en empruntant les chemins CR348 et CR308.

Les travaux de réhabilitation du pont à Bourscheid-Moulin débuteront après la saison touristique 2015 et il est envisagé de présenter ces travaux ainsi que le déroulement du chantier et la réglementation de la circulation y dépendante aux citoyens concernés et intéressés lors d'une séance d'information publique organisée par l'administration communale de Bourscheid.

De plus, au moment de la visite des lieux obligatoire avec les entreprises intéressées à participer à la soumission ouverte pour les travaux de réhabilitation du pont à Bourscheid-Moulin, les responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées informeront les deux riverains directement concernés par le chantier sur le déroulement et la durée des travaux.

Question 1145 (19.05.2015) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **monopolisation des réseaux publics d'énergie:**

Dans un article paru au «Tageblatt» du 15 mai 2015, le Président et Administrateur-délégué de Creos Luxembourg SA déclare vouloir intégrer tous les gestionnaires de réseaux publics d'énergie (électricité et gaz) pour en faire un acteur unique au Grand-Duché avec comme objectif l'amélioration de l'efficience et de la sécurité d'approvisionnement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que le Gouvernement supporte cette stratégie, sachant que l'État est l'actionnaire majoritaire de Enovos/Creos?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à une monopolisation des réseaux publics d'énergie?

- L'objectif de la libéralisation du marché de l'énergie n'est-il pas la diversification et la mise en concurrence des différents acteurs sur le marché?

- Monsieur le Ministre affirme-t-il que le monopole susmentionné des réseaux publics d'énergie soit compatible avec le droit européen?

- Est-ce que la performance des réseaux de Creos est réellement supérieure à celle des autres réseaux en termes d'efficience et de sécurité d'approvisionnement? Monsieur le Ministre dispose-t-il des données prouvant cette affirmation?

- Existe-t-il une base légale pouvant obliger les autres gestionnaires à céder leurs réseaux et gestion à Creos? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

Réponse (02.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz naturel en Europe, qui a vu ses débuts quelque peu avant l'an 2000, est transposée en droit national par le biais des lois modifiées du 1er août 2007 relatives à l'organisation du marché de l'électricité et du marché du gaz naturel. L'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz naturel repose sur une séparation stricte des activités de fourniture ou de production d'énergie d'un côté et des activités liées à la gestion des réseaux de l'autre côté. La fourniture est désormais organisée à travers des marchés entièrement ouverts et libéralisés permettant à tout client final de se faire approvisionner par le fournisseur de son choix, alors que la gestion des réseaux constitue une activité régulée par le régulateur luxembourgeois, à savoir l'Institut Luxembourgeois de Régulation. L'activité de la gestion des réseaux constitue donc un monopole naturel, en conformité avec la législation européenne, puisque les gestionnaires désignés ne sont pas confrontés à une concurrence dans l'exécution de leurs tâches.

Au Luxembourg, les réseaux de transport et de distribution sont exploités par cinq gestionnaires de réseaux dans le secteur de l'électricité

et trois gestionnaires de réseaux dans le secteur du gaz naturel.

Le Gouvernement a dans le passé toujours tenu compte de la situation historique des gestionnaires de réseaux à Luxembourg et reste prêt à accompagner positivement toute collaboration ou initiative d'intégration des gestionnaires de réseaux dans une structure unique si toutefois cette initiative est voulue et soutenue par les parties impliquées. Il reste également à préciser qu'il n'existe pas de base légale obligeant ou pouvant obliger les gestionnaires à céder leurs réseaux et la gestion à un quelconque autre gestionnaire de réseau ou opérateur. Dans le souci de frais de réseau compétitifs sur le territoire national, le Gouvernement est néanmoins en faveur, et supporte en conséquence, toutes synergies et initiatives entre les gestionnaires de réseaux permettant de réduire la charge à payer par les particuliers et les entreprises et améliorant la qualité de service et la sécurité de l'approvisionnement national. L'efficience des réseaux, des tarifs de réseaux et des prix de l'énergie compétitifs constituent des objectifs prioritaires du Gouvernement

En ce qui concerne la question de la gestion et de l'appréciation de la performance des réseaux d'électricité et de gaz naturel, il y a lieu de préciser que le Gouvernement ne dispose, en conformité avec les dispositions des directives européennes, pas de compétences dans ce domaine. C'est en effet l'Institut Luxembourgeois de Régulation, qui agit en toute indépendance, qui définit le cadre de régulation dans ce domaine.

Question 1157 (22.05.2015) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**effondrement des colonies d'abeilles au Luxembourg:**

Les pollinisateurs et notamment les abeilles sont indispensables pour l'agriculture et pour l'horticulture, c'est-à-dire pour presque trois quarts des plantes alimentaires, sans parler du miel et des autres produits de l'apiculture. En Europe, presque 90% des cultures dépendent de la pollinisation par les abeilles. Voilà pourquoi la Commission européenne avait décidé le 24 mars 2013 de restreindre pour deux ans l'utilisation de trois pesticides de la famille des néonicotinoïdes (clothianidine, imidaclopride, thiaméthoxame) jugés nocifs pour les abeilles.

Depuis le 1er décembre 2013 ces pesticides sont interdits pour le traitement des semences, l'application de micro-granulés au sol et la pulvérisation des végétaux attirant les abeilles. Ils restent toutefois autorisés pour certains autres usages sous serre ou en plein champ après la floraison. Cette interdiction partielle prendra fin en 2015 et devrait donc être réexaminée avant la fin de cette année. Dans ce contexte, le Gouvernement français vient d'annoncer qu'il entend plaider pour une prolongation et engager en même temps une démarche d'extension du moratoire partiel à l'ensemble des pesticides néonicotinoïdes.

De plus en plus d'études scientifiques tendent à confirmer la dangerosité de ces pesticides. À cet égard, le 23 avril 2015, la revue «Nature» a publié deux articles sur les néonicotinoïdes apportant de nouveaux éléments importants. Le premier[4] montre que les abeilles ne sont pas repoussées par des fleurs imbibées d'un pesticide de la famille des néonicotinoïdes. Au contraire, l'étude indique que les abeilles ont même tendance à continuer à visiter ces fleurs imbibées plutôt que les fleurs non imbibées.

Le second[5] confirme que les néonicotinoïdes font baisser les populations d'abeilles, entravent la croissance et la reproduction des colonies.

Entre-temps l'effondrement des colonies d'abeilles continue. Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0300 du 20 mai 2014 *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)*, Monsieur le Ministre de l'Agriculture avait confirmé que le taux de perte de colonies d'abeilles pour la saison 2013/2014 était de plus ou moins 10%. Pour la saison 2014/2015, des apiculteurs font par contre état de pertes beaucoup plus importantes voire de colonies complètes.

Au niveau international, on annonce également des chiffres très préoccupants. Le département US de l'Agriculture parle de la 2e plus mauvaise année avec un taux de perte de 42%. Plus près de nous, la fédération apicole belge déplore 36% de pertes tandis que des collègues français évoquent «une mortalité sans précédent».

Pour cette raison, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Gouvernement:

1. Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres ont déjà pris connaissance des nouvelles études susmentionnées?

2. À quelle date est-ce que le moratoire européen en cours prendra fin s'il n'y aura pas d'accord sur sa prolongation voire extension?

3. Est-ce que le Gouvernement va plaider pour la prolongation ou l'extension du moratoire à d'autres néonicotinoïdes voire pour l'interdiction complète? Dans la négative, pour quelles raisons?

4. Est-ce qu'il y a de nouveaux résultats de l'étude «Beefirst» concernant les facteurs qui expliqueraient les pertes de colonies dans nos régions?

5. Est-ce que l'étude «Beefirst» sera prolongée? Dans l'affirmative, pour combien d'années?

6. Quel a été le taux de mortalité des colonies durant l'hiver 2014-2015 au Luxembourg? Comment expliquer ces chiffres?

7. Quelles mesures supplémentaires est-ce que le Gouvernement entend prendre pour combattre l'effondrement des colonies d'abeilles au Luxembourg?

Réponse commune (21.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ad 1. Oui.

Ad 2. Le règlement d'exécution (UE) n°485/2013 a respectivement restreint ou interdit l'utilisation des trois substances actives clothianidine, imidadopride et thiaméthoxame. Cette interdiction partielle ne prendra pas fin puisque l'applicabilité des dispositions du règlement d'exécution (UE) n°485/2013 n'est pas limitée dans le temps. Par contre le considérant (16) dudit règlement d'exécution précise que «Dans les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission [européenne] entamera dans un délai raisonnable un examen des nouvelles informations scientifiques qu'elle aura reçues.»

Ad 3. Comme expliqué sous le point 2. ci-dessus, la question de la prolongation du moratoire ne se pose pas.

Le règlement 1107/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil s'applique dans le cas d'une interdiction complète ou partielle de produits phytopharmaceutiques et prévoit une procédure afférente. Ainsi, une extension nationale de l'interdiction à d'autres substances actives néonicotinoïdes non fondée sur le plan technique est susceptible d'entraîner des recours en justice. Au niveau communautaire, la question d'extension de l'interdiction n'a pas été proposée.

Ad 4. Le projet de recherche «Beefirst» comprend plusieurs volets. Dans un premier volet, les chercheurs ont analysé statistiquement un recensement auprès des apiculteurs. Le but était d'identifier des pratiques des apiculteurs corrélées soit à des faibles ou à des fortes pertes hivernales. Les résultats ont par exemple indiqué que le type de ruche semble avoir une influence sur les chances de survie des abeilles pendant l'hiver. Des recommandations dans ce sens ont été faites aux apiculteurs.

Dans le cadre de ce recensement, la varroase est la cause de la perte des abeilles qui a été indiquée le plus fréquemment par les apiculteurs. Il faut cependant noter qu'il est souvent difficile pour l'apiculteur de diagnostiquer les causes de la perte d'une ruche d'abeilles individuelle.

Dans un deuxième volet cinq ruchers d'essai ont été suivis en détail en ce qui concerne le parasitage par le varroa et la présence de dix espèces de virus. Les résultats indiquent que le parasitage par le varroa a plus d'influence sur la survie des ruches que la présence des virus analysés.

Un troisième volet visait initialement à identifier des cultures agricoles qui auraient une influence sur les pertes d'abeilles pendant les hivers de 2010-2011 à 2012-2013. L'étude s'est basée d'un côté sur le recensement des ruches réalisé annuellement par l'Administration des Services Vétérinaires dans lequel les apiculteurs indiquent chaque printemps la localisation précise de leurs ruchers de même que les pertes d'abeilles subies pendant l'hiver. De l'autre côté, les données issues des déclarations de surface des agriculteurs ont permis d'identifier l'emplacement exact des différentes cultures agricoles. Pour les surfaces non agricoles, les données de «occupation biophysique du sol» ont été prises en compte. L'analyse statistique des corrélations entre les pertes hivernales et le type d'occupation du sol a montré que cinq cultures étaient plus fréquemment liées à de moindres pertes, tandis que douze types de cultures étaient plus souvent associés à des pertes plus élevées. Par exemple certaines cultures de céréales d'été pourraient avoir un effet négatif. Par contre l'étude n'a pas pu déceler un possible impact négatif du maïs ou du colza qui ont souvent été suspectés de contribuer aux pertes hivernales. L'étude a par contre identifié 36 classes d'occupation du sol non liées à l'agriculture, qui étaient corrélées de façon répétitive à une mortalité plus importante des abeilles. Il s'agit entre autres de classes d'occupation du sol liées aux transports, à l'industrie et à la récréation humaine. Pour tous les résultats issus de ce volet, il faut bien noter qu'il ne s'agit que de corrélations statistiques. Cela ne veut pas dire qu'il y a nécessairement un lien causal direct.

Finalement, il est intéressant de noter que pour l'analyse des pertes très importantes de l'hiver 2012-2013, moins de corrélations significatives ont été décelées, ce qui indique que d'autres facteurs non liés à l'utilisation des surfaces étaient responsables de cet accroissement inhabituel de ces pertes d'abeilles au cours de cet hiver.

Ad 5. Le projet de recherche «Beefirst» va être poursuivi par les chercheurs du Luxembourg Institute of Science and Technology pendant les années 2015 à 2017 et son champ de recherche sera étendu.

Ad 6. Le taux de mortalité des colonies d'abeilles durant l'hiver 2014-2015 est de plus ou moins 20%. Ceci rejoint le pourcentage de l'année 2011-2012 qui était de 22% tandis qu'en 2012-2013 on a enregistré le chiffre record de 34%. Concernant l'année 2013-2014, l'Administration des Services Vétérinaires a enregistré des pertes de 9% seulement, ce qui peut être considéré comme étant un taux de base. Les fortes variations de ce pourcentage d'une année à l'autre s'expliquent par le fait que les causes entraînant les pertes de colonies d'abeilles sont multifactorielles et englobent les maladies des abeilles, les parasites, les conditions climatiques, l'occupation du sol et la disparition des ressources naturelles de même que l'exposition à des produits phytopharmaceutiques respectivement à des toxines environnementales.

En ce qui concerne plus particulièrement les néonicotinoïdes, les recherches tendent à confirmer que ces substances actives perturbent le système nerveux des abeilles, les rendent plus sensibles aux autres facteurs de stress, tels que les maladies et peuvent les désorienter dans la recherche de pollen.

D'après les experts, une des causes les plus importantes des pertes de colonies durant la période hivernale est celle des maladies des abeilles et surtout la varroase qui est une maladie parasitaire des abeilles. C'est notamment à ce niveau que le Gouvernement a l'intention d'intervenir avec l'engagement d'un expert apicole pour stabiliser la perte des colonies durant les hivers successifs.

Les initiatives entreprises actuellement par l'État sont les suivantes:

- cofinancement d'un expert apicole national dont le rôle principal sera de former et de conseiller les apiculteurs en outre concernant le traitement anti-varroa;

- subvention des substances utilisées pour ce traitement de façon à diminuer la charge financière pour les apiculteurs;

- en accord avec le programme gouvernemental, des mesures sont prises pour réduire au maximum l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans la pratique agricole, viticole et horticole de façon générale et un plan d'action national afférent sera élaboré à cet effet;

- la mesure agro-environnementale qui vise à promouvoir la mise en place de bandes fleuries va être renforcée pour la rendre plus attractive pour les agriculteurs et pour les pollinisateurs. Ainsi les agriculteurs qui ensemencent des bordures de leurs champs sur une largeur de six à neuf mètres avec des mélanges prédéfinis de plantes mellifères pourront obtenir une aide de 1.200 €/ha de bande fleurie.

Le Gouvernement espère contribuer, grâce à ces mesures, à la stabilisation des pertes de colonies d'abeilles dont le taux normal se situe aux alentours de 10% et donner ainsi un coup de pouce au développement de l'apiculture nationale.

Question 1183 (03.06.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **résidus de pesticides et de médicaments dans l'eau en bouteille:**

Une étude réalisée en 2013 pour le compte de l'Institut national de la consommation en France et la fondation «France Libertés» avait révélé des traces de pesticides et de médicaments dans environ 20% des eaux en bouteille vendus en France, sans toutefois remettre en cause leur potabilité. Récemment le site d'information «Europe1.fr» a relancé la discussion autour de la protection des sources d'eau en publiant la liste des marques d'eau françaises dans lesquelles des résidus de médicaments, d'hormones et de pesticides avaient été détectés.

Dans le contexte de la contamination de l'environnement et des eaux souterraines par les pratiques humaines, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Les eaux en bouteille vendues au Luxembourg sont-elles analysées régulièrement en vue de la détection d'éventuels résidus de médicaments, de pesticides ou d'autres polluants?

2. Ces analyses sont-elles, le cas échéant, effectuées par l'exploitant lui-même ou par le service étatique de contrôle alimentaire, voire par les deux?

3. Les résultats sont-ils accessibles aux consommateurs?

4. En l'absence de contrôles réguliers des eaux vendues en bouteille, Madame la Ministre entend-elle mettre en place un tel système de surveillance en se basant sur les normes européennes en vigueur?

Réponse (03.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En matière d'eaux embouteillées, il y a tout d'abord lieu de distinguer entre eaux minérales naturelles et eaux de source ou eaux de table. Si les eaux minérales naturelles sont réglementées au niveau européen par la directive 2009/54/CE du 18 juin 2009 relative à l'exploitation et à la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles, les eaux de source relèvent quant à elles d'une réglementation nationale, à savoir le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

En ce qui concerne l'évaluation de la conformité des différentes eaux embouteillées, celle-ci ne se fait donc pas selon les mêmes normes réglementaires.

Pour les eaux minérales naturelles, le critère de la pureté originale, qui caractérise ces produits, suppose l'absence de toute contamination par des substances découlant de l'activité humaine, comme des pesticides ou des médicaments.

Au niveau de l'Union européenne, le groupe d'experts en matière d'eaux minérales naturelles est en train d'élaborer un document de travail en vue de pouvoir définir des critères permettant de déterminer si le critère de la pureté originale est respecté en cas de détection de certains contaminants d'origine humaine en concentration très faible, et dont les traces restent sans pertinence du point de vue de la santé publique.

Sur le marché luxembourgeois, on peut trouver, à côté des produits de provenance purement indigène, une large panoplie d'eaux embouteillées (eaux minérales naturelles et eaux de source) en provenance d'autres États membres de l'UE.

Les sites de production d'eaux à embouteiller situés au Luxembourg sont soumis à des contrôles réguliers, ceci tant dans le cadre de la législation nationale applicable en matière de contrôle des denrées alimentaires que sur base de la législation européenne.

Suivant les normes européennes, les contrôles officiels se font selon une analyse des risques et en fonction des autocontrôles mis en place par les établissements eux-mêmes. Dès lors les établissements alimentaires qui effectuent des activités à risque sont contrôlés en priorité.

Force est de constater que les producteurs d'eaux embouteillées se caractérisent par un faible niveau de risque et des systèmes d'autocontrôle très élaborés.

Ledit service fait d'ailleurs régulièrement analyser par différents laboratoires les eaux embouteillées par les producteurs d'eaux implantés au pays.

Des contrôles sont également effectués lors de l'importation d'eaux embouteillées en provenance de pays tiers.

À cela s'ajoute que le Service de la sécurité alimentaire effectue régulièrement des campagnes de contrôle sur les eaux embouteillées (d'origine luxembourgeoise et en provenance des États membres de l'UE).

[4] Kessler S.C. et al., Bees prefer foods containing neonicotinoidpesticides.
http://www.moraybeedinosaurs.co.uk/neonicotinoid/Bees%20prefer%20foods%20containing%20neonicotinoid%2Opesticides.pdf

[5] 2 Rundlöf, M. et al., Seed coating with a neonicotinoid insecticide negatively affects wild bees.
http://www.moraybeedinosaurs.co.uk/neonicotinoid/Seed%20coating%20with%20a%20neonicotinoid%20insecticide%20negatively%20affects%20wild %20bees.pdf

Ainsi, en 2011, une campagne de contrôle avait été effectuée sur la stabilité chimique de la composition minérale des eaux minérales naturelles et sur les contaminants dans les eaux minérales naturelles et les eaux de source.

En 2013 le Service de la sécurité alimentaire a contrôlé la qualité de l'eau dans les établissements de production alimentaire et il a effectué une campagne de contrôle des eaux destinées aux nourrissons. Le résumé de cette campagne est reproduit ci-après:

Type d'analyse paramètres analysés	conforme en tenant compte de l'incertitude de mesure	Conforme	Non conforme	Résultat non évalué	Grand Total
Bactériologie Eau	3	167	51	9	230
Composition chimique EMN		74	1	21	96
Contaminants minéraux		308		28	336
Contaminants organiques		1			1
Nourrissons (paramètres supplémentaires)		79	5	21	105
Physico-chimique Eau		1			1
Grand Total	3	630	57	79	769

Actuellement une campagne est en cours d'être effectuée sur la teneur en résidus de pesticides et métabolites de ces substances dans les eaux embouteillées. Les échantillons, qui ont été prélevés au courant des mois de mars et d'avril, sont en train d'être évalués.

Il apparaît déjà que certaines eaux minérales naturelles et eaux de source peuvent présenter des traces de pesticides ou de métabolites de pesticides. Toujours est-il que ces résultats ne constituent pas de risque pour la santé humaine.

À ce jour aucune campagne sur la présence de résidus de médicaments n'a été effectuée.

Question 1208 (12.06.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **demandeurs d'emploi:**

Dans l'édition du «Luxemburger Wort» d'aujourd'hui, Monsieur le Ministre du Travail indique que les statistiques en matière de demandeurs d'emploi fournies par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) diffèrent de celles établies à l'étranger, «weil hierzulande auch jene Erwerbslose in den Statistiken auftauchen, die eigentlich nicht mehr für den Arbeitsmarkt zur Verfügung stehen».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelle est la proportion de demandeurs d'emploi actuellement inscrits auprès de l'ADEM qui, selon Monsieur le Ministre du Travail, ne sont plus disponibles pour le marché de l'emploi?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des chiffres détaillés répartis par mois depuis décembre 2013:

2.1. sur le nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X (p. ex. décembre 2013) et ayant obtenu le mois d'après (i. e. janvier 2014) une pension d'invalidité permanente?

2.2. sur le nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X (p. ex. décembre 2013) et ayant obtenu le mois d'après (i. e. janvier 2014) le revenu pour personnes gravement handicapées?

2.3. sur le nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM comme salarié handicapé à la fin du mois X (p. ex. décembre 2013) et ayant obtenu le mois d'après (i. e. janvier 2014) le revenu pour personnes gravement handicapées?

Réponse commune (21.08.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. Au Luxembourg, les demandeurs d'emploi disponibles (définition «sensu stricto») sont des personnes sans emploi résidantes qui, à la date du relevé statistique, ne sont ni en congé de maladie depuis plus de sept jours, ni en congé de maternité.

Si l'on s'en tient à cette définition au sens strict seules les personnes en congé de maladie ou de maternité ne seraient pas disponibles. Aussi, en juin 2015, on notait 18.389 personnes sans emploi résidantes dont 16.833 sont des demandeurs d'emploi résidants disponibles. Cependant parmi les personnes sans emploi disponibles et enregistrées à l'ADEM certaines d'entre elles sont suite à des problèmes de santé plus éloignées du marché de l'emploi que d'autres.

Actuellement il n'y a pas de chiffres mais le parcours personnalisé des demandeurs d'emploi vise à mieux identifier les problèmes et les besoins de chaque demandeur d'emploi.

Ad 2.1. Cette information figure dans la colonne 2.

Afin de compléter cette information, les données suivantes ont été ajoutées au tableau:

- nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X et ayant le statut de travailleur à capacité réduite (CTR) au cours du mois X (colonne 3);

- nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X, ayant le statut de (CTR) au cours du mois X et bénéficiant de l'indemnité d'attente au cours du mois X (colonne 4) (cette information permet de mesurer le nombre de CTR en recherche d'emploi depuis plus d'un an, puisque l'indemnité d'attente prend le relais de l'allocation chômage, lorsque le droit s'interrompt).

Ad 2.2. Nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X et ayant obtenu le mois d'après le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH).

Cette information n'a pas été fournie dans le tableau dans la mesure où elle ne concerne que quelques rares cas chaque mois. Cette rareté s'explique ainsi: le fait de bénéficier du revenu pour personnes gravement handicapées n'est pas synonyme de sortie de l'ADEM (contrairement au fait de percevoir une pension d'invalidité). En remplacement, les informations suivantes sont fournies dans le tableau:

- nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X et percevant le mois X le RPGH (colonne 5).

Ad 2.3. Nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM comme salarié handicapé (SH) à la fin du mois X et ayant obtenu le mois d'après le RPGH.

Pour la même raison que celle citée précédemment, cette information n'a pas été fournie. En remplacement, les informations suivantes sont présentées dans le tableau:

- nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X et ayant le statut de salarié handicapé (colonne 6);

- nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois X comme salarié handicapé et percevant, le mois X, le RPGH (colonne 7).

	Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6	Colonne 7
	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois[6]	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois et ayant obtenu une pension d'invalidité permanente le mois suivant[7]	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois et ayant le statut de CTR	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois et percevant l'indemnité d'attente	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois et percevant le RPGH	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois comme SH	Personnes inscrites auprès de l'ADEM à la fin du mois comme SH et percevant le RPGH
déc-13	19.287	14	2.804	1.864	1.162	1.688	1.137
janv-14	19.565	16	2.811	1.885	1.199	1.739	1.175
févr-14	19.147	21	2.790	1.919	1.194	1.743	1.169
mars-14	18.536	16	2.821	1.949	1.185	1.751	1.158
avr-14	18.061	15	2.817	1.979	1.201	1.757	1.175
mai-14	17.810	14	2.804	1.989	1.215	1.778	1.191
juin-14	17.365	20	2.833	2.044	1.227	1.850	1.204
juil-14	18.103	11	2.856	2.062	1.230	1.830	1.205
août-14	17.574	17	2.871	2.090	1.195	1.789	1.169
sept-14	17.953	19	2.803	2.118	1.210	1.811	1.186
oct-14	18.124	20	2.776	2.146	1.220	1.824	1.196
nov-14	18.278	24	2.762	2.172	1.229	1.832	1.202
déc-14	19.362	23	2.778	2.171	1.237	1.816	1.208

[6] Personnes sans emploi résidantes disponibles au sens de l'ADEM: «personnes sans emploi résidantes qui, à la date du relevé statistique, ne sont ni en congé de maladie depuis plus de sept jours, ni en congé de maternité.»

[7] Dont transformation indemnité d'attente en invalidité permanente

Question 1234 (22.06.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **formations d'apprentissage:**

Depuis 30 ans le Luxembourg connaît un manque constant d'artisans. Au-delà du phénomène de dévalorisation de l'artisanat, un autre facteur expliquant ce déficit chronique est le fait que de nombreux apprentis n'achèvent pas leur formation.

Ainsi, selon la Fédération des Artisans, les apprentis seraient 80% à rompre leur contrat d'apprentissage avant l'obtention de leur diplôme d'aptitude professionnelle. Pour soutenir les jeunes désireux de suivre une formation, la Fédération des Artisans a récemment révélé vouloir construire deux nouveaux centres de formation continue à Bettembourg, qui devraient ouvrir leurs portes à partir de 2017.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le taux d'échec des apprentis dans leurs efforts d'obtenir un DAP est aussi élevé que le soutient la Fédération des Artisans?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons du décrochage des jeunes? Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de lutter contre ce phénomène?

- Quels métiers sont les plus touchés par l'abandon des apprentis?

- Les jeunes bénéficient-ils d'un suivi après leur abandon afin de leur faciliter la réinsertion dans le monde professionnel?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il mettre en place pour poursuivre les efforts de revalorisation de l'artisanat?

Souvent, les jeunes se plaignent de la difficulté d'obtenir un contrat d'apprentissage.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la réalité de cette difficulté?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il soutenir les jeunes en recherche d'une formation et d'un contrat d'apprentissage?

Réponse (24.08.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le phénomène de la dévalorisation de l'artisanat ne touche pas seulement ce secteur mais l'ensemble du domaine couvert par la formation professionnelle. Comme dans les autres pays de l'Union européenne, les élèves du Grand-Duché ont une idée imprécise de ce que sont les métiers et professions d'aujourd'hui. Ils ont par ailleurs souvent une connaissance limitée des débouchés professionnels possibles. Les différents services qui s'occupent de l'orientation doivent coordonner leurs actions afin d'éviter que les jeunes quittent prématurément l'enseignement. Afin de remédier à cette situation, le Gouvernement a déposé un projet de loi portant sur la création d'une maison de l'orientation. Depuis la décision du Conseil européen de Lisbonne en 2000 de faire de l'Europe la société de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde d'ici 2010, l'orientation scolaire et professionnelle a été promue priorité politique éducative au Luxembourg.

Les questions formulées par l'honorable Député appellent aux réponses suivantes:

En ce moment, je ne suis pas en mesure de confirmer le taux d'échec de 80% des apprentis avancé par la Fédération des Artisans.

En 2010/2011, 563 élèves ont fréquenté une classe de 10e dans une des formations phares de la formation professionnelle. En 2013/2014 le taux de certification global est de 34,9% et augmentera encore après les sessions de rattrapage, surtout si on prend en considération que 32,4% des élèves sont toujours inscrits dans l'enseignement luxembourgeois et poursuivent soit leur formation dans une année supplémentaire, soit ont choisi une autre formation mieux adaptée à leurs besoins.

Le taux de réussite varie selon métier. Ainsi, à titre d'exemple, en mai 2015 le taux de certification des jeunes, qui ont commencé en 2010/2011 leur formation CCP mécanicien d'autos, est de 60% et pour le DAP mécatronicien d'autos, le taux de certification est de 38%.

La future situation professionnelle d'un non-diplômé est toujours précaire et le diplôme reste une garantie contre le chômage et contre des conditions d'emploi aléatoires. L'objectif du Gouvernement luxembourgeois est de réduire le nombre de ceux qui arrêtent leurs études sans diplôme ni qualification. Tous les métiers sont touchés par l'abandon scolaire. Les raisons sont multiples: orientation inadaptée, incapacité d'apprendre le métier, échec des modules, problèmes personnels et problèmes de famille,…

En ce qui concerne le décrochage scolaire, l'Action Locale pour Jeunes (ALJ) du Service de la formation professionnelle s'occupe des jeunes qui quittent le système scolaire luxembourgeois prématurément. Par le biais d'un suivi personnalisé, les collaborateurs de l'ALJ essaient d'élaborer ensemble avec le jeune un plan professionnel qui consiste soit à réintégrer le système scolaire soit à intégrer le marché de l'emploi. Toutes ces mesures s'inscrivent dans la politique de la garantie pour la jeunesse du Gouvernement.

Afin de revaloriser l'artisanat, le Ministère supporte activement la campagne «hands up» de la Chambre des Métiers et ne peut que souligner l'importance de ce secteur pour l'économie luxembourgeoise.

Par contre, la difficulté de trouver un poste d'apprentissage n'est pas un phénomène qui touche toutes les professions ou métiers. Il y a des métiers/professions pour lesquels l'offre de postes d'apprentissage est largement supérieure à la demande de la part des jeunes.

L'inadéquation entre offre et demande est non pas seulement un défi pour l'orientation mais aussi pour le marché de l'emploi. Pour pallier à ce déséquilibre entre offre et demande, les chambres professionnelles disposent d'une personne qui s'occupe de contacter les candidats à la recherche de postes d'apprentissage afin de les informer et de les aider.

Depuis deux ans le Gouvernement s'est également engagé à former des apprentis et une ligne budgétaire a été prévue à cet effet. Une vingtaine de contrats d'apprentissage ont été conclus dans différents métiers/professions depuis lors.

La revalorisation des métiers et professions est un processus récurrent et de longue haleine. Il implique un changement de mentalité dans notre société et il convient de lutter contre le fait que la formation professionnelle se choisit trop souvent par l'échec en mettant en évidence, entre autres, les perspectives professionnelles et scolaires qu'offre la formation professionnelle. En outre, un autre grand défi persiste et qui consiste dans la promotion de la qualité et l'excellence dans la formation professionnelle.

Question 1246 (29.06.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **directive 2012/18/UE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite directive «Seveso III»:**

L'article 31, paragraphe 1er, de la directive 2012/18/UE prévoit que «Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 mai 2015. Ils appliquent ces mesures à partir du 1er juin 2015».

Or, à ma connaissance, à l'heure actuelle aucun projet de loi prévoyant la transposition de la directive «Seveso III» n'est déposé auprès de la Chambre des Députés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1. Est-ce que les Ministres peuvent confirmer ce constat?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons relatives à l'absence du dépôt d'un projet de loi transposant la directive «Seveso III»?

3. Malgré l'absence de la transposition de la directive «Seveso III», est-ce que les Ministères recommandent d'ores et déjà aux entreprises tombant sous le champ d'application de la directive «Seveso III» d'appliquer les normes, mesures et obligations y fixées?

Réponse commune (20.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

De prime abord, il y a lieu de relever que le Ministère du Travail, de l'Emploi et l'Économie sociale et solidaire est chef de fil pour ce qui est de la transposition en droit national de la directive en question.

Ad 1. En effet, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire peut confirmer que le projet de loi relatif à la transposition de la directive dite «Seveso III» n'a pas encore été déposé.

Néanmoins, je peux confirmer que le texte du projet de loi relatif à la transposition de la directive susmentionnée vient d'être finalisé et que ce dernier pourra être mis à l'ordre du jour de la première séance utile du Conseil de Gouvernement après les vacances d'été.

Ad 2. La transposition de la directive «Seveso III», touchant à différents domaines de compétence, a soulevé une série de questions qui ont nécessité une coopération interministérielle. Il s'agit principalement du champ d'application et de l'article 13 «Maîtrise de l'urbanisation» de la directive dite «Seveso III».

Considérant les différentes discussions et réunions qui ont eu lieu à ce sujet, il s'est avéré que la maîtrise de l'urbanisation est primordiale dans le cadre de la transposition de la directive dite «Seveso III». Selon les experts en la matière, la transposition doit être bien pensée et doit être adaptée aux besoins spécifiques du Luxembourg. Dans cet esprit, l'organisation des discussions ainsi que les réunions d'information avec les autorités concernées par la matière, de même que le temps nécessaire afin de récolter les commentaires, ont eu pour conséquence que le délai prévu pour la transposition n'a pas pu être respecté comme mentionné à l'article 31, paragraphe 1er de la directive 2012/18/UE dite «Seveso III».

Ad 3. En l'absence d'une nouvelle législation transposant en droit national la directive dite «Seveso III», le Règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (réglementation transposant en droit national l'ancienne directive dite «Seveso II») reste en vigueur et d'application.

Néanmoins, la directive dite «Seveso III» étant considérée comme disposition minimale à respecter, les autorités compétentes recommandent aux exploitants des établissements tombant sous le champ d'application de la réglementation dite «Seveso II» d'appliquer et de respecter déjà aujourd'hui les règles minimales prévues par la nouvelle directive dite «Seveso III».

Question 1260 (01.07.2015) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique Agricole et centre de compétences agricole:**

Lors de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 29 juin 2015, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a informé que le projet de construction du nouveau Lycée technique Agricole avance bon train et qu'il va entrer dans la phase d'appel d'offres. Or, les communes concernées, à savoir Diekirch et Bettendorf, n'ont pas encore émis d'autorisations de construire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Pour quelles raisons ni la commune de Diekirch, ni la commune de Bettendorf n'ont jusqu'à présent émis une autorisation de construire pour le nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur l'état d'avancement du projet de construction?

3. Quel est le calendrier des travaux?

Vu que le programme gouvernemental prévoit également la création d'un centre de compétences agricole sur le nouveau site du Lycée technique Agricole et que la Chambre des Députés avait adopté le 18 décembre 2014 dans le cadre des discussions budgétaires une motion invitant le Gouvernement à procéder dans les meilleurs délais à la réalisation de ce centre de compétences, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

4. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur l'état d'avancement du centre de compétences agricole?

5. Quand Monsieur le Ministre compte-t-il réaliser ce centre de compétences agricole sur le nouveau site du Lycée technique Agricole?

Réponse commune (25.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ad 1. Le tracé de la canalisation d'évacuation d'eaux pluviales et d'eaux usées traverse le territoire de la commune de Diekirch, tandis que les bâtiments du Lycée se situent entièrement sur le territoire de la commune de Bettendorf. Les demandes d'autorisations relatives à ces travaux ont été introduites en décembre 2014 auprès des administrations communales de Diekirch et de Bettendorf.

Lors de la conférence de presse sur le concept global d'implantation des infrastructures scolaires dans la «Nordstad» (17.07.2014), le Gouvernement avait annoncé qu'un concept de mobilité y relatif, comprenant les transports en commun et la mobilité douce sera optimisé en fonction de l'implantation de ces infrastructures scolaires. Un nouvel élément sera notamment l'aménagement d'un couloir bus bidirectionnel sur l'axe centrale Diekirch-Ettelbruck et la construction d'un nouveau pont pour bus, cyclistes et piétons à Diekirch (au lieu du pont dit «ficelle»).

Les engagements respectifs seront formalisés dans le cadre de conventions à conclure entre l'État et la commune de Diekirch, respectivement de Bettendorf. Y seront également réglées les modalités relatives à l'acquisition du hall omnisport à Diekirch ainsi que la participation aux coûts d'investissement du renouvellement d'une partie de la rue Kneppchen à Gilsdorf, liées aux travaux de raccordement du lycée. Dès signature des documents, les autorisations pourront être délivrées.

Ad 2. Suite à la décision gouvernementale que l'internat ne sera plus implanté sur le site de Gilsdorf, les demandes d'autorisation ont été adaptées, notamment le dossier commodo-incommodo, et ont été réintroduites auprès de l'Administration de l'Environnement en novembre 2014. Actuellement les plans d'exécution et les dossiers de soumission relatifs au lycée sont en élaboration. En ce qui concerne le nouveau terrain d'implantation de l'internat, trois sites potentiels à Diekirch sont actuellement en cours d'analyse.

Ad 3. Le dossier de soumission relatif aux travaux de terrassement et d'évacuation des eaux usées et pluviales, ensemble avec le collecteur du SIDEN, a été approuvé en juin 2015. Il est prêt à être publié dès octroi des autorisations.

Le lancement de la première soumission en automne 2015 permettrait de débuter les travaux de terrassement propres aux bâtiments au printemps 2016, suivis des travaux de gros œuvre, des installations techniques et du parachèvement. La durée du chantier est estimée à environ quatre ans.

Ad 4. Le programme de construction du nouveau bâtiment de laboratoires de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et des bureaux pour la Chambre d'Agriculture est en train d'être adapté aux besoins actuels par les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs. Un site d'implantation éventuel situé à Diekirch, à proximité du nouveau Lycée technique Agricole, est en train d'être analysé.

Ad 5. Dans ce contexte, il y a lieu de remarquer que depuis 2012, suite aux décisions prises dans le cadre de la modification du PAG de la commune de Bettendorf, le bâtiment de l'ASTA / Chambre d'Agriculture n'est plus projeté sur le site à Gilsdorf.

Vu que le site d'implantation n'a pas encore été choisi définitivement et que le programme de construction du bâtiment ASTA / Chambre d'Agriculture est en train d'être actualisé, une date de finalisation du projet ne pourra être définie qu'au moment où les décisions quant à l'emplacement du projet auront été prises.

Question 1263 (01.07.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **prévention de la démence:**

Kürzlich wurde vom Gesundheitsministerium ein Präventionsprogramm für Demenzerkrankungen vorgestellt. Man geht davon aus, dass gegenwärtig circa 6.000 Menschen in Luxemburg an Demenz erkrankt sind. Bis zum Jahr 2025 wird mit 9.000 Erkrankten gerechnet.

Wissend, dass im Mai 2013 ein nationaler Aktionsplan „Demenzkrankheiten" vom damaligen Familienminister Marc Spautz gemeinsam mit dem damaligen Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo vorgestellt wurde, um möglichst viele Menschen im Land anzusprechen und zu sensibilisieren, möchte ich mich erkundigen, ob das jetzt vorgestellte Programm unter alleiniger Verantwortung des Gesundheitsministeriums ausgearbeitet worden ist. Wenn ja, aus welchen Gründen hat die Regierung beschlossen, das Familienministerium nicht mehr bei diesem wichtigen Programm mit einzubinden?

Réponse (29.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Innerhalb der nächsten 10 bis 15 Jahre wird die Anzahl der Menschen mit Demenz in Luxemburg um fast das 1,5-Fache von nun ca. 6.000 Personen auf ca. 8.500 Personen ansteigen. Dies stellt große Herausforderungen an die Gesellschaft und die politischen Entscheidungsträger: In Zukunft müssen umfangreichere Leistungen im sozialen, medizinischen und pflegerischen Bereich erbracht werden - nicht nur in der Versorgung der Menschen mit Demenz, sondern auch für Angehörige, die immer mit betroffen sind.

Um dieser Herausforderung adäquat zu begegnen, ist es jetzt wichtig, neben der Langzeitpflege und der öffentlichen Sensibilisierung Maßnahmen zur Prävention, Diagnostik und Therapie zu fördern, um Pflegebedürftigkeit sowie den damit verbundenen Verlust an Lebensqualität hinauszuzögern.

In diesem Zusammenhang wurde, wie die ehrenwerte Frau Abgeordnete richtig bemerkt, im Mai 2013 ein nationaler Aktionsplan „Demenzkrankheiten" vom damaligen Familienminister gemeinsam mit dem damaligen Gesundheitsminister vorgestellt.

Dieser Aktionsplan ist nicht mit dem kürzlich vorgestellten „Demenz-Präventions-Programm" zu verwechseln, welches vereinfacht ausgedrückt ein Bestandteil des oben erwähnten Aktionsplanes ist.

Die Koordinierung/Ausarbeitung dieses „Demenz-Präventions-Programms" obliegt, gemäß dem Aktionsplan „Demenzkrankheiten", dem Gesundheitsministerium.

Das „Demenz-Präventions-Programm" mit detailliertem Programmentwurf, der vor der Unterzeichnung des Kooperationsvertrags zwischen dem Gesundheitsministerium und dem Deutschen Institut für Demenzprävention vorlag, wurde dem Familienministerium ebenfalls unterbreitet.

Das Familienministerium war demnach über das „Demenz-Präventions-Programm" stets informiert und wird auch in Zukunft eingebunden bleiben. Eine Abstimmung zwischen Gesundheits- und Familienministerium findet prinzipiell bei allen Fragen zu geriatrischen Themen und zur Demenz statt.

Question 1275 (08.07.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **chèque-service accueil:**

Le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil, modifié par le règlement grand-ducal du 21 juillet 2012 ainsi que par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012, prévoit notamment que les avantages découlant du bénéfice du dispositif chèque-service sont déterminés en fonction du revenu du ménage du demandeur. Selon l'article 9 du règlement grand-ducal susmentionné «est considéré comme revenu du ménage, le revenu imposable tel qu'il est attesté par le bulletin d'impôt le plus récent ou les trois fiches mensuelles de rémunération les plus récentes accompagnées d'un certificat attestant que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt ou à défaut toute autre pièce documentant le revenu actuel».

Il existe donc trois possibilités pour déterminer le revenu du ménage du demandeur:

1. sur base du bulletin d'impôt le plus récent, ou,

2. sur base des trois fiches mensuelles de rémunération les plus récentes accompagnées d'un certificat attestant que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt, ou, à défaut,

3. sur base de toute autre pièce documentant le revenu actuel.

Or, il paraît que pour de nombreuses communes l'application de ces dispositions pose problème, notamment parce que l'Administration des Contributions directes n'est pas en mesure d'attester que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt. Tout au plus elle peut certifier que pour l'année fiscale écoulée le ménage n'a pas fait de déclaration d'impôt.

Les démarches se compliquent lorsque la situation financière du ménage change et surtout se dégrade en cours d'année suite à une séparation ou la perte d'un emploi. En effet, le dernier alinéa de l'article 10 du règlement grand-ducal susmentionné prévoit que «à la demande des parents ou représentants légaux, les données peuvent être adaptées à tout moment». Toutefois, dans les cas visés, le demandeur ne sera pas en mesure de présenter les documents nécessaires: le dernier bulletin d'impôt ne reflète pas la situation financière actuelle du demandeur après une séparation ou une perte d'emploi et l'Administration des Contributions ne sera pas en mesure d'établir un certificat attestant que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt pour l'année en cours. Quant à la dernière possibilité prévue pour déterminer le revenu du ménage, à savoir «à défaut (des documents prémentionnés) toute autre pièce documentant le revenu actuel», il paraît que son interprétation varie d'une commune à l'autre, voire même d'un fonctionnaire communal à l'autre. En général, il est convenu qu'il faut entendre par là notamment une attestation prouvant que le demandeur est bénéficiaire du revenu minimum garanti.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des problèmes décrits ci-dessus?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les textes devraient prévoir une solution pour les situations décrites ci-dessus et non pas dépendre de l'interprétation de la commune, voire du fonctionnaire traitant la demande relative à la modification du chèque-service accueil?

- Le projet de loi 6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse réforme également le dispositif du chèque-service accueil et prévoit que «les pièces servant à documenter le revenu du ménage sont définies au niveau d'un règlement grand-ducal». Monsieur le Ministre tiendra-t-il compte des problèmes décrits ci-dessus lors de la rédaction du règlement grand-ducal susvisé?

Réponse (24.08.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Pour ce qui est des trois questions interconnectées posées par l'honorable Députée, il faut savoir que l'analyse du revenu du ménage fait partie des modalités d'adhésion au système du chèque-service accueil et qu'elle est réalisée sous la responsabilité de l'administration communale de résidence de l'enfant, conformément à l'article 10 du règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil.

Sur base des documents remis à l'administration communale et conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal précité, le revenu «actuel» du ménage est pris en compte pour le calcul de la participation financière des parents.

En règle générale, la remise d'un bulletin d'impôt est suffisante pour introduire la demande du chèque-service accueil. Néanmoins, l'administration communale a le droit de demander des pièces supplémentaires si elle le juge nécessaire.

Le manuel du chèque-service accueil fournit aux administrations communales des réponses concrètes à des situations qui ne s'avèrent pas être «standard». Dans des cas de situations familiales précaires, l'administration communale a la possibilité, sur demande de l'office social ou de tout autre service du domaine psycho-social, socio-éducatif ou médico-social, d'identifier l'enfant comme «exposé au risque de pauvreté et/ou menacé d'exclusion sociale» (article 2 du règlement grand-ducal précité), donnant droit à des avantages supplémentaires dans le cadre du chèque-service accueil.

Cette procédure vise à soutenir des parents en cas de surendettement, divorce ou même les cas sociaux extrêmes, le but premier étant d'assurer le bien-être de l'enfant. De ce fait l'application de cette procédure permet une certaine flexibilité jugée opportune pour pouvoir tenir compte de la kyrielle de situations individuelles souvent différentes.

Le projet de loi 6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et le projet de règlement grand-ducal régissant les modalités d'exécution du chèque-service accueil apporteront des précisions d'ordre administratif, compte tenu de l'expérience acquise depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil.

Question 1277 (08.07.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **climatisation dans les transports publics:**

Il m'a été rapporté que ces derniers jours lorsque la température extérieure avoisinait les 40 degrés Celsius, dans plusieurs bus de ligne la climatisation ne fonctionnait pas ou n'était pas mise en marche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il affirmer cette information?

2. Est-ce que le fonctionnement de la climatisation dans les bus de ligne fait partie intégrante du cahier de charges liant l'État et les entreprises de bus?

3. Dans l'affirmative, est-ce que le fonctionnement de la climatisation est contrôlé par les autorités?

4. Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que pour protéger les personnes vulnérables à la chaleur (personnes âgées, femmes enceintes et nouveau-nés) il serait important de pouvoir garantir aux utilisateurs des bus de ligne une température tolérable, surtout lors des canicules?

Réponse (24.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. Pendant les jours de canicule évoqués par l'honorable Député, des problèmes de fonctionnement de climatisation ont été signalés à la direction des Transports publics seulement sur deux lignes d'autobus de tout le réseau RGTR.

Ad 2. Le contrat de concession déterminant les conditions générales d'exploitation de services de transports publics par route dans le cadre du RGTR prévoit que tous les autobus soient équipés d'une climatisation.

Ad 3. Le fonctionnement de la climatisation est contrôlé lors de la maintenance générale des bus.

Au cas où un fonctionnement défectueux est constaté par mes services, l'entreprise de transport en est informée et avertie d'en régulariser la situation immédiatement, soit en prévoyant une réparation de ladite climatisation, soit en remplaçant le véhicule non adapté.

En ce qui concerne le fonctionnement proprement dit, je tiens à souligner que les climatisations dans les autobus permettent de réduire la température à l'intérieur du véhicule, en principe, seulement entre huit à dix degrés Celsius par rapport à la température extérieure. Par conséquent, des températures extérieures frôlant les 40 degrés Celsius ne permettent pas d'assurer une température «fraîche» dans les véhicules, ce qui, de toute façon, ne serait pas adapté, mais seulement de la réduire de sorte que certaines personnes mettent en doute le bon fonctionnement de la climatisation en question.

Question 1283 (10.07.2015) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant le **tourisme fluvial:**

Le tourisme fluvial est en train de prendre de plus en plus d'ampleur, également sur la Moselle luxembourgeoise. Le nombre de touristes augmentant, la taille des bateaux augmente elle aussi.

Cependant, les bateaux d'une longueur supérieure à 115 mètres (appelés longships) ne pourraient pas faire d'étape aux quais longeant la Moselle luxembourgeoise (Wasserbillig, Remich) car il ne semble pas exister de possibilité pour ces navires de faire demi-tour sur la Moselle en amont de Trêves. Cela risquerait d'avoir des répercussions négatives sur le tourisme fluvial au Luxembourg.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'il n'existe pas de possibilité pour des navires dépassant 115 mètres de longueur de faire demi-tour sur la Moselle luxembourgeoise?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage-t-il de réaménager la Moselle afin qu'elle soit suffisamment large pour permettre à ces navires de faire demi-tour sur la Moselle luxembourgeoise? Est-ce qu'un tel projet a éventuellement déjà été discuté avec les autorités allemandes ou françaises?

3. Monsieur le Ministre de l'Économie envisage-t-il à l'avenir de promouvoir spécifiquement le tourisme fluvial sur la Moselle luxembourgeoise?

Réponse commune (25.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Il est indéniable que la taille des bateaux empruntant la Moselle est en augmentation constante. Ainsi en 2014 un total de 1.137 bateaux, de tous types, avec une longueur de plus de 110 mètres ont passés les écluses de Coblence (écluse d'entrée sur la Moselle internationale) alors qu'il y a dix ans il n'y avait que 132 bateaux de plus de 110 mètres de longueur. Ce constat est vrai surtout pour les bateaux de marchandises mais également pour le secteur du tourisme fluvial. Pour le tourisme fluvial, ce sont surtout les bateaux à cabines qui ont progressivement vu augmenter leur longueur (leur passage via la Moselle germano-luxembourgeoise est saisonnier) et dans une moindre mesure les bateaux-excursions qui sillonnent la région tout au long de l'année.

Le chenal navigable de la Moselle a été construit il y a 50 ans pour des bateaux de 3.500 tonnes de port en lourd au maximum ce qui explique que les dimensions de la Moselle répondaient parfaitement aux besoins de l'époque, où les bateaux de 85 mètres de longueur étaient l'exception en termes de taille maximale, alors que les limites infrastructurelles sont parfois atteintes aujourd'hui.

Ad 1. Il est vrai qu'actuellement la section germano-luxembourgeoise de la Moselle ne dispose pas d'aire de virage spécifique pour les bateaux d'une longueur supérieure à 110 mètres dû à la largeur limitée du lit de la Moselle dans ce secteur. Ainsi par exemple, les bateaux-hôtels supérieurs à 110 mètres venant du Rhin et ayant comme destination finale la ville de Remich ne sont en principe pas autorisés de faire demi-tour sur la Moselle germano-luxembourgeoise selon l'article 8.01 point 1 du règlement de police pour la navigation de la Moselle. Ces bateaux peuvent circuler jusqu'à une aire de virage située plus loin où circuler en arrière jusqu'à une aire de virage où la taille autorisée est adaptée, c'est-à-dire soit jusque Trèves ou jusqu'en amont d'Apach.

Ad 2. Le besoin de remédier à cette situation pour les bateaux de 135 mètres de longueur notamment est connu par les autorités luxembourgeoises et outre l'encadrement de l'autorisation de circulation en arrière, en respectant certaines conditions de sécurité, des pourparlers ont été engagés avec le «Wasser- und Schifffahrtsamt» de Trèves depuis 2009 vu que les travaux d'infrastructure dans le condominium requièrent l'accord des autorités luxembourgeoises et allemandes.

Une analyse des sites potentiels dans les biefs de Grevenmacher ou de Stadtbredimus est actuellement à l'étude avec les autorités allemandes et le Luxembourg continuera de plaider envers son partenaire allemand en faveur d'une solution durable dans le condominium germano-luxembourgeois afin de soutenir le développement notamment du tourisme fluvial.

Sur initiative propre, les autorités luxembourgeoises ont étudié et sont en train de planifier l'aménagement d'une aire de virage pour les bateaux de 135 mètres de longueur dans la darse du port de Mertert profitant aux bateaux à marchandises comme aux bateaux à passagers.

Parallèlement, plusieurs initiatives d'aménagement d'aires de stationnement ou de mise en place d'équipements de services appropriés, comme par exemple l'installation de bornes de distribution d'électricité et d'eau potable ont été engagées profitant à la qualité du tourisme fluvial pour les bateaux visiteurs comme à la qualité de vie des riverains.

Ad 3. La promotion à l'étranger du secteur du tourisme fluvial, permettant de visiter la vallée de la Moselle connue au niveau international notamment grâce aux vins et mousseux mosellans ainsi qu'aux beaux villages de charme et paysages longeant ce fleuve est faite par l'Office National du Tourisme via les brochures de tourisme et en particulier la présence du Luxembourg aux grandes foires du tourisme comme l'ITB (Internationale Tourismus-Börse Berlin) où l'offre de tourisme fluvial est dûment intégrée dans l'offre globale du tourisme au Luxembourg.

Le public cible y est aussi bien le touriste individuel venant au Luxembourg avec un bateau de plaisance que le touriste en groupe venant soit avec un bateaux à cabines, ou profitant d'une excursion fluviale sur la Moselle dans le cadre de programmes de conférences organisées au Luxembourg.

Certaines communes de la région mosellane sont en train d'élaborer des projets afin de susciter davantage de tourisme fluvial. Ces initiatives pourront profiter de l'appui prévu dans le prochain plan quinquennal en faveur du tourisme.

Question 1285 (13.07.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **trafic sur les autoroutes:**

Le système CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) permet outre le recueil automatique en temps réel des données concernant le trafic et la météo, la surveillance vidéo des autoroutes et l'information des usagers par le biais de panneaux à messages variables.

Or, souvent il s'avère que les automobilistes sont seulement informés d'un ralentissement via les panneaux susmentionnés alors qu'ils font déjà partie intégrante de ce dernier. Trop rarement les automobilistes sont informés en amont du ralentissement respectivement orientés vers un itinéraire alternatif.

Un tel service s'avérerait particulièrement utile en période de forte circulation que sont les périodes de vacances. Surtout que de nombreux problèmes en matière de trafic semblent être dus à des chantiers, qui, eux, sont prévisibles.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques concernant les ralentissements/bouchons sur le réseau autoroutier (heures de la journée, fréquence, importance, causes...)?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que l'objectif initial des panneaux à messages variables, à savoir l'information des usagers de la route sur l'état du trafic afin de garantir une meilleure fluidité n'est actuellement pas atteint?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il d'améliorer l'utilisation des panneaux à messages variables afin de garantir une meilleure fluidité du trafic autoroutier?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que pour une gestion optimale du trafic, les automobilistes devraient être informés d'un encombrement potentiel de l'autoroute avant de pénétrer sur celle-ci? Dans l'affirmative, par la mise en place de quels moyens cet objectif pourrait-il être atteint?

Réponse (24.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors de la conception du projet Contrôle et information du trafic sur les autoroutes CITA dans les années 1990, en tant que centre de contrôle et d'information du trafic, le trafic sur les autoroutes de transit était à environ 50% de ce qu'il est aujourd'hui. À l'époque, les autoroutes étaient conçues afin de raccorder notre pays aux autres pays européens et comme voies de délestage du réseau principal des routes nationales. Le trafic local évoluait sur ces dernières et le trafic de transit sur les autoroutes. Depuis la mise en place des compteurs sur les autoroutes en 1985, le trafic a quadruplé pour arriver à une quasi-saturation vers 2010. Les autoroutes sont arrivées aux limites de leurs capacités et le trafic sur les routes nationales a non seulement augmenté, mais s'est de nouveau décalé vers le réseau secondaire. En conséquence, la gestion du trafic sur les autoroutes doit également prendre en compte la saturation du réseau secondaire.

Ainsi, les services connexes du CITA, en coordination avec le Centre d'Intervention National CIN 113 et le central des secours d'urgence CSU 112 ainsi que l'Automobile Club du Luxembourg ACL n'indiquent, à l'exception des fermetures d'autoroutes pour accident et chantier d'envergure, jamais des déviations empruntant le réseau secondaire. Afin d'être en mesure de fournir des informations sur des itinéraires via le réseau secondaire, le CITA devrait disposer en temps réel de la situation du trafic sur plusieurs centaines d'axes secondaires (via comptage et vidéosurveillance) et devrait être en mesure de gérer les centaines de feux tricolores implantés aux carrefours dans les localités, afin de pouvoir canaliser le volume de trafic sortant de l'autoroute, sur des axes inadaptés pour ce genre de trafic.

À l'exception du carré Croix de Bettembourg - A3 - Croix de Gasperich - A6 - Croix de Cessange - A4 - Jonction Esch - A13 - Croix de Bettembourg, le réseau autoroutier luxembourgeois ne dispose pas vraiment de routes alternatives pour évacuer le trafic y circulant. Soit le réseau secondaire est complètement implanté dans des zones urbaines, soit la topographie ne permet pas la circulation de poids lourds. En plus, le réseau autoroutier n'évolue guère à travers les campagnes et il est de plus en plus corseté par des zones industrielles et urbanisées en plein développement, de façon que la marge de manœuvre d'une gestion de trafic se réduise lentement à néant.

Le réseau autoroutier du Grand-Duché connaît trois grandes sortes de trafic qui s'entremêlent, mais qui, en principe, ne poursuivent pas les mêmes objectifs:

- le trafic de transit n'ayant pas de destination locale, qui doit obligatoirement rester sur l'autoroute;

- le trafic frontalier avec comme destination principale la capitale, qui entre au pays en matinée et en ressort le soir;

- le trafic local, ayant comme point d'arrivée des destinations dans le pays.

À ces trois types principaux, qui circulent tout au long de l'année indépendamment des saisons, s'ajoute périodiquement un quatrième type, à savoir le trafic des vacanciers de nos pays voisins Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas ainsi que du nôtre. La gestion de trafic doit prendre en compte ces quatre types de trafic, ce qui implique que les informations pertinentes destinées à une seule catégorie sont automatiquement transmises à tous les usagers, qui les mettent en pratique sans qu'elles ne leur soient destinées.

D'un point de vue quantitatif, il faut bien se rendre compte que le trafic frontalier et le trafic quotidien se meut lors des pointes matinales et vespérales. Lors de ces périodes, sur tous les axes de ou vers la capitale, la capacité des autoroutes et celle des routes nationales sont at-

teintes. Il en est d'ailleurs de même durant les fins de semaine où les vacanciers font augmenter considérablement le volume de trafic.

Lors de la première phase du CITA sur les autoroutes A3 et A6 (E25), un concept d'information des usagers a été réalisé avec les prémisses des années 1990 et les technologies d'antan. Pour chaque phase suivante du CITA, les technologies nouvelles ont été utilisées. En vue d'informer les usagers, le CITA a recours à deux types différents de panneaux dynamiques:

- le panneau à message variable PMV est un panneau dynamique qui permet de donner des informations textuelles aux usagers;

- le panneau à signal variable PSV reproduit les panneaux de la signalisation routière.

Les panneaux à message variable sont implantés aux points névralgiques du réseau autoroutier (points frontaliers, croix d'autoroutes, entrées en tunnel) et permettent le guidage des usagers. La taille et le contenu des messages se limitent de trois lignes à 15 caractères. Les panneaux à signal variable sont disposés le long du réseau à un intervalle régulier et indiquent les dangers et les interdictions conformément aux prescriptions du Code de la Route. Il est donc évident qu'il est pratiquement impossible d'informer chaque usager accédant à l'autoroute. Au fil des années, des phases supplémentaires se sont ajoutées et la plupart du réseau autoroutier a été équipé de panneaux dynamiques et doté d'une vidéosurveillance qui couvre plus ou moins 50% du réseau, c'est-à-dire que l'opérateur a une bonne vision sur les autoroutes en périphérie de la capitale, mais plus qu'on s'en éloigne, plus le recouvrement est clairsemé.

Mes services ne disposent pas de statistiques concernant les ralentissements/bouchons sur le réseau autoroutier, mais en semaine de six à dix heures en direction de la capitale et de 16 à 19 heures en direction des frontières, ainsi que pendant les départs et rentrées des vacances en fin de semaine (en résumé 23 fins de semaine sur 52 par année), le réseau autoroutier atteint une quasi-saturation permanente, ceci surtout sur les autoroutes A3 et A6.

Le CITA, en tant que gestionnaire d'un réseau surchargé, ne disposant pas d'alternatives de déviation, gère avec les moyens à sa disposition les multiples incidents et interventions. L'utilité des PMV et des PSV ne peut pas être mise en cause et réduire le problème aux seuls panneaux dynamiques serait faire abstraction de l'ensemble du contexte du trafic autoroutier luxembourgeois. Ceci d'autant plus que l'opérateur n'aura jamais la possibilité de donner à chaque usager l'information dont il a besoin personnellement. En plus, le CITA n'est pas en mesure d'évaluer comment les informations transmises aux usagers influent leur décision de poursuivre ou de changer leur itinéraire.

Question 1288 (14.07.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **badge social:**

Après une phase de test, le badge social a été introduit de façon généralisée en 2014 comme outil destiné à lutter contre le dumping social et afin de pouvoir satisfaire aux obligations énoncées dans la directive dite «détachement» (directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services).

En effet, un tel badge d'identification est attribué à chaque salarié d'une entreprise détachante. Sur ce badge apparaît seulement l'identité du salarié et un code-barres à scanner par l'Inspection du travail et des mines (ITM) et qui comporte les autres données fournies lors de la déclaration de détachement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il dresser un premier bilan suite à l'introduction généralisée du badge social?

2. Étant donné que le badge social ne peut contribuer à atteindre le but de la lutte contre le dumping social que dans la mesure où des contrôles sont effectués de façon systématique et en nombre suffisant, Monsieur le Ministre peut-il me dire si tel est le cas? Dans la négative, quelle en est la raison?

3. Dans le cadre de la réforme de l'ITM, quel rôle l'instrument du badge social sera-t-il appelé à jouer afin de combattre efficacement le dumping social?

4. Monsieur le Ministre est-il d'accord pour dire que l'ITM aura besoin de plus de moyens pour pouvoir mener à bien sa mission de lutte contre le dumping social?

5. Monsieur le Ministre est-il d'avis que les contraventions à payer actuellement par les employeurs ne respectant pas la législation sociale dans le contexte d'un détachement sont suffisamment élevées pour avoir un effet dissuasif? Dans la négative, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'adapter les montants des contraventions?

Réponse (14.08.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. Avant de s'attacher aux chiffres, un bref rappel sur le mode de fonctionnement du badge social s'impose.

Généralisé depuis le 1er janvier 2014, le badge social s'inscrit aussi bien dans le cadre de la politique d'un renforcement de la lutte contre le dumping social en matière de détachement de salariés vers le Luxembourg, que dans le cadre d'une politique de simplification administrative, visant non seulement à faciliter les démarches administratives pour les citoyens en relation avec l'Inspection du travail et des mines, mais allégeant également la charge administrative à gérer par le personnel de l'Inspection du travail et des mines dans ce contexte.

En évoluant progressivement et de préférence exclusivement vers le dossier électronique, cette démarche permettra de réduire ainsi à moyen et à long terme considérablement les dossiers «papier» à traiter et à enregistrer dans ce contexte.

L'avantage pour l'employeur de déclarer ses salariés à détacher sur la plateforme e-détachement (https://guichet.itm.lu/edetach/) réside en premier lieu dans le fait que cette plateforme est disponible 24/7 et que l'employeur ou son représentant peuvent effectuer l'inscription sur un site disponible en français, allemand ou anglais à leur convenance.

Un manuel d'utilisation est également disponible dans ces trois langues à l'ouverture du site.

De même, une fois que les données relatives à l'entreprise-même, aux salariés à détacher ainsi qu'à l'opération de détachement ont été fournis par l'employeur ou son représentant, celui-ci pourra lui-même imprimer chez lui le badge social sur une simple feuille A4, dont il munira les salariés à détacher vers le Grand-Duché de Luxembourg.

Ceci représente sans conteste un gain de temps considérable pour les entreprises agissant dans le contexte du détachement, alors qu'elles ne sont plus tributaires de la présence d'un fonctionnaire et des heures de bureaux pour s'inscrire et équiper leurs salariés du badge social.

Pour ce qui est des avantages concrets pour l'ITM découlant de l'introduction du badge social, nous y reviendrons sous la question 3.

Ci-dessous donc quelques statistiques pour 2014 et 2015:

En 2014, année de lancement du badge social ainsi que de la plateforme e-détachement, 6.975 détachements ont été déclarés via l'outil de déclaration en ligne.

Au 15 juillet 2015,10.637 détachements ont été communiqués via cet outil.

En termes de salariés détachés, ceci représente pour l'année 2014 un nombre de 6.305 et jusqu'au 15 juillet 2015 un nombre de 7.786.

Les principaux secteurs d'activités les plus concernés par le détachement sont la construction, l'industrie manufacturière ainsi que les activités de services administratifs et de soutien.

Au niveau des pays effectuant le plus de détachements vers le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et la France occupent les trois premières places.

Ad 2. Il convient de signaler qu'à chaque sortie d'un inspecteur du travail, le volet «détachement» est également automatiquement vérifié, si une telle situation se présente sur le terrain.

Compte tenu des ressources humaines disponibles à l'heure actuelle, le nombre total de contrôles réalisés en 2014 ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 84 contrôles, correspondant à 159 entreprises étrangères contrôlées.

Par suite des différents contrôles effectués, 31 injonctions de mise en conformité ont été délivrées en 2014 par les inspecteurs du travail de l'ITM.

Il a également été procédé à 44 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs en vigueur au Grand-Duché.

Environ 1.900 demandes de renseignements supplémentaires générées par des déclarations de détachement incomplètes ont été envoyées aux entreprises intervenant dans le cadre du détachement au Luxembourg.

Il semble évident qu'un renforcement conséquent en moyens humains au niveau de l'inspectorat permettrait d'effectuer des contrôles plus systématiques et efficaces en matière de détachement, ce qui contribuerait à la réalisation de l'objectif prioritaire de lutte contre le dumping social et contre la concurrence déloyale qui nuit aux entreprises nationales respectueuses des règles.

Ad 3. Grâce à la déclaration électronique et à la transmission de données sous la propre responsabilité de l'employeur détachant ou d'un représentant désigné par lui à cet effet, la gestion administrative des données transmises à l'ITM s'en trouve grandement facilitée et l'ITM dispose enfin d'informations en temps réel sur les opérations de détachement effectuées sur notre sol.

Le système présente en outre le grand avantage d'envoyer directement une notification au déclarant en cas de déclaration incomplète ou de pièces manquantes, démarche qui devait auparavant être effectuée manuellement par les gestionnaires du back office «détachement».

La collecte d'informations ainsi que les relances pour déclaration incomplète deviennent ainsi nettement plus systématiques et actualisées.

Sur le terrain, le port du badge social par les salariés détachés permet en premier lieu de les identifier clairement en tant que salariés détachés.

En scannant avec sa tablette le code QR figurant sur le badge social, l'inspecteur du travail accédera également directement sur place à l'ensemble des données relatives à l'entreprise, au salarié ainsi qu'au chantier concerné, ce qui lui permettra d'être plus réactif et de signaler encore sur le champ à l'employeur si la situation est en règle ou non.

Ainsi, l'accès sur place via la tablette aux données relatives au contrat de travail ainsi qu'au formulaire A1 lui permettra de clarifier si le travailleur se trouve dans une relation de travail légale ou si nous sommes en présence d'une situation de travail non déclaré.

La disponibilité du certificat médical d'aptitude au travail sur la plateforme électronique contribue également à la politique de prévention et d'évitement des accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Pour ce qui est des ressortissants de pays tiers, la consultation directe sur place via le badge social et la tablette de leur titre de séjour/travail permet d'identifier éventuellement instantanément des situations d'emploi illégal de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière et d'en avertir immédiatement les autorités compétentes.

Il en va de même grâce à la consultation directe sur place de la présence ou non d'un certificat de TVA luxembourgeoise ou d'une notification de prestation de services occasionnelle et temporaire auprès de la direction générale PME et Entrepreneuriat.

Les informations rendues ainsi accessibles grâce au badge social permettent donc d'identifier plus rapidement des situations potentiellement irrégulières ou illégales et de prendre les mesures correctrices qui s'imposent de façon beaucoup plus réactive et rapprochée dans le temps.

Concernant cependant le contrôle des salaires des travailleurs détachés, critère principal du dumping social, celui-ci ne peut s'effectuer à l'heure actuelle toujours que sur base d'une demande de transmission des fiches de salaire et de justificatifs de paiement auprès de l'employeur dans son pays d'origine pour la période du détachement au Luxembourg, transmission qui peut s'avérer dans certains cas assez fastidieuse, en fonction du degré de collaboration de l'employeur concerné.

L'assistance des autorités compétentes dans le pays d'origine de l'employeur détachant peut dès lors être demandée via la plateforme européenne IMI (Internal Market Information System). Une amélioration de ce système à l'échelle de l'Union européenne est absolument nécessaire.

Ad 4. Le renforcement des ressources humaines et techniques mises à la disposition de l'ITM est prévu dans le cadre de la réforme de cette administration. De même, un renforcement de l'arsenal des dispositions légales visant à combattre le dumping social dans son ensemble, à savoir aussi bien dans le contexte du détachement que dans des relations de travail ou de sous-traitances purement nationales, fera l'objet d'un projet de loi qui sera présenté à la rentrée.

Ad 5. À l'heure actuelle, seul le non-respect par l'employeur du salaire social minimum est constitutif d'une infraction pénale, susceptible conformément à l'article L.222-10 du Code du Travail d'être puni d'une amende de 251 à 25.000 euros.

En cas de récidive dans le délai de deux ans, ces peines peuvent être portées au double du maximum.

En vue néanmoins de la transposition de la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, un avant-projet de loi a été élaboré, dont les mesures phares incluent:

- révision du Titre IV du Code du Travail ayant trait au détachement de salariés, portant notamment introduction de la base légale dans le Code du Travail officialisant la mise en place du badge social pour salariés détachés ainsi que de la plateforme électronique destinée à la communication du détachement à l'ITM exclusivement par la voie électronique, à l'instar de ce qui se fait déjà en Belgique, Autriche et Suède;

- révision de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises habilitant le ministre ayant le Travail dans ses attributions à introduire un badge social permettant de simplifier le contrôle du respect des dispositions légales applicables;

- possibilité de prononcer une sanction administrative de 2.500 euros par salarié détaché à l'encontre d'une entreprise détachante n'ayant pas déclaré le détachement de ses salariés auprès de l'ITM ou ayant effectué une déclaration incomplète, jusqu'à un plafond de 25.000 euros;

- possibilité pour le directeur de l'ITM d'ordonner l'arrêt immédiat du travail en cas d'infractions graves constatées en matière de droit du travail;

- renforcement des amendes administratives pouvant être prononcées par l'ITM en cas de non-respect des injonctions notifiées aux contrevenants;

- introduction dans les dispositions d'ordre public énumérées à l'article L.010-1 du Code du Travail du principe de la responsabilité solidaire entre le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre et son cocontractant, sous-traitant direct ou indirect ou bien d'un cocontractant d'un sous-traitant, aussi bien dans le contexte de relations commerciales entre entreprises nationales que dans le cadre d'un détachement de travailleurs vers le Luxembourg.

Dans une phase ultérieure, l'exécution transfrontalière de sanctions et/ou amendes administratives pécuniaires prévue au Chapitre VI de la directive d'exécution précitée permettra également de sanctionner l'entreprise détachante contrevenante dans son pays d'établissement, ce qui n'est pas encore le cas à l'heure actuelle.

En effet, une fois que l'entreprise a quitté le territoire luxembourgeois, il devient très difficile, voire impossible suivant son pays de provenance d'obtenir une régularisation des salaires.

La lutte contre le dumping social devrait être incluse dans la révision de la loi sur les marchés publics.

Question 1289 (14.07.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**atelier principal des Ponts et Chaussées à Diekirch:**

L'atelier principal des Ponts et Chaussées dans le nord du pays se situe depuis des décennies dans la route de Gilsdorf à Diekirch. Des rumeurs circulent selon lesquelles les emplois de ce site pourraient être progressivement réduits étant donné que certains travaux de type artisanal peuvent être effectués également dans les ateliers des Ponts et Chaussées sis à Bertrange.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces rumeurs? Dans la négative, les Ponts et Chaussées garderont-ils un atelier principal à Diekirch? Les emplois seront-ils donc garantis sur ce site?

- Est-il probable que les laboratoires de l'ASTA et la Chambre d'Agriculture seront installés dans la route de Gilsdorf sur l'actuel terrain des Ponts et Chaussées?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure d'informer sur l'état actuel des travaux préparatoires concernant les nouveaux bâtiments du Nordstad-Lycée?

- Est-il vrai qu'un grand dépôt de sel pourrait être installé au Fridhaff? Est-ce qu'une telle décision ne mettrait pas en péril les travaux de réaménagement du giratoire? Une décision quant à la création d'un «bypass» en cet endroit a-t-elle déjà été prise?

Réponse (24.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le règlement grand-ducal du 28 avril 2011, déterminant l'organisation de l'Administration des Ponts et Chaussées, prévoit dans son article 10 la division des ateliers centraux avec comme mission l'entretien du parc des engins et des véhicules de l'Administration, la confection des panneaux de signalisation et la réalisation du marquage routier ainsi que l'exploitation des ateliers spéciaux comme la serrurerie, la menuiserie et l'atelier électrique. La nouvelle division des ateliers centraux a été mise en service au 1er janvier 2014. Le fonctionnement a été réorganisé et optimisé sur les sites de Bertrange et de Diekirch.

Le programme de construction de l'ASTA est en train d'être adapté aux besoins actuels par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs. Considérant que le Gouvernement a retenu que l'implantation du nouveau bâtiment de l'ASTA se fera sur le territoire de la commune de Diekirch et considérant également que le terrain sis route de Gilsdorf fait partie du domaine de l'État, je tiens à informer qu'il fait actuellement l'objet d'une analyse pour déterminer sa compatibilité avec le programme de construction précité par rapport au fonctionnement des services de l'Administration des Ponts et Chaussées déjà présents sur le site.

Le programme de construction du Nordstad-Lycée est en cours d'analyse par mes services afin de déterminer la surface brute du terrain nécessaire.

Les négociations avec les propriétaires des terrains ont été entamées, mais n'ont pour autant pas encore pu être finalisées.

Quant aux projets à l'endroit de l'actuel giratoire Fridhaff, la situation est la suivante: Des études pour l'installation d'un stock stratégique de sel sont effectivement en cours et il est clair qu'il faut tenir compte du futur réaménagement du giratoire. Toujours est-il qu'une décision définitive relative à la configuration future du rond-point Fridhaff et l'éventuelle réalisation d'un «bypass» en cet endroit n'a pas encore été prise.

Question 1291 (15.07.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne de bus entre Arlon et Esch-Belval:**

Il me revient qu'à partir du mois de septembre 2015, une ligne de bus circulerait entre Arlon et Esch-Belval, desservant les communes de Garnich, Dippach et Reckange-Mess.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le tracé exact de cette ligne de bus ainsi que sur sa fréquence? Quelle sera la capacité des bus circulant sur cette ligne?

- Vu les efforts pour favoriser la part modale du ferroviaire dans les déplacements transfrontaliers dans le cadre de l'accord «Gäichel VIII» du 5 février 2015, quel sera le coût des tickets pour la ligne de bus en question?

Réponse (24.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet d'une nouvelle ligne de bus desservant Arlon-Belval.

En effet, je peux tout à fait confirmer la création d'une nouvelle ligne RGTR entre Arlon et Esch-Belval, dont la mise en service est prévue pour le 7 septembre 2015.

Le tracé exact en est le suivant: Arlon (Place de l'Yser - Gare - Clinique) - Weyler - Kahler - Hivange - Dahlem - Dippach - Bettange - Ehlange - Wickrange - Belval (Cité des Sciences - Porte de France - Um Bedding).

Seront assurées quotidiennement 18 courses entre Arlon et Belval (entre 6.00 et 20.00 heures) et 19 courses pour les retours (7.00 à 20.10 heures). Ces courses seront assurées par un autobus offrant 50 places assises.

Les tarifs à payer seront alignés sur ceux des lignes RegioZone, dont les prix pour les trajets transfrontaliers sont de 85 euros pour un abonnement mensuel (billet courte durée: 5 euros, billet journalier: 9 euros). Les trajets nationaux tombent sous la tarification nationale définie par le règlement ministériel du 19 décembre 2012. Des pourparlers concernant l'adaptation de la convention entre la Communauté des transports et l'Université sont en cours en vue d'offrir une tarification spéciale aux étudiants étrangers.

Question 1296 (16.07.2015) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **prisonniers LGBT:**

Les prisonniers lesbiens, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) sont souvent confrontés à des défis supplémentaires par rapport aux détenus hétérosexuels et cisgenres.

Les détenus LGBT sont réputés parmi les plus vulnérables dans la population carcérale. Or, à Luxembourg aucune disposition ne se réfère à une éventuelle spécificité du traitement en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre d'un détenu (cf. Rapport de la Médiateure sur la privation de liberté de détenus particulièrement vulnérables du 15 avril 2014).

Nombreux sont celles et ceux qui cachent leur orientation sexuelle en prison; cependant les gays particulièrement efféminés courent un plus grand risque de subir des violences sexuelles de la part d'autres détenus.

La situation peut être catastrophique pour un ou une détenu(e) transgenre placé(e) en fonction du sexe indiqué sur ses papiers d'identité et non en fonction de son apparence physique. Aussi le suivi médical de personnes en phase de changement de sexe doit être assuré.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Existe-t-il des directives en ce qui concerne l'admission, la classification et le placement en détention de personnes LGBT, et plus particulièrement des travestis et transsexuels? Peuvent-ils choisir le sexe des personnes qui les fouilleront? Peuvent-ils demander à être désignés par leur prénom et pronoms personnels (il, elle, la, le) qu'ils préfèrent?

2. Quelle est la procédure suivie par l'administration pénitentiaire en ce qui concerne l'admission et l'incarcération de personnes LGBT et plus particulièrement de personnes dont le sexe indiqué sur les papiers d'identité n'est pas conforme à leur aspect physique?

3. Existe-t-il des chiffres au sujet du nombre de prisonniers LGBT? Existe-t-il des chiffres au sujet des agressions sexuelles subies en prison en fonction de l'orientation sexuelle des détenus?

4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il y a lieu de séparer les LGBT des autres détenus, à leur demande, pour les protéger?

5. La planification du Centre pénitentiaire Uerschterhaff prévoit-elle des aménagements pour accueillir les détenus homosexuels, bisexuels ou transgenres afin de respecter les principes de Yogyakarta?

Réponse (25.08.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. De façon générale, toutes les personnes privées de liberté doivent être traitées dans le respect des droits de l'Homme, et cela conformément notamment à l'article 1er des règles pénitentiaires européennes. En ce sens, et dans un souci d'assurer la sécurité et le bien-être de tous les détenus, les établissements pénitentiaires font tout ce qui est en leur pouvoir afin de protéger plus particulièrement les détenus qui sont plus vulnérables que d'autres pour une raison ou pour une autre. Même en l'absence d'une réglementation consacrée spécifiquement aux prisonniers LGBT, ce principe général de la protection des détenus à charge des établissements pénitentiaires s'applique également à ces détenus.

Plus particulièrement les cas de détenus transgenres sont si exceptionnels - et requièrent en tout état de cause une appréciation individuelle du détenu - que l'administration pénitentiaire s'entoure, avant toute prise de décision relative au traitement du détenu concerné, de toutes informations disponibles, y compris celles relatives à l'état de santé physique et psychique du détenu, afin que ces décisions soient, d'une part, conformes à la réglementation pénitentiaire applicable et, d'autre part, aussi respectueuses que possible de la situation personnelle du détenu.

Ainsi, les prisonniers qui informent les établissements pénitentiaires par exemple de leur orientation sexuelle ou de leur caractère transgenre ou qui l'affichent ouvertement sont placés de manière à ce qu'ils sont à l'abri de toutes sortes de représailles, menaces ou dangers émanant d'autres détenus, et ce conformément à l'article 17.2 des règles pénitentiaires européennes prévoyant que la répartition des détenus entre les différentes sections d'une prison doit prendre en compte, entre autres, les exigences relatives à la sécurité et à la sûreté, ainsi que la nécessité d'offrir des régimes appropriés.

Au sujet de la question du prénom et/ou du pronom personnel à utiliser par le personnel des établissements pénitentiaires à l'égard des détenus, il convient de rappeler l'article 52 du règlement grand-ducal précité du 24 mars 1989, en vertu duquel il est interdit au personnel des établissements pénitentiaires de tutoyer les détenus. Ainsi, les détenus sont adressés par leur nom de famille et non pas par leur prénom. Cependant, si un détenu souhaite être adressé par «Madame» au lieu de «Monsieur» ou vice-versa, le personnel des établissements pénitentiaires tient compte de ce choix.

Ad 2. Lors de l'admission d'un détenu dans un établissement pénitentiaire, la procédure prévoit qu'il est à tenir compte notamment de la personnalité du détenu, c'est-à-dire de tous les aspects physiques ou psychiques qui pourraient avoir une influence sur les conditions de détention de cette personne, et donc y compris son orientation sexuelle.

Ad 3. Il n'existe pas de chiffres sur le nombre de prisonniers LGBT, alors que ces chiffres seraient forcément fragmentaires en l'absence d'une obligation d'un détenu à fournir cette information aux établissements pénitentiaires. Toutefois, imposer ce genre d'obligation aux détenus serait illégal alors qu'il s'agirait d'une ingérence inacceptable dans leur vie privée.

La situation est sensiblement identique en ce qui concerne les chiffres relatifs à des agressions sexuelles subies en prison en raison de l'orientation sexuelle des détenus, alors qu'en règle générale, tant les auteurs que les victimes ne révèlent guère aux établissements pénitentiaires ou aux autorités répressives les motifs réels mais sous-jacents d'une agression sexuelle.

Ad 4. Ce sujet est étroitement lié à la question de la protection des détenus évoquée au premier point ci-dessus; les prisonniers LGBT - comme chaque détenu sollicitant une protection particulière - sont placés à l'intérieur des établissements pénitentiaires de manière à les mettre à l'abri des représailles, menaces ou dangers émanant d'autres détenus.

À noter que la mise en œuvre de ces mesures de protection n'est pas sans poser des défis aux établissements pénitentiaires, alors qu'elles ne doivent pas aboutir à une stigmatisation voire une isolation de ces détenus. Ainsi, il y a parfois des détenus LGBT qui demandent expressément d'être placés dans une section ordinaire de la prison, ce qui leur est permis en général.

Ad 5. Le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff sera aménagé de manière à accueillir les détenus LGBT de manière adéquate. En effet, le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff sera composé de multiples sections, de sorte que les détenus peuvent être séparés compte tenu notamment de leur sexe, de leur personnalité, des motifs de leur détention, et donc également de leur orientation sexuelle. Ainsi, les principes de Yogyakarta, et notamment le droit à la sûreté et le droit à un traitement humain en cas de détention, seront respectés.

Question urgente 1391 (24.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **société «Security-Service-Schmitt»:**

Comme le rapportait paperjam.lu fin mai: «La firme Schmitt-Security-Services et ses trois dirigeants allemands ont été condamnés [en première instance] à des peines d'amende [le 28 mai 2015] par la 16e chambre correctionnelle [du tribunal d'arrondissement de Luxembourg] pour défaut d'autorisation dans l'activité réglementée du gardiennage.»

Cela n'a pourtant pas empêché la ville de Luxembourg d'engager ladite firme pour diverses prestations, comme le notaient le «Luxemburger Wort» et wort.lu il y a peu.

En réaction à ces articles, le collège échevinal de la ville de Luxembourg fit publier en date du 21 août 2015 le communiqué suivant repris ci-après par extraits:

«La ville de Luxembourg tient à rectifier et à clarifier certains points relatifs au service de contrôle d'accès, de surveillance et de gardiennage pendant le montage et le déroulement de la Schueberfouer présentés de manière erronée dans un article publié dans l'édition du 21.08.2015 du «Luxemburger Wort» et sur le site Internet du journal:

- Pendant le montage de la Schueberfouer, la société Security-Service-Schmitt effectue le contrôle d'accès au champ du Glacis pour le compte de la ville de Luxembourg, ceci dans le but de ne laisser entrer au chantier que les personnes y autorisées.

Pour cette tâche, qui ne relève pas du gardiennage, aucun agrément de la part du Ministère de la Justice n'est requis.

- Pendant les 20 jours de la Schueberfouer, la société Security-Service-Schmitt contrôle le bon déroulement de l'événement (crowd management) et assure une présence sur le champ du Glacis, augmentant ainsi le sentiment de sécurité des visiteurs de la foire.

En cas de constatation d'agitations, le personnel de la société en question en avertit les forces de l'ordre qui peuvent dès lors intervenir rapidement. Cette collaboration a d'ailleurs fait ses preuves lors des éditions précédentes de la Schueberfouer.»

Selon wort.lu, cet argumentaire serait pourtant le même que celui tenu par les avocats de la société Security-Service-Schmitt dans l'affaire de mai précitée et où la société s'était fait condamner du moins provisoirement. Toujours, selon wort.lu: «Dabei ging es um das Sicherheitsgefühl der Kunden einer Tankstelle in Leudelingen. Die Staatsanwaltschaft hatte im Prozess die Ansicht vertreten, dass auch dies unter das `gardiennage`-Gesetz fällt und somit eine Genehmigung des Justizministeriums erforderlich ist.»

Alors que la sécurité des visiteurs de la Schueberfouer est d'une importance cruciale, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la société Security-Service-Schmitt dispose de l'agrément nécessaire pour effectuer les missions lui dévolues par les responsables politiques de la ville de Luxembourg?

2. À défaut, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il doive mettre un terme aux activités de ladite société à l'occasion de la Schueberfouer? La responsabilité de l'État ne pourrait-elle pas être engagée en raison d'un manquement dans la présente affaire?

3. Le fait de fournir de tels services (à les supposer contraires à la loi) expose-t-il la société à d'éventuelles poursuites pénales?

4. La ville de Luxembourg a-t-elle pu sans violer la loi engager ladite société pour la prestation des services susmentionnés?

5. La ville de Luxembourg n'aurait-elle pas dû par mesure de précaution ne pas recourir à une société condamnée en première instance et qui, le cas échéant, ne serait pas en possession de l'autorisation requise par le Ministère de la Justice?

Réponse (25.08.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

Ad 1. Les activités décrites dans la prise de position du 21 août 2015 de la ville de Luxembourg pour lesquelles cette dernière a pris recours à la société Security-Service-Schmitt à l'occasion de la «Schueberfouer» ne relèvent pas du champ d'application de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance. Un agrément délivré sur base de cette loi n'est donc pas requis pour ces activités.

D'un point de vue juridique, il convient de rappeler à l'honorable Député que la loi précitée du 12 novembre 2002 constitue une restriction de la liberté du commerce garantie par l'article 11 (6) de la Constitution et doit par conséquent faire l'objet d'une application restrictive, y compris en ce qui concerne son champ d'application.

Ad 2. Eu égard à la réponse fournie à la première question, cette question est vidée.

En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, il n'appartiendrait pas au Ministre de la Justice de mettre un terme à des activités qui seraient contraires à la loi pénale. S'y ajoute encore, en l'espèce, qu'il conviendrait également de respecter le principe de l'autonomie communale.

La réponse à la question d'une éventuelle responsabilité de l'État dans le cas en cause dépendrait d'une multitude de facteurs et d'éléments inconnus à l'heure actuelle et exigerait par conséquent des développements qui dépasseraient de loin le cadre de la présente question parlementaire.

Ad 3. Une lecture combinée de l'article 30 de la loi précitée du 12 novembre 2002 et des articles 34 et suivants du Code pénal sur la responsabilité pénale des personnes morales permet de conclure que si une société exerce des activités de gardiennage sans disposer de l'agrément requis, elle s'expose à des poursuites pénales.

Ad 4. Eu égard à la réponse fournie à la première question, cette question est vidée.

Ad 5. Il ne m'appartient pas de commenter les décisions prises par les responsables de la ville de Luxembourg. En tant que Ministre de la Justice, je tiens cependant à rappeler le principe de la présomption d'innocence qui s'applique tant qu'une condamnation n'est pas encore coulée en force de chose jugée.

N°17
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Abolition des districts p. 661
La Grèce après le référendum p. 682
Ratification de l'accord TTIP p. 672

Sommaire des séances publiques nos44 à 46 p. 702
Sommaire des questions parlementaires p. Q253

44e séance Mardi 7 juillet 2015
45e séance Mercredi 8 juillet 2015
46e séance Jeudi 9 juillet 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Déclaration commune de quatre Présidents de Parlement



Le Président de la République italienne, M. Sergio Mattarella (au milieu), a reçu les quatre Présidents de Parlement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Bartolone, Mme Laura Boldrini et M. Norbert Lammert (de gauche à droite).

Donner un nouvel élan à l'intégration européenne: telle était l'ambition des Présidents de Parlement de quatre pays fondateurs de l'Union, exprimée dans une déclaration commune signée le 14 septembre à Rome.

En effet, la Présidente de la Chambre des Députés italienne, Mme Laura Boldrini, initiatrice de l'appel, et ses homologues allemand (M. Norbert Lammert, Président du Bundestag), français (M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale) et luxembourgeois (M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés) étaient d'accord pour dire

- que face aux défis intérieurs et extérieurs actuels, il faut plus d'Europe et non pas moins;

- qu'une intégration politique plus poussée est nécessaire;

- qu'il y a lieu de renforcer l'Union économique et monétaire (UEM) et de développer la dimension sociale;

- que, dans ce processus, les Parlements nationaux ont un rôle de plus en plus important à jouer;

- que les dirigeants devraient à nouveau se rassembler autour des visions des pères fondateurs de l'Europe.

La déclaration reste ouverte à la signature des parlements des autres États européens. Elle sera par ailleurs présentée aux différentes institutions de l'Union européenne.

Dans son discours au cours de la cérémonie qui s'est tenue au Palazzo Montecitorio, siège de la Chambre des Députés italienne, M. Mars Di Bartolomeo a surtout insisté sur l'importance d'une dimension sociale renforcée en Europe: «Compléter l'intégration européenne par un véritable pacte solidaire nous permettra d'aller de l'avant. Cette solidarité a bien entendu un prix, mais croyez-moi, l'absence de solidarité risque d'avoir un prix beaucoup plus élevé.»

Avant la signature, les quatre Présidents de Parlement avaient été reçus par le Président de la République italienne, M. Sergio Mattarella, au palais du Quirinal.

Visite officielle dans la Confédération helvétique

Au retour de sa visite officielle du 8 au 10 septembre en Suisse, le Président de la Chambre des Députés a dressé un bilan très positif de ses différents entretiens. D'après M. Mars Di Bartolomeo, il s'est avéré une fois de plus que les points communs entre la Confédération helvétique et le Luxembourg sont nombreux. Les multiples similitudes favorisaient évidemment la compréhension réciproque entre les deux pays.

Les identités de vues ont été mises en exergue au cours des différents entretiens tout comme l'excellence des relations bilatérales tant d'un point de vue politique que sur un plan économique. Seule ombre au tableau: la mise en œuvre de la votation populaire «Contre l'immigration de masse» du 9 février 2014 et l'avenir des relations de la Confédération avec l'UE.

L'initiative, acceptée à l'époque par 50,3% des votants et énonçant notamment que «le nombre des autorisations délivrées pour le séjour des étrangers en Suisse sera limité par des plafonds et des contingents annuels de même que le droit au séjour durable, au regroupement familial et aux prestations sociales», a été considérée par d'aucuns comme un vote antieuropéen.

Le résultat du vote a donné un sérieux coup de froid à l'ensemble des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE), lentement formalisées au fil d'accords bilatéraux. Alors que Berne cherche toujours à trouver un compromis en la matière avec la Commission européenne, la délégation luxembourgeoise a signalé à ses interlocuteurs qu'il ne saurait être question de toucher à la libre circulation des personnes, un des principes fondamentaux de l'UE, difficilement compatible avec le résultat de la votation.



Les membres des délégations suisse et luxembourgeoise

La délégation luxembourgeoise - dont faisaient également partie les parlementaires Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry et M. Marc Angel ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen - a eu des entrevues avec M. Stéphane Rossini, Président du Conseil national, M. Claude Hêche, Président du Conseil des États (qui représente les cantons et qui forme, avec le Conseil national, l'Assemblée fédérale), Mme Corina Casanova, Chancelière de la Confédération, ainsi qu'avec M. Alain Berset, l'un des sept membres actuels de l'organe exécutif de la Confédération, en charge de la santé, des affaires sociales et de la culture.



Nouveau centre de primo-accueil

Les membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration ont visité le 22 septembre les locaux de l'ancien Centre de Logopédie à Strassen, réaménagé en un temps record - huit jours - pour accueillir les premiers réfugiés. La nouvelle structure dispose d'une capacité de 300 lits.

Dans un premier temps, il est prévu d'y installer les familles actuellement logées au Foyer Don Bosco ainsi que des nouveaux arrivants. Le Centre de Logopédie est l'un des trois sites retenus par le Gouvernement pour assurer - pendant une période provisoire - un primo-accueil des réfugiés et pour les héberger les six à huit premières semaines au pays.

En marge de la visite, Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, a indiqué que 398 réfugiés sont arrivés sur le sol luxembourgeois depuis le 1er septembre. La moitié de ces nouveaux arrivants est d'origine syrienne.

Visite de la structure d'accueil à Strassen par les membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC

Alors que les Ministres de la Défense et des Affaires étrangères s'étaient déjà entretenus de façon informelle au «European Convention Center» à Luxembourg-Kirchberg, des parlementaires membres des commissions compétentes en la matière des 28 pays membres de l'Union européenne (UE) leur ont emboîté le pas en se réunissant le premier week-end du mois de septembre dans la même enceinte afin de débattre des défis européens en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

La conférence interparlementaire s'est ouverte par des allocutions de bienvenue de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, M. Henri Kox, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC, ainsi que de la part de M. Elmar Brok, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

Celles-ci, empruntes des tragédies et évènements dramatiques des jours précédents - dont notamment le corps sans vie du jeune garçon syrien Aylan Kurdi, échoué sur une plage turque - donnèrent le ton de ce qu'endurent les voisinages sud et est de l'Europe.

Réexamen approfondi des principes et instruments de la PEV

Les nombreux foyers de crise et points chauds dans ces voisinages - dans le voisinage sud la crise libyenne, les tensions au Mali et dans la bande sahélienne; plus à l'est les remous en Tunisie, en Égypte et dans les territoires palestiniens dus notamment aux printemps arabes ainsi que les guerres en Syrie et en Irak, et finalement sur le flanc oriental la crise ukrainienne - impactent directement (flot de réfugiés, terrorisme) ou de façon plus atténuée (embargos, tensions persistantes, etc.) sur l'UE et ses citoyens.



Allocution de M. Henri Kox, Président de la délégation luxembourgeoise

Parmi les intervenants de la conférence - dont M. Nicolas Schmit, Ministre en charge des relations avec le Parlement européen pendant la Présidence - tout le monde fut d'accord pour dire que l'Europe sera durablement aux prises avec les instabilités générées par les crises environnantes. D'où l'impérieuse nécessité d'adapter, plus de dix ans après sa mise en place, la politique européenne de voisinage (PEV) dont la Commission européenne dans une communication de mars 2015 avait déjà fait un bilan mitigé.

Et à M. Schmit de préciser que la PEV doit être renforcée, recentrée et remodelée en fonction des besoins des voisins du Vieux Continent tout en citant en exemple l'avenir des jeunes Tunisiens - la Tunisie étant le berceau des révoltes du printemps arabe. «Les jeunes Tunisiens doivent avoir des perspectives autres que le chômage et l'exclusion. Sinon, tout ce qui leur reste à faire est de devenir des migrants illégaux ou à emprunter les voies du terrorisme», a-t-il souligné.

Pas d'approches individuelles, mais une approche européenne

Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a exhorté les parlementaires présents à tout mettre en œuvre dans leurs capitales respectives pour que celles-ci dotent la PEV ainsi que les missions civilo-militaires de l'UE de davantage de moyens.

Se référant aux Conseils informels des Ministres de la Défense et des Affaires étrangères de la semaine écoulée, elle a plaidé pour des décisions rapides dans les semaines à venir, mais des décisions prises de manière solidaire. À ses dires, il serait suicidaire d'affronter la situation dramatique actuelle avec des approches individuelles, qu'il s'agisse d'un seul État membre ou d'un seul type de politique, interne ou externe. De même faudra-t-il coopérer avec les pays de transit et d'origine des réfugiés afin de prévenir et résoudre les crises.

L'instabilité causée par les dégâts climatiques

Fin 2013, l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) recensait 51,2 millions de personnes déracinées à travers le monde, en raison de persécutions, de conflits, de situations de violence généralisée ou de violations des droits de l'Homme. Si ces 51,2 millions de personnes avaient constitué une nation à l'époque, cette dernière aurait atteint le 26e rang mondial. 20 mois plus tard, ils seraient déjà 59,5 millions à errer à travers la planète, 86% d'entre eux en provenance de pays sous-développés.

Il est impossible de savoir combien ils seront à la fin de ce siècle quand les conséquences du changement climatique en cours auront produit pleinement leurs effets. Par contre ce que l'on sait d'ores et déjà, c'est que les dégradations environnementales liées aux changements climatiques agiront en autant de facteurs multiplicateurs des menaces, tensions et de l'insécurité globale. Il en fut beaucoup question lors de la 2e journée de la conférence interparlementaire.

Dans son intervention, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable, a mis en garde les participants de la conférence devant les effets néfastes du changement climatique qui, si ce défi n'est pas relevé d'urgence, mettra non seulement en péril l'environnement, mais aussi la prospérité économique et la réduction de la pauvreté, fera fuir autant d'êtres humains vers des cieux plus cléments et menacera de ce fait la paix, la stabilité et la sécurité au niveau planétaire.

Afin de ne pas devoir assister à un tel scénario catastrophe, il faudra s'engager sur une trajectoire de développement sobre en carbone. Et de citer le Grand-Duché en exemple qui, par le biais de sa coopération au développement, essaie de venir en aide aux pays les plus exposés tels que notamment les États insulaires.

C'est ainsi que le Cap-Vert, de par une contribution luxembourgeoise concrète, bénéficiera sous peu d'un concept de biomasse, profitant de son vent et de son soleil pour devenir à terme indépendant de ses importations en énergie fossile.

Conséquences et réponses aux effets du changement climatique

En second intervenant, le climatologue Hartmut Behrend de la «Deutsche Gesellschaft für Internationale Entwicklung», spécialisé en matière d'impact du changement climatique sur la sécurité, a esquissé la constellation de futurs conflits tels qu'ils pourront se produire si rien n'est fait pour combattre les effets du changement climatique.

Des conflits pour:

- l'eau (jusqu'à présent atténués par l'aide au développement),

- les terres arables (l'appropriation de terrains par les États industrialisés font que les paysans des pays en développement auront de moins en moins de terres à leur disposition)

- et les denrées alimentaires (en 2008 déjà, des émeutes avaient éclaté dans 33 pays à cause d'une flambée des prix alimentaires; les révolutions arabes ont commencé en Tunisie notamment à cause d'un renchérissement des produits alimentaires de base)

seraient alors légion et exacerberaient l'insécurité ambiante dans les États faillis.

Le spécialiste allemand a notamment identifié la région du Sahel, le Proche- et Moyen-Orient, mais aussi certaines régions des Caraïbes ainsi que de la Chine comme des points chauds potentiels à venir.

Comme réponses politiques à ces conflits à venir du 21e siècle, M. Behrend a notamment suggéré l'adoption de nouvelles stratégies pour les pays en développement, une révolution énergétique verte, une stabilisation des États les plus fragiles et vulnérables ainsi que la conclusion d'un nouvel accord international sur le climat lors de la COP21 à Paris.

La conférence interparlementaire s'est achevée par des ateliers sur une gestion plus coordonnée des flux migratoires, le renforcement des missions civiles de la PSDC, le suivi de la mise en œuvre des conclusions du Conseil européen sur la défense en juin 2015 ainsi que l'adoption des conclusions finales de la conférence.



(de gauche à droite) M. Henri Kox, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Elmar Brok, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, M. Nicolas Schmit, en charge des relations avec le Parlement européen pendant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Le Pape François a reçu la Présidente de l'APCE en audience privée

Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) fut reçue en audience par Sa Sainteté le Pape François le 18 septembre 2015.

La crise des réfugiés, la question du dialogue interculturel et sa dimension religieuse, l'Alliance parlementaire contre la haine - une alliance de parlementaires qui s'engagent à prendre des positions fermes et proactives contre le racisme, la haine et l'intolérance, et qui associe des dignitaires religieux - ainsi que les relations entre le Saint-Siège et le Conseil de l'Europe furent les sujets principaux abordés lors de cette entrevue.



Mme Anne Brasseur et le Pape François soutiennent l'Alliance contre la haine.

Début septembre à New York

Mars Di Bartolomeo a pris part à la 4e Conférence mondiale des Présidents de Parlement



M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours à la 4e Conférence mondiale des Présidents de Parlement

Réunissant plus de 170 Présidents et Vice-Présidents de Parlement, la 4e Conférence mondiale des Présidents de Parlement de l'UIP (Union interparlementaire) a eu lieu au siège des Nations Unies à New York.

Elle s'est inscrite dans une série de réunions de haut niveau en amont du Sommet spécial sur le développement durable à New York fin septembre 2015.

Lors de celui-ci, les dirigeants mondiaux devaient s'accorder sur un programme historique et d'envergure pour les 15 années à venir, faisant étalage des nouveaux «Objectifs de développement durable (ODD)» et succédant ainsi aux «Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)» qui, dès leur mise en œuvre au début des années 2000, avaient galvanisé des efforts sans précédent pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde.

Avec la réalisation des OMD, des progrès considérables ont pu être enregistrés: la pauvreté continue de diminuer à travers le monde, les enfants scolarisés en primaire n'ont jamais été aussi nombreux, les décès d'enfants ont diminué de façon spectaculaire, l'accès à l'eau potable a été très élargi et les investissements axés sur la lutte contre le paludisme, le sida et la tuberculose ont sauvé des millions de vies.

Désormais il s'agira de préparer l'après-2015 moyennant un programme ambitieux et de long terme pour améliorer la vie des populations et protéger la planète pour les générations futures.

Ce programme de développement pour l'après-2015 abordera de nombreuses problématiques: mettre fin à la pauvreté et à la faim, améliorer la santé et l'éducation, bâtir des villes plus durables, combattre les changements climatiques et protéger les océans et les forêts.

C'est dans cette optique que M. Mars Di Bartolomeo est intervenu lors de la 4e Conférence mondiale des Présidents de Parlement en assénant notamment que «l'exclusion est la racine de toute conflictualité et tout argent investi dans la justice sociale coûtera certainement moins cher que la gestion des tensions qui en résulteraient autrement. Oui, la solidarité a un prix, mais n'oublions pas que l'absence de solidarité risque de coûter beaucoup plus cher!».

Dans son discours, il a exhorté ses homologues présents à veiller à ce que les parlements soient les remparts de la démocratie et de s'assurer que les citoyens ne se trouvent pas du mauvais côté des murs avant de déclarer: «Depuis trop longtemps, les responsables politiques sont devenus des pompiers, condamnés à éteindre des incendies qui surgissent de partout, ou, pire encore, des spectateurs, ceci alors que leur rôle devrait être de faire de la politique et de poser durablement des jalons afin de garantir le bien-être des gens, en créant les bases d'un vivre ensemble harmonieux.»

Insistant sur le fait qu'«il faudra mettre en œuvre les ODD (17 objectifs de développement durable) conjointement avec des priorités axées sur les jeunes, l'éducation et la création d'infrastructures, des conditions sociales et des libertés nécessaires donnant envie à ceux qui sont l'avenir de nos sociétés de contribuer à leur construction et de ne pas les quitter», Mars Di Bartolomeo a conclu son intervention en déclarant: «Investir davantage dans l'avenir des jeunes et la justice sociale revient à moins investir par après dans des tuyaux d'incendie».

Dans la déclaration finale de la 4e Conférence mondiale des Présidents de Parlement, adoptée par quelque 140 d'entre eux et intitulée «Mettre la démocratie au service de la paix et du développement durable: construire un monde tel que le veut le peuple», ceux-ci statuent notamment:

«Nous reconnaissons qu'en devant veiller à la mise en œuvre des nouveaux ODD les parlements ont une responsabilité importante à assumer.

En tant que Présidents de parlement, nous sommes disposés à tout mettre en œuvre pour permettre l'examen de la législation pertinente et l'affectation des ressources budgétaires nécessaires, et à tenir les gouvernements responsables de la réalisation des objectifs.

Nous nous inspirerons du vaste catalogue d'actions à mener pour aider le public à prendre conscience des enjeux, à s'approprier les objectifs, renforcer la cohérence à l'intérieur du parlement et entre lui et l'administration nationale et locale, encourager les citoyens à y participer, évaluer les progrès et en rendre compte.»

En sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur a également participé à la Conférence mondiale des Présidents de Parlement.

Partenariats et efficacité: maîtres-mots pour l'après-2015

Après la mise en œuvre des OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement), il s'agit maintenant de préparer celle des ODD (Objectifs de développement durable), mais en initiant des partenariats et des coalitions afin de travailler plus efficacement et agir ainsi au grand bénéfice de la planète et de ses habitants: c'est le message que le Président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE vient d'adresser aux membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

De passage au Luxembourg pour la présentation du rapport 2015 du Comité qu'il préside, le Norvégien Erik Solheim n'a pas hésité à faire, en matière de développement, l'éloge des résultats obtenus au cours des dernières décennies - à ses yeux sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ainsi:

- l'extrême pauvreté a pu être réduite de moitié (rien qu'en Chine, plus de 600 millions de personnes ont pu être sorties de la pauvreté);

- la mortalité infantile a été divisée par deux (frappant 17.000 enfants de moins chaque jour);

- beaucoup plus d'enfants ont accès à l'éducation et ceux qui naissent aujourd'hui peuvent espérer vivre 70 ans en moyenne (soit 20 ans de plus que les enfants nés il y a 20 ans).

Néanmoins, les défis à relever restent immenses: plus d'un milliard d'individus vivent encore dans la pauvreté absolue (avec moins de 1,25 USD par jour) et dans les années à venir, l'humanité devra surtout produire plus de nourriture et plus d'énergie pour plus de monde que jamais tout en préservant la planète.

Des partenariats encourageants

Pour atteindre les futurs ODD - sur lesquels les dirigeants mondiaux devaient s'accorder pour les 15 années à venir à l'occasion d'un Sommet spécial sur le développement durable à New York à la fin septembre -, M. Solheim propose un nouveau système de redevabilité, à plusieurs niveaux, destiné à guider l'action de partenariats dont certains ont déjà fait leurs preuves par le passé. Et de citer en exemples:

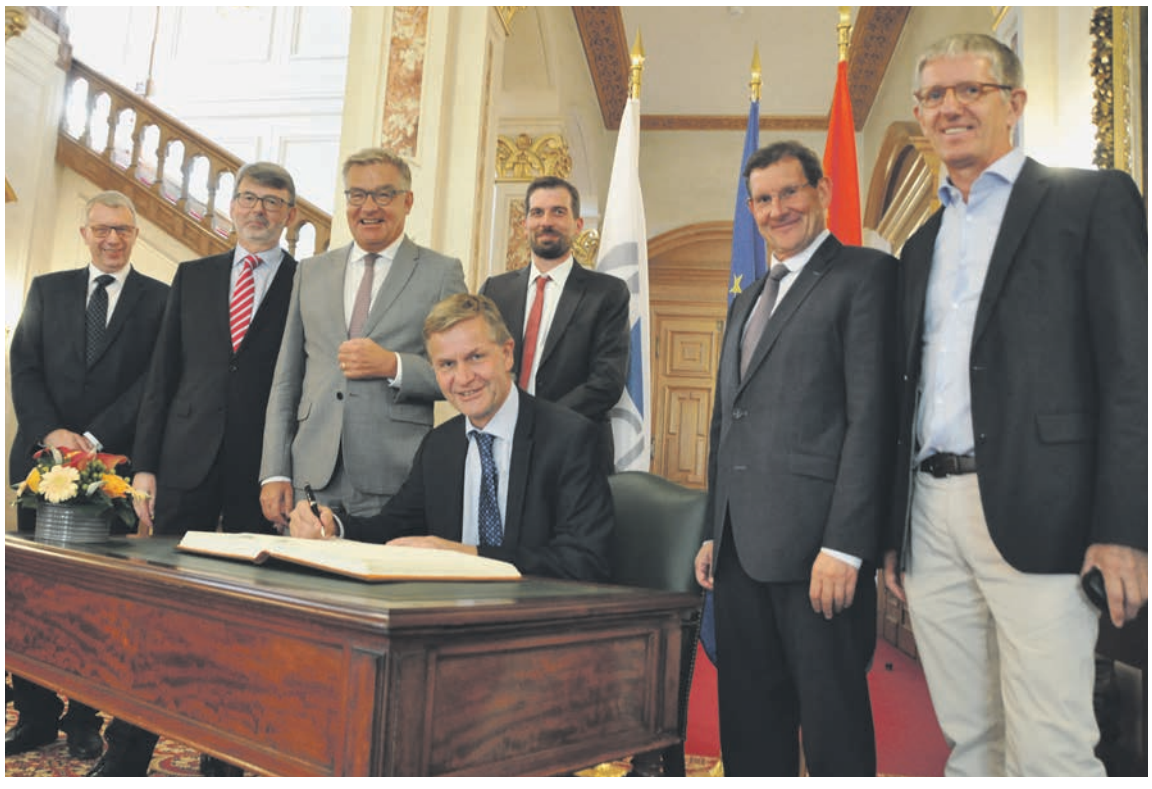
- Bill et Melinda Gates qui, à travers leur fondation, ont mis sur pied l'Alliance Gavi pour les vaccins - un partenariat fructueux qui a permis de vacciner 500 millions d'enfants et de sauver ainsi des millions de vies humaines;

- les gouvernements brésilien et indonésien qui, sous la bannière de l'initiative REDD+ des Nations Unies, ont inspiré un regroupement d'acteurs pour réduire la déforestation;

- des gouvernements africains qui, supportés dans leur démarche par des entreprises multinationales et à travers Grow Africa, ont réussi à étendre et rendre plus écologiques les systèmes agricoles africains.

Des coalitions de ce type et de cette qualité pourront à l'avenir protéger les océans (sous la menace du changement climatique, de la pollution et de la surpêche) et lutter contre les subventions aux combustibles fossiles (coûtant environ 500 milliards USD par an aux pays en développement).

Pour être efficaces, ces partenariats doivent être animés par un leadership fort, pilotés par les pays et adaptés au contexte, appliquer le type d'action correspondant au défi à relever et maintenir le cap sur les résultats.



Le Président du CAD, M. Erik Solheim, entouré de MM. Fernand Kartheiser, Roger Negri, Laurent Mosar, Yves Cruchten, Gusty Graas et Claude Adam (de gauche à droite).

Focaliser l'aide publique au développement sur les pays les moins avancés

À la question de savoir si les actuels flots de migration, surtout en provenance des pays africains, pouvaient être endigués par de meilleures politiques d'aide au développement, M. Solheim a répondu sans équivoque que celles-ci ne sauraient constituer une réponse qu'à long terme.

Croître par le biais d'une économie de marché et l'accès à l'éducation de ses citoyens devrait constituer des priorités pour les pays dont sont issus les migrants. C'est de cette façon que des pays comme le Vietnam, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Chine ont réussi à s'extirper de la pauvreté.

C'est aussi la raison pour laquelle l'aide publique au développement (APD) ne devrait plus s'appliquer à ces derniers, mais plutôt se focaliser sur les pays les moins avancés (PMA) qui n'ont pas accès au marché des capitaux et ne bénéficient pas de flux de capitaux privés.

Relations étroites entre le Laos et le Luxembourg



M. Marc Angel accueille M. Somdy Douangdy.

Les relations entre la République démocratique populaire du Laos (RDPL) et le Luxembourg - elles remontent à 1997 quand la RDPL devint pays partenaire de la coopération luxembourgeoise - ne sont pas prêtes à s'éteindre. Leur rapprochement fut une nouvelle fois souligné avec la signature d'un 4e Programme indicatif de Coopération (PIC) entre les autorités luxembourgeoises et laotiennes, ayant pour but de soutenir ce pays - confiné au centre de la péninsule indochinoise, le Laos (près de 92 fois la superficie du Luxembourg) s'étend du nord au sud sur 1.000 km, des confins de la Chine à la frontière du Cambodge - dans ses efforts d'avancer du statut de «pays les moins avancés» à celui de «pays à revenu moyen» aux alentours de 2020.

L'échange de vues entre les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre, présidée par M. Marc Angel, et M. Somdy Douangdy, Ministre laotien du Plan et de l'Investissement, fut aussi l'occasion de passer en revue quelques-uns des plus beaux succès de la coopération entre la RDPL et le Luxembourg de ces dernières années, dont les appuis luxembourgeois aux secteurs laotiens

- de la santé (le «Lao-Luxembourg Health Sector Support Programme»);

- de l'éducation (coopération dans la formation hôtelière et touristique à travers le «Lao National Institute for Tourism and Hospitality»);

- légal (projet d'appui à la Faculté de droit de Vientiane - capitale du Laos - afin de développer la bonne gouvernance et l'État de droit);

- du développement rural (projet en cours depuis 1999 afin de lutter contre la pauvreté en milieu rural).

Le 4e PIC a ensuite dominé les échanges entre députés luxembourgeois et hôtes laotiens. D'un montant de 60 millions d'euros et couvrant la période 2016-2020, celui-ci restera orienté sur la réduction de la pauvreté tout en se concentrant sur les besoins du Laos matérialisés dans le 8e Plan national de développement socio-économique dressé par le gouvernement laotien.

Lourd héritage

Car bien que le niveau de pauvreté soit en train de décliner et que le Laos soit en bonne voie aux fins d'atteindre l'objectif du millénaire relatif à la réduction de moitié du taux de pauvreté jusqu'en 2015, quelque 34% de la population disposent de moins de 1,25 dollars PPA (parité de pouvoir d'achat) par jour. Ceci même alors que l'économie laotienne a connu de forts taux de croissance ces dernières années.

Mais comme les fruits de celle-ci s'avèrent mal répartis, le fossé séparant milieux urbain et rural risque de s'agrandir encore davantage dû au fait notamment que la présence de nombreuses mines en région rurale constitue un lourd frein au développement de l'agriculture et de l'élevage dans les zones les plus touchées, un héritage dont le Laos se serait privé et qui date encore des bombardements américains des années '60 et '70 dans la péninsule indochinoise. Ainsi, aux dires de M. Douangdy, 30% des engins largués à l'époque n'ont pas encore pu être désamorcés, même si les efforts de déminage se poursuivent, opérations auxquelles le Luxembourg participe par ailleurs à travers le financement d'un projet de déminage multilatéral.

Le Président reçoit Handicap International

Le profil de la guerre se modifie. C'est le constat que Handicap International est amené à faire en analysant les conflits guerriers de par le monde, et notamment en Syrie, en raison de l'évolution de l'utilisation d'armes explosives et d'armes à sous-munitions en particulier.

Le recours massif aux armes explosives en zones peuplées, causant des victimes civiles à près de 80%, doit être qualifié de crime de guerre qui, outre ses effets mortels directs lors du largage de bombes de types multiples, pose aussi problème à long terme en raison du très grand nombre d'engins non explosés à l'impact, constituant un risque permanent pour les populations et un obstacle à la reconstruction du pays.

C'est en ces termes que M. Yann Cornic, responsable des actions de Handicap International en Syrie, et M. Martin Lagneau, Directeur de Handicap International Luxembourg, accompagnés d'une délégation de Handicap International Luxembourg, ont décrit la situation lorsqu'ils ont rendu visite le 21 septembre au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et au Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Ce contexte amène Handicap International à lancer sa nouvelle campagne de mobilisation contre l'utilisation d'armes explosives en zones densément peuplées. Alors que l'on compte environ 1.100 incidents de sécurité en Syrie par semaine, Handicap International est aussi confronté à des types de blessures de guerre d'un genre nouveau - en raison du recours intensif à des engins explosifs, souvent de type artisanal - qui se traduisent en particulier par des amputations dans de très nombreux cas et causent des handicaps lourds ainsi que des traumatismes psychologiques profonds.

Les financements luxembourgeois à l'attention de Handicap International, à hauteur de 10 millions d'euros pour la période 2014-2017, permettent à Handicap International de mener de véritables actions de terrain dans les pays limitrophes, en Syrie même et notamment dans la ville de Kobané, détruite à 80% et confrontée à un retour de population de 200.000 personnes qui se trouvent exposées aux engins non explosés que Handicap International contribue à désamorcer.

Dans le cadre de sa campagne annuelle, Handicap International appelle à la mobilisation du gouvernement pour attaquer le problème à la source. L'utilisation des armes explosives en zones peuplées est une violation du droit international humanitaire contre laquelle il faut s'engager et agir encore davantage. À cet effet, il faut clairement reconnaître l'ampleur de la menace que l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées fait peser sur les populations civiles et condamner publiquement cette utilisation. Enfin, il convient de contribuer à l'assistance des victimes, au déminage des zones affectées et aux efforts de prévention des risques liés aux restes explosifs de guerre.

Bien que les résolutions de l'ONU sur l'accès humanitaire en Syrie (nos2139 et 2165), qui ont été décidées sur initiative du Luxembourg notamment lorsque le Grand-Duché participait aux travaux du Conseil de sécurité en 2013 et 2014, produisent des effets dans la mesure où l'accès des convois humanitaires en Syrie est devenu possible, ce dernier reste pourtant toujours extrêmement fragile. De même, l'échange d'informations entre agences internationales et ONG s'est amélioré, mais il reste à parfaire sur le terrain.



Des représentants de Handicap International reçus par le Président de la Chambre.

La vague de réfugiés à laquelle fait face l'Europe et qui est directement liée à la guerre en Syrie ne permet plus aux responsables politiques de jouer à l'autruche et devra nécessairement contribuer à convaincre la communauté internationale à trouver une solution au conflit syrien, a conclu M. Mars Di Bartolomeo. L'Europe doit agir avec force face à cet exode et le Parlement luxembourgeois élèvera sa voix à chaque occasion.

Le nouveau Belval s'offre aux ambassadeurs



Sur invitation du Président de la Chambre, les membres du corps diplomatique ont visité Belval.

À la mi-septembre, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avait invité les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg à se joindre à lui pour visiter Belval.

À travers les explications de M. Etienne Reuter, Président d'Agora, et de M. Jean Goedert, architecte honoraire de la Ville d'Esch-sur-Alzette, les ambassadeurs ont pu découvrir la transformation d'un ancien site sidérurgique en un quartier du présent et du futur.

Lors du déjeuner qui a suivi la visite, le Président de la Chambre des Députés a évoqué les priorités du Parlement luxembourgeois à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au 2e semestre 2015: la dimension sociale, la coopération et la solidarité. Les défis auxquels l'Union européenne doit faire face dans le contexte d'une arrivée sans précédent de demandeurs d'asile ne pourront, selon le Président, être maîtrisés que selon le principe de la solidarité entre les pays de l'Union européenne.

NOUVELLES LOIS

Reclassement professionnel

6555 - Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Le présent projet de loi vise à parfaire le système et la procédure de reclassement par une série de modifications des lois en vigueur.

Le projet de loi ouvre une nouvelle voie d'accès au reclassement professionnel, parallèle aux voies d'accès actuelles, dans le cadre des examens médicaux du médecin du travail.

En effet, jusqu'à présent l'article L. 326-9 du Code du Travail prévoit pour l'employeur d'au moins cinquante salariés l'obligation de réaffecter un salarié déclaré inapte à un poste à risques occupé pendant au moins dix ans par l'entreprise. La modification proposée transforme cette obligation en obligation de reclassement professionnel interne et ceci à partir du seuil de 25 salariés.

Cette disposition est en concordance avec les nouvelles dispositions régissant la procédure de reclassement interne.

En effet, le nombre des entreprises éligibles pour le reclassement interne est élargi: l'obligation d'un reclassement interne s'appliquera désormais aux entreprises occupant au moins 25 salariés et la prise en compte du quorum des travailleurs handicapés est supprimée - ce lien s'étant trop souvent exprimé aux dépens des travailleurs handicapés. Parallèlement, la taxe compensatoire prévue en tant que sanction patronale est renforcée.

La saisine parallèle du Service de santé au travail et de la Commission mixte permettra l'analyse des conditions d'ouverture du reclassement professionnel en avançant le moment de la prise de décision par la Commission mixte.

La Commission mixte prend les décisions de reclassement (interne ou externe) ou de non-reclassement. Par ailleurs, elle est désormais compétente pour les décisions relatives au statut des personnes en reclassement professionnel externe.

Toutes ces décisions sont susceptibles d'une procédure de recours uniforme devant les juridictions sociales.

Dans le but de mieux protéger le salarié en procédure de reclassement professionnel externe, un statut spécifique de salarié en reclassement professionnel externe lui est attribué, qui lui garantit le maintien des droits liés à la décision de reclassement professionnel et enlève le risque lié actuellement à la cessation d'un nouveau contrat de travail. Le statut est attribué à partir de la décision de reclassement professionnel externe et prend fin dès la récupération des capacités de travail nécessaires ou dès l'attribution d'une pension, d'une rente ou d'une indemnité de préretraite.

À noter qu'un amendement parlementaire a modifié les conditions d'accès au reclassement professionnel externe de la personne en reclassement professionnel interne perdant son emploi. En effet, le texte initial du point 21 de l'article I du projet de loi (modifiant le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article L. 551-6 du Code du Travail), prévoyait que «le salarié en reclassement professionnel interne qui perd son emploi pour une raison indépendante de sa volonté» pourra saisir la Commission mixte endéans un délai de vingt jours en vue d'un reclassement professionnel externe et pour avoir accès au statut spécifique de salarié en reclassement professionnel externe prémentionné. Pour éviter d'éventuels abus, le texte précisera dorénavant que «le salarié en reclassement professionnel interne qui perd son emploi en raison de la cessation de l'activité de l'employeur ou suite à un licenciement collectif» sera en droit de saisir la Commission mixte en vue d'un reclassement professionnel externe avec accès éventuel au statut spécifique du reclassé professionnel externe.

À l'avenir, le médecin du travail devra obligatoirement procéder à des réévaluations périodiques de la situation du salarié reclassé avec une appréciation sur son temps de travail aménagé et sur ses capacités de travail, qui pourra avoir des effets éventuels sur l'indemnité compensatoire, sur l'indemnité professionnelle d'attente, sur le temps de travail et sur le bénéfice du statut spécifique. Cette réévaluation peut en particulier intervenir dans les cas où l'inaptitude du salarié provient de maladies d'origine psycho-sociale. Si la cause du reclassement n'est plus donnée, le salarié reclassé redevient un salarié de droit commun disponible pour le marché de l'emploi.

Une simplification du mode de calcul de l'indemnité compensatoire, en le liant à l'assiette cotisable en matière d'assurance pension, permet le calcul informatisé par l'intermédiaire du Centre commun de la sécurité sociale.

En remplacement de l'ancienne indemnité d'attente, une pension d'invalidité attribuée en tant que prestation spécifique pour des salariés déclarés valides, et qui a toujours posé problème, notamment sur le plan international, il est créé une indemnité professionnelle d'attente. Le salarié en fin de procédure qui n'a pas pu être reclassé, ni au sein de son ancienne entreprise, ni sur le marché de l'emploi et qui peut se prévaloir d'une aptitude d'au moins dix ans au dernier poste de travail, se verra attribuer, au terme du paiement de l'indemnité de chômage, une indemnité professionnelle d'attente, correspondant à quatre-vingts pour cent de l'ancien revenu professionnel mensuel moyen cotisable au titre de l'assurance pension, avec application du même plafond qu'en matière de chômage. Cette indemnité s'inscrit dorénavant dans la logique de réinsertion professionnelle sur le marché de l'emploi. Elle n'est pas une avance en attendant une prestation future du régime de pension, mais un revenu de remplacement dans le cadre d'un chômage prolongé suite à la perte d'un emploi.

Cette indemnité professionnelle d'attente sera d'ailleurs soumise aux charges sociales et fiscales applicables en matière de salaires et sera ainsi prise en considération ultérieurement lors du calcul de la pension.

Le financement y relatif est pour moitié à charge de l'organisme de pension et pour moitié à charge du Fonds pour l'emploi.

Finalement, la réforme prévoit que le demandeur d'emploi en reclassement professionnel externe peut être affecté à des travaux d'utilité publique auprès de l'État, des communes et des syndicats communaux, des établissements publics et des fondations pour une durée de quatre mois au moins. Les promoteurs doivent fournir une description précise de la nature des travaux envisagés et prévoir la désignation d'un tuteur devant assister et encadrer le demandeur d'emploi en question.

Cette nouvelle mesure est largement inspirée par l'occupation temporaire indemnisée (OTI) (article L. 523-1 du Code du Travail) et vise à procurer une occupation valorisante au demandeur d'emploi ayant le statut de personne en reclassement professionnel et qui, du fait de son statut, perçoit une indemnité pendant sa période d'inactivité.

À noter que les nouvelles dispositions ne s'appliquent en principe qu'aux reclassés futurs, hormis la possibilité d'une réévaluation qui peut également intervenir à l'égard des salariés actuellement en procédure de reclassement.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, et M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 14.03.2013

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

28.05.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
25.06.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.06.2014	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.07.2014	Adoption des amendements parlementaires
01.04.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.05.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport
29.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2015

Loi du 23 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°143, page 2946

Conversion d'habitations

6610 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Le projet de loi 6610 a pour objet d'encadrer davantage la pratique de l'affectation non conforme des immeubles réservés à l'habitation. Il s'agit des actes où des immeubles ou parties d'immeubles destinés à des fins d'habitation sont détournés à des objectifs professionnels par des conversions en locaux de bureaux ou de commerce.

Cette pratique se soustrait aux dispositions légales en vigueur dans la matière. Une telle transformation doit être autorisée par les autorités communales compétentes, dans le respect de l'article 27 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

Dépôt par M. M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 06.09.2013

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Guy Arendt):

03.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.05.2015	Examen des dispositions concernant les communes
11.05.2015	Adoption d'une série d'amendements
02.07.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

05.05.2015	Examen des dispositions concernant les communes

Vote en séance publique: 08.07.2015

Loi du 5 août 2015

Mémorial A: 2015, n°169, page 3958

Contrôle médical de la sécurité sociale

6656 - Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. le Code du Travail;

3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

Le Contrôle médical de la sécurité sociale est un acteur incontournable dans la poursuite de cet objectif du «soigner mieux en dépensant mieux» et il convient de lui donner les moyens nécessaires pour y parvenir. Le fait que le système de soins de santé luxembourgeois doit par ailleurs davantage faire face à une comparaison voire une concurrence avec des offres de soins transfrontalières suite à la transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins transfrontaliers justifie également que les pouvoirs du Contrôle médical soient renforcés et qu'il joue à l'avenir un rôle dans l'appréciation de la qualité des soins dispensés au Luxembourg.

Bien que la redéfinition des missions du Contrôle médical de la sécurité sociale ait été discutée dans le cadre des groupes de travail institués pour préparer le projet de réforme ayant abouti à la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, elle fut abandonnée faute de temps, l'envergure du projet n'ayant finalement plus permis de procéder également à une modification des dispositions du Code de la sécurité sociale ayant trait au Contrôle médical. Le présent projet de loi vient donc compléter sur ce point la réforme votée en 2010.

Le but de la réforme opérée par le présent projet de loi est de modifier les dispositions relatives au Contrôle médical de la sécurité sociale afin de tenir compte des changements intervenus tant au niveau législatif que dans la pratique depuis la création de cette administration tout en garantissant la qualité des soins dispensés au Luxembourg.

Désormais, les missions du Contrôle médical seront formulées de manière générale dans des articles distincts au lieu d'être énumérées en détail, comme dans l'article 418 actuel du Code de la sécurité sociale. Le texte gagne ainsi en clarté, cette présentation des attributions allant de pair avec un des objectifs du projet visant à permettre au Contrôle médical de se concentrer davantage sur ses missions et de le décharger du travail qui devrait être effectué par d'autres.

Il a été décidé ainsi de délimiter expressément le champ d'intervention du Contrôle médical aux prestations de sécurité sociale, domaine vaste qui accapare toutes ses ressources. Ainsi, d'autres administrations et structures sont compétentes aujourd'hui pour s'occuper de la médecine du travail, de la réinsertion professionnelle et de la prévention (médecine du travail, Direction de la Santé).

Une révision des dispositions actuelles du Code de la sécurité sociale s'impose également en ce qui concerne les pouvoirs du Contrôle médical dans le sens d'un renforcement de ses missions actuelles d'évaluation et de contrôle tant des assurés que des prestataires, mais aussi d'un élargissement de ses pouvoirs en lui conférant une mission de conseil tant pour la Caisse Nationale de Santé que pour les assurés - si ceux-ci en font la demande expresse. De toute évidence, le Contrôle médical de la sécurité sociale a, en tant qu'expert médical au service de la sécurité sociale, un rôle essentiel à jouer dans la prise en charge des assurés et l'application du principe d'une médication économique. À noter que si le texte initial du projet de loi prévoyait des missions de conseil étendues à l'égard des assurés, celles-ci ont été restreintes suite à l'avis du Conseil d'État.

Un pilotage efficace du système de soins de santé avec le maintien d'une prise en charge de qualité n'est en effet réalisable à terme qu'avec l'aide d'un Contrôle médical qui dispose des moyens nécessaires pour évaluer la qualité des prestations à charge de la sécurité sociale.

En ce qui concerne les différentes dispositions, il convient de relever certaines innovations:

Il est précisé que le Contrôle médical exercera ses missions d'évaluation, d'autorisation, de conseil et de contrôle non seulement dans le

cadre des prestations de sécurité sociale, mais également «dans le cadre des incapacités de travail indemnisées au titre de l'article L. 121-6 du Code du Travail pendant la période de suspension de l'indemnité pécuniaire de maladie».

Ainsi, une articulation entre le droit du travail et le droit de la sécurité sociale sera dorénavant garantie. En effet, le projet de loi précise expressément au niveau de l'article 418 du Code de la sécurité sociale que le Contrôle médical de la sécurité sociale exerce ses missions également pendant la période de conservation légale du salaire indemnisée au titre de l'article L. 121-6 du Code du Travail, afin qu'il soit clair que le Contrôle médical de la sécurité sociale puisse également évaluer, examiner et contrôler les assurés pendant les périodes d'incapacité de travail indemnisées par les employeurs. Le Contrôle médical pourra intervenir dès la première semaine du congé de maladie. Si, dans l'état actuel du droit, le Contrôle médical est déjà habilité à contrôler les assurés pendant les 77 premiers jours de maladie - période pendant laquelle le salarié a droit au maintien de son salaire de la part de son employeur -, les avis émis par le Contrôle médical à ce stade de la procédure n'ont aucune incidence sur la continuation de la rémunération par l'employeur. Cette nouvelle disposition permettra finalement de mettre fin à l'insécurité juridique qui existait jusqu'à l'heure actuelle, insécurité qui était due à deux procédures de recours différentes, l'une devant les juridictions du travail pendant la période de l'obligation patronale et l'autre devant les juridictions sociales lorsque la charge se situait auprès de la Caisse Nationale de Santé. Dorénavant, la Caisse Nationale de Santé pourra prendre des décisions de non-paiement du salaire et de l'indemnité pécuniaire de maladie suite par exemple au constat de capacité ou au refus de l'assuré de se soumettre au contrôle médical, l'assuré disposant d'une voie de recours devant le comité directeur de la Caisse Nationale de Santé, puis devant les juridictions sociales. Ces décisions s'imposeront automatiquement en matière de droit du travail.

Les modifications prévues à l'article 14 du Code de la sécurité sociale mettent fin à l'utilisation systématique du rapport médical circonstancié (appelé communément R4). À l'avenir un emploi plus ciblé du rapport R4 devrait permettre au CMSS de lancer la procédure et d'entrer éventuellement en contact avec l'assuré si cela s'avère être nécessaire.

Cette modification devrait permettre une réduction d'au moins de la moitié du nombre des avis R4 envoyés.

En effet, à l'heure actuelle, le rapport R4 ne parvient pas en temps utile au Contrôle médical de la sécurité sociale et il est souvent incomplet, de sorte qu'il est inutilisable, tout en engendrant en même temps une grande charge financière et administrative. Finalement, dans la majorité des cas, la réception du R4 sert surtout à programmer la convocation des assurés en arrêt maladie auprès du Contrôle médical. Plus particulièrement, le système mis en place ne fonctionne pas comme escompté, alors qu'il est basé sur l'hypothèse que l'assuré est incapable de travailler de manière continue pendant plusieurs semaines, alors que cette hypothèse est toutefois l'exception dans la pratique. Dans la majorité des cas, plusieurs périodes d'incapacité de travail et de reprise du travail se succèdent jusqu'à ce que l'assurance maladie intervienne dans l'indemnisation de l'incapacité de travail de l'assuré. L'algorithme qui détermine quand le rapport circonstancié R4 est généré et envoyé à l'assuré dans le cadre d'un système de gestion automatique n'est donc pas parallèle à l'algorithme qui définit la charge de l'incapacité de travail, comme prévu initialement. Il s'ensuit que le rapport R4 est souvent envoyé à l'assuré à un moment inapproprié.

Il est dès lors proposé de modifier la procédure de l'envoi du rapport R4 en même temps que les dispositions relatives au contrôle de l'incapacité de travail pendant la période de la charge patronale. Non seulement le Contrôle médical de la sécurité sociale propose de lancer lui-même au besoin la procédure du rapport R4 dès le premier contact avec le patient, mais il souhaite également entrer en contact le plus tôt possible avec l'assuré, afin d'éviter que ce dernier bénéficie d'un congé de maladie médicalement injustifié sur une période prolongée. Ainsi la modification proposée permettra de dégager des ressources qui pourront être employées pour renforcer le personnel du Contrôle médical de la sécurité sociale, qui lancera désormais lui-même la procédure du R4 s'il le juge nécessaire.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.02.2014
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

28.01.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.02.2015	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.03.2015	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.06.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.06.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2015
Rectificatif - Loi du 7 août 2015
Mémorial A: 2015, n°167, page 3952

Abolition des districts

6711 - Projet de loi

portant abolition des districts, modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

2. le Code pénal;

3. la loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc.;

4. la loi du 4 mars 1896, concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;

5. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

6. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

7. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

8. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

9. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

10. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

11. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

12. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

13. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

14. la loi modifiée du 13 mars 2006 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics;

15. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

16. la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

17. la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale;

18. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;

19. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

20. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant

1. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra;

2. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district

Le projet de loi a pour objectif l'abolition de la fonction de commissaire de district. Il prévoit la réaffectation du personnel des secrétariats des commissariats de district. Avec la disparition de la fonction de commissaire de district, la notion de district est également amenée à disparaître. Le projet de loi se situe dans la transposition du programme gouvernemental qui prévoit que «dans le contexte de la réforme du Ministère de l'Intérieur, le Gouvernement se prononce en faveur de l'abolition des commissariats de district qui seront intégrés au Ministère de l'Intérieur».

Les trois districts actuels de Luxembourg, Diekirch et Grevenmacher ont été créés par la loi du 24 février 1843 sur l'organisation communale et des districts. La même loi établit «dans chaque district un fonctionnaire nommé par le Roi Grand-Duc, et portant le titre de Commissaire de district» (art. 111), «obligé d'habiter le chef-lieu» (art. 112) et placé «sous les ordres du Gouverneur et du Conseil de Gouvernement» (art. 116). Du 30 mai 1857 au 4 mai 1867 existait un district de Mersch composé des cantons de Mersch et Redange.

Pendant toutes ces années, les commissaires de district ont rendu de bons et loyaux services à l'État du Grand-Duché. L'évolution de la société et notamment des techniques de communication exigent aujourd'hui de repenser le mode dont l'État s'acquitte de son devoir de surveillance des communes et des entités qui s'y rattachent. L'abolition de la fonction ne remet pas en cause l'exercice qui en était fait; elle constitue un préalable nécessaire à la réforme du fonctionnement des services du Ministère de l'Intérieur et à l'accélération des procédures.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.08.2014
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

23.10.2014	Présentation du projet de loi
22.04.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.04.2015	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.05.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements
25.06.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.07.2015
Loi du 2 septembre 2015
Mémorial A: 2015, n°174, page 4148

Radars sur les routes

6714 - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi a pour objet de mettre en place un système de contrôle et de sanction automatisé (CSA) afin d'améliorer la sécurité routière. Ce contrôle automatisé des infractions routières vise à faciliter la constatation, sans interception des véhicules, de certaines infractions au code de la route et en particulier du non-respect des vitesses. Toutefois, le système CSA sera conçu de manière à pouvoir détecter également d'autres comportements non réglementaires et constituant une atteinte grave à la sécurité routière (ex: non-respect des feux rouges). En ce qui concerne la constatation des excès de vitesse, trois systèmes sont envisagés:

- un système d'appareils fixes implantés dans des cabines le long des axes routiers,

- un système d'appareils mobiles embarqués dans des véhicules pour sécuriser le réseau non couvert,- un système d'appareils dit «de parcours» qui mesure la vitesse moyenne sur une distance donnée.La mise en place d'un dispositif de contrôle automatisé sur le réseau routier luxembourgeois permettra d'effectuer des contrôles notamment à des endroits dangereux où actuellement aucun contrôle ne peut être organisé par les forces de l'ordre vu la configuration des lieux. Ensuite, la mise en place du système CSA permettra d'augmenter sensiblement la probabilité d'être contrôlé, tout en permettant aux forces de l'ordre d'être plus disponibles pour accomplir d'autres missions. Tandis que le contrôle traditionnel, consistant en l'interception du contrevenant, est fondé sur une détection aléatoire, le système CSA permettra une prise en compte systématique de tous les véhicules au moyen desquels une infraction routière est commise; il permettra ainsi de contrebalancer la faible probabilité souvent ressentie d'être pris en infraction et d'être poursuivi, tout en s'assurant que tous les usagers soient soumis au même contrôle et à la même sanction.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.09.2014
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.09.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.06.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
02.07.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2015
Loi du 25 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°180, page 4338

SÉANCE 44

MARDI,
7 JUILLET 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communication de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel
- *M. Marc Angel*

4. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. 6830 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- *Déclaration de recevabilité*

6. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Question urgente n°1273 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative à une liste de clients circulant sur Internet
- *Mme Diane Adehm - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°116 du 6 juillet 2015 de M. Gusty Graas relative au lancement du projet «En oppent Ouer fir de Bauer, de Wënzer an de Gäertner», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- *M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°117 du 7 juillet 2015 de Mme Octavie Modert relative à la transposition sectorielle des réformes dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- *Mme Octavie Modert - M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

Question n°118 du 7 juillet 2015 de M. Roger Negri relative aux mesures prises dans le cadre de la canicule exceptionnelle, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

Question n°119 du 7 juillet 2015 de Mme Martine Mergen relative au plan national canicule 2015, adressée à Mme la Ministre de la Santé
- *M. Roger Negri, Mme Martine Mergen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°120 du 7 juillet 2015 de M. Marcel Oberweis relative aux galettes de riz contenant des traces d'arsenic, adressée à Mme la Ministre de la Santé
- *M. Marcel Oberweis - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°121 du 7 juillet 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'avenir de l'hôpital «ZithaKlinik», adressée à Mme la Ministre de la Santé
- *Mme Josée Lorsché - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°122 du 7 juillet 2015 de M. David Wagner relative à la mise en place du «Cours unique» pour l'année scolaire 2017-2018, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. David Wagner - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°123 du 6 juillet 2015 de M. Eugène Berger relative à l'agrément d'une firme de sécurité privée, adressée à M. le Ministre de la Justice

et

Question n°124 du 7 juillet 2015 de M. Franz Fayot relative à des activités apparemment non autorisées d'une entreprise de sécurité et de gardiennage sur le territoire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Justice
- *M. Eugène Berger, M. Franz Fayot - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

9. 6711 - Projet de loi portant abolition des districts, modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

2. le Code pénal;

3. la loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc.;

4. la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;

5. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

6. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

7. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

8. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

9. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

10. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

11. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

12. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

13. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

14. la loi modifiée du 13 mars 2006 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics;

15. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

16. la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

17. la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale;

18. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;

19. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

20. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant

1. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra;

2. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (dépôt de deux motions), M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, M. Léon Gloden (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *M. Claude Wiseler (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions 1 et 2 (renvoi en commission)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

10. 6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Présentation: M. Roy Reding (interventions de M. Alex Bodry)*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Serge Urbany, M. Alex Bodry*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)*

11. 6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Présentation: M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo, Président)*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam, M. Serge Urbany*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch et Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat eis Sëtzung op a riichte mech direkt un den Här Premier: Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

2. Communication de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll Iech Merci soen am Numm vun der Regierung, dass Der op eis Demande muer bereet sidd, an der Chamber eng Deklaratioun vu mir virhuelen ze loossen, wou ech Iech dann och déi lescht Développementer an d'Noriichte vun där Sitzung, déi mer haut den Owend zu Bréissel wäerten hunn, wäert kënne matdeelen.

Muer de Moie sinn ech zu Stroossbuerg, fir d'Prioritéite vun der Présidence ze presentéieren, a soubal dat gemaach ass, sinn ech à la disposition vun der Chamber a wier frou, fir Iech dann iwwert déi lescht Nouvellë kënnen ze informéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir hunn deem an eisem provisoreschen Ordre du jour scho Rechnung gedroen.

Den Här Angel.

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, wann Der mer et erlaabt, wéilt ech eng Motioun déposéieren, déi mer schonn eng Kéier..., eng Motioun, déi den Här Kartheiser eraginn hat an déi an der aussepolitescher Kommissioun dunn e bëssen iwwerschafft ginn ass a wou mer och eng Unanimitéit an der aussepolitescher Kommissioun haten, iwwert de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, den TTIP. Ech wollt Iech déi ofginn.

Et geet drëm, dass mer wëllen d'Regierung invitéieren, dass se am Conseil européen sech derfir asetzt, dass et en Accord mixte gëtt, fir dass och déi national Parlamenter eng Approbatioun musse ginn an déi kënnen diskutéieren. Si ass vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen an ech erlabe mer, Iech déi elo ofzeginn.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que les États membres ont unanimement approuvé le mandat de négociation pour un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI/TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en juin 2013 et que les négociations ont commencées en juillet 2013 à Washington;

- consciente du fait que depuis lors, une partie importante de la société civile, des syndicats, des organisations non gouvernementales et des citoyens expriment de nombreuses critiques et inquiétudes quant au présumé contenu et à l'impact de ce futur accord;

- rappelant que le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, a esquissé les principales lignes rouges du Gouvernement actuel dans une lettre du 18 juin 2014 au Commissaire européen de l'époque, Karel de Gucht;

- considérant que le futur accord avec les États-Unis portera sur un certain nombre de domaines de compétence partagée et relevant donc aussi de l'autorité des États membres, conformément entre autre à l'article 4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

- considérant le rôle important que le Traité de Lisbonne attribue aux parlements nationaux en matière de politique européenne;

- saluant la volonté de la Commission européenne de mener un dialogue approfondi avec les parlements nationaux et les sociétés civiles, et appréciant dans ce contexte la visite de la commissaire Madame Cecilia Malmström, le 26 février 2015 à la Chambre des Députés;

- appréciant les échanges réguliers concernant le PTCI/TTIP entre le Gouvernement luxembourgeois, la Chambre des Députés, les membres luxembourgeois du Parlement européen et la société civile luxembourgeoise;

- constatant que le Parlement européen ainsi que tous les parlements nationaux des pays membres de l'Union européenne suivent avec grand intérêt le déroulement des négociations des accords de commerce internationaux, et notamment celui du PTCI/TTIP;

- rappelant que les présidents de tous les parlements nationaux des États membres de l'Union européenne se sont exprimés en faveur d'une ratification du PTCI/TTIP par chaque parlement national;

invite le Gouvernement

- à veiller au sein du Conseil et auprès des autres institutions européennes à ce que le PTCI/TTIP, une fois négocié, soit soumis à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États.

(s.) Marc Angel, Fernand Kartheiser, Claude Adam, Gusty Graas, Laurent Mosar.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. Vu dass mer elo souwisou op den Ordre du jour iwwerginn, géif ech proposéieren, dass mer, wann d'Chamber do dermat d'accord ass, déi Motioun géife muer en début d'ordre du jour huelen.

4. Communications

Ech wollt awer virdrun nach eng Rei vu Kommunikatiounen un d'Chamber maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an Äntwerten ass hei deponéiert.

2) D'Lëscht vun den neie Projeten ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) An d'Lëscht vun deenen neie Petitioune gradesou.

Communications du Président - séance publique du 7 juillet 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6831** - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant l'article 1832 du Code civil, l'article 6 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales et l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.07.2015

***6832** - Projet de loi portant réforme des prestations familiales*

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 03.07.2015

***6833** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.07.2015

3) Les demandes de pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

*Pétition ordinaire n°**517** - Pour la mise en place d'une plaque commémorative concernant les évacués luxembourgeois de la Seconde Guerre Mondiale*

Dépôt: 27.06.2015 par M. Claude Eich

*Pétition ordinaire n°**518** - Pour la mise en ligne d'un traducteur de texte luxembourgeois*

Dépôt: 02.07.2015 par M. Claude Eich

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

5. 6830 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Déclaration de recevabilité

Dann huet d'Presidentekonferenz an hirer Sëtzung vum 2. Juli sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6830, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aide au logement, ausgeschwat. Déi Propositioun gouf den 30. Juni vum Här Marc Lies deponéiert.

Ass d'Chamber mat der Propositioun vun der Presidentekonferenz d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

6. Ordre du jour

Dann hutt Der zougestallt kritt d'Propositioune fir den Ordre du jour vun dëser Woch, wéi e bei der leschter Presidentekonferenz opgestallt ginn ass. Opgrond vun der Disponibilitéit vum Ausseminister wollte mer zu deem doten Ordre du jour eng Rei vu Modifikatioune proposéieren, déi awer am Virfeld och mat de Fraktiounscheffen ofgeschwat gi sinn.

Deemno géife mer de Mëtten, nodeem mer d'Urgence vun där Fro, déi vun der CSV kënnt, ugeholl hunn, déi Question urgente - nodeem mer den Ordre du jour verofschit hunn - elo direkt behandelen.

Da géife mer muer de Mëtten déi Motioun, déi elo just deponéiert ginn ass zum TTIP, en début d'ordre du jour huelen a mir géife proposéieren, fir d'Punkte 5, 6 a 7 op spéider Sëtzungen ze vertagen.

Soss bleift alles onverännert um Ordre du jour, deen e puermol hin- an hiergaangen ass, mä deen, mengen ech, awer elo misst konsolidéiert sinn.

Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann direkt zu deem neie Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Question urgente, déi vun der Madame Diane Adehm - am Numm vum Gilles Roth mat - géif virgedroe ginn. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

7. Question urgente n°1273 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative à une liste de clients circulant sur Internet

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt eng Fro stellen am Zesummenhang mat engem Artikel, deen haut an der Dagespress opgetaucht ass, wou et ëm déi italienesch Firma „Hacking Team" geet. Déi Firma, déi ass ënner anerem drop spezialiséiert, fir den Trafic vun den Donnéeën um Internet ze iwwerwaachen. An do ass elo eng Clientslëscht um Internet opgetaucht an an där Clientslëscht steet ënner anerem och d'Lëtzebuerger Steierverwaltung dran.

An deem Zesummenhang wollt ech wëssen - also, meng Fro riicht sech eigentlech un de Finanzminister -, ob de Minister kéint déi Informatioune konfirméieren. Ech wollt wëssen, wat d'Steierverwaltung ganz genee bei där Société „Hacking Team" kaaft huet. Wann et sech dann ëm en Iwwerwaachungslogiciel sollt gehandelt hunn: Firwat huet d'Steierverwaltung deen heite Logiciel kaaft a firwat ass dee Logiciel benotzt ginn?

Huet d'Firma „Hacking Team" d'Lëtzebuerger Regierung respektiv d'Steierverwaltung informéiert, dass si gehackt ginn ass?

An da wéilt ech och nach wëssen, wann dann dee Programm sollt kaaft gi sinn: Wat huet dat dote kascht a vu wéi engem Budgetsartikel ass et erofgeholl ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Adehm. An elo huet de Statsminister, den Här Xavier Bettel, d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll der Madame Adehm an dem Här Roth och Merci soen, dass ech d'Méiglechkeet kréien duerch hir Fro, hei direkt iwwer en Aktualitéitssujet, dee selbstverständlech fir vill Opreegung suergt, Kloerheet ze schafen.

Et geet prezis ëm déi Clientslëscht, esou wéi d'Madame Adehm et gesot huet, vun „Hacking Team", déi am Fong elo selwer gehackt goufen a wou am Fong déi Informatiounen, déi si haten, publizéiert goufen a wou ënner anerem dann „Luxembourg Tax Authority" dropstoung.

Wéi ech gëschter Owend déi Nouvelle iwwert d'Press matgedeelt kritt hunn, hunn ech direkt och ronderëm eng Mail gemaach bei déi verschidden Administratiounen, bei déi verschidde Responsabel, fir ze kucken, wat do dru wier. An haut de Moien hu mer vun de Servicer op jidde Fall, déi mat der Steierverwaltung schaffen, an der Steierverwaltung och selwer kloer gesot kritt, dass et net esou wier, dass d'Steierverwaltung e Lien hätt mat där Firma. Si fannen och keng Rechnung an och kee Lien - an och keen Numm - mat där doter italienescher Firma.

Den SRE allerdéngs, an ech mengen, et soll ee jo och en toute transparence hei kënne schwätzen, huet bei dëser Firma e Logiciel kaaft. Déi Décisioun geet zréck op de 16. Mäerz 2012, wou den SRE vum deemolege Statsminister Jean-Claude Juncker den Accord kritt huet, fir dës Software ze kafen an och ze testen.

Et handelt sech dobäi ëm e Logiciel, dee gebraucht gëtt fir d'Interceptioune vun de Kommunikatiounen. Nodeems déi Tester gemaach goufen an déi zoustänneg Chamberskommissioun och informéiert gouf, ass antëscht, och am Respekt vun de Prozeduren, zweemol - a just zweemol - de Logiciel agesat ginn, an dat selbstverständlech am Kader vun de Missioune vum SRE an och am ganze Kontext vum Cadre légal, dee virgesinn ass vun de Prozeduren, déi mussen hei gemaach ginn.

Ech wëll hei och ënnersträichen, Här President, dass et sech hei net ëm déi dacks zitéiert Da Vinci-Software handelt an dass dat net de Fall hei ass, mä ëm e System, dee speziell fir d'Besoine vum SRE konzipéiert gouf. De System - d'Madame Adehm huet och gefrot, wat et kascht huet - ass deemools budgétiséiert gi beim Budget vun 2012 fir 300.000 Euro. E wäert dann iwwert de Statsministère deemools gelaf sinn. Ech muss dat awer nach iwwerpréiwen.

Ech wollt einfach just haut déi Äntwerte ginn, mä ech kann dat doten awer nach iwwerpréiwen, mä e wäert deemools iwwert de Budget vum Statsministère gelaf sinn 2012. Op jidde Fall: 300.000 Euro.

An déi lescht Fro och, Här President, déi d'Madame Adehm gestallt huet, war, ob déi Firma eis informéiert hätt, dass se gehackt gi wier: Neen! Ech soen Iech et, mir hunn net d'Informatioun kritt, an déi Firma „Hacking Team" huet eis net kontaktéiert, nodeems déi Lëscht hei public war.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statsminister.

Mir géifen dann zu der Froestonn iwwergoen, déi mer haut de Mëtte programméiert hunn. Wéi Der wësst, hunn d'Froesteller, déi ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun kommen, jee zwou Minutte pro Fro zegutt an d'Regierung huet véier Minutten, fir dorop ze äntwerten.

Eis éischt Fro ass d'Fro N°116, kënnt vum Här Gusty Graas a betrëfft: „En oppent Ouer fir de Bauer, de Wënzer an de Gäertner".

Plusieurs voix.- Aah!

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°116 du 6 juillet 2015 de M. Gusty Graas relative au lancement du projet «En oppent Ouer fir de Bauer, de Wënzer an de Gäertner», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech schéngen do dat richtegt Thema gewielt ze hunn. Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären aus der Regierung, effektiv huet de leschten 1. Juli de Landwirtschaftsminister en neie Projet virgestallt mam Sujet „Een oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gäertner", a vum nächsten 13. Juli un, dat ass also den nächste Méindeg, soll dann och e speziellen Tëlefon fonctionnéieren, wou dann déi Vertrieder vun deenen dräi Beruffsgruppe sech kënnen orientéieren, kënnen nofroen, wa se gewësse Problemer hunn. Op där anerer Säit gëtt den Tëlefon bedéngt vun enger Rei Experten, déi sech dann natierlech mat där ganzer Matière auskenne mussen an déi dann och do wäerten déi néideg Erklärunge ginn.

Ech wollt duerfir an deem Kontext dräi Froen un de Minister Etgen stellen:

Éischtens: Wat sinn u sech d'Ursaachen, firwat datt déi Initiativ do elo hei geschafe ginn ass?

Eng zweet Fro ass: Wat fir spezifesch Problemer sinn do an éischter Linn virgesinn, déi solle behandelt ginn?

An drëttens: Déi Leit, déi déi Tëlefone bedéngen, mussen déi och eng extra Formatioun kréien, well ee sech jo awer ka virstellen, datt et e ganz vast Thema ass, wat hei ofgedeckt gëtt? An deem Sënn wier ech frou, wann de Minister géif zousätzlech Explikatioune ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet direkt de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech wëll ech dem honorabele Kolleeg Gusty Graas Merci soe fir déi Fro. Ech mengen eng Initiativ, déi de Landwirtschaftsminister déi lescht Woch zesumme mat der Chambre d'Agriculture an dem Maschinenring presentéiert huet.

De landwirtschaftleche Secteur huet sech an deene leschte Jore mat enger Vitesse entwéckelt, wéi se bal a soss kengem anere Wirtschaftssecteur virkënnt. Dat geet vum technesche Fortschrëtt iwwert d'Agrarpolitik bis hin zum Stellewäert vun der Landwirtschaft an der Gesellschaft. D'landwirtschaftlech Betriber entwéckele sech an deem Émfeld lafend an enger grousser Bandbreet a Villfalt. Dat geet vum klengen Nischebetrib iwwert den traditionelle Familljebetrib bis zum traditionelle familljegeféierte Betrib mat enger oder méi friemen Aarbechtskräften. Si hunn all eppes gemeinsam: Famill a Betrib, déi si matenee verbonnen. D'Vergaangenheet huet awer bewisen, datt familljegeféiert Betriber sech an deenen Zäite vu schnelle Verännerungen engersäits als ekonomesch méi stabill an effizient erwisen hunn an anerersäits immens upassungsfäeg a verantwortlech sinn.

Dës Relatioun tëschent Famill a Betrib ass eng grouss Stäerkt vun eisem landwirtschaftleche Secteur a gëtt duerfir vun eiser nationaler Politik och ëmmer erëm méiglechst staark ënnerstëtzt. De Bauer als Mënsch steet dobäi am Mëttelpunkt. Mä dat heescht awer och, datt dee Mënsch oder déi Famill emol kann a Schwieregkeete kommen, déi sech dann op de Betrib ausbreede kënnen. Oder ëmgedréint: Problemer am Betrib kënnen d'Familljeliewen duercherneebréngen.

An esou Momenter ass et wichteg, e kompetente Gespréichspartner erreechen ze kënnen, deen déi spezifesch a komplex Situatioun vun engem Bauerebetrib kennt a mat deem een iwwert dat perséinlecht a vertraulecht Uleies kann anonym schwätzen. Dat weist och dat grousst Interesse un de Weiderbildungscoursen, déi vum Maschinenring, dem MBR Lëtzebuerg, ronderëm psychosozial a familljesystemesch Themen organiséiert ginn.

An deene leschte Joren hunn iwwer 200 Baueren un dëse Coursen, déi vun enger diplomëierter a ganz erfuerener Psychologin gehale ginn, deelgeholl. Ech mengen, eleng déi Participatioun weist, datt e gewësse Besoin do ass.

Duerfir huet am Fong de Landwirtschaftsministère zesumme mat der Landwirtschaftskammer an dem Maschinenring dës Initiativ geholl, fir de Projet „En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gäertner" an d'Liewen ze ruffen. Dës Hotline kann een ënnert der Gratisnummer 8002-7171 ab dem nächste Méindeg all Méindeg vun zwou Auer bis véier Auer uruffen. De Bauer kann zesumme mat sengem Gespréichspartner schwätzen an no Léisunge sichen, wéi scho gesot, anonym a vertraulech, a gëtt dann, jee nodeem, wéi de Fall läit, richteg weiderorientéiert.

Mir sinn dobäi frou, op d'Kompetenz an déi bénévole Mataarbecht vun der Psychologin zielen ze kënnen. Dëse Service, deen et vergläichbar och bei eisen auslänneschen Nopere gëtt, soll also eng Ergänzung zu bestehenden Offere sinn a soll hëllefen, Bréicken ze bauen, do wou se néideg sinn. Et ass och een Element, wa vläicht och e klengt, vu Kompetitivitéit an engem net einfachen ökonomeschen Émfeld.

Et ass mer wichteg ze betounen, datt de landwirtschaftleche Secteur net méi Problemer kennt wéi anerer, mä dëse Secteur ass spezifesch an et muss een also dëse Spezifissitéite Rechnung droen. Ech géif mer wënschen, datt dëse Service esou wéineg wéi méiglech muss an Ursproch geholl ginn. Mä ech mengen awer, datt et gutt ass, datt mer e geschafen hunn. Mëttelfristeg wäert dann d'Erfahrung aus dësem Projet ënner anerem och mat derzou bäidroen, Berodungssystemer am Déngscht vun der Landwirtschaft weiderzeentwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. Da géife mer zur nächster Fro iwwergoen. Déi kënnt vun der Madame Octavie Modert a geet ëm

déi sektoriell Reformen am Statsdéngscht. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°117 du 7 juillet 2015 de Mme Octavie Modert relative à la transposition sectorielle des réformes dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 24. Mäerz vun dësem Joer hu mir hei am Chamberplenum de Reformpak vun der Fonction publique gestëmmt. Deen ass jo op de meeschte Punkten op de Stéchdatum vum 1. Oktober virgesinn a Kraaft ze trieden.

Et bleiwen awer nach a verschiddene Secteure spezifesch Texter ze maachen an ze adoptéiere fir déi sektoriell Transpositioun, wéi zum Beispill fir de Gemengesecteur, bei der Police, an der Éducatioun, bei der Eisebunn, an dat muss deels och iwwer Gesetz geschéien. An anere Secteuren, wéi dem konventionéierten, sinn och vläicht Upassungen ze maachen, hei net onbedéngt iwwer Gesetz. Ënnert der viregter Regierung ware regelméisseg Réuniounen, besonnesch um Beamtenniveau, heiansdo och ënner oder mat de Ministeren, iwwert dës Thematik.

Meng Froen un den Här Minister:

Wéi ass de Stand vun der Ausaarbechtung vun dëse spezifeschen Texter? Wou si se drun?

Wéi ass et mat den interministerielle Réuniounen? Sinn déi Leit weiderhin zesummekomm, a vläicht wéi dacks an deem leschten annerhallwe Joer?

Wéi wäit sinn d'Texter vun den Avant-projets de loi scho geschriwwen? A wéini si se dann dee Moment virgesinn, an der Chamber déposéiert ze ginn?

A virun allem: Wéini sollen déi Gesetzer a Kraaft trieden, dee Moment wou dat am Oktober de Fall ass fir d'Gesamtreform? Well fir déi meescht vun de spezifeschen Texter kann deen Zäitplang jo net méi parallell agehale ginn.

Ech hat dës Froe scho gestallt bei den Debatten am Mäerz. Kann den Här Minister eis elo dozou Prezisioune ginn, wann ech gelift?

Villmools Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Modert. An d'Wuert huet elo direkt de Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. D'Madame Modert huet et elo grad gesot: De 24. Mäerz 2015 hu mer déi sëllechen Texter, déi d'Reform an der Fonction publique sollen encadréieren, hei gestëmmt. A selbstverständlech, an dat hate mer och deemools scho gesot, ergëtt dat och eng Rei vun Nofolgeaarbechten, déi musse gemaach ginn.

Allerdéngs si mer der Meenung, dass déi Modifikatiounen, déi mer opgrond vun der Interventioun vun der neier Regierung virgeholl hunn, eis an d'Lag versetzen, dass mer net iwwerall musse légiféréieren. Dat zielt haaptsächlech fir d'Police an och fir d'Éducatioun. Duerch déi Modifikatiounen, déi mer virgeholl hunn, kréie mer eng gewësse Flexibilitéit, wat net onbedéngt viraussetzt, dass mer hei elo nei misste légiféréieren.

Wat d'Ëmsetzung am Gemengesecteur ugeet, kann ech lech soen, dass mer scho ganz wäit sinn. D'Texter si souwäit fäerdeg. Déi sinn traditionell och net iwwer Gesetz gemaach ginn, mä traditionell ëmmer iwwer Règlement grand-ducal. Déi Texter sinn am Intérieur ausgeschafft ginn.

Mir wollten elo nach virun der Vakanz d'Commission centrale zesummeruffen, hunn allerdéngs vun de Gewerkschaften aus dem Secteur gesot kritt, si wären nach net mat der Analys vun deenen Texter fäerdeg, dofir sollte mer waarden, fir dat ze maachen, a mir sinn där Demande och ganz gären nokomm, soudass mer also hei kënne ganz séier transposéieren. Ech hoffen, dass mer déi Règlement-grand-ducallen nach kënnen direkt am Hierscht op den Instanzewee bréngen. Ech wéilt lech just bemierken, dass mer, wa mer dat fäerdegbréngen, esou séier ware mat der Transpositioun vun Texter, wéi dat nach ni de Fall war.

Dat gesot, mengen ech, wat den Audit ugeet, wat d'Police ugeet, dass mer do eng Rei vun neie Momenter dran hunn. Dat wësst Der. Ech mengen, dat ass och an der zoustänneger Kommissioun schonn diskutéiert ginn. A selbstverständlech, wa sech aus deem Audit ergëtt, dass mer mussen nei légiféréieren, da wäerte mer dat och maachen. Mä dat setzt awer viraus, dass mer nach eng Rei vun Diskussioune féieren, souwuel mat der Direktioun vun der Police, mat deem zoustännege Ministère, wéi och selbstverständlech mat deene Gewerkschaften, déi och dran implizéiert sinn.

Wat den éducative Secteur ugeet - an den zoustännege Minister sëtzt hei - hu mer eis scho méimools zesummegesat, och mat de Gewerkschaften, fir ze kucken, wéi mer dat kënnen ëmsetzen. An do si jo och schonn eng Rei Iddien an der Effentlechkeet zirkuléiert, déi ech elo net hei brauch ze widderhuelen.

Op jidde Fall, mir sinn um gudde Wee a mir denken, dass mer séier virukommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir hunn dann zwou Froen, déi engersäits vum Här Negri an anerersäits vun der Madame Mergen un d'Gesondheetsministesch ginn an déi déi verschidde Moossname betreffen, déi am Rumm vum Plan canicule, also bei där grousser Hëtzt vun deene leschten Deeg, geholl si ginn. Fir d'Éischt den Här Negri an dann duerno d'Madame Mergen. An d'Madame Ministesch géif zesummen op déi zwou Froen äntwerten, wann Der domat d'accord sidd.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Här Negri.

- Question n°118 du 7 juillet 2015 de M. Roger Negri relative aux mesures prises dans le cadre de la canicule exceptionnelle, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Question n°119 du 7 juillet 2015 de Mme Martine Mergen relative au plan national canicule 2015, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt eiser Gesondheetsministesch Lydia Mutsch eng Fro zur aktueller Hëtzwell, zu der Canicule stellen, mat Temperaturen, wéi mer all wëssen, iwwer 35 Grad, déi ville Leit Problemer maachen, dat besonnesch eisen eelere Matbierger doheem, awer och virun allem a Spideeler an Altersheimer. De staatleche Wiederdéngscht MeteoLux um Findel huet och gëschter erëm, trotz deene méi killen Temperaturen, eng Hëtzwarnung, e sougenannten „Avis de grande chaleur" erausginn.

Dofir wollt ech eis Ministesch froen: Wéi e Bilan zitt de Gesondheetsministère no engem Rekordweekend, wat d'Temperaturen ugeet? Dann, wéi eng Mesurë si geholl ginn am Kader vum Plan canicule?

Iwwert de Plan canicule ass ënner anerem och e speziellen Opruff un eeler Leit gemaach ginn, sech ze mellen, fir dass no hinne ka gekuckt ginn. Dozou wollt ech froen, wéi vill Leit sech dann hei ageschriwwen haten.

Eng aner Fro: Wéi eng Recommandatioune gouf et am Kader vu Manifestatiounen? Där waren der jo de Weekend relativ vill. A wéi sinn dës opgeholl ginn an awer och ausgefouert ginn?

An eng lescht Fro wär: Wéi eng Partner huet de Ministère, fir an Zäite vu grousser Hëtzt Leit a besonnesch déi fragiliséiert Leit ze schützen?

An domadder, Madame Ministesch, géif ech lech scho Merci soen am Viraus fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Madame Mergen.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, contrairement zum Här Negri, obwuel ons Fro déiselwecht ass, maache mir ons manner Gedanken ëm déi Leit an den Institutiounen, wéi de Spideeler an den Altersheimer, well wann déi net versuergt sinn, ech mengen, dann ass keen am ganze Land versuergt. Also déi Leit an den Institutiounen, déi, mengen ech, wiere souwisou do, wou se sinn, gutt versuergt, 24 Stonnen op 24.

Et ass och net ze iwwerhéiere gewiescht an de Recommandatiounen, déi iwwert de Radio gaange sinn, iwwert d'Medien, dass mer sollte genuch drénken, dass mer net sollten ze vill Sport maachen dobaussen. Mir konnten dat mathuelen. An ech mengen, bei de Manifestatioune vum leschte Weekend ass och ausgibeg gedronk ginn, wann och net ëmmer Waasser, wéi d'Ministesch dat recommandéiert huet.

Mir maachen ons awer och Gedanken, wéi den Här Negri, ëm déi Leit, déi op där Demande, op deem Antragsformular ugeschwat sinn. Déi kënnen also Hëllef um Ministère froen. Dat sinn déi Leit, déi net vun der Fleegeversécherung versuergt sinn, well déi si jo och versuergt, mä déi awer iwwer 75 Joer hunn an/oder krank sinn oder keng Kontaktpersoun hunn oder net esou mobill sinn, dass se sech kënne selwer hëllefen. An do hunn ech mech ebe gefrot, quitte dass dee Formulaire flott gemaach ass, wéi een un déi Leit kéim, well déi jo och vläicht net déi sinn, déi sech dat iwwer Internet kéinten erofhuelen.

Elo ass mer gesot ginn, dass d'Gemengen ugeschwat gi sinn, fir déi Leit vu sech aus ze kontaktéieren. Mä och do ass et awer schwiereg, well obwuel d'Gemengen zwar kënne feststellen, wie bei hinnen iwwer 75 Joer huet, hunn d'Gemengen awer keng Donnéeën, wie krank ass, wien elengsteet, wien eben dëse Bevëlkerungsgruppe kéint zougehéieren.

Duerfir ass meng Fro: Sidd Dir der Meenung, Madame Minister, dass..., oder ass d'Madame Minister der Meenung, Här President, dass déi Mesurë gegraff hunn? An dann, d'nämlecht wéi den Här Negri: ob e gewëssen Écho op déi Demanden, op déi Campagne dëst Joer am Ministère ukomm ass. Wat de Bilan vum Plan canicule ubelaangt, ech mengen, do waarde mer bis de September, bis déi lescht Canicule eriwwer ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Mergen. An d'Wuert huet elo d'Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. A Merci och den honorabelen Deputéierte fir dës Fro, déi mer erlaabt, eng Rei vun Informatiounen ze ginn an och e Bilan ze zéien - obwuel ech ganz d'accord si mat der Madame Mergen, dass een e Bilan eréischt Enn vum Summer an net Ufank vum Summer soll zéien.

Bon, eis Direction de la Santé huet schonn iwwer zéng Joer Erfahrung mam Plan canicule. 2003, vläicht kënnen Der eng Rei vun Iech sech nach dorunner erënneren, war eng enorm grouss Hëtzwell, wou iwwer ganz Europa richteg Problemer opgetaucht waren, an do sinn och hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Mesurë geholl ginn, wat et eis dann elo erlaabt, op, wéi gesot, iwwer zéng Joer Erfahrung zréckzegräifen. An ech mengen, dass haut kee méi heibannen an och kee méi hei zu Lëtzebuerg d'Nécessitéit vun engem Plan canicule a Fro stellt.

Et ass och esou, an et ass och schonn hei vun deenen zwee Deputéierte rappeléiert ginn, dass net jiddweree kann no sech selwer kucken, virun allem net déi eeler Leit. An ech wëll direkt soen, dass mer hei eng exzellent Zesummenaarbecht hu mat den anere Servicer vum Stat, virun allem am Ministère de la Famille, awer och mat de Spideeler, mat de Servicer an der Konvaleszenz, Rééducatioun, Rehabilitatioun, de Foyeren, de Maisons de retraite, dat klappt wierklech ganz wonnerbar. An all deenen, déi dat an de leschte Joren opgestallt hunn, kann ech wierklech nëmme félicitéieren! Mir hunn och eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat der COPAS a mat der Croix-Rouge. D'Croix-Rouge hëlleft eis effektiv beim Opstelle vun de Lëschten an och bei der Koordinatioun vun de Fleegehëllefsdéngschter. Déi sinn alleguerten an dësem Plan canicule mat täteg.

Den Här Negri huet gefrot, wivill Leit sech do gemellt hätten. Mir haten an deem Weekend, wou et besonnesch héich Temperature gouf, iwwer honnert Leit, déi op der Lëscht fir déi Visite-régulièren ageschriwwe waren. An ech ka mer virstellen, dass elo, wou dat och bekannt ginn ass, ëmmer méi Leit wäerten dorobber zréckgräifen.

Ech hunn och zesumme mam Innenminister den 1. Juni e Bréif un all Gemenge geschéckt, wou mer net nëmmen allgemeng Informatiounen, Virinformatioune ginn hunn, mä wou mer och Explikatiounen zu de Formulairë ginn hunn. Ech wëll elo net déi eng oder déi aner Gemeng hei besonnesch erwähnen. Ech kann Iech awer soen, dass mer eng ganz Rëtsch vu flotte Feedbacke kritt hunn, wéi d'Gemenge probéiert hunn, un hir Populatioun - well si sinn awer ganz no beim Bierger - ze kommen, sief et iwwer hir Gemengeréit, sief et iwwer hir Bulletinen, sief et iwwer hir lokal Manifestatiounen. Do ass ganz vill Input komm. An ech hunn och zu menge Leit gesot, dass se sollen déi Best-Practice-Beispiller sammelen, fir dass mer vläicht an Zukunft kënne verstäerkt op d'Gemengen zougoen an hinne vläicht Iddie mat op de Wee ginn, wéi se nach verstäerkt kënnen op lokalem Plang agéieren. Op alle Fall ass do de gudde Wëllen do.

Ech wëll awer och hei ervirsträichen, dass mer eng exzellent Zesummenaarbecht mat der Press haten. Dat gëllt vläicht als selbstverständlech. Mä hei ass eng wierklech virbildlech Informatiounspolitik gemaach gi vusäite vun der Press, an ech mengen, dass och do maassgeeblech déi Conférence presse, déi eis Direction de la Santé gemaach hat, an zwar scho Wochen ier mer iwwerhaapt woussten, dass eng Hëtzwell géif kommen, dass dat och, mengen ech, vill zur Versachlechung bäigedroen huet. An dat huet och erméiglecht, dass all d'Akteuren nach verstäerkt konnten zesummeschaffen.

Ech wéilt awer och e besonnesche Luef ausschwätzen un d'Spideeler, déi duerch eege Publikatiounen opkläre. Ech konnt dat eréischt ganz rezent um Diddelenger Gesondheetsdag feststellen, wou mer och eng fuerchtbar Hëtzt haten - awer soss war et schéin -, mä op alle Fall waren do geziilte Publikatioune vun eenzelnen Akteuren, dorënner och d'Spideeler, an ech muss soen, dass dat ganz gutt geklappt huet.

Et sinn dann och Froen u mech gestallt ginn, wéi et gaangen ass mat de Sport- an anere Manifestatiounen iwwert de Weekend. Ech muss soen, dass mer do e ganz, ganz gudde Feedback haten. Mir hu schonn Deeg, ier déi Manifestatioune stattfonnt hunn, systematesch Kontakt mat alle Sport- a Concertsorganisateuren opgeholl a Recommandatioune gemaach, virun allem wat d'Versuergung mat gratis Waasser ubelaangt. Do war virun allem ee Concertsoperateur ganz kollaborativ. A wann ee weess, dass do ganz vill jonk Leit sinn, déi heiansdo nëmme fënnef Euro oder zéng Euro an der Täsch hunn a se léiwer fir e Béierche wéi fir e Waasser wëllen ausginn, wat leider schued ass, awer eng Realitéit, wëll ech soen, dass dat virbildlech geklappt huet!

An all deenen, déi mengen, dass et selbstverständlech ass, wann do Zéngdausende vu Jonken op engem Concert sinn, ouni dass e gréisseren Incident do geschitt ass, deene wëll ech just soen, dass dat och de Mérite ass vu Leit, déi matgeduecht hunn, an och vun eise Servicer, déi geziilt op si zougaange sinn. An ech wëll alle Bedeelegte vun dëser Säit aus fir déi richteg gutt Aarbecht félicitéieren. An hoffe mer, dass mer och an deenen nächste Wochen a Méint op all Situatioun vu Canicule déi richteg Äntwert fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma Merci och. A mir géifen dann zu där nächster Fro kommen, déi sech och un d'Gesondheetsministesch riicht a wou et ëm Räiskichelcher geet, déi Arsen enthalen, wat se normalerweis net sollten.

(Hilarité)

Den Här Oberweis, de Froesteller, huet direkt d'Wuert.

(Hilarité)

- Question n°120 du 7 juillet 2015 de M. Marcel Oberweis relative aux galettes de riz contenant des traces d'arsenic, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, ech géif déi Fro guer net stellen, wann ech net Bopi wier.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Voilà! Also, ech géif et ni woen, dat hei ze froen. Mä ech wëll just soen, ech hu gëschter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Félicitatiounen!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- ...an der „Süddeutsche Zeitung" gelies, dass d'Bundesinstitut fir Risikobehandlung a Fuerschung (veuillez lire: Bundesinstitut fir Risikobewäertung) festgestallt huet, dass - wat gewosst war, wat ech awer net wousst - an de Räispufferen, an de Räiskeksen, déi eis Bëbeeën a Klengkanner iessen, Arsen dran ass. Ech hu mer geduecht gehat: „Arsen und Spitzenhäubchen", en aalt Theatersték, „dat ka jo net gutt ausgoen!". Elo hu se festgestallt des Weidere bei Ënnersichungen, dass och anorganeschen Arsen an dem Räis ass, wat nach méi kritesch ass. Dat heescht, et muss een oppassen. An Däitschland hu se da gesot gehat, mir sollen de klenge Kanner elo tuunlechst kee Räiskeks méi ginn.

Meng Fro ass déi heiten: Wéisou kann elo d'nächst Joer 2016 eng nei europäesch Direktiv kommen, wou festgehale gëtt, dass et an de Räispuffere fir Kanner 0,1 mg op de Kilogramm Räis ass a bei Erwuessenen 0,2 mg ass. Ech géif dach mengen, et missten 0,000 mat 17 Nullen hannendru sinn, well Arsen ass jo näischt Gesondes. Oder wann ee mer de Géigendeel beweist, akzeptéieren ech dat.

Duerfir meng Fro, Madame Ministesch: Kéint Dir dat bestätegen an eventuell dann am Conseil, wou Dir da sëtzt, soen, dass mer tuunlechst keen Arsen méi an de Räis sollte maachen, dass d'Kanner net méi sollte vergëft ginn? Well si kréie Bauchkrämp an et ka bis zu Kriibs féieren.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Oberweis. An d'Wuert huet direkt erëm d'Gesondheetsministesch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Den Här Oberweis huet probéiert, och eng kleng humoristesch Note hei eranzebréngen, mä eigentlech ass et, wéi hie ganz richteg gesot huet, eng ganz eescht Problematik, mat där mer hei befaasst sinn. An d'Problematik vum Arsenic am Räis ass leider och keng nei Problematik.

Et handelt sech effektiv ëm eng Kontaminatioun vun de Céréalen, déi vum Buedem ausgeet, an zwar duerch industriell Verschmotzungen, déi natierlech ëmmer méi heefeg ginn duerch d'Bewässerungswaasser oder duerch Dünger, dee benotzt gëtt. Räis huet nun eben d'Eegeschaft, fir méi staark Arsenic opzehuelen, well en am Waasser, dat stagnéiert, wiisst, wat par définition eng aner Grondviraussetzung ass wéi bei anere Planzen.

Bon, déi Produiten, déi am meeschte mat Arsenic belaascht sinn, si Räisgaletten a Räismëllech. De Service vun der Sécurité alimentaire schafft zënter 2013 un där doter Problematik, well sech einfach d'Hiweiser och geheeft hunn an et dofir noutwendeg ginn ass, fir sech spezifesch ëm déi dote Fro ze këmmeren. Et goufen och grouss Kontrollcampagnen 2013 an 2014 duerchgefouert.

Mir hunn och wëlles, well mer ebe virun e puer Méint drop ugesprach gi sinn, fir déi doten Informatiounen och opzebereeden a se public ze maachen, an dat virun allem, fir kleng Kanner a Bëbeeën ze protegéieren. An hei geet et virun allem ëm Plomb, Kadmium an och Arsen, deen hei eben den Objet vun der Fro vum Här Oberweis war. An déi Resultater, déi wäerte mer dann och weiderreechen.

Et ass awer och esou, dass mer bei deene Considératiounen an deene leschte Méint eis och baséiert hunn op en neit Reglement, wat erauskoum, en neit europäescht Reglement, wou déi maximal Grenzwäerter an de Räisproduiten definéiert sinn, soudass mer och analyséiert hunn, wéi mir dann hei als Lëtzebuerger dostinn.

An doniewent gouf et och eng Lëscht mat Recommandatiounen, déi mer gemaach hunn iwwert den OSQCA, also dee Gremium, dee sech ëm d'Sécurité alimentaire këmmert, fir eben d'Konsumenten ze informéieren zum Beispill, dass ee klenge Kanner ënner sechs Joer keng Räismëllech soll ze drénke ginn. Dat gëtt dacks gemaach bei Kanner, déi eng Intoleranz op Koumëllech hunn. Dat gëtt vun eiser Säit aus net recommandéiert an dat fënnt een och op den entspriechende Sitte vun der Direction de la Santé.

Gläichzäiteg soll ee sech natierlech, an dat gëllt och fir vill aner Produiten, net eesäiteg ernieren, a scho guer net eesäiteg vu Räisproduiten ernieren. Recommandéiert gëtt och, fir tëscht de Marken ofzewiesselen, well de Gehalt vu schiedleche Substanze variéiert, respektiv op Alternativen zréckgräifen: Mandelmëllech, Sojamëllech. Do gëtt et wierklech um Marché ganz vill Produiten, déi an der Regel manner belaascht sinn.

Ech wëll awer hei ganz däitlech soen, fir dass elo net den Androck opkënnt, dass ee keng Räisproduite méi soll konsuméieren: Dat gëllt als net problematesch, wann ee sech équilibréiert an ofwiesslungsräich erniert. Et ass just déconseilléiert, fir et einseiteg deene klenge Kanner an am Besonneschen de Bëbeeën ze ginn. Wann awer do Produite sinn, déi wierklech absolutt deene Recommandatiounen net entspriechen an driwwerleien, da gi se och vun eiser Säit aus wéi an allen anere Länner och vum Maart gezunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir géifen dann zur nächster Fro iwwergoen. Si kënnt vun der Madame Josée Lorsché, geet un d'Gesondheetsministesch a betrëfft d'Zukunft vun der ZithaKlinik.

- Question n°121 du 7 juillet 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'avenir de l'hôpital «ZithaKlinik», adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madame Minister, meng Fro bezitt sech, wéi gesot, op de Groupe hospitalier Robert Schuman, dee bekanntlech 2014 aus der Fusioun tëschent der Fondation François-Élisabeth an der ZithaKlinik entstanen ass. Wat mech an deem Kontext méi speziell interesséiert, ass déi zukünfteg Opdeelung vun de Spidolsaktivitéiten a -servicer, ebe just tëschent der ZithaKlinik an dem Spidol um Kierchbierg.

Souwäit ech weess, Madame Minister, huet de Verwaltungsrot vum Groupe Robert Schuman kierzlech iwwer eng Ëmverdeelung vun de verschiddene Spidolsservicer diskutéiert, eben tëschent deenen zwee Spideeler. Vu datt d'Opdeelung menger Meenung no awer scho kloer war - mir hu schonn an der Kommissioun ëfters doriwwer geschwat -, vu datt och schonn e Concept médical fir de ganze Grupp um Dësch louch, deen och scho virgestallt ginn ass, an datt d'Aktivitéite vun der Zitha och am Gesetz iwwert d'Extensioun an d'Moderniséierung vun deem Gebai schonn ofgeséchert gi ware mam Projet de loi, dee mer den 18. Mäerz 2015 op dëser Plaz gestëmmt hunn, wou mer 50.200 Euro zur Verfügung gestallt hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 50 Milliounen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- 50 Milliounen. Wat gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 50 Milliounen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- 50 Milliounen. Pardon, jo. ...50.200.000 fir den Ausbau a fir d'Moderniséierung, déi 2020 sollt fäerdeg ginn. Opgrond vun deenen Iwwerleeunge wéilt ech dräi Froen un Iech riichten.

Éischtens déi, ob Dir kënnt bestätegen, datt am Groupe Robert Schuman iwwert déi Neiopdeelung wierklech diskutéiert gëtt. Wa jo, wéi eng Envergure huet déi Diskussioun? Wéi eng Servicer si betraff? A wéi eng Positioun hutt Dir dozou?

Déi zweet Fro ass déi, ob Äre Ministère scho befaasst ginn ass mat enger Ännerung, wahrscheinlech vum Concept médical, déi jo da misst erfollegen, oder ebe mat enger Modifikatioun vum Gesetz, déi gefrot géif ginn, fir kënnen déi Aktivitéiten nei ze definéieren.

Dann déi drëtt Fro: ob Dir net der Meenung sidd, datt eng Reorganisatioun vun de Servicer virun allem op d'Käschte geet vun der Zitha, déi eigentlech de Juniorpartner vun deenen zwee grousse Spideeler ass.

An deem Sënn wär ech frou, eng Äntwert vun Iech ze kréien. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché mat der Bitt, d'nächst Kéier e Bléck op de Chrono ze werfen. An d'Wuert huet direkt d'Madame Gesondheetsministesch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Lorsché huet mer eng Rei vu Froe gestallt ronderëm d'Zukunft vun der ZithaKlinik, op déi ech gäre wëll äntweren, souwäit et mer méiglech ass, fir dorobber ze äntweren. Fir d'Éischt freet se mech, ob ech informéiert sinn iwwert d'Diskussiounen, déi am Verwaltungsrot stattfonnt hunn.

Ech wëll als Alleréischt an deem Zesummenhang rappeléieren, dass de Centre hospitalier vun de Robert-Schuman-Spideeler, dee privatrechtlech vun der Fondation Robert Schuman géréiert gëtt, deen eenzege Centre hospitalier ass, wou kee Vertrieder vum Ministère de la Santé oder vun der Direction de la Santé am Verwaltungsrot vertrueden ass. De Spidolskommissär kann och net als Observateur un enger Verwaltungsrotsreunioun deelhuelen, well d'Spidolsgesetz vum 28. August 1998 him dat net erlaabt, am Géigendeel zu allen anere Centre-hospitalieren. Wa mer awer d'Spidolsgesetz ëmänneren, da wëlle mer dës Grondlag mat iwwerschaffen.

De Minister ka sech also net op de konkreten Inhalt vu Reunioune vum Verwaltungsrot bezéien.

Bon, wat ass d'Positioun vum Minister zu enger eventueller Reorganisatioun vun de Servicer am Grupp Robert Schuman? Eist Haus ass net mat engem Projet de réorganisation befaasst, soudass mer eis weiderhin an der Logik vum Concept médical befannen, dat eis 2014 vum Grupp virgestallt ginn ass.

Dann: Ass d'Zukunft vun der ZithaKlinik a Fro gestallt? Do wëll ech ganz kloer mat engem däitlechen Nee äntweren. Am Géigendeel wëll ech drun erënneren, dass d'Chamber ganz rezent - an d'Madame Lorsché huet drop higewisen - duerch d'Gesetz vum 16. Abrëll 2015 dem Stat erlaabt huet, bei der Finanzéierung vun der Modernisatioun vun der ZithaKlinik fir e Montant vu ronn 55 Milliounen ze participéieren.

Am Kader vun der legislativer Prozedur hunn ech der zoustänneger Chamberskommissioun eng Presentatioun gemaach, déi ech vun der Fondation Robert Schuman zougestallt kritt hat an déi virgesäit, dass d'Aktivitéite vun der ZithaKlinik an de Beräicher viszeral Onkologie, Hals a Kapp, Geriatrie, Poliklinik, Soins intensifs, Activités opératoires an Imagerie leien.

Dann, ob mer en neie Concept médical virgeluecht kritt hunn: Do kann ech nëmmen Neen äntweren. Mir läit am Moment nëmmen ee Concept médical vir vun der Fondation Robert Schuman, an zwar deen, dee mer am Juli 2014 kritt hunn an deen d'Servicer an d'Better tëscht der ZithaKlinik, dem Hôpital Kirchberg, awer och der Sainte-Marie zu Esch verdeelt.

De Verwaltungsrot vun der Fondatioun war iwwerzeegt vun deem Konzept, well e war och bereet, an eng Mediatioun ze goen, fir och de Conseil médical vun deem Konzept ze iwwerzeegen, dee Retizenzen hat. Bon, dës Mediatioun ass ouni Succès 2014 op en Enn gaangen a mir hunn de Concept médical vum Juli 2014 konfirméiert kritt als Ministère. Dat ass also deen eenzegen, dee mir virläit an deen ech och bei menge weideren Iwwerleeunge bei der Ëmsetzung vum Spidolsplang wäert afléisse loossen.

Als Konklusioun wollt ech awer ofschléissend betounen, an ech maachen dat gären hei, dass fir mech d'ZithaKlinik - an ech mengen, fir Iech och - e ganz wichtegen Deel vun eiser Lëtzebuerger Spidolslandschaft ass an och an Zukunft eng ganz wichteg Roll wäert spillen, fir de Patienten aus eisem Land a virun allem awer aus dem Quartier, wou dat Spidol ass, déi beschtméiglech medezinesch Offer unzebidden, eng Offer vu Qualitéit, esou wéi déi aner Haiser et och virgesinn hunn.

Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Gesondheetsministesch. Déi nächst Fro kënnt vum Här David Wagner un den Erzéiungsminister a betrëfft den eenheetleche Wäerteunterrecht an der Schoul.

- Question n°122 du 7 juillet 2015 de M. David Wagner relative à la mise en place du «Cours unique» pour l'année scolaire 2017-2018, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi mer wëssen, wäert deen zukünftegen „Cours unique" - wéi deen och ëmmer wäert heeschen, wäerte mer jo nach gesinn - fréistens fir d'Joer 2016-2017, spéitstens dat Joer nach drop, 2017-2018, agefouert ginn.

Anscheinend gëtt et awer esou e gewëssenen Duerjernee beim Personal, wat susceptibel ass, déi Coursen ze ginn, well d'Personal muss jo och forméiert ginn. An déi Formatioun misst dann och am Prinzip am Hierscht ufänken. Mir sinn elo de 7. Juli a vill Leit wëssen net, wou se richteg dru sinn. Et geet jo drëms, datt ee muss Inhalter festleeën, Didaktike festleeën an datt ee muss wëssen, wéi een dat alles an de Grëff kritt, datt ee vläicht och muss wëssen, wéini et definitiv dann ufänkt.

Dofir meng Fro. Et ass u sech eng Fro, fir eng gewësse Clarificatioun ze kréien, och fir gewësse Leit, déi elo ufänke sech Suergen ze maachen an déi wëllen iergendwéi wëssen, mat wat fir engem Gewësse se sollen an d'Vakanz goen, ob eppes op si duerkënnt oder net.

Meng Fro un den Här Minister wier also, fir ze wëssen, wou déi Virbereedungen, wat d'Formatioun ubelaangt, dru sinn, ob all Froen och gekläert ginn an ob se dann natierlech och dësen Hierscht wäerte kënnen ufänken. Oder méi spéit? An ob déi betraffe Persounen dann och kënne wëssen, ab wéini se da kontaktéiert ginn oder ab wéini se Bescheed gesot kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet direkt den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- D'Fro vum Här Wagner kënnt eigentlech zum richtegen Zäitpunkt. Ech selwer hat gëschter d'Geleeënheet, mat deem Aarbechtsgrupp e längeren Austausch ze hunn, deen um Programm schafft vum Cours unique, oder wou mer den Aarbechtstitel jo changéiert hunn: „Vie et société" gëtt e jo momentan genannt. Ech konnt feststellen, datt gutt geschafft ginn ass bis elo, datt ganz zügeg virukomm ginn ass, datt se absolutt am Timing sinn, dee mer viru sechs Méint och esou festgehalen haten.

En neit Fach anzeféieren, heescht natierlech, un engem Programm ze schaffen, et heescht, Léiermaterialien auszeschaffen, et heescht och, wéi den Här Wagner richtegerweis drop higewisen huet, Formatiounen unzebidde fir déi Enseignanten, déi dat Fach herno sollen halen.

Mir sinn duerfir gëschter zesummen der Meenung gewiescht, d'Vertrieder vum Ministère an och déi Enseignanten, déi an deem Aarbechtsgrupp täteg sinn, fir ze kucken, datt mer ab 2016 oder am Schouljoer 2016-2017 e Pilotjoer aféieren, wou mer dat neit Fach wäerten an d'Schoule bréngen, wou mer awer gläichzäiteg soen, datt mer eng enk Kommunikatioun mussen hunn tëschent de Schoulen, tëschent de Klassen, tëschent deenen Enseignanten, déi dat Fach halen, an deem Aarbechtsgrupp weiderhin. Dat, well sécherlech nach net alles am leschten Detail wäert - an och vläicht net soll - ausgeschafft si bis de September 2016, fir do nach e Feedback kënnen ze ginn, fir datt een eben en Input vum Terrain nach kann herno an den definitive Programm eranhuelen. Awer och wat d'Léiermaterialien zum Beispill ubelaangt, fir ze wëssen: Wat hëlleft den Enseignanté wierklech, fir dat dote Fach kënne gutt ze enseignéieren? An awer och, fir vläicht nach eng Kéier e Feedback ze kréien, wat déi noutwendeg Formatioun ubelaangt.

Ech denken, datt mer awer och fir dat Joer - an do hutt Der richtegerweis drop higewisen - mussen eng Formatioun ubidden, och fir dat Pilotjoer, datt déi Leit do forméiert ginn, fir dat Fach esou ze halen, wéi et da wierklech och vun deem Aarbechtsgrupp gewënscht gëtt. Do si mer amgaangen, déi Formatioun auszeschaffen, an déi wäert och sécherlech net méi virum Summer... Duerfir mengen ech, datt d'Leit elo emol sollen an d'Vakanz goen, mä duerno wäerte mer d'Detailer bei d'Leit bréngen.

Mir mussen och kucken, wat d'Envergure ass vun där Formatioun. Dat riicht sech esou tëschent aacht an zwielef Stonne Formatioun fir déi concernéiert Enseignanten.

Mir wäerten duerno awer sécherlech och nach eng Kéier, no 2017, wann dann dat Testjoer an dat Pilotjoer eriwwer ass, musse kucken, wéi och aner Enseignanten, déi dat Fach wëllen halen, dann nach eng Formatioun wäerte musse kréien. A mir mussen och kucken, wat fir eng Contenuen iwwert dat neit Fach an d'Grondausbildung musse matafléissen, fir datt och an Zukunft séchergestallt ass, datt all Enseignant an der Grondschoul virun allem do eben dat Fach gesinn huet, ier en et kann enseignéieren. Am Secondaire hu mer jo eng aner Situatioun.

Ech wollt vläicht och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir drop hinzeweisen, datt mer jo elo op enger wichteger Etapp ukomm sinn. Mir hunn, wéi gesot, dat pädagogesch-didaktescht Konzept elo esou gutt wéi virleien. Dat war och de Grond vu menger Visite gëschter an deem Aarbechtsgrupp.

Et ass eng wichteg Etapp, déi do geholl ginn ass. A mir hu gesot, bei wichtegen Etappe wëlle mer och nach eng Kéier eng Konsultatiounsphas maachen, soudatt dat och deemnächst wäert publizéiert ginn, presentéiert ginn, an datt mer och eng Rei vun Akteure wäerte konsultéieren. Mir hu jo ofgemaach, datt mer de Conseil des Cultes wäerten héieren do derzou. Mir hunn ofgemaach, datt mer d'Vereenegung vun de laizisteschen Associatioune wäerten héieren do derzou.

Awer sécherlech sinn och aner Akteuren am Land interesséiert dorunner, wat fir eng Aarbechte bis elo gemaach gi sinn. An ech denken, datt do och nom Summer deen Aarbechtsgrupp sech wäert mat deenen Akteuren zesummesetzen, fir e Feedback ze kréien an herno selwer kënnen ze jugéieren, ob eenzel Elementer do nach eng Kéier mussen hannerfrot ginn oder net.

Déi nächst Etapp ass dann, an déi wäert bis Enn des Joers lafen, d'Erstellung vun engem Plan-cadre, vun engem Rahmeprogramm, souwuel fir de Fondamental wéi och fir de Secondaire. An da kënne mer duerno un déi klassesch spezifesch Programmer goen, wat fir eelef Joergäng ass. An do gesäit een eigentlech och, datt mer dat sécherlech fir d'Rentrée 2016 net alles am Detail hätten, soudatt dat Pilotjoer eis eigentlech d'Méiglechkeet och gëtt, mat engem Feedback vum Terrain kënnen déi Aarbecht do nach besser ze maachen, wéi wa mer et eigentlech nëmmen elo géifen am Theoretesche maachen an dann duerno iergendwann eng Kéier mat engem definitive Projet op den Terrain kommen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister, och dës Kéier mat der Bitt, en A um Chrono ze halen. Merci. Mir kommen dann un déi lescht Fro vun de Mëtten, déi gläich vun zwee Deputéiertekolleege gestallt gëtt, dem Här Eugène Berger an dem Franz Fayot. An do geet et ëm den Agrément vun enger privater Sécherheetsfirma. An den Här Berger huet direkt d'Wuert.

- Question n°123 du 6 juillet 2015 de M. Eugène Berger relative à l'agrément d'une firme de sécurité privée, adressée à M. le Ministre de la Justice.

Question n°124 du 7 juillet 2015 de M. Franz Fayot relative à des activités apparemment non autorisées d'une entreprise de sécurité et de gardiennage sur le territoire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. De leschte Samschdeg war an enger

Dageszeitung eleng en Artikel iwwert dat, wat ee Sécherheetsfirma nennt. Dat sinn déi Firmen, déi een hëlt, fir bei Evenementer oder och eventuell bei Etablissementer Leit ze kontrolléieren, besonnesch eventuell och fir den Accès zu Evenementer, zu Etablissementer.

An do sinn eng Rei Froen opgeworf gi respektiv ass gemengt ginn, datt do Grozone bestinn, wat déi Firma respektiv dat Personal kéint genau maachen. Duerfir - bon, ech weess et net -, ech hunn e puer Froen, de Kolleeg Fayot huet och an deemselwechte Kontext vläicht dann nach zousätzlech Froen.

Zum enge wier meng Fro: Ënner wat fir eng Gesetzgebung falen déi Firmen? Ass dat einfach en Etablissement, also eng einfach Autorisation d'établissement? Sinn dat Firmen, déi ënnert de Gardiennage falen, oder Firmen, déi ënnert de Persouneschutz eventuell falen?

An dann och, wat se genau, déi Firma respektiv dat Personal, dierfe maachen. Am Medezinberäich géif ee soen: Wat fir eng Akten dierfe se maachen? Dat heescht, kënne se och zum Beispill Fouille-corporellë maachen? Dierfe se och zum Beispill eng Carte d'identité, also e Personalausweis, kontrolléieren?

Dann nach eng drëtt Fro an deem Kontext: Ginn déi Firmen och kontrolléiert, ob se dat anhale respektiv sinn och scho Problemer signaléiert gi mat Firmen hei zu Lëtzebuerg? Wéi gesot, deen Artikel de leschte Samschdeg huet dat awer esou zum Deel duergestallt, datt do Problemer mat där enger oder där anerer Firma wieren. An ob dat dann och dem Minister bewosst ass a wat fir eng Problemer dat wieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. An d'Wuert huet direkt de Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Jo, den Eugène Berger huet u sech schonn, ech mengen, de Kader situéiert och vu menger Fro. Duerfir wëll ech just nach meng zousätzlech Froe vläicht derzou stellen.

Et ass, mengen ech, jo offensichtlech, dass déi Sécherheetsfirma Schmitt, ëm déi et jo hei geet, u sech an deem événementielle Beräich eng Aktivitéit ausüübt, wou een net ganz sécher ass, ob se ënnert d'Gesetz vun 2002 iwwert de Gardiennage an iwwert d'Surveillance drënnerfält. Dat huet een och gesinn am Kader vun där Geriichtsaffär, déi am Mee gesprach ginn ass en rapport mat där Entreprise, wou u sech d'Défense jo gesot huet: „Mir maache just Accueil vun de Persounen. An dat fält net ënnert d'Gesetz vun 2002."

Dat heescht, dofir ass meng Fro: Gesäit de Minister dat och esou, dass deen „Événementiel", dat heescht déi Aktivitéiten, déi déi Firma mécht bei Evenementer wéi Rock um Knuedler oder Rock-A-Field oder op der Schueberfouer, dass dat effektiv net ënnert dat Gesetz fält?

A wann dat esou ass, ass de Minister net der Meenung, dass déi Aktivitéit justement och misst drënnerfalen? Well mer et jo awer hei och ze dinn hu mat engem Maintien de l'ordre, dat heescht, awer mat enger Aktivitéit, déi gewësse Risike matbréngt a wou ee kéint der Meenung sinn, dass se au même titre wéi de Gardiennage an d'Surveillance, wéi se fir de Moment encadréiert sinn an deem Gesetz, misst ënnert déiselwecht Kontroll falen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. D'Wuert huet den Här Justizminister, de Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci och deenen zwee Deputéierte fir déi Fro, déi mer och d'Geleeënheet gëtt, eng Rei Saache kloerzestellen.

D'Aktivitéiten, déi hei beschriwwe gi sinn, déi falen als Eischt ënnert d'Loi iwwert den Établissement vun 2011. Et ass u sech den Droit commun. An déi Genehmegung muss all Sociétéit hunn, ier se däerf aktiv ginn.

Doriwwer eraus musse se och eng Genehmegung hunn opgrond vum Gesetz vun 2002 iwwert de Gardiennage an och iwwert d'Surveillance. Dat Gesetz limitéiert véier Aktivitéiten, fir déi een déi Genehmegung brauch. D'Gesetz ass also a mengen Aen net onkloer. D'Gesetz seet kloer, wéi eng Aktivitéiten dass dat sinn. Et muss ee sech just drun halen.

Déi Aktivitéite sinn: éischtens, d'Surveillance vun de Biens mobiliers et immobiliers; zweetens, d'Gestion vu Centres d'alarme, wann Der zum Beispill doheem eng Alarmanlag hutt an Dir hänkt bei enger Sécherheetsfirma direkt um zentrale Computer. Fir esou eng Aktivitéit brauch een déi Genehmegung. Et brauch een déi Genehmegung fir den Transport de fonds et de valeurs. An et brauch ee se fir d'Protection de personnes.

Zwou Saache mussen agréeiert ginn: éischtens, d'Firma selwer; zweetens, och all eenzelnen Agent, deen an där Firma schafft, well och do Kontrolle gemaach ginn am Justizministère, notamment ob déi Leit e Casier hunn oder net. Et sinn also souwuel d'Firma wéi déi eenzel Agenten, déi kontrolléiert ginn.

Wat net ënnert d'Gesetz fält, dat sinn déi sougenannten Aktivitéiten - wéi Dir se och selwer genannt hutt - vum „Événementiel". Dat limitéiert sech am Fong awer op e Contrôle d'accès. De Contrôle d'accès, deen däerfe se maachen, ouni d'Genehmegung ze hunn. Wa se awer beispillsweis am Fall vun engem Concert nom Concert, wann d'Leit fort sinn, nach e bësse méi laang bleiwen, fir och nach d'Geschir, wat do ronderëmsteet, am A ze behalen, dofir brauche se eng Genehmegung, well da si mer mat zwee Féiss am Cas de figure vum Gardiennage. Et ass also wichteg ze kucken, wat genee d'Aktivitéit ass, fir erauszefannen, ob se déi Genehmegung hunn (veuillez lire: mussen hunn) oder net.

Dir hutt d'Fro och gestallt, et war den Här Berger, no der Fouille corporelle. Déi Fro, déi gëtt net beäntwert am Kader vum Gesetz iwwert de Gardiennage. Hätt een dat gemaach, da wieren et praktesch scho Policiers auxiliaires ginn, wann een hinnen e verbréiftent Recht iergendwou ageschriwwen hätt, dat do ze maachen. Dat Recht hu se awer net. Si hunn net méi Rechter wéi iergendeen anere Bierger och.

Wa se awer wëllen eng Posch kontrolléieren oder eng Plastikstut kontrolléieren, well do eventuell kéinte Saachen dra sinn, déi eng Gefor kéinten duerstellen am Kader vum Concert, dann däerf de Concertsbesicher déi Kontroll refuséieren, mä e muss dann natierlech erwaarden, dass en den Accès zum Concert och refuséiert kritt. Et ass also op der Basis vun der Fräiwëllegkeet, wou een eng Fouille corporelle an deem Fall matmécht.

Mä déi, déi de Contrôle d'accès maachen, kënnen eventuell eng Identitéit kontrolléieren, wann een eng Lëscht vun Invitéen huet, fir ze préiwen, ob déi Persoun och tatsächlech op der Lëscht ass oder net. An aus Sécherheetsgrënn kann och kontrolléiert ginn, ob déi Leit iergendwellech Saachen derbäi hunn, déi kéinten eng Gefor duerstellen.

Mä mir bewegen eis kloer am Beräich vun der Fräiwëllegkeet, well de sougenannte Sécuritéitsagent, deen net ënnert d'Gardiennagegesetz fält, deen däerf net méi wéi e Bierger, dat heescht, de légitime défense oder opgrond vum Artikel 43 vum CIC eventuell een, deen en flagrant délit erwëscht ginn ass, zréckhalen, bis d'Polizei komm ass. Dat däerfen déi Leit, esou wéi all Bierger dat och däerf. Si hu mat Sécherheet net méi Rechter.

Et ass also wichteg, dat doten ze preziséieren. Et gouf och scho rezent eng Condamnatioun, well eng Firma sech net un d'Gardiennagegesetz gehalen huet an Aktivitéite gemaach huet, déi genehmegungsflichteg waren, déi also iwwert den Événementiel erausgaange sinn. D'Strofen dozou stinn am Gardiennagegesetz selwer. Dat ka goe vun aacht Deeg bis zu engem Joer Prisong a Geldstrofe vun 251 bis 250.000 Euro.

A fir op déi lescht Fro och ze äntwerten, wann een d'Gesetz géif ausbaue wëllen an eventuell d'Aktivitéit vum Événementiel an d'Gardiennagegesetz matophuelen, da muss ee sech bewosst sinn, do sti Konditiounen am Gesetz: Et muss een e Minimum vun Déngschtautoen hunn, et muss ee wéinstens 15 Leit mat engem Contrat de travail beschäftegt hunn an et muss een och e Central sécurisé hunn.

Ob dat wierklech proportional ass zu enger renger Événementielsaktivitéit, wou ee just e Contrôle d'accès mécht, dat ass d'Fro, déi een da muss beäntwerten. Déi Fro ass net liicht ze beäntwerten, mä d'Gesetz ass kloer. An déi, déi sech net drun halen, déi Gardiennage verwiessele mat Événementiel, maache sech strofbar. An et sinn och scho Condamnatioune ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister. A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et geet ëm de Projet 6711, dee soll d'Distriktskommissären ofschafen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Rapporteur, de Claude Haagen.

9. 6711 - Projet de loi portant abolition des districts, modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

2. le Code pénal;

3. la loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc.;

4. la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;

5. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

6. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

7. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

8. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

9. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

10. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

11. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

12. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

13. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

14. la loi modifiée du 13 mars 2006 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics;

15. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

16. la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

17. la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale;

18. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;

19. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

20. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant

1. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra;

2. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6711 huet als Objet - an de President huet et gesot - d'Ofschafe vun der Fonctioun vun den Distriktskommissären an domadder och vun den Distriktskommissariater.

Mat der Ofschafung vun den Distriktskommissariater wäert natierlech och d'Notioun vum Distrikt selwer verschwannen. Mir hu momentan zu Lëtzebuerg dräi Distriktskommissariater an Distrikter: an zwar Lëtzebuerg, Dikrech a Gréiwemaacher. Dës Distrikter ginn op d'Gesetz vun 1848 (veuillez lire: 1843) zréck iwwert d'Gemengenorganisatioun an iwwert de Fonctionnement vun den Distrikter.

Fir historesch komplett ze sinn, sollt ee vläicht erwähnen, datt et nieft deenen dräi genannten Distrikter am Grand-Duché fir eng kuerz Zäit vu ronn zéng Joer - vun 1857 bis 1867, Här Graas - och een Distrikt Miersch mat de Kantone Miersch a Réiden gouf. D'Gesetz vun 1848 (veuillez lire: 1843) gouf duerch d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 abrogéiert.

D'Fonctioun vum Distriktskommissär ass bestoe bliwwen, obwuel et schonn deemools Diskussiounen iwwert d'Ofschafe vun dëser Fonctioun gouf. Si gëtt also haut iwwert d'Gemengegesetz definéiert.

D'Missioun vun den Distriktskommissäre kann een no folgende grousse Linnen opdeelen:

- d'Surveillance vun der Gestioun vun de Gemengen, déi am Artikel 107 vun der Verfassung steet,

- d'Berodung vun de Gemengen ass eng aner Fonctioun, déi och zu de Missioune vun den Distriktskommissäre gehéiert,

- d'Fonctioune vun der Police administrative vun den Distriktskommissären, déi aus dem Artikel 114 vum Gemengegesetz ervirginn an déi d'Garantéiere vun der Sécherheet, der Salubritéit an der ëffentlecher Rou betreffen, souwéi Spezialdispositiounen iwwert d'Hygiène vun den Déieren.

Och beim Gesetz vum Dezember 1981 iwwert d'Requisitiounsprozeduren am Fall vun enger Katastroph oder internationaler Kris bis hin zum Conflit armé spillt den Distriktskommissär eng Roll.

D'Distriktskommissären an d'Kommissariater hunn also méi wéi 170 Joer laang eng ganz wichteg Roll an de Relatiounen tëschent dem Stat an de Gemenge gespillt a waren eng wichteg Hëllef fir eben dës Gemengen. Firwat soll dës Fonctioun also elo ofgeschaaft ginn?

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Fakt ass, datt zanter 1848 (veuillez lire: 1843) d'Aarbechte vun de Gemengen, d'Émfeld vun de Gemengen, hir Organisatioun, hir Legislatioun, hir Obligatioune vis-à-vis vum Bierger, vum Stat, ganz staark geännert hunn. Och wann d'Fonctioun vum Distriktskommissär ofgeschaaft gëtt, mussen déi Aufgaben awer, déi den Distriktskommissär am Fong selwer bis elo erfëllt huet, an Zukunft vun anere Servicer iwerholl ginn. Et ass awer am Sënn vun enger Simplification administrative, fir eben dës Aufgaben net méi wéi bis elo am Kader vun tëschegeschalten Distriktskommissariater ze maachen.

Eis Gesellschaft huet geännert a mat hir - an ech hunn dat gesot - och d'Administratiounen, wa mer nëmmen un d'Informatik an d'Vernetzung tëschent de Bierger an dem Stat denken. D'Aufgab vum Ministère de l'Intérieur huet net fundamental changéiert a si gëtt och net a Fro gestallt mat dësem Projet, loin de là, mä dëse Projet de loi ass ganz kloer esou ze verstoen, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, méi séier a manner bürokratesch ze maachen.

Fir de Projet de loi, deen hei virläit, bedeit dat, datt d'Referenzen op den Distriktskommissär iwwerall do mussen erausgeholl ginn, wou se an der aktueller Gesetzgebung ze fanne sinn. Nieft villen Ëmännerunge vu bestehende Gesetzer, wou d'Fonctioun vum Distriktskommissär involvéiert ass - et sinn am Ganzen 20 Gesetzer -, abrogéiert dëse Projet de loi och zwee weider Gesetzer. Dës Modifikatiounen an d'Ofschafe vun de bestehende Gesetzer fannt Dir am Intitulé vun dësem Projet de loi 6711.

Madame Presidentin, erlaabt mer, kuerz hei op déi legislativ Prozedur anzegoen. Dëse Projet de loi ass den 11. August vum leschte Joer vum Innenminister déposéiert ginn. De Syvicol, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn hir Avisen zu dësem Gesetzestext ofginn; de Statsrot huet säin Avis den 3. Abrëll vun dësem Joer ofginn. D'Kommissioun huet eng Rei Amendementer opgrond vum Avis vum Statsrot gemaach, an de Statsrot huet säin Avis complémentaire de 25. Juni ginn, wourop dunn den 2. Juli vun dësem Joer de Rapport unanime an der zoustänneger Intérieurskommissioun ugeholl ginn ass.

De Statsrot souwéi verschidde Chamberen hunn an hiren Avisen d'Vereinfachung vun den administrative Prozedure begréisst an och drop higewisen, datt déi ëmmer méi innovativ informatesch Prozeduren et erméiglecht hunn, d'Approche vun de Relatiounen tëschent dem Stat - also de Ministèren - an de Gemengen ze iwwerdenken. Och wann de Statsrot sech Gedanken iwwert déi zukünfteg Relatiounen tëschent de Gemengen an dem Innenminister mécht, wat besonnesch déi politesch Relatioun an och de Pouvoir public ubelaangt, sou ënnersträicht en och, datt den double Contrôle mam Ofschafe vun den Distriktskommissariater bei de Gemengen elo ewechfält. D'Gemenge wäerten och weiderhin hir Autonomie communale behalen.

De Statsrot souwéi de Syvicol bedaueren awer och, datt dëse Projet de loi keng Méiglechkeet

preziséiert, fir eng sécherheetsgerecht elektronesch Kommunikatioun tëschent deenen zwou Zorte vun Administratiounen anzeféieren. Eng Plattform um Internet, déi sécherheetskonform ass, wier esou eng Méiglechkeet. An dësem Kontext kéint een och elektronesch Archives centralisées fir d'Gemengen ariichten. De Syvicol mentionnéiert a sengem Avis och, datt d'Gemengen elo kee Service de conseil juridique - eng Roll, déi d'Distriktskommissariater jo iwwerholl hunn - méi hunn.

An der zoustänneger Intérieurskommissioun vun der Chamber ass den Innenminister op dës zwou Problematiken agaangen an huet och do Propositioune gemaach, déi an Zukunft vum zoustännege Ministère solle kommen. All dës Propositioune sollen och mam Syvicol ofgekläert ginn.

Dir Dammen an Dir Häre, d'Personal vun den Distriktskommissariater souwéi d'Distriktskommissäre ginn an de Ministère de l'Intérieur integréiert. Dëst bedeit natierlech och eng Ëmorganisatioun um Niveau vum Innenministère, déi et erlaabt, déi verschidde Servicer an Déngschter, déi de Ministère ubitt, ze verbesseren. Dëse Projet de loi ass deemno als eng éischt Etapp vun enger méi grondleeënder Reform am Innenministère unzegesinn, déi deenen heitege Realitéiten entsprécht an déi d'Relatiounen tëschent dem Ministère an de Gemengen - an ech hunn et scho gesot - méi einfach a méi effizient wäert maachen.

Madame Presidentin, eng Suerg vun der Regierung a vun der Chamberskommissioun war et, datt d'Distriktskommissären an d'Personal aus den Distriktskommissariater no hirer Reintegratioun an den Innenministère keen Nodeel an hirer Carrière doduerch hätten. Mam Ofschafe vun den Distriktskommissäre mussen och d'Referenzen op dës Fonctioun aus dem Gesetz vum 25. Mäerz vun dësem Joer iwwert d'Gehälter an d'Avancementer vun de Statsbeamte gestrach ginn, Gesetz, wat jo bekanntlech den 1. Oktober vun dësem Joer a Kraaft trëtt.

Et ass esou, datt d'Gesetz no der Gehälterreform virgesäit, datt d'Distriktskommissäre souwéi och all aner Statskommissäre vum Grad 16 an de Grad 17 kommen. E Problem ergëtt sech doraus, datt et de Grad 17 an der Carrière vum Attaché de Gouvernement, also der Carrière, an där déi aktuell Distriktskommissäre sech nom Akraafttriede vun dësem Gesetz erëmfannen, net gëtt.

De Statsrot hat gemengt, datt d'Distriktskommissäre missten an d'Carrière vum Conseiller de Gouvernement kommen, ebe fir näischt ze verléieren, huet awer och gläichzäiteg erkläert, datt hien an deem Fall misst eng Opposition formelle ausschwätzen, well d'Conseillers de Gouvernement vum Grand-Duc genannt ginn an en Transfert per Gesetz an dës Carrière net méiglech ass.

D'Chamberskommissioun huet décidéiert, den initiale Gesetzesprojet esou ze änneren, datt dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, den 3. Oktober vun dësem Joer a Kraaft trëtt. Dat bedeit, datt d'Distriktskommissären nach vun deem neie Klassement am Grad 17 ab dem 1. Oktober profitéieren. An den Artikel XXII vun dësem Projet de loi gesäit ausdrécklech vir, datt fir si och an Zukunft dat Gehalt an déi Avancementsbedéngunge weiderbestinn, déi si virum 3. Oktober haten.

Doriwwer eraus sief drun erënnert, datt d'Distriktskommissären op Liewenszäit genannt sinn; och dee Virdeel solle si an Zukunft behalen. Den Artikel XXII hält deemno fest, datt si net ënnert d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 9. Dezember 2005 iwwert d'Nominatioun vu Beamten op Fonctions dirigeantes falen.

Wat déi aner Beamte vun den aktuellen Distriktskommissariater betrëfft, sou gi si am Innenministère an der Verwaltung integréiert. Den Artikel XXIII garantéiert, datt och si keng Carrièresnodeeler duerch dësen Transfert hunn. Falls hir Konditiounen a Carrièresperspektive virum Akraafttriede vun dësem Gesetz méi favorabel ware wéi an hirer neier Carrière, da bleiwen déi méi gënschteg Konditiounen erhalen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer iwwert d'Modifikatioune vun enger Rei vu Gesetzer an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn, wou iwwerall d'Referenzen op d'Distriktskommissären an d'Distriktskommissariater mussen erausgeholl ginn, si geleeëntlech och aner Iddien an der Intérieurskommissioun opkomm, fir ebe vun dëser Geleeënheet ze profitéieren, fir aner Verbesserungen ze maachen.

Ech wëll just kuerz op zwee Punkten agoen: Ee Punkt, deen an der Kommissioun ugeschwat gi war, war den Zoustännegkeetsberäich vun de Fëscherpermisen. Den Innenminister huet an dëser Diskussioun op d'Waasserwirtschaftsamt verwisen, wou een driwwer nodenkt, fir d'Demande vum Fëscherpermis iwwert den elektronesche Wee ze maachen, esou datt déi concernéiert Leit sech net méi bräichten ze déplacéieren.

Am initiale Gesetzesprojet war doriwwer eraus virgesinn, eng Änneru ng virzehuelen, wat d'Mietkommissiounen an de Gemenge betrëfft. Nodeem besonnesch kleng Gemengen op Problemer gestouss sinn, fir Mietkommissiounen ze besetzen, war 2006 beschloss ginn, datt Gemenge mat manner wéi 6.000 Awunner a méi groussen Entitéiten zesummegeluecht géife ginn a just nach eng gemeinsam Mietkommissioun géife stellen. An der Praxis huet dat awer net ëmmer geklappt, soudatt den initiale Projet de loi hei proposéiert hat, erëm op deen ale System zréckzekommen, wou all Gemeng onofhängeg vun hirer Gréisst eng Loyerskommissioun, also eng Mietkommissioun misst hunn.

Problemer gouf et do allerdéngs bei de Bestëmmunge fir d'Iwwergangsphas bis déi nächst Gemengerotswahlen. De Statsrot konnt dat esou net acceptéieren an huet iwwerdeems kritiséiert, datt hei een eenzelnen Aspekt an dee Projet de loi mat erageholl ginn ass, dee mam Objet vun eben dësem Projet de loi 6711 näischt ze dinn huet.

Am Kader vun den Amendementer huet d'Chamberskommissioun dofir op dës Änneru ng vum Bail-à-loyers-Gesetz verzicht an huet sech drop beschränkt, och an deem Gesetz d'Referenzen op d'Distriktskommissären erauszehuelen.

Wéi gesot, ech beschränke mech hei just op déi zwee Punkten, déi mer an der Kommissioun do ernimmt hunn. All weider Detailer zu dësem Projet de loi kënnt Der a mengem schréftleche Rapport fannen.

Ech denken, datt ech am Numm vu jiddwerengem heibanne souwéi am Numm vu sämtleche Gemengen den Distriktskommissariater Merci ka soe fir déi gutt Aarbecht a Kollaboratioun, déi si an deene leschten 170 Joer geleescht hunn. Am Sënn vun der Simplification administrative a well d'Gemengewelt an d'Gemengenadministratioune geännert hunn, ass d'Integratioun - an domadder d'Verschwanne vun den Distriktskommissariater - an den zoustännegen Innenministère eng sënnvoll Prozedur, déi der heiteger Realitéit Rechnung dréit.

An dësem Sënn ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Rapporteur Claude Haagen. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Ech soe fir d'Éischt dem Kolleeg Claude Haagen Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht.

Mir schafen effektiv mat dësem Gesetzesprojet d'Distriktskommissariater of. Dat ass eng ganz al Institutioun: 170 Joer. An d'Distriktskommissäre gouf et schonns virun der aktueller Verfassung vun 1868. Si goufen deemools 1843 als sougenannten „Vertrieder vum Roi Grand-Duc" agesat a si haten opgrond vun hirer Funktioun eigentlech och ëmmer e ganz héicht Usehe bei de Leit dobaussen, net zulescht, well der vill vun hinnen och ëmmer nach eng Funktioun am Statsrot iwwerholl hunn. An duerfir ware se och ëmmer als wichtegen Intermédiaire tëschent de Gemengen an dem Stat ugesinn.

Si waren also, wéi muencheree géif soen, „net keen". An elo schafe mer se einfach haut de Mëtten of. Ech wëll awer ganz kloer soen: D'CSV steet voll zu dem Ofschafe vun den Distriktskommissariater, an dat aus enger Rei vun Ursaachen:

Éischtens wëlle mir eng administrativ Vereinfachung. D'Kommunikatiounstechnologië vun haut sinn anerer wéi déi vun 1843 an de Postwee vu Wäisswampech bis an d'Stad, dat ass haut een aneren: Fréier war et d'Postkutsch, haut ass et an der Regel een Dag, a mat dem E-Mail geet et nach vill méi séier.

An ech mengen, dass an deem Sënn och de Passage obligé vun dem Courrier tëschent dem Stat an de Gemenge mat der faméiser Formel «à l'attention du Ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire du commissaire de district», mat enger Regeldauer vu fënnef Deeg oder méi, e bësse vereelzt ass.

Zweetens: Fir d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater plädéiert och de System (veuillez lire: de System ouni Distriktskommissär), deen haut schonns ouni Weideres applizéiert gëtt tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Innenministère, an dee gëtt haut elo ganz einfach op d'ganzt Land ausgeweit.

Eng drëtt Ursaach fir d'CSV ass och déi, dass se d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater an hirem Wahlprogramm stoen hat, allerdéngs mat enger klenger Nuance: Mir hate virgeschloen, dass am Kontext vun enger Reform vun der Gemengenopsiicht - also der Tutelle administrative - duerch de Stat de Contrôle tutélaire duerch eng separat Verwaltungs- oder Servicestruktur am Innenministère sollt duerchgefouert ginn.

Madame Presidentin, d'CSV ass der Meenung, dass parallell zur Ofschafung vun den Distriktskommissariater eng Rei Verännerungen an dem Zesummespill tëschent dem Stat an de Gemengen trotzdeem musse gemaach ginn. Eist Land brauch ee bessert Mateneen tëschent dem Stat an de Gemengen. Dat spillt op politeschem Niveau, mä et zielt awer och op administrativem Plang.

D'Kommunikatiounsprozeduren tëschent dem Stat an de Gemenge mussen an deem Sënn vereinfacht ginn. Mir mussen e geséchert elektronescht Iwwermëttele vun den Dossieren tëschent dem Stat an de Gemengen zustane bréngen. Eng Gemeng muss och zu jiddwer Zäit kënnen novollzéien, wou e Genehmegungsdossier drun ass. Dat ass net zulescht och am Interessi vun dem eenzelne Bierger. An domat géif och vermidde ginn, wéi dat bis elo des Efteren awer nach ëmmer virkënnt, dass Dossieren an hirem Passage duerch d'Verwaltunge ganz einfach verluer ginn.

Madame Presidentin, d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater huet och eng Rei vu rechtlechen Implikatiounen. Dat zielt besonnesch, wat déi sougenannten „tutelle administrative", also d'Kontroll oder d'Opsiicht, wéi een et och ëmmer wëllt nennen, vun dem Stat op d'Gemenge betrëfft. Déi direkt Iwwerwaachung vun de Gemengen duerch den Innenministère - ouni Intermédiaire vun dem Distriktskommissär - gëtt deem Ganzen an Zukunft dach méi eng politesch Konnotatioun.

An et ass net zulescht de Statsrot, deen a sengem Avis och dorobber hiweist. Hie seet do - also de Statsrot seet dat: «Il reste que la surveillance des communes attribuée directement au ministre de l'Intérieur conférera à cette surveillance une connotation politique très évidente, contrairement à la situation actuelle où cette dimension de la tutelle est fortement atténuée grâce à la présence de l'échelon intermédiaire des commissaires de district exerçant leur mission selon des critères exclusivement administratifs. Mainte décision prise dans l'exercice de la surveillance administrative des communes risquera», seet de Conseil d'État, «dès lors d'exposer le titulaire du poste ministériel concerné au reproche d'être teinte de considérations de politique partisane, peu importe que la constellation politique au niveau communal soit ou non la même que celle de la coalition gouvernementale.»

Wéi gesot, dat seet de Conseil d'État relativ däitlech a sengem schréftlechen Avis. Déi politesch Verantwortung vun dem Innenministère ënnert dem Contrôle leschten Enns vun der Chamber gëtt doduerch natierlech och net méi kleng.

Madame Presidentin, dëse Gesetzesprojet féiert deemno onweigerlech derzou, d'Haaptprinzipien eigentlech vun der Gemengenautonomie, wéi mer se haut kennen, an hire Limitten ze iwwerkucken. Dëst war iwwregens och eng Recommandatioun vun dem Rapport vun der Spezialkommissioun „Réforme territoriale" aus dem Joer 2008, dee festgehalen huet - op Lëtzebuergesch -, d'Tutelle, also d'Iwwerwaachung vun de Gemengen ze vereinfachen, se op e Contrôle de légalité ze beschränken an e Contrôle d'opportunité nëmme méi virzegesinn, fir eng Kohärenz mat de Virgabe vun der nationaler Politik ze garantéieren. Wéi gesot, dat waren d'Konklusiounen op deem Punkt vun der Spezialkommissioun „Réforme territoriale".

Madame Presidentin, d'Gemenge sinn dezentral Institutiounen. Si sinn duerfir autonom, awer net onofhängeg an och net souverän. Vereinfacht duergestallt schreift eng international Konventioun, nämlech d'Charte européenne de l'autonomie communale aus dem Joer '85, vir, dass déi intern Gesetzgebung an engem Land d'Gemengenautonomie garantéiert. Dat ass ganz einfach ausgedréckt, wou den Artikel 2 vun där betreffender Charta seet: «Le principe de l'autonomie communale (veuillez lire: de l'autonomie locale) doit être reconnu dans la législation interne et, autant que possible, dans la Constitution.»

An eiser Verfassung ass och kloergestallt, dass d'Gemengen eegestänneg Kollektivitéiten duerstellen, mä d'Constitutioun seet - mengen ech och zu Recht - gradesou kloer, dass d'Gesetz d'Iwwerwaachung vun de Gemenge regelt. Duerfir seet ons Verfassung, déi aktuell - ech huelen elo net déi lëtzebuergesch Versioun vun dem Här Bodry -: «Les communes forment des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres.» Mä d'Verfassung seet awer och gradesou kloer: «La loi règle la surveillance de la gestion communale.»

An duerfir musse mer kucken: Wat seet dann d'Gemengegesetz? Mä d'Gemengegesetz lëscht an dem Artikel 106 eng ganz Rei vun Akten an Décisiounen op, déi vum Minister, an dësem Fall dem Innenminister, mussen approuvéiert ginn. Mä dat sinn awer net déi eenzeg Akten, déi vun dem Innenminister mussen approuvéiert ginn, well et gëtt eng ganz Rei vu sektorielle Gesetzer, zum Beispill d'Gesetz iwwert den Aménagement communal, déi och dann nach zousätzlech Approbatioune vun dem Minister virgesinn.

A schliisslech - dee gëtt och vläicht iwwersinn - gesäit den Artikel 103 aus dem Gemengegesetz Sanktioune vir, wann Décisioune vun enger Gemeng geholl ginn, déi net am Aklang mat de Gesetzer sinn oder géint de sougenannten „intérêt général" verstoussen. Den Artikel 103 vun dem Gemengegesetz seet do: «Le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs» - also Reglementer - «et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général». An da muss en Arrêté d'annulation geholl ginn «qui doit être motivé et indiquer les moyens légaux ou les éléments d'intérêt général qui sont en cause et qu'il s'agit de protéger». Bon, dat sinn d'Gesetzestexter.

Wéi ass et dann elo mat der Jurisprudenz? Mä d'Rechtsspriechung vun dem Verwaltungsgeriicht liest aus deenen Texter, déi ech elo rappeléiert hunn, dass den Innenminister sech am Prinzip net der Gemeng kann an hiren Décisioune substituéieren, dat heescht eng Décisioun an hirer Plaz huelen. Mä de Minister muss der Jurisprudenz no am Liicht vun der Verhältnismëissegkeet, also nom Prinzip vun der Proportionalitéit, préiwen, ob d'Décisioun vun der Gemeng net géint e Gesetz verstéisst an net contraire zum Intérêt général ass.

An do seet d'Verwaltungsgeriicht - eng traditionell Jurisprudenz, déi relativ signifikativ op deem Punkt ass: «La tutelle n'autorise pas, en principe, l'autorité supérieure à s'immiscer dans la gestion du service décentralisé et à substituer sa propre décision à celle des agents du service. Ce principe découle de la nature même de la tutelle qui est une action exercée par un pouvoir sur un autre pouvoir, non pas en vue de se substituer à lui, mais dans le seul but de le maintenir dans les limites de la légalité et d'assurer la conformité de son action avec les exigences de l'intérêt général. - Le rôle de l'autorité de tutelle consiste dès lors à vérifier, non pas que chaque décision soit prise exclusivement dans le seul intérêt général, mais que la décision ne soit pas contraire à l'intérêt général.»

An da seet och d'Verwaltungsgeriicht, d'Cour administrative: «(…) au regard de la compatibilité avec l'intérêt général, le contrôle tutélaire (…) doit être exercé dans le respect d'une proportionnalité entre l'ampleur de l'intervention de l'autorité de contrôle et l'importance des intérêts qu'elle entend préserver.» Et ass eigentlech gutt, wann dat heiansdo emol eng Kéier rappeléiert gëtt.

Ass also eng Gemeng mat der Décisioun vun dem Innenminister net d'accord, da ka si och e Recours maachen, mä nëmme bei der Cour administrative, an dat geméiss dem Artikel 107 vum Gemengegesetz. Well dee seet: «Il est ouvert aux autorités communales dont la décision à caractère individuel ou réglementaire a fait l'objet d'une annulation ou d'un refus d'approbation par le Grand-Duc ou par le ministre de l'Intérieur un recours en annulation» - net «devant le tribunal administratif», mä - «devant „la Cour administrative"».

Madame Presidentin, dee rechtleche Kader ass wuel kloer, mä d'Notioune vun Intérêt général a vu Proportionalitéit oder Verhältnismëissegkeet, wéi se virgesi sinn, dat sinn nun eemol dehnbar Begréffer, a si kënne vu Fall zu Fall anescht interpretéiert ginn. An dës Rechtssécherheet, déi et bei eis an der Legislatioun gëtt, déi gouf och kritiséiert, regelméisseg, ënner anerem vun dem Conseil de l'Europe - dem Congrès des pouvoirs locaux et régionaux - schonns am Joer 2005, wou eisem Land recommandéiert gouf, de System vun der Tutelle ze moderniséieren an e Contrôle de légalité a posteriori vun de Gemengendécisioune virzegesinn.

An de Syvicol ralliéiert sech och a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet kloer dëse Recommandatioune vun dem Conseil de l'Europe oder vu senger Ënnerorganisatioun. De Syvicol ass eigentlech der Meenung, dass een am

Kontext vun dësem Gesetzesprojet hätt sollen eng Rei - an ech zitéieren en do - vu flagranten Amëschungen an d'Gemengenautonomie duerch den Innenminister aus dem Wee raumen.

An och am Rapport vun der Spezialkommissioun vun der Chamber iwwert d'Réforme territoriale aus dem Joer 2008 geet et an déiselwecht Richtung; wéi gesot, dat war d'Chamberspezialkommissioun. An do ass festgehalen ee Contrôle vun de Gemengendécisiounen duerch den Innenminister, dee sech strikt op d'Legalitéit vun den Akte limitéiert, dat am Sënn vun enger méi grousser Transparenz, an duerfir och eng limitativ Lëscht vun den Akten, déi eng Gemeng muss dem Innenminister zur Approbatioun virleeën, wéi gesot, geméiss dem Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet.

Madame Presidentin, opgrond vun dem legale Kader, deen ech mer erlaabt hat ze rappeléieren, de Recommandatioune vun dem Congrès des pouvoirs locaux et régionaux vum Conseil de l'Europe, dem Avis vum Syvicol zu dësem Gesetzesprojet an net zulescht de Konklusioune vun der Spezialkommissioun aus dësem Haus iwwert d'Réforme territoriale, déi ëmmerhin awer elo scho bal siwe Joer al sinn, hätt d'CSV-Fraktioun et léiwer gesinn, dass parallell zu der Ofschafung vun den Distriktskommissariater eng Reform vun der Gemengenopsiicht duerch den Innenministère mat ageleet gi wier.

An d'CSV ass der Meenung, dass et duerch d'Ofschafen alleng vun den Distriktskommissären ouni Reform vun der Tutelle administrative zu enger „verstäerkter Muechtsituatioun" - entre guillemets - vum Innenminister kënnt, egal wat fir eng Persoun dee Poste bekleet. Et ass eigentlech d'Funktioun vun dem Innenminister, déi an dee Rôle rëtscht. Dat ass fir eis net am Sënn vun der Gemengenautonomie an net zulescht och net am Sënn vun dem Titulaire vun deem Posten.

An ech mengen, nach eng Kéier, dass d'Risiken dovunner och am Avis vun dem Statsrot do kloer an däitlech gi sinn. Well déi Wierder, déi de Statsrot a sengem Avis gebraucht, déi ech mer virdrun erlaabt hat virzeliesen, déi si kloer an onmëssverständlech. De Statsrot schwätzt, fir et nach eng Kéier ze soen, vun enger «connotation politique très évidente» vun der Surveillance duerch den Innenminister a méi wäit souguer vun: «exposer le titulaire du poste ministériel concerné au reproche d'être teinte de considérations de politique partisane». Wéi gesot, et ass de Statsrot, deen zu där Konklusioun kënnt.

Madame Presidentin, zum Schluss: Géint d'Décisioune vun dem Innenminister am Kontext vun der Tutelle administrative huet eng Gemeng just ee Recours bei der Cour administrative. D'Gemeng huet also an deem Fall keen double Degré de juridiction. D'Pouvoire vun dem Innenminister ginn eigentlech méi grouss an d'Rechtsmëttele vun der Gemeng bleiwen dogéint kleng.

Ofschléissend plädéiert duerfir - an ech wëll dat wierklech soen, dass dat an engem konstruktive Geescht gemengt ass, well mir stinn zu dem Ofschafe vun den Distriktskommissariater -, plädéiert d'CSV-Fraktioun awer duerfir zu dräi Punkten:

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Éischtens: Eng Reform vun der Tutelle administrative vum Innenminister op d'Gemengen am Sënn vu méi Rechtssécherheet. Mir wëllen als CSV an Zukunft e limitéierte Contrôle de légalité an e Contrôle d'opportunité, wann et ëm Virgabe vun der nationaler Politik geet, esou wéi et iwwregens och, mengen ech, deemools 2008 an dem Rapport iwwert d'Réforme territoriale vun der Spezialkommissioun aus der Chamber virgesi war.

Zweetens plädéiert d'CSV fir d'Schafung vun engem Service de contrôle tutélaire bannent dem Innenministère, deen eigentlech als Puffer tëschent de Gemengen an dem Minister fonctionnéiert - ech muss soen, eng ähnlech Situatioun, wéi se sech bei de Gemenge presentéiert, an net zulescht am Interessi eigentlech vun engem Buergermeeschter! Well de Buergermeeschter huet all Intérêt drun, dass all Baugenehmegung duerch de Service de l'architecte oder duerch de Service de l'urbanisme gepréift gëtt, well wann do e positiven Avis ass, dann ass et fir de Buergermeeschter vill méi einfach, esou enger Baugenehmegung zouzestëmmen. Wann et en negativen Avis gëtt, ech mengen, dann ass all Buergermeeschter gutt beroden, wann e virsiichteg ass, ier e seng Ënnerschrëft trotzdeem ënner esou eng Décisioun setzt.

Drëttens a leschtens plädéiert d'CSV och fir d'Schafung vun engem double Degré de juridiction fir d'Gemenge bei de Recourse géint d'Décisioune vun dem Stat, an dat am Kontext vun dem Contrôle tutélaire.

An ech erlabe mer ofschléissend - elo ass en do -, Här President, an deem Sënn lech och zwou Motiounen ze iwwerreechen.

Dat eent ass déi, wou mer eigentlech d'Regierung invitéieren, «à prévoir la création d'un service de contrôle tutélaire sur les affaires communales au sein du Ministère de l'Intérieur.» D'Considératioune sinn déi, déi et sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant l'abolition des commissariats de district dans un souci de simplification administrative;

- considérant que celle-ci constitue par ailleurs une étape nouvelle dans la façon de concevoir la tutelle étatique sur les communes en faisant, d'une part, disparaître la subdivision administrative actuelle et, d'autre part, le rôle d'intermédiaire entre le Gouvernement et les autorités communales assumé depuis plus de 170 ans par les commissaires de district;

- notant que l'abolition desdits commissaires ne signifie aucunement la fin de l'exercice des attributions de la tutelle administrative qu'ils ont exercées jusqu'à présent;

- que ces compétences seront à l'avenir directement assumées par le Ministre en charge de l'Intérieur;

- considérant que la surveillance des communes risque de ce fait de devenir autrement plus politique;

- qu'afin de contrecarrer ce risque il serait indiqué de créer au niveau du Ministère de l'Intérieur un service à part chargé de l'exercice du pouvoir tutélaire sur les affaires communales;

invite le Gouvernement

- à prévoir la création d'un service de contrôle tutélaire sur les affaires communales au sein du Ministère de l'Intérieur.

(s.) Gilles Roth.

Déi zweet Motioun, dat ass déi, déi d'Regierung invitéiert, «à revoir» - Här Wiseler - «la liste des délibérations des conseils communaux à soumettre obligatoirement à l'approbation du Ministère de l'Intérieur, notamment sur base de l'article 106 de la loi communale (…) et à prévoir l'introduction du double degré de juridiction en matière de tutelle administrative sur les autorités communales.»

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi n°6711 visant à abolir la fonction de commissaire de district;

- notant que les commissaires de district ont rendu de bons et loyaux services à l'État du Grand-Duché et ont assumé au niveau de la surveillance des communes le rôle d'intermédiaire entre le Gouvernement et les autorités communales;

- que le principe de l'autonomie communale trouve ses limites dans le cadre d'une surveillance organisée par la loi en vertu de l'article 107 actuel de la Constitution;

- qu'en matière de tutelle administrative, la loi communale du 13 décembre 1988 dispose que les actes collectifs et individuels peuvent encourir l'annulation pour contrariété à la loi ou à l'intérêt général;

- rappelant que la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» de la Chambre des Députés s'est dans son rapport du 19 juin 2008 en principe prononcée pour un contrôle de pure légalité et contre un contrôle d'opportunité de la gestion communale par l'autorité tutélaire;

- que le même rapport retient que ce n'est que dans certaines matières touchant l'intérêt national, à énumérer de façon limitative par la loi, que le contrôle comporte une dimension de vérification de l'opportunité des choix communaux, et

- que dans ces cas, l'intérêt national à respecter doit être clairement défini par la loi et la conformité de la décision par rapport à l'intérêt national ne sera soumise alors qu'à un contrôle de légalité;

- considérant que l'article 107 actuel de la loi communale du 13 décembre 1988 permet aux autorités communales de se pourvoir directement devant la Cour administrative pour obtenir l'annulation d'une décision négative de l'autorité tutélaire;

- que cette disposition légale prive les autorités communales du double degré de juridiction;

invite le Gouvernement

- à revoir la liste des délibérations des conseils communaux à soumettre obligatoirement à l'approbation du Ministère de l'Intérieur, notamment sur base de l'article 106 de la loi communale du 13 décembre 1988;

- à prévoir l'introduction du double degré de juridiction en matière de tutelle administrative sur les autorités communales.

(s.) Gilles Roth.

Mir géifen eis eigentlech wënschen, dass deenen zwou Motiounen, wéi gesot, déi mer an engem positive Geescht presentéieren, wéi ëmmer,…

Une voix.- Gutt gesot!

M. Gilles Roth (*CSV*).- …dass deene kéint Rechnung gedroe ginn, an da géife mer eigentlech geschlossen, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus der Chamber, gären dëse Projet matstëmmen. Duerfir géif ech Iech bieden, dass Der alleguerten Iech e klenge Ruck kéint ginn an dass Der deenen Ausféierunge vun eis kéint Rechnung droen.

Ech halen elo op, well et waren 19 Minutten 38, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Roth. An ech géif dann d'Wuert direkt iwwerginn un den Här Max Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, virdru sinn an der Heure de questions gläich vun zwee Deputéierte Froe gestallt ginn iwwert de Plan national canicule. Och wann et sécherlech net do drasteet, hunn awer ganz vill Leit de Weekend trotz der Hëtzt profitéiert, fir ze grillen. Sou hunn ech dat dann och gemaach. Ech war de Samschdegowend bei Frënn invitéiert, wou mer dann zesumme gegrillt hunn.

Une voix.- Bravo!

M. Max Hahn *(DP)*.- Iergendwann am Laf vum Owend stoung dann och um Programm, wat mer da sonndes esou wëlles hätten. Do hunn déi eng gesot, si géifen op de Rock-A-Field goen, anerer hu gesot, si géifen op de Stau goen, an d'oppe Schwämm.

An du ware se all ganz jalous, wéi ech hinnen dunn erzielt hunn, dass ech mech eigentlech op déi hei Ried géif preparéieren an iwwert d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater géif schwätzen!

(Interruptions)

Ech sinn och du relativ séier gefrot ginn, fir hinnen an einfache Wierder ze erklären, ëm wat et do genau géif goen a firwat déi dann elo géifen ofgeschaaft ginn.

Ech hunn dunn ugefaangen ze erklären, dass d'Distriktskommissariater an enger Zäit entstane sinn, wou de Kinnek a Groussherzog Wëllem den II. nach un der Spëtzt vun eisem fuschneie Lëtzebuerg war, wat grad seng Onofhängegkeet krut. Domat wollt ech hinnen eigentlech just weisen, dass d'Distriktskommissariater deemno net aus dem Zäitalter vun den E-Mailen, mä éischter aus deem vun de Postkutsche stamen. Ech hunn du souguer mäi Frënd an Deputéierten, den André Bauler, zitéiert.

Plusieurs voix.- Aah! Ooh!

M. Max Hahn *(DP)*.- Deen huet mir nämlech kierzlech op eng relativ flott Aart a Weis erkläert, dass d'Distriktskommissariater zu där deemoleger Zäit ähnlech wéi eng Nuebelschnouer waren, déi d'Regierung mat deenen eenzelne Regioune verbonnen huet.

Här President, besonnesch fir Gemengen aus dem ländleche Raum waren d'Distriktskommissariater eng wichteg Ulafstell, déi manner wäit ewech war fir si wéi d'Stad Lëtzebuerg. Et muss een nämlech bedenken, dass deemools, an Zäiten, wou och nach keen Zuch gefuer ass, eng Rees vun Ëlwen bis an d'Stad eng hallef Weltrees war. Mäi Frënd Edy Mertens géif soen, haut, an Zäite vun de Stauen, wier dat och nach net ganz anescht, wann hien de Wee vun Ëlwen hei erof an d'Stad mécht.

(Interruptions)

Här President, an Zäite vun den Informatiounstechnologien, wou Informatioune quasi an Echtzäit iwwer eis Bildschiermer flimmeren, muss een et soen, wéi et ass: D'Distriktskommissariater sinn en Anachronismus, quasi Institutiounen, déi aus der Zäit gefall sinn. Dëse Gesetzesprojet schaaft d'Distriktskommissariater of an hir Aufgabe gi vum Innenministère iwwerholl. Endlech!

Als Gemengepolitiker hunn ech éierlech gesot ni esou richteg verstanen, firwat een den Ëmwee iwwert d'Distriktskommissariat misst maachen an een net direkt um Innenministère kéint uschellen. D'Praxis huet nämlech oft gewisen, dass dat alles anescht wéi effikass war. D'Gemeng schéckt beispillsweis en Dossier un d'Distriktskommissariat, dat iwwerpréift en, wann en net vollstänneg ass, geet en erëm zréck bei d'Gemeng, dann erëm de Retour an d'Distriktskommissariat, dat e weiderleet un den Intérieur. An och am Intérieur ass et alt da virkomm, dass Dossieren net komplett waren, da si se erëm zréckgaangen, iwwert d'Distriktskommissariat zréck bei d'Gemeng, an nach eng Kéier dee ganze Prozess!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Si hate vläicht verschidde Meenungen, de Ministère an d'Distriktskommissariat. Dat ass de Problem.

M. Max Hahn *(DP)*.- Den Här Bodry gräift mer e bësse vir. Da géif ech dat elo integréieren. Och ass et emol virkomm, dass da souguer deelweis verschidde Meenungen an deenen zwou Instanzen, am Distriktskommissariat respektiv dann am Innenministère, waren. Dat ass selbstverständlech de Worst Case, mä all dat ass geschitt, also theoretesch wier dat och nach ëmmer méiglech gewiescht.

Ech sinn deemno frou, dass dës Regierung endlech eppes ugeet, wat d'DP eigentlech scho ganz laang fuerdert.

(Brouhaha)

Et spigelt fir mech e bëssen d'Politik vun dëser Regierung erëm: Si traut sech, Saachen unzegoen a Bestoendes a Fro ze stellen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- An, ouni polemesch wëllen ze sinn,…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP)*.- …dat war bei deene viregte Regierungen net ëmmer de Fall.

(Interruptions)

Här President, mat den Distriktskommissariater gëtt och de Prinzip vum duebele Contrôle ofgeschaaft. Schonn am November 2003 gouf et en Débat an der Chamber iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen an de Responsabilitéiten tëschent dem Stat an de Gemengen. Als Virbereedung op meng heiteg Interventioun hunn ech deen Débat nogelies an do konnt ech feststellen, dass mäi Frënd Gusty Graas schonn deemools, also 2003,…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP)*.- …gefuerdert huet, dass den duebele Contrôle net méi zäitgeméiss wier an dass deen ofgeschaaft misst ginn. Dir gesitt, de Gusty Graas hat deemools recht an en huet och haut mat senger Ausso nach ëmmer recht.

(Interruptions diverses)

Här President, ech si frou iwwert dëst Gesetz, well et fir mech eent mat Signalwierkung ass. Ech sinn nämlech iwwerzeegt, dass dëst Gesetz de Startschoss ass fir eng besser Zesummenaarbecht tëschent dem Innenministère an de Gemengen. Ech mengen nämlech, dass do nach ganz vill Verbesserungspotenzial ass. Den Innenministère an d'Gemenge mussen am Tandem fonctionnéieren. Si deele sech nämlech eng ganz wichteg Aufgab, nämlech den Déngscht um Bierger. D'Gemengen a Ministère hunn eng grouss Verantwortung géintiwwer eise Bierger. An do huet onnéideg Bürokratie keng Plaz! An ech weess, an doriwwer sinn ech frou, eisen Innenminister gesäit dat genau d'selwecht.

Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass den Distriktskommissär als Puffer tëschent de Gemengen an dem Ministère ausgedéngt huet. Hien huet bal zwee Joerhonnerte seng Déngschter geleescht. Elo ass et awer un der Zäit, d'Blat ëmzedréien an eng nei Phas vun der Zesummenaarbecht tëschent Ministère a Gemengen anzelauden.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, neen, neen!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ech hat gemengt, Dir géift elo fir mech lauden. Voilà.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, ech passen op Iech op. Ech passen op Iech op.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, trotz mengen éischter kritesche Remarquë wëll ech awer betounen, dass ech net fannen, dass d'Distriktskommissariater ofgeschaaft misste ginn, well se keng gutt Aarbecht geleescht hätten.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP)*.- Vill Gemengen, besonnesch awer klenger, waren dacks frou, direkt en Uspriechpartner ze hunn, deen hinne bei techneschen Dossieren, wéi beispillsweis schwierege Gesetzer, zur Säit stoung.

Dofir ass et awer wichteg ze wëssen, dass d'Distriktskommissariater zwar verschwannen, mä d'Gemengen trotzdeem net am Ree stoe gelooss ginn. Ganz am Géigendeel! Et wäert nämlech an Zukunft just nach een zentralen

Uspriechpartner fir d'Gemengen do sinn, an zwar an där neier Cellule de conseil juridique pour les communes. Dëst Zesummeleeën am Ministère wäert och dee positiven Niweneffekt hunn, deen och den Deputéierten Alex Bodry grad ugeschwat huet, dass et bei de Froen eigentlech just nach zu enger eenzeger Äntwert kënnt an eigentlech da kee Spillraum méi fir Interpretatiounen dierft do sinn.

Här President, mir liewen an enger Zäit, wou den Informatiounsfloss keng Barrièrë méi kennt. Ech muss awer leider ëmmer erëm feststellen, dass et awer nach vill Barrièrë ginn, déi mir de Gemengen duerch déi administrativ Prozeduren ophalsen. All Gemeng, déi beispillsweis e PAG muss opstellen, ka mat Sécherheet e Lidd heivu sangen. Ech sinn dofir frou, zu engem Gesetzesprojet konnten ze schwätzen, deen eng Barrière ofrappt a keng nei Barrière opriicht.

Mäi Wonsch ass et, dass och an Zukunft nach vill Gesetzer an deem heite Kader wäerten nokommen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, soen dem Rapporteur Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Hahn. An nächste Riedner ass den Här Robert Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Roberto, jo. Merci, Här President. Ech mengen, et ass vum Rapporteur alles gesot gi respektiv kann een et och noliesen. Et ass e wichtege Schratt fir eis Gemengen, datt am Fong geholl d'Prozedure vereinfacht, datt d'Prozedure méi schnell gemaach ginn, an dofir mengen ech, datt jiddwereen, deen e bësse mat Gemengen ze dinn huet, frou ass, datt dat heiten elo esou ass.

Domadder dat gesot, wëll ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi verschiddener vu menge Virriedner gesot hunn, huet d'Ofschafung vun den Distriktskommissariater e laange Baart.

(Coup de cloche de la présidence)

Mir hunn iwwer Joren heibannen doriwwer geschwat, a viru gutt siwe Joer hate mer souguer eng Spezialkommissioun hei iwwert d'Réforme territoriale, RTLs-Kommissioun hu mer se ëmmer genannt, wou mer eis am Fong parteiiwwergräifend och eens gi sinn, datt déi Distriktskommissariater, déi praktesch, wéi gesot ginn ass, 170 Joer bestinn an déi eng gutt Aarbecht gemaach hunn an deene Joren, awer an deem heitegen Zäitgeescht iwwerlieft wieren.

Duerfir, mengen ech, soll een och direkt soen, datt mer och als ADR frou sinn an d'Regierung félicitéiere fir dëse Projet de loi, deen dat ëmsetzt, wat d'Chamber, wéi gesot, scho praktesch viru siwe Joer eestëmmeg an enger Kommissioun festgehalen huet.

Déi Fonctiounen, déi d'Distriktskommissariater haten, an och elo d'Distrikter als solch, déi dräi, déi et dann elo net méi gëtt, wann dat heite Gesetz kënnt, déi ginn an den Innenministère mat deene verschiddene Missiounen iwwerdroen. An et ass elo um Innenminister, sech esou ze strukturéieren, datt dat zu engem positive Resultat kënnt, datt dat gutt strukturéiert gëtt an datt et méi effikass gëtt.

Ech mengen, et ass kloer, wa mer - an d'Virriedner hunn dat och gesot - kucken, wéi laang d'Prozeduren an der Vergaangenheet waren, deelweis onnëtz laang, dann ass et kloer, datt mer haut an der moderner Zäit Méiglechkeeten hunn, ganz séier ze communiquéieren, an do hënnert selbstverständlech eng Deviatioun, wéi se an der Vergaangenheet war, iwwert d'Distriktskommissariater.

Wann een d'Geschicht e bëssen zréckkuckt vun der Aféierung vun den Distriktskommissariater, do hunn ech ëmmer gesot, dat waren dem Kinnek seng Statthalter. Déi hunn am Fong missen op d'Gemengen oppassen. Et ass och méi ëmmer vu Surveillance a vu Kontroll geschwat ginn. An ech mengen awer, mat der Zäit sinn dat Kollaborateure vun de Gemenge ginn, well wann ee laang an enger Gemeng war, da weess een, datt ee ganz dacks, virun allem als eng kleng Gemeng, frou war, datt een iwwer e relativ einfache Wee, ganz dacks mat engem Coup de Tëlefon, dem Distriktskommissär konnt uruffen an him seng Problematik gesot huet, an dann huet een direkt oder kuerz duerno awer eng Äntwert kritt op eng Fro, déi een net als Gemeng hat.

Ech sinn och duerfir frou, datt - wat ech schonn an aneren Interventioune gesot hunn -, wa mer déi Distriktskommissariater ofschafen a mer huelen déi Leit an den Intérieur, datt een do soll e Service juridique fir d'Gemenge maachen, wat elo an där Cellule juridique jo och geschitt, déi am Intérieur agesat gëtt.

Well ech mengen, mat Ausnahm vun der Stad Lëtzebuerg - ech mag mech iren - gëtt et keng Gemeng, déi e Service juridique an hirer Gemeng huet, oder vläicht nach Esch oder esou. Mä de Gros vun de Gemengen, virun allem déi kleng Gemengen hunn dat net, si kënnen dat och net hunn. An duerfir fannen ech dat scho gutt, wann do an der Stad eng Stell kënnt, wou déi kënnen eng Berodung fannen.

Ech wëll dat betounen: „eng Berodung ginn", well och déi Leit wäerte Berodunge ginn un d'Gemengen, déi vläicht spéider an engem Prozess aneschters beuerteelt ginn. Et muss een also ëmmer wëssen, och als Gemeng, datt dat Leit sinn, déi dat als eng Vue, aus enger Siicht hunn, déi net awer onbedéngt herno muss och d'Endresultat sinn, wann et géif zu engem Prozess kommen.

Mä déi Leit kréien awer eng gewëssen Erfahrung op deem Niveau, well se sech reng op d'Matière vun de Gemenge konzentréieren, well se kënnen en Échange ënner sech maachen, soudatt een awer kann dovun ausgoen, datt déi Berodungen, déi ee vun deene kritt, datt dat awer Berodunge sinn, déi hire Wäert hunn a mat deenen d'Gemenge kënnen eppes ufänken.

Duerfir, wéi gesot, ass dat eppes, wat mer begréissen, an an der Zäit vun de kuerze Weeër ass dat sécherlech och haut nëmmen eng Normalitéit. Duerfir géif ech och mengen, wa mer haut hei diskutéieren - an et ass vu verschiddene Virriedner gesot ginn -, da gëtt nach ëmmer dat Wuert vun der „Surveillance" a vun der „Kontroll" ernimmt; ech sinn der Meenung, datt d'Gemengen haut net brauchen eng Surveillance ze kréien, mä éischter gesinn ech eng Kollaboratioun tëschent dem Innenminister an de Gemengen. An et ass net eppes vun uewen erof a vun ënnen erop, mä dat soll zesumme geschéien.

Datt den Innenminister eng Rei vu Missiounen huet, wou e muss kucken, ob dat, wat d'Gemengen décidéieren, am Intérêt général ass, ob et konform ass zu de bestehende Gesetzer, dat ass normal, an dat gesinn ech och net onbedéngt an deem Wuert „Kontroll" erëm, wann ee Minister dat wëllt maachen.

An duerfir kann een nëmmen hoffen... An ech wëll dat och hei soen: Mam Innenminister - d'Echoen aus de Gemengen - leeft déi Diskussioun relativ gutt an et sollt een och weider an déi Richtung goen. Et ass keen de Chef vun deenen aneren, mä et soll eng gutt Kollaboratioun sinn tëschent deenen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Chance, datt mer nëmmen zwou Strukturen op deem Niveau hunn: Mir hunn d'Gemengen a mir hunn de Stat. A viru Joren hu mer och nach diskutéiert, fir regional Parlamenter ze maachen an esou virun.

Et sinn der och, déi gesot hunn, wa mer eng Kéier géifen de Cumul vun de Mandater ewechhuelen tëschent Buergermeeschter an Deputéierten, da misst een esou e Parlament vun de Gemenge maachen. Mir warnen op jidde Fall ëmmer virun neie Strukturen. Ech mengen, dat hei huet sech bewährt. Mir hu just zwee Niveauen, dat sinn d'Gemengen, dat ass de Stat, an et sollt een net méi versichen, iergendwéi eng aner Struktur do dertëschent ze bauen. Den direkte Wee ass dee beschte Wee. An dobäi solle mer bleiwen. A mat dësem Gesetz maache mer dee Wee haut méi direkt wéi en an der Vergaangenheet war. Dat ass positiv.

Ech op jidde Fall wëll och vun eiser Säit aus hei soen, all déi Distriktskommissären, déi mer virdrun haten, déi ware korrekt, souwäit wéi ech se erlieft hunn, an och sécherlech anerer. Si hunn och eng politesch neutral Positioun an all menger 30-jähreger Erfahrung, déi ech hat, ageholl. Et huet een ni gemierkt, datt se dat iergendwéi parteipolitesch wollte beaflossen. An et waren och déi Leit, déi ëmmer do waren, wann d'Gemeng se gebraucht huet.

Si waren och dacks de Représentant vum Innenminister, wann deen net konnt kommen. Si waren och ganz dacks bei de Feierlechkeeten, den Aweiungen op de Gemenge präsent. Dat war flott. Et war schéin. Et war och net vläicht ëmmer ganz gesond. An an deem Sënn maache mer mat dësem Projet och eppes fir hir Gesondheet. An ech ginn domadder d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Als Lénk hu mer eis an der Vergaangenheet ëmmer och nees staarkgemaach fir d'Ofschafe vun den Distrikter an domadder och den Distriktskommissariater. D'Ofschafe vun deem Anachronismus ass dofir fir eis eng iwwerfälleg Simplification administrative, déi onnéidege bürokrateschen Opwand aus dem Wee raumt a schwéierfälleg Prozeduren accéléréiere kann. An dëst begréisse mer dann och ausdrécklech!

Och begréisse mer d'Ukënnegung vum Innenminister, eng Reorganisatioun vum Ministère virzehuelen, fir de Gemengen op Wonsch hi kënnen och berodend zur Säit ze stoen an esou och den Informatiounsfloss ze garantéieren an am beschte Fall ze optiméieren. Dëst war nämlech eng vun de positiven Aufgaben, déi d'Distriktskommissariater haten, fir besonnesch méi klenge Gemengen déi néideg Informatioun a Conseilen ze ginn, fir kënnen hir Entscheedungen ze treffen.

Et kann een also soen, datt dëst Gesetz eng Verbesserung ass vun der Verwaltung. Mä Verwaltung ass just een Aspekt och an der Relatioun tëschent dem Stat an de Gemengen.

En zweeten, an eisen Ae mindestens gradesou wichtegen Aspekt ass déi demokratesch Funktioun vun de Gemengen. D'Gemenge sinn déi klengst demokratesch gewielt Entitéiten hei am Land a si sinn dofir fir vill Bierger an hirem Alldag och déi éischt Ulafstell. Den Handlungsspillraum, dee Gemengenautoritéiten hunn, deen oscilléiert tëschent der Autonomie vun de Gemengen, déi eis Verfassung garantéiert, an der Tutelle vum Intérieur.

Datt dëst Verhältnis voller Spannunge ka sinn, hu mer an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier och gesinn. Vill ze dacks huet den Intérieur nämlech an der Vergaangenheet net nëmmen d'Legalitéit vun Décisioune vu Gemengeréit kontrolléiert, mä och hir Opportunitéit. Dëst ass an eisen Aen eng Verletzung vum Prinzip vun der kommunaler Autonomie a misst an der Praxis ënnerbonne sinn.

An ech mengen, och e Liddchen dovunner kënnen zwee Ministeren an dëser Regierung sangen, wéi si nach am Escher Schäfferot souzen a versicht hunn, e Service à l'égalité des chances anzeféieren. Dat krute se och zweemol ofgesot, mam Argument, dëst wier keng kommunal Kompetenz. Just hirer Beharrlechkeet ass et dann ze verdanken, datt et haut e kommunaalt Gläichstellungsamt gëtt, an dat gëtt et och a villen anere Gemengen.

Ech hu selwer och d'Erfahrung gemaach, an ech sinn nach amgaangen, déi Erfahrung ze maachen, och als ehemolege Gemengerot an der Stad Lëtzebuerg, wou mer och mussen eis nach eens ginn, awéifern zum Beispill eng Deliberatioun iwwert den TTIP d'Kompetenz vun enger Stad sprengt oder net. An der Stad gouf dat aneschters interpretéiert wéi an anere Gemengen, mä do ass d'Prozedur jo och nach amgaangen.

Bon, dëst Beispill weist och, datt mer an der Praxis zu Lëtzebuerg och nach ëmmer net konform sinn zur Charte européenne de l'autonomie locale, déi mer 1987 ratifizéiert hunn. De Syvicol huet dowéinst a sengem Avis och op d'Recommandatioun vum Congrès des pouvoirs régionaux et locaux vum Europarot opmierksam gemaach, deen der Regierung un d'Häerz leet, ech zitéieren, «de moderniser les dispositions législatives relatives au contrôle sur les collectivités locales, en vue de limiter la tutelle à un contrôle a posteriori pour des motifs de stricte légalité».

Zanterdeem hunn déi verschidden CSV-Innenministeren awer näischt ënnerholl gehat. Dofir hätt ee kënnen erwaarden, datt an engem Gesetz, dat d'Organisatioun vun der Tutelle veränert - well zu där Tutelle hu bis elo och d'Distriktskommissariater gehéiert -, datt an esou engem Gesetz och de Kader vun där Tutelle moderniséiert géif ginn. Dëst ass awer leider net de Fall, wat mer bedaueren. Mir huelen awer zur Kenntnis, datt de Minister ugekënnegt huet, an engem zweete Schrëtt dëse Kader zesumme mam Syvicol frësch ze definéieren.

Här President, mir stëmmen dëst Gesetz also mat, sous réserve vun deene kritesche Bemierkungen, an erwaarden eis, datt den Innenminister seng Ukënnegung ëmsetzt am Sënn vun enger Stäerkung vun der Gemengenautonomie an domadder och am Sënn vun der Stäerkung vum demokrateschen Handlungsspillraum vun de Gemengen. Mir soen Iech, ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. An dann huet d'Wuert elo deen allerleschte Riedner, den Här Gloden. Sorry!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wéilt vun dëser Debatt profitéieren, fir op e Souci am ländleche Raum anzegoen, nämlech op dee vun der schläichender Zentralisatioun vun de Verwaltungen an dësem Land. Wat d'Distriktskommissariater ugeet, schléissen ech mech de Wierder vum Gilles Roth un. Mir stellen awer fest, datt ëmmer méi Verwaltungen am ländleche Raum oder d'Büroe vu Verwaltungen am ländleche Raum zoumaachen an dann hei an d'Stad zréckgeruff ginn.

Ech erënnere ganz aktuell un déi Diskussioun am Kader vun der Policereform, un d'Commissariats régionaux, déi sollen ofgezu ginn. D'Kadasterbüroe sinn zougemaach ginn. An enger Rei Géigende sinn d'Enregistrementsbüroen zougemaach ginn. Deen zu Gréiwemaacher ass opbliwwen, well den Enregistrement och do zoustänneg ass fir d'Schëffer. An ech wéilt och do dem Här Gramegna nach eng Kéier vun dëser Plaz aus Merci soen.

Et lafe Rumeuren, datt d'Steierbüroe solle reorganiséiert ginn an der Stad. Et lafe Rumeuren, datt d'Douanesbüroe reorganiséiert ginn.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt mer eng gewësse Proximitéit vun de Services publics am ländleche Raum garantéieren, do, wou effektiv vill Leit bei d'Verwaltunge ginn, wéi bei engem Enregistrement, wéi bei engem Douanesbüro, wou och vill Entreprisen dohinnerginn, wéi bei der Steierverwaltung, wéi och bei der Police. Doduerch garantéiere mer d'Proximitéit an d'Accessibilitéit vun deene Servicer no beim Bierger.

Mir maachen och eppes fir den Trafic, well déi Leit brauchen net och nach an de Stau ze kommen, fir an d'Stad bei d'Verwaltungen ze kommen. An een Argument, wat besonnesch fir eis wichteg ass, ass, datt een de wirtschaftlechen Aspekt vun der Präsenz vu Verwaltungen am ländleche Raum net däerf ënnerschätzen.

Ech soen ëmmer, d'Verwaltunge spillen do e bëssen d'Roll vun de Geschäfter, déi Besoins primaires satisfaiséieren. Hutt Der e Bäcker, hutt Der e Metzler an enger Uertschaft, da liewen och déi aner Geschäfter, déi sech ronderëm implantéieren an enger Uertschaft. Sinn déi Geschäfter bis fort, da kommen och d'Leit net méi an d'Uertschaften, an d'Zentre vun den Uertschaften am ländleche Raum, fir déi aner Akeef ze maachen.

Bei der Verwaltung ass et d'selwecht. Déi Leit, déi op de Verwaltunge schaffen, ginn an deenen Uertschafte mëttes iessen, ginn an deenen Uertschaften hir Akeef maachen. An och besonnesch déi Leit, déi dohinnerginn, well se e Service vun deene Verwaltunge brauchen, wa se bis hiren Auto am Zentrum geparkt hunn - dat ass am ländleche Raum jo méi einfach wéi an enger grousser Stad -, da profitéiere se an engems, fir hir Akeef do ze maachen. An domadder ass d'Präsenz vun esou Verwaltunge wichteg, fir d'Commerces de proximité an den Uertschaften am ländleche Raum ze garantéieren.

An duerfir, Här President, déposéieren ech och hei eng Motioun, wou mer d'Regierung invitéieren, ech liesen dat kuerz vir - ech ginn elo net op d'Considéranten an, dat ass dat, wat ech hei elo erkläert hunn -: «à préserver le maintien des guichets administratifs régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises à travers tout le pays afin d'assurer l'accessibilité de ceux-ci dans les zones rurales et de maintenir, voire de contribuer au développement du commerce de proximité dans les communes rurales.»

Ech soen Iech Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que des administrations modernes et accessibles à la population sont des prestataires efficaces de services;

- considérant que la centralisation de la gestion de certains services publics peut être nécessaire, en outre dans le cadre de la simplification administrative, à la réforme du fonctionnement de certains services étatiques afin d'offrir un service adéquat et efficace aux citoyens;

- considérant que l'accessibilité de certaines administrations ou de certains services d'administration régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises dans l'espace rural doit être maintenue afin de garantir une proximité de ces services auprès de ceux-ci;

- considérant que le maintien de certaines administrations ou de certains services publics dans l'espace rural fréquentés régulièrement par les citoyens et entreprises contribue aussi au maintien, voire au développement des activités commerciales dans le milieu rural; qu'en effet les personnes se rendant à ces administrations profitent de la proximité de celles-ci avec les commerces implantés dans les centres des communes rurales;

- considérant qu'une centralisation de toutes les administrations ou de tous les services des administrations à Luxembourg-ville aurait ainsi des conséquences économiques négatives pour les commerces implantés dans les centres des communes rurales;

invite le Gouvernement

- à préserver le maintien des guichets administratifs régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises à travers tout le pays afin d'assurer l'accessibilité de ceux-ci dans les zones rurales et de maintenir, voire de contribuer au développement du commerce de proximité dans les communes rurales.

(s.) Léon Gloden, Emile Eicher, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gloden. An d'Wuert huet elo den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Et ass virdru vun engem parteiiwwergräifende Konsens geschwat ginn, dee schonn zënter Jore besteet, fir d'Commissariats de district ofzeschafen. Ech si frou, dass haut keen an dëser Chamber dësen, de parteiiwwergräifende Konsens, verlooss huet. Ech wëll awer virausschécken, dass d'Ambitioune vun dësem Projet eleng dra bestanen hunn, fir d'Commissariats de district ofzeschafen, ni plus ni moins.

Et ass eng éischt Etapp - an d'Betounung läit op „éischt Etapp" - vun der Reorganisatioun vun de Bezéiungen tëschent Stat a Gemengen, den eenzege But vun dësem Gesetz, an do besteet jo och, mengen ech, Konsens, a mir hunn et virdrun alleguerten hei nach eng Kéier ënnerstrach, e Konsens, deem vill Diskussioune virausgaange sinn.

Scho laang virun 2008 ass iwwert d'Ofschafe vun de Commissariats de district geschwat ginn. Déi éischt Diskussiounen hei am Land ëm d'Distriktskommissariater hunn an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert ugefaangen, wou schonn eng Kéier e Projet do war, fir d'Distriktskommissariater ofzeschafen, mä et huet gedauert bis an d'Joer 2015, bis mer dann endlech esou wäit sinn, opgrond och vun den Diskussiounen, déi an der faméiser RTLs-Kommissioun gefouert gi sinn.

Mir maachen also elo dat, wouriwwer mer eis alleguerten eens waren, och scho laang virdrun. Leider hat kee virdrun de Courage oder d'Endurance, fir et och ëmzesetzen. Ech félicitéieren och d'Kommissioun vun der Chamber fir déi grouss Eenegkeet, mat där mer dës Diskussioun konnte féieren. Ëmsou méi sinn ech iwwerrascht, dass mer elo nach e puer Motioune kritt hunn, mä ech kommen duerno ganz gären dorop zréck.

De Syvicol, an och de Statsrot, wahrscheinlech och op Avis vum Syvicol, hat eng gewëssen Ongedold gewisen, dass een direkt misst méi wäit goen, ënner anerem wat d'Tutelle administrative ugeet. Ech äntwerten dorobber, dass ech gewinnt sinn, wann ech eng Trap wëll eropgoen, net deen drëtten Träpplek virun deem éischten ze huelen. Déi, déi probéieren, dräi Träppleker beieenen ze huelen, riskéieren ni uewen unzekommen a riskéiere souguer scho beim éischte Schratt op d'Nues ze falen.

Dofir ganz kloer: Mir maachen hei deen éischte Schratt, wou mer eis alleguerten eens sinn - an ech mengen, dat huet een hei aus de Rieden erausfonnt -, a bereede gläichzäiteg schonn deen zweete Schratt vir, an dat ass d'Reform vum Gemengegesetz. Dat ass d'Reform vum Syndikatsgesetz. A mat deem muss, an ech betounen dat, muss och eng Reform vun der Tutelle administrative einhergoen.

Et ass also eis Ambitioun, en zweet Gesetz ze brëngen, relativ séier. Mir sinn och amgaangen am Intérieur, scho ganz konkret dorunner ze schaffen. Mir wäerten eis och kuerzfristeg mam Syvicol zesummesetzen, fir ze kucken, wat een an deem Beräich ka maachen. Et geet drëms, och d'Gemengegesetz, och d'Syndikatsgesetz un déi modern Zäiten unzepassen.

Ech wëll och soen, dass mer virun zwou Wochen, bal onbemierkt vun der Öffentlechkeet, e Code communal presentéiert hunn, iwwer 3.500 Säite Gesetzestexter, déi jo elo an engem Band zesummegefaasst sinn, wou een eng ganz gutt Iwwersiicht huet iwwert dat, mat deem sech d'Gemengen all Dag mussen erëmploen, fir et op Lëtzebuergesch ze soen. Mä mir hunn zumindest et emol gepackt - och dat ass eppes, wat laang versprach ginn ass, mä wat awer elo veröffentlecht ginn ass -, dass mer dee Code communal konnte veröffentlechen. Do hunn eng Rei Leit ganz vill dru geschweesst, fir dat ze maachen. An ech mengen, dass dat och eng weider administrativ Vereinfachung fir d'Gemenge bedeit an och zu enger Stäerkung vun hirer Autonomie ka bäidroen.

Déi Approche, déi mer wielen, eng Etapp no där anerer, an och fir d'Tutelle administrative ze vereinfachen, ass och am Kontext vun eiser Verfassung ze gesinn, déi d'Autonomie vun de Gemenge garantéiert, an entsprécht - an ech mengen, dat kënnt Der alleguerten noliesen - och dem Regierungsprogramm.

Ech wëll awer hei an éischter Linn och dem Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Bericht, deen e gemaach huet vun eisen Aarbechten, den Deputéierten aus der Chamberskommissioun a jiddwerengem eenzelne Riedner och hei fir seng Bäiträg.

An an deem Merci wëll ech och aschléissen d'Beamten, an och dat ass schonn an eenzelne Riedebäiträg hei duerchgedrongen, d'Beamte vun de Commissariats de district, selbstverständlech un hirer Spëtzt déi dräi Kommissären, déi mat hiren Équippen eng jeeweileg wichteg Aarbecht gemaach hunn, déi engersäits d'Dossieren am Virfeld schonn aviséiert hunn, wat eng gewësse Vereinfachung och fir de Ministère selwer bedeit huet, an op där anerer Säit awer och eng gewësse Proximitéit ëmmer garantéiert hunn an der Berodung vun de Gemengen, wat e ganz wichtegt Element ass.

D'Abolitioun vun dëse Commissariats de district setzt also eng Reorganisatioun vum Ministère de l'Intérieur viraus. An do si mer amgaangen, ganz monter drun ze schaffen. An ech hunn et schonn e puermol gesot an ech ginn net midd, et ze widderhuelen: Et setzt och e Mentalitéitswandel bei eenzelne Beamten am Ministère viraus. Et setzt viraus, dass mer bereet sinn, aus de Büroen erauszegoen, eis ze déplacéiere bei d'Gemengen an u sech eng transversal Berodung an alle Beräicher vun der Gemengepolitik unzebidden.

Dofir wäerte mer jo och parallell mat der Abolitioun vun den Distriktskommissariater zwou nei Direktioune schafen, engersäits déi Direction juridique, vun där mer elo scho geschwat hunn, wou eng juristesch Berodung fir d'Gemenge soll ugebuede ginn. An et ass virdrun hei gesot ginn, dat wëllt net heeschen, dass dat e Fräifahrtschäin ass fir eng spéider Approbatioun vun engem Projet. Dat wëllt och net heeschen, dass deen Avis juridique, deen do kënnt, herno bindend ass fir d'Gemengen, mä et geet hei drëms, wierklech de Gemengen e juristesche Bäistand an deenen ëmmer méi komplizéierten Dossieren ze liwweren.

An da kënnt, ech mengen, och dat ass en Element vun dësem Projet de loi, eng nei Direktioun dra vum Contrôle des finances communales. Och dat, mengen ech, war ugedeit ginn an eisem Regierungsprogramm, wou mer gesot hunn, mir wëllen de Service de contrôle vun de Finanze vun de Gemenge méi autonom opstellen. An d'Viraussetzung, fir dat kënnen ze maachen, ass, dass mer dee Service de contrôle net mat enger duebeler Aufgab befaassen, nämlech engersäits de Budget an anerersäits d'Konten ze kontrolléieren, well een u sech an deem Fall nämlech dat kontrolléiert, wat ee virdru scho selwer u sech approuvéiert huet.

Dofir wäerte mer an eng Situatioun kommen, dass de Contrôle vun de Budgete wäert vun der Direction des finances communales gemaach ginn an de Contrôle vun de Konte vun de Gemengen an Zukunft dann eleng vum Service de contrôle des finances communales. Ech mengen, dat ass déi Optik, déi mer hunn. An domadder si mer och konform mat eisem Regierungsprogramm, dee seet, dee Service de contrôle vun de Gemenge misst méi autonom kënne schaffen.

Den elektroneschen Échange ass selbstverständlech och eppes, wat mer scho laang diskutéieren. Ech kann Iech soen, dass ech net méi spéit wéi d'lescht Woch Gespréicher och mam SIGI gefouert hunn, dem SIGI, deen eng ganz Rei vu Saache schonn ubitt, wou dat méiglech ass. Mä de Problem huet ëmmer dora bestanen, dass mer u sech zwou verschidde Plattformen haten: engersäits déi Plattform, déi an deene meeschte Gemenge vum SIGI geliwwert gëtt, an déi aner Säit déi Plattform, mat där de Stat geschafft huet, déi awer net kompatibel matenee waren.

Mir sinn amgaangen, do tëschent SIGI a CTIE Synergien ze schafen, déi d'Viraussetzung sinn, dass mer den elektroneschen Échange tëschent Stat a Gemenge kënnen op de Wee bréngen. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer och do ganz séier wäerte virukommen. Do geet et ëm vill gudde Wëllen. An ech mengen, dass deen op béide Säiten do ass.

Wéi gesot, eng éischt Etapp, déi mer maachen. No där éischter Etapp, dat ass evident, mussen der nokommen. D'Reform vum Gemengegesetz, Syndikatsgesetz hat ech ugeschwat. Fir de Ministère de l'Intérieur awer genausou wichteg: den Établissement public vun de Rettungsdéngschter, deen um gudde Wee ass. Dat wësst Der. Den Avant-projet de loi gëtt an der Tëschenzäit vu villen Akteure ganz lieweg diskutéiert, a mir wäerten deen nach virun der grousser Vakanz dem Regierungsrot presentéieren.

Dann d'Gemengefinanzreform, wou ech hoffen, dass mer kuerzfristeg zu Resultater wäerte kommen. An net zulescht, an d'Madame Modert hat et virdru schonn ugeschwat, d'Ëmsetze vum Reformpaquet vun der Fonction publique och am Gemengesecteur. A last but not least d'Ëmsetze vum Accord mat der kathoulescher Kierch, wou et ëm d'Ofschafe vum Dekret vun 1809 iwwert d'Fabriques d'églises geet.

Dat sinn am Fong déi Haaptthemen, mat deene mer beschäftegt sinn, a keent vun deenen Themen, ech betounen dat, keent vun deenen Theme ka vun uewen erof diskutéiert ginn, mä dat wäerte mer an Zesummenaarbecht mat dem Gemengesyndikat vum Syvicol maachen.

Et ass also vill Aarbecht, déi op eis waart. An ech hoffen op eng gutt Kollaboratioun hei vun der ganzer Chamber, fir am Intérêt vun engem gudden Zesummespill tëschent Stat a Gemengen an zum Wuel vun eise Bierger a vun eiser Ekonomie konkret kënne virunzekommen.

Ech weess net, Här President, ob ech soll direkt Positioun huelen zu deenen eenzelne Motiounen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat wär wënschenswäert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Wann dat gewënscht ass, da géif ech dat dann och direkt maachen.

Ech muss soen, dass ech déi éischt zwou Motioune vun der CSV elo gelies hunn an zum Schluss komm sinn, dass do u sech oppen Dieren agerannt ginn. Wann et drëms geet, e Service de contrôle tutélaire am Intérieur anzeféieren, kann ech Iech soen, dass mer dat am Fong haut schonn hunn, nämlech, dass an deenen eenzelne Servicer oder Direktioune vum Intérieur selbstverständlech gekuckt gëtt: Wat ass ze autoriséieren a wat ass net ze autoriséieren? An der Direktioun vum Aménagement communal ginn d'PAGen an d'PAPe gekuckt, déi approuvéiert ginn. An der Direktioun vun de Finances communales ginn alleguerten d'Taxereglementer gekuckt. An der Direktioun vun den Affaires communales ginn zum Beispill d'Policereglementer gekuckt.

Also, esou e Service besteet an der Praxis schonn. En ass natierlech verdeelt iwwert déi eenzel Direktiounen. An et ass souwisou eis Ambitioun, wa mer an eng Reorganisatioun vum Intérieur kommen, dass ebe méi transversal zesummegeschafft gëtt, dass mer déi Situatiounen, déi mer leider an der Vergaangenheet oft haten, dass déi eng Direktioun net mat där anerer geschwat huet, dass déi Dossieren, esou wéi den Här Roth et och schonn ugedeit huet, zum Deel souguer tëschent deenen eenzelnen Direktioune verluer gaange sinn, dass mer dat évitéieren. An dat setzt natierlech viraus, dass déi Verantwortlech vun deenen Direktiounen do sech, ech wëll net soen all Woch, mä et muss ee scho bal soen all Dag zesummesetzen, fir gemeinsam un deene Projeten ze schaffen.

Also, wéi gesot, mat där Motioun kann ech à la rigueur liewen. Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass ee muss den Detail dovunner klären, a proposéieren dofir, se vläicht nach eng Kéier an d'Kommissioun ze schécken, fir dass mer eis kënnen eens ginn, wat domadder konkret gemengt ass. An ech schléissen och net aus, dass aus deenen Diskussiounen eraus och Saache kommen, déi ech ganz gär bereet sinn, och mat an d'Reorganisatioun vum Intérieur eranzehuelen.

Bei där anerer Geschicht wollt ech soen - och bei där nämlechter Motioun -, dass ech am Fong frou sinn, dass d'CSV domadder eng Vue verléisst, déi an de Käpp awer vun eenzelne Leit an der Vergaangenheet bestanen huet, nämlech eng nei Administratioun ze schafen. Mir géifen engersäits d'Commissariats de district ofschafen an eng nei Administratioun amplazsetzen, déi dann amplaz vum Innenminister géif d'Tutelle iwwert d'Gemengen iwwerhuelen. Ech mengen, esou en Avant-projet de loi, deen hat ech a mengen Tiräng fonnt. An ech si frou, dass mer e Konsens hunn, dass dat net déi richteg Richtung ass an dass mer déi sollte verloossen.

Dofir, wéi gesot, et sollt een déi dote Motioun vun der CSV positiv kucken a se an der Kommissioun nach eng Kéier diskutéieren.

Wat déi zweet Motioun ugeet, do geet et jo, wann ech dat richteg verstanen hunn, drëm, nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren, en double degré de juridiction fir d'Gemengen anzeféieren, eppes, wat ech och zu dësem Zäitpunkt a priori net wéilt ausschléissen. Ech wéilt just ze bedenke ginn, dass dat natierlech eng weider Prozedur ass, a si riskéiert natierlech och, d'Décisiounen an d'Längt ze zéien. Och dofir sinn ech der Meenung: Kommt, mir huelen eis déi néideg Zäit, fir dat dote kënnen a Rou ze diskutéieren!

An dat anert Element vun där Motioun war jo - sot mer et elo -,...

Une voix.- Den Artikel 106 nach eng Kéier ze kucken.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ...den Artikel 106 nach eng Kéier ze kucken. Och dat ass, mengen ech, eng ganz gutt Iddi. Dat sollte mer vläicht, wann Der domadder averstane sidd, an der Kommissioun maachen. Ech sinn do op, fir mat mer schwätzen ze loossen.

Ech wollt just nach vläicht, wann Der erlaabt, ee Wuert awer soen zu der Ausso vum Conseil d'État, wat d'Tutelle ugeet, déi net dierft en fonction vun der Parteikaart gemaach ginn. Ech wéilt Iech hei eng Garantie ginn, dass ech esou ni fonctionnéiert hunn an och an Zukunft net wäert esou fonctionnéieren.

(Interruption)

Madame Arendt, ech fannen dat net fir ze laachen. Ech mengen, hei geet et ëm eng ganz seriö Saach. An ech wär frou, wann Der och deen zweeten Hallefsaz géift nolauschteren. Dat géif Iech da vläicht berouegen.

An ech hunn absolutt keen Ulass, drun ze zweifelen, dass och meng Virgänger dat zu kengem Moment gemaach hunn. An ech mengen, dass mer sollten och am Konsens weider un déi Fro do erugoen.

Et ass a mengen Ae wichteg, dass en Innenminister och seng politesch Verantwortung iwwerhélt vis-à-vis vun de Gemengen, och wat d'Tutelle administrative ugeet, och wa mer der Meenung sinn, dass d'Tutelle wesentlech kann erweidert (veuillez lire: reduzéiert) ginn. Et wäerten zwee Beräicher ginn, soen ech och elo schonn, wou mer d'Tutelle wäerte bäibehalen: Dat ass dee vum Aménagement communal an dat ass dee vun de Finance-communallen. An et ass wichteg, dass eng demokratesch legitiméiert Regierung och d'Tutelle doriwwer behält an dat net ofgeschobe gëtt bei iergendwelch Beamte vum Stat. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vun dëser Regierung an do sti mer och fest hannendrun.

Ech weess net, ob ech nach eppes soll zu där Motioun vum Här Gloden soen, Här Minister (veuillez lire: Här President), well ech mengen, dass se vläicht gutt gemengt ass an dass ech mat deenen allgemenge Bemierkunge vun der Dezentraliséierung och ganz direkt averstane sinn. Dir hutt ganz vill vu Rumeure geschwat. Ech weess net, ob et eng gutt Iddi ass, opgrond vu Rumeure Motiounen hei an der Chamber ofzestëmmen.

Ech weess aus Diskussiounen, déi ech mam Policeminister hat, dass hie jiddefalls net der Meenung ass, dass een elo soll, ouni dass ee mat de Gemenge geschwat huet, Policekommissariater zoumaachen. Ech weess, dass mer d'Naturschutzverwaltung wëllen op Dikrech verleeën. Ech mengen, och doriwwer gëtt et schonn Diskussiounen. Ech weess, dass eng Waasserverwaltung um Belval fonctionnéiert. Mir sinn also do um gudde Wee, fir d'Dezentraliséierung am Land weiderzedreiwen. An ech sinn also éischter der Meenung, dass déi Motioun, éischtens, net hei an dës Debatt erapasst an dass se, zweetens, mengen ech, och oppen Dieren arennt an ech do éischter der Meenung sinn, dass mer déi dofir net brauchen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet 6711 ukomm. A mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

(Interruption)

Ah, jo. Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt just nach eppes zur Clarificatioun soen, well mir hunn elo gutt nogelauschtert, wat den Innenminister gesot huet, notamment iwwert déi zwou Motiounen, déi den Här Roth am Numm vun der CSV-Fraktioun déposéiert huet.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, huet den Innenminister bei deenen zwou Motioune proposéiert, se an d'Kommissioun weiderzeginn. A wann ech och nach richteg verstanen hunn, huet den Innenminister proposéiert, och déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten iwwert de Sujet vun der Liste vun den Délibératiounen, wou d'Tutelle spillt, de Service tutélaire an den double Degré de juridiction op eng positiv a konstruktiv Aart a Weis an och mat enger richteger positiver Approche ze begleeden, quitte datt ee sech iwwert d'Detailer nach muss eens ginn.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, kënne mer, éischtens, domadder d'accord sinn, fir déi Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen an, zweetens, fir den Text och mat ëmzeänneren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir géifen dann awer elo iwwert de Projet ofstëmmen an dann herno op d'Motiounen zréckkommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6711 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass amgaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hu 60 Deputéiert, déi sech direkt oder indirekt um Vote bedeelegt hunn: 60-mol Jo. Domadder ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech ginn dovun aus, dass Der dermat d'accord sidd, fir d'Dispens ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motions 1 et 2

Zu de Motiounen 1 an 2 läit eng konkret Propositioun vir, déi och vun den Auteuren akzeptéiert ginn ass. Iwwert déi bräichte mer also net ofzestëmmen a géife se an d'Kommissioun verweisen.

Motion 3

Zu der drëtter Motioun huet d'Regierung Stellung geholl. Weider Stellungnahmen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Enthalungen. Domat wär d'Motioun verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Proposition de loi 6665 iwwert d'Ofhale vun engem Referendum iwwert den Tram. Déi Diskussioun leeft nom Basismodell. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

10. 6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dëser Proposition de loi 6665 vum Deputéierte Roy Reding geet et ëm d'Organisatioun vun engem nationale Referendum iwwert d'Bedeelegung vum Stat am Finanzement vun enger Tramslinn zu Lëtzebuerg.

Dëse Gesetzesvirschlag ass den 12. Mäerz 2014 abruecht ginn. An d'Gesetz, op dat sech den Text bezitt, ass de 4. Juni 2014, also knapp zéng Woche méi spéit, hei an der Chamber mat grousser Majoritéit ugeholl ginn. De Finanzéierungsprojet fir déi Tramslinn do hat de Jo vu 56 Deputéierten hannert sech; Neen: dräi Deputéierter, bei enger Enthalung.

Dee Gesetzesprojet, deen also mat grousser Majoritéit am Juni 2014 gestëmmt ginn ass, betrëfft de Finanzement vun enger Tramslinn vun der Stater Gare op d'Luxexpo um Kierchbierg. Den Auteur vun der Proposition de loi, dat gesäit een an dem Exposé des motifs, wëllt, dass e Referendum zu där doter Fro organiséiert gëtt, ënner anerem och, well e skeptesch géintiwwer der Iddi vun deem doten Tram steet.

D'Stellungnahm vun der Regierung ass gläich nom Dépôt komm, schonn de 4. Juni 2014. A si huet dobäi op de Regierungsprogramm vun dëser Koalitioun 2013 verwisen, wéi och op den État de la nation, wou all Kéiers deen Tramsprojet als politesch Prioritéit ugewise ginn ass. An doropshin erkennt d'Regierung och net d'Opportunitéit un, fir opgrond vun där klorer politescher Situatioun, de klore politeschen Aussoen, déi och am Virfeld vun der Debatt ronderëm deen Tramsprojet gefouert gi sinn, d'Wieler per Referendum ze konsultéieren.

De Statsrot huet säin Avis de 15. Mäerz dëst Joer ginn, 2015, dat heescht néng Méint nom Vote vun deem Tramsgesetz. Et muss een also haut feststellen, dass schonn zum Moment vum Avis vum Statsrot dat Gesetz a Kraaft war an och schonn deelweis an der Exekutioun war.

Traditiounsgeméiss geet de Statsrot bei esou Propositions de loi, och wann et sech ëm de Referendum handelt, net op d'politesch Opportunitéit vun esou enger Initiativ an. Hie verweist allerdéngs a senger Stellungnahm op den Ausnahmecharakter vun enger direkter Wielerbefroung an enger parlamentarescher Demokratie, wéi mer se zu Lëtzebuerg hunn a wéi se och an eiser Verfassung am Artikel 51 (1) verankert ass. Der Meenung vum Statsrot no muss also u sech d'Décisioun vun der Chamber zu engem Projet d'Regel bleiwen, an e Referendum kann nëmmen eng Exceptioun sinn.

Doriwwer eraus kritiséiert de Statsrot a sengem Avis zu där Proposition de loi vum Här Reding den zweedeitege Charakter vun där formuléierter Fro: Geet et hei ëm de Prinzip vum Tram, geet et ëm eng spezifesch Linn, déi viséiert ass mat der Proposition de loi, oder ass et den ëffentleche Finanzement vun deem Tram, deen hei haaptsächlech soll Géigestand vum Referendum sinn?

E seet also, dass d'Fro misst deemno ëmformuléiert ginn, wann d'Chamber der Meenung wär, dass et opportun wär, fir op de Wee vun engem Referendum iwwert den Tram ze goen. An e weist och drop hin, dass et net duergeet, fir einfach en Délai dranzesetzen, wéini dass soll e Referendum stattfannen, mä dass ee muss e prezisen Datum vum Referendum virgesinn, wéi dat och an der Praxis an der Vergaangenheet de Fall war, wa mer op deen dote Wee hei zu Lëtzebuerg gaange sinn.

D'Kommissioun, et ass d'Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsreform, huet den 18. Mäerz iwwert de Fong vun där Proposition de loi diskutéiert. Si huet mech als Rapporteur bestëmmt. A mäi Rapport gouf den 1. Juli an der zoustänneger Kommissioun ugeholl, an zwar eestëmmeg. D'Kommissioun huet sech net mat dem prezise Wuertlaut vun der Proposition de loi beschäftegt, wat d'Formulatioun vun der eigentlecher Referendumsfro ugeet, well se sech prinzipiell géint esou en nationale Referendum zu deem dote Sujet ausgeschwat huet, soudass et also net néideg ass, fir am Detail d'Formulatioun ënnert d'Lupp ze huelen.

Firwat huet se dat gemaach? Ma et muss een zréckgoen, mengen ech, op eng Diskussioun, déi elo praktesch zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg leeft. Well zënter 1992 gëtt hei zu Lëtzebuerg iwwer en neit Transportmëttel, en Tram, debattéiert an och gestridden. A successive Regierungen, iwwer successiv Debatten och hei an der Chamber an an de Wahlprogrammer vun deene verschiddene Parteien ass deen Tramsprojet entwéckelt an eigentlech och bestätegt ginn.

Zënter 2005-2006 steet d'Konzept vun engem liichten Tram an der Stad, deen den ursprüngleche Projet vum BTB-Bahnhybrid aus den 1990er Joren ersat huet. De Projet steet eigentlech och zënter enger grondsätzlecher Debatt, déi mer hei an dëser Chamber an där Period 2005 an 2006 gefouert hunn.

Nach virun de Wahle vum Oktober 2013, also nach während der leschter Legislaturperiod, huet den deemolegen Nohaltegkeetsminister vum Regierungsrot gréng Luucht kritt, fir de Finanzéierungsprojet fir déi Tramslinn Gare-Lëtzebuerg-Luxexpo-Kierchbierg ze deponéieren. En ass, wéi scho gesot ginn, hei vun der Chamber plébicitéiert ginn - net den deemolege Minister, awer de Finanzéierungsprojet -, well hei iwwer 90% vun den Deputéierten hire Jo zu deem Tramsprojet abruecht hunn.

D'Kommissioun war der Meenung, dass d'Wieler also genuch an ausreechend informéiert waren, dass genuch an ausreechend an déif debattéiert ginn ass iwwer laang Joren, wat deen Tramsprojet ugeet a wat d'Positioune vun deenen eenzelne Parteien ugeet. An och wann een e Bléck an d'Parteiprogrammer werft vun 2009, awer besonnesch och vun 2013, da muss ee feststellen, dass mat Ausnahm vun der ADR sämtlech aner Parteie sech an hire Programmer onmëssverständlech fir en Tramsprojet fir Lëtzebuerg ausgeschwat hunn, soudass een also net ka vun engem Iwwerraschungsmoment schwätzen an där heiter Diskussioun, déi sech, wéi gesot, schonn iwwer Jorzéngten hinzitt, mä dass d'Positioune vun de Parteien am Virfeld ganz kloer waren.

Et muss een och nach derbäifügen, dass dee Referendum, deen hei proposéiert ass, jo op Basis vum Artikel 51 (7) vun eiser Verfassung stattfënnt an no der gängeger Interpretatioun nëmmen e konsultative Charakter kann hunn, esou wéi eis Verfassung momentan formuléiert ass a wéi d'Interpretatioun, zumindest déi mehrheetlech Interpretatioun, vum Verfassungstext ass. Soudass mer hei an där spezieller Situatioun sinn, dass mer op där enger Säit e gestëmmtent Gesetz hunn, wat schonn an der Exekutioun ass, an doniewent e konsultative Referendum hei géifen duerno organiséieren, dee jo dann automatesch dat Gesetz net géif ausser Kraaft setzen, och wa sech do, deemno wéi d'Fro gestallt wär, e Jo oder en Nee géif duerchsetzen, wat also och zu grousse rechtleche Komplikatioune géif féieren.

D'Kommissioun gesäit also opgrond vun deene kloren Aussoen, déi all d'Kandidaten an d'Parteien am Virfeld vun de Wahle gemaach hunn, a vum Fait, dass eigentlech dee Vote vun der Chamber vun 2014 an der Linn läit vun deenen Aussoen, déi all d'Parteie virun de Wahle gemaach hunn, kee Grond, fir hei an deem heite spezifesche Fall op de Wee vun engem nationale Referendum zréckzegräifen. Hei hunn d'Parteien dat ëmgesat, wat se eigentlech am Virfeld vu politesche Positiounen och haten.

An et kann een dovunner ausgoen, dass also och ee vun de Kritären, no deenen d'Wieler sech entscheet hunn, wat fir enge Parteien a wat fir enge Kandidate se hiert Vertraue géife ginn, och zesummegehaangen huet mat där Positioun, déi d'Parteien an där doter Fro onmëssverständlech virun deene leschte Wahle geäussert hunn. A mir waren also der Meenung, dass et am Kader vun enger parlamentarescher Demokratie dann och richteg ass, dass d'Chamber dann an deem heite Fall kloer a folgerichteg zu den Aussoen, déi se virdru gemaach huet, hir Décisioun hei geholl huet.

Aus all deenen Iwwerleeungen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, recommandéiert also d'Institutiounskommissioun eestëmmeg, fir déi Proposition de loi vum Här Reding hei ofzelehnen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den Auteur vun der Proposition de loi, de Roy Reding.

Présentation

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wollt ech dem Alex Bodry Merci soe fir säi faktuell korrekte Rapport, och wann ech natierlech inhaltlech net dermat d'accord sinn. An ech wollt och der Conférence des Présidents Merci soen, datt ech d'Geleeënheet hei kréien, an enger seriöer Riedezäit dee Projet, deen ech hei am Numm vun der ADR abruecht hunn, däerfen ze verteidegen, och wann iwwer en negative Vote keen Zweifel däerft bestoen.

Meng Partei ass, wéi scho gesot ginn ass, der Meenung, datt de Bau vum Tram an der Stad respektiv seng Finanzéierung duerch de Statsbudget hätt sollen engem Referendum ënnerworf ginn. Firwat mir géint den Tram sinn an e fir déi gréisst Feelinvestitioun vum Jorhonnert halen, hu mer zur Genüge duergeluecht. Ech wëll och guer net op déi Argumenter agoen.

Keent vun eisen Argumenter gouf bis elo, a mengen Aen, entkräft. Am Contraire, wat déi Saach méi wäit gedeiht, wat mir ëmmer méi kloer gesinn, datt der ADR hir Positioun richteg war an de Citytunnel déi besser Léisung gewiescht wier.

Nodeem awer eng kloer Chambersmajoritéit fir deen an eisen Ae falschen an iwwerdeierte Projet sech erauskristalliséiert huet, wollte mir dem Vollek d'Recht zréckginn ze décidéieren. A genau dat heescht e Referendum, vum Laténgeschen „re": zréck an „fere": droen, bréngen; déi gewielte Volleksvertrieder bréngen dem Souverän, dem Vollek, de Wieler, d'Recht zréck ze décidéieren.

Domat entkräften ech och dat éischt Argument vun der Pro-Tram-Majoritéit hei am Haus, et wier ofgestëmmt ginn an domadder wier d'Bir geschielt. Dat ass net richteg.

Et gouf gesot, mir hätten déi heite Proposition de loi ze spéit agereecht. Och dat ass net richteg.

Mir hu schonn de 4. Februar 2010 eng éischt Proposition de loi hei déposéiert fir e Referendum iwwert de Choix: Citytunnel oder Tram? Dat ass wouer, de Conseil d'État huet deemools Oppositioune souleséiert. Dat ass ganz richteg, mä et ass och net manner richteg, datt d'Chamber entre-temps gewinnt ass, op esou Oppositioune vum Conseil d'État ze reagéieren an den Text entspriechend ze änneren. Dat hätt an där zoustänneger Kommissioun kënne geschéien, wann een dat gewollt hätt.

Méi spéit, och net ze spéit, huet eis ADR-Gemengeconseillère an der Stad Lëtzebuerg, d'Marceline Goergen, eng Motioun am Stater Gemengerot erabruecht a gefrot, d'Stad sollt e kommunale Referendum duerchféieren. Och hatt ass gescheitert un de Stëmme vu sämtlechen anere Parteien: LSAP, DP, déi gréng, CSV an déi Lénk.

Zu gudder Lescht gouf eis virgehäit, firwat datt mir net selwer e kommunale Referendum provozéiert hätten, wat mer jo hätte kënne maachen op Basis vum Artikel 35 vun der Loi communale, deen allerdéngs virgesäit, datt ee muss e Fënneftel vun de Wieler hanner sech hunn, fir esou e kommunale Referendum ze erzwéngen. An der Stad hate mer - dat sinn elo d'Zuele vum Referendum vum 7. Juni - 30.096 Wieler. Dat heescht, esou eng Aktioun hätt misse 6.020 Stëmme vun agedroene Wieler an der Stad Lëtzebuerg hanner sech bréngen. Dat wier eng Herkulesaufgab gewiescht fir eng kleng Partei wéi eis.

Schlussendlech, an dat huet de Rapporteur ganz richteg gesot, hunn ech dës Proposition de loi méi wéi zwee Méint virum Vote iwwert den Tramsprojet ofginn. Dat heescht, och du war nach Zäit, fir ze soen: Ma kommt, mir froen de Wieler!

Net ze spéit, mä éischter ze séier, huet par contre eis Regierung geschoss, an dorënner de Bauhär Luxtram SA, dee Aarbechten ugefaangen huet, notamment Ofholzungen, ier d'Consultation publique nom Artikel 11 vum Gesetz vum 29. Mee 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires duerchgefouert gouf. Et ass schued, datt elo kee vun der Regierung do ass, mä ech hat awer d'Geleeënheet virdrun am Couloir, dem Justizminister ze soen, e soll dem Parquet soen, do wier eventuell eng Plainte, déi sech géif imposéieren.

Et gëtt gesot: „Dir kënnt elo kee Referendum maachen, mir hunn ofgestëmmt." Dat ass falsch. Selbstverständlech kann e Referendum suspensiv oder och abrogativ sinn. An deem éischte Fall gëtt e Gesetz, wat nach net a Kraaft getrueden ass, suspendéiert, bis de Souverän, de Wieler, et confirméiert huet. Esou ee Verfahre géif eis, denken ech, hei an der Chamber heiansdo gutt zu Gesiicht stoen, wa mer eis éierlech bewosst sinn, datt déi parlamentaresch Majoritéit a wichtege Froen net ëmmer onbedéngt dem Volleks-, also dem Wielerwëllen entsprécht.

An deem zweete Fall gëtt e scho rechtskräftegt Gesetz duerch Referendum abrogéiert, réckgängeg gemaach. Ech huelen einfach d'Beispill: 34 Deputéierter heibannen, an ech sinn elo net polemesch, fir se ze qualifizéieren, ware begeeschtert vun engem Auslännerwahlrecht, wat hiert gutt Recht war. A si konnten och soen: „Mir goufen op Basis vun deem Parteiprogramm gewielt, wat dat seet", mä et huet sech awer erausgestallt, datt géint déi 56,66% vu parlamentaresche Vertrieder heibannen, eng Meenung war vun 163.062 Wieler, an dat sinn 78,02%, déi net där Meenung waren. Mir gesinn also, datt eng parlamentaresch Majoritéit net ipso facto dem Wieler- an dem Vollekswëllen entsprécht.

A genau duerfir si Referenden esou wichteg, fir ze verhënneren - an ech hunn do e ganz flotten däitsche Saz fonnt: „als Verzerrung durch Sonderinteressen von gesellschaftlichen Eliten", fir déi ze beschränken. Well all Stëmm gläich vill wäert ass, schaaft e Referendum fair a vun anere Kräfteverhältnisser onofhängeg Bedingungen.

An och hei d'Beispill Tram, well mer beim Tram sinn: Ech sinn iwwerzeegt, datt et nieft deenen dräi Parlamentarier, déi hei géint dee Projet gestëmmt hunn, an deem enge Parlamentarier, deen de Mutt hat, sech wéinstens ze enthalen, et nach aner Kolleege gouf, déi zumindest - kommt, mir nennen et emol esou - Bauchwéi hate mat deem dote Projet. Mä Fraktiounszwang oblige!

An domat wier ech bei deem zweeten Argument vun den Trambefürworter, wat den Här Bodry ganz gutt duergeluecht huet: all Partei hätt jo an hirem Wahlprogramm kloer Stellung bezunn; d'ADR wier déi eenzeg Partei gewiescht - do huet e recht -, déi klipp a kloer géint den Tram gewiescht wier, mir hätte keng Majoritéit kritt als ADR, also wier d'Majoritéit vum Vollek fir den Tram. Mä egal wéi wichteg, well falsch a milliardeschwéier den Tram ass, d'Wieler kucken dach bei de Wahlen e Gesamtpak! An d'Wahl vun 2013, do kann een awer beim allerbeschte Wëllen net soen, datt dat eng Tramswahl gewiescht wier.

Huelt einfach, fir Äert Argument ad absurdum ze féieren: D'ADR war fir e gratis ëffentlechen Transport a géint den Tram. Wat mécht dann elo een, dee géint e gratis ëffentlechen Transport ass a géint den Tram? Stëmmt en hallef LSAP an hallef ADR? Et ass iergendee fir d'Auslännerwahlrecht. Mir hunn eis klipp a kloer géint d'Auslännerwahlrecht ausgeschwat. En ass awer och géint den Tram. Wat mécht deen dann elo? Wielt en eis, obwuel mir géint d'Auslännerwahlrecht sinn?

Et ass einfach absurd, esou Saachen ze behaapten. Et ass e Sophismus, a Sophismus gebraucht een ëmmer, Här Bodry, wann ee weess, datt een am Onrecht ass.

(Interruption)

Déif an Iech dra wësst Der, wéi...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Et ass representativ Demokratie, dat do.

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- ...e Referendum iwwert den Tram géif ausgoen, nämlech mat Neen. Eleng schonns d'Ennerschrëften, déi d'Aktioun géint den Tram a fir de Referendum abruecht huet, dat huet androcksvoll gewisen, wéi vill Leit hei am Land sech konnte mobiliséieren a begeeschtere fir déi doten Thematik.

An ech behaapten, datt genau dowéinst, Dir hutt et elo gesot, Här Bodry, wéinst der parlamentarescher Representativitéit, genau duerfir hei an dëser Chamber keng Ustrengung gemaach gëtt, fir e richtegt Referendumsgesetz ze kréien. Bis elo ass e Referendum jo just iwwer e Gesetz méiglech, an och dann nëmmen, wat Der ganz richteg gesot hutt, konsultativ, wa mer elo emol de richtege verfassungsrechtleche Referendum vum Artikel 114 ausser Uecht loossen. Fakt ass, et besteet hei am Haus eng kloer Angscht virum Vollek a virum Vollek senger Meenung! An amplaz de Mutt opzebréngen, endlech eng echt Referendumskultur ze schafen, gëtt d'Iddi schonn nees zerriet: Wéi komplizéiert ass d'Organisatioun vun der Campagne? Soll se vun de Parteie gefouert ginn? Wéi geet een ëm mat Gruppéierungen aus der Zivilgesellschaft? Wie finanzéiert esou eng Campagne? An esou weider, an esou weider.

Schonn 19..., ech mengen, et war '98, mä Dir kënnt mech verbesseren, huet den deemolegen ADR-President Robert Mehlen hei an der Chamber eng Proposition de loi iwwer e Referendum abruecht „sur initiative populaire". Dee Projet de loi ass am Tirang verschwonnen.

Mä et kann ee Saachen aus Tiräng eraushuelen. Huelt dee Projet aus dem Tirang eraus a kommt, mir diskutéieren oppen an éierlech driwwer, iwwer wat fir eng Theme sollte méi Referende gefouert ginn, wéi mer méi direkt Demokratie hei am Land kënne kréien!

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Dozou gehéieren natierlech...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Dozou gehéieren natierlech...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Déi aner net! Do huet de Statsrot sech kloer ausgeschwat.

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Mir si jo derbäi, eng Verfassung ze änneren, Här Bodry, da kéinte mer dat jo aféieren.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Et gehéieren also zu deenen Themen, déi ee kann a sollt der direkter Demokratie ënnerwerfen, och grouss Infrastrukturprojeten. An do muss ech dem Här Wiseler ausdrécklech ausnahmsweis widderspriechen. En huet gemengt, en Infrastrukturprojet wier net...

Une voix.- Bravo!

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- ...gemaach, fir dem Vote populaire ënnerworf ze ginn. Ech denken dat net. Besonnesch net an engem Land, wou mer esou vill Statsschold hunn, an engem Land, wou mer e Bezuelpak kritt hunn, e grausame Bezuelpak, wou all Millioun geschruppt gëtt bei deenen Äermste vun deenen Aarmen. Em Gottes Wëllen, hei gi mer eng Milliard aus fir e falschen Tram! Also wann dat net e Projet ass, deen ee kann engem Referendum ënnerwerfen, da weess ech net méi, wat ee soll engem Referendum ënnerwerfen!

Datselwecht gëllt fir grouss gesellschaftspolitesch Froen. Natierlech sinn dat dach grad a par essence déi Themen, déi an e Referendum gehéieren. Eis Wieler dobausse si groussjähreg, Gott sei Dank! Si wëssen, wat se maachen. Si kënnen an enger Campagne informéiert ginn. A kommt, mir hunn dach de Mutt, de Wieler ëm seng Meenung ze froen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat maache se ni méi!

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Effektiv, Här Gibéryen, da maache se ni méi. Neen, mä d'Form vum Referendum ass dat Nächst, wat ee misst diskutéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Virun allem d'Verfassung...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Do bleift e bei senger Meenung.

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Här Bodry, wat Dir elo uschwätzt, ass e verfassungsrechtlechen Trick, deen Der ugewannt hutt, fir eng net verfassungsrechtlech Majoritéit hei an der Chamber,...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Neen, Dir hutt ëmmer gesot, Dir géift bei Ärer Meenung bleiwen, egal wéi d'Leit ofstëmmen!

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- ...fir eis den Aarm ze béien. An et ass lech net gelongen! An doriwwer schwätze mer elo net.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Neen, Dir wëllt net driwwer schwätzen, mä mir kommen awer nach drop zréck!

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Mir schwätzen hei net iwwer Ären Trick, mir schwätzen hei iwwert dee Referendum, dee mer wëllen hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Mir kommen nach drop zréck.

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- A mir wëllen eng konsultativ...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Esou einfach geet dat net.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Reding, Dir adresséiert Iech elo erëm direkt un d'Parlament, an all déi aner Kolleege loossen den Här Reding schwätzen!

M. Roy Reding *(ADR), auteur.*- Villmools Merci, Här Di Bartolomeo, fir Är Hëllef.

Mir wëllen also, datt verbindlech Referende kënnen duerchgefouert ginn. Mir wëllen, datt Referende kënnen op Initiative populaire duerchgefouert ginn. Wou een do de Seuil festsetzt, dat ass natierlech eng gutt Diskussioun. Selbstverständlech muss dat eng Zuel vu Wieler sinn, déi héich genuch ass, fir Onfug ze vermeiden, mä si muss awer och realistesch genuch sinn, datt kann e motivéierten Trupp se bäibréngen: Soe mer emol, vläicht 15.000 oder vläicht 20.000 Wieler hei am Land. Dat wier e Seuil, dee mir géife gesinn.

Selbstverständlech muss dat Gesetz iwwer verbindlech Referenden e puer Spillregele kloermaachen: datt zum Beispill d'Fro kloer formuléiert gëtt; datt keng zwou Froe matenee verbonne ginn; datt keng suggestiv Froestellung stattfënnt; datt eng neutral Typografie stattfënnt; datt zum Beispill ganz kloer den Nee riets gehéiert an net lénks, wann ee seet „Jo oder Neen, sidd Der fir eppes"; datt e fairen a fräie Wahlkampf gefouert gëtt; datt et zu enger Finanzéierung kënnt vun där Campagne, och vu Gruppéierungen ausserhalb vum Parlament, zum Beispill op Basis vun engem Prozentsaz jee no Ausgab.

Wat wichteg ass: Kommt, mir gruewen de Projet Mehlen nees aus an diskutéieren e wierklech! Äre Kolleeg, Här Bodry, de Willy Brandt, huet eng Kéier gesot: „Mir musse méi Demokratie woen."

(Interruption)

Mir musse méi Demokratie woen a mir brauche keng Angscht ze hunn, mä Respekt, Här Bodry, Respekt virum Wieler a senger Meenung!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech soen Iech Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Virum Willy Brandt hu mer en, dat ass richteg.

Une voix.- Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nach eng Kéier: Ech mengen, de Riedner adresséiert sech un d'Chamber.

(Interruption par M. Roy Reding)

Un d'Chamber, Här Reding! Respekt virun eisem Reglement och, wann ech gelift! Nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen net, datt et de Moment ass, fir eng zweet Diskussioun iwwert den Tram heibannen ze féieren. Déi hu mer d'lescht Joer gefouert an déi ass ausgaange mam Gesetz vum 24. Juli 2014, wou mer d'Méiglechkeeten heibannen haten, iwwert d'Technik, iwwert de Sënn, iwwert den Zweck, iwwert d'Zilsetzunge vun deem Tram eis wierklech am Detail ze ënnerhalen. 56 Jo-Stëmme sinn dobäi erauskomm.

Haut geet et a sech ëm déi Proposition de loi vun engem Referendum. Dir kennt eis Positioun, well mer se scho méi wéi eng Kéier gesot hunn: Mir sinn net der Meenung, datt een heiriwwer sollt e Referendum organiséieren, aus dräi prezise Grënn, déi ech nach eng Kéier wéilt am Detail ausféieren.

Dat Éischt, dat ass e prinzipielle Grond. Dir kennt eis Positioun zum Referendum. Mir mengen, datt e Referendum a sech sollt ugewannt ginn an deene wichtege Momenter vun der Lëtzebuerger Geschicht, dann, wann et drëm geet, fir Weichen ze stellen, dann, wann et drëm geet, fir an dem historesche Kontext d'Lëtzebuerger Vollek ëm eng Richtung ze froen, déi, wou mer da sollen higoen. Duerfir ware mer géint de Referendum vum 7. Juni, mat genau deeneselwechten Argumenter. An duerfir si mer och géint all Referendumspropositioun vun dëser Natur, well mer net mengen, datt déi eenzel individuell Projeten, esou wéi se hei kommen, am Fong dat sinn, wat mer engem Referendum sollen zum Sujet maachen.

Mir mengen, datt den Artikel 51 (1) vun eiser heuteger Verfassung, datt den «Grand-Duché du Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire» a sech dee Sënn och huet, datt a sech déi Demokratie an déi Aart a Weis, wéi mer Entscheedungen heibannen huelen, d'Responsabilitéit vum Parlament ass an deenen do Typpe vu Froen. An ech wëll dat och prinzipiell am Numm vun eiser Partei soen, datt mer dat prinzipiell wëlle bäibehalen an datt mer och deen Typ vun Demokratie wëllen an Zukunft behalen.

De Paragraf (7) vum Artikel 51, deen de Referendum virgesäit - a mir halen et do mat dem Conseil d'Etat -, soll en Article d'exception bleiwen, deen der Opportunitéit selbstverständlech vum Parlament ausgesat ass, mä deen trotzdeem och d'Parlament nëmme soll benotzen an exceptionnelle Fäll, dann, wann et wesentlech ass, wa Richtunge fir eis Zukunft solle bestëmmt ginn. Dat zum Éischten.

Zweet Argument an eisen Aen, an dat ass éischter en Argument, wou ech vill Erfahrung als - den Här Bodry huet et ugeschwat - fréieren Travaux-publics-Minister hat, wou ech oft Diskussiounen iwwer Referendumen oder d'Méiglechkeet vum Referendum hat, oder wou d'Leit engem gesot hunn, do misste mer awer elo e Referendum maachen, an dat bei Projeten, wann eng Schoul sollt implantéiert ginn, ob an enger Gemeng...

(Nuisances sonores)

...verschidde Stroossen, wou sollt d'Strooss uewen, ënne vun der Gemeng laanschtlafen, Brécken, Tanken, Park & Riden, Muséeën, Bibliothéiken, alles dat, alles dat si Sujeten, déi d'Leit natierlech opreegen, déi d'Leit natierlech nervös maachen a wou déi eng oder déi aner Kéier dann evidenterweis opkënnt: Elo misste mer e Referendum doriwwer maachen!

Mä ech soen Iech, bei verschiddene Saachen, wann Dir an e Referendum gitt an Dir frot, ob Der e Réfugiéshaus an enger Gemeng sollt maachen an Dir frot an der Gemeng, da kritt Der 90% vun de Leit, déi wahrscheinlech dergéint wäerte sinn. A wann Der datselwecht frot am Land, da kritt Der 90% vun de Leit, déi derfir sinn, fir et an där Gemeng opzeriichten.

Duerfir sinn déi Froe wesentlech méi nuancéiert unzegoen. An ech mengen, datt et un der Politik ass, an duerfir si mer alleguer gewielt, eis Responsabilitéiten ze huelen. Et geet heiansdo ëm national Noutwendegkeeten. An d'Politik muss d'Responsabilitéiten huelen, fir déi Noutwendegkeeten an d'Realitéit ëmzesetzen. Ob dat elo bei Schoulen, bei Réfugiéshaiser, bei Stroossen, bei Brécken, bei Park & Riden, bei Muséeën, bei Bibliothéiken ass, mir hunn eng Responsabilitéit heibannen a mir kënnen eis där Responsabilitéit net entzéien!

An et geet haaptsächlech och drëm, datt mer d'Responsabilitéit net op individuellen Objeten huelen, mä datt mer eng Responsabilitéit huelen, fir datt eis Infrastrukturen iwwert d'Land esou verbreet sinn, datt se och sënnvoll sinn an datt d'ganz Bevëlkerung dovunner ka profitéieren. Et kann een also net eng Diskussioun féieren, ob e Lycée sollt hei oder do installéiert ginn, mä d'Regierung respektiv d'Chamber hunn d'Responsabilitéit, fir ze kucken, datt iwwerall am Land den Accès zu deenen noutwendegen Infrastrukture garantéiert gëtt.

An datselwecht gëllt evidenterweis an der Transportpolitik, wou ee muss kucken, datt een eng Mobilitéit en place setzt, déi fonctionnéiert, déi sënnvoll ass. An do kann s de, wann s de déi Politik en place wëlls setzen, net een Element vun enger Mobilitéitspolitik erausgräifen an dat zu engem Jo oder Neen exposéieren!

Mir heibannen, mir sinn, an duerfir si mer gewielt, responsabel fir den Ensembel vun deene Politicken a fir d'Kohärenz vun deene Politicken! Ee Punkt vun enger Politik erausgräifen, verfälscht déi ganz Diskussioun an hëlt eis eng Responsabilitéit ewech, oder mir loossen eis se ewechhuelen, wou se awer wichteg ass, datt mer se kënnen huelen.

Duerfir hunn ech och sengerzäit de MoDu probéiert mat allen Diskussiounen, mat alle Parteien duerchzediskutéieren, fir eng generell Vue ze kréien a fir kënnen eng Mobilitéitspolitik dans son ensemble ze maachen.

An eng drëtt Positioun, ganz kuerz, Här President: Mir sinn der Meenung, datt de Gesetzestext, deen elo gestëmmt ass, kloer an däitlech seet, wou et soll higoen. Mir sinn net der Meenung, datt ee soll e Referendum maachen iwwer e gestëmmtene Gesetzestext.

Mir hate schonn eng Kéier déi Situatioun. D'DP hat sengerzäit - ech mengen, d'Madame Brasseur war dat - iwwert de Musée e Referendum gefrot. Si huet och dee Referendum sengerzäit, déi Proposition de loi, obwuel d'Gesetz scho gestëmmt war, och wëllen an d'Parlament bréngen, huet awer dunn, wéi ech dat nogelies hunn, an der Parlamentssessioun gesot: „Mä de Gesetzestext ass gestëmmt. Ech wollt just, datt mer déi Diskussioun hei géife maachen", mä huet séance tenante an der Chamber de Gesetzestext zréckgezunn, well se gesot huet: „Mir hu schonn heibannen eng Décisioun driwwer geholl, ech wëll net nach eng Décisioun iwwert de Referendumstext erbäibréngen." Datt se et hei an d'Chamber bruecht huet, ass déi eng Saach, datt se et zréckgezunn huet, mat deem rechtsstaatleche Verständnis, dat sengerzäit do war, hunn ech gutt fonnt.

Ech ginn net dovun aus, datt d'ADR dat haut mécht, mä ech hätt mer et awer gewënscht, well et wär logesch, well mer hei eng Ofstëmmung, eng gesetzlech Ofstëmmung gemaach hunn, a par ailleurs, well et e Projet ass, dee schonn amgaangen ass. A Projeten, déi schonn amgaange sinn, déi stoppt een net!

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

(Interruption)

Oh jo!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech war e bëssen iwwerrascht, Här President, datt et schonn u mir wier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kënnen natierlech wiesselen, et ass mäi Feeler.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Da loosse mir den Här Graas vir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir loossen den Här Graas vir.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech wier awer elo prett gewiescht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Sorry bei deenen zwee.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Referendum ass ouni Zweifel e ganz wichtegt, e ganz wesentlecht Instrument vun der direkter Biergerbedeelegung.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Mir als Lëtzebuerger Land hu jo entre-temps eng gewëssen Erfahrung, wa mer e bëssen an d'Geschicht zréckbliedere ginn. Dat ass 1919 ugaangen, ass 1937 weidergaangen, 2005, an elo, net méi spéit wéi de leschte 7. Juni. Eppes ass awer ganz kloer: D'Instrument vum Referendum däerf net mëssbraucht ginn! D'Instrument vum Referendum ass u sech geduecht, fir awer och tëschent de Wahlen erauszefannen, wéi zu eenzelne Projeten déi allgemeng Meenung ass.

Ech wëll awer hei ganz kloer ënnersträichen, datt een awer trotzdeem e bësse verwonnert ass, datt mer haut en Débat féieren iwwer e Sujet, deen awer kloer an definitiv ofgeschloss ass. Mir hunn, an dat ass schonn e puermol hei gesot ginn, d'lescht Joer d'Gesetz hei gestëmmt iwwert den Tram, en Thema, wat natierlech ganz kontrovers an deene leschten zwee Jorzéngten, an doriwwer eraus souguer nach méi laang, diskutéiert ginn ass.

Mir haten entre-temps och Wahlen. Och déi Wahlen hunn eng ganz kloer Zäsur mat sech bruecht, well hei d'Parteie sech konnte positionéieren. Datt elo awer nach eng Proposition de loi hei virläit, fir nach, zu dësem Zäitpunkt, e Referendum zu engem Sujet ze organiséieren, deen u sech um Terrain schonn amgaang ass ëmgesat ze ginn, mengen ech, dierft dobaussen awer zumindest fir e bësse Kappzerbrieches suergen.

Mir mussen och feststellen, datt déi Proposition de loi vum Här Reding, eiser Meenung no, net komplett ass. Si ass net kloer genuch. An ech maache mech och hei zum Firspriecher vum Conseil d'État, deen dat Wuert „ambiguïté" benotzt, wat jo awer méi däitlech net kann ausgedréckt ginn. An dowéinst ass et fir eis evident, datt mer net kënnen hannert där Proposition de loi hei stoen.

Ech wollt awer trotzdeem nach eng kuerz Remarque maachen iwwert de Fonctionnement vun der Demokratie insgesamt. Ech hunn dem Här Reding hei ganz gutt nogelauschtert, sinn awer trotzdeem liicht verwonnert, well en elo wëllt nach op de Wee goen, fir verbindlech Referenden anzeféieren. Et muss een awer wëssen, datt an enger participativer Demokratie ebe just déi Piliere vun der Demokratie d'Wahle sinn. D'Wahlen, déi ganz kloer u sech de gewieltene Leit, där Koalitioun en Optrag ginn, fir eng Rei Punkten ëmzesetzen, déi se virun de Wahle versprach hunn, déi se an engem Koalitiounsvertrag festgehalen hunn.

Ech weess net, ob et der Demokratie dénglech wär, wa mer entre deenen zwou Échéancë géifen nach zousätzlech elo Instrumenter aféieren, wat u sech géif éischter derzou féieren, fir Décisiounen, déi u sech scho geholl gi waren, fir déi erëm praktesch ausser Kraaft ze setzen. Duerfir ass dat fir eis keng flott parlamentaresch Approche, déi mer op kee Fall och kënne matdroen.

Mir bleiwen och nach wie vor der Meenung, datt den Artikel 51 vun der Verfassung an deem heite Punkt ganz kloer ass an datt mir eis och do derzou bekennen, och fir d'Zukunft.

Ech kann also ofschléissend nëmme feststellen, datt mer eis hei u sech um Niveau vun engem sougenannten „moutarde après dîner" bewegen. Et ass fir eis, wéi gesot, net novollzéibar, datt mer elo sollen zu dësem Zäitpunkt nach eng Kéier deen Débat oprullen, nach eng Kéier sollen d'Bierger dobausse froen, ob se fir oder géint den Tram sinn, well, wéi gesot, nach eng Kéier: Déi Décisioun ass scho kloer getraff gi vun de Bierger selwer!

Well wann Der dat net esou gesitt, da muss ech lech awer de Virworf maachen, datt Der da jo d'Wahlen awer u sech och a Fro stellt! Wahlen an enger Demokratie, déi fir ganz kloer Resultater suergen, déi derfir suergen, datt d'Majoritéiten...

(Interruptions)

...datt d'Majoritéiten hei fixéiert ginn. An déi Majoritéite kréien den Optrag, fir dann u sech dee Programm ëmzesetzen, fir dee se stinn.

An deem Sënn, wéi gesot, fanne mir an där Proposition de loi do jiddefalls keng Aussoen, déi eis géifen derzou verleeden, fir där Propositioun hei eng positiv Ennerstëtzung ze ginn. Wat awer natierlech net soll verhënneren, datt mer nach wie vor och an Zukunft hanner Referende stinn, wa sech dat opdrängt, well et eben e gutt Instrument ass!

Ech wëll op de kommunalen Niveau hiweisen, wou et jo dann och nach d'Consultatioun gëtt! Mir hunn also an eisem ganze parlamentaresche Gebilde an och kommunale Gebilde schonn Instrumenter, fir d'Bierger permanent och mat an den Décisiounsprozess anzebezéien. Mä nach ëmmer ginn d'Décisiounen entweder am Parlament geholl oder um Niveau vun engem Gemengerot!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An elo ass et dann definitiv um Här Claude Adam. Här Adam, sorry fir déi Verwiesselung!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Keng Ursaach!

Merci, Här President, fir d'Wuert. D'Regierung hat am Exposé des motifs vun hirem Projet de loi, wéi mer d'Referendumsgesetz 2005 hei an der Chamber debattéiert a votéiert hunn, een Demokratiedefizit ugefouert. Si hat deen awer net weider explizéiert an hirem Text. Et war e Schlagwuert, kann ee soen, wat do gebraucht ginn ass. An d'Äntwert op den Demokratiedefizit war, an den Ae vun der Regierung, de Referendum. An 2005 haten all d'Parteie fir d'Referendumsgesetz gestëmmt. De Projet war mat 60 Stëmmen ugeholl ginn.

déi gréng sinn der Meenung a waren och ëmmer der Meenung, datt de Referendum keng Äntwert ka sinn op alles! Mir wëllen dat och net, well mer der Meenung sinn, datt de Referendum déi gewielte Vertrieder net soll aus hirer Verantwortung entloossen. Well wa mer dat nämlech domat wéilten erreechen, da musse mer wierklech oppassen, op wéi enger Pente datt mer eis befannen!

Mir Gréng sinn op jidde Fall der Meenung, datt dat net kann den Zweck vum Referendum sinn. An ech mengen, och den Här Wiseler ass an déi Richtung gaangen, wéi e gesot huet, datt d'Politik muss hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, besonnesch och, wat d'Plange vun Infrastrukturen am Land betrëfft.

Duerfir si mer och iwwerzeegt, datt et falsch wier, e Referendum iwwert d'«Participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg» ze organiséieren, wéi den Auteur vun dëser Proposition de loi et freet. Mir gesi mam beschte Wëllen net, wéi een dem Tram zu Lëtzebuerg kéint virwerfen, e wier d'Resultat vun engem demokrateschen Defizit a misst duerfir vun engem Referendum bestätegt oder désavouéiert ginn.

Ech hunn als grénge Politiker nach net d'Chance gehat, hei iwwert den Tram ze schwätzen. Meng Riedezäit ass begrenzt, duerfir wäert ech dat och ganz kuerz maachen. Ech hat mer e Pleséier draus gemaach, den Historique iwwert den Tram ze liesen, dee vun der Tram Asbl zesummegestallt ginn ass - an ech wëll der Tram Asbl Merci soe fir déi gutt Aarbecht -, ech hunn dat nogelies. An ech gräife just e puer politesch Aspekter eraus, déi och d'Chamber betreffen. Et geet jo net drëm, hei den Engagement vun enger Asbl ze luewen oder ervirzehiewen, et geet einfach drëm, ze weisen, wéi et zu där demokratescher Décisioun Tram komm ass.

1964 ass an engem Geescht vun „alles op den Auto" déi lescht Tramslinn zu Lëtzebuerg agestallt ginn. Dat war eng politesch Décisioun. Schonn 1991 ass d'Tram Asbl gegrënnt ginn. Diskussioune mat de politesche Parteie sinn et schonn '92 an '93 ginn. Och den Här Bodry huet dat gesot gehat.

1995 hat déi deemoleg Regierung en Zuch-Tram-Bus-Projet lancéiert, de BTB. 1999 war allerdéngs d'Oppositioun géint d'Iddi vum Tram esou grouss, datt eng kuerzfristeg Realisatioun net méi ze maache war. Den 13. a 14. Mee '96 hat d'Transportkommissioun op eng ëffentlech Table ronde an der Chamber invitéiert. A fir d'Chamberwahlen 2004 sinn eng Rei Parteie mat Plakater, wou se sech kloer an däitlech fir d'Realiséierung vun engem Projet Tram ausgeschwat hunn, an d'Wahle gaangen, notamment och déi gréng Partei, awer net nëmmen déi gréng.

An de 6. Mäerz 2006 hunn de Lucien Lux, deemolegen Transportminister, an de Paul Helminger, deemolege Stater Buergermeeschter, de Projet Tram virgestallt. Ech erspueren Iech elo de Rapport iwwer sechs Joer Studien, Verhandlungen, Aarbecht an Engagement, déi da schliisslech derzou gefouert hunn, datt de 4. Juni 2014 de Projet de loi 6626 vun der honorabeler Rapportrice, der Madame Josée Lorsché, an der Chamber virgestallt ginn ass a mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn ass. A jo, mir haten och eng Petitioun vu 7.100 Ennerschréfte géint den Tram, déi mer an engem Hearing hei an der Chamber debattéiert haten.

Fir déi gréng ass et kloer, datt mer mam Tram endlech dee qualitative Schratt an eiser Verkéierspolitik maachen, deen onbedéngt noutwendeg ass, fir dee Verkéiersinfarkt, deem mer scho ganz bedenklech no sinn, ze évitéieren. Mä dat ass keen Argument géint ee Referendum iwwert den Tram! D'Argument géint e Referendum iwwert den Tram ass an eisen Ae ganz kloer dee laange politesche Wee zum Tram hin. Wann a jorzéngtelaange politesche Beméiungen am politesche Spektrum e Konsens, bis op eng Ausnahm, gewuess ass, an ech soe kloer, datt dee Konsens gewuess ass an net vum Himmel gefall ass, da kënne mer eis net selwer aus eiser Verantwortung entloossen!

Den Auteur vun der Proposition de loi rappeléiert, datt de Statsrot seet, de Bau vun enger Tramslinn wier e politesche Choix. Jo, et ass och ee politesche Choix! Mir gesinn doran ee politesche Choix, dee mer getraff hunn an dee mer sollen duerchzéien. Wa mer esou Choixen, déi a politeschen Diskussiounen iwwer méi wéi 20 Joer gewuess sinn, engem Referendum wëllen ënnerzéien, da leeschte mer eiser parlamentarescher Demokratie kee gudden Déngscht. An duerfir wäert déi gréng Fraktioun och géint dës Proposition de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir wësst, wéi et ausgeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hunn hei an der Chamber deen Tram matgestëmmt. An en ass och hei mat enger grousser Majoritéit ugeholl ginn. Mir fannen, dass den Tram e sënnvolle Projet ass am Kader vun der Mobilité durable. Mir deelen och d'Meenung, dass den Tram laang a breet an der Gesellschaft diskutéiert ginn ass während Jorzéngten. An ech muss derbäisoen: net ëmmer sachlech diskutéiert ginn ass, virun allem vun de Géigner vum Tram, déi bis de leschte Moment hei drëm kämpfen - dat ass hiert gutt Recht -, fir dee Projet, deen e sënnvolle Projet ass, ze verhënneren.

Mir fannen och net, dass esou en Infrastrukturprojet e gëeegnete Sujet ass fir e Referendum. E betrëfft vill Beruffspendler an och vill Leit an hirer Fräizäit, eiser Meenung no positiv. Do si Leit derbäi, déi hunn emol net ëmmer d'Wahlrecht, well et ass och e grenziwwerschreidenden Aspekt verbonne mat deem Projet hei.

Mir mengen also, dass d'Chamber ënnert deene Bedéngungen net soll vun hirem Recht Gebrauch maachen, fir e Referendum iwwer Gesetz ze organiséieren, well dorëm handelt et sech jo hei. Nodeem se selwer dat esou laang, wéi dat och hei duergestallt ginn ass, diskutéiert huet a mat enger grousser Majoritéit an engem Gesetz dee Projet ugeholl huet, fannen ech, wier d'Chamber kontradiktoresch mat sech selwer, wa se géif esou e Gesetz hei unhuelen. Duerfir stëmme mer och géint déi Proposition de loi do.

Anescht ass allerdéngs d'Situatioun, ob een de Bierger net sollt d'Recht ginn, fir e Referendum ze froen. Do ass et eng ganz aner Fro, déi sech stellt. An ech sinn och net d'accord mat der Argumentatioun vum Statsrot, dee seet, an engem Regime vun Démocratie représentative géif sech eng direkt Consultatioun vum Wieler net opdrängen. Ech fanne wuel, dass, wann de Wieler gären e Referendum zu Froen hätt, ënner gewëssene Bedéngungen, da soll e wuel dat Recht hunn.

Mir hunn an eiser eegener Verfassung - wéi Der jo wësst, déi mer eragereecht hunn, eisen alternative Verfassungsprojet, well mer mat deem aktuelle Projet, wéi e virläit, net zefridde sinn - e ganzt Kapitel virgesinn iwwer Petitioun, iwwer participativ Demokratie an och iwwer direkt Demokratie.

Dora sinn niewent dem Petitiounsrecht Prozeduren zum Beispill virgesinn op allen institutionellen Niveauen - Stat, Gemengen, Verwaltungen -, Consultatioune vun de Leit, Concertatioune mat de Leit, Biergerforen an esou weider. Mir verstinn dat als „démocratie participative". Mä virun allem gesi mer och do eng Form vun Démocratie directe vir, an zwar eng vun Initiative citoyenne an engem Dräistufemodell, wou mer d'Modalitéiten dovun direkt an der Verfassung virgesinn.

Ech wëll gläich dobäi betounen: Och an deem Verfassungsvirschlag, deen elo virläit, deen an der Diskussioun ass vun de Majoritéitsparteien a vun der CSV - an an deem Punkt si mir och d'accord domadder -, steet dran, dass eng Initiative citoyenne soll agefouert ginn iwwer Gesetz. D'Modalitéite sinn allerdéngs net an der Verfassung virgesinn, a mir mengen, et wier gutt, wann déi och an der Verfassung virgesi wieren. Duerfir wëll ech se hei kuerz duerstellen.

An enger éischter Stuf gesi mer vir, dass 0,5% vun de Bierger, an dat sinn an eiser Propositioun och déi auslännesch Matbierger, kënnen eng Propositioun fir e Gesetz der Chamber ënnerbreeden, déi sech dann, nodeem se d'Initiateuren ugehéiert huet, derfir oder dergéint ausschwätzt.

Ass se derfir, fir eng Gesetzespropositioun ze maachen, da schafft se esou eng Gesetzespropositioun selwer aus. Wann d'Chamber awer dergéint ass, da kënnen d'Initiateure vun esou enger Propositioun, wa se dann dës Kéier 2,5% vun den Ennerschréfte kréien - vun deene Leit, déi an de Wielerlëschten agedroe sinn, wuelverstanen -, nach eng Kéier bei d'Chamber kommen. A wann d'Chamber dës Kéier décidéiert, se unzehuelen, da ka se se unhuelen; an engem gewëssenen Délai muss se se dann unhuelen.

An a béide Stufe kënnen d'Initiateuren och décidéieren, ob déi Propositioun, déi d'Chamber da virleet, hinnen duergeet oder net, oder ob se weider drop bestinn, hir eege Propositioun weiderzedreiwen. An natierlech, wann d'Chamber se komplett refuséiert, och kënne se an enger drëtter Stuf dann eng richteg Proposition de loi an engem gewëssenen Délai erareechen, déi dann awer ausgeschafft ass. An da kënnen allerdéngs och all Parteien, déi an der Chamber sinn, zu deemselwechte Sujet och esou eng Propositioun maachen. Déi gëtt och vum Statsrot aviséiert, ouni dass dat awer en zwéngenden Avis ass.

A schlussendlech dat, wat do an där Prozedur erauskënnt, gëtt nach eng Kéier der Cour constitutionnelle gewisen. Déi muss feststellen, ob et konform zur Verfassung ass, wat do gefrot gëtt, an och, ob d'Grondrechter net verletzt ginn an esou enger Propositioun. An dat fannen ech e ganz wichtegen Aspekt dovunner.

An da kënnt e Referendum, a wann dat dann ugeholl ass, do hu mer jo dann eng ausformuléiert Proposition de loi, déi hu mer jo dann do, dann ass déi ugeholl! Och esouguer a Verfassungsfroen. Do sinn awer aner Majoritéiten zum Deel da verlaangt.

Mir wëllen déi Propositiounen an den nächste Méint och ëffentlech zur Diskussioun stellen a mir fannen, dass, contrairement zu deem, wat de Statsrot mengt, d'participativ Demokratie net bei him selwer ophält. Et ass net eleng de Statsrot, dee ka participéieren um legislative Prozess, mä mir fannen, och d'Bierger dobausse sollen ënner gewëssene Bedéngungen dat kënne maachen.

Ech soen Iech Merci. Mir stëmmen natierlech also géint déi Propositioun hei awer.

Une voix.- Et ass schrecklech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Mir sinn domat um Enn vun den Diskussiounen, ausser wann den Här Rapporteur...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Ech wollt just nach op eng Fro einfach faktuell zréckkommen, dat ass déi Fro Volleksinitiativ, fir nach eng Kéier awer eppes kloerzestellen. Well niewent enger Proposition de loi vun engem ADR-Deputéierten, dem fréieren ADR-Deputéierten, gëtt et och e Projet de loi vun enger viregter Regierung, déi och d'Volleksinitiativ wollt aféieren a wou sengerzäit opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot décidéiert ginn ass, net op deem dote Wee weiderzefueren. Also, si sinn also net an engem Tirang verschwonnen, déi Propositiounen, well kee Mënsch wollt driwwer diskutéieren, mä well eng verfassungsméisseg Hürd ze huele war.

Zwar war d'Argument vum Statsrot dat, dass eis Verfassung nëmme vum Referendum schwätzt an de Referendum kloer ënnert dem Kapitel steet vun der Chambre des Députés. A si hunn doropshin ofgeleet, dass also u sech, wann eng Volleksinitiativ géif agefouert ginn, wou d'Initiativ net selwer géif bei der Chamber leien, da misst een dat extra an eiser Verfassung virgesinn.

Dat war also och awer, géif ech soen, eng Interpretatioun, déi hei an der Chamber vläicht

net eestëmmeg, mä mat grousser Majoritéit gedeelt ginn ass. An dat erkläert, firwat déi bishereg Virschléi iwwer eng Initiative populaire net zum Droe komm sinn: well mer fir d'Éischt mussen d'Verfassung op deem dote Punkt änneren. An eise Virschlag vun enger globaler Revisioun vun der Verfassung gesäit och eng Änneru ng an deem dote Sënn vir.

Einfach fir dat just kloerzestellen, dass do keng Mëssverständnisser sech breetmaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Mir géifen dann zum Vote iwwert d'Proposition de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6665

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

3-mol Jo...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...a 57-mol Neen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wär d'Proposition de loi ofgelehnt. D'Fro no der Dispens brauch ech Iech jo wuel hei net ze stellen?

(Négation)

Voilà, da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, d'Proposition de loi 6699 iwwert d'Ofhale vun engem Referendum iwwert de Mariage an d'Adoptioun bei gläichgeschlechtleche Koppelen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

11. 6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre n, bei där Proposition de loi hei 6699 vum Deputéierte Fernand Kartheiser geet et drëm, fir per Gesetz en nationale Referendum ze organiséieren iwwert d'Aféierung vum Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Koppele wéi och iwwert d'Adoptioun duerch gläichgeschlechtlech Koppelen. Déi Proposition de loi hei ass de 17. Juni 2014 an der Chamber abruecht ginn. De 17. Juni 2014, dat war just een Dag, genau een Dag virun der Ofstëmmung hei am Parlament iwwert de Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Bestietnis.

Dat neit Gesetz, wat also d'Bestietnis opgemaach huet fir gläichgeschlechtlech Koppelen an ënner anerem och d'Adoptioun opgemaach huet fir gläichgeschlechtlech Koppelen, ass de 17. Juli 2014 am Mémorial verëffentlecht ginn an ass zënter dem 1. Januar vun dësem Joer 2015 a Kraaft.

Am Exposé des motifs vun der Proposition de loi gëtt gemengt, dass de Mariage pour tous eng kontrovers gesellschaftspolitesch Fro wär, déi et wäert wär, de Wieler am Kader vun engem Referendum ze ënnerbreeden. Den Deputéierten, den Här Kartheiser, widderhëlt dann eng ganz Rei vun Argumenter, Géigenargumenter géint déi Reform vum Bestietnis, wéi mer se och schonn hei an der Debatt an der Chamber debattéiert hunn.

D'Regierung huet an hirer Stellungnahm op de Werdegang vum Gesetz higewisen an zum Ausdrock bruecht, dass eng Consultatioun ex post vun de Wieler iwwert de Prinzip vun där Reform, déi zënter laange Joren an der Diskussioun ass, net ubruecht wär.

De Statsrot hëlt, wéi et Traditioun ass, net zu der Opportunitéit vun der politescher Fro Stellung, mä e verweist op den Artikel 51 (1) vun eiser Verfassung, dee festleet, dass eist Land ënnert dem Regime vun enger parlamentarescher Demokratie steet an dass politesch Décisiounen also am Prinzip duerch d'Chamber geholl ginn, de Referendum also d'Ausnahm soll duerstellen.

De Statsrot hëlt dann och d'Formulatioun vun der Fro selwer kritesch ënnert d'Lupp a formuléiert eng Opposition formelle, well an där Proposition de loi en Délai fixéiert ginn ass, an deem de Referendum soll stattfannen. Or, et misst en Datum vun engem prezise Referendumsdag an deen Text erageschriwwe ginn.

Virun allem weist de Statsrot awer och op eng Rei vu juristesche Schwieregkeeten hin, wann esou e Referendum géif duerchgefouert ginn, wa schonn dat Gesetz a Kraaft ass, well jo dann ënnert deem neie Gesetz eng Rei vu Bestietnisser an eventuell och Adoptioune kënne stattfannen, an da géif da méi spéit e Gesetz kommen, wat eventuell déi dote Gesetzgebung erëm eng Kéier géif a Fro stellen.

Virun allem widderhëlt de Statsrot seng bekannten Thees och, dass e Referendum op der Base vum Artikel 51 (7) nëmmen e reng konsultative Charakter huet opgrond vun eiser aktueller Verfassung an dass also och, wa souguer e Referendum géif Neen zu esou enger Reform soen, domadder net automatesch d'Gesetz ofgeschaaft wär, dass een also erëm eng Kéier frësch misst doropshi légiféréieren, fir dass dat Gesetz géif ofgeschaaft ginn, wann dann d'Meenung wär, et misst een deem konsultative Referendum stattginn.

Den 18. Mäerz 2015 huet d'Institutiounskommissioun déi Proposition de loi diskutéiert. Se huet mech selwer als Rapporteur bestëmmt. An den 1. Juli ass de Rapport och eestëmmeg vun der zoustänneger Institutiounskommissioun ugeholl ginn. An där Kommissioun ware mer parteiiwwergräifend zur Konklusioun komm, dass dëse Gesetzesvirschlag ofzelehnen ass, an dat aus verschiddene Grënn.

Éischtens muss een hei soen, dass am Virfeld vun der Ofstëmmung iwwert d'Reform vum Bestietnis hei zu Lëtzebuerg eng breet ëffentlech Debatt stattfonnt huet, eng ëffentlech Debatt hei net nëmmen an dësem Parlament, mä och am Virfeld an der Lëtzebuerger Gesellschaft, wou all Kräften hir Positiounen duergeluecht hunn a wou de Pro a Kontra zu där Reform sech konnt ganz kloer ausdrécken.

Derbäi kënnt, dass dat hei, déi Reform, jo och net en Iwwerraschungsakt war vum Parlament oder vun der Politik, mä dass den Dépôt vum Projet de loi iwwert d'Reform vum Bestietnis op d'Joer 2010 zréckgeet, dass sech also d'Debatten iwwer véier Joer, souguer iwwer bal fënnef Joer higezunn hunn an dass während där doter Zäit also och jiddweree sech konnt eng Meenung maachen iwwert d'politesch Positioun vun deenen eenzelne Parteien an där doter Fro.

An och do ass kloer ze soen, dass d'Parlament hei mat 56 Jo- bei 4 Nee-Stëmme sech onmëssverständlech mat iwwer 90% fir déi Reform vun eisem Gesetz iwwert d'Bestietnis an d'Adoptioun staarkgemaach huet. D'Majoritéitsverhältnisser waren also ganz kloer an et kann een net vun engem gespléckte Parlament an där doter Fro schwätzen.

Den zweete Grond ass deen, dass all Parteie sech an hire Wahlprogrammer vun 2003 (veuillez lire: 2013) kloer an där doter Fro och festgeluecht hunn: CSV, LSAP, DP, déi gréng, déi Lénk hu ganz kloer Jo gesot zu deene Reformen, déi dunn ee Joer méi spéit gestëmmt si ginn. An d'ADR war déi eenzeg Partei, déi hei an der Chamber vertratt ass, déi kloer Neen zu där Reform do gesot huet.

D'Parteivertrieder hu sech an der Chamber an och an hirem Vote net anescht verhalen, wéi se dat gemaach haten am Virfeld an hire Wahlprogrammer. Si sinn also deem trei bliwwen, wat se virun de Wahen och par rapport zu de Wieler gesot hunn, wéi se also hiert politescht Mandat kritt hunn, dat se dann hei ausgefouert hunn. An et kann een also d'Meenung vertrieden, dass dee Referendum ëm déi dote Fro och eigentlech scho bei de Chamberwahle vum Oktober 2013 stattfonnt huet.

Dat drëtt Argument, wat ee kann uféieren, ass dat, dass mer eis eigentlech och eens sinn - ech mengen, dat gëllt fir sämtlech Parteien, och wann déi eng méi retizent par rapport zum Referendum si wéi anerer -, dass mer hei net wëllen an e Schwäizer Modell erakommen. Mir hunn déi Schwäizer Kultur net, mir hunn och net dee politesche System, an deem eigentlech de Referendum e Bestanddeel vun engem ganze Fonctionnement vun engem Stat duerstellt.

Mir sinn also net der Meenung, dass ee soll all Joer zu enger, zwou, dräi Froen en nationale Referendum organiséieren, mä dass een dat soll maachen zu wichtege Punkten. An dës Koalitioun huet sech jo staark gemaach, fir e Referendum zu Verfassungsfroen duerchzezéien; eng éischte Kéier zu kontroverse Froen, an dann u sech awer och zu dem Text vun der globaler Verfassungsreform respektiv zu enger neier Verfassung, wéi mer den Text elo genannt hunn.

E véierte Punkt, deen ee vläicht kann an deem heite Fall erbäizéien - dat gëllt net esou fir déi Proposition de loi virdrun -, dass een hei kann en internationale Verglach maachen. Et sinn eng ganz Partie Länner, déi an Europa op de Wee gaange sinn, fir d'Bestietnis opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, fir och eng Reform vum Adoptiounsrecht an deemselwechte Sënn virzegesinn. Mä déi wéinegst vun hinne sinn de Wee gaange vun engem Referendum.

Irland ass esou Fall, mä Irland huet dat misse maachen, well bei hinnen de Mariage eng Fro vun der Verfassung ass. Bei eis zu Lëtzebuerg ass d'Bestietnis keng Verfassungsmatière. Dat ass an Irland anescht an duerfir hu se missen iwwert de Wee vun enger Verfassungsännerung goen.

Mä all déi aner Länner, wann ech elo Frankräich kucken, wann ech elo d'Belsch kucken, Holland kucken, déi Länner, déi also viru Lëtzebuerg deen dote Schratt gemaach hunn an eiser direkter Noperschaft, esou war et esou, dass déi och ausschliisslech iwwert de parlamentaresche Wee gaange sinn an dat net iwwer e Referendum gemaach hunn. D'USA ass e lescht Beispill. Do sinn et eigentlech d'Verfassungsorganer: d'Verfassungsgeriicht, wat eigentlech deen dote Schratt virun e puer Wochen an engem bemierkenswäerten Uerteel geholl huet.

Eng lescht Bemierkung, déi ech wollt maachen - an deem heite Fall besonnesch, et gëllt manner fir déi Proposition de loi virdrun -, dat ass awer den Zäitpunkt, wou déi Proposition de loi hei gemaach ginn ass: wéi gesot, e Projet de loi iwwert d'Reform vum Bestietnis, dee véier Joer laang an der Diskussioun ass, an da kënnt d'Proposition de loi fir e Referendum ze organiséiere just den Dag ier déi ofschléissend Debatt an Ofstëmmung iwwert déi Reform vum Bestietnis hei am Parlament stattfënnt!

Dat ass eppes, wat dach ongewinnt ass, muss ech soen. Et kann ee liicht den Androck kréien, dass dat éischter da méi en taktescht Manöver war, fir e Punkt ze setzen. Mä u sech ass et, mengen ech, net gutt, an och vun den Délaien hier, déi mer hei zu Lëtzebuerg kennen, wat d'Emsetzung vun esou Initiativen ugeet, fir esou no bei enger Ofstëmmung esou eng Initiativ ze huelen.

Ech mengen, esou Initiativen hunn eigentlech nëmmen eng Chance, och wierklech akzeptéiert ze ginn a kënnen duerchgefouert ze ginn, wa se wäit am Virfeld vun der décisiver Ofstëmmung iwwert d'Gesetz stattfannen, well soss hu mer eng Ofstëmmung vun engem Gesetz, mir hunn eng Mise en vigueur vun engem Gesetz, an dann doropshi géif dann e Referendum stattfannen. Dat ass eigentlech kee glécklechen zäitlechen Oflaf, wéi een esou Reforme sollt ugoen.

Also do, vläicht och a mengem perséinlechen Numm, meng Recommandatioun, an Zukunft dat doten am A ze behalen, wann een et seriö mengt mat esou enger Initiativ, fir dat dann awer och an engem Moment ze maachen, wou et eigentlech nach Sënn mécht, esou e Referendum zu esou enger Fro duerchzezéien, wann dat d'Meenung ass, dass dat eng Fro wär, déi soll iwwert d'Wielerconsultatioun mat décidéiert ginn.

Ech mengen, wat mir och festgestallt hunn, dat ass, dass elo ee Joer, nodeem dat Gesetz gestëmmt ginn ass, dat Gesetz gutt en vigueur ass, dass et akzeptéiert ass, dass och dobaussen eng hefteg Diskussioun net gefouert gëtt zu där doter Fro, ganz einfach, well awer kee Konsens, mä awer eng breet Zoustëmmung zu där doter Iddi do ass. A mir sinn och net der Meenung, dass ee mat engem Referendum do eppes sollt opwulle goen, wou elo eng grouss Akzeptanz do ass.

Aus all deene Grënn do schloe mer als Kommissioun vir, fir déi Proposition de loi Kartheiser ofzelehnen.

Merci.

Présentation

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre n, ech wëll och ufänke mat engem Merci un den Här Bodry fir dee Rapport, deen en elo gemaach huet - ech wëll mech och do dem Här Reding uschléissen -, och wann ech mat dem Inhalt vun deem, wat den Här Bodry gesot huet, net kann d'accord sinn.

Et ass eng Diskussioun, mengen ech, déi sech ganz gutt fir e Referendum prêtéiert, well se, mengen ech, u Grondfeste vun eiser Gesellschaft erugeet: Wat ass e Bestietnis? Wéi gëtt d'Famill geschützt? A wat sinn d'Rechter an d'Wuel vum Kand an eiser Gesellschaft? An et ass zu engem groussen Deel eng Diskussioun ëm d'Wuel vum Kand.

Virun enger Woch oder zwou Wochen hu mer en Text ratifizéiert iwwer en Zousazprotokoll fir d'Kannerrechtskonventioun vun der UNO, fir ze soen, wéi Lëtzebuerg dach beméit ass, fir d'Kannerrechter ze schützen, an datt mer ëmmer wëllen un éischter Front sinn. An ech mengen awer, datt dat Gesetz iwwert d'Homosexuellebestietnis an d'Adoptiounsméiglechkeet fir d'homosexuell Koppelen a Kontradiktioun dozou steet.

Ech si mer och bewosst, wéi liicht et ass an der ëffentlecher Debatt, a vu ville Säite wäert dat och esou duergestallt ginn, fir ze soen, datt déi Leit, déi géint d'Homosexuellebestietnis sinn oder d'Adoptiounsrecht net akzeptéieren, datt déi homophob wären oder intolerant. An ech mengen, et ass richteg, fir dat zréckzeweisen. Et muss een och d'Recht hunn an enger demokratescher Gesellschaft, op d'Problemer opmierksam ze maachen, ouni mat Pseudomoral a vu pseudomoralescher Natur kritiséiert ze ginn, mat deem But, fir dann net méi kënnen iwwert déi Sujeten ze schwätzen. Dat wär falsch.

Als ADR hu mer nämlech ganz sécher keng Attitüd gehat, zu kengem Zäitpunkt, déi sech géint homosexuell Mënschen adresséiert. Jiddweree fillt, wéi en dat wëllt. Jiddwereen huet déi sexuell Preferenzen, déi en eben huet. Et ass net un eis als politesch Partei, dozou Stellung ze huelen, mä et ass awer un eis, fir ze kucken, wa Rechter vun Drëtte beréiert sinn, an dat sinn nun eemol d'Rechter vun de Kanner, wat an deem Fall den etheschen Optrag vum Stat ass.

Mir hunn als ADR zum Beispill gesot, well mer jo och unerkennen, datt fir Leit, déi sech wierklech dauernd an enger Koppel wëlle bannen an d'Vertraue fireneen iwwerhuelen, datt mer sollten de Pacs reforméieren an engem Sënn, deen dat besser méiglech mécht. Mir hunn also do eng Ouvertür gemaach, ebe just am Interessi vun den homosexuelle Mënschen.

Mir wollten awer kee Bestietnis, well mam Bestietnis d'Familljerechter verbonne sinn, also d'Adoptiounsméiglechkeet mat alle Konsequenzen. An ech kommen op eng Rei vun deene Konsequenzen zréck. An et wor doweinst, datt mer eis géint e Bestietnis adresséiert hunn an alternativ Propositioune gemaach hunn.

D'ADR ass kohärent. Si ass eng Partei, déi dee méi schwéiere Wee geet, dee vun ethesche Wäertvirstellungen, déi se vertrëtt. Dat ass méi schwéier wéi politesche Lobbyen nozeginn oder deen einfache Wee vum politesche Mainstream anzeschloen. Mir trieden a fir Wäerter, an dat sinn dacks schwéier Debatten, Debatten, déi och net ëmmer direkt verstane ginn, mä déi eis awer um Häerz leien. A mir hu recht! Well wa mer d'Rechter vun de Kanner vertrieden, da wäert ech herno nach drop zréckkommen, wat am Ableck leeft bei der PMA, bei der GPA, bei anere Problemer, wou d'Kannerrechter a Matleedenschaft gezu ginn.

De Prinzip vum Referendum. Ech wëll hei soen, datt och d'Regierung d'Homosexuellebestietnis wollt dem Referendum ënnerwerfen, an zwar iwwert de Wee vun der Verfassungsreform.

(Interruption)

An déi aktuell Verfassung, Här Bodry, si seet zwar net den „mariage", mä den Artikel 11 vun der aktueller Verfassung - entschëllegt, Här President, dat ass fir déi ganz Chamber, net nëmme fir den Här Bodry -, mä dee seet jo: «L'État garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille.» Dat ass déi aktuell Verfassung.

Déi nei Verfassung, déi d'Regierung eis wollt virbereeden, déi féiert eppes an, wat et och net...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Parlament.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- D'Parlament. Merci! D'Parlament, pardon.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.-* ...virbereet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.-* ... wat d'Parlament eis wollt..., a wat mat der CSV ausgeschafft ginn ass, déi seet eppes, wat souguer iwwert d'europäesch Mënscherechtskonventioun erausgeet, wat et an där Form soss néierens gëtt. An dat ass an deem Artikel 38: «L'État veille au droit de toute personne de fonder une famille et au respect de la vie familiale.» Domadder gëtt also d'Homosexuellebestietnis am Verfassungsrang agefouert, an dann als Feigenblatt hannendru seet dann deen Artikel 38: «Il agit dans l'intérêt supérieur de l'enfant». An dann ass an der Propositioun am Artikel 16 Absatz 2 awer e Saz, deen u sech net ze verstoen ass an d'Dier fir alles opmécht: «Nul ne peut être discriminé en raison de sa situation ou de circonstances personnelles.»

Dat ass wäit iwwert dat eraus, wat an anere Länner existéiert, wäit iwwert dat eraus, wat d'Mënscherechtskonventioun virgesäit, déi nëmme seet: «Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale», respectivement: «À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille.»

Dee Prozess, wéi et zu dësem Gesetz iwwert d'Homosexuellebestietnis komm ass, ass net esou demokratesch an esou transparent gewiescht, wéi en hei duergestallt gëtt. Et gouf praktesch keng ëffentlech Debatt. Et gouf eng Debatt an der Chamber. Et gouf Lobbying vun interesséierten Organisatiounen. An an der Press huet een dat gehat, wat een zum Deel och beim leschte Referendum gehat huet, awer e Matraquage médiatique, e bëssen eng Pensée unique, déi sech do breetgemaach huet an déi een ëmmer erëm mierkt, wann een op dat heiten Thema ze schwätze kënnt, datt et bal net méiglech ass, en abweichende Standpunkt do ze vertrieden.

Déi Behandlung vun de Pétitionnaires zum Schutz fir d'Kand wor do symptomatesch. Déi elektronesch Ënnerschrëfte goufen unerkannt, déi manuell Ënnerschrëfte goufen net unerkannt. Dat ass an der Tëschenzäit geännert ginn, mä och do hat ech den Androck, datt d'Zil war, nëmme keng ëffentlech Unhéierung ze hunn, nëmme keng Diskussioun iwwert de Fong vun der Saach.

An ech muss do soen, och do huet d'CSV e Rôle gespillt, well d'Petitiounskommissioun wor ënner hirer Presidentschaft an et ass net derzou komm, eng ëffentlech Unhéierung vun deene Leit ze erméiglechen.

Dann, dat juristescht Argument, wat de Rapporteur évoquéiert huet, datt eng Insécurité juridique do kéint entstoen, dat ass sécher. An ech mengen, wann een dann d'Gesetz géif reforméieren, misst een derfir suergen, datt déi Rechter vun deene Leit, déi ënnert der ablécklecher Gesetzgebung zivilrechtlech Schrëtt geholl hunn, datt déi Rechter respektéiert bleiwen.

Mä ech wëll e puer Kloerstellunge maachen. Wourëm geet et am Bestietnis? D'Bestietnis ass net d'Unerkennung vun all Form vu Léift duerch de Stat. Et steet dem Stat net zou, eng Form vu Léift unzëerkennen. Well wann en dat mécht, dann hu mer nämlech déi Diskussioun, déi mer och elo an den USA kréien, datt verschidde Leit, déi polygam liewen, polyandresch liewen, och elo gär hätten, datt si déi Familljerechter kréien.

An et ass logesch. Ech mengen, wann dat de Räsonnement hannert dem Bestietnis ass, wann een dervun ewechgeet, fir ze soen, d'Bestietnis ass déi Institutioun, déi d'Käerzell vun der Gesellschaft am Sënn vun hirer Durabilitéit, am Sënn vun der Procréatioun soll protegéieren, jo da kënnt een och op aner Fuerderungen noutgedrongen.

An dat Zweet ass den Intérêt supérieur de l'enfant. Dat heescht eng kohärent Filiatioun, eng Généalogie, datt all Kand weess, wou et hierkënnt, an datt et och déi Méiglechkeet huet beim Opwuessen, sech bei Fra a Mann kënnen ze identifizéieren oder ze differenzéieren, an datt et déi Méiglechkeet huet, sech un deenen zwee geschlechtleche Poler ze orientéieren.

Wat huet sech da geännert? Et ass jo esou dacks gesot ginn: „Et kritt jo keen eppes ewechgeholl, wa mer dat Homosexuellebestietnis aféieren." Ma éischtens, d'Kanner hunn déi Méiglechkeet verluer - déi eben an deene Situatiounen opwuessen -, fir kënne bei Papp a Mamm opzewuessen. Ech gi jo och zou, well dat Argument gëtt vläicht gesot, datt et Ausnahmesituatioune ginn, wéi bei Wittleit an esou weider an esou virun, bei gescheete Koppelen heiansdo och. Mä et ass jo keng ideal Situatioun, déi de Stat soll erbäiféieren, hei schwätze mer iwwer eppes, wat de Stat bewosst erbäiféiert.

Et gëtt och ewell ëmmer méi Témoignagen, an zemools an Amerika, well dat Beispill genannt ginn ass, vu Leit, déi bei homosexuelle Koppelen opgewuess sinn an déi awer soen, datt si natierlech hir Elteren, also dat Puer, wat se erzunn huet, respektéieren an och gär hunn, mä datt se awer eppes vermësst hunn, datt se verlaangeren no Mamm a Papp.

An ech mengen, dat ass nämlech ganz wichteg, wann een iwwert d'Wuel vum Kand schwätzt, fir ze kucken: Wéi geet et deene Kanner dann, déi an deene Situatiounen opgewuess sinn? Den Här Braz hat d'lescht Joer hei gesot, den Official Journal of American Pediatrics (veuillez lire: Official Journal of the American Academy of Pediatrics), vun de Kannerdokteren, deen hätt do behaapt, dat wär net esou. Ech hunn dat natierlech nogekuckt an et gëtt do Artikele fir déi eng Säit a fir déi aner Säit.

An ech muss och soen, d'Kolleege vun der CSV haten eng Motioun do d'lescht Joer déposéiert, wou se gesot hunn, «considérant dès lors que le caractère préjudiciable d'une adoption pour un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de son ou de ses parent(s) adoptif(s)». Och dat, mengen ech, léisst sech, wann een objektiv déi Sourcë kuckt, déi am Ableck an ëmmer méi zirkuléieren, net halen.

Dat Zweet, wat verluer gaangen ass, dat ass déi Notioun Papp a Mamm am Code civil. Mir hunn déi biologesch Eltereschaft aus engem vun eise wichtegste Gesetzer erausgeholl, fir se duerch eng sozial Konstruktioun ze ersetzen. Dat kann eis net egal sinn, datt déi Begréffer vu Papp a Mamm mat allem, wat do matschwéngt a matbedeit, fort ass.

Dat Drëtt ass, datt manner Länner Lëtzebuerg Kanner gi fir eng Adoptioun, well verschidde Länner keng Kanner fir eng Adoptioun a Länner ginn, déi dat Homosexuellebestietnis akzeptéieren.

Dat Véiert ass, datt eis Meenungsfräiheet - dat ass eppes ganz Allgemenges - ëmmer méi a Gefor geréit, wann een déi hei Saache kritiséiert. An do huet den European Council on Tolerance and Reconciliation elo e Pabeier virbereet, wat och an der Diskussioun ass, wou eng Kritik géintiwwer dësem Homobestietnis an aneren Evolutiounen an deem Beräich soll mat penale Sanktioune beluecht ginn. Mir mussen also och oppassen, datt d'Meenungsfräiheet an dësem Kontext voll erhale bleift.

An dann, den Haaptpunkt ass dat, wat mer gesinn, wat mat de Kanner geschitt. An d'Kanner ginn ëmmer méi zu engem Objet de droit an net méi zu engem Sujet de droit. Si gi kommerzialiséiert. E Kand haut gëtt zu eppes gemaach ëmmer méi, et gëtt en Objet vun engem Kontrakt an et gëtt mat Kanner gehandelt, a verschiddenen Hisiichten.

Déi evidentst Beispiller sinn natierlech d'PMA, also d'Procréation médicalement assistée, an d'GPA, also d'Gestation entweder par autrui oder pour autrui, jee nodeem, wéi een et da gesäit, mä wou een... Déi zwou Saachen hu mir als ADR konsequent och wëlle mat engem Gesetz oder mat enger Gesetzespropositioun begleeden, fir de Schutz vum Kand maximal ze garantéieren.

Vläicht iwwert d'GPA, fir unzefänken, also eng Fra, déi fir eng aner Fra e Kand ausdréit, do gëtt et och verschidde Varianten, ech ginn elo net an den Detail. Mä erschreckend ass ze gesinn, wéi eng Exploitatioun vun der Fra eigentlech do virgeholl gëtt an och, wéi d'Kand do als Objet geholl gëtt. Mir hu jo elo Fäll gehat, wou e Kand iwwer eng GPA bestallt ginn ass, also en Objet de commerce, a wou dann d'Kand net ofgeholl ginn ass, well et behënnert war bei der Gebuert.

Ech mengen, mir mussen eis bewosst ginn, datt mer un enger Gesellschaft amgaange sinn ze schaffen, déi eugenesch gëtt, dat, wat mer an deene faschistesche Regimmer zu Recht kritiséieren, an datt mer de Mënsch deshumaniséieren. Mir maachen en zu engem Objet de commerce. A wa mer an dëser Entwécklung viruginn, da musse mer eis dach all froen, a besonnesch - a besonnesch! - déi Parteien, déi sech awer op chrëschtlech Wäerter beruffen, wéi wäit eis dat do féiert. Ass dat dat Mënschebild, wat mer gär hätten, datt ee muss katalogméisseg gewëssene Kritären entspriechen, fir nach kënnen akzeptéiert ze ginn?

Et ass och erschreckend, wann ech gesinn, wéi Servicer wéi de Centre Hospitalier iwwert d'GPA schwätzen, wa gesot gëtt, et wär jo «médicalement défendable», seet de Centre Hospitalier oder eng Doktesch, déi do schafft: «Une mère porteuse indienne obtient de quoi éduquer ses propres enfants jusqu'à leur majorité.» An domadder wär dann alles gerechtfertegt, wat do geschitt.

Mat der PMA gi mer op ähnlech Weeër, also mat der Procréation médicalement assistée. Mir hunn hei de Centre Hospitalier vu Lëtzebuerg, fir Iech ze weisen, wéi d'Situatioun ass. Déi produzéieren - ech muss dat Wuert gebrauchen - jo elo scho Kanner fir lesbesch Koppelen. A si hunn eng Proposition de loi, hir Propositiounen eragereecht, wou se soen, fir d'Patientin bis zu engem maximalen Alter bis 45 Joer, a fir hir Partnerin - et ass jo och fir lesbesch Koppelen - bis zu engem maximalen Alter vu 65 Joer soll dat méiglech sinn. A wou dann den Alter iwwer 65 Joer ass, misst e Comité d'éthique gefrot ginn.

An iwwert déi surnuméraire Embryonen, a mir schwätzen hei vu Mënschen, Embryone si Mënschen - an ech mengen, datt awer net nëmmen d'ADR-Deputéiert heibannen dat esou gesinn, mä vläicht och nach anerer -, déi ginn einfach, déi surnuméraire sinn, fir déi gëtt einfach recommandéiert: «la destruction des embryons» oder «le don des embryons à un autre couple».

Ech kéint nach méi wäit goen, mä ech wëll Iech hei illustréieren, datt déi Entmënschlechung, déi Kommerzialiséierung hei am Land scho voll amgaangen ass! Mir maachen u sech an der PMA eppes, mir erzéien, an als Stat maache mer dat duerch dëst Gesetz, duerch déi Adoptiounsméiglechkeet: Mir fabrizéieren, mir erlaben d'Fabrikatioun, och wa mer et net oppe soen, mä dat ass d'Realitéit, vu Weesekanner, vu Kanner, déi ni hire biologesche Papp kënne kenneléieren, ni bei hirem biologesche Papp kënnen opwuessen! An dat ass e Resultat vu staatlech gelenktem Handelen als Widdersproch zu allen ethesche Prinzipien. Mir produzéieren d'Leit, déi ni kënnen eng Généalogie hunn, déi ni eng Filiatioun hunn an déi ni eng Méiglechkeet hunn, en Elterendeel kennenzeléieren.

Dofir ass et an eisen Aen och wichteg, fir dës Debatt als Geleeënheet ze huelen, fir och ze soen: Ma, da loosse mer dach oppasse bei der GPA; den ORK, den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, wou ech net weess, wéi déi aktuell Kompositioun vun deem Comité deen Numm iwwerhaapt ka justifiéieren! Dann ass de Problem da gestallt vun deenen... Well et gëtt jo och elo Leit, déi Kanner am Ausland iwwer eng GPA ausdroe loossen, an da gëtt gesot: Jo, wat maache mer da rechtlech mat deenen, wa se kommen? A well déi Nullitéit am Code, also vun der rechtlecher Unerkennung, ka vläicht Nodeeler fir d'Kand hunn, musse mer awer higoen an da Schrëtt setzen.

Dat ass extrem geféierlech. Well u sech maache mer och do eng Dier op fir d'Generalisatioun vun enger Praxis, déi weder de Respekt virun enger Fra weist, nach virum Kand.

Mir schafen - dat Gesetz ass jo och e bësse gemaach ginn am Hibléck, fir ze soen: Ma mir mussen d'Diskriminatiounen eliminéieren tëschent heterosexuellen an homosexuelle Koppelen -, mä mir schafen Diskriminatiounen! Diskriminatiounen tëschent Kanner, tëschent deenen, déi bei zwee Geschlechter opwuessen an deenen, déi déi Chance net kréien. Mir schafen eng Parenté d'intention par rapport zu enger Parenté biologique. An haut kënne mer nach guer net ofschätzen, wat et heescht, fir kënnen ze soen zu engem bestëmmte Punkt: Ech wëll Kanner oder ech wëll net méi Kanner, a wat dat alles fir Konsequenzen huet fir déi Kanner, wa se dann eng Kéier net méi gewollt sinn, an enger Scheedungssituatioun oder an aneren.

Ech mengen, et ass e moraleschen Optrag vun der ADR an, ech mengen, och vun anere verantwortungsvolle Politiker an anere Parteien, fir sech wierklech ze wieren. Net, well dat soll eppes si géint déi homosexuell Leit, dat ass net de But. Et ass keng Diskriminatioun, wou en Homosexuelle viséiert ass, mä et ass e Mënschebild, et ass eng Dignitéit vum eenzelne Mënsch, vun der Fra an der GPA a vun all Kand. Mir wëlle keng Kanner fabrizéieren a mir wëllen all Kand akzeptéieren, och déi behënnert Kanner an och déi, déi a schwierege Situatioune liewen, an dat net nach fërderen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Kartheiser. Just wann Der erlaabt, Här Kartheiser, eng kleng Kloerstellung zu der Reglementéierung, déi mer séngerzäit iwwert d'Petitioun haten: Dass mer keen ëffentlechen Hearing gemaach hunn, war net e politescht Manöver, mä war eng Reglementéierung, déi deemools a Kraaft war an déi herno eréischt geännert ginn ass, wou mer déi schréftlech Ënnerschréften op Pabeier mat berücksichtegt hunn.

Ech wollt dat just preziséieren, dass et sech dobäi net ëm e politescht Manöver gehandelt huet, mä just ëm eng Applikatioun vun der deemoleger Prozedur bei der Petitioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.-* Här President, däerf ech just dorobber äntwerten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.-* Här President, ech soen Iech Merci fir déi Clarificatioun. Ech respektéiere selbstverständlech d'Interpretatioun, déi Der mer do gitt. Ech menge just, datt et awer méiglech gewiescht wär mat e bësse politeschem Wëllen a vu datt d'Zuel vun den Ënnerschréfte wäit iwwert där erfuerderter Zuel war, wann een déi manuell Ënnerschréfte mat respektéiert, ech mengen, et wär ouni Problem méiglech gewiescht, a vu d'Gravitéit vun där Diskussioun, fir eng ëffentlech Diskussioun trotzdeem zouzeloossen.

Ech soen Iech trotzdeem Merci fir dee Rappel, deen Der mer gemaach hutt iwwert déi deemoleg Prozedur, déi awer an der Tëschenzäit jo geännert gouf.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. An d'Wuert huet dann elo den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).-* Merci, Här President. D'Argumenter iwwert d'Form sinn am Fong schonn an där Debatt virdrun iwwert déi éischt Proposition de loi gesot ginn. Erlaabt mer awer kuerz, och nach op d'Form anzegoen. Dat ass bis elo hei nach net esou diskutéiert ginn.

Déi éischt Etapp, iwwert déi mer jo hei diskutéieren, ass eng Proposition de loi, also iwwer en Initiativrecht vun engem Deputéierten. An et ass keen hei am Sall, mengen ech, deen engem Deputéierten dëst Initiativrecht, wat jo fest verankert ass an eisen Texter, oferkennt. Et ass e Recht, mat deem mir als Deputéiert kënne politesch Initiativen op den Dësch bréngen, an d'Diskussioun, an de Forum politique vun dësem Land.

Wann ech e Recht hunn, hunn ech awer och eng Flicht: eng Flicht, dëst Recht - wéi soll ech soen? - würdeg ze exercéieren. An den Här Bodry ass drop agaangen: D'Gesetz iwwert de Mariage - a mir vergiessen ëmmer, datt et jo net nëmmen iwwert den Homomariage war, mä et ass eng global Reform vum Mariage - ass den 18. Juni an dësem Haus gestëmmt ginn. An d'Proposition de loi ass vum Auteur een Dag virdrun deponéiert ginn. Wann ech also wëll als Deputéierte mech politesch an d'Diskussioun erabréngen, objektiv an eng Diskussioun erabréngen, da muss ech natierlech vun dësem Recht vill éischter Gebrauch maachen, well soss bleift awer e bësse Populismus un dëser Initiativ pechen.

Mir liewen an engem Regime vun der Democratie parlementaire. An et ass och an der éischter Debatt hei iwwert déi éischt Propositioun gesot ginn: Et wor kloer, wéi all Parteien zu dem Homomariage géife stoen. Et wor an de Wahlprogrammer festgeluecht gi vun deene verschiddene Parteien. A meng Partei huet sech och zu dem Homomariage bekannt.

Wann ech als Partei géint eng Meenung sinn, géint e Projet de loi, hunn ech natierlech d'Recht, dat hei op der Chamberstribün ze soen. Mä ech mengen, et ass éischter an deem Kader, wou ech dann déi Argumenter muss virbréngen, wéi just een Dag virum Vote vun engem Gesetz eng Proposition de loi ze deponéieren. Et ass och dat, wat de Statsrot a sengem Avis gesot huet.

Zum Referendum, well dat wier jo dann déi zweet Etapp, wann dës Proposition de loi géif hei am Haus gestëmmt ginn: Do sinn ech awer och e bësse verwonnert iwwert de Point de vue vun der ADR, well an der Debatt iwwert de Referendum huet d'ADR och ëmmer gesot, mir bräichte kee Referendum iwwert déi dräi Froen, well et eben Theme wieren, déi kloer wieren. An ech mengen, och hei ass dat Argument ze gebrauchen, well et war kloer, wéi d'Positioun vun deene verschiddene Parteie war.

D'Argument vun der Sécurité juridique, wat de Rapporteur och schonn hei duergeluecht huet, kann ech och honnertprozenteg ënnerstëtzen. Ech wëll elo net méi erëm op de Fong agoen. Erlaabt mer just, zwee Sätz zum Fong ze soen, well d'CSV jo och elo e puermol hei vum Auteur genannt ginn ass.

An der Debatt iwwert d'Reform vum Mariage hat ech op dëser Tribün gesot: Mat wat fir engem Recht lehne mer dat Recht of, wat déi meescht vun eis fir sech an Usproch huelen, fir eng Famill ze grënnen? An do, Här President, kann ech dem Här Kartheiser net recht ginn. Et ass eng Fro vun Diskriminatioun oder Netdiskriminatioun. Den Här Kartheiser probéiert permanent, vun där Plattform vun der Diskriminatioun ofzewäichen. Mä et wier eng Form vun

Diskriminatioun gewiescht, wa mer de Mariage homosexuel net legaliséiert hätten.

D'ailleurs huet virun e puer Deeg d'US Supreme Court, wat jo elo wierklech net als e progressistescht Tribunal, mä éischter als e konservativt Tribunal dobausse gëllt, sech am Fong der Meenung vun der Majoritéit vum Lëtzebuerger Parlament ugeschloss.

(Hilarité)

Ech wéilt ofschléissen,...

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité)

Här President, ech hat elo d'Chance, de leschte Freideg bei mir an der Gemeng den éischte Mariage homosexuel ze zelebréieren. An ech muss soen, et war e besonnesche Moment an ech hunn dat och an der Ried gesot. Et war e besonnesche Moment fir d'Koppel an et war och e besonnesche Moment fir d'Zivilgesellschaft vun der Maacher Gemeng an dësem Fall. A mir als CSV sinn houfreg, datt mer dat Gesetz matgestëmmt hunn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gloden. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Hären, léif Kolleegen, wéi d'lescht Joer - den 18. Juni war et - dës Chamber mat 56 Stëmme géint 4 Stëmmen de gläichgeschlechtleche Mariage adoptéiert huet, du war dat e Moment, dee wierklech zur Éier vun dëser Chamber a vun eisem Land bäigedroen huet. Jo, et ass e sensibele Sujet, mä mir haten et fäerdegbruecht, fir dee Sujet wierklech an Dignitéit hei ze diskutéieren an duerno ons Décisioun ze huelen.

An ech wier am Fong och frou gewiescht, wa mer dobäi bliwwe wieren. Well ech hunn eng ganz Rei där Bestietnisser an deene leschte sechs Méint gehalen. An ech kann nëmmen d'Dankbarkeet témoignéieren, déi déi Leit dee Moment empfonnt hunn, déi oft während Jorzéngten zesumme waren - jo, eng Koppel hat ech, déi ass 49 Joer zesumme gewiescht -, wou déi sech endlech ganz offiziell konnten zu hirem Partner bekennen a wou dat si mat ganz vill Freed erfëllt huet. Mä net nëmme si, och hir Familljen an och hir Frënn. Jo, dat ware ganz besonnesch Momenter.

An ech froe mech am Fong wierklech, wann een dat do matgefillt huet a gesinn huet, wien een ass oder wien ee mengt ze sinn, datt een iergendengem Mënsch, iergendenger Koppel déi do Freed net kéint vergonnen oder hir se wéilt ofspriechen.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An dofir sinn ech ganz houfreg och nach haut iwwert dee Vote, dee mir d'lescht Joer geholl hunn an zu deem mir stinn. An ech wëll dofir op de Fong vun där Diskussioun och guer net méi agoen. Well - an ech si ganz mat deem d'accord, wat de Léon Gloden elo gesot huet - wann et wierklech drëm gaange wier, fir d'Leit ze befroen a fir e Referendum ze kréien, dann hätten déi do Initiative vill méi fréi misse geholl ginn.

Ech mengen, et war einfach hei de Versuch, nees eng Kéier e Sujet opzegräifen, woubäi verschidde Leit dat natierlech kënnen aneschters empfannen, mä wat e sensibele Sujet ass a wou et einfach de Moment nees war, fir kënne seng Vuen, déi natierlech ganz - a Gott sei Dank! -, ganz minoritär hei an der Chamber sinn, virzebréngen. Dat fannen ech keng glécklech Hand.

Ech wëll mech dofir einfach weider driwwer freeën, datt mer hei de Leit gehollef hunn, sech wierklech zu hirem Partner ze bekennen. Domat wëll ech schléissen an ech soen natierlech, datt d'Demokratesch Partei där Proposition de loi hei net kann zoustëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Polfer. An den nächste Riedner ass de Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Eischt dem Alex Bodry Merci soe fir säi Rapport. Dee Rapport huet déi Diskussiounen esou erëmginn, wéi se an der Kommissioun gefouert gi sinn, soudatt ech och mengen, um Inhalt näischt kënnen auszesetzen. Datt een eng aner Meenung huet, dat ass erëm eng aner Geschicht, mä ech mengen, de Rapport huet den Inhalt esou erëmginn, wéi en an der Kommissioun gelaf ass. Ech soen och Merci dem Här Gloden an der Madame Polfer fir hir Bäiträg hei, déi mech och beréiert hunn an déi ech ganz korrekt fonnt hunn.

Den Auteur vun der Proposition de loi 6699 beschreift a sengem Exposé des motifs virun allem, firwat hien e fervente Géigner vum Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen ass. Ech deelen déi Vue vum Auteur vun der Proposition de loi net. Ech deelen och net dat Bild, wat hie vun der gesellschaftlecher Entwécklung opzeechent. An ech fanne seng Argumentatioun och net esou logesch, wéi hie se wahrscheinlech selwer fënnt.

Ech fannen et och net glécklech, wann een esou komplex Sujete wéi d'Gestation pour autrui oder d'Procréation médicalement assistée op déi heite Proposition de loi bezitt, well déi Debatt geet jo wäit iwwer eng Debatt iwwer homosexuell Koppelen eraus. Ech mengen, datt d'Adoptiounen e ganz komplexen Dossier sinn, an ech gesinn och net de Raum hei an där Stellungnahm zur Proposition de loi, fir dorop anzegoen.

Ech muss awer feststellen, datt et schonn ëmmer Leit gi sinn, déi anere Leit wollte virschreiwen, mat wiem a wéi se sollten zesummeliewen. Haut schéngt zum Beispill d'Iddi - wann ech e bëssen an d'Vergaangenheet ginn -, datt ee sech géint de Mariage stellt vu Leit, déi aus verschiddenen Ethnië kommen, éischter onverständlech. Mä nach an den 80er Jore war d'Halschent vun de Brite géint esou e Mariage. Milliounen Engländer - ech beruffe mech hei op eng englesch Etüd - waren iwwerzeegt, datt et grausam wier, wa Leit vu verschiddener Hautfaarf géife Kanner an d'Welt setzen. An nach an den 90er Joren hu sech eng 40% vun de Leit géint interethnesch Mariagen ausgeschwat, bis deen Taux dann haut op 15% gefall ass.

Haut gi mer - zu Recht - dervun aus, datt een Débat iwwert de Mariage interethnique illegitimm ass an datt et d'Limitte vun deem iwwerschreit, wat politesch diskutabel ass. Ech hunn en Artikel am „Guardian" gelies - neen, ech wëll mech elo net bretzen, ech liesen net den „Guardian", mä e war am Courrier international -, do ass déiselwecht Argumentatiounsschinn gefuer ginn, wéi och den Här Kartheiser se hei zum Deel gefuer ass.

An zwar ginn do déi zwee italienesch Stylisten Domenico Dolce a Stefano Gabbana zitéiert, zwee homosexuell Modeschöpfer - ech maache kengem hei de Virworf, e wier homophob -, déi am Mäerz dëst Joer an engem Interview gesot haten, si wiere souwuel géint de gläichgeschlechtleche Mariage wéi och géint d'Recht vu gläichgeschlechtleche Koppelen, fir Kanner ze erzéien.

An de Stefano Gabbana hat och nach eng Schëpp bäigeluecht a gemengt, datt déi Kanner, déi aus esou enger In-vitro-Fertilisatioun erauswuessen, synthetesch Kreature wieren, an hien huet se als Kanner vun der Chemie bezeechent. An dat huet a mengen Aen absolutt zu Recht zu Entsetzen a Prozess bei enger ganzer Rei anere Kënschtler gefouert, zum Beispill dem Elton John, deen entsat gefrot huet: „Wéi kënnt Dir meng wonnerbar Kanner als synthetesch bezeechnen?"

Esou Aussoe wéi déi vun Dolce a Gabbana riskéieren d'Viruerteeler a Ressentimenter vis-à-vis vun Homosexuellen an hire Kanner ze legitiméieren, an ech setzen esou Aussoe bewosst an de Kontext vun Aussoen zu interethnesche Mariagë vum leschte Jorhonnert.

Här President, datt mir eng aner Meenung hu wéi aner Kolleegen hei an der Chamber, dat gehéiert zum politesche Liewen an dat belieft jo och den Débat. Mir sinn awer virun allem géint e Referendum wéinst där Argumentatioun, déi den Auteur och a senger Proposition de loi bréngt, nämlech wou en noweist, wat schonn alles geschitt ass, dee ganze legislative Prozess - en huet dee beschriwwen, wéi dee gaangen ass -, an et ass och schonn hei op den Datum higewise ginn, wéi kuerzfristeg datt déi Proposition de loi komm ass. Ech fannen dat keng glécklech Aart a Weis, fir op deem hei Gebitt Politik ze maachen.

An ech kommen nach zu enger leschter Iwwerleeung. Mir dinn eis als Gréng ganz schwéier domat, fir e Referendum zu Froen ze organiséieren, déi eng Minoritéit betreffen. Fir déi gréng, déi ëmmer nach fir eng partizipativ Approche an der Politik waren, fir eis ass och de Schutz vu Minoritéite wichteg, de Schutz vun deem, deen anescht denkt an anescht lieft wéi de Mainstream. A mir fannen et geféierlech, wa mer per Referendum sollen décidéieren, wéi eng Rechter mer enger Minoritéit vu Leit wéilten zougestoen oder net zougestoen.

déi gréng sinn net bereet, eng iwwer Jorzéngte geschafe Kultur vun Toleranz, Humanismus an Dialog iwwer Bord ze werfen. Mir hunn also net nëmmen ee gudde Grond, mä méi gutt Grënn, fir eis géint dës Proposition de loi auszedrécken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent alle formalen Argumenter, déi kënne gebraucht ginn an dësem Zesummenhang, an zwar, dass et e Gesetz gëtt, wat schonn a Kraaft ass a scho Rechter geschafen huet, fanne mir, dass déi Proposition de loi hei och zu engem anere Moment net opportun wier an och net gerechtfertegt wier.

Mir mengen och, wéi de grénge Kolleeg hei gesot huet, dass een net soll iwwer Rechter vu Minoritéiten eng Ofstëmmung maachen. Mir mengen och net, dass een zu Grondrechter an zu Mënscherechter soll e Referendum maachen. Dat soe mer och ganz däitlech an eisem Verfassungsvirschlag.

Hei geet et ëm de Gläichheetsprinzip, wat e konstitutionelle Grondprinzip ass - haut schonn -, an et gëtt keng Ursaach, déi ee kéint motivéieren, fir bei deem Gläichheetsprinzip an dësem Fall eng Ausnahm ze maachen.

Iwwregens hu mer vun Ufank un och de Referendum - Dir hutt dat ugeschwat, Här Kartheiser - vum 7. Juni zum Awunnerwahlrecht an deem Kontext bedenklech fonnt, well et och do e Vote war vun engem Deel vun der Bevëlkerung géint en aneren Deel vun der Bevëlkerung. Mir hunn zwar net d'Resultat vun deem Referendum an där Däitlechkeet virausgesot, hunn awer gewarnt virun enger ongesonder Situatioun, déi mer do géife schafen.

Mä ech sinn iwwerzeegt - ech sinn iwwerzeegt! -, dass ënner anerem och dee massiven Ausgang vun deem Referendum ze dinn hat mat deem malin Plaisir vu gewëssene Leit, sech zum Souverain opzespillen iwwer en Deel vun hire Matbierger, och iwwregens vis-à-vis vun deene Jonken. A mir wëlle wierklech net, Här President, dass esou e Referendum och géif gemaach gi vis-à-vis vun den Homosexuellen, och wann déi wuel d'Wahlrecht hätten an deem Fall, wat d'Lëtzebuerger ugeet, mä déi trotzdeem eng Minoritéit sinn. An et wier e Referendum, deen an engem Kontext vun enger jorhonnertelaanger Diskriminéierung vun den Homosexuellen an eiser Gesellschaft an och an eiser kathoulescher Kultur stéing.

An duerfir, Här Kartheiser, wëll ech Iech wierklech soen: Mir lehne mat Schudderen déi Proposition de loi hei of.

(Interruptions)

An dat huet, wëll ech och soen, näischt ze di mam Problem, deen Der zu Recht opwerft vun der Kommerzialiséierung vun de Kanner, vun der GPA - gestation pour autrui - an esou weider, wat Problemer sinn, déi sech souwisou och fir d'ganz Bevëlkerung stellen, wat reell Problemer sinn, wat ganz problematesch Saachen opwerft, déi nach mussen an enger längerer Diskussioun och hei an der Chamber an Zukunft geléist ginn.

Mä fir dat hei ze vermëschen an där Proposition de loi mat dem Prinzip vum Mariage homosexuel a vun der Adoptioun vun esou Koppelen, dat fannen ech komplett falsch! A mir géifen do déi falsch Akzenter an der Gesellschaft setzen; mir géifen eng Diskussioun do opwerfen an der Gesellschaft, déi all déi Ressentimenter an alles, wat domadder zesummenhänkt, erëm géif opwullen, och wann Dir hei sot, dat hätt näischt ze di mat Diskriminéierung u sech vis-à-vis vun den Homosexuellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 6699 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6699

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hu 57 Deputéierter, déi um Vote bedeelegt waren: 3-mol Jo a 54-mol Nee. Domat ass d'Proposition de loi ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la proposition de loi est rejetée par 3 voix pour et 57 voix contre.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marcel Oberweis), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Lies) et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps (par M. Guy Arendt), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech ginn Iech Rendez-vous hei am Haus muer de Mëtten um zwou Auer. Merci villmools. An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de séance publique à 18.32 heures)


www.ärvirschléi.lu

SÉANCE 45

MERCREDI,
8 JUILLET 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten
- *M. Yves Cruchten*

3. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar
- *M. Laurent Mosar*

4. Motion de M. Marc Angel relative à l'invitation du Gouvernement à veiller au sein du Conseil et auprès des institutions européennes à ce que le PTCI/TTIP, une fois négocié, soit soumis à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États
- *Exposé: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Marc Angel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

5. 6610 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation
- *Rapport de la Commission du Logement: M. Guy Arendt*
- *Présentation: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, M. Roberto Traversini, M. Roy Reding, M. David Wagner, Mme Lydie Polfer*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Retrait du rôle des affaires de la proposition de loi*

6. 6785 - Projet de loi portant approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, signé à Liège, le 3 octobre 2014
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6714 - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement du rable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les discussions du sommet européen du 7 juillet 2015 en relation avec la situation en Grèce après le référendum du 5 juillet 2015, suivie d'un débat
- *Déclarations: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Débat: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Serge Urbany)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Jean Asselborn, François Bausch et Pierre Gramegna, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. Ech hunn da virun der Dier zwou Wuertmeldunge kritt, déi eng vum Här Yves Cruchten an déi aner vum Här Laurent Mosar, fir den Dépôt vu Resolutiounen. Den Här Cruchten war deen Éischten, da gi mer em fir d'Éischt d'Wuert, an dann direkt dem Här Mosar.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

2. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz, well mer e chargéierten Ordre du jour hunn. Mir hunn dëst Joer deen trauregen 20. Anniversaire vun dem Massaker zu Srebrenica a mir wëllen an deem Sënn och eng Resolutioun presentéieren, wou mer dozou och Stellung huelen. An ech mengen, esou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach haten, zum Beispill beim Génocide vun den Armenier, hu mer hei en Text proposéiert. Ech géif dee gären hei als Resolutioun déposéieren.

Résolution

- Vu la résolution du Parlement européen du 15 janvier 2009 sur Srebrenica;

- considérant que l'année 2015 marque le triste 20e anniversaire des atrocités commises envers la population civile dans la ville bosniaque de Srebrenica;

- considérant que pendant ce terrible mois de juillet 1995, plus de 8.000 hommes et jeunes garçons musulmans, qui avaient trouvé refuge dans cette région alors placée sous la protection des forces armées des Nations Unies, ont été lâchement assassinés par des forces serbes de Bosnie;

- soulignant que cette tragédie constitue l'apogée des violences en Bosnie et Herzégovine pendant les années de guerre frappant l'ex-Yougoslavie à la fin du XXe siècle;

- rappelant que suite aux exécutions délibérées, 25.000 femmes, enfants et personnes âgées avaient été déportés et que de nombreux cas de viols ont été recensés;

- rappelant que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a qualifié de génocide les actes atroces commis à Srebrenica;

- rappelant que le TPIY a reconnu coupable plusieurs militaires serbes comme le chef d'état-major Radislav Krstić d'avoir soutenu et encouragé le génocide de Srebrenica, d'autres importants procès étant actuellement en cours comme celui de MM. Karadžić et Mladić;

- félicitant le Parlement serbe d'avoir adopté le 31 mars 2010 une résolution qui présente des excuses publiques pour les crimes commis à Srebrenica en été 1995;

- soulignant que la mémoire et la réconciliation sont des facteurs essentiels dans la construction de l'avenir et dans les efforts de chaque génération pour éviter la répétition des tragédies du passé,

la Chambre des Députés

- reconnaît que les actes atroces commis, entre le 11 juillet et le 17 juillet 1995, dans la ville de Srebrenica et ses alentours constituent un génocide au terme de l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;

- encourage les autorités de la Serbie et de la Bosnie et Herzégovine à poursuivre les efforts de réconciliation en cours;

- met l'accent sur le fait que les autorités religieuses, les médias et le système éducatif jouent un rôle important dans ce processus de réconciliation;

- rend hommage à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité et se joint à l'appel du Parlement européen pour que soit instituée une journée internationale de commémoration des génocides.

(s.) Yves Cruchten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Mosar!

3. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt och am Numm vu menger Fraktioun eng Resolutioun zu deemselwechte Sujet déposéieren, well mer effektiv 20 Joer - et kann een net soe feieren - gedenken. Virun 20 Joer si schrecklech Evenementer zu Srebrenica geschitt, wou praktesch iwwer 8.000 Mënschen op eng grauenhaft Aart a Weis ëmbruecht gi sinn. An dofir, wéi gesot, och eng Resolutioun, déi ech dann och hei géif déposéieren.

Résolution

Commémorant le vingtième anniversaire du génocide de Srebrenica de juillet 1995,

la Chambre des Députés,

- vu les résolutions du Parlement européen du 7 juillet 2005 et du 15 janvier 2009 ainsi que la perspective d'adhésion à l'Union européenne offerte aux pays des Balkans occidentaux lors du sommet européen de Thessalonique en 2003;

- considérant que le 11 juillet 2015 marquera le vingtième anniversaire du génocide de Srebrenica, reconnu comme tel par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY);

- considérant que plus de 8.000 hommes et garçons musulmans ont été exécutés par les forces serbes de Bosnie et par des unités paramilitaires;

- considérant que près de 25.000 femmes, enfants et personnes âgées ont été déplacés de force et que la tragédie humaine de Srebrenica constitue un des crimes de guerre les plus graves depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale;

- considérant qu'en juillet 1995, la ville bosniaque de Srebrenica, à l'époque une enclave proclamée et zone protégée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de par sa résolution 819 du 16 avril 1993, est tombée aux mains des milices serbes de Bosnie et sous l'autorité suprême du président de la République serbe;

- considérant l'échec des Nations Unies dans la prévention du génocide de Srebrenica;

- rappelant que l'Union européenne n'est pas seulement une union économique et monétaire mais aussi et avant tout une union politique de paix ainsi qu'une communauté de droit et de destin,

1. commémore solennellement, avec de nombreux parlements à travers le monde, le 20e anniversaire du génocide de Srebrenica de juillet 1995;

2. rend hommage à toutes les victimes des crimes commis pendant les conflits en ex-Yougoslavie ainsi qu'à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité et exprime sa sympathie et sa solidarité aux familles des victimes;

3. se joint à l'appel du Parlement européen pour que soit instituée une journée internationale de commémoration des génocides afin de rappeler le droit de tous les peuples et de toutes les nations du monde à la paix et à la dignité;

4. encourage les autorités de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine à faire face à leur passé douloureux et agité;

5. réclame aux autorités de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine des efforts supplémentaires visant à traduire en justice les responsables qui sont encore en fuite et appuie sans réserve le travail difficile accompli par le TPIY;

6. demande que tous les pays coopèrent avec la justice internationale et réaffirme l'importance pour la communauté internationale de tirer les leçons de son échec dans la prévention du génocide de Srebrenica.

(s.) Laurent Mosar.

An ech huelen un, mir wäerten och domadder d'accord sinn, datt déi Resolutioun dann och an déi zoustänneg aussepolitesch Kommissioun kënnt, an da kucke mer, wat mer maachen. Vläicht kënne mer dann zesummen eng maachen, déi dann all...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Baue mer Brécken!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà, baue mer Brécken, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar.

Da géife mer zum Ordre du jour vun haut de Mëtten iwwergoen. Mir hunn eng Motioun virleien, déi op Basis vun enger viregter Motioun zu enger neier Motioun gefouert huet. An d'Wuert huet den Här Angel iwwert déi Motioun betreffend den TTIP. Den Här Angel huet d'Wuert.

4. Motion de M. Marc Angel relative à l'invitation du Gouvernement de veiller au sein du Conseil et auprès des institutions européennes à ce que le PTCI/TTIP, une fois négocié, soit soumis à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États

Exposé

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Här President, Här Ausseminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun, déi mer haut hei kuerz diskutéieren an ofstëmmen, geet zréck op eng Motioun vum Deputéierte Fernand Kartheiser, déi hien déposéiert huet am Kader vun der Dis-

kussioun den 11. Juni hei an der Chamber, wéi mer iwwert d'Prioritéite vun der Lëtzebuerger EU-Présidence geschwat hunn. An déi ass dunn un d'aussepolitesch Kommissioun verwise ginn.

Den 29. Juni hate mer dës Motioun um Ordre du jour vun der aussepolitescher Kommissioun stoen. E puer Deeg virdrun hat ech als President vun der aussepolitescher Kommissioun de Kolleeginnen a Kolleegen eng Propos vun enger iwwerschafftener Versioun geschéckt. An dës Propos gouf dunn och, no Diskussiounen an enger klenger Ännerung, unanime an der aussepolitescher Kommissioun den 29. Juni ugeholl.

Zil an Zweck vun der Motioun sinn inchangéiert bliwwen. Et ass drëms gaangen, dass d'Regierung sech zu Bréissel a besonnesch am Conseil soll asetzen, dass den TTIP, dat Transatlantescht Handelsofkommen a Partnerschaftsofkomme mat den USA, wann et bis eemol gestëmmt ass, dat heescht, wann et ausgehandelt ass, en Accord mixte soll ginn. Dat heescht, dass den TTIP niewent enger Approbatioun am Europaparlament och an allen EU-Länner vun deene jeeweilegen nationale Parlamenter ugeholl muss ginn.

Et huet mer als President vun der Kommissioun, awer och als LSAP-Vertrieder, mengen ech, ganz wichteg geschéngt, bei de Considérante vun där Motioun ervirzesträichen, dass net nëmmen «une partie du public», wéi et an där urspréngleche Motioun stoung, sech Suergen iwwert den TTIP mécht. Et war ons wichteg ze soen, dass et sech dobäi ëm e groussen Deel vun der Zivillgesellschaft, vun de Gewerkschaften, den ONGen a vu ville Biergerinnen a Bierger handelt.

Et war ons och wichteg, an där Motioun ze erënneren un de Bréif mat deene roude Linnen, deen den Ausseminister Jean Asselborn den 18. Juni 2014 un den deemolegen Handelskommissär Karel De Gucht geschriwwen huet, wou et, entre autres, ëm ISDS gaangen ass an och ëm Transparenz, dass méi Transparenz an den Dossier soll kommen.

Virun allem war et mir als President vun där Kommissioun och wichteg ze rappeléieren, dass mir hei als Chamberskommissioun, aussepolitesch Kommissioun, mä och insgesamt als Chamber als Ganzes deen Thema TTIP säit iwwer engem Joer am Dialog mam Minister Asselborn a mat senge Mataarbechter, awer och am Dialog mat eise sechs Kolleege vum Europaparlament, Lëtzebuerger Kolleegen am Europaparlament, dësen Dialog fleegen an dass mer als Chamber och den Dialog mat der Société civile an deem doten Dossier ganz groussgeschriwwen hunn. Ech wëll nëmmen drun erënneren un dee groussen Hearing, dee mer den 11. Juli hei ofgehalen hunn.

Den Erhalt vun onsen héije sozialen an ekologesche Standarde läit eis alleguer um Häerz a mir wäerten déi och hei all zesumme verteidegen. Dëst Joer, 2015, hu mer scho véiermol an der aussepolitescher Kommissioun, meeschtens och a Präsenz vum Minister, iwwert dat Thema geschwat. Mir haten d'Visite vun der Madame Malmström, der zoustänneger Kommissärin, hei de 26. Februar 2015, wou mer och d'Société civile matagebonnen hunn. Déi konnt mat ons a mat der Kommissärin diskutéieren. Den 3. Juli war jo d'ganz Kommissioun hei an och mat der Madame Malmström hu mer laang iwwer Handel, international Handelspolitik geschwat an entre autres och iwwert den TTIP.

Dat ass, mengen ech, wichteg, dass mer dat an déi Motioun erageschriwwen hunn, dass mer hei deen Dossier suivéieren. Mir hunn och e Rappel gemaach an där Motioun, dass d'Presidente vun allen nationale Parlamenter an der Conférence des Présidents vun deenen nationale Parlamenter och e Bréif geschriwwen hunn a gefuerdert hunn, dass den TTIP soll en Accord mixte sinn. Dat ass eis wichteg.

Ech wëll och drun erënneren, rappeléieren, dass, wéi gesot, an der aussepolitescher Kommissioun dës Motioun unanime ofgestëmmt ginn ass. An ech hoffen, dass mer dat hei an der Plénière och maachen.

Ech wollt als President all de Membere vun där aussepolitescher Kommissioun och Merci soe fir hir konstruktiv Zesummenaarbecht an deem Dossier. Ech wollt och drun erënneren, dass, zäitgläich wou ech hei schwätzen, am Moment e Vote am Europaparlament amgaangen ass stattzefannen, och iwwer eng Resolutioun, mä wou méi och iwwert de Fong vum TTIP ofgestëmmt gëtt.

Als President vun der aussepolitescher Kommissioun wëll ech, wéi ech dat versprach hat, weiderhi mam Minister Asselborn derfir suergen, dass mer an der Kommissioun hei an der Chamber all nei Elementer am Dossier TTIP an doriwwer eraus och am Dossier CETA an TiSA suivéieren an diskutéiere wäerten.

Net méi spéit wéi leschte Méindeg hu mer an der aussepolitescher Kommissioun décidéiert, dass mer als Kommissioun e Bréif schreiwen un de Chamberspresident, fir dass en dee weiderleet un den Ausseminister, fir dass mer am Hierscht nach eng Kéier eng Diskussioun an der Kommissioun hunn iwwert den TiSA, awer méi an techneschen Detailer, dass de Minister soll mat Mataarbechter kommen, fir deen techneschе Volet vum TiSA nach eng Kéier ze beliichten.

Also, dës Chamber suivéiert déi Accorden. A mir sinn och frou an ech sinn och iwwerzeegt, dass den Ausseminister, esou wéi en dat d'lescht Joer gemaach huet, mat senge Leit ganz konstruktiv mat eis zesummeschaffe wäert.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun hei zu dëser Motioun an ech hoffen, dass mer heibannen déiselwecht Unanimitéit kréien, wéi mer se och an der Kommissioun haten.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. Ech hunn elo direkt keng Wuertmeldungen. Den Här Mosar!

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, eise President vun der zoustänneger Kommissioun huet quasiment alles gesot, huet den Historique vun där Motioun nach eng Kéier erkläert. Mir wäerte sécherlech déi Motioun do stëmmen, well et wichteg ass, an dat ass schonn e puermol hei ënnerstrach ginn, datt och d'Chamber sech kann am Detail mat deem Accord auserneesetzen. Duerfir fanne mir, datt dat doten an déi richteg Richtung geet.

Ech wollt awer och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, datt ech elo d'Wuert hunn, fir ze begréissen, datt de President vun der Kommissioun och eis Demande ugeholl huet, fir datt mer eis nach eng Kéier am Fong mam TiSA-Accord beschäftegen, well eiser Meenung no deen Accord mindestens gradesou wichteg ass och fir Lëtzebuerg, well et do ëm Servicer geet, och ëm déi ëffentlech Déngschtleeschtungen, déi do riskéiere mat dranzefalen.

Mir hunn e bëssen d'Suerg, Här President, datt, contrairement zum TTIP, wou awer elo vill méi Transparenz an d'Diskussioun komm ass, beim TiSA-Accord awer nach ganz vill Opacitéit besteet an datt eigentlech nach keen eis richteg kann am Detail erklären, wat do virgesinn ass. An hei ass et en Accord multilatéral, deen herno vun iwwer 50 Länner wäert ratifizéiert ginn. Ech mengen, duerfir solle mer Suerg droen, datt, gradesou wéi beim TTIP, och hei alleguerten eis europäesch an och eis lëtzebuergesch Standarden iwwerholl ginn.

Duerfir nach eng Kéier eis Suerg, an duerfir soe mer och Merci, datt mer elo eng Kéier an enger vun deenen éischte Sitzungen am September eis am Detail och mat de Spezialiste vun der Représentation permanente vum Ausseministère kënnen iwwert den TiSA-Accord ënnerhalen.

Dat gesot, gi mir den Accord zu dëser Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. Den Här Graas!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ausseminister, Här Statssekretär, mir bewegen eis hei selbstverständlech an engem ganz sensibele Beräich. Et ass net nëmmen d'Politik, déi sech zënter dem 13. Juni 2013 méi intensiv mat TTIP an och doriwwer eraus mat TiSA auserneesetzt, mä et ass virun allem d'Zivillgesellschaft, déi drop opmierksam mécht, datt hei eng Rei vu Gefore kënnen entstoen.

Mir sinn och frou, datt déi aktuell Regierung sech deene Bedenke vun Ufank un ugeholl huet an och sech do ganz aktiv an deem Prozess engagéiert huet.

Ech wëll och hei nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen: Fir d'Demokratesch Partei ass dat hei keen ideologeschen Débat. Hei soll een eng pragmatesch Approche huelen. Et däerf een net vergiessen, datt TTIP awer och kann eng Chance bedeiten. Et kënnen nei ekonomesch Perspektive sech opdinn. Allerdéngs net ënner egal wéi enge Konditiounen, an dat muss ee virun allem och eisen amerikanesche Partner ze verstoe ginn, datt mir als Europäer net kënnen akzeptéieren, datt virun allem Sozial- an Ëmweltstandarden hei sollen a Fro gestallt ginn.

Ech wëll vläicht och nach eng kuerz Remarque zum ISDS maachen. Do ass et jo esou, datt ee muss ganz besonnesch virsiichteg sinn, well mer der Meenung sinn, datt hei awer soll eng ëffentlech-rechtlech Institutioun entstoen an net Privatleit hei iwwerméisseg matschwätzen, Matsproocherecht kréien. De Charles Goerens huet iwwregens am Europaparlament do eng interessant Iddi propagéiert. Hien huet u sech virgeschloen, e Modell ze entwerfen, wéi dat och um Niveau vun der OMC besteet, an zwar, e sougenannten «Organe de règlement des différends» ze schafen. Dat kéint u sech dann och e Modell, wéi gesot, sinn, deen ee kéint hei an deem heite Beräich zréckbehalen.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt déi europäesch Liberal, déi an der ALDE zesummegeschloss sinn, datt déi elo éischter vun engem „smart TTIP" schwätzen, well se awer ënnersträichen, datt virun allem, wéi gesot, d'PMEe gewësse Chancë kënnen hei kréien. Si begréissen dann och dee Moment d'Approche vun der Kommissioun, déi sech jo awer och fir eng voll Transparenz an dësem delikaten Dossier asetzt.

Zur Motioun direkt ass ze soen, datt effektiv hei eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht stattfonnt huet an der Kommissioun op Basis vun der Motioun, déi den Här Kartheiser eraginn hat, déi mer nach complétéiert hunn. Ech wëll och dem Marc Angel hei e ganz grousse Merci ausspriechen, dee virun allem déi eenzel Etappe virgestallt huet, déi awer schonn um Niveau vun der Regierung geschitt sinn, sief dat de Bréif un de Karel De Gucht oder siefen dat virun allem awer och déi aner Initiativen, déi um Niveau vum Parlament geholl gi sinn. Et ass wichteg, datt een an deem ganze Prozess all dat oplëscht. De Marc Angel huet sech do also och vill a gutt Aarbecht gemaach.

Ech wëll dann awer och nach hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei et och begréisst, an dat ass jo am Fong geholl och de fin Mot vun där Motioun hei, datt d'national Parlamenter solle méi matabezu ginn, datt d'national Parlamenter d'Méiglechkeet kréien, sech iwwert déi ganz Problematik hei an hiren eenzelne Plénièren auszedrécken. An dat ass jo u sech och eng Approche, déi konform ass zum Artikel 4 vumTraité vu Lissabon.

Eng lescht Remarque ass nach ze maachen, de Marc Angel ass scho kuerz drop agaangen: Ech mengen, et war wichteg och fir eis, datt d'Madame Malmström hei zu Lëtzebuerg war, net méi spéit wéi och nach d'lescht Woch, och wou dat do ugeschwat ginn ass. Ech mengen, wa mer schonn d'Chance hunn, wierklech d'Haaptakteuren och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze begréissen, da solle mer och déi Chance notzen an da solle mer och all eis Bedenken do zum Ausdrock bréngen.

Bref, ënnert dem Strëch jiddefalls steet d'Demokratesch Partei hei hannert där Motioun a mir wäerte se selbstverständlech och stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt fir d'Eischt dem honorabelen Här Kartheiser Merci soe fir déi Initiativ, déi hien hei geholl huet, an och dem President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Marc Angel. Mir haten déi Motioun diskutéiert. A si ass eben nach e bësse verfeinert ginn. Ech fannen et och wichteg, datt den éischten Tiret hei drasteet, datt am Fong geholl erëm eng Kéier och deen heiten Accord net vum Himmel gefall ass. En ass net zu Bréissel gekacht ginn. Effektiv hunn d'Staten der Kommissioun en Optrag ginn, en Optrag, fir ze verhandelen, an e Fräihandelsofkommes, dat awer ganz wäit geet!

An da steet och an der Resolutioun (veuillez lire: Motioun), datt effektiv eng ganz breet Front ass vu Leit zu Lëtzebuerg, awer och a ganz villen anere Länner, déi sech Suerge maachen iwwert deen Accord. Zu Lëtzebuerg sinn dat engersäits d'Ëmweltorganisatiounen, wat net verwonnerlech ass, well et eben och grad just ëm Ëmweltstandarde geet. Mä dat geet awer nach vill méi wäit. Et sinn och d'Gewerkschaften, an net nëmmen déi vun engem Bord, mä déi vu lénks, déi aus der Mëtt an déi, déi een da vläicht éischter géif als méi konservativ bezeechnen, hu sech zesummefonnt. An och d'Vertrieder vun den Interesse vun de Konsumente schwätze sech géint den TTIP aus.

Et ass och vläicht interessant, datt ebe grad just déi Motioun hei net vun där grénger Partei kënnt, mä vun der ADR, soudatt ee gesäit, och um politesche Spektrum ass et eng ganz grouss Suerg, wat do op eis zoukënnt.

Mir si frou fir déi Motioun hei a mir wäerte se selbstverständlech och ënnerstëtzen.

Mir hu mat TTIP eng ganz Rei Problemer. Ech wëll se just ganz kuerz untippen. Ech mengen, an deene fënnef Minutten hei geet et elo net drëm, fir dee ganzen Accord ze beliichten.

TTIP ass an eisen Aen nach ëmmer en Accord, dee vill ze vill an der Dunkelkammer ass. Mir kréien ëmmer gesot, et ass deen Handelsaccord, deen am meeschten ëffentlech ass, par rapport zu allen aneren Handelsofkommen. Dat ass richteg. Ech mengen, dat erkenne mer un. Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Regele vun Transparenz gi sinn. A mir mengen och, datt grad just deen heiten Accord een ass, deen esou déif gräifend an esou wäitgehend ass, datt et net nëmme muss sinn, datt den eenzelnen Deputéierten e ka liesen, mä datt en och vun den Équippen, vum Staff vun deene Spezialiste kann analyséiert ginn.

Et geet méi wäit hei wéi just e Fräihandelsofkommes. Hei geet et drëm, fir e grousse gemeinsame Marché vun Amerika an Europa ze schafen. Betriber, Landwirtschaft, Servicer solle méiglechst fräi op engem risege Marché konkurréieren, an dobäi sinn d'Viraussetzungen net iwwerall och nëmmen annähernd d'selwecht!

D'ISDS-Schiidsgeriichter, déi sinn an eisen Aen net tragbar. Et ass och flott, datt hei an der Motioun drun erënnert gëtt, datt eisen Ausseminister Jean Asselborn an deem Sënn och eng rout Linn eigentlech gezunn huet a se un d'Kommissioun geschéckt huet. Den 9. Juni hat d'EU-Parlament et net fäerdegbruecht, fir iwwer eng Resolutioun TTIP ze stëmmen. Haut si se anscheinend - ech weess net, ech mengen, de Vote ass nach net ofgeschloss - amgaangen.

Mir Gréng sinn natierlech net frou, och well déi eis net wäit genuch geet. Et geet zwar drëm, datt d'Europäescht Parlament seet: „Mir wëllen déi ISDS-Schiidsgeriichter net esou, wéi se waren", mä si maachen awer och net eng kloer Ausso, datt mer gären hätten, datt déi Schiidsgeriichter en internationalen an ëffentleche Charakter solle kréien. Dat wier fir eis wéinstens awer e Fortschrëtt an dat wier fir eis och eng Konditioun, déi ee bräicht.

Dann hu mer och nach e grousse Problem mat där regulatorescher Kooperatioun. Dat gesi mer als een Agréff an d'demokratesch Prozesser an domat di mer eis ganz schwéier. Mir denken, datt den Atomausstig an Däitschland schwéierlech méiglech gewiescht wier, wann een d'Atomindustrie vun Ufank un hätt missen an de Prozess abannen. Wéi gesot, TTIP ass kee rengt Handelsofkommes a muss duerfir och vun allen nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

Ech war virun, ech mengen, dräi Wochen zesumme mam President Marc Angel zu Paräis op enger Reunioun vun der Assemblée nationale, wou iwwert den TTIP, d'Chancen an d'Geforen, diskutéiert ginn ass. An et kann ee scho soen, datt mir zu Lëtzebuerg net eleng sinn, déi sech do vill Gedanke maachen. Praktesch alleguerten d'Delegatiounen hu sech kritesch ausgeschwat an hu gesot: „Jo, mir musse verhandelen, mä mir mussen awer net ënner alle Konditiounen zu engem Accord kommen."

Déi eenzeg Ausnahm waren déi baltesch Staten, déi eigentlech allgemeng ganz positiv sinn. Ech mengen, dat huet ganz villes mat hirer rezenter Geschicht och ze dinn. Duerfir waren déi wahrscheinlech e bësse manner kritesch.

Ech sinn och frou iwwert d'Demande vun der CSV, fir och wëllen den TiSA-Accord an der aussepolitescher Kommissioun ënnert d'Lupp ze huelen an ze diskutéieren, well ech gesinn dat d'selwecht, oder déi gréng gesinn dat d'selwecht wéi Dir. Mir menge schonn, datt dat och een Accord ass, dee ganz wäit geet an deen eis ganz intensiv betrëfft. Duerfir solle mer deen och analyséieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. D'Wuert huet dann den Här Fernand Kartheiser, deen déi urspréngleich Motioun abruecht huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och am Numm vun der ADR dem Här Angel an alle Kolleegen aus der baussepolitescher Kommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer op dësem Sujet haten. Ech mengen, et ass eng prozedural Décisioun, déi mer haut hei huelen, an ech wëll dofir och gläich op d'Prozedur agoen. Mä fir d'Éischt vläicht e puer Wierder iwwert dat Ofkommes selwer.

Ech mengen, an der ADR hu mer déi Positioun geholl, datt mer d'Chancë gesinn, déi an esou engem Accord leien, an d'Risike gesinn. Mir gehéieren net zu deenen, déi deen Accord vu vireran oflehnen oder nëmme kritesch gesinn, mä mir gehéieren awer op jidde Fall zu deenen, déi sech deene Geforen, déi draleien, bewosst sinn an dofir dat Resultat wëlle ganz genee

bewäerten, ier mer décidéieren, ob mer deen Accord kënne matdroen oder net matdroen.

Et ass och an deem Sënn, datt mer hei insistéiert hunn an déi Initiativ geholl hunn, fir ze soen: Deen Accord muss duerch déi national Parlamenter goen! Dat ass och en däitlecht Zeechen un déi Europäesch Kommissioun, fir bei der Verhandlungsféierung och ganz gutt déi Interessen, déi an deene verschiddene Länner do geäussert ginn, an déi Suergen, déi geäussert gi vun engem groussen Deel vun der Effentlechkeet, fir dat ganz eescht ze huelen an och déi Reflexioune mat an d'Verhandlungen anzebannen.

Ech mengen, mir kënnen eis awer a verschiddener Hisiicht félicitéieren iwwert déi Entwécklungen, déi a leschter Zäit geschitt sinn. Éischtens ass de Verhandlungsprozess méi transparent ginn. Zweetens ass schonn an de Verhandlungen ze mierken, datt awer déi Suergen, déi vu ville Säite virbruecht ginn, eescht geholl ginn. Am Mäerz wor nach deen „Joint Statement on Public Services" tëschent den Amerikaner an den Europäer ugeholl ginn, wou ganz kloer gesot ginn ass, datt eng Rei vu Servicer net kënne beaflosst ginn duerch deen Traité. Och dat wor e wichtege Schrëtt.

An och déi Initiativen, fir en neie Modell vun Investitiounsschutz auszeschaffen iwwert de Wee vun engem stännegen Arbitragegeriicht, dat ass éischtens net nei am internationale Recht, mä et ass op jidde Fall och am Kontext vum Investitiounsschutz e Progrès par rapport zu deem, wat mer am Abléck oder bis elo diskutéiert hunn, wou awer e risege Risiko besteet, datt eis national Justizsystemer géifen ausgehiewelt ginn.

Mir wäerten also och weiderhin als ADR dëse Prozess positiv begleeden, well Lëtzebuerg brauch oppe Mäert als klengt Land, mir hätten och gär méi Exporter an Amerika, a gläichzäiteg muss ee ganz kritesch kucken, wat do geschitt.

Zur Prozedur: Mir hätte gär den Artikel 4, datt dee voll respektéiert gëtt. An ech wëll och domadder ganz kuerz ophalen, fir ze soen, datt, wann een den Artikel 4 vum Europäeschen Traité kuckt iwwert d'Union européenne, kann een eigentlech net verstoen, datt d'Europäesch Kommissioun net direkt seet, et misst e gemëschten Traité sinn, well d'Sozialpolitik, well Landwirtschaft, well Ëmweltschutz, well d'Protection des consommateurs, Energie a Santé si Compétences partagées. An déi Retizenz vun der Europäescher Kommissioun léisst sech nëmmen doduerch erklären, datt se eben an enger Lutte institutionnelle tëschent Kommissioun a Conseil ass. An dat ass eppes, e Wee, dee mir net kënne matgoen.

Nach ee Wuert, Här President. Et schéngt mir, datt e grammatesche Feeler am Text ass. Ech hat Iech virdrun drop opmierksam gemaach an ech wär frou, wa mer deen nach këinten an der Endversioun korrigéieren, ier mer de Vote huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant que les États membres ont unanimement approuvé le mandat de négociation pour un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI/TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en juin 2013 et que les négociations ont commencé en juillet 2013 à Washington;

- consciente du fait que depuis lors, une partie importante de la société civile, des syndicats, des organisations non gouvernementales et des citoyens expriment de nombreuses critiques et inquiétudes quant au présumé contenu et à l'impact de ce futur accord;

- rappelant que le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, a esquissé les principales lignes rouges du Gouvernement actuel dans une lettre du 18 juin 2014 au Commissaire européen de l'époque, Karel De Gucht;

- considérant que le futur accord avec les États-Unis portera sur un certain nombre de domaines de compétence partagée et relevant donc aussi de l'autorité des États membres, conformément entre autre à l'article 4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

- considérant le rôle important que le Traité de Lisbonne attribue aux parlements nationaux en matière de politique européenne;

- saluant la volonté de la Commission européenne de mener un dialogue approfondi avec les parlements nationaux et les sociétés civiles, et appréciant dans ce contexte la visite de la commissaire Madame Cecilia Malmström, le 26 février 2015 à la Chambre des Députés;

- appréciant les échanges réguliers concernant le PTCI/TTIP entre le Gouvernement luxembourgeois, la Chambre des Députés, les membres luxembourgeois du Parlement européen et la société civile luxembourgeoise;

- constatant que le Parlement européen ainsi que tous les parlements nationaux des pays membres de l'Union européenne suivent avec grand intérêt le déroulement des négociations des accords de commerce internationaux, et notamment celui du PTCI/TTIP;

- rappelant que les présidents de tous les parlements nationaux des États membres de l'Union européenne se sont exprimés en faveur d'une ratification du PTCI/TTIP par chaque parlement national;

invite le Gouvernement

- à veiller au sein du Conseil et auprès des autres institutions européennes à ce que le PTCI/TTIP, une fois négocié, soit soumis à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États.

(s.) Marc Angel, Fernand Kartheiser, Claude Adam, Gusty Graas, Laurent Mosar.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt mech och nach bedanke beim Här Kartheiser fir déi Initiativ, déi e geholl huet, an och beim Här Marc Angel als President vun der Aussekommissioun fir déi gutt Ausaarbechtung vun där Motioun, déi mir natierlech och wäerte matstëmmen.

Ech wollt dorobber awer och eng kleng Remarque maachen, well am Prinzip, wa bis den TTIP och fäerdeg wäert sinn a bis an der leschter Phas ukomm ass, da misst am Prinzip, souwäit ech weess, laut Traité am Conseil eng Décisioun getraff ginn och, fir de Vertrag provisoresch esou ze implementéieren, respektiv soll dat och am Europaparlament diskutéiert ginn. Do stellt sech d'Fro natierlech: Wat géif geschéien, wann duerno, am Nachhinein duerno en nationaalt Parlament dat net géif unhuelen?

Do ass anscheinend näischt virgesinn. Dofir wier et vläicht och also als Denkustouss interessant, fir en amont déi Décisioun kënnen ze huelen, dat heescht, ier eis Regierung dann am Conseil dohinnergeet, fir iwwer eng provisoresch Implementéierung kënnen ze diskutéieren, ier dann eben déi a Kraaft trëtt.

Ech mengen, et ass och gesot ginn, mir si mam TTIP konfrontéiert, deen eendeiteg eng aner Natur huet wéi e strikt Handelsofkommes. Et ass en Ofkommes, dat och sozialer Natur ass, dat politescher Natur ass, dat e staarken Agréff wäert provozéieren an eise Gesellschaften. Dofir ass et jo kloer, mengen ech, an dat gouf och scho virdru gesot, datt mer mussen hei souwisou doriwwer diskutéieren.

An et ass jo och kee Wonner, datt d'Zivillgesellschaft sech esou staark derfir asetzt! Datselwecht wäert natierlech gëlle fir de CETA a fir den TiSA. Et gouf och gesot, an ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, datt mer och ähnlech Prozedure wéi déi heiten elo beim TTIP wäerten applizéiere bei verschidden aneren Accorden.

Vläicht och nach en anere leschten Denkustouss wier dach, ier mer vläicht nach an dëser Chamber doriwwer diskutéieren, datt mer vläicht och nach virdrun zesumme mat der Zivillgesellschaft en Hearing këinten erëm eng Kéier organiséieren, fir nach eng Kéier doriwwer kënnen ze diskutéieren, wéi mer dat schonn eng Kéier gemaach hunn. Mä dës Kéier wäert et jo an der Schlussphas sinn, wann et esou wäit kënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nach eng Reaktioun vum Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, den Här Wagner huet déi provisoresch Mise en vigueur vun Accords mixtes ugeschwat; dat hate mer bei deem Fräihandelsofkommes mat Südkorea, mir haten dat och bei deem mat Peru a Kolumbien. Do ginn nëmmen en vigueur déi Deeler, wou d'EU Kompetenzen huet. Déi Deeler, dat ass eng provisoresch Mise en vigueur vu verschiddenen Deeler, vu verschiddenen Artikelen. Do, wou d'Länner d'Kompetenz hunn, déi ginn eréischt en vigueur, wann all 28 Länner esou en Accord ratifizéiert hunn.

Mir wollten dat am Ufank och drasetzen. Mir haten dat och diskutéiert an där Reunioun zu Paräis. An dunn hunn d'Juristen an d'Spezialisten eis awer genau erkläert, wéi déi provisoresch Mise en vigueur ausgesäit an dofir hu mer dat ewechgelooss.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wëll der Chamber Merci soen, dass déi Remarquen, déi ech als Regierung gemaach hunn, respektéiert gi sinn, a mat deem Text, wéi en elo virläit, hunn ech absolutt kee Problem méi an ech wäert mech och beméien, de Wonsch vun der Chamber, dass dee Realitéit gëtt.

Ech wëll vläicht vun där leschter Debatt, déi mer haten iwwer TTIP, zwou Saache soen. Dat eent, dat ass, et huet jo ee Moment ausgesinn, wéi wann de President Obama eng Trade Promotion Authority, esou heescht dat - TPA -, dass en dat net krit an engem éischten Ulaf. Dat huet en awer elo kritt, ech mengen, virun enger gudder Woch am Senat, an dat kënnt och an de Kongress dann, soudass dee Problem also aus der Welt ass.

Dat Zweet ass, d'Europaparlament, Dir wësst, dat bleift, a mir hunn den Här Adam hei héieren, konfliktuell beim TTIP. Selbstverständlech och queesch duerch vill Parteien ass et net evident. An haut ass awer elo en éischte positive Punkt am Europaparlament ze verzeechnen. De Vote, deen ass eriwwer: Et si 431 Leit derfir, et sinn der 241 dergéint an et hu sech der 32 enthalen.

An deen Haaptknackpunkt de Mëtteg war elo den ISDS, den Arbitrage. Vläicht och do e klenge Rappel, well ech mengen, den Här Graas hat dat ugeschnidden. Et ass esou, zu sechs Länner - Däitschland, Frankräich, Schweden, Dänemark, Holland a Lëtzebuerg - ware mer zesummen a mir hu probéiert, eng Propositioun op den Dësch ze leeën, déi och elo an der Resolutioun vum Här Lange am Europaparlament zréckbehale ginn ass, dass mer net kënne mat deem ISDS, wéi e bestanen huet, (veuillez lire: huet, averstane sinn) - dat huet d'Regierung jo och der Kommissioun kloer geschriwwen -, mä dass mer en Auswee sichen. An dat wier dann en ISDS new generation.

Wat wier dodran? Dat Éischt, dat ass, dass et permanent Geriichter sinn, déi net all Kéiers zesummegesat ginn, wann e Problem ass tëschent engem Investor an engem Stat, mä permanent Geriichter; dass an deene Geriichter net Affekote sëtzen, mä Riichter, professionell Riichter, an dass eng zweet Instanz méiglech ass. Ech mengen, déi dräi Saache sinn haaptsächlech erausgeschielt ginn.

Dat fënnt een och erëm an där Resolutioun. D'Europaparlament huet eng Resolutioun vun iwwer 23 Säiten de Mëtteg ugeholl. An ech hoffen, dass mer vläicht elo domadder och kënne virukommen an dat Konfliktuellt, wat dran ass an der Prozedur, dass een dat ka besäitegen.

Ech wëll allerdéngs och soen, wat d'Substanz ugeet, do si mer nach net ganz wäit. Ech hunn dat jo ëmmer erëm widderholl. Am Hierscht sollen déi éischt Verhandlungen iwwert d'Substanz ugoen. An duerfir sinn ech selbstverständlech bereet, fir all Kéiers, wann d'Chamber elo rifft, wann dat richteg amgaangen ass - mir hu jo och dee Conseil ze presidéieren, also „International Trade", ech weess och nach net, do ass eng Sitzung elo fixéiert, wéi dat genee weidergeet, dat hänkt alles dovunner of och, wéi mer an de Verhandlunge weiderkommen -, mä ech stinn do der Chamber zur Verfügung.

Vläicht nach ee Wuert zu dem TiSA. Also et ass jo net déi éischte Kéier, dass mer iwwert den TiSA schwätzen. An der Kommissioun, des Laangen an des Breeden hat ech wierklech och do all mäi Bescht ginn, fir ze explizéieren, ëm wat dass et do geet, wou een do steet. Bon, dat ass d'Kommissioun, déi verhandelt, a mir sinn natierlech als Lëtzebuerger Ausseministère zu Bréissel mat ugeschloss un der Sendeanstalt, mä hei ass et uniquement d'Kommissioun, déi d'Mandat huet, fir den TiSA auszeschaffen.

Ech sinn all Moment bereet, am Hierscht, wann Der dat wëllt, fir dat an der Kommissioun ze erklären, well et ass schonn eppes, wou ee sech muss e wéineg erabéien, well et kritt een dat net mat Schlagwierder explizéiert. A mir musse kucken, dass d'Intérête vun eisem Land grad wéi awer och d'Intérête vun Europa, dass déi op e gemeinsamen Nenner do kommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister.

Mir sinn domat um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Motioun. Ech wollt Iech froen: Haalt Der drop, fir elektronesch ofzestëmmen, oder kënne mer et à main levée maachen?

(Interruptions)

Main levée?

(Assentiment)

Vote sur la motion modifiée

Ma da géif ech froen: Wien ass fir d'Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun ass unanime ugeholl. Merci villmools!

Da géife mer zu dem Projet de loi 6610 an der Proposition de loi 6280 iwwergoen, déi e vergläichbaren Zweck hunn, nämlech d'Zweckentfremdung vu Wunnenge fir bedrufflech Zwecker, wann net ze verhënneren, dann awer méi schwéier ze maachen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur, den Här Guy Arendt, deen elo direkt zum Zuch kënnt, huet 15 Minutten, grad wéi den Auteur vun der Proposition de loi, den Här Fayot, deen duerno d'Wuert kritt.

Den Här Arendt huet d'Wuert.

5. 6610 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation

Rapport de la Commission du Logement

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, net méi spéit wéi déi lescht Woch hate mer op dëser Plaz d'Geleeënheet, iwwert de Logement ze schwätzen. Abee, dëse Projet de loi ass e Stéck am Puzzle, fir d'Wunnengsproblematik an de Grëff ze kréien.

Dëse Projet de loi ass de 6. Dezember 2013 vum viregte Logementsminister déposéiert ginn. D'Regierung huet am Oktober 2014 eng Rei Amendementer zum initialen Text eraginn. Dunn huet de Statsrot säin Avis am Dezember ofginn. De Syvicol huet den 30. Mäerz en Avis geholl. De 5. Mee hu mer eis an enger gemeinsamer Sëtzung vun der Logementskommissioun an der Intérieurskommissioun iwwer verschidde Gemengenaspekter vum Gesetzesprojet ausgetosch. Den 11. Mee huet dunn d'Logmentskommissioun weider Amendementer guttgeheescht. D'Chambre des Salariés huet hiren Avis den 10. Juni, d'Chambre de Commerce de 15. Juni ginn. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 18. Juni vun dësem Joer ofginn.

Nodeems de Statsrot säin Avis complémentaire de 16. Juni verfaasst hat, konnt d'Logementskommissioun de schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 2. Juli 2015 unhuelen.

Vu dass d'Proposition de loi 6280 vum 3. Mee 2011, zu där de Statsrot säin Avis den 19. Dezember 2011 formuléiert hat, déiselwecht Dispositioune concernéiert wéi dëse Gesetzesprojet, ass och dësen Text vun der Kommissioun duerchgeholl ginn, fir d'Thema besser ze ëmfaassen. Den Auteur - de Franz Fayot als Nofolger vu sengem Papp - vun dëser Proposition de loi wäert och nach heizou d'Wuert ergräifen.

Här President, wéi gesot, den Text, deen eis hei virläit, beschäftegt sech ënner anerem mam Phenomeen, dass Immeublen, déi exklusiv fir Wunnzwecker geduecht woren an an deem Sënn klasséiert sinn, ouni Erlaabnis ëmgewandelt ginn, dat, fir kommerziellen Ziler nozekommen. Oft ass et esou, dass Wunnhaiser ganz oder zum Deel als Büroe genotzt ginn, ouni dass dëst genehmegt gouf. Dat ass besonnesch an eiser Haaptstad an an hirer Ëmgéigend de Fall.

Et gëtt awer zwee Problemer heibäi: Ier esou eng Transformatioun gemaach gëtt, mussen d'Gemengenautoritéiten hir Erlaabnis dofir ginn, esou wéi den Artikel 27 vum Gesetz vum 21. September 2006 dat virgesäit. Et gëtt awer leider Fäll, wou dat net esou gehandhabt gëtt. Hei gëtt also d'Gesetz net befollegt.

Jiddwereen, zweetens, hei am Land weess, dass mer méi Wunnenge brauchen. Dofir ass et nëmmen normal, dass de Législateur och sécherstellt, dass esou vill wéi méiglech Immeublen, déi fir Wunnzwecker geduecht sinn, och esou genotzt ginn.

Fir dës Problemer an de Grëff ze kréien, proposéiert de virleienden Text verschidden Ännerunge vum Gesetz vum 21. September 2006 iwwert de Bail à loyer.

Den éischte Punkt betrëfft d'Ëmwandlung vu Wunngebaier zu professionellen Zwecker. D'Gesetz vum 28. Juli 2011, wat sengersäits

d'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal ofännert, ass elo en vigueur, soudass souwisou scho säit dem 1. August 2011 all sougenannte Changement du mode d'affectation eng Genehmegung vum Buergermeeschter brauch. Et ass also net néideg, dass och d'Gesetz vun 2006, wat mer haut ofänneren, dëst eng zweete Kéier virgesäit. Woubäi och do nach virgesi war, dass et de Schäfferot wär.

Zweetens, wie kann elo esou eng Erlaabnis ausstellen? Bis elo gesäit d'Gesetz vun 2006 vir, dass de Buergermeeschter an de Schäfferot dës Autorisatiounen erstelle kënnen. Dëst ass awer net dat, wat d'Gesetz zum Aménagement communal virschreift, an derzou d'Loi communale, dass de Buergermeeschter eleng fir d'Exekutioun vu Gesetzer a Policereglementer zoustänneg ass. Et gëtt also op d'Gesetz vum Aménagement communal verwisen.

Wat ass elo, wann d'Konversioun ouni Erlaabnis gemaach gouf? Den Artikel 27 (3) gesäit hei verschidde Strofe vir. Och hei sinn dës awer schonn am Artikel 107 vum Gesetz vun 2004, wéi et 2011 ofgeännert ginn ass, festgehalen.

An anere Wierder: Well d'Gesetz vun 2006 verschidde Punkten, déi schonn am Gesetz iwwert den Aménagement communal virgesi sinn, nach eng Kéier regelt, gëtt virgeschloen, déi respektiv Abschnitter am Gesetz iwwert de Bail à loyer falen ze loossen. Et handelt sech heibäi méi genau ëm deen éischten Alinea vum Paragraf 1, souwéi den Alinea 1 vum Paragraf 3 vum Artikel 27.

Dann zu enger zweeter Thematik, déi, dass staatlech Servicer vun esou enger Autorisatioun entbonne sinn. Dës Ausnahm gëtt och elo ofgeschaaft, well de Stat mam gudde Beispill virgoe sollt. Technesch gesinn heescht dat, dass den Alinea 2 vum Paragraf 1 vum Artikel 27 ebenfalls ewechfält.

En drëtte Punkt betrëfft d'Verflichtung fir Privatstéit, fir der Gemeng eidel stoend Wunnngebaier ze mellen. De Projet de loi gesäit elo d'Méiglechkeet an der neier Versioun vum Artikel 27 vir, dass d'Gemengen esou eng Obligatioun afëiere kënnen. Dëse Gesetzesprojet schléit vir, dass de Gemengerot dat iwwer e Gemengereglement maache kann, dat also net onbedéngt eng Verflichtung ass.

Wat ass elo, wann een en onbewunnt Logement net bei der Gemeng deklaréiert, obwuel d'Gemeng dat fuerdert? Bis elo gesäit d'Gesetz vun 2006 an deem Fall Strofen tëschent 251 a 25.000 Euro vir. Dës ginn duerch dee virleienden Text erofgesat, dat duerch Strofen tëschent 1 an 250 Euro.

Här President, Dir hutt héieren, dass ech vill verschidde Gesetzer ernimmt hunn, dat, well d'Thema vun haut juristesch gesi komplex ass. Wat wichteg ass, sinn zwee Haaptpunkten.

Éischtens, et ass elo ganz kloer, dass ee Logementer net ouni Autorisatioun vun der Gemeng, vum Buergermeeschter fir kommerziell Zwecker ëmwandele kann. Wann dat awer de Fall ass, muss et duerno erëm a säin Ufankszoustand bruecht ginn. Hei schwätze mer vum sougenannten «rétablissement des lieux dans leur pristin état», an dat opgrond vum Gesetz vum Aménagement communal.

Zweetens, wann eng Gemeng dat esou wëllt, da ka se entscheeden, dass Logementer, déi ganz oder och nëmmen zum Deel onbewunnt sinn, deklaréiert gi mussen. Ech mengen, dat ass och e Message, deen de Logement virubréngt.

Dat gesot, soen ech der Madame Logementsminister an dem Statssekretär am Logement Merci, gradesou wéi de Mataarbechter, déi op dësem Dossier matgeschafft hunn, a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu dem virleienden Text.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den Auteur vun der Proposition de loi, den Här Franz Fayot.

Présentation

M. Franz Fayot *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir behandelen haut, de Guy Arendt huet et gesot, de Projet de loi 6610, fir d'Gesetz vun 2006 iwwert de Bail à loyer an Aklang ze brénge mat deem iwwert den Aménagement communal vun 2004, wéi 2011 ëmgeännert. Dat gesäit op den éischte Bléck no enger technescher Affär aus, ass awer a Wierklechkeet héich politesch.

Dëse Projet de loi 6610 ass lassgetréppelt gi vun der Proposition de loi 6280 vu mengem Papp, vum Ben Fayot, déi ech dann och iwwerholl hunn als Auteur, net aus rengem Respekt oder aus Devoir filial, mä well ech iwwerzeegt sinn, dass dës Proposition de loi wichteg ass an och gutt ass.

Et ass gesot gi vum Guy Arendt: D'Zweckentfremdung ass ee vun de Problemer an eiser Wunnengspolitik. Wa mer dat gäre bekämpfen, ass de Kampf géint d'Zweckentfremdung och eng wichteg Prioritéit, fir à bout ze komme vun eiser Wunnengsnout.

De Mëssstand vun der Zweckentfremdung ass säit Jorzéngten offensichtlech an der Haaptstad, mä ass awer och a leschter Zäit e Problem gi ronderëm d'Stad Lëtzebuerg an och an anere gréissere Gemengen. En ass awer besonnesch flagrant an der Stad Lëtzebuerg.

Et ass e Mëssstand, dee scho säit längerer Zäit erkannt ass, deen awer net ophält an deen ëmmer weidergeet. En huet an de 60er Joren ugefaangen, wéi d'Finanzplaz sech rasant entwéckelt huet bei eis am Land. Et gouf deemools Plaz gesicht fir d'Banken an all déi Beruffer, déi ronderëm d'Finanzplaz gravitéieren.

Déi radikal Solutioun war, fir d'Wunnengen am Stadkär ofzerappen a Bürosgebaier ze bauen. Dat ass besonnesch gutt gelongen um Boulevard Royal. Déi e bësse manner rabiat Solutioun war, an de bestehende Wunnengen am Zentrum Büroen anzeriichten. An obschonn an de leschte Jorzéngten an haut méi wéi jee riseg Bürosflächen an der Haaptstad a ronderëm entstane sinn a weider entstinn, ginn ëmmer nach gréisser a klenger Wunnhaiser grad wéi Appartementen am Stadzentrum zu Bürosflächen ëmfonctionnéiert.

Wann ech duerch mäi Quartier op der Gare spadséieren, gesinn ech ganz Deeler dovun, déi souzesoen „gesquat" gi vu privaten an ëffentlechen Institutiounen. Ech muss net wäit goen, fir Beispiller ze fannen, eleng an deem Quartier: d'Spuerkeess an der Goethe- an an der Zithastrooss, d'Caritas an der Michel-Welter-Strooss, oder an der Michel-Rodange-Strooss och, wou „myenergy" sëtzt. Heiansdo gëtt et och e Liichtbléck, wéi zum Beispill um Eck vum Boulevard de la Pétrusse mat der Rue C. M. Spoo, wou de Stat elo en Haus erëm ëmfonctionnéiert huet an déi aner Richtung a Wunnengen do mécht.

Ob déi Mésaffectatiounen, zum Beispill déi do, vu Wunnenge jee laut Gesetz autoriséiert goufen, woen ech net ze froen. Dëst ass e Mëssstand, well géint Gesetzer a Reglementer verstouss gëtt. Esou huet bis haut d'Ëmfonctionnéiere vun enger Wunneng a Bürosfläch ausdrécklech vum Schäffen- a Gemengerot laut Gesetz vun 2006 iwwert de Bail à loyer autoriséiert ze ginn.

Et ass awer nach méi e Mëssstand, well dee Verstouss géint d'Gesetzer net bestrooft gëtt. An et ass an enger extrem ugespaanter Situatioun vum Wunnengsmaart e sozialen a wirtschaftlechen Dysfonctionnement, wann dat geschitt. Besëtzer kënne méi oder wéineger maachen, wat se wëllen, a si sichen natierlech, an dat ass de bonne guerre, den héchstméigleche Revenu. Jonk Familljen op der Sich no enger Wunneng ginn op déi Manéier aus der Stad verjot a mussen da wäit Weeër a Kaf huelen, fir op d'Aarbecht ze kommen.

Här President, wéi déi Proposition de loi hei 2011 virgeluecht gouf, gouf se positiv empfaangen. De Statsrot huet a sengem Avis vum 16. Dezember 2011 geschriwwen, dass en déi Préoccupatiounen deelt an dass e sech eng „parade efficace" géint dee Mëssstand erbäiwënscht. D'Regierung hirersäits huet an hirer Prise de position vum 5. Dezember 2012 gesot, si géif déi Préoccupatiounen och deelen.

Op den Détournement vu Wunnengen ugeschwat, hunn déi politesch Gemengeresponsabelen an der Stad - ech wëll hei keng Gemengepolitik maachen, mä et geet numol haaptsächlech ëm d'Haaptstad - ëmmer erëm beteiert, si hätte keng Handhab iwwert déi Entwécklung. D'Ursaach dofir wär, dass am Gesetz iwwert de Bail à loyer vun 2006 keng kloer Bestëmmung enthale wär, wat dann elo fir Wunnen a wat fir Büroen destinéiert wär.

Am Artikel 27 Paragraf 1 steet nämlech, an ech zitéieren: «Une habitation ou un local habituellement loué pour servir de logement ne pourra être soustrait à cette destination pour être transformé en bureau sauf autorisation expresse du collège des bourgmestre et échevins.» Well do „habituellement" stéing, wär et schwéier, bei Litigë viru Geriicht recht ze kréien. Dofir gouf an der Proposition de loi virgeschloen, dat Wuert ze sträichen.

An Zukunft wäert déi Schwieregkeet fir d'Gemengen ewechfalen, well mer ons eben elo op d'Gesetz iwwert den Aménagement communal beruffen a laut deem Gesetz eleng d'Baugenehmegung maassgebend fir d'Zweckbestëmmung vun engem Immeubel ass. Dat fanne mer eng gutt Léisung. Wéi de Statsrot sot, gëtt dat deene Mésaffectatiounen och méi eng breet Assise wéi déi vum Bail-à-loyers-Gesetz.

Zweetens gouf ëmmer vun der Gemeng gesot, si kéint net géint de Propriétaire virgoen. Am Paragraf 3 vum Artikel 27 vum Gesetz iwwert de Bail stoungen awer Sanktioune fir déi Propriétairen, déi sech net un d'Bestëmmungen halen. Déi Sanktioune waren iwwregens deemools 2003 an 2004 während den Aarbechten um Gesetz an op Wonsch vun der Gemeng Lëtzebuerg verschäerft ginn. Dofir hat d'Gesetz vun 2006 kräfteg Amendë vun 251 bis 250.000 Euro virgesinn. Op där jee eng Kéier verdeelt goufen, weess ech net.

Awer trotz de gesetzleche Bestëmmungen, déi et iwwregens scho laang, säit de 50er Joren, gëtt, ginn ëmmer nach Wunnengen zu Büroen ëmfonctionnéiert. De Phenomeen huet sech an der Zwëschenzäit och op anere Quartiere ronderëm de Stadkär an d'Gare ausgedehnt. A mam Wuesstum vun der Ekonomie ass wuel net ze erwaarden, dass dee Phenomeen och ophéiert. Jiddweree weess, firwat dat esou ass. De Statsrot huet a sengem Avis vum 16. Dezember 2012 kloer an däitlech gesot, dass et evident wirtschaftlech Ursaachen, «des raisons économiques évidentes», gëtt, déi aus Wunnenge Büroe maachen.

De politesche Pouvoir, nämlech d'Gemeng, déi responsabel ass fir d'Gestaltung vun der Stad an déi d'Interesse vun der Allgemengheet ze vertrieden huet, also och vun all deene Leit, déi eng Wunneng sichen, muss sech deem Drock widdersetzen. Si musse sech deem Drock widdersetzen, fir dass hir Stied lieweg bleiwen an dass d'Leit an alle Quartiere wunnen, an net nëmmen där, déi deier Appartementen am Stadkär bezuele kënnen, mä och normal Familljе mat hire Kanner.

Dat ass manifestement, dat muss ee leider soen, während laanger Zäit net geschitt. Dorop ugeschwat, hunn déi successiv Stater Buergermeeschtere gesot, si kéinten näischt maachen oder si wéissten net, wann an engem Haus e Büro entstoe géif. Dat ass e bëssen erstaunlech, well engersäits déi Entreprisen an déi Institutiounen e Pignon sur rue hunn - et gesäit ee se also an der Stad -, an anerersäits weess een aus senge Gemengeservicer, wat fir Leitunge geluecht ginn a wie Rechnunge fir Gemengendéngschtleeschtunge kritt. Et gëtt also duerchaus Moyenen, wéi een déi Saache ka feststellen.

Här President, déi spannend Fro ass, ob mat deem Gesetz hei, deem Projet de loi 6610, d'Situatioun op deem Plang besser gëtt. Kréien d'Gemengen elo endlech eng effikass Handhab, fir ze verhënneren, dass aus riichtewech Wunnenge Büroen entstinn? Dat neit Gesetz 6610 schaaft de Paragraf 1 vum Artikel 27 vum Gesetz iwwert de Bail à loyer ganz of. Wéi gesot, wollt de Statsrot dës Problematik am Gesetz vum Aménagement communal regelen.

Et ass also d'Baugenehmegung, déi eleng ausschlaggebend elo ass. A wann déi modifizéiert gëtt, muss de Buergermeeschter seng Zoustëmmung ginn. Fir dass dat geschitt, muss déi Modifikatioun awer ugefrot ginn. A wann eng Infractioun constatéiert gëtt, geet et nom Artikel 107 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal, an deen Artikel gesäit strofrechtlech an administrativ Sanktioune géint Verstéiss un dem Bebauungsplang an den Décisioune vum Buergermeeschter an deem Zesummenhang vir. Dat sinn Amenden an och Prisongsstrofen.

Natierlech, wann de Buergermeeschter net gefrot gëtt, si mer erëm op der Case départ. Do stellt sech dann déi nach méi spannend Fro, nämlech wéi staark d'Buergermeeschteren interesséiert sinn, fir genee opzepassen, dass hir Uertschaft sech geneesou entwéckelt, wéi de Bebauungsplang et virgesäit. Et ass ze hoffen, dass d'Buergermeeschteren do genee kucken an net zécken, fir ëffentlechen Interesse viru privaten de Virrang ze ginn, an dass se de politesche Wëllen hunn, dat duerchzesetzen. Wann dee Wëllen nämlech net besteet, dann ass dëst Gesetz e Schlag an d'Waasser, an da sinn d'Privatinteresse méi staark wéi d'Allgemenginteressen.

Dofir mussen d'Gemengen d'Propriétairen drop hiweisen, dass un der Affektatioun vun Immeublen net méi gefréckelt däerf ginn, et sief, et kritt een dat autoriséiert. An d'Gemengen hunn d'Flicht, dat ze kontrolléieren a gegebenenfalls anzegräifen.

D'Gesetz 6610 schaaft d'Ausnahm fir de Stat of, ëffentlech Verwaltungen a Privathaiser ouni Autorisatioun ënnerzebréngen. Dat ass ze begréissen an dat war och eent vun den Uleiesse vun der Proposition de loi 6280. Dat war eng Dispositioun, déi bis op d'50er Joren zréckgaangen ass, déi méi schlecht wéi recht erkläert gouf an déi och a ville Stater Quartiere fir lerger gesuergt huet. De Stat seet elo, e géif sech lues a lues aus deene Wunnengen zréckzéien, wou en nach drasëtzt.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se Donnéeën huet, wéi vill Privathaiser an der Stad an och soss am Land heivunner concernéiert sinn. Dobäi muss een natierlech och oppassen, dass net nëmmen de Stat selwer, mä och déi vill Établissements publics, Agencen a soss Organer, déi ronderëm den eigentleche Stat gravitéieren, déiselwecht Politik maachen.

Wat d'Propriétairen ugeet, stellt d'Fro sech, ob d'Akraafttriede vum Gesetz eng Stonn Null ass, dat heescht, ob vun deem Abléck un alles, wat op deem Plang geschitt ass, als Droit acquis gëllt an eréischt vun do u méi strikt gehandelt gëtt. Dat wär natierlech ze bedaueren, well domat all déi Verstéiss géint d'Gesetzer bis elo vun enger Aart Amnestie géife profitéieren. Dofir war d'Iddi vum Statsrot vun enger Période transitoire vu fënnef Joer, fir d'Situatiounen ze regulariséieren, a priori eng gutt Propos. Vun Droit acquis kann een a mengen Ae schwätzen, wann eng Autorisatioun vum Artikel 27 vum Gesetz iwwert de Bail à loyer gefrot an accordéiert gi wär. An anere Fäll sollt dat net de Fall sinn.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir ofzeschléisse freet et mech, dass schonn déi viregt Regierung an och déi heiten esou schnell op déi Proposition de loi reagéiert hunn an de Problem vun der Mésaffectatioun vun de Wunnengen erëm an d'Diskussioun bruecht hunn. De Stat, mä och d'Gemengen hunn eng grouss Verantwortung fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg, dat hu mer d'lescht Woch des Längeren diskutéiert, souwuel wat de Wunnengsbau ugeet, mä awer och besonnesch, wat de Schutz vu bestehendem Wunnraum ugeet.

Dofir wäerte mer genee verfollegen, wéi dëst Gesetz ëmgesat gëtt. Mir wäerten och verfollegen, wéi vill Gemengen op d'Méiglechkeet zréckgräifen, eng Bestandsopnahm ze maachen. Dat ass jo am Projet de loi 6610 schlussendlech als Optioun zréckgehale gi fir d'Gemengen, wat een duerchaus och ka mat engem kritischen A gesinn.

Mir wëssen, wéi populär deemools déi iwwregens ganz luewenswäert Initiativ vum Stater Buergermeeschter Paul Helminger war, fir ze probéieren, eng Bestandsopnahm ze maache vun der bestehender Bausubstanz an hirer Affektatioun an der Stad Lëtzebuerg. Eiser Meenung no hätt hei de Stat kënnen eng grouss Pressioun vun de Schëllere vun de Gemengen huelen, wann en déi Deklarationsflicht obligatoresch gemaach hätt.

Et wär wichteg gewiescht, wann een et wierklech eescht gemengt hätt mat der Mobiliséierung och vun eidelem Wunnraum, dës Deklarationsflicht zwéngend ze maachen. Och zu dem Niveau vun den Amenden, dee vun 1 Euro bis 250 Euro geet ënnert dem ugeduechte Règlement communal, brauch ee wuel net weider vill ze soen.

Här President, et muss an de concernéierte Gemengen a ganz besonnesch an der Haaptstad eng Prise de conscience kommen, dass d'Wunnen an enger Stad eng wesentlech Bedéngung fir d'Liewe vun där Stad ass. Eng Stad, an där et nëmme Banken a Büroe gëtt, ass eng doudeg Stad.

Heimadder wär ech dann um Schluss ukomm. Ech géif natierlech och den Accord vun der LSAP ginn zum Projet de loi 6610, an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wéilt ech dem Rapporteur Guy Arendt gär e ganz, ganz décke Merci soe fir säi kompletten an detailléierte Rapport, awer och ee Merci un den Här Franz Fayot fir seng Presentatioun vu sengem Argumentaire.

Ech mengen, wéi mer wëssen, wéi virdrun och scho gesot ginn ass, d'Modifikatioun vum Gesetz vum Bail à usage d'habitation gouf de 6. September 2013 vum deemolege Logementsminister, dem Marco Schank, déposéiert. Den Ursprong vun dëser Modifikatioun fousst awer op enger Proposition de loi vum Ben Fayot aus dem Joer 2011.

Wat woren dem Initiator vun der Proposition de loi seng Beweggrënn, fir dës Propositioun eranzereechen? Wéi mir alleguerte wëssen, ass Lëtzebuerg e Land, wou et richteg boomt, souwuel wat de Populatiounswuesstum ugeet, awer och wat déi wirtschaftlech Aktivitéiten ugeet. Et wor an deene leschte Joren ëmmer nees festzestellen, datt kleng Betriber aus dem Beräich vum Tertiaire, awer och ëffentlech Administratioune sech verstäerkt an eise Quartiers résidentiels niddergelooss hunn. Wunnenge

sinn zu Büroen zweckentfremdt ginn, an d'ëffentlech Hand, d'Gemenge woren deem Ganze relativ schutzlos ausgesat, well d'Autoritéiten a ville Fäll heiriwwer net informéiert gi sinn.

Den Artikel 27 vum aktuelle Gesetz huet virgesinn, datt de Schäfferot vun där jeeweileger Gemeng kéint aschreiden, sollt et sech ëm eng Zweckentfremdung handelen. Wéi virdrun awer scho gesot, sinn d'Gemengen oft net a Kenntnis gesat ginn an einfach virun e Fait accompli gestallt ginn.

Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 28. Juli 2011, wat d'Aménagement-communals-Gesetz vun 2004 ëmgeännert huet, ass de Buergermeeschter vun där jeeweileger Gemeng opgrond vum Artikel 37 iwwert d'Baugenehmegunge responsabel, wat de Bau, d'Transformatiounen an eventuell nei Affektatiounen ugeet. Dëst muss natierlech ëmmer konform zu deem generelle Bebauungsplang, den diesbezüügleche PAPen an dem Bautereglement sinn.

Den Artikel 27 vum aktuelle Gesetz gëtt duerch d'2011er Gesetz vum Aménagement communal zu engem gewëssenen Deel iwwerflësseg a gëtt elo duerch eng nei Formulatioun ersat, wou de Gemengerot iwwer e Règlement communal géint de Leerstand vu Wunnenge soll virgoen.

D'Fro, déi sech awer elo mat där neier Formulatioun vum Gesetz stellt: Wat geschitt mat deene Wunnengen, déi zurzäit, an dëst och schonn zanter Joren, net konform zur Gesetzgebung aménagéiert gi sinn? Op dës Fro gëtt dës Modifikatioun och keng Äntwert.

Geet de Buergermeeschter do hin a berifft sech op d'2011er Gesetz a kontrolléiert, wat fir eng Wunnengen eventuell an deene leschte véier Joer zweckentfremdt gi sinn? Wat soll mat deene Wunnenge geschéien, déi schonn zanter x Joren eng aner Fonctioun hunn?

Ech mengen, hei läit d'Konklusioun op der Hand. E Buergermeeschter wäert wuel kaum e Büro oder e Commerce, deen e feste Bestanddeel vum ëffentleche Fonctionnement a Liewen a senger Stad oder a sengen Dierfer ass, mat engem Handschlag eliminéieren, dëst faute d'alternative. Hei dierft sech éischter eng Tolératioun vun dem Bestand duerchsetzen, soudatt déi Commercen an awer och déi Büroen, well se effektiv dann am Bestand sinn, och wäerte virun ënnert deem Aspekt kënne fonctionnéieren.

De Buergermeeschter steet an Zukunft awer an der Verflichtung, bei all neier Demande genau ze kucken, ob dës Demande dann och kompatibel mat dem Bebauungsplang ass. Eng gewësse Flexibilitéit muss nawell och an Zukunft spillen, wann et sech ëm Aktivitéiten handelt, déi an direkter Relatioun mat de Besoine vun der Populatioun stinn. En fonction vun dëse Besoine sollten och déi nei PAGen an de Gemengen erstallt ginn, datt dann an all Quartier oder Uertschaft e gewëssene Mix virgesinn ass, fir dëser Demande op d'mannst zu engem gewëssenen Deel Rechnung ze droen.

Fazit ass a bleift, datt opgrond vun eiser Situatioun um Logementsmarché Wunneng soll Wunneng bleiwen a Bürosaktivitéiten a Commerce verstäerkt a Raimlechkeete solle kommen, déi heifir och geduecht sinn. Am urbane Raum ass dëst sécherlech méi einfach ëmzesetze wéi am ländleche Raum.

D'CSV-Fraktioun géif et wichteg fannen, wann de Ministère de l'Intérieur an de Ministère du Logement spezifesch an dësem Fall an eventuell och a Relatioun mat dem Gesetz vun der Aide au logement, wat den Assainissement, d'Sécuritéit, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Gebaier ugeet, eng gemeinsam Sensibiliséierungscampagne géife starten, fir d'Allgemengheet iwwert d'Problematik an och iwwer gréisser Méssstänn ze informéieren. Eng Circulaire oder eventuell e Règlement type kéint de Gemengen och hëllefräich sinn, wat den neien Artikel 27 ugeet.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lies. Den nächste Riedner wär dann de Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wollt ganz kuerz op zwee Punkten agoen. Deen ee Punkt, op deen ech schonn d'lescht Woch agaange sinn, dat ass iwwert déi eidel stehend Wunnengen, an dat anert ass, datt d'Gemengen elo musse gefrot ginn, wa Wunnengen ëmgebaut ginn a Büroen oder Geschäfter.

Dat fanne mer gutt, datt dat elo esou ass. An ech fannen et och hëllefräich, datt am Fong geholl d'Gemeng elo kann e Reglement stëmmen, wou d'Propriétairë mussen déi eidel Wunnenge mellen. Éischtens emol ass dat ganz hëllefräich, wann een eng AIS huet, eng Agence Immobilière Sociale, fir emol ze kucken, wat fräi ass. Zweetens kann ee sech awer och am zweete Gedanken, wann dat wierklech laang, laang dauert, iwwert déi Taxen, déi ech d'lescht Woch ugeschwat hunn, do de Kapp driwwer zerbriechen, ob een dat net sollt eng Kéier maachen. Fir eis ass et wichteg, datt d'Gemengeréit elo déi Méiglechkeet hunn.

Iwwert de Präis, déi Strof, do hätt ech natierlech oder mir hätten natierlech léiwer gehat, datt et e bësse méi wéigedoen hätt. Mä dat konnt jo net esou stattfannen. Op alle Fall begréisse mer dat heiten, a mir wäerten och ganz frou sinn, dat ganz fréi, op alle Fall an der Stad Déifferdeng, kënnen duerchzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Traversini. Dann huet den Här Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mir soe Merci fir deen exzellente Rapport vum Guy Arendt an d'Ausféierunge vum Franz Fayot. An d'ADR seet Jo zu dësem Text, well et richteg ass, géint Emwidmungen ze kämpfen, dem Buergermeeschter de Pouvoir ze ginn, Emwidmungen ze erlaben, de Stat ze zwéngen, seng eege Gesetzer ze befollegen, a schliisslech och eppes géint d'Leerstänn ze maachen. Wat de Stat ubelaangt, wéi seet ëmmer esou schéin de Gast Gibéryen: „Braucht Der e Gesetz, fir dat ze maachen, wat Der richteg fannt?"? Ech mengen, och haut scho kéint de Stat ouni eng zwéngend gesetzlech Basis soen: Kommt, mir ginn an déi dote Richtung a mir maache Büroraim fräi!

De Franz Fayot huet ganz kloer Beispiller genannt mat Nimm vu staatlechen Institutiounen oder Etablissementer, déi Wunnraum besetzen. Ech wëll en anert nennen, dat ass zum Beispill den Tribunal de Commerce um Saint-Esprit. Dat war an der Zäit eng virleefeg Léisung. Do gëtt e ganze Stack Appartementer besat vun engem Tribunal, et ce n'est que le provisoire qui dure!

Et muss een natierlech och soen, wann dann elo deen Tribunal de Commerce muer géif plënneren, jo, da gëtt dee Wunnraum fräi. Mä Fakt ass jo awer och, datt dann en anert Gebai muss gebaut ginn, wou deen Tribunal kann hikommen, an op deem Terrain hätte jo och dann eventuell kënne Logementer entstoen. Et ass also net ëmmer esou evident.

Eng Gemeng sollt an Zone kënne bestëmmen, ob se do Geschäfter, Büroen oder Administratioune wëllt oder net wëllt. Mä am Endeffekt muss all Gemeng derfir suergen, datt d'Besoinen erfëllt ginn. Do, wou Büroe gebraucht ginn, mussen och Büroe kënnen entstoen.

Wat de Logement ugeet, hu mer d'lescht Woch an der Debatt ganz vill Pisten hei opgewise vun alle Bänken. Mir wëssen, datt mer genuch Bauplaze brauchen, wa mer genuch Wunnenge wëllen hunn, datt mer musse kënne méi héich bauen, datt mer méi rapid a flexibel Baugenehmegunge brauchen, anstatt éiweg laang Prozeduren, klengkaréiert Muechtspiller, Interpretatioune vu Reglementer. Mir brauchen d'Interventioun vu soziale Promoteuren an esou weider an esou fort.

Ech wollt dës Debatt benotzen, fir op een Aspekt e bësse méi anzegoen, an dat sinn d'Leerstänn. Firwat gëtt et iwwerhaapt Leerstänn? Ech mengen, keen normal logesch denkende Mënsch léisst eng Wunneng eidel stoen, wann e fir déi Wunneng kann e maartgerechte Loyer kréien. Wann en dat also mécht, muss et eng Ursaach ginn. An déi Ursaach musse mer bekämpfen.

D'Ursaach ka sinn, datt en en Eegebedarf huet an datt mer an eisem jëtzege Gesetz annerhalleft Joer brauchen, fir eng Wunneng ze libéréieren, wann Eegebedarf do ass. Also kann ech mer virstellen, datt et Leit gëtt, déi soen: Ma mäin Enkel kënnt vun der Uni an zwee, dräi Joer, kommt, loosse mer se léiwer eidel stoen, da ginn ech deene Scherereien aus dem Wee!

Eng aner Ursaach si Renovatiounen, déi net virukommen: Haiser, déi musse renovéiert ginn, wou sechs vu siwe Locatairen erausginn, mä dee siwente strieft sech, an natierlech stinn dann déi sechs Wunnengen éiweg laang eidel, bis datt endlech dee leschte Locataire och erausgeklot ass.

Eng aner Ursaach vu Leerstänn ka sinn, datt ech op eng Baugenehmegung waarden. En attendant, datt ech mäi Projet ka maachen, soll ech mäin Haus verlounen, jo oder neen? Wéi séier kann ech de Locataire dann nees lassginn, wann ech dann endlech meng Baugenehmegung hunn?

An eng lescht Ursaach, déi ech ëmmer méi feststellen an déi och novollzéibar ass, ass d'Flemm! Fakt ass, wann Dir eppes verlount, an dee Locataire bezilt da kee Loyer, Dir maacht jo net direkt de Schrëtt op d'Geriicht, Dir waart jo zwee, dräi, véier Méint, Dir gitt deem Mann eng Chance, Dir maacht e Recommandé. Wann Der dann endlech Är Requête maacht, brauch et dräi Wochen, bis datt iwwerhaapt eng Convocatioun kënnt.

Wann dann e Locataire, esou e Locataire en Affekot hëlt, dann dauert et nach eng Kéier dräi, véier Méint, bis dat ka plädéiert ginn, an dauert dann nach eng Kéier zwou, dräi, véier Wochen, bis datt ech en Uerteel hunn. An da muss ech nach een Dierwiechter fannen, deen et exekutéiert. An och do wësse mer, an der Praxis brauche mer ee bis zwee Méint, bis datt kann exekutéiert ginn.

Dat heescht, mir hunn insgesamt zwielef Méint Loyer verluer, éier mer dee Locataire, deen net bezilt, endlech dobaussen hunn. An do sinn nach net d'Fraisen derbäi: d'Fraise fir den Affekot, soe mer emol 1.000 Euro kascht esou eng Affär, d'Fraise fir den Déguerpissement. All normalen Dierwiechter freet do eng 2.000 Euro Provisiounen. Dat sinn also ganz vill Suen, déi feelen. A par contre kann ech eng Garantie locative nëmme froen op zwee Méint. Dat heescht, ech bleiwen do op ganz vill Sue sëtzen.

Da kënnt nach derbäi, datt nom Déguerpissement vläicht och nach Schied bestinn. Ech muss och nach nei usträichen. An da soll ech frougemutt an eng nei Locatioun eragoen!

D'Äntwert ass ganz kloer. Dat eent ass d'Agence sociale, déi och schonn hei vum Kolleeg Traversini ugeschwat ginn ass. Jo, dat ass eng exzellent Léisung.

Mä eng aner Léisung ass och eng Adaptatioun vun eisem Bail-à-loyers-Gesetz. An dat ass dat Eenzegt, wat ech hei bedaueren: Mir maache jo hei an dësem Vote eng Ännerung vum Bail-à-loyers-Gesetz, do kéint ee jo awer profitéieren, an esou Gesetzer dann och op deem dote Punkt ze légiféréieren! Mir brauche fir Netbezueler vu Loyer vill méi schnell, vill méi kuerz a vill méi effikass Prozeduren. Dat wier e ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, fir géint Leerstänn ze kämpfen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. D'Wuert huet elo den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, eng Woch nodeems hei eng gréisser Debatt stattfonnt huet iwwert de Logement, stëmme mir dann haut e Projet de loi, deen hëllefe soll, fir géint eng Praxis virzegoen, déi de Logementsproblem nëmme verschäerft, an zwar d'Zweckentfriemung vu Logementer. Den ehemolegen Deputéierten, den Här Ben Fayot, hat jo schonn, wéi hei scho gesot gouf, eng Proposition de loi am Joer 2011 déposéiert, déi d'Gesetz vum Bail à usage d'habitation sollt renforcéieren.

Et ass kee Wonner, datt esou eng Proposition de loi u sech vun engem Stackstater koum wéi den Här Fayot, well wéi all Stackstater, deen ech jo och sinn, wësse mer, wat fir en Ausmooss dëse Phenomeen ugeholl huet. Natierlech ass d'ganzt Land dovunner betraff, mä d'Haaptstad leit dorënner natierlech eendeiteg méi, well sech hei vill kommerziell Aktivitéite konzentréieren. Wat sech awer ëmmer manner konzentréiert, dat si Mënschen, zemools am Zentrum oder awer och an anere Quartieren, wéi hei zum Beispill dee vun der Gare, mä natierlech och net nëmmen.

Et geet also drëms, ze sécheren, datt engersäits scho bestehend Logementer wierklech och als Logementer benotzt ginn, mä och dorëms, datt gewësse méi zentral Quartieren an eise Stied net zu Phantomzone verkommen.

Här President, mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. Et geet an déi richteg Richtung. Et waren eng Partie Diskussiounen, déi ech zwar au vol matkritt hunn, well ech net laang genuch derbäi sinn, mä ech konnt awer och alles noliesen, awéifern een d'Deklaratioun vun engem Logement, deen eidel ass, misst obligatoresch maachen. Dës Prärogativ ass schlussendlech ausgeweit ginn op d'Gemengeréit.

De Statsrot wollt méi wäit goen an dës Obligatioun generaliséieren am Kader vum Gesetz vum Aménagement communal. Du koum den Awand, dat wär fir gewësse méi kleng Gemengen e relativ héijen administrativen Opwand. An dovunner ofgesi stellt sech jo och nach d'Fro vun der Gemengenautonomie.

Bon, ech mengen, et huet een ëmmer, an ech hunn och ëmmer déi Schwieregkeeten, mir eng Relioun ze maachen tëschent engersäits Mesuren ze huelen oder ze imposéieren, déi zu méi sozialer Gerechtegkeet kënne féieren, an anerersäits awer och déi wichteg demokratesch Marge de manœuvre vun de Gemengen ze respektéieren, déi och d'Fräiheet an d'Responsabilitéit de Gemenge gëtt, eng Situatioun korrekt anzeschätzen.

Schlussendlech mengen ech awer och, datt d'Ausweidung vun dëser Prärogativ op d'Gemengeréit eng gutt Saach ass, well et och déi néideg politesch Ausenanersetzung an deene Gremie wäert férderen an do, wou et néideg ass, eng Obligatioun méi einfach kann duerchsetzen, wéi wann dat nëmmen an den Hänn vun engem Schäfferot wier.

Wat elo och déi Schwieregkeeten ubelaangt, fir ze wëssen, wou Zweckentfriemunge kënnen entstoen, ech ka mech do nëmmen deem ralliéieren, wat och den Här Franz Fayot gesot huet. Ech mengen, et ginn eng Partie Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. A menger Naivitéit a Candeur mengen ech och, datt een awer och kann erausfannen, wou eng Sociétéit sech etabléiert. Zemools eng Gemeng, mengen ech, misst do keng gréisser Schwieregkeeten hunn. A wann net genuch Mëttele bestinn, da musse mir och derfir suergen, datt déi Mëttelen dann agefouert ginn.

Bon, et gouf och nach en anere méi kritesche Punkt, dat war deen och vun der Amende, déi e Propriétaire kritt, wann e säi Logement net umellt, deen eidel ass. Déi ass elo schlussendlech erofgesat ginn, relativ staark. Do gouf och monéiert, datt eng gewësse Proportionalitéit misst agehale ginn, wat eng Netdeklaratioun u sech vun administrativer Natur ugeet, an d'Netanhale vum Gesetz, also eng Zweckentfriemung duerchzeféieren, well do sinn natierlech eendeiteg méi héich Strofe virgesinn am Gesetz vum Aménagement communal.

D'Chambre des Salariés war och net ganz glécklech iwwert dës Erofsetzung. An ech muss och soen, datt ech och léiwer gesinn hätt, mir hätten awer fir eng eendeiteg méi staark Ofschreckung gesuergt, well mir schwätzen och ëmmerhi vu Propriétairen, a wéi soe se an Däitschland: Eegentum verflicht! An ech mengen, dat hätt net esou vill wéigedoen.

Bon, trotz deem klenge Bauchwéi wäerte mer dëse Projet de loi matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wollt Iech awer alleguerte berouegen, datt d'Stad Lëtzebuerg, wou ee jo mengt, dat Gesetz hei wier fir d'Stad Lëtzebuerg just gemaach ginn, datt d'Stad Lëtzebuerg net nëmmen eng Stad vun de Banken ass. D'Stad Lëtzebuerg ass eng extrem lieweg Stad, déi an deene leschten 20 Joer, vun den 90er Joren un all Joers Dausende vun Awunner méi krut! Ech wollt dat just zur Berouegung och soen.

Ech wäert dat Gesetz awer hei ganz gäre matstëmmen, natierlech, well et eng Dispositioun ännert, wou de Stat effektiv - an dat huet d'Stad Lëtzebuerg x-mol, eemol fir zéngmol gesot -, op ganz ville carrément Wunnhaiser effektiv Administratiounen huet. A wann dat hei elo an engem Délai raisonnable, wéi jo dervu geschwat gëtt, virgesäit, datt d'Administratioun an d'Regierung sech selwer virhëlt, ebe fir eng ganz Rei... - an ech fänke se hei net un opzezielen, ech hunn nëmme fënnef Minutten -, wann de Stat also elo sech selwer do e Coup gëtt, fir fir déi Administratiounen nei Plazen an nei Gebaier ze bauen, dann ass dat eng ganz gutt Saach.

Well, déi Saache si jo gemaach ginn, well op eemol dëst Land an dës Stad déi Evolutioun kruten, déi mer kennen a wou mer eis jo kënnen awer alleguerten driwwer freeën, well soss wieren eng ganz Rei Gesetzer, déi mer hei an dëser Chamber stëmmen, iwwerhaapt net méiglech, well et ebe vun den 80er Joren un en enormen Développement kannt huet.

Ech wëll awer just drop hiweisen, datt heiansdo - heiansdo - déi Uwendungen net esou einfach sinn, wéi se vläicht duergestallt ginn! Zum Beispill, wéini steet en Haus eidel? En Haus - an där Situatiounen hu mir méi wéi eng Kéier, an ech huelen un, aner Gemengen och -, wann eng Persoun, déi eleng wunnt, net méi wëllt eleng, ganz eleng an hirem Haus wunnen, si wëllt awer och net ganz nëmmen an engem Altersheim sinn, wann déi zum Beispill all Weekend nach an hiert Haus zréckkënnt, steet dat Haus dann eidel oder net? Muss dat...

(Interruption)

Natierlech neen! Mä heiansdo kënnt se jo och net...

(Interruption et hilarité)

Ech wollt elo just soen, heiansdo kënnt se jo och net all Woch erëm. Heiansdo kënnt se vläicht nëmmen... Et ass nëmmen, fir e Beispill ze soen.

An dann e Changement d'affectation: Bis elo huet jo de Schäfferot - an ech kann dat bezeie fir d'Stad Lëtzebuerg - natierlech bei all Changement d'affectation, dee gefrot ginn ass, gekuckt: Op wat gëtt en et? Et kann net nëmme sinn dat, wat elo an deem Moment dra war. Et muss jo och am Sënn vun der Rechtssécherheet sinn: Wat gesäit de Bebauungsplang vir, wat op där Plaz ka gemaach ginn?

An ech ginn Iech do d'Beispill: Et gëtt Haiser, déi eben an enger Zäit gebaut gi sinn, déi eben an deene Fonctiounen, déi déi Haiser dee Moment haten, den heitege Gegebenheeten einfach net méi entspriechen! Ech denken do un extrem grouss herrschaftlech Villaen, fir déi zu där Zäit, virun honnert Joer, wéi se gebaut gi sinn, effektiv fir eng Famill d'Autorisatioun erausgaangen ass, fir eng grouss herrschaftlech Villa ze bauen, wou een awer haut kengem méi kéint zoumudden a kee sech méi selwer zoumutt, mat enger Famill an esou engem Haus ze wunnen.

Zum Beispill ënnen d'Villa Baldauff an der Avenue Marie-Thérèse, dat ass eng Villa, déi elo effektiv ganz laang eidel steet, well eben och eng Rei Saache ronderëm gebaut ginn, déi ass autoriséiert ginn als en Eefamilljenhaus - déizäit ass jo a sech net vun Eefamilljenhaus geschwat ginn, mä vu Maison d'habitation. Ech hoffen, mir sinn eis awer alleguerten eens, datt déi Fonctioun esou enge Bauten hei einfach net méi entsprécht.

An dat ass wouer fir eng ganz Rei Villaen op dem Boulevard Joseph II, do, wou haut d'russesch Bank dran ass, wat och eng Villa war, déi gebaut ginn ass dee Moment op d'Autorisatioun vun nonzénghonnert an esou vill, fir eben eng Famill ze logéieren, mä déi evidenterweis haut deene Konditiounen net méi entsprécht.

Nëmme fir ze soen, datt een och muss kucken, wat de Bebauungsplang am Sënn vun der Rechtssécherheet virgesäit, wat op enger Plaz ka gemaach ginn, an datt doropshin d'Décisioune vun dem Schäfferot musse geholl ginn. Esou gëtt et op alle Fall bei eis gemaach, well d'Rechtssécherheet an enger Stad, an engem Land, wat esou schnell sech développéiert wéi onst, ass, mengen ech, eng essenziell Garantie, déi een an engem Rechtsstat muss kënne ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An elo huet d'Wuert de Statssekretär am Wunnengsbauministère.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État au Logement.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'Éischt nach wëllen dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi Rapport, dann awer och dem initialen Auteur vun der Proposition de loi, dem Ben Fayot, an natierlech och dem Riedner, dem Franz Fayot, fir déi Explikatiounen, déi mer kritt hunn.

Et sinn an deene verschiddenen Exposéen hei schonn e ganze Koup un Argumenter ausgetosch ginn, déi alleguerten och nach richteg sinn. Zwou Froe sinn nach gestallt ginn oder Donnéeë gefrot ginn. Déi hu mer net, Här Fayot. Dat ass dat eent.

An déi aner Propos, déi nach mat gemaach gouf, dat war vum Här Lies, fir eng Sensibiliséierungscampagne ze maachen. Ech huelen déi Propos mat, fir eng Kéier mat dem Minister Kersch ze diskutéieren.

Fir de Rescht, mengen ech, sinn ech frou, dass et hei eng grouss Zoustëmmung gëtt zu deem heite Projet de loi. An ech sinn dann och frou, wann e gestëmmt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet 6610 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6610 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung...

(Interruption)

Esou ka jiddweree kommen!

(Hilarité)

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. No mengem leschte Stand hei ass et 59-mol Jo. Mä ech mengen, et ass nach een an der Kabaischen.

(Hilarité générale)

Also unanime ass...

(Brouhaha)

Neen, neen, Kabaischen. Gitt näischt sichen, wou näischt ass! Also unanime.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6610 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Retrait du rôle des affaires de la proposition de loi 6280

An da ginn ech jo och dovun aus, ech froen awer den Auteur, dass domat d'Proposition de loi hifälleg wär?

M. Franz Fayot *(LSAP), auteur.*- Dat ass richteg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6785 iwwer e Benelux-Traité iwwert d'Kooperatioun bei der Inspektioun vum Stroossentransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché.

6. 6785 - Projet de loi portant approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, signé à Liège, le 3 octobre 2014

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 6785 approuvéiere mer de Benelux-Traité vum 3. Oktober 2014 iwwert déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an der Inspektioun vum Stroossentransport.

Nodeems déi dräi Benelux-Länner den Traité zu Léck ënnerzeechent haten, huet den Ausseminister Jean Asselborn dëse Projet den 2. Mäerz 2015 déposéiert.

D'Haaptzil vum Projet besteet doran, d'Zesummenaarbecht tëschent de Benelux-Länner ze verbesseren, wat d'Kontrollen am Stroossentrafic an d'Applikatioun vun der europäescher Gesetzgebung an där Matière ugeet.

Dernieft geet et awer och drëms, d'Ausféierung vun de Kontrollen a vun de Servicer um gesamten Territoire vun der Benelux ze harmoniséieren an eng ineffikass Usammlung vun éparpilléierten Associatiounen an Akteuren op deem Territoire ze vermeiden.

Des Weidere soll den Traité och dozou bäidroen, verschidde juristesch Inegalitéiten an Interpretatiounsdivergenzen um Plang vun de jeeweilege Sanktiounsregimmer vun deene verschiddene Länner aus der Welt ze schafen. A schlussendlech soll d'Bündelung vun de Kompetenzen, den Expertisen, den Erfahrungen an de Mëttel och zu Käschtenaspuernisser féieren.

Fir all deem Rechnung ze droen, enthält den Traité ganzer 36 Artikelen, déi déi eenzel Volete vun der Zesummenaarbecht tëschent deenen dräi Länner definéieren. Ech zielen der just e puer op.

Dat ass beispillsweis déi géigesäiteg Informatiounsflicht, d'Zurverfügungstelle vu Material, d'Ufro vu Material bei engem Partnerstat, d'Confidentialitéit vun den Daten, d'Verfaasse vu Rapporten, d'géigesäiteg Assistenz, Ausféierungsbestëmmunge fir déi eenzel Projeten an Initiativen, Aktiounspläng an d'Schafung vu Comités de pilotage, niewent villem aneren.

Komplettéiert gëtt den Traité vun enger Fiche financière, an där eng Rei konkret Spuerpotenzialer opgezeechent sinn. Heirënner falen haaptsächlech gemeinsam Uschafungen, déi gemeinsam Notzung vun enger mobiller Statioun fir technesch Kontrollen, déi Lëtzebuerg zur Verfügung stellt, déi gemeinsam Notzung vun enger Software, déi Holland zur Verfügung stellt, an d'Bündelung vun de mënschleche Ressourcen duerch d'Recht, Persounen an aner Länner ze delegéieren.

Den Traité bezitt sech, wéi gesot, op de Raum vun der Benelux. Trotzdeem bitt en awer och anere Länner a Federalstaten d'Geleeënheet, sech der Initiativ unzeschléissen an de Projet iwwert dee Wee um europäesche Plang weiderzëentwéckelen. Der Benelux kënnt also eng gewësse Virreiderroll an dësem Beräich zou.

Obschonn d'Kontroll vum Stroossentransport national Kompetenz wäert bleiwen, gëtt also mat dësem Traité eng Harmoniséierung vun de Kontrollsystemer um europäeschen Niveau ugestrieft an erméiglecht.

Domat kommen ech scho bei den Avis vum Statsrot a bei d'Aarbechte vun der Kommissioun: An hirem Schreiwes vum 24. Februar 2015 huet déi héich Kierperschaft sech äusserst positiv zu dësem Projet de loi ausgedréckt an huet just eng minimal Modifikatioun vum Text respektiv vun enger Zeechesetzung proposéiert. Den 18. Juni 2015 huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech esouwuel mam Projet de loi wéi och mam Avis vum Statsrot befaasst. An der Sëtzung vum 2. Juli 2015 huet se mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Ofschléissend ginn ech natierlech mat Freed den Accord vun der grénger Fraktioun, an der Hoffnung, datt déi europäesch Länner duerch Initiative wéi dës a vill anerer weisen, datt se méi dovun hunn, zesummenzeschaffen an hir Kräften ze bündelen, wéi sech ze isoléieren, well Eenheet mécht staark!

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Aly Kaes, dee scho prett ass.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt erlaabt mer, der Madame Lorsché als Rapporteur vum Projet villmools Merci ze soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport.

Bon, wéi grad gesot, handelt et sech beim Gesetzestext ëm e grenziwwerschreidende Kooperatiounsvertrag tëschent Lëtzebuerg, der Belsch an Holland, wou et ëm d'Kontrollen am Wueren- an am Persounentransport geet. Och wann e groussen Deel vun der Reglementatioun, wat de Wueren- a Persounentransport betrëfft, schonn um europäeschen Niveau u sech harmoniséiert ass, esou si gewësse Beräicher, wéi zum Beispill d'Kontroll vu Lenk- a Rouzäiten, d'Kontroll vun enger Surcharge oder awer och d'Kontroll vun Transporter mat gefäierleche Substanzen nach ëmmer eng national Ugeleeënheet.

Doraus ergi sech an de verschiddene Länner ënnerschiddlech Interpretatiounen, wat de Contrôle ugeet. Déi eng Länner handelen dat no der Method X, déi aner no der Method Y, an déi aner no der Method Z.

Duerch dësen Traité ginn déi Kontrolle souwuel bei de Busse wéi och bei de Camionen an deenen dräi respektive Länner uniformiséiert. An domadder spille mer an dësem Beräich ganz sécher eng Virreiderroll an Europa.

Duerch dës Zesummenaarbecht profitéiert ee vun deem aneren, esou wéi d'Madame Lorsché dat méi am Detail scho gesot huet, sief dat och am Beräich vum Austausch vun Expertisen, vun Informatiounen, vu Material. Ech denken hei un de Camionsscanner vun der Douane, well et ass scho virgesinn, dass och u sech gemeinsam Kontrolle kënnen organiséiert gi respektiv dass Lëtzebuerger Inspektere bei hir belsch Kolleege kontrolléiere ginn.

Bon, duerch dësen Traité gëtt séchergestallt, dass an der Benelux, egal wou een ass, déiselwecht Bedéngungen, déiselwecht Kontrollbestëmmungen a Regele gëllen, wouduerch et och kloer zu enger Verbesserung vun der Verkéierssécherheet vun de Bierger kënnt. Ausserdeem wäert dësen Traité och derzou bäidroen, dass de Sozialdumping am Beräich vum Giddertransport op der Strooss besser ka bekämpft ginn.

An deem Sënn sinn ech genausou frou wéi d'Madame Lorsché, fir och am Numm vun der CSV den Accord zu dësem Text ze ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6785 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6785 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

A mir hunn 59 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Une voix.- Et ass en Iertum...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, also aus deenen 59 ginn der 60, an domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zu deem nächste Projet, de Projet de loi 6714 iwwert d'Aféierung vu fixe Radaren op eise Stroossen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché. Wien nach net ageschriwwen ass, soll sech wann ech gelift bei mir mellen, soss ass et ze spéit.

7. 6714 - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Et geet och ëm flexibel Radaren, dat wëll ech just bäifügen.

Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 6714 mécht d'Regierung eescht a Saache Radarkontrollen a geet domat op deeselwechte Wee wéi vill aner europäesch Länner. Net well Kontroll a Repressioun Freed maachen, mä well Kontroll a Repressioun de Verkéier berouegen, Accidenter vermeiden an domat d'Liewen an d'Gesondheet vu ville Mënsche schützen.

Dat bescht Beispill liwwert Frankräich, wou viru gutt zéng Joer den éischte Radar installéiert ginn ass. Mëttlerweil si bei eise franséischen Noperen iwwer 4.000 Anlagen a Betrib - mam Resultat, datt d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen a Frankräich ëm d'Halschent erofgaangen ass.

Ech kommen direkt op Lëtzebuerg, wou den Handlungsbedarf nach ëmmer grouss ass, virun allem wann et drëms geet, d'Vitesse op de Stroossen ze reduzéieren. Et ass déi gréisst Geforequell, déi mer op de Stroossen hunn. Och wann d'Zuel vun den Accidenter duerch d'Aféierung vum Punkteführerschäi reduzéiert konnt ginn, ass a bleift d'Vitesse nämlech nach ëmmer dee gréisste Problem op de Stroossen an d'Ursaach vu vill mënschlechem Leed.

Beispillsweis waren am Joer 2014 ganz genee 48% vun allen déidlechen Accidenter a 35% vun den Accidenter mat Kierperverletzungen op eng iwwerdriwwe Vitesse zréckzeféieren. Net besser war et an de Jore virdrun, woubäi d'Statistik op eng steigend Tendenz hiweist. D'Tabell fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Här President, mat dësem Projet de loi wëllt d'Regierung de Problem, oder besser gesot, de Fléau vun der ze vill héijer Vitesse op eise Stroosse konsequent bekämpfen an hire ganz villfältege Plan d'action „sécurité routière" fir d'Joren 2014-2018 mat engem weidere Bausteen ergänzen. Dir wësst, mir haten am Débat doriwwer rieds, datt deen Aktiounsplang aus ganzer 29 Moossname besteet - d'Aféierung vu Radaren ass e wichtege Pilier vun deem Plang.

An deem Geescht huet den Nohaltegkeetsminister François Bausch de Projet de loi de 4. September 2014 déposéiert. De Projet modifizéiert eise Code de la Route, deen um Gesetz vum 14. Februar 1955 baséiert an deen am Laf vun der Zäit natierlech schonn eng ganz Rei Modifikatiounen erlieft huet.

D'Aféierung vum sougenannten „Système de Contrôle et de Sanction automatisé" - ofgekierzt schwätzt ee vun CSA - soll et erlaben, d'Kontroll vun der Vitesse zum Alldag ze maachen. Mam Zil natierlech, d'Verhalen hannert dem Steier an deem Sënn ze änneren, datt een net méi no Loscht a Laun op de Gas dréckt, mä sech eng gewëssen Eegekontroll an eng Eegeverantwortung operleet.

D'Wierksamkeet vun de Radarkontrolle berout dobäi manner op der Héicht vun der Sanktioun, déi un enger Infraktioun hänkt, wéi um Risiko, beim schnelle Fuere ganz einfach erwëscht ze ginn.

An deem Sënn kann ee beim Radar effektiv vun enger Fal schwätzen, vun enger Fal, déi e pädagogeschen Effekt huet an natierlech eng Rei Leit irritéiert, virun allem déi, déi net wëssen, wat Regele bedeiten.

Fir dësen Effekt méiglechst flächendeckend ze erreechen, gesäit de Projet de loi an enger éischter Phas d'Installatioun vun 20 festen oder „fixen", wéi et am Text steet, Radare vir, an donieft och vu 6 mobille Radaren.

Déi 20 fix Radare ginn op deene Plazen opgestallt, wou et regelméisseg - bewisenermoossen - zu Vitesseiwwerschreidunge kënnt, mam Zil, de Flux vum alldeeglechen Trafic op deene Stroossen ze berouegen an de Respekt vun der erlaabter Vitesse ganz einfach zur Gewunnecht ze maache vun de Chaufferen, esou wéi et och a Frankräich festzestellen ass.

Déi sechs mobill Radaren hirersäits ginn, wéi den Numm et seet, net op feste Plazen opgestallt, mä flexibel gehandhabt: haut hei, mar do, fir op déi Manéier eng ofschreckend, dissuasiv Wierkung ze erreechen.

Donieft kënnen och d'Netdroe vum Sécherheetsgurt an d'Benotze vum Handy mat de geplangte Radaren detektéiert ginn. Spéiderhi kënnen dann och d'Duerchfuere vun enger rouder Luucht, d'Netanhale vum virgeschriwwenen Ofstand an ze héich duerchschnëttlech Vitessen op engem definéierten Tronçon tëschent zwee Moosspunkten iwwert de System vun de Radaren erfaasst ginn.

Am leschte Fall vum Tronçon schwätzt een dee Moment vun „appareils de parcours", déi an enger Pilotphas wäerten en place gesat ginn, mä nach net direkt.

Well déi automatesch Radaren d'Verkéierspolizei ersetzen a 24 Stonnen op 24 grad wéi 7 Deeg op 7 funktionéieren, kann dee liewege Polizist fir aner Aarbechten agesat ginn. Och dat ass e Virdeel, dee bei dësem Projet net soll vergiess ginn, ëmsou méi well d'Polizeiagente bekanntlech a gewëssenen Uertschaften esou rar si wéi déi wäiss Mais, besonnesch, wa se akut gebraucht ginn.

D'Plaz: Wou ginn d'Radaren higestallt? Déi Décisioun läit bei engem Aarbechtsgrupp, deen heescht „Audits de sécurité". E besteet aus ganz villen Akteuren aus dem Beräich vum Stroossentransport, ënner anerem och aus der Association des Victimes de la Route an der Sécurité Routière, déi doru bedeelegt sinn, grad wéi d'Police an aner Akteuren. Dee ganze Grupp steet ënnert der Verantwortung vun de Ponts & Chaussées.

Ech kéim dann zum konkreten Oflaf vun der Prozedur, déi folgendermoossen ausgesäit: An enger éischter Etapp fotografiéiert de Radar d'Nummereschëld an de Chauffer vum Gefier, säi Gesiicht mam Kierper, mam ieweschten Deel vum Kierper, mat deem d'Infraktioun begaange gëtt - also d'Gefier, net de Kierperdeel, deen d'Infraktioun begeet, mä d'Gefier! Beim Motorrad limitéiert d'Foto sech op d'Nummereschëld, vu datt d'Gesiicht vum Chauffer jo hannert engem Casque verstoppt ass.

Enregistréiert gëtt d'Foto am sougenannten „Centre", dee vun der Police géréiert gëtt an ënnert der Opsiicht vum Procureur d'État steet.

E Responsabele vun der Police bekëmmert sech esouwuel ëm d'Feststellung vun der Infraktioun wéi och ëm d'Identifikatioun vum Besëtzer vun der Groer Kaart, vum sougenannte Certificat d'immatriculation vun deem Gefier, mat deem d'Infraktioun begaange ginn ass.

Wann déi Persoun dann identifizéiert ass, gëtt se duerch en ageschriwwene Bréif mat Accusé de réception informéiert, datt se an engem Délai vu 45 Deeg en Avertissement taxé muss bezuelen, deen der festgestallter Infraktioun entsprécht; oder awer, datt se sech am Fall vun engem méi graven Délit an de Centre muss beginn, wou e Procès-verbal opgestallt gëtt.

Prinzipiell geet et bei de Radarkontrollen natierlech drëms, de reelle Chauffer vun der Infraktioun ze identifizéieren an ze sanktionéieren, mam Zil, datt en duerno méi virsiichteg fiert a ganz seng Astellung zum Fueren ännert.

An der Hypothees, wou de schëllege Chauffer net identifizéiert ka ginn, ass den Titulaire vun der Groer Kaart finanziell responsabel fir d'Bezuele vun der Sanktioun. Dat heescht, wann de Chauffer net identifizéiert ka ginn a wann de Propriétaire vun der Groer Kaart och net ka soen, wien zum Zäitpunkt vun der Infraktioun mat sengem Auto gefuer ass, behält de Propriétaire vun der Groer Kaart déi sougenannte Responsabilité pécuniaire.

Am Fall wou den Auto am Numm vun enger Personne morale, wéi zum Beispill enger Firma, immatrikuléiert ass, läit d'Verantwortung natierlech och an éischter Linn beim Chauffer, deen d'Infraktioun begeet. Wann dee Chauffer net identifizéiert ka ginn, geet d'Verantwortung un de legale Vertrieder vun der Personne morale, deen all Informatiounen iwwert d'Identitéit vum Chauffer muss liwweren. Bei de Locatiounsautoe gëllt deeselwechte Prinzip.

Am Kontext vun der Responsabilitéit ass et mer dann nach wichteg, drop hinzeweisen, datt dëse Projet de loi zu kengem Moment déi penal Responsabilitéit, mä just déi finanziell Responsabilitéit vum Chauffer engagéiert. Eréischt wann de Chauffer säin Avertissement taxé bezuelt huet, kënnt seng penal Responsabilitéit zum Droen an eréischt dee Moment kann et zum Ofzuch vu Punkten um Führerschäi kommen.

Wat d'Méiglechkeet ugeet, sech dem Bezuele vun der Sanktioun ze entzéien, gëllt ëmmer déiselwecht Regel, an zwar folgend: Wann den Titulaire vun der Groer Kaart der Meenung ass, e wier net schëlleg, well e guer net am Auto souz, kann e vu sengem Recht op Contestatioun Gebrauch maachen.

Dee Moment gëtt et véier verschidde Weeër:

1. Den Titulaire ka mat engem Récépissé beweisen, datt en eng Plainte déposéiert huet, well den Auto beispillsweis geklaut ginn ass. Oder e beweist duerch eng Deklaratioun, datt den Auto zerstéiert ginn ass.

2. Déi zweet Méiglechkeet: En attestéiert schréftlech, wéi eng Persoun zum Moment vun der Infraktioun mam Auto gefuer war.

3. Drëtt Méiglechkeet: E liwwert eng Kopie vum Kontrakt vun der Cessioun vum Gefier of plus de Beweis, datt d'Transaktioun am nationale Fichier vun de Gefierer an hire Besëtzer enregistréiert ginn ass.

4. Déi lescht Méiglechkeet ass déi, datt en eng Kopie vum Locatiounskontrakt ofliwwert, déi en ebe mat enger anerer Persoun ofgeschloss huet.

Donieft gesäit de Projet de loi dann och vir, datt eng Persoun, déi opgrond vun enger Radarkontroll als Chauffer designéiert ginn ass, op hir Demande hin Accès zu der Foto kritt, dëst am sougenannten „centre", wou si d'Foto ka konsultéieren. Wann den designéierten Auteur vun der Infraktioun sech am Ausland ophält, huet en d'Recht, eng Vertrauenspersoun ze nennen, déi op Procuratioun hin Accès zu der Foto kritt.

Am Fall vun der Konsultatioun gëtt d'Foto esou traitéiert, datt just de Chauffer erkennbar bleift, während all aner Persounen a Géigestänn aus Dateschutzgrënn geschwäerzt ginn an op déi Manéier onkenntlech sinn.

Bleift nach de Fall vun enger falscher Deklaratioun, déi kéint gemaach ginn am Fall, wou ee sech der Sanktioun wéilt op eng illegal Aart a Weis entzéien. Hei kann ee just soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Fuddele sech an dësem Fall net lount, well falsch Deklaratioune mat 251 bis zu 10.000 Euro bestrooft ginn, dëst als Alignement un d'Strofen, déi am Beräich vun de Verkéiersdelikter gëllen. Et huet een also net vill dervun, oder besser gesot guer näischt dervun, falsch Deklaratiounen ze maachen.

Bleift nach ze soen, datt den Traitement vu perséinlechen Donnéeën an alle Fäll eiser Gesetzgebung iwwert d'Protection des données ënnersteet.

Här President, ech komme bei déi verschidden Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen. Et waren der am Ganze siwen.

Den éischten Avis vum Statsrot datéiert vum 2. Juni 2015, säin Avis complémentaire vum 30. Juni 2015. Nieft enger genereller Beschreiwung an enger Rei vu legistesche Propositiounen huet de Statsrot eigentlech just eng fundamental Kritik um initialen Text ausgeüübt, dëst am Kontext vum Ofzuch vu Punkte vum Führerschäin. Urspréinglech war nämlech virgesinn, den Ofzuch vu Punkten direkt un déi festgestallten Infraktioun ze bannen, wat juristesch net tragbar war.

Opgrond vun der Opposition formelle vum Statsrot huet d'Nohaltegkeetskommissioun dës Dispositioun geännert an décidéiert, den Ofzuch vu Punkten un d'Bezuele vun der Amende ze bannen an net méi direkt un d'Feststellung vun der Infraktioun. Dat heescht, datt de Chauffer eréischt duerch d'Bezuelen als penal schëlleg Persoun identifizéiert gëtt an datt d'Bezuelen an deem Sënn eng Zort Aveu vun der betraffener Persoun duerstellt. Dës Dispositioun baséiert um Prinzip vun der Personnalité des peines, déi am initialen Text net respektéiert gi war.

Ech komme bei d'Chambre de Commerce. Si huet hirersäits hiren Avis de 6. Oktober 2014 eraginn an de Projet de loi generell guttgeheescht. E positiven Avis koum och vun der Chambre des Salariés, déi sech den 30. Oktober 2014 zu Wuert gemellt hat.

E weideren Avis koum da vun der Chambre des Métiers, déi déi allgemeng Zilsetzung vun dësem Projet de loi begréisst, mä skeptesch huet dës Beruffskummer sech allerdéngs gewisen, wat déi technesch Ëmsetzung vum Projet, den Informatiounsaustausch an de Volet vun den Daten ubelaangt respektiv och d'Délaie vun der Bezuelung vun der Amende. Hiren Avis datéiert vum 8. Dezember 2014.

Dernieft koum dann nach den 11. Februar 2015 eng ganz positiv Stellungnahm vum Parquet général a vun de Bezierksgeriichter vu Lëtzebuerg an Dikrech eran. An hirem gemeinsamen Avis gëtt d'Aféierung vum neie Kontrollsystem am Hibléck op méi e verantwortlecht Verhalen op der Strooss ausdrécklech begréisst.

Et bleift nach den Avis vum 25. Februar 2015 vun der nationaler Dateschutzkommissioun, der CNPD. Dës méi fachspezifesch Kommissioun huet de Projet ganz minutiéis analyséiert an huet begréisst, datt en d'Gesetzgebung vum 2. August 2002 iwwert de Schutz an den Traitement vu perséinlechen Daten an allen Hisiichte respektéiert.

Zu den Aarbechten an der Nohaltegkeetskommissioun bleift ze soen, datt de Projet de loi ganzer véier Mol um Ordre du jour vun der Kommissioun stoung. An deene Reuniounen hu mir eis mat deene verschiddenen Avisen a mat enger ganzer Rei vun Amendementer befaasst. Inhaltlech, muss ech awer betounen, war d'Kommissioun vun Ufank un der Meenung, datt dëse Projet de loi e wichtegt Element am Kampf fir méi Sécherheet op der Strooss géif duerstellen, woubäi ech och muss soen, datt d'Membere ganz konstruktiv an interesséiert bei der Saach waren. An deem Sënn huet se mäi Rapport den 9. Juli 2015 eestëmmeg ugeholl.

Ofschléissend wéilt ech och de Vertrieder vum Nohaltegkeetsministère nach e grousse Merci fir hir kompetent Berodung ausdrécken, virun allem der Madame Josiane Pauly, dann awer och dem Här Guy Heintz an dem Här Romain Spaus. E Merci gëllt wéi ëmmer och der Sekretärin Rachel Moris, déi ëmmer ganz flénk bei der Saach ass.

Här President, erlaabt mer nach kuerz, déi gréng Kap opzedinn. Net als Rapportrice, mä als Vertriederin vun eiser grénger Fraktioun hoffen ech, datt d'Chamber dëse Projet de loi stëmmt an domat wierklech e couragéiert Zeechen am Kampf fir méi Sécherheet op der Strooss setzt, onofhängeg vum Géigewand, deen eis an d'Gesiicht bléist. Ech mengen, e kënnt op eis zou: Mat der Aféierung vun de Radare maache mir eis eben net nëmme Frënn, mä ech denken, et ass méi wichteg, datt mer Liewe retten.

Mat deem Zil ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci der Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marco Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an Zäit vu ronn zwee Méint schwätze mer haut op dëser Plaz déi drëtte Kéier iwwert d'Verkéierssécherheet. A wann ee kuckt, wat op eise Stroosse geschitt, ass dat leider net vu Muttwëll.

No dem Vote vum neie Punkteführerschäin hate mir jo och viru Kuerzem op dëser Plaz eng Consultatiounsdebatt iwwert d'Verkéierssécherheet, virun allem d'Sécherheet am Stroossentrafic, an iwwert der Regierung hir sougenannt „Vision Zéro", fir ze probéieren, d'Affer am Verkéier nach méi, ëmmer méi géint null ze reduzéieren. Alleguerten d'Riedner sinn deemools och op déi schwaarz Serie vun déidlechen Accidenter an der Zäit vun nëmmen zwou Wochen agaangen, fir ze ënnersträichen, wéi wichteg datt et ass, fir zousätzlech Efforten ze maachen.

D'Haaptprioritéit vun der Regierung hirem Aktiounsplang ass ganz däitlech - et ass ëmmer datselwecht, zu Recht -, fir ze soen, datt mer géint iwwerdriwwe Vitesse musse virgoen an den Alkohol, a ganz dacks déi zwou Saache matenee gekoppelt, als Haaptursaach vun den Accidenter.

Iwwer Verkéierssécherheet kann een eigentlech net dacks genuch diskutéieren, ëmsou méi, wou an eisen Aen, ech widderhuele mech, de pädagogesche Prinzip muss spillen, fir ëmmer erëm déiselwecht Messagen nei, anescht agepaakt ze véhiculéieren, fir de Leit a virun allem den Automobilisten dobaussen däitlech ze maachen, wéi wichteg et ass, responsabel ënnerwee ze sinn.

Duerfir soen ech et nach eng Kéier, datt enorm vill Leed vu Familljen, Partnerschaften a Frëndschafte kéint verhënnert ginn, wa jiddweree sech géif un d'Limites de vitesse an d'Limitte vum Alkoholkonsum halen, wa jiddwereen nëmmen da géif iwwerhuelen, wann et wierklech net gefëierlech wier, a wa jiddwereen, deen Auto fiert, den Handy géif an der Täsch loossen an esou weider.

An egal wéi eng Diskussioune mer féieren, zum Beispill och, wat elo erëm opgeflaamt war, de Pro an de Kontra vu Beem laanscht d'Stroossen, oder och ze diskutéieren, fir nach méi streng Regelen anzeféieren am Verkéier, et ass an eisen Äe genau esou, wéi et viru Kuerzem

de Vizepresident vun der Association des Victimes de la Route, den Armand Jaminet, op de Punkt bruecht huet an engem Zeitungsartikel, wéi e gesot huet: „Et gëtt keng Stroossen, déi Feeler verzeien."

Et wor wichteg, dëse Gesetzesprojet iwwert déi 20 fix a 6 mobill Radare virun der Summerpaus an d'Chamber ze brëngen an ze stëmmen. Et ass virgesinn, datt d'Radare bis Enn des Joers sollen installéiert ginn an da vum anere Joer un och operationell solle sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e grousse Merci un d'Madame Rapportrice, d'Josée Lorsché, fir hiren exzellente schréftlechen a mëndlechen engagéierte Bericht. Dëse Projet gëtt zënter enger Partie Joren, ech géif soe ronn fënnef Joer, a wahrscheinlech och scho virdrun, diskutéiert, an de viregten Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler huet 2012 déi éischt Schrëtt fir d'Uschafe vun dëse Radaren ënnerholl.

A grad wéi haut war et d'Zil och deemools, net, dem Stat seng Keesen op d'Käschte vun den Automobilisten ze fëllen, mä zu méi Verkéierssécherheet bäizedroen. Ech hu virdru gesot, datt mir eréischt viru Kuerzem op dëser Plaz iwwert d'„Vision Zéro" geschwat hunn, wou mer nach eng Kéier kloergemaach hunn, datt iwwerdriwwe Vitesse an den Alkohol zu den Haaptursaache vun déidlechen Accidenter gehéieren. Mat de Radare gëtt dann, esou hoffe mir op d'mannst, op enger Rei vu Plazen, wou se opgestallt ginn, manner gerannt an domat zur Verkéierssécherheet bäigedroen.

Virun engem Joer huet de Minister Bausch jo schonn d'Emplacementer bekannt ginn. Deemools waren d'Kaarten an de Medien, och haut hunn ech nach eng Kéier gesinn, hunn ech eng Kaart fonnt, fir nach eng Kéier däitlech ze maachen, wou d'Radaren hikommen. A vill Leit missten eigentlech wëssen, wou an Zukunft misst de Fouss vum Gas geholl ginn. Ech wëll awer direkt derbäisoen: Wann ee responsabel Auto fiert, hëlt een net nëmmen dann de Fouss vum Gas, mä et hält ee sech iwwerall un de Code de la Route. Et handelt sech logescherweis ëm problematesch Strecken, sougenannt „points noirs", wou an der Vergaangenheet an haut och nach besonnesch heefeg Accidenter passéieren.

Mä eent nom aneren! Fir d'Éischt musse jo dann d'Radaren emol installéiert ginn an duerno déi Informatiounen traitéiert ginn. Et gi jo bekanntlech 20 fix a 6 mobill Radaren ugeschaaft. Laut Devis solle se 1,7 Milliounen Euro kaschten. Do ass awer och schonn déi Statioun, déi den Transfer vun den Donnéeë mécht, derbäi. A vu datt mer et hei mat sensibele Geräter ze dinn hunn, déi jo awer esou exakt an zouverlässeg wéi méiglech musse fonctionnéieren, kascht den Ënnerhalt dovunner ronn eng 110.000 Euro d'Joer.

Fir déi Donnéeën, déi vun de Radare kommen, ze verschaffen, gëtt dann och e spezielle Centre de traitement ageriicht zu Bartreng, an et geet hei drëms, datt dëse Centre d'Zentral ass ronderëm deen automatesche Prozess vum Fonctionnement a vum Géréiere vun de Radaren.

An dësem Centre leeft alles zesummen, vun deem Moment un, wou de Radar ausléist, bis hin zur finanzieller a rechtlecher Responsabilitéit. D'Mise en place vum Centre kascht eng 11 Milliounen Euro. D'Maintenancekäschte belafe sech op 750.000 Euro d'Joer. Do kommen och nach Personalkäschten derbäi. Ech wollt och an deem Kontext d'Fro stellen, wéi vill Leit spezifesch hei fir dëse Service affektéiert ginn.

Dann, déi eemoleg Fixkäschten, ouni den Ënnerhalt, belafe sech also op 13 Milliounen a sti geschatene Recettë vu ronn 7 Millioune géint-iwwer.

Mä Mënscheliewe kann een net mat Geld opweien. An eigentlech sinn dës Käschte Peanuts, erlaabt mer deen Ausdrock, vis-à-vis vun deem enorme Leed, wat d'Familljen trëfft, wann e Mënsch op der Strooss leie bleift oder schwéier blesséiert gëtt, a vis-à-vis vun deenen enorme Käschten, déi och d'Autosaccidenter verursaachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- Mam neie System vun de fixe Radare sollen an Zukunft och Verkéiersdelikter sanktionéiert ginn, d'Madame Rapportrice huet dat gesot: ze héich Vitesse, d'Net-stoe-Bleiwe bei enger rouder Luucht, d'Netanhale vum Sécherheetsofstand vu mindestens dräi Sekonnen zum nächsten Auto oder och d'Fueren op der Bande d'urgence oder der Busspur.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass kloer, datt den Asaz vun automatesche Radaren, wou de Chauffeur am Auto fotografiéiert gëtt, dateschutztechnesch éischter kriddelech ass. D'Fotoen, déi mat de fixe Radare gemaach ginn, weisen eis d'Immatrikulatiounsplack a virun allem de Chauffeur vum Auto.

Mat deem System vu Radaren, deen zréckbehale gouf, mat zweemol blëtzen, beim Op-de-Radar-Duerfueren a Sech-vum-Radar-erëm-Fortbewegen, konnt d'Problematik och zefriddestellend geléist ginn, fir och d'Motorrieder ze erfaassen.

Da ginn déi Fotoe gespäichert an direkt op Bartreng an de Centre geschéckt, wou se traitéiert ginn. An d'Zil vum Système de contrôle et de sanction automatisé zu Bartreng ass et, d'Identitéit vum Chauffeur erauszefannen, him den Avertissement taxé zoukommen ze loossen a gegebenenfalls him d'Punkten och ofzezéien. Allerdéngs geet selbstverständlech aus der Foto net ervir, ob déi Persoun, déi mam Auto gefuer ass, och den tatsächleche Besëtzer vum Auto ass.

Wat elo déi strofrechtlech Responsabilitéit vum Propriétaire vum Auto ubelaangt an déi entspriechend Konsequenzen ugeet, wëll ech elo dorop hei net méi agoen; ech mengen, d'Madame Rapportrice huet dat am Detail a gutt gemaach. An derbäi kënnt, datt an den Dokumenter alles nozeliesen ass. Dowéinst maachen ech elo hei nach just eng Partie punktuell Remarquen zu eenzelnen Avisen.

Här President, de Statsrot huet sech eng Rei interessant Froen zu der automatiséierter Prozedur gestallt. Et ass kloer, zu wéi engem Zäitpunkt de fixe Radar eng Foto mécht an dann un de Centre de traitement weiderschéckt. Et wier awer net kloer, zu wéi engem Zäitpunkt dann e Member vun der Police an d'Spill kënnt. An de Conseil d'État freet sech, ob d'Membere vun der Police nëmmen am administrative Beräich täteg sinn, wann eng Persoun de Protokoll contestéiere kënnt.

An dann och d'Fro, ob déi gespäichert Fotoen an der Datebank vun der Police oder an enger externer Datebank gespäichert sinn a wéini se geläscht ginn. Wann ech mech richteg erënneren, mä den Här Minister kann eis dat herno soen, war vun zwee Méint rieds, mä, wéi gesot, ech si mer do net méi ganz sécher.

Och d'Chambre des Métiers huet e puer pertinent Remarquë gemaach. D'Chambre des Métiers begréisst an éischter Linn, datt dee Schëllegen d'Méiglechkeet kritt, ebe seng Fotoen ze consultéieren, fir datt hien och gesäit, ob en dann och dee Schëllegen ass. Doriwwer eraus begréisst si och de Fait, datt all aner Persounen - an ech mengen, dat maache mer alleguerten - am Auto onkenntlech gemaach ginn.

Allerdéngs gesäit si et als problematesch un, datt déi Fotoen nëmmen am Centre zu Bartreng an a Präsenz vun der Police kënne consultéiert ginn. Dës Mesure wier vis-à-vis vun Netrésidenten diskriminéierend. Ech soen awer och derbäi, datt dëst och fir Résidenten esou ass: Fir een, ech soen emol, deen op der Wämperhaart wunnt, fir deen ass et och e wäite respektiv lästege Wee. Dëst huet iwwregens och déi national Dateschutzkommissioun opgeworf, et misst een de Choix hunn, entweder op der Plaz zu Bartreng oder d'Foto geschéckt ze kréien, via eng Demande écrite préalable.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Marco Schank *(CSV).*- D'Iddi, fir d'Foto op de Commissariats de proximité kënnen ze consultéieren, ass méiglecherweis och evaluéiert ginn. Ech ginn déi Fro weider, an och d'Fro, ob d'Méiglechkeet eng Optioun kéint an der Zukunft eventuell sinn. Fir d'Foto iwwert de Postwee hei dem Beschëllegten heemzeschécken, wéi zum Beispill an Däitschland, ass jo aus deene Grënn, déi mer an der Kommissioun gesot kruten, net zréckbehale ginn.

D'Chambre des Métiers stellt och fest, datt am Projet de loi d'Signalisatioun vun de Radaren net ernimmt gëtt. Wann ech mech richteg erënneren, wollt de Ministère op esou Schëlter verzichten. Duerfir meng Fro, ob een net awer am Kontext vun enger sënnvoller Verkéierserzéiung sollt higoen a mat Panneaue virwarnen, wéi et zum Beispill a Frankräich oder och an anere Länner de Fall ass.

Dann huet d'Handwierkerkummer sech och gefrot, wéi ee mat dem EU-Bierger ëmgeet, deen nëmmen duerch Lëtzebuerg fiert an dann e Protokoll heemgeschéckt kritt. Fir seng Foto ze gesinn an eventuell ze contestéieren, misst deen dann och op Bartreng kommen, respektiv, hätt en déi Méiglechkeet, wéi virdru gesot gi war, iwwert d'Procuration écrite ze fueren?

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Schank, erlaabt Der eng Tëschefro vum Minister?

M. Marco Schank *(CSV).*- Yes!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Entschëllegt, ech wollt keng Tëschefro stellen, just direkt preziséieren, datt dat kloer ass: Si gi signaliséiert.

M. Marco Schank *(CSV).*- Ah, okay.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat gëtt gemaach.

M. Marco Schank *(CSV).*- Très bien! Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci.

M. Marco Schank *(CSV).*- Da muss een och gesinn, ob déi Frist vu 45 Deeg, fir ze contestéieren, an der Praxis duergeet fir d'Leit, déi am méi éloignéierten Ausland wunnen.

D'Chambre de Commerce gesäit déi ganz Problematik am Kontext vun der Foto ähnlech wéi d'Chambre des Métiers a si huet och gemengt, fir datt d'Onscholdsvermutung bestoe bleift, den Délai vu 45 Deeg sollt während der Contestatioun ausgesat ginn.

Da wollt ech nach e puer Remarquë maachen, ganz kuerz, wéi et an Däitschland fonctionnéiert, wou se de Radarsystem jo scho méi laang kennen. Hei heescht et, datt zirka 15% vun den Avertissements taxés opgrond vu falsche Miessungen ausgestallt ginn. A wann de Propriétaire vum Auto op der Foto net ze erkennen ass, muss deen och net bezuelen.

D'Miessung gëtt 50 Meter virun der Foto gemaach. An op dëse 50 Meter kann et zum Beispill virkommen, datt een Auto een anere verdeckt respektiv och dertëschentfiert. A si soen och, datt relativ dacks onprezis Fotoe géife gemaach ginn. A wann de Conducteur op der Foto net zu honnert Prozent ze erkennen ass, bezilt en och net.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, nach denke mir, datt et keng Alternativ zu deem neie System vun de Radare gëtt, deen natierlech nëmmen ee Puzzlesteck, e wichtegt Puzzlesteck d'ailleurs, an deem grousse Mosaik vu Mesuren ass, fir e Méi vu Verkéierssécherheet ze gewährleeschten.

An d'Zuelen aus dem Ausland sinn deelweis enorm impressionnant. Esou seet ënner anerem den offizielle Site vum franséische Ministère des Transports, datt d'Radare gehollef hätten, net manner wéi 30.000 Liewen ze retten an engem Zäitraum vun zwielef Joer, zënter 2002, wou d'Radaren installéiert goufen, par rapport zu 2000 gerechent, wat jo eng enorm héich Zuel ass. An hei heescht et weider um Site, datt an deem Zäitraum insgesamt 40.000 Liewe konnte gerett ginn, 75% wéinst manner séierem Fueren, an zum gréissten Deel eben opgrond vun de Radaren, a 25% opgrond vu méi Sécherheet vun de Gefierer respektiv vu méi sécheren Infrastrukturen.

Op aner Mesurë fir méi Verkéierssécherheet brauch ech elo haut net nach eng Kéier anzegoen, dat hu mer am Débat de consultation breet gemaach virun zwou Wochen, mat enger ganzer Partie Propositiounen, Iddie vun alle Borden, déi mir ganz staark begréissen.

Ech wollt och an deem Kontext soen, datt ech et gutt fannen, datt de Minister wëlles huet, d'Iddi vun engem Nationalen Dag vun der Verkéierssécherheet opzegräifen, esou wéi ech et am Débat fir d'„Vision Zéro" och proposéiert hat. Bei esou engem offiziellen Dag, ganz praktesch orientéiert mat Matmaachcharakter fir Kanner, Familljen, mat ënner anerem Sécherheetstraining, Verkéierserzéiung an esou weider, mengen ech, géif d'Responsabilitéit vun deem Eenzelne vis-à-vis vu senge Matmënschen am Stroosseverkéier am Mëttelpunkt stoen an och geschäerft ginn. Op der éischter Editioun vun esou engem Dag kéint ee jo dann och de Fonctionnement vun de Radare respektiv d'Gestioun vum System explizéieren.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech denken, datt eng Partie vun den Ëmsetzungsmoossname vun deem neie Radarsystem sech an der Realitéit vum Alldag musse bewähren an doraus sécher och zu engem spéidere Moment eventuell Konklusioune musse gezu ginn, fir de System ënner Ëmstänn ze adaptéieren. Ech denken och, an do widderhuelen ech mech zum Schluss, datt mir zu Lëtzebuerg, onofhängeg vun deem neie System vun de Radaren, eng Fuerkultur brauchen, déi um Respekt ee virun deem anere baséiert.

An an deem Sënn wollt ech zum Schluss och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet brëngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Marco Schank. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri fir d'LSAP.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech selbstverständlech der Présidente-Rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech, an och déi gutt Aarbecht, déi se ëmmer als Presidentin vun eiser Nohaltegkeetskommissioun mécht.

Dir Dammen an Dir Hären, ze héich Vitesse ass a bleift bei Wäitem déi éischt Ursaach fir d'Accidenter op eise Stroossen. Ronn 48% vun den déidlechen Accidenter, 35% vun den Accidenter mat Blesséierten, déi 2014 geschitt sinn, sinn den offizielle Constaten no d'Resultat vun ze héijer Vitesse. Virun allem am Beräich vun de Verkéiersdoudegen duerch d'Vitesse ass am Verglach zum Virjoer 2013, wou den Taux vun déidleche Verkéiersaccidenter mat der Vitesse als Haaptursaach bei 39% louch, deemno en däitleche Plus festzestellen.

Am Joer 2013 goufe fir den Dépassement vun der virgeschriwwener Vitesselimitatioun insgesamt 24.189 Führerschäinspunkte vun der Police agezunn. Bei engem Total vu 46.336 akasséierte Punkte mécht dat en Taux, wéi gesot, fir ze héich Vitesse, vun 52,20% aus. D'lescht Joer goufe fir d'Verstéiss géint de Code de la Route wéinst ze héijer Vitesse ganzer 28.059 Führerschäinspunkte bei engem Total vu 50.446 ofgezunnene Punkten notéiert. Domadder louch den Taux fir d'Netanhale vun der Geschwindegkeetsbegrenzung bei 55,62% - innerhalb vun zwielef Méint eng Differenz vu méi wéi 3%.

Eng däitlech Sprooch schwätzt och déi däitsch Forsa-Ëmfro aus dem leschte Joer, déi seet, dass néng vun zéng Chauffeure sech méi oder manner heefeg net un d'Vitesselimitatiounen halen. Dat ass hei zu Lëtzebuerg bei eis am Land och net vill anescht, beziehungsweis net vill besser. Dat weisen d'Aussoen am Kader vun enger Ëmfro, déi TNS ILReS am Juni 2014 am Optrag vun der Sécurité Routière gemaach huet: 56% vun de Befrote ginn un, dass si gelegentlech mat 65 Stonnekilometer duerch Uertschaften a mat 160 bis 170 iwwert d'Autobunn fueren. Souguer 76% erklären, dass si déi erlaabt Vitesse an den Tunnelen net respektéieren.

D'Ursaache fir dëst Verhalen, also dofir, dass d'Vitesselimitatioune fir vill Chauffeuren nëmme schénge fir déi aner ze gëllen, si komplex. Verkéierspsychologen hunn awer erausfonnt, dass bei Verstéiss géint d'Vitesse, anescht wéi bei Verstéiss, wou ze vill Alkohol am Spill ass, prinzipiell d'Asiicht vun den Autosfuerer ganz einfach feelt. Vill vun hinnen hale sech dann och fir esou gutt Chauffeuren, dass si mengen, och iwwert déi erlaabte Vitesse eraus ëmmer alles ënner Kontroll ze hunn.

Dobäi passt eventuell och dat heite Resultat aus dem virdru schonn ugeschwate Sondage vun der Sécurité Routière: 30% vun de Befrote ginn hei un, sech selwer fir en exzellenten oder e ganz gudde Chauffeur ze halen. 2014 waren dat nach nëmme 26%, an 69% hu sech d'lescht Joer nach selwer d'Auszeechnung vun engem éischter gudde Chauffeur ginn.

Eng weider Erklärung fir d'Netanhale vun der Geschwindegkeetsbegrenzung ass dann awer och, dass déi Chauffeuren, déi sech, sief et aus Iwwerzeegung, sief et duerch Zoufall, un déi virgeschriwwe Vitesse halen, oft vun anere Chauffeure signaliséiert kréien oder drangsaléiert ginn, dass si e Verkéiersobstakel wieren.

Här President, d'Regierung huet d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet als eent vun hire prioritären Ziler definéiert. Wann een déi puer Zuele considéréiert, déi ech elo grad duerchgeholl hunn, da läit et op der Hand, dass déi ambitiéis „Vision Zéro", also den Aktiounsplang, dee vun 2014 bis 2018 leeft an als Objektiv null Doudeger an null Schwéierblesséierter huet, als eng vun den ieweschte Prioritéiten d'Bekämpfung an d'Preventioun vun den Excès de vitesse huet.

Eng éischt Moossnam, déi et soll erlaben, dëst Zil ze erreechen, ass eng Verschäerfung vun de Sanktiounen. Dës Mesure gouf ëmgesat mat der Reform vum Punkteführerschäin, déi mer hei den 29. Abrëll an der Chamber gestëmmt hunn. Eng weider Moossnam ass de Projet de loi vun haut, mat der Installatioun vun engem System vun den automatesche Radaren, CSA, dem Système de contrôle et de sanction automatisé.

Sënn an Zweck vun dëser automatescher Kontroll, déi sougutt fest installéiert Radare wéi mobiller virgesäit, ass déi vereinfacht Constatatioun vun Infraktiounen am Stroosseverkéier, ouni dass déi responsabel Gefierer mussen ugehale ginn. Zu den Infraktiounen, déi esou solle festgestallt ginn, gehéiert am Besonneschen d'Netanhale vun der Vitesse. Allerdéngs sinn dës automatesch Kontrollen och dofir ausgeriicht, dass aner net reglementär Comportementer, déi eng schwéier Gefährdung am Stroosseverkéier duerchstellen, festgestallt kënne ginn, wéi d'Netrespektéiere vu roude Luuchten, d'Netanhale vun den néidegen Ofstänn, d'Benotze vun enger Spur, wéi Busspur an esou weider, oder ob ee mam Handy telefonéiert, an anerer.

Esou e System huet seng Preuvë schonn an aneren europäesche Länner gemaach: a Frank-

räich, Däitschland, Holland, der Schwäiz an och a Groussbritannien. Etüden aus dëse Länner, virun allem Etüden aus Däitschland, hu sech mat der Wierkungsweis vu mobillen a fest installéierte Systemer fir d'Iwwerwaachung vun der Vitesse beschäftegt an an dësem Kontext e puer Feststellunge gemaach:

Éischtens, d'Iwwerwaache vun der Vitesse ass nëmme sënnvoll, wann et sech dobäi ëm en dauerhafte Prozess handelt. Gëtt net oder net méi iwwerwaacht, da ginn déi positiv Effeten op d'Verhale vun den Automobilisten a Saache Vitesse erëm verluer.

An den zweete Punkt ass: Wat d'Vitesse méi d'Ursaach fir d'Geforen an d'Accidenter ass, wat d'Wierkung vun de Moossnamen a Bezug op d'Accidenter och méi grouss ass.

Drëtte Punkt: Déi automatesch Iwwerwaachungsmoossname musse regelméisseg a parallell vun Effentlechkeetsaarbecht begleet ginn, wéi zum Beispill Policekontrollen, wou d'Automobilisten och ugehale ginn a si direkt op d'Gefore vun ze héijer Vitesse ugeschwat ginn an och informéiert ginn. Ganz an deem Sënn gesäit den nationalen Aktiounsplang och vir, d'Kontrolle konform zum Concept national routier ze organiséieren, wat souvill heescht, wéi dass 50% vun de Kontrolle sollen e preventiven a 50% e repressive Charakter hunn.

Véiert a lescht Konklusioun vun dëser Etüd ass, dass sech mat enger reng klassescher mobiller Kontroll keng dauerhaft Veränneerungen am Verhale par rapport zur Vitesse erreeche loossen.

Dëse leschte Constat gëtt doduerch confirméiert, dass hei zu Lëtzebuerg d'Zuele vun den Accidenter an Doudege respektiv Blesséierten duerch ze héich Vitesse genau wéi d'Tendenz, ze séier ze fueren, zouhuelen, obwuel d'Zuel vun de Policekontrolle vu Joer zu Joer eropgeet. Zum Beispill waren et der am Joer 2012 eppes Klenges méi wéi 28.000, d'Joer drop awer scho méi wéi 35.000.

Allgemeng, soen d'Experten, ass d'Probabilitéit, an eng Verkéierskontroll ze geroden, beziehungsweis déi gefillte Menace, wann ee sech kann esou ausdrécken, hei zu Lëtzebuerg ëmmer nach ze geréng, fir dass heivunner en däitlech spierbare preventiven Effet kéint ausgoen.

Trotz all dësen Argumenter, déi fir e System vun automatesche Kontrolle schwätzen, sinn a bleiwen dës awer ëmstridden. D'Akzeptanz fir den Asaz vun esou Systemer awer klëmmt, wa sech d'Erkenntnis duerchsetzt, dass et sech heibäi ëm eng reng Sécherheetsmoossnam handelt an net ëm e Moyen, fir d'Statskeess ze fëllen.

Wat elo d'Akzeptanz ubelaangt, esou ass déi - zumindest bis elo, mir hu se jo nach net, also an der Theorie - zimlech héich. An der schonn zitéierter Émfro vun der Sécurité Routière hunn am leschte Joer 71% vun de Befrote gesot, dass si „wierklech ganz averstanen", „ganz averstanen" an „averstanen" si mat der Installatioun vu fixe Radaren op den Nationalstroossen an an den Uertschaften. 70% beziehungsweis 68% géifen d'Installatioun vu fixe Radaren op den Autobunne beziehungsweis an Tunnele ganz oder positiv (veuillez lire: relativ positiv) gesinn. An ëmmerhin nach 64% hu sech 2014 d'accord gewise mat der Installatioun vu Radare bei de roude Luuchten.

Och ass den Écho méi positiv, wéi déi auslännesch Etüde weisen, wann d'Bierger gesinn, dass parallell zu de Kontrollen an de Sanktiounen och Suen investéiert ginn, fir preventiv d'Stroosse méi sécher ze maachen.

An deem Sënn e kuerzt Wuert zu de Finanzen, well awer am Ausland a wuel an Zukunft héchstwahrscheinlech dann och hei zu Lëtzebuerg d'Argument géint automatesch Radaren ugefouert wäert ginn, dass dat eenzegt Zil vun dëse wier, ganz einfach d'Statskeess ze fëllen. Dëst Argument kann, wann iwwerhaapt, nëmmen da gëlle gelooss ginn, wann déi fix Radaren noweislech net op sensibele Plaze beziehungsweis op Plazen, wou ëmmer erëm schwéier Accidenter geschéien, stinn. An allen anere Fäll gëllt awer, dass dës Moossnam, wéi ech et virdrun op Basis vun deenen diversen Etüden duergeluecht hunn, noweislech e Plus u Sécherheet mat sech bréngt.

An deem Kontext wëll ech, wéi ech dat schonn hei zum Punkteführerschäin an am Débat iwwert den Aktiounsplang „Vision Zéro" gemaach hunn, ënnersträichen, dass mir als LSAP all sënnvoll Mesure oder Initiativ positiv gesinn, déi eng Reduktioun vun der Vitesse an domadder vun den Accidenter an den Affer mat sech bréngen.

Däitsch a franséisch Zuele weisen, dass esou e System vun automatesche Kontrollen op den éischten iwwerflächleche Bléck finanziell gesi méi erabréngt wéi en a Saachen Installatioun a Betrib kascht. Awer dat just op den éischte Bléck, well wann een nämlech d'Rechnung mécht, wat eis all déi verschidden Accidenter reell kaschten, da geet d'Rechnung vun de Géigner vun deene verschiddene Moossnamen ni op.

Wann ee vu Käschte vun Accidenter, vu Blesséierten a vu Verkéiersdoudege schwätzt - wéi gesot, e Mënscheliewen ass net ze bezuelen -, da sinn emol fir d'Éischt déi direkt Käschten, wéi zum Beispill d'Käschte fir d'medezinesch Behandlungen an d'Käschte vu Materialschued, unzeféieren. Derbäi kommen dann awer déi indirekt Käschten, wéi zum Beispill de Produktiounsausfall, d'Fraise fir d'Neibesetze vu Posten, déi administrativ Fraise vun den Assurancen an d'Fraise fir Justice a Police.

Verschiddenen auslänneschen Etüden no kascht e Liewen, dat am Stroosseverkéier verluer geet, d'Allgemengheet jee no Land tëschent 1,2 an 2,4 Milliounen Euro. D'Assurance accident chiffréiert hir Käschten duerch Accidenter pro Joer op Basis vum Joer 2011 op 13 Milliounen Euro. Insgesamt géifen d'Käschte vu Verkéiersdoudegen a Schwéierverletzten, esou d'Berechnunge vun engem Lëtzebuerger Bureau d'étude an Zesummenaarbecht mat der Uni Weimar, sech op ronn 90 Milliounen Euro belafen. Verschidde Quelle bezifferen déi Käschte vun Accidenter op 2,2% vum PIB vun engem Land. Op Lëtzebuerg extrapoléiert, wieren dat ronn 900 Milliounen Euro pro Joer.

Wat wëll ech mat all dësen Zuele soen? Sécherlech hunn déi automatesch Radaren hire Präis, mä d'Accidenter och. An deenen hire Präis iwwertrëfft alles vun engem finanziellen, mä virun allem vun engem mënschleche Point de vue hier. Dat Leed, wat Accidenter mat sech bréngen, ass duerch näischt méi guttzemaachen. Dat Eenzegt an dat Bescht, wat ee ka maachen, ass alles Méigleches ze ënnerhuelen, fir esou vill Accidenter wéi méiglech ze verhënneren.

Här President, d'Lëtzebuerger Regierung huet dann och ëmmer vun Ufank u ganz kloer gesot, dass et hir eleng nëmmen ëm d'Sécherheet geet. Esou steet schonn am Regierungsprogramm vun 2013, an ech zitéieren: «Ces contrôles automatisés doivent cependant être conçus de façon à ne pas fonctionner comme des pièges à sous, mais comme un élément de sécurité additionnel sur nos routes.»

An dësem Sënn, also am Sënn vun enger gréisstméiglecher Transparenz an Effikassitéit vun de Mesuren, huet d'Regierung och laang éiert dëse Projet elo haut gestëmmt wäert gi scho public gemaach, wou déi eenzel fix Radaren hikomme wäerten. Déi eenzel Standuerter fir d'Radaren, also déi geféierlechst Plaze vun eisem Stroosseréseau, goufen op Basis vun enger déif gräifender Analys vun der Accidentologie vum Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" identifizéiert, deen ënnert der Présidence vun de Ponts et Chaussées fonctionnéiert an all betraffen Akteuren an Experte versammelt.

Wat elo den Detail vun deem neie Gesetz ugeet, wéi ech et virdru schonn ugeschwat hunn, erlaabt den CSA-System, Kontrollen op geféierleche Plazen ze maachen, wou aktuell opgrond vun der Beschafenheet vun de Plaze keng Kontrolle vun de Forces de l'ordre kënnen duerchgefouert ginn. D'Mise en place vun engem Radarsystem wäert et also erlaben, d'Probabilitéit, fir kontrolléiert ze ginn, significant an d'Luucht ze setzen. Gläichzäiteg sinn d'Policebeamten duerch den automatesche Charakter vun dëse Kontrolle méi disponibel, fir aner Tâchen ze erleedegen.

Dräi Systemer, fir d'Excèse vun der Vitesse festzestellen, sinn am Text, iwwert dee mer haut schwätzen, virgesinn: e System fir fix Apparater, déi laanscht d'Strooss stinn an a Kabinnen, also a Këschten ënnerbruecht sinn; e System vu mobillen Apparater, déi a Gefierer embarquéiert sinn, fir déi Deeler vum Stroossennetz ze sécuriséieren, déi net duerch aner Moossnamen ofgedeckt ginn; a schliisslech e System vun Apparater, déi op Franséisch „système de parcours" heeschen an d'Duerchschnëttsgeschwindegkeet op enger bestëmmter Streck moossen.

An enger éischter Phas bis Enn vum nächste Joer - an den Här Minister wäert eis do bestëmmt Detailer ginn, wéini se a Fonctioun wäerte goen - ass virgesinn, 26 Kontrollunitéiten, wéi scho gesot ginn ass, ze installéieren: 20 fixer a 6 Équipementer u Bord vun Autoen, déi op deene gewielte Punkte systematesch d'Netanhale vun der virgeschriwwener Vitesse feststelle wäerten.

Wat elo d'Zuel vun de Radaren ubelaangt, esou muss ech festhalen, och vis-à-vis vun de Kritiken, déi et ginn, Lëtzebuerg géif domadder zum Iwwerwaachungsstat ginn, dass reng rechneresch 20 fix Radare gläichbedeitend si mat 7,75 Kamerae pro 1.000 Kilometer carré oder 36,3 Kamerae pro Millioun Awunner. Dat ass am internationale Verglach net wierklech revolutionär a Lëtzebuerg placéiert sech mat dësen Zuelen an der Moyenne par rapport zu aneren europäesche Länner.

Am Verglach: D'europäesch Moyenne läit bei 57,49 Kamerae pro Millioun Awunner, an och an eisen Nopeschlänner leie se däitlech iwwert de Lëtzebuerger Wäerter. An Däitschland kommen 48,40 Radaren op eng Millioun Awunner, a Frankräich 58,8 an an der Belsch net manner wéi 178,70!

Betraff vun dëser neier Regelung sinn all Gefierer, ouni Ënnerscheed, a wéi engem Land se ugemellt sinn. Dës Gläichbehandlung gëllt och fir Firmen-, Déngscht- a Locatiounsween.

D'Zil vum Radarsystem, dee mat deem nei geschafene Gesetz och vum Centre (veuillez lire: dee vun deem mat dësem Gesetz nei geschafene Centre) de traitement des infractions routières mat géréiert gëtt, ass zwar, och am Sënn vun dëser Gläichbehandlung, fir de Wee tëscht der Kontroll an der Sanktioun esou wäit wéi nëmme méiglech ze automatiséieren, ganz ass dat awer ganz sécher net méiglech.

Et ass dann awer evident, dass am Kader vum CSA-System den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën, déi gebraucht ginn, fir déi schëlleg Chauffeuren ze identifizéieren, entspriechend de gültege Gesetzer a Bezuch op d'Protection des données duerchgefouert gëtt.

D'Prozedur ass déi, dass de Radar dat schëllegt Gefier detektéiert a fotografeiert. Op der Foto gesäit een d'Plack an de Chauffeur. Dës Foto gëtt dann enregistréiert an automatesch un de Centre de traitement, dee vun der Police exploitéiert gëtt an ënnert der Surveillance vum Procureur d'État steet, geschéckt. E Policebeamte stellt d'Infraktioun da fest an identifizéiert mat Hëllef vun der Plackennummer de Propriétaire vum Gefier. Dëse gëtt da mat engem ageschriwwene Bréif mat Accusé de réception informéiert, dass hien en Avertissement taxé ze bezuelen huet oder dass hien am Fall, wou e Procès-verbal muss geschriwwe ginn, op de Centre convoquéiert ass.

D'Objektiv vum CSA-System ass et awer, de wierklechen Auteur - et ass schonn elo zweemol gesot ginn - vun enger Infraktioun ze identifizéieren, also de Chauffeur vum Gefier zum Zäitpunkt vun der Infraktioun entspriechend ze sanktionéieren. Nëmmen an der Situatioun, wou dësen net identifizéiert ka ginn, bleift de Besëtzer vum Gefier, also den Titulaire vun der Groer Kaart, finanziell haftbar fir déi fälleg Geldstrof. Wat d'Responsabilitéit vum Titulaire vum Gefier ubelaangt, esou alignéiert sech eist Land mat deem heitege Gesetz un eng Rei aner europäesch Länner.

An anere Wierder heescht dat, dass déi penal Responsabilitéit vum Titulaire zu kengem Moment engagéiert ass, mä mat dësem ëmmer nëmme finanziell kaum haftbar ka gemaach ginn (veuillez lire: mä dass dësen ëmmer nëmme finanziell kann haftbar gemaach ginn). Vun der finanzieller Responsabilitéit kann den Titulaire dann entbonne ginn, wann dëse kloer d'Identitéit vum Chauffeur am Moment vun der Infraktioun ugëtt.

An deem Fall informéiert de Centre de traitement den ausgewisene Chauffeur, dass hien eng Strof ze bezuelen huet an dass seng penal Responsabilitéit nogesicht gëtt. Am Fall, wou d'Gefier op eng Personne morale zougelooss ass, ass de legale Représentant vun dëser Personne morale finanziell haftbar. Et ass un dësem, fir d'Renseignementer iwwert de Chauffeur am Moment vun der Infraktioun ze liwweren.

Och ofgedeckt sinn d'Fäll, wou den Auto verlount oder awer scho verkaaft gouf. D'Contestatiounsméiglechkeete sinn hei déiselwecht wéi déi fir den Titulaire vun der Immatrikulatioun selwer.

Finanziell haftbar ass déi responsabel Persoun dann net, wann et sech ëm e Vol handelt, en Abus de confiance, Bedruch oder och ëm e Cas de force majeure, wann deen nozeweisen ass, dee beleet, dass si am Moment vun der Infraktioun net de Chauffeur war.

Dës verschidden Ursaache goufen aus der franséischer Legislatioun iwwerholl.

D'Foto, déi de Radar gemaach huet - an op där nëmmen de Chauffeur ze gesinn ass, dat ass ganz wichteg -, kann d'Persoun, déi den Avertissement taxé krut oder déi, déi als Chauffeur designéiert gouf, op Demande an de Centre de traitement kucke goen, beziehungsweis si kann enger Persoun heifir eng Procuratioun ginn.

Domat, Här President, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, ënnerstëtze mir als LSAP all Moossnamen, déi dozou bäidroen, dass Vitesselimitatioune respektéiert an domadder vill Accidenter a mënschlecht Leed verhënnert kënne ginn. Dass dobäi net just op Repressioun gesat gëtt, ass fir eis Sozialisten eng absolutt Noutwendegkeet a mir begréissen, dass d'Regierung dës Aschätzung deelt.

An deem Sënn, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo effektiv an deene leschte Méint schonn hei intensiv iwwert d'Verkéierssécherheet diskutéiert. Dat war och richteg esou, well d'Situatioun op eise Stroossen ass ouni Zweifel dramatesch. Et kann een deen Term „dramatesch" benotzen, well wann een d'Statistik e bëssen analyséiert, da stellt ee ganz séier fest, datt mer hei zu Lëtzebuerg - an ech zécken net, deen Term ze gebrauchen - dach e relativ „ondisziplinéierten" Verkéier hunn.

Och wann an deene leschte Jorzéngten enorm vill Efforte gemaach goufen, fir d'Situatioun an de Grëff ze kréien, hu mer et dach nach bis haut net fäerdegbruecht, fir eng eenegermoossen akzeptabel Situatioun ze erreechen. Ech wëll awer drop hiweisen trotzdeem, datt awer vun 1970 bis haut - Gott sei Dank, muss ee soen - d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen dach zimlech staark zréckgaangen ass.

Mir haten 1970 nach 132 Leit, déi hiert Liewen op eise Stroosse verluer haten, an d'lescht Joer waren et der nach just - „just" zwësche Guillemets - 35. Mä och wann dat e bësse klischeehaft hei kléngt: 35 sinn der natierlech och nach ëmmer 35 ze vill! Oft gëtt jo och vergiess, wéi vill Schwéierverletzter duerch déi Accidenter entstinn, Leit, déi u sech dann d'Séquellë fir hiert ganzt Liewen nach hunn an doduerch enorm Problemer hunn.

Et ass also evident, datt nach wie vor mussen immens Ustrengunge gemaach ginn, fir dee Fléau, an et kann ee roueg vun engem Fléau hei schwätzen, besser nach an de Grëff ze kréien, well mer, wéi gesot, besonnesch hei an dësem klenge Ländche mat deem klengen Territoire awer enorm vill Problemer um Niveau vum Verkéier hunn.

Mir maachen haut also eng wichteg Etapp a Richtung méi Sécherheet op eise Verkéierssroossen. Mir brauchen dorobber net schrecklech stolz ze sinn, well et huet immens laang gedauert, bis mer dee Schrëtt do gemaach hunn. Et gëtt scho laang, laang iwwert d'Aféierung an d'Installatioun vu Radare geschwat, mä et huet awer bis haut gedauert, fir dann endlech och dee legislative Schrëtt ze ënnerhuelen. Dës Etapp hunn aner Länner scho laang hanner sech. Ech denken u Frankräich, ech denken un d'Schwäiz, ech denken un d'Belsch. A ganz kloer beweisen d'Statistiken do, datt déi Installatioun vu Radaren dach vill Positives bewierkt huet.

Ech wëll awer direkt och hei ënnersträichen, datt et natierlech och eng gewëssen Oppositioun géint d'Radare gëtt. De Roger Negri ass virdrun hei op eng Rei vun interessante Chiffere agaangen. Effektiv ass eng Majoritéit - Gott sei Dank, muss een och soen - fir d'Installatioun vun de Radaren, mä mir däerfen awer och net vergiessen, datt et mat Sécherheet bal bis e Véierel vun de Leit gëtt an alle Gesellschaftskreesser, déi awer der Installatioun vun deenen Apparater ganz negativ géintiwwerstinn.

Si gesinn dat éischter méi erëm als eng zousätzlech Schikan fir d'Automobilisten. Si mengen, d'Fräiheet géif ageschränkt ginn. Mä ech mengen, dat sinn Argumenter, déi een allerdéngs muss ganz staark relativéieren. An déi Leit, déi nach ëmmer mat där Mär, et muss ee scho bal soen „dorëmmer hausëieren" ginn, hei géif den Automobilist weider u sech schikanéiert ginn, déi mussen allerdéngs emol eng Kéier vläicht d'Ae méi grouss opmaachen a kucken, wat wierklech op eise Stroossen oft lass ass! An da gesäit ee ganz séier, datt et net vu Muttwëll ass, datt mer, wéi gesot, dee Schrëtt hei ënnerhuelen.

An et muss een ëmmer erëm hei och ënnersträichen: Een, deen d'Regele respektéiert op eisem Stroosseréseau, dee brauch keng Angscht ze hunn, datt en eng Kéier sanktionéiert gëtt. Dowéinst, wéi gesot: Wa mer eis alleguerten un d'Regelen halen, an déi Regelen hu mat Sécherheet all hire Sënn, dann dierft och kengem weider eppes passéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet reit sech och ganz kloer an deen ambitiéisen Aktiounsprogramm „Action Zéro" (veuillez lire: „Vision Zéro") vun der Regierung an. Och dat ass e klore Beweis, datt et där Regierung hei eescht gemengt ass, fir mat geziilte Moossname géint d'Raserei op eise Stroosse virzegoen. An déi Diskussiounen, déi mer de leschte 16. Juni hei gefouert hunn, waren och

vun enger ganz grousser Wichtegkeet. A si hunn eppes hei ënnerstrach gehat, datt virun allem - et ass näischt Neies, ech weess et, mä et soll een et awer ëmmer erëm hei ënnersträichen - natierlech d'Vitesse den Haaptschëllegen ass vun deene ville Verkéiersaccidenter op eise Stroossen.

Déi kruzial Froen, déi natierlech mussen an där ganzer Diskussioun hei gestallt ginn, dat ass natierlech och: Wéi effikass sinn déi Radaren dann iwwerhaapt? Hu se en Notzen? Wat kënne se bewierken? Ech mengen, och do kann een awer ganz kloer eng däitlech Affirmatioun am Sënn vun enger positiver Astellung zu der Installatioun vun de Radare maachen. Ech hu virdru schonn op d'Statistik aus anere Länner higewisen.

Et ass sécher, datt natierlech elo déi 20 Radaren, déi virgesi sinn, op deene kruziale Punkten opgeriicht ginn, do, wou massiv gerannt gëtt. Mir kenne se alleguerten. Een, deen duerch d'Land fiert, dee kann aus dem Stegreif all déi Punkten opzielen. A jiddwereen huet schonn oft selwer missen déi negativ Erfahrung maachen op deene Plazen. Wéi gesot, si si schnell opzielbar.

Ech wëll op ee Beispill hiweisen, eng Streck, déi een och relativ oft fiert, zwësche Koplescht a Schëndels, eng Strooss, déi extrem gefäierlech ass. Viru Joren ass déi Strooss mat ganz vill Geld réaménagéiert ginn. Haut muss ee feststellen, datt dat vläicht net onbedéngt déi gutt Iddi war. An et soll een och vläicht dorauser emol d'Konklusioun zéien, datt et net ëmmer de Verlaf vun de Stroossen ass, deen dorunner schold ass, datt Accidenter passéieren.

Mir hunn do eng flott Strooss gemaach, mir hu vill Kéieren erausgeholl. Wat ass d'Resultat? Ech géif bal soen, datt nach méi do gerannt gëtt. Et kënnt nach méi zu Accidenter do. Datt zum Beispill op där Streck elo e fixe Radar installéiert gëtt, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Doriwwer eraus hu mer nach eng Rei aner Stroossen, déi virgesi sinn.

Här Kaes, et dierft Iech sécher erfreeën, datt op der N7 dann och wäerten där Apparater virgesi sinn. Ech denken och un d'Hëttermillen, fir dann och nach e Beispill aus dem Osten ze huelen. Och dat si Plazen, wou ongenéiert op de Gas gedréckt gëtt, wou een nëmme kann hoffen, datt, wéi gesot, dat heiten awer elo eng Besserung wäert mat sech bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Natierlech, et sinn net nëmmen déi fix Radaren, déi hëllefen, de Problem an de Grëff ze bréngen. Wat kann d'Resultat si vun der Installatioun vun de fixe Radaren? Mä datt eben natierlech sech ganz séier dat och ronderëmschwätzt, datt et engem ganz séier bewosst ass: Ech weess, do kënnt elo déi Plaz, wou ech muss méi lues fueren, an duerno kann ech erëm op de Gas drécken.

Dowéinst ass et awer sënnvoll, datt och virgesinn ass, datt mobill Radaren installéiert ginn, déi natierlech kënne regelméisseg op anere Plazen agesat ginn, vu virera vläicht op deene Plazen, wou een et am mannsten unhëlt, datt Kontrolle géife gemaach ginn, fir datt mer dann endlech och déi chronesch Raser e bësse méi an de Grëff kréien!

Ech wëll allerdéngs awer och hei ënnersträichen, datt een awer och soll, besonnesch bei der Opstellung vun deene mobille Radaren, eng gewësse Vernunft matspille loossen, datt ee se vläicht net onbedéngt do opstellt, wou et bal onméiglech ass, an engem kuerzen Zäitraum d'Vitesse ze reduzéieren. Mir sollen also net e falscht Bild no bausse vermëttelen, andeems datt déi mobill Radare solle genotzt ginn, fir eben dann d'Leit onnéideg ze schikanéieren.

Ech wëll dann awer op e weideren, e wesentlechen Aspekt och vun deem neie Projet hei hiweisen. Dat ass dann och déi, loosse mer et emol „duerchschnëttlech Vitesse" nennen, wéi se kann an Zukunft gemooss ginn, datt op engem verlängerten Tronçon ka gekuckt ginn, ob den Autoschauffeur do vläicht och déi erlaabte Vitesse iwwerschratt huet. Och dat ass ouni Zweifel eng gutt Verbesserung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun de Radaren hei schwätzen, geet et natierlech net nëmmen exklusiv ëm d'Vitesse, obwuel se natierlech am Vierdergrond steet. Mä déi Apparater ginn natierlech och d'Méiglechkeet, fir op aner Problemer hinzeweisen, fir aner Infraktiounen ze detektéieren. Ech denke virun allem un den Netrespekt vu roude Luuchten. Dat schéngt esou e beléifte Sport vun eenzelnen Autofuerer ze sinn. Och dat erlieft ee bal dagdeeglech, datt verschidde Leit gréng mat rout verwiesselen. Besonnesch d'Foussgänger leide ganz vill dorënner. An och do ass et, wéi gesot, wesentlech, datt elo do eng Verbesserung ugestrieft gëtt.

Ech wëll och nëmmen hei op d'Schwäiz hiweisen, wou ee scho bal bei giel geblëtzt gëtt, jiddefalls wann dat Gielt zum Schluss iwwerschratt gëtt. D'Schwäizer sinn extrem, extrem pingeleg an deene Saachen, vläicht op där enger Säit iwwerdriwwenermoossen. Mä et ass awer och kloer, datt mer hei e ganz grousst Onverständnis bei eenzelnen Automobilisten ëmmer erëm feststellen, soudatt et gutt ass, datt mer och hei dann, wéi gesot, nei Moossnamen huelen.

Datselwecht gëllt awer och fir d'Telefonéieren hannert dem Steierrad. Jo, jiddweree mengt jo, wann en een Tëlefon verpasst hätt, da wär eng kleng Katastroph virkomm, obwuel, wann een emol éierlech ass mat sech selwer an et mécht een emol eng Analys vun deenen Tëlefonen, déi ee kritt, da stellt ee ganz séier fest, datt déi meescht schrecklech, ech wëll net soen onwichteg sinn, awer mat Sécherheet net vun enger Wichtegkeet, datt ee muss zu all Moment erreechbar sinn an och zu all Moment muss telefonéieren. Wann een allerdéngs där Meenung ass, da gëtt et jo nach ëmmer d'Méiglechkeet awer, eng Freisprechanlag am Auto ze installéieren.

Besonnesch schlëmm fannen ech awer, wann een da professionell Chauffeure gesäit: Buschauffeuren, Camionschauffeuren. Ech wëll net hei generaliséieren, mä et mierkt een et awer, datt och do d'Ongenéiertheet do ass an d'Hemmschwell méi kleng ginn ass, fir iwwert dem Fueren ze telefonéieren, wat jiddefalls inakzeptabel ass an och muss an Zukunft da ganz kloer méi bekämpft ginn.

Ech wëll och dorop hiweisen, datt jo awer zënter dem 1. Juni och kënne Punkte verluer goen, wann een hannert dem Steierrad telefonéiert, an datt och den Avertissement taxé quasi verduebelt gouf. Iwwregens ass a Frankräich festgestallt ginn, datt all véierten Accident drop zréckzeféieren ass, datt Leit hannert dem Steierrad telefonéieren.

Een anere Punkt, deen een duerch d'Radare kann da feststellen, dat ass, wann een net ugestréckt ass. Och do ass jo nach leider vill ze vill d'Meenung verbreet, datt dat u sech eppes Onbequemes ass, mä vill - leider vill - Chauffeure géife mat Sécherheet haut nach liewen, wa se hire Sécherheetsgurt ugestréckt hätten.

Et gëtt dann och oft monéiert, zum Deel och zu Recht, datt net genuch Polizisten um Terrain wären, besonnesch wat eben d'Kontroll vun der Vitesse ubelaangt. Duerch d'Installatioun vun de Radaren hei kënne mer natierlech op där enger Säit Polizisten aspueren, op där anerer Säit wëllt dat awer elo net heeschen, datt se solle manner präsent op de Stroosse sinn. Mat Sécherheet net, ganz au contraire, well och profilaktesch kënne se ganz vill bewierken. Ech wëll awer dann och drop hiweisen, datt jo awer de Minister Etienne Schneider elo kierzlech ugekënnegt huet, datt soll den Effectif vun de Polizisten elo däitlech erhéicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wäert wuel net verwonneren, datt et besonnesch fir eis als Liberal natierlech ee wesentlechen Aspekt gëtt, deen eis besonnesch interpelléiert. Dat ass den Traitement vun den Donnéeën. Hei geet et jo awer och drëms: Wéi geet u sech de Législateur, wéi gi verschidden Akteure mat perséinlechen a privaten Donnéeën ëm? Mir bewegen eis do ouni Zweifel an engem ganz sensibele Beräich.

An et muss ganz kloergestallt ginn, datt natierlech keng Abuse kënnen hei gemaach ginn. Mir hunn allerdéngs do Vertrauen an déi nei Legislatioun. An ech wëll dann awer op d'Dateschutzgesetz hiweisen, wat jo awer och déi néideg Barrièren opweist.

Jiddefalls deem neie Centre de traitement des infractions routières fält eng ganz wichteg Bedeitung zou. Mir si frou, datt deen Zentrum ënnert der Tutelle vum Procureur d'État steet. Dee Moment huet jo och d'Justiz u sech en direkten Zougréff op déi Beamten am Centre, déi sech natierlech hirer Responsabilitéit och bewosst musse sinn. Ech zweifelen allerdéngs net drun, datt dat och de Fall wäert sinn.

Natierlech, déi Struktur vun deem CSA muss optimal fonctionnéieren. D'Tatsaach, datt eben, wéi gesot, och elo bestehend Polizeiinfrastrukturen an den CSA integréiert ginn, ass ouni Zweifel vu Virdeel. Dat misst u sech och e Garant sinn, fir datt do dat néidegt Wëssen dès le départ och präsent ass. Allerdéngs hoffe mer, datt dann awer och elo déi néideg forméiert Leit kënne relativ séier do an deen Zenter integréiert ginn.

Da ka sech natierlech och e Problem mat der Foto stellen. Dat ass schonn e puermol hei ënnerstrach ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier: Et muss ee ganz virsiichteg si mat der Manipulatioun vun de Fotoen. Et däerf net zu Abuse kommen.

An dann natierlech muss et och esou sinn, datt de Chauffeur jiddefalls kloer erkennbar muss sinn. An op där anerer Säit muss awer och hei ënnerstrach ginn, wann, wéi gesot, eenzel Leit géifen déi Fotoen net richteg manipuléieren, datt déi néideg Konsequenzen dann awer och ganz kloer musse gezu ginn.

Ech wëll dann och nach eng Kéier drop zréckkommen - dat war eng kuerz Diskussioun, et ass vläicht méi en Detailpunkt, mä deen awer net onwichteg ass -, dat ass d'Zoustellung vun dem Bescheed, datt een, wéi gesot, geblëtzt ginn ass. Do war jo ursprünglech festgehale ginn, fir do en normale Bréif ze schécken. Mir waren allerdéngs majoritär der Meenung an der Kommissioun, datt een trotzdeem soll do dat duerch en ageschriwwene Bréif mat engem Accusé de réception maachen. Wéi gesot, nach eng Kéier, et ass en Detail, mä op där anerer Säit muss een drop hiweisen, et hätt allerdéngs kënnen als negativ Konsequenz hunn, datt ze vill Leit einfach behaapt hätten, si hätten dee Bréif do ni krut.

Ee Knackpunkt vum System ass natierlech och, datt dee richtege Chauffeur awer sanktionéiert gëtt. Och dat ass hei scho vu menge Virriedner kuerz ugeschnidde ginn. Et wäerten natierlech eng Rei Situatiounen entstoen, wou et méi schwéier dierft sinn, den Haaptschëllegen ze detektéieren, sief dat vläicht, well d'Foto onschaarf ass, wat jo awer ka virkommen, sief dat, well den Auto geklaut ass, sief dat, datt een anere Chauffeur wéi de Propriétaire hannert dem Steierrad souz.

Wat allerdéngs ass, an dat ass am Rapport och gutt nozeliesen an dat begréisse mer och, datt hei a priori jo dann den Titulaire, de Propriétaire, also deen, deen d'Immatrikulatiounskaart huet, datt deen nëmmen eng pécuniaire Responsabilitéit huet an net direkt ka penal haftbar gemaach ginn. Et ass u sech just, wann en, wéi gesot, déi Zomm acquittéiert, datt en dee Moment kloer beweist an och ënnersträicht, datt en d'Responsabilitéit vun dem Feeler iwwerhëlt.

Ech wëll nach eng Kéier och hei drop hiweisen, datt d'Gesetz iwwert den Traitement vun den Donnéeë vum 2. August 2002 spille muss. A mir begréissen och, datt de Geescht vun deem Gesetz hei awer mat agefloss ass.

Et kënne sech natierlech an der Praxis eng Rei Problemer stellen. Et wäerte sech och eng Rei Problemer stellen. Et ass wéi ëmmer: Wann een u sech nei Iddien développéiert, da muss een no enger gewëssener Zäit en éischte Point maachen. An da stellt een och fest, datt natierlech am System och kënne gewësse Faillë sinn. Ech denken zum Beispill u gréisser Firmen, wou natierlech dagdeeglech emol de Chauffeur um Auto wiesselt. Do kann et natierlech zu Problemer kommen. Ech mengen awer, mat enger gudder interner Logistik dierfte sech do awer keng gréisser Problemer astellen. Et ass och evident, wa falsch Deklaratioune gemaach ginn, datt déi och musse staark sanktionéiert ginn.

Dee System hei ass natierlech nëmmen effikass, wa mer och eng gutt international Zesummenaarbecht hunn, well mir sollen eis jo kengen Illusiounen higinn, et wäerte jo net nëmme Lëtzebuerger sinn, déi geblëtzt ginn. Do ass de Problem manner grouss, wann et sech vläicht ëm Awunner handelt aus Nopeschlänner.

Ech wëll och an deem Kontext drop hiweisen, datt et jo awer do och eng europäesch Direktiv gëtt, déi mer duerch e Gesetz hei ëmgesat hunn, dat Gesetz 6566 vum 4. Dezember. Do geet et ëm den Échange vun den Informatioune ganz wesentlech, e Gesetz, wat dann eben och fir dee Projet hei wäert matspillen. Dat misst eis et och erlaben, méi effikass un Informatiounen ze kommen.

Da wëll ech an deem Kontext awer och nach op de Centre iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent Polizei an Douane hiweisen. Deen hu mer jo och duerch d'Gesetz vum leschten 28. Abrëll 2014 hei gestëmmt. Och dee verbessert jo eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, wéi gesot.

Firwat ginn ech nach op déi zwee Punkten do an? Mä well et ebe wichteg ass, datt mer eben och den Échange vun den Informatioune kënne garantéieren, wann et iwwer eis Grenzen erausgeet.

Natierlech wäert och elo versicht ginn, dat ass näischt Neits, déi Radarsystemer ze ëmgoen. Do gëtt et jo schonn eng Rei technesch Apparater, déi dat wäerte méiglech maachen. Mir mengen allerdéngs, datt déi Legislatioun hei, déi dofir zoustänneg ass, och muss ganz kloer spillen.

Natierlech wäert och an Zukunft dat beléift Un-an Ausmaache vun de Luuchte spillen, wa Kontrolle gemaach ginn. Do zillt ee sech zwar fir eng bis déi aner Sekonn Frënn, mä et muss een op där anerer Säit och drop hiweisen, datt een awer der Verkéierssécherheet domadder keen Déngscht leescht. Also och vläicht dann hei den Appell, net onbedéngt op déi Saachen do zréckzegräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdrun hei scho gesot, mir maachen haut e wichtege Schrëtt a Richtung vu méi Verkéierssécherheet. Mir sinn endlech - et muss ee soen „endlech"! - och hei zu Lëtzebuerg am Zäitalter vun de Radaren ukomm. Et ass ouni Zweifel eng noutwendeg Moossnam.

An ech si perséinlech och iwwerzeegt, wann een deen éischte Bilan mécht, datt een dann eng positiv Entwécklung vun de Verkéiersaccidenter an deem Sënn gesäit, datt mer manner Leed wäerten op eise Stroossen hunn. Mä et soll een net esou naiv sinn a mengen, domadder hätte mer dee ganze Katalog vu Moossnamen ofgeschloss. Et wäert leider nach ëmmer net zu Enn si mat deenen Iwwerleeungen, déi musse gefouert ginn: Wéi kënne mer d'Verkéierssécherheet nach verstäerken?

Ech wëll just do kuerz an deem Kontext och nach op ee Punkt hiweisen, dee schonn e puermol hei ugeschnidde ginn ass, deen och ëmstridden ass. Ech weess och, datt wahrscheinlech deen een oder deen aneren heibannen erëm wäert do net ganz glécklech sinn, mä et gëtt jo ugeduecht, fir zum Beispill op de Landstroosse plazeweis och eng maximal Vitesse vun 80 anzeféieren. De Minister kann eis vläicht herno kuerz erklären, wéi wäit datt d'Diskussiounen do fortgeschratt sinn. Mengen Informatiounen no ass jo do en extraen Aarbechtsgrupp agesat ginn. An da kéint ee jo emol gewuer ginn, inwiefern datt Lëtzebuerg gegebenenfalls och géif op deen dote Wee goen.

Jiddefalls, déi 5 Milliounen - ënnert dem Strécht -, déi jo dann elo hei investéiert ginn, sinn, wéi virdru schonn e Virriedner hei gesot huet, Peanuts am Verglach zu deem, wat mer kënnen aspuere fir d'Zukunft. Ech mengen, wann et ëm d'Verkéierssécherheet geet, da solle mer beileiwen net ze vill haart iwwer budgetär Mëttelen nodenken. Déi Moossnamen hei sinn noutwendeg, sinn iwwerfälleg. An an deem Sënn, wéi gesot, steet d'Demokratesch Partei och hannert deem Gesetz. Mir wäerten dat och stëmmen.

An ech wëll awer och ofschléissend der Madame Lorsché nach Merci soe fir hiren exzellente Rapport.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gibéryen vun der ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänke mam Merci un d'Kolleegin Josée Lorsché fir hire gudde Rapport, dee se eis hei gemaach huet. An ech mengen, meng Virriedner si praktesch op all Detail a Facettë vun dësem Projet agaangen.

Ech mengen, mir sinn eis eens heibannen, datt all Doudegen en Doudegen ze vill op de Stroossen ass. A wann iwwert déi lescht Jorzéngten enorm Efforte geschitt sinn, sief dat, datt d'Autoe méi sécher gi sinn, sief et, datt d'Stroosse besser gi sinn, sief et awer och, datt duerch eng ganz Rei vu Moossnamen, Sanktiounen an esou weider d'Verkéiersdoudeger am Verglach zu viru Jorzéngte massiv zréckgaange sinn, esou wësse mer awer, datt mer der nach ëmmer trotzdeem ze vill hunn. A mir hunn alleguer en Intérêt drun, fir alles Méigleches ze maachen, fir esou mann wéi méiglech Leed op eise Stroossen ze begéinen.

Virun e puer Wochen hu mer heibannen eng Debatt gehat iwwert de Punkteführerschäin, e Punkteführerschäin, wou d'Strofen erhéicht si ginn an d'Punkten eropgesat si ginn, net am Punkteführerschäin, mä d'Punkten, déi een ewechgeholl kritt, wann een ze séier fiert. An d'Strofen sinn eropgesat ginn.

Meng Partei huet dee Projet deemools net gestëmmt, well mer der Meenung waren, datt dat direkt, wat d'Sécherheet ubelaangt, näischt géif bréngen, wann een de Leit méi Punkten ewechhëlt a wann een d'Strofen eropsetzt, a well dat och zum Deel a gewësser Hisiicht onsozial ass, well Leit mat klenge Revenuen trotzdeem vill méi staark betraff ginn, wa se mussen eng héich Strof bezuelen, wéi wann dat Leit si mat héije Revenuen, deenen dat net onbedéngt eppes muss ausmaachen.

Mir hunn deemools heibanne gesot, datt mer méi géifen drop setzen, datt méi Kontrolle géife gemaach ginn, datt méi Polizeipräsenz op de Stroosse wär. An et ass och an deem Sënn, wou mer als ADR deen heite Projet gesinn, an duerfir begréisse mer dee Projet. A mir wäerten dëse Projet och stëmmen, wann et och keng Poliziste sinn, mä dat hei ass eppes, wat d'Poli-

zisten zum Deel ersetzt. Et ass eppes, wat d'Polizisten haut punktuell maachen.

An et ass, wéi och scho Virriedner soten, sécherlech net de But, fir méi Suen an d'Statskeess eranzekréien, mä et ass de But, fir méi Sécherheet ze kréien. A wa mer och d'Investitioun kucken, déi hei vum Stat gemaach gëtt, et ass eng relativ héich Investitioun fir op där anerer Säit dat, wat do iwwert dee Wee kann erakommen. Wann een dann och nach kuckt, wat déi normal Maintenance ubelaangt plus d'Personal, ass et schonn en héije Chiffer, soudatt een dee souwisou menger Meenung no net ka kompenséieren iwwer Amenden, déi een erakritt. An dat soll jo och net de But sinn.

An et hunn och Virriedner dat hei gesot: Wa mer wëssen, wat en Doudege fir déi Famill bedeit, wat dat fir eis als Gesellschaft bedeit, de Käschtepunkt, da kann een dat guer net géinteneen opweien. Duerfir ass all Investitioun, déi mer maachen an d'Sécherheet vun de Stroossen eng gutt Investitioun.

Well et ass jo net nëmmen dat heiten, wat kascht, well wa mer eng Strooss méi sécher maachen, dat kascht och. Och do kënne mer net rechnen: Wéi vill hu mer elo doranner investéiert, fir e Geforepunkt aus der Welt ze schafen? Ech mengen, mir hunn alleguer en Intérêt drun, fir e Maximum an d'Sécherheet ze investéieren an e Minimum vu Leed domadder ze realiséieren.

20 fest Radaren, 6 mobiller, ech mengen, et ass gesot ginn, déi 20 fest, déi kommen dohinner, wou a priori gerannt gëtt. Jo, dat ass eng Prioritéit, mä si musse kombinéiert sinn, menger Meenung no: wou ze séier gerannt gëtt a wou och vill Accidenter geschéien. Well et gëtt vill Plazen, wou wahrscheinlech och séier gerannt gëtt, mä wou awer net onbedéngt vill Accidenter geschéien. Mä si mussen a priori dohinner kommen, wou d'Accidenter geschéien, well et ass jo de But, fir datt mer manner Accidenter kréien.

An dann ass et, mengen ech, eng positiv Entwécklung, datt och d'Leit wëssen - an ech menge jiddwereen, dee vill hei am Land ënnerwee ass, an esou grouss ass eist Land net -, datt de Gros vun de Leit wahrscheinlech an Zukunft weess, wou déi Radare stinn. A se gi jo och virgezeechent, wat ech och gutt fannen, wat jo och beweist, datt et net de But ass, fir Suen ze kréien, mä datt et de But ass, datt ee soll seng Vitesse respektéieren a virun allem op där doter Plaz soll méi lues fueren, well do Geforepunkte bestinn.

An duerfir mengen ech, wann déi op deene Plaze stinn a mir realiséieren... Och wann d'Leit virdrun an hannendrun erëm vläicht, wat gesot gëtt: „Da bremse se virdrun of an hannendru fuere se erëm méi séier!". Mä wichteg ass, datt se op där Plaz, wou e Geforepunkt ass, zumindest emol méi lues fueren.

An et ass och menger Meenung no eng allgemeng Erzéiung vun de Leit, well ech ka mer och net virstellen, datt jiddweree mengt: „Ah, elo ass kee Radar méi do, elo drécks de erëm drop." Ech mengen, dat si jo déi wéinegst Leit. An duerfir hu mer jo och nach mobill Radaren. An do kann et jo och sinn, datt vläicht honnert Meter hanner engem fixe Radar oder 200 Meter hannendrun emol eng Kéier e mobille Radar steet, wou een déi da kritt, déi mengen, si bräichte sech net dorunner ze halen.

Déi mobill Radaren... Déi fix Radare wäert wahrscheinlech jiddweree kennen, mat Ausnahm vun deene Leit, déi vläicht net esou vill Auto fueren, oder Touristen, déi an d'Land kommen. An duerfir gi se jo prévenéiert, well virdru jo ugezeechent gëtt: Hei kënnt e Radar, soudatt och do eng relativ - wéi soll ech soen? - „Fairness" vis-à-vis vun alle Chauffeure besteet.

Déi mobill Radaren, dat ass am Fong näischt aneschters, wéi dat, wat mer haut hu mat der Polizei, just datt kee Polizist derbäisteet. Déi si jo och mobill an déi sti jo och op Plazen uechtert d'Land, soudatt am Fong do net vill Weideres geschitt wéi dat, wat hei geschitt.

Ech wëll net méi op déi technesch Detailer agoen, dat hu meng Virriedner alleguer am Detail gemaach, sief dat, wéi d'Prozedur ass, wéi et ofleeft, wéi den Dateschutz ass, wéi et géréiert gëtt. Ech mengen, et huet kee Wäert, wann een dat alles nach eng Kéier widderhëlt. Ech wollt just e puer prinzipiell Iwwerleeunge vun eis hei mat erabréngen, datt mer dat Gesetz hei begréissen an och selbstverständlech d'Zoustëmmung derzou ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei der Chamber Merci soen, well dat, wat mer haut hei maachen, datt mer dat Gesetz hei mat 60 Stëmmen, also unanime stëmmen, dat ass e ganz staarkt Signal no baussen, wat mer hei ginn. Dat ass e ganz staarkt Signal, datt d'Politik iwwer all Parteigrenzen eraus déi Suerg vun der Verkéierssécherheet ganz eescht hélt an datt mer net méi wëllen nokucken, datt op eise Stroossen esou vill Leit hiert Liewe loossen, esou vill Misär do entsteet.

An ech mengen, dat ass wierklech derwäert, dat hei ze erwähnen. Dat ass fir mech bal dat Wichtegst, wat aus där Debatt hei de Mëtteg erausgeet - well vill Saache si jo scho gesot ginn an deenen Diskussioune virun zwou Wochen -, datt dat Signal haut hei vun der Chamber erausgeet.

Et ass esou, datt dat natierlech, wéi déi Diskussioun hei ugaangen ass, an der Öffentlechkeet zimlech contestéiert war. Dat ass och näischt Neits. Dat ass am Ausland an all deene Länner, wou dat geschitt ass, d'nämlecht gewiescht. Dat ass och ëmmer esou. Wann et ëm de Verkéier geet, gëtt ëmmer contestéiert. Mä ech mengen awer, datt entre-temps och - dat spiert een awer och eraus an der Bevëlkerung - insgesamt déi Politik extrem matgedroe gëtt, well d'Leit wierklech insgesamt d'Flemm hu mat deem Gerenns, mat där Aggressivitéit op eise Stroossen a wierklech gären hätten, datt d'Politik och eppes mécht.

An ech mengen, do ass ganz sécher eng ganz staark Evolutioun an deene leschte Méint a Jore komm, natierlech och um Hannergrond vun deem deelweis desastréise Bilan, dee mer haten, ënner anerem déi schwaarz Woch, déi mer elo nach kierzlech haten.

Et ass och schonn e puermol hei gesot ginn: Déi Radaren, déi hu gréisstendeels eng preventiv Fonctioun. Si hunn zwar natierlech och eng repressiv Fonctioun, well wann een erwëscht gëtt, da gëtt e gepëtzt an da muss e bezuelen. Mä eigentlech hu se eng preventiv Fonctioun.

A well se eng preventiv Fonctioun hunn an och sollen hunn, wäert ech vum September bis den Dezember, dat heescht ongeféier véier Méint laang, eng Campagne starten - gutt dräi, dräi an en hallwe Mount, loosse mer esou soen -, wou et nëmmen ëm d'Vitesse geet am Zesummenhang mat de Radaren, wou déi ganz Problematik och esou erkläert gëtt. Dat heescht, datt zu deem Zäitpunkt, wann dann d'Radaren operationell wäerte sinn, ufanks d'nächst Joer, kee méi ka soen, datt en net wousst, datt dat kéim, an datt en net wousst, datt dat eng Prioritéit vum Législateur ass, fir derfir ze suergen, datt dee Misär op eise Stroossen ophält.

Dat heescht, et geet drëms, während deenen dräi Méint ze sensibiliséieren op verschidden Aart a Weisen. Mir wäerte kucken, déi Campagne breet opzestellen. Mir maache se och zesumme mat der Sécurité Routière, soudatt se e ganz breede Charakter wäert kréien.

A wann ech da scho gesot hunn „ufanks des Joers operationell", da kommen ech och vläicht zu deene Froen, déi nach opstinn hei, wou gesot gëtt: Wat ass de genaue Käschtepunkt respektiv wéi gesäit et aus? Do kann ech lech soen, datt d'Ausschreiwunge quasi all ofgeschloss sinn an datt mer d'Devisen alleguerten hunn.

An et ass esou, datt gutt geschafft ginn ass, well de Gesamtkäschtepunkt sollt jo ursprünglech 13,9 Millioune sinn. Mir wäerten awer bei 11,5 Milliounen erauskommen. Dat heescht, mir hunn 2,4 Milliounen Euro gespuert. Verschidde Saache sinn e bësse méi deier ginn, wéi mer geduecht hunn, zum Beispill d'Apparater selwer, mä par contre zum Beispill am Centre de traitement hu mer ganz vill Sue gespuert, well do och déi eenzel Verwaltungen, de CTIE mat de Ponts et Chaussées, am Fong gutt zesumme verhandelt hunn a mer am Endeffekt do Sue konnte spueren.

Also 2,4 Milliounen Euro spuere mer eigentlech par rapport zu deem Chiffer, deen annoncéiert gi war. Wat jo och eng gutt Nouvelle ass, well dat eis da manner kascht.

Et bleift dann awer natierlech och, datt ee muss wëssen, datt den Invest 13,9 Milliounen ass an et derniewent och Frais d'exploitation gëtt. An déi leie bei 1,3 Millioune ronn, opgeronnt, d'Joer. Dat heescht, et ass richteg, wéi den Här Gibéryen seet, dat hei maache mer ganz sécher net, well mer mengen, mir géifen hei als Stat iergendeppes do verdéngen. Mä et gëtt wierklech just am Sënn vun der Stroossesécherheet gemaach.

Et ass och esou - déi Fro war gestallt gi vum Här Schank, mam Personal, wéi vill Personal ass heimadder verbonnen? -, d'Police wäert 17 Leit bäikréien: sechs Inspekteren, dräi Brigadieren an aacht Leit, déi éischter am administrativ-technesche Beräich schaffen. An de Parquet kritt der véier bäi. Dovu sinn der dräi fir de Parquet Lëtzebuerg an ee fir de Parquet Dikrech. An d'Ponts et Chaussées kréien der zwee bäi.

Déi stinn net am Gesetz. Déi hu mer iwwert den Numerus clausus décidéiert. Déi Bréiwer sinn och eraus un d'Commission de rationalisation des recrutements (veuillez lire: un d'Commission d'Économies et de Rationalisation). Dat heescht, et ass relativ kloer, datt dat doten déi Leit sinn, déi déi eenzel Verwaltunge respektiv d'Police bäikréien.

Am Januar 2016 misst am Prinzip vun der Technik hier alles am Stroosseraum an iwwerall installéiert sinn. De Centre de traitement muss natierlech dann och nach fonctionnéieren. Da musse jo eng Rei Tester gemaach ginn. Duerfir hunn ech gesot, ufanks 2016 wäerte se och wierklech fonctionnéieren. Mä dee ganzen Hierscht bis de Januar gëtt d'Mise en place gemaach. Also, mir sinn total am Timing, wéi mer eis dat virgeholl haten, wat eng ganz gutt Saach ass.

Et ass och schonn hei gesot ginn: Wann d'Mise en place gemaach gëtt, d'Radaren, déi fix, déi ginn am Virfeld ugekënnegt. An ech wëll dat och nach eng Kéier ënnersträichen, well ech dat ëmmer erëm nach liesen, ënner anerem, ech mengen d'„Lëtzebuerger Wort" huet haut esou eng kleng Émfro gemaach, wou dann och erëm Leit soen: „Oh, dat ass just... Jo, dat ass jo am Fong blödsinneg, well d'Leit wëssen herno, wou se stinn. An dann hält jo jiddweree sech zwar do un d'Vitesse an dann hannendrun net méi."

Niewent dem Argument, wat elo just vum Här Gibéryen gesot ginn ass, ass dat Haaptargument fir mech: Déi 20 Punkten, déi sinn erausgesicht ginn iwwert de Comité d'audits. Dat sinn d'Points noirs vun eisem Stroosseréseau, wou mer näischt méi oder net méi vill kënnen um Stroosseréseau änneren, wou et also extrem wichteg ass, datt déi Vitessen agehale ginn, a wou mer och an der Vergaangenheet ganz vill ganz schlëmm Accidenter haten.

Wa sech natierlech do un d'Vitesse gehale gëtt a mir hunn do keng Accidenter méi, da sinn ech mat Sécherheet dee glécklechste Mënsch heibannen, well dann hu mer kee Centime an d'Statskeess kritt, mä mir hu ville Leit d'Liewe gerett. An dat ass den Zweck, firwat datt déi fix do sinn, firwat se och ugekënnegt ginn. An déi mobill, wéi scho gesot ginn ass, déi hunn en aneren Zweck. Déi solle generell derfir suergen, datt d'Vitesse erofgesat gëtt.

Da war nach d'Fro gestallt gi mat den Daten. Also et ass esou, an der Datebank ginn déi Daten zwee Méint gespäichert, ausser der Foto. Déi gëtt zwou Wochen, nodeems bezuelt ginn ass, automatesch geläscht. An den Délai de contestation, deen ass fir Résidentë 45 Deeg a fir Non-résidentë 45 plus ee Mount, well et natierlech do méi schwiereg ass. Woubäi een och hei muss soen: Wann ech Netrésident sinn, ech ka jo och iwwer eng Procuratioun d'Foto zum Beispill kontrolléiere loossen. Ech muss net selwer, wann ech elo am Ausland wunnen, op Lëtzebuerg kommen. Da kann ech en Affekot hei beoptragen, deem eng Procuratioun ginn, datt dee fir mech d'Foto kucke geet, an esou weider. Dat heescht, déi Méiglechkeet gëtt et och.

Mä mir hunn et fäerdegbruecht an do sinn ech besonnesch frou driwwer, an ech soen och virun allem menge Mataarbechter en décke Merci fir déi Aarbecht hei! Well et muss ee wëssen, dat ass vum Technesche sougutt wéi vum Juristeschen eng ganz kriddelech Aufgab gewiescht. Well Dir wësst jo, datt et schonn eng Rei Uleef gi sinn, an déi si meeschtens schifgaangen, well se herno juristesch zerrappt gi sinn.

An duerfir war et - mir hunn natierlech och de Virdeel gehat, datt mer op deene Feeler konnten opbauen, wéi mer de Projet ugaange sinn -, datt mer du versicht hunn, déi net méi ze maachen. Mä nach bleift et, datt meng Leit eng exzellent Aarbecht gemaach hunn an datt mer eigentlech duerch déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer hei vun Ufank un haten, sougutt mat dem Parquet wéi och mat der Dateschutzkommissioun, hei e Projet konnten hikréien direkt an der éischter Mouture, wou also grosso modo vum Juristeschen a vum Dateschutz hier scho guer näischt méi dra war, wat contestataire wär.

Beim Juristesche war et just ee Punkt. Ech mengen, d'Madame Rapportrice huet dee jo gesot. An deen hu mer awer einfach geléist kritt, soudatt mer eigentlech och elo hei alles dat respektéieren, wat muss respektéiert ginn, virun allem och déi Dateschutzfro, well dat jo oft an der öffentlecher Diskussioun war.

Mir bleift näischt aneschters iwwreg, wéi der Madame Rapportrice natierlech och en décke Merci ze soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, an natierlech sämtlechen Intervenanten hei fir hir Interventioun, an ze soen, datt ech frou driwwer sinn am Numm vun der Regierung, datt dat Gesetz hei mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir kënnen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6714 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6714 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 6714 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann un de leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Deklaratioun vum Premier- a Statsminister iwwert d'Diskussioune beim europäesche Sommet vum 7. Juli, méi speziell iwwert d'Griichenland-Fro. Mir sinn eis an der Presidentekonferenz eens ginn, dass no der Deklaratioun all Fraktioun a Sensibilitéit zéng Minutten huet, fir Stellung ze huelen. An d'Wuert huet direkt de Premierminister.

8. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les discussions du sommet européen du 7 juillet 2015 en relation avec la situation en Grèce après le référendum du 5 juillet 2015, suivie d'un débat

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci, dass ech d'Okkasioun haut kréien, fir lech e Rapport kënnen ze maachen iwwert déi Diskussiounen, déi mer gëschter Owend zu Bréissel haten. An ech hunn och, Här President, wann Der erlaabt, den Här Gramegna gefrot, fir lech e Rapport hei op der Tribün kënnen ze maache vum Eurogroup, deen hien hat, an och fir op dee Bréif, deen en haut vum griichesche Finanzminister kritt huet, kënnen anzegoen. Ech mengen, dass et wichteg ass, fir lech all Informatiounen ze ginn, déi déi lescht 24 Stonnen an deem Dossier gewiescht sinn. Dofir wier ech och frou, wann no mir, Här President, den Här Gramegna e puer Minutten hätt, fir lech do och kënnen en Topo ze maachen.

Gëschter Owend, Här President, muss ech lech soen, dass d'Enttäuschung bei deene meeschte Regierungs- a Statscheffen awer grouss war. Et huet een zum Beispill gesot, hien hätt gezielt, et wier fir d'88. Kéier, wou mer iwwert déi griichesch Situatioun géifen am Conseil schwätzen. Mir hunn eis mat der griichescher Kris déi lescht Méint intensiv beschäftegt.

Den Eurogroup huet am Februar fir d'Regierung vum Här Tsipras eng Verlängerung och vu véier Méint décidéiert, fir de Reformprogramm ëmzesetzen, fir d'Land erëm fit ze maachen. Si hunn deemools och eng gewësse Flexibilitéit gefrot. Si hunn déi zougestane kritt a gesot

kritt, dass, wa se verschidde Mesuren net wéilten huelen, se déi mat anere Mesurë kéinte kompenséieren. Dat heescht, säit Februar läit de Ball op der Säit vun de griichesche Kolleegen.

Leider ass d'Zäit net genotzt ginn, fir konkret Proposen auszeschaffen a chiffréiert Propositiounen op den Dësch ze leeën. Au contraire, et si verschidde Mesuren, déi grad ugefaangen haten, nees zréckgezu ginn. An d'Situatioun a Griichenland huet sech verschlechtert.

Du souze mer zu Bréissel zwee Deeg, wou den Här Tsipras eis d'Positioun vu senger Regierung presentéiert huet a wou kee Wuert iwwert de Referendum gesot ginn ass an den Här Tsipras op Athen zréckflitt an do ukënnegt, dass en e Referendum wéilt organiséieren.

Ech muss Iech soen, dass fir vill Leit dat och e Problem vu Vertraue gewiescht ass. E Problem vu Vertrauen, wou ee ronderëm den Dësch sëtzt, wat emol keng ëffentlech Sitzunge sinn, wou een en Échange huet a wou een et awer dann net fir néideg fënnt, fir d'Leit ze informéieren e puer Stonne virdrun, dass een, wann een a säi Land nees zréckkënnt, awer e Referendum wéilt organiséieren.

D'Décisioun vum Här Tsipras ass legitimm. Ech contestéiere se net. Et stellt ee sech d'Fro, firwat mer net informéiert gi sinn. An d'Resultat vum Referendum hu mer zur Kenntnis ze huelen an och ze respektéieren, dass d'Griichen am Fong Nee gesot hunn zu enger Propos, wou ee sech och d'Fro muss stellen, wéi eng Propos d'Griiche kritt hunn.

D'Kommissioun seet, dass déi Propositiounen, déi vun der griichescher Regierung der griichescher Bevëlkerung matgedeelt gi sinn, net konform wieren zu deene Propositiounen, déi vun der Kommissioun komm sinn. Dat heescht, dass net alles dat, wat proposéiert ginn ass, och vu griichescher Säit de Griiche virgestallt ginn ass. Ech ginn elo net an den Detail an; mir kennen d'Resultat vun deem Referendum. An elo si mer an enger Situatioun, wou mer och scho virum Referendum gesot hunn, dass op jidde Fall d'Situatioun sech net duerch de Referendum géif verbesseren.

Gëschter, wéi gesot, souze mer nees zesummen. Den Här Tsipras huet keng Proposen op den Dësch geluecht! En huet eng Hand vun eis gereecht kritt; hien hat d'Hänn an der Täsch. En huet keng konkret Propositioune gemaach. En huet sech awer engagéiert, an dat ass e wichtegt Zeechen, dass e bis muer den Owend - also bis muer - spéitstens konkret Propositioune géif maachen. En huet awer och an deemselwechte Kontext gesot, dass en, wann en déi Propositioune géif maachen, och Hëllef bräicht, fir seng Wirtschaft nees unzekuerbelen, fir aus der Situatioun erauszekommen. Et ass vu Crédit pont geschwat ginn, et ass vu Prêt-bancairë geschwat ginn, et ass vu verschiddene Piste geschwat ginn, wou awer jiddweree ronderëm den Dësch, Här President - jiddwereen! -, ob Institutiounen oder Regierungscheffen, gesot huet, dass d'Conditio sine qua non wier, dass ee konkret Propositioune vun der griichescher Säit géif kréien. A wa keng konkret Propositioune vun der griichescher Säit géife kommen, dass et dann net vill Ausweeër géif ginn, fir aus der Situatioun ze kommen.

Mir gesinn am Moment d'Konsequenzen a Griichenland. Et ass gesot ginn: „D'Banke sinn nees en Dënschden op." D'Banke sinn haut och nach zou! Et gëtt Camionen, déi net méi weiderfuere kënnen, well se mat der Kreditkaart net kënne volltanken. Den Tourismus geet erof, Reservatioune ginn annulléiert. Dat heescht, dass Griichenland elo an enger Spiral ass, wou d'Situatioun sech mat der Zäit ëmmer méi verschlechtert, wann een net rapidement eng Léisung fënnt.

D'Leit si veronséchert. D'Entreprisen investéieren net, well se net wëssen, wéi et muer weidergeet. An Dir wësst, dass normalerweis den 20. Abrëll schonn eng Tranche misst zréckbezuelt gi sinn, den 20. August eng zweet Tranche misst zréckbezuelt ginn, an et gesäit net esou aus, wéi wann déi Suen elo op griichescher Säit do wieren.

Ech ginn net an op den ESM-Programm; do wier ech frou, wann den Här Gramegna kéint drop agoen. Mä wéi geet et elo weider? Ech wor de Moien zu Stroossbuerg am Europaparlament, wou den Här Tsipras och seng Positioune presentéiert huet. An ech muss Iech soen, dass et do zu enger komescher Situatioun komm ass, dass de gréisste Support fir den Här Tsipras vun der Extrême gauche a vun der Extrême droite komm ass, d'Extrême droite, déi gesot huet, dass den Här Tsipras recht hätt an dass se am Fong missten aus dem Euro goen.

Ech brauch Iech elo net weider ze soen, wat nach aner Leit, wéi den Här Farage, an déiselwecht Richtung gesot hunn, déi am Fong jo wierklech just wëllen den europäesche System, déi europäesch Prinzipien, déi mer hunn, iwwer Bord geheien an Europa vu banne futtimaachen, déi am Fong d'Griichen encouragéieren an déi dote Richtung, fir dass den Euro kapottgeet a fir dass d'Ekonomie och kapottgeet.

De Message, deen awer vun all de Fraktiounen, vun deene gréisste Fraktiounen, Här President, komm ass, ass, dass d'Gedold op eng Kéier och zu engem Enn kënnt, dass et eng Solidaritéit gëtt an et eis net egal ass, wat mat de Griiche geschitt, dass et eis net egal ass, wa mer d'Biller gesi vu Leit, déi virun engem Bankomat kräischen, well se keng Suen erauskréien, dass et eis net egal ass, wa jonk Leit keng Perspektive méi hunn, well de Chômage doënnen an d'Luucht geet, well kee méi do wëllt investéieren, mä dass een op där anerer Säit Engagementer brauch an dass d'Regierung verflicht ass, eis déi an deenen nächste Stonnen ze ginn.

Et si Méint - ech soen net „Stonnen", net „Deeg", net „Wochen", Méint! - verluer gaangen an deem doten Dossier, wou ëmmer gesot ginn ass: „Mir musse rediskutéieren, renégociéieren, rediskutéieren." Mä d'Situatioun ass elo do ukomm, wou een net méi laang kann diskutéieren. Et sinn Échéancen do! Déi sinn do an déi kann een net méi réckelen! An dofir ass och festgehale ginn, dass e Samschden en Eurogroup soll zesummekommen, wou d'Finanzministere vun den 19 Eurolänner zesummekommen, wou se dann déi Propositiounen analyséieren, déi vu griichescher Säit komm sinn. Si mussen déi analyséieren a si mussen déi och kënne chiffréieren, fir ze kucken, ob dat och an déi richteg Richtung geet.

Well wann een en Accord fënnt, dann ass en Accord näischt Unilaterales. En Accord ass net, andeem ech soen: Dat do ass dat, wat ech Iech proposéieren, an et ass esou! Mä et sinn déi aner 18 Länner, déi och mussen an déi Richtung kënne goen. Well mir hunn och alleguerten, an Dir spiert dat och… Well et si verschidde Regierungscheffen, déi gëschter gesot hunn: „Den Här Tsipras kënnt mat engem Referendum vu 60% a sengem Land, wou e gesot kritt: «So Nee!»", mä dass awer a ganz villen EU-Länner, wann e Referendum géif organiséiert ginn, fir ze froen: „Solle mir dann déi dote Schold bezuelen?", nach méi Leit och géifen „Nee" äntwerten.

An dofir ass et immens wichteg, dass een net op déi Plate-banden trëppelt an dass een elo beweist, dass ee responsabel wëllt handelen. A fir mech ass dunn och d'Konklusioun komm, dass e Sonnden en Euro-Sommet stattfënnt an herno e Conseil stattfënnt, wann e Samschde keng Léisung fonnt gëtt.

Ech muss awer och soen, dass ech hoffen an der Meenung sinn, dass mer eis e Sonnden net solle gesinn, wann d'Finanzministeren eens ginn. Wann d'Finanzministeren e Samschden eens ginn, soll een net e Sonnden zesummekommen, fir ze soen, dass si sech den Dag virdrun eens gi sinn.

Ech wëll just soen, dass hei vill Porzeläin futtigeschloe ginn ass. Ech muss Iech soen: Et ass vill Porzeläin futti! Et ass eng gewëssen Tensioun an deene Conseilen, déi ech virdrun net kannt hunn, wou Respekt gefrot gëtt, wou Vertraue gefrot gëtt, wou mir als Présidence direkt gesot hunn: „Mir musse jiddwerengem kënnen nolauschteren. Mir musse jiddwerengem seng Meenung kënne respektéieren." Mä dat heescht, deem engen esouwéi deem anere seng. A mir musse räsonabel Propositioune kréien. Et kann net sinn, dass unilatéralement décidéiert gëtt fir all déi aner!

A mir sinn amgaangen… Ech hu mat ganz ville Regierungs- a Statscheffen déi lescht dräi, véier Deeg geschwat - nach haut de Moien -, a gleeft mer et: Ech hoffen, dass d'griichesch Regierung sech bewosst ass, wéi eng Verantwortung dass se dréit, an dass se dofir och bis en Donneschde konkret Propose mécht. Well hei, wann et fäerdeg ass, si mer all Perdant, mä virun allem een, an dat sinn d'Griichen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Premierminister. Wann d'Chamber dermat d'accord ass, gi mer direkt d'Wuert weider un de Finanzminister. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Här Premierminister, léif Regierungskolleegen, léif Deputéiert, ech faasse mech kuerz, vläicht just fir den Éclairage vum Eurogroup ze ginn, dee komplett coïncidéiert mat deem, wat um Sommet geschitt ass. Am Eurogroup war d'Frustratioun och ganz grouss, well Griichenland net mat enger Propositioun komm ass, nodeem se selwer gesot haten, si géife mat engem Virschlag kommen, an nodeem alleguerten d'Partnerlänner nom Nee-Resultat vum Referendum en Appell u Griichenland geriicht haten, fir dass solle Virschléi kommen.

Deen neie Finanzminister huet a senger Ried gesot, si wären amgaangen eppes auszeschaffen. A fir eis eng Indikatioun ze ginn, wéi dat kéint ausgesinn, huet e gesot, dass dat ongeféier d'selwecht wär wéi déi Proposen, déi Enn Juni um Dësch louchen. An ech muss Iech soen: Och dat huet natierlech d'Leit verblüfft, dass grad eis griichesch Partner dat gesot hunn. Mir hunn hinne gentiment gesot: „Mir kënnen dach net déi Propositiounen nei erauszéien; Dir hutt se jo selwer vum Dësch geholl!"

An dat Drëtt, wat mer hinne gesot hunn, dat ass, dass se effektiv eppes op den Dësch misste leeën, wou se selwer dru gleewen, wat se och bereet sinn, ze verteidegen a wou se, wéi een op Englesch seet, en „ownership" hunn, wou se soen: „Dat do ass dat, wouvunner mir mengen, dass et déi richteg Äntwert ass."

Dat wëllt net heeschen, dass mir dat géifen esou acceptéieren, mä dann hätte mer eng Verhandlungsbasis op engem griicheschen Dokument. Dass mer dat dann elo kréien, dovunner ginn ech aus, well duerno ass jo um Sommet ausgemaach ginn, dass bis muer eng Lëscht vu Propose sollt erakommen.

Wann ech onbedéngt eppes Positives un der Reunioun vum Eurogroup vu gëschter wéilt fannen, da géif ech zwou Saache gesinn: Dat Éischt ass d'Personalitéit vum neie Finanzminister, deen, wéi säi Virgänger, exzellent Englesch schwätzt, dee vun Oxford kënnt, also e ganz intelligente Mënsch ass, dee ganz artikuléiert schwätzt an och Saachen zouginn huet, déi säi Virgänger ni zouginn huet, ënner anerem deen heite Saz, deen ech nawell gär zitéieren, wou e gesot huet: „Souguer wa Griichenland keng Schold méi huet, hu mir eng ganz Rëtsch Problemer bei eis ze léisen an eiser Wirtschaft, wou mir eleng zoustänneg sinn derfir, eleng responsabel sinn derfir. An déi Rechenschaft musse mir par rapport zu eis selwer ginn." Dat huet e gesot. Ech weess net, ob en dat herno dobausse widderholl huet, mä dat war erfrëschend.

Déi zweet gutt Noriicht - mitigéiert gutt Noriicht - war, dass e gesot huet: „Mir schécken en neie Bréif" - an da kommen ech zu där Requête vu Griichenland - „iwwert den ESM eran." Virun zéng Deeg, enfin, virun enger Woch, hat de Premierminister Tsipras e Bréif geschéckt, wou e jo op Basis vum Artikel 13.1 freet, fir fir Griichenland finanziell Hëllefen ze kréien am ESM. Dee Bréif hat eng ganz Rëtsch Nodeeler an der Form an en hat ënner anerem e Saz, wou drastoung, dass Griichenland déi Demande mécht, an e leschte Saz, dee gesot huet: „Mir bezuelen all eis Scholden zréck, mä awer nëmmen, wann dat kompatibel ass mat dem Wuesstum vun eisem Land a mat der sozialer Kohäsioun vun eisem Land", wat en fait eng oppen Dier ass, fir willkürlech ze rembourséieren, wat jo net akzeptabel war.

Dofir huet dann de Finanzminister gëschter gesot: „Dir kritt en neie Bréif!" Deen hu mer de Mëtte krut an dee freet dann erëm Support op Basis vum Artikel 13. Ech wëll zu där Saach soen: Dat ass ganz an der Rei, dass en esou eng Demande mécht. Dofir ass och Griichenland qualifizéiert. Dofir hu mer dat geschafen. Mä et muss ee wëssen, dass d'Konditiounen, fir Geld aus dem ESM ze kréien, net nëmmen ähnlech si wéi beim European Fund of Financial Stability (veuillez lire: European Financial Stability Facility), deem fréiere Fong, deen et ginn huet an op Basis vun deem bis elo Griichenland ëmmer Sue kritt huet, well et den ESM nach net ginn huet, mä dass d'Konditiounen am ESM nach méi staark sinn a méi strikt si wéi déi, déi mer am viregte System haten - dat nëmmen als Remarque gesot -, an dat wëssen eis griichesch Partner och.

Si hunn an deem Bréif, deen nëmmen eng Säit laang ass, och gesot, si géife Reformen am Domän vun den Taxe maachen - dat ass natierlech extrem vag - a si géifen och Reformen a Saache vu Pensioune maachen. Et ass einfach zitéiert. Et huet een natierlech do keen Unhaltspunkt, fir ze wëssen, wat dat heescht.

An et ass do en aneren Typ vu Saz dran, deen e bësse Suerge mécht. Si soen, si géifen à l'occasion vun där heiter Demande d'Geleeënheet huelen, fir dass een iwwert d'Nohaltegkeet oder d'Soutenabilitéit vun der griichescher Dette kéint schwätzen. En fait ass dat jo awer eng Diskussioun iwwert d'Restrukturatioun vun der griichescher Schold, déi hei schonn an deem Bréif dran ass. An ech muss Iech soen, et gouf ganz wéineg Bereetschaft - fir et ganz héiflech auszedrécken - am Eurogroup, fir doriwwer ze schwätzen. Dat heescht erëm eng Kéier: An där Demande hei hu mer erëm en anere Saz dran, dës Kéier iwwert d'Scholderestrukturéierung, deen et bestëmmt net einfach mécht. Et ass natierlech, muss ech soen, net als Konditioun formuléiert, mä et ass awer e Saz dran.

Wéi geet elo d'Prozedur weider? Mir wäerten den Owend nach eng Télefonskonferenz hunn um Niveau Eurogroup vun de Ministeren, fir d'Prozedur hei anzeleeden a fir nëmme keng Zäit ze verléieren, fir déi Institutiounen, déi heimat musse befaasst ginn, haaptsächlech d'Kommissioun an d'Europäesch Zentralbank, mat dëser Demande ze befaassen, fir dass op eiser Säit kee Retard ass.

A wat gëtt do gekuckt? Dat ass, ob dës Demande fundéiert op Kritäre vu finanzieller Stabilitéit, wat déi finanziell Besoine vu Griichenland sinn an, als drëtte Punkt, d'Nohaltegkeet vun der Schold. Déi dräi Saache musse gekuckt ginn am Kontext vun der griichescher Demande. Dat wäert an den nächsten Deeg och de Fall sinn.

Als Ofschloss wéilt ech just soen, dass dat, wat amgaangen ass ze geschéien, ganz beonrouegend ass an dass dat och am Eurogroup ganz vill gesot ginn ass. Hei zielt all Minutt an et ass erstaunlech, dass, fir e revidéierte Bréif ze maachen, dee jo nëmmen eng Säit huet, dat a Griichenland net machbar war tëschent dem Referendum an eiser Reunioun vum Mëttwoch. Dat ass einfach onverständlech.

D'Banke sinn dohannen zou, d'Leit hu keng Sue méi fir ze liewen, d'Entreprisë kënnen iwwerhaapt net méi weidermaachen, kënnen net méi investéieren, d'Ekonomie geet an de Grond a Buedem, an d'Regierung war net amstand, esou eng Demande, déi mer hätte kënne méindes um aacht Auer kréien, eranzeschécken. Da bräichte mir den Owend net e Conference Call ze maachen, fir deem entgéintzewierken, fir dat ze accéléréieren!

Ech wëll nach just eng Informatioun par rapport zur leschter Woch soen, well ech dat hei évoquéiert hat, wat d'Lëtzebuerger Schold ubelaangt nach eng Kéier: Dat sinn 140 Milliounen Euro bilateral Prêten an 381 Milliounen am europäesche Fong. Mir hunn all déi Kreditter elo reservéiert. Mir haten do dräi Méiglechkeeten a mir hunn um europäeschen Niveau zesummen décidéiert, dass mer weder renoncéieren, also verzichten - dat maache mer net -, mir froen awer och net eng Accélératioun vum Remboursement. Mir hu just eis Rechter reservéiert. Dat ass geschitt; dat ass de leschte Freideg gemaach ginn. An där Hisiicht si mer do, mengen ech, berouegt.

An e leschte Punkt: Egal wéi schlëmm d'Situatioun a Griichenland ass, wëll ech soen, dass alleguerten d'Mesurë geholl gi si vun allen Institutiounen, wat ee misst maachen, wa Griichenland - leider - lues a lues aus der Eurozon géif erausrutschen. D'Mesurë sinn all geholl ginn an d'Instrumenter sinn all do, fir ze évitéieren, dass mer en Dominoeffekt kréien. An ech muss soen, dass d'Institutiounen, awer och d'États membres vun der Eurozon verséchert sinn, dass ee sech fir d'Eurozon keng Suerge muss maachen, ëmgekéiert wéi fir Griichenland.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An éischte Redner ass de Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech hei der Regierung, dem Premier- an dem Finanzminister, Merci soen, fir esou schnell hei an d'Chamber komm ze sinn a fir eis all déi Informatiounen hei ginn ze hunn, an haaptsächlech och hir Impressioune ginn ze hunn iwwert dat, wat elo amgaangen ass ze geschéien.

De leschte Sonndeg ass a Griichenland iwwert de Referendum e kloren Nee gesot ginn - dat muss een zur Kenntnis huelen -, e Referendum, dee vun der griichescher Regierung gewollt war, deen eis virkomm ass wéi e Poker-Coup géint d'Partner an och deelweis géint Europa, mat enger Froestellung, déi net kloer war, iwwer e Pabeier, deen et net méi gouf, deen am Fong geholl och kee kannt huet an deen och zu engem politesche Coup héichstiliséiert ginn ass.

An haut huet déi griichesch Regierung hir Äntwert kritt: dee gewollten Neen, dee se gefrot hat bei der griichescher Populatioun. An ech wëll soen: Fir mech ass et kloer, datt dee Vote evidenterweis d'Griichen an d'griichesch Regierung engagéiert, mä datt en net Europa an déi aner Länner mat engagéiert, déi alleguer och hir Wieler hunn, déi och par rapport zu hire Wieler hir Responsabilitéiten hunn an déi net nëmme par rapport zu hire Wieler hir Responsabilitéiten national hunn, mä och eng

ganz Rei Responsabilitéite fir dat europäescht Haus hunn, déi se och musse respektéieren. D'Griiche mussen d'Konsequenzen aus deem Vote, dee se gefrot hunn, an där Äntwert, déi se kritt hunn, huelen.

Noutgedrongenerweis gëtt et an deenen nächsten Deeg, wéi an deene leschten Deeg, nach eng ganz Rei Diskussiounen. An et muss och diskutéiert ginn! An de Kommissiounschef, de Jean-Claude Juncker, huet dat och gëschter nach virum Europaparlament kloer an däitlech gesot: dee Wëllen, dee mer och deelen, fir Griichenland an der EU an an der Eurozon ze halen, an och déi Erwaardung, déi gëschter war, fir Erklärungen zu deem griichesche Referendum vun der griichescher Regierung ze kréien, wéi si dat dann interpretéieren, oder haaptsächlech, an dat war jo dat Wichtegst gëschter, déi Erwaardungen, datt d'Griichen och mat enger Propositioun géife kommen, wéi si dann elo géife gesinn, datt an deenen nächsten Deeg oder an deenen nächste Wochen déi Diskussioun soll weidergoen an déi Programmer sollen opgesat ginn.

An ech kann dat ganz gutt verstoen, wat de Statsminister virun e puer Minutten hei op der Tribün gesot huet, dee Frust, deen hien a seng Kolleege gespuert hunn, wéi am Fong gëschter näischt komm ass, wéi am Fong „d'Hänn an der Täsch" waren, wéi Der et ausgedréckt hutt, an Der näischt op den Dësch geluecht krut: kee Plang fir d'Zukunft, näischt!

An ech muss éierlech soen, ech verstinn net richteg, wat amgaangen ass do ze geschéien a wat do gespillt gëtt, wat dat do dann elo am Fong soll. Eng griichesch Regierung nom Referendum muss dach an enger dramatescher Situatioun fir hiert eegent Land soen, wéi se mengt, datt et soll virugoen. Si weess jo och, wat d'Erwaardung vun hire Partner ass an datt se eppes muss op den Dësch leeën, fir datt kënnen déi Diskussioune weiderfueren. Ech verstinn einfach net, firwat! Ech verstinn net, firwat näischt op den Dësch kënnt.

Fir mech ass et kloer, datt mer och eng Rei Responsabilitéiten hei hunn, als Lëtzebuerg an als aner Eurolänner. Mir hunn eng gemeinsam Währung, eng gemeinsam Währung mat gemeinsame Regelen an och eng gemeinsam finanziell Disziplin, déi mer och gemeinsam ofgemaach hunn. An ech soe ganz kloer: Dës Regelen opweechen oder ophiewen, huet och mëttel- a laangfristeg extrem negativ Konsequenzen op d'ganz Eurozon, déi ee riskéiert ze fragiliséieren, dee ganze System ze fragiliséieren.

An Europa war jo an deene leschte Wochen an ass och elo nach bereet, Griichenland ze hëllefen. Europa huet schonn zwee Hëllefspläng gemaach: 50% Noloosse vun der privater Schold, eng Lafzäitverlängerung an eng Zënssenkung vun der Schold bei deenen eenzelne Länner.

Europa ass och elo nach bereet ze hëllefen. Mä wa Griichenland deen Nee vum leschte Sonndeg interpretéiert, datt keng Fiskalreform, keng Pensiounsreform - si hunn zwar elo eppes anescht ugedeit, mä ouni Prezisiounen dran -, datt keng Schnëtter beim Militärbudget, keng Moossname géint d'Korruptioun, keng Verwaltungsreforme musse gemaach ginn, wann deen Neen esou interpretéiert gëtt, datt keng Reformen an datt nëmmen Hëllefe solle kommen, jo, da muss ech Iech soen, da geet et effektiv net.

Mir hätte gär, datt Griichenland am Euro bleift. Mir hätten et gär. An ech mengen, déi aner Länner an d'Eurozon hunn et ganz kloer ausgedréckt. Méi wéi déi Hand, déi gewise ginn ass, kann een awer schlussendlech bal net maachen. Mir hätten et gär, mä et geet net ëm jiddwer Präis.

A villes ass och an deene leschte Joren, an deene leschte Méint souwisou scho geschitt. A wann een haut vun engem Scholdeschnëtt, engem „haircut" schwätzt, da muss ech kloer soen: Ech mengen, datt dat am Fong haut net um Ordre du jour ka stoen.

Wat bréngt nämlech oder wat géif eng Noloossung vun de Scholde bréngen, wann een net weess, wéi et dann an Zukunft soll weidergoen? Wann ee weess, datt deen Dag, no deem ee Scholden nogelooss hätt, erëm e weideren Opbau vun de Scholde géif weidergefouert ginn, datt kee Plang do ass, fir definitiv aus enger Situatioun erauszekommen, wou all Dag, all Dag, all Dag méi Scholde kreéiert ginn?

Dat ass dann eppes, wann ech an der griichescher Mythologie bleiwen, wéi den Tonneau des Danaïdes, dat heescht e Faass ouni Buedem, an dat een ëmmer Saachen draschëtt a wat ni voll gëtt. An iergendwou muss dee Bue-

dem awer dragesat ginn, iergendwou muss definéiert ginn, wéi een dee ganze System kann un d'Stoppe bréngen.

Dofir ass et fir mech ganz kloer: Ier ee kann iwwerhaapt iwwer esou eppes schwätzen, muss fir d'Éischt e kloren an däitleche Wee an d'Zukunft vu Griichenland opgezeechent sinn, e Programm, Moossnamen, déi Griichenland wirtschaftlech erëm op d'Bee stellen. An dat ass deen éischte Punkt, iwwert dee muss geschwat ginn. A laanscht dee kënnt keen an deenen Négociatiounen.

An, wéi gesot, ech mengen, de Finanzminister huet et kloer an däitlech zum Ausdrock bruecht, d'Zäit leeft fort. Et ass en Datum gesat ginn, e kloren Datum, donneschdes owes oder freides moies 8.30 Auer, samschdes a sonndes déi Reuniounen. An ech hoffen, ech hoffe wierklech, datt do eng Léisung ka fonnt ginn.

Ech soe just: Dee Referendum, dee vun der griichescher Regierung organiséiert ginn ass, dee wäert an deenen nächsten Deeg och hinnen net d'Liewe méi einfach maachen, well géif eng Léisung fonnt ginn, da misste se, nodeem datt en Neen a Griichenland war, déi Léisung bei hire Leit, déi Nee gestëmmt hunn, och nach erkläre goen. Dat ass e Kontereffekt vun deem Referendum, deen och der griichescher Regierung, wann dann e Resultat géif kommen, d'Liewe ganz, ganz, ganz batter ka maachen an deenen nächsten Deeg.

Ech wëll zum Schluss just soen, datt bei mir am Kapp am Fong zwee Biller do sinn, déi net mateneen zesummeginn. Fir d'Éischt dat Bild, wat een all Dag, an Dir hutt et och beschriwwen, wat een all Dag an den Zeitungen, op den Téleeë vu Griichenland ka gesinn, Leit mat Schwieregkeeten, déi leiden, déi net wëssen, wéi se hiert dagdeeglecht Liewe solle verbréngen, déi net wëssen, wéi se zum Schluss vum Dag solle kommen, déi Rentner, déi Schwieregkeeten hunn, hir Suen opzehiewen, d'Camionen, déi stoe bleiwen, well de Bensin net ka bezuelt ginn, an alles dat, wat do nach hannendru steet u mënschleche Problemer, u mënschlechem Leiden - dat op där enger Säit als Biller, déi ee gesäit. An dann op där anerer Säit eng griichesch Regierung, wou ech awer muss soen, wou ech just d'Impressioun hunn, datt momentan op Zäit gespillt gëtt, an et ass am Fong keng Zäit méi do, wann een déi Biller kuckt, wou näischt op den Dësch kënnt a wou op Zäit gespillt gëtt.

An ech muss soen, ech verstinn dat einfach net, well ech hunn d'Impressioun, datt hei mat der griichescher Bevëlkerung e geféierlecht Pokerspill gemaach gëtt.

An ech deelen dem Statsminister seng Hoffnung, ech hoffen, ech hoffe wierklech, datt den Donneschdeg, muer den Owend, eppes um Dësch läit. Ech hoffe wierklech, datt Der de Samschdeg an de Sonndeg weiderkommt. An déi Hoffnung ass wierklech aus déifstem Häerzen ausgedréckt, datt mer zu enger Solutioun kommen, well et muss eng Solutioun do ginn. Et ka se net ëm jiddwer Präis ginn. An ech hoffe wierklech, datt Der se fannt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Dossier Griichenland, deen hält eis weider an Otem. Virun enger Woch ongeféier ware mer hei an dunn hate mer iergendwéi alleguerten awer gehofft, datt mer net nach eng Kéier eis hei an der Chamber ënnert deenen do Prämisse misste begéinen, fir nach eng Kéier driwwer ze schwätzen. Bon, leider sëtze mer awer haut nach eng Kéier hei oder sti mer hei, fir driwwer ze diskutéieren.

Ech wëll awer och an deem Kontext dem Premier an och dem Finanzminister e grousse Merci ausschwätzen, datt si och déi Propos eigentlech gemaach hunn. Vun hinnen ass zum Deel déi Initiativ ausgaangen, fir hei kënnen de leschte Stand duerzeleeën. Mir wëssen och, Lëtzebuerg huet d'Présidence, an de Premier zesumme mam Finanzminister schaffen an de leschte Stonnen, an de leschten Deeg immens intensiv un deem Dossier. An duerfir och e ganz grousse Respekt dofir, datt si versichen, do ënner iergendenger Form och un enger Solutioun matzeschaffen.

Ech kéint eigentlech haut, Här President, alles dat erëm widderhuelen, wat ech d'lescht Woch schonn zu dem Dossier gesot hunn. Bon, dertëschent hate mer e Referendum. Mir waren, dat hat ech och d'lescht Woch gesot, och net begeeschtert iwwert déi Aart a Weis, wéi do de Premier Tsipras dat am leschte Moment an d'Spill bruecht hat.

Bon, vläicht e puer Wierder zu deem Referendum: Jo, d'Resultat, dat ass kloer. Wat de Message vun deem Resultat ass, dat ass manner kloer. Wat wollt eigentlech do zum Ausdrock kommen? War een net mat deene Proposen d'accord? Wat fir eng Proposen? Well et streit ee sech jo nach driwwer, wat eigentlech genau do an deem Referendum als Propose virlouch. War et e Vote fir oder géint d'Europäesch Währungsunioun, hir Mechanismen eigentlech, déi ganz europäesch Struktur? War et e Vote derfir oder dergéint, am Euro ze bleiwen? Bon, et sinn do eng ganz Rei Analysten, déi sech doriwwer Gedanke gemaach hunn.

Wat kloer ass, dat ass, datt eigentlech dee Referendum guer näischt un der Situatioun a Griichenland oder un der griichescher Situatioun geännert huet. De Scholdeproblem ass net vum Dësch. An och, dat gesäit ee jo bei de Leit a Griichenland: Et ass net säit dem Sonndeg, datt et deenen do besser geet. Au contraire, ech mengen, jiddwereen ass extrem betraff - wann een déi Biller gesäit -, well am Endeffekt ass et jo awer d'griichescht Vollek, wat do de Leidtragenden ass an där ganzer Situatioun. Bon, am Endeffekt ass virun allem vill Zäit verluer gaangen. Mir stinn haut, nach wie vor, virun deemselwechte Bierg vun Erausfuerderunge wéi virun enger Woch. An heiansdo kann ee sech froen, ob et net nach méi grouss Erausfuerderungen de Moment sinn.

De Referendum, deen huet keng Léisung bruecht. Déi eenzeg Plaz, wou ee kann eng Léisung fannen, dat ass déi um Verhandlungsdësch. An ech mengen, dat, wat een elo och hei eraushéieren huet: D'Eurolänner, oder d'Vertrieder vun den Eurolänner, déi hu bis elo eigentlech extrem vill Gedold a gudde Wëlle gewisen. An, jo, nach wie vor läit d'Initiativ bei der griichescher Regierung. Ech géif soen, méi wéi jee läit d'Initiativ bei der griichescher Regierung!

Si muss elo mat Propose kommen. Si muss soen, wéi Griichenland sech nohalteg besser wirtschaftlech opstellt, wéi se strukturell Reforme wëllt ugoen, well dat ass jo dat, wat eigentlech och dréngend noutwendeg ass, well et eleng net duergeet, wa se géifen zousätzlech Hëllefe kréien. Mä si muss wierklech och beweisen, datt se do seriö un déi Saach erugeet, well soss hunn och nach honnert nächst Hëllefspäck guer kee Sënn.

Also, d'Gedold vun den Eurogroup-Länner, déi ass um Punkt ze platzen. An et mussen also konkret Propose kommen, well et soss och schwiereg gëtt fir déi eenzel Premieren och, fir de Support ze kréien an hire Parlamenter respektiv an hiren Opinion-publiquen, wou een awer och mierkt, datt ëmmer manner Zoustëmmung an deenen eenzelne Länner och ass, net nëmmen an de Parlamenter, mä och, wann een Émfroe bei der Populatioun mécht.

De Ball läit bei de Griichen. Mir hunn d'Hand ausgestreckt. Do huet de Premier gesot, d'Griiche wiere mat den „Hänn an der Täsch" komm. Ech mengen, si mussen déi Hänn elo aus der Täsch huelen, an net nëmmen aus der Täsch huelen, mä simussen och d'Äerm héichstréppen an do urappen.

De Méindeg huet de griichesche Premier de Finanzminister, den Här Varoufakis, ausgewiesselt. Bon, ass dat elo en Zeechen, datt déi griichesch Regierung hir Positioun iwwerduecht huet, datt se eventuell awer eppes Definitives elo kann, oder wéinstens e gudde Plang huet, fir eppes Definitives kënnen op den Dësch ze leeë bis de Freideg? Dat gesi mer dann.

Egal wéi, Här President, mir hoffe weiderhin, datt bis dann de Freideg konkret Proposen op den Dësch geluecht ginn. Bon, et liest een, et héiert ee lénks a riets, wéi sech och scho Gedanke gemaach ginn, wéi en „Grexit" kéint ausgesinn, wat dat fir Konsequenzen hätt fir Griichenland, fir d'Eurogroup-Länner, wéi dat praktesch géif ëmgesat ginn.

Ech mengen, egal wéi wier et awer net auszedenken, wat fir eng néfaste Konsequenzen esou eppes hätt, virun allem fir déi griichesch Bevëlkerung, déi do am meeschten drënner ze leiden hätt, a wouduerch awer och géifen eng ganz Rei nei Problemer kommen, well mer awer dann dat Land net kéinten do ignoréieren an deem Leed einfach nokucken.

Bon, et kann een haut deen Zeenario vum „Grexit" net zu honnert Prozent ausschléissen, mä ech hunn awer, oder mir hunn op alle Fall, meng Fraktioun huet de Moment Schwieregkeeten, fir sech an déi Logik eranzebeginn. Mir gleewe weiderhin drun, datt en Accord ka fonnt ginn, well eben de Verloscht vu Griichenland am Euro net nëmmen dramatesch fir d'Griiche selwer wier, mä am Endeffekt wier dat och e schwéiere Réckschlag fir Europa. An ech hoffe wierklech, datt mer haut eigentlech déi leschte Kéier hei diskutéiert hu respektiv datt mer d'nächst Woch méi optimistesch kënnen an deen Dossier kucken, net nëmme fir Griichenland, mä effektiv och fir Europa.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. Nächste Riedner ass den Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'belsch Zeitung „Le Soir" huet gëschter getitelt: «Le miracle ou le Grexit». Dat war nach virun der Sitzung vum Eurogroup a virun der Sitzung vun de Stats- a Regierungscheffen. An ech mengen, et muss een effektiv scho bal op e Wonner hoffen, fir dass en Debakel, e kollektiven Échec - well dat wär d'Verloosse vu Griichenland aus dem Euro - nach an deenen nächsten Deeg wierklech ze verhënnere wär.

De franséische President, deen onermiddlech versicht huet, ze vermëttelen tëschent deenen eenzelne Parteien an Usiichten, huet et och gëschter schonn op de Punkt bruecht: Den „Grexit" ass keng Léisung, mä eng Méiglechkeet. An och de Kommissiounspresident, den Här Juncker, deen nach viru knapp zwee Deeg gemengt huet, keen däerft Griichenland wëllen aus der Eurozon erausdrécken, huet gëschter ganz kloer och vun der Hypothees vum „Grexit" geschwat.

Dat kënnen natierlech zum Deel och elo taktesch Astellunge sinn, déi een an Ennverhandlungen oder virun Ennverhandlungen anhélt, mä ech mengen awer, dass dat virun allem awer och eng Äntwert ass op déi ëmmer méi fragwürdeg Taktik vun der griichescher Regierung, déi bekanntlech aus nationale Lénks- a Rietskräften zesummegesat ass an déi menger Ansiicht no amgaang ass, déi falsch Léieren aus dem Referendum ze zéien.

Sécherlech, innenpolitesch ass fir e kuerze Moment déi Regierung gestäerkt, mä dat kéint sech ganz liicht als e Pyrrhussieg erweisen. D'Fronte si verhäert an aussepolitesch huet sech d'Kräfteverhältnis an Europa, an der Eurozon net verännert duerch dee Referendum a Griichenland. Et sinn d'Griichen, déi ofgestëmmt hunn. Et sinn net d'Europäer, déi ofgestëmmt hunn.

D'Zäit gëtt ëmmer méi knapp. D'Banken a Griichenland si weiderhin zou. Kee weess genau, wéini dass se erëm kënnen opmaachen, ënner wat fir enge Konditioune se kënnen opmaachen. D'Wirtschaft ass kuerz virun dem Erstécken an eng sozial Katastroph steet virun der Dier. An dorun ännert och déi Demande näischt, déi d'griichesch Regierung elo un den ESM geschéckt huet, fir e weidert Hëllefsprogramm operluecht ze kréien. D'Zäit leeft of. D'Zäit leeft souguer vläicht aus. An de politesche Spillraum vu sämtlechen Akteure gëtt ëmmer méi enk, vu Stonn zu Stonn. An ech deelen d'Aschätzung vun deenen, déi soen, dass de Sonndeg muss esou oder esou héchstwahrscheinlech e Schlussstréch gezu ginn.

Virun allem - an de Premierminister huet dat Wuert och scho gebraucht, wat schéngt d'Kärstéck ze si vun der aktueller Dramatik -, et ass eppes futtigaangen, net an e puer Stonnen, mä iwwert déi lescht laang Méint: Dat ass d'Vertrauen. Et ass an dëser Unioun kee Vertraue méi tëschent de Partner. An dat mécht all Unioun futti. Et ass kee Vertraue méi tëschent eenzelne Staten. Et ass kee Vertraue méi tëschent eenzelnen Institutiounen.

An deen dramatesche Verloscht u Vertrauen, wat den Zement ass vun dëser Europäescher Unioun a besonnesch och vun der Eurozon, mécht et ëmmer méi schwéier, och un déi noutwendeg Solidaritéit ze appeléieren, en Appell, dee mer ëmmer erëm gäre maachen, och weiderhi bis zum Schluss musse maachen. Dee Verloscht vum Vertraue spigelt sech och an der Zersetzung vun der ganzer europäescher Gemeinschaft erëm, op eng eklatant Aart a Weis an där Renationaliséierung vun der Europapolitik praktesch a sämtlechen EU-Staten. An de Verloscht vun dem Vertraue gëllt och fir d'Bierger, déi och d'Vertraue verluer hunn a gréisstendeels d'europäesch Institutiounen, an de Fonctionnement virun allem och vun der Europäescher Unioun.

D'LSAP gleeft weider drun, dass Griichenland feste Bestanddeel vun der EU ass a muss bleiwen, a gleeft och gäre weider drun, och wéinst deem dach onkalkuléierbare Risiko, deen en Austrëtt vu Griichenland aus der Eurozon kéint mat sech zéien, dass Griichenland soll an der Eurozon bleiwen.

Dës Chance ass vläicht eng Chance fir en Neiufank, fir en neie Start, fir e Reset, wéi gëschter e Griich an enger Reportage an der däitscher Televisioun gesot huet. Et wär flott, wann ee kéint op e Knäppchen drécken a soen: „Sou, reset!"

Mä et ass net esou einfach, fir dat ze maachen. Effektiv ass vläicht ze vill Parzeläi schonn zerbrach ginn, wéi de Premier dat elo grad hei gesot huet. E Reset wär och vläicht, e méi staarken Akzent nach ze setzen op Wuesstum a Beschäftegung, niewent enger noutwendeger Budgetsdisziplin, besonnesch awer och e Reset ze setze

fir Griichenland, wat d'Moderniséiere vum Statsapparat ugeet, wat d'Reforme vum Steiersystem ugeet, Reforme vum Schoulsystem ugeet, wat eng Antikorruptiounscampagne an deem Land ugeet. E Kompromiss ass sécherlech méiglech op där Grondlag vun deene Strukturreformen, déi d'Griichen, an eleng d'Griichen nëmme kënnen akzeptéieren a selwer duerchsetzen, vun der Tragfäegkeet vun der griichescher Schold an enger administrativer an technescher Begleedung vun deem ganze Prozess a Griichenland.

Griichenland muss weider Konzessioune maachen, déi iwwert dat erausgi vun deem Bréif vum Här Tsipras vum 30. Juni vun dësem Joer, e puer Deeg virum Referendum. A Partner vu Griichenland an Eurozon sollte vläicht méi verbindlech Engagementer huelen, wat d'Restrukturéierung vun der griichescher Statsschold ugeet.

Do gëtt et jo en neie Pabeier, dat ass dee Pabeier vum Internationale Währungsfong, deen eigentlech déi Thees bestätegt, dass déi griichesch Schold (veuillez lire: dass déi griichesch Schold net méi kleng ginn ass) trotz deene Scholdeschnëtter, déi scho stattfonnt hunn, zweemol am Joer 2012, eng Kéier, wat d'Privatschuldner ugeet, an eng zweete Kéier, wat d'Zënsen ugeet vun den ëffentleche Scholden.

Dat sinn also nei Elementer, déi ee sollt frësch diskutéieren, an och deen Engagement, dee jo Merkel an Hollande geholl hunn, fir ze soen: An den nächste Jore wäert Europa ronn 35 Milliarden Euro iwwer Strukturfong, iwwer aner Mëttelen a Griichenland fir Investissementer fräimaachen. Och dat kann e Bestanddeel vun esou engem méi formellen Accord ginn.

D'griichesch Regierung huet de Ball elo bei sech leien. Et ass un hir, ze handelen an den entscheedende Schrëtt ze maachen, hin op déi aner Partner zou. Si musse sech allerdéngs och bewosst sinn an där Regierung, dass mat reng ëffentlechen Investissementer, mat europäesche Gelder bezuelt, Griichenland op Dauer net ka gehollef ginn.

Griichenland muss och weider oder erëm attraktiv gi fir Privatinvestissementer, fir dass déi Wirtschaft erëm dréit. Et kann een net no alem kommunistesche Muster e Land wéi Griichenland, och déi Wirtschaft do dirigéieren. Do muss also och de Privatsecteur erëm un d'Rulle kommen an deem dote Land, nieft allen ëffentlechen Hëllefen a produktiven Investissementer a Griichenland.

Eis Haaptsuerg bleiwen d'Leit a Griichenland, net d'Oligarchen, net déi politesch Clanen, déi zum Deel eng grouss Responsabilitéit hunn, egal vu wat fir enger Säit dass se sinn, un deem Zoustand, an deem Griichenland ass, mä dat sinn déi kleng Leit. Et sinn de Mëttelstand, deen amgaang ass ze schrumpfen, zusehends ze schrumpfen, déi kleng Betriber, déi net méi wëssen, wéi se sollen hir Paie bezuelen, wéi se hir Wuere sollen, kënne bezuelen, déi jonk Leit, iwwert d'Halschent vun de Jugendlechen, déi ouni Aarbecht sinn. Dat ass dat, wat eigentlech d'zentraalt Uleies vun eis alleguerte misst sinn, wa mer vu Solidaritéit a Bezuch op Griichenland schwätzen.

A mech schuddert et e bëssen - de Martin Schulz huet deen Ausdrock gebraucht, dee gefält mer net -, wa mer mussen an der Europäescher Unioun - well och wann eventuell Griichenland aus der Eurozon ausscheet, bleift et nach ëmmer Vollmember an der Europäescher Unioun -, dass mir musse vun „humanitärer Hëllef" an der Europäescher Unioun schwätzen. Esou wäit si mer scho komm! Esou wäit däerf et awer net an der Praxis kommen. Dat musse mer also weider kënnen ënnert den normale Regele vum Fonctionnement vun enger grousser Unioun behandelen a Perspektiven opweise fir nei Aarbechtsplazen, fir besser Ausbildung an d'Entwécklung vun der Wirtschaft.

Griichenland huet sech, dat ass eis fest Iwwerzeegung, de Sonndeg net ausgeschwat géint Europa, obwuel sech hanner engem Jo oder Nee bei Referenden ëmmer ganz vill Ursaache verstoppen, a jiddwereen äntwert e bëssen op déi Froen, déi e sech selwer stellt. Mä vill Leit hu sech sécherlech ausgeschwat negativ zu deem Europa, wéi si et gefillt hunn an deene leschte Joren, am Stach gelooss gefillt hu se sech. A sécherlech, an do ware mer eis awer och eens, a vill fréier Responsabeler, déi schwätze méi einfach wéi déi, déi elo a Fonctioun sinn, och vun internationaler Säit, déi hu gesot: „Mir hu Feeler gemaach, wat déi Spuerprogrammer bei Griichenland ugeet." Dat sollte mer och berücksichtegen, wa mer elo nei lescht Diskussioune mat de Griiche féieren.

Mir mussen also do och dat erkennen, mä Scholdzouweisunge bréngen eis haut net méi vill. Iwwert dee Stadium si mer ewech. Mir wëssen, dass haaptsächlech d'Griiche musse liwweren, d'Griiche musse gleewen, dass se erëm kënnen operstoen, dass se aus deem Marasmus do erauskommen, a mir mussen hinne bei deem Wee do, deem schwéiere Wee hëllefen! Dat ass déi Aufgab, déi mer als Europäesch Unioun hunn.

An ech si frou, dass déi Lëtzebuerger Regierung an där ganzer Diskussioun an deene leschte Méint ëmmer eng verstänneg Haltung ageholl huet, probéiert huet, alles ze verhënneren, wat géif Uelech an d'Feier géissen. Dat ass dat, wat mer wierklech net brauchen an dësem Moment, an dat brauche mer och sécherlech net an deenen doten Deeg. Dofir solle mer Rou behalen, weider oppe si fir fair Diskussiounen, fir dass mer de Worst-Case-Zeenario, deen de President vum Conseil skizzéiert huet, verhënnert kréien. Dat ass dat, wat mer eis alleguerte wënschen, och wa mer ëmmer manner dru gleewen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. D'Wuert huet d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- „Jo mam Kapp an Nee mam Häerz." Dat sinn Témoignagen, déi mer op der Télee oder an den Zeitungen des Éftere gelies hunn, wann et drëms gaangen ass, d'Leit ze froen: „Wéi hutt Der da gewielt de leschte Sonnden?" „Jo mam Kapp, awer Nee mam Häerz."

An den Discours, dee mir als Gréng wëllen haut nom Referendum hei soen, ass eigentlech deeselwechte wéi virum Referendum. Dat Eenzegt, wat nei ass, dat ass effektiv den Ausgang vum Referendum a Griichenland, deen effektiv als e kloren Neen zu där Situatioun, wéi se haut a Griichenland ass, gëllt. An et gëllt och net elo, deen Ausgang vum Referendum ze zerrieden, ze analyséieren oder och net ze ignoréieren, mä e puer Beobachtunge kann een dach awer maachen.

Éischtens ass et kloer, an et ass scho gesot ginn, datt d'Resultat déi griichesch Regierung innenpolitesch gestäerkt huet. D'Leit stinn hannert hirer Regierung, ni plus, ni moins.

An dat Zweet ass, an ech mengen, datt dat och interessant ass, an dat ass wahrscheinlech e Resultat oder eng Beobachtung, déi een och kéint an anere Länner maachen: De Referendum huet gewisen, datt déi jonk Leit iwwerwältegend vill mat Nee gestëmmt hunn. Tëschent 18 a 25 Joer si 85%, déi mat Nee gestëmmt hunn. An déi zweet Komponent ass, datt deemno, wéi eng geografesch Lag een huet, datt do och d'Ënnerscheeder ganz grouss sinn.

Déi zwou grouss Stied Athen an Thessaloniki hunn zu iwwer 53% mat Nee gestëmmt. A wann een an de grousse Stied verschidden Arealer hëlt, wéi zum Beispill ronderëm de Piräus, wou 77% mat Nee gestëmmt hunn, oder en anert Areal am Nordoste vun Athen, wou am Fong geholl de Quartier ass vun de räiche Reeder, datt do mat 85% Jo gestëmmt ginn ass, do gesäit een, datt sech awer och e Clivage opdeet tëschent, ech wëll net soen Aarm a Räich, dat wär vläicht e bësse pathetesch, mä dach awer ass et déi batter Realitéit.

Well effektiv, säit 2010 sinn e puer Griiche méi räich ginn, e puer Multinationallen kënne besser Geschäfter maachen a Griichenland, well se vill manner Fonctionnementskäschten hunn. Dergéint op där anerer Säit, an de Premierminister an och d'Finanzminister hunn et och schonn ënnerstrach, si mer an enger Situatioun a Griichenland, wou d'PMEe struewelen, wann et se iwwerhaapt nach gëtt, wa se nach net dicht gemaach hunn, a wou de Gros vum Vollek, vum griichesche Vollek, oft eng ganz Generatioun, näischt hunn, näischt hunn ausser vläicht an der Täsch en décken Ofschlossdiplom! An déi fannt Der, wa se nach net ausgewandert sinn, zum Beispill als Taxischauffer erëm oder Dir fannt se an enger Cocktailbar vun engem Hotel, fir Iech ze zerwéieren, oder Dir fannt se als Vendeuse erëm an enger grousser internationaler Enseigne. A wa se dann nach e Salaire kréien, well dat ass de Problem och haut, dat ass och schonn ernimmt ginn, da kréie se e Salaire, dee variéiert tëschent 400 a 600 Euro.

An do wëll ech Iech soen: Kommt, mir vergläichen emol! Wa mir missten all Dag nëmme kënne 60 Euro um Bancomat ophiewen, do sinn der vill, déi géifen erschrecken. Mä ech kann Iech soen, déi Leit a Griichenland, déi ginn net all Dag op de Bancomat 60 Euro ophiewen, well da wär hir Pai an enger Woch fort! Dat muss ee sech virstellen, déi Situatioun.

Dofir muss een och wëssen, datt déi Situatioun extrem prekär ass. An dat si just e puer Beispiller vun engem Resultat effektiv vun tëschent 2010 an 2015, wéi mat deenen zwee Hëllefspäck ëmgaange ginn ass a Griichenland, an awer och, wéi dat Land et net fäerdegbruecht huet, respektiv wéi d'Eurozon, wéi d'Europäesch Unioun et net fäerdegbruecht huet, zesumme mat Institutiounen trotz den Hëllefspäck dat Land erëm opzestellen. D'Situatioun vun haut ass zum Deel och déi sech doutgespuerte Situatioun vun deene leschte fënnef Joer.

An ech muss Iech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ekonomie ass vläicht net eng absolutt „hard science", mä dach awer. Et si wierklech all Dag méi Ekonomisten, déi mat Zuele beweisen, datt déi Situatioun, wéi se haut hei ass, par rapport zu der Schold, déi zréckzebezuelen ass an zu deene Programmer, déi bis elo dozou sollte gefouert hunn, fir d'Land erëm fit ze maachen an d'Scholden ze bezuelen, datt dat net kann opgoen.

Den FMI huet et och scho richteg ausgerechent, dat ass scho virdru gesot ginn. An ech mengen, gëschter oder haut huet sech och e Kollektiv zesummefonnt, gefouert vum Piketty, vum Jeffrey Sachs, vum Heiner Flassbeck, deen eng Kéier Statssekretär an dem Ministère des Finances an Däitschland war. An ech sinn iwwerzeegt, datt där Ekonomisten nach méi wäerten deem Kollektiv bäitrieden.

A mir denken als Gréng, a mir wënschen ons dat och, wann dann e Sonnden déi 28 Länner sech missten zesummen treffen, mä och scho virdru vläicht, datt et vläicht wichteg wär, wann déi 28 Memberlänner oder déi 18 Memberlänner vun der Eurozon, déi eng vläicht e bësse méi wéi déi aner, hir nationalpolitesch Interesse virun der Dier oder emol eng Kéier doheem géife loossen a sech vläicht e bësse méi un dëse wëssenschaftlechen Analyse vun den Ekonomisten, déi all Dag sech zu Wuert mellen, inspiréiere géifen, wann et wierklech eescht gemengt ass mat dem Rette vu Griichenland, mat dem Hëllefen, mä doriwwer eraus och mat der Zukunft vun der Europäescher Unioun. Well mir Gréng verbannen eigentlech d'Situatioun an d'Schicksal vu Griichenland mat där vun der Europäescher Unioun.

Anersäits brauche mer e Reformpak a Griichenland muss - muss! - e Reformpak liwweren. Mir stinn och do mat där Analys voll hanner onsem Premierminister, voll hannert dem Finanzminister, eigentlech voll hannert deenen, déi elo während deenen nächste sechs Méint dës Présidence presidéieren an déi sech net scheien, fir déi nächst Deeg - esou wéi se et och gëschter a virgëschter an d'Iescht Woch gemaach hunn, dat wëll ech och ënnersträichen - ze versichen ze mediéieren, ze versichen, d'Leit ronderëm en Dësch ze kréien, an ze versiche virun allem, datt d'Leit emol erëm matenee schwätzen. Well wann ee matenee schwätzt, kann een och matenee verhandelen. A wann ee matenee verhandelt, da kann een och e Kompromiss fannen.

Mir brauchen also e Reformpak. A jo, mir brauchen definitiv extrem déif gräifend Strukturreformen a Griichenland!

Ech hunn de Moien och dem Här Tsipras nogelauschtert am Europaparlament, an nieft senger fantastescher Rhetorik muss een him awer eppes zougestoen: En huet effektiv de Moien d'Problemer mam Numm genannt. Wat elo feelt, dat sinn d'Propositiounen an d'Akten hannendrun. A mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen: konkret Mesuren, fir dem Klientelismus an der Korruptioun en Enn ze setzen, e Programm, fir den ëffentleche Service méi effikass a méi effizient ze maachen, e Programm - an dat ass dach wierklech eppes, wat eng radikal lénks Regierung dach misst fäerdegbréngen, zumindest ideologesch misst kënnen op Pabeier bréngen -, e Programm, fir de Reeder hire Privilegien en Enn ze setzen.

An et misst hinnen dach och einfach falen, datt d'Kierch a Griichenland dach endlech Steiere bezilt an endlech och Grondsteier bezilt. An da bräichte mer och, mengen ech, datt se sech eens géife ginn an der Koalitioun a Griichenland, fir de Budget vun der Arméi drastesch erofzesetzen. Et ass deen héchsten nach ëmmer an der EU. An och do ware Propose vun der Eurozon do, déi méi wäit gaange si wéi déi vu Griichenland. Dat muss een einfach zouginn. Mä ech mengen, dat war éischter de Problem vun dem Koalitiounspartner vun der Syriza.

„Si si scho fënnef Méint am Amt. Et ass vill Zäit verluer ginn", ass gesot ginn. Jo, vläicht si se och „eréischt" fënnef Méint am Amt. Mä egal wéi, ganz kloer sti mir derhannert, datt et net méi ka sinn, datt mer waarden, an et musse kloer Proposen op den Dësch kommen.

Mä et muss awer och eng aner Approche, oder net eng aner, et muss och en „Reset", wéi mäi Kolleeg virdru gesot huet, vläicht komme bei de Memberstaten. Eng europäesch Approche, eng solidaresch Approche, wéi onse Premier et och virdru gesot huet, an och räsonabel Propositiounen, esou wéi de Finanzminister et gesot huet. Jo, mir brauchen effektiv räsonabel an ëmsetzbar Propositiounen, vu béide Säiten!

Ech mengen, datt dat muss vu béide Säite kommen, well mir mussen och kënnen akzeptéieren, datt, wann eng Situatioun verfuer ass a wann och nach kann ekonomesch, mathematesch bewise ginn, datt se verfuer ass an datt se eigentlech an enger Sakgaass ass, da muss et méiglech sinn, datt vun zwou Partien e Schratt no vir gemaach gëtt, net e Reset, mä e Schratt no vir gemaach gëtt, an et muss iwwer eng Ëmstrukturéierung geschwat ginn.

A schlussendlech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Loschetter, Dir misst esou Schluss maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ah, ech si scho bei eelef. Jo, ech maachen elo Schluss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et muss iwwer eng Ëmstrukturéierung vun der Schold geschwat ginn an et muss och - an dat soll keen Tabu méi sinn, de Finanzminister huet et gesot -, et muss och an deem Package, ech betounen: „an deem Package" kënnen iwwer e Scholdeschnatt geschwat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Entschëllegt, ech hat vergiess!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Chamber ass ganz fein. Mä wann ech gelift awer d'A um Chrono halen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Sorry.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hu jiddwereen a sengem Räsonnement zum Schluss komme gelooss, mä d'Spillregele si fir jiddwereen déiselwecht. An den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Premier an dem Här Finanzminister Merci soe fir déi Deklaratioun, déi se haut gemaach hunn, an och, fir domadder eis d'Geleeënheet hei ze ginn, fir ebe grad elo als Parlament an dëse wichtegen an décisive Stonnen och kënnen eis Meenung hei zum Ausdrock ze bréngen.

Et ass eng nei Etapp geschitt nom Referendum, deen a Griichenland war, wou d'grouss Majoritéit vun de Griichen Nee gestëmmt hunn. Dee Vote ass, wéi scho gesot ginn ass, ze respektéieren, mä et muss een awer kloer soen, datt domadder de Problem net geléist ginn ass. En ass och net méi kleng ginn, au contraire. En ass méi grouss an en ass virun allem méi aktuell ginn.

Déi aktuell Situatioun a Griichenland ass méi wéi dramatesch. Mir kënnen dat all Moment iwwert d'Medie materliewen, wann net nëmmen d'Banken zoumaachen, mä wann d'Leit keng Sue méi kréien, wann esouguer Betriber mussen zoumaachen, well se hiert Personal net kënne bezuelen an op där anerer Säit och keng Rechnunge méi kënne bezuelen, wann d'Tourismusbranche ufänkt ze stagnéieren, d'Buchunge ginn zréck, an all dat mënschlecht Leed, wat mer a Griichenland gesinn, wou Leit, déi hiert Liewe laang geschafft hunn, op eemol dostinn ze kräischen, well se hir Familljen net méi kënnen ernähren. Dat ass einfach schrecklech. Dat ass onverständlech an et hätt wahrscheinlech ni ee geduecht, wa mer einfach e puer Joer zréckkucken, datt mer esou eppes géifen hei an Europa erliewen.

Ech wëll kuerz nach eng Kéier op eis Propositiounen zréckkommen, déi mer d'lescht Woch hei an der Chamber gemaach hunn, just résuméieren: Mir waren als ADR vun Ufank un, datt d'Eurokris a Griichenland ausgebrach ass, fir en zäitlechen Austrëtt vu Griichenland aus dem Euro. Mir hu gesot, fir datt Griichenland kann ofwäerten - datt et Schwieregkeete ginn, dat ass onëmgänglech; déi wäert et och elo ginn -, fir datt se kënnen ofwäerten an erëm lues a lues hir Ekonomie opbauen, selbstverständlech mat Hëllef aus der Europäescher Unioun a mat deenen Institutiounen, déi dat däerfen a kënne maachen.

Et ass awer och kloer, datt mer an esou enger Situatioun mussen humanitär Hëllef maachen, un éischter Stell fir déi Leit, déi do liewen. Well dat sinn déi, déi am onschëllegste sinn an op där anerer Säit am schlëmmste vun der Kris betraff ginn.

Mir si géint eng Transfertunioun als ADR, géint e Scholdeschnëtt. E Scholdeschnëtt, do muss jidderee wëssen, et gëtt e Prinzip, dat ass:

Deen, dee Schold mécht, muss och wëssen, datt e seng Schold eng Kéier muss zréckbezuelen.

Et kann een higoen, datt een d'Zënsen erofsetzt oder d'Délaie fir d'Zréckbezuelen no hanne setzt. Dat ass jo och scho gemaach ginn. 2012 ass dat nach eng Kéier gemaach ginn. Wa mer fir d'Éischt kucken, wéi déi éischte Kéier de Scholdeschnëtt gemaach ginn ass, de PIB war deemools 160%, dat war 2011 de leschte Stand, an obschonn do iwwer 300 Milliarde Scholdeschnëtt gemaach gi sinn, ass en duerno awer erëm op 180% haut ugeklommen.

Et gesäit een also, de Scholdeschnëtt, ënnert dem Strëch huet en de griichesche Finanzen an der Ekonomie näischt bruecht. An och déi lescht Propositioun, déi 2012 gemaach ginn ass, fir eben d'Délaien ze verlängeren an och d'Zënsen erofzesetzen, wou eleng fir d'Zënse geschat gëtt, datt dat 45 Milliarden Erspuernisser fir de griichesche Statsbudget géif matbréngen, huet déi Korrektur net mat sech bruecht no ënnen, mä d'Schold ass weider no uewe geklommen.

Doriwwer eraus ass eben och an deem gläichen Zäitraum d'Ekonomie drastesch zréckgaangen an et ass jo kloer, de PIB, datt d'Scholde vis-à-vis vum PIB berechent ginn, a wann d'Ekonomie zréckgeet, geet automatesch de Prozentsaz an d'Luucht.

D'europäesch Traitéen, musse mer och wëssen, déi erlabe keng Transfertunioun. An d'Traitéë sinn do, fir respektéiert ze ginn. Et huet also am Fong kee Wäert, datt Leit soen, mir mussen e Scholdeschnëtt oder eng Transfertunioun maachen; dat ass laut den Traitéen einfach net erlaabt. Et kann een eng Scholdenëmstrukturéierung maachen, awer et kann ee kee Scholdeschnëtt maachen.

Awer och d'Resultater vun där ganzer Situatioun, muss ee soen, sinn d'Resultat vun enger falscher Politik, an zwar net nëmmen an Europa, net nëmmen a Griichenland. Sécherlech sinn déi griichesch Regierungen schold - egal vu wat fir enger politescher Faarf se waren iwwer Jorzéngten -, déi déi Situatioun do gemaach hunn. Mä och Europa muss sech an de Spigel kucken. Eleng ass et ugaangen, wéi se Griichenland an den Euro opgeholl hunn, wat net hätt däerfe sinn. D'Traitéë sinn deemools gebrach ginn, se si violéiert ginn, a bis haut ass dat weider esou gaangen. An och, mengen ech, bei där sougenannter Rettung vun deene leschte Jore si vill Feeler gemaach ginn. Et ass virun allem um Bockel vun de schaffende Leit, vun den normale Leit a Griichenland Sozialofbau gemaach ginn. Un déi, déi d'Geld hunn, déi de Pouvoir hunn a Griichenland, ass bis haut näischt komm. Au contraire, déi haten elo Zäit genuch, fir hir Gelder an d'Ausland ze bréngen.

Griichenland, dat hu mer och viru 14 Deeg hei an der Debatt gesot, ass quasi faillite. Et soll een dat esou gesinn, wéi et ass. An all Euro, dee mer weider do erapompelen, do musse mer wëssen, dat ass an e Faass ouni Buedem investéiert. A mir wëssen alleguer heibannen, egal wéi mer dat maachen, och wa mer soen: „D'Scholde musse bestoe bleiwen, mir strecke se, mir setzen d'Zënsen erof", mengen ech, wäert kee méi vun eis heibannen erliewen, datt mer nach iergendwann eng Kéier déi Suen zréckkréien.

Et ass also eiser Meenung no schonn ze laang gewaart ginn, fir Décisiounen ze huelen. Europa huet sech preparéiert op en „Grexit", dat huet den Här Finanzminister eis confirméiert an der Kommissioun, an ech mengen, de Kommissiounspresident huet et och dëser Deeg gesot. Wat och richteg ass. Well wann den „Grexit" gesprach géif ginn a si wieren net preparéiert gewiescht, hätt ee missen e Virworf maachen. An ech mengen, datt een och e Plang B huet, och wann een dat net no baussen deklaréiert - dat ass, mengen ech, strategesch richteg, datt een dat net deklaréiert -, mä et weess een awer an et ass d'Responsabilitéit, datt de Plang B muss geplangt sinn, an duerfir ass et och kloer, datt Europa preparéiert ass op den „Grexit". Sécherlech ass Griichenland, menger Meenung no, net drop preparéiert.

Mä den „Grexit", dee kënnt. Kënnt en dëse Weekend oder kënnt e méi spéit, mä e wäert kommen! An da muss Europa prett sinn, fir humanitär kënnen do ze hëllefen. Ech kommen do nach drop zréck.

Ech mengen, strategesch an taktesch gëtt vill op deem Niveau momentan an deene leschte Wochen diskutéiert. All déi Leit bis hin zum Kommissiounspresident, déi soen: „Mir si géint den «Grexit», Griichenland muss am Euro bleiwen", dat gesinn ech als taktesch richteg un, well deen Ableck, wann déi Spëtzepolitiker géife soen, den „Grexit" kënnt, dann hätt dat jo Répercussioune weltwäit, an duerfir kënnen déi net anescht - obscho mer wëssen, datt et wahrscheinlech méi wéi sécher an déi Richtung geet.

Mä et huet awer och deen anere Corollaire: Esou laang wéi d'Spëtzepolitiker an Europa deklaréieren, si wiere géint en „Grexit", setze se d'griichesch Regierung an e Pouvoir, wou déi dat da ka mat Europa maachen, wat se elo an deene leschte Wochen a Méint gemaach huet, andeem datt se näischt proposéiert, well déi aner jo soen: „Mir wëllen net, datt Der erausgitt." Domadder gi mer hinne vill méi e laangen Hiewel, wéi se zegutt hunn.

Et ass also eng zweedeiteg Taktik, déi engersäits vläicht muss sinn, mä op där anerer Säit awer eng Taktik, déi de Griichen eng méi staark politesch Positioun gëtt.

De Jean-Claude Juncker huet gëschter gesot, an de Kolleeg Alex Bodry huet et nach gesot: „Mäi Wëllen ass, en «Grexit» ze verhënneren." Dat ass sécherlech jiddwerengem säi Wëllen. Aneschters ass awer net gesot, datt e verhënnert gëtt, a keen däerf d'Griichen erauswerfe wëllen. Jo, et kann ee se och net erauswerfen, laut dem Traité, mä si musse scho bal fräiwëlleg erausgoen oder si ginn eraus deen Ableck, wa se net méi kënne finanzéieren.

Et ass och menger Meenung no keen taktesche Schachzuch, mä et ass wahrscheinlech nach e leschte Moyen, deen elo versicht gëtt, fir d'Griiche vläicht méi ëffentlech bis de Samschden ze bewegen. Mä mir soe ganz kloer, et ass méi wichteg, datt mer dëse Weekend eng Décisioun huelen, den „Grexit" spriechen.

An doranner gesi mer och déi Sitzungen, déi den nächste Weekend sinn, datt et op engem Weekend ass, et ass net an enger Woch: Mä esou Décisioune gi jo am Prinzip op engem Weekend geholl. An et ass jo och net nëmmen den Eurogroup, deen de Weekend zesummekënnt, mä et sinn och d'europäesch Statspresidenten an d'Statsministeren, déi zesummekommen, well wat den „Grexit" ubelaangt, wat den Euro ubelaangt, do ass et den Eurogroup. Mä datt dann duerno mussen humanitär Décisiounen décidéiert ginn, dat ass net méi um Eurogroup, dat ass um Niveau vun der Europäescher Unioun, wou dat muss geschéien. Et ass och an deem Sënn, wou mir dem Weekend entgéintkucken, datt do Décisioune geholl ginn, déi musse geholl ginn.

Wa se den nächste Weekend net geholl ginn, da gi se méi spéit geholl. A wat mer méi spéit waarden... eiser Meenung no hu mer schonn ze laang gewaart! Et ass vill ze vill Zäit a Geld an der Zwëschenzäit fir ganz Europa verluer gaangen. Et ass Zäit verluer gaangen, fir a Griichenland unzefänken, d'Ekonomie erëm opzebauen. A virun allem ass vill Zäit verluer gaangen, duerch dee vill Misär a Griichenland geschitt ass.

Et si genau zéng Minutten, Här President. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Här Gibéryen. Dir waart ganz disziplinéiert.

(Interruption)

Dann huet den Här Serge Urbany d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, e Vollek huet sech ausgeschwat, ëmmerhin - den Här Juncker schwätzt duerno vun engem irrelevanten „Zirkus"! Ech mengen, dass een do ganz kloer gesäit, dee Gruef, deen entstanen ass an Europa zwëschen der ëffentlecher Meenung (veuillez lire: an där) vun engem Kommissiounspresident a vun anere Leit, déi sech an de Referendum versicht hunn anzemëschen, deelweis, andeem se d'Fro denaturéiert hunn an eng aner Fro draus gemaach hunn. Do gëtt et e grousse Gruef. An ech mengen, dee Referendum, egal wat hei dovu gesot gëtt, dee Referendum huet Moossstäb gesat. Ech mengen och, dass dee Referendum hei wäert net nëmmen an d'Geschicht vu Griichenland agoen, mä e wäert och, egal wéi et weidergeet, an d'Geschicht vun der Europäescher Unioun agoen.

Et war nämlech e majoritäert Opbegiere vun engem Vollek, an zwar duerch all Schichte vun der Bevëlkerung, besonnesch staark vertratt bei deene Jonken, géint déi neoliberal Politik, déi an Europa gemaach gëtt an déi hei vun der CSV, vum ADR, vun der DP an, ech fäerten, och vun der LSAP, zum Deel wéinstens, trotz allen...

(Protestations)

...trotz alle Précautiounen, déi den Här Bodry hei geholl huet...

(Interruption)

... - et kënnt nämlech op d'konkret Politik un, déi dobäi erauskënnt -, mat vertruede gëtt.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- A vun déi Lénk och nach!

(Interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen och, dass dee Referendum a ganz ville Länner bei ganz ville Leit mat vill Sympathie opgeholl gëtt an dass och dee Referendum laangfristeg Auswierkunge wäert hunn.

Ech mengen, dass wann et zum Broch vun de Verhandlunge kënnt, wat jo verschidde Leit heibanne sech wënschen, wann et zu engem „Grexit" kënnt, da wäert d'Vertrauen (veuillez lire: de Vertrauensverloscht) an d'europäesch Politik an an d'Europäesch Unioun massiv sinn. Ech schwätzen net emol vun Auswierkungen, wat d'Finanzen ugeet.

Et wäert dann och op d'Tapéit kommen, wéi d'Europäesch Unioun funktionéiert, wéi den Eurogroup zum Beispill funktionéiert. Haut an der franséischer Press, an engem Deel vun der franséischer Press kann een noliesen, wéi déi Verhandlunge gelaf sinn aus der Siicht vun engem Beobachter vun der griichescher Delegatioun, a wat fir en Drock do ausgeübt gëtt a wat fir eng kafkaesk Situatioun do bestanen huet an deem Eurogroup, dee komplett ontransparent ass! Deen no bausse guer net kloermécht, ëm wat et geet a wie wat seet an ëmmer déiselwecht Storytellingen an deeselwechte Syriza-Bashing no bausse mécht, deen ech leider och erëm muss héieren hei a villen Interventiounen - ech muss soen, leider och an där vum Premierminister. Ech hat mer erhofft, no verschiddene Radioaussoen, déi e gemaach huet, dass e méi objektiv géif un déi Saach erugoen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dir sot: „Wann e Referendum géif an anere Länner gemaach ginn..."; ech sinn der Meenung, et misst e Referendum an all Land gemaach ginn iwwert d'Austeritéitspolitik vun der Europäescher Unioun! Dat wier eppes, wat absolutt noutwendeg wier. An da sinn ech iwwerzeegt, wéi esou ee Referendum géif ausgoen.

Trotz mengem Pessimismus, dee sech virun allem geniert huet hei aus där Diskussioun, wéi se bis elo verlaf ass, wéi se och de leschte Mëttwoch verlaf ass, och aus den Aussoen, muss ech soen, vum Premierminister, wou ech mer awer erwaart hat, e géif méi objektiv un d'Situatioun, déi sech stellt, erugoen, wëll ech en Appell hei un d'Lëtzebuerger Regierung maachen, dee Referendum seriö ze huelen, dat Resultat vun deem Referendum seriö ze huelen. Dir hutt et hei net méi ze dinn eleng mat enger Regierung, déi lech net gefält, déi, wéi Der sot: „lénksradikal ass", mä Dir hutt et elo ze di mat engem Vollek, wat sech awer an enger ganz grousser Majoritéit an eng gewësse Richtung ausgeschwat huet. An, ech mengen, et kann net esou sinn, dass een da seet: „Dat spillt guer keng Roll, mir hunn eis Regelen a mir fuere weider esou, wéi wann näischt geschitt wier." Wann ee verschidde Leit an Europa héiert, besonnesch Konservativer, och Liberaler, och Leit, déi aus Däitschland kommen, besonnesch - do gëtt et et besonnesch, den Drock ass ganz grouss -, da kann een nëmme pessimistesch sinn, wéi dat doten ausgeet.

Ech mengen, dass a Griichenland, wourop et hei ukënnt - an et ass mer wierklech net, fir hei Polemik ze maachen...

(Interruptions et hilarité)

Et ass... Jo!

Ech muss soen, wat ech bis elo hei héieren hunn, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass Polemik vun hanne bis vir!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An ech verstinn och, dass d'LSAP elo esou opjäizt, well si ass deelweis mat do dran, an där Situatioun.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...Dir sidd deen Eenzegen, deen hei jäizt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen, wourop et a Griichenland ukënnt, dat ass: Niewent deenen noutwendege Strukturreforme muss een och d'Fro vun der Scholdfäegkeet vu Griichenland an de Mëttelpunkt stellen.

Dir kennt den Ursprong vun där Schold. Et ass am Ufank eng Schold gewiescht vun de Banken. Ech hunn dat d'lescht Kéier schonn erkläert, ech wëll elo net weider dorobber agoen. An ech mengen, déi Rezepter, déi ugewannt gi sinn, an dat gëtt och vu ganz villen Ekonomiste kritiséiert, och vu ganz bekannten Ekonomisten, déi d'Madame Loschetter och schonn hei zitéiert huet, déi Rezepter hunn net funktionéiert.

Déi Suen, déi komm sinn, si jo zréckgefloss an d'Schold zu engem groussen Deel. Si si bezuelt gi mat engem drasteschen Austeritéitsprogramm, dat muss een esou soen, wéi et ass. Et ass jo net fir näischt, dass d'Leit a Griichenland haut esou aarm sinn! Dat ass bezuelt gi mam Schweess, mat den Tréinen, mat der Gesondheet vun de Leit dohannen. Awer: Huet doduerch d'Wirtschaft en Opschwong kritt? Neen! D'Wirtschaft ass zesummegebrach ëm ee Véierel, wat präzedenzlos ass an all europäeschem Land. Et ass nëmmen ze vergläiche mat deem, wat an den USA an den 30er Jore geschitt ass, mat där grousser Depressioun.

An den USA sinn am Ufank och Rezepter ugewannt ginn, wéi se elo hei ugewannt ginn, vun dem President Hoover. Et huet sech gewisen, dass déi Rezepter net konnte funktionéieren; bis dass de President Roosevelt op Investitiounen an op Sozialprogrammer gesat huet.

Well ech mengen, et ass dach kloer, et kann dach kee Land acceptéieren, wann den Iwwerschoss vum Budget, de Primärsold, integral soll an de Scholdendéngscht fléissen, a wann näischt fir Investissementer iwwreg bleift, a gläichzäiteg och nach d'Statsbetriber privatiséiert ginn, op eng Aart a Weis, déi emol keng Suen erabréngt, well se verscherbelt gi sinn ënner Copaine vun deene Regierunge vu virdrun.

Den Här Gramegna huet eis an enger Sitzung vun der Finanzkommissioun geschwat dovun, dass et méiglech wier, en Arrangement ze fannen - dat war, ier et geplatzt ass -, an en huet gesot: „Et kann nach alles dru scheiteren, wann et keng Zougeständnisser bei der Scholderestrukturéierung gëtt." An ech mengen, genau dat ass geschitt. Et si keng Zougeständnisser bei der Scholderestrukturéierung komm. Au contraire, et sinn nach weider Aschnëtter proposéiert gi bei de Renten. An et sinn nach weider TVA-Erhéijunge proposéiert ginn, déi Gëft fir d'griichesch Wirtschaft gewiescht wieren.

Duerfir mengen ech, op d'allermannst misst een hei soen - amplaz vun enger eesäiteger Duerstellung -, dass de Broch vun der Verhandlungen net eesäiteg op déi griichesch Säit ze schiben ass. Ech wéisst och gär hei zum Beispill, wat d'Lëtzebuerger Regierung da mengt, wat misst geschéie vun deenen aneren Eurolänner aus, fir der griichescher Regierung zum Beispill entgéintzekommen, no deem eklatante Referendum, deen hir recht ginn huet an hirer Verhandlungspositioun.

Ech hunn dat leider net héieren. Ech wier frou, wann ech géif héieren och hei, net nëmme wou d'Grenze si vun den aneren europäesche Länner a wat alles net méiglech ass, dass e Scholdeschnëtt net méiglech wier an esou weider, mä ech wier frou, wann ech och géif héieren, wou d'Ouverturesméiglechkeete sinn, well soss gëtt et jo keen Accord.

Mir mengen duerfir, dass déi Diskussiounen erëm sollen ugefaange ginn, do wou se opgehalen hunn. Jiddwereen huet eng „Bringschuld", wéi ëmmer gesot gëtt hei. D'griichesch Regierung sécher, mä och d'Europäesch Unioun huet déi.

An ech mengen, dass ee muss mat der Scholdefro ufänken. Et brauch een net d'accord ze si mat all Element vun deem Audit, deen d'griichescht Parlament maache gelooss huet, wou erauskomm ass, dass déi Dette „illégale, illégitime et odieuse" wier. Iwwregens huet och d'griichescht iewescht Geriicht eppes Ähnleches gesot bei der Rentereform, déi hätt géint d'Mënscherechter verstouss, vun där Regierung vu virdrun. Och d'Europaparlament huet virun engem Joer e kritesche Bericht erausginn iwwert déi Rettungsprogrammer.

Mä egal wat een dovunner hält, et bleift de Constat, an dat soen all Ekonomisten, dass d'griichesch Schold net zréckzebezuelen ass. An et bréngt och näischt, fir dauernd al Kreditter duerch nei Kreditter ze ersetzen. Duerfir muss et zu enger Restrukturéierung vun de Scholde kommen. Et leie Virschléi um Dësch.

Zweetens sinn ech d'accord mat all deenen, déi hei soen, dass Investitiounsprogrammer mussen an d'griichesch Wirtschaft kommen. Firwat net déi Milliarden huelen, amplaz d'Scholden zréckzebezuelen, fir Programmer ze finanzéieren an der griichescher Wirtschaft? Et läit wuel e Programm do vir, deen awer net konnt ëmgesat gi bis elo. An den Här Juncker wëllt deen einfach weiderféieren. Et läit e Programm vir, deen net konnt ëmgesat ginn, well d'Griiche selwer keng Moyenen haten, fir déi Programmer ze kofinanzéieren. Also, do wier och nach munches ze maachen.

Ech wéisst och gär, wat eis Regierung fir Virschléi huet, fir positiv Strukturreformen ze begleede vun der griichescher Regierung. Ech hunn zum Beispill héieren, dass an der Belsch déi belsch Regierung hëlleft bei der Steierflucht, fir déi ze verhënneren, an dass se och Steierkontrolleren dohinnerschéckt.

Déi Reformen, déi musse kommen, och vu griichescher Säit, déi si jo scho laang vu griichescher Säit proposéiert ginn. Ech menge sou-

guer, dass déi hei Regierung déi eenzeg ass - well se net korrupt ass an net verbonnen ass mat deene Schichte vu virdrun -, dass se déi eenzeg ass, déi iwwerhaapt an der Lag ass, se duerchzeféieren. Duerfir, mengen ech, soll een an déi Richtung och goen an hinnen dobäi hëllefen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An Dir misst och elo zur Konklusioun kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech fannen et och effektiv dramatesch, dass an deem Land d'Banken alleguerten zou sinn. Firwat si se zou? Well d'EZB net méi déi néideg Noutkreditter zur Verfügung stellt an dat och als Drockmëttel an de Verhandlungen ausgenotzt huet. Duerfir fannen ech och, dass d'EZB muss virun hir Verantwortung gestallt ginn, vun der Politik, dass se dee Finanzement erëm ophëlt.

Voilà, et wier nach vill ze soen, mä ech follege wéi ëmmer dem Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass ganz fein. Merci. Mir sinn um Enn vun eiser Riednerlëscht an de Statsminister huet d'Wuert, fir op déi verschidden opgeworfe Froen a Suggestiounen anzegoen.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech soe Merci fir déi Debatt a fir deen Échange, dee mer hei haten, well mer jo, bal alleguerten, awer e selwechte Message eriwwerginn: dee Message, dass mer alleguerte Solidaritéit mat de Griichen hunn, mä eis awer och eppes erwaarde vun de Griichen an dass dat muss elo kommen. Well hei ass vun „Grexit direkt" geschwat ginn. Neen, ech soen et nach eng Kéier, Här President: Dat ass net d'Léisung; déi préconiséiert kee vun den 19 Regierungs- a Statscheffen. Keen! Well wann den „Grexit" geschitt, huet kee gewonnen. Keen! Mir sinn eis eens, dass mer mussen, wa mer bis Propositiounen hunn, alles verhënneren (veuillez lire: verhënneren, wat géif derzou féieren,) dass et zu engem „Grexit" kënnt.

Jo, et ass gesot ginn: „Et ass an der Zäit net alles gutt gelaf." Jo! Dat muss een och agesinn, dass déi lescht Joren och hei Décisiounen, déi geholl gi si vun internationalen Institutiounen, net déi Resultater bruecht hunn, mat deenen ee gerechent huet. An do muss ech deem engen an deem aneren och recht ginn.

Ech muss och recht ginn, wann den Här Bodry, mengen ech, oder d'Madame Loschetter oder den Här Berger, gesot huet, dass de Referendum den Här Tsipras national, intern gestäerkt huet. Jo. An dat, wat den Här Bodry gesot huet: „awer wéi laang nach?", ass richteg. Well et huet e vläicht banne gestäerkt, mä ech kann lech awer soen, dass gëschter verschidde Leit gesot hunn, dass se virun zwou oder dräi Wochen an hirem Parlament eng Majoritéit kritt hätten, fir de Griichen ze hëllefen, mä dass se iwwert d'Behuelen duerch de Referendum haut an hirem eegene Parlament als Premierminister keng Majoritéit méi hunn, déi eng Solidaritéit mat Griichenland wäert hunn. Dat heescht, dass duerch de Referendum, duerch d'Behuele vu verschiddene Leit d'Sympathie, d'Solidaritéit op Limitte getraff ass!

An hei ass vu Sympathië fir de Referendum geschwat ginn. Ech fannen, huelt mer et net iwwel, Här President, dass ech dat den Deputéierte muss soen, mä et kann net sinn, dass ee „Sympathien" fir e Referendum huet, wou et ëm d'Zukunft vun engem Land geet! Hei geet et net drëm, ob et sympathesch ass oder net sympathesch ass. Hei geet et drëm, ob een zesumme bereet ass, sech ronderëm den Dësch ze setzen, fir Léisungen ze fanne fir d'Zukunft vun engem Land.

An ech wëll awer och hei soen, hei ass gesot ginn: „Et si keng konkret Propositioune gemaach ginn." Kommt, mir sinn éierlech: 35 Milliarde sinn als Investitiounsprogramm proposéiert gi vun der Kommissioun an deene leschten Deeg virum Referendum, dat huet keen a Griichenland gesot! Kee Wuert iwwert deen Investitiounsprogramm vu 35...

(Interruption)

Deen ass néierens gesot ginn. Néierens ass deen zitéiert ginn!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass deen ale Programm!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Néierens ass deen zitéiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Moment huet just de Premier d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir de Griichen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Firwat ass deen net ëmgesat bis elo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just de Premier d'Wuert!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir de Griiche wëllen ze hëllefen.

Dat heescht, an dat huet eben och ganz vill Leit genéiert, dass an där ganzer Campagne och net iwwer all Facteure geschwat ginn ass, déi an déi eng Richtung oder an déi aner Richtung géife goen, an d'Konsequenze virun allem och, déi déi eng oder déi aner Décisioun géif mat sech bréngen.

Ech sinn och ganz averstane mat all deene Leit, déi hei ronderëm den Dësch, hei um Riednerpult, pardon, gesot hunn, dass d'Situatioun - jo, ech souz elo a ganz ville Sitzungen, et ass ëmmer en Dësch gewiescht, hei ass e Pult - (veuillez lire: grav ass.) Do muss ech lech soen, dass ech och déi Biller gesi vun deene Jonken am Chômage, vun deem Här, dee virum Bankomat kräischt, vun där Madame, déi fir 600 Euro schafft. Jo, mir gesinn déi Biller. An et léisst keen insensibel! Keen an onser Regierung an och net zu Bréissel.

An dofir musse mer Verantwortung iwwerhuelen. An, Här President, ech fannen, wann ech hei gesot kréien, ech hätt méi moderat, méi nuancéiert... Jo, ech hunn déi lescht Deeg, déi lescht Wochen, déi lescht Méint e vill méi moderéierten Discours gehalen. Jo. Mä ech muss lech soen, dass ech als Présidence gekuckt hunn elo, an deene puer Deeg, wou ech d'Présidence hunn, Brécken ze bauen.

Mä wann ech Brécke wëll bauen, muss ech och d'Plaz kréien, fir dass déi Bréck iergendzwousch ukënnt. Wann ech virum Hafe vu Piräus ukommen an do am d'Waasser landen, huet meng Bréck net vill Chancen, iergendeppes ze déngen.

Dowéinst wier ech och frou, wa mer vu Verantwortung schwätzen, dass jiddweree seng Verantwortung hëlt. Et geet hei ëm eelef Millioune Leit. Et geet ëm d'Zukunft vun Europa. Et geet ëm d'Zukunft vum Euro. Mir kënnen eis et net erlaben, dass duerno aner 18 Länner matgezu ginn a méi eng schlecht Situatioun, well ee Land net bereet ass, seng Verantwortung ze iwwerhuelen.

An ech sinn der Iwwerzeegung a voller Hoffnung, Här President, dass den Här Tsipras fir muer Virschléi, a konkret Virschléi, wäert presentéieren. Well wann dat net de Fall ass, soen ech lech nach eng Kéier, dass dëse Weekend kee schéine Weekend fir Europa wäert sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Mer sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer, fir ënner anerem iwwer zwee wichteg Sozialgesetzer ze diskutéieren.

Domat: Kommt gutt heem! An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.27 heures)

SÉANCE 46 JEUDI, 9 JUILLET 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. André Zirves, Député honoraire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten
- *Exposés: M. Yves Cruchten, M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. 6809 - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, Mme Anne Brasseur*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6656 - Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:
1. le Code de la sécurité sociale;
2. le Code du Travail;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf (dépôt d'une motion), M. Edy Mertens, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (question de M. Jean-Marie Halsdorf)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

6. 6555 - Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt*
- *M. Edy Mertens*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes (dépôt d'une motion), Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Aly Kaes (interventions au sujet de la motion 1)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, Nicolas Schmit et Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass net de Fall. Villmools Merci.

2. Hommage à la mémoire de M. André Zirves, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hu mir déi traureg Noriicht kritt, datt eise Kolleeg, den André Zirves, den Zirvessen Änder, am Alter vun 89 Joer gestuerwen ass. Hie war vun 1984 bis 1989 Member vun eiser Chamber.

Den André Zirves gouf de 5. Mäerz 1926 gebuer an huet seng Kandheet a Jugend zu Rëmeleng verbruecht. No der Primärschoul ass hien an de Lycée op Iechternach gaangen. Dat ass an d'Krichsjore gefall an esou koum et, datt hie während dem Studentestreik géint den Nazi-Okkupant vun der Schoul verwisen, vun der Gestapo festgeholl an an der „Burg Stahleck" internéiert gouf.

Méi spéit gouf hien an der Grouf „Kazebierg" verstoppt. Hien ass ni verrode ginn an huet op

déi Manéier de Krich iwwerlieft. Hien huet dee Courage vun deenen, deenen hie säi Liewe verdankt, ni vergiess a sech ëmmer fir d'Krichsaffer engagéiert.

Duerno huet hie seng Studie gemaach, fir Schoulmeeschter ze ginn. An deem Beruff huet hie fir d'Éischt kuerz zu Wolwen, duerno 16 Joer laang zu Rëmeleng geschafft, éier hien 1968 Beroder am Gesondheetsministère ginn ass.

Politesch aktiv war den André Zirves zanter 1961 an der LSAP, wou hien och President vun der Lokalsektioun vu Rëmeleng war. 1970 ass de fréiere Schoulmeeschter Buergermeeschter vu senger Heemechtsstad Rëmeleng ginn, e Posten, deen hie mat vill Engagement a Freed während 20 Joer ausgeüübt a seng Stad virubruecht huet. Duerno gouf hien Éirebuergermeeschter. Den Änder war fir mech, fir vill vun eis, ëmmer e Virbild!

1984 ass den LSAP-Politiker an d'Chamber gewielt ginn, wou hie fënnef Joer laang aktiv war, ënner anerem als Vizepresident vun der Kommissioun vun der Force publique.

Nieft senger politescher Aktivitéit war den André Zirves awer och als iwwerzeegte Fräimaurer an der Grande Loge aktiv, wou hie vun 1988 bis 1994 grand Maître war.

A senger Heemechtsstad Rëmeleng war den André Zirves ganz beléift an a ville Veräiner an Associatiounen aktiv. Hie war och ee vun de Grënner an den éischte President vum Musée national des Mines zu Rëmeleng.

Privat huet den André Zirves gär Zäit mat senger Famill - senger Fra a sengen zwee Meedercher - verbruecht an huet 40 Joer laang am Cercle symphonique Cello gespillt.

Mir wäerten den Änder als en engagéierten a léiwe Kolleeg a beschter Erënnerung halen.

Senger Famill wëll ech, am Numm vun der Chamber, vun eis alleguer eist häerzlecht Bäileed an eisen déiwe Respekt ausdrécken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an Erënnerung un den Änder géif ech Iech bieden, ee Moment opzestoen.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

An Ofsprooch mat den zwee Auteurë vun der Resolutioun iwwert d'Commémoratioun vum Génocide zu Srebrenica an an Ofsprooch mam Éducatiounsminister géif ech der Chamber proposéieren, déi Resolutioun elo direkt um Ufank vun der Sëtzung ze behandelen. Ech géif dem Yves Cruchten d'Wuert ginn an dann direkt hannendrun dem Laurent Mosar.

3. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

Résolution

- Vu les résolutions du Parlement européen du 7 juillet 2005 et du 15 janvier 2009 ainsi que la perspective d'adhésion à l'Union européenne offerte aux pays des Balkans occidentaux lors du sommet de Thessalonique en 2003;

- considérant que l'année 2015 marque le triste 20e anniversaire des atrocités commises envers la population civile dans la ville bosniaque de Srebrenica;

- considérant qu'en juillet 1995, la ville bosniaque de Srebrenica, à l'époque une enclave proclamée et zone protégée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de par sa résolution 819 du 16 avril 1993, est tombée aux mains des milices serbes de Bosnie et sous l'autorité suprême du Président de la République serbe;

- considérant que pendant ce terrible mois de juillet 1995, plus de 8.000 hommes et jeunes garçons musulmans, qui avaient trouvé refuge dans cette région alors placée sous la protection des forces armées des Nations Unies, ont été lâchement assassinés par des forces serbes de Bosnie et des unités paramilitaires;

- déplorant l'échec des Nations Unies dans la prévention du massacre de Srebrenica;

- soulignant que cette tragédie constitue l'apogée des violences en Bosnie et Herzégovine pendant les années de guerre frappant l'ex-Yougoslavie à la fin du XXe siècle;

- rappelant que suite aux exécutions délibérées, 25.000 femmes, enfants et personnes âgées avaient été déportés et que de nombreux cas de viols ont été recensés;

- rappelant que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ainsi que la Cour internationale de Justice ont qualifié de génocide les actes atroces commis à Srebrenica;

- rappelant que le TPIY a reconnu coupables plusieurs militaires serbes comme le Chef d'état-major Radislav Krstić d'avoir soutenu et encouragé le massacre de Srebrenica, d'autres importants procès étant actuellement en cours comme celui de MM. Karadžić et Mladić;

- félicitant le Parlement serbe d'avoir adopté le 31 mars 2010 une résolution qui présente des excuses publiques pour les crimes commis à Srebrenica en été 1995;

- soulignant que la mémoire et la réconciliation sont des facteurs essentiels dans la construction de l'avenir et dans les efforts de chaque génération pour éviter la répétition des tragédies du passé;

- rappelant que l'Union européenne n'est pas seulement une union économique et monétaire mais aussi et avant tout une union politique de paix ainsi qu'une communauté de droit et de destin,

la Chambre des Députés

- reconnaît que les actes atroces commis, entre le 11 juillet et le 17 juillet 1995, dans la ville de Srebrenica et ses alentours, constituent un génocide aux termes de l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;

- rend hommage aux victimes des crimes commis pendant les conflits en ex-Yougoslavie ainsi qu'à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité;

- se joint à l'appel du Parlement européen pour que soit instituée une journée internationale de commémoration des génocides;

- encourage les autorités de la Serbie et de la Bosnie et Herzégovine à poursuivre les efforts de réconciliation en cours;

- met l'accent sur le fait que les autorités religieuses, les médias et le système éducatif jouent un rôle important dans ce processus de réconciliation;

- demande que tous les pays coopèrent avec la justice internationale et réclame aux autorités de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine des efforts supplémentaires visant à traduire en justice les responsables qui sont encore en fuite et appuie sans réserve le travail difficile accompli par le TPIY.

(s.) Yves Cruchten, Laurent Mosar, Claude Adam, Anne Brasseur, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Exposés

M. Yves Cruchten *(LSAP), coauteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, esou wéi et an deenen zwou gëschter déposéierte Resolutioune steet, wäerte mir als Chamber un déi schrecklech Evenementer vu virun 20 Joer, also am Juli 1995 zu Srebrenica, erënneren. Deemools sinn iwwer 8.000 Bosnier vu serbeschen Truppe massakréiert ginn. Dëse Massaker ass spéider vum Internationale Strofgeriichtshaff fir Exjugoslawien a vum Internationale Geriichtshaff zu Den Haag als Vëlkermord unerkannt ginn.

Mir als Chamber sinn och décidéiert, d'Massaker vun deemools als Vëlkermord unzëerkennen. Mir wäerten domadder eent vun den éischte Parlamenter sinn, déi dat maachen. A wann ech et richteg gesinn, souguer déi Éischt an Europa!

De Génocide vu Srebrenica war den trauregen Héichpunkt vum Bosniekrich, deen iwwer 100.000 Doudesaffer gefuerdert huet. Dofir sinn ech frou, dass mir hei an der Chamber dës Resolutioun wahrscheinlech eestëmmeg unhuele wäerten, fir all den Affer vun deemools ze gedenken.

D'UNO huet deemools zu Srebrenica versot. Et ware 400 Blohelmer do, déi am Fong fir de Schutz vun der Zivilbevëlkerung zoustänneg waren. A si hunn et net fäerdegbruecht, déi Populatioun ze schützen. D'Friddensmissioun um Balkan, un där och Lëtzebuerg bedeelegt war, wann och net zu Srebrenica selwer, huet an deem Sënn versot. An dorauser musse Léiere gezu ginn!

Mir zu Lëtzebuerg hunn eng grouss bosnesch Communautéit. Si huet sech bei eis exzellent integréiert a bei eis ass et egal, ob ee Lëtzebuerger, Bosnier, Serb oder nach eppes anescht ass. Et soll haut, 20 Joer duerno, d'Versöhnung stäerken. Dofir begréisse mer ausdrécklech an eiser Resolutioun, datt dat serbescht Parlament am Joer 2010 sech ëffentlech entschëllegt huet fir dat, wat zu Srebrenica geschitt ass. Dat mécht de Wee op fir eng gemeinsam Zukunft.

De géigesäitege Respekt erméiglecht et, friddlech an harmonesch zesummenzeliewen. Wat Bosnien-Herzegowina a Serbien ubelaangt, esou solle si positiv an d'Zukunft blécken. Et dierf een d'Vergaangenheet net vergiessen, mä et lieft een an der Géigewaart. An d'Zukunft fir Bosnien-Herzegowina a Serbien läit an der Europäescher Unioun.

Sou ass säit dem 1. Juni 2015 den Accord de stabilisation et d'association mat Bosnien a Kraaft, zwee Joer no Serbien. An eisen Ae sinn dëst wichteg Schrëtt a Richtung Europäesch Unioun.

An d'Europäesch Unioun ass nämlech, an dat kann ee roueg an dësen Zäiten och emol eng Kéier rappeléieren, méi wéi eng monetär oder eng ekonomesch Unioun, et ass virun allem eng Unioun fir de Fridden tëschent de Mënschen an den Natiounen, eng Unioun fir eng gemeinsam gutt Zukunft fir all d'Bierger op dësem Kontinent!

Merci alleguerten deenen, déi un dëser Resolutioun matgeschafft hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Cruchten. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV), coauteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt e grousse Merci un de Coauteur, den Yves Cruchten. Ech mengen, mir hunn do eng ganz flott Resolutioun zesummegebastelt, déi och déi wesentlech Punkten iwwerhëlt. Den Yves Cruchten huet déi eigentlech elo schonn op eng ganz detailléiert Manéier duergestallt.

Ech géif vläicht just, wann Der erlaabt, véier ganz kuerz zousätzlech Remarquen zu där Thematik maachen. Déi éischt Remarque ass déi, datt et sech hei zu Srebrenica ëm een, trotzdeem, vun deene schwéierste Génociden handelt aus dem leschte Jorhonnert a ganz besonnesch säit dem Zweete Weltkrich!

Och wann et vläicht an absolutten Zuelen net esou dramatesch ass wéi zum Beispill de Génocide am Cambodge, wou fënnef Milliounë Mënschen niddergemetzelt gi sinn, muss een awer kucken, datt, um Niveau vun der Grausamkeet, et extrem ass. An haut gi jo nach permanent Griewer entdeckt a Bosnien. A wann een do e bësse gesäit, ënner wat fir enge Konditiounen d'Leit do higemetzelt gi sinn, op eng deelweis barbaresch Aart a Weis, muss ee sech trotzdeem Froe stellen. An dat op knapp 2.000 Kilometer vun eiser Grenz ewech! An et sinn, wéi gesot, eréischt 20 Joer, datt déi grausam Faite sech do ofgespillt hunn.

Eng zweet Remarque, an den Yves Cruchten huet dat virdrun och schonn ugeschwat, ass, datt ee muss constatéieren, datt bei all deenen Evenementer d'international Communautéit sech wierklech hei net mat Lorbeeren ausgestatt huet. Sief dat souwuel um Niveau vun de Vereenten Natiounen - an dat ass scho virdrun ugeklongen -, mä och ganz besonnesch um Niveau vun der Europäescher Unioun, hu mer et alleguer zesummen net fäerdegbruecht, fir trotzdeem do ze intervenéieren an dee grausame Génocide ze verhënneren. An ech mengen, och dat muss eis, 20 Joer duerno, ëmmer erëm eng Lektioun sinn. Och wa mer elo um Niveau vun der Europäescher Unioun eng ganz grouss Kris hunn, dierfe mer dat an all eisen Iwwerleeungen och net vergiessen.

Eng drëtt Observatioun, déi ech dann nach wollt maachen, ass déi, datt déi zwee concernéiert Länner, an dësem Fall Serbien a Bosnien-Herzegowina, jo allen zwee Pays candidats sinn, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen. Eis serbesch Frënn, déi si souguer scho relativ no derbäi.

Ech muss Iech allerdéngs soen, fir mech kann et net sinn, datt Serbien an d'Europäesch Unioun kënnt, ouni klipp a kloer och dee Génocide vun de Bosnier unerkannt ze hunn. Dat schéngt mer wierklech och am Kontext vun engem Apaisement vun de Relatiounen tëschent deenen zwee Länner eng absolutt Konditioun ze sinn. An ech mengen, duerfir ass et och richteg, datt mer dat an eiser Resolutioun geschriwwen hunn, wou mer nach eng Kéier déi zwee Länner, ganz besonnesch och Serbien, opfuerderen, déi Excusen, déi do noutwendeg sinn, awer och d'Unerkennung vun deem Génocide ze maachen.

Dann eng lescht Remarque, an den Yves Cruchten huet dat och scho gesot, ech wëll dat awer nach eng Kéier extra och betounen: Mir sinn dat éischt europäescht Parlament, wat hei ganz kloer de Mëtteg de Génocide unerkennt. Mir sinn awer, mengen ech, do an allerbeschter Gesellschaft, well niewent dem Europaparlament hu souwuel déi amerikanesch Chambre des Représentants wéi och den amerikanesche Senat entre-temps de Génocide unerkannt.

Am Moment lafen Diskussiounen um Niveau vun de Vereenten Natiounen, wou leider Gottes, wéinst dem Veto vu Russland, et nach ëmmer net zu där Unerkennung vun deem Génocide komm ass. Ech hoffen, datt sech do och an deenen nächste Wochen a Méint Ouverturë maachen, well ech géif fannen, datt et och op deem Niveau ganz, ganz wichteg wär, datt endlech dee Génocide do an där richteger Form géif unerkannt ginn.

Dat gesot, mengen ech, kënne mir alleguer stolz sinn, datt de Mëtteg d'Chamber, wéi gesot, als Éischt dee Schrëtt ënnerhëlt. An duerfir wäert natierlech meng Fraktioun déi Resolutioun mat grousser Begeeschterung stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar. Wuertmeldungen zu der Resolutioun? D'Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll mech och deene Wierder vu menge Virriedner uschléissen an den Auteurë Merci soe fir hir Initiativ. Et ass ganz gutt, dass mir haut als éischt Parlament vun Europa de Génocide unerkennen.

Wat geschitt ass virun 20 Joer, an dat ass wierklech nach net laang hier, op onsem Kontinent, ass wierklech erschreckend! A mir mussen et fäerdegbréngen, dass mer an Europa dat do ni méi kréien.

Mä ech wëll drun erënneren, dass an engem Land, wat och net esou wäit ewech ass, d'Ukrain, dass do am Moment un der Ostgrenz wierklech schrecklech Zoustänn sinn, dass en Deel vun der Ukrain och annexéiert ginn ass vu Russland, en violation vun all internationalem Recht. Dat heescht, dass mer an Europa, an ech schwätzen hei vum geographeschen Europa, a Memberstate vum Conseil de l'Europe, well d'Ukrain a Russland si Member, dass et nach weider Konflikter op onsem Territoire gëtt.

Haut solle mer wierklech dat do massiv ënnerstëtzen, dass dee Génocide unerkannt gëtt. Éischtens vis-à-vis vun den Affer, mir sinn deenen dat schëlleg, mä net nëmme si mer deenen Affer dat schëlleg, mä et ass och eng Signalwierkung, dass mer soen: Europa kann nëmme funktionéieren an d'Leit kënnen nëmme vun hire Rechter, Mënscherechter Gebrauch maachen, wa se kënnen op e stabille Rechtsstat, dee baséiert op de Mënscherechter an der Demokratie opbaut, wa se dovu kënne benefitséieren.

An dofir wollt ech Iech soen, dass et esou wichteg ass, dass mer dat och haut maachen, an engem Moment, wou Bosnien-Herzegowina d'Présidence huet vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe. Virun 20 Joer hätt ee sech dat net kënnen erdreemen, dass et eng Kéier dozou géif kommen. Si hunn eng grouss Verantwortung a Bosnien-Herzegowina, mä och eng ganz grouss Responsabilitéit, well dat ass e Land, an dat däerfe mer och net vergiessen, wat opgebaut ass op den Dayton Agreement, den Dayton Agreement, deen et fäerdegbruecht huet, dass dem Krich en Enn gesat ginn ass, mä wat awer net déi beschte Viraussetzung ass, fir de Fridde fir éiweg ze sécheren.

Dofir musse mer, heiriwwer eraus, och nach weider hëllefen an onse Frënn an deene Länner hëllefen, fir de Fridden ze sécheren, well et geet ëm deenen hir Awunner, mä et geet och ëm onse Fridden. A selbstverständlech ënnerstëtze mir dës Resolutioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Brasseur. An d'Wuert huet elo direkt de Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll den zwee Auteurë fir d'Éischt Merci soe fir déi Initiativ. Muer ass den 20. Joresdag vum Massaker vu Srebrenica, deem Massaker, et ass scho gesot ginn, deen engersäits vum Internationale Strofgeriichtshaff fir Exjugoslawien an och vum Internationale Geriichtshaff als Génocide bezeechent gouf. Mir begréissen déi Resolutioun a mir stëmme se selbstverständlech mat.

Nodeems mer de 6. Mee dëst Joer eng Resolutioun hei gestëmmt haten, mat där mer de Génocide un den Armenier an der Türkei unerkannt hunn, dann haut d'Unerkennung vum Génocide vun de Bosnier zu a bei Srebrenica. Dat war eréischt virun 20 Joer an dat war an Europa, engem Kontinent, deen nom Zweete Weltkrich laang a Fridde gelieft huet.

Firwat ass dat dann esou wichteg, datt mer trotzdeem an haut nach ëmmer un déi geschichtlech Evenementer erënneren? Majo, éischtens: Mir mussen der Wourecht an d'Ae kucken, och wa se wéideet. Zweetens: Mir sinn, d'Madame Brasseur huet et och gesot, den Affer an hiren Nokommen dat schëlleg, datt se wéinstens d'Gefill hunn, datt mer se net vergiess hunn. A mer sollen eis natierlech och, an ech mengen, dat ass och ganz wichteg, bewosst sinn, datt dat, wat zu Srebrenica geschitt ass, datt dat ëmmer an iwwerall och nach eng Kéier ka geschéien, wa mer noléisseg ginn a wa mer vergiessen, wa mer zouloossen, datt Nationalismus, ethnologesch begrënnte Politik an ee gewaltsamt Réckele vun de Grenzen erëm opkommen an toleréiert ginn. Mir sollen aus der Geschicht léieren!

Et ass och gesot ginn, datt d'UNO deemools versot hat. D'UNO huet déi Leit net kënne schützen, wou se eigentlech do war, fir se ze schützen. An et ass och gesot ginn, d'Madame Brasseur huet et notamment gesot, den Day-

ton Agreement ass ee ganz wichtege Schratt gewiescht, mä d'Situatioun a Bosnien-Herzegowina ass nach ëmmer liicht ufälleg fir Stress. An engem Land, wou Chrëschten a Moslemen, wou Bosnier, Serben a Kroate laang gutt zesummegelieft hunn a sech och ënnertenee verstanen haten, ass haut nach ëmmer eng komplizéiert Situatioun.

Mir hunn zum Beispill ëmmer een Ofwiessele vun de Statspresidenten. All, mengen ech, aacht Méint, kënnt eng aner Ethnie drun. Dat war eng Zäit ganz wichteg a gutt, datt dat esou geregelt ass. Ech hat d'Chance, och schonn an där Géigend ze sinn. Jonk Leit, virun allem déi aus Mischehe komm sinn, déi hu gesot: „Eigentlech ass dat e System, dee fir eis net laangfristeg de Fridde bréngt. Ech versti mech mëttlerweil als Bosnier, als Herzegowiner an net méi... Ech verstinn net, firwat datt mer all aacht Méint musse wiesselen, just well dat eng Kéier esou an der Politik festgehale ginn ass.

Erlaabt mer awer och ganz kuerz nach eng Kéier, eigentlech fir déi gréng Fraktioun och dat aus enger grénger Perspektiv ze beliichten, well dat war fir déi gréng an där Zäit eng ganz grouss Erausfuerderung, wat dee Moment an Exjugoslawien geschitt ass. Dat war souguer bei deenen däitsche Gréngen ee Moment, wou de Risiko war, datt déi ganz gréng Bewegung géif gespléckt ginn an auserneefalen.

déi gréng, déi jo d'Wuerzelen an enger pazifistescher Grondhaltung haten, déi sech ëmmer agesat hu géint Militäreasätz, well se gesot hunn: Mer musse fir d'Éischt probéieren, e Konflikt anzedämmen. D'Militär däerf net een normaalt Mëttel vun Aussepolitik sinn an et muss ee sech och bewosst sinn, datt d'Wierksamkeet vu militäreschen Asätz net garantéiert ass, datt de Risiko vun enger Eskalatioun ëmmer erëm do ass an datt d'Kollateralschied kënnen extrem héich sinn.

Deemools hate se an Däitschland wierklech och d'Fraktioun praktesch gesprengt. Iwwer en Asaz vun SFOR-Truppe vun der NATO hate se hir Fraktioun gespléckt: 22 hu fir den Asaz gestëmmt, 49 dergéint. Do hat och, dat war zwar scho virdrun, den 30. Juli 1995 de Joschka Fischer e laange Bréif geschriwwen: Die Katastrophe in Bosnien und die Konsequenzen für unsere Partei.

Eréischt 1996 waren déi däitsch Gréng op Sarajevo gaangen an dee Moment ass et gekippt. Do hu se gesot: „Et muss ee sech och einfach kënnen an d'Opferroll versetzen an d'Opferroll verlaangt Schutz. An et geet net duer, fir Pazifist ze sinn a sech net ze wieren, wann Onrecht geschitt, wa Brutalitéite géint Ziviliste geschéien."

An dee Moment hunn déi Gréng dann och déi Décisioune matgedroen, déi friddenssécherend sinn. An an deem Sënn mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer, éischtens, der Wourecht an d'Ae kucken, datt mer net vergiessen an datt mer warne virun enger nationalistescher Politik. A selbstverständlech stëmme mir och dës Resolutioun mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo de Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. An och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci souwuel un den Här Cruchten wéi un den Här Mosar, datt se déi Initiativ hei geholl hunn, déi eist Parlament éiert. An et ass esou, wéi déi Häre gesot hunn: Mir schëllen et den Affer. Dat ass eng ganz gutt Initiativ.

D'Stabiliséierung vum Balkan bleift fir eis all eng grouss Erausfuerderung. Dat, wat mer dëser Deeg a Griichenland erliewen, ass en neie Risiko, net nëmme fir Griichenland, mä och fir d'Regioun, genausou wéi d'Flüchtlingsproblematik oder d'Migranteproblematik och eng ganz grouss Erausfuerderung fir dee ganze Balkan duerstellt. Et ass also gutt an et ass richteg, datt d'Europäesch Unioun, niewent anere Partner, sech engagéiert, fir de Balkan weider ze stabiliséieren.

Et ass awer och eng Geleeënheet, kritesch op dee Rôle zréckzekucken, deen d'Europäesch Unioun gespillt huet an der Balkankris. Erënnere mer eis e bëssen un déi Course, fir Kroatien an anerer unzëerkennen, wou se d'Onofhängegkeet erkläert hunn. Mir liewen an engem Kontext vum Enn vum Kale Krich, mir gesinn d'Auserneebrieche vun der Sowjetunioun, mir gesinn d'Auserneebrieche vun Exjugoslawien. An et ass och e bëssen eng Course ëm Afloss an Europa, datt déi eng éischter wëlle Kroatien an anerer unerkenne wéi anerer.

Mir haten eng ganz gefäierlech Situatioun och fir den Zesummenhalt an der Europäescher Unioun. Wa mer haut iwwer Europa schwätzen, musse mer einfach gesinn, datt eben duerch déi fréi Unerkennung eng ganz Rei vu Problemer och entstane sinn.

Mir haten hollännesch Zaldoten, déi ënner Blohelm-Missioun stoungen, déi bei Srebrenica präsent waren, mä leider net agegraff hunn oder net konnten agräifen. Mir hate keng Loftënnerstëtzung vun der NATO, well deemools de franséische Kommandant Bernard Janvier net konnt, wahrscheinlech och op Afloss vum President Chirac hin, well franséisch Geisele vun der UNPROFOR a Liewensgefor gewiescht wären, wär et dann zu enger Loftënnerstëtzung komm.

Mir haten eng Unerkennung vun der Onofhängegkeet vu Bosnien-Herzegowina duerch Däitschland um Joresdag vun der Bombardéierung vu Belgrad am Zweete Weltkrich, wat ganz vill Rancunnen um Balkan ervirgeruff huet.

A virun allem musse mer, wa mer haut d'Situatioun kucken, wéi och d'Madame Brasseur et gemaach huet, an haut wëlle Parallellen zéien tëschent enger Konfliktsituatioun am Oste vun Europa - ech gesinn, meng Zäit ass eriwwer, dofir just ee Saz - an deem, wat a Jugoslawien geschitt ass, musse mer wëssen, datt et eng Konkurrenz vun zwee Prinzipie gëtt: d'Selwerbestëmmungsrecht vun de Vëlker an d'territorial Integritéit.

Europa huet a Jugoslawien ëmmer op d'Selwerbestëmmungsrecht vun de Vëlker insistéiert als dat dominant Prinzip. An der Ukrain ass awer op eemol déi territorial Integritéit dominant. Mir sollten déi Éierlechkeet hunn, och an der Benotzung vun internationale Rechtsprinzipie bei der Statesuccessioun eng Logik mat eis ze hunn. Wann d'Selwerbestëmmungsrecht vun de Vëlker bei der Sowjetunioun a beim Zesummebroch vu Jugoslawien fir eis determinant war, da muss et dat och an der Ukrain sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo direkt den David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, am Numm vun déi Lénk wollt ech och nach dem Här Mosar an dem Här Cruchten Merci soe fir dës Initiativ.

Mir kënnen d'Geschicht vun der ehemoleger Sozialistescher Fëderativer Republik Jugoslawien net nei maachen. Dat war e grousst Land, mat Virdeeler a mat Nodeeler. E Land, wat deelweis en héijen Entwécklungsniveau hat, aner Problemer kannt huet. E Land, wou sech och Nationalismus erëm nei entwéckelt huet. Et war eng Zäit, déi ech och kannt hunn. Mëtt der 90er Joren hunn ech ugefaangen, mech ze politiséieren, grad wou dat geschitt ass. An et hat een och Frënn aus där Géigend, ob se Muslim oder Serb waren, hu se engem och eppes aneres erzielt.

Op jiddwer Fall, deen Nationalismus ass héichkomm. De Krich ass komm. De Massaker ass komm. Vill Massakere si geschitt. An dat waren d'Konsequenze vun deem Krich. Et däerf een awer och ni vergiessen, datt trotzdeem déi jugoslawesch Republik vläicht hätt kënne gerett ginn, datt dat Zesummeliewen tëschent Natiounen, Nationalitéiten hätt kënne gerett ginn. A wann ee vu Responsabilitéite schwätzt a posteriori, däerf een och ni vergiessen, datt et och Responsabilitéite goufen a priori. Mir maachen d'Geschicht net erëm frësch hei. Mä et goufen natierlech och vläicht bei gewëssene Staten, och am Weste vun Europa, Interessen, fir datt déi Republik net weiderlieft. An dorauser muss ee Konsequenzen zéien.

Et gouf scho gesot, de Balkan ass eng sensibel Géigend. Mir mussen dorauser léieren, wat geschitt, wann dës Géigend sech wirtschaftlech, sozial a politesch destabiliséiert an ëmmer méi schwaach gëtt, wa Staten och do méi schwaach ginn. Mir haten och gëschter iwwer Griichenland geschwat, an ech mengen, et ass och wichteg, net ze vergiessen, d'Saach ass nach ëmmer net a gudden Dicher an där Géigend vun Europa.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci Iech och.

Vote sur la résolution

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun iwwergoen. Ass den elektronesche Vote gefrot oder kënne mer et à main levée maachen?

Plusieurs voix.- À main levée!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wie fir d'Resolutioun ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen. Wien ass dergéint? Enthalungen?

Domat ass d'Resolutioun unanime ugeholl. Merci villmools.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6809 iwwert d'Integratioun vum Uelzecht-Lycée an de Lycée technique des Arts et Métiers, wéi en duerno wäert heeschen. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Gilles Baum.

4. 6809 - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass gesot ginn, de Projet de loi 6809 huet zum Zil d'Integratioun vum Uelzecht-Lycée an de Lycée technique des Arts et Métiers.

Firwat dës Reform? Ma, et ass esou, dass déi zwee Sitten, souwuel de Lycée technique des Arts et Métiers um Lampertsbierg wéi och den Uelzecht-Lycée zu Dummeldeng, duerch dëse Projet de loi méi attraktiv wäerte ginn duerch d'Schafe vun enger eenzeger Administratioun.

Am Moment ass et esou, dass den Uelzecht-Lycée nëmmen de Cycle inférieur ubitt am Enseignement secondaire, am Enseignement secondaire technique an och am Régime préparatoire. Duerch d'Integratioun an de Lycée technique des Arts et Métiers wäert et de Schüler aus dem Uelzecht-Lycée méiglech sinn, souwuel de Cycle moyen wéi och de Cycle supérieur an hirer Schoul, an hirem Gebai fäerdeg ze maachen. Dat heescht, si brauchen net méi no der Neuvième d'Gebai ze wiesselen.

Parallell dozou wäert de Lycée technique des Arts et Métiers seng eege Schüler kënne fir déi héich Klasse bei sech behalen. Et muss ee wëssen, dass aktuell vill Schüler, déi op Dixième kommen, aus anere Lycéeën an d'Handwierkerschoul kommen, well einfach net genuch Schüler an der Handwierkerschoul do sinn, fir op Dixième ze kommen.

En anere Virdeel wäert awer sinn, dass duerch d'Zesummeleeë vun deenen zwee Lycéeën et wäert méiglech sinn, méi Kanner op der Septième opzehuelen. Aktuell gi vill Schüler ofgewisen, wa se sech wëllen op der Septième am Lycée technique des Arts et Métiers aschreiwen. A vill Schüler ginn an den Uelzecht-Lycée geschéckt, well se an anere Lycéeën, an a ronderëm d'Stad, net ënnerkommen.

En anere Virdeel wäert sinn, dass de Lycée technique des Arts et Métiers eng ganz Rei vu Klassesäll huet, an deenen handwierklech geschafft gëtt. Dat heescht, déi hu vill Atelieren. Si hunn awer net méi genuch där konventioneller Klassesäll. An am Uelzecht-Lycée ass et genau ëmgedréit.

Déi Synergien, déi elo wäerten entstoen tëschent deenen zwee Gebaier um Niveau vun den Infrastrukturen, wäerten et eis erlaben, eng méi grouss Flexibilitéit an der Schoulorganisatioun duerch d'Notze vu gemeinsame Ressourcen ze kréien. En plus wäert e verstäerkten Échange vun deenen zwee Sitte bei Projeten a Manifestatiounen och zum Droe kommen.

An e ganz wichtegen Aspekt ass awer och d'Orientatioun. D'Orientatioun vun de Schüler gëtt duerch déi nei Perspektive verbessert. Restriktioune ginn ofgeschaaft, well de Schüler seng ganz Schoulzäit an därselwechter Schoul maache kann. Déi nei Schoul, déi entsteet, kritt also méi e staarke Profil an erlaabt et och, dass deen eenzelne Schüler sech besser mat senger Schoul identifizéiere kann.

Wat gesäit d'Gesetz elo genau vir? Wéi ech et gesot hunn, den Uelzecht-Lycée gëtt an de Lycée technique des Arts et Métiers integréiert. Et gëtt eng Administratioun an een Direkter. D'Schoulangebot 2015/2016 gesäit vir: de Cycle inférieur am Lycée technique an am Préparatoire, de Cycle moyen a supérieur am Enseignement secondaire technique an d'Division inférieure a supérieure am Enseignement secondaire.

De Corps enseignant gëtt integral iwwerholl, ouni Effeten op seng aktuell Carrière. An déi Fonds du service de l'État à gestion séparée vum Uelzecht-Lycée, déi ginn integral an de Lycée technique des Arts et Métiers transféréiert. D'Gesetz vun 2007, wat den Uelzecht-Lycée geschafen huet, gëtt ofgeschaaft.

E puer Detailer zu der Prozedur, déi mer an de Kommissiounen haten. De Projet de loi ass den 20. Abrëll dëst Joer vum Éducatiounsminister Claude Meisch déposéiert ginn. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics koum den 18. Mee an den Avis vum Conseil d'État den 2. Juni. An zwou Sëtzungen, Enn Juni, hu mer den Avis vum Conseil d'État analyséiert a mir hunn en Amendement abruecht, dat heescht, mir hunn een Artikel gestrach, fir eng Opposition formelle ze behiewen. Den Avis complémentaire vum Conseil d'État koum den 1. Juli an domat konnte mer och de Rapport fäerdeg maachen an unhuelen.

Op dëser Plaz géif ech gären der Madame Carole Closener an der Madame Joëlle Merges Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi se gemaach hunn an enger spezieller Situatioun, well se hu missen hei duerch den Départ vun enger anerer Persoun asprangen, fir de Rapport ze maachen. A Merci awer och dem Philip Modert aus der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. An ech géif dann heimat och direkt den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt d'Madame Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och fir d'Éischt, dem Rapporteur, dem Här Gilles Baum, Merci ze soe fir säi Rapport, dee mëndlechen an dee schréftlechen.

Dir Dammen an Dir Hären, de 15. September d'lescht Joer schonns huet den Éducatiounsministère ee Communiqué erausgi mam Titel: «Projet d'intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers» An dësem Communiqué steet, ënner anerem, ech zitéieren: «Dès la rentrée, elles», déi zwou Direktiounen, «mettent en place des groupes de travail composés d'enseignants des deux lycées pour élaborer un concept pédagogique commun destiné à fonctionner sur les deux sites. Parallèlement, le ministère entame l'élaboration d'un projet de loi afférent.»

Wann dat esou ass, wou ech jo emol dovunner ausginn, da muss ech awer froen: Firwat, wa schonns am September ugefaange ginn ass, um Projet de loi ze schaffen, et si genau fënnef Artikelen, gëtt den Dépôt eréischt esou spéit gemaach, respektiv kënnt de Projet de loi eréischt an d'Kommissioun, wann et dréngend ass?

Mir hunn nämlech missen den Avis vum Conseil d'État d'urgence op den Ordre du jour setze vun enger Sitzung, well dee wahrscheinlech, entgéint allen Erwaardungen, a sengem éischten Avis eng Opposition formelle, den Här Baum ass drop agaangen, gemaach huet. Mer haten zu deem Zäitpunkt emol nach guer net iwwert de Projet de loi geschwat!

Als CSV bedauere mer dës Aart a Weis, fir alles ëmmer am leschte Moment ze behandelen. Mat dëser Aart a Weis, fir ze schaffen, ass eng seriö parlamentaresch Aarbecht schwéier méiglech.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nieft dëser allgemenger Bemierkung stellt sech allerdéngs och d'Fro: Firwat, wa schonns am September 2014 un engem pädagogesche Konzept geschafft ginn ass, firwat krute mer dat nach net virgestallt? Den Här Minister sot just, et géif sech d'nächst Joer nach net vill änneren.

Wa vläicht nach kee pädagogescht Konzept do ass, wat duerchaus méiglech an och verständlech ass, well dat rëselt een net einfach esou aus der Hand, da stellt sech awer d'Fro: Firwat elo schonns ee Gesetz maachen, firwat net waarden, bis datt ee kloert Konzept do ass?

Dir Dammen an Dir Hären, den Uelzecht-Lycée hat keng einfach Gebuert, sou géif ech dat emol beschreiwen. Hie war urspréinglech als Annex vum LTC geplangt. Den heitegen Direkter ass eréischt zimlech kuerzfristeg nom Gesetz ernannt ginn. Hien hat u sech ni richteg Zäit, fir en eegent pädagogescht Konzept auszeschaffen. Op där anerer Säit schwätzt den Här Minister awer relativ vill vu Schoule mat eegenem Profil, esou wéi zum Beispill dem internationale Lycée vun Déifferdeng.

Firwat krut den Uelzecht-Lycée dann net och eng zousätzlech Chance, ier en opgeléist, integréiert gëtt, fir sech en eegenen, een neie Profil ze erschafen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Zeitungsartikel vum Mäerz 2009 huet den Direkter op d'Fro, wat d'Virdeeler vu sengem Lycée wären, gesot: „D'Gréisst vun der Schoul, zirka 570 Schüler, 67 Enseignanten, kleng an iwwersiichtlech, jiddweree kennt jiddereen." Dir Dammen an Dir Hären, dëse Virdeel geet elo sécher verluer. Et entsteet ee Lycée mat zirka 2.000 Schüler!

Esou grouss Schoulen, Schoule mat Annexen, sinn net einfach als Eenheet zesummenzehalen. Et ass schwéier, wann Enseignantë mussen hinan hierwanderen, wann eventuell am Noutfall och nach Schüler mussen hin- an hierwanderen. Et ass schwéier, een Zesummegehéiregkeetsgefill ze schafen, wann d'Enseignanten op Annexe verdeelt sinn. Eng Schoul, säi Personal, muss awer als eng Eenheet funktionéieren a sech och als Eenheet fillen, wa mer gären eng konsequent Schoulentwécklung, an déi ass lafend noutwendeg, um Niveau vun de Schoule wëlle förderen.

Ech zitéieren an dësem Kontext den Här Adam aus senger Ried vun 2007 zum Gesetz iwwert den Uelzecht-Lycée, dee sech deemools gefreet hat, datt den Uelzecht-Lycée als eegestännege Lycée an net als Annex vum LTC géif funktionéieren.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat éiert Iech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech zitéieren - Merci, Här Adam -: „déi gréng sinn der Meenung, datt och schonns 2.000 Schüler vill ze vill fir e Lycée sinn." Do muss ech him recht ginn. An haut décidéiere mer erëm genausou ee Lycée. Den Uelzecht-Lycée gëtt erëm eng Annex, zwar dës Kéier net vum LTC, mä vum Arts et Métiers a mir schafen erëm ee Lycée mat, ech huelen déiselwecht Wierder wéi den Här Adam, „vill ze villen" Schüler.

Op där anerer Säit si mer als CSV allerdéngs och der Meenung, datt d'Direktioun vun dësem neie Lycée zesumme mat senger Équipe vun Enseignante sécher wäerten hiert Bescht maachen, fir datt dës fusionéiert Schoul esou gutt wéi méiglech ka funktionéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Iwwerzeegung eleng geet eis allerdéngs net duer. An aus all deene virdru genannte Grënn wäerte mer eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hansen. D'nächst Riednerin ass d'Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, dem Gilles Baum.

Den Uelzecht-Lycée, ëm deen et hei geet, huet 2007 seng Dieren opgemaach. Iwwert d'Joren huet allerdéngs seng Entwécklung sech als schwiereg erwisen, well de Lycée Problemer hat, fir all Joers Schüler ze rekrutéieren.

Dëst huet eng Rei Grënn, wéi zum Beispill, dass an deem Lycée just de Cycle inférieur ugebuede gëtt an esou d'Schüler während hirer Schoulcarrière hu missen d'Schoul wiesselen. Dobäi ass et awer grad wichteg, dass an enger Schoul all d'Klassen ugebuede ginn, fir esou dem Schüler et méi einfach kënnen ze maachen, fir vun engem Joer an dat anert iwwerzegoen, an esou dem Schüler et och kënnen ze erméiglechen, seng Schoulcarrière op enger eenzeger Plaz ze maachen.

Den Uelzecht-Lycée soll elo mam Lycée des Arts et Métiers zesummegefouert ginn. De Lycée des Arts et Métiers ass e Lycée mat Traditioun, deen de Moment ronn 1.500 Schüler huet, deenen eng grouss Auswahl u Formatiounen an der Konscht an am Handwierk ugebuede gëtt.

De Moment ass et awer esou, dass am Lycée des Arts et Métiers d'Schüler aus dem Cycle moyen et supérieur meeschtens aus anere Schoule kommen, well de Lycée des Arts et Métiers net genuch Klassesäll huet, fir Plazen am Cycle inférieur unzebidden. Et gëtt vill spezialiséiert Klassesäll an deem Lycée an net genuch normal Klassesäll fir de Cycle inférieur. De Contraire ass de Fall am Uelzecht-Lycée, wou d'Schüler just de Cycle inférieur kënne maachen. An an deem Sënn profitéieren elo déi zwee Lycéeë vun där Zesummeféierung, well et elo eng méi grouss Kontinuitéit an der Scolaritéit vun de Schüler gëtt. Si bleiwe vu Septième bis Treizième an därselwechter Schoul. D'Zesummeféierung erliichtert also d'Schoulorganisatioun vun deenen zwee Gebaier, an dat virun allem am Intérêt vun de Schüler.

Allerdéngs bleiwen eng Rei Défien, déi elo op d'Proffen an op d'Direktioun duerkommen, virun allem wat den Zesummenhalt vun deenen zwee Sitte betrëfft. Mä grad wat dëse Punkt ugeet, gouf am Viraus mat deenen zwou Direktiounen zesummegeschafft an esou si schonn dëst Joer eng Rei Preparatiounsaarbechten duerchgefouert ginn, fir elo am September prett ze sinn, fir dës Zesummeféierung an der Praxis ëmzesetzen. Et ass nämlech wichteg, dass op deenen zwee Sitten eng gutt Aarbecht geleescht gëtt, well de Lycée des Arts et Métiers ass eng Schoul, déi grad fir d'Handwierk ganz wichteg ass, well si gutt qualifizéiert Handwierker ausbilt, déi virun allem de Moment ganz dréngend um Aarbechtsmarché gebraucht ginn.

Dofir, dëse Projet leet d'Weiche fir eng gutt Zesummenaarbecht vun deenen zwee Gebaier, déi sech ergänzen. Dës administrativ Vereinfachung schaaft den ideale Kader fir déi Schüler, déi sech fir eng Formatioun an der Konscht oder am Handwierk entscheeden. An an deem Sënn ginn ech heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Burton. An nächste Riedner ass de Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass u sech flott, wann een och schonn esou laang derbäi ass, wann een da vun enger Kolleegin zitéiert gëtt hei. An ech ka mech ganz gutt nach un deen Débat erënneren. Ech hunn en och nogelies. Ech sinn och richteg zitéiert ginn. Ech wëll awer emol vu virera bemierken, datt souguer schonn deemools déi gréng, mat alle Bedenken, déi mer haten, fir de Projet gestëmmt hunn - Dir sidd also méi streng haut, wéi mir 2007 waren -...

Une voix.- Ah sou!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...an datt mer eng ganz Rei Argumenter ugefouert hunn, zu deene mer och nach haut stinn. Mä fänke mer emol vir un.

Dir hutt et richteg gesot: Schonn de 15. September 2014 hat de Ministère an engem Communiqué dat ugekënnegt, wat mer dann haut a Gesetzform géissen.

Den Uelzecht-Lycée, deen hat bei der Rentrée 2014-2015 544 Schüler am Technique a ganzer 5 am Secondaire classique. An en huet eigentlech ni gutt funktionéiert. En hat keng Sportsinfrastruktur, en hat just déi ënnescht Klassen am Secondaire classique, wou mer jo grad héieren hunn, datt dat och net geklappt huet, an am Technique. En hat eigentlech ni genuch Schüler, an dat, obscho mer op ville Plazen e Mangel u Klassesäll hunn.

An de Gilles Baum, de Rapporteur, deem ech och wëll Merci soe fir seng Rapporten, huet och schonn drop higedeit, datt et och Avantagë fir de Lycée des Arts et Métiers gëtt, wann deen ebe ka méi Schüler an deenen ënneschte Klassen hunn, déi da kënnen an därselwechter Enceinte bleiwen an do hir Studie weiderféieren.

An, jo, ech fannen et eigentlech schued, datt dat mam Uelzecht-Lycée net geklappt huet. Wéi mer den 13. Juni 2007 de Projet de loi 5625, also d'Schafung vun deem Uelzecht-Lycée, gestëmmt hunn, do stoung dee Lycée jo schonn. Deen ass direkt an der Rentrée 2007 mat Liewe gefëllt ginn. An den deemolege Rapporteur, dat war den honorabele Fernand Diederich, deen hat gesot, datt den eegestännege Lycée, dat wier net - also, dat war jo dann d'Décisioun -, et wier net eng Annex vum Lycée technique du Centre, wéi dat ursprünglech mam Gesetz, wou e gebaut ginn ass 2003, virgesi war. An ech hat och gesot, an ech soen et och haut nach: Eigentlech ass dat ze vill ee grousse Lycée. Ech hunn och d'Lëscht vun de Lycéeën alleguer gekuckt.

Madame Hansen, léif Kolleegen a Kolleeginnen, déi hu mer jo awer an Zäit vun..., ech weess net, a 50 Joer si mer zu deem komm, wou mer haut sinn, an ech bedaueren dann, datt ech an deene leschten 30 Joer oder datt eis Iddi an deene leschten 30 Joer net méi ënnerstëtzt ginn ass, wéi dat de Fall ass, soss hätte mer vläicht haut en anert Resultat.

Ee vun deenen allergréisste Lycéeën ass den LTC, deen huet 2.051 Schüler bei der Rentrée 2014-15 gehat, an den LTAM, deen hat déiselwecht Rentrée 1.349 Schüler. Also ass et schonn emol reng zueleméisseg, mengen ech, besser, wann en an den LTAM kënnt wéi an een aneren.

De gréisste Problem schéngt gewiescht ze sinn, datt déi Schüler effektiv..., éischtens, de Lycée hat, wéi e gestart ass, ganz vill Préparatoiresklassen an et hat och schonn deemools eventuell un engem pädagogesche Konzept gefeelt. Dat liesen ech aus enger Interventioun, déi deemools den honorabele Gilles Roth gemaach huet, dee gesot huet: „D'Fro stellt sech am konkrete Fall vum Uelzecht-Lycée, ob déi pädagogesch Équipe vun aacht Leit, déi iwwert den Numerus clausus eraus sollt engagéiert ginn, duergeet, fir 800 Schüler" - déi mer ni erreecht hunn - „aus der Énnerstuf vum Préparatoire, technique a classique, mat zousätzlecher Classe relais, ënner engem Daach ze encadréieren. Generell wier et ubruecht, no enger Fonctionnementsperiod vun zwee bis dräi Joer eng Evaluatioun iwwert dat pädagogescht Konzept vum Uelzecht-Lycée ze maachen." Dat ass net geschitt.

An och déi deemoleg Ministesch, d'Madame Delvaux, huet gesot, datt eigentlech dat ze vill ee grousse Lycée ass. Mä si huet och einfach reagéiert op eng Situatioun, déi net méi haltbar war, doru muss een och erënneren. Déi Gebailechkeeten oder den LTC ass aus allen Néite geplatzt. A mer waren eis alleguerten eens hei am Débat, datt mer eigentlech géifen eng Situatioun verbesseren, däitlech verbesseren zu deem, wat se virdru war, an awer trotzdeem op eng net honnertprozenteg befriddegend Aart a Weis.

An duerfir si mer och elo als Gréng der Meenung: Jo, mir missten emol eng Kéier en Débat féieren iwwert d'Gréisst vu Lycéeën hei am Land. Mir stelle fest, datt deen heite Lycée zu Dummeldeng net esou funktionéiert huet, wéi mer eis et erhofft an erwënscht haten. Mir mengen och, datt en an där doter Gréisst, an där Zesummesetzung an an deene Gebailechkeeten, déi en huet, net kann eegestänneg funktionéieren. An duerfir wäerte mer fir de Projet de loi stëmmen, deen hei virläit.

Mä ech géif mech am Numm vun der grénger Fraktioun drop freeën, wa mer erëm eng Kéier an Zäite wieren, wou ee kéint esou Débaten hei féieren iwwert d'Éducatioun: Wéi soll den ideale Lycée si vun der Gréisst, vum Konzept hier?, an net eis misste mat ganz anere Froe beschäftegen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet a bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Ech hu kee weidere Riedner ageschriwwen an ech géif nach eng Kéier déi Kolleege bieden, déi gär schwätzen, sech trotzdeem virun der Sëtzung zumindest anzeschreiwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President, besonnesch och fir Är Flexibilitéit, mä bei esou engem flotte Sujet kann ee wierklech net résistéieren, fir och nach e puer Wuert ze soen.

Mir soen och dem Här Baum Merci fir dee Rapport, deen en haut gemaach huet, deen en eis haut presentéiert huet. Mir hunn an deenen Diskussiounen, déi mer elo haten tëschent CSV a Gréng, zu engem gudden Deel erëmerkannt, wat eis eege Positioun ass, a mir deelen zu engem gudden Deel och déi Suergen ëm d'Gestioun vun deem zukünftege grousse Lycée. Mir wäerten eis och enthalen.

Mä mir erënneren eis och drun, datt 2007, wou d'Madame Delvaux dee Projet hei presentéiert huet, et och eng Personaldiskussioun gouf, well d'Madame Delvaux hat dee Poste vum Direkter deemools maassgeschneidert op eng bestëmmte Persoun - dat wor en LSAP-Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi net wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech ass - a si hat dat och gesot an den Diskussiounen, datt dat eng maassgeschneidert gesetzlech Regelung sollt sinn, fir enger bestëmmter Persoun den Direkteschposten ze ginn. An eng Partei, déi deemools Stuerm gelaf ass dogéint, wor d'Demokratesch Partei.

Ech hunn nach déi Communiquéen nogelies, déi deemools publizéiert goufe vun der DP, och am „Journal", déi sech doriwwer opgereegt haten. Duerfir wor et och interessant, fir ze gesinn, datt déi Opposition formelle haut an engem Gesetzesprojet, deen d'Demokratesch Partei iwwert deeselwechte Lycée presentéiert, d'Opposition formelle vum Statsrot ebe just mat enger Personalfro och zesummenhoung, an engem liicht anere Kontext. Mä et wor awer interessant, dat ze constatéieren.

Mir ginn dervun aus als ADR, wann och eng Plaz ausgeschriwwe gëtt, datt dat ëmmer muss éierlech an transparent sinn. Mir gesinn awer elo, datt, wann eng Plaz ausgeschriwwe gëtt fir deen aktuellen Direkter - dee seng Méritten huet, et geet guer net ëm hien als Persoun -, mä fir deen nei ze reaffektéieren, eng Ausschreiwung gemaach gëtt, wou awer vu virera kloer ass, wien de Poste kritt.

Dat ass net de Prinzip vun enger Ausschreiwung beim Stat. An, ech mengen, et hätt een do missen aner Weeër sichen, déi méi iwwerzeegend sinn, wat hir Transparenz an hir Éierlechkeet ugeet.

Ech wëll eben hei ganz kloerstellen, datt et eis guer net drëm geet, fir d'Méritte vun där Persoun a Fro ze stellen, oder d'Noutwendegkeet, fir him eng Affektatioun ze ginn, déi hien net a senger Carrière beschiedegt. Mä ech mengen, datt d'Personalpolitik beim Stat muss méi kënne leeschte wéi dat do.

Dat gesot, wäerte mir eis enthalen, an ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wollt mech nach aschreiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fir?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Fir ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, wann dat méiglech ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, jo. Mä et ass ëmmer besser, wann Der dat virun der Sëtzung maacht.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Majo, ech wosst net, dass den Här Kartheiser scho fäerdeg wär. Ech wor um Wee fir bei Iech, fir mech anzeschreiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zu deem heite Projet?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir kënnt dat natierlech ëmmer maachen, mä besser ass et virun der Sëtzung.

(Hilarité)

Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech weess, dass Dir streng sidd. Dir hat eng Prédécesseure, déi och streng wor.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat ass ganz richteg.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dann huelen ech dat zur Kenntnis an ech fannen, Dir hutt vollkomme recht. Ech wëll mech entschëllegen. Mä ech hunn elo den Debatten nogelauschtert an duerfir hunn ech mech elo nach ageschriwwen, fir der Chamber ze soen, wéi iwwerhaapt dat Gebai vum Uelzecht-Lycée entstanen ass.

Mir haten Enn der 90er Joren, Ufank der Joren 2000 eng enorm Pénurie vu Schoulgebaier. All Schoulgebaier sinn aus allen Néit gebascht an et wore verschidde Schoulgebaier an engem ganz schlechten Zoustand. Et wor awer schwiereg, iwwerhaapt Terrainen ze fannen a verschiddene Gemengen, fir e Schoulgebai fir de Stat opzeriichten.

Vu dass ech ganz gutt Kontakter mat der Stad Lëtzebuerg hunn, hunn ech deemools als Éducatiounsminister d'Initiativ geholl, bei d'Stad Lëtzebuerg ze goen, fir ze kucken, wou en Terrain disponibel wier no bei der Eisebunn, wat en Avantage ass, fir d'Schüler ze transportéieren, a wou een direkt kéint ufänke mat bauen, wou also net nach ganz vill Prozedurschwieregkeete wieren. An dunn ass deen do Terrain proposéiert ginn.

An et ass deemools mam LTC dunn en Accord fonnt ginn, dass déi dat géife matgéréieren, well mer net konnten, well deen Terrain ze kleng wor, all Infrastrukturen opbauen. Mir hunn do a kierzester Zäit awer fäerdegbruecht, e Gebai opzeriichten, fir deem Drock iergendwéi e bëssen entgéintzekomme vun der Pénurie, an dofir wor dat Gebai do.

Ech bedauere genee wéi meng Virriedner, dass dat Gebai dunn, wat d'Direktioun ubelaangt, verschidden Etappen duerchlaf huet. An, ech mengen, dat hei, dat ass e gudde Schrëtt elo, fir eng fest Struktur ze ginn, an ech wëll och dem Rapporteur Merci soen.

Mä ech soen Iech Merci, Här President, dass Der mer erlaabt hutt, nach d'Wuert ze ergräifen, well ech wollt einfach de Kontext erëm hierstellen. Den Här Adam huet elo grad gesot, e wier scho laang derbäi. Wat soll ech dann eréischt soen?

Merci villmools.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Brasseur. An d'Wuert huet elo den Erzéiungsminister, de Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci geet fir d'Alleréischt un de Rapporteur fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech bedaueren e bëssen, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, mat Unanimitéit dat Gesetz hei kënnen ze stëmmen, datt mer awer zwou Fraktiounen hunn, oder eng Fraktioun an e Grupp, dee sech bei dësem Projet enthalen. An ech wëll vläicht kuerz nach eng Kéier op déi Räsonnementer, déi hei virgefouert goufen, agoen.

Et ass gefrot gi vun der Madame Hansen, an déi Fro ass absolutt berechtegt, well ech hu mer se virun iwwer engem Joer nämlech och gestallt: Firwat gi mer net dem Uelzecht-Lycée eng Chance, fir en zweeten Ulaf zu huelen, fir en eegestännegt pädagogescht Konzept ze entwéckelen a fir sech selbstständeg ze positionéieren innerhalb vun der ganzer Schoullandschaft an der Regioun Zentrum?

Et ass mer awer relativ schnell kloerginn, datt et net e Problem war vu Féierung, net e Problem war vun Équipe, net e Problem war vun Enseignanten, net e Problem war vu pädagogescher Ausriichtung, well ech duerchaus fannen, datt eng ganz gutt pädagogesch Aarbecht gemaach ginn ass mat deene Schüler, déi dee

Lycée nun eben emol hat iwwert déi lescht Joren an och haut nach, mä et ware virun allem strukturell Froen, déi awer Problemer opgeworf hunn. Wéi zum Beispill, datt dat Gebai keng Méiglechkeet hat, sech auszedehnen. Datt mer haut just den Ënnergrad do hunn. Datt dee Lycée hei a Konkurrenz steet fir de Recrutement vu Schüler mat, soe mer emol, deene groussen Tankeren, déi mer dann awer an der Stad Lëtzebuerg, virun allem och um Lampertsbierg an direkter Emgéigend hunn; traditiounsräich Lycéeën, Lycée-techniquen, wou den Zoch vläicht, fir seng Kanner dohinner aschreiwen ze goen, e Stéck wäit méi grouss ass wéi an en neien, dach awer dann e bëssen och nach méi ofgeleeëne Lycée technique.

Duerfir denken ech, datt mer déi dote Froen net geléist kritt hätte mat engem neie Konzept. Déi strukturell Schwieregkeeten, fir den Uelzecht-Lycée ze positionéieren; déi wären absolutt bliwwen.

Mir hunn och du gekuckt, wat ee kéint maachen. A mir sinn dunn op d'Iwwerleeung komm, fir ze kucken, e Partner ze fannen, wou een eppes kéint zesummeleeën, wat beienee géif passen, wat complémentaire wär. A wann ee kuckt, wat den Uelzecht-Lycée ubitt, wann ee kuckt, wat de Lycée technique des Arts et Métiers ubitt, dann ass dat zum ganz, ganz groussen Deel complémentaire. Et ass e puermol hei de Mëtten an der Debatt ugeschwat ginn, dass de Lycée technique des Arts et Métiers eigentlech net genuch Capacitéit huet, fir Schüler vum Ënnergrad opzehuelen, net Capacitéit huet, fir dat ze maachen, wat mer eigentlech alleguerten heibanne ganz oft fuerderen, nämlech, fir och de Préparatoire mat ze integréieren. Allerdéngs op där anerer Säit huet den Uelzecht-Lycée ebe grad déi Capacitéit an zum Beispill och am Gesetz, an haut fonctionnéiert dat jo och esou, a bitt den Enseignement secondaire mat un. Dat heescht, et kommen zwou Saache beieneen, déi schonn e Ganzt kënnen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ...déi schonn e Ganzt kënnen duerstellen a beienee gehéieren, fir dann eigentlech och en neie Profil kënnen ze schafen.

Firwat och de Lycée technique des Arts et Métiers? Nun, ech denken, datt, wa mer grad soen, mer brauchen e klore Profil, mer wëssen, datt déi Traditiounsschoul e klore Profil ëmmer hat, haut och nach ëmmer huet, an an den Ausbildungszweiger, déi se ubitt, dat ganz besonnesch awer mat der Konscht a virun allem och dem Handwierk awer zwou Richtunge sinn, déi mer méi staark mussen accentuéieren an eiser schoulescher Offer. An duerfir, wa mer eppes zesummeschléissen, wou mer insgesamt méi Capacitéit kréien, wou mer vun ënnen erop dann och méi Schüler nach kënnen deenen dote Formatiounen zoufléieren herno, et ebe ganz besonnesch och interessant ass, grad déi dote Schoul ze huelen.

Ech féiere gären déi Diskussioun, déi de Claude Adam ugereegt huet iwwert d'Gréisst vun de Gebaier, déi optimal Gréisst. Allerdéngs musse mer och do wëssen, wat méiglech dann ass. A mer kënnen net esou vill Konditiounen herno opstellen, wat eng Schoul alles muss respektéieren. Se däerf net méi wéi esou vill Schüler hunn, se muss op där anerer Säit dann awer all Ordre d'enseignement wa méiglech nach ubidden. Muer komme mer och nach dohinner a soen, mer brauchen och nach Klassen à régime linguistique spécifique, déi musse mer och nach ubidden. Mir wëllen eng Diversifizéierung vun der Offer jo och nach an déi Richtung maachen. Jo, dann iergendwa geet et awer eng Kéier net méi mat Lycéeën, déi vläicht just 1.200 Schüler hunn. Da brauch een, an dat ass einfach eng Fro vun der Arithmetik, och Etablissementer, déi e Stéck wäit méi grouss sinn.

Ech gesinn duerchaus Schwieregkeeten, een Etablissement - an där hu mer jo awer och e puer - gutt ze géréieren, wou ech awer mengen, datt duerch déi Direktiounen an hir ganz Équippe vun Enseignanten, déi sech do wierklech ganz gutt Méi maachen a wierklech dat Allerbescht draus maachen, wa se iwwer 2.000 Schüler hunn, wann et op engem Site ass.

Hei allerdéngs ännere mer jo eigentlech näischt. Et kommen hei net méi Schüler herno op de Lampertsbierg an et kommen och net méi Schüler op Dummeldeng, wéi der haut do sinn, soudatt d'Gestioun vun deene Sitten, vun deene Schoulgebaier eigentlech doduerjer net erschwéiert ass. An op där anerer Säit hu mer awer insgesamt méi eng grouss kritesch Mass, fir eben dat ze erreechen, wat mer ebe grad gären hätten, datt mer sämtlech Ordres d'enseignement ubidden, datt mer mat ënnerschiddleche Sproocheformulle kënne schaffen an datt mer eben och kënne vun ënne bis uewen hinner munches ubidden, soudatt de Wee vun de Schüler vläicht éischter direkt an dat doten Etablissement féiert.

Well mer wëssen - et ass hei am Land esou, et ass am Ausland esou, et ass reng statistesch ze beleeën -, datt ganz vill Schoulen, déi eben net weiderféierend Ausbildungsméiglechkeeten ubidden, oft Schwieregkeeten hunn ze rekrutéieren, well einfach d'Elteren an d'Kanner fir d'Alleréischt wëllen an déi Schoul goen, wou se och herno d'Méiglechkeet hunn, direkt do ze bleiwen an net wëllen onbedéngt an der Halschent vun hirem Parcours nach e Wiessel maachen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg virun allem net déi doten Traditioun. Mir wëssen, datt d'Fransouse se hu mam Collège a mam Lycée. An hei ass dat doten e bësse probéiert ginn. Mir hunn awer gesinn, datt et eigentlech net esou richteg gegraff huet.

D'Fro ass natierlech berechtegt, déi hu mer eis och gestallt: Dir maacht jo awer elo datselwecht beim Clierfer Lycée?

Jo, do hu mer elo just am Gesetz stoen, datt mer den Ënnergrad wëllen ubidden. Ech wëll awer soen, datt mer amgaange sinn, driwwer nozedenken, a mir hunn hei schonn nogeduecht, mer sinn amgaangen driwwer ze schreiwen, fir och do weiderféierend Bildungsoffertë kënne mat an de Clierfer Lycée à moyen terme ze integréieren. An ech denken, datt do, wann ech hei vun de strukturelle Problemer geschwat hunn - de Plazmangel, et kann een näischt bäibauen, et ass eng grouss Konkurrenz vu Schoulen an der Emgéigend -, mer zu Clierf an enger ganz anerer Situatioun sinn. Do sinn all déi Familljen mat hire Kanner, déi ronderëm Clierf wunnen, an där Regioun wunnen, extrem frou, datt déi Schoul dohinnerkënnt. An et wäert se an engem natierleche Wee eigentlech dohinnerzéien, well se soss vill méi wäit missten Dag fir Dag an hir Schoul fueren, soudatt mer do eng ganz aner Situatioun virfannen, och wa mer bereet sinn, op de Wee ze goen, fir do nach weider Offertten ze maachen.

Nach just ee lescht Wuert zur Opposition formelle, well dat hei e puermol ugeschwat ginn ass: Mir haten eigentlech d'Intentioun, Kloerheet ze schafe mat dësem Gesetz. Duerfir hu mer drageschriwwen, wat mam jëtzegen Direkter vum Uelzecht-Lycée geschitt. Dat, wat mer proposéiert hunn, war jo net de Grond, datt mer eng Opposition formelle kritt hunn. Mir hunn eng Opposition formelle kritt, aus deemjéinege Grond, datt hei zwar Kloerheet geherrscht hat an dat och am Konsens gemaach ginn ass, datt een net méi hätt kënne Recours dergéint huelen, well et eng Décisioun vum Législateur gewiescht wär an net eng administrativ Décisioun, wou een hätt kënnen dergéint nach Recours huelen. Duerfir hu mer finalement dann optéiert, zesumme mat der Chamberskommissioun, fir deen Artikel erauszehuelen.

Et ass och elo esou, wann ee sech d'Fro stellt: Hu mer herno zwee Direkteren an deem Etablissement? Reng formal gesinn, eng Zäit laang sécherlech jo. Mä, och ab dem 15. September wäert de jëtzegen Direkter vum Uelzecht-Lycée eng Missioun kréie vum Ministère, fir sech spezifesch ëm en aneren Dossier ze këmmeren, soudatt dat de facto och net wäert de Fall sinn an d'Strukturen an där Schoul, am Lycée des Arts et Métiers, wéi en da wäert heeschen, ganz kloer sinn a kohärent sinn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir géifen elo dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6809 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. De Projet 6809 ass mat 34 Jo-Stëmme bei 26 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6656 iwwert de Contrôle médical - dee mer och net onbekannt ass -, an d'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet, den Här Georges Engel.

5. 6656 - Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. le Code du Travail;

3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Contrôle médical de la sécurité sociale, dee mer mat dësem Projet de loi 6656 reforméieren, spillt eng Schlësselroll an eiser Sécurité sociale. Et geet drëms, derfir ze suergen, dass dee System esou gutt a performant wéi méiglech fonctionnéiert, dass also déi Mëttelen, déi disponibel sinn, esou effikass, effizient a räsonabel am Sënn vun der beschtméiglecher Versuergung vun den Assuréë genotzt ginn.

De Mot d'ordre ass „soigner mieux en dépensant mieux". Ech betounen hei „mieux" an net „moins", well dat gëtt jo engem gären dann och virgeworf. Dat heescht och kloer, dass een hei kloer Kritäre festleeë muss, wat „utile et nécessaire" ass, an, jo, dat bedeit och, och Kontrollen duerchzefeieren, fir eventuell Mëssbräich ze verhënneren.

De Contrôle médical de la sécurité sociale spillt och eng wichteg Roll an enger Rei vu Prozeduren, esou zum Bespill bei de Krankeschäiner, bei dem Reklassement oder der Invaliditéit. An dat ass och ee Grond, firwat datt d'Kommissioun décidéiert huet, fir déi zwee Projeten éischtens eng Kéier zesummen an der Kommissioun ze diskutéieren an och haut hei zesummen an der Plénière ze diskutéieren an ze traitéieren.

Wéi a wéini de Contrôle médical entstanen ass, wéi e sech am Laf vun de Joren entwéckelt huet, dorobber geet den Exposé des motifs vum Projet de loi des Laangen an des Breeden an. Fir d'Historiker ënner Iech ass dat ganz interessant. Dir kënnt dat och ganz gären dann a mengem Rapport noliesen.

Fakt ass, dass d'Reform vum Contrôle médical schonns diskutéiert an zu engem groussen Deel och preparéiert ginn ass am Kader vun der Gesondheetsreform, déi duerch d'Gesetz vum 17. Dezember 2010 a Kraaft getrueden ass. Deemools war et awer zäitlech net méi méiglech, fir och d'Bestëmmungen iwwert de Contrôle médical ze reforméieren, an duerfir gëtt dat elo iwwert dëse Projet de loi gemaach, deen an deem Sënn complémentaire ass zur Gesondheetsreform.

De Projet de loi 6656 gouf déposéiert de 14. Februar 2014 vum Minister vun der sozialer Sécherheet, dem Romain Schneider. D'Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass fir Travail, Emploi a Sécurité sociale, huet hir Aarbechten den 28. Januar dëst Joer opgeholl an a fënnef Réuniounen déi verschidden Dispositioune vum Projet de loi grad wéi och den Avis vum Conseil d'État diskutéiert an analyséiert an eng Rei vun Amendementer ugeholl, déi dann an engem Avis complémentaire vum Statsrot nach gekuckt gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Haaptchangementer, déi bei dëser Reform vum Contrôle médical virgesi sinn, sinn déi heiten: An Zukunft wäerten d'Missioune vum Contrôle médical éischter méi generell formuléiert ginn an net méi, esou wéi dat bis elo am Artikel 418 vum Code de la Sécurité sociale de Fall war, eenzel a ganz detailléiert opgezielt ginn. Deen Text gëtt doduerjer och méi kloer, méi einfach, well manner exhaustif a manner komplex.

De Contrôle médical wäert sech an Zukunft méi op seng urspréinglech Missioune konzentréieren, déi mat der Sécurité sociale ze dinn hunn.

Dem Contrôle médical seng Missiounen a Saachen Evaluatioun a Contrôle, souwuel vis-à-vis vun de Prestatairë wéi och vis-à-vis vun den Assuréen, an dat ass ee ganz wichtegt Element vun dësem Projet de loi, wäerten ausgebaut a verstäerkt ginn, an d'Berodung vun der CNS an och vun den Assuréen, wa si et da froen, wäert méi e grousst Gewiicht kréien.

Iwwregens sief bemierkt, dass de Regierungstext virgesinn hat, e Stéck méi wäit ze goen, wat déi Berodung vun den Assuréen ugeet. Dëst gouf awer nom Avis vum Statsrot an och no enger Partie anere kriteschen Avise per Amendement ofgeännert. De Contrôle médical wäert nëmmen eng Berodung kënnen ofgi par rapport zu engem Traitement, wann dat ausdrécklech vum Assuré gefrot gëtt.

Da gëtt am Kader vun dëser Reform och d'Personal opgestockt, well et kloer ass, dass de Contrôle médical nëmme seng Roll am Kader vum Pilotage am Gesondheetssystem ka spillen, wann hien dann déi néideg Moyenen dofir huet. Dat heescht, et kommen eng ganz Rei vu Leit bäi. Ech wäert herno nach eng Kéier drop zréckkommen.

Am Kader vun dëser Reform gëllt et, virun allem op zwou grouss Neierungen hinzeweisen:

D'Aarbechtsrecht an den Droit de la Sécurité sociale ginn uneneen ugepasst, soudass an Zukunft de Contrôle médical och während der Zäit vun der Lohnfortzahlung, also déi éischt 77 Deeg an dann nach bis zum Enn vun deem Mount net nëmme Kontrolle ka maachen, mä och le cas échéant ka Sanktioune verhänken, zum Beispill wa festgestallt gëtt, datt den Assuré net krank ass a schaffe ka goen oder awer wann hie refuséiert, sech kontrolléieren ze loossen, woubäi den Assuré awer souwisou ëmmer nach eng Rei vu Recoursméiglechkeeten huet virum Comité directeur vun der CNS an da virun de Sozialgeriichter. An dobäi ass d'Kritik dann och vun der Chambre des Salariés, dass d'Rechter vun dem Assuré géife beschnidde ginn, net ganz richteg, well den Assuré weider eng ganz Rei vu Méiglechkeeten huet, fir géint déi Décisioun oder géint eng Décisioun dann och virzegoen.

Eng weider wichteg Ännerung geschitt duerch d'Modifikatioun vum Artikel 14 vum Code de la sécurité sociale. De sougenannten R4, de Rapport circonstancié, dee soll vum Dokter ausgefëllt bei de Contrôle médical ageschéckt ginn, wann den Assuré zéng Woche bannent enger Period vun 20 Woche krank ass. Bis ewell ass dee Formulaire automatesch un all Assuré an engem gewëssenen Délai erausgeschéckt ginn. Vill dovunner waren onnëtz oder net komplett ausgefëllt, soudass se dacks onbrauchbar waren an awer e ganz groussen administrativen Opwand mat sech bruecht hunn. An Zukunft soll dee Rapport circonstancié R4 méi geziilt benotzt ginn. De Contrôle médical kann déi Prozedur lancéieren, wann a bei wiem et ubruecht ass. Dat ass méi effikass a bréngt och deemno méi.

Am Kader vun den Diskussioune ronderëm dëse Projet de loi goufen och nach aner Sujeten ugeschwat:

De Contrôle médical huet de Moment eng Partie Generalisten do schaffen. Ech hat gesot, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, mä do dernieft schaffen och ee Kardiolog, zwee Chirurgen, en Anästhesist, en Internist, en Neurolog, en Urolog an en Orthopädist an en Aarbechtsdokter an en Zänndokter do. Dobäi kommen elo mat dëser Reform nach eemol, wéi schonns virdrun ugedeit, 13 Médecins-conseils, en Attaché de la direction, ee Pharmacien-inspecteur, fënnef Psychologen, en Infirmier gradué a fënnef Expéditionnaires. Dat sinn eng ganz Partie vu Leit. Mä déi brauch de Contrôle médical och, fir kënne senge Missioune gerecht ze ginn.

Ugeschwat goufen och déi psychesch Krankheeten, déi a leschter Zäit ëmmer méi heefeg gi sinn an déi de leschten Zuelen no 24% vun de Krankheetsfäll ausmaachen, wat och deen zousätzleche Besoin u Psychologen erkläert. Effektiv sinn ëmmer méi Leit engem Harcèlement moral, Mobbing oder ganz einfach dem Stress op der Aarbechtsplaz ausgesat, dee se net méi géréiert kréien an dee se réellement krankmécht. Dëse Leit muss och eng Hëllefstellung gi ginn.

Ee Wuert och zum Absentéisme: Den Absentéisme, dee jo esou vill hei am Land beklot gëtt, ass hei zu Lëtzebuerg méi niddreg wéi am Ausland, nämlech 3,7% par rapport zu 4% am Ausland. Ausserdeem hu mer am Kader

vun der Diskussioun iwwert d'Validatioun vun deene verschiddenen Akten an d'Amëschung vum Kontrolldokter an d'Relatioun zwëschent dem behandelnden Dokter an dem Patient festgehalen, dass dësen, de Kontrolldokter also, dat nëmme ka maachen op ausdrécklech Demande vum Patient.

Ganz zum Schluss vun eisen Débaten an der Kommissioun hu mer nach iwwert d'Suppressioun vum Artikel 7 geschwat, deen u sech hifälleg gëtt duerch dat neit Gesetz vun der Fonction publique, wat mer den 31. Mäerz 2015 gestëmmt hunn.

Nodeems mer ufanks geduecht haten, duerch e Bréif beim Statsrot dësen Artikel kënnen ze sträichen, goufe mer awer enges Bessere beléiert an de Statsrot huet eis drop higewisen, datt dat net géif goen, well den Applikatiounsdatum vun deenen zwee Gesetzer dat net géif erméiglechen. Duerfir bleift den Artikel 7 a senger urspréngleche Form och hei esou bäibehalen.

Dann ass och déi ganz wichteg Fro vun den 52 Wochen ugeschwat an diskutéiert ginn, eng Fro, déi eng ronn 270 Leit am Joer 2014 direkt betraff huet, well déi iwwert déi 52 Wochen an enger Incapacité de travail waren. Wann ee Salarié méi wéi 52 Wochen, op eng Referenzperiod vun 104 Wochen, krank ass, dann endegt automatesch säin Aarbechtskontrakt. Dat ka beim Reklassement spillen, woubäi jo alles soll drugesat ginn, fir d'Prozeduren ze verkierzen a fir eng séier Prise en charge ze suergen. Mir kommen am nächste Projet de loi haut de Mëtteg nach dorops ze schwätzen.

Mä dat spillt dacks awer och bei schwéiere Krankheeten, zum Beispill bei Kriibskrankheeten, wou de Salarié zwar vläicht um Wee vun der Besserung ass, mä awer och no 52 Wochen nach net grad fit ass, fir nees kënnen unzefänke mat schaffen. Et spillt awer och am Fall vun enger Rechute, wou déi Leit niewent hirer schwiereger gesondheetlecher Lag och nach eng schwéier psychologesch Laascht da mussen droen an operluecht kréien, andeems si hir Aarbecht dann, d'Plaz u sech da verléieren an dem Patron en plus och nach keng aner Wiel bleift, wéi d'Cessatioun vum Aarbechtskontrakt ze constatéieren.

Dësen Thema war beim Accord tëschent Regierung a Gewerkschafte vum 28. November 2014 ugeschwat ginn an un de Comité permanent du travail et de l'emploi virugeleet ginn. Verschidde Piste sinn diskutéiert ginn an et gouf festgehalen, dass dës Problematik kéint iwwert de Code de la sécurité sociale an de Statutte geregelt ginn. Effektiv heescht et am leschte Saz vum Paragraf 2 am Artikel 14: «Les statuts peuvent définir des situations particulières pour lesquelles la limite et la période de référence sont adaptées.»

Voilà, ech sinn heimat op déi wesentlech Änneronge vum Gesetz agaangen. Dëst Gesetz gëtt dem Contrôle médical méi Méiglechkeeten, fir sengem Objektiv méi gerecht ze ginn, fir do, wou et Méssstänn gëtt, besser, méi séier a méi effikass ze intervenéieren, déi Problemer effizient unzegoen, dat heescht och déi schwaarz Schof, déi et leider ëmmer erëm an all System gëtt, op där enger wéi op där anerer Säit, erauszefilteren an deenen op d'Fangeren ze kucken an och ze klappen an, ganz wichteg, dem Salarié, der CNS an dem Prestataire de soins mat Rot a Conseil zur Säit ze stoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den Här Jean-Marie Halsdorf, dee scho prett ass.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt meng Interventioun klassesch ufänken, andeems ech dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir gesinn dëst Gesetz an der Kontinuitéit vun der Reform vum Gesondheetssystem, wéi de Rapporteur et och gesot huet, aus dem Joer 2010, enger Reform, déi d'Roll vun dem Contrôle médical stäerkt. An dat war och batter noutwendeg, well d'IGSS hat nämlech schonn an engem Avis zum Gesetz mat der Nummer 2190 iwwert den Ajustement vun de Pensiounen an de Renten zum Liewensniveau 2007 geschriwwen: «L'une des principales causes de l'explosion des coûts en matière d'assurance maladie réside dans le mauvais fonctionnement, voire même dans l'absence presque totale du service de contrôle médical actuel.» An esou wéi et och am Rapport vun dësem Gesetz steet, war deemools net genuch Zäit, fir dem Contrôle médical seng Missioun weider, an engem méi grousse Mooss nei ze definéieren.

Éischt nei Usätz fir de Contrôle médical sinn deemools ageféiert ginn, zum Beispill dass en der Caisse Nationale de Santé, der CNS, kann assistéieren, dass d'Zesummenaarbecht mat aneren Institutioune preziséiert ginn ass an deem Gesetz an dass en och d'Méiglechkeet hat, bei neien Akten d'Commission de Nomenclature ze saiséieren.

Dëst Gesetz ass also en additionnelle Puzzlesteen zum Gesetz vun 2010. Bei dësem Gesetz gesäit een dann och déiselwecht Handschréft vum viregte Minister, dem Santés- a Sécurité-sociales-Minister, well deen huet dësen Text jo grosso modo ausgeschafft, wéi et jo och elo gesot ginn ass. Et gesäit een awer och, wéi vill Iwwerschneidungen et gëtt tëschent Santé a Sécurité sociale. An doraus kann ee schléissen, datt déi aktuell Situatioun mat zwee Ministeren, déi sech d'Kompetenzen deelen, méi komplizéiert ass, fir néideg Ofstëmmungen ze realiséieren.

Déi deemoleg Reformusätz sinn dann och an déi richteg Richtung gaangen a mat dësem Gesetz geschitt dat dann och an engem méi grousse Mooss, well d'Missioune vum Contrôle médical gi weider ausgebaut. Mä trotzdeem muss ech Iech d'Fro stellen, ob dat, wat um Dësch läit, net éischter eng Reförmchen ass wéi eng Reform. Well eppes ass kloer, d'Usprécher waren am Ufank vill méi grouss!

De Statsrot stellt sech och d'Fro, ob dës Reforme méi appropriéiert, also méi passend si wéi déi am Gesetz vun 2010. An dës Fro ass och berechtegt. An eng Fro muss ech awer wierklech stellen: Firwat ass net fir d'Éischt ee Bilan gemaach ginn, éier d'Gesetz lancéiert ginn ass? De Statsrot huet dat och kritiséiert.

Et kann een natierlech och elo argumentéieren a soen, vun 2010 op 2015, dat ass ze kuerz, fir ze bilanzéieren. Mä da kann een awer kloer äntwerten, dass dës Reform dann och verfréit ass. An nach eppes, wat schued ass a wat ee bedauere muss, dat ass déi Behaaptung, déi gemaach ginn ass virun e puer Joer, de Plan hospitalier wär do, wann d'Gesetz gestëmmt géif ginn. Leider ass dat net d'Realitéit, well elo weess een dann net, wéi eng Kompetenzzentre wou hikommen a wou a wéi dëst Gesetz sech am Plan hospitalier verankert.

Schliisslech muss ech soen, ass dat Gesetz, wat haut um Dësch läit, an dat, wat déposéiert gouf, dat sinn zwee verschidde Puer Schong. An an eiser Aschätzung goungen all déi Amendementer, déi gemaach goufen, an déi richteg Richtung. De Contrôle médical gëtt also weider gestäerkt, an dat mécht Sënn, well eng Zilsetzung nämlech déi ass, weider d'Qualitéit an héichwäerteg Leeschtungen am Gesondheetssecteur ze garantéieren an zwar duerch eng besser, kohärent organiséiert Bewäertung a Gestioun vun de medezinesche Leeschtunge bei der Sécurité sociale. Fir dat ze maachen, muss een de Contrôle médical natierlech besser opstellen.

Eng aner Zilsetzung ass, d'Käschtenexplosioun ze stoppen, e bessert Präis-Leeschtungs-Profil ze schafen. Dat ass och richteg, et ass och sympathesch a wënschenswäert, mä dat däerf awer net op d'Käschte vum medezinesche Resultat, op d'Käschte vum Patient geschéien!

Konkret soll jo da kontrolléiert ginn, ob d'Ausgabe berechtegt sinn. Dat ass och richteg. Mä dat ass awer och net einfach, well de Prinzip vun der individueller, beschtméiglecher medezinescher Leeschtung, deen däerf net sacrifiéiert ginn. Konkret soll, an esou steet et och am Commentaire des articles, Geld gespuert ginn. Mer wëssen awer och, dass d'Verwaltung opgestockt muss ginn. Et gëtt vill embauchéiert an dat gëtt sécherlech en nohaltege Käschtepunkt. Et däerf awer net sinn, dass déi potenziell Aspuerungen, déi duerch e performant Wierken um Terrain vum Contrôle médical kommen, dass déi duerch déi Astellungspolitik neutraliséiert ginn, jo souguer getoppt ginn. Dann hu mer wierklech näischt geschafft!

Ech stelle mer och Froen iwwert de Profil vun deene Leit, déi sollen agestallt ginn. Generell gëtt et zum Beispill keng Definitioun vum Médecin-conseil.

Här President, firwat ass dat esou? Et gëtt eng Obligatioun fir d'Formation continue vun dëse Leit. Dat ass gutt a richteg. Et ass och noutwendeg duerch déi rasant Entwécklung vun der Medezin. Dës Leit brauchen nämlech en technescht spezifescht Wëssen, mä och d'Fäegkeet ze communiquéieren, an dat am Dialog mam Patient a mam Medeziner. Ech weess awer net, wéi eng Spezialitéiten an dësem Gremium musse sinn a wéi eng net.

Ech hu gelies am Avis vum Collège médical, datt klinesch Experienz, Epidemiologie a Wirtschaftlechkeet an der Santé, dass dat wichteg Wëssensstandbeener am Contrôle médical misste sinn. Ech hunn och gelies, dass de Collège médical d'Astelle vun engem Medeziner mat enger biologescher Formatioun positiv aviséiert an och dat vum Astelle vu Psychologen, dass déi rekrutéiert ginn. Mä hei kommentéiert en, dass misst ee prezise Profil bäileien, deen am Fong geholl hir Aufgabestellung géif preziséieren, well, laut Avis vum Collège médical, hunn d'Psychologe keng Kompetenz, fir iwwer Dossieren oder iwwer Problemer an der Psychiatrie ze aviséieren.

Haut gesäit een am Contrôle médical, dass deen zesummegesat ass vu Generalisten, vun engem Kardiolog, vun zwee Chirurgen - een, dee Chirurgie générale gemaach huet, deen aneren Traumatolog -, vun engem Anesthésiste-réanimateur, vun engem Internist, wat een Nephrologue ass, vun engem Neurolog, engem Urolog, engem Orthopédiste, engem Aarbechtsdokter an engem Zänndokter.

Mat dësem Gesetz elo solle weider 26 Leit agestallt ginn. An dat ass en décke Batz! Do stellen ech mer d'Fro: Firwat 26 Leit? Dobäi goufe schonn 2014 zwee Médécins-conseils agestallt. Dat géifen der dann 28 maachen.

Konkret, wann ech da méi detailléiert kucken, gesinn ech, dat sinn 13 Médécins-conseils, fënnef Psychologen, een Attaché de direction, ee Pharmacien-inspecteur, en Infirmier gradué a fënnef Expéditionnairen.

Här President, firwat dës qualitativ Zesummesetzung a keng aner? Wien huet déi festgeluecht? Ass mat de Leit um Terrain geschwat ginn, zum Beispill dem Collège médical, dem Paramédical oder soss welche Leit? A wéi eng Erfahrungen hunn dës Décisiounen am Fong geholl begleet?

Gutt, dës Opstockungen, déi kaschten eppes. Méi wou kënnen dann elo Suen agespuert ginn? Mir stelle fest, dass hei zu Lëtzebuerg den Absentéismus manner héich ass wéi an eisen Nopeschlänner. Wat kann dann dëst Gesetz nach zousätzlech bréngen? Déi Fro muss ee sech stellen.

Well eppes ass kloer, egal wéi, d'Versuergung vun de Bierger vun eisem Land, déi muss geschéien! An d'Problemer an der Versuergung, déi sinn och bekannt. Et gëtt eng Iwwerversuergung, et gëtt eng Ënnerversuergung an et gëtt och vill Versuergung, wann d'Leit déi falsch Saache kréien. Wéi kann hei de Contrôle médical dës Realitéit verbesseren? Déi Fro stellt sech.

Mir wëssen och, dass et Fraudë ginn. Et gëtt e puer Leit am Land, déi dropschloen. An hei sinn d'Erwaardungen och grouss un de Contrôle médical. An ech mengen, hei wäerten och Resultater kommen.

Et muss ee feststellen, dass et biergop geet mat der Zesummenaarbecht hei am Land: Et gëtt méi Dialog tëschent den Institutiounen, d'Waardezäite virun der Commission mixte si massiv zréckgaangen. Aktuell ginn tëschent 100 an 150 Demandë pro Mount vum Contrôle médical déposéiert.

An dernieft hu mer en neit Patientegesetz kritt iwwert d'Patienterechter. An doduerch ginn, mengen ech, och d'Kaarten e bëssen anescht verdeelt. An dat wäert och Répercussioune kréie mat dësem Gesetz. Et mécht sech also eng gewësse Konsolidéierung um Terrain; dat ass richteg. Mä d'Situatioun um Terrain ass awer net einfach. Dat hu mer scho bei den Diskussioune vum Patienterechtergesetz gesinn.

D'Ëmfeld Patient/Dokter ass komplex. Huele mer de Fall zum Beispill vun engem Patient, deen da mat sengem Dokter e sougenannte Consentement éclairé kritt, deen also seng Krankheet global erkläert kritt. Wann elo an deem Fall eng drëtt Persoun, de Kontrolldokter dann an dësem Fall, sech an dës Relatioun amëscht, an dann en zweeten Avis mécht, dëst Gesetz erlaabt dat jo, wat heescht dat in fine?

Déi nei Aufgab vum Contrôle médical, fir de Patient ze beroden, werft effektiv déi Froen op, well hei kréie mer, nieft der direkter Relatioun vum Patient mat sengem Dokter, kréie mer och eng direkt Relatioun tëschent dem Contrôle-médicals-Dokter an dem Patient. Déi Berodung ass also problematesch, well et muss een dovun ausgoen, et ass och gesot ginn an der Kommissioun, dass den Dokter deontologesch richteg handelt, soss wär e jo strofbar. Firwat gëtt sech dann also iwwerhaapt agemëscht? Well deontologesch huet e Kontrolldokter sech net anzemëschen an d'Vertrauensrelatioun tëschent engem Dokter an engem Patient.

Mä do ass d'Fro och gestallt ginn: Ass den Avis vum Contrôle médical iwwerhaapt eng Amëschung an d'Behandlung? Do ass gemengt ginn, am Fong geholl net, well dës Behandelung huet jo net ugefaangen, wann deen zweeten Avis kënnt. Se kann awer vläicht ugefaangen hunn. Am Prinzip ass dat esou. Mä ass et vläicht net awer och eng Amëschung? Well egal wéi gräift e jo an d'Vertrauensverhältnis vum Dokter a vum Patient, déi do sinn, an.

An an deem Kontext muss nach eng aner Fro gekläert ginn, déi mer och wichteg schéngt: Déi zwee Dokteren, mussen déi net matenee schwätzen, am Sënn vun der Confraternitéit? Dat heescht, si misste sech iergendwéi échangéieren. Mä wéini maache se dat? A wéi maache se dat?

An duerfir kann et och nëmme sinn, aus all deenen Iwwerleeungen, déi ech elo opgeféiert hunn, dass, wat mer och zréckbehalen hunn, dass et nëmme kann esou sinn, wann eng „Amëschung" - tëschent Gänseféisercher - stattfënnt, da muss de Patient d'Initiativ hunn, fir déi Berodung ze lancéieren.

Et stellt sech awer och d'Fro vun der Ofhängegkeet vum Kontrolldokter vu senger Institutioun, a wéi et wär, wann deen zweeten Avis vun engem onofhängege Medeziner da géif aviséiert ginn. Kéint een hei effektiv net déi Iddi vum Collège médical opgräifen, deen am Fong geholl e wëssenschaftlechen, multidisziplinareschen an onofhängege Rot wëllt schafen, deen da saiséiert ka ginn an der Expertise? Dat géif sécherlech Vertraue bréngen!

An doriwwer eraus ass dat, wat d'Gesetz erlaabt, de Cumul vu Berodung a Contrôle, vum Contrôle médical problematesch, well duerch dës Vermëschung kann et sinn, an ass et probabel, dass heiansdo à la tête du client geschafft gëtt. A wann de Kontrolldokter d'Berodung fir de Patient mécht, mécht e se da fir de Patient oder mécht e se fir d'Gesondheetskeess? Déi Fro stellt sech bei dësem Cumul. An da stellt sech d'Fro vun der Loyalitéit. D'Loyalitéit vum Dokter, ass dat déi zur Keess oder ass et déi zum Patient? Dat ass ee schwierege Spagat a mer musse kucken, wat do derbäi erauskënnt.

Een anere Punkt, deen ech nach wollt abordéieren, dat ass de Respekt vum Beruffsgeheimnis. Och do muss de Patient d'Kommunikatioun vun den Donnéeën, ënnert de strenge Restriktioune vum Beruffsgeheimnis, autoriséieren. An dat gëllt och besonnesch, wann medezinesch Donnéeë vun Netmedeziner gekuckt ginn. Bon, ech sinn Optimist an ech wënsche mer, dass deen zukünftegen elektronesche Patientendossier hei hëllefräich wäert sinn. Gradesou gleewen ech un d'Médiatiounsstell am Santésberäich, déi jo duerch d'Patientegesetz geschafe gouf.

Mä et muss awer och gekuckt ginn, wéi de Statsrot et a sengem Avis schreift, wéi d'Kompetenze vum Médecin référent, dee jo regelméisseg den Inhalt vum Patientendossier verfollege muss, dee jo eng Aart Coaching vum Patient soll maachen, wéi hei d'Aufgabefelder sech iwwerschneiden. Eppes schéngt mer kloer: Wann de System Médecin référent gutt fonctionnéiert, an dat wënsche mer all, da kréie mer och Qualitéit. Mä et ass e groussen Challenge!

Een anere Punkt, deen och problematesch ass, an deen ech uschwätze wollt, dat sinn d'Behandlungen am Ausland.

Eng Fro, Här President: Wat ännert dëst Gesetz bei enger Ufro fir eng medezinesch Behandlung am Ausland? Gi mat dësem Gesetz elo systematesch préalabel Autorisatioune gefrot? Dat wär schlecht a géif zu Retarden an der Behandlung féieren, wat net am Sënn vum Patient ass. Mä et schéngt haut awer scho Problemer ze gi mat der administrativer Praxis, well et géifen ëmmer méi Refuse kommen, kréien ech gesot. De Refus muss jo zwar motivéiert sinn.

An dofir, Här President, ass dat esou,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- ...datt d'Zuel zouhëlt a wouduerch?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- A wéi eng Zort vu Refusen huelen zou? Ech stellen d'Fro un Iech, direkt och un de Minister - ech däerf dat jo net -, dofir fueren ech iwwer Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Halsdorf, Dir hutt mir se gestallt. An, laut mengem Wëssen, neen.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass schéin. Mä se muss opgeworf ginn an ech waarden, wat den Här Minister mer elo seet.

Une voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Eppes schéngt mer ganz wichteg ze sinn, et kann nämlech net sinn, datt, well ee Spezialist hei

am Land ass fir e gewëssent Krankheetsbild, dass de Patient dann net méi d'Méiglechkeet kritt, sech am Ausland behandelen ze loossen.

An ech hunn och Kenntnis vu Fäll vu Patienten, déi wéineg chirurgesch hei am Land behandelt goufen, awer net mat där modernster Chirurgie. Wéi ass et hei mat der Qualitéit? Well déi Qualitéit, déi gëtt et hei, déi modern Qualitéit. An hei, mengen ech, huet de Médecin référent och eng wichteg Aufgabestellung. Et wär op d'mannst sënnvoll, wann um Terrain géif matenee geschwat ginn, fir dass hei keng Fronten opgebaut ginn. An d'Wuel vum Patient, dat muss zielen!

Gutt, bei dësem Gesetz gi jo och nach d'Objektiver op där enger Säit, de Patient a säi Prestataire op där anerer Säit gekuckt. D'Objektiver sinn, ech hunn néng Stéck opgeschriwwen: d'Krankekeess besser pilotéieren; d'Missioune redefinéieren, nei opstellen; d'Käschte besser meeschteren; d'Prise en charge an d'Qualitéit vu Behandlunge verbesseren; d'Kontrollleeschtungen ausbauen duerch Visitten; weider noutwendeg medezinesch Expertise kréien, fir d'Qualitéit vun de Prestatiounen ze evaluéieren; d'Patienteberodung an, wat wichteg ass, och eng verbessert, méi no, méi effikass Begleedung beim Patient, deen eng Incapacité de travail huet. Dat si villfälteg Objektiver, jo. An d'Zukunft wäert eis och weisen, ob a wéi se erreecht ginn.

Mä op där anerer Säit däerfen awer, an do insistéieren ech drop, d'Patienterechter wéi de libre Choix, wéi déi beschtméiglech Behandlung, wéi déi therapeutesch Fräiheet vum Prestataire, déi däerfen net beschnidde ginn! An dat ass eng schwiereg Gratwanderung an do läit d'Kromm an der Heck.

An e lescht Objektiv, wat och am Kader vun dësem Gesetz nach opgeféiert ass, ass dat folgend, dat schéngt mer och wichteg, do gëtt geschriwwen an den Avisen an am Kommentar: Fir d'Efficience vun der Aarbecht vum Contrôle médical ze verbesseren, misst déi intern Organisatioun vun der Caisse Nationale de Santé och verbessert ginn. Heizou steet awer näischt am Gesetzestext an et géif awer Sënn maachen. Wa mer hei zu Lëtzebuerg nämlech eist Gesondheetswiese wëlle gutt opstellen, organiséieren, da musse Patronat, Salariat, de Stat an d'CNS un engem Strang zéien a jiddweree muss performant sinn.

Duerfir, Här President: Kann den Här Minister eis do Opschloss ginn iwwert déi lescht objektiv intern Reorganisatioun vun der Caisse Nationale de Santé?

A schliisslech stellen ech och nach fest, dass de Conseil supérieur ofgeschafe gëtt, mam Argument, en hätt bis elo nach ni richteg oder ni gutt funktionéiert. Mä firwat gouf en dann ageféiert? A firwat war en ni richteg funktiounsfäeg? Mä da stellt sech awer och, à titre subsidiaire, d'Fro: Wéi eng Dispositiounen am aktuelle System kompenséiere respektiv erfëllen déi konsultativ Funktioun, déi dëst Organ hat?

Deen anere Punkt, dee kräfteg amendéiert ginn ass, wollt ech och nach uschwätzen, dee vun de Visitten. De Statsrot huet jo dës Kéier, grad wéi schonn 2010, eng Opposition formelle gemaach. En huet fonnt, fir Visitten ze maachen, wéi et am Originaltext stoung, dat wär e Pouvoir disproportionné, et wier net konform zur Verfassung, Artikel 15, an och net konform zum Schutz vun de Mënscherechter.

D'Berechtegung, fir an d'Raimlechkeete vu Prestatairen a Spideeler ze kommen, fir Dokumenter respektiv de Patient ze kucken, ass jo dann dofir zréckgesat ginn, ass gestutzt ginn, well hei mussen och dem Patient seng Interesse virrangeg sinn. An esou kënnen d'Convocatiounen an d'Visitten nëmme gemaach ginn a Fäll, wou et fir de Contrôle médical net méiglech wär, déi noutwendeg Missioun ze erfëllen ouni Visite. An an deem Kontext stellt sech och d'Fro: Wéi ass et mat de Visitte bei Assuréen am Ausland? Et wär och wichteg, wann ee géif kucken, wat dëst Gesetz hei brëngt.

Eng aner Aufgab, déi ech och nach wollt ervirhiewen, dat ass d'Evaluatioun vun der Qualitéit vun de Leeschtungen. An hei gëtt et e Risiko. D'Base légale dovun ass jo d'Spidolsgesetz vun 1998, mä eppes schéngt mer awer evident ze sinn: Wa mer eng sënnvoll Evaluatioun vun der Qualitéit vun de Leeschtunge maachen hei zu Lëtzebuerg, da kann dat nëmme sinn, wann all medezinesch Leeschtunge betraff sinn. Mä de Contrôle médical evaluéiert awer nëmmen een Deel.

An duerfir, mengen ech, mussen de Gesondheetsminister an och bestëmmt de Sécurité-sociales-Minister, déi zwee, mussen hei d'Blat an d'Hand huelen, fir de Qualitéitsmanagement hei zu Lëtzebuerg ze globaliséieren, och fir dass e global geschitt, fir dass d'Kompetenze gebündelt ginn an eben de Contrôle médical hei net op eng Kéier en Eegeliewe kritt, respektiv seng eege Kritären definéiert, wat dann zu Verzerrungen an der Analys vum Gesondheetsberäich féiere kéint.

D'Zukunft wäert eis hei weisen, wat dee virgeluechte Konzept wäert ass, wéi effikass de Pilotage vum Lëtzebuerger Gesondheetssystem ass a wéi e gëtt.

Een anere sprangende Punkt wäert an eisem Land och sinn, wann, wéi et e schonn an den Nopeschlänner gëtt, net méi den individuellen Akt laut Nomenclature, wéi et haut gemaach gëtt, mä d'Leeschtung als Ganzt bezuelt gëtt. De globale Käschtepunkt vun der Leeschtung, dee muss gewosst sinn.

A fir Iech dat ze illustréieren, stellen ech d'Fro: Wat kascht den eenzelne Patient, wann ech zum Beispill eng Hëft-OP huelen? Dofir stellen ech mer d'Fro: Wat kascht de Medeziner? Dat wësse mer. Wat kascht d'Prothèse? Dat wësse mer. Wat kascht d'Spidol an déi aner Dépensen? Dat wësse mer net. Hei gëtt et also eenzel Käschtestellen, wou net gewosst ass, wat se kaschten, an hei muss den Hiewel ugesat ginn.

An dësen noutwendege Paradigmewiessel vun engem transparente Finanzéierungssystem, deen drängt sech op. An duerfir wär et, an dat wëll ech hei répétéieren, well et stoung och an den Avisen, duerfir wär et sënnvoll gewiescht, wann zu dëser Reform parallell schonn d'Finanzéierung iwwerkuckt gi wär. An dat misst och da schnellstens geschéien.

Eng manifest Plus-value ass d'Kontrollfunktioun vum Contrôle médical, an zwar ouni Insécurité juridique während deenen 99 Deeg, wou de Krankgemellte weider seng Pai kritt. Op dësem Punkt gëtt mat dësem Gesetz elo Kohärenz gemaach tëschent dem Aarbechtsrecht an dem soziale Recht, well déi aktuell zwou Recoursméiglechkeete virun zwou verschiddene Juridiktiounen, déi verschwannen.

D'CNS hëlt d'Décisioun, géint déi virum Comité des Directeurs vun der CNS Recours ka gemaach ginn. D'Fro, ob d'Kompetenz fir de Recours virun enger Aarbechtsjuridiktioun oder enger sozialer Juridiktioun soll geschéien, stellt sech also net méi.

An doriwwer eraus gëtt et nach eng aner Plusvalue, an zwar déi vun der Verbesserung vun deem sougenannte Mechanismus, nämlech R4, de Mechanismus vum Rapport médical circonstancié, wou jo och mat dësem Gesetz d'Prozedur geännert gëtt. Déi zwee Punkte schwätzt herno den Här Aly Kaes un, wann e seng Ried hält iwwert déi intern an extern professionell Reklassementer.

Schliisslech erwaarden ech mer och mat dëser Emorganiséierung an Optimiséierung vum Contrôle médical, dass d'Avisen am Kader vun den Invalidekaarte méi séier kommen.

«Soigner mieux en dépensant mieux», besser behandelen duerch besser Ausgaben. D'Regierung huet sech hei dëse Slogan ginn. D'Zukunft wäert eis weisen, wat de Slogan wäert ass. Dëst Gesetz gëtt eis keng Äntwert dorop, ob eisen aktuelle System vun der Finanzéierbarkeet, ob dee méiglech ass. Et geet sécher an déi richteg Richtung. Mir wëssen och, dass et keng systematesch Abuse gëtt, mä just e puer schwaarz Schof. Mä d'ekonomesch Interessen, déi sinn ëmmer wichteg, mä se mussen un d'Effikassitéit vun de Leeschtunge gekoppelt sinn a se däerfen net op d'Käschte vum Patient goen.

Duerfir, mengen ech, misst vill méi gesicht ginn, attraktiv Mechanismen an eisem Gesondheetssystem ze schafen, déi Patient a Prestataire géife motivéieren, déi bestehend Ressourcë besser ze notzen.

Mir haten do schonn d'Geleeënheet beim Débat iwwert de Spidolsplang, wéi heibannen, am Kontext vum Ausbau vum Ambulatoire, gesot ginn ass, do wäre keng Incitatiffen do, fir éischter ambulant ze behandelen. Et ass souguer haut nach éischter de Contraire. An dat misst geschéien, déi Incitatiffe misste kommen. Do kéint een Aspuerunge maachen.

De Gesondheetssecteur muss einfach besser opgestallt ginn, well och wann ech mer hei d'Fro stellen, oder d'Fro net stellen, oder d'Analys net maache vum Finanzement vum aktuelle System, ob deen iwwerliewensfäeg ass, gesinn ech, ouni vill mech anzeschaffen, datt duerch déi vill Ännerungen an eiser Gesellschaft, an eiser Welt, un nach ville Schrauwe muss gedréit ginn, well soss geet et d'Baach an.

Dofir, ofschléissend, Här President, dëst Gesetz verschlechtert näischt. Ob a wéi et verbessert, dat gesi mer dann an Zukunft. Eppes schéngt mer kloer ze sinn: Mir mussen um Ball bleiwen.

An duerfir wollt ech, am Numm vun der CSV, eng Motioun hannerleeën, wou mer e Bilan froen zu dëser Reform, zesumme mat där vun 2010, an dat virum Enn vun dëser Legislatur, fir dann Upassungen ze maachen, déi sech opdrängen, wou mer och froen, kuerzfristeg een neie Plan hospitalier opzestellen op Basis vun eisen Diskussiounen an der Chamber am November 2014, an dat mam Objektiv, déi national Gesondheetsoffer ze verbesseren, a wou mer dann nach schliisslech och froen, d'Aarbechten en vue vun enger neier Nomenclature an en vue vun engem méi transparente Finanzement vum Gesondheetssystem hei zu Lëtzebuerg an am Spidolswiesen am Speziellen, wou mer déi sollten och ustriewen. Duerfir wollt ech déi hei hannerleeën.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 17 décembre 2010 a procédé à une réforme en profondeur de notre système des soins de santé;

- que cette loi visait à préserver un système de santé basé sur la solidarité nationale, l'équité et l'accessibilité ainsi que sur la qualité de l'offre;

- que, dans ce cadre, le rôle du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) consiste dans le contrôle du bien-fondé des dépenses pour prestations de soins de santé à charge du système de sécurité sociale, en évaluant l'adéquation entre l'état de santé des assurés et les ressources engagées à leur égard;

- que la loi du 17 décembre 2010 a adapté et précisé les missions du CMSS, ajouté de nouvelles attributions au CMSS, id est l'assistance à la Caisse Nationale de Santé dans le cadre du contrôle des mémoires d'honoraires établis par les prestataires de soins, la possibilité de saisine de la Commission de Nomenclature et précisé la collaboration du CMSS avec les autres institutions et organes;

- regrettant que la loi du 17 décembre 2010 n'ait pas fait l'objet d'un bilan depuis son entrée en vigueur;

- considérant que le projet de loi n°6656 modifiant entre autres les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale a pour ambition de parfaire la réforme initiée en 2010;

- considérant que pour le maintien de la qualité de notre secteur des soins de santé une planification sérieuse du secteur hospitalier est de mise;

- que l'évaluation de la qualité des prestations de soins est partant un objectif essentiel dans le développement de tout système de santé,

invite le Gouvernement

- à établir avant la fin de la présente législature un bilan de la présente réforme ensemble avec celle introduite par la loi du 17 décembre 2010 et à procéder, le cas échéant, aux adaptations qui s'imposent;

- à procéder dans les meilleurs délais à l'établissement d'un nouveau plan hospitalier en tenant compte du débat ayant eu lieu le 19 novembre 2014 à la Chambre des Députés à la suite de la déclaration de Madame le Ministre de la Santé relative à la présentation du projet de plan hospitalier, avec l'objectif d'améliorer l'offre des soins de santé au niveau national;

- à faire avancer les travaux pour l'introduction d'une nouvelle nomenclature et d'un financement plus transparent du secteur de la santé en général et du secteur hospitalier en particulier.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- An ofschléissend, ganz ofschléissend, wollt ech soen: D'CSV stëmmt dëst Gesetz, well et, grad wéi dat vun 2010, an déi richteg Richtung geet, och wann et leider nëmme mat klenge Schrëtt geschitt.

Duerfir soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Halsdorf, ass se komplett?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- D'Ënnerschrëften?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Ënnerschrëften. Hei, ech ginn Iech se mat, da maacht Dir dat.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Solle mer nach ënnerschreiwen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann ech gelift. Merci. Merci dem Här Halsdorf. An nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet sech en allgemengt Leitbild ginn, dat sech duerch all d'Politikfelder erstreckt: Mat manner Geld méi erreechen, beziehungsweis mat bestoende Mëttele fir eng méi héich Qualitéit bei de geleeschte Servicer a Prestatioune ze suergen. Dëst gëllt natierlech dann och fir d'Krankeversécherung an domadder onweigerlech natierlech och fir de Contrôle médical.

De Contrôle médical soll no der Reform vum Système des soins de santé aus dem Joer 2010 elo endlech eng nei Definitioun vu senge Missioune kréien an esou och méi effikass ginn. Dëst ass besonnesch wichteg, well de Contrôle médical, no der Émsetzung vun der europäescher Direktiv 2011/24 iwwert d'Patienterechter bei Soins transfrontaliers, enger nach méi grousser Belaaschtung ausgesat ass.

Dofir wëll ech direkt hei am Ufank betounen, wéi frou d'Demokratesch Partei iwwert d'Opstocke vum Personal bei dem Contrôle médical ass. Wéi et ewell gesot gouf, ginn am Kader vun der Reform 13 Médecins-conseils agestallt, een Attaché de direction, ee Pharmacien-inspecteur, fënnef Psychologen, een Infirmier gradué a fënnef Expéditionnairen.

Dozou wëll ech dann direkt och eppes soen. Et ass mir an 30 Joer Dokter komplett onverständlech, wéi de Contrôle médical de la sécurité sociale bis elo iwwerhaapt konnt fonctionnéieren, am Sënn vun engem Contrôle fir de Patient, am Sënn vun enger Hëllef fir de Patient, well en total ënnerbesat ass! Et muss ee sech dat emol virstellen.

Eleng wann ech kucken, wat een an enger normaler Praxis vu Krankeschäiner ausstellt pro Mount, wann do e Contrôle soll driwwer stattfannen, da gëtt do Personal gebraucht, an zwar e Personal, wat sech wierklech deem Contrôle, deem Avis an och eventuell deem Agräifen do widme kann a wat net blockéiert ass déi ganzen Zäit mat Ordonnancë stempelen. Dat hutt Der jo ewell héieren, datt mer däraart vill, ech weess net, aner Professiounen am Land hunn, déi fir alles eng Autorisatioun brauchen, déi Autorisation préalable du contrôle médical. Also muss ee Kolleeg, eng Kolleegin vum Contrôle médical do sinn, déi seet, dat do ass richteg.

Ech ginn Iech e Beispill. Jee nodeem wat fir ee Verband Der moies ëm zwou Auer bei engem Patient un engem Enkel maacht oder soss; sidd Der der Meenung, e bräicht eng elastesch Bind, fir de Bauch ze halen, wann d'Träipen erauskommen, wann en eng Éventratioun huet, wéi een dat nennt, also e Broch, da muss do eng Autorisation du contrôle médical kommen. Dat muss ee wëssen.

Mä déi sinn awer net do! An der Nuecht ass de Contrôle médical net ze erreechen, samschdes net a sonndes net. An da maachen ech dat dann alt emol. Ech weess jo net, ob de Patient et erëmbezuelt kritt, a vu datt de Bändel aus mengem Schaf kënnt, weess ech och net, ob ech e jeemools erëmbezuelt kréien. Wann et en Acrylastic ass, also, deen d'Sportler kafe ginn - ëmmerhi kascht esou e Bändel 18 bis 20 Euro -, da kann et sinn, datt e fort ass. Dat ass alles ënnert dem Contrôle médical.

An da sollen zur gläicher Zäit déi Leit do nach esou eng wichteg Aarbecht maachen, fir de Patient kennenzeléieren, fir seng Problemer kennenzeléieren an do wierklech dann Décisiounen ze huelen.

Also, ech ka mer net virstellen, datt déi Leit, déi elo zousätzlech agestallt ginn, datt dat der ze vill sinn, fir e Contrôle médical richteg effikass un d'Fonctionnéieren ze kréien. Et geet emol nach net duer, well da musse mer se vun deem administrativen Unfug do onbedéngt befreien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP).*- Also, déi Astellungen, soen ech op alle Fall, si batter néideg, fir de Fonctionnement weider ze garantéieren.

An da besonnesch déi psychesch Krankheete maachen hei de Prozentsaz hier, déi jo zouhuelen a leschter Zäit um Aarbechtsplaz, duerch Mobbing, duerch soss Geschichten, déi op der Aarbechtsplaz virkommen. Dat weess de Contrôle médical net. Dat weess awer, ënner Secret professionnel geschützt, säin Dokter. An dat kënnt vir.

Dat hat ech x-mol an hat et nach viru Kuerzem, datt moies en Aarbechter bei Iech kënnt a seet: „Wësst Der, wat mir elo geschitt ass? Ech sinn an de Betrib erakomm an ech hunn de Betrib betratt an ech war awer der Meenung, et wär besser, ech géif d'Camionnette nach tanke goen, do hat ech dat séier gemaach, am gudde Sënn, fir de Betrib. Ech kommen eran, spréngt de Patron viru mech a seet: ‚Häss de gären eng mat der Madrill widdert de Kapp? Du flitts elo direkt hei eraus. Elo ass et fäerdeg.' Aacht bis zéng Joer do geschafft, ni sech eppes zuschold komme gelooss! A wou fannen ech elo Protektioun? Wat kann ech elo séier maachen, fir net tatsächlech hei erauszeflatteren an dann dobaussen ze sinn, well ech si mer kenger Schold bewosst?" Da sëtzt deen do an da fänkt deen un ze kräischen.

A wat maache mer dann? An da kënnt dat, wat ech ewell eng Kéier hei op dëser Plaz gesot hat, da kënnt dee gudden Hausdokter, dee schreift dann e Krankeschäin, wou en nach muss kucken, wat en op de Krankeschäin schreift. E ka jo net drop schreiwen: „Ma, ech mengen, den Arbeitgeber, dee muss a psychiatresch Behandlung goen oder soss iergendeppes." Mä dat ass d'Wierklechkeet dobaussen, wéi mir se begéinen. An ech mengen, do kann een dann och déi eng oder déi aner Kéier duerch d'Fangere kucken a kucken, datt dee Fall sech dann zum Gudde léist.

Ech wor eng Kéier an där Kommissioun hei, déi sech domat beschäftegt huet, an du wor ech der Meenung, mam Kontrolldokter zesummen, mam Här Direkter, mat deem hunn ech einfach esou en Austausch gehat, wou ech gesot hunn: Solle mer net eppes schafen, wou grad bei deenen dote Fäll, den Aarbechter kann Hëllef kréien? Wierklech eng Hëllef, wou iergendee Gremium zesummekënnt tëschent engem Fachmann, dat kann dann e Psycholog, e Psychiater vum Contrôle médical sinn, dem Patron an dem Arbeitnehmer, fir eng Léisung ze fannen? Well heiansdo ass et eng Emotioun, heiansdo geschitt et einfach esou, an 48 Stonnen oder eng Woch méi spéit deet et dem Patron leed an e seet: „Em Gottes Wëllen, deng beschte Leit kann s de hei op déi Aart a Weis awer net lass ginn. Dat wier wierklech schued."

D'Missioune vum Contrôle médical, déi gi mat dësem Projet de loi net méi, wéi aktuell, an engem eenzegen Artikel am Detail opgelëscht, mä déi gi méi generell an eenzelnen Artikele formuléiert. An esou soll och erreecht ginn, datt den Text méi prezis gëtt an datt dee Contrôle médical sech op déi Aarbechte ka konzentréieren, déi wierklech wichteg sinn, wat de Moment, leider, wéi ech virdru gesot hunn, net esou ass.

Esou soll sech de Contrôle médical just nach op d'Prestatioune vun der Sécurité sociale an net méi op d'Aarbechtsmedezin, d'Réinsertion professionnelle, d'Preventioune bekëmmeren an all déi Saachen, déi do kommen, déi op där enger Säit jo vun der Médécine du travail kënne gemaach ginn, wou ech lech ka soen: Verglach mam Contrôle médical hu mer do 70 Dokteren am Land, 70 Medeziner. Ech mengen, et sinn der 70 vun der Aarbecht, a mer hunn awer nëmmen e puer Medeziner vum Contrôle médical. An da solle se deenen nach deelweis d'Aarbecht matmaachen. Dat ass wierklech net méiglech.

Jiddwereen, deen elo an deem Secteur ënnerwee ass, weess, datt d'Sécurité sociale eleng ewell méi wéi déi aktuell Ressourcë vum Contrôle médical an Usproch hëlt. An ech hat lech e puer Beispiller ginn. Dat sinn der awer natierlech nëmmen e puer, well jo och op där anerer Säit de Contrôle médical net nëmmen d'Patiente kontrolléiert, mä de Contrôle médical ass och do, fir d'Dokteren ze kontrolléieren, fir d'Prestatairen, net nëmmen d'Dokteren, d'Masseuren an esou virun, Infirmieren, ob och déi Prestatiounen, déi do ausgestallt ginn, dann och de Règles de l'art entspriechen an datt dat uerdentlech gemaach gëtt, ouni Verschwendung an esou virun. „L'utile est le nécessaire."

An do gëtt et ganz komesch Geschichten, wou ee sech heiansdo och freet, wéi dat méiglech ass. Doriwwer hunn ech mech och ewell x-mol geiergert: Firwat muss dann elo do eng Demande kommen? Wann ech samschdes an engem Haus gesinn, datt de Mann, deen 93 Joer al ass, schwächlech, awer eng fieberhaft Bronchite huet, an ech ginn him dann e Baxter am Haus mat engem Antibiotique - ech nennen nëmmen een hei - wéi Augmentin, da gëtt dee Baxter net genehmegt. Dee muss deen an enger Intensivstatioun kréien. Dat musst Der lech emol virstellen. Owes ass en 30.000 Euro lass, well da gëtt jo nach vun der décker Zéif bis zu den Hoerwuerzelen alles ënnersicht, wann een dohinnergeet. Do si Saachen, déi kéint ee verbesseren, an déi wäerte hoffentlech och hei mat deem Gesetz verbessert ginn, well déi Kolleeginnen a Kolleegen am Contrôle médical méi Zäit kréien, fir sech dorëm ze këmmeren.

Wichteg ass och ze erwähnen, datt de Contrôle médical am Kader vun deenen Incapacités de travail indemnisées während der Période de suspension de l'indemnité pécuniaire seng Missioun a puncto Evaluatioun/Autorisatioun an och Kontroll ausübe kann. An ech fannen dat ganz gutt esou, well et kéint jo emol sinn, datt gemengt gouf: Ma, säit där neier Legislatioun mam Statut unique hu mer et jo esou, datt déi éischt 13 Wochen, ech menge 77 Deeg, bezuelt gi vum Patron, an datt do - jo, da waarde mer emol, mir hunn op där anerer Säit nach genuch Aarbecht mat deenen aneren Demanden -, datt do vläicht e bësse Rücksicht geholl gouf, datt do vläicht net esou kontrolléiert gouf, wat elo awer eriwwer ass.

An dann, eppes ganz Wichteges, dat ass déi Geschicht, dat hate mer och an där Sitzung besprach, wou ech do wor, dat ass mat deem berühmte Rapport R4. Deen ass einfach këstlech. Dat heescht, wann de Patient méi laang krankgemellt ass wéi zéng Wochen, dat heescht gewéinlech ewell no där véierter Woch, déi um Krankenziedel steet, kritt de Patient dann ee Formular R4 heemgeschéckt vun der Krankekeess. Vu datt en dann net doheem ass, ech weess net, wou en ass, läit deen R4 hannert der Auer, Steeauer - wéi nennt een dat? -, um Dësch oder am Frigidaire, ech weess net wou, mä wann e 14 Deeg ofgelaf ass, zéng Deeg, dann taucht de Patient an enger Opreegung sonnergläichen op: „Ech krut e Rappel, si hätten onbedéngt gären den R4. Ass dat dat hei?" An dann ass en an engem Zoustand mat Kaffisflecken drop, dass een emol net méi weess, wéi s de dee solls ausfëllen. Deen Ziedel ass wierklech onméiglech, wou een dann alles muss opféieren, wat de Patient ewell hat an ob en Accidenter hat, an hin, an hier.

Da kënnt dat, wat de Kolleeg vum Contrôle médical mir gesot hat an där Sitzung, wou mer woren: „En ass unleserlich. En ass unbrauchbar. A mir brauchen en iwwerhaapt net." Well gewéinlech huet sech jo bei enger méi langer Krankmeldung deen Dossier gefëllt och op der Krankekeess, an déi Leit do, déi sinn net op de Kapp gefall, dat sinn Dokteren, déi kënnen dat ganz genau kontrolléieren, an de Rapport, deen de Patient kritt vum Röntgen an esou virun, vum Laboratoire, kënne se interpretéiere genausou gutt wéi mir.

Dofir géif ech och virschloen, wat vläicht an Zukunft kënnt, datt een dee Rapport, deen R4, vläicht kéint opdeelen: een R4, hunn ech mer hei opgeschriwwen, zum Beispill fir normal Accidenter, Autosaccidenter, d'Trap erofgefall an esou virun, dann e Rapport fir Accidents de travail.

Op där enger Säit: Wat hat de Patient? Eng Operatioun. Wann ech natierlech e Kriibs operéiert krut vum Mo, dann ass meng Krankmeldung eng aner, wéi wann ech eng Gastroskopie gemaach krut a schwaachgefall sinn, dräi Deeg duerno.

Dann hu mer: Ass et eng Maladie? Een R4 fir Maladie. Dat ka ganz komplizéiert ginn. Do muss ech op d'internistesch Untersuchunge waarden, op e ganze Koup aner Saachen nach.

Also, et wier ganz gutt, wa mer déi Rapporte géifen opdeelen. Da wéisste mer och, datt den Dokter d'Méiglechkeet hätt vum Contrôle médical, vill méi séier ze schaffen an och d'Prozedur ze accéléieren - dat Nächst, wou am nächste Projet elo driwwer geschwat gëtt - vum Reklassement, well, an do wor all Mënsch averstanen, dat wor eng ganz flott Kommissioun - wéi gesot, ech wor nëmmen een Dag do -, mä do koumen ewell ganz gutt Iddien op, nämlech, datt den Dokter jo ewell weess, de Kontrolldokter, wat aus deem Patient gëtt.

Wann ech e Patient hunn als Kontrolldokter, deen dräimol Staangen an de Réck ageplanzt krut, ënnen, a Pufferen a kënschtlech Bandscheiwen, jo, dee schécken ech net Pavée leeën! Oder e schafft beim Dépositaire a muss schwéier Këschten dorëmmer schleefen, da weess de Contrôle médical, menger Meenung no, genausou gutt wéi ech et weess als Dokter vun deem Patient: Ma, hei muss eppes geschéien, dat do ass sënnlos, mir mussen e Reklassement maachen.

Natierlech, ech sinn absolutt fir e Reklassement. Net all Mënsch soll an eng Invaliditéit geschéckt ginn an dann doheem sëtzen an net méi wëssen, wat e mécht, mä fir déi Aarbecht, déi de Patient awer ausgeüübt huet, ass en eventuell net méi ze gebrauchen. An ech mengen, do kréiche mer duerch dat Gesetz awer eng flott Beschleunegung vun de Prozeduren an déi Reklassementer, souwuel intern wéi extern, kéinten dann och méi séier iwwert d'Bühn goen.

Dann, och wann den Absentéismus zu Lëtzebuerg an der Moyenne manner héich ass, wéi elo grad gesot - et gouf 3,7%, am Ausland 4% -, ass den Absentéisumus awer net ze vernoléissegen. En ass nach ëmmer do. Ech kann lech awer als en Hausdokter, deen nach vill schafft, soen: Esou schlëmm ass et net. Also, et soll kee mengen..., ech kéint lech ganz Beruffssparten nennen, do gëtt et keen Absentéismus. An den Absentéismus, mengen ech, dee kennt Der ewell direkt, wann de Patient zur Dier erakënnt, an d'Kolleege vum Contrôle médical genausou. Dofir brauch ee kee ganz grousse Spezialist ze sinn.

Wat anescht ass, dat sinn déi Problemer mat Mobbing, mat Iwwerfuerderung an esou virun. An dofir justifiéieren ech d'Astellung och vun deene Psychologen, déi do sinn. An ech mengen, wann ech richteg verstanen hunn, gëtt och e Psychiater agestallt. Et ass ewell e Psychiater am Contrôle médical dran, deen natierlech..., well virdru gefrot gouf, d'Psychologen hätte keng Ausbildung oder keng Befugnis, fir dat an dat ze maachen, mä ech mengen, fir datt d'Psychologe se awer betreie kënnen, dat wier eng grouss Hëllef och fir de Contrôle médical an haaptsächlech och fir en Dokter.

Also, dat si ganz wichteg Punkten, déi ech hei opgezielt hunn. Ech wëll nach zum Schluss soen, datt mat där Reform, déi elo kënnt, déi ech mer Zäit geholl hunn, elo ganz duerchzeliesen, ech awer Hoffnung hunn, datt an der Administratioun vum Contrôle médical, an dat ass et jo awer schliisslech, dat ass eng staatlech Administratioun, vläicht do en Organ entsteet, en Organ ze fannen ass, herno, wat eng wonnerbar Relatioun mécht tëschent de Prestatioune vun der Krankekeess, vun der Pensiounskeess, tëschent deem, wat eis all hei... Mir si jo praktesch ewéi am Schlaraffenland zu Lëtzebuerg, dat muss een emol eng Kéier soen, vis-à-vis vum Ausland. Mir hunn all Méiglechkeeten opgemaach. Ech mengen, et entsteet en Organ, wat sech elo méi Zäit kann huelen, fir déi eenzel Punkten duerchzegoen, ze kucken: Wat maachen ech mat deem dote Patient?

An ech wëll hei nach eng Kéier betounen: Et ass net amüsant fir e Patient, fir bei de Kontrolldokter ze goen. Dat ass eng fierchterlech Opreegung, déi gleeft vläicht keen heibannen. Ech mengen, mir sinn da gewinnt, iergendwou hinzegoen, mä déi Leit sinn an esou enger Opreegung. Dat Éischt, wat se kréien, ass en Ziedel heem, do steet emol drop: „Dir musst sämtlech Rapporte matbréngen." Da schellt erëm den Tëlefon. „Wat muss ech hunn?" „Jo, dann huelt Der dat an dat mat. An da gitt Der dohinner." „Jo, wat muss ech dann do maachen?" Also, Dir kennt jo deen Dokter net, deen do sëtzt an een ënnersicht. Ech kann lech awer soen, datt an 99% vun de Fäll déi Kolleeginnen a Kolleegen dat korrekt maachen. An anere Fäll, sou wéi de Patient et verzielt, ass et net korrekt.

An do soen ech ëmmer, dat ass erwähnt ginn och vum Här Halsdorf: Hei ass et immens wichteg, datt Kontakt opgeholl gëtt tëschent dem Kontrolldokter an dem Médecin traitant, well, wéi et richteg ass, huet de Kontrolldokter sech net anzemëschen an den Traitement vum Médecin traitant, dat ass ganz richteg, mä ech kann lech soen, ganz dacks sinn ech awer ugeruff gi vum Contrôle médical a villes huet sech do erkläert, oder den Dokter gouf richteg doriwwer informéiert, ëm wat e geet. An ech mengen, do kënne mer dann och erausfilteren, vill méi séier, déi Leit, déi wierklech net grad dat hunn, wat se do virtäusche vläicht am Contrôle médical.

Well ech wëll jo net hei soen, datt et dat guer net gëtt! Dat gëtt et och nach. Mä ech wëll awer soen, datt den Hausdokter oder den Internist, wien et dann ass, heiansdo Schwieregkeeten huet, domat ëmzegoen, well, Dir wësst jo ganz genau, wéi et ass, de Patient ass net un eis gebonnen. Da seet deen lech riicht an d'Gesiicht: „Jo, wann s du dann de Krankeschäin net verlängers, da ginn ech bei deen nächsten."

Ganz flott ass et jo bei de Spezialisten. D'Spezialisten, déi gesinn de Patient, si operéieren en, da schreiwen déi dat drop, wat se mussen, a soen: „Wann Der nach eppes braucht, da gitt Der bei den Hausdokter zréck." An da geet et lass. Da brauch den Hausdokter och ewell eng grouss Erfahrung, well wann deen natierlech, wéi ech virdru gesot hunn, manuell schafft, an dat zitt deen an der Leeschtegéigend nach ëmmer, datt e seet: „Wann ech mech opriichten, dat zitt do." Jo, normalerweis, hu mir geléiert, ass et a sechs Wochen verheelt. Mä et kann awer och nach zéien an zwee Méint. An dann huet e vläicht Angscht, d'Wonn fiert op oder soss iergendeppes, wou en dann erëm Kontakt mam Spezialist muss ophuelen. Also, ech fannen, d'Kompositioun vum Contrôle médical mat Spezialisten derbäi ass fir eis dobausse sécherlech och eng grouss Hëllef.

An et wäert dem Patient hëllefen. Dovunner sinn ech fest iwwerzeegt, well ech si jo och derfir, datt mir, medezinesch gesinn, als Dokteren, sollen un där Invalidité médicale festhalen. Déi ass et jo emol eng Kéier ginn. Déi gëtt et jo, eng Invalidité médicale vu 66,66%. De Patient kann dee leschte Beruff, deen en hat, net ausüben. A mir sollen net verfalen an eng Invalidité sociale, wou wierklech den Hausdokter zwar dovu Bescheed weess, mä ech mengen, d'Krankekeess ass awer net déi Léisung, fir d'Problemer tëschent dem Arbeitnehmer, dem Arbeitgeber a sonsteg Problemer, déi do sinn, ze léisen.

Esou sinn ech wierklech der Meenung, datt dat klappe wäert. An ech selwer wëll en Appell maachen, ech mësche mech awer och net an an d'Organisatioun vum Contrôle médical, mä heiansdo ass et awer och esou, datt Saache kommen, déi een och net versteet. Also, wann ech awer weess, datt ech een..., ech huelen emol un, Dir krut iergendeppes op de Fouss. De Fouss ass gedehnt. Et gëtt gesot, et geet nach net besser a 14 Deeg. Jo, da musse mer, laut moderner Medezin - oder huele mer besser de Knéi nach -, no modernster Medezin, awer soen, da sécheren ech mech of, ech froen eng IRM.

Mä do muss ech lech soen, Här Minister, et wär besser, mir géifen eng IRM beim Contrôle médical installéiere mat engem Radiolog do dran. Dat géif sécherlech d'Krankeschäiner, d'Durée vun de Krankmeldunge massiv verkierzen, well Dir waart nun emol zwee bis dräi Méint op eng IRM. Déi Leit, déi eng Urgence hunn, déi komme vir, Schlaganfäll, schwéier Accidenter an esou virun. An dat hunn ech nach net verstanen. Wann dann de Patient kënnt a seet: „Ech hu just telefonéiert op Tréier." Oder op Baaschtnech oder ech weess net, ob do een ass, zu Sankt Vith op alle Fall. „Jo, do krut ech gesot vum Kontrolldokter: ‚Dat geet net, Dir musst waarden.'" Also, fir zwee Méint dann ze waarden. An déi Prolongatioun ass eventuell vun der Incapacité de travail dann zwee Méint nach méi laang. Dat verstinn ech net! Do wier ech frou, a vläicht geschitt et jo elo, well de Contrôle médical sech vill méi Zäit huele kann, fir mat deem eenzelne Patient doriwwer ze schwätzen, ëm wat et geet, an da vläicht ze hëllefen, datt et an där Hisiicht e bësse méi séier geet.

Da wëll ech soen, datt et mir net schrecklech Angscht ass, wat d'Autorisatioune soss ubelaangt, wat den Traitement à l'étranger ubelaangt. Den Här Halsdorf hat do virdrun dervu geschwat.

Mä, Här Halsdorf, Dir wësst et och, wann Der mat Kolleege schwätzt dobaussen: Et gëtt sécher Fäll, déi dramatesch verlaf sinn, där Fall, déi vläicht net esou gutt operéiert goufen. Mä Dir woort och zu Stroossbuerg, Dir hutt och mat Medeziner geschwat an hutt dat selwer gesinn.

Ech hunn och villes am Ausland gesinn, wat net gutt ass. An ech als Dokter kann lech versécheren, wann ech net hei muss eng Häerztransplantatioun gemaach kréien, da kuckt nëmmen eise Service cardiologique, deen en exzellente Ruff a ganz Europa huet op alle Konferenzen! Kuckt all déi aner Saachen! D'Bestrahlung - do muss een deene Leit villmools Merci soen, déi virdrun hei woren, och der Regierung, datt si se ëmmer um neiste Stand gehalen huet. Esou schlecht sinn eis Klinicken net. An esou schlecht sinn eis Operateuren an Dokteren och net.

Ech mengen, et ass éischter dat, wat d'Leit dobausse spieren. Also, ech loosse mech hei behandelen, wann et nëmme geet, well do sinn ech och nach sécher, datt deen, deen et mécht, ausgebilte Spezialist ass, an net den Assistent vum éischte Joer, well dat kann lech och nach passéieren. Oder et ginn ewell esou Wahnsinnen, datt, fir eng Waarzel op der Stier ewechzeschneiden, een op Nanzeg fiert. Also, dat si Saachen, mat deene kann ech wierklech net averstane sinn.

Also, ech sinn op alle Fall zouversiichtlech, datt eise Contrôle médical... Bis elo wor et nach ëmmer ganz rapid gaangen, datt d'Pabeieren an d'Rei gemaach ginn. Ech hat et gëschter nach mat enger Madame, déi an den Institut Bordet op Bréissel muss goen, wou een och vläicht hätt kënne soen: „Neen, dee Broschtkriibs, dee kann hei behandelt ginn." Do wor absolutt keng Diskussioun. Et ass en invasiven. D'Madame ass Belsch, si wunnt hei am Land, do war awer absolutt kee Problem. D'Pabeiere sinn an d'Rei gemaach ginn. Also, ech kann net soen, datt do Saache wierklech esou verhënnert gi wieren, déi am Ausland besser gewiescht wieren.

Ech jiddefalls bleiwen am Land. An et ass mir fir d'Zukunft net baang. Ech wëll just, datt och an Zukunft nach eng Kéier eppes geschitt, wat d'Organisatioun vun der Medezin, dovun hat Der och geschwat, ugeet. Do kann ee matschwätzen. Do ass munches ze maachen, mat den Direkteren zesumme vun de Spideeler, vläicht déi eng oder déi aner méi astellen oder mat de Raimlechkeeten. Do kéint een eventuell nach villes drun änneren. Mä ech fannen, datt dat hei awer elo emol endlech e Schratt ass an déi richteg Richtung, e gutt Gesetz.

Ech wëll dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir dee gudde mëndlechen a schréftleche

Rapport. An ech ginn dann och den Accord vun der demokratescher Fraktioun. Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Edy Mertens. An den nächste Riedner ass de Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där geballter medezinescher Kompetenz vu mengem Virriedner wäert natierlech elo hei nëmmen e blasse Schiet kënnen un dëse Mikro trieden. Merci dem Georges Engel fir säi ganz detailléierte schréftleche Rapport an och fir säi ganz detailléierte mëndleche Rapport an enger Matière, déi awer, fir een Netmedeziner, ganz komplex ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst lech net vum Riedner stéieren!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech géif dann och datselwecht maachen a weiderschwätzen. «Soigner mieux en dépensant mieux» - ni plus ni moins - ass d'Leitmotiv vun dësem Projet de loi, mat enger Redefinitioun vun der Missioun vum Contrôle médical de la sécurité sociale, als Complément, wéi et virdru scho gesot ginn ass, zum Gesetz vun der Reform am Gesondheetssystem vun 2010.

D'Aufgabefeld vum Contrôle médical wäert sech an Zukunft also op d'Prestatioune vun der Sécurité sociale begrenzen, an Oftrennung vun den Aufgabe vun der Médecine du travail.

Wat sinn elo déi Missiounen? Ech ziele se nach eng Kéier op, obwuel natierlech d'Virriedner dat scho gemaach hunn, se schénge mer awer wichteg: d'Bewäertung an d'Kontroll vun de Versécherten, d'Bewäertung an d'Kontroll vun de Prestatairen, d'Berodung vun der Gesondheetskeess - der CNS -, d'Berodung vun de Versécherten, wa se dat dann ufroen a wëllen.

Als Expertenteam am medezinesche Beräich spille se also eng wichteg Roll fir d'Prise en charge vun de Versécherten am Sënn vun enger adaptéierter an ekonomesch sënnvoller Medikatioun.

Des Weideren, d'Bewäertung an d'Kontrollfunktioun och am Fall vun den Incapacités de travail indemnisées. Ech ginn elo net op den R4 an ähnlech Rapporten am Detail an, dat fënnt een alles am Rapport, respektiv dat huet och dann de Rapporteur schonn hei ugedeit.

Huet de Contrôle médical dann elo déi noutwendeg Moyenen, fir all déi Missiounen ëmzesetzen? Wat hu mer dann do als Moyenen? Enner anerem hu mer eng Opstockung an Neiopstellung vun der Équipe vum Contrôle médical. Geet dat elo duer? Neen, sécherlech brauche mer och nach eng Simplification administrative.

Mir brauchen eiser Meenung no och sécherlech en Accès op den Dossier médical vum Assuré, natierlech mat deem sengem Averständnis. Dat muss natierlech dann iwwer e sécuriséierten Zougang geschéien, am Respekt natierlech och vum Dateschutz. Et schéngt eis awer eng ganz wichteg Donnée an dësem Beräich. Een Eckpunkt vun dëser Reform ass jo och déi renforcéiert Kooperatioun zwëschen dem Contrôle médical an der Gesondheetskeess. Dat ass en Eck- an Dréipunkt, fir dass dës Reform an der Praxis och gräife kann.

Ass dann elo jiddwereen zefridde mat dëser Reform vum Contrôle médical a sengen neie Missiounen? Mä natierlech net! Wéi ëmmer geet deem engen dat net wäit genuch an deem anere geet et ze wäit.

Ze wäit geet - an dat liest een am Avis vum Collège médical, ech zitéieren - „déi onzoulässeg Amëschung an d'Relatioun Patient/Dokter .

Bon, als Netmedeziner stellen ech mer dann elo d'Fro: Fäert do een d'Berodung, eventuell d'Kontroll duerch seng eege Confrèren? Esou gëtt dem Contrôle médical an dësem Avis déi noutwendeg praktesch a klinesch Kompetenz ofgeschwat oder op d'mannst gëtt dës Kompetenz a Fro gestallt. Matière à réflexion!

Vill Detailer, dat hat ech virdru scho gesot, si vum Rapporteur gesot ginn, an ech wëll aus deene ville Saachen nëmmen een Aspekt erausfëschen. Wichteg si fir déi gréng an der Opstockung an an der Ergänzung vun der Équipe vum Contrôle médical déi fënnef Psychologen. Net, well dat eng Beruffsgrupp ass, déi eis elo ganz sympathesch wär, neen, mä domat gëtt u sech d'Realitéit vum Terrain vun de Krankheetsfäll berücksichtegt.

Klammer op: Am Joer 2014 hate mer en Taux d'absentéisme vun 3,64%, souwuel wat d'Résidenten ugeet wéi wat Netrésidenten ugeet, dee méi niddreg ass wéi 2013 an och 2012. Dovunner waren - dat ass elo eng aner Donnée, wéi de Rapporteur se genannt huet - 17% op Depressiounen an aner Pathologien am Zesummenhang mat Stress a Mobbing zréckzeféieren. Et ass also absolut noutwendeg an huet misse kommen, dass, a mir begréissen dat och ausdrécklech, dass dëse Krankheetsfäll am Projet de loi Rechnung gedroe gëtt duerch déi aner an opgestockten Zesummesetzung vum Contrôle médical.

Ech si gëschter bei der Recherche op e ganz flotte Pabeier gestouss, an zwar ass dee vun der Inspection générale de la sécurité sociale erausgi ginn. Dat ass de Cahier APERÇU n°4 vum Juni 2015, wou grad d'Detailer erëmzefanne sinn iwwert den Taux d'absentéisme. Do ass virun allem, wat mech elo interesséiert huet, dat ass, hei hunn ech d'Säit iwwerschriwwen, Säit 12 vun dësem Cahier. Do hu mer u sech e Graphique, wou u sech e bëssen opgefouert ass, wat dann d'Ursaache si vum Taux d'absentéisme an d'Opdeelung pro Secteur, an awer och pro Ursaach.

A wann ech nach eng Kéier ganz spezifesch op deen Deel vun den Depressiounen an autres pathologies liées au stress, Mobbing an esou weider aginn, dann hutt Der do an der Moyenne en Afloss vu 17% vun deem Krankheetsbild. Dat ass awer ganz variéiert jee no Secteur. Dat geet vun zirka an der Moyenne, wou net esou vill Variatioune sinn, vu 14 bis 21%. Spannend gëtt et awer, wann een do kuckt, wat fir Beruffsgruppen e bëssen erausfalen, no ënnen oder no uewen. No ënnen erausfalen, mat 7% nëmmen an där Pathologie - natierlech sinn aner Pathologië do méi staark vertrueden: Agriculture, sylviculture et pêche.

Ech wosst jo ëmmer schonn, dass Fësche berouegend wier, also och kee Stress verursaache géif. Spaass op der Säit!

Dir fannt och en ähnlechen Taux mat 9% an der Konstruktioun, wou natierlech awer all déi Maladies vum System, wat elo de Schankebau ugeet, natierlech iwwerweien.

Erausstécht awer do ee Secteur. Dat ass de Secteur vum Immobilier mat 34% vu Fäll, déi op Stress an ähnlech Pathologien zréckzeféiere sinn. Domat ass et also ganz kloer a wëssenschaftlech bewisen, dass zu Lëtzebuerg d'Baupräisser an de Secteur krank maachen a Stress verursaachen. Ech hunn et ëmmer vermutet, hei ass et dann elo nach eng Kéier schréftlech festgehalen.

Zum Schluss, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn hei.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ass kee Wiessel do?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Stäerkung vun de Moyene vum Contrôle médical de la sécurité sociale mat der Zilsetzung, besser ze behandelen an déi finanziell Mëttele besser anzesetzen am Kontakt an am Intérêt vum Patient, gëtt mat dësem Projet de loi festgeschriwwen a fënnt natierlech d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet direkt de Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus Merci un de Kolleeg Georges Engel fir säi gudde Rapport, sou wéi mir dat vun him gewinnt sinn, deen en haut de Mëtteg och hei gemaach huet.

Ech mengen, et ass elo praktesch alles schonn zu dësem Projet de loi, eiser Meenung no, gesot ginn, engem Projet de loi, deen eiser Iwwerzeegung no an eng gutt Richtung geet a mir wäerten och dofir d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn.

Ech wëll just hei zwou, dräi kleng Iwwerleeungen nach mat erabréngen. Déi éischt ass, wat d'Opstellung vum Contrôle médical ubelaangt. Ech mengen, et ass scho relativ impressionnant, déi Zuel vun zousätzleche Leit, déi derbäikommen. Mir sinn awer der Meenung, datt dat scho berechtegt ass, esou vill Leit bäizesetzen.

Mir wëssen och op där anerer Säit, datt d'Zuel vun eise Salariéen enorm an d'Luucht geet, datt d'Saachen, d'Kankheeten net méi einfach, mä méi komplizéiert ginn. Mir schwätzen hei vu fënnef Psychologen, déi bäikommen. Ech kommen dorop zréck. An ech mengen, duerch déi Opstockung kann ee sech erwaarden, datt net nëmmen d'Qualitéit mä och den Déroulement an och d'Berodungen, datt dat alles besser gëtt, an alles dat kann een nëmme begréissen.

Den zweete Punkt ass, wa mer haut soen, datt mer mussen am Contrôle médical fënnef Psychologen astellen, well eben déi Krankheete rapid an d'Luucht gaange sinn a praktesch iwwer 20% haut duerstellen, da muss dat eis awer och ze bedenke ginn, datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou de Stress oder de Mobbing op der Aarbechtsplaz esou zougeholl hunn, datt mer esou vill Leit hunn, déi domadder musse behandelt ginn, a mer da konsequenterweis och hei am Contrôle médical opstocke mussen.

An ech mengen hei, wa mer dat feststellen, da misste mer eis och iwwerleeën, méi konkret iwwerleeën, wat mer deem Phenomeen do mussen entgéintsetzen. Et ka jo net sinn, datt mer nëmme feststellen, datt do eng onwahrscheinlech Progressioun ass an datt mer da méi Leit hei astellen, wat muss sinn, mä ech mengen, mir missten d'Ursaachen eraussichen an och déi bekämpfen, well, wann ee kuckt, a wat fir engem Zäitraum déi enorm Progressioun do stattfonnt huet, dann ass dat wierklech erschreckend, dann ass dat wierklech erschreckend! A wann dat an déi Richtung weidergeet, da musse mer eis ganz vill Froe stellen.

An dofir mengen ech, Här President, wieren den Här Minister a mir alleguer gutt beroden, fir eis méi mat deem Phenomeen do ze beschäftegen, d'Ursaache konkret eraussichen an, hoffen ech dann och, déi néideg Weeër ze fannen, fir deem entgéintzewierken.

E weidere Punkt, deen ech nach wëll uschneiden, dat ass och mat dem Contrôle médical. Mir héieren dacks, wann ee mat Doktere schwätzt, datt se net averstane si mat deem Avis, deen de Contrôle médical vis-à-vis vun hirer Feststellung, vun hirem Avis ofgëtt. Et ass méi komplizéiert nach, mengen ech, wann et e Spezialist ass, e Spezialist, deen eng Feststellung mécht an da vun engem Dokter, deen déi Spezialisatioun net huet, vläicht en Avis kritt, deen dann anerer Meenung ass.

Elo doduerch, datt mer eng relativ grouss Zuel vun neie Leit do erakréien, awer net, mengen ech, weider Spezialisten, mä méi Generaliste wäerten dat ginn, mengen ech, gëtt dee Problem net geléist.

Et kann een natierlech net hei am Contrôle médical vun all Spezialisatioun e Spezialist astellen, well da géif d'Zuel nach enorm grouss ginn.

Mä misst awer net eng Regel sinn, datt, wann eng Feststellung gemaach gëtt vun engem Spezialist, datt dann och misst vun engem Spezialist op deemselwechte Gebitt, op deemselwechten Niveau en Avis vum Contrôle médical sinn? A misst et net, wann de Contrôle médical dann deen net intern huet, wat verständlech ass, misst dat dann net erausgoen, delokaliséiert gi bei en anere Spezialist hei am Land oder am Ausland? Mä et schéngt mir awer normal ze sinn, datt Expertisen, Avisen, datt déi nëmme kënnen op engem Niveau geschéien. An dann hätte mer, menger Meenung no, och eng ganz Rei vun Diskussioune dann aus der Welt schafe kënnen, wat elo am Ableck de Fall ass.

Dann - ech mengen, de Kolleeg Halsdorf hat dat ugeschwat - erhoffe mer, erwënsche mer eis, datt och déi Leit, déi en Handicap hunn an duerfir gären hir Kaart hätten, datt mer duerch dës Opstockung och elo méi schnell do Resultater kréien, well och do héiert een nach ëmmer vu Leit, datt dat eng relativ langwiereg Affär ass, bis se hir Pabeieren hunn.

Dat si just e puer Bemierkungen, e puer Froen. Mä generell gesinn, wéi ech dat am Ufank gesot hunn, ass dat hei e gudde Projet an e fënnt dofir eis Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. De leschte Riedner ass de Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mat deem Gesetz hei kritt de Contrôle médical méi Personal an och méi Kontrollfunktiounen an e kritt se, fir kënne méi käschtespuerend am Gesondheetswiesen ze agéieren. De Rapport seet däitlech, dass et ëm eng Maîtrise des coûts geet. Dat ass den Haaptobjet vun deem Gesetz hei, eiser Meenung no. Et ginn agestallt, et ass scho gesot ginn hei, 13 nei Kontrolleren, en Attaché de direction, e Pharmacien-inspecteur - déi Al hu se iwwregens erausgehäit, déi do waren, muss een och soen, déi laang do geschafft hunn -, fënnef Psychologen, en Infirmier, fënnef Expéditionnairen.

Et ass schonn hei vun de Psychologe geschwat ginn, déi jo noutwendeg wieren, well 24% vun de Krankmeldungen, esou hunn ech dat gelies am Projet, zréckzeféiere wieren op Mobbing a Stress. Déi Kontrolldokteren an déi Psychologe sinn natierlech net do, dat muss een awer och derbäisoen, fir déi Facteuren an de Betriber, déi krank maachen, fir déi ze behiewen. Si hunn natierlech kee Recht, fir an de Betrib ze goen, fir do Kontrollen ze maachen a fir do ze kucken, dass déi Facteuren, déi krank maachen, och erëm verschwannen. Dofir hu se keng Befugnisser. Dat ass jo kloer.

Déi Kontrolldokteren, déi Psychologe sinn do, fir d'medezinesch Käschten ze iwwerwaachen, déi an deem Kontext vu Mobbing a Stress méi der Krankeversécherung entstinn. A si erfëllen hir Missioun net op d'Käschte vun der Krankeversécherung an och net op d'Käschte vun deenen, déi do drabezuelen, dorënner och d'Patronen, mä si erfëlle se op d'Käschte vum Stat.

De Contrôle médical ass net, wéi ee kéint mengen, en Organisme vun der Sécurité sociale, mä et ass eng Statsverwaltung. Déi Statsverwaltung soll nei Befugnisser no deem Gesetz hei bäikréien. Déi Befugnisser waren an der urspréngleche Fassung vum Text ganz wäit gefaasst, wat och menger Meenung no op de Geescht, deen eigentlech deem Gesetz do zugronn läit, gewësse Réckschlëss erméiglecht.

Urspréinglech war zum Beispill geplangt, dass d'Kontrolleren ouni Umeldung tëschent 8.00 Auer an 18.00 Auer bei all Dokter, bei all Prestataire, an all Spidol onverhofft kënnen eragoen an do Dokumenter verlaangen, Dokumenter, déi se iwwregens souwisou musse kréien, wa se se ufroen, haut schonn.

Zweetens ass och do virgesi gewiescht, dass se tëschent 8.00 an 18.00 Auer kënnen an e Spidol goen, fir dee Patient, deen do läit, ze ënnersichen, ouni Umeldung. Op Oppositioun vum Statsrot ënner anerem ass déi éischt vun deene Mesurë komplett verschwonnen an déi zweet ass ofgeschwächt ginn, an deem Sënn, dass d'Kontrolldoktere sech virdru musse beim Direkter vum Spidol umellen, wa se e Patient besiche ginn.

An ech froe mech eigentlech, firwat se mussen an e Spidol goen. Ech mengen, et ass jo kloer, wann een an engem Spidol läit, dann ass e krank, e ka sech och net déplacéieren an ech mengen, eleng de Beweis, dass e krank ass, geet jo schonn doraus ervir, dass en hospitaliséiert ass. Ech hunn dofir ni verstanen, firwat déi Visitte vun de Kontrolldoktere sollen an de Spideeler geschéien.

Och déi drëtt Bestëmmung, déi och eigentlech, menger Meenung no, op dee gewësse Geescht, dee Kontrollgeescht do, deen iwwerzunne Kontrollgeescht hindeit, ass erausgeholl ginn, och opgrond vun engem Avis vum Statsrot. Sou konnten zum Beispill d'Kontrolldokteren, de Contrôle médical onugefuerdert an direkt mat Patiente schwätzen, mat deenen emol schwätzen iwwer hir Behandlung an deenen emol vläicht soen, dass hir Behandlung eigentlech misst „dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité des traitements“ erfollegen. Dat ass Gott sei Dank verschwonnen, och well d'Doktere selwer, d'Dokteschorganisatiounen net domat d'accord waren, well se et zu Recht ugesinn hunn als eng Amëschung an hire Beruff.

Elo kënnen d'Kontrolldokteren, wa se gefrot ginn ausdrécklech vun engem Patient, ëmmer nach och eng Diagnos maachen oder eng Meenung iwwer en Traitement äusseren. Ech fanne perséinlech, dass dat eng gutt Léisung ass, déi do fonnt ginn ass. Et muss ee soen, dass dëse Projet de loi och verbessert ginn ass an der Prozedur. Dat trëfft net onbedéngt op deen nächsten zou, dee mer diskutéiere wäerten.

Et ass trotzdeem ze fäerten, mengen ech, dass den Ausbau, an där Form, wéi en hei geschitt, vum Contrôle médical, awer d'Befierchtung bei mir ervirrifft, dass do eng Usine à gaz soll geschafe ginn, déi der Regierung soll erméiglechen, vill besser d'Hand ze halen op d'Käschtenentwécklung am Gesondheetssecteur.

An ech mengen, wann ech de Regierungsprogramm liesen, da geet dat jo och eigentlech doraus ervir. De Regierungsprogramm schwätzt vun Économies substantielles, déi solle gemaach gi bei der Reform vum Contrôle médical. Et gëtt och ëmmer erëm gefuerdert vu Bréissel an deene Recommandatiounen, déi do gemaach ginn, dass ee misst d'Käschtenevolutioun am Gesondheetssecteur besser ënner Kontroll kréien.

Ech sinn net onbedéngt géint Aspuerungen. Ech fannen och, dass Aspuerunge kënne sënnvoll sinn. Mä ech mengen awer, dass an deem Geescht, wéi ee se hei vläicht gesäit, se net ëmmer am Interessi vum Patient sinn, an ech gleewen och prinzipiell net drun, dass ee prinzipiell mat manner ka méi erreechen am Interessi vum Patient.

Dat Käschtespueren ass och eigentlech kloer beim Haaptpunkt vun dëser Reform: Dat ass d'Interventioun vum Contrôle médical während der Lohnfortzahlung. Et ass eigentlech nach relativ wéineg doriwwer geschwat ginn. Hei gëtt och kloer gesot, dat seet d'Regierung zum Beispill an hirer Äntwert am Semestre européen, dass et drëm geet, fir och

d'Mutualitéit vun de Betriber ze entlaaschten, déi jo déi Lohnfortzahlung während deenen éischten dräi Méint an de Betriber mécht.

Elo soll de Contrôle médical scho ganz fréi kënne sech do amëschen, Leit och ruffe fir e Contrôle, a wann da festgestallt gëtt, dass laut Contrôle médical se apte wieren, fir hir Aarbecht ze maachen, da bënnt och déi Décisioun de Patron an de Salarié. De Salarié muss schaffe goen an de Patron kann da soen, dass hien ophält, elo de Loun weiderzebezuelen, well et jo kloer wier, dass de Salarié jo net méi krank wier.

Wann en tatsächlech jo net méi krank ass, dann ass dat jo eng gutt Saach. Mä et kann awer och dacks sinn, et kënnt och dacks vir, vill Décisioune vum Contrôle médical ginn och ëmgedréit am Conseil arbitral an de Juridictioune vun der Sécurité sociale. Et kann och sinn, dass de Salarié awer net der Meenung ass, dass en erëm apte wier, fir schaffen ze goen, dass e Recours mécht virum Conseil arbitral.

Dann ass dach eppes Positives an Neies hei an deem Gesetz dran, dat ass, dass déi Period vu sechs Méint, wou een normalerweis Kënnegungsschutz huet, wann ee krank ass, dass déi verlängert gëtt, bis dass eng definitiv Décisioun gefall ass. Dat ass positiv. Den Hoken ass just, während där Zäit huet een natierlech keen Akommes, och wann herno, wann ee Recht kritt, dat Akommes erëm nodréiglech hiergestallt gëtt, doduerch dass d'Mutuelle dann och de Loun nodréiglech bezilt. Mä et ass een an engem Aarbechtsverhältnis dran. Et huet een och kee Recht op de Cômage, well et huet ee jo en Aarbechtsverhältnis. Et kann een also net sech als Chômeur während där Zäit aschreiwen, déi awer ganz laang dauere kann, wann een déi ganz Prozedur bis zum Enn geet. Ech froe mech iwwregens, ob een den RMG kritt während där Zäit. Dat ass mer net ganz kloer.

Op jidde Fall wäert dat d'Leit net incitéieren, fir an deene Fäll an der Krankheet ze bleiwen, mä vill Leit wäerten dann erëm schaffe goen, obscho se eigentlech nach krank sinn. An ech fannen, dat ass net gutt an net richteg. Dat hëlleft iwwregens och der Krankekeess Sue spueren, net nëmmen der Mutuelle. An ech mengen, hei ass e Fall, wou de Salarié eleng de Risiko vun enger Prozedur dréit, an ech fannen dat net gutt.

Da kënnt nach derbäi, dass och hei net drasteet, wat mat dem Contrôle geschitt, deen de Patron organiséiert vun der Krankheet, well Dir wësst jo, dass d'Patronen och kënnen e Salarié bei e Kontrolldokter vun hinne selwer schécken. An d'Jurisprudenz ass leider esou, dass dann, wann de Salarié den Zertifikat bréngt vu sengem Dokter, dass dann de Patron ee ka brénge vun engem Kontrolldokter vun him, deen de Contraire seet. Dann ass nach näischt geschitt. Mä wann en en zweete bréngt, da sinn zwee Zertifikate géint een an et ass am Fong geholl eng Course, eng Vitessecourse herno, wien déi meeschten Zertifikate bréngt a wien een Zertifikat méi bréngt wéi deen aneren. An dat ass eng ongesond Situatioun.

An ech fannen, dass et ëmsou méi eng ongesond Situatioun ass, wa mer elo gläichzäiteg dee Contrôle do aféieren duerch de Contrôle médical. An op d'mannst hätt hei misse gesot ginn, dass déi parallell Medezin do, déi vun de Patronen organiséiert ass, déi déi och wëllen onbedéngt bäibehalen, dass déi domat elo eriwwer ass. Dat geschitt awer hei net. Au contraire, déi Fro gëtt opgelooss!

An am Fong geholl ass domat dat erreecht, wat d'Patronatsorganisatiounen ëmmer wollten. Si hunn ëmmer vun engem „double trigger" geschwat, vun enger „double détente", engem System vun „double détente", wou se d'Méiglechkeet hunn, ze spillen tëschent dem Contrôle médical an hirem eegene private Contrôle. An an deem Contrôle selwer kënne se dann och natierlech Licenciementer maachen an da sinn d'Leit dobaussen an hunn näischt dovun.

Duerfir menge mer, dass, global gesinn, dëst Gesetz e schlecht Gesetz ass, an duerfir kënne mer dat Gesetz och net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an den Här Sozialminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif fir d'Éischt emol vun dëser Plaz aus engersäits dem Rapporteur félicitéiere fir dee schréftleche Rapport, mä virun allem och de mëndleche Rapport, deen en hei eriwwerbruecht huet. Ech mengen, en huet a kuerze Wierder engersäits den Objet vun dësem Projet de loi eriwwerbruecht, virun allem awer och definéiert, wat an Zukunft ganz kloer d'Missioune vum Contrôle médical sinn, awer och d'Ausriichtunge sinn. Duerfir, mengen ech, kann ee sech opgrond vum Rapport wierklech ganz kloer orientéieren, fir d'Wichtegkeet vun dësem neie Gesetz ze gesinn.

Ech soen och der Kommissioun vun der Sécurité sociale an dem Travail Merci, déi a ville Sitzungen hei un dësem Projet geschafft huet, déi flott intervenéiert huet. A wéi vu ville Riedner gesot ginn ass, gouf dëse Projet am Laf vun den Diskussiounen, am Laf vun de Sitzunge mierklech verbessert op enger ganzer Rei vu Punkten.

E gouf och verbessert op enger Rei vu Punkten, déi opgeworf goufe säitens vum Statsrot, soudatt mer, mengen ech, hei en neit Gesetz iwwert de Contrôle médical hunn, iwwert de Fonctionnement, iwwer seng Missiounen, dat deem Rechnung dréit, wat mer jo och generell amgaang sinn ze maachen an deem ganze Volet vun der Sécurité sociale, sozialer Sécherheet engersäits, awer och a Verbindung mat der Aarbechtwelt op där anerer Säit, mam Travail a mam Emploi.

Dat heescht, datt mer dat probéieren an Zukunft eben och fir d'Ofsécherung vun eise Systemer, souwuel deem vun der Assurance maladie/maternité wéi op där anerer Säit och vum Pensiounssystem, datt mer kucken, esou vill wéi méiglech d'Leit an der Aarbechtswelt ze behalen, ënner natierlech deene Bedéngungen, wéi se et kënne maachen, mat deene Fäegkeeten, déi se hunn. An duerfir ass grad dee Punkt ee vun deene wichtegen, an dee wëll ech erauszéien.

Dann, wa mer schwätzen iwwert d'Reform vum Contrôle médical, déi op enger Säit, mengen ech, d'Missioune feststellt, wéi ech gesot hunn, an déi nei Missiounen dobäigëtt, mä ass eng Missioun sécher a wäert ëmmer déi bleiwen, duerfir heescht e jo net fir näischt „Contrôle", ech mengen, dat ass de Contrôle evidenterweis. Dat ass de Contrôle awer an engem Mooss, datt ech selbstverständlech och viru probéieren, Gerechtegkeet doranner ze kréien, ze kucken, datt ee wéi deen aneren d'selwecht behandelt gëtt, an dann, wa muss sanktionéiert ginn, dann och sanktionéiert gëtt.

Ech mengen, et ass awer och ganz kloer hei erausgaangen, an ech mengen, dat ass och ganz kloer an de Sitzungen erausgaangen, datt de Patient am Mëttelpunkt soll stoen an datt et ëm de Patient geet an eng richteg Orientéierung vum Patient, an déi richteg Conseile un de Patient matzäit solle geschéien. Ech mengen, dat ass eng vun de wichtegen Neierunge an deem Gesetz, déi mer erëmfannen, datt d'Leit éischter kënnen d'Salariéë gesinn, fir se richteg ze orientéieren, och medezinesch richteg kënnen ze begleeden a selbstverständlech ëmmer, esou wéi dat och mam Contrôle médical ass, dat an Zesummenaarbecht mat dem behandelnden Dokter, net géint hien, mä zesummen dat ze maachen, am Interessi vum Wuelbefanne vum Patient op där anerer Säit.

An ech mengen, datt dat geléngt. Dat gesäit een och an de leschten Zuelen, déi een erëmfënnt. Ech kommen herno kuerz op den Absentéismus zréck. Mä ech kommen awer och virun allem drop zréck, wann ee gesäit, datt een och d'Entwécklung vun deenen eenzelnen Invalidepensiounen huet, an op där anerer Säit awer och gesäit, an dofir ass et jo gutt, datt mer haut och zesummen dëst Gesetz mat deem Projet de loi vum Reclassement interne an externe hei stëmmen, datt dat zesummegehéiert, well ech mengen, et ass evidenterweis esou, datt, wa mer d'Leit zur richteger Zäit gesinn, datt mer se mat Zäit aus der Krankmeldung eraushuelen, fir hinnen eng nei Orientatioun ze ginn, datt mer dann och d'Chance hunn, datt mer se kënnen an der Aarbechtswelt behalen engersäits, andeems mer eben e Reclassement interne proposéieren, respektiv op där anerer Säit virun allem och se kucken a mat Zäit evaluéieren, ob déi Persoun effektiv invalid ass an net méi ka schaffen. Dat hëlleft och der Persoun am eegene moralesche Bewosstsäin, mengen ech, virunzekommen an net hei iwwer laang Prozeduren ze schleefen. An ech kommen herno och nach eng Kéier kuerz op déi ugesprachen 52 Wochen hei zréck.

Et ass awer och esou, datt an dësem flotten Débat, dee mer och de Mëtteg hei haten, vill Punkten och wäit iwwert de Kader vun dësem Gesetz vum Contrôle médical eraus ze fanne sinn. Et si ganz vill Punkten, déi hei erausgoungen iwwer net nëmmen d'Prise en charge, mä generell d'medezinesch Versuergung hei am Land an doriwwer eraus, wéi adaptéiert et ass, Leit, Patienten hei ze behandele respektiv am Ausland ze behandelen.

Do just eng Zuel, déi weist, datt op kee Fall geschafft gëtt dogéint, respektiv blockéiert gëtt, fir Leit an d'Ausland ze transferéieren: Emmerhi sinn 2014 14.000 Transferten an d'Ausland genehmegt ginn, wat also eng enorm Zuel ass a wou ee gesäit, datt also hei am Interessi vum Patient et all Kéiers gesi gëtt an op kee Fall ee Blocage an dësem Beräich ass.

Datt de Contrôle médical, mengen ech, gutt funktionéiert, huet domadder och ze di gehat, datt mer scho matzäit och probéiert hunn, och d'Personal esou opzestocken, elo schonn, an dat ass richtegerweis hei gesot ginn, datt mer am Kader vun der Direktiv, wat d'Droits des patients ubetrëfft, schonn zwee Leit zur Verfügung gestallt kruten.

Dofir war ech jo och, Här Halsdorf, domat d'accord, datt vun deene 15 virgesinne Medeziner elo am Endeffekt der nëmmen 13 zréckbehale goufen. Mir hunn also am Kader vun eisen Debatten dës Zuel adoptéiert a si selbstverständlech zréckgaangen op déi 13, fir dann eben 13 plus 2, 15 ze hunn an dann eben och deem Rechnung ze droen, well et ass eis bewosst, datt grad déi Personalopstockung keng Explosioun vun de Käschte soll ginn.

Dat gëtt och keng, well wann een op där anerer Säit gesäit, wéi engersäits, wann duerch déi richteg Uwennung vum R4 eng ganz Rei vun Aspuerunge gemaach ginn, dann ebe virun allem awer och opgrond vun der Orientéierung vun de Leit an datt se éischter kënne gesi ginn, och hei, mengen ech, eng ganz Rei vu Gelder kënnen agespuert ginn, gëtt dat mat Sécherheet eng Balance, déi drakënnt, sécher net am Ufank, mä éischter iwwer eng moyenne Période.

Et ass jo evident, datt all déi Leit, déi elo sollen agestallt gi vum Contrôle médical, net vun haut op muer zur Verfügung stinn, well effektiv sinn dat meeschtens Spezialisten, déi musse gesicht ginn. An ech mengen, hei ass och eng Sisyphusaarbecht, déi leeft, soudatt ech hoffen, datt mer iwwert déi nächst Joren dës Leit fannen.

An et ass genausou, wéi et hei gesot gouf: Mir brauchen an Zukunft och eng Rei Spezialisten, déi deenen neie Krankheetsbiller entspriechen, déi also och d'Leit kënne ënnersichen op déi Facteuren, déi hei ugeschwat gi sinn, sief et Stress, sief et Mobbing op der Aarbechtsplaz, also all déi Facteuren, wou mer d'Patienten, wou mer d'Assuréë musse gesinn, fir se dann och engersäits richteg ze beuerteelen, mä virun allem och richteg opzefänken.

An hei, mengen ech, gesäit ee richtegerweis grad, datt mer virun allem en Absentéismus hunn - an et sinn eng Rei vun Zuelen, déi hei genannt goufen, wéi effektiv den Absentéismus hei zu Lëtzebuerg ass -, deen op engem ganz niddregen Niveau ass - dat ass richteg gesot ginn - par rapport zu eisen Nopeschlänner, och dat muss een eng Kéier ganz haart soen, an datt mer souguer vun 2013 op 2014 eng liicht Baisse haten, soudatt mer an der Tëschenzäit vun 3,73% zréckgaange sinn op 3,64%, wat eng éischte Kéier zënter 2006 ee Réckgang ass.

Et ass awer och richteg, datt grad déi Beräicher, déi ugeschwat goufen, déi vu Stress, déi vu Mobbing, déi vu physescher a psychescher Belaaschtung, datt déi amgaang sinn, sech ze stabiliséieren, awer sech ze stabiliséieren op engem relativ héijen Niveau.

An dofir hu mer jo och dat Gremium, de Groupe de haut niveau absentéisme (veuillez lire: Groupe de haut niveau Observatoire de l'absentéisme), dat regelméisseg zesummekënnt - dat, mengen ech, eng leschte Kéier zesummekoum den 8. Juni 2015 -, wou mer net nëmmen engersäits d'Zuele kucken, wéi den Absentéismus sech an deene Joren entwéckelt, mä wou mer och kucken, wat Piste sinn, déi mer zesumme mat de Sozialpartner kënnen elaboréieren, fir deem entgéintzegoen.

Dat ass sécher e bessere Fonctionnement vum Contrôle médical, wat ee vun de Punkten ass. Dat ass op där anerer Säit awer och: Wéi kënne mer Incitatiffe schafen, fir datt mer ganz einfach déi heite Problemer évitéieren, souwuel bei den Assuréë wéi och bei den Employeuren? An dofir si mer amgaang, eng ganz Rei vu flotte Projeten de Moment auszeschaffen, déi mer eis ginn hunn, déi mer wäerten am Hierscht erëm eng Kéier mat de Sozialpartner diskutéieren an déi de Moment vun der IGSS ausgeschafft ginn, fir dann ze kucken, net einfach ze probéieren, den Absentéismus erofzedrécken, neen, fir effektiv de Problem an d'Kärfro ze beschaffen an och opzeschaffen, soudatt mer och hei, mengen ech, déi gutt Resultater eraus kënne kréien, déi ech an der Tëschenzäit amgaang sinn ze entwéckelen.

Wat d'Problematik ubetrëfft - wat eng war, déi sech e bësse wéi e roude Fuedem duerch déi zwee Projet-de-loien duerchgezunn huet - vun den 52 Wochen, 52 Wochen, déi d'office eigentlech e CDI-Kontrakt auslafe loossen, mengen ech, ass et esou, datt mer eng Léisung fonnt hunn. Selbstverständlech muss een där (veuillez lire: där Problematik) Rechnung droen. An déi Fäll, vun deene mer hei geschwat hunn - an ech mengen, mir hu geschwat vun 240 (veuillez lire: 270), wéi am Rapport steet -, do kann een effektiv herno déi Fäll, déi och wierklech erëm fäeg sinn, fir op dem Aarbechtsmaart ze bleiwen - et geet jo ëm déi -, erauskristalliséieren, déi och duerno erëm kënne schaffe goen an déi och duerno erëm kënnen an der Aarbechtswelt sech betätegen; do leie mer ëm déi 40 Fäll.

An ech mengen, no enger éischter Ronn, déi mer gedréit hunn engersäits an der Tripartite, wou et festgeschriwwe gouf, ass et diskutéiert ginn am Comité permanent du travail et de l'emploi, duerno och nach eng Kéier am Groupe de travail „protection sociale", dee mer geschafen hunn am Kader vun der Tripartite. An do hunn d'Sozialpartner sech engagéiert, am Kader vun der CNS eng Léisung zesummen ze fannen, fir ze kucken, wéi effektiv hei déi Indemnité pécuniaire, déi elo scho virgesinn ass, kéint verlängert gi laut de Statutte vun der CNS, an do, wou een ënner bestëmmten Ëmstänn kéint Verlängerunge maachen, fir déi eng länger Period ze maachen, fir eben deenen eenzelne Salariéen d'Chance ze ginn, déi eng gewëssen Zäit nach méi brauchen, fir iwwert déi 52. Woch ze kommen, fir erëm fit ze si fir op den Aarbechtsmaart, fir deenen och wierklech déi Chance ze ginn an ze loossen, datt een dat ka realiséieren.

Alles dat, mengen ech, huet als Zil virun allem och, datt een, deen eng länger Krankheet hat, och en Objektiv muss hunn, datt en net vun engem Dag op deen aneren niewent senger Krankheet och keen Aarbechtskontrakt méi huet an dann de Wee an de Chômage muss sichen. Ech mengen, dat ass d'Zil dovunner, an esou wéi ech d'Tripartite verstanen hunn, ass dat och d'Zil vun den eenzelne Sozialpartner. Dofir sinn ech iwwerzeegt, datt mer an deenen nächste Wochen an och an deenen nächste Méint zousätzlech Konklusioune wäerte bréngen. Mir hunn eis do als Date limite den Oktober ginn, wann d'Tripartite eng nei Kéier zesummekënnt, fir dann och e konkret Resultat kënnen ze presentéieren.

Ech muss soen, datt dat ee vun deene wichtege Punkten ass, déi mer mat Sécherheet och parallell zu dësem Projet matdiskutéiert hunn an, mengen ech, wat och eng gutt Léisung ka bréngen. An Zukunft ass et, wéi gesot, och esou, datt de Contrôle médical nach besser wäert opgestallt ginn.

Ech muss soen, datt de Contrôle médical en exzellente Fonctionnement huet, wou eng gutt Zesummenaarbecht an der Tëschenzäit och ass mat de behandelnden Dokteren, awer och mam Collège médical op der Plaz, datt mer an deenen nächste Wochen a Méint, Jore souguer, och musse kucken, datt mer déi richteg Spezialiste fannen, déi och hei hir Aarbecht kënne leeschten. Ech sinn iwwerzeegt, datt eis dat ka gelengen. An ech sinn och an deem Sënn frou, datt dëse Projet de loi, mengen ech, eng ganz grouss Zoustëmmung säitens vun dësem Parlament fënnt an datt mer heimadder also och kënnen dëse Projet de loi schnellstméiglech ëmsetzen.

Wann Der erlaabt, Här President, vläicht nach kuerz zur Motioun, déi eragereecht gouf, eng Motioun, déi mat Sécherheet eng ganz Rei vu Punkten enthält, déi sënnvoll sinn. Mä wann ee se eenzel beliicht eng Kéier, mengen ech, sinn dat Saachen, déi am Prinzip lafen de Moment. Et sinn effektiv gutt Ureegungen, wann Der zu Recht sot: Wann de Contrôle médical elo fonctionnéiert, musse mer deen eng Kéier bilanzéieren. Richteg!

Am Virfeld dozou bei de Considérantë sot Der, datt mer virdrun hätte missen e Bilan maache vun der Reform, ier mer dat heite gemaach hunn. Dat ass eng Diskussioun, déi mer an der Chamberskommissioun gefouert hunn, wou mer der Meenung waren, mir sollten net nach waarden, ier mer eng Reform vun dësem Contrôle médical géife maachen. Mir sollen e virun allem och parallell maache mat dem Gesetz iwwert de Reklassement. An dofir grad, mengen ech, si mer haut an der Chamber, fir dëst Gesetz ze stëmmen. An ech mengen, et wier ze fréi, fir op dësem Punkt elo schonn e Bilan ze maache vun engem Gesetz, dat mer elo stëmmen. Do kann een au fur et à mesure kucken, wéi d'Saach sech entwéckelt.

Eng zweet Invitatioun un d'Regierung ass déi, fir e Plan hospitalier opzestellen. Ech mengen, do ass d'Santé de Moment amgaang, dat ze maachen. Och dat leeft; déi Aarbecht ass amgaang sech ze dunn.

A wat d'Introductioun ugeet vun enger neier Nomenclature, lafen och hei d'Aarbechten. Dir wësst, datt déi Aarbechten net esou einfach sinn, well hei eng ganz Rei vun Opschaffunge vun deenen eenzelnen Nomenclaturë sinn. Mä och do ginn d'Aarbechten zügeg virun, genau wéi wat d'Transparenz vum Finanzement vum System ubetrëfft. Och hei, mengen ech, geet et jo drëm, datt mer eng Rei vu Mechanismen abauen hin zu enger Documentation hospitalière, ënner anerem, virun allem och den Ausbau awer vun enger Agence eSanté, déi soll fonctionnéieren. Alles dat sinn Elementer, déi amgaang sinn ze lafen. An dofir mengen ech, datt hei richteg drop higewise gouf, datt et awer ze fréi ass, d'Regierung nach eng Kéier opzefuerderen zu eppes, dat se ounideem amgaang ass ze maachen.

Dofir géif ech d'Chamber opfuerderen a soen, datt dat heite vu mir aus de Moment superfétatoire ass an datt een dofir soll ofwaarden, bis déi eenzel Prozesser lafen. A wann dann effektiv hannendru keng konkret Mesurë kommen, da kann een déi hei Motioun nach ëmmer eng Kéier opgräifen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren, soe Merci fir déi breet Zoustëmmung an ech sinn iwwerzeegt, datt mer op Basis vun dësem flotte Projet de loi zesumme mam Reklassement, dat mer elo wäerten diskutéieren, och eng gutt Orientatioun vun de Salariéë wäerte fannen an domat och kënnen dozou bäidroen, datt mer méi Leit an der Aarbechtswelt behalen an domat och eng gewëssen Zefriddenheet bei jiddwerengem kënne schafen.

Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der eng Bemierkung vum Jean-Marie Halsdorf, Auteur vun der Motioun?

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kann dat, wat de Minister elo hei gesot huet, novollzéien. Mä et wär awer vläicht interessant, well grad d'Madame Gesondheetsminister net hei ass, dass ee vläicht eng Kéier géif déi Motioun an déi zwou Kommissioune verweisen, et géif een eng Kéier eng Réunion jointe maachen an et géif een dann zesummen de Point maachen op den eenzelne Punkten. Dat wier am Intérêt vu jiddwerengem; dann hätte mer Transparenz, wou déi Dossieren dru sinn, well et jo awer e Ganzt ass, an ech mengen, dat wär net onsënneg, wann een dat géif maachen.

Dat wier eng Propositioun, déi ech géif maachen: Kéint een dat net an d'Kommissioune verweisen, an déi zwou, et géif een eng Kéier eng Jointe maachen, déi zwee Ministere wären do - Dir wäert do an d'Madame Gesondheetsminister -, an da géif een de Point maachen?

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Bon, ech mengen, datt de Moment, wéi ech gesot hunn, fir mech dës Motioun eng Motioun ass, wou sécher an engem gewëssene Sënn eng Logik hannendrun ass, mä zu engem richtegen Zäitpunkt (veuillez lire: mä datt et net de richtegen Zäitpunkt ass). Ech mengen awer, datt d'Regierung an deenen nächste Méint wäert liwweren hei, sou datt ech géif bei menger Propositioun bleiwen a soen, datt zu dësem Moment och an de Kommissiounen dës Froe jo ëmmer kënnen opgehäit ginn. Wa Kommissioune sinn, kann d'Fro jo deenen zoustännege Ministere gestallt ginn an der Sécurité sociale respektiv och an der Santé. Mä ech mengen, datt mer dofir net mussen de Moment elo speziell eng Commission jointe maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet ukomm. Mir stëmme fir d'Éischt iwwert de Projet de loi of an da komme mer zur Motioun, wann ech mech net ieren.

(Assentiment)

Also géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6656 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6656 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6656 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Merci. Domat ass de Projet dann ugeholl.

A mir géifen zur Motioun iwwergoen, wou de Minister Stellung geholl huet a wou den Här Halsdorf eng Propos gemaach huet.

Au vote?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Okay. Da gi mer zur Ofstëmmung iwwer. Déi, déi mat der Motioun averstane sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi net domat averstane sinn, mat Neen. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

23 Deputéierten hu mat Jo gestëmmt, 34 mat Neen, bei 3 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet 6555 iwwert de Reclassement professionnel. An hei, am Garde-à-vous, steet schonn de Rapporteur, den Här Frank Arndt. Här Arndt, Dir hutt d'Wuert.

6. 6555 - Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir déi léif Wierder. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6555, wéi vum President ugekënnegt, ass iwwert d'Reklassementsgesetz. Bon, d'Reklassementsgesetz ass ee Projet, deen 2013 déposéiert gouf vun der leschter Regierung, ënnert der LSAP/CSV-Regierung, an dunn op den Instanzewee bruecht ginn ass.

Dëse Projet de loi, deen erfuerdert, wéi vill Projeten, Kompromësser. Wéi wäit geet een? Geet en ze wäit? Geet een net wäit genuch? Dat gouf an der Kommissioun des Breederen an des Weideren diskutéiert. An et ass ee Kompromëss, denken ech, och erauskomm dobäi.

Wat wëlle mir mat dësem Projet de loi? Natierlech verbesseren, d'Leit opfänken, ee soziaalt Netz fir d'Leit spaanen, déi net méi kënnen hir lescht Aarbecht maachen, hinnen d'Méiglechkeet ginn, fir hir Aarbechtsplaz oder hir Aarbechtszäit esou unzepassen, fir weider kënnen am Betrib ze schaffen, oder awer hinnen hëllefen, fir eng aner Aarbecht ze fannen, déi hire Capacitéiten entsprécht. Dat war an et ass d'Zil vum Reklassementsgesetz, dat duerch dëse Projet de loi nach emol soll reforméiert a verbessert ginn.

De Projet de loi iwwert de Reklassement, e puer Fakten: Déposéiert gouf en de 14. Mäerz 2013 vum Minister Nicolas Schmit, d'Avise sinn erakomm vun der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics, den Avis vun der Chambre des Métiers an den Avis vun der Chambre de Commerce, och d'Avise vum Conseil d'État sinn erakomm, zweemol. Um Ordre du jour vu sechs Réuniioune stoung dëse Projet de loi. D'Analys ass gemaach ginn. Den Avis vum Conseil d'État an duerno d'Adoptioun vun enger Serie vun Amendementer si gemaach ginn. An de Rapport ass ugeholl ginn op den 29. Juni 2015.

De Projet gesäit eng Partie Ännerungen a Verbesserunge vum Reklassement vir, wéi zum Beispill een neien Zougang zu der Prozedur vum Reklassement iwwert déi medezinesch Ënnersichung vum Aarbechtsdokter, eng Accélératioun vun der Prozedur, eng eendeiteg Preferenz fir de Reclassement interne. An Zukunft wäerten däitlech méi Entreprisen ënnert d'Bestëmmung vum interne Reklassement falen. Parallell gëtt d'Taxe compensatoire eropgesat, déi als Sanctioun virgesinn ass.

De Projet de loi féiert ee regelrechte Statut a fir d'Salariéen am Reclassement externe. D'Berechnung vun der Indemnité compensatoire, déi ee Lounausfall soll kompenséieren, gëtt méi einfach ze berechnen. Och op d'Indemnité professionnelle d'attente, déi e Reclassé externe ënner gewëssene Konditiounen zegutt huet, wann en um Enn vum Chômage keng nei Plaz fonnt huet, op déi gëtt an Zukunft cotiséiert. An ech denken, datt dat e grousse Virdeel ass, wann een zum Beispill de Fall hëlt vun engem 55-jährege, deem säi Chômage eriwwer ass, an deen da bis 65 Joer misst waarden, bis e seng Alterspensioun kéint kréien, hei awer nach weider ka cotiséieren iwwert deen dote Wee an da mat 57 Joer respektiv mat 58 Joer seng virgezunnen Altersrent ka kréien.

Déi Leit am Reclassement professionnel externe, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, kënnen an Zukunft sougenannten Travaux d'utilité publique maache beim Stat, bei de Gemengen, Gemengesyndikater, Établissement-publicken an de Fondatiounen. All reklasséiert Leit wäerten an Zukunft periodesch enger Réévaluatioun ënnerzu ginn a kënnen hire Statut verléieren, wa se erëm hir Capacitéiten zréckgewonnen hunn, déi se virdrun haten.

Ech wäert duerno méi am Detail op déi eenzel Mesuren agoen, wéi se fonctionnéieren an ënner wéi enge Konditiounen.

Nach e puer Wierder zum Historique: D'Geschicht vum Reklassement geet am Fong zréck op een Uerteel vun der Cour de cassation vum 28. November 1996, déi deen deemolegen Artikel 187 vum Code des assurances sociales anescht interpretéiert huet, wéi et bis dohinner de Fall war. Bis zu deem Moment ass een Assuré als invalid deklaréiert ginn, wann en net méi konnt dee Beruff ausüben, an deem hie bis dohinner geschafft hat, oder awer, wann en incapabel war, een anere Beruff auszeüben, dee sengen Aptituden entsprach huet. Et ass bis dohinner duergaangen, wann eng vun deenen zwou Konditiounen erfëllt war.

Nom besoten Uerteel awer huet een als Assuré missen déi zwou Konditiounen, also net méi kënnen eleng am Beruff schaffen an net kënnen an engem anere Beruff schaffen, erfëllen. Vun do u gouf d'Invaliditéit also vill méi restriktiv ausgeluecht an och zougesprach.

D'Konsequenz war, dass vill manner Assuréen an d'Invaliditéit erakoumen, an dat obschonns se déi Aarbecht, déi se virdru gemaach haten, net méi konnte maachen, wat fir vill Assuréen schwéierwiegend Konsequenzen hat. Dacks si se vun engem Krankeschäin an deen nächste gefall, éier se sech bewosst gi sinn, dass se definitiv net méi esou récupéréiere géifen, fir erëm wéi virdrun an hirem Beruff virunzeschaffen.

A wann dann no 26 Wochen de Kënnegungsschutz ofgelaf ass, da soutzen der vill vun hinnen op der Strooss. Chômage hate se jo keen zegutt, well een dofir jo huet mussen disponibel si fir den Aarbechtsmaart. An dat ware se jo net. A wann dann d'Recht op Krankegeld ausgelaf war, dann ass nach just den RMG bliwwen. Fir esou Situatiounen ze évitéieren an opzefänken, ass d'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle ausgeschafft a gestëmmt ginn. Hei goung et drëms, fir dee soziale Schutz vun de Betraffenen ze verbesseren a fir d'Salariéen esou gutt wéi méiglech um Aarbechtsmaart ze halen.

Zweemol gouf deemools nogebessert. D'Gesetz vum 21. Dezember 2004 sollt, oder besser gesot hat als Zil, dass d'Assuréë besser a méi séier en charge konnte geholl ginn a bei déi passend Servicer orientéiert ginn.

Dee sougenannten R4 ass de Mëtteg hei vill ernimmt ginn. U sech war d'Iddi awer gutt. Et war dee richtege Wee, denken ech. Oft läit den Däiwel am Detail, wéi vum Dokter Mertens hei gesot ginn ass, mä awer dee richtege Wee war et op jidde Fall, well, wann et mat Zäit erakomm wier, dann hätt do och kënne mat Zäit vum Contrôle médical scho reagéiert ginn.

D'Gesetz vum 1. Juli 2005 hat als Zil, virun allem de Kreess vun de Bénéficiairë méi grouss opzemaachen och fir déi Leit, déi ënner anerem an der Invaliditéit waren an net méi d'Konditioune vun der Invaliditéit erfëllt hunn, also hir Invaliderent verluer hunn an da konnte vum Reklassement profitéieren.

Mä scho beim Vote vun dësen zwee Projete war ee sech bewosst, dass et fir dee Beräich kee Patentrezept gëtt, dass et esou vill Momenter a Punkte gëtt, wou verschidden Instanzen a Konditioune mussen zesummespillen, dass et och an Zukunft néideg wier, fir de Gesetzer hir Implicatiounen, hir Knackpunkten an eventuell Effets pervers no enger Zäit ze ënnersichen an eventuell nozebesseren.

Et ass och dat, wat beim Vote vum Projet de loi 5322 gemaach ginn ass, wou de 15. Dezember 2004 an der Chamber an enger Motioun festgehale gouf, ee Bilan ze maachen, deen och de Mëtteg hei e puermol ugeklongen ass, an eventuell Adaptatiounen an de Gesetzer virzehuelen, do, wou et néideg wier.

De Bilan vun der IGSS, der Inspection générale de la sécurité sociale, vum 4. Mäerz 2008 war duerchwuess. Verschidde Prozedure konnten, opgrond vun deenen neie Gesetzer, verkierzt ginn, awer anerer hu weider geschleeft. Et huet sech och als néideg erwisen, fir d'Prozeduren an d'Décisiounsprozesser méi transparent ze gestalten a besser ze koordinéieren.

Am Groussen a Ganze gouf festgehalen, dass den externe Reklassement, also de Reklassement vun engem Assuré, dee seng lescht Aarbecht net méi ka maachen, ausserhalb vum ale Betrib, dee Wee ass, dee wéineger attraktiv war an net esou gutt fonctionnéiert huet. Fir d'Éischt emol ass et schwéier, fir en extern Reklasséierten eng nei Plaz bei engem neie Patron ze fannen, déi dann och nach senge Fäegkeeten a Capacitéiten entsprécht. An da war et bis elo esou, dass een extern Reklasséierten, wann en eng nei Aarbecht ugeholl hat an déi verluer huet, all seng mam Reklassement verbonne Rechter verluer huet.

Dëst sinn also déi Punkten, wou d'Reform usetzt, iwwert déi mir elo hei diskutéieren, an domadder, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wiere mer bei den Haaptpunkte vum Projet de loi iwwert d'Reform vum Reklassement. D'Reform mécht een neien Zougang, fir an de Reklassement ze kommen, parallell zu dem normalen Zougang, nämlech iwwert d'Ënnersichung beim Aarbechtsmedeziner.

Zweetens. Bis elo war et esou, dass ee Patron mat méi wéi 50 Salariéen huet missen ee Salarié, deen inapte fir e Poste à risques deklaréiert gouf, am Betrib réaffectéieren. An Zukunft wäert et esou sinn, dass dorauser eng regelrecht Obligatioun fir e Reclassement interne gëtt, an dat ab 25 Salariéen.

Dat ass och generell deen neie Seuil, dee fir de Reclassement interne soll gëllen. Ab 25 Salariéen ass eng Firma gehalen, fir e Reclassement interne ze maachen, et sief si ka beweisen, datt et wierklech net geet. Bei deem Seuil vu 25 Salariéë ginn an Zukunft och net méi wéi bis elo d'Travailleurs handicapés berücksichtegt. Dat huet sech nämlech bis elo ze vill oft zu hirem Nodeel ausgewierkt.

Ech hat d'Chance oder de Pech, an där Kommissioun iwwer Jore mat ze siégéieren, an esou eng Fäll waren dann do, a wann de Seuil bis erreecht war, iwwert den Travailleur handicapé erfëllt war, dann hate mer Leit, déi mer net méi konnte reklasséieren intern, wou et awer nach wierklech méiglech gewiescht wär. Ech mengen, dat ass eng gutt Verbesserung dat hei.

Dës nei Bestëmmunge solle wierklech de Schwéierpunkt op den interne Reklassement

leeën, dee generell zimlech gutt fonctionnéiert huet bis ewell, wat jo och logesch ass, well deen ale Patron kennt de Salarié a weess, wat e kann, och wann dee seng al Aarbecht net méi esou ka maachen, wéi dat virdrun de Fall war. Ass e Salarié awer bis emol aus sengem ale Betrib eraus, da brauch e fir d'Éischt emol oft eng Iwwergangszäit an et ass schwéier, een neie Patron an eng nei Plaz ze fannen, wou dat dann erëm alles passt.

Fir de Risiko fir de Reclassé externe esou kleng wéi méiglech ze halen, an an deem Sënn net ze découragéieren, fir eng nei Plaz unzehuelen, gëtt bei dëser Reform och ee regelrechte Statut vum Salarié am Reclassement professionnel externe geschafen, esou dass dee Betraffene ka sécher sinn, dass seng Rechter garantéiert bleiwen, och wann et emol schifgeet mat där neier Aarbecht.

Uganks war de Statut och op fir de Reclassé interne, dee seng Aarbecht verluer huet pour des raisons indépendantes de sa volonté. Well dëst awer kéint dozou verleeden, de Reclassé interne no engem Joer ze entloossen - den Délai, wou de Reclassé interne net däerf gekënnegt kréien, ass nämlech ee Joer - mam Argument, dass e jo souwisou och duerno duerch de Statut gutt versuergt wier, gouf den Text op dësem Punkt amendéiert. Dat ass e Kompromëss, dee mer do fonnt hunn. Deemno huet de Reclassé interne nach d'Méiglechkeet, an e Reclassement externe an an de Genoss vum Statut ze kommen, wann hie seng Aarbecht verléiert duerch ee Licenciement collectif oder awer, wann den Employeur mat sengen Aktivitéiten ophält.

Wann d'Prozedur vum Reklassement ugeet, do wäerten an Zukunft de Service de santé au travail an d'Commission mixte gläichzäiteg a parallell saiséiert ginn. Am initiale Projet de loi, esou wéi en déposéiert ginn ass, war d'Méiglechkeet virgesinn, fir eng Demande de réexamen eranzeginn, fir een zweeten Avis ze kréien. Dës Méiglechkeet gouf iwwert den Amendement erëm ofgeschaaft, well déi riskéiert hätt, d'Prozedur nach emol ze verlängeren, esou dass se erëm méi laang gedauert hätt, amplaz méi kuerz ze ginn, bis dass d'Commission mixte hir Décisioun hätt kënnen huelen.

Dobäi sief awer och bemierkt, dass bei all dësen Décisiounen eng Procédure de recours uniforme virun de Juridictions sociales méiglech ass. D'Berechnung vun der Indemnité compensatoire, déi geduecht ass, fir en eventuelle Lounausfall ze kompenséieren, gëtt vereinfacht an an der Assiette cotisable gebonnen, esou dass eng informatiséiert Berechnung iwwert de Centre commun de la sécurité sociale méiglech ass.

Déi fréier Indemnité d'attente gëtt ersat duerch eng Indemnité professionnelle d'attente fir de Reclassé externe, deen um Enn vu senger Prozedur net konnt reklasséiert ginn, weder an engem ale Betrib nach an engem neien, an deen op d'mannst eng Aptitude op sengem leschten Aarbechtsposte vun zéng Joer muss kënne virweisen. D'Indemnité professionnelle d'attente ass fixéiert op 80% vun der Moyenne vum fréiere Salaire, woubäi déiselwecht Plaffongen applizéiert gi wéi beim Chômage. Déi nei Indemnité professionnelle d'attente gëtt ugesinn als Revenu de remplacement am Kader vun engem verlängerte Chômage, op deem da logescherweis och d'Charges sociales ze bezuele sinn, wéi d'Steieren och. Dat ass wichteg, wéi ech et virdru bemierkt hunn, wann et drëms geet, fir eng Alterspensioun ze kréien. Si gëtt jee zur Halschent finanzéiert vun der zoustänneger Pensiounskeess an dem Fonds pour l'Emploi.

Iwwregens ass et jo och esou, dass d'Leit am Reclassement professionnel externe, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, vum Stat an de Gemengen, de Gemengesyndikater, den Établissements publics an de Fondatioune kënne fir allgemeng nëtzlech Aarbechten erugezu ginn. D'Mindestdauer ass véier Méint. D'Tâchen an d'Aarbechten, ëm déi et geet, musse kloer definéiert sinn a währenddeems mussen déi Concernéiert een Tuteur, dee se encadréiert, kréien, dee se ënnerstëtzt an awer och begleet.

Dës Mesure, déi wéi eng Occupation temporaire indemnisée ausgesäit, déi als OTI fonctionnéiere soll, soll dem Reklasséierten eng sënnvoll Aarbecht ginn, während där Zäit, wou e keng Aarbecht huet.

An Zukunft wäert och den Aarbechtsdokter a regelméissegen Ofstänn obligatoresch Réévaluatioune maachen, fir dem Reklasséierte seng Situatioun, a wéi se sech entwéckelt huet, anzeschätzen. Dat betrëfft zum Beispill eng Upassung vun der Aarbechtszäit an d'Fro, ob déi eventuell misst adaptéiert ginn. Mä gradesou gëtt gekuckt iwwert dem Reklasséierte seng Aarbechtscapacitéiten. Dës Réévaluatioun kann dann een Afloss hunn op seng Indemnité compensatoire oder och d'Indemnité professionnelle d'attente, d'Aarbechtszäit oder iwwert de Statut spécifique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamberskommissioun huet sech, am Kader vun den Aarbechte vun dësem Projet de loi iwwert de Reklassement an och am Zesummenhang mat der Reform vum Contrôle médical, och nach mat enger Partie aneren Theme befaasst, déi direkt oder indirekt mat dësem Thema ze dinn hunn. Ech mengen, et war de Sujet vun den 52 Wochen. Ech wëll och net méi op deen hei elo agoen. Ech mengen, do si Léisungen opgezeechent ginn, déi een awer wierklech kann noliesen.

Nach e puer Zuelen iwwert d'Invaliditéiten an d'Incapacitéiten. 20% vun den 18.000 Demandeurs d'emploi, alles Résidenten, si Leit, déi am Reclassement externe sinn an op der ADEM ageschriwwe sinn. Dobäi kommen nach emol 2.400 Reclassés externes, déi Netrésident sinn, dat heescht, mir hunn also am Ganze ronn 6.000 extern Reklasséierter, déi keng Aarbechtsplaz hunn.

D'Kommissioun huet och bemierkt, dass et bei enger Partie vun extern Reklasséierte ganz schwiereg ass, se erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien. Dat ass virun allem wouer fir all déi, déi keng oder nëmme wéineg Qualifikatiounen hunn. Festgestallt gouf och, datt déi psychosozial Krankheeten ëmmer méi heefeg sinn. Si maache mëttlerweil och ee gudden Deel vun de Reklassementer aus.

Dann ass och nach d'Fro gestallt ginn, ob an a wéi engem Mooss ee Reklasséierten, wann hien eng Indemnité professionnelle d'attente oder eng Indemnité compensatoire kritt, nach eppes däerf derbäiverdéngen, respektiv wat geschitt dann, wann e Patron dem Salarié géif eng Augmentatioun ginn. D'Äntwert war déi aus der Kommissioun, dass u sech gesot ginn ass, dass dat da vun der jeeweileger (veuillez lire: vun der jeeweileger Indemnité professionnelle ofgezu misst ginn, mam d'Argument) fir ze soen: D'Éffentlechkeet séchert dat of, wat een als Lounausfall net konnt kompenséieren, an net méi an net manner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Reklassement ass eng extrem wichteg Mesure. Si soll, wéi schonns aganks gesot, ee soziaalt Netz spanen, fir déi Leit opzefänken, déi net méi hir normal oder fréier Aarbecht maache kënnen. Dobäi ass et awer fir de Gesetzgeber ganz schwiereg, fir all méiglech Fäll vum Gesetz grad wéi all méiglech Mëssbräich ze berücksichtegen.

Den Däiwel läit hei, wéi esou dacks, am Detail. An ech mengen, dass mir weider mussen och an Zukunft kucken, wéi gutt a wéi schlecht d'Prozedure fonctionnéieren, an dofir dee ganze System no enger Zäit erëm réévaluéieren a gegebenenfalls nobesseren.

All weider Detailer kënnt Dir a mengem schréftleche Rapport noliesen. Merci de Mataarbechter vun der Chamber an aus eiser Fraktioun an natierlech och aus der Chamberskommissioun. An ech ginn hei selbstverständlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen dem President Merci, datt e mer e puer Minutte méi ginn huet.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Ech mengen, d'Kolleegen hu gemierkt, dass déi Flexibilitéit dorop zréckzeféieren ass, dass kee weidere Riedner vun dem Här Arndt senger Partei hei wäert schwätzen.

(Interruption)

Jo, den Här Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, ech weess net, ob dat geet, mä ech wollt just e Wuert...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma probéiert et emol.

M. Edy Mertens *(DP).*- Jo.

(Hilarité)

Neen, ech wollt just zum Här Arndt soen an nach eng Kéier betounen, datt ech absolutt net géint den R4 sinn, sondern fir méi e spezialiséierten R4-Formular, wou ech da gesinn, als Kontrolldokter, direkt, dat do huet kee Wäert, dass du e bestells, well deen do ass operéiert ginn, deen huet nach fir véier Wochen. Dat do ass en Accident domestique, dee geet jo gewéinlech an der Krankmeldung zweemol esou séier wéi en Accident de travail, datt mer do e bësse kéinten... Mä ech sinn net géint den R4.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hat dat virdru ganz gutt explizéiert.

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mertens. An dann huet d'Wuert direkt den Här Aly Kaes, dee prett ass.

Plusieurs voix.- Aah!

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierte Frank Arndt, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen.

Jo, wann 2002 am Kader vun den Debatten iwwert de Projet de loi concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle vun engem ganz fragille Kompromëss rieds war, esou muss een haut feststellen, datt de Reklassement zu engem unerkannten Instrument vun der Aarbechtsmaartpolitik ginn ass.

De System, deen deemools agefouert ginn ass, war sécher net perfekt, soss géife mer haut net eng Rei Saache verbesseren. Mä et war kloer, deemools schonn, datt eng Rei Adaptatioune misste geschéien, wann een eng bestëmmten Erfahrung dermat gemaach hätt.

No engem Rapport vun der Inspection générale de la sécurité sociale gouf festgehalen, dass de legale Kader vum Reklassement ebe misst iwwerschafft ginn, net, fir de System, wéi gesot, a Fro ze stellen, mä well eng Partie Nobeserunge sech opdrängen.

De Bilan vun der IGSS war an engem gewëssene Sënn duerchwuessen. Verschidden Erwaardungen un den deemolege gesetzleche Kader waren erfëllt, eng ganz Rei anerer awer net oder nëmme bedéngt.

Et war also och net verwonnerlech, datt de Regierungsprogramm vun 2009 d'Revisioun vun der Gesetzgebung confirméiert huet. Deemools sinn, an ech ziele se op, folgend Punkten zréckbehale ginn: Éischtens sollt de Seuil, ab deem eng Entreprise sollt kënne gezwonge ginn, Beschäftegt intern ze reklasséieren, no ënnen adaptéiert ginn. Och sollt eng Entreprise sech hirer Verflichtung net entzéie kënnen, andeems se op d'Salariée mat Handicap am Betrib verweist. Zweetens sollt e spezifesche Statut vum Salarié am beruffleche Reklassement geschafe ginn. Och sollt den Aarbechtsdokter méi eng wichteg Roll kréien, notamment um Niveau vun de regelméissegen Exame vun de Reklasséierten. Véiertens gouf eng Aart professionell Invaliditéit an d'A gefaasst fir déi Leit, déi zwar extern reklasséiert goufen, dat heescht bei der ADEM gefouert ginn, ouni awer jee op eng nei Beschäftegung kënnen ze hoffen. Fënneftens ass virgeschloe ginn, d'Berechnung vun der Kompensatioun fir d'Reklasséiert ze vereinfachen. A last but not least sollte verschidde Prozedure punktuell ugepasst ginn.

Wann ech also déi eenzel Punkte kucken, déi 2009 am Regierungsprogramm stoungen, an dat, wat mer haut am Gesetzesprojet virleien hunn, da muss ee feststellen, dass all déi Punkten opgegraff an och ëmgesat goufen, wéinstens zu engem ganz groussen Deel. Dat erkläert sech natierlech zum engen, well de Projet nach vun der viregter Regierung hannerluecht ginn ass. Zum aneren awer och, well mer an der Aarbechtskommissioun d'Noutwendegkeet vun dësen Upassungen erkannt hunn an eng ganz konstruktiv Diskussioun haten an dat Ganzt gutt ausdiskutéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dass de Rapport mat de Stëmme vun all Memberen ugeholl ginn ass, ass also och de Beweis duerfir.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, domat kéint meng Ried eigentlech schonn um Enn sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech dinn Iech dee Gefalen awer elo net, well ech wollt...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Aly Kaes *(CSV).*- ...awer nach op e puer Punkten zréckkommen.

Wa mer haut dëse Projet stëmmen, dann ass dat u sech kee Selbstzweck. Neen, et geet, wéi et och virdru scho beim Här Arndt ugeklongen ass, et geet drëm, de Regime vum Reklassement am Intérêt vun de Betraffene ganz kloer ze optiméieren. Den Akzent soll deemno virun allem, an dat ass, mengen ech, ganz wichteg an deene Verbesserungen, den Akzent soll also deemno op der Weiderbeschäftegung vum Concernéierten a sengem Betrib leien. Duerfir soll de Reclassement externe och, de Reclassement interne, pardon, och den absolutte privilégiéierte Wee sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Bon, fir kleng Betriber ass dat natierlech schwéier ëmzesetzen. Duerfir gesäit eist Aarbechtsrecht och haut scho vir, datt u sech Patrone mat manner wéi 25 Salariéen et fräisteet, dem Salarié intern e Posten unzebidden oder net. E soll awer ganz kloer alles maachen no senge Méiglechkeeten, fir dat ze realiséieren. Hien huet u sech, all Patron huet, wann en e Salarié laang huet an de Salarié gegebenenfalls souguer duerch seng Aktivitéit am Betrib eng Rei Handicappe kritt huet, dann huet en u sech eng moralesch Verflichtung, ze kucken, en Job, en ugepassten Job am Betrib ze fannen, och dann, wann de Betrib manner wéi 25 Leit beschäftegt.

Déi méi grouss Betriber - bon, wéi gesot, mir schwätzen hei ebe vun deenen iwwer 25 oder vu 25 Beschäftegten un; et sinn dat der eng ronn 2.000 hei zu Lëtzebuerg - hunn awer d'legal Verflichtung, de Concernéierten, wéi ech dat virdru scho gesot hunn, weiderzebeschäftegen, an zwar op engem adaptéierte Posten.

Wéi de Rapporteur et och scho gesot huet, gëtt de Seuil, och am Fall vum Poste à risques vu 50 op 25 erofgesat. De Patron ka sech och an Zukunft, an dat ass och scho gesot ginn, net dermat erausrieden, wann een dat kann esou soen, wann en eng ganz Rei vun handicapéierte Leit, behënnerte Leit schonn a senge Reien huet.

Sollt de Patron sech awer net un dës Décisioun vum Comité mixte am Kader vun engem interne Reklassement halen, esou mécht e sech strofbar. Éischtens penal, an zwar, wann en de Salarié einfach weider op deem Poste beschäftegt, wou e virdru beschäftegt war, obschonns en u sech net méi apte au travail ass fir dee Posten. An zweetens mécht e sech natierlech och, ass et och net, wann e seet: „Ech hunn einfach kee Poste fir dee Betraffenen.", da muss en eng Tax bezuelen. An déi Tax, déi da bezuelt gëtt, déi ass och nach eng Kéier no uewen ugepasst ginn. An ech mengen, datt dat och all Patron encouragéiert, wierklech bis zulescht ze kucken, ob en dann net awer en adaptéierte Posten am Betrib huet, well et ass, Dir Dammen an Dir Hären, einfach wichteg a richteg, datt jiddwereen hei, datt all Patron hei seng Responsabilitéit hëlt.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- E Patron dee sech einfach un d'Gesetzer hält, dee beschäftegt nëmme Leit, déi apte si fir all Posten, déi en am Betrib huet, a beschäftegt Leit, déi also keng Incapacité de travail op deene respektive Poste virweisen.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier vläicht drop hiweisen, datt u sech all Employeur verflicht ass, wann e Leit astellt, fir se bei den Aarbechtsdokter ze schécken a fir domadder festzestellen, ob déi Leit fir de respektive Posten apte sinn. An anere Wierder: Wann déi Beschäftegt also dann apte sinn, ass et, wéi ech et och scho gesot hunn, am Laf vun der Zäit, wou se vläicht duerch hir Aktivitéit am Betrib eben eng Rei Behënnerunge kéinte kréien an, wéi gesot, dann ass et nëmmen normal, datt de Patron alles mécht, datt de Patron sech u sech revanchéiert fir déi laang Zäit, wou d'Leit am Betrib eng exzellent an eng gutt Leeschtung bruecht hunn.

De virleiende Gesetzestext setzt also nach eng Kéier méi staark op, wéi gesot, déi innerbetriblech Weiderbeschäftegung. De Reclassement externe soll nach ëmmer nëmme subsidiaresch spillen, dat heescht, wann d'Commission mixte zum Schluss kënnt, dass e Reclassement interne kee Sënn mécht.

Déi Persoun kritt dann an Zukunft ee spezielle Statut, op Franséisch „personne en reclassement professionnel", a gëtt automatesch bei der ADEM gefouert. Ronn 20%, an dat ass effektiv - an ech mengen, och dat ass eppes, wat mer mam Här Minister Schmit an der Kommissioun diskutéiert hunn an eng Kéier festgestallt hunn, woubäi datt awer jiddwereen et weess, datt ronn 20% vun eisen Demandeurs d'emploi effektiv Leit sinn, déi en externe Reklassement hunn. A mir wëssen alleguerten, datt et extrem schwéier ass, fir deene Leit en neien Job ze fannen.

Hei ass et och wichteg ze betounen, dass d'Indemnité d'attente an eng Indemnité professionnelle d'attente ëmgewandelt gëtt. An anere Wierder: Mir verabschiden eis vun enger Pensiounslogik a bezuelen de Concernéierten en Akommes aus. An domadder also och gëtt et weider cotiséiert, wéi de Rapporteur dat alles scho gesot huet. Dëst Akommes gëtt dann och net méi vun der Pensiounskeess, wat jo da logesch ass, mä vun der ADEM ausbezuelt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Dësen éischter symboleschen Akt weist, dass et un alleréischter Stell drëm geet, de Reklasséierten nees ze aktivéieren, hien um Aarbechtsmaart ënnerzebréngen. D'Commission mixte kritt och an dësem Beräich méi Pouvoir. Dat heescht, se kann, wéi dat awer och schonn zum Deel bis elo de Fall ass, dem Reklasséierte Reconversiouns- voire Rehabilitatiounsmoossname virschreiwen. Hält de Betraffene sech net do drun, dann ass et och esou, datt en dann, an deem Fall, säi Statut géif verléieren.

Net nëmmen d'Entreprisë ginn an d'Flicht geholl, neen, och déi Reklasséiert. Si mussen der ADEM zur Verfügung stoen, mussen, gegebenenfalls, allgemeng nëtzlech Aarbechte verriichten, an engem bestëmmte Kader. Si musse sech awer och un d'Virgaben an un alles dat, wat d'Commission mixte ugëtt, halen. Et ass also en équilibréierte Pakt. Béid Parteien, dat heescht de Patron an awer och de Reklasséierten, sollen hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

Op prozeduralem Plang bedeit dëse Projet och e Fortschrëtt. Zum enge gëtt d'Wichtegkeet vum Aarbechtsdokter ervirgestrach. Zum anere gëtt d'Prozedur vereinfacht a beschleunegt, wat am Intérêt vun alle Betraffenen ass. Och de Schutz vum Salarié gëtt verbessert, well hien, soubal wéi d'Commission mixte befaasst ass, u sech géint Entloossunge geschützt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut e ganz wichtege Projet. Mä wéi d'Vergaangenheet eis et gewisen huet, wäert och dës Reform erëm eng Kéier mussen, an och dat huet de Rapporteur scho gesot, evaluéiert ginn. Et muss gekuckt ginn, ob d'Zilsetzunge konnten erfëllt ginn an ob de System net ëmgaange ginn ass.

D'Chambre des Métiers huet gewarnt, dass d'Patrone Laangzäitkranker kéinte méi séier entloossen, dat heescht, nach ier d'Commission mixte mat engem Dossier befaasst wier. Ech denken, dass dat reng Drohgebärde waren an dass sech all Patron senger Responsabilitéit bewosst ass. Mir sollten dës Evolutioun trotzdeem awer am A behalen.

Et ass och wichteg, dass gekuckt gëtt, wéi d'Patronen an Zukunft mat den Décisioune vun der Commission mixte ëmginn, ob méi Leit intern reklasséiert konnte gi respektiv wéi och a sech d'Ausgabesäit evoluéiert huet.

Et sollt och gekuckt ginn, wéi d'Patronen et mam Examen médical d'embauche esou halen. Mir wësse jo, dass Persounen, déi manner wéi dräi Joer an engem Betrib sinn an de Certificat d'aptitude net kënnen noweisen, net éligibel si fir de Reklassement. Och wann de Patron, dee keen Examen d'embauche organiséiert, penal Strofe riskéiert, esou kann et fir hien och e Moyen sinn, fir laanscht eventuell Reklassementer ze kommen. Do sollte mer ebenfalls, wéi gesot, och en A drop halen.

Ech wier duerfir frou, wann d'Ministeren eis virum Oflaf vun dëser Legislaturperiod e Bilan vun dëser Reform kéinte presentéieren. An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här Chamberspresident, dës Motioun...

(Hilarité)

... - oh, Madame, entschëllegt! -, Madame Presidentin,...

(Hilarité)

...dës Motioun am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le dispositif du reclassement actuel a depuis son introduction en 2002 à plusieurs reprises été modifié;

- considérant que le projet de loi 6555 portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe se fonde entre autres sur le bilan d'évaluation de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) du 4 mars 2008;

- considérant que la présente réforme vise à promouvoir une nouvelle fois le recours au mécanisme du reclassement interne (notamment en élargissant le cercle des entreprises soumises à ce dispositif et en augmentant la taxe de compensation en cas de refus de l'employeur d'y procéder) et à améliorer la situation des personnes en reclassement externe;

- considérant qu'un autre objectif consiste à améliorer les procédures applicables et à renforcer le rôle du médecin du travail dans ce cadre;

- considérant qu'il importe de procéder à une évaluation de la présente réforme, en étudiant l'impact de celle-ci sur le dispositif du reclassement interne et son acceptation par les entreprises, l'évolution de la situation des reclassés externes, de même que les activités du médecin du travail dans le cadre de ce nouveau dispositif;

- notant que la présente réforme n'apporte aucune solution à la situation des personnes atteintes d'une maladie de longue durée (au-delà des 52 semaines sur une période de 104 semaines) dans le sens du maintien de leur contrat de travail,

invite le Gouvernement

- à établir avant la fin de la présente législature un bilan sur les dispositions contenues dans la loi susmentionnée et à procéder, le cas échéant, aux adaptations qui s'imposent,

- à soumettre dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un projet de loi prévoyant le maintien du contrat de travail en cas de maladie prolongée avec perspectives de réintégration sur l'ancien poste de travail.

(s.) Aly Kaes.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Engel huet virdrun nach eng Kéier op déi ganz Problematik vun den 52 Woche Krankheet an 104 Wochen opmierksam gemaach. Ech wollt ebenfalls dës Problematik nach eng Kéier hei uschwätzen. Och wann den Här Engel ugedeit huet, datt u sech Léisungen a Siicht wieren, dann ass et awer e Fait, datt mer bis haut et nach ëmmer net fäerdegbruecht hunn, eng räsonabel Léisung ze fannen, wat fir eng ganz Rei Leit ganz einfach eng Katastroph bedeit, well se net nëmme géint eng schwéier Krankheet musse kämpfen, mä och nach ëm hir Existenz musse fäerte respektiv hir Existenz verléieren.

Den Här President ass elo net heibannen. Ech wëll awer drun erënneren, dass 2004 - jo, dat ass schonn e puer Deeg hier - zwee jonk Deputéierten op all déi Problemer, déi heimat zesummenhänken, opmierksam gemaach hunn. Et waren dat de Marc Spautz a meng Wéinegkeet.

(Exclamations)

Mä mir hunn deemools, well mer bluttnei waren, einfach kee Gehéier fonnt. Den Här President ka sech nach ganz sécher drun erënneren, dass mer mat him als zoustännege Minister deemools vehement Diskussiounen haten, datt...

(Interruption)

Jo. Jo, dat, wat mer... Jo, dat sot Dir esou, mä dat, wat mir deemools scho gesot hunn, dat ass an all deene Joren ëmmer erëm geschitt. An et sinn extrem vill Leit, a virdrun ass eng Zuel vun 250 genannt ginn, mä iwwer all déi Jore waren et enorm vill Leit, déi ënnert där Regelung do gelidden hunn, wa se eng schwéier Krankheet hate respektiv wa se en Unfall haten, dee relativ laang gedauert huet, an da koume se zum Beispill no eelef Méint zréck an de Betrib, wou se iwwerhaapt keng Schold un deem Unfall haten, an dann hu se no véier, fënnef Méint, duerch Zoufall, mat enger anerer Saach hu missen operéiert ginn, an dann ass et eng Woch iwwert déi 52 Wochen erausgaangen, an da si se ganz einfach ofgemellt ginn.

Dat sinn net Eenzelfäll. Et sinn och vläicht keng Dausende Fäll, mä alleguerten déi Betraffen, muss ech einfach soen, fir jiddwereen, deen dovunner betraff war, ass et ee Betraffenen ze vill gewiescht. An duerfir menge mir als CSV-Fraktioun - an ech hoffen dann, datt dat esou ass, wéi den Här Engel dat hei ugedeit huet -, datt mer dann elo kuerzfristeg eng Solutioun fannen, fir datt dee Problem, dee mer eis ganz gutt hätte kënnen erspueren, wa mer 2004 et net agefouert hätten, datt dee Problem dann elo endlech geléist ass.

Ech wëll och direkt soen, fir datt den Här Minister mer net herno seet: „Ma, do waart Dir jo awer mat an der Regierung.", mä mir hunn och an eise Reie vergeblech gestridden, muss ech einfach ganz kloer...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, ma dat soll een... Et soll een och do éierlech sinn.

(Interruptions)

Ech wëll just soen...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hätt sollen domadder ufänken!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Den Här Kaes huet eleng d'Wuert!

M. Aly Kaes *(CSV).*- De Minister hat an der... Ech wëll awer just soen, datt de Minister awer nach ëmmer vun Ärem Bord war...

(Interruptions)

...an d'Haaptresponsabilitéit hat, datt dat doten an där doter Form agefouert ginn ass.

Bon, dat gesot, wëll ech awer am Numm vun der CSV den Accord fir dëse Gesetzesprojet ginn, a mer soe Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kaes. Als nächst Riednerin hunn ech hei ageschriwwen: d'Madame Joëlle Elvinger.

Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart huet sech säit der Finanz- a Wirtschaftskris 2008 dramatesch verschlechtert. Aktuell iwwer 17.000 Leit ouni Aarbecht schwätzen eng kloer Sprooch.

Ongeféier 20% vun den Demandeurs d'emploi befanne sech an engem Reclassement externe. Mat den Non-résidents ziele mer am Ganze 6.000 Leit an engem Reclassement externe. Den Erfolleg vun dem Reclassement externe däerf hei op dëser Plaz och eng Kéier ganz däitlech ugezweifelt ginn, wann ee bedenkt, wéi wéineg vun dëse Leit erëm op den éischten Aarbechtsmaart zréckkomm sinn. Dat ass eng dramatesch Entwécklung fir déi betraffe Persounen a fir eise Sozialstat.

D'Prozedur vum Reklassement, déi relativ rezent agefouert gouf, ass zu engem ganz wichtegen Auswee fir ganz vill Leit a schwieregen, deels dramatesche Situatioune ginn, Leit, déi duerch e Schicksalsschlag net méi capabel waren, op hirer urspréngleche Aarbechtsplaz ze bleiwen. De Reklassement, ob interne oder externe, huet dëse Leit d'Dier vum Aarbechtsmaart opgelooss, wat, wéi mir all wëssen, an dësen Zäite besonnesch wichteg, heiansdo souguer iwwerliewenswichteg ka sinn.

Wéi bei all neiem Gesetz, besonnesch am Droit du travail, ass et awer och beim Reklassement esou, datt een no e puer Joer mierkt, datt et Ineffikassitéiten an der Prozedur gëtt, déi de betraffenen Akteuren d'Liewen onnéideg schwéier maachen, respektiv Insuffisancen, déi Abuse vum System zouloossen.

Et muss een awer soen, wat e bësse bedenklech ass, ass, dass dëst schonn de véierte Jet vun dësem Gesetz ass. Aus dësem Grond kann d'Demokratesch Partei nëmme begréissen, dass d'Gesetz vum Reklassement haut zesumme mam Contrôle médical um Ordre du jour vun der Chamber stoung. Et ass eng Evidenz, dass, wann ee vun Effikassitéit beim Reklassement schwätzt, de gudde Contrôle médical an engem Otemzuch muss genannt ginn.

Och wann d'Grenzen tëschent deenen zwee Projets de loi eigentlech fléissend sinn, wëll ech net weider op de Contrôle médical méi agoen, well dat huet mäi Virriedner a Kolleeg Edy Mertens schonn ausféierlech virdru gemaach.

Déi éischt wichteg Innovatioun, déi dëse Projet de loi mat sech brëngt, ass d'Schafe vun enger neier Voie d'accès an de Reklassement duerch d'Ënnersichung vun engem Aarbechtsdokter. Dëst soll et erméiglechen, méi séier op d'Besoine vum Salarié a vum betraffene Betrib agoen ze kënnen.

Da soll de Reclassement interne par rapport zum Reclassement externe favoriséiert ginn, andeems de Krees vun de Betriber, déi fir e Reclassement interne a Fro kommen, vergréissert gëtt. Mat dësem Gesetz wäerten an Zukunft d'Betriber ab enger Gréisst vu 25 Leit obligéiert sinn, eng agestallte Persoun, déi inapte op engem Poste à risques deklaréiert ginn ass a säit op d'mannst zéng Joer am Betrib schafft, intern am Betrib ze reklasséieren. Dee Seuil geet also vu bis ewell 50 Salariéen op 25 erof. Wann een elo nach bedenkt, dass gläichzäiteg net méi gekuckt gëtt, ob ee Betrib de Quorum fir handicapéiert Aarbechter erfëllt, bedeit dat scho wesentlech Ännerunge fir de Reclassement interne.

Och wann et prinzipiell begréissenswäert ass, datt an Zukunft méi betraffe Persounen a Fro kommen, fir an hirem Betrib weiderschaffen ze kënnen, muss een awer dach am Hannerkapp behalen, dass verschidde kleng Betriber hei eng Zousazbelaaschtung operluecht kréien, déi et gëllt, am A ze behalen.

Déi parallell Saisine vum Service de santé au travail a vun der Commission mixte soll d'Evaluatioun accéléréieren a méi séier zu enger Décisioun vun der Commission mixte féieren. Dës Commission mixte ass an Zukunft och kompetent, fir d'Décisioun iwwert de Statut vu Persounen am Reclassement externe ze huelen.

Dësen neie Statut gëtt agefouert, fir sécherzestellen, datt eng Persoun, déi sech an der Prozedur vum Reclassement externe befënnt, hir Rechter am Kader vum Reklassement net riskéiert, wéi aktuell, ze verléieren. Och Persounen, déi während engem Reclassement interne hir Aarbecht onofhängeg vun hirer Volontéit verluer hunn, kënnen an Zukunft eng Demande de reclassement externe un d'Commission mixte stellen.

Et ass natierlech méi wéi begréissenswäert, wann d'Prozeduren accéléréiert ginn. Ech hoffen, datt d'Commission mixte mat all deenen zousätzlechen Aufgaben a Kompetenzen, déi dëse Projet de loi hir uvertraut, net quantitativ iwwerfuerdert gëtt an déi viséiert Ziler doduerch net kéinten erreecht ginn. Och hei gëllt et, d'Entwécklung an den nächste Joren am A ze behalen.

Eng ganz wichteg a begréissenswäert Neierung ass dann och d'Obligatioun vun den Aarbechtsdokteren, fir periodesch Réévalutioune vu Persounen an engem Reclassement professionnel ze maachen. Virun allem Persounen, déi u psychosoziale Krankheete leiden, wäerte regelméisseg evaluéiert ginn, wat hir Aarbechtscapacitéit ubelaangt, wat Konsequenzen op d'Indemnité compensatoire, d'Indemnité professionnelle d'attente, d'Aarbechtszäit an natierlech de spezifesche Statut kann hunn.

Wann den Aarbechtsdokter feststellt, dass eng Persoun net méi inapte ass, gëtt déi betraffe Persoun natierlech erëm en normale Salarié. Et ass dëse Contrôle, dee mat der aler Gesetzgebung awer e bësse gefeelt huet an an Zukunft Abuse verhënnere wäert. Besonnesch och fir déi nei Indemnité professionnelle d'attente, déi jo awer substanziell och de Fonds pour l'Emploi an d'Pensiounskeess belaascht, ass esou eng regelméisseg Kontroll am Sënn vun der Gerechtegkeet an dem legitimen Asaz vu Steiergelder wichteg.

Hei ass och ze bemierken, dass momentan de Fonds pour l'Emploi alles bezilt an an Zukunft d'Pensiounskeess an de Fonds pour l'Emploi jeeweils d'Halschent vun de Käschten ze droen hunn. Ech mengen, dass et dofir vläicht ubruecht wier, dass och e Vertrieder vun der Pensiounskeess, also vun der CNAP, hätt kënnen an d'Commission mixte delegéiert ginn, vu dass d'CNAP hei d'Halschent bezuele muss.

Schliisslech begréisst d'DP och, dass en Demandeur d'emploi en reclassement professionnel externe fir Travaux d'utilité publique beim Stat an Usproch ka geholl ginn. Vun dëser Mesure profitéiert souwuel de Stat, eben duerch d'Utilité publique, mä och déi betraffe Persoun, déi enger sënnvoller Beschäftegung kann nogoen.

Alles an allem proposéiert dëse Projet de loi eng Rei nei Mesuren, déi et an Zukunft erlaben, méi séier a méi effikass op d'Besoine vu Leit ze reagéieren, déi ënner enger Incapacité de travail leiden.

Wa mir vun Effikassitéit am Beräich vum Reklassement schwätzen, kommen ech natier-

lech och net derlaanscht, fir zwee Wierder iwwert déi ominéis 52-Wochen-Dispositioun ze soen. Et ass jo allgemeng bekannt, dass den Aarbechtskontrakt opgeléist ass, wann dem Salarié seng Rechter no 52 Woche bei der Krankekeess auslafen. Ech mengen, dass et richteg war, dass een d'Fro, ob een oder ob een net Ausnahmeregelungen zu dëser Dispositioun sollt aféieren, net am Kader vun dësem Projet de loi gekläert huet, well et och ausserhalb vun dëser Prozedur vum Reklassement zu Problematike mat dëser Regelung koum.

Onofhängeg vun den Diskussiounen, déi d'Regierung mat de Sozialpartner gefouert huet an nach féiere wäert, wëll ech am Numm vun der DP-Fraktioun betounen, dass mir selbstverständlech der Meenung sinn, datt et Persoune gouf a wäert ginn, wou déi virdru genannten Dispositioun net dierft ugewannt ginn, well se einfach net gerecht ass. Ech schwätzen hei vu schwéierkranke Leit, déi sech zum Beispill an enger Kriibsbehandlung befannen. E Sozialstat däerf net zouloossen, dass esou Mënschen, déi scho genuch un hirer Krankheet ze leiden hunn, och nach am Aarbechtsliewen zousätzlech bestrooft ginn an esou och nach finanziell an d'Labränte komme kéinten. Hei muss derfir gesuergt ginn, datt d'Dier vun der Aarbechtswelt no enger Genesung erëm grouss opsteet.

Ech wëll an dësem Kontext awer och betounen, dass et sech hei ëm e rengt Sécherheetsnetz sollt handelen, well ech weess, dass vill Patronen hir Salariéen an esou enger Situatioun net géifen am Stach loossen. E Patron weess gutt Mataarbechter ze schätzen an huet jo keen Intérêt drun, déi gutt Leit ze verléieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Fir ofzeschléisse muss een awer och soen, datt et leider och Fäll vun Abusen opsäite vu Salariéë gouf, soudatt d'DP op kee Fall d'52-Wochen-Dispositioun allgemeng wëllt a Fro stellen.

Nodeems ech dem Rapporteur dann och wëll Merci soe fir säi gudde schréftleche wéi och mëndleche Rapport, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madame Elvinger. Als nächste Riedner hunn ech hei ageschriwwen: den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Wann de Luef un de Rapporteur elo grad geschwat ginn ass, da géif ech direkt domat ufänken, well da fillt e sech duebel geéiert. Dem Fränk Arndt e Merci fir säi gudde mëndlechen a ganz detailléierte schréftleche Rapport.

Ëm wat geet et hei an dësem Projet de loi? Ma, de Reklassement, dee steet ëmmer dann un, wann ee Salarié aus gesondheetleche Grënn eben net méi senger Aarbecht wéi gewinnt kann nogoen. Dat ka ganz vill Ursaachen hunn, zum Beispill eng laang Krankheet, eng Invaliditéit no engem Accident oder och eng Usure, déi sech op der Aarbechtsplaz astellt. Bei Usure kéint ech mer virstellen, dass dat mat Gelenk- a Réckeproblemer ze dinn huet, wann een eng haart an ustrengend Aarbecht duerchféiert, respektiv stressbedéngt a sengem Aarbechtsëmfeld, siehe Statistik, ech hat se elo an der Interventioun virdru scho genannt am Secteur immobilier, wou dann de Stress jo 34% vun de Krankheetsfäll duerstellt. An esou engem Fall gëtt eng Procédure hei ageleet fir de Reclassement interne, wëllt heeschen an enger Firma respektiv an engem Betrib selwer, oder de Reclassement externe, deen dann duerno op de fräien Aarbechtsmaart féiert.

Wat sinn elo déi grouss Ännerungen an dësem Projet de loi? Ouni elo vollstänneg ze sinn, well dat huet de Rapporteur hei jo scho gemaach, wéilt ech verschidde mir wichteg Punkten nach eng Kéier kuerz hei opgräifen.

Éischtens. D'Préférence geet ganz kloer an de Reclassement interne - duerno ginn ech nach eng Kéier am Detail dorop an - an dat doduerch, dass de Seuil obligatoire vun der Firma u sech erofgesat ginn ass fir de Reclassement interne vu 50 op 25 Salariéen, soudass méi Entreprisë mussen op de Reclassement interne zréckgräifen an dësem Fall. Des Weideren ass d'Taxe compensatoire eropgesat ginn, also d'Sanctioun, wann een eben deem Reclassement interne net nokënnt, wat och dozou misst, hoffentlech, féieren, dass mer méi vun dëse Salariéen an e Reclassement interne kënnen iwwerféieren an hinnen eng aner Opportunitéit opweisen.

Zweetens ass de Quorum vun de Salariés handicapés erausgeholl ginn an der Berechnung a gëtt net méi berücksichtegt. Ech mengen, dat ass och gutt esou, well dat wär soss zulaaschte vun de Salariés handicapés gaangen. An och op déi Zuele ginn ech herno nach eng Kéier kuerz an.

Drëttens. D'Saisine en parallèle vun der Commission mixte a vum Service de santé au travail, also dem Aarbechtsdokter an enger Prozedur de recours uniforme a mat enger periodescher Réévaluatioun.

Véiertens. D'Méiglechkeet, bei engem Reclassement externe, Aarbechten d'utilité publique ze maache fir Stat, Gemengen an esou weider, mat enger Mindestdauer vu véier Méint an engem Tutorat, dee muss do séchergestallt sinn, fir dass eben e Reclassé externe, deen eng Aarbecht d'utilité publique mécht, och en Notzen dovun huet an eng Méiqualifikatioun ewechdréit.

An zu gudder Lescht, fënneftens, wichteg, een neie Statut spécifique du reclassé externe an eng Indemnité professionnelle d'attente cotisable, an zousätzlech eng Vereinfachung vun der Berechnung vun der Indemnité compensatoire.

E puer Zuelen heizou. E puer Zuele vun dem leschte Joer 2014 betreffend d'Commission mixte an d'Décisiounen, déi se geholl huet am Fall vum Reklassement. Do soen ech dem Här Everard vun der IGSS Merci. Ech hat deem kuerz viru Mëtteg ugeruff a kuerz no Mëtteg haut huet e mer dann déi Zuele geliwwert. Dat waren am Ganzen 1.323 Décisiounen, déi do geholl gi sinn, woubäi der 599 an eng Décisioun zum Reclassement interne iwwergaange sinn a 724 an eng Décisioun zum Reclassement externe. Also e Verhältnis 45 zu 55%, also prépondérant zu engem Reclassement externe. An et geet jo ganz kloer an dësem Projet de loi drëm, de Reclassement interne ze favoriséieren.

Et gëtt ze dacks, ze schnell e Reclassement externe décidéiert. Domat verbonnen ass dacks eben och eng Situatioun vu Chômage fir de Salarié virprogrammëiert. Déi lescht Zuelen, déi ech hu vum Mee 2015, schwätzen u sech fir sech selwer. Am Ganzen hate mer Chômeurs résidents handicapés ou reclassés externes 4.063, woubäi am Reclassement externe der iwwert d'Halschent waren: 2.227. Dann hate mer do Chômeure mam Statut handicapé 1.364 an dann hate mer och nach Leit, déi déi duebel Charge ze droen hunn, souwuel Reclassement externe an handicapé 472. Dat sinn also ganz vill Leit mat ganz wéineg Aussiicht fir eng berufflech Zukunft, a fir Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart.

Wat fir Perspektive kënne mir dëse Leit ginn, virun allem deene mat niddrege Qualifikatiounen? Wat fir Initiative kënne mir och als Stat a Gemengen huelen, fir dëse Leit aus dem Chômage erauszehëllefen a se erauszehuelen? Ma, dëse Projet de loi weist Pisten op, wou Stat, Gemengen an ëffentlech Institutiounen engem Salarié en reclassement externe eng Aarbecht mat Tuteur kënnen offréieren, déi mindestens véier Méint muss daueren, déi muss kloer definéiert sinn, an déi zu enger weiderer Qualifikatioun féiert, fir dass si duerno um Aarbechtsmaart kënne vläicht besser bestoen.

A wa mir scho bei deenen défavoriséierte Salariéen um Aarbechtsmaart sinn, ech hat virdru gesot, do sinn der och 1.364 Salariés handicapés, zesumme mat deenen, déi och nach am Reclassement externe sinn, sinn dat am Ganzen also e bësse méi wéi 1.800 Leit - Stand: Mee 2015.

Ma, ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do si vill Leit hei, déi och eng Gemengeverantwortung hunn a Stat a Gemengen, déi hunn eng besonnesch Flicht do, an zwar, siehe Artikel 13 vum Gesetz, wat d'Salariés handicapés eben ugeet vum 12. September 2003. Do misste beim Stat an de Gemenge 5% vun hirem Effectif eben Travailleurs handicapés sinn, also déi Plaze schafen an déi Leit och astellen. Do musse mer dacks eis selwer mat der Nues huelen a kucken, ob mir eiser Verantwortung gerecht ginn an eiser Flicht, déi mer do hunn, nokommen.

Erëm zréck zum Reklassement. De Reclassement externe, dee soll d'Ausnahm bleiwen, wat awer leider am Moment, wéi ech et grad mat deenen aktuelle Chiffere vun 2014 lech beluecht hunn, eben net de Fall ass. Wichteg am Zesummenhang mam Reclassement interne elo - wat fir eis als Gréng de gudde Wee ass, an an dësem Dossier och wäert deen eenzege Wee sinn, deen Aussiicht huet, fir deene Salariéë wierklech eng Zukunft opzeweisen -, do wäert et drop ukommen, ob déi Ënnerstëtzung, déi mir eben dem Handwierk, de klengen a mëttelstännesche Betriber kënne ginn, duerch Berodung an esou weider, fir déi entspriechend ugepassten Aarbechtsplaze respektiv Aarbechtsposten ze schafen, wat ebe grad bei deene Betriber net ëmmer einfach ass.

Ouni dës Ënnerstëtzung, fäerten ech, bleift de Reklassement, an ech zitéieren den Här Minister Schmit op enger Pressekonferenz vun 2013 zu dësem Thema: «C'est un problème sans réelle solution.»

Dëst gesot, Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mir als déi gréng der Meenung, dass dëse Projet de loi eng ganz Rei vu Verbesserungen am Reklassement vun de Salariéë wäert bréngen an och reell Léisungen opweist. An domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Anzia. Als nächste Riedner hunn ech hei ageschriwwen: den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Madame Presidentin. Och dës Reform vum Reklassement, gradesou wéi dat Gesetz virdrun iwwert de Contrôle médical, viséiert prioritär eng Entlaaschtung vun der Sécurité sociale a vun der Rentekeess am Besonneschen, zum Beispill, andeem d'Indemnité d'attente beim Reclassement externe zur Halschent dem Fonds pour l'Emploi iwwerdroe gëtt an net méi eleng der Rentekeess iwwerdroen ass.

Ech wëll awer dobäi betounen, dass an d'Rentekeess d'Betriber Cotisatioune bezuelen an dass de Fonds pour l'Emploi iwwer Steiere bezuelt gëtt, mä virun allem vun de Salariéë gedroe gëtt. Dat ass schonn net innocent, mengen ech, wann dat do geschitt. Et geet an d'Richtung vun enger Entlaaschtung vun de Lounkäschte vun de Betriber.

An dat och ëmsou méi, well de Reclassement externe ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt. Firwat? Well einfach d'Leit méi laang schaffe ginn. A wat d'Leit méi laang schaffe ginn, wat och den Undeel zum Beispill vun deenen, déi méi wéi 50 Joer hunn, zouhëlt. Dat si ganz oft Leit, déi, wa se e Problem hunn op hirer Aarbechtsplaz, net méi kënnen op hirer aler Plaz schaffen an och dacks net méi a Fro komme fir e Reclassement interne.

Am Reclassement interne (veuillez lire: externe) sinn haut schonn 48% vun de Leit iwwer 50 Joer al. An déi Zuel hëlt natierlech zou. Duerfir ass et och e Käschteproblem, e Finanzéierungsproblem.

Déi Leit, déi an de Reclassement interne (veuillez lire: externe) kommen, déi also net méi op hirer aler Plaz schaffe kënnen an déi och net intern kënnen eng Plaz fannen, déi komme jo an de Reclassement externe a si hu bis elo eng Indemnité d'attente da kritt, wann hire Chômage eriwwer war, an Héicht vun der Invaliderent, déi se kritt hätten, wa se invalid wieren. A mer hu jo och héieren, dass duerch en Uerteel vun der Cour de cassation d'Bedéngunge virun enger Rei vu Joren, fir eng Invaliderent ze kréien, ganz vill erschwéiert gi sinn an dass et praktesch net méi méiglech ass, besonnesch, wann ee keng grouss Qualifikatioun huet, fir eng Invaliderent ze kréien.

Wat elo hei geschitt, ass wierklech e Paradigmewiessel. Et ass eng komplett aner Philosophie, déi hei erakënnt. Virdrun huet een eng Invaliderent kritt. Et war een Invaliderentner en attente gewëssermoossen. An elo gëtt ee Chômeur de longue durée an et gëtt een och esou behandelt. Wat d'Indemnitéit ugeet, déi gëtt assimiléiert der Chômage-Indemnitéit. Si heescht zwar nach ëmmer Indemnité professionnelle d'attente, mä si gëtt dem Chômage assimiléiert an déi Leit ginn am Fong geholl och behandelt dann, wéi Leit, déi an der OTI sinn, wéi Leit, déi eng laang Dauer hunn, wou se net beschäftegt sinn. Occupation temporaire indemnisée heescht dat, da gëtt een och forcéiert, un Travaux d'utilité publique deelzehuelen.

Dat ass dee Wiessel, deen do geschitt. Mä ech mengen, et muss een eppes nach derbäisoen. Et kann een dovun elo halen, vun deem Wiessel, wat ee wëllt. Deen ale System mat der Invaliderent hat sécher och Problemer, hat sécher och Ongläichheeten ervirgeruff.

Mä et muss een eppes Wesentleches hei soen, an dat ass dat, wat wierklech geschitt mat deem Gesetz hei a wou ech muss soen, wou mir net kënnen d'accord sinn, dat ass, dass een elo muss, ier een iwwerhaapt an de Reklassement komme kann, zéng Joer virdrun an deemselwechte Betrib geschafft hunn. Domat schléisst een net nëmmen déi Jonk natierlech aus, déi och kënnen onfäeg ginn zu engem gewësse Moment, fir hir Aarbecht net méi kënnen auszeüben. Mä et schléisst een och all déi prekär Beschäftegt aus, Leit, déi nach net laang genuch hei schaffen. Et schléisst een d'office zum Beispill all d'Leit aus, déi am Interim sinn, well Interim bedeit Interruptiounen an der Aarbecht.

D'Chambre des Salariés huet duerfir och déi Moossnam, déi eis hei virgeschloe gëtt, formell verworf, och well se aus engem universale Recht, wéi et virdru war, dat heescht engem Recht, fir eng provisoresch Invaliderent ze kréien, e Recht mécht, wat am Fong geholl un den Aarbechtsmaart gebonnen ass. Dat ass dee Punkt, deen ech hei awer nach eng Kéier wëll ervirhiewen, wou mer net d'accord sinn domat, dass dat esou drakënnt. Et war awer net méiglech, dat ze änneren an der Kommissioun.

Mir kritiséieren ausserdeem nach verschidden aner Aspekter an deem Gesetz hei. Verschiddener dovu sinn eréischt agefouert ginn am Laf vun den Diskussiounen an der Kommissioun. Dat fannen ech bedauerlech. Normalerweis soll jo eng Kommissioun do sinn, fir Saachen ze verbesseren un engem Gesetz, net fir se ze verschlechteren.

Zum Beispill, wat d'Médecine du travail ugeet. D'Médecine du travail, den Aarbechtsdokter kann eleng décidéieren, ob ee fäeg ass, erëm schaffen ze goen op senger aler Aarbechtsplaz oder net. Do war virdrun e Recours virgesinn am ursprénglechen Text bei der Médecine du travail, beim Chef-médecin du travail, deen ugesidelt ass am Gesondheetsministère. Deen ass duerch en Amendement vun der Kommissioun verschwonnen.

Et muss een dobäi betounen, dass d'Médecine du travail e Service ass, deen nach ganz staark un de Betrib gebonnen ass, un e Grupp vu Betriber, heiansdo och un en eenzelne Betrib souguer a gewësse Fäll. A ganz dacks feelt et him un der noutwendeger Onofhängegkeet och doweinst. An dat ass, mengen ech, e grousse Konstruktiounsfeeler vun deem Gesetz deemools, ech mengen, dat war 1995, wou d'Médecine du travail agefouert ginn ass. D'Salariatskummer fuerdert duerfir och, dass e Service unique kënnt vun Aarbechtsmedezin, deen och staatlech organiséiert ass.

Dat ass och deemools scho gesot ginn, wéi et agefouert ginn ass. An deemools ass gesot ginn: Mer kompenséieren dat doduerch, dass mer Recoursméiglechkeete schafe par rapport zu deenen Décisioune vun deenen eenzelnen isoléierten Aarbechtsdokteren, Recoursméiglechkeete schafen, fir hir Décisiounen ze contestéiere beim Médecin-chef vun deem Service de médecine du travail, deen ugesidelt ass beim Ministère de la Santé.

An domat géif jo deem Service och eng gewësse koordinéierend Roll zoukommen. E géif am Fong geholl uniformiséierend wierken op déi Décisiounen, déi geholl ginn, soudass herno awer dann am ganze Land d'Décisiounen an eng gewësse Richtung geholl ginn an net individuell vun all Betribsaarbechtsdokter geholl ginn an et géif sech dann och eng gemeinsam Praxis entwéckele vun deenen dezentraliséierte Servicer.

Duerfir bedauere mir ganz staark, dass dat elo erëm erausgeholl ginn ass aus dem Gesetz, dee Recours virun deem koordinéierenden Dokter do an dass dann all eenzelnen Aarbechtsdokter soll entscheeden iwwert d'Schicksal vun de Leit: Komme se an de Reclassement, komme se net an de Reclassement?

Mir kritiséieren och, dass e Salarié, deen intern reklasséiert ginn ass an da jo kann no engem Joer licenciéiert ginn, net méi an de Reklassementssystem zréckkënnt, ausser säi Betrib mécht zou oder et gëtt eng kollektiv Entloossung. Wann en individuell entlooss gëtt, kann en net méi zréck an de Circuit vum Reklassement kommen, wat mer net gutt fannen, well een och d'Praxis kennt, dass dacks beim Reclassement interne no enger Zäit d'Leit dann awer erëm entlooss ginn. A mir wollte jo grad den Akzent ebe leeën op de Reclassement interne, dass d'Leit do an hire Betrib an hiert Ëmfeld erëm zréck drakommen.

Ech bedaueren och zum Bespill, dass elo dragesat ginn ass, dass e Salarié, dee kee Certificat d'embauche ka virweisen, net zougelooss méi ka ginn zum Reklassement. Dat ass eng ganz wäitgehend Mesure. An déi hänkt dovun of, ob säi Patron een ugemellt huet beim Aarbechtsdokter, fir e Contrôle d'embauche ze maachen oder net. Mir hate virgeschloen, dass dann op d'mannst misst den Aarbechtsdokter beweisen, dass de Salarié geruff war an net komm ass an dass et net un him louch, mä u sengem Patron, deen en net ugemellt huet.

An ech bedauere ganz staark och do, dass et net méiglech war, dat an d'Gesetz dranzesetzen. A mir schéngt do den Amtsschimmel awer wierklech am Aarbechtsministère - wéinstens wat den Departement, dee sech ëm de Reklassement këmmert, ugeet - ganz grouss ze sinn, dass e krankhaft Mësstrauen do ass vis-à-vis vu Leit, wou ëmmer gemengt gëtt, se géifen Abuse bedreiwen.

Et gesäit een iwwregens, dass haut schonn Décisioune geholl ginn - obschonn dat neit Gesetz nach guer net do ass an hei soll gestëmmt ginn -, Här Minister, dass Décisioune geholl gi vun der Commission mixte, déi schonn dat neit

Gesetz applizéieren, obschonn et nach guer net do ass! An dat fannen ech äusserst bedauerlech.

D'Chambre des Salariés fuerdert, dee Projet hei zréckzezéien. Ech sinn direkt fäerdeg och, Här President.

Plusieurs voix.- Madame Presidentin!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Si huet souguer an engem zweeten Avis eng komplett - Madame - eng komplett Proposition de loi alternative virgeluecht. Déi ass emol net diskutéiert ginn! An eise Kommissioune gëtt jo ëmmer nëmmen dat diskutéiert, wat de Statsrot seet. Dat ass dat Eenzegt, wat zielt.

Duerfir wäerte mir géint dat Gesetz hei stëmmen, well vill Léisungen an deem Gesetz hei um Bockel vun de Leit gesicht ginn, amplaz de Leit ze hëllefen. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Urbany. Mir hunn elo den Tour gemaach vun den Deputéierten. D'Regierung kritt elo d'Wuert an ech géif gär den Här Minister Nicolas Schmit hei eropbiede fir seng Stellungnahm. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll natierlech och emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen, mä awer och allen anere Riedner, déi d'Wichtegkeet vun dësem Projet ervirgehuewen hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech mengen, et ass op d'Geschicht vun dësem Projet higewise ginn, deen aus engem Arrêt eraus vun der Cour de cassation gebuer ass a wou huet missen eng Léisung gesicht ginn, fir datt ebe grad net déi Leit, déi net méi Recht hätten op eng Pension d'invalidité, net an eng total Prekaritéit géife falen. An an deem Sënn muss ee soen, datt dee System vum Reklassement effektiv eng positiv Kontributioun duerstellt.

Wat war eigentlech d'Iwwerleeung? D'fundamental Iwwerleeung war natierlech awer och déi: Wat kënne mer maache fir Leit, déi nach eng Capacitéit hunn, fir ze schaffen? Wéi kënne mer déi am beschten an der Aarbecht oder um Aarbechtsmaart halen?

An dat ass, géif ech jo awer soen, eng ganz positiv Approche. Et geet jo net drëm, e Maximum vun de Leit aus dem Aarbechtsliewen, vum Aarbechtsmaart ze eliminéieren, mä derfir ze suergen, datt d'Leit kënnen eng Aarbecht maachen, déi natierlech hire Capacitéiten, ganz oft hire physesche Capacitéiten, wa se krank waren, en Accident haten oder aner Problemer haten, entsprécht.

An dat, mengen ech, ass d'Grondiddi vum Reklassement. An do muss ee soen, deen Objectif ass net erreecht ginn.

En ass aus verschiddene Grënn net erreecht ginn. Éischtens, well an deem ale Gesetz Dispositiounen dra waren, déi eigentlech deen Objectif schwiereg gemaach hunn. An déi Dispositioun, déi hu mer elo erausgeholl. An, ech mengen, dat ass eng vun deene wichtegsten, well een, deen extern reklasséiert war, an dee probéiert huet, erëm op den Aarbechtsmaart ze kommen, en Job unzehuelen an esou weider, deen huet eigentlech e grousse Risque geholl. An zwar huet en de Risque geholl, säi Statut als Reklasséierten ze verléieren, wann en an där neier Aarbechtsplaz géif en Échec hunn an déi Aarbechtsplaz géif verléieren.

An dat huet mat sech bruecht, datt d'Leit natierlech ganz oft hésitéiert hunn, fir aus dem Statut vum Reklassement erëm an eng Aarbecht zréckzegoen an domat dann am Fall vun engem Échec e gréissere Problem ze kréien.

Déi Dispositioun ass fort, well mer eben e Statut kreéiert hunn, wou eng Persoun, déi extern reklasséiert ass, wann esou een Échec kënnt, erëm an de Statut vum Reklasséierten erafält an, ech mengen, dat ass en Encouragement och fir vill Leit, eng Aarbechtsplaz unzehuelen.

Dat Zweet ass natierlech de Reclassement interne, fir deen emol éischtens ze développéieren, well déi bescht Formel ass natierlech déi, fir fir déi Leit, déi vläicht hiren Job, dee se haten, net méi kënne maachen aus verschiddene Grënn, ze probéieren, an der Firma selwer eng Alternativ ze sichen.

An de Projet hei privilégéiert absolutt de Reclassement interne. An dofir ass och dee Seuil erofgesat ginn an och déi Dispositioun fir déi Entreprisen, déi géife probéieren do derlaanschtzekommen, fir déi och dann ze sanktionéieren.

An duerfir ass dat Argument, wat elo just ervirbruecht ginn ass, fir ze soen, déi Leit, déi reklasséiert sinn, wann déi no engem Joer licenciéiert ginn, datt déi net automatesch an de Reclassement externe falen, nëmmen dann, wann d'Entreprise faillite ass oder e Plan social kënnt, ass dat schonn eng Dispositioun, déi net einfach esou vun näischt kënnt oder just dodra géif bestoen, fir d'Leit ze penaliséieren. Bien au contraire!

Déi Dispositioun ass do, fir d'Abusen op der Säit vun den Employeuren ze évitéieren, well et kéint ee sech jo ganz gutt virstellen, ech maachen en Arrangement, ech gi gezwonge vun der Kommissioun, e Reclassement interne ze maachen, an dann arrangéieren ech mech an no engem Joer licenciéieren ech déi Persoun a soen: Bon, du kriss jo dann…, automatesch gëss De extern reklasséiert, an da gi mer ons esou eens. An, ech mengen, grad dofir, fir datt och de Reclassement interne net kann op esou eng Aart a Weis contournéiert ginn, ass déi Dispositioun do.

Et ass och geschwat gi vun deem neie Modus, besonnesch beim Externen, wéi d'Leit indemniséiert ginn. Mä grad ebe gëtt sech net méi baséiert op eng Pension d'invalidité, aus dem Grond, well mer de Reklassement ewech wëllen huele vun der Pension d'invalidité a méi no bei eng Situatioun um Aarbechtsmaart bréngen. A mir wëllen eben d'Leit encouragéieren, erëm zréck op den Aarbechtsmaart ze goen.

An dat brénge mer net einfach esou fäerdeg. Ech sinn do absolutt d'accord. De Reklassement fonctionnéiert nëmmen, wann eng Rei vu Mesuren, e ganze Kontext, géif ech soen, fonctionnéiert. A vläicht ass do an der Vergaangenheet net genuch drop insistéiert ginn.

Éischtens géif ech soen, datt de Reklassement un engem anere Gesetzesprojet hänkt, op deen ech waarden, dee beim Statsrot ass, dat ass dee vun der Politique des âges, wou eng Rei Dispositiounen dra sinn, fir grad derfir ze suergen, datt et an der Gestioun vun de Carrièren, an der Gestioun vun de Leit gewësse Kritäre gëtt. An ee vun deene wichtege Kritären, dat sinn d'Aarbechtskonditiounen, dat ass d'Conditions et santé au travail.

An, ech mengen, dat ass e Volet, dee mer onbedéngt méi seriö mussen huelen an och méi Preventioun musse maachen, well de Reklassement ass ëmmer, net ëmmer, mä ganz oft, dat heescht, wann eng Persoun eng schwéier Krankheet kritt oder esou weider, mä wann et aner Krankheete sinn, da sinn déi ganz oft och liéiert mat der Situatioun op der Aarbechtsplaz. An duerfir ass d'Preventioun en matière vun Aarbechtsbedéngungen a Gesondheet op der Aarbechtsplaz ganz wichteg.

Dann natierlech ass et esou, an do sinn ech d'accord, datt mer mussen d'Médecine du travail iwwerdenken an och d'Médecine du travail méi an de Kontext vun der Preventioun bréngen. Och dat ass e Moyen, fir eigentlech de Reklassement ze évitéieren, well mir si jo net dofir, datt mer de Reklassement wëlle favoriséieren. Mir missten eigentlech alles maachen, fir esou wäit wéi méiglech de Reklassement ze évitéieren.

Nu wëll ech net op vill Chifferen agoen. Den Här Anzia huet dat scho gemaach. Mä ganz kloer, wann ee kuckt, wien déi Leit sinn, déi reklasséiert ginn: Iwwer 43% hu méi wéi 50 Joer, an duerfir, soen ech, ass d'Politique des âges eng Approche, déi mer mussen onbedéngt ufänken. Den „Chômage de longue durée", entre guillemets, hei zu Lëtzebuerg ass esou héich, well 76,1% vun de Reklasséierte scho méi wéi zwee Joer reclassé externe am Chômage sinn, zwar net am Chômage-chômage, mä an der Indemnité d'attente, wat mécht, datt natierlech onse Chômage de longue durée ganz staark eropgeet.

An ech muss soen, de Reklassement touchéiert natierlech am schlëmmsten déi, déi net qualifizéiert sinn. Mä firwat? Well déi natierlech déi Aarbechten hunn, déi ganz oft un d'Substanz ginn. A grad do mussen d'Medezin, d'Preventioun, Aarbechtsbedéngunge ganz staark usetzen.

Nach ee Chiffer, dat ass deen, wéi vill Leit datt aus dem externe erëm zréck op eng Aarbechtsplaz gaange sinn. Dee Chiffer 2014 war 440 Leit, déi aus dem Reclassement externe erëm an eng Aarbechtsplaz gaange sinn, wat u sech net vill ass iwwert déi lescht Joren, wat ebe beweist, datt et absolutt noutwendeg ass, datt mer déi Mesure do huelen, datt een, wann een en Échec huet, erëm zréck an de Statut vum Reklassement fält.

Ech muss och soen, datt de Reklassement natierlech e Käschtepunkt duerstellt. Souwuel den interne wéi den externe sinn à peu près pro Joer iwwer 150 Milliounen, déi dat kascht. Mä, mir wëssen, dat ass ee Coût. Mä op där anerer Säit brénge mer et awer fäerdeg, d'Leit opzefänken a se net an d'Prekaritéit, voire an den RMG offalen ze loossen.

Wichtege Punkt ass: Wat geschitt mat de Leit elo? Well dat ass dat, wou ech drop insistéiert hunn, datt mer net elo dat Gesetz hei stëmmen an dann ass et et.

Éischtens ass et wichteg, bei deene Leit, déi am Reklassement sinn, externe an interne, mä besonnesch am externe, einfach emol ze kucken: Ass do nach eng Chance do, fir déi Leit erëm zréck op den Aarbechtsmaart ze kréien? Huet et e Wäert, een an engem Reklassement ze loossen, en all Mount op d'ADEM ze invitéieren, wann et kloer ass, datt déi Persoun keng Chance méi huet, en Job ze fannen?

Bon, an duerfir hu mer, säit 2014, bis ewell 407 Leit, 2014 407 Leit, déi vun engem Dokter op der ADEM gekuckt gi sinn, an 175 vun hinne sinn eigentlech orientéiert ginn, fir eng Pension d'invalidité ze kréien, a 77 hunn déi och scho kritt. Déi aner waarden drop. 13 hunn e Refus kritt. Mir gesinn also, datt ënnert deene Leit, déi am Reclassement externe sinn, et trotz allem e relativ héije Prozentsaz gëtt, déi am Prinzip net méi kënnen zréck op eng Aarbecht goen, souguer wann een déi Aarbecht aménagéiert.

Dat Zweet ass, 2015, elo, dëst Joer, hu mer schonn 254 Leit gekuckt, gesinn. An dovu sinn der 103 orientéiert gi fir eng Pension d'invalidité. Zéng hu schonn den Accord kritt an zwee, nëmmen zwee vun deenen 103, hunn e Refus kritt. Déi aner, déi sinn nach en attente.

An ech mengen, dee System, fir periodesch d'Leit ze kucken an ze soen: „Ass do nach eng Méiglechkeet do, ass keng méi do?", ass extrem wichteg. Duerfir ass eng vun de Mesuren, datt mer elo bei der ADEM en zweeten Dokter embauchéiert hunn, dee grad dat dote mécht, systematesch, dee besonnesch do ass fir déi Leit am Reklassement.

Wat geschitt da mat deene Leit, déi op der ADEM sinn, déi net an d'Pension d'invalidité ginn, wou kloer ass, datt se nach eng Capacité de travail hunn? An dat si jo déi, op déi mer ons elo musse konzentréieren, well mir wëlle jo net, datt déi Chômeurs de longue durée sinn. Mir wëlle jo probéieren, datt déi Leit erëm en Job kënne fannen. D'autant plus, datt mer jo déi Dispositioun geännert hunn.

An déi Leit, déi ganz oft, ech soen dat, wéi et leider ass, déi sinn zwar komme gelooss ginn, sinn awer, och duerch d'Zuel an duerch de Manque vun Effectiffen, ganz oft leie gelooss ginn, op der Säit leie gelooss ginn. An dat wëlle mer änneren.

An duerfir kommen déi Leit elo an e wierkleche Parcours personnalisé, wou gekuckt gëtt, iwwert den Dokter vun der ADEM: Wat sinn dann hir Méiglechkeeten? Wat kënne se physesch maachen? Wat si Reconversiounsméiglechkeeten? Wann déi Reconversiounsméiglechkeete mat där Persoun festgestallt gi sinn an deem Parcours personnalisé, da gëtt natierlech gekuckt, bon: Ass déi Persoun vun hirer Formatioun, vun hirer Qualifikatioun capabel, deen Job ze huelen?

Also musse mer, ganz oft, och fir déi Leit, eng Formatioun abauen a kucken, datt déi Persoun ëmgeschoult gëtt, fir dann en neien Job ze kréien. An dann, wann dat festgeluecht ass, da gëtt dat och fir déi Reklasséiert an enger Convention de collaboration, wéi fir all déi aner Chômeuren, wéi fir all déi aner Demandeur-d'emploien, festgeluecht.

Wichteg ass och, datt déi Leit eng Chance kréien, bei d'Patronen ze goen, sech virzestellen. Et ass jo net, well ech de Réck wéi hunn, datt ech net awer ganz capabel sinn, fir gewëssen Aarbechten ze maachen. Déi mussen also eng Chance kréien, sech virstellen ze goen, och eng Assignatioun ze kréien.

An am Rahme vun deem Programm „Entreprises, partenaires pour l'emploi" hu mer ofgemaach, datt och d'Entreprisë mussen deenen dote Leit, wéi och d'ailleurs deene Leit mat engem Handicap, d'Méiglechkeet gi fir eng Entrevue, fir en Interview an och eng Méiglechkeet, fir embauchéiert ze ginn.

An all déi, déi vläicht dann net esou einfach méi placéiert kënne ginn, an där gëtt et, déi awer och net einfach kënnen an eng Invaliditéit goen, do wëlle mer hir Obligatioun par rapport zu der ADEM allégéieren an eigentlech se da ruffen, wann ee mengt, do wier eng Opportunitéit fir si, dat heescht, datt en Job do ass, wou se eventuell a Fro kommen, respektiv se mat Intervalle ruffen, déi net ee Mount sinn, mä déi kéinte bis op sechs Méint goen.

Ech mengen, wichteg ass elo, datt mer aus deem Gesetz déi richteg Konklusiounen zéien, datt mer d'Leit kucken no hirem Profil - kënne se wierklech nach schaffen, kënne se net schaffen? -, datt mer natierlech dat an engem globale Kontext gesinn, och an den Entreprisen. Ech mengen, déi Leit, déi Reclassé interne sinn, do muss och mat deene geschafft ginn, et muss och probéiert ginn, deenen iwwer Formation interne d'Méiglechkeet ze ginn, hiren Job an der Entreprise ze wiesselen.

A wa mer dat fäerdegbréngen an deem globale Kontext, dann, mengen ech, ass de Reclassement e ganz wichtegen Outil. Mä et ass awer och en Outil, wat net esou fonctionnéiert, datt d'Zuelen ëmmer nëmmen an d'Luucht ginn an datt mer eigentlech keng Leit erauskréien. De But ass, datt mer Leit reklasséieren, mä de But ass awer och, datt mer déi reklasséiert Leit, besonnesch am externe, erëm op eng Aarbechtsplaz kréien.

Ech soen Iech villmools Merci. Mäi Kolleeg, den Här Schneider, seet eppes iwwert d'52. Woch, wou ech just wëll soen, datt dann dës Regierung et fäerdegbruecht huet, dat Thema op den Ordre du jour ze setzen an och do eng Léisung an deenen nächste Wochen ze fannen.

Här Kaes, ech weess, datt Dir Iech ëmmer derfir engagéiert hutt. An ech verstinn och dat, wat d'Madame Elvinger gesot huet. Ech mengen, si huet dat ganz gutt charaktersiéiert.

Ech mengen, mir si ganz no derbäi, eng valabel Léisung ze fannen. An ech mengen, den Här Schneider kann dofir doriwwer e Wuert soen.

Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister. An ech kann dem Här Kaes dat och bestätegen, dass e sech ëmmer bei mir, awer och beim Här Biltgen, fir déi dote Fro agesat huet.

(Exclamations)

A wann d'Chamber dermat d'accord ass, well d'Riedezäit vun der Regierung eigentlech ofgelaf ass, géif den Här Sozialminister nach dozou Stellung huelen.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Just zur Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah! Majo, dann hutt Dir selbstverständlech d'Wuert.

Une voix.- En ass net wéi dee Virgänger.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Deen ëmmer d'Diere klaakt.

(Hilarité)

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, erlaabt mer, vun der Plaz hei op déi Motioun ze äntwerten, eng Motioun, mengen ech, wou mer als Regierung all Considérant kënnen deelen, ausser deem Leschten, deen drop ageet, datt hei dës Reform vun dem Reklassement keng Äntwert géif bréngen op déi 52 Wochen.

Effektiv ass wouer, an dësem Kontext net, mä ech mengen, et ass esou, datt grad de Kontext vun dëser Reform ee ganz flotte Prozess vun Dialog bruecht huet, wou ech virun allem och félicitéieren d'Kommissioun vum Travail a vun der Sécurité sociale, déi de Punkt och wierklech thematiséiert huet an och gekuckt huet, Léisungsvirschléi ze bréngen.

Mir haten am Ufank eng Léisung, déi mer sollten histeieren op eng Aart Pension oder Pension d'invalidité temporaire. Do hu mer gesinn, d'Problematik, déi do entstane wier, engersäits och mat hannendrun de Montanten, déi kéinten entstoen, den Ongerechtegkeeten. An du si mer hikomm, mengen ech, op eng Léisung, déi och d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner souwuel an der Tripartite diskutéiert huet wéi hannendrun och am Comité permanent du travail et de l'emploi, datt mer eng Léisung sichen am Kader vun de Statutten, déi de Moment iwwerdeem schonn Ausnahme virgesinn. An dat muss een ausbauen.

An, ech mengen, esou géif ech proposéieren, datt mer mat där doten Aarbecht, déi de Moment leeft, déi an enger gudder Form leeft, déi engersäits net déi 52 Wochen a Fro stellt an op där anerer Säit awer deene Leit eng Méiglechkeet gëtt, déi effektiv nach fit sinn, fir zréck op den Aarbechtsmaart ze goen, eng valabel Léisung fannen. An ech géif hei d'Vertrauen an d'CNS ginn, wou gutt Sozialpartner vertruede sinn, fir eis eng Léisung ze bréngen. Ech hunn do gesot, datt mer dat gären hätte bis am Oktober, dann, wann déi nächst Tripartite ass, fir dann zu engem konkreten Ofschloss ze kommen.

Ech mengen, dann hätte mer ganz gutt geschafft. Da wier no enger Diskussioun, wéi Der recht hutt, wou sech der vill agesat hunn, iwwer 20 Joer, fir dat heiten och geregelt ze kréien, da krite mer et geregelt am Kader vun de Statutten an dat wier eng gutt Saach.

Soudatt d'Regierung kéint dës Motioun, wann Der dermat d'accord sidd, Här Kaes, suivéieren, wat de Bilan ugeet, wat d'Bilanzéierung ubetrëfft, well ech mengen, datt grad de Reklassement ëmmer erëm nei Défie kritt, well dobausse selbstverständlech och d'Situatioun um Aarbechtsmarché permanent ännert an och, déi Reform hat jo ëmmer erëm Adaptatiounen, soudatt, mengen ech, déi Bilanzéierung gutt ass, fir ze maachen. Op där anerer Säit mengen

ech awer, wat déi 52 Woche betrëfft, datt mer op engem gudde Wee sinn de Moment an datt mer dee Wee sollen zesumme goen an datt mer da wierklech eppes kréien, wat och vun alle Sozialpartner matgedroen ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Sozialminister. Den Här Kaes, wahrscheinlech zu der Motioun.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt just soen, datt den Här Minister dat elo nach eng Kéier am Detail erkläert huet. Wann deem dann esou ass, datt mer dat bis den Oktober u sech an déi gutt Form bruecht hunn, fir wierklech - an hei geet et net drëm, Politik ze maachen -, fir wierklech deene Leit...

(Interruptions)

Hei geet et wierklech drëm, och wann een… Also, all déi Leit, muss ech ganz éierlech soen, gesinn dat vill méi eescht wéi vläicht dann deen een oder deen aneren heibannen.

Hei geet et drëm, esou wéi den Här Minister dat absolutt richteg gesot huet, deene Leit ze hëllefen. Et geet drëm, fir fir déi Leit, déi einfach iwwert dee Blocage, dee bis elo bestanen huet, eng Solutioun ze fannen an der Zukunft an u sech net déi Leit an eng onméiglech Situatioun ze bréngen. Wann deem esou ass, bis den Oktober, da si mir selbstverständlech bereet, déi Motioun dann dohigehend ëmzeänneren.

De Rescht, wann ech dat richteg verstanen hunn, gëtt jo dann esou akzeptéiert.

Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nach soss Wuertmeldungen? Ech ginn net dervun aus. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet Reklassement - de Projet 6555 - iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6555 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass...

(Interruption)

Ech hunn awer 60 Stëmmen.

(Hilarité et interruptions)

Et ass vläicht Gedankeniwwerdroung.

An de Projet 6555 ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech froen dann nach just, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote gëtt.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Zur Motioun, also an där ofgeännerter Form.

(Interruption)

Här Sozialminister.

Motion 1

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, ech mengen, also d'Regierung ka se akzeptéieren an der ofgeännerter Form, datt een de leschten Abschnitt vun de Considérante géif sträichen an och dee leschten Abschnitt, wat den „invite le Gouvernement" ugeet, géif sträichen. Ech hunn d'Erklärung ginn, wou mer dat upaken. Da kann d'Regierung mat deem anere Punkt, wat d'Bilanzéierung ubetrëfft, d'accord sinn.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le dispositif du reclassement actuel a depuis son introduction en 2002 à plusieurs reprises été modifié;

- considérant que le projet de loi 6555 portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe se fonde entre autres sur le bilan d'évaluation de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) du 4 mars 2008;

- considérant que la présente réforme vise à promouvoir une nouvelle fois le recours au mécanisme du reclassement interne (notamment en élargissant le cercle des entreprises soumises à ce dispositif et en augmentant la taxe de compensation en cas de refus de l'employeur d'y procéder) et à améliorer la situation des personnes en reclassement externe;

- considérant qu'un autre objectif consiste à améliorer les procédures applicables et à renforcer le rôle du médecin du travail dans ce cadre;

- considérant qu'il importe de procéder à une évaluation de la présente réforme, en étudiant l'impact de celle-ci sur le dispositif du reclassement interne et son acceptation par les entreprises, l'évolution de la situation des reclassés externes, de même que les activités du médecin du travail dans le cadre de ce nouveau dispositif;

invite le Gouvernement

- à établir avant la fin de la présente législature un bilan sur les dispositions contenues dans la loi susmentionnée et à procéder, le cas échéant, aux adaptations qui s'imposent.

(s.) Aly Kaes.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd domat d'accord. Da stëmme mer iwwert d'Motioun à main levée of.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Och do gëtt et Unanimitéit. Ech soen Iech alleguer Merci, dat ëmsou méi, well ech weess, wat et fir eng Méi war, fir dee Projet hei an d'Gare eranzebréngen.

Kommt gutt heem! Rendez-vous déi nächst Woch fir zwou ëffentlech Sëtzungen nach.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)

Sommaire des séances publiques nos 44, 45 et 46

44e séance

Ouverture de la séance publique p. 657

Communication de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 657

Dépôt d'une motion par M. Marc Angel p. 657-658

Communications p. 658

6830 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement p. 658

Ordre du jour p. 658

Question urgente n°1273 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative à une liste de clients circulant sur Internet p. 658

Heure de questions au Gouvernement

Question n°116 du 6 juillet 2015 de M. Gusty Graas relative au lancement du projet «En oppent Ouer fir de Bauer, de Wënzer an de Gäertner», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 658

Question n°117 du 7 juillet 2015 de Mme Octavie Modert relative à la transposition sectorielle des réformes dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 659

Question n°118 du 7 juillet 2015 de M. Roger Negri relative aux mesures prises dans le cadre de la canicule exceptionnelle, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

Question n°119 du 7 juillet 2015 de Mme Martine Mergen relative au plan national canicule 2015, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 659

Question n°120 du 7 juillet 2015 de M. Marcel Oberweis relative aux galettes de riz contenant des traces d'arsenic, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 659-660

Question n°121 du 7 juillet 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'avenir de l'hôpital «ZithaKlinik», adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 660

Question n°122 du 7 juillet 2015 de M. David Wagner relative à la mise en place du «Cours unique» pour l'année scolaire 2017-2018, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 660

Question n°123 du 6 juillet 2015 de M. Eugène Berger relative à l'agrément d'une firme de sécurité privée, adressée à M. le Ministre de la Justice

et

Question n°124 du 7 juillet 2015 de M. Franz Fayot relative à des activités apparemment non autorisées d'une entreprise de sécurité et de gardiennage sur le territoire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 660-661

6711 - Projet de loi portant abolition des districts, modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

2. le Code pénal;

3. la loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc.;

4. la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;

5. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

6. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

7. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

8. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

9. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

10. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

11. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

12. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

13. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

14. la loi modifiée du 13 mars 2006 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics;

15. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

16. la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

17. la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale;

18. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;

19. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

20. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant

1. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra;

2. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district p. 661-666

6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg p.666-669

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe p. 669-671

45e séance

Ouverture de la séance publique p. 672

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten p. 672

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 672

Motion de M. Marc Angel relative à l'invitation du Gouvernement à veiller au sein du Conseil et auprès des institutions européennes à ce que le PTCI/TTIP, une fois négocié, soit soumis à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États p. 672-674

6610 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

et

6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation p. 674-677

6785 - Projet de loi portant approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, signé à Liège, le 3 octobre 2014 p. 677-678

6714 - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 678-682

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les discussions du sommet européen du 7 juillet 2015 en relation avec la situation en Grèce après le référendum du 5 juillet 2015, suivie d'un débat p. 682-687

46e séance

Ouverture de la séance publique p. 687

Hommage à la mémoire de M. André Zirves, Député honoraire p. 687-688

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten p. 688-689

6809 - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers p. 689-691

6656 - Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. le Code du Travail;

3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale p. 691-697

6555 - Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe p. 697-702

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1239	Gilles Roth	Mesures compensatoires pour la route du Nord
1266	Georges Engel	Transports publics à Belval
1294	Aly Kaes	Ligne ferroviaire du Nord
1297	Marc Spautz	Nouvelles écoles à Differdange
1298	Max Hahn	Contournement de Bascharage
1299	Marc Spautz	Fabriques d'église
1303	Gilles Roth	Élargissement de deux à trois voies de l'autoroute A6 (Arlon-Luxembourg)
1304	Marcel Oberweis	Développement de l'électromobilité au Luxembourg
1306	Diane Adehm, Gilles Roth	Potentielles dérives dans le secteur immobilier
1308	Françoise Hetto-Gaasch	Tourisme
1311	Françoise Hetto-Gaasch	Session de rattrapage du projet intégré final en fin de formation
1312	Taina Bofferding	Dons et legs au profit des fabriques d'église
1314	Marco Schank	Situation de parking et de stationnement à la gare d'Ettelbruck
1316	Aly Kaes	Varroa destructor
1318	Serge Wilmes	Cartes d'identité
1319	Georges Engel	Programme de mise à disposition de diacétylmorphine
1320	Gusty Graas	Invasion de gobies dans la Moselle
1321	Léon Gloden	Logements de service
1322	André Bauler, Edy Mertens	Goudronnage à l'aide de gravier
1323	Laurent Mosar	Accord entre les créanciers et la Grèce
1325	Nancy Arendt	Audit externe au sein de la Police grand-ducale
1326 cf. 1329	Gusty Graas	Ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves
1327 cf. 1357	Laurent Mosar	Frappes aériennes de la République de Turquie contre certaines positions des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan
1328	Nancy Arendt	Brevet de sauvetage
1329 cf. 1326	Roger Negri	Automotrices KISS des CFL
1330	Sylvie Andrich-Duval	Bâtiment du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
1332	Gusty Graas	Vaccin contre la grippe
1334	Fernand Kartheiser	Financement d'un camp d'entraînement de l'État islamique en Bosnie par des «sponsors luxembourgeois»
1335	Laurent Zeimet	Nomination des représentants des communes au Conseil supérieur des finances communales
1336	Nancy Arendt	Remboursement par la Caisse Nationale de Santé
1337	André Bauler	Apostille
1339	Claudia Dall'Agnol	Profils en ligne dans le cas de décès
1340	Laurent Mosar	Sous-capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg
1341	Serge Wilmes	Fusion des Hôpitaux Robert Schuman
1342	Laurent Mosar	Protection des données
1343	Laurent Mosar	Propos du Ministre des Finances allemand
1350	André Bauler	Travail par roulement et travail dominical
1351	Léon Gloden	Montant alloué à une commune à travers le Fonds communal de dotation financière
1353	Diane Adehm, Gilles Roth	Étude sur les bénéfices des banques
1357 cf. 1327	Laurent Mosar	Offensive de l'armée turque contre les Kurdes en Irak
1358	Lex Delles	Rédaction des projets de loi
1362	Diane Adehm, Gilles Roth	Durabilité du système de pension
1372	Franz Fayot	Maison au 7A, rue des Glacis à Luxembourg

Question 1239 (25.06.2015) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **mesures compensatoires pour la route du Nord:**

Le Conseil de Gouvernement vient d'approuver une note concernant les mesures compensatoires pour la route du Nord. Il a notamment retenu 11,5724 hectares pour le boisement compensatoire; 30,7281 hectares de compensation pour la surface forestière dégradée; 26,7075 hectares de zone humide dans la vallée de l'Alzette et 23,8291 hectares pour la restitution d'habitats naturels dans la vallée de la Mamer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les mesures concrètes envisagées dans la vallée de la Mamer?

- Par quels moyens le Gouvernement entend-il les mettre en œuvre?

Réponse (28.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La restitution d'habitats naturels dans la vallée de la Mamer se concrétise dans des projets élaborés pour les trois sites de Direndall, du parc du Château de Schoenfels, ainsi que du tronçon de la Mamer entre Schoenfels et Mersch.

Les trois projets consistent chacun dans la renaturation de la plaine alluviale de la Mamer (rehaussement du fond du ruisseau et de la nappe phréatique, augmentation de la fréquence et de la largeur des inondations), l'extensification de l'exploitation agricole (pour Schoenfels-Mersch), la restauration de la forêt alluviale (pour le site Direndall), ainsi que la restauration d'anciennes structures alluviales tel qu'un bras mort (pour le site du Château de Schoenfels). Dans tous ces projets des sources seront remises à ciel ouvert.

Il en résultera la restauration des biotopes correspondant aux conditions naturelles des terrains, à savoir notamment: les biotopes humides de la station alluviale (la forêt alluviale, les roselières, les prairies à laîches et à joncs, les milieux amphibiens, les alluvions avec leurs végétations annuelles, etc.), les prairies à molinie au pied des versants, les sources avec leur talweg naturel, les prairies maigres, les talus dans les versants avec leur végétation spécifique, les vergers, les haies et broussailles ainsi que les friches herbacées.

Les trois projets contribueront ainsi au développement durable dans la vallée de la Mamer (qui fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire).

Le projet Schoenfels-Mersch consiste à renaturer la Mamer et changer le type d'exploitation agricole (exploitation extensive de la plaine alluviale et des versants y attenants). Cette renaturation entre Schoenfels et Mersch sera longée par la piste cyclable en projet, qui pourrait être dotée d'infrastructures didactiques.

En ce qui concerne le projet Direndall, les interventions de renaturation se limiteront à l'initiation de processus naturels, c'est-à-dire la libération de la dynamique alluviale. Une étude hydraulique sera destinée à mettre en évidence que le projet n'engendrera pas de dégâts aux propriétés situées en amont. Il est par ailleurs envisagé de renoncer à la mise en œuvre d'une exploitation agricole extensive et de propager l'installation spontanée d'une forêt alluviale par succession naturelle.

Le projet dans le parc du Château de Schoenfels présente plusieurs avantages. Le terrain longe la berge de la Mamer sur 600 mètres; la plaine alluviale présentant du côté gauche du cours d'eau une largeur de 30 à 40 mètres, il y aurait moyen de restaurer des habitats humides sur environ deux hectares. Cette surface comporte un ancien étang qui pourrait être réactivé selon le procédé de la renaturation (deuxième bras du cours d'eau). Le fait que le site se trouve en amont d'un barrage (le niveau de l'eau est déjà actuellement proche de celui du terrain naturel) faciliterait la mise en œuvre d'une restauration des habitats humides. Le projet pourrait avoir un intérêt pédagogique et touristique, le château étant destiné à devenir un point d'attraction de la zone protégée Mamerdall.

Sur le site Direndall, l'État a acquis dans le cadre des mesures compensatoires une surface de 7,7581 hectares. Étant donné que la propriété de l'État se situe exclusivement sur la berge gauche, il faut veiller à limiter le projet de renaturation de manière appropriée.

Sur le tronçon Schoenfels-Mersch (à partir de la Schëndelsermillen), l'emprise dans le cadre des mesures compensatoires du projet de renaturation et d'exploitation agricole extensive s'élève à 7,051 hectares. Le reste des terrains appartenant à l'État (9,02 hectares) n'ont pas été acquis pour les mesures compensatoires (mais pour l'ouvrage de la route du Nord, pour le redressement du CR et pour la piste cyclable). Ils peuvent quand même servir accessoirement à cette fin. Pour l'exécution de la renaturation sur le tronçon Schoenfels-Mersch, il est probable qu'il faudra procéder uniquement à quelques acquisitions supplémentaires ponctuelles.

En ce qui concerne le projet du parc du Château de Schoenfels, il pourrait, comme les deux autres projets, être exécuté tout de suite, le terrain appartenant à l'État depuis 1973.

Les projets seront financés par le Fonds des routes dans le cadre du crédit budgétaire approuvé par la Chambre des Députés en 1997.

Question 1266 (02.07.2015) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **transports publics à Belval:**

À partir de la rentrée académique 2015-2016, plus de 2.000 étudiants ainsi qu'une large partie des quelque 1.500 salariés de l'Université du Luxembourg suivront leurs cours respectivement prendront leur service sur le campus de Belval. De même, plusieurs instituts de recherche, le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology), le LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), le CVCE (Centre virtuel des connaissances sur l'Europe) et d'autres déménageront vers Belval.

Bon nombre de ces étudiants, enseignants et chercheurs auront recours au transport public afin de gagner le site sur les anciennes friches industrielles. Or, déjà à l'heure actuelle, certains problèmes se posent en matière de connexions de trains et de bus, notamment en raison des retards fréquents, ainsi qu'en matière de desserte en soirée.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'améliorer l'offre en transports publics pour accéder au site Belval, i. e. de prévoir davantage de lignes directes entre Luxembourg-ville respectivement Luxembourg-Kirchberg (où sera installée la Faculté de droit, d'économie et de finance) et Belval?

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure et dans quels délais?

- Plus précisément, est-il également prévu d'améliorer la desserte de Belval durant les heures nocturnes en augmentant la fréquence des trains et/ou en améliorant le service Late Night Bus / Night Rider afin de permettre aux étudiants résidant sur le site de se rendre à Luxembourg-ville ou dans d'autres régions en soirée?

Réponse (01.09.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'inquiète au sujet des connexions et de l'accessibilité en transports publics du site Belval de l'Université du Luxembourg.

Tout d'abord, je me permets de noter que l'offre des transports publics sera considérablement augmentée par la création de quatre nouvelles lignes d'autobus venant des régions transfrontalières des trois pays limitrophes tout en assurant une desserte directe du site Belval.

Ainsi, les quatre nouvelles lignes auront leurs points de départ respectivement à Arlon (B), Thionville (F), Trèves et Perl (D). Elles fonctionneront sous la régie du RGTR et seront entièrement prises en charge par l'État luxembourgeois. Sur l'ensemble de ces quatre lignes, 16 autobus seront en service quotidiennement à partir de septembre 2015.

En outre, il appert que l'Université s'est engagée à organiser et à financer une navette spéciale, reliant les sites Belval, Kirchberg et Limpertsberg. La mise en service de cette navette spéciale serait prévue pour septembre 2015.

Je tiens également à souligner l'existence des moyens existants en autobus et train; je rappelle à ce sujet l'offre d'une cadence de 15 minutes des trains entre la gare de Luxembourg et la gare ferroviaire à Belval.

Enfin, je voudrais préciser que les heures nocturnes ne seront pas spécialement prises en compte pour l'instant. Il faudra attendre l'évolution dès la rentrée et l'existence d'une demande réelle.

Veuillez noter cependant dans ce contexte que les crédits budgétaires destinés à subvenir aux communes proposant un service Late Night Bus viennent d'être augmentés considérablement.

Question 1294 (15.07.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire du Nord:**

Le Gouvernement a annoncé une panoplie de mesures et de projets destinés à moderniser et ainsi augmenter l'attractivité de la ligne ferroviaire du Nord. Il me revient dans ce contexte que la mise à double voie du tronçon Pafemillen entre Troisvierges et Clervaux serait tenue en suspens.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons cette mise à double voie est-elle tenue en suspens?

- Quelles en sont les répercussions sur le projet de renouvellement et de modernisation de la ligne ferroviaire du Nord?

Réponse (02.09.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de l'éventuelle mise à double voie du tronçon Pafemillen entre Troisvierges et Clervaux.

En effet, comme la majorité des trains partent en gare de Troisvierges, le risque d'un retard pouvant entraîner des retards pour les trains circulant en sens inverse est relativement limité, de sorte qu'un investissement évalué au stade actuel de façon sommaire à quelque 45 millions d'euros ne se justifie certainement pas pour l'instant.

D'ailleurs, il est à préciser que le tronçon de ligne situé entre le tunnel Pafemillen et la gare de Troisvierges compte déjà deux voies et la gare de Clervaux dispose de trois voies permettant à ces endroits des croisements de trains.

La ligne du Nord profitera dans les années à venir de nombreux autres projets de modernisation, comme notamment la réalisation d'un nouveau bâtiment-voyageurs avec un quai supplémentaire pour voyageurs, y compris une nouvelle gare routière et un parking d'accueil P&R en gare d'Ettelbruck (98 millions d'euros pour le volet ferroviaire), l'aménagement d'un nouveau point d'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg» à Luxembourg (96 millions d'euros), le renouvellement complet de différents tronçons de voie avec amélioration de la plate-forme en vue de la mise en œuvre de traverses en béton (96,2 millions d'euros) ou encore la sécurisation des tranchées rocheuses longeant la ligne du Nord.

Question 1297 (16.07.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **nouvelles écoles à Differdange:**

Der Gemeinderat von Differdingen hat in seiner Sitzung vom Mittwoch, dem 15. Juli beschlossen, über einen Erbbaurechtsvertrag eine private physiotherapeutische Hochschule im ehemaligen Oberkorner Hallenbad einzurichten. Schon ab kommendem Oktober sollen drei Bachelorstudiengänge angeboten werden. Bürgermeister Roberto Traversini kündigte zudem den Bau eines weiteren klassischen Lyzeums an.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kindheit und Jugend, sowie für Hochschule und Forschung, an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur und an die Frau Ministerin für Gesundheit stellen:

1. Erhalten die Absolventen mit einem Bachelor- oder Masterabschluss dieser Hochschule auch das Recht, den Beruf des Physiotherapeuten hier im Land ausüben zu können?

2. Wann soll der Bau des klassischen Lyzeums beginnen?

3. Wie viele Schüler sollen dieses Lyzeum besuchen dürfen?

4. Was sind die finanziellen Kosten für den Bau des Lyzeums?

5. Wurde bei der Planung der kommenden Schulbauprojekte in Differdingen (Europaschule, physiotherapeutische Hochschule, klassisches Lyzeum) das sektorielle Entwicklungsprogramm „Lycées" berücksichtigt, bei dem das Gleichgewicht zwischen den Regionen gewahrt werden soll?

Réponse commune (04.09.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. In Luxemburg sind die Berufszulassung und die Ausübung der reglementierten Gesundheitsberufe, wie zum Beispiel die des Physiotherapeuten, durch das Gesetz vom 26. März 1992 geregelt.

Dieses Gesetz sieht vor, dass eine Berufszulassung zur Berufsausübung für einen solchen reglementierten Beruf nur erteilt werden kann, wenn der Kandidat über die nötigen Berufsqualifikationen verfügt. Zudem muss er nachweisen, dass er über die nötige Ehrbarkeit und Moralität, die physische und psychische Tauglichkeit und die nötigen Sprachkenntnisse verfügt. Die Zulassung wird auf individuellen Antrag bei Erfüllen der obengenannten Kriterien und nach Prüfung durch das Gesundheitsministerium erteilt.

Somit ist eine pauschale Antwort, ob die Absolventen des zukünftigen Physiotherapeuten-Studiengangs in Differdingen eine Berufszulassung erhalten, nicht möglich, sondern muss im Einzelfall entschieden werden.

Aus den vorgelegten Dokumenten zum Studieninhalt (Curriculum) des zukünftigen Physiotherapeuten-Studiengangs der privaten Hochschule in Differdingen kann festgehalten werden, dass diese den Bestimmungen der großherzoglichen Verordnung von 1969 über den Physiotherapeutenberuf entsprechen. Gleiches gilt auch für den Entwurf der neuen großherzoglichen Verordnung, die den Text von 1969 in absehbarer Zeit ersetzen soll.

Die private physiotherapeutische Hochschule „Healex" erhielt am 2. Juni 2015 über Ministerialbeschluss die Akkreditierung, um unter anderem eine Bachelor- und Masterausbildung im Bereich Physiotherapie anzubieten. Die inhaltliche Auslegung dieser Studiengänge wurde in Einklang mit den bestehenden regulatorischen Bestimmungen erstellt, welche die Ausführung des Berufes definieren. Des Weiteren tragen die Studiengänge auch den rezenten Entwicklungen des Berufes Rechnung, so dass die Konformität mit dem zukünftig zu erwartenden neuen großherzoglichen Beschluss auch garantiert ist.

Ad 2. In diesem Zusammenhang ist zu vermerken, dass das Lyzeum, für welches die Bauverwaltung als Bauherr verantwortlich ist, ein Bestandteil der internationalen Schule in Differdingen sein wird. Die Schulklassen des europäischen Sekundarunterrichts werden in diesem Gebäude untergebracht.

Die für den Bau des Lyzeums erforderten Ermächtigungen (Baugenehmigung, Commodo/Incommodo) sind im Laufe des Jahres 2014 beziehungsweise 2015 angefragt worden, und das Gesetzesprojekt wurde im Mai 2015 eingereicht.

Nachdem das Gesetzesprojekt von der Abgeordnetenkammer gestimmt wurde und alle Genehmigungen erteilt worden sind, können die ersten Arbeiten ausgeschrieben werden, so dass der voraussichtliche Baubeginn im ersten Halbjahr 2016 möglich sein sollte.

Ad 3. Neben der Errichtung der internationalen Schule in Differdingen, deren Eröffnung zum Schuljahresbeginn 2016-2017 geplant ist, ist zurzeit keine weitere Sekundarschule in Differdingen geplant. Im Zuge der Errichtung der internationalen Schule in Differdingen wird es zum Bau von drei Gebäuden kommen. Alle drei Gebäude werden auf dem „Plateau du Funiculaire" errichtet. Es handelt sich hierbei um ein Gebäude für die Sekundarschule und das „Régime préparatoire", das bis 2017 fertiggestellt werden soll (ca. 400 Schüler), um ein Gebäude für die Grundschule, das bis 2018 fertiggestellt werden soll (ca. 200 Schüler), und ein weiteres Gebäude für die Sekundarschule, das bis 2020 fertiggestellt werden soll (ca. 800 Schüler).

Ad 4. Die Projektkosten des im Mai 2015 eingereichten Gesetzesprojektes belaufen sich insgesamt auf 71.700.000 Euro inkl. MwSt. (Index 749,40/Oktober 2014).

Ad 5. Die internationale Schule entspricht laut dem sektoriellen Entwicklungsprogramm „Lycées" dem zweiten Lyzeum, das im Süden in der Phase 2 gebaut werden soll.

Der sektorielle Plan „Lycées" beschränkt sich auf Sekundarschulen. So wurde der Plan nicht herangezogen für die Errichtung der physiotherapeutischen Hochschule. Allerdings ist die internationale Schule in Differdingen auf Grund dieses Plans entstanden.

Question 1298 (16.07.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement de Bascharage:**

Ces jours, la presse nationale s'est fait l'écho de propos de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur une troisième variante pour le tracé d'un éventuel contournement à Bascharage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les tracés exacts des diverses variantes actuellement en discussion?

- Lors de l'analyse comparative des différentes variantes, est-ce qu'une étude sur l'évolution des flux de trafic vers les communes proches, comme celle de Dippach, sera réalisée pour chaque variante?

- Quelle est la feuille de route temporelle pour le projet d'un tel contournement?

Réponse (24.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

- Les trois tracés de contournement qui feront partie du dossier de consultation du public EIE-APS, tel que préconisé par la loi du 29 mai 2009 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement se présentent comme suit:

• Variante 0: Les infrastructures routières existantes sont maintenues sans prévoir de contournement pour la localité de Bascharage.

• Variante 1: Le tracé de la variante 1 prend son départ sur la route nationale N5, à l'est de la localité de Bascharage, à la hauteur du carrefour formé par la N5 et le chemin repris CR106A, continue vers le sud-ouest en longeant la forêt «Bommel», puis enjambe la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange et la ligne ferroviaire WSA, traverse la massif forestier «Groussebësch», pour continuer vers l'ouest en longeant par le sud cette même forêt, et puis passer par un ouvrage en tranchée couverte sous le CR110 pour se connecter à l'autoroute A13 par un échangeur autoroutier dénivelé, à mi-chemin entre l'échangeur de Sanem et le pont ferroviaire de la ligne Luxembourg-Pétange.

• Variante 2: Le tracé de la variante 2 prend son départ sur la route nationale N5, à l'est de la localité de Bascharage, à la hauteur du carrefour formé par la N5 et le chemin repris CR106A, continue vers le sud-ouest en longeant la forêt «Bommel», puis enjambe la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange et la ligne ferroviaire WSA pour continuer vers l'ouest en longeant par le sud la ligne de chemin de fer Luxembourg-Pétange, et passer, soit par un ouvrage en tranchée couverte sous le CR110, soit à l'aide d'un passage supérieur au-dessus du CR110 pour se connecter à l'autoroute A13 par un échangeur autoroutier dénivelé, à mi-chemin entre l'échangeur de Sanem et le pont ferroviaire de la ligne Luxembourg-Pétange.

• Variante 3: Le tracé de la variante 3 prend son départ sur la route nationale N5, à l'est de la localité de Bascharage, à la hauteur du carrefour formé par la N5 et le chemin repris CR106A, continue vers le sud-ouest en longeant la forêt «Bommel», puis enjambe une première fois la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange, longe sur une petite portion cette ligne ferroviaire pour l'enjamber une seconde fois et continuer en direction nord-ouest le long de la bute existante, qui sépare les deux zones d'activités Robert Steichen et op Zaemer jusqu'à la hauteur de la voie de desserte de ladite zone et continue ensuite en direction sud-ouest vers l'autoroute A13, en passant par un ouvrage en tranchée couverte sous le CR110 et en franchissant la ligne ferroviaire en passage inférieur pour se connecter à l'autoroute A13 par un échangeur autoroutier dénivelé, à mi-chemin entre l'échangeur de Sanem et le pont ferroviaire de la ligne Luxembourg-Pétange.

La visualisation approximative des différents tracés a fait l'objet de différents reportages dans la presse écrite et radiotélévisée luxembourgeoise.

- Le dossier de consultation du public EIE-APS, tel que préconisé par la loi du 29 mai 2009, inclut diverses études complémentaires, dont notamment une étude de trafic visant à quantifier les différentes évolutions du trafic, en fonction des quatre variantes précitées, dans le voisinage immédiat du projet respectivement des tracés proposés.

- La feuille de route temporelle des étapes prévues par la loi du 29 mai 2009 se présente actuellement comme suit:

• présentation du dossier de consultation du public EIE-APS par le maître de l'ouvrage, c'est-à-dire l'Administration des Ponts et Chaussées, au Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics: fin septembre 2015;

• consultation des autorités compétentes (Département de l'aménagement du territoire, Département de l'environnement, Administration de la Gestion de l'Eau): automne/hiver 2015;

• intégration des avis des autorités compétentes dans le dossier de consultation du public EIE-APS: hiver 2015-2016;

• dépôt pour consultation du public aux maisons communales des communes de Bascharage, Differdange, Dippach et Sanem: début 2016;

• retour au ministère des dossiers, après expiration du délai légal, incluant les certificats de publication, les procès-verbaux de l'enquête publique et l'avis des collèges échevinaux;

• décision du Gouvernement suivant la procédure relative à la loi du 29 mai 2009 de la variante et de l'envergure des mesures compensatoires et, le cas échéant, suivant la loi du 19 janvier 2004 de l'intérêt majeur du projet.

Question 1299 (16.07.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **fabriques d'église:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1030 du 18 mai dernier *(cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a fourni un certain nombre d'informations quant à la comptabilité des fabriques d'église et aux charges supportées par les communes à leur égard.

C'est dans ce contexte que j'aimerais obtenir de plus amples renseignements:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les soldes ordinaires et extraordinaires des recettes et des dépenses communales de 1997 à 2014 par commune et, si disponibles, par paroisse?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser pour chaque commune la répartition des dépenses communales effectuées, d'une part, en raison des obligations légales résultant du décret du 30 décembre 1809, i. e. (i) pour suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques concernées, (ii) pour fournir au curé ou desservant un presbytère, sinon un logement, voire une indemnité pécuniaire et (iii) pour fournir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte et, d'autre part, volontairement en dehors des prescriptions du décret de 1809?

Réponse (02.09.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En se référant à ma réponse à la question parlementaire n°1030 du 18 mai 2015 *(cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015)*, l'honorable Député s'enquiert tout d'abord des soldes ordinaires et extraordinaires des recettes et dépenses communales de 1997 à 2014 par commune et, si disponibles, par paroisse.

Tout en supposant que la demande de l'honorable Député ait trait aux soldes des recettes et dépenses communales relatives aux cultes, il échet de préciser que le Ministère de l'Intérieur ne peut fournir de chiffres que par commune et non par paroisse, ce terme relevant du droit canonique propre aux autorités catholiques.

Les soldes ordinaires et extraordinaires des recettes et dépenses communales relatives aux cultes de 1997 à 2014 tels qu'ils résultent des comptes et des budgets des communes peuvent être consultés dans le tableau en annexe 1.

L'honorable Député demande encore la répartition des dépenses communales provenant des charges des communes relatives aux cultes telles qu'elles résultent de l'article 92 du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, à savoir:

1. de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques des églises;

2. de fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire;

3. de fournir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte.

Les dépenses relatives aux points 1. et 3. telles qu'elles sont inscrites dans les comptes et les budgets des communes sont reprises dans le tableau en annexe 2.

Il ressort de l'annexe 2 qu'aucune indemnisation pécuniaire faute de fourniture de presbytère ou de logement au curé ou desservant n'est inscrite dans les comptes respectivement les budgets des communes pour la période de 1997 à 2014. Le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas d'informations qu'une commune n'aurait pas honoré son obligation de mettre à disposition un tel logement.

À noter que les chiffres fournis sont à interpréter avec prudence alors que le plan comptable normalisé pour les communes n'est d'application que depuis 2013 et que le Ministère de l'Intérieur ne saurait garantir l'exhaustivité des montants extraits des comptes de 1997 à 2013 respectivement du budget rectifié pour l'exercice 2014 tels que transmis par les communes.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1303 (17.07.2015) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**élargissement de deux à trois voies de l'autoroute A6 (Arlon-Luxembourg):**

Selon des informations relayées par la presse écrite, l'autoroute A6 Arlon-Luxembourg serait fréquentée quotidiennement par quelque 75.000 véhicules, le trafic pouvant même atteindre jusqu'à 100.000 utilisateurs les jours d'affluence maximale. Cela étant, ce tronçon du réseau autoroutier national est de loin l'un des plus fréquentés du pays. Selon les responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées, le tronçon en question aurait d'ailleurs atteint depuis cinq ans son taux maximal de saturation.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Gouvernement entend élargir à 2x3 voies l'autoroute A6 entre Sterpenich et Bertrange afin d'y augmenter la capacité de circulation?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que ces travaux sont projetés?

- Dans la négative, quelles sont les raisons de ce refus alors que ce tronçon est clairement saturé et connaît des embouteillages quotidiens?

- Quelles autres mesures le Gouvernement envisage-t-il pour contrecarrer le déplacement du trafic autoroutier du tronçon en question sur les axes secondaires, telle notamment la N6 entre Capellen et Tossenberg?

Réponse (28.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le Luxembourg se trouve au centre géographique de la Grande Région et, comme le pays est la locomotive économique de la région, le marché du travail luxembourgeois attire tous les jours des dizaines de milliers de travailleurs frontaliers. Le nombre des travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg est en croissance permanente et a atteint 161.300 salariés en 2013. 40.700 travailleurs frontaliers sont des résidents de la Belgique et entrent au pays notamment par l'autoroute A6 Arlon-Luxembourg, 79.700 frontaliers résident en France et viennent essentiellement par l'autoroute A3 Metz-Luxembourg et 40.900 frontaliers arrivent de l'Allemagne et entrent au pays à travers l'autoroute A1 Trèves-Luxembourg, mais également via la liaison avec la Sarre A13, pour continuer ensuite leur chemin sur l'autoroute A3. Les salariés frontaliers ayant leur résidence en France représentent donc presque la moitié de la totalité des frontaliers occupés au Luxembourg.

Quant au trafic sur l'autoroute A6, les postes de comptage de l'Administration des Ponts et Chaussées ont enregistré en 2014 une moyenne journalière de 47.744 véhicules à la hauteur de la frontière belge et de 91.959 véhicules sur le tronçon de l'A6 entre la Croix de Cessange et la Croix de Gasperich pendant les jours ouvrables.

Pour faire face aux besoins de mobilité des frontaliers, le Gouvernement entend mettre l'accent surtout sur les transports en commun et la promotion de la mobilité durable, mais entend également élargir à 2x3 voies l'autoroute E25 entre Dudelange (A3) et Helfenterbruck (A6). Vu les flux des salariés frontaliers et vu les comptages du trafic des postes permanents de l'Administration des Ponts et Chaussées, ce tronçon du réseau autoroutier luxembourgeois est particulièrement saturé. En outre ce tronçon d'autoroute est fortement fréquenté par le trafic de transit des voies du réseau routier transeuropéen, ainsi que par le trafic des travailleurs frontaliers et également par le trafic local généré par les zones urbanisées et économiques, qui sont en plein développement le long de cet axe.

Les autoroutes A1, A3, A6 et la liaison avec la Sarre A13 du réseau luxembourgeois raccordent notre pays aux grands axes des autres pays européens et absorbent de ce fait une grande part de trafic de transit. Par contre, ces autoroutes servent également comme voies de délestage du réseau principal des routes nationales adjacentes, à savoir les routes N1, N3, N6 et N13, qui sont destinées à recueillir et à distribuer le trafic local.

Pour assurer la mobilité transfrontalière dans le corridor Arlon-Luxembourg, le Luxembourg envisage, conjointement avec la Wallonie et dans le but d'une favorisation de la mobilité durable, les mesures suivantes:

- ligne express de bus transfrontalière reliant directement Arlon aux pôles d'attraction de Luxembourg (Windhof, Capellen, Ban de Gasperich);

- aménagement d'un parking relais P&R Stockem/Arlon connecté au réseau ferroviaire ainsi qu'au réseau du Groupe des transports en commun TEC, avec comme objectif la diminution de la part modale de la voiture au profit de celle des transports en commun;

- projet d'un corridor de priorisation du transport en commun routier sur l'axe N6 se développant entre Steinfort et Luxembourg. La création de voies bus constitue la colonne vertébrale de délestage des localités de Mamer, Steinfort, Strassen et Bertrange, ainsi que la desserte durable du sud-ouest du Luxembourg par le transport en commun. Les feux tricolores se trouvant sur la route N6 seront optimisés et gérés centralement par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Question 1304 (17.07.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **développement de l'électromobilité au Luxembourg:**

L'électromobilité représente un enjeu majeur pour lutter contre le changement climatique. Dans ce contexte, il est prévu d'installer jusqu'à 850 bornes publiques pour la recharge de voitures électriques sur le territoire national d'ici 2020 et ceci surtout sur des P&R, des parkings de gare et, de manière plus ponctuelle, sur la voirie ou autres types de parkings publics. La mise en place de ces bornes est assurée par les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité sur base d'un plan d'implantation détaillé qui a été élaboré en étroite concertation avec les propriétaires des emplacements publics, c'est-à-dire majoritairement les CFL, les Ponts et Chaussées ou encore les communes. La réduction des émissions de CO_2 liées aux transports est également un objectif clé des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) en faveur du climat. Elle soutient dans ce contexte la mise au point de véhicules électriques et des infrastructures connexes pour encourager les solutions de transport à faible intensité de carbone. À ce titre, la BEI finance déjà des programmes pour des villes situées en Espagne, aux Pays-Bas et au Portugal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Combien des bornes ont été réalisées jusqu'à présent et à quels endroits?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il inciter les communes à investir davantage dans l'électromobilité respectivement dans la mise en place de bornes électriques sur leur territoire?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les gestionnaires de réseau de distribution ont demandé le soutien de la BEI pour l'installation des infrastructures et des équipements de recharge pour les véhicules électriques?

Réponse (14.08.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant le développement de l'électromobilité au Luxembourg, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, qui constitue la base légale pour la mise en œuvre de la mobilité électrique au Luxembourg, précise notamment les responsabilités générales des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité ainsi que les principes d'organisation et de financement d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques basée sur un système central commun. Le projet de règlement grand-ducal (ci-après «le règlement») qui définira les fonctionnalités de cette infrastructure, les spécifications techniques, le nombre des points de charge, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseau se trouve actuellement dans la procédure réglementaire.

Les gestionnaires de réseau m'ont informé qu'ils sont sur la voie de finaliser, sur base de la législation en vigueur, d'un côté le concept qui encadrera les services d'installation, d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure de charge publique et de l'autre côté les analyses quant au choix de l'infrastructure technique à mettre en place. Dès l'entrée en vigueur du règlement, les mesures concrètes concernant la mise en œuvre de l'infrastructure de charge publique pourront être entamées et les premières bornes de charge publiques pourront alors être installées par les gestionnaires de réseau.

Les bornes de charge publiques installées en vertu du règlement constitueront l'infrastructure nationale de base, dont la répartition géographique sera déterminée de manière à assurer une couverture optimale des bornes de charge sur tout le territoire national. Le nombre maximal de bornes à installer dans les communes sera défini par le règlement.

Les communes, comme tout autre acteur public ou privé, seront libres d'installer des bornes supplémentaires à leurs frais sur des emplacements qu'ils choisiront sur le territoire de leur commune, afin de renforcer l'infrastructure nationale de base et d'améliorer l'offre en points de charge au niveau local. Si ces bornes répondent aux caractéristiques fonctionnelles et techniques minimales définies par le règlement et sont situées sur des emplacements ouverts au public, le règlement prévoit une possibilité de les intégrer dans le système national de bornes de recharge publiques. La mise en place de ces bornes par les communes pourra être récompensée dans le cadre du Pacte Climat pour les communes qui incite les communes à mener des actions dans le domaine de la mobilité électrique.

Le financement des opérations et investissements des gestionnaires de réseau est de la seule compétence de l'entreprise elle-même. Creos Luxembourg S.A., le plus grand gestionnaire de réseau de distribution au Luxembourg, m'a cependant informé être en négociation avec la BEI pour obtenir un prêt pour le financement de son programme d'investissement global des cinq ans à venir, dont notamment le projet de la mise en œuvre nationale de la mobilité électrique au Luxembourg.

Question 1306 (17.07.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **potentielles dérives dans le secteur immobilier:**

À en croire la presse, beaucoup d'agents immobiliers ne seraient plus seuls à intervenir dans l'intermédiation d'opérations portant sur les biens immobiliers. Au contraire, ils embaucheraient de soi-disant «freelance» pour le faire à leur place quitte à signer les contrats d'agence eux-mêmes.

Un deuxième phénomène constitue l'explosion du nombre de personnes qui se lancent dans le métier d'agent immobilier, i. e. dans un secteur déjà très concurrentiel, ce qui n'est pas sans risques pour la profession elle-même, voire pour les personnes ayant affaire auxdits agents.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les agissements d'agences immobilières/agents immobiliers consistant à passer par des «freelance» sont conformes au texte et à l'esprit de la loi sur l'accès aux professions?

- L'Inspection du travail et des mines (ITM) a-t-elle déjà été saisie de réclamations en raison des agissements d'agences immobilières/agents immobiliers? Dans l'affirmative, est-il possible d'obtenir de plus amples renseignements à cet égard?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il faudrait plus strictement encadrer l'accès, voire l'exercice de cette profession?

Réponse commune (28.08.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La problématique relative aux personnes actives à titre de «freelance» n'est pas une problématique propre aux professions de l'immobilier, mais ces pratiques peuvent avoir cours tous secteurs confondus. Certains professionnels font l'économie de frais fixes liés au personnel, ce dernier étant rémunéré à la commission en fonction des ventes réalisées ou de l'apport de clients. Ces «freelance» ne disposent par hypothèse pas d'une autorisation d'établissement, ce qui signifie en retour qu'ils ne peuvent se livrer aux activités réservées des professions immobilières proprement dites, mais seulement être des apporteurs d'affaires.

Les conditions d'accès, puis d'exercice des professions immobilières, sont assez strictement encadrées. En effet, elles requièrent une autorisation d'établissement spécifique, et sont soumises, lorsqu'elles sont exercées, soit en nom propre, soit par le biais d'une société, à des conditions préalables de qualification et d'honorabilité professionnelles, dont le non-respect ultérieur peut amener aussi à une éventuelle révocation de l'agrément en question ainsi délivré.

Le niveau élevé des connaissances professionnelles exigées garantit en principe une qualité de traitement des clients et un comportement correct de ces professionnels. Si des indélicatesses professionnelles sont commises, elles peuvent faire l'objet d'un recours au civil, où dans les cas graves, au pénal. Le Ministère de l'Économie, s'il en a connaissance, peut également, le cas échéant, prendre des mesures sur le plan administratif, s'il estime que ces agissements affectent l'honorabilité professionnelle de leur auteur, et procéder in fine à la révocation de l'autorisation d'établissement si les manquements sont suffisamment caractérisés et justifient pareille mesure.

L'Inspection du travail et des mines a bien été saisie par des salariés occupés auprès des agences immobilières en relation avec des problèmes tels que le contrat de travail, la rémunération, les congés, etc. et a traité ces réclamations dans le cadre de ses compétences. Le Ministère de l'Économie, par contre, ne reçoit que très peu de réclamations en relation avec l'autorisation d'établissement.

Question 1308 (20.07.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **tourisme:**

Mit einem Anteil von 6,5% im Jahr 2013 am Bruttoinlandsprodukt ist die Tourismusbranche in Luxemburg ein aufstrebender und bedeutender Wirtschaftszweig, der viele Arbeitsplätze schafft. Der angelaufene Ratsvorsitz wird die Zahlen wohl noch weiter verbessern, das Großherzogtum in der Welt bekannt machen und mehr Touristen anlocken. Das Konzept des Nation-Brandings ist hierbei ein wichtiger Faktor. Laut eines Interviews von Staatssekretärin Francine Closener im Luxemburger Wort vom 15. Juli rechnet man mit 50.000 Übernachtungen, 500 offiziellen Mittagessen und 250 Abendessen. Von der Ratspräsidentschaft werden die ländlichen Regionen jedoch nicht profitieren können. Denn aus Kosten- und aus Logistikgründen hat sich die Regierung auf die Hauptstadt beschränkt, so Francine Closener. Dies führt unweigerlich zu einer Diskriminierung. Wobei zu betonen ist, dass vor allem Hotel- und Restaurantbetriebe im Osten und Norden des Landes viel in den Ausbau ihrer Tourismusangebote investiert haben und somit auch den Anforderungen einer Ratspräsidentschaft gerecht würden.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Wirtschaft stellen:

- Inwieweit wird versucht, im Rahmen der Présidence das Konzept des Nation-Brandings weiter voranzutreiben?

- Warum wurde die Chance verpasst, das ganze Land, und somit auch Hoteliers und Restaurants außerhalb der Hauptstadtregion, in die touristische Organisation der Ratspräsidentschaft mit einzubinden und somit im Sinne des Nation-Brandings das ganze Großherzogtum nach außen zu zeigen und zu vermarkten?

Réponse (21.08.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Im Rahmen des Luxemburger EU-Ratsvorsitzes greift die Regierung in ihrer Kommunikation systematisch auf die drei Grundwerte zurück, die sich aus den Arbeiten des Nation-Brandings ergeben haben. Diese Werte - Verlässlichkeit, Dynamik und Offenheit - bilden das Fundament für den Aufbau eines authentischen, kohärenten und glaubwürdigen Markenbildes und entsprechen dem Profil des „Verbündeten". Dieses Profil zeichnet sich durch das Geschick Luxemburgs zur Bildung von Allianzen aus, sowie durch sein Vermittlungstalent, seine Aufgeschlossenheit, sein Verantwortungsbewusstsein und seine Verlässlichkeit. Der EU-Ratsvorsitz bietet unserem Land die einzigartige Gelegenheit, diese Stärken Luxemburgs zu betonen. Des Weiteren werden Produkte gefördert, die aus Luxemburg stammen. Dementsprechend handelt es sich bei den Geschenken für die EU-Delegierten vor allem um Produkte „made in Luxembourg", die das Know-how unserer Designer, Künstler, Gestalter und Handwerker in den Mitteipunkt stellen und somit die Vielfalt, aber auch die Kreativität und die Dynamik Luxemburgs zeigen. Seit Juni können Einwohner und Touristen in der Hauptstadt im neuen „Luxembourg House" qualitativ hochwertige lokale Produkte erwerben. Im Rahmen der zahlreichen Veranstaltungen des EU-Ratsvorsitzes wird auch den Luxemburger Künstlern die Gelegenheit geboten, ihr Talent zu zeigen. Somit wird Luxemburgs engagierte, kreative und dynamische Kulturszene im In- und Ausland dargestellt.

Betreffend die Tagungsorte des EU-Ratsvorsitzes hat die Regierung entschieden, alle informellen Ministertreffen im „European Convention Center Luxembourg (ECCL)" abzuhalten, und dies nicht nur aus finanziellen Erwägungen, sondern auch im Sinne einer effizienten Organisation. Im ECCL sind alle notwendigen Infrastrukturen vorgesehen, die einen geordneten Ablauf von Veranstaltungen eines solchen Ausmaßes garantieren: Neben den Versammlungs- und Essräumen stehen hier ein komplett ausgestattetes Pressezentrum sowie genügend Übersetzerkabinen zur Verfügung. Da im Oktober 2015 der Rat der EU-Minister im ECCL tagt, sind für die Treffen von Beamten und Experten in diesem Zeitraum alternative Tagungsräume in Luxemburg-Stadt und Belval vorgesehen.

Übernachtungsmöglichkeiten für die betreffenden Minister und Beamten müssen sich selbstverständlich in unmittelbarer Nähe zum ECCL befinden und sind deshalb hauptsächlich im Stadtviertel Kirchberg vorgesehen. Die offiziellen Mahlzeiten während der informellen Treffen finden sowohl in Luxemburg-Stadt als auch außerhalb der Hauptstadt statt. Neben Luxemburg-Stadt und Belval handelt es sich dabei um Bourglinster, Echternach, Altwies, Clervaux, Urspelt, Vianden und Schengen.

Question 1311 (21.07.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **session de rattrapage du projet intégré final en fin de formation:**

Selon mes informations, une session de rattrapage du projet intégré final (PIF) des classes en fin de formation professionnelle sera organisée en janvier 2016 pour les élèves non évalués ou n'ayant pas réussi le projet final en juin/juillet 2015. Les élèves non admissibles à la session du mois de juin/juillet 2015 auront la possibilité de se présenter à la session du PIF en juin/juillet 2016, sous condition d'être admis.

Il y a, par contre, un certain nombre d'élèves non admissibles qui doivent encore rattraper un module, voire deux ou trois modules, pour se voir accorder l'accès à l'épreuve finale, donc au PIF. Ces élèves doivent maintenant attendre une année supplémentaire pour pouvoir remédier au projet intégré final.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Pour quelles raisons les élèves, qui n'ont que quelques modules à rattraper, se voient-ils refuser l'accès au projet intégré final en janvier 2016?

- Le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'organiser la session de rattrapage de telle manière à accorder à un maximum d'élèves au plus vite l'accès à l'épreuve finale et donc, si réussie, l'accès au marché du travail?

Réponse (04.09.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'organisation des projets intégrés, à savoir les projets intégrés intermédiaires et projets intégrés finaux demande au service concerné du Ministère la mise en place d'un dispositif logistique d'envergure afin de pouvoir assurer l'organisation et le bon fonctionnement des épreuves en question. Les équipes d'évaluation chargées de l'élaboration et de l'organisation des épreuves fixent ensemble avec le Ministère le calendrier à la fin d'une année scolaire pour l'année scolaire prochaine.

En ce qui est des questions formulées par l'honorable Députée, ci-après les réponses:

D'une part, l'organisation d'une session de rattrapage du projet intégré final au mois de janvier/février présuppose que les plans d'organisation de l'épreuve soient finalisés au plus tard au début du mois de décembre de l'année précédente afin que les candidats puissent être convoqués à l'épreuve dans un délai raisonnable.

D'autre part, l'organisation des lycées ne permet pas de rattraper tous les modules non réussis avant la fin d'un semestre spécifique. Ceci est dû à la durée et au mode d'organisation assez divergents des différents modules qui ne permettent pas dans tous les cas d'organiser un rattrapage dans un laps de temps réduit sans perturber l'organisation des modules réguliers. De plus, les élèves sont souvent placés dans les modules réguliers qui s'étendent sur tout un semestre pour réaliser le rattrapage de modules non réussis afin d'en faciliter l'organisation au niveau des lycées.

Au vu de cette situation, il n'est donc pour l'instant pas possible de prendre au début du mois de décembre une décision sur l'admissibilité à la session de rattrapage du projet intégré final de tous les élèves qui ont des modules à rattraper. Afin de garantir une égalité de traitement des élèves, le Ministère a décidé que les élèves non admissibles à la session ordinaire du projet intégré final d'une année scolaire spécifique sont automatiquement renvoyés à la session ordinaire de l'année scolaire suivante.

Puisque la procédure actuelle ne permet pas de prendre une décision d'admissibilité au projet intégré final au cours d'un semestre, j'ai demandé aux chambres professionnelles et aux directions des lycées de revoir les procédures et de me proposer des simplifications en la matière afin de donner aux apprentis et élèves la possibilité de se présenter à la session de rattrapage du projet intégré final.

Question 1312 (21.07.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **dons et legs au profit des fabriques d'église:**

En complément à la question parlementaire n°1299 de l'honorable Député Marc Spautz du 16 juillet 2015 *(voir ci-dessus)*, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre de l'Intérieur pourrait également fournir de plus amples renseignements sur les montants des dons et legs effectués (et approuvés par les conseils communaux) au cours de la période 1997-2014 (ventilation par commune et par année):

- au profit des différentes fabriques d'église?

- au profit des congrégations et associations religieuses?

Réponse (03.09.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En complément à la question parlementaire n°1299 du 16 juillet 2015 de Monsieur Marc Spautz, l'honorable Députée s'enquiert sur les montants des dons et legs effectués au profit des différentes fabriques d'églises et au profit des congrégations et associations religieuses au cours de la période de 1997 à 2014.

Aux termes de l'article 106 point 5° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 les délibérations portant sur les dispositions entre vifs ou par testament faites au profit des communes sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur. Les dossiers de l'espèce des établissements publics placés sous la surveillance d'une commune sont sujets aux mêmes dispositions que celles des communes et devront avoir trouvé l'accord du conseil communal.

Les quatre congrégations mentionnées ci-après ont le statut d'établissements publics placés sous la surveillance de la Ville de Luxembourg, à savoir:

- la Congrégation des Sœurs de Ste Elisabeth;

- la Congrégation des Sœurs Franciscaines;

- la Congrégation des Sœurs Chanoinesses de St Augustin (Sainte-Sophie);

- la Congrégation des Frères de la Charité.

Les dossiers de l'espèce soumis aux fins d'approbation comprendront une délibération en due forme de l'organe compétent qui décide d'accepter la libéralité ainsi que les pièces exprimant la volonté du testateur, l'acte de donation ou tout autre document relatant l'acte bénévole.

En ce qui concerne les dons et legs visés par la question parlementaire sous rubrique et repris dans le tableau en annexe, il y a lieu de noter qu'il s'agit en l'occurrence du montant stipulé dans la délibération prise par le conseil communal déduction faite des droits de succession ainsi que des frais et honoraires de notaire.

Les montants des dons et legs fournis dans le tableau en annexe sont ceux stipulés dans le corps de la délibération prise par le conseil communal et approuvés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Les chiffres fournis sont à interpréter avec prudence et le Ministère de l'Intérieur ne saurait garantir leur exhaustivité.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1314 (22.07.2015) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **situation de parking et de stationnement à la gare d'Ettelbruck:**

Le Park & Ride à la gare d'Ettelbruck est actuellement saturé et le stationnement pour les usagers des transports en commun devient de plus en plus difficile. Nombreux sont ceux qui renoncent au transport en commun en faveur de leur voiture. Cette situation risque encore de s'aggraver, vu les divers chantiers qui sont prévus dans le cadre de la construction d'une nouvelle gare à Ettelbruck.

Dans ce contexte, le soussigné avait proposé une solution de rechange et d'agrandissement substantiel du P&R sur les terrains CFL actuellement à l'usage de dépôt de matériel. Le raccordement de ces terrains aux quais était prévu par une passerelle. En réponse à la question parlementaire n°0666 du 31 octobre 2014 *(cf. compte rendu n°4/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre avait précisé que la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) ne pourrait pas soutenir un agrandissement substantiel du P&R sur les terrains actuellement à l'usage de dépôt de matériel étant donné qu'un raccordement de ces terrains par une passerelle aux quais s'avère très complexe, à savoir, un raccordement entraînant la mise en place d'une passerelle d'une portée libre globale d'environ 60 mètres à une hauteur libre minimale de 6,50 mètres au dessus du niveau supérieur des rails.

De plus, comme le plan des voies de la gare d'Ettelbruck va être entièrement modifié durant les différentes phases du projet (construction d'un troisième quai, élargissement du deuxième quai, renouvellement des superstructures), la passerelle provisoire ne pourrait pas reposer sur des appuis intermédiaires, ce qui en ferait un ouvrage extrêmement onéreux au vu de sa portée très importante.

Il me revient que le collège échevinal de la Ville d'Ettelbruck vient de proposer à la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) une nouvelle solution de rechange qui prévoit l'installation d'un P&R avec une capacité de 100 emplacements sur les terrains des CFL et qui ne nécessite aucune passerelle pour garantir l'accès aux quais.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la solution proposée par le collège échevinal de la Ville d'Ettelbruck?

- Monsieur le Ministre serait-il d'accord avec cette solution de rechange?

- Dans quels délais ces travaux pourraient-ils débuter?

Réponse (28.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1314 du 22 juillet 2015, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer au sujet de la situation de parking et de stationnement à la gare d'Ettelbruck.

La Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois n'a pas été saisie par le collège échevinal de la Ville d'Ettelbruck d'une proposition de solution transitoire à la problématique susmentionnée pendant la phase de construction du nouveau pôle multimodal.

Néanmoins, sachant que ni le Fonds du rail, ni la SN des CFL ne possèdent d'autres emprises hormis celles concernées par le projet cité ci-avant, ainsi que les terrains actuellement à l'usage de dépôt de matériel, un raccordement de ces terrains ne peut pas être envisagé car l'ensemble des travaux de la partie ferroviaire du pôle multimodal (quais, souterrains, plates-formes ferroviaires, évacuation des eaux, travaux caténaire, etc.) sera réalisé depuis le dépôt.

Un minimum de 100 places sera toujours garanti durant les phases les plus critiques du chantier et une partie du futur bâtiment P&R sera rendu accessible en fonction de l'avancement de la construction de ce dernier.

Question 1316 (23.07.2015) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **Varroa destructor:**

Seit vielen Jahren kann man einen beängstigenden Schwund an Lebensarten und Lebensformen in Fauna und Flora feststellen. Dies trifft auch auf Bestäuberinsekten wie die Honigbiene zu. Hinzu kommt bei der Honigbiene die Belastung durch die Varroa-Milbe. Die westliche Honigbienenart Apis mellifera ist an diesen Brut- und Bienenparasiten derzeit genetisch nicht angepasst, so dass sie zu wenig Gegenwehr besitzt. Deshalb müssen weltweit alljährliche Behandlungen durchgeführt werden, um die Bienen am Leben zu erhalten. Dabei werden die Varroa-Behandlungen immer komplexer, weil die Varroa-Milben gegenüber allen gängigen Mitteln immer mehr Resistenzen entwickeln. Um dieser Entwicklung Herr zu werden, zielen Bieneninstitute in ganz Europa, unterstützt durch öffentliche und europäische Mittel, auf die Züchtung varroa-resistenter Honigbienen, mit sehr mäßigen Erfolgen, unter anderem auch, weil sie sich auf sogenannte Rassenreinzuchten beschränken. Als nachhaltige Lösung des Varroa-Problems wäre laut verschiedenen Imkern aber die genetische Anpassung zwischen Wirt (Honigbiene) und Varro-Milbe schneller zu erzielen, wenn die vom Menschen gesteuerte Auslese auf breitester Ebene erfolgen würde, wobei das Zuchtziel eine besonders vitale und krankheitsresistente, widerstandsfähigere und varroa-tolerante Biene ist. Das derzeitige FUAL-Zuchtprogramm, das zu 50% von der EU und 50% vom Luxemburger Staat finanziert wird, zeigt hervorragende Resultate, stößt aber an seine Grenzen.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz die folgenden Fragen stellen:

- Gibt es für Luxemburg konkrete Untersuchungen zur Problematik der Varroa-Milbe und ihren Auswirkungen auf die Bienenvölker?

- Wird in Luxemburg in diesem Bereich geforscht, vor allem in Hinblick auf die Zucht einer krankheitsresistenten, widerstandsfähigeren und varroa-toleranten Honigbiene?

- Wenn dem nicht so wäre, wäre es nicht angebracht, dass das Landwirtschaftsministerium eine derartige Forschung einleiten und unterstützen würde?

- Wenn dies der Fall wäre, kann der Herr Minister mir weiterführende Informationen über Forschungsresultate sowie die Personen oder Institute, welche dieser Basisforschung nachgehen, zukommen lassen?

- Wie kann man das derzeitige FUAL-Zuchtprogramm stärker vorantreiben?

Réponse (19.08.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Im Auftrag des Landwirtschaftsministeriums werden ab dem Jahr 2011 wissenschaftliche Untersuchungen über Honigbienen im Forschungsprojekt Bee First durch Forscher vom Luxembourg Institute of Science (LIST, ehemaliges CRP-Gabriel Lippmann) in enger Zusammenarbeit mit dem „Lëtzebuerger Landesverband fir Beienzuucht" (FUAL) durchgeführt. In diesem Projekt werden die winterlichen Völkerverluste der Honigbiene untersucht. Diese Verluste werden jedes Frühjahr von der Administration des Services Vétérinaires (ASV) aufgenommen. So wurden während der letzten fünf Win-

ter Verlustraten von 9% bis 34% festgestellt. Im Rahmen von Bee First wird zum einen der Einfluss von Umweltfaktoren, wie die landwirtschaftlichen und nicht landwirtschaftlichen Flächennutzungen, auf die Bienenverluste analysiert. In einem weiteren Ansatz wird der Einfluss der imkerlichen Praktiken auf die Winterverluste untersucht. Die Varroa-Problematik ist hier natürlich ein Hauptaspekt. Ziel ist es, den Imkern die Stellschrauben in ihrer Betriebsweise aufzuzeigen, an denen sie arbeiten können, um die Überlebensraten der Bienen positiv zu beeinflussen.

In einem neuen Arbeitspaket von Bee First soll der Einfluss der Wetterfaktoren untersucht werden. Es ist wahrscheinlich, dass diese einen wesentlichen Einfluss sowohl direkt auf die Vermehrungsraten der Milben wie auch auf die Wirksamkeit der Varroa-Behandlungen haben dürften. Dies könnte eventuell eine der Erklärungen der doch sehr unterschiedlichen Verlustraten von Jahr zu Jahr sein.

Um weitergehende Informationen über die Forschungsresultate von Bee First zu erhalten, kann man sich an die Abteilung „Environmental Research and Innovation" vom LIST oder an die Gartenbauabteilung der ASTA (fruits@asta.etat.lu) wenden.

Ein neuer Ansatz in Luxemburg ist auch das sogenannte „Varroa-Monitoring". Hier wird in Zusammenarbeit vom Bienenberater der FUAL und der ASV die Varroa-Belastung in einzelnen Bienenvölkern erhoben. Ziel ist es, unter anderem dem Imker ein reales und aktuelles Bild über den Milbenbefall sowie über den Erfolg der Varroa-Behandlung zu geben, dies anhand von konkretem Zahlenmaterial.

Forschung betreffend die Zucht von krankheitsresistenten, widerstandsfähigeren und varroa-toleranten Bienen wird nicht innerhalb des Forschungsprojekts Bee First durchgeführt. Grundlagenforschung in diesem Bereich wird eher an spezialisierten Instituten oder Forschungslaboratorien betrieben, die sich hauptsächlich mit den Bienen befassen.

Ein Beispiel dieser Grundlagenforschung wäre das ARISTA-Projekt, das unter anderem ein Verhaltensmerkmal der Biene, das sogenannte „Varroa sensitive hygiene (VSH)" genauer erforscht. An diesem Projekt beteiligt sich auch ein unter Imkern hoch angesehener luxemburgischer Bienenzüchter, indem er sein geprüftes Zuchtmaterial zur Verfügung stellt.

Um das Zuchtprogramm der FUAL voranzutreiben, sollen wenn möglich praxisrelevante Resultate aus solchen Forschungsvorhaben mit einbezogen werden. Hier dürfte der Bienenberater der FUAL, der zum großen Teil mit Mitteln aus dem Landwirtschaftsministerium finanziert wird, eine wichtige Rolle spielen. Dieser Fachmann wird sicherlich einen positiven Einfluss auf die Weiterentwicklung des Zuchtprogramms haben.

Das Landwirtschaftsministerium ist sich der Wichtigkeit der Bienenzucht in Luxemburg sehr bewusst und wird auch in Zukunft die verschiedenen Komponenten, wie z. B. die FUAL, den Bienenberater, die Bienenzüchter sowie die Forschungsprojekte, mit den ihm zur Verfügung stehenden Mitteln unterstützen. Diese Mittel können finanzieller Natur sein oder sich auch durch eine Zusammenarbeit mit den verschiedenen Verwaltungen des Landwirtschaftsministeriums (ASTA, ASV) auszeichnen.

Question 1318 (24.07.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **cartes d'identité:**

Conformément à l'art. 15 de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, une carte d'identité peut être délivrée sur demande aux luxembourgeois âgés de moins de quinze ans. Les cartes d'identité pour les moins de quatre ans sont valables pour une durée de deux ans. Le règlement grand-ducal du 18 juin 2014 relatif à la carte d'identité prévoit que les photographies doivent se conformer aux normes établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Ces normes exigent entre autres que le sujet doit être présenté seul, qu'il doit regarder l'objectif et adopter une expression neutre, bouche fermée. Or, il convient de noter que cet exercice s'avère particulièrement laborieux pour les enfants en bas âge, qui n'ont pas encore la faculté d'être physiquement indépendants.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles sont les procédures d'élaboration des cartes d'identité pour les enfants de moins de quatre ans, en particulier en ce qui concerne les photographies?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les normes établies par l'OACI devraient être allégées respectivement flexibilisées pour les enfants en bas âge?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il disposé à prendre une initiative allant dans ce sens?

Réponse (21.08.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par sa question parlementaire n°1318 du 24 juillet 2015, l'honorable Député Serge Wilmes s'enquiert des procédures d'élaboration des cartes d'identité pour les enfants de moins de quatre ans, ainsi que des modalités de mise en œuvre des normes établies par l'OACI pour les photographies d'enfants.

En premier lieu, je tiens à relever que les procédures d'élaboration d'une carte d'identité d'un enfant de moins de quatre ans sont identiques à celles d'une carte d'identité d'un adulte, à l'exception des dispositions prévues respectivement par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques (pas d'activation des certificats électroniques) et par le règlement grand-ducal modifié du 18 juin 2014 relatif à la carte d'identité (dispense de signature).

En particulier, le processus de validation pour la photographie d'un enfant est identique à celui mis en œuvre pour un adulte. Ce processus fait intervenir une vérification automatique de la conformité de la photographie avec les standards de l'OACI par un outil informatique, ainsi qu'une vérification manuelle par l'agent effectuant l'enrôlement du titulaire. Lorsque l'agent est en désaccord avec le résultat de la vérification automatique, la photographie est examinée à nouveau manuellement par des agents spécialement formés du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). En conséquence, la procédure en place garantit qu'une photographie n'est rejetée que lorsqu'un agent du CTIE confirme un rejet par l'outil informatique.

Concernant les normes établies par l'OACI, il convient d'abord de rappeler que leurs exigences de qualité en termes de photographies visent à renforcer la sécurité lors des passages aux frontières. Ainsi, en imposant un niveau de qualité des photographies équivalent à celui des passeports, la nouvelle carte d'identité électronique introduite depuis le 1er juillet 2014 offre un niveau de sécurité bien supérieur à celui des anciennes cartes, et l'un des plus élevés en Europe.

Dans les premiers mois suivant l'introduction de la nouvelle carte d'identité, ce niveau d'exigence, plus élevé par rapport aux anciennes cartes, a conduit au rejet d'un certain nombre de photographies, en particulier pour les jeunes enfants. En réponse à cette situation, j'ai décidé la mise en œuvre de plusieurs mesures afin de réduire le nombre de rejets, et je les ai communiquées aux communes par voie de la circulaire n°3197 du 22 octobre 2014. Ces mesures consistent en:

- un assouplissement des règles de conformité aux standards OACI pour les jeunes enfants;

- un support téléphonique permettant une validation immédiate des photographies litigieuses par les agents du CTIE, encore en présence des citoyens afin de leur éviter un éventuel retour à la commune;

- la mise à disposition aux communes de caches plastiques de couleur blanche, afin de fournir un fond uniforme pour faciliter en particulier la prise de photographie des jeunes enfants;

- la mise à disposition, dans l'application d'enrôlement, d'une fonction de recadrage afin de permettre aux agents d'obtenir plus facilement une photo conforme.

Suivant les chiffres actuellement à ma disposition, entre le 1er janvier et le 1er août 2015, seules 35 photos d'enfants de moins de deux ans (respectivement 44 photos d'enfants de moins de quatre ans) ont été rejetées, soit moins de 1,6% (respectivement 1,1%) du nombre total de cartes d'identité délivrées pour cette tranche d'âge. Les mesures prise en octobre 2014 ayant permis de réduire le problème soulevé à un niveau acceptable, aucune action supplémentaire n'est actuellement envisagée. Mes services continueront de surveiller les statistiques de rejets de photographies, et au besoin d'autres mesures seront prises.

Question 1319 (27.07.2015) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **programme de mise à disposition de diacétylmorphine:**

Dans le cadre de sa politique en matière de drogues, le Gouvernement a prévu dans son programme gouvernemental de mettre «en place un programme structuré de mise à disposition de diacétylmorphine sous surveillance médicale».

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que le Gouvernement a toujours l'intention de mettre en place un tel programme?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle indiquer dans quels délais on pourra s'attendre à la mise en œuvre dudit programme?

Réponse (03.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Conformément au programme gouvernemental, la mise en place d'un programme de traitement assisté à la diacétylmorphine (TADIAM) a été inscrite au plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées.

Le programme TADIAM, ainsi que l'état actuel de sa mise en œuvre, ont été détaillés lors de la conférence de presse du 11.05.2015, relative à la présentation du même plan d'action gouvernemental.

Il convient de rappeler que le programme TADIAM se base sur un concept d'extension du programme de traitement de la toxicomanie par substitution existant, dans le cadre d'une collaboration avec la Fondation Jugend- an Drogenhëllef.

Le concept du programme TADIAM fut élaboré conjointement par le Ministère de la Santé et les acteurs de terrain spécialisés et avisé par des experts étrangers. Les démarches relatives à l'autorisation d'importation de diacétylmorphine ont également été entreprises. Actuellement les travaux de transformation et d'aménagement du site accueillant le programme TADIAM sont en planification en concertation étroite avec l'Administration des Bâtiments publics.

En référence au plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées, le programme TADIAM devrait pouvoir assurer l'accueil des premiers patients au courant de l'année 2016.

Question 1320 (27.07.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**invasion de gobies dans la Moselle:**

Depuis plusieurs années la Moselle est envahie de gobies, une espèce de poissons ayant son origine dans les mers Noire et d'Azov.

Sa population se répand avec une rapidité énorme, dont font également preuve les concours de pêche. Il va sans dire que ce phénomène risque de perturber sérieusement l'équilibre biologique et ichtyologique de ce fleuve frontalier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que cette dissémination favorise un changement biologique graduel?

2. Dans l'affirmative, est-ce qu'il ne faut pas reconnaître le gobie comme espèce nuisible?

3. Quels moyens Madame la Ministre entend-elle éventuellement utiliser afin d'endiguer la population de gobies?

4. Est-ce qu'il n'est pas opportun d'associer étroitement la Fédération des pêcheurs sportifs à une action envisagée?

5. Finalement, est-ce que cette invasion de gobies ne risque pas d'affecter également les cours d'eau intérieurs?

Réponse (28.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

Ad 1. Le gobie à tâches noires (Neogobius melanostomus) est une espèce de poissons vivant dans des eaux saumâtres provenant de la Mer Caspienne et de la Mer Noire (zone ponto-caspienne). L'espèce occupe aussi des habitats d'eaux saumâtres dans les estuaires et les embouchures de grands fleuves. Son expansion s'est poursuivie vers l'ouest et le centre de l'Europe et même en Amérique du Nord. L'espèce tolère des teneurs très variables en salinité et des variations élevées en température.

Les gobies à tâches noires se reproduisent en attachant les œufs dans des nids sur les dessous de fonds stabilisés qui sont supervisés par le mâle. Un nid peut contenir jusqu'à 10.000 œufs provenant de quatre à six femelles. Le poisson se nourrit surtout de mollusques bivalves (petites moules), crustacés et vers, mais aussi de petits poissons et de larves de chironomes (vers de vase). En remontant les affluents, le gobie à tâches noires a atteint en 2004 le système rhénan probablement transporté dans l'eau de ballast ou attaché aux navires. En 2008 il a été détecté pour la première fois dans le Bas-Rhin. La population est établie en Allemagne et dans la Moselle et est jugée en expansion, mais elle ne peuple pour le moment que les voies navigables. Certes, l'expansion des gobies à tâches noires influence la population ichtyofaune présente dans les voies navigables comme, d'ailleurs, toute autre espèce invasive.

Ad 2. Le gobie à tâches noires n'est pas considéré par la législation comme «espèce nuisible» mais comme «espèce exotique envahissante». Au niveau de l'Union européenne, la gestion des espèces exotiques envahissantes est déterminée moyennant le règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. Ce règlement européen fixe les modalités de gestion des espèces dites exotiques envahissantes.

Ad 3. La distribution du gobie à tâches noires au Luxembourg se restreint pour le moment à la Moselle qui est une eau transfrontalière. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures suivra de près les démarches dans la gestion de cette espèce exotique envahissante mises en œuvre par les Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre et la Commission pour la protection du Rhin, auxquelles le Grand-Duché de Luxembourg est partie.

De par son mode de vie en cachette, il n'existe à ce jour pas de méthode efficace et écologiquement durable qui permettrait d'enrayer l'expansion du gobie à tâches noires. L'Administration de la Gestion de l'Eau suit de par son monitoring dans le cadre de la directive-cadre sur l'eau les populations piscicoles et participe activement aux travaux européens et régionaux sur les espèces invasives aquatiques. Selon une recommandation internationale, la stabilisation des populations piscicoles autochtones est le moyen actuellement le plus adapté pour enrayer l'expansion du gobie à tâches noires. Une telle stabilisation est en cours de réalisation par la mise en œuvre du plan de gestion luxembourgeois des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et du programme de mesures dans le cadre de la directive-cadre sur l'eau établi par l'Administration de la Gestion de l'Eau en 2015 et révisés tous les six ans.

Ad 4. La seule recommandation qui pourra être faite envers les pêcheurs est de ne pas faciliter l'expansion des espèces invasives dont le gobie à tâches noires en l'introduisant dans une autre eau de surface ni à utiliser cette espèce comme vif. Ces activités sont d'ailleurs interdites par la loi relative à la protection de la nature et passibles de sanctions. Si le problème s'aggravait, il est évident qu'une concertation avec la Fédération des pêcheurs sportifs concernant aux mesures à mettre en œuvre est envisageable.

Ad 5. Il n'y a à ce jour pas d'effets connus sur les habitats aquatiques naturels des eaux courantes de notre pays. L'apparition du gobie n'a été constatée que dans les voies navigables, cette espèce de poissons vivant dans des eaux de surface à berges stabilisées par des enrochements artificiels.

Question 1321 (27.07.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **logements de service:**

L'article 326 de l'Arrêté royal belge portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises du 18 juillet 1977, publié par règlement ministériel du 4 octobre 1977 (Mémorial 1977, 1868) dispose que «Lorsqu'un agent ne pourra se procurer, dans la commune où il est ou sera nommé, un logement convenable moyennant un loyer raisonnable, il pourra s'adresser au bourgmestre, afin d'obtenir, par son ordre ou intervention, une habitation suffisante, sous paiement d'un loyer fixé raisonnablement.[...]».

Dans le cadre des discussions récentes concernant les logements de service, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les Ministres disposent de statistiques concernant les demandes effectuées par les agents conformément à l'article 326 précité?

- Est-ce que les Ministres considèrent qu'il relève de la compétence du bourgmestre d'assister les agents dans la recherche d'une habitation suffisante avec loyer raisonnable?

- Dans l'affirmative, est-ce que les Ministres peuvent préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par habitation suffisante et/ou loyer raisonnable par région/commune?

- En cas de réponse négative aux questions précitées, les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il y a lieu d'abroger l'article 326 précité?

Réponse commune (21.08.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 326 de l'Arrêté royal belge portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises du 18 juillet 1977, publié par règlement ministériel du 4 octobre 1977, trouve son origine dans l'obligation de résidence imposée jadis aux fonctionnaires de l'État et donc également aux fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises.

Ainsi, d'un point de vue historique, l'article 5 de la loi du 8 mai 1872 concernant les droits et les devoirs des fonctionnaires de l'État - texte encore d'application au moment de la publication de la Loi générale des douanes et accises du 18 juillet 1977, - donc 105 ans plus tard - disposait que «Tout fonctionnaire est tenu de résider, sans interruption, dans le lieu qui lui est assigné pour exercice de ses fonctions, à moins d'en avoir obtenu dispense. La dispense ne peut être accordée que dans le cas où le service n'en souffre pas. Elle est toujours révocable.»

Ce principe de résidence, bien que moins restrictif, était repris par l'ancien article 13 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État: «Sans préjudice des dispositions légales prescrivant un domicile déterminé, le fonctionnaire est tenu de résider au lieu qui lui est assigné pour l'exercice de ses fonctions ou à une distance de celui-ci qui ne lui l'empêche pas d'accomplir ses fonctions normalement. Toutefois la prise de résidence à l'étranger est soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement en conseil, lorsque le lieu assigné au fonctionnaire pour l'exercice de ses fonctions est situé au Grand-Duché. Cette autorisation est révocable.»

Par la loi du 19 mai 2003 modifiant la loi relative au statut général des fonctionnaires de l'État, l'article 13 a été modifié en ce sens que, d'une part, le fonctionnaire n'est plus tenu de résider au lieu qui lui est assigné pour l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, la résidence à l'étranger n'est plus soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement en conseil, le principe du lieu de résidence à une certaine distance du lieu de travail restant d'application: «Sans préjudice des dispositions légales prescrivant un domicile déterminé, le fonctionnaire est tenu de résider à un lieu qui se situe à une distance de son lieu de travail ne l'empêchant pas d'accomplir ses fonctions normalement.»

Jadis le fonctionnaire des Douanes et Accises, affecté à un poste-frontière, travaillant par équipe, était donc contraint de résider au lieu qui lui était assigné, en raison de l'existence de l'article 326 de l'Arrêté royal belge précité:

«Lorsqu'un agent ne pourra se procurer, dans la commune où il est ou sera nommé, un logement convenable moyennant un loyer raisonnable, il pourra s'adresser au bourgmestre, afin d'obtenir, par son ordre ou intervention, une habitation suffisante, sous paiement d'un loyer fixé raisonnablement. Les gouverneurs des provinces veilleront à ce qu'il soit promptement fait droit aux demandes de cette espèce par les bourgmestres.»

Faute de moyens de communication avancés, le bourgmestre était en effet l'intermédiaire privilégié des fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises pour la location d'une habitation suffisante, habitation qui consistait en règle générale en une chambre privée auprès d'une famille localisée aux alentours d'un poste-frontière.

Or, à l'heure actuelle, il est évident que suite à l'abolition des postes-frontières et la possibilité de résider à un lieu qui se situe à une certaine distance du lieu de travail, les dispositions de l'article 326 précité sont devenues obsolètes, voire sans objet en l'absence d'obligation de résidence dans la commune du lieu de travail.

S'agissant d'un texte commun avec les autorités belges, il est prévu de proposer lors d'une prochaine modification de la Loi générale, soit d'adapter, soit d'abroger l'article 326 en question.

Q258

Question 1322 (27.07.2015) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **goudronnage à l'aide de gravier:**

Il nous a été rapporté qu'un certain nombre de routes dans le nord du pays ont été récemment goudronnées à l'aide de gravier (Rollsplitt). Il s'agit plus précisément des voies routières entre Alscheid et Wilwerwiltz, entre Drauffelt et Wiltz ainsi qu'entre Kaundorf et Nothum. Cette technique assez rudimentaire peut poser problème aux conducteurs. D'une part, ces petites pierres peuvent se détacher facilement du tarmac si bien qu'elles endommagent les véhicules circulants. D'autre part, ce revêtement peut augmenter le risque d'accidents au détriment des motocyclistes et des cyclistes.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces faits?

- Dans l'affirmative, l'usage de gravier comme revêtement est-il encore de nos jours une méthode standard pour effectuer ce type de travaux routiers?

- Le gravier est-il utilisé pour tous les chantiers de ce genre?

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous renseigner sur d'autres chantiers où la technique du gravionnage est mise en œuvre?

Réponse (28.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme toutes les années, l'Administration des Ponts et Chaussées réalise aussi en 2015 une campagne d'enduisage superficiel sur la voirie de l'État. La technique des enduits n'est simple qu'en apparence, car de nombreux paramètres interviennent. Au fil du temps, elle a subi d'importantes améliorations au niveau des constituants (liants et granulats), des matériels (répandeuses, gravillonneurs, compacteurs) et des formulations. La technique n'est donc pas comparable à celle du goudronnage de l'époque et le liant hydrocarboné utilisé de nos jours est à base de bitume et non plus de goudron.

Le recours à la technique de l'enduisage superficiel permet de traiter une route qui présente des premiers signes de dégradation (notamment fissures) pour la garder encore dans un état de viabilité satisfaisant pendant plusieurs années, avant qu'un raclage avec renouvellement de la couche de roulement ou même une remise à neuf complète s'impose. Ainsi, la durée de vie d'une chaussée peut être prolongée et les frais relativement bas engendrés par cette technique arrangent évidemment les budgets de l'État.

Les travaux d'enduit superficiel correctement réalisés assurent une bonne imperméabilité superficielle, évitent ainsi la pénétration de l'eau de ruissellement dans les assises des chaussées et en conséquence leur décohésion et permettent, s'ils sont réalisés à temps, donc lorsque les premiers signes de détérioration apparaissent, d'assurer un entretien correct sur une bonne partie du réseau routier.

Malheureusement, les gravillons répandus constituent un inconvénient indéniable pour tous les usagers de la route. Or, si la vitesse maximale autorisée limitée à 50 km/h pendant deux à trois semaines après les travaux était mieux respectée, les automobilistes, prévenus par des panneaux A, 9a «Projection de gravillons» au début du tronçon traité et ensuite à intervalles réguliers, ne devraient pas subir de dommages majeurs. Un balayage des gravillons détachés a lieu en principe après la première semaine, ensuite encore une fois après la deuxième semaine et, en cas de nécessité, même une troisième fois avant l'application du nouveau marquage routier.

Il reste à noter que, si le traitement d'une chaussée par enduisage superficiel réussit bien, ce qui dépend beaucoup des conditions climatiques pendant les travaux, cette chaussée présente une rugosité exceptionnelle comparée à d'autres chaussées à types de revêtements différents, ce qui constitue un facteur de sécurité non négligeable. Le traitement apporte donc une solution très satisfaisante aux problèmes de glissance d'une route.

En raison des inconvénients causés par les gravillons durant les premières semaines après les travaux, l'Administration des Ponts et Chaussées n'exécute normalement pas de travaux d'enduisage superficiel à l'intérieur des agglomérations.

Question 1323 (27.07.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord entre les créanciers et la Grèce:**

«tageblatt.lu» rapportait la semaine dernière que Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire aurait, à l'occasion du Conseil général du LSAP de mardi dernier, plaidé pour un allègement de la dette (Schuldenschnitt) grecque.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre partage-t-il l'avis du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire?

- Quelle est en fin de compte la position du Gouvernement en la matière? Le Gouvernement est-il d'avis qu'il faudrait procéder à un «haircut» nominal?

- Monsieur le Premier Ministre est-il d'avis que les positions divergentes des différents membres du Gouvernement dans un dossier particulier nuisent à la solidarité gouvernementale et sont compatibles avec le principe de collégialité entre les membres du Gouvernement?

Réponse (24.08.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La position adoptée par Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire concernant un allègement de la dette grecque correspond à un point de vue partagé par un certain nombre de protagonistes du processus de négociation qui a débouché sur le récent accord entre la Grèce et ses créanciers.

Encore faut-il savoir que la notion d'allègement de la dette couvre des modalités très diverses allant d'une extension du terme de la dette et d'une réduction de la charge d'intérêts jusqu'au «haircut» nominal évoqué par Monsieur le Député.

Si la question de la soutenabilité de la dette de la Grèce peut, le cas échéant, être posée, cette dernière mesure, à savoir celle du «haircut», ne figure pas, pour des motifs divers et notamment en raison de considérations juridiques tenant à son éventuelle incompatibilité avec la substance de l'ordre juridique européen, parmi les options qui pourraient rallier les suffrages de tous les créanciers.

Question 1325 (28.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**audit externe au sein de la Police grand-ducale:**

Le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGL) vient de publier un communiqué dans lequel il dénonce «l'absence de transparence, pourtant tant prônée» et critique plus particulièrement le fait que «malgré la promesse que toutes les délégations du personnel de la Police grand-ducale seraient consultées», il n'a pas été entendu. Le SNPGL n'a ainsi pas été en mesure de formuler des recommandations constructives lors de la phase, pourtant cruciale, de l'exécution de l'audit.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le SNPGL n'a pas été consulté comme les autres associations professionnelles de la Police grand-ducale dans le cadre de l'audit externe?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- La non-implication du SNPGL, le plus grand syndicat de police représentant environ 75% du personnel de la police, dans l'élaboration d'un audit devant mener à une réforme de la Police grand-ducale, ne risque-t-elle pas d'avoir des répercussions quant à la pertinence des conclusions de l'audit externe et partant des pistes de réforme qui seront définies à partir des constats de l'audit?

- Ne faudrait-il pas s'assurer que le SNPGL puisse du moins après coup faire entendre sa voix? En tout état de cause, comment Monsieur le Ministre entend-il débloquer la situation, alors que le SNPGL a fait savoir via communiqué qu'il ne participerait qu'en tant qu'observateur aux groupes de travail censés peaufiner les recommandations formulées dans l'audit?

Réponse (24.08.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

L'auditeur a réalisé 480 entretiens d'une durée moyenne de deux heures.

Dans une première phase, les personnes à interviewer ont été choisies de manière à avoir la plus grande représentativité possible pour dresser une vision exhaustive du fonctionnement de la police. Ces personnes ont été informées par e-mail et dans une Newsletter mise en ligne. Par la suite, les personnes qui n'avaient pas été directement sollicitées ont été informées qu'elles pourraient contacter l'auditeur entre le 10 février 2015 et le 2 mars 2015 si elles souhaitaient être entendues.

Pour atteindre un public encore plus large, l'auditeur avait mis en ligne un questionnaire relatif au fonctionnement de la police, qui avait au préalable était transmis aux syndicats et associations professionnelles. 959 personnes ont répondu à ce questionnaire.

Par ailleurs, l'auditeur a eu des entrevues avec chacun des syndicats et associations professionnelles. Les représentants du SNPGL ont eu les mêmes possibilités de s'exprimer que les représentants des autres syndicats et associations professionnelles.

Le SNPGL n'a d'ailleurs, à aucun moment pendant la phase de déroulement de l'audit, fait part au Ministre de la Sécurité intérieure qu'il estimait ne pas être suffisamment en mesure d'exposer ses points de vue concernant les différents sujets audités. Le syndicat ne s'est pas non plus manifesté chez l'auditeur.

Après publication de l'audit, j'ai tenu trois réunions de travail avec les syndicats et associations professionnelles en y associant l'auditeur. Lors de la réunion du 28 juillet 2015, le SNPGL a pu exprimer de vive voix les critiques formulées et a eu les explications nécessaires. Une prochaine réunion dans ce cadre est fixée en octobre 2015.

Le Ministre de la Sécurité intérieure est profondément convaincu que le SNPGL, autant que le Gouvernement, souhaite voir avancer la réforme pour ainsi renforcer l'efficacité et l'efficience de la police et améliorer la qualité des prestations au profit des autorités judiciaires et du citoyen.

Question 1326 (28.07.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves:**

La presse nationale s'est fait l'écho que sur la ligne Luxembourg-Trèves le service ne peut pas être assuré en permanence à cause d'un manque de trains. En effet, il est rapporté que deux des huit trains du type KISS ne sont actuellement pas opérationnels pour des raisons de maintenance et de réparation.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des problèmes relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures d'information mises en place afin d'avertir les passagers circulant sur cette ligne?

- Monsieur le Ministre peut-il informer à quelle date une reprise du service normal sur le trajet Luxembourg-Trèves est prévue?

Question 1329 (29.07.2015) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **automotrices KISS des CFL:**

D'après un article paru sur tageblatt.lu (mise en ligne le 27 juillet 2015), les automotrices CFL de la série KISS circulant sur la ligne Luxembourg-Coblence et mises en service en décembre 2014, connaîtraient différents problèmes techniques avec comme conséquence des retards et des suppressions de trains de façon répétée. De plus, en cas de retard ou de suppression de train, l'information des passagers serait insatisfaisante.

Toujours d'après l'article susmentionné, les CFL auraient confirmé des problèmes avec deux automotrices (en rapport avec le système de freinage respectivement le caténaire). Dû au très jeune âge des automotrices, des pièces de rechange feraient encore défaut ce qui engendrerait une perturbation de l'horaire.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations concernant les problèmes techniques sur les automotrices CFL de la série KISS?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que seules deux automotrices sont concernées par des problèmes?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'information que les voyageurs ne seraient informés que de manière insatisfaisante en cas de retard ou de suppression de trains? Dans l'affirmative, comment les CFL entendent-ils résoudre ce problème?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant à la non-disponibilité des pièces de rechange? Est-ce que cette situation risque de se reproduire?

Réponse (31.08.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leurs questions parlementaires n°1326 du 28 juillet 2015 et n°1329 du 29 juillet 2015, les honorables Députés Gusty Graas et Roger Negri souhaitent s'informer au sujet des automotrices KISS des CFL circulant sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves.

Les automotrices du type KISS ont été mises en service en automne 2014, pour circuler entre Luxembourg et Coblence dans le cadre du «Rheinland-Pfalz-Takt». Comme le stipule le contrat avec l'autorité organisatrice (SPNV Nord), l'exploitation de cette ligne est prévue avec sept automotrices en circulation et une automotrice de réserve.

Lors des premiers mois d'exploitation, ces automotrices ont connu une série de défaillances techniques, ce qui a mené à des suppressions de trains relativement fréquentes. Les raisons de ces défaillances ont été largement éliminées entre-temps par le fournisseur, de sorte que l'exploitation était relativement stable jusqu'à la fin mai.

Malheureusement, une automotrice est immobilisée depuis fin mai, et ce pour les deux raisons suivantes:

- Un oiseau a créé un court-circuit au niveau du pantographe de l'automotrice ce qui a provoqué d'importants dégâts aux installations électriques.

- Suite à une erreur du fournisseur, le déshumidificateur du système de freinage n'était pas connecté. L'humidité, qui en résultait, a causé des dégâts de corrosion, notamment aux soupapes de freins, de façon à ce que celles-ci doivent toutes être remplacées en conséquence.

Comme les deux types de dégâts sont extrêmement rares et que les pièces concernées ne sont pas typiquement des pièces d'usure, ni les CFL, ni le fournisseur ne disposaient dans leur stock des pièces de rechange nécessaires à la réparation. La livraison de ces pièces a pris plusieurs semaines, et la fin des travaux de réparation est programmée pour l'automne 2015.

Comme le concept d'exploitation ne prévoit qu'une seule automotrice de réserve, l'immobilisation à long terme d'une automotrice réduit cette réserve à zéro et augmente considérablement le risque de suppressions de trains en cas de problèmes avec une des automotrices restantes. Ceci était le cas à la fin du mois de juillet, où une deuxième automotrice était immobilisée pendant deux semaines, suite à des problèmes avec le système de frein et les batteries électriques. Cette automotrice a repris son service le 30 juillet 2015.

Les CFL ont adapté les horaires des ateliers de maintenance pour pouvoir réduire au maximum le temps d'immobilisation des automotrices lors des travaux de maintenance préventive. Ces travaux seront dorénavant effectués en priorité le weekend. Ensemble avec le fournisseur, les CFL ont aussi adapté le stock en pièces de rechange.

De façon générale, en cas de grands retards ou de suppressions de trains, les CFL informent leur clientèle par plusieurs canaux, notamment par le site Internet, par l'application mobile «CFL mobile» et par des annonces aux quais. Pour augmenter la fiabilité de ces informations, les CFL mettront en service un système de gestion en temps réel des données des trains en automne 2015. Les informations seront disponibles entre autres par l'application mobile et le site Internet. De plus, en 2016, un projet-pilote visera à équiper les gares et arrêts par des afficheurs dynamiques et des annonces acoustiques automatisées.

Enfin, l'on remarque que les CFL se réservent le droit de réclamer des pénalités et dédommagements de la part du fournisseur des automotrices en question pour l'immobilisation des trains due à la deuxième cause (technique) précitée.

Question 1327 (29.07.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **frappes aériennes de la République de Turquie contre certaines positions des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan:**

Je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant les récentes frappes aériennes de la République de Turquie contre certaines positions des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'Extrême nord de la République d'Irak.

Les susdits raids ont, depuis vendredi, mis un terme au cessez-le-feu unilatéralement proclamé par le PKK. Le Président de la République de Turquie, Monsieur Recep Tayyip Erdoğan, a proclamé mardi officiellement l'interruption du processus de paix, processus engagé en 2013 afin de régler de façon pacifique le conflit kurde qui a fait plus de 45.000 morts depuis août 1984, tant que les rebelles du PKK continueraient à «menacer l'unité nationale».

Enfin, l'OTAN s'est réunie mardi à Bruxelles, à la demande d'Ankara, pour faire le point sur la situation sécuritaire embrouillée en Turquie. Lors de cette réunion, le Secrétaire général de l'Alliance atlantique, Monsieur Jens Stoltenberg, a exprimé la «forte solidarité» de l'OTAN avec la Turquie «face au terrorisme».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est l'analyse politique et militaire de Monsieur le Ministre relative aux récentes frappes aériennes de la Turquie contre les positions du PKK en Irak? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les susdites frappes ouvrent sans nécessité un deuxième front dans la lutte déjà assez difficile contre l'«État islamique» (EI)? Partage-t-il l'analyse de Monsieur le Président de la République de Turquie?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que cette nouvelle offensive pourrait affaiblir la position de l'Alliance atlantique face à l'«État islamique» tout en augmentant la menace terroriste de tous bords? Soutient-il les propos de solidarité de Monsieur le Secrétaire général de l'OTAN sans restriction aucune? Quelle est, de surcroît, la stratégie de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne vis-à-vis de l'EI?

- Quelles sont les démarches politico-diplomatiques que le Luxembourg se propose d'entreprendre dans le cadre de sa Présidence afin d'apaiser la situation et de relancer le processus de paix?

Question 1357 (07.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**offensive de l'armée turque contre les Kurdes en Irak:**

Je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant la «double offensive» de la République de Turquie et contre l'«État islamique» et contre les rebelles kurdes en République d'Irak. La Turquie semble en effet poursuivre son offensive généralisée contre les Kurdes tout en instrumentalisant la menace émanant de l'«État islamique».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelles sont les initiatives politiques que Monsieur le Ministre entend lancer dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne afin de relancer le processus de paix avec les Kurdes? Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de beaucoup d'experts que la vraie cible d'Ankara sont plutôt les Kurdes que l'«État islamique»?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg a soutenu la «double offensive» d'Ankara lors du Conseil de l'Atlantique Nord du 28 juillet, sachant que le susdit Conseil prend ses décisions par consensus? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quelle est l'approche stratégique de Monsieur le Ministre afin de garder les forces kurdes d'Irak et de Syrie en première ligne d'un front commun plus que jamais nécessaire contre la nouvelle menace globale de l'«État islamique»? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faille, le cas échéant, redéfinir la position de l'OTAN vis-à-vis des forces kurdes de la région?

Réponse (01.09.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Suite à l'attentat de Suruç du 20 juillet dernier dont la responsabilité a été attribuée à Daech, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), une organisation kurde inscrite sur la liste des entités terroristes reconnues par plusieurs pays ou organisations internationales dont l'ONU, l'UE et les États-Unis, a repris ses attaques contre les forces de l'ordre turques. Le cessez-le-feu entre les autorités turques et le PKK, en vigueur depuis 2013, a été rompu et la Turquie a mené des frappes aériennes contre des positions du PKK en Irak et en Turquie.

Cette situation est préoccupante parce qu'elle a eu des conséquences négatives sur le processus de paix entre la Turquie et le PKK engagé depuis 2012 qui avait connu, au début de cette année encore, des développements très encourageants.

Suite aux attentats perpétrés sur son territoire et attribués à Daech, la République turque a considéré que sa sécurité était directement menacée par l'«État islamique» et qu'elle faisait face à une menace terroriste accrue sur son territoire.

En raison de la gravité de la situation et pour informer les Alliés des mesures qu'elle a décidé de prendre, la Turquie a demandé la tenue de consultations au titre de l'article 4 du Traité de Washington. En effet, l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord stipule que: «Les parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée.»

Lors de la séance du Conseil de l'Atlantique Nord du 28 juillet dernier, la Turquie a réitéré son droit de légitime défense individuelle pour faire face aux différentes attaques et menaces dont elle fait l'objet. En outre, elle a fait appel à la solidarité des Alliés au nom de l'indivisibilité de la sécurité des membres de l'Alliance, soulignant toutefois qu'Ankara s'estime en mesure de répondre elle-même aux défis sécuritaires actuels de sorte qu'il n'y aura pas d'autres demandes dans ce sens à l'Alliance.

Le Luxembourg, à l'instar des autres Alliés, a exprimé sa solidarité à la Turquie. Il a aussi relevé l'importance de maintenir le processus de paix avec les Kurdes et le respect du principe de proportionnalité.

L'Alliance atlantique en tant que telle n'est pas engagée dans la lutte contre le terrorisme, ni contre l'«État islamique». Plusieurs États membres individuels de l'Alliance déploient des moyens militaires dans la lutte contre l'«État islamique» et ce à travers la «Coalition contre l'État islamique», qui est menée par les États-Unis. L'objectif de l'opération militaire que mène la Coalition est d'affaiblir et détruire l'«État islamique». Les frappes aériennes ne cessent de dégrader l'arsenal militaire de ce groupe terroriste en Irak et en Syrie.

La Turquie participe depuis le début à la coalition contre l'«État islamique» et elle a annoncé le 24 juillet 2015 sa participation avec l'ouverture de ses bases militaires turques pour les activités militaires des membres de la coalition. Ce 29 août la Turquie a également mené ses premières frappes aériennes contre l'organisation de l'«État islamique» aux côtés de la coalition menée par les États-Unis.

Les forces kurdes d'Irak et de Syrie jouent un rôle considérable dans la lutte contre l'«État islamique», tel que cela a notamment pu être constaté lors de la bataille de Kobané en Syrie ou lors de l'établissement d'un corridor pour briser le siège des monts Sinjar en Irak. Au cours de ma visite à Erbil en mars 2015, j'ai ainsi personnellement pu constater les efforts et sacrifices consentis par les Kurdes irakiens ainsi que de leurs combattants, les peshmergas, dans le cadre du front commun contre l'«État islamique». Cette visite a également fourni l'occasion de réitérer le plein soutien du Luxembourg à leurs efforts dans la lutte contre l'«État islamique». Dans ce contexte, j'ai aussi rappelé qu'un modèle sociétal inclusif et respectueux de la pluralité ethnique et religieuse du Moyen-Orient constitue à moyen et long terme sans doute un des moyens les plus efficaces pour gagner la bataille idéologique contre l'«État islamique».

En ce qui concerne une éventuelle redéfinition de la position de l'OTAN vis-à-vis des forces kurdes de la région, il est à noter que, tel qu'indiqué précédemment, l'Alliance elle-même ne participe pas dans la lutte contre le terrorisme, ni contre l'«État islamique». L'OTAN n'est pas non plus impliquée dans les efforts pour soutenir les forces kurdes luttant contre l'«État islamique», ces actions étant menées exclusivement par des États individuels.

L'UE a soutenu et continuera de soutenir les autorités turques dans leur recherche d'une solution à la question kurde. Le Gouvernement turc a, ces dernières années, fait preuve de courage et de détermination pour faire avancer le processus politique qui constitue le seul moyen pour parvenir à une solution stable du conflit dans l'intérêt de l'ensemble de la population turque.

La Présidence luxembourgeoise, comme ses partenaires européens, estime que la poursuite du règlement de la question kurde revêt une importance fondamentale et elle appelle toutes les parties à réaffirmer leur engagement vis-à-vis du processus de paix, à revenir à un cessez-le-feu et à reprendre les discussions sur la recherche d'une solution politique.

Les attaques du Gouvernement turc ne visent pas la population kurde de Turquie dont les droits en tant que minorité ont fait ces dernières années l'objet de progrès constants. Il est cependant légitime que le Gouvernement turc se défende contre tous les mouvements terroristes qui commettent des attaques sur son territoire.

Concernant la stratégie de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne vis-à-vis de l'«État islamique», le Luxembourg estime que le Conseil de l'Union européenne a adopté des mesures concrètes depuis les attentats de Paris. Désormais il importe de mettre en œuvre les différentes mesures, tout en veillant au respect des libertés civiles. En ce sens, le Luxembourg cherchera activement au cours des prochains mois à faire avancer la mise en œuvre de ces mesures, tant pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme (et l'«État islamique» en particulier) que pour le phénomène des combattants étrangers.

Question 1328 (29.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **brevet de sauvetage:**

Dans ma question parlementaire n°0565 du 27 octobre 2014 *(cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2013-2014)*, j'avais déjà attiré l'attention sur la problématique que le personnel qui s'adonne à des activités de natation dans le cadre d'une colonie de vacances ou d'une excursion scolaire ne dispose souvent pas d'un brevet de sauvetage élémentaire. La récente noyade d'un adolescent dans l'étang du Baggerweiher, à Remerschen, a clairement démontré qu'il est indispensable pour le personnel encadrant les enfants et les jeunes d'accomplir rapidement les gestes de base en matière de secourisme et de disposer des bons réflexes de sauvetage lors d'activités nautiques.

Le 2 juillet 2015, le Conseil de Gouvernement a adopté le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Le futur règlement prévoit entre autres des exigences à remplir relatives à l'initiation au secourisme, à la natation et à des activités d'encadrement d'enfants d'âge préscolaire ou primaire.

Ainsi, selon le projet de règlement, est admissible aux épreuves du concours, le candidat qui dispose «1. d'une attestation d'initiation au secourisme d'une durée minimale de 28 heures [...]; 3. d'un brevet élémentaire de sauvetage, genre 'Junior Lifesaver', délivré ou reconnu par la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Le Ministre ne considère-t-il pas qu'il soit indispensable que les personnes encadrant des enfants et des adolescents, donc aussi bien les enseignants que les éducateurs, devraient avoir suivi et réussi une formation en sauvetage telle que «Junior Lifesaver»?

2. Le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire qu'au moins les personnes qui s'adonnent avec les enfants à des activités de natation (à la piscine, à la mer, aux étangs) devraient être en possession d'un brevet de sauvetage élémentaire?

3. Le Ministre envisage-t-il de prendre un règlement grand-ducal dans ce sens?

4. Les futurs enseignants doivent-ils repasser la formation de premiers secours et le test de sauvetage après un certain laps de temps ou les certificats sont-ils valables jusqu'à la fin de leur carrière?

Réponse (04.09.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. et 2. En ce qui concerne les deux premières questions posées par l'honorable Députée, je renvoie à ma réponse fournie à la question parlementaire n°0565 du 27 octobre 2014 de Madame Arendt:

«Si une classe de l'enseignement fondamental s'adonne à des activités de natation dans le cadre d'une colonie de vacances ou d'une excursion en l'absence d'encadrement par un instructeur de natation, chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre, ce que je déconseille vivement, il va de soi que le titulaire de classe devra disposer d'un brevet de sauvetage élémentaire, veiller à un encadrement adéquat de ses élèves par du personnel supplémentaire dûment qualifié et s'assurer au préalable que toutes les conditions nécessaires à garantir la sécurité de ses élèves soient remplies, eu égard à tous les facteurs déterminant l'environnement donné.»

Par ailleurs les mesures préventives de sécurité sont à amplifier en fonction de la nature du lieu où sont planifiées des activités de natation (mer, étang...), notamment par un encadrement des enfants et adolescents comprenant

du personnel qualifié en matière de sauvetage en nombre adapté, bien familiarisé avec les aléas des lieux de natation en question.

En ce qui concerne le Service National de la Jeunesse, il y a lieu de préciser que les animateurs de colonies ou camps de vacances ont comme instruction de n'organiser des activités de natation uniquement dans des lieux où la surveillance est garantie par des personnes qualifiées.

En outre, pour être admis comme animateur à la base nautique de Lultzhausen, les candidats doivent avoir participé avec succès à un cours de premiers secours et à la formation en sauvetage «Junior Lifesaver». Par ailleurs, la participation à la formation «Lifesaver» (ancien 2e degré) est vivement recommandée aux candidats.

Ad 3. À ce stade je n'ai pas l'intention de saisir le Conseil de Gouvernement d'un règlement grand-ducal supplémentaire en la matière. Je rappelle que, dans le cadre de la circulaire ministérielle adressée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2015-2016, j'ai relevé que les titulaires de classe ou leurs remplaçants assurant le cours de natation sont tenus de disposer d'un brevet de sauvetage élémentaire ou d'avoir au moins suivi l'ensemble des cours qui y préparent.

Ad 4. La fixation de la durée de validité des certificats relatifs aux brevets de secourisme et de sauvetage ne relève pas de mon département, mais des organismes qui les délivrent. Pour ma part j'estime que, tant en matière de premiers secours qu'en celle de sauvetage, des formations continues paraissent inéluctables.

Question 1330 (29.07.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **bâtiment du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique:**

Im Rahmen des Konzeptes der „Nei Rehaklinik" in Ettelbrück sollen die Psychiatrie-Patienten vom Hochhaus, dem sogenannten „Building", in kleinere Wohneinheiten von maximal zwei bis drei Stockwerken umziehen.

Bei der Vorstellung des Konzeptes unterstrich die Gesundheitsministerin, dass ein Abriss des Ettelbrücker Buildings derzeit keine Option wäre.

1. Hat die Regierung bereits über die neue Bestimmung des Buildings entschieden?

2. Wenn ja, welche Pläne hat die Regierung? Wie steht die Regierung zu der Schaffung von Wohnraum in diesem Gebäude?

Réponse commune (02.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Ad 1. Die Planungsprozedur des Projektes „Nei Rehaklinik" des CHNP wird aktiv vorangetrieben. Bis zum Abschluss dieses Projektes (voraussichtlich im Jahr 2021) einer psychiatrischen Rehabilitation wird das sogenannte Gebäude „Building" noch vom CHNP genutzt. Das Regierungsprogramm sieht ja bekanntlich vor, dass dieses Gebäude aufgegeben wird.

Im Rahmen der noch bis dann gestatteten Weiternutzung des Buildings für die Psychiatrie sowie für die Forensik ist die „Administration des bâtiments publics" dabei, ein Projekt auszuarbeiten, um die von der „Inspection du travail et des mines" aufgeworfenen Mängel zu beheben und somit das Gebäude in puncto Sicherheit instand zu setzen. Die Arbeiten, deren Kosten auf zirka 3.000.000 Euro geschätzt sind, werden voraussichtlich Mitte 2016 beginnen. Die Finanzierung erfolgt über den „Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux".

Insoweit dieser Zeitrahmen für die Schaffung des benötigten Ausbaus und der zeitgleichen Inbetriebnahme einer „Unité psychiatrique spécialisée" (UPS) für die Behandlung von forensischen Patienten im direkten Umfeld des „Centre pénitentiaire de Luxembourg" eingehalten werden kann, wird das Gebäude „Building" nach Inbetriebnahme der „Neien Rehaklinik" leer stehen. Über eine zukünftige Nutzung des Gebäudes ist zum heutigen Zeitpunkt noch keine Entscheidung gefallen.

Ad 2. Rein technisch gesehen ist eine derartige Nutzung durch die innere Kernstruktur und die dadurch gegebene flexible Raumgestaltung durchaus möglich.

Zu betrachten ist jedoch, dass das Gebäude zurzeit in einer „Zone de bâtiments et d'aménagements publics" liegt, welche die Schaffung von Wohnraum nicht zulässt. Eine Umklassierung des Gebietes im „Plan d'Aménagement Général" (PAG) der Gemeinde würde sich demnach als notwendig erweisen.

Question 1332 (30.07.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **vaccin contre la grippe:**

Selon des informations diffusées par la presse, l'arrivée d'un nouveau vaccin quadrivalent (Alpharix Tetra) contre la grippe pourrait créer des défauts de stock. En effet, comme ce vaccin, fonctionnant contre quatre souches au lieu de trois, offre un niveau de protection plus élevé, d'aucuns craignent une ruée au point qu'une rupture de stock semble être possible.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si le vaccin en question est déjà commercialisé au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, l'approvisionnement avec ce nouveau vaccin est-il suffisant afin d'éviter une rupture de stock?

Réponse (25.08.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le vaccin contre la grippe saisonnière n'est disponible qu'à partir du début de l'automne pour l'ensemble de l'hémisphère nord. Il est d'habitude livré au Luxembourg en septembre.

Les commandes de vaccin contre la grippe saisonnière sont effectuées par les pharmacies qui délivrent les vaccins aux patients contre ordonnance médicale. Le Ministère de la Santé n'a pas d'influence sur les quantités commandées.

Un communiqué aux médecins a été rédigé par le Conseil Supérieur des Maladies Infectieuses concernant ce nouveau vaccin, et est disponible sur le portail santé sous: http://www.sante.public.lu/fr/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/grippe-saisonniere/2015-grippe-vaccination-2015-2016-fr/2015-grippe-vaccination-2015-2016-communique-fr.pdf

D'après les informations transmises au Ministère de la Santé, il n'y aura pas de risque de rupture de stock concernant le vaccin quadrivalent de sorte que suffisamment de doses de ce vaccin seront disponibles au Luxembourg pour chaque patient qui souhaiterait en recevoir.

Question 1334 (30.07.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **financement d'un camp d'entraînement de l'État islamique en Bosnie par des «sponsors luxembourgeois»:**

Den 23. Juli war an der Press ze liesen, datt a Bosnien an Zeitungsartikelen d'Nimm vu Bosnier vu Lëtzebuerg als „Lëtzebuerger Sponsoren" vu Salafisten, déi sech do breetmaachen, genannt ginn.

Souguer e militärescht Trainingslager vum État islamique gëtt mat enger Lëtzebuerger Finanzéierung a Verbindung bruecht. Dofir wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kënne si d'Pressinformatiounen (aus dem „Luxemburger Wort" vum 23. Juli am Artikel „Foot de guerre en Bosnie") confirméieren?

2. War Lëtzebuerg scho virun dësem Artikel driwwer informéiert, datt Informatiounen iwwer Lëtzebuerger Terrorsponsoren a Bosnien am Ëmlaf sinn?

3. Wéi wëllt d'Lëtzebuerger Regierung op déi Informatioune reagéieren?

Réponse (03.09.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Problematik vun der Finanzéierung vun extremisteschen oder terroristeschen Aktivitéiten ass e komplexe Phenomeen, deen all déi westlech Länner betrëfft, déi am Kampf géint den internationalen Terrorismus engagéiert sinn. Lëtzebuerg mécht do keng Ausnahm an d'Lëtzebuerger Autoritéiten observéieren dës Problematik ganz opmierksam, dat besonnesch am Kader vun den Aarbechten an den internationalen Échangen tëschent de Sécherheetsautoritéiten.

Et ass wichteg ze ënnerscheeden tëschent de Begréffer Terrorismus a Salafismus. Am Géigendeel zum Terrorismus ass de Salafismus eng reliéis an ideologesch Bewegung mat fundamentalisteschem Charakter, déi awer net verbueden ass. D'Situatioun vu bestëmmten Enklaven a Bosnien an Herzegowina, déi vu Membere vun der salafistescher Communautéit geleet ginn, an d'Relatiounen, déi mat der Lëtzebuerger salafistescher Communautéit bestinn, sinn de Lëtzebuerger Autoritéite bekannt.

D'Finanzéierung vum Terrorismus gëtt vun der Lëtzebuerger Legislatioun sanktionéiert. D'Lëtzebuerger Autoritéiten iwwerwaachen, am Kader vun de legale Méiglechkeeten, déi finanziell Fluxen och an d'Länner vum Balkan. Wat d'Existenz vu Finanzéierungen ugeet, déi ënnert d'Strofgesetz falen, esou viséiert de regelméissegen Austausch vun Informatiounen um Niveau vun den Autoritéiten ënner anerem d'Identifikatioun vun der Finanzéierung vun terroristeschen Aktivitéiten am Sënn vum Gesetz. Falls esou Aktivitéiten identifizéiert ginn, gi se natierlech poursuivéiert.

Question 1335 (30.07.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **nomination des représentants des communes au Conseil supérieur des finances communales:**

D'après le règlement grand-ducal du 15 janvier 2003 concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur des finances communales (ci-après le Conseil), le Conseil se compose de douze membres nommés par le Gouvernement en Conseil, dont (i) six représentants de l'État, proposés pour moitié par le Ministre de l'Intérieur et pour moitié par le Ministre des Finances et (ii) six représentants des communes, proposés par le Syvicol.

À noter qu'actuellement un poste parmi les représentants des communes est vacant, de sorte que le Syvicol proposait de nommer l'actuel bourgmestre de Pétange en remplacement du membre démissionnaire. Il paraît toutefois que Monsieur le Ministre de l'Intérieur n'aurait pas suivi la proposition du Syvicol. Il aurait même l'intention de modifier la disposition litigieuse pour pouvoir imposer son choix.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, est-il d'avis que la nomination de la bourgmestre d'Esch-sur-Alzette est conforme à l'article 2 du règlement grand-ducal du 15 janvier 2003 dans sa forme actuelle?

- Quelles sont les raisons poussant le Gouvernement à se départir de la proposition lui soumise par le Syvicol?

Réponse (28.08.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Conformément à la réglementation en vigueur, le Gouvernement en Conseil a le pouvoir de nommer les six représentants des communes au Conseil supérieur des finances communales, pouvoir que le Gouvernement en Conseil a exercé en l'occurrence à travers la nomination de Madame Vera Spautz, bourgmestre de la ville d'Esch-sur-Alzette. Le Gouvernement a pris sa décision en ayant à l'esprit la nécessité d'assurer un certain équilibre au niveau de la représentation des différents partis politiques au sein du Conseil supérieur des finances communales.

Question 1336 (31.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **remboursement par la Caisse Nationale de Santé:**

La Caisse Nationale de Santé (CNS) se trouve confrontée à un nombre croissant de procédures d'autorisations pour traitements médicaux, surtout en kinésithérapie. Renseignements pris auprès de la CNS, j'ai été informée que la Caisse est en retard de 40 jours pour la procédure d'autorisation des actes de kinésithérapie, i. e. les ordonnances rentrées à la CNS le 19 juin n'ont été retournées que le 30 juillet.

Il s'ensuit que bon nombre de traitements sont longtemps terminés avant qu'ils n'aient été autorisés avec toutes les conséquences que cela comporte: incertitude du patient quant à l'accord de prise en charge, retard de facturation pour le prestataire, difficultés de payer les salaires, travail administratif supplémentaire, etc.

Il est à craindre qu'en raison de l'augmentation de la population du Luxembourg (plus de 10.000 personnes par an) et des assurés en général, le nombre de consultations, d'actes et de services médicaux, y compris kinésithérapeutiques, suive une courbe ascendante.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la pratique de remboursement actuellement en vigueur risque de causer des problèmes financiers pour les prestataires et fournisseurs?

- Combien de personnes travaillent actuellement au service de validation desdites ordonnances? Les effectifs de ce service ont-ils été augmentés ces dernières années? Dans l'affirmative, de combien de personnes?

- Quelles sont les mesures préconisées par Monsieur le Ministre afin de garantir que les demandes de remboursement soient à l'avenir traitées dans un délai raisonnable?

Réponse (03.09.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le conventionnement obligatoire prévu à l'article 70 (3) du Code de la sécurité sociale intègre parmi les prestataires de soins pouvant dispenser des prestations de kinésithérapie à charge de l'assurance maladie toute personne disposant de l'autorisation d'exercer au Luxembourg. Une emprise sur le nombre de presta-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

taires dispensant des prestations de kinésithérapie au Luxembourg n'existe dès lors pas et la Caisse Nationale de Santé (comme d'ailleurs les autres caisses de maladie) est contrainte de prendre en charge ce qui est prescrit.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution depuis 2008 du nombre de kinésithérapeutes, du nombre d'ordonnances portant prescription de prestations de kinésithérapie, du nombre de titres émis et l'évolution du nombre de médecins prescrivant des prestations de kinésithérapie.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de kinésithérapeutes	686	739	805	877	939	1.004	1.066
Nombre d'ordonnances portant prescription de prestations de kinésithérapie	167.718	178.287	190.982	198.403	218.344	228.754	243.687
Nombre de titres émis	157.729	175.376	189.925	186.478	193.004	248.650	224.894
Nombre de médecins prescrivant des prestations de kinésithérapie	1.358	1.363	1.408	1.488	1.536	1.621	1.706

Le nombre de kinésithérapeutes dispensant des prestations de kinésithérapie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ne cesse de croître. Le taux de prise en charge est de 100% pour une très grande partie des actes, en particulier tous ceux dispensés sur les mineurs. Pour les autres actes, le taux de prise en charge est de 70%. Par ailleurs, des limites en nombre ou en durée de traitement n'existent pas.

À titre d'information le tableau ci-dessous montre l'évolution des dépenses de kinésithérapie depuis 2008.

Année	Net pris en charge par l'assurance maladie (en €)
2008	37.109.952,69
2009	41.807.548,73
2010	46.329.664,63
2011	45.697.358,19
2012	51.964.226,76
2013	57.084.076,75
2014	62.770.750,77

À noter que ces tendances de croissance soutenue peuvent déjà être observées depuis le début des années 2000.

Les statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) prévoient une procédure de validation préalable des ordonnances dans des délais déterminés. Il s'agit d'une validation purement administrative en dehors de toute appréciation du bien-fondé médical des prescriptions. Un contrôle systématique des ordonnances, notamment aussi par rapport au critère d'utilité et de nécessité médicale, n'est pas possible en raison du nombre élevé des dossiers à traiter. Ces contrôles se limitent à des dossiers spécifiques donnant manifestement lieu à des interrogations.

Dès lors, le taux de refus découlant de cette procédure est clairement inférieur à 1%, de sorte que les kinésithérapeutes sont quasiment assurés, et tout en considérant les retards en question, de la prise en charge de leurs prestations dans le cadre du tiers payant. La procédure consiste en fait en une préfacturation, alors que le titre de prise en charge émis au bout de la période de validation sert de base à la facturation des prestations délivrées. En 2013, la CNS avait saisi la Commission de nomenclature d'une demande de modification de la nomenclature. Sur base des discussions dans la Commission de nomenclature, la CNS et l'Association Luxembourgeoise des Kinésithérapeutes (ALK) ont décidé de réunir un groupe de travail CNS-ALK-Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) en vue de ficeler un ensemble de mesures comportant standards de prescription, actes de la nomenclature, modalités de la prise en charge et procédures administratives conventionnelles et statutaires d'autorisation et de facturation. Si ces travaux sont toujours en cours, il faut pourtant soulever qu'ils devraient engendrer des adaptations au niveau de la convention des médecins en ce qui concerne une prescription standardisée des actes de kinésithérapie, une révision complète de la convention avec les kinésithérapeutes prévoyant notamment une solution électronique complète (prescription, validation, facturation) et des développements informatiques à réaliser par le Centre informatique de la sécurité sociale (CISS). Dès lors, la mise en pratique est difficilement envisageable à court terme et ne peut probablement pas être réalisée avant le 1er janvier 2017.

En ce qui concerne les délais, la CNS peut confirmer que ces retards varient normalement entre cinq à sept semaines. La CNS surveille les délais de validation et réagit dans la mesure du possible, mais les problèmes structurels voire même conjoncturels à la base de ce dossier ne permettent pas d'éviter de façon définitive certains délais.

En ce qui concerne les problèmes causés aux prestataires concernés, il y a lieu de rappeler que les kinésithérapeutes sont quasiment assurés de la prise en charge de leurs prestations dans le cadre du tiers payant. Dès lors, d'éventuels risques devraient uniquement porter sur la trésorerie et non sur la prise en charge des actes fournis et des recettes correspondantes.

Les effectifs du service assurant les autorisations et la facturation des kinésithérapeutes s'élèvent depuis quelques années à 13,75 emplois à temps plein. Il y a néanmoins lieu de préciser que ce service, qui couvre aussi les prestations des orthophonistes et des psychomotriciens, est actuellement confronté à une situation d'absences pour raison de congés de maladie prolongés. Pour remplacer ces absences et pour combler les retards récurrents, le service est complété de façon continue par des contrats à durée déterminée, des étudiants et des personnes en situation d'ATI (affectation temporaire indemnisée).

Par rapport aux solutions envisageables, la CNS voit à court terme uniquement une augmentation de ses effectifs et l'extension des solutions de dépannage évoquées. À terme, la CNS envisage une refonte complète des processus de validation et de facturation des prestations des kinésithérapeutes, nécessitant néanmoins une collaboration constructive de tous les acteurs concernés.

Question 1337 (31.07.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**apostille:**

Le Bureau des passeports, visas et légalisations du Ministère des Affaires étrangères a dans ses attributions l'octroi des apostilles selon la convention de La Haye du 5 novembre 1961 (ci-après «apostille»). Ce service consiste à légaliser au moyen d'un timbre la signature d'un intervenant officiel luxembourgeois - que ce soit un officier de l'état civil, du registre du commerce et des sociétés, ou du notaire instrumentant - sur un document destiné à un usage officiel à l'étranger. Un exemple est l'apostille requise par des contreparties lors des formalités de fusions/acquisitions, créations de sociétés ou ouverture de comptes.

Les banques, les fonds d'investissement, les cabinets d'avocats et d'audits, les fiduciaires et d'autres intervenants de la place financière sont demandeurs récurrents d'apostilles: bon nombre de transactions internationales ne sont suspendues qu'à ce détail - certes d'ordre formel, mais néanmoins cause de délais. L'octroi rapide et efficace par lequel l'État légalise la signature de ses propres agents et des notaires est donc non seulement un exemple de simplification administrative, mais aussi un facteur compétitif de la place financière à vocation internationale qu'est le Luxembourg.

Or, il me revient que le Bureau des légalisations a récemment doublé la durée de préparation de l'apostille, passant de 24 à 48 heures.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications sur les raisons pour lesquelles le Bureau des passeports, visas et légalisations a récemment allongé la durée de la procédure d'apostille?

2. Monsieur le Ministre est-il disposé à faire implémenter une solution à deux échelons qui satisferait davantage les besoins - à savoir (i) une procédure optionnelle urgente et plus chère pour ceux qui voudraient que l'apostille leur soit préparée endéans le même jour, et (ii) la procédure normale, à prix inchangé, pour ceux pour qui un délai de 48 heures reste suffisant?

Réponse (08.09.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le département est soucieux de mieux servir la communauté d'affaires luxembourgeoises et, plus particulièrement, les acteurs économiques que vous mentionnez, du secteur financier et autres.

Force est cependant de constater que le nombre des dossiers soumis au BPVL dans ce domaine est en forte augmentation, passant de 46.189 dossiers en 2009 à 58.759 dossiers en 2013, soit une augmentation de 27,21% sur une période de quatre ans. Avec 68.222 dossiers traités en 2014, l'augmentation par rapport à l'exercice précédent a été de 16,10%.

Ainsi, il a été décidé, pour faire face à ces défis, de procéder au remplacement des logiciels vétustes au sein du service des apostilles.

Il est vrai que la mise en place du nouveau système était accompagnée d'une période d'adaptation qui a entraîné parfois des délais. Entretemps le système fonctionne mieux. Nous constatons que ce service est de plus en plus sollicité et continue de connaître un taux de croissance substantiel.

Concernant la deuxième question, nos services tiennent compte dans toute la mesure du possible des demandes d'apostille urgentes et, jusqu'ici, nous avons généralement réussi à répondre aux besoins des entreprises, sans devoir mettre en place une structure à part.

Finalement, j'aimerais souligner que, conscient de l'impact non négligeable de l'apostille pour le secteur économique, le département continuera d'œuvrer pour l'amélioration du traitement rapide et efficace de toutes les demandes.

Question 1339 (31.07.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **profils en ligne dans le cas de décès:**

Internet est de nos jours un outil essentiel pour la plupart des personnes tant au niveau professionnel qu'au niveau personnel. Nombreuses sont les personnes disposant d'un, voire de plusieurs comptes e-mail et d'au moins un profil sur les différents réseaux sociaux. Bon nombre de personnes réalisent également leurs opérations bancaires courantes ou effectuent des achats respectivement des ventes «en ligne».

Toutes ces activités nécessitent l'installation de comptes avec plus ou moins d'informations personnelles qui sont protégées par une variabilité de systèmes de sécurité, mais ayant en règle générale en commun la régulation de l'accès par mot de passe. Il s'ensuit qu'en cas de décès du titulaire de ces comptes, il est très difficile pour les membres de la famille du défunt et/ou pour les héritiers légaux d'avoir accès, sans mot de passe, à ces comptes ou de récupérer les informations qui y sont stockées. Pour recueillir les données requises, les proches du défunt se voient obligés de contacter individuellement les différents opérateurs, une procédure souvent longue et, vu les circonstances, pénible.

Dans certains cas même, les hébergeurs refuseraient de délivrer les différentes informations malgré la présentation des documents officiels (acte de décès...). Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Est-ce qu'il existe une législation spécifique pour la problématique décrite ci-dessus, i. e. la récupération de données numériques par les membres de la famille d'une personne décédée?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir les détails de cette réglementation? Est-ce qu'un opérateur/hébergeur est tenu de permettre aux héritiers l'accès à un compte électronique appartenant à une personne décédée respectivement de leur fournir les données qui y sont stockées?

- Sinon, le Gouvernement songe-t-il à légiférer en la matière?

Réponse commune (04.09.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Députée s'interroge sur la question de la récupération de données à caractère personnel par les héritiers du défunt.

Sans préjudice des dispositions de droit commun applicables en matière de droit des successions, la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel qui transpose en droit national la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel prévoit à l'article 28 (1) un droit d'accès à la fois pour la personne concernée c'est-à-dire la personne dont les données à caractère personnel sont traitées, et pour ses ayants droit justifiant d'un intérêt légitime.

Le terme «ayant droit» est défini comme «titulaire d'un droit, donc une personne ayant par elle-même vocation à exercer un droit» (dictionnaire juridique G. Cornu). Il s'agit donc d'une personne bénéficiant d'un droit en raison de sa situation juridique, financière ou fiscale ou de son lien familial avec le bénéficiaire direct de ce droit.

Il ressort des travaux parlementaires de la loi précitée (n°4735/00, page 44 et s.) que «le droit d'accès et le droit de rectification doivent pouvoir être exercés par un ayant droit de la personne concernée, et ce dans la mesure où celui-ci prouve qu'il poursuit un intérêt légitime. En cas de litige, c'est à la Commission qu'il revient d'apprécier la légitimité de l'intérêt». La doctrine luxembourgeoise considère également que «si la personne concernée est décédée, le droit d'accès peut être exercé par ses héritiers et ayants droit».

L'objectif du droit d'accès est de permettre à la personne d'obtenir accès aux données qui font l'objet d'un traitement, de recevoir une confirmation d'un traitement, d'être informé de la finalité du traitement, des catégories de données concernées, de la logique inhérente au traitement automatisé et des destinataires auxquels les données sont communiquées ainsi que de se voir communiquer, sous une forme intelligible, les données traitées et d'obtenir toute information disponible quant à l'origine des données.

Lorsque le droit d'accès est exercé, le responsable de traitement aura, compte tenu de l'éventuel caractère inexact ou incomplet des données, le cas échéant, l'obligation de procéder à leur rectification, effacement ou verrouillage. Dans ce cas, et sauf impossibilité, le responsable de traitement doit également en informer les destinataires auxquels les données ont été communiquées.

Lorsque la personne qui a exercé le droit d'accès a des raisons sérieuses d'admettre que les données lui communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, elle peut en informer la Commission nationale pour la protection des données qui procède aux vérifications nécessaires.

Le non-respect du droit d'accès est punissable d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement.

À toutes fins utiles, il échet de signaler que l'article 28 (3) contient une disposition spécifique qui s'applique au patient et qui dispose que «le patient a un droit d'accès aux données le concernant. Le droit d'accès est exercé par le patient lui-même ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne. En cas de décès du patient, son conjoint non séparé de corps et ses enfants ainsi que toute personne qui au moment du décès a vécu avec lui dans le ménage ou, s'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un médecin qu'ils désignent, le droit d'accès».

La proposition de règlement sur la protection des données actuellement en cours de discussion et qui remplacera la directive 95/46/CE précitée ne contient actuellement pas de disposition spécifique sur la question soulevée par l'honorable Députée mais prévoit dans un considérant que «le droit national d'un État membre peut prévoir des règles relatives au traitement des données à caractère personnel concernant des personnes décédées».

En attendant l'adoption de ce règlement, il n'est pas envisagé de légiférer dans la matière.

Question 1340 (03.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **sous-capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg:**

Dans le rapport annuel 2014 de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), son Président s'est une nouvelle fois référé à la faible capitalisation de la BCL: «La faible capitalisation de la BCL, à laquelle il a été fait référence à plusieurs reprises au cours des dernières années, continue à constituer une menace croissante pour la Banque, risquant de mettre en péril son indépendance financière et opérationnelle.»

Au niveau des provisions en couverture du risque de crédit et de marché, la BCL note une diminution du taux de couverture des provisions en 2014 provenant de l'accroissement de la base des engagements de celle-ci. L'objectif à atteindre serait à terme un taux de couverture de 12% sur tous les postes (actuellement 7,30% contre 7,69% au 31 décembre 2013).

«Il faudrait, pour couvrir les engagements actuels, à la lumière également des mesures non conventionnelles de politique monétaire, doter progressivement au cours des prochaines années ces provisions d'un montant additionnel de quelque 800 millions d'euros.»

À noter que dans sa réponse à la question parlementaire n°0988 *(cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre des Finances avait déjà fait savoir le 2 avril 2015 que: «Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution sera trouvée encore cette année pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. La solution sera progressive et durable, selon Monsieur le Premier Ministre. À cet effet, différentes pistes seront explorées dont notamment une augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de la Banque centrale du Luxembourg? Le Gouvernement considère-t-il que le montant de 800 millions d'euros est adéquat?

- Quel est le montant qui sera directement financé via le budget de l'État? Par quels autres moyens un éventuel solde restant sera-t-il financé? Selon quel échéancier ces différentes mesures seront-elles mises en place?

Réponse (02.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'indépendance des banques centrales de l'UE étant ancrée dans le Traité, il n'appartient pas à un Ministre des Finances ou à un Gouvernement de commenter les déclarations des banques centrales. Ceci étant dit, Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution progressive et durable sera recherchée pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. Les moyens à mettre en œuvre et le calendrier sont à l'étude et ne sont pas définitivement arrêtés.

Question 1341 (03.08.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **fusion des Hôpitaux Robert Schuman:**

Dans le contexte de la discussion actuelle autour du futur développement des Hôpitaux Robert Schuman, permettez-moi, Madame la Ministre de la Santé, de vous poser les questions suivantes:

- Est-ce que Madame la Ministre a été approchée par des acteurs ou des groupes du secteur médical avec l'idée de racheter les parts de la ZithaKlinik, dont la Fondation Hôpitaux Robert Schuman est propriétaire?

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de concepts visant le rachat des parts de la ZithaKlinik par des investisseurs privés?

Madame la Ministre de la Santé, en tant que responsable politique de l'évolution du secteur hospitalier, doit approuver tout changement majeur au niveau de ce secteur. L'acquisition de la ZithaKlinik par la Fondation François-Elisabeth, qui a donné naissance aux Hôpitaux Robert Schuman, a été entièrement approuvée et soutenue par la Ministre de la Santé, puisqu'elle s'inscrivait dans la logique des fusions et synergies dans le paysage hospitalier du Grand-Duché de Luxembourg.

- En l'occurrence, est-ce que Madame la Ministre de la Santé continue à soutenir la fusion des Hôpitaux Robert Schuman? Aussi, continuera-t-elle à encourager les dirigeants des Hôpitaux Robert Schuman dans leurs efforts de mettre au point le meilleur scénario organisationnel et structurel possible dans le seul et unique intérêt du patient?

Réponse (03.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La décision d'entamer une collaboration plus étroite entre la Fondation François-Elisabeth (FFE), aujourd'hui dénommée Fondation Hôpitaux Robert Schuman (FHRS), et la ZithaKlinik qui a abouti à une fusion, relève des conseils d'administration de ces deux entités juridiques.

En effet, aussi bien la ZithaKlinik que la FHRS sont des personnes morales de droit privé qui ne sont pas soumises à ma tutelle et qui sont gérées selon les règles du droit privé.

Le Centre Hospitalier du Kirchberg (CRK) est également né d'un processus de fusion qui avait pour objectif de réunir les Cliniques Sacré-Cœur, Sainte-Elisabeth et Saint-François au sein d'un nouvel établissement hospitalier géré par la FFE (FHRS) qui, par la suite, a encore repris les activités de la Clinique Sainte-Marie et racheté la Clinique Privée Dr E. Bohler.

Je n'ai ni été approchée par des quelconques acteurs ni été informée que la FHRS souhaiterait vendre les parts sociales de la ZithaKlinik à des investisseurs privés.

Or, même si la gestion de la FHRS relève des règles de droit privé, ces hôpitaux sont des établissements hospitaliers et sont donc également soumis à la planification hospitalière ainsi qu'aux prescriptions de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

L'article 17 de la prédite loi prévoit que «les bénéficiaires des aides financières prévues par la présente loi perdent les avantages leur consentis si avant l'expiration d'un délai courant à partir de leur octroi ils aliènent les constructions, équipements, installations ou appareillages en vue desquels l'aide de l'État a été accordée ou s'ils ne les utilisent pas ou cessent de les utiliser aux fins des conditions prévues. Ce délai est de trois ans pour les investissements mobiliers et de 15 ans pour les investissements immobiliers. Dans ces cas, les bénéficiaires doivent rembourser les subventions versées à leur profit.

Le bénéfice des avantages prévus par la présente loi n'est pas perdu lorsque l'aliénation, l'abandon ou le changement d'affectation ou des conditions prévues ont été approuvés préalablement par le Ministre de la Santé et le ministre ayant dans ses attributions le Budget ou qu'ils sont la conséquence de circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire.

La constatation des faits entraînant la perte de ces avantages est faite par décision conjointe du Ministre de la Santé et du ministre ayant dans ses attributions le Budget qui sollicitent l'avis de la commission permanente pour le secteur hospitalier».

Je voudrais encore rappeler à l'honorable Député que la FHRS vient très récemment d'obtenir une aide financière de l'État conformément à l'article 11 de la prédite loi en vue de l'extension et de la modernisation de la ZithaKlinik qui se chiffre à un montant total de 69.364.773 euros (indice 749,40 au 1er octobre 2014) à charge du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières.

En cas de vente de la ZithaKlinik à un investisseur privé, l'État pourrait solliciter le remboursement à la FHRS de toutes les aides financières étatiques attribuées relatives à des constructions, équipements, installations ou appareillages au profit de la ZithaKlinik conformément à l'article 17 précité.

Je voudrais encore indiquer à cet endroit que les fusions récentes entre établissements hospitaliers ont toujours été encouragées par mon prédécesseur et également soutenues par moi-même, car elles ont abouti à une concentration de certaines activités médicales tout en garantissant une meilleure prise en charge des patients en milieu hospitalier.

Ainsi, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) est né de deux processus de fusion consécutifs qu'a traversés l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, d'abord en 2004 avec l'Hôpital de Dudelange et, ensuite début 2008, avec l'Hôpital Princesse Marie-Astrid de Niederkorn (HPMA).

Pour les régions du Nord, la démarche de rapprochement entre l'Hôpital St Louis d'Ettelbruck et la Clinique Saint-Joseph de Wiltz a abouti, suite à l'adoption de la loi du 20 avril 2009, à la création d'un nouvel établissement public dénommé «Centre Hospitalier du Nord» qui a pour mission l'exploitation des hôpitaux d'Ettelbruck et de Wiltz.

Ces exemples de fusions récentes constituent la preuve qu'une concentration de certaines activités médicales par des synergies stratégiques entre établissements hospitaliers est bénéfique lorsqu'elle a comme finalité de garantir une meilleure prise en charge des patients en milieu hospitalier.

Question 1342 (03.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **protection des données:**

Déjà vendredi dernier, un certain nombre d'organes de presse faisaient part de critiques en provenance de l'Allemagne à l'adresse de la Commission nationale de la protection des données (CNPD). D'après les plaignants, certaines pratiques de la société Amazon incompatibles avec les règles de la protection des données seraient cautionnées par la CNPD.

D'aucuns considèrent par ailleurs que notre législation en matière de protection des données violerait le droit européen. Autrement dit, la transposition en droit luxembourgeois de la directive 95/46/CE aurait été faite en violation des prescriptions de ladite directive.

Alors que la CNPD et a fortiori le Luxembourg se voient régulièrement mis au pilori en matière de protection des données, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les pratiques commerciales d'Amazon sont compatibles avec le droit luxembourgeois en matière de protection des données?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la directive 95/46/CE a été correctement transposée en droit luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre pense-t-il que la CNPD est suffisamment outillée en termes de personnel, d'un point de vue financier et technique pour faire face à des demandes de plus en plus nombreuses et complexes lui adressées?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire part de la stratégie du Gouvernement pour contrer les attaques régulières en provenance de l'étranger et visant un des secteurs phares de l'économie luxembourgeoise?

Réponse (08.09.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Député, se référant à des informations relayées dans la presse allemande et concernant certaines pratiques de la société Amazon qui seraient incompatibles avec la législation en vigueur, s'enquiert sur la véracité de ces allégations.

À la question de savoir si la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation a été correctement transposée en droit national par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, il échet de répondre par l'affirmative car, suite à l'adoption de la loi modifiée de 2002 précitée, aucune procédure pour transposition incorrecte ou incomplète n'a été intentée par la Commission européenne à l'encontre du Luxembourg.

Quant à la disposition visée par les informations publiées dans la presse, à savoir l'article 12 de la directive 95/46/CE précitée et portant sur le droit d'accès et l'obligation pour le responsable du traitement d'effacer les données incomplètes ou inexactes, elle a été littéralement reprise à l'article 28 de la loi modifiée du 2 août 2002 précitée.

Les activités des sociétés Amazon EU Sàrl et Amazon Europe Core Sàrl, établies sur le territoire luxembourgeois et responsables du traitement de données pour l'ensemble des clients européens, doivent s'exercer dans le respect de la législation luxembourgeoise. Il appartient à la Commission nationale pour la protection des données (ci-après «CNPD»), autorité indépendante créée par la loi de 2002 précitée, de veiller au respect du cadre légal en vigueur par les sociétés qui effectuent des traitements de données à caractère personnel et qui relèvent de sa compétence du fait de leur établissement au Luxembourg. Dans le cas d'Amazon, la CNPD a procédé récemment à des contrôles approfondis. Suite au dernier contrôle et à une analyse juridique détaillée subséquente, la CNPD est venue à la conclusion que les traitements de données à caractère personnel effectués respectent les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel. La CNPD procède à des intervalles réguliers à des réévaluations, la dernière fois à l'occasion de la rédaction d'une réponse très circonstanciée envoyée à une journaliste indépendante allemande. Cette dernière avait approché la CNPD avec un nombre de sujets complexes, dont un concernait les pratiques commerciales d'Amazon.

Conscient de l'importance de la mission de la CNPD et de la complexité croissante des questions que soulèvent les traitements de données à caractère personnel et dans la mesure où le développement de l'économie numérique et du positionnement du Luxembourg comme centre de données sécurisées constitue une priorité pour le Gouvernement, ce dernier a décidé de renforcer progressivement les effectifs de la CNPD.

Il résulte des développements ci-avant que les insinuations à l'égard des autorités luxembourgeoises ne sont pas fondées et qu'Amazon exerce ses activités dans le respect du droit national.

Question 1343 (04.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **propos du Ministre des Finances allemand:**

La presse internationale a largement repris les récentes déclarations du Ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble concernant une limitation des pouvoirs de la Commission européenne. Dans le contexte de la crise de la dette grecque, Monsieur Schäuble a en effet critiqué un excès de compétences de la Commission européenne. Ainsi, dans le cadre d'une réforme profonde de l'Union européenne, Monsieur Schäuble préconise la mise en place d'une autorité indépendante chargée de la surveillance du marché intérieur et du droit de la concurrence. Ceci équivaudrait donc à une limitation des compétences de la Commission.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux propositions du Ministre des Finances allemand?

2. Est-ce que, le cas échéant, le Gouvernement luxembourgeois plaide pour une limitation des compétences de la Commission? Dans l'affirmative, à quel niveau? Dans la négative, comment le Gouvernement entend-il réagir aux propositions du Ministre des Finances allemand?

Réponse (01.09.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Le Gouvernement n'a pas fixé de position en ce qui concerne les récentes déclarations du Ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble concernant les compétences de la Commission européenne. Il n'y a pas lieu de fixer, en ce moment, une telle position, étant donné que les déclarations du Ministre ne constituent pas, semble-t-il, une position officielle du Gouvernement allemand.

Ad 2. Le Gouvernement ne plaide pas pour une limitation des compétences de la Commission et il n'a pas l'intention de réagir aux propositions du Ministre des Finances allemand.

Question 1350 (06.08.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **travail par roulement et travail dominical:**

Des statistiques récentes révèlent qu'en Allemagne du sud-ouest de plus en plus de per-

sonnes travaillent les weekends ou par roulement.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du travail du dimanche et du travail posté dans notre pays depuis 2005?

2. Monsieur le Ministre peut-il indiquer les services et les industries qui, le cas échéant, seraient le plus touchés par un recours accru au travail par roulement et au travail dominical?

3. Est-il possible d'indiquer le nombre de travailleurs qui sont concernés par cette organisation du travail et l'évolution de leur part dans la population active?

Réponse (08.09.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à une question de l'honorable Député André Bauler sur le travail du week-end ou par roulement au Luxembourg, compte tenu de l'évolution de ces formes de travail dans une région de l'Allemagne, je peux fournir les informations suivantes.

Ad 1. En ce qui concerne le cadre légal lié au travail du dimanche, l'article L.231-1 du Code du Travail dispose qu'il est interdit aux employeurs du secteur public et du secteur privé d'occuper au travail, les jours de dimanche de minuit à minuit, les salariés liés par contrat de travail ou par contrat d'apprentissage, sauf dans les établissements dans lesquels sont seuls occupés des ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré de l'employeur.

Conformément à l'article L.231-2 du même Code, l'interdiction du travail du dimanche ne s'applique pas:

1) à la surveillance des locaux affectés à l'entreprise;

2) aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation de l'entreprise, ni aux travaux autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant;

3) aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

Ces travaux ne sont autorisés que pour autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Aussi, l'article L.231-3 du même Code prévoit qu'en cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou pour réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

L'article L.231-5 du Code du Travail dispose qu'un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État peut prévoir, sous les conditions et selon les modalités qu'il détermine, des dérogations à l'interdiction du travail du dimanche:

1) pour les entreprises où il est fait usage de l'eau, comme moteur exclusif ou principal;

2) pour l'exercice d'activités réclamées le dimanche pour la satisfaction des besoins du public qui se manifestent soit journellement, soit principalement le dimanche;

3) pour des activités qui s'exercent seulement une partie de l'année ou qui sont exploitées d'une manière plus intense en certaines saisons;

4) pour des activités exercées pour des motifs d'utilité publique.

À noter toutefois qu'un tel règlement grand-ducal n'existe pas à l'heure actuelle.

Pour les exceptions à l'interdiction du travail du dimanche précitées, le chef d'entreprise est tenu d'informer préalablement le directeur de l'Inspection du travail et des mines (ITM) et la délégation compétente du personnel de la prestation des travaux y visés et de lui notifier en même temps une liste des salariés occupés le dimanche, la durée de leur occupation et la nature des travaux à effectuer. Un formulaire de demande de travail de dimanche est disponible sur le site Internet de l'ITM: http://www.itm.lu/home/droit-du-travail/duree-du-travail.html

À noter également que d'une façon générale et conformément à l'article L.231-6 du Code du Travail, l'interdiction du travail du dimanche ne s'applique pas à un certain nombre d'activités.

Un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État détermine les entreprises visées au point 9 et spécifie la nature des travaux dont l'exécution est autorisée le dimanche. Un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État peut compléter la liste des entreprises prévues ci-avant.

À noter toutefois que de tels règlements grand-ducaux n'existent pas à l'heure actuelle.

Pour les entreprises dans lesquelles le travail est organisé par équipes successives en cycle continu et qui ne peuvent prétendre à l'application des dispositions du point 9 précité, un accord d'entreprise distinct de la convention collective de travail peut déroger, sous les conditions et selon les modalités qu'il détermine, à l'interdiction du travail du dimanche, dans l'intérêt, d'une part, d'une meilleure utilisation des équipements de production et, d'autre part, de l'accroissement ou de la consolidation du nombre des emplois existants.

L'accord d'entreprise doit être conclu par une entreprise déterminée avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives sur le plan national ayant qualité légale pour représenter le personnel compris dans son champ d'application pour autant qu'elles soient représentées au sein de la délégation principale de l'établissement concerné ou, en cas d'entreprises à établissements multiples, dans une au moins des délégations principales d'établissement. Il sort les mêmes effets que la convention collective de travail à laquelle il est rattaché, le cas échéant.

L'accord d'entreprise ne prend effet qu'après avoir obtenu l'homologation du ministre ayant le Travail dans ses attributions, et il cesse de sortir ses effets en cas de décision de révocation de l'homologation prise par le ministre ayant le Travail dans ses attributions, après avis du ministre ayant l'Économie dans ses attributions.

Lorsque l'une au moins des organisations syndicales visées ci-avant refuse son consentement à la conclusion de l'accord d'entreprise, le ministre ayant le Travail dans ses attributions peut accorder la dérogation à l'interdiction du travail du dimanche après consultation préalable du personnel concerné de l'établissement. Il en est de même lorsque l'ensemble des organisations syndicales visées ci-avant refusent la conclusion de l'accord. Le personnel de l'établissement s'exprime par bulletin secret à l'urne sous le contrôle de l'Inspection du travail et des mines.

En cas d'ouverture d'une entreprise nouvelle, celle-ci peut être autorisée par le ministre ayant le Travail dans ses attributions, sous les conditions, selon les modalités et pour la durée qu'il détermine, à déroger à l'interdiction du travail du dimanche dans l'intérêt, d'une part, d'une meilleure utilisation des équipements de production et, d'autre part, de la création d'emplois nouveaux.

Dans les entreprises travaillant en cycle continu, l'équipe occupée pendant la nuit du samedi au dimanche ne peut être astreinte au travail que jusqu'à six heures du dimanche matin. Les effectifs de ces équipes jouissent à partir de ladite heure d'un repos ininterrompu jusqu'à six heures du lundi matin.

En ce qui concerne le travail posté, l'article L.211-19 du Code du Travail prévoit que dans les entreprises où le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard ou est organisé par équipes successives, les salariés peuvent, par dérogation à l'article L.211-5, être occupés au-delà de huit heures par jour et de quarante heures par semaine, à condition que la durée hebdomadaire moyenne de travail, calculée sur une période de référence maximale de quatre semaines consécutives, ne dépasse pas 40 heures.

Toutefois la durée de travail maximale journalière ne peut pas dépasser dix heures.

Dans ce cas, les dispositions relatives au plan d'organisation de travail et à la période de référence sont applicables (article L.211-7) et la direction de l'Inspection du travail et des mines en est informée à l'avance.

À noter également que l'article L.614-3 (3) du Code du Travail dispose que si l'employeur contrôlé ne fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou sanction administrative, le rapport relatif au contrôle ainsi que toutes les pièces s'y rapportant seront détruits dans les deux ans sous le contrôle du directeur de l'ITM.

Par conséquent, d'après l'article précité, l'ITM ne peut pas conserver des données chiffrées relatives aux contrôles, notamment en matière du travail du dimanche et du travail posté, au-delà d'une durée de deux ans.

Aucune statistique n'est établie à ce sujet par l'ITM étant donné que les entreprises ne sont pas tenues à fournir en règle générale des informations sur le travail du week-end.

Néanmoins, Eurostat peut fournir les chiffres suivants concernant l'évolution du travail de dimanche et du travail posté au Luxembourg:

Salariés av. travail de dimanche, en pourcentage de l'emploi salarié total

SEX	Insgesamt									
AGE	15 bis 64 Jahre									
WSTATUS	Erwerbstätige									
FREQUENC	**Manchmal**									
UNIT	Prozent									
GEO/TIME	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Luxemburg	7,7	6,7	4,5	5,9	15,2	14,9	15,1	14,2	14,4	15,4
SEX	Insgesamt									
AGE	15 bis 64 Jahre									
WSTATUS	Erwerbstätige									
FREQUENC	**Gewöhnlich**									
UNIT	Prozent									
GEO/TIME	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Luxemburg	12,7	12,8	13,8	12,1	9,4	9,0	9,1	7,9	8,5	9,9

Source: Eurostat

Salariés - travail posté, en pourcentage de l'emploi salarié total

SEX	Insgesamt									
AGE	15 bis 64 Jahre									
UNIT	Prozent									
GEO/TIME	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Luxemburg	9,1	9,1	11,1	9,8	14,8	13,8	13,3	12,1	12,9	15,5

Source: Eurostat

Ad 2. Le Statec fournit les chiffres suivants:

Pourcentage de personnes concernées par le travail de dimanche par secteur en 2014

A	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET Pêche	73,7%
R	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	70,6%
I	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	61,1%
H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	58,1%
Q	SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	35,0%
C	INDUSTRIE MANUFACTURIère	31,0%
P	ENSEIGNEMENT	30,0%
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNE	28,6%
G	COMMERCE; REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	28,2%
N	ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	27,8%
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	25,4%
L	ACTIVITES IMMOBILIERES	21,7%
S	AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	19,9%
O	ADMINISTRATION PUBLIQUE	19,5%
E	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DECHETS ET DEPOLLUTION	18,5%
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	18,3%
U	ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES	13,6%
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	7,0%
F	CONSTRUCTION	6,2%
T	ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ACTIVITES INDIFFERENCIEES DES MENAGES EN	6,1%
B	INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0%

Pourcentage de personnes concernées par le travail posté par secteur en 2014

H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	53,6%
Q	SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	32,5%
C	INDUSTRIE MANUFACTURIère	32,5%
I	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	28,1%
N	ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	21,2%
A	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET Pêche	19,2%
G	COMMERCE; REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	18,1%
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	16,2%
R	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	15,6%
L	ACTIVITES IMMOBILIERES	13,0%
O	ADMINISTRATION PUBLIQUE	12,1%
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNE	8,8%
U	ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES	6,0%
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	5,2%
F	CONSTRUCTION	5,1%
S	AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	4,9%
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	4,9%
E	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DECHETS ET DEPOLLUTION	3,9%
	ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ACTIVITES INDIFFERENCIEES DES MENAGE	
T	TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	3,7%
P	ENSEIGNEMENT	3,3%
B	INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0%

Ad 3. Selon le Statec, 62.400 personnes ont été concernées par le travail du dimanche en 2014 et 34.600 personnes ont été concernées par le travail posté en 2014.

Question 1351 (06.08.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **montant alloué à une commune à travers le Fonds communal de dotation financière:**

La surface de la commune figure parmi les éléments pris en considération pour déterminer le montant alloué à une commune à travers le Fonds communal de dotation financière (FCDF).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que pour les communes qui sont situées au bord d'une rivière/fleuve qui fait la frontière avec un autre pays (p. ex. les communes situées au bord de la Moselle), la surface de la Moselle allongeant le territoire de la commune est prise en considération pour déterminer la surface totale de la commune dans le cadre de l'allocation à toucher via le FCDF?

- Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (07.09.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député s'interroge sur la prise en considération de la surface de la Moselle allongeant le territoire d'une commune pour déterminer la surface totale de la commune dans le cadre de la dotation à toucher via le Fonds communal de dotation financière (FCDF).

1. La Moselle est un condominium (= territoire commun sous souveraineté commune). Ce condominium se base sur l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, les traités conclus le 31 mai 1815 à Vienne, le 26 juin 1816 à Aix-la-Chapelle ainsi que le 7 octobre 1816 à Clèves entre le Royaume de Prusse et le Royaume des Pays-Bas ainsi que le traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne du 19 décembre 1984 sur le tracé de la frontière commune entre les deux États. La frontière entre ce condominium et une commune luxembourgeoise respectivement allemande longeant la Moselle, la Sûre ou l'Our, ne se trouve pas au milieu du cours d'eau, mais au bord de l'eau de la commune. Ainsi, la surface totale des communes luxembourgeoises situées au bord des cours d'eau frontaliers ne comprend pas la surface du cours d'eau. La pratique est d'ailleurs la même du côté allemand.

2. L'allocation touchée par une commune via le FCDF se compose en partie d'un montant associé à la superficie verte, ainsi que d'un montant associé aux bases d'assiette pour l'impôt foncier du patrimoine ou des propriétés agricoles et

forestières de cette commune. La finalité du versement de ces montants respectifs est notamment celle de l'aménagement et de l'entretien des surfaces associées. Étant donné que l'aménagement et l'entretien des riyières et fleuves frontaliers sont assurés par l'État, une modification de cette allocation serait en opposition à cette finalité.

3. Finalement, il y a lieu de rappeler que l'allocation touchée via le FCDF contient également un montant lié à la densité des communes. Ainsi, si la question de l'honorable Député visait une augmentation de la surface du territoire d'une commune contenant un cours d'eau frontalier avec comme finalité une augmentation de l'allocation, il faut remarquer que justement l'inverse serait le cas. En effet, une telle modification diminuerait la densité de cette commune et par conséquent l'allocation accordée à la commune en question. À titre d'exemple, j'informe l'honorable Député qu'une telle modification diminuerait l'allocation FCDF des communes de Grevenmacher d'un montant de l'ordre de grandeur de 20.000 euros et de Remich d'un montant d'environ 100.000 euros.

Question 1353 (07.08.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**étude sur les bénéfices des banques:**

Une étude de Tax Research UK a comparé 26 banques établies dans l'Union européenne et leurs pratiques en matière de transfert des bénéfices.

Alors que l'étude traite à diverses reprises le Luxembourg de paradis fiscal, elle conclut sur la phrase suivante:

«What is, perhaps, unsurprising is that there appears to be above expected reporting in many jurisdictions where this might have been anticipated including Belgium, Luxembourg, Ireland, Singapore, Hong Kong, UAE, Jersey, Mauritius and the Isle of Man, all of which have a reputation for acting as offshore tax locations for various reasons.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement partage-t-il les conclusions de cette étude?

- À considérer que le raisonnement de Tax Research UK soit erroné, Monsieur le Ministre est-il en mesure de nous donner plus de précisions à cet égard?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer comment il compte faire en sorte que ces nouvelles attaques lancées contre le Luxembourg n'aient pas d'effets néfastes sur la place financière luxembourgeoise? Le Gouvernement a-t-il l'intention de commanditer une ou plusieurs études démontrant que le Luxembourg ne commet pas de concurrence déloyale en matière fiscale?

- Quel est l'impact de cette étude sur les discussions ayant trait à la mise en place d'un système commun pour le calcul de l'assiette imposable des entreprises opérant dans l'Union européenne (ACCIS), voire sur celles en cours autour de BEPS au niveau de l'OCDE?

Réponse (08.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'étude à laquelle font référence les honorables Députés ne vise pas directement le Luxembourg, mais compare les déclarations pays par pays (country by country reporting) d'un échantillon de groupes bancaires. Il ne s'agit pas du produit d'une recherche académique neutre, mais bien d'un rapport commandité auprès d'une société de consultance britannique, à savoir Tax Research LLP.

Quant au fond, la méthodologie retenue fait abstraction des spécificités des différents marchés et modèles économiques, de même que de la nature bien distincte des activités développées par les groupes bancaires en fonction des pays considérés. Partant, la valeur analytique de l'étude reste limitée. Quant au passage cité par les honorables Députés, il convient de le replacer dans son contexte. En effet, à côté des «jurisdictions where this might have been anticipated», l'étude fait le même constat d'un «above expected reporting» à l'encontre de pays comme les États-Unis, le Mexique, la France, l'Australie, le Pérou, la République Tchèque, le Japon, la Colombie, la Chine, le Venezuela, l'Argentine, la Turquie, la Nouvelle Zélande, le Bangladesh, l'Afrique du Sud et le Kenya.

Sur base de ces éléments, il semble excessif de voir dans cette étude une «nouvelle attaque lancée contre le Luxembourg», susceptible d'avoir des «effets néfastes sur la place financière luxembourgeoise», voire les négociations ACCIS et BEPS, comme le craignent les honorables Députés.

On constatera au contraire que les efforts entrepris par le Gouvernement pour apporter les nuances nécessaires au débat public sur la fiscalité des multinationales dans ce contexte portent leurs fruits, comme en témoignent d'autres articles récents parus dans la presse postérieurement à la publication de ladite étude.

Question 1358 (10.08.2015) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **rédaction des projets de loi:**

Lors d'un reportage diffusé à la radio 100,7, l'ancienne Ministre des Classes moyennes a révélé dans une interview que le Président de l'Union des propriétaires avait rédigé le projet de loi portant sur le bail commercial lors de la période législative précédente.

Il ressort du reportage en question diffusé sur les ondes de la radio socioculturelle, que le Président de l'Union des propriétaires avait lui-même pris l'initiative à l'époque de contacter le Ministère pour proposer ses services.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Vu que le texte provient d'une association dont les membres sont directement concernés par le projet de loi, Monsieur le Ministre est-il d'avis que nous sommes en présence d'une situation de conflit d'intérêts?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si l'auteur du texte fut rémunéré par le Ministère des Classes moyennes? Le cas échéant, quel en fut le montant?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si l'externalisation de la rédaction de textes de loi constitue une pratique courante?

Réponse (20.08.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Lex Delles, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le texte initial de l'avant-projet de loi sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil et de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation a été soumis au Conseil de Gouvernement en date du 27 septembre 2013 par la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme Françoise Hetto. Le texte de ce projet initial a été inspiré par une proposition écrite d'un avocat à la Cour. Celui-ci avait proposé et remis son texte au Ministère, à un moment où il était président de l'association «Union des propriétaires du Grand-Duché de Luxembourg».

La fonction exercée à la tête d'une association représentant directement ou indirectement les intérêts d'une des parties concernées par le projet de loi pourrait effectivement laisser planer des doutes quant à une approche impartiale et objective lors la conception à l'époque de l'avant-projet de loi initial, même si la responsabilité du texte revient, sur le fond, au Gouvernement qui l'a adopté. Selon les informations dont je dispose, cet avocat n'a jamais été rémunéré pour sa contribution rédactionnelle ou pour une autre prestation éventuellement fournie dans ce contexte.

Dans ces circonstances, un conflit d'intérêts en la personne de l'avocat est dès lors concevable en théorie, et ne saurait du moins pas être écarté avec certitude dans le présent cas de figure.

Il est à souligner que l'avant-projet de loi initial en matière de bail commercial avait été adopté par le Conseil de Gouvernement qui se réunissait le 4 octobre 2013, mais a été retiré le 30 janvier 2014 par le Gouvernement actuel, dont le programme prévoit en effet que «la législation sur le bail commercial sera adaptée afin de pouvoir éviter à l'avenir des situations abusives envers les locataires. L'avant-projet de loi portant sur le bail commercial sera amendé».

Pour le Gouvernement actuel, il convenait d'élargir la discussion, de recueillir et d'analyser les avis des chambres professionnelles et d'autres milieux concernés ainsi que d'évaluer de manière plus approfondie les mesures à prendre, adoptées quelque peu à la hâte dans un contexte particulier et peu serein à l'époque (faillite en bloc d'une vingtaine de magasins du centre-ville de Luxembourg). Presque tous les organismes consultés ont en effet estimé souhaitable, voire nécessaire, de rééquilibrer les relations entre le bailleur et le preneur par rapport au projet de loi initial.

Par rapport au projet du Gouvernement précédent, le projet de loi reconsidéré et adopté par le Conseil de Gouvernement le 31 juillet 2015 prévoit par exemple toujours que le contrat de bail commercial est conclu pour une durée déterminée, mais sans pour autant prévoir obligatoirement une durée minimum de neuf ans. En ce qui concerne les modifications du contrat, les dispositions prévoient dorénavant que les deux parties peuvent demander à certains moments une modification des conditions financières du contrat, cette possibilité n'étant plus réservée au bailleur seul. En ce qui concerne le droit au renouvellement du bail et au droit à l'indemnité d'éviction pour le locataire, les modalités y relatives ont été renforcées et étendues par rapport au texte initial.

Par rapport à la résiliation anticipée en cas de situation financière désespérée, il y a lieu de relever que le premier texte retiré prévoyait cette possibilité en cas de difficultés financières avérées du locataire au cours des deux premières années et avec preuve par expertise. Le texte proposé par le Gouvernement actuel étend cette possibilité pour le locataire pendant toute la durée du bail, et avec preuve libre.

Finalement, le nouveau projet de loi dispose aussi d'un droit de préemption pour le preneur de longue durée (au moins 18 ans) en cas de vente de l'immeuble dans lequel il exploite son commerce.

Le projet de loi adopté récemment par le Conseil de Gouvernement se base certes sur la version initiale introduite en 2013, mais en tenant compte de nombreuses observations soumises par les organismes consultés, le texte actuel ne donne plus lieu à de quelconques soupçons de conflits d'intérêt ou de manque d'objectivité.

En général, j'estime qu'il va à l'encontre d'une bonne gouvernance voire qu'il est inadmissible qu'un ministère ou une administration se fait assister ou consulter par un expert externe lors de la préparation d'un projet de loi ou d'un projet de règlement grand-ducal, alors que celui-ci représente simultanément les intérêts de milieux ou de groupes directement concernés d'un point de vue matériel voire financier par les dispositions y prévues.

Quant à la question si l'externalisation de la rédaction de textes de loi constitue une pratique courante, je tiens à informer l'honorable Député que pour certains projets de loi ou de règlements grand-ducaux, en particulier ceux relevant d'une matière juridiquement ou techniquement complexe, les services du Ministère de l'Économie recourent parfois aux services de conseils externes. Dans ces cas, il est scrupuleusement veillé à ce qu'aucun conflit d'intérêts ne puisse naître d'une situation dans laquelle un tel conseiller externe possède et défend, à titre personnel ou professionnel, des intérêts qui pourraient influer ou paraître influer sur la manière dont il s'acquitte d'une telle mission. En outre, il n'est absolument pas d'usage que de tels prestataires fournissent des services sans être rémunérés et sans qu'un contrat de prestation de services n'existe qui définit les objectifs et le périmètre de la mission.

Question 1362 (11.08.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **durabilité du système de pension:**

D'après le Président de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP), le système de pension actuellement en vigueur est tout sauf durable. Vu le niveau élevé des promesses de pensions (48% de la masse salariale du Luxembourg) et le niveau relativement bas des cotisations (24%), Monsieur Kieffer estime que les dépenses de la CNAP dépasseront le niveau des cotisations aux parages de l'année 2020, de sorte qu'il faudra alors s'attaquer aux réserves. D'après lui, le niveau des réserves devrait s'établir à 30 fois les dépenses annuelles en matière d'assurance pension.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement partage-t-il l'analyse de Monsieur le Président de la CNAP?

2. Quelles sont les mesures préconisées par le Gouvernement pour rendre notre système de pension plus durable?

Réponse (01.09.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. Le Gouvernement ne partage pas l'analyse de Monsieur Robert Kieffer, Président de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP). Notre système de la sécurité sociale est un système de financement par répartition qui est basé sur la solidarité, c'est-à-dire les recettes de cotisations actuelles couvrent les dépenses de prestations courantes. Spécifiquement, en ce qui concerne les régimes de pension du secteur privé, le taux de cotisation est fixé par la loi à 24 pourcent du salaire cotisable avec une réserve légale de 1,5 fois des dépenses annuelles qui est suffisante. L'Inspection générale de la sécurité sociale établit par ailleurs tous les cinq ans un bilan actuariel afin de vérifier la soutenabilité financière du régime.

La réforme de l'assurance pension de 2012 s'est basée sur un taux de croissance de l'emploi de 1,5% par an et ce paramètre est largement rempli si on analyse les derniers chiffres qui nous indiquent une croissance de l'emploi de 2,7% par an. Concrètement, il faut retenir que la réserve du Fonds de compensation s'élève à 15 milliards d'euros et je crois que les 27 autres pays européens seraient contents de disposer d'une telle réserve, toutes proportions gardées.

Ad 2. Actuellement la réserve du régime de pension du secteur privé dépasse de quatre fois les dépenses annuelles et selon les scénarios retenus cette réserve sera disponible au moins jusqu'à l'horizon 2040 et on parle même de 2060. Un premier bilan de la réforme avait été prévu pour 2017, mais comme cette échéance n'aurait pas permis au Gouvernement actuel de discuter la soutenabilité financière et de mettre en place d'éventuelles adaptations au cours de la présente législature, ce bilan a été avancé d'une année. Je suis pourtant confiant que le bilan de l'Inspection générale de la sécurité sociale va nous confirmer que la réforme entamée en 2012 a eu les impacts escomptés et qu'il n'est point besoin de procéder à des adaptations à ce stade.

On ne pourra parler d'éventuelles mesures précises à prendre qu'après analyse de cette première évaluation des nouvelles dispositions mises en place par la réforme de 2012.

Question 1372 (13.08.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **maison au 7A, rue des Glacis à Luxembourg:**

Il me revient que la maison au 7A, rue des Glacis serait vouée à une transformation, voire une défiguration, pour laisser place, d'après le panneau apposé sur la façade latérale, à un «écrin de luxe en plein Limpertsberg» composé de plusieurs appartements et d'un penthouse.

En effet, il semble que les intérieurs vont être démolis, ainsi que la façade latérale droite (où se trouve le passage), et enfin le fronton du dernier étage.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que le Service des Sites et Monuments Nationaux a été saisi d'une demande de classement de cette maison Art déco exceptionnelle, avec sa façade en pierre de taille sculptée et très richement ornementée (ceci également au 2e étage!)?

2. Est-ce que Madame la Ministre entend initier une demande de classement concernant cette maison?

Réponse (20.08.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1. Le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) n'a pas été saisi d'une demande de classement relative à l'immeuble situé 7A, rue des Glacis.

Ad 2. L'immeuble a été repéré en 2014 par le SSMN en tant qu'immeuble à analyser en vue d'une éventuelle protection nationale. J'ai demandé au SSMN d'examiner la question d'un classement d'urgence de cet immeuble afin de pouvoir éviter, le cas échéant, sa démolition.

N°18
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°18 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Restructuration de la dette grecque p. 703
Institut de formation de l'éducation nationale p. 718
Sommaire des séances publiques nos47 et 48 p. 726
Sommaire des questions parlementaires p. Q265
47e séance Mardi 14 juillet 2015
48e séance Mercredi 15 juillet 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE): «Semaine luxembourgeoise»



LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse entourées de la Présidente de l'APCE, Mme Anne Brasseur, du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen, ainsi que des membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Claude Adam, M. Marc Spautz, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Yves Cruchten et M. Marcel Oberweis.

©2015 Cour grand-ducale / Daniel Clarens / tous droits réservés



S.A.R. le Grand-Duc a prononcé un discours devant l'APCE à Strasbourg.

La quatrième (et dernière) partie de la session 2015 avait une forte touche grand-ducale. Tout d'abord au vrai sens du terme, le 29 septembre, avec un discours du Chef d'État luxembourgeois fortement axé sur la crise des réfugiés et des migrants. S.A.R. le Grand-Duc a appelé les gouvernements à «trouver des solutions communes et à agir au-delà de l'immédiat pour aller à la racine des problèmes».

«Cette crise constitue pour nous un formidable révélateur de notre capacité à nous montrer solidaires en Europe et à rester fidèles à notre héritage commun», a-t-il déclaré en s'adressant aux parlementaires venant des 47 pays membres du Conseil de l'Europe.

Et d'ajouter: «C'est en période de difficulté et de crise qu'il importe de se serrer les coudes, de montrer que ce qui lie est beaucoup plus important que ce qui divise.»

Après son discours, S.A.R. le Grand-Duc Henri s'est prêté au jeu des questions-réponses avec les membres de l'Assemblée. Il a notamment répondu à la question d'un député socialiste suisse lui demandant quelle était encore aujourd'hui la raison d'être d'une monarchie ou encore la raison pour vanter les mérites du multilinguisme luxembourgeois.

S.A.R. le Grand-Duc, qui était accompagné entre autres du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et de Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration Corinne Cahen, avait été accueilli au Palais de l'Europe à Strasbourg par Mme Anne Brasseur, Présidente luxembourgeoise de l'APCE depuis janvier 2014, ainsi que par les membres luxembourgeois de l'Assemblée, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Spautz, M. Claude Adam et M. Marcel Oberweis.

Par ailleurs une délégation du Parlement des Jeunes du Luxembourg suivait la séance depuis les tribunes.

Le lendemain, l'Assemblée a entendu une intervention du Président luxembourgeois de la Cour européenne des droits de l'Homme, M. Dean Spielmann, qui s'est adressé à l'Assemblée lors d'un débat sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour.



Mme Françoise Hetto-Gaasch lors de la présentation de son rapport



Intervention de M. Dean Spielmann, Président de la Cour européenne des droits de l'Homme

Face au constat qu'un nombre considérable d'arrêts de la Cour demeurent non exécutés par les États concernés, M. Spielmann a plaidé pour l'utilisation de la «procédure en manquement» instituée en 2010, qui permet à la Cour de déterminer si un État a enfreint l'obligation qui lui est faite de respecter la Convention. «Cet outil n'a encore jamais été testé», a-t-il indiqué, regrettant que les ministres n'y aient pas encore eu recours.

Le Président de la Cour a également souligné le rôle important que jouent les Parlements nationaux pour faire respecter la Convention européenne, soit en faisant appel à des commissions chargées de veiller à ce que les nouveaux textes législatifs soient conformes à la Convention, soit en modifiant les lois mises en cause par la Cour dans ses arrêts.

Finalement, l'Assemblée a encore examiné et adopté en fin de semaine le rapport de la députée luxembourgeoise Françoise Hetto-Gaasch sur le rôle de pères séparés ou divorcés dans l'éducation de leurs enfants. Dans une résolution, l'APCE invite instamment les gouvernements européens à veiller à ce que les pères puissent jouer un rôle égal à celui des mères dans l'éducation de leurs enfants, précisant que le rôle des pères, y compris auprès des enfants en bas âge, «doit être mieux reconnu et valorisé».

Elle recommande des lois assurant «l'égalité effective des parents vis-à-vis de leurs enfants», dans l'intérêt supérieur de l'enfant, y compris un congé parental payé pour les pères, la «résidence alternée» des enfants après une séparation et la possibilité d'une garde conjointe en cas de divorce.

«Il apparaît que les pères se trouvent parfois confrontés à des législations, des pratiques et des préjugés qui peuvent aboutir à les priver de relations suivies avec leurs enfants», a rappelé l'APCE. Or, «l'implication des deux parents dans l'éducation de leur enfant est bénéfique à son développement». Les États devraient «éliminer des législations toute différence entre les parents ayant reconnu leur enfant basée sur leur statut matrimonial».

Les parlementaires ont aussi préconisé un recours accru à la médiation familiale en cas de séparation des parents, y compris à des médiateurs bien formés, et une justice adaptée aux enfants.

Le Président en visite «Beim Goldknapp»

Dans le cadre des activités organisées à l'occasion de la journée mondiale d'Alzheimer, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a visité la maison de séjour et de soins «Beim Goldknapp» à Erpeldange.

Les responsables de l'ALA (Association Luxembourg Alzheimer) ont présenté les différentes activités de l'association ainsi que la maison de soins. Celle-ci héberge 116 personnes atteintes de démence qui vivent dans un environnement de vie adapté à leurs besoins.

Lors de la visite d'une unité de vie et de l'oase, le Président a pu rencontrer un certain nombre de résidents ainsi que des membres du personnel et il a félicité les responsables pour la réussite du projet et l'excellence de leur travail.

Il a estimé que le projet «Beim Goldknapp» constitue un modèle pour l'accompagnement des personnes atteintes de maladies de la démence et il a salué la mise en vigueur du plan «démence».



Visite officielle dans le plus septentrional des États baltes

L'Estonie et le Luxembourg ont beaucoup de choses en commun. Ce fut un des constats dressés lors de leur visite à Tallinn, capitale estonienne, par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et M. Marc Angel, membre du Bureau, à l'occasion d'une entrevue avec le Premier Ministre d'Estonie, M. Taavi Roivas. Comptant parmi les petits États membres de l'Union européenne, les deux pays peuvent se prévaloir de voies de décision souples et directes et, à l'image du Luxembourg, l'Estonie est un des rares pays au sein de la zone euro à respecter les critères de stabilité de la monnaie commune. Comme ce fut déjà le cas en 2014, l'Estonie compte clôturer l'année en cours par un excédent budgétaire.

Aux yeux du Premier Ministre estonien, les pays européens devraient se montrer solidaires face à la crise ukrainienne tout comme cette solidarité devrait jouer en matière de crise financière. Pour sa part, M. Mars Di Bartolomeo a ajouté que l'Union européenne devrait redécouvrir sa dimension sociale et, afin de ne pas perdre l'appui de ses citoyens, l'Europe ne devrait pas seulement être synonyme d'austérité.



M. Mars Di Bartolomeo signe le Livre d'or du Parlement estonien en présence de M. Eiki Nestor, Président du Parlement d'Estonie

Le marché du travail autochtone et la vague migratoire actuelle secouant l'Europe ont constitué deux autres sujets de discussion à l'occasion de la rencontre. L'exode de beaucoup d'Estoniens vers des pays à salaires plus élevés constitue un grand défi dans cette république balte où le taux de natalité approche les 1,7 enfants par femme. Le Ministre de la Sécurité sociale, M. Margus Tsakhna, a présenté les enjeux de cet état de fait aux hôtes luxembourgeois en leur exposant les caractéristiques de la sécurité sociale estonienne organisée selon le système des droits individuels.

En Estonie, le statut de réfugié est accordé tous les ans à une centaine de personnes en recherche de protection. La question des réfugiés est un sujet sensible dans l'opinion publique et la coalition au pouvoir s'exprime clairement pour un accueil solidaire en leur faveur en Europe. Cette attitude des partis au pouvoir dans la république estonienne fut clairement saluée par la délégation luxembourgeoise, notamment à l'occasion des entretiens menés avec M. Eiki Nestor, Président du Parlement d'Estonie, ainsi qu'avec les membres de la Commission des Affaires étrangères.

Les relations avec la Russie, au moment de la crise ukrainienne et à la lumière des antécédents historiques entre l'Estonie et son grand voisin, ont également figuré à l'ordre du jour. Comme l'Estonie compte parmi les pays les mieux connectés au monde, la «démocratie numérique» telle qu'elle est vécue par les citoyens de cet État balte fut également longuement discutée. La connexion à Internet est un droit social en Estonie et la «politique numérique» - avec le «bureau sans papier», le vote et aussi la déclaration d'impôts en ligne - est destinée à assurer un maximum de transparence et de réactivité.

Finalement, les hôtes luxembourgeois ont pu avoir un aperçu du système de sécurité sociale estonien, et notamment de son assurance maladie: la population active est d'office affiliée à la sécurité sociale, les retraités ne paient pas de cotisations et les consultations chez un médecin généraliste ne sont pas rémunérées par les citoyens. Les médecins sont affiliés au système et sont généralement payés dans un délai de trois mois par la caisse de maladie.

Délégation koweïtienne reçue au Parlement luxembourgeois

Le malheur des uns fait le bonheur des autres! Depuis le début de l'année, cet adage bien connu se vérifie pour ce qui est de la chute des prix des matières premières, dont tout particulièrement le pétrole.

Alors que les consommateurs de carburants se réjouissent, les pays producteurs font grise mine, certains d'entre eux voyant leurs projections budgétaires chamboulées, voire leurs finances publiques gravement se détériorer.

Pour le Koweït, abritant 1/10 des réserves mondiales d'or noir qui assure 90% des revenus de l'émirat, le choc de la chute des cours du pétrole - le prix du baril de Brent, par le biais de diverses phases de hausse et de baisse, est passé de 144 dollars en juillet 2008 à 45 dollars début octobre 2015 - a pu être, jusqu'à présent, absorbé grâce à des surplus budgétaires récurrents.

L'exercice 2012-2013 de cette monarchie du golfe arabo-persique lui avait encore valu un surplus historique de 47 milliards de dollars - 13e excédent budgétaire consécutif à l'époque -, ce qui avait porté son surplus sur 13 ans à 250 milliards de dollars.

Depuis cependant, la chute inexorable des prix du brut impacte de plus en plus l'économie nationale et les finances publiques au point que le Koweït - d'après les projections de son Ministère des Finances - pourrait pour la première fois de longue date enregistrer un déficit budgétaire sur l'année 2015-2016, ceci à hauteur de 23,3 milliards de dollars.

De cette situation, il fut notamment question le 5 octobre à l'occasion de la réception d'un groupe parlementaire koweïtien par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Lors des entretiens, M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur le respect des droits fondamentaux.

La question des réfugiés syriens et irakiens

Alors que les États du Golfe sont régulièrement dénoncés pour leur refus d'ouvrir leurs frontières aux réfugiés syriens et irakiens - il est communément véhiculé que le Liban, la Jordanie et la Turquie hébergent des centaines de milliers de réfugiés tandis que les six États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) dont le Koweït fait partie n'en abritent aucun -, les membres de la délégation parlementaire koweïtienne ont informé leurs interlocuteurs que, sur invitation de l'Émir, trois conférences de donateurs pour l'aide humanitaire à la Syrie ont eu lieu et que le Koweït a déjà consacré 1,3 milliards de dollars pour venir en aide aux réfugiés.

En pour cent de son PIB, le Koweït figure parmi les donateurs les plus généreux des agences de l'ONU et des ONG déployées sur le terrain pour amortir les conséquences de l'exode frappant la Syrie et l'Irak.

Des organisations caritatives koweïtiennes ont rassemblé plus de 250 millions de dollars pour secourir les réfugiés dans les camps jordaniens.

Comme jadis pour les Palestiniens, l'émirat met tout en œuvre pour supporter les réfugiés syriens, notamment en laissant entrer sur son territoire tous les Syriens qui ont de la famille au Koweït (130.000 Syriens, munis de visas, travaillent en effet dans l'émirat ce qui constitue 15% de sa population totale).



Les membres des délégations koweïtienne et luxembourgeoise

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Réunion interparlementaire au Parlement européen

Une approche globale des migrations



La délégation luxembourgeoise composée de MM. Claude Adam, Yves Cruchten et Marc Spautz (de droite à gauche).

Les membres de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen ont mené, le 23 septembre à Bruxelles, un échange de vues avec des membres de Parlements nationaux au sujet des politiques concernant les migrations, l'asile et les frontières. La Chambre des Députés était représentée par MM. Claude Adam, Yves Cruchten et Marc Spautz.

Pour rappel, le Parlement européen avait adopté le 17 décembre 2014 une résolution sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne. Dans cette résolution, la commission LIBE est invitée à évaluer les diverses politiques concernées par les migrations, l'asile et les contrôles aux frontières, à élaborer un train de recommandations et à rédiger un rapport stratégique avant fin 2015.

Entre-temps, la Commission européenne a adopté, en mai, une communication intitulée «Un agenda européen en matière de migration», décrivant les mesures immédiates qui seront prises pour faire face à la situation de crise régnant en Méditerranée, ainsi que les actions à entreprendre au cours des prochaines années pour mieux gérer les migrations dans tous leurs aspects. La commission LIBE s'est alors attelée à l'élaboration d'un rapport d'initiative stratégique sur la situation en Méditerranée et la nécessité d'une approche globale de la migration.

Dans ce contexte, la réunion à Bruxelles a permis de mener un débat approfondi sur ces mesures, en concertation avec les organismes de l'Union chargés de la justice et des affaires intérieures ainsi qu'avec les Parlements de tous les États membres.

L'échange de vues avec les membres des Parlements nationaux au sujet des politiques concernant les migrations, l'asile et les frontières a permis de voir de quelle manière ces politiques sont abordées et traitées au niveau national.

M. Claude Adam - s'exprimant au nom de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (CAEEDCI) - a souligné que le portefeuille élargi de la CAEEDCI permet d'apprécier pleinement les liens intrinsèques entre les aspects internes et externes des enjeux de la migration. La Chambre des Députés du Luxembourg affirme son plein soutien en faveur d'une approche intégrée en matière d'immigration qui, avec les principes de solidarité et de responsabilité, constitue la réponse que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne tente d'apporter dans le contexte du phénomène migratoire auquel l'Europe fait face, a déclaré M. Adam.

À la Chambre, la problématique des réfugiés a été abordée à de nombreuses reprises cette année, tant au niveau des commissions qu'en séance plénière, en dialogue direct avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de nombreux responsables européens et internationaux. L'engagement est double: accueillir des réfugiés sur notre territoire et contribuer à trouver des solutions européennes.

L'intervention de M. Claude Adam a été l'occasion également de mettre en exergue les conclusions de la Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune, organisée par la Chambre des Députés début septembre, qui soulignent l'importance de la nécessité d'une réponse «holistique» au défi migratoire.

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise, il a rappelé que les membres des Parlements nationaux de l'Union européenne reviendront sur la problématique lors de la Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC) du 30 novembre au 1er décembre. Le sujet sera également abordé, sous l'angle de l'aide humanitaire et des réponses à long terme, lors de la réunion des présidents des commissions de la coopération au développement, organisée le 11 décembre par la Chambre des Députés.

Réunion d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

L'OSCE promeut la coopération régionale en Asie centrale

La réunion d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), organisée du 16 au 18 septembre à Oulan Bator, capitale de la Mongolie, dans le cadre du 25e anniversaire des premières élections démocratiques dans ce pays, s'est focalisée sur l'Asie centrale et le rôle de la Mongolie dans la région.

Ainsi, lors de la première journée de la réunion, une table ronde a rassemblé les chefs des opérations de terrain de l'OSCE en Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan) pour présenter les efforts entrepris dans les domaines de la sécurité régionale, de la lutte contre le terrorisme et de la traite des êtres humains.

Une deuxième session portait sur les défis économiques dans la région, la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophe et la gestion de l'eau. Les aspects de développement durable et de changement climatique ont notamment été placés dans le contexte de futures vagues migratoires pour constater que l'investissement dans le développement est aussi un sujet important en termes de sécurité.

L'actuelle crise migratoire a suscité un débat sur les mesures à prendre à court et à moyen terme. De nombreux orateurs ont mis en avant le rôle des parlementaires dans la prise de décision politique et en tant que facteur d'influence de l'opinion publique.

Dans une déclaration commune, les groupes politiques PPE (Parti populaire européen), socialistes et libéraux ont appelé à ce que les pays membres fassent tout leur possible pour éviter que des réfugiés meurent au cours de leur trajet et pour leur procurer sécurité et assistance humanitaire.

Rappelant que le plein respect des droits de l'Homme et des accords internationaux devrait être à la base d'une solution de la plus grande crise migratoire depuis la Deuxième Guerre mondiale, les groupes politiques regrettent que d'aucuns la prennent comme prétexte pour exprimer leurs opinions xénophobes et promouvoir les courants extrémistes pouvant mener à des actes de violence à l'encontre des réfugiés. Ils soulignent l'importance de la solidarité internationale dans la lutte contre les réseaux de trafiquants et de la mise en place de voies légales et sûres pour que les personnes dans le besoin puissent obtenir la protection internationale.



La Chambre était représentée par Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas.

5e Forum européen sur l'intégration

Restaurer la foi en la démocratie

Les 24 et 25 septembre, Mme Claudia Dall'Agnol a participé au 5e Forum européen sur l'intégration à Manchester (GB) organisé par la fondation «Robert Bosch Stiftung». Ce forum, dont la première session a eu lieu en 2011, est un réseau d'une centaine de jeunes politiciens des 28 pays de l'Union européenne.

Le thème «Restoring faith in democracy» choisi par les responsables de la fondation a été discuté lors de workshops, de débats et de sessions questions-réponses. Des invités comme entre autres l'ancienne Première Ministre de la République slovaque, Mme Iveta Radičová, et le député européen M. Brando Benifei (Italie) ont participé aux discussions et ont permis aux participants de débattre différentes mesures pour restaurer la foi en la démocratie, malgré la crise économique qui touche toujours bon nombre de pays européens et qui a coûté leur emploi à plus de six millions de personnes. Dans ce contexte, Mme Claudia Dall'Agnol a évoqué l'agenda de la Commission européenne pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique.

En dépit des différences entre les pays des participants au forum, il existe une très large convergence de vues quant aux grandes priorités à traiter par la Commission européenne mais aussi par les Parlements nationaux et régionaux. Ainsi les participants ont souligné qu'il est important que les partis politiques prennent en considération les doléances et inquiétudes de la population, par exemple en ce qui concerne les réfugiés.

Comme les partis populistes, par leurs propos xénophobes et racistes, proposent dans tous les pays des réponses simples à des questions difficiles, les participants étaient unanimement d'accord pour insister qu'il faut combattre ce fléau d'extrême droite.



Mme Claudia Dall'Agnol

NOUVELLES LOIS

Produits biocides

6689 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides;

b) relative à l'enregistrement de fabricants et de vendeurs;

c) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Le présent projet de loi vise à exécuter le règlement (UE) n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition et l'utilisation des produits biocides, en en précisant certaines modalités d'application et les sanctions. Il abroge et remplace la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. En effet, cette dernière avait transposé la directive 98/8/CE, qui est abrogée et remplacée à son tour par le règlement (UE) précité.

Les biocides sont des produits chimiques utilisés pour supprimer des organismes nuisibles tels que les parasites (rongeurs, insectes) et les micro-organismes (moisissures, bactéries) et incluent les insectifuges, les désinfectants et les produits chimiques industriels ou ménagers tels que les produits de préservation du bois ou les désinfectants pour l'hygiène corporelle ou les surfaces. Ce sont des pesticides qui sont utilisés dans un autre but que l'application phytosanitaire des produits phytopharmaceutiques.

L'objet du règlement (UE) n°528/2012 est l'amélioration du fonctionnement du marché intérieur par l'harmonisation des règles concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, tout en assurant un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement. Il établit notamment les règles régissant:

- l'établissement, au niveau de l'UE, d'une liste de substances actives pouvant être utilisées dans les produits biocides,

- l'autorisation des produits biocides,

- la reconnaissance mutuelle des autorisations à l'intérieur de l'UE,

- la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides,

- la mise sur le marché des articles traités.

Le règlement (UE) renforce considérablement la sécurité et réorganise la procédure d'autorisation de biocides utilisés et mis sur le marché dans l'UE. En effet, il introduit la possibilité de demander une autorisation de produits biocides, dans toute l'UE, permettant ainsi aux entreprises de commercialiser leurs produits sur l'ensemble du marché de l'UE. En même temps, le règlement (UE) se fonde sur le principe de précaution, afin de garantir que la fabrication et la mise à disposition sur le marché de produits biocides n'ont pas d'effets nocifs sur la santé humaine ou animale ou d'incidences inacceptables pour l'environnement. Finalement, il vise à contrôler les produits importés traités à partir de biocides non autorisés au sein de l'UE.

Une plateforme informatique spécialisée - le registre des produits biocides - sera désormais également utilisée pour la diffusion des informations auprès du public et la soumission sécurisée de dossiers techniques.

L'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) fournira un appui technique et scientifique à la Commission européenne, aux États membres et aux entreprises, notamment par la dissémination de divers avis concernant par exemple l'approbation des substances actives et l'autorisation UE des produits biocides

L'objectif principal du projet de loi consiste essentiellement à déterminer l'autorité compétente luxembourgeoise, le système des redevances de traitement, le régime en matière de recherche et de constatation des infractions, les sanctions pénales et mesures administratives. En outre, le projet de loi définit les mesures nationales transitoires relatives à la mise sur le marché de produits biocides, c'est-à-dire les conditions et modalités de notification d'un produit biocide. De même, il introduit diverses dispositions - indépendantes du règlement (UE) - ayant trait à l'enregistrement des fabricants de substances actives, de produits biocides et d'articles traités et de vendeurs de biocides potentiellement dangereux, dès lors qu'ils exercent leurs activités au Luxembourg.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.05.2014
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

01.04.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29.04.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
08.07.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2015
Loi du 4 septembre 2015
Mémorial A: 2015, n°177, page 4308

Création de l'IFEN

6773 - Projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale et modifiant

1) la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation c) l'institution d'un Conseil scientifique,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

4) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

5) la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,

6) la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

7) la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

8) le Code de la sécurité sociale,

et abrogeant la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

Le projet de loi a comme objet de créer un Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), qui aura pour missions de concevoir, mettre en œuvre et évaluer le stage et la formation continue du personnel enseignant et du personnel éducatif et psycho-social de l'éducation nationale. Il prévoit le cadre organisationnel des cours et définit le cadre du personnel et les postes inscrits à l'organigramme de l'Institut.

Le but en est de poser les structures nécessaires à une mise en œuvre cohérente et systémique du stage et de la formation continue au niveau de l'éducation nationale en respectant la nouvelle orientation de la réforme de la fonction publique.

L'IFEN vise à accroître la qualité de l'enseignement et à épauler les enseignants; à transposer le projet de loi de réforme statutaire et salariale de la fonction publique; à harmoniser les dispositifs de stage au sein de l'éducation nationale et à adapter le cadre institutionnel à la complexité des tâches.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.01.2015
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

25.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
04.03.2015	Suite de la présentation du projet de loi
24.06.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.06.2015	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2015	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
13.07.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2015
Loi du 30 juillet 2015
Mémorial A: 2015, n°166, page 3910

Inspection du transport routier

6785 - Projet de loi portant approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, signé à Liège, le 3 octobre 2014

Le projet de loi vise à faire approuver le Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, signé à Liège, le 3 octobre 2014 (dit «Traité de Liège»). Ce traité lie le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Belgique, la région de Flandre, la région de Wallonie, la région de Bruxelles-Capitale ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg.

Les parties signataires souhaitent, par l'alignement des interprétations des règles européennes et par la coopération, améliorer quantitativement et qualitativement le contrôle des transports routiers, mais estiment encore que la coopération entre les pays et régions signataires aura des retombées importantes au sein de la coopération Euro Contrôle Route, en particulier, et au sein de la coopération européenne en général. À cet effet, les parties ont convenu une possibilité d'élargissement à d'autres pays, et, si elles ont la capacité de conclure des traités, à des entités fédérées.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.03.2015
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

18.06.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
02.07.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2015
Loi du 5 août 2015
Mémorial A: 2015, n°154, page 3770

Inspection générale de la Police

6799 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Le projet de loi 6799 a pour objet de régler la situation des magistrats nommés à une fonction dirigeante et plus particulièrement leur garantie de réintégration dans la magistrature. Par ailleurs, le projet de loi précise que les magistrats sont éligibles pour accéder à la fonction d'inspecteur général de la Police.

Lors de l'introduction du principe novateur du septennat moyennant la limitation de la durée de nomination de certains fonctionnaires dirigeants à sept ans, le législateur a réglé les conséquences d'un non-renouvellement des nominations des agents concernés, moyennant la mise en place d'une garantie générale de réintégration dans l'administration. Cette garantie, entrevue comme corollaire de l'absence de droit au renouvellement, étant toutefois envisagée exclusivement vers la fonction la plus élevée de la carrière supérieure de l'administration, elle s'est avérée peu appropriée pour attirer des candidats issus des carrières de la magistrature vers ces fonctions.

Compte tenu des attributs spécifiques du statut de magistrat, dont notamment l'indépendance et l'inamovibilité, le risque professionnel encouru par l'acceptation d'une nomination temporaire de sept ans est en effet particulièrement accentué. En l'état actuel de la législation, le magistrat concerné serait contraint d'abandonner de manière définitive son statut de magistrat, soit directement au moment de la nomination, soit au plus tard à l'expiration d'un éventuel congé sans traitement pour raisons professionnelles, actuellement limité à quatre années. En effet, contrairement au détachement, qui est la position du magistrat temporairement placé hors de son corps d'origine tout en continuant à y bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite, une nouvelle nomination à une fonction dirigeante emporte implicitement, mais

nécessairement la cessation du statut de magistrat.

Face à l'intérêt que peut présenter un profil professionnel issu directement de la magistrature luxembourgeoise pour l'exercice de certaines fonctions dirigeantes, il est proposé d'instaurer un mécanisme de réintégration mieux adapté à cette situation.

À l'instar du régime général de réintégration en place, il est proposé que l'agent ayant relevé au départ d'une des carrières de la magistrature bénéficie, à l'issue de l'exercice d'une fonction dirigeante, d'une garantie de réintégration dans la magistrature, ainsi que d'une prise en compte intégrale du temps passé au service de l'État dans la fonction dirigeante, suivant un mécanisme similaire à celui d'un magistrat simplement détaché auprès de l'administration ou d'une organisation internationale. Moyennant cette garantie de réintégration, l'agent concerné aura l'assurance d'un retour dans une fonction étatique qui corresponde aussi bien à sa qualification d'origine qu'à son ancienneté de service effective auprès de l'État.

Cette adaptation a pour objectif de faciliter une mobilité accrue et ciblée entre les fonctions de la magistrature et les fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, sans pour autant compromettre les principes de l'inamovibilité et de l'indépendance des magistrats.

La modification proposée de l'article 73 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police poursuit un même objectif de mobilité, en ce qu'elle précise explicitement que les magistrats sont éligibles pour accéder à la fonction d'inspecteur général de la Police. Le texte actuel prévoit que sont éligibles à cette fonction, outre les membres du cadre supérieur de la Police et de l'Inspection générale de la Police, les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'administration.

En considérant les missions confiées à l'Inspection générale de la Police, ainsi que le fait que le ministre ayant la Justice dans ses attributions est en vertu de la loi associé à la nomination de l'inspecteur général de la Police, on peut légitimement penser qu'il n'était pas dans l'intention du législateur de 1999 d'exclure les magistrats de l'accès à cette fonction.

Toutefois, dans la mesure où la notion de «fonctionnaires de la carrière supérieure de l'administration» n'est pas autrement définie, et afin d'éviter toute divergence d'interprétation, il est proposé de viser formellement les magistrats dans le texte.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 27.03.2015

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

10.06.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2015	Présentation et adoption d'un amendement
03.07.2015	Présentation d'amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption d'un amendement supplémentaire
10.07.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2015

Loi du 23 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°142, page 2942

Intégration du Uelzecht-Lycée dans le LTAM

6809 - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers

Le projet de loi sous rubrique propose d'intégrer le Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers (LTAM) pour en faire une seule entité scolaire et administrative.

Actuellement, l'offre scolaire du Uelzecht-Lycée est limitée au cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, comprenant également le régime préparatoire et la division inférieure de l'enseignement secondaire.

Avec l'intégration dans le LTAM, il sera dorénavant possible aux élèves du Uelzecht-Lycée d'accéder aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, sans devoir changer d'établissement scolaire.

Parallèlement, l'intégration permettra au LTAM de recruter davantage parmi ses propres élèves pour les cycles moyen et supérieur. En effet, la plupart des élèves de 10e du LTAM sont puisés dans d'autres lycées.

Ainsi, l'intégration fera augmenter le nombre de places disponibles en première année de l'enseignement secondaire technique au LTAM. La situation actuelle entraîne le refus de nombre de demandes pour accéder au LTAM. L'Uelzecht-Lycée par contre reçoit les élèves qui y sont envoyés faute de disponibilités dans d'autres lycées techniques sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Actuellement, le LTAM bénéficie d'une pléthore de salles spéciales, mais souffre d'une pénurie de salles de classe conventionnelles. La situation au Uelzecht-Lycée s'avère être l'inverse. Ainsi, l'intégration des deux établissements leur permettra de se compléter au niveau des infrastructures, à l'exception de celles destinées à l'éducation physique. Ceci aura pour effet d'accroître la flexibilité de l'organisation scolaire par la mise en commun des ressources respectives des deux lycées.

La nouvelle structure permettra un échange soutenu entre les deux sites dans le cadre de projets et de manifestations. Ceci facilitera l'orientation des élèves et leur ouvre de très larges perspectives, vu que l'offre scolaire du nouveau lycée ne connaîtra plus de restrictions et permettra ainsi à la nouvelle institution de se donner un profil adapté à ses élèves.

L'ensemble du personnel des deux lycées est repris par la nouvelle structure sans changement de leurs statuts.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.05.2015

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

26.06.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2015

Loi du 30 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°161, page 3874

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Information de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de l'accord sur la restructuration de la dette grecque
- *Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (dépôt d'une documentation)*
- *Débat: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Gast Gibéryen, M. Fernand Kartheiser, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
- *M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Joëlle Elvinger, M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Votes sur les premier, deuxième et troisième candidats*

6. 6799 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6789 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014)
- *Rapport de la Commission des Pétitions: M. Jean-Marie Halsdorf*
- *Débat: Mme Cécile Hemmen, M. Gusty Graas, M. Roberto Traversini, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Nicolas Schmit, Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerno, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da komme mer herno dorop zréck.

2. Communications

1) Wéi gewinnt, läit d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro vun der Chamber.

2) D'Lëscht vun de Projeten a vun de Petitiounen, déi zënter eiser leschter Sëtzung genehmegt gi sinn, ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

Communications du Président - séance publique du 14 juillet 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6834** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1er avril 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.07.2015

***6835** - Projet de loi portant approbation de*

- l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres et le Canada, signé à Bruxelles, le 17 décembre 2009;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2010;

- l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie, signé à Bruxelles le 26 juin 2012;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, signé à Luxembourg le 10 juin 2013

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.07.2015

3) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**519** - Pour que les emplacements de stationnement pour personnes à mobilité réduite deviennent nominatifs dans les quartiers résidentiels*

Dépôt: 06.07.2015 par M. Cyril Perrichon

*Demande de pétition publique n°**520** - Pour que les amendes pour les personnes non autorisées qui stationnent sur les emplacements pour personnes à mobilité réduite soient alourdies*

Dépôt: 06.07.2015 par M. Cyril Perrichon

*Demande de pétition ordinaire n°**521** - Pour la mise en place d'un circuit touristique «Tour du Grand-Duché de Luxembourg»*

Dépôt: 07.07.2015 par M. Claude Eich

*Demande de pétition publique n°**522** - Gouvernement existant (Bleu, Rouge, Vert)*

Dépôt: 07.07.2015 par M. Jean-Pierre Kirtz-Cettiga

*Demande de pétition publique n°**523** - Petition zur Einberufung eines Referendums zur Änderung der luxemburgischen Nationalflagge*

Dépôt: 07.07.2015 par M. Marc Dax

*Demande de pétition publique n°**524** - Dépénalisation de la consommation et de la détention de cannabis*

Dépôt: 08.07.2015 par M. Patrick Pereira

*Demande de pétition ordinaire n°**525** - Pour une plus grande visibilité du drapeau civil luxembourgeois*

Dépôt: 08.07.2015 par M. Claude Eich

*Demande de pétition ordinaire n°**526** - Pour une augmentation significative, régulière et globale du prix du tabac*

Dépôt: 10.07.2015 par M. Claude Eich

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da wäre mer beim Ordre du jour. D'Presidentekonferenz hat déi lescht Woch en Ordre du jour proposéiert, wou mer awer, opgrond vun den Evenementer ronderëm Griichenland gëschter, op Wonsch vun der Regierung respektiv dem Premier- a Statsminister an no Ofsprooch mat deene verschiddene Fraktiounscheffen a Responsabele vun de Sensibilitéite proposéieren, eng Informatioun vun der Regierung mat uschléissender Debatt op den Ordre du jour ze setzen. De Rescht vun de Punkte kënnt Der um elektronesche Courrier noliesen.

Ass d'Chamber mat dem modifizéierten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir héieren dann elo de Premier- a Statsminister iwwert den Accord, dee gëschter no engem Marathon mat Griichenland respektiv mat de Responsabelen aus der Regierung vu Griichenland fonnt ginn ass. Den Här Statsminister wäert elo mat der Deklaratioun ufänken, a mir sinn eis eens ginn, dass déi verschidde Fraktiounen an d'Sensibilitéiten iwwer eng eenheetlech Riedezäit vu fënnef Minutte verfügen. Dat ass och am Accord mat sämtleche Bedeelegten esou proposéiert ginn.

An d'Wuert huet direkt de Premierminister.

Une voix.- Très bien!

4. Information de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de l'accord sur la restructuration de la dette grecque

Déclaration

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Wann Der erlaabt, géif ech Iech direkt hei d'Deklaratioun vum Sommet iwwerreechen. Ech hunn zwou Versiounen - also eng Versioun misst jo duergoen - matbruecht op Franséisch; da kënnen d'Deputéierte se ausgedeelt kréien...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...an dann hu se direkt och den Accord - fir déi, déi en nach net op Internet fonnt hunn.

(M. Xavier Bettel dépose une documentation.)

Här President, jo, et ass zu engem Accord komm! Et gëtt en drëtten Hëllefspak fir Griichenland. En Austrëtt vu Griichenland aus der Eurozon ass net méi um Ordre du jour an Europa huet bewisen, dass et staark ass, wann et drëm geet.

D'Grondlag war jo eng Demande vun der griichescher Regierung un den ESM fir nei Hëllefen. Zu där Demande hunn och eng Rei Propose gehéiert. An den ESM huet d'Kommissioun, den FMI an déi Europäesch Zentralbank chargéiert, fir eng Analys dovunner ze maachen.

Déi Propositiounen, déi mer d'leschte Kéier diskutéiert hunn: Do war et och wichteg, dass se geliwwert sollte ginn. Déi waren och eng gutt Grondlag, awer op eenzelne Punkten net prezis genuch. An och aus der Perspektiv vu verschiddene Créancieren hunn nach verschidden Elementer gefeelt.

Mir wëssen och, dass d'Situatioun sech an deene leschten Deeg a Wochen a Griichenland nach verschlechtert huet. Dat heescht, dass am Fong déi éischt Hëllef, déi gefrot gi war virum Referendum vum 5., eng aner Envergure duerno geholl huet wéi déi Hëllefen, déi elo accordéiert gi sinn.

Déi Propositiounen an Hëllefe sinn e Samschden am Eurogroup diskutéiert ginn. Déi Sitzung ass owes ouni Accord zu Enn gaangen a sonndes moies ass den Eurogroup nees eng Kéier zesummekomm. Do sinn d'Konklusioune festgehale ginn, mä mat ganz ville Klammeren. An déi Klammere waren déi Punkten, wou déi 19 Länner sech net eens waren.

Den Toun an de Langage an deem Dokument waren op eenzelne Punkten, muss een och soen, net appropriéiert vis-à-vis vun der griichescher Regierung. Um Fong gouf et awer och nach Lacunnen an et huet och nach u Prezisioune gefeelt. Dat war d'Ausgangssituatioun, ier mer mam Eurosommet sonndes mëttes um véier Auer ugefaangen hunn.

Mir sinn du sonndes mëttes um véier Auer zesummekomm, a virun der Rencontre hat ech och eng Sëtzung mat de Regierungscheffen aus dem Benelux. An do muss ech Iech soen, dass d'Meenunge schonn auserneegaange sinn. Do, wou de belsche Premier an de lëtzebuergesche Premier éischter enger Meenung waren, de Charles Michel och gesot huet, dass alles misst gemaach ginn, fir de Grexit wierklech ze verhënneren, war eisen hollännesche Kolleeg vill méi streng a senger Approche, vill méi rigouréis a vill méi exigent vis-à-vis vun der griichescher Regierung.

Et ware 17 Stonne Verhandlungen, zum Deel och ganz haart Verhandlungen. An ech wëll do och soen, dass verschidde Leit sech d'Fro stellen, ob et opportun gewiescht ass, dass den Här Tsipras, den Här Tusk, d'Madame Merkel an den Här Hollande sech zréckgezunn hunn, fir eben un engem neien Text ze schaffen. Do muss ech Iech soen: Jo! Well et huet ee festgestallt, dass, wann een zu 19 ronderëm en Dësch sëtzt, plus d'Institutiounen, jiddwereen zu enger anerer Meenung kënnt, eng aner Interpretatioun huet och vun den Texter. An dofir war et wichteg, dass mer e Grupp hate vun enger méi klenger Kompositioun, deen do en Text ausgeschafft huet, dee mer duerno proposéiert kritt hunn.

Mir hu bewisen als Europa, dass Krisen ze iwwerwanne sinn, wa mer wëllen, an dass Solidaritéit méi wéi e Wuert an den Traitéen ass. Et gëtt elo e Plang, fir Griichenland ze hëllefen. Mä Griichenland huet sech och op Regierungsniveau ganz essenziell Reforme versprach an huet Garantien zougestëmmt, déi zudeem och ganz wäit ginn. D'Zil ass et, Griichenland ze ënnerstëtze bei deene groussen Erausfuerderungen, net nëmmen duerch finanziell Hëllef, mä och duerch technesche Support, duerch Hëllef am Fong op all Niveau.

D'Zil ass et virun allem awer, Griichenland nees nei Perspektiven ze ginn. Ronn 11 Milliounе Leit brauchen eng nei Zukunft an deem Land. Et gëtt Beispiller mat Irland, mä och Spuenien a Portugal, wou et scho geklappt huet respektiv wou d'Zeechen awer och positiv sinn.

Dat heiten huet elo d'Potenzial vun enger Win-win-Situation, enger Win-win-Situatioun fir Griichenland an och fir d'Créancieren. Ech muss Iech soen, dass en Austrëtt vu Griichenland eng Loose-loose-Situatioun gewiescht wär. Et soll kee mengen, et hätt iergendee gewonnen, wa Griichenland aus der Eurozon erausgaange wär.

Mir hunn eis an de leschte Joren d'Moyene ginn, fir Krisen ze iwwerstoen an och fir de Länner ze hëllefen. Den ESM ass justement esou e Mechanismus, deen hei elo wierke kann an och seng Roll spille soll. Dat féiert och dozou, dass iwwert de Lëtzebuerger Budget elo keng nei Sue mussen engagéiert ginn. Den ESM ass staark genuch, fir den drëtten Hëllefspak selwer ze droen. An den ESM hätt och duerch säin Triple-A am Fong d'Méiglechkeet, Suen zu avantagéise Konditioune léinen ze goen, wann déi och gebraucht géife ginn.

Also: Mir sinn elo prett! Elo läit de Ball nees bei de Griichen, nämlech am Parlament, wou muer e Vote ass, deen alles determinéiert an hoffentlech nei Perspektive fir Griichenland definitiv erméiglecht.

Griichenland huet kee Blankoscheck kritt, mä e virgezeechente Wee an Direktioun Stabilitéit. Et ass en Zeechen, dass een engersäits Hëllef kritt, wann een Hëllef och brauch; et ass anerersäits och en Zeechen, dass ee sech muss un d'Konditioune vun engem Kontrakt halen, dass d'Vertrauen d'Grondlag ass a virun allem och d'Zeeche vun Europa.

Lëtzebuerg huet an deem ganze Prozess och eng konstruktiv Roll gespillt. A mir hunn zemools als Land, wat d'Présidence elo huet, och gehollef, déi verschidde Positiounen no uneneen ze féieren. Ech hunn et schonn dacks widderholl: D'Aufgab vun eis ass et, Brécken ze bauen - keng Brécke wéi zu Avignon, déi an der Halschent ophalen, mä Brécken, wéi Der se am Graphique vun eiser Présidence gesitt. Brécken, déi iwwer Flëss an Obstakele féieren.

Ech si frou, Här President, dass ech haut d'Méiglechkeet hunn, hei virun dëser Chamber och d'Konklusioune vun der - wéi Dir se genannt hutt - Marathonssëtzung vu gëschter ze presentéieren. Et ass e Kompromëss; et huet jiddweree misse Waasser a säi Wäin schëdden, wann ech dat Bild dierf gebrauchen. Mä et geet virun allem drëm, dass mer et fäerdegbruecht hunn, eng Léisung ze fannen, déi wierklech - nach eng Kéier, wéi gesot - am Intérêt vun deenen 19 Länner ass. Et sinn nach verschidde Punkten, déi opstinn. Dir wësst jo vum „bridge financing", deen elo ass, wou och den Eurogroup mandatéiert ginn ass, fir do Propositiounen ze maachen.

Ech wëll just nach eng Kéier hei betounen, dass d'Diskussiounen net einfach waren, dass verschidde Länner - hei gëtt jo déi ganzen Zäit ëmmer gemaach, wéi wann et d'Madame Merkel eleng gewiescht wär; ech muss Iech soen, dass dat net richteg ass -, dass also eng Rëtsch vu Länner och eng haart Positioun haten. An et war de But vun deenen, déi probéiert hu Brécken ze bauen, eng Positioun ze hunn, wou mer net einfach vis-à-vis vun eise Leit soen, dass mer keng Verantwortung wëllen iwwerhuele vis-à-vis vun deem, deen eppes vun eis brauch, mä dass mer och déi Agenda brauchen.

Dat war eng vun de Konditioune vu menger Säit, dass ech vun der griichescher Säit gefrot hunn, dass mer eng Agenda géife kréien, wou ganz genau sollt dropstoen, wéini elo wat kënnt. Dir wësst jo, dass muer den éischte Pak vu Mesuren am griichesche Parlament gestëmmt gëtt an dass den 22. en anere Pak vu Mesuren am griichesche Parlament gestëmmt gëtt. Dat heescht, dass déi Vertrauensbasis, déi déi lescht Deeg a Wochen awer net méi do war, nees kann opgebaut ginn, an dass jiddweree seng Verantwortung och iwwerhëlt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och der Regierung Merci soen, datt se haut de Mëtten heihinner komm ass. Contrairement zu anere Länner hu mir jo, esou wéi mir fonctionnéieren, näischt hei am Parlament ofzestëmmen. Trotzdeem fannen ech et gutt, datt mer déi kuerz Diskussioun hei féieren, well de Sujet d'importance ass an et sech och gehéiert, datt en am Parlament an dëser Phas nach eng Kéier ugeschwat gëtt.

En éischte Gedanken, deen ech dozou hunn, ass, ze soen, datt ech och frou sinn, datt iwwerhaapt en Accord fonnt ginn ass. Dat war jo an deene leschte Stonnen, an deene leschten Deeg net esou einfach. An et war haaptsächlech och net esou evident, well déi Diskussiounen, esou wéi se gelaf sinn, an haaptsächlech d'Haltung vun der griichescher Regierung och gemaach hunn, datt e Grexit op eemol eng Eventualitéit hätt kënne sinn an d'Realitéit vun engem Austrëtt vu Griichenland aus der Eurozon net méi esou inimaginabel hätt kënne sinn, wéi se dat am Ufank war.

Ech si frou, datt mer net dozou komm sinn, well kee vun eis hätt gewosst, wat fir Konsequenzen doraus hätte misse gezu ginn. Et wär imprévisibel als Zukunft gewiescht, et wär eng grouss Onsécherheet gewiescht an och e Bild vun Europa, wat an der Welt net gutt gewiescht wär, soudatt mer mam Prinzip vun engem Accord selbstverständlech averstane sinn.

En zweete Gedanken ass deen: Firwat dann elo eréischt? Wann ech kucken, wat erauskomm ass, da soen ech mer, datt déi Haltung vun der griichescher Regierung eng war, déi mir net aliicht, well et wär wesentlech méi sënnvoll gewiescht, och fir si, wann deen Accord virun dem Referendum gemaach gi wär, well déi Konditiounen, déi virdrun do waren, ganz anerer ware wéi déi, déi elo erauskomm sinn, a well een haaptsächlech dann och déi Suen, déi nach am zweete Pak do waren, nach hätt kënne benotzen.

Firwat elo eréischt? Firwat ënnert deenen dote Konditiounen? Firwat huet dee ganze Krimi am Fong misse sinn? Dee war net noutwendeg an huet och net zum Gudde vum Bild vun Europa an der Welt bäigedroen. Dat war onnéideg vun der griichescher Säit hier.

En drëtte Gedanken dann zum Ofkomme selwer, dat ass, datt dat Resultat, wat hei erauskomm ass, e Resultat ass, wat gutt fir Europa a wat gutt fir den Euro ass, a wat haaptsächlech elo d'Méiglechkeet vu Verhandlunge fir en drëtten Hëllefspak mat engem Volume awer vun 80 Milliarden Euro - 80 Milliarden Euro, dat ass en enorme Montant - opmécht, an datt Griichenland op där anerer Säit och agewëllegt huet, datt déi wesentlech Reformen, déi gefrot gi si säit Wochen a säit Méint, bal säit Joren - Steierreform, TVA-Reform, Pensiounsreform, Reform vum Finanzwiesen, Reform vum Justizwiesen, Reform vum Aarbechtsmaart a Moderniséierung vun der Fonction publique - och elo an dësem Pabeier a konkret och an engem Kalenner stinn.

Wichteg fir Europa a fir eis ass, mengen ech, datt den IWF och nach derbäi ass an datt en u Bord bleift. Och dat war jo an den Diskussiounen, wann ech dat richteg verstanen hunn, ee Moment net méi esou evident, mä mir fannen et awer wichteg, well een et hei mat klore Regele vum IWF ze dinn huet a well och den IWF an déi Berodung a Kontroll vun der Kommissioun, der Zentralbank an dem Internationale Währungsfong awer fir eis wichteg sinn.

Zweetens d'Privatiséierung, deen Treuhandfong. Et ass net wichteg, ob en zu Lëtzebuerg ass oder net; wichteg ass, wéi d'Kontrollmechanismen doranner fonctionnéieren.

An drëttens muss och eng Virleeschtung bruecht ginn, déi erëm d'Vertraue kann herstellen an d'Effikassitéit vun der griichescher Regierung an hir Méiglechkeet, och a Griichenland Saachen duerchzesetzen.

Mä mir sinn eis och alleguer bewosst, datt grouss Risiken do sinn. Deen éischte grousse Risiko ass déi politesch Situatioun a Griichenland. Déi ass natierlech verschäerft, well e Referendum war a well de griichesche Premier de Griiche muss erklären, datt en hinnen hei am Fong eppes proposéiert, woubäi se zu engem Deel op jidde Fall an dem Referendum eppes aneres gestëmmt hunn. Dat ass awer der griichescher Regierung hir Responsabilitéit, well d'Iddi vum Referendum war eenzeg an eleng eng Iddi vun der griichescher Regierung, a jiddwereen hat virdru gewarnt.

Op där anerer Säit ass et natierlech an deene Parlamenter, wou nach muss ofgestëmmt ginn, och do net ëmmer evident. Well ech mengen, am däitschen, mä net nëmmen am Bundestag, och an anere Parlamenter mussen och nach déi Regierungen erklären, datt de Steierzueler... respektiv datt déi Garantien, déi do mussen opgeholl ginn, awer och Garantië sinn, déi héich sinn. 80 Milliarden, wéi gesot, ass en décke Pak. Och do muss nach, op där anerer Säit, iwwerzeegt ginn, soudatt sécherlech nach net alles an dréchenen Dicher ass an datt een och muss eng ganz politesch Aarbecht maachen op béide Säiten, fir dat dann och esou hinzekréien.

D'Vertrauen, wat fort ass, muss och an deenen nächste Woche probéiert ginn, erëm hierzestellen. Dat kann nëmme goen, wann alles dat, wat elo ënnerschriwwen ass, och Realitéit gëtt.

Ech wëll ophalen, andeem ech soen: Et ass eppes, wat mech just nervös mécht, an zwar, datt elo Verschiddener probéieren hei ze soen: „Griichenland ass ongerecht behandelt ginn. Europa, déi Däitsch, hunn dat hei gewonnen." Ech gesinn dat net esou!

Éischtens huet hei kee gewonnen an et huet hei kee verluer.

Zweetens ass et fir mech kloer, datt fir déi Länner, déi fir aner europäesch Länner bereet sinn, 80 Milliarden op den Dësch ze leeën respektiv - loosse mer et esou ausdrécken - als Garantien ze ginn, an alles dat, wat se kritt hunn dofir als Oplage vu Griichenland, fir déi ass dat jo näischt, wat se selwer kréien, fir sech selwer, mä dat sinn am Fong just Moossnamen, déi dozou solle féieren, de Griichen ze hëllefen an enger gewëssener Rei vu Méint a Joren, selwer op hir Been ze kommen.

Dat heescht, de Präis dofir ass just een, dee gutt fir d'Zukunft vu Griichenland ass. Dofir wollt ech dat emol eng Kéier erëm richtegstellen, well et geet mer op den Nerv, déi Kommentaren, déi awer heiansdo an deene leschte Stonnen doriwwer gemaach gi sinn.

Ech wëll ofschléissen, andeem ech just einfach soen: Ech hoffen, datt déi Schrëtt, déi elo ofgemaach gi sinn, vun alle Säiten och agehale ginn an datt dee Kalenner och realistesch kann an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. An d'Wuert huet direkt den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kéint ee soen: „Jamais deux sans trois!" Et ass déi drëtte Kéier innerhalb vu kuerzer Zäit, wou mer hei am Parlament iwwer Griichenland diskutéieren. Haut maache mer dat awer mat méi engem groussen Optimismus a mat enger besserer Stëmmung. An ech wéilt och dem Premier vun dëser Plaz aus Merci soen, datt en ëmmer ganz schnell de Wee an d'Parlament fënnt, fir eis déi lescht Nouvellen ze soe respektiv déi lescht Detailer ze ginn.

Mir hu säit der leschter Sëtzung, déi mer iwwer Griichenland haten - dat war de leschten Dënschdeg oder Mëttwoch -, alleguerten den Otem ugehalen. An e Sonndeg war et jo och nach relativ intensiv an et war e Marathon, dee vun e Sonndeg op e Méindeg gaangen ass: 16, 17 Stonnen. E Marathon, dee kënnen alt déi Schnellst an zwou, dräi Stonne lafen. Et war also wierklech eng enorm laang Sëtzung an Diskussiounen. An et ass awer am Endeffekt en Accord erauskomm, un dee scho bal och de gréissten Optimist net méi gegleeft hat.

Bon, egal! D'Haaptsaach, d'Resultat ass do. Mir si frou, datt et zu engem Accord komm ass, well de Grexit, do si mer eis alleguerten eens, dat wier keng Solutioun gewiescht fir Griichenland. Virun allem déi griichesch Bevëlkerung hätt do nach méi drënner gelidden, wéi se dat schonn am Moment mécht. Et wier och keng Solutioun fir Europa gewiescht, an et hätt ee sech awer net kënnen ausmolen, wat fir Konsequenzen dat och op villen anere Plaze gehat hätt.

Et ass keen einfachen Accord, muss een awer och soen, weder fir Griichenland nach fir Europa, mä et ass awer e ganz wichtegen Accord, well dat weist, datt Europa zesummenhält, wann et drop ukënnt, an och, datt den europäesche Modell am Endeffekt awer fonctionnéiert. An dat weist och, datt Griichenland ganz kloer zu Europa gehéiert an och zum Eurogroup, wat eigentlech awer och eppes ass, wat erëm ka Vertraue schafen a wourop ee kann opbauen.

Mir wëssen och alleguerten: Et ginn nach schwéier Deeg, déi virun eis stinn. Et ass scho gesot ginn - ech mengen, et wäert haut sécherlech nach e puermol gesot ginn -: D'griichescht Parlament muss elo ganz schnell, haut, muer an an deenen nächsten Deeg, Gesetzer a Reforme stëmmen, fir datt dann eben deen drëtten Hëllefspak vu 85 Milliounen Euro (veuillez lire: 85 Milliarden Euro) kann deblockéiert ginn. Mä ech mengen, déi Garantien, deen Engagement, deen ass awer wichteg. Et ass jo och eigentlech dorëms, wou et sech an deene leschte Woche gedréit huet. A mir hätten eis et also wierklech elo och net méi kënnen erlaben, déi Diskussiounen oder deen Accord nach op iergendeng Aart a Weis no vir oder no hannen ze verschiben.

Mir wëssen och, innenpolitesch gëtt et keng einfach Aufgab fir de Premier Tsipras. Bon, dat wäerte mer elo an deenen nächste Stonnen an Deeg gesinn. Et ass awer ze hoffen, datt en do en Accord fënnt, sief dat vläicht, datt sech och aner Majoritéiten am Parlament wäerte bilden, fir dee Pak da kënnen och do ze ficelléieren.

Well mir wëssen awer, ouni déi Efforten, déi do gemaach ginn, ouni déi Reformen, déi do gestëmmt ginn, gëtt et kee gutt Enn bei där ganzer Saach; och wann elo en Accord do ass. D'Griiche musse wëssen, datt se strukturell Reforme mussen duerchzéien, datt se erëm mussen doduerch op zolidd Féiss kommen. Do féiert einfach kee Wee derlaanscht.

Ech mengen, mir hate schonn an deenen anere Sitzungen der e puer ugekräizt: D'Reform an der Fonction publique, bei de Steieren, fir déi besser eranzekréien, géint d'Korruptioun et cetera, et cetera. Ech mengen, mir kennen alleguerten déi Problemer, déi se elo musse konkret mat Gesetzer, mat konkreten Dispositiounen ugoen, fir datt se och erëm attraktiv ginn, fir datt se awer och erëm kënnen iergendeng Kéier den Hiewel ëmleeën an attraktiv ginn als Land fir Entreprisen a fir Investitiounen.

Et ass och net nëmmen dat griichescht Parlament, wat awer muss säi Feu vert ginn, och e puer aner Parlamenter an Europa mussen dat maachen. An ech géif et eigentlech esou formuléieren: Et ass net de Moment, fir euphoresch ze ginn, mä awer virsiichteg optimistesch kënne mer sinn. An an deenen nächsten Deeg wäerte mer dann do Kloerheet kréien.

De Premier huet och gesot, ech ginn do weider net drop an, fir Lëtzebuerg bedeit dat konkret keng nei finanziell Engagementer; dat gëtt iwwert den ESM ofgedeckt.

Ech wëll awer zum Schluss och soen, Här President, datt ech frou sinn, jo, ech sinn eigentlech och houfreg, ze gesinn, datt souwuel eise Premier, de Xavier Bettel, wéi och eise Finanzminister, de Pierre Gramegna, ganz vill an intensiv dru geschafft hunn an et fäerdegbruecht hunn, déi Brécken ze bauen an eben do och hirem wichtege Rôle während der Présidence gerecht ze ginn. Deen Accord also, dee virsiichteg optimistesch vun eis gesi gëtt, ass e gudde Start am Endeffekt fir d'Lëtzebuerger Présidence, och wann nach vill Aarbecht am Kontext vun der Scholdekris bleift.

An ech wéilt de Schluss mat enger Parabel - mä ech hat et och an deenen zwou Interventioune virdrun oft gesot, an ech mengen, de Premier hat et och gemaach -, vu sech d'Hänn strecken: Deen een hat d'Hänn an der Box a wollt net d'Hänn eraushuelen, fir d'Hand ze huelen. Ech mengen, mir sinn elo op deem Punkt, datt jiddweree sech d'Hand gereecht huet, datt mer Hand an Hand, Europa mat Griichenland, eis an den Hänn hunn an datt mer esou zesumme gestäerkt kënnen no vir goen, wou och jiddwereen, een deen aneren, no vir kann zéien. An ech mengen, dat ass dat, wat mer alleguerten elo brauchen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. An d'Wuert huet direkt den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi mer fir d'Lescht hei iwwer Griichenland diskutéiert hunn, hu mir kloergemaach, dass eist éischt Zil wär, ze verhënneren, dass et zu engem Grexit géif kommen, mat deenen onberechenbare Folge fir Griichenland an Europa, déi esou e Schrëtt kéint hunn. Déi Gefor do ass no dem Bréisseler Eurosommet, zumindest virleefeg, gebannt.

D'LSAP begréisst och ausdrécklech déi moderat an déi diskussiounsoffen Haltung, déi d'Lëtzebuerger Regierung während deenen och kruzialen Deeg a Stonnen an där ganzer Griichenland-Diskussioun un den Dag geluecht huet. Si huet net, wéi anerer, ënner anerem och eise gréissten Noper, Uelech op d'Feier geschott a si war bei alle Beméiunge mat derbäi, fir hei e Kompromëss ze fannen. Deen ass schlussendlech och derbäi erauskomm.

Et bleift awer, dass wahrscheinlech keen esou richteg zefridden ass mat deem, wat erauskomm ass. Déi eng, déi der Meenung sinn, dass u sech et zu staarke Konditioune komm ass fir Griichenland. Griichenland, wat net esou schnell wäert iwwert déi Konditiounen a puncto Steieren, a puncto Aspuernisser, Rentereform, esou schnell de Wee zu Wuesstum erëm fannen. An anerer, déi der Meenung sinn, dass et am beschte gewiescht wär, et hätt een hei e Schlussstréch gezunn a Griichenland wär aus der Eurozon ausgetratt.

De Präis fir deen Accord hei ass héich! E Präis, dee Griichenland muss bezuelen. E Präis, deen d'Eurolänner musse bezuelen an deen Europa och ze bezuelen huet. Griichenland natierlech un éischter Plaz, mat enger Regierung, déi Af-

fer ginn ass vun hiren onhaltbare Wahlverspriechen, duerch méintelaang Zäit, déi verluer ginn ass, vun Nethandelen an dem éischte Moment vun hirer Regierungsaktivitéit, an déi schlussendlech de Poker-Coup vum Referendum gezunn huet, dee vläicht fir si zu engem Bumerang ginn ass.

D'Griiche bezuelen en haarde Präis, well se mat hirem Neen kee Gehéier fonnt hunn. Si si gefrot ginn. Si hunn Nee gesot an haut kréie se dat a verschäerfter Form virgeluecht, zu deem se eigentlech Nee gesot hunn. Dat féiert sécherlech zu zousätzlechen Desillusiounen an deem Land. An och kuerzfristeg ass et eis alleguerte kloer, dass et ville Griichen net wäert besser goe mat deem Accord, deen hei erziilt ginn ass. D'Hoffnung ass, dass et mëttel- a laangfristeg wäert de Fall sinn, wann all déi Reforme gräifen.

En héije Präis och fir d'Eurolänner, och wann natierlech mer net hei mat bilaterale Prête par rapport zu Griichenland wäerte virgoen. Wann een déi Zomm vun 82 bis 86 Milliarden Euro op déi nächst dräi Joer kuckt an dat ëmrechent, wat eis Part vu Lëtzebuerg normalerweis beim ESM ass, da sinn dat méi wéi 200 Milliounen Euro virtuell Engagementer, déi awer Lëtzebuerg mat allen aneren Eurostaten hëlt. Also déi kommen derbäi, bei déi gutt hallef Milliard Euro vun Engagementer a Risiken, déi mer haut schonn ze droen hunn. Dat ass schonn en décke Pak!

Als Sozialiste si mer zefridden awer, dass entgéint deem, wat am Accord vum 26. Juni schréftlech ofgemaach war, dës Kéier och déi 85 Milliarden Euro Investitiounshëllefen, déi d'Europäesch Unioun bereet ass, iwwer hir verschidde Fongen zur Verfügung ze stelle fir déi nächst Jore fir Griichenland, dass déi e feste Bestanddeel vun deem Accord sinn, grad esou wéi d'Diskussiounen iwwert d'Tragfäegkeet vun der griichescher Statsschold net ofgeschloss sinn. Eng Restrukturéierung ass an Aussiicht gestallt, och wann et net soll zu engem radikale Scholdeschnëtt kommen.

De Präis ass schliisslech awer och héich fir de Projet Europa. Et ass wouer, dat Schlëmmst ass verhënnert ginn. Schlussendlech ass et zu engem Accord komm. Et ass net zu engem Scheitere vun de Verhandlunge vun deenen 19 Eurostate komm. Mä d'Bild, wat sech a ville Leit hire Käpp wäert festprägen, ass dach awer e Bild vum Europa vum Geld an net esou séier vun de Mënschen.

D'Bild och vun engem Opsplécke vun Europa an Nord- a Südstaten a vun deenen europäesche Länner, déi mam Primat vun der Budgetsdisziplin wëlle weiderfueren, mat aneren, déi probéieren en Ausgläich ze fannen a Richtung och vu geziilte Moossnamen, fir Wirtschaftswuesstum an der Eurozon ze produzéieren.

Et wäerten déif Rëss, déif politesch Rëss bleiwen, och no deenen erfollegräiche Verhandlungen, déi iwwert déi lescht Stonne ronderëm Griichenland stattfonnt hunn. An et soll ee sech näischt virmaachen, den Zesummenhalt vun der Europäescher Unioun ass éischter um Bréckelen, wéi dass ee ka soen, dass mer géife mat engem neien Elan eigentlech un déi europäesch Froen erugoen. Dat erhofftent staarkt Signal fir en neie Start, en „Reset" fir Griichenland virun allem, dat ass eigentlech bei deem Sommet ausbliwwen. Dat ass wahrscheinlech och e bëssen d'Partikularitéit vun engem Kompromëss, wou ee sech ni ka mat volle Léisungen duerchsetzen.

E wacklegen Accord um Pabeier, dat wësse mer alleguerten. Et sinn nach vill Etappen ze huelen an der Detailausaarbechtung op europäeschem Plang, wou villes nach am Onkloren ass. Wou sollen déi 50 Milliarden Euro an dee Fong, wou sollen déi hierkommen? Wat ass domadder ugeduecht? Wat steet konkret hannendrun? Wéi gesäit d'Bréckefinanzéierung aus? All déi dote Froe sti weider nach op. Also ganz wackleg, ongeléiste Froen och. Wéi soll de griichesche Stat erëm kuerzfristeg kënne bezuelen? Wéi soll de griichesche Bankesystem restrukturéiert ginn? Wéi gesi wierklech Wuesstumsimpulser fir dat dote Land aus?

Mir mengen als LSAP-Fraktioun, dass dësen Eurosommet zu Bréissel schonn, a gewësser Hinsicht, e Succès ass, well en dat Schlëmmst verhënnert huet, mä awer och nëmmen eng Etapp duerstellt an engem laangwieregen, stengegen a risikovolle Prozess.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer fir d'Éischt, datt ech am Numm vun der grénger Fraktioun dem Premierminister an dem Finanzminister Merci soe fir déi engagéiert awer moderat Haltung, déi se leschte Weekend an hirer laanger Sitzung haten.

Nom leschte Weekend hu mir eis opgefuerdert gefillt, ons e puer Gedanken ze maachen iwwert d'Europäesch Unioun. D'Europäesch Unioun, wat e gemeinsame Projet ass, wat 28 Regierungen, 28 Länner sinn an eng hallef Milliard Fraen a Männer. Et ass e Projet, mir géifen lech gären drun erënneren, fir Fräiheet a Fridden, fir eng besser Zukunft fir déi nächst Generatiounen, ouni Grenzen, mat gemeinsame Regelen a mat enger gemeinsamer Währung.

Mir hunn eis och d'Fro gestallt de leschte Weekend, iwwert déi Zäit 2004 an 2005 bei ons am Land, wéi d'Iddi vun der gemeinsamer Verfassung opkomm ass, déi schlussendlech an engem zweeten Ulaf e gemeinsamen Traité ginn ass. Mir hunn ons och leschte Weekend drun erënnert, 2008, wéi d'Finanzkris ugaangen ass, an datt dat Wuert Solidaritéit éischter eng finanztechnesch Solidaritéit do ginn ass an och finanztechnesch Léisunge gesicht a fonnt gi sinn.

A mer hunn ons leschte Weekend d'Fro gestallt, no där Schluecht vun e Sonndeg op e Méindeg, déi stattfonnt huet, wou keen e Gewënner ass, wou keng Gewënner erauskomm sinn, a wou d'Problemer eigentlech, wa mer éierlech sinn, net geléist gi sinn, mä verschobe gi sinn, wahrscheinlech bis de PIB vun de Griichen an den Himmel wiisst. An datt mer gutt berode wieren, aus deene Feeler ze léieren, alleguerten. Well, an dat ka keen hei ofstreiden, vill Hoffnung, vill Vertrauen an och e grousse Koup Motivatioun ass vis-à-vis vun deem EU-Projet leschte Sonndeg gestuerwe bei där halwer Milliard vu Fraen a Männer, déi an der EU liewen.

A wa virdru vu Reformen a Griichenland geschwat ginn ass, esou géife mir gären och Reformen an der EU derbäischreiwen, well och d'EU muss sech nei reforméieren, no deem, wat leschte Weekend geschitt ass.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusiounen, déi mir als Gréng gezunn hunn. Mir waarden dann, wéi déi griichesch Causa sech wäert weiderentwéckelen. Näischt ass sécher. Schéi Perspektive sinn et net, esou oder esou. Mir wësse just, datt esou eng Situatioun, an onsem Verständnis vun der Zukunft vun der Europäescher Unioun, net méi dierf virkommen, well déi nächste Kéier gëtt eng Kéier ze vill.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och Merci un den Här Statsminister, datt en heihinner komm ass, fir eis ze soen, wat elo geschitt ass um leschte Conseil européen. Den Här Statsminister seet, de Grexit wär net méi um Ordre du jour. Dat ass héchstens provisoresch de Fall an eisen Aen. Well ech mengen, Griichenland ass elo schonn technesch faillite. Et ass ërem elo, mengen ech, dëser Deeg e Kredit, deen net erëmbezuelt ginn ass, an u sech ass déi grouss Fro: Wéi laang hu mer déi definitiv Faillite elo duerch dee Conseil do erausgezögert? Et kann een net dervun ausgoen, wann een déi Situatioun elo kuckt, datt mer de Problem definitiv geléist hätten.

D'Fro ass: Awéiwäit sinn déi Konklusioune vum Conseil européen iwwerhaapt ëmsetzbar? Mat wéi vill mënschlechem Leed wëlle mer dann nach Griichenland konfrontéieren? Wat fir eng politesch Zerstéierungsaarbecht ka geleeescht ginn nach an deem Land, wat elo scho politesch fragmentéiert gouf? Mat enger Majoritéit, déi onsécher ass, wou elo schonn de Premier muss bei d'Oppositioun déi néideg Ënnerstëtzung siche goen. Wou mer och gesinn hunn iwwert déi lescht Joren, datt ëmmer méi radikal Parteien a Griichenland wuessen. An d'Fro ass: Kréien déi net elo eng nei Chance duerch déi do Accorden?

An da muss een och kloer gesinn, datt, ekonomesch, Griichenland déi Strukturreformen net ka brëngen, déi elo verlaangt sinn. E Land, wat am Euro net konkurrenzfäeg ass, eleng schonn duerch déi geographesch Konditiounen, duerch dee strukturelle Budgetsdefizit, duerch eng praktesch inexistent industriell Basis, duerch Tourismus, d'Nodeeler duerch d'Europäesch Unioun. E russeschen Tourist, dee wëllt a Griichenland, muss e Visum kafen. An der Türkei an an Ägypte brauch en dat net! Alles dat sinn och Nodeeler, déi Griichenland huet an der Europäescher Unioun.

Fir eis ass wichteg als ADR, an ech mengen, fir jiddwereen heibannen, datt mer e stabillt Griichenland hunn an datt all Léisung, déi mer wierklech sichen - wann déi do elo net méi hält, musse mer déi nächst sichen -, mä eng Léisung fir Griichenland ass eng, déi d'Stabilitéit vun deem Land garantéiert. E Land, wat an enger extrem onsécherer Regioun läit, wat konfrontéiert ass mat engem Migratiounsproblem, wat konfrontéiert ass mat de Konflikter am Noen Osten, mat engem tierkeschen Noper, deen net ëmmer einfach ass an deen och elo mat Russland a Serbien nei Noperen huet, déi et wëllen awer och an eng nei politesch Orientéierung eventuell eran invitéieren.

Interessant fir eis als ADR ass, datt Däitschland eng Propositioun zu engem bestëmmten Ableck gemaach hat, déi deem entsprécht, wat mir och als ADR als déi bescht Méiglechkeet gesinn, nämlech den temporäre Grexit, fir Griichenland ze hëllefen, erëm op d'Been ze kommen, net fir et definitiv auszeschléissen. Mä et muss een un déi Reforme mat Realismus erugoen!

A bedenklech ass et fir eis, datt de Conseil européen iwwert den europäesche Stabilitéitsmechanismus soll operéieren, dee jo och seng Regelen huet, déi awer hei wahrscheinlech net respektéiert ginn, wéi zum Beispill déi Fro: Ass d'Eurozon als Ganzt elo a Gefor? Eng Analys, déi misst am ESM gemaach ginn. Eis Äntwert ass: Neen.

Ass déi griichesch Scholdelaascht iwwerhaapt soutenabel? Eng Konditioun fir d'Interventioun vum ESM. Dat ass awer net de Fall. Mir hunn elo geschwënn, mat deem neie Kredit, eng griichesch Verschëldung vun 200% vum PIB. Dat ass net soutenabel. Hei ass also d'Fro, ob net en neie Vertragsbroch kënnt bei déi, déi mer schonn haten an där doter Fro.

An inakzeptabel ass et fir eis, dat muss ech dem Här Statsminister soen, datt den Här Statsminister heihinner kënnt an e rechtfertegt den Directoire. E kënnt heihin an e seet: „Wa mer zu 19 ronderëm en Dësch sëtzen, huet jiddwereen eng aner Meenung, da komme mer net virun." Wéi fein ass et dach, datt Däitschland a Frankräich sech zréckzéien a mat de Griichen eleng verhandelen, an domadder wär eis all en Déngscht gemaach. Ma da verzicht dach op Är Plaz am Europäesche Conseil!

Ass et dann normal, datt de Statsminister, deen d'Présidence huet - d'Présidence! - muss antichambréieren, datt den Här Tusk zwar do sëtzt als Conseilspresident, mä d'Présidence tournante vum Conseil européen, déi antichambréiert, während déi däitsch an déi franséisch Nopere verhandelen?

An da kommt Dir heihinner an Dir justifiéiert dat. Dir sot, dat wär nach eng gutt Saach. Ma Dir riskéiert dach, d'Representatioun vun deene klenge Länner iwwerhaapt a Fro ze stellen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir wësst jo, wat ech lech elo soen, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech sinn lech esou dankbar. Ech soen also där ganzer Chamber, datt den Här Bettel als Statsminister eis Representatioun am Conseil européen a Fro stellt duerch esou Deklaratiounen.

A wéi engem Zoustand ass Europa am Ableck? Loosse mer dach en objektive Bléck drop werfen. Loosse mer net soen: Europa ass staark. Den Här Statsminister kënnt heihinner a seet: Europa ass staark. Neen, Europa ass am Ableck esou fragiliséiert, wéi mer et nach ni kannt hunn. Et ass an engem katastrophalen Zoustand!

Net nëmmen ass eis Währung an enger extrem déiwer Kris. Da kënnt nach derbäi, datt mer net méi déi Flexibilitéit hunn, fir all déi Élargissementer, déi mer wëlle maachen, iwwerhaapt nach ze géréieren. An de Brexit ass e Symptom dofir vun engem Land, wat fir sech an Usproch hëlt, erauszekommen aus engem Carcan, dee vill ze enk a vill ze streng ginn ass fir d'Memberlänner, an net nëmme fir d'Briten!

Mir hunn de Migratiounsproblem, dee mer net kënne mat gudde Wierder a gudden Intentioune léisen, mä dee bréngt d'fräi Bewegung vun de Persounen a Gefor an Europa an domadder de Schengen-Accord: Eng aner grouss Gefor, där mer vis-à-vis stinn. Mir hunn den Échec an der Baussepolitik am Partenariat oriental an am Mëttelmier.

Mir brauchen net schéi Wierder, Här President. Den Här Statsminister a seng Regierung sollen net heihinner kommen an eis nëmme schéi Wierder soen. Mir sollen e realistesche Bléck op Europa werfen an dann déi Konklusioun zéien, déi eis eleng kann an d'Zukunft brëngen, an dat ass déi, datt mer en anert Europa brauchen, en Europa vun den Natiounen, en Europa vu méi Flexibilitéit, wat eis et dann erëm erméiglecht, och erëm e solidarescht Europa ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech verstinn d'Tentatioun, fir elo den Erfolleg vun der Realpolitik zu Bréissel ze feieren. Ech wëll virun esou enger Konklusioun warnen!

Ech mengen, dat, wat hei geschitt ass, dat ass, dass an engem historesch kuerzen Zäitraum zwou Realitéiten openee gestouss sinn. Um nationalen Niveau huet e Vollek sech zweemol, am Januar bei Wahlen an am Juli bei engem Referendum, géint d'Fortsetzung vun enger Austeritéitspolitik ausgesprach, déi et aus eegener Erfahrung erlieft huet.

D'Regierung Tsipras ass net gebrach, menger Meenung no, un interne gesellschaftleche Blocagen. Si hat dat politescht Mandat, fir hire Programm duerchzezéien a si hat och de Wëllen, fir déif gräifend Strukturreforme géint d'Oligarchie a fir en effikassen an transparente Stat duerchzeféieren. A si hat dee Wëllen, entgéint deem, wat heiansdo gesot gëtt, vun Ufank un. Si war Demandeur, fir dat ze maachen.

An dat huet se iwwregens och ënnerscheet, Här Wiseler, vun der Regierung vu virdru vum Här Samarás, déi dat net fäerdegbruecht huet, déi am Géigendeel en Deel vun deem ganze korrupte System war!

D'Regierung Tsipras ass net gescheitert u mangelndem Realitéitssënn, éischter schonn u mangelndem Sënn fir dat, wat méiglech ass an engem neoliberale Kader, deen de soziale Fortschrëtt haut onméiglech mécht. Si ass gescheitert net wéinst Mangel un Argumenter, mä well hir d'Liewensoder vun all Ekonomie - d'Geld - vu Bréissel aus zougedréckt ginn ass.

Dass den Euro net nëmmen eng Währung ass, mä eng besonnesch Politik, déi op der Austeritéit berout, dat ass de Géigner vun den europäeschen Traitée scho laang bekannt. Dass awer den Austrëtt vun engem Land aus der europäescher Währung méiglech wier net op juristeschem Wee, mä duerch einfachen Entzuch vun der Währung als Drockmëttel, dat, Här President, steet net an den Traitéen.

D'Bankeschléissunge sinn duerfir och fir mech - a se sinn et eigentlech haut nach, well se sinn nach ëmmer zou - e Symbol vun der Hëlleflosegkeet vun enger nationaler Demokratie.

Den Här Wiseler huet nach eng Kéier haut de Referendum a Fro gestallt. Ech wëll säi Parteikolleeg, den Här Frank Engel, Europadeputéierten, zitéieren, deen haut am „Quotidien" gesot huet: «Celui qui juge négligeable le vote des gens ou ce qu'ils expriment diffuse un message dangereux dans un temps où l'Europe n'est plus très appréciée des gens.»

De Wirtschaftsnobelpräis Paul Krugman huet och nach Folgendes beliicht, ech zitéieren: „In den vergangenen Wochen haben wir gelernt, dass Mitglied der Eurozone zu sein bedeutet, dass die Gläubiger deine Wirtschaft vernichten können, wenn du aus der Reihe tanzt."

Et soll ee sech duerfir näischt virmaachen. Haut ass d'Fro vun der Zukunft vum Integratiounsprozess an der Europäescher Unioun mat neier Däitlechkeet gestallt. An ech gleewen net, Här Premierminister, un eng Win-win-Situatioun, déi soll do agetratt sinn. Hei gëtt en europäescht Partnerland widdert d'Mauer gedréckt a kritt d'Wiel zwësche Pescht a Cholera, dem Grexit oder der Fortsetzung vun der aler Politik.

Well dat ass jo déi eigentlech Tragik derbäi. Esou wéi déi al Oplagen, sinn och déi nei Oplage géint all Wirtschaftslogik an all Wirtschaftstheorie. Et muss een net Krugman heeschen, fir ze wëssen, dass d'Land op deem dote Wee net op d'Bee kënnt, mä och nach weider an d'Rezessioun gedriwwe gëtt, mat där humanitärer Katastroph verbonnen, déi een elo schonn all Dag op de Stroossen a Griichenland ka gesinn.

Ausser enger vager Zouso steet näischt Prezises iwwer Scholderestrukturéierung an deem Text, just en Hiwäis op eng ähnlech Zouso, déi schonn 2012 gemaach ginn ass an och do net agehale ginn ass, an dat och wéinst der innenpolitescher Situatioun, virun allem an engem Land: an Däitschland. Et kéint een elo nach anerer derbäi nennen, zum Beispill a Finnland, wou d'Wahre Griichen déi sinn,...

Plusieurs voix.- D'Wahre Finnen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Wahre Finnen, pardon, d'Wahre Finnen!

Une voix.- Dat sinn Är Frënn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, dat sinn och net eis Frënn. Dat sinn déi, déi mat Ärer Politik geschwë riskéieren, un d'Muecht ze kommen a Griichenland.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Richteg!

(Interruptions diverses)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, jo, dat ass eng aner Partei, déi duerch esou eng Politik selbstverständlech d'national Ressentimenter an d'Nationalgefiller an deenen eenzelne Länner just nëmme ka stäerken. An ech mengen, dass dat eigentlech de Géigendeel ass - ausser ech iere mech - vun deem, wat mer an Europa wollten erreechen.

Am Mëttelpunkt vun esou engem Accord, wann e wierklech am europäesche Geescht wier, missten eigentlech elo schonn de Scholdeschnëtt a wichteg Reforme stoe gradesou wéi Investitiounsprogrammer a Steiergerechtegkeet, an net d'Interesse vun de Finanzmäert, déi, wéi mer alleguerte wëssen, déi sinn, déi un de Scholde verdéngen.

Esou awer gëtt d'Land fir onbegrenzten Zäit zu engem Bréisseler Protektorat; all demokratesch Souveränitéit gëtt ausser Kraaft gesat. Ech mengen awer, dass d'Souveränitéit de Motor vun der Demokratie an engem Land ass. An ech mengen an ech fäerten och, dass keng griichesch Regierung an och keng Troika déi Oplagen do, déi jo zu Pabeier bruecht gi sinn, ka géint d'Bevëlkerung duerchsetzen.

Beim Versailler Vertrag - an ech si geschwë fäerdeg, Här President - sinn den Däitsche Konditiounen operluecht ginn, un deenen d'Weimarer Republik duerno zerbrach ass mat de Konsequenzen, déi mer kennen. Eng vun deenen hunn ech virdru scho genannt.

Mir brauchen haut an Europa eng aner Zort vu Politik a Richtung wierklech Demokratie a konkret sozial Gerechtegkeet, och hei zu Lëtzebuerg, well déi doten Zort vu Politik wäerten d'Leit sech net méi laang gefale loossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Statsminister gefrot fir eng Reaktioun op den Débat.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dass ech de Pierre Gramegna entschëllegen, deen ECOFIN am Moment zu Bréissel huet. An eng Rëtsch vu Kolleegen aus der Regierung - den Här Braz, den Här Asselborn, den Här Schneider - hu mech och gefrot, si ze entschëllegen. Si sëtzen am Europaparlament am Moment, fir d'Présidence virzestellen.

Jo, Här President, et ass ganz vill vun deem, wat hei gesot ginn ass, richteg. Am Moment muss en Accord fonnt ginn am griichesche Parlament; éischt Etapp. Wann deen Accord bis do ass, muss och an enger Rëtsch vu Parlamenter en Accord fonnt ginn, fir déi Décisioune vu gëschter ze validéieren. Ech ginn Iech keng Garantien, dass am griichesche Parlament dem Här Tsipras seng aktuell Majoritéit déi ass, déi dat haut ënnerstëtzt oder net. Wat wichteg ass, ass, dass eng Majoritéit do ass, déi dee Projet vum „Eng-Ekonomie-nees-Ukuerbelen", fir d'Land aus där Situatioun erauszehuelen, sech fënnt.

Ech géif et just bedaueren - den Här Wiseler huet hei eppes gesot, Här President, wat ganz richteg ass -, wann een europäescht Land elo géif Nee soen. Well et kann een net 17 Stonnen zesumme verhandelen, e Premierminister a säi Land zréckschécken, deen et net einfach kritt, fir Mesuren duerchzekréien, an duerno wéinst nationalen Interessien dee ganze Projet, dee mer zesummen opgebaut hunn, futtimaachen! An ech hoffen, dass all Premierminister, deen do an deem Sall souz, déi politesch Verantwortung och iwwerhëlt, fir eng Majoritéit a sengem eegene Parlament ze fannen, well soss hutt Der alleguerte recht, dass Europa net gutt geschafft huet an dass d'Zesummenaarbecht an Europa ganz schwéier gëtt!

Ech wëll och hei iwwert den IWF soen: Jo, dat war am Ufank eng Fro, déi vu griichescher Säit komm ass, fir den IWF erauszehuelen, mä et war vun deenen 18 anere Länner awer eng Demande, fir den IWF dranzehalen, wat awer ganz séier nees zréckbehale ginn ass.

De Fong zu Lëtzebuerg (veuillez lire: De Fong zu Lëtzebuerg ze géréieren) war keng Iddi vun eis, net dass elo een heibanne mengt, dee Fong zu Lëtzebuerg ze géréiere wier eng Iddi vun enger Lëtzebuerger Regierung gewiescht. Neen! Et soll een net vergiessen, dass dee Fong gespeist gëtt duerch d'Privatisatioun vu griichen Objeten an ech muss Iech och soen, dass ech perséinlech et humiliant fannen, dass dat, wat Är Richesse ass, privatiséiert gëtt an déi Suen, déi do sinn, esouguer am Ausland géréiert misste ginn, well mer wierklech géife soen, mir hätten emol kee Vertrauen, wann dat dote vu griichescher Säit mat der Supervisioun vun den Institutions européennes géréiert géif ginn.

Dowéinst muss ech soen, dass ech mech freeën - also freeën ass elo dat falscht Wuert, mä dass ech et nëmmen normal fannen -, dass dat doten och a Griichenland géréiert gëtt zesumme mat den Institutiounen.

Här President, hei ass och geschwat gi vun engem Directoire an et ass och gesot ginn hei, dass d'Lëtzebuerger Présidence net do gewiescht wier. Ech wëll just drun erënneren, dass mer hei en Eurosommet haten. „Euro", dat ass net d'Présidence vum Conseil européen. Ech wëll just drun erënneren, dass de Finanzminister net den Eurogroup presidéiert, mä de Jeroen Dijsselbloem, deen och gëschter nees genannt ginn ass.

Dowéinst: Et muss een en Ënnerscheed maachen tëschent Conseil européen, wou mer zu 28 um Dësch sëtzen, a wa mer zu 19 um Dësch sëtzen; dat muss ee vläicht just nach eng Kéier kucken. Dowéinst: Et ass normal, dass weder den Här Dijsselbloem - deen éischter am Fong hätt misse bei deene véier dann derbäi sinn, wou et ëm den Euro goung, wéi elo d'Présidence tournante vum Conseil -, nach, wéi gesot, déi aner Institutiounen derbäi waren, weder d'Kommissioun nach déi aner, just nach eng Kéier fir drun ze erënneren, dass hei keen européische Conseil war, mä en Eurosommet.

An hei gëtt och geschwat vun engem Directoire vun der Madame Merkel, vum Här Hollande, vum Här Tsipras a vum Här Tusk. Ech soe just: Wa mer zu 19 - mir hunn et jo gëschter gespuert - weider diskutéiert hätten, gleeft mer et, wier et immens schwéier gewiescht, fir op en Text ze kommen.

Mir hunn haut, ech soen elo net: Fridden an der Ukrain, mä ech si frou, dass eng Madame Merkel an en Här Hollande zesumme fir Europa zu Minsk en Accord kritt hu mam Här Putin a mam Här Poroshenko an dass mer net gewaart hunn, dass d'national Egoe vun 28 Premierministeren oder Statscheffe missten do sinn, fir e Friddensprojet an deem Land ze kréien. En ass ganz kriddelech, mä et ass dat Eenzegt, wat mer am Moment hunn, wou mer als Europäer eis drop baséieren, fir och d'Analys vun der Situatioun an der Ukrain ze maachen!

An dowéinst, Här President, erlaabt mer ze soen, dass, wann et Texter, déi virdrun an engem Eurogroup preparéiert gi sinn - nach eng Kéier: presidéiert vum Här Dijsselbloem an net vum Här Gramegna, mä vum Här Dijsselbloem -, wann do en Text komm ass an een duerno ënner 19 Leit gesäit, dass een net e gemeinsamen Nenner kritt, fannen ech et méi effikass, dass een e Comité de rédaction kritt, deen eppes proposéiert, wou mir zesummen duerno zu 19 décidéieren, ob mer averstane sinn oder net. An deen Text, esou wéi e presentéiert ginn ass, ass och amendéiert ginn, modifiéiert; en ass also net esou erauskomm, wéi en erakomm war.

Mä ech wëll virun allem, dass effikass geschafft gëtt. A wann ee 17 Stonne gebraucht huet, fir op e gemeinsamen Nenner ze kommen, sinn ech frou, dass verschidde Leit bereet waren, sech zesummen un en Dësch ze sëtzen, fir Texter kënnen auszeschaffen.

Dowéinst: Dat do ass elo ee Fall gewiescht, wou europäesch Texter preparéiert gi si vun engem méi klenge Krees, wéi dat virdrun de Fall war, och en absence vun den Institutiounen, mä dat, wat mech virun allem haut freet, Här President, ass, dass mer e Resultat fonnt hunn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser wollt kuerz reagéieren. Parole après ministre kann een ëmmer froen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn eng Fro un den Här Statsminister, wann e mer erlaabt, se ze stellen. Mä ech wollt nach eng Kéier op déi Développementer zréckkommen, déi den Här Statsminister hei gemaach huet, wat d'Zesummesetzung vun deem, nenne mer et emol: Directoire, ugeet. Ech wollt just feststellen, datt et awer a mengen Ae ganz interessant ass, datt den Här Tusk do war an den Här Bettel net drop gehalen huet, fir dann och do ze sinn, well d'Europäesch Kommissioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, dat do ass keen neit Element gewiescht, Här Kartheiser. Dir hutt dat an Ärer Ried développéiert, wou ech Iech scho méi Zäit ginn hunn, wéi Der der zur Verfügung hat. Et ass also keen neit Element an den Här Statsminister huet dorop reagéiert. Et deet mer leed.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, domat wäre mer mam...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre...

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä Parole après ministre soll awer wa méiglech en neit Element zu deem bréngen, soss ass et just eng Verlängerung vun der Riedezäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre ass eng Reaktioun op dem Minister seng Aussoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soss ass et just eng Verlängerung vun der Riedezäit!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll just soen, datt ech géint dat dote protestéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, entschëllegt, mä ech hat och nach extra gefrot: Ech wollt eventuell och eng Fro un den Här Statsminister stellen, an ech wollt u meng Fro kommen respektiv un dee Kommentar. Leider hat ech déi Méiglechkeet elo net. An ech wollt dat just mat Bedauere feststellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da stellt déi Fro!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et gëtt Parlamenter, déi däerfen dorop bestoen an...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da soen ech Iech Merci. Ech wär frou, wann den Här Statsminister mer da géif op déi Fro äntwerten, vu datt d'Europäesch Kommissioun jo och net Member vun der Eurozon ass - do sinn nëmmen d'Eurostate Member; d'Kommissioun ass net Member -, firwat den Här Statsminister dann akzeptéiert huet, datt den Här Tusk present war an net d'Présidence tournante, well déi eng an déi aner komme jo an der Logik vu sengen Développementer op deeselwechten Niveau.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ganz kuerz. Ech hunn et scho virdru gesot, et stëmmt nach ëmmer: Hei geet et net ëm den Ego vun eenzelne Leit!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun der Debatt ukomm. A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, wou et ëm d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vun engem Statsrot geet. An ech hunn do zwou Wuertmeldungen: déi vum Här Gibéryen an dann anschliessend vun der Madame Joëlle Elvinger.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An ech och, Här President. Ech och.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Urbany och. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

5. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Traditiounsgeméiss, mengen ech, huelen ech bei esou engem Punkt regelméisseg d'Wuert, wann e Posten am Statsrot hei besat gëtt. Och wann ech wahrscheinlech näischt Neies soe vis-à-vis vun deem, wat ech an deenen Interventioune virdru gesot hunn, schéngt et mer awer all Kéiers wichteg ze sinn, datt dat am Kader vun esou engem Vote iwwer e Statsrot op en Neits hei aktéiert gëtt, nämlech wéi ondemokratesch déi Prozedur ass, wéi d'Posten am Statsrot ënner sech verdeelt ginn.

Et ass eng Ofmaachung tëschent de Parteie vun CSV, LSAP, DP an déi gréng, wéi se déi Posten, déi d'Chamber nennt, ënner sech opgedeelt hunn elo iwwer Joren, a si dréit doudsécher net den demokratesche Prinzipien an der Verhältnisméissegkeet vun deenen eenzelne Parteien, déi hei am Parlament vertruede sinn, Rechnung.

D'Kolleeginnen an d'Kolleege vun DP an déi gréng hunn an der Zäit, wéi se an der Oppositioun waren an d'CSV/LSAP-Regierung hei Poste besat huet, sech och mat eis ëmmer solidaresch erklärt. An och si hunn hei Deklaratioune gemaach, wann dee System net géif änneren, da géife se an Zukunft un esou Wahlen net méi participéieren. Dat war esou laang gutt a richteg, wéi se an der Oppositioun waren. Mä zënter datt se an der Majoritéit sinn, zielt dee Prinzip net a si fueren elo genau esou virun, wéi dat an der Legislaturperiod virdrun de Fall war.

Am Regierungsprogramm steet wuel, datt en neie Gesetzesprojet géif kommen iwwert de Conseil d'État, iwwert de Fonctionnement, iwwert d'Zesummesetzung, iwwert d'Nominatiounen, an dee Projet de loi vun der Regierung, dee sollt am Prinzip schonn d'lescht Joer virun dem 31. Dezember komm sinn; en ass awer net komm. E sollt da virun der Summervakanz vun elo kommen; en ass awer net komm. An domadder trëtt dat dann a Kraaft, wat ech ëmmer hei op dëser Plaz gesot hunn: Fir d'Éischt ginn déi ganz Rëtsch vu Posten, déi dëst Joer am Statsrot fräi ginn, alleguer besat ënnert deene Parteien, déi ech virdru genannt hunn, an da kënnt de Projet de loi, an dee wäert dann och hei an der Chamber gestëmmt ginn. A bis deen a Kraaft trëtt, si keng Poste méi ze besetzen. Dat ass eben, wéi déi Kameradenrepublik hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. Vun Demokratie keng Spur! An aus Protest géint déi Politik wäert d'ADR sech bei dësem Vote enthalen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech huelen elo net hei d'Wuert, well mer e Poste verlaangen an deem Statsrot do. Mir hunn och keng eege Kandidatur hei ze proposéieren. Wat mir gären hätten, a scho ganz laang, dat ass eng Reform vun deem Statsrot, dass aus dem ondemokratesche Gremium, wat en ass, e Gremium gëtt, wat seng Roll kann an aller Transparenz spillen an och eng gewësse Pluralitéit an der Gesellschaft erëmspigelt.

Mir hunn dozou schréftlech Virschléi gemaach. Déi leschte Kéier, wéi ech déi Kritik hei ubruecht hunn, ass mer gesot ginn - ech mengen et war vun der Madame Loschetter souguer -, bei deem nächste Vote géif deen neie Projet de loi, fir de Statsrot ze reformëieren, vun der Regierung virleien. Mir hunn nach ëmmer näischt gesinn, wat virläit, an an deem Sënn - raison de plus - wäerte mer erëm eng Kéier de Sall verloosse bei deem Vote hei, well mer net wëlle participéieren un esou enger Situatioun, déi scho ganz laang e risen éffentleche Skandal ass.

A mir haten eis eigentlech erwaart, dass déi nei Regierung dee Skandal endlech géif ophiewen. Dat ass leider net de Fall an duerfir musse mer déi Konsequenz zéien, déi ech elo grad ugekënnegt hunn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ier ech der Madame Elvinger, déi manner e politeschen Hannergrond huet, d'Wuert ginn...

(Interruption)

...- jo, Dir wäert herno gesinn, ëm wat dass et geet -, ginn ech dem Här Minister d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat mer elo grad héieren hunn, ass jo näischt Neies an dëser Chamber. Ech wollt just de Virriedner hir Roserei vläicht e bësse berouegen, andeem ech hinne ka matdeelen, dass de Projet de loi um Ordre du jour vum Regierungsrot vum 24. Juli steet.

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. An elo huet d'Wuert, d'Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt just matdeelen, datt ech net wäert un dësem Vote deelhuelen opgrond vun enger vun deene Kandidaturen, déi virläit, well hei kéint en Interessenskonflikt ausgeluecht ginn. An ech wäert och de Sall verloossen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Elvinger. Elo verstitt Der, firwat ech déi Reiefolg geholl hu bei de Riedner.

(Interruption)

Dir gesitt jo, wéi flexibel ech sinn.

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht op vun dräi Kandidate fir ee Poste vu Conseiller beim Statsrot.

No den Dispositioune vun den Artikelen 118 an 119 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 9. Juli eng Kandidatelëscht mat véier Persoune festgehalen. Dat sinn an alphabetescher Reiefolg: d'Madame Héloïse Bock, Affekotin; den Här Jean-Marc Cloos, Dokter; d'Madame Lynn Elvinger, Affekotin, an den Här Marc Lentz, Affekot.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel. D'Wiel vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballotage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn. Bei Stëmmegläichheet, bon, ech erspueren lech déi aner Detailer, do géife mer drop zréckkommen, wann et wierklech géif antrieden.

Vote sur le premier candidat

Jo, d'Ziedelen. Woubäi et wichteg ass bei den Ofstëmmungen, dass mer hei zesummen am Sall sinn.

Huet elo jiddwereen e Stëmmziedel?

(Assentiment)

Merci. Da géif ech d'Nimm vun de Kolleeginnen a Kolleegen opruffen.

Appel nominal

Domat hu mer déi éischt Ofstëmmungsronn ofgeschloss an ech géif d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 15.35 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.39 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Mir hu 55 Participatiounen um Vote. 5 Deputéierten hunn net dru participéiert, wou mer vun 3 d'Iwwerleeunge kennen. 1 Bulletin nul a 4 Bulletins blancs. A 50 Stëmmen op d'Madame Héloïse Bock. Domat wär déi absolutt Majoritéit erreecht an am éischten Tour, als éischt Kandidatin vun enger Lëscht vun dräi, wär dee Moment d'Madame Héloïse Bock designéiert.

Vote sur le deuxième candidat

Da géife mer zum zweeten Tour iwwergoen, wou dann nach just dräi Kandidature virleien. A vu dass mer bei engem Bulletin de vote dräi Kräizer haten, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass just ee Kräiz däerf gemaach ginn, soss ass de Bulletin net valabel.

D'Ziedele sinn ënnerwee. Et dauert nach ee kuerze Moment, well mer jo hu missen d'Ofstëmmung ofwaarden. Villmools Merci.

Sinn d'Ziedelen alleguer ukomm? Sidd Der prett fir d'Asammele vun de Wahlziedelen? Sou, da géife mer mam Asammelen ufänken.

Appel nominal

Domat hu mer déi zweet Ofstëmmungsronn ofgeschloss an ech géif d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 15.47 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.50 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Am zweeten Tour hu mer 54 Deputéierten, déi um Vote deelgeholl hunn. 6 hu mat deenen Erklärungen, déi se ginn hunn, net um Vote deelgeholl, respektiv waren net am Sall. 5 Bulletins blancs, 40 Stëmmen op d'Madame Elvinger, 7 op den Här Cloos an 2 op den Här Lentz. Domat wär am zweeten Tour déi zweet Plaz an der Lëscht vun deenen dräi Kandidature fir d'Madame Elvinger, déi d'absolutt Majoritéit huet.

Vote sur le troisième candidat

Mir géifen dann zu dem drëtten Tour iwwergoen an d'Stëmmziedele ginn ausgedeelt.

Also no Iwwerleeung géif ech mengen, fir dass iwwerhaapt keng Diskussiounen opkommen, mengen ech, sollt d'Madame Elvinger bei där Positioun bleiwen, déi se bis elo hat. Da kann iwwerhaapt keng Diskussioun opkommen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, dass hei Vorsicht die Mutter der Porzellankiste ass.

Si mer prett, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen?

Appel nominal

Domat wäre mer um Enn vun der drëtter Ronn an ech géif d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 15.58 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.01 heures.)

Hei ass dann d'Resultat vun deem leschten Tour. 54 Deputéierten hunn deelgeholl, 6 waren net am Sall. Ee Bulletin nul, 7 Bulletins blancs, 37-mol Lentz an 9-mol Cloos. Domat wär den Drëtten op der Lëscht den Här Lentz, deen och déi absolutt Majoritéit erreecht huet. Merci fir déi net onkomplizéiert Ofstëmmung.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6799, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Police an iwwert d'Inspection générale de la Police. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Yves Cruchten.

6. 6799 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Verglach mat der leschter Kéier, wou mer hei iwwert d'Fonction publique geschwat hunn, ass dat heiten awer dach e ganz bescheidenen, fir net ze soen e ganz klenge Projet de loi, dee mer haut wäerten diskutéieren.

De Projet de loi 6799 dréint am Speziellen iwwert d'Konditiounen an och d'Modalitéite vun der Nominatioun vu Beamten op déi sougenannte Fonctions dirigeantes beim Stat a senge Verwaltungen.

Am Konkrete geet et drëms, d'Situatioun zum Beispill vun de Riichteren ze regelen, déi op eng Fonction dirigeante genannt ginn. Wéi Der wësst, sinn dës Nominatiounen op siwe Joer limitéiert an dat bréngt natierlech mat sech, datt sech Froe stellen, wat no deene siwe Joer geschitt.

Mat der aktueller Legislatioun wär e Riichter, deen esou eng Nominatioun kritt, gehalen, seng ursprünglech Funktioun als Magistrat definitiv opzeginn, entweder direkt oder spéitstens no engem Congé sans traitement vu véier Joer. Et wär allerdéngs schued, d'Magistratur aus de Fonctions dirigeantes beim Stat auszeschléissen, hu si dach dacks en interessante Profil fir verschidde Posten.

Mat deem Gesetz hei erméigleche mer et engem Riichter, zréck a säi Beruff ze wiesselen. Et gëllt him oder hir eng Garantie ze ginn, datt no deene siwe Joer eng Plaz ka besat ginn, déi der Qualifikatioun an och der Anciennetéit beim Stat entsprécht. Zäitgläich gëtt och d'Gesetz vun der Police an der Polizeiinspektioun ofgeännert, fir datt och do kloergestallt ass, datt zum Beispill e Riichter kann op d'Funktioun vum Inspecteur général de la Police genannt ginn.

Här President, dëse Projet de loi gouf de 27. Mäerz 2015 vun der Regierung déposéiert. De Statsrot huet en Avis ofginn den 2. Juni. Doropshin huet eis Kommissioun de 17. Juni en Amendement proposéiert. De 25. Juni gouf nach en Amendement gouvernemental nogereecht. An no engem éischten an dunn engem zweeten Avis complémentaire vum Statsrot, konnt eis Kommissioun de Rapport zu dësem Gesetz eestëmmeg unhuelen.

Här President, ech géif gären ausdrécklech déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun luewen. Hei gouf un engem Strang gezunn. An ech géif gären hei zum Schluss all de Memberen aus dëser Kommissioun e grousse Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht a gi selbstverständlech och den Accord vun eiser Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Cruchten fir dee vollstännege Rapport. An ech géif dann direkt d'Wuert un d'Madame Octavie Modert iwwerginn.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säi kompletten a vollstännege Rapport.

D'CSV stëmmt dëst Gesetz, well et wichteg ass, fir d'Mobilitéit ze förderen: innerhalb an ausserhalb vum ëffentlechen Déngscht, zwëschent de Verwaltungen, zwëschent de Secteuren, zwëschent de Corpsen. Et ass wichteg fir den Décloisonnement, dat heescht géint en décloisonnéiert Denken. Esou sinn déi nei legislativ Ännerungen ze begréissen, am Respekt vun der Onofhängegkeet an der Inamovibilitéit vun de Magistraten.

Allerdéngs bedauert d'CSV, datt dee Gesetzesprojet esou spéit eréischt virgeluecht ginn ass. Déi Froen, déi déi zwou nei Dispositioune regelen, ware scho vill éischter bekannt.

De Minister vun der ëffentlecher Sécherheet, Etienne Schneider, huet am September 2014 an de Chamberskommissioune seng Pläng vu Reorganisatioun vun der Policeféierung duergeluecht, déi en am August 2014 entscheet hat, esou hat en eis et gesot, esou och, wien un d'Spëtzt vun der IGP komme sollt, an zwar eng Magistratin.

D'Kommissioun huet him deemools gesot, datt et besser wär, iwwer eng Nominatioun amplaz iwwer Détachement ze fueren. Fir dat ze maachen, huet awer d'Gesetz misse geännert ginn. An dee Gesetzesprojet ass eréischt ausganks Mäerz 2015 déposéiert ginn; dobäi sinn et just zwee Artikelen. Firwat huet dat esou laang gedauert?

Och d'Fro vun der Reintegratioun vun deem héije Regierungsbeamten oder héije Verwaltungsposten an d'Magistratur nees zréck no enger gewëssener Zäit, war scho méi laang opgeworf ginn, zu engem Moment, wéi d'Fonction-publiques-Reform nach ganz an der Chamber louch.

Dir hätt dës zwou Gesetzesännerungen also scho mat den Amendementer vum Reformpak an der Fonction publique abrénge kënnen a sollen. Dee Saucissonnage hei, Stéck fir Stéck, eenzel Dispositiounen a separate Gesetzer ze bréngen, dat ass keng gutt legislativ Technik. Ëmsou méi, wa souwisou aner grouss Gesetzer an deem Beräich ustinn.

Et wär besser, Dir géift dat Gestéckels an Zukunft net méi maachen. Ausserdeem géif et dann net riskéieren no Cas particuliers, op eenzel, bestëmmte Persounen zougeschnidde Léisungen, auszegesinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- De Statsrot huet vill d'legislativ Technik vun dësem Projet ugekräit. En huet eng aner Léisung virgeschloen, wat net déi ass, déi an der Kommissioun virgeschloe gouf, vun der Regierung zréckbehale ginn ass. Dat ass awer eng aner Fro.

Schlecht legislativ Technik ass och, wann déi eng Woch e parlamentareschen Amendement an déi Woch duerno, iwwert deeselwechte Punkt, e Regierungsamendement virugi gëtt.

Schliisslech huet d'CSV Iech drop opmierksam gemaach, datt Är ursprünglech Léisung Schwieregkeete bréngt kéint vis-à-vis vum Prinzip vun der Onofhängegkeet an der Inamovibilitéit vun de Riichter.

Här Minister, Dir hat sécher awer net esou gutt dëse Projet de loi mam Justizminister ofgeklärt an ausgeschafft, wéi Dir eis et gesot hat, well soss hätt dat dach sécher net virkomme kënnen. Den Här Braz huet sech jo schliisslech als Deputéierten zum grousse Verfechter a Verteideger vun deem Prinzip vun der Inamovibilitéit gemaach.

A well dee Projet eréischt ausganks Mäerz vun dësem Joer an der Chamber hannerluecht ginn ass, zu engem Moment, wou d'Reform am ëffentlechen Déngscht just heibanne gestëmmt war, war dann herno och Zäitdrock, fir zweemol Ännerungen zu den zwee Artikelen hinzekréien. An dat ass awer net dee beschte parlamentaresche Stil.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Modert.

Une voix.- Besser spéit ewéi ni!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 31. Mee 1999 hat jo d'Basis geluecht fir d'Fusioun zwësche Police a Gendarmerie. Deemools ass vun enger historescher Décisioun geschwat ginn. De fréiere Kolleeg Willy Bourg hat souguer vun enger Jorhonnertreform geschwat. Déi Fusioun war jo och d'Resultat vun der Etüd TC Team Consult vum 21. Abrëll 1994. Ech erënneren awer och drun, datt déi Fusioun deemools net iwwerall mat groussem Enthusiasmus opgeholl gi war. Ënner anerem och meng Partei hat awer gewësse Reserven ausgedréckt zu deem Zäitpunkt. A se gouf an de Joren awer och an hire Befierchtungen, zu engem gudden Deel, confirméiert.

D'Generalinspektioun vun der Police, iwwert déi mer jo haut hei diskutéieren, war jo u sech e Bestanddeel vun den Artikelen 72 bis 77 vum Gesetz iwwert d'Fusioun. Ënner anerem hat déi Dispositioun jo virgesinn, datt un der Spëtzt vun der Generalinspektioun ee Member vun der Carrière supérieure vun der Polizei oder vun der Administratioun soll stoen, deen entweder Droit oder Ekonomie studéiert hätt.

D'Generalinspektioun vun der Police, ech mengen, do si mer eis alleguer eens heibannen, huet natierlech eng wesentlech Aufgab ze erfëllen. Ech denke besonnesch un de Contrôle de légalité vun den Aarbechte vun der Polizei. Si stellt esou och e gewëssen Autocontrôle duer.

Vun Ufank un hat awer meng Partei sech derfir ausgeschwat, datt u sech un der Spëtzt do soll méi eng neutral Persoun stoen. Besonnesch sollt se aus der Magistratur kommen, well dann am Fong geholl méi eng objektiv Kontroll garantéiert wär. Mer kéinten net vun enger gewëssener Connivence dann herno schwätzen.

Bei den Debatten iwwert d'Fusioun vum 21. Abrëll 1999 hat dunn, wéi gesot, d'DP och schonn deemools virgeschloen, dass souwuel den Directeur adjoint vun der Police misst e Magistrat sinn a vill méi, wéi gesot, hat se sech derfir agesat, datt den Direkter vun der Generalinspektioun soll aus der Magistratur kommen.

Bon, deemools ass dat net esou gehéiert ginn. Haut stellt sech natierlech eraus, datt d'Demokratesch Partei wäitsiichteg war a ganz kloer jiddefalls, deemools schonn, gesot huet, datt et wichteg ass, datt mer eng gewëssen Onofhängegkeet op där Fonctioun géife gesinn.

Mir haten eis, wéi gesot, deemools jo och vehement derfir agesat. An haut si mer duerfir och frou, datt mer endlech dann och d'Méiglechkeet schafen, datt e Magistrat un d'Spëtzt och vun der Generalinspektioun vun der Police ka kommen.

Et ass wichteg, datt am Fong geholl net direkt aus dem Polizeicorps rekrutéiert gëtt, fir esou eng wichteg Fonctioun. An et ass awer och wichteg, wann herno déi Persoun erëm reintegréiert gëtt an hir fréier Aarbecht, datt dann awer déi néideg legislativ Moossname getraff ginn, fir dat awer op eng anstänneg Aart a Weis kënnen ze assuréieren. Duerfir ass dat Gesetz hei awer vun enger dach gewëssener Wichtegkeet. A mir wäerten ouni Zweifel dat do och begréissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte 24. Mäerz hu mer jo op dëser Plaz e grousse Pak gestëmmt, wat u sech d'Reform vun der Fonction publique ubelaangt. Do war jo och dee Moment, ënner anerem, festgehale ginn, datt de Wiessel zwëschent deenen eenzelnen Administratiounen, a besonnesch de Wiessel och vum Secteur privé an de Secteur public, soll vereinfacht ginn. Ënner anerem och zum Beispill, wann een eng Experienz vun zwielef Joer hätt, datt ee kéint automatesch an d'Fonction publique wiesselen. Mir fannen dat eng gutt Décisioun. Mir stinn och nach haut derhannert.

Et ass wesentlech, datt een engem Mënsch erlaabt, awer a senger berufflecher Carrière sech nei Perspektiven ze stellen. Dowéinst ass et och wichteg, och innerhalb vum Stat, datt ee kann emol eng Kéier en Transfert maachen, well dat ouni Zweifel net nëmmen zum Wuelbefanne bäidréit, mä awer och zu zousätzlecher Motivatioun, fir nei berufflech Erausfuerderungen unzehuelen.

Duerfir ass de Wëlle vum Législateur, fir haut, wéi gesot, de Wee opzemaachen, den Direkteschposte vun der Inspection générale de la Police mat engem Magistrat ze besetzen, och nëmmen ze begréissen, well jo u sech dann déi Persoun awer och eng Perspektiv kritt, am Fall wou se, wéi gesot, déi Fonctioun net méi ausübt. Et däerf ee jo net vergiessen, dat ass eng Fonctioun, déi limitéiert ass op siwe Joer, zwar renouvelable, mä et weess een ni, wat am Laf vun de Joren entsteet. Et weess een och ni, wat fir Ursaache vläicht kënnen ugefouert ginn, datt een net méi op dee Posten zréckgenannt gëtt. Datt dann dee Magistrat zumindest awer d'Méiglechkeet kritt, a seng fréier Fonctioun zréckzekommen.

Ech wollt e puer Remarquen awer zum Gesetzesprojet u sech nach maachen. Ech mengen, et ass evident, datt zwëschent engem Détachement an enger Nominatioun natierlech e wesentlechen Ënnerscheed besteet. Beim Détachement behält een automatesch seng Rechter, fir weider an der Carrière ze avancéieren. Bei enger Nominatioun ass dat net onbedéngt de Fall.

Wann also eng Persoun temporairement op eng Fonctioun nominéiert gëtt - dat muss ee jo hei ënnersträichen: nominéiert gëtt -, da kéint dat zur Konklusioun jo hunn, datt se gewësse Rechter vun der Entwécklung vun hirer Carrière géif verléieren. An nach eng Kéier, et kann ee sech jo kaum virstellen, datt e Magistrat bereet

wär, engersäits ze demissionéiere vu senger Fonctioun, oder anerersäits e Congé sans solde géif huelen, dee jo limitéiert ass op véier Joer, fir dann esou eng Fonctioun unzehuelen.

Ech mengen, esou naiv soll een net sinn, datt ee mengt, datt een eng Persoun aus der Magistratur kéint gewanne fir dee wichtege Posten. Dowéinst, wéi gesot, ass et och interessant an och noutwendeg, datt mer haut déi legislativ Modifikatioun do virhuelen. Mam Vote vum leschte 24. Mäerz, wéi gesot, iwwert d'Carrière beim Stat, war jo och décidéiert ginn, datt een dee Wiessel ka méi einfach virhuelen.

Ech wëll dann awer och nach hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei et och akzeptéiert, datt, le cas échéant, kann eng gewësse Kompensatioun där Persoun zouerkannt ginn, wann en cours de route e Magistrat, deen um Zäitpunkt, wou déi Persoun gewiesselt huet an der Carrière, ënnendrënner klasséiert war, awer en cours de route dann an der Carrière sech méi virdeelhaft entwéckelt, datt awer dann och fir déi Persoun, déi spéider dann zréckkënnt an d'Magistratur, datt do kann eng Kompensatioun awer och accordéiert ginn.

Ech wëll dann awer och nach drop hiweisen, datt jo awer trotzdeem hei net all Méiglechkeeten op si fir déi Persoun, déi herno e Retour an d'Magistratur mécht. Datt awer gewësse Fonctiounen natierlech net méi kënne besat ginn, sief dat de Poste vum Procureur général d'État oder de Poste vum Procureur général d'État adjoint, well och d'Regierung hei awer nach e gewësse libre Choix muss hu bei der Besetzung vun esou Posten. Mir mussen, wéi gesot, bei der Reintegratioun awer och dann d'Dispositioune vun eiser Constitutioun natierlech respektéieren.

Ee vun de kriddeleche Punkten an dësem Gesetz war natierlech awer och den Egalitéitsprinzip, dee mer awer och elo berengegen, andeems datt mer jo eng Modifikatioun vun dem Gesetz vum 9. Dezember 2005 maachen. Een Egalitéitsprinzip, dee jo fousst op dem Artikel 10bis vun eiser Constitutioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech stëmme mer haut e Gesetz, wat u sech wahrscheinlech an der Praxis wäert relativ wéineg Uwendung fannen. Mä dat wëllt awer net heeschen, datt et net awer eng gewëssen Importenz huet. Well déi Zeenarien, déi sech kënnen astellen, wäerten och an der Zukunft relativ kleng sinn. Awer nach eng Kéier, et ass wesentlech, datt mer op dee Poste Leit aus der Magistratur kréien.

Duerfir ass d'Demokratesch Partei frou, datt mer dee Schratt haut maachen. Si gëtt u sech confirméiert an deem, wat se scho viru 15 Joer hei behaapt huet. Mir wäerten dat Gesetz selbstverständlech stëmmen.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, nach e Merci ze soen an där ganz komplexer Matière, well esou evident war dat Ganzt jo net. Och wa vläicht fir ee vu baussen net ëmmer alles esou verständlech ass, mä et ass eng ganz wichteg Matière, wou mer hei légiféréiert hunn! An, wéi gesot, nach eng Kéier, den Accord vun der Demokratescher Partei ass domadder ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An dann huet d'Wuert elo den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt och profitéieren, fir dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, Merci ze soe fir säi kuerzen, awer prezisen a vollstännege Rapport, souwuel mëndlech wéi schréftlech.

Menge Virriedner wollt ech Merci soe fir hir Iwwerleeungen, Gedankegäng an Ausféierungen, déi zum Deel dann och bis an d'Geschicht gefouert hunn, zum Deel bis op de Gesamtpak vun der Fonction publique.

Ech beschränke mech drop, fir den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun der Säit vun der ADR dem Här Cruchten e grousse Merci. Den Här Cruchten huet gesot, et wär bescheiden a kleng, dat Gesetz. Hie war däitlech ze modeste, däitlech ze modeste! Et ass zu senger Éier. Mä ech wëll e bëssen erklären awer, firwat mer där Iwwerzeegung sinn.

Wéi gesot ginn ass, et géif eng Magistratin op de Poste vun der IGP genannt ginn, hat d'ADR direkt eng Question parlementaire gestallt, well dat am Gesetz net virgesi war, op jidde Fall net explizit. Do stoung: aus de Kadere vun der Police, respektiv eben aus der Administratioun vum Stat. Mir hunn eis also Froe gestallt ronderëm d'Legalitéit vun där zukünfteger Nominatioun. A mir hunn och gläich zwou Äntwerten op eis Question parlementaire kritt. Eng Éischt de 6. November 2014, wou, wéi esou dacks, iwwerhaapt näischt drastoung. An elo e ganzt Gesetz als Äntwert op eis Question parlementaire, fir ze beweisen, datt d'Regierung zougëtt, datt d'ADR deemools recht hat, och wéi esou dacks, wéi esou dacks!

(Interruption par M. Dan Kersch)

Ass also elo alles an der Rei mat dësem Gesetz? Et kéint ee jo mengen. An am Gesetz selwer steet: Jo, et kéint ee jo soen, d'Administratioun, do kéint ee raisonnablement denken, dat géif d'Magistratur mat ofdecken. An elo, mat där Reinsertioun a mat deene Modalitéiten, déi déi perséinlech Rechter vun deem Fonctionnaire, vun deem Magistrat solle schützen, wär dann alles an der Rei. Ass dat esou? Mir denken neen, esou einfach ass et net!

Well et muss een emol de Kontext gesinn, an deem dat Gesetz iwwerhaapt ze situéieren ass. Et geet hei ëm d'Verhältnis zwëschent der Polizei an der Justiz an et geet ëm d'Gewaltentrennung am Stat. An dat ass eigentlech dat zentraalt Element, wann ee gesäit, datt iwwer e puer Facteuren, ech kommen elo dorobber zréck, datt d'Justiz eigentlech ëmmer méi Pouvoiren am Stat kritt mat der Zäit. Woubäi d'Justiz dee Pouvoir ass, deen am mannsten demokratesch kontrolléiert ass! Et ass also net onwichteg, dorobber anzegoen.

En historesche Rappel. Dat Gesetz elo iwwert d'Inspection générale vun der Police ass u sech eent vun zwee Gesetzer, wat zréckgeet op e Bréif vum Procureur vu Lëtzebuerg vum Januar 2008 un den deemolege Minister Frieden. An an deenen zwee Gesetzer gouf eigentlech eppes gefrot oder ugedeit, wat d'Justiz net hat, mä wou d'Justiz Saache wollt kréien. Dat Éischt war e Gesetz iwwert d'Entrave à la justice. An dat Zweet war eben de Poste vum Generalinspekter vun der Police. Mir schwätzen hei iwwer Januar 2008.

D'Gesetz iwwert d'Entrave à la justice hänkt also heimadder zesummen. An ech ginn also zréck a kucke mer dat nach eng Kéier un. An da kucke mer eis dat anert un, wat mer haut maachen.

Den Här Biever hat deemools a sengem Bréif geschriwwen, den 23. Januar 2008: «L'entrave à la justice n'est pas punissable.» Doropshi goufen zwee héich Beamte vun der Police entlooss, obschonn den Här Frieden eben deemools gesot hat, datt hien déi Behaaptunge vum Här Biever u sech net kéint iwwerpréiwen. A politesch hate mer deemools d'Konsequenze gezunn. Politesch ass deemools gesot ginn: Et war e Feeler an där Koalitioun, datt déiselwecht Persoun gläichzäiteg Justiz- a Polizeiminister war. An dat ass och dunn an der nächster Regierung net méi gemaach ginn.

An déi zweet Konsequenz war legislativ. Den Här Biever wollt e Gesetz iwwert d'Entrave à la justice an en huet et kritt. An zwar ass et e Gesetz, dat als Délatiounsgesetz dacks bezeechent gëtt. An ech wëll hei just rappeléieren, wat den Här Bettel, den aktuelle Statsminister, an der Chamber zu deem Gesetz gesot hat: „D'Applikatioun vun dësem Text wäert ganz schwéier sinn. Wann een op Internet kucke geet, fält et ënner Délatiounsgesetz, fënnt een esou Kritiken. Et ass e richtegt Délatiounsgesetz, dat heescht, dass et eng Obligatioun net nëmmen «de dénonciation», mä och «de délation» gëtt. Esou ee Prinzip kënne mir net stëmmen!"

Duerno koum de Bommeleeërprozess an zu deem wär natierlech ganz vill ze soen. Ech wëll mech hei drop beschränken, fir festzestellen, datt d'Entrave à la justice jo elo Strofbestand war, nom Gesetz vun 2011, wat mer hei gemaach hunn an och am Prozess benotzt ginn ass, souwuel fir Leit ze verhéieren, wéi och als eventuell Strof an de Raum ze stellen.

Et gouf am Bommeleeërprozess eppes gemaach, wat rechtsgeschichtlech ganz interessant ass, nämlech, datt Zeie gehéiert gi sinn, fir erauszefannen, wie Kritik um Gesetz gemaach hätt, emol net um Gesetzentworf, iwwert d'Entrave à la justice. Hei huet also d'Justice e Gesetz gefrot, si huet et kritt. An da koum dee Prozess, op deen dee Bréif vum Här Biever sech 2008 bezunn huet. An duerno, an deem Prozess, huet dunn d'Justiz gefrot: Wien huet Kritik un deem Gesetz geüübt, wat mir gefuerdert hunn, souwuel am Justizministère wéi och an der Police?

Et ass souguer esou wäit gaangen, datt d'Policegewerkschaften zu deem Thema gehéiert goufen an datt eng Perquisitioun gemaach gouf bei enger Policegewerkschaft an deem do Kontext. D'Fro ass also: Wéi wäit goufen hei, an engem Prozess hei am Land, déi demokratesch Rechter an déi gewerkschaftlech Rechter respektéiert? Dat also zu deem éischte Volet, Entrave à la justice.

Deen zweete Volet, och am Bréif vum Här Biever un den Här Frieden 2008, dat war déi Fro: Wie soll Chef vun der Inspection générale de la Police sinn? A wéi mer elo hei héieren hunn, datt d'Madame Stirn sollt op déi Plaz genannt ginn, ouni gesetzlech Basis, wéinstens an eiser Interpretatioun vun deem Gesetz, si mer dann direkt och op déi Fro komm vun der Séparation des pouvoirs.

An an deenen Diskussiounen, déi 2008 gefouert goufen, nom Bréif vum Här Biever un den Här Frieden, ass ebe just op déi Fro vun der Séparation des pouvoirs opmierksam gemaach ginn. Eng vun de Policegewerkschaften huet deemools geschriwwen, wat nach ëmmer aktuell ass an deem Gesetz, wat mer haut huelen: «(...) Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg risque de mettre en danger le juste équilibre entre les pouvoirs de l'État. Pire, il remet en question un principe fondamental de l'État de droit, à savoir le principe de la séparation des pouvoirs! Le contrôle de la Police, comme d'ailleurs celui des autres administrations de l'État et de leurs fonctionnaires, revient de plein droit aux ministres responsables du Pouvoir exécutif.»

Dat ass de Kär vun der Fro. Well u sech ass hei jo och d'Fro gestallt: Wie kann da schlussendlech nach iwwer esou eng Enquête disciplinaire wierklech verfügen? Mir schwätzen hei iwwert d'Onofhängegkeet vum Magistrat an esou weider an esou virun. An d'Fro ass: De responsabele Minister vum Pouvoir exécutif, kritt deen net en Deel vu sengem Pouvoir hei ewechgeholl? Huet hien nach déi Emprise, déi hie bräicht, fir seng Verwaltung och disziplinaresch, exemplaresch ze féieren, mat der Introduktioun hei vun deem Novum, datt e Magistrat soll hei eng Administratioun vum Pouvoir exécutif leeden?

Stellt Iech dat emol ëmgekéiert vir. Wat géif d'Justiz da soen, wann e Conseil supérieur vun der Magistratur oder esou do wär an do géif e Polizeioffizéier op eemol Chef ginn. Géifen déi dann net och soen: Dat geet dach net! Den tiers Pouvoir muss onofhängeg sinn. Dir kënnt eis dach elo net hei e Polizeioffizéier delegéieren, fir d'Magistratur ze kontrolléieren.

Ëmgekéiert schéngt dat awer ze goen. An eisen Ae geet dat net! An eisen Ae war och dat Gesetz vu virdrun esou formuléiert, eben d'Administratioun, fir eben d'Onofhängegkeet vun der Executiv géintiwwer dem Pouvoir judiciaire ze garantéieren. Dat war keen Oubli, datt do kee Magistrat virgesi war, mä dat war d'Inkarnatioun vun engem rechtsstaatleche Basisprinzip. An esou hätt et och missen, an eisen Aen, bleiwen.

Et kann een nach vill spekuléieren, zum Beispill: War net nach en aneren Zweck derhannert? Net nëmmen eng Emprise, mä och nach an engem gewësse Kontext, ech wëll hei de Bréif vum Här Biever zitéiere vun 2008, dee jo à l'origine vun deem Gesetz ass, wat mer haut stëmmen, an do seet den Här Biever, do erkläert hien als Procureur d'État, wat a sengen Aen d'Méiglechkeet vun der Inspection générale de la Police fir verschidden Enquêten ass, dat ass ganz interessant: «Les pouvoirs d'investigation de l'Inspection générale de la Police sont (fort) limités, eu égard au fait qu'il y a une instruction judiciaire en cours et qu'il ne saurait y avoir d'enquête parallèle,» - Hei gëtt also praktesch de Prinzip opgestallt, wann eng Enquête judiciaire en cours ass, kann och keng administrativ Enquête parallell méi gefouert ginn -, «fût-elle administrative.», seet den Här Biever. «L'enquête de l'Inspection générale de la Police ne saurait donc qu'être théorique et non descriptive des faits qui se sont produits.» Dat geet extrem wäit!

An d'Fro ass hei, wann d'Magistratur - et ass jo e Wonsch vun der Magistratur gewiescht, fir dat hei elo esou ze regelen: Ass dann net och den Hannergedanken, fir dann ze klären, datt, wann eng Enquête bis amgaang ass, datt eleng d'Justiz dat nach ka maachen? Och déi Fro sief hei gestallt. Et ass also net de Prinzip nëmme vun der Gewaltentrennung. D'Rechter vun engem Minister vun der Exekutiv iwwer seng Verwaltung, mä och d'Effikassitéit vun der IGP gëtt hei a Fro gestallt duerch eng Vermëschung vun de Gewalten.

Et ass net vun ongeféier, ech hu fonnt - ech sinn elo kee groussen Amateur vum „Tageblatt" -, mä haut war d'Iwwerschréft net schlecht an der Revue de presse: „Aufräumen bei der Polizei". Dat war eng ausgezeechent Analys, wou d'„Tageblatt" haut schreift: „Im Rahmen der Reformen innerhalb von Polizei und IGP, die sich unter anderem nach der «Bommeleeër»-Affäre aufdrängten," - mat där Analys sinn ech net d'accord - „hatte die Regierung Ende 2014 beschlossen, die aktuelle Untersuchungsrichterin Monique Stirn auf diesen Posten zu berufen."

Et ass also net déi schéinste vun alle Welten, wou mer wëllen d'Mobilitéit encouragéieren tëschent Verwaltungen an esou weider an esou virun. Dat ass iwwerhaapt net de Punkt hei! De Punkt ass dee vun der Gewaltentrennung a vun enger Mainmise op d'IGP, déi mir net gutt fannen.

D'ADR hätt gär eng kloer Gewaltentrennung. Mir hätte gär e kloert Polizeigesetz, wou déi Flichten a Rechter vun der Police genau beschriwwe sinn. A mir hätte gär, datt gutt Magistraten zu Lëtzebuerg sinn, mä an der Magistratur! Net an der Police an och net am Statsrot, mä an der Magistratur, do, wou se higehéieren. An do kënne se och op eis voll Ënnerstëtzung zielen.

Politesch, musse mer och soen, si mer enttäuscht, datt haut weder de Polizeiminister do ass nach de Justizminister. Well et ass jo dorëmmer, wou et schlussendlech geet. Et ass net e Problem, wéi och den Här Cruchten et duergestallt hat, vun der Fonction publique, bescheiden a kleng. Et geet vill méi wäit!

A wann een da kuckt wéi a leschter Zäit, wann den Här Braz elo sech den Affekot gemaach huet vun där Revendicatioun vun der Justiz a sech och duerchgesat huet mat enger Nominatioun vun enger Magistratin géintiwwer dem Polizeiminister, dem Här Etienne Schneider, dann hunn ech mer awer d'Fro gestallt, gëschter, wou ech héieren hunn, datt déi gréng sech als loyalen a faire Koalitiounspartner bezeechent hunn, ob dat net och en Akt vun Humor war.

Villmools Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech hu keng weider Wuertmeldung. Dann huet d'Wuert den Här Innenminister, den Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- A Fonction-publiques-Minister.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Jo, an dësem Fall Fonction-publiques-Minister, mä ech mengen, dat mécht der Kaz elo kee Bockel.

Ech wollt fir d'Éischt och dem Rapporteur Merci soen, deen, mengen ech, an enger kuerzer awer trotzdeem ganz transparenter Aart a Weis, d'Aarbechten an der Chamberskommissioun duergestallt huet. Et ass richteg, et ass u sech e klenge Projet, mä et ass awer och richteg, en huet awer eng gewësse Répercussioun op d'Fonctions dirigeantes an eise Statsverwaltungen, an eise Ministèren. An dofir ass et och e ganz wichtegt Gesetz.

Et geet effektiv drëm, fir eng méi grouss Mobilitéit hierzestellen, wat déi Fonctions dirigeantes ugeet an dat kréie mer mat dësem Gesetz och realiséiert. Och wann ech mengen, dass d'Répercussioun vläicht net esou gutt ass, dass een elo iwwert dëst Gesetz muss beim Bommeleeër landen. Ech fannen dat schonn e bëssen abenteuerlech, fir esou eng Konstruktioun fäerdegzebréngen. An ech mengen och net, dass et hei, wéi dat virdrun hei ugeklongen ass, ëm e Saucissonnage geet, dass mer hei eng Etapp no där anerer géife maachen an dass deem heiten den Nogeschmaach vun enger individueller Léisung géif unhaften.

Dat ass et absolutt net, well mer ebe just keng individuell Léisung hei gesicht hunn, mä mir hu ganz kloer eng generell Léisung gesicht, déi net nëmmen op dee Fall zoutrëfft, dee mer elo hei schonn e puermol zitéiert hunn, mä déi op alleguerten déi aner Fäll zoutrëfft, déi an Zukunft kënnen optrieden.

An dat huet natierlech och derzou gefouert, dass mer eis hu misse Gedanke maachen, wéi mer dat genau géife formuléieren. Vill Leit sinn ëm Avise gefrot ginn. An ech muss soen, et ass och hei schonn ugeklongen, an ech kann dat och ganz kloer hei soen - Ehre, wem Ehre gebührt -, et war effektiv e Kolleeg vun der CSV, deen eis nach op weider Problemer opmierksam gemaach huet. Déi hu mer dunn awer ganz schnell zesumme geléist, an engem konstruktive Geescht an der Kommissioun. An dofir wëll ech jiddwerengem Merci soen, deen op déi eng oder aner Aart a Weis derzou bäigedroen huet, dass mer dëse Projet kënnen zu engem gudden Enn bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fonction-publiques-Minister. Mir

kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6799 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6799 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vun der Madame Médiateure vum Joer 2014. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An direkt huet d'Wuert den honorabele Rapporteur, den Här Jean-Marie Halsdorf.

7. 6789 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014)

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut Artikel 8 vum Mediateursgesetz vun 2003 mécht de Mediateur der Chamber all Joer an engem Rapport de Bilan vu sengen Aktivitéiten.

Dorophi gëtt dann hei an der Chamber, esou wéi d'Conférence des Présidents et décidéiert huet, an engem Délai vu sechs Méint no der Presentatioun vun der Médiateure eng Orientéierungsdebatt gemaach.

D'Virbereedung vum Débat ënnersteet der Petitiounskommissioun. An hir Memberen hu mech an der Sitzung vum 4. Mee dëst Joer als Rapporteur designéiert, deen de Rapport iwwert den Débat d'orientation iwwert de Rapport d'activité 2014 vum Mediateur schréftlech a mëndlech virdréit. An deen éischten Débat an där Form huet am Joer 2008 stattfonnt.

D'Madame Err huet hiren Aktivitéitsrapport de 5. Mäerz dëst Joer hei an der Chamber presentéiert. D'Petitiounskommissioun hat sechs Sitzungen, wou se sech iwwert de Rapport ausgetosch huet mat der Médiateure, mat der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a mat Vertrieder vum Statsministère.

D'Petitiounskommissioun huet all parlamentaresch Kommissiounen invitéiert, de Rapport d'activité ze aviséieren, wat se dann och all gemaach hunn. D'Petitiounskommissioun stellt am Kader vum aachten Débat d'orientation och mat Genugtuung fest, dass d'Relatiounen tëschent Chamber a Mediateur gutt sinn.

Här President, e puer Statistiken - fir den Detail verweisen ech op den ausféierleche schréftleche Rapport, deen iwwer 45 Säiten huet. An do stellt een da fest, wann een de Rapport kuckt, dass tëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember 2014 689 Reklamatiounen agereecht goufen. 535 Dossiere goufen ofgeschloss. Dat maachen 82,53%. 25 Demandë waren irrecevabel an et gouf 30 Refus d'examen.

178 Affäre betreffen de Stat, an dat an de Beräicher: Immigratioun, Visa, Pass, Logement, Classes moyennes a Fiskalitéit, an am Duerchschnëtt goufe 86,69% vun den Dossieren ofgeschloss. 80 Affäre betreffen d'Gemengen, an dat an de Beräicher Urbanismus an Affaires communales, an hei goufen duerchschnëttlech 55% ofgeschloss.

Bei de Stats- a Gemengen-Établissement-publicken, wéi d'ADEM, d'CNPF oder de Fonds national de solidarité, gouf et 230 Affären, mat engem Duerchschnëtt vu 77,51% ofgeschlossenen Dossieren.

Ech kommen elo zu engem weidere Kapitel vum Rapport, do, wou et Usus ass, dass Recommandatioune vun der Médiateure gemaach ginn. 2014 goufe keng nei Recommandatioune vun der Médiateure veréffentlecht. Et goufen awer Suggestiounen un d'Chamber, un d'Regierung an un d'Administratiounen, an zwar a folgende Beräicher - och hei verweisen ech fir den Detail op de schréftleche Rapport:

Den éischte Beräich war den „retour à meilleure fortune". Dës Notioun misst méi restriktiv definéiert ginn. Dëse Retour à meilleure fortune spillt jo, wann ee Geld vum Fonds national de solidarité kritt huet. Wann een dann herno Geld aus anere Quelle kritt, ass ee forcéiert, een Deel un de Fonds national de solidarité ze rembourséieren.

Eng aner Suggestioun gouf et iwwert den 30-jährege Délai de prescription. Dëse misst geännert ginn. Weider war en anere Punkt, dass déi sozial Decke bei Aarbechtsonfäegkeet misst verbessert ginn. Verbessere misst een och d'Informatioun vum Aarbechtslose selwer, dem Aarbechtlosen a sech, an zwar iwwer säin Dossier. D'Médiateure schreift och, den Éducatiounsministère misst bei Ufroen an engem vernünftegen Délai äntwerten.

E weidere Punkt ass deen, dass d'Gesetzgebung vum Congé parental ze ännere wär am Kader vun engem Detachement vun engem Lëtzebuerger Statsbeamten.

E weidere Punkt sinn d'Informatiounen a Formulairen, déi eis Verwaltungen un de Bierger ginn. Dës sollte regelméisseg iwwerkuckt ginn. Dat ass eng weider Suggestioun. Gradesou, suggeréiert se, sollten d'Verwaltungen a Gemengen déi direkt Kommunikatioun verbesseren.

Am Kader vun internen an externe Reklassementer an eise Betriber, do mécht d'Médiateure e puer Suggestiounen, ënner anerem déi, d'Modalitéite beim Ausbezuele vun der Indemnité d'attente an och d'Kritäre bei de Rembourssementer ze änneren.

Och sollten déi laang Délaie bei dem medezinesche Service vun der Immigratioun verbessert ginn. An et wär noutwendeg, d'Personal an der Direktioun vun der Immigratioun opzestocken.

Eng detailléiert Informatioun un d'Bierger, déi Hëllefe kréien am Logement, esou och iwwert d'Modalitéite vun de Rembourssementer, déi ass noutwendeg. Dat ass en anere Virschlag.

Well et schwiereg wär, d'Notioun vu reliéisen Associatiounen ze definéieren, misst d'Gesetzgebung iwwert d'minimal Besteierung geännert ginn, fir Härtefäll ze vermeiden; ass eng aner Ureegung. Weider misst déi steierlech Gesetzgebung kontinuéierlech verbessert ginn. A schliisslech misst een d'Gesetz änneren, fir dass d'Europafonctionnairen och vun der Kollektivbesteierung kéinte profitéieren am Fall vun engem Partenariat.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An engem anere Kapitel gouf et Diskussiounen iwwert d'Reform vum Gesetz vum 22. August 2003, dat jo de Mediateur agefouert huet. Am schréftleche Rapport kann een do vill noliesen, notamment dës Virschléi vun der Madame Médiateure: éischtens betreffend den Numm vun der Institutioun, zweetens betreffend hir Pouvoiren an hir Attributiounen.

Do si folgend Punkten, déi ech hei wollt erausschielen, déi si dann opgeworf huet: Éischtens sollte betreffend de Mediateur d'Mënscherechter als generell Kompetenz agefouert ginn. Et sollt eng exceptionnel Erweiderung vun der Saisine bei individuelle Reklamatioune méiglech sinn. D'Zréckgräifen op Experte bei den Aarbechten ass eng aner Ureegung; d'Méiglechkeet, Avisen ze ginn am Kader vu gesetzleche Prozeduren, déi si betreffen, déi de Mediateur betreffen, en anere Punkt. D'Positiounhuele vun der Regierung an engem Délai vun dräi Méint op Recommandatiounen an dës dann och ausféieren an engem vernünftegen Délai, ass eng aner Ureegung.

Am Kader betreffend Reklamatioune gëtt et folgend Virschléi: En Délai aféieren, wou d'Verwaltungen op Reklamatioune Positioun huelen, bei enger Saisine vum Ombudsmann den Délai de recours dräi Méint suspendéieren.

An dann zwee aner Punkten, wou d'Médiateure eng Textännerung freet, betreffend wéini een d'Recht huet, sech un den Ombudsmann ze riichten, an eng aner Textännerung betreffend d'Aarbecht vum Ombudsmann. A schliisslech och, fir d'Evaluatioun vun der Verwaltung anzeféieren.

Betreffend den organesche Statut vum Ombudsmann gëtt et folgend Suggestiounen: D'Delegatioun vun der Ennerschréft aféieren, den Ausbau vun der budgetärer Onofhängegkeet virhuelen, d'Opweeche vum Statut vum Personal vum Mediateur aféieren. Eng Ännerung an der Wahl vum Ombudsmann proposéiert se eis och, a schliisslech d'Formatioun vum Ombudsmann a vum Personal.

En anert Kapitel beschäftegt sech da mat den Äntwerten, déi d'Chamberskommissiounen op d'Demande vun der Petitiounskommissioun ginn hu par rapport zum Rapport vum Mediateur. Do sinn zwielef Kommissiounen, déi sech positionéiert hunn, an zwar iwwer Punkten am Rapport, well dës Punkte si betreffen, wou si also da Kompetenz hunn. Fir deen Detail verweisen ech och op de schréftleche Rapport.

Et si folgend Kommissiounen: d'Comission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, d'Commission des Affaires intérieures, d'Kulturkommissioun, d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'Commissioun de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Medias et des Communications, d'Kommissioun vun der Famill a vun der Integratioun, d'Finanz- a Budgetskommissioun, d'Kommissioun vun der Fonction publique et de la Réforme administrative, d'Commission juridique, d'Kommissioun vum Logement an d'Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Sechs Kommissioune waren net concernéiert am Rapport vun der Médiateure, a si hunn der Petitiounskommissioun dat dann och matgedeelt. Et si folgend Kommissiounen: D'Kommissioun vun der Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs, d'Kommissioun vum Développement durable, d'Kommissioun vun der Ekonomie, d'Kommissioun vun der Émwelt, d'Force-publiques-Kommissioun an d'Kommissioun vun der Gesondheet, de l'Égalité des chances et des Sports.

Wat elo d'Aarbechte vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ugeet, do hate mer dräi Réunions jointes mat dëser Kommissioun, wou och Vertrieder vum Statsministère an d'Médiateure derbäi waren. En Detail vun deenen Diskussioune fannt Der am schréftleche Rapport.

D'Resultat vun deenen Diskussiounen, also dat, wat mer festgehalen hunn, dat wollt ech elo hei méi detailléiert a mengem mëndleche Rapport iwwerhuelen.

Ënnert dem Punkt 7 am schréftleche Rapport kann een dann och d'Konklusioune vun der Petitiounskommissioun liese betreffend d'Evaluatioun vum Mediateursgesetz.

Éischte Punkt: Eng Reform vun dësem Gesetz, vum Mediateursgesetz, drängt sech op.

Zweetens, déi parlamentaresch Kommissioun iwwerhëlt awer net all Propositioune vun der Médiateure, ënner anerem wat d'Aféiere vun enger Investigatiounsgewalt, wat d'Budgetsonofhängegkeet ugeet, och betreffend d'Nominatiounsmodalitéiten an d'Vereedegung vum Ombudsmann souwéi de Statut vum Personal. Dës Punkte goufen net zréckbehalen.

Aner Punkten, déi wollt ech elo opféieren, wat mer do da festgehalen hunn. Wat den Numm vun der Institutioun ugeet, do ass an der Kommissioun festgehale ginn, et sollt een den Numm „Ombudsman" iwwerhuelen, well dat verbessert d'Visibilitéit vun dëser Institutioun par rapport zu aneren Instanzen, déi och Mediatioun maachen.

Et sollt een och de Schutz vu Mënscherechter als Missioun vum Ombudsmann expressis verbis an d'Gesetz schreiwen. Dës Missioun ass délimitéiert duerch de Kompetenzberäich, dee jo besonnesch d'Relatioun tëscht de Bierger an de Verwaltunge betrëfft. De Mediateur, dee préift d'Uwendung vun de Mënscherechter, wann e mat enger individueller Reklamatioun befaasst ass. Aus Kohärenziwwerleeunge mécht et dann och Sënn, de Kompetenzberäich vum Mediateur op all Organissem, deen eng ëffentlech Déngschtleeschtung huet, ze erweideren.

De Perimeter vum Aktiounsberäich vum Mediateur muss kloer délimitéiert sinn an eng prezis Definitioun vu senge Kompetenze muss an d'Gesetz geschriwwe ginn. Schliisslech muss eng Formuléierung fonnt ginn, déi d'Missioun vun der ëffentlecher Déngschtleeschtung prezis definéiert.

D'Kommissioun, déi ass och fir e limitéiert Recht vum Mediateur, sech selwer ze saiséieren. D'Kommissioun deelt och d'Propositioun, fir d'Saisine vum Ombudsmann exceptionnel iwwert déi individuell Reklamatioun eraus ze erweideren, wann et drëm geet, fir eventuell systemesch Dysfonctionnementer ze behiewen. Wann eng individuell Plainte Zweifel opkomme léisst, dass ähnlech Problemer kéinten an aneren Dossiere bestoen, da kritt d'Médiateure Zougréff op dës Dossieren, awer mat der Konditioun, dass déi drëtt concernéiert Persounen hiren Accord ginn hunn.

A kengem Fall kann de Mediateur e generellt Recht vun Autosaisine kréien an och hunn, well den Dysfonctionnement vun enger Verwaltung ënnerläit ganz kloer der Kompetenz vun der Chamber, well déi huet en Enquêterecht.

Et wier och ubruecht, en Délai ze fixéieren, an deem d'Regierung Positioun hëlt zum Prinzip vun enger Recommandatioun. Dëst wier eng Aart, loosse mer soen „accusé de réception", an deem d'Regierung erkläert, ob se eng Recommandatioun ëmsetzt an dann och eventuell en Délai dozou, oder awer dann eng Motivatioun, firwat d'Recommandatioun net ëmgesat gëtt. Dëst wier awer sécher net e bindenden Délai, fir d'Recommandatioun ëmzesetzen.

D'Verwaltunge sollen, esou wéi bei parlamentaresche Froen, och en Délai vun engem Mount opgezwonge kréien, an deem se op d'Bréifpost vum Mediateur äntwerte mussen. An dësen Délai kann dann op zwee Méint verlängert ginn, wann et sech ëm komplex Dossieren handelt.

D'Petitiounskommissioun proposéiert och, d'Méiglechkeet ze ënnersiche vun enger Suspensioun vun den Délais de recours virun de Juridictiounen, also virun de Geriichter, wann de Mediateur mat engem Dossier befaasst ass. D'Suspensioun géif ufänken deen Dag, wou den Ombudsmann mam Dossier befaasst gëtt. An enger éischter Etapp gëtt gemengt, et misst elo emol gekuckt gi bei de belschen Autoritéiten, do misst nogefrot ginn, wéi d'Suspensioun vun den Délais de recours bei hinnen ugewant gëtt.

Weider ass d'Kommissioun dann och der Meenung, dass et Sënn mécht, an d'Gesetz anzeschreiwen, dass den Ombudsmann a sengen Aarbechten op Mediatioun a Schlichtung zréckgräift. An d'Kommissioun proposéiert och ze ënnersichen, ënner wéi enge Konditiounen de Mediateur seng Ennerschréft kéint un e Fonctionnaire delegéiere fir intern administrativ Entscheedungen, fir dann an deem Fall déi noutwendeg Prezisiounen an d'Gesetz vum Mediateur anzeschreiwen.

D'Kommissioun ass och der Meenung, dass d'Recht vum Mediateur, fir sech beim Ausféiere vu senge Missioune vun Experten assistéieren ze loossen, soll am Gesetz verankert ginn.

An een anere Punkt, dee mer zréckbehalen hunn, ass folgenden - do ass d'Fro gestallt ginn: Wéini ass eng Reklamatioun beim Mediateur recevabel? Gutt, laut Paragraf 1 vum Artikel 3 vum Mediateursgesetz ass dat, wann appropriéiert administrativ Démarchen ënnerholl goufen. Mä dës sinn awer net prezis (veuillez lire: net preziséiert), an doduerch kann et da verschidden Interpretatiounsméiglechkeete ginn. Fir Kloerheet ze schafen, proposéiert och d'Médiateure eng aner Formuléierung, an zwar folgend: «qui n'a pas eu satisfaction». D'Kommissioun deelt de Prinzip, dës Dispositioun ze preziséieren, an décidéiert, eng méi ugepasste Formuléierung am Kader vun den Aarbechte vum Mediateursgesetz ze sichen.

D'Kommissioun hält och fest, ze kucken, wéi eng Secreten dem Mediateur opposabel sinn, besonnesch och an der Hypothees, dass de Mediateur eng Méiglechkeet hätt vun enger limitéierter Autosaisine. De Secret am Beräich Santé, am Beräich Finanzen an am Beräich Steieren, déi sinn net opposabel, just an de Beräicher Aussepolitik, national Verteidegung a Statssécherheet kënnen Informatiounen zréckgehale ginn.

En anere Punkt, dee mer och abordéiert hunn a wou mer zu enger Konklusioun komm sinn, dat ass dee vum Aschreiwe vum Mediateur an der Verfassung. D'Petitiounskommissioun deelt d'Propositioune vun der Institutiounskommissioun, fir d'Diskussioune betreffend d'Aschreiwen an d'Verfassung vum Ombudsmann ze verdéiwen. Sollt dann en Accord fonnt ginn, kéint den Ombudsmann grad wéi de Rechnungshaff am Kapitel vun der Chambre des Députés an net an deem vun de fundamentale Rechter ageschriwwe ginn.

En anere Punkt, deen och abordéiert gëtt, ass dee vum Code de bonne conduite administrative. An do steet Folgendes am Rapport: D'Petitiounskommissioun hëlt Kenntnis vun den Erklärungen aus der Fonction-publiques-Kommissioun, dass verzicht ginn ass, Deontologierege-

len an de Statut général vun de Statsbeamten anzeschreiwen, an dat wéinst Kriticken am Avis vum Statsrot zum Gesetz vum Reformpak an der Fonction publique.

Aus Kohärenzgrënn sollten de Code de bonne conduite administrative an den Deontologiecode parallell ugepasst an ausgeschafft ginn an et sollt dann och mat de Syndikater diskutéiert ginn.

Laut Minister sollen de Code de bonne conduite administrative an d'Deontologieregelen eréischt verëffentlecht ginn, nodeems de Reformpak ëmgesat ass an d'Resultater vun där Reform evaluéiert sinn.

D'Petitiounskommissioun notéiert, dass d'Aarbechten iwwert de Code de déontologie an de Code de bonne conduite administrative am Joer 2016 misste finaliséiert sinn.

Madame Presidentin, fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Zum Ofschloss villmools Merci un d'Membere vun der Petitiounskommissioun, un der Spëtzt de President Marco Schank, mä och un all déi aner Kolleeginnen a Kolleegen, déi duerch hir Beiträg, déi och am Rapport festgehale sinn, dës Debatt beliewen. E spezielle Merci un eis Sekretärin vun der Petitiounskommissioun, d'Madame Tescher, fir hir performant Mataarbecht am Opstelle vun dësem Rapport.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Halsdorf. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madame Cécile Hemmen. Madame Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. E ganz grousse Merci och dem Rapporteur fir dee ganz detailléierte Rapport. Effektiv, et si ganz vill Zuelen an et ass och e ganz laange Bericht. Dir hutt do e gudde Rapport op dëser Plaz gemaach an duerfir, wéi gesot, e grousse Merci!

Gutt zéng Joer no der Kreatioun vun der Institutioun vum Mediateur ass dës Innovatioun net méi aus eisem administrativen a politesche Liewen ewechzedenken. Dir hutt vill Zuelen héieren, an och opgrond vun der Unzuel vun den Dossieren a vun den Affären, mat deenen d'Madame Médiateure befaasst gouf, ass d'Daseinsberechtegung och weiderhi gi vun dëser Institutioun.

No der laangjähreger an exzellenter Aarbecht vu mengem Parteikolleeg, dem Marc Angel, ass et dann elo fir mech déi éischte Kéier, fir de Rapport vun der Médiateure hei an der Chamber fir d'LSAP ze kommentéieren. An ech géif dann och direkt wëllen ufänke mat der gudder Nouvelle virop, dass de Rapport d'activité 2014 vun der Médiateure e ganz besonnesch gudde Bilan opzeweisen huet mat ëmmerhin 82,53% vun den Affären, déi clôturéiert goufen.

Hëlt een dann elo de Rapport e bësselche méi genee ënnert d'Lupp, esou fält op, dass mer eis hei an esou engem filigranen Domän vun Terminologië bewegen, géif ech emol soen, wou et ëm Definitioune geet an Differenzen tëschent Recommandatiounen, Suggestiounen a Préconisatioune vis-à-vis vum Législateur grad wéi a Richtung vun eisen Institutiounen.

Huele mer et virewech: 2014 goufe keng nei Recommandatioune vun der Médiateure publizéiert, duerfir ginn et awer 15 Suggestiounen un d'Chamber, un d'Regierung an och un d'Verwaltungen. Interessant ass de Constat, dass op ronn 50 Recommandatiounen, déi an de leschten zéng Joer vun der Médiature formuléiert goufen, der grad emol 25 ausgefouert gi sinn, wat seet, an dat ënnersträicht d'Madame Médiateure eemol méi, dass eng Recommandatioun keng Obligation d'exécution huet.

Als Spriecherin vun der LSAP wéilt ech besonnesch op e puer Punkten agoen, déi fir eis Partei nawell vu Wichtegkeet sinn, virop de Volet vun den Délaien, deen och schonn op dëser Plaz ugeschwat ginn ass: de Prescriptiounsdélai, an domat och d'Délaien, wou de Bierger soll eng Äntwert kréien, grad ewéi d'Délaie fir eng Reaktioun op eng Reklamatioun oder eng Informatioun, wann eng Plainte sans suite soll klasséiert ginn.

Hei krute mer vun der Regierung matgedeelt, dass de Gesetzesprojet, deen d'Bestëmmunge vun der europäescher Direktiv vun 2012 soll ëmsetzen a puncto Legislatioun vu Bäistand, Ënnerstëtzung a Schutz vun Affer vu Kriminalitéit an der Ausaarbechtung ass. Mir erwaarden eis eng kloer Verbesserung vun de Rechter souwuel vun den Affer wéi och vun hire Familljen.

Eng weider interessant Suggestioun, déi d'LSAP absolutt begréisst huet, ass d'Suspensioun, also d'Ënnerbriechung, vum Délai de recours op eng Zäitdauer vun dräi Méint vun deem Moment un, wou den Ombudsmann mat der Affär saiséiert gouf. Am Paragraf 2 vum Artikel 3 vum Gesetz vun 2003 steet wuel dran, dass, wann eng Reklamatioun beim Mediateur agereecht gouf, d'Prozedur an domat den Délai de recours virum Geriicht net géif ënnerbrach ginn. Dat huet da mat sech bruecht, dass d'Reklamanten, wa si an enger Mediatioun waren, eng Geriichtsprozedur hu missen agoen, fir hir lafend Rechter net ze verléieren. Eng Ënnerbriechung op Zäit hätt deemno de Virdeel, dass keng onnëtz Geriichtskäschten op déi Leit zoukommen, desto méi, wou iwwert d'Mediatioun jo e séiere Konsens tëschent de Parteien ugestrieft gëtt.

Eng ganz begréissenswäert Suggestioun ass och déi, dass d'Regierung an hir Administratiounen den Délai vun dräi Méint sollten anhalen, fir op d'Recommandatioune vun der Médiateure ze reagéieren, an dat opgrond vum Avis vun der Commission de Venise. De Konsens soll dee sinn, dass d'Regierung an hirem Accusé de réception matdeelt, ob si bereet ass, d'Recommandatiounen ëmzesetzen, a wa jo, a wéi engem Zäitofschnëtt. A wann net, da soll eng kloer Motivatioun opgefouert ginn. Den Délai fir d'Verwaltunge soll sech op ee Mount beschränken, mat der Méiglechkeet, fir nach ee Mount ze verlängeren, wann et sech ëm e komplexen Dossier handelt.

E weidere Sujet, wou et iwwert d'Gemenge geet, an domat op direktem Wee natierlech och bei de Bierger, kann d'LSAP de Suggestioune vun der Médiateure nëmmen zoustëmmen. Wéi ech et uganks scho gesot hunn, ka villes a grad op Gemengenniveau iwwer eng gutt Kommunikatioun gekläert ginn. Ech begréissen den Appell vun der Médiateure un déi Gemengeresponsabel, fir sech Zäit ze huelen fir en Austausch mat de Bierger a fir gegebenenfalls och esou eng Mediatioun, jo souguer eng Conciliatioun ze bewierken. Och wann de Courrier, an domat natierlech déi schréftlech Ënnerlage wichteg an noutwendeg sinn, esou geet awer näischt iwwer e Gespréich, wou de Problem an och d'Thematik vun der Ausenanersetzung ënnert d'Lupp geholl ginn, en vue vun enger räsonabeler an zefriddestellender Léisung fir jiddwereen.

Komme mer elo vläicht op d'Missioun vum Mediateur ze schwätzen an domat op d'Suggestiounen a Bezuch op d'Reform vum Mediateursgesetz vun 2003, mat virop der Bezeechnung, der Attributioun an de Pouvoire vun där Institutioun.

Fir all Duercherneen an och all Verwiesslung mat de Mediateuren an deene verschiddenste Beräicher aus de Féiss ze goen, ass sech op d'Bezeechnung vun „Ombudsman" gëeenegt ginn. Esou gëtt och zu Lëtzebuerg déi mëttlerweil geleefeg international Bezeechnung ugewant. D'Visibilitéit wäert deemno verstäerkt ginn, besonnesch elo, wou munnech Secteure Mediatiounsservicer wäerten ausschaffen.

Wat den Aktivitéitsberäich ubelaangt, esou sollen d'Kompetenze vum Ombudsmann sech op privat Institutiounen ausweiten, déi eng ëffentlech Missioun ausféieren. Um Niveau vun der Santé an och vun de Spideeler huet de Problem sech geléist, well et jo elo mëttlerweil do e Mediateur gëtt. Op villen anere Plaze ginn et awer nach Inkohärenzen. Ech denken do zum Beispill un d'Schoulen, ech denken un d'Structures d'accueil, un d'Zentre fir eeler Leit an, an, an.

Wann och nach ganz vill Froen opbleiwen an nach esou munches rechtlech muss gekläert ginn, esou ass et awer wichteg, dass eng begrenzt Erweiderung vun de Kompetenzen op privat Strukturen, déi e Service public exekutéieren, muss kommen, am Sënn natierlech vum Benotzer oder awer vum Client vun den eenzelne Strukturen, déi en Urecht sollen hunn op e beschtméiglechen a virun allem gerechte Service.

E weidert ganz interessant Thema ass d'Kompetenz vum Ombudsmann am Schutz grad wéi um Niveau vun der Verletzung vun de Mënscherechter, déi och schonn hei ugeschwat goufen.

Am Artikel 41 vun der Charta iwwert d'fundamental Rechter ass stipuléiert, dass all Mënsch d'Recht huet, dass seng Saachen an Affären „impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable" vun den Institutiounen a soss Organer vun der Unioun sollen traitéiert ginn. An et ass den Ombudsmann, dee grad déi Instanz ass, déi dëst soll garantéieren. Den Ombudsmann, deem seng Missioun sech haaptsächlech op d'Relatioun vum Bierger par rapport zu de Verwaltunge bezitt, sollt deemno an deem spezifesche Beräich préiwen, ob d'Mënscherechter respektéiert ginn oder net.

Mir, d'LSAP, stinn hannert enger Formulatioun am Gesetz, déi kloerstellt, dass den Ombudsmann op Demande kontrolléiert, ob d'Verwaltung international an och national Texter iwwert d'Mënscherechter respektéiert.

Mediatioun a Conciliatioun, dës zwee Begréffer sollen d'Missioun vum Ombudsmann definéieren. Et ass kloergestallt, dass den Ombudsmann op all Expert vu sengem Choix kann zréckgräifen, fir e Rot ze froen a fir sech assistéieren ze loossen.

Am Fall wou den Ombudsmann freet, fir vum Recht vun enger Autosaisine Gebrauch ze maachen, esou ass heizou ze soen, dass et sech ëm eng exceptionnel Ausweitung handelt, déi wuel vun enger individueller Reklamatioun ausgeet, mä awer kéint op aner systematesch (veuillez lire: systemesch) Dysfonctionnementer hiweisen.

D'LSAP ass der Meenung, dass de Prinzip vun der Befaassung vum Mediateur duerch eng Persoun respektiv en Deputéierte muss bäibehale ginn.

An Ausnahmefäll kéint ee sech virstellen, dass de Mediateur och Zougang kritt op Plazen a Servicer vu Verwaltungen, déi dem Public net zougänglech sinn. E misst e Recht hunn, fir all Persoun ze héieren, déi opschlossräich Informatiounen oder awer Erklärunge ka ginn. An e misst kënnen op Informatiounen zréckgräife vu Verwaltungen, déi net an direktem Zesummenhang sti mat der Affär vun der Reklamatioun, op där grad geschafft gëtt.

Och wann dës Demanden ubruecht sinn, esou sief awer drop higewisen, dass all Accès an individuell Dossiere vun Drëttpersoune muss vun de Concernéierten och accordéiert ginn.

A well d'Beschreiwung vun den Tâchen - déi am Gesetz vum August 2003 - éischter deene vun engem Conciliateur entsprécht, wier et ubruecht, dëst och gesetzlech festzehalen. A grad an deem Kontext begréisst d'LSAP, dass mer op de Wee gi vun enger Proposition de loi an net vun engem Projet de loi. Dat heescht an anere Wierder, dass et d'Chamber ass, déi et an der Hand huet, fir d'Aarbecht hei unzegoen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Prinzip vun der Mediatioun berout op der Neutralitéit, op der Diskretioun, op der Onofhängegkeet, op der Onparteilechkeet a virun allem op der Gerechtegkeet. De Victor Hugo huet geschriwwen: «Qu'y a-t-il au-dessus de la justice?». D'Äntwert ass: «L'équité.»

A wann ech op dëser Citatioun hei wëll ofschléissen, da fir eemol méi drop hinzeweisen, dass grad d'Équitéit, also d'Gerechtegkeet, ee vun de véier fundamentale Wäerter ass, déi déi politesch Aktioun vun der LSAP leeden.

Och duerfir ënnerstëtzt meng Fraktioun d'Aarbechten an och d'Konklusiounen, déi vun de verschiddene Kommissioune gezu goufen. An ech soen e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madame Hemmen. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 1809 gouf schonn a Schweden den éischten „Ombudsman" gewielt. Bei eis zu Lëtzebuerg war et 1976, wéi en éischte Projet développéiert gouf, fir en Ombudsmann ze kreéieren. Dat war ënnert der DP/LSAP-Regierung. Dee Projet war och un d'Chamber an de Statsrot weidergeleet ginn. Mä en ass allerdéngs dunn zréckgezu ginn, well u sech nach net d'Zäit räif war, fir esou eng Institutioun ze schafen. Um Niveau vun der EU ass schonn 1992 awer och de Mediateur geschafe ginn.

Et huet du gedauert bis de 16. Juli 2003, ier mer op dëser Plaz de Poste vum Ombudsmann geschafen hunn. Et muss een och do hei fairerweis ënnersträichen, datt d'Begeeschterung net op alle Bänke ganz grouss war fir déi nei Institutioun. Besonnesch aus de Reie vum ëffentlechen Déngscht koum deemools awer eng gewëssen Oppositioun. Mä et ass wéi esou oft am Liewen: Eng Iddi muss hire Wee goen, fir datt een erausfënnt am Laf vun de Joren, datt se awer hir Wichtegkeet huet. E gutt fonctionnéierende Rechtsstat, eng Demokratie, déi hiren Numm verdéngt, kann haut net méi op déi Institutioun verzichten.

Dem Gesetz vun 2003 no ass jo den Ombudsmann kompetent fir Reklamatiounen, wat de Fonctionnement vum Stat a vun de Gemengen ubelaangt an och vun Établissements publics. Déi meescht Dossieren aus dem Rapport 2014 entfale jo op Établissements publics, wou virun allem jo d'Sécurité sociale - a wie verwonnert et! - un éischter Plaz ass.

De Rapport 2014 steet virun allem awer och am Zeeche vun der Evaluatioun vun deem Posten, an d'Madame Err huet jo - an ech wëll och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir hir an hire Mataarbechter e ganz grousse Merci auszesprieche fir déi excellent Aarbecht, déi se am Laf vun deene leschte Jore gemaach hunn -, si huet jo virun allem drop higewisen, datt den Zäitpunkt komm ass, fir u sech eng Bestandsopnahm ze maachen, fir och ze kucken: Wéi kann een déi Fonctioun, wéi kann een déi Institutioun u sech nach besser upassen?

Selbstverständlech geet et hei an éischter Linn ëm d'Kompetenzen. Schonn den éischten Ombudsmann, den Här Fischbach, huet jo regelméisseg drop higewisen, datt et wichteg wier, d'Kompetenze vun dem Ombudsmann hei ze erweideren. Déi Iwwerleeunge beroue jo och zu engem gudden Deel op enger Recommandatioun vum Conseil de l'Europe.

D'DP ass ouni Zweifel och der Meenung, datt fir all déi Beräicher, déi eng Mission publique betreffen, soll d'Kompetenzfeld vum Ombudsmann erweidert ginn. D'Petitiounskommissioun huet sech jo an deem Sënn och där Iddi ralliéiert. Natierlech mussen awer e puer Froen hei am Virfeld gekläert ginn, zum Beispill: Wéi solle mer dat definéieren? Gëtt dat pro Secteur gemaach? Et ass also nach munche Klärungsbedarf do.

Andeem mer natierlech dann objektiv Kritäre géife festhalen, géif sech dat och vereinfachen, fir an Zukunft dat Kompetenzfeld nach méi kloer festzehalen. Ech ginn op ee Beispill hei an, dat ass de Beräich vun der Santé, wou jo den Ombudsmann d'Recht huet, Kloe vu Patienten entgéintzehuelen aus ëffentleche Klinicken. Par contre, Leit aus Privatklinicke kënnen dat net maachen. Entre-temps ass zwar och e Mediateur um Niveau vun der Santé agesat ginn. Et si jo Leit, déi mengen, dat wier net gutt gewiescht, datt deen aus dem Ministère kënnt. Ech wëll dat awer elo hei net weider verdéiwen.

Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt all Mediateur, egal op wat fir engem Niveau an egal a wat fir engem Beräich datt en aktiv ass, awer misst zumindest eng spezifesch Formatioun och hunn.

Allerdéngs huet den Ombudsmann ganz kloer och seng Grenzen. An da si mer direkt och an deem, jo, et muss ee soen „sensibele Beräich" vun der Autosaisine. Et ass jo dee Kärpunkt, wouriwwer ganz vill diskutéiert gëtt: Wéi wäit soll u sech déi Kompetenz nach ausgewäit ginn? Mir wësse ganz kloer, wa mer dem Ombudsmann do zum Beispill d'Recht op Investigatioune ginn, da riskéiere mer natierlech och, där Fonctioun e juridictionnelle Charakter ze ginn. Duerfir si mir als Demokratesch Partei do e bësselche méi retizent.

Mir mengen zwar, datt et a limitéierten, ganz limitéierte Fäll ka méiglech sinn, fir eng méi breet Enquête ze maachen, mä datt dat natierlech an Ofsprooch mat där zoustänneger Administratioun muss geschéien. E generellt Investigatiounsrecht gëtt vun eis allerdéngs net gedeelt. Et muss een awer natierlech an där ganzer Diskussioun och eng Differenz maachen zwësche Mediateur an Ombudsmann. Ech mengen, och déi Diskussioun géif eis dozou bréngen, fir d'Kompetenzfeld u sech nach méi kloer hei ze definéieren.

Ech wëll och hei op d'Recommandatioun 1615 aus dem Joer 2003 vum Conseil de l'Europe hiweisen, déi natierlech och e gudde Guide kann duerstellen.

Ech mengen, manner Problemer hu mer natierlech mat der Iddi, datt an Zukunft den Ombudsmann sech nach ka mat méi Experten ëmginn. Mir begréissen dat souguer ausdrécklech, well et däerf ee jo awer net vergiessen, datt een hei muss e Multitalent sinn, wat déi Fonctioun ubelaangt. Et huet ee mat esou vill verschiddenen Domänen ze dinn, soudatt et evident ass, datt een hei awer soll sech roueg kënnen nach mat Experten ëmginn.

Da gëtt och d'Demande gestallt, fir méi eng budgetär Onofhängegkeet ze kréien. Och do hu mir allerdéngs méi eis Reserven. Mir mengen, datt déi Fonctioun hei soll ganz kloer ënnert Tutelle vun der Chamber bleiwen.

D'Madame Médiateure huet dann och d'Fro gestallt, ob een net kéint eng Suspensioun vum Délai de recours virgesinn. Och do si mer allerdéngs vill méi virsiichteg. Mir gesinn dat éischter problematesch. Dat kéint sech am héchste Fall op ganz begrenzte Fäll limitéieren, well mer jo awer mengen, wann een dat dote géif allgemeng aféieren, datt do awer och kéint d'Gefor entstoen, datt Drëttpersoune kéinte gegebenenfalls hei léséiert ginn.

Wat dann d'Ernennung och vun engem Adjoint ubelaangt, och do si mer méi zréckhalend, well mer der Meenung sinn, datt dat awer hei zu Lëtzebuerg vläicht net onbedéngt noutwendeg ass. Et däerf ee jo net vergiessen, datt den Ombudsmann hei zu Lëtzebuerg ëmmer mat enger Persoun identifizéiert gëtt. Duerfir soll een net onbedéngt en Adjoint virgesinn.

Wat awer elo d'Fuerderung ubelaangt, fir awer eng Délégation de signature an Zukunft virzegesinn, ech mengen, dat ass eppes, iwwert dat soll ee wierklech nodenken, och wa sech dat zwar soll op de Courrier limitéieren, dee vläicht net déi Envergure huet. Mä et ass kloer, wann eng Verwaltung wëllt méi e Fluid kréien, dann ass et wichteg, datt ee vläicht dat doten an Zukunft och virgesäit.

Ech mengen, ee Punkt, deen d'Madame Err schonn e puermol ugeschnidden huet, wat een och novollzéie kann, dat ass de Rekrutement vu Personal, datt se sech do wëllt méi Flexibilitéit ginn. Et däerf een natierlech net vergiessen, datt jo awer déi Institutioun ënnert Tutelle vun der Chamber steet. Et kann een also quasi vun enger parastaatlecher Struktur schwätzen. Mir mengen also, datt hei awer och missten d'Regele vun der Fonction publique an éischter Linn spillen.

Ech wëll awer dann och drop hiweisen, datt mer jo awer de 24. Mäerz hei en neie Statsbeamtestatut votéiert hunn an datt dee jo awer eng Rei nei Pisten opzeechent an eng Rei nei Méiglechkeete gëtt, wat de Rekrutement ubelaangt. Ech erënneren zum Beispill drun, datt an Zukunft déi Zäit, déi een am Privatsecteur verbruecht huet, beim Recalcul vun der Carrière ka ganz benotzt ginn. Fréier war dat net de Fall, oder et ass bis dato nach net de Fall. Ab dem 1. Oktober ass dat jo dann anescht. Op där anerer Säit kann ee jo awer och, wann een zwielef Joer Experienz an dem Privatsecteur huet, an de Statsdéngscht integréiert ginn. Ech mengen, dat sinn awer scho Méiglechkeeten, fir am Fong geholl e bësselche méi mat manner Barrièrë kënnen ze rekrutéieren. An do bidde sech am Fong geholl och nei Piste fir d'Fonctioun vum Ombudsmann respektiv fir déi ganz Verwaltung.

E wesentleche Punkt, deen och net nei ass, dee schonn e puermol hei diskutéiert ginn ass, dat ass natierlech d'Bezeechnung. Am Volleksmond gëtt gäre vum „Knoutermann" geschwat. Ech géif soen, dat ass zwar eng Bezeechnung, déi solle mer an Zukunft net méi benotzen. Onofhängeg dovun, datt op Lëtzebuergesch den Term „Mann" jo e Geschlecht duerstellt an awer den „Ombudsman" de Moment eng Fra ass, kléngt dat vläicht e bësselche pejorativ. „Knoutermann" passt op alle Fall net grad esou gutt. Mir sinn éischter der Meenung, datt ee soll op den Term vum „Ombudsman" zréckkommen, datt een deen och soll definitiv zréckbehalen.

D'Madame Médiateure hat jo do proposéiert, fir den Term vun „Ombudsmediateur" zréckzebehalen. Dat fanne mer awer trotzdeem, bei allem Respekt fir dee Virschlag, dach relativ komplizéiert. An ech wëll och hei mäi Fraktiounskolleeg Guy Arendt zitéieren, deen d'lescht Joer schonn op dëser Plaz gesot hat, datt dat e ganz onglécklechen a schwéierfällegen Term wier. Ech géif och soen, d'Meenung vun der DP huet sech zu deem Punkt och do entre-temps net geännert. Mir sinn also éischter der Meenung, esou wéi d'Petitiounskommissioun et och gesäit, fir dann op den Term vun dem „Ombudsman" zréckzekommen.

Op där anerer Säit gëtt jo dann och gefrot, fir zousätzlech Kompetenzen um Niveau vun de Mënscherechter ze kréien. Ech mengen, et ass evident, wann een déi Fonctioun huet, datt een d'office natierlech och muss Kompetenzen um Niveau vun der Wahrung vun de Mënscherechter hunn. Et däerf een natierlech net vergiessen, mir hunn do dräi Strukturen hei zu Lëtzebuerg, déi duerfir kompetent sinn. Duerfir misst an deem Gesetz, wat mer jo elo sollten eng Kéier hei diskutéieren - an där Proposition de loi -, vläicht och virgesi ginn, wéi wäit datt d'Kompetenzen och um Niveau vun de Mënscherechter hei wäerten an Zukunft fir den Ombudsmann spillen.

Eng aner wichteg Fro ass natierlech: Solle mer déi Institutioun an eis Verfassung aschreiwen? Selbstverständlech, eng Constitutioun vun engem Rechtsstat muss virun allem derfir suergen, datt de Bierger virum Stat, virun engem arbiträre Stat geschützt gëtt. An da läit et natierlech op der Hand, datt och déi dote wichteg Fonctioun soll eng institutionell an eng konstitutionell Basis kréien. Deen Iwwerleeungsprozess ass jo nach net ganz ofgeschloss. Mir verschléissen eis jiddefalls net, fir datt och gegebenenfalls zu engem gewëssenen Termin soll d'Fonctioun vum Ombudsmann an eis Constitutioun ageschriwwe ginn.

D'Madame Médiateure huet jo och bedauert - an net zu Onrecht -, datt vun deene 50 Recommandatiounen, déi bis elo opgestallt goufen, der eréischt 25 ëmgesat goufen. D'Regierung soll jo elo an Zukunft an engem Délai vun dräi Méint zumindest Stellung zu de Recommandatioune bezéien. Ech fannen dat eng gutt Approche, well dat erlaabt eis jo och, als Chamber dann och ze reagéieren, sief dat iwwert de Wee vu Question parlementaire, sief dat iwwer eng aner Initiative parlementaire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och nach e puer Wuert zum Rapport u sech vun 2014 hei soen. Wéi gesot, 689 Reklamatiounen, eleng dee Chiffer beleet jo, wat fir eng Importenz datt déi Institutioun entre-temps kritt huet. Verschidde Fäll, déi beim Mediateur agaange sinn, weise jo op Problemer hin, déi am Kontext vun zukünftege Gesetzesännerungen ugeschwat kënne ginn, zum Beispill op Säit 83 de Retour à meilleure fortune am RMG-Gesetz, wat jo och deemnächst soll hei dann iwwerschafft ginn.

Wat elo déi sozial Ofsécherung ubelaangt am Fall vun Incapacité de travail, esou menge mer, datt déi Problematik effektiv nach e bësse méi genee misst analyséiert ginn, well et jo awer do wierklech zu Härtefäll ka kommen an och eenzel Leit riskéieren, an eng prekär finanziell Situatioun domat ze kommen.

Och den interne Reklassement gouf jo thematiséiert. Ech mengen, op dat Thema brauch ech jo awer elo net méi anzegoen, well mer jo d'lescht Woch dat hei en long et en large diskutéiert hunn an och eng nei Gesetzgebung zréckbehalen hunn.

Dann ee Punkt, dee leider, muss ee soen, ëmmer erëmkënnt - zu Recht! -, wou een als Bierger och ongehale gëtt an net frou ass, dat ass deen natierlech, datt een entweder iwwerhaapt keng Äntwert op eng Ufro kritt oder datt et immens laang dauert. Och dës Kéier ass erëm deen een oder deen anere Ministère oder déi eng oder déi aner Verwaltung hei opgezielt ginn.

Ech gi ganz gären zou, dat mécht een als normalen Administré - an dat si mer jo och alleguerten - heiansdo, jo, scho queesch, wann een e Bréif schreift, et kritt ee keng Äntwert oder et dauert zwee, dräi Méint an da kritt een e lapidare Saz zréckgeschriwwen. Ech fannen, an engem Zäitalter, wou mer esou vill Wäert op d'Biergerbedeelegung leeën, esou vill Schutz dem Bierger wëllen an engem rechtsstaatleche Gebilde ginn, datt do de Bierger dann awer och soll gewësse Rechter hunn.

A virun allem een elementaart Recht ass dat, datt en och adequat behandelt gëtt, soudatt een ëmmer erëm muss drop hiweisen, och verschidde Verwaltunge vläicht muss drun erënneren, datt se awer och eng Flicht hu vis-à-vis vum Bierger an datt se och sollen a räsonabelen Délaien eng Äntwert ginn.

Dowéinst ass dat net méi wéi ze begréissen, datt jo elo d'Verwaltunge solle bannent engem Mount eng Äntwert ginn. Datt se sech natierlech kënnen awer e Sursis froen, ass evident. Ech mengen, et gëtt heiansdo ganz kniwweleg Dossieren, wou et evident ass, datt een net vun haut op muer kann eng Äntwert ginn.

Ech wëll an deem Kontext iwwregens emol nach eng Kéier un eng Proposition de loi vum fréieren Deputéierten Henri Grethen hei erënneren, dee jo deemools proposéiert hat, fir et ëmzedréien: Datt no dräi Méint, wa keng Äntwert komm ass, datt dat net e Refus soll bedeiten, mä datt et en Accord soll bedeiten.

Mir musse vläicht net onbedéngt zréckkommen, fir elo hei op déi Manéier ze légiféréieren, mä wierklech nach eng Kéier den Appell - dee gëllt net nëmme fir d'Verwaltungen, dee gëllt och fir d'Gemengen -, fir dach awer hei méi geziilt Äntwerten ze ginn, wa se scho vun de Bierger drop ugeschwat ginn.

Ech wëll an deem Kontext, och wann dat net esou direkt zum Rapport hei gehéiert, drop hiweisen, dat gëtt et regelméisseg - an et huet ee selwer schonn déi negativ Erfahrung gemaach -, wann een iergendwou an engem Büro urifft an den Tëlefon schellt Minutten a Minutte laang an et hieft keen op, dat ass einfach net novollzéibar. Et mengt ee jo, an engem modernen Zäitalter misst et dach méiglech sinn, datt no esou vill Appellen dat misst automatesch op eng Zentral ëmschalten, mä dat schéngt awer a ville Beräicher nach ëmmer net de Fall ze sinn. Och hei, wéi gesot, den Appell, datt awer vläicht emol géifen e puer Efforten zousätzlech gemaach ginn.

Da si mer och beim Punkt 7, wou higewise gëtt op eng Rei vu Formulairen, déi besonnesch um Niveau vun de Gemengen ausgestallt ginn, déi schwéier verständlech sinn. Jo, och do soll ee sech emol an d'Haut vun dem normalen Administré, jo, vun den normale Bierger versetzen. Sécher, ech mengen, een, deen all Dag mat juristeschen Termen ze dinn huet, mat Texter, Gesetzestexter ze dinn huet, fir deen ass dat praktesch eng Evidenz, wann en esou e Formulaire virgeluecht kritt. Mir mussen eis jo awer och, wéi gesot, an de Vis-à-vis versetzen, deen net all Dag domadder ze dinn huet. An duerfir wier et effektiv net vu Muttwëll, wann ee géif versichen, eng Rei vu Formulairë méi einfach duerzestellen, well dat fir d'Leit jo awer oft ganz problematesch ass.

Dann ass jo och an engem oder deem anere Fall drop higewise ginn, datt et laang gedauert huet, bis eng Interventioun kënnt, wou Leit dräi Méint u sech, sief dat telefonesch, sief dat schréftlech, sief dat op der Plaz selwer bei enger Verwaltung intervenéiert sinn, dat ouni Resultat. Och do muss ee sech awer munch Froe stellen, ob dat nach tragbar trotzdeem ass.

Ech mengen, ech wëll elo net hei pauschaliséieren, mir wëssen, datt eise Statsapparat duerch d'Bank ganz gutt fonctionnéiert. Natierlech gëtt et emol nach eng oder déi aner Schwaachstell. An dowéinst ass et jo och gutt, datt mer déi heiten Institutioun hunn, déi natierlech mam Fanger dorobber hiweist. An dat soll och an Zukunft esou geschéien.

Ech wëll dann och nach eng Kéier kuerz op de Punkt 13 hiweisen, wou jo suggeréiert gëtt, den Impôt minimum fir reliéis Gemeinschaften ze sträichen. Da si mer och ganz séier beim Punkt 14, wou eng Vereinfachung vun der Steiergesetzgebung jo och préconsiéiert gëtt. Ech wëll elo net deem hei virgräifen. Ech sinn alles aneschters och wéi e Spezialist an der Steiergesetzgebung. Mä mir wësse jo awer, datt dat fréier oder spéider wäert och hei en Thema ginn, soudatt een am Fong geholl dat och net brauch zu dësem Thema méi ze verdéiwen.

Ech wëll dann ofschléissend awer och drop hiweisen, datt et ganz interessant ass, datt sämtlech Kommissiounen hei aus der Chamber ëmmer Positioun bezéien. Déi, déi natierlech net concernéiert waren, haten et méi einfach. Anerer hu sech enorm vill Méi gemaach, flott Rapporte gemaach an och flott Iddien do développéiert.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen, wat ech aganks gesot hunn. Et waren natierlech Retizenzen, wéi d'Fonctioun vum Ombudsmann geschafe ginn ass. Ech mengen awer entre-temps, datt déi sech opgeléist hunn. Ganz au contraire, haut ass et eng Normalitéit, datt et de Mediateur gëtt. An d'Akzeptanz fir déi Institutioun ass am Laf vun de Jore ganz kloer gewuess.

Ech wëll och op eng Etüd vum Europaparlament hiweisen aus dem Joer 2014, déi och ganz positiv Zuele publizéiert huet. Do geet et zwar elo méi ëm Médiation civile et commerciale, mä do läit zum Beispill d'Zefriddenheet bei 70% um europäeschen Niveau. Och dat ass awer e Beweis, datt de Bierger déi Méiglechkeet, déi him do gebuede gëtt, fir sech ze artikuléieren, datt en déi awer positiv ophëlt.

Am Juni 2013 gouf jo dann och nach eng nei Direktiv iwwert de Règlement extrajudiciaire des litiges ugeholl souwéi och e Reglement fir d'Online-Resolutioun. Dat misst u sech och an noer Zukunft ëmgesat ginn, wat jo dann och nach eng Vereinfachung vun deenen eenzelne Prozedure wäert mat sech bréngen.

Jiddefalls, haut no zwielef Joer, wou een u sech kann een éischte verbindleche Bilan hei maachen, muss ee feststellen, datt et sech hei ëm eng Success Story handelt. Et muss een och feststellen, datt awer den Zäitpunkt komm ass, fir eng Reform vun der bestehender Gesetzgebung ze maachen, an ech mengen och kënnen hei ze soen, datt dat jo op alle Bänken esou gedeelt gëtt.

An deem Sënn, wéi gesot, wëll ech och nach eng Kéier ofschléissend e Merci ausspriche fir déi Aarbecht, déi op deem Niveau geleescht gëtt. Ech wëll awer och dem Jean-Marie Halsdorf e grousse Merci soe fir säin explizitte Rapport, dee ganz interessant war, mat ganz vill statisteschem Material, mat ganz villen Aussoen, déi engem hëllefräich ware bei der Analys vun där ganzer Problematik hei. An, wéi gesot, d'Demokratesch Partei wäert och an Zukunft dës Institutioun an där Form ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Hären, Dir Dammen, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech och fir d'Eischt dem Rapporteur Merci soe fir deen ausféierleche Bericht, gradesou gutt schréftlech wéi dann och mëndlech.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

De Rapport gouf natierlech am Detail vu menge Virriedner kommentéiert an dofir wäert ech versichen, mech kuerz ze halen an nëmme generell op verschidde Punkten agoen. Ech wëll elo net allze laang op d'Statistiken aus dem Rapport agoen, och déi si schonn hei kommentéiert ginn a kënne souwuel am Här Halsdorf wéi och an der Madame Err hirem Rapport nogelies ginn.

Vläicht just e kuerzt Wuert zum Taux de correction global vun eiser Médiateure, deen d'lescht Joer bei méi wéi 82% louch. Dësen Taux ass beandrockend héich, zemools wann ee bedenkt, datt vun der Madame Err an hirer Équipe d'Joer ronn 700 - 689 fir ganz genee ze sinn - Dossieren hu missen traitéiert ginn. Am Spëtzemount Januar waren et der souguer siwe pro Schaffdag, déi erakomm sinn, a si hu sech misse ganz schnell domadder befaassen an och do no Léisunge sichen.

Den héijen Taux de correction global schwätzt also ouni Zweifel fir déi gutt Aarbecht vun eiser Médiateure, déi, säitdeem si hiert Amt ugetrueden huet, sech dorëms beméit huet, fir bei Fäll vu Litigë béid Säiten un en Dësch ze bréngen, perséinlech Kontakter ze schafen a Mëssverständnisser, déi méiglecherweis am Virfeld tëschent deenen zwou Parteien entstane sinn, aus dem Wee ze raumen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Och an hirem Sproochgebrauch ass d'Madame Err nach wie vor accessibel, e Fait, dee sech sécherlech och an hirem impressionnanten Taux de correction global erëmspigelt. Der Madame Err an hirer Équipe wëll ech bei dëser Geleeënheet am Numm vun der grénger Fraktioun fir hir Aarbecht gratuléieren an och Merci soen.

Loosst mech awer elo erëm op de Rapport zréckkommen. Genee wéi och d'Rapporte vun deene puer Jore virdrun, beweist och dëse Rapport, datt d'Institutioun vun der Médiateure eng wichteg Institutioun hei am Land ass. D'Médiateure ass de Vermëttler tëschent dem Bierger an dem Stat. Si dréit derzou bäi, datt d'Bierger méi einfach zu hire Rechter kommen, awer och vläicht ze verstoen, datt d'Verwaltungen oder d'Gemengen heiansdo recht hunn.

Wéi d'Madame Médiateure hei gesot huet, ass et och wichteg, datt ee sech heiansdo einfach emol ronderëm en Dësch sëtzt an datt d'Leit dann, déi d'Gefill hunn, datt se recht hunn - déi awer am Fong geholl net recht hunn -, datt eng neutral Persoun do ass, déi hinnen awer ka soen: Hei lauschtert, d'Verwaltung huet awer recht. An dofir ass dat och fir eng Gemeng vläicht ganz wichteg, datt een net ëmmer erschreckt, wann een dee Bréif kritt an dann e bësse flucht, mä datt ee vläicht de Bréif hëlt, sech dohinnersëtzt mat de Servicer, an dann ass oft d'Resultat, datt déi Persoun vläicht net recht kritt, mä si huet awer wéinstens d'Recht gehat (veuillez lire: d'Recht gehat, gehéiert ze ginn) a si fillt sech wierklech positiv behandelt; och wa se herno net kann, zum Beispill, déi Baugenehmegung kréien, déi se wëllt.

Ech mengen, datt dat wierklech de Gemengen och kann hëllefen. Doduerch kann d'Médiateure Inegalitéite bekämpfen. An ech mengen, mir sinn eis all eens, datt si eng essenziell Institutioun an eisem demokrateschen a rechtsstaatleche Land ass.

Wéi d'lescht Joer wëll ech och haut erëm e puer Wuert zur Debatt iwwert d'Dénominatioun vun eiser Médiature verléieren. Och fir déi gréng Fraktioun ass den Term „Ombudsman" eng ganz gutt Léisung, dëst well den Term „Médiateur" a „Médiatrice" zu Confusioun ka féieren, well et jo am Private Mediateure gëtt, déi a verschiddenen ziville Beräicher agéieren. Et gëtt awer och aner Grënn: Zum engen ass den Term international bekannt. Et ass en Term, deen och iwwerall Synonym ass mat därselwechter Missioun: Vermëttele bei Konflikter tëschent Bierger an den Administratiounen.

Op där anerer Säit ass den Term, deen a Schweden säin Ursprong huet, geschlechtsneutral. Et spillt also keng Roll, ob grad e Mann oder eng Fra d'Amt ausüübt, den Titel vun der Amtsträgerin an dem Amtsträger ass a béide Fäll ganz einfach „Ombudsman" mat engem „n".

D'Propos, fir d'Défense vun de Mënscherechter explizitt an der Compétence générale vum Ombudsmann festzeleeën, ass en anert Thema, dat och scho vill an deene leschte Joren hei diskutéiert ginn ass. Och heizou hat ech mech d'lescht Joer schonns geäussert. Och wa mir natierlech kee Problem mat dëser Iddi hunn, froe mer eis weiderhin, firwat dëst onbedéngt néideg soll sinn. Engersäits huet den Ombudsmann déi Kompetenz implizitt souwisou schonns. Anerersäits däerfe mir net vergiessen, datt et och aner Institutiounen hei am Land ginn, déi am Beräich vun der Verteidegung vun de Mënscherechter Kompetenzen a spezifesch Missiounen hunn.

Esou gëtt et jo zum Beispill den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, deen ënner anerem dofir zoustänneg ass, fir d'Situatiounen, an deene Kanner hir Rechter net respektéiert ginn, ze ënnersichen a fir doropshi Recommandatiounen auszeschwätzen. Den ORK huet och eng Vermëttlerroll, wann et drëms geet, de Kanner hir Rechter beschtméiglech ze schützen.

En anert Beispill: d'Commission consultative des Droits de l'Homme, e consultatiivt Organ, dat mat sengen Avisen an Etüden der Regierung a Mënscherechtsfroen zur Säit steet. Mir mengen, datt dës spezialiséiert Institutioune sollen an deene Beräicher schaffen, an deene si hir spezifesch Kompetenzen hunn, an datt si, wann et Kompetenziwwerschneidunge ginn, natierlech och zesummeschaffe sollen an och mussen.

Dësen Usaz ass zwar méi pragmatesch, mä, menge mir, sécherlech méi wäertvoll wéi d'Formaliséierung vun enger Funktioun, déi den Ombudsmann souwisou schonn erfëllt, och wann dat eent dat anert natierlech net ausschléisst.

Et huet mech awer dofir immens gefreet, fir gewuer ze ginn, datt d'Madame Err och elo scho regelméisseg mat dësen zwou Institutioune wéi och mam Centre pour l'égalité de traitement zesummeschafft. Ech si sécher, datt mir dës Zesummenaarbecht an Zukunft nach weider kënne stäerken. Ech denken hei virun allem un de Projet vun der Maison des Droits de la personne humaine (veuillez lire: Maison des Droits de l'Homme), deen, wéi Der bestëmmt wësst, am Regierungsprogramm festgeluecht ass. Et wier natierlech och flott, wann dat géif da gemaach ginn.

Bei dësem Projet geet et drëms, datt all Organisatiounen, déi sech ëm d'Défense vun de Mënscherechter an der Chancëgläichheet këmmeren, raimlech zesummegesat solle ginn, fir datt si esou hir Aktivitéite besser mateneen ofstëmme kënnen. D'Iddi ass och, datt den Ombudsmann an dësem Haus soll sinn, fir datt dës Institutioune méi einfach kënne wierklech zesummeschaffen. Dëst hätt sécherlech och Virdeeler fir de Bierger, deen duerch esou e gemeinsamen Accueil an eisem Guichet unique et da méi einfach hätt, dee richtege Service ze fannen.

Eng aner Propos vun der Médiatrice: fir d'Institutioun vum „Ombudsman" an d'Constitutioun anzeschreiwen. Momentan gëtt den Ombudsmann nämlech nach net am Constitutiounstext erwähnt an dofir ass de Service vun der Institutioun nach net um konstitutionellen Niveau garantéiert. Mir sinn der Meenung, datt et derwäert ass, fir dës Fro méi ausféierlech ze diskutéieren, wat jo och schonn an der zoustänneger Chamberskommissioun gemaach gëtt.

Wéi all Joer steet dann och dëst Joer zur Diskussioun, ob d'Missioun vum Ombudsmann soll méi breet definéiert ginn. Dës Iddi hu mir als Gréng nach ëmmer ënnerstëtzt. Mir sinn der Meenung, datt den Ombudsmann soll iwwerall do kënnen aktiv ginn, wou eng Mission de service public assuréiert gëtt a wou och ëffentlech Gelder fléissen, fir de Finanzement vun esou engem Service ze ënnerstëtzen.

Dat kann am Beräich vum ëffentlechen Transport sinn, mä och bei de Maison-relaisen, de private Schoulen, Foyer-de-jouren an esou weider. Mir mengen, datt et eng kloer Ongerechtegkeet ass, wann een Deel vun de Bierger am Fall vun engem Konflikt mat engem Prestataire de service kann op den Ombudsmann zréckgräifen an deen aneren Deel net.

Hei wëll ech ervirsträichen, datt mir eis dës Ongläichheete weder dierfen aus dem Point de vue vum Ombudsmann nach aus deem vun der Regierung betruechten. Neen, hei geet et eenzeg an eleng, fir d'Saach aus der Siicht vun der Utilisatrice respektiv vum Utilisateur vun den Déngschtleeschtungen ze gesinn. Mat dëser Approche kënnt een da ganz séier zu enger Konklusioun: Et ass nämlech ganz egal, ob engem säi Kand an engem ëffentlechen oder an engem private Foyer de jour versuergt gëtt, wann eppes schifgeet, muss ee kënnen op dem Ombudsmann seng Servicer zréckgräifen.

Une voix.- Richteg!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- D'Kritik aus der Privatwirtschaft zu dëser Propos vun enger Missiounserweiderung, no där d'Madame Err jo och erëm an hirem Rapport vum leschte Joer freet, bleift natierlech net aus. Oft gëtt gesot, datt et kéint zu enger ongläicher Konkurrenzsituatioun kommen, wa verschidden Entreprisen ënnert d'Kompetenz vum Ombudsmann falen an anerer net. Dat ass eiser Meenung no awer kee valabelt Argument. Ganz am Géigendeel, privat a konventionéiert Akteuren, déi eng Mission de service public erfëllen, ginn dee Moment ebe grad d'selwecht behandelt wéi ëffentlech Servicer.

Allerdéngs ass et wichteg, datt een eng kloer Definitioun vun der Notioun „service public" gëtt. Schonn am Débat d'orientation iwwert de Rapport vum Mediateur am Joer 2012 war gesot ginn, datt d'Institutiounskommissioun den Optrag sollt kréien, fir eng genee Definitioun vun der Notioun vun „service public" ze liwweren. An där Definitioun sollt zum engen d'Natur vum Service berücksichtegt ginn an op där anerer Säit de Prozentsaz vum ëffentleche Finanzement.

De politesche Wëllen, fir op dësem Punkt virunzekommen, ass do. Dëst geet jo och aus dem Här Halsdorf sengem Rapport ervir. Déi gréng Fraktioun hofft dofir, datt mir eis esou séier wéi méiglech kënne fir e Léisungsusaz entscheeden, fir datt all Konsumenten a Konsumentinnen vu konventionéierten ëffentleche Servicer op d'Déngschtleeschtunge vum Ombudsmann zréckgräife kënnen.

Fir ofzeschléisse wëll ech nach eng Kéier op dat exzellent Aarbechtsverhältnis tëschent dem Mediateur an der Chamber hiweisen. An ech hoffen, datt dëst gutt Aarbechtsverhältnis an nächster Zukunft och weiderhi seng Friichte wäert droen. E grousse Merci un d'Madame Tescher, eis Attachée an der Petitiounskommissioun, fir hir exzellent Aarbecht. E grousse Merci un Iech, datt Der mer nogelauschtert hutt. An dee leschte Merci geet un de Sven.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dann och dem Här Traversini fir seng Mercien. An d'Wuert huet elo direkt den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, den Ombudsmann ass fir eis als ADR genau wéi fir all déi aner Fraktiounen heibannen eng extrem wichteg Institutioun. De Gusty Graas huet mat Recht gesot, et ass eng Institutioun, déi de Bierger viru Verwaltunge schützt, virun Décisiounen, déi oft - zu Recht oder zu Onrecht - als falsch oder ongerecht ugesi ginn. Mä si schützt och d'Verwaltung, wat och ganz richteg gesot ginn ass, well de Bierger och kann erkläert kréien, firwat datt e ganz einfach objektiv net kann a senger Subjektivitéit recht kréien.

Ëmmer wann tëschent zwee Leit, an dat gëllt dann eben och fir Bierger a Verwaltungen, e Problem besteet, kann nach just en Drëtten hëllefen. Natierlech kann deen Drëtten e Geriicht sinn. A Gott sei Dank hu mer hei am Land en exzellent Verwaltungsgeriicht, wat exzessiv gutt funktionéiert a virun deem scho ganz oft Bierger recht kruten a falsch, illegal oder ongerecht Décisioune vu Verwaltungen annulléiert oder reforméiert goufen, an dat souguer am Verglach zu anere Juridictiounen am ziville Beräich an absolutt annehmbaren Délaien.

Mä déi Procédure virun engem Verwaltungsgeriicht huet natierlech Nodeeler! Fir d'Eischt emol bedéngt se Käschten, Käschte virun allem fir den Affekot, deen ee muss engagéieren a wou een, ausser et kritt een de Géigner zu Dommages-intérêts oder zu enger Indemnité de procédure veruerteelt, drop sëtze bleift, och wann ee recht kritt. Zweetens ass et ëmmer eng contentiéis Léisung, eng Léisung am Sträit an net am Dialog. An dann drëttens, ech mengen, dat ass dat Wichtegst heibannen, ass et ëmmer nëmmen eng Léisung fir dee konkrete Fall an net fir ähnlech gelagert Fäll.

Duerfir ass et exzellent, datt deen Drëtten, anstatt e Geriicht ze sinn, eisen Ombudsmann ka sinn, e Vermëttler. Seng Servicer si gratis, dat soll een net vergiessen. E fënnt eng Léisung ganz oft am Dialog. A virun allem, an dat ass dat Allerwichtegst, wa Problemer récurrent sinn, kann e Recommandatioune maachen hei un d'Chamber. Dat muss dann hei debattéiert ginn, respektiv och Verwaltunge loosse sech vläicht emol déi eng oder déi aner Kéier dozou bewegen, déiselwecht Feeler net ëmmer erëm ze maachen.

Wichteg ass eben, datt mer hei am Haus kënnen och legislativ Schrëtt ënnerhuelen. Duerfir deet et mer e bësse leed, datt den Ombudsmann a sengem dësjährege Rapport keng Recommandatioune méi mécht, mä just nach Suggestiounen. Elo kann ee mam Cécile Hemmen d'accord sinn a soen, dat sinn „filigran" Ënnerscheeder, mä d'Recht op d'Recommandatiounen ass nun eemol gesetzlech virgesinn! An ech zitéieren hei de fréieren Ombudsmann, deen eng Kéier gesot huet: «Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.»

An ech mengen, et ass genau dat, déi „magistrature d'influence", déi wichteg ass, de Verwaltunge kënnen ze soen: „Ännert Är Prozeduren!", oder eis hei ze soen: „Ännert verschidde Gesetzer!".

Ech wëll op déi Suggestiounen elo net méi agoen - et ass schonn alles hei gesot ginn, just nach net vu jidderengem -, ausser op zwou: D'Législation fiscale soll vereinfacht ginn. Ech liesen dann, datt an där zoustänneger Kommissioun och den Direkter vun der Administration des contributions directes domadder d'accord war, d'Kommissioun domadder d'accord war. Da wäert deem jo elo net méi vill am Wee stoen, datt mer do verschidden ural Geschichten endlech vum Dësch kréien.

E Wuert iwwert d'Suspension du délai de recours, iwwert déi rieds gaangen ass. Ech verstinn d'Bedenke vun der Kommissioun, déi seet: „Ma wann do Drëtter befaasst sinn an d'Befaasse vum Ombudsmann zitt mat sech, datt d'Délais de recours suspendéiert sinn, dann ass dat e Moyen dilatoire, da kann een déi Saach nach méi laang an d'Längt zéien. An dat wëlle mer net."

Dat ass ganz richteg. Mä an all deenen Affären, wou nëmmen individuell Intérête sinn, ass et awer ganz wichteg! Well ganz oft, esou gutt wéi den Ombudsmann ass an esou schnell wéi e schafft, kann en e Problem net am Délai contentieux vu 40 Deeg oder vun dräi Méint léisen. An do wier et extrem wichteg, datt een dem Ombudsmann och déi néideg Zäit a Rou géif ginn, fir mat där zoustänneger Verwaltung ouni deen Drock vun deem Délai kënnen eng Léisung ze fannen, respektiv net de Bierger ze zwéngen, awer viru Geriicht ze goen, just well seng Aktioun soss irrecevabel wier.

Do kann ee sech e Beispill huelen. Et ass gesot ginn: „Mir kucken emol, wat se an der Belsch maachen." Ma ech soen Iech e ganz konkret Beispill, aus der Praxis: An der Belsch gouf eng Décisioun vum Steieramt annulléiert, obwuel sämtlech Recoursméiglechkeeten eriwwer waren a sämtlech Délaien eriwwer waren, einfach well agesi gouf, datt et eng falsch Décisioun war. Eng falsch Persoun hat op eng falsch Adress e Steierbescheed geschéckt kritt, à tort. An do ass gesot ginn: „Ongerecht bleift ongerecht, egal wat eis Prozedure soen. An dat dote gëtt annulléiert."

Suerge mécht mir perséinlech de Réckgang vun den Affären. Wa mer op déi vergaange Berichter zréckkucken, gesi mer, datt ënnert dem Ombudsmann, dem viregten Ombudsmann, déi Zuel u sech ëmmer eropgaangen ass, d'Dausendergrenz iwwerschratt huet am Bericht 2010-2011 an datt elo, wa mer de Bericht 2011-2012 huele vum jëtzegen Ombudsmann an deen op zwielef Méint ëmrechnen, hu mer schonn e Minus vun 20%. 2013 ass et e Minus vu 40%. An op där relativ niddreger Zuel schéngt dat sech ze stabiliséieren. Wéi erklärt sech dat? Firwat gi manner Affären unhängeg gemaach? Dat misst een emol qualitativ ënnersichen, ouni awer elo an d'Exzesser vu Statistiken ze falen!

Hei ass gelueft ginn deen Taux de correction, deen esou schrecklech héich wier. Ech fannen, dat ass irreführend. Well wann ee kuckt wéi vill Korrektioune gemaach goufen, wou wierklech de Bierger recht kritt oder zum Deel recht kritt, da leie mer net bei 82%, mä bei 27%. Mä do gesäit een, wéi een d'Zuele kann hin- an hiertässelen, bis datt se engem gefalen. Mir sollen hei keng schéin Zuelen hunn. Mir sollen e gudde Service hu vum Ombudsmann, gutt Recommandatiounen, iwwert déi mer hei debattéieren.

Mir stelle jiddefalls fest, datt no ufängleche Schwieregkeeten den Ombudsmann elo nees a gudde Gewässer ass, op deem richtege Wee ass. Mir warnen allerdéngs virun engem iwwerdriwwenen - an dat hu jo och schonn aner Kolleegen hei gesot - Pouvoir d'instruction oder d'investigation. Et soll net eng allgemeng Kontrollinstanz si vu Verwaltungen oder géint Verwaltungen. Et soll genau dat sinn, wat et ass: nämlech de Vermëttler tëschent engem konkrete Bierger an engem konkrete Fall mat senger Verwaltung, mat där betraffener Verwaltung.

Duerfir wënschen ech mer eng Zounahm vun de Fäll, fir datt mer verschidde récurrent Problemer an de Grëff kréien. Wa méi Fäll do sinn a méi Recommandatioune kommen, déi besser dokumentéiert sinn, dann huet een och méi eng gutt Handhab, fir verschidde Prozeduren endlech ze änneren. Ech erënneren un d'Affär vum Enregistrement, vun der TVA, wou récurrent Leit Bulletinen zougestallt kréien, déi net richteg sinn, déi aus iergendengem Grond hir Délaie verpassen an déi dann absolutt keng Méiglechkeet méi hunn, nach just dat mussen ze bezuelen, wat se dem Stat och wierklech schëlleg sinn.

An deem Sënn: Gutt Weiderliewe vum Ombudsmann, vun der Institutioun Ombudsmann. Et ass eng exzellent Saach. An ech soen dem Rapporteur Jean-Marie Halsdorf ganz speziell Merci fir deen exzellente Rapport, deen eis alt nees eng Kéier gewisen huet, wat fir eng wichteg Institutioun dat ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht, deen e gemaach huet, an natierlech och der Madame Médiatrice Merci soe fir hir Aarbecht, déi se geleescht huet. An och all hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi, wéi mer gesinn hunn, immens vill Aarbecht leeschten a gutt Aarbecht leeschten.

Nodeems déi Institutioun a Schweden schonn am 19. Jorhonnert agefouert gouf, an enger Form, déi natierlech nach weiderentwéckelt gouf, an nodeems dee Modell a ville Länner uechtert d'Welt ugewant gouf, huet Lëtzebuerg mat liichter Verspéidung déi Institutioun och agefouert virun enger Dose Joren. Den Ombudsmann soll u sech e Verteideger vun de Rechter vun de Bierger géigeniwwer vun der Administratioun sinn, ouni awer als Ukloer vun der Administratioun ze handelen.

De Mediateur ass dofir do, fir d'Leit ze begéinen, fir hinnen nozelauschteren, fir am Dialog ze probéieren, tëschent der Verwaltung an dem eenzelne Bierger Léisungen ze sichen, fir ze verstoen, wat gewollt ass op där enger oder anerer Säit, fir ze beroden, souwuel d'Verwaltung wéi och de Reklamant. Well och d'Verwaltung muss, wa se e Rot kritt vum Mediateur, deen unhéieren an dann, wéi gesot, duerch seng Iwwerzeegungskraaft eng Léisung proposéieren, déi vun deenen zwou Säite kann ugeholl ginn. Beim Mediateur ass et net esou wéi virum Geriicht, wou et heescht, deen een huet gewonnen, deen aneren huet verluer. Et gëtt keen, dee soll verléieren.

Fir dës Funktioun ze erfëllen, ass et evident, datt de Mediateur, den Ombudsmann, iwwer Mëttele verfüge muss, souwuel materiell wéi finanziell Mëttelen, awer och iwwer legal Mëttelen. Dofir och misst ee sech awer eng gewëssen Autonomie an der Astellungspolitik vum Ombudsmann iwwerleeën, well ech menge schonn, datt déi Sënn géif maachen.

An der Kommissioun gouf sech och endlech entscheet, fir deen Term „Ombudsman" ze benotzen. Et gouf och schonn hei gesot, deen Term kënnt aus dem Schwedeschen, en ass geschlechtsneutral. Ech wousst dat och net. Ech duecht och, et géif „Mann" heeschen. Mä et heescht jo „Persoun". Mä ech mengen, den Term ass jo och net onschëlleg. Et geet net nëmmen ëm d'Terminologie, well et geet och drëms ze wëssen, wat dann en Ombudsmann och réellement muss maachen.

Och wa mir den Ombudsmann dann esou nennen, da verfüügt hien awer nach net iwwert déi Befugnisser vun engem Ombudsmann. Dat betrëfft dann och de Fall vun der Autosaisine an natierlech och den Droit d'enquête. Zurzäit gesäit d'Gesetz vir, datt den Ombudsmann zwar Propose maache kann, déi de Fonctionnement vun engem Service verbessere kënnen. De Problem ass awer deen, datt den Ombudsmann da muss den Administratioune Froe stellen, déi wäit iwwer e konkrete Fall ginn. Hie muss dofir iwwer e Pouvoir d'enquête verfügen, natierlech keng Enquête géint d'Administratioun, mä wou d'Administratioun matspillt, well schlussendlech eng Léisung au bénéfice de tous soll fonnt ginn.

Et gouf argumentéiert, datt bei esou engem Droit d'enquête étendu oder élargi d'Confidentialitéit vun de perséinlechen Date misst wéinstens geséchert ginn, oder si wieren a Gefor. Ech mengen, datt dat net onbedéngt e gutt Argument ass. Engersäits gëtt et deen Droit d'enquête jo och, dat gëtt jo praktizéiert op anere Plazen. Zweetens huet de Mediateur elo och schonn en Droit d'enquête, wat déi sougenannten „lieux privatifs de liberté" ugeet, also Schrasseg an aner Plazen. A bis elo huet jo och de Secret professionnel gewierkt a Problemer si jo och net opgetaucht.

Et gëtt och argumentéiert, dat géif ze wäit féieren, well d'Chamber och e Pouvoir d'enquête huet a soll ausüben, well mir kënne jo natierlech Commission-d'enquêten afëieren. Mä mir wëssen awer ganz genau, wat dat bedeit, eng Commission d'enquête. A mir wësse ganz genau, datt eng Commission d'enquête schonn eppes relativ Exzeptionelles ass. Ech sinn natierlech och bereet doriwwer ze diskutéieren, datt, wa mer soen, d'Chamber huet dee Pouvoir vun enger Commission d'enquête, dat géif ganz konkret heeschen, datt mer net all 25 Joer eng Commission d'enquête aberuffen, mä datt mer dat regelméisseg géife maachen, an och zu manner brisanten Dysfonctionnementer wéi

dat elo viru Kuerzem jo och de Fall war a wéi dat dann och praktizéiert gëtt an anere Länner.

Mä dat géif dann och bedeiten, datt dës Chamber nach méi misst opgewäert ginn, wougéint ech wierklech och näischt hunn. Dat géif natierlech och méi Personal bedeiten, souwuel fir d'Chambersadministratioun wéi och fir d'Deputéiert selwer. Ech sinn deen Éischten, deen dat géif matdroen. Mä mir si jo elo net an deem Cas de figure, dat ass net d'Diskussioun. Trotzdeem wollt ech awer nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir d'Propos ze maachen, datt mer vläicht eng Kéier och driwwer diskutéieren, inwiefern mer eng Diskussioun kënne féieren iwwert d'Opwäertung vun dëser Chamber. Mä bon!

Dat gesot, gëtt et och jo nach déi Diskussioun, inwiefern de Mediateur selwer eng Propos ka maachen un déi zwou Partien oder eng Solution à l'amiable kann ustriewen. Ech mengen, déi zwou Léisunge sinn ouni Virdeeler. Et ass net ëmmer esou einfach, sech eng Relioun ze bilden. Et kann een awer bei der Résolution à l'amiable sech vläicht d'Fro stellen, ob de Bierger à armes égales dosteet, quitte datt dem Ombudsmann seng Aarbecht déi ass, derfir ze suergen, datt déi zwou Partien duerno an enger Win-win-Situatioun sech eenege sollen. D'Fro stellt sech awer an deem Fall: Wat geschitt, wann den Administré net mat der Résolution à l'amiable zefridden ass? Mä bon, ech hu mer do keng Relioun nach gebilt.

Wann een iwwert d'Mëttelen och schwätzt, déi dem Ombudsmann zur Verfügung gestallt ginn, da muss ee sech och iwwert de Champ de compétence eens sinn. D'Madame Err huet dës Fro opgeworf. An ech mengen, dës Fro mécht u sech eng ganz interessant Diskussioun op: Soll de Mediateur nëmme befuugt sinn, an den ëffentlechen Administratiounen anzegräifen? Oder soll e kënne méi wäit goen, an zwar iwwerall do agräifen, wou eng Mission de service public geleescht gëtt?

Et gouf gesot, et misst ee sech dann dat iwwerleeën, wat fir Servicer respektiv Secteure betraff wieren, an et misst een dat och festleeën. Et gouf och gesot, an dat ass och richteg, datt ee schonn emol och déi Etablissementer kéint betruechten, déi iwwer eng Konventioun mat enger Gemeng oder mam Stat verfügen, well déi dann och souwisou mat ëffentleche Gelder finanzéiert ginn.

Mä, ech mengen, et muss een awer och e bësse méi wäit goen an amplaz vu Servicer oder Secteuren, mengen ech, misst een éischter de Begréff „Beräicher" benotzen. Wat fir Beräicher considéréiere mir als Beräicher, déi eng Mission de service public erfëllen? Bon, da kann een der eng ganz Partie opzielen, déi och eng Legitimitéit hunn: Dat wier dann d'Bildung, dat wier d'Gesondheet, dat wier den Transport, dat wier d'Kommunikatioun, dat wieren, deemno wéi, souguer och d'Finanzen, dat wier och deemno wéi souguer de Logement.

An da spillt et weider keng Roll, ob e Prestataire ëffentlech oder privat oder hallef ëffentlech oder hallef privat ass, mä dat wat zielt ass dat, a wat fir engem Beräich en täteg ass. Et gouf och scho virdru gesot. Ech mengen, wann d'Privatwirtschaft och der Meenung ass, si misst gewëssen Deeler, gewësse Missioune vu Services publics erfëllen, da muss se och kënnen akzeptéieren, datt se och ënner ähnleche Konditiounen analyséiert, kontrolléiert gëtt wéi den ëffentleche Secteur.

En anere Punkt, deen den Ombudsmann gäre géif preziséieren, ass seng Roll, wat d'Verteidegung vun de Mënscherechter ugeet. Den Ombudsmann berifft sech do op eng Recommandatioun vum Conseil de l'Europe an och op d'Charte européenne des droits fondamentaux. Den Ombudsmann soll also derfir suergen, datt d'Administratioune sech Norme ginn, déi d'Mënscherechter vun den Administréierte sécheren. Do gouf erëm argumentéiert, dat misst een nëmme bei enger individueller Saisie maachen. An et gëtt och ëmmer erëm drop verwisen, datt et aner Organisme ginn, wéi d'CCDH oder wéi den ORK, déi sech ëm d'Mënscherechter bekëmmeren an hire Beräicher.

Jo, zum Beispill, et gëtt natierlech eng Commission consultative des Droits de l'Homme. An dës Kommissioun huet och eng kloer Missioun: Si schafft Avisen aus, déi oft héich interessant sinn an och ganz couragéiert sinn an och souwuel der Regierung wéi och der ëffentlecher Meenungsbildung hëllefen. Mä wéi den Numm et scho seet: Et ass eng „konsultativ" Kommissioun, an déi huet eng ganz aner Missioun. Och wann d'Kommissiounen d'accord domadder sinn, fir d'Protektioun vun de Mënscherechter an d'Gesetz vun 2003 anzeschreiwen, muss een awer och do erëm dem Mediateur déi Méiglechkeete ginn, dës Missiounen ze erfëllen.

Schlussendlech, an et schéngt jo och e Konsensus sech ze degagéieren, soll den Ombudsmann an der Verfassung ageschriwwe ginn. Wou, dat steet awer nach op. Mä erëm eng Kéier: Wichteg ass, datt den Ombudsmann seng Aarbecht maache kann. An do däerfe mir net zécken, dee Wee anzeschloen, deen aner Länner mat Erfolleg scho viru Jorzéngten ageschloen hunn.

Ah, ech hunn nach eng Minutt! Fir eng Kéier, wou mer Zäit iwwreg bleift, wollt ech nach eng kleng...

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kënnt lech erëmkafen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, dat kann ech och maachen. Mä ech wollt nach profitéieren...

(Interruptions diverses)

Voilà, elo si se schonn erëm fort!

(Hilarité et interruptions)

Also, dat gëtt net esou gerechent.

Neen, mä ech mengen, wat d'Publicitéit ubelaangt: Mir gesi jo, datt den Ombudsmann jo och vill Reklamatioune kritt an esou weider. Ech mengen, mir sinn all oft dovunner betraff als Deputéierten oder als Gemengeconseiller oder wat och ëmmer, datt een oft ugeschwat gëtt oder ugeschriwwe gëtt vu Leit, vu Bierger, déi wierklech an enger ganz komplexer, fir net ze soen heiansdo souguer desolater Situatioun sinn, a si versichen onbedéngt Hëllef ze kréien.

An da wëlle se natierlech och déi Hëllef kréie vun engem Mandataire. An oft kann een natierlech och selwer net méi vill maachen, a mir ass et op jidde Fall och schonn oft virkomm, datt ech gesot hunn: „Ma kuckt emol, fir bei de Mediateur ze goen." An oft kritt een awer vun deene Leit mat, datt se guer net wëssen, datt déi Institutioun trotzdeem iwwerhaapt existéiert. Dat geschitt nach relativ oft. Oft sinn et och Leit, déi, wéi soll ech soen, net onbedéngt esou gewinnt sinn, mat Administratiounen ëmzegoen. A vläicht wier et och nach un der Zäit, fir erëm eng Kéier eng gréisser ugeluechte Campagne ze maachen, fir déi Institutioun nach méi bekannt ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo direkt d'Regierung mam Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, am Numm vun der Regierung da Positioun ze huelen. Ech ginn elo net an den Detail a vun all den Texter, vun all de Propositiounen, déi och agaange sinn. Ech mengen, dass do an der Petitiounskommissioun, wann do Demandë sinn, selbstverständlech d'Regierung Iech zur Verfügung steet och, fir op déi verschidden eenzel Punkten anzegoen.

Erlaabt mer just, e puer Feststellungen ze maachen, Här President!

Déi Éischt ass déi, wou mer och scho beim Virgänger vun der Madame Err de Constat gemaach hunn: dass d'Plaz vun engem Ombudsmann oder enger Ombudsfra zu Lëtzebuerg wierklech gebraucht ginn ass, dass et eng Revendicatioun ass, déi laang Zäit gebraucht huet, fir ze kommen, an dass wierklech de Bierger frou ass, dass en dat huet - och wa verschidde Leit se als „Knouterpersoun" benotzt hunn (veuillez lire: bezeechent hunn) -, dass en awer bei enger Persoun do déi Plaz fënnt, wou en nogelauschtert kritt, wou e Rot kritt a wou en d'Gefill huet, dass een em nolauschtert a seng Problemer och versteet, ouni em eng Léisung ze garantéieren, dass versicht gëtt op jidde Fall alles ze maachen, wat méiglech ass, fir eng Äntwert op d'mannst ze ginn.

Eng Äntwert, jo, well mir mierken och, dass et bei verschiddenen Administratioune méi schwéier ass, och heiansdo Äntwerten ze kréien. An d'Madame Err intervenéiert dann och regelméisseg bei mir, fir mer ze soen: „Hei, Här Premierminister, do an do waarden ech nach ëmmer op eng Äntwert", wou ech de Message dann och weiderginn un d'Kolleegen, fir esou séier wéi méiglech, och am Respekt vun engem Stat, och déi Äntwerten ze ginn.

An deen dote Kontext erlaabt mer net ze soen, dass dat d'Situatioun wäert verbesseren, mä mir mengen och als Regierung, dass déi Transparenz vun der Verwaltung eng wichteg Etapp ass, déi verschidden Aarbechten, déi am Moment och d'Ombudsfra probéiert ze léisen, och ka vläicht méi einfach maachen.

Mir wëllen eng méi transparent Administratioun. An ech hunn net méi spéit wéi de Moien och mam Minister Kersch, deen och fir d'Reform a fir d'Simplification administrative war, iwwer verschidde Méiglechkeete geschwat, déi den Här Kersch am Moment ausschafft fir justement de Bierger, fir vis-à-vis vun där Administratioun méi en Ableck ze kréien iwwer seng Demanden, déi e mécht. Dat heescht, dass en e Suivi kritt, dass e weess, wou seng Demandë sinn, wie sech drëms këmmert a firwat d'Leit sech drëms këmmeren.

Mir mengen, dass dat schonn eppes ganz Wichteges ass, fir ze évitéieren, dass de Bierger, wann e bis eng Demande gemaach huet, am Fong sech all Dag d'Fro stellt: „Gëtt se iwwerhaapt traitéiert oder gëtt se net traitéiert?", a wat eis dann och erlaabt, dem Bierger en direkte Kontakt ze gi mat deem, deen da säin Dossier och traitéiert.

Den Open-data-Text kënnt och elo an den nächste Sitzunge vum Regierungsrot op den Ordre du jour, deen eis dann och erlaabt, hei dann duerno dat kënnen zu Lëtzebuerg méi transparent vis-à-vis vum Bierger och no baussen, vis-à-vis vun deenen Donnéeën, déi mir selwer och als Stat hunn, zur Verfügung ze stellen.

Et si verschidde Froen, déi och gestallt gi sinn, déi spezifesch iwwert d'Gesetz vum Ombudsmann - oder Ombudsfra - gestallt ginn. Erlaabt mer, dass ech elo net intervenéieren, well et eng Proposition de loi sollt sinn. An ech mengen, wann et eng Proposition de loi sollt sinn, ass et un der Chamber, hir politesch Responsabilitéiten ze huelen.

An do wäerte mir dann och als Regierung kënne soen, wat mer dovunner halen, mä et wier elo net opportun, Iech ze soen, dat doten dierft Der oder dierft Der net maachen, well Dir hutt eis ze soen, wat mer ze maachen hunn oder net als Regierung. Et ass net un eis als Regierung Iech ze soen, wat Der ze maachen hutt.

Déi konkret Froen, déi och gestallt gi sinn, iwwert d'Maison des Droits de l'Homme an déi Saachen, dat leeft. Ech mengen, den Här Traversini hat d'Fro gestallt. Do leeft et, do sinn och scho Saache proposéiert ginn. Mä et muss ee wëssen, dass, wa mer déi ganz Associatiounen, déi sech fir d'Rechter vun den eenzelne Persounen asetzen, wëllen zesummeféieren, mer och technesch Spezifissitéite brauchen. Mir haten nämlech eng Plaz elo fonnt, mä do ass zum Beispill eng Persoun mat Rollstull net an de Lift erakomm. A wa mer de Centre pour l'égalité de traitement wëllen och duer setzen, muss och eng Méiglechkeet kënne bestoen, fir dass déi Leit mat Rollstull och kënnen eropkommen.

Mir sinn elo amgaangen un enger Propositioun ze schaffen, déi op der Areler Strooss wier, wou mer och kéinten d'Leit all zesummebréngen, mä da musse mer och mat deene verschiddenen Akteuren do op e gemeinsamen Nenner kommen. Dat heescht, dass d'Besoine vun deem engen a vun deem aneren och kënne garantéiert ginn.

Mir bleiwe bei der Iwwerzeegung, dass et Synergië gëtt, dass do och d'Zesummeschaffen e positiven Aspekt kéint brénge vis-à-vis vun deenen Demanden och vun de Bierger dobaussen.

Wéi gesot, Här President, ech soe Merci, dass hei een Débat stattfonnt huet. Mir woren hei, fir Iech nozelauschteren. Wéi gesot, déi spezifesch Froe sollen an der Kommissioun tranchéiert ginn, wann de Besoin do ass, fir dem Minister selwer Froe kënnen ze stellen. A wéi gesot, zur Proposition de loi, erlaabt mer, dass ech Iech do d'Primme loossen, fir déi auszeschaffen, an dass mir dann och kënnen eng Prise de position hunn, wa bis d'Chamber als éischte Pouvoir och hir Décisioune geholl huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Vu dass mer net a Präsenz si vu Motiounen oder Resolutiounen, wäre mer um Enn vun eiser Debatt ukomm. Ech soen Iech Merci a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

Domat ass eis Sëtzung op en Enn komm.

(Fin de la séance publique à 17.52 heures)


www.ärvirschléi.lu

SÉANCE 48

MERCREDI,
15 JUILLET 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox
- *M. Henri Kox*

3. 6689 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides;

b) relative à l'enregistrement de fabricants et de vendeurs;

c) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Motion de M. Henri Kox relative à l'invitation du Gouvernement à insister auprès des autorités françaises pour qu'elles respectent la législation sur l'environnement, notamment la directive européenne EIE

et
- *Exposé de la motion: M. Henri Kox*
- *M. Marco Schank (pose sa question)*
- *Discussion générale: M. Max Hahn, M. Roger Negri, M. Claude Wiseler (intervient au sujet de la question), M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

6. 6773 - Projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale et modifiant

1) la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation c) l'institution d'un Conseil scientifique,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

4) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

5) la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,

6) la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

7) la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État,

8) le Code de la sécurité sociale,

et abrogeant la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion et de deux amendements), M. Gilles Baum, M. Claude Haagen (intervention de M. Claude Wiseler), M. Claude Adam (Mme Martine Hansen pose une question), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. Serge Wilmes et M. Claude Wiseler)*
- *Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Mme Martine Hansen (motion renvoyée en commission)*

7. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch, Ministre; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Statssekretär?

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Fir den Dépôt vun enger Motioun, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

2. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vum Max Hahn, Henri Kox an dem Roger Negri eng Motioun déposéieren, fir déi ech awer, mengen ech, och d'Zoustëmmung vun anere Parteien heibannen wäert kréien. Et geet ëm d'Lager zu Bure, d'radioaktiivt Lager. Et ass net esou, dass dat genehmegt ginn ass, mä d'Prozedur ass vun der Assemblée nationale geännert ginn, soudass mir fäerten, dass et eng ëffentlech Prozedur net méi esou wäert ginn. A mir hu profitéiert dovun, dass de Statssekretär de Mëtten hei ass, soudass mer och direkt kënnen dozou Stellung huelen, soudass jiddwer Partei herno zum Inhalt awer och dann eng Äntwert vum Här Statssekretär kréich.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le projet «Cigéo» (Centre industriel de stockage géologique) est le projet français de centre de stockage profond de déchets radioactifs, conçu pour stocker les déchets hautement radioactifs et à durée de vie longue;

- que la France a retenu le principe du stockage profond par une loi de 2006 comme seule solution sûre à long terme pour gérer ce type de déchets;

- qu'un laboratoire de recherche sur le stockage souterrain fut implanté dans la commune de Bure dans le département de la Meuse, à proximité du Luxembourg;

- que l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) avait conclu que le site était adapté au stockage en profondeur et avait annoncé la demande d'une autorisation à l'horizon 2017 pour passer du stade de laboratoire à celui de centre «Cigéo» définitif;

- qu'une procédure de débat public a eu lieu en 2013 sur le projet de l'ANDRA et que les Gouvernements du Luxembourg et des Länder allemands de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre avaient collaboré pour émettre des avis critiques;

- que l'Assemblée nationale a approuvé le jeudi 9 juillet, dans le cadre du projet de loi appelé «Macron», des amendements qui modifient la procédure pour la mise en place du projet «Cigéo»;

invite le Gouvernement

- à insister auprès des autorités françaises pour qu'elles respectent la législation sur l'environnement, notamment la directive européenne EIE;

- à se concerter avec les partenaires de la Grande Région pour que le projet soit instruit en toute transparence et en collaboration avec les pays et régions voisins.

(s.) Henri Kox, Max Hahn, Roger Negri.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kox. Ech wëll och just soen, dass den Här Schank dozou gëschter eng Question parlementaire agereecht huet. De Statssekretär huet mech wësse gelooss, dass e bereet wär, haut op d'Motioun nach anzegoen. Ech géif awer bieden, dass mer do dertëschent elo Raum loossen, fir dass déi eenzel Fraktioune kënne Kenntnis huele vun där Motioun. An ech géif dann herno nach eng Kéier d'Fro stellen, ob den Accord do ass, fir déi am Laf vun der Réunioun nach ze behandelen.

Dat géif vläicht och dem Statssekretär d'Geleeënheet ginn, fir op déi vum Här Marco Schank opgeworfe Froen ze äntwerten, vu dass déi Theme sech regruppéieren. Dat wär jo dann eng gutt Geleeënheet,…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …fir déi zwou Saache mateneen ze maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- L'union fait la force!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat esou am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Majo, da géife mer dat esou maachen. An ech géif bieden, fir déi Motioun dann elo ze verdeelen.

Mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 6689, e Reglement iwwert d'Produits biocides. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Gérard Anzia.

3. 6689 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides;

b) relative à l'enregistrement de fabricants et de vendeurs;

c) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Précautioun, d'Kontroll, d'Dokumentatioun an zum Schluss d'Sanktioun, dat ass de roude Fuedem, dee sech duerch de Projet de loi 6689 zu de Bioziden zitt.

Fir d'Éischt zu der legislativer Prozedur, zu deem Deel: De Projet de loi ass déposéiert ginn an der Chamber den 9. Mee 2014 duerch eis Emweltministesch. De Conseil d'État huet säin Avis ofginn den 10. Mäerz 2015. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass den 29. Abrëll 2014 erakomm, dee vun der Chambre de Commerce den 9. September 2014, dee vun der Chambre des Métiers de 27. Oktober 2014 an dee vun der Chambre d'Agriculture den 18. Mäerz 2015. Den 1. Abrëll, an dat ass kee Geck, huet d'Commission de l'Environnement mech als Rapporteur dunn nominéiert an dëse Projet de loi dann ënnersicht.

An enger Reunioun vum 29. Abrëll 2015 hu mer den Avis vum Conseil d'État weider ënnersicht an eng Partie Amendementer zu dem Projet de loi formuléiert. Den Avis complémentaire vum Conseil d'État ass den 30. Juni 2015 erakomm. An och d'Avis complémentaires vun der Chambre des Salariés, Chambre de Commerce sinn de 6. Mee respektiv den 19. Mee datselwecht Joer erakomm.

D'Emweltkommissioun huet den Avis complémentaire vum Conseil d'État ënnersicht an de Projet de loi an där virleiender Form adaptéiert an de Rapport, deen der virleien hutt, ugeholl den 8. Juli 2015.

Niewebäi sief awer bemierkt, dass dat europäescht Reglement, dat heimat an d'national Gesetzgebung emgesat gëtt, u sech säit dem 1. September 2013 schonn Applikatioun huet.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi? D'Bioziden, dat si chemesch Produkter, fir eben da schiedlech Organismen ëm den Eck ze bréngen, sief et Parasitte wéi Nager oder Insekten oder Mikroorganismen, sief et Schimmel, Bakterien an Ähnleches. Dat kënnen awer och Désinfectante sinn, Insectifugë sinn, Produits chimiques, déi an der Industrie agesat ginn oder am Haushalt. Dat kënnen och Faarwe sinn, déi eben da kee Knascht unhuelen. Et ass also eng ganz Villfalt vu Produkter an awer och vu Produits finis, déi mat esou Produkter traitéiert sinn, wéi eben och am Beräich vun der Préservatioun vum Holz, als Beispill genannt.

Biozide sinn also och Pestiziden, awer mat engem speziellen Uwendungsberäich, deen eben dann net dem Planzeschutz déngt. Et sinn an der Mehrzahl chemesch Produkter, also och gëfteg Stoffer. An dofir gëllt et, déi ze reglementéieren, an och d'Iddi vun der Précautioun muss an dësem Projet de loi eben dann héichgehale ginn.

Wat gëtt hei ëmgesat? Ma, dat europäescht Reglement 528 aus dem Joer 2012, wou dann eng Kéier d'Harmoniséierung vun de Regele festgehale gëtt op europäeschem Niveau, wat dann eben eng Kéier d'Mise sur le marché ugeet vun dëse Produkter an och d'Notzung vun de Bioziden. Et geet drëm, en héijen Ni-

veau an der Protektioun natierlech ze erreechen, souwuel fir Mënsch wéi Déier an och Émwelt.

Ech huele just e puer Punkten eraus, déi aner Detailer sinn a mengem schréftleche Rapport erëmzefannen. Et geet also ëm de Principe de précaution, deen eis ëmmer soll guidéieren, fir dass souwuel d'Hierstellung wéi eben och d'Mise sur le marché vun dëse Produkter keng schiedlech Aflëss hunn op Mënsch an Émwelt.

Déi zweet Saach: Et geet drëm, dës Produkter ze kontrolléieren, net nëmmen d'Biozide selwer ze kontrolléieren, mä och déi fäerdeg oder halleffäerdeg Produkter ze kontrolléieren, déi domat traitéiert gi sinn. Dofir gëtt dann e Registre vun de Produits biocides gefouert, deen och dann Informatioune fir de Public, Utilisateur ebe kann zur Verfügung stellen.

Da gëtt och festgeluecht, wat d'Redevancë sinn, fir dass u sech Biozide kënnen um Maart zougelooss ginn. An et gëtt festgeluecht, wat dann och d'Sanktioune sinn, wann ee géint dat Regelwierk hei verstéisst.

Natierlech, wéi ëmmer, regrettéiere mer och an der Émweltkommissioun, dass dëst europäescht Reglement eben esou spéit an d'national Gesetzgebung ëmgesat elo soll ginn, wuel wëssend, dass déi schonn awer d'application ass vum 1. September 2013 un.

Ech gi ganz kuerz op verschidden Avisen a vun de Chamberen, awer just do, wou eng relevant Remarque da war. De Rescht fannt Der, wéi gesot, a mengem schréftleche Rapport.

Am Avis vun der Chambre des Métiers fënnt een eng Kéier erëm, dass se opwerfen, dass soll en «service de conseil semblable» wéi en eben am Beräich REACH ass, gemaach ginn. Dobäi sief awer och elo gesot, dass och eng Konnexioun besteet zu dem Ministère, deen d'Santé ënner sech huet, fir eben Informatioune prett ze hunn, och am Cas, wou u sech eng Urgence wär, wann u sech ee mat de Biozide géif a Kontakt kommen, se géif verschlécken, wou och d'Mesures préventives a curatives dann och géifen dra festgehale ginn.

Am Avis vun der Chambre d'Agriculture gëtt bemängelt, dass u sech ee Volet, deen e Parallelismus géif zu dem Pestizidegesetz opbauen, dee vun der Formatioun souwuel fir de Vendeur wéi fir deen, deen en applizéiert, géif feelen. Do sief higewisen eben op déi Informatiounen an der Datebank, déi een do erëmfënnt zu der Applikatioun, respektiv d'Mesures préventives, wann een déi Produiten notzt respektiv ausbréngt.

Dann hu mer natierlech awer och, wat ech elo iwwersprongen hat, den Avis vum Conseil d'État. Mir haten zwou Opposition-formellen, deene Rechnung gedroe ginn ass an dësem Text, deen Iech elo hei virläit, soudass een op déi Opposition-formellen och elo net méi dierft treffen.

Dann dat Lescht, wat ech wëll awer heizou soen, ass, dass eben dëse Projet de loi nach complétéiert gëtt duerch zwee Règlements grand-ducaux, eng Kéier, wat d'Redevancen ugeet vun den Traitementer en matière de produits biocides, an och eng Kéier, wat déi Kategorien ugeet vun den Notzer vun de Produits biocides.

Wéi gesot, den Detail fannt Der a mengem schréftleche Rapport. Ech géif dozou also just nach eng Kéier op mäin Ufankssaz zréckkommen, also d'Précautioun, de Contrôle an d'Dokumentatioun vun dëse gréisstendeels toxesche chemesche Produkter an zum Schluss eben d'Sanktioun: Dat ass e roude Fuedem, vun deem ech mengen, dass en eis ëmmer a Gesetzer, déi den Émweltberäich respektiv geféierlech Stoffer betreffen, soll guidéieren. An dofir kritt dëse Projet de loi och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi de Rapporteur erkläert huet, geet et bei dësem Projet ëm verschidden Applikatiounsmodalitéiten a Sanktiounen am Kader vum Reglement iwwert de Marché vu Biozidproduiten, e Reglement, wat direkt applikabel ass a schonn zanter dem 1. September 2013 a Vigueur ass.

D'Regele sinn am Europaparlament breet approuvéiert ginn. An d'Reglement ersetzt d'Direktiv vun 1998, déi dann och konsequenterweis mat dësem Projet de loi ofgeschaaft gëtt. Also, e schaaft dat Gesetz of, wat d'Direktiv dann ëmgesat huet an eist Recht.

D'Reglement soll eng méi harmoniséiert Prozedur, fir Biozidwierkstoffer ze autoriséieren, bréngen. Virdru konnten déi Autorisatiounen zwar an deene verschiddene Staten unerkannt ginn, mä et gouf keng eenheetlech, keng gemeinsam Prozedur. Dat soll sech da mam Reglement verbesseren. An doduerch soll dann och manner bürokrateschen Opwand entstoen.

Vun dësem Reglement gëtt sech eng besser Protektioun vun de Konsumenten erwaart, an dat net zulescht och duerch eng entspriechend Etikettéierung. Et gëtt sech awer och erwaart, datt de Marché méi fair gëtt, datt en och verbessert gëtt, andeems d'libre Circulation vun deene Produite méi einfach gëtt.

Well sech bis elo d'Akteuren net alleguerten un de Fraise bedeelegt hunn, also virum Reglement, dat heescht, datt ee konnt zwar Biozide autoriséiert hunn an awer Produiten domadder hiergestallt hunn, ouni sech un de Fraisen, un den Démarchen ze bedeelegen, fir eng Autorisatioun ze kréien, dat huet sech heimadder elo geännert a fir d'Akteuren natierlech och dee Moment verbessert.

Mat dësem Projet de loi gëtt dann, ech soen et nach eng Kéier, och definéiert, wien am Grand-Duché zoustänneg ass. Dat ass dann de Regierungsmember, deen d'Émwelt ënner sech huet, an domadder och déi Verwaltung, d'Émweltverwaltung, déi da muss aktiv ginn.

De Projet de loi gesäit och vir, datt d'Produzenten an d'Verkeefer sech mussen enregistréieren. Dat ass e Surplus zum Reglement. An dat war och dat, woumat de Statsrot Problemer hat, wou en eng Opposition formelle gemaach hat, soudatt mer dat dann hu mussen e bëssen aneschters formuléieren, fir et awer an d'Gesetz eranzehuelen.

Heizou koumen och Remarquen, ënner anerem vun der Landwirtschaftskummer, déi sech gefrot huet, ob et net ubruecht wier, datt dann awer och déi Verkeefer a Produzente missten déiselwecht Formatiounskonditiounen erfëllen, wéi dat geregelt ass am Gesetz iwwert déi phytopharmazeutesch Produiten. An der grousser Famill vun de Biozide falen dës och dorënner, ënner anerem dann och d'Pestiziden, hunn also en ähnlecht Risikopotenzial wéi déi fir d'Gesondheet vun de Leit an och fir d'Émwelt.

D'Landwirtschaftskummer seet zwar och, datt se déi Konditiounen 2014 liicht iwwerdriwwe fënnt, mä trotzdeem bleift hei d'Fro un den Här Statssekretär, ob en eis kéint soen, wéi een dann déi Formatiounskonditioune kéint méi no beieneebréngen, fir dat da besser ofzestëmmen, ob een do e bësse méi Kohärenz vläicht kéint erreechen.

An op där anerer Säit vläicht och, Här Statssekretär, eng Informatioun doriwwer, wéi wäit oder wéi grouss den Impakt elo vum Reglement op eise klenge Grand-Duché ass.

Dat gesot, wëll ech net vergiessen, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. An da sinn ech frou, gleeft mer et, den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn. An ech wënschen Iech alleguerten e schéine Summer.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet direkt de Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Gérard Anzia e grousse Merci soe fir säin exzellente Rapport. Ech mengen, hien a mäi Virriedner hunn dat Meescht gesot.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, dass hei déi Bioziden, dass dat och e Pestizid ass aus där Grupp zwar vun de Phytopharmaceutiquen, dat heescht Onkrautbekämpfungsmëttel, wou mer jo elo gesinn hunn och virun e puer Wochen, dass déi aus verschiddene Geschäfter erausgezu ginn, wat de Beweis ass, dass et sech hei ëm toxesch Mëttel handelt. A bei de Bioziden, wat jo haaptsächlech dann och zum Beispill Insektebekämpfungsmëttel sinn, wat mer alleguerten am Gebrauch hunn, ass et dofir wichteg, dass mer hei festhalen, dass mer nom Principe de précaution virginn, dat heescht eng virsiichteg Approche hunn.

An domadder géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Dann huet d'Wuert den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo schwätze mer scho bal eng Véierelstonn laang iwwer Bioziden. Wat sinn eigentlech Bioziden? „Bioziden", wéi den Numm et seet, „Bios" kënnt aus dem Griicheschen an heescht Liewen, an „caedere" heescht op Latäin doutmaachen. E Biozid ass also eppes, wat Liewen zerstéiert. Et ass deemno eppes Geféierleches, jo, souguer eppes Gëfteges. A genau dat erkläert, wéisou mer eigentlech haut doriwwer schwätzen a wéisou och d'Europäescht Parlament sech heimat beschäftegt huet a wéisou mer fir esou Produite kloer Regele brauchen.

Als Gesetzgeber sti mir nämlech an der Verantwortung, fir derfir ze suergen, éischtens, dass keng Bioziden op de Maart kommen, déi den Normen net entspriechen, an zweetens, dass déi Bioziden, déi d'Normen erfëllen, och esou ugewannt ginn, dass keng Gefor fir Mënsch, Déier oder Émwelt opkënnt. Dat si mir zum engen de Konsumente schëlleg, awer zum aneren och deene professionellen Notzer, déi esou Produiten dagdeeglech benotzen. Dat däerf och fir si selbstverständlech keng Gefor duerstellen.

Här President, ech si frou kënnen ze soen, dass d'Gemeng Dippech, d'Gemeng, wou ech hier sinn,…

(Brouhaha général)

Här President, ech si frou, dass d'Gemeng Dippech zënter dräi Woche pestizidfräi Gemeng ass.

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

Une voix.- Bravo!

(Interruptions diverses et brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- Witzegerweis ass deemools an enger Informatiounsversammlung d'Fro gestallt ginn, wat den Ënnerscheed tëschent Bioziden…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, mir lauschteren elo erëm dem Här Hahn no,…

Plusieurs voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … deen ech drun erënneren, dass mer an der Chamber sinn.

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- Firwat ech dat gesot hunn, ass, dass witzegerweis an enger Informatiounsversammlung, déi mer am Kader vu pestizidfräie Gemengen organiséiert hunn, d'Fro opkomm ass, wat den Ënnerscheed tëschent Pestiziden a Biozide wier. D'Äntwert ass relativ einfach: Am Fong si béides Bioziden. Et ënnerscheet ee se trotzdeem. Et schwätzt ee generell vu Bioziden, wann ee se am Haus uwennt. An et schwätzt ee vu Pestiziden, wann de Bauer, de Wënzer oder de Geméisgäertner se op sengem Feld, a sengem Wéngert oder a senger Zär benotzt.

Iwwert de richtegen Ëmgang mat de Pestiziden hu mer hei an der Chamber am Dezember 2014 diskutéiert. Elo stëmme mer ee Gesetz, wat sech op d'Biozide beschränkt. D'Zil ass awer am Fong datselwecht: Mir wëlle sécherstellen, dass duerch d'Benotze vun deene Produite weder Mënsch nach Émwelt Schued zougefouert gëtt. Dofir däerfe keng Bioziden op de Maart kommen, déi net konform sinn. An et muss ee festleeën, wéi ee mat esou Produiten ëmgeet. Net autoriséiert Bioziden, mä och den Import vu Produiten, déi mat Biozide behandelt goufen, déi an der EU net zougelooss sinn, däerfe bei eis net méi benotzt ginn. An ech soen Iech: Dat ass och gutt esou!

Här President, d'Biozide si geféierlech Chemikalien oder Mikroorganismen. Ee Biozid, deen déi Meescht vun Iech vun doheem kennen, ass de Javel. Et kritt ee sécherlech all Fleck domat ewech, mä jiddweree weess oder misst am Fong wëssen, dass een dee Produit net anootme soll an dass een am Prinzip, wann een esou Produite benotzt, och Händsche soll droen.

Aner Beispiller vu Biozide sinn Desinfektiounsmëttel fir d'Waasser, fir d'Biedem, fir d'Schwämmen, d'Aarbechtsflächen oder och d'Toiletten. Ma och Schutzmëttel fir Holz, Plastik oder Mauere si Bioziden. An da gëtt et nach Bioziden, déi agesat ginn, fir Ongezifer doutzemaachen, wéi zum Beispill Rategëft, Gëft géint Matten, Holzwierm, Mais, oder och Produite géint Schimmelpilz.

Biozide sinn also chemesch Substanzen, déi meeschtens toxesch sinn. D'Hiersteller vu Biozide ginn dofir och verflicht, déi Produiten als solches ze kennzeechnen. Dir kennt alleguerten d'Etikette mam Doudekapp drop. Fréier war dat en EU-wäit eenheetleche System. Dat waren déi rechteckeg orange Symboler. Mëttlerweil an neierdéngs hu mer e weltwäit eenheetleche System. Dat sinn déi rauteférmeg a routëmmantelt Symboler.

Här President, ech mengen, dass dëst Gesetz wichteg ass fir e bessere Schutz vun Natur a Mënsch. Nodeems mir d'Gesetz iwwert d'Pestizide jo am Dezember 2014 gestëmmt hunn, ass dëst Gesetz iwwert d'Bioziden déi logesch Konsequenz.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, géif dem Rapporteur Gérard Anzia Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn! An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech kann de politeschen, juristeschen an och techneschen Deel vun den Ausféierungen elo méi kuerz faassen a kommen direkt op e puer Suergen, déi mir als ADR am Kontext vun dësem Gesetz awer hunn. Mä ier ech meng Suerge lassginn, wëll ech awer dem Här Anzia Merci soe fir de Rapport. Dat ass eng wichteg Héiflechkeetsaufgab, déi ech op kee Fall wéilt mëssen.

Dat Reglement, dat mer elo hei unhuelen, ass erëm eng Kéier e Beispill vun enger schlechter legislativer Technik um europäeschen Niveau. Mir hunn dat ganz dacks hei gesot, datt normalerweis jo e Reglement directement applicable ass, datt et obligatoresch ass an de portée générale a keng Émsetzung méi brauch, wann et gutt gemaach ass, contrairement zu der Direktiv. Normalerweis misst also, wann elo hei national Émsetzungsmodalitéiten nach néideg sinn, dat iwwert de Wee vun der Direktiv gemaach ginn an net iwwert de Wee vum Reglement.

Mä wat de Fong ugeet, si mir als ADR selbstverständlech mat dem Sënn vun dësem Rechtsakt d'accord. Mir freeën eis driwwer, datt d'Bioziden och an dësem Rechtsakt geregelt ginn an och den Zougang zum Marché geregelt gëtt.

Mir hunn awer eng Rei vu Froen. Fir d'Éischt ass jo awer de Sënn vun der Émsetzung vum Reglement, wann et dann iwwerhaapt soll gemaach ginn, datt europäesch eenheetlech eben hei den Zougang zum Marché gehandhaabt gëtt. Et ass also net hei, wou sollen zousätzlech Rechtsregelen agebaut ginn. Dat ass awer probéiert ginn. An de Statsrot huet jo och do protestéiert. An dunn ass einfach den Titel geännert ginn, fir et awer méiglech ze maachen. An zwar ass et ëm eng Lëscht gaange vu Fabrikanten a Vendeuren, wat jo an där Form net am Reglement virgesi war, wat also hei zousätzlech gemaach gouf.

Wann awer esou Lëschten opgestallt ginn, da freet ee sech natierlech: Wéi ginn déi gehandhaabt? A wat heesche se konkret? Genausou wéi mer eis froen, wéi wäit déi Dispositiounen am Artikel 1 Absatz 4 ginn, wou steet: «Le ministre est habilité à demander la production de toute information», an esou weider, «qui peut servir aux fins de la surveillance du marché.» Och dat ass e ganz allgemengt Mandat. A mir froen eis, wéi wäit dat geet. A mir hätten nawell gär gesinn, datt do awer Prezisiounen an och Garantië wieren, wann een esou eng wäitreechend Dispositioun trëfft.

Deen zweete Souci, dee mer hunn, dat ass deen, deen och vum Statsrot opgeworf gouf, datt mer ëmmer méi Beamten - an och an dësem Gesetz erëm - Funktioune vum Officier de police judiciaire ginn. De Statsrot huet dat scho bei der REACH-Direktiv - oder e Reglement war et - och beanstant, well e gesot huet, mir hätten hei e Foisonnement vun esou polizeilechen Aufgaben an der Fonction publique. Ëmmer méi Beamten hunn esou Aufgaben, déi u sech net dofir forméiert sinn, déi och d'Preuven net kënne recueilléieren, déi net ausgebilt sinn, net déi Beruffserfahrung hunn, net déi Strukturen hunn, fir dat kënnen effikass ze maachen. An de Statsrot seet dann och, mir hätten an der Vergaangenheet scho Problemer gehat - déi vläicht da manner schlëmm waren, well mer e puer Corpsen haten, déi domadder befaasst gi sinn. Elo hu mer d'Police, mir hunn d'Douane, mir hunn d'Émweltverwaltung an esou virun. An ech mengen, dat ass eng Tendenz, déi mer sollten am Interessi vun engem korrekten Exercice vum Rechtsstat awer bremsen.

Eng drëtt Considératioun, déi mer hunn - an dat ass och eng Suerg, ech géif soen, et ass eng typesch Suerg fir d'ADR, awer eng wichteg -, dat ass de Sproocheregime. An dësem Gesetz gëtt e Sproocheregime festgeluecht, wou gesot gëtt: Hei am Land, fir d'Applikatioun hei vun dësem Reglement gëtt et zwou offiziell Sproochen, Däitsch a Franséisch. Dat ass dat eigentlech, wat mir als ADR… An Englesch kann zougelooss ginn, ënner bestëmmte Konditioune gëtt och Englesch toleréiert.

Mir hunn awer ëmmer gesot, datt mir gär eng Stäerkung vum Lëtzebuergeschen och op europäeschem Niveau hätten, no den Dispositiounen, déi 2005 vereinbart goufen. A symbolesch wär et och wichteg gewiescht, fir wéinstens Lëtzebuergesch zouzeloossen, och wann et net am europäesche Reglement tel quel virgesinn

ass, mä mat den Dispositioune vun 2005 hätt jo keen e Schued dovu gehat.

Mä wat mer am Ableck elo hunn, wéi Dir oder hei d'Regierung eis dëse Projet de loi proposéiert, ass et esou, datt theoretesch, wann een elo géif op Lëtzebuergesch wëllen e Produit virstellen, aus Grënn vun der Héiflechkeet géintiwwer der lëtzebuergescher Clientèle, oder wat och ëmmer, datt ee sech géif stroffälleg maachen, no den Dispositioune vum selwechte Gesetz, déi Strofe virgesinn - den Artikel 12 (1) -, wann een déi Sproochendispositiounen aus dem Gesetz net respektéiert.

Mir wëllen hei symbolesch nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, datt fir eis et net geet, datt zu Lëtzebuerg e Gesetz gestëmmt gëtt, an deem Lëtzebuergesch d'office exclu ass a souguer eng Strof drop läit, wann ee géif hei d'Nationalsprooch benotzen. Dat geet an eisen Aen net!

An dofir wäerte mir och dëst Gesetz net matstëmmen. Wéi gesot, mir si ganz d'accord mat der Bekämpfung oder der Reglementéierung vun de Bioziden no alle méigleche Sécherheetsan ethesche Kritären, awer mir hätte gär de Respekt vum Rechtsstat, de Respekt virun eiser Lëtzebuerger Sprooch. An do gi mir net dervun erof!

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Nächste Riedner ass den David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hu keng prinzipiell Awänn géint dee Projet de loi a wäerten deen och mat votéieren.

Am Géigesaz zu der Chambre de Commerce begréisse mir och d'Tatsaach, datt de klengen a mëttlere Betriber an deem Gesetzesprojet gewëssen Erliichterungen ageraumt ginn. Mir fannen, datt een de PMEen och a villen anere Beräicher misst Virdeeler erméiglechen, ënner anerem well si jo, contrairement zu de Multien, an der Regel hir Steiere bezuelen.

D'europäescht Reglement selwer, dat jo schonn a Kraaft ass, bréngt eng Rei vu Verbesserunge mat sech. Eng Ännerung, nämlech d'Méiglechkeet, eng Zouloossung vun engem Produit op europäeschem Plang unzefroen, déi dann automatesch fir de gesamten europäesche Marché gëllt, gesi mir allerdéngs mat gemëschte Gefiller. Mä op den éischte Bléck mécht dat duerchaus Sënn, fir d'Prozeduren ze vereinfachen.

Allerdéngs bréngt dat och mat sech, datt déi grouss chemesch Betriber hir Lobbyaarbecht just nach op enger Plaz brauchen ze konzentréieren, well domadder de System vun der géigesäiteger Unerkennung ëmgaange gëtt. Déi chemesch Industrie ass jo souwisou och fir hir relativ aggressiv Lobbyaarbecht bekannt. An do kann een also duerchaus fäerten, datt net ausschliisslech gesondheetlech oder ëmweltpolitesch Considératiounen an esou eng Décisioun afléissen.

Op nationalem Niveau schéngt et ons am Kader vun dësem Projet de loi och nach wichteg, déi privat Konsumenten an déi Richtung ze sensibiliséieren, datt se esou mann wéi méiglech Biozide solle benotzen. Géint Schädlinge gëtt et duerchaus mechanesch oder biologesch Léisungen. Et soll een am Haushalt also net direkt op chemesch Produkter zréckgräifen. An déi Richtung muss een d'Leit dann och konsequent opklären.

Erlaabt mer awer och nach, Här President, bei dëser Geleeënheet nach kuerz op eng Saach anzegoen, déi u sech näischt mat deem Projet de loi ze dinn huet, mä déi Saach mat dem Glyphosat: Dobäi handelt et sech jo net ëm e Biozid, mä ëm e Planzeschutzmëttel, wat jo enger anerer Reglementatioun ënnerläit. Mä et läit jo awer trotzdeem no un dëser Thematik drun.

De Glyphosat ass jo e Wierkstoff, deen a Planzeschutzmëttelen agesat gëtt. An do kenne mer jo och dee berühmten „Roundup" vu Monsanto, dee mëttlerweil vun der OMS als wahrscheinlech kriibserreegend agestuuft gouf. Am Mäerz vun dësem Joer haten och verschidden Deputéiert, dorënner de Justin Turpel, d'Madame Lorsché an och den Här Kox, dozou eng Question parlementaire gestallt. D'Fro war, ob d'Regierung net gedenkt, dee Wierkstoff ze verbidden. An als Äntwert krute mer, datt d'Regierung d'Sensibiliséierung am Ëmgang mat deene Produkter fir vill méi effikass géif hale wéi e Verbuet.

An do musse mer soen, datt mer déi Argumentatioun net ganz gutt novollzéien. D'Sensibiliséierung am Ëmgang mat kriibserreegende Mëttelen ass wichteg. Natierlech, ob se méi effikass soll si wéi e Verbuet, dat schéngt eis net ganz logesch. Déi Logik kéint ee jo och op den Trafic applizéieren an de Leit erklären: „Passt op, briedert net mat 120 duerch eng Uertschaft, dat ass net ganz gesond!" Ech mengen, de Verbuet ass e bësse méi effikass. An d'Kontrollen och!

(Interruption)

Iwwert d'Zigarette misst een och nach diskutéieren. Mä do sinn ech befaangen.

(Hilarité)

Bemierkenswäert ass jo, datt d'Regierung, déi schlussendlech responsabel ass fir d'Protektioun vun der Santé an der Ëmwelt hei am Land, mëttlerweil op där Fro vu privaten Handelsketten dann och iwwerholl ginn ass. Do hunn der jo déi Produkter preventiv aus hire Rayonen erausgeholl. Et gouf gesot, dat wier natierlech och en Erfolleg vun der Sensibiliséierungscampagne vun der Regierung. Dat mag duerchaus de Fall sinn, mä et muss een awer feststellen, datt dat awer éischter esou geschitt ass. Bon!

Mir ginn dovunner aus, datt d'Madame Dieschbourg, vertratt och duerch de Statssekretär Gira, héchstwahrscheinlech och an déi Richtung wéilt goen. Wahrscheinlech huet et och domadder ze dinn, datt ee sech an enger Koalitioun muss duerchsetzen.

(Interruption)

An dat ass vläicht net ëmmer esou einfach.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Nohaltegkeets- an Infrastrukturministère, de Camille Gira.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet esou e gudden an ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach, dass ech iwwert de Fong vum Gesetz net méi ganz vill brauch ze soen. Merci un hien, Merci awer och un déi grouss Majoritéit vun den Deputéierten, déi, wann ech richteg verstanen hunn, dëse Projet wäert stëmmen.

Eng Rei Froen, déi opgeworf si ginn, gi mer awer d'Geleeënheet, fir Saachen ze preziséieren. De Projet de loi hei ass net iwwert d'Utilisatioun vun de Bioziden. Et ass just d'Mise sur le marché. An deem Sënn ass dem Här Zeimet seng Fro eigentlech scho beäntwert, dass mer bei de Bioziden nach net esou wäit si wéi bei de Pestiziden, wou eigentlech ganz kloer Saache virgeschriwwe sinn, wéi ech domat ëmginn.

Et ass awer esou, dass op europäeschem Niveau geplangt ass, no dësem Reglement eng Kéier e Reglement kommen ze loossen, wou dann och iwwert d'Utilisatioun geschwat wäert ginn. An dann ass et evident, dass mer dat an enkem Kontakt mam Landwirtschaftsministère kucken, wou mer souwisou och agebonne sinn an de Plan «Pesticides». Do ass seng Remarque awer an deem Sënn pertinent, dass een eng Kéier, wann ee scho vu Formatioune schwätzt, da selbstverständlech déi zwou Zorte vu Produite ka matabannen.

Dem Här Zeimet seng Fro, wat elo d'Implikatioun fir Lëtzebuerg ass, kann ech net aschätzen. Ech weess net, ob elo Bayer, BASF elo a ganz Europa d'Taxe kucken an da vläicht eng Rei Bioziden hei wäerten umellen.

Ech kann him awer soen, dass ech ganz frou sinn, dass mer dat Gesetz haut stëmmen, well mer zënter dem September 2013, wou dat europäescht Reglement eigentlech schonn europawäit a Kraaft ass, an enger net glécklecher Situatioun waren an theoretesch e Schlupflach zu Lëtzebuerg haten, well mer net kloer definéiert haten, wien d'Autorité compétente wier, a well mer virun allem keng Taxe festgeluecht hu fir d'Mise sur le marché.

Mengen Informatiounen aus der Verwaltung no schéngt keen dat gemierkt ze hunn a ganz Europa. Op jidde Fall si mer - glécklecherweis, muss ech soen - net iwwerrannt gi mat Demandë fir eng Mise sur le marché, well soss weess ech net, wat mer vu Personal hätte missen astellen a wat dat eis alles kascht hätt. A well mer bis haut, bis zum Vote vun deem Gesetz, keng Tax haten, hätte mer dat awer nach alles misse selwer bezuelen. An deem Sënn gëtt dat hei elo virun allem Rechtssécherheet a setzt eis endlech op den Niveau vun deenen aneren europäesche Länner.

Dann nach vläicht kuerz zu de Remarquë vun der ADR. Ech mengen, dass deen Artikel 1 (4) awer berechtegt ass. Wann een de Principe de précaution wëllt uwennen, da muss ee jo och d'Méiglechkeet hunn, all méiglech Informatiounen ze froen. Ech mengen net, dass mer do wäerten iwwerdreiwen. Ech bleiwen och derbäi, dass mer, mengen ech, zwar elo eng Legislatioun hunn, mä dass mer net iwwerrannt wäerte gi vun internationale Firmen, fir hei unzemellen. Ech mengen, déi hunn hir Habituden, déi hunn hir Kanäl an hire Länner. An ech mengen net, dass Bayer vu Ludwigshafen erop op Lëtzebuerg kënnt, fir dat hei ze maachen. An deem Sënn ass dat net esou dramatesch.

Zu den OPJen. Mir kennen déi Remarque vum Statsrot, déi ass scho jorelaang. Ech kann Iech awer och soen, wann een awer weess, mat wivill Aarbecht dass d'Police konfrontéiert ass a wann een héiert, dass trotz groussen Opstockungen awer nach ëmmer Problemer sinn, fir dass d'Police hir primär Aufgabe ka maachen, ass et awer net schlecht, wann do dernieft eng Rei aner Verwaltungen awer och bei speziellen Dossiere wéi deem heiten, mengen ech, wou och a priori elo e Polizist net de Spezialist ass, d'Méiglechkeet kréien, déi Funktioun auszeüben.

An Dir hutt jo och gesinn, dass dann am Gesetz steet, dass déi Leit aus eventuell eiser Verwaltung oder aus enger Douane, déi dann och wëllen déi Funktioun ausüben, dass déi dann och wierklech eng spezifesch Formatioun musse maachen, fir dass se awer och, wann et drop ukënnt, dat kënne maachen.

Dann zu de Sproochen: Also, ech géif Iech gären à témoin huelen, léiwe Vertrieder vun der ADR, wa mer déi héich technesch Produiten, déi en normale Mënsch emol einfach esou net iwwert d'Lëpse kritt, wa mer déi elo alleguerte missten op Lëtzebuergesch iwwersetzen, dann huelen ech Iech awer à défi an da schécke mer Iech eng Rei vu Produiten, da gitt Der mer déi Lëtzebuerger Iwwersetzung dozou. Ech mengen, Ären Asaz fir d'Lëtzebuerger Sprooch an Ëieren, mä dreift et net ze wäit. Ech mengen, mir wëssen, dass déi Saachen do souwisou net op Lëtzebuergesch ze iwwersetze sinn.

(Interruption)

An nach eng Kéier, ech wëll nach eng Kéier betounen, dass mer vun der Mise sur le marché schwätzen an net vun der Verdeelung.

Ofschléissend sinn ech dann awer och ganz frou iwwert déi Fro vum Vertrieder vun déi Lénk zum Glyphosat. Hien huet et selwer gesot, et ass eigentlech e Produit, deen net ënnert déi hei Gesetzgebung fält, nach stelle sech eng Rei Froen. An ech wëll awer soen, dass et net gradesou einfach ass, wéi den Intervenant dat duergestallt huet.

Souguer wa mir wéilten dee Produit generell verbidden, sou geet dat guer net. Do huet weder de Lëtzebuerger Landwirtschaftsminister nach d'Lëtzebuerger Gesondheetsministesch nach d'Lëtzebuerger Ëmweltministesch iwwerhaapt eng Kompetenz. Déi allgemeng Zouloossung vu Pestizide geschitt op europäeschem Niveau. An déi Responsabilitéit, déi mir um nationale Plang hunn, dat ass, wa ganz kloer gëtt, dass Inzidenze vun zougeloossene Produiten op déi eng oder aner Ëmweltaspekter oder op d'Gesondheet vum Mënsch ufänken, Wierkungen dobaussen ze weisen. Da muss een an da kann een och punktuell agräifen.

Dat, wat Dir verlaangt, ass e bëssen d'selwecht, wéi wann ee muer den Diesel géif verbidden. Dir hutt vläicht matkritt, dass déiselwecht Institutioun, déi Verdachter ausgeschwat huet, dass Glyphosat kéint kriibserreegend sinn, an notamment fir déi, déi dermat ëmginn… Ech mengen, déi, déi am meeschte betraff hei vun deem Problem sinn, dat si wierklech d'Leit aus der Landwirtschaft. An ech mengen, déi hätten all Intérêt drun, et esou mann wéi méiglech ze notzen, well dat sinn déi Éischt, déi Kriibsgeforen hunn. Mä den Diesel ass ähnlech agestuuft wéi de Glyphosat. An ech mengen, et géif eis jo och muer net am Dram afalen, den Diesel weltwäit oder europawäit ze verbidden. An esou kënne mir dat och guer net maachen.

Wat ech Iech awer ka garantéieren, ass, dass, wa mer muer géife feststellen, dass mer am Drénkwaasser iwwerhéichte Konzentratioune vum Glyphosat hätten, da géife mir am Ëmweltministère eis Responsabilitéite gradesou beim Glyphosat iwwerhuelen, wéi mer se beim Metolachlor a beim Metazachlor geholl hunn. Dat ass dee Beräich, wou d'Ëmweltministesch kompetent ass. Mir kucken d'Inzidenz vun de Pestiziden op d'Waasser. Dat ass deen eenzege Beräich, wou mir kompetent sinn. An ech kann Iech garantéieren, wa mer Quelle sollte fannen, wou mer iwwerhéichte Konzentratioune fannen, wéi mer dat beim Metazachlor a beim Metolachlor schonn eng Rei Joren elo fonnt hunn, da wäerte mer do gradesou duerchgräifen.

Parallell, mengen ech, ass et awer absolutt noutwendeg, zesumme mam Landwirtschaftsministère ebe grad och am Plan d'action «Pesticides» derfir ze suergen, dass esou mann wéi méiglech Pestiziden insgesamt - ob se elo Glyphosat heeschen oder net - agesat ginn.

Wat ech Iech awer och ka soen, wéi komplex déi ganz Matière vun de Pestiziden ass: Mech erënnert dat Ganzt e bëssen un den Tour de France an d'Dopingskontrollen. All Kéiers, wann d'UCI amstand ass, eng Rei Substanzen ze testen, da sinn d'Coureure längst schonn erëm e Produit méi wäit. Esou ass et ähnlech hei.

Ech kann Iech verroden, dass, bis mir den Ëmweltministère a seng Verwaltung iwwerholl hunn, d'Regierung net capabel war, de Glyphosat nozemoossen. Mir hunn an der Tëschenzäit ganz grouss budgetär Efforte gemaach a mir sinn amgaangen, en Apparat ze kalibréieren. Et ka ganz gutt sinn, dass mer scho fir Enn des Joers oder spéitstens uganks d'nächst Joer och eng Campagne wäerte maachen, fir an allen Drénkwaasserquelle systematesch de Glyphosat ze préiwen. A wa mer do iwwert deenen Norme leien, déi Europa eis virschreift, da kënnt Der sécher sinn, dass mer am Ëmweltministère eis Responsabilitéit wéilten iwwerhuelen.

Fir de Rescht, Merci, dass de Projet esou séier duerch d'Chamber gaangen ass an dass mer déi Schlupflächer, déi mer theoretesch zumindest haten, dass mer déi heimadder zoumaachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär. Mir sinn um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6689 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6689 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Deputéierter hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl: 56-mol Jo, 3-mol Neen.

Domat wär de Projet 6689 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6689 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wéi mer am Ufank vun der Sëtzung ofgemaach hunn a wann d'Chamber do dermat d'accord ass, géife mer elo d'Motioun, déi vum Henri Kox abruecht ginn ass, awer och d'Fro N°1290, déi vum Marco Schank gëschter abruecht ginn ass, vun där ech hei der Vollstännegkeet halber wëll soen, dass ech d'Urgence net unerkannt hunn, mä vu dass de Punkt awer sech elo iwwerschneit, selbstverständlech déi zwou Saachen zur Diskussioun bréngen.

Ech géif proposéieren, dass fir d'Éischt den Henri Kox, dann de Marco Schank an da jiddwereen, dee wëllt, zu der Motioun Stellung bezitt, an dann de Statssekretär zu deenen zwou Saachen.

Ass dat esou okay?

(Assentiment)

Merci. Dann huet den Henri Kox d'Wuert.

5. Motion de M. Henri Kox relative à l'invitation du Gouvernement à insister auprès des autorités françaises pour qu'elles respectent la législation sur l'environnement, notamment la directive européenne EIE et

Question parlementaire écrite n°1290 de M. Marco Schank relative à la construction d'un centre de gestion de déchets radioactifs en Lorraine à deux heures environ du Luxembourg

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President, fir d'Versteesdemech, dass dat elo konnt esou séier hei goen. Effektiv ass an de leschten Deeg vill iwwert d'Endlagerung vu radioaktive Mëttelen a Frankräich rieds gaangen. Et geet nämlech ëm de Centre industriel de stockage géologique, deen net wäit heivun ewech ass, am Département de la Meuse, wou an der Uertschaft Bure esou eppes soll entstoen, an do sollen héich radioaktiv Mëttelen endgelagert ginn, soudass et net evident ass, dass och mir als Lëtzebuerg do eist Wiertche kënne matschwätzen.

Firwat ass elo d'Opreegung e bësse méi grouss? Ma, d'Gesetz ass an der Assemblée nationale elo déi lescht Deeg ugepasst ginn, fir nämlech d'Prozedur vun der Autorisatioun vläicht ze änneren. Eis Angscht ass, dass de Public vläicht net esou matabezu gëtt. An dofir wollte mir, ähnlech wéi dat d'Saarland och gemaach huet, d'Saarland huet nämlech och viru Kuerzem - nämlech net méi spéit wéi haut de Moien hu mer dat zougestallt kritt - eng parteiiwwergräifend Motioun eragereecht, an dofir war also d'Initiativ hei, elo e bëssen op d'Schnellt och hei eng Motioun ze probéieren, déi mer och zu sämtleche Parteie kënnen akzeptéieren. Well d'Motioun ass ënner anerem och vum Max Hahn an och vum Roger Negri mat ënnerstëtzt - fir dat hei ze soen.

Also, mir wëlle froen, wat d'Regierung gedenkt an dësem Dossier ze maachen, wat d'Impaktstudien-Direktiv ubelaangt. Ginn éischtens déi franséisch, mä wat eis natierlech interesséiert, ginn och déi grenziwwerschreidend Autoritéite respektiv d'Bevëlkerung matabezunn, sief dat vum Saarland oder vu Lëtzebuerg?

A wann dat de Fall ass, konzertéiert Der Iech, esou wéi dat och an der Vergaangenheet schonn de Fall war? Well d'Studien, déi gemaach gi sinn zu Bure, goufe jo och nach eng Kéier vun Iech analyséiert an dëst och am Zesummenhang mat deene béide virgenannte Länner, nämlech mam Saarland a Rheinland-Pfalz, a Lëtzebuerg.

Vläicht zur Informatioun: Muer hu mer och nach d'Geleeënheet, well d'Sous-commissioun mat véier Deputéierten op Paräis fiert, fir d'ASN ze gesinn. Dat heescht, d'ASN ass d'Agence de Sécurité Nucléaire (veuillez lire: d'Autorité de Sûreté Nucléaire), wou mer da selbstverständlech och do nach eng Kéier wäerten d'Geleeënheet ergräifen, fir eis do ze informéieren an och si drop hinzeweisen, dass mer Bedenken hunn, wat d'Sécherheet vu souwuel den Atomreakteren zu Cattenom, mä och dem Endlager zu Bure betrëfft.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo direkt de Marco Schank, Auteur vun enger Fro, déi an déiselwecht Richtung geet.

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Der richteg sot, Här President, hunn ech gëschter eng Fro gestallt, eng urgent Fro gestallt, fir méi gewuer ze ginn iwwert dat, wat an der Assemblée nationale geschitt ass. An, gutt, de Caractère urgent gouf net unerkannt. Nach sinn ech dann elo haut frou, well et eis als CSV ëm d'Saach geet, datt mer haut doriwwer schwätzen, well awer eng gewëssen Urgence virläit, well d'Fransousen amgaange sinn, eng Etapp no där anerer ze huelen, fir Neel anzeklappen, datt een herno net méi zréckkann. An ech mengen, dat ass dat Wesentlecht.

Mäi Virriedner huet et gesot, an der leschter Minutt gewëssermoossen a bal heimlich, still und leise ass am Kader vun dem Vote vun der Loi Macron deen Amendement derbäikomm, fir op 2017 den Dépôt ze fixéiere fir d'Genehmegung justement fir d'Kreatioun vun engem Centre fir d'Vergruewen - ech soen et emol esou salopp - vu radioaktiven Décheten an der Lorraine, an net déi mannst! Gorleben ass an aller Mond, wann een dat vergläicht mat Gorleben, wat d'Fransousen do wëlles hunn, geet dat wesentlech méi wäit, sinn déi Konsequenzen nach vill, vill manner ofzegesinn. Fir vun de Generatioune vun deenen nächste Jorzéngten ze schwätze geet net duer, do muss ee vu Jorhonnerte schwätzen. An duerfir ass et ganz wichteg, datt mir, zesumme mat eisen „Nopeschländer" soen ech emol - et gouf jo een Débat schonn 2013 -, datt een och weider do seet, wat ee wëllt, an datt mir eis Intérêten do verteidegen.

An duerfir wollt ech och froen, wéi wäit d'Regierung elo agebonne war an déi rezent Décisioun an ob d'Pourparlere weiderlafen, wéi se an der Vergaangenheet fonctionnéiert hunn.

Vun der Attitüd vun der Lëtzebuerger Regierung denken ech, datt et déi ass vun där viregter. Mä wat eis interesséiert, ass, ob elo och wierklech däitlech gemaach gëtt, datt een Explikatioune freet opgrond vun deem Vote elo viru Kuerzem.

A mäi Virriedner huet et och gesot, ech mengen, ech ka muer leider net derbäi sinn, aus gesondheetleche Grënn, mä ech hoffen, datt déi Visite vun der Plattform vum Antinucléaire, datt dovunner profitéiert gëtt, fir bei der ASN, bei der Autorité de Sûreté Nucléaire nach eng Kéier däitlech ze maachen, datt dat dote fir eis net a Fro kënnt an datt een och do Explikatioune freet.

An ech wollt zum Schluss soen, datt meng Fraktioun déi Motioun, déi hei vun deenen dräi Majoritéitsdeputéierten ënnerschriwwe gouf, wëllt matdroen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Marco Schank. Gëtt et Wuertmeldungen zur Motioun?

M. Max Hahn *(DP).*- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Max Hahn. Soss nach Wuertmeldungen? De Roger Negri. Dann huele mer se chronologesch dës Kéier. De Max Hahn huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech just kuerz soen, dass et eis wierklech hei Suerge mécht, wat mer gëschter an der internationaler, awer och an der nationaler Press matkritt hunn. An dofir hu mer déi Motioun zesummen déposéiert. Ech hoffen, dass mer och eng breet Zoustëmmung vun deenen anere Parteien an deem heiten Dossier wäerte kréien.

De Marco Schank huet et virdru gesot, dass et hei eis alleguerten zesummen ëm d'Saach geet. An ech wollt him just vläicht soen, well mer ebe muer déi Visite do hu bei der ASN, also der Autorité de Sûreté Nucléaire: Ech wäert dat, also mir wäerten dat heite selbstverständlech muer mat an déi Sitzung huelen. A mir wäerten eis sécherlech dofir staarkmaachen, fir eis dat doten op alle Fall net esou gefalen ze loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann de Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Als LSAP schléisse mer eis selbstverständlech där Motioun do un, virun allem och aus deem Grond, well jo hei no der Aarhus-Konventioun am Ëmweltberäich bei grenziwwerschreidende Geforen och eist Land hätt missen informéiert ginn. An dofir wëlle mer och an deem Sënn déi Fro nach eng Kéier un de Statssekretär Camille Gira stellen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. De Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, Här President, just zur Prozedur. De Kolleeg Marco Schank huet inhaltlech jo scho Stellung geholl. Ech wëll just soen: Wa mer als Oppositiounspartei eng Question parlementaire urgente stellen an d'Urgence gëtt dann ofgelehnt, an da kënnt d'Urgence erëm zréck iwwert de Fait vun enger Motioun, fir dann d'Primautéit ze kréien, ech fannen déi Prozedur net ganz korrekt.

Ech wollt dat just zum Ausdrock bréngen. Ech fannen et fein, datt Dir d'Urgence dann elo erëm rehabilitéiert hutt, nodeem datt d'Urgence hei war. Ech hunn dat vun Iech als President gutt fonnt, datt Der dat gemaach hutt. Mä ech fannen, vum Prinzip hier sollt net esou geschafft ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Claude Wiseler. Dann de Gast Gibéryen, an den David Wagner duerno.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus den Initiateure vun dëser Motioun Merci soen. An ech mengen, et ass hei am Parlament eng gutt Traditioun, datt mer an deem ganzen Dossier - ech mengen, dat huet och mat der Schléissung vum Atomkraaftwierk Cattenom ze dinn - eng parteiiwwergräifend Solidaritéit hunn. An ech mengen, et ass och selbstverständlech, datt mir als Partei, als ADR, duerfir wäerten dës Motioun ënnerstëtzen, well mer elo niewent Cattenom och nach e Stockage kréichen an eis Géigend. Dat ass däers Ganzen e bësse vill. An ech fäerten awer, esou wéi mer d'franséisch Regierung kennen, déi „hard line", déi se fuere bei Cattenom, dass et eis hei net besser geet, mä trotz allem solle mer als Lëtzebuerg alles maachen, wat mer kënnen, fir dat ze verhënneren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Dann den David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun natierlech och mat ënnerstëtzen. Mir mierken, datt u sech d'Fransousen net déi Eenzeg sinn, déi ënnert deem Paquet, dee Loi Macron heescht, leiden, an allen Hisiichten, mä och mir hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun musse mat ëmweltpolitesche Konsequenzen, deemno wéi, rechnen. Dat ass och, wann een engem Vertrieder vun der Finanzwelt d'Soen iwwerléisst.

Ech hunn och héieren, datt déi franséisch Gréng sech iwwerleeën, fir geriichtlech virzegoe géint dës Décisioun. Ech kennen d'Detailer net. Dat ass wahrscheinlech eng ganz gutt Initiativ. Ech weess net, ob een um groussregionalen Niveau vläicht och ähnlech Démarchë kéint ënnerhuelen, ënner enger anerer Juridictioun. Dat muss sech d'Regierung hei och iwwerleeën. Mä op jiddwer Fall wäerte mir dat heiten natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. Ech ginn dann d'Wuert un de Statssekretär, fir Stellung ze huelen zur Motioun a selbstverständlech och zu der Fro vum Här Marco Schank, wou ee kann driwwer diskutéieren, ob eppes urgent ass oder net. An deem heite Fall dauert d'Prozedur schonn iwwer zéng Joer an et wäerten och nach eng ganz Rei vu Joren an d'Haus eragoen. Mä wichteg ass et allemol. An dofir ass et gutt, dass mer hei d'Geleeënheet hunn, fir doriwwer ze diskutéieren.

Den Här Statssekretär huet d'Wuert.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech si ganz dankbar fir dës Motioun.

Une voix.- Ah!

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Éischtens stäipt se eis de Réck bei deenen Aktiounen, déi mer schonn amgaange sinn anzeleeden, fir eis mam Thema ze beschäftegen. Zweetens erlaabt et mer awer och trotz allem, eng Rei Prezisiounen ze ginn zu deem, wat da viru Kuerzem och am franséische Parlament geschitt ass.

Ech wëll vläicht ganz e bëssen aushuelen, well soss versteet ee vläicht net ganz, wat elo amgaangen ass. Säit dem Joer 2000 studéiert déi franséisch ANDRA, dat ass d'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, zu Bure, fir ze kucken, ob een dann do en Endlager kéint maachen.

2006 ass a Frankräich en allgemengt Gesetz iwwert den Ëmgang mat den Déchets nucléaires gestëmmt ginn, wou dann och méi prezis iwwert d'Aart a Weis, wéi een enger Léisung sollt méi no kommen, légiféréiert ginn ass. Et existéiert och schonn op 500 m Déift e Labo, wou eng Rei Incidencen op de Buedem an d'Ëmwelt do analyséiert ginn.

Tëschent Mee an Dezember 2013 huet d'franséisch Regierung eng Consultation publique gemaach an den Débat public an der Regioun organiséiert. Deemools hat Lëtzebuerg sech mat Rheinland-Pfalz an dem Saarland zesummegesat an hat en Optrag un den „Öko-Institut" ginn, fir de Projet ze analyséieren. An opgrond och vun deem Gutachte sinn da kritesch Meenunge bis a Frankräich eriwwergedroe sinn.

Wat een awer ganz kloer muss soen: Et gëtt bis haut keng offiziell Demande a Frankräich, fir dee Centre ze bauen. An dofir ass et dann och - an da kommen ech zu deem, wat am Parlament geschitt ass -, et ass net richteg, wann iwwert d'Medie gesot gi wär, d'franséischt Parlament hätt an engem Hauruckverfahren elo de Centre d'enfouissement zu Bure genehmegt. Dat ass einfach net richteg! Esou ass et net.

Wat ass geschitt? Effektiv, an der Loi Macron, déi, wéi Der matkritt hutt, mat dem franséischen Artikel 49 (3) vun der Verfassung, dat heescht ouni Vote vum Parlament, eben duerch d'Parlament geboxt ginn ass, sinn eng Rei Amendemente gemaach ginn.

An natierlech - kann ech dem Här Schank soen -, wann d'franséisch Regierung emol hir eegen Deputéiert net doriwwer informéiert huet, wat do ënnerwee wär, a sech genee deen do Artikel gesicht huet, fir dat do an dat Gesetz ze kréien, da kënnt Der lech virstellen, dass se bestëmmt net dru geduecht haten, d'Lëtzebuerger Regierung ze informéieren. Mir sinn dat iwwer aner Kanäl gewuer ginn an hunn eis dunn natierlech direkt op d'hënnescht Bee gemaach.

Mir hunn eng éischt hausintern Analys gemaach vun deem, wat do geschitt ass. Dat ass méi wéi een Artikel. Dat sinn eng ganz Rei Amendementen zu enger ganzer Rei Gesetzer, notamment dat Gesetz vun 2006 iwwert d'Déchets nucléaires, mä awer och ginn eng ganz Rei Artikelen aus dem Code de l'environnement aus Frankräich ëmgeännert.

An ech kann Iech wierklech verroden, et ass fir en Netjurist - mä souguer och fir eis Juristen - de Moment nach net ganz duerchsiichteg, wat dann déi genee Inzidenze sinn.

Wat mer awer emol erausfonnt hunn, dat ass Folgendes: Éischtens gëtt den Délai, wou d'Demande d'autorisation soll erakommen, verlängert vun 2015 op 2017. Dat weist einfach, dass trotz alle Studien den Dossier nach net fäerdeg ass, fir definitiv an d'Prozedur ze goen.

Dann, an dat schéngt eis relativ geféierlech ze sinn, da gëtt de Projet an zwou Phasen opgespléckt: Als Éischt nenne se dat eng „phase industrielle pilote". Do soll während enger Rei Joren dann zu Bure probéiert ginn, ob dat fonctionnéiert an ob een deen Enfouissement do ka reversibel maachen. Vu Reversibilitéit geet ganz vill rieds an deenen eenzelne Gesetzer, an deenen eenzelne Paragrafen. An dat soll elo während enger Zäit getest ginn. An da soll an enger zweeter Phas d'„mise en service complète de l'installation" dann autoriséiert ginn.

Wat eis ganz louche virkënnt, dat ass, dass d'Gültegkeet vun der Consultation, vun dem Débat public vu fënnef Joer op zéng Joer erweidert gëtt. A wa mer dat kombinéieren, dann hu mer de Verdacht - mä ech wëll mech awer elo ganz virsiichteg hei äusseren, wéi gesot, et ass schrecklech komplex a mir mussen dat a Rou, vläicht och nach mat engem externe Büro, analyséiere loossen -, mir hunn de Verdacht, dass eben hei probéiert gëtt, eng zweet Consultation publique ze évitéieren.

Dat ass, wéi gesot, net mat enger honnertprozenteger Sécherheet hei ze soen. Mä wann een déi zwou, dräi Ännerungen, déi ech Iech elo a kuerzen Termen hei duergeluecht hunn, kombinéiert a wann een - ech soen elo emol - d'Fransouse kennt an d'Wichtegkeet vun der Nuklearindustrie, da gëtt een dat Gefill net lass, dass et an déi Richtung geet, soudass effektiv e Risiko besteet, dass mer keen Débat public méi kréichen.

An dat Véiert, wat eis dann och Bedenke gëtt a wat e bëssen an déi ganz Rei passt: No där provisorescher Phas ass et dann net méi de Conseil d'État, dee bei hinnen - komescherweis - am Gesetz virgesinn ass, fir déi definitiv Autorisatioun fir dee Projet ze ginn, mä et wär dann d'Autorité de Sûreté Nucléaire. Wann een och do weess, wéi no déi eenzelne Firme steet, da muss een och do Bedenken hunn.

Dat ass e bëssen de Stand der Dinge, esou wéi mir d'Saach interpretéieren. Mir wäerten déi Analys selbstverständlech esou séier wéi méiglech weiderféieren. Et ass evident, dass mer dat zesumme mat eisen haaptsächlech däitschen Nopere wäerte maachen.

Ech kann Iech soen, dass net méi spéit wéi gëschter d'Ëmweltministesch schonn e perséinlecht Gespréich mat dem Ëmweltminister aus dem Saarland, dem Här Jost, hat, fir sech schonn eng éischte Kéier ze konzertéieren. D'Ministesch ass haut zu Bréissel, soss wär se selwer och hei an der Chamber gewiescht. Mä déi Konzertatiounen, déi lafen.

An ech mengen, esou wéi d'saarlännescht Parlament eben de Moien eng Motioun gemaach huet, si mir ganz frou als Regierung, dass mer elo, virun der grousser Vakanz an ier Dir an d'Vakanz gitt, wierklech och de Support vun der Chamber hunn.

Also, deen zweete Punkt ass ganz kloer, wat gefrot ginn ass: Mir wäerten eis selbstverständlech mat den Nopeschlänner konzertéieren. Kommt, mir ginn et éierlech zou: Déi hu jo och deelweis an deem do Domän heiansdo méi Kompetenz, wéi mir se vläicht zu Lëtzebuerg hunn. Do kann ee jo nëmme bäiléieren. Also, dat ass schonn um Lafen.

A wat, mengen ech, de sprangende Punkt ass, ass, dass mer eis awer mat alle Méiglechkeeten asetzen, dass duerch dat, wat elo geschitt ass,

net déi europäesch Ëmweltgesetzgebungen, notamment d'Direktiv EIE, dat heescht déi iwwert den Impakt op d'Ëmwelt, ausser Kraaft gesat ginn. Dat ass ganz kloer, wann Der d'Annex I vun der Impaktstudiendirektiv kuckt, do stinn d'Déchets nucléaires, Enfouissement, besonnesch op engem anere Site wéi op engem Atomreakter, dat fält ganz kloer ënnert d'EIE. A mir wäerten alles drusetzen, fir dass dann och bei der definitiver Autorisatioun vun deem Centre do déi Prozeduren net ausser Kraaft gesat ginn an dass mer als Nopeschlänner agebonne ginn.

Iwwert d'Positioun, mengen ech, vun dëser Regierung a puncto Nuklearindustrie brauche mer jo net ze diskutéieren. Dir hutt matkritt, dass mer eis der Klo vun den Éisträicher géint Hinkley ugeschloss hunn. Déi leeft elo. A wa mer iwwert dee Wee eis Responsabilitéiten iwwerhuelen, da wäerte mer se selbstverständlech esou no virun eiser Hausdier och iwwerhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statssekretär. Mir géifen dann iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

Kënne mer dat à main levée maachen? Sidd Der do d'accord?

(Assentiment)

Wien ass fir d'Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun unanime ugeholl. Merci, och fir d'Flexibilitéit vun deene verschiddene Bänken.

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6773 iwwert d'Schafung vun engem Institut, dat fir d'Konzeptioun an och d'Gestaltung vu Stagen an der Formation continue zoustänneg ass fir d'Léierpersonal an de Personnel socio-éducatif aus der Éducation nationale. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

6. 6773 - Projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale et modifiant

1) la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation c) l'institution d'un Conseil scientifique,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

4) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

5) la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,

6) la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

7) la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État,

8) le Code de la sécurité sociale,

et abrogeant la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, passend zum Ufank vun der Schoulvakanz stëmmt d'Chamber haut iwwer e Gesetzesprojet of, mat deem d'Aus- an d'Weiderbildung vum Schoulpersonal soll reforméiert ginn. Pünktlech zur Rentrée soll dann deen neien Institut de formation de l'éducation nationale, kuerz IFEN, seng Dieren opmaachen.

Meng Riedezäit als Rapporteur erlaabt mer et net, op all Detail vun dësem Projet de loi anzegoen. An ech wäert spéider a menger Interventioun nach eng Kéier drop agoen, firwat dëst esou ass. Ech wäert probéieren, mech op d'Haaptelementer vum Projet ze konzentréieren, ouni awer ze vill iwwerflächlech ze ginn. A fir all weider Detailer an Explikatioune wëll ech op de schréftleche Rapport verweisen.

Virewech e puer Detailer zum Oflaf vun den Aarbechte um virleienden Text, deen den 30. Januar dëst Joer an der Chamber déposéiert ginn ass. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 18. Mee ofginn. Den 11. Juni huet d'Regierung eng Serie vun Amendementer déposéiert, déi och direkt vum Statsrot a sengem éischten Avis, deen hien den 22. Juni ofginn huet, analyséiert goufen. Den 2. Juli huet d'Éducatiounskommissioun e Courrier un de Statsrot adresséiert, wou si e puer materiell Feeler redresséiert huet. De Statsrot huet doropshin en zweeten Avis ofginn, an zwar den 10. Juli.

Anhand vun dëse puer Datumer, an ech hu se net alleguerten opgezielt, gesäit een, dass d'Kommissioun an deene leschte Woche ganz intensiv un dësem Projet geschafft huet. Dofir e grousse Merci de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Éducatiounskommissioun fir de Versteesdemech an déi gutt Zesummenaarbecht, gradesou wéi natierlech der Madame Merges an der Madame Closener an dem Här Peping.

Här President, wat sinn elo déi Haaptneierungen, déi mat dësem Projet agefouert ginn? A wouranner besteet hir Plus-value respektiv wat sinn d'Ursaachen, firwat et zu dëse Changementer komm ass?

De virleienden Text huet, wéi uganks betount, d'Schafe vum IFEN als Objet. Et war déi viregt Regierung, déi d'Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg, wat d'Formatioun vun den Enseignanten ugeet, gekënnegt huet. Den IFEN huet als Missioun, de Stage respektiv d'Formation continue vum Personal vun der Éducation nationale auszeschaffe respektiv ze evaluéieren. Ënner „Personal" sinn hei souwuel d'Enseignanten wéi awer och dat éducatiivt a psychosoziaalt Personal ze verstoen. An anere Wierder: am Prinzip all Intervenanten an eise Schoulen.

Mam IFEN gi mer eis déi néideg Struktur fir d'Ëmsetzung vun enger kohärenter a schlëssseger Strategie a puncto Stage a Weiderbildung um Niveau vun der Éducation nationale. Andeems dës Domänen an eng Hand geluecht ginn, gëtt et méi einfach, d'Ziler vun deenen eenzelne Schrëtt openeen ofzestëmmen, fir esou e bessere Kader fir d'Aus- an d'Weiderbildung vum Personal vun der Éducation nationale ze erméiglechen.

Här President, déi berufflech Entwécklung vun engem Enseignant ëmfaasst, wann een dat kann esou soen, grosso modo dräi Etappen: Déi éischt Etapp besteet aus senger Ausbildung. Hei solle wa méiglech déi grondleeënd Viraussetzunge geschafe gi fir e gudde Start a säi Beruffsliewen. Eng zweet Etapp ass dann de Stage, deen éischte Kontakt mam Terrain, mam Klassesall, mam Schüler. Hei geet et drëm, den Iwwergang vun der Theorie an d'Praxis esou gutt wéi méiglech ze managen. Déi drëtt Etapp ass dann d'Weiderbildung, wou dem Enseignant seng Kompetenzen, déi hie sech am Laf vu sengem Beruff ugëeegent huet, sollen ausgebaut respektiv verbessert ginn.

De virleienden Text wëllt, wéi schonns ugedeit, de legale Kader setzen, fir dass dës dräi Beräicher, déi eigentlech ee Ganzt ausmaachen, esou kohärent wéi méiglech kënne gestalt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zur Organisatioun vun dësem neien Institut: Den IFEN huet als Haaptmissioun d'Konzeptioun an d'Ëmsetzung souwuel vum Stage wéi och yun der Weiderbildung vum Personal an der Éducation nationale. Deemno ass et och net weider iwwerraschend, dass zwee Departementer innerhalb vum IFEN wäerte geschafe ginn, eent, wat sech mam Stage a sengen Ziler an Inhalter beschäftegt, an datselwecht nach eng Kéier fir d'Formation continue.

Opgrond vun der Diversitéit an deene verschiddene Grondausbildunge ginn innerhalb vum Departement vum Stage dräi verschidden Divisioune kreéiert: eng fir d'Enseignanten aus dem Fondamental, der Édiff an dem Centre de Logopédie; eng zweet fir d'Enseignanten aus dem Secondaire a Secondaire technique, gradesou wéi vun der Formation des adultes, an eng drëtt fir dat éducatiivt a psychosoziaalt Personal.

Här President, nieft der Kreatioun vum IFEN ass d'Reform vum Stage dat zweet Haaptelement vum virleienden Text. An den Dispositioune vum Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert de Statut vun de Statsbeamte gëtt d'Durée vum Stage vu bis elo zwee op dräi Joer eropgesat, dëst och am Hibléck op eng eenheetlech Behandlung vun allen zukünftege Statsbeamten.

D'Differenz tëschent dem Oflaf vum aktuelle Stage an där neier Prozedur ass dobäi esou grouss, dass de Stage u sech muss komplett nei organiséiert ginn. Fir déi zukünfteg Stagiairen am Secondaire bedeit dat zum Beispill, dass den Travail de candidature ofgeschaaft wäert ginn, genee wéi och de Statut vum Professeur-candidat.

Den Travail de candidature wäert an Zukunft an de Stage integréiert ginn, an zwar a Form vun engem Mémoire. An déi Kandidaten, déi de Stage gepackt hunn, wäerten an Zukunft och direkt à plein titre an hir Funktioune genannt ginn.

Déi nei Struktur vum Stage ass virun allem drop ausgeriicht, de Stagiairen eng méiglechst grouss Hëllefstellung an dräi Domänen ze ginn: um individuelle Plang, um berufflechen an um sozialen.

Wéi soll dës Hëllefstellung konkret ausgesinn an an der Praxis ëmgesat ginn? Mat Hëllef vu fënnef zentralen Elementer:

Éischtens, d'Begleedung, den „accompagnement": All Stagiaire kritt e Conseiller pédagogique zur Säit gestallt. Dës Persoun, an der Regel en erfuerenen Enseignant, soll dem Stagiaire mat Rot an Dot zur Säit stoen, an dat souwuel um perséinleche wéi och um beruffleche Plang. D'Zil vun dëser Begleedung besteet doranner, duerch den Austausch d'Erléiere vum Beruff ze promouvéieren.

Zweetens, en theoreteschen Deel - „apports théoriques" -, wou virun allem d'Kompetenzen an der Didaktik, dem Beherrsche vun der jeeweileger fachlecher Matière an dem Unterrechthale sollen développéiert ginn. Dëst soll mat der Hëllef vun der Participatioun u Seminären, Workshoppen oder iwwert d'Zurverfügungstelle vun deem entspriechenden didaktesche Material passéieren.

Drëttens, den Austausch ënnert de Stagiairë selwer, den „regroupement entre pairs". D'Zil vun dësem Element ass et, dass déi zukünfteg Enseignantë sech ënnerteneen austauschen, fir esou selwer Léisunge fir bestëmmte Situatiounen a Problemer ze fannen.

D'Visitte vum Stagiaire an anere Klassen, Cyclen oder Schoulgebaier, fir esou en Austausch ze hunn, dat ass dann de véierte Punkt, fir mat aneren Enseignantë kënnen d'Erfahrungen auszetauschen. „Hospitation" ass den entspriechende franséischen Term an der Praxis.

Fënneftens a schlussendlech, de sougenannten „programme d'insertion professionnelle", wou et drëms goe soll, fir eng strukturéiert Reflexioun iwwert den Ausbildungswee ze hunn. Dës individuell Reflexioun soll dann och d'Motivatioun vum zukünftegen Enseignant steigeren, fir sech am Verlaf vu senger weiderer berufflecher Carrière weiderzebilden.

Déi eenzel Komponente vum Stage kënnen individuell ugepasst ginn, jee nodeem, wéi eng Ausbildung de Stagiaire virum Stage gemaach huet. Et wäert an Zukunft also méiglech sinn, Parcoursen am Stage ze maachen, déi souwuel de Besoine vun deenen eenzelne Beruffskategorien ugepasst si wéi och dem Bagage, deen de Stagiaire scho matbréngt.

D'Responsabilitéiten, wat den Oflaf vum Stage ugeet, si folgendermoosse verdeelt: Den Direkter vum Institut ass zoustänneg fir d'Formation générale. Den Direkter vun der Schoul respektiv den Inspekter ass responsabel fir dee prakteschen Deel vun der Formatioun respektiv fir d'Aféierung vum Stagiaire an dat jeeweilegt Schoulgebai. Besonnesch Opmierksamkeet gëtt dorop geluecht, dass den theoreteschen an de prakteschen Deel enk openeen ofgestëmmt sinn. An aus deem Grond ginn d'Responsabilitéite fir de Stage, wéi elo grad beschriwwen, dann och opgedeelt tëschent dem IFEN, dem Direkter respektiv dem Inspekter.

Fir all weider Detailer zum Stage, de genauen Oflaf, d'Zuel vun de Stonnen an deenen eenzelnen Elementer erlaben ech mer, op de schréftleche Rapport ze verweisen.

Här President, gradesou wéi d'Gesellschaft a mat hir och d'Zesummesetzung vun der Schoulpopulatioun sech verännere, esou verännere sech och am Laf vum Beruffsliewen d'Erausfuerderunge vun den Enseignanten. Dofir ass eng gutt Weiderbildung en onverzichtbart Element fir déi berufflech Weiderentwécklung vun all Enseignant. An aus deem Grond - an ech wäert net an den Detail goen - gëtt et och fir all d'Akteuren an der Éducation nationale eng entspriechend Obligatioun zu engem gewëssene Minimum u Stonnen an der Formation continue.

D'Formation continue kann op dräi Niveauen organiséiert ginn: um lokalen Niveau, wat am Prinzip engem Schoulgebai entsprécht, respektiv um regionalen Niveau, deen engem Arrondissement entsprécht. Déi Formatiounen, déi op dësem Niveau ugebuede ginn, solle sech am Prinzip un e bestëmmte Grupp vu Leit riichten, wéi zum Beispill eng Équipe pédagogique oder nach eng Équipe dirigeante vun engem Gebai. Um nationalen Niveau sollen da Formatiounen ugebuede ginn, déi sech individuell un all Member vum Personal aus der Éducation nationale riichte wäerten.

Esou ginn déi prioritär Domäne vun der Weiderbildung per groussherzoglecht Reglement definéiert. Dës Prioritéite kënne regelméisseg mat engem neie Règlement grand-ducal aktualiséiert ginn. D'Prioritéite solle virun allem der Demande vun der Schoul, also vun den Akteuren um Terrain, entspriechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e puer Prezisiounen zur Organisatioun vun de Coursen um IFEN. Et ass immens wichteg, dass d'Programmer vum Stage grad wéi déi vun der Formation continue en phase si mat der Orientatioun vun der nationaler Bildungspolitik. Dëst war dann och eent vun den Haaptargumenter, déi dozou gefouert hunn, dass déi entspriechend Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg ënnert der viregter Regierung gekënnegt ginn ass.

Op Demande vum Institut kann den zoustännege Minister och op auslännesch a lëtzebuergesch Experte fir eenzel Coursë respektiv Formatiounen zréckgräifen. Den Institut kann och, mam Accord vum Minister, aner Leit a seng Coursen ophuelen. Dës mussen dann allerdéngs Frais d'inscription bezuelen.

Här President, ech kommen dann elo zum Avis vum Statsrot. Et ass jo bekanntlech éischter d'Regel wéi d'Ausnahm, dass quasi kee Gesetzestext d'Chamber esou verléisst, wéi en erakomm ass. Dass en Text d'Zuel vu sengen Artikelen awer méi wéi verduebelt, jo, quasi verdräifacht, dierft allerdéngs dach awer éischter d'Ausnahm sinn. Wann den urspréngleche Text aus 43 Artikele bestanen huet, esou huet en der haut, an där Versioun, iwwert déi mer haut ofstëmmen, 119!

Dëse spektakuläre Sprong hänkt zu engem groussen Deel mam Avis vum Conseil d'État zesummen. Eng Haaptfro, déi laut dem Statsrot huet musse gekläert ginn, war déi, fir ze wëssen, wat fir eng Elementer ënnert d'Dispositioun vum Artikel 23 Abschnitt 3 vun eiser Verfassung falen. Dësen Artikel beseet nämlech ënner anerem: «La loi (...) règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement (...)».

Aus deem Grond huet de Statsrot gemengt, virum Hannergrond vun enger Opposition formelle, dass souwuel den Oflaf an d'Organisatioun vum Stage wéi och d'Formation continue misste per Gesetz geregelt ginn. Dëst huet dozou gefouert, dass de Contenu vun deenen entspriechende Règlements grand-ducaux quasi 1:1 an d'Gesetz agefloss ass, wat dann och zu der Verdräifachung vum Volume vun dësem Gesetz bäigedroen huet.

Inhaltlech huet de Statsrot sech ganz averstane gewise mat der Tatsaach, dass de Stage als Zil eng besser Integratioun vun de Stagiairen an d'Beruffsliewe soll hunn. Dëst wär, dem Statsrot no, opgrond vun der wuessender Komplexitéit vum Beruff eng méi wéi noutwendeg a sënnvoll Approche.

Wat d'Weiderbildung ugeet, esou huet de Statsrot eng Rei vu Prezisioune gefrot, notamment wat d'Modalitéiten ugeet, respektiv d'Périodicitéit vun der Offer. Des Weidere war de Conseil d'État der Meenung, dass déi prioritär Domäne vun der Formation continue grad ewéi och déi obligatoresch Coursë misste per Règlement grand-ducal geregelt ginn.

A puncto vun deem urspréngleche virgesinnene Conseil des programmes huet de Statsrot d'Fro opgeworf, wouranner d'Plus-value vun dësem Gremium géif bestoen, well, éischtens, quasi all seng Membere souwisou an hirer dagdeeglecher Aarbecht un der Ausschaffung vun de Programmer bedeelegt wieren, an zweetens, well nëmmen eng Reunioun pro Joer vun dësem Gremium virgesi war. D'Kommissioun huet sech den Argumenter vum Statsrot net verschloss an de Conseil des programmes aus dem Text gestrach.

Dëst sinn déi wichtegst Punkten aus dem Statsrot sengem éischten Avis. Den 10. Juli huet hien, wéi scho gesot, nach en Avis complémentaire ofginn. Hei huet et sech awer zum allergréissten Deel nëmmen ëm Erreurs matérielles gehandelt.

Wat déi zwee aner Avisen ugeet, déi nach zu dësem Projet erakomm sinn, dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an dee vun der IGSS, esou verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Här President, dëst gesot, hoffen ech, dass dëse Projet, dee wierklech dozou bäidréit, dass mer d'Qualitéit vun eisem ganze Schoulsystem verbessere kënnen, eng grouss Zoustëmmung hei am Haus wäert fannen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt d'Madame Martine Hansen fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den IFEN, den Institut de formation de l'éducation nationale, wäert an Zukunft eng déterminant Roll fir d'Qualitéit vun eisem Enseignement, fir d'Qualitéit vum Encadrement vun eise Kanner a Jugendlechen an de Schoule spillen. De Rapporteur, den Här Lex Delles, huet dat ganzt Gesetz a sengem mëndlechen, awer virun allem och a sengem schréftleche Rapport wierklech an allen Detailer beschriwwen, soudatt ech mech hei kann op eenzel Punkte beschränken. Dem Rapporteur e grousse Merci duerfir.

Duerch d'Reform vun der Fonction publique hunn och missen d'Stagen am Enseignement ugepasst ginn. Mat dësem Projet de loi ass probéiert ginn, eng eenheetlech Struktur an d'Stagen eranzebréngen, wat sécherlech ze begréissen ass. De Stage am Enseignement secondaire ass a leschter Zäit dacks kritiséiert ginn, e wär wäit vun der Realitéit fort, e wär vill ze vill theoretesch an net praxisno genuch an esou weider. Ob dëst sech elo ännert, kann een net direkt aus dem Gesetzestext erausliesen. Dat hänkt virun allem, wéi och schonns virdrun, ganz vill vun der praktescher Ëmsetzung vum Text of.

Datselwecht zielt fir de Stage vun den Enseignanten aus dem Fondamental, déi bis elo jo nach keen esou e Stage haten. Eng grouss Suerg vun dësen Enseignanten ass, ënner anerem, well si jo schonns ganz vill Pädagogik an Didaktik an hirer Éischtausbildung hunn, an dëst am Géigesaz zu den Enseignanten aus dem Secondaire, datt si zum Deel nach eng Kéier missten datselwecht maachen am Stage. Dëst muss op jidde Fall verhënnert ginn.

An ech sinn och frou, datt dëse Projet de loi virgesäit, datt déi theoretesch Formatioun opbaut op d'Éischtausbildung. An et ass weider ze begréissen, datt dësen Deel bei den Enseignanten aus dem Fondamental méi flexibel soll gehandhaabt ginn. Mä och hei hänkt villes vun der praktescher Ëmsetzung um Terrain of.

Am Kader vun der „démarche qualité"gesäit dëse Projet de loi och eng periodesch Evaluatioun vum Stage a vun der Weiderbildung vir. Als CSV begréisse mer esou eng Evaluatioun. A mir wëllen awer nach eemol drop hiweisen, datt déi muss onbedéngt regelméisseg a virun allem mat de Leit vum Terrain gemaach ginn. Et muss garantéiert ginn, datt souwuel de Stage wéi och d'Weiderbildung praxisno organiséiert ginn. Den IFEN a seng Leit wäerten also fir d'Zukunft eng grouss Verantwortung iwwerhuelen!

„Was Schüler lernen, bestimmt der einzelne Pädagoge. Auf den guten Lehrer kommt es an." Dat ass een Zitat vum John Hattie. A wann een a senger Veröffentlechung weiderliest, fir ze kucken, wat dann esou ee gudden Enseignant ass, well schliisslech kënnt et jo op deen un, da fënnt een Aussoe wéi: „classroom management", seng Klass am Griff hunn, „teacher clarity", kloer Aussoe maachen, kloer Aufgabe ginn.

E gudden Enseignant muss säin Unterrecht och mam A vum Schüler gesinn. Hie muss systematesch Selbstzweifel fleegen. Hie muss eng Feedback-Kultur fleegen. Unterrecht ouni Respekt, ouni Wäertschätzung geet net. Léieren huet och eng emotional Säit. D'Leeschtung muss gefërdert ginn. Hie brauch e breede Repertoire vun Unterrechtsstiler an esou weider.

Awer och: „there are no magic-bullets", et gëtt keng pädagogesch Patentrezepter. Leider! Soss wär et relativ einfach, de Stage ze organiséieren; soss wär et relativ einfach, Enseignant ze sinn. Et ass awer keen einfache Beruff. Et ass awer ee vun de wichtegste Beruffer, déi mer hunn, fir eis Kanner, eis Jugendlech mat den néidege Kompetenzen ze wappnen, fir si esou gutt wéi méiglech op hiert zukünftegt Liewe virzebereeden. An ech zitéieren nach eemol den John Hattie: „Entscheidend ist der Lehrer, die Lehrerin."

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss d'Ausbildung, de Stage, d'Weiderbildung vun den Enseignanten, vun dem éducativen a psychosoziale Personal virrangeg si fir eis Politik, fir eis Bildungspolitik am Speziellen. Hei gëtt de Grondstee geluecht respektiv gefestegt. An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, muss esou e Projet de loi wéi dëse mat der néideger Seriositéit kënne behandelt ginn. Leider muss ech Iech awer soen, datt mir, a mengen Aen, keng seriö parlamentaresch Aarbecht konnte maachen. An dat mécht mech, vläicht och well ech aus dem Schoulmilieu kommen, ëmsou méi onzefridden. Et huet mech zäitweis souguer richteg rose gemaach. A gleeft mer, ech ginn dat net ganz séier!

Eis legislativ Aarbecht hat ganz gutt ugefaangen. De 25. Februar an de 4. Mäerz, den Här Delles huet et gesot, krute mer mat Hëllef vun enger PowerPoint-Presentatioun den IFEN erkläert an eng Zesummefaassung vum Gesetz, dat den 30. Januar déposéiert gi war, gemaach. Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier dem Här Peping Merci soe fir seng Presentatioun, him a senge Leit, déi si eis gemaach hunn.

Et huet also alles gutt ugefaangen. Nom 4. Mäerz war et zimlech roueg. Iergendwann eemol ass an enger Kommissioun gesot ginn, datt Problemer wéinst dem Artikel 23 vun der Constitutioun géife bestoen. Den 22. Juni dunn huet de Conseil d'État säin Avis ginn, mat ganz villen Oppositions formelles, A gläichzäiteg mam Avis hat de Conseil d'État unhand vum ale Gesetz an de Règlements grand-ducaux, déi mir bis dohinner nach net haten, e komplett neit Gesetz geschriwwen. Den Här Delles huet et gesot, aus 43 Artikele sinn der 121 ginn!

Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi mer herno geschafft hunn, dat ass a mengen Ae schonns bal e legislativen Desaster an, wann ech an der Schoulsprooch bleiwen, enger Datz wäert.

(Interruptions diverses)

Esou e wichtegt Gesetz,...

(Brouhaha)

...an ech soen et nach eemol, muss kënne seriö, am Detail a verantwortungsvoll duerchgekuckt ginn. Esou ee Gesetz däerf net iwwert de Knéi gebrach ginn!

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions diverses)

...ech kann Iech soen, ech hunn et am Detail gekuckt.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift! Just d'Madame Hansen huet d'Wuert am Moment.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hunn et am Detail gekuckt, ech hunn et och e puermol duerchgekuckt. An all Kéiers si mer nach Feeler opgefall. Ass dat normal? A mengen Aen net! Et kann net sinn, datt, wann d'CSV dëst Gesetz net esou am Detail gekuckt gehat hätt, datt mer dann elo sécher iwwer e Gesetz hei géifen ofstëmmen, wou nach Feeler dra wären!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Do waren zum Beispill Verweiser op Artikelen, déi komplett donieft waren. Den Inspekter stoung am Text, wou et ëm de Secondaire gaangen ass. Do huet en awer näischt ze sichen! An esou weider.

Nieft dëse Feeler, Dommheeten, sinn eis och nach eng Partie Ongereimtheeten opgefall. Ech ginn elo net méi drop an, vläicht herno nach op eenzelner. An dëst alles nëmmen, well den IFEN elo séier muss duerchgeboxt ginn!

(Interruption)

Ech wollt just soen, datt mer den Éducatiounsministère déi leschte Kéier nach net haten!

Plusieurs voix.- Scho laang net méi!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Scho laang net méi. Scho laang net méi!

(Interruptions diverses)

A mir hate souwuel fir d'Feeler wéi fir d'Ongereimtheeten eng Rei vun Amendementer proposéiert. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech awer och net garantéieren, datt mer alleguer d'Feeler an dëser kuerzer Zäit fonnt hunn. Wahrscheinlech sinn der elo och nach ëmmer dran. An dat kann net sinn!

Wär et dann net méi responsabel gewiescht, soubal wéi gewosst war - an dat konnte mir sécher net, déi lescht Regierung, schonns alles wëssen -, soubal wéi gewosst war, datt dëst Gesetz esou an Zäitdrock kéim, mat der Uni emol nach provisoresch ze schwätzen, fir d'Konventioun ëm ee Joer ze verlängeren?

Den Drock kënnt jo virun allem doduerch, datt dës Konventioun op de Januar 2015 - ech weess, scho méi laang -, opgeléist ginn ass an datt elo de Stage vun den Enseignanten aus dem Secondaire ab der Rentrée muss iwwert den IFEN organiséiert ginn. An deem Fall hätte mer elo Zäit, fir eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun der Saach hier si mer net mat deem ganzen Text averstanen, esou wéi en elo proposéiert gëtt. Mir hunn also och inhaltlech Amendementer gemaach. Ech wäert herno nach op eenzelner agoen.

Wann dann awer den Här Minister eis virwerft, mir kéimen ze spéit mat eisen Amendementer, da geet mer respektiv géif mer, wann ech een un hätt, den Hutt an d'Luucht goen. Wéini hätte mer sollen d'Amendementer maachen? Dëse komplett neie Projet de loi war eréischt den 22. Juni do. Et waren 121 Artikelen! A mir hunn en duerchgelies a mir hu Froe gestallt. D'Sitzunge vum 24. a 26. Juni waren am Prinzip, nieft den Erklärunge vum Här Peping, e Fro-an-Äntwert-Spill tëschent dem Här Peping an der CSV. Mir hunn eis Aarbecht seriö gemaach!

Amendementer kënnen nëmme gemaach ginn, wann, éischtens emol, de Projet de loi bekannt ass, dat war den 22. Juni, an zweetens, d'Froe gekläert sinn, dat war de 24. a 26. Juni. Ech kann deen do Virworf net akzeptéieren.

An ech froen dann nach eemol: Wéini hätte mer dann d'Amendementer solle maachen? Hätte mer d'Amendementer solle maachen, schonns ier d'Gesetz do war? Mir kënnen zwar vill als CSV, mä an d'Glaskugel kucken an da wëssen, wat kënnt, kënne mer awer nach net!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wann dat do elo dat üüblecht Spill tëschent Majoritéit an Oppositioun ass, da muss ech soen, dann ass dat en Trauerspill. Hei soll et ëm d'Saach goen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wahrscheinlech wëllen awer d'Majoritéitsparteie keng konstruktiv Mataarbecht vun der Oppositioun. Mä da solle si dat soen an net an hire Bilanspressekonferenze soen, d'CSV géif keng Virschléi maachen.

Als CSV hu mer eng aner Aarbechtsmoral. Ech sot et schonns eemol hei an der Chamber: Mir sëtzen net hei, fir näischt ze maachen. Mir sëtzen net hei, fir ganz Einfacher ze sinn, mä mir sëtzen hei, fir ze schaffen, an an dësem Fall am Sënn vum Enseignement.

Här President, ier ech op eenzel Punkte vum Gesetz aginn, wëll ech kuerz eemol separat op de Fondamental agoen. D'hierarchesch Persoun vum Stagiaire am Fondamental ass den Inspekter. Hien ass verantwortlech, ech zitéieren, fir den «bon déroulement de la formation à la pratique professionnelle», dat heescht fir dat, wat am Kader vum Stage an der Schoul ofleeft. Am Gebai selwer begleet e Conseiller pédagogique de Stagiaire.

Als CSV si mer der Meenung, dat stoung och an eisem Wahlprogramm, datt d'Schoulleedung am Fondamental misst professionaliséiert ginn. D'DP an och déi gréng haten an hirem Wahlprogramm och fir e Schouldirekter respektiv fir eng haaptamtlech Schouldirektioun sech ausgeschwat. Och am Regierungsprogramm steet, ech zitéieren: «Des études internationales révèlent que la direction de l'école joue un rôle important dans le développement de la qualité des écoles. Afin de contribuer à la réussite de la réforme engagée en 2009, le Gouvernement s'attachera à améliorer l'administration et l'organisation dans les écoles.»

Als CSV si mer dovunner iwwerzeegt, datt eng Professionaliséierung vun der Schoulleedung och fir de Stage vun eise Stagiairen hëllefräich a sënnvoll wär. Mat dësem Gesetz iwwert den IFEN kritt den Inspekter elo zousätzlech Verantwortung an domadder verbonnen natierlech och zousätzlech Aarbecht.

Op där anerer Säit hu mer awer d'Leit um Terrain. Mir hunn de Schoulpresident, d'Schoulpresidentin direkt an de Schoulen, no beim Stagiaire. Awer hien oder si hunn am Prinzip näischt ze soen, si ginn emol net gewuer, ob de Stagiaire seng Exame packt oder net. An deem Sënn déposéieren ech hei am Numm vun der CSV eng Motioun, wou mer d'Regierung invitéieren, fir d'Schouldirektioun am Fondamental ze professionaliséieren, fir eng Tâchëbeschreiwung vun der Schouldirektioun ze erstellen a fir e Profil mat den néidege Qualifikatioune fir esou e Posten ze etabléieren. Wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'au niveau de l'enseignement fondamental, un stage de trois ans sera introduit pour tous les instituteurs et qui sera organisé par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN);

- considérant que l'inspecteur de l'enseignement fondamental est le supérieur hiérarchique du stagiaire et qu'il est également responsable, dans le cadre du stage, du bon déroulement de la formation à la pratique professionnelle des stagiaires enseignants;

- considérant qu'un tel accompagnement du stagiaire constitue une grande responsabilité pour l'inspecteur et représente une charge de travail supplémentaire;

- considérant qu'une collaboration ou coresponsabilité entre l'inspecteur et une personne de responsabilité du terrain permettrait de libérer/décharger l'inspecteur d'une partie de ces devoirs, mais surtout de parfaire l'accompagnement du stagiaire;

- considérant que selon l'actuelle organisation de l'enseignement fondamental, seul le président du comité d'école pourrait assumer une telle coresponsabilité;

- constatant pourtant qu'au fil des années, les missions du président du comité d'école se sont multipliées et sont devenues plus complexes;

- considérant le programme gouvernemental de 2013, selon lequel «Des études internationales révèlent que la direction de l'école joue un rôle important dans le développement de la qualité des écoles. Afin de contribuer à la réussite de la réforme engagée en 2009, le Gouvernement s'attachera à améliorer l'administration et l'organisation dans les écoles.»;

- considérant de manière générale qu'il est temps de doter tous les établissements scolaires d'une réelle organisation hiérarchique interne;

- considérant qu'il est temps de mettre en place une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental afin de garantir une gestion plus efficace de l'école et d'assurer un encadrement intensif et de qualité de l'ensemble de la communauté scolaire;

invite le Gouvernement

- à professionnaliser la fonction directive des écoles fondamentales;

- à rédiger une description possible de tâches et de fonctions d'une direction d'école;

- à élaborer le profil requis au niveau des qualifications pour un tel poste.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Léon Gloden, Claude Wiseler, Laurent Zeimet.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat gelift?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wollt just soen, esou wäit ech weess, ass am Fondamental...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Fir d'Direktioun... Et kann ëmmer eng Direktioun... De Président du comité d'école ass am Prinzip am Moment d'Direktioun a mir géifen dat gäre professionaliséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kapitel 2 vun dësem Projet de loi behandelt d'Sektioun 2 d'Ziler vum Stage an d'Affektatioun. Ech zitéieren den Artikel 12 Paragraf (3): «Le stagiaire visé à l'article 6», dat sinn d'Enseignanten aus dem Secondaire, «affecté à un établissement scolaire n'offrant que la division inférieure de l'enseignement secondaire, ou n'offrant que le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, ou n'offrant que le cycle moyen ou supérieur de l'enseignement secondaire technique dans la (les) spécialité(s) du stagiaire, est affecté en deuxième et troisième année à deux établissements scolaires.»

Dir Dammen an Dir Hären, wat heescht dat genau? Wann also e Stagiaire an engem Schoulgebai ass am éischte Joer, wou et nëmmen de Cycle inférieur vum Secondaire oder Secondaire technique gëtt, oder wann en an engem Schoulgebai ass, wou et nëmmen de Cycle moyen a supérieur vum Secondaire technique gëtt, da muss en am zweeten an am drëtte Joer an en zweet Gebai goen. Dat ass dat, wat am Text steet. Mä wou, dat ass egal, well et ass net hei preziséiert. Dat ka jo awer net sinn!

Ech ginn dovunner aus, datt dat net esou gewollt war. Ech ginn emol dovunner aus, datt de Stagiaire misst an e Gebai goen, wou dat ugebuede gëtt, wat am éischte Gebai nach feelt. Dat steet awer net esou am Text. Dat misst een dann awer nach preziséieren.

Also d'CSV ass, éischtens, der Meenung, datt dëse Paragraf esou guer näischt ausseet. An zweetens si mer och net averstane mat der Iddi, déi wahrscheinlech sollt mat dësem Paragraf ausgedréckt ginn, nämlech datt an Zukunft en Enseignant net méi muss an deenen

zwee Ordres d'enseignement Schoul halen. Dëst betrëfft jo virun allem d'Enseignanten aus dem Enseignement général.

An et ass net gutt, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Enseignanten, wa si vun Ufank un am Secondaire sinn, och do bleiwen. Et gëtt grouss Ënnerscheeder tëschent de Schüler, awer och tëschent de Programmer an den Evaluatiounen. Den Här Minister Meisch sot zwar an der Kommissiounssëtzung, datt et keng esou grouss Ënnerscheeder géife ginn, zum Beispill am Franséischen, tëschent dem Enseignement secondaire an dem Enseignement secondaire technique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt enorm Ënnerscheeder tëschent engem Franséischcours am Classique an engem Franséischcours an der Beruffsausbildung, wou et ëm Kompetenzvermëttlung a Kompetenzbewäertung geet. Wa mer dësen Text esou stoe loossen, da kënne mer net méi garantéieren, datt eis Enseignanten a béiden Ordres d'enseignement asetzbar sinn. Dëst ass awer noutwendeg.

Ech beschreiwen Iech eng Kéier kuerz dee klassesche Wee vun engem Proff aus dem Enseignement général. Hie kënnt meeschtens vun enger Première aus dem Classique. Hie mellt sech dann och meeschtens, wann e vun der Uni erëmkënnt, als Chargé, meeschtens a säi Classique, vläicht an en aneren. Hie kënnt dann och do an de Stage an hie bleift am Lycée classique. Wie mellt sech dann herno nach an den Technique? Wéi gëtt d'Selektioun gemaach?

Dir Dammen an Dir Hären, et ass absolutt noutwendeg, datt eis Enseignanten déi zwee Ordres d'enseignement kenneléieren. Virun allem och am Technique brauche mer exzellent Enseignanten.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Eis Enseignantë musse kënne flexibel asetzbar sinn. A si mussen hir Schüler och richteg orientéiere kënnen. An duerfir musse si déi zwee Ordres d'enseignement kennen. An deem Sënn hu mer als CSV en Amendement zu dësem Artikel an der Chamberskommissioun déposéiert. Leider ass en, wéi all déi aner och, vun de Majoritéitsdeputéierte refuséiert ginn.

Här President, ech sinn awer dovunner iwwerzeegt, datt et net gutt wär, wann d'Enseignanten net déi zwee Ordres d'enseignement géife kenneléieren. Souvill ech weess, war dat och majoritär d'Meenung vun de Schouldirekteren. Duerfir déposéieren ech dësen Amendement och haut nach eemol hei an der Chamber. Wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Amendement 1 concernant le projet de loi 6773

Amendement I

Chapitre 2 - Le stage des stagiaires-fonctionnaires.

Section 2 - Objectifs du stage et affectation

Article 12

Le paragraphe (3) de l'article 12 est modifié comme suit:

Le stagiaire visé à l'article 6 ~~affecté à un établissement scolaire n'offrant que la division inférieure de l'enseignement secondaire, ou n'offrant que le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, ou n'offrant que le cycle moyen ou supérieur de l'enseignement secondaire technique dans la (les) spécialité(s) du stagiaire,~~ est chargé d'une tâche d'enseignement dans les deux ordres d'enseignements postprimaires, ainsi que dans le cycle inférieur et moyen-supérieur pour autant que sa (ses) spécialité(s) y est (sont) enseignée(s).

Le stagiaire qui est affecté en première année de stage à un établissement scolaire offrant ou bien uniquement le cycle inférieur ou bien uniquement le cycle moyen-supérieur, respectivement n'offrant qu'un ordre d'enseignement, est affecté en deuxième et troisième année de stage à un deuxième établissement scolaire offrant le cycle de l'enseignement secondaire respectivement l'ordre d'enseignement complétant sa tâche d'enseignement.

Il bénéficie en deuxième année de stage d'un accompagnement ~~réduit~~ dans le deuxième établissement. Le conseiller pédagogique de ce deuxième établissement bénéficie d'une décharge fixée par règlement grand-ducal.

Commentaire:

Sachant qu'il existe des différences substantielles entre les cycles ainsi qu'entre les ordres d'enseignement, il est important pour la future carrière du stagiaire d'avoir acquis une expérience d'enseignement dans les différents cycles et ordres d'enseignement. Il est proposé d'amender dans un même sens les articles 18 (1), 36 et 50 (3).

1.

Chapitre 2 - Le stage des stagiaires-fonctionnaires.

Section 4 - Intervenants

Article 18

Le paragraphe (1) de l'article 18 est complété comme suit:

Le conseiller pédagogique est proposé par le directeur d'établissement, ou par l'inspecteur parmi les fonctionnaires se situant au moins dans la même catégorie de traitement que celle du stagiaire.

Il doit se prévaloir d'au moins deux années de service à partir de sa nomination à la fonction.

Le conseiller pédagogique des enseignants-stagiaires visés aux articles 5, 6 et 7 est nommé par le ministre pour le 15 septembre de la première année de stage du stagiaire.

En cas d'une affectation du stagiaire visé à l'article 6 dans un deuxième établissement, un conseiller pédagogique supplémentaire est nommé par le ministre pour le 15 septembre de la deuxième année de stage du stagiaire.

Le conseiller pédagogique des stagiaires visés à l'article 8 est nommé par le ministre à l'entrée en service du stagiaire.

Le conseiller pédagogique est nommé pour la durée du stage du stagiaire qu'il accompagne.

2.

Chapitre 2 - Le stage des stagiaires-fonctionnaires.

Section 9 - Structure du stage: la formation à la pratique professionnelle

Article 36 est modifié comme suit:

En première et en deuxième année de stage, le stagiaire bénéficie d'un accompagnement par un conseiller pédagogique ~~au sein de son~~ dans chaque établissement où le stagiaire est affecté et, le cas échéant, par un conseiller didactique.

3.

Chapitre 2 - Le stage des stagiaires-fonctionnaires.

Section 14 - Organisation de l'évaluation du stage des stagiaires visés à l'article 6.

Article 50

Le paragraphe (3) de l'article 50 est modifié comme suit:

(3) Le bilan de fin ~~de formation à la pratique professionnelle~~ de stage est coté sur 20 points et porte sur l'évaluation:

de la préparation de deux séquences de six leçons consécutives pour deux classes dans les deux ordres d'enseignement et cycles d'apprentissage pour lesquelles le stagiaire est chargé d'une tâche d'enseignement;

de deux leçons effectuées dans le cadre de ces deux séquences en présence de la commission du bilan de fin ~~de formation à la pratique professionnelle~~ de stage telle que définie ci-dessous;

de deux productions d'élèves conçues, corrigées et commentées par le stagiaire dans chacune des deux séquences;

d'un entretien entre le stagiaire et la commission du bilan de fin ~~de formation à la pratique professionnelle~~ de stage, qui porte sur les éléments précités et sur le développement professionnel du stagiaire. Cet entretien s'appuie sur le portfolio du stagiaire.

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et geet ëm den Artikel 12, ech hat elo grad zitéiert, wat drasteet. Mir géife proposéieren, deen esou ze änneren, datt mer soen: «Le stagiaire visé à l'article 6 est chargé d'une tâche d'enseignement dans les deux ordres d'enseignements postprimaires, ainsi que dans le cycle inférieur et moyen-supérieur pour autant que sa (ses) spécialité(s) y est (sont) enseignée(s). Le stagiaire qui est affecté en première année de stage à un établissement scolaire offrant ou bien uniquement le cycle inférieur ou bien uniquement le cycle moyen-supérieur, respectivement n'offrant qu'un ordre d'enseignement, est affecté en deuxième et troisième année de stage à un deuxième établissement scolaire offrant le cycle de l'enseignement secondaire respectivement l'ordre d'enseignement complétant sa tâche d'enseignement.»

An deemselwechten Artikel stoung dran, datt an deem zweete Gebai, falls et dann noutwendeg wär, en Accompagnement réduit géif gemaach ginn. Mir sträichen do den «réduit». A mir missten an deem Sënn och nach den Artikel 18 ëmänneren, wou et ëm d'Intervenantë geet. Dee géife mer complétéieren an derbäischreiwen: «En cas d'une affectation du stagiaire visé à l'article 6 dans un deuxième établissement, un conseiller pédagogique supplémentaire est nommé par le ministre pour le 15 septembre de la deuxième année de stage du stagiaire.»

Datselwecht fir den Artikel 36, wou et ëm d'Structure vum Stage geet. Dee misste mer ëmänneren: «En première et en deuxième année de stage, le stagiaire bénéficie d'un accompagnement par un conseiller pédagogique», do stoung dran: «au sein de son établissement», dat géife mer änneren: «dans chaque établissement où le stagiaire est affecté».

An dann nach e leschten Artikel, deen an dësem Sënn misst geännert ginn, do geet et ëm den «bilan de fin de formation à la pratique professionnelle», den Artikel 50. Mir haten och do proposéiert, fir dee Bilan just «bilan de fin de stage» ze nennen, well e bei all deenen aneren och esou genannt gëtt. Do steet dran, datt u sech de Proff eng Preparatioun vun «deux séquences» vu sechs Stonne muss maachen. A mir wëlle preziséieren, datt se dat musse maachen «dans les deux ordres d'enseignement et cycles d'apprentissage».

D'Sektioun 4 beschreift dann d'Intervenantë vum Stage. Nei am Stage gëtt mat dësem Projet de loi de Coordinateur de stage agefouert an all Établissement d'enseignement secondaire, wou op d'mannst ee Stagiaire am Gebai ass. Well och dësen Artikel, et ass den Artikel 17, net ganz kloer definéiert ass - hie preziséiert net, ëm wéi e Personal et sech aus de Secondairesgebaier handelt -, hat ech gefrot, ob dëse Coordinateur och fir dat éducatiivt an d'psychosoziaalt Personal zoustänneg wär. Däers gëtt et jo schliisslech och an de Secondairesgebaier. Doropshi krut ech gesot: „Dat schéngt esou ze sinn", respektiv, „Déi sinn net auszeschléissen." Esou steet et och am Rapport.

Ech hu mer d'Gesetz, wéi ech mech elo preparéiert hunn, awer nach eemol duerchgekuckt an ech hunn am Artikel 39 gesinn, datt beim psycho-éducative Personal am Géigesaz zu den Enseignanten de Coordinateur de stage net erwähnt gëtt. Ass dee Coordinateur de stage dann awer net fir si zoustänneg? Da misst dat preziséiert ginn. Dëst ass alt erëm e Beispill fir d'Onkloerheet, e klengt Beispill fir d'Gewulls.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn elo net méi op d'Tâche vum Stagiaire an. Och hei hate mer zwee Amendementer gemaach, fir den Text méi kloer ze formuléieren, fir Mëssverständnisser an onnéideg Diskussiounen ze verhënneren, mä och déi si vun de Majoritéitsparteie refuséiert ginn.

Awer op d'Evaluatioun vum Stagiaire, e kruziale Punkt an dësem Projet de loi, e wichtege Punkt fir all Stagiaire, awer och fir eisen Enseignement, wëll ech nach eng Kéier kuerz agoen. Eng Evaluatioun muss ëmmer, egal wéi, praxisno sinn. Et muss gepréift ginn, an dësem Fall, wat den Enseignant muss kënnen: Hie muss verschidden Unterrechtsstiler flexibel kënnen asetzen. Hie muss interessant Coursë kënne virbereeden, hie muss korrekt fachlech Ënnerlage kënnen ausschaffen, hie muss mat der Heterogenitéit kënnen ëmgoen an esou weider an esou weider.

Mä hie muss och d'Schüler kënnen evaluéieren. Hie muss kënnen hir Kompetenzen evaluéieren. An da kann et net sinn, datt bei der Evaluatioun vum Enseignant am Fondamental, bei der Evaluatioun vum Enseignant am Préparatoire ni - ech betounen: ni! - kontrolléiert gëtt, ob en eng Evaluatioun vum Schüler senge Kompetenze ka maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass jo awer elementar a gehéiert zum Basisgeschäft vun der Joffer a vum Schoulmeeschter! Mir orientéieren och dono. D'Elteren, d'Kanner hunn e Recht drop, datt den Enseignant d'Kompetenze kann evaluéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Och dat hat ech an der Kommissioun gefrot. Du war et eng Zäitche roueg an duerno ass du gesot ginn: „Dat kann ee jo vläicht am Gespréich maachen, wat souwisou muss mam Enseignant gefouert ginn."

Dir Dammen an Dir Hären, dat geet net! Eng Evaluatioun maachen, heescht, Tester virbereeden, evaluéieren, bewäerten an dem Schüler e Feedback ginn. An et kann net sinn, datt esou eppes hei am Text vergiess gëtt an datt sech ni Zäit geholl gëtt, fir dat ze redresséieren.

Et stelle sech awer nach Froen zu dësem Artikel. Et si virun allem d'Artikele 47 an 51 vum Gesetz. De Bilan de fin de stage besteet, ech hunn et elo grad gesot, net aus enger Evaluatioun vun de Kompetenze vun de Schüler, déi gëtt net gekuckt, mä aus enger «observation de classe du stagiaire dans une classe pour laquelle le stagiaire est chargé d'une tâche d'enseignement». Dat ass kloer. Deen zweete Punkt: «d'une évaluation de préparations de cours». Wat heescht «d'une évaluation de préparations», mat „s", «de cours»? Wéi eng Coursen? Wéi vill Coursen? Wéi vill Virbereedungen? Am Enseignement secondaire ass dat ganz genau definéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou onkloer Formuléierunge sinn op jidde Fall contraire zum Prinzip vun der Transparenz a schafe Mësstrauen. An däers hu mer, mengen ech, am Moment schonns genuch.

Och iwwert d'Gewiichtung vun den eenzelnen Épreuvë léisst sech diskutéieren. Fir eis als CSV ass et wichteg, ech hunn et schonns gesot, datt d'Evaluatioun vum Stagiaire praxisno ass. Op d'Schoulhalen, op d'Praxis muss am Stage de Schwéierpunkt geluecht ginn.

Firwat gëtt da beim Enseignant am Fondamental zum Beispill de Mémoire, dee laut dem Här Minister nëmme soll 15 bis 20 Säiten ëmfaassen, firwat gëtt deen da genausou héich bewäert wéi dee ganze Bilan de fin de stage, wou et ëm de prakteschen Unterrecht geet, wou et ëm d'praktescht Schoulhale geet?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wëll ech nach kuerz op d'Employéen agoen, well och si ginn an dësem Projet de loi behandelt. Mir hunn déi a mir wäerten an nächster Zäit nach vill Employéen, Chargéen an eise Schoulen hunn. Leider, kann een do soen. Mä leider wäert dat sech och an Zukunft nach net direkt änneren. A wa mer dat wëssen - a mir wëssen et - a wa mer gären d'Qualitéit am Enseignement verbesseren, da musse mer och dëse Leit en anstännegen Encadrement garantéieren, well si hunn déiselwecht Aufgaben ze erfëlle wéi d'Fonctionnairesenseignanten.

Dëse Projet de loi gesäit elo eng Personne de référence vir, déi den Employé aféiert an d'Gebai, déi en aféiert a seng Tâchen a Missiounen, déi en assistéiert, déi e betreit, déi e guidéiert. Dat héiert sech ganz gutt un, mä dës Personne de référence soll dat alles gratis maachen.

Mengt Der wierklech, Dir géift Fräiwëlleger fannen, déi sech mat vollem Asaz a Begeeschterung géifen drëm rappen oder vläicht och nëmme mellen, fir dës Tâche ze iwwerhuelen? Wa se datselwecht maache bei engem Stagiaire-fonctionnaire, da kréie se eng Décharge!

An der Kommissiounssëtzung krute mer erkläert, datt tatsächlech géif de Risiko vun engem schlechten Encadrement bestoen, datt deen zimlech vum gudde Wëlle vun de Leit géif ofhänken an datt doweinst de Regroupement entre pairs géif ersat ginn duerch e Regroupement réflexif, deen da vum Formateur géif organiséiert ginn.

Mä Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen en Encadrement um Terrain! A wa mer soen, an als CSV soe mer dat, datt et wichteg ass, datt och de Chargé Schoul ze hale léiert, evaluéiere léiert, da musse mer eis och dat e bëssen eppes kaschte loossen.

Duerfir hu mer an dësem Sënn en Amendement gemaach, deen ech haut nach eemol wëll an der Chamber déposéieren, deen an eiser Kommissiounssëtzung och refuséiert gi war.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Amendement 2 concernant le projet de loi 6773

Amendement II

Chapitre 3 - Cycle de formation de début de carrière des employés de l'éducation nationale.

Section 4 - Intervenants

Article 73 est complété comme suit:

(5) La personne de référence qui accompagne des employés visés à l'article 66 bénéficie d'une décharge qui est déterminée par règlement grand-ducal.

Commentaire:

L'encadrement jouant un rôle essentiel à tous les niveaux, il nous semble pertinent que la personne de référence qui encadre les employés visés à l'article 66 puisse bénéficier d'une décharge. Il est proposé d'ajouter à l'article 73 un paragraphe (5) nouveau qui prévoit une telle décharge.

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Hei handelt et sech ëm den Artikel 73, dee mer einfach ëm dee Paragraf (5) géife complétéieren: «La personne de référence qui accompagne des employés visés à l'article 66 bénéficie d'une décharge qui est déterminée par règlement grand-ducal.»

Här President, ech sinn nëmmen op eenzel Punkten agaangen, mä zesummefaassend soen

ech nach eng Kéier: Dëst Gesetz ass ze wichteg, fir et iwwert de Knéi ze briechen. An ech soen och nach eng Kéier: „Entscheidend ist der Lehrer." An duerfir, wéinst der Onméiglechkeet, fir eng seriö parlamentaresch Aarbecht kënnen ze maachen, wéinst dem Ofwimmele vun eisen Amendementer a virun allem awer wéinst den inhaltleche Punkten, wou mer net averstane sinn, stëmme mer als CSV géint de Projet de loi 6773.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Hansen. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gilles Baum, wann en net méi ofgelenkt gëtt.

Une voix.- Et war de Rapporteur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Vum Rapporteur.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dobaussen herrscht eng gewëssen Onrou wéinst dem Schafe vum IFEN, woufir ech mengen, dass et un der Zäit ass, fir awer emol e puer Saache kloerzestellen: Éischtens, et geet net ëm d'Aféierung vun engem „enseignant unique", wéi dat behaapt gëtt. Et geet och net drëm, fir d'Carrièrë vun de Schoulmeeschteren a vun de Professere gläichzesetzen. An ech si sécher, dass den Här Minister a senger Interventioun dorobber wäert zréckkommen.

Zweetens, et geet hei och net ëm de Statut. Et geet net ëm d'Paien an et geet net ëm d'Tâche vun den Enseignanten. Dat Eenzegt, wat ännert, niewent dem Inhalt vum Stage, dat ass d'Ausdehnung vun zwee op dräi Joer. An den Ursprong dovunner, dee läit net an dësem Gesetz, mä dee läit an der Reform vun der Fonction publique, déi mer virun e puer Méint gestëmmt hunn.

Drëttens, et ass och net richteg, dass d'Gewerkschaften dëse Projet de loi net ze gesi kruten. Hiren Avis gouf an deene sëlleche Règlement-grand-ducallen ageholl an hir Remarquë sinn zu engem groussen Deel agefloss. An dës Reglementer sinn eent zu eent an de Projet erakomm, an dat, wéi de Rapporteur Lex Delles et scho gesot huet, aus verfassungstechneschen Ursaachen.

Ech ginn awer d'Gefill net lass, wéi wann alles, awer och alles, wat aus dem Éducatiounsministère kënnt, vu vireran als schlecht ugesi gëtt. Egal, wat den Här Minister seet, egal, wat den Här Minister mécht, et gëtt einfach emol monter droplasskritiséiert.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat ass net dat, wat mir am Moment brauchen. Mir brauche Rou, mir brauche Serenitéit, fir och kritesch kënnen un d'Dossieren erunzegoen, déi eis Schoul no vir bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dass dëse Projet eng ganz Rei vu Verbesserunge mat sech brëngt, grad fir déi jonk an onerfueren Enseignanten, dat gëtt hei bewosst oder onbewosst vu verschiddene Leit ënnert den Teppech gekiert.

Et ass virdrun och zu enger Rei Kriticke vun de Kolleege vun der CSV komm. An ech muss Iech soen: Mir musse mat dësem Projet de 15. September ukommen. D'Konventioun op der Uni, wat d'Formatioun vun den Erwuessenen ugeet, ass schonn 2012 gekënnegt ginn an d'Reglement-grand-ducalle louchen ab dem 30. hei an der Chamber.

An ech muss Iech e Luef ausschwätzen, Madame Hansen, well Dir wierklech bewisen hutt, dass Der Iech ganz gutt a ganz vill an dëse Projet de loi ageschafft hutt. Mä Dir musst awer och verstoen, dass, wann een de 15. September muss ukommen, een net nach kann Amendementer unhuelen, déi dann awer alles géife verzögeren, an dass mer net géifen ukommen, obschonns mer d'Konventiounen op der Uni ofgeschloss hunn (veuillez lire: d'Konventioune mat der Uni gekënnegt hunn).

D'Haaptzil vum virleienden Text besteet doranner, d'Aus- an d'Weiderbildung vum Personal aus der Éducation nationale ze reforméieren, méi kohärent a méi praxisno ze gestalten. Ech mengen, an doriwwer si mer eis alleguer eens, dass dat e wichtegt a sënnvollt Zil ass. Mat der Schafung vum IFEN kënne mer also e grousse Schratt a Richtung Verbesserung vun der Qualitéit vum Unterrecht an eise Schoule maachen. An et ass dat, wourëms et sech eigentlech handelt, nämlech ze probéieren, dee beschtméiglechen Unterrecht fir eis Kanner op d'Been ze setzen.

Dat fänkt u mam Enseignant, dat fänkt u mat den Infrastrukturen an dem Léiermaterial, an et hält net zulescht mat der individueller Förderung vum eenzelne Schüler op. Dëst alles sinn d'Zännrieder, déi aneneegräifen. A wann eent dovunner méi schwaach ass wéi en anert oder wann eent net matdréit, da riskéiert dee ganze Prozess un d'Stocken ze kommen.

Wie geet scho gären an eng al an an eng futtis Schoul? Wie schafft scho gären, egal ob Enseignant oder Schüler, mat Bicher, deenen hire Contenu iwwerholl ass?

Här President, firwat leet d'Regierung, a besonnesch d'Demokratesch Partei, esou vill Wäert op eng gutt Aus- a Weiderbildung vum Personal an eise Schoulen?

Vill international Etüden hunn an de leschte Jore bewisen, dass et den Enseignant ass, dee maassgebend ass an dee maassgebend zum Léiererfolleg vun de Schüler bäidréit. Et si säi Wëssen, säi pädagogescht Engagement, seng Motivatioun, säi Kënnen, déi an deem Prozess immens wichteg sinn. An ech mengen, mir wëssen et alleguerten aus eegener Erfahrung: Hu mer net alleguer léiwer an deene Fächer geléiert, hu mer eis net léiwer ugestrengt, wa mer e Schoulmeeschter an e Proff haten, deen eis fir dat Fach konnt begeeschteren, oder wou mer gespuert hunn, dass hie fir säi Fach a fir säi Beruff géif liewen?

En ass schonn de Mëtten hei zitéiert ginn, den neiséilännesche Fuerscher John Hattie, an den John Hattie brëngt et op de Punkt: „Auf den Lehrer kommt es an." Hien huet a senger Meta-Etüd d'Resultat vun aneren Etüden, déi sech mat der Roll vum Enseignant auserneegesat hunn, analyséiert. An en ass zur Konklusioun komm, dass et ebe grad... Ee Moment, ech hu mech hei e bëssen...

(Brouhaha et interruption)

Jo, dat do kënnt vir, ech hunn d'Säite verdréit.

...dass et ebe grad den Enseignant ass, deen dat wichtegst Element fir en erfollegräiche Léierprozess duerstellt. Dësem Grondsaz fille mir eis verflicht. An duerfir besteet och dann, niewent der Verlängerung vum Stage vun zwee op dräi Joer, eng vun den Haaptneierungen doran, den Iwwergang vum Stage an dat berufflecht Liewen, also an d'Schoulhalen, och besser ze encadréieren.

Dat ass a mengen Ae méi wéi sënnvoll, well et gëtt dach e groussen Ënnerscheed tëschent der Ausbildung, déi dach awer méi theoretesch ass, an dem berufflechen Alldag. E bësse kéint een dat vergläiche mam Schwammen. Et kann een dobaussen dee beschten a gréisste Schwëmmer sinn, mä wann ee bis an d'kaalt Waasser gehäit gëtt, da muss ee beweisen, wat ee geléiert huet an ob een dat praktesch kann ëmsetzen.

Eng besser Preparatioun op de Beruff vum Enseignant ass awer och aus engem anere Grond sënnvoll, an ech mengen, dee kennt Der alleguer: Et dierft wuel kaum en anert Land op der Welt ginn, wat esou eng heterogen Schoulpopulatioun huet wéi mir zu Lëtzebuerg. Wann ech déi lescht Chifferen aus dem Ministère huelen, da gesinn ech, dass iwwer 50% am Enseignement fondamental net lëtzebuergesch Kanner sinn. Virun zéng Joer waren dat nach 10% manner.

Iwwer 60% vun de Schüler am Enseignement fondamental schwätzen net eis Sprooch als éischt Sprooch doheem. Dat weist, viru wat fir engen Erausfuerderungen eise Schoulsystem steet. A wann ech Schoulsystem soen, da mengen ech natierlech domadder alleguer d'Enseignanten, déi all Dag mat där Situatioun um Terrain a Kontakt sinn.

Ganz, ganz vill Enseignantë meeschteren deen Challenge all Dag mat ganz vill Engagement a ganz vill Häerzblutt. An ech sinn der Meenung, dass dat och hei emol eng Kéier muss an aller Däitlechkeet gesot ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A verschiddene Schoule gëtt et haut schonn d'Praxis, dass d'Leit mat Erfahrung déi nei Enseignantë begleeden a beroden. An dat ass och eng äusserst luewenswäert Astellung. Mat der Aféierung vum Conseiller pédagogique soll dës Begleedung elo systematiséiert ginn, soudass all neien Enseignant op dës wäertvoll Hëllefstellung kann zréckgräifen.

An ech ka mech erënneren, wéi ech ugefaangen hunn als jonke Schoulmeeschter, dat si mëttlerweil méi wéi 20 Joer hier, du war ech awer ëmmer immens dankbar, fir Rotschléi ze kréie vun de Kolleegen, déi eng gewësse Beruffserfahrung haten. A wichteg war et och nach duerno, fir sech kënnen am Team zesummen ze gesinn, fir Material auszetauschen, Saachen zesumme virzebereeden an ze diskutéieren.

Här President, et kritt een heiansdo dobaussen ze héieren, dass d'Aféierung vum Stage eng weider Schikan wär fir d'Léierpersonal. Ech mengen, et ass alles anescht wéi dat. Ech hunn eng Rei vun Ursaachen opgezielt, déi eng besser Virbereedung op de Beruff vum Enseignant néideg maachen. De Stage vun dräi Joer ass eng Hëllefstellung fir den Enseignant. Et geet drëms, hien esou gutt wéi méiglech op dat virzebereeden, wat hien herno am Klassesall erwaart.

Enseignant ze sinn ass a mengen Aen net nëmmen e Beruff, mä et ass eng Beruffung, déi engem ganz vill ofverlaangt, virun allem ganz vill perséinlecht Engagement. Ech mengen awer och, dass Der mer recht gitt, dass an enger Welt, déi sech ëmmer méi schnell dréit, de Prozess vum Lifelong Learning ni ophält, an och net fir en Enseignant.

Här President, ech hu vun e puer Facteure geschwat, déi fir en erfollegräiche Léierprozess noutwendeg sinn. Nieft dem Enseignant kënnt et awer och op d'Léiermaterial un. Duerfir hat d'Demokratesch Partei och an hirem Wahlprogramm stoen, dass mer eng Offensiv bei de Léiermaterialie starte wäerten. Zanter der Reform vun der Grondschoul an der Émstellung op de kompetenzorientéierten Unterrecht, awer och zanter der Reform vun der Beruffsausbildung feele leider nach bis haut a ville Fächer déi passend respektiv modern Léierbicher.

Dëst féiert dozou, dass ganz vill Enseignantë sech hiert didaktescht Material selwer zesummestellen. Wann een awer en individualiséierten Unterrecht, en differenzéierten Unterrecht mat verschiddenen Aufgabestellunge wëllt ubidden, wann een och vläicht verschidde Léierstrategië wëllt ausprobéieren, da brauche mer e Pool vu Léiermaterialien, déi dëst erméiglechen. Dëse Pool soll dann, wann en emol bis do ass, net nëmmen den Enseignanten, mä och den Elteren an de Schüler fräi zur Verfügung gestallt ginn.

Beim Enseignant däerf an der Preparatioun vu sengem Cours net d'Ausschaffe vum Material am Vierdergrond stoen, mä d'Reflexioun iwwert de Wëssensstand vum eenzelne Schüler respektiv den adequate Choix vun den Aufgaben.

D'Demokratesch Partei wäert den Här Minister, gradesou wéi bei der Démarche vum IFEN gemaach, bei senge Beméiunge fir eng Optimiséierung vun de Léiermaterialie voll a ganz ënnerstëtzen.

Dëst gesot, Här President, wëll ech ofschléissend mengem Kolleeg Lex Delles Merci soe fir säi Rapport. An ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun zum virleienden Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo de Claude Haagen fir d'LSAP.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, am Ufank vu menger Interventioun dem honorabelen Deputéierten, dem Här Lex Delles, dem Rapporteur, Merci ze soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

De Rapporteur souwéi meng Virriedner sinn an hirem Rapport, an hiren Interventiounen op déi verschidden Datumen an Avisen, also am Fong déi technesch Detailer vun dësem Projet de loi, agaangen, soudatt ech dat elo hei net méi brauch an och net méi wëll maachen.

Dëse Projet de loi reit sech an d'Iwwerleeungen an, et ass och scho gesot ginn, vum Gesetz vun der Reform vun der Fonction publique, déi de Stage fir all zukünfteg Fonctionnairë virgesäit, fir och de Stage vun den Enseignanten unzepassen.

D'Schafe vun engem Institut de formation de l'éducation nationale, dem IFEN also, deen dem Ministère de Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ënnerläit, ass d'Äntwert op vill international Etüden, déi ëmmer méi weisen an déi ëmmer méi beleeën, datt den Enseignant eng wesentlech Roll an der Réussite scolaire vun de Schüler spillt.

De Beruff vum Enseignant ass e schwierege Beruff, ass awer och e ganz flotten an dankbare Beruff. An dofir dréit d'Verbesserung vun der Formation continue a vum Stage natierlech och zu der Qualitéit vun deem Enseignement bäi an doduerjer huet och dëst eng ganz grouss Influenz op d'Réussite vun de Schüler.

Här President, wat ass dann elo déi aktuell Situatioun? Wat ass d'Ist-Situatioun vun der Formation continue oder vun der Ausbildung vun deene verschiddenen Akteuren, an dësem Fall dem Personnel enseignant souwéi dem Personnel éducatif a psycho-social am Enseignement?

De Constat, dee gemaach ginn ass, beleet dat heiten: Et ginn am Moment ganz vill verschidden Akteuren, déi sech ëm d'Formatioun vun de Leit këmmeren, déi am Enseignement beschäftegt sinn, ganz einfach och, well et eng ganz grouss Unzuel vu verschiddene Beruffer a Spezialitéiten am Enseignement gëtt. D'Zil war also an dësem Fall, fir eng Struktur ze schafen, déi déi verschidden Akteuren an Instituter zesummeféiert, déi gläichzäiteg awer och dat erhält, wat am Moment gutt fonctionnéiert.

Sou kann ee soen, datt den IFEN dräi Missiounen huet a kritt: Den Institut schaaft eng Continuatioun tëschent der Insertion professionnelle an der Formation professionnelle. Den IFEN iwwerhëlt d'Aufgab vun der Uni fir d'Formation pédagogique an iwwerhëlt d'Aufgab vum IFC fir d'Formation continue du personnel des écoles. Fonctionnéierend Kompetenze ginn iwwerholl. Zum Beispill fonctionnéiert den Institut de formation continue gutt a gëtt an deen neien Institut, den IFEN, integréiert. An drëttens: d'Schafen, an dat ass och schonn ugeklongen, vun zwee Departementer, engem Departement, deen de Stage organiséiert, an engem Departement, deen d'Formation continue organiséiert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wat déi technesch Donnéeën ubelaangt, esou wëll ech, wéi gesot, net an den Detail goen. Mä ech wëll awer e puer Donnéeën hei soen: Den IFEN huet 33 Posten à plein temps. Dovu ginn der 13 nei geschafen. Et solle 1.500 Stagiairen am Joer betreit ginn. D'Gebai kënnt op de Campus Walfer. D'Entrée en vigueur vun dësem Projet de loi ass virgesi fir d'Rentrée 2015 an déi éischt Stagen ënnert deem neie Regime wäerten am September 2016 ulafen. An d'Konventioun mat der Uni, dat hunn d'Virriedner och scho gesot, ass doropshin och scho gekënnegt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Haaptaspekter vum neie Stage sinn déi heiten: D'Struktur vum Stage ass, éischtens, d'Formation générale, dann d'Formation pratique professionnelle an d'Initiation an dem Établissement scolaire. Den neie Stage ass méi praxisgebonnen: En Haaptelement vun der Evaluatioun ass d'Observation de la pratique professionnelle du stagiaire. De Mémoire, wéi et en elo an der Formation initiale vum Enseignement secondaire gëtt, gëtt geännert. Et ass net méi e wëssenschaftleche Mémoire. Den zukünftegen Enseignant soll sech e Sujet eraussichen, deen aus senger dagdeeglecher Praxis staamt an dee mat praxisbezunnene Beispiller ganz einfach illustréiert ass.

Et fanne regelméisseg Inspektioune statt, am Secondaire vum zweete Joer Stage un an am Fondamental vum éischte Joer Stage un. No all Sessioun fënnt e Bilan statt. Dës Mesuren hunn als Zil, déi Kandidaten, déi fir den Enseignement net apte sinn, fréi genuch ze identifizéieren an hinnen d'Chance ze ginn, fir sech ebe berufflech ëmzeorientéieren.

D'Formation obligatoire gëtt an d'Tâche vun den Enseignanten integréiert. Et gëtt verschidden Elementer, déi nei sinn am Stage: Nieft dem Tutorat, deen et elo scho gëtt, e Regroupement entre pairs - dat heescht Versammlungen ënner Stagiairen, fir sech auszetauschen - an d'Hospitatioun, de Rapporteur huet dat gesot, also fir Coursë bei anere Proffen an anere Gebaier ze observéieren. Dës Mesuren erméiglechen et dem Stagiaire, iwwer seng eventuell Schwieregkeete mat anere Persounen, anere Kolleegen ze schwätzen, an encouragéiert se, och an Zukunft sech méi mat dëse Leit auszetauschen.

Den Ufank vum Stage ass den 1. September. Dann huet de Stagiaire schonn zwou Wochen, fir seng éischt Coursen ze huelen an och eng éischt Aféierung a säin zukünftegt Gebai ze kréien. Geméiss dem Gesetz vum 25. Mäerz vun dësem Joer, vum Statsbeamtestatut, gëtt d'Durée vum Stage vun zwee Joer op dräi Joer eropgesat an d'Indemnitéite vun den éischten zwee Joer vum Stage sinn 80% vun der Rémunératioun vun der Ufankscarrière an duerno am drëtte Joer 90% vum Gehalt vun der Ufankscarrière.

Här President, ech erlabe mer a menger Aféierung och ganz kuerz op e puer Haaptkritikpunkte vun de Gewerkschaften anzegoen. Ee vun den Haaptkritikpunkte vun de Gewerkschafte war, datt de Stage am Fondamental en double Emploi mat der Formation initiale ass, déi ganz oft schonn ee Volet didactique huet. Dësen double Emploi ass awer net onbedéngt feststellbar. Deen neie Stage ass zum groussen Deel à la carte. Vun deenen 108 Stonne Formatioun kann de Stagiaire der 84 no senge Besoinen eraussichen.

En anere Kritikpunkt war, datt am Fondamental den neie Stage en ze vill groussen Opwand mat sech brëngt, soudatt d'Stagiairë sech net méi genuch op hir Klass kënne konzentréieren. De Stage ass awer elo esou konzipéiert ginn,

datt d'Zuel vun den Déchargestonnen dem Aarbechtsopwand ugepasst ass: 524 Stonnen. Fir d'Formation générale sinn 108 Stonne virgesinn, soudatt nach ronn 400 Stonnen iwwreg bleiwe fir déi aner Aarbechten, déi am Kader vum Stage ufalen.

Da war nach kritiséiert ginn, datt de Stage nëmmen an engem Ordre d'enseignement ofgehale gëtt. Ech denken, dat ass vun der Virriednerin vun der CSV och hei thematiséiert ginn. Dës Kritik ass och an der Éducatiounskommissioun thematiséiert ginn an och ugesprach ginn. De Minister huet an deem Kontext proposéiert, datt de Stagiaire och kann, wann dat säi Wonsch dann ass, an deenen zwee Ordres d'enseignement ausgebilt ginn. Souwisou concernéiert dat och net alleguerten d'Branchen. Mä de Minister kann herno vläicht dozou e puer zousätzlech Explikatiounen och hei ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet et scho gesot, den Avis vum Statsrot huet mat sech bruecht, datt d'Artikele vun dësem Projet de loi sech verdräifacht hunn. D'Éducatiounskommissioun huet sech an hire Sitzungen domadder auserneegesat. An et ass och esou, datt d'CSV-Fraktioun an der virleschter Éducatiounskommissioun, also ier de Rapport définitif sollt ugeholl ginn, am Ganze 14 Amendementer an der Kommissioun eraginn huet. Nieft dem Fait, datt dës Amendementer erëm zu engem Avis complémentaire vum Statsrot gefouert hätten an domadder, an dat wësse mer alleguerten heibannen, d'Gesetz net hätt kënne fir d'Rentrée scolaire vun dësem Joer a Kraaft trieden, wier also den IFEN definitiv net fir d'Rentrée am September operationell gewiescht.

Ech kommen awer e bëssen zu deenen Amendementer, déi agereecht gi sinn, déi och haut hei agereecht gi sinn. Den éischten Amendement hat mat der Ausbildung vun de Stagiairen ze dinn: een Ordre d'enseignement oder zwee Ordres d'enseignement. Ech sinn elo kuerz schonn drop agaangen. D'Kommissioun huet dësen Amendement verworf. An domadder waren déi dräi aner Amendementer, déi sech op dësen Amendement bezunn hunn, och hifälleg, well se sech eben op deen éischten Amendement bezunn hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fannt Der en dann inhaltlech richteg? Dir hutt elo eis prozedural Froe gestallt. D'Fro ass awer, ob Dir en inhaltlech richteg fannt oder net.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Mir fannen et inhaltlech richteg, well, éischtens, net all Branchë concernéiert sinn an, zweetens, op Wonsch vum Stagiaire de Stage nach ëmmer an deenen zwee Ordres d'enseignement ka gehale ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sidd also der Meenung, datt et keng Obligatioun muss sinn?

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Mir sinn der Meenung, datt et keng Obligatioun muss sinn, jo.

Dir gesitt, och an der Kommissioun si se an déi dote Richtung gaangen. Do gëtt et verschidden Interpretatiounen. Vu datt souwisou och eis Gesellschaft an och d'Éducatioun, och d'Schoule sech ëmmer wäerten nei orientéieren, nei entwéckelen, kann een iwwert déi dote Saachen ëmmer diskutéieren. Dat heiten ass, wéi mir et elo am Fong och zréckbehalen hunn. Mä Fakt ass awer och, datt doduerjer déi dräi aner Amendementer - ech denken, datt Der déi och hei deponéiert hutt - jo dann hifälleg ginn, wann deen éischten Amendement net ugeholl gëtt.

Bei deem fënneften Amendement hat de Statsrot am Projet de loi schonn op eng Opposition formelle zréckgegraff opgrond vun dem Artikel 23 an Artikel 32 (3) vun der Constitutioun, deen eis och an aneren Dossieren ebe vill, vill Suerge mécht. D'Diskussioune betreffend d'Ëmännerung vun dësem Artikel lafen do an der zoustänneger Institutiounskommissioun.

Et waren nach verschidden Amendementer, déi véier Erreurs matérielles mentionnéiert hunn, wou mer an der Kommissioun kee Vote gebraucht hunn. Et éiert Iech awer, datt Der déi fonnt hutt.

Do sinn also am Ganzen, kann ee soen, vun der CSV-Fraktioun 5 Amendementer, déi sech mam Inhalt vum Projet de loi auserneegesat hunn, 5 Stéck an net 14. An iwwert déi 5 Stéck ass kontrovers diskutéiert ginn an der Kommissioun. A si sinn och net alleguerte vun de Majoritéitsparteie verworf ginn, si si verworf ginn och heiansdo mat Abstentioun vun der ADR zum Beispill, bei engem Amendement. Da soll een och dat, fir prezis ze sinn, da richteg soen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen,...

(Interruption)

Här Wiseler, et ass alles an der Rei. Wann Der wëllt eng Fro stellen,... mä bon!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e puermol gesot ginn: „Auf den Lehrer kommt es an." Dat ass da souwuel vun der CSV gesot gi wéi vun der DP gesot ginn. Ech gesinn also, datt d'Oppositioun an d'Majoritéit op jidde Fall an deem dote Slogan no beienee sinn.

Kloer ass et awer och, wann et op de Schoulmeeschter, op den Enseignant ukënnt, da si bei der Richtung, wéi een déi Persoun op dee flotte Beruff ausbilt, verschidden Interpretatiounen. Fakt ass, datt mer dat solle gesinn am Intérêt vun den Enseignanten, am Intérêt awer och vun eise Kanner, déi herno och vun deene verschiddene Leit eben ausgebilt ginn.

Dofir hoffen ech zum Schluss, datt den IFEN seng Roll voll a ganz wäert spillen. An domadder ginn ech och den Accord zu dësem Projet de loi vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Madame Presidentin. Mam Projet de loi 6773 schafe mer en Institut de formation de l'éducation nationale. Mir schafen eigentlech eng Zort Schoul, wou de Ministère de l'Éducation nationale de Chef ass, wéi bei ville Schoulen. Mä hei handelt et sech spezifesch drëm, sech ëm d'Beruffsaféierung an d'Weiderbildung vu sämtlechem Léierpersonal ze këmmeren.

De Parallelismus zum INAP, dem Institut national d'administration publique, dee sech ëm d'Formatioun an d'Weiderbildung vun de Stats- a Gemengebeamten an de Leit aus den Établissement-publicke këmmert, deen ass net ze iwwersinn. A mir fannen et als Gréng och nëmme logesch a richteg, datt de Patron Stat sech och där Aufgab vun der Formation continue a vun der Aféierung an de Beruff vu senge Leit am Enseignement konsequent a systematesch unhëlt.

Am Exposé des motifs sinn d'Argumenter opgezielt, fir esou en Institut ze schafen: Éischtens, d'Qualitéit vum Enseignement solle mer steigeren an d'Léierpersonal ënnerstëtzen. Ech mengen, dat ass eppes, wat kee Mënsch prinzipiell a Fro stellt. Zweetens, d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Fonction publique, dat no jorelaange Verhandlungen am Mäerz 2015 hei votéiert ginn ass, huet och Auswierkungen op den Enseignement a muss och do ëmgesat ginn. An drëttens, et soll probéiert ginn, eng gewëssen Harmonisatioun vun de Stagen, déi d'Personal am Enseignement muss maachen, ze kréien - eng Aufgab, déi alles anescht wéi einfach ass. An ech mengen, et geet och net drëm dobaussen, fir dat alles gläichzestellen, mä eng gewëssen Harmonisatioun mécht bestëmmt Sënn.

Mir hate schonn 2012 een, wéi ech fannen, ganz interessanten Débat d'orientation iwwert déi verschidde Beruffer am Enseignement hei an der Chamber. An eng vun de Pisten, déi ugeduecht war, huet sech och ëm de Stage vun de Schoulmeeschteren a Proffe gedréit. Bei de Proffe wollte mer den Examen-concours iwwerschafft kréien. An et sinn och ëmmer erëm Kloen iwwer eng ze vill theoretesch Ausriichtung vum Stage komm. A bei de Schoulmeeschteren ass vu verschiddenen Intervenantë gemengt ginn, et wier gutt, wann d'Schoulmeeschteren och e regelrechte Stage géife maachen, dee vun engem Tuteur encadréiert wier.

Well d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Fonction publique scho laang an der Diskussioun war, well et schonn 2011 zu engem éischten Accord tëschent dem Stat an der CGFP koum, kann een dervun ausgoen, datt och zënter 2011 sech am Ministère Gedanke gemaach gi sinn, wéi d'Stagen am Enseignement sollten un déi Eenegung, déi sech ugedeit hat, och wa se nach e puermol ugezweifelt an ëmmodelléiert ginn ass, wéi d'Stagë kéinten ugepasst ginn. A wann d'Kolleege vun der CSV haut soen, datt et e feelerhaft an onausgeräift Gesetz wier, dann däerfe si dat soen, dat gehéiert zum politesche Stil, entsprécht awer net onbedéngt den Tatsaachen.

Ech wëll hei emol op alle Fall souwuel de Responsabele vum Statsrot wéi och de Verantwortleche vum Ministère Merci soe fir déi exzellent Aarbecht, déi se hei geleescht hunn.

Eng vun de Schwieregkeete war jo, an et ass och haut gesot ginn, souwuel vum Rapporteur wéi och vun aneren, datt d'Gesetz nach ganz vill huet missen ëmgeännert ginn, well de Statsrot, esou wéi et senger Missioun entsprécht, drop higewisen huet, datt den Artikel 23 vun eiser Verfassung, wou steet: «La loi règle tout ce qui est relatif à l'enseignement», am Zesummespill mam Artikel 32 Absatz 3 vun därselwechter Verfassung: «Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés (…)», datt een dat misst ganz streng ausleeën. An et ass jo och iwwregens schonn hei an der Chamber gesot ginn, datt et e gewëssene Konsens géif ginn, fir den Artikel 32 an deem Sënn ëmzeänneren.

Op alle Fall, well et och schonn déi eng oder déi aner Jurisprudenz an deem Beräich gëtt, huet d'Gesetz iwwert den IFEN missen ëmgeschriwwe ginn. An dat ass och schonn haut gesot ginn: Aus dem initiale Projet de loi mat 43 Artikelen ass e Projet de loi mat 119 Artikele ginn. An, jo, dat huet och mat sech bruecht, datt zum Schluss awer ënner engem gewëssenen Zäitdrock huet misse geschafft ginn.

Eventuell ass de Service juridique vum Ministère de l'Éducation nationale net esou performant, wéi ee sech dat géif wënschen. Ech loossen déi Ausso emol am Raum stoen.

Ech bleiwen awer derbäi, datt hei eng Rei Leit eng ganz gutt Aarbecht gemaach hunn. An ech schléissen och hei den honorabele Rapporteur-President vun der Kommissioun, den Här Lex Delles, an, dee fir en exzellente mëndlechen an och schréftleche Rapport gesuergt huet. An ech schléissen och déi honorabel Madame Hansen hei an, déi an der virleschter Kommissiounssëtzung nach e puer Erreurs matérielles et autres opgedeckt huet, en Zeechen, datt se sech wierklech ganz intensiv och mam Text auserneegesat huet.

Et ass och net fir d'Éischt, datt mer hei an der Chamber ënner Zäitdrock schaffen. An dobäi ass an dësem Fall den Zäitdrock awer relativ. Ëmmerhin hate mer fënnef Kommissiounssëtzungen, bis mer dunn an enger sechster de Rapport gestëmmt haten. Mir hunn de Projet IFEN mat de Propositions de règlement grand-ducal virgestallt kritt, a vläicht kann och déi honorabel Madame Hansen sech net méi un aner Gesetzer erënneren, déi an engem nach méi groussen Zäitdrock hei duerchdiskutéiert a gestëmmt gi sinn.

Ech maachen et net gär, mä ech muss awer dann trotzdeem Iech drun erënneren, Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erënneren eis alleguerten drun, datt mer zum Beispill zweemol e Gesetz iwwert d'Bourusse vun de Studenten haten, an dat huet wierklech an esou engem kuerzen Termin missen duerchgoen, do konnt ee vu feelerhaften an onausgeräifte Gesetzer schwätzen. An ech fannen dat schonn e bëssen erstaunlech, datt een dat schonn alles schéngt vergiess ze hunn.

Och d'Schoulgesetzer vun 2009, iwwregens, sinn alleguer scho modifizéiert ginn. Dat ass keen Argument, fir schlecht Gesetzer ze votéieren, mä et ass awer trotzdeem en Hiweis drop, datt, souguer wann ee seng Aarbecht gutt a gewëssenhaft mécht, dat keng Garantie derfir ass, datt een net eventuell muss nobesseren. Ech ginn emol dervun aus, datt mer hei net esou schnell mussen nobesseren. Mä wann dat dann eng Kéier de Fall ass, da musse mer et maachen.

Ech ginn net weider op déi technesch Aspekter vum Gesetz an, dat huet den honorabele Rapporteur gemaach. Ech wëll am Fong geholl e bëssen op den Historique agoen, well ech mengen, datt, wa mer wëlle verstoen, firwat mer verschidden Décisiounen huelen an a wéi eng Richtung mer wëlle steieren, dann ass et och gutt ze wëssen, wou mer hierkommen.

Ech wëll ufänken a fir d'Éischt e bëssen d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinne beliichten. Zu menger Zäit, dat ass nach vill méi laang hier wéi dem Gilles Baum seng Zäit, do hate mer en Institut pédagogique. An duerno hate mer dräi Joer Studien, postsecondaire Studien an engem ISERP. Also, um Institut pédagogique, dat war nach e Stage, dat war emol net als postsecondaire Studien unerkannt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A mir haten dunn 2004 e Bachelor vu véier Joer Uni zu Walfer. Firwat datt dat e Bachelor vu véier Joer war an net e Master, do kéint een och elo erëm laang driwwer schwätzen, mä dat sprengt awer dann de Rahme vun der Debatt vun haut.

Während IP- an ISERP-Zäite war och d'Formation continue zu engem gudden Deel an därselwechter Institutioun a vun därselwechter Institutioun gedroe wéi d'Formation initiale. Déizäit war och d'Schoulinspektorat zu Walfer logéiert. Theorie a Praxis, kéint een emol mengen, stounge sech méi no.

A wéi d'Uni komm ass, ass d'Weiderbildung gaangen. D'Formation initiale an d'Formation continue sinn net méi vun därselwechter Institutioun ugebuede ginn. An dat kann ee bedaueren, well eigentlech gesäit ee jo an der Formation continue ënner anerem och, wou d'Defiziter vun der Formation initiale leien. Do kéint ee jo emol eppes draus léieren.

Och wann d'Schoulmeeschtere reng formal Stagiairë waren, dann hu si eng laang Zäit näischt vun hirem Stage gemierkt. Eréischt am Schoulgesetz vun 2009 stoungen e puer Sätz dran, datt déi nei Schoulmeeschteren a Léierinnen och Stagiairë sinn. Et stoung ënner anerem och do, datt, während där Period vun zwee Joer: «(…) l'instituteur reçoit un accompagnement de la part de l'équipe pédagogique dont il fait partie et de la part de l'inspecteur d'arrondissement. Il participe obligatoirement à des activités de formation en rapport avec son insertion professionnelle.» Dat war alles, wat deemools iwwert de Stage an engem Gesetzestext stoung.

De Stage vun zwee Joer gëtt dann elo e Stage vun dräi Joer, deen zimlech genee beschriwwen ass an engem Règlement grand-ducal oder a ville Règlements grand-ducaux, déi mer och an der Kommissioun virgestallt kritt hunn. Mir haten och Pétitionnairen an der Kommissioun empfaangen, déi sech net averstanen erkläert hate mat deem neie Stage.

A wéi ee schonn aus menger Déclaration des intérêts financiers gesäit, schaffen ech och nach minimal an der Formation initiale vun de Schoulmeeschteren. Ech hat also ëfters d'Geleeënheet, mat Studenten iwwert dee Stage ze schwätzen. D'Rémunératioun, déi elo 80%, 80% an 90% vum éischte Gehalt ass, déi war fir déi meescht Studenten net wierklech e Problem, éischtens, well dat iwwerall beim Stat elo esou ass an, zweetens, well der awer ganz vill vun hinne sech duerchaus bewosst waren, datt d'Ufanksgehälter och elo nach ëmmer relativ gutt sinn. Si hunn och alt Schoulkolleegen, déi en anere Wee ageschloen hunn, a woussten, wat och alt aner universitär Aarbechtsufänger géife verdéngen.

Déi gréisste Suerg war déi, datt si no véier Joer Studium, dat se gepackt hunn, och elo nach kéinte riskéieren, am Stage écartéiert ze ginn - och nach am drëtte Joer. Meng Iwwerzeegung ass a bleift, datt dat nëmmen eng absolutt Ausnahm däerf sinn. D'Formatioun vum Schoulmeeschter ass jo eng Formatioun, wou Theorie a Praxis Hand an Hand ginn. Niewent de Coursen op der Uni sinn déi Leit jo och 32 Wochen am Stage a verschiddene Schoulen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mir eis kee Schoulsystem kënne leeschten a kee Stagesystem, wou mer siwe Joer a Leit investéieren an da soen: „Sorry, du bass net fir de Beruff gemaach". Ech fannen et richteg, datt ee Stagiaire ka refuséiert ginn. Alles anescht wier eng Farce! Mä, wéi gesot, dat dierft wierklech déi absolutt Ausnahm bleiwen.

Wéi eng Auswierkungen dëse Stage op de Curriculum vun der universitärer Ausbildung huet, dat weess ech net. An ech weess och net, ob zurzäit op der Uni iergendeen dat scho genau weess.

Bei de Proffen ass et eng ganz aner Situatioun. Hei ass jo fir d'Éischt eng theoretesch Ausbildung, ee Master an engem Fach an dann eréischt kënnt de jonke Proff a Kontakt mat de Kanner. Hei ass et, a mengen Aen, denkbar, datt och ee gudde Student a sengem Fach eventuell selwer muss feststellen, datt hie kee gudde Pädagog ass, an datt e sech eventuell no engem anere Beruff soll ëmkucken.

An enger Uni-interner Etüd vun 2010 huet sech gewisen, datt d'Formation pédagogique net ganz nohalteg wier. Ganz gutt wier en Accompagnement, d'Tutorat géif eppes bréngen an all Theoretesches géif manner bréngen. Domat sti mer natierlech awer virum Problem, datt mer wëlle méi hu wéi just d'Fach. Mir wëllen Enseignanten, net Fachidioten. An ech mengen, datt et och dofir sënnvoll ass, datt deen neie Stage och am Secondaire virun allem praxisorientéiert ass an datt e ganz kloer drop hiweist, datt de Beruff vum Professer och ee pädagogeschen ass an net d'Weiderféierung vun enger Formatioun an engem Fach.

D'Décisioun, fir de Proffestage vun der Uni ewechzehuelen, déi ass scho vun der viregter Ministesch, der Madame Delvaux, an am Accord mat dem viregten Héichschoulminister, dem Här Biltgen, geholl ginn...

Une voix.- Aah!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...a vun dem neie Minister och net a Fro gestallt ginn oder réckgängeg gemaach ginn. D'Konventioun mat der Uni ass gekënnegt ginn an net verlängert ginn. D'Uni hat och net, wéi esou oft ugekënnegt, Didaktiker rekrutéiert. Vläicht ass den aktuellen Dekan vun der Fakultéit e puer Joer ze spéit komm.

An eisen Ae mécht et also Sënn, d'Formatioun vun de Stagiairë vun der Uni ewechzehuelen an am IFEN ze verankeren. Engersäits ass een

d'Gefill net lassginn, wéi wann d'Uni un hirer Spëtzt relativ wéineg Interessi un dëser Formatioun hat. Eis Uni ass jo eng Université de recherche an do ass den Encadrement vu Stagiairen, déi an den Enseignement ginn, nun emol keng Prioritéit, kee Schwéierpunkt.

De Ministère de l'Éducation nationale, als Patron, huet och een Intérêt, d'Formatioun vun den Enseignantë méi no un d'Lycéeën an un de Ministère ze bannen. Besonnesch bei de Proffe fanne mir et wichteg, fir e bësse méi ewech vun der akademescher Welt ze kommen, déi jo während mindestens fënnef Joer dominéiert huet, a méi no an d'Schoulpraxis.

D'Madame Hansen hat nach proposéiert, ob et dann net denkbar wier, well dat gëtt e gewëssene Problem, eng Ëmstellung fir déi Leit, déi Referenten, déi elo net réusséiert hunn dëst Joer, déi mussen effektiv... Mer haten an der Kommissioun emol esou Diskussiounen, oder et ass och vu Gewerkschaften opbruecht ginn, et ass jo kloer... D'Madame Hansen hat awer proposéiert - entschëllegt, Madame Hansen -, Dir hat awer proposéiert, d'Uni hätt jo kënnen nach déi Ausbildung weiderféieren.

(Interruption)

Ech mengen, datt vun der Uni kloer signaliséiert ginn ass, datt si keen Intérêt dofir hat an datt et dofir am Fong geholl méi séier eriwwer war op der Uni, wéi dat eigentlech geplangt war, well et hätt een dat effektiv bis 2016 kënne weiderlafe loossen. Mä da brauch een awer och e Partner, deen dat och esou gesäit. An dat war net de Fall.

Aus dem SCRIPT mat dräi Departementer - Innovation pédagogique, Agence qualité an d'Formation continue - bleiwen elo nach just déi zwee éischt Departementer. D'Weiderbildung kënnt jo, wéi gesot, an den IFEN. An ech wëll elo net weider agoen op déi ganz Diskussiounen, déi gefouert gi sinn, och wou elo eng Gewerkschaft sech zu Wuert mellt. Ech mengen, et ass dat gutt Recht vun der Gewerkschaft, fir sech zu Wuert ze mellen. Ech hunn déi Argumentatioun och gelies. Ech deele se allerwäitst net.

Et ass nach driwwer diskutéiert ginn - a mer haten dat och, an ech fannen dat och gutt, datt den Här Haagen den Ënnerscheed gemaach huet -, et sinn eng Rei Amendementer an der Kommissioun zur Sprooch komm. An do waren der eng Rei, déi haten inhaltlech Aspekter, an déi sinn och diskutéiert ginn. Mir hu se net zréckbehalen. An ech géif och mengen, haaptsächlech aus inhaltlecher Siicht, well een dat och e bëssen anescht ka gesinn.

Et muss een nämlech bedenken, wann ee festschreift, datt een de Stage an deenen zwee Regimmer muss maachen, wat ech vun der Iddi hier gutt fannen, dann huet dat awer och ganz vill Auswierkungen op d'praktesch Ausféierung vum Stage.

Mer sinn zum Beispill drop higaangen an dësem Stage, datt mer vun zwee Patronen op ee Patron zréckgaange sinn, well mer gemengt hunn, dat wier méi sënnvoll. Anstatt zwee Patronen am éischte Joer ze hunn, hu mer elo gesot, mer hunn ee Patron an dat awer während zwee Joer laang. An et ass och nach eng käschtenneutral Operatioun. Mir hu gemengt, dat géif Sënn maachen.

Et ass och esou, datt een, dee säi Stage färdeg huet, Professer ass. Deen ass net Professer an engem Regime, mä deen ass Professer an dee kann och an deene verschiddene Regimmer schaffen.

A just nach zur Erënnerung: Mir haten an der Zäit Spillschoulsléierinnen a Schoulmeeschteren am Primaire a mer haten deene mat engem 60-Stonnen-Iwwergang erlaabt, vun deem enge Regime an deen aneren ze wiesselen.

Domat kommen ech zum Schluss. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

An ech hunn awer matkritt, Madame Hansen, datt Der mer wëllt eng Fro stellen, dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...wëll ech dat och gären...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Villmools Merci. Ech wollt just nach nofroen, mir hu jo nieft den Amendementer och dee Punkt ugeschwat, datt de Schoulmeeschter ni bewäert gëtt fir de Fakt oder fir d'Kompetenz, datt e kann de Schüler, dem Schüler seng Kompetenze bewäerten. Mir hunn do keen Amendement kënne maachen, well mer zum Beispill net wëssen, wat am Portfolio ass an esou weider, well mer och net wëssen, wat mat den Enseignanten ausgehandelt ginn ass.

Dat heescht, och do sot Dir, dat wier eppes, wat net gemaach muss ginn, datt de Schoulmeeschter... Beim Enseignement secondaire gëtt et jo ganz genau gekuckt. Dee muss Stonnen halen, et ginn d'Prüfunge gekuckt, et gëtt een Dossier gekuckt. Beim Schoulmeeschter gëtt dat net berücksichtegt. Ech hat d'Gefill, wéi wann et vergiess gi wier. An ech wollt dozou einfach just Är Meenung da wëssen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Majo, et éiert lech, datt Der u menger Meenung interesséiert sidd. Ech sinn e bëssen...

(Hilarité)

Ech sinn e bësse befaangen, Madame. Ech sinn e bësse befaangen, well ech, wéi gesot, och an der Formation initiale schaffen. An ech hunn och gesot, datt zum Beispill de Schoulmeeschter während senge véier Joer, déi en op der Uni ass, 32 Wochen an engem Stage ass. An dat sinn all Kéiers Stagë vu véier oder fënnef Wochen hannerteneen. An et gehéiert fir mech derzou, an dat maachen ech och a menger Aufgab dann do als Tuteur, et ass evident, datt een och de Stagiaire muss do aféieren, soudatt ech mengen, datt dat effektiv anescht ka geregelt gi wéi beim Proff, well de Proff, deen huet a senger Formatioun wierklech eng theoretesch, fachlech Ausbildung, soudatt ech mengen, datt een dat, am Kader vum Stage, misst einfach kënne gesinn. Ech mengen net, datt een dat misst prezis an ee Gesetzestext schreiwen.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech fänken och u mat dem Merci un den Här Delles fir säi Rapport, deen en eis gemaach huet an dee ganz komplett war.

Ech wëll awer derbäisoen, datt ech mengen, datt déi dräi Koalitiounsparteie vläicht net ganz korrekt, a mengen Aen, déi Reuniounen erëmginn hunn, wéi mer se haten iwwert dëst Gesetz. Ech mengen, ech si jo elo net Member vun der CSV, mä ech mengen, et ass nëmmen éierlech a richteg ze soen, datt de Mérite vun der Madame Hansen bei der Behandlung vun dësem Gesetz wesentlech war. E war méi grouss, wéi en hei duergestallt ginn ass. Si huet zum Deel Korrektur gelies vun deem, wat d'Regierung eis proposéiert huet. An ech wëll dat awer hei ënnersträichen. Ech mengen, si huet dat Kompliment verdéngt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Et huet keen de Contraire behaapt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, et hätt een et awer kënne soen. An et hätt een et kënne vu ganzem Häerze soen, well et ass...

(Interruptions diverses)

...et ass eng Manéier...

(Brouhaha)

...et ass eng Manéier, wéi een dat seet.

Une voix.- Et ass och esou gesot ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat d'legislativ Prozedur ugeet, muss ee soen, datt déi Remarque, datt dat Ganzt iwwert de Knéi gebrach ginn ass, och méi wéi korrekt ass. A mir hunn och Problemer ze verstoe firwat. Et kann een natierlech soen, konstitutionell, wéi den Här Adam et jo och développéiert huet a wat ganz richteg ass, ass déi Exigenz ebe ginn, datt e groussen Deel vun deem, wat den Enseignement ass, ebe muss iwwer Gesetz geregelt ginn. Mä dat ass jo net nei, dat ass bekannt. Den Arrêt vun der Cour administrative ass vun 2009, vum 14. Juli 2009, deen d'Noutwendegkeet vum Gesetz ënnersträicht. An deen aneren, déi aner rechtlech Basis, en Arrêt de la Cour Constitutionnelle, ass vum November 2013.

Da misst et jo awer engem Ministère méiglech sinn, wann am Joer 2015, am Januar 2015 den Dépôt vun engem Projet de loi gemaach gëtt, awer dat mat afléissen ze loossen, wat déi héchste Geriichter awer an där Matière gesot hunn. Et ass fir eis net nozevollzéien, datt dat Gesetz net, an deem Sënn, virbereet war, datt de Conseil d'État et hätt kënnen akzeptéieren.

An dofir ass et iwwert de Knéi gebrach ginn. An dofir sinn och mir iwwerzeegt, datt wahrscheinlech nach ganz vill Feeler wäerten am Laf vun der Zäit entdeckt ginn an datt mer mussen nach eng Kéier korrigéieren.

Et ass wahrscheinlech méi néideg wéi jee och, datt en neien Texte coordonné, ee gebrauchsfrëndlechen Texte coordonné, en iwwersiichtlechen, iwwer all Texter, déi am Enseignement existéieren, elo vum Ministère erausbruecht gëtt. Ech mengen, et géif eis all d'Liewe méi einfach maachen.

A wa mer bei der legislativer Prozedur sinn, da wär et och gutt, wann den Här Minister eis géif op déi Kritik äntwerten, déi an deene leschten Deeg virbruecht ginn ass, datt et keng Iwwergangsbestëmmunge gëtt fir Leit, déi an deem aktuelle Regime hir Prüfungen net bestanen hunn, an eben dann elo eventuell nom neie Regime missten nach eng Kéier gepréift ginn. Och do wäre mer dankbar, fir eng Stellungnahm vum Minister ze kréien.

Ech sinn elo an enger privilégéierter Situatioun an engem bestëmmte Sënn: Ech sinn zwar ganz gär Member vun der Unterrechtskommissioun, mä ech kommen net aus dem Enseignement. Dat hëlleft mer heiansdo, méi en distanzéierten a méi e kritesche Bléck op Saachen ze werfen. An ech hunn dacks den Androck, datt d'Realitéit vum Enseignement eigentlech net erëmgespigelt gëtt an där legislativer Aarbecht, déi mer hunn.

Mir hunn immens Problemer an de Schoulen. Mir hunn e Verfall iwwert d'Jore vum Niveau an de Schoulen. A wa mer an deene Gesetzer hei sinn oder an der Ausbildung vun de Stagiairen, da benotze mer eng Metasprooch, déi an enger kënschtlecher Welt ass, an déi eigentlech net méi vill mat deene richtege Problemer ze dinn huet, déi mer an de Schoule kennen.

Ech hunn elo déi Ausschreiwung matbruecht, wou de Ministère elo Formateuren a Coordinateurë gesicht huet, fir elo déi Formatioun kënnen ze maachen, wann den IFEN dann elo vum September u seng Aarbecht mécht. An ech wollt just beispillhaft e puer Sätz virliesen, wat dann elo d'Konditioune wären, déi d'Stagiairen an d'Intervenantë missten erfëllen. Dat huet mat der Realitéit um Terrain näischt ze dinn!

Dat si Sätz wéi: «Les outils mis à la disposition des stagiaires et intervenant/e/s reflètent les principes et valeurs partagés dans le cadre du stage. Ils contribuent à la régulation du dispositif et à l'atteinte des résultats escomptés. Quelle que soit la problématique rencontrée par un/e stagiaire ou un/e intervenant/e», an all Kéiers natierlech gegendert, «la recherche de solution est privilégiée. Dans cette perspective la pratique réflexive permet d'aborder toute situation dans cette visée positive et constructive.»

Dat si säiteweis, wéi déi Däitsch soen, „Hohlspréch", eidel, eidel Formullen. Ech kéint Iech där do och produzéiere mat dem Zil, näischt ze soen a Säiten ze fëlle mat politesch korrektem Blabla! An dat ass eigentlech dat, wat elo hei an der Ausschreiwung ass.

Firwat net d'Qualitéitskritäre kloer festleeën, den Niveau vun der Bildung kloer festleeën, de Prinzip respektéieren, datt d'Evaluatioun vu Leit gemaach gëtt, déi eben an hirer berufflecher an akademescher Ausbildung méi héich sti wéi déi aner? Alles dat ass net kloer, net prezis. Awer esou huel Floskelen, där fënnt ee säiteweis.

Dat huet mat der Realitéit an domadder, wéi ee richteg un déi Problemer am Enseignement soll erugoen, iwwerhaapt näischt méi ze dinn!

Mir kënnen och déi Kriticke vun de Gewerkschafte verstoen, déi d'Angscht virum Egalitarismus hunn. Mir hu jo déi méi oder manner Harmoniséierung vun de Stagen an der Fonction publique, opgrond vun deem Gesetz, wat mer hei gestëmmt hunn. An ech mengen, déi Angscht, déi ee ka spieren, datt awer do soll méi wéi nëmmen d'Durée vum Stage harmoniséiert ginn, wou ee sech och nach ka froen, ob dat fir all Beruffszweig wierklech méiglech ass, néideg ass, déiselwecht Durée vun engem Stage ze hunn, an ob do net aner Absichten nach derhannertstinn. Déi Angscht kann een novollzéien, well déi Beispiller vun der Terminologie, wéi d'Carrière supérieure de l'enseignement an esou weider, gi jo och vun deene Gewerkschafte genannt, déi ebe just déi Suerg do an d'Welt stellen.

Brauche mer en Enseignant unique? Mir brauche ganz sécher keen, well all Alterskategorie vu Schüler, all Typ vun Enseignement huet natierlech seng besonnesch Erausfuerderungen a brauch eng besonnesch Qualifikatioun. Dat heescht, eleng schonn déi Iddi vum Enseignant unique, déi awer vu verschiddene Parteien zënter Jore kultivéiert gëtt, géif d'Qualitéit vum Enseignement wierklech net verbesseren.

Et ass och, an eisen Aen, schockéierend, wa gesot gëtt: Gutt, d'Ausbildung gëtt méi wäit ewech geholl vun der Universitéit a mir wëllen elo déi Saach méi no un de Ministère ubannen, d'Ausbildung. Dann ass et awer schockéierend, datt déi Stagiairen emol net méi d'Méiglechkeet hunn, am Kader vun hirem Travail de candidature, fir eng wëssenschaftlech Aarbecht ze maachen. Dat ass net méi méiglech!

Wann ee wéinstens d'Méiglechkeet gelooss hätt. Mä hei ass dat eben net méi de Fall an et muss ee sech och do froen: Wat ass dann den Hannergrond? Wat ass de Gedanken dobäi, fir déi Méiglechkeet vum wëssenschaftlechen Eiergäiz auszeschléissen aus der Formatioun? Et ass ganz schwéier, dat ze verstoen. An et ass och fir eis net nozevollzéien, firwat deen Automatismus, datt e Stagiaire soll an deenen zwee Haaptschoultyppen e Stage maachen an Erfahrunge sammelen, datt dat och net méi soll gewënscht sinn.

Alles dat sinn Entwécklungen... Souguer wann een higeet an et wëllt een de Stage harmoniséieren an et wëllt een d'Qualitéit och nach vum Stage verbesseren, wann dat déi Absichte sinn, déi d'Regierung heimadder verfollegt, da sinn awer esou vill Ongereimtheeten dran, ongekläert Froen: Firwat kee wëssenschaftleche Stage méi? Firwat eben net méi déi zwee Ordres d'enseignement? An esou weider. Wou awer eng ganz Rei Interrogatioune méi wéi berechtegt sinn. Da sinn eng Rei Froen nach, déi am Raum stinn.

D'Chargés de cours, déi gi gebraucht, nach ëmmer am Enseignement. Dann ass et an eisen Aen och richteg - an dofir wäerte mer och den Amendement vun der CSV ënnerstëtzen -, wann ee schonn déi Kategorie Leit brauch, an a grousser Zuel brauch, datt se dann och eng Ausbildung kréien, déi ka fonctionnéieren. A fir datt se eng Ausbildung kréien, déi ka fonctionnéieren, muss een natierlech och eng Décharge deene ginn, déi sech sollen ëm si këmmeren, well soss huet ee jo de Problem, datt dat net ka fonctionnéieren.

Och bei de Finanzen... Mir hunn eis gefrot, well mir hunn déi Fiche financière gesicht an net fonnt, déi eis géif erlaben, wierklech d'Evaluatioun ze maachen, wat deen IFEN dann elo u finanzieller Méibelaaschtung kascht, niewent dem SCRIPT, dee jo an Deeler dann och soll weiderbestoen, wou een och kann diskutéieren, ob déi Agence Qualité, déi beim SCRIPT existéiert, iwwerhaapt eng sënnvoll Aarbecht leescht oder net. Dat kann een alles kucken.

Mä mir gesinn eng Tendenz dozou, och duerch dëse Gesetzesprojet, dee Waasserkapp, deen awer am Ministère de l'Enseignement national (veuillez lire: Éducation nationale) existéiert, nach méi auszebauen. Deeselwechte Minister geet dohinner a probéiert, bei de Professeren am Enseignement, bei deenen, déi um Terrain sinn, Suen ze spueren, zum Deel ganz..., wou e puer Milliounen um Spill stinn, eigentlech net vill Geld am Kader vum Statsbudget, an dofir massiv Sträit am Enseignement provozéiert, e Risque vu Streik provozéiert am Enseignement, fir e puer Millioune sichen ze goen. A bei Projete wéi deem heite gi Milliounen investéiert, wou ee sech wierklech freet, ob dat de Bienfondé ass an d'Qualitéit vum Enseignement domadder soll verbessert ginn. Do kann ee wierklech déi gréissten Zweifel hunn.

Och géife mer gäre wësse vum Här Minister, wéi et dann elo ass mat där Garantie, wat jo och de Conseil d'État do gefrot huet, wou en déi Fro gestallt huet mat de Stagiairen am Fondamental, datt déi eng Garantie d'emploi sollten hunn. Do wär et och interessant, dat nach eng Kéier ze kucken.

Dat gesot, wäert et Iech net iwwerraschen, wa mir als ADR dat heiten net ënnerstëtzen. Mir si selbstverständlech fir eng gutt Ausbildung vum Enseignant. Mä mir trieden och a fir eng realistesch Schoulpolitik, déi den Niveau an de Schoulen erëm hieft. An déi Beispiller, déi ech genannt hu vun deem Profil vu Leit, déi do gesicht ginn, ass symptomatesch just fir den Zoustand vun eisem Enseignement, wou mer eigentlech ëmmer méi eng Sprooch hunn um politeschen Niveau, déi net méi géeegent ass, fir de Problemer um Terrain wierklech ze begéinen a se och Meeschter ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och e puer Wierder zu deem Projet de loi, deen awer wichteg ass. Mir mengen och, datt et richteg a wichteg ass, endlech e kohärent Institut ze hunn, wat sech ëm d'Formatioun an d'Weiderbildung vun deene verschiddene Kategorië vu Personal bekëmmert. An ech mengen, dat gëtt et a ganz ville Länner zënter längerer Zäit. Et ass och gutt, datt dat elo endlech geschitt. Et hätt kënne viru 40, 50 Joer geschéien, mä zu Lëtzebuerg si gewësse Saachen heiansdo ganz laang net geschitt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Vläicht waren ze vill experimentéiert Leit ganz laang ze vill am Amt, fir dat anzegesinn.

(Interruptions diverses)

Jo, mä Dir musst Iech dat gefale loossen. Dat ass de Präis vun der Muecht!

(Brouhaha)

Datt een och Feeler gemaach huet ganz laang.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat kënnt eis zwee ni vir!

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech wëll hoffen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Fir Iech.

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Eis zwee zesummen op jiddwer Fall net!

(Hilarité et interruptions)

Bon, weider. Trotz alledeem gëtt et awer gewësse Problemer. Et ass schonn ugeklongen - an et ass kee Privileg, wann een als Leschte schwätzt, mä ech soen et awer trotzdeem -, et ass ugeklongen, datt een hätt kënnen opbauen op Erfahrungen, déi d'Uni iwwert d'Jore konnt sammelen. An de Problem ass, an dat kënnt jo och vum Personal selwer, vun de Gewerkschaften, dat ass opgeworf ginn, datt et problematesch ass, wann deen Institut ënnert der Tutelle vum Ministère funktionéiert. An anere Länner ass dat net de Fall.

An de Problem ass jo och nach deen, datt en Institut, wat ënnert der Tutelle vun engem Ministère schafft, och op eng gewëssen Aart a Weis Gefor leeft, u sech och u Legislature gebonnen ze sinn, amplaz datt eng gewësse Kontinuitéit, an engem universitäre Kader eng gewësse Kontinuitéit gewährleescht gëtt.

An natierlech, et konnt ee vill kritiséieren, et ass och oft kritiséiert ginn: ze vill Theorie, net genuch Praxis innerhalb vun der Uni. Et kann een immens vill kritiséieren, mä et kann een trotzdeem Saachen opbauen an dofir Saachen développéieren. A mir mengen, datt dat net onbedéngt eng ganz positiv Saach ka sinn.

Anerersäits, an dat ass och e Problem, d'Fro vun de Conseillers pédagogiques, déi natierlech wichteg sinn, fir de Stagiaire ze accompagnéieren, fir en ze épauléieren, fir en ze orientéieren an esou weider, an herno, um Enn, fir en ze evaluéieren. Do gouf gesot: „Jo, dat ass u sech souguer éischter en Avantage, well déi Persoun wäert hire Stagiaire och besser kennen." An dat ass natierlech och de Fall. Mir ginn och dovunner aus, datt prinzipiell esou e Conseiller pédagogique seng Aarbecht korrekt mécht, seng Aarbecht a seng Evaluatioun och wäert upassen un d'Erfahrung, déi e gemaach huet mam Stagiaire selwer.

Mä anerersäits ass et awer e bësse blauäugeg, ze mengen, wéi dat och gesot gouf, datt et och vun der Perséinlechkeet vun deenen zwou Persounen ofhänkt. Jo, natierlech, am Liewen hänkt alles of vun der Perséinlechkeet vu verschiddene Leit, wéi se zesummen interagéieren! Mä dat ass natierlech awer och e bëssen e Pokerspill, wat do spillt, well deemno wéi kann et och aneschters ausgoen, an deemno wéi, et kann een net ëmmer dovunner ausgoen, datt jiddweree perfekt ass a jiddwereen ëmmer déi bescht Intentiounen huet. Mënsche sinn och empathesch Mënschen, an Antipathië kënnen och entstoen, och souguer bei ganz professionelle Mënschen.

Dat heescht, mir gesinn net an, firwat de Conseiller pédagogique, deen och ënner Drock wäert sinn, och nach an der Evaluatioun soll matagebonne ginn.

Et ass och gesot ginn, datt eng gewësse Surcharge de travail wäert entstoen. Am Fondamental hu se eng Formatioun vu véier Joer Bachelor, wat am Secondaire jo net de Fall ass. Dat heescht, engersäits hu mer souwisou de Problem, datt wahrscheinlech sech Saache regruppéieren. Anerersäits stellt sech wierklech d'Fro vun der Surcharge de travail, vun der Prioritéit, déi de Stagiaire wäert musse setzen, wat den Enseignement ubelaangt oder wat d'Fuerderung vu senger eegener Carrière ugeet.

Mir wëssen..., ech kommen och net aus dem Enseignement. Dat heescht, dann huet een och eng gewësse Liichtegkeet, eng gewëssen Distanz, fir Saachen ze appréciéieren. Mä wann een awer vill Leit kennt aus dem Enseignement - a mir kenne vill Leit aus dem Enseignement, well vill Lëtzebuerger dra schaffen -, da weess ee ganz genau, datt dat schonn iwwerhaapt souwisou keng Period ass, déi en Zuckerschlecken ass, bäi Wäitem net!

Dat heescht, mir hu wierklech de Problem - an et kann een och nach zréckkommen op déi Fro, déi natierlech elo net an deem heite Projet de loi virgesinn ass, mä an deem aneren, dee mer gestëmmt haten, wéi ech nach net derbäi war - iwwert de Statut vun der Fonction publique, iwwert déi Generaliséierung vun dräi Joer Stage bei alle Beamten. De Justin Turpel hat eng Onmass vun Amendementer erabruecht, déi ofgeschmettert goufen natierlech, mä déi awer ganz konstruktiv Propose waren. Dofir war et och ëmsou méi schlëmm, datt e virgeworf krut, Demagogie ze maachen, well wann een esou vill Amendementer erabréngt, da mécht ee genau de Géigendeel! Mä soit, dat ass eng Klammer. Ech ka mech awer nach gutt drun erënneren, wéi dat gelaf ass.

Fir ze soe ganz einfach, datt an der Fonction publique ganz verschidde Corps de métier existéieren an datt een dat muss éischter differenzéiert applizéieren. Dat ass net geschitt. Bon!

Dann ass natierlech och e gréissere Problem, deen hänkt zesumme mat eiser geckeger Opspléckung an zwee Ordres d'enseignement: Enseignement secondaire technique an Enseignement secondaire. Et ass kee Mënsch, dee wëllt drugoen. Et ass kee Mënsch, deen de Courage huet drunzegoen. Leider, well et ass ee vun den Haaptproblemer vum Lëtzebuerger Enseignement, datt ee mat 12, 13 Joer schonn orientéiert gëtt. Dat mécht kee Sënn! Dat weess jiddwereen!

Et wier keng Allheilléisung, wann een dat géif opléisen an en Enseignement géif aféieren, deen d'Kanner méi laang zesummenhält an duerno lues a lues differenzéiert - well mat zwielef Joer ass een nach net fäerdeg. Et ass een et heiansdo souguer nach méi spéit nach net ganz richteg. Mä datt een dee Wee géif lues a lues ugräifen - ech fanne wierklech, d'Regierung misst iergendeng Kéier dee Wee aschloen, wou jiddweree seet, datt ee misst dee Wee aschloen!

An dann hu mer natierlech de Problem, datt d'Stagiairen opgespléckt ginn. Ech mengen, d'CSV huet Amendementer proposéiert. Déi Amendementer si gutt. Ech mengen net, datt een dat...

(Interruption)

Jo, an deem Sënn si se gutt!

Ech mengen net, datt een déi Obligatioun misst ofschafen an datt ee jee no Gutdünke kéint dem Stagiaire erlaben, säi Referat entweder am Enseignement supérieur oder supérieur technique (veuillez lire: Enseignement secondaire oder secondaire technique) ze maachen. Ech mengen, dat dréit souguer zu enger Devaloriséierung bäi vum Enseignement technique, wat e guer net brauch, mä wat souwisou de fakto ëmmer geschitt.

Schlussendlech, dat huet natierlech och net méi mat dësem Projet de loi ze dinn, mä dat muss een trotzdeem soen: Déi 80% Ufanksgehalt déi zwee éischt Jore vum Stage, plus 90% dat drëtt Joer, dat ass eng Spuermesure! An et gëtt een den Androck ganz einfach net lass, datt fir de Ministère fir d'Éischt emol gekuckt gëtt, datt gespuert soll ginn. A wa gewëssen Aussoe gemaach ginn a wann ee gewëssen Aussoen héiert, datt zum Beispill am Fall vun den Déchargen, datt dat quasi mat Vakanzen assimiléiert gëtt!

A mir wësse schonn, wéi einfach et ass, op d'Proffen ze klappen, ob d'Beamten iwwerhaapt am grousse Ganzen, jo, op d'Proffen ze klappen, wou et souwisou jo kee Surplus gëtt vu Kandidaten hei am Land, obwuel ee wierklech Proffe brauch! A wann dat esou e privilegéierte Beruff wier, mengen ech, dann hätte mer der, ils se bousculeraient au portillon. Dat ass awer guer net de Fall.

An ech wier wierklech frou, wann dës Regierung géif vläicht awer - net onbedéngt ëmmer averstane si mat all Fuerderung vun all Gewerkschaft, dat muss d'Regierung net -, mä awer wierklech seriö diskutéieren, seriö diskutéieren! Wa mer zum Beispill eng Versammlung hunn, wou just de Minister kënnt mat senge Beamten, déi de bonne foi sinn, mä déi awer hir subjektiv Visioun hu vun der Aart a Weis, wéi dat ofleeft, an et huet een net zum Beispill Vertrieder vun de Gewerkschaften - déi och hir subjektiv Visioun hunn, mä ëmmerhin, déi och zielt -, ma da kréie mer ëmmer méi den Androck, datt u sech d'Gewerkschaften an d'Enseignanten net richteg eescht geholl ginn.

An deen Androck hu si och! A mir hunn dat jo gesi bei deem Referendum, dee se ofgehalen hunn. An et ass schwéier! Ech weess net, wann ech Éducatiounsminister wier, ech wéisst net, wéi ech esou e Land kéint weiderféieren, wann ech iwwer dräi Véierel vum Personal u sech quasi géint mech hätt. Souguer déi bescht Reforme kréien ech dann net méi esou richteg duerch! Ech wier frou, wann trotzdeem, och wann et ganz schwéier ass, och wa vläicht op ville Säiten Tockskäpp sinn, mä déi awer konstruktiv Saache soen, wann eng richteg Kultur vum Dialog géif geschéien.

De Bertold Brecht, dee sot: „Wann eng Regierung net frou ass mat hirem Vollek, muss se sech en anert Vollek auswielen." Ech weess net, ob den Éducatiounsminister sech dat kann erlabe mam Personal, wat do schafft.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Uuh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- A mir wäerten eis enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wagner. D'Wuert huet elo direkt den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch. Här Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech emol all deene Merci soen, e ganz grousse Merci soen, déi trotz deene méi schwieregen Émstänn derzou bäigedroen hunn op hirer Säit, wou si Responsabilitéit droen, sief dat hei am Haus, sief dat am Conseil d'État, sief dat bei mir am Ministère, fir datt mer deen Text awer haut hei kënnen zur Ofstëmmung bréngen.

Datt mer eng gewëssen Urgence hunn, mengen ech, ass genuch hei zur Ried scho komm. An ech denken, datt mer dat doten net erreecht hätten, wann net op ganz ville Plaze ganz massiv geschafft gi wär. An ech mengen och, datt hei am Haus op alle Bänke konstruktiv am Fong matgeschafft ginn ass. Do huelen ech natierlech och - an dat hunn ech gesinn - déi Efforten, déi d'Madame Hansen gemaach huet, fir den Text am Detail ze analyséieren, mat eran.

Den John Hattie ass genuch zitéiert ginn, mä mir kënne John Hattie liesen, mir kënnen awer och an d'Schoule goen a mat den Enseignantë schwätzen: Schoul halen haut, dat ass eppes, wat net evident ass. Dat ass wahrscheinlech och eppes, wat aneschters ass wéi dat, wat vill vun den Enseignanten an hirer Grondausbildung geléiert hunn, well einfach d'Schüler anerer sinn, well dat, wat mer musse vermëttelen, aneschters ass, well mer alleguerten iergendzwousch an enger anerer Welt fonctionnéieren haut. An d'Schoul ass jo net lassgeléist vum Rescht vun der Welt, d'Schoul ass en Deel vun där Welt a muss op déi Welt do preparéieren.

Et kommen also nei Erausfuerderungen op d'Enseignanten duer. A wa mer d'Schoul wëlle verbesseren, da musse mer wierklech kucken, datt eis Mesuren en Effet, en direkten Effet am Klassesall hunn. Da musse mer kucken, datt mer d'Enseignantë stäerken, fir datt se deenen neien Erausfuerderungen do, egal wou se Verantwortung droen, ob dat am Fondamental, am Secondaire, Secondaire classique, technique, am Préparatoire oder wou och ëmmer ass, datt se deenen Erausfuerderungen do kënne Rechnung droen an datt mer se stäerken, fir hirer Aufgab kënne gerecht ze ginn.

An do ass et e permanenten Effort, deen dës Regierung jo awer och ugeet. Mir wäerte sinn a mir sinn am permanenten Dialog mat der Uni Lëtzebuerg, fir d'Grondausbildung vun den Enseignanten am Fondamental weider an déi Richtung ze développéieren, déi noutwendeg ass, fir eben haut zu Lëtzebuerg kënne Schoul ze halen am Fondamental. Eng nächst Etapp wäert do sinn, datt mer méi iwwert d'Dys-dys-Problematik wäerten integréieren an d'Grondausbildung beim Bachelor op eiser Uni.

Mir sinn amgaange mat der Uni ze diskutéieren iwwert d'Schafung vun engem Master in secondary education, fir eben och do dat Pädagogescht, och am Secondaire, an de Vierdergrond ze stellen, wou mer soen: Jo, et muss ee seng Fachkompetenz hunn, dat ass evident. Mä déi kréien ech mat engem Bachelor, deen ech hunn. An da geet et jo awer och drëms, fir dat Wëssen, wat ech hunn an deem Fach, kënnen ze vermëttelen. An dat kann een dann an engem Master maachen, wou ech d'Fachdidaktik mer uneegnen. A mir wëllen eben deen zweete Wee do och opmaachen, souwuel an der Formatioun hei op der Uni wéi awer och da bei de Rekrutementskritären, fir Enseignanten aus dem Secondaire ze rekrutéieren.

De Stage ass et wichtegt Element dovunner, mam Stage eben och den IFEN. An den IFEN bitt jo net nëmmen den Encadrement vun de Stagiairen, den IFEN bitt eben och d'Formation continue. An ech denken, och dat ass mat dat wichtegst Instrument, wat mer brauche fir d'Enseignanten no hirer Grondausbildung, no hirer Astigsphas an de Beruff eran, wou se zolidd op zwee Féiss zwar an deem Beruff dostinn, mä fir sech awer och fit ze halen, fir nei Erausfuerderungen ëmmer erëm am Laf vun der Beruffscarrière kënnen unzegoen.

Insgesamt hätte mer gär, datt den Enseignant de Spezialist ass vum Léieren, Spezialist ass vum Enseignéieren. An dat ass eigentlech och schonn d'Äntwert op eng Fro, déi den Här Kartheiser gestallt huet: „Firwat kommt Der ewech vun deem Travail de candidature, deen eng wëssenschaftlech Aarbecht soll duerstellen?" Mir wëllen net lauter Wëssenschaftler an eisem Secondaire hunn. Mir brauche Spezialisten, fir gutt Schoul ze halen. Dorëms geet et am Secondaire an ëm näischt aneres. An ech denken, dat ass eigentlech och schonn oft genuch gesot ginn.

Bei allem Respekt fir déi Detailaarbecht, déi d'Madame Hansen sech gemaach huet, kann ech awer mat munnechem hei net d'accord sinn. Et ass net u mir, fir d'Chamber hei ze verteidegen. Ech denken awer, datt mer ënnert deene schwierege Bedéngungen alleguerten zesummen - nach eng Kéier: déi eenzel Institutiounen hei am Land - gekuckt hunn, awer eng ganz korrekt Aarbecht ze maachen, an datt kee sech hei - keng Chamber, keng Regierung a kee Statsrot - muss e Mangel u Seriositéit virwerfe loosse bei dësem Projet.

Ech denken, d'Chamber scho grad net! Well d'Chamber huet jo hei méi Aarbecht dohinnergetässelt kritt, wéi se gehat hätt: Mir hate jo e Gesetzesprojet erabruecht an dëst Haus vun 43 Artikelen, mer sinn herno bei 121 Artikele gewiescht. D'Chamber huet also nach 78 Artikele méi aviséiert, wéi et eigentlech no der aler Interpretatioun vun eiser Constitutioun duerch de Statsrot an duerch eng Rei vu Jurisprudenzen noutwendeg gewiescht wär. Et ass also hei vill méi am Detail gekuckt ginn, wéi bei anere Gesetzer an der Vergaangenheet iwwerhaapt gekuckt gouf oder bei Gesetzer aus anere Domäner iwwerhaapt gekuckt ginn ass. Dofir si vläicht och eng Rei vu Problemer nach opgetaucht, déi entdeckt gi sinn, déi och zum ganz, ganz groussen Deel, denken ech, korrigéiert gi sinn.

Ech mengen och, datt elo aus Angscht, et wär vläicht nach deen een oder deen aneren Detail eis an deene leschten Deeg do entwutscht, mer (veuillez lire: et net gutt wär, wa mer) ein-

fach géife soen: „Kommt, mir loossen dat doten nach e Joer leien a mir huelen eis e Joer Zäit, an dat Gesetz, dat trëtt eréischt da bei der nächster Promotioun a Kraaft, bei deenen, déi dann e Joer drop an de Stage kommen." Wa jiddwereen hei der Meenung ass, datt deen neie Stage eppes Guddes ass, wa jiddwereen hei der Meenung ass, datt et an der Schoul op den Enseignant ukënnt, wa jiddwereen der Meenung ass, datt mer duerch eng besser Beruffsastigsphas den Enseignant kënne stäerken, fir sengen Aufgabe gerecht ze ginn, dann däerf dat doten awer elo wierklech keen Argument sinn, fir dat doten elo nach eng Kéier ze verschleefen, fir nach eng Kéier e Joer ze waarden an nach eng Kéier e Joer no deem ale Modell an d'Formatioun eranzehuelen, an de Beruff eranzehuelen amplaz no engem neie Modell, wou mer jo alleguerten hei, oder e groussen Deel vun dësem Haus, der Meenung wären, et wär bénéfique fir all déi Kandidaten, déi do géifen duerchgoen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech wëll, Här President, nach eng Kéier preziséieren, datt mir der Chamber déi Règlement-grand-ducallen, déi mer jo preparéiert hunn am fréie Fréijoer, dem Haus hei zur Verfügung gestallt hunn, datt déi ukomm sinn, datt haut nach um Courrier électronique vun dësem Haus hei nozevollzéien ass, datt de 24. Mäerz déi un d'Chamberskommissioun gaange sinn!

(Interruption)

Dat ass jo de Grondstack vun deem, wat herno an deenen 78 zousätzlechen Artikelen an den Text erakomm ass. D'Membere vun der Kommissioun hätten also all Méiglechkeet gehat, fir dat och virdrun ze kucken, och wann et net am Corps vum Text war, och wann et zu deem Zäitpunkt natierlech net gewosst war, datt et der Chamberskommissioun hir Aufgab gewiescht wär, dat iwwerhaapt ze aviséieren, well dat jo eréischt duerno komm ass, wou et en Deel vum Projet de loi war.

An dann, Madame Hansen, wann Der hei dëser Regierung virwerft, hei wär gehaselt ginn, mir wären ze schnell gewiescht: Dir hutt eng Kéier - Dir waart jo net laang Minister! -, mä Dir hutt et fäerdegbruecht, do e Gesetz de 5. Juli ze déposéieren, an et ass den 9. Juli hei am Haus gestëmmt ginn! Ass dat dann net gehaselt?

(Exclamations)

Ass et do ëm näischt gaangen? A wat huet...

(Brouhaha)

...déi nei Regierung misse maachen als éischt a penibel Aufgab?! Genau dat dote Gesetz, mat all deem Gedäisch, wat et da mat sech bruecht huet, erëm eng Kéier op de Leescht ze huelen! Doru kënnt Der Iech jo awer sécherlech nach erënneren, Madame Hansen? Soss hutt Der awer e kuerzen...

(Brouhaha)

...e kuerze Verhalt!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister! Här Minister, wann Der Iech direkt un d'Madame Hansen riicht, dann...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...däerf ech äntwerten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Hansen freet sech d'Wuert, da kritt si et och selbstverständlech.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Minister soen, datt dat Gesetz, dat waren dräi oder véier Artikelen, dat ware keng 121 Artikelen. An an deem Gesetz ass et just drëm gaangen, fir eis u sech richtegzesetzen, fir ze verhënneren, datt mer misste Strofen herno bezuelen. A méi war et net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et war virun allem, fir keng Verantwortung méi ze iwwerhuelen an der nächster Regierung dann dat ze hannerloossen, wat se huet missen...

(Protestations)

...maachen, Madame Hansen!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- D'Regierung sollt jo nach vill méi laang bleiwen, dat wollt Dir jo awer net!

(Interruptions diverses)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dann hätt Der sollen an der Oppositioun bleiwen! Esou einfach ass et!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kënnen elo der Madame Hansen d'Wuert ginn oder si kann herno Parole après ministre froen. Et ass, wéi de Minister wëllt.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann et mir a menger Riedezäit net ugerechent gëtt, da kann d'Madame Hansen gär direkt schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech net.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maachen dat och ganz kuerz. Ech wëll just rappeléieren, datt d'lescht Joer dann och ëm déiselwecht Zäit d'Gesetz iwwert d'Bourssen gestëmmt ginn ass. Dat heescht, Dir hat datselwecht gemaach da wéi ech virdrun, just d'leschte Kéier waren et e bësse méi Artikelen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Datselwecht gemaach? Dat heescht, innerhalb vu véier Deeg Dépôt a Vote?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen, neen!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat mengen ech net!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Och déi leschte Kéier...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat mengen ech jo awer net, Madame Hansen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*-...hunn ech hei gesot gehat: „Mir konnten net am Detail diskutéieren", well dee Moment, wéi mer och do Amendementer bruecht hunn, hutt Der gesot: „Dat doten ass ze spéit derfir."

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, an et hätt de Stat nach eng Kéier ganz vill Geld kascht, wa mer deemools Iech nogelauschtert hätten! Dës Kéier géif et kee Geld kaschten, mä et géif op d'Käschte vun der Qualitéit vun eiser Schoul goen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä haut hutt Der gesot, mir sollten d'Règlement-grand-ducalle kucken, mir sollten d'Règlement-grand-ducallen och kucken an der Form, wéi se nach Règlement-grand-ducalle waren! Dat ass jo dat, wat Der elo gesot hutt.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Nee, ech hu just...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat heescht, an Zukunft froe mer all Règlement-grand-ducallen, fir déi och nach nozekucken! Dat war Är Ausso, déi Der elo gemaach hutt.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Nee, mir hunn Iech se zur Verfügung gestallt! Et ass hei kritiséiert ginn, datt d'Chamber net à même gewiescht wär, de Contenu vun deenen Texter do ze kennen. Dir waart wuel informéiert! Ech hunn awer och gesot,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Solle mer dann Amendementer zu Règlement-grand-ducallen ewell maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, ech hu jo gesot, Här Wiseler,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ...datt et net Är Aufgab war an datt Der et duerfir vläicht net gemaach hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, mä et ass awer net esou, datt Der net à même gewiescht wäert, Iech dat hätte kënnen unzekucken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, elo huet just nach d'Wuert den Här Minister. Den Här Minister wäert sech och elo an der Suite un d'Chamber respektiv un de President riichten.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, ech hu festgestallt, datt d'Madame Hansen sech déi eng oder déi aner Kéier u mech geriicht huet! Duerfir wëll ech - iwwer Iech! - mech dann an Zukunft un d'Madame Hansen riichten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- D'CSV stëmmt hei dergéint. Dat eent Argument ass da jo dat, et wär net genuch Zäit gewiescht, fir dat am Detail ze kucken. An da bleift dann nach een inhaltlecht Argument. Dat schéngt da jo dat ze sinn, ob een elo e Stagiaire muss forcéieren, fir an deenen zwee Ordres d'enseignement am Secondaire, also Enseignement secondaire a secondaire technique, ze intervenéieren am Stage. Do kann een eng Meenung hunn. Et kann déi eng och oder déi aner sinn. Ech respektéieren dat och. Ech froe mech allerdéngs, ob dat e Grond ass, esou e grondleeënd Gesetz wéi dat heiten elo net ze stëmmen an dergéint ze stëmmen. Déi Fro stellen ech awer och hei an de Raum!

A mir hu jo och an der Kommissioun doriwwer geschwat gehat. Mir gi jo Méiglechkeeten innerhalb vun der Struktur vun dësem Text a vum Oflaf vun deem neie Stage, fir eben och an en aneren Ordre d'enseignement eranzekucken, duerch Moduller vun Hospitatioun, duerch déi Méiglechkeet, fir dann awer och e Joer an engem aneren Etablissement kënnen ze maachen. A mir denken, datt et eben net muss obligatoresch sinn, well mer och gären hätten, datt de Stagiaire sech mat esou engem Etablissement, wou e Schoul hält, dann och den Moment identifizéiert, datt mer och gären e Lien opbauen tëschent dem Stagiaire an deem Etablissement.

Ech denken och, datt mer duerno nach eng Kéier mussen, wann dat heite bis richteg gräift, driwwer diskutéieren, och am Kontext vun der Autonomie vun de Schoulen, fir ze kucken, wéi mer de Rekrutement vun deenen neien Enseignantë maachen, ob mer net och do kucken, eng Prioritéit dran ze kréie fir deen, deen an engem Gebai säi Stage gemaach huet, datt deen och kann do bleiwen. Ech hunn eng Kéier e Stage gemaach op enger Bank, vun der Uni aus, a bei jiddwerengem, wou ech mech do un de Schreifdësch hu misse setzen, ass gesot ginn: „Bleift en oder bleift en net?" A wéi gesot ginn ass: „Neen, e bleift net, e geet erëm zréck op d'Uni", du war ganz kloer, datt eigentlech kee sech besonnesch méi motivéiert gespiert huet, fir den Encadrement vun esou engem Stagiaire ze maachen. Dat ass meng Erfahrung.

Duerfir denken ech, datt et hei och wichteg ass, datt een deene Stagiairen d'Chance gëtt, wann et iergendwéi méiglech ass, an deem Gebai ze bleiwen, well dat virun allem méi Motivatioun gëtt den Enseignanten an den Direkteren, déi sech ëm den Encadrement vun deene Stagiairen do solle këmmeren, fir sech méi nach dran ze investéieren, wat se haut zum groussen Deel maachen, an awer oft enttäuscht sinn, wann déi Leit herno net kënne bleiwen.

Dann denken ech awer och, et wiesselt ee jo net vläicht direkt, nodeem een de Stage ofgeschloss huet. Et wiesselt ee jo vläicht och emol zwanzeg Joer duerno, datt een eppes Neies wëllt maachen an an eng aner Schoul wëllt goen, wann een am ES war an an den EST wëllt goen oder ëmgedréint. An dat léise mer jo net, andeems dann iergendwann an der Phas vun der Beruffsausbildung, während dem Stage, een eng Kéier dat eent an dat anert gesinn huet, mä et léist een et dann duerch Formation continue.

An duerfir sinn ech der Meenung, datt mer vill méi systematesch op d'Formation continue nach musse setzen, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire, well da stelle sech op eemol nei Situatiounen. Déi kënne sech all Dag fir en Enseignant stellen. An duerfir musse mer och kucken, datt et ebe méiglech ass, sech op déi nei Situatioun duerch méi Formation continue a méi eng geziilte Formation continue dann och nach eng Kéier kënnen anzestellen.

D'Madame Hansen huet, Här President, e puermol op d'Ënnerscheeder am Fonctionnement tëschent Fondamental a Secondaire higewisen. Dat ass wahrscheinlech dann dee beschte Beweis dofir, datt keen drun denkt, den Enseignant unique iergendwou anzeféieren. Den Här Kartheiser huet och hei géint Gespenster probéiert unzekämpfen. Et denkt keen dorunner. An den Här Wagner, mengen ech, huet dat och jo nach confirméiert.

D'Fro ass opgeworf gi vum Stage vun de Chargéen. Eng berechtegt Fro, déi sech jo och gestallt huet. D'Fro stellt sech, firwat mer do net deeselwechten intensiven Encadrement gewielt hunn. Mer mussen awer och wëssen, datt, wann een datselwecht gemaach hätt, mer herno riskéieren, datt deen, dee jo ganz oft fir d'Éischt Chargé ass, well en de Concours nach net gemaach huet respektiv nach net gepackt huet beim éischten Ulaf, datt deen dann emol direkt dee Stage do mécht, a wann en dann duerno de Concours packt an dann an e Stage erakënnt, nach eng Kéier en neie Proffestage mécht. An e kann awer, well dat sinn nun eben emol d'Regele vun der Fonction publique, nëmmen ee Joer dispenséiert kréie fir dat, wat e scho virdrun theoretesch respektiv dann och praktesch gemaach huet.

Dat heescht, déi Leit géifen herno fënnef Joer insgesamt maachen, wa mer do quasi en identesche Stage géife maache wéi bei de Fonctionnairen. Duerfir hu mer geduecht, mer wéilten dat awer net maachen. An ech denken, datt et do och keng Justifikatioun derfir ginn hätt.

Ech sinn awer absolutt der Meenung, datt mer musse kucken, an Zukunft manner Chargéen ze rekrutéieren, notamment och am Secondaire. Duerfir hunn ech jo schonn ugekënnegt, datt mer den Examen-concours och do eng Kéier mussen op de Leescht huelen, datt mer den Zougang zu deenen eenzelne Branchen nach eng Kéier nei definéieren. Et gëtt haut ganz vill Masteren, wat kombinéierend Studiegäng sinn, déi haut generell net zougelooss sinn zum Concours. Déi musse mer zouloossen. Am Concours solle mer dann d'Fachwësse préiwen, ob een à même ass, mat sengem Bagage kënnen ze enseignéieren an eisem Secondaire. An da kann een an de Stage och zougelooss ginn. Wa mer dat maachen, denken ech, dann hu mer och manner Chargéen an Zukunft.

Mir hätte jo gären, am Fondamental virun allem, e sënnvolle Stage, kee Stage, deen nach eng Kéier dat widderhëlt, wat op anere Plaze schonn eng Kéier geleescht ginn ass an der Grondausbildung, och e Stage, deen en fonction vun deem ass, wou een hi Schoul hale geet. Mir wëssen, datt an där enger Gemeng Schoul halen oder an deem enge Quartier Schoul halen, eppes anescht ass wéi an enger anerer Gemeng oder an engem anere Quartier. Mir wëssen, datt Schoul halen am Préparatoire, och als Instituteur, eppes anescht ass wéi am Fondamental. Duerfir muss et eben en fonction si vun deem Wee, deen ech virdru gemaach hunn an awer och en fonction si vun deem Wee, deen ech wëll maachen duerno. An duerfir eben och e Stage à la carte.

A virun allem am Secondaire leeë mer ganz vill Wäert drop, datt et ebe keen theoretesche Stage méi ass. An dat war jo déi grouss Kritik, déi eigentlech jiddwereen awer un de jëtzege Stage geriicht huet am Secondaire, datt en ze vill theorielasteg ass, datt et eng gutt Kombinatioun tëschent Praxis an Theorie muss sinn, mä datt e virun allem praktesch an didaktesch orientéiert muss bleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi Messagen, déi ech nach eng Kéier hei wollt mat op de Wee ginn. Et huet kee Wäert, datt ech op dem Här Kartheiser seng Reprochen do am Detail nach eng Kéier haut aginn, well ech hat gemengt, datt mer gëschter Owend mat engem Communiqué schonn op se alleguerte geäntwert hätten.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Domat wär d'allgemeng Diskussioun eriwwer a mir géifen, fir d'Éischt, zur Diskussioun respektiv Ofstëmmung iwwert d'Amendemente kommen, déi vun der CSV agereecht gi sinn.

Amendements 1 et 2

Ech mengen, d'Amendemente wäre motivéiert. Wëllt nach ee Stellung dozou bezéien? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géife mer fir d'Éischt iwwert den Amendement 1 ofstëmmen, deen eng Rei vun Artikele betrëfft, mä wou awer d'CSV d'accord war, dass mer an engem Jet iwwert deen Amendement ofstëmmen. Deen Amendement wëllt de Stage vun de Stagiaires-fonctionnaires änneren an e géif, wéi gesot, déi Artikelen, déi hei opgezielt sinn, änneren. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 60 direkt an indirekt Participatiounen um Vote: 28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass den éischten Amendement ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc

Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Claude Wiseler), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Da géife mer zum Amendement 2 kommen. Do, mengen ech, gëllt datselwecht, dass en argumentéiert ass. A bei deem Amendement 2 geet et drëm, dass den zukünftege Referenzpersounen, esou wéi et am Artikel 73 virgesinn ass, soll eng Décharge zougestane ginn. Wien also mat deem Amendement d'accord ass, ass gebiede mat Jo, a wien net domat d'accord ass, mat Neen ze stëmmen. An d'Ofstëmmung fänkt un.

Vote sur l'amendement 2

Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. Erëm eng Kéier 60 direkt an indirekt Participatiounen um Vote: 29-mol Jo an 31-mol Neen.

(Brouhaha)

D'Resultat ass zwar méi enk, mä et ass awer nach ëmmer kloer. Domat wär deen zweeten Amendement ofgelehnt.

(Interruptions diverses)

Jo, mir kucken dat nach eng Kéier no. Mä d'Resultat ass d'Resultat.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 32 voix contre et 28 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Claude Wiseler), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6773.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo musst Der erëm alleguer anescht stëmmen!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, wann ee sech sollt geiert hunn, da gëtt dat hei gemellt an da gëtt dat selbstverständlech considéréiert. Mir si jo hei keng Maschinnen. Sou, da stëmme mer elo of iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6773.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6773 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 60 Participatiounen: 32-mol Jo, 26-mol Neen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Une voix.- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass d'Abstentioun och motivéiert ass.

Une voix.- D'Welt ass erëm an der Rei!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wäre mer mat dem Projet am Hafen. An ech wollt lech just nach froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci.

Motion 1

An da komme mer zu der Motioun, déi vun der Madame Hansen erabruecht ginn ass. Gi mer dovun aus, dass se erkläert ginn ass, dass awer d'Regierung nach net Positioun dozou geholl huet an direkt d'Wuert kritt? Den Här Minister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Mir wëssen alleguerten heibannen, wat am Regierungsprogramm steet zu deem doten. Et ass e Punkt, dee vläicht elo just marginal gesträift ginn ass am Laf vun dëser Debatt. An ech denken, wa mer elo nach eng Kéier wëlle méi intensiv doriwwer diskutéieren, da musse mer eis nach eng Kéier op d'mannst déi Zäit huelen, fir iwwert de Projet de loi ze diskutéieren. Mir sinn amgaang dat auszeschaffen.

Et sinn awer elo nach eng Rei vu Froen um Dësch an ech invitéieren lech nach eng Kéier, den Avis vum Statsrot ze liesen zum Gesetz vum Fondamental vun 2009, wou d'Fro opgeworf ginn ass: Mir hunn op där enger Säit e President a mir hunn op där anerer Säit en Inspekter, a wéi fonctionnéiert dat mateneen, mat der Kompetenzopdeelung? Do musse mer och am Hannerkapp behalen, wat de Statsrot dozou gesot huet, dat ass méi wéi pertinent.

An ech géif proposéieren, datt mer vläicht, wann d'Chamber domadder d'accord wär, déi Motioun hei géifen eng Kéier an d'Kommissioun huelen. Da wär ech och gäre bereet, zu deenen Iwwerleeunge Stellung ze bezéien, respektiv déi ze presentéieren, déi mer eis bis elo am Ministère zu där doter Problematik gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Nach Reaktiounen? Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwer... Ah, d'Madame Hansen. Sorry.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech denken, wa mer direkt am Hierscht dann dat heite kéinten op den Ordre du jour setzen, da si mer domadder averstanen, datt mer dat an der Kommissioun dann diskutéieren.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Direkt den éischten Dag!

Une voix.- Den éischten Dag, jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat d'allgemeng Meenung vun der Chamber?

(Assentiment)

Majo, da brauche mer net ofzestëmmen.

Une voix.- Et ass och besser!

7. Discours de M. le Président

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, mir sinn domat um Enn vun dëser Sëtzung, där leschter ëffentlecher Sëtzung virun der Summerschoulvakanz, ukomm. Och wann déi ëffentlech Sëtzungen elo bis an den Oktober pausen, geet d'Aarbecht am Hannergrond, an de Kommissiounen, nach bis Enn des Mounts weider, mat enger Reprise direkt am September.

Wann ech op déi lescht Méint zréckkucken, esou si vill wichteg Projeten, Propositiounen an Débaten hei am Plenum behandelt ginn. Et goufen och wichteg Viraarbechten an de Kommissioune geleescht, an esou wäert sécher am Hierscht eis d'Aarbecht net ausgoen.

Lëtzebuerg huet bis den 31. Dezember d'Présidence vum Conseil vun der Europäescher Unioun. Dofir wënschen ech der Regierung eng glécklech Hand. Et gëtt och eng ganz Partie grouss Challengen, déi während där Présidence bleiwe respektiv op eis zoukommen, Stéchwierder wéi Griichenland oder de Géigewand fir d'EU a Groussbritannien. Mä och deenen Dausende vu Flüchtlingen, déi all Dag, all Woch hiert Liewe riskéieren, hir Heemecht verloossen, fir eppes Besseres op enger anerer Plaz ze sichen, muss gehollef ginn, direkt mä och nohalteg. Bei all dësen Erausfuerderunge gëtt et ee Schlëssel: d'Solidaritéit!

Och d'Chamber ass während der Présidence mat agespaant, an dat vläicht méi wéi ee kéint mengen. Mir hunn an deenen nächste Méint eng ganz Rei vu Konferenzen. Nieft deene Konferenzen, déi all Présidence muss organiséieren, leeë mer d'Schwéierpunkten op méi e soziaalt Gesiicht fir Europa an d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat lech zejoert ëm dës Zäit op dëser Plaz vu méi Demokratie a Participatioun geschwat. Dëst Joer si weider Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach ginn, engersäits duerch eist Petitiounsrecht, anerersäits duerch déi Diskussioun ronderëm de Referendum an ëm eis Verfassung.

Domadder ass et elo net gedoen. D'Diskussioun iwwer eist neit Grondgesetz, déi mir mat de Leit dobausse féiere wëllen, geet weider. Bis Mëtt Oktober kënne Virschléi zur Verfassung gemaach ginn. D'Detailer fënnt een am nächste Compte rendu an op eisem Internetsite. An d'Aarbechten un där neier Verfassung ginn duerno an ëffentlecher Diskussioun och weider.

Ech freeë mech och iwwert d'Bestriewungen, fir eng Zentral fir politesch Bildung hei zu Lëtzebuerg opzebauen, wou d'Chamber wäert aktiv matschaffen a wat och der ëffentlecher Diskussioun wäert hëllefen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech alleguer Merci soe fir déi gutt a kollegial Aarbecht: Mengen Deputéiertekolleegen, mä och mengem Noper, dem Frieseisens Claude, sengen Adjointen, eise Mataarbechter alleguer an eise Leit, déi ëmmer am schwaarze Kostüm hei ronderëm düsen an eis an eise Sëtzunge begleeden, dem Personal vun de Fraktiounen an de politesche Sensibilitéiten, der Press an eise Beobachter vun dobaussen.

Ech wëll Iech alleguer alles Gutts an e puer relax Deeg während dem Summer wënschen an, wéi gesot: Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht!

Domat ass eis Sëtzung elo um Enn.

(Fin de la séance publique à 17.09 heures)

Sommaire des séances publiques nos 47 et 48

47e séance

Ouverture de la séance publique p. 703

Communications p. 703

Ordre du jour p. 703

Information de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de l'accord sur la restructuration de la dette grecque p. 703-706

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 706-707

6799 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État p. 707-709

6789 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014) p. 709-713

48e séance

Ouverture de la séance publique p. 714

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 714

6689 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides;

b) relative à l'enregistrement de fabricants et de vendeurs;

c) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides p. 714-716

Ordre du jour p. 716

Motion de M. Henri Kox relative à l'invitation du Gouvernement à insister auprès des autorités françaises pour qu'elles respectent la législation sur l'environnement, notamment la directive européenne EIE

et

Question parlementaire écrite n°1290 de M. Marco Schank relative à la construction d'un centre de gestion de déchets radioactifs en Lorraine à deux heures environ du Luxembourg p. 717-718

6773 - Projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale et modifiant

1) la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation c) l'institution d'un Conseil scientifique,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

4) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

5) la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,

6) la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

7) la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État,

8) le Code de la sécurité sociale,

et abrogeant la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire p. 718-726

Discours de M. le Président p. 726

TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2014-2015

Compte rendu n°1

1re séance

Ouverture de la séance publique **p. 1**

Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015 **p. 1**

Composition des organes de la Chambre des Députés **p. 1**

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne **p. 1**

Discours de M. le Président **p. 1**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 2**

Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes **p. 2**

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales **p. 2**

Changement de composition du Comité de discipline **p. 2**

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député **p. 2**

Communications **p. 3-4**

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal **p. 4**

Ordre du jour **p. 4**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak») **p. 4-7**

6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires **p. 7-9**

6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale **p. 9-12**

Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais **p. 12-13**

6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques **p. 13-14**

Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques **p. 14**

2e séance

Ouverture de la séance publique **p. 15**

Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak») **p. 15-25**

Compte rendu n°2

3e séance

Ouverture de la séance publique **p. 26**

6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I) **p. 26-31**

Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015 **p. 31-32**

6527 - Projet de loi
1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;
2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État **p. 32-36**

6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law **p. 37-38**

6663 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 19 décembre 2008
a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs
b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets **p. 38-39**

4e séance

Ouverture de la séance publique **p. 40**

Discours de M. le Président **p. 40**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 40-41**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 41**

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député **p. 41**

Communications **p. 41-42**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry **p. 42**

Ordre du jour **p. 42-43**

Débat de consultation sur le suicide et sa prévention **p. 43-50**

6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution **p. 50**

Changements de composition de commissions parlementaires (suite) **p. 50**

6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande **p. 50-57**

Ordre du jour (suite) **p. 57**

6668 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts **p. 57-59**

6706 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues **p. 59-60**

Compte rendu n°3

5e séance

Ouverture de la séance publique **p. 61**

6668 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (suite) **p. 61**

6706 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues (suite) **p. 61**

Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, suivie d'un débat **p. 61-75**

6e séance

Ouverture de la séance publique **p. 76**

Communications **p. 76**

Ordre du jour **p. 76-77**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°62 du 17 novembre 2014 de M. Gusty Graas relative à la prononciation par le Conseil de concurrence d'une amende à l'encontre de l'Entreprise des Postes et Télécommunications dans le cadre d'une procédure ouverte pour abus de position dominante, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 77**

- Question n°63 du 19 novembre 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux permanences et urgences pédiatriques, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 77**

- Question n°64 du 19 novembre 2014 de M. Roger Negri relative à l'impact éventuel sur la commande du Luxembourg d'un avion du type A400M des importantes réductions des dépenses pour la Défense décidées en Belgique, adressée à M. le Ministre de la Défense **p. 77-78**

- Question n°65 du 19 novembre 2014 de M. Gast Gibéryen relative aux conséquences d'accidents liés aux arbres plantés le long des routes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 78**

- Question n°66 du 18 novembre 2014 de M. Max Hahn relative aux établissements publics des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 78-79**

- Question n°67 du 19 novembre 2014 de M. Marc Lies relative à l'acquisition de l'ancien siège de l'ARBED par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 79**

- Question n°68 du 19 novembre 2014 de M. Marc Angel relative au 70e anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale, qui devra avoir lieu le 8 mai 2015, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 79-80**

- Question n°69 du 19 novembre 2014 de M. Justin Turpel relative au tax ruling, adressée à M. le Ministre le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 80**

- Question n°70 du 19 novembre 2014 de M. Guy Arendt relative aux mesures gouvernementales dans le domaine du logement, adressée à Mme la Ministre du Logement **p. 80**

- Question n°71 du 19 novembre 2014 de Mme Martine Mergen relative à la substitution de médicaments, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 80-81**

- Question n°72 du 19 novembre 2014 de M. Claude Haagen relative au Fonds des dépenses communales, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 81**

Déclaration de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, relative à la présentation du projet de plan hospitalier **p. 81-95**

7e séance

Ouverture de la séance publique **p. 95**

6723 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État **p. 95-103**

5377 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970 **p. 103-105**

Interpellation de M. Claude Wiseler sur l'orientation future de la politique culturelle du Gouvernement **p. 105-113**

Compte rendu n°4

8e séance

Ouverture de la séance publique **p. 114**

Communications **p. 114**

Ordre du jour **p. 114**

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes **p. 114-119**

6664 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008 **p. 119-120**

9e séance

Ouverture de la séance publique **p. 120**

Mots de bienvenue aux membres de la délégation du parlement de Rhénanie-Palatinat **p. 120**

Débat sur la politique européenne et étrangère **p. 120-132**

Programmation des réunions de commission **p. 132**

Question élargie n°3 de M. Claude Adam sur les réfugiés et les demandeurs de protection internationale **p. 133-134**

10e séance

Ouverture de la séance publique **p. 134**

Ordre du jour **p. 134**

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la langue luxembourgeoise **p. 134-144**

6746 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant la procédure budgétaire, supprimant le chapitre relatif aux enquêtes parlementaires et modifiant le temps de parole **p. 144**

Interpellation de M. Justin Turpel sur la formation professionnelle **p. 144-153**

Compte rendu n°5

11e séance

Ouverture de la séance publique **p. 154**

Communications **p. 154**

Ordre du jour **p. 154**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°74 du 1er décembre 2014 de M. André Bauler relative aux poussières fines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 154**

- Question n°75 du 2 décembre 2014 de Mme Martine Hansen relative à la période de stage des instituteurs pour l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

- Question n°76 du 2 décembre 2014 de M. Claude Adam relative à l'organisation du stage des nouveaux enseignants suite à la réforme de la fonction publique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 154-155**

- Question n°77 du 1er décembre 2014 de M. Edy Mertens relative à l'organisation du service obstétrique à partir du 1er janvier 2015 dans les maternités du CHDN et CHEM au vu de la dénonciation

de la convention afférente de la part des pédiatres, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 155-156**

- Question n°78 du 2 décembre 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'avenir de l'Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 156**

- Question n°79 du 2 décembre 2014 de M. Henri Kox relative au programme de travail de la Commission européenne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 156**

- Question n°80 du 2 décembre 2014 de M. Marc Spautz relative à la suppression des chèques service durant la durée du congé parental, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 156**

6683 - Projet de loi portant modification:
1) du Code pénal et
2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse **p. 157-163**

6692 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013 **p. 163-164**

12e séance

Ouverture de la séance publique **p. 164**

Communications **p. 164**

6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale du 18 février 2003 **p. 164**

Ordre du jour **p. 164**

Question urgente n°780 de M. Roy Reding relative aux médicaments falsifiés ou contrefaits **p. 164-165**

6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 165-170**

6566 - Projet de loi facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière **p. 170-172**

Interpellation de M. Aly Kaes sur la N7/E421 sur la section Fridhaff-Schmëtt **p. 172-179**

13e séance

Ouverture de la séance publique **p. 179**

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg **p. 179-195**

6739 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense **p. 195-201**

Compte rendu n°6

14e séance

Ouverture de la séance publique **p. 202**

Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg **p. 202-205**

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance **p. 206-208**

6612 - Projet de loi relatif
1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle
2) à la promotion de la création artistique **p. 208-212**

6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques
- transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et
- mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil **p. 212-220**

6672 - Projet de loi
1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;
2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et
3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés **p. 220-221**

15e séance

Ouverture de la séance publique **p. 222**

Communications **p. 222**

Dépôt d'une motion par M. Marc Angel **p. 222-223**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 223**

Ordre du jour **p. 223**

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015
a) modifiant
1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;
5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;
6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive;

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

et

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)
1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg
2) modifiant
- le Code de la Sécurité sociale,
- le Code du Travail,
- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),
- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,
- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,
- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,
- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,
- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,
- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,
- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,
- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,
- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,
- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,
- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,
- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,
- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,
- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,
*** fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;**
*** modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**
*** fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;**
*** abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,**
- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,
- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,
3) abrogeant
- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel **p. 223-229**

16e séance

Ouverture de la séance publique **p. 229**

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite);

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

et

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) **p. 229-232**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 232**

Ordre du jour **p. 232**

Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun

et

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix **p. 232-237**

6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 237-240**

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz **p. 240-241**

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre **p. 241-242**

Compte rendu n°7

17e séance

Ouverture de la séance publique **p. 243**

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite);

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

et

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 243-262

18e séance

Ouverture de la séance publique **p. 262**

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite);

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

et

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 262-274

19e séance

Ouverture de la séance publique **p. 275**

Communication **p. 275**

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite);

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

et

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 275-294

6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013 **p. 294**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes **p. 294**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur **p. 294**

6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail **p. 294-295**

Discours de fin d'année de M. le Président **p. 295**

Compte rendu n°8

20e séance

Ouverture de la séance publique **p. 296**

Communications **p. 296**

Ordre du jour **p. 296**

Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg **p. 297**

6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national **p. 297-298**

6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord **p. 298-301**

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance **p. 302-306**

6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail **p. 306-308**

21e séance

Ouverture de la séance publique **p. 309**

Communication **p. 309**

Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg **p. 309-319**

6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers **p. 319-322**

6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données **p. 322-323**

6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012 **p. 323-325**

6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010 **p. 325-326**

Compte rendu n°9

22e séance

Ouverture de la séance publique **p. 327**

Dépôt d'un rapport par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 327**

Communications **p. 327-328**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 328**

Ordre du jour **p. 328**

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel **p. 328-329**

Ordre du jour (suite) **p. 329**

Motion de M. Justin Turpel relative aux négociations de l'Eurogroup avec les représentants du Gouvernement de la Grèce **p. 329**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°81 du 23 février 2015 de M. André Bauler relative à la publication du PAG ainsi que du règlement sur les bâtisses sur les sites Internet des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 329**

- Question n°82 du 24 février 2015 de M. Marc Spautz relative à la lutte contre le chômage, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 329-330**

- Question n°83 du 24 février 2015 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Ministère de la Famille et de l'Intégration quant à la mise en place de structures de logement encadré, CIPA et maisons de soins en fonction de l'évolution de la pyramide des âges des personnes habitant dans les établissements ci-devant ainsi que sur le contrôle de qualité respectif de l'encadrement et des soins donnés, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 330**

- Question n°84 du 24 février 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la publication des résultats des élections européennes, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 330-331**

- Question n°85 du 24 février 2015 de M. Claude Adam relative à l'opportunité de créer un site Internet regroupant l'offre en cours de langues, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 331**

- Question n°86 du 24 février 2015 de Mme Martine Mergen relative à la couverture vaccinale, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 331**

- Question n°87 du 24 février 2015 de Mme Taina Bofferding relative à la vente de titres de transport dans les autobus de la ligne 16, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 331-332**

- Question n°88 du 24 février 2015 de M. Marco Schank relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 332**

Question élargie n°4 de M. Marcel Oberweis sur le «PIB du bien-être» **p. 332-333**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 333**

6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution **p. 333-343**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler **p. 336**

6600 - Projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux **p. 343-348**

23e séance

Ouverture de la séance publique **p. 349**

Communications **p. 349-350**

6781 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise **p. 350**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 350**

Ordre du jour **p. 350**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°89 du 9 mars 2015 de M. Gusty Graas relative à la carte de mobilité dite «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures;

- Question n°90 du 11 mars 2015 de M. Serge Wilmes relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

- Question écrite n°968 du 9 mars 2015 de Mme Claudia Dall'Agnol relative au fonctionnement de la «mKaart», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 350-351**

- Question n°91 du 11 mars 2015 de Mme Diane Adehm relative aux conclusions du sommet Benelux à Den Haag le 4 mars 2015, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 351**

- Question n°92 du 11 mars 2015 de M. Roger Negri relative au déménagement de l'Université du Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche **p. 351**

- Question n°93 du 11 mars 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à l'inamovibilité des juges, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 351-352**

- Question n°94 du 11 mars 2015 de Mme Josée Lorsché relative aux mutilations génitales féminines, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 352**

- Question n°95 du 11 mars 2015 de Mme Martine Hansen relative à la désignation de nouvelles zones de protection spéciale (zones Natura 2000), adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 352**

- Question n°96 du 10 mars 2015 de M. André Bauler relative à la sécurité des usagers de trains, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 352**

- Question n°97 du 11 mars 2015 de Mme Cécile Hemmen relative à la sécurité dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 352-353**

- Question n°98 du 11 mars 2015 de M. Franz Fayot relative à l'état d'avancement des travaux en vue de la création d'un Institut d'Histoire du Temps Présent, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche **p. 353**

6677 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et modifiant, en vue de favoriser l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée,
1) l'article 634 du Code d'instruction criminelle;
2) la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires;
3) la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen **p. 353-354**

6724 - Projet de loi portant approbation des amendements au texte et aux annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998 **p. 354-356**

6735 - Projet de loi
- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,
- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011 **p. 356-357**

24e séance

Ouverture de la séance publique **p. 358**

Communications **p. 358**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 358**

Ordre du jour **p. 358**

Vœux de rétablissement **p. 358**

6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant
1) les articles L.311-5 et L.311-6 du Code de la consommation,
2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics **p. 358-359**

6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 359-365**

6750 - Projet de loi modifiant
a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;
b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant
1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés **p. 365-366**

6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 **p. 366**

6690 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique **p. 366-369**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 369**

Compte rendu n°10

25e séance

Ouverture de la séance publique **p. 370**

Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg **p. 370**

6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg **p. 370-373**

6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension **p. 373-374**

6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck» **p. 374**

6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée **p. 375**

6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013 **p. 375-376**

6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014;

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

et

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014 **p. 376-382**

6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik **p. 382-386**

26e séance

Ouverture de la séance publique **p. 386**

Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2 **p. 386-387**

Débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?» **p. 387-410**

Compte rendu n°11

Rectificatifs (22e et 25e séances) **p. 411**

27e séance

Ouverture de la séance publique **p. 412**

Communications **p. 412**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 412**

Ordre du jour **p. 412**

6454A - Projet de loi portant modification de:
1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance
2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance **p. 412-413**

6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile **p. 413-414**

6457 - Projet de loi modifiant:
1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;
3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;
4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;
5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du corps diplomatique;
6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et
7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications;

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la fonction publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

6460 - Projet de loi modifiant:
1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;
2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension;

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration;

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et

6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux **p. 414-445**

28e séance

Ouverture de la séance publique **p. 445**

Communications **p. 445-446**

6797 - Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation **p. 446**

Ordre du jour **p. 446-447**

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar **p. 447-448**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°99 du 27 avril 2015 de M. André Bauler relative à la maintenance des tunnels au Grand-Duché, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 448**

- Question n°100 du 28 avril 2015 de M. Marco Schank relative à la tarification transfrontalière avec la Belgique en matière de transports en commun, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 448**

- Question n°101 du 28 avril 2015 de M. Roger Negri relative aux conditions d'admission des écoles européennes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 448**

- Question n°102 du 28 avril 2015 de M. Gast Gibéryen relative au chômage des jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 448-449**

- Question n°103 du 28 avril 2015 de Mme Joëlle Elvinger relative aux travaux dans le cadre de la mise en place du «Groupe des pensions», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 449**

- Question n°104 du 28 avril 2015 de M. Laurent Zeimet relative à la nouvelle organisation des fabriques d'églises, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 449**

- Question n°105 du 28 avril 2015 de M. Max Hahn relative à d'éventuelles modifications de PAP suite à l'arrêt de la Cour administrative en date du 12 février 2015 (PAP «Am Pescher»), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 449-450**

- Question n°106 du 28 avril 2015 de Mme Martine Hansen relative au démantèlement d'un réseau de trafic de viande de cheval, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 450**

- Question n°107 du 28 avril 2015 de M. Henri Kox relative au projet de nouvelle centrale nucléaire «Hinkley Point C», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 450**

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes **p. 450**

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État **p. 450-451**

Question élargie n°5 de M. Gérard Anzia relative à l'Office National du Tourisme **p. 451-452**

6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 **p. 452**
p. 461

Interpellation de M. Justin Turpel sur «LuxLeaks» **p. 452-461**

Hommage à M. Justin Turpel **p. 461**

Compte rendu n°12

29e séance

Ouverture de la séance publique **p. 463**

Ordre du jour **p. 463**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 463-464**

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales **p. 464**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 464**

6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules **p. 464-470**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat **p. 470-476**

6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007;

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007;

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010;

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

et

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007 **p. 476-478**

30e séance

Ouverture de la séance publique **p. 478**

6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice **p. 478-480**

6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire **p. 480-481**

Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg **p. 482-490**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot **p. 489**

31e séance

Ouverture de la séance publique **p. 491**

Communications **p. 491**

Ordre du jour **p. 491**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays **p. 491-494**

Compte rendu n°13

32e séance

Ouverture de la séance publique **p. 495**

Débat sur l'état de la nation **p. 495-505**

33e séance

Ouverture de la séance publique **p. 505**

Débat sur l'état de la nation (suite) **p. 505-510**

Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM **p. 510-511**

Débat sur l'état de la nation (suite) **p. 511-515**

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne **p. 515-517**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif **p. 517-519**

34e séance

Ouverture de la séance publique **p. 520**

Communications **p. 520**

6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal **p. 520**

Ordre du jour **p. 520**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers **p. 520**

Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg **p. 520-533**

Compte rendu n°14

35e séance

Ouverture de la séance publique **p. 534**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 534**

6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine **p. 534-536**

6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant
1) le Code de la sécurité sociale;
2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;
3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service **p. 537-545**

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012;

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012;

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

et

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012 **p. 545-548**

6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant
a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et
b) le Nouveau Code de procédure civil **p. 548-549**

36e séance

Ouverture de la séance publique **p. 549**

6709 - Projet de loi modifiant
- la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant
1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel **p. 549-554**

6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain **p. 554-556**

37e séance

Ouverture de la séance publique **p. 557**

Communications **p. 557**

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État **p. 557**

6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée **p. 557**

Ordre du jour **p. 557**

Conclusions du rapport final concernant la «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies **p. 557-563**

Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015 **p. 563-572**

Compte rendu n°15

38e séance

Ouverture de la séance publique **p. 573**

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loreta Graužinienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie **p. 573**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat **p. 573-585**

39e séance

Ouverture de la séance publique **p. 585**

Communications **p. 585**

Ordre du jour **p. 585**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 585-586**

- Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 586**

- Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche **p. 586**

- Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 586-587**

- Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 587**

- Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 587-588**

- Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie **p. 588**

- Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6e semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 588**

6713 - Projet de loi modifiant:
- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme **p. 588-590**

Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?» **p. 590-597**

40e séance

Ouverture de la séance publique **p. 598**

6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires **p. 598-599**

6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1er, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre **p. 599-600**

Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) **p. 600**

Débat d'orientation sur les parcs naturels **p. 600-608**

Compte rendu n°16

41e séance

Ouverture de la séance publique **p. 609**

Communications **p. 609**

Ordre du jour **p. 609-610**

6788 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012 **p. 610-612**

6803 - Projet de loi portant modification de l'article 161 du Nouveau Code de procédure civile (sans rapport et sans débats) **p. 612**

Débat d'orientation sur l'orientation future de la politique du logement **p. 612-624**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies **p. 615**

42e séance

Ouverture de la séance publique **p. 625**

Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, suivie d'un débat **p. 625-632**

Question urgente n°1257 de M. Marc Spautz relative à l'actionnariat de la compagnie aérienne Luxair **p. 630**

6798 - Projet de loi portant approbation
1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014
2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1er avril 2015 **p. 632-634**

Question élargie n°6 de M. Laurent Mosar au sujet du nombre de représentants luxembourgeois au Conseil économique et social européen **p. 634-635**

Interpellation de M. André Bauler sur la politique en matière de conservation du patrimoine **p. 635-643**

43e séance

Ouverture de la séance publique **p. 643**

6543 - Projet de loi relatif à l'archivage électronique et portant modification:

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

1. de l'article 1334 du Code civil;
2. de l'article 16 du Code de commerce;
3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier **p. 643-646**

Question urgente n°1264 de M. Max Hahn et de M. Gusty Graas relative aux logements de service **p. 646-647**

6660 - Projet de loi portant:
- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;
- transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;
- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;
- modification de:
1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs **p. 647-649**

6545 - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du Travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises **p. 649-656**

Compte rendu n°17

44e séance

Ouverture de la séance publique **p. 657**

Communication de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 657**

Dépôt d'une motion par M. Marc Angel **p. 657-658**

Communications **p. 658**

6830 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement **p. 658**

Ordre du jour **p. 658**

Question urgente n°1273 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative à une liste de clients circulant sur Internet **p. 658**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°116 du 6 juillet 2015 de M. Gusty Graas relative au lancement du projet «En oppent Ouer fir de Bauer, de Wënzer an de Gäertner», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 658**

- Question n°117 du 7 juillet 2015 de Mme Octavie Modert relative à la transposition sectorielle des réformes dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative **p. 659**

- Question n°118 du 7 juillet 2015 de M. Roger Negri relative aux mesures prises dans le cadre de la canicule exceptionnelle, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

- Question n°119 du 7 juillet 2015 de Mme Martine Mergen relative au plan national canicule 2015, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 659**

- Question n°120 du 7 juillet 2015 de M. Marcel Oberweis relative aux galettes de riz contenant des traces d'arsenic, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 659-660**

- Question n°121 du 7 juillet 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'avenir de l'hôpital «ZithaKlinik», adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 660**

- Question n°122 du 7 juillet 2015 de M. David Wagner relative à la mise en place du «Cours unique» pour l'année scolaire 2017-2018, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 660**

- Question n°123 du 6 juillet 2015 de M. Eugène Berger relative à l'agrément d'une firme de sécurité privée, adressée à M. le Ministre de la Justice

et

- Question n°124 du 7 juillet 2015 de M. Franz Fayot relative à des activités apparemment non autorisées d'une entreprise de sécurité et de gardiennage sur le territoire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 660-661**

6711 - Projet de loi portant abolition des districts, modifiant
1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
2. le Code pénal;
3. la loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc.;
4. la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;
5. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
6. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;
7. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;
8. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
9. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;
10. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;
11. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;
12. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;
13. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
14. la loi modifiée du 13 mars 2006 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics;
15. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;
16. la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;
17. la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale;
18. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;
19. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
20. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
et abrogeant
1. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra;
2. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district **p. 661-666**

6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg **p. 666-669**

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe **p. 669-671**

45e séance

Ouverture de la séance publique **p. 672**

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten **p. 672**

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar **p. 672**

Motion de M. Marc Angel relative à l'invitation du Gouvernement à veiller au sein du Conseil et auprès des institutions européennes à ce que le PTCI/TTIP, une fois négocié, soit soumis à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États **p. 672-674**

6610 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

et

6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation **p. 674-677**

6785 - Projet de loi portant approbation du Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, signé à Liège, le 3 octobre 2014 **p. 677-678**

6714 - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 678-682**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les discussions du sommet européen du 7 juillet 2015 en relation avec la situation en Grèce après le référendum du 5 juillet 2015, suivie d'un débat **p. 682-687**

46e séance

Ouverture de la séance publique **p. 687**

Hommage à la mémoire de M. André Zirves, Député honoraire p. 687-688

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten **p. 688-689**

6809 - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers **p. 689-691**

6656 - Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:
1. le Code de la sécurité sociale;
2. le Code du Travail;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale **p. 691-697**

6555 - Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe **p. 697-702**

Compte rendu n°18

47e séance

Ouverture de la séance publique **p. 703**

Communications **p. 703**

Ordre du jour **p. 703**

Information de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de l'accord sur la restructuration de la dette grecque **p.703-706**

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État **p. 706-707**

6799 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État **p. 707-709**

6789 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014) **p. 709-713**

48e séance

Ouverture de la séance publique **p. 714**

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox **p. 714**

6689 - Projet de loi
a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides;
b) relative à l'enregistrement de fabricants et de vendeurs;
c) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides **p. 714-716**

Ordre du jour **p. 716**

Motion de M. Henri Kox relative à l'invitation du Gouvernement à insister auprès des autorités françaises pour qu'elles respectent la législation sur l'environnement, notamment la directive européenne EIE

et

Question parlementaire écrite n°1290 de M. Marco Schank relative à la construction d'un centre de gestion de déchets radioactifs en Lorraine à deux heures environ du Luxembourg **p. 717 -718**

6773 - Projet de loi portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale et modifiant
1) la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation c) l'institution d'un Conseil scientifique,
2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,
3) la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,
4) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,
5) la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,
6) la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,
7) la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État,
8) le Code de la sécurité sociale,
et abrogeant la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement post-primaire **p. 718-726**

Discours de M. le Président **p. 726**



www.ärvirschléi.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°18** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1226	Martine Hansen	Convention avec la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs
1256	Martine Hansen	Infrastructures se trouvant en zone verte
1293	Lex Delles, André Bauler	Diplômes de fin d'études secondaires
1317	Françoise Hetto-Gaasch	Nouveau-nés
1324	Diane Adehm, Gilles Roth	Tarifs applicables en matière d'Internet et de téléphonie mobile
1344	Laurent Zeimet	Revalorisation de la langue luxembourgeoise dans l'enseignement international privé
1346	Roger Negri	Tests psychologiques pour les chauffeurs de bus
1347	Diane Adehm, Gilles Roth	Tarifs applicables en matière d'Internet et de téléphonie mobile
1352	Gilles Roth	Évolution des effectifs de la Police grand-ducale
1354	Marc Spautz	Conventions contre la double imposition en matière successorale
1355	Françoise Hetto-Gaasch	Informations statistiques récentes du Statec
1359	Gusty Graas	Rhinotrachéite infectieuse bovine
1360	Sylvie Andrich-Duval	Différents types de préretraite
1361	Gilles Roth	Guêpes
1363	Laurent Mosar	Transfert des quartiers généraux d'Altice aux Pays-Bas
1364	Nancy Arendt	Recrutement du personnel policier
1366	Laurent Mosar	Collaboration plus étroite entre la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers
1367	André Bauler	Naturalisations
1369	Diane Adehm, Gilles Roth	Baisse de l'indemnité kilométrique
1370	Nancy Arendt	Contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées, dans les maisons de soins et auprès des prestataires de services de soins à domicile
1371	Marcel Oberweis	Espèces envahissantes
1373	Franz Fayot, Yves Cruchten	Certaines pratiques d'agences immobilières
1374	Marc Spautz	Conditions d'attribution des allocations familiales
1375	Françoise Hetto-Gaasch	Réforme du droit de la faillite
1376	Laurent Mosar	Recours collectif
1377	Octavie Modert	Nouveaux tarifs postaux
1378	Marcel Oberweis	Étude sur la lutte contre le changement climatique
1379	Sylvie Andrich-Duval	«Gender Pension Gap»
1380	Gusty Graas	Interdiction de fumer dans tout véhicule clos ayant à bord une personne mineure
1381	Laurent Mosar	Pays d'origine sûrs
1382	André Bauler	Sessions d'examens
1383	Martine Hansen	Médecine du travail
1384	Georges Engel	Limites communales
1385	Laurent Mosar	Prochaine tranche indiciaire
1387	André Bauler	Nouveau Lycée technique Agricole
1388	Nancy Arendt	Section de sports d'élite de l'Armée
1389	Guy Arendt	Certaines pratiques d'agences immobilières
1390	Sylvie Andrich-Duval	Acides gras trans
1392	Nancy Arendt	Corruption dans le secteur de la santé
1393	Laurent Mosar	Systèmes de garantie des dépôts
1397	Josée Lorsché	Élèves atteints de diabète du type 1
1398	Nancy Arendt	Détention d'armes à feu
1400	Taina Bofferding, Yves Cruchten	Hébergement et intégration de réfugiés
1401	Serge Urbany	Hébergement et intégration de réfugiés
1402	Marc Angel	Instruments de contrôle pour l'usage de LuxGovSat
1403	Nancy Arendt	Manque de personnel soignant durant les vacances
1404	Laurent Mosar	Activités privées de gardiennage et de surveillance
1405	Marc Spautz	Occupations temporaires indemnisées
1406	Laurent Zeimet	Frais des huissiers de justice
1407	Franz Fayot	Réforme du contrôle des concentrations
1408	Diane Adehm, Gilles Roth	Concessions de l'État relatives aux stations-service sur le réseau autoroutier luxembourgeois
1409	Marcel Oberweis	Système de pensions
1430	Gusty Graas	Poursuite de délits routiers au niveau européen
1433	Emile Eicher, Marco Schank	Centre d'émissions radio de Marnach
1437	Laurent Mosar, Gilles Roth	Traitement des demandes d'asile
1459 urgente	Laurent Mosar	Décapitation et crucifixion de Monsieur Ali Mohammed Al-Nimr en Arabie saoudite

Question 1226 (19.06.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **convention avec la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs:**

Selon mes informations, le Ministère de l'Environnement a résilié la convention du 22 mai 2009 avec la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs pour le 1er janvier 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

1. Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il résilié cette convention sachant qu'un poste budgétaire est prévu pour l'année 2016?

2. Avec quelles organisations le Ministère de l'Environnement a-t-il conclu des conventions et pour quel montant?

3. Le Gouvernement entend-il résilier d'autres conventions? Lesquelles?

4. Le Gouvernement envisage-t-il de baisser voire augmenter le montant de certaines conventions et le cas échant lesquelles et de quel montant?

Réponse (22.09.2015) de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:*

1. Dans un souci de rigueur budgétaire, le Gouvernement a procédé en 2014 à une analyse approfondie de toutes les conventions le liant à des associations. Lors de cette analyse le Département de l'environnement a constaté que la convention liant le Gouvernement à la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) datant du 22 mai 2009 justifie difficilement un engagement financier de l'ordre de grandeur de 50.000 EUR étant donné l'absence dans la convention d'une véritable contrepartie de la FSHCL en faveur de l'environnement naturel.

En octobre 2014, le Secrétaire d'État a d'ailleurs rendu attentif la FSHCL à cette problématique et leur a proposé de retravailler la convention en l'axant davantage sur des projets à finalité environnementale et la valorisation du travail non rémunéré au sein du Conseil supérieur de la chasse et des Commissions cynégétiques. Par lettre du 28 janvier 2015 et donc en pleine négociation en vue d'une élaboration d'une nouvelle convention, la FSHCL a décidé de démissionner des commissions cynégétiques régionales et du Conseil supérieur de la chasse ce qui revient, en fait, à ne plus satisfaire aux exigences légales de la loi relative à la chasse. S'il est vrai que, par la lettre du 20 mai 2015, les membres du FSHCL ont été réintégrés dans les Commissions cynégétiques, ce n'est pas le cas pour le Conseil supérieur de la chasse.

Vu la nécessité de prioriser les actions bénéficiant d'un cofinancement étatique en matière de protection de la nature et vu la décision de la FSHCL de ne plus assurer ses obligations légales, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures a décidé de résilier cette convention à la date du 15 juin 2015.

2. La liste des autres organisations conventionnées avec le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures est annexée.

3. Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a pas l'intention de résilier d'autres conventions.

4. Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a pas l'intention de changer significativement le montant d'autres conventions.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1256 (01.07.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **infrastructures se trouvant en zone verte:**

Selon mes informations, les responsables du Ministère seraient en train de faire un inventaire détaillé de toutes les infrastructures qui se trouvent actuellement en zone verte. Pour dresser cet inventaire, des photos détaillées de différentes infrastructures sont prises même si les propriétaires ne sont pas présents sur les lieux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la finalité de cet inventaire de toutes les infrastructures qui se trouvent actuellement en place en zone verte?

- Le Ministère a-t-il demandé au préalable une autorisation des personnes concernées pour la prise des photos?

- Dans la négative, Madame la Ministre approuve-t-elle cette façon de procéder?

- Pour quelles raisons le Ministère ne fait-il pas usage des orthophotos numériques de l'Administration du Cadastre et de la Topographie pour dresser cet inventaire?

Réponse (30.09.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans le cadre de la réforme de la législation sur la protection de la nature, entamée par mon prédécesseur, le Département de l'environnement réfléchit à introduire un assouplissement mesuré du cadre réglementaire en rapport avec les constructions existantes en zone verte.

Si l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 limite l'affectation des constructions admises en zone verte aux activités agricoles, jardinières, maraîchères ou sylvicoles, force est de constater qu'il existe aujourd'hui des maisons et des complexes fermiers qui font partie du patrimoine culturel de notre pays et qui mériteraient d'être préservés même si l'activité agricole y cessait un jour.

Afin de pouvoir évaluer le nombre de bâtiments qui pourraient faire l'objet d'une modification de régime, un agent du Département de l'environnement a, durant quatre mois, inventorié et documenté les constructions en zone verte identifiables sur les cartes topographiques. Une fois inventoriées, les constructions feront l'objet d'une évaluation de leur importance culturelle par le Ministère de la Culture, ce qui permettra au Ministre de l'Environnement de proposer une modification opportune de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004.

Les orthophotos numériques de l'Administration du Cadastre et de la Topographie, auxquelles l'honorable Députée fait référence, ne renseignent que sur la surface et la couleur des toits et ne sont dès lors pas suffisantes pour

une évaluation appropriée de la valeur culturelle d'une bâtisse.

Question 1293 (15.07.2015) de **MM. Lex Delles** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **diplômes de fin d'études secondaires**:

Il nous revient que beaucoup d'élèves ayant réussi leur examen de fin d'études éprouvent des difficultés à faire reconnaître leur diplôme dans des délais raisonnables. Ceci concerne notamment l'Allemagne où la date limite a été fixée au 15 juillet. Si les résultats d'examen sont publiés fin juin, les diplômes sont délivrés seulement autour du 5 juillet, si bien que certains élèves se voient même obligés de se déplacer personnellement en Allemagne pour y remettre une copie de leur diplôme certifiée conforme à l'original.

Partant, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire analyser ce problème par ses services afin d'allonger, si faire se peut, le délai disponible pour la remise du diplôme aux universités allemandes?

Réponse (17.09.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le délai de préinscription ou de demande d'admission aux universités et hautes écoles allemandes est habituellement fixé au 15 juillet en vue d'une admission au semestre d'hiver. Cette date est la même pour tous les candidats à l'inscription, qu'il s'agisse de candidats allemands ou étrangers.

Cette date limite vaut pour toutes les institutions et pour tous les cycles d'études à l'exception des cours où il n'existe aucune restriction d'entrée «nicht zulassungsbeschränkte Fächer».

Il est vrai que la procédure de demande d'admission est devenue plus complexe à l'heure actuelle dû au fait qu'un plus grand nombre d'institutions allemandes exigent des étudiants étrangers d'adresser obligatoirement leur demande à «Uni-assist» à Berlin ou à «Hochschulstart» à Dortmund (ceci dans le cas de cursus soumis à des restrictions d'entrée). Ces institutions examinent l'ensemble du dossier de l'étudiant avant de le transmettre aux universités et hautes écoles choisies par l'étudiant.

Il faut cependant préciser que la grande majorité des institutions allemandes n'exigent pas d'équivalence du diplôme de fin d'études luxembourgeois. Dans ce contexte, il est conseillé aux étudiants de se renseigner au préalable auprès du Service Information et Documentation du CEDIES au sujet des modalités d'admission des diverses universités et hautes écoles allemandes. Le CEDIES est en contact régulier avec les institutions et se tient à la disposition des étudiants pour les guider dans leurs démarches et/ou les aider à trouver des alternatives voire d'autres destinations en Allemagne ou ailleurs.

Le calendrier scolaire luxembourgeois de l'année terminale a été établi jusqu'à présent pour tenir compte, d'une part, de l'exigence de pouvoir traiter en classe toutes les matières au programme et, d'autre part, de pouvoir communiquer suffisamment tôt les résultats aux élèves pour qu'ils puissent s'inscrire aux universités luxembourgeoises et dans les pays limitrophes. Ainsi, l'année scolaire écoulée, le dernier jour de classe des classes terminales était fixé au 13 mai. Tous les résultats de l'examen de fin d'études secondaires étaient affichés le 30 juin dans les lycées. Le 2 juillet, les diplômes étaient livrés aux lycées.

Les élèves ne sont pas tenus d'attendre la remise officielle des diplômes pour entamer les démarches administratives nécessaires. En effet, au plus tard deux jours après la proclamation des résultats, les diplômes sont disponibles dans les lycées. Les élèves ont dès lors la possibilité de se faire remettre au secrétariat de leur lycée l'original ou une copie certifiée conforme de leur diplôme avant la remise solennelle qui n'a lieu que quelques jours plus tard, ceci pour permettre aux candidats qui sont obligés de passer une épreuve complémentaire de participer à cette remise.

J'ai constaté cette année-ci que tous les élèves ne sont pas au courant de cette possibilité de remise anticipée du diplôme. Voilà pourquoi j'insisterai à l'avenir davantage auprès des directions des lycées pour la faire connaître.

Dans l'accord de conciliation que j'ai signé le 31 juillet avec les syndicats des enseignants, je me suis engagé à étudier les possibilités pour postposer de une ou de deux semaines le dernier jour de classe dans les classes terminales. La condition impérative pour ce faire est cependant de réorganiser les opérations de l'examen, qui durent actuellement six semaines, avec l'objectif de ne pas décaler la date à laquelle les élèves peuvent disposer de leur diplôme. Des pistes pour y arriver sont également prévues dans l'accord précité. Il s'agit notamment de la suppression de la triple correction des épreuves moyennant la mise en place de critères de correction transparents pour chaque discipline et d'une procédure pour le traitement d'éventuelles divergences de notes.

En aucun cas je n'accepterai une réorganisation du calendrier de l'examen de fin d'études secondaires qui mette en danger les chances de nos élèves de s'inscrire aux universités de leur choix.

Question 1317 (23.07.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **nouveau-nés:**

Selon mes informations, il y a un certain nombre de nouveau-nés (en moyenne huit à dix) qui sont régulièrement gardés dès leur naissance pendant quelques mois dans des hôpitaux, suite à une mesure de garde provisoire prononcée par le juge de la jeunesse. L'autorité parentale revient de cette façon à la clinique.

Sachant qu'un nouveau-né a besoin d'une attention particulière et d'une personne de référence pour pouvoir se développer, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les raisons précises pour lesquelles ces nouveau-nés ne sont pas transférés de manière rapide dans une structure adaptée à leur âge?

2. Pourquoi ces enfants ne seraient-ils pas confiés à des familles d'accueil?

3. Existe-t-il un manque de structures pour l'accueil de nouveau-nés?

4. En vue d'éviter un tel séjour en milieu hospitalier, ne pouvant nullement satisfaire les besoins primaires et secondaires de nouveau-nés, les Ministres envisagent-ils la construction de structures adaptées?

5. Pour éviter une carence affective par privation de la mère, ne serait-il pas opportun de créer des structures «Maman-bébé» pour permettre un encadrement spécifique de la mère et de l'enfant pendant les premiers mois suivant la naissance, avant de leur offrir plus tard une aide ambulante à domicile?

Réponse commune (25.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Avant de répondre aux différentes questions, il y a lieu de souligner que vu la gravité d'une telle mesure, transférer un nouveau-né dans une structure, loin de sa mère, n'est pas une mesure que les juges de la jeunesse prennent à la légère, cette décision entraînant un changement important du cours de la vie aussi bien du nouveau-né que de celui de ses parents et surtout de celui de la mère. Cette décision est toujours la conséquence d'abord d'un signalement puis d'une évaluation de la situation familiale par des professionnels.

Lorsque l'analyse de la situation familiale du nouveau-né fait ressortir qu'il existe un danger imminent et réel pour l'enfant ne permettant pas son retour immédiat dans sa famille, le juge de la jeunesse peut décider de séparer du moins momentanément l'enfant de sa mère. Sont visées par exemple toute une série de situations définies par «décompensation familiale aiguë pour causes multiples» qui sont des situations qui mettent en danger l'enfant. Ces situations peuvent être provoquées ou être sensiblement aggravées par exemple par une maladie des parents et plus particulièrement de la mère (par exemple dépendance à l'alcool, toxicomanie, maladie psychique ou chronique, etc.) ou par une situation socio-économique fragile (par exemple parents sans logement fixe, mère adolescente solitaire). Ces situations peuvent être empirées par l'arrivée d'un bébé entraînant une grande responsabilité et une période très intensive de prise en charge notamment par la naissance d'un bébé prématuré ou d'un bébé souffrant d'une maladie grave pour lequel la prise en charge peut être extrêmement complexe et dépasser les compétences des parents.

Ad 1. Avant de prendre une décision de placement, le juge de la jeunesse consulte l'Office national de l'enfance (ONE) pour connaître les disponibilités d'accueil pour l'enfant à placer.

Lorsqu'aucune place n'est disponible pour ce nouveau-né, ni dans une structure d'accueil ni dans une famille d'accueil, les juges de la jeunesse sont obligés, malgré eux, de placer les nouveau-nés dans un service pédiatrique d'un hôpital.

Cette façon de procéder n'est évidemment pas satisfaisante mais face à la pénurie de structures d'accueil d'urgence et de familles d'accueil et eu égard à la situation de danger physique et/ou moral dans laquelle ces enfants seraient dans leur milieu familial, le placement dans des hôpitaux est dans ces cas la seule option dont disposent les juges de la jeunesse. Dès qu'une place dans une structure d'accueil ou une famille d'accueil se libère, ces nouveau-nés y sont immédiatement transférés.

Ad 2. Préférence sera toujours donnée à un placement en famille d'accueil, à moins que par exemple l'état de santé du nouveau-né ne nécessite une prise en charge particulière et un suivi médical et des soins adaptés.

Partant du principe qu'un retour auprès de la famille biologique est un objectif primordial à atteindre, il est important de trouver des familles d'accueil qui puissent créer un lien avec la famille d'origine, ce qui au vu de la situation multiculturelle du pays n'est pas chose aisée.

Le nombre de familles d'accueil disponibles n'est d'ailleurs pas suffisant pour pouvoir offrir un accueil en famille au nombre d'enfants pour lesquels cette mesure serait dans leur intérêt supérieur. Face à cette pénurie de familles d'accueil, il semble primordial d'analyser et de répondre aux besoins des familles d'accueil d'aujourd'hui et de créer un dispositif plus attrayant afin de recruter plus de familles d'accueil. Afin de comprendre et de connaître les besoins actuels des familles d'accueil, un groupe de travail (composé paritairement de représentants du MENJE, de l'ONE, des services de placement familial et de l'association FLEK - Fleegeelteren an hir Kanner) a procédé fin novembre 2013 à un sondage auprès de 148 familles d'accueil agréées. Ce sondage a permis de recueillir leurs avis et expériences concernant, entre autres, les conditions d'agrément telles que prévues par le règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires des activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

Les réponses et résultats de ce questionnaire (taux de participation de 55%) ont montré et confirmé la nécessité de revoir et d'adapter certaines conditions d'agrément pour l'activité d'accueil socio-familial en famille d'accueil, notamment le nombre d'heures obligatoires de la formation de base et de la formation continue.

Le règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse sera modifié avant la fin de l'année pour alléger les conditions d'agrément tout en maintenant la qualité de l'activité.

En plus, une campagne de recrutement sera lancée dans les plus brefs délais dont l'objectif sera de rendre l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil plus visible et bien sûr de recruter des familles d'accueil potentielles.

Ad 3. À part les centres d'accueil classiques qui dans le cadre d'un accueil volontaire ou judiciaire accueillent des enfants de 0 à 18 ans et notamment des enfants de moins de trois ans, en particulier s'il s'agit d'une fratrie, la Maison Françoise Dolto de l'association ANNE asbl est l'unique pouponnière nationale spécialisée dans l'accueil d'enfants de moins de trois ans.

La Maison Dolto dispose de trois groupes d'enfants de 0 à 3 ans répartis sur trois sites: Limpertsberg, Howald et Esch-sur-Alzette. Depuis 2012, suite à une augmentation de places d'accueil d'enfants de moins de trois ans, elle a une capacité totale de 26 places.

Une augmentation des places pour l'accueil d'enfants de moins de trois ans est prévue dans le cadre de la construction d'une nouvelle pouponnière prévue pour accueillir 48 enfants de moins de trois ans.

Il est vrai que la Maison Dolto atteint aujourd'hui sa capacité d'accueil maximale et qu'une liste d'attente existe afin d'accueillir d'autres nouveau-nés.

Ad 4. Tous les experts partagent l'avis que les structures d'accueil institutionnelles ne sont actuellement plus adaptées pour l'accueil de nouveau-nés et que le placement familial constitue une solution plus adaptée pour ces enfants. En effet déjà en 1977, dans sa Résolution sur le placement des enfants, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe avait recommandé aux États membres de promouvoir le placement familial, considéré comme la meilleure forme de placement temporaire, particulièrement pour les jeunes enfants.

C'est pourquoi recruter plus de familles d'accueil constitue une priorité.

Ad 5. Il existe actuellement un manque de structures pour accueillir le couple mère-enfant, permettant d'un côté de soutenir la mère dans la situation de détresse dans laquelle elle se trouve et d'un autre côté de soutenir le lien émotionnel entre la mère et son enfant et de promouvoir ainsi les compétences parentales de la mère.

Pour les adolescentes mineures et jeunes mères il existe le groupe Zoé du Centre d'accueil Norbert Ensch qui permet d'accueillir sept mères à partir de 13 ans avec leur(s) enfant(s).

Le MENJE a entamé ensemble avec le secteur social une évaluation sur la création de structures maman-bébé (parents-bébés). Vu qu'un tel projet demande des investissements considérables, cette évaluation n'a pas encore été achevée.

En outre, plusieurs services ambulatoires peuvent apporter une aide à domicile individualisée afin de renforcer le lien parents-enfants et de soutenir les ressources/le potentiel de la famille dans des situations de vie difficiles.

Il faut néanmoins souligner que ce genre de structure peut être une solution pour certains enfants mais n'est pas adapté à chaque situation familiale et personnelle individuelle. Ainsi par exemple, ces structures sont généralement réservées aux mères avec leurs enfants, les pères ne peuvent pas séjourner dans ces structures. D'une part, toutes les mères susceptibles d'intégrer ce genre de structure ne sont pas forcément d'accord pour quitter leur domicile familial. Or, leur séjour dans les structures «mère-enfant» est nécessairement volontaire. D'autre part, il existe également des hypothèses où la mère, malgré l'encadrement de ces structures, n'a pas les capacités requises pour prendre en charge le nouveau-né.

Il est en outre impératif de développer davantage des mesures préventives et d'améliorer la détection précoce des grossesses à risque et prendre en charge la mère dès le début de la grossesse pour construire un réseau d'aide et de soutien de proximité, adéquat et durable dans le temps avant l'arrivée du bébé.

À cette fin, il est préconisé de renforcer, au niveau national, les services existants, tels que les consultations pour nourrissons offerts dans la majorité des communes par la Ligue médico-sociale, les services d'Alupse Bébé ou le projet Bébé.

Question 1324 (28.07.2015) de **Mme Diane Adehm** et de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **tarifs applicables en matière d'Internet et de téléphonie mobile**:

Dans un communiqué de presse intitulé «Im Postkutschentempo ins überteuerte Kommunikationszeitalter», les jeunes socialistes (JSL) s'opposent à la politique tarifaire des opérateurs de téléphonie mobile et d'Internet. Ils regrettent l'absence de réelle concurrence entre entreprises du segment et se demandent, sans le justifier autrement, s'il n'y a pas d'entente entre opérateurs en matière de prix. Les prix seraient en tout cas surfaits, si on les comparait à ce qui se pratique en Allemagne. Des tarifs spéciaux pour jeunes ou étudiants feraient pareillement défaut. Les JSL revendiquent enfin que le réseau des accès wi-fi gratuits mis à disposition du public soit étendu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis des JSL?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils aborder les défis relevés par les JSL? Comment le Gouvernement envisage-t-il l'extension des accès wi-fi gratuits?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure l'existence d'ententes en matière de prix dans le domaine de la téléphonie mobile et d'Internet? Des enquêtes en ce sens ont-elles été récemment menées par le Conseil de la concurrence?

Réponse commune (14.09.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

Il est difficile de comparer les prix affichés par les opérateurs de différents pays. Souvent les

contenus des paquets offerts ne sont pas les mêmes. Par exemple au Luxembourg il est souvent possible d'acquérir un téléphone mobile à prix réduit en souscrivant à un abonnement et certains forfaits incluent des appels internationaux ou des communications en situation de roaming. Des différences de coûts peuvent aussi expliquer des différences de prix.

En ce qui concerne le wi-fi, une infrastructure n'existe pas partout dans le pays. À Luxembourg et à Esch-sur-Alzette un accès gratuit au réseau est prévu actuellement dans le contexte de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Comme indiqué dans la réponse à votre question parlementaire n°0719 (*cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2014-2015*) portant également sur le wi-fi gratuit, des réflexions sont en cours pour déterminer la manière dont la mise à disposition du wi-fi gratuit pourra être maintenue au-delà de la Présidence. Sur base des conclusions tirées de la Présidence, il s'agira notamment d'évaluer dans quelle mesure les coûts à supporter pour pouvoir offrir la gratuité du wi-fi de façon permanente et à large échelle sont en relation avec les bénéfices qu'il sera possible d'en tirer.

L'existence d'une éventuelle entente sur les prix est une question relevant de la compétence du Conseil de la Concurrence. Or, aux termes de la loi «concurrence» du 23 octobre 2011, article 6 (1), le Conseil est une autorité indépendante. Le Ministre de l'Économie n'est donc pas au courant des enquêtes conduites dans le cadre d'une affaire en cours. Pour ce qui est des affaires clôturées, les décisions sont librement accessibles sur le site du Conseil de la Concurrence (www.concurrence.lu).

Question 1344 (04.08.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **revalorisation de la langue luxembourgeoise dans l'enseignement international privé:**

La langue luxembourgeoise est un facteur important du renforcement de la cohésion sociale. Si l'enseignement de la langue luxembourgeoise pâtit incontestablement de la situation linguistique complexe de notre pays où les élèves doivent apprendre deux voire trois langues, somme toute, étrangères, il n'en demeure pas moins que dans l'enseignement public l'apprentissage de la langue luxembourgeoise est réel.

Il en va autrement de l'enseignement international privé, où l'apprentissage de la langue luxembourgeoise est inexistant voire insuffisant. Si de nombreux parents inscrivent leurs enfants dans les écoles ou lycées internationaux ou européens parce qu'ils n'entendent que résider temporairement au Luxembourg avec leur famille, il n'en demeure pas moins que certains s'y installent définitivement avec leurs enfants. Or, à défaut d'un apprentissage réel en Luxembourgeois, l'intégration et partant la participation de ces enfants risque d'être plus difficile lorsqu'ils atteignent l'âge adulte. À cela s'ajoute que ceux qui souhaitent acquérir la nationalité luxembourgeoise à dix-huit ans ne pourront, faute de connaissances en langue luxembourgeoise, pas bénéficier de l'exception de l'article 7 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise («Les conditions prévues [...] portant sur l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée [...] ne s'appliquent pas au demandeur qui a accompli au moins sept années de sa scolarité au Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois [...]»), alors même qu'ils ont passé une grande partie de leur enfance au Luxembourg et ont, de ce fait, effectué leur scolarité dans notre pays.

À noter dans ce contexte que dans le cadre de l'école internationale publique que le Gouvernement entend créer à Differdange, il est prévu que l'apprentissage de la langue luxembourgeoise (communication orale) en tant que langue d'intégration sera obligatoire du moins pour les élèves de l'école primaire et des classes inférieures de l'école secondaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que, face à l'hétérogénéité de la population scolaire du Luxembourg, l'apprentissage de la langue luxembourgeoise dans tous les systèmes éducatifs (publics et privés voire internationaux) faciliterait l'intégration des élèves notamment de ceux qui resteront définitivement au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait discuter avec les acteurs concernés de la possibilité d'ancrer l'apprentissage du luxembourgeois dans les différents systèmes éducatifs en s'inspirant du système que le Gouvernement entend mettre en place à Differdange?

Réponse (25.09.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La législation en vigueur portant sur l'enseignement privé est la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé. À l'exception des établissements privés appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, tout autre établissement privé, disposant de l'autorisation prévue à l'article 3 de la loi précitée, peut offrir un enseignement en fonction des programmes et des méthodes d'enseignement qui lui sont propres.

Actuellement, cinq établissements privés, subventionnés par l'État selon les dispositions prévues par la loi précitée, appliquent les programmes de l'enseignement public luxembourgeois. Une dizaine d'établissements privés, également subventionnés par l'État, appliquent un autre programme qui leur est propre.

Au vu de ce qui précède, le Ministère de l'Éducation nationale ne saurait donc rendre obligatoire l'apprentissage de la langue luxembourgeoise ni dans les écoles privées appliquant des programmes autres que ceux de l'enseignement public luxembourgeois, ni d'ailleurs dans les écoles européennes situées au Luxembourg par une mesure unique et non différenciée.

Concernant les deux écoles européennes du Luxembourg, les programmes scolaires de toutes les sections linguistiques - actuellement au nombre de 24 - doivent répondre aux exigences minimales de tous les États membres. Étant donné que celles-ci varient d'un État à l'autre, les programmes sont élaborés après négociations entre des experts nationaux sur base d'une comparaison approfondie des programmes nationaux. Ces programmes sont ensuite approuvés par le Comité pédagogique mixte des Écoles européennes, organe de tutelle pédagogique des écoles.

Cependant, il convient de préciser que les écoles européennes agréées, telle que la future école européenne à Differdange, offrent un enseignement fondé sur les programmes des écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux des États membres. Concernant la future école européenne à Differdange, l'apprentissage du luxembourgeois en tant que langue d'intégration sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire ainsi que des classes inférieures de l'école secondaire.

Une initiation à la communication orale en langue luxembourgeoise dans toutes ces écoles contribuerait à faciliter évidemment le contact avec la population autochtone. Or, il faut rester conscient qu'une telle démarche constitue au mieux un pilier d'une véritable démarche d'intégration dans une société multilingue comportant une population en général polyglotte. La politique de l'école publique luxembourgeoise en matière de l'apprentissage des langues consiste dans la promotion de la langue luxembourgeoise et dans la promotion du multilinguisme à la fois, et ceci à partir d'un âge très jeune.

Au vu du cadre législatif actuel concernant l'enseignement privé, l'État peut tout au plus exprimer des recommandations en matière d'enseignement de la langue luxembourgeoise pour les écoles n'appliquant pas les programmes de l'enseignement luxembourgeois. Subsidiairement se pose dans ce contexte la question d'une augmentation éventuelle des subventions accordées par l'État aux écoles concernées, le cas échéant. La question constitue un des sujets des travaux de mon département dans le cadre de la réforme de la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Question 1346 (05.08.2015) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **tests psychologiques pour les chauffeurs de bus:**

D'après un reportage récent sur «RTL Radio Lëtzebuerg», les chauffeurs de bus stagiaires auprès du syndicat intercommunal TICE seraient depuis peu soumis à des tests psychologiques. En effet, ces derniers ne s'adresseraient pas seulement aux candidats en amont de leur admission au stage, mais également rétroactivement aux stagiaires actuels, donc à des chauffeurs déjà en formation. En conséquence, un certain nombre de chauffeurs stagiaires auraient été contraints d'abandonner la formation entamée.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire sur quelle base légale les tests psychologiques susmentionnés se fondent?

- Existe-t-il des tests comparables auprès de réseaux de transport sous gérance communale, i. e. les autobus de la Ville de Luxembourg? Dans l'affirmative, comment sont gérés ces tests, quelles en sont les conditions? S'appliquent-ils en amont ou en aval de l'admission au stage?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la rétroactivité des tests psychologiques auprès du TICE?

- Est-ce que les chauffeurs des réseaux de transports publics sous gérance communale sont régulièrement soumis à des tests psychologiques au cours de leur carrière professionnelle? Dans l'affirmative, à quels intervalles? Sinon, quelle est, dans un contexte général de sécurité des usagers, la position de Monsieur le Ministre quant à l'utilité de tels tests périodiques?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me dire si des tests psychologiques similaires existent pour une partie du personnel des CFL respectivement pour les chauffeurs de bus d'entreprises privées?

Réponse commune (05.10.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Le recrutement des fonctionnaires communaux relevant de la carrière de l'agent de transport se fait par les entités communales intéressées sur base de différents critères d'engagement, dont notamment les mentions obtenues par les candidats à l'examen d'admissibilité organisé par le Ministère de l'Intérieur. Sont admis aux épreuves en question, les candidats qui remplissent les conditions prescrites par l'article 2 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. Les agents qui sont admis au service provisoire doivent en outre se soumettre, avant leur entrée en fonction, à un examen médical d'embauche effectué par le médecin du travail dans la fonction publique.

À côté de l'examen d'admissibilité prémentionné, la Ville de Luxembourg et le syndicat de communes TICE exigent que les candidats aux emplois d'agent de transport se soumettent à des tests psychologiques, qui sont effectués en exécution de l'article 3 du statut général des fonctionnaires communaux. Cet article prévoit que la décision portant engagement d'un fonctionnaire communal se fait sur la base de différents critères dont «l'observation d'autres conditions particulières, éventuellement fixées dans la déclaration de vacance de poste». Ces tests psychotechniques d'aptitude à la conduite sont organisés par une société agréée, spécialisée en la matière et utilisant des instruments de diagnostique appliqués par de nombreux pays de l'Europe et du monde entier et fondés sur des critères objectifs et scientifiquement définis.

Aux termes d'un jugement rendu par le tribunal administratif dans une affaire opposant la Ville de Luxembourg à un candidat à un poste d'agent de transport, il a été retenu qu'en application de l'article 3 du statut général des fonctionnaires prémentionné, une autorité communale peut valablement soumettre les candidats à un emploi communal à un entretien d'embauche et à des tests psychologiques afin d'évaluer si leur personnalité correspond au profil recherché et que le conseil communal ne doit pas se limiter obligatoirement lors du choix de l'agent à recruter aux seuls résultats de l'examen d'admissibilité mais peut également prendre en considération les résultats d'un éventuel test psychotechnique.

Par ailleurs, les transports publics constituent en effet un domaine sensible dans la mesure où ils ont trait à la sécurité publique et requièrent dans le chef des agents de transport des qualités psychologiques garantissant tant une conduite sécuritaire des autobus qu'une bonne gestion d'éventuelles situations conflictuelles avec les utilisateurs du transport public. Dans ces conditions, il importe que les autorités communales disposent des moyens de sélection leur permettant d'offrir au public un service de qualité en matière de transport public.

Il convient également de constater qu'en matière de recrutement du personnel communal, les autorités communales disposent d'un pouvoir discrétionnaire sous réserve du respect des critères fixés à l'article 3 du statut général des fonctionnaires communaux et que ces décisions sont soumises au contrôle des juridictions administratives, auxquelles il appartient de vérifier en cas de litige le caractère proportionnel de la décision prise afin d'éviter tout usage excessif fait par l'autorité publique compétente.

Le Ministère de l'Intérieur n'a pas connaissance d'un licenciement d'un agent de transport pendant le service provisoire suite à l'organisation d'un test psychologique. Toujours est-il que l'article 4, 3. du statut général des fonctionnaires communaux dispose que «l'admission au service provisoire est révocable». Il en résulte qu'il appartient au conseil communal de licencier un fonctionnaire en service provisoire pendant toute la durée du service provisoire lorsqu'il est constaté que l'agent ne répond pas aux conditions d'engagement inhérentes à l'emploi concerné. Une telle décision, même au cas où elle serait prise sur le vu d'un test psychologique appliqué après l'admission au service provisoire d'un agent communal, ne revêtirait juridiquement pas un caractère rétroactif dans la mesure où elle ne produirait ses effets que pour le futur.

En ce qui concerne l'organisation de tests psychologiques au cours de la carrière d'un agent de transport, il y a lieu de constater que les articles 58 et 85bis du règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 fixant les conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux prévoient que les agents de transport, qui se proposent de participer au deuxième examen de promotion prévu pour leur carrière en vue de l'accès aux fonctions de contrôleur, doivent se soumette à un test psychologique. Ce test vise à vérifier si les candidats intéressés répondent au profil psychologique exigé en vue de l'exécution des fonctions de contrôleur, qui diffère évidemment de celui requis dans le chef d'un chauffeur d'autobus.

En ce qui concerne les entreprises privées, engagées par le département des transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures par contrat de concession déterminant les conditions générales d'exploitation de services de transports publics par route dans le cadre du RGTR, il y a lieu de préciser qu'aucune disposition contractuelle n'exige un tel test psychologique. D'ailleurs, d'après des informations requises auprès des entreprises de bus, les seules vérifications sont d'ordre médical, des tests psychologiques n'étant en général pas effectués.

En ce qui concerne la Société nationale des Chemins de Fer, en principe, tous les candidats sélectionnés dans une première étape pour un engagement (dossier, examen-concours, entrevue personnelle, examen médical) sont soumis, avant toute décision définitive, à un test psychologique.

S'il existe donc encore des exceptions à ce principe - ainsi les candidats pour un emploi de conducteur de bus n'ont jusqu'à présent effectivement pas été soumis à un test psychologique - il a été décidé de soumettre dorénavant tout candidat à un tel test psychologique dans le cadre de la procédure d'engagement.

C'est notamment dans cet ordre d'idées que le récent projet de refonte statutaire prévoit la modification suivante du point 2 de l'article 2 du Statut du personnel des CFL.

«Article 2. Pour pouvoir être admis dans un emploi du cadre permanent tout candidat doit: (...) 2° remplir les conditions d'aptitude physique et psychique fixées par la réglementation nationale et, à défaut, par règlement interne pris sur avis de la délégation centrale du personnel; (...)»

Les stipulations de l'article 2 de la refonte du Statut du Personnel sont entrées en vigueur le 1er octobre 2015 et ne valent donc que pour les agents embauchés à partir de cette date.

Il n'est pas prévu de soumettre rétroactivement des agents CFL et en particulier des conducteurs d'autobus déjà embauchés, mais toujours en période de stage, à un test psychologique.

Question 1347 (06.08.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **tarifs applicables en matière d'Internet et de téléphonie mobile**:

D'après un communiqué de presse du Ministère de l'Économie, le Conseil de Gouvernement aurait adopté lors de sa dernière réunion un projet de règlement grand-ducal introduisant une rémunération spécifique pour l'électricité produite par des installations photovoltaïques collectives. Cette rémunération introduite à partir du 1er janvier 2016 se ferait sous forme de tarifs d'injection pour les installations photovoltaïques collectives dont la puissance se situe entre 30 kW et 200 kW. Pourront bénéficier de ce nouveau régime d'aides les sociétés coopératives composées exclusivement et au moins par dix personnes physiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le projet de règlement grand-ducal susmentionné a été soumis pour avis au Conseil d'État? Dans l'affirmative, pour quand cet avis est-il attendu? À défaut, le Gouvernement entend-il invoquer l'urgence? Comment l'urgence est-elle justifiée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pourquoi seules les sociétés coopératives sont éligibles pour ce nouveau régime d'aides? D'où provient le critère des dix personnes physiques devant composer ces sociétés?

- Quelles sont les raisons amenant le Gouvernement à exclure les personnes physiques non constituées sous forme de sociétés coopératives de ce régime d'aides?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le nouveau régime d'aides est conforme à la liberté de commerce consacrée à l'article 11 (6) de notre Constitution dans la mesure où le régime d'aides est réservée aux seules sociétés coopératives (et par conséquent non ouvert à d'autres formes de sociétés)?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ce régime d'aides ne viole pas le principe d'égalité devant la loi prévu à l'article 10bis (1) de notre Constitution? Les différences de régime instituées par ce projet de règlement procèdent-elles de disparités objectives, rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but? Lesquelles?

Réponse (14.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth concernant le régime d'aides pour l'énergie solaire, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité était à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement du 31 juillet 2015. Le texte a été introduit dans la procédure réglementaire et soumis à l'avis du Conseil d'État. Le Conseil de Gouvernement n'a pas invoqué l'urgence pour le projet de règlement grand-ducal en question.

Le projet de règlement grand-ducal prévoit l'introduction d'une rémunération spécifique de l'électricité produite par des installations photovoltaïques collectives sous forme d'un tarif d'injection avec le but de permettre aux citoyens de participer davantage au développement des énergies renouvelables sur le territoire national. Cette disposition découle du programme gouvernemental qui prévoit qu'«afin de soutenir la production d'énergies renouvelables et de mobiliser les capacités d'investissements citoyens, le Gouvernement entend soutenir activement les coopératives de production d'énergies au niveau communal et régional. Ceci se fera entre autres par des subsides spécifiques aux installations collectives».

Le critère d'un minimum de dix personnes devant constituer la société coopérative a été fixé dans un souci d'assurer qu'un nombre suffisamment élevé de personnes privées constituent la coopérative détenant une installation photovoltaïque pouvant aller jusqu'à 200 kW. Ainsi, le but recherché d'une participation par les citoyens est assuré. À cet égard, il convient de souligner que par le passé un certain nombre d'installations communales portées par des structures formées de groupements de citoyens a été réalisé notamment sur des toitures de bâtiments communaux. La nouvelle disposition vise également à amplifier ce mouvement.

En vertu de l'article 11 paragraphe 6 de la Constitution, «la liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi». En l'occurrence, l'introduction d'une rémunération pour des installations photovoltaïques d'une certaine taille et constituées sous forme de coopératives ne porte pas atteinte à ce principe constitutionnel. En effet, un producteur d'une installation photovoltaïque de 100 kW, constitué sous forme d'une société commerciale, peut aujourd'hui établir un commerce concernant la production d'électricité photovoltaïque à condition qu'il vende l'électricité produite conformément aux règles imposées par le fonctionnement du marché de l'électricité (et sans bénéficier d'une rémunération sous forme d'un tarif d'injection réglementé).

En ce qui concerne l'évaluation de la modification projetée par rapport à la conformité au principe constitutionnel d'égalité inscrit à l'article 10bis paragraphe 1 de la Constitution qui dispose que «les Luxembourgeois sont égaux devant la loi», certaines précisions s'imposent. Comme mentionné ci-dessus, la justification d'une rémunération spécifique aux producteurs constitués sous forme de coopératives réside dans le choix politique en faveur du soutien du secteur coopératif tel qu'inscrit dans le programme gouvernemental. Le développement de l'économie sociale et solidaire en tant qu'objectif d'intérêt général dans le domaine de grandes installations photovoltaïques, dont le coût de production est plus important que le coût de l'électricité des technologies de production classiques, peut dès lors être invoqué. L'introduction d'une telle rémunération spécifique aux coopératives ne constitue donc pas une atteinte disproportionnée par rapport à l'objectif recherché.

Q268

Question 1352 (07.08.2015) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**évolution des effectifs de la Police grand-ducale:**

Dans le cadre de l'adoption du projet de loi 5873, il a été décidé d'adapter l'effectif légal de la Police grand-ducale pour le porter de 1.573 à 2.070 unités en 2015. Dans toutes les unités de la Police grand-ducale, les effectifs étaient censés augmenter que ce soit au niveau de la direction générale, au niveau du Service de police judiciaire ou au niveau des circonscriptions régionales. Au niveau de la circonscription régionale Cap, les effectifs devraient croître de 79 unités en 2008 à 104 en 2015. Il se trouve toutefois que les effectifs affectés à cette région ont diminué pour ne s'établir actuellement qu'à 74.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Peut-il me fournir l'évolution des effectifs des différents services de la Police grand-ducale depuis 2008?

- Quelles sont les raisons à la base de la baisse des effectifs affectés à la circonscription régionale Cap?

Réponse (08.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Dans son rapport du 2 juillet 2008, la Commission juridique a retenu une «répartition indicative de ces effectifs supplémentaires...». Par ailleurs, la Commission a retenu que «le tableau n'est présenté qu'à titre indicatif et ne saurait nullement être considéré comme définitif et figé...».

Ledit rapport fixe l'effectif légal alors que l'effectif réel du personnel en activité de service diffère de l'effectif légalement autorisé. Cette différence s'explique, d'une part, par les échecs et/ou abandons au cours de la formation d'une ou de deux années (selon les carrières), d'autre part, par les départs à la retraite, les congés parentaux, les temps partiels, etc. (Actuellement 130 personnes.)

En annexe, le tableau de l'évolution du cadre policier du 1er octobre 2008 au 1er octobre 2014 (l'engagement des inspecteurs a lieu à cette date).

Il importe ici de souligner que les personnels en mission à l'étranger, en congé sans traitement de plus de deux ans, ainsi que les personnels suspendus sont tous affectés à la Direction générale (au total 17 fonctionnaires).

Évolution du cadre policier de 2008 à 2014

Services/Directions	01.10.08	01.10.14	Évolution	
	Aff.	Aff.	Nbre	%
Affectations à l'étranger	2	2	0	0,00
Circonscription régionale de Capellen	67	75	8	11,94
Circonscription régionale de Diekirch	129	143	14	10,85
Circonscription régionale de Grevenmacher	121	137	16	13,22
Circonscription régionale de Luxembourg	273	302	29	10,62
Circonscription régionale de Mersch	83	89	6	7,23
Circonscription régionale d'Esch-sur-Alzette	244	289	45	18,44
Détachements par ordre du Gouvernement	32	33	1	3,13
Direction générale*	144	189	45	31,25
DG	17	39		
SG	14	15		
DI	47	32		
DOP	28	40		
DBE	18	29		
DRH	17	28		
DOME	3	6		
	144	189		
École de Police	29	29	0	0,00
Inspection générale de la Police	10	13	3	30,00
Service de police judiciaire	133	147	14	10,53
Unité Centrale de Police à l'Aéroport	49	58	9	18,37
Unité Centrale de Police de la Route	33	48	15	45,45
Unité de Garde et de Réserve Mobile	158	172	14	8,86
Unité Spéciale de la Police	53	60	7	13,21
Total:	1.560	1.786	226	14,49

Question 1354 (07.08.2015) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant les **conventions contre la double imposition en matière successorale:**

Face aux prix de l'immobilier devenus inabordables, de plus en plus de Luxembourgeois s'établissent hors des frontières de notre pays. Ce faisant ils deviennent en règle générale résidents fiscaux de ces pays, ce qui peut avoir des effets néfastes notamment lorsqu'ils touchent des biens d'une succession.

Alors qu'à ma connaissance, le Luxembourg n'a pas encore conclu de conventions contre la double imposition en matière successorale, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances a-t-il connaissance de situations de double imposition auxquelles sont exposées des Luxembourgeois établis à l'étranger et bénéficiaires d'une succession ouverte au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre pour éviter que ces personnes soient imposées à deux reprises?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il la conclusion de conventions contre la double imposition en matière successorale du moins avec nos pays voisins?

Réponse (08.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En général, la perception de droits de succession par les États se fait sur base de critères de compétence liés au domicile ou à la résidence du défunt respectivement à la localisation de biens (notamment immeubles) dépendant de la succession: par contre, le lieu de résidence des héritiers respectivement des légataires n'importe que peu. En conséquence, le risque d'une double imposition en matière de droits de succession se pose surtout en fonction de ces deux critères indépendamment du lieu d'établissement de l'héritier respectivement du légataire. Donc le fait pour un héritier ou légataire luxembourgeois d'être établi à l'étranger est généralement sans importance.

Les dispositions fiscales luxembourgeoises en matière de droits de succession respectivement de mutation par décès ne sont applicables que:

- si le défunt était un habitant du Grand-Duché au moment du décès;

- si des immeubles sont localisés au Luxembourg en cas d'un non-habitant.

Récemment la Commission européenne a publié une étude visant à éliminer les obstacles fiscaux en matière successorale au niveau de l'Union européenne. Cette étude a notamment abouti en 2011 à des recommandations aux différents États membres visant à adapter leurs dispositions nationales respectives en matière de droits de succession afin de minimiser le risque de double imposition en cas de successions transfrontalières.

L'analyse subséquente des dispositions luxembourgeoises applicables en cette matière a permis de mettre en évidence leur quasi-conformité avec ces recommandations. En conséquence, le risque de double imposition en matière de droits de succession résultant de la législation luxembourgeoise en cette matière n'est que marginal. Ce constat se trouve confirmé par le nombre faible de cas de double imposition en matière de droits de succession.

Le risque d'une double imposition néanmoins existe en raison de l'existence de critères de compétence - autres que ceux exposés ci-avant - de certains États en matière de droits de succession: en effet, de tels critères permettent d'établir la compétence fiscale d'un État dont le lien avec la succession n'est que très faible. Il est vrai que de tels critères risquent d'aller à l'encontre des recommandations précitées de la Commission européenne. En vue de prévenir le risque de double imposition en matière successorale, l'opportunité de conclure des conventions est sous étude.

Question 1355 (07.08.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **informations statistiques récentes du Statec**:

Dans un récent communiqué de presse (n°28-2015), le Statec a publié une première estimation du PIB en volume pour l'année 2014 dans son ensemble et pour le premier trimestre 2015. Bien que l'évolution du PIB en volume connaisse de manière globale une augmentation au premier trimestre 2015 par rapport à l'année 2014, certains secteurs affichent cependant un recul. Selon l'approche «production», le Statec prévoit en effet une perte de 3,7% de la valeur ajoutée des activités financières et d'assurance par rapport au trimestre précédent, ainsi qu'une baisse de 2,9% pour le secteur de la construction et de 1,8% pour les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre connaît-il les raisons qui expliquent la baisse du PIB en volume dans les secteurs susmentionnés?

- Dans l'affirmative, quels moyens Monsieur le Ministre suggère-t-il d'envisager afin d'inverser cette tendance?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à relancer le programme «Luxembourg, Pôle de com-

merce de la Grande Région» (POC), créé en 2006 et visant à développer, promouvoir et professionnaliser le commerce luxembourgeois?

Réponse (21.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les performances décevantes relevées au 1er trimestre 2015 dans les branches qui font l'objet de cette question parlementaire ne constituent pas vraiment une surprise: En effet, le Statec avait notamment mentionné dans son Conjoncture Flash d'avril 2015 «Des vagues mais pas de tempête» que le profil du PIB au croisement de 2014 et 2015 serait probablement chahuté sous l'effet principalement du relèvement de la TVA. Or, ce phénomène ne révèle pas, dans son ensemble, de signaux particulièrement inquiétants du point de vue conjoncturel.

En effet, la hausse de la TVA au 1er janvier 2015 a favorisé certaines dépenses à la fin de 2014 pour pouvoir bénéficier d'un taux de TVA plus faible, ce qui les a entraînées à la baisse au début de l'année en cours. Dans cette optique, il est normal qu'un certain contrecoup affecte l'activité sur le trimestre suivant, en l'occurrence le 1er trimestre 2015. Ceci vaut surtout pour les activités de service que sont le commerce, les transports, l'hébergement ainsi que la restauration.

Et il en va de même pour le secteur de la construction qui a souffert en plus de conditions climatiques plutôt défavorables au début de 2015. Néanmoins, il semble que ces éléments conjugués n'en font qu'un problème temporaire vu que la confiance des entrepreneurs de la construction demeure à un niveau historiquement élevé jusqu'en juillet 2015 et les prix de vente des bâtiments - logements ou autres - continuent à progresser à un rythme élevé (ce qui témoigne d'une forte demande par rapport à l'offre).

Pour les activités financières et d'assurance, le recul de 3,7% sur un trimestre de la valeur ajoutée doit s'apprécier à l'aune de l'extraordinaire progression enregistrée au cours des deux trimestres précédents (+6,0% et +5,7% aux 3e et 4e trimestres 2014), la plus forte jamais réalisée sur deux trimestres consécutifs depuis 2000, et qui résulte du redressement de la valeur ajoutée dans les activités d'intermédiation financières (à savoir principalement les banques).

Il faut par ailleurs préciser que le Statec a assorti la publication des chiffres (cf. communiqué de presse n°28-2015 du 16 juillet 2015) d'un avertissement évoquant des difficultés techniques dans l'allocation et la comptabilisation de certaines données relatives au secteur financier. Ainsi, le Statec, même s'il ne remet pas en cause la tendance de fond d'une amélioration conjoncturelle dans les activités financières (cf. Conjoncture Flash de juillet 2015), invite les utilisateurs à une certaine prudence dans l'interprétation des données de valeur ajoutée correspondantes, qu'il estime «entourées d'une marge d'incertitude plus importante qu'à l'accoutumée».

Il convient donc de noter qu'au-delà des phénomènes de très court terme et de la baisse enregistrée dans plusieurs branches d'activité au 1er trimestre 2015 (une baisse qui vient d'ailleurs souvent «corriger» une hausse à caractère exceptionnel sur la fin de 2014), la tendance conjoncturelle de fond demeure bien orientée pour la plupart des branches d'activité et conforme à une croissance économique encore relativement soutenue en 2015.

En ce qui concerne le programme «Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région» (POC), l'honorable Députée n'est pas sans savoir que celui-ci avait été créé et lancé en 2006 pour une durée initiale de deux ans, budgétisé à 5 millions d'euros pour les deux exercices. Passées ces deux années, le budget alloué à cette initiative a constamment été revu à la baisse. Nonobstant, le Gouvernement attache beaucoup d'importance à un secteur du commerce compétitif et créateur d'emploi. Dans ce contexte, des discussions avec les milieux professionnels concernés sont en cours en vue de mettre en place des mesures de soutien et de support au commerce luxembourgeois.

Question 1359 (10.08.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **rhinotrachéite infectieuse bovine**:

La rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) est une maladie infectieuse extrêmement contagieuse causée par l'herpès virus bovin de type 1 (BHV-1). Ces dernières années, les autorités concernées dans d'autres pays de l'Union européenne, comme par exemple en Belgique et en Allemagne, ont mis en place des programmes afin de combattre ce virus qui peut gravement nuire aux bovins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis que la lutte efficace contre ce type de virus est indispensable afin de protéger la population bovine?

2. Dans l'affirmative, quelles mesures estime-t-il prendre face à cette situation? Est-ce qu'un programme national obligatoire figure parmi les pistes à exploiter? Des pratiques de vaccinations sont-elles efficaces contre le virus BHV-1?

Réponse (17.09.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

1. La rhinotrachéite infectieuse bovine est une maladie très contagieuse dont l'expression clinique a heureusement évolué vers une forme affaiblie, ce qui fait que l'infection passe souvent inaperçue. Une lutte efficace contre cette infection assure en effet non seulement une protection sanitaire de notre cheptel bovin mais entraîne également et surtout une amélioration du statut sanitaire et par cela une augmentation de la valeur économique de notre cheptel.

2. C'est pour cette raison que, depuis plusieurs décennies, le Ministère de l'Agriculture soutient un programme de lutte volontaire contre l'IBR aussi bien sur le plan logistique que sur le plan financier. Un programme national de lutte obligatoire permet non seulement de limiter le nombre de réinfections mais est également une obligation indispensable afin d'obtenir un statut sanitaire communautaire qui valorise davantage la filière bovine. La demande soutenue de la part du secteur agricole en vue de l'obtention d'un tel statut a amené le Ministère de l'Agriculture à charger l'Administration des Services Vétérinaires de l'élaboration d'un tel programme national de lutte obligatoire.

Les expériences vécues par les pays ayant déjà mis en place un tel programme montrent que 10 à 20 ans seront nécessaires pour arriver à terme de l'objectif, ce qui va engendrer un certain coût à partager entre le secteur et l'État. La durée du programme étant inversement proportionnelle au degré de rigueur du secteur, ce dernier doit être convaincu d'un tel programme et y participer pleinement afin d'obtenir l'éradication de la maladie dans un délai raisonnable.

La vaccination est une mesure complémentaire et transitoire qui permet au début du programme de protéger un troupeau donné contre une infection éventuelle et de diminuer le risque de contamination à partir d'un troupeau infecté. L'interdiction de la vaccination est cependant obligatoire afin d'obtenir le statut sanitaire communautaire final.

Question 1360 (10.08.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **différents types de préretraite**:

Dans ses rapports d'activité, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire dresse chaque année un état actualisé des entreprises ayant recours aux différents types de préretraite (préretraite solidarité, préretraite ajustement et préretraite progressive). Il ne ressort toutefois pas de ces statistiques combien de femmes ou d'hommes ont profité de ces régimes. Le Gouvernement n'a pas non plus fourni ces données dans le cadre de la réforme projetée de ces différentes formes de préretraite.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'hommes et de femmes ayant bénéficié des différents régimes de préretraite par année depuis 2009?

- Combien de salariés (m/f) pourraient notamment bénéficier, d'après les prévisions de Monsieur le Ministre, de l'ouverture aux salariés à temps partiel de la préretraite progressive? Qu'en est-il du régime modifié de la préretraite ajustement?

Réponse (16.09.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

La question parlementaire porte sur trois rubriques:

La première porte sur la répartition hommes/femmes partis en préretraite depuis 2009 à 2014.

De manière globale le tableau ci-après renseigne sur le nombre de départs en préretraite de 2009 à 2014:

Départs en préretraite 2009-2014			
Année	Départs en préretraite	dont hommes	dont femmes
2009	552	491	61
2010	565	467	98
2011	569	465	104
2012	522	422	100
2013	566	452	114
2014	547	437	110

Année	Stock de salariés en préretraite au 31.12.	dont hommes	dont femmes
2009	1.323	1.176	147
2010	1.372	1.188	184
2011	1.402	1.168	234
2012	1.323	1.072	251
2013	1.318	1.043	275
2014	1.245	994	251

Au cours des années 2012 à 2014, les départs en préretraite se sont répartis comme suit sur les différents modèles de préretraite:

	Ajustement	Solidarité	Travail posté	Progressive	Total
2012	193	148	180	1	522
dont femmes	29	60	11	0	100
2013	210	173	181	2	566
dont femmes	20	74	20	0	114
2014	268	124	151	4	547
dont femmes	26	65	17	0	108

Il résulte de ces tableaux que les hommes sont largement majoritaires par rapport aux femmes.

En ce qui concerne la deuxième rubrique qui porte sur l'ouverture de la préretraite progressive à ceux qui travaillent à mi-temps, il y a lieu d'indiquer que l'article L.1223-6 du Code de Travail garantit en principe les mêmes droits à ceux qui travaillent à temps partiel qu'à ceux qui travaillent temps complet. À l'heure actuelle il est impossible de produire des données fiables permettant de faire des projections sur les chiffres hommes/femmes qui pourraient à l'avenir bénéficier de l'ouverture du régime de la préretraite progressive à ceux qui travaillent à temps partiel. L'application fait surgir différentes inconnues impossibles de connaître à l'avance.

Quant à la troisième rubrique qui porte sur le régime modifié de la préretraite ajustement, sans autre précision, il y a lieu de supposer que ceci porte également sur le nombre de bénéficiaires pouvant prétendre à la préretraite ajustement. Comme indiqué sub rubrique 2 il est hasardeux d'avancer des chiffres alors que différents facteurs restent inconnus.

Question 1361 (11.08.2015) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **guêpes:**

Cette année, les guêpes sont beaucoup plus nombreuses que d'habitude. La raison principale de cette prolifération est le printemps chaud et sec. Les mois secs d'avril et de mai ont offert aux insectes l'occasion de construire plus de nids. Durant l'été, il y a dès lors plus d'insectes. Cette multiplication des guêpes cause des problèmes auprès des citoyens, surtout ceux ayant des allergies, des commerçants et des restaurateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Sachant qu'il y a différentes façons d'éloigner les guêpes sans leur faire de mal, il se pose néanmoins la question si on est autorisé à tuer les guêpes?

- Les sapeurs-pompiers sont cette année particulièrement sollicités afin d'enlever des nids de guêpes. Madame la Ministre peut-elle énoncer la meilleure façon de se débarrasser des nids de guêpes? Les sapeurs-pompiers sont-ils obligés de les enlever ou y a-t-il des alternatives? Le service des sapeurs-pompiers doit-il être facturé au demandeur?

Réponse (05.10.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Tout d'abord il faut préciser qu'il existe au Luxembourg environ 500 espèces de guêpes, dont seulement deux sont connues pour embêter les gens lors d'activités en plein air. Ces deux espèces ne figurent pas parmi les espèces partiellement ou intégralement protégées au Luxembourg. Il n'est donc pas interdit de tuer des individus ou d'enlever des nids de guêpes qui sont particulièrement gênantes, voire dangereuses à cause de leur proximité aux habitations ou activités humaines.

Toutefois, l'article 27 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles précise que sont interdites la mutilation et la destruction abusive et non justifiée d'animaux sauvages non protégés. La destruction de nids de guêpes ne causant pas d'ennuis particuliers serait donc à éviter.

Vu le comportement agressif des guêpes il est à conseiller de d'avoir recours à des experts tels que des experts de désinsectisation ou les sapeurs-pompiers afin d'éviter de se faire attaquer par les guêpes protégeant leur nid.

Vu que le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ne peut s'exprimer sur le rôle des sapeurs-pompiers dans l'enlèvement de nids de guêpes, je propose de transmettre la question parlementaire en question au ministre compétent en la matière.

Question 1363 (11.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **transfert des quartiers généraux d'Altice aux Pays-Bas**:

Altice N.V. annonce aujourd'hui via communiqué la finalisation de la fusion transfrontalière d'Altice et d'Altice SA. Et de continuer: «As a result of the Merger, Altice has transferred its headquarters from Luxembourg to Amsterdam.»

Alors que le Gouvernement a déclaré dans son programme gouvernemental de 2013 vouloir attirer au Luxembourg les quartiers généraux

de groupes internationaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles ont été les raisons ayant poussé le groupe Altice à transférer ses activités de quartiers généraux aux Pays-Bas? L'évolution peu prévisible des paramètres fiscaux au niveau européen, de l'OCDE et donc au Luxembourg a-t-elle joué un rôle dans cette prise de décision? Qu'en est-il de l'impact de la nouvelle directive «sociétés mères-filiales» et de l'introduction de la clause générale antiabus dans l'arsenal législatif européen et luxembourgeois?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que ce transfert n'est que le début d'une série de «délocalisations» en ce qui concerne les «holdings» implantés au Luxembourg?

- Ce transfert n'est-il par ailleurs pas de mauvais augure pour le secteur des TIC?

Réponse commune (10.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

Les documents liés à la fusion transfrontalière entre New Athena B.V. / Altice N.V. (Pays-Bas) et Altice SA (Luxembourg), publiquement disponibles sur le site Internet du groupe (www.altice.net), indiquent que l'opération est motivée par la volonté d'améliorer l'efficacité et notamment de réduire les coûts liés à la cotation des titres du groupe à la bourse Euronext d'Amsterdam, qui seraient moindre pour une société de droit néerlandais que pour une société d'un pays tiers (voir «Explanatory notes to cross-border merger proposal», pp. 4-5, notamment §3.2.). Les autres entités du groupe établies à Luxembourg ne sont pas impactées.

Partant, rien ne permet de confirmer les spéculations quant à d'éventuels facteurs liés au cadre juridique et fiscal luxembourgeois susceptibles d'avoir pu mener à la décision du groupe de réorganiser sa structure de cette manière.

Au-delà du présent cas d'espèce, il est toutefois vraisemblable que les évolutions au niveau de la fiscalité des multinationales impliquent, à moyen terme, des mouvements de concentration de substance au sein des groupes internationaux, dont certains se feront en faveur d'une présence déjà existante ou à créer au Luxembourg, alors que d'autres bénéficieront d'avantage à des pays tiers.

Conscient de cette situation, le Gouvernement poursuit sa stratégie de modernisation du pays et de ses infrastructures, de diversification de l'économie et de l'amélioration de sa compétitivité, ainsi que de renforcement de la promotion du Luxembourg comme plateforme idéale pour développer le marché européen.

Question 1364 (11.08.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **recrutement du personnel policier:**

D'après nos informations, un avant-projet de règlement grand-ducal aurait été élaboré par Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure afin de modifier le régime de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier en exécution de la mesure 82 du «Zukunftspak», qui prévoit la limitation à un an au lieu de deux ans le casernement à l'École de Police. Actuellement, en effet, les volontaires de police suivent leur cycle de formation de 24 mois à l'École de Police. Leur contrat stipule de ce fait que le volontaire de police bénéficie de la libre prestation de nourriture et d'un habillement et d'un équipement professionnels gratuits.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la représentation du personnel concernée, i. e. le SNPGL, a été saisie desdites modifications, dès le stade de leur élaboration, afin de s'y prononcer? Dans l'affirmative, cette saisine s'est-elle faite à l'initiative de Monsieur le Ministre? À défaut, quelles sont les raisons ayant amené le Ministre à ne pas se tenir à la lettre de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette manière de procéder porte directement atteinte aux droits du SNPGL?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (CHFEP) au sujet dudit projet de règlement a été demandé et si tel est le cas, Monsieur le Ministre a-t-il laissé suffisamment de temps à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics pour aviser ledit projet?

- Le Gouvernement entend-il saisir le Conseil d'État pour avis? À considérer que le Conseil d'État ait déjà été saisi, quel délai lui a été imparti pour subvenir à la demande du Gouvernement? À considérer que le Conseil d'État ne soit pas saisi, le Gouvernement entend-il invoquer l'urgence? Comment le Gouvernement justifie-t-il cette urgence?

- Du fait de la limitation du casernement à une année, les volontaires de police n'auront, d'après mes informations, plus droit à la libre prestation de nourriture pendant la deuxième année. Il se trouve toutefois que, vu les horaires restreints, les volontaires de police de deuxième année seront de facto obligés à prendre leurs repas à l'École de Police.

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette limitation à la libre prestation de nourriture soit justifiée, alors que les volontaires de police se voient pour ainsi dire forcés à prendre leur repas à l'École de Police? Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les volontaires de police auront accès à des lieux de stockage de leur habillement et équipement professionnels?

- Quel sort Monsieur le Ministre entend-il réserver aux contrats en cours?

Réponse (08.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le règlement grand-ducal du 25 août 2015 modifie le règlement grand-ducal modifié du 27 avril 2007 déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier. La limitation de l'obligation de prendre logement à l'École de Police à la première année de formation est en discussion depuis des années et a déjà été évoquée lors de réunions de gestion de personnel respectivement dans le cadre d'un groupe de travail «École de Police» au courant de 2011.

Lors de ces réunions, le SNPGL avait déjà marqué son accord quant à cette mesure.

Par ailleurs, lors d'une réunion de travail avec le SNPGL le 24 février 2015 qui avait pour objet les mesures du «Budget nouvelle génération» concernant la police, le SNPGL avait demandé et obtenu par courrier électronique du 26 février 2015, un relevé des propositions d'économies que j'entendais soumettre au Gouvernement. Parmi ces mesures figurait la limitation du casernement et la libre prestation de nourriture.

L'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a été demandé conformément à la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création des chambres professionnelles à base élective.

Comme le Gouvernement en Conseil a évoqué l'urgence, la demande d'avis du Conseil d'État n'est légalement pas prévue.

Les volontaires de police de deuxième année paieront entre 7,40 et 8,40 euros pour un repas de midi. Par ailleurs toucheront-ils l'allocation de repas de la fonction publique. Un avenant sera apporté à l'article 3 du contrat d'admission au volontariat de police.

Question 1366 (12.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **collaboration plus étroite entre la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers**:

D'après la radio 100,7, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers envisageraient la création d'une Haute école de l'économie complémentaire à l'Université du Luxembourg. L'idée serait de viser dans une première phase le niveau bachelor. En ce qui concerne la formation continue, il semblerait que les deux acteurs pourraient également se côtoyer sur l'un ou l'autre projet. Les deux Chambres réfléchissent par ailleurs à la mise en place d'un guichet unique à l'attention des entreprises.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Alors que les deux Chambres professionnelles semblent étroitement collaborer dans le domaine de la formation qualifiante sans ressentir le besoin de fusionner, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la fusion des deux Chambres n'est plus d'actualité?

Réponse (10.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

C'est dans une optique de modernisation de l'État et de ses auxiliaires ainsi que d'une plus grande efficacité et proximité avec les administrés et les entreprises que j'avais évoqué dans mon allocution à la Chambre des Métiers en janvier 2014 l'éventualité de la création d'une nouvelle entité unique qui regroupe Chambre de Commerce et Chambre des Métiers.

En effet, je ne souhaitais pas imposer une «fusion» contre la volonté des parties, mais je voulais envisager toutes les pistes sans a priori, dans l'intérêt des institutions et de leurs ressortissants, mais aussi, in fine, dans celui de l'économie nationale.

Dans ce contexte, nous avons consulté au préalable les parties concernées et les représentants des deux Chambres se sont rencontrés à d'itératives reprises pour envisager les divers scénarios possibles, allant de synergies et de coopérations nouvelles ou renforcées jusqu'à la création d'une nouvelle chambre unique représentant tous leurs ressortissants.

D'un commun accord, les deux Chambres avaient dans ce contexte mandaté un expert étranger afin d'étudier ces divers scénarios de manière approfondie et impartiale.

Cette expertise est arrivée à la conclusion qu'en raison des spécificités des deux Chambres actuelles quant à leur structure et leur mode de fonctionnement, il ne serait pas judicieux de forcer la création d'une chambre unique considérée comme la voie la plus judicieuse en absolu. Ainsi, elle s'est attachée à dégager, dans un premier temps, les synergies possibles et à proposer des pistes de coopération plus poussées entre les deux acteurs. Parmi ces mesures figurent celles mentionnées par l'honorable Député dans sa question.

J'ai néanmoins demandé aux Chambres de poursuivre cet exercice sur base, notamment, des travaux de l'expert afin d'établir un catalogue précis et concret de domaines et de mesures permettant entre autres d'améliorer leur visibilité, d'augmenter leur efficacité, d'améliorer leur offre de formation, leur soutien et leur assistance aux entreprises et aux investisseurs.

Question 1367 (12.08.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **naturalisations**:

L'article 8 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise stipule que la naturalisation peut être conférée, dans des circonstances exceptionnelles, à l'étranger majeur qui rend ou a rendu des services signalés à l'État. La naturalisation peut encore, en l'absence d'une demande, être proposée par le Gouvernement.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre de naturalisations qui ont ou auraient été conférées à des étrangers en appliquant l'article 8 de ladite loi?

- Depuis le cas «Girardelli», combien de fois les gouvernements successifs ont ou auraient-ils pris une pareille décision?

- Quelles ont ou auraient été les motivations ayant légitimé une telle décision?

Réponse (14.09.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

La loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit, en ses articles 8 et 9, une procédure spéciale de naturalisation: Lorsque les conditions légales de la naturalisation ne sont pas remplies, «la naturalisation peut être conférée, dans des circonstances exceptionnelles, à l'étranger majeur qui rendu ou a rendu des services signalés à l'État». En l'absence d'une demande, le Gouvernement peut proposer la naturalisation. La demande introduite par un citoyen et la proposition émanant du Gouvernement «est soumise à la Chambre des Députés, qui décide si elle adopte ou n'adopte pas la demande ou la proposition».

Sous l'empire de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, en vigueur depuis le 1er janvier 2009, la procédure spéciale de naturalisation a été appliquée une seule fois jusqu'à ce jour. Par la loi du 10 octobre 2012, la Chambre des Députés a accordé la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (Mémorial A - n°221 du 15 octobre 2012). Cette naturalisation a été proposée par le Gouvernement alors que, comme l'a noté le Conseil d'État (document parlementaire n°6474/1), «la future épouse du Grand-Duc Héritier Guillaume s'identifiera davantage et avec son futur rôle d'épouse du Chef de l'État, et avec le peuple luxembourgeois en entier, grâce à la nationalité luxembourgeoise».

L'honorable Député a évoqué le dossier de Monsieur Marc Girardelli, dont la naturalisation a été accordée par une loi du 7 septembre 1987 ayant sorti ses effets le 21 octobre 1987. La naturalisation a été sollicitée par l'intéressé par une demande du 22 janvier 1985 sur base de l'article 6 de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise (telle que modifiée par la loi du 26 juin 1975), dont le dernier alinéa permet l'attribution de la naturalisation «sans condition de résidence, à l'étranger qui a rendu des services signalés à l'État». Dans le cas d'espèce, la qualité de sportif de haut niveau ayant remporté de nombreuses compétitions internationales de ski alpin pour le Grand-Duché a motivé la naturalisation.

À noter qu'un régime spécial de naturalisation se trouvait inscrit dans la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la loi du 9 mars 1940 sur l'indigénat luxembourgeoise et la loi du 14 avril 1934 sur l'indigénat luxembourgeois en vue de permettre à la Chambre des Députés de conférer à un étranger qui ne remplit pas toutes les conditions légales d'accorder la naturalisation, dans des circonstances exceptionnelles, pour services signalés à l'État. Toutefois, le Gouvernement ne dispose pas de statistiques quant au nombre total de personnes ayant bénéficié du dispositif spécial de naturalisation sous l'empire des législations anciennes sur la nationalité luxembourgeoise.

Question 1369 (12.08.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **baisse de l'indemnité kilométrique**:

D'après un article paru sur rtl.lu, le Gouvernement s'apprêterait à baisser l'indemnité kilométrique pour fonctionnaires et employés de l'État de 40 à 30 centimes d'euros. Alors que cette annonce a provoqué un tollé au niveau de la CGFP, elle pourrait avoir des répercussions sur le secteur privé. La circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°104/1 du 20 novembre 2014 ayant pour objet l'évaluation de certains avantages accordés par l'employeur à ses salariés prévoit ainsi que:

«Si le salarié utilise sa voiture privée pour les déplacements professionnels dans l'intérêt de son employeur, ce dernier est en droit de procéder au remboursement des frais de route afférents d'après les tarifs prévus par le règlement grand-ducal du 18 janvier 2006 portant fixation de l'indemnité kilométrique des fonctionnaires et employés de l'État pour les voitures utilisées pour voyages de service (Mém. A 2006, n°11, p. 219).»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la circulaire précitée sera adaptée pour tenir compte de la diminution de l'indemnité kilométrique dans le secteur public?

- Dans la négative, la différence entre 0,40 € et 0,30 € par kilomètre, i. e. 10 centimes d'euros, sera-t-elle considérée comme avantage en nature soumis à la retenue d'impôts sur le revenu? Quel est le supplément en termes de recettes fiscales que cette mesure engendrera pour l'État?

- Est-il exact que le Gouvernement envisage de faire bénéficier les conjoints ou partenaires accompagnant les ministres lors de voyages de service des mêmes frais de route et de séjour accordés aux membres du Gouvernement?

Réponse (17.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

Suite à l'abrogation du règlement grand-ducal du 18 janvier 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 28 juillet 2000 portant fixation de l'indemnité kilométrique pour les voitures utilisées pour voyages de service (fixant l'indemnité kilométrique à 0,40 euros avec effet à partir du 1er février 2006) par

- le règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État (Mém. A n°134 du 17 juillet 2015, p. 2880)

- et par le règlement du Gouvernement en Conseil du 19 juin 2015 portant fixation de l'indemnité kilométrique pour les voitures utilisées pour voyages de service à 0,30 euros/kilomètre avec effet à partir du 1er août 2015 (Mém. A n°134 du 17 juillet 2015, p. 2885),

une adaptation de la circulaire L.I.R. n°104/1 du 10 mars 2015 relative à l'évaluation de certains avantages accordés par l'employeur à ses salariés est devenue nécessaire.

L'article 115, n°3 L.I.R et le règlement grand-ducal du 3 décembre 1969 portant exécution dudit article de la loi prévoient une exemption fiscale si le salarié reçoit une indemnité (distincte de sa rémunération ordinaire) en raison

de frais d'obtention qui lui incombent dans le cadre de l'exercice de son activité salariée. Tel est par exemple le cas si le salarié utilise sa voiture privée pour des déplacements dans l'intérêt de son employeur et qu'il se fait rembourser à ce titre par son employeur.

Le règlement précité vise tous les salariés (à l'exception des fonctionnaires et agents de l'État qui, eux, sont visés par l'article 115, n°2 L.I.R) et se réfère directement à l'indemnité du fonctionnaire comparable qui bénéficierait de l'indemnité en cause.

L'article 3 dudit règlement stipule: «(1) Les indemnités pour frais de route et de séjour sont exemptées si elles ne dépassent pas celles des fonctionnaires comparables. (...)» La législation fiscale fait donc la comparaison entre les indemnités kilométriques versées pour voyages de service des fonctionnaires ou employés de l'État et celles versées dans le secteur privé pour n'en exempter que la partie qui ne dépasse pas celle du fonctionnaire comparable.

Le corollaire des textes en vigueur est qu'à partir du 1er août 2015, la partie d'une indemnité kilométrique dépassant le montant de 0,30 euros/kilomètre est imposable au tarif normal en vertu des articles 95 et 104 L.I.R. En vertu de l'article 136 (4) L.I.R. l'employeur est personnellement responsable de la retenue à effectuer.

La nouvelle circulaire L.I.R. n°104/1 est datée au 1er septembre 2015 et remplace avec effet immédiat la circulaire L.I.R. n°104/1 du 10 mars 2015. Une copie de la nouvelle circulaire est annexée à la présente.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1370 (12.08.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées, dans les maisons de soins et auprès des prestataires de services de soins à domicile**:

Les soins fournis par les centres intégrés pour personnes âgées, les maisons de soins et les prestataires de services de soins à domicile sont en règle générale d'une très haute qualité et les personnes reçoivent les meilleurs soins possibles.

Cependant, selon des informations révélées par l'association Patiente Vertriedung et les médias, il a été porté à ma connaissance qu'il y a apparemment des médecins disposant de relations étroites avec un centre ou une maison de soins dans ce sens qu'ils y passent régulièrement et rendent visite à tous les patients qui ne disposent dès lors pratiquement plus du libre choix de leur médecin.

En plus, selon les mêmes informations révélées, il y a apparemment des médecins qui ne facturent pas uniquement chaque visite individuelle auprès de chaque patient desdits centres et maisons, même s'il ne s'agit pas d'une réelle consultation ou d'un soin presté en deux minutes pour lequel devrait être théoriquement prévue une durée de 20 minutes, mais de surcroît le trajet de déplacement pour chaque patient du même centre ou maison, ce qui n'est manifestement pas justifié et va bien évidemment au détriment des patients et des caisses de maladie qui paient pour une prestation qui n'est pas fournie.

Finalement, une autre problématique révélée par l'association Patiente Vertriedung et les médias concerne l'absence de contrôle dans les faits auprès des services de soins à domicile ainsi que les centres et maisons prédits et l'inexistence de vérification de la qualité des prestations fournies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de contrôles ont été effectués annuellement auprès des différents établissements et prestataires de services au Luxembourg pendant les cinq dernières années? De quelle manière ces contrôles ont-ils été organisés?

2. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des abus de facturation décrits? Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir face à ces abus?

Réponse (11.09.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale*:

Ad 1. La cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance (CEO) assure des contrôles dans les établissements d'aides et de soins ainsi que dans les lieux de prise en charge où interviennent les réseaux d'aides et de soins. Ces contrôles visent à s'assurer de la qualité des prestations fournies à la personne dépendante, mais aussi à contrôler, notamment au vu de la documentation des soins, l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les besoins de la personne dépendante.

Les contrôles sont réalisés à l'heure actuelle de façon ad hoc, suite à des problèmes signalés par des bénéficiaires ou leurs proches. Au cours des dernières années, la CEO a enregistré en moyenne 60 plaintes par an et procédé à une visite sur site pour la majorité d'entre elles. Toute visite de la CEO dans le cadre d'un contrôle est annoncée à l'avance. Afin d'accomplir sa mission de contrôle, la CEO doit avoir accès à la documentation de soins et s'échange avec un responsable de soins/de service ou un soignant ayant une bonne connaissance du bénéficiaire d'aides et de soins. À cela s'ajoute, en général, un entretien avec ce bénéficiaire et/ou un de ses proches.

Il est à noter que chaque déplacement d'un professionnel de la CEO auprès d'un bénéficiaire représente un moyen d'évaluer l'état de la prise en charge et des prestations réalisées auprès de la personne dépendante par le prestataire ou son entourage. À domicile, toute intervention des professionnels de la CEO permet d'évaluer également la façon dont les aides et soins sont partagés et réalisés par le prestataire et l'aidant informel.

Une présence accrue des professionnels de la CEO permet d'effectuer de façon régulière et systématique des révisions des prestations afin de garantir une mise à jour régulière des informations concernant les personnes dépendantes. C'est également un moyen de vérifier l'adéquation du plan de prise en charge avec les besoins des bénéficiaires et de s'assurer des conditions de sa mise en œuvre.

Ad 2. En ce qui concerne le volet des abus de facturation de la part des médecins, il convient de constater que les faits décrits sont connus par le Ministère de la Sécurité sociale et la Caisse Nationale de Santé (CNS).

En vertu de l'article 19 du Code de la sécurité sociale, les assurés ont le libre choix des prestataires et aucune disposition en matière d'assurance maladie ne limite ce droit fondamental des assurés. Le principe du libre choix figure dans les statuts de la CNS (articles 3 à 6), la convention conclue entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes (articles 11 à 15) et le Code de déontologie médicale (article 10).

L'accès des prestataires aux structures hébergeant des personnes âgées et dans les maisons de soins est dans la plupart des établissements de soins organisé au moyen de contrats d'agrément-type formalisant la collaboration entre les médecins et les établissements. Ces contrats ont pour finalité de garantir la continuité des soins et une «bonne collaboration réciproque» entre l'institution et le médecin agréé. Ces contrats d'agrément ne sauraient cependant entraver le respect du libre choix du prestataire ni tenir en échec les dispositions du règlement grand-ducal portant nomenclature des actes et services des médecins et notamment de son article 5 qui prévoit à certains égards le contenu et l'organisation des consultations et des visites.

«Art. 5.- La consultation ou la visite comporte généralement un interrogatoire du malade, un examen clinique et, s'il y a lieu, une prescription thérapeutique. La visite comporte un déplacement du médecin soit au domicile ou lieu de séjour du patient, soit à l'hôpital, à l'exclusion de son propre cabinet médical.

Un entretien téléphonique ne peut donner lieu à une quelconque facturation à charge de la caisse.

Sont considérés comme inclus dans la consultation ou dans la visite les moyens de diagnostic en usage dans la pratique courante (prise de tension artérielle, examen au spéculum, toucher vaginal ou rectal, frottis en dehors de l'interprétation), la prise de sang veineux, les analyses qualitatives des urines (albumine et glucose), les injections intraveineuses, intramusculaires, sous-cutanées et intradermiques, les petits pansements et l'établissement d'un certificat sommaire.

Les consultations et visites ne peuvent être mises en compte que si elles ont été sollicitées par la personne protégée ou par une personne de son entourage.

Le médecin ne peut mettre en compte qu'une seule consultation ou visite par personne et par jour, c'est-à-dire par période de vingt-quatre heures commençant à minuit, à moins qu'il ne justifie que les particularités du cas ont rendu nécessaire plusieurs séances au cours du même jour et que cette justification trouve l'accord du contrôle médical de la sécurité sociale. (...)

Si lors du même déplacement, le médecin examine plusieurs personnes faisant partie de la même communauté domestique ou du même établissement, le tarif de la visite est remplacé par celui de la consultation pour la deuxième personne et les suivantes. (...)»

La fréquence des séances facturées par les médecins dans les structures d'aides et de soins a été discutée pour la première fois en 2006 dans la suite de réclamations parvenues à l'ancienne UCM, réclamations selon lesquelles les membres de famille de patients se plaignaient de la mise en compte de consultations ou visites dans les structures d'aides et de soins, alors que les personnes concernées n'auraient pas vu le médecin.

Afin de vérifier le bien-fondé des allégations ainsi que l'envergure du problème, plusieurs études statistiques ont été réalisées depuis lors. Il s'agissait d'identifier si les plaintes témoignent d'un problème général nécessitant une adaptation du cadre réglementaire ou de comportements déviants individuels.

De manière globale les données laissent à conclure que la fréquence moyenne des séances est en général raisonnable, étant donné qu'elle ne dépasse pas la fréquence des douze consultations ou visites par semestre prises en charge par la CNS en dehors du long séjour gériatrique.

En principe, les statuts de la CNS prévoient une limitation du nombre de consultations et de visites prises en charge par l'assurance maladie. Or, pour les patients en long séjour gériatrique l'article 36 des statuts de la CNS déroge à cette limite.

«Art. 36. (extrait) Sauf autorisation préalable ou justification admise par la caisse sur avis conforme du Contrôle médical, ne sont pas prises en charge (...) plus de douze consultations ou visites du médecin généraliste ou du médecin spécialiste de la même discipline médicale par semestre, à moins qu'il ne s'agisse de consultations ou de visites délivrées en long séjour gériatrique ou en séjour stationnaire hospitalier.»

Pour certaines structures et certains médecins, la fréquence mensuelle est très élevée, ce que la CNS est en train d'analyser plus en détail.

En ce qui concerne la mise en compte des frais de déplacement pour chaque séance, la CNS estime que les frais de déplacement ne peuvent être mis en compte qu'en cas de visite de la personne protégée en son domicile. Si lors du même déplacement le médecin examine plusieurs personnes, ces séances sont qualifiées de consultation tant au regard de la prestation qu'au regard du déplacement.

D'ailleurs, dans le cadre de l'avant-projet de loi sur la gouvernance qui est sur le point d'être finalisé, toutes les institutions de sécurité sociale seront mandatées explicitement de lutter contre les abus et la fraude tant des affiliés que des prestataires, et elles seront renforcées à cet effet au niveau des ressources humaines et au niveau matériel.

Question 1371 (13.08.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **espèces envahissantes:**

L'espèce animale Alopochen aegyptiacus, nommée plus couramment l'Ouette d'Égypte, s'est largement profilée (veuillez lire: proliférée) en Belgique, comme le relate le journal «La Libre Belgique» dans son édition du 1er et 2 août 2015. S'agissant d'une espèce envahissante, elle présente un risque pour la faune régionale et peut également avoir un impact négatif sur l'économie et l'agriculture. Lors de la période de reproduction, l'Ouette d'Égypte développe un comportement territorial très agressif envers les autres oiseaux et menace ainsi la survie de nombreux poussins. Les rassemblements post-reproduction peuvent en outre causer le surpâturage, des dégâts aux rives et des pertes de qualité de plans d'eau.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer la présence de l'Ouette d'Égypte au Grand-Duché?

2. Madame la Ministre est-elle d'avis que cette espèce présente un risque pour la faune locale et par conséquent pour la biodiversité?

3. Selon Madame la Ministre, existe-t-il des moyens pour endiguer, voire arrêter le cas échéant la prolifération de cette espèce?

4. Dans l'affirmative, Madame la Ministre serait-elle disposée à mener une action allant dans ce sens?

5. Est-ce qu'il existe d'autres espèces envahissantes au Grand-Duché qui menacent la faune locale?

Réponse (30.09.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. Après une première observation documentée de 1984, il n'y a d'abord eu que quelques observations sporadiques de l'Ouette d'Égypte au Luxembourg (Alopochen aegyptiacus). Ce n'est que depuis 1998 que les observations de l'espèce sont régulières au Luxembourg. Après plusieurs tentatives de reproduction sans succès, l'espèce se reproduit depuis 2007 à différents endroits au Luxembourg, dont notamment sur les étangs de Remerschen, à Colmar-Berg, au lac d'Echternach et aux étangs de la Cornelysmillen. Depuis, l'espèce a proliféré et l'effectif est actuellement estimé à 20-30 couples nicheurs avec une nette tendance vers la hausse. Des observations allant jusqu'à plusieurs dizaines d'individus (adultes et leur progéniture) ont été documentées hors période d'hibernation. En période d'hibernation, jusqu'à 130 exemplaires ont déjà pu être observés à Remerschen.

Ad 2. Selon Ries et al. 2014, qui ont appliqué le protocole ISEIA (Invasive Species Environmental Impact Assessment), développé par le Forum belge concernant les espèces invasives, l'Ouette d'Égypte (Alopochen aegyptiacus) a un haut potentiel de dispersion, colonise des habitats de haute valeur environnementale, a un potentiel moyen de nuire à des espèces indigènes, mais son potentiel d'altération des processus et structures d'écosystèmes est bas. L'espèce a été classée selon le protocole ISEIA en «B3», ce qui correspond à la «watch list».

Actuellement, il n'a pas pu être démontré clairement qu'au Luxembourg l'espèce nuit à d'autres espèces de la faune locale ou nuit à la biodiversité de façon générale. Cependant, des études menées à l'étranger ont produit des conclusions contraires.

Ad 3. Leur tenue en captivité, commerce et leur mise en liberté sont interdites (Loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature, art. 27 et 30).

Comme le fait pressentir leur classement en «watch list», l'espèce est sous surveillance. L'évolution des effectifs est suivie, aussi bien que son impact potentiel sur la biodiversité.

Une éventuelle «lutte» contre des espèces invasives devrait, le cas échéant, être menée de manière systématique. Dans le cas de l'Ouette d'Égypte, il se peut qu'il soit encore possible d'endiguer la prolifération avec des actions limitées mais coordonnées, et ciblées sur les points les plus sensibles (point de vue biodiversité ou santé humaine). Toujours est-il qu'il s'agit d'une espèce mobile, dont des exemplaires peuvent passer les frontières sans problèmes, et que sans intervention au niveau de la Grande-Région voire au niveau européen, les actions de gestion risquent de devoir être récurrentes. Un règlement de l'UE relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes est paru au journal officiel en 2014, mais la mise en œuvre de ce dernier, tributaire de l'établissement de listes d'espèces considérées comme préoccupantes pour l'Union, est toujours en suspens.

Ad 4. Les dispositions du règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage précisent que «tous les oiseaux vivant à l'état sauvage en Europe à l'exception des oiseaux classés comme gibier et du pigeon domestique retourné à l'état sauvage» sont intégralement protégés. Ceci confère à l'Ouette d'Égypte un statut de protection stricte. Toute action de lutte ou de contrôle des populations de l'Ouette d'Égypte nécessitera une modification préalable dudit règlement. Un avant-projet de règlement grand-ducal dans ce sens est en cours de préparation.

Le cas échéant, des actions de gestion pourraient être menées par des personnes compétentes, suivant des instructions et protocoles précis, dans le respect du bien-être animal.

Ad 5. Nous renvoyons vers l'article publié en 2014 au Bulletin de la SNL, tout en notant qu'il existe aussi des espèces d'invertébrés ainsi que des plantes invasives.

Références:

- Konter A., Lorgé P., 2009. Vorkommen und Brut von Kanada - Branta canadensis (Linné 1758) und Nilgans Alopochen aegyptiacus (Linné 1766) in Luxemburg. Regulus wissenschaftliche Berichte Nr 24: 49-54

- Lorgé P. & Melchior E., 2015. Vögel Luxemburgs. LNVL, 264 S.

- Règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

- Ries G., Pfeiffenschneider M., Engel E., Heidt J.-C. & Lauff M., 2014. Environmental impact assessment and black, watch and alert list classification after the ISEIA Protocol of vertebrates in Luxembourg. Bulletin de la Société des naturalistes luxembourgeois 115:195-201.

Question 1373 (13.08.2015) de **MM. Franz Fayot** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant **certaines pratiques d'agences immobilières:**

Le journaliste Bernard Thomas a rendu attentif dans un article paru le 17 juillet 2015 au «Land» à certaines pratiques d'agences immobilières qui contribuent vraisemblablement, dans certains secteurs du moins, au renchérissement des prix immobiliers dans le pays.

Il s'agit notamment du phénomène d'achat de biens immobiliers dans les ventes aux enchères, avec revente à profit rapprochée. D'après l'article précité, il y aurait régulièrement des ententes entre agents immobiliers pour maintenir les prix aux enchères dans des limites acceptables et afin de maximiser la marge bénéficiaire à la revente, que ce soit après travaux ou même sans faire de travaux du tout. De plus, la législation existante favoriserait la spéculation à court terme, car «un acheteur qui revend en l'espace de deux ans se fait rembourser la quasi-totalité des droits d'enregistrement et de transcription (six pour cent sur 7,2 pour cent)». Comme le mécanisme de l'«insuffisance» ne s'appliquerait pas aux ventes aux enchères, les reventes d'objets acquis aux enchères échapperaient ainsi à tout contrôle au niveau du prix.

Selon l'article, «les fonctionnaires de l'AED rencontrent au moins un cas de house flipping par jour», de sorte que l'impact de ce phénomène n'est probablement pas marginal sur le renchérissement de l'immobilier.

Un autre phénomène qui est facteur de renchérissement considérable des transactions immobilières sont les commissions pratiquées par les agents et intermédiaires immobiliers. Il semblerait que ces commissions soient toujours maintenues à 3%, ce qui serait présenté comme une «usance» par les agents immobiliers (voir l'article «A(r)gent trop cher!» de Laurence Raphaël dans Legimag n°3/2013). Ce taux se réfère à la commission maximale fixée dans un règlement grand-ducal de 1972 entre-temps abrogé.

Au vu de l'état surchauffé du marché immobilier luxembourgeois, cette marge contribue elle aussi au renchérissement de l'immobilier au Luxembourg. Il en résulte aussi que ces marges ont augmenté en parallèle avec l'évolution désastreuse des prix du foncier ces dernières années, à savoir entre 25 et 35% depuis l'année 2007 (observatoire de l'habitat - prix enregistrés des ventes d'appartements).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances envisage-t-il de modifier la législation sur les droits d'enregistrement pour endiguer la pratique du «house flipping» et les bénéfices de spéculation y liés?

- Madame la Ministre du Logement entend-elle légiférer pour revoir à la baisse le plafond fixant la marge maximale que peuvent réclamer les agents immobiliers sur des transactions immobilières?

Réponse commune (22.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Economie:*

Les dispositions permettant à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de requérir en justice une expertise judiciaire sont applicables à toutes mutations de droits réels immobiliers à titre onéreux: en conséquence, l'administration peut toujours demander une expertise si le prix de vente d'un immeuble à la suite d'une vente aux enchères semble inférieur à la valeur vénale de cet immeuble.

Si une expertise est donc possible, l'administration a encore la possibilité de recourir à la procédure amiable de l'insuffisance dont le but est d'éviter la lourde procédure de l'expertise en trouvant un accord avec le contribuable concernant le prix contesté.

Force est donc de constater que le mécanisme de l'insuffisance s'applique également aux ventes aux enchères contrairement aux suppositions émises dans les médias.

Il faut en conclure que l'Administration de l'Enregistrement a tous les moyens à sa disposition pour assurer le contrôle des prix même dans le cadre de telles ventes. En conséquence, une modification de la législation actuelle n'est pas nécessaire.

S'agissant des commissions pratiquées par les agents et intermédiaires immobiliers, les honorables Députés soupçonnent qu'une pratique se soit installée sur le marché de l'immobilier qui consiste à appliquer de manière généralisée un taux de 3%.

Un règlement grand-ducal du 20 janvier 1972 avait fixé le barème des commissions maxima pouvant être facturées par les agents immobiliers à 3%. Il est rappelé que ce règlement grand-ducal n'est plus en vigueur, ce qui a été d'ailleurs très récemment encore confirmée à l'occasion d'un arrêt de la Cour d'appel du 20 mai 2015[1].

La loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence établit la liberté des prix en disposant que les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

Les commissions des agences immobilières peuvent donc être librement négociées entre les parties.

Il est vrai qu'une intervention du Gouvernement pour des raisons de concurrence peut être effectuée dans le cadre de l'article 2 de la loi du 23 octobre 2011, lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure du marché, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives. Des règlements grand-ducaux peuvent alors fixer les prix ou les marges applicables aux biens, produits ou services concernés.

Dans le cas d'un dysfonctionnement conjoncturel du marché dans un ou plusieurs secteurs d'activités déterminés consécutif à une situation de crise, à des circonstances exceptionnelles ou à une situation manifestement anormale du marché, des règlements grand-ducaux peuvent arrêter des mesures temporaires contre les hausses ou les baisses de prix excessives. Ces règlements grand-ducaux précisent la durée de validité des mesures prises qui ne peut excéder six mois.

Une intervention du législateur est par ailleurs possible pour des raisons de politique sectorielle d'après le principe qu'une loi spéciale peut déroger à une loi générale. C'est le cas notamment pour le prix des médicaments ou pour les courses de taxi. La même approche peut dès lors être appliquée au secteur de l'immobilier, le Conseil de la Concurrence entendu en son avis en vertu de l'article 29(2) c. de la loi du 23 octobre 2011.

Ni l'une, ni l'autre intervention n'est envisagée par le Gouvernement dans la mesure où le nombre d'acteurs sur le marché est suffisamment important pour permettre à la libre concurrence de jouer.

Le Ministre de l'Économie tient encore à préciser qu'à la demande de toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime, le Conseil de la Concurrence peut intervenir pour constater d'éventuelles infractions au droit de la concurrence et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser. Tant une agence immobilière qu'un acquéreur potentiel peut ainsi s'adresser au Conseil de la Concurrence.

Question 1374 (13.08.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **conditions d'attribution des allocations familiales:**

D'après l'article 271 du Code de la sécurité sociale, «l'allocation est due à partir du mois de naissance jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis». La durée du paiement peut dans certaines circonstances même être prolongée jusqu'à l'âge de 27 ans.

Il se trouve toutefois que les élèves du Lycée français et des Écoles européennes (pour ne citer que ceux-ci) terminent leurs études en principe à l'âge de dix-sept ans.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres:

- Les Ministres ont-ils connaissance de cas d'enfants ayant terminé leurs études secondaires, tout en poursuivant leurs études supérieures, sans avoir atteint l'âge de dix-huit ans accomplis? S'agit-il d'élèves inscrits dans un des lycées cités ci-dessus ou dans un autre lycée à connotation internationale? Qu'en est-il des enfants surdoués qui commencent leurs études supérieures avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans?

- À considérer que de tels cas de figure existent, les Ministres peuvent-ils m'indiquer si ledit enfant continue à toucher les allocations familiales ou ne bénéficiera à ce moment plus que de l'aide financière de l'État pour études supérieures? L'enfant touchera-t-il éventuellement les deux aides?

Réponse commune (23.09.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les Ministres ont connaissance d'un certain nombre de jeunes ayant terminé leurs études secondaires sans avoir atteint l'âge de dix-huit ans accomplis et ayant fait le choix de poursuivre des études supérieures.

Jusqu'à l'âge de 18 ans, le versement des allocations familiales se fait sans que la scolarité d'un enfant ne soit prise en compte. Ainsi, un jeune de 17 ans qui entamerait des études supérieures continuerait à percevoir les allocations familiales.

L'article 8 point b) de la loi du 24 juillet 2014 concernent l'aide financière de l'État pour études supérieures stipule que l'aide financière n'est pas cumulable avec tout avantage financier découlant du fait que le demandeur est étudiant au sens de cette loi.

Les étudiants visés par la question de l'honorable Député tomberaient sous l'application de ces dispositions, sans distinction du lycée de l'étudiant ou du fait qu'il s'agit d'enfants surdoués ou non.

Question 1375 (13.08.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **réforme du droit de la faillite:**

Dans un communiqué de presse du 6 juillet 2015, Creditreform Luxembourg SA annonce qu'au 1er semestre 2015, le nombre de faillites a légèrement progressé par rapport à l'année 2014. Le secteur le plus touché resterait celui des services. La société note par ailleurs une hausse importante des faillites dans le secteur du bâtiment (55 contre 33 en 2014).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Sachant qu'un projet de loi n°6539 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite a déjà été déposé par son prédécesseur et qu'un des points forts dudit projet de loi concerne le développement du volet préventif des faillites en général et la mise en place d'un système de clignotants en particulier, Monsieur le Ministre de la Justice, peut-il m'indiquer s'il partage les objectifs dudit projet de loi? Quand ledit projet de loi sera-t-il avisé par le Conseil d'État?

- Alors que, d'après les données contenues dans le projet de loi n°6539, 45% des faillites sont initiées à la demande du Centre commun de la Sécurité sociale et 45% par les bureaux d'impôts indirects et directs, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer sur base de quels critères (retards de paiement, niveau de la dette, comptes déposés au registre de commerce et des sociétés etc.) les différentes administrations demandent la mise en faillite de ces entreprises? À partir de quel seuil la dette d'une entreprise est elle jugée insupportable par les administrations concernées?

- Le Gouvernement entend-il davantage épauler les entreprises exposées à des difficultés économiques et financières? Par quels moyens?

Réponse commune (22.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne le projet de loi n°6539 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, le Ministre de la Justice en partage globalement les objectifs généraux, mais relève que dans le cadre des concertations en cours il existe encore des besoins de discussion.

Le volet préventif du projet vise à éviter que l'on doive automatiquement aboutir à une faillite si une entreprise est en difficultés. À cet effet il est nécessaire d'avoir en place un système de clignotants qui permettent de reconnaître à temps les entreprises en difficultés. Il faut disposer en outre de mécanismes qui incitent le commerçant à solliciter à temps des mesures pour trouver des solutions à ces difficultés et ces mécanismes doivent être adaptés à la taille des entreprises concernées. Ce volet nécessite également la possibilité de disposer d'un outil permettant la prise de mesures conservatoires. Les nouvelles dispositions du volet préventif, reprises surtout au titre I du projet de loi, offrent une variété d'instruments adaptés aux entreprises en fonction de leur taille et qui mettent en avant la préservation de l'activité tout en respectant le droit des créanciers.

À cet égard, il convient de souligner que les administrations fiscales et le Centre commun de la sécurité sociale ne procèdent à une assignation en faillite que si tous les autres moyens de recouvrement forcé à l'encontre d'un débiteur se sont avérés infructueux, dès lors l'assignation en faillite devant le tribunal de commerce constitue toujours le dernier moyen de recours. Dans ce contexte, il importe de relever que les administrations prennent un recours actif aux dispositions de l'article 8 de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération inter administrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le Centre commun de la sécurité sociale.

Plus concrètement, le Centre commun de la sécurité sociale applique une procédure de recouvrement forcé des cotisations sociales entièrement automatisée, destinée à assurer l'égalité de traitement de tous les retardataires. Depuis le mois de février 2013, il met en œuvre systématiquement la procédure du recouvrement forcé des cotisations si les arriérés atteignent le seuil de quatre mois de retard, alors qu'auparavant ladite procédure ne débutait que si le débiteur n'avait pas payé les cinq derniers extraits de compte mensuels échus. Ceci étant, au moment de l'assignation en faillite, le retard de paiement moyen se situe entre huit et neuf mois d'arriérés de cotisations et s'explique par l'entrée dans la procédure de recouvrement après quatre mois de retard, phase à laquelle s'ajoute une période d'environ trois mois pendant laquelle l'huissier de justice exécute la contrainte administrative et qui est suivie d'une dernière phase d'un à deux mois à la fin de laquelle a lieu la concertation avec les administrations fiscales.

Ce n'est qu'en dernier lieu, après concertation avec les administrations fiscales, que le Centre commun de la sécurité sociale transmet le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite.

Le Centre commun de la sécurité sociale ne procède dès lors à une assignation en faillite que si tous les autres moyens de recouvrement forcé à t'encontre d'un débiteur se sont avérés infructueux et non pas sur base du dépassement d'un certain seuil de dettes sociales défini à l'avance.

De même, le receveur de l'Administration des Contributions directes, chargé du recouvrement des créances dues au Trésor, n'utilise l'assignation en faillite qu'après avoir épuisé toutes les autres possibilités à sa disposition.

La décision d'assigner en faillite se fait au cas par cas sur base du dossier du contribuable. Une analyse globale de la situation économique et financière du redevable et un échange avec les autres administrations sur base de la loi mentionnée du 19 décembre 2008 permettent au receveur de décider si le contribuable se trouve dans une situation financière passagèrement précaire qui justifie un échelonnement de la dette fiscale ou si la situation économique et financière du redevable est définitivement compromise.

Lorsqu'un assujetti à la TVA tombe sous les conditions de l'article 437 du Code de commerce («tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite»), le receveur de la Recette centrale de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, en sa qualité de comptable public, légalement responsable du recouvrement des impôts échus, évalue la situation moyennant analyse de la comptabilité et de la dette envers l'administration notamment tout en se concertant avec les autres administrations et décide pour tous les dossiers des suites en vue de la protection des intérêts du Trésor public au cas par cas.

Le Ministre de la Justice a clairement indiqué au Conseil d'État son intention de poursuivre le projet de loi n°6539. En prenant en compte les éléments précités, on peut estimer que le dispositif légal, tel qu'il se présentera suite à l'entrée en vigueur de cette loi, fera état d'un ensemble compréhensif de mécanismes en faveur des sociétés en difficultés économiques et financières.

Question 1376 (14.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **recours collectif**:

Alors qu'en Allemagne, le Ministère fédéral allemand de la Justice et de la Protection des consommateurs envisagerait l'introduction d'un «kollektiven Rechtsschutzes» et présenterait en automne de cette année les points principaux des modifications à apporter à la procédure civile, Messieurs les Ministres de l'Économie et de la Protection des consommateurs avaient déclaré, dans leur réponse commune à

[1] Numéro 41769 du rôle

ma question parlementaire n°0986 du 12 mars 2015 (*cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2014-2015*), vouloir décider dans un avenir proche de la manière dont il faut organiser les travaux préparatoires vers une éventuelle introduction des actions en groupe et du choix du ou des ministères appelés à coordonner l'analyse initiale. Ils ont par ailleurs précisé que pour certains aspects ayant trait au volet de la législation civile et de la procédure civile, Monsieur le Ministre de la Justice serait concerné.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-il exact que le Ministère de l'Économie assurera la coordination des travaux préparatoires relatés ci-dessus?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer de l'état d'avancement desdits travaux?

- Quels seront les points saillants d'une éventuelle introduction des actions de groupe en droit luxembourgeois?

Réponse commune (10.09.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar concernant les actions de groupe, le Gouvernement souhaite préciser ce qui suit.

Ce sera en effet le Ministère de l'Économie qui prendra en charge le dossier sous rubrique.

En revanche, du fait de la Présidence luxembourgeoise qui a débuté le 1er juillet 2015 et qui prendra fin le 31 décembre 2015, aucune initiative concrète n'a encore pu être prise et ne pourra probablement être initiée pendant cette période.

Dès lors, il n'est pas possible au stade actuel de préciser les axes saillants du projet qui ne se dégageront qu'avec le début des travaux.

Question 1377 (14.08.2015) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **nouveaux tarifs postaux**:

Le directeur général de l'Entreprise des postes et télécommunications (ci-après «Post») vient de présenter les nouveaux tarifs postaux applicables à partir du 1er septembre 2015.

En plus de quelques nouveaux produits et d'une refonte générale de la structure tarifaire, les responsables de la Post ont annoncé que le prix unitaire des lettres standards sera augmenté de 10 cents d'euros, de 0,60 € actuellement à 0,70 €, celui des lettres vers l'étranger subissant également une hausse.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que les nouveaux tarifs ont été entérinés, directement ou indirectement, par le Ministre de tutelle, sinon par le Gouvernement en conseil? Dans l'affirmative, d'après quelle procédure cette approbation a-t-elle eu lieu?

2. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'augmentation des tarifs de base pour les envois standard ne frappe en première ligne les personnes à revenu modeste voire les petites entreprises?

3. Quelle est l'incidence éventuelle de ces augmentations et autres modifications des tarifs sur l'indice des prix à la consommation?

4. Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur le nombre d'envois effectués via les services de la Post, et ce par catégorie tarifaire, au cours des trois années précédentes?

5. Quelles sont les projections d'incidence financière de la nouvelle tarification pour la Post en termes de plus-values et de moins-values de recettes? Quelle aurait été l'incidence de cette nouvelle structure tarifaire sur les résultats de la Post en 2014, si appliquée en 2014?

6. Quelles sont les raisons pour lesquelles l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs se fait à si brève échéance, c'est-à-dire d'ici la quinzaine? Qu'en est-il de l'utilisation des timbres en circulation affichant le tarif actuel compte tenu de la très courte période restant avant l'application des nouveaux tarifs?

7. Qu'adviendra-t-il du tarif ATR?

8. D'après le directeur général de la Post faisant allusion aux prescriptions de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), le prix des services postaux devra au moins couvrir les frais. Ce constat devra-t-il s'avérer par classe tarifaire ou porte-t-il sur l'ensemble des activités de courrier de la Post?

9. Monsieur le Ministre est-il en mesure de me communiquer la structure des tarifs postaux d'affranchissement applicables dans nos pays voisins dans la mesure où elle est comparable à la structure des tarifs indigènes?

Réponse (18.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Les nouveaux tarifs ont été entérinés conformément aux dispositions légales:

- La loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des postes et télécommunications prévoit dans son article 7 (1) que le conseil d'administration de l'entreprise «définit la politique tarifaire générale en relation avec les services pour lesquels l'entreprise bénéficie de droits exclusifs ou spéciaux» et «approuve la politique tarifaire générale pour tous les autres services que ceux mentionnés sous 7 (1)».

- La loi du 26 décembre 2006 sur les services postaux prévoit dans son article 36 e) que l'Institut luxembourgeois de régulation «arrête la définition du premier échelon de poids des envois postaux du service postal universel ainsi que le tarif appliqué à cet échelon par le prestataire du service postal universel».

Ad 2. L'essor d'Internet, de smartphones et autres tablettes a profondément perturbé les habitudes de communication au fil des dernières années. Le déclin structurel du courrier comme moyen de communication en est une conséquence directe. Ainsi, les dépenses moyennes par ménage pour des services postaux ont atteint un niveau très faible. Les changements tarifaires de POST Luxembourg n'ont donc qu'un impact mineur sur les dépenses des ménages, d'autant plus que de nombreux tarifs ont été revus à la baisse.

Ad 3. Comme les services postaux ne constituent, pour les raisons susmentionnées, plus qu'une partie minime des dépenses des consommateurs, l'impact sur l'indice des prix à la consommation est tout aussi faible.

Selon le Statec, les nouveaux tarifs vont entraîner une hausse moyenne des prix des services postaux de 19%. Or, les services postaux représentent uniquement 0,03% du panier de l'indice des prix à la consommation. En raison de cette faible pondération, l'impact de ces augmentations de prix sur le niveau général de l'indice reste limité et se situe à 0,01 point de pourcentage.

Ad 4. POST Luxembourg est une entreprise publique autonome prestant des services commerciaux dans un marché entièrement libéralisé, couverts par le secret des affaires.

La surveillance du marché des services postaux incombe à l'Institut luxembourgeois de régulation, conformément à l'article 34 b) de la loi du 26 décembre 2006 sur les services postaux. Dans ce contexte, l'ILR est autorisé par l'article 37 de cette même loi à exiger «toutes les informations, y compris les informations financières et les données statistiques».

Ad 5. Comme POST Luxembourg est une entreprise publique autonome prestant des services commerciaux dans un marché entièrement libéralisé, ces informations tombent sous le secret des affaires.

Ad 6. Par rapport aux adaptations tarifaires actées en 2003 et 2010, POST Luxembourg a justement pris l'initiative d'informer de manière proactive et préalable le grand public ainsi que ses clients commerciaux.

Tous les timbres actuellement en circulation restent évidemment valables pour une utilisation ultérieure.

Ad 7. Le tarif ATR continue à être offert aux asbl et fondations qui en font la demande, au prix de 0,35 €, qui correspond par définition à 50% du tarif public respectif.

Ad 8. L'article 29 de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux précise clairement que «Les tarifs de chacun des services faisant partie de la prestation du service universel doivent être conformes aux principes suivants:

- les prix doivent être abordables et doivent être tels que tous les utilisateurs aient accès aux services offerts;

- les prix doivent être orientés sur les coûts et fournir des incitations à une prestation efficace du service universel;

- un tarif uniforme par échelon de poids est appliqué sur l'ensemble du territoire national. L'Institut peut en décider l'extension au courrier transfrontière, pour autant qu'un tel tarif uniforme soit justifiable par rapport aux coûts réels des services postaux et pays de destination concernés;

- les tarifs doivent être transparents et non discriminatoires.»

Ad 9. Le nouveau tarif de 0,70 € pour une lettre standard nationale reste inférieur de 6 voire 7 centimes aux tarifs de nos pays voisins, la France et la Belgique. Avec un tarif de 0,9 € pour une lettre standard à destination de l'Europe, l'offre de POST Luxembourg est même de 14 centimes moins chère que la moyenne de l'UE.

Question 1378 (17.08.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**étude sur la lutte contre le changement climatique:**

En 2005, l'Organisation non gouvernementale allemande «Germanwatch» avait créé l'instrument «climate change performance index», qui consiste à comparer les performances des États responsables de plus de 90% des émissions CO_2 dans le monde en matière de lutte contre le changement climatique.

Selon la dernière publication de l'ONG citée ci-dessus, l'index de l'année 2015 situe le Grand-Duché à la 29e place (sur un total de 58), classifiée comme «modérée», avec tendance à la baisse.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1261 du 1er juillet 2015 (*cf. compte rendu n°15, session ordinaire 2014-2015*), Madame la Ministre a notamment fait savoir que le Luxembourg dispose de l'objectif de réduction des émissions CO_2 le plus ambitieux avec l'Irlande et le Danemark.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'instrument «climate change performance index» de l'ONG «Germanwatch»? Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre voit-elle la place que le Luxembourg occupe dans ce classement?

- Comment Madame la Ministre conçoit-elle la tendance à la baisse de la performance du Luxembourg en matière de lutte contre le réchauffement climatique selon l'étude de l'ONG et dans le contexte des objectifs ambitieux du Luxembourg relatifs à la réduction des émissions CO_2?

Réponse (30.09.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

L'instrument «climate change performance index» est publié depuis une dizaine d'années par l'ONG «Germanwatch». Alors qu'il est vrai que le Luxembourg a légèrement reculé au classement entre 2014 et 2015, passant de la 23e à la 29e place, il faut souligner qu'il se retrouvait encore au-delà de la 50e place en 2011. Sur le moyen terme, on constate donc une tendance claire à l'amélioration, tendance qui est illustrée par le fait que le Luxembourg occupe les premiers rangs, ensemble avec l'Irlande et l'Islande, de l'indicateur «évolution récente des émissions» qui intervient à raison de 30% dans la pondération du «climate change performance index». La baisse des émissions observée entre 2013 et 2014 devrait en principe se traduire par un meilleur classement du Luxembourg à la prochaine édition du «climate change performance index».

Question 1379 (17.08.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **«Gender Pension Gap»:**

Vergleicht man die Männerpensionen mit den Bezügen, die einer Frau im Rentenalter zustehen, muss man feststellen, dass in der Europäischen Union Frauen im Durchschnitt eine um 39% niedrigere Rente als Männer beziehen. Solche geschlechtsspezifischen Rentenlücken bestehen in zahlreichen Mitgliedstaaten: In 17 Ländern beträgt die Lücke 30% oder mehr. Am größten ist der „Gender Pension Gap" in Luxemburg (47%) und Deutschland (44%). Signifikant ist für die Frauen die „motherhood penality", denn die Mütter werden nach wie vor für die beruflichen Auszeiten oder reduzierten Arbeitszeiten im Rentenalter bestraft.

Dies trotz einer Reihe Kompensierungsmaßnahmen, die von den vorigen Regierungen angestoßen wurden, wie z.B. die Babyjahre, die Erziehungszeiten, der Nachkauf von Versicherungszeiträumen, um nur diese zu nennen.

Die seit der Rentenreform eingeführte kostengünstige fakultative Versicherung oder Weiterversicherung auf freiwilliger Basis ermöglicht wohl niedrigere Beitragszahlungen während 5 Jahren, wird sich jedoch kaum günstig auf die Höhe des Rentenbezugs auswirken.

Die Regierung hat die Gleichstellung von Mann und Frau zu einem zentralen Element ihrer Politik gemacht und neben der Bilanzierung der Reform der Rentenversicherung eine Analyse über eine mögliche Einführung einer individuellen Rentenweiterversicherung angekündigt.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für soziale Sicherheit und an die Frau Ministerin für Chancengleichheit stellen:

- Wann wird die Bilanzierung über die Reform der Rentenversicherung vorgestellt? Sowohl der Herr Staatsminister als auch der Herr Vizepremierminister brachten letztes respektive dieses Jahr einen kürzeren Zeitplan ins Spiel mit ihrer Erklärung, diese Bilanzierung würde 2016 stattfinden.

- Wie weit sind die Arbeiten der Regierung zur Behebung der geschlechtsspezifischen Ungleichheiten bei den Renten fortgeschritten? Wo sieht die Regierung die größten Schwierigkeiten? Welche konkreten Pisten gedenkt die Regierung einzuschlagen?

- Kann die Regierung die Aussage des Staatsministers von Oktober 2014 bestätigen: „An elo scho gi mer e Projet am Beräich Individualisatioun vun de Pensiounen un, dee sougenannten «Splitting»"? Um welches Projekt handelt es sich? Wann wird die Regierung das Projekt vorstellen? Wird die Regierung im Rahmen der anvisierten individualisierten Rente ein obligatorisches Beitragssystem für jene Personen, die ihre berufliche Laufbahn aus familiären Gründen unterbrechen, einführen?

Réponse commune (22.09.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Die erste Bilanz der Rentenreform war für das Jahr 2017 vorgesehen. Da aber dieser Zeitpunkt es der aktuellen Regierung nicht mehr ermöglicht hätte, gegebenenfalls notwendige Schritte zu unternehmen, hat die Regierung entschieden, die erste Bilanzierung bereits im Jahr 2016 auf Basis der im Jahr 2015 verfügbaren Daten zu erstellen. Es ist vorgesehen, dass die Auswertung vor Ende des Jahres 2016 vorgestellt werden soll.

Was die in der Pensionsreform vorgesehene Möglichkeit einer kostengünstigen Weiterversicherung während der Zeit der Nichtberufstätigkeit angeht, so war das Ziel dieser Maßnahme nicht, den Versicherten eine Erhöhung der Rentenbezüge zu ermöglichen. Vielmehr ging es vordergründig darum, die Versicherungszeiten aufzustocken, damit die Betroffenen entweder in den Genuss einer Mindestrente kommen können oder ihre Versicherungskarriere vervollständigen können, um nach 40 Versicherungsjahren Anspruch auf eine Rente zu haben.

Hier die diesbezüglichen Zahlen:

Zahl[2] der Versicherten[3] mit auf ein Drittel reduzierter Beitragsbasis[4]	
Jahr	Männer
2013	129
2014	266
2015[5]	295
	Frauen
2013	327
2014	731
2015[5]	831
	Total
2013	456
2014	997
2015[5]	1.126

Source IGSS

Die geschlechtsspezifischen Ungleichheiten bei den Renten haben zwei Ursachen:

1. die unterschiedliche Höhe der Löhne für Männer und Frauen bei gleicher Tätigkeit: Hier kann die Rentenreform keinen Einfluss nehmen, da die Höhe der Renten zum Teil von der Höhe der eingezahlten Beiträge abhängt;

2. die kürzeren Versicherungszeiten der Frauen, welche zum Teil auf Kindererziehungszeiten zurückzuführen sind, sowie die Reduzierung

[2] Zahl der Personen mit wenigstens einem Monat Beitrag auf reduzierter Beitragsbasis

[3] Weiterversicherung/freiwillige Versicherung

[4] Art. 241 (2) Code de la sécurité sociale (Gesetz vom 21.12.2012)

[5] Unvollständiges Jahr (Daten für 1.1.-30.6.2015 am 8.9.2015)

der Arbeitszeit aus dem gleichen Grund oder aus anderen familiär bedingten Gründen, welche sich auch in einer Reduzierung der eingezahlten Versicherungsbeiträge niederschlägt.

Was diesen 2. Punkt angeht, so sind das Justizministerium und das Ministerium für soziale Sicherheit dabei, mögliche Lösungen anzudenken, insbesondere was die Verteilung der während der Ehe oder Partnerschaft angesparten Rechte im Scheidungsfall angeht.

So könnte im Scheidungsfalle die Anerkennung einer Ausgleichszahlung für den Partner, der weniger hohe Rentenbezüge aufgrund von Arbeitszeitreduzierung resp. Kindererziehungspausen hat, eine pragmatische Lösung darstellen. Die Höhe dieser Ausgleichszahlung würde zum Zeitpunkt der Liquidierung und Aufteilung des Vermögens festgelegt. Für den Partner, dem dieser Ausgleich zusteht, könnte eine retroaktive Versicherung oder zusätzliche Versicherung auf Basis dieses Betrags für die Jahre der Ehe beziehungsweise der Partnerschaft erfolgen, gemäß Artikel 174 des Code de la sécurité sociale. Die Umverteilung der Beiträge soll zum Zeitpunkt der Aufteilung des Vermögens stattfinden.

Zurzeit sind keine Maßnahmen angedacht, welche auf eine komplette, obligatorische Versicherungskarriere abzielen. Während der Ehe oder Partnerschaft müssen die Partner die Verteilung ihrer Einkommen untereinander verhandeln. Dies geschieht auf der Grundlage der Bestimmungen von Artikel 173 des Sozialgesetzbuchs (Code de la sécurité sociale), welcher die Weiterversicherung regelt.

Question 1380 (19.08.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**interdiction de fumer dans tout véhicule clos ayant à bord une personne mineure:**

À partir du 1er octobre 2015 il sera interdit de fumer dans tout véhicule clos ayant à bord une personne mineure et circulant sur le territoire du Royaume-Uni. Cette législation e été mise en place afin de protéger les enfants et adolescents contre les dangers du tabagisme passif. En effet, l'exposition aux vapeurs des cigarettes est à l'origine de multiples maladies comme le cancer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la législation mentionnée?

- Est-ce que, le cas échéant, une législation similaire est prévue au Luxembourg?

- Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'une telle mesure entrave de manière excessive la liberté individuelle des conducteurs et passagers concernés ou est-elle d'avis que la santé des mineurs devrait primer?

Réponse (25.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Suivant la loi du 8 juin 2005 portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, faite à Genève, le 21 mai 2003, les États parties «reconnaissent qu'il est clairement établi sur des bases scientifiques que l'exposition à la fumée du tabac entraîne la maladie, l'incapacité et la mort», et ils sont tenus de mettre en place des mesures efficaces pour protéger la population contre la fumée du tabac.

Il est en effet scientifiquement prouvé qu'il n'y a pas d'exposition à la fumée tabagique sans risque.

L'objectif de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac est d'offrir un environnement sans tabac aux citoyens, à la fois pour protéger les non-fumeurs, et pour viser une diminution du nombre de fumeurs.

Des lieux d'exposition régulière au tabagisme passif des adultes et surtout des enfants sont d'une part les lieux de travail privés, et d'autre part les domiciles privés, ainsi que les voitures. Les voitures dans lesquelles on fume constituent malheureusement un phénomène fréquent. Il en résulte un problème de sécurité pour le conducteur et de respect de la santé du passager.

L'exposition au tabagisme passif dans une voiture, en raison de son espace exigu, est assez significative, et ceci déjà après la consommation d'une seule cigarette.

Les lieux privés peuvent dès lors être une source importante d'exposition à la fumée de tabac pour les enfants et les adolescents en raison du nombre élevé d'heures qu'ils sont susceptibles d'y passer.

L'adoption volontaire de restrictions concernant l'usage du tabac dans les lieux privés est certes en augmentation dans plusieurs pays, dont le Royaume-Uni, auquel se réfère l'honorable Député. Une mesure analogue est également prévue en France dans le cadre du projet de loi de modernisation du système de santé.

Si on ne peut complètement nier les effets d'une intervention législative comme solution pour protéger les enfants dans un espace relevant de la sphère privée, je privilégie une sensibilisation spécifique de la population, et plus particulièrement des parents auxquels il appartient en tout premier lieu d'assurer le bien-être de leurs enfants.

Par contre, en ce qui concerne la protection de la santé des jeunes dans des lieux à usage collectif, j'envisage de proposer au Conseil de Gouvernement d'étendre l'interdiction de fumer aux aires de jeux pour enfants.

Question 1381 (19.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **pays d'origine sûrs:**

La vague de réfugiés à laquelle l'Europe doit actuellement faire face s'intensifie via la «route des Balkans». Il se trouve que de nombreux citoyens issus des pays des Balkans figurent parmi les requérants d'asile pour trouver refuge au sein d'un pays membre de l'UE, alors que les pays en question sont soit candidats à l'adhésion à l'Union européenne (UE) soit candidats potentiels. La procédure des demandes d'asile venant de citoyens issus de pays en état de guerre civile et ayant urgemment besoin d'une mesure de protection risque ainsi d'être retardée davantage.

La loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoit qu'une demande de protection internationale est généralement rejetée lorsqu'il s'agit d'un pays d'origine considéré comme étant «sûr» soit par l'UE, soit par règlement grand-ducal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que tous les pays candidats respectivement candidats potentiels à l'admission dans l'Union européenne devraient être automatiquement considérés comme pays d'origine sûrs?

2. Dans le même contexte, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'à l'avenir chaque pays se portant candidat à l'adhésion à l'UE devrait être considéré au préalable comme pays d'origine sûr?

3. Quelle est par ailleurs la position du Conseil européen par rapport à ces deux suggestions? Monsieur le Ministre peut-il s'y rallier?

Réponse (23.09.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Alors qu'aucune condition préalable n'est requise pour un dépôt de candidature, le traité sur l'Union européenne (TUE) pose une triple condition pour qu'un pays obtienne le statut de candidat: être un État; être européen; et respecter les valeurs de l'Union, précisées dans l'art 2 du TUE: «les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'Homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités». La demande d'octroi du statut de candidat est soumise par le pays au Conseil de l'Union européenne. La Commission européenne fournit un avis officiel, le Parlement européen approuve ou non cette demande, puis le Conseil se prononce à l'unanimité. Le statut de pays candidat ne préjuge en rien de l'admission de ce pays dans l'Union.

Actuellement, cinq pays ont le statut de «pays candidat», à savoir l'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. Des négociations d'adhésion ont déjà débuté avec le Monténégro, la Serbie et la Turquie.

La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont considérés comme «candidats potentiels». Il convient de noter que la désignation de «candidat potentiel», introduite par le Conseil européen de Feira de 2000, reflète en premier lieu la perspective européenne accordée à tous les pays des Balkans occidentaux, à partir du moment où ils répondront aux critères établis.

Si l'octroi du statut de pays candidat est soumis à des conditions définies au niveau européen, la reconnaissance d'un pays comme pays d'origine sûr aux fins de la procédure de protection internationale relève jusque-là exclusivement de la compétence de chaque État membre. En effet, la directive 2013/32 du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale permet aux États membres de désigner des pays d'origine sûrs au niveau national. Ce mécanisme permet, sous certaines conditions, de soumettre à une procédure accélérée les demandes de protection internationale de personnes provenant de ces pays. Les neuf[6] États membres qui disposent actuellement d'une telle liste doivent procéder à des révisions régulières concernant la situation géopolitique et juridique des pays qui se trouvent sur leur liste.

Au Luxembourg, tous les pays candidats, à l'exception de la Turquie, et tous les pays candidats potentiels, figurent sur la liste nationale des pays d'origine sûrs, liste adoptée par le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, dans le sens que les pays qui n'y figurent pas ne peuvent pas être considérés d'office comme étant des pays non sûrs.

La Commission européenne, dans un souci de réduire le retard pris dans le traitement des demandes de protection internationale dans les États membres et afin de pouvoir procéder à un traitement de toutes les demandes de protection internationale dans des délais plus courts, a demandé, dans l'agenda européen en matière de migration, de renforcer le mécanisme des pays d'origine sûrs. Ceci devra se faire sous la coordination de l'European Asylum Support Office (EASO). Dans les conclusions du Conseil JAI du 20 juillet 2015, il a été recommandé aux États membres d'évaluer dans les meilleurs délais quels pays tiers peuvent être désignés comme pays d'origine sûr. Une priorité serait accordée à l'évaluation des pays des Balkans occidentaux sous la coordination de l'EASO.

Dans le cadre de son deuxième paquet sur la migration, publié le 9 septembre dernier, la Commission européenne a soumis une proposition de règlement européen en vue de l'établissement d'une liste européenne de pays d'origine sûrs. La Commission propose d'y inscrire tous les pays candidats et pays candidats potentiels. Cette proposition est actuellement en cours d'examen au Conseil de l'Union européenne et la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE s'efforce de faire avancer ces discussions sur base des propositions de la Commission européenne.

Les conclusions du conseil JAI du 14 septembre 2015 précisent qu'en complément aux listes nationales, le Conseil s'est mis d'accord sur l'adoption d'une liste commune des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union européenne. En vertu des conclusions du Conseil JAI du 20 juillet 2015 précitées, cette liste s'appliquera notamment aux pays des Balkans occidentaux. La liste sera adoptée par procédure législative ordinaire (codécision par le Conseil et le Parlement européen). Il est donc à ce stade prématuré de se prononcer sur l'inclusion ou non de tous les États candidats sur la liste européenne des pays d'origine sûrs.

Ad 2. Le processus d'adhésion se déroule selon la procédure et sous les conditions décrites dans ma réponse à la question précédente. L'introduction de conditions supplémentaires pour le dépôt d'une candidature devrait être examinée au Conseil sur base d'unanimité par rapport à leur valeur ajoutée réelle.

Ad 3. Comme indiqué dans ma réponse à la première question, j'espère que la discussion actuelle au sein du Conseil aboutira à des résultats concrets et ouvrira la voie à une démarche commune des États membres de l'Union européenne en la matière.

Question 1382 (19.08.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **sessions d'examens**:

Le règlement grand-ducal du 23 février 2010 relatif à l'organisation des études et à la promotion des étudiants des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur stipule dans son article 9 que chaque cours fait l'objet d'un contrôle des connaissances qui donne lieu à une note. Les notes résultent entre autres d'un examen final effectué exclusivement pendant une session d'examens. Une session d'examens au moins est organisée chaque année scolaire. L'article 10 du même règlement précise que l'étudiant, qui ne se présente pas à l'examen ou l'étudiant qui n'a pas réussi un cours ayant fait l'objet d'un examen, peut se réinscrire à la prochaine session.

Autrement dit, des étudiants qui auraient raté l'une ou l'autre épreuve se doivent donc d'attendre toute une année avant de pouvoir être admis à une nouvelle session d'examens.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le pourcentage d'étudiants qui sont confrontés, bon an mal an, a une pareille situation, notamment dans le domaine de l'infirmier responsable en soins généraux?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à adapter la réglementation en vigueur afin d'éviter que le nombre d'étudiants qui se voient obligés de patienter une année entière avant de pouvoir passer à nouveau l'examen non réussi ne soit réduit au strict minimum?

Réponse (18.09.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire n°1382 de l'honorable Monsieur André Bauler concernant les sessions d'examen du brevet de technicien supérieur (BTS).

Le problème évoqué concerne les étudiants en formation BTS, infirmier responsable en soins généraux qui, après la durée normale de deux ans de formation, n'ont pas réussi tous les examens des modules théoriques.

Au niveau pratique, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) propose un examen de chaque module à la fin du semestre pendant lequel ce module est effectivement enseigné, donc une fois par année. Une session d'ajournement au sens classique n'est pas prévue au niveau du règlement grand-ducal. Avec les effectifs actuels et pour des raisons logistiques, le LTPS ne serait pas en mesure de dédoubler les différentes sessions d'examen par année.

En plus le nombre d'étudiants concernés par une situation d'attente d'une année avant de pouvoir finaliser leurs examens est très limité:

- 1 candidat pour la promotion 2012 qui comportait un total de 68 inscrits;

- 1 candidat pour la promotion 2013 qui comportait un total de 76 inscrits.

Finalement je tiens à souligner qu'il est proposé aux étudiants en attente de leur diplôme de postuler pour un job d'aide aux soins qui est généralement muté, après obtention du diplôme, en un poste d'infirmier dans la même institution de soins.

Sur base de ce qui précède, je suis d'avis que la réglementation actuelle permet à tout étudiant de poursuivre ses études de façon régulière et que les temps d'attente évoqués ne se présentent que dans des cas exceptionnels. C'est pourquoi une adaptation de la réglementation en vigueur ne s'impose pas.

Question 1383 (20.08.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **médecine du travail**:

La loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail prévoit l'examen médical d'embauche afin de déterminer si le candidat est apte à l'occupation envisagée. Cet examen est obligatoire et doit se faire avant la mise au travail pour les postes à risques. Pour les autres postes, l'examen peut se faire endéans les deux mois après l'entrée en service.

Or, selon mes informations, les délais d'attente sont très longs de manière à ce que les examens peuvent seulement avoir lieu après six mois, voire plus.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces délais importants?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il résoudre ce problème?

- Quelle solution le Gouvernement envisage-t-il pour les salariés étant déclarés inaptes après six mois alors que l'examen aurait dû avoir lieu endéans les deux premiers mois de leur entrée en service?

Réponse commune (21.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En ce qui concerne les postes qui ne sont pas qualifiés de poste à risques, l'examen médical doit être fait dans les deux mois de l'embauchage. Cet examen a pour objet de déterminer si le candidat est apte ou inapte à l'occupation envisagée.

D'après les renseignements à ma disposition, un service de santé au travail du secteur privé sur huit n'est pas toujours en mesure de réaliser

[6] À côté du Luxembourg, l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, l'Allemagne, l'Irlande, la France, Malte et la Slovaquie (source: EASO).

dans le délai légal les examens d'embauche pour les postes qui ne sont pas qualifiés de poste à risques.

Dans les sept autres services de santé au travail les délais d'attente pour ce type d'embauche s'échelonnent entre deux et trois semaines.

Les raisons de ces délais sont multiples. La pénurie des médecins du travail constitue cependant la raison prépondérante des retards. Il faut également noter qu'en moyenne les rendez-vous pour les examens médicaux ne sont pas respectés dans à peu près 20% des cas. Les raisons pour ce non-respect peuvent être une maladie ou encore un accident du salarié ou un besoin impérieux de l'entreprise qui doit compter sur la présence de son salarié le jour de l'examen. Selon les statistiques de la Direction de la Santé, division de la santé au travail, moins de 2% des entreprises «oublient» de faire examiner les salariés à l'embauche.

Afin de parer à la pénurie des médecins, j'ai demandé au Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail de chercher activement des solutions adéquates. Une des solutions actuellement en cours de discussion consiste à décharger les médecins du travail en déléguant certaines tâches qui ne relèvent pas de l'exercice de la médecine à d'autres professions de la santé comme les infirmiers ou ergonomes, à l'instar de ce qui se fait en France. Une autre proposition consiste à prolonger d'un mois le délai légal pour effectuer l'examen d'embauche.

En vertu des dispositions du Code du Travail, le contrat de travail est conclu sous condition résolutoire pour le cas où l'examen médical d'embauchage a lieu après l'embauchage.

Ainsi, dans le cas d'une déclaration tardive d'inaptitude suite à un examen d'embauche réalisé plus de deux mois après l'entrée en service d'un salarié occupant un poste sans risques, le contrat de travail se trouverait en conséquence résilié de plein droit.

Il appartient dès lors tant à l'employeur qu'au service de santé au travail de veiller à ce que l'examen d'embauche puisse être réalisé endéans le délai légal.

Question 1384 (20.08.2015) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **limites communales:**

Le 16 novembre 2007, les conseils communaux d'Esch-sur-Alzette et de Sanem se sont prononcés à l'unanimité lors de leurs séances publiques respectives en faveur d'un redressement des limites communales des deux communes sur base des dispositions prévues par l'article 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Ce redressement des limites concerne le site Belval et il a pour but de faciliter l'aménagement des quartiers «Université» et «Square Mile». Un tel échange territorial ne modifie pas la superficie des deux communes.

Or, l'article 2 de la loi modifiée du 13 décembre 1988 prévoit que la modification des limites de communes ne peut se faire que par la loi.

Au vu du fait que depuis la décision des conseils communaux d'Esch-sur-Alzette et de Sanem, aucun projet de loi modifiant les limites des deux communes n'a été déposé, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un élément de procédure qui ferait obstacle au redressement des limites communales envisagé par les communes concernées?

- Dans l'affirmative, pourquoi les collèges échevinaux d'Esch-sur-Alzette et de Sanem n'ont pas été informés des problèmes rencontrés?

- Sinon, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de déposer un projet de loi modifiant les limites communales des deux communes dans un délai rapproché?

Réponse (30.09.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question de l'honorable Député a trait à une modification des limites territoriales entre deux communes, à savoir entre la ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Sanem.

Rappelons en premier lieu que, conformément à l'article 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, les modifications territoriales entre communes ne peuvent avoir lieu que par le biais d'une loi. Je cite à titre d'exemple la loi du 11 avril 2010 portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser, qui constitue la loi la plus récente dans ce domaine.

Par ailleurs, il ressort des archives du Ministère de l'Intérieur que des délibérations des conseils communaux d'Esch-sur-Alzette et de Sanem, se prononçant en faveur d'un changement de limites territoriales, ont été transmises à mon département en novembre 2007. Les communes concernées ont été informées en janvier 2008 que ces délibérations sont à compléter par les numéros cadastraux et les contenances exactes des parcelles changeant d'appartenance. Selon les informations à ma disposition, le dossier n'a depuis lors pas connu de suites.

Mon département est bien entendu à disposition des responsables communaux afin que le projet de changement de limites communales concerné puisse aboutir dans un délai rapproché.

Dans ce contexte, il y a lieu de se demander s'il n'était pas opportun d'attendre la finalisation des travaux actuellement en cours sur les sites concernés (Quartiers «Université» et «Square Mile») afin de disposer, le moment venu, d'une délimitation adéquate et précise pour tracer les nouvelles frontières communales.

Question 1385 (20.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **prochaine tranche indiciaire:**

La presse s'est largement fait l'écho d'une nouvelle annoncée par Monsieur le Ministre de l'Économie quant à l'échéance de la prochaine tranche indiciaire, l'adaptation des salaires et revenus y assimilés aux variations du coût de la vie devant intervenir selon le ministre au 1er décembre 2015.

Dans sa note de conjoncture de juin 2015, le Statec tablait encore sur une prochaine tranche d'indexation des salaires (scénario central) au 1er trimestre 2016. Ce scénario semble également avoir été retenu comme étant le plus probable au comité de conjoncture ayant eu lieu fin juillet 2015.

La déclaration de Monsieur le Ministre de l'Économie peut encore étonner alors que «Les espoirs de stabilisation du marché du pétrole se sont évanouis: les cours ont retrouvé à New York leurs plus bas niveaux depuis 2009, avec peu de chances de rebondir face à une offre pléthorique et des inquiétudes sur la consommation chinoise», comme titrait il y a quelques jours «rtl.lu».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Sur base de quelles données Monsieur le Ministre estime-t-il que la prochaine tranche indiciaire s'appliquera au 1er décembre 2015? Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels paramètres l'amènent à estimer que, contrairement aux prévisions de beaucoup d'experts, les prix pétroliers augmenteront significativement au cours des prochains mois?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'autres informations que celles présentées aux membres du comité de conjoncture fin juillet 2015?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que, eu égard à l'instabilité économique et financière due surtout à la dévaluation du yuan, cette annonce n'est pas pour le moins prématurée?

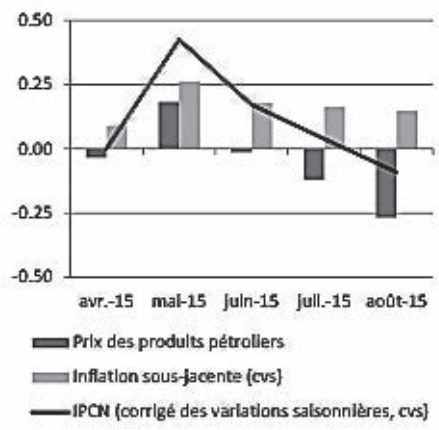
Réponse (24.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'adaptation des salaires à l'inflation est sans aucun doute un élément important pour assurer le maintien du pouvoir d'achat des salariés. La dernière adaptation ayant eu lieu au 1er octobre 2013, les salariés pourront bénéficier d'une augmentation des salaires de 2,5% après plus de 24 mois sans adaptations. Les prévisions du Statec convergent en effet vers un déclenchement de la prochaine tranche indiciaire au cours des prochains mois.

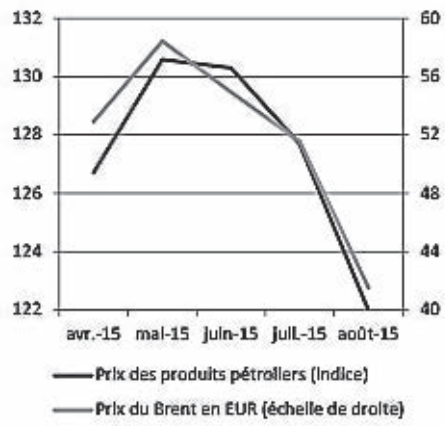
La prévision d'inflation reprise dans la Note de conjoncture 1-2015 du Statec du 6 mai 2015 (cf. communiqué de presse N°14-2015) était basée sur des données observées jusqu'au mois d'avril. Comme les prévisions d'inflation sont actualisées et publiées tous les trois mois (février, mai, août et novembre), cette version était également la dernière prévision disponible au comité de conjoncture du mois de juillet. En absence d'une mise à jour quantifiée, les évolutions les plus récentes avaient néanmoins été commentées de manière plus qualitative dans le «Conjoncture Flash» du 25 juin qui est également présenté au comité de conjoncture: «[s]elon la dernière projection du Statec (cf. NDC n°1-2015), la prochaine indexation devrait intervenir au début de 2016. Toutefois, les données les plus récentes montrent une reprise plus forte des prix à la consommation (cf. ci-après), de sorte que l'échéance d'une tranche indiciaire dès le dernier trimestre de 2015 n'est pas à exclure». Les appréciations des experts du Statec servent ainsi de complément aux dernières prévisions d'inflation.

Le déclenchement de la prochaine tranche indiciaire dépend de l'évolution de l'indice global des prix à la consommation (IPCN). Les différentes composantes, notamment l'inflation sous-jacente et les prix des produits pétroliers, suivent actuellement des trajectoires très différentes. L'inflation sous-jacente, qui représente plus que 93% du panier de consommation, avait sensiblement accéléré à partir du mois de mai. Les prix des produits pétroliers en revanche avaient baissé sur la même période, suivant de près l'évolution du prix du baril de Brent exprimé en euros.

Variation mensuelle des composantes de l'IPCN



Prix observés et cours international du Brent



Début juillet, lors de la publication des données du mois de juin, le Statec titrait que "[l']inflation hors produits pétroliers reste sur une trajectoire ascendante» (cf. communiqué de presse N°24-2015) avant de réviser, guère surprenant, les prévisions d'inflation à la hausse, au début du mois d'août. La dynamique de l'inflation sous-jacente depuis le mois de mai a par ailleurs été mise en avant par le Statec pour expliquer la révision (cf. communiqué de presse N°30-2015) et le déclenchement précoce de la prochaine tranche indiciaire. Comme toujours, leur prévision est basée sur l'hypothèse technique qui consiste à maintenir les prix pétroliers constants au dernier niveau observé. Contrairement à ce que la question parlementaire stipule, ce n'est donc pas une hausse des prix pétroliers qui avancerait le déclenchement de la prochaine tranche indiciaire mais une accélération de l'inflation sous-jacente.

En revanche, une baisse des cours pétroliers (ou une appréciation de l'euro) peut évidemment retarder le déclenchement de la prochaine tranche indiciaire. Vers la mi-septembre le prix du Brent s'élève à 48 USD (43 EUR), soit 9 USD (10 EUR) de moins que dans le scénario central du Statec (publié le 5 août 2015). Le scénario central prévoit le déclenchement de la tranche fin 2015. Quant aux scénarios alternatifs, il est renvoyé au communiqué du Statec.

Pour rappel, la prochaine tranche indiciaire sera déclenchée dès que la moyenne semestrielle de l'indice des prix à la consommation (raccordé à la base du 1.1.1948) aura dépassé le seuil de 831.84. Le paiement de la tranche indiciaire aura alors lieu le mois suivant ce déclenchement, telle que prévue par le système d'indexation automatique des salaires et traitement.

Question 1387 (20.08.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **nouveau Lycée technique Agricole:**

Le Gouvernement a décidé de retenir définitivement le site «Kréiwénkel» à Gilsdorf pour la construction du nouveau Lycée technique Agricole (LTA):

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'état actuel des opérations préparatoires précédant les travaux de construction à proprement parler?

- Les plans de construction du LTA ont-ils dû être adaptés compte tenu de la décision du Gouvernement de ne pas y créer un centre de compétences et vu également l'évolution des professions du secteur agricole?

- Les soumissions publiques sont-elles en voie de finalisation? Quand les travaux de construction relatifs au LTA pourraient-ils commencer au plus tard? Et quelle est la durée escomptée de ces travaux?

Réponse (03.09.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député, Monsieur André Bauler, requiert des informations concernant le nouveau Lycée technique Agricole.

En référence à la question parlementaire n°1260 du 1er juillet 2015 des honorables Députés Madame Martine Hansen et Monsieur Marco Schank *(cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2014-2015)*, je renvoie à la réponse donnée en date du 25 août 2015.

Question 1388 (20.08.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **section de sports d'élite de l'Armée:**

Seit 1998 besteht hier im Land eine Elitesportsektion der Armee, in der seit 2008 auch Athleten aus Kollektivsportarten aufgenommen werden dürfen. Ziel ist es, den Luxemburger Topsportlern verbesserte Trainingsmöglichkeiten zu bieten und diesen somit den Weg zum Profisportler zu erleichtern. Laut „wort.lu" schafften allerdings bisher nur sehr wenige Sportsoldaten den Sprung ins Ausland. Die Gründe dafür sind oft vielfältig.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Sportsminister stellen:

1. Kann der Herr Minister diese Informationen bestätigen?

2. Wie viele Athleten konnten insgesamt seit der Öffnung der Elitesektion von dieser profitieren und was hat das den Staat bisher gekostet?

3. Aus welchen Sportarten stammen die Athleten?

4. Welcher Prozentsatz stammt aus olympischen Sportarten?

5. Wie viele dieser Athleten nahmen seit 2008 an Olympischen Spielen teil?

6. Wie viele dieser Athleten gehören dem Elitekader des Olympischen Komitees in Luxemburg (COSL) an?

7. Wie viele Mannschaftssportler profitieren von dieser Möglichkeit im Moment und wie viele haben es seit 2008 geschafft, eine professionelle Karriere einzuschlagen?

Réponse (22.09.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Ad 1. Die parlamentarische Anfrage der Abgeordneten betrifft die Elitesportsektion der Armee, welche durch das abgeänderte Gesetz vom 3. August 2005 betreffend den Sport und die großherzogliche Verordnung vom 28. August 1997 betreffend die Elitesportsektion der Armee geregelt wird.

Hervorzuheben ist, dass bereits im September 2013 ein ausführlicher Bericht seitens der „Commission pour le suivi de la section des sports d'élite de l'Armée" der Presse vorgestellt wurde. In diesem Bericht wurden die Daten seit Bestehen der Elitesportsektion der Armee belegt und analysiert.

Ad 2. Seit der Eröffnung im Jahre 1998 haben bis zum heutigen Zeitpunkt 52 Athleten von der Elitesektion der Armee profitiert. Zurzeit befinden sich 14 Athleten in der Elitesportsektion der Armee, 3 weitere Akten liegen dem Olympischen Komitee zwecks Begutachtung vor. Von diesen 52 Athleten stammten oder stammen 9 Sportler aus Mannschaftssportarten.

Der Athlet bezieht während dieser Zeit monatlich ein Soldatensaldo, welches zwischen 1.643.- und 2.147.- EUR, abhängig vom Grad des Soldaten, liegt. Für das Jahr 2014 war das für 18 Soldaten ein Gesamtbetrag von 479.842.- EUR.

Des Weiteren beteiligt sich das Sportministerium an verschiedenen zusätzlich anfallenden Kosten in Bezug auf sportliche Beteiligungen im Ausland und Trainerkosten.

Aus der folgenden Tabelle ist ersichtlich, in welcher Höhe das Sportministerium die verschiedenen Athleten in den Jahren 2008 bis 2014 unterstützt hat.

Jahr	zur Sektion zugelassene Sportler insgesamt	Sportart Einzel (Anzahl)	Sportart Kollektiv (Anzahl)	Zuschuss Sportministerium Anteil Kollektivsportart	Zuschuss Sportministerium Anteil Einzelsportart	Gesamtzuschuss Sportministerium
2008	12	11	1	1.348	99.697	101.045
2009	15	13	2	15.303	99.365	114.668
2010	17	13	4	12.813	109.720	122.533
2011	15	11	4	4.874	120.360	125.234
2012	16	12	4	10.957	142.809	153.766
2013	17	11	6	13.494	133.315	146.809
2014	18	14	4	19.018	185.545	204.563

Für das Jahr 2015 ist im Haushalt des Ministeriums ein Posten von 180.000.- EUR vorgesehen.

Ad 3. Die 52 Athleten, welche bis zum heutigen Zeitpunkt Mitglied der Elitesportsektion der Armee waren oder sind, stammen aus folgenden Sportarten:

- Radsport: 9 Sportler,
- Tischtennis: 6 Sportler,
- Turnen: 2 Sportler,
- Reiten: 2 Sportler,
- Turmspringen: 1 Sportler,
- Motorradsport: 1 Sportler,
- Tennis: 1 Sportler,
- Triathlon: 4 Sportler,
- Karate: 4 Sportler,
- Judo: 4 Sportler,
- Segeln: 1 Sportler,
- Leichtathletik: 3 Sportler,
- Bogenschießen: 1 Sportler,
- Fußball: 1 Sportler,
- Basketball: 3 Sportler,
- Fechten: 1 Sportler,
- Tanzsport: 1 Sportler,
- Handball: 4 Sportler,
- Volleyball: 1 Sportler,
- Golf: 1 Sportler,
- Skilanglauf: 1 Sportler.

Ad 4. Aus dieser Antwort ist ersichtlich, dass von den 52 Athleten 7 Athleten (13,5%) aus nicht olympischen Sportarten stammen und infolgedessen 86,5% der Athleten aus olympischen Sportarten stammen.

Ad 5. Seit 2008 haben insgesamt 8 Sportler während ihrer Zeit in der Elitesportsektion der Armee an Olympischen Spielen teilgenommen. Hinzuzufügen bleibt aber, dass verschiedene Sportler, nachdem sie die Elitesportsektion bereits verlassen hatten, an Olympischen Spielen teilgenommen haben.

Ad 6. Von den aktuell 14 Athleten der Elitesportsektion der Armee gehören zum jetzigen Zeitpunkt 6 Sportler dem Elitekader des Olympischen Komitees (COSL) an. Die 2 Mannschaftssportler gehören nicht dem Elitekader des COSL an, denn die Kriterien des Elitekaders des Olympischen Komitees schließen einzelne Mannschaftssportler de facto aus.

Ad 7. Zurzeit profitieren 2 Mannschaftssportler von dem Angebot. Seit 2008 waren 7 Mannschaftssportler im Elitekader der Armee. Von diesen 7 Sportlern schafften es 2, vorübergehend in einem professionellen ausländischen Verein zu spielen. Keiner von beiden hat jedoch eine längere Profikarriere eingeschlagen.

Question 1389 (21.08.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant **certaines pratiques d'agences immobilières:**

En date du 17 juillet 2015, un article paru au «Land» a mis en exergue des pratiques de certaines agences immobilières qui contribueraient potentiellement au renchérissement, du moins partiel, des prix immobiliers dans le pays. J'observe que d'ores et déjà le soupçon qu'il y aurait des cas d'entente entre agents immobiliers pour manipuler les prix lors de ventes aux enchères circule dans le domaine public. En outre, certaines personnes actives dans le secteur de l'immobilier viennent de confirmer ce fait à travers les médias sociaux. Or, la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence prévoit l'interdiction des ententes, sauf cas exceptionnels.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des propos relatés ci-dessus?

- Envisage-t-il de saisir le Conseil de la Concurrence de ces faits?

Réponse (24.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En guise de réponse aux questions formulées, j'aimerais signaler à l'honorable Député que les articles de presse en question n'ont pas échappé à mon attention. Toutefois, le fait que des rumeurs soient relatées dans les médias, ou ailleurs, ne constitue pas un indice suffisant pour justifier une saisine du Conseil de la Concurrence en vue d'une enquête.

Je tiens à rappeler que, d'après l'article 10 de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence, le Conseil peut être saisi non seulement par le Ministre de l'Économie mais aussi par toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime; aussi le Conseil peut-il intervenir de sa propre initiative.

D'autre part, j'aimerais signaler l'article 21 de la loi précitée qui prévoit, sous certaines conditions, la possibilité d'une immunité voire d'une réduction des amendes à l'égard d'une entreprise participant à une entente présumée qui en fournit des éléments de preuve et qui apporte au Conseil de la Concurrence une coopération véritable, totale et permanente.

Par ailleurs, je renvoie à la question parlementaire n°1373 des honorables Députés Fayot et Cruchten *(voir ci-dessus)* relative à la même problématique à laquelle j'ai répondu conjointement avec le Ministre des Finances en précisant les moyens d'intervention de l'Administration de l'Enregistrement pour assurer le contrôle des prix dans les ventes aux enchères de biens immobiliers.

Question 1390 (21.08.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **acides gras trans:**

In vielen Backwaren, aber auch anderen Lebensmitteln wie Frühstücksflocken, Keksen, Fertigsoßen, Brotaufstrichen oder Tütensuppen stecken künstliche Transfette, die bei der Härtung oder dem starken Erhitzen von Pflanzenölen entstehen und krank machen können. Zahlreiche wissenschaftliche Studien belegen, dass deren Konsum Herz und Kreislauf schaden und zu einem frühzeitigen Tod führen können. Die Weltgesundheitsorganisation (WHO) fordert, Transfette weitestgehend aus der Nahrung zu verbannen. Die Verbraucher können jedoch den Transfettgehalt ihres Essens nicht selbst feststellen.

Auf EU-Ebene wird seit Jahren über das Thema diskutiert, doch auf eine Obergrenze oder gar ein komplettes Verbot konnten sich die Mitgliedstaaten bisher nicht einigen. Die EU-Kommission wollte bis Mitte Dezember 2014 einen Bericht mit Werten vorlegen, wie viel künstliche Transfette Verbraucher in den 28 Mitgliedstaaten konsumieren. Je nach Ergebnis war geplant, einen Gesetzesvorschlag zu formulieren. Doch die Veröffentlichung des Textes ist aufgrund anhaltender Diskussionen auf einen unbestimmten Zeitpunkt vertagt.

Laut WHO hatten sich gesetzliche Verbote, wie sie in manchen Ländern existieren, als höchst effektiv erwiesen, den Konsum industriell erzeugter Transfette zu reduzieren. So wurde in Dänemark, Österreich, Ungarn, Norwegen und der Schweiz eine gesetzliche Obergrenze eingeführt. In Dänemark zum Beispiel dürfen seit 2004 nur noch Lebensmittel verkauft werden, deren Fett zu weniger als zwei Prozent aus Transfetten besteht. In den USA beschloss die Lebensmittelbehörde (FDA) im Juni 2015, dass binnen drei Jahren alle künstlich teilgehärteten Fette aus Nahrungsmitteln verschwinden müssen. Laut FDA könnten durch diese Maßnahme jährlich rund 20.000 Herzinfarkte und 7.000 Tote vermieden werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin und an den Herrn Verbraucherschutzminister stellen:

- Wie stellt sich die momentane Situation in Luxemburg in Bezug auf künstliche Transfette dar?

- Wie stehen die Minister zu einer gesetzlichen Regelung in Luxemburg?

- Bevorzugen die Minister ein Verbot oder eine Obergrenze von künstlichen Fettsäuren?

- Planen die Minister das Thema Transfettsäuren während der laufenden luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft zu thematisieren und eine gemeinsame EU-Regelung voranzutreiben?

Réponse commune (24.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Es ist wissenschaftlich bewiesen, dass Transfette tatsächlich schädlich für die Gesundheit sind. Sie tragen nicht nur zu Herzproblemen und Fettleibigkeit bei, sondern sind zusätzlich auch Ursprung etlicher Entzündungsprobleme.

Zurzeit gibt es in Luxemburg noch keine nationale Regelung, die eine Obergrenze von Transfetten in den Lebensmitteln vorsieht. Allerdings gibt es in Luxemburg sehr wenige Lebensmittelproduzenten, die betroffen sind.

Eine verlässliche Aussage über die Exposition der Bevölkerung mit Transfettsäuren ist schwer zu machen. Man muss jedoch davon ausgehen, dass eine gewisse Exposition vorliegt, da künstliche Transfette in den verschiedensten Lebensmitteln zum Einsatz kommen.

Künstliche Transfette findet man in industriell verarbeiteten Lebensmitteln; sie entstehen vor allem durch Härtung der Pflanzenöle und das Einsetzen sogenannter „Shortenings". Dieses Verfahren ermöglicht unter anderem ein längeres Verfallsdatum. Neben den sogenannten industriellen Transfetten gibt es auch natürliche Transfette, die man bei den Wiederkäuern und den daraus entstehenden Nahrungsmitteln (siehe Milchprodukte) wiederfindet.

Seit 2006 gibt es nationale Ernährungsempfehlungen, die sowohl Richtlinien zum gesamten Fettkonsum (≤ 35% En[7]) als auch zum Konsum an gesättigten Fettsäuren (≤ 10% En) festlegen. AFSSA[8] berichtet von einem direkten Zusammenhang zwischen gesättigten Fettsäuren und Transfetten: Eine Verringerung der gesättigten Fettsäuren von 18% auf 16% En mindert die tägliche Aufnahme von Transfetten um 50%. Die nationalen Richtlinien legen als Grenze für gesättigte Fettsäuren ≤10% En fest.

Luxemburg verfügt über einen sehr offenen Markt im Bereich der Lebensmittel. So findet man in Luxemburg eine Vielzahl von Lebensmitteln aus den unmittelbaren Nachbarländern sowie aus den verschiedensten Mitgliedstaaten oder auch aus Drittländern.

Weil dem so ist, hat Luxemburg im Bereich der Lebensmittelsicherheit immer für eine europäische Herangehensweise plädiert. Was die Transfette angeht, hat sich Luxemburg rezent an einem Brief an die Kommission beteiligt, in dem letztere aufgefordert wird, industrielle Transfette in Lebensmitteln stark zu reduzieren. Luxemburg teilt somit das von Dänemark vorgebrachte Anliegen.

In Erwartung einer diesbezüglich europäischen Einigung, wird die Abteilung für Verbraucherschutz des Ministeriums für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz gemeinsam mit der für Lebensmittelsicherheit zuständigen Behörde des Gesundheitsamtes, nach Ablauf der Ratspräsidentschaft der EU, eine transparente Informationskampagne über Lebensmittel ausarbeiten, die es den Bürgern ermöglichen wird, sich präventiv und neutral über ihre Ernährung aufzuklären.

Das Thema industrielle Transfettsäuren ist eine Priorität für die Gesundheitsministerin und ist Teil der Tagesordnung während des informellen Treffens der europäischen Gesundheitsminister am 24. September 2015.

Als Vorsitzender des Europäischen Rates möchte Luxemburg zu diesem Anlass eine Diskussion anregen, wie man die Information der Verbraucher hinsichtlich der Präsenz von Transfettsäuren in Lebensmitteln fördern kann und welche Maßnahmen auf EU-Ebene genommen werden könnten, um deren Anteil zu verringern.

Question 1392 (25.08.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **corruption dans le secteur de la santé:**

Die deutsche Bundesregierung bat am 29. Juli den vom Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz vorgelegten Entwurf eines Gesetzes zur Bekämpfung von Korruption im Gesundheitswesen beschlossen. Dieser Gesetzesentwurf soll die Korruptionsstraftatbestände erweitern, so dass auch niedergelassene Ärzte strafrechtlich wegen Bestechung belangt werden können. Die neue Regelung dient insbesondere dem Schutz der Patienten, die sich darauf verlassen wollen, dass ihr behandelnder Arzt Entscheidungen ausschließlich aus medizinischen und nicht ans eigenwirtschaftlichen Gründen trifft.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Justizminister stellen:

- Sind den Ministern Fälle von Bestechlichkeit bei Ärzten in Luxemburg bekannt?

- Wenn ja, wie viele Fälle von Bestechlichkeit konnten in den letzten drei Jahren nachgewiesen werden?

- Gedenkt die Regierung auch auf den Weg eines Antikorruptionsgesetzes im Gesundheitswesen zu gehen?

Réponse commune (21.09.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Dem Ministerium für Gesundheit sowie dem Justizministerium sind zurzeit keine Korruptionsfälle in der luxemburgischen Ärzteschaft bekannt.

In diesem Kontext gilt es hervorzuheben, dass der Deontologiekodex des Collège médical, welcher sich für Ärzte und Zahnärzte appliziert, unter Strafe verbietet, dass diese Berufsgruppen ihre berufliche Unabhängigkeit wegen unrechtmäßigen (Geld-) Leistungen auf's Spiel setzen. Das gleiche Prinzip ist auch im Deontologiekodex der Apotheker vorgesehen.

Zudem verbietet es die großherzogliche Verordnung vom 15. Dezember 1992 betreffend das Inverkehrbringens von Medikamenten, Personen die Medikamente verschreiben dürfen, unrechtmäßige Vorteile zu verschaffen.

Folglich ist auch keine weitere spezifische Gesetzgebung für Korruptionsbekämpfung bei den Heilberufen vorgesehen, da die Gesetzeslage in Luxemburg diesbezüglich ausreichend ist.

Question 1393 (25.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **systèmes de garantie des dépôts:**

La directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts «constitue un instrument essentiel pour l'achèvement du marché intérieur, du point de vue tant de la liberté d'établissement que de la libre prestation des services financiers dans le domaine des établissements de crédit, tout en renforçant la stabilité du système bancaire et la protection des déposants». Telle est l'essence même de la directive précitée. Inutile en effet de rappeler

[7] En%: Energieprozent

[8] AFSSA: Risques et bénéfices pour la santé des acides gras trans apportés par les aliments - Recommandations (2005)

l'importance des systèmes de garantie des dépôts pour la confiance des déposants et en fin de compte pour la stabilité du système bancaire et financier.

Si la directive impose aux États membres la transposition de la majeure partie de ses dispositions pour le 3 juillet 2015 au plus tard, le Luxembourg semble avoir pris du retard. Alors que le rapport sur la transposition des directives européennes et l'application du droit de l'Union 2015 présenté par le Gouvernement note que «La rédaction de l'avant-projet de loi portant transposition de la directive 2014/59/UE ainsi que de la directive 2014/49/UE est à un stade avancé. Le texte sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais», aucun projet de loi en la matière n'a à ce jour été déposé à la Chambre des Députés, ni même adopté au Gouvernement en Conseil.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Alors que le Luxembourg a toujours fait figure d'élève exemplaire quand il s'agissait de transposer des directives essentielles pour la place financière, Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons à la base du retard dans la transposition de la directive? Monsieur le Ministre est-il d'avis que son Ministère est suffisamment étoffé pour pouvoir faire face à toutes ses obligations de transposition de directives, notamment pendant la Présidence du Conseil de l'UE?

- Est-il exact que l'Association pour la garantie des dépôts Luxembourg a procédé à la modification de ses statuts du fait du retard pris par le Gouvernement dans l'élaboration d'un texte de loi adéquat, tel que le relatait le «Luxemburger Wort» samedi dernier?

Réponse (25.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'il découle de la 9e édition du Rapport sur la transposition des directives européennes et l'application du droit de l'Union européenne, présenté à la Chambre des Députés en juillet dernier, le Luxembourg a progressivement amélioré ses résultats en matière de transposition des directives européennes. En effet, son déficit de transposition montre une importante tendance à la baisse depuis 2005 à 2015.

Pour autant, force est de constater qu'au cours des précédentes périodes de législature, les effectifs du Ministère des Finances n'ont pas augmenté proportionnellement à l'accroissement du poids de la réglementation dans le sillage de la crise financière à partir de 2008. Cette situation est actuellement en cours de normalisation.

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter des hypothèses quant aux raisons qui ont pu amener une association dont l'État n'est pas membre de changer ses statuts.

Quant au projet de loi 6866, relatif aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs et portant transposition des directives 2014/59/UE du 15 mai 2014 et 2014/49/UE du 16 avril 2014, il a été déposé à la Chambre des Députés en date du 3 septembre 2015.

Question 1397 (26.08.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **élèves atteints de diabète du type 1:**

La présence d'élèves atteints de diabète du type 1, qui sont traités par des injections d'insuline ou qui sont porteurs d'une pompe extracorporelle à injection d'insuline, constitue une problématique de plus en plus courante à l'école et dans les structures d'accueil. Afin de faciliter l'intégration et la participation de ces enfants à toutes les activités ayant lieu dans le milieu scolaire et périscolaire, il importe d'y assurer un contrôle compétent de leur pathologie et une prise en charge quotidienne de leur traitement.

Bien que les parents soient les premiers responsables de l'administration des soins et des médicaments à leur enfant, ils sont pour la plupart des cas dans l'impossibilité d'être présents quotidiennement dans les écoles et structures d'accueil au moment des repas, des collations et de toute autre activité nécessitant un encadrement adéquat. Par conséquent, cette responsabilité doit être confiée à d'autres personnes.

Du fait que le personnel enseignant et éducatif ne jouit pas d'une formation très approfondie en la matière et ne dispose par ailleurs pas du temps nécessaire à un encadrement individualisé et un traitement médical systématique d'un élève concerné, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que le recours à des professionnels de santé, comme par exemple des infirmiers, est de mise pour superviser quotidiennement les élèves atteints de diabète du type 1 et pour leur administrer, voire injecter les doses requises d'insuline en cas d'hypoglycémie?

2. D'après mes informations, l'intervention d'un professionnel de santé dans le milieu scolaire et périscolaire n'est pas remboursée par la Caisse Nationale de Santé. Par conséquent, j'aimerais savoir de quelle façon le recours à un tel professionnel pour prendre quotidiennement en charge les élèves diabètes du type 1 est organisé et financé tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau des structures d'accueil conventionnées?

3. Est-ce qu'il ne serait pas opportun de mettre une seule et même personne à disposition pour prendre en charge l'élève diabète aussi bien dans sa classe de l'école fondamentale que la structure d'accueil qu'il fréquente, afin de garantir un déroulement et un suivi optimal du plan thérapeutique de l'enfant diabète pendant toute une journée?

Réponse commune (02.10.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le diabète insulinodépendant est une maladie chronique dont la gestion s'apprend sous la guidance et la surveillance d'une équipe médicale spécialisée et avec le support d'une équipe interdisciplinaire. L'éducation thérapeutique de la personne concernée, de sa famille et de ses personnes de contact est primordiale pour la bonne gestion de la maladie. Actuellement il y a environ 150 enfants diabétiques qui sont scolarisés.

L'accueil à l'école de l'enfant diabétique doit pouvoir se baser sur un réseau de support performant et engagé, composé par:

- l'enfant et ses parents,

- l'équipe médicale spécialisée,

- les enseignants et éducateurs de l'enfant,

- l'équipe de santé scolaire.

L'accueil des enfants diabétiques en milieu scolaire ou éducatif est actuellement le suivant:

- diagnostic et mise en place du protocole d'accueil par l'équipe de diabétologie du CHL;

- organisation d'une formation spécifique des enseignants et éducateurs concernés en collaboration avec les parents et l'équipe de santé scolaire en chargé de l'école ou du lycée que fréquente l'enfant;

- mise en œuvre pratique de l'accueil en étroite collaboration avec les parents, l'équipe médicale traitante, l'équipe de santé scolaire, les équipes enseignantes et éducatives concernées. Elle est retenue dans un protocole d'accueil de gestion clairement défini, régulièrement actualisé.

En général, et grâce à un engagement remarquable des enseignants, l'accueil à l'école des enfants diabétiques ne pose pas de problèmes particuliers. Certaines situations exceptionnelles (nouveau cas de diabète, diabète difficile à gérer, etc.) sont directement encadrées par le service de médecine scolaire.

Compte tenu du bon fonctionnement du système prédécrit nous ne sommes pas d'avis qu'un professionnel de la santé doit superviser quotidiennement chaque enfant atteint d'un diabète type 1 et doit être présent en permanence pour les injections d'insuline. À souligner par ailleurs que seul le nombre des enfants diabétiques est trop élevé pour pouvoir gérer une telle initiative.

Enfin, il convient de préciser qu'en général, si l'intervention d'un intervenant externe s'avère nécessaire pour effectuer un acte de soin, l'Office national de l'enfance veille à la prise en charge des frais dans le contexte de son cadre légal actuel. Dans ce cas, il sera veillé à ce que ce soit dans la mesure du possible la même personne qui intervienne auprès d'un même enfant, à l'école et à la maison relais.

Question 1398 (26.08.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **détention d'armes à feu:**

Laut den Aussagen des früheren Justizministers François Biltgen ist in Luxemburg eine „beunruhigend hohe Zahl" von Waffen im Umlauf. Laut einem „Wort"-Artikel vom 25. August 2015 ist die Zahl der offiziell zugelassenen Waffen in Privathand weiter gestiegen. Zum 1. August diese Jahres waren 87.322 genehmigungspflichtige Waffen auf 15.174 Halter in Luxemburg zugelassen. Ein Plus von immerhin 895 Waffen seit 2012. Die überwiegende Mehrheit dieser Waffen seien Luftdruck- oder Feuerwaffen, die von Sportschützen oder Jägern im legitimen Rahmen ihrer Freizeitbetätigung gebraucht werden. Somit kann man demnach von einer signifikanten Dunkelziffer ausgehen. Die Vorsitzende des Sportschützenverbands sieht jedoch keinen Bedarf für eine Verschärfung des Waffengesetzes.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Justizminister stellen:

- Kann der Minister die Zahlen bestätigen?

- Worauf führt der Minister die steigende Anzahl von privaten Waffenbesitzern zurück?

- Wie steht Luxemburg im Vergleich zu seinen Nachbarländern bei der Anzahl der Waffen pro Kopf da?

- Spricht sich die Regierung auch gegen eine weitere Verschärfung des Waffengesetzes aus?

- Auf wie viel schätzt die Regierung die Anzahl illegaler Waffen in Luxemburg?

- Bei wie vielen Kontrollen im letzten Jahr besaß der Besitzer keinen Waffenschein?

- Bei wie vielen Kontrollen im letzten Jahr befand sich die Waffe nicht gesichert im Waffenschrank?

Réponse (01.10.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

- Die Zahl der amtlich zugelassenen Schusswaffen (Feuer - und Nichtfeuerwaffen) im Sinne des Waffengesetzes vom 15. März 1983 in Privathand lag zum Zeitpunkt des angesprochenen Presseartikels vom 25. August 2015 bei 87.322. Die angeführte Zahl der Waffenhalter entspricht jedoch nicht den reellen Zahlen vom August 2015; sie liegt augenblicklich bei 13.809 Waffenhaltern.

In diesem Zusammenhang ist es jedoch wichtig, darauf hinzuweisen, dass dem von der ehrenwerten Frau Abgeordneten verwendeten Begriff einer „signifikanten Dunkelziffer" offensichtlich ein Missverständnis zu Grunde liegt, besonders was die Begründung der Waffenhaltung im Sinne von Artikel 15 Absatz 1 des o. a. Waffengesetzes betrifft. Die Mehrheit der Waffenhalter halten tatsächlich Waffen zum Zweck des Sportschießens und der Jagd; daneben gibt es jedoch noch andere anerkannte Begründungen für das Halten von Waffen, so z. B. Sammlung, Erbschaft oder auch das Ausüben von privaten Sicherheitsdiensten im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2002 über die Wach- und Schließgesellschaften.

- Was eventuell steigende Zahlen betrifft, so muss man klar unterscheiden zwischen der Zahl von Waffen und der Zahl von Waffenhaltern; im erwähnten Presseartikel geht es um die Zahl der Waffen, wohingegen die Frage der ehrenwerten Frau Abgeordneten auf die Zahl der Waffenbesitzer, also der Waffenhalter, abstellt.

Was die Zahl der amtlich registrierten Waffen betrifft, so kann man, in absoluten Zahlen ausgedrückt, tatsächlich eine Neuanmeldung von 895 Waffen zwischen 2012 und 2015 feststellen. Berücksichtigt man jedoch für den gleichen Zeitraum (i) die Steigerung der Einwohnerzahl Luxemburgs und besonders die Zahl der jungen Einwohner, die in diesem Zeitraum die Volljährigkeit erreicht haben und von denen auch ein Teil als „neue" Sportschützen und Jäger hinzugekommen ist, (ii) sowie die Tatsache, dass bereits langjährige Waffenhalter (Sportschützen, Jäger, Sammler, etc.) auch immer wieder einzelne Waffen neu erwerben, (iii) und auch die Waffen, die im gleichen Zeitraum von Waffenhaltern ins Ausland verkauft worden sind oder endgültig bei der Polizei abgegeben worden sind, so kann man die Zahl der Neuanmeldungen von 895 Waffen nicht einfach als Steigerung betrachten, sondern muss diese Zahl beträchtlich relativieren.

Was die Zahl der Waffenhalter betrifft, so konnte das Waffenamt allgemein eine leicht rückläufige Tendenz feststellen. Es wird davon ausgegangen, dass diese Tendenz zum größten Teil auf die Änderung des o. a. Waffengesetzes im Jahre 2011 zurückzuführen ist, wodurch Nichtfeuerwaffen (Luftdruckwaffen, Federdruckwaffen etc.) mit einer Schussenergie unter 7,5 Joule von der Genehmigungspflicht ausgenommen worden sind. Die zahlreichen Waffenhalter, die nur solche Waffen hielten, sind also nicht mehr als Waffenhalter im Sinne des Waffengesetzes zu verstehen, da sie keiner Waffengenehmigung mehr bedürfen.

- Was den Vergleich Luxemburgs mit seinen Nachbarländern bei der Anzahl der Waffen pro Kopf betrifft, so sind dem Waffenamt des Justizministeriums keine rezenten amtlichen Statistiken bekannt. Einer Studie des Europäischen Parlaments vom Januar 2014 zufolge[9], die auf den Zahlen der Nichtregierungsorganisation „Small Arms Survey" beruht, liegt die Zahl der Waffen, die pro 100 Einwohner eines Mitgliedstaates gehalten werden, bei 31,2 für Frankreich, 30,3 für Deutschland, 17,2 für Belgien und 15,3 für Luxemburg.

- Nach der jetzigen Lage im Bereich Waffen in Luxemburg liegen keine Tatsachen vor, die eine allgemeine Verschärfung des Waffengesetzes von 1983 hinreichend begründen würden.

- Da illegale Waffen per se nicht in amtlichen Registern aufgeführt sind, kann eine solche Zahl nicht angeführt werden. Einfache Schätzungen, die jeglicher Grundlage entbehren, sind in einem Bereich wie dem der Waffen nicht zielführend sondern eher kontraproduktiv, daher sollte davon abgesehen werden.

- Bei den Kontrollen, die im letzten Jahr auf Anfrage des Waffenamtes des Justizministeriums durch die Polizei durchgeführt worden sind, konnte kein Besitzer ohne Waffenschein festgestellt werden, und auch keine Waffen, die nicht gesichert gelagert gewesen sind.

Question 1400 (26.08.2015) de **Mme Taina Bofferding** et **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**hébergement et** l'**intégration de réfugiés:**

Même si le Luxembourg ne connaît actuellement pas les afflux massifs de réfugiés tels qu'ils sont notamment observés en Allemagne ces jours-ci, fait est que le nombre de demandeurs de protection internationale a augmenté cette année de plus de 20% par rapport à l'année précédente. Bien évidemment, cela pose de sérieux problèmes pour les services et administrations chargés de l'accueil des réfugiés, notamment en matière de logement. En effet, il est à craindre que les structures actuellement disponibles pour l'hébergement de réfugiés risquent d'être saturées dans un avenir plus ou moins proche si cette évolution persiste.

Dans l'édition du 19 août dernier, le quotidien «Tageblatt» a publié une interview avec une jeune femme courageuse et engagée qui a décidé d'héberger volontairement sous son toit plusieurs demandeurs de protection internationale. Cette initiative est bien louable et mérite notre profonde reconnaissance. Dans cette interview, la jeune femme se plaint cependant que du côté des instances étatiques, aucune aide n'est prévue pour ceux qui abritent volontairement des réfugiés qui eux-mêmes perdent une partie des aides auxquelles ils auraient droit en habitant un des foyers officiels.

Dans le cas d'une reconnaissance du statut de réfugié, la ou les personnes concernées ont droit, comme tous les résidents, au revenu minimum garanti. Dans ce contexte, il semble que pour les réfugiés logés chez une personne privée le RMG risque d'être réduit voire supprimé en fonction des revenus de la personne qui les loge, qui pourrait être considérée comme chef du ménage auquel appartiennent toutes les personnes logées à cette adresse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'initiative et l'engagement de la jeune femme dont question sont louables et mériteraient d'être imités parce qu'ils permettent de loger et d'intégrer des réfugiés?

- Dans cet ordre d'idées, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il faudrait permettre de soutenir les personnes privées prêtes à s'investir pour aider des réfugiés dans le cadre d'une convention, notamment pour leur accorder une compensation p. ex. pour le logement, les coûts de chauffage et d'eau?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que les réfugiés devraient garder dans ce cas toutes les prestations auxquelles ils auraient droit s'ils logeaient dans un foyer d'accueil, y inclus l'encadrement psychosocial et médical?

- En ce qui concerne la législation sur le revenu minimum garanti, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que celle-ci peut faire l'objet d'une interprétation plus ou moins restrictive - notamment quand il s'agit de la définition de la communauté domestique - et qu'il y aurait lieu dans ces cas d'être plus flexible?

- Si elle estime qu'une telle interprétation n'est pas possible, Madame la Ministre serait-elle prête à procéder à une adaptation de la loi?

[9] http://www.eprs.ep.parl.union.eu

Réponse (29.09.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. L'engagement de cette jeune femme, dont vous relatez l'initiative d'héberger deux jeunes réfugiés, est exemplaire. Les nombreuses initiatives privées d'aide aux réfugiés de ces dernières semaines ont démontré, s'il le fallait, l'immense solidarité dont font preuve nos concitoyens. À ce jour, l'OLAI recense plus de 750 demandes provenant de particuliers, d'associations ou de sociétés qui se montrent solidaires avec les autorités compétentes en proposant notamment de dispenser, à titre bénévole, des cours de langues, de parrainer les réfugiés dans leurs démarches administratives ou d'aider les mineurs à faire leurs devoirs à domicile.

2. Il est préconisé de limiter l'hébergement chez des particuliers aux personnes qui ont reçu le statut de réfugié au Luxembourg. Dans les prochains jours, l'OLAI prendra contact avec les particuliers qui ont marqué leur intérêt et mettra en place le cadre adéquat et nécessaire à cette forme de bénévolat. L'objectif poursuivi est de créer un véritable réseau d'hébergement privé pour les réfugiés. Les personnes qui ont acquis le statut de réfugié ont droit à l'ensemble des prestations sociales et au revenu minimum garanti et elles peuvent donc contribuer aux frais de logement.

3. Les personnes qui ont acquis le statut de réfugié au Luxembourg jouissent des mêmes droits que tout résident légal au Luxembourg. Elles ont donc accès aux soins de santé et aux services sociaux et psycho-sociaux. Les personnes qui n'ont pas encore acquis le statut de réfugié et qui sont en cours de procédure bénéficient de l'ensemble des conditions matérielles d'accueil (nourriture, habillement, transports, soins médicaux, encadrement psychosocial) tout au long de leur procédure, même si elles sont logées chez des particuliers.

4. Le calcul du montant revenu minimum garanti est basé sur la composition de la communauté domestique. À ma demande, le Fonds national de solidarité a analysé la possibilité de considérer la personne réfugiée hébergée chez un particulier comme formant un ménage à part. Il appert que la législation en vigueur permet, sous certaines conditions, de considérer cette personne comme communauté domestique à part et de lui accorder le revenu minimum garanti sans prise en compte des revenus de la famille qui l'héberge. Il n'y a donc pas besoin de modifier la législation en vigueur en ce sens.

Question 1401 (26.08.2015) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**hébergement et** l'**intégration de réfugiés:**

Dans un récent article de presse («Tageblatt» du 19.08.15) l'engagement individuel et les contraintes d'une jeune femme luxembourgeoise furent décrits en rapport avec l'hébergement de demandeurs d'asile, voire d'un réfugié ayant le statut de protection internationale, dans sa propre maison. Cet impressionnant témoignage individuel d'une personne engagée soulève des questions d'intérêt général que j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

A) De façon générale

L'article en question parle d'environ 2.500 personnes logées dans quelque 62 foyers privés ou publics dont l'état et la qualité des logements varieraient sensiblement. Ainsi:

- Pourriez-vous me chiffrer le nombre de demandeurs d'asile (voire de personnes ayant récemment reçu le statut de réfugié) qui sont logés dans combien de foyers (et lesquels?) au Luxembourg (à la date de la réponse à la question)?

- Quel est le niveau d'utilisation des capacités de ces foyers? Combien de places libres existent encore?

- Quelles sont les conditions pour obtenir la permission d'ouvrir ou de gérer un tel foyer?

- Quelle est la nature des contrats que l'OLAI établit avec les propriétaires, voire les gérants des foyers?

- Quelle rémunération obtiennent les propriétaires ou gérants des foyers par réfugié accueilli? Selon quelles modalités? Ces montants varient-ils d'un foyer à l'autre? Dans l'affirmative, pour quelles raisons? Quelle est la base légale de cette rémunération? Quels sont les services que les fournisseurs doivent garantir? Qui effectue le contrôle de qualité? Existe-t-il des sanctions prévues pour les propriétaires ou gérants en cas de non-respect des prescriptions?

B) Concernant l'engagement individuel et la volonté correspondante d'accueillir des demandeurs d'asile ou des réfugiés par des personnes privées

L'article en question parle d'une personne privée ayant entamé des démarches pour héberger des demandeurs d'asile dans la maison qu'elle habite. Cette demande eut un accord favorable de la part de l'OLAI, mais la personne n'aurait reçu aucun soutien étatique pour son engagement. Ainsi:

- Quelles sont les possibilités actuelles pour des personnes privées d'accueillir des demandeurs d'asile?

- De quels soutiens publics peuvent-elles profiter? Y a-t-il une différence de traitement - comme le laisse entendre l'article - par rapport aux gestionnaires de foyers (publics et privés)? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Vu l'afflux massif de demandeurs d'asile en Europe fuyant la guerre et l'oppression et vu les déclarations du Gouvernement de vouloir prendre ses responsabilités, et tout en se rendant compte de la limitation des capacités d'accueil au Luxembourg, le Gouvernement envisage-t-il de promouvoir et de soutenir la possibilité pour des personnes privées d'accueillir des demandeurs d'asile?

Réponse (28.09.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad A)

1. Fin août 2015, l'OLAI hébergeait:

- 586 demandeurs de protection internationale;

- 136 nouveaux arrivants en instance de régularisation;

- 631 demandeurs ayant été déboutés de leur demande de protection internationale;

- 363 demandeurs ayant obtenu la protection internationale;

- 49 demandeurs ayant obtenu un titre de séjour provisoire;

- 56 demandeurs sous procédure Dublin;

- 87 travailleurs immigrés

La durée moyenne de séjour d'un demandeur dans les structures de l'OLAI est approximativement de deux ans et demi, le doyen résidant dans un foyer depuis le 29 janvier 2003.

2. Fin août 2015, l'OLAI gérait 113 structures d'hébergement:

- 1 logement sur un camping,

- 2 maisons privées prises en location,

- 15 auberges et pensions,

- 19 logements communaux,

- 34 foyers étatiques ou pris en location,

- 42 logements dits «de deuxième phase».

À ce jour, l'OLAI comptabilise 200 lits disponibles, ainsi qu'une centaine d'unités dans des maisons communales. Toutefois, avec 240 nouveaux arrivants enregistrés au Centre de premier accueil pendant le seul mois d'août, 325 enregistrements au cours des deux premières semaines du mois de septembre et un nombre croissant de migrants, la pénurie de logements risque de devenir encore plus sévère.

3. Les structures d'hébergement gérées par l'OLAI ou ses partenaires doivent satisfaire aux dispositions du règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, notamment en ce qui concerne les normes de sécurité à respecter et d'aménagement des logements collectifs.

Par ailleurs, l'OLAI vérifie que les propriétaires-gérants détiennent toutes les autorisations nécessaires à l'exploitation d'un hôtel-restaurant.

4. L'OLAI et ses partenaires gèrent différents types de structures hébergeant:

- des demandeurs de protection internationale en cours de procédure (familles et célibataires);

- des personnes ayant obtenu la protection internationale (familles et célibataires)

- des personnes déboutées de leur demande et en attente de leur retour au pays d'origine;

- des travailleurs immigrés (célibataires).

Quelque 1.800 ressortissants étrangers sont logés par l'OLAI. Différentes populations impliquent différentes structures qui nécessitent différentes formes de contrats:

- conventions de mise à disposition (à titre gratuit ou onéreuse) conclues avec les communes pour l'hébergement de demandeurs de protection internationale/personnes ayant obtenu la protection internationale;

- accords/conventions de mise à disposition conclus avec les gestionnaires de structures privées, propriétaires-exploitants, associations et autres.

Selon le cas, les communes, propriétaires-gérants reçoivent une indemnité forfaitaire mensuelle pour l'hébergement, pendant une période déterminée, d'un nombre prédéfini de personnes qui peut être assortie ou non d'une pension complète. L'OLAI peut également accorder une indemnité forfaitaire par personne hébergée. En outre, l'OLAI peut, selon les conditions prédéfinies, prendre en charge les frais encourus par le propriétaire-gérant du bien immobilier mis à disposition de l'OLAI. Les montants accordés peuvent ainsi varier d'un foyer à l'autre.

Les propriétaires-gérants ont notamment l'obligation de faire respecter le règlement d'ordre intérieur des structures d'hébergement des demandeurs de protection internationale dans leur enceinte, d'assurer une présence et un contrôle journaliers, de faire respecter les règles de sécurité et d'hygiène et d'aménager les chambres individuelles et les salles communes selon les normes en vigueur. Ces exploitants répondent également aux exigences des bureaux de population communaux. La plupart des propriétaires-gérants interviennent également comme interprètes et assistent les DPI dans leurs démarches administratives.

Ad B)

Fin août 2015, 77 demandeurs de protection internationale étaient logés chez des personnes privées. La volonté d'être logé chez un particulier, qui est généralement un membre de famille ou une connaissance, émane du demandeur. L'OLAI, après avoir vérifié la salubrité des lieux, fait droit à cette demande et continue à fournir les denrées alimentaires au demandeur.

L'hébergement chez des particuliers et le soutien qu'ils offrent aux demandeurs de protection internationale peut être un outil complémentaire, mais il ne faut pas oublier que souvent ces personnes ont enduré de graves souffrances et subi des traumatismes et qui nécessitent une prise en charge professionnelle adaptée.

Ainsi, il est préconisé de limiter l'hébergement chez des particuliers aux personnes qui ont reçu le statut de réfugié au Luxembourg. Si l'on sait que ces personnes éprouvent énormément de difficultés à trouver un logement, leur hébergement par des particuliers peut être une façon très efficace, non seulement pour fournir une solution au problème de logement, mais aussi pour favoriser l'intégration dans la société luxembourgeoise.

C'est dans cet ordre d'idées que l'OLAI prendra contact avec les personnes intéressées et mettra en place le cadre nécessaire à cette forme d'hébergement de personnes ayant acquis le statut de réfugié. L'objectif sera de créer un véritable réseau d'hébergement chez des personnes privées.

Question 1402 (27.08.2015) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **instruments de contrôle pour l'usage de LuxGovSat:**

Le quotidien «Tageblatt» a publié un article sur le satellite LuxGovSat en date du 24 août 2015 dans lequel il est rapporté que la société, détenue à parts égales par l'État et la société SES, ne se serait pas dotée de moyens de contrôle appropriés de l'usage des capacités, mais fera confiance aux futurs utilisateurs du satellite.

Pourtant le Ministre de la Défense s'est engagé dans le projet de loi qu'il avait soumis à la Chambre des Députés, devenu par la suite la loi du 19 décembre 2014, que l'État veillera à ce que des procédures et règles soient mises en place afin de garantir la conformité avec le droit international et les intérêts du Luxembourg en tant que membre de l'OTAN et de l'UE et que les contrats de mise à disposition des services de GovSat contiendront des clauses s'assurant que l'utilisation des capacités satellitaires soit conforme au droit international.

- Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Défense s'il peut confirmer que l'État s'est effectivement doté des instruments de contrôle susmentionnés pour l'usage de LuxGovSat et préciser de quelle manière ce contrôle sera assuré?

Réponse (23.09.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Contrairement à ce que le quotidien «Tageblatt» a laissé entendre, l'État a veillé à la mise en place de règles et de procédures de contrôle de l'usage des capacités de LuxGovSat dans le but de garantir le respect du droit international et des intérêts et obligations du Luxembourg en tant qu'État membre de l'OTAN et de l'UE.

Ainsi, LuxGovSat SA, créée en février 2015, applique des règles de bonne gouvernance interne qui assurent que la société peut uniquement offrir des capacités satellitaires à des États qui respectent le droit international. Le mécanisme de contrôle exclut d'office la fourniture de capacités satellitaires à tout État sujet à des sanctions de l'ONU ou des mesures restrictives de l'Union européenne ainsi qu'à des États et organisations internationales responsables d'un fait internationalement illicite. Les capacités de la société sont destinées à des pays qui sont des partenaires fiables du Luxembourg. La société LuxGovSat SA est obligée de prévoir des clauses de respect du droit international dans les contrats avec ses clients.

En tant qu'instance de régulation, l'État luxembourgeois dispose d'un moyen déterminant afin d'assurer que les capacités satellitaires ne sont pas fournies à des États qui ne respectent pas le droit international, ceci moyennant le contrat de concession et le cahier de charges assorti.

Question 1403 (27.08.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **manque de personnel soignant durant les vacances:**

Laut eines rezenten Artikels auf „tageblatt.lu" vom 24. August 2015 ist das Personal in manchen Krankenstationen und Heimen, bedingt durch die Ferienzeit, zahlenmäßig nicht komplett. Durch den Zeitmangel und den Pflegefachkräftemangel sei somit die Sicherheit der Patientenversorgung bedroht. Die Qualität der Pflege riskiere, nicht mehr gewährleistet zu werden.

Die Gesamtlage im Pflegesektor ist bekanntlich kritisch: Es gibt eine Zunahme der Anzahl an Menschen mit Pflegebedarf, jedoch gibt es immer weniger junge Menschen, die den Beruf des Krankenpflegers ausüben wollen. Dazu kommen eine steigende Erwartungshaltung der Menschen mit Pflegebedarf und ein Gesundheitssystem, das immer stärker durch finanziellen Druck und Konkurrenz geprägt wird.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Kann die Frau Ministerin den Pflegefachkräftemangel während der Ferienzeiten in manchen Krankenstationen und Heimen bestätigen?

- Wenn ja, gedenkt die Frau Ministerin diesem Mangel in Zukunft vorzubeugen? Wie soll dies aussehen?

- Weshalb wird in der Ferienzeit nicht intensiver auf Schüler, Studenten und Arbeitslose zurückgegriffen, um den Personalmangel auszugleichen?

- Sieht die Frau Ministerin hier nicht auch die Möglichkeit, Schülern, Studenten und Arbeitslosen den Beruf näherzubringen und sie womöglich zu einer Ausbildung zum Pfleger zu verleiten?

- Besteht ein konkretes Konzept, um Berufe im Gesundheitssektor attraktiver zu machen?

Réponse commune (01.10.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Die Zuteilung des jährlich in den Krankenhausstationen verfügbaren Pflegepersonals erfolgt zurzeit nach individuellem Bedarf und der PRN-Methode.

Mittels der jährlichen Bedarfsplanung der Pflegefachkräfte stellen die Krankenhausdirektionen bei der Organisation der Pflegeleistungen sicher, dass - insbesondere auch während der Ferienzeiten - sowohl die Kontinuität der Pflege als auch die Sicherheit der Patienten gewährleistet sind.

In Bezug auf die Einrichtungen für behinderte Menschen konnte bis dato auch kein Pflegefachkräftemangel festgestellt werden, der eine sichere Versorgung der Bewohner unmöglich gemacht hätte. Es kann allerdings nicht ausgeschlossen werden, dass punktuelle Engpässe entstehen können, wenn in der Ferienzeit zusätzlich zu den urlaubsbedingten Ausfällen viel Fachpersonal gleichzeitig krankheitshalber ausfällt. Wenn dieser unwahrscheinliche Fall eintritt wird umgehend nach Lösungen gesucht.

Auch in Bezug auf die Einrichtungen für Personen des Dritten Alters konnte bis dato kein Pflegefachkräftemangel festgestellt werden, wel-

cher eine adäquate Versorgung der Bewohner während der Ferienzeiten in Frage gestellt hätte. Gemäß ministerieller Betriebsgenehmigung sind die Betreiber von den besagten Einrichtungen gehalten, jederzeit die vorgeschriebene Zahl an Pflegefachkräften einzusetzen. Die monatlichen Arbeitspläne, welche bei den jährlichen Kontrollen durch Mitarbeiter des Familienministeriums in Augenschein genommen werden, ließen bis dato keine Rückschlüsse auf eine temporäre Unterversorgung im Bereich der Pflegefachkräfte zu.

In Bezug auf die Einrichtungen für behinderte Menschen und die Einrichtungen für Personen des Dritten Alters kann in der Ferienzeit nur bedingt auf unqualifiziertes Personal zurückgegriffen werden, da die gesetzlichen Mindestqualifikationen das ganze Jahr über beachtet werden müssen. Die abgeänderte großherzogliche Verordnung vom 23. April 2004 betreffend die amtliche Genehmigung, die den Trägern von Einrichtungen für behinderte Menschen erteilt wird (...), sieht unter anderem vor, dass mindestens 80% des Betreuungspersonals bestimmte Qualifikationen erfüllen müssen (Art. 10 &11). Auch die abgeänderte großherzogliche Verordnung vom 8. Dezember 1999 betreffend die amtliche Genehmigung, die den Trägern von Einrichtungen für Personen des Dritten Alters erteilt wird (...), sieht unter anderem vor, dass mindestens 80% des Betreuungspersonals bestimmte Qualifikationen erfüllen müssen (Art. 13 & 14).

Sowohl besagte Mindestqualifikationen wie auch die in den oben genannten Verordnungen vorgesehenen Personalschlüssel und die Arbeitspläne des Pflegepersonals werden regelmäßig durch Mitarbeiter des Familienministeriums kontrolliert.

Seit dem 15. Oktober 2014 besteht im Rahmen des Comité interministériel eine enge Zusammenarbeit zwischen dem Gesundheits-, Erziehungs- und Hochschulministerium sowie anderen Partnern in Fragen der Ausbildung von Berufen im Gesundheitssektor. Neue Kompetenzen, Ausbildungsinhalte etc., die dazu dienen können, die Berufe des Gesundheitssektors attraktiver zu machen, werden in diesem Gremium diskutiert und bilden die Grundlage für eventuelle Konzepte und Programme.

Question 1404 (27.08.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **activités privées de gardiennage et de surveillance:**

En réponse à ma question urgente du 24 août 2015 *(cf. question parlementaire urgente n°1391, compte rendu n°16/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre de la Justice est formel:

«Les activités décrites dans la prise de position du 21 août 2015 de la Ville de Luxembourg pour lesquelles cette dernière a pris recours à la société Security Service Schmitt à l'occasion de la „Schueberfouer" ne relèvent pas du champ d'application de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance. Un agrément délivré sur base de cette loi n'est donc pas requis pour ces activités.»

Déjà vendredi dernier, Kevin Kappler de la société G4S a tenu les propos suivants vis-à-vis du «Luxemburger Wort»:

„Die Zugangskontrolle zu einem gesicherten Areal entspricht den Wachschutzaufgaben, für die eine Sicherheitsfirma eine Genehmigung des Justizministeriums benötigt" [...] „Was soll «Schmitt Security» denn tun, wenn jemand auf das Gelände eindringt? Die Sicherheitskräfte verständigen oder die Person dazu auffordern, den Ort zu verlassen? Das zählt zu den grundsätzlichen Missionen einer Sicherheitsfirma, Objekte und Personen zu schützen."

Aujourd'hui, «rtl.lu» rapporte les propos suivants de Madame le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg dans cette affaire:

„D'Gesetz wier net ganz kloer. Et misst ee kucken, wat ass Gardiennage a wat wier fir Evenementiel."

Il semble enfin que dans une affaire similaire impliquant la société Security Service Schmitt, dont l'arrêt de la Cour d'appel est attendu pour septembre, le procureur d'État près du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, voire son représentant, ait défendu une thèse différente de celle de Monsieur le Ministre de la Justice.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance, et plus particulièrement la définition des activités soumises à un agrément du Ministre de la Justice, est suffisamment claire?

- Le fait d'effectuer «le contrôle d'accès au champ du Glacis pour le compte de la Ville de Luxembourg, ceci dans le but de ne laisser entrer au chantier que les personnes y autorisées» n'est-il pas couvert par la définition figurant à l'article 14 de la loi modifiée du 12 novembre 2002 précitée qui dispose que: «Par surveillance de biens mobiliers et immobiliers au sens de la présente loi, on entend les activités qui consistent à assurer à titre professionnel la sécurité des immeubles et des biens mobiliers, soit par la présence de gardiens, soit par des moyens techniques reliés à un central de surveillance, et à assurer une intervention adéquate en cas d'intrusion non autorisée dans les immeubles concernés ou de soustraction frauduleuse, voire de menace d'endommagement par des tiers des biens surveillés»?

- Monsieur le Ministre envisagerait-il une modification du texte de loi, si, par impossible, la Cour d'appel confirmait le jugement rendu en première instance à l'encontre de la société susvisée et de ses dirigeants?

- À supposer que les activités de la société Security Service Schmitt ne rentrent pas dans les prévisions de la loi modifiée du 12 novembre 2012 précitée, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait tout de même réglementer ces activités de l'événementiel, ou du moins obliger les dirigeants de telles sociétés ainsi que leur personnel d'avoir des casiers judiciaires vierges?

Réponse (01.10.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

- Les dispositions de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance, et plus particulièrement les définitions des activités soumises à agrément prévues par cette loi, sont suffisamment claires.

- Concernant l'interprétation de l'article 14 de la loi du 12 novembre 2002 précitée, il convient de rappeler tout d'abord les explications fournies dans les réponses à la question parlementaire urgente n°1391du même honorable Député: la loi du 12 novembre 2002 constitue une restriction de la liberté du commerce garantie par l'article 11 (6) de la Constitution et doit par conséquent faire l'objet d'une application restrictive, y compris en ce qui concerne son champ d'application.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'activité de contrôle d'accès aux chantiers, il convient par ailleurs de renvoyer aux travaux parlementaires relatifs au projet de loi n°4784 étant devenu par la suite la loi précitée du 12 novembre 2002.

Dans le cadre de ces travaux, la Commission juridique de la Chambre des Députés avait proposé par le biais d'amendements d'ajouter aux quatre activités proposées par le Gouvernement et visées à l'article 2 de cette loi une 5e activité, à savoir celle relative au «maintien de la sécurité dans les lieux accessibles au public» (cf. doc. parl. n°4784[4]). Or, dans son avis du 30 avril 2002 (doc. parl. n°4784[5]), le Conseil d'État avait annoncé qu'il devrait s'opposer formellement à l'introduction de cette activité dans le projet de loi en cause, alors qu'elle pourrait être considérée comme une activité à caractère policier et que «...de tels contrôles sont susceptibles d'être considérés comme des ingérences dans l'exercice du droit au respect de la vie privée (article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales)...».

Suite à cet avis, cette 5e activité n'a pas été introduite dans le projet de loi étant devenu par la suite la loi du 12 novembre 2002.

Sur base de ces éléments, je le trouverais pour le moins spécieux pour un Ministre de la Justice de passer outre la Constitution et les considérations émises par le Conseil d'État en interprétant la loi du 12 novembre 2002 en ce sens qu'elle couvrirait néanmoins l'activité en cause.

Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, notamment son article 14 a toujours été interprété - y compris par tous mes prédécesseurs d'ailleurs - comme ne se rapportant qu'exclusivement à la protection contre des soustractions frauduleuses, l'endommagement et la destruction de biens meubles, respectivement à la protection contre des intrusions dans des immeubles en vue d'y commettre des soustractions frauduleuses, des endommagements ou des destructions de biens.

- En ce qui concerne l'affaire pénale actuellement pendante devant la Cour d'appel, je tiens à rappeler qu'il ne m'appartient pas en tant que Ministre de la Justice de commenter ou d'apprécier des affaires en cours devant des juridictions. Dès que ces juridictions auront définitivement toisé cette affaire, les décisions rendues seront soigneusement analysées et les conclusions qui s'imposent en seront tirées.

- En ce qui concerne les activités des entreprises dites de «l'événementiel» comme celle citée par l'honorable Député, il convient de rappeler que ces entreprises doivent disposer d'une autorisation d'établissement au sens de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant notamment l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, et, qu'aux termes de cette loi, notamment la présentation d'un casier judiciaire est d'ores et déjà requise afin d'établir l'honorabilité professionnelle des personnes concernées.

Question 1405 (28.08.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **occupations temporaires indemnisées:**

Le tout récent rapport d'activité du Ministère du Travail note que 942 personnes ont bénéficié au cours de l'année 2014 d'une occupation temporaire indemnisée (OTI), ce qui représente une augmentation de 2% par rapport à 2013. Au 31 décembre 2014, 360 demandeurs d'emploi poursuivaient encore cette mesure.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la durée d'occupation (avec et sans prolongation) de chacune de ces personnes, sur l'âge desdites personnes au moment du commencement de ladite mesure, sur les promoteurs ayant pris en charge lesdits demandeurs d'emploi?

- L'OTI a-t-elle déjà fait l'objet d'une évaluation quant à son efficacité? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de cette évaluation?

- Le règlement grand-ducal d'exécution de l'article L.523-1 du Code du Travail se rapportant aux OTI dispose à son article 5 que les personnes visées par les OTI bénéficient de deux jours de congé par mois.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette disposition mérite d'être modifiée afin de faire coïncider le régime applicable aux OTI avec le régime du congé des salariés?

Réponse (02.10.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Dans le courant de l'année 2014 l'ADEM a recensé 942 occupations temporaires indemnisées (OTI) qui ont concerné 922 personnes différentes. Parmi ces mesures, 323 ont débuté avant le 1er janvier 2014 et 342 étaient encore actives au-delà du 31 décembre 2014.

Le tableau ci-dessous renseigne les durées d'occupation de ces 942 mesures OTI. Ce tableau reflète la situation au 31 août 2015. Il convient de signaler qu'à cette date, 101 mesures, déjà actives en 2014, étaient encore en cours. Pour ces mesures, la durée écoulée jusqu'au 31.08 est comptabilisée. Il ressort du tableau que plus de 40% de ces mesures se terminent avant six mois et presque 90% avant douze mois.

Tableau 1: Durée des mesures «OTI» actives en 2014

	N	%	% cumulé
0-3 mois	223	23,7	23,7
4-6 mois	166	17,6	41,3
7-9 mois	159	16,9	58,2
10-12 mois	288	30,6	88,7
> 12 mois	106	11,3	100,00
Total	942	100,00	

Source: ADEM

Le tableau 2 ci-dessous indique l'âge des bénéficiaires au début de leurs mesures OTI.

Force est de constater que les bénéficiaires sont relativement jeunes. En effet, 36,4% ont moins de 30 ans. Ce chiffre est à comparer à la proportion des demandeurs d'emploi de moins de 30 ans non affectés à une mesure, qui s'établit en moyenne à 23,4% en 2014.

Tableau 2: Âge des bénéficiaires des mesures «OTI» actives en 2014

	N	%	% cumulé
> 25 ans	162	17,2	17,2
25-29 ans	181	19,2	36,4
30-34 ans	141	15,0	51,4
35-39 ans	101	10,7	62,1
40-44 ans	78	8,3	70,4
45-49 ans	101	10,7	81,1
50-54 ans	122	13,0	94,1
55 ans et plus	56	5,9	100,0
Total	942	100,0	

Source: ADEM

Il ressort du tableau 3 ci-dessous que 44,1% des mesures OTI actives an 2014 ont été réalisées auprès d'une institution étatique (ministères, administrations, lycées...), 29,2% auprès d'une administration communale, 17,9% dans le secteur du tourisme et de la culture (essentiellement des syndicats d'initiative et de tourisme) et 8,8% dans diverses associations sans but lucratif (asbl).

Tableau 3: Secteurs où les «OTI» actives en 2014 ont été réalisées

	N	%
État	415	44,1
Communes	275	29,2
Tourisme et culture	169	17,9
Asbl	83	8,8
Total	942	100,0

Source: ADEM

Quant à la question de savoir si l'OTI a déjà fait une évaluation quant à son efficacité, la réponse est négative. Il convient d'ailleurs de préciser que l'OTI est une occupation temporaire d'utilité publique pour chômeurs indemnisés alors qu'ils sont à la recherche d'un emploi; la finalité de la mesure n'est donc pas l'embauche définitive auprès du promoteur.

Néanmoins, l'OTI a aussi pour but de permettre aux demandeurs d'emploi de garder un contact avec le monde du travail qui facilite en principe la réinsertion.

En ce qui concerne les dispositions relatives au congé auquel peuvent prétendre les bénéficiaires d'une OTI, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de chômeurs indemnisés et non de salariés et qu'on ne peut donc en rien comparer leurs situations.

Question 1406 (28.08.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant les **frais des huissiers de justice:**

Certains huissiers de justice demandent aux créanciers une prime de réussite sur le montant des sommes recouvrées, et cela d'un ordre substantiel (souvent environ 10% des sommes recouvrées).

La disposition mettant le droit de recette à charge du seul créancier a été modifiée par règlement grand-ducal du 29 juillet 1968. Son article 3 a introduit une distinction en ce qu'il mettait le droit de recette à la charge du débiteur lorsque le recouvrement est poursuivi en vertu d'une décision de justice, d'un acte ou titre en forme exécutoire, et à la charge du créancier dans les autres cas. Cette règle a été maintenue par le règlement grand-ducal du 10 janvier 1970.

Le règlement grand-ducal du 24 janvier 1991, abrogeant celui de 1970, dispose à l'article 8 que l'huissier de justice peut liquider un droit de recette sur les recouvrements qu'il est chargé de faire, sans reprendre la distinction ayant cours depuis 1968.

L'article 19 de la loi du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice déclare qu'il est interdit à l'huissier de justice de mettre en compte des droits ou des frais non prévus aux tarifs des actes et des vacations.

Dès lors, la situation actuelle est celle que certains huissiers de justice sollicitent une commission de réussite à la charge du créancier, d'un taux arbitraire et sans relation avec l'article 8 du règlement grand-ducal du 24 janvier 1991, et cela même s'il s'agit d'un recouvrement en vertu d'une décision de justice, d'un acte ou titre en forme exécutoire, alors que d'autres huissiers de justice ne demandent pas une telle prime de réussite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que la sollicitation d'une manière générale d'un honoraire de résultat, à quelque taux que ce soit, de nombreux huissiers de justice est conforme aux textes mentionnés?

- Quelle est la position politique de Monsieur le Ministre de la Justice par rapport aux commissions de réussite susdites?

- Sachant que l'huissier de justice n'exerce pas une profession libérale mais est un officier ministériel dont les tarifs sont fixés par le législateur, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ces différentes manières dont les huissiers de justice sollicitent des commissions de résultat, ou non, est une source d'insécurité juridique et d'iniquité, tant pour les personnes devant recourir aux services des huissiers de justice que pour les huissiers de justice eux-mêmes?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre envisage de faire afin de remédier à cette problématique et de clarifier la situation juridique?

Réponse (28.09.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'exercice de la fonction d'huissier de justice, officier ministériel, est strictement encadré par un ensemble de textes d'origine législative et réglementaire, formant un statut, qui délimite les activités de la fonction mais aussi les conditions d'exercice de ces activités. Le texte principal qui définit le statut de la fonction est la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice. Les différents domaines d'activités des huissiers de justice sont délimités par l'article 13 de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation des huissiers de justice.

Il convient de distinguer deux types d'activités de l'huissier de justice: celles exercées à titre monopolistique en tant qu'officier ministériel et celles qu'il partage avec d'autres professions.

Les activités monopolistiques

L'article 1er de la loi modifiée du 4 décembre 1990 prévoit que seuls les huissiers de justice peuvent procéder aux activités suivantes:

- signification des actes;

- exécution des décisions de justice.

Le corollaire de ce monopole est que, sauf exceptions strictes, les huissiers de justice sont tenus de prêter leur concours lorsqu'ils en sont légalement requis.

Les activités concurrentielles

En dehors des activités strictement réservées aux huissiers de justice, ces derniers peuvent également intervenir dans d'autres matières, concurremment avec d'autres professions, comme par exemple le recouvrement amiable de créances.

Dans le cadre du recouvrement amiable, l'huissier de justice, mandaté par un créancier, peut mettre en œuvre des mesures non coercitives visant à recouvrer la créance auprès du débiteur. Le recouvrement amiable permet justement d'éviter des frais prohibitifs à charge de l'une ou de l'autre des parties. Le recouvrement amiable, la négociation et la médiation entre créancier et débiteur amène à ce que le débiteur puisse s'en sortir et à ce que le créancier recouvre sa créance. Le législateur n'a pas prévu de frais et honoraires pour ce travail chronophage alors qu'il s'agit d'un travail que l'huissier de justice exerce en concurrence avec les avocats, les sociétés de recouvrement et autres.

Le coût de l'intervention de l'huissier de justice dans le cadre du recouvrement amiable est à la charge du demandeur. En règle générale, l'huissier de justice applique les honoraires convenus avec son mandant. Cette rémunération peut prendre la forme d'un honoraire de résultat ou d'un droit de dossier en cas de non-recouvrement.

Question 1407 (28.08.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **réforme du contrôle des concentrations:**

La Commission européenne a publié le 9 juillet 2014 un Livre blanc intitulé «Vers un contrôle plus efficace des concentrations dans l'UE». Dans ce document, qui fait le point sur la réforme du régime des concentrations adopté en 2004, la Commission propose en outre de réfléchir à un contrôle des acquisitions de participations minoritaires.

Q280

On peut notamment lire dans ce Livre blanc que:

«26. L'expérience de la Commission et des autorités des États membres et des pays tiers, ainsi que la recherche économique indiquent que dans certains cas, l'acquisition d'une participation minoritaire non contrôlante peut nuire à la concurrence et donc aux consommateurs.», et que:

«28. Plusieurs types de problèmes de concurrence peuvent survenir lors de l'acquisition d'une participation minoritaire. La mise en évidence de ces problèmes repose sur des théories du préjudice similaires à celles qui s'appliquent aux prises de contrôle et suppose en général que l'opération augmente sensiblement le pouvoir de marché.»

Afin d'intégrer à l'avenir le contrôle de la prise de participations minoritaires dans le champ d'application du contrôle des concentrations européennes, la Commission suggère d'adopter un «système de transparence „ciblé"» qu'elle décrit comme suit:

«3.2.2. Le système proposé: un système de transparence „ciblé"

45. Eu égard à ce qui précède, c'est un autre système de transparence, „ciblé", qui conviendrait probablement le mieux pour traiter les affaires d'acquisitions de participations minoritaires. [...] Il permettrait de cibler d'emblée les opérations potentiellement problématiques en repérant celles qui créent un „lien significatif d'un point de vue concurrentiel" et de soumettre les opérations ainsi repérées à un contrôle effectif de la Commission, sans qu'il soit besoin d'imposer une obligation générale de notification.

46. Compte tenu des théories du préjudice évoquées plus haut, un „lien significatif d'un point de vue concurrentiel" correspondrait à l'existence à première vue d'un rapport concurrentiel entre l'activité de l'acquéreur et celle de sa cible, soit du fait que ces entreprises opèrent sur les mêmes marchés ou dans les mêmes secteurs, soit qu'elles opèrent sur des marchés liés verticalement. En principe, le système ne serait déclenché que lorsque les acquisitions minoritaires et les droits qu'elles confèrent permettent à l'acquéreur d'influencer significativement la politique commerciale de l'entreprise cible et ainsi son comportement sur le marché, ou d'accéder à des informations commercialement sensibles. Cependant, au-delà d'un certain seuil, la participation peut en soi induire une telle modification des incitations financières de l'acquéreur que celui-ci adaptera son comportement sur le marché, qu'il exerce ou non une influence significative sur l'entreprise cible. Seules les acquisitions portant sur un „lien significatif d'un point de vue concurrentiel" nécessiteraient le dépôt d'un avis d'information auprès de la Commission.

47. Afin de garantir la sécurité juridique aux parties, seules les opérations remplissant les critères cumulatifs ci-dessous relèveraient de la définition du „lien significatif d'un point de vue concurrentiel":

- acquisition d'une participation minoritaire dans un concurrent ou une entreprise liée verticalement (c'est-à-dire qu'une relation concurrentielle doit exister entre l'acquéreur et la cible); et

- le lien concurrentiel est considéré comme significatif lorsque la participation minoritaire est (1) d'environ 20% ou (2) comprise entre 5% et environ 20% mais assortie de facteurs supplémentaires tels que des droits assurant à l'acquéreur une minorité de blocage de fait, un siège au sein du conseil d'administration ou un accès à des informations commercialement sensibles de la cible.

48. Les parties seraient tenues d'apprécier elles-mêmes si l'opération crée un „lien significatif d'un point de vue concurrentiel" et, dans l'affirmative, de déposer un avis d'information. Dans le cas où un avis d'information est déposé, la Commission déciderait alors d'enquêter ou non sur l'opération et les États membres décideraient s'ils souhaitent formuler une demande de renvoi» (je souligne).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Messieurs les Ministres sont-ils favorables à cette piste de réforme du contrôle des concentrations visant à inclure les participations minoritaires dans le champ d'application du contrôle des concentrations européennes?

2. Messieurs les Ministres ont-ils analysé les incidences que pourrait avoir un tel abaissement des seuils de participation jusqu'à potentiellement 5% sur l'industrie luxembourgeoise des fonds d'investissement, et notamment sur le secteur du «private equity»?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer où en sont les réflexions de la Commission européenne et s'ils estiment si ces pistes de réforme vont prochainement aboutir?

Réponse commune (29.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'inclusion des participations minoritaires dans le champ d'application du contrôle des concentrations européennes est une idée novatrice que la Commission européenne a soumise à une consultation publique en juillet 2014. Le fait que l'approche est présentée dans un Livre blanc montre qu'il ne s'agit à ce stade que d'une idée et que la Commission européenne souhaite recueillir l'avis des parties concernées sur le bien-fondé, les avantages et les désavantages de cette approche.

Toujours est-il que le Livre blanc n'a pas été suivi à ce jour d'une communication de la Commission européenne ni d'une proposition législative. Ceci est une indication que les idées lancées dans le Livre blanc ont probablement fait l'objet de commentaires amenant la Commission européenne à prendre le temps de réfléchir sur la manière de progresser dans la réforme du régime des concentrations. Le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2015 ne fait ainsi état d'aucune initiative en la matière.

Dès lors, en absence d'une proposition législative de la Commission européenne, il peut être prématuré de se prononcer concrètement sur les incidences des mesures à l'étude qui pourront encore subir de fortes modifications, voire même, pour certaines, être abandonnées.

Le Livre blanc ne s'intéresse qu'aux prises de participation minoritaires «non contrôlantes», c'est-à-dire, celles qui ne sont pas encore appréhendées par le droit européen de la concurrence puisqu'elles ne modifient pas les aspects du contrôle formel de l'entreprise cible. Toutefois, l'inclusion des participations minoritaires dans le champ d'application du contrôle des concentrations européennes concernera, entre autres, l'industrie des fonds d'investissement et notamment le secteur du private equity. Ayant récemment érigé la «Capital Markets Union» et la promotion de l'investissement comme des priorités pour remettre l'Union européenne sur le chemin de la croissance, de l'emploi et de la prospérité, la Commission européenne ne manquera probablement pas d'examiner si les réflexions au sujet de la réforme du contrôle des concentrations sont compatibles avec les objectifs susmentionnés.

Un juste équilibre devra être trouvé en tenant compte des objectifs de la relance de l'économie européenne, de la promotion de l'investissement, de la création de l'emploi, du développement des marchés de capitaux, de la réalisation du Marché intérieur et de la compétitivité de l'économie européenne. Il va de soi que la solution retenue devra être proportionnée et se limiter aux seules opérations qui peuvent entraîner des restrictions de concurrence nuisant au bon fonctionnement du Marché intérieur.

Quant au contrôle des concentrations et des prises de participation minoritaires sans dimension communautaire, ils continueront de relever exclusivement du droit interne des États membres. Le Luxembourg ne dispose pas de législation relative au contrôle des concentrations.

Question 1408 (31.08.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **concessions de l'État relatives aux stations-service sur le réseau autoroutier luxembourgeois:**

D'après l'hebdomadaire «Le Jeudi», les exploitations des stations-service (i) le long de l'autoroute A6 Luxembourg - Arlon, direction Luxembourg (aire de Capellen) et (ii) le long de l'autoroute A3 Luxembourg - Thionville, direction Thionville (aire de Berchem), furent données en concession par l'État vers la mi-2014, respectivement vers la mi-2015.

Alors que les ventes de carburant sont en baisse depuis plusieurs années, le recul observé au cours de l'année 2014 et des premiers mois de l'année 2015 pourrait, d'après René Winkin du Groupement pétrolier luxembourgeois (GPL), être dû au renouvellement des concessions des deux plus grandes stations d'autoroute.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de recettes l'État génère-t-il au titre des contrats de concession conclus avec les exploitants des stations-service (aire de Berchem, aire de Capellen, aire de Wasserbillig et autres, si applicable)? En quoi les conditions d'attribution des concessions ont changé par rapport à celles en vigueur avant 2014 respectivement 2015?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer l'impact du tourisme à la pompe sur le budget de l'État (avec le détail des différents types de recettes fiscales) au cours des dernières 5 années?

- Quelle est la stratégie du Gouvernement dans le domaine du tourisme à la pompe au cours des années à venir?

Réponse (28.09.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les recettes de l'État au titre des droits de concession payés par les exploitants des stations-service sur le réseau autoroutier ont varié entre 39,6 et 43,3 millions d'euros ces 5 dernières années.

Suite à un appel d'offre lancé en 2013, de nouveaux contrats de concession ont été conclus pour l'aire de Capellen avec les adjudicataires avec effet au 1er mai 2014. Les stations-service de l'aire de Berchem ont été réattribuées avec effet au 1er mai 2015 suite à un appel d'offre lancé en 2014. Le montant des redevances à payer par les (nouveaux) concessionnaires - et proposé par les soumissionnaires - ont été pris en compte dans le cadre des adjudications, conformément au cahier des charges.

Les variations de volumes constatées au niveau national ne sont pas spécifiques aux stations-service du réseau autoroutier en général, ni aux stations-service des aires de Capellen ou Berchem en particulier.

En ce qui concerne l'impact éventuel du tourisme à la pompe, le Gouvernement a, conformément au programme de Gouvernement, commandité une étude et reste en attente des résultats.

Question 1409 (01.09.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **système de pensions**:

Si l'allongement de l'espérance de vie est une avancée majeure, le vieillissement de la population représente des défis considérables pour les dépenses publiques et pour le système de protection sociale luxembourgeois. Ce défi est accentué par l'arrivée des générations du baby-boom à l'âge de la retraite qui entraîne des répercussions inévitables sur notre système de pensions.

Selon un rapport du groupe de travail sur le vieillissement de la population (Ageing Working Group - AWG) de la Commission européenne, le nombre de retraités au Luxembourg passera de 172.000 personnes en 2013 à environ 456.000 personnes en 2060. Pendant cette période, le poids des dépenses publiques pour les retraites va passer de 9,4% à 13,4% du PIB. Pour permettre de rester au plus près du chiffre de deux actifs pour un retraité, la population devrait augmenter de 111%, selon Eurostat, d'ici 2060 pour permettre de porter le nombre de contributeurs au système de retraite de 445.200 aujourd'hui à 853.300 en 2060.

Pour limiter l'effet de la hausse des dépenses publiques pour les retraites, le rapport dégage trois pistes: relier l'âge de départ à la retraite à l'augmentation de la durée de vie, augmenter la productivité ou l'emploi des seniors.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de cette étude?

2. Le Gouvernement partage-t-il l'analyse et les recommandations de cette étude?

3. Quelles sont les mesures concrètes envisagées par le Gouvernement pour pérenniser notre système de pension?

Réponse (29.09.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. Le document à l'origine des chiffres énoncés dans la question parlementaire sous examen est le «The 2015 Ageing report: Economic and budgetary projections for the 28 EU Member States (2013 - 2060)» publié en mai 2015 (ci-après: le ageing report 2015). Il s'agit du 5e rapport depuis 2001, mandaté par le conseil ECOFIN et préparé par le Ageing Working Group (AWG) rassemblant la Commission européenne et les États membres.

Le rapport se base sur les projections démographiques les plus récentes de Eurostat, EUROPOP2013, et les hypothèses démographiques et macroéconomiques définies par le AWG et Eurostat pour réaliser à l'horizon 2060 des projections harmonisées des dépenses publiques liées au vieillissement, ceci dans les domaines

des retraites, l'invalidité, la santé, la dépendance, l'éducation et le chômage. Le rapport est mis à jour tous les trois ans.

Dans le domaine notamment des pensions, l'exercice technique des projections, sur base des hypothèses précitées, est confié aux États membres. Pour le Luxembourg, ces travaux ont été réalisés par le Ministère de la Sécurité sociale et l'Inspection générale de la sécurité sociale.

Ad 2. Comme énoncé auparavant, les projections du ageing report 2015 se basent sur des hypothèses démographiques et macroéconomiques définies par l'AWG dans le but d'analyser l'impact du vieillissement sur les dépenses publiques.

Dans ce contexte, les nombres d'assurés et de pensionnés cités dans la question parlementaire sont la conséquence des hypothèses susmentionnées, et non pas à comprendre comme un seuil de population nécessaire pour garantir la survie du régime des pensions actuel. Le rapport conclut en effet que, sous le scénario prédéfini et à législation constante, les dépenses publiques liées aux pensions vont augmenter de 9,4% à 13,4% du PIB à l'horizon 2060.

Le Gouvernement partage l'analyse du ageing report 2015, tout en sachant que ces résultats sont largement tributaires du scénario défini (hypothèses démographiques et macroéconomiques). Ainsi, la nécessité de remettre à jour régulièrement le ageing report.

Les projections du ageing report 2015 ont d'ailleurs été utilisées par le Gouvernement dans le cadre du dernier «semestre européen», c.-à-d. lors de l'élaboration des parties traitant le long terme du Programme national de réforme PNR2015 (Luxembourg 2020) et la 16e actualisation du Programme de stabilité et de croissance PSC2015.

Ad 3. Le Gouvernement a décidé d'avancer la supervision et l'évaluation du régime des pensions prévues par la loi d'une année.

Ainsi, en 2016, au lieu de 2017, l'IGSS va vérifier sur base d'une étude actuarielle la concordance entre les hypothèses à la base de la réforme de 2012 et la trajectoire financière actualisée du régime. Cette étude permettra notamment d'actualiser et d'affiner davantage l'analyse du ageing report 2015.

En cohérence avec les pratiques d'autres États membres, un «groupe des pensions», composé d'experts des principaux acteurs, sera mis en place et aura pour mission de proposer, dans le but d'une pérennisation du régime des pensions, le cas échéant, des adaptations nécessaires du régime sur base de cet avis actuariel.

Question 1430 (14.09.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **poursuite de délits routiers au niveau européen:**

Une grande partie des délits routiers sont poursuivis sur le territoire de l'Union européenne de sorte que les États membres sont obligés d'échanger des informations y relatives. Or, le stationnement non autorisé est exclu de ce régime de telle façon que les procès-verbaux pour cette infraction ne s'appliquent qu'aux conducteurs nationaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il les efforts d'échange d'informations au niveau européen en ce qui concerne la poursuite de délits routiers?

- Est-il d'avis qu'une coopération renforcée au niveau de la Grande Région ou de l'espace SaarLorLux serait envisageable dans ce domaine, comme l'a d'ailleurs récemment suggéré le député européen allemand Jo Leinen dans la presse nationale?

Réponse (29.09.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le Luxembourg a toujours plaidé en faveur d'une solution au niveau européen et n'est donc partie à aucun accord bilatéral.

La solution européenne, qui s'applique aux infractions constituant une menace grave pour la sécurité routière, à savoir l'excès de vitesse, le non-port de la ceinture de sécurité, le franchissement d'un feu rouge, la conduite en état d'ébriété, la conduite sous l'influence de drogues, le non-port du casque, la circulation sur une voie interdite ainsi que l'usage illicite d'un téléphone portable ou de tout autre équipement de communication en conduisant un véhicule, est en ligne avec les efforts déployés par le Gouvernement en vue d'améliorer la sécurité routière.

En effet, il est à prévoir que la mise en œuvre de cet échange d'informations par les différents États membres aura un impact positif sur la sécurité routière et permettra de donner une impulsion à la baisse du nombre de tués sur les routes.

Il n'est actuellement pas prévu d'aller au-delà de ce qui est prévu par les dispositions européennes pour englober notamment d'autres infractions comme le stationnement non réglementaire.

Question 1433 (16.09.2015) de **MM. Emile Eicher** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **centre d'émissions radio de Marnach:**

Pendant plusieurs années les riverains du centre d'émissions radio de Marnach se sont mobilisés contre les nuisances provoquées par le rayonnement autour du site et ont demandé la fermeture dudit site. Il nous revient dans ce contexte que le Gouvernement a négocié un accord avec CLT-UFA portant sur la cessation des activités de radiodiffusion sur le site de Marnach. Cet accord prévoit que toutes les activités de radiodiffusion sur ce site seront définitivement et irrémédiablement amenées à la fin de l'année 2015. Les équipements résiduels seront démantelés dès l'arrêt des activités résiduelles et au plus tard le 31 décembre 2015. Un premier émetteur d'ondes électromagnétiques a déjà été mis à l'arrêt et démonté.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur les travaux de démontage?

- Les travaux de démontage sont-ils déjà confiés à une entreprise et, le cas échéant, quand ces travaux pourront-ils commencer?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer la durée prévisionnelle des travaux?

Réponse (30.09.2015) **de M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

RTL/CLT-UFA s'est engagé dans le cadre de l'accord relatif au démantèlement du site de radiodiffusion de Marnach d'arrêter les émissions au plus tard le 31 décembre 2015 et de démanteler les installations techniques dans les trois mois suivant l'arrêt des émissions. Je rappelle qu'un des deux émetteurs a déjà été démantelé il y a quelques mois.

RTL/CLT-UFA nous a confirmé que la société compte émettre jusque fin décembre de cette année et procédera au démantèlement de l'émetteur restant dans les délais convenus.

Question 1437 (16.09.2015) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant **le traitement des demandes d'asile:**

Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a déposé en date du 19 février 2015 un projet de loi visant à transposer en droit national la directive 2013/32/UE. Parmi les éléments que couvre ledit texte figurent des dispositions visant à limiter le délai d'examen de la procédure à six mois (qui pourra être exceptionnellement étendu à 21 mois). Il s'agit, selon les auteurs du projet de loi, de mettre en place des procédures à la fois plus rapides et efficaces.

Il ressort par ailleurs de l'exposé des motifs du projet de loi précité que «(l)e raccourcissement du délai de traitement en première instance va engendrer des difficultés concrètes pour le personnel qui traite les demandes de protection internationale. En effet, actuellement, uniquement 68% des demandes sont traitées endéans ces six mois, à savoir les demandes priorisées des Balkans de l'Ouest.

Sur base des constats, notamment de l'UNHCR, au moins deux millions de réfugiés potentiels risqueraient de se retrouver en Europe. Au vu de la situation actuelle en matière d'asile et en tenant compte de l'augmentation constante des demandeurs de protection internationale au Luxembourg, il est plus que certain que notre pays soit également confronté dans un avenir très proche à un nouvel afflux».

Notons que depuis le dépôt du projet de loi en février 2015, le Gouvernement a également procédé à un amendement gouvernemental ayant e. a. pour objet de «renforcer les moyens des structures d'accueil et de mettre à disposition du Ministère de la Famille et de l'Intégration notamment les crédits budgétaires et les ressources nécessaires pour faire face aux demandes actuelles et à venir». Le Conseil de Gouvernement a de même décidé d'accroître les effectifs de l'OLAI.

Il n'en reste pas moins que pour le moment aucune annonce n'a été faite quant à un éventuel renforcement des effectifs des juridictions administratives.

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter le nombre de magistrats siégeant auprès des juridictions administratives afin de leur permettre d'évacuer les recours dirigés contre les décisions ministérielles en matière d'asile dans des délais raisonnables?

Réponse (06.10.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Au vu de la situation actuelle en matière d'asile et concernant plus particulièrement la question des honorables Députés des répercussions ultérieures sur le contentieux administratif au vu de l'augmentation des décisions en matière d'asile, le Ministre de la Justice tient à préciser que le Gouvernement a anticipé ces répercussions.

Ainsi, ensemble avec la Chambre des Députés, il a été convenu en date du 5 octobre 2015 lors de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre des Députés d'adapter les textes relatifs aux demandes d'asile et à la procédure dite «procédure accélérée», y compris devant les juridictions administratives.

Le projet de loi n°6779 sera complété par un amendement parlementaire, qui prévoit les adaptations nécessaires afin de permettre aux juridictions administratives de traiter les recours en cette matière de façon efficace et sereine.

À cet effet l'idée de créer des recours en réformation dans cette matière, au lieu des recours en annulation actuellement prévus, a été retenue. En outre, il a été retenu de permettre à des juges uniques de traiter en principe certains de ces contentieux, bien que l'affaire puisse être renvoyée à une formation collégiale sous certaines conditions.

Lors de sa séance du 5 octobre 2015 la commission compétente de la Chambre a décidé d'adopter un amendement parlementaire en ce sens, qui sera incessamment soumis au Conseil d'État.

Ces amendements parlementaires devraient pouvoir conduire à un équilibre entre une sauvegarde des droits fondamentaux et procédures applicables en matière d'asile et une justice efficace, permettant aux juridictions de traiter les recours introduits dans des délais raisonnables.

Question urgente 1459 (28.09.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **décapitation et crucifixion de Monsieur Ali Mohammed Al-Nimr en Arabie saoudite:**

En effet, Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que le susdit homme de 21 ans, chiite, a été arrêté, en 2012 à l'âge de 17 ans, lors d'une manifestation contre la monarchie saoudienne dans l'est du pays et qu'il a été condamné - dans un procès tenu en secret et qui se place, selon tous les experts, dans le conflit sunnites-chiites - à la peine de mort le 27 mai 2014. La justice saoudienne a par la suite rejeté son appel en septembre 2015. Sa décapitation suivie d'une crucifixion semble maintenant être imminente.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre soutient-il les nombreux appels européens et internationaux de tous bords visant à faire renoncer l'Arabie Saoudite à la susdite exécution?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pourrait-il pas intervenir d'urgence au nom de la Présidence luxembourgeoise du Conseil européen auprès de son homologue saoudien afin d'obtenir in extremis l'annulation de la peine de mort prononcée contre le jeune homme?

Réponse (30.09.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Évidemment.

Le Luxembourg est fermement et absolument opposé à la peine capitale dans tous les cas et en toutes circonstances. Le Luxembourg considère la peine de mort comme une violation flagrante des droits de l'Homme et l'abolition de cette peine comme essentielle pour la protection de la dignité humaine.

Dans ce contexte, il faut souligner que l'Arabie Saoudite a adhéré à la Convention des droits de l'enfant de 1990 qui interdit la peine capitale (de même que l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération) pour les infractions commises par des personnes âgées de moins de dix-huit ans.

À l'instar d'autres pays membres de l'Union européenne, le Luxembourg soutient les nombreux appels européens et internationaux demandant de façon urgente aux autorités de l'Arabie Saoudite de suspendre l'exécution de la peine prononcée à l'encontre d'Ali Mohammed Al-Nimr et de respecter ainsi pleinement les conventions internationales auxquelles leur pays est partie.

Le Gouvernement luxembourgeois incite enfin les autorités saoudiennes à s'assurer que la cause d'Ali Mohammed Al-Nimr puisse être entendue à travers un procès juste et équitable, répondant aux obligations internationales auxquelles l'Arabie Saoudite a souscrit.

Ad 2. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes est en contact étroit avec le Service européen pour l'action extérieure pour inciter les autorités saoudiennes à surseoir à l'exécution de la peine capitale à l'encontre d'Ali Mohammed Al-Nimr. Dans ce contexte, le Luxembourg a notamment demandé à ce que la délégation de l'UE à Riyad, en accord avec les lignes directrices de l'Union européenne sur la peine de mort, entreprenne une démarche urgente auprès des autorités saoudiennes pour rappeler l'opposition de principe de l'UE et de tous ses États membres à la peine de mort et demander notamment le respect des standards minimums applicables dans les cas de mineurs d'âge au moment des faits, comme celui d'Ali Mohammed Al-Nimr. J'ai également soulevé ce sujet pressant avec Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et Présidente du Conseil Affaires Étrangères, à New York en marge de la semaine ministérielle de l'Assemblée générale des Nations Unies et je l'ai encouragée à intervenir d'urgence auprès des autorités saoudiennes au nom de l'Union européenne.

Le Gouvernement luxembourgeois espère que ces démarches, accompagnées en parallèle des efforts diplomatiques coordonnés d'autres États membres de l'UE, pourront amener les autorités saoudiennes à suspendre l'exécution de la peine de mort à l'encontre d'Ali Mohammed Al-Nimr, ainsi qu'à instaurer à plus long terme un moratoire comme première étape vers l'abolition définitive de la peine de mort.